Chamberblietchen

2007-2008

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2007-2008

Document	Contenu	Page
	Rapport Activite	3
CR n°2	Séances n°3, 4	35
CR n°3	Séances n°5, 6	79
CR n°4	Séances n°7, 8, 9, 10	127
CR n°5	Séances n°11, 12, 13, 14	187
CR n°6	Séances n°15, 16, 17, 18	235
CR n°7	Séances n°19, 20, 21, 22	295
CR n°8	Séances n°23, 24, 25	359
CR n°9	Séances n°26, 27, 28	423
CR n°10	Séances n°29, 30, 31, 32	491
CR n°11	Séances n°33, 34	555
CR n°12	Séances n°35, 36, 37	619
CR n°13	Séances n°38, 39, 40	683
CR n°14	Séances n°41, 42, 43	739
CR n°15	Séances n°44, 45, 46	795
CR n°16	Séances n°47, 48, 49, 50	855
CR n°17	Séances n°51, 52	919

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Rapport d'activité de la session parlementaire 2007-2008

L'année parlementaire 2007 / 2008

53 séances publiques.
Plus de 185 heures de débats en séance plénière. 83 projets de loi évacués.
749 réunions de commissions.
859 questions parlementaires adressées aux membres du Gouvernement - sans parler des 6 heures de question au Gouvernement en séance publique avec leurs 60 questions, des 24 questions urgentes, des 11 questions avec débat; des 13 heures d'actualité, des six interpellations etc.

Ces quelques chiffres-clé de la session 2007/2008 seront développés - parmi tant d'autres - dans le présent rapport d'activité qui fournit un compte rendu détaillé des travaux parlementaires depuis l'ouverture de la session 2006/2007 le 9 octobre 2007 jusqu'à sa clôture le 14 octobre 2008.



Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés

Session 2006-2007

CSV	24 députés
LSAP	14 députés
DP	10 députés
Déi Gréng	7 députés
ADR	4 députés
Indépendant	1 député

Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés par circonscription électorale

Députés de la Circonscription du Sud	Appartenance politique
ANDRICH-DUVAL Sylvie	CSV
ARENDT Nancy	CSV
BODRY Alex	LSAP
BRAZ Felix	Déi Gréng
CASTEGNARO John	LSAP
DALL'AGNOL Claudia	LSAP
DOERNER Christine	CSV
ERR Lydie	LSAP
GIBERYEN Gaston	ADR
GLESENER Marcel	CSV
GRETHEN Henri *	DP
HAUPERT Norbert	CSV
HUSS Jean	Déi Gréng
JAERLING Aly	Indépendant
MEISCH Claude	DP
MUTSCH Lydia	LSAP
NEGRI Roger	LSAP
ROTH Gilles	CSV
SCHREINER Roland	LSAP
SPAUTZ Marc	CSV
SPAUTZ Vera	LSAP
SUNNEN Fred	CSV
WOLTER Michel	CSV
TOTAL: 23 députés	9 CSV 8 LSAP 2 Déi Gréng 2 DP 1 ADR 1 Indépendant

Députés de la circonscription du Centre	Appartenance politique
ADAM Claude	Déi Gréng
ANGEL Marc	LSAP
BAUSCH François	Déi Gréng
BETTEL Xavier	DP
BRASSEUR Anne	DP
DIEDERICH Fernand	LSAP
FAYOT Ben	LSAP
FLESCH Colette	DP
GANTENBEIN-KOULLEN Marie-Thérèse	CSV
HELMINGER Paul	DP
HENCKES Jacques-Yves	ADR
KLEIN Jean-Pierre	LSAP
KRIEPS Alexandre	DP
LOSCHETTER Viviane	Déi Gréng
MEYERS Paul-Henri	CSV
MOSAR Laurent	CSV
OBERWEIS Marcel	CSV
SANTER Patrick	CSV
SAUBER Marcel	CSV
STEIN-MERGEN Martine	CSV
THIEL Lucien	CSV
TOTAL: 21 députés	8 CSV 5 DP 4 LSAP 3 Déi Gréng 1 ADR

Députés de la Circonscription du Nord	Appartenance politique
CALMES Emile **	DP
GIRA Camille	Déi Gréng
GOERENS Charles	DP
KAES Ali	CSV
KOEPP Jean-Pierre	ADR
SCHAAF Jean-Paul	CSV
SCHANK Marco	CSV
SCHNEIDER Romain	LSAP
WEILER Lucien	CSV
TOTAL: 9 députés	4 CSV 2 DP 1 Déi Gréng 1 LSAP 1 ADR

* remplacé le 19/12/2007 par Eugène Berger
** remplacé le 19/12/2007 par Fernand Etgen



Députés de la Circonscription de l'Est	Appartenance politique
CLEMENT Lucien	CSV
FRANK Marie-Josée	CSV
HETTO-GAASCH Françoise	CSV
KOX Henri	Déi Gréng
MEHLEN Robert	ADR
SCHEUER Jos	LSAP
WAGNER Carlo	DP
TOTAL: 7 députés	3 CSV 1 Déi Gréng 1 DP 1 LSAP 1 ADR

	2003	2004	2005	2006	2007
Professions indépendantes	**28**	**28**	**23**	**23**	**22**
avocat / notaire	11	11	7	7	7
médecin / vétérinaire / pharmacien	2	2	1	1	1
commerçant / industriel / indépendant / artisan	4(2)	4(2)	11(1)	11(1)	11(1)
agriculteur / viticulteur	1	1	2	2	2
sans profession et autres (p.ex: TII)	10	10	2	2	2
Salariés secteur privé	**10**	**10**	**11**	**11**	**11**
ouvrier	0	0	0	0	0
syndicaliste	2(1)	2(1)	2	2	2
journaliste	1	1	0	0	0
ingénieur	0	0	0	0	0
autres employés	7(1)	7(1)	9(3)	9(3)	9(3)
Salariés secteur public	**22**	**22**	**26**	**26**	**27**
ouvrier de l'Etat	0	0	0	0	0
agent CFL	2	2	4	4	4
agent secteur parastatal	0	0	0	0	0
agent secteur communal	5	5	0	0	0
fonctionnaire	15(1)	15(1)	22(1)	22(1)	22(1)
TOTAL	**60**	**60**	**60**	**60**	**60**

(*) = nombre de retraités dans le total

L'organisation de la Chambre des Députés

Le fonctionnement de la Chambre est réglé par un certain nombre de dispositions contenues dans la Constitution et dans la loi électorale ainsi que par le Règlement intérieur, élaboré par la Chambre elle-même.

Une session ordinaire est la période d'un an pendant laquelle la Chambre des Députés se réunit. Elle débute le deuxième mardi du mois d'octobre et se clôture le deuxième mardi d'octobre de l'année suivante. Chaque législature comporte, en principe, cinq sessions ordinaires. Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet et qui est, en général, le Premier Ministre.

Au début de chaque législature, la Chambre institue, pour organiser ses travaux, son Bureau, une commission nommée Conférence des Présidents.

Le Président de la Chambre

Les fonctions du Président de la Chambre des Députés sont de représenter la Chambre, de maintenir l'ordre, de faire observer le règlement, de juger de la recevabilité en la forme des textes, des motions et autres propositions, d'accorder la parole, de poser les questions et de les mettre aux voix, d'annoncer le résultat des votes et des scrutins, de prononcer les décisions de la Chambre, de porter la parole en son nom et conformément à son vœu.

Les Vice-Présidents de la Chambre exercent les mêmes attributions que le Président, lorsqu'ils le remplacent. A défaut de Président et de Vice-Présidents, le député le plus âgé - le Doyen d'âge - préside la Chambre.

Le Bureau

L'article 8 du Règlement interne de la Chambre des Députés dispose que:

«Art. 8.- (1) Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international. Il décide de la composition des délégations, sauf en ce qui concerne celles aux assemblées internationales.

(2) Le Bureau règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes, à l'exception de l'ordre du jour de la Chambre qui est de la compétence de la Conférence des Présidents.

(3) Le Bureau s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend toutes les décisions relatives à l'organisation et à la discipline du personnel.

(4) Le Bureau peut confier à un ou plusieurs de ses membres des tâches générales ou particulières relevant de la compétence du Bureau. En même temps sont fixées les modalités d'exécution de ces tâches.»

Le Bureau de la Chambre s'est réuni dix-huit fois au cours de la session 2007-2008.

Le Bureau s'est composé comme suit: M. Lucien Weiler, Président; M. Jos Scheuer, Mme Colette Flesch et Laurent Mosar, Vice-Présidents; MM. Michel Wolter, Ben Fayot, Charles Goerens, François Bausch, Lucien Clement et Alex Bodry, membres; M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.

D'après les missions qui lui sont conférées par le Règlement interne, le Bureau a représenté sur le plan international la Chambre des Députés dans le cadre de visites parlementaires et gouvernementales.

Les activités internationales du Bureau se sont présentées comme suit:

a) Rencontres avec hôtes internationaux

Son Excellence Monsieur Thongsing Thammavong, Président de l'Assemblée nationale de la République Démocratique Populaire Lao, accompagné d'une délégation parlementaire (du 7 au 11 novembre 2007)

Son Excellence Monsieur Herman Van Rompuy, Président de la Chambre des Représentants du Royaume de Belgique (11 septembre 2008)

Son Excellence Madame Regina Van Dinther, Présidente du Landtag de la Rhénanie du Nord Westphalie, R.F.A, accompagnée par ses Vice-Présidents (du 11 au 12 septembre 2008)

b) Visites officielles à l'étranger

Son Excellence Monsieur Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, a été reçu en visite officielle à Sofia sur invitation de Monsieur Georges Pirinsky, Président de l'Assemblée nationale de la République de Bulgarie (du 6 au 7 février 2008)

Son Excellence Monsieur Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, accompagné par des membres du Bureau, a été reçu en visite officielle à Berlin sur invitation de Monsieur le Professeur Docteur Norbert Lammert, Président du Bundestag de la République fédérale d'Allemagne (du 5 au 6 mars 2008)

Des membres du Bureau de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, sous la conduite de Monsieur Jos Scheuer et de Monsieur Laurent Mosar, Vice-Présidents, ont été reçus en visite officielle à Paris sur invitation de Monsieur Céleste Lett, Président du Groupe d'amitié parlementaire France-Luxembourg de l'Assemblée nationale de la République de France (du 26 au 27 mai 2008)

Des membres du Bureau de la Chambre des Députés, sous la conduite de Monsieur Jos Scheuer, Vice-Président, ont été reçus en visite officielle à Sarreguemines sur invitation de Monsieur Céleste Lett, Président du Groupe d'amitié parlementaire France-Luxembourg de l'Assemblée nationale de la République de France (du 25 au 26 septembre 2008)

c) Gestion de l'administration parlementaire

Au niveau des missions internes qui lui sont conférées par le Règlement de la Chambre, le Bureau règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes et s'occupe de façon générale de la gestion des affaires de la Chambre des Députés.

A part du traitement des questions de gestion journalière, le Bureau a notamment acquiescé en sa réunion du 12 novembre 2007 à un nouveau concept de l'émission hebdomadaire «Chamber aktuell» lequel fut lancé le 11 février 2008. A partir de cette date la production de l'émission s'est faite dans un studio professionnel, ce qui permet un programme plus varié, comme par exemple l'organisation de tables rondes. L'émission se présente désormais dans un nouveau décor qui tient compte du look du nouveau site Internet et est désormais diffusée les lundis à 20 heures avec une rediffusion en boucle du mardi au vendredi de 20 à 22 heures.



La Conférence des Présidents

La Conférence des Présidents de la Chambre se compose du Président de la Chambre ainsi que des Présidents de chaque groupe politique. Elle a pour mission de décider des questions relatives à l'organisation des travaux de la Chambre, de proposer l'ordre du jour de la Chambre et de donner son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son assentiment est requis en vertu d'une disposition légale.

La Conférence des Présidents se compose comme suit: M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, M. Michel Wolter, Président du groupe politique CSV, M. Ben Fayot, Président du groupe politique LSAP, M. Charles Goerens, Président du groupe politique DP et M. François Bausch, Président du groupe politique DÉI GRÉNG.

Au cours de la session 2007-2008, la Conférence des Présidents s'est réunie 27 fois pour régler les questions administratives de la Chambre et pour aviser 26 projets de règlement grand-ducal.

Les commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales

Pour faciliter et pour rationaliser ses travaux parlementaires, la Chambre institue des commissions réglementaires, des commissions permanentes et des commissions spéciales dont elle fixe le nombre, la dénomination et les attributions. Au sein des commissions il est tenu compte de la représentation proportionnelle des groupes politiques.

Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi, les amendements et motions que le Président de la Chambre leur renvoie. Elles ont le droit de présenter elles-mêmes des propositions et des amendements. Elles ont également pour mission de préparer des débats, d'organiser des auditions publiques et non publiques ainsi que des visites et de poursuivre toute activité rentrant dans le cadre de leurs attributions.
Les commissions s'occupent en outre des dossiers européens qui concernent leur domaine de compétence.

Les travaux parlementaires en commission sont non public.

Liste alphabétique des Commissions parlementaires

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Commission du Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat

Commission des Pétitions

Commission du Règlement

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Commission de l'Environnement

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Commission des Finances et du Budget

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Commission juridique

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Commission des Transports

Commission du Travail et de l'Emploi

Commission des Travaux publics



Synthèse des travaux des commissions parlementaires

Commissions réglementaires

Commission des Pétitions

Président: Gira Camille (Déi Gréng)
Vice-Présidents: Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse (CSV)
Err Lydie (LSAP)
Membres: CSV: Doerner Christine, Santer Patrick, Schank Marco
LSAP: Diederich Fernand, Spautz Vera
DP: Bettel Xavier, Brasseur Anne
ADR: Koepp Jean-Pierre

Au cours de la session parlementaire 2007-2008, la Commission des Pétitions s'est réunie à 9 reprises.

Lors de sa réunion du 18 octobre 2007, la Commission a procédé à un échange de vues avec une délégation turque de la «Human Rights Presidency» sur la répartition des rôles respectifs entre la Commission des Pétitions et le Médiateur.

Au cours de la réunion du 15 novembre 2007, les membres de la Commission ont, d'une part, procédé à un échange de vues sur le rapport d'activité annuel du Médiateur et, d'autre part, examiné la pétition n°285 revendiquant l'égalité pour toutes les carrières de niveau BAC+3.

Le 10 décembre 2007, les membres de la Commission des Pétitions ont commencé la préparation du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (document parlementaire n°5804), en nommant notamment M. Camille Gira Rapporteur. Elle a ensuite statué sur la recevabilité de deux nouvelles pétitions.

Lors de la réunion du 24 janvier 2008, la Commission des Pétitions a continué la préparation du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur. Elle a ensuite examiné la pétition n°287 contre la construction d'un nouveau foyer d'accueil pour toxicomanes dans la rue Dernier Sol.

Au cours de la réunion du 14 février 2007, la Commission des Pétitions a encore continué la préparation du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur.

Lors de la réunion du 06 mars 2008, les membres de la Commission ont poursuivi la préparation du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur. Il a par ailleurs été procédé à l'examen de la pétition n°288 «en vue d'actions à poursuivre afin d'obtenir un redressement des criantes inégalités discriminatoires qui entachent notre régime fiscal sur le revenu».

Lors de la réunion du 18 mars 2008, les membres de la Commission ont achevé la préparation du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur en adoptant notamment le projet de rapport leur soumis par M. Camille Gira.

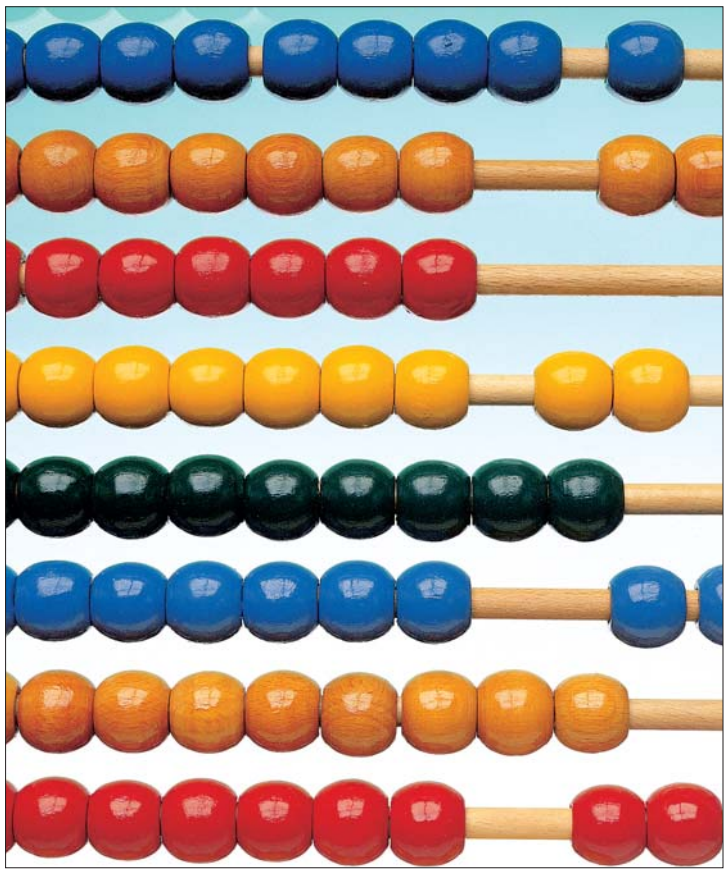
Lors de la réunion du 25 juin 2008, la Commission des Pétitions a procédé à un échange de vues avec M. Marc Fischbach au sujet des conclusions à tirer du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur. Elle a ensuite examiné la pétition n°289 concernant l'inscription de la langue luxembourgeoise en tant que langue officielle dans la Constitution et revendication d'une reconnaissance officielle de la langue luxembourgeoise par l'Union européenne. Par ailleurs, elle a examiné le courrier de M. le Ministre des Finances Jean-Claude Juncker au sujet de la pétition n° 288 ayant pour objet «de faire entreprendre des actions afin d'obtenir un redressement de criantes inégalités discriminatoires qui entachent notre régime fiscal de l'impôt sur le revenu». Pour finir, elle a examiné les recommandations du Médiateur n°31-2008 relative à la rectification des actes de l'état civil des transsexuel(le)s et n°32-2008 relative aux principes régissant l'inscription d'une personne au registre de la population.

Au cours de la réunion du 7 octobre 2008, la Commission des Pétitions a examiné la documentation fournie par M. le Médiateur au sujet de la recommandation n° 32-2008 relative aux principes régissant l'inscription d'une personne au registre de population et procédé à un échange de vues quant à la suite à réserver à cette recommandation. Elle a par ailleurs fait le point sur les dossiers en suspens.



Commission du contrôle de l'exécution budgétaire et des comptes

Président: Flesch Colette (DP)
Vice-Présidents: Wolter Michel (CSV)
Castegnaro John (LSAP)
Membres: CSV: Clement Lucien, Haupert Norbert, Mosar Laurent
LSAP: Fayot Ben, Negri Roger
DP: Goerens Charles
Déi Gréng: Bausch François
ADR: Mehlen Robert



Au cours de la session parlementaire 2007-2008, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire s'est réunie à 22 reprises, d'abord sous la présidence de M. Henri Grethen, puis, à partir de janvier 2008 sous la présidence de Mme Colette Flesch.

En date du 22 octobre 2007, Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la réforme administrative a présenté l'évolution du programme «eGouvernement» aux membres de la Commission.

Suite à l'examen d'une série de décisions de passer-outre, la Commission a eu une entrevue le 5 novembre 2007 avec Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi au sujet de la situation de différentes asbl (initiatives sociales) susceptibles de rembourser une partie des montants qui leurs ont été versé par l'Etat. En date du 15 juillet 2008, le résultat de l'étude menée par l'IGF dans ce contexte a été présenté à la Commission. Au vu des explications fournies, la Commission a considéré que ce dossier était désormais clos.

Le 19 novembre 2007, Monsieur le Ministre des Travaux publics a présenté le bilan financier des grands chantiers aux membres de la Commission. Cet exercice a été réitéré le 16 juin 2008.

Suite à la présentation par Monsieur le Ministre des Transports du programme eGo le 20 novembre 2006 et du résultat de l'audit effectué par KPMG au cours de la réunion du 23 avril 2007, la Commission (après avoir soumis au vote en séance publique une motion concernant ce programme) a décidé de demander à la Cour des comptes d'élaborer un rapport spécial portant sur la gestion du projet eGo. Elle a discuté du contenu de ce futur rapport au cours des réunions du 22 octobre, du 19 novembre et du 3 décembre 2007.

Monsieur le Ministre des Travaux publics a été autorisé, au cours de la réunion du 11 février 2008, à procéder immédiatement aux travaux d'assainissement de type 1 du Lycée Hubert Clement Esch-Alzette sans attendre le vote d'un projet de loi portant sur les travaux de type 2. Au cours de cette même réunion, les membres de la Commission ont accepté que le Ministre des Travaux publics entame une procédure de marché négocié concernant les pavillons provisoires du Lycée technique Nic Biever à Dudelange et ceux destinés au site de l'INS. Ils ont également donné

leur accord à la poursuite immédiate des travaux relatifs à l'atelier thérapeutique sur le site du «Château de Schoenfels» sans devoir attendre le dépôt d'un projet de loi portant sur l'aménagement d'un centre d'accueil du Service de la Conservation de la Nature de l'Administration des Eaux et Forêts sur ce même site.

Le 25 février 2008, Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget a présenté à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et à la Commission des Finances et du Budget les recettes et les dépenses provisoires de l'Etat pour l'exercice 2007.

En date du 7 avril 2008, Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget a livré des précisions aux membres de la Commission quant à l'acquisition de 384 ha de parcelles forestières auprès de l'Administration des Biens de Son Altesse Royale le Grand-Duc. Au cours de cette même réunion, les membres de la Commission ont approuvé la signature d'un bail de location sur trois à cinq ans d'un immeuble situé à Senningerberg et destiné à loger certains services de la police, ainsi que l'achat d'un immeuble destiné à abriter les bureaux et la résidence de l'ambassade du Luxembourg à New York (le coût de cet achat sera compensé par la vente de la résidence actuelle de l'ambassadeur à New York).

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a décidé au cours de sa réunion du 21 avril 2008 d'autoriser Monsieur le Ministre des Travaux publics à procéder aux travaux de sécurisation de la cheminée du haut fourneau A et d'imputer le budget restant de la loi relative aux études et travaux préparatoires en vue de la réalisation d'un centre national de la culture industrielle sur le site des hauts fourneaux à Belval-Ouest à cet effet, à condition que l'enveloppe financière globale prévue par cette loi ne subisse aucun dépassement.

En coopération avec la Commission des Finances et du Budget, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a rencontré une délégation de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de l'Assemblée nationale de la République de Bulgarie le 26 juin 2008.

En présence de la Commission des Finances et du Budget, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a participé le 30 juin 2008 à la présentation des recettes et des dépenses de l'Etat des cinq premiers mois de l'exercice 2008 par Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget.

Le 23 juillet 2008, la Commission a accueilli, en présence de la Commission des Finances et du Budget, une délégation de la Chambre des Comptes de la République du Cameroun.

Rapports spéciaux de la Cour des Comptes:

La Cour des Comptes a présenté à la Commission son rapport spécial sur le Bâtiment Tour B situé sur le Plateau du Kirchberg le 3 décembre 2007. M. François Bausch a été nommé rapporteur du rapport spécial.

La Cour des comptes a présenté son rapport spécial concernant les programmes quinquennaux d'équipement sportif et le Fonds d'équipement sportif national le 12 juin 2006. Monsieur le Ministre des Sports a procédé à un échange de vues avec les membres de la Commission le 24 juillet 2006. La Commission a adressé de nouvelles questions à Monsieur le Ministre des Sports au cours du mois de juillet 2007 et reçu les réponses afférentes du ministère le 9 octobre 2007.

La Cour des Comptes a présenté à la Commission son rapport spécial sur les établissements publics - année 2005 le 28 janvier 2008.

La Cour des Comptes a présenté à la Commission son rapport spécial sur les établissements publics - année 2004 le 22 janvier 2007. Le rapport de M. Roger Negri a été adopté au cours de la réunion du 5 mai 2008.

Le rapport spécial de la Cour des Comptes sur le contrôle de la gestion des aides financières allouées par le ministère de la Culture pour le soutien d'activités culturelles a été présenté aux membres de la Commission en date du 2 juillet 2007. Madame la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche a présenté son point de vue au cours de la réunion du 1er octobre 2007. Le rapport de Mme Colette Flesch, contenant un certain nombre de recommandations, a été adopté le 2 juin 2008.

La Cour des comptes a procédé à la présentation de son rapport spécial sur le Musée de la Forteresse au cours de la réunion du 10 mars 2008. Suite à une entrevue avec Madame la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche en date du 2 juin 2008,





la Commission a rencontré l'IGF au sujet des résultats de l'audit réalisé par un auditeur externe dans le cadre de l'établissement de l'état financier du projet du Musée de la Forteresse, ainsi que des constatations et conclusions de l'IGF. Cette rencontre a eu lieu le 21 juillet 2008.

Projets de loi:

Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget a présenté le projet de loi 5740 portant règlement du compte général de l'exercice 2006 au cours de la réunion du 25 février 2008. La Cour des comptes a présenté son rapport général aux membres de la Commission le 19 mai 2008.

La Commission attend toujours les avis du Conseil d'Etat quant aux comptes généraux 2005 et 2006.

Le 15 septembre 2008 la Commission a examiné une série de décisions de passer-outre.

Le 29 septembre 2008 elle a eu un échange de vues avec M. le Ministre des Sports et M. le Ministre des Travaux publics au sujet du Centre national et sportif d'Coque. Elle a ensuite entendu les explications de M. le Ministre des Travaux publics concernant l'implantation d'une partie des services de l'ADEM sur la terrasse des hauts fourneaux sur le site d'Esch-Belval.

Le 13 octobre 2008 la Commission a eu un échange de vues avec M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, relatif au Pavillon luxembourgeois pour l'exposition universelle Shanghai Chine 2010. Elle a ensuite examiné la résolution adoptée par la Chambre des Députés le 21 mai 2004 sur le contrôle de la Cour des Comptes.

Commission du règlement

Président: Gybérien Gaston (ADR)
Vice-Présidents: Santer Patrick (CSV)
Angel Marc (LSAP)
Membres:
CSV: Andrich-Duval Sylvie, Glesener Marcel, Wolter Michel
LSAP: Fayot Ben, Schreiner Roland
DP: Bettel Xavier, Flesch Colette
Déi Gréng: Bausch François

La Commission du Règlement a consacré l'essentiel de ses six réunions à une modification radicale de la procédure relative aux propositions de loi. Le but des travaux de la commission est de valoriser le droit d'initiative législative des députés. Le texte préparé par le président-rapporteur Gast Gibéryen prévoit que dorénavant les propositions de loi, une fois déposées, devront figurer à l'ordre du jour d'une commission parlementaire et d'une séance publique de la Chambre dans un délai de six mois. Après la présentation du texte par le député qui en est l'auteur, il appartient à la Chambre de décider par un vote si la procédure législative concernant la proposition de loi sera poursuivie ou si cette dernière sera classée sans suites. En cas de poursuite de la procédure, la proposition de loi sera soumise pour avis au Conseil d'Etat afin d'être examinée par après par la commission parlementaire compétente et d'être éventuellement adoptée par la Chambre.

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat

Le contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat fut mis en place par la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat et plus particulièrement par les articles 14 et 15 de la loi précitée:

«Art. 14.- Mise en place d'un contrôle parlementaire

Sans préjudice des contrôles et inspections organisés en vertu des dispositions légales et réglementaires, les activités du Service de Renseignement sont soumises au contrôle d'une Commission de Contrôle parlementaire composée des présidents des groupes politiques représentés à la Chambre des Députés.
Chaque membre y dispose d'un nombre de voix égal au nombre des membres du groupe qu'il représente. Les règles de fonctionnement de la Commission sont définies par le règlement d'ordre intérieur de la Chambre des Députés.

Art. 15.- Fonctionnement de la Commission de Contrôle parlementaire

(1) Les réunions de la Commission se tiennent à huis clos. Les délibérations au sein de la Commission sont secrètes.
(2) Le Directeur du Service de Renseignement informe la Commission sur les activités générales de son service, y compris les relations avec les services de renseignement et de sécurité étrangers.
(3) La Commission peut procéder à des contrôles portant sur des dossiers spécifiques. A cette fin, la Commission est autorisée à prendre connaissance de toutes les informations et pièces qu'elle juge pertinentes pour l'exercice de sa mission, à l'exception d'informations ou de pièces susceptibles de révéler l'identité d'une source du Service ou pouvant porter atteinte aux droits de la personne d'un tiers. La Commission peut entendre les agents du Service de Renseignement en charge du dossier sur lequel porte le contrôle.
(4) Lorsque le contrôle porte sur un domaine qui requiert des connaissances spéciales, la Commission peut décider, à la majorité des deux tiers des voix et après avoir consulté le Directeur du Service de Renseignement, de se faire assister par un expert.
(5) A l'issue de chaque contrôle, la Commission dresse un rapport final à caractère confidentiel qui inclut les observations, conclusions et recommandations formulées par ses membres et, le cas échéant, les commentaires relatifs aux contrôles spécifiques définis au paragraphe (3). Ce rapport est adressé au Premier Ministre, Ministre d'Etat, au Directeur du Service de Renseignement et aux députés qui sont membres de la Commission de Contrôle parlementaire.
(6) Le Premier Ministre, Ministre d'Etat peut demander à la Commission d'élaborer un avis concernant des questions liées au fonctionnement et aux activités du Service de Renseignement.
La Commission peut de même et de sa propre initiative émettre un avis concernant les questions visées à l'alinéa précédent.
(7) La Commission de Contrôle parlementaire est informée tous les six mois des mesures de surveillance des communications ordonnées par le Premier Ministre, Ministre d'Etat à la demande du Service de Renseignement.
(8) La Commission de Contrôle parlementaire soumet chaque année un rapport d'activités à la Chambre des Députés.»



La commission s'est composée durant la session visée de Monsieur Charles Goerens, Président, de Messieurs Michel Wolter, Ben Fayot et François Bausch, membres.
La Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat s'est réunie vingt-cinq fois au cours de la session 2007-2008 en vue de s'acquitter des obligations de contrôle parlementaire lui dévolues par la loi.
La session 2007-2008 fut avant tout marquée par le contrôle de la commission des activités du réseau «stay behind» luxembourgeois et du rôle du service de renseignements d'antan dans le cadre des enquêtes relatives à l'affaire des attentats à l'explosif du 1984 à 1986.
Ces contrôles ont fait chacun l'objet d'un rapport portant la date du 7 juillet 2008, remis à Monsieur le Premier Ministre le 8 juillet 2008 et présenté à la presse le 10 juillet 2008.

Commissions permanentes

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural



Président:	Oberweis Marcel (CSV)	
Vice-Présidents:	Schneider Romain (LSAP)	
	Goerens Charles (DP)	
Membres:	CSV:	Clement Lucien, Frank Marie-Josée, Schaaf Jean-Paul
LSAP:	Klein Jean-Pierre, Scheuer Jos	
DP:	Wagner Carlo	
GRÉNG:	Kox Henri	
ADR:	Mehlen Robert	

Sous la présidence de Monsieur Marcel Oberweis, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural s'est réunie à 28 reprises.

Le début de la session 2007-2008 fut marqué par d'intenses travaux législatifs. La commission a ainsi pu porter au vote de la Chambre des Députés trois projets de loi d'une portée majeure.

Ainsi, le 31 janvier 2008, le projet de loi sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques (doc. parl. 5380) a pu être voté en séance publique. Le rapport fut présenté par Monsieur Jean-Paul Schaaf.

Il s'ensuivit, le 20 février 2008, le vote en séance publique du projet de loi relatif aux chiens (doc. parl. 4985), dont Monsieur Marcel Oberweis était le rapporteur.

Enfin, en date du 20 mars 2008, le projet de loi concernant le renouvellement du soutien au développement rural (doc. parl. 5762), a pu être porté au vote de la Chambre. Monsieur Lucien Clement en était le rapporteur.

Par la suite, la commission a pu se consacrer davantage à des échanges de vues avec les acteurs du monde rural, de même qu'elle a su apporter son soutien public à diverses initiatives de promotion de produits du terroir.

Des échanges de vues ont ainsi eu lieu avec Madame Mariann Fischer Boel, Commissaire européenne chargée de l'agriculture et du développement rural, avec la Chambre d'Agriculture, avec la député du Parlement européen Madame Erna Hennicot-Schoepges, avec des représentants du Ministère de l'Environnement, avec une délégation de la société coopérative CONVIS, avec des représentants du Conseil Supérieur pour le Développement Durable, avec une délégation de la Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer asbl, avec des représentants de la Lëtzebuerger Bauerejugend, avec des représentants de différentes ONG sur la problématique environnementale liée à la production de biocarburants, avec des représentants des Lëtzebuerger Mëllechbaueren, avec une délégation de la Lëtzebuerger Natur a Vulleschutzliga et du Mouvement écologique, avec M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural au sujet du «bilan santé» de la politique agricole commune, avec des responsables de l'association agricole Luxlait.

Des réunions externes ont amené la commission à Munsbach sur le site de l'Oikopolis afin de s'informer et d'informer sur les activités des associations Demeter, Bio-Label et BIOG, à visiter une exploitation agricole à élevage biologique de poulets à Sprinkange et à soutenir une action de promotion de la production fruitière régionale à Junglinster.

Finalement, la commission parlementaire a suivi de manière régulière les dossiers agricoles au niveau européen et a, en cas de nécessité, sollicité des prises de position afférentes de M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ou de ses représentants.

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports



Président:	Bodry Alex (LSAP)	
Vice-Présidents:	Sauber Marcel (CSV), Flesch Colette (DP)	
Membres:	CSV:	Hetto-Gaasch Françoise, Schank Marco, Spautz Marc
	LSAP:	Castegnaro John, Scheuer Jos
	DP:	Eugène Berger, Brasseur Anne (pour le volet Sports)
	Déi Gréng:	Jean Huss (pour le volet Sports), Kox Henri (sauf pour le volet Sports)
	ADR:	Henckes Jacques-Yves (sauf pour le volet Sports), Jean-Pierre Koepp (pour le volet Sports)

Au courant de la session 2007-2008, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports s'est réunie à 33 reprises.

Ces réunions régulières, consacrées principalement à des travaux législatifs bien précis, ont permis de porter au vote de la Chambre des Députés huit projets de loi et une proposition de loi.

Ainsi, le 23 octobre 2007, la Chambre des Députés a adopté le projet de loi portant modification de la loi du 19 février 2004 portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques, ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises; transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE précitée (doc. parl. 5599). Monsieur le Président de la commission parlementaire Alex Bodry a présenté ce projet à la plénière.

Le 20 novembre 2007 le projet de loi autorisant l'Etat à fournir une garantie bancaire pour la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain (doc. parl. 5471) a été voté par la Chambre des Députés. Monsieur Alex Bodry en était le rapporteur.

Monsieur John Castegnaro était rapporteur du projet de loi relatif au développement économique régional (doc. parl. 5779), voté le 11 juin 2008 par la Chambre.

En date du 30 janvier 2008, le projet de loi portant modification de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence (doc. parl. 5683) a été voté par la Chambre. Monsieur Jos Scheuer était rapporteur.

Le 30 janvier 2008 également, la proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (doc. parl. 5681) a pu être adoptée. Le rapporteur était Monsieur Henri Kox.

Le 20 février 2008, Monsieur le rapporteur Jos Scheuer a pu soumettre le projet de loi transposant la Directive 2005/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions et la Décision-cadre 2005/667/JAI du Conseil du 12 juillet 2005 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires (doc. parl. 5686) au vote de la Chambre des Députés.

En date du 20 mars 2008, Monsieur Alex Bodry a présenté le rapport relatif au projet de loi



relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs (doc. parl. 5699), loi adoptée en cette même séance publique.

Les travaux concernant le projet de loi relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services, dit ILNAS (doc. parl. 5516), ont également pu être finalisés, de sorte que Monsieur John Castegnaro a pu présenter son rapport et que le projet a pu être voté le 24 avril 2008.

Le projet de loi ayant pour objet: 1) le développement économique de certaines régions du pays; 2) la modification de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie; de la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables (doc. parl. 5779), a pu être porté au vote de la Chambre. Monsieur John Castegnaro était rapporteur de la commission.

La commission a également pris position au sujet du rapport d'activité du Médiateur et a suivi les dossiers européens lui communiqués. Dans ce contexte, la commission a reçu, le 18 février 2008, une délégation du Conseil Economique et Social afin de faire le point sur la problématique des services d'intérêt général dans le contexte du marché communautaire et la position afférente de la Commission européenne.

Certaines réunions ont été consacrées à des sujets de politique économique générale, comme la stratégie de Lisbonne dans le cadre de laquelle la commission parlementaire examina, dans une première étape, le Rapport de mise en œuvre 2007 du Plan national pour l'innovation et l'emploi, et organisa ensuite deux auditions publiques, le 5 mars et le 10 avril 2008. Ces auditions ont permis de préparer l'élaboration du nouveau programme national de réforme pour le deuxième cycle triennal (2008-2010) de ladite stratégie de Lisbonne, programme qui a pu être débattu en séance plénière le 16 octobre 2008.

Par la suite, le 20 juin 2008, la commission a eu un échange de vues approfondi avec une délégation de la Commission européenne au sujet des conclusions à tirer des deux auditions publiques précitées.

La commission a en outre suivi de près et dans le respect du secret des délibérations l'évolution du dossier du projet de fusion entre Cegedel, Soteg et Saar Ferngas.

La politique des consommateurs, et plus particulièrement son volet communautaire, a été le thème de l'entrevue de la commission parlementaire, le 21 avril 2008, avec la Commissaire européenne Madame Meglena Kuneva.

Lors d'une réunion jointe le 17 juin 2008 avec d'autres commissions parlementaires concernées, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports s'est informée en détail sur le plan d'action du Gouvernement «Technologies de la Santé».

L'objet d'autres réunions jointes était la problématique des règles d'affiliation et de cotisation à la Chambre de commerce, le système européen d'échange de quotas d'émissions de CO2 ainsi que l'évolution et l'avenir



des facultés de l'Université du Luxembourg notamment en ce qui concerne les activités de recherche.

La session 2007-2008 se clôtura, sur l'arrière-fond d'une crise financière internationale, avec des préoccupations conjoncturelles. Les dernières réunions de la commission furent ainsi consacrées, le 23 septembre 2008, à un échange de vues avec le Président de la Banque centrale du Luxembourg sur l'état de la conjoncture luxembourgeoise et les prévisions économiques, suivi le 29 septembre, conjointement avec la Commission des Finances et du Budget, d'une entrevue avec le Gouvernement au sujet de la prise de participation dans le groupe bancaire Fortis.



Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Président: Scheuer Jos (LSAP)
Vice-Présidents: Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Brasseur Anne (DP)
Membres:
CSV: Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse, Roth Gilles, Sunnen Fred
LSAP: Castegnaro John, Diederich Fernand
DP: Eugène Berger
Déi Gréng: Adam Claude (sauf pour le volet Formation professionnelle), Viviane Loschetter (pour le volet Formation professionnelle)
ADR: Mehlen Robert



Sujets d'intérêt général:

Donnant suite à une résolution déposée par Madame Anne Brasseur, la commission a mené une discussion sur le cours d'instruction religieuse et morale, le cours de formation morale et sociale et l'éducation aux valeurs dans le système scolaire luxembourgeois.

*

En vue de la préparation du débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité, la commission a procédé à une analyse profonde des résultats de l'étude PIRLS (Progress in International Reading Literacy Study) et de l'étude PISA 2006 (OCDE - Programme for International Student Assessment).

*

Au niveau international la commission a eu, en réunion jointe avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, une entrevue avec une délégation du Sénat de Roumanie.

Elle s'est déplacée à Perl (RFA) pour se renseigner sur place au sujet des modalités de fonctionnement et de l'infrastructure du Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl.

Travaux législatifs:

La Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a consacré la majeure partie de ses réunions à l'examen et à la discussion des projets de loi représentants la réforme scolaire. Il s'agit en l'occurrence des projets de loi 5758 relatif à l'obligation scolaire, dont les amendements ont été envoyés au Conseil d'Etat au cours du mois d'août, du projet de loi 5759 sur l'enseignement fondamental qui a également été modifié et du projet de loi 5760 sur le personnel enseignant.

Trois projets de loi ont pu être évacués, tous concernent des établissements scolaires.

Le projet de loi 5761 porte création d'une Ecole préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive. Il s'agit en fait de la loi de base concernant le projet «Eis Schoul», une école primaire se proposant d'intégrer tous les enfants, de mieux gérer l'hétérogénéité, de différencier les apprentissages, d'impliquer les enfants comme auteurs de leurs apprentissages, d'aborder autrement le plurilinguisme, de repenser les formes d'évaluation, d'améliorer l'accompagnement péri- et parascolaire des enfants, de mieux informer et impliquer les parents, de rallier l'ensemble du corps enseignant d'une école à un projet pédagogique précis, de favoriser le travail d'une équipe multiprofessionnelle.

L'initiative de créer une école primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive remontant à une initiative du Groupe Luxembourgeois d'Education Nouvelle (GLEN), fondé en décembre 2004, connaît son aboutissement en 2008. Elle ouvrira ses portes à la rentrée scolaire 2008-2009 et sera implantée à Luxembourg-Kirchberg.

*

Par un autre projet de loi (N° 5854) a été approuvé un Protocole additionnel au Protocole signé le 4 décembre 2006 à Perl entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le „Landkreis Merzig-Wadern" sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers, ainsi que les dépenses courantes du „Deutsch-Luxemburgisches-Schengen-Lyzeum Perl".

Au vu du succès que connaît l'offre scolaire du Schengen-Lycée, il est de mise de donner à un maximum d'élèves la possibilité d'en profiter. A cette fin, il y a lieu de revoir dès à présent la taille de l'immeuble abritant ce lycée. De ce fait, le projet de modernisation et d'extension de l'immeuble actuel a dû être réexaminé complètement, avec comme conséquence évidente que le coût total de 12 millions d'euros pour les travaux initialement prévus doit également être reconsidéré

*

La création d'un lycée à Junglinster (projet de loi N° 5782) se fonde sur l'organisation scolaire telle qu'elle a été définie dans le plan directeur sectoriel „Lycées" établissant quatre pôles d'enseignement sur le territoire national: Nord, Centre, Sud et Est, ce dernier comprenant les cantons d'Echternach, de Grevenmacher, ainsi que les communes de Heffingen et Larochette.

Le lycée est conçu pour accueillir entre 1.220 et 1.400 élèves. D'après le plan sectoriel „lycées", cet effectif d'élèves est suffisant pour garantir une large diversité d'offres scolaires et pour permettre une gestion rationnelle des structures et infrastructures.

Il accueille ainsi les élèves de la classe de 7e jusqu'à la classe de 9e de l'enseignement secondaire technique, y compris le régime préparatoire, ainsi que les élèves de la classe de 7e jusqu'à la classe de 4e de l'enseignement secondaire.

Les auteurs du projet de loi ont prévu dès le départ l'offre d'une prise en charge qui va au-delà du temps d'enseignement. Ainsi, le lycée de Junglinster offrira un encadrement scolaire de 7.30 h à 18 h. L'encadrement comprendra, d'une part, des cours d'appui et des mesures de remédiation et, d'autre part, des activités culturelles, sportives et scientifiques, ainsi que des apprentissages complémentaires facultatifs.

*

Enfin, la commission a procédé à l'examen du projet de loi 5622 qui s'inscrit dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle et du projet de loi 5847 portant sur l'innovation et la recherche pédagogiques, projet dont la finalisation est prévue pour la session parlementaire 2008/2009.

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Président: Sunnen Fred (CSV)
Vice-Présidents: Fayot Ben (LSAP)
Flesch Colette (DP)
Membres:
CSV: Oberweis Marcel, Stein-Mergen Martine, Thiel Lucien
LSAP: Dall'Agnol Claudia, Mutsch Lydia
DP: Brasseur Anne
Déi Gréng: Adam Claude
ADR: Mehlen Robert

1) Débats et sujets généraux

La commission parlementaire a préparé un débat d'orientation sur la Grande Région, dont le rapport est disponible comme document parlementaire 5831. La présidence luxembourgeoise de la Grande Région a montré une nouvelle fois que l'aménagement du territoire a un impact profond sur le comportement de la population. Il paraît dès lors souhaitable d'œuvrer en faveur d'une meilleure coordination des plans d'aménagement du territoire dans les communes frontalières. A travers un programme de travail qui s'échelonne sur 18 mois, la Présidence luxembourgeoise s'engage à assurer encore davantage une assise à la Grande Région en tant que modèle de coopération transfrontalière.

Le 9 avril 2008, les membres de la Commission parlementaire se sont entretenus avec des représentants du Fonds national de la Recherche sur les activités du Fonds et les développements possibles dans le domaine de la Recherche au Luxembourg.
La commission s'est également entretenue avec des représentants de l'OCDE et du département de la Recherche du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture sur les suites accordées au rapport de l'OCDE sur la recherche à Luxembourg.

Deux entrevues ont eu lieu, les 18 et 22 septembre 2008, avec des représentants de l'Université du Luxembourg, dont le Recteur, M. Tarrach et les doyens des facultés MM. Prum, Malvetti et Margue sur le développement de l'Université et de ses facultés, ainsi que sur les formations des enseignants luxembourgeois.

Fin 2007 des membres de la commission parlementaire ont participé à un voyage d'études à Sibiu en Roumanie.

En réunion jointe avec la Commission des Travaux publics, la commission parlementaire a été informée au sujet des travaux en cours à Belval-Ouest, site qui accueillera e.a. les nouvelles infrastructures de l'Université du Luxembourg.

* * *

2) Travaux législatifs

Le projet de loi 4715 concernant la protection et la conservation du patrimoine archéologique, historique, architectural et paysager continue à retenir l'attention de la commission parlementaire.

L'historique du projet de loi remonte au mois d'octobre 2000 où le texte a été déposé. Il a été modifié par plusieurs séries d'amendements et examiné autant de fois par le Conseil d'Etat qui a émis son dernier avis suite aux amendements parlementaires de la mi-2007. L'élaboration d'un projet de rapport s'est heurtée à des difficultés émanant du texte qui se trouve actuellement sur le bureau de la commission.
La commission parlementaire a évacué un certain nombre de projets de loi dont le projet 5733 relatif aux aides à la formation-recherche aura certainement un impact important sur la vie universitaire et les activités de recherche au Grand-Duché de Luxembourg.





Le projet de loi tend à favoriser la mise en place de nouveaux instruments pour le développement de la carrière des chercheurs et à créer en général des conditions plus favorables au déploiement de carrières durables et plus attrayantes dans le domaine de la recherche et du développement.
Le nouveau texte propose de réformer l'instrument des bourses de formation-recherche introduit par la loi du 9 mars 1987 ayant pour objet la recherche et le développement. Le nouveau mécanisme innove en ce qu'il lie, en règle générale, l'attribution de l'aide à la formation-recherche à l'établissement d'un contrat de travail entre le chercheur en formation et son établissement d'accueil.
Le projet de loi inclut par ailleurs, au-delà des dispositions ayant trait à la formation-recherche, également des dispositions visant la modification du Code du Travail, en vue d'y inscrire des dérogations concernant la conclusion de contrats à durée déterminée avec des chercheurs respectivement avec des étudiants.

*

Deux autres projets concernent des conventions ou accords internationaux.

Le projet de loi 5550 portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de la Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armée, signé à La Haye, le 2 mars 1999 a comme objet l'adaptation du droit pénal luxembourgeois aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye le 26 mars 1999.

Le droit pénal luxembourgeois sanctionnera désormais le fait de s'attaquer dans le cadre d'un conflit armé à un bien culturel sous protection renforcée au sens de la Convention ou encore de l'utiliser à l'appui d'une action militaire, de détruire sur une grande échelle des biens culturels protégés par la Convention, de commettre un vol, un pillage ou un détournement de biens culturels protégés par la Convention, de commettre des actes de vandalisme dirigés contre les biens en question, etc.

Par le projet de loi 5736 est soumis à l'approbation de la Chambre des députés l'accord de coopération conclu entre le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le gouvernement de la République de Croatie dans le domaine de la culture, de l'éducation, de la science, de la jeunesse et du sport, signé à Zagreb, le 22 février 2007.



*

La commission a également examiné un certain nombre de documents ayant trait à des dossiers d'envergure européenne, comme la mise en ouevre de l'agenda de Lisbonne dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche, le transfert de connaissances entre les organismes de recherche et les entreprises à travers l'Europe vers l'innovation ouverte, les nanosciences et nanotechnologies, les activités de l'Union européenne en matière de recherche et de développement technologique, le 7e programme cadre de la recherche au niveau européen (2007-2013).

Commission de l'Environnement

Président:	Negri Roger (LSAP)	
Vice-Présidents:	Oberweis Marcel (CSV)	
	Gira Camille (Déi Gréng)	
Membres:	CSV:	Schaaf Jean-Paul, Schank Marco, Stein-Mergen Martine
	LSAP:	Angel Marc, Schneider Romain
	DP:	Berger Eugène, Goerens Charles
	ADR:	Mehlen Robert

Lors de la session parlementaire 2007-2008, la Commission de l'Environnement s'est réunie à 25 occasions.

Au cours de la réunion du 15 novembre 2007, les membres de la Commission ont procédé à un échange de vues sur les recours aux mécanismes flexibles du Protocole de Kyoto (projets MDP - mécanisme pour un développement propre - et MOC - mise en oeuvre conjointe -), afin d'accomplir les engagements internationaux pris par le Luxembourg dans le cadre de ce protocole. Ils ont ensuite procédé à un échange de vues sur la Conférence de Bali de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Pour finir, le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5453 modifiant et complétant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés a été examiné.

Au cours de la réunion du 03 décembre 2007, le projet de rapport relatif au projet de loi 5453 modifiant et complétant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés a été présenté et adopté. Par ailleurs, la Commission a entamé l'examen de deux projets de loi: le projet de loi 5731 relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et le projet de loi 5735 portant approbation du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003. Enfin, la Commission a pris connaissance d'une série d'amendements gouvernementaux apportés au projet de loi 5732 1. modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; 2. abrogeant la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux.

En date du 04 décembre 2007, la Commission de l'Environnement s'est réunie conjointement avec la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire afin de procéder à un échange de vues concernant le Plan d'occupation du sol "aéroport et environs" et le jugement du tribunal administratif du 22 octobre 2007 qui annule le règlement grand-ducal du 17 mai 2006 déclarant obligatoire le POS.

Lors de la réunion du 11 décembre 2007, la Commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5732 1. modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; 2. abrogeant la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux. Puis le Rapporteur du projet, Monsieur Roger Negri, a présenté son projet de rapport, lequel a ensuite été adopté. Par ailleurs, les membres de la Commission ont poursuivi l'examen du projet de loi 5731 relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et du projet de loi 5735 portant approbation du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003.

Lors de la réunion du 10 janvier 2008, la Commission a examiné et adopté une série d'amendements au projet de loi 5731 relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Elle a par ailleurs poursuivi l'examen du projet de loi 5735 portant approbation du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003 et de l'avis afférent du Conseil d'Etat. Pour finir, la Commission a élaboré une prise de position relative au Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (document parlementaire n° 5804).

Au cours de la réunion du 12 février 2008, il a été procédé à un échange de vues avec M. le Ministre de l'Environnement suite à la proposition de la Commission européenne concernant le "burden-sharing". L'examen du projet de loi 5818 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive a ensuite été entamé.

Lors de la réunion du 27 février 2008, la Commission a entamé l'examen du projet de loi 5819 a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) N° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses. La Commission a par ailleurs examiné les documents européens suivants:

- COM (2007) 597: Communication de la Commission au Conseil concernant la participation de la Communauté européenne à la cinquième Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe (Varsovie, 5-7 novembre 2007);
- COM (2007) 642: Communication de la Commission au Conseil et au Parlement Européen: Rapport de situation sur la stratégie 2007 en faveur du développement durable;
- COM (2007) 707: Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions relative au réexamen de la recommandation 2001/331/CE prévoyant des critères minimaux applicables aux inspections environnementales dans les Etats membres;
- COM (2007) 757: Communication de la Commission: Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs assignés au titre du Protocole de Kyoto (en application de la décision n° 2S0/2004/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un mécanisme pour surveiller les émissions de gaz à effet de serre dans la Communauté et mettre en oeuvre le protocole de Kyoto);
- COM (2007) 723: Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions: Un plan stratégique européen pour les technologies énergétiques (Plan Set) Pour un avenir moins pollué par le carbone.

En date du 14 mars 2008, la Commission de l'Environnement, conjointement avec la



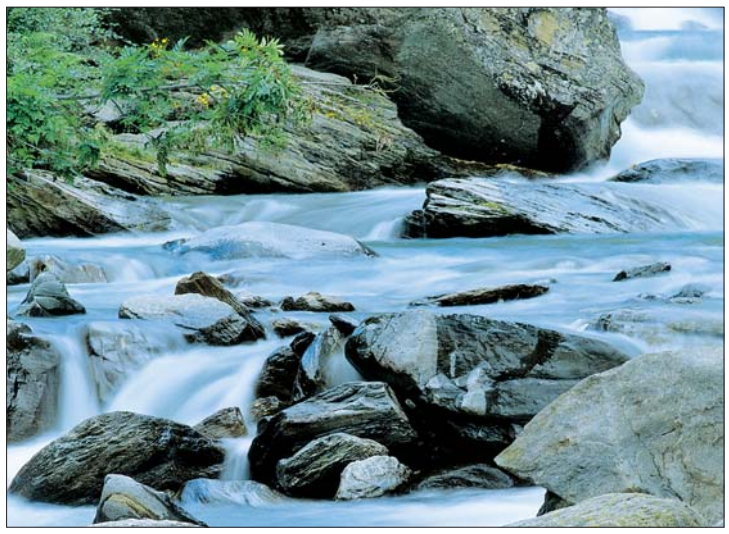
Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, a procédé à un échange de vues avec des représentants du Conseil Supérieur pour le Développement Durable (CSDD) sur l'utilisation de la biomasse.

Lors de la réunion du 08 avril 2008, la Commission de l'Environnement a procédé à un échange de vues avec M. le Ministre de l'Environnement concernant la cartographie du bruit à élaborer par le Luxembourg en application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Elle a ensuite examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat sur le projet de loi 5731 relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. De même, elle a poursuivi l'examen du projet de loi 5735 portant approbation du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003. Par ailleurs, elle a entamé l'examen de deux nouveaux projets de loi: le projet de loi 5818 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et le projet de loi 5826 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux de renouvellement des infrastructures d'élimination des déchets ménagers et assimilés du SIDOR.

Au cours de la réunion du 09 avril 2008, la Commission a procédé à un échange de vues avec des représentants du Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement (CRTE) à propos du Paquet "REACH".

Lors de la réunion du 17 avril 2008, le Rapporteur M. Roger Negri a présenté à la commission parlementaire ses projets de rapports concernant le projet de loi 5731 relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, le projet de loi 5735 portant approbation du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003 et le projet de loi 5826 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux de renouvellement des infrastructures d'élimination des déchets ménagers et assimilés du SIDOR. Ces trois projets de rapport ont été adoptés.

Le 05 mai 2008, la Commission de l'Environnement a examiné les documents européens suivants:
- COM (2007) 794: Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil - Deuxième rapport sur l'utilisation des ressources financières destinées au démantèlement des installations nucléaires, au combustible usé et aux déchets radioactifs;
- COM (2007) 844: Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution);
- COM (2007) 843: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL, AU PARLEMENT EUROPEEN, AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN ET AU COMITE DES REGIONS - Amélioration de la politique en matière d'émissions industrielles;
- COM (2008) 30: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS - Deux fois 20 pour 2020: Saisir la chance qu'offre le changement climatique;
- COM (2008) 19: Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables;



- COM (2008) 18: Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant les directives 85/337/CEE et 96/61/CE du Conseil, ainsi que les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et le règlement (CE) n° 1013/2006;
- COM (2008) 17: Proposition de DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020;
- COM (2008) 16: Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 2003/87/CE afin d'améliorer et d'étendre le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;
- COM (2008) 13: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS - Promouvoir une démonstration à brève échéance de la production durable d'énergie à partir de combustibles fossiles;
- COM (2008) 11: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LA PREMIÈRE ÉVALUATION DES PLANS NATIONAUX D'ACTION EN MATIÈRE D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE EXIGÉE PAR LA DIRECTIVE 2006/32/CE RELATIVE À L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LES UTILISATIONS FINALES ET AUX SERVICES ÉNERGÉTIQUES - PROGRESSER ENSEMBLE SUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE;
- COM (2008) 6: RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPÉEN sur la mise en œuvre de l'action Forest Focus conformément au règlement (CE) n° 2152/2003 du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la surveillance des forêts et des interactions environnementales dans la Communauté;
- COM (2008) 46: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL, AU PARLEMENT EUROPEEN, AU COMITE DES REGIONS - Vers un système de partage d'informations sur l'environnement (SEIS).

Le 20 mai 2008, la Commission de l'Environnement, conjointement avec la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a procédé à un échange de vues avec des représentants de différentes ONG sur les problèmes environnementaux liés à la production de carburants à partir de sources d'énergies renouvelables et, en particulier, à partir de la biomasse.

Lors de la réunion du 21 mai 2008, la Commission de l'Environnement a continué l'échange de vues avec des représentants du Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement (CRTE) à propos du Paquet "REACH"

Au cours de la réunion du 29 mai 2008, les membres de la Commission ont entamé l'examen du projet de loi 5818 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive, ainsi que de l'avis du Conseil d'Etat y afférent. Ils ont par ailleurs analysé les documents européens suivants:
- COM (2008)113: Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur une filière bois innovatrice et durable dans l'UE - Contribution à la stratégie de l'UE pour la croissance et l'emploi;
- SEC (2008) 85: Commission staff working document Annex to the impact assessment Document accompanying the Package of Implementation measures for the EU's objectives on climate change and renewable energy for 2020.

Lors de la réunion du 12 juin 2008, la Commission a poursuivi l'examen du projet de loi 5818 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive, en adoptant une série d'amendements parlementaires. Par ailleurs, elle a poursuivi l'examen du projet de loi 5819 a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) N° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses.

En date du 17 juin 2008, M. le Ministre de l'Environnement a présenté le projet de loi 5888 relative à la chasse aux membres de la commission parlementaire.

Le 24 juin 2008, la Commission de l'Environnement, conjointement avec la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a procédé à un échange de vues avec des représentants de la Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga et du Mouvement écologique au sujet de projets de remembrement, de la prime d'entretien du paysage "plus" et de la biodiversité.

Toujours en date du 24 juin 2008, la Commission de l'Environnement a poursuivi l'examen du projet de loi 5888 relative à la chasse, et plus précisément elle a pris connaissance de la liste des projets de règlement grand-ducal à prendre en exécution de la future loi. Elle a ensuite procédé à un échange de vues concernant les aspects environnementaux de la stratégie renouvelée de Lisbonne.

Au cours de la réunion du 09 juillet 2008, la Commission de l'Environnement et la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports ont procédé à un échange de vues concernant la motion relative au système européen d'échange de quotas d'émissions de CO2, déposée en séance publique le 11 juin 2008.

Toujours en date du 09 juillet 2008, la Commission a élaboré sa prise de position concernant les aspects environnementaux de la stratégie renouvelée de Lisbonne et l'élaboration du nouveau Plan national de réforme du Gouvernement. Elle a ensuite entamé l'examen du projet de loi 5855 relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs et a adopté une série d'amendements parlementaires. Pour finir, elle a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5818 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive.

Au cours de la réunion du 18 septembre 2008, la Commission de l'Environnement a adopté le projet de rapport relatif au projet de loi 5818 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive. Elle a par ailleurs examiné le document européen COM (2008) 403 Communication de la Commission relative aux notifications de report des délais fixés pour atteindre certaines valeurs limites et d'exemption de l'obligation d'appliquer celles-ci, au titre de l'article 22 de la directive 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.

En date du 25 septembre 2008, la Commission de l'Environnement a visité, conjointement avec la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, un verger à Junglinster.

Au cours de sa réunion du 13 octobre 2008, la Commission de l'Environnement a procédé à l'examen des documents européens suivants:
- COM (2008) 409: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN Examen de la politique environnementale 2007;
- SEC (2008) 2319: COMMISSION STAFF WORKING DOCUMENT Implementation framework of the global climate change alliance;
- COM (2008) 401: Proposition de REGLEMENT DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL établissant un système de label écologique communautaire;
- COM (2008) 505-1: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL, AU PARLEMENT EUROPEEN, AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN ET AU COMITE DES REGIONS Vers l'élimination totale des substances appauvrissant la couche d'ozone - Mieux légiférer en mettant à profit vingt années d'expérience;
- COM (2008) 505-2: Proposition de REGLEMENT DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;
- COM (2008) 532: RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION 1999/519/CE DU CONSEIL DU 12 JUILLET 1999 RELATIVE À LA LIMITATION DE L'EXPOSITION DU PUBLIC AUX CHAMPS ELECTROMAGNETIQUES (DE 0 Hz À 300 GHz) Deuxième rapport sur la mise en œuvre 2002-2007;
- COM (2008) 542: RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPEEN ET AU CONSEIL SIXIEME RAPPORT SUR LA GESTION DES DECHETS RADIOACTIFS ET DES COMBUSTIBLES IRRADIES DANS L'UNION EUROPEENNE.

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Président: Frank Marie-Josée (CSV)
Vice-Présidents: Dall'Agnol Claudia (LSAP)
Bettel Xavier (DP)
Membres:
CSV: Andrich-Duval Sylvie, Arendt Nancy, Schaaf Jean-Paul
LSAP: Angel Marc (sauf pour le volet Egalité des chances), Err Lydie (pour le volet Egalité de chances), Diederich Fernand (pour les volets Famille et Jeunesse), Spautz Vera (pour le volet Egalité des chances)
DP: Berger Eugène, Etgen Fernand (pour le volet Famille)
Déi Gréng: Loschetter Viviane
Indép.: Jaerling Aly

En ce qui concerne les volets «Famille» et «Jeunesse»:

La Commission a commencé, lors d'une réunion jointe avec la Commission juridique, par un échange de vues avec la Ministre de la Famille et le Ministre de la Justice sur la problématique de l'adoption.

Au cours de trois réunions, dont une a été consacrée à la présentation du Rapport 2007 par l'ORK, la Commission s'est penchée sur des questions ayant trait à l'ORK (Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand).

Elle a analysé au cours d'une réunion le Rapport du Médiateur du 1er octobre 2006 au 30 septembre 2007.

Les problèmes se posant en matière de jeux de hasard ont fait l'objet de deux réunions jointes avec la Commission juridique et la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale. Les députés ont eu des entrevues avec les ministres compétents, les responsables de la Loterie Nationale, de l'Oeuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte, du Centre de Prévention des Toxicomanies et de l'a.s.b.l. «Anonym Glécksspiller».

En date du 15 avril 2008, la Commission a effectué une visite auprès de la Résidence Seniors à Troisvierges.

Projets de loi:

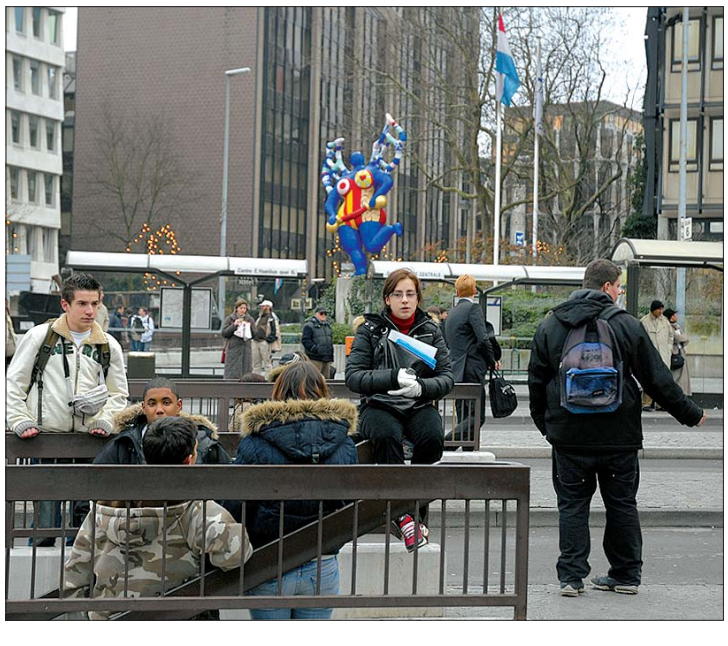
Le projet de loi 5685 sur la jeunesse (Rapporteur: Mme Marie-Josée Frank) a fait l'objet de trois réunions de la Commission, au cours desquelles ont été examinés l'avis du Conseil d'Etat ainsi que son avis complémentaire suite à l'adoption d'une série d'amendements, et a été présenté et adopté le projet de rapport de la Commission. (loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse)

Les travaux relatifs au projet de loi 5738 relatif à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance (Rapporteur: Mme Nancy Kemp-Arendt) s'étendaient sur quatre réunions, les différentes étapes consistant en la présentation du projet de loi, l'examen de l'avis du Conseil d'Etat, l'adoption d'une série d'amendements, l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et se terminant par la présentation et l'adoption du projet de rapport. (loi du 22 juillet 2008 relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance)

La Commission a consacré trois réunions à l'examen du projet de loi 5754 relatif à l'aide à l'enfance (Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf) et à l'examen de l'avis du Conseil d'Etat.

Elle a encore commencé les travaux relatifs au projet de loi 5825 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg (Rapporteur: Mme Marie-Josée Frank) par la présentation du projet de loi, l'examen de l'avis du Conseil d'Etat et de son avis complémentaire émis suite à une série d'amendements gouvernementaux, ainsi que par l'adoption de deux amendements parlementaires.

Au cours de la session parlementaire 2007-2008, le projet de loi 5830 organisant l'aide sociale (Rapporteur: Mme Sylvie Andrich-Duval) a fait l'objet d'une première réunion consacrée à la présentation du projet de loi, et de deux réunions jointes avec la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire destinées à l'examen du texte.



En ce qui concerne le volet «Egalité des chances»:

La Journée internationale de la femme a été préparée au cours de trois réunions et a eu lieu sur le thème suivant: «Genre et risque de pauvreté au Luxembourg» (présentation de l'étude réalisée par le CEPS/INSTEAD et discussion).

Une réunion a été réservée au suivi des travaux dans le cadre de la Journée internationale de la femme, avec un échange de vues, avec la Ministre de l'Egalité des chances, le Ministre de la Justice et le Ministre de la Sécurité sociale, sur l'état actuel des droits à pension en cas de divorce.

Le Rapport CEDAW (Convention pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes) a été présenté et discuté au cours d'une réunion avec la Ministre de l'Egalité des chances. Une délégation du Comité CEDAW de l'ONU a été accueillie au début du mois d'octobre pour une entrevue.

La Commission a procédé au cours d'une réunion au nouveau test de subsidiarité de la COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires et Européennes des Parlements de l'Union européenne) sur la proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (COM(2008) 426 final).

Projets de loi:

La Commission, au cours de trois réunions, a présenté et examiné le projet de loi 5739 (Rapporteur: Mme Christine Doerner), examiné l'avis du Conseil d'Etat et adopté le projet de rapport. (loi du 21 décembre 2007 portant 1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services; 2. modification du Code pénal; 3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance)

Le projet de loi 5874 portant sur l'assistance et la protection des victimes de la traite des êtres humains modifiant le code de procédure civile (Rapporteur: Mme Sylvie Andrich-Duval) a été présenté au cours d'une réunion.

Une autre réunion a été consacrée au projet de loi 5914 ayant pour objet de modifier l'âge légal du mariage et les dispositions y afférentes, ainsi que d'abroger les délais de viduité et de compléter certaines dispositions du Code civil (Rapporteur: Mme Marie-Josée Frank).

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Président: Thiel Lucien (CSV)
Vice-Présidents: Diederich Fernand (LSAP)
Etgen Fernand (DP)
Membres:
CSV: Meyers Paul-Henri, Roth Gilles, Santer Patrick
LSAP: Klein Jean-Pierre, Schreiner Roland
DP: Berger Eugène
Déi Gréng: Adam Claude
ADR: Gibéryen Gast

Au cours de la session parlementaire 2007-2008, la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications s'est réunie à 9 reprises.



Le 16 octobre 2007, la Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5775 transposant certaines dispositions de l'accord salarial du 5 juillet 2007 dans la Fonction Publique et modifiant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'Etat ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2007. Le Rapporteur de ce projet, Monsieur Gilles Roth, a par ailleurs présenté son projet de rapport, lequel a ensuite été adopté. Au cours de la même réunion, Monsieur Lucien Thiel a également présenté son projet de rapport relatif au projet de loi 5645 sur la réutilisation des informations du secteur public a été adopté. Ce projet a ensuite été adopté.

Au cours de la réunion du 17 décembre 2007 et dans le cadre du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (document parlementaire n°5804), les membres de la commission parlementaire ont procédé à un échange de vues au sujet de la recommandation 18 - 2005 relative au bon fonctionnement des administrations et autres services publics. La pétition n°285 revendiquant l'égalité pour toutes les carrières de niveau BAC+3, qui avait été renvoyée pour avis à la commission, a été examinée au cours de cette même réunion.

Lors de la réunion du 14 janvier 2008, la commission a finalisé l'élaboration de sa prise de position concernant le débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur. Elle a par ailleurs examiné une série de documents européens, à savoir:
- COM (2007) 480: Proposition de DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant la sélection et l'autorisation de systèmes fournissant des services mobiles par satellite (Rapporteur: M. Lucien Thiel);
- COM (2007) 409: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Renforcer le marché intérieur de la télévision mobile (Rapporteur: M. Lucien Thiel);
- COM (2007) 401: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS sur les analyses de marché en application du cadre réglementaire communautaire (2e rapport) Consolidation du marché intérieur des communications électroniques (Rapporteur: M. Lucien Thiel);
- COM (2007) 385: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPEEN ET AU CONSEIL Rapport sur la mise en œuvre, le fonctionnement et l'efficacité du domaine de premier niveau ".eu" (Rapporteur: M. Patrick Santer);

- COM (2007) 367: Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL abrogeant la directive 87/372/CEE du Conseil concernant les bandes de fréquence à réserver pour l'introduction coordonnée de communications mobiles terrestres publiques cellulaires numériques paneuropéennes dans la Communauté (Rapporteur: M. Gilles Roth);
- COM (2007) 695: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN conformément à l'article 251, paragraphe 2, deuxième alinéa, du traité CE concernant la position commune du Conseil relative à l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté (Rapporteur: M. Fernand Diederich);
- COM (2007) 694: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS - Initiative européenne i2010 sur l'insertion numérique «Participer à la société de l'information» (Rapporteur: M. Gilles Roth).

Au cours de la réunion du 12 février 2008, la Commission a entamé l'examen du projet de loi 5795 modifiant I) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'Etat; II) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat; III) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; IV) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'Etat; V) la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant 1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat; 2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat; 4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat; 5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration; et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire; VI) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux. Elle a désigné Monsieur Paul-Henri Meyers comme Rapporteur de ce projet, puis examiné le texte du projet ainsi que l'avis du Conseil d'Etat. Pour tenir compte d'une opposition formelle du Conseil d'Etat, la Commission de la Fonction publique, de la Réforme administrative, des Media et des Communications a adopté plusieurs amendements parlementaires. Lors de la même réunion et suite à une demande d'avis de la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, les membres de la Commission ont examiné le projet de loi 5622 portant réforme de la formation professionnelle et portant modification a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; c) de la loi du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue; d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail. Les dispositions concernant la Fonction publique ont plus particulièrement été examinées.

Lors de la réunion du 17 mars 2008, la Commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5795 précité. Lors de la même réunion, elle a procédé à l'examen d'une série de documents européens, à savoir:
- COM (2007) 700: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS - Tirer pleinement parti du dividende numérique en Europe: pour une démarche commune d'utilisation du spectre libéré par le passage au numérique (Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner);
- COM (2007) 699: Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL instituant une Autorité européenne du marché des communications électroniques (Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel);
- COM (2007) 698: Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 2002/22/CE concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques, la directive 2002/58/CE concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et le règlement (CE) n°2006/2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs (Rapporteur: Monsieur Patrick Santer);
- COM (2007) 697: Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant les directives 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques, 2002/19/CE relative à l'accès aux réseaux et services de communications électroniques ainsi qu'à leur interconnexion, et 2002/20/CE relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques (Rapporteur: Monsieur Gilles Roth);
- COM (2007) 696: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS – Rapport sur les résultats du réexamen du cadre réglementaire de l'UE pour les réseaux et services de communications électroniques conformément à la directive 2002/21/CE et résumé des propositions de réforme 2007 (Rapporteur: Monsieur Gilles Roth).

Le 14 avril 2008, la Commission a procédé à un échange de vues avec des représentants de la FEDIL, de la SES, des P&T, de l'AAC et de RTL Group sur les propositions de la Commission européenne pour la révision du «Paquet Télécom». Lors de la même réunion, elle a procédé à un échange de vues avec M. Alain Berwick en vue de dresser le bilan du contrat de concession renouvelé en février 2007 entre le Gouvernement luxembourgeois et la société CLT-UFA, notamment en ce qui concerne le volet «service public».

Au cours de la réunion du 15 avril 2008, Monsieur Paul-Henri Meyers a présenté son projet de rapport relatif au projet de loi 5795. Ce projet a ensuite été adopté.

Au cours de la réunion du 06 octobre 2008, les membres de la Commission ont entamé l'examen de deux nouveaux projets de loi:
- pour ce qui est du projet de loi 5870 portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public, M. Paul-Henri Meyers a été désigné Rapporteur;
- pour ce qui est du projet de loi 5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques, M. Patrick Santer a été désigné Rapporteur.

Pour chacun des deux projets, il a été procédé à l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat.

Lors de la réunion du 13 octobre 2008, la commission parlementaire a examiné et adopté une série d'amendements parlementaires relatifs au projet de loi 5870 portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public, ainsi qu'au projet de loi 5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques. La Commission a ensuite examiné les documents européens suivants:
- COM (2008) 153: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS - RAPPORT D'AVANCEMENT SUR LE MARCHÉ UNIQUE EUROPÉEN DES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES DE 2007 (Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel);
- COM (2008) 199: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Préparer l'avenir numérique de l'Europe Examen à mi-parcours de l'initiative i2010 (Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel).

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Présidente	Mutsch Lydia (LSAP)	
Vices-Présidents	Stein-Mergen Martine (CSV)	
	Wagner Carlo (DP)	
Membres	CSV	Arendt Nancy (sauf pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Frank Marie-Josée (sauf pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Meyers Paul-Henri, Schaaf Jean-Paul (pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Santer Patrick (pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909)
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Schneider Romain
	DP	Krieps Alexandre
	Déi Gréng	Braz Félix (pour le volet Sécurité sociale), Huss Jean (sauf pour le volet Sécurité sociale)
	Indép.	Jaerling Aly



Au cours de la session 2007/2008, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, sous la présidence de Mme Lydia Mutsch, a traité les points suivants:

Dans sa réunion du 11 octobre, la commission a désigné Mme Lydie Err et M. Jean Huss comme rapporteurs de la proposition de loi 4909 sur le droit de mourir en dignité. Dans sa réunion du 22 novembre 2007, la commission a décidé de transmettre les amendements présenté par les auteurs au Conseil d'Etat. La commission, dans sa réunion du 17 janvier 2008, a examiné la proposition de loi ainsi que l'avis du Conseil d'Etat avant de prendre acte du rapport présenté par les corapporteurs Mme Lydie Err et M. Jean Huss dans la réunion du 14 février 2008.

Dans les réunions des 11 et 25 octobre et du 8 novembre 2008, la commission a poursuivi l'examen du projet de loi 5584 relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie. Dans sa réunion du 22 novembre 2007, la commission a examiné les points tenus en suspens et a adopté des amendements parlementaires. La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat dans la réunion du 24 janvier 2008. Dans sa réunion du 14 février 2008, la commission a adopté le rapport présenté par Mme Lydia Mutsch, présidente-rapportrice.

Dans les réunions du 6 mars et des 10 et 24 avril 2008, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a eu un échange de vues sur la suite de la procédure législative suite au refus par le Conseil d'Etat des dispenses du second vote constitutionnel du projet de loi 5584 et de la proposition de loi 4909. Dans la même réunion du 24 avril, la commission a eu une entrevue avec une délégation du Collège médical ainsi qu'une délégation de l'AMMD. La commission, dans ses réunions des 8, 22 et 28 mai 2008 a examiné et adopté les amendements relatifs au projet de loi 5584 et à la proposition de loi 4909.

Dans sa réunion du 18 octobre 2007, le Ministre de la Santé M. Mars di Bartolomeo a présenté à la commission l'audit du Service de neurochirurgie du Centre hospitalier de Luxembourg.

Dans la réunion du 24 janvier 2008, la commission s'est penchée sur des recommandations du Médiateur adressées au Ministre de la Sécurité sociale et a communiqué ses considérations par l'intermédiaire de la Présidence de la Chambre au président-rapporteur de la Commission des Pétitions M. Camille Gira.

Dans des réunions jointes des 27 et 28 février 2008 de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et de la Commission du Travail et de l'Emploi, les deux commissions ont examiné le projet de loi 5750 portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé ainsi que l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter des amendements dans la réunion du 6 mars 2008. Les commissions ont examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat dans la réunion du 10 avril 2008 avant d'adopter dans la réunion du 24 avril 2008 le rapport présenté par les co-rapporteurs MM. Marcel Glesener et Romain Schneider.

Dans des réunions jointes du 29 mai et 10 juillet 2008 de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et de la Commission du Travail et de l'Emploi, le Ministre de la Sécurité sociale M. Mars di Bartolomeo et le Ministre du Travail et de l'Emploi M. François Biltgen ont présenté le bilan sur la législation concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle.

Dans une réunion jointe du 17 juin 2008 de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports ainsi que de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur a présenté le plan d'action "Technologies de la Santé - Projet de partenariats scientifiques et commerciaux".

Une réunion jointe du 19 juin 2008 de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, de la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse ainsi que la Commission juridique, a été consacrée à une entrevue avec les responsables du Centre de Prévention des Toxicomanies, avec les responsables de l'a.s.b.l. "Anonym Glécksspiller" et avec Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration sur les problèmes se posant en matière de jeux de hasard.

Dans une réunion jointe du 18 septembre 2008, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, la Commission de l'Environnement, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports et la Commission du Travail et de l'Emploi, ont eu un échange de vues avec le Recteur de l'Université du Luxembourg et les doyens des facultés sur l'évolution de l'université et l'avenir de ces facultés, notamment en ce qui concerne l'enseignement universitaire, les activités de recherche, la position de l'Université du Luxembourg dans le contexte international et les besoins en infrastructures, en moyens humains et matériels.

Dans la réunion du 9 octobre 2008, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a désignée Mme Claudia Dall'Agnol comme rapportrice du projet de loi 5856 relatif à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police et a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat.

Dans cette même réunion, la commission a désigné comme rapporteurs:

- Mme Lydia Mutsch du projet de loi 5899 portant réforme de l'assurance accident et modifiant:
1. le Code de la Sécurité sociale,
2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois,
3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat,
4. le Code du Travail,
5. la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement au soutien au développement rural,
6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

- Mme Lydia Mutsch du projet de loi 5920 portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

- M. Romain Schneider du projet de loi 5768 portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006

- M. Romain Schneider du projet de loi 5885 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale

- M. Romain Schneider du projet de loi 5927 modifiant
1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension;
2. le Code des assurances sociales;
3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat;
4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales;
5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;
6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

- M. Romain Schneider du projet de loi 5927 portant création de l'établissement public «Centre Hospitalier du Nord».

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire



Président:	Schank Marco (CSV)	
Vice-Présidents:	Klein Jean-Pierre (LSAP)	
	Helminger Paul (DP)	
Membres:	CSV:	Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse, Roth Gilles, Sunnen Fred
	LSAP:	Diederich Fernand, Mutsch Lydia
	DP:	Etgen Fernand
	Déi Gréng:	Gira Camille
	ADR:	Gibéryen Gast

La Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire a continué au cours de 21 réunions ses travaux relatifs au projet de loi 5695 relative à l'eau (Rapporteur: M. Marco Schank).
Suite à l'examen de l'avis du Conseil d'Etat, elle a adopté une série de 104 amendements. Vers la fin de la session parlementaire 2007-2008, elle a entamé l'examen du premier avis complémentaire du Conseil d'Etat émis en date du 23 septembre 2008.

Le projet de loi 5828 portant diverses mesures d'application du règlement (CE) n°1082/2006 du Parlement et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT) (Rapporteur: M. Gilles Roth) a été présenté au cours de la réunion du 18 juin 2008; l'avis du Conseil d'Etat a également été examiné.

Dans deux réunions jointes avec la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse, la Commission a examiné le projet de loi 5830 organisant l'aide sociale (Rapporteur: Mme Sylvie Andrich-Duval).

La Commission a encore examiné le projet de loi 5858 portant modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

En ce qui concerne le projet de loi 5859 portant modification de la loi électorale du 18 février 2003, la présentation et l'examen de l'avis du Conseil d'Etat ont fait l'objet de trois réunions. En date du 29 novembre 2007, la commission, conjointement avec la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, a eu un échange de vues en vue de la préparation d'un débat d'orientation sur la Grande Région qui a eu lieu en séance plénière en date du 19 mars 2008 (doc. parl. 5831).

Un échange de vues suite à une demande du 31 octobre 2007 du groupe parlementaire «Déi Gréng» a eu lieu en date du 4 décembre 2007 au sujet du Plan d'occupation du sol «Aéroport et environs».

La Commission a analysé au cours d'une réunion le Rapport du Médiateur du 1er octobre 2006 au 30 septembre 2007.

L'ordre du jour de la réunion du 8 novembre 2007, consacré au projet de loi 5695 ci-dessus, a été complété par une motion relative à la gestion et l'exploitation des réseaux d'électricité, déposée par M. Félix Braz en date du 25 octobre 2007 (réponses données dans le projet de loi 5846 déposé le 27 février 2008).

La présentation du rapport sur le monitoring IVL a fait l'objet d'une réunion en mai 2008.



Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président:	Fayot Ben (LSAP)	
Vice-Présidents:	Glesener Marcel (CSV)	
	Goerens Charles (DP)	
Membres:	CSV:	Arendt Nancy, Haupert Norbert, Mosar Laurent
	LSAP:	Angel Marc, Err Lydie
	DP:	Bettel Xavier (pour les volets Défense, Coopération et Immigration) Helminger Paul (pour les volets Affaires étrangères et Affaires européennes)
	Déi Gréng:	Braz Felix
	ADR:	Henckes Jacques-Yves (sauf pour le volet Défense) , Koepp Jean-Pierre (pour le volet Défense)

Au courant de la session ordinaire 2007 – 2008, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration s'est réunie à soixante-douze reprises. Il est de coutume que les membres du Parlement européen sont systématiquement invités à participer aux travaux de la commission et les députés en profitent d'ailleurs pour présenter les dossiers en discussion au Parlement européen.

Affaires étrangères

Dans le volet «Affaires étrangères», les membres ont adopté cinq projets de rapport et ont accueilli dix délégations de responsables politiques étrangers. Les parlementaires ont notamment débattu à plusieurs reprises sur la situation au Kosovo et en Géorgie et ont discuté sur l'interdiction des bombes à sous-munitions.

Travaux législatifs

La commission a adopté les rapports concernant les projets de loi suivants:

- Projet de loi 5692 portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements
- Projet de loi 5698 A portant approbation de la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et de son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques
- Projet de loi 5751 portant approbation du Protocole, modifiant le Protocole additionnel relatif aux impôts annexé à la Convention concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 29 avril 1969 et de la Déclaration des trois Gouvernements, signés à Bruxelles, le 17 avril 2007
- Projet de loi 5769 portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Turkménistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 mai 1998
- Projet de loi 5817 portant approbation de la Décision des représentants des Gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil concernant les privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel, signée à Bruxelles, le 10 novembre 2004

Les membres de la commission ont en outre analysé le projet de loi 5821 visant l'interdiction de la fabrication, de la vente, de l'acquisition, du stockage, du transport, de l'utilisation et du financement des armes à sous-munitions (BASM).

Entretiens dans le cadre de visites

Les responsables politiques suivants ont été accueillis lors de la session ordinaire 2007 – 2008:

- 15 octobre 2007: M. Juan Somavia, Directeur général du Bureau International du Travail (BIT) (réunion jointe avec la Commission du Travail et de l'Emploi)
- 23 octobre 2007: Mme Mariann Fischer Boel, membre de la Commission européenne chargée de l'agriculture et du développement rural (réunion jointe avec la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural)
- 29 octobre 2007: M. Lulzim Basha, Ministre des Affaires étrangères d'Albanie
- 9 novembre 2007: M. Thongsing Thammavong, Président de l'Assemblée nationale de la République Démocratique Populaire lao (réunion jointe avec le Bureau)
- 10 décembre 2007: M. Vassili Likhatchev, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et Président du Groupe de coopération du Conseil de la Fédération (Chambre haute) de l'Assemblée Fédérale de la Fédérale de Russie avec les Parlements de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg
- 14 février 2008: M. Antonio Milososki, Ministre des Affaires étrangères macédonien
- 18 avril 2008: Mme Kinga Göncz, Ministre des Affaires étrangères de la République de Hongrie
- 18 avril 2008: M. Konstantine Kosatchev, Président de la Commission des Affaires étrangères de la Douma d'Etat de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie
- 11 septembre 2008: M. Herman Van Rompuy, Président de la Chambre des Représentants du Royaume de Belgique (réunion jointe avec le Bureau)
- 6 octobre 2008: M. Loyola Sullivan, Ambassadeur du Canada pour la conservation des pêches

Autres travaux

En date des 22 octobre et 12 novembre 2007, les membres ont procédé à un échange de vues sur la visite d'une délégation cubaine composée d'épouses de prisonniers cubains incarcérés aux Etats-Unis.

Le 7 novembre 2007, la commission a analysé les volets du budget 2008 qui visent les départements du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration.

En date du 28 novembre 2007, les membres ont approuvé la prolongation de la participation luxembourgeoise à la mission de police en Bosnie-Herzégovine et le 21 janvier 2008, ils ont approuvé la participation luxembourgeoise à une mission d'observation électorale de l'OSCE pour les élections présidentielles en Arménie.

Un échange de vues a été organisé le 28 janvier 2008 sur le Kosovo, la Serbie, le Tchad et les travaux du Conseil de l'Europe.

La commission a discuté le 11 février 2008 avec le Ministre des Affaires étrangères sur la situation au Kosovo, sur la situation en Afghanistan, sur la protection européenne demandée pour Mme Ayaan Hirsi Ali et sur la mission au Tchad.

La situation au Kosovo était de nouveau à l'ordre du jour en date du 18 février 2008 et en date du 20 février 2008, la commission a donné un avis sur la participation luxembourgeoise à la mission EULEX au Kosovo.

Le 28 février 2008, un échange de vues a été organisé avec le Ministre des Affaires étrangères sur la situation des droits de l'homme en Chine.

Lors des réunions des 3 et 10 mars 2008, la commission a mené une discussion sur le cas d'Ingrid Betancourt. Un courrier de soutien pour la libération de tous les otages retenus en Colombie a été adressé au Ministre des Affaires étrangères.

Les membres ont débattu le 3 mars 2008 sur le suivi à accorder à un courrier du Nederlands Instituut voor internationale betrekkingen Clingendael à propos d'un projet de recherches sur les recommandations de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe dans le contexte du programme de détentions secrètes du CIA.

En date du 7 avril 2008, l'avis de la commission a été donné sur la participation luxembourgeoise à la mission EULEX Kosovo et en date du 24 avril 2008, sur la participation luxembourgeoise à une mission d'observation électorale en Géorgie.

La commission a discuté le 9 juin 2008 sur le projet de loi 5821 visat l'interdiction de la fabrication, de la vente, de l'acquisition, du stockage, du transport, de l'utilisation et du financement des armes à sous-munitions (BASM) et a été informée par le Ministre des Affaires étrangères sur la Conférence de Dublin en matière d'armes à sous-munitions (BASM).

Le 30 juin 2008, les membres de la commission ont procédé à un échange de vues avec une délégation de la Commission consultative des Droits de l'Homme.

La réunion du 14 juillet 2008 était consacrée notamment à une discussion avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères sur l'Union pour la Méditerranée et sur l'Organisation mondiale du Commerce et plus particulièrement sur le cycle de Doha pour le développement. Les négociations de l'OMC ont de nouveau été à l'ordre du jour de la réunion du 28 juillet 2008 avec le Ministre de l'Agriculture et le Ministre de la Défense.

Un échange de vues sur la situation en Géorgie a été organisé avec le Ministre des Affaires étrangères en date des 29 août et 8 septembre 2008.

Lors de la réunion du 11 septembre 2008, la commission a donné son avis sur la participation luxembourgeoise à une mission d'observation des élections présidentielles en Azerbaïdjan qui se sont déroulées le 15 octobre 2008.

La commission a approuvé en date du 22 septembre 2008 la participation luxembourgeoise à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia) après un échange de vues avec le Ministre délégué des Affaires étrangères.

Affaires européennes

Lors de la session ordinaire 2007 - 2008, le volet «Affaires européennes» était marqué par les travaux dans le contexte du Traité de Lisbonne. Dans leur effort de communiquer l'idée européenne à la population, les membres ont organisé trois auditions avec des élèves d'établissements de l'enseignement secondaire et avec des étudiants de l'Université du Luxembourg.

La commission assure en outre une coordination générale des dossiers européens et effectue un tri des dossiers communiqués par la Commission européenne en les classant en «documents A» (documents ne présentant aucun intérêt politique, économique, législatif ou financier particulier pour le Luxembourg ou documents dont la procédure est déjà trop avancée sur le plan européen) ou en «documents B» (documents méritant un examen plus détaillé). Les «documents B» sont ensuite renvoyés par la Conférence des Présidents aux différentes commissions sectorielles. De ce fait, la commission a étudié de manière approfondie les «documents B» qui sont dans sa compétence.

Travaux législatifs

Lors de la session 2007 - 2008, les membres de la commission ont adopté le projet de rapport du projet de loi suivant:

- Projet de loi 5833 portant approbation du Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, des Protocoles, de l'Annexe et de l'Acte final de la Conférence intergouvernementale, signés à Lisbonne, le 13 décembre 2007

Entretiens dans le cadre de visites

En date du 14 novembre 2007, la commission a accueilli M. Ondrej Liska, Président de la Commission des Affaires européennes de la Chambre des Députés de la République tchèque, accompagné d'une délégation parlementaire.

Autres travaux

Les 17 et 22 octobre 2007, la commission a procédé à des échanges de vues avec le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration sur la Conférence intergouvernementale (CIG) respectivement sur le sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement qui s'est déroulé les 18 et 19 octobre 2007 à Lisbonne.

En date du 22 octobre 2007, la commission a discuté sur l'organisation d'une audition sur l'Europe. Le 9 novembre 2007, une première audition a été organisée avec des lycéens de classes de 2e de l'Athénée sur les défis de l'Europe du XXIème siècle. Les membres ont procédé le 19 novembre 2007 à un échange de vues sur l'organisation d'auditions additionnelles. Une deuxième audition a été organisée le 18 janvier 2008 avec des lycéens de classes de 2e du Lycée Hubert Clément d'Esch-sur-Alzette et de 12e du Lycée Technique de Lallange. Le 22 février 2008, une troisième audition était consacrée à une discussion avec des étudiants de l'Université du Luxembourg sur le même sujet.

Les documents communiqués par la Commission européenne qui sont dans la compétence de la commission ont été étudiés en date des 5, 12 et 19 novembre 2007, du 20 décembre 2007, des 21 et 28 janvier 2008, des 3 et 10 mars 2008, du 14 avril 2008, du 30 juin 2008, du 7 juillet 2008, du 15 septembre 2008 et du 13 octobre 2008.

Ces documents ont trait à des matières variées, dont à titre d'exemple: la migration et l'intégration, l'Agence des droits fondamentaux, la cohérence



des politiques pour le développement, le programme législatif et de travail de la Commission européenne, l'application du droit communautaire, les accords de stabilisation et d'association, les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié, les partenariats européens avec les pays des Balkans, la protection consulaire, la politique européenne de voisinage, les travaux d'ECHO, l'utilisation du système d'information sur les visas (VIS), les agences européennes, les relations entre la Commission européenne et les Parlements nationaux, la politique de cohésion, le processus de Barcelone: Union pour la Méditerranée, la sûreté et la sécurité nucléaires ou encore le maintien de l'obligation de visa par certains pays tiers en violation du principe de réciprocité.

Le 20 décembre 2007, la commission a été informée sur une rencontre interparlementaire sur l'avenir de l'Europe qui s'est déroulée au Parlement européen.

Lors de la réunion du 18 février 2008, la commission a procédé à un échange de vues sur le projet d'aide-mémoire sur la coopération entre la Chambre des Députés et le Gouvernement en matière de politique européenne.

En date du 25 février 2008, les membres ont écouté un compte rendu de la réunion des Présidents des délégations auprès de la COSAC qui s'est déroulée le 18 février 2008 à Ljubljana (Slovénie).

Un échange de vues a été organisé le 2 juin 2008 avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères sur les arrêts Viking, Laval et Rüffert de la Cour de Justice des Communautés européennes et sur le recours de la Commission européenne contre le Luxembourg relatif à la transposition de la directive concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de service.

Le 18 juin 2008, un échange de vues a eu lieu avec le Ministre des Affaires étrangères sur la situation après le «non» irlandais au référendum du 12 juin 2008 sur le Traité de Lisbonne, et le 21 juin 2008, les membres ont discuté avec le Ministre sur la réunion du Conseil européen qui s'est déroulée à Bruxelles, les 19 et 20 juin 2008.

En date du 30 juin 2008, les membres ont discuté avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères sur le rapport sur l'état de transposition des directives européennes au Luxembourg.

L'avenir du Traité de Lisbonne a été discuté avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères lors de la réunion du 14 juillet 2008.

Le 29 septembre 2008, les membres ont été informés sur les travaux du groupe de travail de la COSAC consacré à la mise en œuvre du Protocole 2 du Traité de Lisbonne sur les principes de subsidiarité et de la proportionnalité.

Défense

Le volet «Défense» était largement dominé par la réforme de l'armée et par les discussions au sein de l'OTAN. La commission a en outre discuté à plusieurs reprises sur les missions auxquelles l'armée luxembourgeoise participe.

Travaux législatifs

Ont été adoptés les deux projets de rapport des projets de loi suivants:

- Projet de loi 5785 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et modifiant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, b) la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité, c) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État, d) la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales, e) la loi du 31 mai 1999 portant création de la police grand-ducale et d'une inspection générale de la police, f) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

Le projet de loi a pour objet de réorganiser et de transformer l'armée en ses composantes essentielles afin de la mettre en mesure de participer dans les meilleures conditions possibles aux Groupements Tactiques de l'Union européenne (GT) et à la Force de Réaction rapide de l'OTAN (NATO Response Force - NRF). L'élément central de la réforme est la constitution d'unités de disponibilité opérationnelle (UDO).

Les UDO sont constituées après l'instruction de base. Ceux qui acceptent d'y appartenir feront partie desdites unités pour toute la période pendant laquelle ils accomplissent des tâches militaires et profitent d'une prime de disponibilité opérationnelle et de certaines priorités d'embauche particulières par rapport aux autres soldats volontaires.

Un autre point fondamental est le renforcement de l'attrait du volontariat, en misant sur la formation et la reconversion des volontaires. A relever aussi que les nouvelles missions de l'armée requièrent des adaptations au niveau des effectifs ainsi qu'une série d'autres adaptations.

Dans le contexte de la réforme de l'armée, la commission a aussi examiné la proposition de loi 5793 visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée.

- Projet de loi 5808 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires

La commission a en outre discuté sur le projet de loi 5400 modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

Autres travaux

Le 5 novembre 2007, un échange de vues a été organisé ensemble avec la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN avec le Ministre de la Défense sur les dossiers d'actualité à l'OTAN et sur les opérations pour le maintien de la paix auxquelles le Luxembourg participe.

Lors de la même réunion, la commission a approuvé la prolongation de la participation luxembourgeoise à la mission au Kosovo et à la mission en Afghanistan.

Le 12 novembre 2007, la mission au Tchad a été discutée avec le Ministre de la Défense. Le même sujet était de nouveau à l'ordre du jour de la réunion du 19 novembre 2007. En date du 26 novembre 2007, le Ministre de la Défense a informé sur la participation luxembourgeoise à l'opération militaire de l'UE (EUFOR Tchad / RCA) en soutien des Nations Unies au Tchad et en République centrafricaine (MINURCAT).

Les membres ont visité la Caserne Grand-Duc Jean de Diekirch en date du 26 novembre 2007 en compagnie du Ministre de la Défense.

En date du 11 février 2008, un échange de vues a été organisé suite à une lettre du groupe DP concernant la demande de la mise en place d'une commission d'enquête sur les activités du réseau «Stay behind». La discussion a été poursuivie le 3 mars 2008.

Les membres ont procédé le 31 mars 2008 à un échange de vues avec le Ministre de la Défense sur le sommet de l'OTAN (Bucarest, du 2 au 4 avril 2008), sur la mission de l'ONU au Liban (FINUL), sur les Groupements tactiques de l'UE, sur les missions de l'OTAN au Kosovo (KFOR) et en Afghanistan (ISAF), sur la rémunération des missions et de l'entraînement et sur l'élargissement de l'OTAN. Le Ministre a informé les membres en date du 7 avril 2008 sur les résultats du sommet de l'OTAN (Bucarest, 2 – 4 avril 2008) et sur l'Europe de la défense. Lors de la même réunion, la commission a donné son avis de la commission sur la modification de la participation luxembourgeoise à l'ISAF en Afghanistan.

Le 15 septembre 2008, les membres de la commission ont dressé un premier bilan de la réforme de l'armée avec le Ministre de la Défense. Au courant de la même réunion, la commission a donné son avis sur la prolongation de la participation luxembourgeoise aux opérations de maintien de la paix (OMP) en Bosnie, au Liban et au Tchad.

Coopération

Le volet «Coopération» était consacré notamment à l'analyse du rapport annuel de la coopération et au suivi des accords de partenariat économique conclus entre l'Union européenne et certains pays ACP. La commission a en outre étudié systématiquement les rapports de la Commission européenne consacrés à la coopération au développement.

Entretiens dans le cadre des visites

En date du 3 décembre 2007, la commission a accueilli une délégation du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE qui a élaboré un examen par les pairs de la coopération au développement luxembourgeoise.

Autres travaux

En date du 7 novembre 2007, la commission a eu un échange de vues avec le Ministre de la Coopération sur les accords de partenariat économique (APE).

Le 7 avril 2008, les membres ont accueilli des représentants du Cercle de Coopération des ONG de Développement de Luxembourg.

Le rapport annuel de la coopération 2007 a été présenté par le Ministre de la Coopération en date du 28 juillet 2008.

Immigration

Les travaux de la commission dans le volet «Immigration» ont été marqués par le projet de loi 5802, introduisant une nouvelle législation en matière de libre circulation des citoyens de l'Union européenne et en matière d'immigration.

Travaux législatifs

Les membres ont adopté le projet de loi 5802 1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 2) modifiant - la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection; - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti; - le Code du Travail; - le Code pénal; 3) abrogeant - la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère; - la loi du 26 juin 1953 portant fixation des taxes à percevoir en matière de cartes d'identité pour étrangers; - la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché.

La nouvelle législation abroge e. a. la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère et modifie e. a. la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Outre l'introduction de dispositions d'ordre purement national, le projet de loi transpose six directives consacrées respectivement au regroupement familial, au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, au droit des citoyens de l'Union et des membres de leur famille de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres, aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, au titre de séjour délivré à certaines victimes de la traite des êtres humains et aux chercheurs.

Autres travaux

Le 7 décembre 2007, la commission a procédé à un échange de vues sur les recommandations du Médiateur qui concernent les départements du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, dans le contexte du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2006 – 2007). Les recommandations ont trait entre autres à une réforme législative visant à affranchir les conjoints non communautaires de ressortissants luxembourgeois de l'exigence d'un permis de travail et aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des dossiers relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers et à l'emploi de la main-d'œuvre.

En date du 21 avril 2008, les membres ont discuté avec le Ministre délégué des Affaires étrangères sur le bilan 2007 de la politique d'asile.

Un échange de vues a eu lieu le 14 juillet 2008 avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères sur le Pacte européen sur l'immigration et sur l'asile.

La politique d'asile était de nouveau à l'ordre du jour de la réunion du 22 septembre 2008 dans le cadre d'un entretien avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères, consacré notamment à l'accompagnement des retours forcés par une ONG.

Les responsables du centre de rétention ont été accueillis lors d'une réunion du 13 octobre 2008 pour présenter le concept du centre de rétention.

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Président:	Haupert Norbert (CSV)	
Vice-Présidents:	Spautz Vera (LSAP)	
	Berger Eugène (DP)	
Membres:	CSV:	Clement Lucien, Hetto-Gaasch Françoise, Sauber Marcel
	LSAP:	Dall'Agnol Claudia, Scheuer Jos
	DP:	Bettel Xavier (pour le volet Logement). Etgen Fernand (pour les volets Classes moyennes et Tourisme)
	Déi Gréng:	Kox Henri
	ADR:	Henckes Jacques-Yves (pour le volet Logement), Koepp Jean-Pierre (pour les volets Classes moyennes



18.10.2007 - Examen du projet de loi 5585 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement (Rapportrice: Mme Françoise Hetto-Gaasch) ainsi que de l'avis du Conseil d'Etat
Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 5748 ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique (Rapporteur: M. Lucien Clement) et examen du projet de loi
Demande d'informations du groupe DP sur les conséquences juridiques, administratives et financières de l'affaire des autorisations de commerce

28.11.2007 - Examen du projet de loi 5748 et de l'avis du Conseil d'Etat
Questions européennes: Examen du Document COM (2007) 621

29.11.2007 - Echange de vues en vue de la préparation d'un débat d'orientation au sujet de la Grande Région (ensemble avec la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire)

6.12.2007 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5696 promouvant l'habitat, créant un «pacte logement» avec les communes, instituant une politique active de maîtrise du foncier et modifiant certaines dispositions du Code civil (Rapporteur: M. Norbert Haupert)

20.12.2007 - Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5696
Examen et adoption de propositions d'amendements élaborées sur base de cet avis

10.1.2008 - Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5696
Examen et adoption de propositions d'amendements élaborées sur base de cet avis

17.1.2008 - Examen et adoption de propositions d'amendements élaborées suite à l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5696
Examen et adoption d'un projet de rapport concernant le projet de loi 5748
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5585
Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2006-2007) – Examen de la partie du rapport d'activité concernant le département des classes moyennes, du tourisme et du logement

30.1.2008 - Examen et adoption du projet de rapport concernant le projet de loi 5585

26.2.2008 - Présentation et examen d'une ébauche de rapport concernant le projet de loi 5696

20.3.2008 - Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5696
Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5585

9.4.2008 - Examen et adoption du projet de rapport définitif concernant le projet de loi 5585
Examen et adoption de propositions d'amendements concernant le projet de loi 5696
Examen d'un projet de rapport

20.5.2008 - Examen du 2è avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5696
Adoption du rapport définitif

16.7.2008 - Stratégie de Lisbonne – Nouveau Plan national de réforme du Gouvernement
Dossiers européens (Examen du document COM (2008) 141 (Rapporteur: M. Marcel Sauber)

14.10.2008 Echange de vues sur le projet de loi 5696
Saisie de la Commission européenne d'une plainte concernant les distorsions de concurrence suite au Pacte Logement – Echange de vues

Commission des Travaux publics

22.10.2007 - Examen des projets de loi 5763 relatif à la construction à Bertrange/ Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance (Rapporteur: M. Marcel Sauber) et 5766 relatif à la quatrième extension du Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg (Rapporteur: M. Ali Kaes) ainsi que des avis du Conseil d'Etat

7.11.2007 - Examen du projet de loi 5766 et de l'avis du Conseil d'Etat
Examen du projet de loi 5744 relatif à la construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'Administration des bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval) ainsi que de l'avis du Conseil d'Etat

14.11.2008 - Examen et adoption des projets de rapport concernant les projets de loi 5744, 5763 et 5766
Examen des projets de loi 5764 relatif à l'aménagement du contournement routier de Junglinster (Rapporteur: M. Lucien Clement) et 5765 relatif à la construction d'un Lycée à Junglinster (Rapporteur: M. Lucien Clement) ainsi que des avis du Conseil d'Etat

17.12.2007 - Examen et adoption des projets de rapport concernant les projets de loi 5764 et 5765
Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2006-2007) – Examen de la partie du rapport d'activité concernant le département des travaux publics
Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 5655 sur les marchés publics et présentation du projet de loi

15.1.2008 - Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 5813 relatif à la modernisation du dispositif de sécurité du Centre pénitentiaire de Luxembourg (Rapporteur: M. Lucien Clement)
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
Désignation des rapporteurs pour les projets de loi 5820 relative à la transformation et à la rénovation du Centre Marienthal et 5823 relatif au régime des permissions de voirie
Demande de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant un arrêté de passer-outre du Ministre de la Justice portant sur un contrat avec la Société CTG Luxembourg SA

15.1.2008 - Visite du Centre Pénitentiaire de Givenich (ensemble avec la Commission juridique)

21.1.2008 - Examen et adoption du projet de rapport concernant le projet de loi 5813

28.2.2008 - Examen du projet de loi 5820 (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval) et de l'avis du Conseil d'Etat

18.3.2008 - Examen et adoption du projet de rapport concernant le projet de loi 5820

16.4.2008 - Echange de vues avec M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur les travaux qui sont actuellement en cours à Belval-Ouest (réunion jointe avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture)

4.6.2008 - Visite du chantier de la future Cité judiciaire (ensemble avec la Commission juridique)

9.6.2008 - Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 5845 relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N 31 et le projet routier afférent sur territoire français
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

3.7.2008 - Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5845 (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval)
Examen et adoption du projet de rapport

22.9.2008 - Nouvelle procédure législative relative à l'optimisation du suivi financier des grands projets d'investissement de l'Etat
- Présentation de la liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration

29.9.2008 - Echange de vues avec M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de la Justice concernant le déménagement des autorités judiciaires dans les bâtiments de la nouvelle Cité judiciaire.



Commission des Finances et du Budget

Président: Mosar Laurent (CSV)
Vice-Présidents: Mutsch Lydia (LSAP)
Goerens Charles (DP)
Membres:
CSV: Haupert Norbert, Thiel Lucien, Wolter Michel
LSAP: Fayot Ben, Negri Roger
DP: Meisch Claude
Déi Gréng: Bausch François
ADR: Gibéryen Gast

Au cours de la session parlementaire 2007-2008, la Commission s'est réunie à 50 reprises (contre 38 l'année précédente).

Les travaux de la Commission des Finances et du Budget sont traditionnellement rythmés par le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat.

Budget 2008

La rapportrice du budget pour 2008, Mme Lydia Mutsch, a été nommée le 25 septembre 2007. L'examen du projet de budget pour 2008 (document parlementaire 5800) a débuté le 12 octobre 2007 et s'est terminé par l'adoption du rapport de la Commission en date du 30 novembre 2007.

En tout, la Commission a consacré 9 réunions à l'examen du budget au cours de la session 2007-2008 (elle y avait consacré 13 réunions au cours de l'année précédente). Au cours de ces réunions, la Commission a entendu l'Administration des Contributions directes, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et l'Administration des Douanes et Accises au sujet de l'évolution des recettes de l'Etat. Le 23 octobre 2007, la Commission a eu une entrevue avec Messieurs les Ministres de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et de la Sécurité sociale au sujet de la situation et de l'évolution financière des communes et de la Sécurité sociale ainsi que de la conversion des chiffres relatifs aux communes et à la Sécurité sociale selon le SEC95. Le STATEC a présenté les dernières prévisions économiques à la Commission le 7 novembre 2007 et la Commission a également entendu la Banque Centrale au sujet des dispositions de la loi budgétaire pour l'exercice 2008 le 20 novembre 2007. Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget, ainsi que Monsieur le Directeur de l'Inspection Générale des Finances (IGF) ont présenté le programme pluriannuel des dépenses au cours de la réunion du 7 novembre 2007. La Commission a examiné l'avis de la Cour des Comptes au cours de sa réunion du 22 novembre 2007.

Visites et échanges de vues

Le 25 janvier 2008, la Commission des Finances et du Budget a entendu Monsieur le Ministre de l'Economie et Monsieur le Directeur de la Chambre de Commerce au sujet de la problématique de l'affiliation obligatoire à la Chambre de Commerce. Une réunion supplémentaire, au cours de laquelle le Directeur de la Chambre de Commerce a présenté un certain nombre de solutions aux problèmes rencontrés, a ensuite eu lieu le 3 juillet 2008.

Le 12 février 2008, la Commission a assisté à une entrevue avec le groupe de travail «Finances publiques» du Conseil supérieur pour le développement durable au sujet de la progression des travaux de ce Conseil (faisant suite à la motion par laquelle la Chambre des Députés avait invité le gouvernement à faire effectuer par le CSDD une étude sur les agrégats des finances publiques pour la période postérieure à 2009 dans l'optique des critères du développement durable).

Le 25 février 2008, Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget a présenté les recettes et les dépenses provisoires de l'Etat pour l'exercice 2007 à la Commission des Finances et du Budget et à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.

Sur demande de la Commission, M. Victor Rod, Directeur du Commissariat aux Assurances, lui a présenté les nouveautés, les avantages et désavantages de la proposition de directive SOLVABILITE II en date du 25 avril 2008.

La Commission a organisé une entrevue avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget le 2 mai 2008 au sujet de l'évolution du projet d'introduction de l'ACCIS (assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés) au niveau communautaire. Au cours de cette même réunion, Monsieur le Ministre de la Justice s'est exprimé quant au contenu d'un rapport de la Commission européenne concernant les modalités de coopération entre les cellules de renseignement financier des États membres en ce qui concerne l'échange d'informations, ainsi qu'au sujet de la responsabilité des personnes morales et la responsabilité pénale des chefs d'entreprise.

Le 6 juin 2008, la Commission a eu une entrevue avec Monsieur le Directeur des Contributions directes au sujet de la documentation que Monsieur le Premier Ministre a communiquée à la Commission et portant sur la flat tax et l'imposition individuelle des époux.

En date du 26 juin 2008, la Commission des Finances et du Budget et la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont procédé à un échange de vues avec une délégation de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de l'Assemblée nationale de la République de Bulgarie.

En présence de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, la Commission des Finances et du Budget a participé le 30 juin 2008 à une entrevue avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget qui a présenté les recettes et les dépenses de l'Etat des cinq premiers mois de l'exercice 2008.

Le 23 juillet 2008, la Commission a accueilli, en présence de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, une délégation de la Chambre des Comptes de la République du Cameroun.

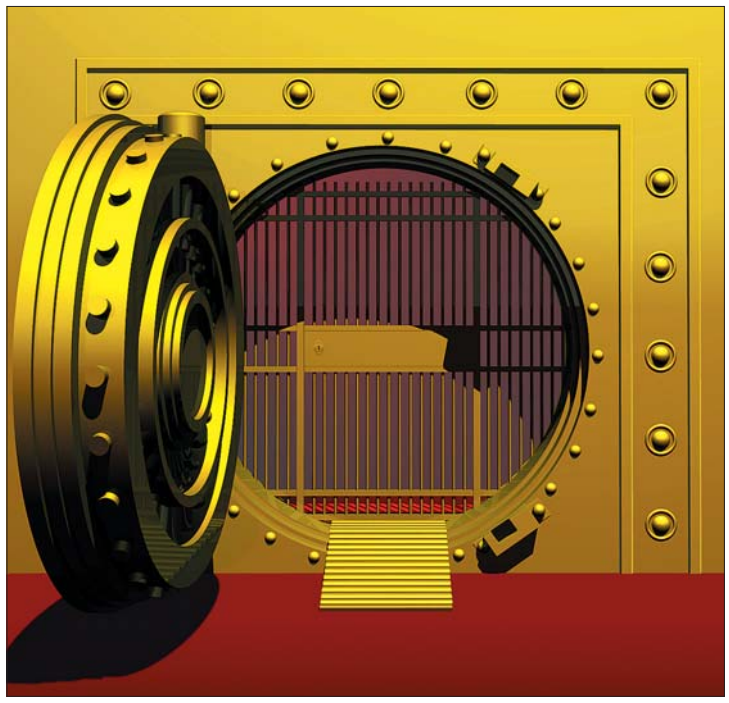
Autres travaux et projets de loi traités

La Commission des Finances et du Budget a examiné les documents européens qui lui ont été attribués au cours de cinq réunions.

Parmi les projets de loi les plus importants de cette session parlementaire figure le projet de loi 5801 modifiant la législation fiscale sur les points suivants, applicables à partir de l'année d'imposition 2008:

- Les classes d'impôt pour enfants sont abolies. En contrepartie, les modérations d'impôt pour enfants sont, pour tous les enfants qui ouvrent droit aux allocations familiales, payées sous forme de bonis pour enfants par la Caisse nationale des prestations familiales, quel que soit le revenu imposable des personnes dans le ménage.
- Le tarif de l'impôt sur le revenu est adapté de façon linéaire à raison de 6%.
- L'imposition collective sur demande est introduite pour les personnes liées par un contrat de partenariat au sens de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, ainsi que pour les personnes liées par un partenariat de droit étranger.
- L'article 157ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est modifié afin d'établir une équivalence de traitement entre les contribuables résidents et les contribuables non résidents imposables au Luxembourg du chef d'au moins 90% du total de leurs revenus professionnels, cela afin de donner suite à l'arrêt «Lakebrink» de la Cour de Justice des Communautés européennes.
- Des mesures fiscales visant à favoriser l'investissement dans la propriété intellectuelle sont introduites.
- La bonification d'impôt pour l'investissement complémentaire effectué dans les entreprises est relevée de 2%.
- L'Administration des contributions directes informe annuellement les communes du montant des paiements d'impôt commercial communal payé par chaque entreprise sur leur territoire.
- Le taux de TVA super-réduit est rendu applicable à la réception de services de radiodiffusion et de télévision.
- L'Administration des contributions directes est autorisée à faire parvenir à certaines chambres patronales les données nécessaires à la perception des cotisations de leurs ressortissants.
- Les heures supplémentaires sont dorénavant exemptées de l'impôt.

Le Gouvernement a retiré les modifications quant à la non-déductibilité au niveau des entreprises, exploitants agricoles et forestiers et des professions libérales des frais en relation avec les voitures polluantes. La Commission a consacré trois réunions à ce projet de loi dont le rapport a été adopté le 13 décembre 2007 (rapporteur: M. Laurent Mosar).



Le projet de loi 5741 transposant deux directives européennes, d'une part la Directive Réassurance et d'autre part la directive 2006/46/CE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines formes de sociétés, et apportant une réorganisation ponctuelle du Commissariat aux assurances a fait l'objet de trois réunions de la Commission. Comme le Conseil d'Etat, dans son avis, a soulevé un problème de fond (celui de la confusion des qualités de juge et partie) dépassant de loin le seul cadre de l'organisation du Commissariat aux assurances, la Commission des Finances et du Budget a invité le Gouvernement à rechercher une solution globale susceptible de s'appliquer à toutes les administrations concernées. Le projet de rapport (rapporteur: M. Michel Wolter) a été adopté le 15 novembre 2007.

Le projet de loi 5708 transpose la directive 2005/19/CE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'Etats membres différents, ainsi que la directive 2006/98/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifie certaines autres dispositions en matière des impôts directs. Le projet de loi ajoute la société européenne, la société coopérative européenne ainsi que les entités «hybrides» à la liste des sociétés éligibles. Même si la loi instaurant la société européenne a déjà été votée par la Chambre des Députés, cette nouvelle forme de société était jusqu'ici inconnue en droit fiscal. Le projet de rapport (rapporteur: M. Laurent Mosar) a été adopté le 23 novembre 2007.

Le projet de loi 5711 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé a eu pour objet principal la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2004/109/CE qui complète un paquet de mesures prévues par le plan d'action pour les services financiers en vue de mettre en place un régime commun d'information financière dans toute l'Union européenne pour les émetteurs de valeurs mobilières de sociétés cotées. Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 13 décembre 2007.

La Commission des Finances et du Budget a consacré sa réunion du 11 janvier 2008, en présence de Monsieur le Directeur des Contributions directes, à l'analyse des recommandations du Médiateur et à la rédaction de sa contribution au Débat d'orientation 5804 sur le rapport d'activité du Médiateur (2006-2007).

-

Le projet de loi 5797 modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée a fait l'objet de quatre réunions de la Commission. Il a rendu entraîné la transposition de certaines directives européennes, l'introduction en droit national de la représentation fiscale et certaines modifications de la législation actuelle au niveau de la procédure d'imposition et de la procédure contentieuse. Le projet de rapport (rapporteur: M. Norbert Haupert) a été adopté le 15 janvier 2008.

Le projet de loi 5780 modifiant la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière a été déposé par le Gouvernement suite à l'avis motivé adressé par la Commission européenne au Grand-Duché en l'invitant formellement à modifier cette législation. En effet, les dispositions de la loi du 23 décembre 2005 n'étant pas applicables aux intérêts payés par un agent payeur établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ceux-ci viennent s'ajouter aux autres revenus imposables du contribuable en tant que revenus provenant de capitaux mobiliers et sont soumis au barème général de l'impôt sur le revenu (LIR), de sorte qu'ils sont le plus souvent impo-

sés à un taux nettement supérieur à 10%. Afin d'accorder aux bénéficiaires effectifs d'intérêts payés par certains agents payeurs établis hors du Grand-Duché les avantages de la retenue à la source libératoire, le projet de loi accorde l'option de remettre au fisc luxembourgeois une déclaration annuelle spéciale relative aux intérêts qui leur sont ainsi attribués et qui sont alors soumis à un prélèvement libératoire de 10%. Le projet de rapport (rapporteur: M. Norbert Haupert) a été adopté le 10 avril 2008.

Le projet de loi 5810 relative aux acquisitions dans le secteur financier et portant transposition, dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, de la directive 2007/44/CE … en ce qui concerne les règles de procédure et les critères d'évaluation applicables à l'évaluation prudentielle des acquisitions et augmentations de participation dans des entités du secteur financier dont l'objectif est de faciliter les consolidations transfrontalières dans le secteur financier. Le texte européen est une réponse aux problèmes rencontrés par plusieurs banques européennes souhaitant acquérir des établissements transfrontaliers au sein de l'Union européenne. La loi n'entrera en vigueur que le 21 mars 2009 ce qui correspond à la date limite de transposition de la directive. Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 29 avril 2008.



Les projets de loi 5756 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (…) et 5811 portant transposition de la directive 2005/60/CE (…) relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et de la directive 2006/70/CE (…) pour ce qui concerne la définition des «personnes politiquement exposées» et les conditions techniques de l'application d'obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle ainsi que de l'exemption au motif d'une activité financière exercée à titre occasionnel ou à une échelle très limitée, ont fait l'objet de trois réunions de la Commission. Le projet de loi 5756 est de nature essentiellement pénale et a pour objet de revoir la définition du blanchiment et la liste des infractions primaires conformément à la 3e directive anti-blanchiment et à la Recommandation I du GAFI. Le projet de loi 5811 transpose en droit luxembourgeois deux directives européennes et porte sur les obligations et comportements à respecter par les professionnels afin de leur éviter d'être abusés par des criminels blanchisseurs ou terroristes. Le projet de rapport commune aux deux projets (rapporteur: M. Laurent Mosar) a été adopté le 16 juin 2008.

Le projet de loi 5698 B portant adaptations et modifications de la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef pour certaines catégories de biens aéronautiques a été examiné au cours de quatre réunions de la Commission des Finances et du Budget. L'adhésion du Luxembourg à la Convention du Cap implique des modifications de la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef. La loi révisée couvrira désormais trois régimes qui coexistent dans un même texte législatif et peuvent même, dans certains cas, s'appliquer simultanément. Elle introduit la notion de «bien aéronautique», la notion de registre international et une obligation d'assistance de l'Etat luxembourgeois quant à l'exécution des mesures prévues par la Convention. Suite à deux séries d'amendements parlementaires, le projet de rapport (rapporteur: M. Norbert Haupert) a été adopté le 3 juillet 2008.

Le 16 septembre 2008 la Commission a nommé M. Norbert Haupert rapporteur du projet de loi 5900 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009 et a examiné le projet de loi 5757 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions Directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; - la loi générale des impôts («Abgabenordnung»); - la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions Directes; - la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines; - la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ainsi que l'avis du Conseil d'Etat y relatif.

Le 19 septembre 2008 la Commission a eu une entrevue avec M. le Ministre du Trésor et du Budget sur la crise financière internationale.

Le 23 septembre 2008 la Commission a désigné un rapporteur pour le projet de loi 5842 portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et modifiant - les dispositions concernant les lettres de gage dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg et examiné l'avis du Conseil d'Etat. Elle a ensuite adopté des amendements au projet de loi 5757. Enfin elle a désigné un rapporteur pour le projet de loi 5799 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006 et présenté le projet de loi.

Le 29 septembre 2008 elle a eu une entrevue avec le Gouvernement au sujet de la prise de participation dans le groupe Fortis (réunion jointe avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports).

Le 2 octobre 2008 la Commission a eu un échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre du Trésor et du Budget et le Directeur de l'Inspection générale des Finances.

Le 3 octobre 2008 elle a adopté un projet de rapport concernant le projet de loi 5842. Elle a ensuite examiné les mesures prises par le Gouvernement relatives aux établissements bancaires Dexia-Bil et Fortis, examen qui a été poursuivi lors de la réunion du 6 octobre 2008.

Le 7 octobre 2008 la Commission a eu un échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'Etat avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, l'Administration des Contributions directes et l'Administration des Douanes et Accises dans le cadre de l'examen du projet de loi 5900.

Le 9 octobre 2008 elle a examiné le projet de loi 5767 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Emirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005. Elle a ensuite désigné un rapporteur pour le projet de loi 5815 relative au système des ressources propres des Communautés européennes et examiné le projet de loi ainsi que l'avis du Conseil d'Etat. Elle a enfin examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et adopté un projet de rapport complémentaire relatif au projet de loi 5842.

Le 10 octobre 2008 la Commission a examiné les décisions prises par le Gouvernement en relation avec le groupe Dexia-Bil.

Commission des Transports

Président:	Schreiner Roland (LSAP)	
Vice-Présidents:	Spautz Marc (CSV)	
	Braz Felix (Déi Gréng)	
Membres:	CSV:	Kaes Ali, Schaaf Jean-Paul, Wolter Michel
	LSAP:	Angel Marc, Negri Roger
	DP:	Berger Eugène, Helminger Paul
	ADR:	Koepp Jean-Pierre



Sous la présidence de M. Roland Schreiner, la Commission des Transports s'est réunie à onze reprises durant l'année parlementaire 2007-2008.

Cinq projets de loi ont pu être examinés et portés au vote de la Chambre des Députés. Il s'agit des lois suivantes:

- la loi du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne (doc. parl. 5742), votée le 18 décembre 2007, dont M. Roland Schreiner était Rapporteur;
- la loi du 23 avril 2008 portant transposition de la directive 2004/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant la sécurité dans les aéronefs des pays tiers empruntant les aéroports communautaires (doc. parl. 5713), votée le 18 mars 2008, dont M. Marc Angel était Rapporteur;
- la loi du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des Enquêtes Techniques b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer (doc. parl. 5840), votée le 18 mars 2008, dont M. Marc Angel était Rapporteur;
- la loi du 17 juillet 2008 relative au financement du système de perception tarifaire électronique dans les transports publics (doc. parl. 5822), votée le 30 avril 2008, dont M. Roger Negri était Rapporteur;
- la loi du 29 juillet 2008 portant approbation du Protocole N° 4, signé à Montréal, le 25 septembre 1975, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929 amendée par le Protocole fait à La Haye le 28 septembre 1955 (doc. parl. 5852), votée le 8 juillet 2008 dont M. Marc Angel était Rapporteur.

La commission parlementaire a en outre examiné la liste des projets d'investissement du Ministère des Transports ayant atteint le stade de l'avant-projet sommaire ou susceptibles de l'atteindre au cours de l'exercice 2009 lui soumise pour avis.

Beaucoup de temps fut consacré à des réflexions stratégiques et conceptuelles. Ainsi, l'amélioration de la liaison ferroviaire du Nord, la résolution de problèmes d'exploitation de l'autoroute ferroviaire Bettembourg-Perpignan, l'état d'avancement du projet «Tram léger», de même que la mise en ?uvre du concept de mobilité intégré «mobil 2020», ainsi que l'étude d'impact comparative de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette furent des sujets intensivement débattus par la commission.

La Commission des Transports a clôturé ses travaux, en date du 30 septembre 2008, par une visite du centre de fret ferroviaire à Bettembourg.



Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président: Paul-Henri Meyers (CSV)
Vice-Présidents: Alex Bodry (LSAP)
Colette Flesch (DP)
Membres:
CSV: Christine Doerner, Patrick Santer, Marcel Sauber
LSAP: Lydie Err, Roger Negri
DP: Paul Helminger
Déi Gréng: Félix Braz
ADR: Jacques-Yves Henckes



I. Travaux législatifs

a) 5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques
réunions: le 10, 17 et 24 octobre 2007, 17, 21 et 26 novembre 2007, 6, 12, 13 décembre 2007
Le projet de rapport a été présenté et adopté lors de la réunion de la commission du 13 décembre 2007.
Le vote en séance publique est intervenu en date du 20 décembre 2007.

b) 5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution
réunions: le 14 et 21 novembre 2007
le 1er vote constitutionnel est intervenu le 5 décembre 2007 et le 2ième vote constitutionnel est intervenu en date du 11 mars 2008.

c) 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution
5672 - Proposition de révision des articles 9, alinéa 1er de la Constitution
réunions: le 9 janvier 2007 et 8 avril 2008
Le projet de rapport a été adopté par la commission en date du 8 avril 2008.
Le 1er vote constitutionnel a eu lieu le 30 avril 2008.
Le 2e vote constitutionnel a eu lieu le 15 octobre 2008

d) Révision de l'article 28 de la Constitution
réunion: 26 janvier 2008
Il est prévu, dans le cadre des travaux portant sur un nouvel ordonnancement de la Constitution de proposer un nouveau libellé concernant le secret des communications à caractère personnel (article 28 actuel de la Constitution)

e) 5575 - Proposition de loi portant modification de 1) l'article 57 (7) de la Constitution 2) loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national 3) la loi électorale du 18 février 2003
La commission a eu un échange de vues avec M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire en date du 13 février 2008

f) 5331 - Proposition de loi sur les enquêtes parlementaires
réunions: 19 mars 2008, 16 avril 2008, 4 et 11 juin 2008
Le projet de rapport a été adopté par la commission en date du 11 juin 2008.
La Chambre, en sa séance publique du 2 juillet 2008, a fait application de l'article 61, paragraphe (1) du Règlement de la Chambre des Députés. Elle s'est prononcée, conformément à l'article 61, paragraphe (3), en faveur de l'opportunité politique de la proposition de loi 5331 et a accordé u n caractère prioritaire à celle-ci.

g) 5803 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants luxembourgeois au Parlement européen
réunions: le 16 avril 2008 et 6 mai 2008,
La proposition de loi a été votée en séance publique du 28 mai 2008

h) 5617 - Proposition de loi portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée
réunion: le 6 mai 2008
La commission décide de suspendre l'examen de la proposition de loi sous rubrique et d'envoyer un courrier circonstancié au Gouvernement afin de connaître son intention à cet égard.

i) 5546 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution

5702 - Proposition de loi visant à modifier la Constitution
Les deux propositions sous rubrique ont été présentées aux membres de la commission par leurs auteurs respectifs en date du 21 mai 2008.

j) 5347 - Projet de loi portant création de la structure de protection nationale
Lors de la réunion de la commission du 25 juin 2008, les membres furent informés que le Gouvernement entend retirer le projet de loi sous rubrique. Le domaine de la protection nationale fera éventuellement l'objet d'un nouveau projet de loi.

II. Débats et sujets généraux

a) Réunion de la commission et du groupe de travail ad hoc «Statut juridique et Financement des Partis politiques avec les membres d l'équipe d'évaluation du GRECO du Conseil de l'Europe au sujet de la transparence du financement des partis politiques au Luxembourg (le 24 octobre 2007)

b) Réunion de concertation en vue de l'harmonisation de la présentation des comptes des partis politiques faisant l'objet d'un contrôle de la part de la Cour des comptes (le 3 décembre 2007)

c) Discussions sur l'opportunité de réviser l'article 99 de la Constitution (le 7 novembre 2007)

d) Continuation des discussions relatives à un nouvel ordonnancement de la Constitution (5 décembre 2007, 9, 16 et 23 janvier 2008, 13, 20 et 27 février 2008, 5, 12 mars 2008, 6 et 21 mai 2008, 4 et 11 juin 2008, 24 septembre 2008)

e) Examen, dans le cadre du projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental (doc. parl. 5759) des considérations en rapport avec l'article 23 de la Constitution formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 6 mai 2008.

Commission du travail et de l'emploi

Président: Glesener Marcel (CSV)
Vice-Présidents: Castegnaro John (LSAP)
Krieps Alexandre (DP)
Membres:
CSV: Clement Lucien, Kaes Ali, Spautz Marc
LSAP: Schneider Romain, Spautz Vera
DP: Etgen Fernand
GRÉNG: Loschetter Viviane
Indép.: Jaerling Aly



Au cours de la session 2007/2008, la Commission de Travail et de l'Emploi, sous la présidence de M. Marcel Glesener, a traité les points suivants:

Dans sa réunion du 11 octobre 2007, la Commission du Travail et de l'Emploi a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat sur le projet de loi 5559 portant transposition de la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier avant d'adopter dans sa réunion du 20 novembre 2007 le rapport établi par le rapporteur Marc Spautz.

Dans cette même réunion du 11 octobre 2007, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a présenté le projet de loi 5687 portant: 1. transposition de la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail telle que modifiée par la directive 2002/73/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 septembre 2002; 2. modification du Code du Travail; 3. modification de l'alinéa 1 de l'article 2 de la loi du 14 mars 1988 relative au congé d'accueil, 4. modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat. La commission a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat dans ses réunions du 11 et du 16 octobre 2007 avant d'adopter des amendements. La commission a examiné dans sa réunion du 8 janvier 2008 l'examen complémentaire du Conseil d'Etat. Au cours de sa réunion du 15 janvier 2008, elle a adopté une nouvelle série d'amendements parlementaires avant d'examiner dans sa réunion du 8 avril 2008 le deuxième avis complémentaire et d'adopter dans sa réunion du 22 avril 2008 le rapport établi par le rapporteur M. Ali Kaes.

Dans la réunion du 11 octobre 2007, la commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5144 relative à la lutte contre le chômage social. Dans sa réunion du 16 octobre 2007, la commission a pris une décision concernant l'organisation d'une audition de différentes organisations. Au cours des réunions du 23 octobre, des 13, 20 et 27 novembre 2007, du 18 décembre 2007 et des 8, 15, 22 et 29 janvier 2008, la commission a examiné le projet de loi amendé et l'avis complémentaire du Conseil d'Etat avant d'adopter une nouvelle série d'amendements parlementaires. Dans ses réunions des 16 et 23 septembre et du 7 octobre 2008, la commission a examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat.

Dans la réunion du 15 octobre 2007, la Commission du Travail et de l'Emploi et la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont eu un échange de vues avec M. Juan Somavia, Directeur général du Bureau International du Travail.

La Commission du Travail et de l'Emploi, dans sa réunion du 13 novembre 2007 a encore examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5239 portant réforme de l'Inspection du travail et des mines, avant d'adopter le rapport présenté par le président-rapporteur M. Marcel Glesener dans la réunion du 27 novembre 2007.

Dans cette même réunion du 27 novembre 2007, la commission a encore adopté les rapports concernant le projet de loi 5242 portant création d'un Comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de conciliation individuelle et portant ajout d'un titre V au Livre VI du Code du travail et du projet de loi 5240 portant approbation des Conventions Internationales du Travail n° 115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 153, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 177, 178, 183 et 184 et des Protocoles relatifs aux Conventions 81 et 155, établis par le président-rapporteur Marcel Glesener.

Dans sa réunion du 13 novembre 2007, la commission a désigné M. Marc Spautz comme rapporteur du projet de loi 5788 portant: 1. transposition de la directive 2002/14/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne; 2. modification du chapitre IV du titre premier du livre IV du code du travail. Le Ministre du Travail et de l'Emploi a présenté le projet de loi dans cette même réunion. La commission a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat dans la réunion du 12 février 2008 avant d'adopter le rapport établi par le rapporteur M. Marc Spautz.

Dans sa réunion du 20 novembre 2007, la commission a eu un échange de vues avec M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration Nicolas Schmit concernant le projet de loi 5802 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration, au sujet d'un volet particulier, à savoir celui concernant le titre de séjour pour travailleur salarié.



Dans sa réunion du 8 janvier 2008, la Commission du Travail et de l'Emploi a désigné M. Alexandre Krieps comme vice-président de la commission.

La commission a encore élaboré dans cette même réunion sa prise de position par rapport à différentes recommandations du Médiateur en vue du débat d'orientation sur le rapport d'activité de ce dernier.

Dans sa réunion du 15 février 2008 M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a présenté l'état actuel de transposition des directives ressortissant de la compétence du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Dans des réunions jointes des 27 et 28 février 2008 de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et de la Commission du Travail et de l'Emploi, les deux commissions ont examiné le projet de loi 5750 portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé ainsi que l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter des amendements dans la réunion du 6 mars 2008. Les commissions, dans la réunion du 10 avril 2008, ont examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat avant d'adopter dans la réunion du 24 avril 2008 le rapport présenté par les co-rapporteurs MM. Marcel Glesener et Romain Schneider.

Dans la réunion du 11 mars 2008 la Commission du Travail et de l'Emploi et la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture ont examiné le projet de loi 5733 relatif aux aides à la formation-recherche modifiant:
- la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

- la loi du 9 mars 1987 ayant pour objet: 1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;
- le Code du Travail;
- la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2007 ainsi que de l'avis du Conseil d'Etat. Dans une réunion du 29 avril 2008, les deux commissions ont adopté une série d'amendements, avant d'examiner l'avis complémentaire du Conseil d'Etat dans la réunion du 24 juin 2008 et d'adopter le rapport établi par le rapporteur M. Lucien Thiel dans la réunion du 2 juillet 2008.

Dans une réunion du 22 mai 2008, la Commission du Travail et de l'Emploi a désigné MM. John Castegnaro, Marcel Glesener, Mme Viviane Loschetter et M. Romain Schneider comme représentants aux premières Journées nationales de l'emploi du 4 au 6 juillet 2008. Dans la réunion du 1er juillet 2008, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a présenté le programme des Journées nationales de l'emploi.

Dans une réunion jointe du 29 mai de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et de la Commission du Travail et de l'Emploi, le Ministre de la Sécurité sociale M. Mars di Bartolomeo et le Ministre du Travail et de l'Emploi M. François Biltgen ont présenté le bilan sur la législation concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle.

Dans ses réunions des 3 et 17 juin 2008, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a eu un échange de vues avec les membres de la Commission du Travail et de l'Emploi sur les dossiers traités au Conseil européen des Ministres des Affaires sociales du 9 juin 2008.

Au cours des réunions du 24 juin et du 1er juillet 2008, M. le Ministre a donné des explications concernant Arrêt de la Cour de Justice des Communautés Européennes du 19 juin 2008 dans l'action en manquement d'Etat de la Commission Européenne contre le Grand-Duché de Luxembourg concernant la législation sur le détachement de travailleurs.

Dans une réunion jointe du 18 septembre 2008, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, la Commission de l'Environnement, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports et la Commission du Travail et de l'Emploi, ont eu un échange de vues avec le Recteur de l'Université du Luxembourg et les doyens des facultés sur l'évolution de l'université et l'avenir de ces facultés, notamment en ce qui concerne l'enseignement universitaire, les activités de recherche, la position de l'Université du Luxembourg dans le contexte international et les besoins en infrastructures, en moyens humains et matériels.

Dans sa réunion du 23 septembre 2008, la Commission du Travail et de l'Emploi a désigné M. Ali Kaes comme rapporteur du projet de loi 5853 portant: 1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs; 2. modification du code du travail et M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a présenté le projet de loi.

Dans cette même réunion, M. Marc Spautz a été désigné comme rapporteur du projet de loi 5886 portant: 1. introduction du congé linguistique; 2. modification du Code du travail et M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a présenté le projet de loi. La commission a examiné dans la réunion du 7 octobre 2008 le projet de loi ainsi que l'avis du Conseil d'Etat.

M. François Biltgen a également présenté l'avant-projet de loi portant modification des articles L.010-1, L.141-1, L.142-2 et L.142-3 du Code du travail (suite à l'arrêt de la CJCE en matière de détachement)

Commission juridique

Président:	Patrick Santer (CSV)	
Vices-Présidents:	Lydie Err (LSAP)	
	Xavier Bettel (DP)	
Membres:	CSV:	Christine Doerner, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar
	LSAP:	Alex Bodry, Jean-Pierre Klein
	DP:	Colette Flesch
	Déi Gréng:	Félix Braz
	ADR:	Jacques-Yves Henckes



I. résumé des travaux législatifs pour la session 2008-2009

5716 - Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant - le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
réunions: 10 septembre 2008

5156 - Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et améliorant la protection des témoins
réunions: le 24 septembre 2008

5770 - Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant:
1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans;
2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant:
1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;
4. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leur activités dans un autre Etat membre des Communautés Européennes
réunions: 21 mai 2008, 2 juillet 2008 et 12 novembre 2008

le projet de loi a été voté lors de la séance plénière du 20 novembre 2008.

Commissions spéciales

Réorganisation territoriale du Luxembourg

Président:	Wolter Michel (CSV)	
Vice-Présidents:	Bodry Alex (LSP)	
	Meisch Claude (DP)	
Membres:	CSV:	Clement Lucien, Meyers Paul-Henri, Schank Marco,
	LSAP:	Klein Jean-Pierre, Scheuer Jos
	DP:	Etgen Fernand
	Déi Gréng:	Gira Camille
	ADR:	Gibéryen Gast

Au cours de deux réunions, la commission a analysé les prises de position des groupes et sensibilité politiques relatives au questionnaire leur envoyé en date du 19 octobre 2007.

Six réunions furent consacrées à la discussion du projet de rapport.

La commission a terminé ses travaux dans sa dernière réunion par l'adoption du projet de rapport. (doc. parl. 5890 – Débat d'orientation sur la réorganisation territoriale du Luxembourg du 3 juillet 2008).



Dossiers européens 2008


Robert Goebbels


Erna Hennicot-Schoeppges


Astrid Lulling


Lydie Polfer


Jean Spautz


Claude Turmes

Institutions

Lorsque les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont signé le traité de Lisbonne qui prévoit de rationaliser le processus européen de prise de décisions en réformant le système de vote au Conseil, en réduisant la taille de la Commission et en renforçant le rôle des parlements nationaux, le 13 décembre 2007, il était prévu que le traité entre en vigueur avant les élections européennes en 2009, de préférence le 1er janvier 2009. Le processus de ratification a débuté en décembre 2007 et, malgré le rejet du traité par le peuple irlandais dans le référendum de juin 2008, ce processus a continué et 25 des 27 parlements nationaux ont ratifié le texte jusqu'ici. Le vote du parlement tchèque est attendu pour le 3 février 2009 et les Irlandais sont appelés à se prononcer une seconde fois sur le traité de Lisbonne avant la fin de l'année 2009. Lors du dernier Conseil européen en décembre 2008, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont mis d'accord sur un paquet de concessions à l'égard du gouvernement irlandais en échange duquel celui-ci organisera un second référendum.

La concession la plus importante concerne la composition de la Commission européenne; si le traité de Lisbonne entre en vigueur, la Commission européenne sera composée d'autant de commissaires qu'il y aura d'Etats membres. L'Irlande obtiendra en outre des garanties juridiques concernant le maintien de sa souveraineté en matière de fiscalité, de questions sociales et éthiques, ainsi qu'en matière de politique européenne commune de sécurité et de défense (PESD).

Crises

Depuis juillet 2008, l'UE était frappée par une série de crises, notamment le conflit en Géorgie et la crise financière qui a entrainé une crise économique. La gestion des deux crises a démontré la capacité de l'Union européenne d'action rapide et commune. Un nombre record de sommets a été organisé pour permettre de trouver des positions communes de l'UE face à ces crises.

Durant le conflit entre la Géorgie et la Russie qui a éclaté le 8 août, l'intervention de l'UE a d'abord permis de négocier un cessez-le-feu le 12 août, puis un accord de retrait le 12 septembre. En outre, l'UE a envoyé 200 observateurs pour le 1er octobre afin de surveiller le cessez-le-feu en Géorgie. L'UE a mis en place la «Mission de surveillance de l'Union européenne (EUMM)» qui n'est pas placée sous l'autorité de l'ONU ou de l'OSCE, mais qui est une mission autonome conduite par l'UE selon la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Finalement, grâce à l'intervention de l'UE, la guerre a pu être évitée, et le retrait des troupes russes a pu être engagé.

L'Union européenne a également réagi de façon unie face à la crise financière. La concertation entre Etats membres a permis d'adopter un plan d'action de redressement des banques européennes porté par tous les Etats membres lorsque la crise financière a éclaté. Ensuite, l'Europe a demandé le sommet du G20 à Washington et a défendu le plan d'action européen. Ainsi, dans les conclusions de Washington, on retrouve les principaux éléments de la position défendue par les Européens, notamment la transparence et la responsabilité dans la gestion du système financier international.

Après l'adoption d'un plan de redressement des banques, l'UE est parvenue à se mettre d'accord sur un plan de relance budgétaire visant à lutter contre la crise économique. Selon l'accord conclu entre les chefs d'Etat et de gouvernement, ce paquet de relance doit atteindre environ 1,5% du PIB, soit 200 milliards d'Euros. Même si la plupart des fonds sera dégagée des budgets nationaux, et que la situation économique est fortement divergente d'un Etat membre à l'autre, les dirigeants européens sont tombés d'accord sur la nécessité d'une relance concertée aux environs d'un point et demi du PIB européen.

Paquet climat

Lors du dernier Conseil européen, les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté unanimement le paquet énergie et climat qui a pour but d'honorer les objectifs fixés en mars 2007: la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20% avant 2020 par rapport aux niveaux de 1990, l'augmentation du pourcentage des énergies renouvelables à 20% dans le bouquet énergétique de l'UE d'ici 2020, la réduction de 20% la consommation totale d'énergie primaire d'ici 2020, grâce à l'efficacité énergétique. Les six actes législatifs qui forment ce paquet ont été adoptés après des négociations difficiles entre les institutions européennes.

1. Révision du régime d'échanges d'émissions

Le système révisé d'échange de quotas vise à réduire les gaz à effet de serre de 21% par rapport aux niveaux de 2005. Le nombre de permis émis chaque année dans l'UE diminuera de manière linéaire de façon à réduire le niveau global des émissions chaque année. Au cours des deux premières périodes du système d'échange, la grande majorité des droits d'émission ont été alloués gratuitement. Le compromis prévoit qu'un système d'enchère intégral s'applique en principe à partir de 2013, avec des exceptions pour les Etats membres hautement dépendants du charbon.

Pour la production d'électricité, le système d'enchères intégral sera introduit à partir de 2013, avec des exceptions pour les nouveaux Etats membres afin de leur permettre de moderniser le système de production d'électricité. Le système d'enchères intégral devra être introduit progressivement dans le secteur manufacturier, qui se verra attribuer 80 % de ses quotas d'émission à titre gratuit en 2013, cette part devant ensuite être réduite jusqu'à 30% d'ici 2020 pour arriver aux enchères intégrales en 2027.

Au cas où il y aurait un risque sérieux de «fuite de carbone», c'est-à-dire de délocalisation de la production vers des pays tiers ayant une politique climatique moins stricte, des dérogations ont été introduites.

2. Repartition des efforts

La directive sur le partage des efforts comprend des objectifs contraignants pour chaque Etat membre en vue de la réduction des émissions des gaz à effet de serre tels que transports routiers et maritimes, bâtiments, services, agriculture, et petites installations industrielles. Des objectifs nationaux ont été établis par la Commission européenne en fonction du PIB de chaque Etat membre. Ainsi, le Luxembourg doit réduire ses émissions de 20 % jusqu'en 2020.

3. Energies renouvelables

En 2020, les énergies renouvelables devraient représenter au moins 20% de la consommation énergétique totale dans l'UE. Une nouvelle directive fixera, pour atteindre l'objectif de 20%, des objectifs nationaux contraignants que les États membres devront atteindre en promouvant l'utilisation de l'énergie renouvelable pour l'électricité, le chauffage et le refroidissement et le secteur des transports.

4. Centrales énergétiques pour capter le CO_2 en sous-sol

Les émissions des centrales énergétiques - en particulier celles alimentées par du pétrole, du charbon et du gaz carbonique - représentent environ 40% de toutes les émissions de CO_2 dans l'UE. Pour réduire leurs émissions de CO_2, les installations industrielles et les centrales nucléaires pourraient utiliser à l'avenir les nouvelles technologies pour capturer le CO_2 et le stocker de manière permanente au sous-sol.

Le texte adopté prévoit que jusqu'à 300 millions de droits seront mis de côté pour contribuer à encourager la construction et l'exploitation de 12 projets de démonstration destinés à la capture et au stockage géologique écologiquement sûrs du dioxyde de carbone.

5. Réduction du CO_2 pour les voitures

Le nouveau règlement fixe des limites d'émission pour les voitures enregistrées dans l'UE. Une moyenne d'émissions de 120g de CO_2/km devait être atteinte par l'industrie automobile d'ici 2012, et de 95g de CO_2/km en 2020. Le règlement stipule que les constructeurs automobiles se verront assigner des objectifs intermédiaires pour atteindre les niveaux moyens d'émissions de 65% de leur flotte en janvier 2012, de 75% en janvier 2013, 80% en 2014 et de 100% en 2015, conformément aux objectifs spécifiques des constructeurs en matière d'émissions de CO_2. Il prévoit également des amendes pour les constructeurs si les émissions moyennes de CO_2 sont supérieures à cette limite.

6. Qualité des carburants

La directive révisée sur la qualité des carburants, encourage les producteurs de carburants de réduire les gaz à effet de serre de 10 % (6% contraignants et 4% volontaires) produits pendant la production.

Troisième paquet énergie

Des négociations sont en cours entre le Parlement européen et le Conseil afin de trouver un accord dans le dossier sur la libéralisation du marché du gaz et de l'énergie. Le but du troisième paquet énergie est de terminer la mise en place d'un marché intérieur de l'énergie soumis à une concurrence ouverte et à une régulation efficace. Un réseau véritablement européen devrait fonctionner comme un réseau unique. Le principal point d'achoppement de la directive concerne la «séparation de la propriété», impliquant la séparation des entreprises énergétiques européennes verticalement intégrées qui contrôlent simultanément les actifs destinés à produire et à distribuer de l'électricité.

Alors que la Commission européenne avait d'abord proposé la séparation complète des activités d'approvisionnement et de transport des entreprises énergétiques de gaz et/ou d'électricité par la séparation de la propriété, elle a ensuite proposé un compromis; le modèle de «l'opérateur indépendant du système» , qui aurait permis aux entreprises de conserver la propriété juridique indirecte tout en perdant le contrôle de leur exploitation.

Au niveau du Conseil des ministres, huit Etat membres, dont le Luxembourg, s'étaient fermement opposés au découplage de la production et du réseau et ont formulé un compromis appelé la «troisième voie». La troisième voie opte en faveur de l'intro-

duction d'un «opérateur de distribution indépendant». Ce modèle prévoit que les sociétés de fourniture de gaz/et ou électricité conservent la propriété des lignes de transport tout en transmettant sa gestion à un gestionnaire indépendant dont l'indépendance opérationnelle est garantie par un conseil d'administration séparé.

En ce qui concerne le marché de l'électricité, les députés européens ont voté en faveur de la proposition initiale de la Commission qui consistait à dissocier totalement les activités de production et de distribution d'électricité. Ils ont donc rejeté l'option d'un opérateur indépendant du système et la troisième voie préconisée par certains Etats membres. La séparation totale de la production et du réseau est rejetée par une série d'Etat membres qui détiennent assez de voix au Conseil pour bloquer un accord. Etant donné les divergences entre le Conseil et le Parlement européen, un compromis devra être négocié.

Contrairement à la position adoptée par les députés européens pour la libéralisation du marché de l'électricité, les députés n'ont pas opté pour la séparation totale de la propriété entre les services et les réseaux de transmission des entreprises de gaz. Lors de la première lecture en plénière, les députés ont opté pour la troisième voie, préconisée par huit Etats membres.

Libéralisation des services postaux

L'UE a entamé la dernière phase de l'ouverture du marché des services postaux, un processus qui avait commencé avec l'adoption de la directive postale de 1997, et qui a progressivement réduit le monopole des opérateurs nationaux. Le «domaine réservé» aux opérateurs historiques a d'abord été limité aux envois de moins de 350 grammes, puis de moins de 100 grammes en 2002, et enfin de moins de 50 grammes depuis janvier 2006. Durant cette période, la Commission avait permis aux Etats membres de garder un «domaine réservé» en partie pour financer le maintien d'un service universel, qui permet aux habitants de toutes les régions d'un Etat membre de profiter d'un service postal pendant 5 jours en semaine. Ce domaine réservé sur les envois de moins de 50 grammes devait être dissout le 1er janvier 2009.
En ce qui concerne la date de l'ouverture du marché, le Parlement européen et les Etats membres se sont prononcés pour un report de la libéralisation totale du marché au 31 décembre 2010, donc deux ans de plus par rapport à la proposition de la Commission. Les nouveaux Etats membres, qui estimaient avoir besoin de temps avant la libéralisation (sauf l'Estonie, la Bulgarie et la Slovénie) ainsi que la Grèce et le Luxembourg ont la possibilité de déroger au principe de l'ouverture des marchés jusqu'en 2013. Une clause de réciprocité fait également partie de l'accord; elle doit empêcher les distorsions de la concurrence dans le sens que les Etats membres ayant libéralisé leur marché ont



le droit de refuser l'accès au marché aux opérateurs d'un autre Etat membre bénéficiant encore d'un domaine réservé.

La directive reconduit l'obligation du service universel, tout en prévoyant des modalités de dédommagement des opérateurs obligés d'assurer le service universel. Les Etats membres ont la possibilité d'introduire des nouveaux mécanismes de financement pour le service universel si les opérateurs ne sont pas capables d'assurer un service profitable, en ayant recours à un fonds de compensation ou aux aides d'Etat.

Un autre élément clef de la directive a été l'introduction de clauses visant à assurer que les conditions de travail de l'Etat membre en question étaient respectées. La directive ne devrait pas entraîner une dégradation des conditions de travail. Le texte adopté prévoit par exemple que les conditions minimales applicables dans un Etat membre, comme le salaire minimum, les congés et le droit de grève ne seront pas affectées par la directive.

Télécommunications : «Télévision sans frontières»

L'UE a donné son feu vert à la législation des services audiovisuels qui se base sur la proposition «télévision sans frontières» adoptée en décembre 2005 par la Commission et rebaptisée «directive relative aux services de médias audiovisuels». La législation tient compte d'un nombre d'évolutions dans le secteur de l'audiovisuel, notamment de la télévision à la demande, de la télévision digitale et via internet, et des décodeurs capables de supprimer les pauses de publicité. Les nouvelles règles s'appliqueront à des services audiovisuels comme les programmes audiovisuels en web streaming, mais ne concerneront pas les sites internet privés et des règles minimales s'appliqueront aux services de télévision à la demande.

Suite à l'adoption de cette directive, le placement de produits, la pratique - selon laquelle un produit spécifique est placé dans un programme audiovisuel à des fins commerciales- actuellement illégale dans la plupart des Etats membres, sera permise, mais à des conditions très spécifiques et l'intégration de produits est interdit dans les programmes d'information et d'actualité, dans les programmes destinés aux enfants, les documentaires et les annonces de programmes.

Les règles pour les pauses publicitaires seront changées: elles seront autorisées seulement toutes les trente minutes dans les ?uvres cinématographiques et les nouveaux programmes, et dans les programmes pour enfants, les pauses publicitaire ne sont autorisées sauf quand l'émission dépasse les trente minutes. La publicité incitant les enfants à consommer des aliments riches en graisses, en sel et sucres (Junk Food) est limitée. Les Etats membres sont tenus de définir quels événements d'importance majeure ne doivent pas bénéficier d'une diffusion exclusive.

Agriculture

Après la dernière grande réforme de la politique d'agriculture commune qui date de 2003, un bilan de santé de la PAC a été fait pour savoir si la PAC fonctionnait de façon effective dans l'UE élargie et s'il ne fallait pas renforcer l'orientation vers le marché. Suite à cet exercice de réflexion sur la révision à mi-parcours, des mesures législatives concrètes visant à moderniser, simplifier et rationaliser la PAC ont été présentées en mai 2008. Parmi l'éventail de mesures adoptées, les ministres ont décidé d'augmenter la modulation, mécanisme qui consiste à réduire les paiements directs en faveur des agriculteurs pour affecter les fonds correspondants au budget du développement rural. Ainsi, les agriculteurs recevant des aides directes de plus de 5000 Euros par an voient ces paiements réduits de 5%, les fonds correspondants étant transférés au budget du développement rural. Ce taux sera porté à 10 % d'ici à 2012. Une réduction supplémentaire de 4 % sera appliquée pour les paiements supérieurs à 300 000 euros par an.

En ce qui concerne le secteur laitier, les quotas seront augmentés annuellement de 1% entre 2009 et 2013, avant que les quotas ne disparaissent définitivement en 2015. Une autre proposition sensible concernait le «découplage», c'est-à-dire le fait de couper le lien entre les quantités produites et les subventions reçues. Néanmoins, plusieurs États membres ont choisi de maintenir certains paiements «couplés». L'aide aux agriculteurs est subordonnée au respect de normes dans les domaines de l'environnement, du bien-être animal et de la qualité des aliments. Les agriculteurs qui ne se conforment pas aux règles s'exposent à une réduction des aides dont ils bénéficient. Ce système, appelé «conditionnalité», sera simplifié; de nouvelles exigences seront ajoutées, destinées à préserver les avantages environnementaux des jachères et à améliorer la gestion de l'eau. Finalement, l'accord prévoit la suppression des jachères obligatoires.

Recherche: Le projet Galileo

Le système de radionavigation par satellite GALILEO est l'alternative européenne au système de positionnement global des Etats-Unis (GPS) et au GLONASS russe, et a été présenté par la Commission européenne en 1999. Le système sera basé sur une constellation de 30 satellites et est principalement conçu à des fins civiles et commerciales. A l'origine, les plans de la Commission prévoyaient que le développement du système soit financé par des subventions publiques et par le secteur privé. Néanmoins, les entreprises privées n'ont pas réussi à mettre en place une seule structure GALILEO opérationnelle, et la Commission européenne a dès lors privilégié la piste d'un financement public de la construction du système Galileo avec la possibilité d'avoir une exploitation du système public-privé.

Malgré les dépassements de budget et les problèmes à réaliser les partenariats publics-privés, le Conseil des ministres a trouvé un accord pour la continuation du projet GALILEO et le système devrait être opérationnel d'ici 2013. En ce qui concerne le financement, l'Union européenne prendra en charge l'ensemble des investissements de l'ordre de 3,4 milliards d'euros et deviendra propriétaire de tous les actifs matériels et immatériels crées par le programme. Pour la phase d'exploitation, il sera possible de former des partenariats publics-privés ou d'autres formes de contrats avec le secteur privé. La proposition révisée par la Commission était soutenue par le Parlement européen et la majorité des Etats membres, parce qu'elle permet d'éviter une situation dans laquelle certains Etats membres contribueraient davantage au projet que d'autres, rendant GALILEO vulnérable au principe de juste retour (un retour sur investissement proportionnel).

L'institut européen d'innovation et de technologie (IEIT)

L'institut européen d'innovation et de technologie (IEIT) a pour but de renforcer le «triangle de la connaissance» en Europe en matière de recherche, d'éducation et de transferts de technologies, tout en fournissant un modèle pour la formation et la recherche de classe mondiale par le biais de partenariats entre universités et entreprises. L'IEIT était conçue au début comme l'équivalent européen du célèbre Institut de technologie du Massachussetts des Etats-Unis (MIT). Or, depuis la présentation du projet, l'IEIT a été changé de façon considérable; le plan initial de la Commission, qui proposait la construction d'un campus unique tout en insistant sur les engagements à long terme des entreprises et des chercheurs, a été rejeté et le budget est passé de 2,3 milliards d'euros à 308 millions d'euros.

Contrairement au Massachussetts Institute of Technology (MIT), l'institut européen ne ressemblera pas à une université concentrée dans un lieu géographique précis, mais plutôt à un réseau virtuel qui comprendra des universités, des entreprises et d'autres parties prenantes. Le texte adopté prévoit la création d'un comité directeur chargé de sélectionner les établissements d'enseignement supérieur, les organismes de recherche, les entreprises et les autres parties prenantes aux partenariats autonomes appelés «communautés de la connaissance et de l'innovation» (CCI). Chaque CCI doit comprendre au moins 3 organisations partenaires situés dans deux Etats membres ou plus, et l'un des partenaires doit être une université, un autre une entreprise privée.

Chambre des Députés
Séances publiques – Heures de séances

Session ordinaire 1977-1978:
328,40 hrs (82 séances)

Session ordinaire 1978-1979:
423,35 hrs (85 séances)

1ère session extraordinaire 1979:
2,35 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1979:
16,20 hrs (3 séances)

Session ordinaire 1979-1980:
335,50 hrs (72 séances)

Session ordinaire 1980-1981:
346,45 hrs (73 séances)

Session ordinaire 1981-1982:
332,50 hrs (73 séances)

Session ordinaire 1982-1983:
379,05 hrs (91 séances)

Session ordinaire 1983-1984:
311,35 hrs (71 séances)

1ères session extraordinaire 1984:
2 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1984
21,20 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1984-1985:
306,40 hrs (77 séances)

Session ordinaire 1985-1986:
349,20 hrs (87 séances)

Session ordinaire 1986-1987:
309,55 hrs (84 séances)

Session ordinaire 1987-1988:
341,30 hrs (82 séances)

Session ordinaire 1988-1989:
318,45 hrs (91 séances)

Session extraordinaire 1989:
27 hrs (7 séances)

Session ordinaire 1989-1990:
260 hrs (70 séances)

Session ordinaire 1990-1991:
335,45hrs (82 séances)

Session ordinaire 1991-1992:
344,05 hrs (88 séances)

Session ordinaire 1992-1993:
300,15 hrs (88 séances)

Session ordinaire 1993-1994:
231,15 hrs (61 séances)

Session extraordinaire 1994:
19,55 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1994-1995:
211 hrs (64 séances)

Session ordinaire 1995-1996:
204,25 hrs (60 séances)

Session ordinaire 1996-1997:
240,35 hrs (61 séances)

Session ordinaire 1997-1998
221,40 hrs (63 séances)

Session ordinaire 1998-1999
195,20 hrs (58 séances)

1ère session extraordinaire 1999
1,35 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1999
11 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1999-2000
169,35 hrs (49 séances)

Session ordinaire 2000-2001
240,10 hrs (72 séances)

Session ordinaire 2001-2002
232,55 hrs (66 séances)

Session ordinaire 2002-2003
263,40 hrs (75 séances)

Session ordinaire 2003-2004
255,00 hrs (67 séances)

1ère session extraordinaire 2004:
57 min. (1 séance)

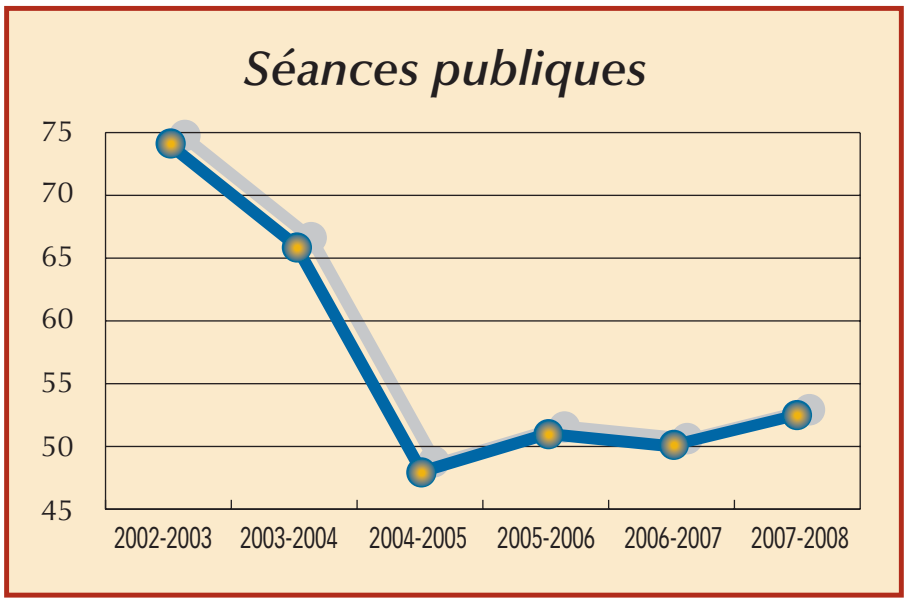
2e session extraordinaire 2004:
6,48 hrs (4 séances)

Session ordinaire 2004-2005:
153,58 hrs (49 séances)

Session ordinaire 2005-2006:
162,57 hrs (51 séances)

Session ordinaire 2006-2007:
151,25 hrs (50 séances)

Session ordinaire 2007-2008:
185,08 hrs (53 séances)





Chambre des Députés **Rapport d'activité de la session parlementaire 2007-2008**

Supplément commun aux quotidiens: Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek.
Contenu rédactionnel: Services de l'administration parlementaire. ***Photos:*** Chambre des Députés, Office National du Tourisme, Nathalie Flenghi, Jeff Lahr, Christian Simon, Tageblatt Archives. ***Conception et mise en page:*** Polygraphic Communication, Differdange.
Concept et coordination générale: BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Les séances publiques

Propositions de loi évacuées

1) 20.12.2007 **5700** Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques
Dépôt: Monsieur François Bausch, Monsieur Alex Bodry, Monsieur Robert Mehlen, Monsieur Claude Meisch, Monsieur Marco Schank, le 13.03.2007
Rapporteur: Monsieur Alex Bodry
Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
Loi du 21 décembre 2007. Mémorial A, N°237, p.4386

2) 31.01.2008 **5681** Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention
Dépôt: Monsieur Henri Kox, le 09.02.2007
Rapporteur: Monsieur Henri Kox
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Loi du 25 avril 2008. Mémorial A, N°54, p.758

3) 28.05.2008 **5803** Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
Dépôt: Monsieur Paul-Henri Meyers, le 14.11.2007
Rapporteur: Paul-Henri Meyers
Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
Loi du 3 juillet 2008. Mémorial A, N°100, p.1458

Projets de loi adoptés en premier vote constitutionnel

1) 09.10.2007 **5664** Projet de loi portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier de la directive2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte) et de la directive 2006/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 sur l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit (refonte)
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 28.12.2006
Loi du 7 novembre 2007. Mémorial A, N°196, p.3496

2) 09.10.2007 **5722** Projet de loi portant approbation du Deuxième Avenant, signé à Luxembourg, le 24 novembre 2006, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1er avril 1958
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.04.2007
Loi du 21 novembre 2007. Mémorial A, N°213, p.3698

3) 10.10.2007 **5666** Projet de loi concernant les exigences de sécurité minimales applicables à certains tunnels routiers et modifiant la loi modifiée du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'Administration des ponts et chaussées
Rapporteur: Monsieur Lucien Clement
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 04.01.2007
Loi du 21 novembre 2007. Mémorial A, N°209, p.3644

4) 11.10.2007 **5618** Projet de loi sur le service volontaire des jeunes, modifiant 1° le Code des assurances sociales, 2° la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales et abrogeant la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire
Rapporteur: Madame Nancy Arendt
Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse
Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 11.10.2006
Loi du 31 octobre 2007. Mémorial A, N°202, p.3546

5) 11.10.2007 **5723** Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg
Rapporteur:
Madame Marie-Josée Frank
Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse
Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 26.04.2007
Loi du 31 octobre 2007. Mémorial A, N°203, p.3555

6) 23.10.2007 **5517** Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale
Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval
Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse
Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.11.2005
Loi du 30 novembre 2007. Mémorial A, N°214, p.3702

7) 23.10.2007 **5599** Projet de loi portant - modification de la loi du 19 février 2004 portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques, ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises; - transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE précitée
Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 26.07.2006
Loi du 21 décembre 2007
Mémorial A, N°250, p.4598

8) 24.10.2007 **5775** Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'Etat ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2007
Rapporteur: Monsieur Gilles Roth
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 14.09.2007
Loi du 7 novembre 2007. Mémorial A, N°197, p.3510

9) 25.10.2007 **5645** Projet de loi sur la réutilisation des informations du secteur public
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 05.12.2006
Loi du 4 décembre 2007. Mémorial A, N°212, p.3694

10) 20.11.2007 **5471** Projet de loi autorisant l'Etat à fournir une garantie bancaire pour la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain
Rapporteur: Monsieur Alex Bodry
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 04.05.2005
Loi du 7 décembre 2007. Mémorial A, N°220, p.3760

11) 22.11.2007 **5527** Projet de loi ayant pour objet de réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale et de modifier certaines dispositions: - du Code d'instruction criminelle, - de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers
Rapporteur: Madame Christine Doerner
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 04.01.2006
Loi du 13 décembre 2007. Mémorial A, N°227, p.3888

12) 22.11.2007 **5659** Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2006
Loi du 18 décembre 2007
Mémorial A, N°242, p.4410

13) 22.11.2007 **5741** Projet de loi - portant transposition de la directive 2005/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 relative à la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et - portant transposition de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annules de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance et - modifiant la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative: - aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger
Rapporteur:
Monsieur Michel Wolter
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 26.06.2007
Loi du 5 décembre 2007. Mémorial A, N°211, p.3658

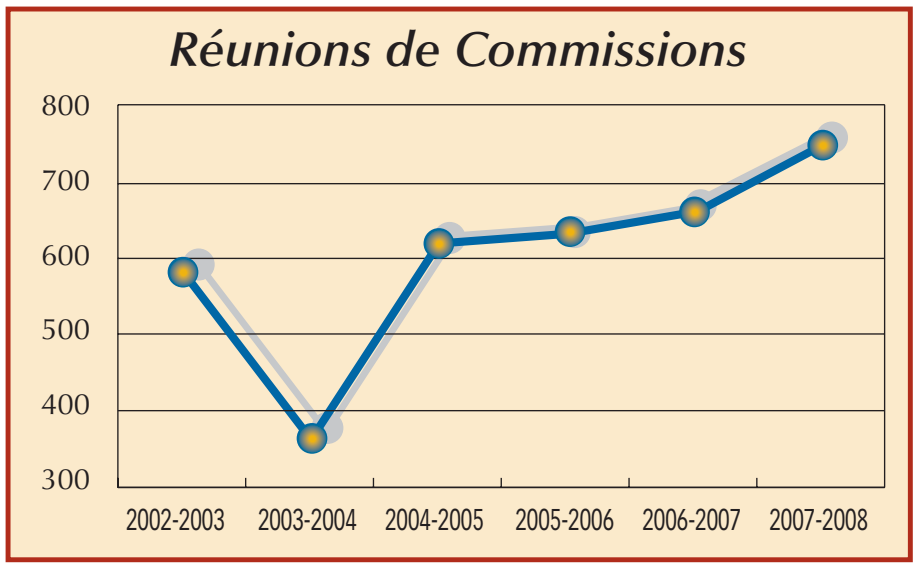
14) 22.11.2007 **5744** Projet de loi relatif à la construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'Administration des bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht
Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 03.07.2007
Loi du 18 décembre 2007. Mémorial A, N°228, p.3892

15) 22.11.2007 **5763** Projet de loi relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance
Rapporteur:
Monsieur Marcel Sauber
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 30.08.2007
Loi du 18 décembre 2007. Mémorial A, N°228, p.3892

16) 22.11.2007 **5766** Projet de loi relatif à la quatrième extension du Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg
Rapporteur: Monsieur Ali Kaes
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 30.08.2007
Loi du 18 décembre 2007. Mémorial A, N°228, p.3893

17) 05.12.2007 **5708** Projet de loi portant - transposition de la directive 2005/19/CE modifiant la directive 90/434/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'Etats membres différents; - transposition de la directive 2006/98/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, dans la mesure où cette directive a trait au domaine de la fiscalité directe; - modification de certaines autres dispositions en matière d'impôts directs
Rapporteur:
Monsieur Laurent Mosar
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 16.03.2007
Loi du 21 décembre 2007. Mémorial A, N°234, p.3955

18) 05.12.2007 **5717** Projet de loi portant approbation: 1. de l'Accord entre l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003; 2. de l'Accord entre l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003;



3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'extradition signé le 25 juin 2003 entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1er octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005; 4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire signé le 25 juin 2003 entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.04.2007
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°245, p.4538

19) 06.12.2007 **5240** Projet de loi portant approbation des conventions de la Conférence Internationale du Travail Nos 115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 183 et 184 et des protocoles relatifs aux conventions Nos 81 et 155
Rapporteur:
Monsieur Marcel Glesener
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 18.11.2003
Loi du 21 décembre 2007
Mémorial A, N°249, p.4595

20) 06.12.2007 **5242** Projet de loi portant création d'un Comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de conciliation individuelle et portant ajout d'un titre V au Livre VI du Code du travail
Rapporteur:
Monsieur Marcel Glesener
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 18.11.2003
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°249, p.4592

21) 06.12.2007 **5559** Projet de loi portant 1. transposition de la directive 2002/15/CEE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relatif à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier; 2. modification du Code du travail
Rapporteur: Monsieur Marc Spautz
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 23.03.2006
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°248, p.4580

22) 12.12.2007 **5692** Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.03.2007
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°243, p.4430

23) 12.12.2007 **5800** Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2008
Rapporteur: Madame Lydia Mutsch
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 10.10.2007
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°236, p.4087

24) 18.12.2007 **5239** Projet de loi a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail
Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 18.11.2003
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°249, p.4584

25) 18.12.2007 **5453** Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 23.03.2005
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°238, p.4390

26) 18.12.2007 **5732** Projet de loi 1. modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; 2. abrogeant la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.06.2007
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°239, p.4394

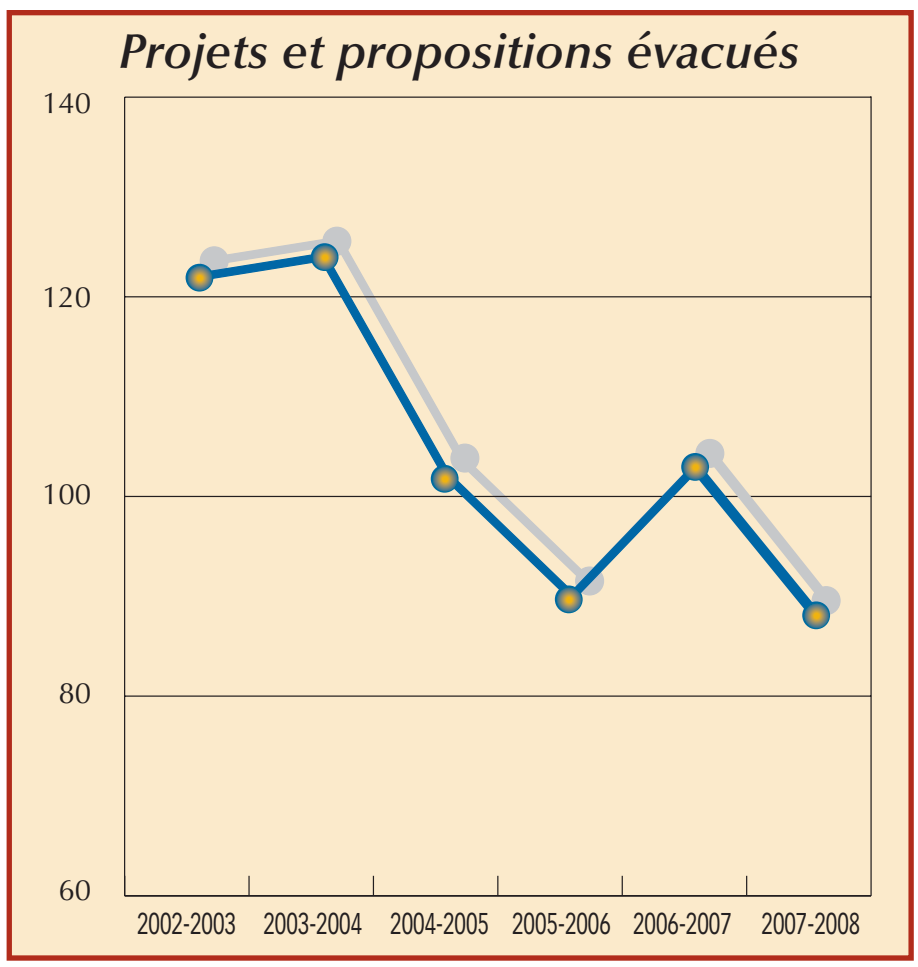
27) 18.12.2007 **5739** Projet de loi portant 1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services; 2. modification du Code pénal; 3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance
Rapporteur: Madame Christine Doerner
Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse
Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Egalité des chances, le 20.06.2007
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°232, p.3930

28) 18.12.2007 **5742** Projet de loi portant a) création de l´Administration de la navigation aérienne b) modification de - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; - la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile; - la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare; c) abrogation de la loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'administration de l'Aéroport
Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 28.06.2007
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°240, p.4398

29) 19.12.2007 **5711** Projet de loi relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché règlementé et portant transposition de: - la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE; - l'article 9 du règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales; et portant modification de: - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 28.03.2007
Loi du 11 janvier 2008. Mémorial A, N°5, p.46

30) 19.12.2007 **5785** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et modifiant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, b) la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité, c) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat, d) la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales, e) la loi du 31 mai 1999 portant création de la police grand-ducale et d'une inspection générale de la police, f) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'Etat
Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 27.09.2007
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°233, p.3934

31) 19.12.2007 **5801** Projet de loi 1. portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967



concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs; - de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet; - de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934; 2. portant introduction de la loi concernant le boni pour enfant; 3. portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; 4. portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective; 5. portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans
Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 06.11.2007
Loi du 21 décembre 2007. Mémorial A, N°234, p.3949

32) 19.12.2007 **5808** Projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires
Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 23.11.2007
Loi du 21 décembre 2007. Mémorial A, N°233, p.3946

33) 29.01.2008 **5764** Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Junglinster
Rapporteur: Monsieur Lucien Clement
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 30.08.2007
Loi du 18 mars 2008. Mémorial A, N°50, p.738

34) 29.01.2008 **5813** Projet de loi relatif à la modernisation du dispositif de sécurité du Centre pénitentiaire de Luxembourg
Rapporteur: Monsieur Lucien Clement
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.12.2007
Loi du 18 mars 2008. Mémorial A, N°50, p.739

35) 30.01.2008 **5683** Projet de loi portant modification de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence
Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 14.02.2007
Loi du 11 mars 2008. Mémorial A, N°35, p.552

36) 30.01.2008 **5736** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, de la jeunesse et du sport, signé à Zagreb, le 22 février 2007
Rapporteur: Monsieur Marcel Oberweis
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.06.2007
Loi du 31 mars 2008. Mémorial A, N°45, p.702

37) 30.01.2008 **5765** Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée à Junglinster
Rapporteur:
Monsieur Lucien Clement
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 30.08.2007
Loi du 18 mars 2008. Mémorial A, N°50, p.738

38) 30.01.2008 **5773** Projet de loi déterminant le principe de la récidive en matière de faux-monnayage et introduisant un article 57-1 au Code pénal
Rapporteur: Madame Christine Doerner
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.09.2007
Loi du 29 février 2008. Mémorial A, N°29, p.390

39) 30.01.2008 **5797** Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
Rapporteur:
Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 26.10.2007
Loi du 23 février 2008. Mémorial A, N°23, p.352

40) 31.01.2008 **5380** Projet de loi sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques
Rapporteur: Monsieur Jean-Paul Schaaf
Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 10.09.2004
Loi du 18 mars 2008. Mémorial A, N°32, p.446

41) 31.01.2008 **5748** Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique
Rapporteur: Monsieur Lucien Clement
Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 17.07.2007
Loi du 11 mars 2008. Mémorial A, N°41, p.648

42) 20.02.2008 **4985** Projet de loi relatif aux chiens
Rapporteur: Monsieur Marcel Oberweis
Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 04.07.2002
Loi du 9 mai 2008. Mémorial A, N°62, p.852

43) 20.02.2008 **5686** Projet de loi transposant la Directive 2005/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions et la Décision-cadre 2005/667/JAI du Conseil du 12 juillet 2005 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires
Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 16.02.2007
Loi du 2 avril 2008. Mémorial A, N°51, p.742

44) 20.02.2008 **5769** Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Turkménistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 mai 1998
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.09.2007
Loi du 19 mars 2008. Mémorial A, N°36, p.562

45) 18.03.2008 **5713** Projet de loi portant transposition de la directive 2004/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant la sécurité dans les aéronefs des pays tiers empruntant les aéroports communautaires
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 16.04.2007
Loi du 23 avril 2008. Mémorial A, N°57, p.772

46) 18.03.2008 **5840** Projet de loi portant a) création de l'Administration des Enquêtes Techniques b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 07.02.2008
Loi du 30 avril 2008. Mémorial A, N°65, p.882

47) 20.03.2008 **5699** Projet de loi déterminant les organes compétents et les sanctions nécessaires à l'application 1) du Règlement (CE) No 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs et du Règlement (CE) No 261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le Règlement (CEE) No 295/91 2) des mesures de transposition et d'application des directives et du règlement de l'annexe du règlement (CE) No 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs et portant modification 1. de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments 2. de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection des consommateurs 3. de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commande 4. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques 5. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat 6. de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation 7. de la loi modifiée du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours 8. de la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers 9. de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique 10. de la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité 11. de la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance 12. de la loi du 19 décembre 2003 fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation 13. de la loi du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels portant transposition de la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation et modifiant la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur 14. de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence 15. de la loi du 18 décembre 2006 portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance, de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique et de l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
Rapporteur: Monsieur Alex Bodry
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 13.03.2007
Loi du 23 avril 2008. Mémorial A, N°55, p.760

48) 20.03.2008 **5762** Projet de loi concernant le renouvellement du soutien au développement rural
Rapporteur: Monsieur Lucien Clement
Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 29.08.2007
Loi du 18 avril 2008. Mémorial A, N°67, p.894

49) 24.04.2008 **5516** Projet de loi - relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et à la création d'un cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits, - modifiant * la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures, * la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et accises, * la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, et * la loi du 31 juillet

2006 relative à la sécurité générale des produits, et - abrogeant la loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'Etat, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport
Rapporteur:
Monsieur John Castegnaro
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 16.11.2005
Loi du 20 mai 2008. Mémorial A, N°74, p.1066

50) 24.04.2008 **5550** Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999
Rapporteur: Monsieur Fred Sunnen
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.03.2006
Loi du 22 mai 2008. Mémorial A, N°77, p.1094

51) 24.04.2008 **5585** Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement
Rapporteur: Madame Françoise Hetto-Gaasch
Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 12.06.2006
Loi du 24 juin 2008. Mémorial A, N°94, p.1268

52) 24.04.2008 **5698A** Projet de loi portant approbation de la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et de son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.03.2008
Loi du 28 mai 2008. Mémorial A, N°78, p.1102

53) 24.04.2008 **5751** Projet de loi portant approbation du Protocole, modifiant le Protocole additionnel relatif aux impôts annexé à la Convention concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 29 avril 1969 et de la Déclaration des trois Gouvernements, signés à Bruxelles, le 17 avril 2007
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.08.2007
Loi du 30 mai 2008. Mémorial A, N°79, p.1132

54) 24.04.2008 **5820** Projet de loi relative à la transformation et à la rénovation du Centre Marienthal
Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 12.12.2007
Loi du 30 mai 2008. Mémorial A, N°83, p.1172

55) 29.04.2008 **5750** Projet de loi portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé et modifiant: 1. le Code du travail; 2. le Code des assurances sociales; 3. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension; 4. la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective; 5. le chapitre VI du Titre I de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 7. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat
Rapporteur: Messieurs Marcel Glesener et Romain Schneider
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 03.08.2007
Loi du 13 mai 2008. Mémorial A, N°60, p.790

56) 29.04.2008 **5788** Projet de loi portant: 1. modification du chapitre IV du titre premier du livre IV du code du travail; 2. transposition de la directive 2002/14/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne
Rapporteur: Monsieur Marc Spautz
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 04.10.2007
Loi du 9 mai 2008. Mémorial A, N°59, p.786

57) 30.04.2008 **5687** Projet de loi portant 1. transposition de la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail telle que modifiée par la directive 2002/73/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 septembre 2002; 2. modification du Code du travail; 3. modification de l'alinéa 1 de l'article 2 de la loi du 14 mars 1988 relative au congé d'accueil; 4. modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat; 5. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux; 6. modification de la loi du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées
Rapporteur: Monsieur Ali Kaes
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 01.03.2007
Loi du 13 mai 2008. Mémorial A, N°70, p.962

58) 30.04.2008 **5731** Projet de loi relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.06.2007
Loi du 22 mai 2008. Mémorial A, N°82, p.1154

59) 30.04.2008 **5735** Projet de loi portant approbation du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.06.2007
Loi du 28 mai 2008. Mémorial A, N°82, p.1159

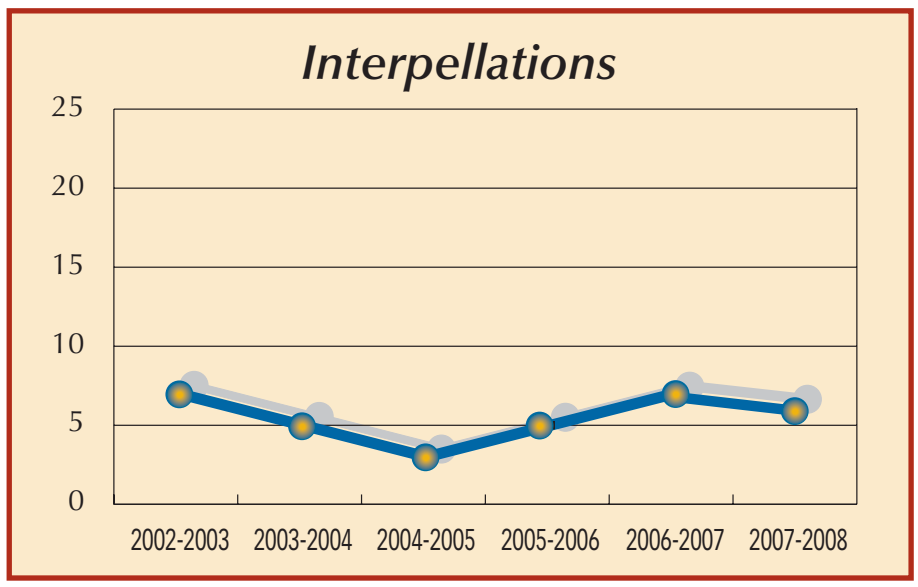
60) 30.04.2008 **5761** Projet de loi portant création d'une Ecole préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive
Rapporteur: Monsieur Fernand Diederich
Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007
Loi du 13 mai 2008. Mémorial A, N°68, p.942

61) 30.04.2008 **5795** Projet de loi modifiant I) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'Etat; II) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat; III) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; IV) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'Etat; V) la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant 1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat; 2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat; 4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat; 5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration; et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire; VI) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux; VII) la loi du 7 novembre 2007 modifiant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'Etat ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2007
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 17.10.2007
Loi du 30 mai 2008. Mémorial A, N°77, p.1094

62) 30.04.2008 **5822** Projet de loi relative au financement du système de perception tarifaire électronique dans les transports publics
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 19.12.2007
Loi du 17 juillet 2008. Mémorial A, N°107, p.1511

63) 30.04.2008 **5826** Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux de renouvellement des infrastructures d'élimination des déchets ménagers et assimilés du SIDOR
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 02.01.2008
Loi du 22 mai 2008. Mémorial A, N°82, p.1157

64) 28.05.2008 **5685** Projet de loi sur la jeunesse
Rapporteur: Madame Marie-Josée Frank



Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse
Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 16.02.2007
Loi du 4 juillet 2008. Mémorial A, N°109, p.1534

65) 29.05.2008 **5833** Projet de loi portant approbation du Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, des Protocoles, de l'Annexe et de l'Acte final de la Conférence intergouvernementale, signés à Lisbonne, le 13 décembre 2007
Rapporteur: Monsieur Ben Fayot
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.01.2008
Loi du 3 juillet 2008. Mémorial A, N°99, p.1302

66) 11.06.2008 **5779** Projet de loi ayant pour objet: 1) le développement économique de certaines régions du pays; 2) la modification - de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie; - de la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables
Rapporteur: Monsieur John Castegnaro
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 19.09.2007

67) 12.06.2008 **5780** Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 20.09.2007

68) 12.06.2008 **5810** Projet de loi relative aux acquisitions dans le secteur financier et portant transposition, dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, de la directive 2007/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 modifiant la directive 92/49/CEE du Conseil et les directives 2002/83/CE, 2004/39/CE, 2005/68/CE et 2006/48/CE en ce qui concerne les règles de procédure et les critères d'évaluation applicables à l'évaluation prudentielle des acquisitions et augmentations de participation dans des entités du secteur financier
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.12.2007
Loi du 17 juillet 208. Mémorial A, N°108, p.1522

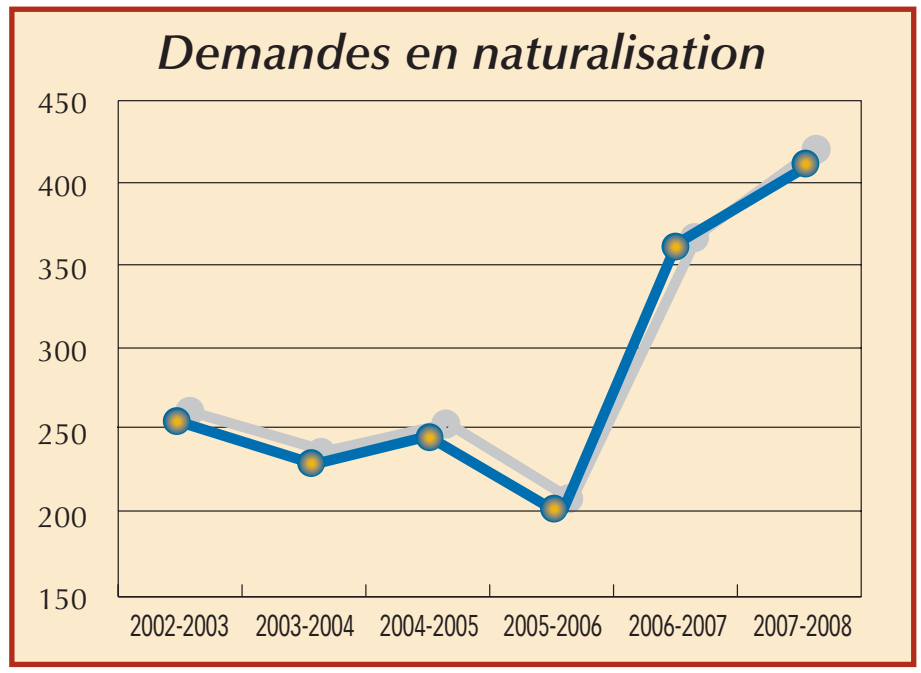
69) 12.06.2008 **5851** Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, ouverte à la signature à New York le 14 septembre 2005
Rapporteur: Madame Christine Doerner
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.03.2008

70) 01.07.2008 **5738** Projet de loi relatif à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance
Rapporteur: Madame Nancy Arendt épouse Kemp
Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse
Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 20.06.2007

71) 01.07.2008 **5817** Projet de loi portant approbation de la Décision des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil concernant les privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel, signée à Bruxelles, le 10 novembre 2004
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.12.2007

72) 02.07.2008 **5756** Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et modifiant: 1) l'article 506-1 du code pénal, 2) la loi du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations-Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du code d'instruction criminelle
Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 23.08.2007
Loi du 17 juillet 2008. Mémorial A, N°106, p.1507

73) 02.07.2008 **5811** Projet de loi portant transposition de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, portant transposition de la directive 2006/70/CE de la Commission du 1er août 2006 portant mesures de mise en oeuvre de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la définition des "personnes politiquement exposées" et les conditions techniques de l'application d'obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle



ainsi que de l'exemption au motif d'une activité financière exercée à titre occasionnel ou à une échelle très limitée et modifiant: 1. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 3. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 4. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 5. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 6. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 7. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 8. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable
Rapporteur:
Monsieur Laurent Mosar
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.12.2007
Loi du 17 juillet 2008. Mémorial A, N°106, p.1496

74) 08.07.2008 **5733** Projet de loi relatif aux aides à la formation-recherche modifiant: - la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public; - la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet: 1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public; - le Code du Travail
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Madame Octavie Modert, Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 14.06.2007

75) 08.07.2008 **5845** Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N 31 et le projet routier afférent sur territoire français
Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 27.02.2008

76) 08.07.2008 **5852** Projet de loi portant approbation du Protocole N° 4, signé à Montréal, le 25 septembre 1975, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929 amendée par le Protocole fait à La Haye le 28 septembre 1955
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.03.2008

77) 09.07.2008 **5563** Projet de loi relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en oeuvre par des personnes morales de droit public et portant modification: - du Code d'instruction criminelle, - de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et - de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 05.04.2006

78) 09.07.2008 **5802** Projet de loi 1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 2) modifiant - la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection; - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti; - le Code du travail; - le Code pénal; 3) abrogeant - la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main d'oeuvre étrangère; - la loi du 26 juin 1953 portant fixation des taxes à percevoir en matière de cartes d'identité pour étrangers; - la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché
Rapporteur: Madame Lydie Err
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, le 07.11.2007

79) 09.07.2008 **5873** Projet de loi portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.04.2008

80) 10.07.2008 **5782** Projet de loi portant création d'un lycée à Junglinster
Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.09.2007

81) 10.07.2008 **5854** Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Protocole, signé à Perl, le 4 décembre 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le "Landkreis Merzig-Wadern" sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que les dépenses courantes du "Deutsch-Luxemburgisches-Schengen-Lyzeum Perl", signé à Luxembourg, le 26 février 2008
Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer
Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.03.2008

Propositions de révision de la Constitution adoptées en second vote constitutionnel

1) 10.10.2007 **5596** Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution
Dépôt: Monsieur Paul-Henri Meyers, le 12.07.2006
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Loi du 24 octobre 2007. Mémorial A, N°192, p.3466

2) 11.03.2008 **5673** Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution
Dépôt: Monsieur Alex Bodry, le 30.01.2007
Rapporteur: Monsieur Alex Bodry
Loi du 31 mars 2008. Mémorial A, N°37, p.600

Projets de loi adoptés en second vote constitutionnel

1) 10.10.2007 **5337** Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification 1. du Code du travail; 2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation; 3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat; 4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer
Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
Dépôt: Madame Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 04.05.2004
Loi du 24 octobre 2007 Mémorial A, N°241, p.4404

2) 12.06.2008 **5597** Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code
Rapporteur: Madame Christine Doerner
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 17.07.2006
Loi du 27 juin 2008. Mémorial A, N°97, p.1294

Autres évacuations

1) 11.10.2007 **5777** Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2005
Dépôt le 14.09.2007
Rapporteur: Monsieur Camille Gira
Commission des Comptes

2) 25.10.2007 **5786** Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés
Dépôt: Monsieur Gaston Gibéryen, le 01.10.2007
Rapporteur:
Monsieur Gast Gibéryen
Commission du Règlement
Texte coordonné du 25 octobre 2007. Mémorial A, N°206, p.3574

Demandes en naturalisation

1) 24.10.2007
70 demandes en naturalisation

2) 19.12.2007
85 demandes en naturalisation

3) 20.02.2008
121 demandes en naturalisation

4) 24.04.2008
33 demandes en naturalisation

5) 10.07.2008
98 demandes en naturalisation

Total:
407 demandes en naturalisation adoptées

Motions adoptées

1) 09.10.2007 Motion de M. Ben Fayot au sujet de la situation politique en Birmanie

2) 10.10.2007 Motion de M. Ben Fayot relative à la décentralisation des structures de traitement et d'accueil pour personnes toxicomanes

3) 24.10.2007 Motion de la Commission des Travaux publics relative aux grands projets d'infrastructures réalisés par l'Etat

4) 24.10.2007 Motion de la Commission des Transports relative aux grands projets d'infrastructures réalisés par l'Etat

5) 24.10.2007 Motion de M. Roger Negri relative à la ligne ferroviaire Luxembourg – Pétange

6) 14.11.2007 Motion de M. Félix Braz relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'électricité

7) 22.11.2007 Motion de M. Félix Braz relative au mariage de couples homosexuels

8) 18.03.2008 Motion de M. Laurent Mosar relative au Tibet

Résolutions adoptées

1) 11.10.2007 Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2005 de la Cour des comptes

2) 22.11.2007 Résolution de M. Henri Kox relative à l'élaboration d'un plan énergétique des bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires

Heures d'actualité

1) 11.10.2007 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet de l'éducation précoce

2) 11.10.2007 Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la ligne ferroviaire du Nord

3) 23.10.2007 Heure d'actualité demandée par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet du Traité réformateur

4) 24.10.2007 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet de la gestion hospitalière

5) 25.10.2007 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur les risques de santé suite au développement rapide de la téléphonie mobile

6) 20.11.2007 Heure d'actualité demandée par le groupe DP en vue de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra du 3 au 14 décembre 2007 à Bali

7) 21.11.2007 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet de l'implantation d'un nouveau centre commercial à Wickrange

8) 18.03.2008 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet des structures scolaires postprimaires dans la région Nordstad

9) 22.04.2008 Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet du don d'organes

10) 11.06.2008 Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes spécifiques liés à la production de biocarburants

11) 11.06.2008 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet des émissions à effet de serre des secteurs soumis au système d'échange de quotas

12) 11.06.2008 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet du financement futur des structures d'accueil et de garde

13) 08.07.2008 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet l'arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés Européennes dans l'affaire 319-06 concernant la transposition de la directive détachement des travailleurs

Débats de consultation

1) 10.10.2007 Débat de consultation sur la simplification administrative en faveur des entreprises au Luxembourg

2) 13.12.2007 Débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité (Etudes PISA et PIRLS 2006)

3) 10.07.2008 Débat de consultation sur le 3e plan en faveur des petites et moyennes entreprises (PME)

Débat d'orientation

1) 21.11.2007 Débat d'orientation sur l'évolution du chômage et la situation sur le marché de travail

2) 11.03.2008 Débat d'orientation sur le changement climatique

3) 19.03.2008 Débat d'orientation sur la Grande Région (N°5831)

4) 22.04.2008 Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2006-2007) (N°5804)

5) 03.07.2008 Débat d'orientation sur la réorganisation territoriale du Luxembourg

Débats

1) 14.11.2007 Débat sur la politique européenne et étrangère

2) 20.11.2007 Débat suivant la déclaration de Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le processus de paix au Moyen-Orient et sur le Kosovo à l'issue du Conseil "Affaires générales et Relations extérieures" (CAGRE)

3) 18.12.2007 Débat suivant la déclaration de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, sur les décisions et les conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Bali

4) 20.02.2008 Débat suivant la déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la déclaration d'indépendance du Kosovo

5) 22.04.2008 Débat suivant la déclaration de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire

6) 27.05.2008 Débat suivant la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, sur l'état de la nation
28.05.2008

29.05.2008

7) 10.07.2008 Débat suivant la déclaration de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire sur la réorganisation territoriale du Luxembourg

Interpellations vidées

1) 23.10.2007 Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois)

2) 22.11.2007 Interpellation de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la lutte contre le trafic illégal de drogues et du Plan d'actions Drogues (Drogenaktionsplan 2005-2008) de la Commission européenne

3) 29.01.2008 Interpellation de M. Claude Adam au sujet de la violence des jeunes au Luxembourg



4) 30.01.2008 Interpellation de M. Félix Braz au sujet de l'évolution de notre système de pensions

5) 30.01.2008 Interpellation de M. Jean Huss au sujet de la politique du Gouvernement en matière de pollution de l'habitat et de la qualité de l'air intérieur

6) 12.06.2008 Interpellation de Monsieur Camille Gira au sujet de l'enseignement musical dans le secteur communal

Questions avec débat

1) 25.10.2007 Question avec débat N° 25 de M. Claude Adam relative au concept concernant les sites et bâtiments transformés en lieux de rencontre culturels dans le cadre de l'année culturelle 2007

2) 21.11.2007 Question avec débat N° 26 de Mme Vera Spautz au sujet de l'étude de l'Observatoire de l'Habitat sur le bail à usage d'habitation

3) 06.12.2007 Question avec débat N° 28 de M. Aly Jaerling au sujet d'un accord concernant le financement des communautés religieuses

4) 13.12.2007 Question avec débat N°29 de Madame Claudia Dall'Agnol au sujet du carnet de l'habitat

5) 13.12.2007 Question avec débat N°27 de Monsieur Henri Kox au sujet de l'aménagement du site de la WSA (Warehouse Service Agency) et stratégie gouvernementale en matière de développement du secteur de la logistique

6) 24.04.2008 Question avec débat N°31 de M. Xavier Bettel au sujet de la Convention relative à la présence d'observateurs indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés

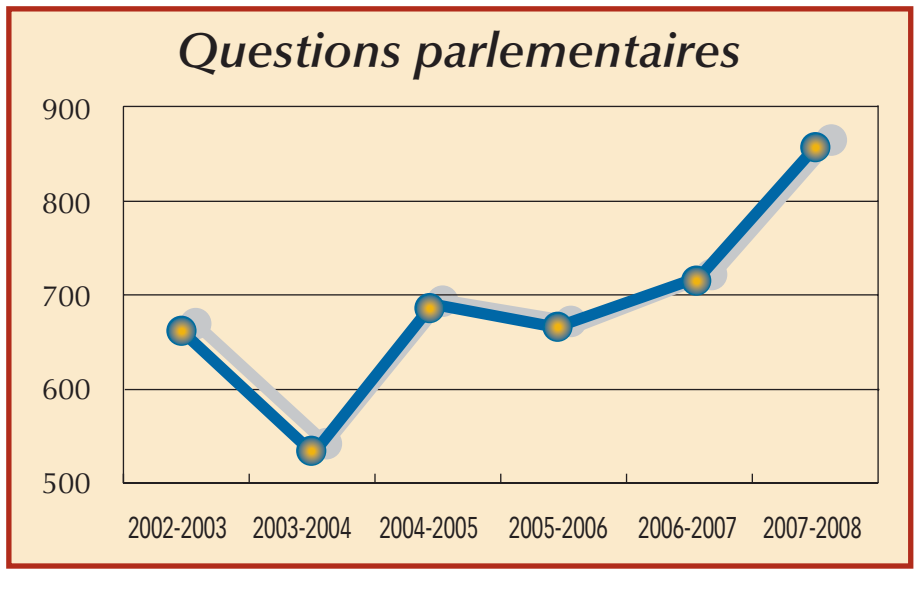
7) 30.04.2008 Question avec débat N°30 de M. Jacques–Yves Henckes au sujet de la création d'un Laboratoire National de Médecin Légale et de Police Scientifique

8) 11.06.2008 Question avec débat N°34 de Monsieur Marco Schank au sujet de la qualité des aliments dans la restauration publique

9) 11.06.2008 Question avec débat N°32 de Monsieur Jean Huss au sujet des relations entre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)

10) 01.07.2008 Question avec débat N° 36 de Monsieur Roland Schreiner au sujet du plan d'action "Réforme administrative"

11) 09.07.2008 Question avec débat N°35 de Monsieur Xavier Bettel au sujet des mesures de sécurité du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique



Déclarations

1) 13.11.2007 Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

2) 20.11.2007 Déclaration de Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le processus de paix au Moyen-Orient et sur le Kosovo à l'issue du Conseil "Affaires générales et Relations extérieures" (CAGRE)

3) 05.12.2007 Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, concernant l'accord sur les recettes de TVA sur les services électroniques à l'issue de la réunion du Conseil «Affaires économiques et financières»

4) 12.12.2007 Déclaration de Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'immigration, sur le Kosovo à l'issue du Conseil "Affaires générales et Relations extérieures" (CAGRE)

5) 18.12.2007 Déclaration de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, sur les décisions et les conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Bali

6) 30.01.2008 Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, au sujet du rapport de l'inspection générale de la Police

7) 20.02.2008 Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la déclaration d'indépendance du Kosovo

8) 22.04.2008 Déclaration de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire

9) 22.05.2008 Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, sur l'état de la nation

10) 10.07.2008 Déclaration de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire sur la réorganisation territoriale du Luxembourg

Divers

1) 06.12.2007 Hommage à la mémoire de M. Jean Dupong, député honoraire

2) 06.12.2007 Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement

3) 19.12.2007 Hommage à M. Henri Grethen et à M. Emile Calmes à l'occasion de la démission de leur mandat de député

4) 19.12.2007 Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Fernand Etgen et de M. Eugène Berger

5) 19.12.2007 Discours de fin d'année de M. le Président Lucien Weiler

6) 29.01.2008 Hommage à la mémoire de Mme Marcelle Lentz-Cornette, députée honoraire

7) 29.01.2008 Octroi du titre honorifique de leur fonction à M. Henri Grethen et à M. Emile Calmes

8) 30.01.2008 Etablissement d'une liste de trois candidats pour un poste de Conseiller d'Etat

9) 19.03.2008 Désignation d'un membre pour le Centre de l'égalité de traitement (aucun candidat retenu)

10) 19.03.2008 Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et des Télécommunications

11) 12.06.2008 Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement

12) 09.07.2008 Octroi du titre honorifique de sa fonction à M. Robert Thelen

13) 14.10.2008 Hommage à la mémoire de M. Joseph Wenkin, ancien député

Les séances publiques

1. La procédure législative

La Chambre a, tout comme le Grand-Duc, le droit d'initiative en matière législative L'initiative de la Chambre - ou initiative parlementaire - s'appelle proposition de loi, alors que l'initiative du Grand-Duc - ou initiative gouverne¬mentale - s'appelle projet de loi. La Chambre instruit et discute les projets ou propositions de loi dont elle est saisie. Elle les approuve ou les rejette par voie de vote.

La procédure de confection d'une loi est réglée par le législateur et entourée par la Constitution d'une série de garanties. Aucun projet, aucune proposition ne peut faire l'objet d'un vote définitif avant que le Conseil d'Etat ait donné son avis. Pour certains projets de loi l'avis de la Chambre professionnelle compétente est également requis.

Chaque projet et proposition de loi est d'abord renvoyé par la Conférence des Présidents à la commission parlementaire compétente qui examine le docu¬ment et fait rapport à la Chambre. Tout amendement introduit au projet de loi initial par le Gouvernement ou une commission parlementaire doit être soumis à nouveau à l'avis du Conseil d'Etat.

Le rapport de la commission est présenté en séance publique de la Chambre par le rapporteur de la commission. La présentation du rapport est suivie de la discussion générale dans laquelle peut intervenir chaque membre de la Chambre.

Après la discussion générale la Chambre des Députés se prononce, en règle générale, à quatre reprises sur les projets et propositions de loi.

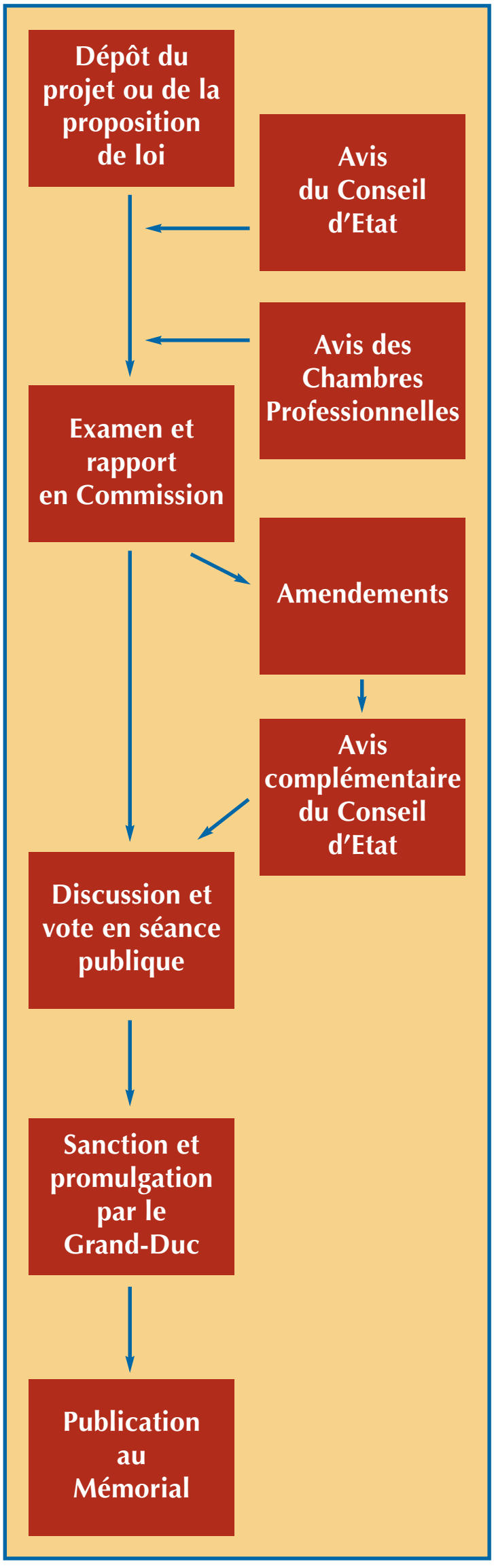
D'abord il y a lieu de relever le vote article par article. Si, au cours du vote article par article (premier vote réglementaire) des articles ont été rejetés ou des amendements approuvés sans avoir été examinés par le Conseil d'Etat, celui-ci devra de nouveau être entendu.

Après avoir obtenu l'avis du Conseil d'Etat, la Chambre se prononce une seconde fois (second vote réglementaire), après une nouvelle discussion relative aux modifications introduites lors de la discussion article par article.

Après le second vote réglementaire, la Chambre procède au vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi (premier vote constitutionnel).

Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'Etat, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel. Au cas contraire, le second vote constitutionnel ne peut intervenir qu'après un délai de trois mois.

La loi entre en vigueur par la sanction et la promulgation du Grand-Duc qui y appose sa signature. Elle entre en vigueur trois jours francs après sa publication au Mémorial.



2. Le contrôle du gouvernement et l'orientation du débat politique

La Constitution réserve à la Chambre, organe du pouvoir législatif, une série de moyens d'action sur le Gouvernement, organe du pouvoir exécutif. Le contrôle de la Chambre s'exerce aussi bien en matière financière qu'en matière politique et administrative.

En matière financière, le contrôle du Gouvernement par la Chambre consiste dans le vote annuel du budget et des impôts, le droit d'arrêter chaque année les comptes de l'Etat et une certaine surveillance exercée sur la gestion du patrimoine public.

Aucun impôt ni aucune charge grevant le budget de l'Etat pour plus d'un exercice ne peuvent être établis que par la loi. La Chambre peut demander la présence des membres du Gouvernement à ses séances publiques. Elle a le droit de leur poser des questions et de leur adresser des interpellations au sujet de questions qui sont d'ordre public. Elle peut également mener des débats de consultation et d'orientation. Chaque député a en outre le droit de déposer des motions. Elle peuvent amener la Chambre à se prononcer sur une action gouvernementale déterminée, inviter le Gouvernement à prendre certaines initiatives, prononcer un blâme, manifester une opposition, exprimer ou retirer la confiance au Gouvernement, etc.

Les questions et les heures d'actualité

Chaque député a le droit de poser des questions au Gouvernement. Le Député qui désire poser une question au Gouvernement en remet le texte écrit au Président de la Chambre qui le remet au Ministre compétent. La recevabilité des questions est fonction de l'intérêt général, de l'importance ou de l'actualité de leur objet.

Les motions et résolutions

Chaque député a le droit de déposer des motions adressées au Gouvernement. Elles peuvent amener la Chambre à se prononcer sur une action gouvernementale déterminée, inviter le Gouvernement à prendre certaines initiatives, prononcer un blâme, manifester une approbation, exprimer ou retirer la confiance au Gouvernement.

Chaque député a le droit de déposer des résolutions qui s'adressent à la Chambre. Tout comme les motions, elles peuvent concerner de multiples sujets et inciter le Gouvernement à prendre certaines initiatives,

Les interpellations

Chaque député a le droit d'interpeller le Gouvernement au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de sa politique générale.

Les débats

La Chambre peut organiser des débats de consultation à l'initiative du Gouvernement et elle peut organiser des débats d'orientation sur des sujets d'intérêt général déterminés. A cette fin, elle peut charger une commission d'élaborer un rapport détaillé sur le sujet en question.



La Salle des Séances – Session 2007-2008

Gouvernement


Angel
Marc


Diederich
Fernand


Castegnaro
John


Dall'Agnol
Claudia


Negri
Roger


Schreiner
Roland


Spautz
Vera


Bettel
Xavier


Berger
Eugène


Krieps
Alexandre


Helminger
Paul


Etgen
Fernand


Henckes
Jacques-Yves


Jaerling
Aly

Indépendant


Scheuer
Jos


Schneider
Romain


Err
Lydie


Fayot Ben
Président du groupe parlementaire


Bodry
Alex


Mutsch
Lydia


Klein
Jean-Pierre


Wagner
Carlo


Meisch
Claude


Goerens Charles
Président du groupe parlementaire


Brasseur
Anne


Flesch
Colette


Koepp
Jean-Pierre


Gibéryen
Gast


Mehlen
Robert


Sunnen
Fred


Glesener
Marcel


Meyers
Paul-Henri


Schank
Marco


Haupert
Norbert


Wolter Michel
Président du groupe parlementaire


Clement
Lucien


Santer
Patrick


Mosar
Laurent


Frank
Marie-Josée


Spautz
Marc

Arendt
Nancy

Bausch François
Président du groupe parlementaire

Loschetter
Viviane

Huss
Jean

Schaaf
Jean-Paul

Hetto-Gaasch
Françoise

Rodt
Gilles

Thiel
Lucien

Sauber
Marcel

Andrich-Duval
Sylvie

Gantenbein-Koullen
Marie-Thérèse

Kaes
Ali

Stein-Mergen
Martine

Oberweis
Marcel

Doerner
Christine

Braz
Felix

Adam
Claude

Kox
Henri

Gira
Camille

Orateur

Présidence

Reiter Benoît
Secrétaire Général adjoint

Weiler Lucien
Président

Frieseisen Claude
Secrétaire Général

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°2
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

3e séance, jeudi 11 octobre 2007
4e séance, mardi 23 octobre 2007

«On n'a jamais eu autant besoin de l'Europe que maintenant!»

M. Laurent Mosar, président de la délégation, M. Ben Fayot et M. François Bausch ont représenté la Chambre des Députés lors de la XXXVIIIe COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires et Européennes) qui s'est déroulée à Lisbonne les 15 et 16 octobre 2007.



(de gauche à droite) M. Ben Fayot, M. Laurent Mosar, M. François Bausch

Les représentants des parlements nationaux de l'Union européenne, des pays candidats et du Parlement européen ont procédé à un échange de vues avec M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, qui a particulièrement mis l'accent sur quatre domaines dans lesquels le Traité modificatif affiche des progrès: l'inclusion d'une définition claire de la citoyenneté européenne, la force contraignante de la Charte des Droits fondamentaux, le renforcement du rôle du Parlement européen dans le processus législatif de l'Union et l'influence accrue des parlements nationaux grâce au renforcement du contrôle du respect du principe de subsidiarité. «On n'a jamais eu autant besoin de l'Europe que maintenant!» a expliqué M. Barroso aux membres de la COSAC.

Un autre point de la réunion était consacré à la présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne. La délégation luxembourgeoise a profité de la présence de M. José Sócrates, Premier Ministre du Portugal et Président en exercice du Conseil, pour plaider en faveur d'une ratification du Traité modificatif dans un laps de temps rapproché.

Dans le cadre des discussions, les représentants luxembourgeois ont également insisté sur une question essentielle, à savoir la non-représentation des parlements nationaux dans les travaux de la Conférence intergouvernementale (CIG). «L'influence des parlements nationaux dans l'élaboration du Traité est en régression!» a regretté la délégation de la Chambre des Députés, soulignant que la COSAC devrait être plus proactive et moins réactive. «L'approfondissement de l'intégration européenne ne va pas sans un plus de démocratie et ceci ne va pas sans les parlements nationaux!»

À relever aussi que les membres de la COSAC ont obtenu des informations sur la CIG de la part des trois représentants du Parlement européen et ont procédé à un échange de vues sur la dimension méditerranéenne de l'Union européenne avec M. Luís Filipe Marques Amado, Ministre des Affaires étrangères du Portugal.

DANS CE NUMÉRO

Heure d'actualité au sujet de l'éducation précoce p. 23
Heure d'actualité au sujet du Traité réformateur p. 35
Interpellation au sujet de la prostitution p. 45

Fir d'Revaloriséierung vun der Carrière vum Éducateur gradué

Eng Delegatioun vun der APEG (Association professionnelle des éducateurs/trices gradué(e)s) huet viru kuerzem dem Chamberpresident eng Petitioun mat 2.800 Ënnerschréften iwwerreecht. D'Éducateure fuerderen déi finanziell Unerkennung an eng Revaloriséierung vun hirer Carrière.

1990 ass d'Studienzäit fir d'Éducateurs gradués vun zwee op dräi Joer eropgesat ginn. «Den Diplom ass deemools op e Bac+3 erhéicht ginn, ouni datt awer d'Beruffscarrière ugepasst gouf», sot de President vun der APEG Marc Pletsch. De Beruffsverband vun de Sozialpädagoge fuerdert, datt hir Carrière revaloriséiert gëtt a mat ähnleche Bac+3-Beruffer am Sozialberäich gläichgestallt gëtt.

De President vun der APEG huet nach drop higewisen, datt d'Ënnerscheeder an der Carrière enorm wieren, obwuel d'Formatiounen an d'Responsabilitéiten ähnlech wieren. Den Diplom vum Éducateur gradué wier dee schlechtstbezuelte Bac+3-Diplom zu Lëtzebuerg; et wier quasi keen Ënnerscheed mat engem BAC. D'Carrière misst mat där vum Orthophonist, vum Infirmier gradué oder vum Assistant social gläichgestallt ginn, sou nach de Marc Pletsch.

An deem Sënn hunn d'Vertrieder vun der APEG dem Chamberpresident eng Petitioun iwwerreecht. De Lucien Weiler huet der Delegatioun d'Prozedur erkläert, no där déi Petitioun elo weider an déi zoustänneg Chamberkommissioun geet.

Wat d'Bac+3-Carrièren ugeet, sou konnt de Chamberpresident d'Problemer vun de Concernéierten novollzéien. «De Problem ass bekannt, mä et ass keen isoléierte Problem; aner Beruffssecteure kennen ähnlech Schwieregkeeten an hunn ähnlech Revendicatiounen», huet de Lucien Weiler preziséiert.



De President vun der APEG Marc Pletsch an de Paul Bressler bei der Iwwerreechung vun der Petitioun un de Chamberpresident Lucien Weiler

Rapport du Médiateur



En date du 25 octobre 2007, le Médiateur, M. Marc Fischbach, a présenté à la Chambre des Députés son troisième rapport annuel depuis la mise en place de son secrétariat le 1er mai 2004. Au cours de la période allant du 1er octobre 2006 au 30 septembre 2007, l'Ombudsman a été saisi de 922 réclamations. Par ailleurs, quelque 2.600 personnes se sont adressées au secrétariat du Médiateur pour obtenir des renseignements ou pour solliciter un conseil.

Dans sa prochaine édition, le compte rendu de la Chambre des Députés publiera de larges parties du rapport qui peut d'ores et déjà être consulté intégralement sur le site du Médiateur www.ombudsman.lu.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Assistance parentale

5517 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

Si la garde d'enfants a été pendant très longtemps une affaire de famille ou de voisinage, gratuite dans l'immense majorité des cas, celle-ci tend de plus en plus à être assurée par des tiers contre rémunération. Les évolutions socio-économiques des dernières décennies expliquent ce changement.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de réglementer de manière minimale l'activité d'assistance parentale. Il fixe notamment les conditions d'exercice de l'assistance parentale sans toutefois légiférer ni sur le statut, ni sur les conditions de travail, ni sur la rémunération des assistants parentaux.

Conscients des dangers d'une réglementation trop contraignante qui risquerait d'être contreproductive, mais convaincus de la nécessité d'intervenir, les auteurs du projet de loi se sont prononcés pour la mise en place d'un cadre flexible qui permette à ceux qui le désirent d'exercer leur activité sous certaines conditions et garanties.

Le 4 janvier 2005, M. le Député Claude Meisch (DP) a déposé à son tour une proposition de loi tendant à réglementer l'activité d'assistant maternel, c'est-à-dire la prise en charge des enfants par des tiers contre rémunération. Cette proposition de loi poursuit ainsi le même objectif que le projet de loi 5517. Tout comme le projet de loi sous examen, la proposition de loi entend mettre en place un cadre minimal se bornant à imposer le moins de contraintes possibles aux acteurs concernés tout en garantissant un maximum de sécurité aux enfants, parents et «Dageselteren».

On entend par assistance parentale au sens du projet de loi 5517 la prise en charge régulière et à titre rémunéré, de jour ou de nuit, d'enfants mineurs sur la demande de la ou des personnes investies de l'autorité parentale. Ne sont pas visés les modes de garde informels c'est-à-dire la garde en milieu familial ou amical, ni les services de garde occasionnels même rétribués. L'exercice de l'activité d'assistant parental est soumis impérativement à l'obtention d'un agrément délivré par le Ministère ayant la Famille dans ses attributions. Il est institué une formation aux fonctions d'assistante parentale organisée conjointement par les Ministères ayant la Famille et la Formation professionnelle dans leurs attributions. Cette formation est sanctionnée par un certificat aux fonctions d'assistant parental, qui permet d'accéder à la formation aux fonctions d'aide socio-familiale.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.11.2005

Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

23.05.2006 Désignation d'un rapporteur
26.06.2006 Présentation du projet de loi
06.11.2006 Examen de l'avis du Conseil d'État
03.05.2007 Présentation d'amendements
16.07.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.09.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.10.2007

Expropriation

5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution

La législation en vigueur en matière d'expropriation étant devenue inapplicable à la suite des arrêts du 7 février 2003 et du 12 mai 2006 de la Cour constitutionnelle, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a proposé une modification de l'article 16 de la Constitution pour permettre aux pouvoirs publics d'obtenir les propriétés dont il ont besoin pour réaliser des projets d'intérêt général.

Dans ses arrêts du 7 février 2003 et du 12 mai 2006, la Cour constitutionnelle a retenu une interprétation rigoureuse des dispositions de l'article 16 de la Constitution en ce qui concerne le paiement «préalable» de l'indemnité à verser par l'expropriant.

Dans son arrêt No 16/03 du 7 février 2003 (Mémorial A, No 31, du 28 février 2003), la Cour constitutionnelle retient que «le droit de propriété est un droit fondamental et toute dérogation qui y porte atteinte est d'interprétation stricte». Pour la Cour constitutionnelle «l'indemnité prévue à l'article 16 de la Constitution doit être juste, ce qui signifie qu'elle doit être complète pour dédommager le préjudice subi par le propriétaire privé définitivement de son bien».

Elle «doit être préalable, c'est-à-dire son règlement doit précéder l'envoi en possession».

La Cour conclut «que l'envoi en possession sur la seule base de la consignation d'une indemnité provisionnelle sommairement évaluée, n'est pas conforme à l'article 16 de la Constitution qui prévoit une indemnité juste et préalable». En conséquence elle déclare les articles 28 et 32 de la loi modifiée du 15 mars 1979 non conformes à la Constitution.

Dans deux arrêts du 12 mai 2006 (Mémorial A, No 96, du 31 mai 2006) la Cour retient que «toute disposition permettant le transfert total ou partiel du droit de propriété avant le versement intégral de la juste indemnité est contraire à l'article 16 de la Constitution». Sur ce la Cour a retenu que les articles 27, 34 et 35 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes ne sont pas conformes à l'article 16 de la Constitution.

Pour le Conseil d'État la situation ainsi créée permet deux issues: soit une modification de la législation sur l'expropriation en la rendant conforme à la Constitution, soit une modification de la Constitution permettant «le transfert de la propriété et l'envoi en possession, sur la base du paiement ou de la consignation d'une indemnité provisionnelle».

Même si une modification de la législation «aurait pu, a priori, paraître plus conforme à l'esprit de nos institutions», le Conseil d'État a suivi l'option prise par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle visant à réformer l'article 16 de la Constitution en examinant la révision envisagée à la lumière des instruments internationaux ratifiés par notre pays et des lois fondamentales d'autres pays européens.

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle avait proposé de compléter l'article 16 de la Constitution par un alinéa 2 nouveau permettant aux autorités judiciaires d'autoriser le transfert de propriété et l'envoi en possession de l'expropriant des biens expropriés après paiement d'une indemnité provisionnelle évaluée par le même juge.

Le texte proposé par la Commission innovait par rapport à la législation existante en permettant au juge non seulement de fixer une indemnité provisionnelle, mais en ordonnant le paiement par l'expropriant de cette indemnité. Pour la Commission «la consignation ne répond pas entièrement à l'exigence d'une indemnisation prompte, adéquate et effective des expropriés».

Dans sa prise de position du 19 octobre 2006, le Gouvernement, tout en marquant son accord avec le texte proposé par la Commission, plaide pour le maintien de la consignation en renvoyant notamment aux dispositions de l'article 1257 du Code civil libellé comme suit:

«Lorsque le créancier refuse de recevoir son paiement, le débiteur peut lui faire des offres réelles, et au refus du créancier de les accepter, consigner la somme ou la chose offerte.

Les offres réelles suivies d'une consignation libèrent le débiteur; elles tiennent lieu à son égard de paiement lorsqu'elle sont valablement faites, et la chose ainsi consignée demeure aux risques du créancier».

Pour le Gouvernement, la consignation consistant dans le dépôt auprès de la Trésorerie de l'État, caisse de consignation au sens de la loi du 29 avril 1999, réalise le dessaisissement effectif et irrévocable de l'expropriant et doit être acceptée comme moyen de paiement suffisant à l'égard de l'exproprié.

Quant au Conseil d'État, il «estime que la Constitution ne devrait pas exclure la consignation comme mode de paiement. Le régime de consignation, tel qu'il est organisé par la loi du 29 avril 1999, permet le transfert rapide à l'exproprié s'il remplit les conditions légales. Les dispositions de l'article 29, alinéas 3 et 4 de la loi du 15 mars 1979 reproduites également à l'article 28 de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes sont très claires et n'ont apparemment jamais donné lieu à des difficultés majeures».

[…] Pour éviter toute incertitude quant à la constitutionnalité d'un paiement par consignation, le Conseil d'État estime que le Constituant devrait abandonner la condition de l'indemnité «préalable» qui, dans l'interprétation stricte adoptée par la Cour constitutionnelle, empêche en fait toute expropriation dans un délai raisonnable».

Le Conseil d'État propose partant de ne pas compléter l'article 16 de la Constitution par un alinéa 2 nouveau tel que prévu par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, mais de modifier le texte actuel de l'article 16 en abandonnant le régime d'une indemnité préalable. Pour le Conseil d'État, l'article 16 de la Constitution se lirait dès lors comme suit:

«Art. 16. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi».

Dépôt par M. Paul-Henri Meyers, Député, le 12.07.2006

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Paul-Henri Meyers):

06.06.2007 Désignation d'un rapporteur
Examen de la proposition de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 03.07.2007

Second vote constitutionnel: 10.10.2007

Transparence financière

5599 - Projet de loi portant

- modification de la loi du 19 février 2004 portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques, ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises;

- transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE précitée

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit national la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques, ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises.

Suite à un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 24 juillet 2003, il s'avéra nécessaire de modifier la directive 80/723/CEE. Ainsi, le texte de ladite directive «…une aide de l'État sous quelque forme que ce soit - subvention, soutien ou compensation» est remplacé par le texte «une compensation de service public sous quelque forme que ce soit».

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 26.07.2006

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

11.10.2007 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.10.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.10.2007

Service volontaire des jeunes

5618 - Projet de loi sur le service volontaire des jeunes, modifiant

1° le Code des assurances sociales,

2° la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales

et abrogeant la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire

Le projet de loi sous rubrique entend adapter les dispositions législatives relatives au service volontaire des jeunes actuellement régi par la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire à l'évolution du volontariat ainsi qu'aux exigences de la directive 2004/114/CE du 13 décembre 2004 du Conseil de l'Union européenne relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échanges d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat. Il vise également à préciser davantage le cadre général du service volontaire et à harmoniser, dans un but d'équité, les conditions légales qui s'appliquent aux différents projets de service volontaire tant nationaux qu'internationaux. Le projet de loi sous rubrique abroge et remplace la loi précitée du 28 janvier 1999.

Pour les uns, le service volontaire est un moyen de s'engager en faveur d'une cause noble, pour les autres, c'est une occasion de découvrir un nouveau pays, une nouvelle culture. Beaucoup de jeunes voient également dans le service volontaire une période de transition entre les études et la vie professionnelle, une telle transition leur permettant de faire leurs premiers pas dans un certain

domaine et de donner une orientation déterminée à leurs études et à leur vie professionnelle ultérieures.

Les jeunes peuvent exercer leur volontariat soit au Luxembourg dans le cadre de projets nationaux, soit à l'étranger dans le cadre de projets ou de programmes européens ou internationaux.

Le projet de loi sous rubrique définit le service volontaire comme une activité à plein temps, non lucrative et non rémunérée, au bénéfice de la collectivité et qui constitue de la part du jeune volontaire l'expression d'une décision libre et personnelle. Il s'exerce dans le cadre d'un projet déterminé ou dans le cadre d'un programme de volontariat, soit national, soit international. Il s'adresse aux jeunes ayant accompli leur scolarité obligatoire et âgés de moins de 30 ans.

Le service volontaire est réalisé dans les domaines du travail social et éducatif, de la culture, du tourisme, du sport, de l'engagement pour la paix et la réconciliation internationale, de la protection de l'environnement et de la coopération au développement.

Parmi les nouveautés majeures on peut citer:

- l'ouverture du service volontaire à des organismes ou organisations gouvernementaux;
- la définition précise des objectifs du service volontaire, voire une extension de ceux-ci;
- une meilleure précision des conditions dans lesquelles se déroule le service volontaire;
- la réduction de la durée minimale du service volontaire et l'augmentation de l'âge limite pour participer à un projet ou un programme de service volontaire;
- un allégement de la procédure d'agrément;
- la possibilité de refus et de retrait de l'agrément;
- la précision des obligations des organisations de service volontaire à l'égard de l'autorité compétente;
- la réglementation des hypothèses de cessation de la convention de volontariat;
- la conclusion d'un accord entre le Service national de la Jeunesse et l'organisation de service volontaire.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 11.10.2006

Rapportrice: Mme Nancy Arendt

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

03.05.2007	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.07.2007	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.09.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2007

Accès aux informations du secteur public

5645 - Projet de loi sur la réutilisation des informations du secteur public

Le projet de loi 5645 a pour objet la transposition de la directive 2003/98/CE du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public. Cette directive se base sur le constat que les informations émanant du secteur public constituent une matière première importante pour les produits et les services de contenu numérique et deviendront une ressource de plus en plus importante sur le plan du contenu au fur et à mesure que les services de contenu sans fil se développeront. L'amélioration des possibilités de réutilisation des informations émanant du secteur public devrait notamment permettre aux entreprises européennes d'exploiter le potentiel de ces informations et contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois. Or, ce potentiel ne peut pas être pleinement exploité étant donné que les pratiques des États membres en matière d'exploitation des informations du secteur public présentent d'importantes divergences. La Commission ayant constaté qu'un minimum d'harmonisation s'impose dans les cas où ces différences nuisent au bon fonctionnement du marché intérieur et au développement satisfaisant de la société de l'information, la directive fixe donc un certain nombre de règles concernant la réutilisation d'informations du secteur public. Par ailleurs, la directive encourage les États membres à favoriser la mise en place de dispositions pratiques pour faciliter la recherche de documents disponibles à des fins de réutilisation.

L'objectif du projet de loi n'est pas d'imposer une législation communautaire uniforme sur l'accès aux documents du secteur public. Au contraire, le projet de loi se greffe sur la législation relative à l'accès aux documents en vigueur. Au Luxembourg, il n'existe pour l'instant qu'une législation sur l'accès aux documents du secteur public en matière d'environnement. Il s'agit de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement ainsi que de la loi du 31 juillet 2005 portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998. Une législation générale sur l'accès aux documents du secteur public est actuellement en cours d'élaboration.

Le projet de loi ne contient aucune obligation d'autoriser la réutilisation des documents. Les articles 4 à 10 du projet de loi contiennent les exigences applicables au traitement des demandes de réutilisation: ces conditions s'appliquent uniquement aux organismes du secteur public dans l'hypothèse où ceux-ci décident d'autoriser la réutilisation. En effet, le projet de loi prescrit uniquement la manière dont la réutilisation doit être organisée lorsqu'un organisme du secteur public a décidé d'autoriser ladite réutilisation. À cette fin, le projet de loi met en place des principes communs applicables à la réutilisation (sous condition qu'elle soit autorisée), tels que le format, le délai, la tarification ou encore la question des accords d'exclusivité.

Le projet de loi ne modifie en rien les droits et obligations prévus par la législation sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Par ailleurs, les obligations imposées par le projet de loi ne s'appliquent que dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions des accords internationaux sur la protection des droits de propriété intellectuelle.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.12.2006

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

22.01.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.10.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État
16.10.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.10.2007

CIPA Berbourg

5723 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg

Le projet de loi a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement de l'extension du centre intégré pour personnes âgées «Haaptmann's Schlass» par la Congrégation des Sœurs de Ste Elisabeth à Berbourg.

Le château baroque «Haaptmann's Schlass» de Berbourg, construit en 1775, qui appartient depuis 1894 à la Congrégation des Sœurs de Ste Elisabeth, a abrité successivement un orphelinat, une école, un institut pour aveugles, avant de se convertir en 1975 en maison de retraite. Grâce à l'extension projetée, la capacité d'accueil totale du centre intégré va être doublée, passant de 72 à un total de 144 lits. Le concept de la nouvelle structure du Centre intégré pour personnes âgées «Haaptmann's Schlass» permettra de mieux tenir compte des spécificités liées à la prise en charge adéquate des personnes atteintes de troubles démentiels. L'infrastructure actuelle sera également adaptée aux besoins de ses pensionnaires plus autonomes. Au niveau des soins et de la prise en charge, le Cipa «Haaptmann's Schlass» se base sur le concept bio-psycho-socio-spirituel de la CLAIRE a.s.b.l., concept destiné à répondre au mieux aux besoins individuels des différents types de pensionnaires. Ce concept vise à préserver une autonomie maximale aux résidents au niveau de la médication, de l'hygiène personnelle, de la vie en communauté ou encore de la réalisation de soi. Il intègre également les soins palliatifs qui assurent un accompagnement en fin de vie en toute dignité et qui exigent une étroite collaboration entre le corps médical et le personnel soignant.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 26.04.2007

Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

16.07.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
25.09.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2007

Accord salarial

5775 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

Le projet de loi 5775 a pour objet la transposition des mesures à caractère purement salarial des négociations et des décisions retenues entre le Gouvernement et la Confédération Générale de la Fonction Publique dans l'accord salarial conclu le 5 juillet 2007, à savoir:

- l'allocation d'une prime unique de 0,9% du traitement barémique, payable en décembre 2007;
- l'allocation d'une prime unique de 0,9% du traitement barémique, payable en décembre 2008;
- l'augmentation de l'indice de base des rémunérations des agents publics de 1,5% avec effet au 1er janvier 2009.

L'accord salarial contient de nombreuses autres mesures mais, dans la mesure où il a fallu créer rapidement la base légale nécessaire pour pouvoir encore procéder à la fin de l'année 2007 au versement de la prime de 0,9% pour cette année, il a été jugé utile de transposer d'abord les mesures dites à caractère purement salarial, si bien que le présent projet de loi se limite à la transposition de l'ensemble des mesures inscrites au point 1 de l'accord salarial.

Toutes les autres dispositions contenues aux points 2, 3, 4 et 5 de l'accord salarial devront encore, sous une forme ou une autre, faire l'objet d'analyses détaillées de la part des services gouvernementaux, dans des groupes de travail à constituer ensemble avec la CGFP et trouver ainsi des solutions surtout par rapport aux différentes modalités techniques avant de pouvoir être inscrites dans les textes législatifs correspondants.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 14.09.2007

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

08.10.2007	Désignation d'un rapporteur
16.10.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.10.2007

Jeudi, 11 octobre 2007

SÉANCE 3

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président • Mme Lydie Err, Doyenne

Sommaire

1. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'éducation précoce
- *Exposé: M. Claude Adam (motion 1)*
- *Débat: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Emile Calmes, M. Jos Scheuer, M. Gast Gibéryen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Motion 1: M. Claude Adam, Mme Mady Delvaux-Stehres (motion renvoyée en commission)*

2. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la ligne ferroviaire du Nord
- *Exposé: M. Marco Schank*
- *Débat: M. Emile Calmes, M. Roland Schreiner, M. Félix Braz, M. Gast Gibéryen, M. Lucien Lux, Ministre des Transports*

3. 5723 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg
- *Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Marie-Josée Frank*
- *Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Jos Scheuer, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, Mme Marie-Josée Jacobs*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2005 de la Cour des Comptes
- *Vote (résolution adoptée)*

5. 5618 Projet de loi sur le service volontaire des jeunes, modifiant

1° le Code des assurances sociales, 2° la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales et abrogeant la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire
- *Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Nancy Arendt*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Claude Adam (motion 1), Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: Mme Marie-Josée Jacobs (motion adoptée)*

6. 5777 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2005
- *Rapport de la Commission des Comptes: M. Camille Gira*
- *Résolution de la Commission des Comptes adoptée*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendeppes matzedeelen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir hunn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtteg op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Éducation précoce. Bei dëser Debatt ass d'Riedezäit nom Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgeluecht a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, an dësem Fall der Fraktioun vun deene Gréngen, deenen anere Fraktioune fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Madame Mady Delvaux-Stehres eng Véirelstonn. D'Wuert huet elo direkt fir dës Debatt de Vertrieder vum Grupp vun deene Gréngen, den honorabelen Här Claude Adam.

1. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'éducation précoce

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre: «L'éducation précoce a été introduite en 1998 en tant que projet pilote. Il s'agit maintenant de généraliser cette offre et de mettre chaque commune dans l'obligation de l'offrir au plus tard à la rentrée 2009/2010.» Esou steet et am Commentaire des articles zum Artikel 9 vum Projet de loi iwwert d'Organisatioun vum Enseignement fondamental. Mir hu gemengt, ier mer de Projet pilote Précoce géife generaliséieren, wier et interessant en emol eng Kéier hei an der Chamber ënnert d'Lupp ze huelen.

Et ass fir d'alleréischt interessant festzestellen, datt et eigentlech kaum eng legal Basis fir de Précoce gëtt. Mir schaffen hei op Basis vun där enger oder anerer Lettre circulaire. Et gëtt och ee Plan-cadre fir d'Éducation précoce. An dann ass et awer schonns eriwwer mat den offiziellen Dokumenter. Dat ass net nëmmen ee klenge Schéinheetsfeeler. Dat huet ënner anerem zur Konsequenz, datt d'Ziler vum Précoce, d'organisatoresch Rumm vum Précoce an d'Tâche vum Personal net definéiert gi sinn. Béis Zonge behaapten, de Précoce wier just geschaf ginn, fir nach en neien Débouché fir Spillschoulsléierinnen ze schafen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Béis Zongen.

Mir erënneren awer léiwer nach eng Kéier un d'Argumentatioun, wéi se 1998 vun der deemoleger Ministesch, der Madame Hennicot-Schoepges, an der Educatiounskommissioun gefouert ginn ass. Déi deemoleg Ministesch hat gesot, datt een unhand vun Analyse vun Échecs scolaires an Integratiounsproblemer festgestallt hätt, datt a villen europäesche Länner, déi e Modell vu Fréierzéiung agefouert haten, d'Zuel vun den Échecs scolaires an den Integratiounsproblemer erofgaangen ass. Et ass och festgestallt ginn, datt ëmmer méi Kanner sprachlos an eis Spillschoule komm sinn. Dat kann ee Problem si fir eis Kanner, deenen hir Mammesprooch eng aner wéi Lëtzebuergesch ass. Dat kann awer och ee Problem bei ville Lëtzebuerger Kanner sinn.

Déi Gréng fannen et positiv, datt de Précoce geschaf ginn ass, fir déi sozial an déi sproochlech Integratioun vun eisen Dräijähregen ze förderen, fir hir motoresch Entwécklung ze begënschtegen. Déi Gréng hätten de Précoce awer léiwer an enger Betreiungsstruktur integréiert gesinn. An dat aus enger ganzer Rei Ursaachen, déi och haut nach gülteg sinn.

Et hätt ee mat der Schafung vum Précoce am Kader vun enger Crèche oder Maison relais effektiv kënnen zwou Mécken op ee Coup fänken. Anstatt datt d'Gemengen, nodeems se bal alleguer hire Précoce gebaut hunn, elo verstäerkt musse Maisons relais bauen a géréieren - a mir sinn a mir bleiwen iwwerzeegt, datt esou Structures d'accueil kee Luxus, mä eng Noutwendegkeet sinn -, hätte se kënnen déi zwee an engem Gebai integréieren. Da wieren d'Gebaier besser genotzt gewiescht an d'Gestioun vum Personal wier wahrscheinlech och ëm munches méi einfach gewiescht.

Et ass awer décidéiert ginn, datt déi Dräijähreg bei eis an eng schoulesch Struktur musse goen. Ech zitéieren aus dem «Monde de l'Éducation» vum leschte Mount: «Sous la pression des familles les collègues» - also Schoulmeeschter a Léierinnen - «tirent sur la queue du tétard pour le transformer en grenouille au plus vite.» Dat heescht, mir probéiere méiglechst schnell eis Kanner zu Schüler ze maachen. An dat ass eppes, wat mir bedaueren.

Et gëtt niewent de kommunalen a finanziellen Ursaachen och eng Rei pedagogesch Iwwerleeungen, déi net onbedéngt fir eng schoulesch Précoce-Struktur schwätzen. Alles, wat mer wëlle bei eisen Dräijährege förderen, hätte mer eventuell gradesou gutt, vläicht souguer besser an enger net schoulescher Struktur gefördert.

Fir déi Gréng besteet keen Zweifel, datt d'Fréiförderung vun eise Kanner sënnvoll ass. Ob mer mam Précoce eis Ziler erreechen, ass awer schwéier ze soen, well de Ministère de l'Éducation nationale nach ni prezis Ziler fir de Précoce definéiert hat, a well mer bis elo och nach keng systematesch Evaluatioun vum Précoce gemaach hunn.

Fir datt keng Mëssverständnisser opkommen: De Précoce gëtt net obligatoresch fir d'Kanner. An dat ass och gutt esou. Obligatoresch gëtt de Précoce just fir d'Gemengen. Si mussen eng Éducation-précoce-Struktur ubidden. Et bleift den Eltere fräi, ob se hir Kanner wëllen an dës schoulesch Infrastruktur ginn oder net; ausser deenen Elteren, déi op eng Ganzdaagsbetreiung ugewise sinn. Do hänkt et dovun of, ob d'Crèche esou organiséiert ass, datt d'Kanner vun do aus an de Précoce kënne goen oder net.

Esou wësse mir och net, ob mer déi Kanner, déi mer onbedéngt gären am Précoce hätten, fir se an ee Milieu ze kréien, wou se déi Förderung kréien, déi se dréngend brauchen, och wierklech an dës Struktur kréien. Wa grad just dës Kanner ieren net an de Précoce géife goen, da wier et jo och wichteg ze wëssen, firwat hir Elteren net op dës gratis Struktur zréckgräifen.

Well d'organisatoresch Rumm fir de Précoce net vum Ministère de l'Éducation nationale festgeluecht gouf, ass et net esou evident, wat d'Gemengen dann elo ubidde mussen. Mir hunn eng ganz breet Palette vu verschiddene Méiglechkeeten, jee nodeem a wéi enger Gemeng datt mer wunnen. Nach gëtt et e puer Gemengen, déi guer näischt ubidden. Soss geet den Horaire vun zwee Hallefdeeg bis zu enger ganzer Woch, genausou wéi an der Spillschoul. An der Gemeng Miersch zum Beispill gëtt et véier Klasse Précoce fir 80 Kanner. An der Gemeng Péiteng gëtt et véier Klasse fir 150 Kanner.

Mat wéi engem Modell erreeche mer dann elo eis Ziler? Mam Mierscher oder mam Péitenger? Wéi e Précoce gëtt dann elo obligatoresch, de Mierscher oder de Péitenger? Wann déi lescht Gemengen hir Infrastruktur gebaut hunn, kréie se da gesot, ob se déi richteg gebaut hunn, ob se ze kleng oder ze grouss gi sinn?

Wat d'Offer fir d'Kanner ugeet, kann een also net soen, datt et ee Précoce gëtt. Et gëtt vill Modelle vu Pécoce. Wat d'Aarbechtskonditioune vum Personal ugeet, gëllt datselwecht.

Am Pécoce schafft een Team. Eng Spillschoulsléierin; et däerf selbstverständlech och e Mann sinn. Hei ass d'Tâche kloer. Et ass déiselwecht wéi an der Spillschoul. Dann hëlleft - an ech zitéieren aus dem Plan-cadre - «une deuxième personne intervenante, de préférence une éducatrice ou un éducateur». Dës vag Formuléierung huet dozou gefouert, datt mir souwuel Éducateurs gradués wéi Éducateurs diplômés wéi Persounen ouni Brevet am Précoce hunn. An de leschte Circulairen ass just nach vun Éducateurs diplômés geschwat ginn. Wat maache mer mat deene ville Situations acquises, wa keng kloer Direktiven aus dem Ministère bis elo komm wären?

Nach méi heterogen sinn awer d'Aarbechtskonditioune vun der zweeter Persoun am Précoce. Hei si Leit, déi deeselwechten Horaire hu wéi d'Léierpersonal, anerer maachen nach moies en Accueil an/oder gi mëttes mat de Kanner an d'Kantin. A Verschiddener mussen och nach zousätzlech an de Schoulvakanze Summeraktivitéite fir d'Kanner organiséieren. Hei wieren e bësse méi Direktive vum Stat an e bësse manner Autonomie communale ubruecht gewiescht.

De Précoce ass déi eenzeg Schoulklass zu Lëtzebuerg, wou d'office zwee Leit zesummen an enger Klass schaffen. Wéi sinn d'Erfahrungen, déi mer hei gemaach hunn? Mir mengen, et misst eigentlech positiv sinn, datt mer et hei mat zwee Leit mat ënnerschiddlecher Formatioun ze dinn hunn. Kéint een esou eng Zesummenaarbecht net op déi ganz Spillschoul ausdehnen? Wier et net méi sënnvoll, anstatt ëmmer méi kleng Gruppen ze maachen, wou geschwënn iwwerhaapt keng Gruppendynamik méi dran ass, d'office déi ënnescht Klasse vum Enseignement fondamental duebel ze besetzen?

De Précoce, ee Projet pilote, wou mer näischt definéiert hunn, näischt evalueiert hunn, wou mer hätte kënne villes léieren. Ee Projet pilote, deen d'nächst Joer soll generaliséiert ginn. Wat vill verpasste Chancen!

Well et spéit ass, awer net ze spéit, déposéieren ech heimat eng Motioun an der Chamber, wou mer d'Regierung opfuerderen, eng quantitativ an eng qualitativ Evaluatioun vun der Éducation précoce ze maachen, d'Missioun an d'Tâche vun der Équipe pédagogique ze definéieren an d'Offer bis zu engem gewëssene Grad ze harmoniséieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'éducation précoce a été introduite en 1998 en tant que projet pilote;

- considérant que la fréquentation de l'éducation précoce est facultative pour les enfants mais que chaque commune est dans l'obligation de l'offrir au plus tard à la rentrée 2009/2010;

- considérant que son but est de favoriser l'intégration sociale et scolaire de tous les enfants;

- considérant que le groupe-classe de l'éducation précoce est encadré par une équipe pédagogique et éducative constituée de deux personnes: une institutrice ou un instituteur de l'éducation préscolaire et une deuxième personne intervenante qui est, en général, une éducatrice ou un éducateur;

- constatant que l'offre est loin d'être homogène d'une commune à l'autre;

- constatant que les dernières communes du pays sont en train de réaliser leurs infrastructures du précoce;

invite le Gouvernement,

- à évaluer quantitativement et qualitativement l'éducation précoce, entre autres:

• en appréciant le niveau et la qualité de l'enseignement;

• en examinant les atouts et inconvénients d'une instruction en team interprofessionnel;

• *en dressant une étude qui permettra de recueillir des données plus précises permettant de déterminer qui fréquente les classes du précoce et pourquoi certains n'ont pas recours à cette offre;*

- à définir la tâche et les missions de l'équipe pédagogique et éducative;

- à mieux harmoniser l'offre de ces structures (ex.: plages horaires minimales et maximales des heures d'accueil, etc.).

(s.) Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net méiglech, d'Zäit unzehalen oder zréckzedréinen, an awer musse mer dréngend eng Evaluatioun vum Précoce maachen. Wa mer nämlech misste feststellen, datt mer hei an déi falsch Richtung fueren, da wier et sécherlech falsch, och nach Gas ze ginn. Wa mer an déi falsch Richtung fueren, dann hëlleft nëmmen eent: Mir musse kucken, datt mer d'Kéier kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Als éischte Riedner respektiv Riednerin ass ageschriwwen déi honorabel Madame Françoise Hetto. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter der Rentrée 1998/99 sinn d'Gemengen opgefuerdert ginn, fir eng Éducation précoce unzebidden, an dëst op Drock hi vun der deemoleger Educatiounsministesch Erna Hennicot-Schoepges. Dat sinn elo bal zéng Joer hier. A wann am Ufank vill Leit éischter skeptesch waren, esou ass mëttlerweil de Précoce awer eng normal Etapp am Liewe vum klenge Kand.

(Mme Lydie Err prend la Présidence)

Am neie Schoulgesetz gëtt dann och elo de legale Kader geschaf, fir dass dës Fréierzéiung eng Obligatioun an der Offer fir all Gemeng gëtt. Mir als CSV begréissen dëst, sinn awer anerersäits och der Meenung, dass et nimools dierf eng Obligatioun ginn, seng Kanner dohinner ze schécken. Et muss ëmmer nach de fräie Wëlle vun all Eltere bleiwen, ze entscheede seng Kanner bis d'Spillschoul selwer ze erzéien oder se schonn deelweis ze scolariséieren.

D'Madame Hennicot hat sech och deemools gewënscht, dass dës obligatoresch Offer vu Säite vun de Gemenge schonn hätt misse bis 2005 garantéiert sinn. Dat war awer leider net esou.

Dir wësst et alleguerten, de Précoce adresséiert sech u Kanner vun dräi Joer, an den Haaptbut ass d'sozial an d'schoulesch Integratioun an d'Gesamtentwécklung vum Kand, wou d'Kontinuitéit am Préscolaire soll assuréiert sinn.

Am Kontakt mat anere Kanner soll dat klengt Kand seng sproochlech, kommunikativ, sozial, physesch, motoresch, affektiv an och kognitiv Capacitéiten entwéckelen. Dës Objektiver ginn iwwert de Wee vu ville verschiddenen Aktivitéiten ugestrieft: Diskussiounen, Geschichten erzielen, Rollen- an Imitatiounsspiller, musikalesch an och motoresch Aktivitéiten a Bastelen.

Eent vun den Haaptobjektiver besteet awer doranner, d'Kanner ze encouragéieren ze schwätzen, Freed um Schwätzen ze fannen an hinnen esou den Accès an d'Aussewelt mat all hire Facetten ze erméiglechen.

D'Integratioun vun den Immigrantekanner ass e seriöen Défi fir Lëtzebuerg, an dat besonnesch wat de sproochlechen Aspekt ubelaangt. Sech mat eiser Sprooch an eiser Kultur ze familiariséieren, ass eng Prioritéit vum Précoce. Eis Sprooch dierf net e Facteur d'exclusion ginn. Am Géigendeel: Eis Sprooch soll d'Kanner zesummebréngen. Si soll Kanner, déi aus deenen ënnerschiddlechste kulturellen a sproochleche Milieue kommen, zesummeféieren. Eis Sprooch ass souzesoen en Trampolin, fir duerno den Uschloss un d'Däitscht ze fannen, där Sprooch, an där eis Kanner alphabetiséiert ginn.

An deem Sënn kann ee soen, dass de Précoce den Ecksteen duerstellt vun engem Sozialsystem, deen all senge Memberen déi bescht perséinlech a kollektiv Entwécklungschancë wëllt zousécheren.

Eng weider wichteg Aufgab vum Précoce besteet doranner, deene klenge Kanner d'Méiglechkeet ze ginn, hir motoresch Fäegkeeten ze entwéckelen an ze verfeineren an hirem natierleche Bewegungsdrang Rechnung ze droen.

D'Gesondheetserzéiung fänkt also schonn am Précoce un. Besonnesch an enger Zäit, wou iwwer Etüde festgestallt gouf, dass ëmmer méi Kanner d'Tendenz hunn, déck ze ginn - bedéngt duerch falsch Ernährung an ongenügend Bewegung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Froen, déi mir eis als CSV stellen, sinn déi heiten: Sinn déi kleng Kanner aus dem Précoce net dacks ze vill iwwerfuerdert mat deem Programm, deen an hirer Klass gemaach gëtt an op ville Plaze staark deem aus dem Préscolaire gläicht?

Gëtt tatsächlech an alle Précoceklassen dofir gesuergt, dass d'Fördere vun der Sprooch éischt Prioritéit ass?

Ass et gesond fir am selwechte Klassesall zwou Persoune schaffen ze hunn, déi déiselwecht Tâche, allerdéngs mat ënnerschiddlecher Stonnepresenz hunn, an dëst och vu Gemeng zu Gemeng aneschters gehandhabt gëtt?

Une voix.- Très bien!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Soll een d'Horairen net esou adaptéieren, dass mer eis portugisesch Matbierger och wierklech motivéiert kréien an dass si d'Méiglechkeet kréien, hir Kanner zu eisen Horairen, déi mir offréieren, an de Précoce ze schécken?

Ass et ze vertrieden, dass de konventionéierte Secteur eng Partie Éducateure verléiert, déi eng Preferenz fir déi geregelt Aarbechtszäit am Précoce hunn?

Gëtt et eng Evaluatioun, déi weist, dass mer eist Haaptzil, nämlech dat vun der besserer Integratioun duerch d'Förderung vun eiser Sprooch, erreecht hunn? A wann net, wat ass an deem Fall vu méigleche Verbesserunge geplangt?

Dat wier et gewiescht fir mäin Deel. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Madame Hetto. Den nächste Riedner ass den Här Calmes. Dir hutt d'Wuert, Här Calmes.

M. Emile Calmes *(DP).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wéi elo schonn e puermol erwähnt, ass effektiv 1998 hei zu Lëtzebuerg ouni legal Basis an e bëssen Hals iwwer Kapp den Enseignement précoce a Form vun engem Pilotprojet agefouert ginn. Deemools ware mer alleguer iwwerrascht, wéi dat komm ass. Virun allem d'Gemengen oder vill Gemengen, ob se d'Masse critique, déi mer haut wëllen hunn, erfëllen oder net erfëllen, sinn deemools ënner Drock komm, fir d'Éducation précoce anzeféieren. Ënner Drock komm, well d'Leit dobaussen dat oft als Ersatz fir eng Crèche oder Foyer de jour gesinn hunn an dat verlaangt hunn, fir esou hir Kanner e Joer éischter ënnerdaach ze kréien.

Domat ass an engems - an ech ka mech erënneren, ech war deemools responsabel fir eng Crèche - Drock op déi aner Crèchen a Foyers de jour entstanen, well d'Kanner ab dräi Joer net méi ugefaangen hunn, oder net méi dohinner komm sinn, an deemools dann déi Plazen eidel bliwwe sinn. Et hätt ee sech kënne virstellen, datt dat deemools e bësse méi koordinéiert hätt kënnen iwwert d'Bühn goen, wéi dat de Fall war.

Elo soen déi Gréng dann, ier mer dat flächendeckend wëllen aféieren, hätte mer gär eng Evaluatioun vun dëser schoulescher Offer. Déi ass et nun eemol och an der Zwëschenzäit ginn, an dat soen ech och ganz bewosst. Et huet sech an der Zwëschenzäit zu där alleréischter Etapp vun engem Schoulparcours eppes gedoen. Si brauch net méi flächendeckend agefouert ze ginn, well si ass flächendeckend agefouert am Prinzip, well, esou wéi mer dat gesot kréien, hunn 114 vun 116 Gemengen dës Offer ugebueden.

Mir wëssen haut, an eng Rei vun Etüde weisen dat, datt déi éischt Joren, dat ass och schonn hei gesot ginn, immens wichteg si fir d'Entwécklung vum Kand. Et ass an dëse Joren, wou Fundamenter wéi déi sozial a geeschteg Entwécklung vum Kand geluecht ginn. An deem Sënn war dee Wee hei ganz sécher richteg an ass och eng begréissenswäert Initiativ, gradesou wéi och deemools, wéi et agefouert ginn ass, aner Iwwerleeungen eng Roll gespillt hunn, wéi beispillsweis eng verbessert Integratioun vun den auslännesche Kanner an eise Schoulsystem oder eng verstäerkte Förderung vun de sproochleche Kompetenze bei de Kanner.

Bon, ier dat dann elo am neie Schoulgesetz soll festgehale ginn, si mer jo alleguerten der Meenung hei, wéi et sech eraushéiert, datt eng Evaluatioun soll gemaach ginn an datt eng Äntwert soll fonnt ginn op all déi Froen, déi hei opgeworf ginn. Dat heescht op d'Fro, ob déi nei Strukturen esou fonctionnéieren, wéi dat soll sinn.

Spillschoulsléierin mat Éducateur oder net? Wou ginn d'Éducateuren nach anescht agesat? Wou leien d'Stäerkten an d'Schwächten? Wéi kann een déi eenzel Punkte verbesseren, fir datt am Endeffekt - an dorop kënnt et jo schliesslech un - d'Kanner dee gréisstméiglechen Avantage aus dëser neier Offer kënnen zéien?

Am Kader vun der Éducation précoce ginn dann och oft innovativ pedagogesch Projete lancéiert vun alle concernéierte Leit. Initiativen, déi ganz sécher luewenswäert sinn, déi oft awer och dann erëm eng Kéier net evaluéiert an iwwerpréift ginn, a wou och net gekuckt gëtt, ob se net kënne flächendeckend ëmgesat ginn. Duerfir mengen ech soll een och dës Iddien, déi ëmmer erëm esou gebuer ginn, enger Evaluatioun ënnerzéien. Dat kéint een zum Beispill a Kooperatioun mat der Uni Lëtzebuerg maachen. Där Projete lafe jo schonn, an ech mengen, dat gëllt och fir déi Saachen hei.

Summa summarum wollt ech einfach soen, datt d'Demokratesch Partei och nach ëmmer haut hannert der Iddi vun der Éducation précoce steet an datt mer alles mussen drusetzen, fir datt mer d'Méiglechkeeten, déi dës Éducation ouni Zweifel bitt, an Zukunft besser notzen, fir d'Kanner besser op hiren eigentleche Schoulparcours virzebereeden.

Duerfir an an deem Punkt deele mer d'Meenung vun där grénger Fraktioun, gradesou wéi vu menger Virspriecherin, datt ee virun allem a fir d'éischt eng uerdentlech Evaluatioun vun dësem Ordre d'enseignement muss maachen, ier een eigentlech ufänkt ze jugéieren, wéi dat awer och elo scho vu menge Virriedner hei zum Deel gemaach ginn ass.

Ech wollt lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Scheuer.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, just e puer Wuert zur Éducation précoce, och well den Thema eis bestëmmt an der Commission de l'Éducation nationale vun der Chamber beschäftege wäert.

Et ass esou fir de Moment, datt all Gemeng zu Lëtzebuerg fir de Moment de Précoce agefouert huet, a se hu se allgemeng agefouert. Et gëtt just eng Gemeng, déi e bësse Bande à part mécht an en extrae Modell huet: Dat ass d'Gemeng vu Colmar-Bierg. Si sinn nach méi no beim Ursprong vun der Éducation précoce. Den Ursprong vun der Éducation précoce sinn d'Benjamin-Cluben. Dat ass dee gudden Ursprong. Dat heescht, d'Éducation, dat ass absolut kee Wäertuerteel, eleng de Fait, datt déi Schoul sech gehalen huet, weist dorop hin, wéi gutt se ass.

(Interruptions diverses)

De Besuch vun der Éducation précoce ass fakultativ. Wann ee kuckt, da gi fir de Moment ronn zwee Drëttel vun engem Joergang an d'Éducation précoce an een Drëttel net. Wann een de Wäert hëlt vu 5.000 Kanner, déi kënnen an de Précoce goen, dann hu mer also een Drëttel vun de Kanner, déi dat net maachen.

D'Zil vun der Éducation précoce ass en duebelt:

Éischtens sollen d'Kanner d'Méiglechkeet kréien, fir sech ze sozialiséieren, fir agebonnen ze ginn an e Grupp. An dee Sozialiséierungseffekt, dee spillt net nëmme fir Kanner, déi aus engem bestëmmte mannerbemëttelte Milieu kommen, mä dat gëllt och zum Beispill fir Eenzelkanner, Kanner, déi einfach kee Kontakt hunn. An de Begréff Sozialiséierung ass e ganz aneren, wéi mir en normalerweis verstinn.

Zweetens sollen dann iwwert d'Éducation précoce Kanner, déi hir linguistesch Problemer net bewältegen, op déi douce Aart a Weis iwwert de Préscolaire op e Punkt gefouert ginn, wou se d'Alphabetiséierung am éischte Schouljoer kënnen an där Sprooch maachen, déi eben usuell ass, nämlech am Däitschen.

Dat heescht, d'Konsequenz dovun ass, datt d'Éducation précoce eng schoulesch Struktur ass. D'Éducation précoce ass keng Crèche. Et ass scho gutt, dat wat den Här Adam gesot huet, wann een Éducation précoce a Crèche an engem Otemzuch nennt. D'Crèchë maache ganz oft datselwecht op eng aner Aart a Weis wéi d'Éducation précoce, mä d'Éducation précoce huet dat do Zil, e pedagogescht Zil. Dat muss ee ganz däitlech soen. Dat ass déi positiv Konsequenz vun der Éducation précoce, déi och bestätegt gëtt vum Préscolaire, déi soen, datt ee bal d'Kanner erauspicke kann an den eenzelne Klassen, déi duerch d'Éducation précoce gaange sinn.

Elo stellt sech dann d'Fro, Madame Minister, vun der Evaluatioun. An ech mengen d'Evaluatioun muss geschéien op der Basis vun deenen zwee Ziler, déi mer eis gesat haten: quantitativ an och qualitativ. Mir hunn en Instrumentarium, mir hunn eis eng Uni geschaf, déi et mécht, oder geet et eraus - ech weess dat net.

Zweetens, wann elo iwwert dat neit Gesetz vun der Obligation scolaire de Besuch vun der Éducation précoce zu engem Recht gëtt, wann d'Recht vun den Elteren do verankert gëtt, datt se kënnen eng Demande maachen, fir hir Kanner an de Précoce ze kréien, dann ergi sech dorauser zwou Konsequenzen:

Éischtens gi mer dovun aus, datt méi Demandë kommen, fir an de Précoce ze kommen. Dat gëtt eng Reklamm fir de Précoce. Dat ass indiskutabel.

Da gëtt et zwou Konsequenzen: Entweder maache mer d'Plagen nach méi kleng, well vun deenen zwee Drëttel vun deenen 3.800 Kanner, déi fir de Moment erakommen, huet een zwee Drëttel vun engem Joergang, do si vill Kanner derbäi, déi nëmmen eng Plage hunn oder annerhallef oder zwou, dat ass ofhängeg vun der Organisatioun. An da stellt sech d'Fro, wann d'Plagen nach méi kleng ginn: Ass et sënnvoll oder ass et net sënnvoll, fir Kanner iwwerhaapt do eranzestiechen, fir datt dann ee sech vläicht e fräien Nomëtteg maache kann? Dat ass net den Zweck dovun.

Zweet Konsequenz ass - an déi kënnt awer ganz bestëmmt -, d'Gemenge ginn opgefuerdert, Här President vum Syvicol, si gi bal gezwongen, fir méi Schoulsäll ze baue fir de Précoce, an dat dierft ganz bestëmmt an deenen nächste Joren de Fall sinn.

Voilà, dat sinn d'Problemer, déi sech stellen. Mir mussen evaluéieren an zweetens musse mer nodenken iwwert d'Konsequenzen, déi sech aus deem Schoulmodell ergi fir d'Gemengen. Et ass och geschwat ginn, datt mer Léierpersonal a Betreiungspersonal dran hunn, wat schonn am Virfeld vun der neier Gesetzgebung positiv ass.

Ech soen lech villmools Merci.

Une voix.- Très bien.

Mme la Présidente.- Merci. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. D'ADR war vun Ufank un och fir d'Aféierung vum Précoce, an ech menge generell kann ee soen, datt bis elo positiv Erfahrungen op deem Domän gemaach gi sinn.

Ech hätt e puer Froen an där kuerzer Zäit, déi ech hunn:

Éischtens, ass schonn aktualiséiert ginn, ob eng Differenz besteet beim Antrëtt an de Primärschoulsunterrecht tëschent deene Kanner, déi de Précoce besicht hunn, an deene Kanner, déi net an de Précoce gaange sinn?

Zweetens, wéi vill Gemenge bidden de Précoce bis haut un? Ee vu menge Virriedner huet elo grad gesot, 114 vun 116. Den Här Scheuer huet gesot, alleguer bis op eng. Den Här Minister huet mer frëndlecherweis virdru gesot, datt 70 Gemengen e Subsid ugefrot hunn. Et wier also flott, wa mer eng Kéier déi richteg Chiffere kéinte kréien.

Wéi vill Kanner vun deene méigleche Kanner besichen de Précoce? Et ass och do gesot ginn, zwee Drëttel. Dat schéngt mer allerdéngs en héije Prozentsaz ze sinn.

Wat awer fir mech nach wichteg ass, véiertens, dat ass, wéi vill Kanner de Précoce besiche vu méigleche Kanner, éischtens vun deene Kanner, déi d'Lëtzebuerger Sprooch beherrschen, wéi ass do de Prozentsaz? Respektiv zweetens: Wéi héich ass de Prozentsaz vun de méigleche Kanner, déi d'Lëtzebuerger Sprooch net beherrschen, déi an de Précoce ginn? Misst een duerfir net och vläicht méi geziilten Aktioune bei eisen auslännesche Matbierger maachen, deenen hir Kanner net eis Sprooch schwätzen, fir se dovun ze iwwerzeegen, hir Kanner esou fréi wéi méiglech an de Précoce eranzeginn?

Da wollt ech awer nach froen: An deene Gemengen, déi nieft dem Précoce och nach Maison-relaisen ubidden, ob do net vläicht de Prozentsaz méi héich ass vun de Visiten am Précoce, well ganz vill Leit hir Kanner och - dat ass meng Erfahrung - net an de Précoce ginn hunn, well se déi Zäiten, wou de Précoce ass, hir Kanner net kënne virun der Schoul oder no der Schoul betreit kréien. Duerfir kann ech mer virstellen, datt a Gemengen, wou Maison-relaisë bestinn, eventuell no enger gewësser Zäit och géif de Prozentsaz méi héich gi vun deene Kanner.

Ech soen Iech Merci.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Très bien!

Mme la Présidente.- D'Wuert geet un d'Regierung, wa se et wëllt.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, dass ech d'Froen esou wäit wéi et a menger Méiglechkeet ass haut beäntwerte kann. Wichteg ass et, dass mer en Échange hunn iwwert de Précoce hei zu Lëtzebuerg, dee jo 1998 agefouert ginn ass op Base vum Projet pilote.

Fir déi éischt Fro ze beäntwerten: Dës Rentrée 2007/2008 bidden 115 vun 116 Gemengen de Précoce un. 2006/2007 waren dat der nach 109. Dat heescht, mir sinn elo praktesch op 100% vun de Gemengen, déi et ubidden. Déi Gemeng, déi dat nach net ubitt, ass awer amgaang d'Infrastruktur fäerdeg ze stellen, fir och déi Offer an hirer Gemeng unzebidden.

Da muss ee soen, dass d'Offre scolaire scho geregelt ass. D'Plagen, wéini dass Enseignement préscolaire oder Éducation préscolaire offréiert ginn, si vun aacht bis hallwer zwielef a mëttes vun zwou bis véier, an et ass e Minimum vun dräi an e Maximum vun aacht Plagen, déi an de Gemengen offréiert ginn. Och do hu mer Chifferen. Et si siwe Gemengen, déi dräi Plagen offréieren, dat si 7%, an de Maximum aacht Plagen, dat si 37 Gemengen, dat sinn 41% vun de Gemengen, déi also e Maximum offréieren.

Ech muss soen, dass ech mat där, wéi soll ech soen, flexibeler Offer u sech kee Problem hunn, well d'Iddi jo war, fir d'Gemenge lues a lues en mesure ze setzen, fir där Demande, wa se dann do wär, entgéintzekommen. Esou si bal alleguerten d'Gemengen amgaang nach weider auszebauen, well effektiv d'Demande, fir Kanner an de Précoce opzehuelen, steigend ass. Et sinn effektiv 3.714 Kanner elo bei der Rentrée am Précoce. Wann ee vun engem Joergang ausgeet vu kuerz iwwer 5.000, da sinn dat effektiv zwee Drëttel.

Déi Fro, ob d'Kanner éischter an de Précoce ginn, wann eng Maison relais derbäi ass oder net, déi kann ech Iech net beäntwerten. Do misste mer méi genau Analyse maachen, fir déi méi prezis ze beäntwerten.

Wat d'Nationalitéiten ugeet, do fanne mer deeselwechte Prozentsaz vu Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger wéi am Préscolaire a wéi am Primaire. Et ass praktesch d'selwecht. D'Zuel vun den Auslännerkanner, déi an de Précoce ginn, hëlt zou, esou wéi se am Ganzen, am Préscolaire an am Primaire, zouhëlt. Mä d'Verhältnis zwësche Lëtzebuerger Kanner a Kanner, déi Netlëtzebuerger d'origine sinn, dat ass d'selwecht am Précoce - also praktesch op de Komma près - wéi am Préscolaire. Esou vill zu de Chifferen, déi mer zur Verfügung hunn.

Ech wéilt awer och eppes iwwert d'Base légale vun deem Précoce soen. Effektiv ass 1998 en Appel un d'Gemenge gemaach ginn, mam Wonsch deemools, dass et sollt 2005 generaliséiert ginn. D'Regierungserklärung vun 2004 huet festgehalen, dass et sollt generaliséiert gi bis 2009, an d'Gesetz, wat elo déposéiert ass, gesäit vir, dass et da mat der Entrée en vigueur vum Gesetz sollt an alle Gemengen offréiert ginn, ouni dass et eng Flicht gëtt fir d'Elteren, fir hir Kanner an déi Schoul ze doen.

Et gëtt zwee Règlements grand-ducaux wat de Précoce ugeet. Eent ass jo vun der Sécurité sociale, dat Reglement wat d'Assurance accident ausdehnt op d'Kanner vum Précoce. Dat ass also e Beweis, dass et net net existéiert. Et gëtt déi Base légale! An et gëtt e Règlement grand-ducal, dat baséiert op dem Budgetsgesetz vun 2000 oder 2001. E Règlement grand-ducal vun 2001, wat de Finanzement vum Stat un den Investissementer regelt, wou de Stat 50% gëtt pro Sall op engem Maximum vu 400.000 Euro. Esou vill dann zur Base légale.

Dat Interessant, mengen ech, um Précoce ass awer dat, wat an de Klasse geschitt. A wann ech déi Diskussioun gutt nogelauschtert hunn, hu mer jo u sech zwee Aspekter:

Dat eent ass, an dat schéngt mir dat Wichtegst ze sinn, dass dee Précoce agefouert ginn ass mam Zil, fir méi eng „Frühförderung" ze maachen, well déi international Etüden erweisen, dass Kanner, déi am Préscolaire waren a méi fréi scolariséiert goufen, herno e Virsprong hunn an deenen internationalen Tester, déi gemaach ginn, dass se an der Regel besser Schoulresultater hunn, dass se och méi sozial Kompetenzen hunn an dass et anscheinend manner Violence bei hinne gëtt. All international Etüde soen dat aus!

Mir hunn zu Lëtzebuerg bis elo keng Donnéeën doriwwer, och well zum Beispill déi PISA-Etüden, wou mer jo drun deelgeholl hunn, Kanner vu 15 Joer betreffen; dat heescht, déi sinn nach net an de Précoce gaangen. Mir hu jo de Préscolaire obligatoire vu véier Joer un, dat heescht, eis Kanner sinn alleguerten am Préscolaire gewiescht, a fir ze moossen, wat ee Joer méi fréi géif bréngen, ass eis net méiglech gewiescht, op jidde Fall an deenen Etüden net, well d'Kanner, déi getest gi sinn, nach net al genuch waren.

Ech hunn och eigentlech net richteg verstanen, dass gesot ginn ass, et wär keen Optrag do fir de Précoce. Et gëtt - duerfir hunn ech esou vill hei matbruecht - e Plan-cadre fir d'Éducation précoce, esou wéi et e Plan-cadre gëtt fir de Préscolaire. Dee Plan-cadre ass vun 2000 a mir sinn amgaang de Moment, vu dass mer en Enseignement par compétences preparéieren, an dass de Précoce zum éischte Cycle vum Préscolaire gehéiert, un deem Kompetenzmodell och fir de Préscolaire ze schaffen. Dofir hunn ech deen décke Classeur hei matbruecht, well d'Beobachtung vun de Kanner an do, wou se solle gefördert ginn, dat u sech an zwielef Domänen opgedeelt ass.

Et ass elo vill vun der Sprooch geschwat ginn, mä wichteg bei Klengkanner, bei hirer Förderung ass den drockmotoresche Beräich, d'Feinmotorik, dee soziale Beräich, de sproochleche Beräich, dann de kognitive Beräich, fir se un e logescht Denken ze approchéiere schonn als kleng Kanner, den emotionale Beräich, d'Spill- a Fräizäitverhalen, d'Lern- an Arbeitsverhalten, de Wahrnehmungsberäich, de Rhythmus, de musikalesche Beräich, de kreative Beräich an den Ich-Umwelt-Konzept. Dat ass also ganz kloer, dass mer déi Domänen definéiert hunn.

Dat Wichtegst, wat ech awer wierklech ëmmer erëm ënnersträiche wëll: Et geet dorëmmer, net fir dat alles ze verschoulen, mä fir eng spillieresch Approche ze hunn, well dat déi Manéier ass, wéi ee kleng Kanner am beschte fördere kann. Wichteg ass, dass d'Enseignanten an déi Betreier, déi an der Klass sinn, eng Opmierksamkeet hunn, dass se beobachten, wéi Kanner sech entwéckelen, an drop reagéiere kënnen, awer alles dat ouni se schonn negativ domat ze besetzen.

Deen zweete Volet, deen natierlech bei klenge Kanner matspillt, dat ass dee vun der Versuergung. An dee mierke mer ganz gutt. Wann et net obligatoresch ass, da spillt jo d'Fro: Wie schéckt seng Kanner an de Précoce, wann e par ailleurs de ganzen Dag schafft? Da sinn d'Horairë vum Précoce natierlech ganz schwiereg, fir do d'Familljeliewe mam Beruffsliewen ze kombinéieren.

Dofir denken ech, dass d'Äntwert dorobber ass, dass déi Zesummenaarbecht zwëschent der Schoul an der Maison relais muss verbessert ginn. Mir sinn amgaang do Modellen auszeschaffen, fir dass dat complémentaire gëtt. Et ass jo och wichteg, dass d'Kanner vläicht net dee ganzen Dag an deemselwechte Raum sëtzen, mä dass se eraus kommen, dass d'Aktivitéite complémentaire sinn, an dass, wa se versuergt ginn an der Maison relais, dann aner Saache mat hinne gemaach ginn, wéi déi Zäit, wou se am Précoce sinn. Quitte dass déi zwee spillieresch sinn, mä d'Aktivitéite musse complémentaire sinn. Dat ass fir mech déi Pist, op där mer musse weiderfueren.

Dofir hu mer jo och déi Basen an dat neit Gesetz iwwert d'Organisatioun vun der École fondamentale geschriwwen, fir dass mer eng Base légale hunn, fir déi Froen do ze klären, notamment zum Beispill vun den Intervenanten.

Mir hunn zesumme mam Intérieur eng Circulaire erausginn un d'Gemengen, fir ganz kloer och d'Tâche vum zweeten Intervenant am Enseignement précoce ze beschreiwen. Dat ass natierlech net bindend, soulaang wéi mer kee Gesetz hunn a kee Règlement grand-ducal kënnen huelen, mä dat ass awer eng Recommandatioun un d'Gemengen, ouni dass ech wëll de Gemengen, natierlech, an hirer Autonomie op d'Féiss trëppelen. Also, et gëtt Leitlinnen, déi mir aus dem Ministère erausginn hunn.

Ech wéilt dann ee Wuert soen zu der Motioun, déi ech elo iergendwou higetässelt hunn. Ech wär awer frou...

(Interruption)

Also, ech freeë mech jo iwwert déi Begeeschterung, fir ze evaluéieren. Et geet kee Mount eriwwer, wou net gesot gëtt, elo musse mer dat do evaluéieren. Ech si wierklech derfir, fir ze evaluéieren. D'Fro ass awer natierlech, wann een eppes evaluéiert, da muss een emol prezis soen: Wat wëlle mer dann elo evaluéieren? Wëlle mer just de Précoce evaluéieren? Ech hunn domadder Bedenken, fir ee Joer den Ënnerscheed ze evaluéieren. Ech weess och net, an dofir hunn ech Problemer mat där Demande hei, wéi een dat evaluéiert. Also, mat wéi engen Instrumenter gëtt dat evaluéiert?

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir haten elo ganz vill Entrevuë mat der Uni Lëtzebuerg, fir den Evaluatiounssystem vum Lëtzebuerger Schoulsystem op d'Been ze setzen. A mir hunn eis elo dorobber gëeenegt, dass mer dräimol an der obligatorescher Scolaritéit eng Evaluatioun maachen, zesumme mat der Uni Lëtzebuerg, well si och amgaang sinn d'Instrumenter auszeschaffen, fir déi Evaluatioun sënnvoll ze maachen.

Or, déi Uni ass jo och eng nei Uni, déi sech Moyenen amgaangen ass ze ginn, souwuel wat d'Ressources humaines ugeet wéi wat d'Methodologie ugeet. Also ech hu mer dat do ugekuckt. Dat wat mir elo evaluéieren, dat baséiert op Questionnairen, wou mir eis deelweis och um Ausland inspiréieren, an dann op schréftlechen Testen, well dat méi séier geet. Also dat muss ee jo einfach gesinn, wann ee wëllt de Progrès bei de Kanner evaluéieren, all déi Tester, déi mer elo hunn, dat si bal nëmme schréftlecher.

Ech hunn d'Diskussioun suivéiert an Europa, wou mer amgaang sinn europawäit wëllen d'Compétences an de Sprooche vun den europäesche Kanner ze testen. Do sëtzen d'Aarbechtsgruppe méintelaang zesummen, fir en Instrument d'évaluation ze ginn. Si hu sech elo dorobber gëeenegt, dass se och nëmmen dat Schréftlecht testen oder d'Compréhensioun, awer net dat Mëndlecht, well dat immens opwändeg ass a well d'Instrumenter net zur Verfügung stinn.

Dofir hunn ech e bësse meng Bedenken, an ech kann haut op déi Motioun do net äntwerten ouni Récksprooch ze huele mat Leit, déi eppes dovunner kennen a mer soen, ob dat iwwerhaapt méiglech ass, elo prezis, éischtens, ee Joer Précoce oder net Précoce ze evaluéieren, an zweetens, mat wéi enger Method mer dat evaluéieren. Dofir hunn ech mat där do Demande en éierleche Problem - an ech soen Iech dat och ënnert där Form -, net mat der Evaluatioun telle quelle.

Mir kënnen e Questionnaire maache fir ze froen, ob d'Elteren zefridde sinn, ob d'Enseignanten zefridde sinn, mä dat ass alles immens subjektiv. An et ass jo net dat, wat gefrot ass. Hei ass jo gefrot: Wat ass den Zouwuess u Kompetenz bei Kanner, déi am Précoce waren oder net am Précoce waren? Ech weess net, ob mer d'Instrumenter de Moment hunn, fir dat ze moossen. Dofir géif ech Iech froen, op d'mannst déi Motioun hei de Moment emol zréckzezéien, bis ech d'Äntwert ka ginn op déi dote Froen.

Da wollt ech zu deem zweeten Tiret soen: Wat d'Tâche an d'Mission de l'équipe pédagogique et éducative ugeet, do sinn ech der Meenung, dass mir eng Circulaire geschriwwen hunn, wou d'Tâchen dra beschriwwe sinn. Mir hunn e Plan-cadre. Mir sinn amgaang en Observatiounsbogen auszeschaffen, wou elo ganz vill Spillschoulsjofferen an Här Lehreren an der Formatioun sinn, fir kënne mat deem Instrument ze schaffen, esou dass ech net gesinn, wat ech do supplementar elo ka maachen.

Wat deen drëtten Tiret ugeet «harmoniser l'offre de ces structures»: Do weess ech elo net, ass dat gemengt mat de Maisons relais? Strukturen tëschent dem Précoce an der Maison relais? L'offre de ces structures, do steet «ces» einfach esou. Elo weess ech net, ob dat d'Maisons relais sinn oder net, esou dass ech déi Motioun hei esou haut ënnert där Form net kann unhuelen, mech awer net géif verschléissen, wa mer d'Missioun e bësse méi preziséiert hätten, dass mer eis vläicht dann eng Kéier géifen zesummesetzen a kucken, wat genau gewënscht ass.

Ech soe Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Ech wëll den honorabelen Här Adam froen, ob hie Versteesdemech huet fir déi Froen, déi d'Madame Delvaux opgeworf huet, a gegebenenfalls, dass mer spéider op d'Motioun zréckkommen, vläicht nodeems dass d'Madame Minister Renseignementer ageholl huet an an d'Kommissioun komm ass. Wann Dir da wëllt, bréngt Der se zréck, oder Dir sidd lech eens ginn. Kënne mer dat esou maachen, Här Adam?

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Hunn ech nach eng Minutt Riedezäit?

M. le Président.- Jo, kommt Dir roueg.

(Hilarité)

Motion 1

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Wann ech d'Madame Minister richteg verstanen hunn, da proposéiert se fir d'Motioun mat an d'Chamberskommissioun ze huelen a fir do nach eng Kéier inhaltlech driwwer ze diskutéieren?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Et gëtt zwou Méiglechkeeten: Entweder Dir wëllt elo hei ofstëmmen, da géif ech soen, dass d'Chamber se soll oflehnen, well ënnert där doter Form kann ech näischt mat där Motioun ufänken.

Déi aner Méiglechkeet ass, dass Der dat preziséiert.

Souwisou, mir hu jo nach vill Geleeënheeten an där Kommissioun, mir hu ganz vill Sitzungen. Mir schwätzen iwwer Enseignement fondamental, wou de Précoce dran ass, wou mer esou vill Geleeënheeten hunn, an der Chamber doriwwer ze diskutéieren, dass ech géif mengen, dat géif zur normaler Aarbecht vun der Kommissioun gehéieren.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Madame Minister, wann d'Méiglechkeet besteet, déi Motioun mat an d'Chamberskommissioun ze huelen, da géif ech dat gären akzeptéieren. Fir mech si vun deene Froen, déi haut - an zwar duerch sämtlech Fraktiounen - opgeworf gi sinn, der eng ganz Rei, déi ech am Fong geholl och opgeworf hunn, esou datt ech mengen, datt mer en Diskussiounsbesoin hunn. Dat ass dat eent.

An dat anert ass: Ech wëll awer nach eng Kéier nodrécklech soen, datt mer hei vun engem Projet pilote schwätze vun 1998 - deen ass och esou genannt -, dee mer dann elo als definitiv unerkennen. Et kann och net sinn, datt eis Educatiounspolitik dra besteet, Pilotprojeten ze schafen an dann ze soen: Mir hunn absolut keng Méiglechkeeten, fir eng Evaluatioun ze maachen. Eng Evaluatioun kann zum Beispill schonn heeschen...

M. le Président.- Entschëllegt, Här Adam. Är Zäit ass souwisou eriwwer. Ech war d'accord, dass Der zur Motioun schwätzt, mä mir fänken d'Diskussioun net nach eng Kéier un.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Ech hat nach Riedezäit, Här President. Ech soen Iech Merci fir d'Wuert. Ech halen dann och elo op.

(Interruption)

M. le Président.- Voilà! Mä ech mengen, den Här Adam ass d'accord, dass mer déi Motioun mat an d'Kommissioun huelen. D'Madame Delvaux hëlt déi Renseignementer, ob et Instrumenter gëtt, fir déi Evaluatioun ze maachen, déi hei gefrot gëtt. Da gëtt sech eens gemaach an der Kommissioun, oder awer et kënnt heihinner zréck an de Plenum.

Une voix.- Voilà!

M. le Président.- D'Madame Minister huet nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Domadder liewen ech. Ech wëll just soen, dass bei all Projet pilote, deen an deene leschten dräi Joer op den Instanzewee gaangen ass, direkt eng Evaluatioun derbäi war. Duerfir kann ech dee Reproche do net gëlle loossen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Gutt, mir sinn eis eens. D'Motioun ass an déi zoustänneg Chamberskommissioun verwisen.

Domadder ass dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

Mir kommen zum nächste Punkt. Dat ass d'Aktualitéitsstonn iwwert d'Ligne ferroviaire du Nord op Ufro vun der CSV-Fraktioun. Als Vertrieder vun dëser Fraktioun huet den honorabelen Här Schank elo d'Wuert.

2. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la ligne ferroviaire du Nord

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschte Wochen ass d'Nordstreck, also d'Eisebunnsstreck vun der Stad bis op Ëlwen, op déi eng oder aner Manéier an de Medien zirkuléiert, mam Schreckgespenst, wat dann och opkënnt, vum zumindest deelweisen Ofbau vun där Streck.

Eng ganz wichteg Fro ass sécher déi vun der Zweegleisegkeet op der Streck Ettelbréck Richtung Ëlwen. Et ass bekannt, datt d'Iwwerhuelgleis op der Héicht vum Arrêt Méchela eng Viraussetzung ass, fir de Verkéiersfloss op der Nordstreck ze verbessere respektiv den Takt ze erhéijen.

Dës Auswäichméiglechkeet ass och noutwendeg, fir ënner anerem ee ganzdeeglechen Hallefstonnentakt Ëlwen-Lëtzebuerg-Ëlwen ze erméiglechen. Deelweis gëtt et jo schonn zu verschiddenen Dageszäiten e bësse méi en enken Takt wéi de Stonnentakt.

Am „Mobil 2020" gëtt jo och vun zousätzleche Blockabschnitter geschwat. Och kënnen duerch dat Auswäichgleis déi heefeg Verspéidunge reduzéiert gi respektiv insgesamt d'Capacitéit op der Nordstreck erhéicht ginn. Dat Ganzt och en vue vun engem méi héije Confort fir all Zuchbenotzer. Duerfir ass jo geplangt, d'Streck Ettelbréck-Méchela - am Ufank war et virgesinn 2008/2009 - fir 2011/2012 op zwee Gleisen auszebauen.

Elo ass mer awer zougedroe ginn, datt am Moment op eben deem Tronçon eng Bréck virum Buurschter Tunnel nei gemaach gëtt an dës Bréck, obwuel se ursprünglech zweegleiseg gemooss respektiv geplangt war, elo eegleiseg aménagéiert gëtt.

Duerfir meng zwou Froen: Firwat ass dat esou, well dëst jo éischter onlogesch schéngt en vue vun enger spéiderer Zweegleisegkeet? An dann zweetens: Gëtt net duerch d'Eegleisegkeet op där Plaz d'Zukunft vun der Nordstreck hypothekéiert respektiv steet d'CFL iwwerhaapt nach richteg hannert där ganzer Nordstreck, zumindest op deem Deel?

(Interruption)

Een zweete Punkt, deen an der Aktualitéit elo stoung déi lescht Wochen, ass d'Zukunft vun der Streck Ettelbréck-Dikrech. Virun dräi Wochen huet den Transportminister mat senge béide Kolleegen aus der Regierung vun der Landesplanung a vun den öffentleche Bauten den „Concept intégré mobilité Nordstad" virgestallt. Schonns d'lescht Joer ass eng éischt Analys hei presentéiert ginn.

Aus deene Konklusioune goufen dräi Optiounen zréckbehal: Déi éischt war, fir déi aktuell Situatioun bäizebehalen; déi aner war déi, e Boulevard urbain mat Couloire fir Bussen ze aménagéieren; an déi drëtt war déi vum Boulevard mat Couloire fir een Trafic mixte Bus an Tram.

No Konsultatioun vun den Nordstadgemengen ass ee Konzept vun enger „Stadt der kurzen Wege" proposéiert ginn, fir de Rôle vun der Gare Ettelbréck als multimodal Plattform - also Bus a Bunn - ze stäerke respektiv op der Achs Ettelbréck-Dikrech Couloire fir Bussen an déi zwou Richtunge virzegesinn a sech laangfristeg d'Optioun opzehalen, den Tram mat bäizehuelen, wann déi entspriechend Masse critique - ech wëll soen, wann déi sëlleche Lycéeë gebaut sinn a funktionéieren um Gilsdrefer Site - do erreecht gëtt.

Ech wollt deemno wëssen: Ass de Minister därselwechter Meenung wéi déi politesch Responsabel aus de Gemenge vun der Nordstad? Et wier och interessant gewuer ze gi gläichzäiteg, wou de Projet vun enger neier Busgare vun Ettelbréck drun ass. Ass deen esou wäit geräift? Souwäit ech weess, läit deen de Moment um Ministère.

Dann, souwäit een an der Press och konnt liesen, wëllt de Minister elo eng Konsultatioun maache mat allen Acteure vum öffentlechen Transport, an duerno géif dann een detailléierte Mobilitéitskonzept fir d'Nordstad erstallt ginn.

Da stellt sech eng weider Fro am Kader vun der Neigestaltung vun der Ettelbrécker Gare: d'Fro vun der Zukunft vum Güterverkéier. Anscheinend sollen zu Ettelbréck eng Rei vu Gleiser verschwannen, déi momentan fir de Gidderverkéier gebraucht ginn. Am Nordstadkonzept ass virgesinn, datt déi Arealer, déi haut Rangéiergleiser an Ëmschlagplaz fir Baumaterialie sinn, urbanistesch nei géife genotzt ginn. Dat geet awer nëmmen, wann d'CFL en neien Areal fënnt respektiv wa souwuel d'TrefilARBED wéi d'Versuergung vun de Stroossebaubetriber géif agestallt ginn. Dat wier jo net gutt. Dat wier onverständlech op jidde Fall, vu datt d'Arcelor jo zu de gréisste Clientë vun der CFL-Cargo zielt.

Ech wollt duerfir och de Minister froen, wéi d'Zukunft vum Gidderverkéier, also vum Fret, op der Nordstreck ausgesäit.

Ee weidere Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass dee vun der Gare périphérique vun Dummeldeng. Et gëtt mir gesot, datt d'Gare vun Dummeldeng keng absolut Prioritéit hätt, am Kontext Gares périphériques. Den Akzent géif op den Houwald, Zéisseng an de Kierchbierg geluecht ginn, virun allem eben do am Kontext vun enger besserer Verdeelung vun de franséische Frontalieren. Mä fir d'Leit, déi aus dem Norde kommen, ass Dummeldeng natierlech gradesou eng wichteg Gare wéi déi aner dräi, déi ech elo genannt hunn.

Et kann ee sech och d'Fro stellen, ob op der Gare vun Dummeldeng net all Zuch, deen aus dem Norde kënnt respektiv an den Norde fiert, en Arrêt misst hunn. Schonn eleng wéinst deene ville Schüler, déi jo och an déi verschidde Lycéeë ginn.

Och do d'Fro: Missten net d'Bussen, onofhängeg vum Tracé, am Takt direkt op de Kierchbierg an op de Lampertsbierg respektiv ëmgedréint Korrespondenzen op déi Zich maachen, an an de Spëtzenzäite sécher nach méi wéi déi aner Zäiten?

Da wollt ech e Problem uschwätzen, deen ëmmer erëm op d'Tapéit kënnt, dat ass dee vun de Parkplazen op bal der ganzer Nordstreck. Mengen Informatiounen no geet et am Fong néierens esou richteg virun: Ëlwen, Wëlwerwolz, Kautebaach an esou weider.

Ech weess awer, datt de Minister iwwer eng weider substanziell Reduzéierung nodenkt am Dossier Parkplazen, dat heescht iwwer eng Reduzéierung vun der finanzieller Participatioun vun de Gemengen. Déi finanziell Bedeelegung war op 50%. Zu engem gewëssene Moment ass dat schonn op een Drëttel, zwee Drëttel erofgesat ginn. A mengen Ae brauch een eng weider Reduzéierung, well et soss net attraktiv genuch ass fir d'Gemengen, fir bei esou Projete matzemaachen, well d'Gemenge selwer zousätzleche Verkéier fäerten, wou dach och d'Fuerderung am Raum ëmmer steet, datt Anrainergemenge solle matmaache bei esou Projeten.

Duerfir meng Fro: Ass eng weider Reduzéierung vun der Participatioun Stat vis-à-vis Gemenge geplangt?

Här President, ee Wuert och zum Bau vum neie Lycée zu Miersch. Do goufen d'lescht Joer d'Duerchgangsgleiser 403 a 404 gespaart, dat Ganzt fir d'Sécherheet vun de Schülerinnen a Schüler ze héijen. Dat fannen ech richteg.

Leider ass doduerch awer eng Auswäichméiglechkeet tëschent Luerenzweiler a Kruuchten am Fall vun engem technesche Problem fir d'Eisebunn verluer gaangen. Et muss ee sech d'Fro stellen - wann eppes geschitt, komme laang Verspéidungen -, ob et do net eng aner Léisung gëtt, well wann ee waart bis dee ganze Projet um Site vum Agrocenter realiséiert gëtt, dann dauert dat wuel nach eng ganz Zäitchen. Dat ass ee Projet mat zolitten Ausmoossen: déi zwee Lycéeën, déi gebaut ginn, d'Busgare um fréiere Site vum Agrocenter, de Bau vun enger neier Bréck iwwert d'Uelzecht, dann d'Liquidéierung vun der Barrière vun der Strooss Miersch-Gare op Biereng an esou weider.

Meng Fro ass deemno: Wéi gesäit den Timing vun dësem Projet aus, konkret mat der geplangter Ënnerféierung respektiv der neier Busgare, déi vis-à-vis vum aktuelle Silo soll gebaut ginn? A gëtt och dru geduecht de Park & Ride do auszebauen?

Dann ee Punkt nach, dee mer och ganz wichteg schéngt, besonnesch well mer haut genee op den Dag virun engem Joer ee ganz ellent Zuchaccident zu Zoufftgen haten: d'Sécherheet virun allem op der Nordstreck, wann ee vun Ettelbréck op Ëlwen fiert.

Am Dezember d'lescht Joer hat ech eng Question parlementaire gemaach. Ech hu verschidde Problemer opgeworf am Kontext, well vill Tronçonen zum Deel duerch déi enorm enk Dällte ginn, déi och nach meeschtens eegleiseg sinn, wou d'Rettungskräften nëmme ganz, ganz schwéier Zougang hunn, wann eppes passéiert, vun den Tunnelen emol guer net ze schwätzen. Wann ech kucken, wéi vill datt mer an eis Autobunnstunnele stiechen, da fäerten ech, datt d'Sécherheetsstandarden an dësen Tunnelen, och wa se net genial laang sinn, awer ze wënschen iwwreg loossen.

Vun der Protex ass och mir vis-à-vis gesot ginn, datt en Train de sauvetage eng ganz sënnvoll Investitioun wier a si och eng Acquisitioun gefrot hätten. D'CFL huet just een Train de relevage, deen technesch kann eng Léisung sinn, awer op kee Fall wann dréngend Eischt Hëllef muss geleescht ginn. An déi verantwortlech Kadere vun der Protex hu mer de Mueren nach gesot, si hätten dat gefrot an am Moment géif et och kee Modell ginn, fir mat hirem Material op Eisebunnswagonen op Plazen ze kommen, wann et net anescht geet.

An och wann d'Protex detailléiert Kaarten huet mat allen Accèsen op där Streck, da muss een awer soen, wann een déi Strecke kennt, datt, wann iwwerhaapt, nëmme mat engem schwéiere Gefier kann en Accès op déi kleng Weeër fonnt gi fir déi Éischt Hëllef vun den Ambulanzen, Dokteren an esou weider. Wann d'Kand eng Kéier do am Pëtz läit, dann ass et ze spéit.

Nach just ee lescht Wuert zur Zuchverbindung Lëtzebuerg-Léck. Ech hunn héieren, do wier eng Etüd amgaang zesumme mat der belscher Säit.

An deem Kontext meng zwou lescht Froen: Wéi gesäit de Minister d'Verlängerung vu verschiddene Persounenzich vu Gouvy bis op Trois-Ponts? Doduerch kënnt een d'Frontalieren éischter op den öffentlechen Transport drainéieren.

Zweetens och d'Fro no engem attraktive grenziwwerschreidenden Tarif, dee jo och fir franséisch Frontaliere gëllt. Gëtt et do d'Bereetschaft bei der CFL, fir mat der SNCB iwwert déi zwee Punkten do Gespréicher opzehuelen, fir no Léisungen ze sichen?

Merci dem Minister elo schonn am Virfeld fir op déi sëlleche Froen ze äntwerten, déi ech opgeworf hunn. Ech hoffen, datt ech net ze vill gourmangseg war.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schank. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Calmes.

Débat

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech dem Här Schank elo nogelauschtert hunn, weess ech net méi, ob mer et mat enger Heure d'actualité oder enger Heure de questions ze dinn hunn. Et muss een och soen, datt de Canevas vun där Debatt, déi mer hei féieren, net ganz exakt a prezis war, duerfir weess een och net, op wat datt ee sech soll preparéieren.

Ech weess just, datt an der Vergaangenheet, zënter dass de Barthels Josy d'Nordstreck gerett hat, et mat där Nordstreck am Prinzip biergop gaangen ass. De Robert Goebbels huet se elektrifizéiert. Den Henri Grethen huet e Gesetzesprojet op de Wee bruecht, fir datt och déi Antenn vu Kautebaach op Wolz konnt nei gemaach ginn. D'Nordstreck huet en Nidderschlag fonnt an der mobilitéit.lu, huet och en Nidderschlag fonnt am „Mobil 2020".

Ëmmer erëm finalement, an dat ass och aus dem Här Schank sengen Ausféierungen hei erausgaangen, geet et ëm d'Zweespuregkeet vun där Streck. Déi Zweespuregkeet ass deemools geaffert gi fir d'Elektrifikatioun.

Et muss een och soen, deemools wéi haut, dass et nach ëmmer net méi einfach ginn ass, déi Streck zweespureg auszebauen. Wann dat och nach méiglech wier duerch Tunnelen, andeem datt een d'Schinne méi déif géif leeën, dann ass et direkt hannert dem éischten Tunnel net méi méiglech, well do eng Bréck kënnt a well dann d'Bréck och misst ausgebaut ginn.

Esou datt dat eng Fro ass, déi an d'Geld schléit, a vu datt et eng Fro ass, déi an d'Geld schléit, muss ee wëssen, ob dat sech dréit oder net dréit, an duerfir misst normalerweis eng Käschten-Notzen-Analys gemaach ginn. Dat alles huet den Här Schank jo elo hei gefrot an deene Partie Froen, déi hie gemaach huet.

D'Antenn op Dikrech ass ugesprach ginn. Do gi sech schrecklech vill Gedanke gemaach vun deene verschiddene Gemengepäpp, wéi een dat soll organiséieren: als Boulevard, als Tram, mat Schinnen, ouni Schinnen - wat och ëmmer. Och hei géif eis eng technesch Analys, mengen ech schonn, d'Äntwert liwweren.

Ech mengen, et soll een net stur soen, den Zuch muss elo dohinner fueren oder et däerf keen Zuch méi fueren. Et soll een d'Analys maachen, an déi technesch Analys wäert engem schonn d'Äntwerten op déi Froen do ginn. Selbstverständlech däerf et keng politesch sinn, well soss ass et méiglecherweis dat Falscht, wat mer maachen.

D'Froe sinn hei bal all gestallt. Et huet kee Wäert, datt ech se nach eng Kéier widderhuelen. Ech géif awer vläicht d'Nordstreck an de Kontext vum IVL stellen. Ech weess net, wéi d'Regierung d'Nordstreck...

(Interruption)

...am Kader vum IVL, wann et deen nach soll ginn, gesäit.

(Interruption)

De Minister kéint eis och vläicht dorop äntwerten.

Mir als Demokratesch Partei kënne selbstverständlech all positiv Mesuren ënnerstëtzen am Intérêt vun der Nordstreck, am Intérêt vun der Mobilitéit vun deene Leit aus dem Norden. Dat kann natierlech net zu egal wat fir engem Präis gemaach ginn. Duerfir muss ee kucken, ob d'Käschten-Notzen-Relatioun hei passt oder net. Mir si gespaant op dem Minister seng Äntwerten op all déi Froen an Ureegungen, déi hei gestallt gi sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den Här Schreiner huet elo d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 8. Juni 1980 hunn zu Ëlwen ënnert dem Impuls vum deemolege Comité d'action des communes du nord an engagéierten a wäitsichtege Forces vives zénggdausende vu Leit fir d'Bäibehalen an d'Moderniséierung vun der CFL-Nordstreck demonstréiert,...

(Interruption)

...wat schlussendlech mat dozou gefouert huet, dass déi deemoleg Regierung, wou den Transportminister Josy Barthel geheescht huet, hir Pläng, fir hanner Ettelbréck e Prellbock ze setzen, opginn huet.

Spéitstens zënterhier, mengen ech, gëtt et e Konsens hei am Land, dass d'Nordstreck net nëmmen eng ganz wichteg Roll spillt fir d'Weiderentwécklung vun der gesamter Nordregioun um wirtschaftlechen, sozialen a kulturelle Plang, mä doriwwer eraus och eng bedeitend Funktioun huet, fir eist Land iwwert d'Schinn mat der Belsch, Südholland an Norddäitschland ze verbannen, an och d'Roll vun enger Ligne de maillage spillt tëschent dem TGV Est an dem TGV Nord européen, dee jo d'Gare vu Léck beréiert.

Déi Argumenter, déi deemools Gültegkeet haten, an déi zur Moderniséierung an Elektrifizéierung vun der Linn schlussendlech Enn den 80er, ugangs den 90er Jore gefouert hunn, sinn och haut nach ëmmer gülteg. Duerfir musse mer eis alleguerten derfir asetzen an alles drusetzen, fir dass déi Linn esou aménagéiert gëtt, dass se och an der Zukunft hirer Roll ka gerecht ginn.

Ech hu gesot, d'Nordstreck gouf an den 80er an ugangs den 90er Joren an déi Form bruecht, wéi se eigentlech haut ass. Mir mussen allerdéngs haut feststellen - an dat ass och scho gesot ginn -, dass déi vill eegleiseg Abschnitter tëschent Ettelbréck an Ëlwen, wéi all eegleisegen Abschnitt, net nëmmen e potienzielle Sécherheetsrisiko duerstellen, mä virun allem och eng attraktiv Exploitatioun vun der Linn quasi onméiglech maachen duerch déi limitéiert Transportcapacitéiten, déi bestinn.

Duerfir ass et och richteg, dass den Transportminister probéiert, duerch zousätzlech Moossnamen - se si schonn hei genannt gi vum Marco Schank: zousätzlech Blockabschnitter oder d'Uleeë vun engem Iwwerhuelgleis op der Héicht vum Arrêt zu Méchela - punktuell Verbesserungen erbäizeféieren.

Et ass gewosst, dass et schwiereg ass, fir méi ze maachen, duerch déi bestehend

technesch Contrainten. Mir wëssen, dass ganz vill Tunnelen zum Beispill op där Linn bestinn. Allerdéngs soll ee sech awer d'Optioun oploossen, fir iwwer eng Réckféierung vun der Zweegleisegkeet tëschent Klierf an Ëlwen nozedenken. Déi ass jo deemools aus Käschtegrënn net realiséiert ginn, mä déi ass technesch machbar.

D'Nordstreck ass jo d'Réckgrat vun eisem nationale Schinnennetz an e Pilier, fir d'Mobilitéit vun de Leit am Norde vum Land ze garantéieren. Dofir soll gekuckt ginn, wou am Intérêt vun de Benotzer nach zousätzlech Verbesserunge kënne realiséiert ginn. Esou zum Beispill missten onbedéngt op der Streck Wolz-Kautebaach besser Uschlëss un d'Schnellzich an d'Stad respektiv Léck realiséiert ginn. Och misst gekuckt ginn, ob et net méiglech wier, d'öffentlecht Transportugebuet iwwer Ëlwen a Gouvy eraus ze verlängeren, zum Beispill bis op Trois-Ponts, fir op déi Manéier d'Stréim vun de Frontalieren éischter opzefänken a besser an de Gréff ze kréien an eis Stroossen a Parkinge ronderëm d'Garen a bei eis am Land ze entlaaschten.

D'Saturatioun vun de Parkingen ass generell e Problem an dréit sécher net derzou bäi, fir d'Konzept Park&Rail weider ze développéieren. Dofir misst och do - an dat ass och schonn hei ugeschnidde ginn - mat de Gemenge gekuckt ginn, fir zousätzlech Méiglechkeeten ze schafen, fir déi Parkinge méi grouss ze maachen. Da kéint och déi Dikrecher Streck zousätzlech un Attraktivitéit gewannen, wann dann och - méi wéi haut - véier direkt Verbindungen no Lëtzebuerg respektiv zréck géifen agesat ginn.

D'Mobilitéitskonzept Nordstad condamnéiert allerdéngs d'Antenn vun Ettelbréck op Dikrech. Woubäi ech d'Schäfferéit vun deene verschiddene Gemengen, déi do concernéiert sinn, duerchaus ka verstoen, wa se aus urbanisteschen Iwwerleeungen eraus zur Konklusioun kommen, dës Streck géif si an hirer Entwécklung behënneren.

Allerdéngs wéilt ech awer dervir warnen, an Zäite vun IVL, wou d'Schinnennetz jo sollt d'Réckgrat duerstellen, vu Klimaschutz, vun „modal split" an esou weider falsch politesch Signaler no baussen ze ginn. Soulaang wéi keng valabel Alternativen um Dësch leien, fir d'Mobilitéit nohalteg ze garantéieren, wéi zum Beispill en Tramkonzept, an net als längerfristeg Optioun - mä wéi realistesch ass dat iwwerhaapt a wéini erreeche mer eng sougenannte Masse critique? -, solle mer net d'Schinnen ofbauen, mä mir solle versiche Verbesserungen unzestriewen, wéi zum Beispill besser Verbindungen, d'Uleeë vun neien Arrêten, d'Abezéie vun de Schoulinfrastrukturen an d'Verlängerung vun der Linn eventuell iwwer Dikrech eraus.

E lescht Wuert dann nach vläicht zum geplangten Ëmbau vun der Ettelbrécker Gare, déi jo eng ganz wichteg Roll an de Knuedepunkt op der Nordstreck duerstellt. Déi soll jo laut de Pläng, déi bekannt sinn, zréckgebaut ginn. Hei wëll ech just drop hiweisen, dass dat sécher enger weiderer Entwécklung vun der Eisebunn am Norden net dénglech ass. Hei gëtt et jo och nach Gidderverkéier. Och dat ass scho gesot ginn. E Réckbau vun de Gleiser an der Gare Ettelbréck kéint zum Beispill d'Desserte vun der TrefilARBED op Biissen ganz kräfteg hypothekéieren.

Dat gesot, Här President, wëll ech fir d'LSAP zum Ausdrock bréngen, dass mer all Pläng an Iddien, fir d'Nordstreck auszebauen, ënnerstëtzen,...

M. le Président.- Här Schreiner, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- …an dass iwwert d'Mobilitéitskonzept an der Nordstad awer sécher nach vill Gespréichsbedarf besteet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll och am Numm vun der grénger Fraktioun, grad ewéi de Kolleeg Schreiner, elo awer direkt am Ufank schonn zum Ausdrock bréngen, dass mir all Mesurë wëllen ënnerstëtzen, déi och am Norden dozou bäidroen, d'Angebot um öffentlechen Transport ze verbesseren, awer och fir de Gidderverkéier. Dat gesot, gëtt et elo schwéier, déi Hausaufgab, déi den Här Schank hei virgedroen huet, nach ze toppen.

Ech hat, vu dass d'Demande vun der CSV-Fraktioun relativ breet gefächert an net ganz prezis formuléiert war, mer d'Méi gemaach, um Internetsite vun där traditioneller Eisebunnsgewerkschaft vum Landesverband...

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- …eng kleng Recherche ze maachen op hirer Suchmaschinn ënnert dem Stéchwuert „Nordstreck". An ech kann Iech soen, ech hat op där Recherche manner Hitë wéi dat, wat den Här Schank hei vu Stéchwierder proposéiert huet, fir zu där Debatt do ze schwätzen. Dat ass also net méi ze toppen.

Ech soen dat e bësse laachendes Monds, géif awer méi seriö kënnen hannendrunhänken: Den Här Schank ass jo Generalsekretär vun der gréisster Regierungspartei, a gëschter ass eis jo e Budget presentéiert ginn, deen immens gutt ausgesäit, laut den Aussoe vun deenen, déi en zesummegestallt hunn. Da géife mir als gréng Fraktioun eis einfach wënschen, dass den Här Schank mat all senger Autoritéit, déi hien intern ëmmer méi huet, derfir géif suergen, dass déi vill Suen, déi dem Land zur Verfügung stinn, a vernünfteg Projeten investéiert ginn, notamment an de Fonds du rail. An ech denken, dass den Transportminister - den Här Lux - net méi wéi frou wier, wann hien Ënnerstëtzung hätt vu Säite vum Koalitiounspartner.

Dat gesot, hat ee bal d'Gefill, dass op der Fro vun der Mobilitéit d'Regierungsparteie schonn net méi an enger Regierung sëtzen an dass elo schonn, manner wéi zwee Joer virun den nächste Wahlen, ugefaange gëtt, op eege Kaart ze spillen. De deux choses l'une: Entweder d'Regierungsparteie maachen zu där doter Fro keng interfraktionell Réunioune méi, oder den Här Schank kënnt net, wann eng zu deem doten Thema stattfënnt. Dat ass zumindest dat Gefill, wat mer elo haten.

Wichteg wär et eis als gréng Fraktioun, dass de Minister Lux a senger Äntwert op déi ganz vill richteg Stéchwierder, déi den Här Schank genannt huet, sech et vläicht net esou liicht mécht a probéiert se all ze beäntwerten. Da kann hien erëm eng Kéier zu 20 verschiddene Saachen Ukënnegunge maachen. Hie fänkt jo esou lues u vu Verschiddenen de Virworf gemaach ze kréien, hie wier a Mobilitéitsfroen en Ukënnegungsminister.

Mir wäre frou, wann den Här Minister Lux sech géif e puer Stéchwierder nëmmen erauspicken an op déi eng e bësse méi eingehend Äntwert ginn. Well do si Saachen an der Diskussioun, do si Saachen an der Planung, wou och den Transportministère eisen Informatiounen no eng aktiv Roll spillt. Mir wäre frou wa mer kéinten zu deenen zwee, dräi Haaptpunkten Aussoen an Engagementer kréien. Domat mengen ech wär eis insgesamt méi gehollef, wéi en Exercice erofzerattere mat 47 Stéchwierder an an zéng Minutten ze beäntwerten. Dat kann een alles maachen, mä de prakteschen Nährwäert dovun ass eiser Meenung no relativ geréng.

Ee Stéchwuert, wou mer frou wiere wann de Minister eis géif méi prezis Äntwerte ginn, ass deen notamment vun de Garen op där Streck. Net nëmmen déi Ettelbrécker, mä och anerer, déi zum Deel an engem desolaten Zoustand sinn. Et ass awer e wesentlecht Element vun der Attraktivitéit vum öffentlechen Transport. Nieft dem rullende Material, nieft den Horairen, déi een am Takt huet, ass et och ee wesentlecht Qualitéitsmierkmal, wéi eben déi Garen op deene Strecken ausgestatt sinn.

Do sinn an anere Regioune vum Land Saachen an der Maach, anerer an der Planung. Mä dat wär och absolut noutwendeg, notamment op der Ettelbrécker Gare, mä deels och elo schonn op der Mierscher Gare, obwuel et nach guer net esou laang hier ass, dass se renovéiert ginn ass, an och anerer doriwwer eraus Richtung Norden. Do wäre mer frou wa mer kéinte konkret Aussoe kréien iwwert de Stand vun der Planung a vun den décidéierten Investitiounen an deem dote Beräich.

Fir de Rescht si mer selbstverständlech mat allem, wat gesot ginn ass, d'accord. Ëmgedréint wier schwéier.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, an deenen zwou Minutte vläicht kuerz zu zwee Punkten eng Stellungnahm. Ech mengen, d'Nordstreck ass fir eis, wéi et aus der Diskussioun hei erausgaangen ass, a fir all Parteien heibannen eng wichteg Streck. Et ass och keen, dee se a Fro stellt.

Optimal wier et selbstverständlech, wann een déi Streck kéint zweegleiseg ausbauen, fir dann den Hallefstonnentakt kënnen anzeféieren, fir och déi Verspéidungen, iwwert déi mäi Frënd Koeppe Jemp och schonn eng Kéier déi Question parlementaire gestallt huet, kënnen ze évitéieren. Mä mir wëssen alleguer, wéi schwéier datt et ass, fir déi ze realiséieren, well mer eben alleguer déi Strecken do kennen a wëssen, datt et net méiglech ass, fir einfach oder zumindest bëlleg en zweegleisegen Ausbau vun där Streck ze realiséieren.

Duerfir ass déi Iddi, fir emol punktuell virzegoen an do wou et méiglech ass Moossnamen ze ergräifen, fir deene Prioritéit ze ginn, gutt. Wann een dat wëllt eng Kéier realiséieren, da weess een, datt eng Duebelgleisegkeet bis an den Norden erop en immense finanzielle Volet wäert mat sech bréngen. Mir wëssen alleguer, wéi d'Prioritéiten elo scho gesat sinn, wéi vill datt dat kascht, a mir wëssen och, datt mer elo schonn esou grouss Zomme mussen zesummebréngen, fir déi Projeten do kënnen ze realiséieren, déi virgesat sinn, wou eiser Meenung no och nach déi eng oder aner falsch Prioritéit gesat ginn ass; wéi zum Beispill d'Ubanne vum Findel, wat eiser Meenung no keng Prioritéit hat.

Nach ee Wuert zur Verbindung Ettelbréck-Dikrech. Do si mer der Meenung, datt ee soll oppassen, wann een do den Zuch wëllt ausbauen oder wëllt en Tram dohinner bauen, datt een da muss wëssen, datt ee ganz wäit muss vu sech ewechkucken, wéi een dat kéint eng Kéier realiséieren.

Duerfir stellt d'Fro sech hei, ouni datt mir eis wëlle festleeën, ob et net besser wär, et géif een dee Raum éischter mat Bussen ofdecken, wou een da méi eng Flexibilitéit, eng Mobilitéit krit, a wou een och kéint méi d'Regioun mat abauen, fir eben esou ze reagéieren, wéi d'Besoinë vun de Leit sinn. Dat kéint ee kuerzfristeg maachen, an ech géif mengen, dat géif eis méi bréngen, wéi wa mer Projete maachen, déi wahrscheinlech ni kënne realiséiert ginn.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Zum Ofschloss vun der Debatt huet den Här Transportminister Lucien Lux d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert all déi Froen eraus, déi de Kolleeg Marco Schank de Mëtteg gestallt huet, wëll ech am Ufank virun allem de Message ginn, dass dat Schreckgespenst, wat en an de Raum gestallt huet vun engem méiglechen Ofbau vun der Nordstreck, net existéiert an dass et de ferme Wëllen ass vun der Regierung, fir a puncto Nordstreck déi ugeduechten Investitiounen an deenen nächste Joren ze tätegen, dat souwuel fir den Ausbau an d'Ofsécherung vun där Streck fir de Persouneverkéier wéi awer och fir dee vum Frachtberäich, well et war schlussendlech eng vun den Haaptkonklusiounen och vun der Tripartite vun der Eisebunn am Dezember 2005, fir net nëmmen d'CFL-Cargo ze gesinn als Verkéiersinstrument fir d'Arcelor hei am Süden, mä fir och déi sougenannte kleng Clientë kënnen ze bedéngen. Déi Aarbechte fir d'Konkurrenzfäegkeet, well schlussendlech geet et dorëmmer, ze assuréieren um Niveau vun der CFL-Cargo sinn och deementspriechend voll amgaangen.

Ech sinn dem Marco Schank dankbar fir déi Interventioun de Mëtteg wéi och deenen anere Kolleegen, déi geschwat hunn, well se däitlech gemaach hunn, wéi grouss de Konsens an dësem héijen Haus ass fir d'Prioritéit fir den öffentlechen Transport an d'Investitiounen an de Schinneverkéier.

Wann ech déi finanziell Mëttele vun all deem, wat elo während enger Dräivéierelstonn hei gesot ginn ass, esou schnell an där kuerzer Zäit kéint quantifizéieren, da géife mer op ganz erklecklech Zomme kommen, déi weisen, a wat fir engem Mooss et noutwendeg ass, fir an Zukunft eis esou ze dotéieren, dass mer capabel sinn, dat och ze maachen.

Ech wéilt dem Kolleeg Félix Braz soen, dass d'Regierung net nëmmen hei hehre Wëlle markéiert. Mir hu laang an dësem Land doriwwer diskutéiert, an et ass kritiséiert a monéiert ginn, dass de Fonds des routes ëmmer vill méi héich dotéiert war, wéi de Fonds du rail. Ech wëll awer hunn, dass zur Kenntnis geholl gëtt, dass mer an deene leschten zwee Joer eng kloer Trendwend fäerdeg bruecht hunn an dass de Fonds du rail am nächste Joer - 2008 - 400 Milliounen Euro Investitioune mécht an nei Projete wéi och an den Entretien constructif, deen a mengen Ae gradesou wichteg ass. Gradesou wichteg wéi nei Strecken ze bauen, ass och den Entretien. Dat wäert bis zum Joer 2011 an der pluriannueller Finanzplanung vun der Regierung bis zu enger Dotatioun vu 600 Millioune goen, fir dass mer déi Projeten, déi mer - Här Braz! - net nëmmen ukënnegen, mä och amgaange sinn ze realiséieren, maache kënnen. Och d'nächst Joer wäerten nei Projeten ufänken.

Ech wëll och soen, dass d'Nordstreck scho richtegerweis vun eenzelne Kolleegen hei als de Pilier duergestallt ginn ass vun deem, wat d'Konzept vum IVL ass. Et ass wouer, dass et d'Réckgrat ass, d'Épine dorsale - wéi et an der Regierungserklärung steet. Deementspriechend mussen och ronderëm d'Nordstreck - op der Nordstreck, mä awer och ronderëm - eng Rei vun Initiative geholl ginn, fir dass deen immensen Asaz net ëmsoss war, dee virun allem d'Gewerkschafte gemaach hunn an den 80er Joren, fir d'Nordstreck ze retten - well deemools ass et wierklech ëm Rettung gaangen -, an och fir fir hir Moderniséierung an Elektrifizéierung ze suergen. D'Nordstreck soll och haut wierklech dann optimiséiert ginn an deen Asaz soll och konkret zu eppes féieren.

Ech wëll e puer Zuelen nennen, fir kloerzemaachen, dass an deene leschte Jore relativ vill an déi Nordstreck schonn investéiert ginn ass. Säit 2002, wëll ech de Membere vun der Chamber soen, sinn a puncto nei Projeten an a puncto Entretien constructif 180 Milliounen Euro an d'Nordstreck investéiert ginn.

Et ass also net esou, dass een déi Streck kéint als e Parent pauvre vun den Investitiounen dohinnerstellen. Wäit gefeelt, wann een d'Zuele kuckt, déi am Raum stinn.

Bis 2012 huet d'Regierung wëlles, nei Projeten an Héicht vun 195 Milliounen ze lancéieren. Dozou gehéieren natierlech d'Optiméierung vun de Blockofstänn tëschent Lëtzebuerg an Ettelbréck grad wéi och den Ëmbau vum Stellwierk zu Ettelbréck, wat e Projet ass, dee mer haut an der Richtung vun 41 Milliounen Investitioune virgesinn; d'Upassung vun de Gleispläng zu Ettelbréck mat 22 Milliounen; d'Verbesserung vun der Stroumaspeisung mat enger neier Sous-statioun zu Fléiber fir 25 Milliounen, an dann och eng Kéier, wat scho genannt ginn ass, déi Voie d'évitement zu Méchela, iwwert déi jo scho méi oft diskutéiert ginn ass, an Héicht vu ronn 15 Milliounen.

Mir hate virun der Vakanz d'Geleeënheet gehat, iwwert déi Voie d'évitement schonn eng Kéier ze schwätzen, an ech hunn dorobberhin nach eng Kéier d'Eisebunn chargéiert, nach eng Kéier a sech ze goen, fir wierklech ze kucken, ob dat bei där Investitioun och wierklech dat Sënnvollst ass, fir eng besser Optiméierung vun där Streck kënnen ze erreechen. D'Eisebunn huet mer virgëschter nach eng Kéier confirméiert, dass dee Projet dee Projet ass, deen, wéi si mengen, dee richtegen ass. Deementspriechend wäert deen zu deene gehéieren, déi mer och wäerte realiséieren.

Zu deene punktuelle Froe wëll ech soen, well ech de Kolleeg Marco Schank net wëll enttäuschen, dass mer sécherlech eis sollten Zäit huelen eng Kéier an der Transportkommissioun, fir op eng Rei vu Froen zréckzekommen. Ech wäert souwisou bei dem President, dem Kolleeg Roland Schreiner, an deenen nächsten Deeg e Rendez-vous froe bei der Transportkommissioun, well ech iwwert d'Antenne ferrovière Ettelbréck-Dikrech och emol eng Kéier an der Kommissioun wëll diskutéieren. Dat gëtt sécherlech d'Geleeënheet, och e puer annexe, connexe Froen an deem Zesummenhang ze stellen.

Ech wëll vläicht awer ee Wuert direkt am Ufank dozou soen, well dat awer am Moment eng vun deene wichtege Froen ass. Ech wëll hei soen, dass als laangjährege Kommunalpolitiker mäi Respekt virun der Gemengenautonomie ganz grouss ass an ech duerfir e grousse Respekt hu fir déi Meenung, déi vun den Nordstadgemengen ausgedréckt ginn ass am Rahme vun der Consultation rémunérée an dass dat natierlech an den zukünftegen Diskussiounen eng wichteg Roll ze spillen huet.

Mir hunn eng Consultation rémunérée zesumme mat de betraffene Ministèrë vun der Landesplanung, vum Bauteministère a vum Transportministère gefouert, an ech mengen, mir wäre Komescher, wa mer net och géife kucken, wat dann dobäi erauskomm ass. Et gëtt sécherlech och eng Rei vun objektive Fakten, déi schonn an engem gewëssene Mooss têtu sinn, fir sech virzestellen, dass een och muer eng Urbaniséie-

rung kéint maachen, wou déi traditionell Eisebunnsstreck, déi mer haut hunn, géif suppriméiert ginn.

Ech géif awer och haut hei, wéi op allen anere Plazen, viru Schnellschëss warnen an dach ze bedenke ginn, dass et och haut vill Plaze gëtt, wou mer Strecken eng Kéier ofgebaut hunn an haut frou wären, wa mer se erëm hätten. Duerfir mengen ech, dass een niewent der Fro vun Alternativen am Tramsberäich, déi ee sech zum Beispill muss iwwerleeën, dat einfach och emol realistesch muss kucken, well déi Nordstadkonzeptioun ass awer eng, ech wëll se net eng Visioun nennen, et ass awer eng Konzeptioun, déi net ze realiséiere wäert sinn an deenen éischte puer Méint oder an deenen éischte puer Joren, well se och mat groussen Investitiounen am Beräich vum Stroossebau wäert verbonne sinn, déi mer emol nach mussen zur Verfügung stellen a stëmme mussen, fir dass mer dat kënne maachen.

Esou dass ech mengen, dass mer eis Zäit sollten huelen an enger Ronn, déi e Méindeg Mëtteg wäert ugoen, zu där ech déi siwen Associatiounen aus deem Beräich agelueden hunn, déi sech zu Wuert gemellt hunn, déi géint eng Suppressioun, jiddefalls géint eng ersatzlos Suppressioun vun der Antenne ferroviaire sinn, fir mat deenen ze diskutéieren an och déi Diskussioune weiderzeféieren.

Ech mengen, dass dat noutwendeg ass, well de Kolleeg Roland Schreiner hei zu Recht gesot huet, et soll een ëmmer oppassen op falsch Signaler, déi ee setzt. Wann ee vun engem „modal split“ schwätzt um Niveau och vum öffentlechen Transport, wann een um Niveau och vun de Signaler an Zäite vu Klimawandel an anerem schwätzt, soll een also oppassen, wat een hei vu Signaler gëtt, woubäi ech weess, dass sécherlech d'Konzepter am Busberäich och méi Flexibilitéit kënnen hunn.

Dat alles ass gewosst, mä vläicht gëtt et och Mëschléisungen, wou een d'Efforten a virun allem och d'Avantagë vun deenen eenzelnen Instrumenter matenee ka verbannen.

Ech wëll zu eenzelnen anere Froen, déi genannt gi sinn, soen, dass eng Fro, déi mech besonnesch interesséiert, déi ass vun de Park&Ride-Realisatiounen, déi mer op der Streck maachen. Ech halen et fir wichteg, dass mer niewent dem Réckgrat vun der Nordstreck Zoubréngersystemer hunn um Niveau vum RGTR engersäits, wat d'Bussystemer ubelaangt, an awer och um Niveau vum Auto, déi dee Wee wëlle féieren, well am ländleche Raum wësse mer, dass och am Busberäich net ëmmer alles zu all Stonn an zu all Minutt méiglech ass.

Mir hunn eng Rei vu Projeten an deem Beräich realiséiert an deene leschte Méint a Joren zu Lëntgen, zu Colmar, zu Schieren, zu Méchela, zu Clierf, zu Wolz. Do sinn eng Rei vu Verbesserunge gemaach ginn, déi wichteg waren.

Ech wëllt eng prezis Äntwert ginn op eng prezis Fro, déi hei gestallt ginn ass, well ech weess, dass hei bei de Gemengepappen, bei de Gemengemammen de schnöde Mammon - d'Fro vun der Bedeelegung um Coût - eng wichteg Fro ass, déi ech verstinn, well et do Gemenge gëtt, déi dach awer d'Gefill hunn, dass se hei héich Investitioune musse matdroen u sech fir d'Awunner vun anere Gemengen an och fir e Beräich, deen net direkt vun hirer Kompetenz ass.

Duerfir si mer vu 50% Bedeelegung vun de Gemengen, déi mer virun enger Zäit haten, viru kuerzem op een Drëttel, zwee Drëttel erofgaangen. Dat hu mer bei eenzelne Projete scho realiséiert. Ech denken un Diddeleng zum Beispill, och u Beetebuerg, an nach eenzelner do uewen am Norden.

Ech mengen awer, dass eng Rei vu Projete wierklech an der Zwëschenzäit blockéiert sinn. Duerfir hunn ech décidéiert, dass mer dee Schlëssel do nach eng Kéier, awer fir d'leschte Kéier, ännere op 20% Participatioun fir d'Gemengen an 80% fir de Stat. Ech hoffe wierklech, dass mer domadder eng Rei vu Projete realiséiert kréien. Ech denken aus dem Kapp eraus un Ëlwen, natierlech u Wëlwerwolz, u Schieren, u Lëntgen. Do gëtt et eng Rei vu Projeten, wou ech eng lescht Propositioun un d'Eisebunn an d'Gemenge wäert maachen, fir dass mer déi Projeten débloquéiert kréien, well ech mer dach dovunner ganz vill erwaarden.

Ech wëll och e Wuert zu Miersch soen, wou eis Virbereedungen, eis Aarbechten, wat de Souterrain ubelaangt, 2009 kënnen ofgeschloss ginn, fir dass mer prett si vun deem Moment un, wou de Lycée am Joer 2010 soll betribsfäerdeg sinn, fir do kënnen ze démarréieren.

Ech mengen, dass een dann och do nach eng Kéier un d'Fro vun der Gare routière de Park&Ride mat muss drunhänken, fir dass mer prett sinn, esou wéi mer dat och op anere Plaze schonn an der Zwëschenzäit sinn. Mir si laang deene groussen Investitiounen do nogelaf. Ech wëll awer zum Beispill soen, dass mer um Belval wierklech emol eng Kéier vir sinn als öffentlechen Transport an net ëmmer e puer Joer hannendru kommen. Dat wäert do wouer sinn, souwuel bei der Uni wéi och beim Lycée, an dat soll och op anere Plaze wouer sinn, och wann et dann heiansdo provisoresch Léisungen am Ufank kënne sinn, mä d'Haaptsaach mir si prett, fir déi nei Potenzialer, déi do kommen, och kënnen opzehuelen.

Dummeldeng ass en anere Souci, dee berechtegt ass. Dir wësst, dass mer am Zesummenhang mat der Ännerung vum Konzept vum Train-Tram op de liichten Tram natierlech fir Dummeldeng och eng grouss Änerung gemaach hunn, well d'Bedeitung vun Dummeldeng am Zesummenhang mam Train-Tram an der Méiglechkeet louch, vun Dummeldeng um direkte Wee erop op d'Schoettermarial an eriwwer op de Boulevard Kennedy ze fueren. Et wär méiglech gewiescht, fir dat op déi Aart a Weis ze maachen.

Mir hunn heibanne mat grousser Majoritéit décidéiert, dee Wee do net ze goen, aus all deene Grënn, déi ech net nach eng Kéier wëll opzielen. Duerfir musse mer Äntwerte ginn. Duerfir sinn zwou Saachen amgaangen: Engersäits si mer am RGTR-Beräich amgaangen, gradesou wéi d'Stad Lëtzebuerg et gemaach huet, fir eist Buskonzept unzepassen un déi nei Situatioun, an an deem Buskonzept muss sécherlech d'Roll vun der Dummeldenger Gare als en intermodale System zesumme mam Bus dann och spillen; an anerersäits wäerte mer och am Kader vum GIE, dee mer gegrënnt hunn a wou mer amgaange sinn d'Personal anzestellen, och déi Fro vum Zesummespill vun deem neie System vum Tram léger mat der Gare vun Dummeldeng stellen.

Woubäi ech just wëll drun erënneren, dass mer awer an der Zwëschenzäit haut och schonn e Bus hunn, dee vun Dummeldeng op de Kierchbierg eropfiert. Dee kënnt aus där schéiner Gemeng vu Steesel iwwer Dummeldeng erop op de Kierchbierg. Dat ass eng Initiativ, déi mer d'lescht Joer geholl hunn, an deementspriechend ass och haut déi Méiglechkeet ginn.

Heiansdo froen ech mech och, ob - wéi soll ech soen? - déi néideg Werbung a Publicitéit ëmmer gemaach gëtt, fir dass och eenzel Saachen esou gewosst sinn, wéi se gewosst misste sinn.

Um Niveau vun der Sécherheet wëll ech engersäits soen, dass mer och op där Streck grouss Effortë gemaach hunn, och finanzieller, fir de Sécherheetssystem ETCS ëmzesetzen an och 2008 domadder wäerte weiderfueren.

Ech wäert mer déi Fro vun den Tunnelen nach eng Kéier virhuelen am Detail. Ech hunn dat an deene leschte Stonne mat der Eisebunn och nach eng Kéier gekuckt, well et eng ganz technesch Diskussioun ass an och verbonnen ass mat héijen Investitiounen. Wann een zum Beispill iwwer en Train de sauvetage schwätzt, da sinn dat Investitiounen, déi ganz héich sinn.

Mir mussen och eis Situatioun kucken, fir ze gesinn, dass mer net comparabel si mat den Tunnelen an anere Länner. Mir schwätzen hei vun Tunnelen, déi meeschtens net ganz laang sinn. Ech hu mer dat nach eng Kéier ugekuckt. Mir hunn eleng 20 Tunnelen tëschent Ettelbréck an Ëlwen. Dovunner, mengen ech, sinn der 17 Stéck manner laang wéi 400 Meter. An anere Länner ginn nëmme bei Tunnele vun engem Kilometer a méi iwwerhaapt extra Sécherheetssystemer agebaut.

Ech wëll dat net soen, fir et a senger Bedeitung ofzeschwächen, mä bei Zich, déi eng Längt hu vun 150 bis 200 Meter, a bei enger Sécherheetsbestëmmung an esou virun, fir an alle Fäll ëmmer direkt aus dem Tunnel erauszekommen, mengen ech, muss een dat op seng Part de responsabilité kucken, déi mer do hunn.

Ech wëll dat wéi gesot nach eng Kéier kucken, mä comparabel mat engem Lötschberg, dee 37 Kilometer huet, mat all deem, wat dorunner hänkt, ass et sécherlech net. Mä et soll een nach eng Kéier de Versuch maachen, sech mat der Eisebunn, mat der Protection civile zesummenzesetzen, fir nach eng Kéier eenzel derfir ze suergen, dass mer d'Sécherheet héijen, an zu Recht, besonnesch op dësem Dag, ass kloerzemaachen, dass eis d'Sécherheet do alles soll wäert sinn, fir ze kucken, dass mer dat kënnen an d'Rei bréngen.

Dat waren e groussen Deel vun Äntwerten, virun allem mat deem Haaptmessage, e Schreckgespenst gëtt et net. 180 Milliounen Investitiounen an deenen nächste Joren an d'Nordstreck maache kloer, dass d'Regierung net wëlles huet, an e Schreckgespenst ze investéieren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass dëse Punkt ofgeschloss a mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5723 iwwert d'Vergréisserung vum Bäerbuerger Altersheim. D'Wuert huet elo d'Rapportrice, déi honorabel Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

3. 5723 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech si frou als Rapportrice de Projet 5723 däerfe virzestellen. Als Bäerbuerger Meedchen an als deemolege Member vum Conseil vun der A.s.b.l. Claire konnt ech um Konzept vum Cahier des charges matschaffen.

Dee virleiende Gesetzesprojet erlaabt et dem Stat, sech finanziell un den Ausbauaarbechte vum Centre intégré Haaptmannsschlass zu Bäerbuerg ze bedeelegen.

D'Haaptmannsschlass, d'Stammhaus, e Barockschlässchen, am Bäerbuerger Mond nach ëmmer d'Bäerbuerger Klouschter genannt, ass 1775 gebaut ginn a gehéiert zënter 1894 der Kongregatioun vun den Elisabethiner-Schwëstere. D'Schlass ass am Laf vun deem leschte Jorhonnert, wou et der Kongregatioun ugehéiert huet, sechs Mol...

(Coups de cloche de la Présidence)

...renovéiert a vergréissert ginn. Eng Rei vun Institutioune si während dëser Zäit am Schlass ënnerbruecht ginn, wéi e Weesenhaus, eng Schoul an duerno d'Blannenheem. Wat d'Blannenheem ugeet, esou huet dëst bis 1975, wou et an en Altersheem ëmgewandelt ginn ass, als Liewens-, Bildungs- an Aarbechtsplaz fir blann Leit gedéngt, wou d'Schwëstere eng wäertvoll Aarbecht geleescht hunn.

Zënter der leschter grousser Renovatioun huet d'Schlass, dat iwwregens ënnert engem Agrément steet, eng Capacitéit vun 72 Better, 42 Eenzel- an 13 Duebelzëmmer an ee Vakanzebett. An dësem Haus gi virun allem dement Leit oder Leit, déi un Alzheimer leiden, gefleegt. Duerch dësen Ausbau gëtt d'Zuel vun de Better verduebelt. Déi zousätzlech 72 Better ginn an dräi Pavillonen ënnerbruecht. All Pavillon ass mat zwou Liewensunitéite virgesinn.

Andeems de virleiende Gesetzesprojet d'Finanzéierung vum Ausbau vum Cipa zu Bäerbuerg erlaabt, dréit en der Noutwendegkeet, d'Offer vu Betreiungsméiglechkeete fir eeler Leit ze vergréisseren, Rechnung. D'Zuel vun de Leit iwwer 65 Joer huet sech an engem Jorhonnert vervéierfacht. D'demographesch Entwécklung weist ganz kloer, datt dës Zuel an deenen nächste Joren a Jorzéngten zouhuele wäert.

Zënter e puer Joer stellt een och fest, datt d'Opnahm vun de Pensionären an engem Altersheem ëmmer méi spéit stattfënnt. D'Altersmoyenne vun de Pensionären, wa se an en Altersheem kommen, läit haut bei 80 Joer.

Doriwwer eraus kann een och feststellen, datt ëmmer méi eeler Leit un Demenz oder Alzheimer leiden. Haut sinn et der iwwer 5.000 an eisem Land. A vu datt déi eeler Leit ëmmer méi d'Tendenz hunn, esou laang wéi méiglech doheem ze bleiwen a vun den ambulanten Déngschter profitéiere kënne respektiv doheem am enke Familljekrees, och nach haut an där moderner Gesellschaft, d'Chance hunn ze liewen, ass et awer kloer ginn, datt d'Besoinen an Zukunft méi dem spezifeschen Encadrement musse gewidmet ginn. Et ass net auszeschléissen, datt laangfristeg all Cipa speziell Unitéiten a Servicer muss ubidde kënnen.

Op jidde Fall ass d'architektonescht Konzept vun där neier Struktur op de Profil vun den demente Pensionären ofgestëmmt. Dräi vun deene sechs neie Liewens- a Fleegeunitéite wäerte sech un déi Leit riichten, déi Alzheimer hunn. De Cipa wäert och weiderhin net dement Leit ophuelen.

D'Konzept vun där neier Struktur wäert och den Usprech vun dëse méi autonome Pensionäre Rechnung droen. Déi aktuell Infrastruktur ka besser op déi spezifesch an individuell Bedierfnesser adaptéiert ginn. Ech begréissen des Weideren am Konzept, datt dement an net dement Persounen an enger Struktur opgeholl kënne ginn. Eleng vum Mënschlechen hier ass e Mix vu Pensionäre mat verschiddene Profiler gutt, esou wäit natierlech d'Usprech vu jiddfer Eenzelnen a vu senger Dignitéit respektéiert ginn.

Wat de Konzept vun der Prise en charge vum Haaptmannsschlass ugeet, esou baséiert et sech op d'Leitbild vun der A.s.b.l. Claire. Dat Leitbild huet ënner anerem als Zil, d'Autonomie vun de Pensionären ze maximiséieren, an dëst op allen Niveauen, an och palliativ Fleeg a Medezin ze promouvéieren. D'Soins palliatifs sinn e feste Bestanddeel vun dëser Prise en charge. Dat heescht, d'Pensionäre kënnen och hei bis zu hirem Liewensenn beschtméiglech encadréiert ginn an no hirer kierperlecher, séilescher, sozialer a spiritueller Souffrance en charge geholl ginn. D'Leitbild gesäit och vir, d'Familljе mat ze integréieren.

Déi dräi nei Pavillone bestinn aus zwou Liewensunitéiten op zwee Niveauen. All Liewensunitéit huet zwielef Better, eng équipéiert Kichen, wou d'Pensionäre kënne mathëllefen, e Salon an e klenge Séjour, jo, och Toiletten, Débarrasen an alles wat dozou gehéiert, e Büro an nach Raim fir de Stockage.

Dëst Konzept vun der Liewensunitéit erlaabt de Pensionären, esou wéi fréier doheem an hirem familljären Ëmfeld kënne weiderzeliewen, an dofir ass et och erlaabt, Miwwel vun doheem matzebréngen.

Déi dräi Unitéiten, déi fir déi dement Pensionäre bestëmmt sinn, wäerten um Niveau vum Gaart aménagéiert ginn, während déi aner Unitéiten am jëtzege Park ënnerbruecht ginn, wou d'Pensionären d'Chance hunn, esou vill wéi méiglech, mä selbstverständlech ënner Observatioun, sech dobausse bewegen ze kënnen.

Déi dräi Pavillone regruppéiere sech ronderëm den zentralen Haff, wou d'Bewunner sech treffe kënnen an un den alldeegleche gesellschaftlechen an therapeuteschen Aktivitéiten deelhuele kënnen. Deen alen Deel vum Cipa an déi nei Pavillone wäerten duerch eng Konstruktioun matenee verbonne ginn. D'Lokaler fir déi gemeinschaftlech Aktivitéite wäerten an dëser Konstruktioun, déi eng Zort Kommunikatiounsachs duerstellt, ënnerkommen. Wat déi architektonesch Démarche ugeet, kann een awer nach ervirhiewen, datt déi nei Struktur sech beschtens an déi bestehend Struktur vum ale Schlass afügt.

D'Haaptmannsschlass bleift déi dominant Gebailechkeet vum Site, an dat war och de Wonsch vun der Gemeng. Dat ass, mengen ech kënnen ze behaapten, dem Architektebüro Witry a Witry gutt gelongen. Et ass och vill Wäert op den ekologeschen Aspekt geluecht ginn. Et gëllt haut modern, energie- an ëmweltbewosst ze bauen.

Wat déi verschidden technesch Aspekter vum Projet uginn, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport wéi och op de Gesetzesentworf selwer respektiv op d'Pläng.

Här President, duerch dee virleiende Gesetzesentworf gëtt jo de Stat autoriséiert, sech finanziell un de Käschte vun de Bauaarbechte vum Cipa zu Bäerbuerg ze engagéieren, esou wéi et an der Konventioun vum 26. Mäerz 2003 respektiv am Avenant vum 25. September 2006, déi tëschent dem Stat an der Kongregatioun vun den Elisabethiner-Schwëstere geschriwwe ginn ass, ze bedeelegen. No dëser Konventioun respektiv no dësem Avenant läit d'Participatioun vum Stat hei nach bei 80% vun de Baukäschten. D'Montanten, déi an der Konventioun an an dem Avenant stinn, sinn am Kader vum virleiende Gesetzesprojet aktualiséiert ginn, deen iwwregens selwer eng Adaptatioun vun de Beträg virgesäit.

Mir an der Familljekommissioun hunn de Betrag vun der staatlech finanzieller Bedeelegung nei adaptéiert. Dëse läit elo bei 14.151.463,56 Euro. Dëse Betrag ass op Basis vum leschte bekannten a publizéierte Bauindex vum 1. Abrëll 2007 gerechent ginn.

De Statsrot ass mam Prinzip vun dëser Aktualisatioun vum Betrag averstanen. A sengem Avis freet hie sech awer, ob generell de Stat net Intérêt hätt, duerch seng Servicer all Bauprojeten engem systemateschen Au-

dit ze ënnerzéien, fir ze kucken, ob d'Projeten effektiv den neisten Normen a puncto Energie an Ëmwelt entspriechen. D'Kommissioun begréisst d'Iddi, mä gëtt ze bedenken, datt esou en Audit awer net de Projet a Verzuch bréngen dierft. Ech denken, datt déi nei Konstruktiounen der Evolutioun um Niveau vun der Bautechnik Rechnung droen, mä och de Choix vun de Materialie spigelt dat erëm, well deen ass vun ëmweltfrëndleche Kritäre geprägt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eis Seniore si wäertvoll Bierger, déi d'Recht op adequat Wunnengs- a Betreiungskonditiounen hunn. Dee virleiende Projet schaaft deen neie Kader dozou a reit sech an déi onzähleg Projeten an, déi zënter Jore vun eiser Regierung an d'Weeër geleet gi sinn, mam Zil, eise Senioren eng diversifizéiert Offer u Betreiungsméiglechkeeten ze garantéieren.

Ech wënschen de Responsabele vun dësem Cipa an de Betreier eng glécklech Hand, fir dat Haus mat Mënschlechkeet, Würde a Respekt ze féieren, wou d'Bewunner mat hire multiplen Erkrankungen an deene stänneg verännerte Bedürfnisser am Mëttelpunkt vun hirer dagdeeglecher Aarbecht stinn. Ech géif Iech bieden am Numm vun der Familljekommissioun dësem Projet d'Zoustëmmung ze ginn a ginn domadder och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Frank Merci. Als éischte Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet wéi gesot haut bei deem Projet de loi drëm fir ze décidéieren iwwert d'Extensioun vum Cipa vum Haaptmannsschlass zu Bäerbuerg.

Et geet also drëm fir de Stat ze autoriséieren, fir bei de Fraisen ze participéieren, an zwar fir e Finanzement vun 80% ze iwwerhuelen, wat engem Coût vu 14.150.000 Euro entsprécht. D'Participatioun vun deene leschten 20% géif dee Moment iwwerholl gi vun der Kongregatioun vun de Schwëstere vun der Ste Elisabeth.

Ech mengen Dir wësst et alleguerten, et ass nach net allze laang hier, dass mer hei am Osten aner ähnlech Projeten diskutéiert hunn, nach Cipaen am Osten.

Ech wëll drun erënneren: Beispillsweis de 17. Mäerz 2004 hu mer hei décidéiert fir de Cipa zu Gréiwemaacher ze bauen an den 19. Januer 2005 de Cipa zu Jonglënster. Eleng d'Tatsaach, dass an Zäit vun dräi an en halleft Joer dat doten elo deen drëtte Projet am Osten ass, beweist - ech mengen op alle Fall - zur Genüge, dass am Osten e reellen Nohuelbedarf war.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här Wagner, Dir gesitt also, datt mer den Osten net vergiess hunn!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Madame Ministesch, ech wollt souwisou och nach duerno en Appel maachen, dass et heimat awer net däerf Schluss sinn. Dass Der eis och an Zukunft net sollt vergiessen, bis dee ganzen Nohuelbedarf komplett eliminéiert wär.

Ech mengen, ech hätt jo also da schonn Ären Accord, wat mech an d'Leit am Oste selbstverständlech terribel freet.

Jiddfereen hei am Land weess, dass d'Leit ëmmer méi al ginn, dass déi sougenannten Alterspyramid praktesch op der Kopp steet. Dat heescht an anere Wierder drun denken, dass mer haut véiermol méi Leit hunn, déi iwwer 65 Joer al sinn, wéi dat beispillsweis virun 100 Joer de Fall war.

Dat huet dozou gefouert, dass mer souwuel wat d'Cipaen ubelaangt, mä awer och wat d'Maisons de soins ubelaangt ganz grouss Waardelëschten hei am Land haten. Wat nees dozou gefouert huet, dass ongléckleche rweis hu misse munch Leit an d'Ausland goen, kucke fir do ënnerdaach ze kommen, wat ganz oft vill Problematike mat sech bruecht huet. Net nëmme wat d'Moral vun deene Leit ubelaangt, déi relativ wäit vun doheem fort waren, mä wat och nach zu enger Rei vun anere Problematike gefouert huet; ech wëll beispillsweis nëmmen un d'Successioun erënneren.

Dëse Projet, wéi gesot, hëlt een Deel - an ech betounen awer, Madame Ministesch, dass et nëmmen een Deel vum Nohuelbedarf am Osten ass, dass also elo deen Nohuelbedarf deelweis zumindest opgeschafft gëtt.

Ech menge mir kënnen alleguerten heibannen nëmmen déi Efforten an deem dote Beräich begréissen, grad wéi och d'Demokratesch Partei dat selbstverständlech mécht.

Bei deem heite Projet geet et ëm e Bauteprojet, dat heescht e Projet fir nach zousätzlech Infrastrukturen ze schafen an um bestehenden Deel ze moderniséieren. Ech wëll awer och drun erënneren, dass et domadder net duergeet. Ech menge mir sinn alleguerten heibannen och domat averstanen, dass mer fir déi eeler Leit e Mix u Mesurë brauchen.

Ech wëll do beispillsweis drun erënneren dee Moment, dass et net eleng duergeet fir modern Infrastrukturen opzebauen, mä dass ee parallell dozou selbstverständlech awer och Servicer an Hëllefsleeschtunge fir d'Leit doheem muss onbedéngt weider entwéckelen.

Wéi gesot, Projete wéi déi, déi mer haut hei diskutéieren, hëllefen ouni Zweifel, fir dass munch Leit hei am Land hir lescht Deeg oder hir lescht Zäit am Liewe kënnen an enger sougenannter Dignitéit verbréngen, wat virdrun net ëmmer de Fall war.

Ech muss soen, esou wäit wéi ech zréckkucke kann, esou wäit wéi ech dat kann novollzéie war et ëmmer üblech hei am Haus, dass mer bei Projete vun där doter Aart Unanimitéit haten. D'Unanimitéit ass och a mengen Aen oder an den Ae vun der Demokratescher Partei 100%eg berechtegt.

Ech wëll trotzdeem awer och nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer musse weider kucke fir Servicer, wéi beispillsweis d'Aide à domicile, weider auszebauen, fir parallell zum Opbau vu modernen a performante Strukturen dës Hëllef ze entwéckelen an och fir eventuell do vun deenen néidege Kenntnisser ze profitéieren, déi et an deem Domän am Ausland gëtt.

Wéi gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sous-entendu, dass d'Demokratesch Partei och zu dësem Projet de loi wäert hir Zoustëmmung ginn. Ech wëllt awer net ofschléissen ouni der Rapportrice, der honorabeler Madame Frank, ze félicitéiere fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Wagner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech schléisse mech de Mercien an dem Luef fir d'Madame Rapportrice Marie-Josée Frank un. Si ass e Meedche vu Bäerbuerg - huet se gesot - a si kennt den Terrain a si kennt d'Matière. Hirem Rapport ass am Fong näischt bäizefügen. Ech wëll och net dat widderhuelen, wat scho gesot ginn ass. Ech wollt just e puer Froe stellen.

Bäerbuerg huet jo Traditioun: Vum Blannenheem ass et zum Altersheem komm, vum Altersheem ass et zum Cipa komm an zum Schluss waren 72 Persounen an deem Gebai ënnerbruecht. Elo gëtt dat doubléiert, elo kommen 144 Leit dohinner. 144 Leit, dat ass eng Verduebelung, an ech wollt d'Madame Minister froen, ob et am Kader vun der Politik vun de Cipaen a vun deenen doten Haiser eng Zuel vun Zëmmere gëtt, eng Zuel vu Patienten, déi eng rationell Bewirtschaftung erméiglechen, eng optimal Zuel fir esou Haiser.

Ech kennen anerer, déi nëmme 60 Better hunn, wou awer Infrastrukturen dosti wéi Kichen, etc., mat deenen ee genau déi duebel Zuel vu Patienten och kéint betreien. Dat ass déi éischt Fro. Doraus ergëtt sech dann e Räsonnement: Kann een net och op anere Plazen nach bäibauen?

Zweetens, wann een esou Literatur kuckt, da gëtt op ville Siten op Internet an och a Fachzäitschréfte gesot, datt d'Demenz - Dementia - an Zäit vun 20 Joer enorm zougeholl huet, datt se nach ëmmer zouhëlt an datt am Joer 2050 domat ze rechnen ass, datt d'Demenz den Ausléiser ass fir vill Doudesfäll; méi Doudesfäll, wéi dat haut de Fall ass, also d'zweet Cause vun den Doudesfäll. Ech huele just d'Alzheimerkrankheet als Beispill: A Frankräich mengen ech hu se 800.000 Fäll determinéiert; an Däitschland hu se 900.000 Fäll determinéiert. Déi Zuele waren ze kréien.

Wéi ass et zu Lëtzebuerg? Iwwert d'ganz Welt ginn dat Milliounen, zeg Milliounen, 40 Millioune Leit. Dat ass also e reelle Problem, deen zouhëlt. Dat ass dat Éischt: Wéi ass d'Evolutioun vun de Maladies mentales zu Lëtzebuerg?

An da gëtt et eng Feststellung, déi gëllt wahrscheinlech och fir Lëtzebuerg. Dat ass d'Feststellung, datt en Décalage besteet tëschent deene Méiglechkeeten, déi een huet fir all Maladie mentale ze betreien, an dem Accès zu deene Betreiungen. Dat gëllt elo net onbedéngt fir Alzheimer, et gëllt fir Depressioun, et gëllt fir Schizophrenie, fir Epilepsie, fir Alkoholismus, etc. Wéi sinn déi Leit erfaasst? Ass eng Méiglechkeet do fir eng besser, eng preventiv oder eng précoce Betreiung fir déi Leit ze organiséieren?

Déi lescht Fro ass déi heiten: An allen Haiser, mengen ech, gëtt et eng Cellule oder e Stack, wou dement Leit ënnerbruecht sinn. Si ginn also getrennt, an deem Moment, wou se net méi kënne mat deenen aneren zesummeliewen, vun deene Leit, déi nach bei vollem, bei kloerem Verstand sinn. Bis elo oder bis viru kuerzem ass folgend Theorie an d'Praxis ëmgesat ginn: Et ass am Intérêt vun deene Leit, wa se mat valide Leit zesumme sinn.

Ech soen Iech meng Meenung dozou. Dat ass bestëmmt net déi vun engem Fachmann a bestëmmt och net déi vun alle Psychiateren, mä si gëtt awer trotzdeem och gedeelt: Et ass problematesch fir valid Leit ze laang a bal exklusiv munchmol mat invalide Leit a mat demente Leit zesummenzeloossen. Gëtt et och do eng Theorie? Gëtt et och eng Praxis? A gëtt driwwer nogeduecht, wéi een déi Kohabitatioun organiséiere ka respektiv wéini dee Moment do ass, fir déi eng vun deenen aneren ze trennen?

Et ass evident, datt mer dësem Projet eis Zoustëmmung bréngen. Et ass e gudde Projet. Et ass en noutwendege Projet. An ech mengen, e kënnt ville Leit zegutt, net nëmmen deene Leit aus dem Osten. Vläicht gëtt hei duerch dëse Projet och eppes ausgeléist, wann och op anere Plazen nach esou Cellulen, déi exemplaresch gutt geplangt sinn, gebaut ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Scheuer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och déi Gréng si frou fir all weider Plazen, déi mer an de Cipae bauen, well et ass nach ëmmer keng Saturatioun. Mir si gradesou frou iwwert d'Plazen, déi mer am Oste bauen, wéi iwwert déi, déi mer am Norden, Zentrum a Süde kréien. Ech wëll mech och deene Wierder uschléissen, déi hei alleguer gesot gi sinn iwwert d'demografesch Entwécklung, iwwert d'Altersmoyenne vun de Pensionären.

Den Historique vum Site iwwer verschidde Krankheeten, Altersdemenz an esou weider, do gëtt et näischt méi bäizesetzen. Och dem ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport ass näischt méi derbäizesoen. Duerfir soen ech der Rapportrice Merci fir hire Rapport an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem wichtege Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech fänken och domat un, datt ech der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierleche Bericht. Si huet gesot, si wär e Bäerbuerger Meedchen. Ech muss dann hei bekennen, datt ech aus därselwechter Gemeng kommen, wou dat Gebai hei soll opgeriicht ginn. Ech bekenne mech hei trotzdeem net fir befaangen, och wann ech als Member vun där Gemengebautekommissioun dëse Projet mat ënnert d'Lupp geholl a fir gutt befonnt hunn. Dat wär fir mech awer schonn eng Ursaach fir hei den Accord ze ginn. Ech wollt awer e puer Iwwerleeungen hei ubréngen.

Et ass elo grad gesot ginn, dëst Gebai ass haaptsächlech geduecht fir demenz- an alzheimerkrank Leit. An den Här Scheuer huet zu Recht drop higewisen, datt an engem bedenkleche Mooss festzestellen ass, datt déi Krankheeten do zouhuele fir Leit, déi soss nach valid wären a laang kéinten ënner normale Konditiounen doheem wunnen a kengem Mënsch zur Laascht falen. Ech mengen, dat muss eis interpelléieren.

Et ass natierlech net einfach fir Ursaachefuerschung ze bedreiwen. An trotzdeem, obschonn et vläicht elo net direkt an dëse Kontext eragehéiert, muss ee sech d'Fro stellen: Wat ass lass? Wat maache mer falsch?

Den Här Huss ass elo net hei. Hie géif mer ganz sécher direkt zoustëmmen. Ech war gëschter Owend an eng Konferenz, déi seng Organisatioun, do wou hie President ass - Akut -, organiséiert hat a wou eng Doktesch Iwwerleeungen ubruecht huet, wou mer vläicht an nächster Zäit eng Kéier mussen drop zréckkommen, well et effektiv Erkenntnisser gëtt, datt verschidden Awierkunge vun eiser moderner Welt dozou bäidroen, datt ëmmer méi Leit an ëmmer méi engem fréie Stadium Alzheimer kréien an demenzkrank ginn. Ech mengen, mir géifen eis alleguer wënschen, wann dat net esou wär a wa mer doduerch de Besoin un esou Infrastrukture kéinte méi niddreg halen.

Wat de Projet selwer betrëfft, ass praktesch alles gesot ginn. Ech wëll just hei umierken, mir sinn de Moment amgaang iwwer PPPen ze diskutéieren - „public private partnership" - bei der Realisatioun vun öffentlechen Infrastrukturen. Hei kann ee feststellen, datt dat eng Form vu PPP ass, déi scho laang fonctionnéiert, an ech géif soen, och gutt fonctionnéiert. De Stat bedeelegt sech zu 80% drun. Et ass e privaten Träger, an dësem Fall d'Kongregatioun vun de Schwëstere vun der Ste Elisabeth, deen dat realiséiert.

Ech wëll och soen, datt ech frou driwwer sinn, datt hei dem Gedanke vun der Dezentralisatioun Rechnung gedroe gëtt, datt mer net alles just an den Zentren opriichten, mä datt mer och esou Infrastrukturen um Land opriichten an doduerch d'Schwéierpunkter net nëmmen do setzen, wou souwisou scho vill Leit sinn. Mir probéieren doduerch eng gewëssen Dezentralisatioun ze bedreiwen.

Ech wëll och menger Satisfaktioun driwwer Ausdrock ginn, datt wierklech gutt drop opgepasst ginn ass, datt ekologesch Kritären hei respektéiert ginn, ganz besonnesch wat den Energieverbrauch ubelaangt.

Dat hei ass e flotte Projet. Et ass eng modern Annex un en aalt ehrwürdegt Gebai, wat säi Charakter behält. Dat Gebai selwer a senger Schéinheet, a senger architektonescher Besonneschkeet gëtt doduerch net affektéiert. Duerfir kann een dat och ouni Problem vum Baulechen hier begréissen.

Et entsprécht engem reelle Besoin, och wa kee vun all deenen, déi hei intervenéiert sinn - ech schléisse mech do an -, sech wënscht, datt hien eng Kéier muss op déi Infrastruktur do zréckgräifen. Ech mengen, dat Ideaalt ass nach ëmmer - och dat ass hei scho gesot ginn -, wann een effektiv ka praktesch bis u säi Liewensenn do bleiwen, wou een doheem ass a wou ee sech och gutt spiert.

Dat gesot, Här President, wäerte mir selbstverständlech och dëse Projet stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei esou vill Freed an Eestëmmegkeet ass ee jo net ëmmer. Wa mer an deenen Deeg virdrun esou vill Freed an Eestëmmegkeet gehat hätten...

(Interruption)

Ass et wouer? Uh, uh, passt op! Mä ech sinn awer frou, datt déi virherrscht.

Ech géif och net wëllen op de Projet de loi nach eng Kéier agoen. D'Madame Marie-Josée Frank huet dat hei in extenso a mat allem gemaach, wat dozou gehéiert, esou datt ech hir wéilt dofir Merci soen a se félicitéieren.

Ech géif just wëllen op déi puer Froen agoen, déi jo hei gestallt si ginn, ënner anerem iwwert déi Leit, déi dement sinn. Do muss ee soen, éischtens hu mir selbstverständlech zu Lëtzebuerg keng Statistiken, esou wéi a ville Saachen net, iwwert déi Leit, déi dement sinn. Ech denken awer, datt de Prozentsaz ongeféier deeselwechten ass wéi an anere Länner. Dat kënnt awer zu engem groussen Deel och dohier, well d'Leit ëmmer méi al ginn. Et gëtt der selbstverständlech och, déi an engem méi jonken Alter dement ginn, mä awer net d'Majoritéit - dat ass awer erwisen, net hei zu Lëtzebuerg, mä awer an deenen anere Länner.

Ech wëll och net ëmmer soen Alzheimer. Haut huet all Mënsch Alzheimer. Fréier hat all Mënsch Arterienverkalkung. Ob et dat eent oder dat anert ass, dat ass am Fong geholl egal, well ënnert dem Stréch ass et datselwecht. Ma neen, d'Leit sinn och keng 80 a keng 85 an 90 Joer al ginn; Eenzelner, awer net d'Majoritéit. Duerfir mengen ech, vun dohier komme selbstverständlech ëmmer méi där Leit. A mir gesi jo och de Moment, datt ongefèier den Alter, wou d'Leit an esou eng Institutioun ginn, ëm déi 85 Joer ass. Et ass also net méi, datt ee mat 60 Joer geet.

Mä dat, wat ech denken, wat och wichteg ass, dat sinn esou alternativ Logementsstrukturen. Soss hu mer ëmmer nëmmen entweder d'Fleegeheimer oder mir hunn d'Centre-intégréen. Mir hunn da selbstverständlech Netzer vun Aides et soins à domicile, y compris ugefaange bei de Club-Senioren iwwert d'Centres psycho-gérontologiques; dat heescht, déi Foyer-de-jouren, wou d'Leit kënnen dragoen.

Dann denken ech awer, eppes wat feelt, si besonnesch och déi Logements encadrés. Mir wäerten elo an deenen nächste Wochen deen een oder deen aneren dovunner a Betrib huelen an dann och kucken, awéiwäit datt Nofro ass. Well d'Leit soe jo dann ëmmer: Dir musst dat maachen, mir brauchen dat, a wann et driwwer hiergeet, da kënnt et awer heiansdo net un.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

De fréiere Buergermeeschter vu Walfer, dee weess sech dorunner ze erënneren, datt mer esou en Haus zu Walfer haten, „am Becheler", wou et relativ laang gedauert huet, bis mer Leit dora kritt hunn. Bis dann eng prominent Persoun vu Walfer dragaangen ass. Dunn hunn déi aner fonnt, wann déi kéint dohinner goen, da kéinte si och goen. Dat geet jo heiansdo esou, besonnesch zu Lëtzebuerg.

Vun do aus mengen ech also, datt et wichteg ass, datt een dat probéiert a kuckt, fir eben och domadder Disponibilitéiten op anere Plazen ze kréien. Et muss ee jo net onbedéngt an esou engem Centre sinn, deen awer mat vill Personal fonctionnéiert, wann een et eigentlech net brauch.

Mir wäerten och vum Familljeministère aus an deenen nächste Méint eng Konferenz iwwer esou Projeten organiséieren, fir ze kucken, wéi d'Demande ass, fir och ze kucken, wéi d'Erfahrungen am Ausland sinn an esou virun.

Den Här Scheuer huet mech och gefrot, wéi vill ech géif mengen datt Leit an esou Institutioune sinn. Et ass eigentlech ni e Geschäft, Här Scheuer. An all déi, déi Betreiber sinn an iergendenger Aart a Weis, déi wëssen dat och.

Mä et ass festgestallt ginn, datt eigentlech eng Zuel zwëschent 80 an 120 eng Form wier oder eng Gréisst wier, vun där ee kéint soen, datt dat ongefèier géif deem entspriechen, wou et fir déi, déi dra géife wunnen, awer nach gutt wier, ouni datt et also ze vill grouss géif ginn, an awer och fir déi ganz Infrastruktur ronderëm, wéi eben eng Kichen, eventuell och nach d'Wäsch - well dat gëtt ewell meeschtens net méi op därselwechter Plaz gemaach -, iwwerhaapt e bësselche rentabiliséiert ze kréien, loosse mer et emol esou nennen. Mä et ass am Fong net méi esou, datt ee seet: Hei, wier et dann net méi einfach, mir géifen elo en Haus vun 300 Leit do op déi Plaz setzen? Amplaz awer a méi enge mënschleche Gréissten do ze bleiwen.

Dann hutt Dir mech gefrot, wéi et wier mat der Kohabitatioun zwëschent dementen an net demente Leit. Dat ass och eng Diskussioun, déi anescht ausfält, deemno vu wéi enge Spezialiste se gefouert gëtt. Déi eng, déi soen, et wier besser, wann dement an net dement Leit beienee sinn. Dat war och laang meng Meenung, déi ech gehollef hat verdeedegen, well dann déi Leit, déi dement sinn, nach vun deenen aneren e bësselche méi - wéi soll ech dat soen? - awer gedroe ginn a gehuewe ginn, amplaz datt, wann nëmmen dement Leit beienee sinn, se éischter riskéieren alleguerten no ënne gezunn ze ginn. Dat ass e bësselchen esou wéi bei Kanner; wa lauter Gescheiter beienee sinn, ass dat net gutt, a wa lauter manner Gescheiter beienee sinn, ass et wahrscheinlech och net gutt.

Elo muss ech awer soen, datt ech och verstinn an duerfir och d'accord sinn, datt an engem Haus kënnen Differenze gemaach ginn zwëschent deenen eenzelne Leit, déi do sinn, fir mengetwegen ze soen, do maache mer eng Statioun oder do maache mer eng Unitéit, wou lauter dement Leit beienee sinn, well et och fir déi, déi net dement sinn, awer ka ganz schwéier ze erdroe sinn, fir de ganzen Dag Leit ze gesinn, déi eben awer wierklech och net méi ëmmer wëssen, wat se maachen.

Vun dohier mengen ech ewell, datt et zu engem Deel wichteg ass, datt ee getrennten Institutiounen huet, wéi dat Haus och fir Alzheimer zu Ierpeldeng, mä datt et awer op där anerer Säit och wichteg ass, datt an engem Haus selwer déi eng an déi aner Leit mat kënnen en charge geholl ginn. Dat ass jo aus den Explikatioune vun der Madame Frank ervirgaangen, datt dat och elo de Fall hei zu Bäerbuerg wäert sinn. Vun dohier denken ech, datt dat eigentlech dee beschte Wee ass.

Wéi vill Afloss datt mer hunn, fir dement ze ginn oder et net ze ginn, ob dat dann duerch d'Ëmwelt oder ob et duerch aner Froe kënnt, dat weess ech net. Ech denken, et ass hei Rieds gaangen och iwwer Leit, déi alkoholkrank sinn. Do ass natierlech d'Method méi einfach. Wann een ophält mat drénken, dann ass d'Liewer en Organ, wat sech erëm ganz séier regeneréiert. Mat de Gehirzellen ass et e bësse méi schlecht, mä awer bei anere Krankheeten ass dat bis haut net erwisen.

Ech kann awer duerfir och net ausschléissen, datt et effektiv och kéinten Ëmweltbelaaschtunge sinn, déi géifen dozou féieren, datt d'Leit eben net méi esou fit sinn, wéi dat misst sinn. Mä wéi gesot, doriwwer gëtt et keng schlussfolgernd Statistiken oder Etüden.

Ech géif wëllen all deene Merci soe fir hire positive Bäitrag, déi hei dozou geschwat hunn. An ech géif och wëllen dem Carlo Wagner soen, datt mer gutt gestiwwelt si mat deenen Haiser, wann déi elo alleguerte fäerdeg gebaut sinn, ob dat zu Jonglënster, zu Bäerbuerg oder zu Gréiwemaacher ass, an da mengen ech och dat zu Iechternach, wat fäerdeg ass. Mä do sinn eng ganz Partie vun Institutiounen. Wann Der wëllt, kënnt Der nokucken am Rapport vum Familljeministère, wou Der se gesitt op enger Landkaart, wéi vill datt der am Oste sinn. Ech mengen net, datt et do méi schlecht wier, wéi am Rescht vum Land.

Nichtsdestrotrotz bleift...

M. Carlo Wagner *(DP).*- Madame, entschëllegt, da kënne mer elo vill Leit nees aus Däitschland zréckhuelen op déi richteg Säit vun der Musel.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Wa se dat wëllen - well dat ass nämlech eng aner Fro. Ech hunn och Leit erlieft, deenen ech am Ausland begéint sinn an Institutiounen, wou d'Familljen drop gehalen hunn, datt se sollen heemkommen, mä wou d'Leit gesot hunn, ma loosst eis hei, hei si mer gutt an hei si mer frou a mir géife gären heibleiwen! Dann ass et och kloer, datt ee muss respektéieren, wat d'Leit wëllen.

Am anere Fall, jo, selbstverständlech. Déi, déi wëllen eriwwerkommen an déi elo nach gemellt sinn hei zu Lëtzebuerg, sollen dat maache kënnen. Dat musst Der awer dann de Leit och soen. Vu datt net jiddfereen dat hei elo nolauschtert a liest, wier et gutt, wann d'Leit sech awer och géife mellen, datt se erëm géifen zréckkommen, well soss riskéieren déi jo néierewou op enger Lëscht ze sinn. Vun dohier wier dat natierlech awer wichteg.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif lech villmools Merci soen an ech garantéieren lech, datt et net déi leschte Kéier ass, wou ech mat esou engem Projet heihinner kommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Mir soen der Madame Minister Merci fir hir Ausféierungen a mir kommen elo zum Vote iwwert dëse Projet de loi, d'Vergréisserung vum Bäerbuerger Altersheem.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5723 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Colette Flesch), Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Paul Helminger), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ech géif d'Chamber wëlle froen, ob se d'accord ass, dass mer aus technesche Grënn elo zum Vote kommen iwwert d'Resolutioun betreffend d'Konte vun der Cour des Comptes. Ass d'Chamber d'accord, fir dee Vote elo virzehuelen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2005 de la Cour des Comptes

D'Resolutioun huet folgende Wortlaut:

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu que le réviseur des comptes de la Cour des Comptes estime dans son rapport que «les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2005 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date»;

- vu que la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a marqué au cours de sa réunion du 1er octobre 2007 son accord avec le rapport du réviseur des comptes;

approuve

les comptes de l'exercice 2005 de la Cour des Comptes.

Mir kommen elo zum Vote iwwert dës Resolutioun.

Vote

D'Resolutioun ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Paul Helminger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum Projet de loi 5618 sur le service volontaire des jeunes. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Bettel, d'Madame Dall'Agnol, den Här Adam an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Nancy Arendt.

5. 5618 - Projet de loi sur le service volontaire des jeunes, modifiant 1° le Code des assurances sociales, 2° la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales et abrogeant la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Nancy Arendt *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. De Service volontaire des jeunes ass keng nei Erfindung, mä en ass déi éischte Kéier virun aacht Joer am Kader vum Gesetz vum 28. Januar 1999 geregelt ginn.

D'Iddi, sech un engem Projet ze bedeelegen, wou Jonker sech an den Déngscht vun der Allgemengheet stellen, ass also net komplett nei, mä et geet bei dësem Gesetz haaptsächlech dorëms, fir dat bestehend Gesetz ze verbesseren an et mat engem méi prezisen an erweiderte Kader auszestatten.

Dee virleiende Gesetzesprojet preziséiert och besser d'Objektiver vum Service volontaire, Objektiver, déi sech iwwerschneide mat deenen, déi am europäesche Programm Jeunesse en action definéiert sinn, an zousätzlech passt e sech och un d'Exigenze vun der europäescher Direktiv vum 13. Dezember 2004 vum Conseil vun der Europäescher Unioun un.

Ee vun den Ziler vun dëser Direktiv ass et, d'Mobilitéit vun de Bierger, virun allem fir déi Jonk, déi dann och net aus der Europäescher Unioun kommen, ze förderen. Dëst dréit zu engem bessere Versteesdemech tëschent deene verschiddene Kulture bäi an et bedeit och eng besser Kooperatioun op internationalem Niveau.

Virreider am Fräiwëllegendéngscht waren Däitschland an England, wou de Volontariat zënter Jorzéngten etabléiert an och geregelt ass. Lëtzebuerg hat sech, wéi gesot, am Joer '99 fir d'éischt emol e juristesche Kader op dësem Gebitt ginn, fir sech eng gewësse Sécherheet ze gi fir all déi Volontariatsprojeten, déi eist Land matgedroen huet ënnert dem Impuls vun der Europäescher Unioun.

Tëschent dem Joer '99, wou d'Gesetz iwwert de Service volontaire a Kraaft getrueden ass, an dem Oktober 2006 - a ronn siwe Joer also - huet de lëtzebuergesche Fräiwëllegendéngscht e grousse Succès kannt. Et hunn 130 jonk Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, sech u Volontariatsprojete bedeelegt, wouvun 98 Jugendlecher hiren Déngscht am Ausland geleescht hunn. Während deemselwechten Zäitraum sinn 157 jonk Leit aus dem Ausland op Lëtzebuerg komm, fir hire Fräiwëllegendéngscht hei bei eis ze realiséieren.

No de Responsabele vum Service national de la Jeunesse wäert an Zukunft d'Zuel vun de fräiwëllegen Engagementer nach weider eropgoen. Et ass och den erkläerte Wëlle vun de Memberstaten, fir nach méi de perséinlechen Engagement vun de Jonken ze ënnerstëtzen, déi sech u Projete bedeelegen, déi de Volontariat als Basis hunn. Et ass eng Tatsaach, datt de Volontariat fir déi Jonk eng grouss Opportunitéit duerstellt, déi hinnen d'Méiglechkeet gëtt, am Kader vun engem Projet hir Capacitéiten an hir Kompetenzen ze entwéckelen, déi virun allem ganz nëtzlech fir hir Zukunft kënne sinn. An ech mengen, et ass grad dat, wat sécherlech zum Erfolleg vum Fräiwëllegendéngscht bäidréit.

Här President, de Volontariat ass a bleift e Service am Interessi vun der Kollektivitéit, deen net lukrativ ass an deen zum Benefiss vun der Allgemengheet bäidréit. E kann duerch keng bezuelten Aarbecht ersat ginn. De Fräiwëllegendéngscht ass eng beräi-

chernd Initiativ. Et ass e formidabelt Formatiounsinstrument, dat zur Ausbildung vum Jonke bäidréit. Et ass eng nobel Beschäftegung fir e Jonken, dee sech vläicht an der Transitioun zwëschent der Schoul an der Aarbechtswelt befënnt. E gëtt souguer och ëmmer méi dacks als supplementar Offerte genotzt fir dee Jonken a Schwieregkeeten, deen, dee seng Schoul vläicht net fäerdeg gemaach huet, a während dëser Zäit elo d'Méiglechkeet kritt, fir iwwer seng Zukunft nach eng Kéier nozedenken a säi Liewen nei ze orientéieren, während hien déi éischt professionell Experienze sammelt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn net op all d'Artikelen an d'Adaptatioune vum neie Gesetz an - dat hunn ech ganz däitlech am schréftleche Rapport gemaach -, mä erlaabt mer vläicht déi wichtegst ervirzehiewen.

Den Artikel 1 vum Gesetz definéiert d'Objektiver vum Service volontaire. Et sinn déi, déi am Kader vun der europäescher Décisioun, déi den europäesche Programm Jeunesse en action op d'Bee setzt, festgeluecht gi sinn. De Statsrot huet virgeschloen, sech un déi Décisioun ze halen. D'Familljekommissioun ass och där Suggestioun nokomm. De Volontariat riicht sech virun allem un déi Jonk, déi aus der Schoul oder vun der Uni kommen an déi éischt Erfahrungen an engem spezifesche Beräich sammelen. Dëst ka fir de spéidere Beruff vu groussem Virdeel sinn.

Den Artikel 2 definéiert d'Applikatiounsfeld, wou de Fräiwëllegendéngscht ka geleescht ginn. E spillt sech virun allem am sozialen an am éducative Beräich, der Kultur, dem Tourismus, dem Sport, der internationaler Kooperatioun oder der Ëmwelt of. Weider Applikatiounsfelder sinn den Engagement fir de Fridden oder déi international Réconciliatioun tëschent de Völker.

Déi grouss Majoritéit awer vun de Fräiwëllegendéngschter fënnt een am soziale Beräich, wéi zum Beispill am Kader vun engem Altersheem oder engem Foyer fir behënnert Leit. Et ka sech awer och an engem sozioéducative Beräich ofspillen, wéi zum Beispill a Jugendhaiser, déi ganz oft flott Iddië fir de Fräiwëllegendéngscht realiséieren. Aner Projete ginn awer och oft am kulturellen oder am sportleche Beräich realiséiert, wou grouss Manifestatioune virbereet oder begleet ginn, wéi eben elo grad am Beispill vum Kulturjoer, oder ech denken och u grouss Sportsmanifestatiounen.

Déi Jonk siche sech Volontariatsprojete geziilt no hire perséinleche Motivatiounen aus. Selbstverständlech ass awer och bei ville Jonken de kulturellen Austausch wichteg, an do sinn et natierlech all déi Projeten, déi mat der Entwécklungshëllef ze dinn hunn, déi do och onheemlech interessant erschéngen.

Wa vill Leit hei am Land wëlle bleiwen, esou ass d'Ufro fir an d'Ausland ze goen awer grouss. Demanden, fir de Volontariat ausserhalb vun der Europäescher Unioun ze maachen, huelen zënter e puer Joer stänneg zou a sinn am Moment schrecklech beléift bei deene Jonken.

Et ass den 3. Artikel, deen op déi wichteg Roll vun den Organisatiounen, déi de Service volontaire ubitt, ageet. Fir d'éischt muss eng Demande vun der Organisatioun virleien, déi d'Natur vun de Missioune vum Volontariat festleet, gradesou wéi gekuckt gëtt, ob d'Organisatioun och déi finanziell Capacitéiten an dat néidegt Personal huet, fir esou e Service ze leeschten.

Den Agrément huet eng Dauer vun elo dräi Joer a ka selbstverständlech erneiert ginn. D'Gestioun vun den eenzelne Projete wéi awer och d'Admissioun vun de Volontairen ass d'Aufgab vum Service national des Jeunes.

D'Prozedur gëtt am Kader vum virleiende Gesetzesprojet vereinfacht. De Minister brauch net méi all eenzelne Projet zouzeloossen, hie léisst nach just d'Organisatioun selwer zou. De Minister kritt och d'Méiglechkeet unerkannt, enger Organisatioun den Agrément ewechzehuelen, wann d'Konditioune vum Agrément net méi gi sinn oder d'Organisatioun duerch hiert Handelen d'Sécherheet vum Volontaire op d'Spill setzt.

Am Kader vun der Gesetzgebung, déi bis haut bestanen huet, kënnen nëmmen ONGe Volontariatsprojeten ubidden. Dës Restriktioun féiert dozou, datt eng Rei vun Ariichtungen, déi interessant Volontariatsprojete kéinten ubidden, vun der Organisatioun vun esou Projeten ausgeschloss wären.

Den Text vum 3. Artikel ass och deen, deen de Statsrot virgeschloen huet, ausser datt d'Familljekommissioun der Meenung war, et misst ee vun Organisme de droit public ou privé schwätzen, ouni ze preziséieren, datt et sech ëm eng A.s.b.l. handelt. Esou eng Prezisioun hätt zur Konsequenz gehat, datt sämtlech Etablissementer, déi net d'Form vun enger A.s.b.l. hunn an awer super Projeten ubidde kéinten - staatlech oder parastaatlech Institutiounen, Gemengen, Altersheemer, Fleegeheemer -, ausgeschloss wären, an dat wär immens schued gewiescht.

D'Ouverture, déi mer elo am Gesetzestext hunn, wäert et erlaben, datt an der Zukunft méi Projeten ugebuede ginn, déi op méi jonk Leit mat Problemer geziilt sinn. De Service volontaire d'orientation, deen neie Programm, deen de Service national de la Jeunesse virun e puer Deeg gestart huet an dee sech virun allem u Jugendlecher ouni Schoulofschloss riicht, wäert vun dëser Ouverture profitéieren. Dëse Programm bitt deene Jonken eng praktesch Experienz un an eng personaliséiert Begleedung a Berodung an der Ausschaffung vun engem Incertiounsprojet, sief et, datt se nees an d'Schoul oder an d'Beruffswelt ginn.

Am 4. Artikel geet et ënner anerem ëm den Alter, fir sech kënne fir de Volontariat ze mellen. E gëtt vu 25 Joer op 29 Joer eropgesat. Wat d'minimal Altersgrenz ugeet, esou leet deen neien Text kee prezisen Alter fest. Hie gesäit awer vir, datt déi interesséiert jonk Leit mussen hiren obligatoresche Schoulofschloss hannert sech hunn. An der Praxis heescht dat, datt keen ënner 16 Joer wäert kënnen un engem Volontariatsprojet deelhuelen.

Dee Jonke muss beim Service national de la Jeunesse enregistréiert sinn an entweder zu Lëtzebuerg wunnen, an der Europäescher Unioun oder an engem Bäitrëttsland. Si kënnen awer och aus engem Land kommen, dat entweder e kulturellen oder Kooperatiounsaccord mat eis ofgeschloss huet, oder aus engem Land kommen, dat am Artikel 5 vun der Europäescher Décisioun vum 15. November viséiert ass, wéi zum Beispill e Land vun der Association européenne de libre-échange, wéi d'Schwäiz oder Liechtenstein. Zum Schluss vum Déngscht kritt de Fräiwëllegen eng Attestatioun, déi d'Datumen an d'Natur vu sengen Aarbechte festhält, mat enger Beschreiwung vu senger Formatioun gradesou wéi eng Evaluatioun vun der gewonnener Erfahrung.

De virleienden Text beschreift och méi prezis d'Konditiounen, ënnert deenen de Volontariat sech ofspillt. Virun allem ginn d'Aufgaben, d'Responsabilitéiten an den Encadrement vun de jonke Fräiwëllege wéi och d'Verflichtunge vun den Organisatiounen, déi e Service volontaire ubidden, elo méi kloer definéiert.

Am 5. Artikel steet, datt eng schréftlech Konventioun tëschent dem Volontaire an der Organisatioun ënnerschriwwe ka ginn. Dës Konventioun gesäit zum Beispill vir, fir d'Schaff- an d'Rouzäite festzehalen, wéi eng Tâchen de Volontaire erfëlle muss, wéi eng Formatioun hie kritt a wat fir eng Moyenen hien zur Verfügung gestallt kritt. D'Organisatioun verflicht sech, de Volontaire während dem ganze Service volontaire ze betreien. Et gëtt festgehalen, datt et eng Ganzzäit-Aktivitéit ass zwëschent dräi Méint an engem Joer, déi maximal bei Ausnahmefäll vum Minister op 18 Méint kéint ausgedehnt ginn.

De Service volontaire bréngt natierlech eng Rei vun Avantagen an Ureizer mat sech: Rees-, Wunnengs- an Iesskäschte gi vun den Organisatiounen, déi esou Projeten ubidden, respektiv vum Stat iwwerholl, wat natierlech immens interessant ass fir déi Jugendlech aus manner gutt bemëttelte Familljen.

De Volontaire kritt e klengt Täschegeld, wat allerdéngs net méi héich däerf si wéi e Fënneftel vum Mindestloun, an e gëtt sozialversécher. E gëtt vun der Organisatioun, wou en den Déngscht leescht oder déi e fortschéckt, bei der Kranken-, Unfall- a Pensiounskeess ugemellt, während der Dauer vu sengem Service. Dat heescht also, datt d'Zäit vum Volontariat och duerno als Pensiounszäit ugerechent gëtt. Zousätzlech muss och eng Haftflicht fir de Volontaire ofgeschloss ginn. D'Kannergeld gëtt iwwregens och weider ausbezuelt, zumindest bis 27 Joer. An déi Jonk, déi am Fräiwëllegendéngscht täteg sinn, däerfen, gradesou wéi d'Studenten, gratis mam öffentlechen Transport fueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Text, dee mer haut vun der Chamber virleien hunn, divergéiert vun deem, deen den 11. Oktober 2006 an der Chamber deponéiert gouf. D'Familljekommissioun huet nämlech eng Rei vun Amendementer ugeholl, virun allem fir de kritesche Bemierkunge vum Statsrot Rechnung ze droen, an huet gréisstendeels d'Virschléi vum Statsrot iwwerholl.

Ech wéilt just awer op een Artikel zréckkommen, an zwar den Artikel 6, dee sech op déi verschidden Interventioune vum Stat bezitt. Den initialen Text huet d'Fro vun der Finanzéierung duerch de Stat net kloer behandelt. Et ass awer e wichtegen Aspekt, esou datt d'Familljekommissioun sech um Text vum Statsrot inspiréiert huet, mä en awer net ganz iwwerholl huet. Mir wollten eis eng gewësse Flexibilitéit loossen um Niveau vun der Festleeung vum maximale Betrag vun der Prise en charge. Just beim Täschegeld ware mer domat d'accord, fir et iwwert de Wee vun engem Reglement festzeleeën. Dat anert géif wierklech ze komplizéiert ginn, fir all Kéiers de Reglement missen ëmänneren ze goen.

Här President, ech kommen zum Schluss vu menger Ried. De Volontariat ass e villsäitegt Instrument, en nobelt Engagement, eng interessant Erfahrung fir e Jugendleche säi Liewen ze beräicheren. Et ass eng Betreiungsméiglechkeet, eng Opfänkméiglechkeet, eng positiv Beschäftegung fir Jonker, déi tëschent Schoul a Beruff stinn, déi eng praktesch Experienz fir de Jonken zum Benefiss vun der Allgemengheet matbréngt.

Meeschtendeels sinn d'Projeten zum Virdeel fir déi, déi vun engem Service vun deem Jonke profitéieren, mä selbstverständlech ass et virun allem eng Beräicherung fir dee Jonken, dee sech dësem Engagement widmet. E weist, datt de Jonke motivéiert ass eppes ze hëllefen an datt e seng Energie an den Notze vun eiser Gesellschaft stellt, an et wierkt bestëmmt och gutt op engem Curriculum vitae.

Aus all deene Grënn war d'Familljekommissioun unanime der Meenung, datt mer dëse Projet stëmme sollten, an ech hunn d'Éier fir den Accord vun eiser CSV-Fraktioun ze bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Den honorabelen Här Bettel huet elo d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech der Madame Kemp-Arendt Merci soe fir de Rapport. Mir hunn haut den Text 5618 iwwert de Service volontaire des jeunes.

Verschidde Leit behaapten, 5618 ass net wäit ewech vu 5611, wéi mer iwwert de Problem vu jonk Leit an Aarbecht diskutéiert hunn, an dass de 5618, dee mer haut stëmmen, och indirekt mat jonke Leit a mat Aarbecht ze dinn huet. Verschidde Leit behaapte souguer, dass de 5618 et erlaabt, verschidde jonk Leit, déi ee soss am Chômage hätt, nach net an den Zuele vum Chômage ze rechnen an dass ee se doduerch op jidde Fall kéint beschäftegen.

Ech wëll och hei nach eng Kéier soen, deemools wéi de 5611 gestëmmt ginn ass vun de Majoritéitsparteien, dass déi Aussoe vum Här Premierminister, dass déi jonk Leit gär Vakanz géife maachen an net direkt eng Aarbecht géife sichen, nach ëmmer net stëmmen, mä dass haut eise System ganz oft ass, dass, wann ee vun der Uni oder vun der Schoul kënnt oder seng Schoul ophält, een net weess, wat ee soll maachen. Dass ee verluer ass.

Mir hunn eng ganz Rëtsch vu Servicer, mir hunn de CPOS, etc. Mä déi sinn do fir d'Leit, déi nach an der Schoul sinn. A wann een aus dem Système scolaire eraus ass, ass et ganz schwéier, Infoen ze kréien an iwwerhaapt ze wëssen, wat ee soll maachen.

Et kann ee sech e puer Froe stellen, firwat elo 29 Joer zréckbehale ginn ass. An anere Länner ass keng Limite d'âge zréckbehale ginn. D'Décision européenne gesäit déi Limite och vir, dat heescht, mir bleiwen am Kader vun der Europäescher Décisioun. Mä et kann ee sech d'Fro stellen, ob een net vläicht hätt kënne bis 35 Joer goen - keng Angscht, et ass net, dass ech elo nach gär géif dohinner goen, well ech nach keng 35 Joer al sinn -, firwat ee grad 30 Joer gehal huet; dass ee vläicht eng Limite vu 35 gehat hätt fir dee Service volontaire pour jeunes. Verschidde Leit fille sech och nach mat 35 Joer jonk.

(Brouhaha général)

Wou ech Recht hunn, hunn ech Recht! D'Madame Dall'Agnol ënnerstëtzt meng Positioun.

Ech fannen et awer och wichteg, dass mer duerch deen heiten Text d'Prestatairen, déi esou kënne Service volontaire ubidden, opmaachen, och op privat an net nëmmen op ONGen; dat ass wichteg. Et huet een och de Succès gesinn, dee komm ass bei de Leit, bei deem Service, deen offréiert ginn ass.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert dësen Text stëmmen. Well fir eis ass et wichteg, dass ee fir déi jonk Leit, déi, déi an de Studië sinn, all Échange ënnerstëtzt, ob dat en Erasmus-Programm ass, wou de Jonke kann an d'Ausland studéiere goen. Och dat heiten ass eng Méiglechkeet fir de Cordon ombilical mat den Eltere kënnen ze schneiden, wa se et eben net mat de Studië kënne maachen, och fir eng gewëssen Zäit an d'Ausland kënnen ze goen, a fir eng Bonne cause, fir och vläicht d'Scheiklappen ze verléiere bei Verschiddener an och fir kënne selbstänneg ze liewen, och am Ausland kënnen ze schaffen, an dat alles och net an engem Business-Sënn, mä am Zweck fir anere Leit kënnen ze hëllefen.

Ech wëll der Madame Ministesch zwou Froe stellen. Ech wier frou wann ee vun der CSV-Fraktioun dann hirer Ministesch duerno kéint meng Froe weiderginn.

Déi eng Fro ass: Et ass virgesinn, dass eng Commission d'accompagnement kënnt. Do ass nämlech eng Propositioun vum Conseil national des étrangers komm, ob déi kéinten e Member an där Kommissioun kréien. Verschidde Ministere maachen dat ëmmer. D'Madame Jacobs mécht awer och ganz oft, dass mer, wa mer e Gesetz stëmmen, e Règlement grand-ducal duerno scho bei den Texter hunn. Haut ass dat net de Fall. Dowéinst wär et gutt, wann d'Ministesch eis kéint e puer Infoe ginn, wat se wëlles huet an de Règlement grand-ducal ze setzen.

Dann zweetens hunn ech nach eng kleng Fro: Wann een elo an d'Ausland e Stage maache gaangen ass, e volontairë Stage, oder een hei am Land ass, wat de Contrôle ass, deen a posteriori stattfënnt. Et si verschidde Saache virgesinn. Ech géif et awer ganz wichteg fannen, dass dee Jonken, deen dee Service volontaire gemaach huet, duerno och eng Evaluatioun mécht vu sengem Service an dass Dir als Ministère - et ass also virgesinn, dass gewëssen Evaluatioune solle gemaach ginn - géift kucken, och um Niveau vun där Commission d'accompagnement, ob déi positiv oder manner positiv, och fir déi, déi am Ausland waren, kënne jugéiert ginn.

Et ass am Text virgesinn, dass esou eng Evaluatioun soll gemaach ginn, mä et ass net bannend. Et muss net gemaach ginn. Et ka gemaach ginn.

Et sinn och nach aner Avisë komm, déi gesot hunn: „l'État peut" oder „l'État doit participer aux frais". Ech mengen, wa mer privat Betriber hei solle vläicht mat abannen, wier et och falsch se ze privéieren, fir iwwerhaapt kënnen eppes matzebezuelen. Dat ass am Avis komm vum Conseil national des étrangers, dee gesot huet, dass een dat misst änneren.

Mir froen dat net. Ech mengen et ass wichteg, dass de Stat kann hëllefen, do wou e soll hëllefen an do wou en net muss hëllefen. Net d'Obligatioun vum Stat soll virgesinn, dass ee muss hëllefen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi huet eng Wichtegkeet fir jonk Leit. Wéi gesot soll et net eng détournéiert Manéier si fir jonk Leit net an den Zuele vum Chômage ze hunn a se dann ze exportéieren an iergendee Programm am Ausland, mä et ass geduecht fir jonke Leit eng Formatioun an eng Experienz ze ginn. Fir eis ass et eng wichteg Saach. Et gehéiert zum Développement vu jonke Leit och eppes aneschters ze gesi wéi eist klengt Land an och deenen anere Leit ze hëllefen. Duerfir wäert d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen heiten Text och stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Et ass elo un der honorabeler Madame Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Här President. Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'sozialistesch Fraktioun begréisst am Prinzip all Projet, deen et jonke Leit erlaabt fir Erfahrungen ze sammelen oder hiren Horizont ze erweideren.

Allerdéngs hu mer bei dësem Projet de loi och eenzel Bedenken. Bedenken, déi ech och schonns an de Kommissiounsdiskussiounen ugefouert hat an déi mer och zum

Deel mat der Arbeiterkammer deelen, déi jo e ganz harschen Avis zu dësem Projet de loi geschriwwen hat.

Ech hunn dunn och Récksprooch mat deene Responsabele vun deem Avis geholl, well mer an der Kommissioun geäntwert gi war, datt déiselwecht Arbeiterkammer 1999 eigentlech e ganz positiven Avis ofginn hat zum aktuelle Gesetz vum 28. Januar '99.

Déi Responsabel hu mer du gesot, datt se sech nach ganz gutt un dat Gesetz kéinten erënneren an natierlech och un hire respektiven Avis, mä datt hirer Meenung no sech zënter '99 awer eng ganz Rei Saache geännert hunn. Vill ass geschitt an d'Prémissë sinn nun emol anescht wéi deemools. An ausserdeem ass d'Haaptkritik och vun der Arbeiterkammer d'Aféiere vun engem Service volontaire d'orientation, an déi gouf et jo bis elo och mam aktuelle Gesetz nach net.

Ech mengen, datt jonk Leit sech selwer verstäerkt Gedanke maachen iwwert hir Zukunft an net méi einfach, wéi dat fréier war, de Politiker déi ouni ze murren an d'Hand leeën. Dat huet eis spéitstens d'Diskussioun beim 5611 gewisen. Ech géif och mengen, datt dat doten zum Gléck eppes wier, wat zënter '99 geännert gouf, wou dat heitegt Gesetz gestëmmt gouf.

Mir sinn hei mat engem Projet de loi befaasst, deen eiser Meenung no gutt gemengt ass, mä wou mir Sozialisten awer Zweifel hunn, ob en den Effekt huet, dee sech eigentlech dovunner erwaart gëtt. Ech erkläre mech.

Et betrëfft eigentlech virun allem dee Service volontaire d'orientation. Do solle jo Jonker, déi opgehalen hu mat der Schoul, eigentlech eng weider Offer kréien tëschent Schoul respektiv Beruffswelt. D'LSAP ass der Meenung, datt ebe grad genau dës jonk Leit ee geziilten, ee speziellen Encadrement bräichten, mat Suivi. Dee Projet dréit dëse Besoinen net Rechnung. An zweetens menge mer och, datt déi Leit och e professionelle Rot a Saachen Orientatioun a Réinsertion professionnelle oder Insertion professionnelle brauchen.

Ech mengen och, datt et schwéier ass engem Jonken hautdësdags eng Aarbecht schmackhaft ze maachen, déi net oder nëmme mat engem Täschegeld rémunéréiert gëtt. An och wann Erfahrung sammele sécher herno en Atout a sengem CV ass a fir den Aarbechtsmarché duerstellt, esou weess ech net, ob dat doten dach duergeet, fir genau déi dote Jonk ze cibléieren, déi et awer ganz sécher am meeschten néideg hätten.

Dann ass de Service jo och volontaire. Dat heescht, d'ADEM, de Service national de la Jeunesse oder wien och ëmmer, déi kënne jo eigentlech keen zwéngen hei matzemaachen. Wat sinn dann d'Sanktiounen, oder wat geschitt, wann een décidéiert, hie wéilt hei net matmaachen, dat géif him näischt soen?

Eng aner Suerg, a mir kennen dat jo och aus der Diskussioun ëm déi fréier DATen, spéider CATen an elo CAEen, datt dacks Jonker, amplaz eng Formatioun ze kréien an engem Betrib, déi se gebraucht hätten, eigentlech just déi Aarbechte gemaach hunn, déi soss kee wollt maachen oder fir déi och keen Zäit hat. Genau dës Aarbechten hunn awer ganz oft guer keen éducativen Nährwäert gehat. A genau dëst ass et, wat ebe mam Projet de loi, dee mer haut solle stëmmen, net nach eng Kéier däerf virkommen.

Jonker däerfen net mëssbraucht ginn als supplémentäert Personal, well se bëlleg sinn, well se schnell disponibel sinn. Nëmme wann also garantéiert ass, datt dat net nach eng Kéier geschitt, an am Virfeld probéiert gëtt, dat eigentlech ze verhënneren an et och duerno weiderhi kontrolléiert gëtt, da kënne mir dee Projet hei sécherlech matdroen. Mä wéi gesot, Kontroll respektiv ze kucken et am Virfeld eben ze hënneren ass hei awer néideg.

Eng aner Fro, wann ech mech richteg erënneren - déi konnt mer an der Kommissioun net beäntwert ginn -, dat war déi, ob de Service volontaire géif ugerechent gi fir d'Pensioun. Ech huelen un, datt d'Madame Minister eis déi Informatioun herno nach kann noliwweren.

No dëse Remarquen, nämlech datt mir als LSAP verlaangen, datt ebe streng kontrolléiert gëtt an och no enger Zäit evaluéiert gëtt, wat jonk Leit am Kader vun dësem Projet maachen, an ob et hinnen dann och wierklech dat bréngt, wat mir eis haut, wa mer dëse Projet de loi stëmmen, erwaarden, ginn ech den Accord vun de Sozialiste fir dëse Projet.

Ech wëll awer net vergiessen der Rapportrice Nancy Arendt fir hir Aarbecht an hir Méi Merci ze soen, an Iech alleguerte fir d'Nolauschteren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den honorabelen Här Adam ass de leschten agedroene Riedner.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter datt d'Gesetz vum 28. Januar 1999 iwwert de Service volontaire a Kraaft getrueden ass, hunn eng 130 Jonker aus Lëtzebuerg un engem Projet vum Service volontaire deelgeholl. 157 Jonker aus dem Ausland hunn hei zu Lëtzebuerg un engem Projet deelgeholl. Ob dat elo schonn e fort Succès ass oder net, doriwwer léisst sech streiden.

Am neie Gesetz sinn op alle Fall eng Rei Démarchë méi einfach gemaach ginn. Och d'Zäitspan, wou een esou ee Projet matmécht, ass elo ëm d'Méiglechkeet vun engem Projet vun nëmmen dräi Méint erweidert ginn, esou datt mir hoffen, datt nach däitlech méi Jugendlecher vum Service volontaire profitéiere wäerten.

Et ass haut schonns vill iwwert déi positiv Aspekter vun esou engem Jugendaustausch a vun esou engem Engagement vu Jugendleche gesot ginn. Wann een de Feedback vun deene Jonke liest, da schéngt jo och alles perfekt ze sinn. «J'ai fait de nombreuses expériences positives et pas une seule négative», seet de Joschka. D'Martine mengt, datt déi positiv Erfahrunge bei Wäitem déi negativ Erliefnisser iwwertreffen. Datselwecht ass beim Elodie an dem Arnaud de Fall. Esou steet et op alle Fall um Flyer vum SNJ ze liesen.

De Service volontaire, souwäit en an dësem Gesetz definéiert gëtt, ass eng gutt Saach. Mir begréissen och d'Ouverture vum Service volontaire op staatlech Organismen an Organisatiounen. Mir hunn allerdéngs eis Problemer - grad wéi och d'Virriedner, virun allem och d'Madame Dall'Agnol - mat der Erweiderung vun de Programmer fir sougenannt defavoriséiert Jugendlecher, zum Beispill Jugendlecher, déi d'Schoul ofgebrach hunn an ouni Aarbecht dostinn. Net well mer drun zweifelen, datt ee besonnesch fir dës Jugendlecher Effortë muss maachen, wat den Encadrement an d'Motivatioun ugeet. Mir froen eis einfach, ob dës Ouverture ka fonctionnéieren.

Mir packen hei eigentlech zwou verschidde Saachen an ee Gesetz. Engersäits schwätze mer vu motivéierte bis ganz héich motivéierte Jugendlechen, déi sech duerch de Service volontaire wëlle fir eng gutt Saach engagéieren an einfach d'Welt kenne léieren. Dat si Jugendlecher, déi zum Beispill no hirem Ofschloss vum Secondaire nach wëllen Erfahrunge maachen, ier se sech definitiv op ee Studium festleeën. Anersäits schwätze mer vun demotivéierte Jugendlechen, déi eigentlech keng Loscht op näischt hunn, an déi et gëllt erëm nei ze motivéieren, hinnen ze hëllefen ee Sënn am Liewen ze entdecken. Mir froen eis, wéi dësen zwou ënnerschiddleche Missioune soll Rechnung gedroe ginn, wéi dat soll gewiicht ginn. Wivill Ressourcen - mënschlecher a finanzieller - maache mer fir déi eng Missioun fräi? Wivill fir déi aner?

Mir wieren eis net géint dësen neien zousätzlechen Aspekt, deen de Service volontaire kritt. Mir wieren awer frou, wa mer an der Chamber géifen eng Réckmeldung kréien, wéi déi zwee Volete sech entwéckelen. Ech ginn dervun aus, nodeem wat d'Madame Dall'Agnol gesot huet, datt Der déi Motioun, déi ech elo wäert déposéieren hei, wäert mat ënnerstëtzen.

Mir froen einfach, datt mer no dräi Joer eng Evaluatioun maache vun den Effete vun dësem Gesetz. A wann déi gewëss Allergie, déi ee Regierungsmember schonn de Mëtteg beim Wuert «Évaluation» gewisen huet, och hei sollt stéieren, da kéinte mer dat och e «Bilan intermédiaire» nennen. Dat wier fir mech och an der Rei.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Evaluatioun steet dran?

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Jo, et steet elo Evaluatioun dran. Mä wann dat Iech stéiert, da kënne mer och ee Bilan intermédiaire doraus maachen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le nouveau texte du projet de loi sur le service volontaire des jeunes prévoit l'ouverture du service volontaire à des organismes ou organisations gouvernementales;

- considérant que cette ouverture permettra d'introduire des programmes plus spécifiques destinés à certains jeunes notamment en situation de décrochage scolaire et sans occupation;

- considérant que cette ouverture signifie une extension des objectifs du service volontaire;

- constatant que le texte du projet de loi ne prévoit aucune évaluation ou évaluation intermédiaire de ses effets après une période donnée;

invite le Gouvernement

- à procéder à une évaluation intermédiaire de ses effets, trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Très bien, Här Adam. Merci. D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och wëllen an dësem Fall der Rapportrice, der Madame Nancy Kemp-Arendt, en häerzleche Merci soe fir hir Ausféierungen an hir Explikatiounen iwwert dëse Gesetzesprojet. Ech géif, ier ech dozou e puer Wierder soen, awer wëllen op déi Froen oder déi Bemierkungen agoen, déi hei vun den honorabelen Deputéierte gemaach goufen.

Mir gi selbstverständlech deene Membere vun der Familljekommissioun de Reglement vun der Commission d'accompagnement. Dat ass fir mech kee Problem. De Rapport an d'Evaluatioun, dat ass zum Deel och dat, wat elo den Här Adam gefrot huet. An, Här Adam, Dir wosst Iech ze erënneren, datt mer eng Diskussioun an der Kommissioun och haten, wéi mer deen anere Projet iwwert d'Jugendpolitik presentéiert hunn, an deem mer virgesinn hunn, datt all fënnef Joer géif e Rapport gemaach ginn.

Mech stéiert dat awer net. Dir kënnt dat Evaluatioun nennen. Dir kënnt dat Rapport nennen. Dir kënnt dat nennen, wéi Der wëllt. Mir si gäre bereet, fir Iech och no dräi Joer déi Explikatiounen ze ginn, déi Der gären hätt. Oder et kann ee sech och an där nächster Kommissioun nach eng Kéier doriwwer ënnerhalen.

Wéi gesot, ech gehéieren zu deene Leit, déi mengen, datt et wichteg ass, datt een Evaluatioune mécht, well nëmme wann een déi mécht, da stellt een och fest, ob dat eppes bruecht huet oder net. Dat zielt och fir déi Aussoen, déi d'Madame Dall'Agnol gemaach huet. Ob dat am Service d'orientation oder ob dat am Service volontaire européen ass, fir mech ass et kloer, datt een ëmmer muss kucken, wat derbäi erauskomm ass.

Ech muss soen, datt ech ganz gutt Erfahrunge gemaach hu mat deene Gesetzer, bei deene mer dat gemaach hunn. Dat ass eng Kéier iwwert d'häuslech Gewalt gewiescht, dat ass iwwert de Surendettement gewiescht. Nëmme wann ee wierklech kuckt, wat derbäi erauskomm ass, weess een, wat ee muss änneren. An da weess een, wat gutt ass oder wat een eventuell nach soss muss maachen.

Ech wëll awer soen - an ech war awer e bësselchen iwwert déi kritesch Ausso vun der Madame Dall'Agnol iwwerrascht -, datt mer dee Service volontaire d'orientation ënner anerem och op d'Demande hi vun der Éducation nationale maachen. Well si selwer och gesinn, datt se mat deene Saachen, déi si hunn, mat deene Méiglechkeeten net ëmmer onbedéngt eppes erreechen. Duerfir hu mer och en Encadrement spécifique, dee virgesinn ass fir déi Leit, fir datt mer se ebe just net esou do lafe loossen an da soen, hei déi kënnen elo fir näischt an d'Altersheem Grompere schiele goen. Dat ass net de Sënn dovun.

Ech wëll och soen, datt d'Demanden, déi do sinn, net Äre Befierchtungen entspriechen, well et si ganz vill Demanden do vu Jugendlecher. Elo ass dat ugefaange ginn, mä wéi gesot, ech si gäre bereet, fir och herno eng Kéier hei Iech doriwwer Bericht ze erstatten.

Dat, wat mer an der Kommissioun eng Kéier awer beäntwert haten, dat ass, datt déi Zäit unerkannt gëtt fir d'Pensiounen. Dat ass och selbstverständlech keng forcéiert Moossnam, déi do gemaach gëtt. Also, et ass en Angebot, en zousätzlecht Angebot fir déi Jugendlech. Duerfir kann et selbstverständlech och keng Sanktioune ginn. Wann déi Jugendlech dat net wëllen unhuelen an dat net wëlle maachen, dann ass dat hir Responsabilitéit.

Mä ech denken, besonnesch deemno wien et ass, muss een dat au cas par cas kucken. Et si jo ënnerschiddlech Jugendlech. Et sinn der derbäi, déi eng ganz Partie vu Schoule gemaach hunn, et sinn der derbäi, déi d'Schoulen net alleguerte gemaach hunn. Duerfir mengen ech, datt een ëmmer erëm muss kucken au cas par cas, wéi dat ausgesäit.

Duerfir hu mer och zousätzlecht Personal kritt, Här Adam…

(Interruption)

Ech wollt Iech just äntwerten op eng Fro, déi Dir mer gestallt hutt.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Dat ass léif. Merci.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Mir hunn zousätzlecht Personal just fir de Service volontaire d'orientation, eng Kéier hei an der Stad, dann awer och op regionalem Plang, fir mat deenen Träger, déi do a Fro kommen, besser kënnen ze kucken, fir also och do kënnen déi richteg Leit op déi richteg Plazen hinzeschécken.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif awer gäre wëllen nach e puer Wierder soen iwwert dat Gesetz, wat haut...

(Interruption)

Ech hunn Iech, Här...

(Interruption)

Majo dach, ech hunn ewell dräimol gesot, datt ech d'accord sinn.

M. le Président.- D'Madame Minister ass dorop agaangen.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Also, ech hunn dat Gefill, den Här Bettel fänkt un esou schick ze schwätzen, hie versteet mech bestëmmt iwwerhaapt net méi. Et ass wahrscheinlech éischter dat. Mä wéi gesot, op déi Fro hunn ech sécher geäntwert, duerfir...

(Interruption)

Une voix.- Liest de Compte rendu!

(Hilarité)

M. le Président.- Liest de Compte rendu, Här Bettel, dann ass d'Saach an der Rei. Madame Jacobs, fuert Dir weider!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- D'Gesetz iwwert de Service volontaire, dat ass aus eiser Siicht jiddefalls eent vun deene wichtege Gesetzer an am Fong d'Suite vun deem, wat mäi Virgänger, den Alex Bodry, 1999 ewell eng Kéier hei an der Chamber erabruecht huet, wat och gestëmmt ginn ass...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...a wou mer eng Kéier konnten op d'Besoinë vun deene Jugendlechen agoen, an anerersäits awer och déi Prioritéiten ëmsetzen, déi d'Jugendpolitik haut op europäeschem Niveau huet.

Effektiv sinn de fräiwëllegen Asaz am Allgemengen an de Service volontaire am Spezielle grouss Themen um europäesche Plang. De Volontariat ass ee vun deenen Domänen, wou an der europäescher Jugendpolitik d'Méthode ouverte de coordination ugewannt gëtt. Ënner anerem soll de Fräiwëllegendéngscht vun de Jugendleche besser promouvéiert an och encadréiert ginn, a mat dësem Gesetz maache mer e grousse Schrëtt an d'Richtung vun dëse gemeinsamen Objektiver.

No dem Gesetz vun 1999 hu mer awer vill Erfahrunge gemaach an duerfir ass et och wichteg, datt mer verschidden Adaptatioune maachen an datt dat elo an dat neit Gesetz hei agefloss ass. Mir hu festgestallt, datt d'Motivatioune vun deene Jugendlechen, fir e Fräiwëllegendéngscht ze maachen, ganz verschidde sinn. Am Gesetz vun 1999 gouf den Déngscht un der Allgemengheet als Haaptmotivatioun gesinn an dat ass sécher och haut nach ëmmer eng wichteg Motivatioun.

Ech denken do un déi Jugendlech, déi e Fräiwëllegendéngscht an enger sozialer Ariichtung leeschten, wéi zum Beispill am Institut St-Joseph zu Betzder. Do schaffe

jonk Fräiwëlleger mat de Behënnerten am Beräich Fräizäit zesummen. Si organiséieren Theater- a Museksaktivitéiten an hunn en Treffpunkt ageriicht, wou Behënnerter an Netbehënnerter sech begéine kënnen.

Een anere flotte Projet ass am Uelzechtdall, wou sech Fräiwëlleger am intergenerationelle Beräich engagéieren. Do ass ee rezente Projet, fir eelere Leit d'Europäesch Unioun méi no ze bréngen. Si maachen dat, andeems se zesumme mat den eelere Leit kulinaresch Owender mat Spezialitéiten aus ganz Europa organiséieren, Danzateliere mat folkloristeschen Dänz offréieren oder Quizshowen zu deem Thema animéieren. Dat Ganzt huet e grousse Succès.

Et gëtt awer och Jugendlecher, déi am Ausland aktiv sinn, zum Beispill an engem Naturschutzgebitt a Griichenland, wou jonk Lëtzebuerger wichteg Déngschter geleescht hunn. Si hunn do gehollef, rar Geieren an d'Grenzgebitt zwëschent Griichenland a Bulgarien ze bréngen.

Allerdéngs hunn déi Jugendlech nach aner Grënn, Fräiwëllegendéngscht ze maachen. Vill vun hinne gesinn et als eng Méiglechkeet, fir nei Erfahrungen ze sammelen. Et sinn déi, déi no der 13e oder 1re an engem Gebitt schnuppere wëllen, ier se sech fir e Studium an enger bestëmmter Fachrichtung engagéiere wëllen.

Ech denken dobäi un eng jonk Lëtzebuergerin, déi éischt intensiv Erfahrungen an der Behënnertenaarbecht a Spuenien gesammelt huet an déi sech duerno fir e Studium an der Ergonomie entscheet huet.

Aner flott Beispiller, déi ewell hei ervirgeruff gi sinn, sinn déi am Kader vum Kulturjoer, wou 20 jonk Leit aus verschiddenen europäesche Länner dem Robert Garcia seng Equipe verstäerkt hunn. Si hunn do eng ganz Rei vun Experienze gemaach a sech duerno entweder fir e Studium am kulturelle Beräich décidéiert, oder anerer hunn erausfonnt, datt dat Kulturellt net onbedéngt hiren Domän wier an hu sech ebe just fir eng aner Richtung entscheet. An deenen zwee Fäll hat de Fräiwëllegendéngscht dëse Jonken ouni Zweifel eppes fir hiert spéidert Liewe bruecht.

Beim Fräiwëllegendéngscht am Kader vum Kulturjoer ass et och interessant ze gesinn, datt ewell dräi vun deene Jugendlechen eng Plaz fonnt hunn opgrond vun hiren Erfahrunge bei 2007, a bis elo ass dat jo nach ëmmer um Fonctionnéieren.

Et kann een also roueg behaapten, datt de Fräiwëllegendéngscht eng Orientéierungshëllef ass fir spéider Studien oder och fir engem seng Carrière. Et gëtt och Jugendlecher, déi de Fräiwëllegendéngscht notzen, fir sech op zousätzlech Studien ze preparéieren.

Mir hunn zu Eeselbur an engem vun de Centres vum Service national de la Jeunesse Fräiwëlleger aus Lëtzebuerg, mä och aus Europa, fir e Fräiwëllegendéngscht am Beräich vum Videofilm. Si iwwerhuelen Deeler vun der Animatioun vu Jugendgruppen an assistéieren aner Jonker beim Léieren am Ëmgang mat der Videokamera. An dësem Fräiwëllegendéngscht kréie si d'Geleeënheet, op semi-professionellem Material ze schaffen a sech e sougenannten Dossier unzeleeën. Dësen Dossier erlaabt et hinnen herno, den Accès op eng Filmschoul ze kréien, deen ouni dat net méiglech wier.

De Fräiwëllegendéngscht ass awer och eng Méiglechkeet fir Formatioun. Iwwerhaapt leet d'Gesetz Wäert op d'Volete vun der Formatioun a vun der Validatioun, woumat mer erëm eng Kéier op dat aginn, wat hei eng Partie vun de Virriedner gefrot hunn.

Mat Formatioun menge mir speziell Formatiounsstagen, déi dee Fräiwëllegen am Kader vu senger Aktivitéit ugebuede muss kréien. Gemengt sinn awer och d'Léierméiglechkeeten, déi de Fräiwëllegen a senger Aktivitéit selwer kréie muss. Derniewent ass ee wichtege Punkt, dem Fräiwëllege seng Aktivitéit ze dokumentéieren, an dat ass och dat, wat hei gefrot gouf. Domat soll hatt oder hien d'Méiglechkeet kréien, seng Erfahrungen als Fräiwëllege spéider ze notzen, zum Beispill wann en eng Studien- oder eng Aarbechtsplaz sicht.

An de Beispiller geet vill Rieds vun Europa, wat dohier kënnt, datt Lëtzebuerg beim europäesche Programm Jeunesse en action matmécht. Dëse Programm finanzéiert den Austausch vu Fräiwëllegen am Kader vum Service volontaire européen an de Länner vun der Europäescher Unioun, mä och doriwwer eraus. Dat huet d'Madame Kemp-Arendt och hei opgezielt.

Effektiv hunn ewell e puer Jonker de Fräiwëllegendéngscht an engem Entwécklungsland geleescht, zum Beispill a Bolivien am Kader vun engem Projet vun enger Lëtzebuerger ONG. De Programm Service volontaire européen gëtt also ville Jonken d'Méiglechkeet, en neit Land intensiv kennen ze léieren, an d'Méiglechkeet bis zu engem Joer an engem frieme Land ze wunnen an aktiv ze sinn, wat natierlech en zousätzlechen Ureiz ass, fir e Fräiwëllegendéngscht ze maachen. Dat zumools fir déi Jonk, déi net d'Chance hunn, am Ausland ze studéieren.

D'Motivatioune vun deene Jugendleche si villfälteg a sécher spillen déi verschidden Aspekter wéi den Engagement fir d'Gemeinschaft; d'Méiglechkeet, nei Aktivitéitsfelder ze entdecken; d'Léiere vun neie Fäegkeeten an de Virwëtz op nei Länner bei all Volontaire eng Roll.

Bei de Beispiller...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech bieden ëm Opmierksamkeet fir d'Ausféierunge vun der Madame Minister!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President.

Bei de Beispiller, déi ech genannt hunn, geet vill vu Jugendleche Rieds, déi studéiert hunn oder studéiere wëllen. Si hunn also en éischter héijen Ausbildungsniveau, an och do ass gefrot ginn, ob dat sech gutt matenee kombinéiere léisst.

De Fräiwëllegendéngscht soll sech awer net nëmmen op déi Jugendlech konzentréieren, déi en héijen Ausbildungsniveau hunn. Duerfir hu mer zënter dem 1. Oktober deen neie Programm lancéiert vum Service volontaire d'orientation, dee sech virun allem u Jonker riicht, déi keng esou eng héich schoulesch Ofschlëss hunn a sech nach net esou am Klore sinn, wat se eigentlech fir d'Zukunft wëllen.

Déi Jugendlech, un déi mer eis domat riichten, sinn dacks manner mobil, an duerfir gëtt dëse Programm ausschliesslech hei am Land organiséiert. Den Echo op dësen neie Programm ass ganz positiv, an en éischte Grupp vun 20 huet virun enger Woch säi Fräiwëllegendéngscht ugefaangen. Mir verspriechen eis vill vun dëser Moossnam, wou speziell vill Wäert op eng individuell Orientéierungshëllef a Formatioun geluecht gëtt, an déi och méi intensiv encadréiert ginn, wéi déi aner Jugendlech.

Mir hunn an deene leschte Jore festgestallt, datt mir méi Asazméiglechkeete brauchen. Duerfir hu mer eis elo net nëmme méi op d'A.s.b.l.e beschränkt, obschonns déi och viru wäerten d'Haaptacteuren am Beräich vum Fräiwëllegendéngscht bleiwen. Allerdéngs kënnt et awer och vir, datt Gemengesyndikater, Gemengen oder och staatlech Verwaltungen interessant Projeten ubidden. Bei dësem Gesetz kënne si dat och maachen, a mir wäerten an Zukunft méi drop kucken, wat fir eng Projeten et sinn, wéi op de Statut vum Träger.

Et gëtt vill Organisatiounen, déi am Fräiwëllegendéngscht schaffen. Dat gëllt virun allem fir d'Ausland, wou et zu engem Deel och vill méi laang Traditiounen am Beräich vum Fräiwëllegendéngscht gëtt. An Däitschland gëtt et d'„freiwilliges Sozialjahr" an d'„freiwilliges ökologisches Jahr". A Frankräich gëtt et och eng Rei Gesetzer, déi verschidden Type vu Fräiwëllegendéngschter regelen. Derniewent gëtt et grouss international Organisatiounen, déi fräiwëlleg Déngschter op der ganzer Welt ubidden, an dat zu ganz verschiddene Konditiounen. Dat kënnt Der alles, wann Der wëllt, um Internet nokucken.

Leider sinn d'Offeren net ëmmer seriö. Dat hu mer misse feststellen an deene leschte Joren. Et koum vir, datt Jugendlecher sech bei Organisatiounen engagéiert hunn, déi kee wierklechen Encadrement garantéiert hunn, wou hir Tâchen an hir Responsabilitéiten net kloer waren, wou de Kader also net gestëmmt huet.

Eis geet et mat dësem Gesetz drëm, Mindeststandarde festzesetzen, déi deem Fräiwëllegen e Minimum u Sécherheet ginn. D'Gesetz preziséiert - méi wéi dat vun 1999 - a gesäit d'Konditioune vir, fir um Niveau vun den Assurancen an der sozialer Ofsécherung, mä och um Niveau vun der Formatioun an dem Encadrement aktiv ze ginn. De Fräiwëllege muss och am Viraus méi genee wëssen, op wat hien oder hatt sech aléisst a wat vun him verlaangt gëtt. Dat alles gëtt och méi genee gekuckt, woubäi de Service national de la Jeunesse eng Kontrollfonctioun ausübt.

Mindeststandarde si wichteg, fir déi Jonk ze schützen. Mir hu momentan e Programm fir hei am Land an e Programm fir Europa, mä mir sinn elo amgaang ze iwwerleeën, ob et méiglech ass, fir och zousätzlech iwwer Europa eraus an den Entwécklungslänner Projeten ze engagéieren. Et ass ganz vill Interessi do, sougutt vun de Jugendleche wéi och vun den ONGen. Do gëtt och d'Gesetz eis hei d'Méiglechkeet derfir.

Fir ze résuméieren, sinn ech frou, datt mer mam neie Gesetz nei Ouverturë kréien, méi Wäert op d'Formatiounsméiglechkeete leeën, e besseren a méi prezise Kader fir de Fräiwëllegendéngscht kréien an domat am Interessi vun de Jugendleche geschafft hunn.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir Är Interventiounen a soen Iech nach vill méi Merci, wann Der och nach de Gesetzesprojet stëmmt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister.

Mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5618 ass mat 57 Jo-Stëmmen ugeholl, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par M. Paul Helminger), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Wat d'Motioun vum honorabelen Här Adam ubelaangt, mengen ech d'Madame Minister richteg verstanen ze hunn, dass se déi unhëlt, trotz dem Term vun der Evaluatioun, deen dra figuréiert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech hat keng Zäit, fir se nach all ze liesen, mä wann dat drasteet, wat den Här Adam gesot huet, da sinn ech domat d'accord.

M. le Président.- Eng Evaluatioun no dräi Joer, an ech mengen, dat hutt Dir jo och gesot. Mir stëmme par main levée of.

Vote

Wie mat der Motioun d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dem Här Adam seng Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Konte vum Service intérieur vun der Chamber. Den honorabelen Här Camille Gira presentéiert dës Konten.

6. 5777 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2005

Rapport de la Commission des Comptes

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen dëse Rapport am Numm vun der Kontekommissioun, enger erëm operstanener Kommissioun.

Dir kënnt Iech vläicht erënneren, dass d'Kontekommissioun en Eegeliewen hat bis d'Joer 2004, bis gemengt gi war, et wär am Sënn vun enger méi effizienter Organisatioun vun eise parlamentareschen Aarbechte sënnvoll, se mat der Budgetskontrollkommissioun ze fusionéieren, bis dann e puer Joer méi spéit festgestallt ginn ass, dass an der Budgetskontrollkommissioun ganz vill Leit sëtzen, déi och am Büro sinn. A well de Büro eigentlech politesch responsabel ass fir dat, wat hei mat de Gelder geschitt, ass dunn awer erëm gemengt ginn, et wier méi sënnvoll, eng eegestänneg Kommissioun ze maachen.

Heimadder leet dës Kommissioun dann hiren éischte Rapport iwwer ee Joergang of, an zwar dee vun 2005. Ech erspueren Iech elo d'Opziele vun den honnerte vu Chifferen, déi Der souwisou net géift verhalen. Déi Chiffere sinn am Detail am schréftleche Rapport nozeliesen. Si sinn och schonn in extenso an der Press deelweis kommentéiert ginn, esou dass ech mech wierklech hei kann op e puer Gréissenuerdnunge beschränken an e puer allgemeng Bemierkunge maachen.

Wann Der de Bilan kuckt, da stellt Der fest, dass den Aktiv an de Passiv e Chiffer vu ronn 11,5 Milliounen Euro duerstellen, wou virun allem ze bemierken ass, dass mer amgaang sinn, lues a lues als Chamber eis eng kleng Mouk unzesammele vu ronn 7,5 Milliounen Euro, déi bei där enger oder anerer Geleeënheet eventuell kann nëtzlech sinn.

Beim Kont vun de Revenus et charges stellt ee fest, dass mer ongeféier 25 Milliounen Euro Crédit budgétaire vun der Regierung kritt hunn; also ronn 1 Milliard aler Lëtzebuerger Frangen. Virun allem fält awer do op, dass mer 2005 e Boni vun 1,9 Milliounen Euro gemaach hunn. Dat virun allem, well eng ganz Rei Projeten, déi virgesi waren am Informatiksberäich, net an deem Joer gemaach si ginn.

Interessant ass natierlech ëmmer ze kucken, wéi dann d'Fraisë vun der Chamber evaluéieren. Wann een den Tableau kuckt tëschent 2004 an 2005, esou stellt ee fest, dass - en aussergewéinleche Phenomeen an enger öffentlecher Instanz - d'Depensë vun 2005 par rapport zu 2004 ëm ëmmerhin 11,84% zréckgaange sinn. Elo muss een awer éierlechkeetshalber soen, dass natierlech 2004 Suen ausbezuelt si ginn, fir de Wahlkampf ze finanzéieren. Mä souguer wann een dee Chiffer vu ronn 1,6 Milliounen Euro ofzitt, dann ass awer e Minus vu 6% festzestellen.

Mir kënnen also mat rouegem Gewëssen hei, Här President, der Regierung op d'Fanger klappen, wann et heescht effikass mat öffentleche Gelder ëmzegoen an och weider Spuermoossname bei sech selwer anzeleeden. Mir kënnen dat mat rouegem Gewësse maachen, well mir och, mengen ech, an deene leschte Joren hei alles probéiert hunn, fir déi Suen, déi mer vun der Regierung kréien, esou effikass wéi méiglech ze gestalten. Et kann ee jo net soen, dass mer 2005 méi schlecht geschafft hätten, wéi 2004. An awer hu mer et fäerdeg bruecht, dat mat 6% manner Geld ze maachen.

Ganz kuerz da vläicht déi eenzel Sektiounen.

D'Sektioun A. Dat sinn d'Indemnitéiten, déi un d'Deputéierte ginn. Dat ass, mengen ech, dee gréisste Batz. Do fält op, dass mer praktesch 180.000 Euro manner Dépensen hunn. Elo freet ee sech: Wéi ass dat da méiglech? Majo, hu mir op eemol nëmme méi 59 Deputéierten? Mä och dat huet mam Wahljoer 2004 ze dinn, well do eng Rei Indemnités de départ bezuelt si ginn un Deputéierten, déi entweder net méi erëmgewielt si ginn oder opgehal hunn.

Da komme mer bei d'Sektioun B. Dat sinn déi international parlamentaresch Institutiounen. Dee Chiffer ass ganz zolidd eropgaangen. Mä och do gëtt et eng ganz einfach Erklärung. Dat ware sechs Méint Lëtzebuerger Présidence, wou natierlech och d'Parlament probéiert huet seng Roll ze spillen a vläicht déi eng oder aner Réunioun mat Parlamentarier aus der EU oder soss Institutioune weider organiséiert hat wéi d'Jore virdrun.

Bei de Groupes politiques, e Chiffer vu ronn 1,8 Milliounen, gëtt et net ganz vill ze vermelden.

D'Sektioun D, d'Personal: ronn 5 Milliounen Euro. Ech wëll vläicht nach eng Kéier drun erënneren, dass dëst Haus weiderhin e

ganz bescheidene Betrib bleift, mat 55 Fonctionnairen an enger knapper Dosen Employéen. Ech wëll ëmmer erëm drun erënneren, dass mir domat mussen déi ganz legislativ Aarbecht ofdecken. Vläicht kéint een emol de Verglach mat där enger oder anerer staatlecher Verwaltung oder Service hierstellen, fir dann awer ze soen, dass mer wierklech net iwwerbesat sinn.

Et héiert een och regelméisseg, dass an auslännesche Parlamenter de Ratio Deputéiert/MataarbechterInnen eent zu sechs ass. Mir sinn hei knapps bei eent zu eent. Ech mengen, mir kënnen et eis - och als Rapporteur - erlaben ze soen, dass, wa mer eis wëlle méi aklénken an deen europäesche Prozess, et sécherlech mat deem Staff, dee mer hei hunn, net duergoe wäert. Do misst dann eng zolidd Opstockung kommen.

Une voix.- Très bien!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), rapporteur.*- Sektioun E, dat ass d'Verwaltung. Do stellt ee fest, dass mer praktesch -2,5 Milliounen Euro par rapport zu deem Joergang virdrun hunn. Dat huet haaptsächlech domat ze dinn, dass de Projet Knowledge management eriwwer war, deen natierlech an deene Jore virdru ganz zolidd an d'Dépensë geschloen huet.

A schlussendlech de Compte rendu mat ronn 900.000 Euro, wou ee feststellt, dass dat geschitt ass, wat mer och an der Zäit versprach kritt hunn, dass eigentlech haut de Finanzvolumen, deen néideg ass fir de Compte rendu an d'Televisioun, net méi grouss ass, wéi an der Zäit fir de Compte rendu eleng. Ech mengen, do ass eis net ze vill versprach ginn. Do gëtt an Tëschenzäit effikass geschafft. A wann och do d'Dépense vun 2005 par rapport zu 2002 33.000 Euro manner ass, da läit dat ganz einfach dorun, dass 2005 zwou Nummere manner vum Chambersblietchen erauskomm sinn.

D'Konklusiounen an der Kommissioun ware kloer, besonnesch och wéi mer nach am Rapport vum Réviseur d'entreprise konnte liesen, dass si keng Onkorrektheeten an Ongenauegkeete konnte feststellen, sou dass mer lech géife bieden, d'Konten unanime unzehuelen.

Mir hunn dat formuléiert an enger Resolutioun.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de la Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2005 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

Ech wier frou am Numm vun der Kommissioun, wa mer dat och esou géife stëmmen. Ech wéilt awer net ofschléissen ouni am Numm vun der Kommissioun, mä ech mengen och am Numm vun lech alleguerten, deene responsabele Servicer vum Greffe e ganz, ganz häerzleche Merci ze soe fir déi exemplaresch Aarbecht, déi do geleescht gëtt, esou dass et eng ganz einfach Aufgab ass, als President a Rapporteur vun där Kommissioun lech dat hei virzeleeën.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Très bien. Merci, Här Gira. Mir kommen zum Vote iwwert dës Resolutioun. Ech denken, dass mer déi par main levée kënnen ofstëmmen.

(Assentiment)

Vote

Wien ass d'accord mat der Resolutioun?

Domat sinn d'Konte vun der Chamber eestëmmeg ugeholl an, esou wéi den Artikel 164 vum Reglement dat virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des Comptes weidergereecht.

Domat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun dëser Woch ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 23., 24. a 25. Oktober. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech matgedeelt, wann d'Presidentekonferenz e festgeluecht huet.

Ech soen lech Merci.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.37 heures)

SÉANCE 4

Mardi, 23 octobre 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président • M. Marcel Glesener, Doyen

Sommaire

1. Communications

2. 4909 - Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité
- *Prise en considération*

3. Propositions de loi 5793 et 5794
- *Déclaration de recevabilité*

4. Ordre du jour

5. Heure d'actualité demandée par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet du Traité réformateur
- *Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Débat: M. Ben Fayot (résolution 1), M. Laurent Mosar, M. Charles Goerens, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes (motion 1), M. Ben Fayot, M. Aly Jaerling*
- *Résolution 1 adoptée*
- *Motion 1 caduque*

6. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

7. 5517 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

5428 - Proposition de loi de M. Claude Meisch portant réglementation de l'activité d'assistant maternel
- *Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Sylvie Andrich-Duval*
- *Présentation de la proposition de loi: M. Claude Meisch (amendement 1)*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Amendement 1 rejeté*
- *Vote du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois)
- *Présentation: Mme Viviane Loschetter (motion)*
- *Débat: Mme Marie-Josée Frank, M. Claude Meisch, Mme Lydie Err, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Motion: Mme Viviane Loschetter, Mme Marie-Josée Jacobs, M. Ben Fayot (version modifiée sera remise)*

9. 5599 - Projet de loi portant

- modification de la loi du 19 février 2004 portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques, ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises;

- transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE précitée
  - *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. Alex Bodry en remplacement de M. Jos Scheuer*
  - *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
  - *Vote et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Jeannot Krecké et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi üblech net, Här President.

M. le Président.- Dann huele mer Akt dovunner.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Opgrond vum Artikel 11 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert d'Schafung vun engem Centre pour l'égalité de traitement an opgrond vun den Artikelen 132 bis 134 vun hirem Reglement ass d'Chamber dozou opgeruff, e President a véier Membere vun dësem Centre ze proposéieren, déi duerch de Grand-Duc ernannt ginn.

Opgrond vum Vote aus der Sitzung vum 9. Oktober ass de Postë vum President nei auszeschreiwen. Interessente fir d'Mandat vum President vun dësem Centre kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens den 23. November 2007. Den Datum vum Poststempel ass maßgebend.

Bei der Kandidatur muss e Liewenslaf leie mat de Beleeër, déi beweisen, dass d'Konditioune vum Gesetz erfëllt sinn an dass d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschloss vun deem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Statsrot a vun der Regierung.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

* * *

2) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3) Les projets de loi, propositions de loi et projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5789** - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2006

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 10.10.2007

2. **5790** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2001 relatif à certaines méthodes d'analyse quantitative de mélanges binaires de fibres textiles

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 11.10.2007

3. **5791** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 mai 1999 relatif aux dénominations textiles

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 11.10.2007

4. **5792** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation du Conseil de l'Europe des élections municipales et législatives au Kosovo

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.10.2007

5. **5793** - Proposition de loi visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée

Dépôt: Monsieur Aly Jaerling, le 15.10.2007

6. **5794** - Proposition de loi portant création d'une Chambre des retraités

Dépôt: Monsieur Aly Jaerling, le 15.10.2007

7. **5795** - Projet de loi modifiant I) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État; II) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; III) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; IV) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État; V) la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant 1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; 2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; 3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État; 4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État; 5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration; et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire; VI) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 17.10.2007

4) En date du 5 au 9 octobre 2007, s'est tenue à Reykjavik (Islande) la 53e Session de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. La Chambre des Députés y était représentée par M. Marc Spautz, Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marc Angel, Vice-Président ainsi que par M. Fred Sunnen et M. Claude Adam, Membres.

À l'ordre du jour figuraient notamment des discours de M. Sturla Bödvarsson, Président du Parlement (Althingui) d'Islande, M. Geir H. Haarde, Premier Ministre d'Islande, M. Sali Berisha, Premier Ministre de la République d'Albanie et de Monsieur Antonio Milošoski, Ministre des Affaires étrangères de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine.

Les cinq commissions de l'Assemblée ont examiné divers rapports et entendu des exposés de plusieurs spécialistes.

Un débat a eu lieu sur l'Afghanistan mais également sur la défense antimissile, le futur statut du Kosovo, l'éventuel élargissement de l'OTAN, sur les changements climatiques (l'après-Kyoto), l'essor du système économique de l'Asie de l'Est: Répercussions sur l'Europe et l'Amérique du Nord, le Pakistan et les relations avec la Fédération de Russie.

La prochaine Session annuelle se tiendra à Valence (Espagne) du 14 au 18 novembre 2008.

2. 4909 - Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité

Esou wéi den Artikel 63 (1) vum Chamberreglement et virgesäit, froen ech d'Chamber, ob se sech definitiv fir d'Prise en considération vun der Proposition de loi 4909 „sur le droit de mourir en dignité" ausschwätzt. Dës Proposition de loi gouf vum Här Jean Huss a vun der Madame Lydie Err déposéiert.

Ass d'Chamber mat der Prise en considération vun dëser Proposition de loi d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Proposition de loi gëtt deemno un d'Gesondheetskommissioun verwisen.

3. Propositions de loi 5793 et 5794

Déclaration de recevabilité

Ech froen d'Chamber elo, ob se sech fir d'Recevabilitéit ausschwätzt vun deenen zwou Propositions de loi, déi den Här Aly Jaerling de 15. Oktober déposéiert huet betreffend d'Arméigesetz an d'Schafung vun enger Chambre des retraités.

- Proposition de loi 5793 de M. Aly Jaerling visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée

- Proposition de loi 5794 de M. Aly Jaerling portant création d'une Chambre des retraités

Ass d'Chamber d'accord mat der Recevabilitéit vun dësen zwou Propositiounen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, gouf Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Commission des Affaires étrangères iwwert deen neien europäeschen Traité. Dann de Projet de loi 5517 iwwert d'Assistance parentale, zesumme mat der Proposition de loi vum honorabelen Här Meisch. Dann als nächste Punkt d'Interpellatioun vun der Madame Viviane Loschetter iwwert d'Prostitutioun an als leschte Projet de Projet iwwert d'Transparence des relations financières.

Muer um hallwer dräi hu mer eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Spidolswiesen. Duerno de Projet de loi iwwert d'Statsbeamtegehälter. Dann zwou Motiounen zum Thema „grands projets d'infrastructures". Als véierte Punkt um Ordre du jour steet eng Motioun iwwert d'Eisebunnsstreck Lëtzebuerg-Péiteng a schlussendlech d'Naturalisatiounen.

Iwwermuer, en Donneschdeg, fänkt d'Sitzung um hallwer véier un. Folgend Punkte stinn um Ordre du jour: D'Resolutioun vun där honorabeler Madame Brasseur iwwert d'Aféierung vun engem Wäertunterrecht an de Schoulen. Eng Ëmännerung vum Chamberreglement. Als drëtte Punkt d'Question avec débat vum honorabelen Här Adam iwwert d'Affectatioun vun de Siten aus dem Kulturjoer 2007. Als nächste Punkt eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Gesondheetsrisiken, déi duerch déi mobile Tëlefonie verursaacht ginn. An als leschte Punkt de Projet de loi iwwert de Gebrauch von den Informatiounen aus dem öffentleche Secteur.

Ass d'Chamber mat dësem modifizéierten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Aktualitéitsstonn, déi d'Commission des Affaires étrangères ugefrot huet iwwert deen neien europäeschen Traité. D'Regierung huet 20 Minutte Riedezäit, d'Fraktiounen hunn zéng Minutten an d'Sensibilité politique véier Minutten. D'Wuert huet elo den Här Stats- a Premierminister Jean-Claude Juncker.

5. Heure d'actualité demandée par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet du Traité réformateur

Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, vun un dass et d'Europäesch Unioun gëtt a schonns ier se esou geheescht huet, war hir Konstruktioun déi gelonge Vermëschung vun déiwen Iwwerzeegungen, vu periodeschen Zweifelen, déi beäntwert gi sinn, a vun der Kraaft vum Kompromiss, deen déi zwee matenee versöhnt huet.

Genau déi Intersektioun do, déi Schnittmenge - wéi se déi aner Säit vun der Musel soen -, war och d'virherrschend Atmosphär bei dem europäesche Conseil vu Lissabon déi lescht Woch an därselwechter Stad.

Wann een dee Wee kuckt, dee mer déi lescht siwe Joer laang gaang sinn, da war dat ee Wee, deen holpereg war, dee sech heiansdo a sech selwer an op senge Niewepiste verlaf huet. Jiddefalls ee Wee, deen net riicht war.

Mir hunn e Vertrag vun Nice am Dezember 2000 ofgeschloss, vun deem ech heibanne gesot hunn - géint d'liicht Opbegiere vun aneren, déi dorunner bedeelegt waren -, dee Vertrag wär gutt fir Lëtzebuerg, awer e wär net gutt fir Europa. Dat huet sech och séier erausgestallt. Dunn hu mer eis op de Wee gemaach, no engem Konvent, wat eng extraordinär Virbereedung war vun demokratescher Breet a vun Intensitéit an der Déift vun de Berotschlounge, zu engem Europäesche Verfassungsvertrag. Dee war gutt. Fir deen hu mer eis agesat. Iwwert deen hu mer e Referendum ofgehalen.

Elo kréie mer ee Vertrag vu Lissabon. Deen ass net esou gutt, wéi en Europäesche Verfassungsvertrag. En ass gutt genuch fir Europa. En ass ganz gutt fir Lëtzebuerg. E wär besser fir Lëtzebuerg, wann e ganz gutt fir Europa wär. Mä en ass net schlecht fir Europa a fir Lëtzebuerg.

Ech fille mech obligéiert, sentimental an inhaltlech, hei nach eng Kéier deene Merci ze soen, déi dëst Haus an deem Konvent, deen zum Europäesche Verfassungsvertrag an indirekt och zu dem Vertrag vu Lissabon gefouert huet, vertrueden hunn.

Stellvertriedend fir se all, wëll ech besonnesch d'Roll, d'Duerchsetzungsfäegkeet, d'Beharrlechkeet am Denke vun eisem Kolleeg Ben Fayot hei belobegend erwähnen, deen eist Parlament zesumme mat senge Kolleege brillant vertrueden huet an dee virdru scho wéi och duerno an Europa iwwer een exzellenten Numm verfügt, wéi ech dëser Deeg - erwähnen ech anekdotenhaft - nach an engem Gespréich mam italienesche Statspresident Napolitano konnt feststellen. Et ass gutt, an him een treie Weebegleeder an europäesche Saachen ze wëssen an och heiansdo d'Gefill ze hunn, net ganz eleng ze sinn, wann een d'Geschicht vu gëschter probéiert an Zesummenhang ze brénge mat der Geschicht vu muer.

Dee Vertrag, dee mer zu Lissabon ausgehandelt hunn an un deem sengem Zustanekommen och eisen Ausseminister e groussen Undeel huet, dee wëll ech hei net erklären am Detail, well d'Chamber, déi jo dëse Vertrag soll ratifizéieren, well d'Noutwendegkeet fir iwwert de Wee vun engem Referendum ze fueren entfält, well iwwer 90% vun der Substanz vum Verfassungsvertrag och Agank fonnt hunn an deen neie Vertrag, jo nach d'Geleeënheet kritt, ech denken am Joer 2008, sech am Detail iwwert d'Dispositioune vun deem Vertrag auszeschwätzen.

Ech wëll hei en europäescht Stëmmungsbild schilderen, wat gläichzäiteg national Atmosphärselementer reflektéiert.

Deen neie Vertrag, dee mer kréien an deen den Numm vun der portugisescher Haaptstad wäert droen, ass ee Vertrag - ech hunn et scho gesot -, deen am Wiesentlechen déi inhaltlech Elementer reflektéiert, déi och Agank fonnt haten an den Europäesche Verfassungsvertrag, zu deem d'Lëtzebuerger den 10. Juli 2005 een däitleche Jo gesot haten. Et bleift virun allem dobäi, dass déi institutionell Neierungen, déi de Verfassungsvertrag ugeduecht hat, och ouni Ofstréch Agank fonnt hunn an deen neie Reformvertrag.

Dee kee Minivertrag ass, wéi anerer soen, well en huet jo grouss Substanzstrecke vun deem ale Verfassungsvertrag iwwerholl, an deen och kee vereinfachte Vertrag ass. C'est un traité simplifié et très compliqué. Doduerch, dass mer de Choix getraff hunn, net ee ganz neie Vertrag ze schreiwen, mä déi al Verträg ofzeänneren, ze amendéieren, ass e vun enger totaler Illisibilitéit op den éischte Bléck. E gëtt eréischt richteg verständlech am Nobléck an am Réckbléck op dee méi einfache Verfassungsvertrag, dee mir ugeholl hunn an deen anerer ofgelehnt hunn.

Bei deenen institutionellen Neierunge bleift et awer. Mir kréien eng onwahrscheinlech Ausbreedung vun deene Felder, wou d'Europäesch Unioun, hire Ministerrot mat qualifizéierter Majoritéit décidéiert. Mir entkommen definitiv der Trappe vun der Unanimitéit, déi engem heiansdo hëlleft, wéi rezenterweis nach wéi ech géint eng nei TVA-Direktiv eleng hu missen e Veto ofleeën, mä déi een am Regelfall genéiert, well et e Refuge ass fir reng nationalen Iwwerleeungen an Europa zum Duerchbroch ze verhëllefen.

Iwwerall do, wou de Ministerrot mat qualifizéierter Majoritéit ofstëmmt, bis op ganz, ganz wéineg Ausnahmen, wäert och d'Europäescht Parlament iwwert d'Codécisiounsrechter verfügen. Et gëtt also e gläichberechtegte Gesetzgeber mam Europäesche Ministerrot. Et gëtt en fait finale Gesetzgeber am Zweifelsfall. Dat ass ee Fortschrëtt vun Demokratie op engem Kontinent, op deem de Parlamentarismus et esou dacks schwéier hat, an op deem en et, wann et no ville géif goen, och soll schwéier behalen. Et ass déi definitiv kontinental Victoire vum demokratesch legitiméierte Parlamentarismus.

Mir kréien een Héije Vertrieder fir Aussepolitik, dee mer wollten, déi, déi Verstand hunn, Europäeschen Ausseminister nennen. Déi, déi nëmme Sënn hu fir „practicalities" a fir Pragmatesches, déi nennen en elo esou, dass kee Mënsch méi weess, wien dee Mann eigentlech ass: Héije Vertrieder fir Aussen- a Sécherheetspolitik, Generalsekretär vum Conseil vun de Ministere vun der Europäescher Unioun. Ech wéilt dat net op menger Visitëkaart stoen hunn. Mä wichteg ass, dass d'diplomatesch Geschécker an enger Hand zesummegefouert ginn an dass d'Effizienz vun der Aussenduerstellung vun der Europäescher Unioun duerch d'Schafe vun deem Posten onwahrscheinlech vill wäert gewannen.

Mir kréien eng permanent Presidentschaft vum Conseil vun der Europäescher Unioun an der Persoun an an der Funktioun vum President vum Conseil européen. Vläicht kënnen nach méi intensiv un de Saachen interesséiert Kolleege sech drun erënneren, dass ech radikal géint d'Schafung vun deem Poste war.

Fir d'Lëtzebuerger Regierung ass d'Schafung vun deem Posten e Kompromiss un d'Intergouvernementalitéit. An et ass just ze hoffen, dass deen, deen dat gëtt, dat net gëtt, fir de President vun der Europäescher Kommissioun an den Eck ze spillen, fir d'Mottofunktioun vun der Europäescher Kommissioun auszehiwwelen, mä dass dee seng Aarbecht an den Déngscht stellt vun den institutionellen Equiliberen, déi de Succès vun der europäescher Method bis haut ausgemaach hunn.

Mir kréien een Europäescht Parlament vu 751 Memberen. Dat war jo nach ee grousst Gespréich, wat mer dëser Deeg zu Lissabon haten. Fir d'Lëtzebuerger Regierung ass et evident, dass de President vum Europäesche Parlament - dee 750-plus-een-Deputéierten, deem Enthalung zougesprach gëtt - selbstverständlech iwwer Stëmmrecht verfügt. Mir wëlle keng émasculéiert Présidence vum Europäesche Parlament. Dat wäert och am Endtext vun deem Vertrag ganz kloer gemaach ginn.

Lëtzebuerg behält an deem Vertrag sechs Deputéierten. E Fortschrëtt par rapport zum Resultat vum Konvent, deen eigentlech mat véier Deputéierte sech averstanen erkläert hat. Mir hunn - déi fréier Regierung, d'Madame Polfer an ech; déi jëtzeg Regierung, den Här Asselborn an ech - staark derfir plädéiert, dass Lëtzebuerg géif sechs Deputéierte behalen.

Mir hunn an deem neie Vertrag eng Formel agefouert, vun där kee méi wousst, dass et se géif ginn, obschonn et se zënter 1994 gëtt. Déi nennt sech: Formel vun Ioannina. Dat ass eng Stad a Griichenland. Souguer griichesche Premieren huet ee missen erklären, wat dat wier, déi Décisioun vun Ioannina.

Dat ass kee Mechanismus, deen d'Décisiounsfindung vun der Europäescher Unioun a vun hirem Ministerrot géif onméiglech maachen. Dat ass ee Mechanismus, deen d'Décisioun ka retardéieren, mä dee se net kann évitéieren, well mer dee Mechanismus vun Ioannina net zum Primärrecht an der Europäescher Unioun gemaach hunn, mä en um Stadium vun enger Décisioun vum Conseil belooss hunn. Mir hunn an engem Protokoll däitlech gemaach - deen ass rechtsverbindlech -, dass deen nëmmen einvernehmlech - dat heescht, mat de Stëmme vu jiddferengem - kann ofgeännert ginn.

Dat ännert näischt drun, dass de President vum Conseil opgrond vum interne Reglement vum Ministerrot kann all Moment zu engem Vote opruffen, soit well hien et selwer esou wëllt, soit well ee Member vum Conseil vun de Ministeren dat géif mat Approbatioun vun der Majorité simple vun de Memberstaten esou verlaangen.

Et ass kee Blockademechanismus. Dat wier e ginn, wann een en an d'Primärrecht agefouert hätt. Et ass een „delaying mechanism", wéi dat op Lëtzebuergesch heescht, duerch d'Kombinatioun vun Deklaratioun a vu Protokoll. Dir entdeckt dat - wéi mer heiheem soen - „in due time".

Et ass ee Vertrag, deen et erméiglecht, dass Staten, déi et wëllen, déi et kënnen, Staten, déi eng Ambitioun deelen, méi séier an ouni opgehal ze ginn duerch anerer, déi dat net wëllen, iwwert de Wee vun der verstäerkter Zesummenaarbecht europäesch Fortschrëtter kënnen an d'Wee leeden. Dat ass wouer an alle Beräicher vun der Politik.

An et ass ee Vertrag, deen Ofännerungsregele vum Vertrag virgesäit, déi net all Kéier eng Regierungskonferenz an eng Ratifikatioun duerch d'national Parlamenter noutwendeg maachen. Heiansdo kann de Conseil européen, d'Stats- an d'Regierungschefe selwer décidéieren eppes ze änneren, à condition, dass keen nationaalt Parlament dergéint opponéiert. Heiansdo kënnen Änneruge virgeholl ginn, awer nëmmen, wann déi 27 Parlamenter no hiren nationale Ratifikatiounsprozeduren deenen Ofännerungen hir Zoustëmmung ginn.

Dat versprécht net, dass d'Kompetenze vun der Europäescher Unioun ausgeweit ginn - dat ass ausdrécklech net virgesinn -, mä dass d'Effizienzsteigerungsmechanisme kënnen importéiert ginn a Beräicher, wou et déi haut nach net gëtt. Dat ass besonnesch wouer do, wou laut Vertrag muss Eestëmmegkeet herrschen, wann ofgestëmmt gëtt, a wou ee kann duerch einfache Beschloss vum Conseil européen d'Majorité qualifiée erbäiféieren, mä dann ëmmer mat Approbatioun vun den eigentleche Vertragsväter, an dat sinn déi national Parlamenter.

Et ass ee Vertrag, dee méi Demokratie bréngt, an dee méi Subsidiaritéit bréngt, an dee méi Transparenz bréngt. E bréngt méi Demokratie, méi Rechtssécherheet doduerch, dass en d'Charta vun de Fundamentalrechter an der Europäescher Unioun rechtsverbindlech fir jiddfereen, mat Ausnahm vu Groussbritannien, mécht.

Déi nei polnesch Regierung - mat där hirem designéierte Premier ech um hallwer 5 Télefons-Rendez-vous hunn an dofir um hallwer 5 och muss dat Haus hei verlooss hunn - envisagéiert och, duerch vill vun eis dozou opgefuerdert, déi Charta do integral ze ratifizéieren. Dat ass eng vun de positiven Erstkonsequenze vun deem Sanéierungsvotum, deen dat polnescht Vollek de leschte Sonndeg virgeholl huet.

Mä déi Tatsaach, dass an Europa jiddfereen iwwert déiselwecht Grondrechter verfügt, déi Tatsaach, dass jiddfereen, mat Ausnahm vum englesche Vollek, déi Rechter och kann, falls et sech ëm europäesch Législatioun an där hiren Transmissiounsmechanismus an d'nationaalt Recht handelt, akloen, ass een aussergewéinleche Fortschrëtt, dee just Länner, déi scho laang an der Sonn vum integrale Respekt vun de Mënscherechter liewen, net ze appréciéiere wëssen.

Et gëtt näischt an deem neie Vertrag, och wann déi Charta nëmmen duerch eng Proklamatioun kënnt, mä awer rechtsverbindlech via Vertrag erkläert gëtt, wat méi wegweisend ass fir den europäesche Gesellschaftsmodell, fir d'europäescht Mënschebild, fir d'Aart a Weis wéi Natiounen an Eenzelner matenee sollen zesummeliewen, wéi déi Charta do!

D'national Parlamenter kréie méi Rechter. Déi, déi an nationale Parlamenter sëtzen, wëssen net, dass dat eng ëmstridde Saach ass. Well déi, déi am Europaparlament sëtzen, gesinn net esou ganz gär, dass d'national Parlamenter iwwert d'Hannerdier vun deem Vertrag Rechter kréien, déi se duerch d'europäesch Vertragsgebung eigentlech indirekt verluer hätten.

Doduerch, dass d'national Parlamenter d'Kontrollere gi vun der richteger Applikatioun vum Subsidiaritéitsprinzip, gëtt deen noutwendege Lien tëscht demokrateschparlamentarescher Legitimitéit an Europa an hirer Réckféierung op hir Ursprongsnationalbase hiergestallt. Et kënnt zur Aféierung vun engem Biergerbegieren, der Demande, déi eng Millioun Bierger vun der Europäescher Unioun un d'Kommissioun kënne riichten, fir an engem bestëmmte Feld gesetzgeberesch Initiativen ze huelen.

Mir hunn dat zu Lëtzebuerg nach net. Mir kréien et elo an Europa. Mir hunn awer ee Gesetzesprojet hei am Haus leien nach vun där viregter Regierung - niewebäi bemierkt -, wou dat virgesinn ass. Ech géif et relativ gelunge fannen, wa mer en europäesche Vertrag géife stëmmen, wou dat geet, an an der nationaler Législatioun dee Mechanismus do net géifen zréckbehalen.

Ech profitéiere vun dëser Geleeënheet, fir nach eng Kéier och d'Chamber opzeruffen, dee Gesetzesprojet a sengen nobelen Deeler esou séier wéi méiglech ze stëmmen.

Et ass ee Vertrag, deen d'Kompetenze wäert délimitéieren tëscht Europäescher Unioun an den Nationalstaten. Dem Programmrausch vun der Kommissioun gi Grenze gesat. Dem Iwwergräife vun der kompetenzbildender Allmacht vun der Kommissioun gi Grenze gezunn. D'Nationalstate wëssen an Zukunft, woufir si zoustänneg sinn; d'Europäesch Unioun muss sech mat deem begnügen, wat d'Nationalstaten net besser kënne maachen, wéi si selwer.

Nach ni ass de Kompetenzkatalog, ech wëll soen d'Kompetenzzouuerdnung tëscht Europa, den Nationalstaten, de Regiounen an de Gemengen esou kloer gezu ginn, wéi dat an deem neie Vertrag wäert sinn.

Dee Vertrag, deen hieft Pilieren op, déi mer an deenen ale Verträg haten, a féiert all Politiken an enger gemeinsamer politescher Begrëndungs- an demokratesch Entscheedungsstringenz zesummen. Dat ass besonnesch wichteg an de Beräicher Justiz a bannenzeg Ugeleeënheeten, am Kampf géint dat internationaalt, grenziwwerschreidend Verbriechen.

D'Sozialkompetenz vun der Europäescher Unioun gëtt ausgebaut, well horizontal muss gekuckt ginn, bei all Propositioun, déi gemaach gëtt, ob déi och sozialverträglech genuch ass an den allgemenge Prinzipië vun der Politikleeung vun der Europäescher Unioun entsprécht.

Mir kréien eng nei Gerechtsbasis fir d'Services économiques d'intérêt général ze maachen, wou et wichteg ass, dass déi erhale ginn, a wou däitlech gemaach gëtt, dass dat europäescht Awierke begrenzt ass, wann et ëm dat nationaalt Ausliewe vum Prinzip vum Service économique d'intérêt général geet.

Den Euro gëtt verselbstständegt doduerch, dass den Eurogrupp eegen Entscheedungs- an Décisiounsmechanisme kritt, déi net méi ofhängeg kënne gemaach gi vun der Beschlussfassung vun deene State vun der Europäescher Unioun, déi net Eurostate sinn. Den Eurogrupp kritt een diesbezüglech no uewe verréckelte Statut.

Mir kréien eng nei Basis fir Energiepolitik a mir kréien eng nei Basis fir Klimaschutzpolitik. Am Dateschutz, enger wichteger Fro, kënnt et zu der Aféierung vun der Codécisioun duerch d'Europäescht Parlament, dat heescht duerch eng Parlamentariséierung vu fundamentalen Aspekter vun dem Bewahre vun de biergerleche Rechter.

Iwwerhaapt gehéiert nieft dem Europäesche Parlament den Europäesche Geriichtshaff hei zu Lëtzebuerg zu de grousse Gewënner vun deem Reformvertrag, dee mer elo kënnen op de Wee schécken. A fir e kënnen op de Wee ze schécken, hu mer selbstverständlech och als Lëtzebuerger Regierung misse Konzessioune maachen opgrond vun där aler Weisheet, dass Europa eng Kogebuert ass vum vernünftegen Ableck a bleiwend Convictiounen a vum Erbäiverhandele vu vertrietbare Kompromisser.

Ech hu gesot, dee Vertrag wier net lisibel. E gëtt et eréischt, wann e koordinéierten Text iwwert deeselwechte virläit. Déi, déi dem Verfassungstext virgeworf haten, e wier net ze liesen, déi kann ech nëmmen dozou invitéieren, déi 17 Verträg, déi bleiwen, nach eng Kéier am Detail nozeliesen a sech iwwer all Artikel vun deene 17 Verträg hir Meenung ze maachen. Da vergläiche mer dat eng Kéier mam Verfassungsvertrag an dann diskutéiere mer deen nei - dee Verfassungsvertrag, deen an allen Hisiichte besser war wéi dësen, well hie méi Duerchbléck dem Bierger erlaabt huet an déi eigentlech Saache vun der Europäescher Unioun.

Et ass ze bedaueren, dass d'Charta net an all Land applicabel ass, mä dat mussen den Här Brown a säi Virgänger den Engländer erklären, dass déi manner Rechter hunn, wéi d'Kontinentaleuropäer. Wann dat den Engländer egal ass, dann ass et mir och egal, dass si déi Grondrechter net hunn. Wann et hinnen net egal wier, hätt ech gär, dass eng zukünfteg englesch Regierung - dat kann erkennbarerweis keng konservativ gefouert Regierung sinn - der Charta kéint bäitrieden, ouni dass mer dann erëm misste an all Land eng nei Vertragsrevisioun virhuelen. Dat ass eng Faiblesse vun deem Traité.

Grad wéi et eng Faiblesse vun deem Traité ass, dass mer ze vill Opting-outen, Ausstiegsméiglechkeeten aus dem Vertragswierk hunn, besonnesch genotzt vun der britescher Regierung a leider Gottes genotzt an deene Beräicher, déi wichteg si fir d'Europa vun de Bierger a fir déi sech soss normalerweis ëmmer staark agesat gëtt, och op de briteschen Inselen: d'Beräicher Justiz, Verbriechen, Asyl, Polizei an Ähnleches.

Dat hu mer net gär gemaach, dat hu mer awer misse maachen, fir d'Zoustëmmung vun eisen englesche Kolleegen ze kréien. D'lëtzebuergesch Regierung huet duerch eng Deklaratioun N°39 däitlech gemaach, dass d'Konsequenze vun dem Ausklammen aus deene Mechanisme musse mat Bléck op de Bannemaart prezis beduecht ginn, an huet sech Rekursméiglechkeete verschaaft, fir den Europäesche Conseil mat där Fro ze befaassen, falls den Opting-out vun der britescher Regierung géif genotzt ginn.

Esou gëtt dat hei ee Vertrag, Här President, dee méi Demokratie bréngt, méi Transparenz bréngt, well d'Regierunge musse Faarf bekennen an hire Votum opleeën an öffentlechen Ofstëmmungssitzungen, wat och méi Effizienz bei der Décisiounserbäiféierung oder bei der Décisiounsfindung mat sech bréngt.

Alles an allem ass dat doten ee Vertrag, deen eng europäesch Kris op en Enn féiert. Et ass ee Vertrag, deen dat Wiesentlecht vum Verfassungsvertrag a sech selwer wäert iwwerhuelen. Et ass ee Vertrag, deen et der Europäescher Unioun erlaabt, Loft ze kréien a sech erëm op dat eigentlech politescht Dagesgeschäft ze besënnen a sech domat ze beschäftegen.

Net wat an engem Vertrag steet, ass wichteg. Wichteg ass eenzeg an eleng déi Politik, déi Regierungen a gewielten Deputéierten an Europa maachen. Ech hoffen, dass se dat besser kënne maachen, wéi virdrun.

Ech verstoppen lech net, dass ech mengen, dass déi, déi mengen, déi Ratifizéierung vun deem Vertrag wier e Spadséiergank duerch 27 Parlamenter, sech fundamental iren. Och dee Vertrag hei brauch staark Appuien, staark Affekoten, staark Plädoyeren, fir sech kënnen an deene 27 Länner duerchzesetzen.

Falls e sech net duerchsetzt, weess ech net, wéi et virugeet. Falls e sech awer duerchsetzt, hoffen ech, dass e vun deenen, déi Politik net als Partisanenschaukampf betruechten, mä als d'Zesummebrénge vun deene Stécker vun Iwwerleeës, déi et brauch, fir d'Mënschen an Europa virunzebréngen, genotzt gëtt, fir aus Europa ee Kontinent ze maachen, op deem d'Mënsche sech méi wuel spieren, wéi se am 20. Jorhonnert esou oft an esou tragesch d'Geleeënheet haten, dat net kënnen ze maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Als éischte Riedner ass de President vun der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, den honorabelen Här Ben Fayot, agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, d'aussen- an europapolitesch Kommissioun vun der Chamber huet dës Aktualitéitsstonn gefrot, fir d'Diskussioun an d'Kommunikatioun iwwert deen neie Vertrag direkt nom Ofschloss vum Sommet vu Lissabon opzehuelen.

Mir wëlle mat de Bierger iwwer Europa an d'Europapolitik zu Lëtzebuerg diskutéieren. An ons Kommissioun ass sech eens, dass och d'Chamber sech beméie muss, d'europäesch Debatt ze beliewen. Et war e Verspriechen, ech erënneren drun, dat mer de Bierger während der Referendumscampagne ginn hunn a wat mer an onser dagdeeglecher parlamentarescher Aktivitéit aléise mussen.

Här President, mir si frou, dass déi 27 Memberlänner vun der Europäescher Unioun en Accord zu Lissabon fonnt hunn. Dëst weist, dass d'Unioun no zwee Joer Kris erëm capabel ass, sech zesummenzerappen an eng Eenegung ze fannen.

Wien allerdéngs probéiert huet, dee „copier-coller" vum Verfassungsvertrag an den Traité de l'Union européenne an den Traité de la Communauté européenne nozevollzéien, ass schnell un d'Limitë vu senger Gedold a vu senger Analyskraaft gestouss. Mir waarden duerfir mat Ongedold op e konsolidéierten Text.

An, Här President, fir éierlech ze sinn, dat Wierk rifft bei mir net déi Begeeschterung ervir, wéi d'Europäesch Verfassung, héchstens Erliichterung an eng rationell Zoustëmmung. Zoustëmmung zu engem Vertragswierk, wat zu néng Zéngtel aus dem Verfassungsvertrag entstanen ass. Dobäi kënnt et mer vir, wéi wann dat grousst iwwersiichtlecht Haus vum Verfassungsvertrag als Steebroch fir eng nei oniwwersiichtlech an tarabiscotéiert Konstruktioun gedéngt hätt.

Haaptsaach ass natierlech, dass vill vun deene wesentleche Grondsteng aus dem Verfassungsvertrag eriwwergerett ginn. De Statsminister huet dat ëmfaassend duergestallt. Déi wesentlech Punkte si fir ons als Parlementairen natierlech méi Demokratie, méi Participatioun vun de Bierger ënnert deene verschiddene Formen, déi gewise gi sinn. Dann déi horizontal Bestëmmunge fir d'öffentlech Déngschter, fir d'sozial an ekologesch Dimensioun vun europäescher Politik, an dann natierlech och den Ausbau vun der Politik fir bannenzeg Sécherheet, fir Immigratioun, fir d'Zesummenaarbecht um zivilen a strofrechtleche Plang.

Dat sinn Neierungen, grad wéi déi institutionell Verbesserungen, déi net ëmmer och einfach zu Lëtzebuerg ze vertriede waren, wéi zum Beispill méi eng kleng Kommissioun, déi doduerch méi effikass gëtt, déi awer an der Rotatioun zwëschent gläiche Memberlänner besat gëtt. Eppes, wat wierklech eng grouss Ausenanersetzung zwëschent groussen, klenge Länner a mëttlere Länner war an och nach ass.

Natierlech och den Ausseminister, dee jo net esou heescht, mä deen awer d'Bréck zwëschent der Kommissioun an dem Conseil schloe kann a schloe muss, fir dass et iwwerhaapt eng effikass Aussen- a Sécherheetspolitik gëtt. An d'Verstäerkung vun der gemeinschaftlecher Method iwwert d'Codécisioun a méi Majoritéitsbeschléss an och d'Verstäerkung vum Europaparlament.

Dëst sinn alles Mëttele fir d'Europäesch Unioun ze straffen, d'Integratioun ze stäerken an d'europäesch Länner méi no uneneen ze bannen. Och de permanente President vum Europäesche Rot kann dozou bäidroen, obscho mer, wéi de Statsminister richteg gesot huet, als Lëtzebuerger, als Benelux, souwuel am Konvent wéi och an der Regierungskonferenz net mat deem President vum Europäesche Rot d'accord waren.

Dee President kann zu méi Integratioun bäidroen, wann en den Équilibre institutionnel vun der Europäescher Unioun respektéiert; an dat kann en, wann en net nëmmen en Technokrat ass, mä en iwwerzeegten Europäer aus engem Land, wat d'Europäesch Unioun voll a ganz matdréit, ouni Opt-out an ouni Reserven.

Här President, natierlech ass net alles Gold, wat blénkt an deem Vertrag.

D'Charta vun de Grondrechter ass gewëssermoosse geaffert ginn. Ech weess, si gëtt verbindlech erkläert, mä si steet net op deemselwechte Plang wéi aner Saachen, wéi zum Beispill de Bannemaart, am Text. Si ass awer fir mech dee Codex vu Grondrechter, deen ons alleguer eenegt, méi wéi eventuell wirtschaftlech Zesummenaarbecht, an deen iwwerhaapt erlaabt, dass mer zesummen an Europa sinn. An eigentlech, muss ech éierlech soen, hunn ech keng Loscht, europäesch Politik mat Länner ze maachen, déi dee Grondkonsens vun de Wäerter net akzeptéieren. Dass elo dank de Wieler a Polen dëst Land déi Charta unhëlt, ass eng gutt Noriicht, fir déi een déi nei Regierung a virun allem d'Wieler vun deem Land muss félicitéieren.

Geaffert gouf och d'Symbolik - de Fändel, de Slogan, d'Hymne -, ënnert dem stupiden Asproch vun euroskeptesche Länner, et däerft kee Superstat entstoen. Dobäi wësse mer säit iwwer 50 Joer, dass d'Europäesch Unioun keng Sowjetunioun ass, an déi d'Länner forcéiert géifen anzetrieden an da gläichgemaach géifen. Et ass de Contraire.

Et ass eng Unioun vu fräien, souveräne Länner, déi zesummen eppes maache wëllen.

Iwwregens, wat dës Symbolik ugeet, wëll ech hei e Virschlag vum däitsche Bundestag répétéieren. Dee Virschlag seet, dass d'Länner, déi déi Symbolik akzeptéieren a gebrauchen an hirer dagdeeglecher Aktivitéit, déi solle se bei der Ratifizéierung vum Vertrag mat an hir national Législatioun integréieren. Dëst wär ganz bestëmmt en interessant Zeechen no baussen.

Ech wëll natierlech och net hei iwwert dee finale Forcing schwätzen, fir eng Eenegung iwwert d'Sëtzzuel am Europaparlament ze fannen, déi op 750 festgeluecht gouf, an awer och net.

Ech fannen déi Kompromësser méi inquiétant, déi néideg waren, fir déi euroskeptesch regéiert Länner u Bord ze behalen. Dozou gehéieren déi Extrawurschten an der Politik vu Sécherheet a Gerechtegkeet. Länner mat esou wesentlechen Opt-oute wëllen zugläich dobannen an dobausse sinn a wëllen dovunner profitéieren, wann et hinne passt. Dofir ass och déi Deklaratioun, déi jo hei ugeschwat ginn ass, d'Nummer 39, wichteg, déi Deklaratioun, déi d'Lëtzebuerger Négociateure gefrot a kritt hunn.

Här President, als Parlamentarier, dee fir d'Lëtzebuerger Chamber un zwee Konventer deelgeholl huet, muss ech trotz menger Erliichterung soen, dass ech déi zwee Joer no dem Nee vu Frankräich an Holland als eng Regressioun emfannen. Net well d'Parlamenter elo an deem Vertrag duerch déi zwee Protokollen eng prezis Roll an der legislativer Aarbecht vun der Europäescher Unioun kréien, mä well se no dem Konvent och bei dëser Regierungskonferenz, wéi den Numm et seet, keng Roll méi gespillt hunn.

Et ass net d'Schold vun der Lëtzebuerger Regierung, ech weess dat, mat där mer - dat wëll ech och hei ënnersträichen - als Kommissioun gudden a regelméissege Kontakt haten. Den Ausseminister Jean Asselborn huet ons permanent informéiert a mir sinn him an och der Regierung dankbar dofir.

Mir bedaueren awer, dass et net méiglech war, wéi d'Presidente vun de COSAC-Delegatiounen dat mat der portugisescher Regierung zesummen décidéiert haten, fir wéinstens dräi Vertrieder vun den nationale Parlamenter grad ewéi dräi Vertrieder vum Europaparlament bei der Regierungskonferenz ze hunn.

Mä loosse mer all Frust op der Säit. Loosse mer begréissen, dass déi 27 esou ënnerschiddlech Länner sech zesummefonnt hunn.

Mir wëllen dëse Vertrag esou schnell wéi méiglech ratifizéieren, wa méiglech an der éischter Halschent 2008.

Mir sinn ons ënnert de Fraktiounen eens, déi Ratifikatioun op parlamentareschem Wee ze maachen, a mir wëllen dëse gemeinsame Wëllen an enger Resolutioun dokumentéieren, déi ech wëll ofginn.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- saluant l'accord qui a été trouvé à Lisbonne les 18 et 19 octobre 2007 sur le Traité réformateur qui permettra de mettre fin à la longue phase de réflexion et d'inaction qui a suivi le rejet du Traité constitutionnel par la France et les Pays-Bas;

- soulignant que le Grand-Duché a approuvé par référendum du 10 juillet 2005 et par voie parlementaire les 28 juin et 25 octobre 2005 le Traité constitutionnel;

- considérant que le Traité de Lisbonne sauvegarde les principaux acquis par le Traité constitutionnel;

- considérant la position du Gouvernement exprimée par la voix du Premier Ministre lors du débat de ce jour;

décide

- de prévoir le vote sur la ratification du nouveau Traité dans le courant de la première moitié de l'année 2008;

- de prévoir le vote sur la ratification par voie parlementaire.

(s.) Ben Fayot, Félix Braz, Lydie Err, Charles Goerens, Laurent Mosar.

D'Fro stellt sech, Här President: firwat kee Referendum?

Ech muss Iech soen, eigentlech brauch een dat net ze argumentéieren.

De Referendum ass an onsem politesche System d'Ausnahm. Mir haten der véier säit 1919. Dobäi nach zwee deeselwechten Dag.

De Referendum vum 10. Juli, firwat hu mer dee gemaach? De Referendum vum 10. Juli 2005 sollt en Neiufank vun der erweiderter Unioun iwwer en neie Grondlagevertrag bedeiten.

Dat war et net, well d'Länner net alleguer domat d'accord waren.

Mir änneren also elo bestehend Verträg of. Dofir war bis elo nach ëmmer d'Parlament zoustänneg. Et gëtt keng Ursaach, dat net esou ze maachen. Et gëtt och keng Ursaach, op en Neits mat de Bierger déiselwecht Diskussiounen ze féieren.

D'Ratifikatioun, wéi gesot, soll am Joer 2008 stattfannen. Wat éischter, wat besser. Eng méiglechst kuerz Period vu Ratifikatioun an e puer Länner an der éischter Halschent vun 2008 wär dat definitiivt Zeechen, dass d'Europäesch Unioun erëm voll a ganz aktiounsfäeg ass. An dofir wëlle mer an hoffe mer, dass an all deene 27 Länner dës Ratifikatioun schnell a schmäerzlos iwwert d'Bühn geet.

Mir wëssen, dass dat net einfach gëtt. Mir wëllen awer och hëllefen an onse parlamentaresche Kontakter international, fir an där Diskussioun mat bäizedroen, dass d'Europäesch Unioun endlech erëm voll a ganz funktiounsfäeg gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Europa ass de leschten Donneschdeg den Owend zu Lissabon e Stéck op sengem Wee virukomm. Wat nach am Ufank vum Joer onwahrscheinlech ze si geschéngt huet, ass elo dach nach zustane komm: eng an e Vertrag gegosse Reform, déi d'Europäesch Unioun méi effizient a méi handlungsfäeg mécht. Dat war iwwerfälleg, well d'Strukture vun der aktueller Unioun net méi enger op 27 Länner gewuessen Unioun ugepasst sinn.

Wou ëmmer bis elo dee Retizentsten an dee Luesten den Toun uginn huet an e gudde Fonctionnement vun der Europäescher Unioun blockéiert huet, esou en Europa steet sech selwer an de Féiss an esou en Europa huet keng Influenz op d'Weltpolitik. Jidder Land op sech eleng gestallt, a ganz besonnesch mir hei zu Lëtzebuerg, géif keng wichteg Roll an där Welt spillen.

Als Deel vun enger staarker Europäescher Unioun ass all Land dergéint iwwer seng Gréisst an Importenz eraus an der Situatioun, déi europäesch, a ganz besonnesch déi international Politik ze beaflossen. Dëst ass wouer fir all déi méi kleng EU-Memberlänner, mä et ass och net falsch fir déi grouss, well nëmme mat deem zousätzlechen europäesche Gewiicht kënnen dës Länner e gewichtegt Wuert an der Welt matschwätzen.

Här President, wann dat alles esou kloer ass, muss ee sech dach hannerfroen, firwat mir sechs Joer gebraucht hunn, fir dësen esou wichtege Wee fir Europa zesummen zréckzeleeën. Dëse Wee huet ugefaange mat der Aberuffung vun engem Verfassungskonvent, deen eigentlech an enger beispillhafter Aart a Weis an engem Zesummespill tëschent Regierungen, Europaparlament an nationale Parlamenter de Wee opgemaach huet fir de Verfassungsvertrag, deen zumindest am Ufank fir eng gewëssen Opbrochstëmmung an Europa gesuergt huet.

Dëse Verfassungsvertrag hätt sécherlech op eng nach méi komplett Manéier Äntwerte ginn op déi grouss Erausfuerderungen, déi an deenen nächste Joren op d'Unioun zoukommen. Ech kommen och net derlaanscht, nach eng Kéier ze bedaueren, datt dëse Verfassungsvertrag net an allen EU-Memberlänner zur Ratifikatioun virgeluecht ginn ass an datt verschidde Regierungen dëse Verfassungsvertrag hiren Opinion-publiquë respektiv hire Parlamenter virenthalen.

Wann een haut zréckbléckt, muss ee sech froen, firwat eigentlech verschidde Regierunge respektiv Wieler aus zwee EU-Memberlänner dëse Verfassungsvertrag ofgelehnt hunn. War et net vläicht grad deen Opbroch, vun deem ech virdru geschwat hunn, virun deem dës Länner oder dës Populatiounen Angscht haten? Oder war et dat Europa mat Trompetten a Fanfaren, mat engem Fändel an enger Hymne a mat enger Verfassung?

Besonnesch an deenen neien EU-Länner hat een heiansdo d'Gefill, datt hei gewëssen Ängschte géife bestoen, datt, nodeem dës Länner eréischt e puer Joer hir Eegestännegkeet erëmgewonnen haten, se an eng nei Dominanz vun deenen traditionellen EU-Länner erëm géifen erakommen.

Et ass dann och zum groussen Deel enger engagéierter däitscher EU-Presidentschaft ze verdanken, datt et schlussendlech am fréie Summer zu engem politeschen Accord komm ass, andeem d'europäesch Stats- a Regierungschefen eng Regierungskonferenz aberuff hunn, déi se och mat engem klore Mandat ausgestatt hunn.

Wann een nach eng Kéier op den Accord zréckgeet, stellt ee fest - an et ass virdrun och schonn ugeklongen -, datt de Verfassungsvertrag eng Rei Fiederen huet misse loossen. All europäesch Symboler si gestrach ginn an domadder de ganze Pathos ewechgeraumt. D'Charta vun den europäesche Biergerrechter ass kee Bestanddeel méi vum neie Vertrag, wat menger Fraktioun a mir selwer nach ëmmer Bauchwéi mécht. Leider Gottes muss een awer och feststellen, datt et wahrscheinlech grad dëse Verzicht op eng Integratioun vun der Charta vun de Grondrechter an den EU-Vertrag ass, deen dozou gefouert huet, datt d'Englänner an d'Polen hire Widderstand géint dee reforméierte Vertrag schlussendlech opginn hunn.

Ze bedauere bleift, datt an Zukunft eis englesch Matbierger net an de Genoss vun dësen europäesche Biergerrechter wäerte kommen. Allerdéngs - an de Premier huet et ervirgestrach - besteet elo déi berechtegt Hoffnung, datt zumindest déi nei polnesch Regierung déi Charta wäert verbindlech erklären.

Och wäert, Här President, den neie Vertrag net onbedéngt méi lieserlech ginn. A souguer Spezialiste wäerten hir léif Méi hunn, fir sech duerch de Paragraphendschungel ze ploen. Besonnesch déi zousätzlech Opt-in- respektiv Opt-out-Klauselen, déi der englescher Regierung zougestane gi sinn, bereeden eis dach e puer Suergen, virun allem am Kontext vun eiser Finanzplaz.

Mir sinn duerfir frou, datt parallell zum Vertrag d'Regierung eng Deklaratioun duerchgesat huet, an där dorop higewise gëtt, datt déi virgenannte Klauselen net zu enger Distorsion de concurrence kënne féieren, wat fir eis Finanzplaz vun enger eminenter Wichtegkeet ass, fir sech vis-à-vis vun der City of London ze positionéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, trotz all dëse Reserven, déi mir par rapport zum Reformvertrag hunn, si mir dach iwwerzeegt, datt et e gudde Vertrag ass, well en d'Substanz vum Verfassungsvertrag eriwwergerett huet. Et wäert nämlech an der Zukunft an der EU méi Demokratie ginn, well d'Rechter an d'Aflossméiglechkeete vum Europäesche Parlament gestäerkt ginn a well et Usätz vun enger direkter Biergerbedeelegung gëtt iwwert de Wee vun der europäescher Biergerbefroung.

Well an Zukunft méi oft mat einfacher Majoritéit wäert ofgestëmmt ginn, gëtt et ëmmer manner Méiglechkeeten, fir europäesch Initiativen duerch e Veto ze blockéieren. An hei komme mer u sech un d'Häerzstéck vun deem neie Reformvertrag. An Zukunft kënnen eenzel Länner den europäesche Fortschrëtt net méi blockéieren duerch hire Veto. Da bestëmmt net méi dee Luesen den Tempo vum europäeschen Zuch, mä deejéinegen, dee léiwer mam TGV wéi mam Bummelzuch déi europäesch Streck zréckleet. Wann d'Erpressungspotenzial net méi esou grouss ass, falen d'Kompromisser och net méi esou wässreg aus, wéi dat an de leschte Joren ëmmer erëm de Fall war.

Duerch d'Coopération renforcée wäerten all déi Länner, déi op verschidde Gebitter wëlle méi schnell virukomme wéi anerer, dat dann och ënner bestëmmte Konditioune kënne maachen, an déi Länner, déi systematesch net méi op den europäeschen TGV opsprangen, riskéiere lues a lues an d'Abseits gedrängt ze ginn a verléieren och domat hir Influenz an der Europäescher Unioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir meng Fraktioun a fir mech ass awer ee vun deene wesentleche Punkte vun deem Reformvertrag déi nei Aflossméiglechkeeten, déi sech den nationale Parlamenter wäerten opmaachen. D'Roll vun dësen nationale Parlamenter gëtt verstäerkt, ganz besonnesch duerch déi nei Subsidiaritéitsprozeduren an duerch eng Rei aner Dispositiounen, déi an deem neie Vertrag wäerte virgesi sinn. All dës Mechanisme wäerten dozou bäidroen, datt déi national Parlamenter méi enk un den europäeschen Décisiounsprozess wäerten ugebonne ginn an doduerch och méi eng staark Roll vis-à-vis vun hiren nationale Regierunge wäerte spillen.

Fir dës nei Kompetenzen awer voll auszescheffelen, mussen och d'Parlamenter sech déi duerfir noutwendeg Instrumenter ginn, an och eis Chamber wäert duerch dëse Reformvertrag zousätzlech Erausfuerderungen um communautäre Plang an deenen nächste Méint a Joren ophuelen. An Zukunft wäert et nach méi wichteg ginn, datt net nëmmen d'aussen- an d'europapolitesch Kommissioun vun dësem Haus, mä all d'Fachkommissioune sech nach méi a méi regelméisseg an intensiv mat europäeschen Dossiere befaassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann den EU-Vertrag elo ënnerdaach ass, heescht dat nach net, datt en an deene 27 Memberlänner ratifizéiert ginn ass. Fir eis steet och ausser Fro, datt dës Ratifizéierungsprozedur nach mat ganz ville Schwieregkeeten, besonnesch a verschiddene Memberlänner, wäert verbonne sinn. Och wann et u sech nëmmen ee Land gëtt, wat jo am Prinzip iwwert de Wee vun engem Referendum muss dëse Vertrag ofseenen, heescht dat awer net, datt an anere Länner déi parlamentaresch Ratifikatiounsdebatt eng Formalitéit wäert ginn.

Mir stellen eis also an deenen nächste Méint op spannend, awer haart Ratifikatiounsdebatten an, a mir ënnerschätzen och net déi negativ Dynamik, déi duerch eng Oflehnung, och um parlamentareschen Niveau, vun dësem EU-Vertrag géif europawäit Konsequenze kréien. Mir sinn allerdéngs iwwerzeegt dovun, datt et wichteg wär, wann déi Ratifikatiounsprozedur an engem méiglechst enk begrenzten Zäitraum a méiglechst ville Länner géif iwwert d'Bühn goen, a mir begréissen duerfir och déi Initiativ, déi vun de franséischen an den däitsche Kolleegen op d'Gleiser gesat ginn ass, fir an dësen zwee Länner schonn am Ufank vum Joer 2008 d'Ratifizéierungsprozedur ofzeschléissen.

Fir meng Fraktioun ass et kloer, datt de Vertrag nëmme kann duerch eng Ratifikatiounsprozedur duerch d'Chamber goen. Mir iwwerhuelen hei méi wéi 95% vum Verfassungsvertrag, deen duerch e Referendum ofgeseent ginn ass. Et gëtt also kee Grond, fir en neie Referendum ze organiséieren.

Här President, ech kommen zum Schluss. Och wann der vill vun eis sech sécherlech méi gewënscht hätte vun deem Reformvertrag, esou bréngt en dach genuch u Moderniséierung, fir d'Europäesch Unioun méi flexibel a méi handlungsfäeg no bannen, awer och no baussen ze maachen. Déi Reform begeeschtert eis net, mä mir kënnen awer gutt domat liewen, well si ass zolidd a si bréngt eis no vir an deene groussen Erausfuerderungen, déi mer an deenen nächste Jore mussen ugoen, wéi d'Globaliséierung an de Klimaschutz.

Ech géif duerfir ofschléisse mam Zitat vum President vun der Europäescher Kommissioun, dem Här José Manuel Barroso, dee virum Sommet gesot huet: «Il faut maintenant passer de la réforme du traité à la réforme de l'Europe.»

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen Text, dee kee ka liesen, soll awer Folgendes enthalen: Ënner anerem solle mer e President kréie vum Conseil européen - dat war och schonn am Verfassungsvertrag virgesinn -; mir sollen en Ausseminister kréien, deen och zur gläicher Zäit soll Vizepresident si vun der Kommissioun - dat war och schonn am Verfassungsvertrag virgesinn -; et soll d'Berücksichtegung vun de Bevölkerungszuelen Agank fannen an d'Entscheedungsfannung am Conseil - och dat war scho virgesinn -; dem Europäesche Parlament seng Rechter sollen nach a wesentlechen Domäner ausgeweit ginn, esou datt praktesch d'Europaparlament majoritär mat kann décidéieren, wat ze geschéien huet um legislative Prozess; an d'Kommissioun soll limitéiert bleiwen op eng Zuel, op e Ratio vun de Memberstaten. Och dat ass keen Neiland.

Duerch deen neien Text kréie mer also souzesoen näischt Neies. Awer munches gëtt trotzdeem anescht. De Wuertlaut vun der Grondrechtecharta bleift deeselwechten, mä London a Warschau - bis virun zwee Deeg - hunn en - esou huet et dobausse geschéngt - net bräichten ze applizéieren. Wat fir eng zweifelhaft Victoire!

Wie soll dann do eppes virgemaach kréien? Den Aarbechter vun der Danzeger Werft, dee wosst, datt säin Asaz fir elementar Grondrechter an den 80er Jore géif mat Prisong quittéiert ginn? Oder déi jonk Briten, déi wëssen, datt hir Grousselteren entscheedend derzou bäigedroen hunn, fir déi Grondfräiheeten ze verdeedegen, déi haut Agank fonnt hunn an d'Europäesch Charta fir d'Grondrechter an déi fir alleguer déi aner Länner gëllen, just bei hinne keng Uwendung fannen?

Eppes fundamental Neies gëtt et also net. Déi, déi vun engem Plan B geschwat hunn, mussen elo zouginn, datt et deen iwwerhaapt net gëtt. Neen, e Plan B gouf et net. Et gouf éischter e Plan P wéi Plombiers polonais, dee manner geduecht war, fir eppes opzebauen, wéi fir Stëmmung fir den Neen ze maache beim franséische Referendum iwwert de Verfassungsvertrag. Et hat een och éischter d'Gefill, et hätt e Plan E ginn, mat E wéi Erpressung, oder e Plan K wéi Klengkaréiert oder Katastrophal dernieft, oder K wéi Kaczyński, oder e Plan I wéi Immaturitéit.

Erstaunlech, datt et nach an Europa Leit gëtt, déi et bis zum Regierungschef bruecht hunn an esou wéineg an hirer Funktioun gewuess sinn, an deenen, déi se uginn ze vertrieden, et esou schwéier maachen, den europäeschen Integratiounsprozess bei de Bierger dobaussen ze vertrieden!

Déi loosse jiddefalls de Jean Monnet am Ufank vun 21. Jorhonnert nach ëmmer ganz jonk ausgesinn. De Jean Monnet, deen 1888 gebuer ass an deem säi ganzt Liewenswierk bestrieft war eppes ze verhënneren, wat hien emol eng Kéier genannt huet: eng «persistance de fantasmes nés d'une blessure de l'orgueil dans une mémoire sans oubli». Besonnesch vun engem Land wéi Polen hätt een aner Signaler erwaart, wéi déi, déi fir grouss Titelen an der Press gesuergt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir beneiden déi net, déi de Kompromiss hu missen erbäiféieren, well si hu vill Gedold missen opbréngen. Si hunn och vill Kräid missen iessen, och heiansdo d'Stir a Fale leeën a maache wéi wann déi, déi de Prozess retardéiert hunn, intelligent gewierkt hätten. Dat ass hoffentlech mat der Ratifikatioun, déi mer an der zweeter Halschent vum Joer 2008 hoffentlech hannerun eis hunn, dann net méi de Fall.

Nodeem Polen elo seng Ioannina-Klausel kritt huet, nodeem Italien säi Sëtz kritt huet, nodeem Bulgarien däerf kyrillesch beschréften Euroen erausginn, nodeem Éisträich och eng Extrawurscht gebrode kritt huet - ech weess net, wat d'Tscheche kréien -, misst jo elo Rou agekéiert sinn an dierften also elo alleguer déi, déi fir d'Zukunft an déi nächst 50 Joer fir Fridden an Europa responsabel zeechnen, erëm eng Kéier der Politik de Virrang ginn, amplaz op deem Klengkaréierten den Dégoût géint Europa weiderzevermëttelen.

Mir kréien och kee Fändel. Ech weess, datt d'Fändelsdiskussiounen normalerweis irrational sinn.

(Hilarité)

Fir déi Irrationalitéit an där Debatt iwwert de Fändel auszedrécken, wëll ech nëmme verweisen, datt dee Fändel, dee mer net kréien, am Fong dee Fändel ass, deen de Conseil de l'Europe huet. Mir kréien awer dee Fändel net, well gesot gëtt, dat wier en Attribut vum Föderalismus. Or, am Conseil de l'Europe ass näischt - wierklech näischt -, wat méi intergouvernemental ass, also Antiföderalismus, wéi de Conseil de l'Europe!

Dee ka säi Fändel behalen als Attribut fir Europa, mä d'Europäesch Unioun däerf dat net maachen. Méi absurd geet et wierklech net! Ech weess net, wéisou mer do eng Konzessioun hu misse maachen, mä jiddefalls déi, déi mengen, si hätten elo dann definitiv hire Leit verséchert, Europa géif näischt ginn, datt se et awer net fäerdeg bréngen, datt dee Prozess do nach duerch eng verfeelte Ratifikatioun un d'Schliddere kënnt!

Ech wëll net iwwert d'Hymne schwätzen. Ech mengen, do hunn och déi Leit Recht, déi soen: Dat do wäert sech an der Praxis duerchsetzen, mat oder ouni Vertrag. Ech kéint mer virstellen, datt hei zu Lëtzebuerg an enger akademescher Sitzung d'Leit virun zum Schluss aus Respekt virun der Europäescher Hymne opstinn, an dat also maachen, wéi wann et am Vertrag sténg. Ob et drasteet oder net, dat wäert der Kaz kee Bockel maachen.

Déi Ratifikatioun - an do sinn ech mam Ben Fayot d'accord - hu mer jo schonn eng Kéier duerchgeknat. Eng Kéier ass wéineg gesot, well mir haten eng Debatt während dem Konvent. Mir haten eng Debatt dobaussen iwwert de Referendum. Mir haten eng Debatt heibannen iwwert de Referendum. Mir haten eng Debatt virum Referendum. Mir haten eng Debatt duerno. Mir haten och véier Debatten hei am Haus iwwert dëst Vertragswierk. Ech mengen, dat geet duer.

Wann een dat a Relatioun stellt mat deenen, déi bis elo nach net foutéiert waren, eng eenzeg Kéier de Vertrag virun hiert Parlament ze bréngen, dann ass et kloer, datt net mir en Nachholbedarf hunn an öffentlechen Debatten, mä da sinn et déi fënnef Luusspätteren - oder sechs oder wivill et der och ëmmer sinn -, déi net amstand waren, fir virun hiert Parlament ze goen a sech do déi néideg Majoritéit ze siche fir ee Vertrag, deen ee besser hätt kënne liesen, besser hätt kënne verstoen a wou awer an der Quintessenz datselwecht drasteet wéi hei.

Eppes, wat och an deem neie Vertragswierk steet - oder jiddefalls an deem Vertrag, dee mer net kënne liesen, schéngt et mer net erausgeholl ze ginn -, dat ass déi Klausel, datt et engem Land net méi verwiert ass, fir d'Europäesch Unioun ze verloossen. Dat kéint ënner Ëmstänn och eppes sinn, wat ee mat Respekt misst quittéieren, wann dat bei Eenzelnen de Fall wier, déi bis elo de Prozess fuerchtbar laang opgehal hunn. Ech hoffen, datt sech eng kollektiv Maturitéit duerchsetzt, fir den europäeschen Integratiounsprozess weiderzefeiéieren, well ech mengen, mir brauchen deen nach.

Mir si scho ganz wäit gaang, mä et bleift awer nach ganz villes ze maachen. Hoffe mer, datt elo endlech, nodeem mer alleguer kënnen ophale mat Kräid iessen, d'Politik erëm eng Kéier voll zum Duerchbroch kënnt, fir déi Retarden opzefänken, a fir datt Europa an der Welt déi Politik spille kann, déi mer onbedéngt brauchen hei an Europa, a fir déi der och ganz vill dobaussen eis beneiden a gär ähnlech Standarden hätten, wéi se fir eis selbstverständlech sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat soll haut iwwerweien? Soll haut d'Freed iwwerweien? Oder soll haut d'Roserei iwwerweien? D'Äntwert op déi Fro hänkt sécherlech och dovunner of, wourunner dass een et moosst.

Wann een et dorunner moosst, dass mer sechs Joer laang Gerangels haten ëm eis institutional Texter, wann een et dorunner moosst, dass mer zwee Joer an enger handfester Kris gestach hunn, dann ass et sécher d'Freed, déi iwwerweit. D'Freed doriwwer, dass déi Kris eriwwer ass. D'Freed doriwwer, dass et elo ka weidergoen, wann dann déi Ratifikatioun riichtaus geet, wat haut alles anescht wéi gewëss ass, dass se géif automatesch a vum selwe riichtaus goen.

Wann een et moosst um Traité constitutionnel, dann iwwerweit d'Freed net. Dann iwwerweit éischter e Stéck Roserei. E Stéck Roserei iwwer Réckschrëtter, wann och méi klenger um Fong. Réckschrëtter, där méi grousser an der Form wéi dat zustane komm ass.

Déi intergouvernemental Approche, déi mer mat der Diskussioun vum Traîté gemengt haten hannerun eis gelooss ze hunn, ass elo erëm um éischte Plang do. An deen Élan, deen och an där Method gestach huet, mat där den Traité constitutionnel diskutéiert ginn ass, ass an eng Sakgaass gelaf. An elo muss en deeselwechte Wee zréck untrieden, wéi e geholl hat, fir dohinner ze kommen.

Gemooss awer nees un den aktuellen Texter, déi mer hunn, déi elo reforméiert ginn, iwwerweit dann nees eng Kéier d'Freed, well mer e Stéck weiderkomm sinn. An zwar e Stéck um Wee fir méi Décisiounen, déi kënne mat der Majoritéitsregel geholl ginn; Spillraum also, dee geschaf ginn ass, fir op politesche Froe kënne virunzekommen.

Mir kréien och méi Demokratie fir d'EU-Parlament; déi direkt Vertriedung vun den europäesche Bierger. Mir kréie méi Participatioun vun den europäesche Bierger selwer, wéi dat elo de Fall ass. A mir kréien och, duerch déi horizontal Klausel am ekologeschen a soziale Beräich, wäit méi wéi nëmmen e Pabeiertiger. Dat gëtt geltend Recht an dat wäert am Alldag méi wéi eng Kéier seng Wierkung kréien, wann et muss si bis hin zu de Geriichter.

An engem Wuert: Mir kréie méi Plaz fir d'Politik. Mir kréie méi Plaz fir d'politesch Unioun, déi eigentlech och scho mam Traité constitutionnel sollt realiséiert ginn.

An dach: Wann och d'Substanz vum Text gréisstendeels erhale bliwwen ass, e Stéck ass seng Séil awer verluer gaangen. Déi Séil ass verluer gaangen, well mer eis e Stéck vun där Visioun vum gëeente politeschen Europa, wou d'Differenze respektéiert ginn, ewechbeweegt hunn.

Termë wéi Constitutioun, Loi, Loi-cadre; d'Hymne; de Fändel an anerer nach, déi stinn elo net méi dran. Mir mussen elo erëm bei de Reglementer bleiwen, Direktiven, Décisiounen - Wierder, mat deenen déi meescht Leit net vill kënnen ufänken.

D'Symboler däerfen net méi genannt ginn. Déi bleiwen awer an der Praxis an an der Realitéit en vigueur a se wäerte weider benotzt ginn.

An un der Verfassung fir Europa dierf vun elo un dann nees monter geschafft ginn!

Deen neien Traité vu Lissabon gëtt net méi lisibel wéi deen, dee mer haten. Och dat war e Fortschrëtt fir d'Leit, déi sech probéiert hate mat deem Europa besser kënnen eens ze maachen. Dat gëtt elo nees méi schwéier.

Deen neien Text, déi nei Texter, muss ee soen, wäerten am Wesentlechen déiselwecht sinn, mä op esou vill verschiddene Plazen hiren Néierschlag fannen, mat esou vill Foussnoten, dass kaum ee wäert domadder kënnen eens ginn, wann e sech wëllt e Bild dovunner maachen.

Dat ass och keen Zoufall. Wann dat elo esou ass oder gëtt, da läit dat dorunner, dass et Länner gouf, déi dat esou wollten. Et goufe Regierungen, déi wollten dat esou, aus Rücksicht op hir Opinion publique. Allerdéngs war dat keng gutt Rücksicht. Well eigentlech sollt deen Text hirem Verlaangen no fir hir eege Leit manner lieserlech gemaach ginn, fir dass déi eege Leit manner gutt mierken, dass eigentlech d'Substanz am Text nach ëmmer déiselwecht wier.

Dat ass keng Aart a Weis wou ech mengen dass déi Regierunge sech dofir mussen op d'Schëller klappen an dass se mengen, domadder hätte se fir hir Leit villes erausgeschloen, wa se et just elo hannert enger Mauer vun Damp besser verstoppt kréien.

An dach, d'Erausfuerderungen, deenen Europa sech muss stellen, an d'Usprécher, deene se muss gerecht ginn, déi wäerten déiselwecht bleiwen.

D'Europäesch Unioun huet sech den Usproch ginn, och mam Traité vu Lissabon - wéi en dann an Zukunft wäert heeschen, wann e ratifizéiert gëtt -, dass Europa, dat politescht Gebilde „Europäesch Unioun" eent vun de Mëttel wäert ginn, fir op eisem Planéit anzewierken an eng Richtung, déi der ongebremster Globaliséierung probéiert aner Valeuren zur Säit ze stellen.

Nämlech Wäerter vu Sozialpolitik, Wäerter vun Ëmweltpolitik, notamment an an der Haaptsaach am Beräich vum Klimaschutz, an awer och Regele vun der Kompetitivitéit, déi esou sinn, wéi se hei an Europa hiren Ursprong hunn a wéi d'Europäer verstinn, dass ee soll am Wettkampf zuenaner trieden, nämlech an awer an engem globale Mateneen, an net nëmmen an engem klenge Géinteneen am Alldag, wou een deen aneren nëmme wëllt néierschloen.

Wann dat esou ass, da muss och probéiert ginn, op verschiddene groussen Investitiounsachsen eng nei Politik ze definéieren. Dat ass, laut den Aussoe vun eisem Ausseminister an der Commission des Affaires étrangères, och esou zréckbehale ginn. Dass Europa sech wäert seriö mat den Hetchfonge beschäftegen. Dass Europa sech wäert missen d'Fro stellen, wéi hir Politik an der Banque européenne d'investissement oder beim FMI an Zukunft soll sinn. Wou soll da prioritär a wéi an Zukunft investéiert ginn, wann Europa an der Welt eng bestëmmte Stëmm wëllt héiere loossen?

Dat si wichteg Froen, notamment am Beräich vum Klimaschutz. Wa mer an Zukunft um Niveau vun den Investitioune vun der BEI a vum FMI iwwer Klimaschutz diskutéieren, muss Europa sech eens ginn, wouranner dann investéiert gëtt. Gëtt investéiert, vorrangeg, an den Nucléaire, oder siche mer awer aner Solutiounen, déi Europa manner ofhängeg maachen, fir an Zukunft mat den energetesche Froe kënnen eens ze ginn?

Elo hu mer eng Ofhängegkeet vu Gazprom. Déi wëllt Europa net méi hunn. D'Europäesch Unioun wëllt déi net méi hunn.

Elo musse mer oppassen, dass mer net an eng nei Ofhängegkeet vis-à-vis vun EDF, GDF an Ähnlechen erofrutschen, dann hu mer näischt geschafft. Da bleiwe mer nach ëmmer Geisel vun deenen, déi mat der Energie Sue verdéngen. Eis real Onofhängegkeet op där doter Fro hätte mer dann net erwierkt.

Do muss och d'Lëtzebuerger Regierung an deenen nächste Méint méi wéi eng Kéier Fuerf bekennen. Mir kënnen net dat Eent a säi Contraire maachen. Do si Rendezvousen. Och déi gëlle fir d'Lëtzebuerger Regierung.

Zwou lescht Remarquen, Här President.

Déi éischt fir nach eng Kéier ze rappeléieren, dass an deenen zwee Joer vun der Kris, ausgeléist duerch den doubelen Non a Frankräich an an Holland, den Non de gauche net méi existéiert huet. Den Non de gauche huet seng Aarbecht ofgeschloss gehat mam Rejet vum Traité constitutionnel.

Dorauser ass zu kengem Zäitpunkt e Modell entstanen, e Virschlag entstanen, en Drock entstanen op déi Regierunge fir ze soen: Dat hu mer net gewollt, mä esou wéilte mer et gären hunn.

Dat ass ni artikuléiert ginn. An deen Non de gauche war och dofir an deenen zwee Joer ni an de Verhandlungen, awer och ni um Verhandlungsdësch. Well d'Regierunge vun deene Länner, déi mat engem Non de gauche nee gesot hunn, hunn dovun um Verhandlungsdësch relativ wéineg bis guer näischt verlauschtere gelooss.

Wat bliwwen ass, war en fin de compte awer nëmmen den Non de droite, deen zwee Joer laang op eng Aart a Weis, déi net ëmmer flott war, quant au fond a quant à la forme, Europa gebremst huet, Europa probéiert huet e Stéck zréckzezéien a seng nationalstaatlech politesch Grenzen, wat glécklecherweis elo gescheitert ass. Do wou den Non de gauche vidru scho gescheitert war, well en ni konnt e positive Modell draus maachen. Dofir ass den Non de droite an eisen Aen elo och gescheitert, well et nawell zu engem Ofschloss konnt kommen, deen nawell d'Substanz gerett huet vun deem, wat diskutéiert ginn ass a wou mer haut wëssen, dass mer kënne virukommen.

Eng lescht Remarque: Och an dëser Chamber ass vill geschwat ginn no deem Referendum hei zu Lëtzebuerg am Juli 2005, wéi eng Léieren een da misst aus deem Referendum zéien.

Et ass vill geschwat ginn iwwert d'Aart a Weis, wéi mer an Zukunft mat de Lëtzebuerger wéilten iwwer Europa schwätzen.

Jiddfereen heibanne war der Meenung, mir missten d'Léieren draus zéien en vue vun de Wahle vun 2009. Dass mer der europapolitescher Debatt an dësem Land eng aner, eng besser Plaz géife ginn, wéi se bis elo hat.

Ech hunn haut zu deem Thema nach kee Wuert héiere gehat, wat mer dann elo maachen.

Haut si mer frou, dass en Text steet. Haut hoffe mer, dass déi Ratifikatiounsprozedur an all de Länner wäert duerchgoen, hoffentlech och relativ séier wäert duerchgoen. Déi Léieren, déi mer eis engagéiert haten ze zéien, hu mer awer net gezunn.

Kee Wuert doriwwer, wat mer da bei de Wahlen 2009 maachen. Kee Wuert doriwwer, ob mer dann elo getrennte Wahlgäng 2009 wëlle maachen, fir eng europäesch an europapolitesch Debatt ze erlaben.

Mir Gréng sinn nach ëmmer där Meenung, a wann et net wäert stattfannen, da läit dat sécher net dorunner, dass déi Gréng déi dote Vischléi net oft genuch widderholl hätten. Och haut muss een dat aléisen, wat mer 2005 gesot hunn.

Do si Froen, déi d'Leit eis deemools gestallt hunn; déi sinn haut nach ouni Äntwert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen neien Traité modificatif oder Reformtraité oder Traité sur le fonctionnement européen, wéi en och ëmmer genannt gëtt, ass op eng ganz ondemokratesch Aart a Weis ausgeschafft ginn, an der donkelster vun allen Donkelkammeren.

En huet e puer honnert Säiten, 297 Modifikatioune sinn agefouert ginn un de bestehenden Traitéën, zwielef Protokoller, zeg Deklaratioune mat juristeschem Wäert, dorënner eng vu Lëtzebuerg, wou mer ons - an dat ass u sech positiv ze begréissen - d'Méiglechkeet schafen, datt een, wann d'Englänner géifen en Opt-out maachen, deen Ablack kéint reagéieren an d'Froen nees diskutéieren; wat ëmmer dat och heesche wëllt.

Mä d'Resultat ass awer, datt mer en Text hunn, deen total onlieserlech ass.

D'Zil vum Traité constitutionnel, vum Verfassungstraité war et gewiescht, e lieserlechen Text ze hunn. Hei schéngt et ganz evidenterweis d'Zil gewiescht ze sinn, fir en Traité virzeleeën, deen total onlieserlech ass. An op deem Punkt, muss ee soen, ass et e grousse Succès, well déi Situatioun, déi mer elo kennen, hate mer bis elo nach net, dat ass, datt mer eis hei am Parlament am Prinzip scho fir en Traité ausschwätzen, wou mer den Text net kennen a kee konsolidéierten Text hunn.

Ech mengen, dat ass och net grad déi beschten Aart a Weis, wéi mer et sollen ugoen.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här Henckes, den Text besteet! Dir kënnt e liesen! Säit dem Juli 2007 kënnt Der e liesen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo, e besteet an enger Projetsform, mä elo sinn nach Amendementer, Protokoller bäikomm an et si Modifikatioune komm. Dir kënnt en zwar liesen, mä fir en ze verstoen, muss een en total an engem aneren, an engem konsolidéierten Text kënnen duerchkucken. An ech si mer zimlech sécher, dass souguer onsen Här Statsminister an onsen Här Ausseminister zu dësem Zäitpunkt net iwwer esou en Text verfügen an dass mer also doduerjer dat mussen esou aktéieren, wéi et elo ass.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- E war de 5. Oktober um Internet, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Do war awer kee konsolidéierten Text.

Une voix.- Ooohhh!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- D'accord, mä et war awer en Text do.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- An et ass dat, wat mer hei bemängelen: Fir datt en Traité vun e puer honnert Säite lisibel ass, muss e konsolidéierten Text virleien.

(Interruptions diverses)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann dat net wier, da wier soss eppes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Gesitt Der, Här Statsminister, Dir verstitt ëmmer ganz séier, an ech si ganz frou doriwwer,…

(Hilarité)

…datt dat dann och viraussiichtlech, wann dat heiten esou duerchgeet, vläicht wäert fir lech perséinlech zu engem ganz positive Resultat féieren.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Déi aner Debatt, déi mer hei solle féieren, ass déi iwwert d'Aart a Weis, wéi mer dann elo sollen déi Ratifikatioun virhuelen.

An der Resolutioun, déi hei vum President vun der Commission des Affaires étrangères virgeluecht ginn ass, gëtt proposéiert, dat iwwert de parlamentaresche Wee ze maachen. Deeselwechten Ablack gëtt awer och gesot, mir sollen en Dialog mam Bierger féieren.

Mir mengen also, wann ee wëllt en Dialog mam Bierger féieren, dann ass dat de Wee vum Referendum. Fir ons ass et eng prinzipiell Attitüd, datt all Kéiers,…

(Interruptions)

…bei allen Décisiounen, wou en Traité reformëiert gëtt um europäeschen Niveau, deen Ablack, wou mer eng Erweiderung maachen op nei europäesch Länner, aus prinzipielle Grënn den Dialog mam Bierger gesicht soll ginn, an dat iwwert de Wee vum Referendum.

Dat schéngt ons déi richteg Debatt ze sinn, an net e puer aner Alibi-Diskussiounen, déi mer soss kënnen hei organiséieren a wou mer d'Vollek…

(Interruption)

Et muss een nëmmen ervirsträichen, datt bei engem Eurobarometer, deen am Dezember 2006 publizéiert ginn ass, erauskomm ass, datt 40% vun de Lëtzebuerger geduecht hunn, mir wieren am Dezember 2006 an Europa nach zu 15 Länner.

Dat beweist, wéi schwiereg et ass, fir Europa de Bierger méi no ze bréngen, an datt mer sollen all Kéiers, wann et ëm d'Zukunft geet vun Europa, wann et ëm d'Zukunft geet vun onsem Land an Europa, an ëm d'Zukunft och vun de Bierger, déi hei zu Lëtzebuerg an an Europa sinn, dat iwwert de Wee vum Referendum maachen.

Wat an Irland méiglech ass, misst dach och hei zu Lëtzebuerg méiglech sinn.

Dat sinn déi Iddien, op déi mir halen, an dofir wëll ech och am Numm vun der ADR eng Motioun déposéieren, wou mer froen, datt deen neien Traité, aus prinzipiellen Iwwerleeungen, aus der Iddi fir méi mat de Bierger iwwer Europa ze diskutéieren, soll iwwert de Wee vun engem Referendum goen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la construction de l'Union européenne et ses orientations politiques conditionnent la vie des citoyennes et citoyens;

- considérant que l'Europe doit tirer sa légitimité en donnant aux citoyens le droit de se prononcer sur les orientations politiques, sur les institutions qui leur permettront d'exercer leur souveraineté fondamentale et sur les décisions relatives à l'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux États membres;

- considérant dès lors que pour toutes les décisions modificatives des traités existants et que pour toute nouvelle décision d'élargissement de l'Union européenne il y a lieu de recourir à un référendum;

- considérant que le projet de traité modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté appelé Traité modificatif ou Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne va conditionner l'avenir des citoyennes et citoyens luxembourgeois;

demande au Gouvernement

- d'organiser un référendum sur le projet de traité modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

D'autant plus, datt eis heiansdo gesot gëtt, datt um Fong vum Traité 90% d'selwecht wier wéi am Verfassungstraité; anerer soen 80%. Ech mengen do eleng gesäit een, wéi d'Diskussioune solle gefouert ginn, datt ee soll wëssen, wat da genau dran ass.

Da gëtt eis och zum Beispill gesot, datt d'Charta vun de fundamentale Rechter elo géif vu Polen akzeptéiert ginn. Vläicht! Mä de polnesche President huet gesot gehat, egal wat d'Parlament décidéiert, ech hunn e Veto-Recht, ech sinn do dergéint - dat wier well se e Problem hu mat der Familljepolitik.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ass dat Äre Kolleeg?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Alleguerten déi Argumenter, déi mer nach kënnen an der Debatt hunn, déi sinn net gekläert, an dofir, mengen ech, ass et wichteg, datt an den nächste Méint déi Debatt nach weidergefouert gëtt an datt mer och den Dialog mam Bierger iwwert de Wee vum Referendum sichen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Als leschte Riedner hu mer den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President.

Aus deenen éischten Dispositiounen, déi ech aus deem neie Vertrag erausfonnt hunn, dee sech jo aus enger Rei vu Verträg eng Rei Saachen erausgepickt huet, déi reformëiert gi sinn, kann ech elo am Moment nëmmen zu enger Konklusioun kommen, dat heescht, dass un deene wesentlechen Ausrichtungen, och déi, déi am Verfassungsvertrag waren, sech net allze vill - souguer guer näischt - geännert huet, well déi sozial Orientéierung, déi ech jo ugeprangert hunn am Verfassungsvertrag, ass och hei net weider ausgebaut ginn an och hei net ginn.

Déi wirtschaftlech Orientéierung bleift déiselwecht, gëtt souguer nach duerch deen neie Vertrag gestäerkt, an déi militäresch Orientéierung, déi ech och ugeprangert hunn an déi och nach weider am Vierdergrond an der Verteidegungspolitik steet, ass och nach ëmmer fest dra verankert, sou dass sech fir mech näischt Wesentleches geännert huet.

Wat d'Aart a Weis ubelaangt, wéi mer elo hei nach eng Kéier sollen driwwer ofstëmmen, sou ass d'Diskussioun komm, dass jo am Fong schonn eng Kéier den 10. Juli 2005 Jo gesot gi war vum Lëtzebuerger Vollek zu deem Verfassungsvertrag, wou ech jo awer deemools schonn d'Aart a Weis vun der Auszielung als kee groussen Erfolleg ugesinn hunn a wou ech och déi Auszielung ugeprangert hunn.

Mä dee Referendum vun deemools an déi ganz Diskussioun haten awer eppes Positives, an dat war, dass mer bei d'Leit gaange sinn, mat de Leit geschwat hunn, an dass mer souguer esou wäit gaange sinn, dass d'Parteizaldoten an d'Lycéeë geschéckt gi sinn, fir deene Jonken eng Gehirwäsch ze maachen, fir se vun engem Vertrag ze iwwerzeegen,…

(Interruptions)

…mam Resultat - dat solle mer net vergiessen, hei geet et ëm d'Zukunft vun deene Jonken, hei geet et net ëm eis Zukunft, well déi meescht vun eis hunn hir schonn hanneru sech, hei geet et ëm d'Zukunft vun deene Jonken an déi Jonk hunn deemools, an dat ass och bewisen, mat 62% zu deem Vertrag Nee gesot.

Dat heescht also, mir setzen eis elo hei, wa mer de Wee ginn, dass dee Vertrag am Parlament soll ofgestëmmt ginn, einfach iwwert d'Meenung vun deenen 62% ewech, vun deene Jonken, ëm deenen hir Zukunft et geet, a mir stëmmen dann hei doriwwer of.

Ech hunn déi Motioun do net nëmme prinzipiell ënnerstëtzt, well ech all Motioun ënnerstëtzen, well ech einfach der Meenung sinn, dass all Deputéierte soll d'Recht hunn, fir kënnen eleng eng Motioun ze deponéieren, an ech bleiwen och bei där Meenung an dofir ënnerstëtzen ech och all Motioun.

Ech hunn déi Motioun aus Iwwerzeegung ënnerschriwwen, well ech der Meenung sinn, dass de Referendum nach eng Kéier soll kommen an dass nach eng Kéier déiselwecht Diskussioun soll kommen, fir dass mer mat de Leit schwätzen. Well dat ass jo awer och de Message, dee mer erausgezunn hunn - an den Här Braz huet et jo scho gesot - aus deem leschte Referendum, aus deene leschten Diskussiounen, dass mer méi solle mat de Leit schwätze goen, dass mer méi sollen op d'Leit duergoen.

A wat maache mer elo? Elo gi mer erëm zréck, elo maache mer dat hei erëm ënner eis aus, anstatt…

(Interruption)

Ech kréien hei gesot, dass mer de Wee ginn, dass mer wierklech dann, éier mer déi Ofstëmmung hei maachen, deeselwechte Wee maachen, dee mer beim Referendum gemaach hunn, dat heescht erëm duerch d'ganzt Land bei d'Leit goen a mat de Leit diskutéieren.

Mä ech sinn der Meenung, prinzipiell ass dat hei eng national Fro, Referendume sinn effektiv Ausnahmen. Dee Verfassungsvertrag, dee mer ofgestëmmt hunn, war eng Ausnahm an dat hei ass och eng Ausnahm, well hei steet d'Zukunft och vun eisem Land - net nëmme vun Europa, mä och vun eisem Land - um Spill a besonnesch vun deene Jonken, besonnesch vun deenen 62% vun deene Jonken, déi Nee gesot hunn. Kommt, mir ginn hin a versichen déi nach eng Kéier ze iwwerzeegen, dann hu mer dat Richtegt gemaach!

M. le Président.- Merci, Här Jaerling.

Dir Dammen an Dir Häre, domadder si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir si befaasst mat enger Resolutioun an enger Motioun.

Résolution 1

Mir stëmme fir d'éischt of iwwert d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Fayot déposéiert huet.

Kënne mer dat par main levée maachen oder ass de Vote électronique gefrot?

De Vote électronique ass gefrot.

Vote

D'Resolutioun, déi den honorabelen Här Fayot déposéiert huet, ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei fënnef Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Patrick Santer), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Motion 1

Domat denken ech, dass d'Motioun, déi déposéiert ginn ass, superfétatoire ass.

(Assentiment)

Voilà, deementspriechend ass se hifälleg. D'Chamber huet sech dofir ausgesprach, dass den Traité soll duerch Ratification parlementaire ugeholl ginn.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domat ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss. Mir kommen zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale an d'Proposition de loi portant réglementation de l'activité d'assistant maternel. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Andrich, d'Madame Dall'Agnol, den Här Adam an den Här Gibéryen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Zum Ordre du jour. Kann ech d'Wuert kréien, fir eng Motioun ze déposéieren?

M. le Président.- Jo, selbstverständlech.

6. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun wëllt eng Motioun déposéieren. Ech hunn zwar elo déi falsch matbruecht. Kanns du mer se bréngen?

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Hei ass keng Poubelle, Här Braz.

(Hilarité)

Une voix.- Dir hutt där einfach ze vill!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Neen, dat hei ass déi richteg.

Mir hate bei den Debatten iwwert...

M. le Président.- Här Braz, keen Exposé, sot just, ëm wat et geet.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Et ass eng Motioun, mir hate bei den Debatten iwwert d'Ëmsetze vun der zweeter Direktiv iwwert d'Liberalisatioun vum Stroummarché hei och eng Debatt gefouert iwwert d'Fro vum Détachement, ënner anerem am Kontext vum Stroummarché. Den Innenminister hat eis bei där Geleeënheet versprach, hie géif nach virum Enn vun dësem Joer, also 2007, dat gesetzlech duerch d'Chamber bréngen. Elo si mer geschwënn Allerhellgen an et ass emol nach näischt déposéiert ginn. Duerfir maache mer eng Motioun, fir d'Regierung opzefuerderen, den Innenminister Halsdorf dorunner ze erënneren, dass hien eis versprach hat, dass et virum Enn vum Joer duerch wier.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

Une voix.- Deen hat scho vill versprach.

(Interruptions)

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que la transaction à un marché ouvert de l'énergie exige de toute entreprise d'électricité des adaptations au niveau de la gestion de réseaux et de la fourniture d'électricité et que ces dispositions touchent également les communes qui assurent actuellement au Luxembourg la gestion et l'exploitation de leur propre réseau d'électricité;

- que lors de la discussion du projet de loi relative à l'organisation du marché de l'électricité en date du 11 juillet 2007, le Ministre de l'Intérieur avait annoncé de pouvoir résoudre les problèmes par de nouveaux moyens législatifs votés par la Chambre des Députés avant la fin de l'année courante;

- qu'il y a donc urgence en la matière;

invite le Gouvernement,

- à insister auprès du Ministre de l'Intérieur comme instance de tutelle communale, afin que les engagements pris devant la Chambre des Députés en date du 11 juillet 2007 soit respectés.

(s.) Félix Braz, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Voilà, da komme mer zu der Diskussioun vun dem Projet de loi 5517. D'Wuert huet elo d'Rapportrice, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval.

7. 5517 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

5428 - Proposition de loi de M. Claude Meisch portant réglementation de l'activité d'assistant maternel

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet féiert eng Mindestregelung vun der Aktivitéit vun der Assistance parentale an, dat heescht vun Dageselteren - Männer oder Fraen -, déi Kanner doheem versuerge géint Bezuelung.

De Projet de loi 5517 ass vun der Familljeministesch Madame Marie-Josée Jacobs de 17. November 2005 hei an der Chamber déposéiert ginn. Et louch en Exposé des motifs an e Kommentar vun de jeeweilegen Artikele bäi. Zu deem Zäitpunkt hat den honorabelen Här Claude Meisch schonn eng Gesetzespropositioun zum selwechten Thema déposéiert, an zwar de 4. Januar 2005. Aus där Ursaach huet d'Familljekommissioun och beschloss, déi zwee Texter zesummen ze behandelen.

Op d'Proposition de loi vum Här Meisch ginn ech a mengen Ausféierungen net am Detail an. Dat wäert den Här Meisch sécherlech selwer maachen. Ech verweisen och op den Text vun der Gesetzespropositioun.

Den Här Meisch huet an der Familljekommissioun seng Bereetschaft signaliséiert, fir seng Gesetzespropos an deen definitiven Text vum neie Gesetz ze integréieren, ënnert der Konditioun, dass de gesetzleche Kader net iwwerméisseg schwéierfälleg dierft ausfalen.

An der Réunioun vun der Familljekommissioun vum 23. Mee 2006 gouf ech als Rapportrice bestëmmt, an de Gesetzesprojet gouf de Membere vun där Kommissioun de 26. Juni virgestallt. Et koumen Avisen era vum Comité du travail féminin, vun der Privatbeamtekummer, vun der Kummer vun de Statsbeamten a vun der Aarbechterkummer. Déi Interesséiert bieden ech, an dësen zimlech detailléierten an och deelweis kriteschen Dokumenter nozeliesen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ervirzehiewen ass, dass de Comité du travail féminin säin Avis ofginn huet virum Dépôt vum Gesetzesprojet an esou largement déi generell Orientatioun vun der Virlag inspiréiert huet.

Insgesamt huet de Statsrot zwee Avisen ofginn, een de 24. Oktober 2006 an e komplementaren Avis den 3. Juli 2007, nodeems d'Familljekommissioun den 3. Mee eng ganz Rei Amendementer ugeholl hat. Dorop wäert ech nach spéider zréckkommen. De schréftleche Rapport gouf du schliesslech an der Sëtzung vum 25. September mat enger Enthalung ugeholl.

Et ass derwäert, Dir Dammen an Dir Hären, fir e puer Wuert ze verléieren iwwert de Kontext, aus deem eraus de Gesetzesprojet entstanen ass. Dass Elteren hir Kanner anere Leit uvertrauen, gëtt et praktesch zënter éiweg. Oft war dat natierlech am Krees vun der eegener Famill, wat eng Grossfamill war, mä och friem Leit hunn d'Kanner betreit an erzunn.

Haut sinn déi meeschten Aarbechtsplazen ausserhalb vun de véier eegene Maueren an et ginn ëmmer méi Fraen op den Aarbechtsmaart. A ganz ville Famillje mussen d'Leit iwwregens zu zwee schaffe goen, esou dass d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff zu enger regelrechter Erausfuerderung ginn ass, besonnesch natierlech fir déi elengerzéiend Familljen.

Jee no Familljemodell a Grad vu Beruffstätegkeet ginn also och méi Méiglechkeete vu Kannerbetreiung ausserhalb vun der Famill gebraucht. Ëmsou méi wou vill Grousselteren hautdësdags net méi disponibel sinn, well se selwer schaffen oder hir eegen Eltere versuergen.

An de vergaangene Jore goufen op dem Gebitt vun der Garde vun de Kanner grouss Effortë gemaach vun eiser Familljeministesch. Engersäits goufen net nëmme méi Strukture geschaf, wou d'Kanner kënne betreit ginn, mä et sinn och politesch Moossname geholl ginn, wéi de Congé parental zum Beispill, fir Famill a Beruff ënner een Hutt ze kréien an zugläich d'Papperoll ze stäerken. Fir prezis Zuelen an Detailer heiriwwer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

D'Zuel vun de konventionéierten a private Crèchen ass op jidde Fall regelméisseg gewuess an duerch déi zënter enger Zäit flächendeckend agefouert sougenannte Maisons relais goufen eleng bis Enn 2006 10.247 Plazen an 188 lokalen Antenne geschaf.

Trotz all deenen Efforten ass d'Nofro nach ëmmer méi héich wéi déi Plazen, déi zur Verfügung stinn. An et ass grad hei, wou d'Kannerbetreiung doheem duerch Dageselteren enchaînéiert, well se eent vun de Glidder aus där Kette vun de verschiddene Kannerbetreiungsméiglechkeeten duerstellt.

Besonnesch d'Flexibilitéit vun dëser Optioun gëtt vun enger ganzer Rei Eltere geschätzt, zum Beispill am Fall vun onregelméissegen Aarbechtszäiten. Och déi familiär Ambiance an d'Presenz vun enger eenzeger Bezuchspersoun fanne Gefalen.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et dräi Placement-familiales-Servicer, déi agréémiert respektiv konventionéiert sinn an déi nieft deenen e puer honnert Dagesmammen zousätzlech d'Missioun hunn, fir sech ëm Dag- an Nuechtplacementer, déi vum Jugendriichter a Fleegefamilljen ordonnéiert ginn, ze bekëmmeren.

Mä d'Betreiung vun de Kanner doheem huet sech op deene meeschte Plaze bis elo informell ofgewéckelt - gewëssermoossen op engem Schwaarzmaart. Dat heescht awer och ouni Garantië fir d'Kanner, déi betreit ginn, an ouni Garantië fir déi, déi d'Kanner betreien. Dohier de politesche Wëllen, fir d'Aktivitéit vun den Dageseltere bis zu engem gewëssene Minimum ze reglementéieren an e gesetzeleche Kader op dësem Gebitt ze schafen, wat et a munchen europäesche Länner schonn zënter Längerem gëtt. Et ass dëst also e wichtege gesellschaftspolitesche Schrëtt.

Besonnesch d'Sécherheet vun de Kanner an d'Qualitéitsgarantie sinn d'Haaptargumenter, awer och d'Ofsécherung vun den Dageseltere selwer, zum Beispill wat hire Statut ubelaangt, mat allen Avantagë vun der sozialer Ofsécherung. Fir dass et awer net schwéierfälleg a kontraproduktiv gëtt, gouf besonnesch op e flexibele gesetzleche Kader gehalen, deen net iwwerreglementéiert.

Zousätzlech kënnen op dës Manéier nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, déi virun allem de Fraen erméiglechen, zréck an de Beruff ze goen no enger Familljepaus.

Wéi gesinn déi gesetzlech Bestëmmunge fir d'Dageselteren dann elo aus?

Duerch dee virleiende Projet gëtt déi regelméisseg Betreiung dagsiwwer oder Dag an Nuecht géint Bezuelung vu Kanner op Ufro vun hire Elteren hi reglementéiert. Dëst betrëfft ganz kloer net d'Garde innerhalb vun der Famill oder duerch Frënn. Och net, wann ee just heiansdo géint Bezuelung op eng Betreiung zréckgräift, wéi zum Beispill beim Babysitting.

Dageseltere kënne wielen tëscht dem Statut vum Selbststännegen oder dem Ugestallten op der Basis vun engem Kontrakt, dee se mat enger Persoun oder enger Associatioun, déi op deem Gebitt täteg ass, kënnen ofschléissen.

Et kënne bis zu fënnef Kanner mateneen opgeholl ginn, ouni déi eege Kanner, an dat entgéint dem Statsrot senger Propositioun, fir d'Kannerzuel op dräi ze limitéieren. Dëst, fir d'Famille nombreuse net ze benodeelegen oder fir d'Rentabilitéit vun deem Beruff net a Fro ze stellen.

Déi gebueden Déngschtleeschtungen, ouni festzeleeën, wou se ausgeübt ginn, si folgend: den Accueil, d'Bekäschtegung, d'Iwwerwaachung, d'Animatioun, d'Hausaufgabebetreiung, an och, wann d'Kanner krank sinn, kënne se betreit ginn.

Déi heite Konditioune musse vum Assistant parental erfëllt ginn: Et muss een en Agrément vun der Familljeministesch hunn, dee fënnef Joer laang gülteg ass. Hei huet d'Kommissioun no längerer Diskussioun de Statsrot suivéiert, fir den obligatoreschen Agrément anzeféieren. Et muss ee seng Éierbarkeet kënnen noweisen opgrond vun der juristescher Virgeschicht. Beim Ugestallte muss de Patron dëse Beweis och bréngen. A beim Selbststännege gëllt dat och fir all Leit, déi ënnert deemselwechten Daach liewen.

Et muss een eng Mindestqualifikatioun hunn, déi een entweder duerch eng initial Ausbildung am psychosozialen, pedagogeschen, sozioéducativen oder Gesondheetsberäich huet, oder awer déi neigeschafen initial Formatioun vum Assistant parental virweise kënnen. Fir dës initial Formatioun koumen an den Amendementer nach 20 Stonne Stage derbäi.

Duerch d'Remarque am Statsrot sengem zweeten Avis, dass déi initial Formatioun net nëmme beruffsbegleedend ugebuede gëtt, ass dëst och am Text adaptéiert ginn. Doriwwer eraus muss een duerno un enger Formation continue oder enger Supervisioun deelhuele während minimum 20 Stonnen d'Joer. Ausserdeem muss ee sech an enger vun den dräi usuellë Sprooche vum Land ausdrécke kënnen. Och muss de potenzielle Kandidat sech formell engagéieren, d'Kannerrechtskonventioun ze respektéieren, esou wéi d'Regierung dat virgesinn hat.

Da mussen d'Gebailechkeeten, wou d'Kanner betreit ginn, gewëssenen usuellë Mindestnormen entspriechen, wat d'Salubritéit an d'Sécherheet ugeet. Si mussen eng minimal Fläch vun 2 m² pro present Kand - déi eege Kanner abegraff - fir den Openthaltsraum oder/an den Iessraum virweisen. Ausserdeem muss de Kandidat noweisen, dass hie bei der Sécurité sociale verséchert ass, an hie muss iwwer eng professionell Haftflichtversécherung verfügen. D'Ministesch kann den Agrément verweigeren, net méi verlängeren oder zréckzéien, wann all dës Konditiounen net oder net méi erfëllt sinn. Een, deen ouni Agrément praktizéiert, riskéiert eng Strof vun tëschent 251 bis 10.000 Euro.

Da féiert d'Gesetz och déi nei initial Formatioun fir den Assistant parental an. Déi soll vum Familljeministère zesumme mam Educatiounsministère - méi prezis: dem Departement vun der Beruffsausbildung - organiséiert ginn. Si begräift op d'mannst 100 Stonne Coursen a Seminären an op d'mannst 20 Stonne Stage an engem agréémierte sozioéducative Service. Deen ausgestallte Certificat erlaabt et duerno och an d'Formatioun vum Aide socio-familiale eranzekommen.

Wat seet de Statsrot zu dësem Gesetzesvirschlag?

Am Prinzip ass de Statsrot mat där net ze anengender Ausriichtung vum Gesetzesprojet d'accord. Hien huet a senger Analys, nieft dem Gesetzestext vun der Regierung, och d'Proposition de loi Meisch, den Avis vum Comité du travail féminin an den Avis vun der Privatbeamtechamber mat afléisse gelooss. Ier en op d'Analys Artikel pro Artikel ageet, kënnt en op Kritären ze schwätzen, deenen, senger Meenung no, d'Aktivitéit vun der Assistance parentale misst gerecht ginn. Zum Beispill, dass se sech däitlech vun anere Kannerbetreiungsforme misst ënnerscheeden, wéi dem Placement familial oder dem Babysitting. Hie gesäit och vir, dass vum Statut aus den Assistant parental entweder selbststänneg ass oder ugestallt bei enger Associatioun.

Deen neie gesetzleche Kader dierft awer net verhënneren, dass d'Eltere fräi wieren eng Familljenhëllef bei sech doheem anzestellen. Och mengt en, dass en obligatoreschen Agrément misst agefouert ginn, entgéint der initialer Regierungspropos. Déi Leit, déi Kanner bénévol oder als Ugestallte bei den Elteren doheem betreien, kéinten den Agrément ufroen, ouni dass en obligatoresch wier.

Weider plädéiert de Statsrot fir eng Gläichbehandlung vun den Elteren, déi hir Fraisen, déi duerch den Assistant parental entstinn, wëlle vun de Steieren ofsetzen, wéi déi, déi elo schonn d'Frais de garde vun der Crèche kënnen ofsetzen.

Och proposéiert de Statsrot fir d'Schafung vun Informatiounsboursen ze förderen, fir den Eltere wéi den Dageselteren d'Sich ze erliichteren.

Hie proposéiert awer och eng nei Strukturatioun vum Gesetzestext, well deen heite Gesetzesprojet net dierf mam ASFT-Gesetz interféréieren.

Doriwwer eraus betitelt en d'Dispositioune vum Gesetz nei, andeems en deels op de Gesetzesprojet 5517 an deels op d'Gesetzespropositioun 5428 zréckgräift.

Déi héich Kierperschaft huet awer och an hirem éischten Avis zwou Opposition-formellen ausgesprach. Déi éischt, fir wann de Gesetzestext weiderhi géif virgesinn, fir déi steierlech Ofsetzung vun de Frais d'assistance parentale virzehuelen, andeems den initialen Artikel 10 vun deem heite Gesetz einfach de betreffende Règlement grandducal, deen d'Ausféierungsbestëmmunge vum Steiergesetz festleet, ëmännere géif. Dat géif der Hierarchie vun den Normen an dem Parallelismus vun de Formen net entspriechen. D'Familljekommissioun huet dee litigiéisen Artikel - initialen Artikel 10 - du fale gelooss. Si huet awer d'Suggestioun, fir den Artikel 137, zweeten Alinea vum modifizéierte Gesetz 1967 ëmzeänneren, net iwwerholl. Wann néideg, wier dat anere legislativen Initiativen iwwerlooss.

Déi zweet Opposition formelle kéim, wann d'Éierbarkeetskonditiounen, déi den Assistant parental géife betreffen, net och op all Familljememberen, déi mat him zesummeliewen, géifen ausgeweit ginn. En huet fonnt, dass de virgeluechten Text géint de Prinzip vun der Présomption d'innocence géif verstoussen. Hei huet d'Kommissioun de Statsrot suivéiert.

Am Artikel 4 huet d'Kommissioun dem Statsrot sengem Text deelweis Rechnung gedroen, besonnesch wat d'Iwwergangsbestëmmunge fir déi Dageselteren ugeet, déi et scho gëtt wann de Gesetzestext a Kraaft trëtt. Elo muss jiddfereen agréémiert ginn, deen déi Aktivitéit noweislech während mindestens dräi Joer ausgeübt huet. Dofir gouf eegens en neien Artikel 11 geschaf. Hei hat de Statsrot a sengem zweeten Avis mat enger Opposition formelle gedreet, wann d'Validatioun dem Arbiträr vum Familljeministère géif weiderhin iwwerlooss ginn.

Beim Artikel 7 iwwert d'sozial Ofsécherung an déi professionell Haftflicht huet d'Kommissioun grosso modo déi vum Statsrot proposéiert Struktur zréckbehalen, ass awer net op seng Propositioun agaangen, wat d'Adaptatioun vum Code vun den Assurances sociales ubelaangt. Dat soll wann néideg am Kader vun anere legislativen Initiative geschéien.

Och ass déi héich Kierperschaft der Meenung, dass d'Schafen an d'Bedreiwe vun enger Datebank vun den Assistants parentaux der Regierung iwwerlooss wier, ouni dass dat gesetzlech misst festgehale sinn.

Net sënnvoll wär och am Gesetz festzehalen, dass e Modellkontrakt géif ausgeschafft ginn, fir d'Bezéiung tëschent den Eltere vum Kand an den Dageselteren ze regelen. Dat wier just eng administrativ Vereinfachung.

D'Aarbechte vun der parlamentarescher Kommissioun hunn dem Statsrot sengen Awänn gréisstendeels Rechnung gedroen, an et gouf och déi vun him proposéiert Textstruktur iwwerholl. D'Membere vun der Familljekommissioun hunn doriwwer eraus och nach eegen Amendementer zréckbehalen. Et géif ze wäit féieren, op all dës Detailer anzegoen; déi kann ee gären a mengem schréftleche Rapport noliesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach zum Schluss e puer Mercien auszedeelen: un éischter Stell un d'Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun, wéi och un d'Madame Familljeministesch an hir Beamten, gradesou wéi un d'Membere vun der Familljekommissioun fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht. An lech: Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Ech soen der Madame Andrich Merci. Als Nächsten huet elo d'Wuert den Auteur vun der Proposition de loi 5428, den honorabelen Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch *(DP), auteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'alleréischt der Madame Andrich-Duval ze félicitéiere fir hire schréftleche wéi och mëndleche Rapport. Ech brauch duerfir virun allem op déi Aspekter, déi am Projet de loi proposéiert waren, hei net méi am Detail anzegoen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen, datt de Besoin u Betreiungsformen, Betreiungsméiglechkeete fir Kanner zusehends gewuess ass déi lescht Joren, an datt mat deem, wat haut en place ass, obschonn d'Offerte jo och mat gewuess ass, mer dem Besoin nach laang net gerecht ginn.

Mir wëssen, datt mer haut eng nei Familljepolitik musse maachen, déi den neie Besoinë vun de Famillje Rechnung dréit. Mir wëssen, datt virun allem ganz vill Famillje ganz konkret Problemer am Alldag begéinen, wann et drëms geet fir Famill a Beruff

ënner een Hutt ze kréien. Mir wëssen, datt a ganz ville Familljen déi zwee Elterendeeler net nëmme wëllen, mä och heiansdo musse schaffe goen, fir deier Wunnpräisser hei am Land kënnen ze bezuelen. Mir wëssen, datt och d'Zuel vun de Monoparentauxen an d'Luucht gaangen ass am Laf vun deene leschte Joren, an déi Tendenz och nach unhält.

Dat alles féiert derzou, datt de Besoin u Betreiungsméiglechkeete fir Kanner an d'Luucht gaangen ass an och weider wäert an d'Luucht goen. Duerfir si jo eng ganz Rei vun ënnerschiddleche Modeller lues a lues entstane queesch uechtert d'Land, oft op Initiativen och vu Gemengen, mat staatlecher Ënnerstëtzung: Crèchen; Foyer-de-jourë fir Kanner; Maisons relais, de leschte Modell, deen en place gesat ginn ass.

Elo stellt een awer fest, datt ganz vill vun deenen dote Modeller eigentlech net déi néideg Flexibilitéit bidden, fir op all Demande vun Elteren eng valabel Äntwert kënnen ze ginn. Dat doten, dat sinn oft schwéierfälleg Strukturen, wou fir d'alleréischt emol e grousst Gebai muss dohinner kommen, wou da Personal engagéiert gëtt, wou eng Organisatiounsstruktur definéiert gëtt, wou oft e Gestionnaire dann nach muss zesumme gebilt ginn, fir och kënnen déi juristesch Responsabilitéit an d'Direktioun vun esou enger Institutioun ze iwwerhuelen.

Do gëlle ganz kloer Regelen. Do muss ee sech am Virfeld aschreiwen. Do muss ee sech iwwer e ganzt Joer oft aschreiwe fir fix Deeg oder fix Stonnen. Do ass et net esou, datt een emol eng Kéier ganz spontan kann op déi dote Servicer zréckgräifen. Duerfir hunn ech gemengt, datt et wichteg wär, datt mer och aner Betreiungsméiglechkeeten en place setzen, déi op déi méi flexibel Demande vun den Elteren dann och eng ganz konkret Äntwert kënne ginn.

Wa mer dem grousse Besoin u Betreiungsméiglechkeeten, dee besteet, wëllen nokommen, da kënne mer net op déi bis elo éischter traditionell Betreiungsméiglechkeeten zréckgräifen an déi just multiplizéieren. Mir brauchen och aner Betreiungsméiglechkeeten.

Do kann den Assistant parental eng ganz, ganz nëtzlech Ergänzung sinn zu deem, wat mer haut hunn, zu deem, wat haut schonn existéiert. Well e méi Flexibilitéit bitt. Well dat jo awer och haut schonn zum Deel existéiert, mä net ëmmer zu deenen allerbeschte Konditiounen.

Als Buergermeeschter vun enger grousser Südgemeng erlieft een heiansdo Fäll oder et kritt ee rapportéiert, datt Kanner betreit ginn - doheem bei aneren Elteren - an et net ëmmer ënnert deenen Ëmstänn ass, wéi ee sech et da wierklech géif wënschen, wéi een et géif fir sënnvoll halen.

Am Extremfall hate mir eng Kéier e Fall, wou d'Elteren hir Kanner an d'Kantin op d'Gemeng geschéckt hunn, fir doheem kënne fir aner Kanner ze kachen, well se do e bësse méi encaisséiert hunn, wéi d'Gemeng gefrot huet. Dat, hoffen ech, ass en Extremfall.

Une voix.- Si soten, dass se se géifen op d'Gemeng siche kommen.

M. Claude Meisch *(DP), auteur.*- Jo, ech weess net. Esou enk hu mer et net suivéiert. Mä dat weist awer, datt do villes existéiert huet, wat net eng qualitativ Betreiung war a wou et éischter just ëm d'Lukrativitéit gaangen ass.

Mir stellen awer och fest, datt ganz vill Leit bereet sinn, déi doten Aarbecht ze maachen als Dagesmamm oder Dagespapp. Virun allem ass et eng ganz konkret Beruffschance fir Fraen, déi oft opgehalen hu mat schaffen duerch hir eege Kanner, déi se doheem erzunn hunn, wéi se aus dem Beruffsliewen ausgescheet sinn, an dann no fënnef, no zéng, no 15 Joer awer heiansdo Schwieregkeete begéinen, fir erëm an d'Beruffswelt zréck kënnen ze kommen, well d'Informatik weidergaangen ass, well hire Betrib sech geännert huet oder hir Branche sech komplett geännert huet, an eigentlech déi Aarbecht, déi se gewinnt waren ze maachen, esou vläicht vun deem Betrib respektiv vum Aarbechtsmarché insgesamt net méi gefrot gëtt.

Si hu sech awer ganz vill aner, ganz wäertvoll Kompetenzen ugëeegent während deene Joren, wou se hir eege Kanner erzunn hunn. Kompetenzen, déi se dann och an den Déngscht vun der Allgemengheet, vun hire Matbierger kënne stellen.

Dat heescht, wa mer den Assistant parental wierklech wëllen encouragéieren, wa mer wëllen e legale Kader bidden, wat dann och meng Proposition de loi virgesinn huet, da schafe mer och eng ganz legal Aart a Weis wéi ganz besonnesch Fraen erëm kënnen zréck an d'Beruffsliewe fannen, sech e séchert Akommes an och eng sozial Ofsécherung kënne verschafen. Soumat kéint dat heiten - dat war op jidde Fall emol meng Hoffnung, an ech hoffen, datt dat sech herno finalement och duerchsetzt - eng wierklech Alternativ sinn zu deenen éischter däischteren, groe Betreiungsstrukturen, déi nach ëmmer doruechter existéieren, déi ee bis ewell leider net richteg an de Grëff konnt kréien.

Meng Intentioun, fir déi Proposition de loi ze maachen, war dann haaptsächlech, fir d'Leit ze encouragéieren, déi an deem doten Domän wëlle schaffen oder scho schaffen, eng Formatioun ze maachen, hir Raimlechkeeten och kontrolléieren ze loossen, an doduerch och den Elteren, déi hir Kanner iwwert deen dote Wee betreie loossen, eng gewësse Qualitéitsgarantie kënnen ze ginn. Duerfir och d'Iddi vun enger Vermëttlungsstell, wou Gemenge kënnen aktiv ginn, wou Associatioune kënnen aktiv ginn, wou de Ministère vläicht selwer kann aktiv ginn, wou Leit, déi den Agrément hunn - well och bei mir war den Agrément virgesinn als Assistant parental; et gouf zwar deemools nach «Assistant maternel» genannt, mä et liicht mer am Nachhinein an, datt de Begréff «Assistant parental» wierklech besser ass -, kënne vermëttelt ginn.

Den Agrément wär dann de Qualitéitssigel gewiescht. Wann Eltere wëllen hir Kanner betreie loossen, hätte se all Intérêt gehat, fir och op esou eng Persoun zréckzegräifen, wa se net iergendeng aner vläicht kannt hätten, wou se soen: Ma déi dote Persoun, déi huet dat bis elo scho gemaach. Oder: Ech hu Vertrauen an déi dote Persoun, well ech se kennen, oder well se bewisen huet, datt se déi Aarbecht do ganz, ganz gutt mécht.

De System, deen ech proposéiert hat an der Proposition de loi, geet deem, wat herno vun der Regierung am Projet de loi proposéiert ginn ass, a ganz villen Domäner net wäit aus de Féiss. Et war mir wichteg, datt mer e flexibele System fannen. Ech hu gemengt, datt, wa mer eppes Schwéieres maachen, wou d'Lourdeur administrative et eigentlech schonn esou komplizéiert mécht, fir selwer dann déi doten Aufgab ze iwwerhuele respektiv herno kënnen e Kontrakt mat engem Assistant parental ze maachen, mer dann ebe vun deem ganze Potenzial, dat an deem doten Domän awer stécht, net kéinte profitéieren.

Et war d'Promotioun vun der Qualitéit bei der Kannerbetreiung, déi och fir mech am Mëttelpunkt stoung. Et war d'Méiglechkeet eng besser Vermëttlung hinzekréien. Oft stellt ee fest, datt vläicht an enger Strooss Elteren e Besoin hunn, hir Kanner betreien ze loossen, an an därselwechter Strooss si Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht an déi déi Aarbecht do kéinte maachen. Also musse mer se beieneekréien, fir datt mer déi Besoinen do zefridde gestallt kréien.

Ech wollt awer gradesou wéineg - an dat ënnerscheet e bëssen dat, wat ech an der Proposition de loi festgehalen hat, zu deem wat finalement dann elo aus dem Regierungstext ginn ass no der Aarbecht an der Kommissioun, nom Avis vum Conseil d'État -, datt eng ganz Rei vu Leit, déi dat dote bis elo gemaach hunn oder och an Zukunft nach wäerte maachen, an d'Illegalitéit gedréckt ginn. Duerfir hunn ech éischter optéiert - a meng Fraktioun ass mat op deen dote Wee gaangen -, fir deen Agrément ze proposéieren, mä fir en net obligatoresch ze maachen.

Well ech awer fäerten, datt mer do e Schratt ze wäit maachen, datt mer herno Leit hunn, déi déi Aarbecht do maachen, well se d'Confiance hu vun den Elteren, mä déi, well se awer da vläicht déi Formatioun net gemaach hunn, well se aus engem anere Grond den Agrément net kënne kréien, riskéieren herno an d'Illegalitéit duerch dëst Gesetz gedréckt ze ginn, duerfir géif ech proposéieren, sech den obligatoreschen Agrément nach emol gutt ze iwwerleeën, well en awer kéint negativ Konsequenzen hunn.

Ech verstinn d'Intentioun, déi derhannert steet, wéi ech virdru gesot hunn. Et gëtt Fäll, déi eigentlech net tolerabel sinn, oder wou mer eis alleguerte géife wënschen, datt se net géife stattfannen. Mä iergendzwousch dertëschent fënnt een awer och Fäll, wou een herno muss soen: Musse mer dat dote wierklech per Gesetz verbidden? Wann zum Beispill eng Haushaltshëllef, déi éischter de Stot mécht am Haus, och emol heiansdo während e puer Stonnen an der Woch op d'Kanner oppasst, geet dat dann nach ouni Agrément oder net? Dat si Froen, déi sech doduerch stellen.

Duerfir proposéieren ech am Numm vu menger Fraktioun en Amendement, deen den Artikel 2 dohigehend géif änneren, datt mer kloerstellen, datt den Agrément eng fakultativ Dispositioun ass, mä net obligatoresch ass. Datt den Agrément dann de Qualitéitssigel ass, dee mer brauche fir déi dote Servicer, dee vun den Eltere mat Sécherheet och a ganz, ganz ville Fäll gefrot gëtt, deen och den Zougang zu där Vermëttlung iwwer Gemengen, iwwer Associatiounen, iwwert de Ministère ka féieren, mä deen awer géif évitéieren, datt mer herno all déi negativ Konsequenze missten erdroen. Virun allem déi Leit, déi an deem Domän do geschafft hunn oder wëlle schaffen, wéi dat dann herno mam obligatoreschen Agrément de Fall wär.

Wann ech gelift, Här President.

Amendement 1

Projet de loi N°5517 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

L'article 2 est amendé comme suit:

~~*Art.2.- Nul ne peut, à titre principal ou à titre accessoire, exercer l'activité d'assistant parental sans être titulaire d'un agrément délivré par le membre du Gouvernement ayant la Famille dans ses attributions, ci-après appelé le Ministre.*~~

Le membre du Gouvernement ayant la Famille dans ses attributions, ci-après appelé le Ministre, peut attribuer un agrément non obligatoire aux personnes exerçant l'activité d'assistant parental.

Texte coordonné de l'article 2 dans sa nouvelle version:

Art. 2.- Le membre du Gouvernement ayant la Famille dans ses attributions, ci-après appelé le Ministre, peut attribuer un agrément non obligatoire aux personnes exerçant l'activité d'assistant parental.

Cet agrément est délivré aux seules personnes qui répondent aux conditions des articles 3, 4, 5, 6 et 7. Dans la mesure où les infrastructures dont question à l'article 6 ne permettent pas la prise en charge simultanée de cinq enfants, en dehors des enfants propres, l'agrément peut réduire ce nombre.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Gast Gibéryen, Charles Goerens, Carlo Wagner.

Fir de Rescht iwwerschneide sech d'Proposition de loi an de Projet de loi zu ganz groussen Deeler. Ech mengen, d'Haaptintentioun war mat Sécherheet déiselwecht, fir op deen dote Wee ze goen. D'Potenzial, wat derhannert gesi ginn ass, huet der Regierung ageliicht, huet mir ageliicht, fir ze soen: Do läit nach e grousst Potenzial, wat momentan net ausgenotzt gëtt, u Betreiungsméiglechkeeten, un engem Emploi de proximité, dee ka geschaf gi vun esou enger Initiativ. Kommt, mer notzen déi doten!

Wat awer nach opfält, dat ass, datt den Text vun der Regierung eigentlech vill méi wäit gaangen ass, en déi eenzel Dispositioune vill méi am Detail schonn am Gesetz geregelt huet. Ech hat éischter dovunner ofgesinn an eng Rei vu Règlements grand-ducaux oder ee Règlement grand-ducal virgesinn, dat dann zum Beispill d'Formatioun oder den Agrément sollt regelen. Dat wär vläicht méi einfach gewiescht. Dat hätt herno och am Nachhinein méi Flexibilitéit mat sech bruecht. Wann iergendwann eng Kéier sech erausstellt, datt, amplaz déi 100 Stonne Basisformatioun, et der 80 oder 120 sollte sinn, dann hätt een net onbedéngt missen e Gesetzestext änneren, mä et hätt een dat iwwert de Wee vun enger Modifikatioun vun esou engem Règlement grand-ducal kënne maachen. Mä dat si Froen, déi éischter technescher Natur sinn.

Wann ech d'Schlussfolgerung kann zéien, sinn ech frou, datt och eng Proposition de loi, déi ech initiéiert hunn, hei mat deem Gesetz awer zu eppes gefouert huet, datt d'Regierung mat op deen dote Wee geet, fir de Statut vun den Dageselteren ze reglementéieren.

Mir géife manner wäit goen, wéi gesot. Duerfir nach eng Kéier en Opruff: Kommt, mir iwwerleeën eis et nach eng Kéier, ob mer deen Agrément do wierklech obligatoresch maachen, ob dat muss sinn, ob mer net aneschters kënne mat enger Propositioun den Elteren an de Leit hëllefen, déi an deem Domän schaffen, amplaz den Agrément ze maachen, ob mer do net datselwecht kéinten erreechen a Problemer kéinten évitéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Andrich agedroen. Madame Andrich, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierungserklärung vun der jëtzeger Majoritéit gesäit ënner anerem Folgendes vir - ech zitéieren: «Les partenaires entendent créer un statut pour les assistants éducatifs à domicile et de mettre en œuvre une formation d'assistant éducatif à domicile.» Dat ass, wat haut geschitt duerch d'Stëmme vum Projet de loi 5517.

Als CSV-Fraktioun begréisse mer dës Gesetzesinitiativ an et kann een d'Familljeministesch nëmmen heifir félicitéieren. Besonnesch frou sinn ech perséinlech iwwert dëse wichtege gesellschaftspolitesche Schrëtt, well ech am Ufank vu menge Beruffsjoren Ufank den 80er Jore grad am Beräich vun der Dagesmammvermëttlung täteg war. Schonn deemools war et en Uleies fir d'Dagesmammen, dass se sollten e Statut kréien, mä d'Zäit war nach net räif. Op jidde Fall kann eng Definitioun vun der Aktivitéit vun den Dageselteren nëmme Virdeeler fir all Betraffe bréngen.

Ouni onnëtz Widderhuelungen aus dem Rapport vu virdru wëllen ze maachen, ginn ech awer gären op verschidden Aspekter an. Dagesmamme fënnt een hautdësdags net méi esou liicht. Eng vun den Ursaachen ass sécherlech d'Beruffstätegkeet vu ville Fraen auswäerts vun doheem. An der Regel si bis elo meeschtens Fraen dësem Job nogaangen, dee sécherlech keen Dramberuff ass, well en en niddregt Gehalt an eng schlecht sozial Ofsécherung bitt. Et gëtt och leider allze oft als mannerwäerteg Aarbecht agestuuft.

Bei den aktuellen, mam Familljeministère konventionéierte Servicer ass just eng Pensiounsversécherung virgesinn. Fir Krankekeess an aner Versécherungen ass d'Fra bei hirem Mann verséchert oder si muss selwer dofir suergen. Dat féiert awer dozou, dass déi Persounen, déi dës Aktivitéit ausgeübt hunn, riskéieren eng niddreg Pensioun ze bezéien oder souguer an d'Aarmut ofzerëtschen.

Et ass eng Aktivitéit, déi meeschtens als Schwaarzaarbecht ausgeféiert gëtt an duerfir am Moment och keng Qualitéitsgarantien huet. Et gëtt ëmmer nees Fäll, wou zum Beispill zéng Kanner an engem Appartement zesummegepfercht sinn; Fäll, wou Kanner stonnelaang virum Fernseh hänken; Fäll; wou d'Ernährung ze wënschen iwwreg léisst a wou sech mat Fastfood oder eesäitege Liewensmëttel wéi Cola, Fritten an Chips iwwert d'Ronne gehollef gëtt.

Laut enger Etüd vum CEPS aus dem Joer 2003 gouf festgestallt, dass beruffstäteg Elteren a 24% vun de Fäll op d'Hëllef vun enger Dagesmamm respektiv vun Dageselteren zréckgräifen. Am beléifsten ass awer nach ëmmer, fir d'Kanner bei d'Grousselteren ze ginn. Vun de Crèchen a Foyers de jour maachen da 26% vun den Eltere Gebrauch, a schliesslech ginn a 7% vun de Fäll d'Kanner vun enger Ugestallten am Stot oder vun engem Au-pair-Meedche betreit.

Wann also praktesch en Drëttel vun den Elteren op Dageselteren als Mode de garde zréckgräifen, ass et un der Politik, hir Verantwortung ze iwwerhuelen an e gesetzleche Kader ze schafen, dee méiglechst flexibel ass, zwar mat Mindeststandarden an awer deenen néidege Qualitéitsgarantien.

D'Roll vum Stat ass et hei, subsidiaresch ze intervenéieren, also esou vill wéi néideg an esou mann wéi méiglech. D'Eltere behalen d'Verantwortung iwwert hire Choix, awer de Choix gëtt hinne méi liicht gemaach duerch deen obligatoreschen Agrément, dee fir d'Dageselteren agefouert gëtt.

D'Familljekommissioun huet effektiv laang iwwert d'Néidegkeet vun engem obligatoreschen Agrément diskutéiert, mä et huet sech e breede Konsens fonnt bei de Membere wéi och bei deene verschiddenen Avisen, fir op dëse Wee ze goen, och wann dat fir déi betraffe Verwaltung méi e groussen Aarbechtsopwand duerstellt. Deem muss dann ebe bei de Personalopstockunge Rechnung gedroe ginn.

D'Elteren hunn awer heimat d'Garantie, dass en Hausbesuch stattfonnt huet, wou d'Gréisst vun der Wunneng gradesou wéi hir Propretéit an d'Sécherheet kontrolléiert goufen. Och stellt sech an esou engem Ge-

spréich eraus, wat fir eng Sproochkenntnisser déi Betraffen hunn, an et schiele sech déi néideg perséinlech Kompetenze par rapport zu de Kanner an zu den Erwuessenen eraus, déi ee fir esou en Job brauch, wéi zum Beispill e gudde Kontakt kënnen opbauen oder iwwer gewësse pedagogesch Qualitéiten ze verfügen.

Dageselteren hunn oft eng laangjähreg Erfahrung um Gebitt vun der Kannererzéiung duerch d'Erzéiung vun hiren eegene Kanner an déi alldeeglech Gestioun vun hirer - kann ee bal soen - klenger Familljenentreprise. Duerfir besteet och d'Méiglechkeet fir déi Leit, déi schonn elo méi laang wéi dräi Joer Kanner versuergt hunn, als Assistant parental unzëerkennen, ouni schwéierfälleg administrativ Formalitéiten.

Da gëtt jo och en Dossier ugeluecht, wou d'Dokumenter ze fanne sinn iwwert d'Éierbarkeet vu sämtleche Persounen aus deem Stot oder vum Patron, och iwwert d'Mindestqualifikatioun respektiv déi nei agefouert Formatioun souwéi iwwert de formellen Engagement, fir d'Kannerrechtskonventioun ze respektéieren.

Doriwwer eraus leien och d'Ënnerlagen iwwert d'Affiliatioun vun der Sécurité sociale an iwwert d'professionell Haftflicht derbäi, egal ob déi Persoun elo selbststänneg ass oder bei enger Persoun oder Associatioun ugestallt ass.

Weider kann zousätzlech eng vun offizieller Säit gefouert Lëscht vun den Dageselteren den Eltere bei der Sich no enger fiabeler Persoun hëllefen, oder Austauschbörsen dozou bäidroen, fir den Dageseltere Clientë weiderzevermëttelen, wéi och et méiglech ze maachen, Dageselteren ze fannen.

Déi aner Rechter a Flichte sollen d'Elteren an engem Kontrakt, deen als Modell vum Familljeministère wäert erstallt ginn, festleeën. Mä et ass gewosst, dass villes op der Bezéiungsbasis hei leeft. Et muss zu enger echter Kooperatioun kommen, déi op géigesäiteger Akzeptanz a Vertraue baséiert. Et ass wichteg, vun Ufank u gutt Konditioune fir dës Zesummenaarbecht ze schafen, och keng ze héich Erwaardungen ze hunn, an et muss gewosst sinn, wat d'Dageseltere kënnen oder net kënne maachen a wéi se hiren Alldag organiséieren.

D'Eltere mussen e Sécherheetsgefill kréien an d'Méiglechkeet hunn, hir Besoinen auszedrécken. Hei ass e regelméissegen Austausch iwwert de gelieften Alldag vum Kand ganz wichteg.

Op där anerer Säit mussen d'Elteren awer och d'Organisatioun vun den Dageseltere respektéieren a sech zum Beispill un déi ofgemaachten Horairen halen. Oder si musse léieren, och déi eege Kanner vun der Dageselterefamill ze akzeptéieren.

Déi nei initial Ausbildung, déi ënnert der Responsabilitéit vum Familljeministère zesumme mat dem Departement vun der Formation professionnelle organiséiert gëtt, ass also net vu Muttwëll, gradesou wéi déi virgeschriwwe Supervisioun oder Weiderbildung herno. Dass déi initial Stonnenzuel vun 100 op 120 gehuewe gouf, kann een nëmme begréissen, well doduerch et méiglech gemaach gouf, e praktesche Stage um Terrain ze maachen.

Et kann ee sech virstellen, dass dës Formatiounen och zesumme mat anere Partner wéi de Gemengen oder den Associatioune kënnen ausgefouert ginn. Et gëtt nämlech scho verschidden Initiativen op deem Gebitt hei zu Lëtzebuerg, déi vum Educatiounsministère respektiv vum Aarbechtsamt ënnerstëtzt ginn, wéi zum Beispill déi vun de Services à la condition féminine vun der Gemeng Beetebuerg, déi vun der Gemeng Biekerech, déi vum Genderhaus zu Réiden fir déi ganz Regioun, oder méi rezent déi vun der Gemeng Jonglënster.

Dës Initiative versti sech gréisstendeels als Reintegratiounsmoossname fir déi Fraen an d'Beruffswelt. Esou kënne si, wa gewënscht, och während enger eventueller Familljepaus e Beruff doheem ausüben. Op déi Manéier erméiglechen also beruffstäteg Fraen anere Fraen engem Beruff nozegoen.

Och léisst de Certificat vun der Formatioun vum Assistant parental den Accès zou zu der Formatioun vum Aide socio-familial, wat eng supplementar Chance duerstellt, fir um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen.

Vill Fraen zéien et vir, zréck an de Beruff ze goen als Garantie fir hir spéider Ofsécherung am Fall vun enger Scheedung. Doriwwer eraus gesäit déi europäesch Strategie vu Lissabon vir, dass de weibleche Beschäftegungstaux 60% am Joer 2010 soll erreecht hunn. De Moment leie mer hei zu Lëtzebuerg bei 54,5%. E Stéck komme mer deem awer méi no duerch deen heite Gesetzesprojet, well wat bis elo Schwaarzaarbecht war, gëtt zu engem neie reglementéierten, legalen Aarbechtsfeld mat enger grousser Flexibilitéit. Mir wëllen awer hoffen, dass sech och elo Hären ugesprach fillen, fir dës Aktivitéit auszeüben.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der Vereenbarkeet vu Famill a Beruff stellt de Projet de loi also e wichtege Bausteen duer innerhalb vun deene verschiddene Kannerbetreiungsméiglechkeeten. Et ass e weidere Schrëtt an d'Richtung, dass all Famill hire Choix ka maachen, wéi se hiert Familljeliewen an Aklang mam Beruffsliewe wëllt organiséieren. Öfters ass et och kee Choix, well a ville Famillje musse se zu zwee schaffe goen, vun deenen ëmmer méi zahlreichen Elengerzéiende guer net ze schwätzen.

Um heitegen Aarbechtsmaart gëtt virun allem méi Flexibilitéit gefuerdert. Besonnesch wat d'Aarbechtszäiten ubelaangt, kënnen d'Dageselteren eng ideal Betreiungsalternativ duerstellen, eng sougenannte Léisung op Mooss, esou bei Schichtaarbecht oder wann de Weekend muss geschafft ginn. Déi familljenähnlech Ambiance bei den Dageselteren ass e weideren Avantage a wierkt sech besonnesch positiv op kleng Kanner aus.

Jiddfereen huet awer eng aner Virstellung, wat fir eng Betreiungsméiglechkeet déi bescht fir säi Kand ass. Fir déi eng kann et déi ganz oder deelweis Presenz vun der Mamm doheem sinn, fir déi aner sinn et d'Grousselteren, fir nach anerer sinn et déi kollektiv Betreiungsstrukturen. Ënnerschiddlech Eltere stinn ebe fir ënnerschiddlech Betreiungsmodeller. Fir bal een Drëttel oder an Zukunft vläicht nach méi sinn dëst also d'Dageselteren. All dës Méiglechkeete si komplementar zueneen an et huet kee Wäert, déi verschidden Optiounen a Konkurrenz mateneen ze setzen, well all Solutioun huet hiren eegene Wäert. Op jidde Fall soll et déi beschtméiglech Léisung fir d'Kand sinn.

Trotz deene groussen Efforten, déi während de leschte Jore vun der Familljeministesch am Beräich vun de Modes de garde d'enfants gemaach goufen, besteet nach e grousse Besoin u Kannerbetreiungsméiglechkeeten. Bei der Virstellung vum Budget 2008 konnt een héieren, dass de Budget fir d'Kanner ëm 12% klëmmt, dass eleng d'nächst Joer 100 nei Crèchëplaze geschaf ginn, fir op e Gesamttotal vu ronn 1.600 Plazen dann ze kommen. Fir d'Maisons relais solle 44 Milliounen Euro investéiert ginn. Dat Ganzt schaaft en Total vun 2.500 supplementare Betreiungsplazen am Laf vum nächste Joer.

Et besteet also de politesche Wëllen, fir dësen Ausbau konsequent weiderzedreiwen, well en engem Besoin vun eiser heiteger Gesellschaft entsprécht. Dat virleiend Gesetz ass eng zousätzlech begréissenswäert gesetzlech geregelt Betreiungsméiglechkeet fir Kanner, an ech ginn heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir de Projet ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Andrich Merci. Als nächst Riedner in ass d'Madame Dall'Agnol agedroen. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Här President. Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir freeën eis als Sozialisten, datt no laangen Diskussiounen an de Gemengen, Fraenassociatiounen, och an der Press an iwwerall do, wou interesséiert Leit sëtzen, haut dëse Statut fir Dageselteren endlech soll geschaf ginn.

Et ass e wichtege Schratt fir d'Elteren, fir d'Kanner an natierlech och fir déi Leit, déi als Dageseltere wäerte schaffen oder scho schaffen, an dat si bis elo op alle Fall nach bal nëmme Fraen.

Dageseltere sinn, wann et ëm den Accueil vun de Kanner geet, an dat ass scho gesot ginn, als complémentaire Offer ze gesinn zu de Crèchen an och aneren institutionaliséierte Structures d'accueil.

Den Accueil bei den Dageselteren oder, wéi ech jo schonns sot, éischter bei Dagesmammen ass jo méi e familiäre Kader. Et ass méi kleng, méi heemlech, jee, ebe méi wéi bei engem selwer doheem, an dat ass menger Meenung no grad bei méi klenge Kanner och wichteg.

En ass och méi flexibel, an dat ass grad fir Elteren, vun deenen an hirem deegleche Beruffsliewe jo och ëmmer méi Flexibilitéit verlaangt gëtt, extrem wichteg. Ech si mer och duerchaus bewosst, datt grad dee klengen, dee perséinleche Kader an d'Flexibilitéit dee grousse Virdeel vun der Betreiung bei Dageselteren duerstellen. An ech si mer och bewosst, datt et eigentlech dofir guer kee Sënn gemaach hätt, fir ähnlech strikt Oploen a Konditioune fir Dageselteren ze schafen, wéi dat fir Crèchen oder ebe soss Structures d'accueil de Fall ass.

Mä ech sinn awer schonn der Meenung, datt een hätt kënnen e klengt Stéck méi wäit goen, wéi just nëmmen déi Conditions minimales ze fixéieren, vun deenen am Exposé des motifs Rieds geet. Dat wäert menger Meenung no de Kanner, hiren Elteren an awer och deene Leit, den Dageselteren, déi sollen déi Kanner betreien, zegutt kommen.

Och wa mer am Sënn vun der Chancëgläichheet hei jo ëmmer vun Dageseltere schwätzen, esou maache mer eis dach näischt vir: Och an Zukunft wäert déi doten Aarbecht haaptsächlech vu Frae gemaach ginn. Fraen, déi selwer kleng oder och méi grouss Kanner hunn, déi mussen oder wëllen doheem bleiwen, mä déi awer dernieft nach wëllen e puer Sou verdéngen oder musse verdéngen. An ech soe ganz provokativ „e puer Sou", well liewe kann hautdësdags ganz sécher kee vun där doter Tätegkeet. Dat ass a mengen Aen net akzeptabel, souguer wann Dagesmamm just soll en Iwwergangsberuff sinn, esou wéi den CTF, de Conseil du travail féminin dat formuléiert.

De Projet de loi soll jo och bestehend Situatioune regulariséieren, dat heescht, deene Fraen, déi bis elo schwaarz geschafft hunn, eben d'Méiglechkeet ginn, sech ofzesécheren, an dat ass e weidere Punkt firwat dëse Projet, trotz menge Kritiken, ee Schratt an déi richteg Richtung ass a firwat mir Sozialisten en och wäerte stëmmen.

Dobäi muss ech awer betounen, datt virun allem d'Proposë vum Conseil d'État extrem wichteg waren an dass mer frou sinn, dass déi zum Deel wéinstens iwwerholl goufen.

Dofir hu mer elo am Projet de loi eng Obligatioun, fir en Agrément unzefroen, an net nëmme méi just d'Méiglechkeet, fir dat ze maachen, déi an eisen Aen och net ganz vill Verbesserungen an der Realitéit bruecht hätt. Mir sinn also fundamental anerer Meenung wéi de Virriedner vun der DP an och Auteur vun der Proposition de loi.

Mir bleiwen och der Meenung, datt, wann ee wëllt - an dat gëllt net nëmme fir dëse Beruff, mä fir all Beruffsfelder - motivéiert a qualifizéiert Personal kréien, een da wéinstens muss en dezente Verdéngscht kënne garantéieren an natierlech och eng uerdentlech sozial Ofsécherung, an ech schwätzen hei vu Krankekeess, Congé, etc.

Ech perséinlech kéint mer och virstellen, genau wéi bei de Crèchen hei e Barème virzegesinn, nodeem d'Eltere missten hirem Verdéngscht no bezuelen, an dass de Ministère an d'Gemengen all Kéiers zur Halschent de Rescht géife bäisteieren. Dat hätt och de Virdeel, datt d'öffentlech Hand hei eng wierklech Kontrollméiglechkeet hätt a kéint d'Qualitéit vun dëse Structures d'accueil garantéieren. Esou Modeller gëtt et iwwregens a Frankräich, mä och an de verschiddene skandinavesche Länner.

Ëmmerhin - an d'Aarbechterkummer huet et och gesot - musse vill Familljen, ob se wëllen oder net, op Dageselteren zréckgräifen, wéinst dem Manktum u Flexibilitéit vu bestehenden Opfangstrukturen, oder och ganz einfach well den Thema Crèchen a Structures d'accueil hei zu Lëtzebuerg, mä leider net nëmmen hei, bis virun e puer Joer eigentlech guer keen Thema war an dofir de Stat an och nach ganz vill Gemengen ëmmer nach Nohuelbedarf hu bei der Kreatioun vun esou Plazen, zum Beispill a Foyers de jour.

D'Qualitéit vun der Versuergung muss awer och garantéiert sinn. An do deele mir Sozialisten nach ëmmer net d'Meenung vun eisem Premier, dee virun enger Rei Jore gemengt huet, eng Mamm, déi hir Kanner gezillt hätt, wär genuch qualifizéiert fir och aner Kanner ze erzéien. Wann et esou einfach wär, da bräichte mer jo déi ganz Crèchen an Éducateuren an Éducatricen net méi.

Datt se Kanner kënnen, ënner Gänseféissercher, „versuergen", sécherlech. Mä huet hautdësdags eng Opfangstruktur net och aner Missiounen an Aufgaben? Wéi zum Beispill kucken, datt d'Kanner aus enger Migratiounsfamill d'Lëtzebuerger Sprooch genuch beherrschen, wa se bis an d'éischt Schouljoer kommen, fir an eisem dach komplexe Schoulsystem iwwerhaapt kënnen ze bestoen.

Eng Gesellschaft, Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ka sech et haut net méi leeschten, datt d'Bildung, zemools wat déi Sprooch ugeet, déi am Land geschwat gëtt, eréischt an der Primärschoul ugeet. Genau dofir ass an eisen Ae genuch a virun allem genuch qualifizéiert Personal net nëmmen néideg, mä e Must.

An dësem Projet de loi steet jo och e Saz iwwert d'Sproochen dran, déi d'Dageseltere musse kënne fir en Agrément ze kréien. An zwar musse se sech kënnen an enger vun deenen dräi geleefege Sproochen, also Lëtzebuergesch, Däitsch oder Franséisch, ausdrécke kënnen.

Wann een awer eng vun de Missioune gesäit, déi an deem Projet de loi kloer an däitlech opgezielt sinn, déi ass, datt d'Kanner bei den Hausaufgabe solle gehollef kréien, da gesäit een awer, datt dat kéint schwiereg ginn. Erëm wéinst eisem komplexe Sproochen- a Schoulsystem. An da si mer eigentlech erëm beim Bildungsoptrag vun eisen Opfangstrukturen am Allgemengen ukomm.

D'LSAP-Fraktioun weess awer, datt, wat mer méi restriktiv ginn, wat mer ville Leit et einfach géifen onméiglech maachen, esou en Agrément ze kréien. Datt mer d'Schwaarzaarbecht oder Situatiounen, wou Kanner ënner onwürdege Konditiounen zu 20 an enger Garage oder am Keller versuergt ginn, dann net an de Gréff wäerte kréien.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, och mat dësem Gesetz, wat eiser Meenung no awer, wéi ech jo u Beispiller gezielt hunn, net restriktiv genuch ass an éischter eng large Ouverture mécht, wäerte Leit duerch d'Netz falen an dësen Iwwergangsberuff och net kënnen ausüben. Sief et wéinst der Sprooch, der Wunneng, well och do gëtt et minimal Konditiounen, oder ganz einfach well se den Agrément guer net wäerten ufroen.

Mir mussen eis dann och am Sënn vun dësen Iwwerleeungen ee fir allemol eens ginn, wat mer wëllen. Sollen eis Kanner just versuergt ginn, fir datt se net eleng doheem sinn oder am Schoulhaff ronderëm trëllen, oder leeë mer d'Lat trotz allem e klengt Stéckelche méi héich a probéiere vu klengem un déi vill geprise Chancëgläichheet tëschent de Kanner hierzestellen?

Ech weess och, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Madame Ministesch ganz sécher vill vun dësen Iwwerleeunge kann deelen, mä datt dat heiten nun eben emol deen éischte Schratt ass. E Schratt an déi richteg Richtung, deen néideg ass, mä dee mer awer mussen analyséieren no enger Rei Joren.

Konkret: Wat huet dëst Gesetz bruecht? Wéi vill Demandë sinn erakomm, fir esou en Agrément ze kréien? Si weiderhi Fäll vu Schwaarzaarbecht opgeflunn, méi oder manner wéi dat virun dësem Gesetz war? Wéi vill Familljen oder Kanner hu vun dëser Méiglechkeet als Opfangstruktur Gebrauch gemaach?

Nëmme mat dësem Bilan kann een d'Gesetz verbesseren, an deem wäerte mir eis als LSAP ganz sécherlech och net verschléissen.

An Däitschland, fir eent vun eisen Nopeschlänner als Beispill erauszepicken, si schonns virun 30 Joer Iwwerleeungen zu dësem Statut ugaangen a si hu bis haut nach net all Problemer, déi domat zesummenhänken, am Gréff. Si wëssen net, wéi vill Persounen de Beruff ausüben, mä just, datt bis 2005 eng ronn 1.800 Leit déi 160 Stonne Formatioun, déi bei hinnen néideg si fir den Agrément ze kréien, gemaach hunn.

De Bundesverband vun den Tagesmütter seet och selwer, datt si nach ëmmer kee Beruff sinn, mä ëmmer nach nëmmen eng Zousaztätegkeet, an hei si mer dann erëm beim Conseil du travail féminin senger Ausso ukomm.

Dat gëllt bei eisen Noperen iwwregens och fir de finanzielle Volet, wou Fraen dacks ënner zwee Euro d'Stonn pro Kand bezuelt ginn. Als Beispill vläicht Köln oder Berlin, wou de Präis bei 1,91 Euro läit, allerdéngs akommesofhängeg an och da fifty-fifty zwëschent den Elteren an hirem Jugendamt gedeelt gëtt.

Hei schléisst sech de Krees dann erëm an ech sinn erëm um Ufank vu menger Interventioun ukomm: Dageselteren ass en Iwwergangsberuff, vun deem hautdësdags zumindest kee méi liewe kann.

Ech wéilt awer zum Schluss nach eemol soen, datt den Avis vum Statsrot mer eng gewësse Satisfaktioun ginn huet. Et ass doduerch, zum Beispill wat d'Sproocheklausel

ubelaangt, eng Verbesserung an den Text erakomm.

Mir hätten et als LSAP och gär gesinn, wa bei der Zuel vun de Kanner, déi matenee versuergt ginn, dem Statsrot Rechnung gedroe gi wär an déi Zuel op dräi amplaz op fënnef limitéiert gi wär. Mä et kann een net alles hunn. Mir hunn e Kompromiss an der Kommissioun fonnt, och - an dat ginn ech gären zou - wann dee mech sécherlech net wonschlos glécklech mécht, well ech fannen, datt fënnef Kanner en charge ze huelen, ouni seng eegen derbäizezielen, däers Gudden dach e bëssen ze vill ass. Mä dofir ass awer an den Text mat erakomm, datt déi Plaz, déi de Kanner als Iesszëmmer oder/an als Séjour déngt, minimum 2 m² pro Kand muss hunn. An hei ginn dann och déi eege Kanner mat berücksichtegt.

Meng Fraktioun dréit also trotz Bedenken a kritesche Bemierkungen dëse Projet mat, wéinst eben deenen eenzelne gudden Usätz, a well mer och der Meenung sinn, datt et en éischte Schratt ass an déi richteg Richtung. Mä mir wäerten awer ganz sécherlech no enger Rei Joren de Bilan heivunner froen.

Domat ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun, soen natierlech der Rapportrice Merci fir hiren exzellente Rapport, an Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, Madame Minister, fir d'Nolauschteren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Dall'Agnol Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn der Madame Dall'Agnol opmierksam nogelauschtert a festgestallt, datt, wann déi gréng Fraktioun an déi rout Fraktioun zesummen d'Gesetz gemaach hätten, mer e puer Saachen anescht gemaach hätten.

(Interruption)

Fir unzefänke wëll ech der Madame Andrich Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng gesinn d'Versuerge vu Kanner duerch Drëttpersounen als en Deel vun der Kannerbetreiung; an zwar als deen Deel, dee soll asprangen do, wou d'Haaptpiliere vun der Kannerbetreiung net duerginn. D'Haaptpiliere sinn a bleiwen - an doru wäert och dëst Gesetz näischt änneren - engersäits de Congé parental an anerersäits déi öffentlech an déi konventionéiert Structures d'accueil wéi d'Crèchen an d'Maisons relais.

Esou ass et begréissenswäert, datt zënter der Aféierung vum Congé parental bis Enn 2006 ëmmerhi méi wéi 35.000 Eltere vun dësem Congé profitéiert hunn, och wa mir bedaueren, datt nach net genuch Pappe vun dëser Mesure profitéieren. Hei ass d'Verhältnis bal 1:5 zu Ongonschte vun de Pappen. Hei bleift nach Handlungsbedarf fir d'Politik.

Wat den Ausbau vun de Betreiungsstrukturen ugeet, huet d'Regierung sech jo elo endlech méi ambitiéis Ziler ginn, déi si ënnert der Mathëllef vun de Gemenge jo dann och hoffentlech wäert erreechen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir déi Gréng ass et kloer: Mir wëllen eng Gesellschaft, an där d'Männer an d'Frae gläichberechtegt sinn, an an där Schaffen, Famill a Kanner hu sech net als Fro vun entweder oder, mä ganz kloer als Ausso vu souwuel dat eent wéi dat anert definéiert. An et ass der Politik hir Flicht, de Fraen a Männer, de potenzielle Mammen a Pappen, bei der Kannererzéiung duerch gutt Strukturen ze hëllefen an domat och ze erlaben, datt kee sech muss ze vill laang komplett aus der Aarbechtswelt zréckzéien, well dat zu deene Problemer féiert, déi mer kennen an och schonns öfter hei opgezielt hunn.

Am Rapport steet, datt den Zougang zur Aarbechtswelt d'ekonomesch Onofhängegkeet mat sech bruecht huet. Eng Onofhängegkeet, déi nëmme wéineg Fraen haut wëllen opginn. Zumindest net ganz. Et pour cause! Firwat soll dann awer och ee Mënsch - ob Mann oder Fra - sech an eng ekonomesch Ofhängegkeet eramanövréieren? «Les jeunes femmes...», esou steet et am Rapport, déi aus der negativer Erfahrung vun hire Geschlechtsgenossinne geléiert hunn, «...refusent toute dépendance économique.» Mir félicitéieren deene jonke Fraen.

Dann heescht et och nach, datt vill Frae musse schaffe goen, well se eleng sinn, oder well eng Pai net duergeet fir eng Famill. Dat sinn iwwregens genau déiselwecht Ursaache firwat vill Männer musse schaffe goen. An da sinn d'Grousselteren och net méi esou disponibel, heescht et am Rapport, well d'Frae schaffe ginn, well d'Fraen hir Kanner haut méi spéit kréien. Da sinn d'Grousseltere schonn eventuell ze al, well de Pensiounsalter eropgeet - dovu gëtt vill geschwat -, well mer, wa mir bis d'Pensioun kréien, eis mussen ëm eis Eltere këmmeren a si fleegen, an dann net och nach eis Enkelkanner vu moies bis owes kënne versuergen. Ech mengen, éierlecherweis misst een och soen, datt et eng Rei Grousseltere ginn, déi eng ganz gutt Relatioun zu hire Kanner a Kandskanner hunn, déi sech hire Liewensowend awer anescht wëlle gestalte wéi permanent disponibel ze sinn; och wann et ëm esou eng nobel Saach wéi d'Erzéiung vun hiren Enkelkanner geet.

Mir wëssen, datt gutt an enk Vertrauensrelatioune fir Kanner immens wichteg sinn. Fir esou eng Relatioun kommen natierlech un éischter Stell Mamm a Papp, awer och Groussmamm a Grousspapp a Fro. An da kënne mer méi wäit siche goen. Eng gutt Relatioun léisst sech awer net op de Facteur Zäit reduzéieren. Dozou gehéiert vill méi wéi reng Stonnepresenz.

Duerfir sinn déi Gréng der Meenung, datt d'Elteren och e Recht op eng gutt Kannerbetreiung hunn déi Zäit, wou se wëllen oder musse schaffe goen. An d'Kanner hunn e Recht op eng gutt Betreiung. Fir eis heescht dat emol fir d'éischt, datt mir gutt Strukture fir all Kanner schafen. Dat si Crèchen a Maison-relaisen. Hei musse mir mat den Efforten, déi de Stat an d'Gemengen an der leschter Zäit gemaach hunn, virufueren. Ech hunn dat schonns gesot, mä dat kann een net oft genuch soen.

Da kënne mir och nach aner Méiglechkeete vu Kannerbetreiung ausbauen, esou wéi haut d'Assistance parentale. Wann am Rapport steet, datt d'Kannerversuergung am Laf vun de Joren eng Prioritéit ginn ass, da gesi mir dat och esou. Mä wann et dann heescht, et wier d'Zil vun der Maison relais, fir den Elteren an der gréisstméiglecher Zuel vu Gemengen an de groussen Agglomeratiounen eng flexibel Offer vu Kannerbetreiung unzebidden, da geet dat eis natierlech net duer.

Mir hätten dat Ganzt gäre flächendeckend. D'Demandë sinn nach ëmmer däitlech méi grouss wéi d'Offer. Déi Gréng sinn der Meenung, datt d'Assistance parentale kee Moyen ass, fir dem Mangel un Infrastrukturen entgéintzewierken. D'Assistance parentale ass eng gutt Mesure, fir do ze hëllefen, wou d'Structures d'accueil net kënnen hëllefen, well se eventuell net esou flexibel sinn, wéi et gebraucht gëtt.

An deem Sënn begréisse mir och den aktuelle Projet de loi. Doduerch, datt mir d'Assistance parentale reglementéieren, sollten eigentlech all Parteie gewannen: d'Elteren an hir Kanner, well se eng relativ Garantie fir d'Qualitéit vun hirem Déngscht kréien. Ee Problem gesi mir allerdéngs schonns bei der Zuel vun de Kanner, déi kënne pro Agrément betreit ginn. Fënnef Kanner sinn der vill. Mir hätten et léiwer gesinn, wann dem Statsrot seng Zuel - dräi Kanner - sech duerchgesat hätt. Et wier och vläicht méi realistesch.

Déi meescht Leit, déi fir e Service Kanner versuergen, betreien zwee bis dräi Kanner. Mir fäerten, datt mat esou enger grousser Kannerzuel - déi eege Kanner si jo net an där Zuel mat abegraff - de Risque besteet, datt hei eng bëlleg Konkurrenz zu de Crèchen a Maisons relais entsteet. Dat wëlle mir net. Mir sinn der Meenung, datt et richteg ass, den Agrément als Bedéngung ze stellen. Dat schéngt eis déi beschte Méiglechkeet, d'Qualitéit vun deem Service kënnen ze garantéieren.

En Agrément ze kréien ass relativ einfach. Déi betraffe Leit mussen de Conditions d'honorabilité entspriechen. Dat schéngt eis nëmme logesch ze sinn. Och déi aner Persounen am Stot mussen dës Konditioun erfëllen. Och dat ass logesch, awer eventuell net esou einfach ze kontrolléieren.

Déi Persoun brauch eng minimal berufflech Qualifikatioun. D'Iwwerleeung war, datt, wann d'Formatioun méi exigent wier, mer géife riskéieren, datt keng Leit den Agrément géifen ufroen. 100 Stonne Formatioun plus ee Stage vun 20 Stonne sollen als Formation initiale organiséiert ginn. Wichteg, well se ee permanente Kontakt mat de Betraffenen erlaabt, ass och d'Formation continue vun 20 Stonnen all Joer.

Och wa mir Verständnis derfir hunn, datt d'Regierung potenziell Interessenten, fir en Agrément ze kréien, net duerch allze héich Usprécher un eng Formatioun wollt ofschrecken, och wa mir d'accord sinn, datt et drëm geet, eng Situatioun um Terrain ze regularisëieren an d'Schwaarzaarbecht um Kannerbetreiungsmaart an de Grëff ze kréien, esou stelle sech awer eng Rei Froen, wat d'Formatioun ugeet. Ech ginn dervun aus, datt d'Madame Minister eis och heizou nach e puer Informatioune wäert liwweren.

Wou ass de Règlement grand-ducal, wéi en am Artikel 9 ernimmt gëtt, drun? Dee Reglement, deen d'Richtlinnen ugëtt iwwert den Zougang zur Formatioun, d'Formatioun selwer an d'Zertifizéierung vun der Formatioun. Sinn d'Inhalter vun der Formatioun festgeluecht? Besteet elo schonns d'Méiglechkeet, esou eng Formatioun matzemaachen? Sinn d'Konditioune vum Stage geregelt? Sinn d'Servicer, déi a Fro kommen, prett, fir Stagiairen opzehuelen? Ass dës Formatioun esou geplangt, datt se kann als ee Module vun der Formation professionnelle gëllen? Wien ass hei federführend, de Ministère de la Famille oder de Ministère de l'Éducation nationale? Dat si Froen, déi mir eis do nach stellen.

Wa mir dann den Agrément als Konditioun setzen, dann ass et jo och duerchaus logesch, datt mir eng Strof festleeë fir déi Leit, déi dat Gesetz net anhalen. Hei stellt sech awer d'Fro, wéi mir dat an der Praxis wëllen a kënne kontrolléieren. Wa mir déi Situatioun vun onkontrolléierter an zum Deel och wierklech net gudder Kannerbetreiung - an et si Beispiller hei ugefouert ginn - an de Grëff wëlle kréien am Intérêt vun eise Kanner, muss dat eist Zil sinn a bleiwen, da brauche mer och Kontrollméiglechkeeten. Do wiere mer och frou ze wëssen, wéi déi ausgeséichen.

Déi Persoun, déi en Agrément kritt, muss sozialverséchert sinn an eng Assurance hunn, dat ass wichteg. Et ass bewosst dorop verzicht ginn, de Statut vum Assistant parental méi genee ze definéieren. Mir hunn et hei mat enger Prestatioun ze dinn, déi souwuel vun engem Indépendant wéi vun engem Salarié kann ausgeübt ginn.

Wann een déi ganz bescheiden Zuel vun Assistant-parentalë kuckt, déi bis elo en Agrément kritt hunn; wann ee weess, datt mir vill manner Leit hunn, déi wëlle Kanner versuergen, wéi mer der hunn, déi hir Kanner op dës Manéier wëlle versuergt kréien; wann ee bedenkt, datt et vill Schwaarzaarbecht op dësem Plang gëtt, da stellt sech och d'Fro, ob de Ministère net muss d'Konditioune vun den Assistant-parentalë verbesseren.

Mir stelle jo elo berechtegt Fuerderungen no Formatioun a Formation continue. Mir verlaangen en Agrément, fir kënnen dësen neie Beruff auszeüben. Da stellt sech awer och d'Fro, wat de Stat dann elo deene Leit bitt, déi bereet sinn, dës Konditiounen ze erfëllen. Mir mengen, mir misste Richtlinnen ausschaffen, wat d'Bezuele vun dësem Service ugeet respektiv do, wou et dës Richtlinne scho gëtt, kucken, ob se net mussen ugepasst ginn. Vläicht ass d'Aarbecht vum Assistant parental einfach net attraktiv genuch, well se mat den aktuellen Dagessätz relativ schlecht bezuelt ass.

Besonnesch fir déi Leit, déi am konventionéierte Secteur schaffen, ass et schwéier ze verstoen, datt, wann dat Kand, wat soll betreit ginn, krank ass, de Verdéngscht ausfält. Datselwecht geschitt, wann d'Dagesmamm krank ass.

An eisen Ae misst déi logesch Suite vun dësem Gesetz d'Ausschaffe vun engem Statut vun dem Assistant parental sinn. Bei aller Kritik sinn déi Gréng der Meenung, datt duerch dëst Gesetz e Kader fir d'Organisatioun vun engem Service vun Assistance parentale gesat gëtt, an dat ass eng Verbesserung par rapport zu der aktueller Situatioun. Duerfir stëmme mir och net géint dëst Gesetz.

Déi Gréng sinn awer och der Meenung, datt nach eng ganz Rei Froen opstoe bleiwen an net mat dësem Gesetz geléist ginn, zum Beispill de Statut vun den Assistant-parentalen, eng ganz Rei Froen zur Formatioun an och d'Fro vun der Zuel vun de Kanner, déi eis ze héich ass. Duerfir wäert eis Fraktioun sech bei dësem Vote der Stëmm enthalen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Merci un eis Rapportrice, d'Madame Sylvie Andrich, fir deen exzellente Rapport, dee si eis de Mëtteg mëndlech an och schréftlech virgeluecht huet.

Ech mengen, et misst een awer och hei e Merci un de Claude Meisch riichten, deen eng Proposition de loi gemaach huet an dësem Domän an och doduerch dozou bäigedroen huet, datt dee Projet de loi vläicht méi séier wéi am Regierungsprogramm virgesinn ass zum Droe komm ass, méi séier, wéi dat geplangt war. Dat ass e wichtege Projet, an ech wëll och duerfir direkt vun eiser Säit aus am Ufank d'Zoustëmmung zu dësem Projet bréngen.

Vun alle Säiten, vun alle Parteien, vun alle Leit gëtt ëmmer méi gesot, datt de Stat sech net soll an d'Familljen amëschen, datt et der Famill selwer muss iwwerlooss sinn, fir ze décidéieren, wéi se Famill a Beruff ënner een Hutt kréien - d'Famill, ob dat Mann a Fra a Kanner oder Elengerzéiend a Kanner sinn. D'Famill soll also selwer décidéieren, wéi se sech organiséiert. D'Viraussetzung awer, fir datt eng Famill dat kann, ass, datt se och de Choix dozou huet, datt een also flächendeckend Infrastrukturen am Land opriicht. Mir hunn als ADR ëmmer eis Zoustëmmung zu deenen Investitioune ginn.

An deene leschte Joren ass villes doranner geschitt, souwuel um kommunale wéi um nationale Plang, sief et iwwer Garderien, sief et iwwer Crèchen oder Maisons relais, déi praktesch elo flächendeckend dostinn. Mir hu virun e puer Deeg hei eng Diskussioun gehat, wou mer gesot kritt hunn, datt een am Fong kann dovun ausgoen, datt 2008/2009 flächendeckend duerch d'Land Maisons relais opgeriicht si ginn an Zesummenaarbecht tëschent dem Stat an der Gemeng. An och de Précoce, dee mer elo geschwë flächendeckend hunn - ech mengen, et sinn 115 vun 116 Gemengen, déi de Précoce ubidden -, ass och zum Deel eng Infrastruktur, wou d'Kanner era kënne goen, fir eben hei méi fréi an eise Schoulsystem eranzekommen. De Congé parental ass de Mëtteg hei genannt ginn als eng weider vun deene Moossnamen.

Mir hunn also schonn eng ganz Rëtsch vu Moossnamen, déi mer presentéieren, an haut gëtt eng weider Lück geschloss doduerch, datt mer och eng gesetzlech Basis schafe fir d'Dageselteren. Déi Approche, déi mer hei geholl hunn, fir et minimal ze reglementéieren, fir déi néideg Flexibilitéit dranzebréngen, an de Virdeel, deen et och dacks mat sech brëngt, well een eben do an dësem Domän éischter eng Familljenambiance erëmfënnt an eng Bezéiung zu enger Persoun, alles dat kann och eng positiv Entwécklung sinn, aus där mer kënnen aner Schlussfolgerungen zéien.

Et ass jo esou, datt een dat Gesetz hei elo kann analyséieren an déi eng oder aner Richtung a mengen, et misst nach hei verbessert ginn an et hätt misse méi wäit goen oder et wier net wäit genuch gaangen. Ech géif awer éischter mengen, datt een dat Gesetz hei soll ulafe loossen an datt een dann an engem Zäitraum vun engem oder zwee Joer Erfahrenswäerter kritt an dann, mengen ech, si mer hei an der Chamber, wéi mer dat an der Vergaangenheet mat ähnleche Gesetzer gemaach hunn, à même fir dann dat Gesetz unzepassen an déi eng oder an déi aner Richtung.

Wichteg schéngt mer awer och hei dobäi ze sinn, Här President, datt mer och elo déi néideg Campagne musse maachen - dat muss de Ministère wahrscheinlech maachen -, fir all déi Leit, déi interesséiert sinn oder déi schonn an där Fonctioun momentan déi Roll iwwerholl hunn, ze informéieren, a fir hinnen ze hëllefen, fir sech à même ze setzen, fir dem Gesetz gerecht ze sinn an deementspriechend dat och esou ze maachen.

Fir eis als ADR bleift nach ee Problem bestoen an där ganzer Unzuel vu Méiglechkeeten, déi mer hunn an déi ech elo gesot hunn, fir déi Kannerbetreiung ze maachen, an zwar ass dat de Problem vun deenen Elteren, déi am Fong keng vun deene Moyenë fir sech beusprochen. Dat heescht am Fong d'Mamm oder de Papp, mä an der Regel ass et d'Mamm, déi doheem sinn an déi ganz Aarbecht fir sech doheem maachen, wat jo och e Stéck vun der Fräiheet ass.

Wa mer gesinn op där anerer Säit, wat déi Investitioune sinn, déi mer als Stat a Gemengen an déi Infrastrukturen do stiechen, an och herno d'Nofolgekäschten, d'Frais d'entretien, d'Frais de gestion, wat dat alles d'öffentlech Hand kascht, esou ass dat net näischt, wat mer doranner investéieren, esou datt mir och mengen, datt ee misst eng Unerkennung brénge vis-à-vis vun deem Elterendeel, deen doheem bleift an eng Erzéiungsaarbecht mécht.

Mir hunn dat schonn des Öfteren an deenen Diskussioune gesot, datt och hei sollt de Stat seng Responsabilitéit iwwerhuelen, a mir proposéieren och duerfir, datt de Stat iwwert déi normal Zäit eraus, déi en Elterendeel doheem bleift, fir déi Aarbecht ze maachen, dat soll unerkennen. Mir wëllen net do ze vill exigent sinn, mä mer soen zum Beispill, datt de Stat géif d'Cotisatioun fir d'Pensiounskeese fir déi Persoun iwwerhuelen an Héicht vum zweefache Mindestloun, fir datt esou och déi Leit wuel net e Gehalt kréien, mä awer eng Unerkennung engersäits kréien, an op där anerer Säit sech och iwwert dee Wee kënnen individuell Pensiounsrechter opbauen.

Dat schéngt eis e wichtege Punkt ze sinn, fir datt och déi Leit eng Unerkennung kréien, well een, wann ee mat de Leit diskutéiert, mierkt, datt dat haut vu villen als e Problem ugesi gëtt, datt déi Leit soen, ma mir maache jo och eng grouss Aarbecht a mir ginn net honoréiert, a fir all déi aner huet de Stat awer finanziell Unerkennung iwwert de Wee vun der Bäihëllef un den Investissementer respektiv un de Fonctionnementer.

Ech géif also mengen, wa mer nach géifen dee leschte Punkt do vun där Problematik schléissen, dann hätte mer hei zu Lëtzebuerg eng gerecht a sozial gerecht Unerkennung vun der Kannerbetreiung, an d'Elteren hätte wierklech dann och de Choix, hir Kanner doheem selwer ze erzéien oder se an eng Struktur eranzeginn, a si hätten alleguer eng Unerkennung vun dem Stat respektiv vun de Gemengen.

Dëse Projet hei geet fir eis wéi gesot an eng gutt Richtung a mir wäerten dëse Projet och stëmmen.

De Kolleeg Claude Meisch huet hei en Amendement erabruecht, bei deem mir eis wäerten als Partei enthalen, well mer och net esou dovun iwwerzeegt sinn, datt, wann een dat fräi léisst, wou een dann d'Differenz mécht, wie froe muss a wien net froe muss. Et ka jo net esou sinn, datt déi, déi an der Rei sinn, en Agrément froen, an déi net an der Rei sinn, soen, da froe mer ebe keen. Esou einfach kann et jo och net sinn. Ech géif duerfir mengen, datt déi Décisioun oder déi Propositioun, wéi se am Gesetz steet, scho méi virdeelhaft wier fir d'Interesse vun de Kanner, wéi den Amendement.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als leschte Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Dee Gesetzesprojet hei huet op jidde Fall de Mérite, dass en aus enger éierbarer Schwaarzaarbecht eng éierbar Beschäftegung mécht. Ech mengen, dat ass wichteg, wann ee gesäit, wéi vill där Leit, wéi vill Familljen hir Kanner bei Noperen oder bei aneren Deeler vun der Famill a Betreiung ginn, a wéi seriö dass déi Leit deen Job do maachen, ouni awer iergendeng legal Ofsécherung ze hunn oder ouni awer iergendeng Ofsécherung, eng Assurance oder iergendeppes ze hunn, wann eppes kéint geschéien.

Et ass och wichteg, dass déi Strukturen hei méi kleng sinn an dofir och eng besser Betreiung erméiglechen, onofhängeg vun der Zuel vun de Kanner, déi betreit kënne ginn, wou een driwwer ka streiden. Mä op jidde Fall ass de Kader méi kleng an dofir ass méi eng enk, méi eng direkt Betreiung mat de Kanner méiglech, wou och eng aner Bezéiung opkënnt, wéi awer an enger Crèche oder a méi grousse Strukturen.

Fir mech ass a bleift d'Kärzell vun eiser Gesellschaft awer nach ëmmer d'Famill. An ech mengen, et ass d'Opwäertung vun der Famill, déi am Vierdergrond muss stoen, op verschidden Aart a Weisen. Ech kann do dem Här Gibéryen nëmme Recht ginn, wann en drop hiweist, dass, och wann e Partner doheem bleift an d'Famill esou eng aner Aart a Weis fir ze liewe gewielt huet, dann och do sollen effektiv Méiglechkeete geschafe ginn, fir dat ze erméiglechen.

Ech hunn dat schonn ugekënnegt, een-, zweemol, an ech sinn och amgaang eng Proposition de loi auszeschaffen an deem Sënn, wou ech ganz kloer soen, dass ee bei der Assurance vieillesse genau esou Cotisatioune soll festleeën, wéi beim Krankeschäin.

Dat heescht, dass bei der Famill, wou de Mann oder d'Fra, ee vun deenen zwee Partner doheem bleift, dat iwwert déi Versécherung soll mat ofgeséchert ginn, dann hätte mer de Problem geléist. Am Endeffekt, wann een dat alles ausrechent, mat deem Ganze ronderëm, géif dat net méi deier ginn, wéi elo. Do sinn zwar eng Rei Froen, déi sech stellen, mat der Witwerent spéider, oder aner Froen. Mä op jidde Fall sinn déi ze léisen, an ech sinn amgaang mat verschidde Leit, déi Expert sinn, dat do auszeschaffen an ech wäert déi Proposition de loi dann hei virbréngen, fir dann ze kucken, ob mer an déi Richtung kéinte goen. Ech mengen, dann hätte mer schonn op deem Gebitt eppes geschafft an dann hätte mer dee konkrete Problem vun der Famill, déi sech eben dozou entscheet huet, fir dass ee Partner doheem bleift, fir d'Kanner ze betreien, och mat geléist.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Jaerling Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Familljeministesch, d'Madame Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci, Här President. Ech géif fir d'éischt ufänke fir och der Madame Sylvie Andrich-Duval ze félicitéiere fir hire ganz exakte schréftlechen a mëndleche Rapport an all zousätzlech Erklärungen, déi se eis nach doriwwer geliwwert huet.

Ech géif och wëllen dem honorabelen Här Meisch Merci soe fir seng Proposition de loi, wat also weist, datt trotzdeem deem enge bal alles ze wäit geet an deenen anere bal näischt wäit genuch geet. Awer d'Majoritéit hei an der Chamber wäert dee Projet de loi, deen elo virläit, stëmmen. Ech sinn och der Meenung, datt een deen elo emol sollt, wéi en elo proposéiert gëtt, op den Instanzewee ginn an domat em d'Chance ginn, fir en an der Realitéit ëmzesetzen, an dann och ze kucken, ob en dat erfëllt huet, wat mer eis wënschen, an ob en och deem nokënnt, wat eis erwaart.

D'Assistance parentale ass eng pedagogesch Offer vun Eltere fir Elteren, wou ee stonneweis am Dag oder och an der Nuecht kann opgeholl ginn, an deenen d'Elteren normalerweis ausserhalb vun der Famill schaffen. D'Eltere bezuelen duerfir eng Entschiedegung, déi si mat den Dageselteren aushandelen. An deem heite Fall - den Ënnerscheed vun deem, wat den Här Gibéryen an den Här Jaerling gemengt hunn - ass et net de Stat, deen eppes derbäileet, mä hei ass et eppes, wat zwëschent den Eltere gemaach gëtt a wou mir net finanziell kontribuéieren. Also ass dat sécher en Ënnerscheed zwëschent deem, wat Dir gesot hutt, fir déi Leit, déi da ganz doheem bleiwen.

Ech mengen, et wier och wichteg ze wëssen, datt et en Ënnerscheed gëtt zwëschent der Assistance parentale an dem Placement familial. Ech mengen, datt vläicht do och Iertëmmer sinn: De Placement familial, dat sinn normalerweis Kanner, déi ganz dacks gravéierend Problemer hunn; wougéint an der Assistance parentale dat awer Kanner sinn, déi aus normale Situatioune kommen.

De Placement familial si Kanner, déi zumindest fir eng Zäit net an hirer Famill an net bei hiren Eltere sollen oder däerfe liewen. De Kontakt mat den Eltere bleift zwar bestoen, mä fir eng Zäit iwwerhëlt d'Famille d'accueil d'Haaptverantwortung.

Beim Placement familial iwwerhëlt och d'Allgemengheet den Haaptundeel vun de Käschten; bei der Assistance parentale ginn déi Käschten zu Laaschte vun den Elteren.

Beim Placement familial muss och d'Famille d'accueil vun engem externe Service a vu Professionellen ënnerstëtzt ginn; bei der Assistance parentale leeft dat op privater an op fräiwëlleger Basis.

Mir hunn ënnerschiddlech Modeller, wou Kanner kënnen en charge geholl ginn. Ech fannen, datt dat wichteg ass, an dofir ass dat heiten och e Stéck do dervun. Mir hunn zum Beispill d'Internater, wou mer 609 Plazen hunn. Plus 160 hallef Internatsplazen, plus nach eng Rei Schoulinternater, mä dat ass dann awer fir déi Kanner, déi méi grouss sinn, déi am Secondaire sinn. Mir hunn 163 Foyers de jour a Crèchë mat 5.200 Plazen.

An och do wëllt ech dem Här Adam soen, datt mer de Moment am Fong keng Waardelëschte méi hunn, besonnesch opgrond vun dem Congé parental. Fir d'nächst Joer sinn do déi 100 Plaze virgesinn, mä dat ass am Fong keng Waardelëscht, mat Ausnahm vu punktuellen Uertschaften, wou och besonnesch grouss Demandë kommen, och vun netlëtzebuerger Elteren, déi gären hir Kanner géife mat op Lëtzebuerg fir d'éischt an d'Crèche bréngen an duerno se hei an d'Schoul schécken. Wat kloer ass, well se géife gäre vun der Méisproochegkeet vun eisem Land profitéiere fir hir Kanner. Mä wéi gesot, fir d'Résidentë selwer hu mer do kee groussen Nohuelbedarf.

Bei de Maisons relais si mer mëttlerweil op 212 Haiser, déi et gëtt, an 102 Gemengen. An 102 Gemengen! Dat ass also dat Netzt, wat Dir Iech wënscht zu engem groussen Deel, mat engem ënnerschiddlechen Angebot, wou mer och de Gemengen d'Fräiheet gelooss hu fir ze soen, a fënnef Joer musst Der Iech konforméiert hunn, da musst Der e Gesamtangebot den Elteren och proposéieren. Dat well een awer gesäit, datt een net vun engem Dag zum aneren onbedéngt eng Infrastruktur zur Verfügung huet. Mir sinn elo amgaang ze kucken, wéiwäit datt een och kann aner Infrastrukturen, déi zur Verfügung stinn, besser notzen - ech denken do besonnesch un de Précoce -, datt een net ëmmer erëm muss nei Gebaier opriichte fir déi eng oder aner Stonn, wou d'Kanner do sinn.

Also dat alles sinn Iwwerleeungen, déi mer och mat der Educatioun…

(Interruption)

Gesitt Der mol, méi wéi eng Kéier!

Wou mer also och kucken, datt mer awer dat och besser matenee vernetzt kréien.

Zënter 2000, wou dat besteet, dat sinn also nach keng siwe Joer, hu mer 11.374 Plaze geschaf, ouni datt mer d'Gemenge forcéiert an obligéiert hunn. An ech muss soen, dat ass fir mech en Erfollegsmodell, well soss hätte mer net esou vill Zuele kritt.

Et war net ëmmer evident, datt d'Gemenge fonnt hunn, datt dat awer néideg wier, well ganz dacks gesot gouf, bei eis kënnt kee froen. Ma wann näischt do ass, kënnt kee froe fir e Kand placéiert ze kréien, well da geet ee jo dovun aus, datt een net brauch froen ze goen, well dann hëlleft et souwisou näischt.

Mir gesinn awer, datt do vill méi e groussen Drock komm ass vu villen Elteren an deene leschte Joren an datt mer och natierlech et geschaf hunn, datt mer de Gemenge bäileeë bei der Infrastruktur, wou mer 10.000 Euro pro Plaz bäileeën, plus dann och d'Halschent droe vun deene Käschten, déi d'Eltere selwer net droen. Well et ass jo net esou, datt déi Elteren näischt géife bäileeë bei deene Placementer do. Vun dohier denken ech, datt dat och eng gutt Méiglechkeet ass, och fir d'Gemengen, fir dat gemeinsam ze maachen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Doriwwer eraus hu mer de Service vun der Aide familiale, déi also bei d'Leit an d'Familljen hëllefe ginn, wann dat gebraucht gëtt a wann dat néideg ass, an och de Service fir krank Kanner doheem, deen da kënnt, wann e Kand krank ass, fir datt dat dann och ka betreit ginn.

Fir mech ass d'Assistance parentale ee Steen am Mosaik vun der ganzer Kannerbetreiung. Et ass méi Flexibilitéit wéi jee en anere kann ubidden. De Familljekader an och d'Ambiance ass natierlech éischter wéi doheem. Et ass een eenzege Betreier oder eng Betreierin, déi do ass. Et ass méi e grousse Fräiraum fir d'Elteren a fir d'Betreier an och selbstverständlech e vill manner administrativen Opwand, wéi dat op anere Plazen de Fall ass.

Mir hunn och ewell de Mëtteg hei héieren, datt an der Lissabon-Strategie eigentlech virgesinn ass, dass 60% vun de Frae géifen op den Aarbechtsmaart kommen. Mir si mëttlerweil bei 55% an dobäi bal um Wupp vun Europa. Mir gesinn och, datt an anere Länner, wann ech Däitschland a Frankräich kucken, haut deenen hir absolut Prioritéit déi ass fir ze soen: Mir musse kucken, datt d'Familljen- an d'Beruffsliewe besser matenee kombinéiert ginn. An zënter d'Fransousen e grousst Angebot doranner hunn, déi gehéiere jo zu deene wéinege Länner an Europa, deenen hir demographesch Situatioun besser ass, wéi all deenen aneren hir, mat Ausnahm och vun deenen nordesche Länner, wou een dat iwwregens och feststellt, an domadder am Fong jiddfereen och misst soen: Dat ass eppes wat mer brauchen, wa mer wëllen, datt an der Zukunft nach Kanner hei zu Lëtzebuerg op d'Welt kommen.

Dann ass iwwert d'Grousseltere geschwat ginn, déi e grousse Prozentsaz ausmaache vun der Garde, déi gemaach gëtt. Et ass och gesot ginn, datt déi an der Zukunft wahrscheinlech ëmmer manner wäerten do sinn, éischtens well d'Leit och nach schaffen an zweetens sech och net méi ëmmer en charge huele loosse fir d'Educatioun vun hiren Enkelkanner ze maachen. Da kënnt awer derbäi, datt mer 50% vu Kanner hunn, déi ebe keng Lëtzebuerger sinn. An deenen hir Grousseltere si ganz dacks net hei oder och net disponibel, esou datt ee sech net dorobber ka verloossen.

Eng aner Kategorie ass déi, datt mer ëmmer méi Scheedunge kréien. Mir hunn zu Lëtzebuerg fënnef Scheedungen op zéng Bestietnesser a pro Joer sinn 1.000 Kanner zu Lëtzebuerg vu Scheedunge betraff. Do bleiwen also och Elterendeeler, déi dann herno eleng sinn, an déi dann och eleng zoustänneg sinn, fir dann och organiséiert ze kréien, datt hir Kanner a Charge geholl ginn déi Zäit, wou si selwer musse schaffe goen. Dofir brauche mer e gutt Netz vun éducative Strukturen, déi den Eltere subsidiaresch zur Hand ginn. Dës Regierung an och déi lescht hate sech dat als eng wichteg Prioritéit gesat.

De Gesetzesprojet ass also e Complément fir d'Maison-relaisen, d'Crèchen an d'Regierung an d'Gemengen, déi dat jo och konsequent ëmsetzen. Mir schätzen, datt mer mëttelfristeg ongefëier 30.000 Plaze géife brauchen. Da wiere mer an der Lag, iwwert d'Woch op ënnerschiddlechen Deeg an ënnerschiddlechen Dageszäiten den Elteren op eng flexibel Aart a Weis déi Hëllef unzebidden, déi se brauchen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg zwëschent null a 17 Joer - si brauche bis 17 Joer net méi alleguer versuergt ze ginn; da brauche se meeschtens eppes aneschters - 102.000 Kanner. Wa mer also soen 30%, wat och d'Lissabon-Strategie ass, da wiere mer op deenen 30.000, vun deenen ech elo geschwat hunn. Et geet och net drëm, fir d'Elteren ze ersetzen. Mä eist Zil ass et, fir d'Elteren ze ergänzen, a fir besonnesch hinnen ze hëllefen, wa se aus beruffleche Grënn net ëmmer disponibel sinn.

D'Aktivitéit an d'Objektiver vum Gesetz sinn alleguer hei en long et en large diskutéiert ginn. D'Aktivitéit vun den Dageseltere soll e minimale Kader kréien, an d'Flexibilitéit vum System soll och net duerch Iwwerreglementéierung erëm futti gemaach ginn; trotzdeem awer solle Qualitéitskritäre festgeluecht ginn am Interessi vun de betreite Kanner. Dat muss virun allem och op der Basis vun der Kannerrechtskonventioun geschéien.

D'Eltere sollen och ofgeséchert ginn. Ech denken, datt dat eigentlech fir mech positiv Ureizer sinn, déi mer virgesinn hunn, fir och domadder deene Leit ze hëllefen, datt d'Angebot méi transparent gemaach gëtt fir d'Elteren, déi eng Plaz sichen, a fir dann och selbstverständlech d'Abusen ze ënnerbannen. Dofir géif ech och wëllen zum Artikel 10 soen, deen am Gesetz drasteet: Do ass virgesinn, datt een, deen net en Agrément freet, dee kann e jo natierlech net zréckgezu kréien, mä wann e sech net un den Agrément hält, da kann en eng Amende kréien zwëschent 251 an 10.000 Euro. En cas de récidive gëtt de Maximum vun der Amende gesprach.

Dat funktionéiert normalerweis do derduerch, datt een ee gudden Noper huet, deen engem seet: Hei do ass een, deen esou eppes mécht. Gitt emol duerno kucken. Also, dat wësse mer jo, datt mer do net brauchen d'Police erauszeschécken, mä do sinn der ëmmer ronderëm, déi gutt intentionnéiert sinn an dat dann och mellen.

Mir hunn och héieren am Virfeld, datt awer eng relativ grouss Demande do ass, och fir déi Assistance parentale. Dat kréie mer sougutt vun de Gemenge wéi och vun deenen zoustännege Servicer gesot.

Iwwert den obligatoreschen Agrément wëll ech hei näischt soen. Mir hate virgesinn, datt mer deen net obligatoresch géife maachen. D'Kommissioun war anerer Meenung. Wéi gesot, hunn ech mech där Majoritéit vun der Kommissioun ralliéiert. Mä ech hätt mech awer och kënne mat där fakultativer Roll zefridde ginn, well ech ëmmer gesot hunn, wa mer positiv Ureizer ginn, da sinn d'Leit jo drun interesséiert, fir deen Agrément ze froen. Et war also net fir ze soen: Deen, dee gutt ass, dee brauch dat net, an deen, dee schlecht ass, geet e souwisou net froen. Mä et war eben eng aner Meenung vun der Kommissioun do, där ech mech am Kader vu Kompromissfreedegkeet dann och ralliéiert hunn.

Dann eng Fro iwwert d'Zuel vun de Kanner. Do muss ee jo gesinn, datt, wa mer do gesot hätten, dräi Kanner plus déi eegen, déi do a Fro kommen, da gesi mer haut haaptsächlech, datt ganz dacks Elteren Dageseltere ginn dee Moment, wou hir eege Kanner grouss sinn. Mä si hätten awer déi Kanner behal. A wa mer da gesot hätten, op dräi Kanner, da wieren dat vläicht Leit gewiescht, déi ni hätte kënnen e Kand

versuergen. Dat hätt jo mat Sécherheet och kee vun eis gewollt.

Et kann ee sech versécheren - an et muss ee sech versécheren - entweder als Indépendant oder iwwert d'Procédure administrative simplifiée. Awer dofir muss een den Agrément hunn. An ech denke jo, datt dat wichteg ass.

Mir haten am Oktober 2007 97 Dageselteren - exklusiv Fraen - mat 428 Kanner an nach 26 Demanden, déi ënnerwee sinn. Zwëschent 2003 waren et 18 Dagesmammen an 90 Kanner. Wéi gesot, huet dat sech eropgeschafft mëttlerweil op 97 respektiv 428 Kanner.

Et ass iwwert d'Formatioun gefrot ginn. An ech denken, datt et och do vill Experienzen de Moment ewell gëtt, eng Kéier iwwert d'Servicer vum Placement familial, iwwert d'Entente vun de Foyer-de-jouren, an och europäesch Projete wéi de Qualifex, an dann awer och eng Partie Gemenge wéi Beetebuerg, Jonglënster an Déifferdeng, déi dat bis elo gemaach hunn. Da besteet eng exzellent Zesummenaarbecht zwëschent dem Educatiounsministère an dem Familljeministère, wou e Grupp zesummegesat ginn ass, dee sougutt wéi fir d'Aide socio-familiale och hei ausschafft, wat an där Formatioun do soll gemaach ginn, gemeinsam mat deene Gemengen, déi dat bis elo gemaach hunn.

100 Stonne Formatioun si virgesinn, plus ee Stage vun 20 Stonnen, wou Kannerpsychologie, Pedagogie, Hygiène a Sécherheet, richteg Ernährung, éischt Hëllef, Kannerrechter an Animatiounstechnike virgesi sinn. Mir denken, datt mer dee Reglement do an deenen nächste Woche wäerten disponibel hunn. Dann ass dat jo och zur Verfügung vu jiddferengem vun lech, deen dat interesséiert. Formation continue a Supervisioun: 20 Stonnen. Déi Method sollt dann och selbstverständlech, wann een an déi Coursë geet, praxisno an interaktiv sinn. Et sollen och net méi wéi 25 Stagiären an engem Cours dra sinn.

Déi Leit, déi an der Vergaangenheet Formatioune gemaach hunn, kréie selbstverständlech déi Coursen och validéiert - och fir deenen Ängschten eppes entgéintzesetzen, déi jo den Här Meisch hat -, fir datt do net jiddfereen, deen dat bis elo gemaach huet, automatesch da géif awer do erausfalen.

Wien déi Formation gepackt huet, well dat gëtt jo ëmmer erëm gefrot, dee kann och domadder admissibel ginn, fir an d'Formatioun vun den Aides socio-familiales ze goen.

D'Zesummenaarbecht: Dat sinn déi Aussiichten, déi mer eis och géife wëlle ginn. Dat ass, datt an deene Stonnen, wou zum Beispill d'Maison-relaisen net op sinn, well et zum Beispill nuets ass, moies fréi oder owes spéit, wier eng Méiglechkeet, datt een dat zesumme géif maachen och zwëschent de Maison-relaisen an den Assistant-parentalen.

Dann d'Formation continue, d'pedagogesch Supervisioun an och fir krank Kanner, dat musse mer zesumme kucken.

D'Steieren, wou een dann d'Frais de domesticité kann ofsetzen, wat sécher och en zousätzlechen Attrait ass, sougutt fir d'Eltere wéi och fir déi Leit, déi et maachen.

Aktualiséiert Lëschten: Et ass gefrot ginn, wéi mer dat géife matdeelen. Mir hunn aktualiséiert Lëschte vun allen agrééierten Dageselteren, déi op der Internetsäit vum Familljeministère stinn.

Hëllef fir Elteren, déi eng Plaz fir hir Kanner sichen. Mir denken och drun, fir esou eng Agence ze grënnen, déi ebe just déi Leit soll begleeden an hiren administrativen Démarchen an an hire juristesche Froen, déi se hunn, an dann och fir gemeinsam ze kucken eng Trägerschaft ze kréie vun all deenen Organisatiounen, déi an dësem Moment ewell Erfahrungen an deem Beräich hunn.

Domadder, Här President, géif ech lech wëllen alleguer Merci soe fir Är konstruktiv Mataarbecht. Ech sinn dovun iwwerzeegt, datt dat heiten e wichtegt Stéck an e wichtegt Element ass an der Kannerbetreiung zu Lëtzebuerg. Mir hoffen, datt domadder deenen engen an deenen aneren och Rechnung gedroe gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

Amendement 1

Fir d'éischt iwwert den Amendement, deen de Moment allerdéngs eréischt véier Ënnerschréften huet.

Ass nach ee bereet, den Amendement mat ze ënnerstëtzen?

Den Här Gibéryen.

Gutt. Dann huet den Amendement fënnef Ënnerschréften. Mir stëmmen driwwer of.

Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 45 Nee-Stëmmen, bei 6 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens et Claude Meisch.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir stëmmen elo iwwert de Projet de loi of, esou wéi en am Document parlementaire 5517[9] steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5517 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens et Claude Meisch;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Interpellatioun vun der honorabeler Madame Loschetter iwwert d'Prostitutioun. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Meisch, d'Madame Err an den Här Mehlen.

D'Wuert huet elo d'Interpellantin fir de Grupp vun deene Gréngen, d'Madame Loschetter. Den Här Jaerling huet sech och elo nach ageschriwwen.

8. Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG), interpellatrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Schweden suergt fir Gespréich...

Ech hoffen, datt d'Madame Ministesch nach erakënnt, well ech wollt hir am Fong geholl e puer Froe stellen.

M. le Président.- Jo, si war elo schonn zwou Stonnen heibannen, si ass ee Moment eraus, mä si kënnt direkt erëm. Madame Loschetter, Dir kënnt ufänken. Voilà, d'Madame Ministesch ass schonn do.

(Interruptions et hilarité)

Sou, d'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG), interpellatrice.*- Schweden suergt fir Gespréich an onsem klenge Land, a méi prezis de schwedesche Modell, dee vun där zoustänneger Ministesch fir Gläichheet tëschent Männer a Fraen opgegraff ginn ass. Här President, d'Madame Ministesch huet domadder e Steen an d'Waasser gehäit, deen ebe fir Gespréich suergt. Et gëtt erëm méi spezifesch iwwert d'Prostitutioun an hir Problemer geschwat, an dat ass och richteg esou.

Mir hoffen och, datt ronderëm de schwedesche Modell, och neoabolitionnistesche Modell genannt, well e méi wäit geet, wéi deen einfachen abolitionnistesche Modell, déi richteg Diskussioune lassgetréppelt ginn, nämlech déi Diskussiounen an déi Analysen, déi och a Schweden um Ordre du jour waren.

Leitfuedem vum schwedesche Modell ass virop, datt d'Prostitutioun e Problem ass, dee virun allem d'Männer concernéiert. An dëst net nëmmen, well se eben a Schweden pénaliséiert ginn. Schweden thematiséiert och fundamental d'Attitüd vun enger Gesellschaft, déi akzeptéiert, datt d'Männer vun der Prostitutioun Gebrauch maachen - well et sinn haaptsächlech Männer -, thematiséiert d'Attitüd vun de Männer an enger Gesellschaft, déi sech net weider vill Froe gestallt hunn iwwer hiert Verhalen, déi sech weider keng Gedanke gemaach hunn iwwert d'Bild vum Mann an dësem Kontext vun der Prostitutioun.

A Schweden gëtt och eng Diskussioun gefouert iwwert d'Muecht an den Afloss vun de Männer am Kontext Organisatioun vun enger Gesellschaft. Si thematiséieren a Schweden d'Bild, wat d'Männer, sprech d'Pappen, hire Kanner a virun allem hire Jonge wëlle weidervermëttelen. A wann een notamment mat Schweden oder mat Schwedinnen eng Diskussioun iwwer hire bekannte schwedesche Modell féiert, erkläre si meeschtens aganks der Diskussioun, wat si dozou gefouert huet, a firwat dëse Modell jo dann och vun engem groussen Deel vun hirer Populatioun soll gedroe ginn.

Mir kënnen dësem Weltbild vun enger Gesellschaft, wou Männer a Frae gläichwäerteg sinn, wou een deen anere respektéiert - och a sengen Differenzen -, wou et keng Gewalt gëtt virun allem géint Fraen a Kanner, nëmmen zoustëmmen. Eng Weltanschauung, wou Männer a Frae sech d'Verantwortungen deelen, d'Rechter an d'Flichten op allen Niveauen deelen, wou et keng Diskriminéierung tëschent Männer a Frae gëtt, a wou dëst och eng wichteg Erzéiungskomponent duerstellt, virun allem duerch d'Virliewen.

Mä, Här President, eent dierfe mer an onser Fonctioun heibannen net vergiessen, an zwar, datt d'Prostitutioun zu de gesellschaftspoliteschen Theme gehéiert an domadder en Thema ass, wou mir als Politiker a Politikerinne praktesch ëmmer konfrontéiert sinn op där enger Säit mat dem Idealbild vun enger Gesellschaft - en aktuellt Beispill: Mir wënschen eis jo och alleguerten heibannen eng Welt ouni Drogenofhängeger -, awer op där anerer Säit och mat enger ganz anerer Realitéit um Terrain. Eng Realitéit, déi ons och dann heiansdo obligéiert, konkret a pragmatesch Moossnamen ze huelen, déi wäitaus vill méi nuancéiert sinn.

Onst Wonschdenke vun enger schéiner Welt steet oft a Kontradiktioun mat pragmateschen an noutwendegen Hëllefstellunge vun de concernéierte Mënschen, an dësem Fall ebe Fraen, mëttlerweil och Jugendlech, voire souguer Kanner.

Ech erlabe mir hei duerfir och, Här President, kuerz e Rappel ze maachen iwwert déi komplex Prostitutiounswelt hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg dräi Zorten oder dräi Ursaache vu Prostitutioun. De gréissten Deel vun der Prostitutioun fënnt seng Ursaachen an der Beschafungsprostitutioun. Et sinn dëst iwwer 50%. Dëst sinn och dramatesch Zuelen, déi zouhuelen a wou och d'Zuel vun de Mannerjährege Joer fir Joer zouhëlt. Et ass deen Deel vun der Prostitutioun, deen ënnert dramatesche Bedéngunge schafft, wou de Mëssbrauch an d'Gewaltbereetschaft vun de Clienten net ze verkennen ass.

Ech denken, datt dës Form vu Prostitutioun als Gewalt vum Client, sprech vum Mann, un déi Prostitutéiert, sprech vu Fra, oft d'Kand kann identifizéiert ginn. De Client profitéiert a mëssbraucht bewosst, denken ech, déi Persoun, déi sech aus der Nout eraus prostituéiert. Dës Realitéit muss mat alle Mëttele bekämpft ginn!

An éischter Stell muss de Prostituéierte vun der Beschafungsprostitutioun gehollef ginn. Justiz, Sozialpolitik, Gesondheetspolitik, Drogepolitik, souguer d'Anhale vun de Kannerrechter mussen zesummen agéieren.

D'Polizei ass oft no hiren eegenen Aussoen hëlleflos, wa si eng Prostituéiert dann och mannerjähreg op der Strooss fannen. Si wëssen net, wéi se hir kënne weiderhëllefen a sinn éierlech gesot och net dofir zoustänneg, hunn awer och an dësem Kontext oft keng kloer Regelen. D'Droge sinn illegal, d'Prostitutioun ass net illegal. De Racolage ass verbueden. Mannerjähreg kënnen eigentlech net ëmmer vu verschiddene Sozialstrukture profitéieren, wéinst der jëtzeger Législatioun.

Hei si mer wäit vum ugestrieften Zil vum schwedesche Modell ewech. Doriwwer eraus sinn ons Gesetzer och zum Deel wäit ewech vun der Realitéit um Terrain. Dës zum groussen Deel jonk Leit, déi sech um Terrain prostituéieren, fir sech hir Drogen ze beschafen, missten a sinn, denken ech, och d'Population cible vun der Drogepolitik sinn.

Hei ons Froen, Här President, an dësem Kontext un d'Madame Jacobs:

Gesäit d'Regierung den Zesummenhang tëschent Drogepolitik a Beschafungsprostitutioun? A gëtt et eng etabléiert Zesummenaarbecht an dësem Kontext tëscht de concernéierte Ministèren?

Wa Jo, gëtt et scho Konklusiounen an eventuell e ressortiwwergräifenden Aktiounsprogramm? Wéi geet d'Regierung mat dem spezifesche Fall vun der mannerjähreger Populatioun, déi sech an deem Kontext prostituéiert, ëm?

An där Etüd, déi vun deenen zwou Studentinne realiséiert ginn ass, déi net representativ ass - dat schreiwe se och -, mä déi awer vum Ministère an der Ministesch de l'Égalité des chances promouvéiert an öffentlech virgestallt ginn ass, gëtt dëse gréissten Deel vun der Prostitutiounswelt zu Lëtzebuerg net thematiséiert. D'Etüd dréit den Titel «Cartographie de la prostitution au Luxembourg». An onsen Aen en zimlech onglécklecheChoix vum Titel.

Duerfir och eis Fro un d'Madame Jacobs: Gëtt et eng Ursaach, firwat de Ministère eng «Cartographie de la prostitution» publizéiert an d'Beschafungsprostitutioun, déi zur knallhaarder gesellschaftspolitescher Aktualitéit gehéiert an e wesentlechen Deel vun der Problematik duerstellt, net considéréiert?

Huet d'Regierung sech Gedanke gemaach, wéi dëse groussen Deel vum Milieu sech eventuell géif bewegen, géif reagéieren, wann zu Lëtzebuerg de schwedesche Modell géif agefouert ginn?

En zweeten Deel vun der Prostitutioun gëtt couvréiert duerch den Trafficking. Dat heescht op Lëtzebuergesch de Fraenhandel. Dat ass deen Deel vun der Prostitutioun, dee schwéier bleift a Statistiken ze ëmfaassen, mä et ass en net onwesentlechen Deel.

Och doriwwer, Här President, schwätzt déi schréftlech Aarbecht vun deenen zwou Studentinne wéineg. Éischter baséiere si sech op Témoignagen an dësem Kontext. Dat gëtt ons awer keng Opschlëss a keng Informatiounen, fir politesch oder juristesch Schrëtt anzegoen.

Ech ginn zwar dovun aus, datt heibanne keen Eenzege kann esou eng Form vu Prostitutioun ënnerstëtzen. Et geet hei ganz kloer erëm ëm en Akt vu Gewalt a Mëssbrauch ausgeübt u Mënschen, praktesch ausschliesslech Fraen, Fraen, déi an déiwer Nout sinn. Hei si mer ëmmer konfrontéiert mat engem organiséierte Proxénétisme.

De Fait, datt mir d'Convention de New York ratifizéiert hunn, gëtt dem Stat, der Regierung, der Gesellschaft eng kloer Linn un. De Proxénétisme ass verbueden a gëtt pénal verfollegt. An effektiv gehéiert Lëtzebuerg zu deene Länner, déi eng - ech soen et

emol, aus menger Siicht - prohibistesch Approche zur Prostitutioun hunn. Dat heescht, de Racolage, sprech den Outrage public aux bonnes mœurs an de Proxénétisme si verbueden. Ech komme spéider nach op dat zréck.

Ons Froen awer an dësem Kontext un d'Madame Jacobs si folgend: Huet d'Regierung eng kloer Linn am Kampf géint de Proxénétisme a wéi eng Mëttel setzt si an? Gi systematesch Kontrolle gemaach a verfügen den zoustännege Ministère, dee jo net Ären ass, Madame Ministesch, an déi zoustänneg Instanzen iwwer genuch Ressources humaines? Gëtt et eng regelméisseg an etabléiert Zesummenaarbecht tëscht den zoustännege Ministèren, fir notamment déi repressiv Politik mat der noutwendeger Sozialpolitik ze kombinéieren?

An da wëll ech, Här President, dee méi sensibelen Terrain vun deem drëtten Deel vun der Prostitutioun uschwätzen. Deen Deel, deen am Prinzip näischt mat Beschafung oder mat Handel, sprech mat Proxénétisme ze dinn huet. Dësen Deel nennt sech allgemeng Prostitution volontaire, déi fräiwëlleg Prostitutioun. Dësen Deel vun der Prostitutioun féiert ons gären ewech vu pragmatesche Propositiounen a Léisungen hi bis zu philosopheschen Iwwerleeungen, iwwer wéi mir ons eng Gesellschaft virstellen, wat Gläichberechtegung a Respekt vun der eegener Persoun a vum Nächsten ass.

Wéi vill muss, soll oder dierf sech d'Allgemengheet këmmeren ëm de Bien-être vun der eenzelner Persoun, andeem si eng Aktivitéit als net fräiwëlleg definéiert? Jo, souguer als net fräiwëlleg legislativ festhält? Wou halen d'Flicht an d'Verantwortung vun der Allgemengheet op par rapport zum Bierger, zu der Biergerin oder par rapport zum mënschleche Wiesen? A wou fänkt eng an onsen Aen net ongeféierlech moralistesch, sprech bëuerteelend Approche vun der gesellschaftlecher Organisatioun un? Dat heescht, bis wouhinner dierf eng Gesellschaft sech ëm Sexualitéit a sexuaalt Liewen oder déi sexuell Orientéierung vum Eenzelne këmmeren? Bis wouhinner dierf eng Gesellschaft Regelen opsetzen? Wéi definéieren, wat erlaabt a wat verbueden ass? Wéini sexuell Praxisse fräi vu Gewalt, dat heescht ouni Zwang oflafen?

An deem Kontext schéngt et ons och e bësse simplistesch, Argumenter ze gebrauche wéi: Wëllt Dir, datt Är Duechter dëse Beruff ausübt?, gradesou wéi et och simplistesch ass ze soen: Et ass jo souwisou deen eelste Beruff vun der Welt.

Mir wënschen ons an dësem Thema eng Approche, déi virun allem déi concernéiert Leit, sprech déi Leit, déi sech prostituéieren, ënnerstëtzt. Eng Approche, déi dës Mënschen, méi prezis Fraen ënnerstëtzt. Ech denken, datt kee Mënsch heibannen oder och an der Regierung dat anescht gesäit.

Déi allerwichtegst Moossnam awer, fir all déi Leit, déi sech prostituéieren, ze ënnerstëtzen, ass mat Sécherheet ze verhënneren, datt si an d'Onvisibilitéit gedrängt ginn. Onvisibilitéit am Thema Prostitutioun heescht virun allem, datt dës Leit an d'Illegalitéit an an d'Clandestinitéit rutschen. Doriwwer si se sech praktesch all eens, d'Sozialaarbechter, d'Etüden aus alle Länner mat deene verschiddene politeschen Approchen an Optiounen iwwert d'Prostitutioun.

Mir sinn an onser aktueller Législatioun an enger nawell hypokritescher Haltung doduerch, datt mir offiziell nach ëmmer de Racolage verbidden an domadder och pénaliséieren. Dëst schéngt eis awer a Kontradiktioun, wa mer soen, datt mer d'Prostitutioun u sech net verbidden, mä notamment de Racolage oder den Outrage public aux bonnes mœurs verbidden.

Wéi soll eng Prostituéiert hirer Aarbecht nogoen, wa si net dierf hir Aktivitéit, hire Beruff affichéieren? Ech schwätzen am Kontext vun der fräiwëlleger Prostitutioun. Mir sinn zu Lëtzebuerg mat onser aktueller Législatioun am Fall, wou souwuel de Proxénète wéi och d'Prostituéiert ka pénaliséiert ginn.

Hei ons Froen an dësem prezise Kontext un d'Regierung an un d'Madame Jacobs: Ass d'Regierung der Meenung, datt et kontraproduktiv ass, de Racolage ze pénaliséieren, an ass et virgesinn, d'Législatioun deementspriechend ze adaptéieren? Ass d'Regierung der Meenung, datt et weiderhi wichteg ass, de Proxénétisme ze pénaliséieren? Ass et virgesinn, verschäerfte Moossnamen an dësem Kontext unzehuelen? A sidd Dir der Meenung, Madame Ministesch, datt eng Persoun, déi sech um Trottoir prostituéiert oder sech dohinner stellt, en Outrage public aux bonnes mœurs duerstellt?

Zu Lëtzebuerg hu mer mëttlerweil eng Rei vun A.s.b.l.en, meeschtens am Kader vun enger Konventioun, déi do schaffen, déi eng Konventioun hu mat deem zoustännege Ministère - meeschtens ass et Äre Ministère, Madame Ministesch -; um Terrain vun der Prostitutioun sinn déi aktiv. Dës Associatiounen oder ONGe leeschten eng onheemlech intensiv an och engagéiert Aarbecht op allen Niveauen. Si sinn aktiv am Kontext vun der Drogeproblematik an der dozougehéierender Beschafungsprostitutioun. Si sinn aktiv als Sozialaarbechter oder -aarbechterinnen, déi als Streetworker schaffen, oder déi nuets do si fir dëse Mënschen, déi sech prostituéieren, Gummien, propper Sprëtzen, eng Dusch, eng Taass Kaffi oder souguer en oppent Ouer unzebidden. Och déi Servicer, déi am Kader vun der Gesondheet an der Preventioun vu sexuell transmissiblë Krankheeten oder souguer bei ongewollte Schwangerschafte schaffen, hu regelméisseg Kontakt mat de Prostituéierten.

All dës wichteg a batter noutwendeg Servicer kéinten - an do denken ech, Här President, gëtt d'Madame Ministesch mir sécherlech Recht - nach ausgebaut ginn a bräichten nach zousätzlech mënschlech a finanziell Ressourcen.

An dësem Kontext wëll ech awer och nach eng Fro stellen: Wéi géif sech zum Beispill e schwedesche Modell auswierken op den Impakt, deen all dës Sozialaarbecht um Terrain duerstellt?

Mir denken, datt e Wee zum schwedesche Modell eng ganz Rei vu Geforen och ka mat sech bréngen. Virun allem fir déi Mënschen, déi sech prostituéieren. An de pragmateschen Iwwerleeunge si mir der Meenung, datt de Stat, d'Regierung, d'Gesellschaft sech fir d'éischt muss ëm déi schwaach a gefährdet Persoune këmmeren. An dat sinn eben déi Leit, déi sech prostituéieren.

Gëtt d'Sozialaarbecht net wesentlech erschwéiert doduerch, datt mir dës Leit mat Sécherheet zwar net méi an der Illegalitéit dee Moment hätten, mä mat Sécherheet an d'Clandestinitéit géifen drécken?

Mir sinn der Meenung, datt et net duergeet ze behaapten - zwar zu Recht ze behaapten -, datt et eigentlech iwwerall eng verstoppte Prostitutioun gëtt. An all Land gëtt et dat. An dat dëst Joer dann och keen Argument wier fir géint e schwedesche Modell virzegoen.

De schwedesche Modell huet, obwuel en déi verstoppte Prostitutioun och net an de Grëff kritt, de Virdeel, eng theoretesch radikal kloer Haltung ze hunn. An dach gëtt et och a Schweden eng Rei vu relevante Kontradiktiounen.

D'Annoncen zum Beispill fir déi spezifesch Télefonsservicer, och Sextëlefon genannt, sinn erlaabt an et fënnt een och där Annoncen an de schwedeschen Dageszeitungen. D'Schwede kämpfen nach ëmmer, grad wéi mir och, Här President, géint evident sexistesch an onwürdeg a respektlos Publicitéitsaffichen. Vläicht hu si de Virdeel, datt se sech wéinstens an der Regierung eens sinn iwwert d'Definitioun vun enger sexistescher Publicitéit.

A Schweden gëtt et och eng grouss Offer u pornographeschen Artikel. Vun Zeitung bis Filmer, notamment an den Hotelen iwwert de Biais vu Pay-TV. An och Schweden ass betraff vun enger onkontrolléierter pornographescher Offer iwwer Internet.

Ech denken, datt de schwedesche Modell dozou bäidréit, dem organiséierte Fraenhandel e kloere Message eriwwerzebréngen. Dëst organiséiert kriminellt Geschäft sicht sech dann en anert Land, wou se hire Commerce mat hire Victimë bedreiwen. Esou en Zeeche wier och e kloert Zeechen hei zu Lëtzebuerg. Den organiséierte Fraenhandel géif mat Sécherheet zréckgoen, wann och net verschwannen; net wäit verschwannen, wahrscheinlech just iwwer eis Grenzen eraus an eis Nopeschlänner.

Mä, Här President, der Madame Ministesch hire Kolleeg an der Regierung, den Här Frieden, hätt eng Rei Problemer manner ze bewältegen domadder an hätt och besser Resultater virzeweisen, wéi säin Homolog an der Belsch oder an Däitschland. De Client ass och séier iwwert d'Grenzen an eisen Nopeschlänner, a vläicht reest dann och en Deel vun de Prostituéierte bis an eis Nopeschlänner. Am beschte Fall fir hiren Job ze maachen, op alle Fall fir un déi Suen ze kommen, déi se brauchen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir fannen et äusserst bedenklech, grad hei zu Lëtzebuerg mat Nopeschlänner wéi virun allem Däitschland an d'Belsch esou e Schratt anzegoen. An eisen Ae léist dat wéineg Problemer an et schaaft neier. Eent ass sécher: D'Problematik vun der Prostitutioun ass domadder net geléist. Si ass just e puer Kilometer verlagert, mä ebe genuch, fir zu Lëtzebuerg e bësse méi propper dozestoen.

E wichtege politesche Schratt ass virun zwou Wochen zu Stroossbuerg gemaach ginn. Dofir wollt ech och e puer Wuert soen zu där Resolutioun, déi de 4. Oktober am Conseil de l'Europe gestëmmt ginn ass. Dës Resolutioun ass an der Chancëgläichheetskommissioun vum Conseil de l'Europe à l'unanimité gestëmmt ginn. Eis Representantin, d'Madame Lydie Err, war och do. Et ass eng Kommissioun, wou et méi weiblech Membere gëtt, wéi männlecher; just als Informatioun.

De Rapporteur, den Här Platvoet - en Hollänner -, huet a sengem Rapport ënnerstrach - an dat ass och interessant ze héieren -, datt säit 1958 bis elo am Oktober 2007 d'Thema vun där klassescher Prostitutioun, dat heescht net de Fraenhandel, mä déi klassesch soi-disant volontaire Prostitutioun, ni diskutéiert ginn ass. De Conseil de l'Europe huet sech öfters mat Mënschenhandel a méi spezifesch mat Fraenhandel beschäftegt an notamment och mat enger Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains; déi Konventioun, déi ënnerschriwwe ginn ass zu Warschau am Mee 2005, déi menges Wëssens nach net vun eis ratifizéiert ginn ass.

De Rapporteur huet en interessante Rapport geschriwwen, deen och Rücksicht hélt - an ech hunn déi Aart a Weis ganz flott fonnt, wéi hien dat mécht - op dëst sensibelt Thema vun der fräiwëlleger Prostitutioun. Esou betount och hien, datt d'Grenzen tëschent volontaire a forcé net ëmmer esou kloer sinn. Hie formuléiert a sengem Rapport eng ganz Rei Gedanken, déi och de Conseil national des Femmes du Luxembourg formuléiert huet an hiren Ateliers philosophiques virun zwee Joer. De Rapporteur beschreift och all dës Nuancen iwwert d'Moral an dat Moralistescht, iwwert d'Fräiheet an iwwert d'Verantwortung. Hie léisst awer dës Iwwerleeungen och esou am Raum stoen.

D'Resolutioun vum Conseil de l'Europe vum 4. Oktober bréngt et awer fäerdeg, eng Rei elementar wichteg Komponenten ervirzesträichen, wat notamment déi Prostitution volontaire ubelaangt. Mir kënnen eis als Gréng dëse Recommandatiounen nëmmen uschléissen. A mir wënschen eis, Här President, datt d'Ministesch Jacobs an all hir Kolleegen an der Regierung dat och esou gesinn:

1. eng kloer Politik an e kloere Message, dee grenzeniwwergräifend ass;

2. keng diskriminatoresch Haltung géigeniwwer deene Leit, déi sech prostituéieren, fir datt se net an d'Clandestinitéit rutschen oder an d'Gräpp vun engem Zuhälter kommen;

3. keng pénal Schrëtt fir déi Mënschen, déi sech prostituéieren;

4. Programmer entwéckele fir déi Leit, déi wëllen aus dem Milieu erausklammen, an an deem Programm Mënschen, déi Problemer kënnen hu mat hirer psychescher Gesondheet, berücksichtegen, wéi Mangel u Selbstwäert, eventuell e Mëssbrauch an der Kandheet an esou weider, oder strukturell Problemer, dat heescht Aarmut, Mangel un Erzéiung, Chancenongläichheet tëschent Männer a Fraen;

5. datt dës Mënschen hir sexuell Servicer oder Praktiken ouni Gefor kënnen ausüben; ouni Gefor am Sënn vun der Sécherheet an am Sënn vun der Gesondheet;

6. datt d'Rechter vun de Prostituéierten, déi fräiwëlleg décidéiert hunn, dës Aktivitéit auszeüben, respektéiert ginn, an datt si e Matsproocherecht hu bei nationaler, regionaler a lokaler Politik, an

7. datt de Muechtmëssbrauch, notamment vun der Police oder aneren öffentlechen Autoritéiten, vis-à-vis vun de Prostituéierte bekämpft gëtt, andeem si eng spezifesch Weiderbildung kréien.

Mir sinn der Iwwerzeegung, Madame Ministesch, Här President, datt dës Mesurë richteg a wichteg sinn. Et ass och an deem Kontext, wou mir als Gréng wëllen eng Motioun ofginn, wou mer d'Regierung invitéieren, notamment dee Biais vun der Weiderbildung un d'Forces de l'ordre, mä net nëmmen, weiderzeentwéckelen, méi regelméisseg ze entwéckelen, an datt et eng kontinuéierlech Weiderbildung gëtt fir déi Forces de l'ordre, déi an deene Quartiere schaffen, wou déi verschidde Forme vu Prostitutioun stattfannen, an datt se och eng Recommandatioun kréien, datt déi Persounen, déi sech prostituéieren, net méi pénaliséiert ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que les personnes se prostituant se trouvent souvent dans des situations de détresse, de dépendance ou d'exploitation et qu'elles sont dès lors des victimes d'actes de violences;

- qu'il importe de garantir une attitude professionnelle adaptée à ces situations spécifiques, surtout de la part des forces de l'ordre;

- que les forces de l'ordre ont la responsabilité de garantir dans les quartiers concernés par les différentes formes de prostitution la prévention de «l'outrage public aux bonnes mœurs»;

- le respect de la personne humaine, notamment en détresse, et la nécessité d'encadrer de façon multidisciplinaire les personnes victimes de la prostitution forcée;

- la résolution 1579 (octobre 2007) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe recommandant, entre autres, «s'agissant de la prostitution volontaire des adultes, que les États membres du Conseil de l'Europe formulent une politique claire à l'égard de la prostitution; ils doivent éviter les normes et politiques discriminatoires, qui poussent les prostitués à la clandestinité ou dans les bras de proxénètes, ce qui ne peut que les rendre plus vulnérables, alors qu'il conviendrait au contraire de chercher à les rendre plus autonomes, notamment (…) en mettant fin aux abus de pouvoir de la police et d'autres autorités publiques à l'égard des prostitués, par la mise en place de programmes de formation spéciale à leur intention.»;

invite le Gouvernement

- à mettre en place des campagnes de sensibilisation et des programmes de formation spéciale et continue du personnel des forces de l'ordre afin de gérer de manière appropriée les situations dans les quartiers concernés par les différentes formes de prostitution;

- à organiser ces programmes en étroite collaboration avec les associations actives dans le domaine social;

- à recommander aux forces de l'ordre de ne pas appliquer lors de situations de «racolage» les règles de poursuite pour délits d'outrages publics aux bonnes mœurs.

(s.) Viviane Loschetter, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss.

Misst net an dësem Land nach vill geschéien, wa mer wëllen op där enger Säit systematesch an effikass de Proxénétisme bekämpfen, an op där anerer Säit de Prostituéierten déi Méiglechkeete ginn, déi si brauchen, fir entweder aus dem Milieu erauszeklammen oder hinnen e würdegt Liewe mat hirer Aktivitéit ze garantéieren, wou si a Sécherheet a mat allen Ofsécherungen, déi e Mënsch an dëser Gesellschaft brauch, kënne liewen? Eng Rei vun effikasse Moossname kéinte schonns längst mat eiser aktueller Législatioun besser Resultater bruecht hunn, notamment am Beräich vun der Bekämpfung vum Proxénétisme.

Meng lescht Fro, Här President, wier folgend: Wéi eng konkret Moossname gedenkt d'Regierung ze huelen, fir de Prostituéierten, déi fräi vun Zwang décidéiert hunn, vun hirer Aktivitéit als Prostituéiert ze liewen, all noutwendeg Ofsécherungen ze garantéieren? Et sinn dës Ofsécherungen, déi all Mënsch an dësem Land zeguttkommen, wa se net an der Illegalitéit liewen. Mir hu fonnt, datt et net glécklech ass, wann d'Regierung duerch d'Déclaration d'intention en Dossier nach méi an d'Onkloerheet bréngt. Dofir hu mir haut dës Interpellatioun gefrot.

Mir wënschen eis och, datt durech d'Äntwerte vun der Regierung et erëm kloer gëtt, wat, wéi, wéini a firwat dës Regierung nei Aussoe mécht, an erhoffen eis virun allem d'Presentatioun vun engem kohärenten Aktiounsprogramm, dee ressortiwwergräifend ass an deen alle Prostituéierte weiderhëlleft, deen deene Frae weiderhëlleft, déi fräi vun Zwang decidéiert hunn, dës Aktivitéit ze féieren, an déi och en Urecht hunn op Ofsécherungen, wéi all déi aner Leit an dësem Land och.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo d'Madame Marie-Josée Frank.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG), interpellatrice.*- Ech ginn lech nach d'Motioun of.

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, d'Interpellatioun vun haut gëtt eis d'Geleeënheet, erëm iwwert d'Prostitutioun ze schwätzen. D'Prostitutioun ass och nach am 21. Jorhonnert e Gesellschaftsproblem. Dat hu mer elo grad vun der Madame Loschetter héieren. Ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, datt do all d'State gefuerdert sinn.

An deem heikelen Thema bleift nach ëmmer eng Grondfro ze klären: déi vun de Mënscherechter. De 27. Juli 2006 hu mir hei am Haus eng Aktualitéitsstonn gehat, fir iwwert d'Prostitutioun ze diskutéieren an no effektive Léisungsvirschléi ze sichen. An hire jeeweilegen Interventiounen hate sech souwuel d'Familljeministesch wéi och de Justizminister dofir ausgeschwat, de schwedesche Modell méi genee ze studéieren, wuelwëssend, datt mer domadder och net all Problemer géife léisen.

Et war een och zur Konklusioun komm, datt weder d'Aféierung als Beruff eng gutt Léisung wär, nach eng Verlagerung vun der Prostitutioun an eng Maison close d'Problemer géif léisen. Op d'Detailer brauch ech jo haut net anzegoen, well déi si bekannt.

Virun der Vakanz hate mer dann nach eng Question avec débat iwwer eng eventuell Aféierung vum schwedesche Modell fir Lëtzebuerg. D'Madame Minister huet do nach eng Kéier confirméiert, datt et kee gudde Modell géif ginn an datt se am Moment eng liicht Preferenz fir de schwedesche Modell hätt.

Zënter dëser Zäit ass net vill geschitt. D'Prostitutioun geet weider hiren ëbleche Wee a fir vill Fraen ass se leider nach ëmmer ee gelieften, gewollten oder ongewollten Alldag. D'Mënscherechter gi weiderhi violéiert, d'Dignitéit vum Mënsch mat Féiss getrëppelt, souwuel physesch wéi och psychesch Gewalt géint Frae gëtt ausgeübt.

En neie Moment an der Diskussioun iwwert d'Prostitutioun ass komm, wéi mer d'Cartographie vun der Madame Minister de 7. Juli an eiser zoustänneger Chamberskommissioun presentéiert kritt hunn.

Dëse Rapport huet sech awer net mat dem Mënschenhandel an och net mat der Prostitutioun vu Mannerjährege beschäftegt, wat d'Madame Loschetter och elo just gesot huet a wat eigentlech ganz schued ass.

Dëst Dokument gëtt eis endlech eng ganz Rei vun Äntwerten op vill Froen. Mir wëssen elo, wou d'Prostitutioun geschitt, wéi heefeg Gewalt am Spill ass, wat de familiären Hannergrond vun deene Leit ass, déi an der Prostitutioun liewen. Mir wëssen a mir wossten dat och sécher virdrun, datt et all Schichten vun der Populatioun betrëfft, déi Aarm an och déi Räich, déi vun deene sexuellen Déngschtleeschtunge profitéieren.

Vun deenen 30 gefroten huet keng Fra gesot, si géif dat gäre maachen, par contre hu sech zwee Männer awer positiv dozou ausgeschwat.

En ILReS-Sondage seet, datt vun deenen 12% vun de Männer, déi Client sinn, 78% an enger Koppel liewen. Dat léisst ze denken! Awer 0% vun de Fraen hunn e sexuelle Service kaaft.

Här President, den 1. Juli 1998 ass a Schweden e Gesetz zum Schutz vun de Fraen a Kraaft getrueden. Ech hu mer d'Méi ginn, dat am Detail ze studéieren. Aus der Siicht vun de Schweden handelt et sech ëm e Pionéiergesetz. D'Gesetz huet en héije Symbolwäert. Déi legislativ Initiativ huet weltwäit Interesse fonnt, mä et huet awer nach kee Land et nogemaach. An dësem Gesetz gouf d'Prostitutioun kriminaliséiert ausschliesslech op der Säit vun de Clienten. D'Prostituéiert selwer bleiwen also stroffräi.

D'Zilsetzung vun der schwedescher Regierung war deemools éischtens, d'Förderung vun der Gläichstellung vun der Fra, zweetens, de Schutz vu Frae virun der Gewalt vu Männer, drëttens, d'öffentlech Meenung ergo d'Gesellschaft fir d'Bekämpfung vun der Prostitutioun ze gewannen, véiertens, laangfristeg d'Prostitutioun ofzeschafen.

Datt dëst Gesetz a Schweden ëmgesat konnt ginn, hänkt domadder zesummen, datt bei hinnen eng méi éierlech, reell Gläichstellung tëschent Fra a Mann besteet. D'Populatioun erwaart souguer vun der Regierung, datt si mam gudde Beispill virgeet. Duerfir huet d'Gesetz sech och un der Diskussioun iwwert d'Geschlechtergerechtegkeet orientéiert. Si hunn a Saache Gläichstellungspolitik eng ganz aner Approche a sinn eis an der Ëmsetzung wäit viraus.

(M. Marcel Glesener prend la Présidence)

Wat also d'Ëmsetzung vum schwedesche Gesetz ugeet, ass interessant ze wëssen, datt dofir all Joer ongeféier - lauschtert gutt! - eng Millioun Euro zur Verfügung gestallt ginn. Dovunner ass dee gréissten Deel un d'Police gaangen, fir d'Stroosseprostitutioun an de Fraenhandel ze bekämpfen. En aneren Deel ass fir d'Berodung, d'Ënnerstëtzung respektiv fir Programmer auszeschaffe fir déi, déi aus dem Däiwelskrees vun der Prostitutioun wëllen erausgoen. Ausserdeem goufe grouss Sensibiliséierungscampagnë gestart, déi hiert Zil net verfeelt hunn. Interessant ass och: 80% vun der Bevölkerung stinn hannert deem Gesetz.

Wat sinn elo déi konkret Erfahrunge mat deem Gesetz?

Wann et nach keng Evaluatioun gëtt, esou kann een awer Folgendes feststellen: Och wann et bei der Ëmsetzung verschidde Problemer gëtt, virun allem den Noweis, datt géint Geld sexuell Servicer sollten erkaaft ginn, esou huet d'Gesetz dach eng ganz staark symbolesch Wierkung.

D'Öffentlechkeetsaarbecht huet dozou gefouert, datt sech d'Astellung vun der Bevölkerung vis-à-vis vun der Prostitutioun grondleeënd geännert huet. 80% Zoustëmmung schwätzen eng däitlech Sprooch. Indizien, datt Männer hiert Verhalen iwwerduecht hunn an décidéiert hunn, keng Prostituéiert méi opzesichen, sinn e groussen Erfolleg, an dat géif ech mer och fir Lëtzebuerg wënschen.

Als Erfolleg gëtt och gewäert, datt d'Stroosseprostitutioun staark zréckgaangen ass. Et geet een dovun aus, datt d'Zuel vun de Prostituéierten op der Strooss a vun deenen, déi am Internet hir Déngschter ubidden, ëm d'Halschent erofgaangen ass. Et gëtt och Indizien, datt de Fraenhandel ofgeholl huet.

Leider ass onbekannt, wouhin déi Prostituéiert verschwonne sinn. Et gëtt gemengt, datt d'Prostitutioun sech einfach verlagert huet. Expertë mengen, datt se vun der Strooss an den Ënnergrond verlagert ginn ass. Ugeholl gëtt, datt sech d'Prostitutioun a Wunnechte verlagert huet, wou et da ganz schwiereg fir d'Polizei ass, do ze kontrolléieren.

Eent ass sécher: Déi siichtbar Prostitutioun huet ofgeholl. Als ganz positiv ass och ze bewäerten, datt d'Gesetz eng Barrière fir de Mënschenhandel duerstellt an déi offiziell Nofro no sexuellen Déngschtleeschtungen erofgaangen ass.

Leider musse mer och déi aner negativ Säit beliichten. Och wann normal Clienten ofgeschreckt gi sinn, esou sinn d'Problemer mat schwierege Clientë mat ausgefalenen, et kann ee soe kranke Wënsch méi heefeg ginn. Déi ginn de Risiko an, erwëscht ze ginn. Ënnert deene Leit hu virun allem Drogenofhängeg ze leiden, déi opgrond vum Gesetz manner Clientë fannen an doduerch gezwonge ginn, louche Gestalten ze akzeptéieren. Dës Leit si sech der schwiereger Lag vun den Drogenofhängege bewosst an notze se äiskal aus. Ausserdeem ass och festgestallt ginn, datt dës Clientë vill méi brutal géint déi Prostituéiert sinn.

Et hëlleft eis zu Lëtzebuerg näischt, einfach nëmmen e Gesetz aus engem anere Land ze iwwerhuelen. Mir brauche konkret Léisungsvirschléi, fir deene Prostituéierten ze hëllefen, déi wëllen erausklammen. Ech mengen, déi meescht sinn et, déi onfräiwëlleg an der Prostitutioun schaffen.

Här President, säit zu Lëtzebuerg verschidde Cabareten an aner Etablissementer zougemaach gi sinn, ass den Trafic vun de Fraen, also de Fraenhandel aus dem Ausland gebremst ginn. Och wann d'Prostitutioun um Stroossestréch an de leschte Joren jo e bëssen erofgaangen ass, esou kann een awer feststellen, datt och zu Lëtzebuerg sech dat Ganzt méi an Appartementer respektiv a Privatwunnenge verlagert huet.

Dat bréngt awer eng ganz Rei nei an aner Problemer mat sech. Well an deenen eegene véier Wänn kann ee maache wat ee wëllt, do ass den Handlungsraum vun der Police limitéiert. Wéi et deene Frae geet, wat do konkret geschitt, wéi si behandelt ginn, sief et vum Zouhälter oder vum Client, dat kënne mer nëmmen erahnen.

En anere Punkt, deen ëmmer méi problematesch gëtt, ass dee vun den Drogenofhängegen, déi fir bal egal wéi ee Präis hire Kierper verkafen. Ech zitéieren hei gären ee Beispill. Virun zwee Méint hunn ech e Besuch an enger Klinik gemaach. Ech war a Kontakt mat enger Prostituéierter, enger jonker Fra vun 29 Joer, eng Lëtzebuergerin. Si ass mat 21 Joer an d'Prostitutioun eragerutscht. Si huet dräimol probéiert, en Entzuch ze maachen, an déi leschte Kéier, wéi se elo an där Klinik war, huet se mer gesot, datt se op 24 Stonne 15-mol stallgehalen huet an heiansdo nëmme fir een Euro. Ass dat net schrecklech?!

Une voix.- An dat hei zu Lëtzebuerg...

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Jo, hei zu Lëtzebuerg!

(Interruption)

M. le Président.- Oh, Här Mehlen!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Eng vun de Konklusiounen ass, datt et net eng Form vu Prostitutioun gëtt, geneesou wéi et net een Typ vu Prostituéiert gëtt.

Ee vu ville Grënn, firwat Fraen der Prostitutioun noginn, ass de finanziellen Intérêt. Déi eng fir sech e gewëssenen, e bessere Liewensstandard ze leeschten, anerer well se d'Sue brauche fir hir Famill duerchzebréngen, an déi Drogesüchteg, fir hir Sucht ze finanzéieren. Och do ee Beispill: Ech kenne Fraen aus der Grenzregioun, déi an der Prostitutioun hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi wéivillmol d'Woch mam Zuch erofkommen, hei hirer Aktivitéit noginn an duerno erëm zréck an hiert Land fueren an dann do am Dag hire Stot maachen an hir Kanner erzéien. Wat soll aus deenen aarme Kënnercher ginn?

D'Cartographie huet eis nach eng Kéier kloergemaach, datt et net eng eenzeg Léisung fir de ganze Problem vun der Prostitutioun gëtt, an dat mécht d'Diskussiounen deementspriechend komplex. Mir mussen et fäerdeg bréngen, an do si mer vun der Politik responsabiliséiert, fir deenen ze hëllefen, déi onfräiwëlleg an der Prostitutioun schaffen. Ech wollt duerfir vläicht e puer Iwwerleeungen an d'Diskussioun bréngen.

Mir wëssen, datt d'Majoritéit vun de Prostituéierten plangt eigentlech nëmmen eng kuerz Zäit an der Prostitutioun ze schaffen, heefeg mam konkreten Zil virun Aen, wéi zum Beispill den Ofbau vun hire Scholden. Oder awer, well se mat Loveren a Kontakt komm sinn, an déi se sech verléift hunn, wat awer keng Léift ass, an déi se erëm fale loosse wéi eng Salztut.

Dann hu mir eng grouss Responsabilitéit vis-à-vis vun eisen Drogenofhängegen a mir mussen deenen hëllefen, déi probéieren aus hirer Sucht ze entfléien. Duerfir brauche mir konkret Ausstiegsprogrammer fir Prostituéiert. Dat musse spezifesch Programmer sinn, déi wierklech en Ausstieg erméiglechen.

Déi Prostituéiert mussen op eng adequat Prise en charge kënnen zréckgräifen. Déi Prostituéiert brauchen ee festen Uspriechpartner, wou se zu all Moment an hirem Entzuch kënne begleet ginn. Esou eng Aart Tuteur. Well déi Leit, déi mussen an hirem sozialen, gesondheetlechen a psycheschen Ëmfeld gestäerkt ginn. Grad an dëser Ëmbrochphas ass eng kompetent Begleedung vun héchster Bedeitung, wann en Ausstieg positiv soll ofgeschloss ginn.

Fir datt den Ausstieg ka geléngen, brauchen déi Fraen eng Perspektiv. Virun allen eng berufflech Perspektiv. Et muss ee jo wëssen, datt d'Prostituéiert hiert eenzegt Akommes opginn an alles hannert sech loossen, wa se wëllen erausklammen. Kréie se dës Perspektiv net, da mengen ech brauche mer guer net unzefänken ze diskutéieren.

Well awer dës Fraen oft keng oder nëmme wéineg berufflech Qualifikatiounen hunn, ass et ganz schwiereg, si erëm op dem Aarbechtsmaart ze integréieren. Bei eeleren ass et nach vill méi schwiereg wéi bei jonke Fraen. Berufflech Ausbildung, Weiderbildung oder Formatioune sinn eminent wichteg. Dernieft brauche mer awer och e Centre d'accueil, fir ze encadréieren. Beispiller wéi zum Beispill de Colabor, dee Leit engagéiert, fir mat hinnen e Wee ze goen a se erëm op d'Beruffswelt virzebereeden, déi brauchen natierlech och déi néideg finanziell Mëttel fir hirer Missioun nozekommen.

Och déi Fraen, déi wëllen erausklammen, musse finanziell ënnerstëtzt ginn, well soss ass et erëm nëmmen e klenge Schrack zréck an d'Prostitutioun.

Dat alles kascht eng Staang Geld. Si mir bereet, dat ze bezuelen?

Well dës Fraen hunn och nach Ziler an hirem Liewen, nämlech e bessert Liewen. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens.

Wat déi Drogenofhängeg ugeet, begréissen ech ausdrécklech de Fait, datt am Kader vun der Diskussioun iwwert déi zukünfteg Fixerstuff eng Motioun gestëmmt ginn ass, wou an Zukunft et zu enger kontrolléierter Drogenabgab soll kommen. Natierlech stelle sech hei eng ganz Rei vu Froen, virun allem juristescher Natur. Mä ech mengen oder hoffen zumindest, datt mer duerch dës Mesure op d'mannst d'Beschafungsprostitutioun aus dem Wee geraumt kréien.

Well et ass dëse Mënsche meeschtens egal, wéi vill si fir hire sougenannte Service bezuelt kréien. Hiert Zil heescht nëmmen d'Geld iergendwéi zesummenzekréien, fir sech erëm hiren nächste Schoss kënnen ze leeschten, an dat vun engem Dag zum aneren.

Déi kontrolléiert Drogenabgab hätt och zum Virdeel, datt se vun enger adequater Betreiungsstruktur profitéiere kéinten, déi se erëm op dem Wee an en normaalt Liewe kéint begleeden.

Et gëtt keng Regierung op der Welt, déi et fäerdeg bréngt, d'Prostitutioun ganz aus der Welt ze schafen. Mä mir mussen no Weeër sichen a geziilt Mesuren ergräifen, punktuell awierken an dat Beschtméiglecht fir déi Concernéiert maachen. Dat muss eis Zilsetzung fir d'Zukunft sinn.

Wéi e Modell elo schlussendlech mir zu Lëtzebuerg uwende wëllen, ob et dee schwedesche Modell ass, mer eis um däitsche Modell inspiréieren oder un anere Modeller. Duerfir plädéieren ech, dass mer an engem Hearing d'Vir- an d'Nodeeler vun den eenzelne Modeller an den eenzelne Länner analyséieren an duerno Konklusiounen zéien.

Jo, mir bleiwen an der Grondfro. An d'Grondfro ass d'Mënscherechtsfro. Ass et normal, datt mir als Gesellschaft akzeptéieren, datt Leit an haaptsächlech Fraen hire Kierper fir d'sexuell Befriddegung vun engem anere verkafen?

Wann et esou normal wier, da musse mer och bis zum Schluss denken a soen: Okay, et ass e Beruff wéi all aner, mat alle Konsequenzen. Da mussen déi Leit kënnen an d'ADEM ageschriwwe ginn. Si missten eng Sécurité sociale hunn. Si misste Recht op Krankegeld kréien, op ee Congé, op d'Pensioun. Si musse Recht op Chômage kréien. Ech denken net, datt mer esou wäit wëlle goen, an ech hoffen, datt mer eis doranner all eens sinn.

Well d'Notzer vun der Prostitutioun, dat wësse mer, sinn d'Männer. Ech hat et éinescht gesot, 12% am Sondage vum Mega hu sech derzou bekannt, datt si bei d'Prostituéiert ginn.

Wat soen déi aner, also déi grouss Majoritéit, déi net op Prostituéiert zréckgräifen? Si toleréieren dat vun hiren Homologen, mat deem Argument, datt et entweder Männer sinn, déi keng Fra fannen, oder einfach well déi Fraen doheem, wéi se esou soen, et net bréngen. Oh, wéi schrecklech!

Op dësem Punkt géif ech mer awer da gären d'Fro stellen, ob si et dann awer ëmmer esou bréngen oder op d'Prostitutioun hinnen einfach erlaabt, keen Effort ze maachen, fir eng gemeinsam, gedeelten, erfëllte Partnersexualitéit ze liewen. An hei feelt et u ganz vill Sensibiliséierungsaarbecht bei de Männer.

Mir brauchen also eng geziilt Opklärung an Enttabuiséierung vum Thema vun der Sexualitéit. Et kann net sinn, datt d'pornographesch Duerstellung, där mir ëmmer méi a méi ausgesat sinn, d'Norm vun enger normaler Sexualitéit gëtt, wou et nëmmen ëm dee visuelle Stimulus geet a wou et net méi ëm Gefiller vu Léift geet.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn nach e wäite Wee ze maachen, an zwar net nëmmen um nationalen, mä um europäesche Plang en interministerielle Grupp ze etabléieren, dee sech mat där ganzer Problematik befaasst, well soss verlagere mer d'Problemer vun engem Land zum aneren.

Ech kommen zum Schluss: Soulaang et heiheem an an der Welt nach ëmmer Frae gesinn, déi nëmmen iwwert de Wee vun der Prostitutioun kënne liewen oder iwwerliewen, soulaang et Mënsche gëtt, déi doduerch, datt si kënne mat enger Prostituéiert schlofe goen, en Deel vun hirer Liewens-

qualitéit verbesseren an d'Würd vun der Fra violéieren a mat Féiss trëppelen, soulaang ass d'Politik an der Responsabilitéit!

Do musse mer Weeër sichen, wou d'Würd, d'Recht an de Respekt vum Mënsch Prioritéit hu fir d'Prositutioun ze bekämpfen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Als nächste Riedner ass den Här Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo net fir d'éischt, datt an der Lescht d'Chamber sech mat der Situatioun vun der Prostitutioun ausenanersetzt. Ech wëll dann och gläich eise Fraktiounskolleeg, de Xavier Bettel, entschëllegen, deen eigentlech eise Fachmann an där doter Matière ass.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech wëll mech excuséieren, falls ech net mat därselwechter Sachkenntnis an och mat senger Aart a Weis kann un dee Sujet do erugoen.

Datt mer hei diskutéieren, dat weist, datt et e Problem ass. Datt et e Problem ass, gesi mer, wa mer d'Zeitung opschloen, gesi mer, wa mer duerch eis Uertschafte fueren, gesi mer, wa mer op den Internet ginn, gesi mer, wa mer d'Zeitung liesen, iwwer gewësse Geriichtsprozesser d'Rapporte liesen. Alles dat soll eis net egal sinn, mä mir sollen eis d'Fro stellen: Wéi kann d'Prostitutioun organiséiert sinn? A wat sinn déi Phenomeener bei der Prostitutioun a ronderëm d'Prostitutioun, déi mer op jidde Fall wëllen évitéieren?

Eiser Meenung no solle mer op jidde Fall kucken, datt alles dat, wat net fräiwëlleg geschitt an der Prostitutioun, wou Leit - Männer a Fraen - zur Prostitutioun gezwonge ginn, muss ënnerbonne ginn, datt mer do de ganze juristeschen Arsenal mussen opwenden, a wann et muss sinn, och musse légiféréieren, fir datt mer deem kënnen Einhalt gebieten. Alles dat, wat mat Mënschenhandel, Fraenhandel ze dinn huet, kann net ënnerstëtzt ginn, kann de Stat net toleréieren. Alles dat, wat mat Proxénétisme ze dinn huet, de loin ou de près, kann net d'Ënnerstëtzung vum Stat a vun der öffentlecher Hand fannen.

Et gëtt aner negativ Effetë vun der Prostitutioun, esou zum Beispill op d'öffentlech Gesondheet, op d'ganzt kriminellt Ëmfeld, dat sech jo och am Donschtkrees vun der Prostitutioun ganz wuel ze spiere schéngt a sech do festsetzt. Et soll och eis Ambitioun sinn, fir d'Situatioun vun deene Leit, déi sech prostituéieren, ze verbesseren. Mir musse se besser schütze géint d'Gewalt; well dat ass eng Realitéit hei am Land, d'Gewalt géint d'Prostituéiert. Mir sollen och kucken, datt déi, déi sech prostituéieren, eenegermoossen human Aarbechtskonditiounen dobäi fannen. Fir déi Ziler do ze erreechen, musse mer eise legislativen Arsenal op de Leescht huelen, musse mer analyséieren a musse mer kucken, wou mer kënnen den Hiewel usetzen, fir d'Situatioun fir déi Betraffen ze verbesseren.

Elo gëtt vun engem schwedesche Modell geschwat, deen d'leschte Kéier an der Debatt e bëssen esou als Allheelmëttel duergestallt ginn ass. Ech héieren awer elo schonn, wann ech menge Virriednerinne gutt nogelauschtert hunn, datt en awer eng ganz Rei vu Froen opwerfe géif. Eiser Meenung no géif de schwedesche Modell wierklech eng Rei vu Froen opwerfen. Froen, déi mer sollen eescht huelen, éier mer eis an iergendeng konkret Richtung lancéieren.

Nieft all deenen Hëllefen a Moossnamen, déi gebuede ginn, fir Leit aus der Prostitutioun erauszekréien, nieft all deem, wat organiséiert gëtt, fir deene Leit, déi an der Prostitutioun dra sinn, hir Liewenssituatioun awer eenegermoossen erträglech kënnen ze gestalten, ass d'Kärelement vun deem schwedesche Modell, datt de Client bestrooft gëtt, wann hien d'Servicer vun enger Prostituéiert oder vun engem Prostituéierten an Usproch hëlt.

Dat riskéiert eiser Meenung no dozou ze féieren, datt schlussendlech d'Prostitutioun sech nach méi an engem däischtere Raum ophält, datt mer se nach méi an d'Clandestinitéit ofdrécken an datt se wierklech schlussendlech ganz a komplett am kriminelle Milieu stattfënnt. Do musse mer wëssen, datt dann de Stat, och d'Uerdnungskräften, manner Kontrollméiglechkeeten hunn, wa mer et esou wëllen organiséieren.

Mir wëssen dann och, datt d'Prostitutioun herno nach wierklech just op Plaze stattfënnt, sief et an Appartementer oder anzwousch aneschters, wou se net öffentlech visibel ass, wou se ganz wéineg zougänglech ass. Och dat, mengen ech, dréit net onbedéngt zur Sécherheet an zu besseren Aarbechtskonditioune fir déi Leit, déi finalement sech awer prostituéieren, bäi.

Oft ass d'Police och op d'Kollaboratioun vu Prostituéierten ugewisen. Och hei beim schwedesche Modell kann ee sech d'Fro stellen, ob dat an deemselwechte Mooss nach de Fall wär, ob net déi Leit, déi sech prostituéieren, nach méi retizent géife ginn, fir mat den Uerdnungskräfte kënnen a wëllen zesummenzeschaffen.

A well d'Prostitutioun net méi am öffentleche Raum oder net méi visibel soll kënnen do stattfannen, riskéiert et, datt herno d'Vermëttlung tëscht Prostituéierten a Clienten nach just iwwer Zouhälter ka funktionéieren, an domadder nach eng Kéier déi kriminell Réseauen, an deenen d'Prostitutioun haut leider zum Deel schonn dran ass, nach emol gestäerkt ginn. Et ass och virdru scho gesot ginn, datt et herno éischter wäerten déi krank Clienten - déi pervers Clienten - sinn, déi nach wäerten dann an iergendwellechen däischteren Ecker op Servicer vu Prostituéierten zréckgräifen, an eigentlech net déi, déi et bis ewell esou gesinn hunn, datt se eng Déngschtleeschtung géifen akafe goen.

Wa mer e Modell siche fir Lëtzebuerg, da musse mer awer och déi spezifesch Konditioune kucke fir Lëtzebuerg. E schwedesche Modell oder e belsche Modell ass hei ugeschwat ginn. En däitsche Modell elo ze transposéieren op d'Situatioun vu Lëtzebuerg, kann net vill ginn, wa mer net déi spezifesch Situatioun vu Lëtzebuerg considéréieren. De schwedesche Modell kéint et do jo ganz einfach maachen.

Mir verbidden d'Prostitutioun, a virun allem mir bestrofen de Client hei am Land. Mir wësse jo awer, datt mer oppe Grenzen hunn, datt zu Arel an zu Tréier sech esou munches deet, an datt et net wäit ass bis dohin. Da kënne mer soen: D'Prostitutioun fënnt net méi hei statt, mä jiddfereen, deen da wëllt op d'Servicer zréckgräifen, dee geet an dat not Ausland. Dat wär vläicht eng typesch lëtzebuergesch Solutioun, mä mir hätten domadder de Problem un der Wuerzel mat Sécherheet net geléist.

E Lëtzebuerger Modell kéint eiser Meenung no sinn - an et ass net fir d'éischt, datt mer et hei als Demokratesch Partei soen; mir hunn et och schonn a Wahlprogrammer stoe gehat, bis ewell leider ouni groussen Erfolleg, well mer wéineg Partner fonnt hunn, fir et ëmzesetzen -, fir op de Wee ze goen, fir d'Prostitutioun ze reglementéieren, fir ze kucken a wat fir engem Kader datt se ka stattfannen, fir zum Beispill op de Wee vun engem Eroscenter ze goen, fir zum Beispill op de Wee vun enger Carte professionnelle sanitaire ze goen. Dat kéint e Lëtzebuerger Modell sinn, wou mer der Realitéit Rechnung droen, datt d'Prostitutioun nun eben emol stattfënnt, datt mer se net kënne verbidden.

Et gëtt eng ganz Rei vu Gesellschaftsphenomeener - wéi Prostitutioun, wéi Drogemëssbrauch, wéi Gewalt, wéi Misär -, déi mer net kënne per Gesetz ofschafen, wou et eng Realitéit ass a wou et besser ass, datt mer et akzeptéieren, datt et déi Phenomeener gëtt, awer datt mer kucken, dat, wat am Donschtkrees vun deene Phenomeener stattfënnt, kanaliséiert ze kréien, datt mer dat, wat do wierklech kriminell ass, wat wierklech mënscheveruechtend ass, wat wierklech géint d'Dignitéit vum Mënsch verstéisst, mat dem ganze juristeschen Arsenal verbidden, mä datt mer dat, wat anscheinend awer och zum Deel an der Natur vum Mënsch läit, akzeptéieren an awer kucken, datt et ënner proppere Konditioune ka stattfannen.

Dat wär eis Approche - d'Approche vun der Demokratescher Partei -, fir eng Solutioun ze fannen am Beräich vun der Prostitutioun. Ech weess, datt net jiddferee wëllt mat op deen dote Wee goen. Ech mengen, datt awer déi doten Approche deeselwechte Respekt verdéngt, wéi all déi aner Léisungsvirschléi, déi ech hei héieren hunn an nach wëll héieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Err. Madame Err, ech ginn Iech d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo als Véierten op dëser Tribün hei net ganz einfach, eng Reaktioun op dat ze bréngen, wat mer bis elo héieren hunn, well mir hunn esou queesch duerch de Gaart e bësse vun allem héieren, wat een zu deem Thema ka soen.

Ech wollt fir d'éischt e puer prinzipiell Remarquë maachen an da probéieren eng Duerstellung ze maache vun deem, wat et un theoretesche Méiglechkeete gëtt, nodeem ech Iech gesot hunn, wéi et zu Lëtzebuerg funktionéiert, fir Iech ze soen, wat d'Fraen, déi an der Prostitutioun selwer schaffen, sech géife wënschen - well et ass dat, wat d'Décisioun vum Conseil national des Femmes ass, déi gëschter geholl ginn ass an déi mer de Moie matgedeelt ginn ass -, an da probéieren op esou eng typesch Lëtzebuerger Léisung ze kommen, déi awer net, wéi elo hei vu mengem Virriedner ugeklongen ass, soll zu enger Nischepolitik op dësem Punkt ginn. Ech mengen, dofir ass d'Thema awer ze eescht.

Ech mengen, dass et wichteg ass ze soen, dass, wa mer iwwer Prostitutioun schwätzen, dat manner eng Saach vu Sex ass, also och vu Moralvirstellungen, mä virun allem eng Saach vu Muecht a virun allem eng Saach vu Fric. Entre-temps gëtt de Benefiss vun deem Geschäft ronderëm de Sex ënner all senge Formen op fënnef bis siwe Milliarden Dollar d'Joer geschat.

Mir mussen also wëssen, dass dat heiten e ganz komplext Thema ass, dat net, a wierklech zuallerlescht, nëmme Moralvirstellunge begräift, mä et betrëfft d'Migratioun, et betrëfft den Droit pénal, et betrëfft Gesondheetsfroen, mä et huet och - wa mer wëssen, dass fënnef bis siwe Milliarden Dollar d'Joer do brasséiert ginn - en ekonomeschen Aspekt, dee sécherlech bei dem Choix vun deem engen oder deem anere Land net onerhieflech zur Décisioun bäigedroen huet.

Véier Millioune Frae ginn der UNO-Schätzung no am Joer traitéiert, fir d'Prostitutioun mat frëscher Wuer ze beliwweren, well et ass anscheinend nëmme wann et e Roulement ass vun de Fraen, déi an der Prostitutioun schaffen, dass d'Geschäft blitt, dat ass also den Trafic an den Transport an den Tourismus. De Sextourismus ass also en Élement clé vun dësem Wirtschaftszweig.

Zwee Wierder vläicht just zur Areiung wou Lëtzebuerg steet am internationale Vergläich. Et gëtt generell gesinn dräi Systemer, an déi een d'Législatioun iwwert d'Prostitutioun kann areien:

Dat éischt sinn d'Prohibitionisten; dat sinn déi, déi verbidden, dass d'Prostitutioun soll stattfannen. Si fënnt natierlech awer statt. Dat ass zum Beispill de Fall an den USA, an Albanien, a Rumänien an an der Ukraine.

Da gëtt et Legalisatiounslänner; dat sinn Däitschland, d'Belsch an Éisträich, d'Schwäiz entre-temps och deelweis; déi reglementéieren d'Prostitutioun. Si mussen awer, fir dat ze maachen, aus der Konventioun vun 1950 vun New York austrieden, well déi am Fong fir d'Ofschafung vun der Prostitutioun plädéiert.

An da gëtt et eng drëtt Rubrik vu Länner, zu deene gehéiert Lëtzebuerg, Abolitionisten. Abolitionisten net vun der Prostitutioun, well déi Illusioun huet ni ee sech gemaach, mä Abolitioniste vun all Reglementatioun, déi d'Prostitutioun ubelaangt.

An do si mer erëm an enger typesch Lëtzebuerger Situatioun. Mir sinn an der Kategorie vun den Abolitionisten, well d'Prostitutioun gëtt bei eis net condamnéiert. Et gi just Proxénétismus a Racolage pénaliséiert. Allerdéngs ass mir aus deene leschte Joren, vun 1984 un, wou d'Gesetz gestëmmt ginn ass, kee grousse Proxénètëprozess bekannt, wat weist, wéi schwéier et ass, och dann, wann een eng kloer Gesetzgebung an där Matière huet.

Dann ass et kloer, mir sinn an deem Regime vun deene Leit, déi keng Reglementatioun wëllen huelen. Mir gesinn dann awer, dass Reglementer um Niveau communal, an der Stad notamment, geholl ginn, Reglementer, déi soen, wou d'Strooseprostitutioun ka stattfannen, vu wéi vill Auer bis wéi vill Auer, etc., an dass natierlech och en fonction vun deene Reglementer vun der Stad Lëtzebuerg kënnen Amendë kommen, déi Contraventiounen zu engem Gemengereglement duerstellen.

Duerfir denken ech, Madame Loschetter, dass du moins dee leschten Alinea vun Ärer Motioun souwisou net ka stoe bleiwen - «…à recommander aux forces de l'ordre de ne pas appliquer lors de situations de 'racolage' les règles de poursuite pour délits d'outrages publics aux bonnes mœurs» -, well éischtens kënne mir jo net d'Police froen, fir eng Infractioun, déi dem Gesetz no besteet, net ze poursuivéieren. Entweder musse mer d'Gesetz änneren, wa mer dat wéilten, oder och net. Mä, souwäit ech et weess, ginn déi Condamnatiounen, déi Amenden - ech hu jiddefalls hei e Modell vun enger Ordonnance pénale - géint d'Stater Reglement, notamment den Artikel 48. Do sidd Dir jo gutt placéiert, fir dat ofzeschafen, wann Dir wëllt hunn, dass keng Poursuitë méi op deem Punkt stattfannen.

Et ass wichteg ze soen, dass déi Reglementer am Fong jo nëmme just - loosse mer soen - fir d'Regulatioun vum Stroosseverkéier ze vereinfachen erauskomm sinn. Et ass awer esou, dass se d'Fräiheet vun de Fraen, do ze zirkuléieren, terribel aschränken, an et ass schwéier fir, wann eng Fra, iergendeng Fra, zu enger ongudder Zäit zirkuléiert, där nozeweisen, oder si kann natierlech och net de Contraire beweisen, ob si racoléiert oder ob si net racoléiert. Also mengen ech, sinn och déi Reglementer do eigentlech komplett ausserhalb vun där Rumm, an där eigentlech eng Gesetzgebung misst sinn, wann een déi Regelen, déi am Rapport vum Conseil de l'Europe ugeholl gi sinn, géif hei zu Lëtzebuerg wëllen ëmsetzen.

Ech wëll dann dräi Wierder soen iwwert déi zwee Systemer, déi an der Konkurrenz sinn. De System, deen et an Däitschland gëtt, dat heescht d'Legalisatioun, d'Prostitutioun als en normale Beruff, mat Sécurité sociale a mat allem Drun und Dran etabléieren, wat deen Nodeel huet a wat deen Nieweneffekt huet, dass natierlech ënner esou enger Gesetzgebung nëmmen déi Leit, déi régulier an engem Land sinn, kënne vun esou enger Gesetzgebung profitéieren - wann iwwerhaapt.

Ech liesen Iech vläicht vir, wat leschte Mount an enger franséischer Zeitung stoung, déi ech zoufälligerweis gelies hunn deen Dag, ier mer d'Debatt am Conseil de l'Europe haten. An den „Dernières Nouvelles d'Alsace" stoung: «Amsterdam paie 15 millions d'euros pour nettoyer son Quartier rouge alors que la municipalité considère l'endroit comme un lieu d'esclavage moderne et un repaire du crime organisé. Aujourd'hui, on a affaire à du trafic de femmes, à de l'exploitation et à toutes sortes d'activités criminelles.»

Ech wëll domadder net soen, dass den hollännesche Modell schlecht ass. Ech wëll domadder just soen, dass deen hollännesche Modell, deen d'Apparencë vun der Transparence huet, vun der Kloerheet, vun der Absence vun der Hypokrisie, déi heite Konsequenzen huet: Clandestinitéit also fir all Fraen, déi net an der Legalitéit sinn, doduerjer Trafic, Esclavage, etc.

Déiselwecht - loosse mer soen - ongutt Nieweneffekter huet allerdéngs och de schwedesche Modell, dee prinzipiell an enger Haltung ass, déi mir perséinlech vill méi sympathesch ass wéi d'Legalisatioun, well ech fannen, dass et eigentlech net ze vertrieden ass fir ze behaapten, dass d'Prostitutioun e Beruff wier wéi all déi aner. Prostitutioun ass kee Beruff, mä dat ass eng Manéier, wéi ee säi Liewe verdéngt, an ouni wëllen deene Leit ze no ze trieden, déi dat maachen, mengen ech net, dass ee soll deem e Statut ginn, wat iwwert dat erausgeet, wat am ureegenen Intérêt vun deene Fraen ass, dat heescht d'Sécurité sociale.

An do ass et hei zu Lëtzebuerg - an heiansdo ass et jo ganz gutt, wéi pragmatesch d'Situatioune sinn - esou, dass déi Fraen, déi als Indépendant schaffen, also volontaire sech der Prostitutioun higinn, sech als Travailleur indépendant kënne mellen. Wa se dat da wëllen, da si se krankeverséchert a pensiounsverséchert. Mir hunn also zu Lëtzebuerg vläicht zoufälleg - ech weess net, wéi et méiglech ass - am Fong den Haaptavantage vun der Legalisatioun vum Statut, ouni dass mer d'Legalisatioun brauchen, fir dass d'Frae sech kënne weider versécheren.

Mir bräichten d'Legalisatioun awer de Frae selwer no, mat deene mer viru kuerzem zu e puer geschwat hunn, déi eigentlech net wëllen, dass, wéi an Holland oder an Däitschland, si de Stempel vun der Prostituéierten op hirem Dossier hunn. Si soen, mir hunn zwar eng Sécurité sociale, mä mir hu keng Sécuritéit an der Ausübung vun eisen Aktivitéiten. Dat heescht, mir sinn am Fong harceléiert vu Leit, vu Voyeuren oder vun Autoritéiten, well et keng Plaz gëtt, wou een zu Lëtzebuerg um Stroossestrëch kann „schaffen" - zwëschent Gänseféisercher -, ouni iergendwéi a Kontakt mam Public ze sinn, während dat an anere Regimer, wéi an Däitschland oder an Holland zum Beispill, virgesinn ass, dass et Plaze gëtt, wou een onbehellegt vu Passanten an anere Voyeu-

ren oder Autoritéite ka säi Geld op déi Aart a Weis verdéngen.

Ech muss soen, dass dat mir net déi ideal Léisung schéngt ze sinn, mä ech fannen awer, dass een net kann iwwert de Kapp ewech vun deene Fraen, déi concernéiert sinn, eppes maachen, well et sinn déi Fraen, dären hiren Intérêt misst duerch eng Gesetzgebung respektéiert ginn. Et kann een net eppes iwwert de Kapp vun deene Concernéierte selwer ewech décidéieren.

Et kann ee sech froen, de schwedesche System, dee geet dovunner aus, dass d'Prostitutioun eng Violatioun vun de Mënscherechter ass, eng Atteinte un d'Dignitéit vun de Fraen. Domadder ass villes gesot. De Client gëtt bestrooft, an ech fannen, dass et interessant ass, fir eng Kéier emol ze gesinn, dass et net nëmmen d'Frae sinn, déi schëlleg sinn, well an der Prostitutioun ass ee jo du moins zu zweet, an et ass eigentlech anormal, dass bis dohinner ni dru geduecht ginn ass, dass een och kéint vum pénale Standpunkt aus d'Affär vun där anerer Säit kucken.

Dobäi wëll ech awer vu virera soen, dass ech net der Meenung sinn, dass a Saache Prostitutioun d'Strofrecht kann de Problem aus der Welt schafen, ob een elo deen een oder deen aneren, de Client oder d'Prostituéiert selwer, wëllt iwwert d'Strofgesetz ubelaangen. Ech sinn der Meenung, dass jiddfereen, deen un engem Acte de prostitution verdéngt, dass do Poursuitë misste sinn, mä net géint déi Leit, déi direkt concernéiert sinn duerch d'Prostitutioun.

Den Nodeel vum System a Schweden ass: Esou schéin, wéi en am Prinzip ass, an esou richteg wéi en och ass, dass e seet, mir mussen op d'Demande agéieren an déi bestrofen, duerch déi et esou vill Prostitutioun an Trafic gëtt - an dat ass eben de Client -, dat heescht awer net, dass duerfir keng Prostitutioun méi a Schweden stattfënnt. Och do gëtt et clandestine Prostitutioun an och do ass et esou, dass déi Fraen, déi ausserhalb vum legale Kader schaffen, am Fong deene Violencen ausgesat sinn, wéi dat grad de Fall ass och beim hollännesche System fir déi, déi keng Pabeieren hunn. Si kënnen also och net vun där Protektioun profitéieren, déi dat hollännescht Gesetz par ailleurs hinne kënnt bidden.

Elo kéint ee sech virstellen, dass Lëtzebuerg, wat jo bis dato och nach ëmmer net eng Insel ass a souwisou den Aflëss vun den Nopeschlänner sech schlecht entzéie kann, sech eng Léisung géif afale loossen, déi wierklech op Lëtzebuerg kënnt passen, dat heescht, dat wat ugekënnegt ginn ass vun der Interpellantin, fir emol ze kucken, dass déi Servicer, déi de Prostituéierte gebuede ginn, besser ausstaffiéiert ginn, moyensméisseg, dass vläicht méi Personal do wier an et vläicht méi Projete géife ginn, fir deene Fraen d'Méiglechkeet ze ginn, erauszekommen, wa se da wëllen.

Dann och wat d'Drogenofhängegkeet ubelaangt, besonnesch am Prostituéiertemilieu, misste vläicht nei Weeër gaange ginn, fir déi Fraen, déi am Fong aus kierperlecher Ofhängegkeet vun den Droge sech selwer verkafen, fir hirer Sucht kënnen nozekommen, prioritär kënnen ze behandelen.

Et kéint ee sech virstellen, dass een déi Fraen, déi an der Prostitutioun schaffen, dovunner iwwerzeege kënnt, dass se d'Méiglechkeet hunn, sech ze assuréieren, wa se dat da solle wëllen, a sech par ailleurs haaptsächlech drop konzentréieren, jiddfereen ze poursuivéieren, deen indirekt - oder d'Zwëschenhändler souzesoen - vun der Prostitutioun profitéiert.

Ech mengen, dass et net normal ass, dass an engem Land, wou esou villes leeft, och op dësem Gebitt... Obscho sech anscheinend d'Situatioun terribel verbessert huet, zënter dass eise berühmten Artistinnevisa ofgeschaaft ginn ass. Well du coup hu mer amplaz 18 Agencen der nach dräi, déi Artistinne vermëttelen. Du coup ass anscheinend och trotzdeem an den einschlägege Lokaler manner lass. Ech denken trotzdeem net, dass mer et och domadder fäerdeg bruecht hunn, de Phenomeen ze ënnerbannen. Et misst ee sech virstellen, ob ee muss eng genee Richtung hu vun deenen, déi et elo scho gëtt, oder ob een eng Zwëscheléisung fënnt.

Ech wéilt virun allem awer eppes soen, an zwar, dass ech net mengen, dass mer nach musse studéieren, wéi dat a Schweden leeft oder wéi dat an Däitschland leeft, well et gëtt ellelaang Etüde vun der UNO, vun internationalen Organisatiounen, déi dat gemaach hunn an déi am Fong op ganz kloer Konklusioune kommen:

Et gëtt kee System, dee gutt ass, well iwwerall bleift d'Prostitutioun bestoen an der Clandestinitéit. Mä eppes ass wichteg ze soen, dass de schwedesche Modell deen enorme Niewenavantage huet, dass doduerch, dass d'Clientë bestrooft ginn, den Trafic, de Mënschenhandel, net méi interessant ass, well déi Fraen, déi a Schweden géifen trafiquéiert ginn, do vill manner abréngen, wéi wa se an engem Land importéiert oder schaffe gelooss géife ginn, wou d'Prostitutioun legaliséiert ass, esou dass den Nieweneffekt vun där Gesetzgebung ee groussen ass, wat de Fraenhandel ubelaangt.

Iwwregens ass et menger Meenung no reng onméiglech ze beweisen, ob oder ob net eng Fra als volontaire Prostituéiert schafft, well et gëtt einschlägeg Literatur, déi seet, dass déi Fräiwëllegkeet ëmmer eng ganz relativ ass, well net nëmmen déi ekonomesch Nécessitéit, mä och psychologesch, sozial an aner Argumenter erklären, dass déi Décisioun, dass eng Fra hiert Liewen op déi Aart a Weis verdénge wëllt, iergendwou ëmmer enger Contrainte entsprécht.

Zéng Grënn, Här President, an ech hat schonn eng Kéier bei enger viregter Geleeënheet déi zéng Grënn gesot, firwat een net soll legaliséieren, dat heescht einfach kopéieren, wat an Däitschland an an Holland ass.

Ech ka se ganz kuerz soen:

Éischtens ass et e Cadeau fir d'Proxénèten. De Beweis gëtt erbruecht doduerjer, dass a Spuenien actuellement Exploitantë vun Hotellen, wou Prostitutioun bedriwwe gëtt, sech als Syndikat zesummegedoen hunn an d'Legalisatioun froen, also net d'Fraen, déi do schaffen, mä d'Exploitantë vun den Hotellen. Dat seet a sech genuch.

Zweetens, well d'Legalisatioun an d'Dépénalisatioun vun der Prostitutioun d'Exploitation sexuelle vun de Kanner a vun de Fraen encouragéieren, well wann et legal an normal ass, dann ass jo keng Hemmschwell méi do, da gëtt et am Fong eng Normalitéit.

Den drëtte Punkt ass, dass d'Legalisatioun zur Expansioun net nëmme zur Prostitutioun, mä och zum Mënschenhandel féiert.

Véiertens, dass et an der Legalisatioun gradesou d'Prostitution clandestine souterraine an illégale gëtt, wéi am schwedesche System.

Fënneftens, dass déi Legalisatioun och d'Prostitutioun vun de Kanner an d'Luucht dreift, och da wa mer wëssen, dass dat ganz schwiereg festzestellen ass.

D'Legalisatioun protegéiert och net d'Fraen, déi do schaffen, an dat geet och aus deem Bericht ervir vun iwwer Amsterdam, wou d'Frae selwer gesot hunn: Och eise System beschützt eis net, d'Gesetz beschützt virun allem déi, déi dat déckt Geld domadder verdéngen an déi Verbindungen an all Milieuen hunn.

De siwente Punkt ass, dass d'Legalisatioun ganz kloer d'Demande augmentéiert, well d'Offer méi grouss ass.

An déi aacht Ursaach ass, dass et ganz schiedlech ass fir d'Gesondheet vun de Fraen, well wann alles bis legal ass, da gëtt och egal wat vun de Frae verlaangt a forcéiert, esou dass dat fir d'physesch an d'psychesch Gesondheet vun de Frae sécherlech net nëtzlech ass.

Déi néngt Ursaach ass, dass et de Fraen absolut net méi Ursaache bitt fir den Ausstieg, an ech mengen dat kéinte mir maachen ouni un d'Gesetz erunzegoen.

An déi lescht Ursaach, dat ass, dass déi Fraen, déi an der Prostitutioun schaffen, selwer net d'Legalisatioun froen. Datselwecht beweist sech jo hei zu Lëtzebuerg, wou ganz kloer d'Frae praktesch Organisatiounssaache froen an Informatioun iwwert d'Sécurité sociale. D'Sécherheet inklusiv d'sozial Sécherheet, mengen ech, kënnte verbessert ginn an der Situatioun, wou mer dra sinn, an dann hätte mer zwar nach ëmmer net d'Konklusioune vum Conseil de l'Europe sengem Bericht befollegt, dee seet, et misst een eng kloer Linn hunn, mä wa mer et ouni kloer Linn géife fäerdeg bréngen, um Terrain eppes ze maachen, wat kengem géif widderstoen a wat deene Fraen, déi an deem Milieu schaffen, kënnt hëllefen, dann, mengen ech, kënnt een och mat där Richtung liewen.

Zur Motioun, do hunn ech eigentlech kee Problem mat deenen zwee éischte Punkte vum Dispositif, Madame Loschetter, mat der Campagne de sensibilisation an dem Programme en étroite collaboration. Deen drëtten Alinea, mengen ech, ass juristesch net fondéiert, a wann een e géif esou stoe loossen, wéi en dosteet, da wier eigentlech éischter d'Gemeng wéi d'Regierung gefuerdert. Ech mengen net, dass dat den Zweck vun der Übung soll gewiescht sinn.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Den nächste Riedner, dat ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wa Leit sech der Prostitutioun higinn, da maache se dat meeschtens aus dräi Grënn:

Den éischte Grond ass ënner Zwang. Do si mer ganz kloer am kriminelle Beräich, am Beräich vun der Zuhälterei a vum Mënschenhandel.

Den zweete Motif - an dat ass wahrscheinlech an deene meeschte Fäll de Fall - ass, wann déi Persounen an enger sozialer oder enger finanzieller Noutsituatioun dra sinn.

An da gëtt et nach eng drëtt Kategorie eiser Meenung no, och wann déi vläicht éischter méi rar ass, dat si Persounen, déi dat aus fräier Entscheedung maachen, fir mat der Prostitutioun hiert Geld ze verdéngen.

Am éischte Fall, wou mer wierklech ganz am kriminelle Milieu sinn, ass dat ganz kloer ze condamnéieren, an de Stat huet alles ze ënnerhuelen, all Moyenen an d'Wee ze leeden, fir deem entgéintzewierken. Dozou gehéiert virun allem eng gutt international polizeilech Zesummenaarbecht am Kampf géint d'organiséiert Kriminalitéit op deem Secteur.

Am zweete Fall, sozial a finanziell Noutsituatioun, ass ganz kloer, wéinstens esou wäit wéi et sech ëm Résidanten handelt, d'Versoe vum Sozialstat en cause.

An da muss ee sech d'Fro stellen: Wien huet da versot?

Wa mer d'éinescht och hei vun anere Riedner héieren hunn, notamment vun der Majoritéit, wéi schlëmm datt dat hei am Land ass: Wien ass da verantwortlech, wann esou vill Jonker ouni Ausbildung hir Schoul ofbriechen an am Misär landen? Sécher net d'Oppositioun hei am Land! Wien ass da verantwortlech, wann esou vill Drogéierter keen aneren Auswee méi gesinn, wéi sech d'Sue fir hir Drogen iwwert de Wee vun der Prostitutioun ze verschafen?

Här President, ech wëll hei ganz kloer an däitlech soen, datt mir scho viru ville Jore verlaangt hunn, datt ee sech soll un der Schwäiz e Beispill huelen an op de Wee soll goe fir deenen, déi drogenofhängeg sinn, op enger reglementéierter, medezinesch kontrolléierter Basis hir Drogen ze ginn - fir dee ganze Volet do auszeklammeren.

Et ass en Trauerspill sonnergläichen, datt mer jorelaang heihinnerkommen an ëmmer erëm datselwecht breettrëppelen an et geschitt näischt! Elo héieren ech, d'Regierung wär elo endlech um Wee fir ze probéieren dohin ze goen. Et leien Etüde genuch do. Et leien Erfahrunge genuch do. Woufir musse mer ëmmer an ëmmer erëm driwwer debattéieren an drop zréckkommen an et geschitt näischt?!

Wien ass da verantwortlech, Här President, wann de Gruef hei am Land tëscht Aarm a Räich ëmmer méi déif gëtt? Sécherlech och net d'Oppositioun!

Am drëtte Fall, dat ass d'fräi Entscheedung vun enger erwuessener Persoun, d'Prostitutioun zu hirer Erwerbstätegkeet ze maachen, kann ee mat Recht d'Fro stellen: Huet de Stat, huet d'Gesellschaft an engem fräiheetleche System d'Recht fir an dës Fräiheet anzegräifen? Mir sinn do ganz kloer der Meenung, datt dat net zoutrëfft.

Et kann een natierlech d'Prostitutioun als solch aus moralesche Grënn oflehnen. Ech mengen d'Interpellantin huet dat och hei gesot. Dat féiert eis ganz wäit, duerfir feelt mir och ganz kloer hei d'Riedezäit. Do kann ee laang driwwer diskutéieren.

Et kann een och an d'Geschicht zréckkucke goen, do fënnt ee ganz komesch Beispiller: Wann den Alexander de Grousse mat sengen Arméien duerch d'Welt gezunn ass, dann hat en ëmmer e ganzen Tross vu Prostituéierten hannendrun, well déi anscheinend zu senger Arméi gehéiert hunn. Bei de Réimer - hunn ech emol eng Kéier an engem gescheite Buch gelies - huet d'Prostitutioun zum normalen organiséierten Alldag gehéiert.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, d'Association des hommes du Luxembourg huet viru kuerzem eng exzellent Stellungnahm zu dëser Problematik erausginn. Si soen, wat déi moralesch Condamnatioun ubelaangt, ech zitéiere ganz kuerz hei: „Die AHL verwehrt sich ebenfalls gegen eine Dramatisierung der Inanspruchnahme einer Dienstleistung durch eine Prostituierte. Sie erinnert daran, dass in einigen Staaten die Inanspruchnahme sexueller Dienstleistungen von Prostituierten durch kranke oder behinderte Mitbürger sogar von der Krankenkasse zurückerstattet werden kann."

(Interruption)

Dat si sécher Ausnahmen, Madame Minister, mä ech menge mir sollen d'Aen net komplett virun der Realitéit, déi och heiansdo eng aner Realitéit ass, zoumaachen.

Madame Minister, Dir hutt eng Faveur fir de schwedesche Modell hei ausgeschwat, Pénaliséierung vun de Clienten. Wat kann d'Repressioun bréngen? D'Geschicht léiert eis och, zum Beispill d'Prohibitioun vum Alkohol an den USA, datt dat an der Folleg en dramatescht Zouhuele vun der Kriminalitéit hat.

Déi beschte Method, fir déi Prostituéiert der Zuhälterei auszeliwweren an de Mënschenhandel ze förderen, ass se ze verbidden a se ënner Strof ze stellen an domat an d'Clandestinitéit ze verbannen. Och dat, leider, ech wollt dat zitéieren, seet d'AHL ganz kloer an däitlech an hirer Stellungnahm.

Ëmgekéiert ass déi beschte Method, fir déi Persounen, déi d'Prostitutioun praktizéieren, virun der organiséierter Kriminalitéit an dem Mënschenhandel ze schützen, d'Legaliséierung an d'Reglementatioun vun der Prostitutioun.

An enger Ëmfro, déi Dir, Madame Minister, maache gelooss hutt, wou d'Resultater am Juni 2007 erauskomm sinn, soen déi concernéiert Persoune selwer op d'Fro: Quelle est votre opinion sur la façon dont les autorités publiques devraient traiter le phénomène de la prostitution?, do steet, 75% vun deenen, déi gefrot si ginn, soen: «La prostitution est un fait de société. Il vaut mieux essayer de l'organiser et de le contrôler plutôt que de le réprimer.» Dat huele mer dann esou zur Kenntnis.

Et kann ee sech och d'Fro stellen: Huet eis Polizei, wéi am schwedesche Modell, näischt Besseres ze dinn? An ech hunn do un de Louis de Funès geduecht am „Gendarme de St-Tropez", wou se iwwerall sëtze mat de Spektiven do ze kucken, wien dann elo wouhinner geet a wat dreift.

Konklusioun - well leider leeft meng Zäit of an ech hätt nach vill ze soe gehat -: De schwedesche Modell huet an eisen Ae versot an en däert näischt.

D'Positioun vun der ADR ass déi hei: De kriminelle Volet an der Prostitutioun, dat heescht Zwangsprostitutioun an Zuhälterei, muss rigouréis bekämpft ginn. An der Drogepolitik mussen nei Weeër beschratt ginn, fir dee Volet ewechzekréien. Mir si ganz kloer fir d'Legaliséieren an d'Reglementéierung vun der Prostitutioun. Et soll ee se als Beruff unerkennen - dat bedéngt eng steierlech Erfaassung. Et soll een och e Mindestalter festleeën - dat ass d'Groussjähregkeet, ganz sécher.

Et soll ee Lokalitéiten zur Verfügung stellen, déi sécher a propper sinn an och am Loyer net ze deier sinn, well dat ass och eng Saach vun Ausnotzung. Et soll eng sozial Ofsécherung geschafe ginn, dat heescht Kranken- a Pensiounskeess, a sanitär Berodung an Assistenz. Och soll ee sech driwwer ënnerhalen, ob een eng Charta soll schafen, wou d'Rechter an d'Flichte vun deenen zwou Säite festgehale ginn.

Ausstieg op Wonsch, dat ass och hei gesot ginn, professionell Assistenz fir den Iwwergank an en anere Beruff.

Här President, ech kommen domat zu mengem leschte Saz: Repressioun géint d'Clienten ass eng simplistesch Approche, déi der Komplexitéit vum Problem net gerecht gëtt a just de Contraire vun deem erreecht, wat envisagéiert ass.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Jaerling ass als leschte Riedner agedroen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Et ass gutt, dass och emol deen een oder deen anere Client hei zu Wuert kënnt.

(Hilarité)

Ech menge bei der Prostitutioun hu mer haut an der Diskussioun zwee Extremer: Ass d'Prostitutioun dann elo e Mënscherecht, oder solle mer op de Wee goe fir se

ze verbidden? Dat sinn zwee Extremer. Ech mengen, d'Prostitutioun huet vill Gesiichter an d'Prostitutioun huet och vill Ursaachen.

Hei gëtt haaptsächlech elo d'Ursaach genannt, dass se ënner Zwang stattfënnt, ënner Drock. Dat ass richteg. Mä et gëtt awer och eng Aart Prostitutioun, déi leider psychologesch oder finanziell Ursaachen huet.

Awer eppes, wat hei net ugeschwat ginn ass: Et gëtt och eng Prostitutioun, déi nymphomanesch Ursaachen huet. Dat soll een och net vergiessen.

(Brouhaha général)

Dat heescht, et si jo net nëmmen d'Männer, déi e bestëmmten Drang hunn, dee se musse befriddegen, mä et gëtt och där Fraen, déi dat musse maachen. A wa se dat dann iwwert de Wee maachen, dass se och nach domat Geld kënne verdéngen: Firwat solle mer hinnen dat da verbidden?

Ech soen einfach, d'Ursaachen, och d'Ursaach vun enger bestëmmter Verklemmtheet an eiser Gesellschaft, dass d'Leit sech och ëmmer verstoppe virun hire sexuelle Bedürfnisser, ech mengen déi Ursaach, do wësse mer jo wou se hierkënnt.

Wa bestëmmte Leit mir a menger Jugend gesot hu vum Onanéieren, da kënns de net an den Himmel, ma dann hunn ech deenen ëmmer geäntwert: Jo, wann ech et an der Häll maachen, da riskéieren ech d'Feier auszesprëtzen!

(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

Dofir soen ech, et ass an där ganzer Diskussioun do guer net esou einfach, dee richtege Wee, déi richteg Léisung ze fannen.

M. le Président.- Géift Der och nach déi richteg Wierder fannen!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also, Här President, ech fannen awer hei an dësem Thema wierklech déi richteg Wierder.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Wann ech gelift, loosse mer dem Här Jaerling elo nolauschteren!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, loosst mech dach och emol e Wuert soen.

Ech hu jo awer och elo dee ganze Mëtteg hei andächteg nogelauschtert an ech versiche jo awer elo hei ganz kloer Konklusiounen aus där Diskussioun ze zéien. Ech gi mer op jidde Fall déi beschte Méi.

Fir mech ass et op jidde Fall esou, dass de Wee vun der Legaliséierung vun der Prostitutioun, esou wéi en an anere Länner ass, dee richtegen ass. Einfach dee richtegen ass, well wann ech mer nëmme virstellen, wann ee jo esou e bestëmmtenen Drock verspiert, an d'Fra huet doheem d'Migraine, an dann huet een och Problemer fir…

(Interruption)

Ma dat gëtt et.

(Hilarité)

Madame Frank, dat gëtt et.

M. le Président.- Loosse mer déi Debatt hei an Dignitéit zu Enn bréngen!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat sinn ech amgaang ze maachen.

…dann ass et jo awer kloer, wann de Mann da bei d'Nopesch geet, da gëtt en als Adultère ugeklot. Dofir muss awer och eng Méiglechkeet sinn, fir deem auszewäichen, an dann ebe säi Bedürfnis ze befriddegen op engem normale Wee, ouni iergendengem wéizedoen.

Dofir kann ech och net domat d'accord sinn, dass Dir elo hei wëllt higoen an iergendwéi op e Wee goe vun engem schwedesche Modell. Et ass mir egal wéi Der dee Modell nennt, mä Dir kënnt jo awer net einfach e Mënsch elo als Kriminellen duerstellen, dee seng natierlech Bedürfnisser wëllt befriddegen. Dat ka jo net sinn.

Ech mengen, dat dierf et och net ginn. Dofir soen ech: Dee schwedesche Modell, dat ass dee falsche Modell. Mir sollen déi Richteg strofen. Mir sollen déi strofen, déi Fraen zur Prostitutioun zwéngen. Déi solle mer ugoen. Mir solle versichen de Wee ze fannen, fir d'Beschafungsprostitutioun an de Grëff ze kréien. Dat wäert och net einfach sinn, well dat jo och en anere Problem ass. Dann hu mer genuch ze dinn. A fir de Rescht solle mer awer och de Wee oploossen, dass all Mënsch seng normal Bedürfnisser kann an aller Rou ausféieren.

M. le Président.- Voilà! Domat ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat Ausnahm vun där leschter Prestatioun muss ech soen, datt mer de Mëtteg hei eng Debatt gefouert hunn, wou all Mënsch sech mat vill Méi drëm gekëmmert huet, fir dat och mat deem Respekt an där Dignitéit ze maachen, déi dat verdéngt, well et awer leschtenenns net nëmmen ëm d'Bedürfnisser vun deem engen oder deem anere geet, mä wou hannendrun ëmmer d'Mënscherechter stinn an d'Recht vun deem Eenzelnen op Dignitéit an op d'Dignitéit och vu sengem Kierper.

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Vun dohier denken ech, datt dann awer verschidden Aussoen op jidde Fall net hei op eng Chamberstribün gehéieren.

Ech géif dofir all deenen anere Merci soen, déi sech wierklech beméit hunn, a wou och eng Rou heibanne war a keng Zwëscheriff gemaach gi sinn, wéi mer dat soss heiansdo gewinnt waren a gewinnt sinn, fir och ze weisen, datt dat hei näischt ass, wou mer aarmséileg Politik maachen, mä wou et eis drëm geet, fir gemeinsam ze kucken, wou mer kënne Verbesserunge maachen.

Ech wëll fir unzefänken de Minister Frieden entschëllegen, deen am Ausland ass an dofir net konnt de Mëtteg hei sinn, well awer och hie mat enger ganzer Partie vu Sujeten do betraff ass. Mir probéieren also och Äntwerten ze fanne wat säi Beräich ubelaangt.

Et ass gefrot ginn iwwert déi Cartographie, iwwert déi mer eng Kéier an der Chamberskommissioun geschwat hunn. Déi ass gemaach ginn. Déi hu mer esou genannt, well et eben e Modell ass, deen am Senegal agefouert gouf. An heiansdo menge mer jo, mir kéinten all deene Leit nëmmen eppes bäibréngen. Mä déi hunn eis gewisen, wéi ee mat esou Froen ëmgeet. Déi maachen dat och regelméisseg. Déi hunn och ewell mëttlerweil déi zweet Cartographie gemaach.

Ech denken och, datt mir mussen doranner weiderfueren a vläicht och aner Elementer mat eranhuelen, déi mer an dëser net gemaach hunn. Mä well mer ëmmer esou prëssëiert sinn, fir ze kucken, wat derbäi erauskomm ass, duerfir loosse mer och kengem eng Chance, fir dat richteg ze kucken.

Et waren och keng zwou Studentinnen, déi dat gemaach hunn, mä zwou Fraen. Déi eng, déi Sexologin war, an déi aner, déi d'Mënscherechter studéiert huet, déi allen zwee fäerdeg sinn. Wéi gesot, mä dat ass awer nëmmen niewebäi.

D'Cartographie huet sech och net mam Mënschenhandel an net mat der Prostitutioun vu Mannerjährege beschäftegt, well mer, wéi gesot, eis och zum groussen Deel d'Zäit net ginn hunn, fir dat och alles kënne matzekucke respektiv mer et net woussten.

Mech huet impressionnéiert, datt déi Leit, déi dozou ausgesot hunn - dat sinn also dann déi verschidden Typen, déi geleeëntlech Prostituéiert, déi klassesch Prostituéiert, an dann op där anerer Säit och déi Drogenofhängeg, vun deenen ewell méi geschwat ginn ass -, alleguer gesot hunn, datt se et géife maache fir d'Suen. Et war keen derbäi, dee gesot huet, e géif dat maachen, well en do esou en aussergewéinleche Plëséier dermadder hätt. Mä déi allermeescht hu gesot, datt se, wa se owes géifen op de Stréch goen, entweder géife Pëllen huelen oder Alkohol missten drénken, fir dat och kënnen auszehalen. Mir hunn och festgestallt, datt déi Frae méi gesondheetlech Problemer hunn, wéi déi aner Populatioun. Si hunn och gesot, datt se alleguer méi Gewalt erlidden hunn, wéi dat bei anere Leit an anere Beruffer selbstverständlech de Fall ass.

Ech hunn ni hei gesot, datt ech fir de schwedesche Modell wier. Ech sinn äusserst virsiichteg ginn an den Aussoen heiriwwer, well zënter deene Joren, wou ech mech dorëmmer bekëmmeren, hunn ech festgestallt, datt et keng gutt Léisung gëtt. An och de schwedesche Modell ass net nëmmen eng gutt Léisung. Dofir hunn ech gesot, ech wär virsiichteg éischter fir de schwedesche Modell. D'Madame Err huet hei och op eng exzellent Aart a Weis gewisen, wéi komplizéiert a wéi villschichteg dat alles ass.

Ech sinn och ganz sensibel op déi Ausso vun deene Leit, déi soen, dat géif nach méi an d'Clandestinitéit goen. Ech sinn och dovunner iwwerzeegt, datt dat ee vun deene Punkten ass, firwat datt ech manner derfir sinn, wéi ech et wier, wann ech dat net och géif fäerten. Et ass also och do erëm eng Kéier ëmmer erëm déi Fro: Wann een dat do elo géif maachen, wat géif dat dann op anere Plazen als Konsequenzen hunn?

An där Cartographie hate mer och d'politesch Parteie gefrot. D'CSV an d'LSAP waren, wéi gesot, éischter virsiichteg fir de schwedesche Modell. Déi Gréng waren éischter fir d'Professionalisatioun vun der Prostitutioun, wat ech de Mëtteg bei der Madame Loschetter awer net esou richteg héieren hunn. Si huet méi Froe gestallt, wéi se eis Äntwerte gehollef huet sichen. D'DP an d'ADR hate sech éischter fir eng Professionaliséierung respektiv fir Eroscentren agesat. Bei all deene Froe gëtt et sécher positiv Elementer dran, mä awer op där anerer Säit och ganz vill negativer.

Mir haten och eng Ëmfro gemaach. An elo grad hunn d'Leit gesot, datt 80% vun de Leit denken, datt déi Prostituéiert der wieren, déi drogenofhängeg wieren. 98% vun deene Leit, déi gefrot goufen, hu gesot, datt et zu Lëtzebuerg de Fraenhandel gëtt, an dat ass, well lauter Frae forcéiert ginn, fir an der Prostitutioun ze schaffen. 57% hu gesot: Dat si Männer, déi keng Frae fannen. A vun deenen 12% Männer, déi Clientë sinn, liewen der 78 an enger Partnerschaft. Et sinn also net déi, déi keen doheem hätten an zur Verfügung hätten, déi déi sinn, déi am meeschte ginn.

Dee Sondage huet och gewisen, datt 0% vu Frae sexuell Servicer kafen.

Et géif also och weisen, datt, wa mer de schwedesche Modell géifen aféieren, mer nach vill Opklärungsaarbecht misste maachen, well mer sinn de Moment fir mech an engem meenungsbildende Prozess, wou et drëm geet, fir d'Leit ze informéieren: Wat ass iwwerhaapt d'Prostitutioun? Wat ass d'Zwangsprostitutioun an de Mënschenhandel, déi jo ëmmer ganz enk beieneeleien? Dofir ass et och wichteg, datt mer esou séier wéi méiglech - an dat ware Froe vun der Madame Loschetter - déi spezifesch Gesetzgebungen ëmsetzen, déi mam Mënschenhandel ze dinn hunn.

D'Prostitutioun an d'Drogen: Wéi gesot, et ass e groussen Ënnerscheed zwëschent deem, wat an deem Sondage gefrot gouf, an zwëschent deem, wat mer an der Cartographie festgestallt hunn, wou vun 30 Persounen der dräi drogenofhängeg waren, déi geäntwert hunn. Dir kënnt am Rapport vum Gesondheetsminister noliesen - den Drogerapport RELIS -, wou se soen, datt ronn 25 Drogéierter d'Prostitutioun als Haapteinnahmequell uginn an 8% als Niewerverdéngscht.

De Centre d'intervention vun der Police op der Gare huet eis och matgedeelt, datt si och keng genee Donnéeën iwwert d'Prostitutioun an d'Drogen hunn, mä si ginn dovun aus, datt et zwëschent 30 a 40 Frae wieren, déi sech fir Droge géife prostituéieren.

Mannerjähreger: Mir hunn och vun offizieller Plaz bis elo kee gemellt kritt, deen um Kannerstréch wier. Mä awer ouni Zweifel sinn et der eng ganz Partie, déi keng 18 Joer all sinn an déi an den Droge sinn, an déi awer also vun dohier kënnen doranner falen. Mä och de Centre d'intervention vun der Police vun der Gare huet gesot, datt si bis elo kee Mineur getraff oder kontrolléiert hätten.

De Mënschenhandel: Do ass natierlech esou wéi am Ausland och hei zu Lëtzebuerg dat eent mat deem aneren enk verbonnen. A wéi gesot, do si mer amgaang eng ganz Partie vu Protokollen a verschidden Direktiven ze ratifizéieren, déi dem Mënschenhandel entgéintwierken.

D'Police huet och en neie Service, deen «Traite des êtres humains» heescht an zënter dem Oktober funktionéiert. D'Kollaboratioun zwëschent deenen Instanze klappt ganz gutt.

International Recherchë soen, datt ongeféier 10% vun de Prostituéierten, déi do sinn, aus dem Mënschenhandel kommen. Zu Lëtzebuerg hate mer d'lescht Joer e puer esou Eenzelfäll, a mir wësse vun Zeien, wou de Prozess dëst Joer gelaf ass, datt déi Frae sech och hu missen a verschiddene Cabarete prostituéieren.

Et gëtt een Aarbechtsgrupp, dee sech aus verschiddenen ONGen am Chancëgläichheetsministère zesummesetzt. Deen ass amgaang e globaalt Konzept auszeschaffen, fir eben d'Opfer opzefänken, eng Kéier stationär, mä selbstverständlech awer och ambulant. An deem Aarbechtsgrupp ass den Drop-In vun der Croix-Rouge dran, d'Fondation Maison de la Porte ouverte, Femmes en détresse an d'Caritas. Si sinn amgaang och elo eng kleng Broschür auszeschaffen, déi a ville Sprooche verdeelt gëtt, déi Tapang heescht. Dat ass philippinesch an heescht esou vill wéi Courage, fir eben d'Leit och ze encouragéiere sech ze mellen, wa se do sinn, fir dann och Hëllef ze kréien.

Dat, wat d'Madame Loschetter an hirer Motioun freet, si Formatiounen. Där sinn eng ganz Partie gemaach ginn. Mir wäerten och weiderfueren där Formatiounen ze maachen, sougutt mat der Police wéi och mat all deenen anere Leit, déi dovunner betraff sinn.

Deen Aarbechtsgrupp hat awer och mat auslänneschen Organisatioune Kontakt, zum Beispill mat SOLWODI aus Däitschland oder mat Surya aus der Belsch.

Dann hutt Der gefrot no deenen Associatiounen, déi sech méi spezifesch ëm d'Prostituéiert këmmeren. Dat ass selbstverständlech eng Kéier den Drop-In, deen e konventionéierte Service vun der Croix-Rouge ass, dee medezinesch a sozial Ënnerstëtzung fir Prostituéiert gëtt an deen och regelméisseg Streetwork mécht. Den Drop-In ass deen eenzege Service, dee speziell fir d'Prise en charge vun de Prostituéiert virun zéng Joer gegrënnt ginn ass.

Da gëtt et nach eng ganz Rei aner Servicer, déi sech och op déi eng oder aner Aart a Weis fir d'Wuel vun de Prostituéierten asetzen. Dat ass virun allem bei de Prostituéierten de Kontakt 28 vun der Jugend- an Drogenhëllef; de Planning familial, deen eng ganz Partie vu medezinescher Versuergung mécht; an den Abrigado, dee sech bekëmmert ënner anerem ëm déi psychologesch Betreiung an de soziale Suivi vun den Drogenofhängegen an de Prostituéierten. Och an d'Fraenhaiser komme regelméisseg Prostituéiert.

D'Kooperatioun zwëschent der Justiz, der Police an dem Ministère vun der Immigratioun fonctionnéiert an engem Aarbechtsgrupp. Do derniewent ass nach de Parquet dran, awer och d'Ministèren des Classes moyennes, des Affaires étrangères an de l'Egalité des chances.

Wat d'Kooperatioun zwëschent Lëtzebuerg an den Autoritéiten aus der Groussregioun betrëfft, gëtt et e Bureau commun vun der Coopération policière, wou déi däitsch, déi franséisch, déi lëtzebuergesch an déi belsch Policen an Douaniere sech regelméisseg treffen, wat och gutt matenee fonctionnéiert. All Nofro leeft iwwert dëse Büro. Selbstverständlech ass d'Zesummenaarbecht iwwer Europol an Interpol garantéiert, an d'Police huet och regelméisseg Réunioune mat hiren Homologe vun Arel, Nanzeg a Rheinland-Pfalz.

Fir mech ass et ganz kloer, datt mir net eleng hei zu Lëtzebuerg dee Problem geléist kréien, mä datt een dat wéinstens muss am grousse Kader kucken. An et ass och scho vun enger ganzer Partie vun Orateuren an Oratricë gesot ginn, datt dat soss héchstens zu enger Verlagerung géif féieren.

De Ministère huet awer och mat anere Servicer Kontakt. Ech denken un d'Hurenselbsthilfe vu Saarbrécken, Humanitas vu Rotterdam, wou och Prostituéierten an Affer aus dem Mënschenhandel gehollef gëtt.

Mir invitéieren och regelméisseg Expertinnen, fir heihinner ze kommen, fir eis ze soen, wat si eis vu gudde Rotschléi kënne matginn, an och fir hir Erfahrunge mat eis auszetauschen.

Fir mech ass Prostitutioun wéi gesot ëmmer eng Fro vun de Mënscherechter a vun der Würd vun de Persounen. Da stellt sech natierlech ëmmer d'Fro: Firwat ass esou eng grouss Nofro do no deem keefleche Sex? Da kommen déi üblech Äntwerten, wéi: Dat gouf et nach ëmmer, a wann Dir dat net méi hutt, da gëtt et vill méi Vergewaltegungen, wéi et der bis elo gouf.

Et gëtt och doriwwer Etüden, déi soen, datt dat alles net wouer wier an datt d'Vergewaltegung, wat eng vun deene schlëmmste Gewaltformen ass, déi een huet, als solch am Kapp ass, an dat duerfir net heescht, datt déi, déi bei eng Prostituéiert ginn, lauter där sinn, déi vergewaltegen. Dat heescht elo net, datt der dofir also méi géife kommen, déi géife vergewaltegen, mä dat sinn esou Mythen, déi mer och ewell an aneren Debatten haten.

An ech géif lech dorunner erënneren, wéi mer hei ugefaangen hunn iwwert d'häuslech Gewalt ze debattéieren, wat mer dunn alles eis hu missen unhéieren. Mir haten dee-

mools eng Campagne, déi huet geheescht: „Wa se mech net provozéiert hätt, dann hätt ech si net geschloen."

Duerfir sinn ech eigentlech méi zouversiichtlech iwwer all déi Saachen. Dat brauch just laang Zäit, a mir si jo heiansdo ongedëlleg. Mä wéi gesot zënter datt dat Gesetz do ass, ass et op eemol ëmmer jiddferengem seng Iddi gewiescht, datt een dat misst maachen, a jiddfereen huet ewell ëmmer gewosst, datt een eppes dergéint misst ënnerhuelen. Ech sinn also och dovun iwwerzeegt, datt, wa mer nach e puer Joer erëm hunn, dann op eemol och ewell ëmmer jiddferee gesot huet, datt et jiddferengem seng Meenung gewiescht wier, datt een de schwedesche Modell oder wéi en dann och ëmmer heescht och misst hei zu Lëtzebuerg aféieren.

Dat, wat mech nu richteg awer stéiert, dat ass, datt ee kënnt do iergendwou e Mënsch als Stéck, als sexualiséierte Wäert vun deem sexualiséierte Kierper ugesinn. Dat ass, wat ee sech net ka virstellen, datt een eng Persoun nëmmen ënner hirem äusserleche Kierper gesäit an dann dacks och nach nëmme verschidde Stécker dovun - et ass jo nach emol net dee ganze Kierper, deen ee brauch, mä eenzel Stécker dovun.

Ech muss soen, datt ech wierklech och domadder Problemer hunn, wa gesot gëtt, wa mer dat net méi erlaben, da geet zu Lëtzebuerg näischt méi, an dann hu mer alles net méi an der Industrie an néierewou klappt méi eppes, well d'Leit, déi heihinnerkommen, déi mussen awer schliesslech och esou eppes fannen. Dat, mengen ech, ass awer och esou eppes, wat net däerf eise Markennumm sinn!

Mat dëser Etüd, mat dëser Ëmfro wollte mer - esou wéi och haut mat där Debatt, déi mer hei gefouert hunn - dat Thema op den Dësch bréngen, fir datt mer doriwwer kënnen an alle Facetten diskutéieren, wou mer virun allem och wëllen d'Männer sensibiliséieren, déi op esou eppes géife goen.

Zu de Froen, déi de schwedesche Modell opwerft: Do soen d'Kritiker vun deem Gesetz, d'Prostitutioun wier elo net méi esou sichtbar a si wier méi schwiereg ze kontrolléieren, well alles iwwert den Internet géif goen. Mä déi Entwécklung vum Internet, déi gëtt et natierlech awer och an deenen anere Länner an op anere Plazen. Dat ass also net eppes, wat mat deem Gesetz eppes ze dinn hätt.

D'Prostituéiert oder déi, déi emol Prostituéiert waren, hunn ënnerschiddlech Usiichten iwwert dat Gesetz. Déi eng soen, et wier schlecht, well doduerch datt de Client géif kriminaliséiert ginn, hätte se manner Clienten. Anerer soen awer, si wiere ganz frou doriwwer, well dann endlech och d'Ausbeutung an de Mëssbrauch duerch de Client géif erauskommen.

Virun allem soen ech mer och, datt et schwiereg géif a schwiereg ass, bis elo op jiddfer Fall, de schwedesche Modell ëmzesetzen. Mir hunn ëmmer erëm gemierkt, datt een zu Lëtzebuerg souwisou kee Modell vun engem Land an de Grapp kann huelen an da soen, elo maache mer dat hei. Dat fonctionnéiert souwisou net.

Ech kéint mech mat esou enger Mëschform, vun där och d'Madame Err hei Propositioune gemaach huet, duerchaus ufrënnen, fir ze kucken, wat eenzel Elementer sinn, déi ee ka maachen, an anerer, déi een och net ka maachen, fir eben deene Leit ze hëllefen, hir Liewenssituatiounen ze verbesseren. Eng ganz Partie Dossieren, déi wéi gesot och hei ugefrot goufen, déi hu mer op engem informelle Wee geregelt doduerch, datt ee sech kann an d'Pensiounskeess mellen an datt ee sech kann an d'Krankekeess mellen.

Ech si wierklech net der Meenung an ech bleiwen definitiv net der Meenung, datt d'Professionaliséierung eng Äntwert op déi Froen ass. Jiddfereen, dee sech méi genee dofir interesséiert, soll net d'Rapporte vun de Regierungen, well deene gleewe mer jo net méi, mä awer déi vun den ONGen an deene Länner liesen, déi alleguerte soen, et huet zu näischt gefouert - an och dat ass hei gesot ginn -, well ganz vill Fraen dovu kee Gebrauch maachen. Si wëlle keng Steiere bezuelen, also wëlle se och net ageschriwwe sinn an enger Krankekeess an an enger Pensiounskeess. Wéi gesot, dat Aschreiwe kënne mer souwisou zu Lëtzebuerg maachen, ouni datt mer mussen d'Gesetzer änneren.

Den Eroscenter, ech hu viru Joren och dofir plädéiert, Här Meisch, duerfir sinn ech jo och méi virsiichteg ginn. Ech plädéieren elo nëmme méi mat engem méigleche liichte positiven Effekt fir de schwedesche Modell, well ech festgestallt hunn, datt och en Eroscenter zu Lëtzebuerg, well mer e klengt Land sinn, net vill géif bréngen. Ech brauch lech net eenzel Zeitungen ze nennen, déi da mam Fotoapparat hannert der Heck géife leien, wann een do géif schelle goen. Do géift Der Iech dann alleguerten oder anerer géife sech do erëmgesinn, déi dohinner géife goen, an da geet kee Mënsch méi.

Et muss ee sech dat einfach virstellen. Ech hu jo och d'Praxis dovunner gesinn: An en Eroscenter däerf keen Drogéierten eragoen, déi huele keng drogéiert Persounen op. An engem Eroscenter ass och keen Zouhälter zougelooss, esou datt Dir eng Partie vu Problemer an deene grousse Stied vläicht kënnt doduerch léisen. Dat do besteet zu Köln zum Beispill, do gëtt et e Parking, deen extra ageriicht ginn ass mat esou Boxen derbäi, mat Duschen, mat dëst a mat dat. Mä wéi gesot, dat ass och net eppes, vun deem ee ka soen, datt domadder dann all Problem och aus der Welt ass - esou wéineg wéi mat engem anere Modell.

Da gouf ëmmer gesot, ma mir mussen déi Gesondheetskontrollen aféieren. Och do wëll ech soen, datt ee moies kann…

(Interruption)

Do wier et méi néideg, jo, dat ass allerdéngs richteg. Mä wann ee moies zum Beispill bei esou engem SIDA-Test war, an dee moies nach negativ war, an een owes vun iergendengem infizéiert gëtt, dann hëlleft dat net ganz vill, well an deene sechs Wochen oder zwee Méint, ier Der an deen nächsten Test gitt, kann erëm eng Kéier déiselwecht Infektioun op een aneren iwwerdroe ginn.

Ech wëll awer soen, datt et och nei Schwieregkeete gëtt, oder mer der gemellt ginn, an zwar zum Beispill, datt an den Altersinstitutiounen, Altersheimer a Fleegeheimer ëmmer méi Infirmièren a Fraen, déi do schaffen, vu männleche Pensionäre sexuell belästegt an och ugegraff ginn, wat selbstverständlech awer och eng Katastroph ass, a wou och déi Leit sech dat net musse gefale loossen.

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Wéi gesot, ech denken, datt et wichteg ass, datt mer kucken, wat déi Erfahrunge sinn, déi mer am Ausland maachen - gudder a schlechter -, an och kucken, Campagnë géint d'Prostitutioun ze maachen, opzeklären iwwert d'Mënscherechter an och iwwert de Mënschenhandel, iwwert d'Egalitéit vun de Fraen an de Männer, an doriwwer, datt een net kann e Mënsch zu engem Stéck oder fir eng Zäit kafen, esou wéi ee sech en Taxi ka lounen.

Et gëtt vill Facetten, vun deenen hei de Mëtteg geschwat ginn ass. Duerfir sinn och all d'Elementer mat Serenitéit am Fong ze studéieren an ze diskutéieren, fir dann déi beschte Léisung ze fannen, well mer bis elo déi gutt Léisung nach néierens fonnt hunn, an ech mengen, datt et déi gutt Léisung och net gëtt. Vun dohier ass awer ze kucken, déi Elementer, déi mer de Mëtteg hei beieneen héieren hunn, beieneen ze kréien an domadder awer e Modell erauszefannen, deen dann de Lëtzebuerger Modell géif ginn an eis méi Satisfaktioun kéint ginn.

Iwwert déi Motioun vun der Madame Braz kann ech...

M. le Président.- Madame Jacobs, erlaabt Der eng Zwëschefro vun der Madame Loschetter?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Selbstverständlech.

M. le Président.- Madame Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech sinn zwar nach ëmmer d'Madame Loschetter, mä dat ass...

(Hilarité)

M. le Président.- Dir wëllt gären eng Fro stellen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dat ass, well ech den Här Braz hei ënnen op dem Ziedel gesinn hunn. Entschëllegt!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Jo, zwou Saachen. Eng Fro nach zu deem, wat d'Madame Ministesch elo gesot huet, an eng Bemierkung zur Motioun.

Zu der Fro: Hutt Dir wëlles - Dir sot, d'Prostituéiert kënne sech, wa se wëllen, ënnert dem Statut vum Travailleur indépendant umellen - Moossnamen ze ergräifen, fir déi Persounen, déi a Fro kéimen, och ze encouragéieren - voire iwwer Är Associatiounen -, datt déi och effektiv dozou gräifen an déi dann och effektiv assuréiert ginn? Dat war och déi Fro, déi mir lech virdru gestallt hunn. Jiddfereen hätt jo e Recht op déi Garantien an op déi Sécherheeten, also och déi dote Persounen. Also missten déi iwwer e Wee dohinner bruecht ginn. Gëtt et Iwwerleeungen dozou?

Dat Zweet, do wollt ech souwuel der Madame Err, mä ech denke virun allem hei der Madame Ministesch nach eng Kéier soen: Mir kënnen och e bësse méi kloer ginn an eiser Motioun. Mä hei geet et wierklech ëm eng national Politik an et geet och wierklech ëm e Gesetz, wat de Moment esou dosteet a wat de Moment och esou per nationaalt Gesetz am Fong geholl d'Prostituéiert nach ëmmer pénaliséiert, - de Client wuel net, mä d'Prostituéiert gëtt jo awer nach ëmmer pénaliséiert.

Entweder ännere mer d'Gesetz oder mir étudiéieren, dat heescht mir kënne méi kloer ginn, amplaz ze soen „à recommander", datt mer einfach soen „à analyser" oder carrément „à entamer une modification de la législation", fir datt eben déi Persounen net pénaliséiert ginn.

Ech denken dat ass souwuel de schwedesche Modell, d'Dépénalisatioun vun de Prostituéierten, dat ass e reglementaristesche Modell, an dat ass des Weideren déi Resolutioun vum Conseil de l'Europe, déi dat och seet. An ech schwätzen hei vum nationalen Niveau, ob déi eng oder déi aner oder als Drëtt d'Gemeng, déi muss sech jo dann och deem herno iergendwéi adaptéieren.

Mir kënnen och domadder liewen, wann deen Tiret fort ass. Dann hu mer nach ëmmer, denken ech, hei an dëser Chamber décidéiert, datt notamment zum Beispill d'Poliziste vum Commissariat vun der Gare emol iwwerhaapt a vill méi regelméisseg Weiderbildunge kréien, well do gëtt et nach vill Problemer. Mä ech denken et wär awer immens wichteg, datt mer déi Prostituéiert, déi do op de Stroosse stinn, dépénaliséieren. Da misste mer effektiv eng Etüd zumindest lancéieren - Madame Ministesch, Dir kënnt dat jo mat Ärem Kolleeg an der Regierung diskutéieren -, fir eng Ännerung vun deem Gesetz ze maachen.

M. le Président.- Jo, ech weess och net, Madame Loschetter, hutt Dir nach eng Kéier hei en Exposé gehalen?

(Hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Neen, ech hunn eng Prezisioun zu deem drëtten Tiret vu menger Motioun ginn.

M. le Président.- Jo, mä d'Motioun, déi kënnt jo elo no der Debatt! Loosse mer elo emol d'Madame Jacobs ausschwätzen!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- D'Madame Jacobs war bei der Motioun ukomm. Dofir wollt ech virgräifen!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech wollt just dozou wierklech soen, datt ech mat deem drëtten Tiret, esou wéi en elo dosteet, op jidde Fall net kann d'accord sinn, well ech ka mer jo net virstellen, datt eng Regierung soll d'Police opruffen, fir net hir Aufgab ze maachen. Also, egal a wéi enger Hypothees, mä dat ka sécher net goen.

Mir si selbstverständlech gäre bereet, nach eng Kéier mat deene verschiddene Servicer beieneenzekommen, déi ëmmer am Kontakt sinn, fir op Är Fro ze äntwerten, déi Der virausser gestallt hutt, fir déi Prostituéiert opzeklären iwwert déi Rechter, déi se hunn, a se ze ermonteren, fir och vun deene Méiglechkeeten, ob dat d'Krankekeess oder d'Pensiounskeess ass, Gebrauch ze maachen.

Merci, Här President.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Voilà, mir sinn um Enn vun der Debatt. Mir si konfrontéiert mat der Motioun vun der honorabeler Madame Loschetter.

Motion 1

(Interruption)

Jo?!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Neen, meng Propositioun - Dir hutt net nogelauschtert...

M. le Président.- Oh dach!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Dir hutt mir gesot, ech hätt ze laang geschwat.

M. le Président.- Et war relativ vill Duercherneen, mä ech mengen d'Propositioun war de leschten Tiret...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Et ass net kloer, Madame Loschetter!

(Interruptions diverses)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Also nach eng Kéier: Meng Propositioun wär ze soen, «à analyser une modification de la législation afin de modifier les règles de poursuite pour délits d'outrages publics aux bonnes moeurs». Ganz einfach ze analyséieren, wat kann een un deem Gesetz änneren, fir datt mer d'Dépénalisatioun vun de Prostituéierte kréien.

(Interruptions)

M. le Président.- An den drëtten Tiret géif gestrach ginn?

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Den drëtten Tiret géif esou ersat ginn, wéi ech lech elo just matgedeelt hunn.

M. le Président.- Den Här Fayot!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech géif der Madame Loschetter proposéieren, si soll ons en Text redigéieren an ons dee muer matbréngen, da kucke mer deen Text an da stëmme mer doriwwer of.

Une voix.- Ah, de bon sens schwätzt aus dem Här Fayot!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot, dat ass eng exzellent Propositioun. Dann hu mer d'Méiglechkeet fir muer nach eng Kéier d'Debatt opzegräifen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn nach net um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm. Mir kommen elo zum leschte Punkt vun dësem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5599 iwwert d'Transparence des relations financières - Modell 1. Ageschriwwe si bis elo: déi Häre Sauber, Bodry a Kox. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Jos Scheuer, deen net hei si kann an dee vum honorabelen Här Bodry, deen de Rapport fir den Här Scheuer mécht, ersat gëtt. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

9. 5599 - Projet de loi portant - modification de la loi du 19 février 2004 portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques, ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises; - transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE précitée

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur, en remplacement de M. Jos Scheuer.*- Ech probéieren dat esou gutt wéi méiglech ze maachen, Här President. Den Här Scheuer ass effektiv wéinst parlamentaresche Verflichtungen am Ausland an hien huet mech gebieden, säi Rapport hei mëndlech virzedroen.

Ëm wat geet et bei deem heite Projet? Et geet ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv vun 2005. Déi Direktiv betrëfft d'Fro vun de Statshëllefe respektiv d'Kompensatiounen, déi vun öffentlecher Säit u Betriber bezuelt ginn, wa se öffentlech Déngschter fir de Stat oder fir d'Gemengen duerchféieren.

Dir wësst, dass et an Europa Bestëmmunge gëtt, déi d'Transparenz betreffen, wat d'Relatioune vun de Memberstate mat den öffentleche Betriber ugeet respektiv d'Transparenz wat d'Finanzgebare vun eenzelne Betriber ugeet, notamment och déi Betriber, déi esou Services d'intérêt économique général ausféieren.

Déi Direktiv hei ass entstanen opgrond vun enger Rechtsspriechung vum Europäesche Geriichtshaff, de 24. Juli 2003, dat war eng Affär Altmark, an do huet et sech gehandelt ëm eng Fro vu Konzessioun wat de lokale Bustransport ugeet. An deem Zesummenhang, wou also e Betrib eng Lizenz kritt huet, fir ebe kënnen dee lokale Busservice do duerchzeféiere fir d'Gemeng, a wou e Konkurrent geklot huet a gesot huet, dat dote si verstoppten öffentlech Aiden, déi hei un deen anere bezuelt gi sinn.

An deem Zesummenhang huet den Europäesche Geriichtshaff festgeluecht, ënner wat fir enge Konditiounen esou Lizenze kënne vergi ginn, an och kloer determinéiert, wa véier prezis Konditiounen erfëllt sinn, datt et an deem Fall sech net ëm eng staatlech Hëllef am Sënn vun den europäeschen Traitéen handelt, mä datt et eng Kompensatioun ass, an datt dann am Fong déi Bestëmmungen iwwert d'staatlech Bäihëllefen, déi am europäesche Recht festgeschriwwe sinn, net gëllen.

D'Kommissioun ass awer der Meenung, datt esou Betriber mussen transparent finanziell fonctionnéieren, dat heescht, datt also mussen notamment separat Konte gefouert gi fir esou Betriber, déi op där enger Säit opgrond vun enger Lizenz oder vu Spezialrechter esou en öffentleche Wirtschaftsservice ausüben, an op där anerer Säit awer och nach eng normal kommerziell Aktivitéit hunn. Esou Betriber mussen, no der Meenung vun der Kommissioun an och no der Meenung vum Europäesche Conseil - soss wär déi Direktiv jo net zustane komm - a vum Europaparlament an Zukunft also separat Konte féieren. Dat war elo an de bestehenden Texter net kloer, well do nëmme vu Betriber geschwat ginn ass, déi op öffentlech Aiden zréckgräifen.

Kompensatioun an öffentlech Aidë kënnen zwou verschidde Saache sinn, no der Rechtsspriechung vum Europäesche Geriichtshaff, an dofir sollen an deem Sënn déi Texter ëmgeännert ginn. An nationaalt Recht gëtt also elo ageschriwwen, dass déi Obligatioun, fir Rentekonten ze féieren, och gëllt fir Betriber, déi opgrond vun enger Lizenz esou öffentlech Déngschtleeschtungen duerchféieren an eng Kompensatioun kréie fir déi Duerchféierung vun deem öffentlechen Déngscht, a gläichzäiteg natierlech och eng kommerziell Aktivitéit hunn.

Déi Direktiv gëtt hei eent zu eent ëmgesat. Si fënnt den Accord vun de Chambres professionnelles. Si fënnt den Accord vum Statsrot. Dat Eenzegt, wat mer iwwerhuelen, dat ass d'Ännerung vum Titel vun deem Projet de loi, deen elo och zousätzlech mat drakënnt, dass et sech hei ëm eng Modifikatioun handelt vum Gesetz vum 19. Februar 2004. Dat ass e Virschlag, deen de Statsrot gemaach huet, dee mer iwwerhuelen.

Ech géif dann am Numm vum Rapporteur an och vun der Kommissioun d'Chamber bieden, deen heiten Text guttzeheeschen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Wann d'Fraktiounen alleguerte mat de Konklusioune vum honorabelen Här Bodry d'accord sinn, an d'Regierung souwisou...

Den Här Krecké?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, ech hunn näischt bäizefügen. Dat Eenzegt, wat ech wollt soen, dat ass, dass mer et hei mat enger Matière ze dinn hunn, mat där mer wahrscheinlech nach méi oft konfrontéiert ginn. Duerfir ass et noutwendeg, dass mer dat Gesetz hei maachen. Well dat ass alles, wat mir esou ënner Service public verstinn, wat sech dorënner verstoppt, an alles, wat awer d'Europäesch Kommissioun als Service d'intérêt économique général gesäit - dat ass d'Notioun vu Service public -, wäerte mir nach des Öfteren ze diskutéiere kréien. Da komme mer ëmmer erëm op d'Fro: Wat ass erlaabt a wat ass net erlaabt?

Duerfir wäert ech mer erlaben, wann d'Kommissioun mat d'accord ass, och an der zoustänneger Kommissioun eng Kéier iwwert de ganzen Aidë-Katalog ze kucken, dee mir och um Niveau vun der Regierung amgaange sinn ze kucken an ze analyséieren. Fir de Rescht sinn ech frou, dass d'Chamber anscheinend massiv dat do wäert stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Minister, d'Chamber seet Iech Merci fir Är gutt getimete Ried.

Mir kommen dann zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5599 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), M. Lucien Clement (par M. Marco Schank), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Norbert Haupert), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel et Lucien Weiler;

MM. Marc Angel (par M. Roland Schreiner), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. John Castegnaro), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider (par M. Fernand Diederich), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur) et Claude Meisch;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.55 heures)

Sommaire des séances publiques

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'éducation précoce pages 23-26

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la ligne ferroviaire du Nord pages 26-28

5723 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg pages 28-30

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2005 de la Cour des Comptes page 30

5618 Projet de loi sur le service volontaire des jeunes, modifiant
1° le Code des assurances sociales, 2° la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales et abrogeant la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire pages 30-33

5777 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2005 pages 33-34

Communications page 34

4909 - Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité page 35

Propositions de loi 5793 et 5794 (Déclaration de recevabilité) page 35

Ordre du jour page 35

Heure d'actualité demandée par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet du Traité réformateur pages 35-39

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz pages 39-40

5517 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale
et
5428 - Proposition de loi de M. Claude Meisch portant réglementation de l'activité d'assistant maternel pages 40-45

Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois) pages 45-51

5599 - Projet de loi portant
- modification de la loi du 19 février 2004 portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques, ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises;
- transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE précitée pages 51-52

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1825	Mme Anne Brasseur	Introduction de mesures fiscales en vue d'une promotion de la télévision numérique
1850	M. Marcel Oberweis	Prix européen «Jeunesse et Développement»
1860	M. Aly Jaerling	Passeport biométrique
1865	M. Laurent Mosar	Présence d'un contingent luxembourgeois en Afghanistan
1871	M. Ben Fayot	Systèmes de congés payés
1881	Mme Lydia Mutsch	Création d'un Institut national de santé publique et d'économie de la santé
1893	M. Marco Schank	Aides financières dans le domaine de la biomasse énergétique
1901	M. Fernand Diederich	Protection des enfants et des jeunes contre la diffusion par téléphone portable d'images pornographiques ou violentes
1902	M. Ben Fayot	Structures d'accueil et d'hébergement pour personnes sans domicile fixe et toxicomanes
1911	M. Marcel Oberweis	Piste cyclable des trois Cantons
1939	M. Claude Adam	Plan directeur de la gouvernance électronique
1944	M. Jean Huss	Culte catholique
1957	M. Claude Meisch	Logiciels RFS (Remote Forensic Software)
1958	M. Marco Schank	Services de secours
1959	M. Xavier Bettel	Cité policière
1960	M. Robert Mehlen	Fonds de compensation pour céréales panifiables
1961	M. Carlo Wagner	Accidents routiers provoqués par des conducteurs ayant un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 gramme par litre de sang
1962	M. Marc Spautz	Modernisation de l'auberge de jeunesse de Hollenfels
1963	M. Robert Mehlen	Élevage porcin du «Kuelbecherhaff»
1967	M. Claude Adam	Bachelor en sciences de l'éducation
1971	M. Jacques-Yves Henckes	Fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes
1972	M. Laurent Mosar	Comité des sages chargé de réfléchir sur l'avenir de l'UE
1973	M. Camille Gira	Divergences entre les statistiques des communes et du Statec relatives à la population des communes
1974	Mme Viviane Loschetter	Saisies sur revenu minimum garanti (RMG)
1976	M. Ben Fayot	Gestion écologique de l'Aéroport de Luxembourg
1980	M. Marcel Oberweis	Partenariat avec les pays partenaires méditerranéens
1986	M. Jean Huss	Association Luxembourgeoise des Ergothérapeutes Diplômés (ALED)
1987	M. Marcel Oberweis	Stimulation de l'éco-innovation
1988	M. Aly Jaerling	Loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle
1994	M. Robert Mehlen	Retard dans le versement des indemnisations pour les dégâts causés par le gibier
1997	Mme Anne Brasseur	Introduction de l'éducation aux valeurs dans les classes de l'école publique
2001	M. Claude Adam	Établissement public Servior

Question 1825 (2.7.2007) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**introduction de mesures fiscales en vue d'une promotion de la télévision numérique:**

La Commission européenne vient d'approuver une initiative italienne en vue de la promotion de la télévision numérique. En effet, le Gouvernement italien envisage d'offrir des réductions fiscales aux ménages acquérant des télévisions équipées d'un décodeur numérique. Cette réduction comportera 20% du prix de vente sans toutefois dépasser un maximum de 200 euros.

Devant la toile de fonds de l'émission numérique de tous les programmes de télévision à partir du 31 janvier 2008 au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Communications:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de cette initiative italienne?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils d'introduire des mesures fiscales similaires en vue d'une promotion renforcée de la télévision numérique? Dans la négative, quelles en seraient les raisons?

Réponse commune (10.10.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

Quant à la première question de l'honorable Députée, le Gouvernement a effectivement connaissance de l'initiative italienne en la matière.

Quant à la deuxième question, le Gouvernement n'a à ce jour ni élaboré ni mis en œuvre de plan portant réductions fiscales pour l'acquisition de matériel de réception télévisuel.

Quant à la troisième question, il échet de noter que:

Le Gouvernement a connaissance d'un certain nombre d'initiatives émanant d'associations d'antennes collectives ou de communes qui subventionnent l'acquisition de décodeurs. Certaines fournissent gratuitement des décodeurs. De même, les câblodistributeurs commerciaux font des offres promotionnelles. Il va sans dire que ces initiatives et offres sont dans l'intérêt du téléspectateur.

Par ailleurs, les parties à l'accord de câblodistribution (auquel le Gouvernement n'est pas partie) viennent d'informer le public qu'ils maintiendront la diffusion en analogique jusqu'au 30 novembre 2011 des programmes les plus regardés, en l'occurrence au moins 20 à 30 programmes. Ainsi, les téléspectateurs pourront eux-mêmes choisir le moment de la transition sur une période de plus de quatre ans.

Le financement de matériel de réception télévisuel ne représentant ni un caractère de dépenses d'exploitation ni de frais d'obtention, constitue une dépense privée non déductible. L'article 12 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR) pose le principe que les dépenses relatives au train de vie privée du contribuable ne sont pas déductibles lors de la détermination de revenu imposable, à moins qu'elles ne rentrent dans la catégorie des dépenses spéciales limitativement énumérées et spécifiées à l'article 109 de la même loi. Il s'agit en l'occurrence de cotisations et primes d'assurances, contrats d'épargne-logement et autres dépenses destinées à la prévoyance. Or, les frais relatifs à l'acquisition de matériel de réception télévisuel sont d'une nature différente que les dépenses spéciales de l'article 109 précité.

Face à ce contexte, mais également de façon générale, le Gouvernement estime qu'il y a des mesures de justice fiscale plus utiles et nécessaires que le subventionnement de matériel de réception télévisuel.

Question 1850 (12.7.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **prix européen «Jeunesse et Développement»:**

Le développement durable étant une des préoccupations de l'Union européenne suite aux conséquences du changement climatique, il devient indispensable de susciter l'intérêt des jeunes pour les questions du développement et ceci par des actions de sensibilisation à l'environnement.

L'éducation à l'environnement dispensée aux jeunes constitue un des moyens appropriés et est déjà bien ancrée dans notre système scolaire. D'après Monsieur Stefano Manservisi, directeur général de la DG DEV auprès de la Commission européenne, le terrain du développement durable représente le défi majeur pour notre jeunesse à l'aube du 21e siècle.

Dans cet ordre d'idées la DG DEV alloue le prix «Jeunesse et Développement» qui s'adresse aux jeunes des établissements scolaires des 27 États membres de l'Union européenne.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-ce que des établissements scolaires luxembourgeois sont-ils au courant de l'organisation de ce concours européen «Jeunesse et Développement»?

- Dans l'affirmative, quels établissements scolaires ont déjà participé et quel a été le fruit de leur effort?

Réponse (10.10.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les lycées et lycées techniques ont été informés de l'organisation du concours «Jeunesse et Développement» 2006 par le biais d'une lettre, d'affiches et de dépliants que mon département a adressés en date du 7 septembre 2006 aux directions des différents établissements les invitant à transmettre la documentation en question aux professeurs d'éducation artistique. J'avais moi-même été saisie au préalable par le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Jean-Louis Schiltz, qui sollicitait l'appui de mon Ministère dans cette initiative.

Deux lycées, à savoir le Lycée technique agricole et le Lycée classique de Diekirch, ont participé à l'édition 2006 du concours «Jeunesse et Développement». Les élèves participants étaient invités à remettre des contributions artistiques mettant en exergue la coopération au développement en Afrique. Un élève du Lycée technique agricole a été sélectionné parmi les lauréats et a pu accompagner, au printemps 2007, conjointement avec les gagnants des autres pays, le commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire, Louis Michel, lors d'un voyage au Rwanda. Une élève du Lycée classique de Diekirch a été primée d'un voyage à Bruxelles où elle a participé aux Journées européennes du développement en novembre 2006.

Pour le Lycée technique agricole, la participation au concours s'est inscrite dans le cadre d'un projet scolaire que l'établissement réalise depuis 2003 et qui a pour objectif de sensibiliser les élèves de la section environnement, mais également des autres classes, aux questions liées à la coopération. Ce projet comprend notamment la mise en place d'un jumelage avec un lycée du Burkina Faso et l'organisation de voyages d'études et de coopération dans ce pays d'Afrique. Le projet, tout comme le voyage au Rwanda remporté en guise de prix du concours «Jeunesse et Développement», ont tous deux une plus-value pédagogique considérable: celle de fournir aux jeunes l'occasion de mieux comprendre la complexité des réalités de l'Afrique et de nouer des contacts avec des jeunes des pays de ce continent. Nommé ambassadeur au Luxembourg de l'action «Jeunesse et Développement», le jeune lauréat du concours agira en tant que multiplicateur dans les efforts de sensibilisation auprès des différents acteurs au Luxembourg.

Quant au Lycée classique de Diekirch, le thème de la coopération a été traité, sur initiative d'une professeur de français et en vue de la participation au concours «Jeunesse et Développement», dans le cadre du cours de français d'une classe de 3e. L'élève finaliste, qui a pu participer aux Journées européennes au développement, a elle aussi agi comme multiplicateur des messages et sujets y traités en faisant un exposé à ses camarades de classe après son retour de Bruxelles.

Question 1860 (19.7.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **passeport biométrique:**

Well d'Kanner net méi am neie biometresche Pass vun den Eltere sollen agedroe ginn, gëtt geroden och fir hir Kanner e biometresche Pass unzefroen, well et scho Schwieregkeeten op Flughäfe gouf.

E biometresche Pass kascht fir Kanner bis véier Joer 20 Euro a fir Kanner iwwer véier Joer 30 Euro, plus fënnef Euro Taxe d'enregistrement bei verschiddene Gemengen. Dëst gëtt fir kannerräich Familljen, besonnesch fir déi mat klenge Revenuen, eng Belaaschtung.

Virum biometresche Pass sinn d'Kanner gratis an de Pass vun den Elteren agedroe ginn, an esou e Pass war an der Regel fënnef Joer gülteg a konnt verlängert ginn. Elo ass e Pass nach just dräi Joer gülteg, fir kleng Kanner zwee Joer.

Elo ass et och nach esou, datt d'Elteren op de Kanner hirem Pass

agedroen ginn, wat en onsënnegen duebelen Emploi ass.

Kéint den Här Justizminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wier et net méi sënnvoll a méi käschtegënschteg fir jiddfereen, wann ee weiderhin d'Kanner och an de biometresche Pass vun den Eltere mat Photo géif androen, well e jo souwisou spéitstens all dräi Joer muss erneiert ginn?

2) Kéint d'Regierung net op de Wee goen, de biometresche Pass fir Kanner gratis unzebidden, besonnesch fir Familllje mat méi Kanner a well dat jo och virdrun de Fall war, oder zumindest just de Präis vun engem Pass ze froen, egal wéi vill Kanner e Pass ausgestallt kréien?

3) Wéisou kascht e Pass fir Kanner iwwer véier Joer méi deier wéi e Pass fir Kanner ënner véier Joer?

Réponse (12.0.2007) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Conformément au règlement (CE) N°2252/2004 du 13 décembre 2004 le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration a procédé à la délivrance du passeport biométrique aux citoyens luxembourgeois à partir du 28 août 2006.

En même temps le Gouvernement a décidé de suivre la recommandation de l'Organisation de l'Aviation civile internationale stipulant l'émission d'un passeport autonome à toute personne, indépendamment de l'âge. Actuellement 17 États membres de l'UE ont décidé de suivre la recommandation susvisée alors que la législation nationale des autres pays permet toujours l'inscription des enfants dans le passeport des parents. En effet la plupart des EM estiment que l'introduction du principe «une personne, un document» protège d'avantage les mineurs contre le trafic de ces derniers.

Dans l'hypothèse où le principe fortement recommandé par l'OACI sera rendu obligatoire par décision du Conseil de l'Union européenne, une décision à réintroduire la procédure permettant à nouveau l'inscription des enfants dans le passeport des parents serait prématurée et à déconseiller si on veut éviter la confusion totale auprès de nos citoyens. Cette même décision aurait sans aucun doute un impact négatif au niveau du renforcement de la lutte contre le trafic des enfants. Enfin il y a lieu de signaler que certains pays tiers n'acceptent plus l'inscription des enfants dans le passeport des parents que ce soit avec ou sans photo.

En ce qui concerne la question relative à une gratuité ou à une réduction du prix du passeport biométrique pour enfants, il y a lieu de signaler que la délivrance gratuite ou l'émission à tarif réduit du passeport biométrique pour les mineurs ne peuvent être envisagées à l'heure actuelle. D'un autre côté il n'est pas exact que les familles nombreuses bénéficiaient de la gratuité du passeport pour leurs enfants avant l'introduction du passeport biométrique au Luxembourg. Il est néanmoins vrai que le passeport collectif, valable pour un seul voyage et délivré à des groupes d'enfants désirant se rendre à l'étranger, est délivré gratuitement.

J'aimerais ajouter que le règlement grand-ducal du 10 août 2006 sur les passeports biométriques mentionne dans ses articles 3 et 6 que le prix d'un passeport d'une validité de cinq ans et délivré à des adultes et à des mineurs de plus de quatre ans révolus est d'un montant égal à 30 euros alors que celui d'un document de voyage ayant une validité de deux ans et délivré à des mineurs de moins de quatre ans est de 20 euros.

La distinction concernant la durée de validité est avant tout dictée par le fait que les enfants en bas âge changent à maintes reprises leur morphologie, phénomène plus rare en ce qui concerne les adultes ou autre mineurs d'un certain âge.

En fait la fixation du prix à 30 euros se réfère au coût réel de production de ce type de document de voyage sauf en ce qui concerne le passeport émis pour une durée de validité de deux ans.

Compte tenu de ce qui précède il y a lieu de noter que le prix du passeport biométrique actuellement en vigueur est un des plus bas pratiqué dans les États membres de l'Union européenne.

Question 1865 (20.7.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **présence d'un contingent luxembourgeois en Afghanistan:**

Un nouveau contingent luxembourgeois vient d'être envoyé fin juin/début juillet en Afghanistan pour participer au sein d'une unité belge à une nouvelle mission de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies. Sauf erreur de ma part, le contingent luxembourgeois est stationné à une centaine de kilomètres au sud-est de Kaboul dans la province de Wardak. Or, cette région afghane est devenue au cours des semaines passées particulièrement dangereuse se transformant en vaste zone de dévastation avec des centaines de villages incendiés, pillés et désertés par la population locale. Des nomades alliés aux talibans seraient à l'origine de la terreur ambiante. L'enlèvement de deux ingénieurs allemands et de plusieurs afghans dans la province de Wardak, il y a quelques jours, constitue le dernier exemple en date de la mainmise par les talibans ou de leurs alliés sur la région.

Par ailleurs depuis un an la situation en Afghanistan s'est détériorée de manière générale.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- La situation en Afghanistan permet-elle encore d'assurer la sécurité des forces qui y sont stationnées et plus particulièrement de l'unité luxembourgeoise?

- Au cas où la situation en Afghanistan devait se détériorer encore davantage, le Gouvernement envisage-t-il de procéder, le cas échéant, à un retrait des militaires luxembourgeois engagés dans la zone?

Réponse (10.10.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

Les militaires luxembourgeois assurent - en collaboration avec d'autres militaires alliés - la sécurité de l'Aéroport de Kaboul. Ils opèrent dans un contingent belge.

Question 1871 (24.7.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **systèmes de congés payés:**

Dans ma question parlementaire du 5 janvier 2007 *(cf. compte rendu N°15/2006-2007)*, j'avais abordé le sujet de la transposition faite par la République fédérale d'Allemagne de la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de service qui précise les règles impératives en vigueur dans le pays d'accueil qui doivent s'appliquer aux travailleurs détachés. Selon l'article 1er, paragraphe 3, de la loi sur le détachement des travailleurs (Arbeitnehmer-Entsendegesetz, AEntG) du 26 février 1996, les entreprises étrangères sont tenues de cotiser à la caisse de congés allemande, même si les travailleurs bénéficient pour l'essentiel d'une protection comparable conformément à la législation de l'État d'établissement de leur employeur. Comme l'Allemagne ne reconnaît pas le système de congés payés appliqué par les entreprises luxembourgeoises du secteur du bâtiment comme équivalent au système allemand, ces dernières sont obligées de cotiser. Il en résulte de fait une situation dans laquelle les entreprises en bâtiment luxembourgeoises sont discriminées en Allemagne, étant donné qu'elles doivent cotiser aussi bien dans les caisses luxembourgeoises que dans la caisse de congés allemande, «SOKO-Bau». Toutes les entreprises détachant des travailleurs en Allemagne ne sont cependant pas inscrites à la même enseigne. En effet, «SOKO-Bau» a conclu des accords bilatéraux avec l'Autriche, la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark, permettant à ces derniers d'être exonérés des contributions à la caisse des congés payés allemande.

La Commission européenne s'était saisie de l'affaire et a demandé à la Cour européenne de Justice de constater que l'Allemagne a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 49 CE («(...) les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de la Communauté sont interdites à l'égard des ressortissants des États membres établis dans un pays de la Communauté autre que celui du destinataire de la prestation»).

Dans son jugement rendu le 18 juillet 2007, la Cour estime que la possibilité prévue dans l'AEntG de conclure des accords administratifs visant à assurer la reconnaissance mutuelle des régimes nationaux de congés payés relève du devoir de coopération loyale entre les États membres dans les domaines couverts par le droit communautaire. La Cour conclut que la Commission n'a pas établi que les entreprises étrangères sont tenues de cotiser à la caisse de congés payés allemande même lorsque les travailleurs qu'elles emploient bénéficient d'une protection comparable conformément à la législation de l'État d'établissement de ces entreprises. Ainsi le grief invoqué par la Commission a été écarté.

Suite à ces nouveaux développements j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres des Classes moyennes et du Travail et de l'Emploi:

- Comment Messieurs les Ministres comptent-ils convaincre les autorités allemandes de l'équivalence du système luxembourgeois par rapport au système allemand?

- En quoi, selon les autorités allemandes, le régime de congés payés luxembourgeois est-il moins avantageux pour les travailleurs que celui en vigueur en Allemagne?

- Comme les négociations menées depuis lors avec les autorités allemandes ont échoué et comme les entreprises luxembourgeoises risquent de pâtir réellement de cette situation, ne convient-il pas de rendre le système de congés payés luxembourgeois plus compatible avec le système allemand?

Réponse commune (22.10.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Dans son jugement rendu le 18 juillet 2007, la Cour européenne de Justice a estimé que la Commission n'a pas rapporté la preuve que les entreprises étrangères sont tenues de cotiser à la caisse de congés payés allemande même lorsque les travailleurs qu'elles emploient bénéficient pour l'essentiel d'une protection comparable conformément à la législation de l'État d'établissement de ces entreprises. L'arrêt invoqué par Monsieur le Député n'a donc peut-être pas la portée de principe lui attribuée. Il n'en reste pas moins que d'autres arrêts de la CJCE ont effectivement décidé que les cotisations à la caisse des congés étaient justifiées dès lors que le pays d'origine du détaché ne prévoyait pas des régimes au moins aussi favorables que le régime du pays d'accueil, en l'occurrence celui de «SOKO-Bau».

Je suis d'avis, qu'il appartient maintenant aux organisations patronales de soumettre tous les éléments en leur possession à la Commission pour que celle-ci puisse rouvrir et réexaminer le dossier et constater, le cas échéant, les manquements à la libre prestation des services par les autorités allemandes.

En tant que Ministres des Classes moyennes et du Travail et de l'Emploi nous sommes bien entendu disposés à offrir nos bons offices et soutenir les organisations patronales dans leurs démarches. Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur est certainement disposé à en faire de même.

Dans ce contexte nous nous proposons de recevoir les partenaires sociaux dans les semaines à venir pour discuter du problème et notamment pour savoir si les entreprises qui détachent des travailleurs en Allemagne bénéficient de la prise en charge du congé payé par la «SOKO-Bau» pour la période travaillée en Allemagne.

Quant au système luxembourgeois, nous sommes d'avis qu'il est comparable au système allemand. En effet, au Luxembourg les salariés bénéficient d'un congé payé à charge de l'employeur tandis qu'en Allemagne, les travailleurs reçoivent leur congé payé de la part de la «SOKO-Bau». Cependant, pour les autorités allemandes, le système luxembourgeois poserait problème en cas de faillite de l'employeur. Malgré le fait que les autorités luxembourgeoises aient rendu attentives les autorités allemandes sur l'existence d'une garantie de créance (à charge du Fonds pour l'Emploi) en cas de faillite de l'employeur et que cette garantie s'étendrait notamment sur deux mois de congé, les responsables allemands de l'époque ne l'ont pas vu de la même manière.

Question 1881 (26.7.2007) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant la **création d'un Institut national de santé publique et d'économie de la santé:**

À côté de toute une série de recommandations concernant des situations, respectivement des assurés spécifiques (jeunes handicapés, demandeurs d'asile, polytoxicomanes etc.), l'avis de la Commission Nationale d'Éthique de juillet 2007, intitulé «Les limites de l'accès aux soins au Grand-Duché de Luxembourg» contient également des propositions à portée plus générale. Il en est ainsi notamment de la création d'un Institut national de santé publique et d'économie de la santé, chargé entre autres d'élaborer des outils statistiques et des recommandations en matière de financement des institutions.

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant à l'instauration d'un tel organe?

Par ailleurs, la Commission Nationale d'Éthique estime que le Luxembourg devrait progressivement se donner une culture et les moyens d'une évaluation de la pratique professionnelle médicale.

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage cette appréciation? Dans l'affirmative, quels sont les projets du Gouvernement pour parvenir à moyen et à long terme à une telle culture?

Réponse (12.10.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question de l'honorable Députée se réfère principalement à la proposition de la CNE de créer un Institut national de santé publique et d'économie de la santé. Une telle création permettrait selon les auteurs l'élaboration d'outils statistiques et de recommandations tant dans le domaine de la santé qu'en matière de financement du secteur sanitaire.

Dans la situation donnée, la question qui se pose au Gouvernement ne se limite pas à reconnaître que ces instruments pourraient être d'une certaine valeur et partant à opter pour la création d'un tel institut. En effet, les missions dont serait chargé un tel institut sont largement attribuées à des institutions ou services existants comme par exemple la Direction de la Santé, le Laboratoire national de Santé, les différents Centres de Recherche publique, l'Inspection de la Sécurité sociale ou le Contrôle médical.

Ces services publient des statistiques, élaborent des concepts et font des propositions quant à l'évolution du secteur de la santé.

Des initiatives ont été prises en septembre 2001 au niveau du Ministère de la Santé et du Ministère de la Sécurité sociale pour créer sur une base informelle un groupe de coordination statistique de santé. Le but de ce groupe de travail est le suivant:

1. Établir un inventaire des sources de données et statistiques existantes et identifier les différents responsables en charge de ce travail.

2. Expliciter, uniformiser et améliorer les définitions en accord avec celles utilisées par Eurostat, l'OCDE et l'OMS.

3. Rendre accessible sur un même site informatique:

a) les données statistiques et les indicateurs de santé,

b) les études et publications dans le domaine de la santé (par exemple carte sanitaire et rapport de l'IGSS, certains rapports de l'UCM) dans l'optique de fournir des documentations de synthèse.

4. Fonctionner comme «clearing house» et interface par rapport aux demandeurs externes de données (demandeurs nationaux ou organismes internationaux tels que l'OMS, l'OCDE, Eurostat, DG-Sanco, DG-Emploi).

La collecte et le traitement des données transmises à des organismes internationaux ont pu être homogénéisés dans une large partie notamment par rapport aux données concernant:

- les ressources sanitaires (professionnels de santé, équipements),

- l'utilisation des ressources (hospitalisations, diagnostics, actes médicaux, consommation de médicaments, médecine préventive),

- les données financières etc.

Le site «ISOG» (Informatiounssystem iwwer Sozial Ofsécherung a Gesondheet) est en préparation et certaines statistiques ou bases de données seront accessibles sous peu.

Tant que les résultats de ces efforts de collaboration et de coordination entre les différents intervenants donnent satisfaction, le Gouvernement ne voit pas la nécessité de regrouper au sein d'un institut les compétences actuellement disponibles dans les services susmentionnés qui de toute façon y feraient alors défaut.

Le deuxième volet de la question de l'honorable Députée concerne

l'évaluation de la pratique professionnelle médicale.

S'il est vrai que les démarches y relatives demeurent à un état embryonnaire, faute d'une approche méthodologique qui reste à spécifier, il faut souligner que certains efforts viennent d'être accomplis: Je cite notamment les travaux du Contrôle médical de la Sécurité sociale en ce qui concerne les profils des médecins prescripteurs (prescription de médicaments et de certificats de maladie), ainsi que les efforts du Conseil scientifique dans le domaine de la santé dont la mission consiste à promouvoir des soins de santé de haute qualité, de guider le professionnel de santé au mieux dans le développement d'une bonne pratique dans le respect des ressources disponibles et d'évaluer la pratique médicale.

Question 1893 (2.8.2007) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **aides financières dans le domaine de la biomasse énergétique:**

Face à l'épuisement des énergies fossiles, le miscanthus giganteus, également appelé «herbe à éléphant», offre des perspectives intéressantes dans le domaine de la biomasse énergétique. Cette plante vivace permet de fournir des rendements annuels en biomasse allant de 15 à 25 tonnes de matière sèche par hectare et pousse facilement après chaque récolte. Elle peut être exploitée sur une période de 5 à 20 ans.

Les débouchés du miscanthus giganteus sont multiples parce qu'il peut être utilisé comme biomasse combustible ou encore comme litière pour animaux. Eu outre, il est de plus en plus utilisé dans la production de biocarburants dits de la deuxième génération.

Vu que la biomasse énergétique ouvre de nouvelles perspectives aux agriculteurs luxembourgeois, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Existe-t-il des aides financières en faveur de la production de cultures dites énergétiques et plus particulièrement en faveur du miscanthus giganteus?

- Dans l'affirmative, les aides en question sont-elles adaptées de façon à ce que la mise en culture du miscanthus giganteus puisse avoir un avenir au Luxembourg?

- Au cas où un agriculteur décide de planter de l'herbe à éléphant sur une partie de ses terres mises en jachère, est-ce qu'il peut continuer de profiter des primes relatives à la mise en jachère de terres?

Réponse (16.10.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

1. Dans le cadre du 1er pilier de la PAC, telle qu'elle est mise en œuvre au Grand-Duché de Luxembourg, les cultures énergétiques comme la culture de miscanthus giganteus sont subventionnées dans le cadre du régime de paiement unique et du régime d'aide aux cultures énergétiques. Ces deux régimes d'aides ont été introduits par la réforme de la PAC en 2003 (Mid Term Review).

Paiement unique

Dans le cadre du régime de paiement unique, certains producteurs sont soumis à une obligation de gel des terres. Il s'agit des producteurs détenteurs de droits au paiement «gel» (DPU «gel»). L'envergure de cette obligation (nombre d'hectares à geler) est fonction du nombre de DPU «gel» détenus.

Au lieu de mettre les terres à geler hors production, les producteurs ont la possibilité de produire sur ces surfaces des cultures non alimentaires, dont des cultures énergétiques. Le montant de la prime versé par hectare de terre gelée correspond à la valeur des DPU «gel». Cette valeur est uniforme pour tous les producteurs et s'élève à 92 euros par hectare.

Des surfaces de cultures énergétiques peuvent également bénéficier du paiement unique en tant que terres non gelées, sous condition qu'il s'agisse de cultures annuelles (par exemple maïs ensilage destiné à la production de biogaz). Le montant payé à l'hectare dépend dans ce cas de la valeur des DPU «normaux» détenus par le producteur en question et qui peut varier fortement (la valeur moyenne des DPU au Grand-Duché de Luxembourg s'élève à 303 euros par hectare).

Étant donné que la culture de miscanthus giganteus est une culture pluriannuelle, elle ne peut pas activer des DPU «normaux» et n'est primée que si elle est déclarée comme terres gelées.

À noter cependant que lors de sa réunion du 26 septembre 2007 le Conseil des Ministres de l'Agriculture a décidé de fixer à 0% l'obligation de gel des terres pour la campagne 2008/2009, étant donné la pénurie relative sur les marchés céréaliers.

Aide aux cultures énergétiques

Une aide de 45 euros par hectare et par an est accordée pour les superficies ensemencées en cultures énergétiques conformément aux dispositions réglementaires. Par «cultures énergétiques», on entend les cultures destinées à la production des produits énergétiques suivants:

- les produits considérés comme des biocarburants énumérés à l'article 2, point 2 de la directive 2003/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2003 visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports;

- l'énergie électrique et thermique produite à partir de la biomasse.

Actuellement une superficie maximale garantie de 2.000.000 ha admissible au bénéfice de l'aide est fixée au niveau de l'Union européenne. Lorsque la superficie pour laquelle l'aide est demandée est supérieure à la superficie maximale garantie, la superficie par agriculteur pour laquelle l'aide est demandée est réduite proportionnellement pour l'année concernée. Il est à noter qu'à ce jour, la superficie maximale garantie de 2.000.000 ha n'a jamais été atteinte.

Une même culture (parcelle) ne peut pas faire cumulativement l'objet d'une demande «paiement unique» sous forme de surface gelée et d'une demande «aide aux cultures énergétiques». L'octroi de l'aide est subordonné au respect d'une panoplie de conditions telles que:

- la conclusion d'un contrat de livraison (entre producteur et collecteur/transformateur) ou l'établissement d'une déclaration de culture (pour les matières premières transformées sur l'exploitation du producteur);

- le dépôt de garanties bancaires (par le collecteur/transformateur);

- le respect de rendements minimum (dans les livraisons);

- le respect de délais de communications;

- le respect du délai de transformation;

- la fourniture de données techniques détaillées sur la chaîne de transformation des matières premières;

- la valeur économique des produits énergétiques issus de la transformation des matières premières est plus élevée que celle de tous les autres produits destinés à d'autres utilisations et issus de la même transformation.

Lesdites conditions visent à ce que la matière première en question trouve sa destination prévue (respectivement non alimentaire pour les surfaces gelées ou énergétiques dans le cadre du régime d'aide aux cultures énergétiques).

En ce qui concerne la culture de miscanthus giganteus, il importe de préciser que cette culture est dispensée des conditions susmentionnées si elle est déclarée en tant que surfaces gelées dans le cadre du régime de paiement unique, comme il s'agit d'une culture pluriannuelle impropre à la consommation humaine ou animale. Le producteur joint à sa demande «surfaces» une déclaration que les surfaces en question sont utilisées pour une culture pluriannuelle non alimentaire.

Par contre, en ce qui concerne le régime d'aide aux cultures énergétiques, les conditions susmentionnées sont applicables à la culture de miscanthus. Une modification récente des modalités d'application communautaires [règlement (CE) N°1973/2004], adoptée mi-juillet 2007, rend la culture du miscanthus giganteus éligible à ladite aide si la matière première est utilisée sur l'exploitation du producteur (disposition applicable à partir de 2008). Il reste à noter que les conditions à respecter en cas de transformation sur l'exploitation seront allégées à différents niveaux (par exemple suppression de l'obligation de dépôt d'une garantie bancaire) (nouvelles règles applicables à partir de 2008).

2. Le but escompté des deux régimes (gel non alimentaire et aide aux cultures énergétiques) est une stimulation du développement des cultures énergétiques. Toutefois il importe de prendre en considération une différence essentielle entre ces deux régimes. Le gel non alimentaire constitue une option pour respecter une obligation existante de la part du producteur et cette production n'entre pas en concurrence directe avec une production alimentaire. Dans le régime d'aide aux cultures énergétiques, les matières premières sont en concurrence au niveau de l'utilisation de la superficie avec les cultures de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux. Ce deuxième régime représente donc une possibilité supplémentaire pour les agriculteurs d'obtenir une aide spécifique.

Dans son rapport au Conseil sur la révision du régime des cultures énergétiques [COM(2006) 500 final, en date du 22 septembre 2006], la Commission arrive entre autres aux conclusions suivantes:

- Une partie non négligeable de la production de cultures énergétiques ne bénéficie ni de l'aide au titre du gel des terres ni de l'aide aux cultures énergétiques. La cause essentielle de ce fait est la complexité et la rigidité des régimes (voir notamment les conditions mentionnées ci-dessus). Les demandeurs des primes ne sont plus libres à réagir aux signaux des marchés (choix du débouché) à partir du moment où ils se sont engagés dans un des deux régimes.

- Le faible montant de l'aide aux cultures énergétiques (45 euros par hectare) décourage notamment la production de cultures à marge élevée.

Les responsables de la Faculté d'économie et d'ingénierie agricole de l'Université de Bologna constatent dans leur étude de novembre 2006 (étude sur la mise en œuvre des mesures de la PAC concernant les cultures énergétiques et le marché des bioénergies) que l'impact des deux régimes sur le développement des cultures énergétiques est assez limité et qu'il serait impossible d'assurer la survie des chaînes d'approvisionnement bioénergétiques étudiées sans le soutien additionnel des États membres et/ou le soutien de l'UE hors PAC (prix de rachat, exonération fiscale, certificats verts, etc.).

Les expériences en matière d'aide aux cultures énergétiques au Grand-Duché de Luxembourg se limitent jusqu'à présent essentiellement à la production de matières premières destinées à la production de biogaz. Elles montrent que les producteurs se heurtent notamment aux règles complexes qui risquent de décourager notamment des producteurs/transformateurs sur ferme de participer aux régimes. Pour cette raison, les autorités luxembourgeoises ne cessent pas de plaider au niveau communautaire pour une simplification des procédures administratives.

3. Comme expliqué au premier point, la culture de miscanthus giganteus est éligible au paiement unique si elle est déclarée comme gel des terres et si le producteur et le collecteur/transformateur remplissent les conditions y relatives.

Question 1901 (7.8.2007) de **M. Fernand Diederich** *(LSAP)* concernant la **protection des enfants et des jeunes contre la diffusion par téléphone portable d'images pornographiques ou violentes:**

Dans un communiqué de presse, l'«Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) a récemment mis en garde devant les dangers qu'encourent les enfants suite à l'utilisation de plus en plus précoce de téléphones portables. L'ORK renvoie à une étude anglaise selon laquelle 60% des enfants âgés entre 8 et 16 ans auraient été confrontés malgré eux à des images pornographiques. Au Luxembourg également on signale de plus en plus fréquemment la diffusion d'images pornographiques ou de scènes violentes par téléphone portable.

Tout en rappelant la responsabilité des opérateurs, l'ORK souligne que les parents sont les premiers à pouvoir et à devoir influencer le comportement de leurs enfants à l'égard des téléphones portables et de l'Internet.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de la Jeunesse, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé les questions suivantes:

- De quelle façon et par quels moyens Madame la Ministre et Monsieur le Ministre pensent-ils protéger les enfants et les jeunes de la diffusion d'images pornographiques ou violentes?

- Comment Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ont-ils l'intention de sensibiliser les parents afin qu'ils prennent les mesures nécessaires pour protéger leurs enfants?

Réponse commune (10.10.200) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Député Monsieur Diederich fait allusion à la diffusion d'images pornographiques ou de scènes violentes par téléphone portable. En l'absence de statistiques précises à ce sujet il est difficile de se prononcer sur l'évolution de ce phénomène, il convient toutefois de noter que selon les statistiques publiées par le Statec sur la société d'information au sujet de l'équipement des ménages en 2006 93,8% des ménages disposent d'un téléphone portable conventionnel et 37,7% des ménages disposent d'un téléphone portable avec accès à l'Internet.

Il est vrai que les nouvelles technologies de télécommunication avec leurs fonctions multimédia permettent l'accès à un très grand nombre d'informations, qu'elles produisent un attrait certain sur les jeunes, que la démocratisation de l'accès aux médias de communication n'est pas sans présenter des risques.

À titre d'illustration le téléphone portable[1] peut être utilisé parmi les jeunes à des fins de «harcèlement électronique» encore appelé «cyber bullying[2]», pratique en vertu de laquelle un jeune diffuse des messages écrits ou multimédia à caractère violent à son semblable avec l'intention de le harceler (au sens de mobbying), de le dénigrer ou de l'intimider à l'aide d'un téléphone portable. De même les fonctions multimédia du portable permettent au mineur d'âge d'accéder à des portails Internet qui ne lui sont pas dédiés.

Par ailleurs, une fois en possession du code d'accès ou de l'adresse IP (Internet protocol address) d'un téléphone portable, toute personne qu'elle soit adulte ou mineur d'âge peut s'approprier des données personnelles du portable du jeune et manipuler les messages et les données de ce dernier.

Afin de mieux protéger les plus jeunes devant les dangers de ces moyens de communication, il est du devoir de la politique de mettre en œuvre la protection des mineurs d'âge contre les manifestations nocives de la société d'information.

Sur le plan européen il convient de noter le livre vert sur la protection des mineurs et de la dignité humaine dans les services audiovisuels et d'information[3], la recommandation[4] 2006/952/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006, sur la protection des mineurs et de la dignité humaine et sur le droit de réponse en liaison avec la compétitivité de l'industrie européenne des services audiovisuels et d'information en ligne, ainsi que le document de consultation élaboré par la Commission européenne sur «La protection de l'enfance et les services de téléphonie mobile».

Selon la recommandation l'essor des nouvelles technologies d'information et de communication exige une vigilance continue en matière de protection des droits de la personne et il s'agit de s'assurer que le contenu des services audiovisuels et d'information reste licite, respecte le principe de la dignité humaine et ne nuise pas à l'épanouissement des mineurs.

La lutte contre les effets nocifs des moyens de télécommunications nécessite une approche pluridimensionnelle qui sur le plan national consiste à entreprendre les actions nécessaires sur tous les plans tels notamment la prévention, la protection des mineurs, la responsabilisation des professionnels, des intermédiaires et des utilisateurs des nouveaux médias, le développement de dispositifs techniques permettant d'éviter dans la mesure du possible aux plus jeunes d'entrer en contact avec un contenu à caractère violent ou pornographique par voie de portable ou encore l'adaptation du dispositif pénal en place à l'évolution des nouvelles technologies afin d'assurer une meilleure protection des mineurs et de la dignité humaine dans l'ensemble des services audiovisuels et d'information en ligne.

Les deux ministres interpellés deviennent surtout actifs dans les deux premiers domaines d'action relatifs à la prévention et à la protection des mineurs.

La prévention et la protection des mineurs se fait grâce à la sensibilisation des parents, des formateurs et des enfants visant l'information et l'éducation ainsi que l'utilisation responsable des nouvelles technologies de l'information.

Sur le plan de la formation parentale, l'État participe aux frais de

fonctionnement de nombreux projets tels:

- le projet «Eltereschoul Janusz Korczak» développé par le Fondation «Kannerschlass»,

- le Familljecenter CPF qui organise des prestations de formation, de consultation, de médiation et d'assistances familiales,

- le service de consultation familiale AFP[5] de nombreuses maisons relais pour enfants entretiennent des antennes régionales de formation parentale la mise en place en 2006 du «Elterentëlefon[6]» un service d'écoute anonyme permettant aux adultes de prendre conseil et information en relation avec l'éducation de leurs enfants et la mise en place en novembre 2006 du projet «Helpline-LuSI (Luxembourg Safer Internet)» financé pour deux ans par la Commission européenne et dont l'objectif étant de sensibiliser le public sur les contenus non désirés et subversifs sur Internet

Ces services permettent aux parents de se renseigner et de prendre conseil sur des problèmes d'éducation et autres concernant leurs enfants. Une initiative de la «Lëtzebuerger Erwuessenebildung» relatif au «Elteremedieführerschäin» réalise une initiation systématique des parents aux médias audiovisuels et électroniques, aux différents modes d'opération et de transmission des messages. Ce projet sera lancé pour l'année de travail 2007/2008 en coopération avec les maisons relais. Sur le plan de la formation des enfants en dehors des heures de classe, il convient d'offrir aux enfants des animations à caractère sportif, culturel ou artisanal, qui constituent des alternatives par rapport à la consommation passive des produits issus de la télécommunication.

Dans ce contexte l'État encourage:

- le développement de telles activités dans les maisons relais pour enfants,

- le développement des activités des services de vacances (Caritas, Croix-Rouge, Service national de la Jeunesse etc.),

- la promotion des initiatives des associations d'enfants et de jeunes tels notamment les guides et les scouts,

- l'appui les grandes associations/fédérations nationales au niveau de leur engagement au bénéfice des enfants et des jeunes (tels notamment les fédérations sportives, l'Union Grand-Duc Adolphe, l'environnement, les sapeurs-pompiers).

C'est à travers l'éducation sexuelle et affective que l'on arrive à une meilleure protection des mineurs d'âge contre l'influence potentielle des messages pornographiques et contre la banalisation de la violence sexuelle.

Des formations dans le maniement des médias électroniques de l'Internet et des moyens de télécommunication ont été offertes par le Service national à des jeunes dans les maisons pour jeunes et ce dans le cadre de la formation continue des éducateurs. Ces formations ont eu pour but de sensibiliser les jeunes sur les dangers émanant des moyens de télécommunication et de l'Internet et des précautions à prendre pour éviter des rencontres ou des effets indésirables.

Par ailleurs l'État soutient les projets Cases Luxembourg et le projet LuSI.

Cases Luxembourg[7] est un projet de l'État visant à sensibiliser le public contre les risques liés à la sécurité de l'information. Il opère à travers un portail Internet, des formations et une structure d'alertes anonymes, en mettant l'accent sur la compréhension facile des enjeux par les citoyens et les PME. Cases fait également partie intégrante d'une structure européenne d'échanges sur ce thème.

Le projet LuSI[8] vise la promotion d'un usage plus sûr par les jeunes d'Internet et des nouvelles technologies de communication, à travers notamment, la sensibilisation des citoyens aux risques et enjeux nouveaux liés à ces nouvelles technologies et l'implication de l'ensemble des acteurs nationaux liés aux problématiques de sécurité et de sûreté sur Internet ainsi que ceux liés à la protection des mineurs, à travers l'établissement d'une structure établie et reconnue de concertation et de partenariats.

---

[1] En raison des progrès réalisés au cours de ces dernières années dans le domaine des technologies d'information et plus spécifiquement dans le domaine des technologies de télécommunication, le téléphone mobile permet non seulement d'envoyer ou de recevoir des appels téléphoniques ou des sms (short message service), mais il permet également l'envoi et la réception de mms (multimédia messaging service), la possibilité d'accéder à l'Internet, de stocker des images et des écrits ainsi que la possibilité de produire des contenus à caractère audiovisuels. Par ailleurs grâce à ce développement technologique le téléphone portable devient accessible à l'Internet et grâce à la technologie «Bluetooth» il est possible d'interconnecter le téléphone portable avec un autre téléphone portable ou avec d'autres moyens d'information tels un ordinateur ou un lecteur MP3.

[2] Cyber bullying is the term used to refer to bullying and harassment by use of electronic devices through means of e-mail, instant messaging, text messages, blogs, mobile phones, pagers and websites. Other terms for cyberbullying are electronic bullying, electronic harassment, e-bullying, SMS bullying, mobile bullying, online bullying, digital bullying or Internet bullying.

[3] Livre vert sur la protection des mineurs et de la dignité humaine dans les services audiovisuels et d'information présenté par la Commission en date du 16 octobre 1996 (COM(96) 483 final).

[4] Recommandation publiée au Journal officiel L 378 du 27 décembre 2006.

[5] Le service AFP admet deux centres dont un à Ettelbruck et l'autre à Luxembourg-ville.

[6] Le numéro de téléphone du «Elterentëlefon»: 26640555 et ce service est disponible les lundi et vendredi de 9 à 12 heures et le mercredi de 4 pm à 7 pm.

[7] Voir le site Internet http://www.cases.lu

[8] Voir le site Internet http://www.lusi.lu - les acteurs du projet LuSI sont la société Telindus, le 12345 Kanner Jugend Tëlefon et le Centre de Recherche public Henri Tudor.

Question 1902 (7.8.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **structures d'accueil et d'hébergement pour personnes sans domicile fixe et toxicomanes:**

Les récents évènements à Luxembourg-Bonnevoie font à nouveau ressortir un grave malaise parmi les habitants du quartier, qui repose en grande partie sur une concentration trop poussée de populations problématiques sur un territoire limité. Ainsi, à côté des structures accueillant ou hébergeant des toxicomanes, les résidents de Bonnevoie se voient en permanence confrontés à des personnes sans domicile fixe. D'abord, les structures d'accueil et d'hébergement pour personnes sans domicile fixe sont également regroupées dans ledit quartier. À ceci s'ajoute que faute de places suffisantes dans ces structures, bon nombre de personnes sans-abri défilent respectivement s'installent aux abords des structures, ce qui suscite un sentiment subjectif d'insécurité parmi les résidents.

Il ressort du programme gouvernemental d'août 2004 entre autres ce qui suit: «Le Gouvernement procédera à la réforme de la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours (…). Il est proposé d'envisager le regroupement des offices sociaux en bureaux régionaux garantissant ainsi une meilleure efficacité (…).

Logements sans-abri

Le Gouvernement vise l'extension et la consolidation pour personnes sans-abri tout en veillant à mettre un accent particulier sur les jeunes dans les différentes régions du pays.»

- D'une façon générale, j'aimerais savoir de Madame la Ministre où en est la décentralisation des structures d'accueil et d'hébergement pour personnes sans domicile fixe?

- Est-ce que Madame la Ministre n'est pas d'avis que le Gouvernement devra augmenter ses efforts en cette matière surtout en considération de l'implantation d'une nouvelle structure pour toxicomanes à Bonnevoie?

- Quel est l'état actuel des dispositions contenues dans le programme gouvernemental, notamment en ce qui concerne l'extension et la consolidation de logements pour personnes sans-abri?

Réponse (12.10.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1) Le Ministère de la Famille et de l'Intégration signe année par année des conventions avec les organismes gestionnaires suivants, qui gèrent des structures d'hébergement pour adultes à travers tout le Grand-Duché, il s'agit de:

- Administration communale d'Esch/Alzette: gère un foyer de nuit pour sans-abri, qui est ouvert 7 jours sur 7 depuis 2006 et a une capacité de 20 lits.

- Caritas Accueil & Solidarité: dispose de 139 places dont 64 lits au Foyer Ulysse à Bonnevoie et de 75 places dans des «Logements Encadrés ou Accompagnés».

- Géographiquement, 78 places sont situées dans la commune de Luxembourg, dont 14 dans des quartiers autres que celui de Bonnevoie et 61 dans d'autres localités du pays, telles Diekirch, Differdange, Dudelange, Esch/Alzette, Garnich, Hautcharage, Kayl, Kopstal, Pétange et Rumelange.

- Comité National de Défense Sociale (CNDS): gère 73 places regroupées dans des foyers répartis à Diekirch, Ettelbruck, Hautbellain, Helmdange, Luxembourg, Mersch et Moutfort.

Remarque: Le CNDS gère également pour le compte de la Ville de Luxembourg le Foyer Oppenthalt (58 places).

- Ënnerdaach: gère trois chambres individuelles et 17 appartements, pouvant abriter 64 personnes (adultes et enfants), les immeubles sont répartis dans les communes de Differdange et de Schifflange.

- Wunnengshëllef: a souscrit en 2007 140 contrats pour des logements, qui sont mis à disposition à des personnes en difficulté; 42 immeubles sont sur le territoire de Luxembourg-Ville et 98 répartis dans d'autres communes du pays. Ces 140 logements permettent de fournir un abri à 260 personnes dont 79 à Luxembourg-Ville et 181 dans d'autres localités du pays (Bascharage, Belvaux, Bertrange, Bettembourg, Colmar-Berg, Diekirch, Differdange, Dudelange, Esch/Alzette, Ettelbruck, Grevenmacher, Helmdange, Kayl, Mondercange, Mondorf-les-Bains, Rodange, Schifflange, Tétange).

- Structures de logement en milieu ouvert pour jeunes adultes: dans le contexte de la prévention en relation avec des jeunes, il y a lieu de relever brièvement la contribution fournie par ce type d'hébergement. Dix organismes gestionnaires conventionnés (Anne; Caritas Jeunes & Familles; Clara Fey; Croix-Rouge; Fondation Kannerschlass; Fondation Lëtzebuerger Kannerduerf; François; Jongenheem; KMA association Victor Elz; Noémi) et les administrations de l'État (staatlech Kannerheemer; Centre socio-éducatif de l'État de Dreiborn/Schrassig) offrent 117 places pour les jeunes adultes, âgés entre 18 et 25 ans. Les infrastructures de ces organismes sont réparties sur les territoires des communes de Bertrange, Dudelange, Echternach, Esch/Alzette, Itzig, Kayl, Luxembourg, Mersch, Rumelange, Sanem et Schifflange.

- Le Ministère de l'Égalité des Chances, a signé des conventions avec cinq organismes gestionnaires (Conseil national des Femmes, Femmes en Détresse, Noémi-Accueil, Porte ouverte, Pro Familia) qui gèrent des:

Services d'hébergement pour filles, femmes et femmes avec enfants: ces structures disposent de 229 places, dont 111 se trouvent sur le territoire de la Ville de Luxembourg, cependant aucune dans le quartier de Bonnevoie et 118 places sont réparties dans d'autres localités du pays (Bertrange, Colmar-Berg, Dudelange, Esch/Alzette, Eschweiler, Kayl, Walferdange). Même si ces services ne s'adressent pas directement aux femmes sans-abri, elles ont cependant un important rôle de prévention, en évitant que ces femmes ne tombent dans le sans-abrisme.

Tel que nous pouvons le constater à travers le tableau qui précède, le processus de décentralisation des structures pour personnes sans-abri ou en état de détresse porte déjà ses fruits, car 66% des places disponibles pour loger cette population sont réparties sur d'autres localités du pays et seulement 34% des places se trouvent sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

2) Projets en voie de planification.

- Caritas Accueil & Solidarité: entend élargir son volet «Logements Accompagnés», ceci en louant de manière ponctuelle, de petits logements répartis à travers le pays.

- Comité National de Défense Sociale (CNDS): Le Ministère de la Famille est en pourparlers avec le CNDS en vue de l'élaboration d'un concept relatif à la rénovation d'un foyer sis à Helmdange.

- Ënnerdaach a.s.b.l. Differdange prévoit la gestion de deux appartements supplémentaires à partir de 2008. Ces logements sont situés sur le territoire de la commune de Schifflange et peuvent accueillir entre huit à 12 personnes.

- Structures de logement en milieu ouvert pour jeunes adultes: Pour l'année 2008, le nombre de places «structures en milieu ouvert» conventionnées augmentera de trois.

- Ville de Luxembourg: En 2006 le Ministère de la Famille et de l'Intégration a signé une convention avec la Ville de Luxembourg en vue de la construction d'un foyer pour 56 adultes en difficulté. Cette structure sera aménagée au Pfaffenthal.

- Wunnengshëllef: L'a.s.b.l. entend mettre en place, en collaboration avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, une structure de «Jugend-Hotel» (accueil de courte durée) et de «Jugend-Relais» s'adressant à des jeunes âgés de 18 à 27 ans. Une telle structure, d'une capacité de huit places, vient d'ouvrir à Esch/Alzette.

- À mentionner ici les Services d'hébergement pour filles, femmes et femmes avec enfants, où il est prévu d'augmenter le nombre de lits conventionnés au cours des années 2008 et 2009 de 33 lits (localités de: Dudelange, Esch/Alzette, Walferdange).

- Toujours dans le souci de décentraliser les structures d'accueil et d'hébergement pour personnes sans domicile fixe et pour adultes en détresse, le Ministère de la Famille et de l'Intégration vient de contacter les bourgmestres des plus grandes communes du pays, afin de solliciter leur collaboration

Services conventionnés pour personnes sans-abri et adultes en détresse:
Nombre de places disponibles au 01/08/2007

Organismes gestionnaires	Nombre de places disponibles		
	Total	Ville de Luxembourg	Ailleurs dans le Pays
Administration Communale d'Esch/Alzette Foyer de nuit pour sans-abri	20	0	20
Caritas Accueil & Solidarité asbl	139	78	61
Comité National de Défense Sociale(CNDS)	73	5	68
Ënnerdaach a.s.b.l.	64	0	64
Wunnengshëllef a.s.b.l.	260	79	181
Structures de Logement en milieu ouvert pour jeunes adultes*	117	38	79
Service d'hébergement pour filles, femmes et femmes avec enfants	229	111	118
Totaux: Nombre de places	902	311	591
% de places	100%	34%	66%

* y compris les 17 places situées dans les structures de l'Administration de l'État

en vue de la création sur leur territoire de telles structures.

3) En ce qui concerne la réforme de la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours:

- Conformément au programme gouvernemental de 2004 au niveau de la politique de la solidarité, une réforme des textes de loi relatifs aux offices sociaux (1846) et au domicile de secours (1897) a été engagée.

Suite aux jalons posés par un groupe de réflexion, comprenant notamment des membres du Syvicol et de certains offices sociaux, un groupe de travail composé de représentants du Ministère de l'Intérieur ainsi que du Ministère de la Famille et de l'Intégration s'est constitué pour examiner la meilleure façon de concrétiser, sous forme d'un avant-projet de loi, les grands principes et les priorités retenus par ce groupe de réflexion.

Un texte de base a ainsi été élaboré qui intègre à la fois l'humanisme à la base des premiers textes de loi du 19e siècle, les expériences des pays voisins, l'évolution du contexte social luxembourgeois ainsi que la situation concrète actuelle de notre pays.

Ce document est achevé et devrait se retrouver dans les jours à venir sur le chemin législatif sous la forme d'un avant-projet de loi.

Question 1911 (9.8.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **piste cyclable des trois cantons:**

La piste cyclable PC6 fait la liaison entre la ville de Bettembourg et Pétange et traverse entre autres les communes de Schifflange, Esch/Alzette et Sanem. Les cyclistes peuvent se déplacer sur l'intégralité de la piste tout en évitant la circulation sauf entre la localité de Noertzange et la sortie de Kayl de l'autoroute A13. En effet, comme ils doivent emprunter une route secondaire sur ce tronçon, ils sont exposés aux risques de la circulation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quelles sont les raisons exactes de l'interruption de la piste cyclable entre Noertzange et la sortie Kayl de l'autoroute A13?

- Quelles mesures sont envisagées sur ce tronçon afin d'augmenter la sécurité des cyclistes?

Réponse (29.10.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

La piste cyclable des trois cantons relie Pétange à la Moselle. Elle traverse et relie tout le sud du pays.

La réalisation de la section Kayl se heurte à un problème d'emprise à hauteur de la «Toussaintsmillen». Il est prévu de traverser ici le CR165 afin de relier directement la Ville de Dudelange. Une partie de ce tronçon est aménagée dans le cadre de la construction du laboratoire à Dudelange.

La liaison vers Noertzange, parallèle au CR165, doit longer le Kaylerbach ce qui pose des problèmes écologiques non négligeables, étant donné l'étroitesse des lieux. Par ailleurs, la question des emprises reste encore en suspens.

Comme des mesures de sécurisation pour les cyclistes ne sont guère réalisables sur le tronçon du CR165 sis entre la localité de Noertzange et la sortie Kayl de l'autoroute A13, j'ai demandé à mes services d'examiner la possibilité d'offrir aux cyclistes un itinéraire alternatif pour la ramification de la PC6 vers Noertzange.

Question 1939 (21.8.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **plan directeur de la gouvernance électronique:**

La loi du 29 mars 1974 créant un Centre Informatique de l'État dispose dans son article 5 que «le Ministre d'État déterminera pour chaque administration de l'État si elle peut assumer elle-même la gestion automatisée totale ou partielle de l'ensemble ou d'une partie de ses services ou si elle doit la confier au centre informatique. Dans la première hypothèse, les administrations seront dotées d'un service informatique et seront responsables de la conduite de leurs propres travaux d'automatisation. Elles pourront toutefois requérir l'assistance technique du centre. Pour l'exécution des travaux informatiques confiés au centre, celui-ci a droit, de la part des administrations, à toute la collaboration nécessaire pour l'élaboration des solutions. Le centre est responsable de la conduite des travaux, sauf si les données et les spécifications des traitements mises à sa disposition ne permettent pas l'exécution correcte des travaux».

Cependant, le «Plan directeur de la gouvernance électronique» adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 29 avril 2005 prévoit que «pour pouvoir assurer la réalisation du plan directeur dans les organismes publics, ces derniers doivent disposer de personnes compétentes qui sont en charge du dossier de la gouvernance électronique et qui le font avancer en interne. Ces personnes doivent jouer un rôle comparable à celui d'un CIO (Chief Information Officer) dans une société privée».

1. Quelles sont les administrations dotées d'un service informatique en application de la loi du 29 mars 1974 créant un centre informatique de l'État?

2. Est-ce que le plan de gouvernance électronique, en ce qui concerne le personnel à engager, est également applicable aux administrations non détaillées sous le point 1?

3. Quel est l'état d'avancement du «Plan directeur de la gouvernance électronique»?

Réponse (16.10.2007 de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse, je voudrais informer l'honorable Député que l'obtention du statut de service informatique départemental, se fait sur base du règlement du Gouvernement en Conseil du 26 juin 1987 déterminant les conditions de reconnaissance et de fonctionnement d'un service informatique départemental qui dans son article 2 dispose que:

Le service doit avoir pour mission le traitement et la coordination de l´ensemble des tâches informatiques dans le cadre de l´automatisation d´un département ministériel, d´une administration ou d´un service de l´État.

Par tâche informatique il faut comprendre toutes les activités relatives à

- l´assimilation de la matière du domaine de travail de l´utilisateur,

- des travaux d´analyse et de conception de systèmes informatiques intégrés en vue d´une automatisation,

- la réalisation, la maintenance et l´exploitation des systèmes informatiques pour le compte des usagers.

De par ses attributions spécifiques, le service est responsable envers ses usagers de la bonne conduite des travaux informatiques lui incombant et de leur réalisation conformément aux pratiques professionnelles et aux règles de l´art.

L'article 3 du même règlement prévoit encore que le service informatique doit figurer dans l'organigramme à part entière et qu'au moins un des membres du service informatique soit occupé à temps plein à des travaux de nature exclusivement informatique.

Les administrations qui disposent d'un service informatique départemental sont repris dans le tableau ci-dessous:

Armée luxembourgeoise

Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

Statec

Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

Centre de Technologie de l'Éducation

Administration du Cadastre et de la Topographie

Administration des Contributions directes

Administration des Douanes et des Accises

Administration de l'Enregistrement et des Domaines

Inspection Générale des Finances

Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Centre Informatique de l'État

Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

Police grand-ducale

Administration pénitentiaire

Ministère de la Santé: Direction de la Santé

Inspection générale de la Sécurité sociale

Union des Caisses de Maladie

Ministère des Travaux publics

Administration des Ponts et Chaussées

Administration des Bâtiments publics

L'honorable Député Monsieur Claude Adam demande encore le champ d'application du Plan directeur de la gouvernance électronique et notamment son impact sur le personnel à engager. Je voudrais préciser d'abord que le Plan directeur de la gouvernance électronique, dont le champ d'application couvre l'ensemble des administrations de l'État, ne constitue pas un plan d'engagement. En effet, le Plan directeur de la gouvernance électronique couvre surtout l'organisation des processus, la collaboration et l'interopérabilité des administrations par le recours aux technologies avancées de l'information et de la communication. Il prévoit en plus la modernisation des relations, à travers un Guichet unique virtuel, entre les administrations et les citoyens respectivement les entreprises.

Le Service eLuxembourg est en charge de la coordination de l'ensemble des mesures et projets nécessaires à la mise en œuvre du Plan directeur. Ainsi, le Service eLuxembourg peut faire appel aux experts «métier» des administrations qui en représentent les besoins fonctionnels, qui mettent en garde devant les risques de changements et qui gèrent le changement au sein de leurs organismes respectifs.

Dans le cadre des démarches administratives des entreprises, le Conseil de Gouvernement, par sa décision du 2 février 2007, «mandate les Ministres de l'Économie, des Classes moyennes et de la Fonction publique à s'entourer de l'assistance des ministères et administrations identifiés qui collaborent activement à la mise en œuvre d'assistants électroniques». Ces administrations ont été invitées, lors d'une réunion du 16 mai 2007, à désigner un coordinateur des sujets organisationnels et informatiques en relation avec la gouvernance électronique. Ce coordinateur jouera le rôle d'intermédiaire entre les services de l'administration et le Service eLuxembourg. Le Plan directeur compare ce coordinateur au CIO d'une entreprise privée. Ses fonctions sont en effet comparables dans la mesure où il devra garantir la cohérence des systèmes d'informations par rapport aux exigences internes et externes de son administration. Ainsi, il ne faut pas nécessairement entendre par CIO de l'administration une personne de profil «informaticien», mais plutôt un expert des processus métiers.

Comme précisé précédemment, le plan directeur n'introduit pas un plan de recrutement des CIO's. L'administration seule pourra juger si la fonction de coordinateur des sujets organisationnels et informatiques lui permettra de justifier l'engagement de personnel supplémentaire.

L'honorable Député Monsieur Claude Adam aimerait finalement savoir l'état d'avancement du plan de la gouvernance électronique.

Concernant la présence sur Internet, les sites institutionnels des ministères et administrations disposent, pour la grande majorité, d'un site Web qui leur permet de communiquer au grand public sur base de standards graphiques homogènes et accessibles. Plus d'un internaute sur deux utilisent Internet pour consulter les sites publics, ce qui nous situe au 3e rang européen et confirme la qualité et la pertinence des informations mises à disposition. Il faut relever dans ce contexte le portail www.entreprises.lu qui compte aujourd'hui 2.285 visites par jour; il est devenu une source incontournable d'informations sur l'économie luxembourgeoise.

De plus, la plupart des administrations ont publié sur leurs sites Internet les formulaires officiels qui peuvent être remplis et sauvegardés électroniquement. 46% des internautes profitent de cette offre de téléchargement de formulaires intelligents, ce qui nous situe au 1er rang européen.

Les travaux en cours portent essentiellement sur la mise en place de sites Internet interactifs. Ainsi, le guichet unique sera la première plateforme interactive de l'Administration luxembourgeoise. Une plateforme générique a été mise en place en 2007 qui permettra aux entreprises et aux citoyens, au travers d'une procédure d'authentification forte, de disposer d'un espace administratif personnel, de déclencher leurs démarches par la voie électronique, de mémoriser des données réutilisables et de consulter l'état d'avancement des dossiers ainsi que les résultats produits par l'administration.

Le Guichet unique réintégrera l'intégralité des contenus du portail «entreprises» et sera enrichi d'un volet concernant les situations de vie des citoyens. Le Guichet unique regroupera un ensemble d'assistants électroniques correspondants aux services «entreprises» et «citoyens» les plus fréquents et les plus utiles. Pour les entreprises, les priorités résultent d'une analyse de la Commission Nationale pour la Simplification Administrative en faveur des Entreprises (CNSAE).

Enfin, je tiens à signaler que l'ensemble des applications stratégiques, telles que les guichets uniques virtuels, les portails interactifs et la gestion électronique de documents, présupposent l'existence de services de signature électronique dont les travaux sont en cours de finalisation.

Finalement, j'aimerais rappeler à l'honorable député Monsieur Claude Adam que l'avancement du plan directeur de la gouvernance électronique est régulièrement présenté à la commission compétente de la Chambre des Députés. La prochaine réunion de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes à ce sujet aura lieu le 22 octobre 2007.

Question 1944 (23.8.2007) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **culte catholique:**

Dans un but de transparence j'aimerais avoir les renseignements suivants au sujet du culte catholique:

1. le nombre des curés et aumôniers en activité et leur tranche d'âge,

2. le nombre des coopérateurs et des auxiliaires pastoraux,

3. le nombre des paroisses existantes,

4. le montant global que les communes investissent dans les infrastructures des cultes (frais courants et investissements), respectivement le montant des participations communales dans les budgets des fabriques d'églises,

5. le nombre des séminaristes et/ou stagiaires prêtres effectuant sur place leurs études régulières au» Grand Séminaire»,

6. le nombre d'heures hebdomadaires y enseignées,

7. la liste des enseignants à tâche complète régulière et à tâche partielle,

8. le montant des pensions et rentes versées aux curés,

9. le montant total de la masse salariale et des indemnités accessoires y relatives.

Réponse (12.10.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Cultes:*

1. Le nombre des curés et aumôniers en activité et leur tranche d'âge

Tranche d'âge	Aumônier	Aumônier gén. de la Force publique	Curé	Total
30-35	1		4	5
35-40			2	2
40-45	1		11	12
45-50	3	1	9	13
50-55	1		12	13
55-60	3		5	8
60-65	3		8	11
65-70	1		16	17
70-75	5		6	11
75-80	1		5	6
85-90			2	2
Total	19	1	80	100

Source: Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

2. Le nombre des coopérateurs et des auxiliaires pastoraux

Coopérateurs pastoraux: 62 (soit 2 postes vacants)

Auxiliaires pastoraux: 47,15 (soit 3,85 postes vacants)

Source: Ministère d'État, Département des Cultes

3. Le nombre des paroisses existantes

Région pastorale «Centre»: 61 paroisses

Région pastorale «Est»: 52 paroisses

Région pastorale «Luxembourg»: 49 paroisses

Région pastorale «Nord»: 63 paroisses

Région pastorale «Sud»: 48 paroisses

Total: 273 paroisses.

Source: Ministère d'Etat, Département des Cultes

4. Le montant global que les communes investissent dans les infrastructures des cultes (frais courants et investissements, respectivement le montant des participations communales dans les budgets des fabriques d'églises)

D'après les budgets et les comptes des communes, les recettes et les dépenses des communes relatives aux cultes se présentent comme suit:

	Compte 2005	Budget rectifié 2006	Budget 2007
Recettes extraordinaires	527.680,30	648.297,90	1.278.524,96
Dépenses extraordinaires	- 7.025.306,90	- 5.642.122,86	- 5.958.296,14
Solde	- 6.497.626,60	- 4.993.824,96	- 4.679.771,18

	Compte 2005	Budget rectifié 2006	Budget 2007
Recettes ordinaires	4.827,81	20.100,00	32.700,00
Dépenses ordinaires* *y compris les déficits des Fabriques d'église	- 4.523.137,87 (- 370.061,58	- 6.198.460,62 - 464.677,62	- 7.044.312,66 - 502.900,00)
Solde	- 4.518.310,06	- 6.178.360,36	- 7.011.612,66

Source: Ministère de l'intérieur et de l'Aménagement du territoire

5. Le nombre des séminaristes et/ou stagiaires prêtres effectuant sur place leurs études régulières au «Grand Séminaire»

Il y a momentanément 63 étudiants effectuant sur place leurs études régulières au Grand Séminaire.

Source: Grand Séminaire de Luxembourg

6. Le nombre d'heures hebdomadaires y enseignées

Le nombre d'heures hebdomadaires enseignées au Grand Séminaire s'élève à 72.

Source: Grand Séminaire de Luxembourg

7. La liste des enseignants à tâche complète régulière et à tâche partielle

Il y a en tout 14 enseignants au Grand Séminaire dont six à temps partiel.

Source: Grand Séminaire de Luxembourg

8. Le montant des pensions et rentes versées aux curés.

Nombre de retraités: 63 curés

Charge annuelle totale: 3.411.830 euros

Nombre des ayants-droit à des pensions dérivées: 7

Charge annuelle totale: 257.592 euros

Total: 3.669.422 euros

9. Le montant total de la masse salariale et des indemnités accessoires y relatives (culte catholique)

Projet de budget 2008, département des Cultes:

Rémunération de base: 17.625.646 euros

Primes, indemnités et autres suppléments de rémunération: 1.226.070 euros

Charges sociales patronales: 820.087 euros

Allocations de repas: 340.492 euros

Source: Ministère d'État, Département des Cultes

Question 1957 (31.8.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **logiciels RFS (Remote Forensic Software):**

Il me revient par la presse internationale que le Ministre de l'Intérieur de la République fédérale d'Allemagne prévoit la mise en place de logiciels RFS (Remote Forensic Software) permettant de s'introduire dans des systèmes informatiques par distance dans le contexte d'enquêtes judiciaires.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Est-ce que Monsieur le Ministre pourrait s'imaginer la mise en place et l'utilisation de tels logiciels par les autorités luxembourgeoises? Qu'en est-il de la législation luxembourgeoise en la matière? Monsieur le Ministre estime-t-il qu'elle soit suffisante? Dans le cas contraire, Monsieur le Ministre entend-il légiférer en la matière?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les mesures prises pour assurer la protection des données des citoyens luxembourgeois et des entreprises implantées dans le pays, devant des autorités étrangères se servant de tels logiciels? Monsieur le Ministre juge-t-il ce dispositif suffisant?

Réponse (23.10.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Des discussions sur l'installation de logiciels RFS ou assimilés sont actuellement menées par différents pays membres de l'Union européenne.

En attendant les conclusions de ces analyses à l'étranger, je n'envisage pas la mise à disposition de tels logiciels aux autorités judiciaires et policières.

Il est également certain que le volet de la protection des données doit rester un souci permanent dans l'installation de toute nouvelle technologie, ce aussi bien au niveau national qu'au niveau européen. Une modification de la législation nationale en la matière ne me semble pas requise.

Question 1958 (4.9.2007) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **services de secours:**

Les services de secours luxembourgeois sont assurés par des bénévoles qui s'engagent de plein gré, sans toucher de rémunération dans ces actions au service de la communauté.

Au cours des dernières années on constate une augmentation constante des interventions alors que le nombre et la disponibilité des bénévoles ne cessent de baisser. Il s'en suit que les agents bénévoles des différentes unités ont de plus en plus de mal à garantir à eux seuls l'ensemble des services à prester. Le fait qu'il soit prévu d'engager un ambulancier professionnel d'ici la fin de l'année ne saurait pas pour autant améliorer la situation.

La loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de secours ne semble pas avoir non plus apporté une amélioration quant à la disponibilité des bénévoles.

Vu les développements ci-dessus j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire:

- Le Gouvernement peut-il confirmer la situation telle que décrite ci-dessus?

- Le Gouvernement peut-il me fournir des statistiques quant au bénévolat des services de secours au Luxembourg?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage d'entreprendre afin de garantir aussi à l'avenir des services de secours de haut standard?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait explorer toutes les voies et tous les moyens possibles afin d'apporter une certaine reconnaissance par rapport au dévouement et au travail désintéressé des bénévoles des services de secours, ce qui contribuerait par le même coup à valoriser l'attrait des services de secours bénévoles et remédierait à la régression des effectifs bénévoles?

- Ne faudrait-il pas, à l'instar de certains de nos pays voisins instaurer un système de volontariat comportant une certaine indemnisation par permanence et/ou par intervention?

Réponse (10.10.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Au cours de l'année 2006, les services du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ont procédé à une analyse détaillée de la situation du bénévolat tant au niveau des services d'incendie et de sauvetage que de celui de la protection civile.

Cette analyse confirme la situation telle que décrite par l'honorable Député Marco Schank.

En effet, depuis quelques années, il faut constater une mutation au sein du bénévolat des services de secours, qui ont de plus en plus de problèmes à assurer les missions qui leur sont attribuées. Le nombre absolu de bénévoles des services de secours reste certes plus ou moins constant, mais les bénévoles éprouvent des difficultés croissantes à garantir leur disponibilité pendant les heures de travail, la disponibilité en dehors des heures de bureau ne posant généralement pas encore de problèmes majeurs.

Cette situation ne cesse de s'aggraver et le risque de ne pas pouvoir prêter secours aux personnes en détresse endéans des délais appropriés augmente.

Les causes de cette évolution sont multiples et peuvent être mises en relation avec les changements sociologiques et socioéconomiques que traverse notre société. Il est très probable que cette évolution se poursuive, voire s'accélère aux cours des prochaines années, créant ainsi un sévère problème de disponibilité des bénévoles avec le risque de paralyser partiellement les services de secours.

Selon une enquête réalisée par les inspecteurs cantonaux de la Division du Service incendie et de Sauvetage de l'Administration des Services de secours auprès des différents corps de sapeurs-pompiers, le nombre des sapeurs-pompiers actifs s'élève à 4.850 personnes (ne sont pas inclus les jeunes sapeurs-pompiers et les pompiers inactifs). La protection civile dispose d'à peu près 2.500 bénévoles. 825 bénévoles sont membres actifs aussi bien dans un corps de sapeurs-pompiers que dans une unité de la protection civile.

Suivant l'analyse réalisée par les inspecteurs cantonaux, les services d'incendie et de sauvetage communaux peuvent compter au cours des heures de bureau sur un quart des membres actifs des corps de sapeurs-pompiers. De même, au sein de la division de la protection civile, la disponibilité moyenne pour la première ambulance sur l'ensemble des 24 centres de secours est d'environ 87%.

Considérant que l'indisponibilité restante de 13% est répartie de façon très hétérogène et s'accentue nettement entre 10 et 16 heures aux cours des jours ouvrables, il se peut que des régions entières rencontrent des problèmes de disponibilité pendant une même tranche horaire.

Il existe en principe trois axes indépendants les uns des autres pour apporter un soutien aux bénévoles, qui sont: la motivation des bénévoles, l'introduction d'agents professionnels et la régionalisation.

La motivation des bénévoles, qui mettent leur temps libre à disposition de notre société, est étroitement liée à la reconnaissance qui leur est attribuée par cette même société. Les bénévoles se sentent souvent exploités comme main d'œuvre bon marché, provoquant ainsi un sentiment d'amertume. Les propositions présentées par les bénévoles pour garantir cette reconnaissance sont multiples, comme par exemple une indemnité symbolique par unité de permanence prestée ou pour chaque intervention, une meilleure visibilité du bénévolat qui pourrait être facilitée en dotant l'Administration des Services de secours d'un service de relations publiques à l'instar d'autres administrations, des avantages fiscaux, des assurances supplémentaires (par exemple vie, pension, maladie), des budgets plus substantiels pour la publicité et les relations publiques. Ces demandes en vue de garantir une meilleure reconnaissance des bénévoles ne datent pas d'hier. Ainsi, des démarches réitérées du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire entreprises par le passé auprès de différents services étatiques compétents n'ont pas apporté les résultats escomptés notamment du fait qu'elles devraient être étendues à d'autres catégories de bénévoles. Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire poursuit néanmoins ses efforts pour trouver des solutions acceptables pour toutes les parties.

Un deuxième axe consiste à introduire des agents professionnels pour encadrer et aider les bénévoles à assurer leurs missions. Il ne s'agit en aucun cas de remplacer systématiquement le bénévolat par des agents professionnels, mais de leur garantir le soutien nécessaire et de compléter les lacunes de disponibilité et d'assurer le fonctionnement des services de secours. La professionnalisation vise en un premier temps notamment le service ambulancier de la Division de la protection civile qui est la plus vulnérable de toutes les unités de secours. Je soumettrai dans ce contexte au Gouvernement dans les mois à venir une stratégie reposant entre autres sur l'engagement d'agents professionnels. J'aimerais rappeler à l'honorable Député que le Gouvernement m'a d'ores et déjà autorisé à engager cette année un ambulancier professionnel qui sera affecté auprès d'un centre de secours de la protection civile. La procédure de sélection a été lancée en mai de cette année de sorte que le recrutement effectif du candidat est imminent.

Un troisième axe consiste dans la régionalisation des services de secours. Pour combler les difficultés de disponibilité aussi bien auprès des sapeurs-pompiers qu'au niveau de la protection civile, la création de centres régionaux assurant une disponibilité avec le matériel et le personnel appropriés s'impose. Il ne s'agit nullement d'abolir les unités au niveau local, mais de créer des centres de compétence régionaux qui garantissent les secours au cas où les unités locales sont soit indisponibles, soit nécessitent un appui. Cette régionalisation doit se faire tant au niveau étatique, c'est-à-dire au niveau de la Division de la protection civile, qu'au niveau communal, c'est-à-dire au niveau des services d'incendie et de sauvetage. En plus, la régionalisation doit permettre une collaboration très étroite entre les structures étatiques et communales. En pratique, cette collaboration est déjà monnaie courante dans la plupart des régions de notre pays. Les lois existantes, c'est-à-dire la loi communale et la loi portant création d'une Administration des Services de secours mettent cependant un certain frein à la création d'une compétence régionale et le fonctionnement d'un centre régional regroupant à la fois des bénévoles de la protection civile et des services communaux, puisqu'elles fixent clairement les compétences et responsabilités respectives de l'État et des communes. Il s'agit donc de créer les outils législatifs nécessaires pour faire évoluer à l'avenir les services de secours dans cette voie.

Une fois saisi des propositions du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le Gouvernement ne manquera certainement pas de tirer toutes les conclusions qui s'imposent, au besoin en amendant les lois existantes régissant le fonctionnement des services de secours.

Question 1959 (4.9.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **cité policière:**

Selon mes informations, Monsieur le Ministre de la Justice a eu ces jours dans sa qualité de Ministre du Trésor et du Budget une entrevue avec Monsieur le Ministre des Travaux publics afin de définir les priorités pour les futurs investissements infrastructurels publics.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les conclusions de son entrevue avec Monsieur le Ministre des Travaux publics, notamment en ce qui concerne la construction d'une cité policière?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer à quel stade se trouve actuellement le projet de la cité policière?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire dans quels délais on pourra s'attendre à l'achèvement de cette cité?

Réponse (22.10.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le programme pluriannuel du fonds administratif, tel qu'il a été arrêté par le Gouvernement début octobre et déposé à la Chambre le 10 octobre 2007, prévoit la construction d'un centre de police à Luxembourg-Verlorenkost pour un montant prévisible de 120 millions d'euros. Selon les prévisions actuelles, ce projet pourra regrouper les services de la Direction régionale Centre, de l'Unité de garde et de réserve mobile et les unités spéciales. Dans la mesure où un tel projet requiert une approbation par le législateur, l'élaboration de plans détaillés et une procédure de soumissions, la construction de ce projet démarrera probablement dans deux ans.

Question 1960 (4.9.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **fonds de compensation pour céréales panifiables:**

Viru kurzem ass public ginn, datt d'Cepal (Société de gestion du patrimoine de la Centrale paysanne luxembourgeoise) wëlles huet, de Rescht vum Agrocenter zu Miersch inklusiv dem Silo ze verkafen. De Finanzement fir den Opbau vum Silo ass geregelt ginn duerch d'Gesetz vum 9 Februar 1956 iwwert d'Schafung vu sougenannte Kompensatiounsfongen.

En Arrêté grand-ducal vum 15 Februar 1958 huet op Basis vun dësem Gesetz e Kompensatiounsfong fir «céréales panifiables» geschaf.

D'Bauren am ganze Land sinn duerch dës gesetzlech a reglementaresch Bestëmmunge forcéiert gi vum Erléis aus dem Verkaf vun hire Kären en Deel an dëse Kompensatiounsfong ze bezuelen. Wann een net bezuele wollt, war d'Enregistrementsverwaltung autoriséiert fir dës Taxen eranzedreiwen.

Dës Taxen, déi vu jidderengem hu misse bezuelt ginn, dee Kären ofgeliwwert huet, ware bestëmmt fir de Bau vum Mierscher Silo ze finanzéiren. De Fong stoung ënnert der Tutell vum Landwirtschaftsminister, dee pro Trimester huet missen e Rapport gemaach kréien. D'Baurenzentral ass mat der Gestioun vum Fong beoptraagt ginn an et ass festgehale ginn, datt de Silo der Landwirtschaftskammer géif gehéiren: «La propriété du Silo reviendra à la Chambre d'Agriculture». Virum Hannergrond vun der Absicht vun der Cepal, fir de Rescht vum Agrocenter inklusiv dem Silo, deen der Landwirtschaftskammer gehéiert, ze verkafen, géif ech Iech gären dës Froe stellen:

1. Huet de Landwirtschaftsminister déi am Gesetz virgeschriwwen trimestriell Rapporte vum Gestionnaire vum Fong «céréales panifiables» geliwwert kritt?

2. Wéi vill Geld ass am Ganzen iwwert de Fong erageholl ginn, an iwwer wat fir eng Zäit?

3. Ass dëse Fong uerdentlech clôturéiert ginn, a wéini?

4. Sinn d'Gelder, déi iwwert dëse Fong erakomm sinn, all fir de Silo gebraucht ginn? Wann neen, wat ass mat dem eventuelle Reschtbetrag geschitt?

5. Ass mat de Gelder vum gesetzleche Kompensatiounsfong nëmmen de Bau oder och den Terrain bezuelt ginn op deem de Silo steet?

Réponse (23.10.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'annonce faite par la S.A. Cepal qu'elle envisage la vente du restant de ses propriétés immobilières ayant fait partie de l'Agrocenter à Mersch, dont notamment le silo, amène l'honorable Député à me poser certaines questions en relation avec le financement de cette installation de stockage.

Pour ce faire l'honorable Député se réfère à la loi du 9 février 1956 concernant la création de fonds de compensation agricoles et à l'arrêté grand-ducal portant création d'un fonds de compensation pour céréales panifiables et établissement de taxes pour alimenter ce fonds.

Selon son article 1er, la loi du 9 février 1956 avait pour but la création d'un ou de plusieurs fonds de compensation agricoles, à alimenter par des taxes, à prélever à l'occasion de la vente de produits agricoles auprès des producteurs, vendeurs, importateurs et exportateurs, en vue d'organiser, de régulariser et d'étendre les marchés agricoles.

Un tel fonds de compensation pour céréales panifiables a été créé par l'arrêté grand-ducal du 15 février 1958.

Il résulte d'une lecture attentive de l'article 1er que les taxes à percevoir à l'occasion de la vente de froment, de méteil et de seigle étaient destinées, d'une part, à assurer l'écoulement régulier des récoltes de céréales panifiables et, d'autre part, à créer des moyens de stockage appropriées par la construction d'un silo à grains. À ce dernier égard, il ressort des considérants de l'arrêté grand-ducal que le dispositif visait plus particulièrement le projet de construction d'un silo à grains établi par la Centrale paysanne luxembourgeoise, faisant fonction de Chambre d'Agriculture.

Ceci dit et étant donné que les questions posées se basent sur l'interprétation faite par l'honorable Député d'une disposition prévue à l'article 1er de l'arrêté grand-ducal du 15 février 1958 et prévoyant que «la propriété du silo reviendra à la Chambre d'Agriculture», je voudrais renvoyer à la réponse fournie par mon prédécesseur à une question parlementaire posée également par l'honorable Député en date du 21 juin 1991 *(cf. compte rendu 1991-1992)*. Sur base d'une analyse juridique détaillée, le Ministre en fonction à l'époque arrive à la conclusion que «la disposition réglementaire de 1958 prévoyant que la propriété du silo à céréales reviendra à la Chambre d'Agriculture est dépourvue de conséquence juridique. Elle constitue plutôt une déclaration d'ordre politique».

Il faut déduire de cette analyse et de cette conclusion ainsi que du fait que lors de l'installation de l'actuelle Chambre d'Agriculture par la loi du 7 septembre 1987 la question de la propriété de l'Agrocenter n'a nullement été abordée que la propriété du silo revient à la seule S.A. Cepal qui est donc libre d'en disposer. Tout amalgame entre le mode de financement et l'intention de vente du silo me semble partant inappropriée, cela d'autant plus que sa réalisation remonte à quelque cinquante ans.

Question 1961 (5.9.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **accidents routiers provoqués par des conducteurs ayant un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 gramme par litre de sang:**

Lors de son intervention dans le cadre des discussions relatives au PL 5366, Monsieur le Ministre a affirmé devant la Chambre des Députés qu'il a été montré qu'en France 30% des accidents routiers provoqués par un conducteur ayant bu de l'alcool relèvent d'un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 gramme par litre de sang. («Wann a Frankräich gewise ginn ass, dass vun allen Accidenter, déi duerch Alkohol provozéiert gi sinn, 30% - ech soen nach eng Kéier: 30%! - vun deenen Accidenter un engem Taux d'alcoolémie tëschent 0,5 an 0,8‰ louchen ...»).

Or, d'après le Conseil national de la sécurité routière française, ce pourcentage serait de l'ordre de 10,5%.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- D'où tient-il le chiffre de 30% en ce qui concerne les accidents routiers provoqués par un conducteur ayant bu de l'alcool et montrant un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 gramme par litre de sang? Quelle est l'origine exacte de ces statistiques?

- Comment expliquer cette différence avec les statistiques du Conseil national de la sécurité routière française?

Réponse (10.10.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur la véracité des données statistiques évoquées lors de mon intervention à la Chambre des Députés dans le cadre des discussions relatives au projet de loi N°5366 visant entre autres l'abaissement du taux d'alcoolémie.

D'emblée, je me permets de renvoyer à la page 158 de la documentation française relative au bilan de la sécurité routière de l'année 2005 édité par l'observatoire national interministériel de sécurité routière.

Selon ce bilan, 6.735 conducteurs étaient en 2005 impliqués dans un accident corporel dont quelque 29,9% ont eu un taux d'alcoolémie compris entre 0,5‰ et 0,8‰.

Dans ce contexte il convient également de relever que 1.227 conducteurs au taux d'alcoolémie trop élevé étaient impliqués dans un accident mortel, un taux d'alcoolémie compris entre 0,5‰ et 0,8‰ a pu être constaté auprès de 164 conducteurs. Ce chiffre de 164 personnes tuées sur la route représente 13,4% de l'ensemble des accidents mortels en relation avec un taux d'alcoolémie trop élevé.

Question 1962 (5.9.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **modernisation de l'auberge de jeunesse de Hollenfels:**

Dans la réponse à ma question parlementaire N°1894 du 2 août 2007 *(cf. compte rendu N°1/2007-2008)*, Monsieur le Ministre du Tourisme m'a informé que l'auberge de jeunesse de Hollenfels est propriété de l'État et qu'elle n'est pas éligible au titre des subventions accordées dans le cadre du 8e programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique.

Selon mes informations, les installations sanitaires et d'hébergement de l'auberge de jeunesse de Hollenfels se trouvent dans un état désuet et ne correspondent plus aux exigences actuelles.

Étant donné que l'auberge en question est très fréquentée par les écoles primaires et autres associations, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quand est-ce que l'auberge de jeunesse de Hollenfels va-t-elle être rénovée respectivement modernisée?

Réponse (10.10.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En ce qui concerne les installations sanitaires dont fait état la présente question parlementaire, celles-ci sont certes démodées mais salubres. Aussi, le bloc sanitaire au sous-sol a été remplacé il y a quelques années. Il est cependant évident que leur modernisation s'impose.

Toutefois un problème majeur se pose quant à une modernisation conséquente des sanitaires avec suppression des zones mixtes, etc.

En effet la configuration des lieux engendrerait la suppression de chambres en cas de la création de nouveaux sanitaires.

En vue de ce qui précède, une réorganisation globale de l'auberge sera nécessaire avec l'élaboration d'un projet d'envergure demandant une libération totale des lieux. Or, ces locaux sont actuellement régulièrement occupés par des groupes de jeunes du Service national de la Jeunesse Marienthal.

En effet un projet de réaménagement du Centre Marienthal, qui sera sous peu déposé sous forme de projet de loi à la Chambre des Députés et qui a été retardé par le relogement provisoire de réfugiés sur le site, ne permet plus de séjour nocturne au Marienthal.

Il s'en suit que le projet de modernisation dans l'intérêt de l'auberge de jeunesse Hollenfels sera seulement envisageable après l'achèvement du projet Marienthal.

Il y a lieu de signaler que les dernières années les efforts de l'Administration des Bâtiments publics se sont surtout concentrés sur la mise en conformité de l'auberge avec l'aménagement d'un compartimentage, l'ajoute d'une sortie de secours extérieure et l'installation d'un système de détection et d'éclairage de secours.

Question 1963 (5.9.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**élevage porcin au «Kuelbecherhaff»:**

Am Leitartikel vum «Ziichter», der Zeitung vun der Genossenschaft «Convis», gëtt sech iwwer eng mangelhaft Kooperatioun vum Landwirtschaftsministère beklot, wat d'Zukunft vun der Schwéngszuuchtanstalt «Kuelbecherhaff» ubelaangt, nodeems datt de ganze Schwéngsbestand wéinst der Schnüffelkränkt huet missen ofgeschaaft ginn. De President vu Convis schreift, datt d'Genossenschaft zwar e Konzept hat, wéi een de «Kuelbecherhaff» kënnt viru bedreiwen, an och schon Engagementer vis-à-vis vun engem auslännesche Geschaftspartner fir den Ofsaz vun den iwwerschëssege Jongsei agaange war, mä bedauerlecherweis géif d'Regierung sech net beweegen. Sou wiere Besichtegungsterminer, fir sech iwwert déi néideg Reparaturen an Investitiounen eens ze ginn, aus onerkläerleche Grënn ofgesot ginn. Et sollt anscheinend fir d'éischt eng Etüd iwwert den Zoustand vun de Gebailechkeete gemaach ginn. An Tëschenzait lafe fir Convis d'Käschte fir d'Personal virun an et kënnt näischt eran. Och besteet d'Gefor, datt de Liwwervertrag net kann agehale ginn. Aus dëse Grënn géif ech Iech gären dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit de Landwirtschaftsministère d'Zukunft vum «Kuelbecherhaff»?

2. Wéisou gëtt et an dëser Saach kee Fortgang?

3. Wat fir Reparaturen an Investitiounen mussen duerchgefouert ginn?

4. Wéi héich sinn dës Käschte viraussiichtlech a wien huet dofir opzekommen?

5. Ass de Stat bereet, och fir déi Verloschter opzekommen, déi Convis duerch en onnéidegen Zäitverloscht entstinn?

Réponse (12.10.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Ad 1 et 2

Contrairement à ce que l'honorable Député croit déduire de l'article de presse précité, il importe au Gouvernement que le centre de sélection porcine «Kuelbecherhaff» fonctionne à son meilleur rendement afin d'assumer son rôle de promoteur du secteur porcin dont la production est largement déficitaire sur le plan national.

S'il est vrai que par suite de certaines divergences de vues tant au sein même de la société coopérative exploitante qu'entre celle-ci et le Gouvernement, amplifiées par des questions relatives à l'envergure des travaux de rénovation, le redémarrage de l'exploitation du «Kuelbecherhaff» a subi un certain contretemps, toujours est-il qu'un terrain d'entente vient d'être trouvé.

Ad 3

Les travaux de rénovation et de remplacement qui s'imposent sont actuellement déterminés de concert par les représentants de Convis, du Ministère de l'Agriculture et les experts de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture.

Ad 4

En ce qui concerne les frais des travaux de rénovation et de remplacement, il a été convenu entre parties que l'État, en tant que propriétaire du «Kuelbecherhaff», supportera l'ensemble des frais relatifs aux bâtiments d'exploitation alors que ceux relatifs aux installations techniques feront l'objet d'un subventionnement dans le cadre des régimes d'aides existants.

Ad 5

La planification pour la remise en état du centre ainsi que la forme d'exécution des travaux permettront à Convis de limiter les incidences financières en relation avec les frais du personnel et de respecter ses engagements à l'égard de ses partenaires étrangers.

Question 1967 (7.9.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **bachelor en sciences de l'éducation:**

Le diplôme de bachelor professionnel en sciences de l'éducation délivré par l'Université du Luxembourg ne prévoit plus de spécialisation mais habilite à enseigner tant dans des classes de l'éducation préscolaire que dans des classes de l'enseignement primaire, de l'enseignement préparatoire et dans les classes de l'éducation différenciée. Les candidats instituteurs qui font leurs études à l'étranger ne disposent en principe que d'un diplôme qui permet d'enseigner, soit dans le préscolaire, soit dans le primaire.

Vu que les tout premiers diplômes de bachelor professionnel en sciences de l'éducation vont être délivrés à la fin de l'année scolaire 2007/2008, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. La directive européenne 89/48/CEE relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations d'une durée minimale de trois ans permet-elle de traiter sur un pied d'égalité les formations de l'instituteur ou institutrice de 180 ECTS à l'étranger et de 240 ECTS au Luxembourg?

2. Est-ce que les titulaires d'un diplôme de bachelor professionnel en sciences de l'éducation auront les mêmes facilités d'accès au concours de recrutement que par le passé?

3. Est-ce que l'organisation d'un concours de recrutement pour les instituteurs du préscolaire et d'un concours d'admission pour les instituteurs du primaire reste garantie pour les années à venir ou est-ce qu'il est prévu de remplacer ces deux concours par un seul concours donnant accès à un poste d'instituteur?

Réponse commune (12.10.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire N°1967 de Monsieur le Député Claude Adam relative à l'accès à l'enseignement préscolaire et primaire des détenteurs d'un bachelor professionnel en sciences de l'éducation, nous tenons à préciser que les premiers diplômes seront délivrés par l'Université du Luxembourg à l'issue de l'année académique 2008/2009.

1. Il est important de souligner que la directive européenne 89/48/CEE a instauré un système de reconnaissance des diplômes en fonction des accès que ces derniers donnent à certaines professions dans les pays dans lesquels ces diplômes ont été délivrés. La reconnaissance ainsi accordée constitue donc un droit d'exercice d'une profession réglementée déterminée, dans les mêmes conditions que celles dont profitent les titulaires des diplômes nationaux.

En vertu de cette directive, même si un candidat ne possède pas le diplôme national requis, en l'occurrence le diplôme de bachelor professionnel en sciences de l'éducation de 240 RCTS délivré par l'Université du Luxembourg, les autorités de l'État membre sont tenues de donner accès au concours menant à la fonction d'instituteur ou d'institutrice sur le territoire de cet État, si le candidat possède un diplôme étranger qui lui donne accès à la même profession dans un autre État membre.

2. Comme par le passé, tout candidat détenteur d'un diplôme préparant à la fonction d'instituteur et correspondant au profil de l'instituteur et de l'institutrice établi par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle peut accéder au concours de recrutement, à condition qu'il dispose des compétences requises pour l'exercice de la fonction dans les trois langues usuelles du pays, à savoir le luxembourgeois, le français et l'allemand.

3. Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ne prévoit pas de remplacer le concours de recrutement pour l'accès à la fonction d'instituteur ou d'institutrice de l'éducation préscolaire et le concours de recrutement pour l'accès à la fonction d'instituteur ou d'institutrice de l'enseignement primaire par un seul concours.

Question 1971 (11.9.2007) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes:**

Il me revient que dans le cadre d'un mandat d'arrêt européen lancé par les autorités judiciaires françaises et d'une instruction menée pour corruption, escroquerie fiscale et plusieurs autres infractions pénales à l'encontre d'un ressortissant français qui dirigeait plusieurs société fiduciaires et de conseil fiscal à Luxembourg, trois fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes seraient directement impliqués et risquent d'être inculpés à moins que cela ne soit déjà le cas.

Toujours d'après mes renseignements, lesdits fonctionnaires auraient été des partenaires l'un d'une société de conseil fiscal offshore l'autre d'une société de conseil fiscal luxembourgeoise toujours avec le ressortissant français décrit ci-dessus.

Lesdits fonctionnaires auraient établis des déclarations fiscales pour les clients de leurs sociétés de conseil fiscal dans le but de leur éviter une imposition et que pour cela ils n'auraient pas hésité à recourir à des faux. Ils auraient ensuite pris des dispositions pour que l'Administration des Contributions dont ils font partie ne conteste pas ces impositions. Un des fonctionnaires aurait veillé plus particulièrement à ce que tout se déroule comme prévu.

Les fonctionnaires en question auraient été autorisés soit explicitement soit tacitement par le Gouvernement à participer comme actionnaire voir comme partenaire dans les sociétés incriminées.

Étant donné que ces informations circulent largement dans les milieux intéressés j'aimerais poser les questions suivantes dans ce contexte afin de permettre au Gouvernement soit de mettre fin aux rumeurs soit de les confirmer et de s'expliquer:

1. Pouvez-vous me confirmer les faits ci-dessus tout en me les précisant si possible?

2. Est-il exact que les fonctionnaires en question ont été autorisés par le Gouvernement à participer comme actionnaire voire à donner des conseils fiscaux contre rémunération dans des sociétés de comptabilité voire de conseil fiscal? Si oui, comment se justifie une telle décision alors que le conflit d'intérêt me semble prévisible?

3. Quelle est la base légale permettant à un fonctionnaire d'exercer une activité rémunérée à côté de ces fonctions de fonctionnaire et combien de fonctionnaires relevant de votre ministère ont-ils été autorisés à exercer de telles fonctions? Combien de fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes sont autorisés tacitement voire explicitement à exercer de telles activités?

4. À défaut d'autorisations formelles existe-t-il une tolérance de portée générale voire une circulaire permettant aux fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes de participer dans des sociétés voire de donner contre rémunération des conseils fiscaux ou d'établir des bulletins d'imposition de personnes physiques et de sociétés, alors que d'après mes renseignements cette pratique semblerait plutôt répandue?

5. Le Gouvernement est-il d'avis que ce genre d'activités est difficilement compatible avec les fonctions exercées par les fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes au vu de l'ambiguïté dans laquelle elle place ces fonctionnaires et leurs clients contribuables? Si oui, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour interdire aux fonctionnaires des Contributions directes d'exercer contre rémunération des fonctions de conseil fiscal pour compte de sociétés ou de personnes privées?

Réponse (19.10.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

À part le fait que deux perquisitions ont été exécutées dans les locaux de l'Administration des contributions directes en date des 27 octobre 2006 et 22 mars 2007 dans le cadre d'une information ouverte à l'encontre d'un fonctionnaire de ladite administration du chef d'infractions aux articles 243, 245, 246 et 247 du Code pénal et d'une information ouverte contre inconnu du chef des mêmes infractions, je ne suis pas en mesure de vous faire connaître de plus amples détails quant à l'état actuel de ces procédures, étant donné que les opérations d'instruction respectives ne sont actuellement pas encore clôturées et que toutes les informations y relatives sont couvertes par le secret de l'instruction et par conséquent hors de ma connaissance.

En ce qui concerne les activités de conseils fiscaux contre rémunération des fonctionnaires impliqués ou entendus dans le cadre des informations précitées, il est à noter qu'ils ne disposaient d'aucune autorisation officielle à ce titre. Conformément aux dispositions prévues par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires ainsi que par la circulaire du directeur des contributions P N°72 du 5 décembre 2006 portant rappel de l'interdiction pour les fonctionnaires de l'Administration des Contributions de se livrer à des travaux d'expert-comptable et fiscal contre rémunération, il est formellement interdit aux fonctionnaires en question, comme d'ailleurs à l'ensemble des fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes, de se livrer à des activités pareilles. Tout non-respect de cette interdiction a pour conséquence le déclenchement de la procédure disciplinaire à l'égard du ou des fonctionnaires trouvés en faute.

Question 1972 (12.9.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **comité des sages chargé de réfléchir sur l'avenir de l'UE:**

Lors du sommet franco-allemand la proposition d'un comité des sages, chargé de réfléchir à l'avenir de l'Union a été retenue.

Il est prévu que les sages émettent leurs conclusions et leurs propositions avant les élections européennes de juin 2009 pour permettre au Parlement nouvellement élu et à la prochaine Commission de disposer du fruit de leurs travaux en complément du traité simplifié et du travail de rénovation des politiques de l'Union et de son cadre financier.

Cette proposition, aussi sympathique puisse-t-elle apparaître à première vue, risque de soulever un certain nombre de questions quant à la constitution et le mode de fonctionnement de ce comité.

En plus se pose la question de la représentativité et de la légitimité d'une telle institution alors qu'elle sera probablement composée d'une majorité de personnalités retirées de la vie politique active.

C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la proposition en question?

- Est-ce que le Gouvernement entend soumettre le cas échéant des propositions propres quant à la composition et le mode de fonctionnement d'un tel comité?

- Est-ce que cette initiative franco-allemande ne risque-t-elle pas de compliquer encore davantage les discussions entamées au niveau de la CIG au sujet d'un traité simplifié?

Réponse (19.10.2007) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le Gouvernement luxembourgeois se félicite de toute initiative contribuant au succès du projet européen. Dès lors, il voit avec intérêt la récente initiative du Président français Sarkozy de constituer un groupe des sages, dont l'objectif est d'identifier les défis que doit relever notre Union à l'horizon 2020-2030.

Le Conseil européen informel des 18 et 19 octobre pourrait être l'occasion de charger la Présidence portugaise de faire une proposition concrète au Conseil européen de décembre relative au mandat, au calendrier et à la composition d'un tel comité des sages.

Concernant le mandat, le Gouvernement estime qu'il devrait consister en un exercice de réflexion et de prospective sur le développement de l'Union européenne dans le long terme.

Le comité des sages ne serait pas appelé à définir d'hypothétiques nouvelles frontières de l'Europe, ni encore à s'atteler de quelque façon que ce soit à une nouvelle réforme institutionnelle.

Le calendrier des travaux éventuels devrait prévoir la soumission d'un rapport consultatif pour la fin de la deuxième moitié 2009.

Enfin, pour ce qui est de la composition de ce comité, la vue du Gouvernement pourrait envisager un comité avec un nombre réduit de personnes réunissant les qualités nécessaires pour représenter l'Union dans toute sa richesse et dans toute sa diversité.

Question 1973 (13.9.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **divergences entre les statistiques des communes et du Statec relatives à la population des communes:**

Les données relatives à la population des communes diffèrent systématiquement selon qu'on consulte les données du Statec ou celles des communes.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Quelles sont les raisons de ces divergences?

2. Quelle base de données est la plus fiable?

3. Qu'est-ce que Messieurs les Ministres comptent entreprendre afin d'aligner les deux banques de données?

Réponse (25.10.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. Le Statec ne connaît pas de manière précise les méthodes utilisées par les différentes communes pour établir leurs chiffres de population. Certaines d'entre elles reprennent probablement celles du Répertoire Général des Personnes Physiques (RGPP) géré par le Centre Informatique de l'État (CIE).

Pour comprendre les différences entre statistiques de la population, il faut comprendre la manière dont les statistiques sont produites, c'est-à-dire les sources et les méthodes. Il y a trois acteurs en jeu qui sont impliqués: les communes, le CIE et le Statec.

Les évaluations annuelles de la population de résidence par le Statec se font à l'aide du procédé dit de la «balance démographique». La variation du stock de population du 1er janvier de l'année t au 1er janvier de l'année t+1 doit résulter des flux suivants:

Naissances + Arrivées - Décès - Départs

Naissances - Décès = Solde naturel

Arrivées - Départs = Solde migratoire

Variation totale = Solde naturel + Solde migratoire

Et ceci aussi bien au niveau de l'ensemble du pays que des différentes communes, étant entendu que pour ces dernières, les arrivées et les départs concernent à la fois les migrations internes et les migrations internationales. La somme des flux internationaux des communes doit être égale aux flux retenus pour l'ensemble du pays. Le solde global des migrations internes doit être égal à zéro, une arrivée dans une commune correspondant à un départ vers une autre commune.

La base de départ est la population du dernier recensement décennal, chaque nouveau recensement pouvant amener une réévaluation des estimations annuelles de la période intercensitaire. Les chiffres du recensement sont fondés sur le dénombrement effectué sous la responsabilité des communes qui certifient, par écrit, que les chiffres transmis au Statec correspondent bien à la réalité. Ce sont également les communes qui envoient, chaque mois, au Statec les bulletins de naissance et de décès servant à l'établissement des soldes naturels.

La statistique des migrations tant internes qu'internationales repose indirectement sur les déclarations d'arrivée et de départ fournies par les communes au CIE qui les intègre au RGPP.

Au mois de mars de chaque année, le CIE transmet au Statec un fichier avec des données individuelles permettant d'établir la statistique du mouvement migratoire. Avant 1987, c'étaient les communes qui transmettaient, chaque année au Statec, sur papier, des relevés avec les données individuelles de toutes les personnes arrivées ou parties. Dans un souci avant-gardiste de simplification administrative, le Statec, encouragé par le CIE, avait adopté la nouvelle méthode de collecte toujours en vigueur. Elle avait été saluée par les communes et testée sur les données de 1987, année pour laquelle, on disposait également des chiffres tirés de l'exploitation des relevés nominatifs. Des différences minimes étant apparues, le nouveau système a été adopté définitivement.

L'origine d'éventuelles divergences entre les chiffres du Statec et ceux de certaines communes est sûrement à chercher du côté des mouvements migratoires aussi bien internes qu'externes, les écarts dus au mouvement naturel demeurant négligeables. Dans une petite économie ouverte rythmée par les mouvements de capitaux et de travailleurs, cela n'est guère surprenant.

2. En fait il n'y a pas de bases de données alternatives qui seraient plus ou moins fiable, mais la production de données qui doivent être cohérentes au niveau de chaque commune et du pays globalement.

Les communes, qui collectent les données, sont très diversement outillées pour aborder la gestion (statistique) de leur territoire.

Les grandes communes disposent de systèmes d'information très développés, la majorité a tendance à se référer simplement aux données collectées et publiées par le Statec.

Il est important de noter que la balance démographique décrite plus haut prend en compte des flux agrégés et non des données individuelles, ce qui explique que le Statec ne dispose pas de fichiers annuels avec les données individuelles relatives à l'ensemble de la population de résidence. Il est donc impossible de comparer sur le plan individuel les données du Statec à celles détenues par les communes.

En ce qui concerne la fiabilité des chiffres qu'il produit annuellement, le Statec a dû constater en 2003 un certain nombre de déficiences dans les fichiers du mouvement migratoire que le CIE lui fournit tous les ans.

Suite à la contestation par la Ville de Luxembourg des chiffres de population par commune transmis chaque année par le Statec au Ministère de l'Intérieur, un groupe de travail réunissant des experts du Centre Informatique de l'État, de la Ville de Luxembourg et du Statec a été mis en place afin de tenter d'élucider ces difficultés. Une analyse des fichiers CIE a mis en lumière certaines insuffisances tant au niveau des programmes CIE que de la transmission électronique des données de la Ville de Luxembourg au CIE. Ces déficiences avaient sans doute abouti à une sous-évaluation des soldes migratoires de la Ville de Luxembourg.

Le 7 mai de cette année, des représentants du Statec et de la Ville de Luxembourg ont exposé la problématique à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre des Députés. À cette occasion, le Statec a présenté de nouveaux chiffres de population par commune se rapportant au 1er janvier 2006, dernière date de référence pour laquelle le Ministère de l'Intérieur avait reçu des données. Ces nouveaux chiffres étaient basés sur les soldes migratoires intérieurs et extérieurs tirés des derniers fichiers transmis par le CIE pour la période 2003-2005[1]. La population de résidence au 1er janvier 2007, calculée avec les données provenant des fichiers mis à la disposition du Statec par le CIE pour l'année 2006, a été transmise au Ministère de l'Intérieur dans les délais requis.

Aux yeux du Statec, ces chiffres constituent dans l'état actuel des choses les meilleures évaluations disponibles.

Un certain nombre d'interrogations subsistent cependant quant à la qualité des nouveaux chiffres. Celles-ci s'expliquent autant par des problèmes logiciels - au niveau du CIE - que par la nature même du RGPP qui a une fonction administrative avant d'avoir une fonction statistique, les deux n'étant pas nécessairement compatibles. Des analyses supplémentaires restent nécessaires.

3. À moyen terme, la seule solution serait la création d'un véritable registre central de population dont la mise à jour ne reposerait pas uniquement sur les informations transmises par les communes mais également sur la comparaison avec des données contenues dans d'autres fichiers administratifs comme, par exemple, ceux de la sécurité sociale. C'est l'approche poursuivie par les pays scandinaves par exemple.

Une étude a été lancée par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative en vue d'améliorer le contenu du RGPP comme instrument de gestion dans le cadre de la simplification administrative, mais aussi comme base de données répondant aux exigences statistiques. Enfin, à partir de 2008, le Statec va bénéficier d'un renforcement en moyens budgétaires et en personnel en vue de préparer le Recensement décennal de la Population de 2011. Le Recensement devrait permettre de clarifier la situation.

[1] Pour les années 2001 et 2002, les anciens chiffres jugés plus fiables ont été gardés. Tout indique que les dérives constatées n'ont eu lieu qu'à partir de 2003.

Question 1974 (13.9.2007) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **saisies sur Revenu Minimum Garanti (RMG):**

Selon nos informations, le Fonds national de Solidarité retiendrait de plus en plus souvent une partie du RMG afin de se rembourser des dettes que certains bénéficiaires ont contractées auprès de lui. Le RMG est en principe insaisissable. La loi du 29 avril 1999 relative au RMG prévoit, en effet, que seule l'allocation complémentaire peut être saisie à hauteur maximum de 25% et seulement si le bénéficiaire a donné son accord au préalable. Or, il semblerait que le Fonds retienne une partie du RMG même en l'absence de l'accord du bénéficiaire.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Combien de bénéficiaires du RMG ont actuellement des retenues sur salaire et quelle est la nature des dettes contractées auprès du Fonds?

- Ces saisies sont-elles effectuées conformément à l'article 31 de la loi relative au RMG (max. 25% et accord)? Dans la négative, de combien de cas s'agit-il et sur quelle base légale cette pratique se fait-elle?

Réponse (19.10.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le Fonds national de Solidarité est entre autres chargé de l'exécution de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un Revenu Minimum Garanti. Ce revenu prévoit deux prestations, à savoir l'indemnité d'insertion en faveur des personnes qui participent à une activité d'insertion professionnelle et l'allocation complémentaire.

L'indemnité d'insertion est fixée sur base du taux horaire du salaire social minimum pour un travailleur non qualifié multiplié par le nombre d'heures à fournir. Cette indemnité est versée à la fin du mois pendant lequel la personne a effectué une mesure d'insertion et n'est en principe pas sujet à un remboursement.

L'allocation complémentaire est déterminée en fonction des plafonds maxima définis à l'article 5 et d'autre part de la somme des ressources (indemnité d'insertion incluse) dont la communauté domestique dispose. Cette allocation est versée au 1er du mois pour lequel elle est due.

Du fait du nombre important de changements à apporter aux montants de l'allocation complémentaire en cours de paiement (764 changements pour le mois de septembre 2007), le Fonds national de Solidarité est constamment tenu à adapter, avec effet rétroactif, le montant de cette prestation. Souvent les bénéficiaires de l'allocation complémentaire qui sont légalement tenus de déclarer immédiatement au Fonds tous les faits qui sont de nature à modifier leur droit à l'allocation omettent ou tardent à informer l'organisme gestionnaire, de sorte qu'il en résulte des trop-payés considérables à charge des bénéficiaires. Les motifs peuvent être multiples: changements des situations domestique et financière, reprise d'une activité professionnelle, départs à l'étranger, naissance d'un enfant, début d'une activité d'insertion professionnelle prévue au chapitre II de la loi modifiée du 29 avril 1999 et bien d'autres.

Actuellement le Fonds doit procéder au recouvrement de ces trop-payés dans quelques 5.738 affaires. À la suite d'une décision diminuant, voire annulant l'allocation complémentaire avec effet rétroactif et passé le délai de recours, le Fonds, dans un premier temps, informe la personne du montant indûment versé, ce conformément à l'article 27 (3) de ladite loi. Passé le délai d'un mois pendant lequel la personne concernée peut présenter ses observations, le Fonds notifie une décision de restitution susceptible d'un nouveau délai de recours et comprenant, en annexe, une proposition de remboursement échelonné.

Conformément à l'article 27 précité, le Fonds national de Solidarité procède au recouvrement systématique des trop-payés tels que décrits à l'alinéa précédent et lorsque les décisions afférentes sont devenues définitives.

La personne peut aussi souscrire à un accord de remboursement, le trop-payé est alors apuré soit par un versement mensuel en faveur du Fonds, soit par une retenue mensuelle sur l'allocation complémentaire si cette allocation continue à être versée.

Lorsque la personne ne réplique ni à la lettre de restitution préalable ni à la décision de restitution précitées, le Fonds engage une procédure en recouvrement forcé en application des dispositions légales en vigueur contre le débiteur possédant d'autres revenus.

Lorsque la personne, bénéficiaire de l'allocation complémentaire, ne réplique ni à la lettre préalable ni à la décision de restitution précitées, le Fonds opère une retenue unique si des arrérages leur sont dus à titre de l'allocation complémentaire et telle que prévue par l'article 27 (3) de la loi en question.

À noter que le Fonds se réfère, en ce qui concerne les restitutions citées à l'alinéa précédent, sur les dispositions de l'article 27 de la loi modifiée du 29 avril 1999.

Le Fonds national de Solidarité respecte évidemment les dispositions de l'article 31 au cas où un tiers lui soumet une saisie-arrêt par application de la loi du 11 novembre 1970.

Question 1976 (14.9.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **gestion écologique de l'Aéroport de Luxembourg:**

L'Aéroport de Luxembourg est en train de se développer dans l'intérêt de la mobilité tout en posant un certain nombre de problèmes récurrents aux zones d'habitation concernées par la proximité de cette importante infrastructure.

Dans cette optique, on se rappelle que depuis des années les habitants des communes et quartiers urbains environnants de l'aéroport s'engagent pour sauvegarder leur qualité de vie face au développement de l'activité aérienne. Mais il est vrai aussi qu'une infrastructure aussi importante que celle du nouvel aéroport pose des problèmes écologiques sérieux.

Il me revient à cet égard que des aéroports importants en Europe, tel celui de Zurich, ont mis en place des structures pour sauvegarder l'environnement dans l'aéroport même tout comme dans les environs et assurer ainsi un développement durable de l'activité aéroportuaire. L'objectif est d'assurer une information et une communication avec tous les intéressés et tous ceux qui sont concernés par les mouvements de vol et les activités au sol par la publication annuelle d'un rapport spécifique sur l'environnement touché par ces activités.

Mais l'objectif essentiel est de mettre sur pied un système complet de gestion de l'environnement dans et autour de l'aéroport sous tous ses aspects et d'intégrer un tel système dans la gestion d'ensemble de l'aéroport: il s'agit par exemple de la diminution des émissions nuisibles et des nuisances sonores, de la gestion des taxes de bruit et d'émissions (perception et réutilisation), du développement écologiquement responsable de la circulation vers et depuis l'aéroport (transports publics, voitures privées, parkings), de la gestion et de la collecte séparée des déchets comme des eaux usées sur toute l'aire de l'aéroport, de l'amélioration de l'efficience énergétique dans les bâtiments de l'aéroport, etc. Il va de soi qu'une telle approche doit infuser l'ensemble de l'activité aéroportuaire pour qu'elle soit efficace.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Ministre des Transports et de l'Environnement s'il compte s'engager sur cette voie pour protéger l'environnement, améliorer le bilan écologique de l'aéroport et rassurer les habitants des alentours.

Réponse (12.10.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Il m'appartient tout d'abord de noter que le développement des activités aéroportuaires à l'Aéroport de Luxembourg avec un nombre de passagers aériens de quelque 1,6 millions est beaucoup moins rapide que celui d'aéroports limitrophes voire d'autres aéroports internationaux. Dans le respect des intérêts des riverains et de l'environnement je poursuis à cet égard une approche qualitative visant un développement durable.

Il est vrai que certains aéroports plus importants en Europe, tel l'Aéroport de Zurich, se sont dotés ces dernières années d'une véritable gestion environnementale aéroportuaire traitant tous les volets en relation avec l'environnement tel que l'air, l'eau, le bruit, les déchets etc. de manière coordonnée au niveau de l'aéroport, aboutissant de la sorte à des certifications environnementales selon des normes internationales y relatives.

Cette approche globale et systémique sous les auspices du gestionnaire aéroportuaire a l'avantage de fédérer les efforts faits individuellement par les différents prestataires de services, opérateurs, compagnies aériennes ou autres locataires d'aéroport afin d'assurer, en concertation étroite avec les autorités publiques, une politique environnementale aéroportuaire efficace et cohérente.

Sachant que l'Aéroport de Luxembourg, l'unique aéroport à vocation internationale du pays, se situe à proximité d'un tissu urbain plus ou moins densément peuplé, le Ministère des Transports et la société lux-Airport S.A., chargée de l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, envisagent le développement proactif pour l'Aéroport de Luxembourg d'une politique environnementale similaire qui consistera dans l'élaboration d'un programme de mesures visant à réduire autant que possible les nuisances occasionnées par les activités aériennes sur l'environnement de l'aéroport et de ses alentours.

La cartographie élaborée par le Ministère de l'Environnement en application de la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement ainsi que le plan d'action subséquent seront à cet égard des instruments de travail rejoignant la volonté politique déjà exprimée de prendre différentes mesures en matière de réduction des nuisances sonores, tel la modulation des taxes d'atterrissage en fonction du niveau de nuisances sonores, voire les émissions de gaz nocifs, causés par les aéronefs

Dans les autres domaines intéressant l'environnement, des objectifs précis avec des mesures concrètes devraient également pouvoir être déterminés. Il convient de noter que l'enceinte privilégiée pour mener les discussions requises afin d'établir des propositions concrètes est la commission consultative aéroportuaire qui regroupe les représentants des ressorts ministériels concernés (Transports, Aménagement du Territoire, Environnement, Travaux publics) ainsi que les représentants des milieux intéressés (opérateurs, élus des communes limitrophes et représentants des associations représentatives des intérêts des riverains ...).

Vu l'éventail des champs d'action possibles, lux-Airport envisage dans une première phase de recruter un agent à plein temps. Cette personne se dédiera alors dans l'intérêt de l'environnement naturel et humain et de l'économie nationale au développement d'une gestion environnementale durable à l'Aéroport de Luxembourg.

Question 1980 (14.9.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **partenariat avec les pays partenaires méditerranéens:**

L'adoption de la déclaration intitulée «Vers un espace euro-méditerranéen de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique» lors de la première conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique au Caire (Egypte) représente une nouvelle approche entre les pays de l'Union européenne et les dix pays partenaires méditerranéens.

Les participants sont tombés d'accord de préciser que l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation devraient être définis comme un secteur prioritaire au sein du partenariat Euromed. Le renforcement du partenariat aidera à diffuser, à produire et à partager des connaissances utiles pour bien parer les défis dans le domaine de la santé publique, de la gestion de l'eau, de la désertification et de l'utilisation des énergies renouvelables.

Le développement durable dans cette région jouera également un rôle majeur pour la paix, la sécurité et la stabilité de l'Europe et au-delà.

Au vu de ce qui précède je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quelle est l'offre proposée par le Grand-Duché aux pays partenaires méditerranéens dans le cadre de l'Espace Européen de la Recherche EER?

- Dans quelle mesure l'Université du Luxembourg pourrait-elle être impliquée dans le processus de la mobilité des chercheurs afin que le partage de l'innovation et de la connaissance pourrait être mis au profit des pays partenaires méditerranéens?

Réponse (16.10.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Constatant qu'il est nécessaire de mieux structurer la collaboration entre les établissements de formation de haute qualité et les centres d'excellence afin de soutenir la création d'un espace euro-méditerranéen de la recherche, tout en insistant sur la nécessité d'associer les secteurs industriels et productifs par la coopération dans les domaines scientifique et technologique, en conformité avec les conclusions de la sixième conférence Euromed des ministres de l'industrie, en particulier, le volet consacré à la promotion de l'innovation et de la compétitivité, les responsables politiques réunis en juin 2007 au Caire pour la première conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique sont convenus de créer un espace euro-méditerranéen de l'enseignement supérieur ainsi que d'aller vers la création d'un espace euro-méditerranéen de la recherche.

En vue de contribuer aux objectifs précités, les ministres se sont engagés à prendre les mesures appropriées pour atteindre les résultats suivants:

1. rapprocher les systèmes euro-méditerranéens d'enseignement supérieur compte tenu du processus de Bologne et de l'ECTS (Système européen d'unités capitalisables transférables dans toute la Communauté),

2. soutenir la mise en œuvre des objectifs du forum universitaire Euromed,

3. tirer parti du recours à des méthodes innovantes et aux TIC pour améliorer l'enseignement supérieur,

4. renforcer la participation à un programme de bourses d'Euromed dans le cadre du programme «Erasmus Mundus External Cooperation Window»,

5. soutenir les programmes Euromed dans le domaine de l'enseignement supérieur,

6. intégrer les pays méditerranéens partenaires dans l'Espace Européen de la Recherche,

7. promouvoir l'innovation, le partage des connaissances et augmenter les bénéfices qu'ils apportent à l'industrie et à l'économie des pays méditerranéens partenaires,

8. rendre plus effective la mobilité dans la région euro-méditerranéenne,

9. parvenir à la mobilité des cerveaux et à diffuser les connaissances.

L'actuel comité de suivi de la coopération scientifique et technologique euro-méditerranéenne complété, le cas échéant, par la création d'un groupe d'experts pour couvrir l'enseignement supérieur, est appelé à mettre en œuvre les objectifs, les actions à fournir et les mesures définies par la conférence. L'offre proposée par le Grand-Duché, y compris l'action de l'Université du Luxembourg, s'inscrira dans les recommandations établies par ce comité.

La deuxième conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique se tiendra en 2009 afin d'évaluer les résultats obtenus à cet égard et de promouvoir un approfondissement de la coopération.

Question 1986 (17.9.2007) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**Association Luxembourgeoise des Ergothérapeutes Diplômés (ALED):**

L'ergothérapie se définit comme étant une profession de santé évaluant et traitant les personnes au moyen d'activités significatives pour préserver et développer leur indépendance et leur autonomie dans leur environnement quotidien et social. Elle se caractérise par l'éducation, la rééducation ou la réadaptation par et pour l'activité. Ainsi, c'est par le biais d'activités de la vie quotidienne (habillage, repas, ménage, courses, le jeu…) que l'ergothérapeute organise un cadre thérapeutique visant à améliorer ou suppléer des déficiences organiques ou psychiques.

Il n'existe pas encore de nomenclature des actes prestés au Luxembourg, de sorte à ce que les patients des ergothérapeutes indépendants ne peuvent pas bénéficier du remboursement par les caisses de maladie.

Or, l'Association Luxembourgeoise des Ergothérapeutes Diplômés a réalisé une proposition de tarification et de prestation en 2005.

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du projet de nomenclature réalisé par l'ALEC?

- Quelles sont les raisons qui retardent une convention entre l'UCM et l'ALEC?

- Endéans quel délai Monsieur le Ministre entend-il entamer le dialogue avec l'ALEC?

Réponse (25.10.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que l'article 65, alinéa 6 du CAS dispose que «les nomenclatures des actes, services professionnels et prothèses sont déterminées par des règlements grand-ducaux sur base d'une recommandation circonstanciée de la commission de nomenclature, le collège médical et le conseil supérieur des professions de la santé saisis pour avis».

Les responsables de l'Association Luxembourgeoise des Ergothérapeutes Diplômés (ALED) ont fait parvenir un avant-projet de nomenclature à Monsieur le Président de la Commission de nomenclature, tout en spécifiant que l'avant-projet nécessiterait encore plusieurs modifications, qu'ils auraient l'intention de discuter avec celui-ci. Monsieur le Président m'a informé qu'il ne peut soumettre qu'une version finalisée du projet aux délibérations de la commission de nomenclature.

Quant à la négociation d'une convention entre l'UCM et l'ALED, je précise à l'honorable Député qu'elle ressort de la compétence de l'UCM et qu'elle présuppose l'existence d'une nomenclature des actes et services des ergothérapeutes.

Question 1987 (17.9.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **stimulation de l'éco-innovation:**

Au cours des dernières années, l'Union européenne a assisté à une multiplication du nombre d'entreprises engagées dans l'éco-innovation. Face à la menace croissante des conséquences négatives du changement climatique et de la pollution environnementale, de nouveaux moteurs doivent être mis en place pour encourager la diffusion des technologies novatrices respectueuses de l'environnement.

Selon mes informations, les éco-industries européennes constituent une partie de plus en plus importante de l'économie de l'Union européenne. En effet, 2,1% du produit intérieur brut total de l'UE sont réalisés par des activités telles que le contrôle de la pollution atmosphérique, le recyclage, l'utilisation des ressources repoussantes et les énergies renouvelables. En plus, quelque 3,5 millions d'emplois ont été créés durant les dernières années.

Au vu de ce qui précède je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelles éco-industries innovantes ont entamé leur travail dans les domaines de la protection de l'environnement depuis 2004?

- Combien d'emplois à plein temps ou à mi-temps ont été créés pendant ce temps?

- Est-ce que de nouvelles entreprises du domaine éco-innovation, ont été impliquées dans le 7e programme cadre de la recherche européenne consacré aux technologies environnementales, et le cas échéant lesquelles?

Réponse (25.10.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis appelle la réponse suivante:

L'inventaire des activités qui sont couvertes par les éco-industries est complexe à établir et peut varier en fonction de la définition et du périmètre retenus. En effet, les activités de production de biens et services dans les thématiques environnementales sont très nombreuses et variées.

La définition des éco-industries retenue par l'OCDE est la suivante:

«Les éco-industries sont les activités qui produisent des biens et services capables de mesurer, de prévenir, de limiter ou de corriger les impacts environnementaux tels que la pollution de l'eau, de l'air, du sol, ainsi que les problèmes liés aux déchets, au bruit et aux écosystèmes.»

Les éco-activités «incluent les technologies propres et les produits et services qui réduisent les risques environnementaux et minimisent la pollution et l'utilisation des ressources», tout en signalant que, sur ce dernier segment, il n'y a pas de méthodologie internationale communément admise.

La définition des éco-technologies englobe généralement trois catégories d'activités:

1) Les éco-technologies curatives (externes) qui sont mises en œuvre ou développées dans une intention environnementale afin de réduire l'effet des rejets issus des systèmes de production et de consommation. (Gestion des déchets, gestion des eaux usées, lutte contre la pollution de l'air, lutte contre le bruit, dépollution des sols et des sites et équilibre des écosystèmes, service de gestion des pollutions - limitation, mesure et correction, études, ingénierie et conseil, conception et fabrication de produits et équipements industriels, installation d'équipements, prestations de recherche...);

2) Les éco-technologies préventives (intégrées) qui modifient les systèmes classiques de production humaine afin de réduire l'effet de ceux-ci sur l'environnement. Elles interviennent en amont des technologies curatives et sont généralement mises en œuvre pour des raisons économiques ou sous l'effet des réglementations. Elles ont vocation également à améliorer les performances des éco-technologies curatives. Il s'agit de techniques et de produits peu polluants, c'est-à-dire toutes les activités qui améliorent, réduisent ou éliminent de façon continue les incidences des techniques générales sur l'environnement (l'éco-conception est la discipline qui illustre ces techniques);

3) La gestion des ressources. Cette catégorie concerne notamment l'eau et l'énergie.

L'assise technologique des éco-entreprises peut être extrêmement variée, depuis l'entreprise de nettoyage à la fabrication de cellules photovoltaïques, depuis la production ou l'installation d'équipements thermiques à la maîtrise de systèmes de régulation. Enfin, il faut aussi distinguer parmi les éco-entreprises celles qui vendent des services, des équipements, des produits...

Les données ci-dessous sont extraits des bases de données du Statec à partir d'une liste de code NACE liés aux éco-industries.

Codes NACE directement liés aux éco-industries.

37.100 Récupération de matières métalliques recyclables

37.200 Récupération de matières non métalliques recyclables

41.000 Captage, traitement et distribution d'eau

90.010 Collecte et traitement des eaux usées

90.020 Collecte et traitement des autres déchets

90.030 Voirie, dépollution et activités similaires

Codes NACE potentiellement liés aux éco-industries.

40.110 Production d'électricité

40.300 Production et distribution de chaleur

45.332 Installation d'équipements thermiques et de climatisation

74.202 Ingénierie, études techniques

Ces deux listes ne sont pas représentatives de l'ensemble des éco-industries au sens de la définition proposée par l'OCDE ci-dessus.

Nombre d'emplois (situation au 31.1.)

	2004	2005	2006	2007	Évolution 2004/2007 (%)
Industrie du recyclage	273	267	291	297	8,79
Industrie de l'eau		231	234	250	8,23
Industrie des déchets		717	727	729	1,67
Production d'énergie		238	244	260	9,24
Installation d'équipements thermiques et de climatisation	3.322	3.535	3.700	3.810	14,69
Ingénierie, études techniques	2.439	2.449	2.575	2.738	12,26

Un certain nombre d'activités liées aux éco-industries ne sont pas accessibles à partir des codes NACE. En effet, la nomenclature NACE n'est pas très adaptée pour faire ressortir des données pertinentes sur les éco-industries et les résultats ne seront donc que partiels. En effet de nombreuses éco-industries se retrouvent dans des codes NACE de façon très minoritaire (par exemple des bureaux d'études spécialisés dans le conseil en solutions techniques des traitements de la pollution, certains fabricants de solutions de traitements de la pollution ou encore le secteur des bâtiments liés aux énergies renouvelables).

Luxinnovation et le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur ont conseillé et ont accompagné une trentaine d'entreprises et projets de création dans les thématiques de l'énergie et de l'environnement depuis 2004. 14 projets ont fait l'objet d'une création, dont onze bénéficient d'un soutien du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

2004 - Rotomade S.à r.l., ancien site TDK Bascharage (plasturgie-récupération d'eau pluviale);

2005 - Eurobiomass S.à r.l., Dudelange (Ingénierie en biomasse);

2005 - Epuramat S.à r.l., Contern (Traitement des eaux usées);

2005 - Vensolis S.A., Oberpallen (Énergies renouvelables);

2005 - Energipark Réiden S.A., Beckerich, (parc d'éoliennes);

2005 - Haardwand S.à r.l., Rumelange (parc d'éoliennes);

2005 - Wandpark Gemeng Hengischt S.A., Heinerscheid (parc d'éoliennes);

2005 - Wandpark Kehmen-Heischent S.A., Bourscheid (parc d'éoliennes);

2005 - Waasserkraaft Wampach, Boevange/Attert (centrale hydro-électrique);

2006 - a+p kieffer omnitec S.à r.l., Luxembourg, (construction de bâtiments à très basse consommation énergétique);

2006 - Plastic Electronics S.à r.l., Luxembourg, Esch/Alzette (Solaire photovoltaïque);

2007 - Solarwood S.A., Ecostart, Foetz (Solaire photovoltaïque);

2007 - Biocardel S.A., Zone d'activité Wolser, Dudelange (Biofuel);

2007 - IGLux S.à r.l., Rumelange (Ingénierie en biomasse).

Fin 2006, TDK Corporation, l'Université du Luxembourg et le Gouvernement ont signé un accord d'établissement d'une chaire «TDK Europe» à l'Université du Luxembourg.

Le contrat souhaite encourager la recherche et le développement des activités dans les domaines de l'énergie et de l'environnement. Le financement portera sur cinq ans et prévoit un budget total de 3,5 million euros. TDK Europe sera chargé de la recherche sur des semi-conducteurs composites pour des applications du domaine de l'énergie solaire.

Sur la base des données du Statec le tableau ci-après montre l'évolution de l'emploi 2004-2007 dans certaines branches de l'éco-industrie:

L'Agence de l'Énergie a contribuée à l'élaboration d'une étude de potentiel sur les sources d'énergies renouvelables au Luxembourg.

L'Agence de l'Énergie fait aussi partie du centre interrégional de compétences pour la biomasse afin de développer une stratégie commune d'utilisation de la biomasse et de mise en réseau transfrontalière des acteurs de la biomasse.

Concernant le nombre d'entreprises du domaine de l'éco-innovation impliquées dans le 7e PCRD, les chiffres de participations ne sont disponibles que sur la thématique «environnement», car il n'y a pas encore de résultats sur le thème «énergie». Rappelons que le 7e PCRD a été lancé début 2007 et qu'un seul appel à proposition a été publié.

Sur dix dossiers déposés par des entreprises et/ou centres de recherche luxembourgeois, cinq dossiers sont en attente de résultats pour le financement de leurs projets. Il faut cependant souligner la forte augmentation de la participation des entreprises privées luxembourgeoises au 7e PCRD sur les thématiques environnementales.

Il est toutefois intéressant de rappeler les résultats concernant le nombre d'entreprises du domaine de l'éco-innovation impliquées dans le 6e PCRD (2002-2006).

13 dossiers avaient été déposés avec la participation d'entreprises et/ou de centres de recherche luxembourgeois. Quatre dossiers ont été déclarés admissibles et deux on été financés par la Commission.

En guise de conclusion il faut souligner que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a pris plusieurs initiatives pour soutenir ce secteur d'activités identifié comme stratégique pour la diversification économique. Actuellement, un groupe de travail du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur travaille à l'élaboration d'un plan d'action en faveur des éco-technologies.

Rappelons que Luxinnovation anime déjà un groupe de travail dont les activités sont liées au secteur des matériaux et du bâtiment.

Il s'agit du groupe «Energy Efficient Building» auquel participent de nombreuses entreprises du secteur privé et des organismes publics. Ce groupe a ainsi permis la mise en place d'un projet de recherche collaboratif dans la thématique de la rénovation des bâtiments. D'autres projets, notamment dans le secteur de la construction de bâtiments neufs sont en discussion et doivent prochainement voir le jour et ainsi renforcer l'innovation au Luxembourg dans ce secteur.

Question 1988 (17.9.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle:**

Mam Gesetz vum 30. am Heemount 2002 sinn nei Dispositiounen am Zesummenhang mat der berufflecher Aarbechtsonfähegkeet agefouert ginn. Ënner anerem sinn intern an extern Méiglechkeete geschafe ginn, fir en aarbechtsonfähegen Assuré erëm an d'Aarbechtswelt zréckzeféieren. Leider gesäit et esou aus, wéi wann d'Dispositioun vum externe Reklassement vun den Employeuren éischter genotzt géif, fir sech kranke Mataarbechter op Käschte vun der Allgemengheet ze entleedegen.

Och gouf eng nei Dispositioun geschafen tëschent dem Chômage an der Invaliditéit iwwert de Wee vun enger Indemnité d'attente, déi à charge vun de Pensiounskeesen ass, ouni datt awer de Bénéficiaire als Invaliderentner ugesi gëtt, a bei der ADEM ageschriwwe bleift a sech doduerch all 14 Deeg muss virstelle goen.

Während der Period vun der Indemnité d'attente ginn déi hei am Land usiesseg Persoune sozial weider verséchert, sou datt hir Pensiounsrechter weider lafen. Déi net usiesseg Persounen hunn dëst Recht awer net. Dëst Gesetz huet a senger praktescher Ausféierung eng Rei Problemer opgeworf, déi elo sollen an enger Iwwerschaffung vum Gesetz geléist ginn. Fir dëst awer ze erméiglechen, missten eng Rei Date kloer virleien.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Fro beäntweren:

1) Wivill Leit si säit der Schafung vum virzitéierte Gesetz intern reklasséiert, a wivill extern reklasséiert ginn, dëst an Alterskategorien opgelëscht?

2) Wivill Leit hu säit der Schafung vum virzitéierte Gesetz d'Invalidepensioun zougestane krut?

3) Wivill Leit si säit der Schafung vum Gesetz iwwert déi gesamt méiglech Period am Chômage ageschriwwe bliwwen?

4) Wisou ginn déi hei am Land usiesseg Persounen, déi an der Indemité d'attente sinn, sozial weider verséchert, déi net usiesseg Persounen awer net?

5) Riskéiert Lëtzebuerg wéinst esou enger diskriminatorescher Dispositioun net op en Neits vun der EU-Geriichtsbarkeet verurteelt ze ginn?

Réponse commune (22.10.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Mir erënneren drun, dass d'Chamber d'Regierung an enger Motioun vum 15. am Chrëschtmount 2004 opgefuerdert huet ee Bilan iwwert d'Gesetzgebung am Beräich Aarbechtsonfähegkeet virzeleeën.

An der Zwëschenzäit huet Lëtzebuerg sech un enger Vergläichsstudie vun der OECD an dësem Beraïch bedeelegt. Niewent dëser internationaler Etüd sinn eis Servicer amgaang een nationale Rapport ze erstellen. Souwuel d'OECD-Etüd wéi och den nationale Rapport ginn der Chamber am Chrëschtmount 2007 zougestallt. Déi detailléiert Froen, déi den éirewäerten Deputéierten opgeworf huet, ginn an deene zwee Rapporte behandelt.

Question 1994 (20.9.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **retard dans le versement des indemnisations pour les dégâts causés par le gibier:**

Vu betraffener Säit gëtt mer gesot, datt et op der Musel Problemer mat der Entschiedegung vu Wëldschued an de Wéngerte gëtt an datt sech an dësem Dossier näischt méi beweegt, jo datt déi concernéiert Wënzer vun offizieller Säit souguer gerode kréien, fir op d'Geriicht ze goen, fir datt déi bestehend Differenze kënnte gekläert ginn an si zu hirem Recht géife kommen. Et handelt sech mengen Informatiounen no ëm ongefeier zwielef verschidden Dossieren aus de Joren 2003, 2004 an 2005. Et geet dobäi engersäits ëm Schied duerch Verbëss un de jonke Schëtz, wou d'Forstverwaltung der Meenung ass, si wiere vu Réi verursaacht ginn an de Fong géif näischt bezuelen, an anerersäits ëm Schied un den zeidegen Drauwen, déi net kéinte geregelt ginn, well dofir keng Prozedur géif bestoen. Och gëtt argumentéiert, wéinst der Mengenbegrenzung bei den Drauwen, wär de Schued ze relativéire respektiv guer net a Considératioun ze zéien.

Virun dësem Hannergrond géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Ass dëse Sachverhalt lech bekannt, a fannt Dir et gudd, datt de Stat esou Affären einfach verschleeft wa sech Problemer stellen?

2. Wat sinn déi genee Ursaache fir dëse Blockage, a wat gedenkt Dir ze ënnerhuelen, fir datt dës Situatioun kann deblockéiert ginn?

3. Besteet d'Noutwendegkeet, fir dat aktuellt Regelwierk ze ännere respektiv ze komplettéieren? Sidd Dir bereet, fir déi entspriechend Moossnamen ze ergräifen? A wat fir engem Délai kéint dat geschéien?

Réponse (26.10.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Il existe différents dégâts et groupes de dégâts à supporter par différents acteurs. Ainsi les dégâts causés par une récolte tardive, par des interventions inappropriées, par des champignons, des insectes et des oiseaux, par des intempéries comme les sécheresses, les gelées, les pluies et orages et la grêle sont à supporter ou bien par le vigneron, ou bien par son assurance. Les dégâts causés par le chevreuil, les lièvres ou lapins vont à charge du locataire de chasse. Le Ministère de l'Environnement par contre indemnise les dégâts causés par le blaireau.

Les dégâts causés aux vignobles par les sangliers sont à indemniser selon les modalités fixées dans la loi modifiée du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier ainsi que par le règlement grand-ducal du 26 juillet 1927 pour l'exécution de l'article 6. Selon cette loi, le dommage causé aux récoltes par le sanglier est supporté:

1. par six dixièmes par le fonds spécial alimenté par les droits supplémentaires perçus annuellement sur les permis de chasse;

2. par trois dixièmes par l'adjudicataire du lot de chasse sur lequel les dégâts ont été commis, et

3. par un dixième par le syndicat afférent.

Ces dispositions ont entre-temps été modifiées par la loi du 23 décembre 2005 dans le sens que les dégâts causés par le sanglier, le cerf et le mouflon sont actuellement supportés par le fonds spécial jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 4 euros/ha de la superficie totale du lot de chasse. Le montant des dégâts dépassant ce seuil en une année est à supporter par neuf dixièmes par le locataire du lot de chasse, le syndicat de chasse restant responsable pour le dixième restant.

En règle générale, le dommage causé par le gibier est réglé à l'automne de chaque année. Quiconque, dans un lot de chasse, a subi un dommage causé par le gibier est tenu d'en informer immédiatement le collège des syndics du syndicat de chasse. Il appartient alors au collège des syndics, et non pas à l'État, de tenter et de trouver un arrangement à l'amiable entre le propriétaire lésé et le locataire de chasse. Si dans les 15 jours à partir de la déclaration faite par le lésé, il n'est pas intervenu un arrangement à l'amiable, le secrétaire adjoint au collège des syndics transmet copie de la déclaration, avec estimation des dégâts faite par les syndics, au juge de paix. L'estimation des dégâts faite par les syndics doit préciser la nature de la récolte, la superficie endommagée, les quantités des récoltes estimées comme étant détruites, les prix d'unité à appliquer, ainsi que le genre de gibier ayant causé le dommage.

Or, le syndicat a omis de charger le juge de paix des affaires mentionnées. En effet, ce sont les syndics du syndicat de chasse qui ont le devoir de chercher un arrangement à l'amiable entre tous les concernés, c'est-à-dire le propriétaire lésé et le locataire de chasse, et pour les dégâts causés par le sanglier, le cerf et le mouflon, le représentant du Ministre de l'Environnement, dans sa qualité de gestionnaire du fonds spécial. De par la loi, il n'appartient donc pas à l'État d'entreprendre ces démarches. Toutefois, il y a lieu de mentionner que l'État, en vue d'assister au mieux les parties dans leur effort de trouver un arrangement équitable dans un dossier assez compliqué, a fait réaliser à ses propres frais deux expertises par des experts allemands qui tous les deux ont conclu que les dommages incriminés n'étaient pas causés par les sangliers, mais par des chevreuils et par des gels tardifs.

Subsidiairement différents problèmes restent à résoudre. Selon la législation en vigueur, aucune indemnité n'est allouée pour le dommage causé par le gibier aux vergers. Or, tout comme les vergers, les vignobles sont des cultures spéciales et il appartient aux propriétaires de les protéger. De plus, il s'agit de tenir compte des quantités de raisins produites en excès («Übermengen»). De toute évidence ces produits surabondants ordinairement laissés sur place et voués à la pourriture ne sauraient être indemnisés lorsqu'un sanglier profite de ce nourrissage opportun. Il est même probable qu'un même vigneron pourra récolter sur une autre parcelle les raisins détruits et remplir les quotas lui fixés.

Question 1997 (21.9.2007) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**introduction de l'éducation aux valeurs dans les classes de l'école publique:**

Ces derniers jours, l'introduction de l'éducation aux valeurs dans toutes les classes de l'école publique a suscité de vifs débats dans le monde politique et les milieux concernés.

Selon le dernier rapport d'activités du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, un groupe de suivi pour la supervision de l'éducation aux valeurs, institué sous l'autorité de Monsieur le Premier Ministre, aurait visité les cours d'éducation aux valeurs au «Neie Lycée» en février et en juin.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il me dire combien de réunions de ce groupe ont eu lieu jusqu'à ce jour?

- Monsieur le Premier Ministre peut-il me dire si ce groupe a déjà pu formuler des conclusions? Si oui, quand est-ce que ces conclusions seront rendues publiques?

- Si non, dans quel délai Monsieur le Premier Ministre pense-t-il que ce groupe pourra terminer ses travaux?

Réponse (25.10.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En avril 2005 le Conseil de Gouvernement a institué un groupe de travail chargé d'accompagner la mise en œuvre de l'éducation aux valeurs dans le cadre du lycée pilote. Il se compose de six personnes choisies en raison de leur connaissance en matière de religion ou de laïcité, de la Ministre de l'Éducation nationale et de moi-même.

Jusqu'à ce jour, quatre réunions de ce groupe ont eu lieu aux dates suivantes: le 21 février 2006, le 20 juin 2006, le 19 janvier 2007 et le 28 mars 2007. Deux ont eu lieu au «Neie Lycée», à savoir celles du 20 juin 2006 et du 19 janvier 2007. Les deux autres ont eu lieu au Ministère d'État.

Je rappelle que, conformément au programme que le Gouvernement a défini pour la législature, les missions de l'éducation aux valeurs au «Neie Lycée» sont les suivantes:

- promouvoir la réflexion et le discernement autonomes des élèves;

- sensibiliser les élèves aux multiples concepts moraux;

- veiller à l'intégration des diversités culturelles, religieuses et philosophiques dans un climat de respect et de tolérance réciproques en tenant spécialement compte des réalités de la société luxembourgeoise;

- transmettre aux élèves une connaissance appropriée des grandes religions et familles de pensée au plan mondial.

Par ailleurs, le «Neie Lycée» étant un lycée pilote, l'éducation aux valeurs s'inscrit résolument dans son projet pédagogique: l'élève est placé au centre d'une démarche pédagogique qui se fonde prioritairement sur des activités touchant à son vécu et à la réalité de tous les jours.

Comme dans les autres écoles, le cours développe des connaissances qui sont indispensables pour la vie d'adulte et de citoyen, mais au «Neie Lycée» l'éducation aux valeurs apprend également à l'élève à s'engager et à participer activement à la vie de la société.

Concernant l'évaluation, la loi du 25 juillet 2005 portant organisation d'un lycée pilote prévoit qu'un bilan sera établi au plus tard cinq années après son entrée en vigueur.

À ce stade, le groupe d'accompagnement n'a donc pas encore formulé de conclusions si ce n'est d'encourager le «Neie Lycée» à continuer dans sa voie exploratoire d'une éducation aux valeurs active fondée sur les attentes des élèves.

Question 2001 (24.9.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**établissement public Servior:**

Suite à la parution d'un article intitulé «Marktwirtschaft, soziale» dans la presse du 21 septembre 2007, je constate que l'établissement public Servior n'est pas membre de l'organisation représentative des prestataires d'aides et de soins, la COPAS.

Important prestataire de services pour personnes âgées au Grand-Duché du Luxembourg avec plus de 1.100 salariés, Servior est cependant exclu de toute préparation de textes législatifs ainsi que des négociations tarifaires menées avec l'Union des Caisses de Maladie.

J'aimerais donc savoir:

- Est-ce que Madame la Ministre n'est pas d'avis que cet établissement public devrait être membre de l'organisation représentative des prestataires d'aides et de soins?

Réponse (12.10.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Il est vrai qu'actuellement l'établissement public Servior n'est pas encore membre de la COPAS.

D'un autre côté il est certainement d'une grande utilité qu'un prestataire de services pour personnes âgées de l'envergure de Servior puisse fournir sa contribution et fasse valoir le poids de son savoir et de son expérience dans les travaux de préparation d'avis au sujet de textes législatifs ou lors des négociations des tarifs relatifs à l'assurance dépendance.

Je soutiens donc les responsables de Servior dans leurs efforts de discussion et de négociation qu'ils mènent depuis un certain temps déjà avec les responsables de la COPAS dans le but de définir une adhésion de Servior qui tienne compte de ses aspirations et intérêts.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°3
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

5e séance, mercredi 24 octobre 2007
6e séance, jeudi 25 octobre 2007

DANS CE NUMÉRO

Traitements des fonctionnaires de l'État p. 56
Éducation aux valeurs à l'école publique p. 68
Risques de santé liés à la téléphonie mobile p. 72
Rapport du Médiateur à la fin de ce numéro

La génération «nouvelle Europe»



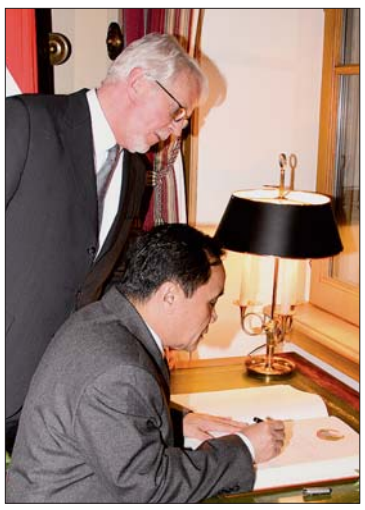
La Chambre a entamé ses entretiens avec les citoyens sur l'Europe par une audition de jeunes. Suite à l'accord sur le nouveau traité européen, les députés ont effectivement décidé de lancer le dialogue et de rencontrer le public afin de l'impliquer dans l'Europe élargie.

Les hasards du calendrier ont bien arrangé les choses: le 9 novembre, date de l'audition des jeunes, était le 18e anniversaire de la chute du mur de Berlin et la soixantaine d'élèves des trois classes de deuxième présents à la Chambre ce 9 novembre étaient pour la plupart nés en 1989, année charnière de l'histoire européenne.

Les conséquences géopolitiques de l'ouverture vers l'Est sont une préoccupation majeure de ces jeunes qui ont bien intériorisé les premiers élargissements de l'Union, mais se posent beaucoup de questions sur les évolutions futures. Quelles sont les limites de l'Europe? Ne doit-on pas exiger que toutes les conditions d'adhésion soient remplies, sans exception aucune? La Turquie est-elle un pays européen, remplit-elle la condition de respect des droits de l'Homme? Sur ce dernier point, les avis étaient partagés, reflétant par ailleurs les mêmes dissensions que celles du débat politique. Les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes ainsi que les députés européens présents face aux jeunes ont eu une approche pédagogique en rappelant des faits historiques tels que la perspective d'adhésion offerte en 1964 à la Turquie, ou encore la détermination du Luxembourg d'adhérer à la communauté européenne, après l'anéantissement du pays par les nazis durant la Seconde Guerre mondiale.

Les jeunes ont par ailleurs bien perçu les avantages que leur offrent la liberté de circulation et la reconnaissance de diplômes à l'étranger. Ils se sont cependant interrogés sur l'avenir des spécificités culturelles, les uns ayant peur de voir disparaître les cultures locales, les autres relevant par contre les avantages des échanges de plus en plus nombreux. Un souci exprimé concerne un possible nivellement vers le bas des salaires et des conditions de travail dans une Europe élargie. Réponse des politiques: la concurrence internationale existe indépendamment de l'Europe et c'est justement l'Europe qui permet de fixer des normes sociales, environnementales et autres dans les nouveaux pays membres. Et si quelques-uns ont craint qu'un trop grand nombre de membres dans l'Union européenne rendrait les décisions difficiles, voire impossibles, les députés ont eu la réponse facile: c'est précisément le nouveau traité, qui devra encore être signé par le Conseil européen et ratifié par tous les parlements de l'Union européenne, qui est destiné à simplifier les règles de fonctionnement de l'Union européenne.

Le Président du Parlement du Laos à la Chambre des Députés



M. Thongsing Thammavong signe le Livre d'or de la Chambre des Députés.

«Un grand merci pour votre aide qui nous a été fort utile dans des secteurs tels que l'éducation ou la santé»: c'était le premier message du Président du Parlement du Laos, M. Thongsing Thammavong, lors de son entrevue le 9 novembre avec le Bureau et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Députés. Le Laos, pays du Sud-Est asiatique, est un pays-cible de la coopération luxembourgeoise depuis 1997. Il est classé parmi les pays les moins développés au monde avec une espérance de vie ne dépassant pas les 57 ans. Une grande partie de la population vit dans la pauvreté et quelque 80% des habitants dépendent directement de l'agriculture. Le pays est sous un régime de parti unique, le «Lao People's Revolutionary Party».

«Nous sommes un pays agraire et voulons devenir un pays industrialisé»; le Président du Parlement laotien, M. Thammavong, a encore souligné la nécessité de bien éduquer les gens et de les former aux nouveaux emplois. Des contacts avec le monde bancaire du Luxembourg existent, mais devraient encore être élargis. Le Laos veut devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce et espère que le Luxembourg sera un des pays à le soutenir dans cette démarche.

M. Som Ock Kingsada, médecin et membre de la délégation parlementaire du Laos, a évoqué la situation sanitaire du pays. Un manque cruel de médecins et de cliniques est un des problèmes essentiels. Dans ce contexte il y a lieu de relever que la mise en place d'un système hospitalier dans la province de Vientiane, un projet entamé il y a dix ans, reste au cœur du programme de coopération luxembourgeois.



La délégation laotienne accueillie par des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

Parlamentspräsident empfängt neuen Präsidenten des Staatsrates



Nach seinem offiziellen Amtsantritt als Präsident des Staatsrates stattete Alain Meyer Kammerpräsident Lucien Weiler einen Besuch ab.

Bei dem Gespräch ging es vor allem um die Prioritäten der legislativen Arbeit sowie um die interinstitutionellen Beziehungen.

Lucien Weiler beglückwünschte den neuen Staatsratspräsidenten Alain Meyer zu seiner Nominierung und wünschte ihm viel Erfolg in seinem hohen Amt.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Plurilinguisme et flux migratoires

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), Région Europe, s'est réunie à Skopje (ARY de Macédoine) du 22 au 26 octobre 2007. Les travaux ont porté sur les thèmes «La Francophonie et les dispositifs de promotion des langues européennes» et «Politiques migratoires dans l'espace francophone européen».

En répondant à l'invitation du Parlement de la République macédonienne, symbole de la coexistence de plusieurs cultures et langues sur un territoire, l'APF affirme une nouvelle fois sa vocation à défendre la diversité culturelle et le plurilinguisme, valeurs fondatrices de la Francophonie.

19 sections représentant 17 nations différentes ont participé aux débats, la Serbie ayant participé en tant qu'invitée spéciale. Le Luxembourg fut représenté par M. Jos Scheuer, Vice-président de la Chambre des Députés, et M. Michel Wolter, Député.



(de gauche à droite): M. Jos Scheuer, Vice-président de la Chambre des Députés, Trésorier international de l'APF, M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, M. Michel Wolter, Député

Les parlementaires ont reçu M. Ljubiša Georgievski, Président de l'Assemblée macédonienne, et ont auditionné, entre autres, M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration du Luxembourg. L'intervention du Ministre était intitulée *«L'Union européenne et le défi des politiques d'immigration et d'intégration. Comment améliorer la cohésion interne au niveau européen?»*

Dans le cadre des discussions, M. Jos Scheuer a souligné les efforts du Grand-Duché de Luxembourg en matière de politique de coopération afin de maîtriser les flux migratoires vers notre pays. *«(…) Notre politique de coopération comporte également différents projets en Europe du Sud-Est, projets qui sont dans l'intérêt de la stabilité dans la région. Elle s'intègre évidemment dans l'effort global consenti par la communauté internationale. (…) Nous mettons en œuvre une politique qui comporte, outre les aspects purement humanitaires, l'intention de 'contenir' le désir d'émigration dans les pays en voie de développement.(…)»*

À l'issue des débats deux résolutions et une motion ont été adoptées. Les parlementaires invitent, entre autres, les gouvernements *«à harmoniser les modalités d'obtention des visas des pays candidats à l'Union européenne ou partie à sa politique européenne de voisinage et à prendre les dispositions nécessaires en vue d'assouplir et de libéraliser progressivement le régime des visas en relation avec l'évolution de l'économie et les besoins du marché du travail»*. Considérant les efforts que la République de Macédoine déploie pour son développement démocratique, économique et social, les délégués ont exprimé leur soutien au processus d'adhésion à l'Union européenne à travers une motion.

Lors du dîner officiel du mardi 23 octobre, il a été procédé à la remise des insignes de l'Ordre de la Pléiade, décorations honorifiques décernées en reconnaissance de mérites pour la Francophonie. À cette occasion, le Vice-président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF, M. Jos Scheuer, a été fait Grand Officier.

Des informations complémentaires sont disponibles au site Internet de la Région Europe de l'APF: http://apf.pcf.be/

Conférence annuelle du Conseil Nordique

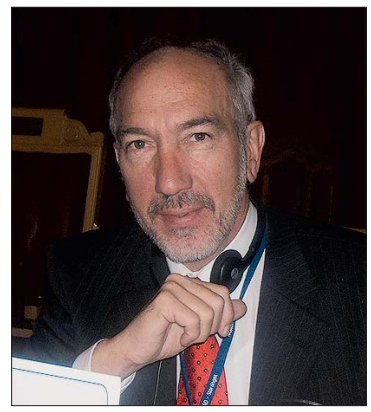
La conférence annuelle du Conseil Nordique à laquelle l'Assemblée Balte et le Parlement Benelux ont été invités a eu lieu à Oslo du 30 octobre au 1er novembre 2007. Le changement climatique et ses conséquences, l'enseignement supérieur et la recherche ainsi que la coopération étroite des pays nordiques en matière de sécurité se trouvaient dans le vif des débats.

Les résultats des travaux réalisés par le Groupe Intergouvernemental sur les Changements Climatiques (GICC), celui-ci recevant prochainement le «Prix Nobel de la Paix» dans cette même ville d'Oslo, prouvent clairement que les températures montent à l'échelle globale et dont les conséquences affecteront les régions de notre monde à degré différent. La plupart des interventions portait sur ce sujet de portée globale; notamment les participants de l'Islande ont souligné la situation cruciale des peuples indigènes vivant dans le Grand Nord. La calotte blanche du Pôle Nord en voie de disparition, étant plus rapide dans l'Arctique que partout ailleurs, suite au réchauffement ne permet plus de garantir la biodiversité. Avec le recul des glaces et de l'enneigement, la lumière solaire est moins réfléchie et plus largement absorbée entraînant la fonte accélérée de la calotte glaciaire.

La consommation des énergies fossiles et en aval leurs émissions de gaz à effet de serre en croissance fulminante contribuent à l'augmentation de la température de notre globe. Une des conséquences dont personne ne connaît encore les suites consiste dans la création de nouveaux couloirs maritimes au nord de la Sibérie d'un côté et du Canada de l'autre. L'exploitation accrue des ressources naturelles et énergétiques pourrait changer l'architecture sécuritaire de ces régions et les peuples autochtones seraient les plus touchés. Face aux défis majeurs que représentent la dépendance énergétique croissante de l'Union européenne et des changements climatiques, les parlementaires ont exprimé leur espoir que les décisions prises lors du sommet européen en mars 2007 connaîtront le succès souhaité, voire l'accroissement de l'efficience énergétique de 20% et l'augmentation de la part des énergies renouvelables à 20%, et ceci jusqu'en 2020.

Le député M. Marcel Oberweis a souligné que les résultats des débats de la conférence à Bali sur le climat, organisée en décembre par les Nations Unies, devront avoir un effet positif dans la lutte contre les changements climatiques. Il faudra inciter les pays industrialisés à réduire leur consommation énergétique de façon exemplaire et inviter les pays émergents entre autres la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique et l'Indonésie ainsi que les pays en voie de développement à joindre la plateforme du processus de négociation visant un accord mondial sur les émissions des gaz à effet de serre pour la période d'après 2012.

Lors des discussions, il fut salué que le programme Nordplus en matière de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche ait été ouvert aussi aux pays baltes. À travers ce programme les universités des pays du Conseil nordique ainsi que les centres de recherche sont interconnectés; un des programmes de portée scientifique en est la recherche dans le domaine des changements climatiques auxquels les peuples du Grand Nord sont très exposés.



M. Marcel Oberweis a représenté la Chambre des Députés à la Conférence annuelle du Conseil Nordique à Oslo.

Le dernier volet des discussions portait sur la coopération politique en matière de sécurité et de défense dans le Grand Nord. On évoquait que la Russie, grâce aux revenus qu'elle tire de ses exportations de gaz naturel et de pétrole, se retrouve sur le point de se profiler à nouveau comme une puissance significative sur la scène internationale. Force est de constater qu'avec la glace fondante, l'accès aux océans Pacifique et Atlantique sera modifié d'une manière stupéfiante pour les autres pays limitrophes. Afin de ne plus tomber dans la guerre froide d'antan, il faut procéder à la recherche de réponses adéquates et inviter la Russie à coopérer à la sécurité notamment sur le terrain énergétique.

Interessante Bildungsreise nach Rumänien



Die Delegierten des Luxemburger Parlaments mit Schülern und Vertretern des Lehrpersonals des Bruckenthal-Gymnasiums in Hermannstadt.

Auf Einladung des rumänischen Senats verbrachte der Ausschuss für Kultur, Hochschulbildung und Forschung der Abgeordnetenkammer die Woche vom 5. November 2007 in Hermannstadt/Sibiu. Diese Stadt ist, zeitgleich mit Luxemburg und der Großregion, Kulturhauptstadt Europas 2007.

Während zweier Unterredungen mit Mitgliedern des rumänischen Senats wurde die Wichtigkeit der wirtschaftlichen und kulturellen Zusammenarbeit unterstrichen. Des Weiteren wurde darauf hingewiesen, dass im vergangenen Jahr etwa 500 Luxemburger Unternehmen engere Kontakte mit rumänischen Betrieben geknüpft haben. Die Vertreter des rumänischen Senats sehen hierin eine Bestätigung für die Attraktivität des Standorts Rumänien, das innerhalb der Europäischen Union als Niedriglohnland gilt.

Während der fünftägigen Reise konnten sich die Mitglieder des Kulturausschusses von den positiven Auswirkungen des Kulturjahres für Sibiu und Transsylvanien überzeugen. Hermannstadt konnte 2007 dreimal mehr Touristen begrüßen als noch vor zwei Jahren. Der Bürgermeister Klaus Johannis vertritt die Meinung, dass die Zusammenarbeit mit Luxemburg für Sibiu neue Perspektiven eröffnet hat und hofft, dass die kulturelle Zusammenarbeit auch über 2007 hinaus weitergehen wird.

Die Delegierten des Luxemburger Parlaments hatten des Weiteren eine Unterredung mit Schülern und Vertretern des Lehrpersonals des Bruckenthal-Gymnasiums in Hermannstadt. Dieses Gymnasium hat während des Kulturjahres gemeinsam mit Schülern des Diekircher „Kolléisch“ ein Filmprojekt realisiert.

Die Luxemburger Delegation setzte sich wie folgt zusammen: Fred Sunnen (CSV), Ausschussvorsitzender, Martine Stein-Mergen (CSV), Marcel Oberweis (CSV), Marcel Sauber (CSV), Claude Adam (DÉI GRÉNG) und Robert Mehlen (ADR)

Mercredi, 24 octobre 2007

SÉANCE 5

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président

Sommaire

1. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la gestion hospitalière

- *Exposé: M. Jean Huss*
- *Débat: M. Paul-Henri Meyers, M. Carlo Wagner, Mme Lydia Mutsch, M. Gast Gibéryen, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

2. 5775 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Henri Grethen, M. Roland Schreiner, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, M. Aly Jaerling, M. Claude Wiseler*
- *Vote et dispense du second vote constitutionnel*

3. Question urgente N°2056 de M. Camille Gira et de Mme Viviane Loschetter relative aux conditions d'enseignement au Lycée du Nord à Wiltz

- *M. Camille Gira, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, M. Romain Schneider*

4. Motions relatives aux grands projets d'infrastructures réalisés par l'État

- *Dépôt d'une motion au nom de la Commission des Travaux publics et exposé du contenu: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Fernand Diederich, Mme Viviane Loschetter, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, M. Camille Gira, M. Claude Wiseler*
- *Vote (motion adoptée)*
- *Dépôt d'une motion au nom de la Commission des Transports et exposé du contenu: M. Roland Schreiner*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Henri Grethen, M. Robert Mehlen, M. Lucien Lux, Ministre des Transports*
- *Vote (motion adoptée)*

5. Motion relative à la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange

- *Dépôt d'une motion et exposé du contenu: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Norbert Haupert*
- *Vote (motion adoptée)*

6. Demandes en naturalisation

- *Adoption en séance non publique de 70 demandes en naturalisation avec dispense du second vote constitutionnel*
- *Adoption de six demandes de changement de nom et de prénom*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Här Minister Mars Di Bartolomeo, huet d'Regierung eis eng Matdeelung ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Da géif ech soen, wéi de Statsminister gëschter gesot huet: Mir sinn dat gewinnt.

Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtteg steet fir d'éischt op eisem Ordre du jour eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Spidolswiesen, op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

Dir wësst, datt d'Riedezäit nom Artikel 84 vum Chamberreglement festgehalen ass an datt där Fraktioun, déi d'Stonn ugefrot huet, zéng Minutten zur Verfügung stinn, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten an der Sensibilité politique zwou Minutten. Et si bis elo ageschriwwen: den honorabelen Här Meyers, den Här Wagner, d'Madame Mutsch an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Vertrieder vum Grupp vun deene Gréngen, den honorabelen Här Jean Huss. Här Huss.

1. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la gestion hospitalière

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann dobaussen, wann an der Bevölkerung, wann an de Medien a Lieserbréiwer an den Zeitungen diskutéiert gëtt iwwert dat wat a Spideeler oder a geriatreschen Institutiounen...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif ëm Är Opmierksamkeet fir den Här Huss bieden.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Ech fänken nach eng Kéier un. Wann dobaussen, wann an der Bevölkerung, wann an de Medien a Lieserbréiwer an den Zeitungen diskutéiert gëtt iwwert dat wat a Spideeler oder a geriatreschen Institutiounen u Problemer rezent opgetaucht sinn, Stéchwierder: Neurochirurgie, Clostridien oder aner geféierlech Infektiounen an esou virun, da kann et an den Ae vun de Gréngen net sinn, datt dës Chamber zu dësen Evénementer guer näischt géif soen. Dat ëmsou méi, wou Begréffer wéi Qualitéit an der Medezin a vun de Servicer oder d'Rechter vun de Patienten an de vergaangene Joren ëmmer méi staark betount goufen, an dat och ëmsou méi, wou mer am Virfeld sti vun Diskussiounen iwwer en neie Spidolsplang.

Mir wëllen als Gréng an dësem Moment awer hei elo net an déi lafend Diskussioun a Polemik ronderëm d'Neurochirurgie agräifen: Zum engen, well dozou d'Riedezäit am Kontext vun enger Heure d'actualité net géif duergoen, zum Zweeten, well do nach längst net all Kaarten um Dësch ze leie schéngen, an zum Drëtten, well mer der Meenung sinn, datt et iwwert d'Aktualitéit eraus drëm goe muss iwwert d'Qualitéit insgesamt am Secteur hospitalier ze schwätzen, well et eis schéngt, datt do nach esou munch Problemer ze léise bleiwen.

Méi detailléiert a méi déif gräifend Diskussiounen zu dëser Problematik kënnen a musse mer féieren hei op der Tribün an an der Santéskommissioun am Kontext vun der Diskussioun ëm deen neie Plan hospitalier. Hei an dëser Heure d'actualité kënne mer elo just, an dat ass mäin Zil, e puer Stéchwierder an déi Debatt erageheien.

Dir Dammen an Dir Hären, schonn 1989 goufen an der deemoleger Regierungserklärung eng Évolution qualitative des services an d'Élaboration de profils de prestation gefuerdert. An och an der rezenter Regierungserklärung vum August 2004 gouf eng Évaluation systématique des services de santé festgeschriwwen.

Zënter 1989, dat sinn elo bal 20 Joer hier, ass villes geschitt. Et ass vill an nei Gebaier, nei Maschinnen an Infrastrukturen investéiert ginn, d'Ministere si komm an erëm gaangen oder gaange ginn, an zënter de vergaangene Jore si mer amgaang vill iwwer noutwendeg national a regional Synergien ze diskutéieren, an dës Synergië mussen aus ville Grënn eraus esou schnell wéi méiglech kommen.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, d'Bevölkerung dobaussen, d'Patienten an d'Assuréën, déi iwwer hir Bäiträg eisen net grad bëllege Spidols- a Santéssystem finanzéieren, froen ëmmer méi heefeg och no der inhaltlecher Qualitéit vun de medezinesche Prestatiounen a vun deem insgesamt wat an eise Spideeler a ronderëm geschitt. Dat ass iwwregens net nëmmen hei esou, dat ass international praktesch iwwerall esou, an dat ass absolut berechtegt!

Wou also leien d'Problemer, wou dach gesot gëtt, datt eis Spideeler insgesamt géifen op engem gudden Niveau leien an net méi schlecht wiere wéi am Ausland? Firwat kënnt et da sporadesch ëmmer erëm zu Diskussiounen iwwer Dysfonctionnementer, iwwer Feeler a Komplikatiounen an Operatiounssäll, vu Galeblosenoperatioune bis elo zur Neurochirurgie? Diskussiounen och iwwer latent oder konkret Risike vu geféierlechen Infektioune mat Staphylokokken, Clostridien an esou virun? Firwat heefe sech an de vergaangene Joren d'Plaintë vun de Patienten - vum öffentleche Sträit tëschent Spezialisten net emol ze schwätzen?

Eis schéngt et, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt an deene vergaangene Joren zwar vill iwwer Qualitéit, iwwert d'Evaluatioun an de Contrôle vu Qualitéit an eise Spideeler geschwat ginn ass, mä datt dës Evaluatioun an dëse Contrôle héchstens an éischten Usätz an och nach net iwwerall ugelaf sinn, an datt do nach ganz villes just de Charakter vun Alibi oder politesche Sonndesriede behält.

Dir Dammen an Dir Hären, dës haart Kritiken un der Evaluatioun, dat heescht Moossungen a Contrôle vu Qualitéit, sinn net vun eis Grénge just aus rengen Oppositiounsgrënn erfonnt ginn. Dës wäit an déif gehend Kritike sinn nozeliesen an offiziellen Dokumenter vum Santésministère selwer, zum Beispill an der rezenter Carte sanitaire, déi ech hei matbruecht hunn, e voluminéist Dokument, d'Carte sanitaire vun 1998 bis 2005.

An et muss een den Auteurë vun dëser Carte sanitaire fir hir kritesch Approche zur Qualitéitsproblematik absolut félicitéieren. An dës Kritike sinn och genausou berechtegt a schwaach enthalen an deem Dokument, dat der Quadripartite de vergaangene 16. Oktober presentéiert gouf.

Aus Zäitgrënn kann ech aus dësen Dokumenter just e puer äusserst bedenklech Feststellungen a Kritike résuméieren.

Op der Säit 30 zum Beispill vun der Carte sanitaire ginn d'Basis an d'Funktiounsweise vun eisem Santéssystem beschriwwen. Stéchwierder: libre circulation, Autorisation d'exercer, Conventionnement obligatoire, Agréments vun de Spideeler, d'Nomenclature vun den Akten an d'Statut vun de Krankekeesen, a schliesslech och den Artikel 7 vum Code de Déontologie, déi berühmte Liberté thérapeutique vum Dokter.

Esou wéi dat elo awer konkret fonctionnéiert, gëtt op Säit 30 gesot, mä och op der Säit 32 vun dëser Carte sanitaire, géif et, ech zitéieren, eng absolut Absence de contrôle à tous les niveaux ginn.

Et géife praktesch net emol Donnéeë ginn iwwert d'Natur an d'Heefegkeet vun diagnostizéierte Krankheete bei der Entrée an d'Spideeler, obschonn d'OMS dat ganz kloer fuerdert a wat och vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn ass. Et géife keng seriö Donnéeë ginn iwwert d'Resultater vun den Therapien, iwwer eventuell Besserunge vun der Gesondheet, iwwert d'Satisfaktioun vun de Patienten. Et géif dozou iwwerhaapt keng systematesch Approche an Informatiounsauswäertung ginn, ausgehend vu seriöen a komplett geféierte Patientendossieren.

Et gëtt kritiséiert an der Carte sanitaire de mangelnden Informatiouns- an Datenaustausch tëschent den Dokteren, tëschent den Dokteren an der Direktioun an ëmgekéiert. D'Spidolsdirektere wéissten oft net wat vun hire Spidolsdoktere gemaach géif an et géif en oniwwersiichtleche Pilotage à vue virherrsche mat alle Probleme vu Qualitéit oder eben och Netqualitéit, déi sech doraus logescherweis ergi missten, wouriwwer och oft Verwaltungsréit dann net genuch informéiert wieren. An esou Leit aus Verwaltungsréit ginn d'Problemer ganz oft gewuer esou wéi déi aner Leit dobaussen och a Lieserbréiwer an Zeitungen.

Dräi kleng Beispiller nëmmen, fir ze illustréiere wéi wéineg eng seriö Qualitéitskontroll ze fonctionnéiere schéngt:

Am Gesetz vum Plan hospitalier vun 1998 ass ze liesen, datt Normen a Qualitéitsstandardë missten ausgeschafft ginn. Bis haut ass awer do net ganz vill geschitt a mir hoffen, Här Gesondheetsminister, datt Der do esou schnell wéi méiglech elo endlech déi berühmten Neel mat Käpp wäert maachen.

Zweet Beispill, am Artikel 23 vun dësem Gesetz, also am Gesetz vun '98, sinn an de Spideeler sougenannte Comités de prévention des infections, de sécurité et d'évaluation du fonctionnement de la qualité virgesinn. De Bilan dovunner an der Carte sanitaire ass folgenden, Zitat: «Ces comités fonctionnent de façon très hétérogène d'un hôpital à l'autre respectivement pas du tout» an et wiere bis 2005 keng vun den Organismes gestionnaires certifiéiert, Rapports d'activités iwwerhaapt ginn. Gesäit esou eng seriö Qualitéitskontroll aus?

Laut Artikel 46 vum Gesetz sinn d'Direktere vun de Spideeler gefuerdert, fir sech mat Doléancen oder Plaintë vu Patienten ze befaassen an d'Direktioun vun der Santé muss deene Plainten nogoen an d'Patienten duerno informéieren. Dat kléngt am Prinzip alles ganz schéin, mä entsprécht dat da wierklech ëmmer der Realitéit?

Et kéint ee vill aner Donnéeën a kritesch Analysen an däitlech Kritiken u mangelhafter Evaluatioun a Qualitéitskontroll aus där Carte sanitaire hei zitéieren. Insgesamt, Här President, ass den Tableau vun den Zoustänn an eise Spideeler, wat d'Qualitéitsprozeduren, d'Qualitéitsevaluatioun an d'Qualitéitskontrolle betrëfft, alles anescht ers wéi brisant an dofir sinn de Gesondheetsministère, d'Regierung an d'Chamber gefuerdert:

Éischtens, fir d'Anhale vu gudden Dispositiounen a Gesetzer, wa se schonn emol do sinn, besser ze kontrolléieren an ze forcéieren, an zweetens, fir am Intérêt vun der Patientesécherheet an der Qualitéit vun de medezinesche Prestatiounen eng Partie vu Saache gesetzlech oder reglementaresch ze änneren oder ze verbesseren. Woubäi et keng falsch Tabuen an der Diskussioun vun engem qualitativ besseren neie Plan hospitalier däerf ginn. Op de Préifstand vu Qualitéit a Qualitéitskontroll mussen dobäi an eisen Aen eng Rei vu Saache kommen: de Code de Déontologie vun den Dokteren; d'Rechter, mä och d'Flichte vun den Dok-

teren, virun allem am Kontext vun hirer Aarbecht an de Spideeler; d'Konditioune fir den Agrément fir speziell Servicer an de Spideeler; d'Organisatioun vun eise Spideeler; d'Hierarchie an d'Responsabilitéiten; méi kloer och d'Rolleverdeelungen tëschent der Direktioun an den Dokteren an der Direktioun an de Verwaltungsréit, an d'Förderung vun Interdisziplinaritéit a vun Teamgeescht zwëschent medezineschen Equipen.

Fir d'Dokteren d'Obligatioun - ech soen d'Obligatioun! - vu permanenter Weiderbildung, esou wéi dat zum Beispill am Beräich vun der Aviatioun dobaussen - vum Flugverkéier - längst de Fall ass, wou et konkret och ëm ganz grouss mënschlech Risike geet bei där Aviatioun. Dat muss och am Spidolswiesen, wann et zum Beispill ëm chirurgesch Operatioune geet, de Fall sinn. Also dofir: d'Obligatioun vu permanenter Weiderbildung.

Op de Préifstand gehéieren zum Deel awer och eng Rei vun Dispositiounen aus der Nomenclature vun den Akten an a Bezuch op de Rôle vun de Krankekeesen als Haaptfinancier vum Spidolssystem. A finalement mussen endlech wierklech Neel mat Käpp gemaach ginn, wat d'Rechter vun de Kranken, vun de Patiente betrëfft, an d'Énnerstëtzung vun ONGen a Patientevertrieder, wou nach munches misst verbessert ginn.

D'Patientevertriedungen hei am Land an am Ausland fuerderen zënter Joren net nëmme verbessert finanziell, infrastrukturell, medezinesch, sozialrechtlech a juristesch Méiglechkeeten, si fuerderen och schonn zënter Joren effikass Mediatiounsstrukturen, fir engersäits d'Rechter vun de Patiente kënnen op eng seriö Aart a Weis ze verdeedegen, a fir anerersäits amerikanesch Zoustänn mat all deene Geriichtsprozesser kënnen ze verhënneren.

(Interruption par le Président)

Ech komme gläich zum Schluss.

Qualitéit, Evaluatioun a Kontroll vu Qualitéit, Dir Dammen an Dir Hären, sinn aus engem moderne Medezinwiesen net méi ewechzedenken. Am Konfliktfall wier et sënnvoll, wa mer esou schnell wéi méiglech zu enger seriöer - och vun Dokteschsäit - wierklech akzeptéierter Mediatiounskultur an zu seriöe Mediatiounsstrukture géife kommen. Preventiounskultur, Evaluatiounskultur, Mediatiounskultur: Dat mussen endlech déi nei Schlagwierder vun engem qualitativ héichstehende Gesondheetswiese sinn. Den Handelsbedarf am Interessi vun de kranke Leit, Här Gesondheetsminister, ass grouss, ass urgent. Dir sidd gefuerdert, fir do e wéineg Drock ze maachen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Huss. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Meyers.

Débat

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Ukënnegung gelies huet vun där Aktualitéitsdebatt vun haut, déi déi Gréng eraginn hunn, dann hätt ee kënne mengen, et géif nëmmen ëm d'Gestion hospitalière goen. Wann ee sech awer dann informéiert iwwert d'Gestion hospitalière, da stellt ee fest, dass et do eng ganz Rei Regele gëtt, déi besonnesch - an den Här Huss huet d'Gesetz zitéiert - am Gesetz vum 28. August 1998 enthale sinn, déi de Spideeler d'Fräiheet loossen, déi Forme juridique ze wielen, déi hinne gutt schéngt, déi awer eng ganz Rei Regele festleeën iwwert d'Gestioun vun de Kliniken, an déi och dem Minister eng ganz Rei Pouvoire ginn, fir an déi Gestioun kënnen anzegräifen.

Ech si frou, dass den Här Huss eigentlech net op déi do Diskussioun agaangen ass, mä dass hie seng Interventioun gesat huet am Hibléck op d'Qualitéit vun der Medezin, an dass hien een Acteur vun deene villen Acteuren am Spidolswiesen an de Mëttelstand gestallt huet, deen och dohi gehéiert, an zwar de Patient. Wa mer hei Patient soen a wa mer vu Qualitéit schwätzen, stelle mer trotzdeem fest, dass e bëssen och dobaussen, an et muss ee jo soen och bei den Dokteren, och bei villen anere Leit, nach d'Meenung do ass, dass de Patient dee wär, deen nëmmen eppes géif iwwer sech ergoe loossen, an deen dann déi Therapie misst akzeptéieren, déi hien zougedroe kritt. Ech mengen, dat wier awer falsch. D'Gesetz vun 1998 gëtt eis eng ganz Rei Dispositiounen, déi et och erlaben d'Qualitéit vun der Medezin wesentlech ze verbesseren, well schliesslech geet et ëm d'Qualitéit vun der Medezin.

D'Klinik ass u sech kee Selbstzweck. D'Klinik huet derfir ze suergen, dass déi - an ech gebrauchen hei ausdrécklech d'Wuert - „Clienten", déi dohi kommen, och dee beschtméigleche Service kënne kréien. Selbstverständlech kann een der Klinik keng Obligation de résultat imposéieren, mä et kann een awer eng Obligation de moyen opposéieren, an zwar déi beschtméiglech Moyenen unzewenden, fir zu deem Zil ze kommen, fir dat d'Klinik do ass.

Et sinn elo eng Rei Moyenen ervirgehuewe ginn, wéi een déi Qualitéit ka verbesseren. Et sinn am Laf vun där Diskussioun, déi den Här Huss ugeknëppt huet, vun deene leschte Wochen awer e puer Punkten, déi ee mengen ech misst ervirhiewen. Wat sinn déi Punkten?

Wann ee vu Qualitéit schwätzt, da muss een natierlech probéieren och déi Qualitéit ze moossen. Do geet et net nëmmen duer, fir ze froen: Huet et Iech hei gefall? Et muss een effektiv Standarden entwéckelen, déi et erméiglechen déi Qualitéit wierklech ze moossen, net nëmmen zäitweileg, mä eigentlech definitiv an ëmmer bei alle Patienten, fir herno och kënnen déi Qualitéit ze verbesseren.

Et muss een dann dem Client - dem Patient - déi Informatioun ginn, déi him zousteet. An do stelle mer fest, dass déi Informatioun op ville Punkten hapert. De Patient weess net wat mat him geschitt. An hie gëtt och duerno oft net gewuer wat da wierklech lass war. De Patient huet awer ee Recht op d'Wourecht. Hien huet ee Recht dodrop gewuer ze gi wat mat him geschitt, wat ka gemaach ginn, an dass och déi bescht Moyenen ugewannt si ginn.

Déi Kommunikatioun kann heiansdo net geschéien iwwer all déi Leit, déi an der Klinik schaffen. Dofir wier et och noutwendeg, dass d'Kliniken derfir géife suergen, dass och spezialiséiert Personal do wär, wat géif déi Kommunikatioun erméiglechen. Well et ass net jiddferee gemaach fir déi Kommunikatioun hierzestellen. An ech mengen, do wier et fir d'Zukunft wichteg, dass och de Ministère géif intervenéieren an drop hiweise wéi déi Informatioun a wéi déi Kommunikatioun mam Patient ka geschéien.

Déi Kommunikatioun geschitt awer net nëmme mam Patient, well haut ass d'Gesellschaft mediatiséiert. Et muss een och probéieren déi Kommunikatioun a Richtung vun der Press ze organiséieren. Dofir ass et wichteg, dass Leit do sinn, déi déi Kommunikatioun och beherrschen.

En anere Punkt ass d'Mediatioun, well et sinn ëmmer erëm Fäll, wou Schwieregkeeten entstinn. Do ass et wichteg, dass eng neutral kompetent Mediatioun geschafe gëtt, entweder an de Kliniken oder awer um nationale Plang. An ech mengen, do ass och de Ministère gefuerdert, fir net opgrond vun enger kontraktueller, mä opgrond vun enger reglementarescher Basis eng Mediatioun ze schafen an där déi néideg qualifizéiert Persounen zouzeféieren.

Et si vill Acteuren, déi hei gefuerdert sinn. Net nëmmen de Minister, mä och d'Dokteren an d'Personal vun de Kliniken. Et wär ze hoffen, dass am Dialog déi Mesuren, déi hei ugesprach gi sinn, och kéinte realiséiert ginn.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass selbstverständlech schwiereg an nëmme fënnef Minutten am Detail op dee ganze Froekatalog, deen den Här Huss opgeworf huet, anzegoen. Duerfir erlaabt mir, dass ech op där heiter Plaz méi generell iwwert d'Problematik vun der Gestion hospitalière wëll agoen.

Dës Heure d'actualité steet ouni Zweifel am Kontext vun där sougenannter Affär CHL an de Reprochë vun der Patientevertriedung un de Service de neurochirurgie. Ech soe bewosst „sougenannten Affär", well esou wéi d'Resultater vum franséischen Expert et erginn hunn, war et jo eigentlech keng Affär, et war just en opgebauschtenen Akt. Et kéint een dee Moment selbstverständlech dat oniwwerluechtent Virgehen vun der sougenannter Patientevertriedung condamnéieren an där hir Legitimitéit seriö a Fro stellen. Et kann een dann awer och op den Audit iwwert den CHL agoen an do e puer vun deene Recommandatiounen opgräifen.

Ons Spidolsdepartementer sinn horizontal hei zu Lëtzebuerg opgebaut, woubäi an anere Länner eng vertikal Hierarchie besteet. Esou e vertikale System huet als Virdeel, datt d'Tâchë kloer verdeelt sinn an d'Responsabilitéit och vu jiddferengem kloer definéiert ass. An deem aktuellen horizontale System hei zu Lëtzebuerg feelt et dem Chef de service ganz oft un där néideger Autoritéit, fir seng Vuen duerchzesetzen. Hien huet bis elo praktesch nëmme sougenannten administrativ Kompetenzen. A ville Fäll kann ee kaum vun Équipe médicale schwätzen, obschonn dass dat batter noutwendeg wär.

De franséischen Expert plädéiert dann och fir eng vertikal Hierarchie hei anzestellen, déi beispillsweis Kritäre wéi Erfahrung mat considéréiert. De franséischen Expert ass och der Meenung déi eenzel Spideeler sollte sech op e puer Aktivitéiten, dräi bis véier seet hien, spezialiséieren an net wëlle probéieren alles ze maachen.

Domadder wäre mer bei deene sougenannte Centres de référence, wéi mer se beispillsweis an der Häerzchirurgie am CHL hunn. An ech wollt den Här Minister froen, wéi d'Entwécklung an deene leschte Jore mat deene Centres de référence, mat anere Centres de référence ass.

An deem Kontext wëll ech dann nach eng Kéier op d'Wichtegkeet vun de Synergien hiweisen, déi onbedéngt musse weidergeféiert ginn. Synergien erméiglechen et nämlech an deenen eenzelnen Etablissementer vill méi geziilt ze schaffen a sech d'Aarbecht opzedeelen. Do meng Fro un de Minister: Wéi ass et an Zwëschenzäit mat der Synergie CHL-Zithaklinik oder St-Louis Ettelbréck-Klinik vu Wolz?

Et ass vill an deene leschte Joren an d'Infrastrukturen investéiert ginn, den Här Huss huet et scho gesot, wat och wichteg a batter noutwendeg war. Et muss an Zukunft awer sécher nach vill méi an d'Leit investéiert ginn. Et geet net duer e puer renomméiert Dokteren aus dem Ausland ze rekrutéieren déi, deemno vu wou dass se kommen, aus enger ganz anerer Spidolskultur kommen a Schwieregkeeten hunn, sech hei zu Lëtzebuerg an eisem System zréckzefannen.

Et schéngt mer och wichteg, dass an Zukunft méi regelméisseg jonk Dokteren an eis Servicer integréiert ginn. Wéi an all Betrib, esou ass och an engem Spidol, wann net nach méi, d'Aarbechtsklima enorm wichteg. Hei geet et net duer sech Iwwerleeungen ze maachen, wéi mer d'Kompetenzopdeelunge kënne maachen zwëschent deene verschiddene Servicer. Et muss och gekuckt ginn, dass déi eenzel Servicer gutt genuch mat Personal ausstafféiert si fir Iwwerbelaaschtungen, déi sech negativ op d'Aarbechtsverhältnis kënnen auswierken, a Grenzen ze halen.

D'Aufgaben innerhalb vun deenen eenzelne Spideeler misste sécherlech esou kloer wéi méiglech definéiert ginn. Quitte dass all Etablissement selbstverständlech onbedéngt muss seng Autonomie behalen. D'Direktioun däerf net zu engem administrative Gremium verkommen an et däerf net esou wäit kommen, dass och haaptsächlech Economisten an der Direktioun sëtzen. Et ass äusserst wichteg, dass d'Medeziner e Wuert matschwätze wat d'Gestioun vun de Spidolsdepartementer betrëfft, well si wëssen am beschte wat d'Besoinë sinn.

Grad esou wichteg, besonnesch an eisem Lëtzebuergesche Budgétisatiounssystem, ass awer och déi ekonomesch a finanziell Gestioun vun deem Spidol, wou mer jo nach ëmmer wëlle vermeiden, dass et net zu engem sougenannte Wettrüste kënnt.

Da stelle sech selbstverständlech weider Froen, an den Här Huss huet dat schonn ugeschwat. Wéi sti mer zu regelméissege Qualitéitskontrollen a Qualitéitsrankingen? Och do erwaarde mer eis eng kloer an däitlech Äntwert vum Minister.

Här President, vu dass meng Zäit ofgelaf ass, wëll ech ofschléissen. Ech mengen, allgemeng kéinte mer soen, dass eis Spideeler hei zu Lëtzebuerg exzellent sinn. Et bleiwe selbstverständlech nach Efforten ze maachen. Loosse mer also d'Saach upaken, dat am Intérêt vun eise Patienten, well finalement sinn et eis Patienten, déi sollen am Mëttelpunkt vun all eisen Effortë stoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le President.- Merci, Här Wagner. Déi honorabel Madame Lydia Mutsch huet elo d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer um Ufank vu menger Interventioun eng méi generell Fro opzewerfen, aus där sech a mengen Aen eng ganz Rei vu Konsequenzen erginn. Wéi erreeche mer eng héich qualitativ Medezin fir eist ganzt Land?

Duerch Spezialiséierungen 100%eg. Centres de compétence, Synergien, do wou se Sënn maachen. Ganz nom Motto, complémentaire an net konkurrenziel um medezinesche Plang, awer och a Beräicher wéi Logistik, Gestioun, Systèmes d'information médicaux oder „quality management".

Et ass zu Lëtzebuerg leider net evident a scho guer net selbstverständlech, dass Zoustännegkeetsberäicher a Kompetenzopdeelungen systemiwwergräifend funktionéieren. Ech zitéieren an deem Zesummenhang de Professer Georges, an och mäi Virriedner huet schonn drop higewisen: «Il existe au Luxembourg, et ce de façon très spécifique, car on ne le retrouve pratiquement dans aucun des pays de l'Europe, un système qui est qualifié d'horizontal par rapport au système vertical, c'est-à-dire hiérarchisé.» A méi spezifesch fir de Chef de service, wouriwwer jo vill diskutéiert ginn ass an deene leschte Wochen: «Il nous paraît qu'il y a là une contradiction entre ce que doit détenir un chef de service et les moyens qu'on lui donne. Tout repose en fait sur la bonne volonté des membres du groupe médical.» Eng ähnlech Feststellung gëllt och fir d'Direktioun vun engem Spidol. Heizou schreift hien a senge Konklusiounen: «Il me semble qu'une équipe doit s'organiser plus verticalement avec une hiérarchie entre le plus expérimenté et au moins deux niveaux générationnels sous-jacents. Cette hiérarchie doit s'imposer de fait, mais elle pourrait aussi être mieux affirmée dans les textes.»

Fest steet, dass d'Strukturen an eisem Spidolswiesen net kloer genuch sinn. Dat geet, wéi de Professer Bernard Georges richteg seet, nëmmen esou laang wéi all Mënsch gudde Wëlle weist. Um Beispill CHL hu mer leider gesi wéi et ass wann dee gudde Wëllen net do ass oder net duergeet. An dat gëllt net nëmme fir e Chef de service - e Poste fir deen et weder en Text, nach eng korrekt Approche gëtt -, mä dat gëllt och fir d'Relatioun tëschent den Dokteren an hirer Direktioun. Ausserdeem ginn d'Doktere vum Conseil d'administration agestallt, an net wéi de Rescht vum Personal vun der Direktioun, wat an der Praxis zu Tensioune féiere kann an zu net praxisorientéierten Hierarchie-Modeller.

Och d'Nomenclature médicale ass keen Instrument, dat direkt un d'Gestion hospitalière gekoppelt ass. D'Rémunératioune ginn exklusiv vun den Associatioune vun den Doktere verhandelt, ouni dass d'Spideeler agebonne sinn. Kee System deemno, deen et de Spideeler erlaabt no hirem Ermiessen hir Mission de santé publique ze definéieren a mat ze steieren; wat jo wichteg ass a wat um Beispill vun de Garden zu dramatesche Situatiounen um Terrain ka féieren.

Ausserdeem stellt sech d'Fro ob eist Land mat senge 460.000 Awunner net ze kleng ass fir zwee Systemer, respektiv zwee Statuten, vu finanziellen Ongläichgewiichter tëscht de Regiounen emol guer net ze schwätzen. Den Dokteschstatut vum CHL, dat heescht de Médecin salarié an all déi aner.

Wéi ee System eegent sech dann elo am beschte fir eist Land a wat sinn d'Virdeeler vun deem enge System par rapport zu deem anere System? Wier et net emol vläicht un der Zäit fir e Bilan ze zéien? An zwar net nëmme mam Bléck op Gestioun, Fonctionnement a Wirtschaftlechkeet, mä och a virun allem aus dem Bléckwénkel vum Patient. An et ass jo hei scho gesot ginn, wéi eng Medezin a wéi eng Qualitéit vu medezinescher Betreiung hien ugebuede kritt an zu wéi enge Konditiounen.

Wéi steet et mat engem Text iwwert de Statut vum Médecin hospitalier, also vum Dokter deen am Spidol schafft? D'Fro stellt sech och, ob et nach zäitgemëiss ass, dass de Kontrakt vun engem liberalen Dokter am Spidol och an Zukunft bis u Liewensenn muss goen, an dat ëmsou méi wou an eisem System keen Incident qualité besteet fir grad déi Acteuren, déi sech beméien no de Prinzipie vu Qualitéit a wirtschaftlecher Effizienz ze kucken, méi ze encouragéiere wéi déi aner, an dozou gehéiert och d'Nomenclature - den Interpellant huet schonn dorobber higewisen.

Zu der Diskussioun iwwert d'Strukture gehéiert awer och an onbedéngt d'Fro, ob et Sënn mécht, dass an engem Land wéi Lëtzebuerg all Spidol grosso modo datselwecht mécht, zum Deel mat Distanze vun 200 Meter, zwee, fënnef oder 15 Kilometer

vuneneen ewech. D'Spill fir sech géigesäiteg déi bescht Dokteren ofzeluchsen oder d'Course fir ëmmer méi déiselwecht Zort Equipementer ze froen, kann net de Modell vun der Zukunft sinn.

Ech wëll awer ofschléissend an deem Zesummenhang net vergiessen, déi gutt Usätz aus dem Koalitiounsaccord ervirzesträichen, déi enger ganzer Rei vun deenen doten Ziler, déi ech scho genannt hunn an déi och eng Rei vu Virgänger scho genannt hunn, Rechnung droen. Ech zitéieren: «Sur base de plan hospitalier...»

M. le Président.- Zitéiert awer kuerz, Madame Mutsch. Är Zäit ass ofgelaf.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- «...et de la carte sanitaire,» - ech sinn direkt fäerdeg, Här President - «le programme de modernisation des infrastructures hospitalières sera poursuivi dans un esprit de complémentarité et en évitant des situations de double emploi.»

An an där Hinsicht géif ech mat op de Wee ginn, dass eis Fraktioun de Minister an déi ganz Regierung weider aktiv bei hiren Démarchë wäert ënnerstëtzen, fir déi beschtméiglech Gesondheetsversuergung fir d'ganzt Land ze erreechen.

Ech soe Merci, Här President.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Madame Mutsch, et war déi viregt Regierung, déi d'Carte sanitaire ageféiert huet.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Fir d'Regierung huet elo den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

(Interruption)

Ech ginn dervun aus.

(Hilarité et interruption)

Ech géif och bieden net ze vill heibannen ze telefonéieren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Wa méiglech guer net!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol e Constat: Hei zu Lëtzebuerg hu mer eigentlech all Viraussetzungen, fir kënnen déi beschtméiglech Qualitéit an eisem Gesondheetswiesen allgemeng an insbesondere och an de Spideeler ze garantéieren. Eis Infrastrukture sinn an deene leschten zéng, 15 Joer op e Standard eropgehuewe ginn, wou vill Leit am Ausland eis drëm beneiden. An et geet weider an déi dote Richtung. D'Infrastrukture gi weider moderniséiert, ergänzt do, wou mer Infrastrukture brauchen an do, wou se e Sënn hei zu Lëtzebuerg erginn.

D'Moyenen, déi eisem Gesondheetswiesen zur Verfügung stinn, sinn exzellent. An de Pro-Kapp-Ausgabe rangéiere mer an Europa un éischter Plaz; weltwäit un zweeter Plaz. Dat ass eng Obligatioun fir an der Qualitéit mat den Dépensë Schrëtt ze halen a Spëtzeplazen anzehuelen.

Beim Personal kënne mer op gutt ausgebiltend Personal a genügender Zuel zréckgräifen. An ech mengen, och do brauche mer de Verglach mam Ausland net ze scheien.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et keng Kontingentéierung vun der Medezin, esou wéi se streckeweis am Ausland agefouert ginn ass. Hei zu Lëtzebuerg stinn déi Moyenen zur Verfügung, fir kënne jiddfereen d'selwecht ze behandelen ouni Ënnerscheed vu senger finanzieller a sozialer Situatioun, wat och laang net iwwerall am Ausland de Fall ass. Den Zougang zur Medezin hei zu Lëtzebuerg ass grouss op fir jiddfereen.

Dat sinn d'Prinzipien, déi ee sech vläicht an Erënnerung soll ruffen, a sech net der Versuchung soll higinn, dass wann emol eenzel Voleten an der Gesondheetspolitik zu Recht Ulass zu Kritik ginn d'Impressioun entstoe kéint, dass mer hei a Saache Gesondheetswiesen a Medezin, Kliniken en Entwécklungsland wären. Dat ass sécher net de Fall! An ech warnen all déi, déi liichtfankeg mat där doter Diskussioun ëmginn, virum Schued, dee kann entstoe wann een de Patient veronséchert.

Ech mengen, dass een an der Diskussioun d'Transparenz soll gëlle loossen an dass ee soll op Fakten diskutéieren, debattéieren, an dass een de Fakte soll eng Chance ginn. Amalgamen am Gesondheetswiese si géiierlech: Wann een alles an een Dëppen eragehäit a wann een op all eenzelt Gefill an op all eenzelt Gerücht erageet, dann ass dat kontraproduktiv. Wann ech gelift, kommt mer diskutéieren op Fakten. Där Fakte gëtt et genuch. Och Fakte wou mer eis weider kënne verbesseren, gëtt et genuch am Gesondheetswiesen. Mir brauchen net op den Niveau vun engem Béierdëschgespréich erofzegoen an der Gesondheetsdiskussioun, well dat wär extrem schued. Ech hunn och d'Impressioun de Mëtten net gehat, dass mer esou eng Diskussioun géife féieren.

Mir hunn e gemeinsamt Zil, wat mer zesummen definéiert hunn - haut net fir d'éischt -, dat a sämtleche Regierungsprogrammer dran ass, dat sech a sämtleche Publikatioune vun der Gesondheet erëmfënnt. Dat ass e Maximum vu Qualitéit an eisem Gesondheetswiesen ze sécheren an an de Spideeler insbesondere.

Wéi erreeche mer dat? Ma éischtens duerch eng optimal Notzung vun de Moyenen. Doduerch, dass mer mat deene Moyenen de Patienten déi beschtméiglech Continuité des soins garantéieren, an dass mer eis eens gi wéi d'Filières de soin fir de Patient sollen ausgesinn. Mir erreechen eng maximal Qualitéit fir de Patient wa mer op d'Kooperatioun hei zu Lëtzebuerg setzen, wou d'Spidolslandschaft esou gestallt ass an der Zwëschenzäit, dass kee méi d'Konkurrenz vun deem anere brauch ze fäerten, dass mer op d'Kooperatioun setzen, amplaz op Rivalitéit.

An Hand op d'Häerz, all déi, déi eng Responsabilitéit a Spideeler hunn oder mat a Spideeler schaffen - an heibanne sinn der e puer -: Maache mer dat wierklech? Oder sinn dat net nëmmen heiansdo Sonndesrieden, wou jiddfereen datselwecht seet, a wann hien herno mat muss décidéieren - Här Huss, Dir sëtzt och an engem Verwaltungsrot, et sinn der nach heibannen, déi a Spideeler schaffen -, wann et drëm geet, fir dat herno praktesch ze maachen, dass ëmmer d'Rivalitéit nach am Hannerkapp ass. Mir brauchen déi Rivalitéit hei net.

Mir brauchen eng optimal Zesummenaarbecht. Mir brauchen e Partage du travail an der Gesondheet. Et gëtt genuch där Aarbecht, fir dass mer eis dat kënnen opdeelen, an dass mer jiddfer Zäit dem Patient kënne garantéieren, dass deen, deen am beschten an där doter Disziplin ass, déi de Patient just brauch, dem Patient dat och ubitt an net deen, deen Drëtt- oder Véiert- oder Fënneftbeschten ass. Dat erreeche mer awer wierklech nëmmen doduerch, dass mer emol ufänken éierlech mateneen ze schwätzen, an dass mer hei zu Lëtzebuerg net esou maache wéi wa mer, aneschters wéi am Ausland, alles kéinten.

Am Ausland ass et heiansdo méi kloer. Do seet jiddfereen: Mir kënnen eppes besonnesch gutt, aner Saache kënnen anerer besser. Hei zu Lëtzebuerg hunn ech heiansdo d'Gefill, dass, obwuel dass mer am Ausland ausgebilt ginn, mer eis der Illusioun higinn, dass zu Lëtzebuerg jiddfereen alles optimal ka maachen. Domat beléie mer eis wa mer dat dote soen. Et geet dermat duer, dass mer eis géigesäiteg beléien. Mir mussen éierlech matenee schwätzen a mer musse soen: Deen do kann dat besser an deen do kann dat besser.

Da sinn ech bei der Spezialiséierung. Ech si bei de Kompetenzzentren. Ech si bei deem, wat ech, zënter dass ech déi Missioun hei iwwerholl hunn, ëmmer an ëmmer erëm priedegen, dass mer eise Spideeler hei zu Lëtzebuerg eng aner Visibilitéit ginn. Hei zu Lëtzebuerg gesäit een net wat fir ee Spidol fir wat steet. Mat eenzelnen Ausnahmen. Deenen Ausnahmen, wou mer eis derzou duerchgerongen hunn, fir als Spidolssecteur zesummen eppes ze maachen: INCCI, Centre de radiothérapie, an an an. Et gëtt där nach.

Do hu mer déi Visibilitéit. An do si mer esou gutt - heiansdo besser - wéi d'Ausland. Iwwerall do, wou mer eis net dozou duerchréngen, dass mer eng Aufgabendeelung maachen, si mer net esou gutt. De Patient weess méi fir wat dass d'auslännescht Spidol steet wéi eist Spidol. Also: spezialiséieren, d'Visibilitéit vun deenen eenzelne Centrë méi grouss maachen. An dat ass ewell einfach. Déi Spideeler hu sech nei strukturéiert, déi hu sech nei organiséiert, déi hu fusionéiert. An eenzelne Regioune gëtt et nach een Acteur. An anere Regioune gëtt et der zwee oder dräi, déi Intérêt hu méi enk zesummenzeréckelen.

An do kommen ech op d'Fro vum Carlo Wagner. Den CHL an d'Zitha hunn hir Gespréicher ënnerbrach. Dat ass e graffe Feeler, dass se déi Diskussiounen ënnerbriechen. Ech brénge se erëm un den Dësch, a si musse matenee schwätzen. Si mussen alleguer matenee schwätzen. Do huet de Stat een Drockmëttel: Dat ass d'Drockmëttel vun den Investitiounen. Mir bezuelen 80% als Stat bei den Investitiounen an d'Spideeler, d'Krankekeesen de Rescht. Also kënne mer eng Rei vu Saache vun deene Spideeler froen. Dat muss an déi Käpp eran! Ech wäert dorop insistéieren.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Och mam Plan hospitalier.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ganz richteg! Mä net alles. Mam Plan hospitalier hu mer limitéiert Méiglechkeeten. De Plan hospitalier ass en Exekutiounsreglement vum Spidolsgesetz. Eenzel Saache kann een an engem Exekutiounsreglement maachen. Aner Saache muss een am Spidolsgesetz maachen. Et muss een ofweien.

Ech wëll nach eng Kéier mat der Chamber doriwwer schwätzen. Mir haten eng Diskussioun viru Joren, wou ee gesot huet: Et muss alles an e Gesetz. De Règlement grand-ducal, dee soll ersat ginn duerch ee Gesetz. Ech mengen, dass mer sollen déi Diskussioun hei zesumme féieren, um Niveau vun der Gesondheetskommissioun, um Niveau vun der Chamber, wat mer am Spidolsgesetz maachen a wat mer am Règlement d'exécution maachen.

Jiddefalls, an dofir engagéieren ech mech, wa mer iwwert de Plan hospitalier diskutéieren, dat war jo den Haaptproblem, dass déi Diskussioun hei an d'Chamber gehéiert mat enger Debatt, mat enger Aktualitéitsdebatt oder mat enger Debatt tout court, an dass dat net einfach ënnert den Teppech geet. Mä meng déif Iwwerzeegung ass, dass mer eis d'Flexibilitéit vun engem Plan hospitalier net sollen doduerch futti maachen, dass mer och beim Plan hospitalier e Gesetz maachen. D'Gesetz solle mer adaptéiere wann et ze adaptéieren ass, an de Plan hospitalier solle mer als Règlement d'exécution huelen. Ech wäert déi Diskussioun och mat der Chamberskommissioun a mat der Chamber féieren, mä dat ass meng déif Iwwerzeegung.

Dann, wa mer wëlle Qualitéit sichen, da musse mer fir d'éischt emol ufänken d'Aktivitéit ze dokumentéieren, an et kann net sinn, datt ee Spidolsdirekter mir seet, datt hien net weess wat a sengem Spidol geschitt, datt en net gewuer gëtt wat seng Doktere maachen. Dat kann net sinn! E Spidol däerf keng Boîte noire sinn, an dofir musse mer eis alleguer d'Moyene ginn, déi mer brauchen, fir d'Aktivitéit ze dokumentéieren.

Une voix.- Et ass iwwerall esou. Wou ass dat do?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Majo, wësst Der...

(Interruption)

Ma mir hunn nach fënnef Spideeler, wa mer...

M. Henri Grethen *(DP).*- Name and shame!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ah, ma dat ass a sämtleche Spideeler de Fall, datt d'Aktivitéit, déi vum eenzelnen Dokter gemaach gëtt, net am Detail vum Direkter bekannt ass. Dat ass eng Haaptproblematik, déi mer hunn, an ech muss Iech soen...

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Dir braucht een aneren Direkter.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, do läit Der falsch.

An ech muss Iech soen, datt souwuel d'Entente des hôpitaux wéi d'AMMD unerkennen, datt et wichteg ass d'Qualitéit vun der Aarbecht, déi an engem Spidol gemaach gëtt, ze dokumentéieren. Si sinn um gudde Wee, si sinn an der Diskussioun an dat Éischt wat erauskënnt, dat ass, datt an Zukunft eng „peer review" soll gemaach ginn iwwert d'Qualitéit vun den Aktivitéiten, déi gemaach ginn, datt dat weidergefouert gëtt an enger seriöer Dokumentatioun vun den Aktivitéiten an engem standardiséierte Patientendossier, deen och nozekucken ass a wou een d'Aktivitéiten och kann novollzéien.

Déi ganz Diskussioun, déi mer an deene leschte Wochen a Méint haten, huet eng Rei vu positiven Elementer bruecht. Déi verschidde Partner bougéieren.

Also, Aktivitéit erfaassen, dokumentéieren, kodifizéieren, d'selwecht kodifizéieren, fir datt déi eenzel Systemer och kënne matenee schwätzen.

Dann - wann de President mer nach déi eng oder aner Minutt gëtt, well et awer e wichtegt Thema ass - ...

M. le Président.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- ...héieren ech ëmmer an ëmmer erëm, besonnesch bei liberal agéierenden Dokteren am Spidol, mä awer och bei Médecins salariés, datt se soen: Liberté thérapeutique!

Jo, ech si ganz kloer fir d'Liberté thérapeutique asoufern se am Aklang ass mam meilleur devenir vum Patient. An da muss ech soen, Liberté thérapeutique hält bei deem engen dann op, wann et en anere gëtt, deen de Patient vill, vill besser traitéiere kann, doduerch datt en eppes besser beherrscht wéi deen aneren, an do ass dann d'Liberté thérapeutique ganz staark ze nuancéieren.

A Liberté thérapeutique an aner Prioritéiten am Gesondheetswiese sinn net onbedéngt contraire a mussen net onbedéngt openeeprallen. Déi kënnen duerchaus complémentaire sinn. Et ass keen, deen dem Dokter wëllt drafunken, wann en amgaangen ass dem Patient déi beschtméiglech Soinen ze ginn, mä och den Dokter muss sech eens ginn, wou seng Limitë sinn, an och den Dokter muss wëssen, datt wann en eng Kéier ausgebilt ass, datt en dann net fir d'Liewen ausgebilt ass, mä „lifelong learning", dat gëllt och fir d'Dokteren. Och si mussen dat respektéieren. Also, Liberté thérapeutique op där enger Säit, awer nëmmen esou wäit wéi se déi optimal Versuergung vum Patient, op där anerer Säit, garantéiert.

De Patient gehéiert kengem! Et ass jiddfereen am Déngscht vum Patient an et muss deen zum Zuch kommen, dee sech am beschten ëm de Patient këmmere kann.

D'Patientesécherheet, d'Patienteninformatioun, d'Patientesuerge an esou weider si Prioritéiten ëm déi mer eis méi wéi jee musse këmmeren, an de Paul-Henri Meyers huet dat richteg gesot. Fréier ass ëmmer gesot ginn, datt, wann ee „Client" zum „Patient" gesot huet, dat pejorativ wär. Ech fannen dat guer net pejorativ. E Client an egal wat fir engem anere Beräich, dee gëtt hofféiert. E Client gëtt ëmsuergt. Dat muss ganz besonnesch och fir de Patient gëllen.

An hei ass et ganz kloer, datt d'Gesondheetswiese jo schliesslech opgebaut ginn ass fir de Patient optimal ze versuergen, an et ass richteg gesot, datt et kee Selbstzweck ass eist Gesondheetswiesen, also muss och de Patient am Mëttelpunkt dovu stoen. An et soll kee mer soen, awer wierklech kee mer soen, datt net elo scho vill méiglech ass an datt mer all Gesetzer mussen op d'Kopp geheien!

Et ass richteg, datt mer eng Rei vu gesetzlechen Adaptatioune musse maachen, wou mer d'Roll vum Dokter musse preziséieren am Spidol. De Statut vum Dokter och kënnen diskutéieren a kënne kucken, wat fir ee System dann elo am beschten ass. Datt mer de Statut vum Direkter a seng Corelatioun mat den Doktere musse klären. Hei geet et net drëm, fir am Spidol déi striktsten Hierarchieform, déi et gëtt, anzeféieren, mä et muss ee Systemer fannen, wou déi verschidden Décideuren zesumme wierken: De Conseil d'administration mat sengem Direkter, den Direkter mat sengen Dokteren, an net onofhängeg Unitéiten hunn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat muss alles zesumme wierken - Här President, ech si bal fäerdeg -, mä et ass schonn am Moment extrem vill méiglech, och an der jëtzeger Gesetzgebung. Keen hënnert eis an engem Spidol fir mat engem anere Spidol zesummen ze schaffen. Keen hënnert eis an engem Spidol fir eng Aufgabendeelung ze maachen. Keen hënnert eis an engem Spidol fir d'Aktivitéit ze dokumentéieren. Keen hënnert eis an engem Spidol fir systematesch d'Patientesatisfaktioun ze moossen, net mat engem Alibi-Formular, wou 5% se ausfëllen, mä doduerch datt déi gemoosse Patientesatisfaktioun an den Alldag vum Spidol erageet, a Fleesch a Blutt iwwergeet.

M. le Président.- Här Minister, ech géif Iech elo bieden zum Schluss ze kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kommen direkt zur Konklusioun.

M. le Président.- Jo, awer direkt!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kommen direkt zur Konklusioun!

Här President, ech wëll domat soen, datt mer all Viraussetzungen hu fir eng Médecine de qualité hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren. Ech mengen och, datt ënnert dem Stréch déi Medezin, déi dobaussen oder an de Spideeler geséchert gëtt, duerchaus de Verglach mam Ausland aushält. Datt mer awer besser do stinn, wa mer dat am Detail och kënnen dokumentéiere mat gemiessener Qualitéit, mat systemateschem Audit - ech wëll dat aféiere bei den nationale Servicer direkt an ech hoffen, datt dat da Schoul mécht.

Also, mir si gutt, mä et ass besser, wa mer et och beleeën a beweise kënnen.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dat ass den Enjeu vun deem Ganzen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss.

Mir kommen dann zum nächste Punkt, dat ass de Projet de loi iwwert d'Statsbeamtegehälter. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn ageschriwwen: den Här Grethen, den Här Schreiner an den Här Adam. D'Wuert huet den honorabelen Här Gilles Roth, Rapporteur vun dësem Projet de loi.

Här Jaerling, Dir sidd nach net agedroen. Soll ech Iech androen?

2. 5775 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Schnelle Prämie", esou war virun engem knappe Mount een Artikel an enger Lëtzebuerger Wochenzäitschrëft iwwerschriwwen, dee sech mat dem legislative Werdegang vum Gesetzesprojet 5775 befaasst huet.

De Projet de loi, dee mir haut diskutéieren, soll déi eigentlech Lounbestëmmungsmoossname vum Gehälteraccord an der Fonction publique ëmsetzen, deen d'Regierung de 5. Juli dëst Joer mat der CGFP ofgeschloss huet.

Kuerz ass effektiv déi gesetzlech Ëmsetzung vun dësem Deel vum Accord salarial gewiescht, laang waren awer d'Verhandlungen, déi zum Accord gefouert hunn. Iwwer een halleft Joer huet et gedauert, tëschent Dezember 2006, wou d'Statsbeamtegewerkschaft hire Fuerderungskatalog presentéiert huet, bis Ufank Juli 2007 schliesslech eng Eenegung tëschent de Verhandlungspartner zustane komm ass.

Den Accord salarial vum 5. Juli 2007, dee réckwierkend op den 1. Januar vun dësem Joer a Kraaft trëtt, ass ofgeschloss fir eng Dauer vun dräi Joer. Déi Haaptpunkte vum Accord sinn, niewent enger Rei vu statutareschen a soziale Moossnamen am Interesse vun den eenzelne Beamten: d'Aféierung vun engem Congé individuel de formation am öffentlechen Déngscht; d'Ersetze vun dräi Feierdeeg, nämlech dem Fuesméindeg, dem Kiermesméindeg an dem Allerséilendag duerch dräi Congésdeeg; grad wéi een zousätzleche Congésdag ab dem 1. Januar 2009.

Den Accord salarial gesäit weider eng Machbarkeetsetüd iwwert d'Aféierung vun engem Zäitspuerkont an dem Secteur public vir, grad wéi eng Etüd iwwer e Regime fir eng Zousazpensioun op fräiwëlleger Basis fir déi Beamten, déi no 1998, also geméiss dem neie Pensiounsregime, an der Fonction publique agestallt goufen.

Schliesslech gesäit den Accord salarial um Plang vun der Lounentwécklung vir: d'Ausbezuelen an de Joren 2007 an 2008 vu jeeweils enger Prime unique vun 0,9% vun dem Joresgehalt an d'Erhéijung vun dem Punktwäert vun 1,5% ab dem 1. Januar 2009.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, deen haut zur Ofstëmmung virläit, setzt dës leschtgenannte Lounentwécklungsmoossname vun dem Gehälteraccord ëm. De Projet gouf de 14. September, also virun eppes méi wéi engem Mount, an der Chamber deponéiert. Den Text ass vun der Beruffskammer aviséiert ginn an déi huet och deem Text hiren Accord ginn. Dem Statsrot säin Avis datéiert vum 9. Oktober. Déi zoustänneg Chamberskommissioun huet de Projet an zwou Sitzungen analyséiert an hire Rapport de 16. Oktober eestëmmeg ugeholl.

D'Lounbestëmmungsmoossname vun dësem Accord salarial schreiwe sech an déi kontinuéierlech a moderat Gehälterpolitik an, esou wéi se an der Regierungserklärung vum 4. August 2004 festgehalen ass. De leschte Gehälteraccord vun 2005 hat eng linear Erhéijung vum Punktwäert virgesi vun 1% fir 2005, an 0,8% fir d'Joer 2006. Fir 2007 an 2008 gëtt elo mat dëser klassescher linearer Lounerhéijung gebrach. Et ass fir dës zwee Jore jeeweils eng Prime unique vun 0,9% vum Joresgehalt virgesinn, an 2009 soll dann erëm eng linear Erhéijung vum Punktwäert vun 1,5% kommen.

De Mechanismus vun der sougenannter Prime unique ass nei am öffentlechen Déngscht. Eng Prime unique ass, wéi d'Wuert et seet, eng eemoleg Prime a fënnt am Géigendeel zu enger Erhéijung vum Punktwäert deemno net hiren Néierschlag an der zukünfteger Gehaltsentwécklung vum eenzelne Beamten. An deem Sënn dréit den Accord salarial och de Konklusioune vun der Tripartite vum Abrëll 2006 Rechnung am öffentlechen Déngscht, fir 2007 an 2008 eng Paus an de Gehaltserhéijungen anzeleeën.

M. le Président.- Ech bieden ëm Opmierksamkeet fir dee wichtege Projet hei.

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Den Ausféierunge vum Minister an der zoustänneger Chamberskommissioun no, ass de Gehälteraccord am Sënn vun enger responsabeler Verhandlungsapproche mat géigesäitege Konzessioune vu béide Vertragspartner zustane komm.

Allgemeng brauch ee moderne Stat eng gutt an effikass Verwaltung mat motivéierten a gutt ausgebilte Beamten. Eng responsabel Lounpolitik am öffentlechen Déngscht, an domat besonnesch beim Stat, deem gréisste Patron am Land, verlaangt eng ugemoosse Gehaltsentwécklung, déi der wirtschaftlecher Lag vum Land an der finanzieller Situatioun vum Stat Rechnung dréit.

Den Exposé des motifs vun dësem Gesetzesprojet geet ausféierlech op déi Parameteren an, déi bei der Négociatioun vum Gehälteraccord zugronn louchen. Am Résumé sinn dat e Wirtschaftswuesstum vu 4,5% fir 2007, a geschate 5% fir 2008, e mëttleren Inflatiounstaux tëschent 2 an 2,5% fir d'Joren 2007 bis 2009, eng Steigerung vum Beschäftegungstaux vun 3,7% fir 2007, a schliesslech een Uwuesse vun den öffentlechen Einnahme vu 7% fir d'Joer 2006.

Dir Dammen an Dir Hären, dass dëse Projet relativ séier säi legislative Wee gemaach huet, ass ënner anerem doduerch bedéngt, dass d'Prime unique, déi fir d'Joer 2007 a fir d'Joer 2008 virgesinn ass, op Wonsch vun der Regierung aus techneschen a comptabilitéitsbedéngte Grënn soll net eréischt am Dezember, mä mat der Dezemberpai ausbezuelt ginn. A well am öffentlechen Déngscht d'Paie bekanntlech virbezuelt ginn, soll déi Prime ëm den 20. November zesumme mam Dezembergehalt an dem 13. Mount ausbezuelt ginn.

De Statsrot an d'Beruffskammer vum öffentlechen Déngscht weise mat Recht dorop hin, dass den Accord salarial eigentlech virgesäit, dass dës Prime am Dezember vum jeeweilege Joer sollt ausbezuelt ginn. D'Chamberskommissioun huet awer opgrond vun den Erklärunge vum Minister d'Propositioun vun der Regierung zréckbehalen, fir schonns am November auszebezuelen. Et ass dobäi drop higewise ginn, dass op der Gehaltsfiche separat d'Dezemberpai, den 13. Mount an d'Prime unique vun 0,9% opgefouert ginn.

Dës Prime unique gëtt berechent op 0,9% vum Gesamtjoresgehalt, an deemno och op den 13. Mount. De Berechnungsmodus vun der Prime unique fousst op deem vum 13. Mount. Déijéineg Beamten, déi nëmmen deelweis am Joer geschafft hunn, well se am Laf vum Joer agestallt goufen oder an d'Pensioun gaange sinn, kréien ee Prorata vun där Prime.

Et mussen och op der Prime unique Sozialbeiträg bezuelt ginn, wat mécht, dass dës Prime och hiren Néierschlag am Pensiounsajustement fënnt. Domat profitéieren dovunner och déi pensionéiert Beamten. Fir déi Beamten, déi nom 31. Dezember 1998, also nom neie Pensiounsregime agestallt goufen, gëtt d'Prime an de Berechnungsmodus vun der Pensioun derbäigezielt. Fir déi aner Beamte bleift et bei där sougenannter Berechnung op dem leschte Gehalt, gemäss dem 54er Pensiounsgesetz. D'Prime unique gëtt besteiert nom sougenannte Barème G fir d'Revenus non périodiques. Weiderhi gesäit de Gesetzesprojet fir 2009 dann eng klassesch linear Erhéijung vun 1,5% vum Punktwäert vir.

Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, dee mir haut diskutéieren, huet och budgetär Auswierkungen. Laut der Impaktfiche, déi jo eng integral Partie vum Gesetzesprojet ass, applizéiert dësen Accord salarial sech direkt op 22.000 Statsbeamten, Employéen an Aarbechter. Betraff dovunner sinn awer och déi Beschäftegt aus dem sougenannte conventionnéierte Secteur, gradewéi d'Personal vun der CFL a vun de Gemengen. Ech ginn dervun aus, dass d'Regierung herno Opschloss gëtt duerch wat fir eng legislativ Moossnamen dëse Gehälteraccord op d'Gemengepersonal ausgeweit gëtt.

Den Impakt vun dëse Gehaltsmesuren op de Statsbudget ass mat 17,3 Milliioune fir den Exercice 2007, 18 Milliioune fir 2008 an 32,2 Milliioune fir 2009 veruschlot. Dat sinn zesumme fir déi dräi Joer 67,6 Milliounen Euro. Fir d'Joer 2007 gesäit de Gesetzesprojet dann och entspriechend Modifikatiounen op de jeeweilege Kreditter am Statsbudget vir.

Dës Chiffere begräifen net nëmmen den Impakt vun deene Leit, déi beim Stat beschäftegt sinn, mä och eng Bedeelegung vum Stat un den zousätzleche Personalkäschte bei de Gemengen, der CFL an deelweis am conventionnéierte Secteur. Natierlech sinn dëst déi Bruttoausgaben, well um Plang vun den Einnahmen en Deel iwwert d'Lounsteier an direkt oder indirekt iwwert d'TVA erëm däerft erakommen. Gradewéi bei fréiere Gehälteraccorden ass dësen ze erwaardenden Einnahmen um Niveau vun de Recetten am Statsbudget net Rechnung gedroe ginn. De Gesetzesprojet huet awer an deem Sënn och eng ganz Rei vun ekonomeschen Inzidenzen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi ufanks gesot, setzt dëse Projet de loi en Deel vun den Ofmaachunge vum Gehälteraccord vum 5. Juli 2007 ëm. Wat déi aner Moossname betrëfft, esou wier et gutt wann den Här Minister herno géif Opschloss ginn, wéi d'Regierung beabsichtegt dës Mesuren ëmzesetzen an a wat fir engem Zäitraum dëst soll geschéien, well eng Rei vun deene Punkten och schonns a fréiere Gehälteraccordë stoungen. D'Kommissioun recommandéiert der Chamber dëse Projet ze stëmmen.

Ech ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Roth. D'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, et ass schwéier wann ee mat esou vill Vorschusslorbeere beduecht gëtt, dann hei d'Wuert ze ergräifen.

(Hilarité)

Här President, fir d'éischt Merci un de Rapporteur, deen dëse Projet an all sengen Detailer presentéiert huet, an dee mech duerfir déchargéiert dat hei nach eng Kéier ze widderhuelen. Mä e puer Wuert zu dësem Gesetz an och zu deem Accord salarial, deen zwëscht der Regierung an der CGFP, als eenzeg representativer Gewerkschaft am Statsbeamtesecteur, négociéiert gouf.

Wéi déi Négociatiounen ugaangen hunn, Här President, däerf een drun erënneren, dass eigentlech d'Regierung vun enger Nullronn ausgaangen ass. A well mathematesch eent onendlech méi ass wéi null, kann een also soen, dass dat Resultat, wat erauskoum, onendlech besser ass wéi dat, wat d'Regierung eigentlech als Absicht hat. An duerfir ass d'Gewerkschaft och dozou ze félicitéieren, dass se et trotz der haarder Einstiegshaltung vun der Regierung fäerdeg bruecht huet, zu engem positiven Ofschloss fir d'Beamten an och déi Assimiléiert ze kommen.

Bleift awer, Här President, dass an dësem Text nëmmen e Brochdeel - e wichtege wuel, mä nëmmen en Deel - vum Accord ëmgesat gëtt, an dass aner Aspekter vun deem Accord nach drop waarde fir ëmgesat ze ginn. Duerfir, Här Minister, ass et vun eiser Fraktioun d'Opfuerderung och dann dat ze maachen an esou séier wéi méiglech zesumme mat der CGFP déi aner Punkte vum Accord ëmzesetzen.

An an deem Zesummenhang, Här President, wann een dëse Gehälteraccord kuckt an och sech ukuckt, wat dobäi finanziell fir deen Eenzelnen erauskënnt, da kritt d'Fuerderung vun der Demokratescher Partei no enger integraler Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun nach méi Bedeitung, well dat, wat hei erauskënnt, kéint nach wesentlech verbessert ginn, wann ee géif zu enger integraler Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun kommen. Wann een dat net mécht, da riskéiert een déi Leit hei am Land - net nëmmen d'Statsbeamten, mä d'Leit hei am Land - wierklech iwwer Gebühr ze schröpfen. An, Här President, dat ass jo eppes, wat jiddferengem hei um Häerz läit, net ze maachen.

Dat wat elo vun der Regierung am Budget presentéiert ginn ass a puncto Steierreform, gëtt jo vun Eenzelnen, déi sech mat der Steierthematik wéineg auserneesetzen, als eng Jorhonnertreform gefeiert. Ech hu souguer vun engem Gewerkschaftler, mengen ech, héieren, an 30 Joer Gewerkschaftsaarbecht hätt hien nach ni esou eppes Fundamentales materlieft.

Eng vun deene wéinege richtege Steierreformen, déi mer haten, dat war déi vun der viregter Regierung, mä dat, wat haut proposéiert gëtt, dat bleift wesentlech hannert deem zréck, wat de Bierger...

(Interruption)

...sech dobaussen erwaart, wat och d'Statsbeamte sech hätte kënnen erwaarden, wann dës Regierung de Courage gehat hätt, oder wa se net - neen, ech däerf elo dat net soen, dat wär e bëssen ze graff -, mä wa se net géif esou onverschimmt dem Bierger an d'Täsch gräifen, andeem se d'Steiertabell net upasst. Dat ass e Wermutstropfen bei dësem Accord, zu deem meng Fraktioun hir Zoustëmmung gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Schreiner.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol och vu menger Säit aus en häerzleche Merci un den honorabele Gilles Roth, de Rapporteur, fir säin ausféierlechen, schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Projet de loi, dee jo - et ass scho gesot - ganz kuerzfristeg huet missen erstallt a verfaasst ginn, fir datt mer dëse Projet de loi haut an domat och nach en temps utile kënnen evakuéieren.

Ech erënneren drun, an et ass jo gesot ginn, datt de Gehälteraccord jo eréischt de 5. Juli, also kuerz virun der Vakanz ënnerschriwwe ginn ass an datt déi ganz Prozedur -Statsrot, Avis vun der Chambre professionnelle - an der Zäit no der Vakanz bis elo huet misse gemaach ginn.

Wéi de Rapporteur och scho gesot huet, beschränkt sech dëse Projet jo just op déi Mesurë vum Accord salarial, déi mat de Gehälter ze dinn hunn, an op déi entspriechend Inzidenzen op de Budget vum Stat. Op aner Elementer, déi och Partie intégrante vum Accord sinn an déi nach an e Gesetz gekleet musse ginn, kréie mer jo dann d'Geleeënheet an enger zweeter Etapp zréckzekommen, och wann et ëmmer erëm wënschenswäert wär, och wéinst der Transparenz, wann een alles kéint an engem Package evakuéieren. Mer wëssen awer, dat ass jo dëst Joer net fir d'éischt, datt dat aus techneschen, organisatoreschen an administrativen Ursaachen och net ëmmer méiglech ass.

Här President, d'Gehälterverträg hunn an der Vergaangenheet des Öftere fir vill Diskussiounen an der Öffentlechkeet gesuergt, an et kann een u sech positiv bemierken, dass dat u sech dës Kéier méi roueg ofgelaf ass. Grondsätzlech, mengen ech, ass et logesch a richteg, datt d'Accord-salarialen an der Fonction publique musse gesi ginn

am Kontext vun der finanzieller Lag vum Stat, well et eben hien ass, deen d'Gehälter vu senge Beamte bezilt a se och muss finanzéiere kënnen, dass se awer och musse gesi ginn am Kontext vun der Kontinuitéit vun der Besoldung vun den öffentleche Bedéngschteten. D'Kontinuitéit ass wichteg, well wa mer e modernen an och en effiziente Stat wëllen, deen am Déngscht vum Bierger steet, da brauche mer och gutt forméiert a motivéiert Beamten.

Duerfir ass et wichteg, dass e gesond Vertrauensverhältnis besteet tëschent dem Patron a senge Leit, an dozou gehéiert och Vertrauen an eng gesond Gehälterpolitik. An duerfir ass et och gutt, datt et net zu där Lounpaus am öffentleche Secteur komm ass, déi ee Moment ugekënnegt gi war, och wann et elo fir d'Joren 2007 an 2008 net zu neie strukturellen Ausgabe fir de Stat wäert kommen.

Natierlech muss esou een Ofkommes och an de Kader vun der wirtschaftlecher Dynamik an eisem Land gestallt ginn. Wann et dem Stat gutt geet, wann en iwwer ausräichend finanziell Ressourcë verfügt, da kann e sech gewësse Generositéite géigeniwwer vu senge Beamte leeschten an erlaben. Wann dat net esou ass, da gesinn d'Gehälteraccorden och emol anescht aus. Dat hu mer jo och an der Vergaangenheet schonn emol erlieft.

Dat hu mer zum Beispill Mëtt den 80er Jore gesinn, wéi eng Period vu gréisser Zréckhalung opgrond vun enger wirtschaftlecher Flaut op en Enn gaangen ass an en Accord, dee 4% Augmentatioun iwwer zwee Joer virgesinn huet, konnt applizéiert ginn. Vun deem Moment un hu sech all nofolgend Accorden, wann et dann Accordë waren, op engem méi héijen Augmentatiounsniveau ugesiedelt, well dat gesamtwirtschaftlech gekuckt och da gerechtfertegt war.

D'Abettung vun de Gehälter am öffentleche Secteur an de Kontext vun der wirtschaftlecher Leeschtungsfäegkeet vum Land an domadder och der Leeschtungsfäegkeet vum Stat ass a bleift e wichtege Kritär. Et ass sécher richteg, datt mer de Moment net an därselwechter Boom-Logik dra sinn an eiser Ekonomie, wéi dat nach vläicht virun e puer Joer de Fall war, och wann eng gewësse Reprise, dat wësse mer alleguerten, net ze verkennen ass an och Deeler vun der Privatwirtschaft déck Gewënner de Moment nach ëmmer verzeechnen.

Mir leie fir d'lescht Joer bei engem wirtschaftleche Wuesstum vu 6,2%. Fir d'Joer 2007 gëtt deen op 4,5% geschat. Et muss een awer och wëssen, datt dat am Joer 2000 nach ronn 8,5% waren. Et muss een och wëssen, datt am Privatsecteur jo och de Moment ganz virsiichteg verhandelt gëtt, well d'Verhandlungskontexter vläicht och do net ëmmer déi gënschtegst an och oft ganz kriddelech sinn.

Wa mer emol d'Virgab vun der Regierungserklärung kucken, an dat ass och schonn hei gesot ginn, ech mengen, da kann ee roueg behaapten, datt den Accord de Statsfinanze souwéi de Prinzipien, déi fir dës Legislaturperiod a Saache Gehälterpolitik opgestallt goufen, Rechnung dréit: Kontinuitéit a Saache Besoldung vun den öffentleche Beamten, moderat Moossnamen, an awer och Respekt virun de budgetäre Contrainten, déi mer hunn.

Ech wëll elo hei net doriwwer spekuléieren, ob den Accord dann och deem méi zolitte sechsprozentege Wuesstum bis zum Schluss elo Rechnung dréit. Grondsätzlech, mengen ech, si mir awer och als LSAP der Meenung, an ech mengen, dat ënnerscheet eis och net vun deenen anere Parteien alleguerten, dass d'Fonctionnairen, d'Beamten, d'Aarbechter beim Stat, de Gemengen an och déi am assimiléierte Secteur e Recht hunn, un där allgemenger dach gudder wirtschaftlecher Lag während där Period, op déi sech den Accord hei berifft, ze partizipéieren.

Ech wëll och elo hei keng Stee maachen a soen, den Accord hätt quantitativ misse besser ausgesinn. Ech mengen, den Impakt op d'Statsfinanzen - déi Zuelen, déi mer jo och am Rapport konnten erausliesen, ënnermaueren dat - ass jo awer och substanziell, och wann ee muss wëssen, datt iwwert de Wee vun de Steiere jo een Deel erëm zréckfléisst, an de positiven ImpaKt op d'allgemeng Ekonomie jo och net ze ënnerschätzen ass.

Et kann een, mengen ech, global feststellen, datt dësen Accord eng gutt Mëschung duerstellt tëschent engersäits de finanzielle Capacitéite vum Stat an op där anerer Säit de legitimen Usprëch vum Personal.

Här President, grondsätzlech ass et jo och esou, datt déi staatlech Lounpolitik net fundamental anescht ka si wéi déi am Privatsecteur. An der Vergaangenheet war et des Öfteren esou, datt d'Regierung Verhandlunge mat der Statsbeamtegewerkschaft opgrond vun enger Étude comparative gemaach huet, enger Etude comparative iwwert d'Evolutioun vun dem Akommes am Privatsecteur an am öffentleche Secteur. Dës Kéier ass dës Etüd net gemaach ginn.

Ech mengen, an der Kommissioun hu mer eigentlech déi doten Elementer och net esou diskutéiert bis an den Detail, an och den Exposé des motifs, och wann e ganz vill Ziffere liwwert an och étofféiert Informatiounen iwwer eis national, déi europäesch an och d'Weltwirtschaft gëtt, léisst eis awer dach e bësse méi am Onkloren iwwert déi eigentlech Parameteren, op déi d'Regierung sech bei de Verhandlunge beruff huet, niewent de Prémissë vun der Regierungserklärung.

Et wär duerfir vläicht flott oder gutt vum Minister doriwwer herno méi ze héieren, nach méi prezis Informatiounen ze kréien iwwert déi Parameteren, déi deene Verhandlungen zugronn louchen.

Ech hu gesot, den Accord entsprécht der Virgab vun der Regierungserklärung. Ech wëll mech och duerfir net ze vill inhaltlech domat auserneesetzen. E gouf jo och vun de Verhandlungspartner als en zefridde stellenden Accord beschriwwen, wat jo beleet, datt de Patron Stat mat de Vertrieder vu senge Beschäftegten eens ginn ass.

Et sief mer awer d'Feststellung erlaabt, datt mer et hei, wéi mer et eigentlech och aus der Vergaangenheet scho gewinnt sinn, éischter mat engem klasseschen deelweis linearen Accord ze dinn hunn, dee wuel quantitativ korrekt ass, awer qualitativ och anescht hätt kënnen agencéiert ginn, fir vläicht de Sensibilitéite vu verschiddene Kategorien, besonnesch méi an deenen ënneschte Beräicher, besser Rechnung ze droen.

D'Regierung sollt sech da vläicht iwwerleeën, bei zukënftege Verhandlungen op esou e Wee vläicht dach verstäerkt anzegoen. Esou hätt ee sech kënne virstellen, datt zum Beispill déi zweemoleg Prime vun 0,9% fir 2007 an 2008 och hätt kënnen eng eenheetlech Prime sinn, déi fir jiddfereen d'selwecht gewiescht wier. Dat wier sécher deene Leit aus deenen ënneschten Akommenskategorien éischter zegutt komm an hätt dozou bäigedroen, datt den Accord nach méi sozial ausgewoen hätt kënnen ausfalen.

Dann ass et och esou, datt dësen Accord salarial jo sech direkt applizéiert, et ass gesot ginn op ronn 22.000 Statsbeamten, Employéen an Aarbechter an doriwwer eraus zousätzlech och praktesch déiselwecht Zuel vu Leit aus deene sougenannten assimiléierte Secteuren. An d'Regierung verhandelt jo traditionell mat där bei wäitem stäerkster a representatiivster Gewerkschaft aus dem Secteur.

(Interruption)

Jo, representatiivst aus dem Secteur. Wat u sech e politesche Choix ass, deen an der Vergaangenheet déi jeeweileg Regierungen ëmmer erëm gemaach hunn.

Ech bleiwen der Meenung, datt dat och anescht kéint fonctionnéieren. Wichteg ass awer, an dat entsprécht mengen ech dem allgemengen demokratesche Versteesdemech, datt och déi aner Gewerkschaften am Secteur zumindest hir Meenung an d'Verhandlunge kënnen afléisse loossen an d'Sensibilitéite kënnen zur Sprooch bréngen. Wa se da schonn net un den eigentleche Verhandlunge kënnen deelhuelen, da solle se zumindest gehéiert, consultéiert an och informéiert ginn.

Ech muss soen, dat huet jo och dës Kéier besser geklappt, wéi dat scho mol an der Vergaangenheet de Fall war, wou och d'Gewerkschaften oder déi Vertrieder vun deene jeeweilege Kategorien d'Verhandlungsresultater aus der Press hu missen eraus liesen.

Ech wëll mech awer elo net zu deem Thema weider avancéieren. Ech wëll just ofschléissend soen, compte tenu vun all deem, wat scho virdru gesot ginn ass, a vun deem, wat ech och elo hei gesot hunn, a compte tenu och vun där grousser Eenegkeet déi besteet tëscht de Verhandlungspartner, datt d'Chamber sech och där allgemenger Eenegkeet soll uschléissen an dëse Projet guttheeschen.

Op alle Fall wäert meng Fraktioun dee Projet och esou stëmmen. An da wëll ech awer ganz zum Schluss dem Minister vläicht just nach eng Fro stellen, an zwar am leschten Accord salarial war jo festgehale ginn, datt déi aktuell Kantin vun de Statsbeamten, déi jo am ale Ste-Sophies-Gebai ënnerbruecht ass, soll entweder op eng aner Plaz aménagéiert ginn oder déi aktuell Raimlechkeete solle moderniséiert ginn. Ech wollt just d'Regierung da vläicht froe wéi d'Absiichten, respektiv d'Echéancen an där Fro sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den honorabelen Här Adam huet fir déi Gréng elo d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert den Inhalt vum Projet de loi 5775 huet den honorabelen Här Gilles Roth praktesch alles gesot. Ech soen him Merci fir säi Rapport an ech erlabe mer just, e puer kuerz Remarquen dozou ze maachen.

An der Regierungserklärung vum 4. August 2004 verflicht sech d'Regierung fir eng kontinuéierlech a moderat Lounpolitik ze maachen, am Kontext vun der finanzieller Situatioun vum Stat a vun der ekonomescher Entwécklung vum Land. Esou ass dann och vu Regierungssäit laang vun enger Nullronn bei de Lounverhandlungen am öffentleche Secteur geschwat ginn.

Nun, wat mir haut stëmmen, eng Prime unique fir 2007, eng weider Prime unique fir 2008 an dann eng Augmentatioun vun de Gehälter vun 1,5% vum 1. Januar 2009 un. Dat gëtt an der Fiche financière mat ronn 68 Milliounen Euro chiffréiert. An dat ass jo awer net näischt, also kënne mer och net vun enger Nullronn schwätzen. Dës Net-Nullronn erkläert sech vläicht virun allem duerch den héije Wirtschaftswuesstum, dee mir hei zu Lëtzebuerg hunn an déi domat verbonne Finanzsituatioun vun eisem Stat, déi besser ass wéi erwaart.

Wann eise PIB 2006 ëm 6,2% gewuess ass, wann de Statec eis Croissance économique op 4,5%, respektiv op 5% fir d'Joren 2007 an 2008 schätzt, wann d'öffentlech Recettë fir 2006 ëm 7% an d'Luucht gaange sinn, hätten dann d'Lounverhandlunge mat dem öffentlechen Déngscht eventuell nach méi héich missen ausfalen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir mengen datt eng kontinuéierlech moderat Lounpolitik nach ëmmer zu Lëtzebuerg ubruecht ass. Eise wirtschaftleche Wuelstand ass esou enk un de Finanzsecteur gestréckt, datt mir musse vun der aktueller gudder Situatioun profitéieren, fir an d'Zukunft an an d'Diversifikatioun ze investéieren. Mir sinn der Meenung, datt mer vum aktuelle Geldsege vun eiser Finanzplaz profitéiere sollen, fir zum Beispill an d'Recherche, an d'erneierbar Energien, an d'Kommunikatiounstechnologien an esou weider ze investéieren.

Wann een den Accord salarial, dee mir haut virleien hunn, mat deem vergläicht vun 2005, da stellt een effektiv fest, datt dee vun haut e bësse méi modéréiert ass. 2005 sinn d'Gehälter beim Stat ëm 1% geklomm. 2006 nach eng Kéier ëm 0,8%.

Mat dësem Accord schafe mer an der Fonction publique ee Präzedenzfall. 2007 an 2008 gëtt et keng linear Erhéijung vum Punktwäert, mä mir bezuelen eng Prime unique vun 0,9% aus, déi net cumuléiert gëtt, a kréien eréischt eng Punktwäerterhéijung vun 1,5% fir d'Joer 2009.

Besonnesch positiv fanne mir och nach zum Beispill zwee weider Punkten aus dem Accord salarial mat der Fonction publique. D'Aféierung vun der Méiglechkeet, datt wann zwee Partner eng Deelzäitaarbecht beim Stat hunn, si allenzwee en Urecht hunn op d'Allocation de famille, selbstverständlech hirem Beschäftegungsgrad entspriechend. An den Echange vun dräi beim Stat übleche Feierdeeg, dem Fuesméindeg, dem Päischtméindeg an Allerséilen, duerch 3 Congésdeeg, an ab 2009 nach engem zousätzleche Congésdag derbäi.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir fannen den Accord salarial mat der Fonction publique, vu datt eis ekonomesch Situatioun zwar gutt ass, awer net geséchert, moderat awer korrekt. Ech wëll och drop hiweisen, datt ee Wäert, deen eng Ustellung beim Stat mat sech bréngt, net ze chiffréieren ass an awer net soll vergiess ginn, an dat ass d'Sécherheet vun der Aarbechtsplaz.

Wéi mir mat dem Wuesstum vun eise Recetten an dem PIB ëmginn, wäerte mir dann an der Budgetsdebatt weider kënnen diskutéieren. Ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den honorabelen Här Gast Gibéryen huet elo d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e Wuert vu Merci un de Kolleeg Gilles Roth als Rapporteur vun dësem Projet, deen eis et einfach mécht, datt mer net méi brauchen op den Detail vum Projet anzegoen. Ech mengen en huet deen an alle Facetten hei erkläert.

Ech menge wa mer d'Resultat vun dësem Accord kucken, 0,9 an 0,9, zweemol eng Prime unique, an 1,5, da gesi mer datt am Fong no dräi Joer d'Gehälter beim Stat ëm 1,5% an d'Luucht gaange sinn. An et ass scho vu mengem Virriedner hei gesot ginn, dat ass effektiv eng moderat Augmentatioun am Vergläich mat deenen Accord-salarialen, déi mer virdrun ofgeschloss hunn. Et ass e bescheident Resultat; 1,5% Augmentatioun op dräi Joer.

No der Tripartite hu mer gesot kritt, et géif eng Nullronn ginn. Dat huet all Mënsch am Land zur Kenntnis geholl. Mir wëssen awer, datt d'Finanzsituatioun vum Stat sech am leschten, an dësem Joer wesentlech verbessert huet an datt duerfir eben och vun der Verbesserung elo d'Fonctionnairen oder d'Beamten an d'Aarbechter bei Stat a Gemengen an esou viru kënnen zu engem gewëssenen Deel profitéieren.

Wat d'Leit am Land net verstanen hunn a wat se och e bësse revoltéiert huet, dat ass am Fong, wéi deen Accord hei gemaach ginn ass, datt du keen anere wéi eise Statsminister am Fong virun der Press erkläert huet, et wier eng Nullronn. En huet gesot, dat owes um Pressebriefing nom Regierungsrot, deen Accord hei wier konform zur Tripartite, et wier eng Nullronn.

Ech mengen d'Leit am Land verdroen och d'Wourecht. An d'Leit am Land kënnen och rechnen. 0,9 plus 0,9 plus 1,5 am drëtte Joer, dat ass méi wéi null.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Esou rechnen ech awer net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An och de Käschtepunkt vu 67,6 Milliounen ass méi wéi null. Firwat net higoen an de Leit einfach d'Wourecht soen a soen, mir haten an der Tripartite wuel eng Nullronn gesot, mä opgrond vun der gudder finanzieller Entwécklung vum Stat si mer eben elo higaangen a mer hunn eise Beamten eppes zougestanen.

Dat hätt all Mënsch verstanen an Dir hätt d'Leit am Fong net am Land revoltéiert, déi sech am Fong virkomm sinn, ech wëll den Ausdrock elo net hei soen, mä d'Leit am Land hu sech fuerchtbar doriwwer opgereegt, datt se virgegraut kriten, et wier eng Nullronn.

Et ass keng Nullronn, mä et kann een de Leit och d'Wourecht soen. D'Leit verdroen och d'Wourecht a virun allem versti se och, an d'Leit kënne jo och rechnen, an duerfir kann een…

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Et ass keng linear Augmentatioun fir 2007 an 2008.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …dat net maachen.

Här President, ech ginn awer elo dovun aus, datt de Minister vun der Fonction publique net och nach wëllt eis usoen, 2007 an 2008 wier eng Nullronn.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Neen. Ech soen, datt Dir net kënnt einfach 0,9 an 0,9 an 1,5 zesumme rechnen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann hunn ech net verstane wat de Kolleeg Rapporteur…

M. le Président.- Neen, Här Gibéryen. Erlaabt Der eng Zwëscheremarque vum Här Minister?

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech wëll awer kloer soen, datt déi Rechnung wou Dir sot, 0,9 plus 0,9 plus 1,5 - esou gëtt d'Rechnung net gemaach. Dat hutt Dir virdrun esou an der Additioun dohinner gestallt an dat ass net richteg.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech weess net, ob den Här Minister... Wann ech soen 0,9 plus 0,9 plus 1,5 ass méi wéi null. Ech hu se net addéiert. Ech hu

kee Resultat gesot, wann Dir gutt opgepasst hätt.

(Hilarité)

Ech hu se net addéiert.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Mä dat ass d'Aart a Weis wéi Der effektiv schafft, dat do.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn och gesot, no dräi Joer sinn d'Gehälter ëm 1,5% an d'Luucht gaangen. Dat hunn ech och gesot virdrun. Also, ech wousst scho wat ech do géif soen, Här Minister. Mä Dir musst mer nach erkläre wéi déi 0,9 glad näischt géife kaschte laut Ärer Argumentatioun.

Also, et ass keng Nullronn. Sot de Leit d'Wourecht! D'Leit am Land verstinn dat. An d'Leit am Land akzeptéieren dat och, wann Der sot: Et geet dem Stat besser, an duerfir maache mer als Stat och eppes fir eis Fonctionnairen, well déi och sollen ee Stéck dovunner kréien.

Mir hu jo och aner Moossnamen elo gemaach, déi mer virun engem Joer wahrscheinlech net décidéiert hätten. Eng Steierreform, ob se wäit genuch geet oder net wäit genuch, sief dohi gestallt; mä si ass gemaach. De Kannerbonus. D'Negativsteier - eng Fuerderung, déi d'ADR vun 2002 u schonn hei am Parlament periodesch erhieft - ass agefouert oder gëtt elo agefouert.

Dat heescht, et gëtt och nach aner Gruppe vu Leit, déi elo dovunner profitéieren. Mir sinn och der Meenung, datt nach Moossnamen, déi an der Tripartite décidéiert si ginn, elo opgrond vun där gudder finanzieller Situatioun, déi de Stat d'lescht Joer an dëst Joer begléckt huet, kënne réckgängeg gemaach ginn.

Ech denke virun allem drun: Firwat ass zum Beispill de Rentenajustement no hanne gesat ginn? Firwat ass deen zréckgesat ginn? Firwat ass deen, deen den 1. Januar 2007 geschëlt ginn ass souwuel am private wéi am öffentleche Secteur, morceléiert ginn? Een Deel ass den 1. Juli 2007 ausbezuelt ginn an den zweeten Deel gëtt elo den 1. Juli 2008 ausbezuelt.

Mir hunn d'Resultater vun de Reservë vun de Pensiounskeesen am Privatsecteur; mat 7,2 Milliarde Reserven enorm héich. Iwwer 600 Millioune sinn d'lescht Joer d'Reserven ugewuess. Et ass iwwerhaapt keng Ursaach do gewiescht, fir de Pensiounen am Privatsecteur net den Ajustement ze ginn, well déi Reservë sinn do. Déi hunn de Stat jo näischt kascht. Déi gi jo vun de Pensiounskeesen aus dem Privatsecteur bezuelt.

Mä et ass eis gesot ginn, deen Ajustement wier net gemaach ginn, well de Stat gären op deene Gelder en Ajustement vu senge pensionéierte Fonctionnairë gespuert hätt. Also, wéinst de Fonctionnairen an der Fonction publique wier déi Décisioun geholl ginn.

Ma elo soen ech, virdrun ass hei gesot ginn d'Pensionnairë géifen och heivunner profitéieren. Dat ass net wouer. Si kréie wuel an zwee Joer den Ajustement, mä de leschten Ajustement, dee se den 1. Januar 2007 zegutt haten, dee kréien net nëmmen déi am Privatsecteur net, mä och déi am öffentleche Secteur kréien deen net. Et gëtt och keng Ursaach, fir deene Leit den Ajustement net ze ginn. Mir plädéieren och derfir, datt een den 1. Januar 2008 dat, wat fir den 1. Juli 2008 virgesinn ass, soll virzéien a souwuel am private wéi am öffentleche Secteur de Rentner hiren Ajustement zoukomme loossen.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här Gibéryen, iwwerleet Iech emol wéi héich d'Reservë wären am Privatsecteur, wa se intelligent investéiert wären.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do hutt Der Recht, Här Wagner.

(Interruption)

Et ass eis jo gëschter gesot ginn, momentan ass de Rendement 3%, a mir ginn herno vu 6% aus. A wann een dann och nach weess, Här Wagner - do muss ech dem Här Wagner Recht ginn -, datt net nëmme bis elo d'Gelder schlecht investéiert gi sinn, mä datt dës Regierung an och déi Regierung virdrun permanent an d'Pensiounskeese klaue gaangen ass: Wa mer dat Geld och nach hätten, da wieren d'Reserven nach e Stéck méi grouss.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Dat sot Dir.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo sécher. Dat ass och esou.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Neen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et muss een awer och kucken a Vergläicher maachen tëschent dem öffentlechen an dem Privatsecteur. Am Privatsecteur gëtt et sécherlech Secteuren, wou genausou vill verdéngt gëtt an och nach méi verdéngt gëtt wéi dat beim Stat de Fall ass.

Mä et gëtt awer och am Privatsecteur Mëttel- a Klengbetriber, wou manner verdéngt gëtt. An et gëtt sécherlech vill Leit do, déi Problemer hu mat deem Accord salarial, well déi Betriber haut scho keng Leit méi fannen, déi wëlle bei eis schaffe kommen a praktesch mussen op Frontalieren zréckgräifen, well keng Lëtzebuerger méi wëllen dohinner schaffe goen, oder se souguer keng Lëtzebuerger méi huelen, well wann déi dohinner ginn, dann ass dat just eng Salle d'attente bis se eng Plaz am Secteur public kréien. Duerfir muss een och de Suerge vun deene Leit aus dem Privatsecteur - aus deene Betriber - Rechnung droen, déi domat net esou an Aklang sti wéi munch aner Leit dat maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten als ADR dësem Accord salarial an eiser ganz grousser Majoritéit zoustëmmen, esou wéi mer dat och an der Vergaangenheet gemaach hunn.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann huet den honorabelen Här Jaerling d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech kann Iech elo scho versécheren, dass ech dat Gesetz do och stëmmen, well ech wier jo awer schéi blöd wann ech esou eppes net géif stëmmen, wou ech selwer dervu profitéieren.

Här President, wat mech awer prinzipiell un deem Accord do stéiert, dat ass déi Geschicht mat der Prime unique. Dat hunn ech och schonn ëmmer am Privatsecteur gesot, wa bei Lounverhandlungen eng Prime unique erauskënnt, da ginn d'Leit méi aarm. Ech mengen, eng Lounpolitik, déi soll nohalteg sinn. A mat enger Prime unique ass se et net. Dat heescht, wa mer eng Prime unique ausbezuelen, da spillt dat wuel elo momentan och um Pensiounssystem an un de Krankekeesen, mä nohalteg gesi spillt et net drop, well et net an de Loun integréiert gëtt. Domadder ginn doduerch d'Leit méi aarm. Ob se an der Fonction publique sinn oder am Privatsecteur spillt keng Roll. Ech sinn einfach géint dee Prinzip vun deene Prime-uniquen, well dat einfach géint d'Interesse vun de Leit ass.

Wat elo gesot ginn ass: Et wär eng moderat Lounpolitik. Et kann een driwwer streide wat moderat ass, wann een d'Chiffere gesäit. Mä et ass awer op jidde Fall esou, dass sech elo baséiert gëtt op eng wirtschaftlech Entwécklung, déi anscheinend virdrun net bekannt war. Do erlaben ech mer awer meng Zweifel ervirzebréngen, well déi wirtschaftlech Entwécklung kënnt jo net vun haut op mar an d'Haus geflunn. Do hätt ee scho kënnen am Virfeld och an anere Beräicher - wéi den Här Gibéryen gesot huet - drun denken, fir dann och all déi aner Moossnamen, déi an der Tripartite am Fong esou negativ op d'Leit duergeschoss gi sinn, réckgängeg ze maachen.

Wa mer also elo an der wirtschaftlecher Situatioun esou sinn, dass mer kënnen an der Fonction publique eng Lounpolitik maachen, wou et awer progressiv virugeet, a wann déi wirtschaftlech Entwécklung, esou wéi se elo hei duergestallt ginn ass, och nach weider esou gutt bleift, da kann ech jo och nëmmen en Appel un d'Gewerkschafte vum Privatsecteur riichten, dass se dann awer och hir moderat Lounpolitik vis-à-vis vun de Leit aus de Betriber aus dem Privatsecteur sollen opginn, esou wéi se et versprach hunn an esou wéi se et ugekënnegt hunn. Ouni e waarmen Hierscht unzekënnegen, hu se dat jo ugekënnegt. Dat heescht also, de Ball läit elo bei hinnen.

Wat elo d'Diskussioun driwwer ugeet, wat am öffentleche Secteur déi Gewerkschafte vum Privatsecteur do solle matmaachen oder net, ob aner Gewerkschafte solle matmaachen, do soen ech: Et ginn der jo, déi hu fir eng Eenheetsgewerkschaft plädéiert, ma da loosse mer déi, do wou eng ass, och sinn a mer ginn déi net zersplitteren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Wuert d'Regierung, den zoustännege Minister vun der Fonction publique, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Ech soe fir d'éischt dem Rapporteur Merci, deen hei an engem ganz flotte Rapport ganz schnell geschafft huet an deen all déi Punkten, déi wichteg an dësem Gesetzesprojet sinn, esou ugeschwat huet an esou erklärt huet, dass ech net nach eng Kéier brauch zousätzlech dorobber anzegoen. Ech wëll just kuerz hei op déi Froen äntwerten, déi jo au fur et à mesure vun der Diskussioun hei gestallt gi sinn.

An déi éischt Fro, dat ass déi vun der Ëmsetzung vum Recht vum Accord salarial, vu datt dat hei nëmmen den éischten Deel ass. Et ass richteg, datt dat hei nëmmen den éischten Deel ass. An et ass och kloer, datt et nëmmen den éischten Deel ass, well mer wollten esou schnell wéi méiglech an esou sécher wéi méiglech deen Text hei an d'Realitéit ëmsetzen, well mer deen Text elo direkt brauchen, fir kënnen am November déi 0,9% auszebezuelen, esou wéi et am Accord salarial virgesi war, a well et dofir wichteg war e kuerzen Text, wou mer en duerch d'Institutiounen an duerch de legislative Wee och richteg géife kréien, op de Wee ze ginn.

Mir si selbstverständlech amgaang déi aner Etappen och ëmzesetzen. Eng éischt Etapp wäert doranner bestoen, datt fir déi Punkten, déi schonn eng Kéier am leschten Accord salarial als Étude de faisabilité - wann ech mech esou däerf ausdrécken - drastoungen, dat heescht d'Retroaktivitéit vun de Computatiounszäiten, dee Moment fir déi Leit, déi aus dem Statsdéngscht erausgetruede si respektiv e Congé sans traitement hate während zéng Joer respektiv e Mi-temps hate während 15 Joer virum Joer 2003, kënnen déi Zäite retroaktiv ugerechent kréien, nëmme wat d'Avancement-automatiquen ugeet.

Datselwecht gëllt fir déi Leit, déi de Statsdéngscht verlooss hunn, awer erëm eng Kéier an de Statsdéngscht zréckkommen, datt se kënnen iwwert den Traitement personnel an deem Gehalt erëm frësch ufänken, wou se ware wéi se e verlooss hunn. Datselwecht gëllt fir déi Moossnam, déi eis géif erlaben d'Allocation de famille hallef deenen ze ginn, déi zu zwee hallef am Statsdéngscht schaffen, wat haut net méiglech ass.

En Avant-projet ass do amgaang ausgeschafft ze ginn. Ech denken, datt mer deen am November an de Regierungsrot an duerno déposéiert kréien an der Chamber. Datselwecht gëllt fir dee Projet, wat de Congé individuel de formation ugeet. Deen hutt Der fir de Privatsecteur virun e puer Wochen hei gestëmmt, a mir sinn elo amgaangen ze kucken, eng Versioun, déi dann de Spezifissitéite vun der Fonction publique ugepasst ass, och auszeschaffen. Dee wäert och kuerzfristeg hei an der Chamber déposéiert gi mat deeneselwechte Prinzipien a Modalitéite wéi deen, deen Der virun e puer Wochen am Privatsecteur ëmgesat hutt.

Wat d'Lois-cadres vun den Établissements publics ugeet, do sinn och d'Aarbechten deelweis amgaang. Mir wäerten elo och kuerzfristeg eng éischt Réunioun mat der CGFP iwwert déi do Problematik hunn. Beim Télétravail, engem aneren Element vun dësem Accord salarial, ass et esou, datt déi éischt Expérience-piloten, esou wéi et hei virgesinn ass, den 1. November an duerno nach eng Rei anerer am Januar ufänken. De Service d'économie rurale, de Centre informatique de l'État, d'Bâtiments publics an d'Steierverwaltung maachen an enger éischter Etapp mat. Mir wäerten Enn 2008, esou wéi et dann och virgesinn ass, déi éischt Schlussfolgerung doraus zéien, fir dat Ganzt sous forme vu Reglement ëmzesetzen.

Wat d'Kantin ugeet - ech mengen, dat hat den Här Schreiner nach gefrot -, do ass et esou, datt elo schonn deen éischten Deel vun där Fuerderung realiséiert ass. Mir hunn eng ganz Rei Transformatioune gemaach an där aler Kantin an der Ste-Sophie. Mir hunn déi gemaach, well et eis einfach noutwendeg geschéngt huet, déi Joren, wou déi Kantin elo muss nach dobleiwen, well mer nach net genau wëssen, wou eng nei Kantin soll hikommen, datt mer déi iwwert déi Joren awer nach korrekt an ënner korrekte Sécherheetsbedéngungen eriwwerkréien. Gitt eng Kéier kucken, wann Der Zäit hutt; ech mengen, dat ass ganz flott ginn.

Dann ass et och kloer, datt, wéi den Här Roth gefrot huet, deen Accord och am Secteur communal muss ëmgesat ginn. Net méi spéit wéi d'lescht Woch hat den Innenminister e Règlement grand-ducal mat deem do Sujet am Regierungsrot. Ech denken, datt deen och elo wäert zäitgläich zu deem hei déi Prozeduren duerchlafen, fir dann hoffentlech zur selwechter Zäit kënne publizéiert ze ginn, sou datt mer dat och an de Gréff kréien.

Als Konklusioun wëll ech soen, datt deen Accord hei, wéi ech virdru scho gesot hunn, keng lineär Augmentatioun virgesäit, mä Primes uniques, wat a sech eng Neiegkeet ass. Dat kann ee gutt fannen, dat kann ee schlecht fannen. Dat ass awer, vu déi méi positiv Finanzlag, mä awer vu och déi méi grouss Geforepotenzialen, déi an eiser finanzieller an ekonomescher Situatioun hei zu Lëtzebuerg sinn, dat Mëttel, wat eis erlaabt där Situatioun Rechnung ze droen, andeem mer awer fir 2007 an 2008 keng strukturell Moossnam virgesinn, mä eng Moossnam, déi just eng Prime unique fir dat Joer ass, dat heescht fir déi Joren duerno net méi en compte geholl gëtt, also net déi Additioun ka gemaach ginn, iwwert déi mer virdrun eng Meenungsverschiddenheet hei haten.

Fir mech ass dat hei en équilibréierten Accord, e moderéierten Accord, op jidde Fall dee moderéiertsten, dee mer an deene leschte Jorzéngten hei haten. An ech mengen, et kann ee soen, en ass équilibréiert, well et war esou, nodeem datt mer déi éischt zwee Deeg, wéi e publizéiert ginn ass, Diskussiounen doriwwer haten, datt duerno déi Diskussioune sech ganz schnell geluecht hunn, an och op alle Säiten dat als eng korrekt, équilibréiert Saach unerkannt ginn ass.

Ech soen all deene Fraktiounen, déi deen Accord hei stëmmen - an dat si se jo alleguer -, villmools Merci fir déi Ënnerstëtzung.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi, deen am Document parlementaire 5775[3] steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5775 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmm an enger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Clement), Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp;

M. Aly Jaerling.

S'est abstenu: M. Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir intercaléieren elo an eisen Ordre du jour, well den zoustännege Minister am Haus ass, d'Question urgente vum Här Gira a vun der Madame Loschetter iwwert de Lycée du Nord vu Wolz. Den Här Gira dréit vir an da kann den Här Minister äntwerten. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

3. Question urgente N°2056 de M. Camille Gira et de Mme Viviane Loschetter relative aux conditions d'enseignement au Lycée du Nord à Wiltz

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass e Chantier net ëmmer 100%eg fäerdeg ass, wann de 15. September d'Schoul erëm ufänkt, dat weess jiddfereen heibannen, deen als Buergermeeschter oder Schäffe schonn emol eng Kéier eng Schoul gebaut huet oder eng al renovéiert huet. Datt d'Situatioun awer esou problematesch ass, dass den Direkter sech net méi anescht ze hëllefe weess, wéi en Hëllefsruff un d'Bauverwaltung ze schécke mat enger Lëscht vun net manner wéi 22 Punkten, déi problematesch sinn, fir normal Schoul kënnen ze halen, an datt d'Zoustänn a puncto Sécherheet a Kaméidi awer esou onméiglech sinn, datt d'Schüler schlussendlech sech net méi anescht ze hëllefe wëssen, wéi e Streik ze organiséieren, dat ass dann awer scho ganz e bëssen aussergewéinlech.

Duerfir wollt ech, och am Numm vun der Madame Loschetter, de Bauteminister froen, dass en eis an e puer Wierder erklläert, éischtens, wéi et dann awer zu där doter Situatioun komm ass, mä virun allem interesséiert et eis, wat e gedenkt ze maachen, fir datt esou séier wéi méiglech ënner normalen Ëmstänn zu Wolz erëm am Lycée ka Schoul gehale ginn.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den Här Claude Wiseler, Bauteminister, huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Wann ech déi hei Äntwert elo ginn op déi Question urgente, déi gestallt ginn ass, da mengen ech wëll ech an engems déi Punkte matmaachen, déi Der an Ärer Question parlementaire 2009 gestallt hutt. D'Madame Loschetter an den Här Gira hu genau déiselwecht Saachen an der Question parlementaire N°2009 vum Joer 2007 ugeschwat wéi déi, déi se elo gestallt hunn.

Ech muss hei e wéineg méi wäit aushuelen, fir Iech awer eng ganz Rei Explikatiounen ze ginn. Dee Lycée Wolz, dat ass richteg, ass e schwéiere Chantier, e Chantier, deen net einfach ass.

Firwat? Mä aus engem ganz einfache Grond: Well mer hei op engem Site eng ganz nei Schoul bauen, wou wäit iwwer 1.000 Schüler während där ganzer Bauzäit um Chantier sinn, a wou och op där enger Säit e Schoulfonctionnement an e Chantier mussen assuréiert sinn, wou op där enger Säit d'Sécherheet an op där anerer Säit déi noutwendeg Schoulkonditiounen dann och Dag fir Dag - an e Chantier ännert all Dag - assuréiert sinn. Duerfir ass et och e Projet, dee laang dauert.

Et muss een einfach och eng Kéier d'Geschicht kucken. Dat éischt Gesetz ass 1996 gestëmmt ginn. Déi éischt Phas ass tëschent 1997 an 2001 gemaach ginn, wou d'Fligel A a B gebaut gi sinn. Dat zweet Gesetz ass 2001 gestëmmt ginn. Am September 2002 sinn d'Travaux préparatoires ugelaf an d'Aarbechte vun de Fligel E an F sinn am Juli 2004 ugelaf, an déi sinn dës Rentrée scolaire elo opgaangen.

Et ass och esou, datt de Plang elo esou weidergeet, datt mer d'Ouverture vun der Sportshal a vun der Piscine fir d'Rentrée 2008 geplangt hunn an datt bei de Fligel C an D geplangt ass, fir déi 2009 opgoen ze loossen. Et ass also, esou wéi een et schonn eleng aus där doter Beschreiwung gesäit, en extrem komplexe Projet, wou a sech déi eenzel Phase bis elo geklappt hunn. Elo hu mer eng Rei Schwieregkeeten, an ech kommen duerno nach méi am Detail op déi Schwieregkeeten do zréck.

Ech wëll just eppes soen, well Der dat an Ärer Question parlementaire frot, ob d'Administration des Bâtiments publics vraiment «à même» ass «de planifier, gérer et suivre ce genre de chantier». Do wëll ech kloer an däitlech soen, datt d'Administration des Bâtiments publics eng ganz Rei vu Chantieren, déi ähnlech gelagert waren - wéi de Jongelycée, wéi d'Europaschoul, wéi de Lycée Dikrech, wéi Diddeleng, wéi de Jongelycée Esch -, duerchgefouert huet, an och nach wäert duerchféieren - wéi d'Renovatioun vum Kolléisch, déi mer an deenen nächste Jore musse maachen -, mat all Kéiers déi eng oder aner Problemer dran, mä grosso modo gutt duerchkritt an zu der Zefriddenheet vun de Leit duerchkritt.

Wann een d'Décisioun hëlt, eng Schoul ze erneieren, während een eben déi Schoul weider funktionéiere léisst, an heiansdo kann ee guer keng aner Décisioun huelen, da stelle sech noutgedrongenerweis während deem Chantier eng ganz Rei Froen, eng ganz Rei Contrainten, eng ganz Rei Problemer. An ech muss soen, ech fannen et dann net fair fir d'Administratioun esou a Fro ze stellen.

Déi hunn trotzdeem eng Aarbecht, déi géréiere 50 Projeten am Chantier, iwwer 100 Projeten an den Etüden, deelweis méi grousser nach wéi deen hei an zu engem groussen Deel zur Zefriddenheet vun all deene Leit, esou datt ech mech awer do voll hannert d'Administratioun wëll stellen an dat och eng Kéier wëll kloer soen!

Elo kommen ech awer zréck op Wolz, well dat jo den Inhalt vun Ärer Fro war. Dir frot och: Wéi gëtt esou e Chantier géréiert? E Chantier gëtt géréiert andeem mer eng ganz Rei Kontrollmechanismen abauen, wéi e Bureau d'architectes, wéi en Ingénieur statique, wéi e Bureau d'études techniques, wéi och e Bureau de contrôle, wéi eng Coordination de sécurité plus nach aner Experten. An d'Administration des Bâtiments publics koordinéiert a sech duerch Réuniounen all Mount respektiv iwwer Réunions de chantier, déi all Woch stattfannen, déi ganz Komplexitéit vun deem dote Chantier.

An dann hu sech um Chantier selwer eng ganz Rei prezis Froe gestallt, an dat waren déi, datt eng ganz Rei Aarbechten, déi sollte fir de 15. September ofgeschloss sinn, deen Datum net agehalen hunn. Mir haten eng Rei Aarbechten net fäerdeg, wéi zum Beispill den Éclairage extérieur. Mir haten eng Rei Liwwerunge vu Miwwelen, vu Säll, déi net mat Zäiten ukomm sinn oder déi net mat Zäiten installéiert waren. A mir haten och eng Rei Aarbechten, déi zwar gemaach waren, mä déi net konform zum Cahier des charges op deem do Dossier waren.

An do si mer amgaang elo déi 22 Punkten, déi den Direkter eis geschéckt huet, ganz genau Punkt fir Punkt duerchzehuelen. Eng Rei vun deene Punkte sinn elo schonn an der Rei. Bei anere si mer amgaang drun ze schaffen. Déi meescht wäerte mer an der Allerhellegevakanz ofschléissen, well mer dann eben d'Disponibilitéit vum ganze Schoulgebai hunn, fir déi Punkten do an de Gréff ze kréien.

Do sinn der e puer, déi ech scho virdru genannt hunn. En anere Punkt, dee méi schrecklech kléngt an dee fir mech och net flott ass, dat ass dee vun der Drénkwaasserversuergung. Dat huet esou geklonge wéi wann dat Gebai keng Waasserversuergung hätt.

Natierlech huet dat Gebai eng Waasserversuergung. Déi Waasserversuergung fonctionnéiert och an et ass alles domadder machbar, mä et waren e puer Moossungen iwwert dem Duerchschnëttswäert, an dofir ass gesot ginn, mir considéréieren dat Waasser do net als Drénkwaasser, drénkt also net dovun. Fir all aneren Usage ass et awer gebrauchbar.

Déi Leitunge ginn elo an der Vakanz desinfizéiert an ech hoffen, datt mer dann duerno, no neien Analysen, et erëm als Drénkwaasser benotze kënnen. Mir hunn awer op d'Vakanz zesumme mat der Direktioun gewaart, well eng Désinfectioun véier Deeg brauch. Do däerf net dru gedronk ginn, do däerf net dru geréiert ginn an duerfir hu mer zesummen décidéiert, datt mer dat an der Vakanz maachen.

Dee Chantier hat och nach eng ganz Rei aner Problemer mat sech bruecht, an ech kann Iech och d'Erklärung ginn - wann ech Zäit hu fir d'Erklärung ze ginn. Wann Der mer dat erlaabt?

M. le Président.- Jo, Dir hutt nach iwwer fënnef Minutten Zäit.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Dat ass ganz léif. Dat geet mer och duer.

Éischtens waren op deem Chantier eng Rei Problemer, déi doranner bestanen hunn, datt déi eng oder déi aner Entreprise défaillante war an deenen Aarbechten, déi se ofgeliwwert huet. Da kann ee Rappeller schécken, da kann ee Mise-en-démeurë maachen, da kann ee Pénalitéite froen. Dat ass alles geschitt, mä dat alles hëlleft awer um Terrain näischt, esou datt een do och als Administratioun, wann esou Problemer virkommen, e reelle Problem huet, deen awer net einfach esou léisbar ass duerch de politesche Wëllen, deen een domat huet. Esou einfach ass dat dann net.

Dat Zweet, wat ass, dat ass, datt bei de Prozedure vun de Marchés publics, wann eng Rei Annulatioune musse geschéie wéinst Non-Conformitéit respektiv wa mer bei enger Rei Soumissioune keng Offere kréien a mer d'Soumissioun nach eng Kéier ganz frësch musse maachen, jo, da geet natierlech eng ganz Rei Zäit verluer. Wann dat Iech virkënnt op enger Rei Dossieren, jo, dann hutt Dir en Dominospill bei all deenen Entreprisen, déi duerno kommen an déi sech un déi Aarbechten, déi dann net gemaach sinn oder schlecht gemaach sinn, mussen hannendrun hänken; wat op dësem Chantier manifestement eng Rei Problemer mat sech bruecht huet.

Dat Ganzt bréngt awer net onbedéngt Frais supplémentaires, well et ass esou, datt mir jo just déi Aarbechten da bezuelen, wa se an der Conformitéit vun deem wat u sech gefrot ginn ass ofgeholl sinn, an dat ass dat, wat hei geschitt, just datt et net mat Zäite geschitt, mä et ass net mat Frais supplémentaires, zumindest bei deenen 22 Punkten do, noutgedrongenerweis verbonnen.

Ech ginn elo net an den Detail vun deenen eenzelne Punkten do an. Dat kënnt ee maachen, mä ech mengen dofir hunn ech d'Zäit net, mä et ass awer nach en zweeten Deel vun der Fro, deen Der elo net esou direkt gestallt hutt, mä dee fir mech awer och ganz wichteg ass.

Wann Der esou e Chantier wéi deen heiten organiséiert, dann ass et evident, datt Der während där Zäit, wou gebaut gëtt a wou Schoul gehale gëtt, natierlech dauernd déi zwee, Chantier a Schoul, musst zesumme géréieren, an da kommen noutgedrongenerweis eng Rei Froen op, déi Der léise musst, eng Rei Problemer, déi een an de Gréff kréie muss.

An ech soe ganz kloer: Mir kënnen net ëmme während der Vakanz oder dënschdes an donneschdes mëttes bauen, well wa mer dat géifen décidéieren, da wäre mer nach sechs, siwen, aacht, néng Joer oder méi laang amgaang mat deem Chantier. Dofir, mengen ech, musse mer hei kloer an däitlech soen, datt mer déi Covivance do iergendzwouch organiséiert musse kréien an d'Sécherheet an de Kaméidi probéieren esou gutt wéi méiglech an de Gréff ze kréien.

Mä ech soen awer och - an ech hunn de Schüler an de Proffen dat och gesot -, mir kréien de Chantier a mir kréien de Kaméidi net ganz ënnerbonnen. Do, wou e Chantier ass, ass Kaméidi. An do, wou e Chantier ass an e Camion fiert, do ass heiansdo Bulli. Mir kënnen esou gutt wéi méiglech probéieren dat an de Gréff ze kréien, ganz geet dat sécherlech net.

Ech war do uewen zu Wolz, fir mat de Schüler a mat de Proffen ze schwätzen. Ech hat ganz flott, ganz agréabel Gespréicher, déi kloer an däitlech waren. D'Schüler hu mir gesot wat hir Problemer waren, an enger klorer Sprooch, an ech hunn hinne meng Contrainten och gesot an därselwechter Sprooch, an ech mengen dat war e ganz flotten Dialog.

Wat maache mer fir deen zweeten Deel vun de Problemer an de Gréff ze kréien?

Dat Éischt, dat ass, datt ech eng Rei Initiativen um Site selwer huelen, wéi zum Beispill, datt mer déi Plaz, wou de Schülerverkéier an de Chantiersverkéier sech op enger Plaz kräizen - an dat kréie mer net anescht an de Gréff, et gëtt nëmmen déi Plaz, an do mussen déi zwee Verkéiere lafen -, do hu mer elo e Sécherheetsbeamten dohinner gesat, dee sur place, do, wou déi zwee Verkéiere sech kräizen, de ganzen Zäit de Verkéier regléiert, bis mer dann esou eng Zort Passerelle gebaut hunn, wou mer déi zwee Verkéiere getrennt kréien. Déi kascht par contre eppes. Ech mengen, dat ass awer aus Sécherheetsgrënn noutwendeg, datt mer dat zousätzlech maachen.

Fir de Kaméidi, do hu mer gesot, datt mer géife probéieren elo esou schnell wéi méiglech mat den Terrassementer fäerdeg ze ginn. Dir wësst, datt d'Terrassementer deen Deel vun den Aarbechten ass, deen am meeschte Kaméidi mécht. Duerno hu mer nach Kaméidi, mä net méi esou vill. D'Terrassementer probéiere mer bis Enn November, souguer an dräi Wochen elo do hinzekréien. Dann hu mer dat Brouillantst hannert eis.

Dat Zweet, dat ass, datt mer, soubal mer d'Fundamenter ronderëm dat Lach, wat mer elo gegruewen hunn, gesat hunn, och à même sinn, fir do eng Zort Clôture drop ze setzen, déi dann déi Containeren, wou d'Schüler haut dra sinn, visuell sécherlech, mä awer deelweis och akustesch, esou wäit eis dat geléngt, schützt. Mir sinn amgaang ze studéieren awéiwäit mer do akustescht Material kënnen asetzen, awéiwäit et sënnvoll ass et anzesetzen. Ech soen awer do och hannendrun, esou eng Clôture kann nëmmen dräi Meter héich ginn, well mer se méi héich net kréien. Dat heescht, et hëlleft eppes, mä et hëlleft sécher net alles.

A schlussendlech wäerte mer och eng Diskussioun mat den Entreprisë féieren, fir ze probéieren de Kaméidi esou vill wéi méiglech op de fräien Nomëtteger ze maachen, déi grouss Saachen esou vill wéi méiglech an der Vakanz hinzekréien, vläicht e liichten Décalage vun hiren Aarbechtszäiten hinzekréien, mä et geet awer net, datt mer nëmme schaffen, wa keng Schüler do sinn.

Also, mir kënne probéieren eng Diskussioun ze féieren, dat geet légèrement eng hallef Stonn vläicht oder eng Stonn, sécherlech net méi, an et hëlleft och net alles.

Als Konklusioun wëll ech soen, dat sinn Désagrémenter, déi sécherlech do sinn, net ëmmer einfach Konditiounen, mä mir maachen dat Bescht, fir esou vill wéi méiglech Saachen an de Gréff ze kréien. Alles kréie mer sécher net an de Gréff. Mä d'Zil dovunner ass de Schüler an de Proffen eng schéin nei Schoul dohinner ze riichten, an dat Zil contestéiert jo keen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Jo?

(Interruption)

Eng Zousazfro. Här Minister, erlaabt Der eng Zousazfro vum Här Schneider?

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Et ass keng Zousazfro, mä et ass éischter eng Prezisioun, wat de Minister och net gesot huet, mä ech wollt dat am Prinzip awer kloerstellen. Wat d'Drénkwaasserversuergung betrëfft kennen ech eng Rei „Leckt" aus där Gemeng Wolz, do wou mer eng Rei Analyse gemaach hunn an d'Drénkwaasser ass effektiv bis bei den Zähler an der Rei an d'Verschmotzung am Prinzip, dat ass jo d'Pollutioun, geet un am Gebai selwer an de Leitungen, esou wéi de Minister et och gesot huet. Ech wollt dat awer kloerstellen, datt d'Drénkwaasser bis bei den Zähler an der Rei ass.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Gutt. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum nächste Punkt vum Ordre du jour, zu deenen zwou Motiounen iwwert d'Grands projets d'infrastuctures réalisés par l'État.

Ass et esou ze verstoen, dass déi Motioune separat diskutéiert ginn oder exposéieren déi zwee Auteure vun der Motioun an dann diskutéiere mer?

(Interruption)

Alles separat.

Dann huele mer fir d'éischt d'Motioun vun der Bautekommissioun. Den honorabelen Här Lucien Clement huet hei als President vun där Kommissioun d'Wuert, fir d'Motioun ze presentéieren.

4. Motions relatives aux grands projets d'infrastructures réalisés par l'État

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi eist Reglement vun der Chamber et virgesäit, nämlech an der zweeter Sessiounswoch vum Oktober, diskutéiere mer haut déi grouss Infrastruktur-Projeten, déi d'nächst Joer an enger méi detailléierter Form hei an d'Chamber solle kommen, an zwar ënner engem Projet de loi.

Datt mer elo dëst Joer u sech zwee Méint éischter u si wéi d'lescht Joer, ass u sech dorobber zréckzeféieren, datt d'lescht Joer dës Prozedur fir d'éischt duerchgefouert ginn ass an datt ee muss soen, et war souzesoen als Année de démarrage ze gesinn. Ech ginn duerfir haut och net méi weider op d'Prozedur an. Ech hat dat d'lescht Joer en long et en large gemaach, esou dat datt misst bekannt sinn. Sollt een awer nach se wëllen noliesen - d'Prozedur -, hunn ech se an deem Papier de discussion, wat ech der Kommissioun zur Verfügung gestallt hunn, ganz am Detail nach eng Kéier beschriwwen.

Ier ech elo déi verschidde Projete wëll virstellen, wëll ech kuerz op d'Aarbecht an der Kommissioun agoen. Mir hunn eis am Laf vun de Méint September an Oktober dräimol gesinn, fir iwwert dës Projete mam Ministère a mam Minister ze diskutéieren. Wéi och schonn d'lescht Joer hu mer do décidéiert, kee Rapport ze schreiwen, mä e Papier de discussion auszeschaffen, op dee sech dann och d'Motioun baséiert, déi ech lech, Här President, elo iwwerreeche wëll an déi mer dann och heibannen diskutéiere sollen.

Motion

La Chambre des Députés,

vu la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructures telle qu'elle a été mise en évidence par la déclaration gouvernementale du 4 août 2004;

vu d'autre part:

l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructures du 22 mars 2001;

la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

les propositions des groupes parlementaires au sujet «d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructures dans le futur» transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

vu les propositions du Ministère des Travaux publics adoptées par la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire relatives à une nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructures;

considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

vu la liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation de principe et d'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un APD à charge du département des Travaux publics en 2007/2008 présentée par Monsieur le Ministre des Travaux publics lors des séances du 10 et 25 septembre ainsi que du 9 octobre 2007 à la Commission des Travaux publics;

considérant que, suite aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre des Travaux publics, l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause s'avère indispensable à partir de l'exercice budgétaire 2008 afin de garantir au pays l'existence d'une infrastructure permettant:

• de garantir un encadrement adéquat à l'agriculture luxembourgeoise – construction d'un nouveau laboratoire pour l'ASTA à Gilsdorf;

• d'assurer le bon fonctionnement de l'administration des Ponts et Chaussées – construction de dépôts pour les Ponts et Chaussées à Mersch et à Echternach;

• de contribuer au maintien des structures européennes au Luxembourg – mise à niveau des annexes A, B et C de la Cour de Justice européenne;

• de créer un endroit d'accueil pour demandeurs d'asile – construction d'un nouvel immeuble sur le site du Foyer Don Bosco;

• d'améliorer l'offre scolaire – construction d'un Lycée technique agricole à Gilsdorf et d'infrastructures sportives à Diekirch; construction du Nordstad-Lycée Ettelbruck; construction d'un Lycée technique à Clervaux; construction d'un Lycée à Differdange; création d'un Lycée Sports-Études;

• d'assurer une gestion responsable de notre patrimoine bâti, tout en tenant compte des impératifs d'une mobilité bien organisée – réhabilitation du Pont Adolphe;

• d'améliorer la performance, la sécurité et le degré d'équipement du réseau routier du Grand-Duché – mise à 2 x 3 voies des A3 et A6 entre Croix de Gasperich et échangeur de Capellen; mise à 2 x 2 voies de la route N1 entre l'échangeur Irrgarten et l'aéroport; élimination des passages à niveau dans la traversée de Schifflange; reconstruction du Viaduc à Mersch; réalisation du tronçon manquant entre les échangeurs de Hellange et de Frisange complété par l'aménagement d'une station de service sur l'autoroute de la Sarre; réaménagement de l'échangeur Dudelange-Burange sur la Collectrice du Sud; contournement de Baschara-ge et de Dippach; nouvelle transversale reliant la N7 à la N18 au nord de Clervaux; réaménagement de l'échangeur de Pontpierre (N13/A4); contournement d'Ettelbruck/Feulen (N7-N15);

• d'améliorer à la fois la qualité urbanistique à l'intérieur des localités et la sécurité des usagers de la route en supprimant tous les passages à niveau dans les localités – élimination du passage à niveau PN 20b à l'intérieur de Lorentzweiler - élimination du passage à niveau PN18 à l'intérieur de Heisdorf;

donne son accord de principe pour les projets énumérés ci-dessus et autorise le Gouvernement à engager les frais nécessaires à des études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation et, le cas échéant, des cahiers des charges nécessaires pour la mise en adjudication publique ainsi que du projet de loi pour l'ensemble des projets présentés par Monsieur le Ministre des Travaux publics à la Commission des Travaux publics dans ses séances du 10 et 25 septembre ainsi que celle du 9 octobre 2007.

(s.) Lucien Clement, Sylvie Andrich-Duval, Anne Brasseur, Fernand Diederich, Roland Schreiner.

Komme mer awer elo zu de Bauprojeten, déi solle realiséiert ginn. Ech wëll just e kuerzen Aperçu vun all de Projete ginn, ouni awer elo ze vill an den Detail vun dëse Projeten ze goen. Ech fänken u mat de Projeten, déi vun der Administration des Bâtiments publics realiséiert solle ginn. Dat ass éischtens e Laboratoire fir d'ASTA. Dëse Laboratoire soll op de Site vun der Akerbauschoul zu Gilsdref kommen, esou datt dann op dëser Plaz e richtegen Ensembel fir d'Lëtzebuerger Agrikultur entstoe soll.

Mir haten eis an der Kommissioun gefrot, ob et net eventuell interessant wär, den ASTA-Labo bei deen neie Laboratoire de Santé op Diddeleng ze setzen, wou jo och de Veterinärslabo hikomme soll. Duerch d'Verschiddenaartegkeet awer vun den Analyse si mer zu der Konklusioun komm, datt dat net onbedéngt erstriewenswäert ass.

D'Dépôtë vu Ponts et Chaussées zu Miersch an zu Iechternach, dat sinn zwee Projeten, déi kann een och zesumme gesinn, well op béide Sitë sinn déi bestehend Infrastrukturen al an net méi konform zu de Sécherheetsmoossnamen, esou datt se mussen ersat ginn.

D'Upassung vun den Annexen A, B an C vun der Cour de Justice européenne: Déi nei Gebaier fir de Geriichtshaff misste fir d'nächst Joer fäerdeg ginn, an d'Upassung vun de bestehenden Annexe gëtt vum Stat fir d'EU realiséiert a selbstverständlech jo dann och virfinanzéiert. Dat geschitt iwwert d'Loi de garantie, wou dann e Remboursement virgesinn ass.

Den Accueil fir d'Demandeurs d'asile am Foyer Don Bosco. Et huet sech erausgestallt, datt et net méiglech ass dat bestehend Gebai ze sanéieren an nees an en akzeptabelen Zoustand ze setzen, esou datt d'Regierung proposéiert, en neien, e bësselche méi e klengen Immeubel op de bestehende Site ze bauen an duerno dat aktuellt Gebai ofzerappen.

De Lycée technique agricole zu Gilsdref an d'Sportinfrastrukturen zu Dikrech: Dës zwee Projete ginn zesumme presentéiert, well se och matenee verbonne sinn, grad wéi scho virdrun de Laboratoire vun der ASTA, dee sech och op deemselwechten Terrain befënnt, an deen Terrain ass a sech 13 Hektar grouss.

D'Sportinfrastrukture sollen och dem Besoin vun der Gemeng Dikrech an eventuell och deem vun den Nopeschgemenge gerecht ginn, haaptsächlech wat d'Piscine betrëfft. Hei solle Synergië geschafe ginn. Um neie Site zu Gilsdref entsteet domat e grousse Schoulcampus fir den Norde vum Land, zesumme mat dem Site vun Ettelbréck selwer.

Nordstad-Lycée Ettelbréck: Dat aktuellt Gebai vun der Akerbauschoul huet am Moment Plaz fir 800 Schüler. D'Bâtiments publics analyséieren am Moment, ob déi Zuel vun 1.200, wéi se am Projet Nordstad-Lycée virgesinn ass, och kann erreecht ginn. D'Aarbechte ginn eréischt ugefaang, wann déi nei Akerbauschoul um Site Gilsdref fäerdeg ass.

Och beim Lycée technique zu Clierf, dee fir 650 Schüler geduecht ass, handelt et sech just an dësem Moment ëm eng Autorisation préalable fir mat de Pläng ufänken ze kënnen.

De Lycée Déifferdeng ass jo och e ganz aktuellen a rezente Projet, deen am Kader vum Plan sectoriel «Lycées» ze realiséieren ass. Hei ass en Terrain proposéiert ginn, deen am Moment allerdéngs nach der Arcelor gehéiert. Am Moment steet och nach net fest, ob dat e Lycée technique oder e Lycée classique soll ginn. D'Tendenz, huet de Minister eis gesot, geet awer éischter a Richtung classique. Hei solle 600 bis 700 Schüler ënnerdaach kommen.

Lycée Sports-Études: Heiriwwer sollen nach Diskussioune mat der Stad Lëtzebuerg gefouert ginn. De Bauteministère vertrëtt d'Positioun, datt et logesch ass, esou e Lycée no bei Sportinfrastrukturen ze bauen. Um Kirchbierg bei der Coque ass dat awer aus Plazgrënn net méi méiglech. Mir hunn an der Kommissioun awer nach diskutéiert, datt et um INS ënner anerem och keng Schwemm gëtt an datt den Accès dohinner net onbedéngt ganz glécklech ass. Um Geesseknäppche par conter wären all sportlech Infrastrukture bei Hand. All dës Froen ënnerleie jo awer net onbedéngt - soen ech emol - dem Bauteministère, esou datt mer mengen, datt et utile wär, dës Diskussioun eventuell an der Educatiounskommissioun oder an der Sportskommissioun matzeféieren, an - ech hunn et schonn uganks gesot - selbstverständlech ass an deem heiten Dossier och d'Meenung vun der Stad Lëtzebuerg gefrot.

Här President, ech kommen elo zu de Projeten, déi de Ponts et Chaussées ënnerleien. Hei ass deen éischte Projet wuel gläich deen, iwwert deen och sécherlech am meeschten an der Öffentlechkeet diskutéiert gëtt an och bis elo schonn diskutéiert ginn ass, nämlech d'Instandsetzung vum Pont Adolphe, also der Neier Bréck.

Wéi Der alleguer wësst, ass jo schonn eng Zäit laang doriwwer diskutéiert ginn, fir eventuell eng zousätzlech definitiv Bréck ze bauen. Eng Etüd huet awer gewisen, datt dës Léisung fir den Trafic hei an der Stad net zu allze vill Verbesserunge géif féieren an op där anerer Säit awer eng ganz Herd vun Désavantagen hätt, esou datt dës Alternativ an enger éischter Instanz emol fale gelooss ginn ass.

Deemno gëtt elo just eng provisoresch Bréck envisagéiert, déi et wäert erlaben, de Pont Adolphe eng Zäit laang zouzemaachen an ze sanéieren. Wéi dës Aarbechte genee sollen ausgesinn, ass awer nach net ganz kloer, well et mussen nach e puer Froe préalabel beäntwert ginn an dësem Dossier. Esou muss gekuckt ginn, wéi dann deen definitiven Tracé vun deem zukünftegen Tram wäert verlafen, an dann ob den Tram eventuell iwwert dës Bréck oder ob en iwwert déi al Bréck wäert fueren.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

D'Etüden, déi hei Kloerheet solle verschafen, sinn amgaang realiséiert ze ginn. 2008 sollen d'Resultater vun de Sondë virleien, déi elo op der Bréck installéiert ginn oder installéiert gi sinn, fir erauszefanne wat elo genau d'Ursaach ass vun deene bestehende Schied un der Bréck selwer.

Bei dësem Projet gëllt et virun allem, fir d'Bréck op d'mannst fir déi nächst 50 Joer zu honnert Prozent sécher an och selbstverständlech fiabel ze maachen. Eréischt wann déi elo opgezielten Donnéeë virleien, kann definitiv d'Décisioun zu den Aarbechte geholl ginn.

Trotzdeem, Här President, mengen ech, ass et wichteg, elo schonn d'Erlaabnis ze ginn, datt mat de Pläng zu dëse Projete kann ugefaange ginn, well net auszeschléissen ass, datt vläicht kuerzfristeg Moossname musse geholl gi fir d'Bréck méi ze stabiliséieren oder fir se ganz ze stabiliséieren, am Fall wou den Zoustand sech géif relativ séier oder dramatesch verschlechteren. Eng provisoresch Bréck soll a sech niewent de Pont Adolphe gebaut ginn an ongefähr während zwee Joer deemno a Betrib bleiwen.

Déi nächst zwee Projeten hunn als Zil den Trafic ze entlaaschten, an et geet heibäi ëm den Ausbau vun den Autobunnen a Stroossen: Ausbau op jeeweils dräi Spure vun den Autobunnen A3 an A6 tëschent dem Gaasperecher Kräiz an dem Echangeur Capellen. Et besteet sécherlech keen Zweifel un der Noutwendegkeet vun dëse Projeten. Sollt awer nach iergendeen Zweifelen hunn, da géif ech dee gär invitéieren, emol an de Spëtzenzäiten iwwert dës Autobunn ze fueren. D'Aarbechte wäerten aus budgetäre Grënn kaum virun 2009 ufänken an op véier bis fënnef Phase verdeelt ginn, fir den Trafic net ze vill ze belaaschten.

E weideren Ausbau ass dee vun der N1 tëschent dem Rond-point um Iergäertchen an dem Findel. Dee soll ausgebaut ginn op 2-mol zwou Spuren. Dëse Projet leeft zäitgläich mam Ausbau vum Schinneréseau, dee vun der Gare Richtung Flughafe gebaut soll ginn. Duerch déi gläichzäiteg Realisatioun vu béide Projete gi mer dovun aus, datt eng Ekonomie um finanzielle Volet méiglech ass. Heibäi ass ze soen, datt virgesinn ass, datt d'Schinnennetz ënnert der Strooss lafe soll.

Den nächste Projet gesäit d'Eliminatioun vun de Passages à niveau op der Haaptstrooss zu Schëffleng vir. Aus Sécherheetsgrënn sollen ëmmer méi där Stroosseniwwergäng an den Dierfer an an de Stied verschwannen. Zu Schëffleng gi se ersat duerch ënnerierdesch Duerchgäng fir Foussgänger an och fir de Stroosseverkéier.

Am virleiende Projet geet et dann och just ëm dës Unterführung vum Stroosseverkéier. D'Käschte gi folgendermossen opgedeelt: 10% fir d'Gemeng Schëffleng an de Rescht iwwerhuele jee zu 50% de Ministère des Travaux publics an de Fonds du rail. Ech ginn dovun aus, datt de Kolleeg Roland Schreiner nach méi genee op dëse Volet wäert agoen, well dat jo och den Transport betrëfft.

D'Reconstitutioun vum Viaduc zu Miersch: D'Bréck am Zentrum vu Miersch ass an engem schlechten Zoustand a muss duerch eng nei Konstruktioun ersat ginn. Wann een aus Richtung Stad kënnt, rechts vun där aktueller Bréck, soll déi nei Bréck hikommen. Fir datt den Trafic net ze vill perturbéiert gëtt, bleift déi al Bréck a sech bestoe bis déi nei Bréck do fäerdeg ass.

(Interruption)

M. le Président.- Am Prinzip hutt Dir 5 Minutte fir d'Motioun ze presentéieren. Dir hutt elo schonn och d'Riedezäit vun Ärer Fraktioun zu där Motioun opgebraucht a sidd schonn eng Minutt iwwert d'Zäit. Ech wollt dat just signaléieren a soen, dass d'Conférence des Présidents an Zukunft soll bei esou Projeten da vläicht aner Riedezäite festleeën. Ech ginn Iech awer den Accord, dass Der weiderfuere kënnt.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, ech ginn Iech vollkomme Recht. Ech wollt u sech um Schluss vu menger Ried soen, datt d'Conférence des Présidents hei d'Reglement vun der Chamber selwer violéiert huet. Well mir hunn an eisem eegene Reglement iwwert déi heite Projete stoen: La Commission des Travaux publics et la Commission des Transports organise un débat en Chambre. An d'Conférence des Présidents huet décidéiert, datt et den Dépôt vun enger Motioun soll sinn. Dofir bieden ech d'Chamber ëm Rücksicht, datt ech vläicht zwou, dräi Minutten iwwerzéien.

M. le Président.- Här Clement, mir sinn d'accord. Erkläert Iech elo net nach. Fuert einfach weider.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Ech wollt Iech awer just äntwerten.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Dat soll och fir déi aner Riedner gëllen. Da soll et fir jiddferee gëllen.

Une voix.- No där Erklärung sidd Der schonn zwou Minutten iwwert d'Zäit.

(Interruption)

Dir sidd ëmmer méi iwwert d'Zäit.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Sou! Elo ware mer bei Miersch an da komme mer op d'Saarautobunn, dat Stéck, wat feelt tëscht den Echangeuren Helleng a Fréiseng. Do ass eng Expropriatiounsprozedur op Basis vun där aler - oder wann ee ka soen nach aktueller - Prozedur um Lafen, an ass och nach net ofgeschloss. Eng Ännerung vum Artikel 16 vun der Verfassung, déi d'Expropriatiounsprozedur beschleunege soll, hu mir jo viru kuerzem hei op dëser Plaz ugeholl. Et ass elo un der Regierung, fir dëse Prozess ze beschleunegen. Sief dat, et waart een d'Resultat vun där Prozedur, déi en cours ass, of oder et geet een op de Wee vun enger komplett neier Prozedur, déi als Basis den ëmgeännerten Text vun der Verfassung huet.

Haut geet et am Fong drëm, datt mir den Accord de principe gi fir déi detailléiert Pläng. Dës Pläng sollen dann och eng Tankstell virgesinn, esou wéi 2003 heibanne a grousser Majoritéit via Motioun d'Regierung vun der Chamber opgefuerdert ginn ass.

Des Weidere solle mer haut der Regierung eisen Accord ginn, fir méi detailléiert weiderzeschaffen, an zwar fir: de Réaménagement Echangeur Diddeleng-Biereng op der Collectrice du Sud, de Contournement Ba-

scharage-Dippech, déi nei Verbindung tëscht der N7 an der N8 nördlech vu Clierf, de Réaménagement vum Echangeur zu Steebrécken, souwéi de Contournement Ettelbréck-Feelen op der N7, N15. Dat alles si Stroossebauprojeten, déi fir déi jeeweileg Géigenden, géif ech soen, vu grousser Wichtegkeet sinn, a wou d'Leit, déi do wunnen, a virun allem och d'Leit, déi fuere mussen, frou si wann déi realiséiert ginn.

Zum Schluss, Här President, nach zwee Projeten, déi direkt iwwert de Budget finanzéiert ginn. Hei handelt et sech och ëm d'Eliminatioun vun zwee Zuchiwwergäng, an dat aus Sécherheetsgrënn, an zwar zu Luerenzweiler an zu Heesdref. Och do gëllt dat, wat ech bei deenen anere Projete gesot hunn, wou den Här Schreiner wahrscheinlech derzou wäert Stellung huelen.

Dat wär et gewiescht, Här President. Ech entschëllege mech nach eng Kéier, datt ech zwou, dräi Minutten iwwerzunn hunn. Ech bréngen den Accord vun der CSV-Fraktioun zur Motioun, a soen deene Merci, déi mer nogelauschtert hunn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Éischten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Häre, ech ginn net nach eng Kéier op d'Procédure an. De Rapporteur a President vun der Commission des Travaux publics, deen am Numm vun der Kommissioun déi Motioun hei virgeluecht huet, huet dat gemaach. Allerdéngs huet hien an der Procédure selwer gesot, et wiere Schwieregkeeten do.

Ech géif der Chamber proposéieren, dass mer awer solle mat der Hëllef vun der Regierung Konklusiounen aus där neier Procédure zéien an eventuell kucke wat mer kéinten anescht maachen. Dëst ass mat Sécherheet e Wee, op dee mer ginn, fir d'Procédure ze accéléréieren, fir dass kënne Projete konkret ausgeschafft ginn. Mä ech mengen awer, dass mer musse kucke wou mer missten nobesseren.

Ech gi jo dovun aus, dass d'Regierung dermat d'accord ass och aus hirer Siicht. De Minister vun den Travaux publics aus senger Siicht seet wou een d'Procédure nach kéint verbesseren, fir dass mer méi effikass kënne schaffen. Engersäits um legislative Plang, mä och d'Ëmsetzung vun deem, wat mer hei décidéieren.

D'Procédure gesäit vir, dass mer an enger Motioun eng ganz Rei vu Projete festhalen. An dann ass d'Tentatioun ëmmer ganz grouss fir en Deputéierte vun deene Projeten ze schwätzen, déi net op der Lëscht sinn, an ze soe wat nach alles misst soss dorëmmer gemaach ginn. Ech muss Iech soen, dass ech där Tentatioun awer widderstinn an dat net wäert maachen. Ech maache just dräi Observatiounen, Här President, zu där Lëscht, déi ons virgeluecht ginn ass.

Déi éischt Bemierkung bezitt sech op de Lycée vun Déifferdeng. Zu Déifferdeng huet de Schäffen- a Gemengerot ënnert dem Buergermeeschter Claude Meisch eng konkret Propositioun virgeluecht fir um Site vum Funiculaire e Lycée ze bauen. Eng Propositioun, déi direkt vun der Regierung opgegraff ginn ass - dofir muss een der Regierung och Merci soen -, fir dass een do kann e Lycée bauen. Wann ech bedenke wat fir Schwieregkeete mer op anere Plaze wéinst dem Site hunn, da komme mer awer zu Déifferdeng e Stéck virun. An ech hoffen, dass dee Projet elo esou séier wéi méiglech kann ausgeschafft ginn.

Déi zweet Bemierkung betrëfft d'Lycéeën aus dem Norden. Mir haten elo grad nach d'Diskussioun iwwert de Réaménagement vum Lycée vu Wolz. Gott sei Dank kréie mer elo mat där heiter Lëscht awer d'Lycéeën am Norden an d'Rei a sinn déi leidlech Froe vun de Sitë geléist. Ech wëll net rappeléiere wéi schwiereg et war, fir fir all déi Schoulinfrastrukturen aus dem Norden do gëeegent Siten ze fannen. Dat schéngt elo geléist ze sinn; wou ech mech driwwer freeën.

A meng drëtt Observatioun betrëfft de Sportslycée. De President vun der Kommissioun huet et elo grad gesot, et sinn do Problemer, wat de Site ubelaangt, éischtens well den INS e ganz sensibelen exposéierte Site ass, an zweetens well Schwieregkeete sinn en Accès dohinner ze garantéieren, fir d'Schüler dohinner ze transportéieren. Et gëtt och nach e Problem: Et ass keng Piscine do, esou dass ee vun do awer d'Schüler erëm muss bei d'Sportsinfrastrukture féieren.

Ech stelle mer och d'Fro, Här President, ob et gutt ass, wa mer en extrae Sportslycée op engem eegene Site kreéieren. Ech si selbstverständlech der Meenung, dass ee soll de Schüler et méiglech maachen de Compétitiounssport an d'Schoul besser ënner een Hutt ze kréien an dofir extra Aménagementer am Schoulprogramm mécht fir déi do Sportler, fir déi do Schüler.

Mä ob ee se soll op engem gesonnerte Site ënnerriichten? Ech froe mech, ob dat eng gutt Saach ass. Riskéiere mer do net eng Insel ze schafen, déi net wierklech ass, an do kleng Champions mat décke Käpp ze zillen? Well et geet net nëmmen drëm, dat eent an dat anert mat ënner een Hutt ze kréien, et muss een et och fäerdeg bréngen, dass déi mat hire Kolleegen awer kënnen eng normal Scolaritéit erliewen. Och dat ginn ech mat op de Wee, fir ze bedenken.

No dëse Bemierkungen, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, géif ech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dëser Motioun ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Merci, Här President. No deem exzellente Bericht vum President vun der Kommissioun a Rapporteur, an och menger Virriednerin, kann ech et och méi kuerz maachen. Ech wëll nëmme kuerz dräi Punkten erwähnen.

Ech mengen, déi grouss Infrastrukturprojete berouen op véier Gedanken: éischtens emol, d'Sécherheet verbesseren, souwuel wéi d'Liewensqualitéit, awer och d'Infrastrukture fir eis wirtschaftlech Compétitivitéit a fir d'Ausbildung vun eise Jugendlechen.

Ech wëll kuerz dräi Punkten erwähnen. Bei deene ville Réuniounen an Diskussiounen, déi mer haten am Kader vun der Nordstad, stoungen d'Froe vun Transport a Mobilitéit bal ëmmer am Mëttelpunkt. Fir d'Entwécklung vun der Nordstad schéngt mer de geplangte West-Contournement vun Ettelbréck absolut noutwendeg - ech mengen, hei sëtze Leit, déi dat zimlech oft matmaachen -, wann ee weess, datt d'Entrée vun Ettelbréck virum Rond-point zu bestëmmten Dageszäite komplett blockéiert ass. Mir fuere jo all vill an der Stad an och emol a gréissere Gemengen am Minett, mä ech mengen, et sinn zwou Gemengen, déi wierklech e grousse Problem am Verkéier duerstellen, dat ass niewent Ettelbréck och nach Miersch. Ech kommen dann direkt och op dee Punkt.

Wann et och a Spëtzestonnen a villen Uertschafte vill méi lues geet, esou gëtt et awer zu Miersch dräi Plazen, wou de Chaufferen hir Nerven uerg strapazéiert ginn, well se praktesch keng Chance hunn, zum Beispill duerch Luuchten, no lénks ofzebéien. Wann d'Ouverture vum Gousseldenger Tunnel och wäert entlaaschten, esou wäerten awer virun allem déi zwee Giratoirë vir an hannert dem nei geplangte Viaduc fir eng Verbesserung suergen.

Wichteg fir déi wirtschaftlech Entwécklung vum Norden ass och déi nei Transversale, déi d'N7 an d'N18 nördlech vu Clierf soll verbannen. Si erlaabt et, d'Gemeng Clierf ze entlaaschte vum Verkéier aus der Zone d'activités Lenzweiler-Eselborn an erméiglecht eng Ubannung un dat belscht an däitscht Autobunnsnetz.

D'Opportunitéit vun all deenen anere Projete gëtt net a Fro gestallt. Ech mengen, meng Virriedner sinn dorop agaangen. Ech wëllt also heimat och den Accord vu menger Fraktioun zur Motioun ginn a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten als gréng Fraktioun nëmmen eemol schwätzen zu de Grands projets d'infrastructure ferroviaire an zu deenen aneren, an ech erklären Iech och elo a menger kuerzer Ried, firwat mir déi zwou Saachen och zesumme considéréieren.

An zwar muss ech Iech soen, obscho mer kënne bei där éischter Motioun iwwert déi Grands projets d'infrastructure ferroviaire eis Zoustëmmung ginn, muss ech soen, datt déi Motioun, déi elo just vum Här Clement presentéiert ginn ass, fir déi ech dem Här Clement awer Merci soen, ons nawell schéin dronke mécht. An zwar fänken déi Grands projets d'infrastructures un, wéi scho virdrun ernimmt ginn ass, beim Laboratoire zu Gilsdref, fuere bis an d'Mise à niveau vun den Annexe vum europäesche Geriichtshaff iwwer e puer Lycéeën, ronderëm e puer Contournementen ënner e puer Zuchbarrièrë bis bei de Bau vun enger Tankstell, déi mir och elo an engem Projet de loi erëmfanne sollen.

Dëst ass fir ons, contrairement zum leschte Joer, wou mer praktesch näischt am Déifbau op der Motioun vun den Travaux publics haten, eng onméiglech Situatioun. Mir wëllen och an dësem Sënn dann d'Regierung invitéieren, d'nächst Joer déi virgesinne Projeten, wat d'Travaux publics ubelaangt, souwuel vum Héichbau wéi och vum Déifbau an zwou verschidde Motiounen opzelëschten, an dat aus verschiddene Grënn. Een Haaptgrond ass, datt d'Motioun iwwer „les grands projets ferroviaires" eigentlech méi Gemeinsamkeete misst hu mam Déifbau vun der Motioun vun den Travaux publics wéi zum Beispill e Lycée zu Dikrech Gemeinsamkeeten huet mat engem Echangeur vun Diddeleng a Biereng.

Mir sinn der Meenung, datt d'Mobilitéit zu Lëtzebuerg sech op de Stroossen oder och op de Schinne mécht. Mir sinn och als Gréng der Iwwerzeegung, datt déi dozou gehéierend Mobilitéitspolitik dofir muss suergen, datt et eng Kohärenz gëtt tëschent dem Stroossebau an dem Schinnebau. Kohärenz heescht an onsen Aen net, datt nieft de Schinnen d'Strooss och nach zousätzlech soll verbreedert ginn oder automatesch soll verbreedert ginn, wéi zum Beispill op der N1 tëscht dem Iergäertchen an dem Findel.

Neen, Här President, mir gesinn eng kohärent Mobilitéitspolitik doranner, datt et virun allem emol e Plan sectoriel «Transport» gëtt, deen definéiert, wéi d'Mobilitéit sech zu Lëtzebuerg soll organiséieren.

An do denke mir, datt sech virun allem emol folgend Froe musse stellen: Wou kënnen a musse mer den öffentlechen Transport förderen? Wou muss mat Stroossen ergänzt ginn? Wéi eng Stroossen oder wéi eng Schinne brauchen nei Aarbechten oder Fléckaarbechten?

Stroossen a Schinnen ergänze sech, mä si sinn net gläichzäiteg op deeneselwechte Strecken auszebauen. Hei gesäit et wierklech esou aus, wéi wann déi riets Hand net wéisst, wat déi lénks Hand just niewendru baut.

Ech wollt kuerz erënneren, datt och de Landesplanungsminister - Dir zwee Häre Ministeren, Ären drëtte Kolleeg! -, deen och eppes domadder ze dinn huet, menge mir, de Gemengen och un d'Häerz geluecht huet, keng gréisser Stroosseprojeten an hirem PAG virzegesinn, ier de Plan sectoriel «Transport» do wier.

Or, ass dat net justement genau dat, wat hei geschitt, notamment bei der Verbreederung vun der N1, déi op de Findel féiert?

Och hätte mir gären eng Ausso vun der Regierung iwwert d'Prioritéite vun de Mobilitéitsprojeten, vun eben deene Projets de grandes infrastructures, souwuel de Projets ferroviaires wéi och de Projete vum Déifbau, well jo am beschte Fall jo net alles beienee gebaut gëtt, vläicht herno och net grad alles gebaut gëtt. Mä wat huet dann elo Prioritéit?

Mir fannen eng ganz Rei vun nach ëmstriddene Contournementsbauten erëm, an ech wëll och direkt hei soen, datt mir net prinzipiell ons géint all Contournement ausdrécken, mä mir stellen ons awer ganz staark d'Fro, ob an dësem Kontext virdrun all Verbesserungsmoossnam duerchexaminéiert ginn ass.

Mir denken, datt am Kontext Contournement eng Rei Mesurë sënnvoll wieren, déi vläicht awer och net ëmmer - mir ginn dat och zou - géife beweisen, datt mer eigentlech guer kee Contournement méi bräichten ze bauen. D'Beweislaascht vum Bau vun engem Contournement misst eigentlech ëmgedréint ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wa mer Schwieregkeeten an enger Uertschaft hunn, an där gëtt et jo - duerfir ass jo déi Léisung Contournement direkt op den Dësch komm -, solle mer awer vläicht net esou liichtfankeg op déi Contournementsléisungen zréckgräifen, mä mir solle fir d'éischt analyséieren, an dat soll dann och en Automatismus ginn - ech ginn e Beispill -, ob et eng Busspur gëtt, ob et en Zéngminuttentakt gëtt; jee, ob garantéiert ass, datt all aner Moossnam, déi den Trafic kéint erliichteren an déi dann och e Contournement géif évitéieren, ob déi Alternativen och alleguerten duerchgekuckt gi sinn an ob déi méiglech gemaach gi sinn.

(Interruptions)

Mir fannen, an dat ass leider e bësse schued ze soen, datt dat, wat hei haut geschitt, e Musterbeispill ass vun engem Argument dofir, datt mer endlech an dësem Land e Mobilitéitsministère brauchen, deen eng kloer Iwwersiicht huet iwwert d'Mobilitéit hei an dësem Land an deen natierlech dann och eng kloer Iwwersiicht hätt iwwert dat, wat muss gebaut oder ëmgebaut ginn, fir datt déi Mobilitéit och funktionell ass.

Dat ass u sech den Haaptgrond - net den eenzegen, mä den Haaptgrond - firwat mir mat deem Musterbeispill vun Inkohärenz vun dëser Regierung, wat dës Mobilitéitsprojeten ubelaangt, firwat mir wäerten an där heiter Motioun vun den Travaux publics eis emol net méi enthale kënnen, mä dergéint musse stëmmen.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass agedroen den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech kann natierlech an deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, net op alles agoen. Ech wäert mech duerfir op zwee Punkte beschränken. Deen een ass elo grad ugesprach ginn. Dat ass déi Verbreederung vun der Route nationale Iergaart op de Findel erop op 2-mol zwou Spuren, am enken Zesummenhang mat dem Ausbau vun der Eisebunn dorobber, wou déi Zuchstreck soll ganz kënstlech agetunnelt ginn an d'Strooss dann zum Deel op deen Tunnel soll leie kommen.

Här President, ech kann hei nëmme widderhuelen, wat mir scho bei x Geleeënheete gesot hunn, nämlech datt mir géint déi Zuchstreck sinn, well se an der aktueller Problematik praktesch näischt bréngt. Et ass eng Verleeënheetsléisung. Si hëlleft deene Leit, déi wëlle mam Zuch an d'Stad fueren, iwwerhaapt net. Mir sinn eis alleguerten eens, datt mer d'Leit sollen esou wäit wéi méiglech mam Zuch direkt bis an d'Stad erabréngen, an duerfir si mir mat deem Projet do net d'accord.

Ech wëll awer och nach eppes bäifléchen: D'Madame Brasseur huet gesot, et ass een tentéiert, fir hei all déi Projeten opzezielen, vun deenen ee mengt, datt déi och nach hätte kënne gemaach ginn oder op d'Lëscht kommen.

Här Minister, ech hat Iech déi Remarque scho gemaach. Mir hunn de Moment ee grousse Staupunkt niewent villen aneren. An dat ass déi vermurksten Entrée vun der Tréierer Autobunn op de Kierchbierg eran, wou déi, déi iwwert d'A1 kommen, mussen duerch dee souwisou schonn ze klenge Rond-point knéchele fir op de Kierchbierg ze kommen, wou ënnerlooss ginn ass eng direkt Spuer riichtduerch ze maachen.

Ech kann Iech just froen: Wat maacht Der wann d'Nordstreck och bis dohinner ausschëtt? Wär et net eng vun de grousse Prioritéiten, fir op d'mannst dee Punkt do e bëssen ze entlaaschten an deene Leit, déi wëlle méi wäit erof op de Kierchbierg oder riichtof an d'Stad fueren, emol wéinstens eng direkt Spur ze ginn, amplaz datt sech alles muss an dee Rond-point do drécken, wou mer all mueres Réckstauen hunn, déi bis uewen op de Findel ginn a wou iwwerhaapt näischt méi geet?

Voilà! Meng zwou Minutte sinn ëm. Mir kënnen och duerfir där Motioun hei eis Zoustëmmung net ginn. Mir wäerten eis enthalen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Jaerling huet als leschte Riedner d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Ech erlabe mer dann awer op eng Infrastruktur zréckzekommen, déi och hei hätt kënnen drastoen, an déi schonn eng Kéier am Plan sectoriel vun de Lycéeën drastoung. An zwar ass dat de Lycée, dee virgesi war op Esch-Terres Rouges. Dat heescht, no enger éischter Etüd war deen Emplacement jo ganz gutt, an dunn op eemol ass dann eng aner Etüd komm wou erauskomm ass, datt géif d'Saméierung vun deem Ganzen an d'Stabilisëierung 21 Milliounen Euro kaschten, esou datt ech dervun aus ka goen, datt dann op de Site Terres Rouges ni méi eppes anescht

wäert kommen; géigeniwwer Aussoen, déi vum Escher Schäfferot gemaach ginn. Mä do hu mer jo schonn esou vill Geschichte gezielt kritt, datt een elo scho bal näischt méi ka gleewen.

(Interruption)

Spezifesch zum Lycée Hubert Clement, wou jo awer eppes muss geschéien, ass awer meng Fro konkret un den Här Minister: Wat geschitt dann do? Gëtt do bäigebaut oder ass dee Lycée classique, deen op Déifferdeng kënnt, deen, deen hätt sollen op d'Terres Rouges kommen?

Well op Belval soll jo e Lycée technique kommen, esou wéi ech et elo verstanen hunn. An dat heescht also, mam Lycée classique zu Esch muss eppes geschéien, well do komme geschwënn déiselwecht Problemer op eis duer - héchstwahrscheinlech - wéi an anere Lycéeë schonn. Dat heescht, datt d'Sécherheetsgarantien net méi gi sinn. Dat schéngt mer awer net am Interessi vun enger Amélioratioun vun der Offre scolaire, esou wéi et hei drasteet, ze sinn.

Dofir Här Minister, sot mir: Wat geschitt mam Lycée Hubert Clement, mam Lycée classique zu Esch? Gëtt do hannendru bäigebaut oder kënnt en anere Lycée amplaz? An da wann Der nach e bëssen Zäit sollt hunn, da kënnt Der mer nach eng Kéier soen: Wat geschitt dann elo mam Site Terres Rouges? Wou ech elo schonn esou vill Geschichten héieren hunn, datt ech och nach bereet sinn eng weider nozelauschteren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo den Här Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech wëll ufänken andeem ech soen, datt déi Kohärenz, vun där d'Madame Loschetter virdru geschwat huet, zwëschent deem, wat d'Regierung mécht op där enger Säit am Schinnen- an op där anerer Säit am Stroossebau, a mengen Aen eng Evidenz ass. Déi Zesummenaarbecht, déi ech mam Transportminister an där doter Saach hunn, ass och eng, déi eng alldeeglech ass, fir déi Planifikatioun, déi am IVL virgesinn ass, och gemeinsam virunzedreiwen.

Mä ech soen Iech awer och ganz kloer, wann Der hei sot, datt eng Motioun, wou den Déifbau an den Héichbau zesummen dra sinn, net logesch wär, datt ech déi Kohärenz, déi Dir zwëschent dem Schinnen- an dem Stroossebau gesitt - déi ech deelen -, awer gradesou gesinn, datt den Héichbau genau an déi dote Lëscht mat derbäipasst. Well fir e richtegen Aménagement du territoire an e richtegen Développement vun eisem Land, do ass et ganz kloer a ganz evident, datt een net nëmmen déi Fro vun der Mobilitéit getrennt vun allen anere Froen - och wann ee Stroossebau a Schinnebau a Mobilité douce zesummenhält - däerf kucken, mä datt een all Bau vun den Infrastrukture muss gemeinsam kucken.

Dir hutt virdru gefrot: Wat ass dat Gemeinsaamt zwëschen engem Stroossebauprojet an engem Héichbauprojet? Wou Der Beispiller genannt hutt. Mä ech ginn Iech e puer Beispiller, wou et evident ass. Et ass kloer, datt wa mer zu Jonglënster e Contournement bauen, an datt wa mer zu Jonglënster e Lycée bauen, datt déi zwee Bauten - Déifbau an Héichbau - e Rapport mateneen hunn an e logescht Développement gemeinsam bedeiten, well mer dat am IVL als en Développementspôle gesinn, wou mer souwuel d'Infrastruktur am Héichbau wéi déi am Déifbau esou wëlle gestalten, datt dat Ganzt kohärent a logesch ass.

Et ass kloer, datt wa mer zu Mamer an zu Bartreng higinn, fir do eng gréisser Europaschoul anzeriichten, datt mer souwuel d'Accèsen am Déifbau musse regelen, wéi datt mer zu Bartreng déi ganz N34 als Stroosséierung, déi d'Areler Strooss deelweis wäert entlaaschten, musse mat considéréieren, fir datt dat logesch a kohärent ass, a fir datt dee ganze System zesumme klappt.

Dofir soen ech: Déi ganz Aménagement-du-territoires-Politik, déi ganz IVLs-Politik gräift do zesummen. Déi gëtt och an deene verschiddenen Départementer gemeinsam entwéckelt a gemeinsam realiséiert, soss klappt dat Ganzt net. Et ass och genau dat, wat mer hei amgaang sinn ze maachen. A wann Der déi eenzel Projeten do kuckt, déi mer maachen, mat de Schwéierpunkter Schoulpolitik, déi mer am Héichbau hunn, wou Gilsdref-Dikrech, de Lycée Ettelbréck, Clierf, Déifferdeng hei op der Lëscht stinn, dann ass dat alles, wann een et kuckt am Kader vum Plan sectoriel «Lycées», dee sech op den IVL an op den Aménagement du territoire baséiert, och sënnvoll, och logesch an ass a sengem Ensemble kohärent.

Da soen ech nach dëst hannendrun zu all deene Froen, déi gestallt gi sinn iwwert den Ausbau vum Stroossentissu. Wann ee kuckt wéi eist Land sech entwéckelt, wann ee kuckt wat d'Prognose si vu 15, 20% Mobilitéitsbesoinen, déi sech wäerte méi weise bis 2020 par rapport zu haut, a wann een dann eng Kéier analyséiert aus wat dat besteet, da muss ee soen: Mir brauche selbstverständlech an evidenterweis eng absolut Prioritéit op den öffentlechen Transport.

Mä eng Prioritéit op den öffentlechen Transport setzen, heescht awer net, datt mer am Stroossebau näischt méi kënne maachen, näischt méi solle maachen an do solle stoebleiwen. Dat wëll ech awer och eng Kéier kloer an däitlech soen.

Eng Augmentatioun vun 20% vun de Mobilitéitsbesoinen. Wann ech eng Benotzung vum öffentlechen Transport nach verduebelen oder verdräifachen - wat ech mengen, datt mer musse maachen, fir a sech dee „modal split" vu 75/25, dee mer als Idealzilsetzung wëllen hikréien -, da brauch ech nach ëmmer eng zousätzlech...

(Interruption)

...Benotzung vun 8% vun de Mobilitéitsbesoinen am Inlandverkéier a quasiment 40% vun de Mobilitéitsbesoinen, deen iwwert d'Strooss geet am grenziwwerschreidende Verkéier. Wann ech soe plus 100% oder plus 200% am öffentleche Verkéier, dann zielen ech do emol nach net dat derbäi, wat vum öffentleche Verkéier muss iwwert d'Strooss lafen. An de gréissten Deel vum öffentleche Verkéier - ob dat de Bus ass, ob dat de Vëlo ass, ob dat den Tram ass - wäert duerno am Stroossentissu lafen.

Esou datt ech einfach wëll soen: Déi Mobilitéitsfro mat enger absoluter Prioritéit op den öffentlechen Transport. Do sinn ech 100%eg hannert deem, wat den Transportminister mécht. Et entbënnt eis awer net där ganzer Froestellung, déi mer brauchen op dem Stroossentissu, fir deen esou ze maachen, datt en de Besoinë vun der Entwécklung vum Land an der Zukunft entsprécht. An all déi Projeten, déi hei op der Lëscht sinn, mengen ech, entspriechen deene Grondprinzipien, well op där Lëscht hei, déi Der presentéiert hutt, si keng Projeten, déi net konform sinn zum IVL-Konzept, wat mer amgaang sinn ëmzesetzen. Alles dat, wat ech am Déifbau maachen, entsprécht deem dote Konzept.

D'Madame Loschetter huet mat Recht gesot: Dir sollt emol eng Kéier analyséieren, éier Der u Contournementer oder un aner nei Stroossentissuen erugitt, wat dann d'Méiglechkeete si fir de Verkéier anescht ze maachen. Ech fannen dat och absolut richteg. Ech soen Iech just, déi 9711-Gesetzgebung, wou mer duerch eng ganz Prozedur ginn, wou mer obligéiert si richtegerweis no Alternativen ze kucken, wou och am Text steet, datt mer d'Alternativ Null - dat heescht, den Net-Bau - och musse kucken, mä dat ass dach genau d'Analys vun deem, wat gefrot ass, an do si mer dach och gesetzlech obligéiert op Projeten, déi mer elo nei ufänken, fir genau deen dote Wee ze goen.

Ech denken, datt all déi Projeten, déi mer hei op där Lëscht stoen hunn - dee Contournement vu Bascharage, déi mer drop stoen hu vun Ettelbréck-Feelen -, déi d'ailleurs aus där ganzer Etüd erauskommen, déi mer am Kader vum Aménagement du territoire iwwert d'Nordstad maachen. Mir wëllen eng Nordstad entwéckelen, well mer dat logesch an eisem Land fannen. A mir wëlle souwuel den öffentlechen Transport wéi den Individualverkéier esou an der Nordstad gestalten, datt déi Nordstad och déi Potenzialitéite kritt, déi se brauch fir sech esou ze entwéckelen. Well all déi Saache sinn an der Konformitéit vun deem, wéi mer eis Entwécklung gesinn.

Ech akzeptéiere jo ganz vill vun Iech, mä woumat ech Schwieregkeeten hunn ze akzeptéieren, dat ass datt gesot gëtt, datt mer hei inkohärent e Programm maachen, well ech hunn elo wierklech nëmmen déi Saache gemaach - an ech wëll och nëmmen déi Saache maachen -, déi an der Kohärenz an an der Logik si vum Aménagement-du-territoires-Développement, esou wéi mer dat Land wëllen an Zukunft entwéckelen.

Et ass genau aus deem Grond, wou ech déi Décisioun huelen. An ech soen dat all Kéiers, wa mer op Réuniounen auswäerts ginn. Well et ass och andeem ech mech relativement strikt un déi dote Prioritéiten halen - un déi Prioritéiten, déi mer am IVL respektiv duerno am Plan sectoriel «Transports», dee sech dorop baséiert huet, definéiert hunn -, wou et mer och méiglech ass bei anere Projeten, wa Biergerinitiative kommen, déi mer amgaang sinn auszeschaffen op Basis vum IVL, ...

(Interruption)

...Här Gira, wou et mer iwwerhaapt méiglech ass, fir logescherweis kënne Leit ze soen, déi nach aner Contournementer wëllen - an Dir hutt an der Zeitung gëschter gelies, datt och nach Biergerinitiativen aner Contournementer froen -, wou ech d'Méiglechkeet hu fir Neen ze soen. Well mer am Fong soen, datt mer dat elo maache wat mer am IVL als prioritär Projeten emfannen, a well déi och am Gesamtkonzept kohärent si fir den Développement du territoire ze aménagéieren.

Ech mengen, datt ech net soll op den Detail vun deenen eenzelne Pläng do agoen. Ech géif dat jo maachen, wann ech Zäit hätt.

M. le Président.- Här Wiseler, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Dat war de Schluss. Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Voilà! Dir Dammen an Dir Häre, mir kommen dann zum Vote vun der Motioun, déi den honorabelen Här Clement hei presentéiert huet.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Mir hätten nach eng Fro, Här President.

(Interruption)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech muss awer einfach nach dräi Sätz soen opgrond vun deem, wat den Här Wiseler hei gesot huet, well hien, mengen ech, mat kengem Moment eis Siicht vun der Onkohärenz vun där ganzer Politik widderluecht huet.

Ech huelen d'Beispill Käerjeng, do ass beileiwen net dat alles gemaach ginn, wat d'Madame Loschetter gesot huet. Souvill wéi ech am Bild sinn a souwäit ech dat déi leschte Kéier gesinn hunn, wéi ech duerch Käerjeng gefuer sinn, ass do emol keng Busspur. Dat heescht, hei gi scho ganz kloer Zeeche gesat an eng gewësse Richtung, ouni dass de Maximum gemaach ginn ass fir öffentlechen Transport ze maachen.

Et ass geschwat gi vun de sechs Spuren op der Autobunn. Den Här Clement huet gesot, wann een eng Kéier en normalen Dag géif do driwwer fueren, da wier dat dat beschten Argument. Wann een natierlech als Politik esou défaitistesch ass a seet: Dat do ass eng gottgegebe Situatioun, a wann ee guer net méi dru gleeft, dass ee mat Prioritéitesetzung fir den öffentlechen Transport e gudden Deel vun deene Leit op den öffentlechen Transport kritt, dann huet een natierlech kapituléiert.

(Interruption)

Ech hunn nach dräi Minutten, Här President.

M. le Président.- Jo. Déi Gréng hunn nach dräi Minutten Zäit, mä et ass well si awer och virdrun erëm profitéiert hunn, fir hei alles duercheneenzebréngen, notamment d'Zäit vun der Motioun iwwert d'Transportkommissioun zesummenzeleeë mat der Zäit vun där heiter. Dat ass d'Resultat, wann een...

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, mir wollten...

M. le Président.- Entschëllegt, Här Gira! Ech hunn de Moment d'Wuert. Dat ass, wann een ze vill gutt ass a jiddferengem wëllt noginn, da kënnt een an déi doten Diskussioun eran. An Zukunft hale mer eis erëm strikt un dat, wat mer hei ofgemaach hunn an un d'Reglement, esou wéi et virgesinn ass. Dann hu mer déi doten Diskussioun net méi.

Här Gira, fuert elo weider a gebraucht Är Zäit. Mä ech wäert an Zukunft derfir suergen, datt hei erëm d'Regelen agehale ginn, well soss kréie mer all Kéiers déiselwecht Diskussiounen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wëll awer soen, Dir waart net heibanne wéi eis Riednerin gesot huet, se géif drëm bieden, well mir wéilte kohärent iwwert d'Mobilitéit schwätzen, ob mer kéinten eis Riedezäit vun deenen zwou Motiounen zesummeleeën. Well den Här Grethen...

M. le Président.- Entschëllegt, Här Gira. D'Conférence des Présidents hat eppes anescht décidéiert wéi et hei géif oflafen. Da ka jiddferee seng...

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Mä den Här Grethen, deen Iech ersat huet, huet...

M. le Président.- Entschëllegt, Här Gira. Et ka jiddferee seng Wënsch virdroen. Ech versichen och deenen esou vill wéi Méiglech Rechnung ze droen, mä wann d'Conférence des Présidents eppes virgedroen huet a jiddfereen huet hei erëm seng eege Wënsch, da gëtt dat näischt. Fuert elo weider. Dir kënnt Är Zäit benotze bis zum Schluss. Mä an Zukunft hale mer eis emol erëm un d'Spillregelen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President, fir Är Flexibilitéit.

Une voix.- Här President, dat hei ass kee Wunschkonzert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt da soen, mä souguer wann een esou défaitistesch ass wéi den Här Clement, da géif ech hien emol froen: Da soll hien emol eng Kéier an der Vakanzenzäit op där Autobunn fueren. Do fiert ee ganz gemittlech iwwert déi Autobunn.

Plusieurs voix.- Hohoho!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ma neen. Da loosst mech schwätzen, Här Clement.

Ech wier emol gespaant ze wëssen, wivill Prozent manner Autosverkéier mer während de Schoulvakanzen hunn. An ech mengen, et misst dach awer méiglech sinn, dass een als Politik nach als Zil hätt zum Beispill den Individualverkéier esou wäit zréckzekréien, dass mer op en Niveau géife komme wéi en an de Vakanzenzäiten ass. Da bräichte mer eng ganz Rei Projeten net ze maachen.

(Interruptions)

A schlussendlech, meng lescht Remarque, Här President. Ech ka wierklech nëmme staunen: Wann et drëm geet e Geschäftszentrum zu Wickreng ze verhënneren, dann ass anscheinend den IVL - e Pabeiertiger - guer näischt wäert an ass fir näischt gutt. Wann et awer drëm geet weider onsënneg - muss ech soen - Stroossebauprojeten hei ze verdeedegen, dann op eemol gëtt den IVL erëm an d'Luucht gehalen. Mir hunn dat notéiert. Mir wäerten dann d'Regierung all Kéiers beim Wuert huelen, wa se elo dat Wuert IVL nach eng Kéier an de Mond hëlt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Bauteminister.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Also, ech géif emol den Här Gira bieden, hie soll deene Käerjenger Leit soe wéi onsënneg dee Contournement do ass. Déi wäerten him äntwerten. D'ailleurs wëll ech soen, datt déi Motioun, déi de Gemengerot do à l'unanimité inklusiv mat deene Grénge gestëmmt huet, sech fir dee Contournement do ausdréckt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Just fir dat emol eng Kéier ganz kloer ze soen. Ausserdeem soen ech dann hannendrun, datt genau deen doten...

(Interruption)

M. le Président.- Da lauschtert emol no!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- ...Stroosseprojet och wäert nach an déi 9711-Prozedur aklammen, net am Ufank, well mer scho laang amgaang si mat plangen. Mä e wäert an där 9711-Prozedur, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, seng Plaz fannen, wou en de Rescht vun der Prozedur wäert duerchlafen, fir déi noutwendeg Autorisatiounen duerno nozekréien.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir stëmmen elo of iwwert d'Motioun, déi den honorabelen Här Clement abruecht huet, an d'Diskussioune sinn elo all eriwwer.

Vote

D'Motioun vum Här Clement ass ugeholl mat 48 Jo-, bei 7 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Fran-

çoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Marcel Oberweis), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir kommen elo zur Motioun vun der Transportkommissioun. Den Här Schreiner als President vun där Kommissioun huet d'Wuert, fir d'Motioun ze presentéieren.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt och direkt vläicht am Ufank signaléieren, dass ech niewent deene fënnef Minutten, déi ech als Auteur vun der Motioun zegutt hunn, och déi fënnef Minutte vu menger Fraktioun bëusprochen. Da kommen ech besser iwwert d'Ronne mat deenen zéng Minutten, déi ech dann zegutt hunn. Ech versprieche se och anzehalen.

Une voix.- Ass dat vun der Conférence des Présidents esou festgehalen?

Une autre voix.- Dat gesi mer dann elo.

M. le Président.- Den Här Schreiner huet d'Wuert elo, a soss keen!

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. De Kolleeg Lucien Clement huet a senger Intervention kuerz d'Prozedur beschriwwen, déi mer als Chamber décidéiert hunn, fir e bessere Suivi ze kréie vun deene groussen Infrastrukturprojeten, déi de Stat realiséiere wëllt.

Ech mengen, wann ee vun Infrastrukturprojete schwätzt, da sinn dat niewent de Bauteprojeten natierlech och d'Schinneninfrastrukturen. Dat huet och den Transportminister derzou beweegt, de Wonsch zum Ausdrock ze bréngen, genee déiselwecht Prozedur anzeschloe wéi de Bauteminister, fir seng Projeten hei virzestellen an och méi Transparenz an d'Diskussioun an an d'Projektioun vun de Projeten ze bréngen.

Den Transportminister huet eis de 27. September an der Kommissioun eng Lëscht vu fënnef Projete virgeluecht a virgestallt, déi an deenen nächste Jore solle realiséiert ginn. Dës Lëscht ass natierlech laang net esou voluminéis wéi déi vum leschte Joer, wou mer 16 Projeten insgesamt virgeluecht kruten, déi alleguer zesumme mat deenen, déi schonn an deene Jore virdru gestëmmt goufen, e globaalt Konzept duerstellen, fir d'Eisebunn hei zu Lëtzebuerg an am Grenzberäich weider ze développéieren. Dëst Konzept huet jo och mëttlerweil mat „Mobil 2020" e konkreten Numm. An déi fënnef Projeten, déi mer haut hei virgeluecht kréien, reie sech natierlech och an dat globaalt Konzept do an a si feste Bestanddeel dervun.

Ier ech op déi eenzel Projete kuerz wëll agoen, wëll ech awer just un de Kontext erënneren, dass d'Regierung sech an hirer Regierungserklärung zu engem leeschtungsfäegen öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg bekannt huet, mat enger Eisebunn, déi d'Réckgrat dervu soll duerstellen. Ech mengen, et gëtt och e parteiiwwergräifende Konsens, dass, wa mer den affichéierten „modal split" vu 25/75 am Kader vum IVL wëllen erreechen, mer hei am Land eng Eisebunn brauchen, déi performant ass, déi attraktiv ass, déi sécher ass, an déi an der Lag muss fir d'Mobilitéitsbedürfnisser vun de Leit, déi hei wunnen an déi hei schaffen, ze befriddegen. Mir brauchen also duerfir zousätzlech Transportcapacitéiten iwwert d'Schinn, wa mer wëllen d'Eisebunn fit maache fir déi zukünfteg Erausfuerderungen.

Um Niveau vun den Infrastrukturen hu mer do nach e bestëmmten - fir net ze soe groussen - Nohuelbedarf. Duerfir hu mer och an der Transportkommissioun mat Satisfaktioun festgestallt, dass et en ambitiéisen Investitiounsprogramm gëtt, deen d'Eisebunn an d'Lag soll versetzen, fir och an der Zukunft dat zousätzlecht Transportopkommes am Persounen- an och am Gidderverkéier ze bewältegen. A wann een emol eng Kéier den Iwwerschlag mécht iwwer all déi Investitiounsprojeten, déi zum Deel schonn amgaange si realiséiert ze ginn, awer och déi, déi nach geplangt sinn, da komme mer ganz séier op e globale Montant vun - de Minister ka mech verbesseren - 2,6 Milliarden Euro an deenen nächste 15 bis 20 Joer.

Här President, ech hu gesot Bestanddeel vun dësem globale Konzept sinn och all déi Projeten, deene mer haut eis prinzipiell Zoustëmmung solle ginn. Et sinn der wéi gesot fënnef, déi mer vum Transportminister proposéiert kréien. Projeten, déi alleguerten natierlech hir Bedeitung hunn. Bei dräi vun deene fënnef Projete geet et ëm d'Suppressioun vu Barrièren, wat natierlech dozou bäidréit, potenziell Geforequellen ze eliminéieren an domat d'Sécherheet an eisem Schinneverkéier, mä och an eisem Stroosseverkéier wesentlech ze verbesseren.

Bei deem éischte Projet geet et gläich ëm d'Suppressioun vun dräi Barrièren an enger Kéier zu Schëffleng. Dir kënnt lech virstellen, dass ech net onglécklech doriwwer sinn. Et ass e Projet, deen an Zesummenaarbecht mat den CFL, der Stroossebauverwaltung an der Gemeng Schëffleng realiséiert gëtt. D'Eisebunn deelt Schëffleng de Moment an zwee, an déi dräi Barrièren, déi ëmmer méi heefeg zou sinn duerch deen ëmmer méi groussen Trafic op der Schinn, verursaachen ëmmer méi heefeg chaotesch Situatiounen am Verkéier am Zentrum vun der Gemeng Schëffleng. D'Ofschafe vun de Barrièren erlaabt, verkéierstechnesch Verbesserungen anzeféieren, bitt awer och der Gemeng gläichzäiteg d'Méiglechkeet, sech urbanistesch weiderzeentwéckelen a sech ganz nei opzestellen.

Bestanddeel vum Konzept sinn d'Uleeë vun enger neier Strooss - fir déi Leit, déi kënneg sinn -, déi de Rond-point Patton mat der Avenue de la Libération verbënnt, mat engem Passage souterrain ënnert der Eisebunn erduerch, engem weidere Souterrain fir Foussgänger a Vëlofuerer, well och d'Mobilité douce am Kader vun deem Projet groussgeschriwwe gëtt, an och d'Modernisatioun vun de Quaien an aneren Installatioune ronderëm déi aktuell Schëfflenger Halte ferroviaire. De Projet, et ass scho gesot gi vum Lucien Clement, gëtt zu 45% vum Transportministère, zu 45% vum Bauteministère an zu 10% vun der Gemeng Schëffleng finanzéiert.

An déiselwecht Richtung geet d'Suppressioun vum Passage à niveau N°18 zu Heeschdref. Och hei gëtt d'Barrière ersat duerch en neie Passage inférieur routier an den Aménagement vun engem Souterrain och erëm eng Kéier fir Foussgänger a fir Cyclisten op der Héicht vum aktuelle Passage à niveau. Hei ginn d'Fraisë gedeelt tëschent dem Transportministère an dem Bauteministère, Fonds du rail a Fonds des routes.

Ähnleches ass da geplangt zu Luerenzweiler, wou de PN 20B suppriméiert gëtt. Genee wéi zu Heeschdref gëtt och hei déi bestehend Barrière duerch e Passage souterrain inférieur ersat ënnert de Schinnen erduerch mat zwou Zoufahrten, déi deen am Kader vun der Nordstrooss projezéierten neie Rond-point mam CR 122 verbanne wäerten. An da gëtt och hei en neie Passage inférieur fir Foussgänger a Vëlofuerer ugeluecht, a genee wéi zu Heeschdref ginn och hei d'Fraisen tëschent deenen zwee Fongen, deenen zwee Ministèrë gedeelt.

Beim nächste Projet geet et ëm den Ausbau vum Triage zu Beetebuerg-Diddeleng. D'Eisebunn huet jo aus wirtschaftlechen an och organisatoresche Grënn all hir Triage- a Rangéieraarbechten op Beetebuerg konzentréiert, wat natierlech zur Folleg huet, dass déi bestehend Capacitéiten zu Beetebuerg am aktuellen Triage net méi duerginn, fir dat zousätzlecht Transportopkommes virun allem dann eben och am Gidderverkéier ze meeschteren, virun allem och opgrond vun där positiver Entwéckelung, déi de Gidderverkéier elo an der rezenter Vergaangenheet geholl huet, an och deem Succès, deen d'CFL-Cargo ze verzeechnen huet, an och deene Projeten, déi do nach bestinn.

Esou ass geplangt, zu Beetebuerg insgesamt aacht zousätzlech Gleiser unzeleeë mat allen néidegen techneschen Equipementer: véier Gleiser am Beräich vum Débranchement, also do, wou d'Zich triéiert ginn, an och véier am Beräich vun der Réceptioun vun den Zich; dat heescht, do wou eben d'Zich ukommen, ier se dem Débranchement zougefouert ginn.

Da betrëfft dee leschte Projet de Container-Terminal och zu Beetebuerg, deen et jo och eng Rei vu Jore schonn do gëtt an deen den Ufuerderungen an dem Verkéiersopkommes vun haut och net méi ugepasst ass. Dat ass jo och gutt esou, dass och do positiv Entwécklungen ze verzeechne sinn. Hei ass elo geplangt, en neien intermodalen Terminal ze aménagéieren, deen deen an der Zukunft erwaarte Volume un Trafic kann ophuele mat optimiséierten Accèsë fir den Zuch an och de Stroosseverkéier. Am Kader vun dësem Projet ass dann och en neien Terminal fir d'Autoroute ferroviaire, déi jo elo eng Rei vu Méint a Betrib ass, virgesinn. An déi zwee nei Terminalen, mengen ech, si wichteg Elementer an de Bestriewungen, fir ëmmer méi Gidderverkéier vun der Strooss op d'Schinn ze transferéieren, an och déi Politik ëmzesetzen, déi d'Regierung sech mat op de Wee ginn huet, fir all hir Ziler am Verkéiersberäich, am Transfer och vum Verkéier vun der Strooss op d'Schinn ze realiséieren.

Bon, Här President, domat hätte mer d'Lëscht vun de Projeten, déi d'Regierung eis virgeluecht huet, ofgehandelt. Als Transportkommissioun ware mer der Meenung, dass se all hir Wichtegkeet hunn, dass se sech areien an déi grouss Orientatioune vum IVL an dass se och dozou bäidroe wäerten, fir eis Ziler am Beräich vum Klimaschutz ze erreechen.

An deem Sënn wëlle mer d'Regierung invitéieren, all dës Projeten och weider ze développéieren, fir dass mer hinnen le moment venu hei an der Chamber och déi zousätzlech gesetzlech Basis kënne ginn.

Mir hunn dat och, esou wéi et an der Prozedur virgesinn ass, alles an enger Motioun festgehalen, déi d'Ënnerschréfte vu véier Fraktiounen dréit. Just d'Kolleege vun der ADR hu se net mat ënnerschriwwen. Ech weess zwar net, wat se géint déi fënnef Projeten do hunn, mä si wäerten eis dat da bestëmmt scho soen, wat se géint d'Suppressioun vu Barrièren an den Ausbau vu Rangéiergaren a Container-Terminalen hunn.

An deem Sënn: Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Ech ginn lech awer nach d'Motioun, Här President.

Motion

- considérant la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure;

- considérant l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001 et la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 y relative;

- considérant les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- considérant la procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure ferroviaire, adoptée par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes au cours de la réunion du 10 juillet 2006;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- considérant la liste des projets d'investissement du Ministère des Transports qui ont atteint le niveau d'avant-projet sommaire ou qui sont susceptibles de l'atteindre au cours de l'exercice 2008 et la note y relative, établies à l'attention de la Chambre des Députés conformément à la procédure à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure dépassant le seuil de 7,5 millions d'euros prévu à l'article 80 de la loi modifiée du 11 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et présentées par Monsieur le Ministre des Transports en date du 27 septembre 2007 aux membres de la Commission des Transports;

- considérant le papier de discussion que la Commission des Transports a émis après avoir examiné la liste des projets d'infrastructure ferroviaire précitée;

- considérant que, suite aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre des Transports, l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause s'avère indispensable à partir de l'exercice budgétaire 2008 afin

de réduire le risque d'accidents ainsi que les frais de maintenance et de contribuer en même temps au développement urbain de la Commune de Schifflange par la suppression des passages a niveau N°91, 91a et 92 à Schifflange;

de réduire le risque d'accidents ainsi que les frais de maintenance et de contribuer en même temps au développement urbain de la Commune de Steinsel par la suppression du passage à niveau N°18 à Heisdorf;

de réduire le risque d'accidents ainsi que les frais de maintenance et de contribuer en même temps au développement urbain de la Commune de Lorentzweiler par la suppression du passage à niveau N°20b à Lorentzweiler;

d'adapter les installations de triage à Bettembourg qui arrivent à saturation suite à la concentration de toutes les opérations de triage sur le site de Bettembourg, au volume du fret ferroviaire en constante progression par une extension des faisceaux de débranchement et de réception;

d'encourager le transfert du trafic fret de la route sur le rail et de prendre en compte la forte croissance des volumes fret, ainsi que le fait que le Container- Terminal à Bettembourg/Dudelange a atteint ses limites en aménageant un nouveau terminal intermodal et un nouveau terminal d'autoroute ferroviaire;

donne son accord de principe pour les projets énumérés ci-dessus et autorise le Gouvernement à engager les frais nécessaires à des études en vue de l'établissement des avant-projets sommaires, des avant-projets détaillés, des dossiers d'autorisation et, le cas échéant, des cahiers des charges nécessaires pour la mise en adjudication publique, ainsi que des projets de loi pour l'ensemble des projets présentés par Monsieur le Ministre des Transports à la Commission des Transports lors de sa réunion du 27 septembre 2007.

(s.) Roland Schreiner, Félix Braz, Henri Grethen, Roger Negri, Marc Spautz.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Elo huet d'Wuert den honorabelen Här Jean Spautz. Marc Spautz, pardon, pardon.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat waren nach Zäiten!

(Interruption)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, also, ech moosse mer net un, an deem seng Foussstapfe kënnen ze trieden: Déi Schung si mer eng Nummer ze grouss.

(Hilarité)

Une voix.- Dat kann nach kommen.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, ech wëll awer am Numm vun der CSV Stellung huelen zu deem, wat den Här Schreiner gesot huet vun där Motioun a vun deenen Aarbechten, déi mer gemaach hunn. Et ass éischtens esou, och mir geet et ähnlech wéi him, dass mer als Schëfflenger besonnesch frou doriwwer sinn, dass endlech déi dräi Barrièren zu Schëffleng mat an Ugréff geholl ginn, dass déi endlech och solle verschwannen, an och, datt mer d'lescht Joer d'Chance an d'Éier haten, heibannen iwwer eng Motioun ze schwätzen, dass eng nei Linn géif gebaut gi vun Esch bis an d'Stad, wou ech zwar d'Gefill hunn, dass d'Souterrainen éischter fäerdeg si wéi déi nei Linn gebaut ass vun Esch bis an d'Stad.

Mä vläicht seet de Minister eis...

(Interruption)

Ma neen, dat huet eppes mat der Streck ze dinn, Här Gibéryen. Et ass e bësse méi wäit, fir esou eppes ze bauen, wéi e Souterrain. Zu Fréiseng ass dat vläicht anescht, mä esou ass et op alle Fall op deem Wee.

(Interruption)

Dat dozou. Ech wëll och soen, datselwecht gëllt fir Heeschdref a Luerenzweiler, wou et

och wichteg ass, dass déi Barrièren ofgeschaaft ginn, well all Barrière ass e Sécherheetsrisiko. De Roland Schreiner hat et scho gesot, all Barrière manner ass de Sécherheetsgrad an d'Luucht gestallt, an duerfir ass dat och duerchaus ze begréissen. Datselwecht gëllt och fir déi Moderniséierung vu Beetebuerg-Diddeleng, wat och eng ganz wichteg Saach ass mat där neier Gütergare, déi mer hunn, wou mer de Camion op d'Schinn bréngen. Et ass och wichteg, dass déi Investissementer gemaach ginn.

Et si Kolleegen, déi hunn esou spëttesch gesot, firwat Schëffleng 10% als Gemeng selwer iwwerhëlt, an den Här Klein an den Här Oberweis, déi géifen hiert zu 50% vun den Travaux publics an zu 50% vum Fonds du rail bezuelt kréien. Zu Schëffleng misst d'Gemeng 10% droen. Ech mengen, et ass kloer, dass do och nach Aménagementer sinn, déi gemaach gi vu Schëffleng aus, wat méi spezifesch de Schëfflenger hire Besoinen entsprécht - fir dat och direkt ze soen, dann ass déi Polemik vläicht direkt aus der Welt, et sief dann, den Här Gibéryen géif sech herno nach domat beschäftegen.

(Hilarité)

Op alle Fall vun der CSV d'Zoustëmmung zu där Motioun.

Une voix.- Très bien.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Spautz. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Henri Grethen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vu menger Fraktioun hunn ech dës Motioun ënnerschriwwen, wat gläichzestellen ass och mam Accord vun eiser Fraktioun zu dëser Motioun, zum Inhalt vun dëser Motioun.

Mä ech wéilt awer d'Euphorie e bëssen heibannen dämpfen. Wa mer als Chamber den Transportminister autoriséieren, verschidde Projeten ze studéieren an en Avant-projet détaillé ausschaffen ze loossen, da si mer nach heiansdo jorzéngtelaang vun der Realisatioun ewech.

Här President, däerf ech drun erënneren? Ech hat als Transportminister am Joer 2000 eng Rei Eisebunnsprojeten hei an der Chamber als Projet stëmme gelooss an 2003 d'Devisen nach eng Kéier adaptéiere gelooss. Bis haut ass relativ wéineg geschitt!

(Interruption)

Ech géif mer wënschen, dass d'Eisebunn et géif fäerdeg bréngen, méi Damp an hir Maschinn ze maachen, méi Gas ze ginn, fir dass déi Projeten, zu deenen d'Chamber schonn elo praktesch siwen, aacht Joer hir Zoustëmmung ginn huet, kéinte realiséiert ginn. An ech hoffen am Intérêt vun de Bierger, ob dat zu Schëffleng, zu Steesel, zu Luerenzweiler ass, ob dat am Intérêt vum öffentlechen Transport ass, ob dat am Intérêt vum Giddertransport ass, dass dës Projeten net nëmme studéiert ginn, mä och enges Daags esou séier wéi méiglech realiséiert ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här Grethen, ...

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert. Kommt op d'Tribün, Dir braucht net vun Ärer Plaz aus esou haart ze ruffen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hie konnt et net erwaarden, Här President!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, da geet meng Remarque och net ënner. Ech wollt dem Här Grethen soen: Déi Zäit wéi d'Eisebunn mat Damp gefuer ass, do ass dat op jidde Fall méi séier gaangen.

Ganz kuerz, well ech hunn och hei net vill Zäit, mir si grondsätzlech d'accord, datt vill a gutt an d'Schinn investéiert gëtt. Mir gesinn, datt de Stroosseverkéier ëmmer méi Problemer opweist, datt mer all Dag mierken, datt d'Staue méi laang ginn, an duerfir sinn déi Investitiounen, déi an d'Schinn gemaach ginn, noutwendeg. Et ass awer noutwendeg, datt et déi richteg Investitioune sinn. Mir behaapten, datt d'Regierung, vläicht net just hei, mä scho virdrun, wéi se d'Weiche gestallt huet, fir déi falsch optéiert huet.

De grousse Problem, dee mer hunn, an do wou mer am séiersten eis Stroossen entlaascht kréien, ass, wa mer et fäerdeg bréngen d'Pendler an d'Zich ze kréien, well dat déi sinn, déi regelméisseg fueren a sech och éischter op e regelméisseg öffentlechen Transport astellen.

Et gëtt nëmmen eng valabel a verstänneg Solutioun, dat ass déi, déi den Ingénieur Schummer virgestallt huet, mam Zuch vun Norden no Süden oder vu Süden no Norden ënnert der Stad erduerch, mat enger Partie Arrêten, wou d'Leit net brauchen ëmzeklammen, wou een eng ganz Partie an d'Stad erakritt, ouni datt se mussen ëmklammen, ouni datt se mussen an en Tram klammen, deen och net méi schafft wéi all déi vill Bussen, déi de Moment duerch d'Stad fueren, mat enger Antenn eriwwer ënnert dem Kierchbierg erduerch bis uewe bei d'Kliniken, virun op de Findel an déi aner Säit erof op d'Tréierer Streck. Dann hätte mer e Konzept, wat Kapp a Fouss hätt, wat vun de Leit géif ugeholl ginn a wou mer ganz vill Individualverkéier kéinten ewechkréien.

Ech wëll dem Här Schreiner, deen d'Fro hei gestallt huet, soen, datt mir géint déi Projeten, déi hei virgestallt ginn, grondsätzlech näischt anzewenden hunn, mä d'Prioritéite sinn einfach falsch gestallt. Wa mer wëlle virukommen, da musse mer Neel mat Käpp maachen. Hei huet d'Chamber ganz sécher, och duerch déi Projeten, déi scho gestëmmt gi sinn, déi den Här Grethen eis virgestallt huet, déi falsch Weiche gestallt. An duerfir wäert och, trotzdeem wa mer dat hei realiséiert hunn, d'Situatioun sech am Land net verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Lucien Lux, Transportminister, huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, ech kann et kuerz maachen, fir op déi Debatt hei ze äntwerten an och der Transportkommissioun an hirem President Merci ze soe fir déi konstruktiv Diskussioun, déi mer an der Kommissioun an och de Mëtten haten.

De Bauteminister Claude Wiseler huet a sech dat Prinzipiellt scho gesot, dass et dëser Regierung drëm geet, fir dem öffentlechen Transport eng kloer Prioritéit ze ginn. An ech wëll dat nëmmen unhand vun där enger oder anerer Zuel och dokumentéieren.

Wann ee gesäit wéi d'Speisung vun de Fongen a vum Pluriannuel an deenen nächste Jore stattfënnt, da wëll ech dem Kolleeg Schreiner soen, dass fir déi fënnef Joer bis 2011 am Fonds du rail 2,2 Milliarden Euro virgesi si fir d'Projeten ëmzesetzen. Eleng am nächste Joer, 2008, sinn dat 410 Milliounen, déi vun der Eisebunn verschafft ginn. An dofir wëll ech och d'Eisebunn hei a Schutz huelen, och par rapport zu der Remarque vum honorabele Kolleeg Grethen.

Ech mengen, dass an deene leschte Joren déi dräi Projete Péitenger Streck, de Centre de maintenance, och d'Gare vum Belval, d'nächst Joer déi Streck iwwert de Findel erop op de Kierchbierg an och de Viaduc vun der Polvermillen fënnef Projete sinn, déi trotzdeem elo konkret an d'Realiséierung ginn an domadder weisen - ech mengen -, dass mer an der Kontinuitéit vun deenen eenzelne Konzepter och gutt weiderkommen.

Déi Lëscht vun haut, mengen ech, ass eng Lëscht, déi sécherlech manner Importenz huet wéi déi vum leschte Joer. D'lescht Joer hate mer - Wat hat Der gesot? - 16 Projeten. Dat waren u sech all déi Projeten, déi ugeduecht sinn elo bis 2020. Dëst Joer, mengen ech, beschränke mer eis - beschränken ass gutt gesot - op déi dräi Projete vun de Barrièren. Dat si sécherheetsméisseg ganz wichteg Projeten, déi mer do realiséieren op der Nordstreck an och op der Streck vu Beetebuerg op Esch.

An ech wëllt awer och net verheemlechen, dass ech dach enger gewësser Satisfaktioun hei wëll Ausdrock ginn - den Här Schreiner huet dat och scho gesot -, dass dee Bëbee, dee mer am Dezember 2005 och hei validéiert hunn no de Resultater an den Négociatioune vun der CFL-Tripartite, dass d'CFL-Cargo enorm grouss Erfolleger a Fortschrëtter am Moment amgaangen ass ze maachen.

Wann ee bedenkt, dass mer deemools diskutéiert hunn, ob d'Fracht iwwerhaapt nach eng Zukunft soll hunn, an haut feststellen, dass eis net nëmmen zu Beetebuerg - an dofir steet dee Projet hei um Triage - déi néideg Gleiser feelen, fir déi Capacitéiten, déi mer haut hunn, do kënnen ofzefäerdegen, mä dass déi gréisste Suerg, déi mer am Moment bei der CFL-Cargo hunn, déi ass, dass mer net genuch Wagonë kënnen an Europa kafen, well der net genuch do sinn, fir déi Fracht ze féieren, déi mer an der Zwëschenzäit an den Ausschreiwungen och realiséiert hunn, da weist dat, datt et richteg war dee Wee do ze goen.

An déi Projeten hei, deen intermodalen an och den Triage, weisen - an dat ass och eng Kohärenz vun der Politik vun der Regierung -, dass mer alles maachen an alles investéieren, fir net nëmmen um Niveau vun de Passagéier, vun dem Persouneverkéier, esou vill wéi méiglech Leit op den öffentlechen Transport ze kréien, mä dass mer och all Investitiounen ënnerstëtzen a maachen, fir och um Niveau vun der Fracht der esou vill wéi méiglech vun der Strooss op d'Schinn ze kréien. Well dat - aus villen Ursaachen eraus, déi ech hei net ze explizéiere brauch - de richtege Wee ass.

Ech mengen, dofir sinn déi Investitiounen, déi mer maachen, richteg a si ginn an déi richteg Richtung, a mir wäerten alles, Här Grethen, maache fir dofir ze suergen, dass mer vun deem Aval, dee mer haut kréien, zu den APDen, zu de Projets de loi, esou gutt wéi méiglech an esou schnell wéi méiglech och kucken an d'Realiséierung ze kommen.

Merci!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun.

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass verlaangt. Da maache mer dat.

Vote

D'Motioun ass ugeholl, Här Minister, mat 55 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir kommen elo zur Motioun iwwert d'Ligne ferroviaire Lëtzebuerg-Péiteng. D'Wuert huet den honorabelen Här Negri, fir dës Motioun ze presentéieren.

5. Motion relative à la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange

M. Roger Negri *(LSAP), auteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Eisebunnsstreck vu Péiteng op Lëtzebuerg ass eng eegleiseg Streck vun 18 km Längt.

Eng eegleiseg Streck wéi Péiteng-Lëtzebuerg, déi esou zwee wichteg Knuetpunkten op hiren Terminale matenee verbënnt, mécht bei Retarden op dëser eegleiseger Streck net nëmme Problemer op der Streck selwer, mä generéiert zousätzlech Retarden an dee ganze Lëtzebuerger Eisebunnsréseau eran. Aus deem Grond sinn Enn der 90er Joren éischt sommaire Etüde gemaach ginn, fir d'Streck Péiteng-Lëtzebuerg zumindest emol deelweis zweegleiseg auszebauen. Dobäi ass gekuckt ginn, fir en zweet Gleis nëmmen op deene Plazen ze bauen, wou et technesch am einfachsten an domat finanziell am bëllegsten ass.

D'Chamber huet an deem Kader ënnert dem honorabelen Henri Grethen als Transportminister de 24. Juli 2000 den deelweise Bau vun der Zweegleisegkeet vu Péiteng op Lëtzebuerg am Kader vum Ëmbau vun de Garë Péiteng a Rodange als Gesetz gestëmmt. Dësen Deelausbau op zwee Gleiser war op 23.674.000 Euro estiméiert ginn, mat enger Gesamtdépense fir d'Gesetz vun 49.393.950 Euro.

Här President, weider detailléiert Etüde si gemaach ginn am Kader vun der „mobilitéit.lu" iwwert d'Optimiséierung vum gesamten CFL-Netz an awer och en neie Projet huet sech op der belscher Eisebunn konkretiséiert, de sougenannte Projet Athus-Meuse, dee Marchandisenzich iwwer eng nei affektéiert Streck vun Namur via Dinant op Athus féiert, als Entlaaschtungsstreck fir Namur-Arel-Lëtzebuerg, wou hei verstäerkt Persounenzich zum Asaz kommen. Opgrond vun dësen Iwwerleeungen ass hei an der Chamber dunn d'Gesetz vun 2000 duerch en neit Gesetz vum 3. Juni 2003 ersat ginn, wat e komplett neit zweet Gleis vu Péiteng op Lëtzebuerg virgesinn huet, mat engem Käschtepunkt vun 294.100.724 Euro fir d'Streck Péiteng-Lëtzebuerg, mat engem Gesamtkäschtepunkt vun 319.920.000 Euro, fir d'Garë Péiteng a Rodange mat ze erneieren. Déi enorm Präisdifferenz zwëschent deenen zwee Projeten erkläert sech doduerch, dass bei der kompletter Zweegleisegkeet sämtlech Barrièren duerch Ënnertunnelungen ersat ginn an zwar zu Bascharage, zu Dippech an zu Leideleng.

Zu Leideleng iwwregens, do kënnt Dir Iech roueg emol ukucke goen, wéi opwändeg déi Aarbechte sinn, an da kann ee sech och séier virstellen, wéi mer do zu deenen héije Käschte kommen.

Eng lescht Barrière ass ze ersetzen zu Märel op där Streck, déi Gréivelsbarrière genannt gëtt. Da sinn och virun allem grouss Brécken ze bauen, fir déi Zweegleisegkeet ze realiséieren, iwwert d'Autobunne vun Esch an d'Stad respektiv vun Arel, Klengbetten, Mamer an d'Stad.

Här President, d'Fro, déi sech elo haut de Mëtteg hei stellt, ass, firwat d'Erneiere vun der bestehender eegleiseger Streck vu Péiteng op Lëtzebuerg net mat an d'Gesetz vun 2003 erageholl ginn ass.

Dëst bestehend Gleis ass fir d'lescht 1980 komplett erneiert ginn a muss bei enger Liewensdauer vun 30 Joer am Joer 2010 allerspéitstens erneiert ginn. D'CFL ass nom Eisebunnsinfrastrukturgesetz gehalen, hire Budget no engem Fënnefjoresplang opzestellen, a konnt also formal weder 2003 a scho guer net 2000 d'Erneierung vun dëser Streck an dëse Budget aschreiwe loossen.

De Bau vun der Zweegleisegkeet, deen am Moment amgaangen ass, huet nom Vote vun 2003 Retardë kritt, haaptsächlech duerch relativ schwiereg bis ganz schwiereg Opkeef vun Terrainen, déi och nach net ofgeschloss sinn. E Problem, dee mer jo och aus aner Ressortë kennen a wou mer jo och entspriechend legal Mesuren huelen.

Fir et op de Punkt ze bréngen: Et mécht Sënn, fir elo ab 2008 direkt a parallell dat bestehend Gleis mat deem neien, zweete Gleis ze bauen, net zulescht aus ekonomesche Grënn, mä och aus technesche Grënn. Et ass méi einfach an domat am Endeffekt méi bëlleg. Well, fir am Joer 2010, wann dat bestehend Gleis jo wierklech da misst dréngend erneiert ginn, an dat neit, zweet Gleis da fäerdeg ass, fir dann erëm mat dem Ëmbau vum bestehende Gleis unzefänken - ech mengen, dat wär net ze justifiéieren an dat géif och kee Mënsch verstoen.

Déi Méikäschten also belafe sech, fir dat bestehend Gleis ëmzebauen, op 23 Milliounen Euro. Dës relativ niddreg Käschten erkläre sech duerch d'Topographie, wou den Tracé vum zweete Gleis op eng Partie Plaze vu riets no lénks an erëm zréck zum aktuelle Gleis huet misse planifiéiert ginn. Duerch déi Tracéierungsproblematik gi vun deenen 18 km, déi d'Streck huet, schonn 8,4 km vun deem bestehende Gleis am Kader vum Gesetz vun 2003 erneiert, esou dass nach 9,6 km einfachen Ëmbau vun deem aktuelle Gleis ze realiséiere sinn, fir wéi gesot 23 Milliounen Euro.

Déi Gleiswiessele bedéngen all Kéiers, dass déi bestehend Gleiser sukzessiv

nuets, also an der Nuecht, respektiv um Weekend, sonndes ausser Betrib geholl ginn, fir dës Aarbechten ze maachen. Dësen héijen Opwand, an ech mengen, dat soll een emol eng Kéier hei ganz kloer soen, erkläert, firwat dës Aarbechten esou laang daueren.

Dës Aarbechte geschéien net op der grénger Wiss, mä während dem Betrib, wou um Betribsgleis mat 140 Stonnekilometer gefuer gëtt, an op enger Distanz vun nëmme véier Meter zum Betribsgleis en neit zweet Gleis gebaut gëtt, wat naturgeméiss e ganz héije Sécherheetsopwand bedeit.

Här President, fir de finanzielle Volet vun dësen Aarbechten ofzedecken am Kader vum Gesetz vun 2003, ass ze soen, dass nom Vote vum Gesetz vun 2003 en neie Moment sech presentéiert huet bei der Suppressioun vun de Barrièren duerch Tunnelen, déi jo op Nationalstroosse leien, wou de Fonds des routes sech am Prinzip mat 50% un dëse Käschte bedeelegt, an domat d'Käschte fir de Fonds du rail, iwwert deen d'Gesetz vun 2003 jo bezuelt gëtt, sech ëm ronn 18 Milliounen Euro reduzéieren.

Do derniewent konnt no enger genauer Etüd, déi d'CFL opgestallt huet, nogewise ginn, dass am Fall, wou dat bestehend Gleis zesumme mat deem neien zweete Gleis erneiert respektiv ëmgebaut gëtt, eng Gesamtekonomie vu ronn 39 Milliounen Euro op déi gestëmmten 319.920.000 Euro vum Gesetz vum 3. Juni 2003 agespuert kënne ginn.

Duerfir hu mir an enger Réuniouun jointe vun der Budgetskontrollkommissioun an der Transportkommissioun vum 16. Juli 2007 d'Propositioun vum honorabelen Transportminister Lucien Lux guttgeheescht, fir keen neit Gesetz ze maachen, a fir déi Aarbechte vum Erneiere vum bestehende Gleis an de Projet vum neien zweete Gleis vu Péiteng op Lëtzebuerg budgetär ze integréieren, ënnert der Oplag, dass d'Enveloppe budgétaire vum Gesetz vum 3. Juni 2003 net dépasséiert gëtt an dass mir dëst nach genau dokumentéiert kréien.

Dëst huet den Transportminister an deem Dokument vum 3. Oktober 2007 gemaach. An domat proposéieren ech Iech, am Intérêt vun engem sënnvollen a méi séiere Weiderkomme mat den Aarbechten am öffentlechen Transport, dëser Motioun zouzestëmmen an domat dat bestehend an dat neit zweet Gleis elo direkt zäitgläich an esou séier wéi méiglech ze bauen.

Här President, ech iwwerreechen Iech d'Motioun, wann ech gelift.

M. le Président.- Merci.

M. Roger Negri *(LSAP), auteur.*- Sämtlech Fraktiounen a Gruppen hei am Haus hunn d'Motioun ënnerschriwwen.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que parmi les projets de la loi du 24 juillet 2000 qui a autorisé le Gouvernement à réaliser 15 grands projets d'infrastructure ferroviaire énoncés au programme des investissements repris au paragraphe 3 de l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 figure le projet 2° «Mise à double voie partielle des lignes de Pétange à Luxembourg et de Pétange à Rodange/frontière et renouvellement et modernisation des installations fixes de ces lignes, en particulier dans les secteurs des gares de Pétange et Rodange» avec une dépense d'investissement de 49.393.950 euros (à la valeur de 524,53 de l'indice semestriel des prix de la construction), dont 23.574.674 euros étaient prévus pour la mise à double voie partielle;

- considérant que par la loi du 3 juin 2003, le chiffre 2° du deuxième alinéa du paragraphe 3 de l'article 10 modifié de la loi du 10 mai 1995 a été remplacé par le texte suivant: «2° Mise à double voie intégrale de la ligne de Pétange à Luxembourg et renouvellement et modernisation des installations fixes, en particulier dans les secteurs des gares de Pétange et de Rodange ... 319.920.000 euros»;

- sachant que de la dépense d'investissement de 319.920.000 euros (à la valeur de 554,26 de l'indice semestriel des prix de la construction), un montant de 294.100.724 euros est prévu pour la mise à double voie intégrale de la ligne de Pétange à Luxembourg;

- considérant la proposition de Monsieur le Ministre des Transports, soumise à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et à la Commission des Transports lors de la réunion du 16 juillet 2007, de réaliser le renouvellement complet de la superstructure et de la plate-forme de la voie existante entre Pétange et Luxembourg dans le cadre du projet de «Mise à double voie intégrale de la ligne de Pétange à Luxembourg et renouvellement et modernisation des installations fixes, en particulier dans les secteurs des gares de Pétange et Rodange»;

- considérant que les travaux supplémentaires y relatifs, estimés à 23.000.000 euros, ne provoquent pas de dépassement de l'enveloppe budgétaire globale;

- considérant que la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a retenu unanimement lors de la réunion du 16 juillet 2007 la solution suivante: «La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire autorise l'exécution des travaux supplémentaires non prévus initialement conjointement avec les travaux actuellement en cours, à condition que Monsieur le Ministre des Transports lui fasse parvenir, avant l'automne, un document précisant le coût exact du changement de programme prévu et qu'à la rentrée parlementaire une motion soit votée à ce sujet. En cas de dépassement du budget voté, un nouveau projet de loi devra obligatoirement être déposé.»;

- considérant le document transmis à la Chambre des Députés en date du 3 octobre 2007 concernant le renouvellement complet de la voie existante entre Pétange et Luxembourg dans le cadre du projet de mise à double voie intégrale de la ligne de Pétange à Luxembourg et précisant le coût exact du changement de programme prévu;

autorise le Gouvernement

à réaliser le renouvellement complet de la superstructure et de la plate-forme de la voie existante entre Pétange et Luxembourg dans le cadre du projet de «Mise à double voie intégrale de la ligne de Pétange à Luxembourg et renouvellement et modernisation des installations fixes, en particulier dans les secteurs des gares de Pétange et Rodange», tel que décrit dans le document transmis à la Chambre des Députés en date du 3 octobre 2007 précité, sans que l'enveloppe budgétaire votée ne puisse cependant être dépassée dans sa globalité.

(s.) Roger Negri, François Bausch, Lucien Clement, Ben Fayot, Henri Grethen, Norbert Haupert, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Ech ginn heimat d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den Här Haupert huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, dem Kolleeg Roger Negri senger ausféierlecher Erklärung zu dem Werdegang vum Objet vun dëser Motioun ass am Fong geholl näischt bäizefügen. Duerfir wëllt ech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dëser Motioun ginn. Well, wa mer am Verkéier wëllen e „modal split" vu 25 zu 75 erreechen, da brauche mer e performanten öffentlechen Transport, deen op engem effikasse Schinnennetz berout.

Dat setzt natierlech viraus, datt déi Haapteisebunnsstrecken zweegleiseg befuer ginn. Ech mengen, et fält jo och kengem an, fir eng Autobunn eespureg ze bauen. Duerfir, mengen ech, mécht et Sënn, datt een déi Haapteisebunnsstrecke wierklech zweegleiseg mécht.

D'Persounemouvementer aus dem Raum Péiteng, Athus a Lonkech no Lëtzebuerg, zielen zu deene stäerksten, déi mer am Fong geholl hei am Land hunn. D'Autoslawinnen, déi sech all moies aus deem Raum iwwert d'Lonkecher Strooss respektiv d'Collectrice du Sud a Richtung Lëtzebuerg bewegen an owes nees natierlech an déi aner Richtung, loosse keen Zweifel un der Noutwendegkeet vu performanten Zuchverbindungen tëscht Péiteng a Lëtzebuerg.

Duerfir kann et net sinn, datt den Zuch vu Péiteng no Lëtzebuerg an der Dippecher Gare muss waarden, bis datt den Zuch, deen an déi aner Richtung vu Lëtzebuerg no Péiteng fiert, déi Streck zréckgeluecht huet, well deen Trajet jo nëmmen eegleiseg befuerbar ass. Mir brauchen an de Spëtzestonnen een Zuchverkéier, deen a kuerzen Ofstänn an an engem kuerzen Zäittakt an déi zwou Richtunge fiert.

Duerfir, Här President, vu datt d'Zweegleisegkeet vun der Streck Péiteng-Lëtzebuerg mëttel- a laangfristeg eng Noutwendegkeet ass, vu datt mer an der votéierter Enveloppe budgetär Mëttele fir den zweegleisegen Ausbau vun der Streck iwwreg hunn, vu datt de Käschtepunkt vum Ausbau vun der Streck vu Joer zu Joer méi deier gëtt a vu datt vun deene bestehenden Installatioune vum Chantier ka profitéiert ginn, fir dësen Ausbau elo méi bëlleg ze realiséieren, géife mer d'Chamber wierklech opruffe fir dës Motioun ze stëmmen, an ech bréngen och domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Wëllt nach soss een d'Wuert? Wann dat net de Fall ass, da kënne mer zur Ofstëmmung komme vun dëser Motioun.

Vote

D'Motioun ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes (par M. Carlo Wagner), Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

6. Demandes en naturalisation

Dir Dammen an Dir Hären, als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer Naturalisatiounen. Duerfir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 17.44 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 17.52 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen an déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 70 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat sechs Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 24 octobre 2007

1. ADROVIĆ Jasmin, né le 28 février 1978 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Esch-sur-Alzette

2. AVDIĆ Safet, né le 10 décembre 1966 à Fojnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange

3. MUJKIĆ Hikmeta, née le 22 janvier 1972 à Perovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange

4. AZMI Mohammad Jamal, né le 28 juillet 1972 à Azamgarh (Inde), demeurant à Wasserbillig

5. BARBIEUX Olivier Claude Jacques Hubert Raoul Marie, né le 15 juin 1964 à Rocourt (Belgique), demeurant à Oberkorn

6. BAYONA PINTO César Augusto, né le 13 avril 1968 à Bucaramanga (Colombie), demeurant à Luxembourg

7. BELLO Saheed, né le 8 juin 1970 à Freetown (Sierra Leone), demeurant à Wiltz

8. CAKO Baskim, né le 13 février 1968 à Debar (Macédoine), demeurant à Diekirch

9. KURTISI Lindita, née le 15 mars 1968 à Debar (Macédoine), demeurant à Diekirch

10. CHEN Suzhen, née le 14 décembre 1969 à Zhejang (Chine), demeurant à Berdorf

11. COUVREUR Katrien, née le 10 janvier 1981 à Oostende (Belgique), demeurant à Ringel

12. CUEVA Linda, née le 28 juillet 1959 à Pugo/La Unión (Philippines), demeurant à Luxembourg

13. DA COSTA AFONSO Li Andreia, née le 3 mars 1984 à Ribalonga/Alijó (Portugal), demeurant à Diekirch

14. DELGADO LOPES Olinda, née le 19 avril 1972 à Nossa Senhora da Luz (Cap-Vert), demeurant à Mersch

15. DELPIERRE Stephan Jacques Patrick Ernest, né le 15 mars 1971 à Gosselies (Belgique), demeurant à Beaufort

16. DOS SANTOS MORENO António, né le 12 janvier 1966 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Mondercange

17. MARTINS PEREIRA Ermelinda, née le 27 novembre 1973 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Mondercange

18. DOS SANTOS SILVA Carlos, né le 10 juillet 1962 à Villa de Cucujães-Oliveira de Azeméis (Portugal), demeurant à Differdange

19. FERREIRA PINTO GUIMARÃES Deolinda, née le 21 janvier 1965 à Valongo (Portugal), demeurant à Differdange

20. DUKOVSKI Stole, né le 6 février 1948 à Suvodol (Macédoine), demeurant à Colmar-Berg

21. TODOROSKA Zora, née le 13 mars 1950 à Suvodol (Macédoine), demeurant à Colmar-Berg

22. DURST Laurent Jean-Paul, né le 5 juillet 1958 à Algrange (France), demeurant à Roeser

23. EL ADL Zakaria, né le 14 juin 1985 à Casablanca (Maroc), demeurant à Esch-sur-Alzette

24. FORTES FONSECA Nelson António, né le 22 avril 1966 à Santo António das Pombas (Cap-Vert), demeurant à Ettelbruck

25. GAMALIEL Oliver Simon, né le 20 janvier 1984 à Tripoli (Libye), demeurant à Luxembourg

26. GIAMPAOLO Viviana, née le 21 octobre 1985 à Monopoli/Bari (Italie), demeurant à Bofferdange

27. GOUNOU TEMO Hervé, né le 9 juillet 1978 à Douala (Cameroun), demeurant à Luxembourg

28. GOUZOUL Fatima, née le 3 mai 1967 à Casablanca (Maroc), demeurant à Itzig

29. HAKIMI Sadok, né le 16 juin 1985 à Tunis (Tunisie), demeurant à Esch-sur-Alzette

30. HARIATA, née le 18 juin 1972 à Lawang (Indonésie), demeurant à Bettembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de HARIATI Lisa.

31. HEINRICHS Nicolas Aloys, né le 10 février 1981 à Seraing (Belgique), demeurant à Septfontaines

32. JURCEVIĆ Mile, né le 19 octobre 1956 à Kovaci (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Ettelbruck

33. KING NGNIGUE Charles François, né le 12 février 1974 à Yaounde (Cameroun), demeurant à Luxembourg

34. MACEDO FONTENELLE BEZERRIL Guilherme, né le 10 octobre 1950 à Campinas/São Paulo (Brésil), demeurant à Strassen

35. MARINHO DA SILVA José Afonso, né le 7 septembre 1965 à Canadelo/Amarante (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les noms et prénom de DA SILVA José

36. MEDEIROS MARCELINO Marco, né le 26 mai 1986 à Ervões/Valpaços (Portugal), demeurant à Luxembourg

37. MEHMEDOVIQ Infritaindrita, née le 14 février 1981 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

38. MEHMETI Gylbehare, née le 4 mai 1957 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

39. MONTEIRO PEREIRA JESÚS Nivaldo César, né le 5 avril 1987 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

40. MOREIRA DA SILVA Patricia Marlene, née le 15 août 1981 à São Pedro da Cova/Gondomar (Portugal), demeurant à Pétange

41. NAGEL Barbara Odile, née le 7 août 1986 à Frankfurt am Main (Allemagne), demeurant à Luxembourg

42. N'DIAYE Coumba, née le 17 février 1978 à Bussang (France), demeurant à Strassen

43. NDAO Ndougou Diao, née le 12 avril 1971 à Saint-Louis (Sénégal), demeurant à Howald

44. NEVES MIRANDA Emanuel, né le 23 décembre 1980 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Pétange

La personne préqualifée est autorisée à porter les nom et prénom de NEVES Emanuel.

45. NGUYEN Joseph, né le 16 août 1970 à Da Nang (Vietnam), demeurant à Luxembourg

46. PEREIRA SEMEDO Inacio, né le 1er février 1964 à Nossa Senhora da Graça/Praia (Cap-Vert), demeurant à Schifflange

47. PIRONT Carmen, née le 25 septembre 1977 à St. Vith (Belgique), demeurant à Wiltz

48. POSCH Patrick, né le 29 avril 1974 à Malmedy (Belgique), demeurant à Heinerscheid

49. RAMCILOVIĆ Mersiha, née le 25 mai 1980 à Lagatore/Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

50. Rauch Serena, née le 4 juin 1974 à Berlin-Tempelhof (Allemagne), demeurant à Weiler

51. RICAIL Véronique Catherine Anne-Marie Ginette, née le 2 mars 1972 à Ottignies (Belgique), demeurant à Howald

52. ROMERO BRANCO Bernardeth de Lourdes, née le 22 août 1968 à São Paulo/Luanda (Angola), demeurant à Dudelange

La personne préqualifée est autorisée à porter les nom et prénom de ROMERO Betty.

53. SASSMANNSHAUSEN Roberto Bartolome, né le 24 août 1980 à Palma de Mallorca (Espagne), demeurant à Schrassig

54. SCHÖTZER Maria, née le 1er mai 1982 à Merano (Italie), demeurant à Soleuvre

55. SENHADJI Tewfik, né le 1er février 1963 à Oran (Algérie), demeurant à Sandweiler

56. SHCHEDRIN Oleksiy, né le 4 août 1965 à Tchernivtsi (Ukraine), demeurant à Schifflange

57. PERVOZVANSKA Tetyana, née le 27 avril 1961 à Tchernivtsi (Ukraine), demeurant à Schifflange

58. STEIPER Günter Armin, né le 21 septembre 1943 à Hungen (Allemagne), demeurant à Tuntange

59. STUPAR Ivan, né le 21 février 1976 à Ixelles (Belgique), demeurant à Luxembourg

60. TAFRA Marina, née le 22 novembre 1986 à Trogir (Croatie), demeurant à Bettembourg

61. TAN DE LA CRUZ Marissa, née le 19 avril 1978 à Manila (Philippines), demeurant à Sandweiler

La personne préqualifée est autorisée à porter les nom et prénom de DE LA CRUZ Marissa.

62. TAVARES MENDES Isabel da Conceição, née le 11 février 1983 à Castedo/Alijo (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

63. UMBACH Christof, né le 21 février 1965 à Daun (Allemagne), demeurant à Leudelange

64. VERDINI Gabriella, née le 22 avril 1966 à Livorno (Italie), demeurant à Dudelange

65. VICENTE DE CARVALHO BOECHAT ALVARENGA Laertes, né le 22 mai 1965 à Rio de Janeiro (Brésil), demeurant à Sandweiler

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de BOECHAT Laertes.

66. WANG Yafen, née le 13 août 1971 à Qingtian/Zhejiang (Chine), demeurant à Remich

67. WANG Yue, né le 8 avril 1965 à Beijing (Chine), demeurant à Strassen

68. WANG Hong, née le 14 novembre 1970 à Beijing (Chine), demeurant à Strassen

69. ZALARHE Talal, né le 19 août 1977 à Safi (Maroc), demeurant à Dudelange

70. ZHANG Qiiong, née le 29 avril 1964 à Shanghai (Chine), demeurant à Luxembourg

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Dir wësst, dass d'Sitzung vu muer de Mëtteg um hallwer véier ufänkt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.53 heures)

SÉANCE 6

Jeudi, 25 octobre 2007

Présidence: M. Laurent Mosar, Vice-Président
M. Henri Grethen, Vice-Président

Sommaire

1. Dépôt d'une motion par M. Camille Gira

2. Dépôt d'une résolution par M. Henri Kox

3. Motion de M. Félix Braz relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'électricité

- *Discussion générale: M. François Bausch, M. Ben Fayot, Mme Anne Brasseur, M. François Bausch (motion renvoyée en commission)*

4. Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois) (suite)

- *Motion: Mme Viviane Loschetter, Mme Marie-Josée Frank, Mme Viviane Loschetter (motion modifiée), M. Ben Fayot*
- *Vote (motion modifiée adoptée)*

5. Résolution de Mme Anne Brasseur demandant à charger la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle d'explorer la possibilité de l'introduction de l'éducation aux valeurs pour tous les écoliers et élèves fréquentant l'école publique luxembourgeoise

- *Exposé: Mme Anne Brasseur*
- *Discussion générale: M. Norbert Haupert, M. Alex Bodry, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Ben Fayot (introduit «la question qu'il n'y a pas lieu à délibération» - article 38.-(1) du Règlement)*
- *Débat sur l'application de l'article 38.-(1): M. François Bausch, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Haupert, Mme Colette Flesch, M. Ben Fayot, Mme Colette Flesch*
- *Vote en faveur de l'application de l'article 38.-(1)*

6. 5786 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Ben Fayot, M. Charles Goerens, M. Ben Fayot, M. François Bausch, M. Aly Jaerling (amendements munis d'une signature), M. le Président de séance (renvoi des amendements à la Conférence des Présidents), M. Aly Jaerling*
- *Vote (propositions de modification du Règlement adoptées)*

7. Question avec débat N°25 de M. Claude Adam relative au concept concernant les sites et bâtiments transformés en lieux de rencontre culturels dans le cadre de l'année culturelle 2007

- *M. Claude Adam, Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, M. Ben Fayot, Mme Octavie Modert*

8. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur les risques de santé suite au développement rapide de la téléphonie mobile

- *Exposé: M. Jean Huss*
- *Débat: M. Gilles Roth, M. Alexandre Krieps, M. Romain Schneider (à qui répond M. Jean Huss), M. Robert Mehlen, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, M. Jean Huss, M. François Biltgen*

9. 5645 - Projet de loi sur la réutilisation des informations du secteur public

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Fernand Diederich, M. Gast Gibéryen, M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.30 heures)

Présidence de M. Laurent Mosar, Vice-Président

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Da ginn ech dem Här Gira direkt d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

1. Dépôt d'une motion par M. Camille Gira

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wollt am Numm vun der grénger Fraktioun eng Motioun déposéieren, wou mer d'Regierung opfuerderen, en Audit vum Ministère de l'Intérieur ze maachen. A mir wiere frou, wann dës Motioun an enger vun deenen nächste Sitzunge kéint hei diskutéiert ginn.

Une voix.- Très bien.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de la réforme territoriale ayant comme but de moderniser les structures administratives luxembourgeoises afin de pouvoir relever les défis du 21e siècle;

- considérant que, selon l'introduction du Concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative, la réforme du service public et des structures territoriales «…ne doit pas se faire dans le seul secteur communal qui est et qui doit rester (cf. Charte Européenne sur l'autonomie locale) un acteur incontournable dans l'organisation et la gestion décentralisées du territoire, mais il doit s'agir d'une démarche globale touchant l'ensemble de nos structures publiques, donc également celles de l'État et surtout celles qui ont une interférence avec le secteur communal»;

- constatant qu'au niveau gouvernemental, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire tient une position-clé en ce qui concerne la mise en œuvre de la réforme territoriale;

- considérant que les communes devront disposer au niveau ministériel d'un partenaire fiable et compétent pour qu'elles puissent activement affronter les principaux défis futurs;

- constatant que maintes communes déplorent à l'heure actuelle des déficits d'ordre organisationnel, structurel et décisionnel au sein du Ministère de l'Intérieur, dont notamment des procédures administratives et d'approbation complexes et longues et des décisions ambiguës, pouvant retarder considérablement la gestion des affaires communales;

- constatant que dans le cadre des actes communaux déposés pour contrôle de légalité, les services du Ministère de l'Intérieur usent de la tutelle administrative pour mettre en question des décisions communales quant à leur opportunité;

- regrettant les interventions tardives, voire l'absence totale du Ministère de l'Intérieur dans certains dossiers ayant des répercussions directes sur le fonctionnement des administrations communales, plus spécialement lors de l'introduction des maisons relais et dans le cadre de la réalisation de l'ouverture des marchés de l'énergie, du gaz et de l'eau;

- déplorant le manque de cohérence de la politique communale du Gouvernement, par exemple en ce qui concerne les projets communaux au niveau des énergies renouvelables et la protection du climat, la coopération ou l'égalité des chances entre femmes et hommes, encouragés par certains ministères par des aides financières ou campagnes de sensibilisation et refusés ou bloqués par le Ministère de l'Intérieur;

- constatant donc que le Ministère de l'Intérieur n'est actuellement pas outillé à assumer un rôle transversal entre les différents ressorts ministériels et le secteur communal et qu'une réforme fondamentale de ses structures s'impose;

- considérant que les procédures administratives pourraient être accélérées par la suppression du contrôle supplémentaire des actes communaux par les services des commissariats de district et par un recours aux nouvelles technologies de transmission de courrier;

- constatant qu'au niveau des finances communales,

les missions à charge des communes augmentent continuellement,

les recettes ordinaires des communes ne sont généralement pas associées à l'évolution réelle des recettes de l'État, surtout dans les années de croissance économique;

les modifications fiscales en faveur des entreprises ou familles – la réduction de la base d'assiette de l'impôt commercial communal ou l'abolition de la modération pour impôt revenant aux contribuables ayant des enfants à charge - ont pour la plupart du temps été agencées de façon à engendrer des pertes importantes de recettes non affectées des communes,

ces modifications ont souvent été mises en œuvre sans concertation préalable des responsables communaux;

- constatant qu'une partie de ces déficiences et problèmes a déjà été révélée lors du débat d'orientation sur la répartition des compétences et des responsabilités entre l'État et les communes en novembre 2003, que des réformes au niveau des structures ou des finances communales ont également été annoncées dans le programme gouvernemental de 2004, mais que la concrétisation de ces mesures se fait toujours attendre;

- constatant que dans le cadre de sa déclaration gouvernementale de 2004 le Gouvernement s'est fixé l'objectif de poursuivre la réforme administrative et de moderniser les Ministères et administrations,

invite le Gouvernement

- à faire établir un audit du Ministère de l'Intérieur analysant

les différentes procédures d'approbation,

les structures ministérielles face aux besoins des administrations communales,

la coordination entre les différents Ministères et le secteur communal,

ses effectifs, ses missions et responsabilités;

- à élaborer sur base des résultats de cet audit un plan d'action de simplification administrative pour les communes, qui à l'instar des mesures prises dans le cadre du projet de la simplification de l'environnement administratif des entreprises, réduit considérablement les charges administratives des communes.

(s.) Camille Gira, Claude Adam, François Bausch, Henri Kox, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Ech soen dem Här Gira Merci an als Nächste kritt den Här Kox d'Wuert fir den Dépôt vun enger Resolutioun. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

2. Dépôt d'une résolution par M. Henri Kox

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Am Numm vun der grénger Fraktioun wëllt ech eng Resolutioun déposéieren, déi a Richtung geet, fir eis Chambers- a Fraktiounsgebaier energetesch ze ënnersichen, fir als gutt Zeeche virzegoen, nämlech insbesondere dann, wann d'nächst Joer déi nei Wärmeschutzverordnung ugeet.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés

considérant

- que l'assainissement énergétique des bâtiments privés est au centre des démarches du Gouvernement en relation avec la réduction de la consommation énergétique et la protection du climat;

- que l'entrée en vigueur de la réglementation concernant la performance des bâtiments d'habitation et les aides financières aux ménages pour l'assainissement est prévue pour le 1er janvier 2008;

- qu'il importe dans ce contexte que l'État et la Chambre des Députés accompagnent activement cette démarche;

constatant

- que la liste des bâtiments publics prévus pour un assainissement en 2007 ne contient guère des bâtiments représentatifs ayant assez de 'visibilité' pour le public;

- que sur cette liste ne figurent pas de bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires;

estimant

- qu'une démarche coordonnée et transparente en relation avec l'assainissement des bâtiments de la Chambre des Députés augmentera la crédibilité des mesures étatiques,

décide

- de faire élaborer dans les meilleurs délais des bilans énergétiques des bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires;

- de charger l'Administration des Bâtiments publics d'établir à côté de la liste susmentionnée une liste pluriannuelle pour l'assainissement de ces bâtiments.

(s.) Henri Kox.

M. le Président.- Ech soen dem Här Kox Merci.

3. Motion de M. Félix Braz relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'électricité

Esou wéi d'Chamber gëschter décidéiert hat, komme mer elo zu der Motioun iwwert d'Stroumnetzer, déi den Här Félix Braz virgëschter an der Sitzung déposéiert hat.

Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen?

(Interruption)

Den Här Bausch.

Discussion générale

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här Vizepresident, Merci fir d'Wuert. Ech wollt just ganz kuerz nach eng Kéier an zwee Sätz erklären, ëm wat et geet.

Dir wësst, wéi mer d'Debatt hei haten den 11. Juli 2007 iwwert dat neit Gesetz iwwert d'Organisation du marché de l'électricité, do hate mer eng länger Debatt doriwwer, ob d'Gemengen à même sinn an der Zukunft, wat d'Gestioun vun hire Réseauen ubelaangt, dat ënnert deenen heitege gesetzleche Bedingunge kënnen ze maachen. A mir waren eigentlech alleguer der Meenung, datt dat ganz schwiereg wär. Och den Innenminister war där Meenung, an no engem längeren Hin an Hier hei huet hien eis op der Tribün versprach, datt hie bis Enn dës Joers do wëllt e Gesetz erabréngen, fir d'Gemengen endlech à même ze setzen, datt se do kéinten eens ginn.

Schlussendlech si mer elo quasi November, dat heescht, d'Joer ass quasi ëm, d'Gesetz ass nach ëmmer net déposéiert a mir wéilten am Fong, datt d'Chamber nach eng Kéier géing insistéiere bei der Regierung, datt se den Innenminister unhält, datt hien nach, wéi hien dat versprach huet, bis Enn dës Joers déi Gesetzgebung hei déposéiert.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bausch Merci. Dat heescht, mir stëmmen also haut net iwwert déi Motioun of.

Mir kéimen dann elo zu der Motioun iwwert d'Prostitutioun, déi d'Madame Viviane Loschetter virgëschter am Kader vun hirer...

(Interruption)

Jo, Här Bausch?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Gëtt dann elo net iwwert déi Motioun ofgestëmmt?

M. le Président.- Dir hutt elo gesot, Dir géift wëllen ofwaarden. Dir hätt awer gär e Vote iwwert d'Motioun? Okay, da maache mir de Vote iwwert d'Motioun.

Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also, Här President, ech mengen zwar, dass mer ons sollen e bëssen Zäit ginn an den Innenminister froen, fir emol an déi zoustänneg Kommissioun ze kommen, ech mengen, dat ass d'Ekonomieskommissioun, fir dann ze soen, wou hien drun ass, ier mer déi Motioun do stëmmen. Well ech mengen, et ass awer elementar, dass mer de Minister fir d'éischt froen, éier mer wierklech elo hie mat enger Motioun do op de Kapp haen.

Une voix.- Jo, jo.

M. le Président.- Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, mir ënnerstëtzen och, dass de Minister soll an d'Kommissioun kommen, mä ech wëll awer rappeléieren, dass hie schonn an der Kommissioun war, dass hien an der Commission jointe war an do Engagementer agaangen ass, an dass mer ëmmer nach näischt gesinn.

Dofir, wann d'Chamber elo seet, hie misst an d'Kommissioun kommen an hie kritt net een Ultimatum gesat - mir kënnen der Regierung jo keen Ultimatum setzen -, mä dass hien endlech soll soen, wou et higeet, well hie léisst d'Gemengen am Onkloren an hie zwéngt am Fong d'Gemengen Illegalitéiten ze begoen, an dat ass eng Situatioun, déi mer net kënnen toleréieren.

Hei ass den Innenminister gefuerdert, mat oder ouni Motioun. An duerfir, wann déi Gréng déi Motioun oprechterhalen, da géinge mir se awer stëmmen.

M. le Président.- Den Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här Vizepresident, Merci nach eng Kéier fir d'Wuert. Ech wollt soen, datt mir selbstverständlech dem Minister nach eng Chance wëlle ginn. Ech wëll awer da soen, datt mer gären hätten - ech mengen, et kann een doriwwer vläicht e bësselchen do méi witzelen, mä mir huelen dat ganz eescht -, wéi d'Madame Brasseur richteg seet: Dat heiten ass een enorm wichtege Problem vun deem ganz vill Gemengen am Land betraff sinn, a mir wëlle gär, datt mir do relativ séier Kloerheet kréien, fir net an déi Illegalitéiten do ze kommen.

Duerfir géing ech da proposéieren, datt mer eis Motioun en suspens halen, awer bis déi Woch vum 13. November, ech mengen dann hu mer eng Kéier öffentlech Sëtzungen, da géing ech hoffen, datt bis dohinner de Minister nach eng Kéier d'Chance hat, an der Kommissioun sech domat auserneenzesetzen, esou datt mer dann d'Motioun an der Woch vum 13. nach eng Kéier op den Ordre du jour setzen.

M. le Président.- Très bien!

Da kéime mer elo zur Motioun iwwert d'Prostitutioun, déi d'Madame Viviane Loschetter virgëschter am Kader vun hirer Interpellatioun déposéiert hat an déi si an der Tëschenzäit ofgeännert huet.

4. Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois) (suite)

Motion

Wëllt zu där Motioun nach een d'Wuert ergräifen?

Madame Frank.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Jo, Här President, mir géifen als CSV-Fraktioun éischtens een Tiret dobäiproposéieren an awer och een ofänneren. An deen Tiret, dee mir wëlle bäisetzen, dee géing folgendermoossen heeschen: «à mettre en place des campagnes de sensibilisation à l'intention des clients de la prostitution». An da bei deem leschten Tiret: «à analyser la possibilité d'une modification des dispositions pénales actuelles en matière de prostitution». Do géife mer dee leschten Tiret wëllen ofänneren ënnert där Form, wéi ech et elo grad hei gesot hunn.

M. le Président.- Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG), interpellatrice.*- Jo, mir kënnen domadder d'accord sinn, Här President.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

- que les personnes se prostituant se trouvent souvent dans des situations de détresse, de dépendance ou d'exploitation et qu'elles sont dès lors des victimes d'actes de violences;

- qu'il importe de garantir une attitude professionnelle adaptée à ces situations spécifiques, surtout de la part des forces de l'ordre;

- que les forces de l'ordre ont la responsabilité de garantir dans les quartiers concernés par les différentes formes de prostitution la prévention de «l'outrage public aux bonnes mœurs»;

- le respect de la personne humaine, notamment en détresse, et la nécessité d'encadrer de façon multidisciplinaire les personnes victimes de la prostitution forcée;

- la résolution 1579 (octobre 2007) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe recommandant, entre autres, «s'agissant de la prostitution volontaire des adultes, que les États membres du Conseil de l'Europe formulent une politique claire à l'égard de la prostitution; ils doivent éviter les normes et politiques discriminatoires, qui poussent les prostitués à la clandestinité ou dans les bras de proxénètes, ce qui ne peut que les rendre plus vulnérables, alors qu'il conviendrait au contraire de chercher à les rendre plus autonomes, notamment (…) en mettant fin aux abus de pouvoir de la police et d'autres autorités publiques à l'égard des prostitués, par la mise en place de programmes de formation spéciale à leur intention.»,

invite le Gouvernement

- à mettre en place des campagnes de sensibilisation et des programmes de formation spéciale et continue du personnel des forces de l'ordre afin de gérer de manière appropriée les situations dans les quartiers concernés par les différentes formes de prostitution;

- à mettre en place des campagnes de sensibilisation à l'intention des clients de la prostitution;

- à organiser ces programmes en étroite collaboration avec les associations actives dans le domaine social;

- à analyser la possibilité d'une modification des dispositions pénales actuelles en matière de prostitution.

(s.) Viviane Loschetter, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss.

M. le Président.- Gutt. Kann ech dann déi Motioun zum Vote stellen? Kënne mer par main levée doriwwer ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Déi Motioun ass domadder ugeholl.

(Interruption)

Här Fayot!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wëll trotzdeem eng Remarque dozou maachen, Här President. Also, et ass ganz schwéier Texter einfach esou ze notéieren an dann ze stëmmen. Ech fannen dat keng gutt Politik, keng gutt Method an dëser Chamber,...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- ...an ech géif d'Kolleeginnen an d'Kolleege bieden an Zu-

kunft, wa se a Motioune wëllen eppes änneren, Texter änneren, ganz Sätz änneren, dass se dat schréftlech sollen eraginn, dass mer dat kënne virleien hunn, an dass mer dann ofstëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Bon, fir dës Kéier ass et an der Rei. D'Madame Frank hat mat mir geschwat doriwwer. Ech hunn och kee Problem domat.

Une voix.- Si huet awer net mat mir geschwat.

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech fannen, et ass keng gutt Method, fir ze schaffen.

La même voix.- Dat ass richteg.

M. le Président.- Ech fannen, den Här Fayot huet ganz Recht. Mir wäerten dat och bei där nächste Kéier beuechten.

Als nächste Punkt op eiser Dagesuerdnung steet d'Resolutioun vun der Madame Anne Brasseur iwwert d'Aféierung vum Wäerteunterrecht an de Schoulen. Dem Auteur vun der Resolutioun, de Fraktiounen an der Regierung sti fënnef Minutte Riedezäit zou, de Sensibilités politiques zwou Minutten. Bis elo hu sech schonn ageschriwwen den Här Haupert, den Här Adam an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Resolutioun, déi honorabel Madame Anne Brasseur.

5. Résolution de Mme Anne Brasseur demandant à charger la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle d'explorer la possibilité de l'introduction de l'éducation aux valeurs pour tous les écoliers et élèves fréquentant l'école publique luxembourgeoise

Mme Anne Brasseur *(DP), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Resolutioun, déi ech virun zwou Wochen hei déposéiert hunn an déi d'Ënnerschréften dréit vun deenen Hären Adam, Bodry, Gibéryen, vun der Madame Flesch a vu mir selwer, behandelt e ganz sensibele Sujet. De But vun der Resolutioun ass et, fir dass d'Chamber d'Kommissioun vun der Éducation nationale chargéiert, fir d'Méiglechkeet ze ënnersichen, e Wäerteunterrecht fir all Schüler an der öffentlecher Schoul anzeféieren.

Un där ganz virsiichteger Formuléierung vun deem Text gesäit een, dass d'Signatairen an ech als Auteur drop beduecht waren, fir dat wierklech mat ganz vill Sensibilitéit unzegoen, an dass et net drëm geet, hei ze soen de Reliounsunterrecht géing ersatzlos aus dem Schoulprogramm gestrach ginn, well dat ass net de But vun dëser Resolutioun.

Éier een nämlech eppes ofschafe wëllt, muss ee wësse firwat, an et muss een och wëssen, wat ee wëllt amplaz setzen, wat net nëmme sënnvoll ass, mä och qualitativ besser ass wéi dat Bestehend!

Ech hu mech mat deenen Argumenter auserneegesat vun deenen, déi soen, de Reliounsunterrecht misst direkt aus de Schoule verschwannen, geneesou wéi mat den Argumenter vun deenen, déi soen, de Reliounsunterrecht wier wichteg an der Schoul an e Wäerteunterrecht kënnt nëmme foussen op engem Glawensfundament.

Déi eng an déi aner Argumenter muss ee selbstverständlech analyséieren. Bei der Preparatioun vun där Resolutioun sinn eng ganz Rei Froe mer duerch de Sënn gaangen, Froen, déi ee selbstverständlech muss stellen an op déi een och muss kënne kucken, zesummen eng Äntwert ze fannen:

1) Wat soll d'Schoul nieft dem renge Wësse vermëttelen?

2) Wellech Wäerter a wéi soll d'Schoul dës Wäerter vermëttelen?

3) Wat ass de Rôle vun der Relioun an der Gesellschaft? Wat ass de Rôle vun der Relioun an der Schoul?

4) Gehéiert d'Relioun zu der Privatsphär oder zu der öffentlecher Sphär?

5) Wann ee fir d'Erhale vum Reliounsunterrecht an der Schoul ass, kréien dann och aner Glawensgemeinschaften am Sënn vum Pluralismus an der Reliounsfräiheet Accès zu der Schoul?

6) Wann een de Reliounsunterrecht aus de Schoulprogrammen eraushëlt, heescht dat och, dass de konfessionellen Unterrecht ganz aus der Schoul eraus ass, oder dass een e ganz aus der Schoul wëllt eraushuelen? Oder kann ee virgesinn, dass de Reliounsunterrecht awer am Schoulgebai ka stattfannen, no den offizielle Schoulstonnen?

7) Riskéiert een net, wann de Reliounsunterrecht ganz aus der Schoul erausgeholl gëtt, dass d'öffentlech Hand guer keen Droit de regard méi huet dorobber, wie Schoul hält a wat ënnerriicht gëtt, a riskéiert een net, dass doduerch op onkontrolléierte Plazen d'Kanner kënnen endoctrinéiert a manipuléiert ginn?

8) Wann een de Reliounsunterrecht ofschaaft, weess een net, duerch wat en ersat gëtt, an duerfir musse mer eng Äntwert dorop hunn, an och dorop, wien d'Enseignantë sinn, déi dann dëse Wäerteunterrecht enseignéieren.

9) Kann de Contenu vum heitege Programm vum Enseignement moral et social, all dat, wat mer ons ënner engem allgemenge Wäerteunterrecht virstellen, ofgedeckt ginn?

10) Wéi ass et mat der Formation initiale a mat der Formation continue vun all deenen Enseignanten?

11) Wat geschitt mat deenen 273 Katechetinnen a Katecheten a mat deene ronn 50 Reliounsenseignantë vum Postprimaire?

12) Wat sinn d'Konklusiounen aus dem Wäerteunterrecht, wéi en am Neie Lycée ënnerriicht gëtt?

Här President, dës Lëscht ass net exhaustiv fir all déi Froen, vun deenen ech gären hätt, dass se an der Commission de l'Éducation nationale sollen ënnersicht ginn.

An engem Communiqué vun der Jeunesse Démocrate et Libérale iwwert d'Laïcitéit steet Folgendes, an ech zitéieren: «La JDL pense cependant qu'il serait illusoire et point propice à l'heure actuelle de couper les ponts avec les communautés religieuses du jour au lendemain, comme certains anticléricaux acharnés l'exigent. Il n'est en effet dans l'intérêt de personne de déclencher une polémique antireligieuse qui ne mènera sans doute qu'à un conflit de société.» Fin de citation.

Ech hunn dësem nuancéierte Communiqué näischt bäizefügen a wëll den Auteure vun der Jeunesse Démocrate et Libérale félicitéiere fir hir ganz nuancéiert a responsabel Haltung.

Här President, fir et der Educatiounskommissioun vun dësem Haus ze erméiglechen, d'Problematik mat alle Sensibilitéiten ze ënnersichen, wäert ech der Kommissioun virschloen, en Hearing mat alle Concernéierten ze organiséieren. Als Participantë schloen ech ënner anerem vir: Vertrieder vun der kathoulescher Kierch a vun anere Reliounsgemeinschaften, Vertrieder vu Liberté de conscience, d'Enseignantë vun der Formation morale et sociale aus dem Primaire an dem Postprimaire, d'Katecheten an d'Reliounsenseignanten aus dem Postprimaire, d'Philosophieprofesseren - zumools déi, déi op der Deuxième d'Histoire des religions enseignéieren -, d'Formateure vun de Katecheten a vun den Enseignantë vum Enseignement moral et social, d'Vertrieder vun den Enseignantsgewerkschaften an och d'Membere vun der Commission consultative des droits de l'Homme. - Och déi Lëscht ass net exhaustiv.

No der Konsultatioun, déi an der Kommissioun stattfënnt, soll da menger Virstellung no d'Kommissioun eng Motioun virleeën, déi hei zum Vote kënnt, wou allen Nuancë Rechnung gedroe gëtt. Ech hoffen, dass déi Resolutioun, déi haut zum Vote steet, hei eng breet Ënnerstëtzung fënnt an dass d'Kommissioun hir Aarbechte kann ophuelen.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wënsche mer, dass dësen Débat déi Serenitéit kritt, déi de Sujet verlaangt, am Respekt vun der Meenung an der Iwwerzeegung vun all deenen, déi an Zukunft un deem Débat deelhuelen, woubäi hoffentlech et iwwerflësseg ass ze soen, dass d'Toleranz ni kann à sens unique sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Brasseur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Norbert Haupert agedroen. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Här President, mat allem Respekt, dee mer fir verschidde Punkten hunn, déi d'Madame Brasseur hei opgezielt huet, muss ech awer am Numm vun eiser Fraktioun soen, datt mer verwonnert sinn iwwert déi Aart a Weis, wéi mer d'Aarbecht hei an der Chamber wëllen organiséieren.

Mir saiséieren eis also elo selwer, fir datt mer an enger Kommissioun sollen iwwer e Punkt schwätzen, deen iwwregens d'Kommissioun op den Ordre du jour vun hirer nächster Sitzung gesat huet.

Ech mengen, Här President, dat kléngt no baussen e wéineg lächerlech a mir maachen eis domadder selwer no baussen e wéineg lächerlech.

Bis elo war et esou, datt, wann eng Resolutioun gefaasst ginn ass, déi ëmmer komm ass opgrond vun engem Débat, dee mer an der Chamber gefouert hunn, oder opgrond vun engem Gesetzesprojet, dee mer hei diskutéiert hunn, an dann huet d'Chamber sech selwer opgefuerdert, fir no e puer Joer oder no enger gewësser Zäit ze kucken, wéi d'Schlussfolgerunge vun deem Débat evoluéiert sinn.

Ech mengen, wa bis elo eng Fraktioun e Punkt op den Ordre du jour vun enger Kommissioun wollt setzen, esou wéi dat dëslescht de Fall war, geet dat och anescht: Zum Beispill wollt d'demokratesch Fraktioun viru kuerzem, datt mer op den Ordre du jour vun der Commission des Classes moyennes de Punkt, wéi déi Affär vun den Autorisations de commerce am Ministère verlaf ass, solle setzen.

Dir hutt, Madame Brasseur, dem President e schéinen, léiwe Bréif geschriwwen, an dat ass dann och dee Moment esou op den Ordre du jour vun der Chamberskommissioun gesat ginn.

Elo fänke mer un, hei en Débat an der Plénière ze féieren, fir ze kucken, ob mer eis selwer mat enger Aarbecht solle saiséieren. Mir maachen eis domadder wierklech dobausse lächerlech an eis Fraktioun géif och duerfir déi Resolutioun oflehnen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Haupert Merci. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru 14 Deeg ass déi Resolutioun hei deponéiert ginn. Déi Resolutioun dréit och ënner anerem meng Ënnerschréft. Dat ass kee Coup de tête gewiescht vu menger Säit, mä et ass u sech e Schratt, deen och mat der Fraktioun ofgeschwat war.

Mir hunn déi heite Resolutioun ënnerstëtzt, well mer der Meenung sinn, datt dat Thema net däerf ad acta geluecht ginn. Dat ass effektiv e Risiko, dee besteet. Dat ass esou en Thema, wat oft ganz passionnant a passionnéiert diskutéiert gëtt, sou datt dat, well et eben och fir Friktioune suergt, d'Tendenz huet, ganz schnell, nodeem sech déi éischt Opreegung geluecht huet, ad acta geluecht ze ginn.

Et soll also kee Gras ronderëm dat Thema hei wuessen, mä mir sollten eis déi néideg Zäit huelen, fir an aller Rou an am Fong op déi Diskussioun do zréckzekommen, an dat ass fir mech de Grond gewiescht, fir déi heite Resolutioun mat ze ënnerschreiwen.

Et ass net u sech déi staark Ausso, déi dran ass, déi mech iwwerzeegt huet, well den Text ass ganz, ganz vag gehalen a bréngt eis eigentlech an der Diskussioun um Fong net virun. Dat ass ganz kloer. Hei geet et méi dorëm, fir ze garantéieren, datt och d'Chamber nach an der Zukunft sech mat där doter Fro beschäftegt, a wann ech d'Ausso vun der Madame Brasseur hei kucken, déi vill Froe gestallt an opgeworf huet, mä awer net d'Positioun vun hirer Partei konnt zu deem Thema hei matdeelen, da beweist dat, datt do nach vill Diskussiounsbedarf besteet op alle Säiten.

Ech stelle just fest, dass an där heiter Fro nëmmen zwou Parteien hei am Haus vertratt sinn, dat sinn d'LSAP an déi Gréng, déi kloer Aussoen an hire jeweilege Wahlprogrammer zu deem dote Punkt haten. Ech hunn a kengem Programm vun deenen anere Parteien eng kloer Ausso an iergendenger Form och nëmmen zu deem dote Punkt gelies. A wann ee Programmer huet vun iwwer 50 Säiten an et bréngt een et net fäerdeg, eng Zeil doriwwer ze schreiwen, dann denken ech mer, datt déi dote Froen kee grousse Stellewäert fir déi Parteien hunn. Duerfir sinn ech heiansdo paff, wien elo alles a Pressekonferenze sech ervirdeet an deem doten Dossier.

Wichteg ass et fir eis Partei - an et ass och op dee Wee, wou d'Regierung sech mat engem Modellprojet beginn huet -, datt mer verhënneren, datt mer an eng Situatioun kommen, datt déi Schoulgemeinschaft ëmmer manner eng Gemeinschaft ass, mä datt déi Schoulgemeinschaft, déi scho Schwieregkeeten huet, all sozial Ënnerscheeder, all national a kulturell Diversitéiten an deem „melting pot" do eranzebréngen an ze verschaffen, och nach herno iwwer reliéis Froen opgespléckt gëtt an datt mer herno eng Multiplikatioun kréie vun eenzelne reliéis ausgeriichte Coursen, wat contraire ass zur Kreatioun vun enger Schoulgemeinschaft.

Dat ass fir eis de sprangende Punkt eigentlech an där ganzer Diskussioun. Duerfir mengen ech, dass een déi heite Fro muss breet ugoen, wa méiglech probéieren an engem breede Konsensus ze fueren a vu virera keng politesch Kräften aus der Diskussioun auszeschalten, fir dass mer an där doter Fro, wou jo och kee vu sech, mengen ech, ka behaapten, dass en d'Wourecht gepacht hätt, dass mer konkret virukommen an där ganzer Diskussioun, fir eben dat ze verhënneren, wat ech virdrun als Risiko vun där Entwécklung skizzéiert hunn.

Mir sinn als Partei - dat ass nozeliesen an eisem Wahlprogramm - fir en neie Wäerteunterrecht, deen eigentlech de bestehende Reliounsunterrecht an déi bestehend Éducation morale et sociale ersetzt, an deen et soll méiglech maachen och d'Relioune wéi aner philosophesch Uschaulechkeete matzeintegréieren an esou engem Cours. An dat ass jo och genau déi Iddi, déi am Neie Lycée - an deem Pilotprojet - verfollegt ginn ass. Mir géingen eis wënschen, dass mer och am Primärschoulunterrecht en ähnleche Projet géingen op d'Schinne kréien.

Zënter dem 10. Oktober - dem Dépôt - sinn zwee nei Elementer an d'Diskussioun erakomm. Éischtens emol hu mer eis dës Kéier eens gesat ënner Parteipresidenten, dass mer eis erëmbegéinen. Den 12. November ass déi Entrevue, wou all Parteipresidenten zougesot hunn, wou mer sollen iwwert déi prinzipiell Froen en éischten Austausch hunn op deem doten Niveau. A parallell dozou huet déi zoustänneg Schoulkommissioun an der Chamber décidéiert, dass se op hirer nächster Sitzung den 8. November och déi dote Fro wäert behandelen.

Esou dass a mengen Aen den Zweck vun der Resolutioun erreecht ass. Et ass ereecht ginn, dass déi dote Froen net ad acta geluecht ginn, dass weider driwwer diskutéiert gëtt am Parlament an ausserhalb dem Parlament, esou dass ech der Meenung sinn, dass déi Resolutioun zum heitegen Zäitpunkt eigentlech iwwerflësseg ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bodry Merci. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an all Schoulstonn an an all Unterrechtsfach ginn och Wäerter vermëttelt: Fairness am Sport, awer net nëmmen do; Respekt virun der Natur an de Sciences; Demokratie an der Geschicht; Léift an aner Gefiller an enger Liesgeschicht; Toleranz a Solidaritéit an enger Gruppenaarbecht; Partizipatioun a Regele beuechte ganz allgemeng an der Schoul. Dës Lëscht kéint een nach ganz laang weiderféieren, an et gëtt selbstverständlech och Iwwerschneidungen.

Mir sinn eis bewosst, datt et kee wäertfräien Unterrecht gëtt. Esou sinn ech och zum Beispill mam Publizist Alfred Grosser averstanen, deen an engem Virtrag am Dezember 2001 zu Miersch am Servais-Haus gesot huet: „Der Erzieher, sei es Vater, Mutter oder Lehrer, der dich nicht beeinflussen will, ist nicht tolerant, er dankt ab."

Dat emol virausgesat, sti mir awer derfir an, fir ee spezielle Wäerteunterrecht fir all eis Kanner am schoulflichtegen Alter anzeféieren. Hei ka méi spezifesch op déi mënschlech Wäerter agaange ginn, déi mir musse respektéieren a fleegen, fir e soziaalt Liewe méiglech ze maachen a positiv ze gestalten. Hei kënne mir eis geziilt mat esou Begréffer wéi Mënscherechter, Solidaritéit, Inclusioun, Partizipatioun auserneesetzen. Et ass elo net de Moment, fir sech allze wäit mat den Inhalter vun esou engem Wäer-

teunterrecht ze befaassen. Dat kënne mer jo dann an der Éducatiounskommissioun maachen, wa mer déi Resolutioun hei stëmmen.

Mir sinn eis bewosst, datt et hei net nëmmen ëm d'Aféierung vun engem Wäerteunterrecht geet, mä och ëm d'Plaz vum Reliounsunterrecht an eise Schoulen. Am Moment organiséiere mir de Reliounsunterrecht an d'Morale parallell an all eise Schoulen. Mir hunn zwou vun 28 Unitéiten duebel besat. Mir brauche vill Personal a Raimlechkeete fir eng Organisatioun, déi an eisen Ae keng Léisung fir d'Zukunft ass.

Datt bal 80% de Reliounsunterrecht wielen an net d'Morale, ass e Fait. Ob d'Motivatioun do ëmmer d'Iwwerzeegung ass, seng Kanner kathoulesch ze erzéien, oder eventuell ee gewëssene gesellschaftlechen Drock, eventuell och d'Bequeemlechkeet oder eng gewësse Portioun Schäinhellegkeet, doriwwer kënne mer gäre spekuléieren. Dat dierft eis awer net dervun ofhalen, eng Léisung ze sichen, déi am Intérêt vun eise Kanner alleguer ass. Ech mengen, eis Positioun ass bekannt. Mir si fir ee Modell vun engem Wäerteunterrecht, esou ähnlech wéi en am Projet „Neie Lycée" schonns am drëtte Joer funktionéiert. Duerfir droe mir och déi Resolutioun vun der Madame Brasseur selbstverständlech mat.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci, an als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn als ADR deemools déi Resolutioun vun der Madame Brasseur selbstverständlech mat ënnerschriwwen, well se an der Iddi läit vun deem, wat mir als ADR zënter Joren hei an der Chamber vertrieden. De Kolleeg Alex Bodry huet virdrun hei gemengt missen ze soen, datt just seng Partei an déi Gréng an hirem Wahlprogramm eng kloer Ausso géinge maachen an aner Parteie géinge momentan an der Öffentlechkeet an a Pressekonferenzen optrieden an hätten dat net drastoen. Ech wollt just soen, datt et bei eis net am Wahlprogramm steet, mä bei eis steet et souguer am Grondsazprogramm dran.

(Interruption)

D'Trennung vu Kierch a Stat steet bei eis am Grondsazprogramm dran, Här Bodry. Da froen ech mech, Här Bodry, wat et iwwerhaapt e Wäert huet, wann d'Sozialiste sech hei dermat rühmen, datt si et an hirem Wahlprogramm hunn an emol net de Courage hunn, fir hei an der Chamber matzestëmmen, fir datt iwwerhaapt géing driwwer diskutéiert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn ofgestëmmt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen. An da misst Der emol déi Resolutioun hei matstëmmen. Mä Dir hutt emol net de Courage.

Une voix.- Den Här Bodry stëppelt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do gesäit een also, Här President, datt zënter dem 10. Oktober, wou déi Resolutioun hei mat ënnerschriwwe ginn ass vum Här Bodry selwer, bis elo d'Sozialisten eng schéi Gehirwäsch vun der CSV musse kritt hunn, well se hunn elo misse ferme d'180-Kéier huelen. Et ass also munches an deene leschten Deeg geschitt.

Op jidde Fall, mir sinn der Meenung, datt déi Resolutioun hei esou sachlech gehalen ass, datt se iwwerhaapt näischt fixéiert an all Méiglechkeeten opléisst, fir driwwer ze diskutéieren. A wann een net emol de Courage huet, fir dat ze ënnerstëtzen, d'Bereetschaft erkläert, fir driwwer ze diskutéieren, da soll een net heihinner kommen an iergendwéi Deklaratioune maachen.

Här President, mir wäerten op jidde Fall déi Resolutioun hei stëmmen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als leschte Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, och a mengem Grondsazprogramm steet d'Trennung vu Kierch a Stat.

(Hilarité)

Mä fir mech gëtt et awer och keng Alternativ dozou. Dofir ass et och esou, dass d'Relioun fir mech näischt an de Schoulen ze sichen huet, an och keng Alternativ dozou. Fir mech ass et éischter esou, wann een de Kanner an enger eegener Kannerstuff moralesch an ethesch Wäerter net ka bäibréngen - dat hunn ech nach ëmmer gesot -, da bréngt och kee Prof et fäerdeg, an d'Schoul bréngt et och net fäerdeg. Ech sinn éischter der Meenung, dass d'Schoul dofir do ass, fir d'Kanner op d'Liewe virzebereeden, op déi Erausfuerderung, déi se am Liewen erwaart. Dat wär méi wichteg, wéi elo ze versichen, hei nach Saachen ze erfannen oder bäizebréngen, déi souwisou spéider erëm esou verwäsche sinn, dass awer erëm jiddfereen dermat ka maachen, wat e wëllt.

Mä ech wëll awer zu de Froe vun der Madame Brasseur soen, ob se net weess, dass den Här Statsminister Iech haut geäntwert huet op Är Froen, an dass do jo awer e Pilotprojet leeft an engem Lycée, wou dee Wäerteunterricht do schonn ugefaange gëtt ze maachen. Esou dass ech jo awer och der Meenung sinn, dass, wann Der wierklech wëllt an déi Richtung goen, da sollt Der dat awer och emol ofwaarden an da kucken, wat sech dorausser ergëtt, an da spéider vläicht emol eng Kéier nach déi Diskussioun hei opféieren.

Mä elo an dësem Moment ass et fir mech souwisou kloer, dass dat doten näischt an de Schoule verluer huet. Dofir wäert ech dat och net stëmmen. Mä wann Der awer wierklech wëllt seriö eng Diskussioun driwwer féieren, da géing ech awer emol ofwaarden, wat hei aus deem Pilotprojet erauskënnt, an dann nach eng Kéier driwwer schwätzen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Jaerling Merci. Wëllt nach een d'Wuert? Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt just nach eng Kéier soen, dass den Här Bodry och a senger Ried gesot huet - an dat schéngt awer nach net ukomm ze si bei verschiddene Fraktiounen oder Gruppen -, dass den 12. November um 14.30 Auer - ech weess de Sall elo net genee, mä ee vun deene véier Säll, déi mer hunn - eng Sitzung ageruff ass vum President vun der Commission de l'Éducation nationale, fir just iwwert dat Thema ze schwätzen, dat eben hei ugeschwat ass.

D'Kommissiounen an de President vun der Kommissioun hunn an eisem Reglement d'Recht, fir hiren Ordre du jour festzeleeën. Si brauchen dofir net vun der Plénière invitéiert ze ginn. Dat ass geschitt. An ech sinn also der Meenung, dass déi Resolutioun hei iwwerflësseg ass, superfétatoire. Ech stellen den Antrag, fir se net ze stëmmen, well dat, wat dra gefrot ass, scho realiséiert ass. Wéi gesi mer aus dobaussen, wa mer hei an der Chamber eppes froen, wat schonn eigentlech realiséiert ass?

(Interruptions)

M. le Président.- Här Bausch. Här Henckes, den Här Bausch huet elo ganz eleng d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ganz kuerz just. Ech wollt dem Här Fayot just soen: De Problem, dee sech awer stellt, dat ass déi Réunioun, wou mir och begréissen, datt déi stattfënnt, wou d'LSAP d'Initiativ geholl huet, dat ass awer eng Réunioun, déi am ausserparlamentaresche Raum stattfënnt, tëschent de Parteien ënnerteneen.

(Interruptions diverses)

Jo, ech kann Iech just soen, datt ech bis elo just wousst vun enger Réunioun, wou eis Parteipresidentin och dohinner kënnt, och bei Iech.

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Fayot nach eng Kéier.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Bodry, sidd net esou opgereegt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also nach eng Kéier. Den 12. November um 14.30 Auer hei an der Chamber ass d'Commission de l'Éducation nationale mat just deem Punkt do aberuff, esou dass mir der Meenung sinn, datt déi Resolutioun iwwerflësseg ass. Dat ass alles.

M. le Président.- Madame Brasseur.

M. Carlo Wagner *(DP).*- D'Sozialiste si schéin nervös.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, ech freeë mech, dass d'Commission de l'Éducation nationale dat do op den Ordre du jour gesat huet. Dat ass nom Dépôt vun der Resolutioun komm, mä mir kënne jo awer als Chamber dat nach eng Kéier all zesummen hei ënnersträichen, well dee Sujet hei ass...

(Brouhaha général)

Ech fannen, et soll een net mat esou Zwëscheriff bei dësem Sujet operéieren, well mir sinn hei an engem ganz sensibelen Thema, a wann ech kucken, dass den Här Haupert dat hei vergläicht mat enger Demande, fir e Punkt op den Ordre du jour ze setzen am Kader vun der Commission des Classes moyennes, mä do si mer wierklech an engem aneren Themegebitt. Hei si mer an engem gesellschaftspoliteschen Domän. Hei si mer an engem Domän, dee fir jiddfereen enorm vill bedeit, egal wat seng Convictioune sinn, an ech fannen, dass mer eis an aller Serenitéit sollen domat beschäftegen an net duerch Prozeduriwwerleeunge probéieren, laanscht e Vote vun dëser Motioun ze kommen.

An dofir géing ech wierklech nach eng Kéier en Appel maachen, dës Resolutioun ze stëmmen, fir d'Wichtegkeet vun dësem Sujet ze ënnersträichen.

M. le Président.- Den Här Haupert.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Här President, ech wollt just soen, dass ech net déi zwou Saache matenee vergläiche wollt. Ech wollt just d'Prozedur erklären, wéi mer virgoe sollten, wa mer gären eppes op den Ordre du jour vun enger Kommissioun hätten. Da schreift een e Bréif un de Chamberspresident, de Chamberspresident gëtt e virun un den zoustännege Kommissiounspresident an deen hëlt et op den Ordre du jour vun enger vu sengen nächste Kommissiounssëtzungen. Wann dat hei méi e sensibele Projet soll sinn, da mécht dat nach keng Differenz. Soss fänke mer u fir all sensibele Projet elo hei en Débat ze féieren, well de Mëtteg ass jo elo méi iwwert de Fong debattéiert ginn ewéi iwwert d'Prozedur. Ech mengen, et war jo schonn een Débat, deen hei gefouert ginn ass.

Dee Punkt, deen hei zur Debatt steet, steet um Ordre du jour vun der nächster Sëtzung vun der zoustänneger Chamberskommissioun. Also ech bieden ëm Äert Versteesdemech; mir maachen eis wierklech lächerlech, wa mer eis elo nach eng Kéier mat eppes saiséieren, wat de toute façon schonn ugeholl ass.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här Haupert, Dir waart ze laang Fonctionnaire ënnert dem Här Boden, mengen ech.

M. le Président.- D'Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ech wëll mech domadder begnügen, der Madame Brasseur Merci ze soen, dass si déi Resolutioun abruecht huet, well dat d'Wierkung hat, dass elo d'Majoritéitsparteie sech geflass hunn, fir de Punkt op den Ordre du jour vun der Kommissioun ze setzen.

Ech mengen, mir sollen déi Resolutioun awer stëmmen, fir ganz kloer zum Ausdrock ze bréngen, dass mer dee Punkt net nëmmen an enger Sitzung den 12. November kucke wëllen, mä dass dat e wichtege Punkt ass, mat deem dës ganz Chamber sech muss auserneesetzen. An ech wëll och dobäi bemierken, Här President, dass souguer, wa par hasard déi Resolutioun net géing gestëmmt ginn, mir eis wäerte verwenden, fir an där Fro der Majoritéit weider den Damp waarm ze maachen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Sou, nach eng Kéier den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also, ech wëll hei soen, dass ech vu kengem brauch eng Lektioun ze kréien doriwwer, wéi wichteg dat Thema hei ass. Nach eng Kéier, den Här Bodry huet jo ganz kloer gesot, dass mir am Fong geholl mat deene Gréngen déi eenzeg Partei sinn, déi zu deem Punkt och an hirem Wahlprogramm eng ganz kloer Ausso gemaach huet. Mir brauchen...

(Interruptions)

M. le Président.- Sou, elo huet ganz eleng den Här Fayot d'Wuert!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Mir brauchen also keng Lektioun vun iergendengem ze kréien.

Ech wëll awer just soen, wann d'Madame Brasseur net d'accord ass, fir hir Resolutioun zréckzezéie virun deenen evidente Faiten, déi do leien, an déi Faiten, dat ass, dass eng Sitzung vun der Kommissioun schonn elo aberuff ass, a wa mer déi Resolutioun stëmmen, dass dann eigentlech offen Dieren agerappt ginn. Wann d'Madame Brasseur net domat d'accord ass, da sinn ech leider forcéiert, fir d'Question préalable nom Artikel 38, Paragraph 7 ze froen an d'Chamber ze froen, ob se déi Fro wëllt behandelen, «qu'il n'y a pas lieu à délibération». Ech mengen, mir hunn hei eng Resolutioun leien, mir sinn der Meenung, dass déi iwwerflësseg ass an ech froen hei ausdrécklech Artikel 38, Paragraph 7, «qu'il n'y a pas lieu à délibérer».

M. le Président.- Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ech wëll dem Här Fayot meng Bewonnerung ausdrécken. On se sort d'une difficulté de fond par un truc de procédure. Wuel gemaach!

M. le Président.- Sou, mir sinn elo hei mat enger Demande vum Här Fayot befaasst, fir laut Artikel 38, Alinea 7 driwwer ofzestëmmen, datt mer déi Resolutioun do net zur Délibératioun ginn. Ech géing proposéieren, datt mer elo zum Vote géinge procédéieren. Ech ginn dovun aus, datt de Vote électronique verlaangt ass.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Nach eng Kéier, wéi war d'Fro?

M. le Président.- Also nach eng Kéier, déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi der Meenung sinn, datt net soll iwwert déi Resolutioun hei ofgestëmmt ginn, déi stëmme mat Jo.

Vote

Déi Demande vum Här Fayot, laut Artikel 38, Alinea 7 ass ugeholl gi mat 38 Jo-Stëmmen, bei 22 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement) et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Ont voté non: M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Jean Huss), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Mir kommen elo zur Diskussioun iwwer en Ännerungsvirschlag vum Chamberreglement Nummer 5786. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madame Flesch an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Gibéryen.

6. 5786 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Rapport de la Commission du Règlement

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Reglementskommissioun proposéiert der Chamber, dräi Ännerungen un eisem Reglement virzehuelen.

Déi éischt Ännerung betrëfft den Artikel 37 iwwert d'Riedezäit. Dir wësst, datt d'Riedezäit laut Modelle festgeluecht gëtt, datt d'Presidentekonferenz déi jeeweileg Modellen eestëmmeg festleet, an am Fall, wou keng Eestëmmegkeet besteet, gëtt de Modell 4 automatesch ugewannt.

D'Reglement gesäit Groupes politiques a Sensibilités politiques vir. De Groupe politique oder Fraktioun muss mindestens aus fënnef Deputéierte bestoen. Eng Sensibilité politique ass een, sinn zwee, dräi oder véier Deputéierten.

Députés indépendants gesäit d'Reglement net vir.

Am Artikel 37 iwwert d'Riedezäit gi véier Änerunge proposéiert:

Déi éischt Änerung: Esou wéi bei de Groupes politiques proposéiert d'Reglementskommissioun, elo och bei de Sensibilités politiques eng Staffelung vun der Riedezäit am Verhältnis vun der Zuel vun de Mandater virzehuelen. De Prinzip berout dorop, datt d'Basisriedezäit vun engem Groupe politique, also fënnef Deputéierten, x ass, an d'Sensibilité politique elo esou vill Fënneftel vun där Riedezäit kritt, wéi se Deputéierten huet, mat engem Minimum vun zwou Minutten.

Déi zweet Ännerung: Bei de Groupes politiques war beim Modèle de base eng Differenz virgesinn tëschent Groupes politiques bis zéng an iwwer zéng Mandater. D'Propositioun vun der Reglementskommissioun ass, dës Differenz ze sträichen an all Groupe politique déiselwecht Basisriedezäit ze ginn.

Déi drëtt Ännerung ass, datt de Rapporteur an d'Regierung am Basismodell an am Modell 1 méi Riedezäit kréien.

Déi véiert Ännerung ass:An eisem Reglement gëtt bei all Modell vun der Riedezäit des Weidere festgehalen: «sans préjudice de l'article 80 de la Constitution le temps de parole du Gouvernement est de…», an da kënnt déi jeeweileg Zäit. D'Kommissioun proposéiert, de Passage «sans préjudice de l'article 80 de la Constitution» ze sträichen. Dës Formule hätt kënnen zu falschen Interpretatioune féieren. Am Kloertext heescht dat, wann d'Presidentekonferenz elo e Modell vu Riedezäit festhält, dann ass d'Regierung an där Debatt gehalen, sech och un déi virgeschriwwe Riedezäit ze halen, esou wéi dat bis elo och an der Praxis de Fall war. Niewent där Debatt kann d'Regierung ëmmer den Artikel 80 invoquéieren, fir d'Wuert ze kréien an och esou laang ze schwätzen, wéi se wëllt.

Déi zweet Ännerung betrëfft d'Rapportë vun de Kommissiounen. Mir haten an der Kommissioun doriwwer laang Diskussiounen an et ass majoritär eng Propositioun festgehale ginn, ob Berichter vun de Kommissiounen öffentlech sinn oder net. Den Artikel 22 iwwert d'Kommissioun a sengem Alinea 7 hält fest: «Les travaux parlementaires en commission sont non publics, à moins que la commission ou la Chambre n'en décide autrement.» Un dësem Prinzip wëllt d'Reglementskommissioun festhalen, fir datt och an Zukunft an de Kommissiounen iwwer alles ka geschwat ginn. Wa mer se géife public maachen, géif oder kéint villes net méi gesot ginn.

An an der Konsequenz vum Artikel 22 Alinea 7 ass et duerfir dann och logesch, datt d'Rapporten net public kënne sinn. Den Artikel 22 Alinea 8 hält fest «...une communication sur les travaux de la commission peut être faite par le responsable de la communication de la Chambre des Députés, suivant les modalités arrêtées par le Bureau». An d'Reglementskommissioun proposéiert elo, dësen Tiret ze ergänzen duerch «et sous la responsabilité du président de la commission». Heiduerch soll der Kommissioun d'Méiglechkeet gi ginn, datt, obschonn de Rapport net public ass, wa se et fir néideg hält, se eng öffentlech Kommunikatioun iwwert d'Aarbechte vun der Kommissioun ka maachen. Et sief ernimmt, dass an der Logik vum Reglement de Greffe keng Rapporten no baussen däerf ginn, wa se géife gefrot ginn.

Déi drëtt Ännerung ass den Artikel 98. Deen hält fest: «Les rapports écrits des Ministères sur l'activité de l'exercice précédent ainsi que les orientations budgétaires futures doivent être mis à la disposition de la Chambre avant le 1er mars au plus tard.» Vu datt d'Budgetsprozedur zäitlech no hanne verlagert ginn ass, an datt mer déi Orientations budgétaires also eréischt zu engem Zäitpunkt kréien, wou och schonn d'Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun eriwwer ass, war d'Kommissioun domat averstanen, fir der Chamber ze proposéieren, fir aus dem Artikel 98 «orientations budgétaires» ze sträichen. D'Rapportë vun deenen Exercices précédents, déi misste selbstverständlech an Zukunft och nach weider da kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn déi dräi Propositiounen, déi d'Reglementskommissioun proposéiert, fir der Chamber hei virzeleeën, fir ze stëmmen. Dës Änneruge géifen an engem coordonnéierten Text, wa se ugeholl géife ginn, am Mémorial publizéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Den Här Gibéryen huet elo am Detail nach eng Kéier dorop higewisen, wat déi dräi Modifikatioune sinn, déi d'Reglementskommissioun proposéiert. Ech wëll direkt soen, dass mir als Fraktioun mat där Propositioun, wéi d'Reglementskommissioun se elo gemaach huet, d'accord sinn.

Ech wollt nëmmen e puer Wuert soe wéinst engem Artikel, deen ech en Dënschdeg an enger Dageszeitung gelies hunn, ënnert dem Titel „Schaler Beigeschmack", wou mir de Kapp gewäsch kréien, dass mer ëmmer erëm géifen d'Reglement änneren.

Ech menge wierklech, dass ee sech muss d'Fro stellen, ob een net soll beim Reglement eng Kéier deen Exercice maachen, dee mer an der Verfassungskommissioun amgaange sinn ze maachen, dass mer dee ganzen Text op de Métier huelen a probéieren, ee kohärenten Text ze maachen.

Mir wëssen, dass nach aner Änneruge vum Reglement op eis zoukommen, aus nach enger ganz anerer Optik eraus wéi dat, wat mer haut diskutéieren, an ech géif mengen, dat wär vläicht eng gutt Iddi, wann een dat géif esou maachen an dann den Text am Mémorial publizéieren, an net all Kéier, wa mer dann erëm eng Ännerung maachen, mussen eng Publikatioun am Mémorial maachen.

Mä, wat mech awer frappéiert huet, dat ass, dass deen Auteur vun deem Artikel net schéngt verstanen ze hunn, wat elo hei proposéiert ass, well e seet, wann e vun der ADR schwätzt, dass, net nëmmen doduerjer, dass den Här Jaerling d'ADR-Fraktioun verlooss huet, se keng Fraktioun méi ass, mä elo géif se och nach manner Riedezäit kréien.

Dat ass jo awer net de Fall! An ech muss éierlech soen, ech fannen et équitabel wann ee seet, d'Fraktiounen, déi e Minimum vu fënnef Leit mussen hunn, déi hunn esou vill Zäit, an d'Sensibilités politiques, déi hunn eng Fraktioun vun deene fënnef, au prorata vun där Zuel vu Leit, déi se sinn.

Et schéngt mir richteg ze soen, wann eng Sensibilité politique véier Leit huet, dass et dann normal ass, dass se méi Riedezäit huet, wéi eng Sensibilité politique, déi nëmmen ee Member huet.

Mir wësse jo, woufir an alle Parlamenter vun der Welt et Fraktioune gëtt. Dat ass fir eng gewësse Kohesioun an d'Debatten ze brëngen an och fir beim Vote eng gewëssen - wéi soll ech soen? - Organisatioun eranzekréien.

Ech fannen et och richteg, dass d'Sensibilités politiques sollen uerdentlech traitéiert ginn an Zäit kréien, mä nach schéngt et mer richteg, dass een dem Kräfteverhältnis soll Rechnung droen. Duerfir géif ech nach eng Kéier vun eiser Fraktioun aus soen, dass mir deen Text, esou wéi en elo virläit, kënne stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Flesch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt den Accord vun onser Fraktioun zu dëse Modifikatioune bréngen an och dem Président-rapporteur vun der Commission du Règlement onse Merci ausschwätze fir déi exzellent Aarbecht, déi en do gemaach huet.

Erlaabt mer awer, éischter a mengem eegenen Numm, eng Remarque ze maachen oder e puer Remarquen ze maachen, iwwer een Deel vun deene Modifikatiounen - net iwwert d'Riedezäit.

Déi Remarque, déi geet aus vun engem Virfall, dee mech am Fong geholl gewonnert huet. Mir haten de leschten Dënschdeg de Moien - d'aussepolitesch an d'Europakommissioun zesumme mat der Agrarkommissioun - d'Madame Fischer Boel, Kommissärin, hei, fir iwwer hir Dossieren ze schwätzen, a mäin Erstaune war grouss, dass d'Agrarkommissioun eestëmmeg anscheinend décidéiert huet, fir dass dës Auditioun vun der Madame Fischer Boel soll a Huis clos stattfannen.

Bon, ech hu mech deem gebeugt als President vun der aussepolitescher an Europakommissioun. Ech hunn et awer komesch fonnt. Ech hunn et komesch fonnt an enger Zäit, wou awer wierklech d'Fro vun der Transparenz an der Öffentlechkeet vun Administratiounen an öffentlechen Institutiounen ufänkt, ëmmer méi pertinent ze ginn.

Hannendrun, hannert deem, wat mir elo maachen, schwätze mer iwwert de Projet 5645 «sur la réutilisation des informations du secteur public». Ech weess, dass dat net den Accès dozou ass, mä do steet an deem Rapport - ech hunn dee gelies: «...une législation générale sur l'accès aux documents du secteur public est actuellement en cours d'élaboration». Ech hunn nach ni eppes dovunner héieren. Et ass dat Éischt, wat ech dovunner héieren, an ech huele jo un, dass d'Chamber och als en Deel vum Secteur public ugesi gëtt, esou dass d'Chamber sech sécher och muss Gedanke maachen iwwert dat, wat dann den Accès zu esou Dokumenter ass.

Ech kommen dann op deen eigentleche Punkt, dee mech am Reglement am Fong geholl dozou bruecht huet, fir hei Stellung ze huelen. Et handelt sech ëm d'Kommissiounen an ëm d'Öffentlechkeet oder d'Netöffentlechkeet vun de Kommissiounen an de Procès-verbaux vun de Kommissiounssitzungen.

Dir wësst, dass de Mouvement écologique eng Interventioun gemaach huet, d'Commission du Règlement domat befaasst huet, fir dass d'Procès-verbaux vun de Sitzunge vun de Kommissioune sollten öffentlech sinn, an ech hunn dann emol e bësse méi genee nach gekuckt, wat dann elo an eisem Reglement ass.

Mir hunn elo an eisem Reglement Artikel 21 Paragraph 7 stoen, d'Travaux vun de Kommissioune sinn non public. Si sinn non public, mä et gëtt gesot, dass awer déi Travaux och kënnen opgemaach ginn. Si kënnen also public sinn oder non public.

Da steet eppes iwwert d'Procès-verbaux dran, wat mech och stutzeg gemaach huet. Et gëtt e Projet de procès-verbal gemaach vum Sekretariat, an da steet an eisem Reglement, Artikel 21 Paragraph 8: «...doit être approuvé au début de la prochaine réunion» vun där Kommissioun, a bis dohinner ass de Projet de procès-verbal «n'est accessible qu'aux seuls membres de la commission...».

Dann hunn ech mer d'Fro gestallt: A wat ass dann duerno? Doriwwer gëtt näischt am Reglement gesot. Sinn déi Procès-verbaux, wa se eng Kéier ugeholl gi si vun der Kommissioun, public oder ass et nach ëmmer Geheimsache? Ech weess et net. Ech gesinn dat net am Reglement. Ech weess awer, Här President, dass, wa Kommissiounssitzunge stattfonnt hunn an d'Journalisten ënne mat hire Mikroen an hire Kamerae stinn, dass dann alles aus deem, wat an der Kommissioun gesot gëtt, erausgeschwat gëtt.

M. le Président.- Erlaabt Der, datt den Här Goerens Iech eng Fro stellt?

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Selbstverständlech.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här Fayot, et kënnt ee vläicht eng Resolutioun hei verfaassen, fir d'Commission du Règlement domadder ze befaassen.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Gitt mer eng Chance, bis ech fäerdeg sinn, Här Goerens.

(Hilarité)

An dann hu mer jo och nach, dat wollt ech och nach rappeléieren, den Artikel 22 (9) vun eisem Reglement, wou steet, dass eng Kommissioun kann décidéieren, dass Délibératioune secret sinn. Ech huele jo un, Här Goerens, dass Der net wëllt, dass, wa mer déi Commission de l'Éducation nationale iwwert de Wäerteunterrecht hunn, dass déi soll secret sinn.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Neen.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Esou dass mer also awer do an enger ganz spezifescher Situatioun sinn.

(Interruption)

Héchstwahrscheinlech gëtt de Secret des délibérations prononcéiert, wann et wierklech delikat Saache sinn, perséinlech Geschichten an esou weider.

An da gëtt an deem Fall och nach kee Procès-verbal iwwerhaapt gemaach, wat ech jo och komesch fannen, dass dann iwwerhaapt keng Trace vun enger Sitzung ass. Just déi puer Remarquen, fir ze soen: Perséinlech hat ech - a meng Fraktioun hat mer doranner gefollegt -, an der viregter Legislatur eng Demande gemaach, fir d'Reglement ze änneren, fir d'Kommissiounssitzunge prinzipiell öffentlech ze maachen a fir dann och natierlech de Procès-verbal public ze maachen.

An ech bedaueren et - dat ass mäin Haaptmessage -, dass dës Chamber nach net op deem Punkt ass, fir déi Öffentlechkeet an déi Transparenz mat hiren Aarbechten ze maachen, déi mer och vu villen aneren Institutioune verlaangen, vun der Regierung, an déi och an Europa, vun der Kommissioun a vu villen aneren Institutioune gefrot gëtt.

Ech géing mer wënschen, dass mer hei an dëser Chamber lues a lues zu enger neier Positioun kéimen, fir méi op ze sinn no baussen, och an eisen dagdeeglechen Aarbechten, well dat Argument, wat ech dann ëmmer héieren, dass dat net méiglech wär, well da kéinte mer jo net esou fräi ënner eis diskutéieren, dat Argument halen ech net fir pertinent. Ech war zéng Joer an engem Parlament, wou all Kommissiounssitzung öffentlech war, wou d'Press dobäi war, wou Assistenten, Attachéen dobäi waren a wou ganz hefteg diskutéiert ginn ass. Also, mäi Wonsch wär, trotzdeem ech dat hei unhuelen, dass dës Chamber géing ufänken e bëssen eng Evolutioun ze maachen zu méi Öffentlechkeet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Fayot Merci an als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech kann et an deem doten Domän kuerz maachen, well mir ware jo effektiv befaasst mat engem Bréif, wat d'Öffentlechkeet ubelaangt, virun allem wat d'Veröffentleche vun de Procès-verbaux ubelaangt. Meng Fraktioun vertrëtt zu honnert Prozent dem Här Fayot seng perséinlech Meenung hei. Déi Meenung schéngt jo net vu senger ganzer Fraktioun gedeelt ze ginn, leider, a mir hoffen, datt mer et awer eis nach eng Kéier iwwerleeën an zumindest deelweis Ouverturë fäerdeg bréngen an deem dote Beräich.

(Interruptions)

Här President, ech weess net esou richteg...

M. le Président.- Ech bieden drëm, dem Här Bausch nozelauschteren.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Da kommen ech léiwer vläicht erop, well ech mengen, et huet ee méi Autoritéit, wann een uewe steet.

M. le Président.- Här Bausch, schwätzt Dir virun.

Une voix.- Dir hutt déi vun iwwerall, Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Heiansdo huet een d'Impressioun net, wann ech heibannen ëm mech kucken.

Bon, also wéi gesot, meng Fraktioun ënnerstëtzt absolut dem Här Fayot seng perséinlech Meenung a mir hoffen, datt mer awer nach eng Kéier op deen do Wee kommen.

Ech wollt just vun der Geleeënheet profitéieren, Här President, fir dann am Sënn, wéi den Här Goerens virdru gesot huet, déi nächst Commission du Règlement mat enger neier Saach ze befaassen, fir hinnen direkt nach en Optrag ze ginn, an zwar datt mer géingen am Artikel 38 bei de Questions préalables de Punkt 7 sträiche loossen, well ech muss Iech soen, also fir datt d'Chamber soll décidéieren iwwer - wéi mer dat virdrun hei gemaach hunn - eng Resolutioun oder Motioun, egal wat fir eng, datt et ass, déi fënnef Ënnerschrëften huet, dat ass jo schonn eng Hürd, déi mer gesat hunn, datt een net hei egal wat kann zur Ofstëmmung bréngen, datt dann och nach duerno hei kann eng Majoritéit décidéieren, datt déi net dierf zur Ofstëmmung kommen, dat, muss ech soen, dat spottet jiddfer demokrateschem Verständnis an dat misst och an deem Sënn, wéi den Här Fayot elo grad hei dat gesot huet, a sengem offenen demokratesche Geescht Verständnis fannen.

An duerfir wäert meng Fraktioun, Här President, en Amendement erabréngen, datt deen Artikel 38 an deem Sënn ëmgeännert gëtt an dee Punkt 7 do, deen nach, mengen ech, vun enger verstëbstener parlamentarescher Zäit hier staamt, erausgestrach gëtt.

Merci.

M. le Président.- Als leschte Riedner huet den Här Jaerling d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Och Félicitatiounen dem Här Rapporteur fir säin explizite Rapport. E Rapport, deen awer ganz anescht ausgesinn hätt, wa mengen Amendementer, déi ech och zu deem Chambersreglement am Haartmount 2007 eragereecht hunn, Rechnung gedroe gi wär. An dës Amendementer hu sech bezunn op d'Artikele 14, 15, 28, 41, 44, 45, 72, 85, 91 an 203 vum Chambersreglement, an dat si just déi Artikelen, opgrond vun deenen en Deputéierte muss fënnef Ënnerschrëfte virweisen, wann en eng parlamentaresch Initiativ wëllt ergräifen. An ech mengen, ech maachen dat hei jo net, fir heihinner ze kommen a Motiounen ze deponéieren, fir egal iergendwat ze maachen, mä ech hunn déi Amendementer eraginn am Sënn vu méi Demokratie.

An dat sinn och déi Artikelen, déi menger Usiicht no géint den Artikel 50 vun eiser Verfassung verstoussen, dee kloer seet, dass dem Deputéierte keng Contrainte a kee Fraktiounszwang dierf operluecht ginn. Wann een awer fënnef Ënnerschrëfte muss sammele goen, dann ass dat Fraktiounszwang, an dann ass dat eng Contrainte, also manifestement verfassungswiddreg.

An déi vir zitéiert Artikele verstoussen awer net nëmme géint d'Verfassung, mä komescherweis och nach géint den Artikel 166 vum Chambersreglement selwer, dee seet: «Les députés exercent leur mandat de façon indépendante. Ils ne peuvent être liés par des instructions ni recevoir de mandats impératifs.» Wou ass dann d'Indépendance vum Deputéierten, wann en net eleng däerf eng Initiativ areechen? Ass d'Obligatioun, fënnef Ënnerschrëften sammelen ze mussen, kee Mandat impératif, deen d'Indépendance vum Deputéierte violéiert?

An duerfir, Här President, wëll ech déi Amendementer, déi ech an der Kommissioun eragereecht hunn, dann hei och nach eng Kéier deponéieren, fir dass all Deputéierten dovu Kenntnis kritt an net nëmmen d'Reglementskommissioun vun der Chamber. A fir dass am Respekt vum Artikel 50 vun eiser Verfassung an am Respekt vum Artikel 166 vum Chambersreglement déi Amendementer an Ännerunge vum Chambersreglement mat integréiert ginn. Well et kann net sinn, dass eng Chamberskommissioun eleng décidéiert, wat der Chamber als Ännerung am Chambersreglement virgeluecht gëtt. D'Deputéierte mussen iwwer all Elementer kënnen décidéieren, also och iwwert déi Amendementer, well eenzeg an eleng d'Chamber ass souverän a muss hir Entscheedungen am Respekt vun der Verfassung an am Respekt vun hirem eegene Reglement awer och hei treffen.

Ech soen Iech Merci.

Amendements

Article 14.- (2) Nouveau texte:

Pour être reconnu, un groupe politique doit être représenté dans chaque circonscription ou comprendre au moins cinq membres.

Article 15.- (2) Nouveau texte:

Les députés qui ne sont affiliés à aucun groupe politique ou technique sont invités à participer aux travaux de la Conférence des Présidents dans le cas où celle-ci est appelée à émettre son avis sur des projets d'arrêtés, de règlements ou de détermination du modèle de temps de parole concernant les projets de loi. Les sensibilités politiques pourront y déléguer un observateur.

Article 28.- (7) Nouveau texte:

Sont à considérer comme groupes politiques en vue de la composition de la Conférence des Présidents les groupements politiques conformément à l'article 14, paragraphe 2, du présent règlement, et comme groupes techniques les groupements comprenant au moins cinq membres, conformément à l'article 15.

Article 41.- (2) et (3) sont abolis.

Article 44.- (2) Nouveau texte:

Le vote sur l'ensemble des lois a toujours lieu par appel nominal. Dans les autres cas, la Chambre peut exprimer son opinion par main levée, à moins que un membre ne demande le vote par appel nominal.

Article 45.- Nouveau texte:

La division est de droit, lorsqu'elle est demandée. L'auteur de la demande doit préciser les parties sur lesquelles il demande des votes séparés.

Article 72.- (1) Nouveau texte:

Les amendements sont rédigés par écrit et remis au Président. Ils sont distribués aux membres de la Chambre.

Article 85.- (2) Nouveau texte:

Les motions et résolutions sont rédigées par écrit et remises au Président de la Chambre. Elles sont distribuées aux membres de la Chambre.

Article 91.- (1) Nouveau texte:

La Chambre peut organiser, à l'initiative d'un député, un débat d'orientation sur un sujet d'intérêt général. À cette fin, elle peut charger une commission d'élaborer un rapport détaillé sur le sujet en question.

Le député qui propose l'organisation d'un débat d'orientation fait connaître au Président l'objet du débat par une déclaration écrite dans laquelle il spécifie les éléments faisant l'objet du débat.

Article 203.- (1) Nouveau texte:

La Chambre peut, en tout temps, procéder à la révision générale ou partielle du Règlement, sur la proposition d'un de ses membres, qui précisera par écrit les points à réviser.

Article 203.- (2) Nouveau texte:

La proposition est transmise à la Conférence des Présidents, qui en saisit la Commission de Règlement. La Commission de Règlement remet au vote de la Chambre les articles à réviser.

(s) Aly Jaerling.

M. le Président.- Ech soen dem Här Jaerling Merci. Den Här Jaerling huet hei eng Rei vun Amendementer eraginn, déi awer leider net vu fënnef Deputéierten ënnerschriwwe sinn, wéi den Artikel 203 dat am Moment virgesäit. Déi Propositioun kann awer nëmmen an deem Fall un d'Conférence des Présidents virugoen. Ech géing also den Här Jaerling bieden ze kucken, datt hien nach véier Ënnerschrëfte kritt, an da gi mer déi Amendementer virun un d'Conférence des Présidents.

Elo komme mer awer zur Ofstëmmung. Den Här Jaerling huet d'Wuert nach eng Kéier.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech mengen, et war mer jo kloer, wat elo hei géing geschéien. Dat ass jo dat typescht Beispill vun der Demokratie, wéi se hei herrscht. Dat heescht, d'Chamber gëtt net d'Méiglechkeet, fir hei iwwer eppes ze diskutéieren, wat manifestement verfassungswiddreg ass.

Also, hei huet keen de Courage, fir driwwer ze diskutéieren, ob dat doten am Respekt vum Artikel 50 vun der Verfassung ass oder net. Ech bedaueren dat an ech wëll Iech awer da kloer soen, dass ech hei net ophalen, dass ech dann op d'Verfassungsgeriicht ginn, a wann et muss sinn op d'Cour des droits de l'Homme, well ech loosse mer awer hei meng Rechter net op déi Aart a Weis do huelen, an et sinn nach anerer heibannen, deenen hir Rechter op déi gläich Aart a Weis doduerch violéiert ginn an déi hätte vläicht och Grond gehat, fir meng Amendementer hei ze ënnerstëtzen, dass och an hirem Sënn hei zumindest doriwwer diskutéiert gi wär.

Ech mengen, d'Demokratie ass nach ëmmer d'Diktatur vun der Majoritéit. Ech mengen, dat hu mer jo virdru bei der Resolutioun och gesinn, mä trotzdeem misst zumindest virdru kënnen driwwer diskutéiert ginn, an dat gëtt mer hei verwiert an dat bedaueren ech.

M. le Président.- Här Jaerling, ech maachen Iech eng Propos. Ech ginn déi Amendementer virun un d'Conférence des Présidents, déi dann doriwwer tranchéiert, ob déi iwwerhaapt recevabel sinn oder net.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvirschlag 5786. Den Text steet am Document parlementaire 5786[1].

Vote

D'Reglement ass ugeholl gi mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement) et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Question avec débat Nummer 25 vum Här Claude Adam iwwert d'Affektatioun vun de Sitë vum Kulturjoer 2007. Den Auteur vun der Questioun huet fënnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro virzedroen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

7. Question avec débat N°25 de M. Claude Adam relative au concept concernant les sites et bâtiments transformés en lieux de rencontre culturels dans le cadre de l'année culturelle 2007

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren eng ganz Rei ganz grouss kulturell Infrastrukture kritt. Als Beispiller nennen ech just d'Philharmonie, de Mudam, d'Renovatioun vum groussen Theater. Mir bidden an dësen Haiser ee Programm un, wou mer grouss international a renomméiert Künstler invitéieren. Mir investéiere vill Suen an eis Infrastrukturen a mir hunn Erfolleg. Dat ass och gutt esou. Dat steet engem räiche Land, dat seng Ressourcë virun allem enger floréierender Bankeplaz ze verdanken huet, gutt zu Gesiicht.

Mir kritiséieren dat net an dat ass och net de Sujet vu menger Fro vun haut.

Mir hunn zu Lëtzebuerg mëttlerweil och eng ganz Rei vun dezentrale Kulturhaiser. Ech wëll se net all opzielen. Ech nennen der exemplaresch just dräi, well se mir am nootste stinn: d'Mierscher Kulturhaus, de CAPe zu Ettelbréck an de CUBE 521 zu Maarnech.

Dës Haiser hunn zum Deel keen einfache Stand, fir sech niewent dem groussen Ugebuet vu Staren an Highlighte vun deene méi groussen Haiser duerchzesetzen. Mä si hunn och eng aner Missioun. Si mussen op déi Regiounen agoen, wou se sinn. Si musse professionell de Leit entgéintkommen. Si musse sech mat Traditiounen auserneesetzen. Si musse mat de Leit aus hirer Regioun zesummeschaffen. Si mussen och als Regionalhaiser zesummeschaffen.

Kultur ass eng Fräizäitbeschäftegung, awer och vill méi wéi eng Fräizäitbeschäftegung. Kultur erméiglecht, Saachen anescht ze betruechten, wéi een et gewinnt ass. Kultur ass mëttlerweil och ee wichtegen ekonomesche Facteur. Kultur schaaft Aarbechtsplazen an der Regioun an dréit zur Liewensqualitéit bäi.

Mä et geet haut och net ëm déi regional Zentren. Ech hunn déi grouss kulturell Infrastrukturen an déi regional Zentre just ugefouert, fir meng eigentlech Fro ze encadréieren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kulturjoer 2007, wat jo schonns elo als grousse Succès gefeiert gëtt, wat nach laang net eriwwer ass, mä nach ëmmer vun Event zu Event virurullt, dëst Kulturjoer huet zu Lëtzebuerg eng Rei vun Dynamike geschaf oder zumindest entstoe gelooss, wou mir Kultur net ëmmer musse méi oder wéineger deier a méi oder manner wäit akafe goen.

Eng Rei Siten, déi mir an d'Rei gesat hunn, ouni een Overkill vu Renovatioun duerchzezéien, hunn zu enger Entwécklung vun enger lieweger Kulturzeen bäigedroen. Eventuell kéint ee vun enger Alternativkultur schwätzen, déi nei Hoffnungen erwächt huet, déi een neie Publikum fonnt huet.

Ech kann net op all Projet agoen an en opzielen, mä fir meng Ried méi däitlech ze maachen, zielen ech e puer Beispiller op, op de Risk hin, e puer anerer wichteger ze vergiessen.

Wat geschitt zum Beispill mat der Halle des soufflantes zu Esch/Belval? Wat geschitt mat der Ausstellung „All we need", déi do gewise gëtt? Wat geschitt mam Hall Fondouq an der Diddelenger Aciérie? Wat geschitt mat der Ausstellung „Retour de Babel"? Ass dee formidabelen internationale Projet „dance palace" definitiv ofgeschloss oder lieft e virun? Wat geschitt mat engem Projet „urban lab" an der Stad?

Wat geschitt mam Bistro EXIT 07? Iwwerlieft de Restaurant „Le Cerf bleu" an de Rotonden? Wéi gesäit et iwwerhaapt mat der Zukunft vun de Rotonden aus?

Am Kulturjoer ass och eng ganz flott an effikass Jugendaarbecht am kulturelle Beräich gemaach ginn. Wat huet d'Regierung wëlles ze ënnerhuelen, fir datt dës Aarbecht eng nohalteg gëtt? Dat heescht, datt déi Efforten hei net mam Kulturjoer 2007 zu Enn ginn.

Mir mengen, datt besonnesch den Aspekt vun enger kreativer, dynamescher Kultur, deen am Kulturjoer entstanen ass, interessant ass a sech muss kënne weiderentwéckelen.

Duerfir meng Fro un d'Madame Statssekretärin: Well d'Kulturjoer jo och iwwer 2007 eraus soll weiderliewen, wéi gesäit d'Konzept vun der Regierung aus wat d'Uschafen, d'Renovatioun an déi künfteg Notzung vun ënner anerem deene Raimlechkeeten, déi ech opgezielt hunn, ugeet? Gëtt et eng Strategie vun der Regierung, wéi déi vill interessant Projeten, Ausstellungen, Aktivitéiten, déi op dëse Siten am Kader vum Kulturjoer entstane sinn, och iwwert d'Kulturjoer eraus sech kënne weiderentwéckelen?

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. An d'Regierung huet elo d'Wuert, d'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den ëmmer méi groussen an ëmmer méi öffentlech geäusserten Interessi un der Industriekultur, un der Kultur iwwerhaapt an um Kulturjoer freet mech ganz staark. Ech wollt dofir awer net verpassen, eppes ze soen, an zwar, fir unzefänken, eng Net-Neiegkeet: D'Kulturjoer ass nach amgaangen. Et sinn also nach ganz vill Saachen, déi lafen. Ech freeë mech och drop, Iech alleguerte während all deene ville Saachen nach ze gesinn an erëmzegesinn an ze begéinen op deene Plazen, wou déi oflafen.

Also keng Suerg, et gëtt nach vill gebueden an Dir kënnt nach ganz vill dohinner kucke kommen.

Mir hunn ëmmer gesot, d'Kulturjoer geet no 2007 souzesoen eréischt richteg un, an et ass jo kloer, datt mer eis scho Gedanke gemaach hunn doriwwer. Et ass awer och kloer, datt, soulaang wéi d'Kulturjoer amgaangen ass, mir fir d'alleréischt no deene Saache kucken, déi amgaange sinn, well et war jo och deelweis e Bewährungsjoer fir déi Saachen.

Wann also d'Kulturjoer eriwwer ass, si mer sécherlech nach besser prett, méi ze soen zu deene Froen, déi elo haut hei op der Tribun preziséiert gi sinn, déi awer virdrun net weider detailléiert dolouchen oder a guer kengem Detail.

Ech wëll trotzdeem haut op e puer Saachen agoen, wat de Claude Adam hei gesot a gefrot huet, a wou e richteg ervirsträicht, datt mer flott Plazen, flott Kulturhaiser hunn, déi een als Kulturhaiser kéint benotzen, déi elo hir Preuvë gemaach hunn, an datt mer, wéi mir et jo ëmmer gesot hunn, net wäerten nei Kulturbaute gréisserer Natur vum Stat aus u sech opriichten. D'Renovatioun vu bestehende Gebailechkeete wéi déi, déi elo opgezielt gi sinn, ass natierlech eng Fro, déi Sue kascht. Et ass awer och eng Fro, déi manner Sue kascht, wéi wann een en neit Gebai ganz opriicht. Mir sinn amgaang dorunner ze schaffen.

Mä déi meescht Saachen, déi opgezielt gi sinn, si folgend: Ech géif emol fir d'éischt mat de Rotonden ufänken. An zu de Rotonden - Ehre, wem Ehre gebührt - war net bemierkt ginn, datt schonn eng Question parlementaire gestallt gi war vum Marc Angel, an hei, Här President, ass déi Äntwert dorobber, well déi war virdru gestallt ginn. Domat ass dann och dorop d'Äntwert am Detail elo do.

D'Rotonden an de CPCA zu Bouneweg, wou den „dance palace" dran ass, dat si béides Bauten, déi eigentlech souwisou fir eng spéider kulturell Affektatioun virgesi waren, während déi aner vum Claude Adam zitéiert Bauten temporaire am Kulturjoer gebraucht gi sinn, well se einfach existéiert hunn an dofir, wéi gesot, d'office fir eng temporaire Notzung waren.

Iddien hu mer, Iddië sinn do. Mir hunn déi ënner anerem och scho kritt vun der Coordination générale, wou ech gesot hat, schreift mer roueg op, wat Dir als Erfahrungen erausgeholl hutt aus deem ganze Joer hei. Si hunn en Dokument gemaach gehat, dat d'Regierung an och d'Stad Lëtzebuerg fir déi Gebaier, déi op hirem Gebitt leien, studéieren. A mir denken, datt mer zum Schluss vum Kulturjoer souwisou zu nach vill méi konkrete Konklusioune kënne kommen. Mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffen.

Haut déi hei Prezisiounen, wat d'Rotonden ugeet: Do wou se scho renovéiert sinn, si si et mat Suen aus dem Fonds des monuments historiques, woumat den Affektatiounsberäich dann och schonn zu engem Deel virentscheet war. Nach méi Detailer stinn an der Question parlementaire, déi ech elo grad eriwwerginn hunn.

Folgendes zu de Rotonden als solches: Ganz flott Gebaier, déi onbedéngt sollen erhale bleiwen als Gebai an och als Affektatioun. Dir wësst, datt mer am Statsbudget vum nächste Joer Suen ageschriwwen hunn - dat war och hei gesot ginn, wéi de Budget déposéiert ginn ass - fir eng Programmatioun virulafen ze loossen an deem Kontext.

Mir hunn e Kommodo fir d'Rotonden, dee leeft aus zum Schluss vun dem Kulturjoer. Dono musse weider Aarbechte gemaach ginn a fir eng nei Betribsgenehmegung mussen dann och folgend Moossname geholl ginn, graff ass dat ongeféier dësen Zäitraum:

- d'Rotonde 1 fäerdeg stellen; Aarbechte vun ongeféier sechs Méint;

- d'Sanéiere vun der Rotonde 2 an der Plaz tëschent deenen zwou Rotonden, dat si minimum ee Joer Prozeduren a sechs Méint Sanéierung nach eng Kéier;

- an dann d'Restauratioun vun der Rotonde 2, dat sinn och erëm nach eng Kéier en Deel Méint, wahrscheinlech eppes iwwert en halleft Joer fir d'Aarbechten als solches.

Et kann een also dovunner ausgoen, datt et nach zwee bis dräi Joer zougeet, bis dee Site vun der Rotonde erëm integral ka genotzt ginn. Dofir denken ech awer dru fir en Iwwergangsprogramm ze maachen a weiderlafen ze loossen, mat ebe just den erfollegräichsten Elementer vun 2007, wéi de Claude Adam gesot huet, vum Kanner- a Jugendlecheprogramm.

Anerwäerts sinn innovativ Ausstellungen do gewiescht, speziell Eventer mat de Partneren, et war ganz polyvalent. Vläicht kënne mer dat an der Rotonde 1 maachen déi Zäit, wann déi fäerdeg renovéiert ass, vläicht awer och net, well ee muss gesinn, wéi et ass mam Sanéiere vun deem ganze Site.

Wann dat net méiglech wär, dann, wéi gesot, eng Iwwergangsplaz scho vun 2008 un. An déi Iwwergangsplaz, dat kéint vläicht d'Halle Paul Wurth sinn, wou mer scho Gespréicher gefouert hunn; do ass jo lo den „urban lab" an den LX5 dran, an do kënnt een déi eng an déi aner Saachen dee Moment iwwergangsperiodeméisseg zesumme virulafe loossen.

Gespréicher sinn och d'nächst Woch mat der Stad Lëtzebuerg, an ech denke mir kënnen do zum Schluss vum Kulturjoer nach méi Prezises matdeelen, well, wéi gesot, de Moment ass d'Kulturjoer selwer eisen Haaptuleies, awer mir sinn amgaangen, déi aner Saachen ze plangen.

D'Gebai zu Bouneweg, rue du Puits, deen ale Banannendépôt, hunn ech elo grad schonn ernimmt.

M. le Président.- Madame Statssekretärin, erlaabt Der, datt den Här Fayot Iech eng Zwëschefro stellt? Et ass zwar am Prinzip net virgesinn an där Prozedur, mä ech mengen, Dir hutt näischt dergéint, dass trotzdeem den Här Fayot Iech eng Zwëschefro stellt.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Da musse mer d'Reglement änneren.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wëll hei d'Reglement net violéieren, Här President, mä ech wollt just d'Madame Statssekretärin froen, wat d'Rotonden ugeet, do hate mer am Stater Gemengerot, sechs Méint ier d'Kulturjoer ugaangen ass, sollte mer do zwou Brécke bauen, vun der Gare eriwwer an d'Rotonden. Dat huet deemools, aus verschiddenen Ursaachen, net stattfonnt. An dat sollte breet Brécke ginn, wou den Accès vun der Gare op d'Rotondë sollt vereinfacht ginn. Ech wollt froen, ob dee Projet definitiv vum Dësch ass.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Ech weess net, Här President, ob d'Fro aus dem Gemengerot u sech an der Chamber hei ka beäntwert ginn, well et och net u sech d'Kompetenz vum Kulturministère ass: Dat war e Projet, deen net vum Kulturministère als solches war.

(Interruption)

Et war e Projet vun der Stad Lëtzebuerg.

(Interruption)

Dat kënnt nach mat derbäi.

Mir si jo och dofir nach amgaang, un deene Saachen ze schaffen an ze kucken.

Espace Paul Wurth zu Hollerech: Dat Gebai ass, dovunner mol ofgesinn, souwisou Privatbesëtz. Et ass de Besëtz vu Paul Wurth, wéi et eben heescht. Déi Besëtzer hunn eigentlech och wëlles gehat, dat Gebai an e Gesamtaménagement vun där Plaz afléissen ze doen, déi mat der Zäit vläicht eng aner Affektatioun kritt. Mä dat sinn awer vläicht nach e puer Joer hin a während där Zäit si mir a Gespréicher mat hinnen, fir et kënnen iwwergangsméisseg ze benotzen.

D'Gebléishal vun Esch/Belval ass vu jeehier eigentlech virgesi gewiescht fir eng Reserveplaz ze sinn, am Prinzip, fir déi spéider Erweiderung vun der Uni Lëtzebuerg, wa se bis doënnen zu Belval ass. Déi Fro wäert sech awer fréiestens stellen an zéng bis 15 Joer. Bis dohinner ass et virgesinn, datt mir eng Stockagehal maache fir museal Objeten, ganz besonnesch déi ganz grouss museal Objeten, déi och mussen an de richtege klimateschen an hygrometesche Konditioune stockéiert ginn.

Um Daach vun där Stockagehal kann dobäi souguer nach eng gréisser Ausstellungsfläch dee Moment mat genotzt ginn, allerdéngs net onbedéngt fir Ausstellunge vu kriddeleche Saache wéi antik Biller oder deier Skulpturen, mä éischter eng Ausstellung am Genre, wéi se elo doranner war. Déi Ausstellung selwer, déi elo doranner ass, huet een Zäitlaf, dee virgesi war, a mir wollten déi nach verlängeren. Et ass awer esou, datt do ganz vill geléinten Ausstellungsstécker dra sinn, déi d'Leit natierlech gär zréck hätten dee Moment, wou se se scho versprach hunn, fir op aner Plaze virunzeginn.

Natierlech ginn et ronderëm dat definitiivt Schicksal vun de Gebléishale souwuel akademesch wéi praktesch Debatten. Ech hu mam Fonds Belval an der Generalkoordinatioun 2007 virgesinn, datt mer uganks 2008 e Workshop an en Ideeëndag zu dësem Thema organiséieren, op wéi eng Aart a Weis een déi weider a spéider Notzung vun der Gebléishal kann organiséieren a wat technesch méiglech wär ze maache mat deem Gebai.

D'Halle Fondoucq an d'Stolwierk zu Diddeleng. Do ass et esou, datt dat ee Gesamtgebitt ass vun der fréierer LDD an en zesummenhängende Projet fir dee ganzen Terrain. De Fonds du Logement exercéiert haut den Usufruit fir de Stat, well d'Situatioun ass esou, datt den Areal nach am Besëtz vun ArcelorMittal ass an de Stat wéi gesot den Usufruit exercéiert. Et lafen nach Gespréicher zwëschent dem Stat, der Gemeng an Arcelor, déi nach net ganz ofgeschloss sinn. Dat ass um Lafen.

Fir d'éischt mussen also do d'Propriétéitsverhältnisser gekläert ginn, ier definitiv Orientatioune kënne geholl gi fir dës Hal, déi wéi gesot och en zesummenhängende Projet ass.

De Fonds du Logement denkt och drun, fir en Ideeëconcours ze maache fir dat ganzt Gelänn do, an do sinn natierlech villfälteg Ausriichtunge méiglech. Ech kéint mir do och absolut eng Partie kulturell Zwecker fir eenzel Saachen dovunner virstellen, mä déi Entscheedung läit net onbedéngt bei mir. Ëmsou méi wou ech och déi Deeg héieren hunn, datt de Buergermeeschter vun Diddeleng vu senge Beamte gesot kritt huet, wat e soll maachen. Esou datt ech ganz zouversiichtlech sinn, datt mer do eng ganz flott Saach an Issue derfir fannen.

Voilà, dat sinn d'Haaptpunkte gewiescht. Just nach de Restaurant an de Rotonden, d'„Serre bleue": d'Rotonde 1 muss jo nach weider restauréiert ginn. Dee Moment muss souwisou alles zougemaach ginn, dat ass kloer, fir spéiderhin awer erëm drun ze denken, déi Saachen och erëm dran zréckzebréngen, esou wéi se elo do sinn.

Voilà. D'Kulturjoer ass nach amgaangen, a logescherweis kucke mir dee Moment, wéi gesot, och fir d'éischt duerno. Duerno, um Enn vum Kulturjoer denken ech, wäerte mer all zesumme kënne mat neien Informatiounen déngen. Mir sinn um Plangen, um Ausdenken, um Schaffen, mä éier 2007 eriwwer ass, ass et nach ze fréi fir elo alles schonn definitiv ficeléiert ze hunn, well mir brauche jo d'Gebaier de Moment nach fir déi Projeten, déi um Lafe sinn.

Trotzdeem soen ech Iech Merci fir Ären Interessi un der Kultur an un der Industriekultur!

M. le Président.- Ech soen der Madame Statssekretärin Octavie Modert Merci. Här Adam, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräifen? Neen? Gutt.

Domadder wäre mer dann och fäerdeg mat deem Punkt. Op eisem Ordre du jour steet elo eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Gesondheetsrisiken duerch déi mobil Tëlefonie, op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen. D'Riedezäit ass nom Artikel 84 vum Chamberreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, der Sensibilité politique zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Roth, den Här Krieps, den Här Schneider an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Jean Huss als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

8. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur les risques de santé suite au développement rapide de la téléphonie mobile

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Einheiten zur Bemierkung, fir d'éischt fir ze soen, datt Iech alleguerten den technesche Fortschrëtt an d'Kommoditéit vun der Mobilfunktechnologie bekannt ass. Zënter e puer Joer allerdéngs gëtt et och Diskussiounen iwwer gesondheetlech Risiken.

Eng zweet Remarque, datt op ville Plazen hei am Land Buergermeeschteren oder Schäffe scho konfrontéiert waren, oder am Moment konfrontéiert si mat Biergerinnen oder Bierger, déi sech grouss Suerge maachen ëm hir Gesondheet am Ëmfeld vun Antenne vun allen Zorten.

Am Ausland, Schwäiz, Éisträich, Spuenien, Däitschland an esou virun, hu sech an deem Kontext gréisser Initiative vu Medeziner a Wëssenschaftler gegrënnt, déi opgrond vu wëssenschaftlechen Analysen engersäits, mä och opgrond vu sougenannte Beobachtungsstudië vun de Krankheetsevolutioune vun hire Patienten, eng nett an eng onerkläerlech Zounahm vu verschiddenen zum Deel gravéierende Krankheete bei hire Patiente festgestallt hunn, an dofir och eindringlech Appeller geriicht hunn un d'Politik, fir déi zougeloosse Grenzwäerter drastesch ze senken a fir a konkrete Fäll och problematesch Antennëstanduerter ze déplacéieren.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Eng drëtt Remarque fir ze soen, datt déi international, och an Europa gülteg Grenzwäerter just thermesch, dat heescht Erhëtzungseffekter um Ouer respektéieren a biologescherweis gesondheetsawierkend negativ Effekter iwwerhaapt net. Bis haut hu sech do leider déi kuerzsichteg Vuen an Interesse vun der Industrie ëmmer duerchgesat.

Véiertens, dat ass och de Fall hei zu Lëtzebuerg, an dat op dräi Niveauen:

Éischtens um Niveau vum berüchtegte Plan sectoriel vun de Mobilfunkantennen oder neie gepulsten Techniken, wou onverständlecherweis eng Rei vu Ministèren, véier insgesamt, zoustänneg sinn, mä absurderweis net de Gesondheetsminister, obschonns iwwer 99% vun alle Contestatioune vu besuergte Bierger just Risike virun der Gesondheet invoquéieren.

Zweetens um Niveau vun de Grenzwäerter, wou mer zu Lëtzebuerg zwar relativ méi niddreg Grenzwäerter hunn, wéi a munnech Nopeschlänner, mä och eis Valeur-seuil vun dräi Voltmeter schützt iwwerhaapt net viru gesondheetleche Risiken.

Drëttens gëtt et och hei am Land keng méi spezifesch Warnungen oder positiv Recommandatiounen am Ëmgang mam Handy, virun allem bei Kanner.

Véiertens och keng Warnung viru gepulste schnurlosen DECT-Haustëlefonen, déi héichproblematesch kënne si fir d'Schlofqualitéit, chronesche Kappwéi, fir nervös oder kardiovaskulär Stéierungen.

Fënneftens e leschten einleitende Constat fir ze soen, datt mer als Gréng haut elo hei keng Motioun un d'Regierung virleeë mat konkreten oder prezise Fuerderungen, well mer dës Heure d'actualité an éischter Linn gesinn als Informatiouns- a Sensibiliséierungsaktioun, fir der Regierung an de politesche Parteien Zäit fir d'Reflexioun iwwert dëse gravéierende Sujet ze loossen. Just an Zukunft, wann näischt géif geschéien, géife mer natierlech hei nach eng Kéier à charge kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Äntwert op d'Fro, firwat dës Heure d'actualité elo stattfënnt, huet net nëmmen ze di mat de wuessende Suerge vun eise Matbierger oder mat ëmmer méi Berichter iwwer Dokteschinitiativen am Ausland. Et huet och net nëmmen ze di mam berüchtegte Principe de précaution.

Neen, et gëtt eppes fundamental Neies an der internationaler Diskussioun iwwert de Mobilfunk. Nämlech eng nei wëssenschaftlech international Etüd, publizéiert den 31. August dëst Joer vun engem Konsortium vu villen, vun insgesamt 26 Wëssenschaftler, Medeziner a Verantwortleche vun der Santé publique, dem sougenannte BioInitiative Working Group.

Dës Etüd vun e puer honnert Säiten ass eng sougenannte Metaanalys, dat heescht, eng global Analys a Bewäertung vun iwwer 2.000 Etüden aus deene vergaangenen zéng Joer. An zwar souwuel iwwert d'elektromagnéitesch Strahlung vun nidderfrequente Felder - Stéchwierder Héichspannungsleitungen, Trafoen, elektresch Radioen, Weckeren an esou virun - wéi och iwwert d'Strahle vun der sougenannter Héichfrequenz, also dem Mobilfunk, Radaranlagen an esou virun.

D'Resultater vun dëser Metaetüd mussen eis net nëmme méi wéi nodenklech maachen. Déi Resultater si carrément esou bedenklech, datt sech déi offiziell, déi iewescht europäesch Agence, nämlech d'EEA zu Kopenhagen, d'Agence Européenne de l'Environnement, den Équivalent also vun der amerikanescher EPA, datt sech also dës héchsten europäesch Agence de Warnunge vun dëser Metaanalys ugeschloss huet a viru gravéierende Gesondheetsrisike warnt.

Am Detail ginn an dëser neier Metaanalys biologesch Effete beschriwwen op eis Genen an op d'Proteinexpressioun. Et géif wëssenschaftlech Evidenz gi fir genotoxesch Effekter a Schied; et géif zur Bildung vu Stressproteinen, sougenannte Heat-Shock-Proteine kommen, zu negativen Effekter op d'Fonctioun vum Immunsystem, dem Nervesystem a vun eise Verhalensmusteren. Et géif wëssenschaftlech Evidenz ginn zum Beispill fir Gehirtumoren an Tumore vum Gehirnerv, dem Akustikusneurinom bei laangjähregem Gebrauch vum Handy.

Et géife Relatiounen oder Associatioune gi mat anere grousse Krankheete wéi zum Beispill Alzheimer, Broschtkrieps an esou virun. All dat als méiglech biologesch Effete vu laangjähreger, chronescher Expositioun vun esou Strahlen!

Dës beonrouegend Analysen hunn, wéi gesot, déi offiziell europäesch Agence de l'Environnement zu Kopenhagen dozou beweegt, fir virun dësen neie Risiken offiziell ze warnen. D'Professesch Dokter Jacqueline McGlade, Exekutivdirekter vun der EEA zu Kopenhagen - hei ass déi Madame op enger Foto -, huet bei engem Interview wiertlech gesot - wiertlech gesot! -, de Risiko vum Mobilfunk wier vergläichbar mat de Gefore vum Asbest, vu PCBen oder vum bläihaltege Bensin, an et wier endlech Zäit ze handelen, ënner anerem duerch eng drastesch Senkung, an zwar ëm de Facteur

1.000, vun de bestehende Grenzwäerter, fir och all déi biologesch negativ Effeten an de Gréff ze kréien.

Konkret hei zu Lëtzebuerg sollt een also iwwer Folgendes emol eng Kéier nodenken:

1) ganz seriö iwwert dës wierklech ganz eescht a souguer deelweis alarmistesch Warnungen;

2) iwwer eng deementspriechend Senkung vun eise Grenzwäerter;

3) iwwer eng méi staark a souguer décisiv Implikatioun, Här Gesondheetsminister, vum Gesondheetsministère an dësem Dossier. An dat gëllt haaptsächlech fir de Plan sectoriel vun den Antennen. All Antennen, och klenger ënner 100 Watt, missten enger seriöer Kommodo-Inkommodo-Prozedur ënnerworf ginn, an zwar opgrond vun deenen neien Erkenntnisser och retroaktiv.

4) Sënnvoll wier et, datt Awunner, Gemengen a Bedreiwer gemeinsam géifen u regionale Standuertkonzepter schaffen, fir engersäits e problemlose Betrib, mä anerersäits eng maximal Protektioun vun der Santé vun de Leit ze garantéieren.

Bei guddem Wëllen, haaptsächlech bei guddem Wëllen op Säite vun de Bedreiwer wier dat technesch absolut machbar.

5) De Gesondheetsministère ass gefuerdert, Recommandatiounen erauszegi fir e ganz virsiichtegen, méiglechst kuerzen Ëmgang mam Handy, virun allem bei Kanner, déi méi empfindlech sinn; Recommandatiounen och, fir bei allen neien Entwécklungen ëmmer op d'Risike vu gepulstenen, kabellosen oder schnouerlosen Techniken hinzeweisen, a fir ze recommandéieren, op Technike mat Kabel zum Beispill fir den Internet zréckzegräifen.

Dat gëllt besonnesch fir nei Techniken a Schoulen a Spideeler, esou wéi dat virun zwou, dräi Wochen iwwregens déi däitsch Bundesregierung recommandéiert huet.

6) A schliesslech carrément de Verbuet vum schnouerlos gepulsten DECT-Haustëlefon, also Mobilfunkantennen am Haus selwer, soulaang wéi déi gepulste Felder 24 Stonne ronderëm d'Auer ausgestrahlt ginn. Woubäi et bei dëse schnouerlosen Haustëlefone jo haut nach méi eng onproblematesch Alternativ gëtt, nämlech den CT1-Plus-Apparat, deen och e schnouerlosen Tëlefon ass, mä deen net déi Problemer huet vun deenen neien DECT-Tëlefonen. Do wier och d'Méiglechkeet vun enger Alternativ ganz pragmatesch ze realiséieren.

D'Lizenz fir CT1-Plus-Tëlefone soll menges Wëssens Enn 2008 auslafen, wat a mengen Aen absurd wier, well et grad déi Technik wier, déi am mannste Problemer als schnouerlosen Haustëlefon géif maachen. Et misst also alles versicht ginn, fir grad déi Technologie hei zu Lëtzebuerg virunzefëieren.

Dir Dammen an Dir Hären, esou vill just an e puer Minutten zur Informatioun iwwert dës nei Risiken an iwwert dës nei Metaetüd mat all deem, wat dat bedeit. Ech sti ganz gären, oder mir Gréng sti ganz gäre fir weider Informatiounen zu dësem Sujet zur Verfügung.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, spéitstens vun haut un dierft eigentlech kee méi heibanne soen, hien hätt vun dëse gesondheetleche Risiken nach ni eppes héieren an hien hätt näischt dovunner gewosst.

Ech sinn der Meenung, Dir Dammen an Dir Hären, datt an dëser Affär „business as usual" net méi kann eng Geltung hunn. Hei musse mer elo wierklech iwwerleeën, wéi mer kënne virgoen, fir d'Gesondheet vun eise Bierger ze schützen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Huss. Als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Aktualitéitsstonn ass ugefrot ginn, fir iwwert d'Gesondheetsrisike vun der sougenannter Téléphonie mobile ze diskutéieren.

An der Etüd, déi dofir ugefouert gëtt, geet et awer méi generell ëm elektromagnéitesch Strahlung, also niewent de mobilen Tëlefonen och ëm „wireless" Applikatiounen, Haustëlefonen, Radiosmasten an esou weider. Vun dem Untragssteller gëtt dës Etüd als onofhängeg Etüd bezeechent.

Si fousst awer, an hien huet dat och gesot, zum groussen Deel op de Konklusioune vun aneren Etüden. Grad wéi eng Rëtsch aner Etüde stellt déi vun dem Untragssteller ugefouerten Etüd kee kausalen Zesummenhang tëschent GSM-Antennen an Emissioune vun aneren elektromagnéitesche Felder op där enger Säit a Gesondheetsschied op där anerer Säit fest. D'Etüd seet dëst iwwregens selwer.

Trotzdeem kënnt d'Etüd eigentlech zur Schlussfolgerung, dass ee mat dem „business as usual" - dat ass d'Wuertwahl - soll briechen an niddreg Emissiounsgrenze festleeën.

Mä grad dës Approche vun engem wuelverstanene Précautiounsprinzip ass vun der Lëtzebuerger Regierung ugewannt ginn. Déi Lëtzebuerger Kommodosgesetzgebung setzt ee maximalen Emissiounswäert vun dräi Voltmeter fir GSM-Statioune fest. Dëse Wäert muss iwwerall do agehale ginn, wou Leit sech permanent ophalen. De Respekt vun dësen Norme gëtt duerch Miessunge vun der Gewerbeinspektioun kontrolléiert.

Déi Lëtzebuerger Norme sinn niewent deenen an der Schwäiz a mëttlerweil an Éisträich déi niddregst a ganz Europa. D'Normen, déi vun der Weltgesondheetsorganisatioun, der OMS, festgehale sinn, leien ëm e Villfacht méi héich.

Zousätzlech kënnt nach de Plan sectoriel vun de GSM-Basisstatiounen, deen duerch deen an der Zäit vill diskutéierte Règlement grand-ducal vum 20. Februar 2006 d'Opstelle vun enger GSM-Antenne enger Baugenehmegung vum jeeweilege Buergermeeschter ënnerwërft. Och kënnen extra Schutzzonen an de Bebauungspläng virgesi ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'CSV ass d'Approche vun der Regierung an dësem Dossier déi richteg. No dem Précautiounsprinzip gëtt et streng Oplage fir d'Opriichte vu GSM-Statiounen, wéi gesot, mat déi strengst a ganz Europa. Anerersäits fördert d'Regierung awer och d'Efforten um Niveau vum Ausbau vun der mobiler Kommunikatioun an eisem Land. Dësen Ausbau brauch net nëmmen eis Wirtschaft, mä och den eenzelne Bierger. En effikasse Kommunikatiounsréseau gehéiert zu engem moderne Land an zum Liewe vun haut.

D'CSV plädéiert an deem Sënn fir eng kohärent Approche am Dossier. Kaum en Deputéierte verzicht wuel gären op säin Handy. Mir sinn awer net eleng. Gemäss de Statistike vum ILR telefonéieren d'Leit hei am Land an der Moyenne bal zwou Stonnen de Mount mat hirem Handy.

Hei an der Stad profitéiere mir alleguerte vum „Hot City", engem sougenannte „wireless"-Réseau, deen d'ailleurs initiéiert vum blo-grénge Stater Schäfferot ginn ass, nodeem d'CSV esou e Mega-Lan an hirem Wahlprogramm proposéiert hat. Kaum e Bierger kann novollzéien, dass hien op eenzelne Plazen hei am Land kee Réseau huet, hien awer op den entleeënsten Ecker an der Welt ka mat sengem Handy telefonéieren. Vill Leit iergere sech och, wa se an de Grenzregiounen am Süden, am Norden, am Westen an am Oste vum Land op eemol an auslännesch GSM-Réseauë rutschen, well do d'Emissiounsstäerkt méi grouss ass, wéi déi vun de Lëtzebuerger Antennen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si sécher, dass d'Bierger net gären op d'Fortschrëtter vun de modernen Telekommunikatiounstechnike verzichten. Fir eis sollt ee Wäert leeën op eng verstäerkten Informatioun vun de Leit, wat déi effektiv Emissioune vun eenzelnen Apparater sinn. An do sinn d'Produzenten an d'Commerçanten och gefuerdert. Wësse vill Leit, dass kabellos Haustëlefone bei Wäitem méi Strahlungen aussende wéi en Handy, besonnesch wat hir Sendestatiounen ubelaangt? An trotzdeem sinn dës Sendestatiounen dacks an enger Schlofkummer niewent dem Bett. Sinn d'Verkeefer an engem Geschäft an der Lag, d'Leit iwwert d'Héicht vun de Strahlunge vun engem Apparat ze informéieren?

Doriwwer eraus ënnerstëtzt d'CSV-Fraktioun an dësem Dossier d'Approche vun der Regierung, fir déi Mobiltelekommunikatioun am Land weider auszebauen. Dat awer ënner strengen Oplagen, fir dass déi gesondheetlech Aspekter net vernoléissegt sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Roth. Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps (*DP).*- Also, ech weess net, Här President, ob ech muss, wéi mäi Virriedner hei elo, d'Regierung extra luewen. Dat weess ech net. Mä ech wëll Iech just soen, dass déi heiten Heure d'actualité...

(Interruption)

Mir kommen dann herno dorobber zréck.

M. le Président.- Ënnerbriecht de Riedner net, wann Der wëllt.

M. Alexandre Krieps (*DP).*- Ënnerbriecht mech net, well meng Riednerzäit leeft fort. Dat heescht also net, dass meng Zäit ofleeft, wéi virgëschter een hei gesot huet.

(Interruption)

Mä dat ka sinn. Dat wäert Iech och nach bléien, Här Minister.

Déi heiten Heure d'actualité, vum honorabelen Här Huss ugefrot, reit sech an an eng ganz Rei där Débaten, déi mer schonn hei haten, a sëlleche Questions parlementaires. Mir ginn op 1998 zréck. Mäin honorabele Virgänger, den Här Bettendorf hat do eng Fro gestallt, den Här Mehlen, den Här Colombera, den Här Klein, den Här Huss schonn hei, Motioune vun der ADR 2001, déi am Fong déi heite Fro no bei d'BSE-Kris geréckelt haten. Lauter esou Saachen, wat sech am Fong nodréiglech net esou bewisen huet.

Wat hei nei ass an dësem Dossier, dat ass am Fong net vill säit 2003. Fir de Moment kënnt een dës Problematik areien an de Monster vu Loch Ness, well deen oft gesi gëtt, awer et huet keen de Beweis, dass e besteet. E puer Fakte ginn hei geliwwert, mä verschidde vun deenen Ënnersichunge si methodologesch guer net ofgeséchert, a ginn also falsch Konklusiounen.

Ech hätt gäre gehat, wann den Interpellateur och de Rapport vun der OMS vum leschte Joer zitéiert hätt, e ganz élaboréiert Dokument vun der FDA vum leschte Joer, an haaptsächlech eng ganz rezent Studie vum Schwäizer Office fédéral, déi op e puer Niveauen 200 Rapporten analyséiert huet iwwert d'Konsequenz op de Mënsch, op d'Déieren, op d'Zellen an d'Tissuen, an déi d'Noeffekter agestuuft hunn an: prouvé, probable, possible, improbable. Dat ass ganz gutt gemaach gewiescht.

Den Impact sanitaire op d'Mortalitéit, d'Limitatioun vum Bien-être. Dat geet natierlech vu Schwindel op Kappwéi. An da physiologesch Gréissten - wat hei scho gesot ginn ass - wéi de Schlof, d'kognitiv Funktioun vum Gehir, d'Reaktiounszäiten, d'elektresch Aktivitéit vum Gehir; ech kommen dorobber zréck. An dann e puer Nieweschauplätz wéi d'Fruchtbarkeet, d'Hormonen, d'Immunitéit, d'Gehéier an d'Gentoxicitéit.

An där Schwäizer Etüd detailléiere se zum Beispill op dem Niveau vun der Zell, déi Brins vum ADN, déi zerstéiert ginn. Mä et däerf een net vergiessen, dass eng Zell och an normalen Zäiten e plastesche Contenu huet, wou ofgebaut gëtt, reparéiert gëtt a frësch opgebaut gëtt. An ech mengen, do muss een awer nach e bësse waarden, bis d'Recherche déi Saachen etabléiert.

Bewise sinn awer Reaktiounen op d'Stimulateurs cardiaques, op verschidde Gehéierprothesen. Awer dat sinn d'Mikrowelle bei lech an der Kichen doheem. Et gesäit een en Effekt op d'elektresch Aktivitéit vum Gehir, wat iwwert den thermeschen Effekt ewechgeet.

An dann, wéi mer virdru gesot hunn, Dir hätt besser, doheem de Radiowecker ewechzegeheie wéi de mobilen Tëlefon. Obschonns mir, Här Klein, hunn och an de 50er Joren déi Weckeren iwwerlieft, déi déi Phosphorblieder haten. Do ass schonn deemools gesot ginn, déi wäre geféierlech. Mä ech mengen, et sinn also net ganz vill objektiv Donnéeën dodran. Och d'Mortalitéit ass net bewisen. D'Tumore vum Kapp bleiwe bei de Kanner an der Diskussioun.

Eng Saach, déi ech der Regierung mat op de Wee ginn, ass: Mat deene ville Radarskontrollen op der Strooss misst een ons Polizisten am Fong warnen, dass hei d'Tumeurs testiculaires mentionnéiert ginn duerch d'Radarkontroll. Se sollen awer d'Radarspistoulen net ze héich bei d'Aen halen, well dat war och an der Diskussioun. D'Testikelen an d'Aen hunn eng physiologesch Charakteristik: hir Duerchbluddung ass net gutt genuch, fir d'Hëtzt ze evakuéieren. Mä ech mengen, mir ginn net an den Detail. Dofir wär et gutt, wann Der um Principe de précaution festhale géift. Ech kommen nach eng Kéier op d'Zell zréck. D'Zellen, dat ass eppes, wat net ewechgeet.

Schlussendlech ënnerstëtzen ech d'Approche vum Här Huss, wat de Cadaster vun den Antennen ubelaangt an den Kommodo-Inkommodo. En nationaalt Institut fir net ioniséierend Strahle misst och geschaaft ginn, wou jiddfereen associéiert wär. D'ITM misst sech méi an der Postinstallatioun iwwert d'Antennen - d'Basisantennen - bekëmmeren, fir d'Stäerkten ze iwwerpréifen. Dës Kontrolle mussen natierlech och mat der Industrie gemaach ginn, an net géint d'Industrie.

Mir wëllen haaptsächlech hei vermeiden, dass emotional Debatte gefouert ginn, well ech hunn - a meng Partei huet - ganz vill Fiduz an ons Wëssenschaftler. Ech géif mengen, mer solle keng Panik hei maachen.

M. le Président.- Här Krieps, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. Alexandre Krieps (*DP).*- Jo. Merci, Här President. Dir sidd haut ganz streng mat mir.

Am leschte „Spiegel" vum leschte Méindeg kënnt Der nach liesen, dass do en Ëmweltspezialist geschriwwen huet, et soll ee keng Panik maachen. Dat geet iwwert d'Portabelen. Also ech gleewen, wéi ëmmer, dass d'Parteipolitik a Gesondheetsproblemer guer keng Plaz huet.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een als drëtte Riedner geet, sinn natierlech eng Rei Punkte scho gesot. Ech muss awer soen, wann een dee vun der grénger Fraktioun zitéierten iwwer 100 Säite schwéiere Rapport vun der Agence européenne pour l'environnement liest - an ech hunn e gelies, nodeem ech en héiflecherweis vum Här Huss zougestallt krut; ech hat e bësse Problemer, fir en erëmzefannen, well en effektiv op kengem Site ze fanne war -, esou stellt ee fest, datt an dësem Rapport eng Rei vu Froen a Geforen opgeworf ginn. Dat sinn awer och anerersäits zwou Facetten, déi ee muss beliichten.

Et sinn engersäits déi opgeléschte Geforen a Krankheeten oder Krankheetssymptomer op d'Auswierkung vun der Benotzung vun haut gängege modernen Technologieinstrumenter wéi Handy, GSM-Antennen, awer och „wireless", HiFi-Anlagen, iPod an esou virun. Dat ass awer och anerersäits d'Praxis, wou mir eis all bewosst sinn, datt eist Liewen, eis Aarbecht, eis Schoul op dëser technescher Entwécklung opgebaut ass. Eng technesch Entwécklung, déi haut esou schnell ass, datt d'Material vun haut scho muer iwwerholl ass.

Awer et ass och e Fakt, datt mir all dës Moyene brauchen, fir an dësem Zäitalter online ze bleiwen, esou wéi dat am Fachjargon heescht. Wie vun eis heibannen huet keen Handy all Dag am Gebrauch? Ech géif hei och déi zwee Untragsteller vun dëser Debatt mat abezéien.

Une voix.- Ech!

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Den Här Mehlen mellt sech hei. Ech hoffen dann, datt ech net eng Kéier gesinn, datt hien och Gebrauch mécht vun dësem flotten Instrument.

En Instrument, mengen ech, een Handy, mat integréiertem Kalenner, GPS-équipéiert a mam Internet connectéiert, ass e wichtegt Aarbechtsinstrument fir all Mënsch, awer virun allem fir „business people" a fir eis Politiker. An och verschidden dach esou fortschrëttlech Gemenge mat engagéierte Politiker wéi ënner anerem d'Gemeng Lëtzebuerg mat hirem Schäffen an och engem lwwerzeegte vun dëser Stonn, dem Här François Bausch, deen elo leider net heibannen ass, misste flott Projeten an den Tirang leeën, well dës Projete mat Mobiltëlefone lafen an doniewent och „wireless" gesteiert sinn.

Ech zitéieren hei nëmmen dee ganz flotte Parkingsbezuelungssystem Call2park an doniewent de Projet, deen och den Här Roth zitéiert huet, dee sougenannten „Hot City" oder „Hot Spot" och genannt, deen nëmme ka funktionéieren, wann effektiv „wireless" ka connectéiert ginn a wou Antennen duerch d'ganz Uewerstad hänken. Hei also si wichteg éischt Schrëtt ze maachen, an ech mengen, Här Huss, Dir sidd gutt placéiert, fir engem Schäffe vun der Gemeng Lëtzebuerg dës Messagen och eriwwerze-

bréngen, datt mer hei an der Praxis och ufänken dëst esou ëmzesetzen, wéi mer et hei op der Chamberstribün plädéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, als Fraktioun huele mir d'Recommandatioune vun där Agence eescht a recommandéieren, datt beim Benotze vun där ugesprachener Technologie déi néideg Précautiounen ze huele sinn. Précautiounen, déi einfach an effikass kënne sinn. Am Plan sectoriel „GSM-Antennen", deen hei ugeschwat ginn ass, hunn d'Gemenge probéiert, mat beschtem Wëssen dat ze realiséieren, an ech weess eng Rei Gemengeréit, wou dat doten in fundus wierklech diskutéiert gouf an och probéiert gouf, déi néideg Siten erauszefannen.

Et muss een och feststellen, datt bis haut keng kloer - an ech betounen nach eng Kéier kloer - medezinesch Argumenter bestinn, déi beweisen, datt d'Verwendung vum Handy an aneren zitéierte Geräter an Antenne gesondheetsschiedlech ass. An och den Här Huss huet op dëser Plaz gesot, an ech hunn notéiert, hien huet och geschwat vun „et géif" an „et kënnten" Auswierkunge bestoen. Och hei gesäit een, datt eng gewëssen Ongewëssheet dobäi ass.

M. le Président.- Erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Huss?

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Selbstverständlech, Här President.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn de Konjunktiv gebraucht, einfach fir ze zitéieren, wat an där Etüd steet. Hei ass de Résumé vun deem Rapport. Do steet dran: „scientific evidence for genotoxic effects, scientific evidence for stress response, scientific evidence for effects on immune function, scientific evidence for effects on neurology and behavior, scientific evidence for brain tumors and acoustic neuromas". Dat heescht wëssenschaftlech Evidenz steet an deem Rapport an näischt anescht, net iergendwellech Hypotheesen. Et steet dran, datt et eng wëssenschaftlech Evidenz ass. Dat ass dat, wat am Rapport steet.

M. le Président.- Merci, Här Huss.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Bon, da musse mer kucken, ob déi wëssenschaftlech Evidenz sech dann och eng Kéier erëmspigelt an dann och medezinesch iergendwou hannerluecht gëtt.

(Interruption)

Bon, ech hunn Äre Rapport gelies, also net Äre Rapport, mä deen, deen Der zitéiert hutt. Et ass eng gewëssen Aarbecht dohannert. Et gesäit een awer och an deem ganze Rapport, an dat fannt Der erëm, datt eng ganz Rei vun effektive Flouen awer och nach ëmmer bestinn.

Esou datt an dësem Domän eigentlech gëllt, wat och am Gebrauch oder an der Aussetzung vun anere Strahlen eigentlech gëllt, wéi zum Beispill d'Sonnestrahlen, deene sech alljährlech Milliounen ongeschützt aussetzen. Wou Milliounen ongeschützt am Summer um Strand an der Sonn brutzelen oder méi einfach, nëmmen duerch d'Ophalen am Fräie sech Strahlen aussetzen. Genau wéi an dësem Domän heescht et beim Gebrauch vun der mobiler Telefonie déi néideg Mesures de précaution ze huelen, fir sech net onnëtz Geforen auszesetzen. Loosse mer also dësen Débat och an dësem Kontext vu Précautioun an net vu Panikmacherei setzen a genauestens d'Entwécklung verfollegen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Robert Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. An deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech soen, datt, wann ee sech mat der Matière auserneesetzt, et ganz kloer Indikatioune gëtt, deelweis wëssenschaftlech fundéiert Indikatiounen, déi dorop hiweisen, datt déi Strahlung geféierlech Effeten op d'Gesondheet vum Mënsch huet. Vläicht net direkt - an dat ass wahrscheinlech och d'Problematik - miessbar, spierbar Effeten, mä laangfristeg Effeten, déi sech awer kënnen als Bombe à retardement auswierken.

Hei geet et ëm d'öffentlech Gesondheet. Hei geet et dorëm, datt déi Leit, déi déi Strahlung net wëllen, sech och net kënnen dogéint wieren, well si sinn deem exposéiert. Beim Tubak hu mer jo d'Meenung vertratt, datt do preventiv de Mënsch d'Recht hätt, fir sech net duerch anerer belaaschten ze loossen. Mir sinn hei exakt an deemselwechten Zeenario, an da soen ech: Och wann dee leschte Beweis net ugefouert ass, mir sinn hei fir de Principe de précaution. An ech hunn een Zitat fonnt, ënner ganz villen, wat ech Iech awer net wollt virenthalen, vun de Regierungschefen bei der Umweltkonferenz zu Rio de Janeiro, schonn am Joer 2000: „Bei konkretem Verdacht auf gesundheitliche Folgen neuer Techniken muss direkt reagiert und nicht abgewartet werden bis die oft komplizierten Ursachen lückenlos nachzuweisen sind."

Dat ass de Prinzip, no deem mer musse virgoen hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt awer ganz kloer net no deem Prinzip virgaangen. Hei ass de Prinzip, datt emol virun allem d'Kommunikatioun iwwerall garantéiert gi muss. Mir bréngen et fäerdeg, och an där Uertschaft, wou ech hierkommen, fir eng Antenn matzen an d'Duerf direkt niewent d'Spillschoul ze setzen an d'Gemeng kann emol näischt dogéint maachen. Dat ass einfach net seriö. Wa mer de Principe de précaution wëlle spille loossen, da musse mer anescht virgoen.

Ech wëll zum Schluss nach soen, Här President, datt esou een Débat wéi deen heite sech selbstverständlech net eegent, fir déi Problematik do seriö ze erörteren. Ech géing proposéieren, datt mer sollen eng Kommissioun domat chargéieren, fir sech emol ganz seriö domat auserneenzesetzen. Mir hunn 20 Sitzungen domat verbruecht, fir d'Juegdgesetz wëllen ze änneren, da wäerte mer an enger Saach, wou et ëm d'Gesondheet vun de Leit geet, et och fäerdeg bréngen, fir e puer Sitzungen ze organiséieren an do emol och seriö doriwwer ze diskutéieren.

M. le Président.- Sou, d'Debatt ass elo ofgeschloss. Freet d'Regierung d'Wuert? Här Minister?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wou ass da mäi Kolleeg, dee fir d'éischt sollt schwätzen?

M. le Président.- Also, Dir musst Iech eens maachen an der Regierung, Är Riedezäit leeft schonn.

(Hilarité)

Une voix.- Fänk du un. Fänk du un.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Da fänken ech un.

M. le Président.- Den Här Gesondheetsminister schwätzt also dann als Éischten. D'Regierung huet am Ganze 15 Minutten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, esou wéi d'Diskussioun de Mëtteg gefouert ginn ass, soll se och gefouert ginn: an Nuancen. Well mer et hei mat enger relativ neier Technologie ze dinn hunn, wou een nach net deen noutwendege Recul huet, fir definitiv d'Risike kënnen ze definéieren, awer och ze wéineg Recul, fir definitiv kënnen ze soen, dass keng Risiken do sinn.

Mir gesinn, dass déi nei Kommunikatiounsmëttele sech mat enger rasanter Vitesse développéieren an och d'Zuel dovu sech rasant développéiert. Den Här Huss huet sech op déi Etüd bezunn, déi eigentlech keng nei Etüd ass, mä déi de Verdéngscht huet, fir all déi Etüden oder e groussen Deel vun deenen Etüden, déi bis elo gemaach gi sinn, kritesch ze duerchliichten an do eraus Konklusiounen ze zéien. Konklusiounen ze zéien a Richtlinnen doriwwer ze zéien, wéi een an Zukunft soll sanitär Risike méiglechst reduzéieren, fir sech eng Rei vu Standarden ze ginn un déi ee sech soll, wa méiglech, halen.

De Rapport kënnt zur Konklusioun, dass déi laangfristeg Konsequenze vun deenen neien Technologien net mat leschter Certitude kënnen definéiert ginn. Déi wëssenschaftlech Evidenz vu méigleche Risike geet awer duer, fir ze soen, dass de Principe de précaution ubruecht ass an deem heite Beräich, an de Rapport proposéiert och eng Rei vu Moossnamen, déi dorop erauslafen, fir d'Kumulatioun vun der Expositioun esou niddreg wéi nëmme méiglech ze halen. Si empfehlt, fir esou wäit wéi méiglech laanscht déi schnurlos Kommunikatiounsmëttelen ze kommen. Si empfehlt, dass ee Statiounen esou wäit wéi méiglech vu méi sensibele Sitë soll ewechhalen, dass een öffentlech Raim wäitgehend, esou wäit wéi dat méiglech ass, vun deenen dote Kommunikatiounsmëttele soll fräihalen, dass ee virsiichteg soll si mam Ëmgang domadder, besonnesch bei Kanner a jonke Jugendlechen, an dass een Alternative soll sichen, déi manner Strahlung verursaachen, wéi zum Beispill zréckgräifen op Apparater, déi éischter SMS verschécken, a wann ee kommunizéiert éischter mam Knäppchen am Ouer wéi mam Apparat beim Ouer.

Et ass och richteg, dass eenzel Nopeschadministratiounen a -regierunge kloer Richtlinne ginn, wéi zum Beispill d'Ofrode vun dem schnurlosen Internetuschloss doheem souwéi datselwecht och an de Schoulen.

Wéi ass elo d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg?

Ech mengen, dass et net stëmmt, dass mer déi heiten Evolutioun net géifen am A halen. Den ILR an d'ITM zesumme mat der Santé schaffen exzellent zesummen a sinn och derbäi, eng ganz Rei vu Recommandatiounen, Informatiounen, Sensibiliséierungsmoossnamen ze maachen, déi verständlech musse si vum „grand public", well dat ass nämlech eng vun deenen Haaptorientatiounen, déi ee muss goen. Et muss een de Leit d'Méiglechkeete ginn, fir esou wéineg wéi méiglech sech de Strahlen auszesetzen.

Mir sinn och amgaang, um Niveau vun der Santé, dat heescht eis Division de la radioprotection zesumme mat der Médecine de l'environnement, eng Rei vu Recommandatiounen zesummenzestellen.

Wat ass elo kuerzfristeg machbar?

Machbar ass eng optimal Informatioun vum grousse Public iwwer e vernünftegen Ëmgang mat deene Kommunikatiounsméiglechkeeten, déi mer hunn, ob dat de GSM ass, ob dat de schnurlosen Tëlefon ass, besonnesch déi schnurlos Tëlefonen, déi méi problematesch sinn.

Ganz kloer machbar ass och d'Informatioun vum Public iwwert de Strahlepotenzial vun deenen eenzelnen Apparater, well Apparat ass net gläich Apparat, an do gëtt et eng ganz Rei vu gudden Etüden, Recommandatiounen, op déi mer eis kënne beruffen.

Mir wäerten am Rahme vum Portail Santé déi dote Recommandatiounen, déi doten Informatiounen iwwert d'GSMen, iwwert déi aner Zorte vun Tëlefone publizéieren, esou dass de Client ka jugéieren, bei wat fir engem Apparat déi Risiken, déi nach net ze quantifizéiere sinn, am geréngste sinn.

Da musse mer selbstverständlech d'Käpp zesummestrecken, zesummeschaffen, fir eng anstänneg Iwwerwaachung vun de méigleche Gesondheetsrisiken hei am Land ze maachen.

An dann ass et wichteg - an dat ass ee vun deene Punkten, déi den Här Huss bruecht huet, déi och absolut ze ënnerstëtze sinn -, d'Acteuren alleguer zesummenzebréngen an zesummen ze probéieren, eng Optimiséierung vun de Standuerten ze fannen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Et ass eent vun deene Gebidder, wou d'öffentlech Hand zesumme mat de Providere vill gemäß dem Précautiounsprinzip ka maachen.

Hei geet et net drëm fir d'NIMBYsmentalitéit ze förderen, mä et geet drëm dass, wann een Optiounen huet, déi net onméiglech ze erfëlle sinn, een zesumme soll kucken, wou wat am beschte steet, an zesumme soll probéieren, dass een dann déi verschidde Provideren och op ee gemeinsamen Nenner bréngt, fir dass een de Strahlepotenzial esou niddreg wéi méiglech hält an d'Antennen op déi am mannste problematesch Sitë kritt.

M. le Président.- Här Minister, ech wollt Iech just soen, Dir hutt elo d'Halschent vun der Riedezäit genotzt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kommen direkt zur Konklusioun. Ech wollt also soen, dass déi heiten Diskussioun ganz nëtzlech ass, dass och um Regierungsplang déi verschidde Memberen an der Regierung sech ganz gutt concertéieren an dass et net esou ass, dass an dem Suivi vun dem Plan régional oder Plan sectoriel d'Santé außen vor bleift. Och wa mer net an der Commission de suivi am Moment vertruede sinn, ass awer e ganz oppene Geescht do, fir d'Santé méi staark ze associéieren. Ech hunn an deem Sënn och mam Kolleeg Innenminister geschwat an dee gesäit dat d'selwecht.

Voilà, dat gesot, géif ech dann de Relais un dee ginn, mat deem ech an der Lescht ganz vill zesummegeschafft hunn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da kënnt deen zweete Member vun der Regierung, deen zu dësem gravë Problem Stellung hëlt.

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Här President, ech wäert da just complémentaire zu den Aussoe vum Här Di Bartolomeo kommen, well eigentlech d'Kompetenz vum Aarbechtsminister eenzeg an eleng de Kommodo betrëfft vun den Antennen. Woubäi d'Leit jo, wa se Antenne soen, ganz oft Maste mengen a mengen, d'Maste wäre geféierlech. Si gesinn dann d'Masten a si jäitze virun de Masten a si wëssen net, dass dat, wat ka wierklech geféierlech sinn, u sech d'Telefonéieren ass. An net nëmmen d'Telefonéiere mam Handy, mä och d'Telefonéieren - an dat hunn e puer Virriedner gesot, och den Här Roth - mat ganz anere Moyenen, wéi déi do sinn.

Wat d'Etüd ubelaangt, wëll ech och nach eng Kéier soen, dass ee muss wëssen, dass dat eng Etüd ass, déi eng sougenannte Laboratoires-Etüd ass. Et gëtt eng Etüd, déi 2008 erauskënnt...

M. le Président.- Här Minister, entschëllegt, den Här Huss wëllt Iech eng Fro stellen,…

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ma da soll hien dat maachen.

M. le Président.- ...déi net op Är Riedezäit ugerechent gëtt.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister, Dir hutt gesot, et wär esou, datt am Fong den Tëlefon vu senger Strahlung hier méi staark wär. Dat stëmmt. Et gëtt awer ee groussen Ënnerscheed. De Problem vun den Antennen, déi bei engem Duerf, bei enger Localitéit stinn, ergëtt eng Expositioun, déi 24 Stonnen op 24 ass, an dat ass e fundamentalen Ënnerscheed par rapport zu enger Expositioun vu vläicht eng, zwou Stonnen am Dag mat méi enger staarker Expositioun, an dat ass dann och nach eng zousätzlech Gefor dobäi. Et ass net nëmmen den Handy, deen e gewësse Risiko um Ouer ka sinn.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Mä, wann Der d'Etüde kuckt, déi bis elo do sinn, da kënnen déi net esou vu riichter Evidenz schwätzen. Och wa Risiken do sinn, an déi hu mer och ëmmer seriö geholl, ass effektiv ëmmer dat, wat erauskënnt, dat, dass kënne Geforen do sinn, emol net vun engem Gehirtumor, mä effektiv engem Tumor am Ouerkanal.

Ech kommen nach eng Kéier op d'Etüd zréck, déi mer sollen ofwaarden. Dat ass d'Étude Interphone, déi 2008 erauskënnt. Dat ass also eng Etüd, déi gemaach gëtt am Kader vun der Weltgesondheetsorganisatioun, déi net eng Etüd ass, déi am Laboratoire gemaach gëtt, mä déi effektiv opgrond vu Krankebiller kuckt, wat ka sinn a wat net ka sinn.

Zu de Basisstatiounen. Ech schwätzen nämlech ni gär vun Antennen, well d'Leit en Antennemast verstinn. Zu de Basisstatioune wëll ech nach eng Kéier hei soen, dass mir zu Lëtzebuerg - an dat hu mer scho virun e puer Joer gemaach; dat waren deemools den Ëmweltminister Charles Goerens an den Aarbechtsminister, deen nach ëmmer do ass - aus engem Geescht vu Précautioun eraus déi mat der Schwäiz niddregst Norme geholl hunn, nämlech dräi Volt pro Meter. Et muss ee wëssen, dass déi aktuell Norm vun der Weltgesondheetsorganisatioun 42 Volt pro Meter ass!

Mir sinn also ganz niddreg, wat dat ubelaangt, a mir hunn och Moossungen duerchgefouert, déi beweisen, dass an der Regel, wann et richteg ausgestallt gëtt, dat tëschent 0,5 an zwee Voltmeter läit. Mir komme ganz seelen op dräi Voltmeter. Och dat muss ee soen.

Et muss een natierlech och wëssen, wann ee kleng Ausstrahlungen huet, dass een dann natierlech och méi no muss bei d'Leit goen, fir d'Basisstatiounen opzestellen. Et kann een net engersäits soen, stellt se wäit ewech, a soen, strahlt wéineg aus. Déi zwee ginn zesummen. Dat ass ee Punkt.

Ech mengen, dass mer richteg leie mat deenen dräi Volt pro Meter. An ech mengen net, dass mer sollen elo do nach méi wäit goen. Mir wäerten nach eng Kéier souwisou iwwer eng ganz Partie vun Norme schwätzen, well mer och iwwert d'Kernspino...

(Interruption)

Kernspintographie, Merci fir d'Experten hei.

...well mer iwwert d'Kernspintographie mussen diskutéieren an nach eng ganz Partie anerer.

Une voix.- Kernspintomographie!

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Kernspintomographie, Merci fir de richtegen Expert.

Mir mussen also iwwert d'Kernspintomographie diskutéieren an nach eng ganz Partie anerer.

Zu Recht huet och den Här Krieps dorop opmierksam gemaach, wou mer iwwerall dës Strahlen hunn. Där gëtt et der ganz vill, mä ech mengen, mir solle bei den dräi Voltmeter bleiwen. Ënner anerem wéinst engem Punkt, deen och den Här Roth opgegraff hat, nämlech deem, dass mer dauernd net nëmme Reklamatioune kréie vu Leit, dass se keng Verbindung kréien, deemno wou se am Land sinn, mä dass mer ëmmer méi Plazen am Land hunn, wou Der net méi eng Lëtzebuerger Verbindung kritt, déi vun enger Basisstatioun ausgesant gëtt, déi niddreg Emissiounswäerter huet, mä dass Der ëmmer méi auslännesch Bestrahlunge kritt.

Ech zu Esch si regelméisseg op franséischen Netzer. Ech war dëslescht bis op Uewerwampech, majo, do war ech emol frou, wou ech bis e belscht Netz hat, mä e lëtzebuergescht hunn ech net méi kritt. Deemno wou Der sidd, hutt Der däitsch Netzer. Zu Mondorf hänkt Der doudsécher an den däitschen Netzer. D'ITM ass eng Kéier op Biekerech moosse gaang an huet erausfonnt, dass zu Biekerech e Moosswäert ass vun 12 bis 14 Voltmeter, also vill méi wéi dat, wat mir hei autoriséieren.

(Interruption)

Duerfir wëll ech dovir warnen, fir ze soen, dass mir elo nach mussen...

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Eenzeg an eleng den Här Minister Biltgen huet d'Wuert!

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Oh, wat ass dat esou schéin.

Duerfir wëll ech dovir warnen, fir ze soen, elo misste mir nach méi streng Norme festleeën, well da musse mer nach méi Basisantennen opstellen a mir kréien nach méi Basisantennen aus dem Ausland, déi bei eis erastrahlen.

Elo kënnt Der natierlech soen, et wär gutt, wa mer eis géingen innerhalb vun Europa eens ginn, fir manner auszestrahlen.

Une voix.- Jo, voilà.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ech wëll just soen, dass déi Zäit, wou ech nach Kommunikatiounsminister war, ech just an den europäesche Ministerrot gaange sinn a gesot hunn, wéi gutt mir wären, well mir op dräi Voltmeter erofgaange wären, an et wär vläicht gutt, wann déi aner dat och géinge maachen, wann d'Kommissioun géing och aner Wäerter festsetzen, mä ech sinn do vernannt gi vun deenen aneren, fir ze soen: Majo, du gees do géint d'Gewerbefräiheet. An et ass net ganz falsch. Wat mir méi mat eisen Normen erofginn, wat mer u sech eise Lëtzebuerger Operateure méi Misär maache par rapport zu den auslänneschen Operateuren. D'Leit mussen iwwert de Roaming méi bezuelen. Déi aner maachen de Goss an d'Leit ginn och nach méi bestrahlt.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister, wann Dir Iech fir europäesch niddreg Normen asetze géift, da kéint dee Problem geléist ginn.

M. le Président.- Här Huss, wann Der gären d'Wuert hätt, da musst Der et froen,...

(Interruption)

...mä Dir kënnt awer de Minister net permanent hei ënnerbriechen. En huet seng Riedezäit scho praktesch ganz opgebraucht.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ma dann halen ech och elo op mat mengem leschte Wuert, dass ech soen, dass ech natierlech bereet sinn, dat europäesch festzeleeën, mä dat ass zurzäit net de Fall, an duerfir wëll ech just soen, dass mer net wëlles hunn, hei zu Lëtzebuerg nach ënnert dat ze goen, wat mer elo gemaach hunn, wou mer wäit virun all deenen anere leien, a wou, wa mer géingen erofgoen, net eppes Positives géing entstoen, mä doudsécher op alle Punkten eppes Negatives. D'Leit musse méi deier bezuelen, déi aner maachen de Goss op Käschte vun eisen Operateuren an et komme méi Bestrahlungen an eist Land eran an net manner!

Merci.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat heescht, si bleiwen nach ëmmer an den Dierfer direkt bei de Schoule stoen?! Abee Merci!

M. le Président.- D'Debatt ass domadder ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt, dat ass de Projet de loi 5645 iwwert d'Verwendung vun den Informatiounen aus dem öffentleche Secteur. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President.

M. le Président.- Dir hutt 15 Minutten.

9. 5645 - Projet de loi sur la réutilisation des informations du secteur public

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ech brauch se net alleguer, Här President. Dir kënnt schonn iwwert de Rescht verfügen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann een eng Beschreiwung domat ufänkt, datt ee fir d'éischt opzielt, ëm wat et net bei deem Sujet geet, dann ass eppes faul un der Geschicht. Esou eng negativ Approche verréit nëmmen d'Verleeënheet virun der Tatsaach, datt eigentlech näischt oder net vill ze beschreiwe gëtt, well et einfach dem Sujet u Substanz feelt.

Esou ähnlech verhält et sech mat deem Projet, dee mir haut adoptéiere sollen. Et geet dobäi ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv aus dem Joer 1998, also aus dem leschte Jorhonnert - ëmmerhin néng Joer sinn dat schonn hier - mat där assuréiert sollt ginn, datt d'Informatiounen, déi am Besëtz vum Stat oder vun aneren öffentlechen Instanze sinn, no gewësse Regelen ënnert d'Leit bruecht ginn.

Wuelgemierkt geet et hei net dorëm, datt déi Informatiounen ënnert d'Leit kommen, mä nëmmen ëm déi Aart a Weis, wéi se ënnert d'Leit komme sollen. Dee klengen Ënnerscheed ass wesentlech, well datt déi Informatiounen am Besëtz vun der öffentlecher Hand och wierklech den Entreprisen an den eenzelne Bierger, fir wéi eng Zwecker och ëmmer, zougänglech gemaach ginn, dat ass am Moment alles aneschters wéi sécher. Et gëtt nämlech nach kee Gesetz, dat den Zougang zu deenen Informatioune regléiert. Dat heescht an anere Wierder: Hei gëtt emol einstweilen um Dréchene geschwommen, well nach kee Waasser am Baseng ass.

Net vun ongefëier hunn dann och souwuel de Statsrot wéi d'Handwierkerkummer an hire jeeweilegen Avisë gemengt, dee Projet iwwert d'zweet Verwendung, esou heescht dat, d'„Réutilisation" vun den öffentlechen Informatioune géing net vill Sënn maachen, esou laang wéi den Accès zu deenen Informatiounen net geregelt wär.

Firwat also solle mir dann elo dat Gesetz trotzdeem stëmmen a wéi ass et da mat deem Zougang zu deenen Informatiounen?

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Den Drock, Här President, fir mat der Ëmsetzung virunzemaachen, kënnt vu Bréissel a säit kuerzem och vum Europäesche Geriichtshaff um Kirchbierg, bei deem déi Bréisseler Kommissioun Lëtzebuerg an nach véier aner Länner - d'Belsch, Éisträich, Portugal a Spuenien - wéinst Netëmsetze vun enger Direktiv verklot huet. Am Fachjargon heescht dat jo „Recours en manquement". An d'Kommissioun ass domat och duerchkomm an huet um Kierchbierg Recht kritt.

Hiert rabiat Virgoe géint déi fënnef Länner huet d'Kommissioun duerch hir zoustänneg Kommissärin, d'Madame Viviane Réideng - dat ass Iech jo keng onbekannt -, domadder erkläre gelooss, datt d'Netëmsetze vun der Direktiv där europäescher Wirtschaft e Schued vun 48 Milliarden Euro am Joer géing maachen - wouhier se ëmmer och un dee Chiffer do kommen. Et heescht, dat wär ongeféier de Wäert vum Business, deen den Entreprisë laanscht d'Nues geet, well si net un déi Informatioune kommen, déi den öffentleche Secteur liwwere kënnt. Et handelt sech dobäi virun allem ëm Donnéeën aus de Beräicher Meteo, Geographie, Tourismus, Breveten, mä och ëm Informatioune mat sozialem, ekonomeschem oder pedagogeschem Hannergrond.

Mir hunn also elo net ganz vill Choix: Entweder stëmme mir elo dat Gesetz hei oder awer mir blechen deemnächst déi Strof, zu där mir wéinst Netëmsetzung vun enger Direktiv vun den EU-Riichtere verdonnert ginn. Fir dat ze évitéieren, hu mer besser mir setzen déi Direktiv, déi schliesslech scho fir den 1. Juli 2005 a Kraaft gesat hätt misse ginn, elo ouni nach méi laang ze waarden ëm, quitte datt mir domat just e Lach an d'Loft fachen, well mir, wéi gesot, mat dësem Gesetz d'Regele vun engem Spill festleeën, dat mir nach net spille kënnen, well mer dat Spill iwwerhaapt nach net hunn.

Datt mir dat Spill nach guer net hunn, ass dorop zréckzefëieren, datt den Zougang zu deenen Informatioune bis dato net geregelt ass, an datt eng entspriechend Direktiv vun 2004 nach net ëmgesat ginn ass. Déi Direktiv ass wuel net a Vergiess geroden, mä si hänkt nach ëmmer am Statsministère, an dat, well d'Regierungsleit mat eiser Press am Clinch leien, ebe just wéinst dem Zougang zur Informatioun.

Et ass nëmmen normal, an Dir géingt vu mir näischt aneschters erwaarden, datt d'Medievertrieder mordicus op hirem Recht bestinn, fir un déi Informatiounen ze kommen, déi bei der öffentlecher Hand leien. Schliesslech sinn d'Informatiounen hir Matière première, déi si da fir hir Lieser, Nolauschterer an Nokuckerte verschaffen an opbereeden.

Op där anerer Säit muss een awer och verstoen, datt den Zougang zu deenen Informatiounen, op deenen d'öffentlech Verwaltungen den Domm hunn, net absolut an net onbegrenzt ass. Et kann een deemno déi verstoen, déi, wéi d'Handwierkerkummer, dofir plädéieren, dëse Gesetzesprojet iwwert d'Réutilisatioun vun den öffentlechen Informatiounen esou laang zréckzestellen, bis datt dat anert Gesetz, dat Gesetz iwwert den Zougang zu den öffentlechen Informatiounen, zeideg ass.

Mä dat erëm kënne mir eis net leeschten, well dat Damoklesschwert vun enger Bestrofung iwwer eisem Kapp hänkt a well d'Zäit eis fortleeft. Et wäert wuel net méi laang daueren, bis mer gewuer ginn, wéi deier eis eis Saumséilegkeet ze stoe kënnt, well de Geriichtshaff ass drop an drun, eis d'Rechnung fir d'Netëmsetzung ze maachen an d'Héicht vun der Bouss fir eise Manquement festzesetzen.

Et ass kloer, datt dëst Gesetz eis am Moment net allze vill bréngt, mä et schuet awer och näischt, an duerfir a vu den Zäitdrock mengt déi zoustänneg Kommissioun dësem héijen Haus recommandéieren ze kënnen, dëst Gesetz ze stëmmen an der Hoffnung, datt dat, wat him eréischt säi volle Sënn gëtt, nämlech dat Gesetz iwwert den Zougang zum Stat sengen Informatiounen, geschwë vun der Regierung hei déposéiert an da vum Parlament nogeschoss ka ginn.

Meng Fraktioun mengt och duerfir, hiren Accord zu dësem Projet ginn ze kënnen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Rapporteur. Als éischt Riednerin ass d'Madame Flesch ageschriwwen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, ech ka mech ganz kuerzfaassen. Ech wéilt fir d'alleréischt dem Rapporteur Merci soen an dann och den Accord vun onser Fraktioun bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, déi öffentlech Organisme produzéieren a sinn also am Besëtz vu villen Informatiounen, zum Beispill aus dem Finanz- a Wirtschaftssecteur, der Meteo, dem Tourismus oder dem Stroosseverkéier. Dës Informatioune stellen eng wichteg Matière première duer, där hire Potenzial europawäit vun den Entreprisë kann exploitéiert ginn an zur wirtschaftlecher Croissance an zur Schafung vun Aarbechtsplaze ka bäidroen.

Dës Méiglechkeete kënnen awer nach net ganz zum Droe kommen, well d'Praktike vun den eenzelnen EU-Memberstaten an dëser Matière ze verschidde sinn. D'Kommissioun huet duerfir gemengt, datt ee Minimum vun Harmoniséierung néideg wär, am Sënn vun engem gudde Fonctionnement vum Bannemaart a vun der Entwécklung vun der Informatiounsgesellschaft. D'Direktiv encouragéiert och d'Memberstaten, derfir ze suergen, d'Recherche vun de wichtegsten Dokumenter an der Praxis ze vereinfachen.

Duerch dëse Projet de loi soll keng eenheetlech Gesetzgebung iwwert den Accès zu den Dokumenter vum öffentleche Secteur imposéiert ginn. Den Zougang zu dësen Dokumenter gëtt net um communautären Niveau geregelt an dëse Projet huet keen Afloss op d'Méiglechkeete vun de Memberstaten, déi öffentlech Dokumenter, déi zougänglech sinn, selwer ze bestëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- De Moment hu mer zu Lëtzebuerg eréischt esou eng Gesetzgebung am Ëmweltberäich. Eng generell Gesetzgebung iwwert den Zougang zu den Dokumenter vum öffentleche Secteur ass awer zurzäit an Ausaarbechtung.

Et muss een och dorop hiweisen, datt de Projet de loi keng Obligatioun fir d'Organisme vum öffentleche Secteur enthält, d'Weiderverwendung vun Dokumenter ze autoriséieren. D'Bestëmmungen, wéi d'Demandë mussen traitéiert ginn, wéi se an den Artikele 4 bis 10 virgesi sinn, spillen eréischt, wann déi öffentlech Organismen d'Réutilisatioun genehmegt hunn. An deem Fall ass d'Aart a Weis festgeluecht, wéi dës Réutilisatioun soll stattfannen. Prinzipië gi fixéiert, wat d'Format, d'Délaien, d'Tarificatioun oder d'Exklusivitéitsaccorden ubelaangt. De Projet ännert näischt un de Rechter a Flichten, wéi se an der Gesetzgebung iwwert de Persouneschutz géintiwwer dem Traitement vun Donnéeë mat perséinlechem Charakter virgesi sinn.

D'Obligatiounen, déi an deem virleiende Projet imposéiert ginn, kommen ebenfalls eréischt zur Uwendung am Fall wou se kompatibel si mat de Bestëmmungen aus internationalen Accorden iwwert de Schutz vun de Rechter vun der intellektueller Propriétéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann an dësem Fall et och esou ass, fir emol bei der Sprooch vum Sport ze bleiwen, datt déi zweet Halschent virun der éischter gespillt gëtt, oder déi zweet Etapp virun der éischter gefuer gëtt, esou wëll ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz bréngen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien! Très bien!

(Hilarité générale)

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Dir gesitt, dass Är Interventioun staark appréciéiert ginn ass. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Gibéryen.

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, no der Interventioun vum Här Diederich bleift wierklech näischt méi ze soen, wéi just nach d'Zoustëmmung vun eisem Grupp ze bréngen.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann huet d'Regierung d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Här President, den Här Thiel, obwuel e jo offiziell seng Pensioun gefeiert huet, huet bewisen, dass en nach ëmmer ganz brillant ass, an där Brillanz kann d'Regierung näischt bäifügen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Wier dat ëmmer esou!

(Hilarité)

D'Debatt ass also ofgeschloss a mir kommen zum Vote vun dësem Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 5645[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5645 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei 6 Abstentiounen a kenger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement) et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. John Castegnaro), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Anne Brasseur), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir sinn dann um Enn vun eisem Ordre du jour. Déi nächst Sitzunge si fir den 13. an de 14. November virgesinn. Den Ordre du jour wäert lech schréftlech zougestallt ginn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.47 heures)

Sommaire des séances publiques

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la gestion hospitalière pages 53-56

5775 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 pages 56-58

Question urgente N°2056 de M. Camille Gira et de Mme Viviane Loschetter relative aux conditions d'enseignement au Lycée du Nord à Wiltz page 59

Motions relatives aux grands projets d'infrastructures réalisés par l'État pages 59-64

Motion relative à la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange pages 64-65

Demandes en naturalisation pages 65-66

Dépôt d'une motion par M. Camille Gira pages 66-67

Dépôt d'une résolution par M. Henri Kox page 67

Motion de M. Félix Braz relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'électricité page 67

Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois) (suite) pages 67-68

Résolution de Mme Anne Brasseur demandant à charger la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle d'explorer la possibilité de l'introduction de l'éducation aux valeurs pour tous les écoliers et élèves fréquentant l'école publique luxembourgeoise pages 68-69

5786 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés pages 69-71

Question avec débat N°25 de M. Claude Adam relative au concept concernant les sites et bâtiments transformés en lieux de rencontre culturels dans le cadre de l'année culturelle 2007 pages 71-72

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur les risques de santé suite au développement rapide de la téléphonie mobile pages 72-75

5645 - Projet de loi sur la réutilisation des informations du secteur public pages 75-76

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

1.1. Statistiques

Relevé global
(du 1er octobre 2006 au 30 septembre 2007)

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de dossiers clôturés, déduction faite des réclamations irrecevables, non fondées, transmises à d'autres Médiateurs, des affaires que le Médiateur a refusé d'examiner ainsi que de celles dans lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les dossiers clôturés provisoirement sont comptabilisés parmi les affaires en cours et ne sont pas pris en considération pour la détermination du taux de correction.

=> TAUX DE CORRECTION: 77,85%

Nombre total de réclamations:	**922**
Dossiers en cours:	**132**
Dossiers clôturés	**790**

1.1.1. Affaires relevant de l'État

1.1.1.1. Immigration, permis de travail, visas, passeports

Nombre d'affaires:	105
Affaires clôturées:	96
Affaires en cours:	9
=> taux de correction:	97,61%

1.1.1.2. Logement et Classes moyennes

Nombre d'affaires:	20
Affaires clôturées:	18
Affaires en cours:	2
=> taux de correction:	33,33%

1.1.1.3. Administration judiciaire

Nombre d'affaires:	30
Affaires clôturées:	26
Affaires en cours:	4
=> taux de correction:	61,54%

1.1.1.4. Fiscalité (ACD, AED, Administration des Douanes et Accises)

Nombre d'affaires:	122
Affaires clôturées:	105
Affaires en cours:	17
=> taux de correction:	72,54%

1.1.2. Affaires relevant des Communes

1.1.2.1. Urbanisme

Nombre d'affaires:	39
Affaires clôturées:	34
Affaires en cours:	5
=> taux de correction:	57,14%

1.1.2.2. Affaires communales générales

Nombre d'affaires:	75
Affaires clôturées:	61
Affaires en cours:	14
=> taux de correction:	68,18%

1.1.3. Affaires concernant les Établissements publics relevant de l'État ou des Communes (y compris l'ADEM, la CNPF et le FNS)

1.1.3.1. Affaires de Sécurité Sociale

Nombre d'affaires:	130
Affaires clôturées:	114
Affaires en cours:	16
=> taux de correction:	72,22%

1.1.3.2. Administration de l'emploi (ADEM)

Nombre d'affaires:	50
Affaires clôturées:	38
Affaires en cours:	12
=> taux de correction:	83,33%

1.1.3.3. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)

Nombre d'affaires:	67
Affaires clôturées:	58
Affaires en cours:	9
=> taux de correction:	75%

1.1.3.4. Fonds national de Solidarité (FNS)

Nombre d'affaires:	17
Affaires clôturées:	16
Affaires en cours:	1
=> taux de correction:	66,66%

1.2. Affaires relevant de l'État

1.2.1. Immigration

Le nombre de réclamations formulées à l'encontre du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration a augmenté par rapport à l'année précédente. Ces réclamations étaient dirigées pour la plus grande partie contre la Direction de l'Immigration. Quelques réclamations concernaient le Bureau des Passeports.

Le nombre de réclamations ayant trait aux délais d'instruction et de réponse excessifs de la part de la Direction de l'Immigration a diminué même si certaines lenteurs, lors de la délivrance d'autorisations de séjour voire de permis de travail ou dans la procédure d'asile politique demeurent, eu égard à la complexité des dossiers.

La collaboration entre le Médiateur et la Direction de l'Immigration et le Bureau des Passeports est excellente, que ce soit de manière informelle entre agents des différents services, ou de façon plus officielle lors de l'échange de courriers.

À travers l'instruction des réclamations en matière de droit des étrangers, le Médiateur estime que la politique suivie par le Gouvernement et notamment par les Ministres ayant l'Immigration dans leurs attributions semble juste et mesurée, car elle témoigne d'une approche à la fois humaniste et réaliste.

Le droit des réfugiés

Le Médiateur tient à rappeler qu'en principe il n'intervient pas dans des questions de fond lors du rejet de demandes de protection internationale, sauf lorsque des considérations humanitaires sont en jeu. Le Médiateur n'a ni la vocation ni la compétence de se substituer à la Direction de l'Immigration en la matière, qui est mieux outillée pour procéder à la vérification des récits des demandeurs et de statuer sur l'authenticité de leurs documents.

Le Médiateur est néanmoins intervenu auprès des Ministres compétents pour s'enquérir des causes des lenteurs inhérentes à certaines demandes de protection internationale ou pour être informé sur les critères applicables lors de la régularisation au cas par cas de certains demandeurs d'asile déboutés.

Le Médiateur tient encore une fois à souligner que la problématique des sans-papiers qui vivent et travaillent depuis de longues années à Luxembourg mérite une réflexion approfondie de la part du Gouvernement. Dans ce contexte, le Médiateur se félicite du traitement de cette question dans le cadre des travaux préparatoires en vue de l'élaboration d'une nouvelle loi sur l'immigration. Le Médiateur renvoie encore une fois aux observations formulées à ce sujet dans son rapport d'activité 2005-2006.

Le Médiateur a pris note des difficultés d'interprétation de l'article 6, paragraphe 4, de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, qui concerne le retrait et la restitution à un demandeur de protection internationale, des pièces utiles à l'examen de sa demande. La question qui s'est notamment posée est celle de savoir si une personne ayant obtenu le statut de protection internationale peut solliciter la restitution de son passeport national ou de ses autres documents d'identité. Tout en comprenant que les prédits documents ne devraient pas être restitués dès lors qu'un titre de réfugié (ou titre de voyage) est délivré à ces personnes, le Médiateur constate que la pratique administrative actuelle n'est pas conforme à l'article 6, paragraphe 4 de la loi précitée qui devra dès lors être précisé lors d'une future modification législative.

Le Médiateur se félicite qu'un accord ait pu être trouvé avec la Direction de l'Immigration ainsi qu'avec le Ministère des Transports en ce qui concerne la transcription du permis de conduire de demandeurs de protection internationale, respectivement des bénéficiaires du statut de tolérance. Une instruction ministérielle régissant les modalités et la procédure de transcription a été élaborée en date du 9 mai 2007 par le Ministre des Transports.

L'accès au marché du travail

Par ailleurs, le Médiateur a été saisi par des ressortissants d'États tiers de réclamations concernant le passage d'un permis de travail A vers un permis de travail B. Il est vrai qu'en vertu du règlement grand-ducal du 12 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, il relève bien du pouvoir discrétionnaire des Ministres compétents de décider au cas par cas de l'octroi des permis énumérés à l'article 2 du prédit règlement. Cependant au regard des principes d'une bonne administration, notamment dans le respect d'une application cohérente de la loi et du principe d'égalité de traitement, les Ministres sont tenus de prendre leurs décisions sur la base de directives générales, voire de critères d'appréciation aussi clairs et précis que possible à communiquer à tout intéressé à sa demande. Il ne saurait y être dérogé que par une décision dûment motivée et objectivement justifiée.

D'après les informations qui ont été communiquées au Médiateur par le ministère compétent, il s'avère que les décisions en la matière sont prises sur la base des critères suivants:

D'abord il y a lieu de distinguer entre travailleurs immigrants et travailleurs immigrés.

Les travailleurs immigrants sont recrutés à Luxembourg parce que le marché de l'emploi national n'arrive pas à satisfaire les besoins économiques.

Parmi cette catégorie de travailleurs, il est distingué principalement en fonction du salaire.

Ainsi, tout travailleur qui a une rémunération supérieure à 4.000 euros reçoit un permis de travail A d'une durée de validité d'un an qui sera transformé en permis B en cas d'occupation continue d'un an auprès du même employeur.

Si le salaire est inférieur à 4.000 euros, le permis de travail ne sera délivré que pour une durée de six mois, renouvelable sur simple demande en cas de continuation d'affiliation et d'occupation, pour une durée d'un an, après quoi, si l'affiliation est toujours continue, un permis B sera délivré. Le premier renouvellement est par contre de six mois si le candidat a libre accès au marché de l'emploi après une occupation interrompue de douze mois en vertu des dispositions transitoires pour les nouveaux États membres.

Parmi les travailleurs immigrés par contre, notamment ceux qui se trouvent en séjour irrégulier à Luxembourg, mais qui pour une raison ou une autre peuvent profiter d'une régularisation par le travail, il est de l'intention du Gouvernement de ne pas les laisser tomber à charge de l'État d'une quelconque manière.

Dans ces cas un permis B ne sera octroyé qu'en cas d'occupation régulière attestée par la délivrance de trois permis A successifs. En général, un changement d'employeur ou de profession n'est pas toléré pendant cette période.

Une fois le permis B octroyé, la délivrance d'un permis C est en principe la règle en cas d'affiliation continue pendant quatre années. Or, il n'est pas garanti qu'une personne ayant été au chômage prolongé pendant les quatre années de validité de son permis B reçoive automatiquement un permis C après la délivrance d'un premier permis B.

Voilà donc les directives générales qui guident les Ministres compétents dans leurs décisions relatives aux demandes en obtention d'un permis de travail de la part de ressortissants d'un État tiers.

Par ailleurs, le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations ayant trait à l'accès au marché du travail luxembourgeois de ressortissants des nouveaux États membres. En effet, le Gouvernement luxembourgeois avait décidé de maintenir en vigueur les mesures nationales de restriction de l'accès au marché du travail pour les ressortissants des nouveaux États membres. Le Médiateur a demandé à la Direction de l'Immigration des précisions quant aux conditions et modalités de procédure à suivre en la matière.

Il en résulte que pour certains secteurs, le permis de travail est accordé avec bienveillance aux ressortissants des nouveaux États membres, en fonction d'une procé-

dure minimale et simplifiée, sans que l'exigence d'un permis de travail soit abolie. Les secteurs visés par cette ouverture sont actuellement l'agriculture, la viticulture, l'hôtellerie et la restauration.

Pour les autres secteurs, selon la situation du marché du travail, la procédure d'octroi de permis de travail est assouplie et les délais réduits. Néanmoins, le Médiateur tient à signaler que la procédure de demande de permis de travail devra toujours être respectée (ex. déclaration de poste vacant, demande de permis de travail, etc.).

Le Médiateur a encore été saisi de réclamations ayant trait à l'obtention d'un permis de travail pour des cuisiniers chinois ou indiens. La Direction de l'Immigration procède à une instruction approfondie de ces demandes en sollicitant parfois un avis de l'Horesca quant aux compétences desdits cuisiniers et quant au rapport raisonnable entre le nombre de cuisiniers et le nombre de menus servis par jour ainsi que le chiffre d'affaires de l'établissement.

Le droit de séjour

En ce qui concerne les autorisations de séjour, le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations relatives à des demandes en vue d'un regroupement familial. L'instruction de ces demandes s'avère souvent délicate, notamment lorsque le demandeur se trouve de manière illégale à Luxembourg. Le Médiateur ainsi que les Ministres compétents s'efforcent toujours de veiller à un juste équilibre des règles relatives à l'immigration et du droit de toute personne au respect de sa vie familiale garanti par l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

Le Médiateur salue également le fait que lorsque des enfants mineurs vivant depuis plusieurs années à Luxembourg sont concernés directement ou indirectement par une demande en obtention d'une autorisation de séjour, les Ministres compétents ont instruit ces demandes en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant mineur.

En cas de demande de regroupement familial d'enfants mineurs, le Médiateur a également été saisi d'un certain nombre de réclamations ayant trait aux moyens de preuve du droit de garde et de l'autorité parentale du parent regroupant.

En ce qui concerne le Bureau des Passeports, le Médiateur a été saisi de plusieurs familles d'origine albanaise, qui en 1991 sont arrivées d'Albanie via l'Italie à Luxembourg. Suite à un accord entre États, ces personnes avaient trouvé refuge au Grand-Duché où elles disposaient depuis 1991 d'une autorisation de séjour.

Leurs différentes cartes de séjour mentionnaient comme nationalité «indéterminée» et ces familles disposaient d'un titre de voyage pour étrangers sur lequel était mentionné nationalité «indéterminée». Elles n'étaient néanmoins en possession d'aucun document d'identité albanaise. Ces personnes, bien intégrées dans notre pays, avaient des difficultés à obtenir un nouveau titre de voyage alors que le règlement grand-ducal du 26 janvier 2005 fixant les modalités pour l'obtention d'un titre de voyage pour étrangers prévoit que pour pouvoir prétendre à l'obtention d'un tel titre, le requérant doit apporter la preuve qu'une demande en obtention d'un passeport national a été rejetée par les autorités du pays d'origine ou pouvoir justifier qu'une demande en obtention d'un passeport national a été introduite auprès de l'ambassade du pays d'origine depuis six mois au moins et qu'elle est restée sans suites. Or, il s'est avéré que dans la pratique, ces familles n'étaient pas en situation de rapporter ces preuves.

Ces personnes n'avaient plus aucun lien avec l'Albanie et leurs enfants étaient pour la plupart nés à Luxembourg. Le Médiateur est intervenu en vue d'une interprétation plus flexible de la prédite réglementation et un nouveau titre de voyage a pu leur être délivré.

1.2.2. Logement et Classes moyennes

La collaboration entre les services compétents en matière d'aides au logement et le Secrétariat du Médiateur est satisfaisante. Le Ministre ayant le Logement dans ses attributions transmet généralement dans un délai raisonnable un accusé de réception au Médiateur l'informant qu'il a soumis le dossier pour réexamen à la commission compétente en matière d'aides au logement.

L'instruction des dossiers de la part de la prédite commission est néanmoins toujours assez longue, même si le Médiateur est conscient que la commission a un nombre important de dossiers à traiter. Le comportement et l'accueil des fonctionnaires des services visés n'ont pas été mis en cause par les réclamants.

Les réclamations dont le Médiateur a été saisi concernant des demandes de remboursement adressées aux bénéficiaires des différentes aides au logement allouées par le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ont diminué par rapport à l'année précédente.

La plupart des réclamations dont le Médiateur a été saisi concernaient des demandes de remboursement d'une bonification d'intérêt indûment touchée. Le fait générateur d'une demande de remboursement est, le plus souvent, un changement dans la situation du ménage bénéficiaire soit lorsqu'il y a départ d'un des adultes du logement familial ou arrêt du versement des allocations familiales pour un enfant.

Les articles 1er et 7 du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1991 fixant les dispositions relatives au bénéfice de la bonification d'intérêt en vue de la construction, de l'acquisition ou de l'amélioration d'un logement prévu par l'article 14*bis* de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement dispose qu'une bonification d'intérêt est accordée aux demandeurs qui ont au moins un enfant à charge.

L'article 3 du même règlement définit l'enfant à charge comme l'enfant pour lequel le requérant touche les allocations familiales et qui fait partie du ménage.

L'article 6 de cette réglementation dispose que les dossiers relatifs au versement d'une bonification d'intérêt sont réexaminés d'office tous les deux ans.

Le bénéficiaire de tout type d'aides au logement, et notamment d'une bonification d'intérêt, a en principe l'obligation d'informer le Service des aides au logement de tout changement lié à sa situation familiale et notamment du fait qu'il ne touche plus d'allocations familiales de la part de la Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF) du chef d'un de ses enfants.

Certains ménages qui étaient bénéficiaires d'une bonification d'intérêt, depuis des années, avaient omis d'informer le Service des aides au logement du fait que depuis un certain temps ils ne touchaient plus d'allocations familiales du chef d'un de leurs enfants. Le Service des aides au logement a dès lors souvent constaté que des ménages avaient indûment touché une bonification d'intérêt pendant un certain temps et le Ministre ayant le Logement dans ses attributions a sollicité quelques années plus tard le remboursement du montant perçu en trop.

Il est vrai que la législation en matière d'aides au logement ne prévoit pas de prescription spécifique pour ce qui est des demandes de remboursement des diverses aides au logement, de sorte que la prescription trentenaire est applicable en la matière.

Le Ministre ne dispose pas de base légale lui permettant de dispenser un ménage d'un remboursement partiel ou intégral d'une bonification d'intérêt indûment touchée contrairement à ce qui est prévu pour le remboursement d'autres aides (ex. prime d'acquisition ou subventions d'intérêt) par le règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au Logement. Une dispense de remboursement n'est dès lors, en principe, pas possible, mais le Service des aides au logement propose souvent un remboursement échelonné du montant en question afin d'éviter une charge financière excessive pour le ménage concerné.

Le Ministère du Logement n'a pas non plus accès à la base de données de la CNPF relative à l'attribution d'allocations familiales et ceci pour des raisons de protection des données à caractère personnel, ce qui l'empêche d'arrêter de suite le versement de la bonification d'intérêt y relative. Le Ministère et la CNPF s'efforcent néanmoins de résoudre les problèmes juridiques liés à une telle transmission des données et le Médiateur ne peut qu'encourager le Ministère et la CNPF à poursuivre leurs efforts en ce sens.

Par ailleurs, l'article 12 du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1991 fixant les dispositions relatives au bénéfice de la bonification d'intérêt en vue de la construction, de l'acquisition ou de l'amélioration d'un logement prévu par l'article 14*bis* de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit qu'une nouvelle bonification d'intérêt ne peut être accordée à un même ménage que si la première a été remboursée intégralement.

Lors de l'instruction de certaines réclamations le Médiateur a constaté que la notion de «même ménage» donne souvent lieu à des difficultés d'interprétation. Tel est notamment le cas lorsque un homme (ou une femme), précédemment marié(e), refait sa vie avec un nouveau compagnon (ou une nouvelle compagne), et que ce nouveau ménage décide d'habiter ensemble avec un ou plusieurs enfants. La commission admet qu'un ménage recomposé constitue un nouveau ménage et peut dès lors bénéficier d'une nouvelle bonification d'intérêt sans devoir au préalable rembourser l'ancienne bonification d'intérêt.

Il n'en est pas de même lorsque, suite à une séparation, le père ou la mère reste seul avec un ou plusieurs enfants dans le logement familial. Dans pareille hypothèse, la commission ne considère pas qu'il s'agit d'un nouveau ménage et cette personne ne peut bénéficier d'une nouvelle bonification d'intérêt qu'en cas de remboursement de l'ancienne bonification.

Le Médiateur estime qu'une telle différence n'est guère justifiable eu égard aux charges incombant à un adulte vivant seul avec un ou plusieurs enfants dans le logement familial.

Le Médiateur a également été saisi de réclamations relatives au refus d'octroyer certaines aides au logement à des acquéreurs d'un logement du fait que la surface du logement (construit après le 10 septembre 1944) n'entrait pas dans les limites prévues par l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 qui dispose que pour obtenir certaines aides au logement la surface utile d'habitation d'une maison unifamiliale doit être de 65 m² au moins et ne doit pas dépasser 140 m². Pour le logement en copropriété divisé, la surface d'habitation doit être de 52 m² au moins et de 120 m² au plus. Ces surfaces sont augmentées en tenant compte du nombre d'enfants d'un ménage et le Ministre ayant le Logement dans ses attributions peut dispenser de la condition minima de surface dans des cas à caractère social.

Le Ministre refusa d'accorder des dispenses de la condition de la surface utile d'habitation minimale «eu égard notamment au prix élevé des logements en question». Le Ministre refuse de faire droit à une telle dispense dès lors qu'il estime que le prix par m² d'un logement est trop élevé par rapport au prix moyen par m² pour les appartements de même taille dans une localité donnée.

En ce qui concerne le Fonds du Logement, le Médiateur renvoie au suivi de sa recommandation N°20-2006 relative au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, en exécution de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

1.2.3. Administration judiciaire

Comme par le passé, le profil des réclamations introduites à l'encontre de l'Administration judiciaire ne diffère guère des dossiers dont le Médiateur a été saisi en la matière pendant les exercices précédents. On note une légère baisse du nombre des réclamations, baisse qui cependant ne va pas au-delà des fluctuations statistiques normales.

Tout comme par le passé, pratiquement toutes les réclamations sont relatives à des lenteurs de procédure, ceci aussi bien au niveau des parquets et des juridictions d'instruction qu'à celui des juridictions de fond, civiles et répressives.

Le Médiateur est plus souvent saisi par des réclamations visant les liquidateurs ou les curateurs nommés par les juridictions commerciales. En effet, il semble qu'il est parfois difficile pour les justiciables, et surtout pour les ayants droit dans une procédure de faillite tels que les créanciers ou les bailleurs de locaux commerciaux, d'obtenir des informations concrètes par les liquidateurs ou les curateurs. Certaines réclamations se rapportent également à l'inaction totale de curateurs ou encore à l'absence totale de réaction de leur part suite à des sollicitations écrites par des personnes ayant des intérêts dans une procédure de faillite ou de liquidation. Dans ce domaine, il faut relever la bonne collaboration avec les juges commissaires, généralement saisis par le Médiateur pour ce type de réclamations.

Le Médiateur tient également à souligner la coopération efficace avec les parquets dont le personnel affiche une grande disponibilité et une réelle volonté de collaboration par la communication simple et rapide d'informations, exclusivement d'ordre technique évidemment, évitant ainsi la constitution de dossiers et permettant une réponse rapide à la demande des justiciables.

Le Médiateur se félicite du suivi réservé à ses remarques faites dans son dernier rapport annuel concernant le manque de disponibilité du Service d'accueil et d'information juridique. Le cadre du personnel de ce service a en effet été augmenté d'une unité permettant ainsi une augmentation du nombre de permanences à l'usage des justiciables.

Le Médiateur se doit cependant de réitérer ses critiques quant à la formation des employés de l'administration judiciaire appelés à assumer des fonctions normalement réservées aux greffiers. Surtout au niveau des Justices de Paix ces agents sont très fréquemment sollicités par téléphone pour donner des renseignements d'ordre juridique. Une formation identique ou du moins analogue à celle des greffiers et autres fonctionnaires rédacteurs de l'Administration judiciaire s'impose afin de mieux satisfaire les attentes légitimes du citoyen en ce qui concerne la qualité et la fiabilité d'une information qui lui est donnée par une administration publique.

Le Médiateur est saisi d'une manière régulière de réclamations qui ont pour objet des lenteurs procédurales dans des affaires civiles pendantes devant les Tribunaux d'arrondissement. Une instruction approfondie de ce type de réclamations fait souvent apparaître que la lenteur effective de la procédure n'est pas le fait de la juridiction du fond saisie du dossier, mais qu'elle est générée par le comportement d'une ou de plusieurs des parties au procès, souvent peu respectueuses des délais qui ont pourtant été impartis par le magistrat de la mise en état. Dans ce contexte, et dans l'intérêt d'une évacuation plus rapide des dossiers, le Médiateur se féliciterait si les magistrats de la mise en état faisaient plus fréquemment emploi des droits coercitifs qui leur sont réservés par la loi.

Un problème majeur et récurrent est celui de la collaboration des juridictions d'instruction avec le Médiateur. En effet, le Médiateur est régulièrement saisi de réclamations visant des délais d'instruction ne répondant plus aux critères de l'article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Contrairement cependant à toutes les autres autorités judiciaires, un certain nombre de juges d'instruction croit devoir se replier derrière le secret de l'instruction pour refuser au Médiateur toute information utile lui permettant d'instruire valablement les réclamations dont il est saisi. Bien que cette question soit tranchée par l'article 6 de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur ainsi que par l'avis du Conseil d'État y relatif, cette attitude adoptée par certains juges d'instruction va clairement à l'encontre des droits du justiciable. Aussi, le Médiateur surveille-t-il de près cette problématique et n'hésitera-t-il plus à recourir aux moyens qui lui sont réservés par le législateur en vue d'améliorer la collaboration des autorités judiciaires dans ce domaine.

Ainsi dans une affaire pénale grave qui remonte au mois de novembre 2002 et dont l'instruction est toujours en cours, le Médiateur s'est vu contraint d'adresser récemment une recommandation officielle aux autorités compétentes afin que le droit des victimes, nombreuses dans ce dossier, ainsi que le droit des inculpés à un procès évacué dans un délai raisonnable soit respecté. De plus amples détails quant à cette recommandation peuvent être obtenus au chapitre réservé aux recommandations.

Le Médiateur suit avec la plus grande attention le sort qui sera réservé à sa recommandation visant la création d'un Conseil Supérieur de la Justice.

Le Médiateur espère que suite à sa recommandation relative à une révision de la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, le projet de loi 4955 et les projets de règlements grand-ducaux afférents portant modification des dispositions législatives en matière de saisie-arrêt spéciale et de cession sur salaire seront remis à l'ordre du jour de la Chambre des Députés.

1.2.4. Administration pénitentiaire

Depuis le mois de décembre 2006, le Médiateurs ou ses collaborateurs se sont déplacés à 7 reprises au Centre pénitencier de Schrassig pour y recueillir sur place les réclamations orales de 29 détenus.

En dehors de ces réclamations recueillies sur place, le Médiateur a enregistré 10 réclamations écrites qui lui ont été adressées par des détenus ou des retenus du CPL.

À ces chiffres, il faut ajouter quelque 90 courriers adressés au Médiateur soit par des personnes détenues à Schrassig, soit par des membres de leurs familles respectives qui n'ont cependant pas donné lieu à l'ouverture d'un dossier. Le Médiateur a répondu par écrit à toutes ces sollicitations, généralement irrecevables ou manifestement non fondées.

La très grande majorité des réclamations introduites par des personnes privées de liberté au sein du CPL était relative à des problèmes d'accès aux soins médicaux, ceci malgré le fait que le CPL dispose d'une permanence assurée par des médecins tant dans le domaine des maladies somatiques que dans celui des maladies psychiatriques, assistés d'une équipe paramédicale qui assure une permanence de 24 heures sur 24.

En général, les détenus se sont plaints de difficultés à pouvoir consulter des médecins spécialistes hors du CPL pour des maladies dont ils souffraient déjà au moment de leur incarcération ou alors pour des pathologies acquises pendant la détention. Sont notamment concernés les examens radiologiques, le domaine de la chirurgie, l'urologie, le domaine ORL et les maladies internes ou endocrines ainsi que principalement celui de l'ophtalmologie. En effet, de nombreux patients se sont plaints de ce que les délais d'attente sont excessivement longs pour une visite ophtalmologique, voire qu'il était quasiment impossible de pouvoir consulter un ophtalmologue. Les maladies oculaires concernent un grand nombre de détenus en raison d'autres pathologies, plus fréquentes dans la population carcérale, qui peuvent engendrer des troubles ophtalmologiques. Dans le passé le CPL disposait toujours d'un médecin oculiste qui consultait sur place. Lorsque ce médecin a décidé d'arrêter son travail au CPL, bon nombre de détenus ont dû être transportés vers un oculiste à l'extérieur ce qui représentait un défi logistique majeur au vu des règles de sécurité prescrivant un nombre conséquent de personnel accompagnant afin de prévenir tout risque d'évasion. Ce problème a entre-temps pu être résolu par la mise en place d'un nouvel appareillage de diagnostique ophtalmologique et par l'engagement d'un médecin spécialiste qui assure depuis quelques mois une présence régulière au CPL.

Le Médiateur note avec satisfaction que des efforts ont été entrepris pour assurer aux détenus souffrant d'une maladie nécessitant un régime alimentaire particulier et également à ceux des détenus qui sont soumis à une alimentation spécifique du fait de leurs croyances religieuses un régime alimentaire répondant à leurs besoins.

Il est à relever qu'aucune réclamation ne visait le comportement du personnel de surveillance.

Au cours des nombreux entretiens que le Médiateur a eus tant avec les responsables du CPL qu'avec des détenus et avec des représentants de différentes autorités publiques ou organismes de la société civile impliqués dans le fonctionnement de l'Administration pénitentiaire, il s'est avéré qu'une restructuration profonde de l'Administration pénitentiaire s'impose. En effet, cette administration, qui compte parmi les plus grandes de l'État et qui doit suffire à une tâche des plus difficiles, ne répond plus ni aux normes de bonne gestion auxquelles devraient satisfaire toute l'administration publique, ni à la réalisation efficace d'une partie essentielle de sa mission, à savoir promouvoir la réintégration sociale des détenus et de ce fait veiller aussi au maintien de la sécurité publique.

L'Administration pénitentiaire souffre dans certains départements d'un manque de personnel, notamment en ce qui concerne les services du SPSE et les ateliers de travail. L'expérience a également fait apparaître un manque de communication et de coordination entre les différents services, préjudiciable à un travail efficace et efficient.

Finalement, on doit se poser la question si la structure hiérarchique actuelle de l'Administration pénitentiaire ne devrait pas être modifiée en certains points, ceci dans l'optique d'une facilitation des processus décisionnels qui ne relèvent pas directement des compétences que la loi réserve au Procureur général d'État.

Le Médiateur examinera de près le fonctionnement de l'Administration pénitentiaire et se propose de formuler d'ici quelques mois des recommandations en la matière.

Le Médiateur se félicite que, dans la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2007, Monsieur le Premier Ministre a souligné l'importance de la mise en place d'un mécanisme de contrôle des lieux privatifs de liberté qui serait attribué au Médiateur. De nombreuses entrevues en vue de la préparation d'un tel mécanisme ont déjà eu lieu. Le Médiateur prend acte de l'intention de Monsieur le Ministre de la Justice de faire élaborer un projet de loi visant la création d'un tel organe d'ici la fin de l'année.

1.2.5. Fiscalité

A. Administration de l'Enregistrement et des Domaines

La collaboration entre l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et le Secrétariat du Médiateur est excellente.

Les réclamations peuvent pour l'essentiel être rangées dans trois rubriques.

1. L'abattement portant sur les droits d'enregistrement et de transcription prévu par la loi du 30 juillet 2002

L'abattement portant sur les droits d'enregistrement et de transcription prévu par la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation reste un domaine qui suscite beaucoup de réclamations.

Certaines réclamations ont trait à la dispense de remboursement du montant du crédit d'impôt. Toute cession d'immeuble avant l'expiration de la durée d'occupation de 5 ans prévue à l'article 11 de la loi susvisée fait perdre au cédant le bénéfice du crédit d'impôt.

L'article 11 de la loi susvisée énumère différents cas précis qui permettent au Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines d'accorder une dispense de remboursement. Cette énumération n'est pas exhaustive et n'exclut pas d'autres cas résultant d'une situation de contrainte non imputable aux intéressés et les contraignant à abandonner leur habitation.

Trois dossiers qui concernaient des enfants souffrant de graves problèmes de santé ont pu être réglés. Dans deux cas, ces enfants étaient contraints de fréquenter des établissements scolaires à l'étranger vu les difficultés pour trouver à Luxembourg des institutions pouvant les prendre en charge et offrir des traitements adéquats.

Un de ces dossiers concernait un enfant en bas âge souffrant de considérables retards dans le développement mental et requérant des mesures de rééducation adaptées. Un autre dossier concernait un enfant souffrant de graves troubles déficitaires de l'attention avec hyperactivité (TDAH), de troubles du comportement social et d'une dépression nerveuse. Vu le manque d'écoles spécialisées pour les enfants souffrant de TDAH à Luxembourg, les parents ont dû scolariser leur enfant à l'étranger. Dans ces deux cas, les parents ont été contraints de vendre leur habitation pour s'établir à proximité des institutions par lesquelles leur enfant fut pris en charge. Dans le troisième dossier, des parents étaient obligés de vendre leur habitation, leur enfant tétraplégique ne pouvant se déplacer qu'en chaise roulante électrique avec laquelle il ne pouvait circuler dans leur habitation dont les portes et couloirs étaient trop étroits.

Dans ces trois cas, le Directeur a accordé une dispense de remboursement du crédit d'impôt.

Dans d'autres dossiers, le Médiateur a dû déclarer non fondées des réclamations de parents désireux de vendre leur habitation pour acheter un logement plus spacieux en raison de la naissance d'un second enfant. Un tel événement ne constitue pas un événement imprévisible et ne saurait dès lors être qualifié de force majeure au sens de l'article 11 de la loi du 30 juillet 2002.

Une autre affaire concernait des parents qui avaient cédé à deux de leurs enfants la nue-propriété d'un appartement tout en continuant à l'habiter. La question était de savoir si la cession de la nue-propriété tombe sous l'article 11 de la loi du 30 juillet 2002 selon lequel la cession de l'immeuble intervenue dans les cinq années donne lieu au remboursement total de l'abattement accordé.

Certes cet article précise bien que c'est la cession de l'immeuble qui est visée par la loi. On pourrait en déduire qu'il doit s'agir d'une cession de l'immeuble tout entier et non pas seulement d'un démembrement de la propriété. Le Directeur tira cependant argument de l'article 578 du Code civil qui définit l'usufruit comme le droit de jouir d'une chose dont un autre a la propriété comme le propriétaire lui-même, mais à charge d'en conserver la substance pour déduire de cette définition que la nue-propriété est à assimiler à la propriété tout court.

Selon la pratique suivie actuellement, l'abattement est accordé tant au nu-propriétaire en cas d'acquisition de la nue-propriété qu'à l'usufruitier en cas d'acquisition de l'usufruit. Le réclamant n'a donc été tenu au remboursement de l'abattement accordé et des intérêts légaux que sur la valeur de la nue-propriété cédée et non pas sur la valeur de la propriété entière.

Un autre dossier dans lequel le Directeur n'a pas suivi le Médiateur concernait le cas d'une personne qui avait acquis avec sa fille et le conjoint de cette dernière une grande maison d'habitation. Suite au divorce du couple, la maison a dû être vendue dans le cadre de la liquidation de la communauté de biens. Conformément à l'article 11 de la loi du 30 juillet 2002 les divorcés ont bénéficié d'une dispense de remboursement, qui a cependant été refusée à la mère bien que le divorce de sa fille la mît dans une situation de contrainte, car ladite maison ne pouvait être vendue que dans son intégralité et elle ne disposait pas des fonds nécessaires pour se porter acquéreur de la maison toute entière.

Dans une affaire soumise au Médiateur se posait la question de l'interprétation de la notion de «dépendance» contenue dans l'article 5. a) de la loi du 30 juillet 2002. Un réclamant ayant fait l'acquisition d'un garage demanda d'être admis au bénéfice de l'abattement fiscal. L'administration lui opposa un refus au motif que le garage, n'étant pas situé à proximité de son habitation, ne pouvait en être une dépendance. Il était en effet situé dans une autre rue à une distance d'environ 800 m du logement du requérant. Le Médiateur plaida pour une interprétation moins restrictive de la notion de dépendance. En l'espèce, le réclamant était en mesure d'atteindre son garage en 12 minutes environ, ce qui serait un laps de temps assez court pour qu'on puisse encore considérer le garage comme dépendance. De plus, les habitations ainsi pourvues de garages pourraient se vendre plus facilement. Une interprétation de la loi favorisant l'acquisition de garages est tout à fait conforme au but poursuivi par la loi du 30 juillet 2002. Le Directeur se ralliant à ces arguments s'est déclaré d'accord pour réformer la décision initiale.

Plusieurs dossiers ont été introduits auprès du Médiateur par des personnes divorcées qui, lors de la liquidation et du partage de leur communauté de biens, se sont vu allouer un immeuble tout en bénéficiant dans cette opération du crédit d'impôt. Ces personnes étaient néanmoins tenues de rembourser celui-ci en cas de revente de leur lot avant l'expiration du délai quinquennal. La période d'habitation du logement avant l'octroi de l'avantage fiscal ne pouvait pas être prise en considération.

2. TVA Logement

Une autre série de réclamations concernait le remboursement de la TVA Logement respectivement l'application du taux réduit de 3%. L'article 6.2. du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 soumet le remboursement de la TVA Logement à la condition qu'à la date des travaux substantiels d'amélioration le logement doit exister depuis vingt ans au moins. La date de départ de ce délai de vingt ans fut l'objet d'une réclamation.

L'administration s'était référée à la date à laquelle le demandeur a fait inscrire sa nouvelle adresse au registre de la population de la commune. Certes, l'avantage de cette pratique est qu'elle se base sur une date officielle et aisément vérifiable, qui, dans la plupart des cas, correspond approximativement à la date à laquelle la construction a été achevée. Rares devraient être les maîtres d'ouvrage qui déménagent après un délai de plusieurs mois après l'achèvement de la construction de leur maison.

Il n'en reste pas moins que l'article 6 du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 se réfère à l'âge de la construction et non pas à la durée de l'occupation. Le réclamant, qui avait signalé son changement d'adresse avec un certain retard, a pu établir l'année de construction de sa maison au moyen d'un certificat communal. Le Médiateur a dû néanmoins déclarer non fondée la réclamation, car faute d'une indication précise quant à la date d'achèvement des travaux, il fallait prendre comme point de départ du délai le 1er janvier de l'année postérieure, ce qui fit que les vingt ans n'étaient pas acquis.

Un dossier plus significatif concernait un réclamant qui avait introduit dans le délai légal une demande en vue du remboursement de la TVA Logement. L'administration refusa le remboursement de la TVA relative à une facture établie par un entrepreneur allemand en lui opposant que cette entreprise n'aurait pas été enregistrée à Luxembourg et n'aurait pas versé la TVA à l'administration luxembourgeoise. Le réclamant fit par la suite des démarches afin que son fournisseur régularise sa situation et introduisit une seconde demande de remboursement. Cette nouvelle demande fut cependant rejetée au motif que le délai de prescription de cinq ans avait expiré.

La question qui se posait était celle de savoir si l'administration était en droit de soulever l'exception de prescription alors qu'une première demande de remboursement de la TVA avait bien été introduite dans les délais. Le Directeur s'est montré finalement d'accord à prendre en compte la première demande de remboursement introduite dans le délai.

Un grand nombre de réclamations en matière de TVA Logement ont dû être déclarées non fondées par le Médiateur. Le Médiateur a ainsi été amené à confirmer la soumission de la prime d'encouragement écologique à la TVA en exécution de l'article 29, d) de la loi TVA et de l'article 11-A § 1 de la sixième directive TVA.

Font toujours l'objet de réclamations les dispositions de l'article 9 du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 suivant lesquelles toute demande de remboursement doit porter sur des factures d'un montant global dépassant trois mille euros et les factures doivent individuellement porter sur un montant hors TVA dépassant 1.250 euros.

Plusieurs réclamants se sont vu opposer un refus de remboursement de la TVA par l'administration en raison de la prescription quinquennale prévue par l'article 82 de la loi TVA. Le délai de cinq ans endéans lequel une demande de remboursement de TVA Logement est à introduire est assez long. Généralement les réclamants n'ont pas été à même de rapporter la preuve d'un cas de force majeure empêchant l'introduction d'une demande de remboursement pendant ces cinq ans. Ce délai de prescription est un délai de rigueur non susceptible de prorogation. En droit strict, la prescription court même à l'encontre des contribuables qui se trouvent dans l'impossibilité d'agir. Il reste bien entendu que le Médiateur peut en vertu des pouvoirs lui conférés par la loi du 22 août 2003 adresser une recommandation en équité au Directeur de l'Administration de l'Enregistrement tendant à un relevé de forclusion.

Quelques réclamations ont été introduites ayant pour objet des redressements de la part de l'administration dans des cas où le prix de vente d'immeubles était inférieur à la valeur vénale des biens. Il s'agissait de cas où l'immeuble a fait l'objet d'une revente à un prix nettement plus élevé peu de temps après la première opération. L'administration s'était référée dans les dossiers en question à la valeur de réalisation d'immeubles voisins pour justifier son redressement.

3. L'échelonnement de dettes de TVA

Une série non négligeable de dossiers concernait des réclamants chargés de dettes importantes de TVA auxquels des délais de paiement supplémentaires avaient été refusés. Le Médiateur estime qu'il incombe à l'administration de veiller à ne pas provoquer des faillites qui pourraient être évitées par un échelonnement de la dette fiscale. Les délais de paiement ne devraient en principe être octroyés qu'après une analyse globale de la situation économique et financière des entreprises débitrices.

L'objectif de la recommandation 26/2007 du Médiateur est de mettre en œuvre une coordination entre les principaux créanciers publics, à savoir l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, l'Administration des Contributions directes et le Centre commun de Sécurité sociale en matière de re-

couvrement. Cette concertation permettra un échange d'informations au sujet de l'endettement de débiteurs communs et une évaluation commune de la situation financière de ceux-ci.

Dans un des dossiers, l'administration s'était déclarée d'accord à suspendre ses actions de recouvrement forcé vu que le débiteur en question était en possession d'un montant élevé de créances impayées dont le recouvrement judiciaire était en cours.

B. Administration des Contributions directes

La collaboration de l'Administration des Contributions directes avec le Médiateur est excellente. Les prises de position sont transmises dans un délai raisonnable au Médiateur.

Les réclamations à l'encontre de cette administration soulèvent des problèmes très divers qu'il n'est pas facile de ranger en différentes rubriques.

Un des problèmes qui a été signalé dans le rapport d'activité de l'année précédente concerne le fonctionnement des centraux téléphoniques de l'Administration des Contributions. Par une lettre du 29 août 2007, le Directeur des Contributions a informé le Médiateur en détail des mesures prises afin que son administration soit joignable à tout moment par téléphone:

- Émission d'une note de service contenant des instructions au personnel tendant à améliorer l'accueil téléphonique des contribuables;

- Indication du nom et numéro de téléphone du contribuable en charge du dossier dans toute correspondance;

- Nomination d'un responsable des centraux téléphoniques garantissant une meilleure gestion des effectifs;

- Organisation d'un cours de formation continue pour les personnes s'occupant principalement de l'accueil physique et téléphonique des contribuables;

- Accès de ces derniers à un système d'information des absences des agents permettant de rediriger les appels vers d'autres collaborateurs;

- Mise en place d'un enregistrement sonore avertissant le public de l'occupation de toutes les lignes;

- Examen d'un projet de renforcement en moyens humains pendant certaines périodes de certains services particulièrement sollicités;

- Examen de la possibilité d'inviter les contribuables à privilégier d'autres moyens de communications comme le fax, le courriel ou la lettre.

Le Médiateur se félicite des efforts réalisés par l'Administration des Contributions directes pour améliorer l'accueil des contribuables.

Imposition des plus-values

L'imposition des plus-values fait régulièrement l'objet de réclamations. Dans la plupart des cas, l'examen du dossier révèle que l'imposition du bénéfice de cession a été faite conformément à la loi. Ce n'est que dans des dossiers présentant des éléments plus particuliers que le Médiateur est intervenu auprès du Directeur des Contributions.

Dans un de ces dossiers, le bureau d'imposition avait hésité à accepter l'exemption d'impôt applicable aux habitations ayant servi de résidence principale du fait de la grande surface des dépendances. C'est pourquoi le bureau avait imposé la plus-value afférente à une partie non construite du terrain susceptible à première vue de constituer une place à bâtir. Suite à l'intervention du Médiateur et à une demande d'information auprès du service technique de l'Administration communale, le bureau d'imposition modifia sa décision étant donné que le terrain en question n'était pas constructible selon les normes du règlement des bâtisses.

Une autre réclamation concernait une plus-value générée par la cession d'une entreprise documentée par une convention assez complexe contenant en faveur du cessionnaire un certain nombre de garanties contractuelles. De ce fait, à la date de l'imposition, le prix de cession prévu au contrat n'était pas encore définitif. Il a été convenu que le contribuable introduise une réclamation auprès du Directeur sur la base du § 228 AO et dont le traitement sera suspendu jusqu'à la levée des garanties.

Dans d'autres dossiers des difficultés dans l'imposition des plus-values tenaient aux problèmes auxquels les contribuables étaient confrontés pour établir le coût historique des immeubles en question faute de pièces justificatives concernant ces dépenses. On ne saurait reprocher aux bureaux d'imposition de faire montre de prudence, car souvent les propriétaires avaient dans le passé déduit de leurs revenus de location certains travaux à titre de frais d'entretien et de réparation qu'ils voudraient faire prendre en compte, lors de la cession de l'immeuble, à titre de dépenses d'investissement augmentant le prix de revient de l'immeuble.

Dans un dossier soumis au Médiateur, un contribuable voulait intégrer dans le prix de revient d'une habitation aliénée le coût de construction d'une pièce supplémentaire. Il n'était cependant pas en mesure de fournir les pièces requises de sorte que le bureau d'imposition rejeta l'estimation du coût de cette construction faute de justifications plus précises. Comme le fait même de la construction d'une pièce supplémentaire n'était pas contestable, le Directeur des Contributions se déclara d'accord à taxer le coût des travaux afférents conformément au § 217 AO.

Le transfert des plus-values est un sujet qui revient périodiquement et beaucoup de contribuables méconnaissent les prescriptions du règlement grand-ducal du 17 juin 1992. Dans un dossier en cours de traitement, la question se pose de savoir si l'application stricte des délais n'est pas, dans ce cas précis, constitutive d'une rigueur excessive justifiant une remise gracieuse sur base de l'équité objective.

Dans une autre affaire se posait un problème d'interprétation de l'article 102*bis* L.I.R. relatif à l'exemption de l'impôt sur la plus-value générée par la vente d'une habitation non occupée par le contribuable mais assimilée à une résidence principale. Est assimilée à une résidence principale, l'habitation non occupée par le contribuable à condition qu'il l'ait occupée à la suite de l'acquisition ou de son achèvement et que l'abandon ait été motivé par des raisons d'ordre familial. La question se posait si le désir de fonder un foyer dans le cadre d'une union libre correspond à une telle raison. Le bureau d'imposition n'était pas de cet avis. Dans sa décision, le Directeur des Contributions a suivi l'argument du Médiateur qui s'est référé au caractère stable de cette union libre assimilable à un mariage invoquant par ailleurs une jurisprudence du Tribunal administratif interprétant d'une façon moins stricte la notion de raisons d'ordre familial et l'évolution des mentalités requérant une interprétation plus extensive de cette notion.

Imposition des non-résidents

Les réclamations les plus nombreuses relevaient de la catégorie des dossiers à caractère transnational. Les contribuables se trouvant dans une telle situation sont souvent dépassés par la complexité des dispositions fiscales applicables. Dans ces cas, le Médiateur est souvent amené à vérifier les impositions et à donner des explications aux réclamants voire à intervenir auprès de l'administration si une correction s'impose.

Ainsi, quelques personnes séparées de fait de leur conjoint, sans qu'une procédure de divorce n'ait été entamée, se sont plaintes d'être rangées dans la classe d'impôt 1 après le transfert de leur domicile à l'étranger. La même solution s'applique aux frontaliers. Cette solution est conforme aux articles 157*bis* et 157ter L.I.R. selon lesquels l'imposition dans la classe 2 suppose que les époux ne vivent pas en fait séparés. En cas de rupture de la communauté de vie avec leur conjoint sans autorisation de résidence séparée, ces frontaliers perdent le bénéfice de la classe d'impôt 2. Les résidents luxembourgeois par contre restent imposables collectivement dans la classe d'impôt 2 bien que séparés de fait. Ces dispositions sont ressenties comme discriminatoires et leur conformité à l'article 39 CE peut être mise en doute. Cette question, soulevée par un réclamant résidant en France, mérite d'être examinée par le Ministère des Finances.

Un de ces cas qui a donné lieu à une imposition plus sévère en raison d'un transfert du domicile à l'étranger a pu être résolu moyennant une remise gracieuse.

Il s'agissait d'un Luxembourgeois handicapé mental qui, placé en Allemagne, y avait son domicile fiscal. Un problème se posait en relation avec l'imposition d'une plus-value provenant de la vente d'un immeuble recueilli par succession et situé à Luxembourg. Étant domicilié en Allemagne, il a été fait application de l'article 157, al.5 L.I.R. qui prévoit une imposition minimale à hauteur de 15% de cette plus-value. S'il avait été domicilié à Luxembourg, l'imposition aurait été minime vu l'absence de tout autre revenu. Ce désavantage résultant tout simplement du domicile allemand du contribuable était reconnu par le Directeur des Contributions comme équivalant à une rigueur excessive et donna lieu à une remise gracieuse.

D'autres dossiers impliquaient des couples mariés mais qui, tout en étant restés en communauté de vie, avaient des résidences fiscales séparées établies l'une à Luxembourg, l'autre dans un pays limitrophe. L'article 3d L.I.R. permet à ces époux de demander l'imposition collective à condition que l'époux résident réalise à Luxembourg au moins 90% des revenus professionnels du ménage. Le Médiateur était cependant obligé à rejeter ces réclamations, la condition susvisée n'étant pas remplie.

Un autre dossier soumis au Médiateur et relatif à l'imposition des non-résidents concernait la prise en compte des pertes locatives étrangères dans la fixation du taux d'impôt appliqué à Luxembourg aux revenus de source luxembourgeoise. L'article 98 (1) 5 L.I.R. considère l'avantage tiré par un propriétaire de la jouissance de sa propre habitation située à Luxembourg comme un revenu imposable. Par conséquent, les intérêts débiteurs en relation avec l'habitation constituent des frais déductibles dans la limite d'un plafond. En outre, les résidents luxembourgeois peuvent faire valoir des pertes locatives étrangères dans le calcul du taux d'imposition pour lequel l'ensemble de leurs revenus est pris en considération y compris ceux dont le droit d'imposition revient à d'autres États.

Beaucoup de non-résidents exerçant une activité à Luxembourg d'où ils tirent la quasi-totalité de leurs revenus ne disposent pas dans leur État de résidence de revenus imposables suffisants pour permettre la prise en compte de revenus de location négatifs. Pour le calcul du taux de l'impôt, l'article 157ter L.I.R. permet seulement la prise en compte, à côté des revenus luxembourgeois, des revenus professionnels étrangers, mais non pas d'autres revenus étrangers. Des pertes y relatives comme des revenus locatifs négatifs ne peuvent donc pas être prises en considération.

Aux termes d'un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes dans une affaire C - 182/06 du 18 juillet 2007, statuant sur une question préjudicielle de la Cour administrative de Luxembourg, l'article 39 du traité CE s'oppose à une réglementation nationale ne permettant pas «la prise en compte, aux fins de la détermination du taux d'imposition applicable des revenus locatifs négatifs relatifs à des immeubles non occupés personnellement et situés dans un autre État membre».

Dans le dossier soumis au Médiateur par un réclamant non-résident, il était question d'intérêts débiteurs, en relation économique avec une habitation située en France, qui, portés en déduction de la valeur locative, constituaient un revenu négatif. Le raisonnement de la Cour européenne de Justice me semble bien devoir être transposé aussi à ce dernier cas de figure. Le Grand-Duché de Luxembourg est obligé de mettre sa législation en conformité à l'arrêt susvisé. Une réforme législative doit permettre la prise en compte de ces pertes dans la détermination du taux applicable aux revenus imposables à Luxembourg. L'arrêt de la Cour a également fait l'objet d'une question parlementaire de l'honorable député Monsieur Ben Fayot.

Charges extraordinaires

Une autre rubrique de dossiers soumis au Médiateur a trait à des problèmes relatifs à des charges extraordinaires. Dans un de ces dossiers, le Directeur des Contributions réforma la décision du bureau d'imposition et accepta la déduction en tant que charges extraordinaires des frais d'assainissement d'une habitation (travaux au parquet et aux meubles) recommandés par le Ministère de la Santé à un contribuable souffrant d'un asthme chronique très grave. Dans un autre dossier, la même décision a été prise en faveur d'un réclamant auquel incombaient des charges importantes en relation avec de multiples allergies très graves. Par contre, les charges déclarées par un réclamant se trouvant elles aussi en relation directe avec une maladie, une phonophobie, n'ont pas été acceptées à ce titre. Il s'agissait en effet de travaux d'insonorisation, comme la pose de fenêtres isolantes, qui ne correspondaient pas à une véritable perte. Les objets acquis ont en effet une durée d'utilisation assez longue et une valeur d'utilisation courante indéniable.

À signaler également le cas d'une personne très âgée qui avait engagé une firme de nettoyage et qui souhaitait déduire l'abattement relatif aux frais de domesticité (article 27, al.6 L.I.R.). Aux termes du règlement grand-ducal du 31 décembre 1998 seul le contribuable ayant déclaré aux institutions de Sécurité sociale les personnes engagées est en droit de faire valoir ledit abattement. Le bureau d'imposition rejeta cette demande au motif que le personnel employé n'avait pas été déclaré par la contribuable elle-même aux institutions de sécurité sociale. Dans ce cas précis, la Direction des Contributions s'était déclarée néanmoins d'accord à appliquer le régime commun des charges extraordinaires qui prévoit cependant une charge normale à supporter par le contribuable.

Le nombre de dossiers ayant trait à la solidarité fiscale des époux imposés collectivement reste important.

Frais déductibles

Une dernière rubrique de dossiers concerne la déductibilité de certains frais. Il s'agit-là de frais de représentation et de frais de route non acceptés par l'administration, de frais de périodiques dont l'administration contestait le caractère professionnel, de frais de remise en état d'une habitation effectuée en vue de la location, de frais de rénovation d'une maison d'habitation. Un dossier plus significatif avait trait à des frais en relation avec la construction d'une maison d'habitation. Le Directeur a décidé que les dépenses en relation avec un litige provoqué par un vice de construction, les dépenses relatives à des mesures de conservation pendant l'interruption des travaux de construction, les frais de déplacement pour inspecter les travaux en cours sont à intégrer au prix de construction et ne sont pas déductibles en tant que frais d'obtention.

1.2.6. Affaires générales relevant de l'État

Environnement

La collaboration entre le Ministère de l'Environnement et le Secrétariat du Médiateur s'est considérablement améliorée. Le Médiateur se félicite de la diligence avec laquelle le Ministre répond aux interventions du Médiateur et de la promptitude avec laquelle il a réagi aux observations contenues dans le dernier rapport annuel du Médiateur.

En ce qui concerne les relations entre le Ministère de l'Environnement et les citoyens, le Médiateur n'a pas été saisi de réclamations ayant mis en lumière une lenteur dans le traitement de dossiers, mis à part les dossiers relatifs aux demandes d'aides financières.

Aides financières

La majorité des réclamations contre le Ministère de l'Environnement concernaient les demandes en obtention d'aides financières, à savoir les aides à l'investissement telles que prévues par le règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables ainsi que les primes d'encouragement écologiques, telles que prévues par le règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 instituant une prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz.

Concernant le domaine des aides financières, les réclamants se sont adressés principalement au Médiateur alors qu'ils n'étaient pas informés des suites qui étaient réservées à leurs demandes d'aide financière.

Dans ces dossiers, il s'est avéré que les réclamants n'avaient souvent pas complété leurs dossiers, et ce malgré le fait que l'Administration de l'Environnement leur ait envoyé une lettre indiquant les pièces qui étaient à joindre afin que leur demande soit complète.

En effet, en ce qui concerne les installations photovoltaïques collectives, les requérants doivent notamment rapporter la preuve du paiement réel de leur part de cette installation ainsi qu'un titre prouvant qu'ils sont propriétaires respectivement copropriétaires de l'installation.

L'Administration de l'Environnement avait envoyé à tous les requérants, dont les dossiers étaient encore en suspens, une lettre les informant des formalités et conditions à remplir pour bénéficier d'une aide à l'investissement.

En ce qui concerne le titre de propriété, les requérants ont la possibilité de fournir, soit une copie de l'acte de copropriété dûment transcrit au Bureau de la Conservation des Hypothèques compétent, soit une copie de l'acte de copropriété sous seing privé, soit un contrat de location avec le propriétaire de l'immeuble les autorisant à y installer leurs collecteurs.

Quant à la preuve de paiement, les demandeurs ont le choix entre la copie du virement d'un de leurs comptes bancaires à un compte bancaire de l'installateur et une copie de la convention de prêt où ils figurent comme titulaires ou cotitulaires du compte prêt.

Les dossiers des personnes qui ont pu rapporter la preuve qu'elles ont participé effectivement à l'investissement de l'installation photovoltaïque et qu'elles sont réellement copropriétaires ont été clôturés favorablement.

L'Administration de l'Environnement a cependant dû constater que dans certains dossiers figurait un certificat de renonciation à tous droits, par lequel les demandeurs renoncent à tout avantage pouvant découler de l'exploitation de l'installation photovoltaïque collective. Dans ces cas, la demande d'aide financière a été refusée alors qu'il est en effet peu probable que ces demandeurs sont effectivement copropriétaires de l'installation et qu'ils ont réellement participé à son financement.

Approbation de plans d'aménagement particulier et général

N'ayant été saisi d'aucune réclamation ayant trait à une lenteur du Ministère de l'Environnement en matière d'approbation de plans d'aménagement ou à une approbation conditionnelle des projets d'aménagement, le Médiateur tient à relever que le Ministre de l'Environnement et le Ministre de l'Intérieur ont édicté une circulaire commune N°2643 en date du 13 juillet 2007 destinée aux administrations communales et relative notamment à l'application de l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dans le cadre de l'adoption du plan d'aménagement général.

La circulaire N°2643 attire clairement l'attention des administrations communales sur le fait que l'approbation ministérielle d'un acte à caractère réglementaire doit en principe être pure et simple, cette autorité ne pouvant en règle générale ni rien ajouter, ni rien retrancher à la décision soumise à son contrôle. La circulaire rappelle que la concertation éventuelle entre les autorités communales et le Ministre de l'Environnement pendant la phase d'élaboration du plan d'aménagement général est une approche susceptible d'éviter que l'autorité communale ne se voie, en cas de refus de la part du Ministre de l'Environnement, obligée de reprendre la procédure *ab initio*.

Ce recours informel aux services du Ministère de l'Environnement lors de la phase de planification même d'un projet d'aménagement permet aux administrations communales de recueillir la position ministérielle en amont et de modifier, le cas échéant, le projet en vue de respecter utilement cette position dans le souci d'éviter de se voir opposer, en fin de procédure, un refus d'approbation rendant non avenue la délibération communale sur le projet d'aménagement.

Rappelons que l'autorité tutélaire du Ministre de l'Environnement sur les projets d'aménagement modifiant la délimitation de la zone verte est consacrée par l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, dont les alinéas 4 à 6 disposent en ces termes:

« *Tout projet de modification de la délimitation de la zone verte découlant respectivement des votes provisoires et définitifs du conseil communal au titre de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est soumis à l'approbation Ministre de l'Environnement qui statue dans les trois mois suivant la réception du dossier qui lui est communiqué par le Ministre de l'Intérieur.*

Les réclamations acceptées par le Ministre de l'Intérieur conformément à l'article 18 de la loi du 19 juillet 2004 sont également soumises au ministre [Ministre de l'Environnement] pour autant qu'elles visent la modification de la délimitation de la zone verte.

Il statue dans les trois mois suivant réception du dossier qui lui est communiqué par le Ministre de l'Intérieur.»

Il résulte de cet article que le Ministre de l'Environnement n'intervient dans le cadre de l'adoption d'un projet d'aménagement général que sur ‚saisine' du Ministre de l'Intérieur, lequel n'intervient à son tour que vers la fin de la procédure, soit après le vote provisoire du Conseil communal en l'absence de réclamations introduites dans le délai légal de 30 jours, soit après le vote définitif du Conseil communal en cas de réclamations dirigées contre le vote provisoire. Dès lors on comprend bien l'utilité pour une administration communale de recourir dès la phase d'élaboration d'un projet d'aménagement au Ministère de l'Environnement pour prévenir un ‚veto' ultérieur.

Autorisations de construire en zone verte

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations contre des refus du Ministre de l'Environnement de délivrer des autorisations de construire, qui se sont révélées être non fondées.

Dans le rapport de l'exercice écoulé, le Médiateur avait jugé hautement recommandable pour le Ministre de l'Environnement d'élaborer un guide contenant les renseignements essentiels pour construire en zone verte, détaillant notamment les critères et le processus décisionnel.

En ce qui concerne les critères pour délivrer des autorisations de construire en zone verte, le Médiateur avait, dans le rapport annuel précédent, mis en exergue que certains critères étaient imprécis et mériteraient d'être retravaillés pour garantir le respect de l'égalité de traitement et parer à tout glissement d'un pouvoir discrétionnaire vers un pouvoir arbitraire.

Le Ministre de l'Environnement estime que l'élaboration de critères autrement plus précis que ceux qu'il a soumis au Médiateur ne serait guère réalisable puisqu'une ‚généralisation' des critères pour construire en zone verte ne permettrait plus la prise en compte de spécificités particulières régionales et locales, de sorte que seule une appréciation de cas en cas serait possible.

Le Médiateur prend acte de cette position, mais estime néanmoins qu'un guide des critères, tels qu'ils lui ont été portés à sa connaissance, serait utile dans la mesure où il orienterait les citoyens dans leur projet de construction.

Pour ce qui est du reproche du manque de transparence dans le traitement des demandes de permis de construire, le Ministre de l'Environnement a certes raison de préciser qu'il assume seul la responsabilité politique de ses décisions et qu'il lui appartient par conséquent de s'entourer, avant de statuer, des renseignements et avis qui lui paraissent utiles, sans cependant être lié par aucune prise de position dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation.

Le Médiateur n'en reste pas moins d'avis que la complexité de la matière, laquelle au-delà de tous éléments objectifs, n'est pas à l'abri d'une certaine subjectivité, appelle à plus de transparence dans le suivi de la procédure en amont de la décision du Ministre.

Dans ce contexte, le Médiateur se félicite de ce que, dans une lettre lui envoyée le 4 septembre 2007, le Ministre l'ait informé qu'au-delà du garde forestier et du conservateur de la nature, deux, voire trois fonctionnaires du Ministère de l'Environnement, dont le dernier serait diplômé en sciences géographiques, interviennent dans l'instruction de tout dossier de construction en zone verte. Par ailleurs, le Ministre insiste sur quelques principes autour desquels devrait s'articuler le traitement de ces dossiers. Tout d'abord les fonctionnaires doivent, dans le respect de la hiérarchie décisionnelle, se garder de donner des prises de position pour éviter de placer les administrés dans une expectative légitime d'une issue positive de leur demande. Le Ministre insiste sur une meilleure coordination entre les fonctionnaires du Ministère de l'Environnement et de l'Administration de l'Environnement. Enfin le Ministre estime que la qualité des avis soumis au Ministre de l'Environnement doit être améliorée.

Dans le rapport annuel de l'exercice 2005/2006, le Médiateur avait soulevé la question de la mission exacte de l'unique architecte conseil du Ministère de l'Environnement œuvrant tantôt comme architecte de l'administration, tantôt comme architecte des personnes désireuses de construire et de la collision d'intérêts pouvant en résulter.

Il est sous-entendu que l'architecte mandaté par une personne de l'élaboration d'un projet de construction ne saurait intervenir comme architecte conseil du Ministère de l'Environnement pour le même projet.

Le Médiateur prend acte de l'assurance lui donnée par le Ministre de l'Environnement d'élargir le cercle des architectes conseils appelés à le conseiller en portant leur nombre à 3 ou 4.

Droit de chasse

Fin 2006, le Médiateur a été saisi d'une réclamation d'une personne désireuse de soustraire ses propriétés au district de chasse. Elle s'était adressée au président du syndicat de chasse pour l'informer de sa volonté de sortir du syndicat et basait sa demande sur la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme du 29 avril 1999 (arrêt Chassagnou c. France). Toutefois, le Service de la Chasse de l'Administration des Eaux et Forêts a rejeté cette requête en déclarant qu'une démission du syndicat de chasse ainsi que la demande visant la soustraction de ses terrains au district de chasse n'étaient pas conformes à la loi du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier (ci-après ‚la loi de 1925') et que les considérations de l'arrêt Chassagnou ne pouvaient trouver application en raison de divergences considérables existant entre le système instauré par la loi française relative à la chasse et celui organisé par la loi de 1925.

Pour une bonne compréhension de la problématique, rappelons que dans l'arrêt Chassagnou, la Cour européenne des Droits de l'Homme a conclu que la loi française N°64-696 du 10 juillet 1964 dite loi ‚Verdeille' violait l'article 1er du Protocole N°1 relatif à la protection de la propriété, l'article 11 consacrant la liberté de réunion et d'association ainsi que l'article 14 de la Convention portant interdiction de toute discrimination.

Cette réclamation a amené le Médiateur à s'adresser au Ministre de l'Environnement pour lui expliquer que, de son avis, la loi luxembourgeoise contient des dispositions comparables à celle de la loi Verdeille, de sorte qu'il estime urgent une réforme du régime légal de la chasse afin de le mettre en conformité avec la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. Il a également rappelé l'avis du Conseil d'État du 6 décembre 2005 qui a souligné la nécessité de réformer en profondeur la législation sur la chasse suite à l'arrêt Chassagnou.

Suite à l'intervention du Médiateur, le Ministre de l'Environnement a répondu qu'une affaire était pendante devant la Cour européenne des Droits de l'Homme mettant en cause la législation luxembourgeoise sur la chasse dont il conviendrait d'attendre l'issue.

À la demande du Ministre de l'Environnement, Maître Albert Rodesch a rendu, en date du 25 mai 2007, son avis sur la conformité de la législation luxembourgeoise sur la chasse à la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. En substance, cet avis est venu à la conclusion qu'une atteinte tant au droit de propriété qu'à la liberté d'association peut être justifiée pour des raisons d'intérêt général et que la législation actuelle sur le droit de chasse devrait être modifiée pour faire ressortir l'intérêt général de la chasse.

La Commission de l'Environnement de la Chambre des Députés a organisé un débat d'orientation relatif à une réforme de la législation actuelle sur la chasse. Le projet de rapport de la Commission de l'Environnement tient notamment compte de l'avis de Me Rodesch.

Suite à l'avis de Maître Rodesch du 25 mai 2007, le Médiateur a adressé une lettre complémentaire au Ministre de l'Environnement traitant exclusivement de l'applicabilité et de la conformité de la loi de 1925 avec l'article 11 de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales lequel consacre la liberté d'association. Le Médiateur y a relevé, d'une part, que l'article 11 s'applique aux syndicats de chasse alors que ces syndicats ne disposent d'aucune prérogative exorbitante de droit commun. D'autre part, l'atteinte portée à la liberté d'association se concrétisant par une affiliation obligatoire au syndicat de chasse, ne pouvait pas être justifiée par des considérations d'intérêt général alors que l'intérêt général ne figure pas parmi les restrictions susceptibles de justifier une ingérence dans la liberté d'association. Dans l'hypothèse d'une violation constatée par la Cour européenne des Droits de l'Homme de l'article 11 de la Convention, le Médiateur relève que le législateur luxembourgeois aurait, en fait, le choix entre deux options.

La première consisterait à prendre les dispositions requises pour intégrer les syndicats de chasse dans les structures étatiques en les dotant de prérogatives exorbitantes de droit commun.

L'autre option consisterait à s'inspirer de la nouvelle loi française du 26 juillet 2000 relative à la chasse en dispensant les opposants à la chasse de toute adhésion obligatoire aux syndicats de chasse, étant entendu qu'en cas de violation de l'article 1er du Protocole N°1 s'ajoutant à celle de l'article 11, ce serait là en fait la seule option qui s'offrirait au législateur luxembourgeois indépendamment de toute redéfinition de l'intérêt général de la chasse.

L'arrêt tant attendu de la Cour européenne des Droits de l'Homme dans une affaire Schneider c. Luxembourg a été rendu en date du 10 juillet 2007.

En ce qui concerne la violation alléguée de l'article 1er du Protocole N°1 relatif au droit de propriété, la Cour a jugé que le «*le système de l'appartenance obligatoire à un syndicat de chasse qu'elle prévoit aboutit à placer la requérante dans une situation qui rompt le juste équilibre devant régner entre la sauvegarde du droit de propriété et les exigences de l'intérêt général: obliger une petite propriétaire à faire apport de son droit de chasse sur son terrain pour que des tiers en fassent un usage totalement contraire à ses convictions se révèle une charge démesurée qui ne se justifie pas sous l'angle du second alinéa de l'article 1er du Protocole N°1. Il y a donc violation de cette disposition.*»

Pour ce qui est de la violation alléguée de l'article 11 de la Convention consacrant la liberté d'association, la Cour a décidé que «*contraindre par la loi un individu à une adhésion profondément contraire à ses convictions et l'obliger, du fait de cette adhésion, à apporter le terrain dont il est propriétaire pour que l'association en question réalise des objectifs qu'il désapprouve va au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer un juste équilibre entre des intérêts contradictoires et ne saurait être considéré comme proportionné au but poursuivi*».

Fonction publique et Réforme administrative

Le nombre de réclamations soumises au Médiateur est insignifiant du fait que la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur exclut de son champ de compétence les différends ayant trait aux rapports de travail entre les administrations et leurs agents.

La collaboration avec le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative est satisfaisante.

Le Médiateur a eu à connaître de quelques réclamations relatives à des pensions de vieillesse et de survie. Ces réclamations avaient principalement pour objet de remédier à des lenteurs dans le paiement des pensions ou de fournir aux citoyens de plus amples explications quant aux modalités de calcul du montant de leur pension.

Tavaux publics

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations dirigées à l'encontre du Ministère des Travaux publics.

Malgré le fait que le nombre des réclamations était peu important, il y a cependant lieu de relever que les délais de réponse aux courriers du Médiateur étaient excessivement longs, de sorte que le Médiateur s'est vu contraint de faire d'itératifs rappels avant d'obtenir une réponse.

Les réclamations soumises au Médiateur concernaient des demandes en indemnisation de dommages causés à l'occasion de l'exécution de travaux publics.

Transports

Le nombre de réclamations contre le Ministère des Transports était peu important. En général, la collaboration entre le Ministère des Transports et le Médiateur est satisfaisante dans la mesure où les délais de réponse fixés par le Médiateur sont généralement respectés.

Le nom des agents en charge du dossier est mentionné sur les courriers adressés aux administrés. Les mêmes agents sont également joignables en cas de demande de renseignements complémentaires de la part des citoyens.

Les réclamations ont eu pour objet des refus de carte de stationnement pour personnes handicapées et des refus d'immatriculation de certains véhicules.

Dans tous les dossiers de refus d'immatriculation, les réclamants n'avaient pas encore effectué de démarches auprès de la

Société nationale de Contrôle technique, de sorte que ces réclamations n'ont pas été examinées quant au fond.

Agriculture, Viticulture et Développement rural

Le Médiateur a été saisi à l'égard du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de quelques réclamations relatives à l'attribution de certaines aides agricoles ainsi que de réclamations en matière de remembrement.

Inspection du Travail et des Mines

Tout comme l'année dernière, toutes les réclamations dirigées contre l'Inspection du Travail et des Mines ont trait à la lenteur respectivement au silence de cette Administration pendant plusieurs mois suite à des requêtes de la part des citoyens.

Éducation nationale et Formation professionnelle

La collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Médiateur est excellente. À signaler un dossier concernant l'application des critères à suivre par le conseil d'orientation dans l'établissement d'un avis d'orientation. Un enfant avait été orienté vers l'enseignement secondaire technique contre l'avis oral de l'institutrice. L'affaire a été classée suite à la réussite de l'enfant à l'examen d'admission.

Un autre dossier introduit par une classe d'élèves du Lycée technique Josy-Barthel avait trait au programme des matières faisant l'objet de leurs études. Le Ministère a proposé une solution tenant compte des desiderata des réclamants.

Culture, Enseignement supérieur et Recherche

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations contre le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Les réponses aux demandes de prise de position sont généralement transmises dans les délais au Médiateur.

Par ailleurs, les courriers du Ministère indiquent le nom de l'agent en charge du dossier ainsi que son numéro de téléphone direct.

Les réclamations ont notamment trait aux demandes d'homologation de diplômes et de grades ainsi qu'aux demandes en obtention d'une aide financière de l'État pour études supérieures.

Concernant les demandes d'homologation, les réclamants se sont adressés au Médiateur alors qu'ils étaient restés sans nouvelles quant à leur demande. Dans ces cas, le Ministère en question n'avait souvent pas encore pris de décision alors qu'il était toujours en attente de l'avis de la Commission d'homologation compétente.

Plusieurs personnes se sont adressées au Médiateur du fait que la prime d'encouragement de 2e respectivement de 3e cycle leur avait été refusée.

En effet, deux conditions doivent être remplies pour pouvoir bénéficier de ces primes: le cycle d'études doit avoir été accompli avec succès et dans les délais prévus par le curriculum.

Dans les dossiers dont le Médiateur a été saisi, la condition du délai n'était pas remplie en raison de circonstances exceptionnelles.

Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche a insisté sur le caractère exceptionnel des primes d'encouragement. Elles sont destinées à récompenser le parcours sans faute d'un étudiant. La rigueur dans l'attribution des primes est clairement voulue par le législateur et par conséquent, il n'y a pas de possibilité de dérogation aux conditions d'attribution des primes de 2e ou de 3e cycle. La gestion du système des primes d'encouragement est basée sur l'application stricte du dispositif législatif en vigueur, et ce pour garantir l'égalité de tous les requérants devant la loi.

Ainsi le Médiateur a dû clôturer ces dossiers alors que sa propre loi organique du 22 août 2003 ne lui permet pas de remettre en cause l'application correcte d'une loi respectivement d'un règlement grand-ducal.

1.3. Affaires relevant des Communes

À l'image de l'exercice écoulé, les relations entre les administrations communales et le Médiateur peuvent globalement être qualifiées de satisfaisantes, les unes répondant plus promptement aux interventions du Médiateur que les autres.

Comme l'année précédente, le Médiateur a été saisi d'un nombre considérable de réclamations dirigées contre les administrations communales.

1.3.1. Urbanisme

A. Autorisation de construire

En matière d'urbanisme et plus précisément en matière d'autorisations de construire, le Médiateur a eu à connaître de réclamations relatives à des lenteurs de traitement des permis de construire ou à des refus de délivrer des autorisations de construire et de réclamations par lesquelles des personnes critiquaient la délivrance d'une autorisation de construire au voisin.

B. Plan d'Aménagement Particulier (PAP) et Plan d'Aménagement Général (PAG)

Pour ce qui est des plans d'aménagements généraux, le Médiateur a été saisi de quelques réclamations par lesquelles les personnes contestaient le refus des administrations communales de faire droit à leurs demandes d'inclure leurs terrains dans le périmètre d'agglomération. Conformément à la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, l'initiative de l'élaboration du plan d'aménagement comme de sa modification appartient exclusivement au collège échevinal, de sorte que le Médiateur a déclaré ces réclamations non fondées.

1.3.2. Affaires communales générales

Outre les réclamations d'ordre urbanistique, le Médiateur eut à connaître de réclamations les plus variées, telles des réclamations relatives à des refus de célébrer des mariages, à des décisions en matière d'organisation scolaire (taxe scolaire), à des lenteurs dans le cadre de procédures de naturalisation, à des refus d'inscription au registre de la population ainsi qu'à des réclamations relatives à l'imposition communale.

1.4. Affaires concernant des Établissements publics relevant de l'État et des Communes (y compris l'ADEM, la CNPF et le FNS)

1.4.1. Affaires de Sécurité sociale, y compris affaires relevant de la compétence de l'ADEM, de la CNPF et du FNS

A. Sécurité sociale

Les relations entre le Secrétariat du Médiateur et les organismes de Sécurité sociale sont bonnes. Les organismes de Sécurité sociale transmettent généralement leurs prises de position au Médiateur dans un délai raisonnable.

Le comportement et l'accueil des agents des services visés n'ont pas été critiqués par les réclamants.

Le Médiateur avait dans son rapport d'activité de l'année 2005-2006 insisté sur une meilleure information de l'assuré social en matière de modalités de remboursement et de prise en charge de frais médicaux lors d'un traitement ou une consultation médicale autorisée ou non (p.ex. en cas d'urgence) à l'étranger.

Accès des assurés à l'information

Le Médiateur avait suggéré aux organismes de Sécurité sociale compétents d'élaborer une brochure d'information en version imprimée et électronique reprenant toutes les hypothèses de traitement médical à l'étranger, les principes et les modalités de prise en charge des frais médicaux afin d'éclairer les assurés sociaux sur leurs droits et obligations.

Le Médiateur salue l'amélioration d'un certain nombre de sites Internet des organismes de sécurité sociale dont notamment le site de la Caisse de maladie des employés privés, de l'Union des Caisses de Maladie et du Ministère de la Sécurité sociale. Néanmoins, les différentes hypothèses de traitement médical à l'étranger, les principes et les modalités de prise en charge des frais médicaux ne sont guère traités en détail sur ces sites Internet. Selon les informations dont le Médiateur dispose, aucune brochure spécifique concernant cette problématique n'a été élaborée.

Aussi, le Médiateur entend-il encourager les organismes concernés à ne pas relâcher leurs efforts en vue d'une meilleure information de l'assuré.

Le Médiateur tient également à évoquer un problème d'accessibilité générale à la jurisprudence en matière de Sécurité sociale. Sil est vrai que des efforts ont été entrepris pour multiplier les publications électroniques dans le domaine de la Sécurité sociale, le site général des organismes de Sécurité sociale www.secu.lu contient une rubrique consacrée à la jurisprudence (base de données «OASIS») qui ne couvre que partiellement les domaines de l'assurance accidents, de l'assurance pension et de la procédure. Le Médiateur se demande aussi selon quels critères des jugements et arrêts sont sélectionnés pour être ajoutés à cette seule base de données accessible au public.

Les publications écrites regroupant les jurisprudences importantes en la matière sont également assez rares (Bulletin des Assurances sociales, Pasicrisie rouge).

Le Médiateur estime que l'accessibilité au droit et notamment aux décisions juridictionnelles en matière de Sécurité sociale au sens large (incluant l'ADEM, la CNPF et la Commission mixte de reclassement) est un préalable essentiel à la garantie des droits de la défense de tous citoyens qui devraient être en mesure de s'informer sur l'état de la jurisprudence et de suivre son évolution.

Le Médiateur entend dès lors insister sur la mise à disposition de la jurisprudence en la matière. À cet effet, la base de données électronique «OASIS» existante devrait être élargie ou un site Internet propre aux juridictions sociales devrait être créé, site qui pourrait par exemple s'inspirer du site des juridictions administratives.

L'élaboration d'une «Pasicrisie sociale» uniquement consacrée à la jurisprudence en matière de Sécurité sociale serait d'un intérêt certain pour le justiciable.

Au-delà des différentes catégories de réclamations relatives à la procédure d'obtention d'une pension d'invalidité, à la procédure d'incapacité de travail et de réinsertion professionnelle, à l'inscription de certains médicaments sur la liste positive de médicaments, à la prise en charge des transports en taxi par la Caisse de maladie, etc., le Médiateur a aussi été saisi d'un dossier relatif à l'interruption de la prescription en matière de Sécurité sociale. L'article 84 du C.A.S. prévoit que l'action de l'assuré à l'égard de l'Union des Caisses de Maladie et de la Caisse de maladie compétente se prescrit par deux années à compter de la date du paiement du prestataire.

La réclamante avait envoyé dans le délai de prescription de deux ans des factures de dentiste non détaillées à sa Caisse de maladie alors que celle-ci avait exigé des factures détaillées.

Considérant que le non-respect de la prescription constitue une présomption simple en ce que l'assuré peut établir par tous moyens de preuve qu'il a envoyé les documents requis dans le délai de deux ans, le Médiateur a estimé que l'envoi de factures non détaillées endéans les deux ans constitue un commencement de preuve par écrit interrompant la prescription biennale.

Se ralliant aux arguments du Médiateur, la Caisse de maladie a accepté de rembourser les factures de dentiste à la réclamante.

Remboursement de prestations étrangères

Le Médiateur a été amené à traiter différents cas relatifs au remboursement de prestations de soins médicaux délivrés à l'étranger en dehors d'une infrastructure hospitalière et non préalablement autorisés par l'UCM. En application de la jurisprudence Decker/Kohll, les assurés peuvent demander à leur caisse luxembourgeoise le remboursement des frais d'un tel traitement médical selon le barème de l'État d'affiliation.

Ce droit est cependant soumis à un certain nombre de conditions, car les conditions statutaires nationales (délais, titre de prise en charge, devis, ordonnances) s'appliquent également aux prestations sollicitées à l'étranger.

Dans un cas soumis au Médiateur, une Caisse de maladie a motivé son refus de remboursement en se référant d'une part au règlement grand-ducal du 21 décembre 1999 aux termes duquel l'ostéodensitométrie par procédé DXA est seulement remboursée si elle est effectuée par un médecin disposant d'un agrément du Ministre de la Santé et d'autre part à l'article 36 des statuts de l'UCM selon lequel le mémoire d'honoraires concernant l'ostéodensitométrie doit être accompagné de l'ordonnance médicale indiquant obligatoirement le code de la pathologie en cause.

Il est évident que les prestataires étrangers travaillant dans le cadre de leur propre réglementation nationale ne sauraient tenir compte en même temps de ces règles luxembourgeoises. La question se pose dès lors de savoir si les organismes luxembourgeois peuvent opposer ces divergences de réglementation entre pays pour faire obstacle aux principes de la jurisprudence Decker/Kohll.

Dans un autre cas soumis au Médiateur, un assuré s'est vu refuser le remboursement de certaines analyses médicales effectuées par un médecin allemand, et cela tout à fait légalement conformément aux prescriptions allemandes, mais qui ne figuraient pas sur la liste des analyses fixées par le règlement grand-ducal du 30 juin 2004 que les médecins luxembourgeois sont autorisés à effectuer.

L'UCM a maintenu cependant sa position en s'appuyant sur l'article 72 des statuts aux termes duquel les prestations de laboratoire ne sont pas opposables à l'assurance maladie lorsque les prestations sont délivrées par des prestataires non autorisés par les différentes nomenclatures.

La question se pose si une extension de ce genre de prescriptions aux prestataires étrangers est compatible avec le principe de libre circulation des biens et services à l'intérieur de l'U.E. dont bénéficient toutes les prestations et soins délivrés en dehors des établissements hospitaliers.

Les assurés luxembourgeois s'adressant à des prestataires étrangers sans demander une autorisation préalable de l'UCM pourront ainsi avoir des surprises désagréables. D'une part, lesdits prestataires risquent de leur mettre en compte des honoraires supérieurs aux tarifs applicables aux assurés sociaux et en plus, ils risquent de se voir opposer, dans certains cas, les prescriptions luxembourgeoises qui ne cadrent pas toujours avec la réglementation étrangère.

B. Administration de l'Emploi (ADEM)

La collaboration entre les services de l'Administration de l'Emploi (ADEM) et le Médiateur est satisfaisante. L'instruction des dossiers dont l'ADEM est saisie est généralement clôturée dans un délai raisonnable.

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de dossiers qui avaient trait à des lenteurs dans le paiement de l'indemnité de réemploi, de l'indemnité d'apprentissage ou de l'indemnité compensatoire.

Les lenteurs dans le paiement de toutes les indemnités précitées ainsi que de l'indemnité de chômage ont souvent des conséquences financières importantes pour un citoyen qui doit faire face à des dépenses mensuelles (ex. paiement d'un prêt, frais courants, etc.). Quelles que soient les raisons de ces retards, le Médiateur se doit d'insister à ce qu'ils se réduisent à un strict minimum.

Le Médiateur salue l'élaboration du nouveau guide du demandeur réadapté aux nouvelles dispositions de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de Sécurité sociale et de politique de l'environnement. Ce nouveau guide a le mérite d'être tout à fait explicite et de rendre plus lisible les droits et obligations des demandeurs d'emploi.

Le Médiateur a aussi été saisi d'une réclamation relative à la notion «d'emploi approprié». L'article 3 du règlement grand-ducal du 25 août 1983 définissant les critères de l'emploi approprié visé à l'article 13 sous e), de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet prévoit que «lorsque l´administration de l´emploi ne se trouve pas en mesure d´assigner à un demandeur d´emploi qualifié un emploi identique à son emploi antérieur, est réputé approprié l´emploi lui offert dans une profession apparentée à sa profession antérieure, compte tenu de sa formation professionnelle et de son expérience professionnelle.»

Par ailleurs, l'article 5 du même règlement dispose que «l´emploi offert au demandeur

d´emploi doit répondre à ses aptitudes physiques et psychiques».

La question qui se posait dans le cadre de cette réclamation était de savoir si l'emploi d'agent de sécurité proposé à un demandeur d'emploi âgé de 56 ans qui avait exercé pendant 26 ans le métier de libraire (et auparavant le métier de cambiste) et dont la formation consistait dans un diplôme de fin d'études secondaires section économie était un emploi approprié.

L'ADEM n'a pas suivi les observations du Médiateur qui a estimé que l'emploi proposé n'était pas un emploi approprié selon le prédit règlement grand-ducal de 1983 et l'affaire est actuellement pendante devant le Conseil arbitral des Assurances sociales.

Les décisions de refus, de retrait ou de suspension des indemnités de chômage de la part de la Directrice de l'ADEM peuvent faire l'objet d'une demande de réexamen devant la Commission spéciale de réexamen. La décision de cette commission est susceptible de recours devant le Conseil arbitral des Assurances sociales. Lors de l'instruction de la part du Médiateur d'une réclamation de retrait des indemnités de chômage à un demandeur d'emploi, la prédite Commission avait refusé d'examiner la réclamation qui lui avait été soumise par le Médiateur en invoquant comme unique argument que le réclamant avait formé un recours devant le Conseil arbitral des Assurances sociales et qu'il n'y a avait dès lors pas lieu de répondre aux observations du Médiateur.

Le Médiateur s'est efforcé de rappeler une nouvelle fois à la Commission spéciale de réexamen qu'il constitue l'ultime organe de traitement non juridictionnel des différends qui opposent les citoyens à l'administration et que la médiation a comme finalité d'éviter dans toute la mesure du possible les conflits juridictionnels entre l'administré et l'administration.

Par ailleurs, la saisine du Médiateur n'interrompant point les délais de voies de recours, il est du devoir du Médiateur de conseiller à un réclamant, insatisfait d'une décision administrative, d'introduire, à titre conservatoire, un recours devant les juridictions compétentes en vue d'éviter la forclusion.

Cette démarche s'explique par le souci de ne pas le priver d'un recours juridictionnel.

Selon le vœu du législateur, l'administration ne peut opposer au Médiateur l'exercice par le réclamant d'un recours juridictionnel pour refuser de tenir compte de ses arguments.

Les travaux parlementaires relatifs à la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur abondent en ce sens. Ainsi le rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle relève à juste titre que «la saisine du Médiateur peut intervenir avant ou conjointement avec un recours juridictionnel».

Le recours devant une juridiction n'a dès lors aucune incidence sur la poursuite de la procédure de médiation prévue par la loi du 22 août 2003 et la Commission spéciale de réexamen ne peut opposer une fin de non recevoir au Médiateur en arguant simplement que le réclamant a déposé un recours devant le Conseil arbitral des Assurances sociales.

En dernier lieu, le Médiateur voudrait relever que les délais de réponse à ces courriers de la part du Président de la Commission mixte de reclassement qui est également le Responsable du Fonds pour l'Emploi sont excessivement longs et il espère vivement qu'il y sera remédié lors de futures saisines de sa part.

C. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)

Le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations à l'encontre de la Caisse nationale des Prestations familiales.

Le Médiateur apprécie l'excellente collaboration qu'il entretient avec le Président de la Caisse nationale des Prestations familiales dont les prises de position lui sont généralement transmises dans les délais impartis.

Comme il a déjà été relevé dans le rapport annuel précédent, bon nombre de réclamants se sont plaints de ce que l'administration n'est pas accessible par téléphone.

Cette analyse a débouché sur la recommandation du Médiateur relative au bon fonctionnement de la Caisse nationale des Prestations familiales par laquelle le Médiateur a recommandé au Ministre de la Famille et au Gouvernement de prendre les dispositions requises afin qu'aux jours et heures indiqués, la Caisse soit accessible aux citoyens par voie téléphonique et que les réponses aux demandes écrites leurs soient transmises dans des délais raisonnables.

Les réclamations ont trait essentiellement à des lenteurs dans l'instruction des dossiers respectivement dans le paiement des allocations familiales.

Par ailleurs, les réclamants se sont plaints du fait qu'ils ne reçoivent pas de réponse à leurs demandes écrites et qu'ils ne sont pas informés par écrit de l'évolution de leurs dossiers.

À ce titre, il y a lieu de noter que la Caisse nationale des Prestations familiales est une des seules administrations qui, dans ses courriers, ne mentionne pas l'agent en charge du dossier respectivement son numéro de téléphone direct.

D'autres personnes se sont plaintes du fait que le paiement des allocations familiales a été suspendu ou arrêté, sans avoir été prévenues et sans avoir été informées des motifs de la suspension ou de l'arrêt.

Tous ces dysfonctionnements sont dus essentiellement à l'insuffisance flagrante des effectifs de la Caisse nationale des Prestations familiales. Par ailleurs, le volume et la complexité du travail de la Caisse augmentent sans cesse.

Soucieux de garantir un service de qualité aux citoyens, Monsieur le Président de la Caisse s'est adressé au Ministre de la Famille en vue de lui faire part de cette problématique, et notamment de la nécessité impérieuse d'un renforcement temporaire du service des Prestations familiales pendant l'année en cours. Par ailleurs, un renforcement des effectifs définitif s'impose.

Au vu de cette situation très préoccupante, le Médiateur ne peut que recommander au Ministre de la Famille, ainsi qu'au Gouvernement, de réserver, au plus vite, les suites qui s'imposent à la requête de la Caisse nationale des Prestations familiales.

En ce qui concerne le fond des affaires, les réclamations portent sur tous les domaines de compétence de la Caisse.

Plusieurs réclamants se sont plaints du fait que le paiement des allocations familiales a été arrêté alors que les études suivies par leurs enfants, âgés de plus de dix-huit ans, ne seraient pas clôturées par un diplôme reconnu par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Dans quelques affaires, le paiement a pu être repris suite à la preuve rapportée par les réclamants de la reconnaissance des diplômes.

Le Médiateur a également été saisi d'une personne qui contestait que la Caisse refuse d'étendre le groupe familial à un enfant placé.

En principe, il faut un lien de filiation entre le demandeur et l'enfant. Cependant, la Caisse peut étendre le groupe familial au tuteur ou au gardien effectif pour les enfants recueillis par une personne qui exerce la tutelle ou le droit de garde en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée ou de toute autre mesure légale de garde, dûment certifiée par l'autorité compétente à condition que le placement soit durable et que cette solution soit plus favorable pour le bénéficiaire. Est considéré comme durable tout placement ordonné pour la durée d'une année au moins.

Il en résulte que dans certains cas, des enfants, sans lien de filiation avec l'attributaire des allocations familiales, peuvent être admis par la Caisse comme appartenant au groupe familial de cette personne.

Le comité-directeur a cependant décidé que les placements familiaux qui donnent lieu à indemnisation de la personne assurant la garde et qui, de ce fait, preste un service rémunéré, ne sauraient donner lieu à l'attribution du groupe familial. Ce n'est que dans des cas tout à fait exceptionnels que la Caisse attribue le groupe familial à un parent «gardien professionnel».

D'autres affaires concernaient des refus ou des retraits du congé parental, des refus d'allocation d'éducation et de naissance.

Un réclamant s'est adressé au Médiateur alors que le congé parental lui a été refusé au motif qu'il n'a pas été occupé d'une façon continue auprès d'un même employeur depuis au moins une année précédant le début du congé parental. En effet, le réclamant avait pris un congé sans solde de quinze jours de sorte qu'il n'a pas été affilié pendant ces deux semaines.

Or, la nouvelle loi du 22 décembre 2006 sur le congé parental prévoit que la condition d'affiliation obligatoire pendant les douze mois précédant immédiatement le début du congé parental ne vient pas à défaillir par une ou plusieurs interruptions ne dépassant pas sept jours au total.

Pour cette raison, le Médiateur n'a pas pu donner d'autres suites à cette réclamation.

D. Fonds national de Solidarité (FNS)

Le nombre de réclamations contre le Fonds national de Solidarité a considérablement diminué par rapport aux années précédentes.

Alors que dans le passé, la grande majorité des réclamations concernaient le forfait d'éducation, il n'y a eu cette année que quatre dossiers y relatifs. Les autres réclamations concernaient des refus respectivement des retraits de l'allocation complémentaire ainsi que des demandes de répétition de l'indu. D'autres dossiers avaient trait au paiement du revenu pour personnes handicapées.

Tout comme les années précédentes, le Médiateur se félicite de la bonne collaboration avec le Fonds national de Solidarité qui répond toujours dans les délais et avec précision aux lettres du Médiateur. Par ailleurs, le fonctionnement de cette administration n'a pas été mis en cause par les réclamants.

Les administrés peuvent facilement joindre par téléphone la personne en charge de leur dossier pour avoir des renseignements quant à l'évolution de leur dossier. Par ailleurs, il est possible de contacter le Fonds national de Solidarité pour avoir des informations d'ordre général.

2.1. Des recommandations du Médiateur et des suites y réservées par les autorités compétentes

Le pouvoir de formuler des recommandations et de procéder à leur publication est un moyen d'action utile et valorisant dans l'exercice de la magistrature d'influence du Médiateur.

Au-delà de multiples recommandations ayant pour objet le réexamen de décisions administratives individuelles, le Médiateur a, jusqu'à ce jour, formulé 27 recommandations relatives au bon fonctionnement de l'administration et/ou comportant des propositions de modifications législatives ou réglementaires.

Parmi les 26 recommandations qui ont trouvé une réponse de la part des autorités compétentes, 11 ont jusqu'à présent été suivies et transposées intégralement ou en partie, soit dans la pratique administrative, soit dans le droit interne.

Parmi les autres recommandations non encore transposées, le Gouvernement, voire les Ministres compétents, ont pris l'engagement ferme d'en suivre 12 et de les mettre en œuvre dans les meilleurs délais.

A. Recommandations visant à améliorer le fonctionnement des administrations concernées

Recommandation N°18 relative au bon fonctionnement des administrations et autres services publics

Le Médiateur,

- considérant qu'à l'examen des réclamations dont il a été saisi jusqu'à ce jour, il a pu déceler certaines faiblesses et insuffisances manifestes au niveau du fonctionnement de l'administration publique;

- considérant que ces insuffisances apparaissent aux niveaux tant de la communication et de l'accessibilité du personnel sur place que de la diligence et des soins avec lesquels sont traités les dossiers et de l'attitude témoignée par certains agents à l'égard des citoyens;

- considérant que pour vérifier la pertinence des constats opérés et pour se faire une image plus précise de la qualité des relations entre les citoyens et les administrations, le Médiateur a procédé à une enquête au sein d'une population de plus de 700 personnes l'ayant saisi d'une réclamation;

- considérant le résultat de cette enquête dont il se dégage notamment:

- qu'un nombre élevé de citoyens (40,6% de l'échantillon) se plaint de la qualité de la communication avec les administrations publiques concernant la communication par voie téléphonique et le contact direct dans les administrations;

- que les personnes interrogées, quoique dans une plus faible proportion (35,14%), déplorent le manque de serviabilité et de courtoisie affiché par les agents publics à leur égard;

- que près de la moitié des personnes concernées (49,83%) expriment un sentiment d'insatisfaction quant aux soins apportés à leur affaire et à la diligence avec laquelle celle-ci a été traitée;

- considérant que les insuffisances de communication entre administrations et citoyens et les difficultés d'accessibilité aux gestionnaires de dossiers sont à l'origine de nombreuses réclamations auprès du Secrétariat du Médiateur;

- considérant en effet que bon nombre de réclamants se plaignent d'un manque d'informations quant aux démarches à effectuer afin d'aboutir au résultat voulu et d'une insuffisance manifeste d'explications pour la bonne compréhension des décisions administratives;

- considérant que le manque d'accessibilité et de disponibilité des agents concernés est souvent à l'origine d'une durée de traitement excessivement longue des dossiers alors que les citoyens concernés restent dans l'attente d'indications précises et complètes quant aux démarches à effectuer et aux pièces ou documents à présenter pour compléter leur dossier;

- considérant l'utilité d'évaluer par des moyens appropriés, au besoin par des audits externes, l'accessibilité des agents gestionnaires de dossiers au regard des demandes de renseignements et d'informations sur l'évolution des demandes en instruction;

- considérant que le bon fonctionnement de l'administration publique sous-entend la disponibilité des agents en charge de la gestion des dossiers;

- considérant que l'ouverture des bureaux au public aux jours et heures indiqués présuppose leur accessibilité aux citoyens tant par téléphone que sur place;

- considérant qu'à défaut de pouvoir garantir cette accessibilité, il serait recommandé et souhaitable de réduire les heures journalières d'ouverture au public à condition toutefois que pendant les plages fixes indiquées, les agents concernés se tiennent effectivement à disposition des citoyens pour répondre à leurs demandes;

- considérant que l'accessibilité aux administrations serait grandement facilitée par l'indication systématique, dans tout courrier adressé aux citoyens, du nom de l'agent gestionnaire du dossier et de son numéro de téléphone;

- considérant qu'il y a lieu de remédier d'urgence au fonctionnement insatisfaisant, voire défaillant, du dispositif téléphonique de nombre d'administrations;

- considérant le besoin impératif d'aménager essentiellement au sein des administrations et services en contact direct avec le public, des locaux d'accueil ouverts et accessibles à tout appel et demande d'informations externes;

- considérant que les agents affectés à ces bureaux devraient être hautement qualifiés, dûment expérimentés, possédant une parfaite connaissance de la législation en vigueur et la maîtrise des rouages, pratiques et procédures administratives;

- considérant qu'en raison de la complexité de la matière et de l'imbrication des procédures entre les administrations et organismes concernés, un bureau d'accueil centralisé couvrant tout le secteur de la sécurité sociale s'impose en priorité;

- considérant qu'une telle structure d'accueil présenterait un avantage certain pour les administrés en termes de conseils et d'orientation dans leurs démarches administratives, leur évitant ainsi autant de déboires, frustrations et angoisses liés à l'engagement de procédures inappropriées et inutiles;

- considérant que les mêmes arguments et surtout le chevauchement des procédures entre les Communes et le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration militent également en faveur de l'aménagement d'un bureau d'accueil en charge de toutes les demandes d'informations et de renseignements relatives aux questions de l'immigration et à l'accès au marché du travail;

- considérant que l'obligation de traiter les demandes et d'instruire les dossiers dans des délais raisonnables est un principe inhérent au bon fonctionnement de l'administration publique;

- considérant qu'un silence persistant de l'administration au-delà de 3 mois vaut décision implicite de refus et ouvre au citoyen la possibilité d'un recours administratif;

- considérant que cette possibilité du citoyen à recourir aux voies juridictionnelles en cas de silence de l'administration au-delà des 3 mois ne saurait être comprise comme un droit de l'administration de ne pas répondre avec la diligence requise à toutes les demandes des citoyens;

- considérant que le dépassement du délai de 3 mois par un certain nombre d'administrations s'explique généralement non pas par une volonté de ne pas faire droit aux demandes du citoyen, mais le plus souvent par des insuffisances au niveau de la gestion des affaires ou encore par la complexité des dossiers ou le comportement fautif des citoyens;

- considérant qu'il est du devoir de l'administration d'expliquer aux citoyens les raisons inhérentes aux retards dans le traitement de leurs affaires et de les tenir régulièrement au courant de l'évolution de leurs dossiers;

- considérant dès lors qu'à partir du moment où les administrations en cause auront été identifiées, il importe d'évaluer, au besoin par des audits externes, les causes des retards dans le traitement de leurs affaires tant à la lumière de la charge de travail leur incombant que du nombre d'agents disponibles, de la diligence et des soins avec lesquels elles traitent les dossiers;

- considérant que l'image de marque de l'administration publique est essentiellement tributaire de l'accueil réservé au public et du comportement des agents en contact direct avec les citoyens;

- considérant que certains agents publics manifestent apparemment un comportement inapproprié dans leurs relations avec les citoyens;

- considérant dès lors le besoin de tenir compte du sens des relations humaines et d'un comportement approprié comme critères de base servant tant au recrutement qu'à l'affectation et au maintien des fonctionnaires et employés publics à un poste en contact direct avec le public;

- considérant la nécessité d'élaborer un guide des meilleures pratiques pour les agents publics qui devrait faire l'objet d'un cours principal assorti de travaux pratiques dans le cadre de la formation initiale, dispensée par l'Administration nationale des administrations publiques (INAP);

recommande au Gouvernement

- d'évaluer, au besoin par des audits externes, l'accessibilité des agents gestionnaires des dossiers au regard des demandes de renseignements et d'informations sur l'évolution des dossiers en instruction;

- de prévoir des plages horaires journalières fixes pendant lesquelles les agents gestionnaires de dossiers seront effectivement disponibles pour répondre aux demandes des citoyens tant par téléphone que sur place;

- de faciliter l'accessibilité directe des citoyens aux agents gestionnaires de leurs dossiers par l'indication systématique dans le courrier leur adressé du nom de l'agent concerné ainsi que son numéro de téléphone direct;

- de revoir d'urgence le fonctionnement défaillant du dispositif téléphonique de certaines administrations;

- d'aménager dans certaines administrations et services en contact direct avec le public et, en priorité, dans les secteurs de la Sécurité sociale et de l'Immigration, des bureaux d'accueil centralisés en charge de conseiller les citoyens et de les orienter correctement dans les démarches et procédures à suivre;

- d'établir, au besoin par des audits externes, un inventaire des administrations et services peu respectueux des délais raisonnables et de détecter les causes des retards dans le traitement de leurs affaires afin d'en tirer d'urgence les conclusions qui s'imposent;

- de mettre l'accent sur le sens des relations humaines et le comportement approprié tant aux niveaux du recrutement que de l'affectation et du maintien des agents publics à un poste en contact direct avec les citoyens;

- de procéder à l'élaboration d'un guide des meilleures pratiques diffusé pour les agents publics et d'en faire l'objet d'un cours principal assorti de travaux pratiques dans le cadre de la formation initiale dispensée par l'Institut national de l'administration publique.

Réponse:

Dans une lettre adressée au Médiateur en date du 3 mai 2007, le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative explique qu'il a pris un certain temps avant de prendre position alors qu'il voulait attendre le lancement et la mise en place de plusieurs projets et, le cas échéant, les premières leçons à en tirer en matière de réforme administrative, avant de répondre au Médiateur.

En annexe à ce courrier le Ministre a transmis au Médiateur copie d'un document retraçant à la fois les activités lancées pendant la première moitié de la présente législature et les actions programmées pour la deuxième période.

Le Médiateur constate que nombre de projets initiés par le Ministre répondent aux préoccupations exprimées dans sa recommandation, notamment au regard de l'accueil du public et de la formation tant initiale que continue ciblée plus particulièrement sur le développement des compétences sociales et relationnelles des agents de l'État.

Après avoir lu et examiné attentivement le plan d'action, tel que présenté par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et approuvé par le Conseil de Gouvernement, le Médiateur regrette cependant que ce plan ne retienne pas comme priorité première l'élaboration d'un guide des bonnes pratiques administratives alors qu'un tel guide devrait servir de base à la définition d'objectifs clairs et précis en matière de réforme administrative.

Par ailleurs, le Médiateur estime que l'autoévaluation par les différentes administrations, telle que privilégiée par le Gouvernement, ne saurait porter ses fruits à moyenne échéance que si parmi les administrations, qui se prêtent à l'autoévaluation, figurent en priorité celles qui sont le plus sollicitées par les citoyens.

Il serait dès lors indiqué que le Gouvernement prenne ses responsabilités et désigne d'office les administrations devant se soumettre à une autoévaluation.

Dans sa recommandation le Médiateur a également évoqué le besoin impératif d'aménager, essentiellement au sein des administrations et des services en contact direct avec le public, des locaux d'accueil ouverts et accessibles à tous les appels et les demandes d'informations externes.

À cet effet et au vu de la complexité de la matière et de l'imbrication des procédures entre les administrations et organismes du domaine de la Sécurité sociale, un bureau d'accueil centralisé couvrant tout le secteur s'impose en priorité.

Dans sa prise de position du 2 octobre 2006, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a informé le Médiateur que ses services sont en train de finaliser une convention-cadre sur la modélisation des procédures administratives devant permettre au différents organismes de Sécurité sociale de structurer de manière uniforme leurs procédures de sorte à ce qu'à terme les assurés puissent s'adresser à un guichet unique en matière de Sécurité sociale.

Le Médiateur se félicite d'un tel engagement qui répond parfaitement à sa recommandation.

Si dans le programme gouvernemental de 2004 il est établi un lien direct entre la réforme et la modernisation de l'administration d'une part, et l'informatisation des services publics et la gouvernance électronique d'autre part, le Gouvernement s'est aussi engagé à accorder une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des petites et moyennes entreprises (PME).

Il s'agit là d'un engagement hautement salutaire pour le développement d'une économie dont le fonctionnement est lourdement hypothéqué par des charges administratives trop encombrantes.

Le Médiateur a examiné longuement le plan d'action pour la simplification administrative élaboré par le Comité national pour la simplification administrative (CNSAE) et approuvé par le Conseil de Gouvernement le 30 mars 2007.

Tout en appréciant la qualité du travail accompli par le CNSAE, le Médiateur regrette que le Gouvernement n'ait pas fixé de calendrier contraignant en vue de la transposition des différentes mesures et procédures indiquées dans le plan d'action.

Le Médiateur estime que le travail accompli par le CNSAE devrait dans les années à venir aboutir à des résultats significatifs à condition qu'un certain nombre de préalables soient respectés.

Dans ce contexte le Médiateur se félicite de l'entrée en vigueur au 1er septembre 2007 de la loi du 27 juillet 2007 portant modification de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Il faut dire que la nouvelle loi apporte des allègements notables de la charge administrative qui pesait sur les entreprises dans la mesure où cette charge était sans plus-value pour la protection de la vie privée et de la liberté individuelle.

Cependant, aux yeux du Médiateur, la mission attribuée aux différents groupes de travail institués par le Gouvernement ne relèvera d'une obligation de résultat que dans la mesure où les Ministres concernés en premier lieu, à savoir les Ministres en charge des Classes moyennes, de l'Économie et de la Réforme administrative, s'engagent personnellement à assurer le pilotage des différents groupes de travail tout en veillant à la quantification systématique des coûts standards liés aux charges administratives qui incombent aux entreprises.

Recommandation N°22 relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi

Attendu que depuis son entrée en fonction le Médiateur a été saisi de plus de cent réclamations à l'encontre de l'Administration de l'Emploi relatives notamment à des lenteurs constatées dans le processus de paiement de certaines prestations de chômage, aux lenteurs dans la procédure de traitement d'indemnités compensatoires en cas de reclassement interne ou externe, au non-renouvellement de contrats d'auxiliaires temporaires (CAT), au retrait de l'indemnité de chômage pour refus de travail, à la perte temporaire de l'indemnité de chômage pour manquement aux obligations à l'égard du placeur;

- attendu qu'en date du 16 mai 2006, le Médiateur a eu une réunion de travail avec Madame le Directeur et les responsables des différents services de l'Administration de l'Emploi;

- que suite à cette réunion, deux collaborateurs du Médiateur ont pris contact avec les responsables de l'Administration de l'Emploi pour se faire sur place une idée plus précise du fonctionnement des différents services,

- que de ces échanges de vues avec les responsables de l'Administration de l'Emploi se dégagent les considérations suivantes:

- considérant que le succès de toute politique volontariste d'intégration ou de réintégration des demandeurs d'emploi sur le marché du travail est essentiellement tributaire du bon fonctionnement et de l'efficacité des services de l'Administration de l'Emploi;

- considérant et reconnaissant les efforts accomplis par les responsables de l'Administration de l'Emploi tant au niveau de la réorganisation interne que de l'informatisation;

- considérant que ces efforts demandent constamment à être évalués tant au regard des expériences acquises, qu'au regard des faiblesses et des insuffisances subsistantes au niveau du fonctionnement de l'Administration;

- considérant que la précarité dans laquelle se trouvent les personnes à la recherche d'un emploi appelle tant de la part de l'Administration et des employeurs un respect et une attention particulière pour les problèmes, les intérêts et les droits des demandeurs d'emploi que de la part de ces derniers une prise de conscience et le respect de leurs obligations;

- considérant que l'évolution des exigences du marché du travail et le nombre relativement restreint de placeurs au service des demandeurs d'emploi sont deux facteurs qui devraient interpeller les pouvoirs publics tant au niveau de la formation qu'au niveau du recrutement des agents du service de placement;

- considérant que l'encadrement personnalisé des demandeurs d'emploi, le suivi régulier de chaque dossier, les conseils pratiques aux demandeurs d'emploi, le traitement rapide et professionnel des offres d'emploi, de même que l'amélioration des relations entre l'Administration et les employeurs sont autant de charges prioritaires qui incombent aux agents du Service Placement;

- considérant l'inadéquation des placeurs disponibles, au nombre de 25, par rapport aux tâches prédécrites;

- qu'en effet, exiger d'un placeur de faire un suivi permanent et individuel de ses dossiers à raison de plus de 10.000 rendez-vous annuels et plus de 40 contacts par jour avec les demandeurs d'emploi relève d'une mission quasi impossible;

- considérant dès lors que les exigences d'un travail de placement efficace à travers un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi appellent d'urgence un renforcement sensible du nombre des placeurs au service de l'Administration de l'Emploi;

- considérant l'absence de formation spéciale dans le chef des placeurs recrutés soit dans la carrière de l'expéditionnaire soit dans la carrière du rédacteur;

- considérant cependant qu'au-delà d'un engagement personnel, les diverses charges dont ils sont investis requièrent de la part des placeurs des compétences certaines et notamment des connaissances approfondies en matière de la législation sociale et de la pratique administrative et surtout un savoir-faire et un comportement adaptés aux exigences d'une population souvent difficile parce que fragilisée;

- considérant dès lors le besoin de prévoir pour les candidats placeurs une formation initiale et continue axée essentiellement sur les tâches d'accompagnement et de conseil qui les attendent;

- considérant que l'importance et la difficulté de la tâche incombant aux placeurs ainsi que le stress auquel ils sont quotidiennement exposés militent en faveur du renouvellement périodique de l'effectif;

- considérant que les bonnes et surtout les mauvaises expériences accumulées par les placeurs au fil des années comportent tant le risque d'usure que le risque d'un jugement empreint de préjugés, autant de phénomènes qui sont hautement préjudiciables à la qualité du travail de placement;

- considérant dès lors la nécessité de prévoir un système de rotation du personnel au service de l'Administration de l'Emploi à travers un remplacement périodique des agents du Service Placement par des agents nouvellement formés;

- considérant que le bon fonctionnement de l'administration publique est essentiellement tributaire de l'accueil et de l'encadrement réservés au citoyen;

- considérant que la multiplicité des services au sein de l'Administration de l'Emploi dont l'articulation est peu visible de l'extérieur comporte le risque d'un cloisonnement interne peu propice à un traitement efficace des demandes d'emploi;

- considérant que le guide du demandeur d'emploi remis à toute personne dès sa première inscription à l'Administration de l'Emploi, pour utile qu'il soit n'est pas suffisant pour lui faire comprendre le sens et la portée des droits et des obligations qui sont les siennes;

- considérant que par des informations et des explications claires, précises et exhaustives fournies à l'accueil, l'Administration de l'Emploi faciliterait largement les formalités et les démarches ultérieures à accomplir par les demandeurs d'emploi;

- considérant l'utilité de détecter au plus tôt, dès leur inscription, les besoins d'un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi;

- considérant qu'à cet effet un premier entretien individuel avec les demandeurs d'emploi pourrait donner au personnel du Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SAPDE) des indications pertinentes au regard des exigences d'une assistance personnalisée;

- qu'une prise en charge individuelle à l'accueil notamment pour informer les demandeurs d'emploi sur leurs droits et leurs obligations et pour les aider, le cas échéant, à remplir correctement et soigneusement leur fiche personnelle faciliterait d'autant le travail des placeurs tout en augmentant les chances des demandeurs d'emploi de trouver dans les meilleurs délais un travail correspondant aux aptitudes et aux compétences qui sont les leurs;

- considérant dès lors l'opportunité et l'utilité pour le Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SADPE) d'intervenir en amont

du Service Placement, en l'occurrence déjà au stade de la première inscription des demandeurs d'emploi et non seulement après six mois depuis la première inscription des adultes respectivement après trois mois depuis la première inscription des jeunes demandeurs d'emploi;

- considérant que le retrait de l'indemnité de chômage notamment en cas de refus non justifié d'un poste de travail approprié relève en premier lieu de l'évaluation du placeur;

- considérant que la responsabilité incombant au placeur est d'autant plus lourde qu'il n'est pas à l'abri d'une erreur d'appréciation au regard de faits voire d'explications mal articulées ou d'une fausse indication figurant sur la carte d'assignation retournée à l'Administration de l'Emploi par l'employeur;

- considérant que le Directeur à qui incombe la décision finale est appelé en cas de contestation à vérifier et apprécier les explications et les arguments avancés par les demandeurs d'emploi en cause;

- considérant que le Directeur accaparé par ses différentes tâches n'a guère le temps d'instruire à fond les contestations dont il est saisi et qu'il ne peut à cet effet s'appuyer que sur deux contrôleurs pour procéder, le cas échéant, aux investigations requises;

- considérant que la procédure de sanction administrative pourrait être activée et mieux servie par la création d'un Service du Contentieux;

- considérant le contentieux assez volumineux dont le Service des Prestations de Chômage complet est quotidiennement en charge sans pour autant disposer d'un seul juriste;

- considérant dès lors l'utilité voire la nécessité de créer un Service du Contentieux à rattacher au Service des Prestations de Chômage complet;

- considérant que le demandeur d'emploi qui fait valoir son droit à l'octroi aux indemnités de chômage doit présenter une attestation patronale renseignant entre autres sur les périodes d'occupation, les motifs de la cessation de travail, la rémunération brute qu'il a touchée au cours des quatre mois précédant la survenance du chômage;

- considérant qu'il n'est pas rare que, pour quelle que raison que ce soit, l'employeur concerné tarde à transmettre une attestation signée au demandeur d'emploi et que, malgré la pression exercée par l'Administration de l'Emploi, il arrive que plusieurs mois s'écoulent avant que le dossier soit complété et que le demandeur d'emploi puisse bénéficier de l'indemnité de chômage;

- considérant que de tels retards imputables à des employeurs peu diligents viennent s'ajouter à une période minimale de deux mois requise pour le traitement des dossiers, l'ordonnancement et la liquidation des indemnités de chômage;

- considérant que la situation précaire et surtout le besoin matériel dans lequel se trouvent la plupart des demandeurs d'emploi justifient pleinement leur espoir de se voir indemniser aussi rapidement que possible;

- considérant dès lors l'opportunité de prévoir et d'appliquer des sanctions à l'égard des employeurs peu soucieux des obligations qui sont les leurs à l'égard des employés licenciés;

- considérant que l'Administration de l'Emploi ne dispose que d'un seul médecin du travail dont l'expertise médicale s'avère indispensable pour un certain nombre de services comme celui des Travailleurs handicapés et celui des Travailleurs à capacité de travail réduite;

- considérant que les multiples tâches incombant au médecin du travail expliquent notamment les retards sensibles dans le traitement des dossiers des demandeurs en reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ou en obtention d'un revenu pour personnes gravement handicapées;

- considérant dès lors la nécessité d'engager d'urgence un second médecin du travail;

- considérant que la mission assignée au Service de l'Emploi des Jeunes qui consiste précisément à favoriser, à travers les instruments du contrat d'auxiliaire temporaire (CAT) et du stage d'insertion, l'intégration voire la réintégration sur le marché du travail des jeunes âgés de moins de trente ans;

- considérant qu'un des buts poursuivis par le projet de loi N°5501 modifiant notamment la loi du 12 février 1999 portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes est d'en modifier les modalités afin précisément d'en augmenter l'efficacité en termes d'intégration respectivement de réintégration des jeunes en question sur le marché du travail;

- considérant qu'à cet effet il serait hautement indiqué d'engager un, voire deux éducateurs gradués afin d'assurer au mieux l'encadrement et le suivi des jeunes bénéficiant d'un CAT dans le secteur public;

- considérant que par l'assistance d'un personnel qualifié, le Service de l'Emploi des Jeunes serait en mesure d'évaluer l'efficacité de la formation pratique et théorique de jeunes bénéficiant d'un CAT en vue de leur intégration sur le marché de l'emploi;

Le Médiateur recommande au Gouvernement et plus particulièrement au Ministre du Travail et de l'Emploi:

- de prendre toutes les dispositions requises pour promouvoir l'efficacité du Service Placement notamment par un renforcement sensible du nombre de placeurs;

- de prévoir pour les besoins particuliers du Service Placement dans le cadre de l'Institut National d'Administration Publique une formation initiale et continue axée essentiellement sur les tâches d'accompagnement et de conseil des placeurs;

- de favoriser l'efficacité et la qualité de travail de placement par le renouvellement périodique des titulaires aux postes de placeur;

- de faciliter l'accompagnement personnalisé et d'améliorer les expectatives d'emploi des personnes inscrites à l'Administration de l'Emploi en recommandant l'intervention du Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SAPDE) à un stade plus avancé dès la première inscription des demandeurs d'emploi;

- d'envisager la création d'un Service du Contentieux rattaché au Service des Prestations de Chômage complet;

- de prévoir des sanctions à l'égard des employeurs non respectueux des obligations qui sont les leurs à l'égard des employés licenciés;

- d'envisager d'urgence l'engagement d'un second médecin du travail au service de l'Administration de l'Emploi;

- de proposer le recrutement d'un, voire de deux éducateurs gradués pour mieux assurer l'encadrement et le suivi des jeunes bénéficiant d'un CAT dans le secteur public.

Réponse:

En date du 2 juillet 2007, le Médiateur s'est adressé au Ministre du Travail et de l'Emploi en le priant de lui faire connaître l'état actuel de transposition de celles des propositions contenues dans sa recommandation qui ont trouvé un accueil favorable de la part du Ministre.

Par courrier du 28 juillet 2007, le Ministre du Travail a transmis au Médiateur la prise de position suivante:

«L'accompagnement personnalisé a été facilité dans le sens où le dispositif de suivi individualisé a pu être complètement réaménagé et ceci de manière systématique depuis juillet 2007 par une activité de collaboration soutenue entre le Service placement, le Service Emploi des Jeunes et le Service d'accompagnement.

En ce qui concerne la précocité des interventions, il faut souligner qu'un premier bilan (sommaire) est dressé dès l'inscription par le placeur, à la fois pour les jeunes (moins de trente ans) et pour les adultes (âgés de plus de trente ans). Ce bilan débouche sur une analyse de l'employabilité du demandeur en question. Le placeur dispose alors de toute une panoplie de mesures applicables en fonction de sa première analyse. De plus, dès l'inscription, le placeur encadre en principe les efforts propres du demandeur l'emploi jeune ou adulte.

Le Sapde (Service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi) intervient de manière complémentaire, dès le 2e mois d'inscription pour les jeunes demandeurs d'emploi (en dessous de 30 ans). Pour les demandeurs d'emploi âgés de plus de 30 ans une action complémentaire du Sapde est programmée dès le 5e mois d'inscription.

Le moment d'intervention de ces procédures d'intervention est organisé selon des raisons bien précises.

En premier lieu, en ce qui concerne les jeunes demandeurs d'emploi, il s'est avéré utile d'attendre le 2e mois d'inscription pour vérifier la persévérance du jeune dans son inscription auprès de l'ADEM. Lorsque le jeune reste inscrit à l'ADEM, le service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi analyse et traite les obstacles qui se dressent à une première intégration réussie sur le marché du travail. De manière parallèle, le placeur, mais aussi les agents du Service Emploi des Jeunes vérifient individuellement les efforts propres des jeunes.

Ensuite, pour les chômeurs adultes, il s'est avéré que la plupart d'entre eux avaient déjà eu un ou plusieurs emplois avant leur inscription à l'ADEM, et de manière générale, ils savent plutôt comment rechercher du travail et où ils peuvent postuler (ce qui n'est pas forcément le cas chez les jeunes). C'est pourquoi, en ce qui concerne les adultes, ce sont avant tout les efforts propres qui sont importants et qui sont contrôlés et accompagnés (de manière individuelle) en principe par le placeur dès l'inscription du demandeur d'emploi.

De manière complémentaire, un bilan exhaustif sera dressé de la situation (évolutive), par le Service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi adultes qui sont toujours inscrits auprès de l'ADEM après cinq mois de chômage. Pour les adultes il y a donc un accompagnement personnalisé qui commence dès l'inscription chez le placeur et qui est intensifié par les actions engagés par le Service Sapde dès le 5e mois d'inscription.

Par ce qui précède, on peut se rendre compte que l'ADEM ait adapté, depuis juillet 2007, ses services d'accompagnement aux besoins spécifiques des demandeurs d'emploi jeunes et adultes tout en déclanchant des actions de suivis et d'encadrement dès leur inscription.»

Le Médiateur se félicite des efforts substantiels accomplis par l'Administration de l'Emploi afin d'intensifier l'accompagnement personnalisé et de le rendre plus conforme aux besoins spécifiques des demandeurs d'emploi. Le Médiateur déplore cependant que malgré un rappel de sa lettre du 2 juillet 2007, il n'a pas encore obtenu d'informations plus précises quant aux suites réservées aux autres propositions formulées dans sa recommandation.

Recommandation N°24 relative au bon fonctionnement de la Caisse nationale des Prestations familiales

Le Médiateur,

- considérant que bon nombre de réclamations dont il a été saisi jusqu'à ce jour ont trait à la quasi-impossibilité de communiquer par voie téléphonique avec les agents de la Caisse nationale des Prestations familiales;

- considérant que l'ouverture des bureaux au public aux jours et heures indiqués présuppose leur accessibilité aux citoyens tant par téléphone que sur place;

- considérant que tous les citoyens qui résident au Grand-Duché de Luxembourg ou qui y travaillent tout en résidant à l'étranger, désireux et pressés de s'enquérir sur leurs droits à l'allocation de prestations familiales ou sur l'évolution de leur dossier, sont obligés de se déplacer à Luxembourg-ville et de se présenter à l'un des guichets de la Caisse ouverts du lundi au vendredi de 8h00-11h30 et de 14h00-15h30;

- considérant dès lors il n'est pas rare que des citoyens doivent parcourir un long trajet pour arriver sur place et souvent patienter encore pendant une ou plusieurs heures supplémentaires ou même, en cas de forte affluence, être invités à revenir le lendemain avant de recevoir des renseignements qu'ils auraient pu recueillir facilement, et sans la moindre perte de temps, par voie téléphonique;

- reconnaissant les efforts entrepris tout récemment afin de mieux répondre aux attentes des citoyens, notamment par le déménagement d'un certain nombre de bureaux aux fins de l'aménagement d'une structure d'accueil plus moderne et plus fonctionnelle;

- considérant cependant que cette amélioration au niveau de l'infrastructure et de l'organisation interne n'a pas été accompagnée d'un renforcement des effectifs du personnel;

- considérant qu'il n'est de toute évidence pas compatible avec le principe d'un bon fonctionnement du service public que des citoyens en quête du moindre renseignement personnel doivent soit se déplacer à Luxembourg-ville et à cet effet prendre souvent congé pour une demi-journée au moins, soit s'adresser par écrit à la Caisse nationale des Prestations familiales au risque d'attendre de longues semaines avant d'obtenir une réponse;

- recommande au Ministre de la Famille et au Gouvernement de prendre les dispositions requises afin qu'aux jours et heures indiqués la Caisse nationale des Prestations familiales soit accessible aux citoyens par voie téléphonique et que les réponses aux demandes écrites leurs soient transmises dans des délais raisonnables.

Réponse:

Dans sa réponse du 19 avril 2007, Madame le Ministre de la Famille informe le Médiateur qu'elle va transmettre sa recommandation au Ministre d'État qui est en charge de la mise en place du renforcement des administrations et services de l'État en personnel à charge du numerus clausus 2008.

Madame le Ministre fait observer que le service téléphonique n'est qu'un des services les plus apparents et les plus visibles ou révélateurs des besoins de la Caisse nationale des Prestations familiales mais ne serait pas révélateur en tant que tel des besoins réels importants en personnel de celle-ci.

D'après les explications de Madame le Ministre la Caisse nationale des Prestations familiales a un besoin urgent indéniable et incompressible de vingt postes à durée déterminée dont certains devront être transformés en postes définitifs.

Tout en partageant l'avis de Madame le Ministre quant au besoin d'un renforcement sensible du personnel de la Caisse nationale des Prestations familiales, le Médiateur suivra de près les suites qui seront réservées à sa recommandation et plus particulièrement celle que le Conseil de Gouvernement lui donnera dans le cadre du numerus clausus pour l'exercice 2008.

B. Recommandations relatives à la mise en conformité du droit interne avec les droits et libertés consacrés par la Convention européenne des Droits de l'Homme

Recommandation N°8 relative à un éventuel réexamen des dispositions législatives et constitutionnelle relatives à l'interdiction du droit de vote pour des condamnés à une peine criminelle et/ou correctionnelle

Vu la réclamation dont a été saisi le Médiateur relative à la radiation par le Collège des bourgmestre et échevins de l'Administration communale de la Ville de Luxembourg du nom d'un électeur des listes électorales;

- relevant qu'en 1969, Monsieur D. a écopé d'une peine principale de sept ans de réclusion criminelle prononcée d'antan par la Cour d'Assises et d'une peine accessoire consistant dans l'interdiction des droits civils et politiques pour une durée de vingt ans et que suite à deux arrêtés grand-ducaux de grâce rendus au début des années soixante-dix, la peine privative a été à chaque fois réduite d'une année;

- soulignant que le réclamant a été convoqué pour voter aux élections législatives de 1994 et 1999 ainsi qu'aux dernières élections communales;

- vu la décision de radiation du Collège des bourgmestre et échevins du 1er mai 2003;

- constatant que cette radiation a été opérée en application de l'article 6 de la loi électorale lequel dispose que «sont exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au vote: 1° les condamnés à des peines criminelles; 2° les personnes qui, en matière correctionnelle, sont privées du droit de vote par condamnation; […]»;

- notant que l'article 53 de la Constitution modifiée du 17 octobre 1868 dispose que «ne peuvent être ni électeurs ni éligibles les condamnés à des peines criminelles» et que «le droit de vote peut être rendu par la voie de grâce aux personnes qui l'ont perdu par condamnation pénale»;

- considérant que les articles 1er, 2 et 3 de la loi électorale du 18 février 2003 posent comme condition préalable pour être électeur de jouir des droits politiques et de ne pas être déchu du droit de vote;

- que l'article 7 du Code pénal énumère les peines criminelles, parmi lesquelles notamment la réclusion à vie ou à temps et l'interdiction de certains droits civils et politiques;

- que l'article 11 du Code pénal dispose que «toute décision de condamnation à la réclusion de plus de dix ans prononce contre le condamné l'interdiction à vie du droit de vote, d'élection, d'éligibilité»;

- que l'article 12 prévoit que l'interdiction du droit de vote «peut être prononcée à vie ou pour dix à vingt ans contre les condamnés à la réclusion de cinq à dix ans»;

- que l'article 14 du Code pénal énumère les peines correctionnelles, parmi lesquelles range notamment l'interdiction de certains droits civils et politiques et l'article 24 de préciser que pareille interdiction est facultative et pour un terme de cinq à dix ans;

- relevant que dans un arrêt N°74025/01 HIRST c/ Grande-Bretagne du 30 mars 2004, la Cour européenne des Droits de l'Homme;

- devait se prononcer sur la compatibilité de la législation britannique au regard de la Convention européenne des Droits de l'Homme;

- que la législation britannique prévoit une privation du droit de voter aux élections législatives pour une personne condamnée à une peine d'emprisonnement, privation limitée à la seule durée de cet emprisonnement;

- que dans l'arrêt HIRST, plusieurs principes sont mis en exergue, à savoir que les limitations apportées par les États au droit de vote ne doivent pas réduire le droit de vote de manière inconsidérée, qu'elles doivent poursuivre un but légitime et que les moyens utilisés ne doivent pas être disproportionnées;

- qu'après avoir renvoyé aux développements relatifs au principe de la finalité légitime de l'interdiction du droit de vote dans un arrêt Sauvé rendu par la Cour d'Appel fédérale du Canada en date du 31 octobre 2002, la Cour européenne des Droits de l'Homme a conclu que la législation britannique, en prévoyant une interdiction automatique et absolue du droit de vote, viole l'article 3 du Protocole N°1;

- que l'arrêt Sauvé c/ Canada a examiné la constitutionnalité de l'alinéa 51 e) de la loi électorale du Canada à la lumière de la Charte canadienne des droits et libertés;

- que cet alinéa interdit «à toute personne détenue dans un établissement correctionnel et y purgeant une peine de deux ans ou plus» de voter;

- qu'il fut notamment jugé que:

«l'alinéa 51 e) ne répond pas au critère de la proportionnalité. En particulier, le gouvernement n'a pas réussi à établir un lien entre la privation du droit de vote prévue à l'al. 51 e) et les objectifs qu'il poursuit. En ce qui concerne le premier objectif, à savoir accroître la responsabilité civique et le respect de la règle de droit, le fait de priver les détenus du droit de vote risque plus de transmettre des messages qui compromettent le respect de la règle de droit et de la démocratie que des messages qui prônent ces valeurs. La légitimité de la loi et l'obligation de la respecter découlent directement du droit de vote de chaque citoyen. Priver les prisonniers du droit de vote équivaut à abandonner un important moyen de leur inculquer des valeurs démocratiques et le sens des responsabilités sociales. La nouvelle théorie politique du gouvernement qui permettrait aux représentants élus de priver du droit de vote une partie de la population n'a pas sa place dans une démocratie fondée sur des principes d'inclusion, d'égalité et de participation du citoyen. Le fait que les démocraties autoproclamées n'adhèrent pas toutes à cette conclusion renseigne peu sur ce que permet la vision canadienne de la démocratie consacrée dans la Charte. De plus, l'argument portant que seuls ceux qui respectent la loi devraient participer au processus politique est inacceptable. Le retrait du droit de vote fondé sur une supposée absence de valeur morale est incompatible avec le respect de la dignité humaine qui se trouve au coeur de la démocratie canadienne et de la Charte»;

- tenant compte de ce que la situation factuelle et légale est différente de celle de Grande-Bretagne ou du Canada alors qu'au Luxembourg, l'interdiction du droit de vote ne se limite pas à la durée de la peine privative de liberté et que le vote n'est pas seulement un droit, mais une obligation, une interdiction générale du droit de vote au-delà du temps d'emprisonnement risque de ne pas résister au contrôle de proportionnalité tel qu'exposé dans l'arrêt HIRST c/ Grande-Bretagne rendu en date du 30 mars 2004 par la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Le Médiateur recommande aux autorités concernées de réexaminer les dispositions législatives et constitutionnelles à la lumière de l'arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme et, plus particulièrement, à la lumière des considérations prédécrites et de prendre toutes les mesures nécessaires afin de rendre la législation luxembourgeoise compatible avec le niveau de protection minimum des droits de l'Homme.

Réponse:

En vue de la mise en conformité de la législation luxembourgeoise avec la Convention européenne des Droits de l'Homme le Ministre de la Justice s'est adressé en date du 22 août 2007 à Madame la Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement en la priant de soumettre à la Chambre des Députés la question de l'opportunité d'une modification de l'article 53 de la Constitution avant toute modification législative du Code pénal et de la loi électorale.

Le Médiateur n'a pas encore été informé des suites réservées à cette lettre.

C. Recommandations comportant d'autres propositions de modifications législatives ou réglementaires

Recommandation N°2 relative à une proposition de réforme du paragraphe 22 de la loi générale des impôts (AO) consistant à préciser les infractions dont la poursuite justifie une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal

Un juge d'instruction, voulant mettre la main sur les déclarations fiscales du contribuable qui fut l'objet de cette information, s'est vu opposer par la Direction des Contributions Directes le principe de l'inviolabilité du secret fiscal (§ 22 AO).

Selon l'interprétation de la Direction des Contributions Directes, seuls l'ordre de la loi et une raison impérieuse d'intérêt général autorisent une entorse audit principe et il est très discuté si l'instruction d'une infraction de droit commun telle qu'une escroquerie ou un abus de confiance puisse justifier une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal.

Le législateur allemand a été rendu sensible aux nombreux problèmes pratiques d'interprétation du texte légal formulé d'une façon très générale et a fini par préciser clairement les infractions dont la poursuite permet de justifier une entorse au secret fiscal.

Le droit luxembourgeois ne précisant pas ces cas, des frictions entre autorités judiciaires et autorités fiscales risquent de réapparaître.

Vu les opinions divergentes du juge d'instruction et de la Direction des Contributions Directes quant à l'étendue du secret fiscal, il est absolument nécessaire que les limites du secret fiscal soient enfin clairement fixées par le législateur.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de préparer un projet de loi portant réforme du § 22 de la loi générale des impôts (AO) indiquant de façon précise les infractions dont la poursuite justifie une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal.

Réponse:

Le Médiateur prend acte, qu'en date du 24 juillet 2007 le Ministre des Finances a déposé à la Chambre des Députés un projet de loi ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises (projet 5757).

Il se félicite que dans ce projet de loi, il a été inséré le chapitre 4 portant sur la coopération entre l'Administration des Contributions directes, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et les autorités judiciaires.

L'article 15 (1) du texte de projet de loi tient compte de la recommandation du Médiateur en ce sens que dans le cadre d'une action pénale engagée en matière correctionnelle ou criminelle, le secret fiscal ne pourra plus être opposé aux autorités judiciaires.

Recommandation N°14 relative à la procédure en matière de décisions de refus et de retrait prises par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations relatives aux décisions prises par la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet;

- considérant l'article 46 paragraphe 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, en vertu duquel les décisions portant notamment attribution, maintien, reprise, prorogation, refus ou retrait de l'indemnité de chômage sont prises par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet;

- qu'en vertu du paragraphe 3 du prédit article les décisions de refus ou de retrait visées au paragraphe 2 du prédit article peuvent faire l'objet d'une demande en réexamen auprès d'une Commission spéciale instituée par le Ministre ayant le travail dans ses attributions;

- attendu l'impact que les décisions prises sur la base du prédit article 46 paragraphe 2 ont sur la situation de l'administré;

- considérant que le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 pris en application de la loi du 1er décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse, oblige en son article 9 l'administration à instituer une procédure contradictoire dans tous les cas où elle agit d'office, en dehors de toute initiative de l'intéressé;

- considérant l'absence d'une procédure contradictoire devant le Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant que l'article 4 du règlement grand-ducal du 7 juillet 1987 concernant l'organisation et le fonctionnement de la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet ne consacre pas le droit d'être entendu en personne mais laisse à la discrétion du Président de la Commission spéciale la décision d'exiger la comparution personnelle du requérant qui pourra se faire assister d'un conseil;

- considérant qu'au regard de l'enjeu des décisions en cause, une telle disposition n'est guère respectueuse de la procédure contradictoire;

- considérant dès lors la nécessité d'aménager une procédure contradictoire précédant la décision à prendre par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou pour le moins de réserver à l'administré le droit d'être entendu par la Commission spéciale visée à paragraphe 3 du prédit article 46;

- attendu que six membres de la prédite Commission spéciale sont nommés par le Ministre du Travail à raison de trois membres sur proposition du groupe des membres employeurs respectivement sur proposition du groupe des membres travailleurs de la Commission nationale de l'Emploi;

- que le Ministre du Travail nomme le Président de la Commission de même que deux fonctionnaires appelés à le suppléer en cas de besoin;

- considérant qu'en vertu du paragraphe 4 du même article un recours auprès du Conseil arbitral des Assurances sociales contre les décisions prises par la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de refus ou de retrait de l'indemnité de chômage est ouvert au requérant débouté, au Ministre du Travail et au Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant qu'à défaut d'une disposition expresse interdisant toute ingérence dans les délibérations de la prédite Commission spéciale, rien ne saurait empêcher son Président directement nommé par le Ministre du Travail de prendre, le cas échéant, ses instructions auprès de l'autorité de nomination;

- considérant qu'en vertu du principe que nul ne peut être juge et partie à la fois, il est pour le moins légitime de se poser la question de l'opportunité d'une remise en question par le Ministre du Travail d'une décision prise par une instance administrative investie de par la loi du réexamen de la décision prise par l'autorité compétente, en l'occurrence par le Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant que cette question se pose avec d'autant plus d'acuité dans le chef du Directeur de l'Administration de l'Emploi dont les décisions font précisément l'objet d'un réexamen de la prédite Commission spéciale;

- considérant que les principes de la sécurité juridique et de la confiance légitime des citoyens dans l'administration ne sauraient se concilier avec la possibilité réservée au Directeur de l'administration compétente de se pourvoir en justice contre une décision prise par une commission chargée spécialement du réexamen de la légalité voire de l'équité de la décision incombant au même chef d'administration;

Le Médiateur recommande au Ministre du Travail de réexaminer les dispositions de l'article 46 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet à la lumière des principes que sous-entend le bon fonctionnement de l'administration.

Réponse:

Dans sa prise de position du 28 août 2007, le Ministre du Travail et de l'Emploi informe le Médiateur que par la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de Sécurité sociale et de politique de l'environnement, le législateur a tenu compte des préoccupations exprimées dans sa recommandation.

Ainsi l'article 21 de la prédite loi ne réserve plus au directeur de l'Administration de l'Emploi le droit de se pourvoir en justice contre les décisions de la Commission spéciale de réexamen.

Pour ce qui est du respect des droits des demandeurs d'emploi, l'article 15 de la loi précitée consacre bien le principe du contradictoire en prévoyant que «le refus par le chômeur indemnisé d'un emploi approprié et des mesures actives en faveur de l'emploi proposées par les services de l'administration de l'emploi avant de pouvoir faire l'objet d'un refus ou d'un retrait des indemnités de chômage complet, tel que prévu par l'article L.527-1 paragraphe 1, donne lieu à un débat contradictoire entre le placeur et le demandeur d'emploi».

En vertu de l'article L.521-9 du Code du Travail et de son règlement d'exécution, les droits et obligations respectifs du demandeur d'emploi et de l'ADEM sont fixés dans une convention d'activation qui sera proposée aux demandeurs d'emploi âgés de moins de trente ans au plus tard avant la fin de leur troisième mois d'inscription et aux demandeurs d'emploi de plus de trente ans au plus tard avant la fin de leur sixième mois d'inscription.

Les services de l'ADEM ont par ailleurs élaboré un nouveau guide remis à chaque demandeur d'emploi inscrit qui précise à la fois ses droits et obligations et les procédures en place auprès des différents services de l'administration.

Tout en se félicitant des suites réservées à sa recommandation, le Médiateur continue à se poser des questions sur le respect du principe de l'égalité des armes dans la procédure de l'instruction devant la Commission spéciale de réexamen.

Le Médiateur estime en effet que devant la Commission spéciale de réexamen l'Administration de l'Emploi ne devrait être entendue en ses explications qu'en présence du requérant.

Recommandation N°20 relative au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Le Médiateur a été saisi de la part d'un certain nombre de réclamants par l'intermédiaire du Syndicat national du Logement social asbl.

Il résulte des dossiers versés que le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 a suscité une insatisfaction certaine auprès des locataires du Fonds pour le développement du Logement et de l'habitat. Les principales critiques formulées à l'encontre du règlement grand-ducal en question concernent surtout le mode de calcul du loyer tel qu'il résulte de la formule indiquée à l'article 18 du règlement grand-ducal, les autres tiennent à l'établissement des décomptes de loyers, aux obligations des locataires et aux conditions d'application des loyers de faveur en cas de location de logements pour personnes âgées et personnes handicapées.

La réforme entreprise par la loi du 20 avril 1998 et le règlement grand-ducal susvisé a

eu pour objectif une fixation du loyer en fonction de l'évolution du revenu disponible du ménage afin de sanctionner les locataires ayant les possibilités de se loger sur le marché locatif. Il semble bien que cette réforme est allée trop loin.

Par ailleurs, il a été porté à ma connaissance que d'autres promoteurs au sens de l'article 16 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement n'appliquent plus le règlement susvisé dans toute sa rigueur et y ont apporté en fait un certain nombre d'aménagements non prévus par le texte.

C'est la raison pour laquelle le Médiateur a par lettre du 13 janvier 2006 recommandé de réexaminer le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 qui ne semble plus répondre ni aux objectifs sociaux ni aux attentes des promoteurs.

Réponse:

Lors d'une entrevue que le Médiateur a eue avec Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Logement et du Tourisme en présence du Président du Fonds du Logement, le Ministre s'est engagé à réexaminer le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 à la lumière des observations formulées dans la recommandation du Médiateur.

Le Ministre s'est notamment dit disposé à examiner la possibilité de modifier le prédit règlement dans le sens que les premiers revenus des jeunes entrant dans la vie professionnelle ne soient que partiellement pris en compte au cours des premières années.

Le Ministre s'est également engagé à réfléchir tant sur la valeur de l'unité de consommation allouée aux jeunes que sur la procédure de fixation rétroactive des loyers et son impact sur l'endettement des ménages locataires du Fonds du Logement.

Finalement le Ministre a accepté de soumettre à l'appréciation du Comité directeur du Fonds la question de la redéfinition de la notion de personne handicapée.

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de cette entrevue qui lui a été adressé par le Médiateur en date du 28 juin 2007, le Ministre a informé ce dernier que le dossier se trouve entre les mains du Président du Fonds du Logement.

Par lettre du 17 septembre 2007, le Médiateur a relancé le Président du Fonds du Logement en le priant de bien vouloir l'informer sur l'état d'avancement de ses réflexions.

En date du 18 septembre 2007, le Président du Fonds a informé le Médiateur qu'il transmettra sous peu une proposition de modification du texte à son Ministre de tutelle.

Recommandation N°25 relative à une révision: 1. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes 2. de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds National de Solidarité

Considérant que le Médiateur a été saisi par un nombre important de demandes d'information et de réclamations écrites relevant du domaine de l'application de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, voire du domaine de l'application de la loi modifiante du 23 décembre 1978 modifiant la législation en matière d'aliments et en matière de cessions et saisies sur les rémunérations de travail, pensions et rentes;

- conscient de ce que toutes les réclamations en la matière échappent à la compétence directe du Médiateur pour défaut de compétence;

- considérant cependant que, tant les demandes d'information adressées au Médiateur que les réclamations dont il a été saisi en la matière dénotent l'existence de certains problèmes dont la gravité diffère selon les circonstances, appelant une analyse approfondie et une révision de la législation précitée.

1. Les saisies et cessions pour des créances autres que les pensions alimentaires et les cessions relatives aux créances issues d'un contrat de prêt ou d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'un immeuble

En ce qui concerne le recouvrement de ces créances par voie de saisie-arrêt spéciale sur salaire ou de cession, force est de constater que l'application de la législation existante peut conduire, dans certains cas, à une disproportion entre les droits du créancier au recouvrement de sa créance et les droits du débiteur au maintien des ressources financières absolument nécessaires pour lui permettre de suffire à ses besoins élémentaires.

En effet, faute de prendre en considération un certain nombre de paramètres sociaux, la législation en vigueur impose une charge excessive au débiteur. Ainsi, la loi prévoit comme seul critère de détermination des quotités saisissables et cessibles le revenu net du débiteur. Si l'on se place dans l'hypothèse d'une créance donnant lieu à l'application des taux maxima saisissables et cessibles, il reste au débiteur (cédant et/ou saisi), en cas d'une saisie ou d'une cession, un minimum de 1.505 **euros** par mois pour subvenir à ses propres besoins. Si le débiteur est confronté à une saisie et à une cession, le restant mensuel qui lui est garanti par la loi est ramené à 1.260 euros.

La situation ainsi créée ne tient aucunement compte de la situation familiale du débiteur. Or, s'il est vrai qu'une personne célibataire peut subvenir à ses besoins avec de tels montants minima garantis, il en est autrement pour un couple et surtout pour une famille avec un ou plusieurs enfants, à revenu unique, qui, avec de tels revenus mensuels minima, même augmentés des allocations familiales, sont souvent confrontés à des problèmes existentiels.

Force est de constater que le manque de prise en considération de la situation familiale du débiteur a été souligné et désapprouvé par la Commission des Affaires sociales de la Chambre des Députés, qui dans son rapport du 10 février 1978 sur le projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes a fait le commentaire suivant: *«Est-ce admissible? Ici, l'on doit se rendre compte combien imparfait est le critère choisi par la loi pour déterminer les portions cessible et saisissable. C'est le montant du salaire net. Cette donnée est cependant bien insuffisante pour refléter la situation économique d'une famille. Elle ne tient pas compte des charges de la famille, comme le loyer, ni du nombre de personnes devant vivre sur un salaire ni de l'existence éventuelle d'autres sources de revenus.»*

2. Les saisies et/ou la cession sur les traitements et les pensions d'agents jouissant du statut public pour des créances issues d'un contrat de prêt ou d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'un immeuble

Par les dispositions de l'article premier de la loi du 23 décembre 1978 modifiant la législation en matière d'aliments et en matière de cessions et saisies sur les rémunérations de travail, pensions et rentes, le législateur a augmenté les pourcentages cessibles sur les traitements, salaires, pensions et rentes dans l'hypothèse d'une créance née d'un contrat d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'une propriété immobilière. Ce faisant, il a introduit une distinction suivant que les débiteurs relèvent du secteur public ou du secteur privé. En effet, pour des raisons non précisées dans les travaux préparatoires, la législation existante assure à un débiteur issu du secteur privé un montant minimum incessible et insaisissable supérieur à celui d'un agent issu du secteur public.

Par ce fait, il a désavantagé les débiteurs issus du secteur public par rapport à ceux du secteur privé. Si la législation existante garantit à un débiteur non issu du secteur public un montant minimum restant de 1.365 euros en cas de cession «immobilière» et de 1.120 euros en cas d'une cession «immobilière» et d'une ou de plusieurs saisies, ce montant est ramené pour les agents du secteur public à 1.245 euros en cas d'une cession et à 1.000 euros en cas d'une cession et d'une ou de plusieurs saisies.

Cette discrimination, qui paraît dénuée de tout fondement, a déjà fait l'objet d'une critique de la part du Conseil d'État qui, dans son avis du 6 juin 1978 sur le projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes s'est exprimé en ces termes: *«Le Conseil d'État se prononce contre le taux de cessibilité plus élevé adopté par la Chambre des Députés (…). En effet, la loi du 11 novembre 1970 a pour but de protéger le salarié contre des cessions et saisies-arrêts excessives qui le priveraient des fonds nécessaires pour subvenir aux besoins de sa famille.»*

3. Les saisies-arrêts spéciales sur salaires aux fins de recouvrement de créances issues d'obligations alimentaires

En vertu des dispositions de l'article 8 de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, le terme courant non honoré d'une pension alimentaire est prélevé sur la portion insaisissable et incessible du revenu.

Deux cas de figure doivent être distingués, celui, très peu fréquent, du débiteur du terme courant d'une pension alimentaire sans autres arriérés et qui ne fait pas l'objet d'une cession ou de saisies-arrêts spéciales sur salaire. A priori, les dispositions du prédit article 8 sont ici de nature plutôt théorique alors qu'en tout état de cause, le débiteur n'est pas exposé au danger de précarité financière.

Le deuxième cas de figure, celui beaucoup plus fréquent, du débiteur de pension alimentaire ayant accumulé des arriérés de pension alimentaire et faisant l'objet d'autres recouvrements par voie de cession et/ou de saisies-arrêts spéciales sur salaire, est extrêmement délicat. Si l'on admet l'hypothèse d'une cession et d'une ou de plusieurs saisies au taux légal maximum et l'existence d'une obligation alimentaire mensuelle, le terme courant de cette obligation sera prélevé chaque mois sur la portion insaisissable et incessible, donc en principe garantie, du revenu.

En application de la disposition légale précitée et, dans l'hypothèse d'une pension alimentaire de 500 euros par mois, il resterait au débiteur pour subvenir mensuellement à ses propres besoins:

Saisie(s), cession («immobilière»),

agent public: 500 euros

Saisie(s), cession («immobilière»),

agent privé: 620 euros

Saisie(s), cession normale: 760 euros

Saisie (s): 1.005 euros

On constate donc une variation allant du simple au double du montant restant après avoir opéré les déductions légales, selon le profil spécifique du débiteur quant à ses dettes et quant à son statut.

Une telle situation est intenable alors surtout que dans les trois premières hypothèses les moyens absolument nécessaires au débiteur pour assurer sa subsistance ne sont plus garantis.

En ce qui concerne les pensions alimentaires, il y a lieu de considérer également un autre problème qui ne concerne pas directement les cessions ou les saisies-arrêts spéciales sur salaire, mais dont il importe de tenir compte pour protéger certains créanciers de pensions alimentaires.

En effet, en vertu de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité et par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, le Fonds national de Solidarité avance le terme courant d'une pension alimentaire et, le cas échéant, également d'éventuels arriérés au créancier, sous réserve cependant que ce dernier ait tenté par toutes les voies légalement prévues d'obtenir lui-même le paiement des obligations alimentaires qui lui sont dues.

Il convient à cet endroit de distinguer trois cas de figure différents. Le premier est celui du débiteur de pension alimentaire qui touche lui-même le revenu minimum garanti (RMG). Comme ce dernier n'est pas saisissable ou cessible, le Fonds national de Solidarité fait l'avance des obligations alimentaires dues tout en étant de ce fait subrogé dans les droits du créancier qu'il pourra faire valoir si ce débiteur reviendrait à meilleure fortune.

Le deuxième cas est celui d'un débiteur d'obligations alimentaires à revenus très modestes ou, du moins, très proche du salaire social minimum. Si ce débiteur se voit également exposé à des voies de recouvrement de créances par saisie-arrêt spéciale sur salaire ou par voie de cession, on revient au cas de figure décrit plus haut, à savoir que ce débiteur ne disposera plus des moyens financiers nécessaires à sa propre subsistance.

Le troisième cas concerne les débiteurs de pensions alimentaires qui ont les capacités financières pour suffire à leurs obligations, mais qui tentent de s'y soustraire et pour lesquels une procédure de recouvrement par voie de saisie-arrêt sur salaire ou par voie de cession est inopérante alors qu'ils dissimulent une partie de leurs revenus ou qu'ils exercent une activité non salariée.

En pareil cas, il est également possible au créancier d'une pension alimentaire de solliciter l'avance de cette pension par le Fonds national de Solidarité. Cependant, il est fréquent que l'obligation alimentaire est entérinée par une convention de divorce et non par un titre judiciaire, ce qui exclut selon la législation actuelle toute avance par le Fonds national de Solidarité. Or, pour les créanciers de pensions alimentaires à revenus modestes, et ce cas est très fréquent, il n'est souvent pas possible d'entamer les voies de recouvrement légalement prévues ou de se procurer un titre judiciaire, faute de moyens financiers suffisants. Il est d'ailleurs à noter dans ce contexte que les critères d'attribution de l'assistance judiciaire ne vont pas au-delà du RMG.

4. Le conflit entre le recouvrement par voie de saisie-arrêt spéciale et le revenu minimum garanti

La législation régissant le droit au revenu minimum garanti ainsi que d'autres dispositions législatives ont consacré le principe de l'insaisissabilité et de l'incessibilité du revenu minimum garanti.

Or, par l'application de ce principe, le législateur consacre une inégalité de traitement entre les débiteurs salariés à revenus modestes frappés d'une ou de plusieurs saisies-arrêts spéciales sur salaire et/ou d'une cession et les bénéficiaires du revenu minimum garanti.

4.1. Le débiteur célibataire sans enfants

Actuellement, le salaire social minimum pour un adulte non qualifié est fixé à 1.570,28 euros brut, soit à 1.312,67 euros net.

Le revenu minimum garanti est fixé actuellement au montant de 1.097,68 euros brut, soit à 1.028,48 euros net pour un adulte.

Si l'on se place dans le cas de figure d'un salarié touchant le salaire social minimum et frappé d'une cession et/ou d'une ou de plusieurs saisies concernant par leur quantum l'intégralité de la portion saisissable et cessible, on arrive aux montants restant au débiteur suivants:

Saisie(s) seulement: 1.177,01 euros

Saisie(s) et cession: 1.041,35 euros

Dans ce cas de figure, le salarié débiteur ne gagnant que le salaire social minimum dispose d'un solde de salaire qui est de 148,53 euros à 12,87 euros supérieur au RMG.

4.2. Le débiteur bénéficiant de la classe d'impôt 2 avec ou sans enfants

Il est important d'apporter cette distinction alors que dans cette hypothèse, ni le débiteur bénéficiant du salaire social minimum, ni celui bénéficiant du RMG ne sont soumis à l'imposition sur le revenu.

Le montants restant au débiteur bénéficiaire du salaire social minimum saisi et/ou cédé s'établissent dès lors comme suit:

Saisie(s) seulement: 1.204,16 euros

Saisie(s) et cession: 1.059,45 euros

Si l'on admet l'hypothèse, assez fréquente, d'un bénéficiaire du salaire social minimum dont le conjoint ne travaille pas et, si l'on procède à une comparaison du revenu de ce ménage avec celui d'un ménage à deux adultes bénéficiant du RMG, qui est dans ce cas de 1.646,56 euros brut, soit de 1.545,86 euros net, force est de constater que la situation financière d'un ménage bénéficiaire du RMG est nettement plus favorable que celle d'un ménage disposant du salaire social minimum si ce ménage est frappé d'une cession et/ou d'une ou de plusieurs saisies, la différence se situant dès lors entre 341,70 euros et 486,41 euros en défaveur du débiteur qui exerce une fonction salariée.

Dans l'hypothèse d'une famille avec enfants, bénéficiant d'un seul salaire social minimum, le fossé se creuse encore davantage. En effet, la législation sur le RMG prévoit un supplément de 99,87 euros brut par enfant pour un ménage. Il en découle qu'un ménage avec deux enfants et disposant du RMG a un revenu mensuel net de 1.732,72 euros. En pareil cas, la différence se situera entre 528,56 euros et 673,27 euros en défaveur du débiteur salarié, suivant qu'il est frappé d'une ou de plusieurs saisies avec ou sans cession.

Il est dès lors établi que la législation en vigueur est nettement défavorable au débiteur qui touche le salaire social minimum du fait de son travail, sauf s'il s'agit d'un débiteur célibataire.

5. Considérations d'ordre procédural

S'il est vrai que la procédure régissant les saisies-arrêts spéciales sur salaire ainsi que les actes de cession volontaire ont été révisés par le législateur à bon droit afin de permettre aux créanciers de recouvrer leurs créances par le biais d'une procédure

Extraits du rapport du Médiateur

simple et largement gratuite, sans avoir besoin de recourir aux services d'un avocat, il reste cependant que la simplification à outrance peut mener à des situations compromettant la situation de travail des débiteurs ou des présumés débiteurs.

Si l'on compare la procédure des saisies-arrêts spéciales sur salaire avec une autre procédure de recouvrement, assez analogue de par sa simplicité et sa quasi-gratuité, à savoir celle de l'ordonnance conditionnelle de paiement, on est amené à constater que la procédure des saisies-arrêts spéciales fait intervenir dès le début de la procédure une tierce partie, à savoir l'employeur du débiteur ou du présumé débiteur, la partie tierce saisie.

En matière d'ordonnance conditionnelle de paiement, le présumé débiteur se voit notifier à titre personnel une ordonnance conditionnelle de paiement lui enjoignant de s'acquitter auprès de la partie créancière du montant réclamé, sinon de former contredit dans un délai de 15 jours à partir de la notification au greffe de la Justice de Paix territorialement compétente. Si le présumé débiteur estime ne pas redevoir le montant réclamé, s'il conteste la créance dans son quantum ou dans son principe, ou les deux à la fois, il dispose d'une voie de recours efficace qui interrompt la procédure entamée. Le seul moyen pour le créancier de prospérer dans son instance consiste à solliciter la convocation des parties à une audience. Il appartient dès lors au juge de décider sur le bien-fondé de la demande après avoir contradictoirement entendu les parties en leurs moyens et explications. Le même droit de solliciter la convocation est d'ailleurs accordé au débiteur. Si le juge estime la demande fondée, il émettra un titre judiciaire, susceptible d'appel si le montant de la condamnation dépasse le seuil non appelable. Il appartiendra à la partie créancière de faire opposer ce titre soit au débiteur lui-même, soit à une tierce partie quelconque ou à l'employeur du débiteur aux fins de saisie-arrêt spéciale sur salaire.

En matière de saisie-arrêt spéciale sur salaire, la procédure est différente alors que l'ordonnance de procéder à des retenues sur le salaire du salarié, qui n'est toujours qu'une ordonnance conditionnelle, est dès le début notifiée à la partie tierce saisie. Dès la réception de cette ordonnance, ce dernier est tenu de déposer une déclaration affirmative au greffe et d'opérer les retenues légales.

L'expérience a clairement montré que bon nombre d'employeurs et surtout ceux qui n'emploient que très peu de personnel considèrent la notification d'une saisie comme preuve d'une faute plus ou moins grave de leur employé. Bien que toute action visant la résiliation du contrat de travail suite à la notification d'une saisie-arrêt spéciale sur salaire ou toute autre action répressive interne soit formellement interdite par le Code du Travail, il n'en reste pas moins que la relation de confiance entre l'employeur et son salarié est souvent sérieusement compromise. Il est à noter que la notification d'un acte de cession produit souvent des effets similaires, même s'il ne s'agit pas d'un acte émanant des autorités judiciaires. Comme la cession est cependant un acte volontaire du débiteur, il n'appartient pas au législateur d'en délimiter les conséquences en ce qui concerne ses possibles répercussions sur les relations de travail.

* * *

Considérant dès lors que des modifications à la législation régissant les saisies-arrêts spéciales sur salaire s'imposent afin de garantir un traitement plus équitable et plus proportionné à la situation familiale du débiteur;

- considérant que la distinction entre salariés issus du secteur public et salariés du secteur privé est dénuée de tout fondement;

- considérant que les retenues actuellement applicables en matière de pension alimentaire, si elles se trouvent combinées à d'autres saisies-arrêts spéciales sur salaire et/ou à une cession, exposent le débiteur saisi à une situation financière hautement précaire;

- considérant que la législation interdisant toute saisie ou cession sur le revenu minimum garanti pénalise fortement le travailleur à revenu modeste par rapport au bénéficiaire du revenu minimum garanti;

- considérant que les règles de procédure actuelles en matière de saisies-arrêts spéciales sur salaire ou de cessions sont susceptibles, dans certaines circonstances, de porter préjudice à la relation de travail du débiteur saisi.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de revoir:

1. la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes et

2. la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité, notamment afin

- *de prendre les dispositions nécessaires à ce que le revenu restant à un débiteur salarié frappé d'une ou de plusieurs saisies et/ou d'une cession ne pourra en aucun cas être inférieur à celui auquel peut prétendre un débiteur bénéficiaire du RMG suivant sa situation familiale;*
- *d'abolir la fixation différente des retenues à opérer en cas d'une cession qui trouve son origine dans un contrat de prêt ou d'épargne signé à des fins de financement d'une acquisition immobilière selon que le cédant est issu du secteur public ou non;*
- *de modifier les dispositions légales pertinentes relatives aux modalités de retenue du terme courant des obligations alimentaires en garantissant au débiteur saisi un revenu minimal insaisissable lui permettant de disposer de moyens de subsistance personnels suffisants qui ne sauraient être inférieurs au revenu minimum garanti;*
- *d'adapter la législation concernant le RMG dans le sens que l'avance d'une pension alimentaire par le Fonds national de Solidarité soit également envisageable dans l'hypothèse d'un divorce par consentement mutuel;*
- *d'encourager dans la même optique le Ministère public à faire plus systématiquement usage des prérogatives qui lui sont accordées en vertu des articles 391 bis et 391 ter du code pénal;*
- *de modifier les règles de procédure dans le sens de l'introduction d'une ordonnance conditionnelle de saisie-arrêt spéciale sur salaire contre laquelle le débiteur saisi pourrait former contredit dans un délai imparti avant toute notification à l'employeur; en cas de contestation de la créance par le débiteur, l'employeur n'obtiendrait connaissance de la saisie qu'en cas de jugement de validation pris après débat contradictoire, sans préjudice du droit du débiteur de former à tout moment opposition contre une saisie-arrêt spéciale sur salaire.*

Réponse:

Le Médiateur espère que, suite à sa recommandation, le projet de loi N°4955 déposé à la Chambre des Députés le 16 mai 2002 et les règlements grand-ducaux afférents visant une refonte majeure de la législation sur les saisies-arrêts spéciales sur salaire et les cessions seront remis à l'ordre du jour de la Chambre des Députés.

Le Médiateur se félicite de ce que ce projet se recoupe largement avec ses recommandations, notamment en ce qui concerne la prise en compte de la situation familiale du débiteur, l'abolition d'un traitement différent suivant que le débiteur relève du régime public ou du secteur privé, la limitation des effets du principe de cumul des saisies et cessions ainsi qu'en ce qui concerne la modification des taux applicables aux tranches saisissables et cessibles.

Le Médiateur tient cependant à soulever la question si ce projet de loi qui autorise dans une mesure certes réduite la saisie ou la cession du Revenu Minimum Garanti ne va pas à l'encontre du principe que ce revenu devrait constituer le minimum que l'État garantit, sous certaines conditions, à chaque résidant afin qu'il puisse subvenir à ses besoins les plus élémentaires et participer d'une manière minimale aux actes de la vie sociale.

Le Médiateur se félicite également du fait que le projet de loi N°5155 portant réforme du divorce et déposé en date du 20 mai 2003 se propose de modifier l'article 230 du code civil en ce qui concerne la convention de divorce. Par l'homologation du tribunal, toutes les mesures contenues dans une telle convention, donc également celles relatives au secours alimentaire, seront exécutoires et ce au même titre que la décision ayant prononcé le divorce. Par conséquent le paiement d'une avance de pension alimentaire par le Fonds national de Solidarité pourrait désormais se faire sans aucun problème, ainsi qu'il a été proposé par le Médiateur.

Recommandation N°26 relative à la mise en place d'un échange d'informations et d'une concertation dans le recouvrement des créances entre le Centre commun de la Sécurité sociale, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Contributions directes

Considérant que le Médiateur a été saisi d'un nombre considérable de dossiers de la part d'entreprises débitrices du Centre commun de la Sécurité sociale, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Contributions directes, qui en raison de leurs difficultés de paiement se sont trouvées sous la menace de voies d'exécution forcée;

- considérant que, dans la plupart des cas, il s'agissait de débiteurs considérablement endettés à l'égard des trois administrations susvisées;

- considérant que les actions en recouvrement de créances émanant d'une de ces administrations conduisent souvent, sinon régulièrement, à accroître l'endettement des entreprises concernées auprès des deux autres administrations;

- considérant en effet que, pour parer au risque imminent d'une exécution forcée, il arrive fréquemment que les entreprises en cause s'empressent de satisfaire l'administration demanderesse au détriment des autres créanciers publics ou privés;

- considérant, d'une part, qu'une approche trop rigoriste des administrations, procédant sans délai et sans différenciation au recouvrement forcé de ces créances, risquerait de précipiter la faillite des entreprises en difficulté de paiement alors que celles-ci, au regard de leur situation financière passagèrement précaire, pourraient s'en sortir au moyen d'un échelonnement de leur dette ou par l'octroi de délais de paiements;

- considérant, d'autre part, qu'à défaut d'une vue globale de la situation financière des débiteurs, les administrations encourent le reproche d'avoir, par l'octroi de délais de paiements prolongés, maintenu artificiellement en vie des entreprises financièrement malsaines dont le passif n'aura fait que s'alourdir tant au détriment de la collectivité qu'au détriment des créanciers privés;

- considérant que s'il n'entre pas dans les attributions des administrations de jouer le rôle de banquier, elles sont aussi tenues de veiller à ne pas provoquer des faillites qui, avec plus de compréhension de leur part, pourraient être évitées;

- considérant qu'il n'existe actuellement aucun échange d'informations entre les administrations en matière de recouvrement de créances;

- considérant qu'à défaut d'un tel échange d'informations et donc d'une vue plus globale de la situation économique et financière des entreprises débitrices, les créanciers publics ne disposent pas de toutes les informations requises pour prendre leurs décisions en connaissance de cause;

- considérant qu'un échange d'informations, voire une concertation étroite entre les administrations concernées, est un préalable nécessaire à toute gestion efficace et équitable en matière de recouvrement de créances;

- considérant en effet que ce n'est que sur la base d'une évaluation globale de la situation économique et financière du débiteur que les administrations sont en mesure d'apprécier si un échelonnement de la dette pourra aider l'entreprise concernée à s'en sortir ou si, au contraire, dès lors que celle-ci n'arrive plus à honorer les termes courants, un tel échelonnement n'aurait d'autre effet que de prolonger une situation définitivement compromise;

- considérant que, face au nombre croissant de faillites, une pratique de recouvrement coordonnée, voire un service de recouvrement commun aux trois administrations, permettrait de déclencher, en temps voulu, les clignotants d'alerte et d'obliger les entreprises en difficulté de paiement à prendre, sans autre délai, les mesures de restructuration et d'assainissement qui s'imposent, tout en évitant de maintenir artificiellement en vie des entreprises malsaines;

- considérant en effet qu'un règlement rapide de certaines situations réduira d'autant le risque de voir d'autres entreprises privées devenir les victimes de débiteurs financièrement malsains et partant diminuera le risque de faillites en cascades;

- considérant dès lors l'opportunité, voire la nécessité, d'instituer un organe commun aux trois administrations avec pour tâche de procéder, à partir d'un échange d'informations, à l'évaluation de la situation économique et financière des débiteurs communs et de prendre, à la lumière des données recueillies, des décisions éclairées en matière de recouvrement des créances;

- considérant que la mise en commun de telles attributions requiert une réforme législative portant sur l'adaptation des prescriptions en matière de secret fiscal et qui tienne également compte des dispositions de l'article 16 «Interconnexion des données» de la loi du 22 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Le Médiateur recommande

- la mise en œuvre d'un échange d'information entre les trois administrations susvisées,

- la mise en place d'un organe commun dont la tâche consistera

- à analyser la situation économique et financière des débiteurs communs et à prendre au nom et pour le compte des trois administrations les décisions en matière de recouvrement des créances.

Réponse:

Dans sa prise de position adressée au Médiateur le 10 septembre 2007, le Ministre des Finances fait état de la coopération renforcée entre les administrations fiscales telle que prévue par le projet de loi N°5757 ayant pour objet la coopération inter-administrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises.

Dans cette lettre le Ministre des Finances attire l'attention du Médiateur sur la décision prise par le directeur de l'Administration des Contributions directes d'encadrer à l'avenir une éventuelle assignation en faillite par certaines mesures également développées dans la recommandation:

- échelonnement de la dette fiscale par l'octroi d'un délai de paiement;

- analyse globale de la situation économique et financière des entreprises débitrices;

- échanges avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et le cas échéant avec le Centre commun de la Sécurité sociale.

Ces critères pris dans leur ensemble devraient permettre d'écarter un éventuel reproche d'une approche trop rigoriste.

Quant à la seconde partie de la recommandation, le Ministre des Finances se pose la question quant à l'utilité d'un organe commun dont la tâche consisterait à analyser la situation économique et financière des débiteurs communs et à prendre au nom et pour le compte des trois administrations des décisions en matière de recouvrement de créances.

Concernant l'échange d'information le Ministre estime qu'un tel échange pourrait se faire aisément au travers des nouvelles technologies sans devoir recourir à un nouveau service tel qu'un organe commun.

Quant à la proposition d'attribuer à un tel organe un pouvoir décisionnel en matière de recouvrement des créances le Ministre des Finances est d'avis que la spécificité des différents impôts et taxes s'oppose à un traitement uniforme en matière de recouvrement de créances.

Dans sa lettre de réponse adressée au Ministre des Finances en date du 19 septembre 2007, le Médiateur fait observer que le texte proposé de loi ne répond que partiellement aux objectifs de sa recommandation.

S'il est vrai que le projet de loi permet une coopération plus étroite entre les administrations fiscales en matière de recouvrement, il n'en reste pas moins que le projet laisse le Centre commun de la Sécurité sociale en dehors de cette coopération prévue au chapitre 1 du prédit projet de loi.

La raison en est que le projet de loi vise avant tout à mettre en œuvre une coopération en matière de lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, son premier objectif n'étant pas d'optimiser le recouvrement d'impôts et de cotisations auprès des entreprises en difficulté.

Le Centre commun de la Sécurité sociale se trouve certes mentionné au chapitre 3 du projet de loi, aux articles 7-10, mais les dispositions y prévues ne permettent pas l'or-

ganisation ni la coordination en matière de recouvrement de créances entre les administrations fiscales d'une part, et le Centre commun de la Sécurité sociale d'autre part.

Ainsi le projet prévoit une transmission de certaines données par le Centre commun de la Sécurité sociale aux deux administrations fiscales à savoir:

- les coordonnées de l'employeur du débiteur de créances ou de la caisse de pension du pensionné;

- le relevé des travailleurs indépendants affiliés;

- les coordonnées des salariés, leurs emplois, lieu du travail et rémunération;

- les coordonnées des pensionnés, l'indication sur la pension et l'organisme de pension.

Il n'y est nullement question d'une communication de données relatives à l'endettement des entreprises auprès du Centre commun de la Sécurité Sociale.

À titre de transmission de données de l'Administration des Contributions directes au Centre commun, l'article 10 (e) prévoit seulement à des fins statistiques la transmission d'une matricule du salarié de l'employeur, du lieu de travail, des dates de début et de fin de ce dernier.

Les administrations fiscales ne transmettront pas au Centre commun des informations sur les dettes fiscales des contribuables.

Les dispositions du projet de loi n'autorisent donc pas une transmission réciproque de ces données entre le Centre commun de la Sécurité sociale d'une part et les administrations fiscales d'autre part, ni un échange d'information au sujet de la situation financière générale des administrés en difficulté de paiement.

L'objectif de la recommandation est de mettre en œuvre une coordination dans toutes les actions en matière de recouvrement, ce qui présuppose d'abord un échange d'information au sujet de l'endettement des administrés envers les administrations respectives.

Le Médiateur se félicite des mesures dont le Directeur de l'Administration des Contributions directes entend entourer une éventuelle assignation en faillite des entreprises débitrices, mesures qui reflètent largement les considérations développées dans la recommandation.

Ces mesures prévoient un échange tant avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines qu'avec le Centre commun de la Sécurité sociale. Le Directeur de l'Administration des Contributions directes reconnaît donc la nécessité de faire intervenir le Centre commun dans le cadre de l'échange d'information entre les administrations fiscales.

Parmi les mesures citées par le Directeur de l'Administration des Contributions directes figure également l'analyse globale de la situation économique et financière des entreprises débitrices.

La recommandation insiste tout particulièrement sur la nécessité d'une telle analyse avant l'octroi d'un échelonnement de la dette ou d'un délai de paiement à une entreprise en difficulté ou le lancement d'une assignation en faillite. Il n'y a pas de raison de laisser les administrations concernées faire ce travail chacune pour soi.

Le Médiateur estime plus rationnel et préférable que l'élaboration d'une telle analyse soit prise en charge par un organe dans lequel devrait figurer au moins un économiste et qui pourrait par ailleurs être rattaché à l'une des administrations concernées.

Loin d'empêcher une administration de prendre des actions urgentes en cas de nécessité, elle garantira que les actions en matière de recouvrement seraient prises en connaissance de cause et sans retard.

Aux yeux du Médiateur, il est impératif que l'échange d'information et la concertation entre les administrations fiscales doivent être étendus au Centre commun de la Sécurité sociale. Il échet par conséquent de compléter le projet de loi sur ce point.

Dans sa lettre adressée au Ministre des Finances le Médiateur conclut que les expériences futures en matière de recouvrement forcé des créances montreront s'il serait avantageux d'organiser une concertation entre les administrations concernées dans le cadre d'un organisme spécifique investi de pouvoir de décisions propres.

Le Médiateur attend la prise de position du Ministre des Finances.

Recommandation N°23 relative au droit de tout enfant de connaître dans la mesure du possible ses parents biologiques

Le Médiateur et la Présidente de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand saisis par un certain nombre de requérants de problèmes auxquels ils se trouvent confrontés dans leurs multiples démarches en vu de connaître l'identité de leur mère biologique et pour accéder à leurs origines;

- constatant que le résultat d'une étude de droit comparé fait apparaître que l'accouchement anonyme est peu connu des législations internes européennes et que seuls l'Italie et le Luxembourg continuent à connaître la maternité secrète sans que les personnes abandonnées à la naissance ne disposent d'un quelconque moyen légal pour connaître l'identité de leur mère et/ou de leur père biologique;

- considérant que les enfants adoptés ressentent souvent comme une forme de devoir la recherche de leur parent d'origine et que les enfants ou les adultes qui ne peuvent accéder à leurs origines familiales, sous quelque forme que se soit, sont placés dans une situation de souffrance dont ils risquent de conserver des séquelles;

- considérant que dans son avis concernant les problèmes éthiques et juridiques soulevés par la reconnaissance d'un droit de l'enfant à connaître ses parents biologiques, la Commission nationale d'éthique propose des solutions alternatives à la législation en vigueur dont celle permettant la communication des données concernant la mère biologique et, en cas de consentement de la mère, la divulgation ultérieure de ces données à l'enfant;

- considérant qu'en vertu de l'article 7 de la Convention internationale des droits de l'enfant celui-ci a, dès sa naissance, droit à un nom et à une nationalité de même qu'il a, dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux;

- considérant que dans ses observations formulées en mars 2005 sur le deuxième rapport périodique du Luxembourg, le Comité des droits de l'enfant de Genève se dit préoccupé par l'impossibilité dans laquelle se trouvent les enfants nés par accouchement anonyme de connaître l'identité de leurs parents biologiques;

- que dans ce même rapport, le Comité des droits de l'enfant prie instamment l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer la pratique de l'accouchement anonyme sinon de prendre pour le moins les dispositions requises pour que les enfants concernés puissent, autant que possible et au moment opportun, connaître l'identité de leur mère et/ou de leur père;

- considérant le droit au respect de la vie privée et familiale tel que consacré par l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme;

- considérant qu'en vertu de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, l'article 8 précité protège un droit à l'identité et à l'épanouissement personnel et celui de nouer et de développer des relations avec ses semblables et le monde extérieur (arrêt Odièvre c/ France du 13 février 2003 N°42326/98 paragraphe 29);

- considérant d'une part le droit de l'enfant à connaître ses origines et d'autre part l'intérêt de la mère à conserver l'anonymat, notamment pour sauvegarder sa santé en accouchant dans des conditions médicales appropriées;

- considérant que l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme s'applique tant à l'enfant qu'à la mère et que dès lors, en présence de deux intérêts difficilement conciliables, il y a lieu de veiller au juste équilibre à ménager entre des intérêts concurrents;

- considérant la marge d'appréciation laissée aux États contractants dans le choix des mesures propres à garantir l'observation de l'article 8 de la CEDH dans les rapports interindividuels;

- considérant que dans l'affaire Odièvre c/ France précitée, la Cour a estimé que la France n'avait pas excédé sa marge d'appréciation du fait notamment que, nonobstant le maintien du droit à l'accouchement sous X, la loi française du 22 janvier 2002 renforce la possibilité de lever le secret de l'identité en facilitant la recherche des origines biologiques grâce à la mise en place d'un Conseil national pour l'accès aux origines personnelles;

- considérant cependant que la maternité secrète telle que consacrée par la législation luxembourgeoise continue de priver l'enfant abandonné à sa naissance de toute possibilité de connaître l'identité de ses parents biologiques;

- considérant qu'il peut y avoir des situations, notamment en cas d'inceste, qui justifient le maintien de l'accouchement anonyme;

- considérant cependant la non-conformité de la législation nationale avec le niveau de protection minimum tel que garanti par la Convention européenne des Droits de l'Homme;

- recommandent au Gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent pour offrir aux enfants nés de mère inconnue la possibilité de connaître l'identité de celle-ci et/ou de leur père tout en veillant au juste équilibre qu'il convient de ménager entre les intérêts concurrents de la mère et de l'enfant.

Réponse:

Par lettre du 21 mars 2007 le Ministre a informé le Médiateur que sa recommandation était à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement du 7 mars 2007.

Au vu de la non-conformité de la législation luxembourgeoise à l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, le Ministre de la Justice a été chargé d'analyser plus en avant la législation française, ceci dans l'optique d'une modification de la loi luxembourgeoise.

Le Médiateur se félicite d'un tel engagement de la part du Gouvernement tout en souhaitant que cette réforme soit entamée dans les meilleurs délais.

D. Recommandation visant l'institution d'un nouvel organe constitutionnel

Recommandation N°21 relative à l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice

1. MOTIVATION

Depuis son entrée en fonction, le Médiateur a été saisi de quelque 72 réclamations dirigées contre l'administration judiciaire. Ces réclamations ont essentiellement pour objet des lenteurs de procédure et un manque d'informations de la part des autorités judiciaires à l'égard du justiciable ou de son mandataire.

Force est de constater qu'il n'est pas rare que l'administration de la Justice se voit exposée en public à certaines critiques se rapportant à des problèmes identiques à ceux constatés par le Médiateur.

Le Médiateur s'investit auprès des autorités judiciaires concernées pour remédier au cas par cas, et pour autant qu'ils sont fondés, aux griefs portés à sa connaissance par les citoyens.

Une partie non négligeable des réponses fournies au Médiateur dans le cadre des dossiers dont il a été saisi ne sauraient lui donner satisfaction alors que les autorités judiciaires semblent, dans certains dossiers, ou plutôt dans certaines matières, vouloir se dérober à leur obligation de collaboration en se retranchant derrière le principe de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la Justice ou encore derrière le principe du secret de l'instruction. Ces considérations valent essentiellement pour les dossiers pénaux dont le cabinet d'instruction est saisi.

Or, une telle attitude, peu transparente et non conforme aux droits réservés au Médiateur par sa propre loi organique, n'est évidemment pas de nature à répondre aux attentes légitimes du justiciable vis-à-vis du troisième pouvoir.

Le constat que, en 2004, pour le seul Parquet de Luxembourg, l'action publique s'est éteinte par prescription dans pas moins de 120 affaires relevant du domaine de la criminalité économique et financière, n'est pas non plus de nature à renforcer la confiance du citoyen dans la justice.

Après avoir entamé un dialogue avec les autorités judiciaires à ce sujet et, au vu des expériences accumulées lors du traitement des 72 réclamations précitées, le Médiateur a été amené à entamer une réflexion de fond sur le rôle, l'évolution et le mode de fonctionnement de la magistrature et, plus particulièrement, de l'administration de la Justice dans notre société.

2. CONSIDÉRATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

2.1. Considérations quant à l'évolution du nombre d'affaires

Les statistiques établies par les différentes juridictions luxembourgeoises démontrent clairement qu'un nombre toujours croissant de personnes, physiques et morales, ont tendance à porter leurs différends devant les juridictions compétentes, augmentant ainsi considérablement le nombre d'affaires enrôlées par année, notamment en matière civile, commerciale, de bail à loyer et de droit du travail.

Cette tendance est largement favorisée par les possibilités offertes aux citoyens de recourir aux assurances d'assistance juridique aux fins de bénéficier de l'assistance gratuite d'un avocat en cas de besoin. Certaines compagnies d'assurances offrent même automatiquement la protection juridique avec le contrat d'assurance responsabilité civile pour véhicules.

Parallèlement, on assiste depuis des années à une augmentation importante du nombre d'affaires pénales traitées par les Parquets, dont beaucoup sont fixées à une audience de police, correctionnelle ou criminelle. Au vu des rapports annuels des Procureurs d'État à Luxembourg et à Diekirch, soumis chaque année à Monsieur le Ministre de la Justice, il semble que cette augmentation de dossiers en matière répressive reflète un phénomène sociétal au niveau de la criminalité générale d'une part, tout comme elle serait due à une hausse sensible des crimes et délits en matière économique et financière. Il appert également que l'augmentation des effectifs de la Police grand-ducale contribue à ce phénomène, surtout en ce qui concerne les affaires de la compétence des Tribunaux de Police et des Tribunaux correctionnels à formation de type «juge unique» (infractions et délits commis en violation du Code de la Route).

Le législateur a de plus en plus tendance à utiliser le droit pénal pour régler un nombre croissant de conflits sociétaux (racisme, xénophobie, harcèlement sexuel, etc.) et offre surtout en matière pénale et sociale, notamment à la magistrature debout, de nouvelles possibilités de règlement et de prévention de conflits (médiation pénale, travaux dans l'intérêt de la collectivité, prévention de crimes et délits, etc.).

2.2. Considérations quant à l'évolution de la fonction du magistrat

La tâche des magistrats devient de plus en plus difficile, notamment de par la pluralité des sources du droit, nationales, internationales et privées auxquelles ils doivent se référer. Ces sources enchevêtrées ont, dans le meilleur des cas, un rapport de complémentarité entre elles, mais elles peuvent aussi se contredire en totalité ou en partie. En bref, les magistrats doivent intervenir souvent sur différents tableaux à la fois qui se dessinent et se redessinent.

À cela s'ajoute l'intervention de plus en plus fréquente du droit dans des domaines techniques qui exigent des connaissances particulières. Il suffit de citer le monde des finances, la bioéthique ou encore les technologies de l'information.

Par ailleurs, la complexité des affaires soumises aux juridictions devient de plus en plus grande. Ceci semble être surtout le cas en matière de criminalité économique et financière, en matière commerciale ainsi qu'en matière civile. Ce phénomène est un reflet direct de la complexification croissante de la vie sociale.

Il n'est pas exagéré de prétendre qu'on assiste actuellement à une «judiciarisation» croissante de la vie politique, économique et sociale, de sorte que la montée en puissance de la figure du magistrat paraît aujourd'hui inexorable dans le monde occidental.

On constate donc un juge davantage sollicité par le législateur et par le justiciable et un procureur davantage engagé dans les affaires de la cité. Ces magistrats, en se voyant confiés des missions et responsabilités grandissantes, deviennent logiquement dépositaires d'une attente accrue de la part des justiciables.

Dans ce contexte, il ne faut pas négliger le rôle des médias qui contribuent très largement à une «vulgarisation» de la justice.

Conscient de la charge sans cesse croissante pesant sur le troisième pouvoir, le législateur a approuvé des dispositions visant un renforcement sensible du nombre de magistrats et de greffiers. Ainsi, les effectifs de la magistrature de l'ordre judiciaire ordinaire sont passés de 137 magistrats en 1994 à 202 magistrats au 1er janvier 2006. D'autres dispositions légales ont apporté des améliorations notables au niveau des

procédures, telles que la mise en état, les compositions correctionnelles à juge unique, la possibilité de former opposition contre un jugement par défaut par déclaration au greffe, etc. Le but de ces changements était de diminuer les délais auprès des juridictions et de faciliter aux justiciables l'accès à la justice.

Face à l'évolution de la fonction de magistrat, le pouvoir judiciaire doit lui-même évoluer s'il veut rester un pouvoir au service des citoyens.

2.3. Premières conclusions

À la lumière des considérations qui précèdent, on mesure toute l'importance du troisième pouvoir dont l'indépendance reste la clé de voûte d'un État de droit. Seul un pouvoir judiciaire à l'abri de toute pression ou prise d'influence peut accomplir sereinement sa mission qui est celle de dire le droit.

L'indépendance est à la fois un privilège et une obligation. L'indépendance oblige les magistrats à veiller à la transparence et au bon fonctionnement de la justice. La confiance des citoyens dans la justice est largement tributaire d'une bonne administration judiciaire.

Or, la confiance ne saurait être acquise sans accepter comme son corollaire un regard jeté de l'extérieur sur le fonctionnement interne de l'administration judiciaire.

Seule une autorité indépendante externe appelée à assurer un tel contrôle serait de nature à renforcer la confiance du citoyen dans la justice et à amener la justice, comme toute autre institution, à rendre compte de son fonctionnement dans sa globalité.

3. SPÉCIFICITÉ DE LA SITUATION AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

La situation des autorités judiciaires et partant l'exercice et l'administration de la justice revêt certaines caractéristiques spécifiques par rapport à la situation existante dans d'autres pays.

3.1. La proximité

En premier lieu, il faut mentionner le nombre relativement restreint de magistrats de l'ordre judiciaire ordinaire qui se chiffre actuellement à quelque 202 personnes.

L'exercice de la justice se concentre exclusivement sur trois endroits différents, à savoir Luxembourg-ville, Diekirch et Esch/Alzette, les trois quarts de l'effectif de la magistrature se concentrant à Luxembourg-ville, les trois sièges de juridiction étant de surcroît géographiquement très rapprochés.

Deux barreaux existent au Grand-Duché, celui de Luxembourg-ville, intégrant à lui seul environ un millier d'avocats, et celui de Diekirch, affichant une vingtaine de membres.

Ces trois facteurs font qu'il existe une certaine proximité entre les magistrats et même entre magistrats et le barreau. Cette proximité se crée tout naturellement à travers les relations de travail quotidiennes, à travers des liens familiaux ou amicaux qui peuvent se tisser.

Si l'indépendance subjective de la magistrature se présume jusqu'à preuve du contraire, il en va ici de son indépendance objective. En matière d'impartialité, même les apparences peuvent revêtir une certaine importance, surtout au pénal.

3.2. La formation et le recrutement

Au Grand-Duché, il n'existe pas d'établissement dispensant une formation spécifique aux futurs magistrats. La magistrature recrute ses nouveaux membres en règle générale exclusivement parmi les membres actifs des barreaux. Le choix des nouveaux magistrats, bien que nommés par le Chef d'État, se fait en pratique sur base d'une proposition établie par le Procureur Général d'État, les différents Chefs de Corps de la magistrature et le Ministère de la Justice entendus en leur avis. Au-delà de la condition de réussite à l'examen d'avoué, le seul critère objectivement vérifiable appliqué est celui d'avoir obtenu un certain quorum de points à cet examen, encore que cette condition ne soit entérinée nulle part. Force est également de constater que les avocats ayant réussi à l'examen de fin de stage n'obtiennent jamais connaissance des notes obtenues aux épreuves. Les résultats obtenus à l'examen d'avoué sont en effet seulement connus de la magistrature et du Ministère de la Justice, seuls la réussite et le classement à l'épreuve étant communiqués aux candidats.

À partir de ces considérations, on peut aisément comprendre que l'administration judiciaire peut s'exposer au reproche d'afficher un manque de transparence et de s'autogérer à l'abri de tout contrôle extérieur.

De telles particularités ne sont pas de nature à servir la cause du troisième pouvoir et à justifier la confiance que le justiciable doit avoir dans les autorités judiciaires. À défaut de confiance et de respect, l'exercice de la justice ne saurait évoluer dans un cadre de stricte indépendance et de sérénité qui pourtant doit obligatoirement être le sien.

À travers toutes ces considérations, une réflexion à plusieurs niveaux s'impose.

Afin de préserver le climat de sérénité et le statut d'indépendance qui doit présider obligatoirement à l'exercice du troisième pouvoir, il est indiqué de procéder à une analyse approfondie sur les modalités et les critères de recrutement, de nomination et de promotion des magistrats.

À la lumière de l'expérience acquise, le Médiateur ne semble pas être l'institution la mieux adaptée à recevoir des plaintes par toute personne concernée directement et personnellement par un dysfonctionnement de l'administration judiciaire. Ce droit, théoriquement garanti par les articles pertinents de la loi organique modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, doit pouvoir être exercé dans la pratique suivant une procédure claire et transparente.

Les justiciables doivent notamment disposer du droit de formuler des plaintes relatives aux dysfonctionnements de l'administration judiciaire. Aujourd'hui, ces plaintes se dispersent entre les juridictions, l'exécutif et le législatif ainsi que d'autres instances, comme le Médiateur du Grand-Duché par exemple. Cette dispersion entrave une approche cohérente et efficace du problème. Il est dès lors indispensable que les plaintes formulées contre l'administration de la Justice puissent être canalisées explicitement vers une institution externe ayant compétence pour connaître de ce genre de plaintes.

Finalement, une réflexion sur la modification de l'exercice du droit disciplinaire des magistrats s'impose. En effet, il est difficilement acceptable que la magistrature, contrairement à toute autre administration étatique ou communale, dispose de son propre pouvoir disciplinaire.

La plupart des problèmes soulevés ci-avant se sont également manifestés à l'étranger, ce qui au cours du XX^{e} siècle a conduit pas moins de 6 pays de l'Union européenne à créer un organisme externe appelé à garantir l'indépendance du magistrat, assumant ainsi une fonction de légitimation et de participation de la magistrature dans le bon fonctionnement de la justice et préservant, à travers la sanction d'éventuels débordements, les droits des justiciables et la sérénité de la fonction de juger (source: Les Conseils Supérieurs de la Magistrature en Europe, Thierry S. RENOUX et al., avant propos, éd. La documentation française).

4. CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Un tel organisme, dénommé ci-après Conseil Supérieur de la Justice (Conseil Supérieur de la Justice) devrait de toute évidence être un organe constitutionnel *sui generis*, totalement indépendant des trois pouvoirs constitutionnels, mais qui, par le fait de sa composition et de ses missions, devrait être en contact permanent avec chacun d'eux. Les travaux parlementaires belges relatifs à la création d'un Conseil Supérieur de la Justice remarquent à juste titre qu': *«(…)il ne devrait pas s'agir d'une instance repliée sur elle-même, pas plus qu'elle ne devrait être soumise à l'autorité d'une quelconque hiérarchie. Disposant d'une légitimité propre, le Conseil Supérieur de la Justice devrait assurer le lien entre les citoyens, la Chambre des Députés, l'exécutif et le judiciaire. (…) Il devrait se trouver au-dessus de la mêlée tout en étant à l'écoute de la société. Il lui appartiendrait également d'être le relais des différentes sensibilités et d'en faire le tri et la synthèse.»* (Sénat de Belgique, annales parlementaires, séance du jeudi, 19 novembre 1998, N°6403).

Il semble préférable d'adopter la dénomination belge de Conseil Supérieur de la Justice, plus vaste, plutôt que celle de Conseil Supérieur de la Magistrature, utilisée en France, alors que l'organe visé aurait comme objectif primaire de veiller au contrôle d'une bonne administration de la Justice dans un référentiel de ressources humaines adapté à ses devoirs et à ses responsabilités. Le champ de compétences d'un tel organe englobe logiquement toutes les fonctions de l'administration judiciaire (magistrature assise et debout, greffe et fonctionnaires des Parquets).

5. QUELLES SERAIENT LES COMPÉTENCES D'UN CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE LUXEMBOURGEOIS

Les trois missions principales d'un Conseil Supérieur de la Justice devraient être les suivantes:

- assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de regard les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie, sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil Supérieur de la Justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil Supérieur de la Justice d'intervenir dans le fond des affaires;

- procéder à la sélection des candidats à la magistrature et se prononcer sur les promotions des magistrats, sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc;

- l'exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard de la magistrature, du greffe et des fonctionnaires des Parquets.

Quant à la mission de contrôle externe de l'administration judiciaire, il est rappelé que le Conseil Supérieur de la Justice ne pourrait interférer de quelque manière que ce soit dans les décisions judiciaires proprement dites.

Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi d'une plainte individuelle par toute personne physique ou morale ou par un avocat inscrit à un barreau luxembourgeois. S'il s'avère, après examen du dossier, que la plainte est fondée, le Conseil Supérieur de la Justice formulerait une recommandation qui serait adressée directement aux instances concernées et au Ministre de la Justice. La recommandation serait également communiquée au plaignant.

À la demande de la Chambre des Députés ou du Ministre de la Justice, le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi de toute demande d'avis en vue de l'amélioration du fonctionnement général de l'administration judiciaire. Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait également se saisir d'office de toute question concernant le fonctionnement de l'administration judiciaire. Dans les deux cas, le Conseil Supérieur de la Justice émettrait un avis qui serait communiqué à l'autorité demanderesse, ou, en cas d'autosaisine, aux autorités concernées.

Quant à ses compétences en matière de recrutement et de promotion des magistrats, le Conseil Supérieur de la Justice devrait garantir, par l'intermédiaire d'un avis conforme, le recrutement et la nomination des personnes les mieux qualifiées pour exercer les fonctions de magistrat ou de magistrat Chef de Corps. Pour ce faire, le Conseil Supérieur de la Justice devrait se référer à des critères préalablement établis et publiés, de sorte que ses choix se feront sur une base objective. En s'inspirant de la législation belge, il semble utile que le(s) Chef(s) de Corps concerné(s) soi(en)t entendu(s) en son (leur) avis avant que le Conseil Supérieur de la Justice ne se prononce sur la promotion d'un magistrat membre de ce corps ou sur le recrutement d'un candidat à la magistrature.

Quant à l'exercice du pouvoir disciplinaire, il paraît peu opportun de maintenir les dispositions des articles 67 et 155 à 173 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judicaire aux termes desquels le pouvoir disciplinaire interne est confié à la magistrature. Dans l'intérêt d'une plus grande transparence, il semble logique que le pouvoir décisionnel en matière de discipline des magistrats, du greffe et des fonctionnaires du Parquet soit attribué au Conseil Supérieur de la Justice.

Il est entendu que le Conseil Supérieur de la Justice devrait être doté de moyens budgétaires suffisants pour assurer au mieux et en toute indépendance le bon fonctionnement de l'institution.

6. LA COMPOSITION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Eu égard à la taille de l'administration judiciaire luxembourgeoise, un Conseil Supérieur de la Justice composé de dix membres devrait suffire pour répondre aux missions qui lui sont imparties.

Afin de garantir les intérêts de la magistrature et de respecter son indépendance, la moitié des membres du Conseil Supérieur de la Justice serait recrutée parmi les magistrats des juridictions ordinaires, l'autre moitié serait composée de non-magistrats. Dans l'intérêt d'une composition équilibrée, deux des magistrats membres du Conseil Supérieur de la Justice devraient être recrutés parmi la magistrature assise et deux parmi la magistrature debout, le cinquième membre serait à élire parmi les magistrats d'un de ces deux corps. La désignation des membres du Conseil Supérieur de la Justice issus de la magistrature devrait se faire par des élections directes et secrètes, séparées pour les deux corps de la magistrature. Le cinquième magistrat appelé à siéger au Conseil Supérieur de la Justice pourrait être membre de la magistrature assise ou debout suivant décision prise conjointement et préalablement aux opérations de vote par le Procureur Général d'État et le Président de la Cour Supérieure de Justice.

Afin d'élargir le cercle des candidats potentiels pour un siège au Conseil Supérieur de la Justice, des membres retraités de la magistrature seraient également éligibles, sous les conditions de désignation prédécrites. En pareil cas, une limite d'âge de 70 ans accomplis au moment de l'entrée en fonction paraît s'imposer.

L'idéal serait évidemment d'accorder un congé spécial aux magistrats membres du Conseil Supérieur de la Justice pendant la durée de leur mandat, mais une décision en ce sens devrait être prise en fonction de l'évolution de la charge de travail incombant à cette institution.

En s'inspirant de la législation belge, les non-magistrats membres du Conseil Supérieur de la Justice pourraient être recrutés suivant la clé de répartition suivante: deux membres actifs des barreaux luxembourgeois, à élire moyennant scrutin direct et secret conjointement par les deux barreaux, un membre à désigner par la Chambre des Députés, un membre à désigner par le Conseil de Gouvernement, un membre à désigner par le Conseil d'État. Il semble évident que les membres proposés par la Chambre des Députés, par le Conseil de Gouvernement et par le Conseil d'État ne peuvent être membres de ces corps.

Afin de permettre au Conseil Supérieur de la Justice de disposer d'une vue plus globale de sa mission, il serait souhaitable que les trois membres à désigner par la Chambre des Députés, par le Conseil de Gouvernement et par le Conseil d'État ne soient pas nécessairement titulaires d'un diplôme universitaire en droit, sous condition cependant de disposer des qualifications professionnelles ou sur titres jugées nécessaires par les institutions concernées.

Le Conseil Supérieur de la Justice serait doté d'un nombre de membres suppléants égal à celui des membres effectifs, les membres suppléants étant choisis selon les mêmes critères que les membres effectifs.

Tout membre du Conseil Supérieur de la Justice, qui estime qu'une affaire, dont l'institution est saisie, pourrait donner lieu à un conflit d'intérêts dans son chef, est tenu de se récuser. Il sera remplacé dans cette affaire par un membre suppléant issu de la même institution ou du même corps.

Sauf ce qui est stipulé au paragraphe précédent, les membres suppléants ne pourraient siéger qu'en cas d'empêchement d'un membre effectif désigné ou élu par la même autorité qu'eux-mêmes. Le membre effectif, dont le mandat deviendrait vacant prématurément, est remplacé par un suppléant issu de la même institution ou du même corps pour le reste de ce mandat.

Tous les membres du Conseil Supérieur de la Justice devraient être de nationalité luxembourgeoise et disposer des garanties et capacités imposées à l'accès à la fonction publique.

Le mandat de membre du Conseil Supérieur de la Justice serait incompatible avec tout autre mandat public électif, il serait également incompatible avec la fonction de juge auprès des juridictions administratives ou sociales ainsi qu'avec celle de greffier ou de fonctionnaire auprès de l'ordre judiciaire ordinaire, administratif ou social.

Les membres effectifs et suppléants du Conseil Supérieur de la Justice ne pourraient être parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement.

Les membres du Conseil Supérieur de la Justice sont tenus par le secret professionnel.

La composition du Conseil Supérieur de la Justice suggérée serait équilibrée dans la mesure où la parité entre magistrats représentant les deux corps de la magistrature ordinaire et personnalités extérieures serait assurée.

7. LA DURÉE DU MANDAT

La durée du mandat serait de 4 ans. La non-reconductibilité immédiate du mandat paraît être une garantie supplémentaire de l'indépendance des membres du Conseil Supérieur de la Justice.

8. NOMINATION ET PRIVILÈGES

Le contrôle de la procédure de nomination et d'élection serait assuré par le Conseil Supérieur de la Justice sortant, et, pour la première fois par la Chambre des Députés, le Procureur Général d'État et le Président de la Cour Supérieure de Justice entendus en leurs avis.

La nomination et l'assermentation seraient faites par le Chef d'État.

Les membres effectifs et suppléants du Conseil Supérieur de la Justice jouiraient, dans l'exercice de leurs fonctions, des mêmes privilèges que ceux accordés par la loi aux magistrats, y compris, pour les membres non-magistrats, du privilège de juridiction.

9. SAISINE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Sous réserve de sa capacité d'autosaisine en ce qui concerne toute question concernant le fonctionnement de l'administration judiciaire, le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi:

9.1. D'une plainte:

- par tout justiciable, personne physique ou morale, qui s'estime personnellement et directement lésée par le fonctionnement de l'administration judiciaire ou par le comportement d'un magistrat, d'un greffier ou d'un fonctionnaire d'un Parquet dans une affaire pendante devant une juridiction ordinaire ou en cours d'enquête ou d'instruction;

- par tout membre du barreau dans le cadre d'un différend qui l'oppose personnellement et directement aux autorités judiciaires ordinaires dans l'exercice de ses fonctions.

9.2. D'une demande d'avis:

- par la Chambre des Députés, si celle-ci en décide ainsi par vote à la majorité simple;

- par le Ministre de la Justice.

9.3. D'une plainte disciplinaire:

- par le Procureur Général d'État, par le Président de la Cour Supérieure de Justice, par les Présidents des Tribunaux d'Arrondissement, par les Procureurs d'État, par les Juges de Paix directeurs;

- par le Ministre de la Justice.

Par ailleurs, le Conseil Supérieur de la Justice peut lui-même décider d'engager une action disciplinaire à la suite d'une saisine conformément aux dispositions du paragraphe 9.1.

Le Conseil Supérieur de la Justice ne pourrait être saisi de:

- dossiers relevant de la compétence pénale d'autres instances;

- plaintes dont l'objet peut ou pouvait être atteint par l'application de voies de recours ordinaires ou extraordinaires;

- plaintes portant sur le fond de décisions judiciaires;

- plaintes déjà traitées et ne contenant aucun nouvel élément.

La décision de ne pas traiter la plainte devrait être motivée et serait sans recours. Le cas échéant, le plaignant serait renvoyé devant les instances compétentes.

10. LES DÉCISIONS, AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Les décisions du Conseil Supérieur de la Justice seraient prises en formation collégiale complète, à la majorité absolue des suffrages. En cas de parité des voix, celle du président serait prépondérante.

La présidence du Conseil Supérieur de la Justice serait assurée par un membre effectif, élu pour la durée d'une année par ses pairs. La fonction de président ne pourrait être reconduite et devrait être assurée à tour de rôle par un membre issu de la magistrature et un membre non magistrat.

Hormis ses compétences en matière de nomination ou de promotion des magistrats, le Conseil Supérieur de la Justice rendrait des avis sur l'amélioration du fonctionnement de l'administration judiciaire, de même qu'il formulerait des recommandations dès lors qu'il estime qu'une plainte individuelle est fondée. Il soumettrait également un rapport annuel sur l'ensemble de ses activités, englobant les avis et les recommandations. Ce rapport serait adressé à la Chambre des Députés, au Ministre de la Justice et aux Chefs de Corps de l'administration judiciaire.

Sauf les décisions rendues en matière disciplinaire et les avis rendus en matière de nomination et de promotion, les avis et recommandations du Conseil Supérieur de la Justice ne seraient pas contraignants.

Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait également rendre publics ses avis, recommandations ou rapports sous la forme qu'il jugerait opportune.

Recommandation

À la lumière des considérations contenues dans ce document, le Médiateur recommande à la Chambre des Députés et au Gouvernement l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice, appelé à:

- assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de regard les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie, sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil Supérieur de la Justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil Supérieur de la Justice d'intervenir dans le fond des affaires;

- procéder à la sélection des candidats à la magistrature et se prononcer sur les promotions des magistrats, sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc;

- l'exercice du droit disciplinaire à l'égard de la magistrature, du greffe et des fonctionnaires des Parquets.

Réponse:

Par courrier du 30 avril 2007 le Ministre de la Justice a informé le Médiateur que le Gouvernement continue sa réflexion sur l'institution d'un Conseil supérieur de la Justice.

Le Médiateur prend acte que dans la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays du 9 mai 2007, le Premier Ministre a confirmé que le Ministre de la Justice veut, dans le dialogue avec tous les acteurs de la justice, promouvoir l'idée d'un Conseil supérieur de la Magistrature qui pourrait examiner les plaintes concernant le fonctionnement de la justice ainsi que certaines questions en rapport avec la nomination des juges.

Enfin dans le rapport relatif au débat d'orientation sur la sécurité à Luxembourg, qui a eu lieu à la Chambre des Députés en date du 4 juillet 2007, la Commission juridique a accueilli favorablement l'idée de l'institution d'un Conseil supérieur de la Justice.

Voilà autant de prises de position qui, aux yeux du Médiateur, augurent bien des chances de voir se concrétiser l'idée d'un Conseil supérieur de la Justice.

E. Nouvelle recommandation

Recommandation N°27 relative à la lenteur de l'instruction de l'accident du Fokker 50 de la compagnie aérienne Luxair survenu le 6 novembre 2002

Le Médiateur saisi par les époux K. et Monsieur F. de deux réclamations relatives tant au manque d'information qu'à la lenteur de l'instruction de l'accident du Fokker 50 immatriculé LX-LGB survenu le 6 novembre 2002;

- considérant que le fils des époux K. et l'épouse de Monsieur F. ont trouvé la mort dans cet accident dans lequel 20 personnes ont succombé;

- considérant que depuis lors l'instruction de cette affaire est toujours en cours;

- considérant qu'au cours des dernières années tant les époux K. que Monsieur F. se sont adressés à d'itératives reprises au Juge d'instruction en charge du dossier afin d'être informés sur l'état d'instruction de cette affaire;

- considérant que ces demandes d'informations ont jusqu'à une date récente régulièrement connu la même réponse stéréotype, à savoir que l'instruction serait toujours en cours;

- considérant que pour répondre aux réclamations dont il a été saisi, le Médiateur s'est adressé en date du 7 mars 2007 au Procureur Général d'État, pour obtenir des informations sur le délai approximatif dans lequel le Juge d'instruction compte pouvoir clôturer son instruction;

- considérant que le Médiateur s'est vu répondre par le Procureur d'État en lieu et place du Juge d'instruction que ce dernier traiterait le dossier en question prioritairement mais qu'il serait «impossible voir aventureux de répondre à la question quand un Juge d'instruction compte pouvoir clôturer son instruction»;

- considérant qu'une telle réponse n'est pas satisfaisante alors qu'elle ne permet pas au Médiateur de donner aux réclamants les explications requises quant à la diligence avec laquelle cette affaire a été traitée tout au long de plus de quatre années écoulées depuis la survenance de l'accident en question;

- considérant qu'en vertu de l'article 6 paragraphe 1 première phrase de la Convention des Droits de l'Homme, «toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle»;

- considérant que d'après la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, le caractère raisonnable de la durée d'une procédure doit s'apprécier suivant des critères tenant tant à la nature du litige qu'au comportement des parties à la procédure et des autorités compétentes;

- considérant que pour ce qui est de la nature du litige il y a lieu de tenir compte à la fois de son degré de complexité et de l'enjeu de la procédure pour les requérants;

- considérant que depuis le dépôt de deux expertises techniques datant de janvier respectivement de décembre 2003 et surtout depuis les deux inculpations auxquelles il a été procédé en juin et en décembre 2004, le doute est pour le moins permis quant au degré de complexité particulière que continuerait à revêtir cette affaire;

- considérant que depuis lors deux ans et demi se sont écoulés avant de voir le Juge en charge de l'instruction procéder à deux nouvelles inculpations au mois de juin 2007;

- considérant que l'enjeu de la procédure pour les parties civiles et donc pour les personnes dont les proches parents ont été les victimes d'un accident d'avion, requiert de la part des autorités judiciaires une diligence spéciale en vue de l'élucidation des circonstances et des causes de l'accident;

- considérant que pour ce qui est du comportement des autorités compétentes l'avocat de Monsieur F. a reçu en date du 30 avril 2007 l'information de la part du Juge d'instruction que celui-ci aurait chargé en date du 25 janvier 2006 le service de la police judiciaire de l'exécution de 17 devoirs différents;

- considérant qu'il y a lieu de déduire de cette information que depuis la deuxième inculpation à laquelle il a été procédé en date 16 décembre 2004 jusqu'au 25 janvier 2006 il ne semble pas y avoir eu d'activité de la part de l'autorité compétente;

- considérant qu'au regard de la gravité et de l'enjeu de cette affaire une période d'inactivité de plus d'un an n'est guère compatible avec les exigences de l'article 6 paragraphe 1 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

Le Médiateur recommande à l'autorité compétente d'activer l'instruction de cette affaire en vue d'en clôturer l'instruction dans les tous meilleurs délais.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1937	M. Aly Jaerling	Financement et inscription dans la Constitution luxembourgeoise des syndicats
1940	M. Aly Jaerling	Création d'un «Service national des Retraités»
1952	M. Aly Jaerling	Adhésion de la Turquie à l'UE
1978	M. Marco Schank	Ligne ferroviaire du Nord
1989	M. Marcel Oberweis	Programme Comenius
1990	M. Laurent Mosar	Déclaration du Ministre des Affaires étrangères français Bernard Kouchner au sujet de l'Iran
1991	M. Aly Jaerling	Nuisances sonores causées par le passage des trains
2002	M. Carlo Wagner	Nombre de policiers affectés au centre d'intervention principal à Grevenmacher
2003	M. Marc Angel	Rotondes de Bonnevoie
2007	M. Ben Fayot	Communications ferroviaires sur la ligne Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg
2008	Mme Nancy Arendt	Protection des personnes bénéficiant de l'aide humanitaire luxembourgeoise contre des abus des laboratoires pharmaceutiques
2012	M. Carlo Wagner	Dépêche d'un expert français auprès du service de neurochirurgie au Centre hospitalier
2013	M. Jean-Pierre Koepp	Versement tardif des rémunérations aux étudiants
2014	M. Jean-Pierre Koepp	Retard des trains
2016	M. Marcel Oberweis	Prise en charge des frais médicaux et hospitaliers des étrangers en situation irrégulière
2018	Mme Anne Brasseur	Introduction de cours du Coran dans les programmes de l'école publique
2019	M. Laurent Mosar	Exécution d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale
2020	M. Félix Braz	Transposition de la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres
2021	M. Félix Braz	Avis des partenaires sociaux et des ONG sur l'avant-projet de loi sur la libre circulation et sur l'immigration
2022	M. Félix Braz	Avis sur la modification de la législation sur la nationalité
2023	M. Félix Braz	Initiatives du Gouvernement visant la participation politique des étrangers
2024	M. Félix Braz	Résultats de la réunion de concertation sur la refonte de la règlementation des commissions consultatives communales pour étrangers
2034	M. Xavier Bettel	Réglementation de la circulation sur les voies publiques - Examen de la sueur ou de la salive afin de détecter la consommation de substances stupéfiantes
2036	M. Gast Gibéryen	Émission de nouveaux bulletins d'impôts pour les véhicules automobiles
2038	M. Gast Gibéryen	Forfaits remboursés par les caisses de maladie luxembourgeoises aux caisses de maladie allemandes
2039	M. Patrick Santer	Manifeste «Maintenant, il faut un vrai espace judiciaire européen»
2044	M. Camille Gira	Nouveaux sites pour décharges pour déchets inertes
2045	M. Xavier Bettel	Expulsion d'un demandeur d'asile d'origine biélorusse

Question 1937 (21.8.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **financement et l'inscription dans la Constitution luxembourgeoise des syndicats:**

D'Regierung huet gréng Luucht gi fir eng Gesetzpropositioun zur Parteiefinanzéierung an d'Verankerung vun de Parteien an eiser Verfassung, fir datt d'Parteie kënnen onofhängeg vun allem Afloss hir politesch Missioun erfëllen.

D'Gewerkschafte sinn och e wichtege Pfeiler an eiser Demokratie an duerch hiren dagdeeglechen Asaz am Interesse vum Salariat an hir wichteg Missioun am Sozialdialog zum Erhale vum soziale Fridden, kann ee se op de gläichen demokratesch wichtegen Niveau wéi d'Parteie setzen.

Zudeem d'Gewerkschaften hir Delegéierten och duerch gesetzlech festgeschriwwe fräi Wahle musse konfirméiere loossen. D'Gewerkschaftsdelegéierte ginn zudeem nach vun alle Salariéen, also och vun Netëtzebuerger an Netrésidente gewielt. D'Sozialwahle si fir d'Gewerkschaften, grad sou wéi fir d'Parteien, mat engem enorm héije Käschtepunkt verbonnen, well se dës eleng iwwert d'Beiträg vun hire Membere finanzéiere mussen a keng Spende kréien.

Des Weidere sinn d'Gewerkschaften duerch hiren dagdeeglechen Asaz am Interesse vum Salariat an duerch hir wichteg Informatiounspublikatiounen iwwert d'Rechter vum Salariat e besonnesch wichtege Pfeiler an der Kommunikatioun mam Salariat. Och dës Kommunikatioune mussen d'Gewerkschafte mat de Beiträg vun hire Membere finanzéieren.

Kann den Här Statsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Sinn d'Gewerkschaften net grad esou e wichtege Pfeiler vun eiser Demokratie wéi d'Parteien, a missten se net och an eiser Verfassung verankert ginn?

2) Misst de Gewerkschaften opgrond vun hirer wichteger sozialer an informativer Missioun net och staatlech Ënnerstëtzung zougestane ginn, zum Besipill och opgrond vun hire Wahlresultater bei de Sozialwahlen?

3) Gedenkt d'Regierung och Virschléi ze ënnerbreede fir d'Gewerkschafte finanziell ze ënnerstetzen a se och an eiser Verfassung ze verankeren?

Réponse (6.11.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Am Zesummenhang mat der Fro ob d'Gewerkschaften net missten, grad wéi dat am Ablack fir d'politesch Parteie geplangt ass, an eiser Konstitutioun verankert ginn an doriwwer eraus och eng staatlech Ënnerstëtzung zougestane kréien, gesäit d'Regierung zurzäit keen Handlungsbedarf.

Den Text vun eiser Konstitutioun, sou wéi en aus der rezenter Revisioun vum 29. Mäerz 2007 vum Artikel 11 ervirgeet, ernimmt d'Sozialpartner, dorënner d'Gewerkschaften, net wuertwiertlech, ma grad wéi och an de Konstitutioune vun eisen Nopeschlänner, sinn d'gewerkschaftlech Fräiheet an d'Streikrecht garantéiert.

Dësen Text gouf vun der Chamber, no zwielef Joer Viraarbechten an der zoustänneger parlementarescher Kommissioun, mat 45 Jo-Stëmmen - dorënner déi vum honorablen Députéierten -, kenger Nee-Stëmm a kenger Enthalung, de 14. Mäerz 2007 am second vote constitutionnel ugeholl a gëtt e politeschen Konsens erëm, deen och d'Zoustëmmung vum Statsrot kritt huet. D'Regierung ass net gewëllt aacht Méint no der Ofännerung vun der Konstitutioun nees un dëse wichtegen Text ze goen.

D'Regierung verkennt net, datt d'Sozialpartner, deen ee sou gutt wéi deen aneren, eng wichteg Roll spillen. Als feste Bestanddeel vum oft bewährte Lëtzebuerger Modell a sengem Erfolleg, suerge si duerch e strukturéierte Sozialdialog, fir déi neideg Stabilitéit a fir d'Erhale vum sozialen Zesummenhalt an dem soziale Fridden hei zu Lëtzebuerg.

Et läit awer an der Natur vun der Saach, datt déi verschidde Sozialpartner an hirem respektive Wirkungsberäich, d'Interesse vun hire Leit, d'Salariéen oder d'Patronen, vertrieden.

Am Géigesaz zu de politesche Parteien, déi zur Bildung vum Vollekswëlle bäidroen, dat allgemengt Wahlrecht zum Ausdrock bréngen an den demokratesche Pluralismus expriméieren am Hibléck op d'Erhale vum Intérêt général, setzen d'Sozialpartner sech esou éischter dofir an, sektoriell Interessen ze verteidegen, déi dann och nach héiansdo am Widdersproch sti mam Intérêt général. Dorfir kann a soll een d'Roll vun deenen engen an deenen aneren net op deeselwechte Niveau setzen.

Question 1940 (22.8.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **création d'un «Service national des Retraités»:**

Am Kader vun der Aféierung vum Eenheetsstatut soll och eng eenzeg Beruffskummer fir Aarbechter a Beamte geschafe ginn. An deem Zesummenhang solle bei de Sozialwahle vun der Beruffskummer och d'Rentner mat wiele goen, fir d'Membere vum Plenum ze bestëmmen. Dëst kënnt zu enger Verfälschung vun der Situatioun féieren, wa sech haaptsächlech Rentner géifen un de Wahle bedeelegen, wat net auszeschléissen ass, wann een déi lescht Partizipatiounsquoten analyséiert.

Dës Vermëschung schéngt mer net gesond, an duerfir plädéieren ech éischter fir eng Kummer fir d'Rentner, déi sech ëm déi spezifesch Bedürfnisser vun de Rentner kéint këmmeren, an och Avisen zu Gesetzprojete kéint aus der Siicht vun der drëtter Generatioun verfaassen. Gradesou wéi et och noutwendeg wier, genau wéi bei deene Jonken, déi e «Service national de la Jeunesse» hunn, och e «Service national des Retraités» ze kreéieren.

Kann den Här Statsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wier et net un der Zäit, well eis Populatioun ëmmer méi al gëtt, de Rentner och endlech eng eegen Institutioun ze schafen, an där se sech ëm hir spezifesch Bedürfnisser kéinte këmmeren?

2. Gedenkt d'Regierung Iwwerleeungen unzestriewen, fir eventuell eng Rentnerkummer an e «Service national des Retraités» anzeféieren?

Réponse (6.11.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

A senger parlamentarescher Ufro weist den Deputéierten dorop hin, datt d'Aféierung vum Eenheetsstatut mat sech bréngt, datt eng eenzeg Beruffskummer fir d'Aarbechter an d'Employéé geschafe wäert ginn. Bei de Sozialwahle fir dës Beruffskummer sollen och d'Rentner mat wiele goen.

Den Deputéierte mengt, datt eng eege Beruffskummer fir d'Rentner soll geschafe ginn, respektiv e «Service national des Retraités» soll op d'Bee gestallt ginn, fir déi spezifesch Interesse vun där eelerer Populatioun ze vertrieden.

Dorops wëll ech folgend Äntwerte ginn:

Schafe vun enger eegener Beruffskummer

Am Kontext vum Eenheetsstatut hunn eis déi zwou grouss Gewerkschaften aus dem Privatsecteur de Virschlag gemaach, fir nëmme méi d'Membere vun de Beruffskummere vun alle schaffende Leit wielen ze loossen an duerno dës gewielte Memberen d'Delegatioune vun de Krankekeese wielen ze loossen.

Well awer bei de Wahle fir d'Beruffskummeren déi pensionéiert Leit net mat gewielt hunn (am Géigesaz zu de Wahle fir d'Krankekeesen) hunn d'Vertrieder vun den zwou grousse Gewerkschaften aus dem Privatsecteur virgeschloen, fir de Rentner d'Wahlrecht fir d'Beruffskummeren ze ginn, ee spezielle Grupp fir si ze schafen a si dann hir Vertrieder selwer wielen ze loossen.

Dëse Virschlag huet d'Regierung ugeholl, an et ass elo un deene verschiddenen Institutiounen, déi am gesetzgeberesche Prozess implizéiert sinn, hir Meenung derzou ze soen.

Schafe vun engem Service national des Retraités

Et besteet zënter 1976 e Conseil supérieur des Personnes âgées. Dësen ass e konsultatiivt Organ vun der Regierung a beschäftegt sech mat de Problemer vun eisen eelere Matbierger.

De Conseil setzt sech, nieft engem Vertrieder vum Familljeministère, aus Vertrieder vun de folgende representativen Organisatiounen zesummen:

- d'Amicale des Personnes retraitées, âgées ou solitaires (AMIPERAS)

- d'Association Luxembourgeoise de Gérontologie/Gériatrie (ALGG)

- d'Confédération Caritas Luxembourg

- d'Confédération générale de la Fonction publique

- d'Confédération générale du Travail du Luxembourg

- d'Confédération luxembourgeoise des prestataires et ententes dans les domaines de la prévention, d'aide et de soins aux personnes dépendantes (COPAS)

- d'Confédération luxembourgeoise des Syndicats chrétiens

- d'Conférence nationale des Religieuses du Luxembourg

- d'Croix-Rouge luxembourgeoise

- d'Entente des Gestionnaires des Institutions pour Personnes Âgées (EGIPA)

- de Lëtzebuerger Rentner- an Invalideverband (LRIV)

- de Service RBS.

Dernieft goufe siwe Persoune wéinst hirem spezifesche Wëssen an de Beräicher vun der Geriatrie an der Gerontologie als cooptéiert Membere genannt.

Am Familljeministère gëtt sech an der Divisioun II ënner anerem och ëm d'Uleies vun den eelere Leit gekëmmert an ähnlech Initiativen ënnerstëtzt wéi déi, déi e Service national de la Jeunesse Jonken ubidd. Am Kader vun der Kompetenzpolitik vum Ministère sinn et all déi Moossnamen a Servicer, déi et den iwwer 50-jähregen erlabe sech weiderzebilden, an hei besonnesch och wat nei Technologien ugeet, an Neies ze léieren. Si bidden och eng Hällewull vu kulturellen, sportlechen a Fräizäitaktivitéiten un an droen zu der aktiver Bedeelegung vun de Senioren an der Gesellschaft bäi.

Zesumme mat deem Departement sinn et haaptsächlech de Service RBS an déi 16 Club-Senioren, déi dës Politik national, regional a lokal am Alldag ëmsetzen.

Dernieft ënnerstëtzt de Ministère och Organisatioune vun eelere Leit wéi d'AMIPERAS, de Lëtzebuerger Rentner- an Invalideverband, d'Heinzelmännchen an de Contact humain.

Ech verweisen och op den Internetsite luxsenior.lu - de Lëtzebuerger Internetsite, dee konkret Informatioune fir eeler Leit ubidd - oder op Projete wéi Babuschka (hei gëtt

versicht, eeler Leit ze sensibiliséieren, fir datt si bei sech doheem e Student vun der Uni Lëtzebuerg ophuelen) an de Seniorescécherheetsberoder (dëst si Senioren, déi no enger vun der Polizei duerchgeféierter Formatioun fäeg sinn, als Multiplicateuren, anere Senioren op bénévoler Basis Tippen an Erfahrunge fir déi eege Sécherheet weiderzeginn).

Dem honorablen Deputéierte seng Suerg, datt d'Interesse vun den eelere Matbierger net géife genuch vertruede ginn, ass also net berechtegt.

Question 1952 (31.8.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**adhésion de la Turquie à l'UE:**

Aus den Dageszeitunge war gewuer ze ginn, datt den Här Statsminister am Kontext mat der Presidentschaftswahl an der Tierkei, dem neien tierkesche President matgedeelt hätt, Lëtzebuerg vir voll a ganz fir e Bäitrëtt vun der Tierkei an d'EU.

Et kann een net dermat d'accord sinn, datt den Här Statsminister d'Lëtzebuerger Vollek mat esou enger formeller Ausso engagéiert zu eppes, wouriwwer et ni konsultéiert gouf.

Datt war sécherlech just dem Här Statsminister seng eege Meenung respektiv säi Wonschdenken, dat en do ausgedréckt huet.

Well ech ka mech net erënneren, datt d'Lëtzebuerger Vollek respektiv d'Parlament d'Méiglechkeet haten, fir sech zu engem Bäitrëtt vun der Tierkei an d'EU ze äusseren.

Et huet sech bei den Diskussionen iwwert de Verfassungsvertrag vun der EU éischter erausgeschielt, datt d'Lëtzebuerger net esou begeeschtert ware fir e Bätrëtt vun der Tierkei an d'EU, och wann de Bäitrëtt vun der Tierkei an d'EU näischt mam Verfassungsvertrag ze dinn hat. Et ass awer souguer e Referendum gefuerdert ginn iwwert déi Fro.

Kann den Här Statsminister mer duerfir dës Fro beäntwerten:

- Opgrond vu wat fir engen Dispositioune kann den Här Statsminister der Tierkei offiziell Zousoe vu Lëtzebuerg zu engem Bäitrëtt an d'EU maachen, ouni datt d'Lëtzebuerger Parlament respektiv d'Lëtzebuerger Vollek d'Méiglechkeet kruten, sech dozou ze äusseren?

Réponse (9.11.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Ech wëll mech fir d'éischt mol beim honorablen Här Deputéierten Aly Jaerling fir de Retard entschëllegen, deen d'Äntwert op seng Fro kritt huet.

A mengem Gléckwonschschreiwes vum 28. August 2007 un deen neigewielten tierkesche President Abdullah Gül hunn ech zum Ausdrock bruecht, datt d'Lëtzebuerger Regierung no wéi vir zu allen Elementer vun de Konklusioune steet, déi den Europäesche Rot vum Dezember 2004 am Zesummenhang mat dem Lancéiere vun de Verhandlunge mat der Tierkei geholl huet.

Zu deene Konklusioune gehéiert och d'Prezisioun, datt dës Verhandlungen ee Prozess duerstellen deem säin Ausgang net ka vu virera festgeluecht ginn.

Question 1978 (14.9.2007) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **ligne ferroviaire du Nord:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°1167 du 12 juillet 2006 *(cf. compte rendu N°16/2005-2006)*, Monsieur le Ministre des Transports m'a informé qu'au au vu de la situation financière précaire de l'État, la mise à double voie de la ligne ferrée Ettelbruck-Michelau, initialement prévue pour les années 2008 et 2009, a dû être reportée aux années 2011 et 2012.

Or, des travaux de réhabilitation sont en train d'être réalisés sur le tronçon Ettelbruck-Michelau, notamment sur le pont ferroviaire au P.K. 54,174. Selon mes informations, il est prévu de remplacer ce dernier par une nouvelle construction à voie unique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la construction d'un nouveau pont ferroviaire à voie unique au P.K. 54,174?

- Dans l'affirmative, cette nouvelle construction ne va-t-elle pas hypothéquer la mise à double voie de la ligne ferrée Ettelbruck-Michelau?

- Pourquoi n'est-il pas prévu d'y installer directement un pont a double voie?

Réponse (5.11.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire N°1978 du 24 septembre 2007 Monsieur l'honorable Député Marco Schank se renseigne quant au pont rivière situé à Michelau au point kilométrique 54,147 de la Ligne du Nord qui sera remplacé par un ouvrage d'art à voie unique.

Au début de l'année 2007 d'importants travaux ont été entamés en vue du remplacement dudit pont ferroviaire qui se trouvait dans un mauvais état et présentait des défauts (déformations de maçonnerie, affouillements de parties en contact avec le cours d'eau…) nécessitant une réparation urgente. Le projet actuellement en cours prévit la mise en place d'une nouvelle isolation d'étanchéité sur un nouveau support en béton ainsi que des travaux de confortement et de sécurisation des parties maçonnées de l'ouvrage.

La mise à double voie dudit pont n'est pas préconisée au vu de sa situation géographique particulière. Celui-ci est situé à 200 mètres du tunnel de Bourscheid qui au vu de son faible gabarit avait été mis à voie unique lors de l'électrification de la Ligne du Nord. Une mise à double voie du pont ainsi que du tunnel exigerait des moyens financiers très importants; l'augmentation de l'ouvrage libre du tunnel nécessitant pratiquement sa reconstruction, voire l'adjonction d'un deuxième tube.

Il est à relever que le fait de limiter le pont en question à une seule voie n'empêchera pas l'aménagement d'une voie d'évitement en gare de Michelau qui est prévue entre les points kilométriques 52,600 et 53,750 et n'englobe pas le point kilométrique 54,147 où se trouve l'ouvrage d'art en question.

Question 1989 (17.9.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **programme Comenius:**

Depuis 1995, le programme Comenius vise à renforcer la dimension européenne dans le domaine de l'éducation, en promouvant notamment la mobilité et la coopération entre établissements scolaires.

Les partenariats scolaires Comenius donnent l'opportunité aux élèves et aux enseignants de travailler ensemble pendant deux années sur des thèmes qu'ils définissent conjointement.

Comenius permet d'accueillir un futur enseignant de l'un des trente autres pays participant au programme: celui-ci enseigne une discipline dans une langue étudiée par les élèves mais fait également bénéficier ces élèves d'une initiation à la langue et à la culture de son pays.

En Europe, chaque année, Comenius met en synergie 11.000 écoles et permet à 100.000 enseignants et à 750.000 élèves de s'impliquer dans une démarche européenne. Environ 7.000 enseignants suivent une activité de formation continue en Europe et 1.100 futurs professeurs vivent un assistanat dans une école d'accueil.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Madame la Ministre de la Famille et de l'intégration:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles un futur enseignant participant au programme Comenius ne peut plus profiter des allocations familiales?

Réponse commune (5.11.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La participation au programme européen Comenius n'est pas un critère d'octroi des allocations familiales au Luxembourg. En l'absence d'autres données relatives aux conditions d'octroi des allocations familiales d'un étudiant poursuivant un stage dans le cadre de ce programme, il n'est pas possible de fournir une réponse précise.

Conformément à l'article 3 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales, les allocations familiales sont octroyées notamment jusqu'à 18 ans. Elle peuvent encore être maintenues jusqu'à 27 ans si le bénéficiaire s'adonne à titre principal à des études secondaires, secondaires techniques, professionnelles, supérieures ou universitaires ainsi qu'aux activités de volontariat au sens de la loi du 28 janvier 1999 sur le service volontaire et que les études ou la formation professionnelle conduisent à une qualification officiellement reconnue par les autorités luxembourgeoises, sinon par celles de l'État sur le territoire duquel les études ou la formation professionnelle sont effectuées ou que le service volontaire effectué à l'étranger corresponde aux activités définies par la loi du 28 janvier 1999.

Par ailleurs, l'article 6 du règlement grand-ducal du 20 décembre 1985 ayant pour objet de déterminer les conditions d'application de l'octroi des allocations familiales, en faveur des étudiants dépassant l'âge de 18 ans précise que «l'exercice simultané, au cours des études, d'une activité professionnelle fait toujours perdre le bénéfice aux allocations familiales si les revenus de cette activité professionnelle de l'enfant sont égaux ou supérieurs au salaire social minimum de référence ou si la durée de l'activité professionnelle excède quatre mois.

La présente disposition s'applique aux apprentis et stagiaires qui touchent des indemnités égales ou supérieures au salaire social minimum de référence…».

Le programme Comenius n'est donc a priori pas assimilable à des études supérieures mais est probablement à assimiler à un stage professionnel. En l'absence de règles précises prévues dans la législation relative aux allocations familiales quant à la définition d'un stage, le comité-directeur de la Caisse nationale des Prestations familiales a décidé d'assimiler un stage professionnel à des études uniquement au cas où ce stage est prescrit obligatoirement pour parfaire les études et obtenir un diplôme reconnu. S'il s'agit d'un enseignant étranger participant au programme européen Comenius et qui vient accomplir son stage au Luxembourg, il peut avoir droit aux allocations familiales conformément à la législation de son pays d'origine, sauf s'il était déjà affilié antérieurement au Luxembourg au titre d'une activité professionnelle et qu'il a ensuite repris ses études. Je me permets de rappeler que dans nos pays voisins, les allocations sont limitées à l'âge de 21 ans pour la France, et de 25 ans pour la Belgique et l'Allemagne.

Question 1990 (18.9.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **déclaration du Ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner, au sujet de l'Iran:**

Le Ministre des Affaires étrangères français Bernard Kouchner a suscité la surprise avec une déclaration-choc sur l'Iran, appelant à se «préparer au pire» c'est-à-dire à une possible «guerre» avec l'Iran et en réclamant des sanctions européennes contre Téhéran en dehors du cadre de l'ONU.

Cette déclaration intempestive a suscité de nombreuses irritations de la part des partenaires au sein de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA).

C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'immigration:

- Est-ce que le Gouvernement entend réagir officiellement à une déclaration du chef de diplomatie française?

- Est-ce que cette déclaration fera l'objet d'une discussion lors d'un prochain Conseil des Ministres européens?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à l'accord qui vient d'être conclu entre le Secrétariat de l'AIEA et la République islamique d'Iran?

Réponse (31.10.2007) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le Gouvernement a pris note des déclarations du Ministre des Affaires étrangères et européennes de la République française au sujet de l'Iran, ainsi que des clarifications et précisions apportées par Monsieur Bernard Kouchner à la suite des interprétations qui en furent faites dans la presse. Comme j'ai eu l'occasion de le dire à la tribune de la 51e session de la Conférence générale de l'AIEA, il me semble «politiquement inopportun d'évoquer la possibilité d'une guerre avec l'Iran et de dire que le monde devrait 'se préparer au pire'. Au contraire, il s'agit d'éviter à tout prix une intervention militaire, donc d'explorer toutes les voies de l'arsenal diplomatique avec intelligence et patience».

Lors du Conseil «Affaires générales et relations extérieures» le 15 octobre dernier à Luxembourg, les Ministres européens ont évoqué, une nouvelle fois, longuement le dossier nucléaire iranien. Ils ont réaffirmé à cette occasion leur soutien aux efforts déployés pour trouver une solution négociée et durable à la question nucléaire iranienne et leur appui sans réserve aux efforts consentis par le Haut Représentant Solana au nom de l'Union européenne et de la communauté internationale afin d'encourager l'Iran à reprendre les pourparlers sur des arrangements à long terme. Ils ont dû constater toutefois qu'à ce stade l'Iran n'a pas répondu à l'appel unanime lancé par la communauté internationale pour qu'il suspende ses activités liées à l'enrichissement, et qu'il a décliné l'offre de négociation. C'est pourquoi le Conseil est convenu que l'UE examinerait quelles nouvelles mesures elle pourrait prendre à l'appui du processus conduit par les Nations Unies et des objectifs partagés par toute la communauté internationale.

S'agissant de l'accord conclu entre le Secrétariat de l'AIEA et la République islamique d'Iran pour résoudre toutes les questions concernant les activités nucléaires que l'Iran a menées dans le passé, il s'agit là d'un pas dans la bonne direction que le Conseil des Ministres de l'UE a également salué. Comme l'indique le directeur général de l'AIEA dans son rapport, pour instaurer la confiance dans le caractère pacifique du programme nucléaire iranien, l'Agence doit pouvoir fournir l'assurance qu'il n'y a pas de matières et d'activités nucléaires non déclarées, par la mise en œuvre du protocole additionnel et des mesures de transparence requises. Le Conseil a engagé l'Iran à fournir à l'AIEA toutes les informations requises et à faire preuve de coopération. Il reste que l'Iran n'a toujours pas pris les dispositions nécessaires pour se mettre en conformité avec les trois résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies: d'où, la demande des Ministres européens aux instances compétentes du Conseil de formuler un avis quant à d'éventuelles nouvelles mesures à prendre.

Question 1991 (19.9.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **nuisances sonores causées par le passage des trains:**

D'Nuetsrou an e gesonde Schlof si fir d'Mënschen, besonnesch déi, déi musse schaffe goen, eminent wichteg fir de Biorhythmus; duerfir sinn zum Beispill um Flughafen d'Nuetsflig verbueden.

Leider ass et awer esou, datt d'Nuetsrou bei der Eisebunn net esou wichteg erschéngt, well iwwert d'Nuecht duerch de Giddertransport zirkuléiert. Dat zum Beispill um Trajet zu Esch op der Bunn laanscht de Kennedy-Boulevard, de Prënzeréng a laanscht d'Ootherstrooss, wou et nuets ëmmer méi onméiglech gëtt, duerchzeschlofen.

Et gëtt sech ëmmer opgereegt iwwert de Kaméidi, deen duerch Diskothéiken an der Ootherstrooss zu Esch nuets entsteet, de Kaméidi, deen duerch d'Giddertransporter entsteet, ass zéngmol méi schlëmm.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Ass dem Här Minister bekannt, datt iwwert d'Bunn zu Esch nuets Giddertransport duerchgeet an duerfir d'Leit do net kënne schlofen?

2) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt zumindest nuets keng Giddertransporter méi gefuer ginn?

3) Wier et net ze iwwerleeën, fir laanscht déi Eisebunnsstrecken, déi duerch Wunngebidder ginn, Antikaméidipanneauen ze installéieren?

Réponse (5.11.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Mat senger parlamentarescher Ufro mécht den Här Deputéierten Aly Jaerling op de Kaméidi opmierksam, deen nuets duerch Gidderzich zu Esch/Uelzecht verursaacht gëtt.

En Deel vun de Gidderzich mussen nuets fueren, well am Dag op dëser Streck vill Persouneverkéier gefuer gëtt an domat net genuch Capacitéit op der Streck ass, fir all d'Gidderzich iwwer Dag fueren ze loossen.

Nuets fuere virun allem international Gidderzich vun der Relatioun Antwerpen-Basel, déi Lëtzebuerg als Transitland benotzen.

D'Zich iwwer aner Strecke fueren ze loossen, verursaacht nëmmen eng Verlagerung vum Problem. Deelweis misst een dann op zwou Lokomotiven pro Zuch zréckgräifen, wat dann nach méi Kaméidi verursaache géif. D'Verleeë vun dësen Transporter op d'Strooss géif heeschen, datt 760 Camionen pro Dag méi op eise Stroossen ënnerwee wieren, wat zu ontolérabele Mëssstänn op eise Stroosse géif féieren. Dobäi ass ze bemierken, datt en Deel vun de Wueren, déi mam Zuch gefouert ginn, schwiereg iwwert d'Strooss ze transportéiere wieren.

Verschidde Mesurë goufen awer elo rezent geholl, fir de Kaméidi op dëser Plaz ze reduzéieren.

Sou goufen déi eeler Lokomotive vun de Serien 800 an 900 duerch nei modern Lokomotive vum Typ G1206 ersat, déi manner Kaméidi maachen an déi manner Nuissancë généréieren.

D'Schinne goufen all an Tëschenzäit uneneegeschweesst, wat de Kaméidi däitlech reduzéiert.

D'CFL Cargo huet des Weidere 540 nei Wagone bestallt, déi mat extrae Bremssuelen ausgerüst sinn, fir datt se manner Kaméidi maache sollen.

Question 2002 (24.9.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **nombre de policiers affectés au centre d'intervention principal à Grevenmacher:**

Récemment une quarantaine de nouveaux policiers ont été assermentés en présence de Monsieur le Ministre de la Justice dans la cour de l'abbaye Neumünster. Selon la presse quotidienne, plusieurs des nouveaux policiers seraient destinés à renforcer le personnel du centre d'intervention principal d'Est à Grevenmacher.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer si parmi ces nouvelles recrues il y en a qui sont destinées à renforcer le centre d'intervention principal d'Est?

- Dans l'affirmative, quel est le nombre exact de policiers destinés à renforcer le personnel du centre d'intervention en question?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre exact de policiers affectés actuellement au sein du centre d'intervention principal à Grevenmacher? Comment a évolué ce chiffre depuis 2002?

- Monsieur le Ministre peut-il m'également informer sur l'évolution du personnel au sein des commissariats de proximité dans l'Est de notre pays depuis 2002?

Réponse (9.11.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Afin d'assurer la sécurité des citoyens, les effectifs des différents services de police de la circonscription régionale de Grevenmacher ont été constamment renforcés depuis la création du corps de la Police grand-ducale il y a sept ans. Ainsi, 33 fonctionnaires de police supplémentaires y ont été affectés depuis l'an 2000, ce qui correspond au renforcement régional le plus important du pays. Parmi ces 33 fonctionnaires, 17 policiers ont été affectés aux centres d'intervention et aux commissariats de proximité, 14 policiers aux services régionaux, notamment au service de recherche et d'enquête criminelle, et deux à la direction régionale. Depuis l'an 2002, 26 fonctionnaires sont affectés au centre d'intervention régional de Grevenmacher.

Comme déjà annoncé, j'ai demandé à la direction générale de la police de doter au cours des trois prochaines années tous les centres d'intervention et de proximité de personnel supplémentaire. Ce renforcement se fera naturellement par étapes, en tenant compte des renforcements des dernières années, de l'évolution de la délinquance et de la population résidente.

Question 2003 (25.9.2007) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **rotondes de Bonnevoie:**

Actuellement, les deux rotondes de Bonnevoie accueillent dans le cadre de l'année culturelle européenne 2007 aussi bien des créations internationales pointues que des projets innovateurs réalisés par les acteurs locaux, ainsi qu'un programme ambitieux dédié au jeune public. Tandis que la rotonde inférieure a été rénovée entièrement, la rotonde supérieure n'a été rénovée, faute de temps, que provisoirement.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche les questions suivantes:

- Dans quel état se trouve actuellement la rotonde supérieure? Pour quand sont prévus les travaux finaux de rénovation? S'agira-t-il d'une rénovation de fond en comble ou de travaux ponctuels et complémentaires? Quel sera le coût financier de ces travaux?

- Est-ce que le site, et plus particulièrement la rotonde inférieure, pourra continuer à accueillir des manifestations pendant les travaux de rénovation de la rotonde supérieure?

Avec le déclenchement de la phase finale de l'année culturelle 2007 se pose la question de l'affectation future des deux rotondes.

- Existe-t-il déjà un concept d'exploitation global pour les deux rotondes pour l'après 2007?

- Sinon, est-il prévu d'organiser un concours d'idées, afin d'aboutir à un tel concept? Est-ce que Madame la Secrétaire d'État compte convoquer un groupe de travail Gouvernement et Ville de Luxembourg qui se prononcera sur le futur des rotondes?

Réponse (25.10.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Monsieur le Député Marc Angel rappelle dans sa question parlementaire que les deux rotondes de Bonnevoie accueillent pendant l'année culturelle des créations internationales, des projets innovateurs réalisés par les acteurs locaux ainsi qu'un programme ambitieux dédié au jeune public.

À ses questions concernant l'état des rotondes et l'échéancier autour de leur assainissement et de l'affectation future de ces lieux, je voudrais tout d'abord rappeler que l'année 2007 de la Capitale européenne de la culture est toujours en plein cours et que les Rotondes sont encore utilisées dans le cadre de la programmation de cette année culturelle. En toute logique, ce n'est qu'après la désaffectation des deux Rotondes au service de l'année de la Capitale européenne de la culture que les réponses à certaines questions trouveront une réalisation concrète.

Propriété de l'État sous la responsabilité du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et restaurés sous l'égide du Service des Sites et Monuments nationaux au moyen des fonds financiers du Fonds pour les monuments historiques, les deux Rotondes sont destinées à être sauvegardées et à servir des fins culturelles voire le cas échéant socioculturelles.

Ayant fait figure d'épicentre de l'année culturelle, l'espace des deux Rotondes avec le bâtiment administratif est actuellement utilisé par la Coordination générale de «Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture, 2007» pour les affectations suivantes:

Rotonde 1: expositions d'art contemporain, cérémonie d'ouverture du 9 décembre 2006. Restaurant «La Serre Bleue».

Rotonde 2: programme jeune public multidisciplinaire avec une programmation de la Coordination (Traffo, ABC, …) et avec des hôtes socioculturels.

Dans l'ancien hangar a été installé le bistrot «Exit07».

Le bâtiment administratif accueille actuellement les bureaux de la coordination générale avec salle de réunion.

La Place de la Rotonde ayant jadis servi de parking, elle est, courant 2007, devenue une place fermée entourée de conteneurs (cuisine, bureaux presse et technique, loges d'artistes, toilettes) ainsi que des deux terrasses de la Serre Bleue respectivement de l'Exit07.

D'ici le 9 décembre 2007, l'état des lieux sera le suivant:

- la période d'autorisation temporaire des lieux en concordance avec la législation commodo-incommodo (accordée pour deux fois six mois) sera révolue.

- La Rotonde 1 sera en principe rapidement réutilisable, sous réserve d'aménagements au niveau du plancher installé provisoirement, d'un système de chauffage/climatisation, de l'isolation acoustique. À ces fins, la structure restaurant et accueil, réutilisable, devra être démantelée.

Ces travaux s'étendront sur une période de six mois environ.

- La Rotonde 2 devra être complètement fermée pour des travaux d'assainissement et de réhabilitation comprenant les aspects suivants:

- assainissement du sol (enlèvement de la chape provisoire et du sous-sol sur une profondeur de plus d'un mètre, fermeture)
- réparation en profondeur de la toiture et du vitrage
- mesures d'isolation
- installations techniques
- installations de chauffage et de climatisation pérennes.

À cela s'ajoute l'assainissement d'une partie de la place des Rotondes. Il s'agit surtout des travaux d'assainissement définitifs des surfaces les plus polluées, de mise en conformité des circuits d'eau, de canalisation et d'électricité ainsi que d'adaptation de toutes les mesures de sécurité nécessaires.

Dans le meilleur scénario (début des études de suite, procédures d'autorisation courtes, peu de mauvaises surprises), les délais à prévoir se situeraient début 2009 pour l'achèvement des travaux d'assainissement et début 2010 pour une réouverture du site au public.

Rien que pour l'assainissement, les coûts sont actuellement estimés par un bureau spécialisé à 1 million d'euros. Les coûts pour une rénovation respectant la texture originale de la Rotonde 2 ne diffèrent pas considérablement de ceux de la Rotonde 1, même avec une restauration quelque peu différente du premier bâtiment.

La question de savoir si la Rotonde 1 pourra être utilisée pendant les travaux d'assainissement et de réhabilitation des autres parties du site n'est pas encore tout à fait claire, mais compte tenu de la dispersion des foyers de pollution, il serait assurément préférable et plus facile au niveau du déroulement des travaux de laisser la Rotonde 1 fermée jusqu'à l'achèvement complet des travaux d'assainissement.

Pour ce qui est de l'affectation future des Rotondes, les responsables ont vu dans l'année 2007 une phase test pour l'exploitation du site. Au vu des expériences de 2007, la Coordination générale de «Luxembourg 2007» propose, dans un dossier soumis aux responsables du Gouvernement et de la Ville de Luxembourg, les affectations suivantes:

«- Le site devrait être utilisé dans son intégralité comme une sorte de centre culturel (de création et de rencontre) avec un positionnement très précis par rapport aux lieux existants dans la Ville de Luxembourg et dans le pays.

- La philosophie du centre devra se distinguer de celle du Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster, ceci pour éviter des doubles emplois. La différenciation devrait surtout se faire au niveau des publics cibles (grand public avec mission de centre de conférences pour Neumünster, jeune public et public urbain d'amateurs de la culture pour les Rotondes). Le lieu des Rotondes répondrait donc à une nouvelle image plus jeune et plus cosmopolite pour le Luxembourg et surtout de sa capitale.

- L'image de marque du site serait donc la Création et l'Innovation. À côté du programme jeune public de la Rotonde 2, la Rotonde 1 attirerait plutôt un public de jeunes urbains, de frontaliers et de touristes culturels (débarquant du TGV), de professionnels du futur site réaménagé de la Gare, et bien sûr d'un grand public qui se sent encore jeune d'esprit et d'âme.

- La pérennisation de la Serre bleue, de l'Exit07 et de la place des Rotondes comme lieux publics devra permettre d'éviter la perception d'un lieu cloisonné au milieu de quartiers populaires.»

Je partage les vues et conclusions ainsi exposées au vu des expériences que l'on peut tirer du déroulement de l'année culturelle. Ainsi, les propositions ci-dessus sont actuellement étudiées avec les responsables de la Ville de Luxembourg, des réunions ayant lieu dans les prochains jours. D'ici la clôture de l'année de la Capitale européenne de la Culture 2007, une orientation plus précise devrait se dégager alors qu'il est établi que les Rotondes devront être temporairement fermées pour des travaux de restauration et de mise à niveau.

Question 2007 (26.9.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **communications ferroviaires sur la ligne Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg:**

Le 19 septembre 2007, lors d'une audition au Sénat français devant la délégation pour l'Union européenne, Monsieur Jean-Pierre Jouyet, Secrétaire d'État chargé des affaires européennes, a pris position en matière de siège du Parlement européen pour affirmer que la France tient évidemment à Strasbourg comme ville européenne. Il a ajouté: «Pour Strasbourg, il faut d'abord obtenir de la Société Nationale des Chemins de Fer Français (SNCF) un bon contournement de Paris pour disposer de relations avec Bruxelles par les trains à grande vitesse.»

Ce que d'aucuns ont prévu de longue date, à savoir le court-circuitage de Luxembourg et de la ligne Strasbourg-Luxembourg-Bruxelles par le TGV entre Strasbourg, Paris et Bruxelles semble donc être devenu un élément important de la politique du siège du Gouvernement français.

Or, Luxembourg a un intérêt capital d'avoir une liaison rapide et confortable avec Strasbourg d'une part, avec Bruxelles, d'autre part, et entre les trois capitales, pour assurer à long terme le siège européen.

Il ne faut certes pas ignorer les efforts entrepris ces dernières années pour améliorer le service ferroviaire entre Luxembourg et Bruxelles. Mais il est un fait que la tendance générale est à démanteler les lignes internationales qui ne sont pas à grande vitesse, ce dont la communication ferroviaire entre Bruxelles et Strasbourg a pâti ces dernières années.

- Étant donné cette évolution, Monsieur le Ministre peut-il me dire comment le Gouvernement entend se positionner à moyen terme en matière de communications ferroviaires internationales et particulièrement sur la ligne Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg.

Réponse (5.11.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°2007 du 26 septembre 2007 Monsieur l'honorable Député Ben Fayot se pose des questions au sujet de la desserte du Luxembourg en sachant que le Secrétaire d'État français chargé des affaires européennes a déclaré qu'il amènera la SNCF à réaliser un bon contournement de Paris pour disposer de bonnes relations ferroviaires à grande vitesse entre Strasbourg et Bruxelles.

La SNCF envisage effectivement la prolongation des trois TGV quotidiens circulant actuellement entre Strasbourg et Lille jusqu'à Bruxelles pour le deuxième semestre de l'année 2008.

En effet, la relation Strasbourg-Luxembourg-Bruxelles utilisant des lignes classiques n'étant pas rentable ni pour la SNCF, ni pour la SNCB, ceux-ci essaient d'intégrer les trains circulant sur cette ligne dans les services publiques afin qu'ils soient financés respectivement par les régions concernées et l'État.

Le projet EuroCap-Rail reste quand même d'actualité afin d'augmenter l'attractivité du transport ferroviaire entre les trois capitales européennes.

L'intérêt du côté luxembourgeois consiste avant tout dans l'amélioration de la ligne vers Bruxelles, dont l'exploitation actuelle présente de nombreux inconvénients en vue d'une offre de qualité performante. Cette réalisation se fera, dans la mesure du possible sous forme d'une prolongation de la branche Strasbourg-Luxembourg du TGV est-européen vers Bruxelles. Ce projet s'inscrit comme simple prolongation du TGV est-européen, qui à son tour a déjà été retenu comme projet N°2 sur la liste des projets prioritaires adoptée par le Sommet d'Essen en décembre 1994.

Le Luxembourg se félicite de la volonté commune prioritaire et concrète de réaliser le projet EuroCap-Rail en procédant à des travaux de modernisation importants de l'infrastructure existante tout en réduisant les temps de parcours.

Les premiers travaux ont été entamés en Belgique en décembre 2006.

Afin de préserver la qualité des circulations pendant toute la durée des chantiers, ceux-ci devront être harmonieusement répartis sur l'ensemble de la ligne et soigneusement coordonnés avec les travaux RER qui seront réalisés pendant la même période entre Ottignies et Bruxelles. L'ensemble de la planification des travaux telle qu'elle se

présente actuellement s'étirera de 2006 à 2014 et comportera notamment la réélectrification de la ligne, des améliorations à Gembloux, Ciney et Jemelle, la rectification de dix courbes et l'adaptation du bloc automatique pour obtenir le relèvement de vitesse à 160 km/h.

L'ensemble des travaux marquants à réaliser se présente comme suit:

- réélectrification de la ligne: 2007 - 2013
- amélioration à Gembloux: 2007 - 2010
- amélioration à Ciney: 2007 - 2011
- amélioration à Jemelle: 2012 - 2014
- rectification de dix courbes: 2008 - 2014
- adaptation du block automatique pour obtenir le relèvement de vitesse à 160 km/h 2006 - 2014

Les travaux de modernisation à réaliser sur le territoire luxembourgeois concernent le renouvellement des infrastructures de la ligne de Luxembourg à la frontière belge, le redressement des courbes en vue du relèvement de la vitesse sur la même ligne et la construction d'une gare nouvelle à Cessange.

Du côté luxembourgeois, une étude de marché est en train d'être réalisée afin d'évaluer le potentiel de la clientèle (luxembourgeoise ou résidente au Luxembourg) sur l'axe Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg-Suisse. Les résultats de cette étude devraient être disponibles au début de l'année prochaine.

Le protocole d'accord relatif au raccordement du Grand-Duché de Luxembourg au TGV est-européen signé entre la République française et le Grand-Duché de Luxembourg le 28 janvier 2002 à Rémilly prévoit qu'après la réalisation de la deuxième phase de la ligne à grande vitesse est-européenne quatre TGV quotidiens circuleront entre Luxembourg et Strasbourg. Pour éviter que la clientèle luxembourgeoise soit privée de toute connexion avec la Suisse, des pourparlers sont en cours pour prolonger ces TGV au moins jusqu'à Bâle.

Question 2008 (26.9.2007) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **protection des personnes bénéficiant de l'aide humanitaire luxembourgeoise contre des abus des laboratoires pharmaceutiques:**

Un grand laboratoire pharmaceutique américain a annoncé en date du samedi 22 septembre avoir mis fin aux essais d'un vaccin contre le sida après qu'une étude a montré qu'il n'était pas efficace. L'Institut national américain des Allergies et des Maladies infectieuses (NIAID), qui cofinançait ce vaste essai clinique, avait déjà annoncé vendredi 21 septembre la décision d'un comité indépendant d'y mettre fin. Depuis le mois de février, le prototype était testé sur 700 personnes non contaminées dans cinq hôpitaux sud-africains, ce qui en faisait le premier essai de cette ampleur jamais mené en Afrique.

Il s'avère que certains géants pharmaceutiques profitent des populations pauvres des pays en voie de développement en les traitant sans les informer avec des nouveaux médicaments encore jamais testés sur l'homme.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Le Gouvernement estime-t-il que des laboratoires pharmaceutiques pourraient abuser des programmes de l'aide humanitaire afin de tester de nouveaux médicaments?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement, peut-il me renseigner si des personnes profitant de l'aide humanitaire luxembourgeoise ont été victimes d'essais pharmaceutiques illégaux?

- Dans le cadre des programmes de coopération, existent-ils des mécanismes de contrôle afin de protéger contre des abus des laboratoires pharmaceutiques les personnes bénéficiant de l'aide humanitaire luxembourgeoise?

Réponse (9.11.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

1. L'honorable Députée fait référence à d'éventuels abus dans le cadre de l'exécution de programmes humanitaires. À cet égard, il convient d'observer que l'accompagnement étatique des programmes humanitaires a précisément pour objectif d'encadrer l'exécution de ces programmes et de contribuer à éviter des abus.

2. Le Gouvernement n'a aucune connaissance d'illégalités du type de celles mises en avant par l'honorable Députée et qui seraient liées à l'exécution de programmes humanitaires dits «luxembourgeois».

3. La réponse à cette question est affirmative. On peut notamment citer dans ce contexte les procédures suivantes: identification et formulation des projets, suivi de leur exécution, obligation de faire rapport, évaluation et contrôle, procédure d'agrément des ONG, etc. Pour le surplus, il est renvoyé à la réponse à la première question.

Question 2012 (27.9.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **dépêche d'un expert français auprès du service de neurochirurgie au Centre hospitalier:**

Suite aux plaintes relatives au service de neurochirurgie émis par la «Patientevertriedung», le Ministre de la Santé a dépêché un expert français auprès du service concerné afin d'analyser la situation et de procéder à un audit.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Pourquoi le choix s'est-il porté précisément sur cet expert?

- Est-ce que des critères ont été établis avant la désignation de l'expert en question?

- Dans l'affirmative, quels sont ces critères?

- Monsieur le Ministre juge-t-il que les conclusions d'un seul expert sont susceptibles d'être suffisamment objectives?

- N'aurait-il pas fallu demander l'avis d'au moins un expert supplémentaire?

Réponse (22.10.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'après l'honorable Parlementaire j'aurais confié à un expert étranger une mission d'évaluation du service de neurochirurgie du CHL «suite aux plaintes relatives au service de neurochirurgie émises par la 'Patientevertriedung'».

En fait je n'ai pas attendu l'intervention de la «Patientevertriedung» pour prendre la prédite initiative. C'est par une lettre remontant au 10 mai 2007 que j'ai invité le directeur général du CHL à me renseigner sur les plaintes dont le prédit service a pu faire l'objet. Sur le vu de la réponse qui m'est parvenue le 31 mai, j'ai dépêché sur place un médecin de la Direction de la Santé pour faire une enquête sommaire, à la suite de laquelle j'ai finalement décidé de faire procéder à une évaluation externe du service. C'est en date du 20 juillet que le professeur George a été chargé de cette mission.

Ce n'est que par lettre du 6 août, donc nettement postérieure à la désignation de l'expert étranger, que la «Patientevertriedung» est intervenue auprès du soussigné dans ce dossier. La conférence de presse de la «Patientevertriedung», qui a porté ce dossier sur la place publique, est encore postérieure de quelques jours à la prédite lettre.

Pour ce qui est maintenant du choix de l'expert étranger, je me suis adressé en premier lieu au professeur Jacques Brotchi de Bruxelles, président de la «World Federation of Neurosurgical Societies». Estimant ne pas pouvoir accepter lui-même la mission d'évaluation, le professeur Brotchi m'a cependant fourni une liste comprenant les noms de trois experts de réputation internationale, susceptibles de procéder à l'évaluation.

Mon choix s'est porté sur le premier nom figurant sur cette liste, à savoir le professeur Bernard George, chef du service de neurochirurgie à l'Hôpital Lariboisière à Paris.

La compétence du professeur George est à l'abri de toute discussion. Le professeur George s'est par ailleurs montré disposé à accepter la mission et disponible pour l'effectuer. Finalement, et c'était le troisième critère à la base de mon choix, le professeur George, en tant que francophone, n'avait pas de barrière linguistique à franchir pour l'examen des dossiers médicaux, la lecture de documents tels que règlement interne du CHL, notes de services etc., ou encore des lettres et autres pièces lui adressées par la «Patientevertriedung» et l'ancien chef du service de neurochirurgie du CHL.

Question 2013 (27.9.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **versement tardif des rémunérations aux étudiants:**

Laut der Aarbechtsgesetzgebung ass all Patron verflicht zum Enn vum jeeweilege Mount senge Salariéen hir Pai auszebezuelen. Studenten, déi fir de Stat (d'Allgemengheet) a speziell am Tourismusberäich schaffen, mussen allerdéngs, wéi mir zougedroe gouf, iwwer ee Mount op hir Entschiedegung waarden. Dëst féiert leider derzou, datt vill Studenten an Zukunft net méi gewëllt si während hirer Vakanz an dësem Beräich ze schaffen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wat ass de Grond fir d'Verzögerung bäim Ausbezuele vun den Entschiedegungen?

2) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir hei eng Verbesserung anzeféieren an domadder dem Gesetz gerecht ze ginn?

Réponse (19.10.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

1) D'Prozedur beim Ausbezuele vun de Paie fir d'Studenten ass déi folgend: Wann d'Studenten opgehalen hu mat schaffen, sammelt de Ministère d'Donnéeën, déi him vun de verschiddene regionalen «Coordinateurs d'animation touristique» geliwwert ginn. Op Grond vun deenen Donnéeë ginn d'Paiziedelen ausgefëllt an esou séier wéi méiglech un d'Personalverwaltung vum Stat geschéckt, déi da fir d'Liquidatioun zoustänneg ass.

2) Wéi aus der Beschreiwung vun der Prozedur ervirgeet, huet de Ministère «en amont» an «en aval» ganz wéineg Afloss op déi verschidden Etappen an op d'Rapiditéit vum Ausbezuelen. D'Dauer vun der Bëaarbechtung vun den Dossieren am Ministère ass op den absolute Minimum beschränkt.

Dem Ministère ass och net bekannt, dass d'Ausbezuele vun de Paien am Tourismus méi laang soll sinn, wéi dat an aneren Departementer de Fall ass.

Question 2014 (27.9.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **retard des trains:**

D'Zil vun der Regierung ass et jo, fir nach méi Leit ze beweegen op den öffentlechen Transport zréckzegräifen, an den Zuch spillt an dësem System eng wichteg Roll. Pünktlechkeet respektiv Verlässlechkeet si fir d'Leit am hautege Beruffsliewen e ganz wichtege Faktor a laut Joresbericht vum Transportministère vum Joer 2006 erreecht den Zuchverkéier eng Pünktlechkeetsquot vun 92,9%.

Vill Leit beschwéiere sech awer, datt et duerchschnëttlech bal all Dag virkënnt, datt eenzel Zuchlinne Verspéidung hunn. Dës Onpünktlechkeet ass dann och de Grond dofir, datt vereenzelt Leit net méi mam Zuch, mä mat dem Auto op d'Aarbecht fueren, och well si do méi flexibel sinn.

D'Aarbechten an der Stater Gare si mat Sécherheet e Grond fir d'Verspéidungen, mä et kann een net alles domadder begrënnen. Och technesch Feeler oder Problemer komme mat Sécherheet net all Dag vir.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Ginn et genee Statistiken, wéi vill a wat fir eng Zuchlinne Verspéidungen hunn?

2) Wat sinn déi meeschte Grënn, firwat eenzel Zuchlinnen onpünktlech sinn a wéi ass hei déi prozentual Opdeelung?

3) Wat fir Virschléi hat déi Kommissioun gemaach, déi sech am Joer 2006 mat der Verbesserung vun der Pünktlechkeet beschäftegt huet?

4) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuele fir hei eng Verbesserung anzeféieren?

Réponse (5.11.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

A senger parlmentarëscher Ufro N°2014 vum 27.September 2007 beschwéiert sech den Här Députéierten Jemp Koepp iwwert d'Verspéidungen am Eisebunnsverkéier a wëll wëssen wat ënnerholl gëtt, fir dës Verspéidungen an Zukunft ze vermeiden.

Zënter 1996 gi Statistiken opgestallt wat d'Verspéidunge vun den Zich hei am Land ugeet. Zënter 2001 ginn d'Zich a verschidde Kategorien agedeelt:

- nationale Verkéier;
- grenziwwerschreitende Verkéier an
- internationale Verkéier.

D'Statistiken ënnerscheeden och nach ënner Verspéidungen ënner dräi, fënnef respektiv zéng Minutten. Et gëtt dobäi keng Differenz gemaach, ob en Zuch an de Spëtzenzäiten oder zu aneren Zäite Verspéidung kritt.

Wéi dat praktesch an all europäeschem Land de Fall ass, gëtt en Zuch als pünktlech considéréiert, wann en net méi wéi fënnef Minutte Verspéidung huet. Wann een elo dës Statistik op déi verschidde Linnen opdeelt, gesäit - a Prozenter ausgedréckt - d'Situatioun folgendermoossen aus:

Linn	2005	2006
Linn 1: Lëtzebuerg-Ëlwen	96,4 %	93,7 %
Linn 3: Lëtzebuerg-Waasserbëlleg	94,7 %	93,5 %
Linn 5: Lëtzebuerg-Klengbetten	97,3 %	95,0 %
Linn 6: Lëtzebuerg-Esch/Uelzecht-Athus	94,3 %	91,5 %
Linn 7: Lëtzebuerg-Rodange	96,2 %	93,1 %

Et gi verschidden Ursaachen, déi zu Verspéidunge vun den Zich féieren. Ausser e puer punktuell Saachen, sinn d'Ursaache gewéinlech folgend:

- limitéiert Infrastruktur (eegleiseg Strecken);
- Fiabilitéit vum Matérial;
- héich Taktfolleg vun den Zich während de Spëtzenzäiten;
- Roulemente mat kuerzen Openthalter;
- Interferenz tëschent internationalen, grenziwwerschreitenden an den nationalen Zich.

Et kënnt nach derbäi, datt de Moment zwee gréisser Schantejer an der Gare Lëtzebuerg amgaange sinn an trotzdeem den Zuchverkéier net ageschränkt gëtt. Zu Verspéidunge kënnt et dann, wann net genuch Gleiser an der Gare zur Verfügung sti fir dëse ganzen Trafik pünktlech ofzewéckelen.

Verschidden Tëschefäll kënnen zu Verspéidunge féieren. Hei gëtt et keng Statistik pro Linn. Hei ass elo d'Lëscht vun deene verschiddenen Tëschefäll, déi virkomme kënnen:

- Problemer mam Matérial vun den CFL;
- Problemer mam Matérial vun der DB;
- Problemer mam Material vun der SNCB;
- Problemer mam Matérial vun der SNCF;
- Dérangement vun de Sécherheetsinstallatiounen;
- Dérangement vun enger Barrière;
- Problemer a Verbindung mat de Gleiser;
- Problemer a Verbindung mat de Caténairen;
- Iwwerschreitung vun der Dauer vun engem Schantjen;
- Problemer bei der Exploitatioun;
- verspéit Bereetstellen vun engem Zuch wéinst Mangtum u Personal;
- Waarden op de Billjeeskontroller;
- aner Ursaachen, déi net vun den CFL verursaacht goufen;
- Problemer bei der Exploitatioun um CFL-Réseau;
- Problemer bei der Exploitatioun um SNCB-Réseau;
- Problemer bei der Exploitatioun um SNCF-Réseau;
- Problemer bei der Exploitatioun um DB-Réseau.

Zënter 1998 gëtt et den Aarbechtsgrupp «Ponctualité du trafic national», deen déi verschidden Ursaachen, déi zu Verspéidunge vun Zich gefouert hunn, analyséiert an dann un déi verschidden Servicer Propositioune mécht fir an Zukunft sou Verspéidungen ze vermeiden.

Question 2016 (28.9.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **prise en charge des frais médicaux et hospitaliers des étrangers en situation irrégulière:**

L'immigration clandestine est un problème auquel tous les pays de l'Union européenne sont confrontés et qui comporte plusieurs volets dont celui de la prise en charge des frais médicaux et hospitaliers des personnes concernées.

Selon une étude récente de l'organisation «Médecins du Monde»

(MDM), seulement un quart des sans-papiers dans l'Union européenne bénéficient aujourd'hui d'une couverture médicale. Pour cette raison, MDM a demandé aux États membres de l'UE de garantir à toutes les personnes résidant en Europe, quel que soit leur statut, un accès égal aux soins, et gratuit pour les plus vulnérables. Afin d'inciter les États membres de l'Union européenne à changer leur législation et pratiques en la matière, MDM cite le cas de l'Espagne où la loi traite de la même manière tous les résidents, sans que cela ait ruiné la sécurité sociale.

Sauf erreur de ma part, les personnes en situation irrégulière au Luxembourg ne disposent d'aucune couverture médicale.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la proposition de l'organisation MDM de garantir à toutes les personnes en situation irrégulière une couverture médicale gratuite?

- Peut-on envisager de mettre en place un système similaire à celui qui existe en Espagne?

Réponse (22.10.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans le cadre de l'élaboration de l'avant-projet de loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration, le Gouvernement a estimé que la gratuité médicale pour les «sans-papiers» ne pourrait être admise. Toutefois, les conditions d'accès à une assurance facultative seraient allégées au profit des personnes en situation irrégulière.

Le Gouvernement est arrivé à la conclusion qu'il y a lieu d'autoriser la prise en charge par l'assurance maladie des personnes se trouvant sur le territoire national depuis un certain temps, tout en définissant les modalités pour assurer la communication des données par les organismes de sécurité sociale au service de la police des étrangers.

Pour approcher les personnes en situation irrégulière, il existe à mon avis deux options. La première consiste à appliquer les règles de manière stricte, ce qui conduit à refuser à ces personnes le droit à des soins en cas d'impossibilité de produire un certificat de résidence. La seconde option consiste à permettre à l'assurance maladie d'accepter les personnes qui peuvent prouver, par quelque moyen que ce soit, qu'elles résident depuis plusieurs mois au Grand-Duché de Luxembourg. La prise en charge des soins prodigués à ces personnes pourrait être assurée, sous condition qu'elles acceptent de payer une cotisation.

L'affiliation des personnes en situation irrégulière à la sécurité sociale luxembourgeoise est possible moyennant l'assurance volontaire. Aux termes de l'article 2, alinéa 2 du Code des assurances sociales, les personnes résidant au Grand-Duché de Luxembourg qui ne peuvent bénéficier autrement d'une protection en matière d'assurance maladie ont la faculté de s'assurer volontairement. Le droit aux prestations n'est ouvert qu'après un stage d'assurance de trois mois à partir de la présentation de la demande au Centre commun de la Sécurité sociale.

Le Centre commun de la Sécurité sociale applique actuellement cette disposition en admettant à l'assurance facultative tout demandeur séjournant au Luxembourg, sous réserve de la production d'un certificat de résidence dans le délai de trois mois. À défaut de transmission de ce certificat dans le délai prescrit, un rappel recommandé est adressé au demandeur et l'assurance facultative est annulée rétroactivement, s'il n'y donne pas suite.

Or, il est évident que les ressortissants d'États tiers en situation irrégulière (ne disposant pas d'une autorisation de séjour ni d'un permis de travail) sont dans l'impossibilité de produire le certificat demandé, étant donné que les bureaux de la population des administrations communales refusent leur inscription.

Le changement de cette pratique administrative dans le sens préconisé par le Gouvernement, qui propose d'admettre à l'assurance maladie des personnes se trouvant sur le territoire national depuis un certain temps, est envisageable. En effet, la résidence semble être une notion de fait qui ne peut pas être assimilée à celle de domicile que le Code civil définit comme étant le lieu où l'intéressé a son principal établissement (art. 102). Le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement (art. 103). La preuve de l'intention résulte d'une déclaration expresse faite tant à la municipalité que l'on quitte qu'à celle où on a transféré son domicile (art. 104). Dans la conception du règlement CE 1408/71 dont l'article 1er définit la résidence comme séjour habituel, la résidence reflète aussi la situation de fait abstraction faite de l'accomplissement de toute formalité.

Rappelons encore dans ce contexte que le Ministère de la Santé dispose de crédits budgétaires pour faire face à des situations d'urgence où des soins sont ou ont été accordés à des personnes qui ne bénéficient pas d'une couverture en matière de sécurité sociale.

Question 2018 (28.9.2007) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**introduction de cours du Coran dans les programmes de l'école publique:**

Dans son émission d'informations «De Mëttesjournal» du 28 septembre 2007, RTL Radio a repris des propos de Madame Hennicot-Schoepges concernant l'introduction de l'enseignement du Coran dans l'école luxembourgeoise, publiés dans la dernière édition de l'hebdomadaire «Le Jeudi»: «Et l'exemple de la Basse-Saxe ne devrait-il pas inciter les autorités qui s'apprêtent à conventionner l'islam, à introduire obligatoirement l'enseignement du Coran à l'école publique?»

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Cultes:

- Les membres du Gouvernement partagent-ils les propos de Madame Hennicot-Schoepges?

- Si oui, quand et comment pensent-ils introduire les cours du Coran dans les programmes de l'école publique luxembourgeoise?

Réponse commune (22.10.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. François Biltgen,** *Ministre des Cultes:*

Dans l'intervention de Madame Hennicot-Schoepges évoquée par l'honorable Députée, il est fait mention d'un projet pilote réalisé en 2002 en Basse-Saxe qui vise à offrir un enseignement de doctrine musulmane dans 21 écoles primaires (en 2006). Jusqu'à ce jour l'expérience n'a pas été généralisée dans ce Land lequel est confronté au défi d'intégrer 48.000 élèves de confession musulmane, alors que l'introduction obligatoire de l'enseignement du Coran n'est pas prévue.

Elle l'est d'autant moins au Luxembourg où la convention que le Gouvernement entend conclure avec la communauté musulmane vise à régler les relations entre cette communauté religieuse et l'État dans le seul cadre de l'article 22 de la Constitution et s'abstient dès lors à faire mention de l'enseignement religieux. Cette question ne figure par conséquent pas à l'ordre du jour.

Question 2019 (28.9.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**exécution d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale:**

Le Conseil de Sécurité de l'ONU vient d'adopter à l'unanimité la résolution 1778 autorisant le déploiement dans l'Est du Tchad et dans le Nord-est de la République centrafricaine d'une force internationale fournie par les Nations Unies et l'Union européenne.

Il y a lieu d'espérer que l'aide aux victimes du conflit au Darfour connaîtra enfin une accélération.

Reste cependant posée la question de l'impunité dont jouissent les coupables des crimes horribles commis au Darfour ces dernières années.

Plus précisément le mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale du chef de guerre ougandais Joseph Kony n'est toujours pas exécuté.

Plusieurs personnalités politiques comme le Premier Ministre belge Verhofstadt ont dénoncé cette situation inacceptable pour la crédibilité de cette institution.

C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la situation décrite ci-dessus?

- Est-ce que le Gouvernement entend intervenir auprès des autorités soudanaises respectivement tchadiennes?

Réponse (25.10.2007) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le Luxembourg soutient résolument les efforts déployés actuellement par les Nations Unies et l'Union africaine pour résoudre le conflit au Darfour dans le cadre d'une approche globale et régionale. Dans la mesure où il prend en compte la dimension régionale de la crise du Darfour, le déploiement de l'opération EUFOR Tchad/République centrafricaine, que vient de décider le Conseil de l'Union européenne, parallèlement à celui de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), constitue une étape essentielle pour contribuer à trouver une solution durable au conflit qui sévit au Darfour. Le déploiement de l'opération européenne témoigne également de la volonté de l'UE d'oeuvrer activement en faveur de l'amélioration de la situation en matière de sécurité dans l'est du Tchad et dans le nord-est de la République centrafricaine, en concourant à la protection des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, en facilitant l'acheminement de l'aide humanitaire et en aidant à créer les conditions propices au retour volontaire des populations déplacées vers leur lieu d'origine ainsi qu'en contribuant à assurer la sécurité et la liberté d'action de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT).

Le Gouvernement luxembourgeois, tout comme l'Union européenne dans son ensemble, considère que ceux qui violent les droits des populations civiles doivent être mis face à leurs responsabilités. Il a ainsi réaffirmé à maintes reprises son soutien à la Cour pénale internationale et aux efforts que celle-ci déploie pour que cesse l'impunité face aux atrocités commises entre autres au Darfour. En collaboration avec ses partenaires de l'Union européenne, le Luxembourg a œuvré et continue à œuvrer afin de mettre un terme aux exactions commises au Darfour et à faire en sorte que les autorités soudanaises se conforment aux demandes d'extradition à l'encontre d'Ahmed Muhammed Haroun, ancien Ministre de l'Intérieur en charge de la région du Darfour de 2003 à 2004, et d'Ali Kushayb, un des leaders des milices impliqués dans le conflit au Darfour, tous les deux accusés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Concernant le Tchad, le Gouvernement luxembourgeois ne possède en revanche pas d'informations qu'il hébergerait des personnes recherchées par la Cour pénale internationale.

Question 2020 (1.10.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **transposition de la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres:**

La directive 2004/38/CE a comme principaux objectifs:

- de remplacer toutes les lois communautaires précédentes relatives à ce domaine par un texte unique au lieu du Règlement (CEE) N°1612/68 et des directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE;

- d'accorder le droit de circuler et de résider à tous les citoyens de l'UE en leur qualité de citoyen, et non plus à certaines catégories de personnes tels que salariés, étudiants, indépendants etc.;

- de simplifier les conditions et les formalités administratives associées à l'exercice du droit de libre circulation et de séjour dans les États membres. Pour les séjours de moins de trois mois, la seule condition sera d'être en possession d'une pièce d'identité en cours de validité. Pour un séjour de plus de trois mois, l'obligation de détenir une carte de séjour est supprimée pour les citoyens de l'Union et remplacée, si la législation nationale le prévoit, par une inscription dans les registres de la population du lieu de résidence. L'inscription sera validée par une attestation qui sera délivrée immédiatement sur présentation de la preuve que les conditions auxquelles est soumis le droit de séjour sont respectées. Les citoyens de l'Union doivent être employés ou indépendants ou bien disposer de ressources suffisantes pour ne pas devenir une charge pour l'assistance sociale de l'État membre d'accueil et d'une assurance maladie complète. Les membres de la famille doivent prouver leur identité et le lien familial avec le citoyen de l'Union;

- d'introduire le droit de séjour permanent pour les citoyens de l'UE au bout de cinq années de résidence ininterrompue. Le droit de séjour ne sera plus soumis, pour ces citoyens, à aucune condition, et ils seront pratiquement traités de la même façon que les ressortissants nationaux;

- de faciliter la circulation des membres de la famille, qu'il s'agisse ou non de ressortissants de l'UE. La définition de «membres de la famille» recouvre pour la première fois les partenaires enregistrés reconnus par la législation d'un État membre, si la législation de l'État membre d'accueil traite les partenaires enregistrés comme s'ils étaient mariés. D'autres partenaires des citoyens de l'UE ne bénéficieront pas automatiquement du droit d'entrée et de séjour dans l'État membre d'accueil. Toutefois, l'État membre d'accueil se verra dans l'obligation de «faciliter» l'entrée et le séjour des partenaires avec lesquels il est «dûment établi que le citoyen de l'UE entretient une relation durable», prenant ainsi en considération leur relation avec le citoyen de l'UE. Les membres de la famille provenant de pays tiers bénéficieront également d'une meilleure protection juridique, par exemple en cas de décès du citoyen de l'UE dont ils dépendent, ou, dans certaines conditions, en cas de dissolution du mariage;

- de clarifier les limitations du droit de séjour fondées sur des motifs d'ordre public, de sécurité ou de santé publique, de manière à ce que les citoyens de l'Union européenne bénéficient d'une meilleure protection administrative et juridique au cas où leur droit de séjour ferait l'objet de mesures de restriction, ainsi que d'offrir une protection forte contre l'expulsion de mineurs et de personnes qui ont séjourné dans l'État membre d'accueil pendant une longue période.

Cette directive qui a une incidence directe sur tous les ressortissants des États membres de l'UE et ceux de l'EEE aurait du être transposée pour le 30 avril 2006.

Dès lors je me permets de vous soumettre les questions suivantes:

- Sous quelle forme le Gouvernement entend-il transposer la directive? Dans quels délais?

- Dans la mesure où la directive est applicable dès à présent, comment le Gouvernement entend-il informer les communes?

- Des sanctions pour non-transposition sont-elles dans l'air?

- Ne faudrait-il pas agir avec une certaine urgence, sans attendre que l'avant-projet de loi présenté en juin ne prenne force de loi?

Réponse (22.10.2007) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

La directive 2004/38/CE sera transposée en droit national avant la fin de l'année moyennant modification du règlement grand-ducal modifié du 28 mars 1972 relatif aux conditions d'entrée et de séjour de certaines catégories d'étrangers faisant l'objet de conventions internationales.

Avant l'adoption du règlement grand-ducal en question, une réunion avec les communes dans le cadre du Syvicol sera organisée. Par ailleurs le Ministère diffusera une note explicative sur les nouvelles modalités.

Le Luxembourg est en retard de transposition de cette directive et la Commission en a saisi la Cour de Justice, d'où la nécessité de transposer par voie réglementaire sans attendre le vote de la nouvelle loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Question 2021 (1.10.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**avis des partenaires sociaux et des ONG sur l'avant-projet de loi sur la libre circulation et sur l'immigration:**

Vous avez expliqué votre avant-projet de loi sur la libre circulation et sur l'immigration aux partenaires sociaux et à des ONG. Vous leur aviez demandé des réactions écrites pour la mi-septembre.

- J'aimerais savoir quels organismes vous ont fait part de leurs remarques et commentaires?

- Comme cette démarche semble procéder de la volonté d'un large débat en société, je voudrais savoir ce qu'il adviendra de ces remarques et réflexions?

- Envisagez-vous le cas échéant de les publier sur le site Internet de votre Ministère? Quelle autre forme de diffusion est prévue?

Réponse (22.10.2007) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Les organisations suivantes ont été consultées lors de la phase de finalisation du projet de loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration: la Chambre de l'Agriculture, l'UEL, l'ABBL, l'OGB-L, le LCGB, l'archevêché, la Commission consultative des droits de l'Homme, la Croix-Rouge, le CLAE, l'ASTI, la Caritas et le Sesopi.

Un certain nombre de suggestions ont été prises en compte lors de la mise au point du projet de loi. Les différentes organisations ont pour certaines fait connaître leurs positions par écrit. Il leur appartient, si elles le souhaitent, de les faire connaître et les diffuser.

Question 2022 (1.10.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**avis sur la modification de la législation sur la nationalité:**

Le Gouvernement a souhaité un large débat sur la modification de la législation sur la nationalité. Les Chambres professionnelles ont rédigé leurs avis.

- Je voudrais savoir quels autres avis ou réactions sont parvenus au Gouvernement?

- Le Gouvernement entend-il les mettre à la disposition de la Chambre des Députés?

Réponse (25.10.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Outre les avis sollicités des Chambres professionnelles par le Gouvernement, celui-ci a encore reçu des avis d'un certain nombre de syndicats et d'ONG. Ces avis, qui ont déjà été publiés et présentés par ces organisations au public, seront évidemment distribués aux membres de la Commission juridique de la Chambre des Députés.

Question 2023 (1.10.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **initiatives du Gouvernement visant la participation politique des étrangers:**

Lors de la présentation du carnet de bienvenue, livret édité par l'ASTI, le Ministère de l'Intérieur et le Syvicol pour faciliter l'accueil et l'intégration des nouveaux résidents dans les communes du pays, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a mentionné que le Gouvernement comptait prendre différentes initiatives visant la participation politique des étrangers.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quelles améliorations sont prévues pour faciliter l'accès au droit de vote aux étrangers tant pour les élections communales, que pour les européennes?

- Qu'en est-il du raccourcissement de la période entre le délai d'inscription sur les listes électorales et les élections?

- Un changement en cette matière ne devrait-il pas se faire avant mars 2008, date d'échéance pour s'inscrire sur les listes électorales en vue des élections européennes de juin 2009?

- Où en est le projet de campagne d'information et de sensibilisation pour inciter les étrangers à s'inscrire sur les listes électorales sachant que la Chambre a unanimement accepté notre motion du 13 mars 2007 invitant le Gouvernement à en organiser une dans les meilleurs délais?

- Le Gouvernement entend-il conduire cette campagne avant ou après les modifications des modalités d'inscription?

Réponse (5.11.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La question parlementaire porte sur différents aspects de la participation des étrangers aux élections.

- Pour faciliter aux étrangers l'accès au droit de vote, le Gouvernement a marqué son accord pour réduire à deux ans la durée de résidence pour participer aux élections européennes.

- En ce qui concerne le raccourcissement de la période se situant entre la date limite pour l'inscription sur les listes électorales et la date des élections, le Gouvernement est en principe d'accord à réduire cette période. Son souci est toutefois de maintenir en l'état les possibilités de réclamation et de recours du citoyen contre les décisions prises au sujet des demandes d'inscription par l'autorité communale. Un groupe de travail est en train d'élaborer une proposition de modification de la loi électorale allant dans ce sens.

- Un projet de loi portant modification de différentes dispositions de la loi électorale sera engagé dans la procédure législative avant la fin de l'année en cours.

- Les campagnes d'information et de sensibilisation pour inciter les étrangers à s'inscrire sur les listes électorales sont organisées par le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers en collaboration avec les autres départements ministériels concernés et les associations qui défendent les intérêts des étrangers. Une réunion dans ce contexte a eu lieu le 9 mai 2007. Dès que les modifications des modalités d'inscription sur les listes électorales seront achevées, les campagnes d'incitation à l'intention des étrangers seront lancées.

Question 2024 (1.10.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **résultats de la réunion de concertation sur la refonte de la règlementation des commissions consultatives communales pour étrangers:**

Une refonte de la règlementation des commissions consultatives communales pour étrangers est demandée par les Conférences nationales pour Étrangers depuis 1994. En réponse à ma question parlementaire N°1702 du 24 avril de cette année *(cf. compte rendu N°15/2006-2007)*, vous avez annoncé qu'une dernière réunion de concertation entre les deux ministères compétents devrait permettre de se fixer sur un texte à soumettre dans les semaines à venir au Conseil de Gouvernement.

- Est-ce que des changements sont survenus suite à cette réunion quant à la composition des commissions consultatives pour étrangers, quant à la diffusion de leurs travaux, quant à d'autres points? Quels sont-ils?

- Dans quels délais ces réflexions vont-ils aboutir à un nouveau règlement grand ducal?

Réponse (5.11.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'avant-projet de règlement élaboré par les services compétents du Ministère de la Famille et de l'Intégration et du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a été examiné avec le Syvicol lors d'une réunion qui a eu lieu le 19 septembre 2007. À cette occasion il a été retenu d'apporter encore quelques modifications et précisions aux textes proposés.

L'avant-projet de règlement grand-ducal prévoit d'introduire à l'avenir des commissions consultatives communales de l'intégration dans toutes les communes du pays. Comme la loi de base actuelle ne prévoit la création de commissions consultatives communales chargées des intérêts des résidents de nationalité étrangère que dans les communes dont la population comprend plus de 20% d'étrangers, il y a lieu de modifier d'abord la loi de base.

Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration va introduire sous peu dans la procédure législative le projet de loi modifiant la législation relative à l'intégration des étrangers dans notre société. Le règlement grand-ducal relatif aux commissions consultatives communales de l'intégration sera pris en exécution de la nouvelle loi, donc dès l'entrée en vigueur de celle-ci.

Question 2034 (4.10.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **réglementation de la circulation sur les voies publiques - l'examen de la sueur ou de la salive afin de détecter la consommation de substances stupéfiantes:**

Par la loi du 18 septembre 2007 modifiant a) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques b) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs c) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules, qui est entrée en vigueur en date du 1er octobre 2007, est entre autres introduit la possibilité pour le parquet de requérir les membres de la Police grand-ducale de soumettre, aux dates et heures et sur les voies publiques déterminées par le parquet, tout conducteur d'un véhicule à un examen de la sueur ou de la salive afin de détecter la consommation de substances stupéfiantes.

Or, il me revient que la mise en application pratique de ces examens, et plus particulièrement la définition des résultats de l'examen, requiert une certaine période de temps (à peu près 15 minutes).

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'au vu de ces circonstances la mise en application de ces examens pourra s'avérer à la fois incommode pour les conducteurs de véhicules et laborieuse pour les membres de la Police grand-ducale?

Réponse (9.11.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La loi du 18 septembre 2007 prévoit deux types de tests à effectuer par la police en matière de contrôle de consommation de drogues par les automobilistes.

En premier lieu, la Police grand-ducale est amenée à soumettre tout conducteur ou piéton à un test de la sueur ou de la salive, soit en cas d'accident, soit lorsqu'il existe un indice grave faisant présumer qu'une personne se trouve sous l'influence de drogues. La durée d'évaluation du résultat de ce type de test varie entre trois et cinq minutes.

Par ailleurs, hormis les situations visées ci-dessus, le procureur d'État peut requérir la Police grand-ducale de soumettre, aux dates et heures et sur les voies publiques qu'il déterminera, tout conducteur à l'examen de la sueur ou de la salive. À cet effet, la Police grand-ducale va se doter d'un appareil fixe permettant de faire des contrôles durant environ une minute.

Au cas où le test est concluant, la personne concernée est soumise à une prise de sang dont le résultat fait foi.

Avant leur utilisation, les appareils devront encore être homologués par les autorités techniques compétentes.

Les nouvelles dispositions législatives relatives au dépistage en matière de drogues des automobilistes trouveront application dès que les mesures d'exécution appropriées auront été prises.

Question 2036 (4.10.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**émission de nouveaux bulletins d'impôts pour les véhicules automobiles:**

Duerch d'Gesetz vum 22. Dezember 2006 «promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant…» sinn ënner anerem d'Autostaxe geheicht ginn.

Well domadder d'Besteierungsbasis ännert, misst all Propriétaire vun engem Auto eigentlech en neie Steierbescheed zougestallt kréien, wou Besteierungsgrondlagen erkläert a festgeluecht ginn an de Bierger och iwwer seng Recoursméiglechkeeten informéiert gëtt.

Elo schéngt et awer, datt keng nei Steierbescheeder ausgestallt goufen, mä d'Autosproprietairen direkt en «avis d'échéance» krute mat der Opfuerderung hir Steieren an engem gewëssenen Délai ze bezuelen.

An dësem Zesummenhang géif ech dem Här Finanzminister gäre folgend Froen stellen:

1. Ass et richteg, datt keng nei Steierbescheeder ausgestallt goufen, a wa jo, wat ass de Grond dofir?

2. Sinn an dësem Fall déi zougestallt «avis d'échéance» am Prinzip net hifäleg, a bräicht de Bierger eigentlech dowéinst net drop ze reagéieren?

3. Misst d'Regierung net all betraffen Bierger, wéi d'Gesetz et virgesäit, esou e Steierbescheed (bulletin d'impôt) zoukomme loossen.

Réponse (5.11.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

L'article 3 (5) du règlement grand-ducal du 22 décembre 2006 portant exécution des mesures d'application de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement prévoit que le receveur de l'Administration des Douanes et Accises fixe sur base des données enregistrées par les autorités d'immatriculation et conformément aux taux en vigueur, la taxe à payer. Cette décision de fixation de la taxe est portée à la connaissance du débiteur de la taxe par un bulletin de fixation qui renseigne des bases de taxation, des montants dus pour les diverses périodes de paiement admises, des indications sur les modalités de paiement ainsi que du délai ultime pour le paiement ainsi qu'une instruction sur les voies de recours.

Il est d'autre part incontestable que des problèmes sont apparus lors de la mise en production des nouveaux programmes informatiques (échanges des données entre la SNCT, le Centre informatique de l'État ainsi que le consultant externe de l'Administration).

Il était prévu d'envoyer un bulletin de fixation à tous les propriétaires au début de l'année. Toutefois, les retards dans le développement ainsi que les problèmes de démarrage ont amené l'Administration, dans l'intérêt des débiteurs de la taxe, à arrêter toute impression de vignettes, avis d'échéance et bulletins de fixation de la taxe jusqu'à résolution des problèmes.

Ce n'est que le 11 septembre 2007 que l'impression a pu être redémarrée. Tous les propriétaires de voitures immatriculées pour la première fois ou transcrites au nom d'un nouveau propriétaire ont entre-temps reçu leurs bulletins de fixation (nouvelle taxe) ou vont les recevoir dans les jours à venir.

Quant aux bulletins de fixation concernant les autres véhicules (+/- 350.000), ils seront envoyés avec le recalcul pour la régularisation de la taxe due depuis le 1er janvier 2007 aux propriétaires des véhicules concernés. Étant donné que l'impression des bulletins fixant la nouvelle taxe (à partir du 4 juin 2007) était l'un des problèmes majeurs qui ont nécessité un arrêt complet au 3 juillet 2007 de toute impression, l'Administration a cru utile de ne plus envoyer quelque 350.000 bulletins de fixation mais de profiter du recalcul (qui se fera pour 450.000 véhicules vers le 15 novembre) pour faire parvenir aux débiteurs, en même temps, les informations prévues par les dispositions légales.

Les débiteurs de la taxe seront à ce moment également informés sur les moyens de recours qui peuvent être invoqués contre la décision de fixation de la taxe.

Il s'entend que l'impression ainsi que le postage du recalcul et des bulletins s'étendra sur plusieurs semaines, le Centre informatique de l'État nécessitant ce temps pour l'impression des quelque 450.000 imprimés supplémentaires.

À toutes fins utiles, je vous signale encore que les forces de l'ordre avaient été mises au courant des pannes de démarrage et que les agents ont jusqu'ici fait preuve de compréhension lors du contrôle des papiers de bord.

Question 2038 (5.10.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **forfaits remboursés par les caisses de maladie luxembourgeoises aux caisses de maladie allemandes:**

E Lëtzebuerger Bierger, deen eng Rent bezitt a säi Wunnsëtz an Däitschland huet, bezilt weider hei am Land seng Cotisatioun fir d'Krankekeess. E muss sech awer och an Däitschland an enger Krankekeess umellen, wéi zum Beispill d'DAK. Déi Lëtzebuerger Krankekeess iwwerweist eng Pauschal pro Persoun un déi däitsch Krankekeess, déi all Consultatioun bei engem däitschen Dokter ofdeckt. Geet dës Persoun bei e Lëtzebuerger Dokter, da gëtt dës Consultatioun weder vun der däitscher nach vun der Lëtzebuerger Krankekeess remboursëiert. Eng Persoun, déi an Däitschland wunnt an zu Lëtzebuerg beruffstäteg ass, ka bei en Dokter vu sengem Vetraue goen a kritt dës Consultatioun vun der Lëtzebuerger Krankekeess zu engem festgeluechten Taux remboursëiert.

Kann den Här Sozialminister mer

1. confirméieren ob déi uewegenannte Prozedur esou ofleeft,

2. soen, wéi héich dës Pauschal pro Persoun ass, déi vun der Lëtzebuerger Krankekeess un déi däitsch Krankekeess iwwerwise gëtt,

3. matdeele fir wéi vill pensionéiert Lëtzebuerger an Däitscher, déi eng Lëtzebuerger Pensioun bezéien, am Joer 2006 eng Pauschal un eng däitsch Krankekeess iwwerwise ginn ass,

4. soen, ob e sech virstellen ka wéi een dës Prozedur ännere kann, fir datt keng Zwouklassegesellschaft tëschent de Pensionéierten an de Beruffstätegen entsteet?

Réponse (5.11.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Vu la complexité de la problématique évoquée dans sa question parlementaire, j'ose espérer que l'honorable Député acceptera une réponse en langue française.

Quant au volet 1) de la question, je confirme que la procédure décrite par Monsieur le Député est conforme à la procédure du règlement communautaire CE 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs (…) qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté.

En application de l'article 28 du règlement communautaire 1408/71 un pensionné luxembourgeois qui réside en Allemagne est inscrit à son lieu de résidence moyennant le formulaire E121 émis par la Caisse de pension luxembourgeoise et a donc droit aux prestations en nature par l'institution du lieu de résidence pour le compte de l'institution luxembourgeoise. Les frais générés par l'obtention de soins de santé en Allemagne sont pris en charge d'après la législation allemande par l'institution allemande, qui décompte mensuellement pour chaque pensionné inscrit un montant forfaitaire mensuel avec l'Union des Caisses de Maladie.

Si cette personne séjourne au Luxembourg ce déplacement est considéré comme un séjour temporaire au sens de l'article 31 du règlement précité. En application de cette disposition, cette personne obtient une carte européenne (EHIC) par l'institution du lieu de résidence, carte qui lui donne droit à la prise en charge des soins médicalement nécessaires en fonction de la durée du séjour lors de son séjour à l'étranger. Ces soins de santé sont pris en charge par l'institution du lieu de séjour d'après sa législation à charge de l'institution du lieu de résidence, en l'espèce l'institution allemande.

Si cette personne sollicite au Luxembourg des prestations de soins de santé qui ne sont pas couvertes par l'application de la carte européenne, le remboursement des dépenses afférentes peut être sollicité auprès de l'institution d'assurance maladie du lieu de résidence, en l'espèce la Caisse de maladie allemande, qui doit décider du remboursement en application des principes résultant des jurisprudences de la Cour de Justice européenne dans les dossiers ayant trait à la libre circulation des patients. (Decker et Kohll)

En application des articles 19 et 20 du règlement communautaire 1408/71, le travailleur frontalier actif inscrit moyennant E106 dans son pays de résidence a le droit se faire traiter tant dans son pays de résidence que dans l'État compétent.

2. Pour l'année 2005, le forfait mensuel par personne s'élevait à 285,85 euros.

3. En 2005, l'Union des Caisses de Maladie a enregistré 958 inscriptions en Allemagne moyennant le formulaire E121. Au total 9.931 forfaits mensuels ont été payés pour un montant global de 2.838.776,35 euros.

Pour 2006, les chiffres ne sont pas encore disponibles, du fait que le montant forfaitaire à rembourser n'est pas encore fixé.

En ce qui concerne le volet 4), j'informe l'honorable Député que les institutions européennes viennent de mettre en place un nouveau règlement communautaire CE 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale. Or, jusqu'à l'adoption d'un règlement d'application prévoyant les modalités pratiques des dispositions contenues dans le nouveau texte, celui-ci ne sortira pas ses effets et le règlement 1408/71 reste d'application. Lors des négociations pour le nouveau règlement d'application, qui sont en cours actuellement, le Luxembourg a opté pour un remboursement sur base des frais réels non seulement pour les travailleurs actifs, mais également pour les pensionnés. À partir de l'entrée en vigueur de cette nouvelle réglementation, le traitement des pensionnés et des travailleurs frontaliers actifs sera égalitaire.

Question 2039 (9.10.2007) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant le **Manifeste «Maintenant, il faut un vrai espace judiciaire européen»:**

Dans un article paru le 15 septembre 2007 dans «Le Figaro», les Ministres de la Justice de France, du Portugal, d'Espagne, d'Italie, de Slovénie et d'Allemagne ont réclamé un renforcement de la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Dans ce manifeste intitulé «Maintenant, il faut un vrai espace judiciaire européen», les Ministres des pays précités entendent poursuivre, entre autres, le renforcement Eurojust, la mise en œuvre rapide des règles prévues par l'Union européenne destinées à la reconnaissance mutuelle des décisions de confiscation, l'accès des citoyens et des entreprises aux outils de la justice électronique, ainsi que l'interconnexion des casiers judiciaires et l'étude de l'adoption des dispositifs communs, tel «Alerte Enlèvement», par tous les États de l'Union.

1) Est-ce que Monsieur le Ministre de la Justice peut me préciser s'il partage les objectifs précités?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre de la Justice peut m'indiquer l'état d'avancement des différents projets présentés par les Ministres de la Justice dans leur manifeste?

3) La publication d'un tel manifeste par les Ministres de la Justice de certains États membres de l'Union européenne ne cache-t-elle pas l'existence de blocages ou de réticences à la création d'un espace judiciaire européen?

Réponse (22.10.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Je partage entièrement les objectifs de cet article signé par quelques collègues européens.

Hormis le projet relatif à l'interconnexion des casiers, auquel participe le Luxembourg, les autres sujets évoqués sont à un stade de discussions assez peu avancé. Ainsi, il n'existe pas encore de proposition de texte relatif à un renforcement des pouvoirs d'Eurojust ou du mécanisme «alerte enlèvement». Le Luxembourg soutient la Commission et les présidences actuelles et futures du Conseil qui souhaitent avancer dans ces domaines. Actuellement, l'unanimité requise au Conseil en matière de coopération judiciaire pénale rend toute avancée substantielle difficile.

Question 2044 (11.10.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **nouveaux sites pour décharges pour déchets inertes:**

Dans un article paru le 15 septembre 2007 dans «Le Figaro», les Ministres de la Justice de France, du Portugal, d'Espagne, d'Italie, de Slovénie et d'Allemagne ont réclamé un renforcement de la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Dans ce manifeste intitulé «Maintenant, il faut un vrai espace judiciaire européen», les Ministres des pays précités entendent poursuivre, entre autres, le renforcement Eurojust, la mise en œuvre rapide des règles prévues par l'Union européenne destinées à la reconnaissance mutuelle des décisions de confiscation, l'accès des citoyens et des entre lises aux outils de la justice électronique, ainsi que l'interconnexion des casiers judiciaires et l'étude de l'adoption des dispositifs communs, tel «Alerte Enlèvement», par tous les États de l'Union.

1) Est-ce que Monsieur le Ministre de la Justice peut me préciser s'il partage les objectifs précités?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre de la Justice peut m'indiquer l'état d'avancement des différents projets présentés par les Ministres de la Justice dans leur manifeste?

3) La publication d'un tel manifeste par les Ministres de la Justice de certains États membres de l'Union européenne ne cache-t-elle pas l'existence de blocages ou de réticences à la création d'un espace judiciaire européen?

Réponse (29.10.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

La mise en œuvre du plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes» incombe à la commission de suivi qui a été instaurée à cet effet par le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire ce plan. Selon les dispositions de l'article de ce règlement, la commission a notamment la mission d'assurer la continuité de la disponibilité des capacités de mise en décharge dans les différentes régions. En ce sens, la commission doit évaluer les besoins dans les différentes régions et déterminer celles où il existe un besoin concret de rechercher de nouveaux sites.

Compte tenu des capacités encore disponibles, des projets en cours, de l'envergure de ces projets et des délais nécessaires pour mettre en service une nouvelle décharge, la commission a déterminé la région centre-sud-ouest et la partie est du Luxembourg comme étant les régions où il existe un besoin immédiat pour entamer la procédure de recherche de nouveaux sites.

Il est évidemment que la procédure de recherche de nouveaux sites sera engagée dans les autres régions au fur et à mesure que des besoins de nouvelles décharges y apparaissent.

Il est rappelé que la procédure de recherche de nouveaux sites est arrêtée par l'article 5 du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006. Ainsi, dans les régions qui ont été retenues par la commission de suivi les étapes suivantes ont été effectuées par ordre chronologique:

1. exclusion des zones non prioritaires telles que définies à l'annexe IV du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006;

2. exclusion des zones se trouvant dans un périmètre de moins de 500 m autour des agglomérations;

3. analyse des surfaces restantes quant à des contraintes qui pourraient y exister (pentes trop raides, fermes agricoles, chemin de fer ou route traversant le site, présence de sources ou de cours d'eau, etc.) et abstraction des surfaces où les contraintes étaient telles que l'installation éventuelle d'une décharge est devenue impossible;

4. détermination sur les surfaces ainsi restantes des sites où compte tenu de la topographie et des volumes la mise en place éventuelle d'une décharge pour déchets inertes est envisageable;

5. évaluation de ces sites par rapport aux critères tels qu'ils figurent à l'annexe IV du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006;

6. communication en date du 3 septembre 2007 aux communes respectives des rapports des évaluations pour les sites qui les concernent avec demande d'avis à remettre dans un délai de trois mois.

L'ensemble des sites répertoriés dans les régions mentionnées ci-dessus se trouve à titre égal à ce stade de la procédure.

En ce qui concerne la liste des sites retenus par la commission de suivi, il apparaît que certains conseils des bourgmestre et échevins de communes concernées envisagent de présenter la proposition dans un avenir proche alors que la proposition n'a pas encore été rendue publique par les responsables communaux.

Dans le respect de la façon de procéder des différentes communes, il est à ce stade fait abstraction à cette occasion de la liste des sites retenus.

En ce qui concerne l'élaboration de plan général de gestion des déchets, il est vrai que l'échéancier initial prévoyait la présentation d'une première version vers la fin du premier semestre 2007. Diverses raisons ont fait que ce planning ne peut pas être respecté. Parmi ces raisons figurent notamment le fait qu'il s'agissait d'attendre les orientations qui sont retenues dans la nouvelle directive cadre sur la gestion des déchets. L'accord politique concernant cette proposition de directive n'a été pris qu'en date du 28 juin 2007. Un autre élément qui aura un impact sur l'élaboration du plan général des déchets est le résultat des travaux de la commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» de la Chambre des Députés.

Les agents de l'Administration de l'Environnement sont en train de travailler sur le document. Une première version pourra dès lors être probablement présentée en début de l'année 2008.

Question 2045 (11.10.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**expulsion d'un demandeur d'asile d'origine biélorusse:**

Il me revient qu'en date du 10 octobre 2007 un demandeur d'asile d'origine biélorusse a été expulsé par les autorités luxembourgeoises. Ce retour forcé aurait été effectué sans la présence d'observateurs indépendants.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces faits? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre estime-t-il que cette façon de procéder est conforme à la motion adoptée par la Chambre des Députés en sa séance publique du 3 juillet 2007 qui invitait le Gouvernement à autoriser la présence d'observateurs des droits de l'Homme ou de médecins indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les motivations qui ont amené le Gouvernement à négliger les recommandations de la Chambre des Députés?

Réponse (25.10.2007) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Tout en confirmant à l'honorable Député qu'en date du 10 octobre 2007 un demandeur d'asile débouté de nationalité biélorusse a été retourné dans son pays d'origine, j'aimerais l'informer que ce retour s'est effectué par vol commercial, sans escorte policière.

J'estime que dans ce cas la présence d'observateurs neutres et indépendants ou d'un médecin n'est point nécessaire.

Par contre, j'aimerais informer l'honorable Député que sur mon invitation, faite dans le respect de la motion adoptée par la Chambre des Députés en sa séance publique du 3 juillet 2007, la Croix-Rouge luxembourgeoise a depuis assuré deux missions d'observation neutre et indépendante lors de retours accompagnés de personnes en situation irrégulière.

Ainsi, la Croix-Rouge était présente, le 9 et 10 août 2007 lors du retour par vol charter de deux familles avec enfants ainsi que de trois hommes seuls depuis l'interpellation des familles jusqu'à leur arrivée à respectivement Sarajewo et Pristina, y compris pendant leur rétention de moins de 48 heures dans un lieu approprié.

Elle a d'autre part accompagné la police judiciaire lors du rapatriement d'un homme célibataire vers Haïti, et ce depuis sa sortie du centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière jusqu'à l'embarquement pour le retour par vol commercial.

Les rapports sur ces deux missions d'observation ne signalent aucun problème concernant notamment le respect de la dignité des personnes qui ont été rapatriées.

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *entre 20.00 heures et 22.00 heures un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée du lundi au jeudi** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°4
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

7e séance, mardi 13 novembre 2007
8e séance, mercredi 14 novembre 2007
9e séance, mardi 20 novembre 2007
10e séance, mercredi 21 novembre 2007

➤ Fënnef Joer Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand

E gemëschte Bilan



D'Membere vum ORK iwwerreechen dem Chamberpresident de Rapport 2007. Vu lénks no riets: Caroline Mart, Robert Soisson, d'Ombudsfra fir d'Rechter vum Kand Marie Anne Rodesch-Hengesch, de Chamberpresident Lucien Weiler, Valérie Krieps-Dupong, Elisabeth Muller-Meyrath, Jean-Jacques Kohn.

Den 31. Dezember 2007 leeft dat éischt Fënnefjoresmandat vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand of. Zäit also fir en éischte Bilan ze zéien, wat déi Responsabel vum ORK och beim Iwwerreeche vum Rapport 2007 un de Chamberpresident gemaach hunn.

612 Eenzeldossiere goufen an de leschte fënnef Joer behandelt, zanter der Kreatioun vum ORK am Joer 2002. Et ass dem ORK no an de leschte Jore vill geschitt, wat d'Situatioun vun de Kanner verbessert huet, besonnesch wat d'Infrastrukturen ugeet. Do steet Lëtzebuerg op engem excellenten Niveau am Verglach mat aneren europäesche Länner. E grousse Problem bleift awer de Fait, datt nach ëmmer Jugendlecher am Prisong zu Schraasseg bei Erwuessenen agespaart ginn.

De Rapport vun dësem Joer leet virun allem den Accent op déi Jonk an d'Justiz. Sou goufen och eng Partie Recommandatioune formuléiert (cf. Tableau). Eng éischt Recommandatioun betrëfft de Rechtsbäistand fir d'Kanner. Onofhängeg vun der finanzieller Situatioun vun den Eltere misst e speziell geschoulten Affekot all Kand zur Säit stoen. Den ORK fuerdert och, datt den Délai de prescription bei Verbrieche géint Mannerjähreger eréischt uleeft wann d'Kand volljähreg ass. Dacks trauen déi Jonk sech eréischt dann, sech juristesch ze wieren. Wat d'Sexualdelikter ugeet, sou misste Jonker bis 18 Joer duerch d'Gesetz protégéiert ginn.

De Chamberpresident Lucien Weiler huet sengersäits de Membere vum Comité a virun allem der Presidentin Marie Anne Rodesch-Hengesch am Numm vun der Chamber e grousse Merci gesot fir déi vill a gutt Aarbecht. Gläichzäiteg konnt de Chamberpresident eng gutt Nouvelle iwwerbréngen, an deem Sënn, datt eng positiv Resonanz géif queesch duerch d'Fraktiounen am Parlament bestoen, fir den ORK un d'Chamber ze rattachéieren.

Den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand

Den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand ass duerch d'Gesetz vum 25. Juli 2002 an d'Liewe geruff ginn. All Joer présentéiert den ORK säi Rapport um 20. November, dem internationalen Dag vun de Kannerrechter.

Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, 2, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg. Telefon: 26 123 124; Fax: 26 123 125; Internet-Site: www.ork.lu.

DANS CE NUMÉRO

Déclaration de politique européenne et étrangère p. 77
Débat p. 81

Centre commercial à Wickrange (heure d'actualité) p. 106

Chômage et marché de travail (débat d'orientation) p. 111

Les recommandations de l'ORK:

1. L'ORK réitère sa recommandation d'accorder l'assistance judiciaire à tous les enfants quelle que soit la situation de fortune des parents et de prévoir la nomination systématique d'un défenseur de l'enfant.
2. L'ORK recommande d'assurer une formation ciblée aux avocats disposés à assurer la défense des enfants.
3. L'ORK exige l'introduction d'un délai de prescription, ne commençant à courir qu'à partir de la majorité, pour tous les crimes et délits commis contre les mineurs.
4. L'ORK recommande de renforcer la répression en cas de viol de mineurs et d'harmoniser les seuils d'âge figurant aux articles 372 et 375 alinéa 2 du Code pénal en retenant, le cas échéant, un seuil uniforme fixé à 16 ans accomplis. L'ORK demande des lois répressives garantissant la protection de tous les mineurs jusqu'à 18 ans contre les prédateurs sexuels.
5. L'ORK réitère sa recommandation d'augmenter sensiblement les effectifs de la Police judiciaire «service de la protection de la jeunesse».
6. L'ORK exige que les victimes d'abus sexuel (parents et enfants) soient informées préalablement, sinon du moins de manière concomitante de toute mesure de libération de l'auteur.
7. L'ORK recommande d'admettre explicitement la légalité du partage d'informations (secret professionnel partagé) en procédant à une adaptation de l'article 458 du code pénal.
8. L'ORK lance un appel urgent à la Ministre de l'Éducation nationale d'augmenter les effectifs du Service de consultation et d'aide psychomotrice (SCAP) afin de garantir un traitement thérapeutique à tous les enfants affectés du trouble AHDS.

➤ Jugendkonvent an der Chamber

Chancëgläichheet fir all Jonken - elo!



De Jugendkonvent vum 16. November 2007 - iwwregens schonn deen zweeten, deen d'Confédération générale de la jeunesse luxembourgeoise (CGJL) dëst Joer organiséiert hat - stoung ënnert der Iwwerschrëft: «L'égalité des chances pour tous les jeunes - maintenant!» De ganzen Dag iwwer hunn eng 40 jonk Leit an der Chamber verschidden Aspekter vun deem Thema diskutéiert, fir d'éischt an Aarbechtsgruppen, an duerno - mat enger Rei Deputéierten - am Plenum.

En éischten Atelier huet sech mat der Fro beschäftegt, ob d'Chancëgläichheet tëscht Mann a Fra «d'Mäerche vum 21. Joerhonnert» wär. «Sinn déi Jonk fir d'éischt lidderech Schüler, an duerno Aarbechter vun der zweeter Klass?» war déi provokativ Fro, déi am zweeten Atelier beschwat ginn ass. Participatioun war d'Stéchwuert vum drëtten Aarbechtsgrupp: «Zielt meng Meenung näischt?»

An ëm Ëmwelt a Klima goung et an engem véierte Grupp: «Wäert Lëtzebuerg 2050 eng Plage hunn?» An enger Ofschlossplénière am spéiden Nomëtteg hunn déi verschidden Aarbechtsgruppen dunn een nom aneren hir Iwwerleeunge, Conclusiounen a Fuerderunge virgestallt, ier mat den Deputéierten doriwwer diskutéiert gouf.



Visite de la Caserne Grand-Duc Jean



Les représentants de l'Armée luxembourgeoise, les membres de la délégation parlementaire et Mme la Députée européenne Astrid Lulling entourant M. le Ministre de la Défense Jean-Louis Schiltz et le président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Ben Fayot.

Dans le contexte de la réorganisation de l'armée, une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a visité en date du 26 novembre 2007 la Caserne Grand-Duc Jean.

Lors de leur visite, les membres de la commission ont participé à un échange de vues avec le Ministre de la Défense, M. Jean-Louis Schiltz, et ont obtenu des explications détaillées sur le fonctionnement de l'armée par le Colonel M. Nico Ries, Chef d'État-Major de l'Armée. Les parlementaires se sont particulièrement intéressés à la participation aux opérations pour le maintien de la paix ainsi qu'à l'école de l'armée. L'exposé a été suivi par une présentation de matériel et par la visite de certaines des installations du Centre militaire.

La délégation parlementaire, accompagnée par Mme Astrid Lulling, membre du Parlement européen, était composée de M. Ben Fayot, président de la commission, M. Marc Angel, M. Félix Braz, M. Emile Calmes, M. Marcel Glesener, M. Norbert Haupert et M. Robert Mehlen.

Petitioun fir d'Depenaliséierung vun der Euthanasie

An Dignitéit liewen a stierwen

D'Depenaliséierung vun der Euthanasie a verschiddene spezielle Fäll: Dat ass d'Uleies vun enger Petitioun, déi d'Deputéiert Lydie Err a Jean Huss, zesumme mat Vertrieder vun der „Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité" (ADMD-L), dem Chamberpresident iwwerreecht hunn. Déi zwee Deputéiert sinn och d'Auteure vun der Gesetzespropositioun 4909 „sur le droit de mourir en dignité".

D'Petitioun geet op d'Joer 2004 zréck, virun de leschte Chamberwahlen. Deemools sinn iwwer 2.400 Ënnerschrëfte gesammelt ginn, déi eréischt elo dem Chamberpresident iwwerreecht goufen, well d'Chamberkommissioun fir Gesondheet sech den Ament mam Sujet befaasst. De President vun der ADMD-L Jean Huss hofft, datt d'Palliativmedezin kënnt, mä hofft och op d'Depenaliséierung vun der Euthanasie a verschiddene Fäll. „Et ass eng ganz schwiereg Fro, eng Gewëssensfro", sot de Chamberpresident Lucien Weiler. „Fir d'Debatt mat där Dignitéit ze féieren, déi hir zousteet, ass et wichteg, datt jiddereen deem aneren seng Meenung respektéiert."



D'Deputéiert Lydie Err a Jean Huss, zesumme mat Vertrieder vun der „Association pour le droit de mourir dans la dignité", iwwerreechen dem Chamberpresident Lucien Weiler hir Petitioun.

Plaidoyer tchèque pour le traité de Lisbonne



Les parlementaires tchèques reçus par les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

«J'espère que le nouveau traité européen trouvera l'appui du public et sera ratifié dans les 27 pays de l'Union européenne.», ainsi s'exprima M. Ondřej Liška, Président de la Commission des Affaires européennes du Parlement tchèque, lors de la visite de travail de sa commission à Luxembourg. «Avec le nouveau traité, la dimension parlementaire se trouvera renforcée en Union européenne»; cet avis de M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Députés fut largement partagé.

En effet, le traité de Lisbonne prévoit que les parlements nationaux auront le droit de contrôler si les propositions de la Commission européenne respectent le principe de subsidiarité*. En cas de non-respect de ce principe, les États pourraient même, sous certaines conditions, faire échouer les propositions de la Commission européenne.

Les parlementaires tchèques ont encore expliqué que les sondages d'opinion dans leur pays montrent qu'une majorité de citoyens voit plus d'avantages que d'inconvénients dans l'appartenance à l'Union européenne. Suite à une question de M. Charles Goerens, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, la délégation tchèque se montra très divisée quant au stationnement de radars et systèmes antimissile américains dans leur pays. Et relevons une phrase de conclusion des entretiens entre parlementaires tchèques et luxembourgeois: «Une approche européenne commune, aussi en matière de défense, est souhaitable».

*** Le principe de subsidiarité**

Selon le principe de subsidiarité, les décisions de l'Union européenne doivent être prises aussi près que possible du citoyen. Concrètement, l'Union n'agit (sauf pour les domaines de sa compétence exclusive) que lorsque son action est plus efficace qu'une action entreprise au niveau national, régional ou local.

Reliouns-, Moral- a Wäerteunterrecht

D'Membere vun der Éducatiounskommissioun vun der Chamber hunn den 12. November iwwert de Reliouns-, Moral- a Wäerteunterrecht an de Lëtzebuerger Schoulen diskutéiert. Muerges, deeselwechten Dag, haten d'Presidente vun de Parteie sech iwwert den Thema ënnerhalen.

D'Éducatiounskommissioun hat sech op Virschlag vun hirem President Jos Scheuer (LSAP) selwer mat där Fro saiséiert.

All d'Membere vun der Chamberkommissioun ware sech eens, dass si wéilten a Rou iwwert de Reliouns-, Moral- a Wäerteunterrecht diskutéieren, eng Bestandsopnahm vun der Situatioun hei am Land maachen an och op déi Experienze kucken, wéi se zum Beispill am Neie Lycée lafen.

D'Kommissioun wëllt sech och Modeller vun Unterrecht ukucken, wéi se am Ausland lafen, zumools do, wou e gréissere Prozentsaz vu Kanner aus anere Kulturkreesser a Reliounen an d'Schoul ginn.

Coopération parlementaire

Une délégation de fonctionnaires du Sénat de Roumanie, conduite par M. Constantin Dan Vasiliu, Secrétaire général, a effectué du 11 au 14 novembre 2007 une visite de travail auprès de la Chambre des Députés.

Des entrevues étaient consacrées notamment à l'organisation des travaux, aux relations du Parlement avec les autres institutions et aux relations publiques de la Chambre des Députés. Les invités ont également obtenu des explications sur l'offre informatique dans la salle plénière et sur la stratégie européenne du Parlement luxembourgeois. Par ailleurs, ils ont profité de l'occasion pour rendre visite au Conseil d'État, qui a le statut d'observateur au sein de l'Association des Sénats d'Europe.

«Sudcal»

5471 - Projet de loi autorisant l'État à fournir une garantie bancaire pour la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain

En résumé, le projet de loi dit «Sudcal» vise trois objectifs principaux:

1) l'autorisation du législateur pour une participation de l'État au capital social de SUDCAL S.A., société ayant pour objet la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain alimentant le nouveau quartier de Belval-Ouest situé sur des friches industrielles en reconversion sur le territoire des communes d'Esch/Alzette et de Sanem;

2) la déclaration d'utilité publique des travaux et installations en relation avec la construction et la gestion du réseau de chaleur réalisé par SUDCAL S.A.; et

3) l'autorisation du législateur pour une garantie étatique au bénéfice de cette société jusqu'à concurrence d'un montant de dix-huit millions d'euros.

Les auteurs du projet de loi ont incorporé au texte certaines précisions quant aux activités et au fonctionnement de la société SUDCAL S.A.

La mise en place d'un réseau de chaleur aux environs immédiats de l'installation de la centrale TGV de TWINerg S.A. vise à optimiser le rendement global de cette dernière et de contribuer à une utilisation plus rationnelle de l'énergie.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 04.05.2005

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry):

07.11.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.11.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.10.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.11.2007

Saisie immobilière

5527 - Projet de loi ayant pour objet de réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale et de modifier certaines dispositions:

- du Code d'instruction criminelle,

- de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers

Le projet de loi sous rubrique entend réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale. La procédure de saisie immobilière a lieu en vue de la confiscation ultérieure du bien immobilier. La confiscation implique le transfert du droit réel de la personne visée par la décision de confiscation à l'État.

Ainsi, le projet de loi comble un vide juridique, source d'insécurité juridique et de complications inutiles du travail des autorités judiciaires.

En effet, si à l'heure actuelle le Code d'instruction criminelle ne prévoit aucune procédure spécifique pour la saisie immobilière pénale, il contient plusieurs dispositions sur base desquelles une saisie immobilière pénale peut être ordonnée. À noter que par le passé, les juges d'instruction ont été amenés à ordonner des saisies sur des biens immobiliers, saisies qui ont été transcrites sur les registres des conservateurs d'hypothèques. Or, à défaut de procédure spécifique, les autorités judiciaires et administratives amenées à ordonner, respectivement à exécuter de telles opérations, se sont toujours interrogées sur la légalité de cette façon de procéder.

La finalité de la saisie immobilière conservatoire étant la confiscation du bien immeuble, il y a lieu de mettre en relation le présent projet de loi avec la loi du 1er août 2007 sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales. Cette loi institue la confiscation par équivalent pour toute infraction et introduit en droit luxembourgeois l'exequatur de décisions étrangères de confiscation et de restitution.

Le projet de loi sous rubrique entend plus précisément compléter le Code d'instruction criminelle en insérant, d'une part, un nouvel article 66-1 et, d'autre part, en modifiant la loi du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels.

Il échet encore de noter dès l'ingrès que la mise en place d'une saisie immobilière en matière pénale ne porte pas préjudice aux droits des tiers qui, au contraire, se trouvent protégés à plusieurs niveaux:

- ainsi, la saisie conservatoire ne sera opposable aux tiers qu'à partir de la transcription de cette mesure;

- le Code d'instruction criminelle prévoit d'ores et déjà plusieurs voies de recours contre l'ordonnance de saisie;

- le recours en restitution est possible.

Il est à préciser que l'État n'acquiert pas plus de droits que la personne visée par la décision de confiscation, il n'acquiert que le droit réel dont cette personne était titulaire (exemple: si la personne n'était que propriétaire d'une quote-part de la propriété, l'État ne devient à son tour que propriétaire de la même quote-part), sous réserve des droits antérieurement acquis à des tiers.

Il échet de souligner que la saisie immobilière valablement transcrite rend inopposables de nouvelles inscriptions hypothécaires ou des aliénations postérieures, sous réserve du respect des droits antérieurement acquis à des tiers et des actes, tels des adjudications ou des renouvellements d'inscriptions qui ne sont que la suite ou l'exécution de ces droits.

Mais cette inopposabilité n'interdit pas à des tiers de procéder à de telles inscriptions hypothécaires et ce justement dans la perspective que la saisie immobilière ne soit pas suivie d'une décision de confiscation, sauf à ne pas avoir dans l'immédiat d'effet utile.

Dans l'hypothèse où la saisie se prolonge sans être suivie d'une décision de confiscation, tout tiers intéressé, entendu comme toute personne qui prétend avoir un droit réel sur l'immeuble, a également le droit de demander en justice la mainlevée de la saisie.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 04.01.2006

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Patrick Santer):

16.05.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.05.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.11.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.11.2007

Criminalité organisée

5659 - Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000

1. Objet du projet de loi

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000.

À la différence des autres instruments internationaux en la matière qui ne visent que des infractions spécifiques, cette Convention présente la particularité d'appréhender la criminalité transnationale organisée d'une manière globale, sous tous les aspects, et constitue dès lors un outil complet et universel de lutte contre les organisations criminelles.

Cette Convention, appelée communément «Convention de Palerme» et qui est entrée en vigueur le 29 septembre 2003, est aujourd'hui signée par 147 États et ratifiée par 130 d'entre eux. Le Luxembourg ne peut que souscrire à la démarche initiée dans le cadre des Nations Unies pour combattre ce fléau qui a pris une ampleur considérable avec un chiffre d'affaires estimé à 1.000 milliards de dollars par an, ce dernier étant engrangé par le biais d'activités illicites diverses.

Quant aux trois protocoles additionnels à la Convention qui contiennent des mesures pour lutter contre certains aspects spécifiques de la criminalité transnationale organisée, à savoir le trafic illicite d'armes à feu, de migrants et d'êtres humains, en particulier de femmes et d'enfants, leur transposition se fera dans le cadre de projets de loi distincts en cours d'élaboration au sein du Ministère des Affaires étrangères et du Ministère de la Justice.

2. Application de la Convention au Luxembourg

En ce qui concerne la conformité de la législation luxembourgeoise aux dispositions de droit pénal matériel contenues dans la Convention, aucune mesure de transposition ne s'impose dans la mesure où les infractions pénales à incriminer sont déjà prévues dans notre Code pénal.

Quant aux dispositions procédurales de la Convention, elles ne nécessitent pas non plus une adaptation de notre droit interne, leur contenu étant déjà couvert, notamment par des dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle ou encore par des projets de loi engagés dans la voie législative.

Dès lors, la transposition des seules dispositions de la Convention exigeant encore des mesures concrètes est reprise sous les articles 2 à 4 du présent projet de loi qui concernent la désignation de l'autorité centrale en matière d'entraide judiciaire pénale en la personne du Procureur général d'État, les règles applicables à la coopération judiciaire internationale en matière de confiscation et le régime applicable à la mise en œuvre de mesures provisoires dans le cadre de l'exécution de décisions de confiscation étrangères.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2006

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Patrick Santer):

16.05.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
14.11.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.11.2007

(Ré-)assurances

5741 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2005/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 relative à la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et

- portant transposition de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance

et

- modifiant la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- **aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois**
- **aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger**

Transposition de la Directive Réassurance

La directive 2005/68/CE a pour objet d'instaurer un cadre prudentiel applicable aux activités de réassurance dans l'Union européenne. Bénéficiant d'une expérience de plus de vingt ans dans le domaine, le Luxembourg a activement participé aux travaux préparatoires du texte de la directive.

Il n'existe actuellement aucune règle harmonisée de surveillance de la réassurance dans l'Union européenne. Cette absence de cadre réglementaire a entraîné des différences importantes dans les niveaux de surveillance des entreprises de réassurance. Dans le but de remédier à ce problème et d'assurer la sécurité des assureurs et des assurés, la directive introduit le principe d'une surveillance prudentielle de la réassurance. Le régime proposé pour la réassurance est celui qui a déjà été établi pour la mise en place du marché intérieur dans le secteur des assurances et des autres services financiers: autorisation unique par le pays membre d'origine de l'entreprise de réassurance et contrôle prudentiel et financier par ces mêmes autorités.

Les entreprises de réassurance tombant sous le champ d'application de la Directive Réassurance et déjà agréées pour la conduite d'activités de réassurance conformément aux dispositions de l'État membre où elles ont implanté leur siège social avant le 10 décembre 2005, conservent leur statut selon la Directive Réassurance.

Néanmoins, ces entreprises devront se plier aux exigences de la Directive Réassurance à partir du 10 décembre 2007, date limite de sa transposition en droit national des États membres.

Pour les entreprises n'ayant pas respecté au 10 décembre 2005 les conditions définies la directive prévoit qu'elles doivent s'y conformer jusqu'au 10 décembre 2008.

Transposition de la directive 2006/46/CE

Cette directive poursuit un triple objectif:

- continuer sur la voie de la modernisation du droit comptable européen;

- renforcer le gouvernement d'entreprises;

- prévenir et combattre les malversations financières et pratiques irrégulières des sociétés.

Les exigences d'informations supplémentaires introduites dans la partie B du projet de loi visent plus précisément:

- les entreprises d'assurance/de réassurance luxembourgeoises;

- les fonds de pension;

- les véhicules de titrisation de réassurance situés au Luxembourg;

- les succursales d'entreprises d'assurance/de réassurance et d'institutions de retraite professionnelle de droit étranger, établies au Luxembourg.

Les dispositions visées à la directive 2006/46/CE doivent être transposées en droit national pour le 5 septembre 2008. Les auteurs du projet de loi ont prévu que les nouvelles dispositions comptables s'appliquent dès l'exercice 2008.

Le présent projet de loi met à la charge des sociétés, dont le siège statutaire est situé au Grand-Duché et dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé, l'obligation de publier une déclaration annuelle sur le gouvernement d'entreprise dans une section spécifique et clairement identifiable du rapport de gestion ou du rapport distinct.

La directive à transposer oblige les sociétés cotées de l'UE à fournir dans l'annexe aux comptes annuels ou consolidés davantage d'informations sur le recours aux opérations hors bilan.

La directive 2006/46/CE vise en outre à rendre plus transparentes les transactions avec des parties liées en imposant l'obligation de publicité non seulement entre une société mère et ses filiales, mais aussi à d'autres types de parties liées comme les principaux dirigeants, les parents de ceux-ci ou d'autres parties liées. Cette obligation ne concerne toutefois que les transactions importantes effectuées dans des conditions autres que celles du marché.

<u>Réorganisation ponctuelle du Commissariat aux assurances</u>

Le concept d'autorité de contrôle prévu par la Directive Réassurance est instauré depuis de longues années au Luxembourg avec la création du Commissariat aux assurances (Commassu) en 1991. Le présent projet de loi doit apporter quelques aménagements ponctuels à l'organisation et aux pouvoirs du Commassu (partie I de la loi modifiée du 6 décembre 1991).

L'un de ces aménagements prévoit que la responsabilité civile de l'État et du Commassu n'est plus engagée en cas de négligence grave dans l'application des moyens et d'un lien de causalité entre cette négligence et le dommage causé, mais plus qu'en cas d'acte ou d'omission à caractère dolosif prouvé.

Le Conseil d'État s'est montré très critique à l'encontre de ce point, jugeant qu'il «entend accorder au Commissariat et à l'État une position privilégiée par rapport au droit commun.»

Comme la Commission a constaté que ce point du projet de loi n'est pas matériellement requis pour la transposition de la directive et comme cette question se pose d'ailleurs en termes similaires pour d'autres organes prudentiels, la Commission des Finances et du Budget a décidé de supprimer ce point du projet de loi. Elle a adressé une lettre au Gouvernement, lui demandant de formuler des propositions en vue d'un réaménagement général du régime de la responsabilité des organes prudentiels opérant dans le secteur des banques et des assurances, voire au-delà.

Dans son avis, le Conseil d'État a encore soulevé la question de savoir dans quelle mesure le pouvoir reconnu au Commissariat aux assurances de sanctionner ses propres règlements (au sens de l'article 108bis de la Constitution) est susceptible de se heurter aux dispositions de l'article 6, paragraphe 1er de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Dans la mesure où se manifeste, en particulier sur le plan communautaire, une tendance accrue à instituer des autorités administratives indépendantes, dotées du pouvoir de sanctionner des manquements aux lois et règlements dont elles-mêmes sont appelées à assurer le respect, le problème de la confusion des qualités de juge et partie devient aigu.

La Commission des Finances et du Budget a estimé que le problème soulevé par le Conseil d'État est un problème de fond dépassant de loin le seul cadre de l'organisation du Commissariat aux assurances. C'est un problème qui risque de se poser dans les mêmes termes au niveau d'autres autorités de contrôle ou de surveillance, tels la CSSF et l'ILR. Elle a décidé d'inviter le Gouvernement à rechercher une solution globale susceptible de s'appliquer à toutes les administrations concernées.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 26.06.2007
Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

11.10.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.11.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État
15.11.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.11.2007

Ateliers des Bâtiments publics

5744 - Projet de loi relatif à la construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'Administration des Bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht

Actuellement, les ateliers de l'Administration des Bâtiments publics se trouvent implantés en zone d'habitation urbaine (Val Ste Croix, route d'Arlon), ce qui n'est plus un emplacement approprié. Dans le cadre de l'entretien des bâtiments publics et de leurs alentours, l'administration dispose à côté des services artisanaux avec leurs ateliers susmentionnés, de divers entrepôts éparpillés à plusieurs endroits sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Tous les sites actuels présentent des inconvénients importants, notamment en ce qui concerne le chargement et le déchargement de camions ainsi que la conformité des installations de sécurité et d'évacuation. Les situations telles que décrites sont causées ou renforcées par un manque flagrant de place, dû au fait que les divers ateliers sont implantés dans des zones d'habitation.

Tant l'exiguïté des locaux de travail faisant fonction d'ateliers et de dépôts de l'Administration des bâtiments publics que leur répartition sur quatre sites différents ont donc amené le ministre du ressort à envisager une solution de rechange qui consiste à regrouper sur un site unique à proximité de l'autoroute l'ensemble de ces fonctions. La réalisation du projet permettra ainsi de libérer les locaux occupés actuellement qui, en plus, soit se trouvent situés dans des zones d'habitation urbaines, soit comportent des accès routiers difficiles.

Le regroupement des différents ateliers et dépôts exploités par l'Administration des Bâtiments publics sur un site unique répond globalement à une efficacité plus grande des activités prestées, à une meilleure qualité du travail de ceux qui sont en charge des tâches en question et à une amélioration des conditions d'accès par le choix d'un site situé en dehors du tissu urbain dense et des quartiers d'habitation de la capitale. Sont limités, de cette manière, les problèmes de trafic actuellement rencontrés ainsi que les incommodités pour le voisinage dues tant à la fourniture et à l'expédition de matériel qu'à l'activité artisanale et de stockage.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 03.07.2007
Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):

25.09.2007	Désignation du rapporteur
07.11.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.11.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.11.2007

Ecole européenne Bertrange/Mamer

5763 - Projet de loi relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance

Le projet sous avis a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction de la deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance et à réaliser des infrastructures de transport nécessaires à l'exploitation des nouvelles constructions.

L'amélioration des conditions d'accueil actuelles de la population scolaire est devenue nécessaire. En effet, d'une part, l'infrastructure prévue pour l'école européenne I était conçue pour accueillir 3.600 élèves. Le nombre croissant des élèves, notamment à cause des élargissements successifs de l'Union européenne, a entraîné une augmentation du nombre d'élèves pour le porter à 4.200, ce qui a abouti en 2004 à l'installation de pavillons provisoires au lieu dit «Village pédagogique» à Kirchberg. Cette solution provisoire ne peut perdurer.

Aussi, la deuxième école européenne projetée est conçue pour pouvoir accueillir quelque 3.000 élèves, dont 420 à la maternelle, 1.050 au primaire et 1.600 élèves au secondaire. La construction d'une structure d'accueil avec crèche, garderie et centre d'études est également prévue dans le cadre du nouveau complexe scolaire devant se situer entre Bertrange et Mamer.

D'un point de vue politique, la construction des écoles européennes constitue une contrepartie indispensable de la politique européenne, tout État devant veiller à la scolarisation des enfants sur son territoire. De plus, la construction des écoles européennes constitue une contrepartie nécessaire de la politique de siège européen.

Quant au financement du centre polyvalent de l'enfance, il convient de souligner que le Luxembourg n'est pas tenu par une mise à disposition gratuite de ces infrastructures. Les frais de construction de centres polyvalents de l'enfance sont ainsi à charge des institutions européennes mais font l'objet d'un préfinancement par l'État.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 30.08.2007
Rapporteur: M. Marcel Sauber

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):

25.09.2007	Désignation du rapporteur
22.10.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.11.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.11.2007

Centre de conférences Kirchberg

5766 - Projet de loi relatif à la quatrième extension du Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg

Le Gouvernement entend répondre grâce au nouveau projet d'extension du centre de conférences aménagé à Luxembourg-Kirchberg aux besoins nouvellement définis en la matière de commun accord avec les instances communautaires compétentes, tout en essayant d'anticiper dans la mesure du possible des besoins supplémentaires futurs.

L'extension du centre de conférences comporte deux parties principales. La première consiste à créer les préalables infrastructurels pour le déroulement parallèle de la session de deux conseils des ministres, d'où la nécessité de l'aménagement d'une deuxième grande salle de conférence avec les équipements requis, notamment pour assurer la traduction simultanée dans l'ensemble des langues officielles de l'Union européenne. La seconde partie de l'extension comporte l'aménagement d'un centre de presse adapté aux besoins actuels, dont des salles d'écoute complémentaires, une nouvelle salle de conférences de presse, des locaux de travail et de briefing ainsi qu'un foyer et des infrastructures permettant la restauration des journalistes. Les aménagements en question requerront l'assainissement préalable des annexes existantes vouées à la démolition, surtout pour en extraire les matières amiantées. Enfin, en attendant la mise en service des nouvelles structures, le centre de conférences provisoire, installé dans les halles d'exposition de la société des foires LUXEXPO, sera adapté, avant que les halles occupées ne soient plus tard, au moment où elles auront fini de servir pour les besoins actuels, remises dans leur pristin état.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 30.08.2007
Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):

25.09.2007	Désignation du rapporteur
22.10.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.11.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.11.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.11.2007

Mardi, 13 novembre 2007

SÉANCE 7

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

1. Communications
2. 5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques

   5283 - Proposition de loi relative aux partis politiques portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu

   - *Prise en considération*
3. Ordre du jour
4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1) **5797** - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 26.10.2007

2) **5798** - Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un Espace Aérien Européen Commun (EACE), signé à Luxembourg, le 9 juin 2006

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 31.10.2007

3) **5799** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 05.11.2007

4) **5801** - Projet de loi 1) portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs; - de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet; - de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934; 2) portant introduction de la loi concernant le boni pour enfant; 3) portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 06.11.2007

5) **5802** - Projet de loi 1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 2) modifiant - la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection; - le Code du Travail; - le Code pénal; 3) abrogeant - la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère; - la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, le 07.11.2007

3. En date du 23 octobre 2007 l'Association professionnelle des éducateurs/trices gradué-e-s a remis la pétition N°285 revendiquant l'égalité pour toutes les carrières de niveau BAC+3.

4. L'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF), Région Europe, s'est réunie à Skopje (ARY de Macédoine) du 22 au 26 octobre 2007. Les travaux ont porté sur les thèmes «La Francophonie et les dispositifs de promotion des langues européennes» et «Politiques migratoires dans l'espace francophone européen». Le Luxembourg fut représenté par M. Jos Scheuer, Vice-président de la Chambre des Députés, et M. Michel Wolter, Député.

5. Par lettre du 24 octobre 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a envoyé au Président de la Chambre des Députés les documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 24 au 27 septembre 2007:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République du Panama sur certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République kirghize sur certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume hachémite de Jordanie sur certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la Communauté européenne et l'État d'Israël;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne et de ses États membres, d'un protocole à l'accord de coopération et d'union douanière entre la Communauté économique européenne et la République de Saint-Marin, concernant la participation, en tant que parties contractantes, de la République de Bulgarie et de la Roumanie, à la suite de leur adhésion à l'Union européenne;

- résolution sur la feuille de route pour les sources d'énergie renouvelables en Europe;

- résolution sur «Vers une politique étrangère européenne commune dans le domaine de l'énergie»;

- résolution sur le programme d'action relatif à l'immigration légale;

- résolution sur les priorités politiques dans le cadre de la lutte contre l'immigration;

- clandestine de ressortissants de pays tiers;

- résolution sur «i2010: Vers une bibliothèque numérique européenne»;

- résolution sur l'efficacité et l'équité des systèmes européens d'éducation et de formation;

- résolution sur un moratoire universel sur la peine de mort;

- résolution sur l'application de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

- résolution sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'Union européenne - 2007.

Par lettre du 25 octobre 2007 il lui a encore fait parvenir les documents adoptés au cours de la période de session du 10 au 11 octobre 2007:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis concernant les ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne;

- position sur la proposition de décision du Conseil et des représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant la conclusion de l'accord sur les services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part;

- résolution sur la situation humanitaire à Gaza;

- résolution sur les meurtres de femmes (féminicides) au Mexique et en Amérique centrale et le rôle de l'Union européenne dans la lutte contre ce phénomène;

- résolution sur les répercussions de l'accord conclu entre la Communauté, des États membres et Philip Morris sur le renforcement de la lutte contre la fraude et la contrebande de cigarettes et les progrès dans l'application des recommandations de la commission d'enquête du Parlement sur le régime de transit communautaire;

- résolution sur un plan d'action pour renforcer les capacités, l'efficacité et la sécurité des aéroports en Europe.

2. 5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques

5283 - Proposition de loi relative aux partis politiques portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu

Esou wéi den Artikel 63.- (1) vum Chamberreglement et virgesäit, froen ech d'Chamber, ob se sech definitiv fir d'Prise en considération vun zwou Proposition-de-loien ausschwätzt, an zwar d'Proposition de loi 5700 portant réglementation du financement des partis politiques, déi den 13. Mäerz 2007 vun den Häre Bausch, Schank, Bodry, Meisch a Mehlen déposéiert gouf, an d'Proposition de loi 5283 relative aux partis politiques et portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu, déi den 10. Februar 2004 vum Här Jean-Paul Rippinger déposéiert gouf.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass esou et décidéiert.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg héiere mer d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik vun der Regierung; muer um hallwer dräi féiert d'Chamber eng Debatt iwwert dës Deklaratioun, dat nom Modell 2, an uschléissend diskutéiere mer nach iwwert d'Motioun vum Här Félix Braz iwwert d'Stroumversuergung.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass esou et décidéiert.

Mir kommen elo zur Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Aussepolitik vun der Regierung. Den Här Ausseminister Asselborn huet d'Wuert.

4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Joer, wéi ech hei virun Iech stoung, hunn ech gesot, dass 2007 ee wichtegt Joer fir d'Europäesch Unioun géif ginn, e Joer, wou d'Jalonë misste gesat ginn, fir dass den Integratiounsprozess weidergeet, fir dass d'Unioun sech weiderentwéckelt, e Joer, wou mir mat gemeinsamen Ambitiounen d'Zukunft vun Europa gestalte missten.

Ech menge soen ze kënnen, dass déi Jalonen iwwert déi lescht Méint gesat gi sinn, dass mer mam Accord zu Lissabon nees no vir kënne kucken an eis voll a ganz den Erausfuerderungen unhuele kënnen, déi sech um europäeschen, mä och um internationale Plang stellen.

Sécherheet, Klimawandel, Aarmut an der Welt, Migratioun, nohalteg Entwécklung: All dës Froe werfen Erausfuerderungen op, deene mir eis stelle mussen, no bannen an no baussen.

An dat kënne mer an Europa nëmmen zesummen!

Nëmmen zesummen, an engem staarken Europa an duerch e staarkt Europa, kënne mir d'Globaliséierung matgestalten an aus Erausfuerderungen Opportunitéite schafen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir dat staarkt Europa ze hunn, dat mir brauchen, fir proaktiv d'Globaliséierung op eis Manéier ze konzipéieren, war et wichteg, dass mir eis zu Lissabon d'Dier opgemaach hunn, fir den 1. Januar 2009 een neie Vertrag kënnen ze hunn.

Gewësse Kompromësser waren néideg, fir zu 27 nei starten ze kënnen. Trotzdeem huet den neie Vertrag vu Lissabon awer déi wichtegst Elementer vun dëser reorganiséierter Form bäibehalen, an hien enthält all fundamental Innovatioune vum Verfassungsvertrag, souwuel am institutionelle Beräich wéi och an de Politiken.

Dës Chamber huet schonns d'Haaptelementer vum Kompromëss duergestallt kritt vum Premierminister an och hir Meenung dozou ausgedréckt. Ech géif awer hei nach gäre ganz kuerz déi méi politesch Bedeitung vu verschiddenen Neierungen énnersträichen.

Dee Vertrag, deen den 13. Dezember an der portugisescher Haaptstad énnerschriwwe gëtt, schaaft eng Unioun, déi all Politike begräift, an dat mat enger eenzeger juristescher Personalitéit. Dat ass symbolesch immens wichteg, mä och formell, well duerch deen Akt kann d'Unioun an den internationalen Institutioune ganz anescht handelen an optrieden. D'Unioun kann als solch internationalen Organisatioune bäi-

trieden, an och zum Beispill Member gi vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun.

Mir kréien eng Unioun ouni Pilieren. Dat heescht, déiselwecht oder ähnlech Entscheedungsprozesser ginn ugewannt fir all Politiken, besonnesch och am Beräich Justiz an Innenpolitik, a méi wéi virdrun och an der Aussen- a Sécherheetspolitik; och wann dat selbstverständlech nach net ideal ass. Domadder sinn dës Politiken nach méi no un déi klassesch „communautär Method“ erubruecht ginn. Et ass jo déi Method, déi eis «Union sans cesse plus étroite» geschafen huet an och soll weiderentwéckelen. Entscheedunge gi bis op Ausnahme gréisstendeels mat qualifizéierter Majoritéit am Conseil geholl a mam Codécisiounsrecht vum Europäesche Parlament. Eis Décisiounsmechanisme gi méi kloer, méi effikass an och méi demokratesch.

Déi nei Unioun gëtt méi demokratesch an och méi biergerno, esou wéi dat schonns zu Laeken gewollt war an am Verfassungsvertrag jo och festgehale gouf. D'Petitiounsrecht, ee Biergerbegieren, gradesou wéi déi direkt Rechter fir d'national Parlamenter am europäeschen Décisiounsprozess sinn nei. Si wäerten eis erlaben, d'Initiative vun der Kommissioun méi am Detail an op enger méi breeder Basis kënnen ze diskutéieren. Och d'Regierung an d'Chamber wäerten op den europäeschen Dossiere vill méi enk missen an och wëllen - ginn ech dovunner aus - zesummeschaffen, an dat vun deem Moment un, wou d'Propositioune vun der Kommissioun um Dësch leien, duerch déi verschidden Etappe vun der Aarbecht am Conseil bis zur Entscheedung.

D'Charta vun de Grondrechter, op déi mer jo als Lëtzebuerger esou staark halen, wäert den 12. Dezember - also een Dag viru Lissabon - vum Conseil, vun der Kommissioun an dem Europaparlament feierlech ënnerschriwwe ginn, an dann duerno publizéiert. Den Traité enthält eng Referenz op dës Charta a gëtt dëser Charta doduerch genau deeselwechte Wäert, wéi en am Verfassungsvertrag virgesi war. Domadder ass eng vun eise Konditiounen, fir dësen neie Vertrag ze ënnerstëtzen, erfëllt.

Leider - dat wësse mer - huet Groussbritannien, a bis elo och Polen, dës Charta net kënne matdroen. Hiren Opt-out ass méi wéi bedauerlech. Ech brauch dat net extra ze betounen. An ech kann nëmmen hoffen, dass e soubal wéi méiglech opgehuewe gëtt. Et gëtt - wann et och eng ganz kleng ass, mä - eng Chance, dass déi nei Regierung zu Warschau dovunner profitéiere wäert, dass den Traité nach net ënnerschriwwen ass, fir nach op hiren Opt-out ze verzichten. Allerdéngs musse mer wëssen, dass a Polen eng Majoritéit néideg ass, déi och d'Partei vum Här Kaczyński begräift.

Här President, och d'institutionell Struktur vun der Unioun changéiert mat deem neie Vertrag. Den Europäesche Rot gëtt eng Institution - e war also bis elo keng Institutioun - a kritt ee permanente President fir zwee an en halleft Joer, erneierbar eng Kéier. Dës nei Funktioun muss nach hir richteg Plaz kréien tëschent dem President vun der Kommissioun an dem Vertrieder fir Aussepolitik, deem eigentlechen europäeschen Ausseminister. An deem Krees huet jiddferee seng Roll ze spillen a seng Kompetenzen, a vollem Respekt vun deem Aneren. Fir eis ass wichteg, dass déi unique Roll a Plaz vun der Kommissioun voll bäibehale gëtt. Eis läit och vill drun, dass dës nei Gestaltung am Sënn vu méi Kohärenz, Effikassitéit a Visibilitéit no bausse funktionéiert.

D'Kohärenz vun der europäescher Aussepolitik ass menger Meenung no besser geséchert duerch déi duebel Kompetenz vum Vertrieder fir d'Aussepolitik. Als Vizepresident vun der Kommissioun huet hien d'Charge, fir d'Mëttele vun dëser Institutioun ze bëndelen. An als President vum Conseil «Relations extérieures» kritt hie vun de 27 Ausseministeren d'Mandater, fir am Sënn vun der Unioun an hire Prinzipien a Wäerter ze handelen. Europa ass ëmmer méi present a Krisegebidder mat all deene Mëttelen, déi zur Verfügung stinn, mat zivilen oder militäresche Missiounen, mat diplomatesche spezielle Vertrieder, mat technescher Assistenz a mat Hëllef.

Fir eis Instrumenter besser, mä och méi oft a méi geziilt kënnen ze gebrauchen, muss de Vertrieder fir d'Aussepolitik Leit hunn, déi genee dat zesummebréngen. Duerfir gëtt den europäeschen diplomateschen Déngscht geschaf, de Service extérieur, deen aus Beamte vun der Kommissioun, vum Conseil an aus all de Memberstate bestoe wäert.

Wann den Traité den 1. Januar 2009 a Kraaft trëtt, da fänken dës nei institutionell Instrumenter un ze schaffen. Bis dohinner mussen évidemment nach ganz vill Detailer geregelt ginn.

Mat wiem schafft de President vum Europäesche Rot zesummen? Wat genau mécht an Zukunft nach d'Présidence semestrielle, déi jo bäibehale gëtt? Wéi grouss muss de Service extérieur sinn, fir kënnen unzefänken? Wou gëtt en installéiert? Wie géréiert säi Budget? Dës Froen an nach vill anerer wäerte mer iwwert d'ganzt nächst Joer misse klären.

Vun dësen Äntwerten hänkt och d'Effikassitéit vum zukünftege System of. Fir Lëtzebuerg ass et kloer, dass d'Unioun hir Responsabilitéit an der Welt verstäerkt muss huelen. Dat erwaarden d'Lëtzebuerger an d'Europäer vun deem neie Vertrag, an dat selbstverständlech mat Recht.

Nieft den institutionellen Innovatiounen huet de Verfassungsvertrag, an och de Vertrag vu Lissabon, awer och Neierungen an de Politike bruecht. Esou zum Beispill ass, wéi am Verfassungsvertrag och, eng horizontal Sozialklausel do, déi eis erlaabt, all - an ech betounen: all - nei legislativ Initiativen ënnert dem soziale Bléckwénkel ze préiwen. Mir hunn eng speziell Basis, fir den europäesche Bannemaart vun der Energie opzebauen, an eng méi kohärent Method, fir d'Thema vun de Services d'intérêt général unzepaken.

Och a Sécherheets- an a Verteidegungsfroe kënnen an Zukunft d'Memberstaten am Kader vum Traité, mä no spezielle Regele selbstverständlech, hir Capacitéite fir ze handele verbesseren, fir esou Missiounen, déi d'Unioun hinne gëtt, besser kënnen ze erfëllen.

Mir sinn net frou - Dir net an der Chamber hei, an d'Regierung selbstverständlech och net -, dass am Beräich Justiz an Innenpolitik Groussbritannien an och Irland en Opt-out-Recht hu fir all Propositiounen. Dat heescht, si hunn d'Recht, bei alle Propositiounen an deem Domän net brauche matzemaachen. Mir hoffen natierlech, dass se dës Méiglechkeet esou wéineg wéi méiglech gebrauche wëllen. Well eist Zil muss et jo sinn, zesummen dës Politike fir d'Sécherheet vun eise Bierger alleguerten ze entwéckelen an ze beräicheren, mä et ass och e wichtegen Zousaz zum Bannemaart.

Wann en Opt-out aus enger Initiativ Konsequenze kéint hunn, déi eis besonnesch am Bannemaart net akzeptabel schéngen, da musse mer dem Conseil an, wann néideg, de Stats- a Regierungschefen dat kënne virleeën an d'Kommissioun zu Rot zéien. Dat Recht ass eis geséchert an enger Erklärung, wéi Der wësst, vun der Regierungskonferenz. Et ass elo un eis a selbstverständlech och un anere Länner, fir Gebrauch ze maache vun deem Recht, wann et muss sinn.

Ech wëll hei net nach eng Kéier op déi Themen zréckkommen, déi eis nach zu Lissabon ganz héichkaräteg beschäftegt hunn, wéi d'Mechanisme vu Ioannina oder d'Zuel vun den Deputéierten, déi Italien am Europaparlament kritt. Si sinn dee Moment wichteg gewiescht fir déi Länner, déi betraff waren, a fir eis alleguerten duerch déi méiglech Konsequenzen. Wann dann awer esou eng Solutioun fonnt ginn ass, wéi mer se fonnt hunn, mat der Hëllef vun alle Säiten, da ginn dës Froe vill manner wichteg.

Mir si frou, dass de Mechanismus vu Ioannina net am Traité ass an hien déi legislativ Prozedur an der Unioun net op eng onbestëmmten Zäit vertage kann. Wat d'Europaparlament ubelaangt, esou si jo elo am Traité dräi Zuele festgehalen, den Total vun de Membere mat 751, de Minimum pro Memberstat mat sechs an de Maximum mat 96. Déi minimal Zuel ass sechs, dat si mir, a 96 fir dat gréisst Land, dat ass jo elo Däitschland. Dat mécht d'zukünfteg Diskussioun iwwert d'Zesummesetzung vum Europaparlament fir Lëtzebuerg vill méi einfach, wéi dat fréier de Fall war.

Wa mir elo schonns bei spezifesche Lëtzebuerger Elementer vum Traité sinn, géif ech nach gäre soen, dass och Lëtzebuerg als Siège vun den Institutioune bestätegt ass an domadder och an der Unioun vun deene 27 konsolidéiert ass.

Mir wëssen, wéi wichteg dass d'Presenz ass fir de Prestige vun eisem Land, fir Lëtzebuerg, a mir sinn eis och bewosst, wat déi ronn 10.000 Fonctionnairë fir eis Wirtschaft, awer och eis Kultur, eis Gesellschaft am Allgemengen duerstellen a wat fir eng Bedeitung e staarken europäesche Pôle zu Lëtzebuerg fir d'Attraktivitéit vum Land als méigleche Standuert fir privat Investisseuren huet.

D'Anhale vun de Siège-Ofkommen, déi souwuel eng staark quantitativ wéi och qualitativ Vertriedung vun den Institutiounen zu Lëtzebuerg garantéieren, bleift eng Erausfuerderung, där mir eis och am vergaangene Joer gestallt hunn. Et koum zu enger Eenegung mat der Kommissioun iwwer en neie Standuert um Kierchbierg. D'Gesetzesprojeten iwwert de Centre de Conférences an déi nei Europaschoul konnten der Chamber virgeluecht ginn. Ech hoffen, dass dës zwee wichteg Dossiere geschwë mat Ärer Hëllef kënnen ofgeschloss ginn.

Ech wéilt an dësem Kontext nach eng Kéier dorun erënneren, dass Lëtzebuerg dëst Joer eestëmmeg als Siège fir den zukünftege Registre ferroviaire international designéiert gouf. All dës Efforten a Succèsë wieren net méiglech gewiescht, ouni déi ausgezeechent Zesummenaarbecht mat anere Ministèren, a selbstverständlech och mat der Chamber a mat den Administratiounen. An ech wëll awer hei ee besonnesche Merci soen als Ausseminister un de Bauteminister, de Kolleeg Wiseler, an un de Budgetsminister Luc Frieden.

Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg brauch eng staark Europäesch Unioun, an d'Unioun brauch deen neie Vertrag, an dat ganz, ganz séier. Duerfir ass et elo un de Memberstaten, fir d'Ratifikatiounen esou séier wéi méiglech nom Dezember anzeleeden. Et wär ideal, wann all Ratifikatioune kéinten am Laf vum éischte Semester 2008 geschéien. D'Regierung wäert duerfir direkt uganks Januar dëser Chamber an dem Conseil d'État de Gesetzestext virleeën. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer kënnen op Är Zesummenaarbecht zielen.

A wann dann d'Jalonë gesat sinn, fir dass den Integratiounsprozess weidergeet, da kann Europa sech och verstäerkt op déi nei Realitéite vun der Globaliséierung konzentréieren, déi, wéi schonns gesot, souwuel Opportunitéite wéi och Erausfuerderunge mat sech bréngen.

Ech wëll dat ënnersträichen: Mir däerfen d'Globaliséierung net als eng Gefor duerstellen an eis wëllen an enger Forteresse Europe verschanzen. Dat entsprécht weder eiser Geschicht nach eiser Visioun vun der Welt.

Et gëllt villméi, Ëmstänn ze schafen, fir dass eis Stäerkte voll zum Droe kommen an den europäeschen Interessi respektéiert ass. A wann ech europäeschen Interessi soen, da mengen ech natierlech net d'Zomm vun de jeeweilegen Interesse vun de Memberstaten an och net nëmmen d'Zomm vun eise Maartundeeler, mä och den Asaz an der internationaler Communautéit fir héich sozial Standarden, fir Ëmweltnormen, déi zu enger nohalteger Entwécklung bäidroen, fir de Schutz vun der intellektueller Propriétéit - fir nëmmen déi Beispiller ze nennen.

An deem leschte Jorzéngt huet d'Weltwirtschaft déif gräifend Ännerungen erlieft. Dës si sécherlech bedéngt duerch eng Rei vu Facteuren, mä d'Revolutioun an de Kommunikatiounstechnologië schéngt mir haaptsächlech ausschlaggebend fir dës Entwécklung gewiescht ze sinn. Dat huet eng nei Aarbechtsopdeelung um internationalen Niveau mat sech bruecht.

Déi impressionnant wirtschaftlech Entwécklung vu verschiddene Schwellelänner ass déi aner Säit vun dëser Realitéit. China, Indien, Brasilien, fir nëmmen dës Länner ze nennen, veränneren déi grouss ekonomesch Gläichgewiichter. Mir kënnen eis nëmme félicitéieren, dass d'Situatioun vun hire Bevölkerunge sech verbessert, och wann dës Verbesserung vum Liewensstandard nach ëmmer net gerecht verdeelt gëtt.

Mir si mam Opkomme vun neie Mäert konfrontéiert, déi vun hirer Gréisst hier eemoleg sinn. Fir europäesch Exportgesellschafte gëtt et do immens Opportunitéiten ze ergräifen, souwuel wat d'Exportatiounen am Allgemenge wéi och wat d'Investitiounen ugeet. Och fir den europäeschen Déngschtleeschtungssecteur ass de Wuesstumspotenzial op deene Mäert enorm. Ee Beweis duerfir ass zum Beispill, dass keng Woch vergeet, ouni dass héichkaräteg Wirtschaftsmissiounen aus der Europäischer Unioun, aus de Memberstate vun der Unioun an Asien oder a Latäinamerika ginn. Dat zielt och fir Lëtzebuerg. 2007 ware sechs Missiounen op Ministerniveau a China, an Indien, a Brasilien, fir nëmmen déi Beispiller ze nennen.

Aner Regioune vun der Welt di sech méi schwéier, fir déi richteg Konditioune fir de Wuesstum ze schafen. Denke mer besonnesch un Afrika. Fir dës Géigende muss dofir gesuergt ginn, an Europa huet hei eng speziell Responsabilitéit, dass d'Globaliséierung net als Konsequenz huet, déi kleng Produzente wéi och déi industriell, kommerziell a finanziell Strukture vun nach ufällegen Ekonomien ze ruinéieren.

Wou steet déi europäesch Wirtschaft? Et ass net u mir haut selbstverständlech, en déif gräifende Gesondheetsbilan ze zéien am Kontext vun enger Ried iwwert d'Aussepolitik. Loosse mer nëmme soen, dass d'Resultater vun der europäescher Wirtschaft am Allgemenge gutt sinn, d'Eurozon mat abegraff.

D'Erweiderung vun der Unioun huet eng nei intern Aarbechtsopdeelung ervirbruecht, déi mir net sollten als negativ ugesinn oder déi eis misst fir d'Zukunft fäerten doen; ganz am Géigendeel.

Duerfir huet d'Regierung décidéiert, fir d'Derogatioune vun der fräier Zirkulatioun fir d'Bierger aus de Memberstaten, déi 2004 bäigetruede sinn, mat Effet op den 1. November opzehiewen.

Um europäeschen Niveau gesi mer déi éischt Erfollegszeeche vun der Strategie vu Lissabon: een zolitte Wuesstum, ee verbesserten Aarbechtsmaart, nei Akzenter, déi an der Educatioun an an der Recherche gesat gi sinn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Fir deen Trend ze konsolidéieren, muss d'Unioun hir Reformen awer weiderhi wëllensstaark duerchsetzen, hir Interessen no baussen offensiv verdeedegen, hir Wäerter, hir Standarden an Norme mat nach méi Determinatioun förderen.

Déi europäesch Wirtschaft ass leider nach net kompetitiv genuch. Mir mussen also nach méi Effortë maachen, fir déi Reformen an Ajustementer virunzedreiwen. Europa, mä och all eenzelne Memberstat, muss verstäerkt Wäert op d'Educatioun an op d'Recherche leeën. De Mangel un ausgebilte Fachkräften op eisem Aarbechtsmaart bremst d'Innovatioun an d'Entwécklung vun der europäescher Ekonomie. Nach ëmmer verloossen dausende Chercheuren Europa fir sech an den USA ze etabléieren. Dat musse mer änneren.

D'Mëttel fir Recherche an Entwécklung ze bedreiwe musse verstäerkt ginn, an dat souwuel an der „recherche fondamentale“ wéi och an der ugewannter Fuerschung, der „recherche appliquée“. D'Europäesch Unioun huet sech global een Zil vun 3% am Kader vun der Revisioun vun der Strategie vu Lissabon ginn. Lëtzebuerg huet schonns grouss Effortë gemaach a wäert och an deem Sënn weiderfueren.

D'europäesch Politik muss natierlech dës Zilsetzung ënnerstëtzen. Net nëmmen andeems se d'Fuerschung ënnerstëtzt, mä och andeems se d'Mobilitéit vun eise Studente fördert, duerch, zum Beispill, d'géigesäiteg Unerkennung vu Qualifikatiounen an Diplomer, duerch akademesch Austauschprogrammer an och duerch eng intelligent Immigratiounspolitik.

Dëst ass selbstverständlech keng akademesch Fro: Indien a China - fir dës zwee Länner erëm eng Kéier ze ernimmen - „produzéieren“ Ingenieuren a Wëssenschaftler a risegen Zuelen. Et wier och falsch ze mengen, dass hir Formatioun manner gutt wier wéi déi, déi hir Fachkolleegen hei an Europa hunn; ganz am Géigendeel. Mir mussen also d'Bedingunge schafen, fir dass eist Bildungswiese weiderhi kompetitiv bleift an den Usprëch vun eiser Wirtschaftsentwécklung gerecht ka ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, Europa muss och d'Potenzial vu sengem Bannemaart voll ausschäffen. Dëse muss eng gewësse kritesch Mass hunn, fir sech och weiderhin an der Zukunft mat deenen anere groussen a ganz groussen Ekonomië kënnen ze moossen.

Nieft den Effortë vun der Harmonisatioun an der géigesäiteger Unerkennung vun den Norme muss dëse Bannemaart vu verschiddene fundamentale Prinzipien animéiert sinn. Do ass de Prinzip vum Ursprongsland nawell een, wéi mer alleguerte wëssen, vun deene wichtegsten, dat sief just hei erwähnt, deen zum groussen Deel den Erfolleg vun eiser nationaler Ekonomie explizéiert. Déi schwéier Diskussioun haut am Conseil ECOFIN muss een och ënnert deem Bléckwénkel gesinn.

D'Kompetitivitéit vun der Wirtschaft däerf sech net um Ofbau vun dem sozialen Acquis moossen, wéi Verschiddener dat wëlle gesinn. Et mussen Effortë gemaach ginn, um europäeschen an och um nationalen Niveau, fir den Aarbechtsmaart méi upassungsfäeg ze gestalten. Hei denke mer, dass dëst éischter duerch d'Weiderbildung an d'liewenslaangt Léiere soll geschéien.

Ech wëll ënnersträichen, dass d'Akzeptanz vun der Globaliséierung an d'Bereetschaft, fir hir Erausfuerderungen unzehuelen, och op dem Vertraue berouen, deen d'Salariéen an de politeschen, ekonomeschen a soziale System hunn.

Um europäesche Plang setzt d'Lëtzebuerg sech weider a fir sozial Mindeststandarden, wéi zum Beispill e Mindestloun, dee Fonc-

tioun ass vum PIB. A mir plädéieren och weiderhin derfir, dass dës Mindeststandarden och op dem internationale Plang sollen duerchgesat ginn, natierlech esou wäit wéi d'Situatioun vergläichbar ass. De Respekt vun de sozialen Eckwäerter kann net aus der Diskussioun iwwert d'Konditioune vum internationalen Handel verschwannen.

Schlussendlech mussen d'Politike vun der Unioun och de Kritär vun der Nohaltegkeet erfëllen an dëst zu engem fundamentale Bestanddeel vun der Aussepolitik vun der Unioun maachen.

D'Unioun spillt eng ganz wesentlech Roll beim Ëmsetze vum Kyoto-Protokoll. Si muss och weiderhin déi dreiwend Kraaft bleiwen, fir déi nei Reduktiounsziler vun Ofgaswäerter erreechen ze kënnen, am Hibléck op en neien internationale Vertrag fir d'Period no 2012. Am Dezember zu Bali schléit d'Unioun e Gesamtkonzept vir, fir dass dës Verhandlunge kënnen 2009 ufänken.

Verschiddener vun deene bestehende Mechanisme wäerte wahrscheinlech missen adaptéiert ginn. Ech denken do un den Austausch vun Emissiounswäerter, fir dass den Handel sech och op dem Weltmaart kann duerchsetzen. No Bali, am Januar 2008, soll d'Kommissioun eng Method virschloen, fir d'Reduktiounsziler an all Memberstat ze erreechen.

Déi Efforten, déi mir scho gemaach hunn, wéi och d'Ziler, déi mir op nationalem Niveau ugekënnegt hunn, iwwert déi ganz Period zënter 1990, misste vun der Kommissioun a Betruecht geholl ginn, wann et heescht, d'Laascht vun den neien Engagementer op eng gerecht an op eng objektiv Manéier tëschent de Memberstaten ze verdeelen.

Bei der Ëmsetzung vum europäeschen Zil, dat jo um Fréijoerssommet 2007 fixéiert ginn ass an dat de Gebrauch vun 20% vun erneierbaren Energië virschreift, mussen d'objektiv Emstänn vun deenen enge wéi och vun deenen aneren an der Unioun a Betruecht gezu ginn, wann et dann drëm geet, fir dësen Effort ënnert de Memberstaten ze verdeelen, an och mat eventuellen Zousazmechanisme vum Bannemaart. Ech wéilt ënnersträichen, dass fir eis d'Nuklearenergie natierlech net a Betruecht kënnt, fir dëse Kritär vun 20% erneierbaren Energien ze erfëllen. Aus der Siicht vun der Regierung ass méi Atomstroum keng Äntwert fir d'Reduktioun vun den CO_2-Wäerter.

D'europäesch Approche a Saache Klimawandel schéngt mir richtungsweisend ze si fir dat, wat d'europäesch Aussepolitik a Saache Globaliséierung sollt sinn: op eng entscheedend Aart a Weis deelhuelen um Festleeë vun Normen a vu Standarden, mat dem gudde Beispill virgoen an e multilateralen Effort ustriewen, fir sech ze vergewëssseren, dass d'Konditiounen och an der internationaler Konkurrenz fir jiddfereen déi nämlecht sinn.

Parallell dozou muss d'Unioun d'Entwécklung vu propperen Technologien an effikassen Energien ënnerstëtzen.

An enger Weltwirtschaft, déi weider um Expansiounskurs fiert, ginn Energien ëmmer méi rar an och ëmmer méi deier. D'Vervollstännegung vun engem richtege Bannemaart, notamment am Secteur vum Gas an och vum Elektreschen, dierft eis erlaben, d'Zouliwwerungen ze rationaliséieren an doduerch och d'Käschten ze drécken. Mir mussen awer och oppassen, dass doduerch keng Monopolsituatiounen entstinn, wat e besonnesche Risiko fir déi kleng Réseauen ass a wat net zu eisem Zil, fir d'Präisser ze reduzéieren, bäidroe wäert.

Den europäesche Fréijoerssommet vun dësem Joer huet eis erlaabt, ee wesentleche Schrëtt no vir ze maachen, an der europäescher Energiepolitik an och an hirer aussepolitescher Dimensioun.

D'Unioun huet sech fir en Ofséchere vun der Energieversuergung duerch Diversifikatioun ausgeschwat.

Viru kuerzem huet d'Kommissioun proposéiert, dass d'Drëttlänner, wat d'Investissementer am Energiesecteur ugeet, d'Réciprocitéit respektéiere mussen.

Déi rezent Turbulenzen op den internationale Finanzmäert beweisen, dass an enger globaliséierter Welt keen à l'abri vun de Konsequenze vun den Akte vun Drëtten ass. D'Kris vun de sougenannten „subprimes" ass e Beweis heifir. D'Onduerchsiichtegkeet, d'Abstraktioun an d'Distanz zu de Konsequenzen, mat deene verschidde Finanzacteuren agéieren, huet en erschreckende Grad erreecht.

Och hei ass d'Unioun gefuerdert, an nei Richtungen ze denken an zum Beispill der Iddi vun engem „early warning system" nozegoen.

Här Präsident, d'Unioun däerf net zécken, op rigouréis Weis hir Wäerter, hir Normen, hir Interessen an hir Bierger ze verdeedegen. Eis Grondpositioun soll d'Géigesäitegkeet an de Respekt vun den europäesche Standarden, wat d'Santé, de Konsumenteschutz, d'Émwelt oder d'sozial Normen ugeet, bleiwen. Den Entwécklungsniveau vun engem Land ass natierlech mat a Betruecht gezu ginn.

Lëtzebuerg wäert och weiderhin opmierksam bleiwen, fir dass d'Anti-Dumping-Instrumenter vun der Unioun net ofgeschwächt ginn. Eng kloer Definitioun vum communautären Interessi a vum europäesche Produzent muss dofir etabléiert ginn, am Fall vun enger Reform vun dësen Instrumenter.

Loosst mech an deem Kontext och nach e Wuert soen zu de Verhandlungen am Kader vun der Welthandelsorganisatioun. Trotz aller Méi muss ee feststellen, dass dës Verhandlungen, déi 2001 zu Doha lancéiert gi sinn, nach ëmmer net ganz wäit komm sinn. An deenen nächste Wochen a Méint misste mer wëssen, ob déi sougenannten Doha-Entwécklungsronn erfollegräich ofgeschloss ka ginn oder net. En Échec géif net nëmmen de Multilateralismus en tant que tel schwächen, mä hätt virun allem negativ Konsequenzen op déi äermste Länner, deenen d'Doha-Ronn soll hëllefen, sech besser an den internationalen Handel ze integréieren. D'EU däerf och do weiderhi keng Méi scheien, fir dass et zu engem Succès kënnt.

Här President, Dir gesitt, mir hu signifikativ Atouten, fir als Europäesch Unioun d'Erausfuerderunge vun der Globaliséierung unzehuelen an och matzegestalten.

Mir sinn doriwwer eraus ee vun deene raren Acteuren, dee capabel ass, aussen- a sécherheetspolitesch Problemer opzegräifen. Dat bréngt eng speziell Verantwortung mat sech. D'Unioun ass sech dëser Verantwortung bewosst an huet sech iwwert déi lescht Jore verstäerkt d'Instrumenter ginn, fir um internationale Plang kënnen ze agéieren.

Eisen Objektiv muss et dobäi sinn, de Friddensprojet „Europa" auszeweiden oder esou wéi de Javier Solana et kierzlech ausgedréckt huet: „(…) to act as a credible force for the good (…) from a continental agenda, we should move to a global agenda; from building peace in Europe to being a peace-builder in the world (...)".

Eis Politik muss dobäi eng europäesch sinn: europäesch net nëmmen am Sënn vun enger gemeinsamer Aussepolitik, mä och am Sënn vun enger spezifesch europäescher Approche. Eng Approche, déi Diplomatie, Finanzmëttelen a Sécherheetsinstrumenter zesummebréngt, déi op Synergië setzt, déi op Zesummenaarbecht setzt amplaz op Elenggäng, eng Approche, déi zwar militäresch Mëttel och net ausschléisse kann, mä dës ni als eenzeg Léisung ugesäit.

D'Zäit feelt hei, fir e kompletten Tour d'horizon vun der internationaler Aktualitéit ze maachen. Dat ass och net den Zweck vun der Deklaratioun zur Aussepolitik. Ech wéilt mech konzentréieren op e puer Regiounen a Beräicher, wou d'Unioun, à différents degrés, een Acteur ass am Zesummespill mat den internationalen Organisatiounen, mat eisen amerikanesche Partner, mat Russland, mä och mat China.

A kenger Géigend huet Europa esou eng determinant Roll ze spillen, wéi um Balkan, an do besonnesch am Kosovo.

Wéi ech d'lescht Joer op dëser Tribün stoung, hat ech d'Hoffnung, dass 2007 de Kosovo-Prozess kéint ofgeschloss ginn. Net dass ech gemengt hunn, et géif einfach ginn; dat kann et net sinn an esou enger fundamentaler Fro, wou et jo ëm de Statut vun engem Territoire geet, wann esou ënnerschiddlech Positiounen an Aspiratiounen openeentreffen, wéi dat am Kosovo de Fall ass, wa Grondprinzipië vum internationale Recht wéi de Respekt vun der territorialer Integritéit vun engem Land an d'Recht op Selbstbestëmmung vun engem Vollek sech géigeniwwerstinn. Et huet deemools awer esou ausgesinn, wéi wann d'Weichen definitiv gestallt wären.

Haut, ee Joer méi spéit, ass de Statut vum Kosovo nach ëmmer net geregelt. Den Här Ahtisaari, deen am Numm vum Generalsekretär vun der UNO 14 Méint laang tëschent Belgrad a Priština verhandelt hat, hat ufanks vun dësem Joer missen zur Konklusioun kommen, dass weider Verhandlungen néierens géifen hifiéieren. D'Positioune vun deenen zwou Säite waren einfach ze wäit auserneen. Dee Statut, deen hien doropshi proposéiert huet, war deen eenzegen, deen him - an ech muss soen, och eis - realistesch geschéngt huet, wann een d'Entwécklung vum Kosovo an deene leschte Joren an d'Realitéiten um Terrain kuckt: eng international iwwerwaachten Onofhängegkeet mat enger wäitgefächerter ziviler a militärescher Presenz, bei där d'Europäesch Unioun d'Haaptresponsabilitéit soll hunn.

(Interruption)

D'Unioun huet dës Propositioun voll a ganz ënnerstëtzt, och wann dat fir deen een oder fir deen anere vun de Memberstate selbstverständlech aus interne Grënn net ëmmer ganz einfach war. Déi iwwerwaachten Onofhängegkeet schéngt mer och haut nach déi allerbeschte Léisung, fir der Aspiratioun vun der grousser Majoritéit vun der kosovarescher Bevölkerung Rechnung ze droen, déi sech d'Onofhängegkeet tout court wënscht, a gläichzäiteg d'Rechter vun de Minoritéiten am Kosovo - virun allem där serbescher - ze garantéieren, hire Patrimoine ze schützen, hir Representatioun am Stat op allen Niveauen ze garantéieren an esou d'Multiethnizitéit am Kosovo ze préservéieren.

Wéi Der wësst, huet de Sécherheetsrot vun der UNO keng Décisioun iwwert de Kosovo kënnen huelen, an dat obwuel dem Här Ahtisaari seng Propositioun kloer war an d'Grondprinzipien, déi vum Kontaktgrupp fir de Statut vum Kosovo definéiert gi waren, respektéiert. Moskau huet de Prozess, un deem et jorelaang selwer matgeschafft hat an deen et Schrëtt fir Schrëtt endosséiert hat, net méi wëllen a kënne matdroen. Moskau huet sech hanner Belgrad gestallt, dat eng Onofhängegkeet vum Kosovo, egal ënner wéi enger Form, kategoresch de Moment refuséiert.

D'Troika vun der Kontaktgrupp, déi doropshi vum Generalsekretär vun der UNO agesat ginn ass, soll elo nach eng leschte Kéier - d'Deadline ass, wéi Der wësst, den 10. Dezember dëst Joer - Verhandlunge mat de Serben an den Albaner aus dem Kosovo féieren; d'Verhandlunge vun der leschter Chance gewëssermoossen. Mir ënnerstëtzen der Troika hir Aarbecht voll a ganz. Falls et zu engem Kompromëss komme kéint, wär alles wonnerbar. Leider gesäit et am Moment net wierklech duerno aus. D'Positioune vun deenen zwou Säite si weiderhin diametral opposéiert. All Effortë mussen trotzdeem nach bis den 10. Dezember gemaach ginn. Béid Parteie musse bis dohinner all Deklaratiounen a Schrëtt ënnerloossen, déi d'Sécherheetssituatioun um Terrain kéinten a Gefor bréngen.

Här President, an deenen nächste Méint kommen doudsécher ganz, ganz schwiereg Diskussiounen an der EU iwwert de Kosovo op eis duer. Schwiereg Décisioune sinn ze huelen, besonnesch wann et zu engem Échec vun de Gespréicher kënnt. De Kosovo wäert seng Onofhängegkeet dann eventuell unilateral kënnen deklaréieren.

Ech hunn a wäert mech och weiderhin an der Unioun dofir asetzen, dass mir gemeinsam a koordinéiert virginn, wat de Kosovo ugeet. Et ass dëst eng kruzial Fro fir d'Stabilitéit vum Balkan, mä och eng kruzial Fro fir ganz Europa. Wa mir et hei net fäerdeg bréngen, zesummen eng Linn ze definéieren, eis Positiounen a Reaktiounen ofzestëmmen, da sinn eis grouss Deklaratiounen iwwer Responsabilitéit a gemeinsam europäesch Aussepolitik net ganz vill wäert.

Mir kënnen och nëmmen op d'Ënnerstëtzung vun eise Partner zielen, wa mer weisen, dass mir et éierlech mengen, an eis d'Mëttele ginn, fir déi Roll ze spillen, déi mir fir d'Unioun invoquéieren. Duerfir ass et och esou wichteg, dass d'Preparatioune fir d'PESD-Missioun weiderlafen. Ech si ganz frou als Ausseminister, als Vertrieder vun der Regierung hei, dass mat Ärer Ënnerstëtzung schonn d'Engagementer geholl gi sinn, fir déi Missioun kënnen ze organiséieren. Mir wëllen a mir musse prett sinn, soubal de Statut tranchéiert ass.

(Interruption)

D'europäesch Balkan-Politik limitéiert sech awer natierlech net op de Kosovo. Den europäesche Prozess um Balkan huet et iwwert déi lescht Joren erlaabt, esou munech Fortschrëtter ze maachen. An duerfir musse mir de Prozess, hin zu méi Demokratie, zu Fridden, Sécherheet a Wuelstand, och weiderhin ënnerstëtzen. Zënter dem Europäesche Rot am Juni 2003 zu Thessaloniki hunn d'Balkan-Länner all eng europäesch Perspektiv, also d'Vocatioun, eng Kéier Member vun der EU ze ginn, wa si d'Kritären erfëllen. Dozou sti mir!

Déi europäesch Perspektiv wäert vum 1. Januar 2008 un e bësse méi gräifbar sinn, wann d'Visa-Accorden a Kraaft trieden, a ville Leit um Balkan et wäerten erlaben, méi einfach ee Visa fir an d'Unioun ze kréien an d'europäesch Länner kennen ze léieren, sief et als Tourist, als Student, als Akademiker oder als Business-Partner. Virun e puer Wochen hu mer och den Accord de stabilisation et d'association mat Montenegro ënnerschriwwen, een éischte Schrëtt a Richtung Integratioun. Ähnlech Accorden hu mer, wéi Der wësst, schonns mat Albanien an och mat der ehemoleger jugoslawescher Republik Mazedonien ofgeschloss.

Och mat Serbien ass e sougenannten ASA négociéiert ginn. D'Négociatioune waren eng Zäit laang ënnerbrach, well Serbien net zefridde stellend mam Krichsverbriechertribunal zu Den Haag zesummegeschafft huet; ee vun de Kritären am Stabiliséierungs- an Assoziéierungsprozess. Wéi déi nei serbesch Regierung am Fréijoer dëst Joer an d'Amt komm ass an hire feste Wëlle bewisen huet, fir besser mat Den Haag zesummenzeschaffen, sinn d'Négociatiounen awer nees opgeholl an elo ofgeschloss ginn. De Kommissär fir d'Erweiderung, den Här Olli Rehn, huet leschte Mëttwoch den Accord mat der serbescher Säit paraphéiert an esou den Text definitiv fixéiert. Déi nächst Etapp ass elo d'Ënnerschrëft vun de 27 Memberstaten; et schéngt net evident ze sinn. An déi Ënnerschrëft ass selbstverständlech op en Neits ofhängeg vun der serbescher Zesummenaarbecht mam Krichsverbriechertribunal.

Belgrad huet, wéi gesot, an deene leschte Méint Efforten a senger Zesummenaarbecht gemaach, mä et feelt nach un där leschter Portioun politeschem Wëllen, fir konkret Resultater an der Sich no Mladić a Karadžić ze erreechen, si op Den Haag auszeliwweren a viru Geriicht ze stellen, an domadder en däischtert Kapitel an der Geschicht vum Balkan endlech kënnen zouzemaachen. Serbien ass ee groussen an ee wichtege Player um Balkan. D'Dier zur Unioun steet och Serbien op. Am Interessi vu Serbien hoffen ech, dass Serbien sech fir eng europäesch Zukunft décidéiert.

Schlussendlech nach e Wuert iwwert d'Situatioun a Bosnien-Herzegowina. Zënter Méint zeechne sech hei ëmmer méi grouss Differenzen haaptsächlech tëschent de Serben a Moslemen a Bosnien of, ass de politeschen Dialog op e Minimum reduzéiert an de Reformprozess quasi gestoppt. Ech wéilt op dëser Tribün en Appel un d'politesch Kräften a Bosnien-Herzegowina lancéieren, sech op d'Dayton-Accorden ze besënnen, fir d'Land op der Schinn vu senger euroatlantescher Integratioun ze halen. Déi verschidde Communautéiten a Bosnien hunn d'Accordë vun Dayton akzeptéiert a musse sech drun halen. Et ass net akzeptabel, dass d'serbesch Politiker a Bosnien, um Hannergrond vum Kosovo-Statut, probéieren, de politesche Kader an d'international Presenz a Bosnien a Fro ze stellen.

Här President, nieft dem Balkan ass leider den Noen a Mëttleren Oste sécher déi Regioun, wou d'Unioun am engagéiertsten ass oder muss sinn, an dat an allen Hisiichten: politesch, finanziell a wat d'zivil a militäresch Presenz ugeet. D'aktiv Partizipatioun am Quartett, déi iwwer 600 Milliounen Euro u finanzieller Hëllef pro Joer fir déi Besate Palästinensesch Gebidder, den TIM („Temporary International Mechanism"), d'PESD-Missiounen an der Gaza-Sträif, d'europäesch Kontributioun zur UNO-Friddenstrupp am Libanon, d'EU3-Initiativ am Iran…, si sti fir dësen Engagement.

En Engagement, deen eigentlech och net erstaunen dierft. Ouni Léisung vum israelesch-palästinensesche Konflikt ass kaum drun ze denken, déi aner Problemer an der Regioun an de Grëff ze kréien, sief dat am Libanon, a Syrien, am Iran, am Irak; an ouni Fridden am Noen a Mëttleren Osten, keng nohalteg Stabilitéit un de südleche Grenze vun der Europäescher Unioun.

Leider huet d'Situatioun an der Regioun sech trotz intensiven diplomatesche Vermëttlungen am vergaangene Joer net gebessert. Am Contraire!

D'Situatioun an de Besate Palästinensesche Gebidder huet sech weiderhi verschlechtert. D'Effortë vum President Abbas, fir eng Regierung vun der nationaler Eenheet op d'Been ze stellen, si gescheitert. D'Gewalt tëschent de palästinensesche Fraktiounen huet deeglech zougeholl. An et ass dat geschitt, wat mir ëmmer vermeide wollten: en Opsplécke vun de palästinensesche Gebidder an d'Gaza-Sträif op där enger Säit an d'Westjordanland op där anerer Säit. A wa mer gëschter gesinn hunn, wat zu Ramallah geschitt ass, wou Hamas a Fatah unenanergerode sinn an dat, mengen ech, aacht Doudeger erginn huet, da gesi mer wéi schwiereg d'Zesummeliewe vun de Palästinenser selwer de Moment ass.

D'EU-Missioun zu Rafah huet missen, wéi Der dat wësst,…

(Interruption)

…ofgezu ginn. De Grenziwwergang mat Ägypten ass zougemaach ginn, an déi méi wéi 1,4 Milliounen Awunner am Gaza si vun der Baussewelt praktesch ofgeschnidde ginn, mat allen dramatesche Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt. Zënter dass d'israelesch Regierung d'Gebitt als Reaktioun op d'Rakéitenugréff op Israel zur „feindlecher Entitéit" deklaréiert huet, huet d'Lag sech nach zougespëtzt.

An dach besteet e Quäntchen Hoffnung!

Fir d'éischt zënter ganz Laangem gëtt et erëm e crédibelen Effort fir eng Relance vum Friddensprozess, fir e Retour un de Verhandlungsdësch. All Ae sinn op d'international Réuniouun geriicht, déi Enn November oder uganks Dezember zu Annapolis bei Washington soll stattfannen. Nach sinn net all Hürden iwwerwonnen, net all Parteien aus der Regioun u Bord, nach ginn d'Erwaardunge vun Israeli a Palästinenser auserneen, mä fir d'éischt zënter Jore gëtt nees iwwer Jerusalem, iwwert d'Grenze vun engem zukünftege palästinensesche Stat, d'Recht op de Retour vun de Flüchtlingen, de Problem vun den israelesche Kolonien, d'Sécherheet vun Israel an d'Waasserverdeelung - déi sechs Themen, déi kruzial fir en nohaltegen Accord sinn - geschwat.

Uganks leschter Woch hunn ech zu Lissabon un enger Debatt am Kader vum EUROMED deelgeholl, wou, nieft der EU an den arabesche Mëttelmierlänner, souwuel d'Israeli wéi d'Palästinenser vertruede waren. Kloer war do ze spieren, dass Israel a Palästina Fridde schléisse wëllen!

D'Israeli sinn zënter dem Krich am Libanon d'lescht Joer um Punkt ze verstoen an och ze akzeptéieren, dass hir Sécherheet net mat militärescher Stäerkt kéint an Zukunft garantéiert ginn. Eenzeg an eleng e Friddensvertrag mat de Palästinenser, also d'Schafe vun engem palästinensesche Stat, bréngt Israel déi Existenzsécherheet, déi him selbstverständlech och zousteet.

D'Palästinenser brauchen e Kalenner. Si wëllen net, wéi beim Oslo-Prozess, ouni zäitlech Grenzen an d'Verhandlunge goen. Dat ass machbar. Et muss duerfir alles drugesat ginn, dass d'Réunioun vun Annapolis en Erfolleg gëtt, dass d'Chance genotzt gëtt, fir der Spiral vun Terror, Gewalt an Demütegung en Enn ze setzen, an dass net eemol méi d'Extremisten op béide Säiten d'Iwwerhand behalen.

D'Europäesch Unioun ass bereet, hiren Deel ze leeschten. Den Aktiounsplang, deen d'EU amgaangen ass auszeschaffen, ass geduecht fir d'Parteien ze ënnerstëtze während der Verhandlungsphas, mä och duerno - an dat ass wichteg - während der Ëmsetzungsphas. Et gëllt zum Beispill d'Perspektive fir d'wirtschaftlech Entwécklung vun engem palästinensesche Stat ze entwéckelen. Nëmmen esou ka Fridden a ka Stabilitéit nohalteg geséchert ginn.

Dass och Lëtzebuerg bereet ass, säi Bäitrag ze leeschten, hu mir eemol méi während dem leschte Joer jo hei ënner Beweis gestallt. D'Regierung huet net nëmmen hir finanziell Hëllef un d'Palästinenser kontinuéierlech eropgesat, mä mir sinn och um Terrain eise Responsabilitéiten am Kader vun der EU nokomm. Zu deem Engagement wäerte mir och weiderhi stoen.

Esou wéi mir selbstverständlech zu engem fräien, demokratesche Libanon stinn!

Hei si gëschter keng gutt Nouvellë komm. Schonns fir déi drëtte Kéier huet d'Wiel vum President am Libanon misse verluecht ginn, well sech kee Konsens op een Numm als President erausschiele konnt. Nach méi negativ ass awer d'Tatsaach, dass a Saachen Internationaalt Tribunal am Libanon oder Relatioune mat Syrien kee gemeinsamen Nenner ze fannen ass.

Déi nächsten Deeg a Woche si kruzial fir d'Zukunft vun deem Land, fir eng Chance op souverän an onofhängeg Institutiounen, fir e Wee eraus aus der Konfrontatioun an der Gewalt. De Premierminister Siniora brauch méi wéi jee d'Ënnerstëtzung vun der Europäescher Unioun.

Den Iran, nach een Dossier, wou déi nächst Zäit hoffentlech méi Kloertext kann erabruecht ginn a mir endlech en Alenke vun den iraneschen Autoritéite gesinn.

D'international Communautéit, an un der Spëtzt d'Europäesch Unioun, huet et ganz kloer gesot: D'Dier fir Verhandlunge mam Iran steet weider op, de substanzielle Paquet, deen d'lescht Joer vum Javier Solana ënnerbreet ginn ass, läit weider um Dësch. Den Accord, deen den Iran am Summer mat der AIEA ofgeschloss huet, ass - wann ëmgesat - ee Schrëtt an déi richteg Richtung. Mä all dat ännert näischt dorun, dass den Iran seng international Obligatioune muss anhalen. Den Iran muss sech a Konformitéit mat de Resolutioune vum Weltsécherheetsrot setzen. Hie muss endlech all nuklear Uräicherungs- an och Verschaffungsaktivitéite suspendéieren. Soss féiert kee Wee un neie Sanktioune verbäi.

Mir wëllen eng diplomatesch Léisung. Ech hunn et schonns dacks gesot: Aussepolitik, déi mat Krich dreet, huet schonns versot.

Einfach nokucken awer kënne mer net, wann de Risiko besteet, dass e Land nuklear Energie fir Militärzwecker entwéckelt.

Eist grousst Zil bleift - an ech wëll dat nach eng Kéier widderhuelen, wat ech d'lescht Joer scho gesot hunn - eng komplett Denuklearisatioun vum ganzen Noen an och Mëttleren Osten. Hei géif och e Friddensaccord tëschent Israel a Palästina ganz nei Dimensiounen erschléissen.

Eng Proliferatioun vun de Massevernichtungswaffen en général ass a kengem sengem Intérêt.

Gradesou wéi et a kengem sengem Intérêt dierft sinn, zréckzegoen an eng Zäit vum Wettrüsten. Mir mussen oppassen, dass mir kengem liichtfankeg e Virwand liwweren, fir d'Reaktivéiere vun ale Waffesystemer oder fir d'Opkënnege vun internationalen Ofrüstungsverträg. Och, a besonnesch an dësem Beräich, musse mir enk zesummeschaffe mat eise wichtegste Partner, de Vereenegte Staten a Russland, mat deem mer eis dëse Kontinent jo geographesch deelen. Och hei muss den Dialog priméieren, an dat op allen Niveauen, an der Unioun, an der NATO an och bilateral.

Dir Dammen an Dir Hären: „Unsere Sicherheit beginnt am Hindukusch." Dat ass e Saz, deen hutt Der schonns alleguer héieren. Et ass een tentéiert, wann een dee Saz héiert, en als gréffege Slogan ze verwerfen. Mä et ass méi wéi nëmmen e Slogan. An dëser ëmmer méi globaliséierter Welt reflektéiert dee Saz duerchaus eng Wierklechkeet.

D'Erausfuerderungen, déi sech an Afghanistan stellen, sinn a groussem Mooss globaler Natur: Terrorismus, reliéisen Extremismus, Drogen. D'Prinzipien, déi et ze verdeedege gëllt, sinn universell: Demokratie, Respekt fir d'Mënscherechter, Rechtsstaatlechkeet.

Mir sinn also alleguerten dovunner betraff!

Wann ech mech dowéinst hei kloer fir e weidert Engagement vun der internationaler Communautéit, a vu Lëtzebuerg, an Afghanistan ausschwätzen, an dat souwuel am politesche wéi am militäresche wéi och am finanzielle Beräich, esou wëll ech awer och soen, dass d'afghanesch Autoritéite verstäerkt hir Responsabilitéite mussen huelen, no banne wéi och no baussen.

Déi rezent Evénementer a Pakistan - déi jo unhalen; den État d'urgence ass net opgehuewen, och wa Wahle solle virum 9. Januar 2008 stattfannen - hunn d'Situatioun selbstverständlech net vereinfacht. Net vereinfacht, wat d'Relatiounen tëschent Afghanistan a Pakistan ugeet, an och net, wat d'Stabilitéit an de Fridden an der Regioun ugeet.

D'Ausruffe vum Ausnahmezoustand an d'Aussetze vun den demokrateschen Institutioune kënnen awer op kee Fall d'Äntwert op den Terrorismus sinn.

Mir fuerderen d'pakistanesch Autoritéiten op, nees op de Wee vun engem demokratesche Prozess an enger ziviler Regierung zréckzekommen.

Här President, ech wéilt dës aussepolitesch Deklaratioun net ofschléissen, ouni iwwer ee Kontinent ze schwätzen, deem Europa laang Zäit net déi Wichtegkeet zougemooss huet, déi em zousteet, nämlech Afrika, mä mat deem mir iwwert déi lescht Jore kontinuéierlech d'Fondementer fir en neien Typ vu Relatioun geluecht hunn. Eng Relatioun, déi net op enger Approche „donateur-bénéficiaire" baséiert, mä op engem wierklechen, globale Partenariat.

Éischt Konkretisatioune vun där Approche kënne mer an der Zesummenaarbecht a Krisegebidder wéi dem Sudan oder Somalia gesinn, wou d'Europäesch Unioun ënnerstëtzend intervenéiert; de Friddenseffort, d'Friddenstruppen - AMIS respektiv AMISOM - awer vun der Afrikanescher Unioun geleet ginn. D'African Peace Facility ass en anere Schrëtt an déi Richtung: Duerch dëse Mechanismus sinn iwwert déi lescht Joren d'Capacitéite vun der Afrikanescher Unioun, fir zivil a militäresch Krisen an Afrika ze géréieren, konsequent ausgebaut ginn.

Wat net heescht, dass d'Unioun net bereet wier, d'Verantwortung ze droen a sech um Terrain ze engagéieren. Esou ass d'EU haut present mat Missiounen an der Demokratescher Republik Kongo a geschwënn och am Oste vum Tschad, fir d'Géigend ëm d'Flüchtlingscampen ze sécurisëieren an den Accès fir d'international humanitär Hëllef fir déi méi wéi 400.000 Flüchtlingen an intern Déplacéierter an der Grenzregioun zum Darfur ze verbesseren.

D'lescht Joer huet d'Presenz vun enger limitéierter Zuel vun europäeschen Truppen an der RDC d'Duerchféieren, wéi mer wëssen, vun den éischten demokratesche Wahlen zënter 40 Joer erlaabt; eng Missioun, un där iwwregens och Lëtzebuerger bedeelegt waren.

D'Unioun sicht awer geziilt d'Kooperatioun an d'Partenariat.

E Partenariat, dat um EU-Afrika-Sommet, deen den 8. an 9. Dezember zu Lissabon stattfënnt, ënnermauert soll ginn duerch e gemeinsamen „EU-Afrika-Strategie-Programm". Eng Strategie déi, wéi den Numm et seet, gemeinsam mat eisen afrikanesche Partner ausgeschafft ginn ass an déi véier grouss Prioritéiten identifizéiert: Fridden a Sécherheet, Bonne gouvernance a Mënscherechter, Handel a regional Integratioun, an da selbstverständlech och d'Entwécklungsfroen.

D'Ëmsetzung vun där Strategie soll duerch zwee- bis dräijähreg Aktiounspläng garantéiert ginn, vun deenen deen éischten um Sommet zu Lissabon scho kéint adoptéiert ginn. Dësen éischten Aktiounsplang gesäit, nieft de Prioritéite vun der Strategie, Partenariater a Gebidder wéi Energie, Klimawandel oder Migratioun vir.

Ech hat de Mëtteg schonns d'Geleeënheet, iwwert dat eent oder dat anert vun dësen Themen allgemeng ze schwätzen, iwwert d'Erausfuerderungen, deene mer eis an deenen Domäner ze stellen hunn. Et schéngt mir ganz wichteg, dass mer déi Sujeten och am Kader vun eisem Partenariat mat Afrika gesinn.

Et gëllt awer och, a vläicht nach méi, fir de Beräich vun der Migratioun.

Eng éischt euro-afrikanesch Ministerkonferenz, un där den delegéierte Minister Nicolas Schmit deelgeholl huet, huet d'lescht Joer am Juli zu Rabat stattfonnt. Eng zweet am November 2006 zu Tripoli.

Déi zwou Säite ware sech dobäi eens, dass d'Zesummenarbecht a Froe vu Migratioun an Entwécklung wesentlech ass an dass nëmmen e Partenariat, dat op gedeelter Verantwortung baséiert, an eng global Approche Äntwerte kënne ginn op d'Erausfuerderungen, dei sech um Niveau vun den Ursprongs-, Transit- an Destinatiounslänner stellen.

Et war ee sech och eens, dass d'Migratiounsfluxen net zu neien Antagonismen tëschent Norden a Süden däerfe féieren, dass et gëllt d'Migratioun ze géréieren, hir iwwerwiegend positiv Aspekter zum Droen ze bréngen, mä och zesumme géint illegal Migratioun a Mënschenhandel virzegoen.

D'Moossnamen, déi am Aktiounsplang vun Tripoli festgehale sinn, reeche vun der verstäerkter Bekämpfung vun Aarmut an Ënnerentwécklung iwwert d'Kooperatioun, iwwer Krisemanagement, dem Austausche vun „best practices" a Mobilitéitsprogrammer, bis bei d'Förderung vun der legaler Migratioun.

Et ass dëst e ganz wichtege Bestanddeel vun der Gemeinsamer EU-Afrika-Strategie an dem Partenariat, dee mir zu Lissabon wäerte beschléissen.

Och wann d'Verhandlungen iwwert d'Accords de partenariat économique net zu de formellen Theme vum Sommet wäerte gehéieren, wäerte si awer sécher vun eisen afrikanesche Partner ugesprach ginn. Véier vun deene sechs Regioune vun den ACP-Staten, mat deenen d'Europäesch Unioun dës Accordë wëllt ofschléissen, sinn an Afrika. Ausserdeem figuréiert den Handel an d'regional Integratioun als eng vun de Prioritéite vun der Gemeinsamer Strategie.

Well der Unioun hire préférentiellen Handelsregime mat den ACP-Länner net OMC-konform ass, si mer obligéiert, nodeem mer schonns eng Kéier eng Frist gefrot haten, déi elo ofleeft, ech mengen den 31. Dezember, dësen ze ersetze bis Enn vun dësem Joer.

Een Haaptvolet vun dësen Accorden ass den Handel besser als Mëttel fir d'Entwécklung anzesetzen. Et geet also drëm, eise Partner d'Méiglechkeet ze ginn, duerch konkret Ennerstëtzung - mat de Mëttele vum 10. FED a mat Zousazhëllefen - regional Mäert opzebauen oder dës Mäert ze verbesseren. Et geet net drëm, dës Länner ze forcéieren, hir Mäert vun haut op muer ganz opzemaachen. Et gëtt sécher eng Komponent Réciprocitéit an dësen Accorden, mä si muss an der Zäit ganz staark gestaffelt sinn, iwwer zéng bis 15 Joer, a liéiert un eis Ënnerstëtzung.

Verschidde sensibel Produkter musse ganz erausgeholl kënne ginn. Mir sinn iwwerzeegt, dass d'Approche vun der Unioun, déi den nächste Méindeg vun de Ministere vun der Unioun och nach eng Kéier am Sënn vum Développement verbessert gëtt, fair an équilibréiert ass, an dass et am Interessi vun all den ACP-Länner wär, op dëser Basis d'Négociatioune bis Enn des Joers kënnen ofzeschléissen. Vill Länner waarden op en Ofschléisse vun esou engem Accord.

Här President, et ass also méi wéi genuch Substanz do fir Gespréicher mat eisen afrikanesche Partner.

Leider huet sech jo déi lescht Méint d'Diskussioun net esou ëm d'Substanz vun deene Relatioune gedréint, mä ëm den Här Mugabe a seng eventuell Presenz um Sommet vu Lissabon. Ech wëll et hei nach eng Kéier ganz kloer soen: Mir hunn net déi geréngste Sympathie fir ee Mann, dee säi Vollek veraarme léisst, dee seng Leit zwéngt, hir Heemecht ze verloossen, deen d'politesch Oppositioun brutal ënnerdréckt. Mir sti voll a ganz zu de Sanktiounen, déi schonns am Februar 2002 vun der Europäescher Unioun géint d'Dignitairë vun deem Regime imposéiert an zënterhier och regelméisseg verlängert gi sinn. Et sinn dat iwwregens keng ekonomesch Sanktiounen, wéi den Här Mugabe et wëllt gleewen dinn. Et si villméi geziilte Sanktiounen, déi sech géint d'Haaptwürdenträger vum Regime riichten: Reesverbuet, Afréiere vu Konten, Waffenembargo an esou weider.

Et si keng ekonomesch Sanktioune geholl ginn, fir net d'Populatioun domadder ze touchéieren.

Et kann also keng Diskussioun doriwwer sinn, dass och mir méi wéi frou wären, wann den Här Mugabe an engem Mount net géif zu Lissabon optauchen. Mir mengen awer och, dass et hei net drëm geet, fir d'Relatioune vun der Europäescher Unioun mat Simbabwe a sengem President an de Vierdergrond ze setzen. Et geet villméi ëm d'Relatioun mat engem ganze Kontinent, ëm d'Relatiounen tëschent zwou regionalen Organisatiounen, ëm Zesummenaarbecht, ëm Dialog. Et geet ëm villes, a mir sollten et net engem Eenzelnen iwwerloossen, d'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an Afrika ze diktéieren. Duerfir ass d'Partenariat eis vill ze vill wichteg.

Ech kann Iech eppes versécheren: D'EU wäert sech d'Geleeënheet net entgoe loossen, fir am Här Mugabe senger Presenz ganz kloer op de Manktum a Saache Mënscherechter an och op déi katastrophal Lag a Simbabwe hinzeweisen an d'Positioun vun der EU an deem Fall onmissverständlech ze erläuteren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun 18 Joer ass d'Berliner Mauer gefall. Domadder huet d'Geschicht, an d'Völker, déi d'Geschicht maachen, opraume wëlle mam Nationalismus, mam Rassismus, mat den Haassideologien, deenen déi fuerchtbar Evénementer vum 20. Jorhonnert zouzeschreiwe sinn.

De Fall vun der Mauer ass och d'Symbol vum Zerbrieche vun engem Regime, wou d'Denk- an d'Aktiounsfräiheet vum Mënsch konditionéiert war.

Et ass deemools e Ruck duerch d'Welt gaangen, deen onmissverständlech eis alleguerte gesot huet, dass de Mënsch Fräiheet esou néideg brauch fir ze liewen, wéi Loft fir ze ootmen.

D'Aussepolitik, d'EU-Politik an der Welt vun haut, am Europa vun de 27 Länner, setzt de Mënsch, seng Dignitéit, seng Rechter, seng Sécherheet an de Mëttelpunkt vun hirer Aktioun.

An deem Sënn handele mir um Balkan, an deem Sënn handele mir am Noen an am Mëttleren Osten an an Afrika a setzen eis an um internationale Plang an an de verschiddene multilateralen Organisatiounen.

Lëtzebuerg wäert weider seng Verantwortung huelen, seng Roll an der europäescher Aussepolitik spillen an op seng Manéier seng Plaz an der globaliséierter Welt behaapten.

D'Mënschheet däerf ni méi duerch Mauere gedeelt ginn, mä muss duerch Solidaritéit zesummebruecht ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Debatt iwwert d'Erklärung vum Här Ausseminister fënnt muer de Mëtteg um hallwer dräi statt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.02 heures)

Mercredi, 14 novembre 2007

SÉANCE 8

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Dépôt d'une proposition de loi

2. Débat sur la politique européenne et étrangère

- *M. Laurent Mosar, M. Charles Goerens, M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, Mme Lydie Err, M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*

3. Motion de M. Félix Braz relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'électricité

- *Exposé: M. Félix Braz*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- *Vote (motion adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.29 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung der Chamber eppes matzedeelen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Den honorabelen Här Meyers huet d'Wuert gefrot fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

1. Dépôt d'une proposition de loi

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Merci, Här President, dass Der mer d'Wuert gitt. Ech wëll hei den Dépôt maache vun engem Gesetzesvirschlag, deen d'Gesetz vum 25. Februar 1979 iwwert d'Europawahlen ofännert. Déi Proposition de loi gesäit zwou kleng Ännerunge vir.

Dat eent ass, dass den Artikel 106 ofgeännert gëtt. D'Zuel vun de Kandidate pro Lëscht gëtt vun zwielef op sechs erofgesat. D'Artikelen 111 an 114 ginn esou wäit geännert, dass an Zukunft amplaz eng Case hanner all Numm, zwou Casen hanner all Numm stinn. Dat heescht, dass an Zukunft all Kandidat zwou Stëmme ka kréien, amplaz bis elo nëmmen eng. Domat alignéiere mer och d'Lëschte vun den Europawahlen op déi vun den Nationalwahlen a mir hoffen, dass déi Kritiken duerch déi ganz kleng Ännerung e wéineg kënnen agedämpt ginn.

- Proposition de loi N°5803 portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants luxembourgeois au Parlement européen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. D'Chamber deelt Är Hoffnung. Da kucke mer, fir déi Proposition de loi esou séier wéi méiglech duerch d'Instanzen ze kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, mir hunn haut de Mëtteg d'Debatt iwwert d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn, déi hie gëschter hei gemaach huet iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Mosar, Goerens, Fayot, Braz an Henckes an och d'Madame Err.

(Interruption)

Den Här Jaerling mellt sech och nach. Da schreiwe mer hien och nach op d'Lëscht. Den éischte Riedner, deen d'Wuert kritt, ass den honorabelen Här Mosar.

2. Débat sur la politique européenne et étrangère

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter huet den Ausseminister Jean Asselborn a senger Deklaratioun eng breet Palette vun Themen ugeschnidden, déi ënnert dem Uewerbegréff „Aussepolitik" kënne gebündelt ginn. Tatsächlech ass d'Aussepolitik e komplexe Phenomeen, dat mat Europa, den europäeschen Nopeschregiounen, anere Kontinenter an de Groussmuechten hirer Interessegestioun gradesou vill ze dinn huet, wéi mat der wirtschaftlecher Globaliséierung, de weltwäite Finanzstréim, dem Aussenhandel allgemeng an dem planetare Schutz vun Ëmwelt a Klima.

Ee ganzen an en exhaustiven Tour duerch dëst wäit Feld ass am Kader vun enger Debatt wéi där vun de Mëtteg kaum méiglech. Duerfir wëll ech, grad ewéi den Ausseminister och, mech op eng Partie Aspekter konzentréieren, déi an dësem Moment fir d'Aussepolitik vun eisem Land vu besonnescher Bedeitung sinn. Dat maachen ech awer net, ouni virdrun dem Ausseminister Jean Asselborn fir seng Deklaratioun Merci ze soen an där Politik, déi hien zesumme mam delegéierte Minister Nicolas Schmit féiert, d'Ënnerstëtzung vun der CSV-Fraktioun zouzesécheren.

Här President, ech wëll am Wesentlechen op Froen agoen, déi där „richteger" aussepolitescher sinn - tëschent Gänseféisercher -, also net esou séier op déi uniounsintern europäesch Politik. Tatsaach ass, datt mer jo virun e puer Woche schonn hei am Haus eng Debatt iwwer en neie Grondlagevertrag fir d'Europäesch Unioun haten, deen d'Stats- an d'Regierungschefen am Oktober zu Lissabon konnte ficeléieren.

Ech hat du scho Geleeënheet, fir d'Zefriddenheet vu menger Fraktioun iwwert dësen Accord zum Ausdrock ze bréngen. Et war vu fundamentaler Wichtegkeet fir d'Zukunftsperspektive vun der europäescher Integratioun, datt nom Échec vum Verfassungsvertrag en neien Traité konnt verhandelt ginn, deen dat Wesentlecht vun der Substanz vun der Verfassung iwwert d'Distanz rett. Dozou gehéieren absolut dringend an noutwendeg institutionell Reformen, d'Rechtsverbindlechkeet vun der europäescher Grondrechtecharta, d'Ofschafe vun de Pilieren, déi wäitgehend Communautarisiérung vun all europäesche Politiken, an d'Rechtsperséinlechkeet fir d'Unioun, déi hir et erlaabt, internationalen Organisatiounen an Normen en tant que tel bäizetrieden.

Maache mir eis awer näischt vir: De Sommet vu Lissabon an déi rhetoresch Schieder, déi him vu verschiddene Quartiere virausgeworf goufen, huet och däitlech gewisen, datt mer an der Unioun vun deene 27 net méi an der Grënnergemeinschaft vun deene Sechs liewen. Meenungsverschiddenheeten iwwert d'Finalitéit vum europäeschen Exercice an iwwert d'Methoden an d'Mëttelen, fir déi grouss Ziler vun der europäescher Politik ze erreechen, si reell.

Mir sinn nach ëmmer an deelweis a verstäerktem Mooss mat Opt-inen an Opt-oute befaasst. Vill Memberstate verlaangen eigentlech en Europa à la carte. Op Dauer geet dat net alles gutt. Et kann net fir all Memberstat déi Unioun ginn, déi doheem bei de Wieler vun deem, deen do grad regéiert, am beschten ukënnt. Europa, d'Europäesch Unioun virun allem, brauch och no Lissabon weider Orientéierung, fir datt dësen eenzegaartege Projet ka weiderentwéckelt a verdéift ginn. Well just mat Erweiderung - dat hu mer am Kontext vum Ratifikatiounsprozess vum Verfassungsvertrag gesinn - geet et net duer.

En Europa, wat just ëmmer méi breet an dofir op méi Plaze manner déif gëtt, ass net an eisem Sënn. Duerfir wëll ech am Hibléck op weider Accessiounen zur Unioun soen: D'Regele vum Club si bekannt. Seng Statute souzesoe kréien déi potenziell nei Membere virun hirer Opnahm zougestallt a si musse se akzeptéieren. Dat heescht, datt mer et neie Bäitrëttslänner, um westleche Balkan besonnesch a jenseits vun deem sengem Osten, musse kloermaachen, datt et Opt-inen an Opt-outen, en Europa op d'Mooss, net dauerhaft ka ginn. Oder mir landen dauerhaft eben an enger Situatioun, wou déi eng innerhalb vun der Unioun méi zesumme wëlle maachen, wéi anerer, déi un där ganzer Politik deelhuelen. Dat ass zwar net ideal, awer besser wéi e Gesamtprojet, dee riskéiert sech auszelafen, well en ëmmer méi vun ëmmer méi Memberstate verwässert gëtt.

Här President, et ass duerchaus virstellbar, datt mir eis eng Kéier missten driwwer eenegen, datt et eng Käruniouh gëtt, déi esou fonctionnéiert, wéi dat vun der Verfassung an Aussiicht gestallt gouf, an do ronderëm Kreesser vu politescher a wirtschaftlecher Integratioun, deenen hire Grad variéiert. Esou wiere vläicht an zéng Joer net 30 oder 35 State Member vun därselwechter Unioun, mä si all géifen un Deeler vun der Politik vun där Käruniouh partizipéieren.

Dëst ass souwuel eng Perspektiv fir Staten, déi déi komplett politesch Integratioun scheien, wéi och fir solcher, déi aus institutionellen oder geographeschen oder anere Grënn eng vollstänneg Memberschaft an der Unioun net fir déi richteg Optioun halen. Wichteg ass op jidde Fall, datt déi Länner, déi zesumme wëlle virun op deem Wee goen, dee mer mam Verfassungsvertrag gezeechent haten, dorunner net vu State gehënnert ginn, deenen esou eng Démarche net geheier ass.

Een Domän, Här President, vun europäescher Politik ass dee vun hirer gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik. Do ass et am Hibléck op déi global Erausfuerderungen, déi sech an allen Ecke vum Planéit stellen - wat par rapport zu eppes Ronnes, wéi e Planéit et ass, ka geometresch falsch kléngen -, dringend ubruecht, datt d'Unioun mat enger Stëmm schwätzt, wa se sech mat globaler Politik beschäftegt.

D'Tatsaach, datt deen neien Traité en Héije Vertrieder fir Aussepolitik virgesäit, dee gläichzäiteg Vizepresident vun der Kommissioun ass an de Conseil fir Aussebezéiunge vun der Unioun presidéiert, ass fir d'Siichtbarkeet vun esou enger politescher Ambitioun fundamental. Mä eleng dëse Vertrieder, dee jo eigentlech sollt Ausseminister heeschen, kritt keng Politik ëmgesat, déi net vun alle Membere gewollt a gedroen ass.

Allze dacks hunn eenzel - virun allem gréisser - Memberstate jo eng aussepolitesch Agenda, déi zimlech speziell ass. Dat muss sech änneren, wa mer zesumme wëllen eppes erreechen. Den Noen Osten, Pakistan, Afrika, d'Relatioune mat China, Indien, Russland: All dëst si Felder, op deenen d'EU gutt géif drun doen, mat enger Positioun opzetrieden, fir datt mer gemeinsam kënnen dee politeschen Erfolleg hunn, dee mer eis zu Lëtzebuerg jo dacks fir déi gemeinsam europäesch Aussepolitik erhoffen.

Mir sinn eis jo och hei am Haus am Fong alleguerten eens, datt d'Lëtzebuerger Aussepolitik am Fong europäesch Aussepolitik ass an datt mer déi Interesse vun eisem Land idealerweis deckungsgläich mat deene vun der europäescher Aussepolitik gesinn. Dat ass de Grond, woufir mir als klengen EU-Memberstat méi staark op eng wierksam europäesch Aussepolitik halen, wéi verschidde méi grousser.

Domat wär ech da bei der „richteger" Aussepolitik, nees tëschent Gänseféisercher, ukomm.

Op d'Nopeschkontinenter an e puer méi däreg Dossiere kommen ech gläich ze schwätzen, mä virdru wollt ech e Sujet ugoen, deen alles anesch ters wéi harmlos ass. Ech schwätze vun der Zukunft vun de Staten um Westbalkan. Et gëtt eng sougenannten europäesch Perspektiv fir déi meescht Staten um Westbalkan. Et gëtt Ofkommesse mat der Ukraine a mat Moldawien, déi a Richtung Memberschaftsverhandlunge weisen. Dat ass richteg esou. All dës sinn europäesch Staten. Si leien um Territoire vun Europa an hunn also logescherweis d'Vocatioun, der Unioun kënne bäizetrieden, wa si dann d'Kritäre vun engem Bäitrëtt erfëllen.

Mä et gëtt notamment um Westbalkan eng Regioun, déi an hirer heiteger Confectioun all déi Spannungselementer dréit, déi an där Zäit viru 15 Joer an nach manner laang zréck do zu Kricher gefouert hunn. Ech schwätze vum Kosovo. Dëst Gebilde - aneschters kann een am Moment eigentlech net méi soen - huet haut en absolut eenzegaartege Statut, deen awer net definitiv soll sinn. Nominell ass de Kosovo eng serbesch Provënz, an déi Resolutioun vum UNO-Sécherheetsrot, déi d'Verwaltung vun der Weltorganisatioun op deem Territoire begrënnt an definéiert, geet dovun aus, datt de Kosovo en Deel vu Serbien ass an datt dat och esou bleift.

Dat gesäit de Kosovo mat enger iwwerwältegender albanescher Populatiounsmajoritéit - et sinn haut bal 95% - natierlech ganz aneschters. Zënter dem Enn vum Kosovo-Krich 1999 steet dës Provënz ënner UNO-Verwaltung. Serbien huet kengerlee Kontroll iwwert dësen Deel vu sengem Territoire, ëmmerhi 15%, mat 20% vun der gesamter Populatioun vu Serbien. De Kosovo selwer, also seng albanesch Majoritéit strieft no Onofhängegkeet, mä déi konnt a jorelaangen Efforten net mat Serbien verhandelt ginn.

Elo gesäit et dann esou aus, datt de Sondervermëttler vum UNO-Generalsekretär, de fréiere finnesche President Martti Ahtisaari, seng Konklusiounen aus deene sëlleche Ronnen, déi en zu Belgrad an zu Priština gedréint huet, virun e puer Méint schonn op den Dësch geluecht huet. Opgrond vun der Onméiglechkeet, déi serbesch an déi kosovaresch Positiounen ënner een Hut ze kréien, recommandéiert den Här Ahtisaari eng sougenannten iwwerwaachten Onofhängegkeet vum Kosovo als definitive Statut.

Ech erspueren lech den Detail, Dir Dammen an Dir Hären, vun der Definitioun vun „iwerwaacht". Dat ass och net schrecklech relevant. Relevant ass, datt eng Onofhängegkeet vum Kosovo recommandéiert gëtt, ouni datt d'UNO esou eng Perspektiv an hirer Resolutioun 1244 formell an Aussiicht gestallt hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Wochen, während deenen nach sollt no enger definitiver Léisung opgrond vun dësem virgenannten Ahtisaari-Rapport gesicht ginn, lafen den nächsten 10. Dezember aus. Villes deit dorop hin, datt dee Moment de Kosovo unilateral seng Onofhängegkeet erkläert, an déi och vun enger Partie Staten, dorënner déi Vereenegt, géif séier unerkannt ginn. An der Europäescher Unioun ginn déi affichéiert Haltunge géigeniwwer vun esou enger Deklaratioun auserneen, mam Effekt, datt wuel nees eng Kéier de Risiko besteet, datt eenzel Memberstaten eng kosovaresch Onofhängegkeet géifen unerkennen an anerer net respektiv eréischt méi spéit. Mä dat ass nach de klengste Problem hei.

Dee grousse Problem ass, datt en unerkannten onofhängege Kosovo e beispilllose Virgang an der moderner Geschicht wär. E souveräne Stat, dee Member vun der UNO ass - Serbien -, kritt e substanziellen Deel vu sengem Territoire amputéiert. Déi territorial Integritéit vu Serbien wär mat esou enger Aktioun hifälleg. Dat ass en äusserst geféierleche Prezedenzfall.

Wat geschéich an esou enger Optioun mat der Republika Srpska, deem serbeschen Deel vu Bosnien-Herzegowina, engem Stat, deem seng Institutioune vun enger éierlecher Betruechtung eraus iwwerhaapt net méi funktionéieren an dee just nach um Pabeier existéiert?

Wie wëllt dann där Republika Srpska a Serbien et iwwelhuelen, wa si géifen décidéieren, e gemeinsame serbesche Stat ze bilden? Wat bléif dann iwwreg vu Bosnien-Herzegowina? Wären d'Accordë vun Dayton, déi no schrecklech vill Doud a Leed geschloss goufen, hifälleg?

Bosnien-Herzegowina dout - dat hätt een an enger zynescher Betruechtung jo méi einfach kënnen hunn! Schliesslech war de Bosnië-Krich an déi spéider international Interventioun do jo eng Affär, déi sollt dorop erauslafen, datt dat aalt jugoslawescht Bosnien-Herzegowina géif tëschent Serbien a Kroatien opgedeelt ginn, oder eben och net.

Mat wéi engen Argumenter, Här President, wëllt eng international Gemeinschaft, déi sech selwer eescht hëlt, no der Unerkennung vun der kosovarescher Onofhängegkeet nach deene véier net unerkannte Staten um Territoire vun der fréierer Sowjetunioun d'Unerkennung verweigeren?

An iwwerhaapt, wat géif dann eng méi allgemeng Afrostellung vu Grenze queesch iwwert de Globus verhënneren? An Afrika waart Somaliland dorop, datt et endlech unerkannt gëtt, amplaz vum somalesche Stat, deen definitiv net funktionéiert. Där Beispiller fënnt een nach.

Eppes aneschters ass an der Recommandatioun vum Här Ahtisaari besonnesch wichteg. Do steet nämlech dran, datt deen iwwerwaacht onofhängege Kosovo nimools dierft mat engem anere Stat fusionéieren. Domadder ass Albanien gemengt. Am Kloertext: Dat albanescht Vollek géif quasi per internationalem Beschloss dozou gezwonge ginn - och eng Première an der Geschicht -, an zwee verschiddene State mussen ze liewen.

Héich interessant, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, besonnesch am Hibléck op en alen Alliéierte vum kommunisteschen Albanien ënnert dem Enver Hoxha, nämlech China.

Et gëtt eng Volleksrepublik China um Festland an eng Republik China op Taiwan. Woufir, a mat wat fir engem Recht géif een un enger sougenanntener Ee-China-Politik festhalen, wann et zwee Albanien net nëmmen däerf, mä muss ginn?

23 Milliounen Taiwanesen, déi endlech wéilten un den Affäre vun der Welt als unerkannte Stat deelhuelen, waarde mat vill Spannung op d'Opléisung vum Kasus Kosovo. Ech wëll soen, datt déi Kosovo-Saach immens vill weidert Konfliktpotenzial a sech dréit, och fir d'Zukunft vun der Adhésioun vun de State vum Westbalkan zur Europäescher Unioun. Eng liichtfankeg Unerkennung vun engem onofhängege Kosovo kéint Kreesser zéien, déi haut keen iwwerbléckt, mä vläicht ass et fir en total...

M. le Président.- Här Mosar, erlaabt Der eng Zwëschefro vum honorabelen Här Grethen?

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ma sécher, ëmmer gär.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Zu deem, wat den honorabelen Här Mosar do iwwer China gesot huet, wollt ech froen, ob dat d'offiziell Positioun vu senger Partei ass? Well ech war virun e puer Joer mam Premier Jean-Claude Juncker a China an ech hunn aneres an Erënnerung.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här Grethen, Dir hutt mer da schlecht nogelauschtert. Dir hätt solle menge ganzen Développementer bis zum Schluss nolauschteren, dann hätt Der déi Positioun och erausfonnt.

Här President, mat Ärer Erlaabnis fueren ech virun.

Une voix.- Neen, sot ons dat!

(Interruptions diverses)

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här Grethen, elo kommen ech justement - wollt ech elo soen - Här President, zu engem Themewiessel. Ech hu China kuerz gestreift, ...

(Interruptions)

...an elo lauschtert emol ganz gutt no!

(Interruptions)

M. le Président.- Lauschtert dem Här Mosar no, wann Der wëllt!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dozou muss awer nach méi, Här Grethen, gesot ginn. Ofgesi vun de Klassiker - der net wierklech iwwerzeegender Situatioun vun de Mënscherechter an der Volleksrepublik an der Persistenz vun engem diktatorial regéierten Uewregkeetsstat, dee mer soss néierens op der Welt géifen esou einfach akzeptéieren -, stelle sech eis an där europäescher Aussepolitik eng ganz Rei aktuell Froen am Zesummenhang mat China, Här Grethen!

Do wär zum engen dee chronesch ënnerbewäerte chineesesche Yuan, deem säi Wäert als net konvertibel Währung vun der Regierung gesteiert gëtt. Dee Yuan, wéi en haut steet, mécht chineesesch Exporter bei eis einfach an europäesch Importer a China ëmmer méi schwéier. Parallell derzou sammelt China Reserven an Devisen, déi sech mëttlerweil op ronn 1,5 Billiounen Dollar belafen. Dat ass eng Zuel mat zwielef Nullen!

An anere Wierder: Déi staatlech gesteiert chineesesch Finanzwirtschaft erlaabt et China, sech duerch kënschtlecht Niddreghale vu senger eegener Währung anstänneg an der Welt ze beräicheren, während Importer dohinner aus der Eurozon esou lues zu Science-Fiction verkommen. Dat geet net!

Wann e Stat, esou wéi d'Volleksrepublik China, Member vun der Welthandelsorganisatioun ass, also d'Ambitioun huet, am globalen Handel e verlässleche Partner ze sinn, dee sech u Regelen hält, da kann een net mat de Mëttele vun der Kommandowirtschaft säin eegene Virdeel iwwer all Handelsfairness stellen.

Dat muss der chineesescher Féierung ëmmer nees an Erënnerung geruff ginn, an ech hoffen, datt d'Eurotroika, déi sech ënnert der Leedung vum President vum Eurogroup - eisem Statsminister - wäert deemnächst op Peking beginn, fir iwwert dee Problem ze schwätzen, wäert däitlech Wierder am Dialog fannen.

Am Zweifelsfall geet et och mat de Wierder net duer: D'Europäesch Unioun, déi am Aussenhandel grouss Befugnisser huet, muss gegebenenfalls iwwert d'Rhetorik eraus täteg ginn, fir China kloerzemaachen, datt eis Welthandelslogik eng aner ass, wéi déi chineesesch.

Dat gëllt iwwregens och am Detail, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Beispill Autorerechter; an zwar an allen Domäner. Vun der CD iwwer Poppespiller bis zu alle méiglechen Haushaltsapparaten a souguer Autoen, kopéiere chineesesch Betriber ouni all Schimmt dat, wat bei eis patentéiert ass.

Esou kënne mir net matenee fueren. Wann et international unerkannt ass an esou ass, datt eng Erfindung, en Design, eng Mark opgrond vun där zugrondleiender kreativer, intellektueller Leeschtung schützenswäert sinn, da gëllt dat iwwerall. Och a China!

Et ass dach eigentlech traureg, datt e grousst Vollek wéi dat chineesescht, dat zum Beispill Pabeiergeld a Polver schonn erfonnt hat, wéi mir nach getosch hunn an eis Kricher mat Knëppele gefouert hunn, e puer Jorhonnerte méi spéit sech virun allem duerch Knäipen a Raubkopéieren auszeechent. Dat huet China net néideg.

Stéchwuert Mënscherechter: Jo, et gëtt kulturell aner Opfaassunge vun individuelle Rechter, wéi déi, déi mir an Europa hunn. Jo, et gëtt plazeweis an der globaler Geographie eng Primautéit vum Kollektiv, där sech en Deel vun der individueller Fräiheet ënneruerdnet. Mä dat heescht net, datt konsequent, dauerhaft a wäitreechend Verletzunge vun der individueller Dignitéit fir eis mussen akzeptabel sinn. Et ass e verflichtend Zil vun der europäescher Aussenduerstellung, déi Opfaassung, déi mir an der Europäescher Unioun vun de biergerleche Fräiheeten a Rechter hunn, iwwerall op der Welt ze vertrieden an ze verdeedegen.

Dat musse mer weiderhin esou handhaben, nach méi, wa mer méi e staarken aussepolitesche Vertrieder fir d'Unioun kréien, esou wéi de Grondlagevertrag et virgesäit. Dës Promotiounsaufgab erschöpft sech net géintiwwer vu China, si muss zum Deel direkt virun eiser eegener europäescher Dier ufänken.

Här President, am EU-Bäitrëttskandidateland Türkei ticke verschidden Aueren e bëssen aneschters wéi bei eis. Déi türkesch Auere sinn zwar amgaangen, méi a méi op déi europäesch Zäit ëmgestallt ze ginn, mä plazeweis bleiwen och haut nach gehéiereg Zäitverschiebungen iwwreg.

Wann d'Türkei deemnächst, esou wéi et schonn ugeklongen ass, dee berüchtegten Türkentum-Artikel aus hirem Code pénal wëllt sträichen, dann ass dat eng gutt Nouvelle. Esou e Paragraph, mat deem jiddferee kann d'Fräiheet entzu kréien, deen eng bestëmmten Astellung zum türkesche Stat net deelt, ass am Kader vun der europäescher Rechtsuerdnung net akzeptabel. Datt een an der Türkei haut nach kann an de Prisong kommen, well een eng elementar historesch Wourecht, nämlech de Völkermord un den Armenier zwëschent 1915 an 1922 als Realitéit bezeechent, ass eigentlech net méi akzeptabel.

Här President, et ass och net wierklech hinzehuelen, datt en däitsche mannerjährege Jong, deem eng quasi Vergewaltegung vun engem englesche Meedchen zu Antalya virgeworf gëtt, méintelaang an engem türkesche Prisong festgehale gëtt, während eng Enquête ëmmer nees verschleeft gëtt. Déi Geschicht, souwäit mer se kennen, kann esou net ad infinitum virugoen.

Do geet et net drëms, datt besote Jong net dierft an Untersuchungshaft geholl ginn, während eng Enquête pénale leeft. Deeselwechte Fait hätt och bei eis doheem gär genuch de Jong an Untersuchungshaft bruecht. Et geet och net drëms, datt déi türkesch Justiz muss kënnen an aller Onofhängegkeet hir Aarbecht maachen. Dat géife mir jo och hei zu Lëtzebuerg net aneschters gesinn.

Mä no engem hallwe Joer Enquête géintiwwer vun engem Mannerjährege muss et iergendwéi eng Kéier zu engem Prozess kënne kommen. Wat et méi laang dauert, ier dat geschitt, wat d'Türkei méi wäit vun der Europäescher Unioun sech wäert ewechbewegen.

Wann d'Türkei dann eng Kéier an d'Europäesch Unioun opgeholl géif, nodeems se all Bäitrëttskritäre géif erfëllen - an dat ass sécher net fir déi nächst puer Joer -, dann hätt d'EU Baussegrenzen, déi direkt un e puer vun deene geféierlechste Krisegebidder vun haut leien.

D'Türkei grenzt u Syrien, den Irak an den Iran. Mat der Türkei an der Unioun wieren dës Länner eis direkt Noperen. Da géif den europäesche Grenzkoordinatesystem en anere ginn. Mir hunn eis scho mat der russescher Exklav Kaliningrad schwéiergedoen, wéi Polen a Litauen an d'Unioun koumen; mat den Nopere vun der Türkei géif et nach e gutt Stéck méi komplizéiert.

Här President, dës Feststellung erlaabt mer direkt den Iwwergang zum Noen Osten a senger ganzer Komplexitéit.

Iwwert den Irak wëll ech net vill Wierder verléieren, ausser fir festzestellen, datt d'Invasioun vun deem Land ouni richteg Besetzung zu genee deem Resultat gefouert huet, wat huet misse gefäert ginn. Den Irak ass haut en „failed state", wéi dat op Englesch heescht, e Stat en faillite, iwwert deem säin Territoire et keng richteg Autoritéit gëtt an dee fréier oder spéider riskéiert auserneenzefalen.

E Stat, an deem sengem Norden e kurdescht Gebitt sech méi a méi selbstänneg géréiert - wat een net emol kann iwwelhuelen, well et jo e Gesamtstat Irak eigentlech an deem Sënn net méi gëtt.

Am schiitesche Süden dominéiere méi oder manner schemenhaft militant moslemesch Gruppen a Milizen, deenen hiren Interessi sécher net e funktionéierenden demokrateschen an eventuell souguer laizisteschen Irak ass.

Wat do nach ze kommen huet, kënne mer haut nëmme roden. Et ass just eent sécher: Et wäert net dat sinn, wat d'Krichskoalitioun sech virun e puer Joer erhofft hat. A mat ëmmer manner Zaldoten um Buedem bessert sech déi Perspektiv 100%eg net.

Dem Irak säin Noper am Westen ass Syrien. E Stat, deen elo zënter enger ganzer Zäit net méi an d'Beméiunge vun amerikanescher an europäescher Säit, fir awer nach zu enger definitiver Regelung vu friddleche Relatiounen tëschent Israel a Palästinenser ze kommen, agebonne war. Dat kéint sech awer deemnächst änneren, wouriwwer ech perséinlech ganz frou wier, well ech iwwerzeegt sinn, datt eng global Léisung am ganzen Noen Osten ouni Abannung vu Syrien net denkbar ass.

Et ass net fir den israelesch-palästinensesche Konflikt denkbar, well Syrien an deem Konflikt en direkten territorialen Intérêt op d'Golan-Héichten huet, a well eng éierbar noperschaftlech Relatioun mat Syrien fir deen israeleschen an deen zukünftege palästinensesche Stat eng existenziell Viraussetzung duerstellt.

Soe mer et wéi et ass: Ouni palästinensesch Statsperspektiv keen israelesche Fridde mat Syrien, an ouni Fridde mat Syrien keng geséchert palästinensesch Statsperspektiv.

Dat schéngt och neierdéngs an der franséischer an an der amerikanescher Perspektiv duerchzesickeren, wann een do dezent Signaler u Syrien, déi vu Paräis an och vu Washington ausginn, ka beuerteelen.

Ech géif mer wënschen, datt déi Lëtzebuerger Aussepolitik sech dëser Perceptioun uschléisst, well si eleng eng global an ëmfaassend Léisung fir den Noen Oste kann erméiglechen.

Ouni Syrien ass och keng Konsolidatioun vum Libanon denkbar, egal wéi ee sech dréit a kéiert. Déi syresch Implantatioun am Libanon ass esou déif, datt dat Land net kann zu enger dauerhafter Rou fannen, wa Syrien net mat agebonne gëtt.

E chronesch onstabilen, deelweis vun terroristesche Gruppen dominéierte Libanon ass och fir dee südlechen Noper Israel keng Optioun. Mä wéi gesot, duerfir brauch ee Syrien. E Syrien, dat sech wahrscheinlech nëmmen allze gär aus der Ëmäermelung mam Iran géif léisen. Well Syrien ass jo beileiwe kee Gottesstat. Schiitesch ass Syrien och net. Ronn 80% vu senger Populatioun si sunnitesch Moslemen, 10% Chrëschten a just eppes manner wéi 10% schiitesch Moslemen, deelweis Alawiten, wéi och de President Baschar al-Assad.

Dee säkuläre syresche Stat hänkt de Prinzipië vum arabesche Sozialismus un, wéi déi regierend Baath-Partei e verkierpert. Also ass eng Allianz mam Iran fir Syrien eigentlech widdernatierlech an et misst international alles drugesat ginn, fir duerch eng korrekt Abannung vu Syrien an d'Léisungseffortë vum Noost-Konflikt déi Allianz ze briechen.

Och am Libanon musse mer hëllefen, déi Vuen duerchzesetzen. Datt dat, no allem, wat Syrien a sengen am Land presenten Truppen a Geheimagenten zur Laascht geluecht gëtt - dorënner de Mord um Rafiq al-Hariri -, alles aneschters wéi einfach ass, wësse mer all. Mä wat ass an där Géigend eigentlech schonn einfach?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Iran ass schliesslech och keen einfache Fall, an dach setze mer alles drun, fir de President Ahmadinedschad dervun ze iwwerzeegen, sech iergendwéi op normal Manéier an déi international Gemeinschaft anzefügen. Mat séier begrenztem Erfolleg bis haut, wat ee leider muss agestoen. Villes an der Ausenanersetzung mam Iran dréit sech ëm den Atomprogramm, vun deem den Iran selwer behaapt, e géif just zivilen Zwecker déngen, mä vun deem ee muss unhuelen, datt en och eng militäresch Dimensioun kéint hunn.

Dat ass awer net alles. Dee grousse Problem mam Iran ass nämlech am Fong deen, datt et viru bal 30 Joer verpasst gouf, d'Zeeche vun der Zäit ze erkennen an déi schlëmmsten Entwécklung vum Regime ze verhënneren, nämlech d'Iwwernahm duerch radikal schiitesch Moslemen. Den Iran vun haut ass e Gottesstat, deem all Zort vun zivilem Pouvoir ofgeet. Dat läit an der Logik vun deenen islamesche Saachen: Stat a Relioun sinn an enger renger, enker puristescher Opfaassung vum Islam nämlech net vuneneen ze trennen.

D'Haaptacteure vun der iranescher Politik sinn nämlech islamesch Geeschtlecher; net e gewielte President oder e Parlament. Dee fréiere Statschef Chatami huet dat um eegene Leif missen erfueren, wéi zaghaft Reformusätz a Richtung vu méi zivile Fräiheeten an enger anerer Roll vun der Fra a Gesellschaft a Politik vun de Revolutiounswiechter verhënnert gi sinn.

Ech wéilt mer hei erlaben, Här President, e kuerzen historesche Réckbléck un dëser Plaz ze maachen, fir duerzeleeën, wéi et am Iran zu esou enger Statssituatioun konnt kommen a woufir dat eis eigentlech misst eng Léier sinn, déi mer eis haut ëmmer sollte virun Ae féieren.

An de 70er Jore war de Pouvoir vum Schah am Land esou diskreditéiert, datt et zu massive Regimecontestatioune komm ass. Am Numm vu Stabilitéit a Legitimitéit huet déi sougenannte westlecht Welt et verpasst, d'Schah-Contestatioun eescht ze huelen an de Schah weiderhin ënnerstëtzt.

Ech wëll elo net iwwert d'Mériter oder de Géigendeel vun där Herrschaft schwätzen. Dat ass hei net mäi Punkt. Mäi Punkt ass: Et hätten Alternativen zur Revolutioun vun de Mullahen 1979 misse ginn. Si hätte just misse mat Zäit a mat auslännescher Hëllef an d'Weeër geleet ginn, nodeems jorelaang kloer war, datt de Schah sech net méi eleng kéint halen. Wéi d'Saach sech awer zougespëtzt huet, gouf et just nach eng Richtung, an déi den Iran konnt steieren, déi nämlech vun enger klerikaler Diktatur ënnert der Féierung vum Ayatollah Khomeini.

Elo kënne mer haut e Bléck a Pakistan werfen a feststellen, datt mer et ënner Ëmstänn mat ganz ähnleche Konditiounen an deem Land ze dinn hunn, wéi virun 30 Joer am Iran. En diskreditéierte Regime, dee vum President Musharraf, deen trotz all vermeintlecher Westkompatibilitéit vun deem Personnage am Land selwer kaum nach Réckhalt huet. Eng militant islamistesch Contestatioun vun deem Regime, déi an eenzelne Regioune schonn d'Muecht iwwerholl huet an do eng Herrschaft féiert, déi sech genausou ufillt an och ugesäit, wéi déi vun den Taliban an Afghanistan.

Ënnerstëtzung aus dem Westen, och aus Europa, déi zwar kritesch ass, mä trotzdeem dervun ausgeet, datt de President Musharraf weiderhi gebraucht gëtt, fir d'Stabilitéit an d'Berechebarkeet a Pakistan ze erhalen, och wann hien an Deeler vu sengem Stat guer net méi d'Muecht ausübt. Oppositiounsparteien, déi sech net eens sinn.

Mä et gëtt e kruzialen Ënnerscheed, Dir Dammen an Dir Hären: Aneschters wéi deen Iran vun 1979 verfügt de Pakistan vun 2007 iwwer Atomwaffen. Pakistan gëtt haut

verschiddentlech als dat geféierlechst Land op eisem Planéit bezeechent. Dat kéint och emol gutt sinn. Eng Atommuecht, déi géif mat hire Muechtstrukturen an d'Gräpp vun islamesche Fanatiker falen, wier tatsächlech deen absolute GAU. Wann esou eppes geschéich, da bräichte mer eis wuel ëm eng ganz Rei vu klenge Problemer net méi vill Gedanken ze maachen.

Ech wëll an dësem Kontext déi Verantwortlech vun eiser Aussepolitik, notamment eisen Ausseminister Jean Asselborn, nodréiglech drëm bieden, mat sengen europäesche Kolleegen zesummen net de Feeler ze maachen, deen de Westen Enn de 70er Joren am Iran gemaach huet. D'Ënnerstëtzung vun engem Regime bis un d'Enn, just well en hallefweegs stabil ausgesäit, ka katastrophal Konsequenzen hu fir d'ganz Welt - an dësem Fall - an a vill méi kuerzen Délaien, jee nodeem wien do d'Muecht géif u sech rappen.

Och a Pakistan, Här President, ass d'Zäit komm, wou den Här Musharraf muss agesinn, datt seng Zäit net éiweg dauert. Aner Kräfte mussen iwwerhuelen. An et däerfen net déi sinn, déi an Afghanistan schonn eng Kéier gewisen hunn, zu wat se fäeg sinn, wa se Mëttelen an de Grapp kréien, fir e Stat ze beherrschen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn am Ufank gesot, datt een am Kader vun enger Ried wéi där vun haut net alles ka soen, wat zur lëtzebuergescher an der europäescher Aussepolitik kéint gesot ginn; och zur allgemenger internationaler Situatioun, wéi dat esou schéin am Jargon heescht.

Ech hunn zum Beispill net iwwer Afrika geschwat. E Kontinent, deem säin Entwécklungsstand am Joer 2007 global net méi héich ass a plazeweis méi déif, wéi um Ufank vun den afrikaneschen Onofhängegkeeten ëm déi 1960. Dozou wier ze soen, datt mer musse realiséieren, datt all Entwécklungsefforten, déi an deem leschten hallwe Jorhonnert ënnerholl goufen, evidenterweis net deen Effekt haten, dee mer eis géife wënschen. Mir kënnen Afrika net weiderhin einfach mat Geld versuergen an hoffen, datt et schonn iergendwéi geet.

De Géigendeel vun Entwécklung, also Stagnatioun an den afrikanesche Staten, Réckschrëtt, Kricher, Honger a Leed féiert op Dauer derzou, datt enorm Zuele vun Afrikaner sech wäerten op de Wee maachen, fir eis an Europa besichen ze kommen an och fir heizebleiwen. Domat dénge mer kengem. Net den Afrikaner, an net eis selwer. D'Entwécklung vun Afrika ass eng absolut geopolitesch Noutwendegkeet.

Et steet ze hoffen, datt den EU-Afrika-Sommet an e puer Wochen zu Lissabon wäert eng nei Dimensioun vu Partnerschaften um afrikanesche Kontinent erschléissen, déi esou eng Entwécklung erlaabt. Mir brauchen dofir méi wéi nëmme Geldtransferten. Dofir brauch een déi optimal Notzung vun den afrikanesche Potenzialer, an eng gemeinschaftlech Notzung dervun am Idealfall. Domat mengen ech natierlech Ressourcen an d'Käpp vun de Leit. En Afrika mat 55 Nationalstaten, déi all jalous op hir vermeintlech Souveränitéit an territorial Integritéit pochen, och mat deenen néidege Waffen, ier se un d'Wuel vu bal enger Milliard Afrikaner denken, kritt sech net an de Grëff.

D'Afrikanesch Unioun ass duerfir en Instrument, wat onbedéngt auszebauen an handlungsfäeg ze maachen ass. Dat musse mer awer den Afrikaner vermëttelen. Net nëmmen engem ale sture Mann, dem President vu Simbabwe, mä dosenden och manner ale sture Männer, déi anerwäerts um Kontinent regéieren. Dat ass natierlech e Message, deen an Afrika net ëmmer gutt ukënnt. Dee chineesesche Message vun Netamëschung kënnt do vill besser un. Mä wann Europa säi politesche Message eescht hëlt, dann däerf et déi politesch an domadder mënschlech Geschécker vun Afrika net China iwwerloossen.

Iwwregens sollt een et och net an allze staarkem Mooss alle méiglechen ONGen iwwerloossen. Där ganzer globaler Nébuleuse vun Organisatiounen, déi am Entwécklungsbusiness täteg sinn an nach laang net all just vu philanthropesche Motiver ugedriwwe ginn. D'Affär ronderëm Arche de Zoé am Tschad huet nach eng Kéier gewisen, datt et esou Organisatioune gëtt, deenen hir Objektiver nébuleuse an hir Methoden nach méi fragwürdeg sinn.

Wéi soll ee sech schliesslech an engem Land ëm Weesekanner këmmeren, dat keng Weesekanner kennt, well déi sozial Struktur do esou ass, datt all Kand, dat een oder béid Elterendeeler verléiert, vun engem aneren Deel vun der Famill ugeholl gëtt?

Wat soll eng Veterinärsorganisatioun am westafrikaneschen Diamantekrich, wou zu deem Moment, wou déi opgetaucht sinn, all Hausdéiere geschluecht waren? Därer Beispiller kéint een hei nach vill opzielen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir géife gutt dorun dinn, dee ganze Bësch vun ONGen emol ze duerchforsten, déi sech mat Steiergelder uerchtert d'Welt als Experten an allem opféieren. Et ass net bewisen, an ech fäerten de Géigendeel léisst sech gutt beweisen, datt all déi Consultanten an Experten, déi d'Welt mat Rapporten, Projeten, Missiounen, Evaluatioune beglécken, iergendeppes Reelles zur Verbesserung vun der Welt bäidroen.

Ech hunn och näischt iwwert d'UNO an déi dréngend noutwendeg Reform vun der Weltorganisatioun gesot. Eng Organisatioun, an där hirem ieweschten Organ, dem Sécherheetsrot, Lëtzebuerg fir d'Joren 2013 an 2014 e Sëtz ustrieft an an där hirer neier „Peacebuilding Commission" mer schonn dra sinn.

Ech wéilt hei den Appel un den Ausseminister riichten, fir datt mer an der Europäescher Unioun zesummen en ëmfaassend Konzept fir eng nei Ausriichtung vun der UNO erschaffen. Et ass dach scho speziell, datt mer zum Beispill an der Unioun iwwereneefalen, fir Däitschland ze versécheren, mir géifen hir Bestriewunge fir e permanente Sëtz am Sécherheetsrot ënnerstëtzen, amplaz unzestriewen, als Europäesch Unioun een eenzege Sëtz an engem reforméierten UNO-Féierungsgremium ze besetzen, wou déi aner grouss Weltregiounen op ähnlech Manéier vertruede wieren.

Här President, mir sinn e klengt Land. D'Méiglechkeete vun eiser Aussepolitik si per Definitioun begrenzt. Déi vun Europa si wesentlech méi grouss. Duerfir loosse mir eis dorop konzentréieren, an der Unioun dorop hinzewierken, eng weltwäit wierksam, siichtbar a spierbar europäesch Aussepolitik ze konzipéieren, an déi d'Prinzipië vun eiser lëtzebuergescher Politik kënnen afléissen.

Loosse mer eis selwer an der Aussepolitik net ze vill eescht huelen, mä suerge mer derfir, datt an Zukunft Europa an der Aussepolitik net eescht genuch geholl ka ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens. Den Här Goerens huet d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Débat iwwert d'Affaires étrangères vu gëschter huet et erëm eng Kéier gewisen: Eise Kader, fir Aussepolitik ze maachen, ass haaptsächlech d'Europäesch Unioun, an dem Här Asselborn säi Virtrag huet praktesch ausschliesslech ëm Themen, déi mat der Europäescher Unioun oder mam europäeschen Integratiounsprozess zesummenhänken, gedréint.

D'Constitutioun, d'Crise institutionnelle, den Traité modificatif, d'Acquisë vun der europäescher Konstruktioun, d'Lissabon-Strategie, d'Implikatioune fir de Commerce mondial oder vum Commerce mondial op Lëtzebuerg, op Europa, d'Potenzialitéite vum Marché unique, den Doha-Prozess - hunn ech schonn erwähnt -, Kosovo, Libanon, Iran, Afrika, alles huet sech an deen dote roude Fuedem anzereien.

Mir sinn zwou Saachen opgefall: Éischtens, datt et eng Bestätegung ass, datt mer definitiv Europa als de Referenzkader hu fir eis Aussepolitik; an zweetens ass mer och eppes opgefall - an ech mengen, mir net eleng -, nämlech datt, wann hei an der Chamber iwwer esou vill Europa Rieds geet, den Europaminister Nicolas Schmit net hei ass.

(Interruption)

E war gëschter net hei, e war haut och net hei. Ech mengen awer, opgrond vu senger Kompetenz wär seng Plaz haut och hei an der Chamber.

Ech wëll ufänke mat engem Commentaire iwwert d'Kompetenzen an d'Handlungsfäegkeet, déi mer eis elo wëlle ginn am Kader vun deem neie Reformwierk, wat am Fong esou nei net ass. Mir kennen et, mir hunn et schonn e puermol hei an der Chamber diskutéiert, des Laangen an des Breeden. Mir hunn et an der Öffentlechkeet diskutéiert. Mir haten och viru kuerzem eng Debatt hei an der Chamber. Ech schwätzen nach eng Kéier iwwert den Traité modificatif.

Mir si frou, datt en endlech amgaangen ass, drockräif gemaach ze ginn, datt e kann am Dezember signéiert ginn, datt en d'nächst Joer - an do géif ech gär wëllen dem Ausseminister säin Optimismus deelen - ka ratifizéiert ginn, an zwar net nëmmen an e puer Länner, mä an de Länner alleguer, an datt se och alleguer zu hirer Ënnerschrëft stinn.

Ech mengen, bei eis ass den Débat doriwwer esou wäit gelaf. Mir solle selbstverständlech virufuere mat eiser Öffentlechkeetsaarbecht, fir de Bierger den europäeschen Integratiounsprozess méi no ze bréngen, mä mir solle soen, datt dat, wouriwwer mer nach eng Kéier ofstëmmen - an ech mengen, doriwwer besteet hei am Haus e Konsens -, schonn zu 99% eng Kéier gemaach ginn ass, an datt mer just der Form halber et nach eng Kéier musse maachen.

Fir dat Kapitel ofzeschléissen, just nach zwou Remarquen. Déi eng ergëtt sech aus der Lecture vun engem Artikel aus der «Libération» viru kuerzem, wou drastoung, deen neien Traité modificatif wär «un traité sosie». E wär zu 99% deckungsgläich mat deem, wat aus dem Konvent erauskomm ass a wat mer ënnert dem Begréff Projet de traité constitutionnel kannt hunn an och hei am Land ewell ratifizéiert hunn.

De Commentaire vum Auteur vun deem Artikel, iwwerschriwwen «un traité sosie», ass, datt, och wann en zu 99% deckungsgläich ass, dat net wëllt heeschen, datt et awer genau datselwecht ass, well wann een zum Beispill de Genom vun engem Schimpans hëlt an dee vun engem Mënsch, da sinn déi zwee och zu 99% deckungsgläich an et kann een awer net soen, et wär datselwecht.

Dat wat feelt, deen ee Prozent, an deen huet et a sech, dat ass d'Feier, «le feu sacré», fir weiderzefueren.

Ech muss soen, ech kommen aus dem Staunen net méi eraus, wann ech gesinn, wéi locker mëttlerweil an deene Länner, déi do Schwieregkeeten hunn, fir d'Kéier ze kréien, den Ëmgang ass mat der Wourecht a mat de Fakten.

De Giscard d'Estaing - an dat ass déi zweet Remarque - huet et op de Punkt bruecht viru kuerzem, wéi e gesot huet, mir hunn eng Boîte à outils, wou alles dran ass, wat mer schonn am Projet de traité constitutionnel haten, «les outils sont bien là,…» - seet en - «tels que les avait soigneusement élaborés la Convention européenne, des outils innovants et performants: la présidence stable, la Commission réduite et recentrée, le Parlement législateur de plein droit, le ministre des Affaires étrangères en dépit de sa casquette trop étroite, la prise de décisions à la double majorité...» an esou weider.

An en hëlt zwee Beispiller, vun deenen ech nëmmen eent wëll zréckbehalen, fir dat ze ënnermaueren. An zwar dat, wat Bezuch huet op d'Designatioun vun engem Président stable de l'Union européenne. Do erënnert en zu Recht dorun, datt am Traité constitutionnel am Artikel 22, dee virgesi war, drasteet: «Le Conseil européen élit son Président à la majorité qualifiée pour une durée de deux ans et demi, renouvelable une fois.» An da geet deen Artikel weider mat enger Dosen Zeilen, déi d'Roll vun deem President ënnersträichen.

Wann een elo an deem neie Vertragswierk déi Dispositioun erëmsiche geet, da muss een den Amendement 16 au titre 3 du Traité de Maastricht beméien, an do steet dann en Artikel 9B: «un article 9B est inséré: le Conseil européen et son président» - esou ass dat iwwerschriwwen -, an am Paragraph 5 steet dann: «Le Conseil européen élit son Président à la majorité qualifiée pour une durée de deux ans et demi, renouvelable une fois.»

Dat do ass net méi zu 99% deckungsgläich, dat do ass zu 100% deckungsgläich. Duerfir mussen déi, déi soen, et wär eppes Grondverschiddenes, zwar ganz stringent Argumenter hunn, wa se virun engem Forum stinn, wou awer e puer Leit sinn, déi schreiwen a liese kënnen an déi e Puzzle zesummesetze kënnen. Well wann de Puzzle erëm eng Kéier zesummegesat ass a mir hunn den Text consolidé vun deem Vertragswierk, gesi mer scho méi kloer.

A wann ee sech duerno nach d'Méi mécht an et huet een och e laangen Otem, da kann een och definitiv eriwwerbréngen, datt déi Aarbecht, déi mer am Konvent gemaach hunn, woubäi der och Eenzelner heibanne sinn - ech denken un de Ben Fayot an och un de Paul Helminger, un de Gast Gibéryen, déi an deem Konvent derbäi waren -, net ëmsoss war.

Ech géif och soen, wann den Traité, de Projet de traité constitutionnel net zréckbehal gëtt an där Form, wéi en arrêtéiert war, da soll een en awer net ewechgeheien, well fir dat, wat elo erauskomm ass, ze verstoen, huet een am beschten, et liest een de Projet de traité constitutionnel. D'Verständnis vun deem zweeten ass ouni d'Lecture vun deem éischten net méiglech!

Elo wollt ech awer kuerz zu den Implikatioune komme vun deem, wat mer hoffentlech dann d'nächst Joer ratifizéieren. Den Zoufall wëllt et, datt an déi zweet Halschent vum nächste Joer déi franséisch Présidence fält. Wat déi franséisch Présidence an hire Programm ubelaangt, doriwwer wësse mer nach net vill. Mir wëssen awer just, datt de President Sarkozy gëschter virum Europaparlament eng Ried gehalen huet, wou en ënner anerem gesot huet, datt en aus der Politique extérieure, de sécurité et de défense commune géif eng Prioritéit maachen.

Wann een elo weess, wat geplangt war am Fall vun der Hypothees, wou den Traité constitutionnel ugeholl gi wier, nämlech déi Politik vun der Coopération renforcée en matière de politique extérieure et de sécurité commune, da weess een, datt e Pabeier zirkuléiert ass, wou ganz prezis Virstellunge schonn notéiert waren, wat vun deenen eenzelne Länner an där Coopération renforcée verlaangt géif, wat se misste maachen, fir kënnen derbäi ze sinn. An dat huet et a sech: 0,25% Dépensen „en relation avec le revenu national brut" missten net fir d'Défense insgesamt ausgi ginn, mä an den Investissement vun de Capacitéiten.

Wann een elo weess, datt vun deem Moment un, wou dat do kéint Wierklechkeet ginn, mer hei am Land e Revenu national brut hätte vu 40 Milliarden Euro, da géife mer ongeféier missen, fir op 0,25% ze kommen, 100 Milliounen - ech soen et nach eng Kéier, 100 Milliounen! - Euro investéieren an d'Capacitéiten! Ofgesinn dovunner, datt mer dat budgetär net packen, kaum géife packen; ofgesinn dovunner, datt et och wahrscheinlech hei am Land keng politesch Akzeptanz géif ginn, fir deen doten Effort ze maachen; ofgesi vun all deenen Aspekter kënnt nach en drëtten derbäi: Mir hätten och emol net d'Capacitéit fir d'Marchéen en due forme auszeschreiwen.

Déi, déi sech e bësse mat deem doten Thema ofginn hunn, déi wëssen, datt et net evident ass, datt mer do op Neiland ginn, an datt et ganz schwéier ass, fir an där Hisiicht Neel mat Käpp ze maachen.

Ech wëll an deem Zesummenhang och nach eppes Zweetes soen; dat ass kee Kritär, dee bis elo scho kéint erkennbar zréckbehale ginn, mä dat ass een ongeschriwwent Gesetz wat gëllt fir Memberen, déi nei an d'NATO kommen, vun deene verlaangt gëtt, datt se 2% vun hirem Revenu national brut investéieren an d'Défense.

Dat fannen ech franchement bei Länner, ënnert deenen nach 30, 40, 50% Précaritéit festzestellen ass, en eenzege Skandal. Ech mengen, wann den Effort de défense collectif soll Sënn maachen, da mécht e Sënn, wann e solidaresch ass. A wann e solidaresch ass, da mécht en och nëmme just Sënn, wann een op déi allergréissten Néit a Situations de détresse awierkt, a vun deene kéint een am Fong eng Kontributioun verlaangen, déi reell ass, awer jiddefalls net dat do.

Mir sinn - dat wëll ech och ganz kloer soen - mëttlerweil, well och eisen Effort nei berechent gëtt, ënner 0,5%. Mir tendéiere méi no bei 0,3%, wéi bei soss eppes. An ech fannen, wa mer et elo scho gesinn, wa mer do géifen en netten Effort maachen an nëmmen ee Strëch, nëmmen ee Promille an d'Luucht goen, da géif dat schonn hei am Land „Heulen und Zähneknirschen" ginn. Wou kënne mer dann eis solidariséiere mat Fuerderunge wéi vu Länner, wou et ganz vill Précaritéit gëtt, op 2% eropzegoen? Dat ass franchement net an der Rei.

Loosse mer also Cohérence des politiques schwätzen. Mir kéinten elo laang iwwert d'Mënscherechter, de Rôle vun der Europäescher Unioun an d'Gewiicht vu Lëtzebuerg an deem doten Domän hei epilogéieren. Et wier villes ze soen iwwer China an d'Mënscherechter. Et wier villes ze soen iwwer Russland an d'Manéier, wéi do d'Mënscherechter ugewannt ginn. Et wier schrecklech villes ze soen iwwert dat, wat am Mëttleren Orient passéiert, wat a Pakistan amgaang ass.

Ech wollt et emol eng Kéier mam Simone Veil halen, une très grande dame iwwregens, déi viru kuerzem hir Biographie erausginn huet an déi gesot huet: «On a tendance à faire la morale à tout le monde. Es-

sayons d'abord de balayer devant notre porte», sot se gëschter Moien an ähnlechen Termen op France Inter.

Ech menge mir hunn och hei an Europa virun eiser eegener Dier emol ze kieren. Ech wëll net soen, datt déi Themen, déi ech elo grad just stéchwuertaarteg ugeschnidden hunn, keng Importenz hunn. Ech wëll och domat dem Här Mosar kee Reproche maachen, datt en déi ugeschnidden huet.

Ech wollt soen, mir mussen awer och, getrei deem, wat mer hei an der Chamber ënner Form vu Resolutioun akzeptéiert hunn, wëssen, datt mer an Europa villes hunn, wat net an der Rei ass. Ech wëll nëmme just un déi onméiglech Koalitioun an der Slowakei erënneren. Dat muss en Thema si fir eis. Et kann ee soen, dat geet eis näischt un. Oh dach, dat geet eis eppes un!

Et kann eis net egal sinn, wa Regierungen an eng Regierung Parteien huet oder eng Partei huet, déi incitéiert „à la haine ethnique".

Et kann eis net egal sinn, wann an engem anere Land, och an därselwechter Géigend, Leit sinn, déi mengen, si missten engem onbescholtene Bierger säi Mandat am Europaparlament oferkennen. An déi, déi mengen, et wier wierklech alles an der Rei an de Grenze vun der Europäescher Unioun, déi sollen de Rapport vum Dick Marty emol eng Kéier duerchliesen, deen en am Conseil de l'Europe gemaach huet iwwert déi sougenannte Volë vun der CIA, déi présuméiert Terroriste vun enger Plaz op déi aner transportéiert hunn, fir deenen d'Handwierk ze leeën.

Déi Manéier, wéi eenzel Regierungen, och Memberstate vun der Europäescher Unioun - a besonnesch där! -, sech schwéiergedoen hunn, fir op dem Generalsekretär vum Conseil de l'Europe säi Froekatalog ze äntwerten, déi schwätzt Bänner. Dat wat do ugekënnegt ginn ass, ass zum gréissten Deel mëttlerweil vérifiéiert an och vun den Amerikaner agestane ginn.

Et wier vläicht gutt, wa mer éischter géifen op déi warnend Stëmme lauschteren. Da kéint et net zu esou degradéiert Situatioune kommen.

Wa mir gär hätten, datt am Rescht vun der Welt d'Mënscherechter keng eidel Begréffer bleiwen a Worthülse sinn, da musse mir net nëmme versichen, besser ze si wéi déi, mä da musse mer dozou tendéiere fir irréprochabel ze sinn.

Dat ass een Zil, un dat wäerte mer ni erukommen. Mä ech mengen tëschent deem, wat mer do ustriewen, an tëschent deem, wat mer haut sinn, sinn awer nach ganz vill Steigerungsméiglechkeeten dran.

Här President, en Thema, wat eis och beschäftegt, konnte mer de Moien nach eng Kéier, jiddefalls a senger Villfalt, zu där dee Kommentär Ulass ginn huet, an der aussepolitescher Kommissioun testen, wéi mer eng Delegatioun vun tschechesche Parlamentarier op Besuch haten. Et war net d'Absicht vun eis fir se auserneenzehuelen. Mir stellen awer fest, datt mer op eng Fro, déi Bezuch huet op d'Stationéiere vu Rakéiten a Polen a vu Radarstatiounen an der tschechescher Republik, awer wierklech e Musterbeispill vu politeschem Pluralismus geliwwert kritt hunn.

Et geet vun der hallwer Zoustëmmung bis zur totaler Oflehnung iwwert d'Fuerderung fir e Referendum an där doter Fro ze maachen.

Et huet ee gesot, dat wier fir Europa ze protegéieren. Et gi wahrscheinlech vill Manéiere fir Europa ze protegéieren. Ob dat do déi allerbeschten ass, erlaben ech mer awer liicht ze bezweifelen.

Well et geet hei un éischter Stell drëm, fir d'Amerikaner ze protegéieren. Wat a sech guer net répréhensibel ass. D'Amerikaner hunn och schonn anerer protegéiert wéi sech selwer.

Et geet awer och hei drëm fir ze testen, wat de Multilateralissem nach wäert ass, a wat et wäert ass an enger Gemeinschaft vu 27 Staten, déi sech ëmmer erëm vu Conférence intergouvernementale zu Conférence intergouvernementale d'Wuert ginn, fir sech ëmmer méi zu enger Schicksalsgemeinschaft ze entwéckelen. Et geet drëm fir erauszefannen, ob déi amstand sinn, iwwert déi ganz wichteg Saachen, déi iwwer Liewen an Doud, Krich a Fridden, ze schwätzen.

Opgrond vun deem, wat mer all Dag erfueren, mengen ech, gëtt iwwer eng ganz Partie ganz wichteg Aspekter éischter an alle Sproochen, offizielle Sprooche vun der Europäescher Unioun geschwiegen, wéi datt Tacheles geschwat gëtt.

Oh, ech weess, den Débat ass net einfach! Huele mer zum Beispill den Débat iwwert d'Question nucléaire. De Jacques Chirac huet virun zwee Joer zu Brest eng Ried gehalen iwwert den Aspect nucléaire, iwwert d'Force de frappe, an en huet sech an engem Saz zur Affirmatioun hiräisse gelooss, datt, am Fall vun enger terroristescher Attaque géint Frankräich, Frankräich souguer kéint Nuklearwaffen asetzen.

Ech hu gemengt a menger Naivitéit, an och als Member vun der Assemblée parlementaire vun der UEO, missen dach d'Fro ze stellen, ob dat net géif zur Banalisatioun vun der Atomwaff féieren; an d'Äntwert war schrecklech enttäuschend. Ech hunn am Fong geäntwert kritt, datt den Traité de nonprolifération nach ëmmer an der Rei wier, datt och keen dergéint verstouss hätt. An op eng aner Fro, déi ech der Lëtzebuerger Regierung gestallt hunn, ass mer geäntwert ginn, datt dat do am Fong eng Fro ass, déi misst diskutéiert ginn tëschent deenen zwou Nuklearmächten, déi et an der Europäescher Unioun gëtt, also en l'occurrence Frankräich an England. Ech mengen, dat geet och net wäit genuch.

Opgrond vun den Texter gëtt et wéineg, mä et gëtt awer den Text vun der „Plate-forme de La Haye" iwwert „les intérêts de sécurité" vun den Europäer. Dat ass een Text vun 1987, wa meng Erënnerunge richteg sinn. An do ass gesot ginn, datt am Fall wou e Land attaquéiert gëtt, dat Member ass - dat waren der zéng, dat sinn der haut zéng, déi de Bréisseler Vertrag ënnerschriwwen hunn -, da kéint een - an esou wäit geet den Text interprétatif vun der Plate-forme vu La Haye - mat alle Mëttelen, y compris l'arme nucléaire, äntwerten. Ech mengen, opgrond dovunner misst et schonn eng Diskussioun wäert sinn ënnert den zéng Memberstate vun der Europäescher Unioun, déi duerch den Traité vu Bréissel - Traité de Bruxelles modifié - gebonne sinn.

Dat do misst och opgrond vum Projet de traité modificatif en Thema sinn, well do ass och eng Clause d'assistance mutuelle en cas d'attaques terroristes virgesinn. Souwäit ech weess, ass jo deen alen Text vum Projet de traité constitutionnel reconduiséiert ginn an deen neie Projet de traité, dee mer elo weider wäerte féieren. An ech mengen, vu datt et do ëm Attaques terroristes geet an der Clause d'assistance mutuelle, besonnesch an deem dote Punkt, misst dat do och en Thema sinn.

Wann et keen Thema wier innerhalb vun der Europäescher Unioun, misst et awer en Thema sinn innerhalb vun der NATO an och an deenen entspriechende Gremië vun der UNO. Dat stéing engem Land, wat sech zum Multilateralismus bekennt - an dat maache mir och als Demokratesch Partei -, gutt zu Gesiicht.

De Moment sinn et néng Länner, déi d'Atomwaffen hunn: Russland, d'Vereenegt Staten, China, Frankräich, Groussbritannien. Israel ass zwar net deklaréiert; de Minister huet et awer an enger schwaacher Stonn zouginn. Indien, Pakistan sinn ausserhalb vum Traité de non-prolifération nucléaire, an Nordkorea huet 2003 den Traité de non-prolifération verlooss. Si fänke jo awer elo erëm un, mat den internationale Gremien ze verhandelen; wat ech ka begréissen, a wat - mer hoffen - och mam Iran wäert de Fall sinn.

Elo ass et esou, datt am Iran den Här Solana négociéiere geet am Numm vun de Sechs, déi sech mat där doter Fro ofginn. Et ass eng grouss Éier fir d'Europäesch Unioun. D'Europäesch Unioun gewënnt och u Prestige dorunner. An hiren Haut Représentant fir d'Aussepolitik kann doduerch nëmmen u Gewiicht gewannen.

Mir mengen, an där Welt vun haut, wou dat doten eng reell Gefor ass a wou déi riskéiert ëmmer méi brisant ze ginn, datt et absolut indispensabel ass, datt esou séier wéi méiglech ugefaange gëtt ofzerüsten an ze kucken, fir datt déi ganz Beméiungen, fir den Traité de non-prolifération nucléaire oprecht ze halen an och nach no 2010 en vigueur ze loossen, eng vun den Haaptprioritéite gëtt. Ech ka mer net virstellen, datt Länner, déi tendéiert sinn, fir op d'Atomwaffen zréckzegräifen, dat éischter bereet sinn ze maachen, wann déi Grouss erëm ufänken ze gestikuléieren a Muskulatiounsefforten ze maachen. Duerfir ass et esou wichteg, datt ee prudent mat der Fro vun der Défense missile antibalistique an Europa ëmgeet.

Dat huet och domadder ze dinn, wa mer wëllen eng kohärent Politik maachen, da geet et net, datt ee virgefouert gëtt. Da geet et och net, datt Ongläichgewiichter nei geschafe ginn. Da geet et drëm, datt ee mat klenge Schrëtt versicht do e bësse méi wäit ze kommen. Wann ech dat soen, ass dat elo keng utopesch Virstellung, mä ech ginn am Fong bei zwee Leit, déi awer eng onwahrscheinlech Kredibilitéit um aussepolitesche Plang hunn, léinen.

Dat eent, dat ass den Henry Kissinger, dee virun e puer Méint gesot huet, datt hie sech kéint virstellen, datt mer eng Welt hätten ouni Nuklearwaffen, datt wuel Etappen an Zwëschenetappen noutwendeg sinn, mä datt et do misst een deklaréiert Zil gi vun der internationaler Politik.

An eng zweet Persoun, dat ass déi fréier britesch Ausseministesch, déi dat gesot huet, dräi Deeg ier se aus dem Amt gaangen ass; de Gordon Brown huet d'Madame Beckett net méi als Ausseminister an hirer Funktioun weidergefouert. Déi huet datselwecht gesot. Obschonn zu deem Zäitpunkt iwwregens awer Groussbritannien amgaang war, säin Trident-Programm ze erneieren an ze moderniséieren.

Mä ëmmerhi sinn awer do zwee Schwéiergewiichter an der internationaler Politik, déi grouss Funktionen haten an hirem Land respektiv se dee Moment nach ausgeübt hunn, der Meenung, datt et net utopesch ass, fir op dee Wee ze goen. Wann do keng kloer Linn erkennbar gemaach gëtt fir mëttel- a laangfristeg, dann, fäerten ech ganz, hu mer duerno am Ende des Tages méi Problemer wéi manner.

Här President, Aussepolitik huet mat Kohärenz ze dinn. Den Här Asselborn huet zum Schluss vu senger Ried ganz vill iwwer Afrika geschwat, iwwert d'Accords de partenariat économique, iwwert d'Roll vun den internationalen Institutiounen, d'Efforten, déi d'Europäesch Unioun an Afrika ënnerstëtzt. Ech denken zum Beispill un déi Rapporten, déi mer mat der Union africaine hunn, notamment déi Suen, déi vum Fonds européen de développement agefloss sinn an d'Facilité pour la paix. Dat sinn Investissementer, déi an déi richteg Richtung gaange sinn an déi och mat derzou bäigedroen hunn, datt am Darfur zum Beispill de Schued a Grenze bliwwen ass.

Ech hat schonn d'Geleeënheet, fir et fréier emol eng Kéier hei ze soen. Et ass interessant fir drop hinzeweisen, datt d'Union africaine, wa se zwar och logistesch an um Niveau vun de Capacitéiten nach extrem wäit zréck sinn, awer um Niveau vun hire Konzepter Saachen hunn, déi sech absolut weise loossen an déi se kënne mat eise vergläichen. Ech denken do zum Beispill un de Principe de non-indifférence, dee si an hir Charta agesat hunn, an deen agréablement kontrastéiert mam Principe de non-ingérence, dee se virdrun haten.

Iwwregens, den aktuelle franséischen Ausseminister huet iwwert den Droit d'ingérence gesot: «C'est le droit ou la compassion.» Ech mengen, mat Compassioun eleng kënne se am Darfur net alles ufänken. Mir kënnen, well mer wëssen, wat fir eng minabel Roll datt China op deem Plang spillt, net einfach soen: Mir schreiwen 200.000 Leit, d'nächst Joer 250.000, dat Joer drop 300.000 Leit einfach of als Victimë vun der Realpolitik. Et ass un der internationaler Diplomatie, fir déi dote Grenze vun der Médiocritéit ze sprengen, déi Grenze vun der Indifferenz ze duerchbriechen, fir datt mer endlech matkréien, wat do leeft, an datt mer och kënne mat deene Mëttelen, déi d'Europäesch Unioun huet - an dat sinn der wierklech net wéineg -, deene Länner, déi wierklech an enger Situation de détresse sinn, hëllefen.

Ech mengen, datt Lëtzebuerg an där Hisiicht relativ vill mécht. Ech hunn éinescht iwwert den Effort de défense geschwat. Dee muss een allerdéngs och a Relatioun setze mam Effort de coopération. A wann déi Diskussioun op eis duerkënnt d'nächst Joer, wou gesot gëtt, wat den Effort en matière de défense muss sinn, mengen ech, soll ee soen, datt Lëtzebuerg awer och a senger friddensstëftender Missioun iwwert den Effort de coopération enorm vill gemaach huet. Mir hëllefen derzou bäidroen, datt d'Ursaachen net méi grouss si respektiv eliminéiert ginn doduerch, datt mer déi Haaptursaach vun de Konflikter mat eliminéieren. An dat ass d'Besäitegung vun der Aarmut. Dat ass e laangfristegt d'Zil.

Mir solle soen: Mir kënnen an déi Debatt do Kapp héich goen. Wann et allerdéngs esou enk gerëppt gëtt, wéi et de Moment ausgesäit, da kréie mer e ganz schwéiere Stand. An ech mengen, mir sollen deen doten Niveau sprengen. De Konrad Adenauer huet emol eng Kéier gesot: Mir liewen alleguer ënnert deemselwechten Himmel, mä mir hunn alleguer en aneren Horizont. Eisen Horizont geet an där Hisiicht e bësse méi wäit. Mir mussen eis net bretzen domadder, mä mir kommen awer och net mat eidelen Hänn an déi Debatten.

Här President, zum Schluss wollt ech soen, datt, fir Aussepolitik ze maachen, ee muss d'Masse critique hunn. Mir hunn zueleméisseg a geldméisseg, wa mer eis absolut Zuele mat deenen aneren hiren absoluten Zuele vergläichen, ni - a mir wäerten och ni - déi kritesch Mass erreechen. Eis kritesch Mass ergëtt sech aus der Kredibilitéit vun eisem Land, vun eisen Efforten, aus der Kohärenz, déi mer an enger Politik, wa se eng Kéier als richteg emfonnt ginn ass, virun investéieren. Déi Kredibilitéit, dat ass am Fong eis Masse critique.

Ech wënschen och, datt déi Efforten - déi an där Hisiicht gemaach ginn, datt mer mat där Kredibilitéit kënnen e klenge Rôle phare an der internationaler Gemeinschaft spillen - 2013 zum Ausdrock kommen. Mir sti voll a ganz hannert der Ambitioun vu Lëtzebuerg fir am UNO-Sécherheetsrot während kuerzer Zäit e Siège ze bekleeden. Mir ënnerstëtzen och all déi Efforten, déi gebraucht ginn - diplomatesch a finanziell -, fir dohinner ze goen. Dat ass en Investissement an d'Zukunft, wa mer déi vill Wetten, déi mer och an dëser Debatt erëm eng Kéier op d'Zukunft maachen, wëlle gewannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, leschte Freidegnomëtteg souzen op de Still vun den Deputéierte 60 jonk Leit, Schüler vun Deuxième aus dem Athénée, och eng etlech Deputéierten. Si hunn iwwer Europa diskutéiert, an dobäi huet sech gewisen, dass si Europa als natierlech Dimensioun vun hirem Liewen ugesinn.

Si erwaarde sech allerdéngs vill méi vun Europa, wéi dat, wat et elo ass, nämlech an der Haaptsaach en offene Maart. Dat si 17-, 18-jähreg jonk Biergerinnen a Bierger, déi muer mat wiele ginn. Si erkennen elo schonn d'Chancen an d'Gefore vun der europäescher Politik, an, wat mech beandrockt huet, ass, dass dat net onbedéngt eng béate Europabegeeschterung ass, et ass och keng simplistesch Europaskepsis, mä et ass eng positiv an awer kritesch Astellung zu deem, wat d'europäesch Länner amgaange sinn ze maachen.

Déi Astellung huet mech perséinlech gefreet, well ech déi och deelen. An ech muss och soen, dass ech an der Ried vum Ausseminister, an der Approche vum Ausseminister gesinn hunn, dass hien d'Noutwendegkeet vun der Europäescher Unioun ënnerstrach huet, net als Selbstzweck, net als institutionelle Waasserkapp, mä als Mëttel, fir Problemer vu Lëtzebuerg, vun der Welt an der Zäit vun haut ze léisen.

Ech wëll soen, dass mir als LSAP natierlech d'Aussen- an d'Europapolitik vun der Regierung, d'Inhalter wéi och déi engagéiert an iwwerluechte Manéier, wéi se gefouert gëtt, approuvéieren, souwuel vum Ausseminister selwer wéi och vum delegéierten Ausseminister. Den Ausseminister ass als Persoun e liewegen, dynameschen a beléifte Partner op der europäescher an der internationaler Bühn. A mir soen him Merci fir säin Engagement, deen hien ëmmer erëm ënner Beweis stellt.

Ech wëll och net déi Ried, déi hie gehalen huet, paraphraséieren. Ech wëll just e puer Punkten ënnersträichen, déi mer ganz besonnesch wichteg fannen. Mir ënnerstëtze ganz besonnesch déi kloer Ofso un de Krich als Mëttel fir international Problemer ze léisen. Zum Beispill am Fall vum Iran. Mir fannen et net responsabel, fir an deem Zesummenhang vun engem Drëtte Weltkrich ze schwätzen. Mir mussen natierlech gradesou kloer a gradesou staark ons Ofso widderhuelen un d'Nuklearproliferatioun, déi eng riseg Gefor fir d'Mënschheet duerstellt.

Mir ënnerstëtzen och d'Öffnung vun der Unioun op déi nei Länner vu Süd- an Osteuropa an d'europäesch Perspektiv fir de Westbalkan, fir do Fridden, Stabilitéit, Wuelstand a Rou fir d'Mënschen ze schafen. Et gëtt am Südoste vun Europa Länner, déi grouss Problemer hunn an d'Stabilitéit vun Europa selwer a Fro stellen. Et gëtt do e Kranz vu Problemfelder a Länner, déi direkt ons Stabilitéit an ons Situatioun kënne beréieren.

Bosnien-Herzegowina ass eng grouss Enttäuschung. Obwuel dat Land am Europarot ass, trotz groussen Effortë vun der in-

ternationaler Gemeinschaft an deene leschten zéng, zwielef Joer kënnt dat Land net zur Rou. An do gesäit een, wat virulenten Nationalismus un Haass ervirbréngt.

Kosovo - mir hoffen, dass d'Kosovo-Fro endlech geléist ka ginn. Europa a ganz besonnesch d'Leit am Kosovo kënne sech keen neie Gewaltausbroch, keen neie Konflikt zwëschent Serbien an dem Kosovo erlaben. All interesséiert Partner, d'Europäesch Unioun, Russland an natierlech och d'Parteien am Land selwer hunn do eng ganz grouss Responsabilitéit.

Da muss een drëttens onse serbesche Frënn soen, dass d'Zäit vum Nationalismus, vum ethneschen a reliéisen Haass dépasséiert ass, dass dat inakzeptabel ass an extrem gefäierlech.

Mir hate gehofft, dass Mazedonien méi schnell zur interner interethnescher Zesummenaarbecht kéim a vun der Konfrontatioun zwëschent ethnesche Gruppen ewechkéim. Dat schéngt jo nach net iwwerstanen ze sinn.

An dann e bëssen hannendrun, net wäit dovunner ewech, wann een dat an Avionsstonne kuckt, begréisse mir natierlech déi erneit Beméiungen, fir an Israel a Palästina endlech Fridden ze schafen. Mir hoffen, dass d'Palästinenser hiren interne Sträit bäileeën, der Gewalt ofsoen, grad wéi mer och en Appel un Israel musse maachen, fir mat där Kolonisatiounspolitik opzehalen an d'palästinensescht Vollek ze respektéieren.

Als klengt Land si mer ganz besonnesch interesséiert un deem, wat am Libanon geschitt. Dat Land ass hin an hier gerappt zwëschent interne Faktiounen, déi zum Deel vum Ausland gesteiert ginn. Syrien huet seng Hand do dran. Och den Iran. An dat Land ass erëm eng Kéier um Bord vum Biergerkrich.

Natierlech weess och keen, wéi dee Konflikt am Irak eigentlech ausgeet, deen och elo nach méi komplex gëtt duerch d'Kurdefro op der türkesch-irakescher Grenz.

Mir hunn also - an ech mengen, dat ass de Leit zu Lëtzebuerg an och an Europa vläicht net ëmmer esou kloer - an engem relativ noen Ëmkrees eng gutt hallef Dose vu schwieregen, gefäierleche Konfliktfelder, déi mer duerch eng europäesch Aussepolitik musse léisen. Onsen Afloss kann nëmmen esou grouss sinn, wa mer eeneg sinn, fir dat ze maachen. Op jidde Fall kann en nëmmen esou grouss sinn, wéi dee vun den USA a Russland. Wa mer wierklech eeneg sinn an do Solutioune kënnen ausschaffen, wa mer als Europäer en zolitten diplomateschen Déngscht kréien, wa mer en effikassen Ausseminister - ech gebrauchen dat Wuert trotzdeem, obschonn et net méi am Vertrag steet - kréien, deen och d'Ënnerstëtzung vun den europäesche Länner alleguerte kritt.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mer op där Südostflank bis erof an den Orient ob kuerz oder laang och d'Türkei brauchen, fir déi Problemer do ze léisen. Mir kënnen d'Türkei dobäi net ausklameren, an ech perséinlech soen Iech, dass et interessant ass, net elo, net a fënnef, net an zéng Joer, mä iergendwann eng Kéier d'Türkei mat an der Unioun derbäi ze hunn, fir déi Problemer ze léisen an déi Regioun do ze stabiliséieren, am direkten Intérêt vun ons, vu Lëtzebuerg, vun Europa, fir seng Stabilitéit a fir de Fridden.

Här President, mir deelen och d'Asiicht, déi den Här Ausseminister virbruecht huet, dass d'Globaliséierung eng Erausfuerderung an eng Chance ass, mä et muss een och erëm besonnesch bei deenen, déi d'Chancë vun der Globaliséierung wëllen ergräifen, ëmmer erëm dorop pochen, dass mer eng politesch Gouvernance um Weltplang mussen hunn, en erneierte Kyoto-Protokoll, eng weltwäit Regulatioun fir d'Hedge-Fongen an d'Finanzfluxen an déi weltwäit Finanzspekulatiounen.

Eng besonnesch Opmierksamkeet fir den afrikanesche Kontinent gehéiert menger Usiicht no och dozou.

Dat heescht schliesslech och eng Währungspolitik - et ass scho virdrun ugeschwat ginn -, an där all grouss Währung hir Verantwortung hëlt, amplaz sech op d'Käschte vun deenen anere wëllen ze beräicheren. Dat gëllt selbstverständlech fir den Dollar, fir de Yen an de Yuan.

Mam Ausseminister sinn ech och iwwerzeegt, dass am Welthandel Géigesäitegkeet a Respekt vu méiglechst héije Standardë vu Gesondheetsschutz, Konsumenten- an Ëmweltschutz a vu sozialen Norme mussen duerchgesat ginn.

Ons positiv Astellung zu de Positioune vun der Lëtzebuerger Aussepolitik spigelt sech och an der zoustänneger Kommissioun erëm. Mir hunn eng gutt a permanent Zesummenaarbecht ënner ons an natierlech och mat der Regierung. D'Regierung steet ons gär zur Verfügung, an déi meescht Décisiounen, déi mer an där Kommissioun huelen, ginn eestëmmeg geholl.

All Partei ass dobäi beméit, ofgekläert an objektiv dat Bescht fir d'Land ze sichen, an ech wëll dofir jiddferengem Merci soen: der Regierung, natierlech och den Diplomaten, de Beamten, déi ons do zur Verfügung stinn a joraus, jora Ried an Äntwert stinn.

Här President, mir wësse jo säit enger Zäit, dass mer der Europapolitik an onser Aktivitéit méi e grousse Stellewäert wëlle ginn. Mir sinn um Wee dohin. Mir sinn awer nach net ukomm. D'Europapolitik soll en inhärente Bestanddeel vun der politescher Aarbecht vun onsem Parlament sinn. Si soll keng Mauerblimmche sinn, och net d'Kiischt um Kuch. Duerfir musse souwuel d'Chamber wéi och d'Fraktioune sech besser équipéieren. Si musse sech Europaspezialisten erunzillen. Si mussen de Kontakt mat hirer politescher Famill och an Europa fleegen.

All Deputéierten, all Kommissioun muss bei hirer nationaler Aarbecht och d'europäesch Dimensioun mat a Betruecht zéien. Fir dat ze erreechen, brauche mer natierlech d'Zesummenaarbecht mat der Regierung.

Mir hu schonn dorop higewisen, dass Däitschland zum Beispill e Gesetz huet iwwert d'Mat- an Zesummenaarbecht vu Bundestag a Regierung an der Europapolitik a si hunn och en interinstitutionellen Accord ofgeschloss, deen der Regierung an dem Bundestag gewësse Verflichtungen opgëtt an der Regierung och seet, wéi se dem Bundestag dobäi soll hëllefen.

Ons schwieft en ähnlechen Accord als Chamber vir, mir schaffen och drun. Mir wëllen natierlech do net, dass dat kloer ass, op de Wee vum imperative Mandat goen. Dat hu mer eigentlech ni, weder d'Majoritéit nach d'Oppositioun, esou gefrot. Mir mengen awer, dass mer eng gewëssen Influenz op d'Europapolitik wëllen, an déi Influenz wëlle mer duerch ons Aarbecht, duerch d'Kenntnis vun den Dossieren an duerch de Suivi vun den Dossieren erreechen.

Ech wëll och nach soen, dass mer an onser europapolitescher Aarbecht och den Usproch hunn, no baussen ze communiquéieren. E groussen Deel vun deem, wat mer als Deputéierten heibanne maachen, gehéiert an d'Öffentlechkeet.

Wa mer en Hearing iwwer Europa maachen, gehéiert en op Chamber TV. A wa mer wéi leschte Freideg zum Beispill hei en éischten Hearing mat Jugendlechen ofgehalen hunn, deen iwwregens e Succès war, dann ass dat wichteg, net nëmme fir no baussen, mä et ass och wichteg fir ons, de Feedback, dee mer vun de Leit dobausse kréien. Mir sollen a wëllen domat weiderfueren, an duerfir wëll ech och de Kommunikatiounsspezialiste vun der Chamber Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi se do geleescht hunn.

Et ass nach vill Kommunikatioun zu Lëtzebuerg ze maachen, bis et an de Käpp ukënnt, dass e räicht a fortschrëttlecht a modernt Lëtzebuerg en Deel vun Europa ass an net op enger Insel lieft. Lëtzebuerg als modernt, souveränt a séchert Land ass dat nëmme mat an duerch Europa.

Här President, e groussen Deel vun der Aussen- an der nationaler Politik leeft am Kader vun der Europapolitik, an d'Europapolitik ass d'Schnëttstell vun deenen zwou Dimensiounen.

Mir hunn de Rapport vun der Regierung, deen ons de 24. Mee 2007 iwwert d'Europapolitik virgeluecht ginn ass, begréisst. E gëtt ons eng Bestandsopnahm, déi interessant ass, iwwert déi wesentlech Dossieren. Doran huet d'Regierung hir Effortë skizzéiert, fir zu Lëtzebuerg d'Reflexioun an d'Diskussioun iwwert d'Europapolitik ze animéieren.

Loosse mer éierlech sinn: Dëst ass a bleift e schwieregen Terrain, well et geet jo net drëm, fir Propaganda…

(Interruption)

M. le Président.- Ech hu versicht opzefuerderen, Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Et geet net drëm, Här President, fir Propaganda fir d'Europäesch Unioun ze maachen. Ech schwätze Propaganda.

(Interruption)

M. le Président.- Madame, ech géif elo wierklech drëm bieden, dem Här Fayot sengen Ausféierungen nozelauschteren! Et ass net ganz héiflech, wat sech op verschiddene Plazen heibannen ofspillt.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Well Propaganda stellt d'Saachen net duer wéi se sinn, mä wéi se ideal sollte sinn. Och d'Europäesch Unioun ass net perfekt, esou wéineg wéi d'Demokratie an d'Politik perfekt ass. An d'Bierger dobausse sinn allergesch op d'Propaganda, an ech muss soen iwwregens, ech och.

(Hilarité)

Ëm wat geet et nämlech? Et geet drëm, eng politesch Diskussioun iwwert d'Theme vun der Europäescher Unioun mat de Bierger ze kréien an déi Diskussioun esou ze féieren, dass d'Bierger eppes matschwätzen a matdiskutéiere kënnen.

Mir wëssen zum Beispill, dass et zu Lëtzebuerg vill kritesch Bierger gëtt, déi d'Politik vun der Europäescher Kommissioun net nohalteg, net sozial, net ekologesch genuch fannen.

Mir wëssen, dass de fräie Bannemaart net ewechzedenken ass. Et muss ee jo soen, dass de fräie Bannemaart e risegen Acquis ass, zwar net perfekt, mä trotzdeem ouni Alternativ fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat esou e klenge Maart huet.

Mä et wär gutt, wa bei der Gestaltung vun deem Maart d'Institutiounen, a besonnesch d'Kommissioun méi op d'Bierger lauschtere géifen. Bei der sougenannter Bolkestein-Direktiv zum Beispill ass net mat Zäit erkannt ginn, wat fir e sozialen a politesche Sprengstoff dohanner louch. Si huet - dat ass meng Iwwerzeegung - eng grouss Roll gespillt bei der Oflehnung vun der Europäescher Verfassung a Frankräich.

Ech weess allerdéngs net, ob den Här Barroso déi Lektioun behalen huet. Mir hunn elo e Livre vert iwwert déi sougenannt Flex-Sécurité doleien, fir eng sougenannt Moderniséierung vum Aarbechtsrecht anzefäieren, déi och Sprengstoff enthält a bei där mer oppasse mussen, wéi wäit mer wat den Arbeitnehmer zoumudde wëllen.

En anert Beispill sinn d'Verhandlungen iwwert d'Accords de partenariat économique mat den afrikanesche Länner an de Länner vum Pazifik an der Karibik. Déi Verhandlunge weisen zum Deel och datselwecht Onverständnis. Mir kennen aktiv an engagéiert Leit, déi sech fir d'Entwécklungspolitik asetzen, déi wëlle méi équilibréiert a méi komplex Léisungen, déi zwar d'Mäert och opmaachen, à terme, an trotzdeem gewësse Wirtschaftsstrukture schützen.

Den Entwécklungsminister an och elo gëschter den Ausseminister hunn dozou Aussoe gemaach, déi weisen, dass e Sinneswandel amgaangen ass, well et kloer ass, dass bis den 31. Dezember 2007 dat net ofgeschloss ass. D'Approche vun der EU, seet den Ausseminister, ech zitéieren en: „soll fair an équilibréiert sinn", a mir hoffen, dass dat esou geet. Well dat ass net nëmmen am Intérêt vun Afrika, dat ass och am Intérêt vun der Akzeptanz vun Europa bei ons.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- En anert Beispill: d'Postliberaliséierung. Wat hu mer do plädéiert? Amplaz de graffe liberale Raster iwwer ganz Europa ze leeën an eigentlech domat keng Problemer ze léisen, loosse mer dat erhalen, wat gutt fonctionnéiert, ouni d'Öffnung op e méi grousse Maart ze verhënneren.

Et bleift, dass dat, wat elo zu deem Sujet zréckbehale gouf, keng Léisung ass, well d'Fro vum Finanzement net geléist ass a beschtefalls de Stat erëm an d'Täsch gräife muss.

Well wat geschitt nämlech elo an Däitschland, wou jo d'Postliberaliséierung scho wäit fortgeschratt ass an nei Betriber sech opgemaach hunn? Do ass de Loundumping voll a ganz amgaangen. Do gëtt eng wëll Konkurrenz praktizéiert, esou dass de Stat herno de Beschäftegte vun esou Privatfirmen eppes bäisteiere muss, fir dass se kënnen iwwerliewen.

Dofir ass et eng grouss Chance fir Lëtzebuerg, dass mer e gesetzleche Mindestloun hunn, fir dass dat op jidde Fall, wat do an Däitschland geschitt, net bei ons ka geschéien.

Mä nach fannen ech, dass d'Kommissioun sech d'Saach vun der Liberaliséierung heiansdo ganz einfach mécht.

Ech bedaueren och an deem Zesummenhang, dass d'Kommissioun nach ëmmer net wëlles huet, eng transversal Kaderdirektiv iwwert d'öffentlech Déngschtleeschtunge virzeleeën. Ech ginn elo net an den Detail dovunner. Ech weess, dass an deem neie Vertrag e Protokoll doriwwer ass an dass d'Kommissioun geschwë wëllt eng Kommunikatioun doriwwer maachen.

Mä menger Usiicht no brauche mer, wéi mer zum Beispill eng transversal Sozialklausel am Traité réformateur hunn, an och eng transversal ekologesch Regelung, och eng fir d'öffentlech Déngschtleeschtungen. Well fir d'Strukturéierung vun engem Land an de gläichen Zougang zu dëse Servicer, e gläichméisseg héijen a performanten Déngscht am Transport, an der Gesondheet, an dem sozialen Encadrement, an der Erzéiung, an der Weiderbildung, an der Kultur, ass esou eng Gesetzgebung noutwendeg.

Här President, ech wollt als Zweet zu onse militäreschen an humanitären Asätz an Afghanistan, am Libanon, am Kosovo, muer am Tschad, virdrun a Bosnien, zu Rafah an och am Kongo am Kader vun den OMP-Missiounen e puer Wuert soen.

Bis elo sinn déi Missiounen an der Öffentlechkeet wéineg diskutéiert ginn. Et kann een also unhuelen, dass se eng grouss Akzeptanz hunn, soulaang se roueg oflafen. Dës Asätz sinn awer ni ouni Gefor, obscho mer Missiounen ze erfëllen hunn, déi a priori manner gefäierlech ausgesinn. Mä d'Iwwerwaache vum Flughafe vu Kabul oder d'Escorte ausserhalb vum Flughafen, déi Lëtzebuerger Zaldoten och iwwerhuelen, sinn net géint Selbstmordattentäter immun.

Den Déminage am Libanon ass gefäierlech wéinst deene ville mäerderesche Streebommen, déi am leschte Krich do iwwert d'Land vun der israelescher Aviatioun gepucht gi sinn. Iwwregens begréissen ech, dass d'Regierung de Projet de loi iwwert d'Streebommen, also d'Bombes à sous-munitions, ee Projet, deen d'Chamber d'lescht Joer eestëmmeg hei an enger Motioun gefrot huet, elo fäerdeg huet an dass en elo geschwënn déposéiert gëtt, an dass och dozou net nëmmen d'Produktioun an de Commerce, mä och de Finanzement vun deene Waffe gehéiert.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Ech wär frou, wann den Här Minister ons kéint confirméieren, dass och Lëtzebuerg un deem internationale Prozess deelhëlt, fir à terme, wéi bei de Mines antipersonnel och, eng Interdictioun vun deene Streebomme weltwäit ze erreechen.

Zréck zu de militäreschen Asätz. Eng direkt Zilsetzung ass et jo, de Fridden ofzesécheren, a Länner Recht an Demokratie hierzestellen, géint verbriecheresch a fanatesch Regimer virzegoen. Indirekt wësse mer, dass ons Sécherheet an ons Onofhängegkeet duerch d'Solidaritéit vun a mat anere Länner garantéiert gëtt. Mir musse selwer déi Solidaritéit praktizéieren a kënnen ons net nëmme mam Scheckheft erëmkafen.

Et ass och e Beweis vun onser Eegestännegkeet, wa mer dat fäerdeg bréngen. An dass mer dat fäerdeg bréngen, verdanke mer deenen Zaldoten, deenen Offizéier an Ënneroffizéier, déi sech dofir hierginn. Un der Politik ass et, bei onse beschränkte mënschleche Ressourcen intelligent Léisunge fir de beschtméiglechen Asaz vun onser Arméi auszeschaffen.

Här President, ech gehéieren zu enger Generatioun, déi den obligatoresche Militärdéngscht nach matgemaach huet. Ech hunn net weider drënner gelidden, muss ech éierlech soen, well mir si vill spadséiere gaangen. Mä mir hunn ons dach oft Froen iwwert den Notze vun onser militärescher Tätegkeet deemools gestallt.

D'Diskussioun iwwer d'Arméi huet d'Lëtzebuerger Politik jorzéngtelaang geprägt. Dofir ass et haut nach schwéier, eng grouss Akzeptanz fir militäresch Ausgaben ze kréien; wat d'Aarbecht vun de Ministeren net erliichtert, déi an den NATO-Réuniounen ëmmer erëm ënner Drock gesat ginn, fir méi Suen opzebréngen. Dofir war a sinn ech der Iwwerzeegung, dass mer als klengt Land net a grouss Truppekontingenter investéiere sollen a kënnen.

Mir brauchen zwar e Stack vu fräiwëllegen Zaldote fir Iwwerwaachung, Begleedung, d'Beschütze vu Friddensaktivitéiten, mä onsen Interessi läit an der Spezialisatioun, am Déminage, an der Waasseropbereedung, an der Organisatioun vun Operatiounen, am Opbau vun neie Strukturen. Saache mat enger méiglechst héijer Plus-value. Also, op engem Feld zwëschent militäreschen an humanitären Aufgaben. Ons Militärausgabe mussen novollzéibar sinn, net Selbstzweck sinn.

Ech fannen och, dass et e bësse simplistesch vun der NATO ass, d'Prozenter vum

Bruttoinlandsprodukt als Miesslat vun onsem Asaz ze huelen. Dat gëtt weder vun de Leit nach vun der Politik zu Lëtzebuerg ugeholl. Do kann ee sech dréien a kéieren, wéi ee wëllt.

Natierlech wëlle mer jo dann och an der Duerstellung vun onsem Asaz onsen héijen Undeel un Entwécklungspolitik erwähnen. Ech mengen och, dass een do den zivilen Asaz vun Diplomaten, Dokteren, Infirmieren, Interpreten, Verwalter, d'Partizipatioun vun ONGe bei Katastrophen, d'Geld, wat mer fir d'Ausmerze vun Nowéie vu militäresche Konflikter ausginn, derbäi soll rechnen. Wa mer dat maachen, da sinn ech iwwerzeegt, dass mer genuch Mëttele fannen an onsem Budget, fir international eppes Nëtzleches ze leeschten.

Här President, als drëtte Sujet wëll ech eppes soen zu onse Relatioune mat e puer grousse Länner. Mir hu mat den USA säit dem Zweete Weltkrich eng speziell Relatioun vu Frëndschaft a Partnerschaft. Dës Relatioun wuerzelt an der Erënnerung un ons Befreiung duerch d'Amerikaner vun der Nazi-Diktatur. Si huet ons nom Krich och géint d'Sowjet-Expansioun geschützt an ons Fräiheet erhalen. Duerch d'Europäesch Gemeinschaft hunn d'Grënnerstaten hiert eegent Schicksal erëm an de Gréff krut. D'wirtschaftlech a militäresch Ofhängegkeet vun den USA gouf no an no duerch eng Partnerschaft ersat.

Haut hu mer als Europäer mat den USA eng gläichwäerteg a staark Relatioun, souwuel um politesche wéi um wirtschaftleche Plang. Politesch kann a muss déi Relatioun och emol kritesch kënne sinn, ouni an e plompen Antiamerikanismus ze falen. Dat huet sech beim Irak-Krich gewisen. Mir wëssen, dass d'USA onëmgänglech sinn, wann et drëm geet, de Fridden an der Welt ze sécheren. Mir wëssen awer och, dass d'Relatiounen zwëschent de Länner net op Hegemonie opgebaut kënne ginn, mä op d'Recht vun all Land, säin eegene Wee anzeschloen.

D'USA huet et leider an de leschte Joren oft fäerdeg bruecht, géint sech ze polariséieren. Sozial Ongerechtegkeet, Aarmut, Korruptioun, organiséiert Kriminalitéit sinn oft genuch ënnert den Teppech gekiert ginn, wann ee Regime sech gutt mat den USA gehalen huet. Dann entstinn natierlech virulent Reaktiounen a Länner, besonnesch um amerikanesche Kontinent. Dann entsti par ricochet gelungen Allianzen, wéi déi zwëschent Venezuela, Iran, Nordkorea, déi natierlech näischt Guddes verheeschen.

D'Erkenntnis, dass een d'Recht vun de Länner, hiren eegene Wee ze goen, respektéiere soll, ass allerdéngs net einfach duerchzesetzen. Vill Länner entspriechen onsem Demokratieverständnis net. Oft ginn déi elementar Fräiheeten net respektéiert. Diktature ginn oft zesumme mat krasser Aarmut, Honger an absoluter Perspektivlosegkeet, mat Ënnerdréckung a Folter. Beispiller gëtt et genuch, bis an déi allerleschte Vergaangenheet.

Et ass dofir d'Recht vun der internationaler Gemeinschaft, dogéint unzegoen. Dofir ass d'UNO gegrënnt ginn. An d'UNO eleng huet d'Recht, Gewalt anzesetzen, wann et da muss sinn. Mä jiddferee weess och, dass jee no der Gréisst an der wirtschaftlecher Kraaft vun engem Land d'international Gemeinschaft méi oder wéineger streng ass. D'Hypokrisie ass grouss op deem Gebitt, bei de State wéi bei de Bierger.

Et ass wichteg, dass et ONGe gëtt wéi zum Beispill Amnesty International, déi drop hiweisen, wéi zum Beispill a China d'Repressioun trotz dem Olympia-Joer weidergeet, wéi den Tibet gefügeg gemaach gëtt, wéi am Myanmar elo gebotzt gëtt no deem Opstand, a wéi a Russland Journalisten ëmbruecht oder ënner Pressioun sinn.

Mir wëllen a sollen awer am Erdeele vu Lektioune bescheide bleiwen, well d'Realitéite si komplex. Ech wëll just ee Beispill huelen.

Och wa mer wëssen, dass op Kuba eng Diktatur ass an d'Mënscherechter net ëmmer esou respektéiert ginn, wéi mir dat wëllen, wësse mer och, dass dës Diktatur eng aner ersat huet, déi vun den USA ënnerstëtzt gouf, an déi och eng schlëmm Diktatur war. Dat entschëllegt net, dass d'USA fënnef Kubaner wéinst Spionage am Prisong an Amerika sëtzen huet an hinnen dat elementaart Mënscherecht virenthält, fir vun hirer Famill Besuch ze kréien. Et ass ze erhoffen, dass et geléngt, a Kuba e gewaltlose Wee aus der Diktatur an eng normal Demokratie ze fannen an déi onbestreitbar Acquisen an deem Land ze erhalen.

Den Embargo vun den USA géint Kuba gëtt vun der Weltgemeinschaft bal eestëmmeg refuséiert, well en an der Haaptsaach d'Mënschen trëfft a soss näischt bréngt. An ech sinn iwwerzeegt, dass, wann et deen Embargo net géif, Kuba sech scho laang wirtschaftlech entwéckelt, senge Leit méi en héije Liewensniveau ginn hätt an d'Fräiheete méi grouss gi wären.

Duerfir: Fazit fir Lëtzebuerg an Europa, iwwerall do, wou et geet, Relatioune vun Dialog a Partnerschaft opbauen, wou déi Démarche dozou bäidréit, Länner opzemaachen, hir Regimer ze demokratiséieren, hir Wirtschaft ze entwéckelen an de Wuelstand ze verbesseren.

Och mat Russland musse mer als Europa an hei zu Lëtzebuerg e rouegen an normalen, intensiven Dialog féieren. Mir wëllen dat och hei an der Chamber mat onse Kolleege Parlamentarier souwuel an der Duma wéi och mam russesche Statsrot maachen. Mir wëllen eng permanent Relatioun opbauen, well dat erlaabt ons, een deen anere kennen ze léieren, an et ass bedauerlech, dass mer an der Fro vun dem Partnerschaftsofkomme mat Russland och wéinst där Fro vun de Rakéiten a Polen an Tschechien net weiderkomm sinn. Dat ass e schlechten Ausgangspunkt, fir weider mat Russland ze schaffen.

Här President, fir ofzeschléissen: Mir wëssen, dass Aussepolitik zu Lëtzebuerg eppes aneschters ass wéi an Däitschland oder a Frankräich. Onsen Diplomateréseau ass kleng a konzentréiert. Mir hu keng Muechtinteressen. Mir hu keng kolonial Vergaangenheet. Mir maache kengem Angscht. Ons Aussepolitik ass enk verbonne mat der europäescher Aussepolitik.

Mä, ob mer dat nu wëllen oder net, mir sinn nun eemol an der Welt dran. Mir solle sécher dovunner profitéieren, mä mir hunn de politesche Wëllen, ze hëllefen, Fridden ze stëften, déi universal Mënscherechter an d'Wäerter vun der Demokratie duerchzesetzen am Respekt vun der Eegenheet vun de Mënschen.

E klengt Land an enger grousser Welt huet vill Méiglechkeeten, nëtzlech a solidaresch ze sinn. Mir si frou, dass ons Aussepolitik dat schonn erreecht huet an erreeche wëllt, a mir ënnerstëtze se voll a ganz dobäi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Här Asselborn Merci soe fir seng Aschätzung vun der internationaler Lag, déi hie gëschter gemaach huet. Dat war eng breet gefächert Aschätzung, déi et natierlech och dann net erlaabt, op alle Punkten a vill Detailer ze goen. Mä trotzdeem sinn ech - wéi d'Fransouse géife soen - resté sur ma faim, well d'Beschreiwung vun der internationaler Lag ass dat eent, dat anert awer ass - an do mengen ech, war d'Interventioun gëschter vläicht eng Grëtz ze kuerz -, wat de Rôle ka si vu Lëtzebuerg an deene Konflikter.

D'Fro, déi ee sech stellt, ass, ob de Rôle vun der Lëtzebuerger Aussepolitik effektiv doranner besteet, sech komplett opzeléisen an enger Aussepolitik vun der Europäescher Unioun - oder deem, wat deen Titel do scho géif verdéngen -, oder ob mer et net awer kënne fäerdeg bréngen, och mat enger gewëssener Visibilitéit Akzenter ze setzen an där europäescher Aussepolitik an dann och hei virum Parlament ze erklären, wéi eng Akzenter dass dat kéinte sinn a wou mer kéinten eng eege Lëtzebuerger Roll spillen.

Ech wäert duerfir och an eenzel Themen dem Ausseminister eng Fro stellen, an ech wier natierlech frou, wa mer duerno bei senger Reaktioun och kéinten op déi Froen Äntwerte kréien.

Ech wäert probéieren, elo net nëmme Rediten ze maache vun deem, wat d'Virriedner scho gesot hunn. Do ass ganz villes derbäi, wat mir och kënnen ënnersträichen. Ech wäert och do e bësse méi kuerz bleiwen, wou anerer schonn exhaustiv waren, well ech net mengen, dass et vill bréngt, dass all d'Leit datselwecht hei soen.

E puer Saachen awer: Déi Éischt, fir eng Kéier kuerz zréckzekucken, wat dann am leschte Joer geännert huet. Et sinn elo zwielef Méint vergaangen zënter der leschter aussepolitescher Deklaratioun an Debatt, an et ass vläicht och interessant ze kucken, wat aus eiser Vue déi Aspekter sinn, déi am leschte Joer, an deene leschten zwielef Méint, geännert hunn.

Och fir eis ass den Haaptpunkt, deen erauszesträichen ass, deen, dass d'Europäesch Unioun sech zu engem gudden Deel aus der politescher Kris erausbeweegt huet. Den Traité, deen den 13. Dezember zu Lissabon wäert ënnerzeechent ginn, deen dann och den Numm Traité vu Lissabon dréit - och wa ganz vill Elementer vun deem Traité nach aus der däitscher Présidence konnten eriwwergerett ginn -, deen huet et wierklech fäerdeg bruecht, dass eng laang unhalend Kris e provisoreschen Ofschloss fonnt huet.

Deen Text wäert eis méi Biergerrechter bréngen, e wäert eis op ganz ville Punkte méi politesch Unioun bréngen, méi Décisiounen oder Regele vun der Majoritéit a vun der Codécisioun mam gewieltene Parlament. E bréngt eng horizontal Ëmweltklausel an e bréngt och den Ëmweltschutz an de Klimaschutz virun allem als eent vun den Ziler vun der Unioun. Dat si Fortschrëtter, déi am Joer 2007 konnten erziilt ginn.

Net ganz d'accord si mer allerdéngs mat der Ausso, déi am Vertrag selwer gemaach gëtt, dass mat dëser Reform déi institutionell a strukturell Problemer vun der Unioun och definitiv geléist wieren. Mir mengen, dass et nach ëmmer e gewëssene Legitimatiounsdefizit um Niveau vun den europäeschen Institutioune gëtt.

Wann een de Wee kuckt, deen zënter Laeken gemaach ginn ass - dat war jo do, wou den Optrag erdeelt ginn ass viru sechs Joer, fir dass de Konvent sech mat engem neien Traité soll ofginn -, da gesäit een, dass nach ëmmer vill ze maache bleift.

Et ass och duerfir mat Sécherheet eiser Meenung no net déi lescht Reform, déi d'Europäesch Unioun wäert kennen, a mir leeën eis souguer esou wäit aus der Fënster, ze behaapten, dass et duerchaus kéint sinn, dass déi nächst Reform scho wäert ënnerwee sinn, ier déi Ännerungen, déi an dësem Traité drastinn, déi bis zum Joer 2017 deelweis sollen Iwwergangsregele beinhalten, oder net solle beinhalten, all hir Effetë no sech gezunn hunn, wann den Traité dann, wat mer ganz staark hoffen, bis 2009 ratifizéiert ass.

Zweet Ännerung vum Joer 2007 ass eiser Meenung no, dass am Beräich vum Klimawandel a vum noutwendege Klimaschutz eng Prise de conscience stattfonnt huet. Déi gesäit een och dorunner - net eleng, mä och dorunner, an dat wëlle mer ënnersträichen -, dass am Joer 2007 de Friddensnobelpräis un den Al Gore gaangen ass an un den IPCC, wat och ënnersträicht, wat mir deelweis scho laang soen, dass Klimaschutz net nëmmen eng Fro vun der Ëmwelt ass, mä dass haut och um héchsten internationale politeschen Niveau unerkannt gëtt, dass aktive Klimaschutz och aktiv Friddenspolitik duerstellt an och nach där gudder, nämlech där preventiver, wann ee se dann eescht genuch hëlt. Dat ass fir eis e ganz staarke Punkt gewiescht am Joer 2007.

Drëtten neie Moment ass d'Wiel vum neie franséische President. Och do hu Saache geännert. De President Sarkozy wëllt d'Roll vu Frankräich an Europa änneren, hie wëllt säi Land änneren. Wann ee kuckt, wat hien innenpolitesch mécht, dann huet een d'Gefill, dass hie wëllt op enger ganz rietser, konservativer Schinn fueren an d'Land mat wirtschaftsliberale Reforme vun där Schinn ofbréngen, op där Frankräich laang war.

Europäesch huet een éischter den Androck, dass hie probéiert, de Contraire ze maachen. Europäesch probéiert hien éischter, Wierder wéi Protektionismus och um europäeschen Niveau nees salonfäeg ze maachen. An hie probéiert och do, notamment wat de Rôle vun der Zentralbank betrëfft, e Stéchwuert wéi d'politesch Responsabilitéit an den Discours ze bréngen.

Mä hien huet awer onbestreitbar am Moment eng politesch Wierkung, souwuel a sengem Land wéi och an Europa. An déi soll een zur Kenntnis huelen, well ech mengen, dass déi Wierkungen do nach net eriwwer sinn an dass mer eis nach méi wéi eng Kéier wäerte mat Initiativen aus Frankräich misse beschäftegen. Wat also och fir eis en neie politesche Moment ass.

E véierte politesche Moment, dee fir eis wichteg war dëst Joer, ass deen, dass mer hei zu Lëtzebuerg elo awer op den 1. November d'fräi Zirkulatioun op praktesch all déi nei EU-Memberstaten ausgeweit hunn. Mir hu scho méi laang dofir plädéiert, well mer gesot hunn, et wär net sënnvoll, do nach wëllen ofzewaarden; et hätt een nëmmen ze gewannen un enger offensiver Haltung op där doter Fro, notamment an der Relatioun mat deene Länner.

Dat huet eng Weilche gebraucht, bis dat sech um Niveau vun der Regierung och duerchgesat huet, mä elo si mer esou wäit. An déi Ouverturen, déi mer elo hunn, hale mir fir richteg. Och dat bréngt eis um europäesche Kontinent e Stéck méi no beieneen. Déi Fräizügegkeet fir d'Bewegunge vun de Leit ass eiser Meenung no e ganz wesentleche Punkt, un deem d'Qualitéit vun der europäescher Integratioun sech ka festmaachen.

Fënneften a leschte Punkt, deen ech wéilt erausträichen, wat sech an dësem Joer fir eis geännert huet, ass dat wat a Russland geschitt ass. Russland ass potenziell an och reell ee vun den éischte Partner vun der Europäescher Unioun. Russland, deem säi Selbstbewosstsäin nees klëmmt, wat eigentlech keng schlecht Nouvelle ass, ass awer am Moment op engem politeschen an och ekonomesche Konfrontatiounskurs mam Westen.

Russland huet kierzlech am Sträit iwwert d'US-Rakéitenofwieranlagen an Osteuropa seng Drohunge wouergemaach an den Traité iwwert déi konventionell Sträitkräften an Europa opgekënnegt. Och dat ass eng vun de ganz markanten Entwécklunge vun dësem Joer, wou ech denken, dass mer vläicht net genuch an der Deklaratioun vum Ausseminister drop agaange sinn. Dat ass wierklech e Fait marquant politique de premier ordre, deem seng Auswierkungen och nach net am Moment genee anzeschätze sinn.

Et hunn awer och eng Rei Saachen an de leschten zwielef Méint net geännert. An zwar huet net geännert, dass déi europapolitesch Debatt zu Lëtzebuerg nach ëmmer net anescht ginn ass. Mir hunn deemools, nom Referendum am Joer 2005, eis alleguerte Saache virgeholl an de Leit versprach, dass mer den europäeschen Dialog géife verbesseren an intensivéieren. A mir hunn et versprach, dass mer en vue vun de Wahle vun 2009 eng Rei Ännerunge géife bréngen.

Et gesäit awer nach ëmmer esou aus, wéi wann déi Trennung vun de Wahlgäng, déi eenzel Parteien heibanne bis haut ënnerstëtzen, net wäert stattfannen. Dass mer also nach ëmmer, och 2009, nëmmen eng eenzeg Debatt am Land wäerten hunn, déi fir déi zwee Wahlgäng soll gëllen. Dat huet also net geännert.

Wat och net geännert huet, dat sinn déi ëmmer méi héich Pëtrolspräisser an Europa. Mir wonneren eis alleguerten zënter Jore schonn ëmmer nees iwwer nei Rekorder, déi opdauchen. An da gëtt nees gesot: Dat kann dach net sinn, dass déi Präisser esou héich sinn, dass déi Präisser net falen!

Ech ka mech nëmme wonneren, dass sech gewonnert gëtt iwwert déi héich Präisser. Well mir liewen an enger Maartwirtschaft, an et gëtt gemaach wéi wann de Pëtrol, grad de Pëtrol, sech de Regele vun der Maartwirtschaft misst kënnen entzéien. D'Präisser vum Pëtrol wäerte weiderhi klammen, well an der Maartwirtschaft falen d'Präisser ëmmer nëmmen an engem eenzege Fall: Wann dauerhaft a stabel d'Demande ënnert der Offer läit.

Mä d'Demande geet feilaarteg an d'Luucht. Net nëmmen an deenen neien Ekonomien, déi boomen, a China oder Indien oder Brasilien, fir déi dräi traditionell do ze nennen, mä souguer an Europa och. Och bei eis geet de Konsum nach monter an d'Luucht. Wouhier hëlt een do d'Hoffnung, dass d'Pëtrolspräisser kéinte falen, wann dauerhaft d'Demande an d'Luucht geet, an och nach zolidd an d'Luucht geet? Dat ass mat näischt ze begrënnen.

D'Präisser wäerten also dauerhaft steigen. Wat mat sech bréngt, dass substanziell Deeler vun eiser Ekonomie, vun eiser Wirtschaft do entzu ginn. Wann ee wëllt, dass de Konsum, dass d'Demande eng Kéier géif falen, da muss een ee fir allemol sech eng seriö Strategie ginn, fir d'Ofhängegkeet vun der nationaler Ekonomie vun där doten Energie ze verréngeren. Dat ass dat Eenzegt, wat hëlleft. Wann een et zumindest géif national fäerdeg bréngen, d'Demande dauerhaft ze stabiliséieren an och erofzekréien!

Dat huet och Auswierkungen op de Klimawandel. Och dat huet 2007 net geännert. Och zu Lëtzebuerg ginn d'Emissioune weider erop. Mir sinn also wäit dovun ewech, d'Ziler, déi mer eis gesat hunn, ze erreechen. Mir sinn nach ëmmer amgaange monter an déi aner Richtung drop lasszegoen.

Eisen Ausseminister huet eng energiepolitesch Ausso gemaach an deem dote Kontext, wou e gesot huet, méi Atomstroum ass keng Äntwert fir d'Reduktioun vun den CO_2-Wäerter. Dozou zwou Froen.

Déi éischt ass: Wann Der sot, Här Minister, dass méi Atomstroum keng Äntwert ass, bleift awer eng Fro net beäntwert. Manner Atomstroum ass vläicht eng Äntwert an eppes wat ee muss ustriewen. Är Formulatioun war an deem Sënn geschéckt, well se gesot huet, mir wéilten eis engem weideren Ausbau net onbedéngt uschléissen, mä et wier awer och interessant ze héieren, wéi et da soll generell mat där doten Energie an Ären Ae virugoen.

Well mir sinn duerchaus der Meenung, besonnesch - an ech kommen herno nach dozou - a Relatioun mat Afrika, dass manner Atomstroum duerchaus eng Léisung ass.

Mir géifen och gäre vum Ausseminister wëssen, firwat dass déi Lissabonner Erklärung net vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn ass, déi seet, dass ee soll den Euratom-Traité reforméieren. Dat war jo scho beim viregten Traité de Fall. Et ass eng Initiativ vun eenzelne Memberlänner fir den Euratom-Traité ze reforméieren. Lëtzebuerg huet déi Initiativ net mat ënnerschriwwen.

Mir sinn der Meenung, dass dat net richteg ass. Mir hätten och dofir gär eng Erklärung, woufir dass dat esou ass.

Wat och net geännert huet, dat ass, dass d'Situatioun vun de Biergerrechter weltwäit, mä och a Westeuropa sech ënnert dem Androck vun der Lutte contre le terrorisme net onbedéngt verbessert huet. Och do gëtt et ëmmer nees nei Aschränkungen, nei Iddien, wéi ee kann d'Rechter vun de Bierger wann net beschneiden, dann zumindest deelweis a Fro stellen.

Do misst Europa mat vill méi Selbstbewosstsäin eisen amerikanesche Partner géintiwwertrieden a soen, dass déi dote Logik et net bréngt, dass mer domadder net virukommen, dass mer domadder wierklech jiddfereen a sengen individuelle Rechter beschneiden, ouni awer dass mer an der Substanz vun deem, wat déi Konflikter ausmécht, déi mer op der Welt kennen, an och wat de Rôle vun den Amerikaner an deene Konflikter betrëfft, weiderkommen.

Do muss een eng Kéier kënne soen, dass et stopp ass mat där doter Logik, dass ee muss eng Kéier soen, mir hätten nees gären, dass mer d'Rechter vun de Leit bestäerken. Mir streide fir eng fräi Welt. Mir streide fir eng Welt, déi d'Rechter vun de Bierger héichhält. An dat kann net doduerch an der Praxis geschéien, dass een déi Rechter, déi een héichhält, an der Wierklechkeet beschneit oder aschränkt.

Um Balkan huet sech och net vill geännert. Do preparéiert sech eng nei Destabiliséierung. De Récktrëtt vum serbesche Ministerpresident vu Bosnien-Herzegowina als Reaktioun op d'Ernennung vum EU-Beoptragte Lajcak ass e kloert Warnsignal; genausou wéi déi verstäerkten Amëschung vu Moskau a vu Belgrad.

Dat kéint dorop erauslafen, dass Moskau den 21. November am UNO-Sécherheetsrot säi Veto géint eng Verlängerung vum EUFOR-Mandat wäert aleeën. Dann hätt och d'EU kee Mandat méi, kee Polizist a kee Militär méi a Bosnien mat engem Mandat. En plus gesäit et momentan duerno aus, wéi wann am Dezember och keen Accord kéint fonnt ginn iwwert den zukünftege Statut vum Kosovo.

Mir Gréng fäerten, dass, wann et hei net am Laf vun den nächste Méint zu engem Accord iwwert d'Onofhängegkeet vum Kosovo kënnt, Europa vläicht seng lescht Chance op eng friddlech Léisung an där doter Géigend vun Europa verspillt.

D'EU muss hir Efforten um Balkan onbedéngt verstäerken. Dat weisen och déi lescht Fortschrëttsberichter vun der Europäescher Kommissioun. Well ausser a Kroatien an deelweis a Montenegro gëtt et, wat Justizverwaltung a Mënscherechter ugeet, weder Fortschrëtter a Bosnien-Herzegowina nach an Albanien nach a Mazedonien nach a Serbien oder am Kosovo.

Den Noen a Mëttleren Osten huet och net vill geännert; bleift e Polverfaass. De Konflikt tëschent de Palästinenser an den Israelien ass net geléist an déi bluddeg Rivalitéiten a Muechtkämpf tëschent der Fatah- an der Hamas-Fraktioun si schlussendlech a kengem sengem Intérêt; och net an deem vun Israel.

Mir rejoignéieren op deem Punkt - an domat kënne mer eis kuerzfaassen - all d'Développementer, déi den Ausseminister gëschter bei senger Deklaratioun gemaach huet.

Och bei den Noperen am Libanon ass d'Situatioun en vue vun der Presidentschaftswahl no der Ermuerdung vu véier antisyresche Parlamentarier nees eng Kéier destabiliséiert ginn.

Den Iran huet 2007 och net vill geännert, hält weiderhin u sengem - den eegenen Aussoen no - zivilen Atomprogramm fest. Seng extrem aggressiv Haltung vis-à-vis vun Israel verschäerft d'Spannungen an der Regioun a bitt virun allem ënner anerem och neokonservative Leit an den USA eng ideal Geleeënheet, fir genausou aggressiv mam Säbel ze rasselen an e Militärschlag géint den Iran ze fuerderen an och an hiren Aussoen ëmmer méi an der Öffentlechkeet present ze maachen, an domat och an de Käpp present ze maachen.

Den NATO-Partner Türkei schëtt momentan och nach Uelech op dat Feier, andeems en dréit, an d'irakesch Kurdegebidder anzemarschéieren.

An den neie Militärputsch a Pakistan, enger offizieller Atommuecht, gëtt dëser Kriseregioun nach eng wesentlech méi schlëmm Dimensioun.

Pakistan ass e gutt Beispill, dat weist, dass eigentlech villes op der Welt net maîtriséiert ass. Et huet ee gesinn, déi viregt Woch, wou d'Angela Merkel an Texas war op dem Här Bush senger Ranch, déi haten e bestëmmten Agenda fir déi Réunioun do virgesinn, an et huet een, wann een „Die Zeit" gelies huet, kënne gewuer ginn, dass deen Agenda méi wéi eemol a kierzester Zäit, souguer nach deen Dag virdrun, huet missen ofgeännert ginn, ënner anerem wéinst deem neie Militärputsch a Pakistan.

Wat weist, dass och do de Wäitbléck net esou grouss ass; wat beweist, dass och d'Amerikaner déi dote Situatioun mat hirem laangjähregen an traditionellen Alliéierten net maîtriséieren. Wat weist, dass dat, wat a Pakistan amgaangen ass ze geschéien, am Moment vu kengem maîtriséiert gëtt. An et freet ee sech souguer, ob et a Pakistan selwer iwwerhaapt vun engem maîtriséiert gëtt.

D'Resultat dovun ass, dass den Antiamerikanismus, reliéis a politesch Radikaliséierung, Terror a Chaos an där ganzer Regioun do vun der Welt ëm sech gräifen, an eigentlech war dat jo d'Zil vun Al Qaida, mat hiren Attacke vum 11. September 2001! Dat Zil - muss ee leider mat sechs Joer Recul festhalen -, dat schénge se op deenen dote Punkten zumindest erreecht ze hunn. An dat ass schlëmm genuch!

Och an Afghanistan bleift d'Situatioun kriddelech an den Afloss vun der Zentralregierung vu Kabul geet knapps iwwert d'Grenze vun der Haaptstad selwer eraus. Dat muss een och do realistesch esou gesinn. Et ass awer trotzdeem richteg, dass déi international Missioun, och mat Lëtzebuerger Bedeelegung fir d'Ofsécheren - wat eise Rôle betrëfft - vum Flughafe Kabul respektiv d'Ofsécherung vun de belschen Démineuren, op der Plaz bleift. Et war och dofir eiser Meenung no eng richteg Décisioun, fir déi Missioun ëm ee Joer ze verlängeren.

Et geet allerdéngs, wat den Iran betrëfft, dann net duer fir nëmmen den Iran ze kritiséieren. Och mir si frou iwwert dat, wat den Ausseminister gëschter gesot huet an och wat aner europäesch Politiker a Spëtzepolitiker scho gesot hunn, dass et eng kloer Ofso soll ginn un dat Säbelgerassel, an dass een net op de Krich setzt, fir eng Léisung vun deem dote Konflikt erbäizeféieren. De Krich ass kee Mëttel fir de Fridden. Dofir si mer och wierklech iwwert déi Ausso frou, well och mir der Meenung sinn, dass déi Solutiounen, déi ugestrieft ginn, mussen am Kader vun der UNO fonnt ginn.

Mir hunn en Organ op der Welt, wat zoustänneg ass, fir sech mat esou Froen ze beschäftegen. An et ass an deem Kader do, wou muss international zesummegeschafft ginn. Mir halen näischt vu Säbelgerassel ausserhalb vun deem dote Gremium, wat eiser Meenung no de Konflikt méi erbäibeschwiert a -riet, wéi dass et e kéint verhënneren. Ech fannen, dass déi Beispiller, déi den Här Goerens virdru ginn huet vu gestanene Politiker, wéi zum Beispill den Här Kissinger, eigentlech effektiv interessant Unhaltspunkte sinn, och an deem dote Kontext.

Drëtte Punkt ass deen, wat dann eiser Meenung no 2008 sollt prioritär ënneren. Nom Réckbléck den Ausbléck.

Punkt 1 fir eis - an dat wäert Iech vläicht net iwwerraschen - ass Kyoto respektiv Post-Kyoto, d'Réunioun vu Bali am Dezember. Eiser Meenung no muss an deem Kader do ganz kloer gewise ginn, dass dem Nicholas Stern säi Bericht, deen hien deemools fir déi britesch Regierung gemaach huet, verstane ginn ass.

Ech rappeléieren, dass dee Bericht op eng androcksvoll Aart a Weis gewisen huet, dass d'ekonomesch Käschten, déi de Klimawandel wäert produzéieren, méi héich sinn, wéi déi Käschten, déi mer missten opbréngen a finanzéieren, fir d'Preventiouns a Géigemoossname kënnen ze realiséieren. Näischt maachen - op Lëtzebuergesch gesot -, gëtt d'Weltwirtschaft ëm e Villfaches méi deier, wéi elo scho seriö an direkt Moossnamen am Beräich vum Klimaschutz an d'Wee ze leeden.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Hie confirméiert domadder dat, wat mir als Gréng zënter laange Jore fuerderen. Ouni schnell an effikass Klimaschutzustrengunge wäerten déi global Konsequenze vum Klimawandel eis souwuel sozial- wéi wirtschafts- an ëmweltpolitesch wesentlech méi deier ginn.

Do dernieft réckelt awer neierdéngs nach eng weider dacks vergiessen Dimensioun vum Klimawandel an den Zentrum vun den öffentlechen an de politeschen Debatten: Den ongebremste Klimawandel a seng Konsequenze stellen eben och en akute Sécherheetsproblem fir dëse Planéit duer.

De 17. Abrëll vun dësem Joer huet sech dofir den UN-Sécherheetsrot eng éischte Kéier ëmfaassend mat de sécherheetspolitesche Auswierkunge vum Klimawandel befaasst. Just deen Dag virdrun huet e militärescht Berodergremium vun den USA de Klimawandel zu enger Fro och vun der nationaler Sécherheet vun den USA erkläert. Dat Gremium huet och senger Regierung - der amerikanescher Regierung - geroden, sech souwuel national wéi international wesentlech méi staark mam Klimaschutz ze beschäftegen.

Wa mir et net fäerdeg bréngen, an den nächste puer Joren en ambitiéisen an effikassen internationale Regime fir de Klimaschutz ze schafen, deen och Resultater an net nëmmen Deklaratiounen huet, a wa mer et net fäerdeg bréngen, op där doter Fro un engem Strang ze zéien, da wäert d'Klimaproblematik op eisem Planéit zu ëmmer méi internationale Konflikter an den nächste Jore féieren.

Fir déi Gréng ass a bleift deemno de Klimaschutz déi gréissten aussepolitesch Erausfuerderung vum 21. Jorhonnert. Wa Lëtzebuerg oder d'Europäesch Unioun oder och d'UNO sech politesch Ziler wéi Stabilitéit, Fräiheet, Demokratie a Fridden op de Fändel schreiwen, da muss och de Klimaschutz ganz logescherweis an noutwendegerweis ganz uewen op der politescher Agenda stoen.

D'EU an hir 27 Memberstaten - also och Lëtzebuerg - mussen awer natierlech fir d'éischt emol doheem hir Hausaufgabe maachen. Mä gläichzäiteg ass et fundamental wichteg, dass d'EU an der internationaler Klimaschutzpolitik eng staark Virreiderroll iwwerhëlt. Nëmmen esou hu mer eng Chance, fir dass och d'Schwellelänner an d'Entwécklungslänner mat un den Dësch kommen, an och Länner wéi China, Indien an natierlech och d'USA vun der Wichtegkeet vun deene gemeinsame globalen Ustrengunge fir de Klimaschutz iwwerzeegt ginn.

Klimaschutz rechent sech laangfristeg, mä kascht awer fir d'éischt emol Geld. Besonnesch déi aarm a manner entwéckelt Länner brauchen dofir finanziell an technesch Hëllef. Dës Länner striewen deeselwechte Wuelstand un, wéi deen, dee mir haut kennen. Mir kënne se net zwéngen - a mir sollen dat och net wëllen -, dorobber ze verzichten. Och déi Länner hu Rechter op eng Entwécklung.

Au contraire, mir mussen hinne souguer hëllefen, net déiselwecht Feeler ze maachen, wéi mir. International Organisatioune wéi d'Weltbank, wou grad déi westlech Länner eng ganz staark Roll spillen, musse massiv asprangen, dass aner Länner, wéi Südafrika oder Indonesien, sech kënne séier op nohalteg Technologien an och op eng erneierbar Energieversuergung ëmstellen.

Laut mengen Informatiounen, Här Ausseminister, gëtt haut den EU-Afrika-Pakt am - COREPER 2 diskutéiert. Dat war op haut Mëttwoch virgesinn. Déi aktuell Dokumenter schléissen am Moment Nuklearprojeten an Afrika net aus. Et geet Rieds vu Projeten an Ägypten an a Südafrika. Et ass och en Deel vun enger Strategie, déi drop erausziilt, fir China an Indien op där doter Fro aus Afrika erauszehalen. Fakt ass awer, dass déi Texter am Moment net ausschléissen, dass een och kéint mat europäesche Suen Nuklearprojeten an Afrika ënnerstëtzen. Lëtzebuerg huet sech eisen Informatiounen no do nach net kloer positionéiert an net gesot, ob et domadder d'accord ass oder net.

D'Fro also un Iech, Här Ausseminister: Ass d'Lëtzebuerger Regierung domat d'accord oder wiert se sech dergéint, dass mat europäesche Suen Nuklearprojeten an Afrika kënnen ënnerstëtzt a realiséiert ginn?

Eis Relatioune mat Afrika - an dat huet eis gefreet bei Ärer Deklaratioun gëschter, Här Ausseminister - soll an den nächste Jore méi eng grouss Bedeitung kréien. Dat ass eiser Meenung no eng absolut Noutwendegkeet a wierklech eng éischt Prioritéit. Et soll den 8. an 9. Dezember zu Lissabon e Sommet stattfannen tëschent der EU an den afrikanesche Länner.

Ech wëll net op déi Fro vum Mugabe agoen. Dir hutt déi Äntwert gëschter ginn, déi eiser Meenung no och déi adequat ass. Mir si just interesséiert a gespaant, wéi bemierkbar dass sech dat dann och den 8. an 9. Dezember no bausse wäert maachen, déi kloer Äntwert, déi Europa do dem Här Mugabe um Dësch wëllt ginn. Ech hoffen, dass och d'international Communautéit dat wäert matkréien, dass déi Äntwert do komm ass.

Ech mengen och, dass mer an den nächste Joren net nëmmen dem europäeschen Niveau déi Relatioune mat Afrika dierften iwwerloossen. Et gëtt elo scho Relatiounen, och um parlamentareschen Niveau, mam Europaparlament, mat eenzelnen afrikanesche Länner a mat der Unioun vun den afrikanesche Länner.

Ech mengen awer och, dass et wichteg wäert ginn an den nächste Joren, dass och déi national Parlamenter vun de Memberlänner vun der Europäescher Unioun verstäerkt Kontakter siche mat afrikanesche Länner. Dat ass eppes, wat - vun e puer Länner ofgesinn - ganz wéineg praktizéiert gëtt. Ech mengen awer, dass mer an deenen nächste Joren op där doter Fro misste wesentlech méi déif politesch Relatiounen opsichen a probéieren och ze ënnerhale mat eisen afrikanesche Partnerlänner. Well et geet net duer, dat dem europäeschen Niveau ze iwwerloossen. Et ass och eng Fro vun den Nationalstaten, an eng Fro vun den nationale Parlamenter.

Eng Fro och un den Här Ausseminister zu engem Punkt, wou Der Iech gëschter net geäussert hutt. Grad an der Relatioun mat den afrikanesche Länner an iwwert d'Aart a Weis, wéi mer deene Länner sollen hëllefen, mécht den zoustännege Kommissär, den Här Louis Michel, sech ëmmer nees bemierkbar mat senge Virstellunge vun der Aide budgétaire.

Eng Virstellung, muss ech éierlech soen, déi mir och net onsympathesch ass. Woubäi et awer kloer ass, dass déi direkt Allocatioun vu finanzielle Mëttel wahrscheinlech net kann direkt an all de Länner am selwechte Mooss realiséiert ginn. Do muss een och trotzdeem da virsiichteg bleiwen. Mä ech wier awer och do frou, wann den Ausseminister eis kéint eng Äntwert ginn, wéi hien an d'Lëtzebuerger Regierung sech zu deene Virstellunge vum Louis Michel stellen um Punkt vun den Aides budgétaires am Kader vun der Kooperatiounshëllef mat Afrika.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ee vun de Punkten, wa mer eis méi mat Afrika wëllen ofginn, fir dee mer eis och mussen interesséieren, ass d'Fro vun de Migratiounen. Ech war viru kuerzem zu Genève op enger internationaler Konferenz mat der Madame Err, wou mer eis méi am Detail mat där doter Fro beschäftegt hunn.

Eng interessant Zuel, déi ee soll wëssen: Weltwäit mécht de Phenomeen vun der Migratioun 3% vun de Mënschen aus. Méi net. Et gëtt weltwäit geschätzt, dass et ronn 190 bis 200 Millioune Migrante ginn. Dat si knapps 3% vun der Weltbevölkerung. Méi grouss ass dee Phenomeen net, a wann ee sech mam Phenomeen am Detail beschäftegt, da gesäit een - an ech wëll just deen Aspekt eraussträichen -, dass grad de Phenomeen vun der Migratioun eigentlech eng méi grouss Entwécklungshëllef eleng erreecht, wéi praktesch all d'Hëllefe vun de Staten, déi et weltwäit deklaréieren ze maachen.

Dat, wat iwwert déi Leit Retour geet an hir Pays d'origine, ass substanziell an absolut remarquabel. A wa mer wëlle vu Kooperatioun schwätzen, a wa mer déi Länner wëllen eescht huelen, deene wëllen hëllefen, da soll een och wëssen, dass och de Phenomeen migratoire en eminente Rôle spillt an där doter Fro an dass een also och an Zukunft, wann een doriwwer schwätzt, dat soll am Kapp hunn.

Et gëtt awer och elo schonn an Europa aner Beispiller, déi méi negativ sinn, an och do wier ech frou eng Äntwert ze kréie vun Iech, Här Minister.

Am Senegal gëtt et mëttlerweil bei deene Jonken - an do gëtt et ganz vill Jonker - e Saz - dat huet och eng senegalesesch Parlamentarierin bei där Konferenz an der Schwäiz eis erkläert -, e Saz, dee grausam ass. An dee Saz, deen heescht: „Barsa ou barsac.“ „Barsa“, dat kënnt Der nach erausfannen, wat dat ass: Dat ass eng Ofkierzung vu Barcelona. „Barsac“ heescht aus dem Wolof iwwersat dout, dout um Kierfecht.

Wat heescht „Barsa ou barsac“? Ma ganz einfach. Dat sinn déi jonk Leit, déi an déi Booter klammen a probéieren, déi spuenesch Inselen am Atlantik ze erreechen. Déi soen, entweder mir kommen op Barcelona, a wann net, da si mer gradesou gären um Kierfecht, respektiv dat ass dat, wat oft derbäi erauskënnt. Dat ass e festen Ausdrock an deenen hirem Alldag! Fir déi Grausamkeet virun Aen ze féieren, wat stattfënnt an deenen dote westafrikanesche Länner.

Da fannen ech et skandaléis, wann eis europäesch Agentur Frontex, déi jo zoustänneg ass, fir deene Länner, déi Aussegrenzen hunn, ze hëllefen, op der Plaz net agräift. Déi kuckt no. Déi kucken no, wa Leit stierwen, a gräifen net an! Dat ass e Skandal, wou Europa sech derfir soll schummen.

Dass mer eng Agentur hunn, déi de Länner mat Aussegrenzen hëlleft, ass richteg. Mä dass déi op der Plaz sinn, mat modernste Mëttelen équipéiert sinn, wëssen, wat geschitt, an net agräifen, well si soen, dat ass net eis Missioun, et ass de Rôle vun de Memberlänner, déi d'Aussegrenz hunn - dat kann net sinn! A mir wiere frou, wann d'Lëtzebuerger Regierung deen dote Punkt och zu Bréissel an där doter Schäerft géif opwerfen, well dat doten net haltbar ass.

Wa mer wëllen de Glawen un d'europäesch Iddi begruewen, da kënne mer eis net besser uleeën, wéi esou eppes wéi dat doten ze wëssen an ze toleréieren, well et huet elo scho vill ze vill laang gedauert.

Une voix.- Très bien.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Eisen Ausseminister huet och gëschter d'Stéchwuert gebraucht vun der intelligenter Migratioun. Elo weess ech net, wat hie genau dorënner verstanen huet a wien intelligent soll sinn: Mir am Ëmgang mat der Migratioun, oder huet hie gemengt, dass mer just sollen déi intelligent Migratioun bei eis ophuelen?

Am Moment huet een op jidde Fall de Verdacht, dass et dat Zweet ass, dass d'Europäer elo probéieren, an e Wettsträit mat den Amerikaner ze trieden, fir déi beschte Kräfte vun der Welt bei eis ze kréien: déi beschten Dokteren, déi beschten Enseignanten, déi beschte Fuerscher. Leit, déi grad an deene Länner, wou se hierkommen, a) rar sinn a b) duerfir immens gebraucht ginn, an déi och nach deier waren an der Ausbildung. Grad fir déi Länner ware se deier an der Ausbildung. Dat sinn héich forméiert Leit, déi grad deene Länner ganz grouss Efforten ofverlaangt hunn, déi da bei eis kommen, déi bis elo ganz vill an Amerika ginn, wou d'Europäer elo mengen, mir missten déi elo ganz staark bei eis zéien.

Net dass mir der Meenung wieren, dass ee keng esou Kooperatioune soll ustriewen. Dat wier falsch. Et ass sécher gutt, wann et do en Austausch gëtt, och op deem doten héich qualifizéierten Niveau. Deen Austausch däerf awer keng Einbahn sinn, an et däerf och net esou sinn, dass mer finanziell dovunner profitéieren an der Relatioun mat deenen dote Länner.

Och do mengen ech misst dann den Ausseminister am Numm vun der Regierung eis e bësse méi kloer soen, wat dat heescht, sech intelligent uleeë mat der Migratioun, ob dat nëmmen d'„Blue Card“ heescht oder ob mer net dann domadder awer Kompliz gi vun enger Fuite des cerveaux bei eis, fort vun deene Länner, wat dramatesch Konsequenzen huet, well dat, Här Ausseminister, hale mir dann net fir intelligent am Kontext vun der Migratioun.

Anert Stéchwuert ganz kuerz, well och dorobber si Kolleege schonn agaangen. Och mir wëllen nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Doha-Ronn vun der WTO, déi zënter 2001, mengen ech, undauert, muss zu engem Ofschloss kommen. Eis ass wichteg a mir fuerderen d'Lëtzebuerger Regierung op, och an deem dote Sënn opzetrieden an hir Mataarbechter unzeweisen, dass mir onbedéngt mussen insistéieren, dass et Norme muss ginn am Beräich vun der Sozialpolitik, am Beräich vun der Ëmweltpolitik, am Beräich vum Verbraucherschutz, am Beräich vum Klimaschutz, soss huet de fräien Handel net nëmme kleng Problemer, mä grouss Problemer. Dat do sinn noutwendeg Korrektiven, déi och um Niveau vun de Relatioune weltwäit vum Handel musse kënne gëllen.

Lescht Remarque zu deem dote Punkt: Mir mengen och, dass ee muss deene Länner, déi nach schwaach sinn, Iwwergangsléisunge bidden a Richtung fräien Handel. Et ass geckeg, wann een deene Länner do, déi komplett schwaach sinn, seet: Dir musst vun haut un, oder vu muer un d'Regele vum fräien Handel respektéieren! Da kann ee genausou gutt soen: Wéi vill hätt Der gär fir Äert Land? Mir kafen Iech op. Dat ass onseriö. Duerfir mussen do, nieft de Prinzipien, och ganz kloer Iwwergangsdispositioune vun Europa négociéiert a verdeedegt ginn.

E puer Wuert och zu deem, wat am Moment amgaangen ass a Pakistan ze geschéien. Dat sinn deelweis Saachen, déi den Här Mosar och de Mëtteg scho skizzéiert huet. Duerch deen neie Militärputsch vum Diktator Musharraf riskéiert och dëst Land elo, mat sengen 200 Millioune Mënschen an en nach méi déiwe Chaos ze rutschen.

Dee Putsch huet sech net géint radikal Islamisten an Taliban am Norde vum Land geriicht, mä géint d'Justiz an deem Land, géint déi Stécker Rechtsstat, déi dat Land hat, géint d'Moderniséierer a géint déi méi oder manner demokratesch Öffentlechkeet an deem dote Land. Déi eigentlech Gewënner wäerten à terme d'radikal Islamiste sinn. Et kann ee bei där aktueller Situatioun effektiv, wéi den Här Mosar et scho gemaach huet, op Parallelle mam Iran virum Stuerz vum Schah hiweisen.

D'Ënnerstëtzung vum Weste fir de Musharraf féiert zu Haass a verstäerkt an eisen Aen dee Moment just nach déi, déi mat enger islamesch revolutionärer an nationalisteschen Attitüd wëlle Politik maachen. Pakistan huet, an dat ass en Ënnerscheed mam Iran, schonn eng Atombomm a si hu Rakéiten.

(Interruption)

Ech kommen an enger Minutt zum Schluss.

Just fir ze soen, dass, wann dëst Land ausser Kontroll geréit, déi geopolitesch Konsequenzen dramatesch sinn. An duerfir menge mer och, dass een als EU muss ophalen, de Musharraf ze ënnerstëtzen oder och nëmmen ze dulden. Deen eenzege Wee, deen et do nach gëtt, ass resolut op déi demokratesch a rechtsstaatlech Kräften ze setzen, déi et momentan a Pakistan gëtt an déi de Musharraf momentan an de Prisong gestach huet. Nëmmen esou léisst sech verhënneren, dass radikal Islamisten de Muechtvakuum fëllen.

Och den UNO-Sécherheetsrot brauch eiser Meenung no eng Reform. Dat ass hei schonn undiskutéiert ginn. Et muss esou sinn, dass ee vläicht als Europäesch Unioun probéiert, am UNO-Sécherheetsrot méi staark opzetrieden.

Mir als gréng Fraktioun sinn net onbedéngt der Meenung, dass et eng Prioritéit misst si fir d'Lëtzebuerger Aussepolitik, en eegene Sëtz am UNO-Sécherheetsrot ze kréien. Dat kléngt wéi eng lackeleg Perspektiv, dat kléngt wéi eng grouss Éier. Dat wier et bestëmmt dann och. Mir mengen awer net, dass dat eis Prioritéit soll sinn. Fir méi wichteg hale mir et, wéi mer et als Europäesch Unioun insgesamt fäerdeg brénge, do am beschte mat enger Stëmm opzetrieden.

E leschte Punkt, awer dee ganz kuerz, fir dass ech dem Här President senger Opfuerderung ka gerecht ginn.

Véierten a leschte Punkt, Här Ausseminister, et geet dobäi ëm d'Mënscherechter - dat geet elo zréck op dat, wat ech aganks gefrot hunn: Wou sinn nach déi Saachen, wou Lëtzebuerg kann an der Aussepolitik optrieden?

Mir mengen, dass et op der Fro vun de Mënscherechter ass an an der Relatioun mat eisen amerikanesche Frënn. Och ech wëll op de Rapport vum Dick Marty hiweisen an notamment op déi schwaarz Lëschte vum Conseil de Sécurité, déi et gëtt, wou et den Droit de défense net gëtt, wou et och keng Prozedur gëtt, fir erëm vun där Lëscht erofgeholl ze ginn, wat déi ganz Lutte antiterroriste eiser Meenung no komplett dekredibiliséiert.

Eng lescht Remarque, Stéchwuert Olympesch Spiller Peking 2008. Och do hätte mer gäre vum Ausseminister méi héieren, wéi dat, wat hie gesot huet. Et muss elo d'Geleeënheet genotzt ginn, mat de Chineesen an en aneren Dialog ze trieden, e méi e staarken Dialog ze trieden. Ech perséinlech hu fonnt, dass d'Madame Merkel dat éischter gutt gemaach huet. Si ass vill derfir kritiséiert ginn; ech hunn dat éischter courageiert vun hir fonnt.

An d'Konklusioun, lescht Wuert, Här Ausseminister...

M. le Président.- Dat allerlescht Wuert awer dann, Här Braz!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dat allerlescht, do steet et och, Här President, et ass dat allerlescht!

Duerfir, Här Ausseminister, d'Fro un Iech: Wat ass dee Spillraum, deen d'Lëtzebuerger Aussepolitik nach huet? Ass et ëmmer manner Spillraum als Präis vun der europäescher Integratioun? Ass et nëmmen en Deel vun der europäescher Aussepolitik oder gëtt et och nach um Niveau vun der Aussepolitik Nischen? Dora si mer jo an der Wirtschaftspolitik net schlecht!

Ech soen Iech Merci, an och Iech fir Är Gedold.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Dir sidd menger Opfuerderung relativ grousszügeg entgéintkomm. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll bei dem Schluss vu mengem Virriedner ufänken an effektiv iwwert d'Roll vun engem klenge Land, vun engem gréissere Land a senger Aussepolitik schwätzen.

Fir mech schéngt et kloer ze sinn, datt een als Land haut keng Roll méi ka spillen, seng Intérêten net méi kann an der grousser Weltpolitik verteidegen, ob kleng oder gréisser, wann een net an enger ganz grousser Unioun vu Länner zesummen ass, vis-à-vis vun deenen anere State wéi Amerika, Russland, China, Brasilien an esou weider, wou ee gesäit, datt et eng etlech Regruppéierunge gëtt an datt een natierlech och an deem Kader do muss Politik maachen.

Als europäescht Land steet ee virun der Wiel, a Verschiddener hunn déi Wiel jo och gemaach, fir sech als Unhängsel vun Amerika ze gesinn, als eng Aart Territoire d'outre-mer, wann een esou ka soen. Anerer - an ech hoffen, datt dat sech duerchsetzt - gesinn an Europa de Partner, mat deem ee ka mat deenen aneren europäesche Länner zesumme versichen, an der Weltpolitik eng Roll ze spillen, an doriwwer natierlech och als Land seng Intérête kënnen ze verteidegen.

Et gesäit u sech ganz flott aus, wann een d'Ried vum Här Ausseminister héiert, wat d'Zukunft ugeet vun der europäescher Aussepolitik. Mä ech fäerten, datt d'Realitéit net gradesou roseg wäert sinn, wéi en dat a senger Ried ugekënnegt huet.

Och net an Zukunft mat deem neien Traité réformateur, well d'europäesch Länner um Fong net eens sinn, an notamment well Länner wéi England net wëllen an déi ganz europäesch Aussepolitik eraklammen a sech ëmmer méi un Amerika wëllen uleeën.

D'lescht Joer hat ech schonn op dëser Tribün d'Geleeënheet bei der aussepolitescher Debatt fir ze soen, datt de Verfassungstraité dout wier; mausdout.

Dës Ausso hat virulent Protester heibannen ausgeléist an et gouf mir gesot, Frankräich an Holland géifen héchstwahrscheinlech an engem zweete Referendum Jo soen.

(Interruption)

Ech muss just nure feststellen, datt déi Protester ongerecht waren an datt ech Recht behalen hunn. De Verfassungstraité ass dout an e läit elo am Pabeierkuerf.

M. le Président.- Här Henckes, den Här Goerens wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech erlaben dat, Här President.

M. Charles Goerens *(DP).*- Dir hutt e lockeren Ëmgang mat der Wourecht, Här Henckes, well Dir hutt zejoert eppes behaapt, wat dëst Joer duerch Fakte widderluecht ass.

M. le Président.- Dat war keng Fro, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Wou ass d'Fro, Här Goerens?

(Hilarité)

M. Charles Goerens *(DP).*- D'Fro ass déi, ob Der meng Appréciatioun iwwert deen doten Tatbestand deelt?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Neen.

Voilà. Ech kann Iech also just nure soen, datt deen neien Traité, dee mer elo virgesat hunn,…

M. Charles Goerens *(DP).*- Deeselwechten ass wéi deen aneren!

Une voix.- Jo.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dat sot Dir! Et schéngt es net esou ze sinn, well wann ech hei déi Debatten héieren hunn, déi mer am Oktober haten iwwert deen Traité, dann hat ech d'Impressioun, datt et eppes méi Schlechtes wéi dat doten net kéint ginn. Dat war déi Impressioun, déi een hat.

Et ass och elo op eng Kéier e Gesinnungswandel komm, datt dat vläicht e bësselche méi optimistesch gesi gëtt. Mä nach huet nach keen heibannen e koordinéierten Text ze gesi kritt, an déi puer Versiounen, déi bestinn, mussen och nach eng Kéier gelies ginn.

Et muss ee festhalen, datt de Verfassungstraité lieserlech war…

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ma deen hei kënnt Der och liesen; dat Schwaarzt sinn d'Buschstawen!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …an datt et doduerch och zu villen Debatte gefouert huet an datt a Frankräich an an Holland d'Bierger Neen an engem Referendum gesot hunn.

Deen neien Traité réformateur, dee liest sech wéi e Kreuzworträtsel. Dat ass keen Zoufall. Dat ass bewosst geschitt, fir d'Bierger an Europa vun der Debatt auszeschléissen.

D'Regierung a véier Parteien an dëser Chamber wëllen alles maachen, fir datt de Bierger net méi seng Meenung an der europäescher Politik soe kann. Dofir hunn d'CSV, d'Sozialisten, DP a Gréng décidéiert, géint de Wëlle vun der ADR, fir deen neien Traité am Parlament duerchzebaatschen, an net iwwert de Wee vum Referendum ze goen.

Dat ass d'Angscht vun der Politik virum Bierger, déi mir perséinlech méi wéi suspekt ass - seet de sozialisteschen Europadeputéierte Goebbels kierzlech an engem Interview.

Als ADR bleiwe mir prinzipiell der Meenung, datt all europäeschen Traité vun den europäeschen Institutiounen, deen d'Definitioun vu wichtege politeschen Orientéierunge betrëfft, iwwert de Wee vum Referendum zu Lëtzebuerg, a firwat net an engem europäesche Referendum misst ratifizéiert ginn. Wat an engem Land wéi Irland méiglech ass, misst och zu Lëtzebuerg méiglech sinn.

Aus deemselwechte Grond ass d'ADR och prinzipiell der Meenung, datt all weider Erweiderung vun der EU op nei Memberlänner misst iwwer e Referendum guttgeheescht ginn. Wa mir op dëse Wee ginn, da sti mir net eleng do, well Frankräich deeselwechte Prinzip zréckbehalen huet.

Wann een iwwert d'EU-Erweiderung op Kroatien, Mazedonien, aner Länner diskutéiert, dat ass gutt. Do gi jo Fortschrëtter gemaach. Mä mir mengen awer, datt et soll zu engem Referendum kommen.

Mä do, wou mer kategoresch der Meenung sinn, datt mer sollen Nee soen, datt mer sollen d'Verhandlunge fir d'Memberschaft ofbriechen, dat ass mat der Türkei. Well d'Türkei ass keen europäescht Land. Mä och well eng Memberschaft vun der Türkei permanent Problemer mat sech bréngt. Ech denken un d'Fro vun Zypern, wou d'EU der Türkei eng Frist ginn huet fir de Problem ze léisen.

Ech froen den Här Ausseminister: Wou si mer an där Fro drun? Ass eng Léisung an Aussiicht? Oder war dat dote just nuren nees e Manöver vun der EU, fir kënnen eng Problematik an eng definitiv Décisioun ze verhënnere vis-à-vis vun der Türkei?

En anere Problem resultéiert vun dem Konflikt tëscht der Türkei an de Kurden, déi fir hir Onofhängegkeet kämpfen. Och do froen ech d'Regierung: Wat ass d'Attitüd vun onser Regierung respektiv vun der EU? Wat ass der europäescher Aussepolitik hir Äntwert op dës Fro?

Ech hunn esou d'Impressioun, datt dat relativ vag ass, datt do keng kloer Positioun besteet, an dofir wier ech frou, Här Ausseminister, wann Der mech do kéint opklären.

Nieft dëse Problemer gëtt et och nach Problemer wat d'Mënscherechter ugeet mat der Türkei. Ouni vun de finanzielle Problemer ze schwätzen, déi op d'EU géifen zoukommen, wann d'Türkei als e grousst, mä

relativ aremt Land géif Member vun der EU ginn.

An ech war frou elo iwwert déi Ausso vum President Sarkozy gëschter am Europaparlament, dee ganz kloer ze verstoe ginn huet, datt während der franséischer Présidence géif héchstwahrscheinlech e bësselche méi Kloertext geschwat ginn.

(Brouhaha général)

Esou ass et wéinstens am „Tageblatt" vun haut ze verstoen, wou notamment d'sozialistesch Fraktioun am Europaparlament sech déi Fro do stellt.

Et ass also kloer, datt eng Debatt elo amgaangen ass, an et weess ee jo och, datt de President Sarkozy sech ganz kloer géint eng Memberschaft vun der Türkei ausgeschwat huet virun de Wahlen.

Vill Leit sinn hei mat Europa kritesch ginn, well mer mat Direktive konfrontéiert gi sinn, déi lerger geschafen hunn, déi Problemer geschafen hunn. Den Här Fayot huet virdru geschwat vun deene Problemer mat der Post, mat verschiddene Liberaliséierunge vun der Bolkestein-Direktiv.

Mä et gesäit een, datt een awer do de Responsabelen net onbedéngt bei der EU siche muss, mä bei den nationale Regierungen, déi déi Direktiven do guttgeheescht hunn. Duerfir ass et och wichteg, datt mer eis als Parlament elo verstäerkt druginn, fir déi Aarbechten, déi douewen um europäeschen Niveau vun de Ministeren décidéiert ginn, ze kontrolléieren a fir dorobber Afloss ze huelen.

Soss kann een natierlech sech et liicht maachen an um europäeschen Niveau eppes décidéieren an dann hei am Parlament soen: Et war Europa, wat dat gemaach huet! Dat Doppelspill däerf et op jidde Fall net méi ginn. Duerfir ass déi nei Prozedur, déi mer eis ginn hunn hei am Parlament, eng gutt Saach, an ech hoffen, datt och all Ministere wäerten do matspillen.

Dat gesot, muss een awer och op e puer méi international Themen agoen, déi an der Debatt stinn an déi notamment a Relatioun sti mat der Politik, déi eis amerikanesch Frënn maachen.

Mir brauchen Amerika als Partner. Mir sinn och ganz oft mat hinnen op verschiddene Politiken eens. Nach muss een awer soen, datt, jee nodeem wien un der Presidentschaft vun Amerika steet, déi Differenzen an Divergenzen, déi een ënner Frënn kann hunn, méi grouss ginn. Ech muss soen, datt de President Bush en exzellente Kämpfer ass fir déi Divisiounen an aner Meenungen ze provozéieren a fir sengem eegene Land méi ze schueden, wéi ze notzen.

Ech wëll nuren hei op déi Problematik agoe vum Irak, wou hie manifestement alles falsch gesinn huet, an ech erënnere mech, Här Ausseminister, wéi Dir nach hei als Deputéierten op der Chamberstribün geschwat hutt, datt Dir do meng Meenung gedeelt hutt,...

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat war eng historesch Ried!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- ...an datt mer och do gesinn hunn, datt dee Kampf géint den Terrorismus a Wierklechkeet en neien Opdriff ginn huet fir den Terrorismus, anstatt en ze bekämpfen. Dat ass ganz schlecht fir deen euromediterranen Dialog, fir den Dialog vun de Kulturen tëschent Araber an Europäer an dem Westen.

Da muss ee sech och Froe stellen, wat d'Amerikaner ugaangen ass fir d'Iddi ze lancéiere vun Ofwierrakéiten a Polen an enger Radarstatioun an Tschechien. Dat alles fir zwee Länner ze contréieren, déi eventuell kéinten Atomwaffe kréien: den Iran an Nordkorea. De Problem vun Nordkorea schéngt an der Tëschenzäit geléist ze sinn oder um Wee ze sinn enger Léisung zougefouert ze ginn. Duerfir bleift dann nure méi ee Land iwwreg, an et ass verständlech, datt ee Land wéi Russland dorobber negativ reagéiert, well se sech soen: Firwat se da just dohi setzen, an net zum Beispill an Aserbaidschan oder méi no Richtung Asien?

Wa mir selwer an där Situatioun wären, datt Russland géif op sengem Territoire esou ähnlech Installatiounen opriichten a se géint de Westen, géint Europa, an déi Direktioun riichten, da wësse mer och, wéi mir géife reagéieren an dat doten net verstoe géifen.

Et ass bedauerlech, datt déi ganz Problematik nuren um bilateralen Niveau leeft tëschent den USA a Polen an den USA an Tschechien, an datt keent vun deenen zwee Länner bereet ass, dat um europäeschen Niveau oder um NATO-Niveau ze diskutéieren; héchstwahrscheinlech well d'Amerikaner hinne gesot hunn, datt, wann et op dee Wee géif goen, et héchstwahrscheinlech zu engem schlechte Resultat féiere géif fir d'USA.

Dat ass elo ze bedaueren, mä nach mengen an hoffen ech, datt um europäeschen Niveau an och um NATO-Niveau, Här Ausseminister, Dir wéinstens et soe kënnt, datt déi Problematik do, wéi d'Amerikaner se wëllen ugoe mat deenen zwee Länner, déi schlecht ass. Ob dat vill nëtzt, dat ass eng aner Fro, mä, ech mengen, et misst een awer och als Lëtzebuerg kënnen an esou enger Fro eng kloer Stellung huelen.

Da muss een och vis-à-vis vun den Amerikaner bedaueren, datt Kubaner, déi am Prisong an Amerika sëtzen, verweigert gëtt, fir datt se Besuch vun hirer Famill kënne kréien, déi aus Kuba kommen. Dat versteet sech schwéier fir ee Land, wat sech als Champion vun de Mënscherechter gesäit.

Och vis-à-vis vu China muss ee soen, datt Amerika eng duebel Positioun huet. Zum Beispill gesäit een, datt si ganz staark China kritiséieren, wat d'Mënscherechter ugeet, mä zwou amerikanesch Firmen, Google a Cisco, déi ginn der chineesescher Regierung an de Geheimdéngschter all Materialien, fir datt all Regimekritiker direkt identifizéiert gëtt an datt domadder dausende Leit an d'Prisonge kommen. Dat soen net ech eleng, dat ass eng Constatatioun, déi de Professeur de droit international vu Los Angeles op der Universitéit och mat festgestallt huet an dénoncéiert huet.

Um afrikanesche Kontinent sëtze mer an enger Kompetitioun. Mir gesinn eis Entwécklungshëllef konditionéiert - an och mat Recht, soen ech - vu Problemer vu Mënscherechter, vu gudder Gestioun vun de Länner, mä et gesäit een, datt mer Konkurrenten hunn, Amerika, mä haaptsächlech China, déi méi u Business denken, wéi un déi aner Problemer, an et muss ee sech lues a lues d'Fro stellen, ob een net déi Politik soll aneschters ugoen, aneschters upaken, fir se op jidde Fall méi effizient ze maachen.

Ee Problem, dee wichteg ass an deene ganz ville Konflikter, déi mer op der Welt hunn, dat ass den Dialog vun de Kulturen tëschent den arabesche Länner - den islamesche Länner - an de westleche Länner. Ee vun deene Moyenen, wou ee kann diskutéieren, ass Euromed, mä och do, mengen ech, Här Ausseminister, wär et gutt, wann ee kéint eng Erweiderung vun Euromed virgesinn, an zwar op déi Länner, déi nach net Member sinn an déi am Mëttelmierraum sinn. Ech wëll nuren u Libyen denken, wou et onverständlech ass, datt déi Länner net an deem Débat mat dra sinn an doduerjer iwwer aner Créneauen influenzéieren.

De Problem Kosovo ass ee vun deene Problemer, mat deene mer ganz vill konfrontéiert sinn a wou och den Ausseminister an d'EU ganz staark concernéiert sinn. Mir selwer hunn hei am Land ganz vill Kosovo-Albaner, esou datt mer permanent op d'Problematik ugeschwat ginn.

Nach muss ee soen, datt, wa mer de Prinzip festhalen, datt Territoirë vun engem Land sech kënnen trennen iwwert de Wee vu Referenden, da musse mer dee Prinzip net nuren am Kosovo uwenden, da musse mer deen och a Georgien uwenden an an anere Länner. An et ass do, wou et dann hapert, well een dann ëmmer seet, do, wou ech et gären hätt, do soll de Principe d'autodétermination gëllen, an do, wou ech aner Intérêten hunn oder aner Länner ënnerstëtzen, do däerf en net gëllen. Ech denken un Transnistrien an esou ähnlech Problematiken.

Do misst sech och d'EU enger eeneger Léisung stellen. Ech weess net, Här Ausseminister, ob Der do an der EU schonn driwwer diskutéiert hutt, ob Der déi Problematik wëllt gemeinsam gesinn oder mat enger gemeinsamer Linn déi Problematik wëllt ugoen, fir d'Autonomie vun eenzelnen Territoiren unzegoen, oder ob dat just nuren op de Kosovo selwer limitéiert ass.

Ee lescht Wuert zu de Militärausgaben. Et ass hei e puermol scho festgehale ginn, datt mer gefrot kréien, fir e gewëssene Prozentsaz - ech mengen, wann ech mech gutt erënnere sinn et 0,25% - vun eisem PIB fir Militärausgaben auszeginn. Ech hätt léiwer, Här Ausseminister, mir géifen op e Prozentsaz kommen, deen a Relatioun stéing mat der Populatioun. Da wäre mer der Saach schonn e bësselche méi no. Souguer wann nach eng kleng Relatioun mam PIB derbäi wier. Mä et ass kloer, datt een net kann higoen an elo och nach op eng Kéier gëllent Material kafen, just nure fir kënnen déi Prozenter, déi hei gefrot gi sinn, unzegoen.

Nach muss ee sech d'Fro stellen...

M. le Président.- Här Henckes, ech maachen och en Appel un Är Disziplin!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech weess, ech halen och gläich op.

(Interruption)

Gradesou wéi den Här Braz dat gemaach huet, wéi e geschwat huet.

Ech wëll just nure soen, datt mer fir dee Fliger, dee mer solle kafen, deen A400M, jo elo scho ganz vill Suen an onse Militärfong eragestach hunn. Et weess just nach keen, wéini an ob en iwwerhaapt geliwwert gëtt, an et ass och e Fliger, dee mer net hei wäerte stationéieren, mä héchstwahrscheinlech zu Bréissel oder op enger anerer Plaz. Bref, et ass d'Musterbeispill vun engem onnëtzen Investissement, an ech hoffen, Här Ausseminister, datt Dir, do wou Dir iwwer militäresch Froe kënnt schwätzen, dofir wäert plädéieren, datt déi eenzel Länner net solle forcéiert ginn, fir esou onnëtz Militärausgaben ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling. Här Jaerling, wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Och ech freeë mech, dass den Här Ausseminister erëm hei ass a gesond a monter ukomm ass. Den Här Minister huet a senger Interventioun e Rondgang gemaach duerch d'Politiken am Kontext vun enger Rei vu Problemzonen an Europa an an der Welt.

Ugefaangen huet hie mat enger positiver Referenz op deen neie Lissabon-Vertrag. E Vertrag, dee sech awer menger Usiicht no a senge Grondausriichtungen net wesentlech vum Verfassungsvertrag ënnerscheet, ausser an deem engen oder aneren institutionelle Beräich.

Wann och dat institutionellt Fonctionnement vun Europa schnellstens geregelt muss ginn - doriwwer ass jo jiddferee sech eens -, esou ännert dat awer näischt dorun, dass déi sozial Ausriichtung an deem Vertrag nach ëmmer där wirtschaftlecher hannendruleeft. D'Grondrechter sinn aus dem Vertrag, wat kloer weist, dass aner Prioritéite viséiert sinn an dem Bierger seng Interessen nëmmen als Ajoute drugehaange gi sinn. An och am militärpolitesche Beräich bleiwen d'Oprüstungsdirektive fir d'EU-Länner déiselwecht, wat mat sech bréngt, dass dat op d'Käschte vum Sozialpolitesche geet an dat Sozialpolitescht méi kuerz kënnt.

Well dëse Vertrag awer trotzdeem eng nei Approche huet, misst en nach emol mat de Bierger diskutéiert an och vun hinne guttgeheescht ginn, wann e soll ratifizéiert ginn. De Verfassungsvertrag hat nämlech eng zesummegebastelt Stëmmemajoritéit, well net all Stëmmziedele gewäert goufen. Och haten déi Jonk, ëm deenen hir Zukunft et jo awer hei geet, mat 62% Nee gestëmmt. Duerfir misst deen neie Vertrag och nach emol mat hinnen diskutéiert ginn. Op kee Fall däerf deen neie Vertrag hei vum Parlament eleng ofgestëmmt ginn. Nëmmen e Referendum doriwwer wär fir mech dee richtege Wee.

Här President, dass Europa a verschiddene Politiken a besonnesch an der Aussepolitik muss mat engem Mond schwätzen, ech mengen, dat ass wichteg. Dat besonnesch a verschiddene Kriseberäicher, wou Europa sech duerch seng verschiddentlech getrennte Positioune blaméiert huet an och näischt zur Konfliktbewältegung bäigedroen huet. Dat, wat am Irak-Konflikt vun Europa ausgaangen ass, däerf net méi virkommen, wann Europa sech als unerkannte Friddensapostel a Médiateur wëllt duerstellen.

Och wat de Konflikt mam Iran ubelaangt, muss eng kloer Sprooch geschwat ginn. Wa mer der Meenung sinn, dass den Iran keng Atomwaffen däerf produzéieren, da musse mer eis awer och d'Fro stellen, firwat dass mer dat da bei aneren Natiounen toleréieren. Besser wier et, iwwerall d'Produktioun vun Atomwaffen ze verbidden. Wa mer der Meenung sinn, dass den Iran net kann d'Atomenergie zu friddlechen Zwecker notzen, da solle mer dat kloermaachen an dat och an deem Sënn mat hinne verhandelen. Wa mer awer Angscht hunn, dass et net bei der friddlecher Notzung bleift, da musse mer kloer soen, wat mer fäerten.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Da musse mer eis awer och d'Fro stellen, firwat dass mer eis déi Froen net bei eisen alliéierten Nopere stellen, déi och d'Atomenergie zu friddlechen Zwecker benotzen. A mir mussen eis d'Fro stellen, ob net och eent vun deene Länner, an deene mer Atomwaffen toleréieren, iergendwann eng Kéier eng Gefor ka gi fir d'ganz Welt. Duerfir wier fir mech déi optimal Léisung en totalen Ausstieg aus der Atomenergie. Ech mengen, et wär och dohinner, dass d'Lëtzebuerger Regierung an där Fro do awer misst histeieren.

Den Här Ausseminister huet virun engem neie Wettrüste gewarnt, wat ee jo nëmme kann ënnerstëtzen a begréissen. Dann ass et awer fir mech onverständlech, dass eben an deem ale Verfassungsvertrag an och an deem neie Lissabonner Vertrag d'Direktive fir d'Oprüstung an allen EU-Länner nach ganz kloer festgeschriwwe sinn a souguer als eng Direktiv, déi muss befollegt ginn, an net nëmmen als eng Recommandatioun.

En anere Sujet, deen ech nach hei wëll kuerz beréieren, dat sinn d'Handelsbezéiunge mat den afrikanesche Staten. Et däerf net sinn, dass déi nëmmen unilateral dorop hinzilen, fir déi Räichtümer an deene Länner do auszebeuten. Et musse fair Handelsbezéiunge sinn, dat souwuel wat d'Matière-premièren ubelaangt, awer och besonnesch wat déi natierlech Räichtümer wéi d'Bëscher ubelaangt.

Duerfir hunn ech eng kloer Fro un den Här Minister: Et ware Kontrakter mat europäeschen Holzproduzenten am Gespréich, fir 20 Milliounen Hektar Reebësch an der Regioun vun de Grousse Séien an Zentralafrika ofzeholzen. D'Lëtzebuerger Regierung hat op meng Fro hin iwwer hir Vertrieder bei der Weltbank agewierkt, fir ze versichen, dat ze verhënneren.

Duerfir meng Fro: Wéi steet et domadder? Konnt verhënnert ginn, dass déi Bëscher elo ofgeholzt ginn, jo oder neen?

An dann, Här President, ofschléissend, ee Saz beim Här Ausseminister senger Deklaratioun huet mech besonnesch beréiert, an zwar: „D'Mënschheet däerf ni méi duerch Mauere getrennt ginn." Dat ass nëmmen ze ënnerstëtzen; elo brauche mer nach just een, deen dat och den Israeli bäibréngt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Als lescht Riednerin ass déi honorabel Madame Lydie Err ageschriwwen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här President, Här Minister, Dir Kolleegen, wéi den Ausseminister gëschter gesot huet, ass et nëmmen an engem staarken Europa an duerch e staarkt Europa, wou mir als Lëtzebuerg kënnen d'Globaliséierung matgestalten, an et kënnt een derbäifügen, iwwerhaapt eng Aussepolitik kënne praktizéieren.

Dës Méiglechkeet gëtt eis de Lissabonner Vertrag, deen éischtens natierlech par rapport zum Traité constitutionnel, dee virdrun hei zu Lëtzebuerg akzeptéiert ginn ass, zrécksteet, mä deen awer zweetens de grousse Mérite huet, ze beweisen, dass Europa - zwar - zwee Joer laang iwwerluecht huet an awer op e Resultat konnt kommen, an drëttens och konnt beweisen, dass et e Plan B, deen nach zur Zäit vum Referendum ëmmer ugeschwat ginn ass, effektiv net ginn ass.

Loosse mer also eis Enttäuschung, déi een als iwwerzeegten Europäer huet bei der probéierter Lecture vun deem neien Text, erofschlécken a kucken un d'Zukunft ze denken a probéieren, aus deem Text, deen elo virläit, esou onlieserlech wéi en ass, dat Bescht erauszehuelen, fir den Zweck vun Europa, vun der Europäescher Unioun ze erreechen, dat heescht Fridden, Stabilitéit, Sécherheet a Wuelstand an Europa a wa méiglech an der Welt.

D'Zukunft entscheet sech, Dir Dammen an Dir Hären, um Verhältnis vun Europa zum Rescht vun der Welt an un der Plaz, déi Europa an dësem multipolare System fäeg ass, anzehuelen.

Dass d'Europäesch Unioun d'Potenzial huet, eng grouss Roll um internationale Plang ze spillen, geet aus véier Punkten ervir:

Éischtens, well et weltwäit dee gréisste Marché unique ass;

zweetens, well et a méi wéi der Halschent vum Welthandel implizéiert ass;

drëttens, well et 50.000 Leit huet, déi weltwäit stationéiert sinn an déi sech fir de Fridden asetzen, net emol geschwat vun där „Arméi" - zwëschent Gänseféisercher - vun Diplomaten a Leit, déi an der Entwécklungshëllef schaffen.

Leider ass et bis elo awer trotzdeem net gelongen, deem wirtschaftleche Ris och en

aussepolitesche Ris zur Säit ze stellen, a mir mussen also kucken, ob mer mat deenen neien Instrumenter, déi mer elo kréien, Aussiichten hunn, dat ze realiséieren.

Duerfir wollt ech just véier Punkten aus deem neie Vertrag hei uschwätzen:

Éischtens, de Vertrieder fir d'aussepolitesch Affären, deen och ech wäert systematesch weider den europäeschen Ausseminister nennen, sief et nëmmen aus Frust virun der Saach. Ech mengen zwar, dass d'Bezeechnung um Fong sécherlech näischt ännert, mä dass de Succès vun deem neien europäeschen Ausseminister als europäeschen Uspriechpartner, deen zur Transparenz, zur Kohärenz an zur Kontinuitéit vun der Aussepolitik vun Europa bäidréit, ënner gewëssene Konditioune kann erreecht ginn, an zwar nëmmen dann, wann all Memberstaten den europäesche Minister respektéieren a sech mat Elenggäng zréckhalen.

Zweetens, wann europäesch Aussepolitik sech koordinéiert kritt, zum Beispill an deene verschiddene Strukturen, wéi den UNO-Sécherheetsrot.

Drëttens, wann d'EU selwer méi séier a méi effikass intervenéiere ka bei humanitäre Krisen, wéi dat bis elo de Fall war.

A véiertens, wann d'Unioun et fäerdeg bréngt, eng europäesch Aussepolitik ze praktizéieren, déi sech originell ofgrenzt vun anere wichtegen Aussepolitiken op der Welt doduerch, dass se probéiert, manner mat Militärmëttele wéi mat diplomatesche Mëttelen ze operéieren an do intervenéiert, wou et néideg ass, op enger Welt, déi multipolar ze verstoen ass.

Ech kommen net derlaanscht, eng zweet Zitatioun vum Ausseminister gëschter ze bréngen an ofzeschléisse mat dësem Kapitel fir ze soen: „Krich ass ëmmer dat leschte Mëttel. Wie fir d'éischt vu Krich schwätzt, huet e scho verluer."

Ech mengen, wa mer et fäerdeg bréngen, eis un déi Prinzipien ze halen, da kréie mer eng europäesch Aussepolitik, déi sech positiv ofgrenzt vun deenen aneren - wéi gesot, ënnert deene Konditiounen, déi ech elo opgezielt hunn.

Bluttnéideg wier se natierlech, déi europäesch Aussepolitik, fir dass Europa net nëmme mat finanzéiert a mat diskutéiert, mä och mat décidéiert, wann et ëm grouss aussepolitesch Problemer geet, där et op der Welt sécherlech genuch gëtt. Fir der nëmmen e puer hei opzelëschten, vun deene Kolleegen hei scho geschwat hunn: de Kosovo a Bosnien, de Mëttleren Osten, Pakistan, vum Iran net ze schwätzen, Afghanistan, den Tschad an Darfur, fir iwwerhaapt d'Roll vun Afrika, wéi se och gëschter ugeschwat ginn ass, ze nennen.

E lescht Wuert zu dësem Kapitel: Eis Politique de voisinage, déi soll weidergefouert ginn, déi et och sollt méiglech sinn ze praktizéieren, wann d'Leit, déi dra sinn, net alleguerten domadder d'accord sinn. Ech mengen, dass, esou wéi Europa sech elo opgespléckt huet a verschidde Pläng mat deenen Opt-in a mat deenen Opt-out, mer wierklech eis musse mat der Realitéit ofginn, och wa se eis net passt, a probéieren op deene Felder Fortschrëtter ze maachen, wou se méiglech sinn, och dann, wa se net alleguerten d'accord si fir et ze maachen.

Zweete Punkt, zu deem ech wollt eppes soen: D'Personnalité juridique, déi d'Unioun kritt, ass mir perséinlech besonnesch wichteg, och doduerjer well d'Unioun dann der Europäescher Mënscherechtskonventioun ka bäitrieden an esou, zesumme mat der Charta vun de Grondrechter, déi jo verbindlech soll ginn duerch d'Publikatioun an nodeem den ustehende Lissabonner Vertrag ratifizéiert ass, deen op d'Charta referéiert, eng wierklech Plus-value wäert duerstelle par rapport zu der Situation actuelle. Duerch déi Kombinatioun vun deene puer Elementer kréie mer an Europa wierklech eng Plus-value an deene Saachen, wéi och Initiativen, wéi och Dispositiounen iwwert d'Petitiounsrecht, wéi och d'Biergerbegieren ënner anerem dat beweisen.

En drëtte Facteur, dee fir mech wierklech positiv ze bewäerten ass, ass d'Verbesserung vum demokratesche Fonctionnement vun den europäeschen Institutiounen; sief dat iwwert d'Codécisioun, d'Extensioun vun de Pouvoire vum Europaparlament, mä och iwwer e bessert Abanne vun den nationale Parlamenter, deenen hir Reflexiounszäit jo par rapport zum ale Vertrag am Fong e bësse méi grouss ginn ass.

Esou dass mer wierklech och zäitméisseg d'Geleeënheet kréien, eis mat deenen europäeschen Texter auserneenzesetzen, dann, wann et nach Zäit ass, eventuell eppes dodrunner ze änneren. An och wa mer d'Saach nach net 100%eg am Gréff hunn, mengen ech kënnen ze soen, dass mer jiddefalls an der aussepolitescher Kommissioun um gudde Wee sinn, fir dee Prozess do vun Ufank un ze begleeden.

De véierte wichtege Punkt vun deene positiven Neierungen ass de Prinzip vun der duebeler Majoritéit, no deem no 2009 all Entscheedung, déi an der Majorité qualifiée ugeholl gëtt, vu 55% vun de State muss gedroe ginn, mä déi och nach muss 65% vun der gesamter europäescher Bevölkerung duerstellen. Et war bis elo esou, dass d'Stëmmegewiichtung eleng dee Vote do determinéiert huet. Do wäert et muer esou sinn, dass d'Zuele vum Statec wäerte mat determinéieren, wéi de Vote do ofzelafen huet.

Et ass also wichteg fir hei festzestellen, dass och d'Demographie an Europa net nëmmen eng wichteg Roll huet tout court, wirtschaftlech gesinn, och mënscherechtlech gesinn e wichtege Facteur ass, mä dass se och politesch wäert ëmmer méi wichteg ginn.

Just eng kleng Zuelenzalot: Wa mer dovunner ausginn, wat d'Experten haut vu Bevölkerungsdichten an Europa ausrechnen, esou géif dat drop erauslafen, dass Osteuropa, dat haut 21% duerstellt wat d'Bevölkerung betrëfft, am Joer 2020 scho géif 4% verléieren. An nach méi interessant gëtt deen heite Punkt, wann ee kuckt wat géif passéieren, wann d'Türkei géif bäitrieden, wou d'Bevölkerungsexpansioun am gréissten ass a wou am Joer 2050 d'Bevölkerung largement déi vun Däitschland géif iwwersteigen.

Dat heite gëtt mer am Fong och d'Geleeënheet fir iwwer Migratiounen ze schwätzen, well ech iwwerzeegt sinn, dass d'Migratiounen eng vun deene wichtegen Erausfuerderunge si vum Europa vu muer an dass dat besonnesch muss als dat erkannt ginn, wat et ass, an engem Land, wat wéi Europa 40% Auslänner permanent bei sech huet, net emol ze schwätze vun deenen 120.000 Leit, déi all Dag erakomme fir bei eis ze schaffen.

Et ass en Challenge also besonnesch fir eis, fir d'Cohésion sociale vu muer och zu Lëtzebuerg nach ze garantéieren. Ech denken, dass et duerfir wichteg ass, wat mir elo an engem Text, dee viru kuerzem déposéiert ginn ass, scho gesot hunn, fir d'legal Awanderung zu Lëtzebuerg ze facilitéieren, e wéineg ze vereinfachen an och esou Méiglechkeeten ze schafen, fir besser qualifizéiert Leit och kënnen, sief et zäitweileg, zu Lëtzebuerg eranzekréien, och dann, wa se net forcément aus der Groussregioun kommen.

Fir dass dat awer och muer an iwwermuer nach klappt, wou also dee Prozentsaz do ëmmer méi an d'Luucht geet, geet dat net méi duer, wat bis elo relativ gutt gaangen ass, well mer haaptsächlech europäesch Zouwanderung haten. Do brauche mer awer fir muer fir déi Zouwanderung, déi am Fong sech diversifiéiert, eng aktiv Integratiounspolitik, zu där beispillsweis d'duebel Nationalitéit gehéiert; déi natierlech keng Problemer a sech léist, mä déi awer fir d'Cohésion sociale en Zougehéieregkeetsgefill ka verstäerken, un deem mer bis elo menger Meenung no net genuch geschafft hunn.

Mir brauchen och en Abanne vun de Gemengen, well et ass um Niveau vun de Gemengen, wou d'Zesummeliewe stattfënnt a wou also och Integratioun am beschte ka passéieren. Mir brauchen eng Vereinfachung vun administrativen Hürde fir Auslänner, besonnesch fir net europäesch Auslänner, déi wëllen hei wunnen, schaffen, Steieren a Sozialversécherunge wëlle bezuele kommen. An ech wëll illustréieren um Beispill vu Studenten aus dem Ausland, déi mer jo probéieren hei op Lëtzebuerg ze zéien, wéi einfach oder wéi onméiglech schwéier mer deenen d'Liewe maache fir heihinner studéieren ze kommen.

Ech schwätzen elo vum Beispill vun afrikanesche Studenten, mat deene Länner mir keng Equivalenzen hunn, déi also mussen en Opnahmexame maachen, fir kënnen op der Lëtzebuerger Uni ageschriwwen ze ginn. Déi Studente mussen, fir kënnen eng Openthaltsgenehmegung ze kréien, en Examen médical hunn. Éischtens ass et en Examen, zweetens en Examen médical vun engem Lëtzebuerger Dokter, eng Attestatioun vun engem Logement wat zu Lëtzebuerg eng Mer à boire ass, well dat praktesch net ze bezuelen ass, an - de Combel! - kënnt dann nach derbäi: 1.200 Euro Kautioun, déi blockéiert bleiwe während där ganzer Zäit wou se hei studéieren.

Fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat wëllt d'Leit heihinner aus dem Ausland, och aus dem wäiten Ausland op d'Uni bréngen, wat d'Leit aus eisen Zillänner, aus Afrika heihinner bréngt, deenen eng Kautioun vun deem dote Montant ofzeverlaangen, ouni hinne seriö Méiglechkeeten ze ginn, hei Wunnengen ze fannen, zu akzeptabele Präisser, do fannen ech net, dass dat eng integrativ Politik ass.

Ech denken, dass et noutwendeg wier, net nëmme fir déi heiten Zort Immigranten, mä och fir anerer, déi nach vu méi wäit ewech kommen, déi Saachen ze vereinfachen.

D'lescht Woch ass um Conseil économique et social eng Etüd virgestallt ginn iwwer Indicateure vun Integratioun. No deenen Indicateuren huet Lëtzebuerg 55 vun 100 Punkte kritt, an ech mengen, dass dat eleng - ouni wëllen an den Detail ze goen, well ech hei d'Zäit net hunn - beweist, dass mir nach vill Verbesserungen do ze maachen hunn, an dass dat, wat vun eis verlaangt gëtt, sécherlech iwwert dat erausgeet, wat de Moment an deem neien Immigratiounsgesetz steet, dat leider déi Integratiounsaspekter net mat integréiert huet, well anscheinend d'Kompetenzen an eiser Regierung eben esou opgedeelt sinn, wéi se et sinn.

Mä ech mengen, dass dat eent ouni dat anert nëmmen eng hallef Saach ass an dass dat e Luxus ass, dee mer eis an engem Land wéi eisem hei net méi kënne leeschten.

Duerfir geet et net nëmmen duer, dass mer en neit Integratiounsgesetz kréien, mä - an och dat ass zu Genf op där Konferenz erauskomm, déi den Här Braz elo grad ugeschwat huet - e Land, wat wëllt Integratiounspolitik maache mat aner Länner, dat brauch staark Institutiounen, déi sech mat Mënscherechter ofginn. Déi awer hu mir, Dir Dammen an Dir Hären, hei zu Lëtzebuerg menger Meenung no net. Weder hu mer eng Kommissioun an der Chamber, déi och sécherlech net onbedéngt deene Kritäre géif entspriechen, nach hu mer eng aner Institutioun.

Ouni wëllen der Commission consultative des droits de l'Homme an dem Médiateur ze no ze trieden, mengen ech, dass och dat neit Gremium, dee Centre pour l'égalité de traitement, dee mer d'lescht Joer ëm dës Zäit hei gestëmmt hunn, absolut net deene Kritären entsprécht, déi géifen duergoen, fir am Kader vun der Integratioun opzepassen, dass keen hei zu Lëtzebuerg diskriminéiert gëtt, well hien en Auslänner ass.

E lescht Wuert zu Frontex. Am Zesummenhang besonnesch mat der Iwwerleeung, dass d'lescht Woch de Schengen-Raum vergréissert ginn ass, kritt déi Frontex-Struktur oder -Agence nei Missiounen. Menger Meenung no gëtt se deene Missiounen, déi se elo huet, schonn net gerecht. Et wier also noutwendeg, dat ze verbesseren. Och dat ass an enger Kommissiounssëtzung vun dëser Woch mat eise Kolleegen aus dem Europaparlament erauskomm. Déi Agence ass dramatesch ënnerbesat. Wann elo de Schengen-Raum nach méi grouss gëtt, gëtt dat natierlech nach méi schwiereg.

All Joer stierwe 4.000 bis 5.000 Leit op deene Booter am Mëttelmier, well se probéiere verzweifelt an Europa ze kommen, ouni dass se kënne gerett ginn, obscho mir esou eng Agence hunn, déi soll d'Grenze kontrolléieren. Ech fannen, dat ass eng Situatioun, déi Europa sech net weider ka leeschten. Ech denken duerfir, dass mer missten déi Agence do massiv verstäerken, fir dass se hire Missioune ka gerecht ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. Zum Ofschloss vun der Debatt huet den Här Ausseminister Jean Asselborn d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen un Ärem Bléck hunn ech verstanen, dass ech mech soll sputen. Ech wëll awer och probéieren, op all Fro ze äntwerten. Mä wann ech dat och net maachen, dann erënnert Der mech drun. Ech hunn dat schonn dem Här Félix Braz gesot: Wann ech d'Froen elo net alleguerte ka beäntwerten, da géif ech him se schréftlech beäntwerten.

Dat Alleréischt, wat ech wollt soen, Här President: Déi Debatt war fir mech héchst interessant! Ech géif ufänken der Rei no, wéi Der geschwat hutt.

Den Här Mosar war jo deen Éischten. Ech wollt him vläicht e puer Wuert soen zu deem, wat seng Meenung ass iwwert de Kosovo.

Also dat Éischt, Här Mosar, ech mengen do kéinte mir eis zwee direkt drop eens maachen, dat ass, dass de Status quo jo keng Alternativ ass. Zweetens, dat ass schonn an der Lëtzebuerger Présidence décidéiert ginn, also 2005, dass mer net kënnen op d'Situatioun zréckkomme vu virun 1999. Ech mengen, doriwwer si mer eis alleguerten eens.

D'UNO huet jo, wéi Der wësst, de Lead an der Kosovo-Fro. Et gëtt traitéiert opgrond vun enger Resolutioun. Dat ass déi berühmte Resolutioun 1244. An der Resolutioun 1244, wann een déi andächteg liest, ass net ausgeschloss, dass de Kosovo kann eng Entité souveraine ginn. Ech mengen, dat musse mer wëssen.

Duerfir loosse mer elo Confiance hunn an déi Troika, déi jo nach verhandelt bis den 10. Dezember. A loosse mer probéieren an der Europäescher Unioun déi Positioun ze huelen - wat ech jo och gëschter gesot hunn -, déi wierklech koordinéiert ass, an déi och wierklech op d'Solidaritéit setzt, och wann et schwéier ass fir ganz vill Länner, aus ënnerschiddleche Grënn.

Mä vläicht meng Remarque och nach, wann Der déi akzeptéiert, zur Republika Srpska. Wann een déi Regioun do e wéineg kennt an et war een elo eng Kéier an der Lescht zu Banja Luka - dat ass déi Stad an där Regioun, wou et wierklech ekonomesch fluppt, op Lëtzebuergesch gesot -, déi wëllen net serbesch sinn. Dat muss ee wëssen. Déi wëllen net onbedéngt ageschloss ginn - doudsécher net! - a Serbien.

Duerfir, kommt mer fuere weider a mer bleiwen och e wéineg intellektuell op enger Schinn, wou mer soen: De Kosovo ass eng Entitéit, déi mer musse sui generis considéréieren. Et gëtt keng dräi Kosovoen op der Welt. De Kosovo-Konflikt ass ee Konflikt, deen och entstanen ass opgrond vun engem Krich, dee war. Duerfir loosse mer de Kosovo esou traitéieren, wéi dat sech gehéiert opgrond vun der Resolutioun 1244.

Ech géif och mengen, Här Mosar, dass mer mat Albanien ganz gutt mussen oppassen, och am Sproochgebrauch. Den Här Berisha ass de Premierminister - hie war och eng Kéier President, elo Premierminister - vun Albanien. Hien ass hei op Lëtzebuerg komm bei de Premierminister a bei mech. Hien huet gesot: Wann ech gelift, léist de Problem vum Kosovo, d'Entitéit vum Kosovo. Da verhënnert Der eng Kéier d'Diskussioun ëm dat grousst Albanien.

Ech mengen, mir kënne jo net elo dovunner schwätzen, dass mer aus all deene Völker, déi um Westbalkan albanescher Hierkonft sinn, wëllen ee Land maachen. Da wëlle mer jo och e Kurdistan maachen, wéi Der dat richteg gesot hutt. Dat wëlle mer jo verhënneren. Mir wëllen elo, dass déi Entitéiten, déi entstane sinn - niewent Mazedonien, Montenegro, Albanien, an dann och de Kosovo, menger Meenung no -, Entitéite sinn, déi ee soll à part considéréieren, a mir wëllen dat net am Kader vun engem groussen Albanien gesinn.

Nach eng Kéier: Et ass wichteg drop hinzeweisen, dass mer am Kosovo - wéi Der dat richteg gesot hutt - mat déi schwieregst Froen ze léisen hunn, där d'Europäesch Unioun sech an deenen nächste Méint an och Joren ze stellen huet. A mir däerfen net mengen, dass et den 10. Dezember eriwwer wier. Mir mussen do beweisen, dass et eng europäesch Aussepolitik gëtt, doduerch, dass mer dosti wéi ee Mann hannert där Décisioun, déi ze huelen ass.

Da wollt ech Iech eppes soen, vläicht och wann Der wëllt, vu China; Iech, Här President, selbstverständlech, awer och un d'Adress vun deem, wat den Här Mosar gesot huet.

Also et gëtt eng „one-China policy". Ech wëll emol eng Kéier ënnersträichen, dass dat net d'Politik ass vu Lëtzebuerg, och net d'Politik ass vun der Europäescher Unioun. Mä dat ass d'Politik vun Australien, vu Kanada, vun Amerika. Alleguerten déi grouss Länner op der Welt, déi eng eegestänneg Aussepolitik hunn, sinn op der Schinn vun der „one-China policy". Dat ass also näischt Pejoratives. Dat ass esou.

Dat Zweet, wat ech Iech wollt soen, dat ass, eng Dosen - loosse mer och nach soen eng bäckesch Dosen - Länner erkennen Taiwan un. Mir wëssen heiansdo ënner wat fir engen Ëmstänn an ënner wat fir Zoustänn dass Taiwan unerkannt gëtt vu wat fir Länner, an dass och eng gewësse Réciprocitéit vun där Unerkennung um materielle Plang do besteet.

(Interruption)

Wann Der mech e wéineg stéiert, dann dauert et méi laang.

China huet 1,4 Milliarde Leit. Dat ass eng Realitéit, déi besteet. Domadder muss een, menger Meenung no, och am 21. Jorhonnert rechnen. Dir hutt komplett Recht, wéinst de Mënscherechter, wat den Här Braz gesot huet, d'Olympiad, déi virun der Dier steet a China, dass een all déi Instrumenter, déi een huet, muss gebrauchen, fir mat de Chineesen am Gespréich ze bleiwen.

Dat hu mir kleng Lëtzebuerger gemaach an eiser Présidence a mir maachen et elo nach iwwerall do, wou mer et kënne maachen. Et si verschidde Mouvementer an eng méi positiv Richtung gaangen, mä et ass awer nach net deen Duerchbroch geschafe gi mat China, wat d'Mënscherechter ugeet, deen et misst sinn - do ginn ech lech komplett Recht.

Ech wëll lech och soen, dass Taiwan eng Kéier wëllt Member gi vun der UNO; dat kënnt jo all Joer erëm. Nëmmen déi souverän Staten, déi och international unerkannt sinn, kënne Member gi vun der UNO. Also ee fir allemol musse mer déi „one-China policy" hei kennen. Den Här Grethen huet lech jo och d'Fro gestallt, wat de Premierminister virun dëser Regierung, déi elo besteet, an där viregter Regierung, gesot huet. Dat seet dës Regierung och elo. Mir mussen eis baséieren...

Une voix.- De Statsminister Werner hat déi Politik initiéiert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Dann ass et jo eng gutt.

(Interruption)

Da wollt ech lech vläicht zum Irak eppes soen. Den Här Mosar hat ee Moment gesot, den Irak wier en „failed state". Wann den Här President Bush „failed state" an de Mond hëlt, dann ass dat éischter fir Länner wéi Syrien oder wéi den Iran. Au Contraire, fir si ass den Irak jo keen „failed state", well et ass ee Stat, dee mat hirer an och mat eiser Hëllef - dat muss ee jo wëssen -, esou gutt wéi mer dat kënnen, gehollef kritt, well d'Rechtsgültegkeet jo erëm opgebaut gëtt.

Bei Syrien sinn ech komplett Ärer Meenung. D'USA schéngen dat jo och elo agesinn ze hunn. Déi Invitatioun u Syrien ass mat Nodrock gemaach gi vun den Amerikaner. Et ass gesot ginn, dass d'Syrer sech och kënnen eraussichen, wat se wéilte schwätzen; och d'Golan-Héichte kéinten ugeschwat ginn zu Annapolis. Mä mir wëssen net, ob d'Syrer iwwerhaapt wëllen un där Konferenz deelhuelen.

Dann zu der UNO. Ee Sëtz, wéi Der gesot hutt, fir d'EU, dat wier natierlech ideal. Ech hat och e puermol probéiert an eiser Présidence, fir dat unzeschwätzen. Ech kann lech soen: Elo ass dat nach eng Utopie. Et däerf een net mengen, dass entweder Frankräich oder England bereet sinn, fir e Sëtz opzeginn an ze soen: Hei mir offréieren lech elo e Sëtz, a mir hunn dann en europäesche Sëtz. Esou wäit si mer nach net. Mä ech hoffen, dass mer an enger hallwer Generatioun esou wäit sinn.

Da wollt ech lech soen, wat den Här Goerens gemengt huet iwwert den Niveau vun eiser Dépense fir d'Défense. Den Här Fayot huet dat och ugeschnidden. Ech wëll nëmmen ee Saz dozou soen. Ee Saz, wou ech soen, dass ech komplett op der Linn si vum Här Goerens a vum Här Fayot. Och mat 2% vun eisem PIB fir d'Défense moyenne rette mer d'Welt net, mä mir kënnen d'Welt awer virubrénge mat 1% vum PIB fir d'Entwécklungshëllef.

Ech mengen, do gëtt et en Ënnerscheed, dee gravéierend ass, an duerfir solle mer a mengen Aen eis Politik - ech wäert mech op jidde Fall dofir asetzen - och hei zu Lëtzebuerg weiderféieren, ouni natierlech dat anert ze négligéieren. Ech mengen, dat Wuert militäresch kléngt jo ëmmer ganz, ganz negativ. Ech kommen nach vläicht just elo an enger Minutt drop zréck, wat den Här Braz dozou gefrot hat.

Da wollt ech lech soen, dass een an där grousser Politik wéi an där klenger Politik ëmmer soll ënnerscheeden, wat um Glacis ass vum Wesentlechen a wat am Mëttelpunkt ass vun deem, wat mer musse léisen. Mir hunn esou vill Problemer ze léisen op der Welt; vun deenen hu mer der e puer gëschter an haut hei opgezeechent. Duerfir géif ech mengen, dass alles, wat mat deem Radar ze dinn huet a mat deem Écran antimissiles ze dinn huet, um Glacis wier vum Wesentlechen, an dass ee sech soll net ze vill domadder verkrampfen - op kenger Säit!

Ech mengen och, dass eis amerikanesch Frënn dat vläicht agesinn, dass virun de Wahlen op jidde Fall do net dat geschitt, wat eventuell hätt kënne geschéien ee gewëssene Moment, an dass mir als Europa och d'Méiglechkeet kréien, fir eis ze besënnen an eis kloerzemaachen, dass déi grouss, grouss Problemer, déi d'Sécherheet ugi vu ganz Europa, och net kënne bilateral vu verschiddene Länner an Europa verhandelt gi mat Drëttlänner, mä dass dat soll eng Affär bleiwen an ëmmer si vun der Europäescher Unioun.

Da wollt ech lech e Saz zum Iran soen. Ech mengen, do deele mer jo komplett d'Meenung, déi heibanne geäussert ginn ass. Mä ech wëll direkt dem Här Braz äntwerten op dat, wat hien ugeschnidden huet a woumadder hie komplett Recht huet - ech mengen, den Här Goerens huet dat och gesot -, nämlech de Problem vun de konventionelle Waffen.

Ech si wierklech frou, dass déi Fro och vun lech gestallt ginn ass, Här Braz! Mech stëmmt et och net glécklech, wat gëschter an der Duma décidéiert ginn ass. An der Duma ass jo décidéiert ginn, fir den 12. Dezember déi Deadline ze setzen an dass 150 Deeg duerno de Vertrag iwwert déi konventionell Waffen an Europa - en heescht op Franséisch FCE-Vertrag - opgeléist ka ginn.

Dir kennt d'Problematik dovunner: Engersäits hu mer gesot, dee Vertrag, deen zënter 1990 ënnerschriwwen ass, ass gekoppelt, vun der NATO-Säit aus, un déi Obligatioune vun Istanbul - wéi dat heescht. Dat heescht, d'Russe misste sech aus Transnistrien an aus Georgien zréckzéien. Well awer dunn déi russesch Säit d'Obligatioune vun Istanbul net konnt anhalen, ass dann an den NATO-Länner déi Konventioun iwwert d'konventionell Waffen net ënnerschriwwe ginn, net ratifizéiert ginn.

Dat ass ee Réckschlag, do hutt Der ganz Recht. Et muss een am A behalen, dass mer net nëmme wat d'Atomwaffen ugeet d'Spiral net an déi falsch Richtung dréien, mä bei de konventionelle Waffe musse mer och nach dorop oppassen. A fir e Land wéi Däitschland zum Beispill, déi wëssen, wat konventionell Waffe bedeiten op hire Grenzen, ass dat heiten en dramatesche Réckschlag, wann dat mat där ganzer Folleg do géif exekutéiert ginn.

Da wollt ech lech vläicht nach dorop äntwerten, wat den Här Goerens richtegerweis gesot huet iwwert den Darfur. Dir hutt ganz, ganz Recht: Mir kënnen net do nëmme schéi Rieden halen, mä mir mussen effektiv do och Solidaritéit beweisen.

Wat mer jo elo wëlle maachen, ass ze kucken, eis deene Flüchtlingen aus dem Darfur unzehuelen, déi eben am Tschad sinn, an och den Hëllefsorganisatiounen eng Méiglechkeet ze ginn, an den Darfur eranzekommen. Wann een awer gesäit, wéi dat schleeft am Darfur selwer! Haut nach oder gëschter huet de Generalsekretär vun der UNO, den Här Ban Ki-moon, sech nach eng Kéier do déployéiert, fir ze soen, dass et awer elo duergeet, dass ee wierklech muss dat maachen, wat néideg ass, fir virun allem d'Liewe vu Kanner a vu schwaache Mënschen ze retten.

Ech mengen, dat steet eis gutt zu Gesiicht, dass d'Europäesch Unioun déi Missioun do mécht, fir kënnen do anzegräifen.

Den Här Fayot läit selbstverständlech komplett richteg, wann hien a sengem interessanten Développement seet, dass an Zukunft d'Regierung an d'Chamber hei op engem aneren Niveau nach zesummeschaffe mussen, wéi dat bis elo de Fall war. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer déi Modalitéiten, dass mer d'Machbarkeet do kënnen erauskristalliséieren an eis och do kënnen eens ginn, d'Chamber wéi och d'Regierung.

Hien huet och d'„cluster bombs", also d'Bombes à sous-munitions ugeschwat. Iwwert déi wäerte mer e Freideg elo an der Regierung den Text definitiv unhuelen. Dann sinn, op Lëtzebuerg bezunn, de Stockage, d'Fabrikatioun, awer och d'Finanzéierung direkt an indirekt vun alle Systemer zu Lëtzebuerg verbueden. Da si mer dat zweet Land, wat op dee Wee do geet.

Dir wësst, dass déi „cluster bombs" eppes Dramatesches sinn. Mir als Lëtzebuerger sinn zweemol do direkt implizéiert. UXO, eng Organisatioun vun der UNO, hëlleft am Laos, fir déi Bommen, déi esou grouss si wéi Tennisbäll, déi zu 30% net explodéieren an an de Bëscher do leien, ze sprengen, fir dass se kengem Mënsch méi kënnen e Leed zoudinn. Bei deene Programmer hëllefe mer finanziell.

Dir wësst och, dass Israel an de leschten Deeg vum Krich am Libanon 2006 där Bomme massiv nach erofgehäit huet, an och do si mer jo mat implizéiert als Lëtzebuerger Arméi, fir ze hëllefen, fir dee Ménage do ze maachen.

Duerfir gesitt Der - ech mengen, dat kéint ech huelen als Ophänker -, dass mer net eis militäresch Mëttelen eropsetzen, fir Kricher ze féieren, mä fir eis wierklech logistesch Mëttelen a Moyenen ze ginn, fir esou Aktioune kënne matzemaachen. An ech mengen, dat bedéngt dach awer, dass mer eis do och weider engagéieren.

Den Här Fayot huet mat Recht Kuba ugeschnidden. Ech wëll hei nëmmen ee Saz soen dozou. Ech hätt mer gewënscht um Enn vun der däitscher Présidence, dass Kuba déi Hand, déi mer gereecht hunn, fir en Dialog iwwert d'Mënscherechter ze féieren tëscht der Europäescher Unioun a Kuba, ugeholl hätt. Kuba hätt missen déi Hand unhuelen.

Den Ausseminister vu Spuenien, den Här Moratinos, huet onheemlech Effortë gemaach. Hie war dohinner a war heiansdo souguer op der Limite vun deem, wat mer an der Europäescher Unioun décidéiert haten, fir de kubaneschen Autoritéiten ze soen: Kommt, mir kucken en neien Ufank ze maachen; mä deen neien Ufank kann nëmmen ugoen, andeem mer awer och iwwert déi elementar Mënscherechter schwätzen.

Dir wësst, a Kuba sëtze Leit am Prisong, déi weider näischt gemaach hunn, wéi no enger Verfassung ze froen, déi d'Mënscherechter respektéiert, déi souguer nëmmen duerno gefrot hunn, dass hir Constitutioun, déi se hunn, soll agehale ginn. An ech mengen, dat ass e Punkt, wou mer awer musse wëssen an der Unioun, wa mer vu Mënscherechter schwätzen, dass mer do mussen eng gewëssen Häert weisen an där Approche. Mä ech hoffe fir d'Vollek vu Kuba an och fir d'Europäer, vun deene verschidde Länner, zumools Spuenien, jo awer historesch Relatioune mat Kuba hunn, dass mer do virukommen.

Nun, den Här Braz huet mer jo déi allermeeschte Froe gestallt a säin Discours war ganz, ganz interessant. Ech soen elo nach eng Kéier, wann ech net op alles elo kann äntwerten an där kuerzer Zäit, dann engagéieren ech mech awer seng Ried ze liesen a mat eise Leit zesummen ze kucken, dass hien eng schréftlech Äntwert kritt.

Eis spezifesch Akzenter als Lëtzebuerger an deem groussen Europa oder an där grousser Welt - dat war jo ee vun de Punkten, déi ugesprach gi sinn. Mir kënnen nëmmen duerch d'Sproochrouer vun Europa Aussepolitik maachen. Vun allem aneren, mengen ech, musse mer terre à terre wierklech avouéieren, dass dat eppes wier, wou mer géifen aus eise Schong erausklammen.

Mä et gëtt ee Punkt, an do ginn ech lech erëm komplett Recht, dat sinn d'Mënscherechter, wou mer musse kënnen den Akzent setzen, a mir si jo och an enger Situatioun, wou mer an Europa nogelauschtert kréien.

Mir kréien an Europa a ville Punkten nogelauschtert, well mer et och ëmmer fäerdeg bruecht hunn, dat Engagement, wat mer weisen an der Aussepolitik, ëmmer an den Déngscht vun der europäescher Saach a vun der Integratioun ze stellen.

Wat Russland betrëfft - ech hunn dat gesot -, ass et schued, wa mer wierklech bei de konventionelle Waffen op esou eng Evolutioun elo kommen, dass déi Konventioun do géif suspendéiert ginn oder praktesch géif an d'Loft fléien. Dat ass net gutt, dat ass schlecht. An dat ass net nëmme schlecht fir Russland, mä et ass och schlecht fir d'Europäesch Unioun a fir d'international Communautéit.

Dann d'Électiounen, déi europäesch Électiounen. Dir hutt do Recht, mir wäerte mat enger grousser Sécherheet d'iwwernächst Joer, also 2009, deen nämlechten Dag erëm Europaparlamentswahlen an och Wahlen hu fir d'Parlament hei.

(Interruption)

Dir hutt Recht, Här Grethen, d'Politiker...

(Interruption et hilarité)

Duerfir wollt ech dat elo soen. Dir hutt Recht fir Leit, déi scho méi Erfahrung hunn an der Lëtzebuerger Politik: Déi Politik zeechent sech dach duerch eng grouss Stabilitéit aus, wat d'Délaië si vun de legislative Perioden.

(Interruption)

Dann den Atomstroum, deen den Här Braz ugeschwat huet. Wann ech dat däerf soen: Am COREPER ass doriwwer geschwat ginn. Haut ass och doriwwer geschwat ginn.

Et stëmmt, dass vun den afrikanesche Länner eng Demande doläit, fir kënnen eng Kooperatioun mat eis ze maachen, wat d'nuklear Energie ugeet. Mä ech wëll lech hei soen, dass op jidde Fall Lëtzebuerg, wat jo zu deene Länner gehéiert, déi sech kloer engagéiert hunn op där Linn - a mir si jo net eleng, mä mir sinn net an der Majoritéit, dat wësst Der -, ganz kloer och weiderhi seet, zum Beispill eisen afrikanesche Frënn, dass et jo awer an Afrika aner Mëttele misste ginn, zum Beispill alternativ Energien - d'Sonn ass do wéi néierens anescht -, fir dann dorobber ze setzen. Dat ass also eng Äntwert, déi ech ka ganz kloer ginn.

Den Uranium 238, Här Braz, fir eis och als Lëtzebuerger Regierung, muss ugeräichert ginn, e muss benotzt ginn. Et ass also keng Énergie renouvelable. Nuklearenergie ass keng Énergie renouvelable. Well mer och wëssen, wat dat alles heescht, fir d'Entsuergung ze maachen, wat fir eng Komplexitéit, wat fir eng Gefor do derbäi ass, fir déi Reschter dann ze entsuergen, duerfir géif ech mengen, dass mer do komplett op enger Linn sinn.

Mir plädéieren dofir, mat anere Länner an der Europäescher Unioun, mä - ech soen et nach eng Kéier - mir sinn do an der Minoritéit, wou mer soen, et geet fir eis drëm, an dat ass och kloer a mengem Kapp gewiescht, d'Reduktioun vum CO_2 kënne mer elo net erreeche mat méi Atomenergie. Mat manner Atomenergie, mengen ech, an Zukunft fueren, dat huet net direkt eppes mat den CO_2-Wäerter ze dinn.

Déi Diskussioun, déi zum Beispill an Däitschland ass, dat si jo Positiounen, déi net direkt eppes ze dinn hunn elo mam CO_2. Ech mengen, déi sinn interessant fir eis fir ze verfollegen. Gott sei Dank si mer jo net an enger Situatioun, dass mer e Wierk mussen zoumaachen.

Dann hat Der nach gefrot, Här Braz - ech probéieren alles ze kucken, wat Der mech gefrot hutt -, iwwert déi Approche vum Louis Michel bei der Geschicht vun den Aides budgétaires. Also mir sinn zimlech retizent do derbäi, ech wëll lech och soe firwat: Ech mengen, wa mer op eng Approche gi vun der Aide budgétaire, da musse mer op d'Transparenz kënne setzen - ganz kloer -, d'Capacitéite mussen do sinn an d'Capacitéite mussen awer och do si fir déi Gelder kënnen iwwerhaapt ze absorbéieren.

Duerfir hu mer dem Här Louis Michel eise Point de vue gesot, an ech menge mäi Regierungskolleeg, dee sech jo méi speziell drëm bekëmmert, den Här Jean-Louis Schiltz, huet dat nämlecht gesot, dass mer an där Fro do éischter eng gewëssen, loosse mer soe Retenue eis operleeën - fir dat an der diplomatescher Sprooch ze soen.

Elo wollt ech lech nach eppes soen zu Frontex. D'Madame Err huet Frontex ugeschnidden, an Dir och. Dass et Frontex gëtt, ech mengen, et contestéiert jo keen, dass dat eng gutt Saach ass, dass mer kënne Mëttelen asetze fir eng Iwwerwaachung ze maachen.

Mir wäerten, an ech wäert mat eisen Diplomaten doriwwer schwätzen, kucken, wéi mer hëllefe kënnen, fir dass Frontex méi effikass gëtt. Wa se gesinn, dass Problemer entstinn, dass dann och direkt kann e Signalement kommen an dass dann esou séier wéi méiglech kënne Mënsche gerett ginn. Dat ass och de Sënn dovunner, firwat dass et existéiert. Ech mengen, dat muss dann och esou kënne fonctionnéieren, dass effektiv net nëmme gesi gëtt, dass e Schëff ënnerwee ass mat ville Mënschen drop an dass et riskéiert ze kenteren, mä dass och da gehollef gëtt. Do sinn ech och komplett mat lech averstanen, dass een dat muss seriö kucken.

Elo vläicht nach zum Här Henckes, wann Der wëllt: d'Türkei- an d'Zypernfro. Ech wëll dat elo net erëm eng Kéier hei développéieren, mä och ouni Memberschaft oder ouni Demande vun der Türkei fir an d'Europäesch Unioun ze kommen hätte mer d'Zypernfro. An d'Zypernfro, dat musse mer eis och an eisem Kapp nach eng Kéier kloermaachen, ass net eleng e Problem vun der Türkei. D'Türkei eleng léist net de Problem vun Zypern. Et ass och e Problem vun der Europäescher Unioun a vu Länner, déi an der Europäescher Unioun sinn.

Wat d'Türkei ugeet: Ech mengen, Dir kennt meng Positioun, dass Europa interesséiert muss sinn - an den Här Fayot huet dat gutt gesot -, an zéng, 15 Joer, un enger europäescher Türkei, an net un enger Türkei, déi géint eis gedréit ass.

Mir wëlle kee Kurdistan, ech hunn dat gesot. An d'Mënscherechter an der Türkei, wann Der intellektuell awer trotzdeem deen

Effort maacht, da wäert Der feststellen, zënter dass d'Türkei d'Demande gemaach huet fir Member ze gi vun der Europäescher Unioun, ass immens vill Positives geschitt an der Evolutioun vun de Mënscherechter an deem Land.

Wat den Här Henckes nach gesot huet, dat war jo déi Geschicht vum Här Sarkozy, wat deen am Europaparlament gëschter zu Stroossbuerg gesot huet.

Den Här Sarkozy, wann ech richteg verstanen hunn, huet zwou Saache gesot. Éischtens emol plädéiert en dofir, dass d'Unanimitéit net méi kann dat Instrument si wat mer brauchen, fir an Zukunft Problemer an der Europäescher Unioun ze léisen.

Also ganz kloer, wann ech dann de Lien maache mat deem, wat en als zweete Saz gesot huet; den Här Sarkozy huet gesot, ech si gebonnen un Engagementer, an déi Engagementer kënnen net gebrach ginn.

Wann een déi zwou Saachen zesummen hëlt, da fanne mer vläicht eng Léisung, och fir den Här Sarkozy.

Dem Här Jaerling wollt ech soen, bei de Militärausgaben - ech hunn dat versicht an deene puer Wierder nach eng Kéier ze verdäitlechen -, dass een do muss eng Trilogie gesinn. Ech mengen, Sécherheet brauch een, dat wat een ebe muss hu fir Sécherheet kënnen hirzestellen, awer Opbau vun der Rechtsstaatlechkeet an d'Kooperatioun, déi dräi Saache mussen ëmmer matenaner goen.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der eng Zwëschefro vum honorabelen Här Wagner?

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här Ausseminister, Dir schwätzt vun der Türkei, vum Här Sarkozy an esou; enfin, Ären Europaminister, denkt deen d'selwecht? Ech weess net wou en ass, den Här Schmit, mä et wär vläicht flott gewiescht, wann en och Stellung dozou geholl hätt.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Ech kommen nach dozou.

Da wollt ech Iech soen an engem Wuert - d'Madame Err ass elo de Moment net am Sall, mä ech wollt hir soen, dass selbstverständlech d'Migratioun eng vun deene kapitale Froen ass, déi och selbstverständlech Lëtzebuerg ganz héichkaräteg concernéiert.

Mir hu jo an dëser Regierung en Immigratiounsgesetz op de Wee gi fir d'Gesetz vun '72 ze änneren. Den Nicolas Schmit schafft dorunner. Dir wësst, dass mer do éischt Schrëtt gemaach hunn. Mir hunn eben zwee Ministèren. Dat eent ass den Immigratiounsministère, dat anert ass den Integratiounsministère, esou wéi villes jo zënter verschiddene Regierunge schonn opgedeelt ass, wat eigentlech zesummegehéiert; dat stëmmt. Ech wëll dat elo net kritiséieren.

Den Nicolas Schmit hat mech gefrot fir kënnen haut op de Problemer vun den Demandeurs d'asile ze schaffen. Ech hu Jo gesot. Also huelen ech och déi Responsabilitéit, dass en de Mëtteg net hei war, op meng Kap.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass dës Debatt ofgeschloss. Mir hunn nach ee Punkt op eisem Ordre du jour stoen, dat ass d'Motioun, déi den honorabelen Här Braz déposéiert hat „relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'éléctricité". Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

3. Motion de M. Félix Braz relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'électricité

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Merci, Här President. Mir hunn den 11. Juli hei an der Chamber iwwert e Gesetz geschwat fir déi zweet Direktiv iwwert d'Liberaliséierung vum europäesche Stroummarché ëmzesetzen. An deem Kontext an am Virfeld dovun hat jo déi gréng Fraktioun mat der DP-Fraktioun zesummen eng Proposition de loi déposéiert, wou mer eng Partie Froen opgeworf hunn, déi an der Relatioun mat de Gemenge spillen, a wou et och ëm de Rôle vun de Gemenge geet, an deene Beräicher wou et och Marchéë gëtt, wou mir der Meenung sinn - an ech wëll dat elo hei net nach eng Kéier développéieren -, mat der DP zesummen, dass mer do um gesetzlechen Niveau eng Partie Saache missten änneren, fir d'Gemengen zum Deel vun der Tutelle vum Intérieur ze befreien a fir se fit ze maachen op dat 21. Jorhonnert.

An deem Kontext hate mer, no Echangë mam Här Innenminister, vum Här Innenminister d'Zouso kritt, dass en op engem prezise Punkt eis versprach huet, fir Remedur ze suerge virum Enn vum Joer. An dee Punkt, dat war déi Fro vum Détachement vun de Beamten; eppes wat am neie Statut geännert ginn ass a wat duerch d'Gesetz am Moment verbueden ass. Mir wollten do eng Ouverture hunn, fir au cas par cas mat de betraffene Leit a mat hiren Delegatiounen doriwwer kënnen ze diskutéieren.

Dass et also net méi duerch d'Gesetz verbueden ass, mä dass et méiglech ass, op dee Wee ze goen. Wat keen zwéngt, op dee Wee ze goen, a wou jiddfereen nach ëmmer fräi ass, am Kader vu sengem sozialen Dialog dat op déi Aart a Weis ze maachen, déi him richteg schéngt.

De Minister huet eis versprach, e géif dat dote virum Enn vum Joer aus der Welt schafen. Mir hunn dofir viru 14 Deeg eng Motioun déposéiert, well mer gesinn hunn, dass nach net vill op deem Dossier geschitt wär, fir de Minister drun ze erënneren.

Dat hu mer mat dëser Motioun wëlle maachen. Mir wiere frou, wann de Minister eis haut kéint als Äntwert ginn, dass déi dote Saach am Sënn vu senger Deklaratioun vum 11. Juli kéint geregelt ginn.

Op Är Äntwert si mer dann elo gespaant, an ech wëll dofir net méi laang op d'Motioun agoen, well ech mengen domat ass alles gesot - an ech hunn nach meng annerhallef Minutt erëm eragespillt vu virdrun.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun?

Soss héiere mer d'Regierung. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Merci, Här President. Ech hunn dem Här Braz gutt nogelauschtert an ech verstinn déi Situatioun d'selwecht, wéi hie se versteet.

Dat heescht, ech hunn e Projet de loi schreiwe gelooss, an dee Projet de loi hu mer geschriwwen am Ministère. Dee war den 12. November an der Commission centrale. Déi wäerten den 21. November dëse Projet de loi aviséieren an da geet en den 30. November an de Regierungsrot. Esou dass ech deem Wonsch, deen hei ausgedréckt ginn ass, Rechnung gedroen hunn.

Et gëtt d'Méiglechkeet, mir nennen dat eng Mise à disposition ze maache vun de Leit, déi hei concernéiert sinn. Déi Mise à disposition ass awer éischtens emol, wéi Der selwer gesot hutt, fakultativ, déi ass net obligatoresch a si geschitt an engem ganz kloren, limitative Kontext. Ech mengen et géif haut e bëssen ze wäit féieren, fir dat am Detail hei schonn ze développéieren, well wann de Projet déposéiert ass, da kréie mer nach genuch Geleeënheet heiriwwer ze schwätzen.

Ech ka just soen, dat, wat gefrot ginn ass an där Motioun, dat ass geschitt. An deem Sënn wär d'Motioun superfétatoire, wéi de President vun der Chamber ganz oft scho gesot huet.

Et kann een et awer och esou gesinn, dass ee seet: Okay, mir wëllen de Minister ënnerstëtzen. Da kéint Der och e Vote mat Main levée maachen an dat Ganzt akzeptéieren. Et ass, wéi d'Chamber dat gesäit. Ech si mat alle Cas de figure d'accord. Ech hunn Iech elo gesot, wat ech gemaach hunn. Dir hutt héieren, wat den Här Braz gefrot huet vum Minister, esou dass d'Saach fir mech an der Rei ass.

M. le Président.- Mir stëmmen dann, fir de Minister ze encouragéieren an ze ënnerstëtzen, dass de Projet fir den 30. November duerch de Conseil de Gouvernement geet.

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun?

D'Motioun ass mat écrasanter Majoritéit ugeholl ginn.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Eestëmmeg!

M. le Président.- Si ass eestëmmeg ugeholl ginn.

Ech soen Iech Merci.

Domat si mer um Enn vun eisen Debatte vun haut ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.04 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Mardi, 20 novembre 2007

SÉANCE 9

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

2. 5803 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants luxembourgeois au Parlement européen

- *Déclaration de recevabilité*

3. Ordre du jour

- *M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. François Bausch*

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°219 du 20 novembre 2007 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge des frais de transport en ambulance, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

- *M. Marc Spautz, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

- Question N°220 du 20 novembre 2007 de Mme Anne Brasseur relative à la mise en application de la loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité - Procédure à respecter en cas de défaillance de paiement, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

- *Mme Anne Brasseur, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

- Question N°221 du 19 novembre 2007 de M. Jos Scheuer relative à la construction d'un passage souterrain sur la route Luxembourg-Echternach (E29 (N11)) à la hauteur du carrefour Consdorf-Bech (CR137), adressée à M. le Ministre des Travaux publics

- *M. Jos Scheuer, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

- Question N°222 du 19 novembre 2007 de M. Claude Adam relative à l'accès au stage pédagogique de certains étudiants ou étudiantes inscrits en troisième année à l'Université du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- *M. Claude Adam, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

- Question N°223 du 19 novembre 2007 de M. Roger Negri relative à la décision des autorités de Rhénanie-Palatinat sur l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire qui relie le Luxembourg à Coblence via Konz, adressée à M. le Ministre des Transports

- *M. Roger Negri, M. Lucien Lux, Ministre des Transports*

- Question N°224 du 20 novembre 2007 de M. Claude Meisch relative aux emplois créés à moyen terme sur le site Eurohub Sud (ancien site de la WSA), adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi

- *M. Claude Meisch, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*

- Question N°225 du 19 novembre 2007 de M. Roger Negri relative à la proposition que le Commissaire européen Stavros Dimas a soumise à ses collègues de la Commission de refuser l'autorisation de mise en culture en Europe de deux variétés de maïs génétiquement modifiés développés par les firmes Syngenta et Pioneer/Dow (Bt11 et 1507), adressée à M. le Ministre de l'Environnement

- *M. Roger Negri, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*

- Question N°226 du 20 novembre 2007 de M. Jean Huss relative aux suites à donner au niveau européen à l'appel de Luxembourg pour l'interdiction des amalgames dentaires au mercure, signé le 10 novembre 2007, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

- *M. Jean Huss, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

- Question N°227 du 19 novembre 2007 de M. Charles Goerens relative aux modalités d'exécution de la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- *M. Charles Goerens, M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*

- Question N°228 du 20 novembre 2007 de M. Xavier Bettel relative aux nominations du personnel enseignant au niveau des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

- *M. Xavier Bettel, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

5. Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le processus de paix au Moyen-Orient et sur le Kosovo à l'issue du Conseil «Affaires générales et Relations extérieures» (CAGRE), suivie d'un débat

- *Déclaration: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*

- *Débat: M. Ben Fayot, M. Laurent Mosar, M. Charles Goerens, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Jean Asselborn*

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DP en vue de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra du 3 au 14 décembre 2007 à Bali

- *Exposé: M. Charles Goerens*

- *Débat: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Camille Gira, M. Robert Mehlen, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, M. Charles Goerens, M. Lucien Lux*

7. 5471 - Projet de loi autorisant l'État à fournir une garantie bancaire pour la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain

- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. Alex Bodry*

- *Discussion générale: M. Marcel Sauber, M. Henri Grethen, M. Félix Braz, M. Robert Mehlen, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hunn der Chamber folgend Matdeelungen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) En date du 14 novembre 2007 l'Association pour le droit de mourir en dignité (ADMD, Luxembourg) a remis la pétition N°286 pour la dépénalisation de l'euthanasie.

2. 5803 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants luxembourgeois au Parlement européen

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 15. November huet d'Presidentekonferenz virgeschloen, d'Proposition de loi 5803 iwwert d'Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Europawahle fir recevabel ze erklären. Dës Proposition de loi gouf de 14. November vum honorabelen Här Meyers hei an der Chamber déposéiert.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, schléit d'Presidentekonferenz Folgendes vir:

Haut de Mëtteg fänke mer u mat enger Froestonn un d'Regierung. Duerno hu mer eng Deklaratioun vum Här Ausseminister mat uschléissender Debatt iwwert de Friddensprozess am Noen Osten an iwwert de Kosovo; dëst no der Réunioun vum Conseil Affaires générales et Relations extérieures. Dann duerno hu mer eng Aktualitéitsstonn, op Ufro vun der DP-Fraktioun, iwwert d'UNO-Klimakonferenz zu Bali. Als leschte Punkt um Ordre du jour hu mer de Projet de loi 5471 iwwert eng staatlech Bankgarantie fir de Bau vun engem Fernwärmenetz.

Wat d'Sitzung vu mar ubelaangt, um hallwer dräi, gëtt proposéiert: fir d'éischt eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert een neie Centre commercial zu Wickreng; duerno d'Motioun vum honorabelen Här Gira iwwert d'Organisatioun vun engem Audit am Innenministère; als drëtte Punkt, d'Question avec débat N°26 vun der Madame Spautz iwwert eng Etüd vum Observatoire de l'Habitat iwwert de Loyer; als véierten a leschte Punkt, d'Orientéierungsdebatt iwwert de Chômage an d'Situatioun um Aarbechtsmaart.

Fir en Donneschdeg de Mëtten um hallwer dräi gëtt proposéiert: fir d'éischt de Projet de loi iwwert de Bau vun Atelieren zu Bartreng fir d'Verwaltung vun de Bâtiments publics; duerno de Projet de loi wat de Bau ubelaangt vun enger zweeter Europaschoul, och zu Bartreng; de Projet de loi iwwert den Ausbau vum Konferenzzentrum um Kierchbierg; weider Projet-de-loien iwwert den Assurancësecteur, d'Saisie a schlussendlech eng UNO-Konventioun iwwert d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit; duerno kéim d'Motioun vum honorabelen Här Braz iwwert d'Bestietnis vun homosexuelle Koppelen; dann d'Interpellatioun vum honorabelen Här Henckes iwwert d'Drogeproblematik; a schlussendlech, als leschte Punkt vum Ordre du jour, d'Resolutioun vum honorabelen Här Kox iwwert d'Opstellung vun engem Energieplang fir d'Gebaier vun der Chamber a vun de Fraktiounen.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen? Den Här Gibéryen freet d'Wuert zum Ordre du jour.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President.

Här President, mir hu mat engem Punkt e Problem, wat den Ordre du jour ubelaangt, an zwar den Donneschdeg. D'Interpellatioun vu mengem Kolleeg Jacques-Yves Henckes ass hei als 8. Punkt en Donneschdeg um Ordre du jour opgefouert.

Mir hunn ausgerechent, wa bei deene Projete virdrun nëmmen d'Halschent vun der Riedezäit gebraucht gëtt, déi zur Verfügung steet, da géif déi Interpellatioun fréistens um sechs, hallwer siwen dru kommen.

Mir fannen et net seriö, datt een eng Interpellatioun vun engem Deputéierten op donneschdes owes, sechs, siwen Auer setzt, fir datt se dann eréischt géif ugoen.

Mir sinn der Meenung, datt ee prinzipiell sollt higoen, wann eng Interpellatioun ass, datt een déi soll als éischte Punkt op den Ordre du jour setzen.

Ech ka mer virstellen, datt dat heite mat Arrangementer, wou och d'Ministere mussen do sinn, esou gekuckt ginn ass. Mä mir géife proposéieren, wann déi Interpellatioun net viru sechs Auer den Donneschdeg komme kéint, datt ee se da géif reportéieren op en Datum méi spéit, wou een se da kéint zu enger verstänneger Zäit huelen.

Eis Demande wier also: Wa se net viru sechs Auer géif kommen, datt se da géif reportéiert ginn.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Här Gibéryen soen, datt hien op eng ganz perspicace Aart a Weis gesinn huet, dass et effektiv opgrond vu Contraintë vun der Regierung ass, wou d'Interpellatioun op déi doten Zäit gesat ginn ass. Notamment den Här Di Bartolomeo an den Här Frieden kënnte soss allenzwee net hei sinn.

Ech wëll just soen, dass mir dat och an der Presidentekonferenz gekuckt hunn a vu datt d'Projeten alleguerten, mat Ausnahm vun engem, nom Basismodell solle behandelt ginn, dat heescht eng extrem kuerz Riedezäit virgesinn ass, mengen ech net, datt et géif Problemer ginn, dass déi Interpellatioun do kéint zu enger normaler Zäit dru kommen.

Par ailleurs hu mer e chargéierten Ordre du jour. Och d'Debatt e Mëttwoch iwwert de Chômage figuréiert als leschte Punkt um Ordre du jour an en vue vun deem, wat virdrun ass, riskéiert et och do méi spéit ze ginn.

Op där anerer Säit ass et esou, dass mer, wat d'Interpellatiounen ubelaangt, e wéineg Problemer hu fir déi an de Kader vun eisen normale Sitzungen eran ze kréien. Mir hu vill Demanden, datt Interpellatiounen endlech sollen drukommen. Enn Januar wäerte mer der eng Rei matenee liquidéieren. Ech weess och net ob et awer an Ärem Intérêt wier, fir an esou engem Kader Är Interpellatioun ze huelen.

Dofir géif ech proposéieren, dass mer mol géifen de Moment déi Interpellatioun awer um Ordre du jour loossen, quitte datt mer géifen en Donneschdeg dann zu engem gewëssе Moment - wa mer geséichen, datt et wierklech ganz problematesch géif ginn - eng Décisioun huelen. Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, et war jo dat meng Propositioun, datt mer gesot hunn, wann et ze spéit gëtt, datt mer dann Demandeur wiere fir se en Donneschdeg net méi ze huelen. Mir kënnen eis awer schlecht virstellen, dass se éischter drukënnt, well virdru sti Bauteprojeten um Programm, an och wann do d'Riedezäit nom Modèle de base ass, wësse mer, d'Rapporteuren hunn 10 Minutten an zu de Bauteprojete gëtt awer ëmmer geschwat. A mir hu gerechent, wann all Projet nëmmen eng hallef Stonn dauert, da gëtt et sechs, hallwer siwen ier een drukënnt.

Ech wollt och nach just soen - Dir hutt de Mëttwoch mat an d'Diskussioun bruecht -: D'Debatt iwwert de Chômage, do ass awer nëmme maximal annerhallef Stonn Débat virdrun. Et ass eng Heure d'actualité an et ass eng Motioun do. Dat ass fir annerhallef Stonn. Dat heescht déi Debatt geet awer spéitstens um véier Auer un, quitte datt se da vläicht bis siwen, aacht Auer dauert. Mä si geet awer um véier Auer un. Mä déi Interpellatioun hei, eiser Meenung no geet déi eréischt um sechs Auer un, a mir fannen dat ze spéit fir eng Interpellatioun. Mir sinn awer d'accord.

M. le Président.- Mir sinn eis eens, Här Gibéryen. Mir kucken dat, wann et esou wäit ass. Dann huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President. Ech muss soen, dann hunn ech awer elo eng Nouvelle déi, wann déi ugeholl gëtt, bestëmmt dat net esou arrangéiert, nämlech meng Fraktioun verlaangt beim Projet 5763, ob mer do…

(Interruption)

De Mikro ass un. Ech kann en net erausrappen. Här Castegnaro, ech hunn net esou déi 1.-Mee-Stëmm.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Dat mécht näischt. Mäi Gléck ass, datt ech lech net héieren!

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat ass gutt fir lech a gutt fir mech, géif ech soen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da loosst mer elo lauschteren, wat den Här Bausch ons matzedeelen huet.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Beim Projet 5763 ass de Modèle de base virgesinn, Här President, a mir hätten do gär de Modell 1, wann et méiglech wär, wann d'Chamber domat d'accord wär.

M. le Président.- Ech gesi keng Oppositioun géint d'Demande vum Här Bausch, also huele mer bei deem Projet de Modell 1. Dat bedeit also, Här Gibéryen, dass et gegebenenfalls nach eng Grimmelche méi spéit gëtt, bis dass Är Interpellatioun drukënnt.

(Interruption)

Domat hätte mer dann den Ordre du jour plus ou moins an der Rei. Wéinstens bis en Donneschdeg de Mëtten.

Da fänke mer elo mol mam Ordre du jour vun haut un, fir dass mer net ze vill Zäit verléieren. Mir hu fir d'éischt d'Froestonn un d'Regierung.

Ech wëll Iech soen, dass mer mussen d'Froestonn um véier Auer ofbriechen, well den Här Ausseminister Contrainten huet, déi eis et net erlabe méi spéit unzefänken. Dofir kann ech net garantéieren, dass d'Froen alleguerten drukommen.

Déi éischt Fro, déi mer haut de Mëtten hunn, ass déi vum honorabelen Här Spautz un den Här Gesondheetsminister iwwert d'Käschte vum Ambulanztransport. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°219 du 20 novembre 2007 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge des frais de transport en ambulance, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Krankentransport ass ëmmer eng Diskussioun: Gëtt dat vun der Krankekeess remboursëiert oder och net? Viru Jore sinn Änneruнge komm, well do e bësse Leit iwwerdriwwen hu mat Fraisë vu Krankentransporter.

Et sinn awer ëmmer méi Leit déi reklaméieren aus Fleegeheimer an Altersheimer, déi musse mat der Ambulanz bei den Zänndokter, respektiv bei den Aendokter gefouert ginn, well se mussen a leiender Positioun transportéiert ginn. An do si verschidde Krankekeesen - ech betounen „net alleguerten" -, mä et si verschidde Krankekeesen déi dann eng Interpretatioun maachen, dass d'Leit déi Suen net géife remboursëiert kréien.

An dofir wollt ech vum Gesondheets- a Sozialminister wëssen, ob mer do wëlles hunn eng Kéier dee Statutenartikel ze änneren. Do wësst Der jo, et sinn d'Sozialpartner, déi zwar d'Generalversammlung vun der UCM duerstellen, mä et ass ëmmer ee Mann, eng Stëmm déi décidéiert, ob et an déi eng oder an déi aner Richtung geet.

Dofir wollt ech wësse vum Gesondheetsminister: Hutt Der wëlles dogéint virzegoen? Hutt Der wëlles eng aner Interpretatioun ze maachen? Oder musse mer wierklech eng komplett Statutenännerung maachen, dass mer dee Problem do fir déi Leit, déi fleegebedürfteg sinn an déi a Fleegeheimer sinn, dass déi erëm kënnen, ouni mussen alles aus hirer Täsch ze bezuelen, bei den Dokter goen?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den Här Gesondheetsminister Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech ka bestätegen, dass fir déi heiten Décisiounen d'Union des Caisses de Maladie zoustänneg ass. Ech kann och bestätegen, dass de Statsvertrieder eng Stëmm huet, déi awer nëmmen dann den Ausschlag gëtt wann d'Sozialpartner sech net eens sinn. Wann d'Sozialpartner sech eens sinn, dann huet déi Stëmm vum Stat eigentlech net schrecklech vill Gewiicht. Dat weess den Här Spautz och, well hien déi Décisiounsprozesser an der Union des Caisses de Maladie ganz gutt kennt.

Dat ännert awer näischt dorun, dass et richteg ass, dass eng Rei vu Problemer sech stellen an deem doten Zesummenhang. Eng Décisioun, déi viru bal zéng Joer geholl ginn ass opgrond vun enger Explosioun vun der Zuel vun den Transporter an Ambulanzen. Deemools ass festgestallt ginn, dass eng Rei dovu berechtegt waren, an dass eng Rei vun Transporter éischter méi liichtfankeg gebraucht gi sinn. Net zulescht awer ass déi Limitatioun och op Demande vun de Services de secours geholl gin, déi d'Suerg haten, bei secondären Transporter iwwerfuerdert ze ginn an da bei primären Transporter net méi kënnen 100%eg asazfäeg ze sinn.

Et muss een déi Regelung an de richtege Kontext stellen: Also, engersäits probéiere spuersam mat de Mëttele vun de Krankekeesen ëmzegoen an awer derfir ze suergen, dass deen, deen den Transport brauch, en och kritt an deen, deen en net onbedéngt brauch, sech aneschters kann arrangéieren.

Dat ännert allerdéngs näischt dodrun, dass et an der rezenter Vergaangenheet och bei mir zu enger Rei vun Nofroe komm ass, wat de Respekt vun de Prozeduren ugeet, wat d'Interpretatioun duerch déi eng oder aner Keess ugeet, an och wat d'Problematik vun der Dépendance ugeet. Bei der Dépendance stellt sech eng Rei vu spezifesche Froen. Ënner anerem wann d'Leit net méi ouni Weideres transportfäeg sinn, awer bei den Zänndokter musse goen oder bei den Aendokter, déi sech net ëmmer esou einfach kënne bei de Patient déplacéieren.

Dat gëllt net fir aner Beräicher vun der medezinescher Betreiung, wou d'Doktere sech systematesch a Richtung Patient déplacéieren an net ëmgedréint, mä wa gréisser Zänninterventiounen ze maache sinn, do kann den Zänndokter beim beschte Wëllen net Stull a Buermaschinnen an ech weess net wat matschleefen. An deem Fall, wann et Problemer gëtt beim Transport, muss ee kënnen de Phenomeen vun der Dépendance mat an de Statute berücksichtegen.

Ech hunn dofir de President vun der UCM gebieden, déi doten Thematik an engem räsonnabelen Délai erëm op de Leescht ze huelen an ze kucke wou Prezisiounen an der Prozedur, an der Interpretatioun duerch déi eenzel Keesen an Nobesserunge bei der Prise en charge vun der Dépendance musse kommen, fir dene Pensionären, déi schwéier transportabel sinn, a spezifesche Situatiounen entgéintzekommen.

De President vun der UCM huet mer versprach, dass hien dat a ganz räsonnabelen Délaie géif maachen. Ech wëll awer präziséieren, dass mat esou Grenzfäll net eng total Remise en cause vun deem Ganze wäert kommen an dass de Vertrieder vum Minister an déi richteg Direktioun wäert stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Brasseur un den Här Innenminister fir d'Applikatioun vum Gesetz iwwert d'Stroumversuergung. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°220 du 20 novembre 2007 de Mme Anne Brasseur relative à la mise en application de la loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité - Procédure à respecter en cas de défaillance de paiement, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Häre, mir hunn den 11. Juli e Gesetz gestëmmt iwwert de Stroummarché opgrond vun der Direktiv vun der Liberaliséierung.

Ech gesinn awer, den Här Innenminister ass net do.

Une voix.- Dach, dach.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ah, entschëllegt.

(Interruption)

M. le Président.- Kommt, loosst d'Madame Brasseur schwätzen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Do sinn Dispositiounen dra wat geschitt wann ee Client säi Fournisseur net bezilt. Do steet am Gesetz, dass do kann e Règlement grand-ducal geholl ginn. Et steet awer och an deem Gesetz selwer - dat ass de Paragraph 8 vum Artikel 2 - dran, dass de Fournisseur sengem Client muss e Rappel schécke wann hien net bezilt. Hie géif da keen Elektresch méi kréien. A gläichzäiteg muss hien dës Lëscht un d'Office-sociauxë vun de Gemenge schécken.

Op där Lëscht sti souwuel Personnes morales, wéi och Personnes physiques. Dat heescht, Sociétéite stinn do drop. Entretemps hunn d'Office-sociauxë schonn eng ganz Partie Lëschte kritt. Déi wëssen awer net wéi se dat sollen handhaben, well nach kee Règlement grand-ducal geholl ginn ass.

Dofir wollt ech den Här Innenminister froen, ob dee Règlement grand-ducal amgaangen ass geholl ze ginn a vu wéini un en a Kraaft trëtt. Well mir mussen d'Office-sociauxen awer an d'Lag setzen hiren Aufgabe gerecht ze ginn an deem nozekommen.

Mir als Législateur mussen ons och nach vläicht iwwerleeën, ob déi Dispositioun iwwert d'Personnes morales effektiv klappt, well ech menge mir hunn do mat deem Amendement an der Kommissioun iwwert d'Zil erausgeschoss. Mä dat ass eppes, dat riicht sech dann un den Energieminister an un d'Chamber selwer. Dat anert un den Innenminister.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass esou wéi d'Madame Brasseur seet, dass e Règlement grand-ducal kann d'Kritären iwwert d'Qualitéit vun de Services universels an doriwwer eraus iwwert d'Prozedure betreffend d'Paragraphe 5 an 8 geholl ginn. Ech hunn och d'Nofro gemaach beim Energieminister. Un esou engem Règlement grand-ducal gëtt awer nach net geschafft. Wat ech awer hei da ka soen, wat wichteg ass - an dat ass jo och déi Fro, déi Der u mech riicht -, déi riicht sech jo un d'Office-sociauxen.

Wat ass d'Roll vun den Office-sociauxen? Do kann ech Iech Folgendes soen. De Paragraph 8 bezitt sech op d'Clients résidentiels. Wie sinn elo déi Clients résidentiels? Dat fënnt een am Artikel 1, Paragraph 7. Do steet dran: «Les clients qui achètent de l'électricité pour leur propre consommation domestique, ce qui exclut les activités commerciales ou professionnelles.» Also ass et jo a mengen Aen esou, dass déi Clienten, déi Persounen, déi hei betraff sinn, also Privatleit sinn, déi Problemer hunn, déi an enger schwiereger Situatioun sinn. Esou dass ech mengen, dass déi Regelen, déi d'Office-sociauxen elo hunn, elo kënne spillen, dass also keng Personnes morales hei mat dra sinn. Dat ass dat éischt.

Dat zweet, wat wichteg ass, wat Der nach net kënnt wëssen: Et ass ee Gesetz vun der Madame Jacobs, dat gëtt deemnächst an d'Procédure geschéckt iwwert d'Aides sociales. An deem Gesetz solle Bestëmmunge gemaach ginn iwwer eng Fourniture minimale d'énérgie domestique et d'eau. Dass d'Leit also e Recht hunn op e Minimum vun Elektresch a Waasser. Do muss also festgeluecht gi wéini Coupures gemaach ginn a wéini net. Do musse Prozedure gemaach ginn. Dat ass och e Règlement grand-ducal, deen do muss geholl ginn. Dee kann natierlech nach net geholl sinn, wann d'Gesetz nach net do ass. Mä wat dee Volet ugeet vu Leit, déi nécessiteux sinn an dat brauchen a wou Problemer sinn, dee gëtt iwwert dat Gesetz geregelt.

Dat ass dat, Madame Brasseur, wat ech lech heirop kann äntwerten.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dann ass de Problem am Moment nach net geléist.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Dach. De Problem ass an deem Sënn geléist, dass op deene Lëschten, wou d'Personnes physiques an d'Personnes morales drop sinn, just d'Personnes physiques zielen. Well d'Personnes morales si laut Gesetz keng Clients résidentiels. Well d'Clients résidentiels ginn definéiert am Artikel 1, Alinea 7: «Les clients qui achètent de l'électricité pour leur propre consommation domestique, ce qui exclut les activités commerciales ou professionnelles.» Voilà!

Mme Colette Flesch *(DP).*- D'Cegedel schéckt awer Lëschte mat och Personnes morales drop. Éischte Problem.

An zweete Problem: D'Offices sociaux wëssen net, ob déi Clients privés ënnert d'Gesetz falen iwwert den Domicile de secours. D'Offices sociaux brauchen nëmmen deene Leit ze hëllefen, déi en Domicile de secours an där Gemeng hunn. Dat heescht, d'Office sociaux kënne mat deene Lëschte guer näischt ufänken!

M. le Président.- War dat eng Fro, Madame Flesch?

Mme Colette Flesch *(DP).*- Dat ass e Problem!

M. le Président.- Gutt, da komme mer zur nächster Fro. Dat ass déi vum honorabelen Här Scheuer iwwert de Bau vun enger Unterführung bei der Kräizung Consdorf-Bech. Här Scheuer.

- Question N°221 du 19 novembre 2007 de M. Jos Scheuer relative à la construction d'un passage souterrain sur la route Luxembourg-Echternach (E29 (N11)) à la hauteur du carrefour Consdorf-Bech (CR137), adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn eng Question parlementaire - ech entschëllege mech fir meng Stëmm - un de Bauteminister ze riichten.

M. le Président.- Den Här Scheuer ass erkaalt.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ech weess net déi wivillt Fro et ass, déi an dësem Kontext schonn un eng ganz Serië vu Bauteministere geriicht ginn ass. Et geet ëm d'Kräizung E29/CR137. Dat ass d'Kräizung vun der Iechternacher Strooss, mat där Strooss, déi op Consdorf a Bech geet.

Jiddfereen, d'Ministeren, d'Deputéiert an och déi Verantwortlech vun de Ponts et Chaussées waren d'accord, datt d'Behiewung vun deem Geforepunkt eng Prioritéit sollt hunn.

D'Lëscht vun den Accidenter ass opgezielt ginn. Et sinn esou vill Accidenter geschitt do. Ech erspuere mer dat. D'Pläng sinn och ausgeschafft, souwäit ech weess. Den technesche Volet ass net esou komplizéiert, datt en net kéint séier ausgefouert ginn.

Do huet d'Fro sech gestallt vun den Emprisen, an elo wollt ech awer wierklech wëssen - vun dësem Bauteminister dann -, ob dat hei déi lescht Question parlementaire ass, déi an dësem Kontext gestallt gëtt. An dat wär dann d'Fro no verbindlechen Délaien.

Här Bauteminister, wéini gëtt ugefaangen?

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ob keng Question parlementaire méi heiriwwer gestallt gëtt, dat hänkt net nëmme vu mir of. Dat hänkt och vun deenen of, déi se stellen an a wat fir engem Rhythmus se se stellen. Bis elo sinn an deene leschte Joren dräi Stéck doriwwer gestallt ginn. Dat hei ass déi véiert. Dat war d'Äntwert op déi éischt Fro, déi Dir gestallt hutt.

D'Äntwert op déi aner Fro ass, datt mer momentan do dru sinn, wéi Dir richteg gesot hutt, éischtens datt dee Projet, esou wéi e soll gemaach ginn, fäerdeg ass an och als Dossier de soumission prett do läit, fir ausgeschriwwen ze ginn. Et ass e Fait, datt mer d'Iechternacher Strooss iwwert d'Strooss vu Bech-Consdref fuere loossen, dat heescht, déi méi déif leeën a mat Rampes hollandaises vun der Haaptstrooss erofkommen, respektiv vun der Bech-Consdrefer Strooss erëm eropfueren.

Firwat ass dat erausgewielt ginn? Mä ganz einfach, well mer da manner Plaz brauchen, well mer also déi Kräizung méi ëmweltfrëndlech gestalten, andeem mer esou mann Land wéi méiglech verbrauchen. Trotzdeem, och wa mer dat maachen, war et nach esou, datt eng Rei Emprisë gebraucht gi sinn, fir deen dote Projet duerchzezéien.

Dir wësst, datt Bautepolitik och e groussen Deel Realpolitik ass an datt een ëmmer nëmmen dat ka maachen, wat een an der Realitéit kann ëmsetzen. Mir haten deen Terrain bis elo net, konnten dee Projet also net maachen. An duerfir ass och säit deene leschten zwou Questions parlementaires op jidde Fall déiselwecht Äntwert ugesot: Wann ech den Terrain net hunn, kann ech et net bauen. Dir wësst, wann een op Terrain baut, deen een net huet, wat da geschitt. D'Beispill Fréiseng huet eis dat an deene leschte Jore gutt gewisen.

Wou ass den Dossier vun dem Emprisenakaf elo drun? Fir virunzekommen, hunn ech gefrot, datt mer direkt géife vum Kadaster Au-préalable-Mesuragë gemaach kréie vun exactement deem Terrain, dee mer brauchen, fir d'Emprisë kënne genau ze definéieren a fir dann och e préliminairë Mesurage ze maachen an dono och e Bezuele vun den Emprisen, ier mer ufänken ze bauen.

Et sinn och elo eng ganz Rei Négociatioune geschitt iwwert de Präis, wat natierlech och nach e Problem war. Et schéngt elo, wéi wann en Accord kuerz virun der Dier géif stoe mat de Propriétairen. Sou datt ech hoffen, datt mer virun Enn vum Joer nach den Accord kréien an dee Projet hei, dee mer finanziell fir 2008 ageschriwwen hunn, och kënnen 2008 ufänken.

Elo maachen ech dat do als Ausso, awer ëmmer mat der Réserve, datt ech déi Terrainë kréien, well ouni Terrain kënne mer dat do net bauen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro adresséiert sech un d'Madame Minister zoustänneg fir d'national Erzéiung an d'Formation professionnelle, d'Madame Delvaux. Si gëtt gestallt vum honorabelen Här Adam a betrëfft de Stage pédagogique. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°222 du 19 novembre 2007 de M. Claude Adam relative à l'accès au stage pédagogique de certains étudiants ou étudiantes inscrits en troisième année à l'Université du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, ee vun deene ville wichtege Punkten am Unisgesetz ass d'Méiglechkeet vun der Validation des acquis professionnels. Mir mengen, datt dësen Artikel an enger Gesellschaft am permanente Wandel an enger Zäit, wou Formation continue a „lifelong learning" groussgeschriwwe ginn, vu grousser Wichtegkeet ass.

Mir begréissen et och, datt méi wéi 300 Chargés de cours probéiert haten, hire Brevet, fir Léierin oder Schoulmeeschter ze ginn, op der Uni Lëtzebuerg wollten nohuelen. Méi wéi 100 Leit sinn dann och elo amgaangen, nodeems hiren Dossier vun der Uni akzeptéiert ginn ass, hiert drëtt Joer zu Walfer ze maachen, an zu dësem drëtte Joer gehéieren och eng ganz Rei Stagen.

Mir hunn alt emol gesot kritt, datt eenzel Léierpersoune géife refuséieren, eemoleg Chargéen an de Stage ze huelen. Dës Kloen a Rumeurë sinn nach duerch e rezente Lieserbréif an der Dagespress verstäerkt ginn, an duerfir eis Fro un d'Madame Minister:

Ass et wierklech esou, datt et e Problem gëtt eng Stageplaz ze fanne fir verschidde Studenten, déi am Moment am drëtte Joer op der Uni ageschriwwe sinn? A wann dat de Fall sollt sinn, wéi grouss ass dee Problem a wéi reagéiert de Ministère de l'Éducation nationale op déi Situatioun?

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Madame Delvaux, zoustänneg Ministesch, huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, ech muss awer mengem Erstaunen Ausdrock ginn, dass déi Fro u mech adresséiert gëtt.

Et ass richteg, dass de Ministère vun der Éducation nationale Demandeur war, dass d'Uni sollt nach dat lescht Joer, wou se d'Méiglechkeet hat, eng Ausbildung maachen, fir dass Leit kéinten en Diplom vum CEP kréien - deen alen Diplom, fir Schoulmeeschter ze ginn -, deen dëst Joer fir d'lescht däerf ausgestallt ginn.

Et ass awer esou, dass d'Uni Lëtzebuerg d'Verantwortung huet fir d'Formatioun, an duerfir war ech ganz iwwerrascht, wéi ech dës Froe gestallt kritt hunn. Ech hu mech awer an der Zwëschenzäit informéiert, hunn och wéi Dir de Lieserbréif gesinn an der Zeitung, dass do sollte Problemer sinn, fir dass déi Stagiairë géifen e Patron de stage fannen, well de Règlement grand-ducal vun deem alen Diplom virgesäit, dass een am drëtte Joer op d'mannst siwe Woche Stage muss maachen. Dat ass jo déi al Zäit, wou nach alles iwwer Règlement grand-ducal geregelt ginn ass.

D'Uni huet och aacht Woche Stage virgesinn. Doriwwer hunn ech mech elo informéiert haut de Moien, dovunner sinn dräi Woche Stage elo amgaang oder bal fäerdeg, an déi 140 Stagiairen, déi do am Fall waren, sinn alleguerten ënnerdaach komm.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux. Déi nächst Fro adresséiert sech un den Här Transportminister. Se gëtt gestallt vum honorabelen Här Negri a betrëfft d'Eisebunnsstreck Lëtzebuerg-Konz-Koblenz.

- Question N°223 du 19 novembre 2007 de M. Roger Negri relative à la décision des autorités de Rhénanie-Palatinat sur l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire qui relie le Luxembourg à Coblence via Konz, adressée à M. le Ministre des Transports

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun e puer Wochen huet de Ministerrot vu Rheinland-Pfalz décidéiert, d'Eisebunnsinfrastruktur vu Koblenz Richtung Tréier bis op d'Grenz vu Lëtzebuerg zu Igel auszebauen, an zwar deelweis zweegleiseg, notamment och op engem ganz wichtege Punkt, nämlech dem Fläschenhals, dee mer alleguerte kennen, déi Konzer Bréck, déi net kann déplacéiert ginn aus Grënn vun der Topographie, engersäits well se perpendikulär zu der Musel an der Saar läit, respektiv och zu deenen Eisebunnsréseauen, déi do ronderëm leien. Da mécht awer déi Zweegleisegkeet vun der Konzer Bréck eng nei Perspektiv op och a Richtung Saarbrécken, wou ee sech kéint virstellen, dass domadder och de Wee géif fräi gi fir eng Kéier mam ICE vu Saarbrécken bis op Lëtzebuerg ze fueren.

An deem Sënn wollt ech den Transportminister, den Här Lucien Lux froen, wéi mir dat als Lëtzebuerger Regierung gesinn, souwuel vum technesche wéi och vum finanziellen Aspekt hier.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den Här Transportminister huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, d'Bedeitung vun der Streck op Tréier respektiv op Koblenz ass fir Lëtzebuerg grouss, net nëmmen am Beräich vu senger Bedeitung am Transfrontalier, wou mer wëssen, dass dach awer vill Dausende Frontalieren all Dag aus där Géigend hei op Lëtzebuerg kommen, mä natierlech och am Beräich vun dem internationalen Uschloss, deen dat kéint hunn un dat däitscht Netz.

Dir wësst, dass mer grouss Effortë gemaach hunn, déi elo zu engem Deel ofgeschloss sinn op franséischer Säit mat dem TGV. Den Ufank vun den Aarbechten do op Stroossbuerg ass vun der Regierung och virgesinn, fir d'nächst oder d'iwwernächst Joer ze démarréieren.

Dir wësst, dass mer op der belscher Säit nach grouss Schwieregkeeten hu fir zu enger gudder Léisung ze kommen. An duerfir hu mer eis säit zwee, dräi Joer verstäerkt dru gi mat der Diskussioun souwuel mat den Autoritéite vu Berlin wéi och vu Mainz an och vu Saarbrécken, fir eng Léisung erbäizeféieren am Zesummenhang mat där doter Streck.

Ech géif als Konklusioun emol direkt soen, dass dat, wat elo um Dësch läit, no der Kostennutzenrechnung, déi d'DB gemaach huet, éischter eng kleng Léisung ass. Et ass net déi grouss Léisung, déi ee sech hätt kënnen erwaarden.

Si gëtt dofir awer och de Lëtzebuerger Stat méi bëlleg, well et ganz kloer ass, datt fir déi Léisung, déi elo um Dësch läit - d'Variant 2A3, fir am Jargon vun der DB ze bleiwen -, dat eng si wäert, wou de Lëtzebuerger Stat näischt wäert bäileeën, och net gefrot gëtt fir eppes bäizeleeën. Eng Solutioun, déi an déi zéng Millioune wäert kaschten a vu Berlin gedroe gëtt, dofir awer eng Rei vu Verbesserungen och huet - ech mengen Dir hutt se schonn zum Deel genannt -, an der Fahrtzäit eng Verbesserung wäert mat sech brénge vu siwe Minutten. De Coût wäert, wéi gesot, bei zéng Millioune leien. Gerechent gëtt, datt dat bis 2012 ka fäerdeg sinn. An ech mengen, datt déi Léisung do jiddefalls besser ass ass wéi guer keng Verbesserungen.

Deementspriechend hunn ech och mengem Homolog zu Mainz gesot, datt mer natierlech déi do Léisung léiwer hu wéi guer keng. Si additionnéiert sech op jidde Fall an déi iwwer 30 Milliounen Euro, déi de Lëtzebuerger Stat schonn investéiert huet an déi Streck dohinner. Ech menge mir hunn also eisen Deel an der Moderniséierung vun där Streck do scho gemaach.

Mir hunn deemools, fir ze kucke weiderzekommen, jo och an Aussiicht gestallt, fir eng finanziell Bedeelegung un deem Projet ze leeschten, awer nëmmen dann, wann et eng total Zweegleisegkeet gi wär. E Projet, deen allerdéngs bei 40 Millioune gewiescht wär, deen net zréckbehale ginn ass vun der DB, an an Däitschland ass et d'DB, déi de Ministeren dohinnerleet wat se ze denken an ze décidéieren hunn, fir et op Lëtzebuergesch riichteraus ze soen.

Deementspriechend ass dat, wat d'DB dohinnergeluecht huet, och praktesch déi politesch Décisioun, déi Berlin a Mainz elo arrêtéiert hunn an déi natierlech eis Ënnerstëtzung fënnt, och wa mer eis gewënscht hätten, datt ee méi wäit hätt kënne goen, an datt een och eng Diskussioun hätt kënne féieren da gläichzäiteg iwwer e Betribskonzept, wat och besser gewiescht wär wéi dat wat mer haut a Form vun Takt a vun Attraktivitéit vun deene Relatiounen do hunn.

Et ass richteg gesot ginn, datt déi Solutioun hei eis och d'Geleeënheet gëtt fir ze diskutéieren iwwert déi Méiglechkeet, déi Variant déi dote Streck op Mäerzeg respektiv Saarbrécken méi genau ze studéieren. Dir wësst, datt mer gläichzäiteg mat de saarlänneschen Autoritéiten ofgemaach hunn, eng Variant Neibaustreck Lëtzebuerg-Mäerzeg direkt ze kucken.

Allerdéngs ass dat wierklech Zukunftsmusek, dat muss ee wëssen, wann ee weess wat d'DB erwaart vu Clienten, déi se op esou enger Streck hu missten. Ech wäert den nächsten Donneschdeg mäi saarlänneschen Homolog, den Här Rippel, gesinn, fir an deem Zesummenhang dann déi Décisiounen, déi zu Mainz geholl sinn, och ze verbanne mat der Diskussioun iwwer eng Variant iwwert déi do Streck op Saarbrécken.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Meisch. Si adresséiert sech un den Aarbechtsminister a betrëfft nei Aarbechtsplazen um Site Eurohub Sud.

- Question N°224 du 20 novembre 2007 de M. Claude Meisch relative aux emplois créés à moyen terme sur le site Eurohub Sud (ancien site de la WSA), adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Wirtschaftsminister konnt virun e puer Wochen zwee Projete presentéieren am Logistikberäich, déi sech jo bekanntlecherweis um fréiere Site vun der WSA am Raum Beetebuerg-Diddeleng implantéiere sollen, do ronn 1.000 Aarbechtsplaze schafe sollen, 1.000 Aarbechtsplazen an deene ganz ënnerschiddleche Qualifikatiounen.

Meng Fro riicht sech awer net un de Wirtschaftsminister, mä éischter un den Aarbechtsminister, well ech wollt froen, ob den Aarbechtsminister sech schonn informéiert huet bei sengem Kolleeg Wirtschaftsminister wat fir eng Qualifikatiounen do erfuerdert sinn, fir duerno ze kucke mat der Administration de l'Emploi, ob mer effektiv déi Qualifikatiounen do hei um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart fannen, fir ze probéieren, datt esou wäit wéi méiglech Leit, déi hei am Land wunnen an op der Sich no enger Aarbecht sinn, och herno eng vun deenen 1.000 Aarbechtsplazen do occupéiere kënnen.

Falls dat esou sollt si wollt ech froe wat fir eng Qualifikatiounen do da wierklech an deene groussen Zuelen noutwendeg sinn an eben och kucken, ob déi da momentan ageschriwwe sinn. Sollt dat nämlech net esou sinn, da wär meng Propositioun - an ech wollt de Minister froen, ob hie sech och dohingehend scho Gedanke gemaach huet -, fir mat deene concernéierten Entreprisen ze kucke konkret Formatiounen och mat Zäit unzebidden, fir wierklech de Leit, déi hei op der Sich sinn no enger Aarbecht, d'Geleeënheet ze ginn iwwer eng Formatioun herno sech selwer d'Capacitéit kënnen ze erschaffen, fir eng vun deene geschafenen Aarbechtsplazen do unzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Dat ass eng Fro, déi den Aarbechtsminister ëmmer beschäftegt, fir ze kucken, soubal nei Aarbechtsplaze kreéiert ginn, och - awer net nëmmen - Leit op déi Plazen ze kréien, déi beim Aarbechtsamt ageschriwwe sinn. Dofir hunn de Wirtschaftsminister an den Aarbechtsminister do déi lescht Zäit hir Kontakter intensifiéiert a mir sinn amgaangen nei Systemer opzebauen.

Ee System, dee mer hunn, dat ass deen, datt soubal en Dossier an der SNCI ass, wou ee méi weess, deen och direkt un den Aarbechtsminister kënnt an deen direkt mat der ADEM dann och kuckt fir d'Betriber ze démarchéieren.

An deem heite Fall ass et esou, datt mer nach keng - fir op déi éischt Fro awer ze äntweren - Profiller hunn, well och de Wirtschaftsministère d'Profiller net kennt. Wat de Wirtschaftsministère elo gemaach huet, dat ass e Prinzipienaccord, wat kënnt. D'Pro-

filler musse mer gewuer ginn, an do schwätzen ech net nëmmen als Aarbechtsminister, ech schwätzen och fir de Rescht vun der Regierung, well ech dovunner ausginn, datt zum Deel net qualifizéiert Postë kommen, an dat si jo déi wou mer da virun allem musse kucken, iwwert d'Aarbechtsamt Formatiounen unzebidden.

Dat Zweet ass dat, datt mer awer doudsécher och do méi qualifizéiert Postë kréien. Dofir huet jo d'Schoul schonn de Logistiker kreéiert. Eng Fro, déi ech mer stellen als Héichschoulminister, mä dat kënnen nëmmen d'Betriber mer soen, d'Wirtschaft: Muss ee vläicht zum Beispill e BTS an deenen Domäne maachen oder net? Dat si Froen, déi mer amgaange sinn ze diskutéieren.

Soubal mer also méi wëssen, wat do geschaf gëtt, mengen ech, ass emol dat Éischt, datt op de Schoule Saache méi ugebuede ginn, souwuel am Secondaire wéi natierlech och fir d'Héichschoul, an do denken ech virun allem u BTSen.

Dat Zweet ass, datt mer selbstverständlech ëmmer och kucke Leit ëmzeschoulen, woubäi ëmmer de Problem ass, deen een huet am Aarbechtsamt; et muss een och wësse wéini déi Plazen opginn. Wann déi Plazen eréischt a fënnef Joer opginn, dann ass et schwiereg elo haut Leit ze schoulen an ze soen: Elo waart bis a fënnef Joer bis dass de do eng Plaz fënns. Dat ass eng Saach, déi een ëmmer kucke muss.

Mir wëllen dat, de Wirtschaftsminister an den Aarbechtsminister, nach intensifiéieren an deem Sënn, datt mer eis eens gi si fir e Consultant anzestellen iwwert de Fonds pour l'Emploi. Dat heescht den Aarbechtsminister géif e Consultant astellen, wéi mer der vill hu beim Aarbechtsamt, deen awer beim Wirtschaftsministère ugesiedelt wär an deen zwou Zorte vun Aufgaben hätt:

Dat Éischt ass d'Betriber ze démarchéieren, fir eis Politique de maintien dans l'emploi ze erklären, fir ze soen: Hei lauschtert, wann der Schwieregkeeten hutt, do kënnt der och gehollef kréien. Amplaz datt der Plans sociaux "secs" maacht, hutt der aner Méiglechkeeten.

Dat Zweet, wat mer am Kapp hunn, dat ass ebe just dat doten, datt soubal de Wirtschaftministère déi éischt Iddi huet vun engem neie Betrib, dee komme wëllt, datt dann dee Consultant och scho géif aktiv gi fir ze démarchéieren an da seng Erkenntnisser net nëmmen - soen ech awer dës Kéier hei - un d'Aarbechtsamt weiderzeginn, mä effektiv un de Rescht vun der Regierung weiderzeginn, well ech mengen, datt och ëmmer d'Schoul sech soll a muss dorobber astellen.

Ech mengen domadder hätt ech d'Froen all beäntwert.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro adresséiert sech un den Här Ëmweltminister. Si gëtt gestallt vum honorabelen Här Negri a betrëfft de genmodifizéierte Mais.

- Question N°225 du 19 novembre 2007 de M. Roger Negri relative à la proposition que le Commissaire européen Stavros Dimas a soumise à ses collègues de la Commission de refuser l'autorisation de mise en culture en Europe de deux variétés de maïs génétiquement modifiés développés par les firmes Syngenta et Pioneer/Dow (Bt11 et 1507), adressée à M. le Ministre de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de leschte 25. Oktober huet den Ëmweltkommissär Stavros Dimas der EU-Kommissioun proposéiert zwou genmanipuléiert Maiszorten net zouzeloossen, an zwar vun de Firmae Syngenta a Pioneer/Dow mat de Marke Bt11 a 1507. Dës genmanipuléiert Maiszorte résistéieren den Herbiciden a produzéiere Bazillen a sinn deemno gëfteg, sinn toxesch.

Et ass elo fir d'éischt, datt dës Situatioun sech an der EU gestallt huet. Bis elo ass eng Maiszort genehmegt gewiescht an der Europäescher Unioun vun der Firma Monsanto, MON 810, déi bis elo konnt kultivéiert ginn. Där hir Genehmegung ass awer de 16. Oktober vun dësem Joer ausgelaf. Bis elo hunn Däitschland, Frankräich, Ungarn, Éisträich, Griichenland a Polen sech géint dës Genehmegungen ausgeschwat, sinn also do dergéint; wat mer positiv fannen. An deem Sënn wollt ech och d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung wëssen.

Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den Här Minister Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, dee Virgang vun der Positioun, déi de Kommissär Dimas ageholl huet an Zesummenhang mat deenen OGMen, ass schonn en éischten an eemolege Virgang.

Ech géif och direkt hei soen, dass mer kloer an däitlech hannert dem Kommissär stinn an där Positioun, déi hien ageholl huet. Dass hien et net einfach wäert kréien déi Positioun do am Collège vun de Kommissären duerchzesetzen an eng Majoritéit dofir ze kréien, dat ass vläicht unzehuelen. Jiddefalls d'Diskussiounen hannert de Kulisse si relativ hefteg amgaange gefouert ze ginn. Mir hunn och zu Bréissel kloer an däitlech gemaach - iwwregens säit laanger Zäit -, dass mer de Kommissär an deene Froen do ënnerstëtzen. Hei ass fir d'éischte Kéier, dass hie proposéiert déi Autorisatioun do ze refuséieren, obscho vun der FSA eng positiv Begutachtung souwuel zum Bt11 wéi dem 1507 virläit. An ech mengen, och dat ass jo d'Eemolegkeet am Virgang, déi mer hei feststellen.

Ech wëll soen, dass et eis och schéngt wéi wann d'Evaluatioun, virun allem d'Laangzäitevaluatioun vun deenen zwou OGM-Zorten eis ongenügend schéngt ze sinn, grad wéi mer och mengen, dass de Principe de précaution, dee mer an all deene Joren zu Bréissel an den Enceintes vun de jeeweilege Conseilë verteidegt hunn, hei misst spillen.

Ech mengen, et geet bei deenen zwee OGMen. Et muss ee jo soen, dass de Mais Bt11 scho säit 2004 eng Autorisatioun huet fir d'Commercialiséierung, an dass et hei och ëm d'Kultur vun deem OGM geet, an op där anerer Säit d'Propositioun interessant ass, well d'Demande vu Frankräich kënnt, déi awer gläichzäiteg amgaange sinn an nach dëse Mount wëllen eng Clause de sauvegarde deponéieren zum MON 810, a gläichzäiteg och beim Grenelle de l'environnement e Moratoire décidéiert hunn. Dat ass e bëssi schwiereg ze verstoen. Et ass e bëssen d'Ironie vun der Geschicht, dass dat doten alles matenee geschitt.

Jiddefalls ass et esou, dass och beim MON 810 eis Positioun an de Conseilen all Kéiers eng negativ war. Leider Gottes war d'leschte Kéier bei der Demande vun der Kommissioun, fir déi Interdictioun vun Éisträich opzehiewen, keng qualifizéiert Majoritéit do, fir der Kommissioun déi Méiglechkeet vun der Interdictioun entgéintzehalen. Ech mengen, et bleift dann dobäi, dass dee leschte Succès - wat ee ka soen -, dee mer haten, am Juni 2005 war ënner Lëtzebuergescher Présidence, wou säit Laangem géint d'Demande vun der Interdictioun, déi ausgestallt ginn ass an aacht OGMs-Zorten, eng qualifizéiert Majoritéit do war an doduerch d'Kommissioun blockéiert war. Dat wäert dës Kéier net de Fall si beim MON 810, esou dass d'Kommissioun am Rahme vun der Procédure de comitologie hir Décisioun elo wäert huelen. Wéi déi ausgesi wäert, kann ee sech ongefeier virstellen.

Mä ech mengen, souwuel an där Fro: Wat ass eis Positioun vis-à-vis vum Kommissär Stavros Dimas? Kloer Ënnerstëtzung. An der Fro vum MON 810 bleift et fir Lëtzebuerg bei enger negativer Attitüd.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da kënnt d'Fro vum honorabelen Här Huss un de Gesondheetsminister betreffend d'Quecksélweramalgam.

- Question N°226 du 20 novembre 2007 de M. Jean Huss relative aux suites à donner au niveau européen à l'appel de Luxembourg pour l'interdiction des amalgames dentaires au mercure, signé le 10 novembre 2007, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, viru ronn aacht Deeg hat d'europäesch Akademie fir Ëmweltmedezin zesumme mat Akut hei zu Lëtzebuerg e wëssenschaftlechte Kongress organiséiert, dee jo och ënnert dem Patronage vun Iech, Här Minister, stoung.

Op deem Kongress hu Wëssenschaftler, déi vun enger ganzer Rëtsch Universitéite komm sinn - vu Stockholm, vu Prag, vu Freiburg, vu Lexington am Kentucky an den USA an esou virun -, drop higewisen, datt d'Quecksëlwer, wat bekannt ass als dat geféierlechste Schwéiermetall, zelltoxesch wier, datt et zu Stoffwiesselstéierunge kéint féieren, zu neurologeschen an neuropsychiatresche Stéierungen, zu immunologeschen, virun allem autoimmune Stéierungen, zu hormonelle Schwieregkeeten a virun allem och zu Problemer während der Schwangerschaft, och fir déi neurologesch Entwécklung vum Embryo a vum Fötus.

Dorobber hin ass en internationalen Appel vun deene Wëssenschaftler verabschiet ginn, deen an der Zwëschenzäit an 22 Sprooche weltwäit zirkuléiert, fir datt et zu engem Verbuet vum Quecksëlwer, och am Amalgam, soll kommen. Dat Ganzt geschitt am Kader vun enger Strategie engersäits vun der UNO - vun der UNEP, dat heescht vum Ëmweltprogramm vun de Vereenten Natiounen -, a vun enger Strategie vun der europäescher Kommissioun - der „mercury strategy" - aus dem Joer 2005, wou gekuckt gëtt wat déi verschidde Quecksëlwerquelle sinn, déi eis Ëmwelt engersäits an och eis Chaîne alimentaire belaaschten, an doduerch indirekt och eis Gesondheet belaaschten.

Do si beispillsweis scho virun der Summervakanz Thermometere mat Quecksëlwer dra verbuede ginn. Och aner Miessinstrumenter wéi Barometeren an esou viru solle verbuede ginn. Et wier am Fong eng Farce oder e Witz wann dee Quecksëlwer, deen dann am Mondberäich wier, deen eenzege wier, iwwert deen nach net géif geschwat ginn, well et noweislech dee problemateschsten ass, well en um Mënsch direkt drun ass an direkt ageotemt gëtt an et doduerch zu gesondheetleche Schied ka féieren.

An deem Kontext meng Fro, Här Minister, well ee Land eleng dat net ka verbidden. Schweden hat dat probéiert. Dat ass net gaang, well am europäesche Binnenmarché ee Land eleng dat net ka maachen. Mä Schweden huet den Antrag erabruecht bei der europäescher Kommissioun fir europawäit d'Quecksëlwer ze verbidden. Eis Fro un Iech ass déi, awéiwäit Der um europäeschen Niveau bereet sidd Iech anzesetzen, fir an d'Richtung ze goe vu méi fortschrëttleche Länner, déi wëllen de Quecksëlwer - och am Amalgam-Beräich! - verbidden.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Den Här Gesondheetsminister huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ka bestätegen, dass dee leschte Weekend e ganz interessanten an e ganz stimuléierende Kongress zu där doter Thematik stattfonnt huet. Fir mech war dat eng Geleeënheet am Meenungsbildungsprozess virunzekommen. Mir waarden am Moment op e wëssenschaftlechen Avis, deen d'Kommissioun bestallt huet an deem doten Zesummenhang. Et ass net d'DG-SANCO, déi sech dermat befaasst, mä et ass déi fir Liewensmëttelsécherheet zoustänneg Direction générale, déi sech domat befaasst.

Op déi konket Fro vum Här Huss, wéi mir eis an där doter Fro wäerten artikuléieren, wäert et hien net wonneren, dass mir eis op d'Säit vun deene stellen, déi dem Précautiounsprinzip Virrang ginn. Mir wäerten also um europäesche Plang déi doten Diskussioun aktiv begleeden, wuelwëssend dass et eng Diskussioun ass, déi ganz staark polariséiert, wuelwëssend och dass et net esou ass, dass d'Alternativen zu den Amalgamen an den Zänn nëmme géifen aus Substanze bestoen, déi net kontroverséiert wären. Et muss een also der wëssenschaftlecher Diskussioun hir Plaz loossen. Wéi gesot, Dir fannt eis, grad wéi an där Diskussioun, wou de Lucien Lux virdrun derzou Stellung bezunn huet, op der Säit vun deene Länner, déi ganz virsiichteg sinn a sech nom Intérêt vum Patient riichten.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro adresséiert sech un den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden a gëtt gestallt vum Här Goerens iwwert d'Ausféierung vum neien Agrargesetz.

- Question N°227 du 19 novembre 2007 de M. Charles Goerens relative aux modalités d'exécution de la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn de Moment amgaangen an der Agrarkommissioun dat sougenannt neit Agrargesetz, de Pojet 5762, ze diskutéieren. Mir kommen och relativ gutt viru mat deenen Diskussiounen. Mir wëssen awer och, datt mer eréischt richteg Kenntnis hunn, wat den Impakt ass vun esou engem Gesetz, wa mer d'Ausféierungsbestëmmungen alleguer kennen. Déi si jo och mëttlerweil a Form vun engem Avant-projet de règlement grand-ducal bekannt. Déi ginn Ulass zu ganz vill Diskussiounen an zu ganz décke Reserven - fir emol dat mannst ze soen - aus der Richtung vun de Baueverbänn.

Meng Fro un de Minister ass déi: Dat, wat hien zréckbehalen huet an deem proposéierte Projet de règlement grand-ducal, ass dat de Maximum vun deem, zu deem Bréissel eis autoriséiert, oder si mer do drënner bliwwen? Wa mer drënner bliwwe wieren, wéisst ech gär wat fir eng Beweggrënn de Minister huet, fir net de Maximum auszeschäffen?

Ech wollt och froen, fir eis d'Aarbecht ze erliichteren, ob et méiglech wier fir do eng Juxtapositioun ze kréie mat den Ofweichunge vun den Taux-d'aidë bei deem ale Gesetz, Ofweichungen och vun den alen Einheitswäerter, a mat wat fir enger Begrënnung.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Dann huet den Här Fernand Boden, Landwirtschaftsminister, d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat neit Agrargesetz a seng Ausféierungsbestëmmunge brénge fir de Stat an d'Europäesch Kommissioun insgesamt, eise Berechnungen no, eng Ausgab vu 415 Millioune fir den Zäitraum 2007 bis 2013. Dat sinn iwwer 100 Milliounen méi wéi fir den Zäitpunkt 2000 bis 2006. Dat heescht, et gëtt net hei gespuert, et gëtt net méi streng gehandelt, mä et ginn iwwer 100 Milliounen méi an d'Agrarpolitik investéiert iwwert d'Agrargesetz a seng Reglementer an deenen nächste siwe Joer. Vun deene 415 Milliounen, leet d'Europäesch Kommissioun 90 Milliounen bäi, an 325 Milliounen kommen also vum Lëtzebuerger Stat.

Et gëtt net nëmmen een Ausféierungsreglement, mä et gëtt op d'mannst fënnef wichteger, déi musse geholl ginn. Zwee leien der d'ailleurs vir: Dat ass d'Reglement iwwert d'Investitiounen an et ass d'Reglement iwwert d'Stäerkung vum ländleche Raum. Dann däerf een net aner ganz wichteg Reglementer vergiessen iwwert d'Indemnité compensatoire, d'Ausgläichszoulag, wou mer géint eng ganz staark Oppositioun vun der Kommissioun dat bäibehalen hunn, wat mer haten. Dat mécht 15 Milliounen Euro pro Joer fir d'Landwirtschaft aus.

Et däerf een d'Agrarëmweltmoossnamen net vergiessen, datt mer d'Landschaftsfleegeprime hunn, speziell Programmer fir d'Ëmwelt, d'Biolandwirtschaft an och fir d'Biodiversitéit ze stäerken. All déi Moossname si staark ausgebaut ginn. Dat mécht 17 Milliounen Euro pro Joer fir d'Landwirtschaft aus.

Dobäi kënnt e Reglement iwwert d'Berodung an d'Vulgarisatioun, déi staark ausgebaut gi sinn. Et ass also villes verbessert, nei an anescht gemaach ginn.

Dat Reglement, wat elo ugesprach ginn ass, trëfft op eenzel Réserven, déi awer och nuancéiert sinn - dat wëll ech awer soen. Et ass net jiddfereen, dee seet, et wier alles schlecht; et gëtt och Leit, déi appréciéieren, dass et guer net esou schlecht ass an dass d'Regierung duerch hiert Agrargesetz an d'Reglementer weist, dass se hannert der Landwirtschaft steet.

(Interruption)

Wat d'Investitiounen ubelaangt, wëll ech soen, datt mer de Plaffong ofgeschaf hunn. D'Betriber gi méi grouss. Dat ass e wesentleche Fortschrëtt fir all déi grouss Betriber, déi vill investéiere mussen. Déi hu jo virdrun e groussen Deel vun den Investitiounen aus der eegener Täsch bezuelt an 0% kritt. Déi kréien also e wesentleche Virdeel par rapport zu deem, wat virdrun de Fall war, an dat wäert och ganz sécher Geld kaschten.

Da sinn effektiv déi normal Plaffongen ëm 5% erofgesat ginn. Mä awer net fir déi Jonk! Déi kréien 10% dobäi bei de Gebaier; se kréie 5% dobäi bei de Maschinnen. Wann ech also elo den Taux kucke bei Gebaier, da kritt e Jonke souguer 65% Bäihëllef fir Investitiounen a Gebaier a gewëssene Beräicher: Ëmweltschutz, Qualitéit, Liewensmëttelsécherheet, Hygiène a bien-être animal, do wären et normal 55%, plus déi 10%, déi dobäikommen, da sinn et 65%. Et gëtt 60% Bäihëllef am Beräich vun der Bioenergie.

Dat sinn Tauxen, géif ech soen, vun deenen déi aner Secteuren an och déi aner Länner ronderëm eis nëmme kënnen dreemen -

loosse mer dat emol ganz offen eng Kéier soen. Also, mir wëlle schonn der Landwirtschaft esou staark wéi méiglech hëllefen a se encouragéieren, weider ze investéieren.

Am Beräich vun de Maschinne gi jo gewësse Kritike gemaach. Och do wëll ech soen, datt et am Beräich vun de Maschinnen an der Belsch 0% gëtt. A Frankräich och 0%. A Rheinland-Pfalz waren et virdrun 10%. Ech weess net, wat se elo maachen, mä ganz sécher net dat, wat mer hei am Land maachen. Dat heescht, mer ginn do wäit iwwert dat wat am Ausland de Fall ass.

Aus enger Rei vu Grënn hu mer e puer Maschinnen ewechgeholl a gewëssen Tauxen erofgesat:

Éischtens emol seet d'Kommissioun, en einfache Remplacement däerf net méi subventionéiert ginn. Dat heescht, Maschinnen, déi ewechfalen an ersat ginn, dat ass en einfache Remplacement ouni grouss Modernisatioun. Dat däerfe mer net méi subventionéieren.

Zweetens hu mer gesot, alles wat manner wéi 2.000 Euro kascht bei de Maschinnen, subventionéiere mer och net méi.

An drëttens gëtt et och eng Rei vun ekonomeschen Iwwerleeungen. Mir hunn hei am Land - dat ass oncontestéiert - en iwwerdriwwe grousse Maschinnefuhrpark. Dat bréngt ganz héich Fixkäschte mat sech. Do si mer ganz schlecht par rapport zu deenen anere Länner.

Huele mer zum Beispill Bayern. Bayern war eent vun de wéinegen däitsche Bundesländer, déi och esou Bäihëllefen haten. Déi hu se am Accord mat der Landwirtschaft, am Accord mam Beruff, ofgeschaaft! Mat dem Resultat, datt d'Resultater vun de Betriber besser sinn. Si sinn zefridden domadder! Woufir? Si investéiere vill méi rationell an hir Maschinnen. An et muss een och soen, datt iwwerdriwwe Subventiounen och d'Präisser vun de Maschinnen an d'Luucht dreiwen. Och dat ass e Problem, dee mer hei zu Lëtzebuerg kenne geléiert hunn.

Ech wëll soen, dass mer iwwer gewëssen Einheitswäerter an och iwwer gewësse Maschinne kënne mateneen diskutéieren. Et ass jo e Reglement, zu deem d'Chambre d'Agriculture en Avis soll ginn. Da muss ee kucken, ob vläicht net eng Maschinn, déi mer ewechgelooss hunn, an dee Kader fält, deen ech elo kuerz skizzéiert hunn.

Mä insgesamt wëll ech awer soen, datt dat Agrargesetz awer ganz positiv Akzenter setzt a wäit iwwert dat erausgeet, wat am Ausland de Fall ass. Ech mengen, d'Gewerkschafte spillen hir Roll a wëlle méi verlaangen. Dat ass berechtegt, dat huele mer och zur Kenntnis, mer diskutéieren och mat hinnen doriwwer, mä et muss een awer kucken an och festhalen, datt mer awer iwwer 100 Millioune bereet si méi auszegi wéi an deem Agrargesetz virdrun, an dat an enger Zäit, déi méi schwiereg ass, wéi dat an där Zäit virdrun de Fall war.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Minister. Lescht Fro ass déi vum honorabelen Här Bettel an déi adresséiert sech un den Här Innenminister. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Lauschtert emol, Här Mehlen an Här Boden, maacht dat an engem private Gespréich aus. Den Här Bettel huet elo d'Wuert.

- Question N°228 du 20 novembre 2007 de M. Xavier Bettel relative aux nominations du personnel enseignant au niveau des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech wollt eng Fro stellen iwwert d'Interpretatioun vum neie Gesetz iwwert d'Nominatioune vum Personal an de Gemengen. Et steet elo nämlech am Text, dass d'Presentatioun vun de Kandidaten an d'Désignatioun à huis clos stattfannen. D'Fro stellt sech jo awer bei der Nominatioun vu Kandidaten - ënner anerem beim Schoulpersonal, awer net nëmmen -, dass déi jo awer per Vote secret gestëmmt ginn.

Do gëtt et eng Fro, déi sech stelle kann. Verschidde Gemenge wëssen net, wéi een dat soll interpretéieren, ob een elo à huis clos kann e Vote à main levée maachen, ausser zum Beispill e Conseiller géif e Vote secret froen, oder ob ee muss e Vote secret écrit maachen, well et schonn à huis clos ass, dann automatesch och secret ass.

Dat heescht, Här President, ech wollt dem Här Minister d'Fro stellen, ob an der Gemeng bei all Plaz e Vote secret papier muss gemaach ginn, oder ob e Vote à main levée duergeet, well déi Sitzung souwisou à huis clos ass.

A wann d'Regel wär, datt et à main levée wier, wann e Conseiller géif froen, ob een dat da par vote secret kéint maachen, dann och de Conseil sech misst dorun halen, ob dat net eng Richtung wier op jidde Fall, déi ganz vill Gemenge géif arrangéieren.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro, déi den Här Bettel hei opwërft, déi betrëfft den Artikel 19 Alinea 3, wou da gesot gëtt, wéi eng Décisiounen à huis clos geholl ginn an de Gemengen. Do gëtt geschwat vu Presentatioune vu Kandidaten, Nominatiounen op Posten, Promotiounen, Demissiounen an Disziplinarstrofen, déi mussen all à huis clos geholl ginn. Mä deen Artikel muss een zesumme mam Artikel 32 liesen. An am Artikel 32 steet, dass musse Votë geholl gi par bulletins non signés. Bulletins non signés heescht also, dass ee muss e Vote secret maachen, an do gëtt sech beruff op d'Nominatiounen an d'Propositioune vu Kandidaten. Dat heescht, d'Nominations provisoires an définitives an och d'Propositioune vu Kandidate musse mat engem Vote secret geholl ginn.

All déi aner Saachen, déi nach bleiwen, dat hescht d'Promotioune vu Leit, Demissiounen oder Disziplinarstrofen, déi musse souguer ouni Vote secret geholl ginn. Dat ass dat Zweet.

Dat Drëtt ass: Wann et och e Huis clos ass a wann et och e Vote secret ass, kann een awer seng Meenung soen. Et däerf ee just net soen, wat ee stëmmt, mä et kann een awer d'Saach öffentlech diskutéieren. Mir hunn dat Ganzt à huis clos gemaach, fir d'Diskretioun ze halen, well et net gutt ass wann op der Place publique privat Situatiounen diskutéiert ginn.

Duerfir mengen ech, d'Situatioun wär an deem Sënn kloer. Mer haten och eng Circulaire un d'Gemenge gemaach den 13. Mäerz 2007 - mengen ech, wann ech dat richteg nogekuckt hunn -, wou déi Saachen am Detail drastinn.

Et ass komplex, Dir hutt Recht, mä d'Situatioun ass awer kloer.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun dësem Punkt vun eisem Ordre du jour ukomm. Mir kommen elo zur Deklaratioun vum Här Ausseminister iwwert de Friddensprozess am Noen Osten an iwwert de Kosovo, dëst no der Réunioun vum Conseil «Affaires générales et Relations extérieures». Uschléissend bezitt d'Chamber Positioun dozou.

D'Presidentekonferenz hat virgeschloen, fir dem Här Ausseminister zéng Minutten zouzegestoen. Hie freet awer eng Véierelstonn.

Ass d'Chamber mat där Demande vum Här Ausseminister d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

5. Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le processus de paix au Moyen-Orient et sur le Kosovo à l'issue du Conseil «Affaires générales et Relations extérieures» (CAGRE), suivie d'un débat

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt soen ech Iech Merci, dass mer eis an esou engem kruziale Moment fir déi zwee wichteg Problemer, déi eis jo alleguerten uginn, e wéineg Zäit kënnen huelen, fir doriwwer ze schwätzen.

Ech fänken u mam Noen Osten. Gëschter ware mer als Ausseministeren zu Bréissel zesummen an hunn eis ganz intensiv beschäftegt mat där internationaler Konferenz, déi stattfanne wäert de 26./27. November zu Annapolis an déi och elo - Dir wäert dat gesinn an der Press an an de Medien - d'Annapolis-Konferenz genannt gëtt. D'Zil dovunner ass et, fir eng Relance fäerdeg ze brénge vun de Friddensgespréicher tëschent Israel a Palästina.

D'Situatioun ass - d'Fransouse géife soen - changeante. D'lescht Woch war et nach guer net sécher, ob déi Konferenz kéint stattfannen. Enn der Woch ass et awer elo fixéiert ginn, dass op jidde Fall haut d'Invitatiounen erausginn. Mä dat ka sech nach selbstverständlech am Laf vun den Deeg änneren.

En Échec, dat ass gëschter vun alle Kolleege gesot ginn, wier eng Katastroph. Do géife mer hannert de Status quo zréckfalen. Dat muss verhënnert ginn. Duerfir vläicht eng kuerz Analys vu menger Säit, wéi mer elo dostinn.

Fir d'éischt, wien ass invitéiert? Ech mengen, do geet et un, an dat ass terribel wichteg. Dir wësst, dass den amerikanesche President déi Propositioun gemaach huet, an dass d'Madame Rice wäert de Lead hu vun der Konferenz. D'Israelië sinn do. D'Palästinenser sinn do. D'arabesch Welt ass do; d'Ligue arabe mat verschiddene Staten. Kruzial ass selbstverständlech Saudi-Arabien. Kruzial ass och, awer à un degré manner, Syrien. Dernieft sinn derbäi déi P5-Staten, d'Europäesch Unioun an dann och d'Länner, déi alleguerten am G8 sinn.

Elo gëtt et eng Pré-Annapolis-Zäit, déi elo ass, et gëtt Annapolis selwer, an et gëtt Post-Annapolis.

Wat een elo ka soen, wou am Pré-Annapolis d'Schwieregkeete sinn, dat ass fir d'éischt Saudi-Arabien. Et wier déi éischte Kéier, dass d'Saudië géifen nieft den Israelië sëtze ronderëm een Dësch. An de leschte Jorzéngte war dat net méi de Fall. Mir kennen d'Influenz vun de Saudien um politesche Plang, och um finanzielle Plang an där Regioun. Et ass also e ganz, ganz wichtege Facteur, deen do spillt.

Déi zweet Saach ass, dass d'Ligue arabe a Saudi-Arabien nëmme wäerte kënnen deelhuelen, wann d'Israelien et fäerdeg bréngen, fir eng Deklaratioun ze maachen, dass d'Siedlungspolitik gestoppt gëtt. D'Chance besteet. De Premierminister Olmert huet sech engagéiert. Dat ass net evident.

Wann ee kuckt, nach am leschten Oktober huet den Avi Dichter - dat ass de Minister fir d'Sécurité publique - gesot, dass tëschent Jerusalem an dem Ma'ale Adumim - dat ass de Secteur E1, deen tëschent Jerusalem läit an eben de palästinensesche Gebidder - soll de Quartier général komme vun der Polizei vu Judäa a Samaria. Dat wieren natierlech Développementer, déi géife carrément derzou bäidroen, dass déi Konferenz net géif stattfannen. Nëmmen ee Stopp vun de Kolonië virun Annapolis bréngt et mat sech, dass d'Ligue arabe kéint un där Réunioun deelhuelen.

Den ägyptesche President Mubarak huet sech haut gesi mam Premierminister Olmert. Dat war e positive Meeting, wéi ech gelies hunn. De Mubarak huet och selwer deklaréiert, dass hie bereet wier fir an Israel ze goen, wat e ganz, ganz wichtegt Zeeche wier. De Mubarak war fir d'lescht 1995 an Israel, wéi de Rabin begruewe ginn ass.

Een neien Obstacle allerdéngs, musse mer wëssen, ass elo praktesch aus heiterem Himmel komm an eigentlech provozéiert ginn och vun der Knesset. Dat ass d'Definitioun vum Stat Israel. Dat heescht, dass Israel soll de Stat si vum Judentum. Wann dat esou de Fall wier, da géif natierlech d'palästinensesch Säit - an dat mécht se elo schonn - ganz staark Bedenken hunn, wat d'Retourë vun de Réfugiéen ugeet. Dat ass eng Fro, déi an Israel de Moment ganz héichgespillt gëtt, an déi d'Palästinenser mat grousser Wahrscheinlechkeet an där Form do net kënnen akzeptéieren.

E positiivt Zeechen ass, dass de President Abbas jo 1.000 Prisonnéier gefrot huet, déi solle libéréiert ginn. Si sinn elo op 450 ëmmerhin. Ech mengen, dat ass e positiivt Zeechen.

Zu Annapolis si fënnef Schlësselelementer, déi wäerten diskutéiert ginn:

D'Haaptstad vu Palästina. Dat ass machbar, wann ee kuckt, Jerusalem kéint an zwee gedeelt ginn.

D'Grenze vum palästinensesche Stat. Dat missten d'Grenze si vun 1967.

De Retour vun de Réfugiéen ass dee schwéierste mënschleche Problem. Mä et ass awer och net ondenkbar, dass een do zu eppes kënnt.

An dann, Dir wësst, dass de President Abbas zwee Punkten derbäigesat huet. Dat ass d'Waasser engersäits, an et ass de Stopp vun de Kolonien. Derbäi kënnt d'Sécherheet. An - dat ass op jidde Fall déi Positioun, déi ech gëschter zu Bréissel och nach eng Kéier vertrueden hunn - Gaza.

Gaza däerf net ausgeschloss ginn. Gaza ass ee ganz, ganz klenge Sträife Land, wou 1,4 Millioune Leit liewen, wou déi krank Leit de Moment lues awer sécher stierwen, well se keng Medikamenter kënne kréien a well se keng Hëllef kréien, well se net kënnen aus Gaza erauskommen. Dat musse mer wëssen. Dat ass en horrende Problem um mënschleche Plang.

Déi jonk Leit: De Chômage ass op Plazen do 80%. Jonk Leit ginn an d'Hänn vun den Extremiste gedriwwen. No den Extremisten an där Regioun komme jo d'Terroristen. Da wësse mer, wat fir Konsequenzen dass dat huet.

Annapolis ass en Owendiessen, an et ass eng Réunioun vun engem Dag, wou ongeféier 40 Länner wäerten intervenéieren. Et soll och eng Réunioun vum Quartett sinn an där nämlechter Zäit. Fir d'Palästinenser ass Annapolis net nëmmen een Ufank, mä Annapolis muss eng Dynamik sinn. Eng Dynamik, déi begleet gëtt vun der internationaler Communautéit mam Zil, fir e Friddensvertrag ofzeschléissen.

Déi Konferenz oder dee Prozess - loosse mer esou soen -, dee Mechanismus däerf och an den Ae vun de Palästinenser net onendlech daueren - esou wéi den Oslo-Prozess onendlech laang gedauert huet -, mä si gi sech eng Zäit vun dräi bis fënnef Méint.

Fir d'Israelien - dat musse mer och kloer gesinn - ass dat doten net de Fall. Dat huet och d'israelesch Ausseministesch zu Lissabon viru 14 Deeg gesot. Fir si sinn d'Verhandlunge virun allem Verhandlunge vu bilateraler Natur tëschent Israel an de Palästinenser, an et ass net e Mechanismus. Hei mussen d'Divergenze sech nach apendelen.

Mä d'Europäesch Unioun engagéiert sech ganz staark mat hirem Aktiounsplang. Dir wësst, en Aktiounsplang fir um politesche Plang, um ekonomesche Plang - a wann ech ekonomesche Plang soen a Palästina, heescht dat soziale Plang - virunzekommen.

Mir bezuelen als Europäesch Kommissioun eng ronn 500 Milliounen am Joer. Dat ass den Niveau, wou mer eis elo agependelt hunn, plus dann nach ongeféier 500 Milliounen, déi vun de State kommen, esou dass eng Milliard Euro bezuelt gëtt vun Europa, virun allem u Gaza.

Ech hoffen, dass, wann Annapolis eppes gëtt, dann och en Déclic kënnt an de Golfstaten. Mir wëssen, dass de Pëtrol jo net méi dee bëllegsten ass. An do sinn onerhéiert Reserven, déi géréiert gi vun de Golfstaten-Länner. Do muss och wierklech een Deel kënnen ofgezweigt ginn, fir eben ze hëllefen. Net dass d'Europäer eleng déi sinn, déi bezuelen. Dir wësst, d'Europäer si vill méi staark Payeuren, wéi d'Amerikaner. Mä mir wëssen, dass selbstverständlech an deem Gebitt d'Influenz vun den Amerikaner ganz, ganz grouss ass.

Ech wollt, Här President, well ech mech un d'Zäit halen, nach soen, dass et selbstverständlech dann e Post-Annapolis gëtt, wat héchstwahrscheinlech dat wichtegst wäert sinn. Et ass virgesinn, fir erëm eng zweet Konferenz am Fréijoer - am Februar ongeféier - anzeberuffen an dann ze kucken, wéi een doranner virukënnt.

Als Konklusioun géif ech soen: Riseg Erwaardunge ginn un Annapolis gestallt. Dat ass eng riseg Responsabilitéit fir all déi, déi deelhuelen; selbstverständlech och fir d'Europäesch Unioun. Et ass schwéier, ganz schwéier, mä et ass jouable. Et ass gëschter och duerchgeklongen zu Bréissel, dass et jouabel ass, ënnert där Konditioun, dass d'Extremisten op béide Säiten net iwwerhandkréien an den Négociatiounen a selbstverständlech och an den Interferenzen.

Dann ouni Transitioun an de Kosovo. Dat war gëschter deen zweete Punkt.

Iwwregens wëll ech Iech soen, dass mer och den irakeschen Ausseminister bei eis haten. Ech wëll elo net dovunner nach schwätzen, soss géif et ze laang ginn. Mä dat war och e ganz, ganz wichtege Punkt.

A selbstverständlech och - dat wëll ech soen - Afrika, wou mer op enger Schinn sinn elo, dass dee Sommet stattfënnt. Dat Eenzegt, wat nach ënner Parenthèse steet, ass wierklech wann de President Mugabe géif kommen, dass dann de Premierminister

Brown net géif deelhuelen a kee Member vun der englescher Regierung. Mä all déi aner Statschefe sinn zu Lissabon. Ech mengen, wann Der dee Pabeier gesinn hutt, och mat deenen aacht Punkten, déi wierklech wichteg sinn, ass dat ganz positiv.

Zum Kosovo. Mir hu gëschter den Ambassadeur Ischinger nach eng Kéier héieren; elo fir d'drëtt oder fir d'véiert. Dir wësst, dass den Ambassadeur Ischinger een Däitschen ass, deen Europa vertrëtt an der Troika, wou nach ee russeschen an een amerikaneschen Ambassadeur derbäi sinn. Déi Troika huet als Missioun, fir ze kucken, dass d'Kosovaren an d'Serbe matenee verhandelen, fir sech op eng Léisung kënnen eenzesetzen.

All Land huet gëschter seng Positioun zum Beschte ginn. Ech wëll lech hei vläicht e puer Konsequenzen dorauser matdeelen an zur Diskussioun stellen.

Dat Éischt ass: Et besteet nach e ganz klenge Quäntchen Hoffnung. Et bleiwen dräi Wochen. Dee Quäntchen Hoffnung däerf een net opginn. Dat seet net nëmmen den Här Ischinger, mä dat soen och praktesch d'Länner allerguerten, dass een déi dräi Wochen all Minutt muss notzen, fir de Serben an den Albaner ze soen, dass se wierklech déi Chance sollen ergräifen, fir eng Léisung ze fannen.

D'Troika fonctionnéiert besser wéi et erwaart ginn ass, an an där Troika sinn eigentlech och all Méiglechkeete bis dato ausgeschöpft ginn - leider bis elo ëmmer mat enger negativer Äntwert. D'Autonomie large, dat ass dat, wat d'Serben de Kosovaren ugebueden hunn, ass refuséiert ginn. D'Indépendance surveillée vum Ahtisaari ass refuséiert ginn. Den Hongkong-Modell ass proposéiert ginn, mä ass refuséiert gi vun de Kosovaren.

An da kënnt eppes Véiertes, dat verstinn nëmmen Diplomaten, mä et gëtt eppes an der Diplomatie, dat heescht een Accord iwwer en Désaccord.

(Interruption et hilarité)

Neen, ech si keen.

Also, dat ass en Accord iwwer en Désaccord. An duerch deen Accord iwwert den Désaccord war ee Moment d'Chance do, dass d'Russe géife matzéien, an da wiere mer ongeféier op deem Punkt gewiescht, wéi et war uganks den 90er Joren tëschent der Bundesrepublik Däitschland an der Däitscher Demokratescher Republik, an där Zäit, wou nach gemengt ginn ass, déi zwee State kéinten niewentenee liewen. Een Accord iwwert den Désaccord ass also och net méiglech zu dësem Zäitpunkt, well an der Troika d'russesch Säit net d'accord war, fir déi Propositioun als Troika ze maachen.

Nun, d'Négociatiounen - Dir wësst dat, Dir hutt d'Zeitung gelies - sinn haut erëm voll amgaangen. Och deen héchstwahrscheinlech neie Premierminister Hashim Thaçi ass do. Den Här Boris Tadiç, President vun de Serben a Representant vun de Serben, an den Här Vojislav Koštunica, Premierminister vun de Serben, sinn zu Bréissel. Et gëtt also verhandelt.

Zu Wien ass och eng ganz Woch eng Plaz reservéiert, fir kënnen Enn November nach eng Kéier ze verhandelen, wann dat méiglech ass.

Fest steet, léif Leit, dass mer nom 10. Dezember zréck ginn an de Conseil de Sécurité. Et steet fest, dass also de Conseil de Sécurité zu New York mat grousser Wahrscheinlechkeet virum Dezember nach eng Kéier saiséiert gëtt mat der Problematik a mat dem Rapport selbstverständlech.

Et ass ze fréi haut, an ech wëll dat och net maachen, all Hypotheesen duerchzegoen, well soss ass ee liicht tentéiert, sech op ee Bord ze schloen. Mä nom 10. Dezember musse mer an der Europäescher Unioun eng gemeinsam Démarche behalen, schonn eleng aus Respekt virun deem Traité, dee mer eis ginn hunn, wou mer jo soen, dass mer eis géifen engagéieren, eng gemeinsam Aussepolitik an der Europäescher Unioun ze maachen. Dat ass net einfach, mä dat ass awer och machbar.

Ech kann lech soen, dass verschidden Delegatiounen, ouni se elo ze nennen - Dir kennt se vläicht, wann Der lech derfir interesséiert -, selbstverständlech - dat muss ee respektéieren - aus historesche Grënn, aus Grënn vun enger geographescher Nähe immens Problemer domadder hunn, wat eventuell geschéie kéint nom 10. Dezember, wann een un eng Onofhängegkeet vum Kosovo géif eventuell denken. Nun, nom 10. Dezember muss d'gemeinsam Démarche vun deene 27 net absolut honnertprozenteg identesch, mä koordinéiert sinn.

Här President, mir mussen - an dat ass de Moment ganz wichteg - Drock maachen als Unioun souwuel op Belgrad wéi op Priština, fir dass keng Mouvementer geschéien, déi kënne geféierlech ginn an déi kënnen zu Onstabilitéit féieren.

Direkt nom 10. Dezember - ech hunn et scho gesot - ass de Conseil de Sécurité zu New York saiséiert. Och do däerfe keng Elenggäng geféiert ginn, vu kenger Säit. Mir wëssen, dass d'Fro vum Statut, dat ass fir mech evident, net ka weider opgeschubst ginn. D'Fro vum Statut vum Kosovo muss geléist ginn, well een Opschubse vun där Fro ass a mengen Aen net méiglech. Wann een dat mécht, da geet ee ganz, ganz grouss Risiken an, dass et zu groussen Onstabilitéite kënnt.

Mir mussen also kucken, an där schwiereger Fro eng koordinéiert Positioun ze kréien an der internationaler Communautéit, wëssend, dass jo Russland eng Position à part wäert hunn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Zu der Lëtzebuerger Regierung. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hu gesot, jiddfereen huet seng Positioun dohinnergeluecht. Ech fir mäin Deel hunn am Numm vun eiser Regierung gesot, éischtens emol, dass de Kosovo selbstverständlech net eleng eng Fro ass vu Statut. Et ass och eng grouss mënschlech Fro. Grad wéi Gaza ass et eng grouss mënschlech Fro. Do wunnen zwou Millioune Leit. 60% vun deene Leit si Chômeuren. Do ass vill pickegen Drot. A 50% vun der Populatioun hu manner wéi 25 Joer. Do gesitt Der déi Explosivitéit, déi Dynamik, déi doranner läit.

Zweete Punkt, Här President, dat ass, dass bis den 10. Dezember de Lëtzebuerger Ausseminister, d'Lëtzebuerger Regierung Verfechter ass vun der EU-Linn, déi mer eis ginn hunn, fir all Effort ze maachen, dass et an der Troika kann zu engem Resultat kommen, an nom 10. Dezember wäerte mir als Lëtzebuerger aktiv hëllefen um finanzielle Plang, fir d'Sécherheet vum Kosovo, fir d'Rechtsstaatlechkeet vum Kosovo ze garantéieren.

Ech géif ofschléissen, wann Der wëllt, Här President, mat enger duebeler...

M. le Président.- Dir musst zum Schluss kommen, Här Asselborn!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Ech géif ofschléisse mat enger duebeler Appréciatioun.

Dat Éischt, dat ass: Der Stabilitéit, dem Fridden, der Dignitéit, de Mënscherechter iwwerall an Europa eng Chance ze ginn, ass d'Aufgab vun der Europäescher Unioun. Dat heescht, de Konflikt ze verhënneren am Kosovo, a Serbien, um Balkan. De Friddensprojet Europäesch Unioun huet jo een Haaptzil, nämlech de Fridden ze stabiliséieren.

Dat Zweet, dat ass, de Kosovo wéi Serbien an aner Länner um Balkan musse bewise kréien, dass d'Europäesch Unioun Wuert hält. D'Europäesch Unioun huet 2003 deene Länner alleguerten eng europäesch Perspektiv ginn, an déi muss agehale ginn. Mir wëssen alleguerten, dass de Kosovo e Puzzle ass um Balkan, dee bekanntsten, deen et gëtt, net deen eenzegen; allerdéngs ass de Kosovo een entscheedende Puzzle um Balkan. Duerfir sinn déi kommend Wochen aussepolitesch extrem wichteg a sinn och innereuropäesch vu grousser Bedeitung wéi selbstverständlech och aussereuropäesch.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'léif Leit hei an der Chamber hunn lech ganz intensiv nogelauschtert an duerfir komme mer elo zur Diskussioun.

(Interruption)

Ech hunn d'Wuertwiel vum Här Ausseminister iwwerholl. Mir kommen dann zur Diskussioun vun där Debatt hei.

Den Här Ben Fayot als President vun der aussepolitescher Kommissioun huet als Éischten d'Wuert.

Débat

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, als President vun der aussepolitescher Kommissioun begréissen ech, dass d'Chamber direkt een Dag no engem wichtege Conseil «Affaires générales Relations extérieures» zu Bréissel vum Ausseminister informéiert gëtt an och d'Geleeënheet huet, dorop ze reagéieren.

Den éischte Punkt, deen den Ausseminister behandelt huet, betrëfft de Friddensprozess zwëschent Israel a Palästina. Mir wëssen, dass déi Konferenz zu Annapolis entscheedend ka sinn; si muss et awer net sinn. Hoffentlech gëtt et net e grousse Spektakel, wou näischt hannendru kënnt!

Mä Virbereedungen an och Hoffnunge sinn natierlech eemoleg. Besonnesch, well esou vill Partner, déi Feinde bis elo waren, sech un engem Dësch zesummen treffen, fir iwwert de Friddensprozess ze schwätzen. Et ass also ze hoffen, dass dëse Prozess weidergeet an dass en och zu engem gudden Ofschloss ka kommen.

Ech wollt awer besonnesch e Wuert iwwert de Kosovo soen, well d'Réunioun vun den europäeschen Ausseministere war déi lescht virun deem berühmten 10. Dezember, wou de Bericht vun där Kontaktgrupp soll ofgeluecht ginn a wou et sech méiglecherweis décidéiert, ob de Kosovo seng Onofhängegkeet eesäiteg deklaréiert.

Firwat beschäftege mer ons esou intensiv mam Kosovo? Et geet do ëm net méi an net manner wéi ëm de Fridden um Balkan an implizit natierlech ëm de Fridden an Europa.

Et geet och dorëm, ze wëssen, ob Russland e Partner bleift oder net, oder ob Russland amgaangen ass, en neien Imperium opzeriichten a sech als eng nei Weltmuecht wëllt profiléieren.

An et geet och dorëm, ze wëssen, ob Europa capabel ass, seng eege Problemer ze léisen, ouni elo déi Problemer vum Conseil de Sécurité oder vu Groussmuechten ausserhalb vun Europa léisen ze loossen.

Fir dee Fridden ze erhalen, mussen d'Länner vun der Europäescher Unioun mat Russland all Effortë maachen. Duerfir muss d'Europäesch Unioun zesummebleiwen.

Et ass wichteg, dass d'Europäesch Unioun zesummebleift an dass se eng Positioun huet. Kee Bierger an der Europäescher Unioun géif verstoen, wann d'Europäesch Unioun et net fäerdeg géif bréngen, zesummenzebleiwen. Alles, wat mer vun de Bierger héieren, ob dat jonk Leit sinn oder eeler Leit, dat ass, dass d'europäesch Aussepolitik als eppes äusserst Wichteges, als ee vun de wichtegsten Elementer vun der europäescher Politik tout court gesi gëtt.

A wann dann en Opsplécken zwëschent Länner fir oder géint d'Eegestännegkeet/d'Onofhängegkeet vum Kosovo géif entstoen, dat wär ganz einfach fatal fir d'Crédibilitéit vun der europäescher Aussepolitik. Russland muss un enger Léisung matsichen. Mä soulaang wéi Russland Serbien a senger Haltung bekräftegt, fanne mer do keng Léisung.

Da stellt d'Fro sech schlussendlech: Soll dann elo de Kosovo onofhängeg ginn oder net? Dat ass eigentlech eng absurd Fro an enger Zäit vun der Globaliséierung, wou mer ons als Europäer zesummefannen, a wou och déi eenzel Natiounen u Gewiicht verléieren. Och de Kosovo ka seng formal Onofhängegkeet deklaréieren, e brauch awer och weider international Hëllef. E muss sech an Europa aschreiwen. Dofir, nach eng Kéier, war de Plan jo vum Här Ahtisaari deen eenzeg richtegen an dee beschten. Méi eppes Gescheites wéi dat, wat den Här Ahtisaari gesot huet iwwert de Kosovo, ass bis elo nach net fonnt ginn.

Hëllef brauch de Kosovo souwisou, ob en elo formal onofhängeg ass oder net. Dofir, mat allem Respekt fir de Wëlle vun den albanesche Kosovaren, wäert eng eesäiteg Onofhängegkeetserklärung, souguer ënnerstëtzt vun der EU oder vun Deeler vun der EU, näischt bréngen, wéi Sträit um Balkan, also nationalistesch Ausbréch. A virun allem Nout a Misär fir d'Mënschen, Chômage, Onsécherheet, Duerchernee wäerte weider grasséieren.

Dofir, Här President, ënnerstëtze mir op jidde Fall all Effortë vun der internationaler Gemeinschaft a besonnesch vun der Europäescher Unioun, fir dass dat net geschitt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kosovo a säi Statut beschäftegen eis scho laang. A si wäerten eis wuel och nach eng Zäit weider beschäftegen.

No de Parlamentswahle sinn zwou Saachen definitiv kloer. Déi eng ass, datt déi iwwerwältegend albanesch Populatiounsmajoritéit näischt aneschters wéi d'Onofhängegkeet ustrieft, an dat léiwer haut wéi muer. Déi aner ass, datt et beim serbeschen Institutiounsboykott am Kosovo bleift, esou datt iergendwéi eng Zort vu Rapprochement tëschent Albaner a Serbe wuel kaum eng realistesch Perspektiv ass. Domat gëtt fir déi definitiv Statuserklärung vum Kosovo näischt méi einfach.

Ech hunn et kierzlech eréischt op dëser Tribün gesot: Egal wéi haart gepriedegt gëtt, de Kosovo wier en eenzegaartege Fall a géif sech net als Précédent eegnen, et riskéiert am Fall vun der Onofhängegkeet nawell e Präzedenzfall ze ginn.

Eenzegaarteg am Kosovo als potenziell neie Stat ass schliesslech nëmmen, datt en zënter aacht Joer ënner UNO-Verwaltung steet. Aner esou Territorien, déi och gär onofhängeg wieren oder géifen, hu fir de Rescht genausou vill Usproch dorobber, wéi de Kosovo.

Grad um West-Balkan ass d'Amputatioun vu Serbien ëm eng Provënz, déi iwwerhaapt keng Geschicht vun enger eegener Staatlechkeet huet, keen harmlosen Exercice. Et steet ze befierchten, datt no esou enger Operatioun a Bosnien-Herzegowina all Dreem nees kéinten aktuell ginn, virun allem déi vun engem Uschloss vun der Serbescher Republik a Bosnien un de serbesche Stat. Domadder wier net onbedéngt vill gewonnen.

D'Ausseministere vun der Unioun sinn zu Bréissel net onendlech wäit virukomm a Saache Kosovo, wat eigentlech keen dierf verwonneren. Eng allsäits akzeptabel Regelung vun der Statusfro géif schliesslech vun der Kompromëssbereetschaft tëschent Kosovaren a Serben ofhänken. An déi ass nun emol net ginn.

Et bleift net méi allze vill Zäit bis zum 10. Dezember, wann d'Statusverhandlunge sollten ofgeschloss ginn. Den Hashim Thaçi, dee wuel neie Premier am Kosovo, huet kloergemaach, datt de Kosovo zwar wëllt dës Deadline ofwaarden, éier eng Décisioun iwwert d'Onofhängegkeet soll geholl ginn, mä dobäi geet et wuel méi ëm d'Form, wéi ëm de Fong. Mir mussen eis drop astellen, datt kuerz nom 10. Dezember eng Onofhängegkeetserklärung vum Kosovo an d'Haus steet. D'Europäesch Unioun muss deemno alles drusetzen, mat hirer ganzer Influenz um West-Balkan, datt esou eng Deklaratioun net zu anere Bewegungen an där Regioun féiert, déi wäitreechend Konsequenze kéinten hunn.

Ni, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, war e konsequenten europäeschen Engagement um Balkan esou néideg wéi elo, fir datt roueg bleift, wat eréischt e puer Joer roueg ass! Wann d'Europäesch Unioun en neie Chaos um Balkan wëllt évitéieren, muss si d'Saach ganz eleng an d'Hand huelen. Dat heescht awer och definitiv d'Illusioun opginn, eng Léisung am Kader vun de Vereenten Natiounen ze fannen.

Dat heescht awer och, datt d'Europäesch Union där neier politescher Führung zu Priština kloermécht, datt eng Unerkennung vum Kosovo och e Präis huet. Si muss iwwerwaacht sinn an dierf keng nei Grief opmaachen zu Serbien, well d'Europäesch Unioun ka sech net nëmmen ëm d'Schicksal vum Kosovo këmmeren, mä muss sech och ëm d'Schicksal vu Serbien këmmeren.

En anert Thema beim Conseil vun den Ausseministere war déi geplangten No-Ost-Konferenz zu Annapolis, obwuel fir déi Konferenz nach keen definitiven Termin feststeet an och nach net gewosst ass, wien definitiv drun deelhuele soll. Och wann eng ganz Partie arabesch Staten eng Invitatioun wäerte kréien, dorënner och Syrien, ass et séier positiv, datt souwuel Israel wéi och déi Palästinensesch Autoritéit sech konsequent op dee Rendez-vous virbereeden. Béid Säiten huelen déi Konferenz eescht, déi soll éischt Etappen um Wee zu enger definitiver Friddensléisung am Noen Oste ginn. Israel a Palästina, awer och déi arabesch Noperstaten, wëssen, wat um Spill steet.

Et ka gutt sinn, datt Annapolis esou zimlech déi lescht Chance ass, fir zu enger ëmfassender Regelung vum Konflikt am Noen Osten ze kommen. Esou eng Regelung - an den Ausseminister huet et virdru gesot - betrëfft net nëmmen Israel an d'Palästinenser, si muss och Saudi-Arabien, de Libanon, Syrien ëmfaassen, Jordanien an Ägypten implizéieren, an doriwwer eraus an der Regioun akzeptabel sinn.

Eng wesentlech Roll fält niewent Saudi-Arabien dobäi Syrien zou. Syrien, deem seng Golan-Héichte vun Israel besat sinn, wat am Libanon en determinanten Afloss op d'Politik an d'Milizen ausübt, an dat sech an enger am Fong widdernatierlecher Allianz mam Iran befënnt, fir am Libanon bestëm-

mend ze bleiwen. All déi Facteure maache Syrien zu engem kruzialen Acteur an engem nei beliefte Friddensprozess. D'EU muss duerfir alles drusetzen, datt Syrien un der Konferenz vun Annapolis deelhëlt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech mengen, et ass och wichteg, datt, och wann Annapolis an Amerika läit, dach villes an deenen nächste Wochen dovun ofhänkt, datt d'Europäer hir diplomatesch Roll an aller Däitlechkeet iwwerhuelen. D'Konfliktregioun ass a bleift den Noper vun Europa am Mëttelmierraum. Keng europäesch Mëttelmierpolitik, déi hiren Numm verdéngt, kënnt op Dauer ouni Fridden am Noen Osten aus.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wier alles esou einfach, wann d'Leit et géifen esou maachen, wéi mir als Lëtzebuerger an als Europäer et gesinn. Dat ass leider net esou; net am Mëttleren Orient an och net am Kosovo, fäerten ech.

Iwwert de mëttleren Orient: Ech hunn der Analys vum Ausseminister näischt bäizefügen. Ech mengen, dat ass absolut ze deelen. Et kann ee just d'Hoffnung ausdrécken, datt déi Schrëtt, déi do ënnerholl gi sinn, eppes bréngen.

Eppes wëll ech awer ubréngen, dat ass déi Situatioun am Gaza. Wann een eng Kéier am Gaza war, da weess een, wéi exécrabel a wéi hoffnungslos datt déi Situatioun ass. Op engem Territoire, deen héchstens d'Gréisst huet vun e puer Lëtzebuerger Kantonen, liewe bal zwou Millioune Leit, an dat a Konditiounen, wou „Perspektiv" wierklech e Friemwuert ass.

Et geet net, datt een déi Leit mat hirer Nout eleng léisst, och wann eng Hamas deen Territoire do de Moment regéiert. Och wann déi Hamas-Leit aus der Siicht vun der Europäescher Unioun Gelungener sinn - dat deele mer alles -, gëtt et keen Argument, fir deenen déi humanitär Hëllef ze verweigeren, déi se brauchen. An do mussen nach Circuitë bestoe bleiwen am Dialog och mat Leit, deenen een de prime abord net wëllt begéinen. Ech hoffen, datt do alles gemaach gëtt, fir datt déi Situations de détresse net mat Indifferenz quittéiert ginn.

Zweetens de Kosovo. Am einfachste wier et jo, wann déi nei gewielte Regierung sech géif e bëssen erafillen och an d'Problemer, déi déi aner mat hinnen hunn. Normalerweis wann esou vill an enger Géigend gemaach gëtt a sech esou vill mat enger Géigend befaasst gëtt, da misst een am Fong soen, si hätte Chance, datt sech esou vill ëm si gekëmmert gëtt. An et gëtt sech och ganz vill am positive Sënn ëm de Kosovo gekëmmert. Och do ass d'Situation économique exécrabel: Iwwer 50% hu keng Aarbecht.

Déi politesch Äntwert vun deene meeschten dorobber ass relativ einfach - a mengen Aen e bëssen ze einfach: De Problem gëtt ëmmer der Absence vun engem Statut zougesprach. Ech mengen, et ass awer e bësse méi komplizéiert trotzdeem. Et ass näischt, wat bis elo de Kosovo-Albaner an de Kosovo-Serbe verbueden huet, fir eppes opzebauen an där Phas, wou hire Statut nach net kloer war.

Ech wollt ee Wuert soen zu de Standarden. Et ass jo ëmmer gesot ginn, fir d'éischt mussen d'Standarde stëmmen, an da kann een iwwert de Statut schwätzen. Heiansdo gi mer och e bëssen arrogant un déi Standarden erun.

Wann een do zum Beispill de leschten UNO-Rapport hëlt, da kréien d'Kosovo-Albaner am Fong de Virworf gemaach, datt se nach keen Ombudsmann ernannt hätten. Si missten dat dréngend nohuelen. Wann ee weess, wéi vill Jorzéngten datt bei eis den Ombudsmann an der Diskussioun war, kann ee sech nëmme wonneren, datt déi Länner do gesot kréien: Elo muss dat awer kommen, well dann erfëllt Der d'Standarden! Et wier awer ni engem agefall, fir ze soen, Lëtzebuerg géif d'Mindeststandarden net respektéieren.

Ee Wuert iwwert de CAGRE, de Conseil «Affaires générales et Relations extérieures» vu gëschter: Et ass eng Wett op d'Zukunft, en Hoffen an Zidderen. Wéi gesot, mir kënnen nëmme baangen an hoffen, datt dat net antrëtt, wat déi meescht fäerten, well ech fäerte ganz, dann ass et mat der Eenheet vun der Europäescher Unioun net méi esou wäit hier.

Den Ausseminister ass de Chef vun den Diplomaten, och wann hie seet, hie wier keen Diplomat. Mä als Chef vun den Diplomate weess hien awer och, wat d'Diplomate soen. An déi, déi hanner virgehalener Hand schwätzen, wa se mengen, et géif keen hinnen nolauschteren, an ënnert der Protektioun vum Anonymat, déi wëssen awer, datt et nom 10. Dezember riskéiert, ganz schnell ze goen, datt dann d'Vereenegt Staten de Kosovo unerkennen, datt e grousst Land, e grousst Nopeschland wahrscheinlech direkt wäert nozéien, an dann ass net méi vill Zäit, fir ze beroden. Dann ass d'Eenheet vun der Europäescher Unioun net méi ginn, an da muss relativ schnell gehandelt ginn.

Fir Lëtzebuerg gëtt dat do net einfach. Ech soen Iech och firwat. Et kann een als Fransous iwwert de Kosovo schwätzen, esou wéi d'Fransouse schwätzen. Mir kënnen net grad d'selwecht doriwwer schwätzen. Mir kënnen och vläicht net esou schwätze wéi d'Spuenier, déi extrem reservéiert sinn, wat en Entgéintkomme vis-à-vis vun de Kosovo-Albaner hirem Wonsch ugeet.

Well mat wat fir engem Recht kënne mir iwwer Mikrostate schwätzen an där doter Géigend? A mat wat fir engem Recht kann e Land wéi Lëtzebuerg enger Provënz - ech betounen: enger Provënz - verbidden, vun der Onofhängegkeet ze dreemen, well mir mussen emol wëssen, wat mir virun der Onofhängegkeet anescht waren, wéi eng Provënz!

Als Lëtzebuerger muss een also do, wann déi aner vollmundeg doriwwer schwätzen, vläicht déi eng oder aner Précaution oratoire huelen, a fir eis stellt sech eng wichteg Fro: Wann de Scénario de la désunion géif prévaléieren nom 10. Dezember, ob mer da wierklech déi Lescht solle sinn, déi eis géife fir d'Unerkennung vun engem onofhängege Kosovo ausspriechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat gëtt net einfach. Dat ass eng Partie Poker. Mir sollen och oppassen, datt mer d'Serben an deem doten Exercice net ze vill humiliéieren, well déi spieren, déi emfannen dat do praktesch als eng Humiliatioun. Si hu Montenegro verluer duerch de Referendum, dat ass fir si zimlech indigeste gewiescht. Si hunn d'Déboirë kannt aus den 90er Joren, an elo och nach dat hei. Dat gëtt däers Gudden e bësse vill beieneen. Dat hei ass paralysant fir Serbien, wat net gutt ass. Wann ee mengt, si wieren um gudde Wee, da kënnt erëm iergendeng Neiegkeet - ech hat bal gesot, iergendeng Dommheet -, déi all Opbau an all Dynamik riskéiert op d'Kopp ze geheien.

Ech hoffen, datt mer um Balkan - mat deene Perspektiven och fir d'Europäesch Unioun - et fäerdeg bréngen, datt mer mat de Schierbelen, well där wäert et der ginn, mä datt mer mat esou mann Schierbele wéi méiglech duerch de Bësch kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Da kënnt als nächste Riedner den honorabelen Här Félix Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Et ass e schwieregen Exercice, an Zäit vun nëmme fënnef Minutten zwee esou wichteg, komplex Themen unzegräifen, mä wann dat esou virgesinn ass, da soll ee sech eben op dat Wesentlecht konzentréieren.

Den Ausseminister huet gesot, et géife ganz héich Erwaardungen un Annapolis gestallt ginn. Deelweis ass dat richteg, deelweis awer och net. Et huet een éischter mat Momenter d'Gefill, dass op verschiddene Säiten d'Erwaardungen net allze héich geschrauft ginn. Et ass souguer eng Zäitchen doriwwer diskutéiert ginn, ob een dat Ganzt iwwerhaapt eng Konferenz sollt nennen, ob et net eng Zort bessere Meeting eigentlech och kéint sinn. A vläicht ass dat och keen Nodeel. Well et huet een oft genuch där Versammlunge gehat op dëser Fro, wou ganz héich Erwaardungen am Virfeld gestallt gi sinn. An dat huet net onbedéngt déi Diskussiounen erliichtert respektiv d'Resultater dovunner verbessert.

Ech fannen, dass et éischter vläicht e positiivt Zeechen ass, en doucet, optimistescht Zeechen, dass een eng Hoffnung vläicht kann hunn, dass eben net ze vill héich Erwaardungen am Virfeld gestallt ginn, dass net ze vill Saache schonn an der Öffentlechkeet zirkuléieren, déi déi eng an déi aner vu sech géigesäiteg erwaarden, an dat ass wéi gesot fir eis en Zeeche vun doucem Optimismus.

Den Här Ausseminister huet déi Froen um Fong genannt, ëm déi et geet. Bei der Fro vu Jerusalem, vun der Haaptstadtrennung gëtt et zënter 2000 de Clinton-Virschlag, deen eigentlech seet: Kommt, mir trennen do, wou d'Leit wunnen - „population and the ground". Dat ass nach ëmmer wahrscheinlech dee richtege Kritär an deen eenzeg méiglechen, fir virunzekommen. D'Grenze vun 1967, de Retour vun de Réfugiéen, d'Fro vum Waasser, d'Fro vun der Gaza-Sträif an d'Fro vum Stopp, deelweis vum Ofbau vun de Kolonië sinn natierlech déi wichteg Froen um Fong.

Et huet een awer d'Gefill, dass hei vill wäert iwwert d'Form diskutéiert ginn, well sech d'Leit och net am Moment schéngen eens ze sinn, wou mer an der Prozedur iwwerhaapt stinn. Déi eng, d'Palästinenser, schéngen och do nach ëmmer eng Preferenz ze hu fir de Clinton-Plang, deen eigentlech de finale Status am Viraus gekläert huet an dann d'Froe géif hannendrunhänken, während d'Israelien éischter sech un déi vum Bush initiéiert Roadmap halen, déi seet: Kommt, mir klären de finale Status zum Schluss vun deem Wee. Woubäi een och muss soen, dass déi Roadmap net vu jiddferengem d'selwecht ëmgesat ginn ass an dass och déi eng Säit sech méi séier aus der Roadmap verabschit huet, wéi déi aner Säit.

Dat schéngt eng Fro ze sinn, wann déi scho géif zu Annapolis gekläert ginn, quant à la forme, wéi déi nächst Méint diskutéiert gëtt, da wier et eigentlech schonn e Fortschrëtt. Quant au fond, dat ass vläicht eng iwwerdriwwen Hoffnung.

Kloer ass och, dass et fir zwee Politiker do ëm ganz villes geet, fir den Här Olmert an och fir den Här Abbas. Wann den Här Olmert op der Friddensfro net richteg weiderkënnt, riskéiert hie relativ séier, als Premier kënnen ofzedanken. A wat den Här Abbas betrëfft, sou huet deen och all Intérêt, op der Friddensfro virunzekommen. Wann net, ass och hien dozou condamnéiert, nees mat der Hamas eens ze ginn, wat net déi Perspektiv ass, déi se onbedéngt privilegéieren. Et gëtt also eng Zweckallianz op enger wesentlecher Fro, déi déi zwee Politiker do misst kënne bannen.

Schued fannen ech just, dass eisen Ausseminister eis näischt gesot huet zum Stéchwuert Iran. Dës Fro ze diskutéieren, ouni op d'Fro vun den Atomwaffe vum Iran anzegoen, ass bal den Nerv vun dësem Krich ze éludéieren. Wann ee weess, dass se net nëmme Syrien ënnerstëtzen, mä eben och d'Hisbollah an d'Hamas, da mengen ech, kommt Der net laanscht déi Fro do.

A gradesou kuerzer Zäit zum Kosovo, fir do nëmmen ze soen, dass ee sech eigentlech elo scho muss op dat virbereeden, wat nom 10. Dezember kënnt. Nom 10. Dezember kënnt d'Onofhängegkeetserklärung, an iergendwou ass et och gutt, wann déi Fro vum Status gekläert gëtt. Et huet kee Wäert nach laang ze probéieren, se ze klären. Iergendwann eng Kéier muss ee sech d'Fro stellen, ob et net besser ass, d'Fro gëtt gekläert an et lieft ee mat deenen Nodeeler, nämlech mat den Nodeeler, déi duerch d'Klärung entstane sinn, an net mat den Nodeeler, déi duerch d'Netkläre vum Status entstane sinn.

Mir sollen eis also als Europäesch Unioun ganz kloer drop virbereeden, dass et den 11. Dezember eng Onofhängegkeetserklärung gëtt duerch den neie Premier, woubäi een och do muss soen, dass et vläicht och keen Nodeel ass, dass deen elo Premier gëtt. Well et kann ee sech duerchaus d'Fro stellen: Wat wier d'Situatioun an deem Land, wann den Här Thaçi an der Oppositioun, fräi vun all Zwäng, vun der Verantwortung, nom 10. Dezember kéint agéieren? An deem Sënn ass dat Wahlresultat vläicht och fir eppes gutt.

Ech sinn iwwregens mam Här Goerens ganz d'accord, dee seet, dass grad d'Lëtzebuerger musse virsiichteg sinn. Mir hunn nach an Erënnerung, deemools wou Kroatien seng Onofhängegkeet deklaréiert huet, dass den deemolegen Ausseminister an enger ganz wéineg inspiréierter Deklaratioun als Lëtzebuerger Ausseminister deklaréiert huet, mir wäre géint d'Kleinstaterei - fir säin Ausdrock vun deemools ze gebrauchen. Ech denken, dass mer eis do als Lëtzebuerger solle mat 15 Joer Retard e bëssen anescht uleeën op där doter Fro an effektiv mat vill Bewosstsi fir eis eege Situatioun do sollen optrieden.

Op jidde Fall ass eppes kloer: Wann et keen Accord gëtt, da steiere mer méiglecherweis méi op e Konflikt duer mat Russland, wéi op e Konflikt mat Belgrad. Et gëtt vill vu Belgrad geschwat. Eigentlech misste mer do ëmmer d'Wuert „Russland" an de Mond huelen. Dat ass dat, wat am Hannergrond steet: e potenzielle Konflikt mat Russland.

Et steet och en dramateschen Échec um Spill, wann et keng Eenegung gëtt, nämlech deen, dass ganz kloer nom 10. Dezember am Kosovo d'Serbe wäerten d'Land verloossen. Krich ass natierlech dann net ausgeschloss, mä egal wéi schéngt et kloer, dass d'Leit d'Land wäerte verloossen. Dann hätte mer eng méiglecherweis onbewaffnet ethnesch Säuberung. Dat wär dramatesch genuch. Wann dat kéint verhënnert ginn, hätte mer schonn eppes erreecht.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, an dräi Minutte wäerte mer versichen da ganz kuerz hei Stellung ze huelen.

(Interruption)

Mä do gesäit ee just nuren, wéi mer eis hei an d'Hoer kréie bei esou wichtegen Themen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech muss mech kuerzfaassen.

Wat de Palästina-Konflikt ugeet, Här Minister, do schéngt et mer ganz kloer ze sinn, datt eng vun deene wichtege Conditions de succès ass, datt op béide Säiten och de Wëlle besteet, fir zu engem gudden Enn ze kommen. All dat anert ass drëm Gerieds. Wann ee vun där Säit oder ee Member an där Delegatioun net wëllt zu engem gudde Resultat kommen, da gëtt et keent.

An deen zweete Prinzip, dee mer wichteg schéngt, dat ass d'Perspektiv vun engem onofhängege palästinensesche Stat. Wann dee Prinzip unerkannt gëtt an offiziell deklaréiert gëtt, dann ass munches schonn erleedegt. Mä dat ass vun hei aus vläicht ganz liicht gesot. A private Gespréicher mat deem engen oder deem anere politesche Représentant vun Israel oder vun de Palästinenser kritt een dann och emol dee Wëllen eraus. Mä fir et dozou ze féieren, datt et zu enger Äusserung kënnt no baussen, déi e kloeren Engagement huet, do hoffen ech, datt mer an den nächste Wochen a Méint mat engem positive Resultat kënne rechnen.

Vun Europa erwaarden ech mer just eng Saach, an dat ass, datt et bereet ass, dee Mouvement finanziell an och bien entendu politesch an ekonomesch ze begleeden. Well dat ass jo och eng vun de Perspektiven, déi d'palästinensesch Populatioun huet.

D'Problematik vum Kosovo kann ee schonn am Klengen hei gesinn, net wäit vun eis, an der Belsch. Et gesäit een do, wéi Wallounen a Flamänner Schwieregkeeten hunn, fir ënnerenaner eens ze ginn. Da kann ee sech d'Fro ganz gutt illustréieren, wéi et am Kosovo ass zwëschent Serben an Albaner.

Och do mengen ech awer, datt déi europäesch Attitüd an dëser Affär net ganz kloer ass. Ech mengen, prinzipiell misst festgeluecht ginn, ob een Autonomiebewegungen, Autonomie-Territoiren, Separatioune vu Länner als Prinzip akzeptéiert oder net. Well d'Fro stellt sech och bei de Basken, bei de Korsen, bei de Katalanen. Si stellt sech a Georgien, bei Transnistrien an esou weider.

An zeg Fäll ginn aner Attitüden ageholl. An et ass do, wou ech mer erwaarden oder wou ech hoffen, datt d'Europäesch Unioun sech eng Kéier misst eng Iddi, eng Politik ginn, wou se entweder deen een oder deen anere Prinzip unhëlt, an net all Kéiers à la tête du client versicht dann iergendwéi Spillercher ze maachen. Dat ass dat, wat, mengen ech, och de Partner Russland sech wënscht. Et ass do, wou Europa bis elo absolut keng Attitüd huet, a wat ech vu menger Säit aus wollt bedaueren.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Ausseminister schwätzt nach eng Kéier ganz kuerz.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Jo, Här President, wann Der esou indulgent wëllt sinn, fir mer nach eng Minutt ze ginn, just fir op zwou Saachen ze äntwerten.

Dat eent, dat ass, wat gesot ginn ass vun lech, Här Mosar, wou Der mat Recht vläicht ëmschriwwe sot: Europa muss dat an d'Hand huelen am Kosovo. Mä mir mussen do am Sproochgebrauch awer oppassen. Europa kann dat net an d'Hand huelen, well mir sinn am Kader vun 1244, wat eng Resolutioun ass vun der UNO, an do ass komplett virgeschriwwen, wat fir Mechanismen

dass musse gräifen. Europa ass net eleng als Europäesch Unioun. Dee Spiller, dee Player, dee kann de Problem vum Kosovo léisen, dat ass d'UNO.

Dat Zweet, wat ech wollt soen: Den Här Goerens an och Dir, Här Mosar, hutt d'Serben ugeschwat; Europa am Verhältnis zu de Serben. Dir wësst, dass mer eng Konditioun gesat hunn, d'nämlecht wéi bei Kroatien, dass d'Zesummenaarbecht mam ICTY - also dat heescht, an normaler Sprooch, d'Internationaalt Tribunal vu La Haye - muss 100%eg sinn. Dat ass awer net 100%eg, wann Der déi zwee Nimm - déi hutt Der schonn héieren - Karadžić a Mladić kuckt.

D'Carla Del Ponte ass déi Persoun, déi op jidde Fall mäi perséinlecht Vertrauen huet, dass se dat ka jugéieren. Et geet vill, vill besser. Et ass en Aktiounsplang opgestallt ginn. Dat stëmmt. Et ass jo och elo den ASA paraphéiert ginn, deen Associatiouns- a Stabilisatiounsaccord mat de Serben. Dat heescht, mir offréieren de Serben déi éischt Stuf, fir eng Kéier kënnen de Wee op Bréissel ze packen. Dat ass déi Offer, déi mer de Serbe maachen.

Dann déi drëtt Saach, Här President, Lëtzebuerg. Dir hutt komplett Recht mat deem, wat Der gesot hutt, Här Goerens, dass mer musse ganz gutt oppassen, wou a wéini dass mer eis do situéieren. An ech mengen, den Här Fayot huet et och ugedeit. Mir musse bei deene sinn, déi awer ganz kloer mussen och kënnen däitlech maachen an et soen, dass et net eng Groussmuecht ass, egal wat fir eng, déi kann den Europäer diktéieren, wat mam Kosovo geschitt. Keng vun deenen zwou! Dat ass eng Affär, déi mir effektiv als Europäer ze tranchéieren hunn; op jidde Fall ze hëllefen, dass se richteg tranchéiert gëtt.

Déi zweet Saach ass: Nom 10. Dezember si mer als Lëtzebuerger Regierung op der Säit vun deenen, déi eng koordinéiert Positioun sichen. Dat heescht, déi eng Positioun sichen, déi ka gedroe ginn. Ech hätt am léifsten, wann dat eng Positioun wier, wou och nach e Lien mat der UNO do wier, mam Secrétaire général vun der UNO. Ech weess, dass dat immens schwéier ass. Mä wa mer et scho géife fäerdeg bréngen, dass an dësem Joer keng unilateral Onofhängegkeetserklärung géif gemaach ginn, an dass mer dann am Januar, Februar géife kucken, wou mer géifen hikommen, wär et scho gutt.

Och déi Wahlen am Kosovo, wou jo eng Koalitioun muss gemaach ginn tëschent deenen zwou Haaptparteien, sinn hei wichteg. An och d'Ëmdenken, wat awer menger Meenung no a Serbien muss kommen, dass d'Zukunft vu Serbien net an der Vergaangenheet an och net am Kosovo läit, mä dass et am Avenir - esou seet ee jo -, an der Zukunft läit. Dat ass dee Punkt, dee mer och deene Leit musse kloermaachen.

Ech soen Iech Merci, Här President, fir Är Indulgence, fir mer nach eng Minutt ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister, fir Är Explikatiounen. Domat ass dëse Punkt och ofgeschloss.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Heure d'actualité, déi vum liberale Grupp ugefrot ginn ass, betreffend d'UNO-Klimakonferenz, déi vum 3. bis de 14. Dezember zu Bali stattfënnt. Den Här Goerens als Vertrieder vun der DP-Fraktioun huet zéng Minutten, an deenen anere Fraktioune sti fënnef Minutten zur Verfügung. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DP en vue de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra du 3 au 14 décembre 2007 à Bali

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Ech si frou Iech kënne matzedeelen, datt den Här Lux optimistesch ass. Dat geet jiddefalls aus engem Communiqué ervir vum Ministère. Ech hoffen och, datt säin Optimismus begrënnt bleift. Et ass eng Wett op d'Zukunft. Effektiv an deem doten Domän, wann een eppes wëllt bewegen, däerf een net emol direkt ee Scénario de fatalité etabléieren. Mä et gëtt net einfach.

Dir hutt et gesot, Här President, ugangs Dezember ass eng Konferenz zu Bali, déi et a sech huet. Et geet am Fong drëm, fir d'Period Post-Kyoto ze definéieren, fir ze kucke wie wat muss maachen, fir datt de Klimawandel kann iergendwéi ofgebremst ginn, fir datt d'Temperatur ronderëm de Globus net ëm méi wéi zwee Grad am Duerchschnëtt klëmmt. Dat gëtt net einfach.

Duerfir gëtt versicht, fir d'Teneur un CO_2 an der Loft op 450ppm ze begrenzen. Wann dat eis net wäert a kierzester Zäit geléngen, dann ass déi Wett do net méi ze gewannen. Iwwregens, d'Agence internationale de l'énergie gleeft net méi drun. Déi schwätzt scho vun enger Erhéijung vun dräi Grad, déi net méi ze évitéiere wier. Ech hoffen, datt se sech ieren. Wann ee gesäit wat mer elo scho vu Konsequenzen hunn, wëssend, datt mer elo 0,7 Grad am Duerchschnëtt iwwert der Temperatur vun der Period préindustrielle leien.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Dat wat ech elo soe fir de Rescht vu mengem Discours, Här President, dat ass nëmme just op der Toile de fond ze gesi vun Efforten, déi mir souwisou de toute façon musse maache fir de Klimaschutz. A wa mer et net fir de Klimaschutz maachen, da musse mer et maachen aus der Asiicht eraus, datt mer et mat begrenzten Energievirkommen ze dinn hunn, déi och nach an den nächste Generatioune gebraucht ginn.

Mir kënnen net de Globus a kierzester Zäit polluéieren, deem Nächste keng Energie méi loossen, mä en nach just d'Nofolgekäschten droe loossen. Dat ass emol dat Alleréischt. Also, egal wat mer soen an och wat mer iwwert déi aner soen, mir stinn an der Verantwortung a mir hunn och do eis Verantwortung ze iwwerhuelen.

Dat Zweet, dat ass, datt wat geschéie muss, dat muss am Fong kuerzfristeg erlooss ginn, net an 20 Joer, net an 30 Joer, net a 15 an net an zéng Joer, mä direkt! An do ginn et eng Partie Moossnamen, déi kengem schrecklech géife wéi doen, ënnert dem Motto „Dat Éischt wat ee spuert ass dat wat net muttwëlleg émettéiert gëtt". An dat wat net muttwëlleg émettéiert gëtt, huet et a sech.

Wann een zum Beispill de Professer Stieglitz liest, dat, wat hien iwwert d'Veränderung vun der Landnotzung seet a schreift, bedéngt, datt mer all Joer 20% CO_2-Emissioune kréien eleng duerch d'Änderung vun der Landnotzung. Dat ass haaptsächlech duerch Bëscher, déi rodéiert ginn. Wann een emol domadder géif ophalen, dann hätt ee schonn een Deel vun den Emissioune gespuert, déi eis an nächster Zäit ganz vill wéi dinn. Et huet also kee Wäert fir nëmme just vu Reforestatiounsmoossnamen ze schwätzen, wann een d'Déforestatioun net gebremst kritt.

Dat Véiert, wat ech soe wëll, ass: Et soll ee sech och net op kuerzfristeg a sougenannt mirakulös Moossnamen eppes abilden. Ech wëll heimat och bewosst d'Énergie nucléaire an d'Gespréich bréngen. Doriwwer gëtt villes gesot. Et ginn zwou Denkschoulen. Déi eng soen: Opgrond vum Rio-Sommet „Terre" ass d'Énergie nucléaire net nohalteg, aus deene Grënn, déi mer kennen. Déi aner seet: Ma et ass déi eenzeg Manéier oder eng vun de wéinege Manéieren, fir den CO_2-Ausstouss ze limitéieren.

Wann een elo kuckt wat d'Analys war vun de leschte GIEC-Rapporten, doraus geet kloer ervir, datt schnell gehandelt gi muss, kuerzfristeg Moossname geholl gi musse fir den CO_2-Ausstouss ze limitéieren. A wann een elo d'Décisioun géif huelen 2007, fir an d'Atomenergie eranzeklammen - dat soen ech un d'Adress vun all deene Länner, déi dat maachen -, dee Prozess, bis een do déi éischt Resultater huet, dauert esou laang, datt dann déi kuerz Zäit, an där muss gehandelt ginn, scho verstrach ass.

Nächste Punkt: Mir mussen also d'Problemer de façon très lucide abordéieren, an dat och wat d'Entwécklungslänner ubelaangt. An hei hu mer et mat engem Problem ze dinn, deen et wierklech a sech huet. Et gëtt menges Wëssens kee Land op der ganzer Welt, wat sech entwéckelt huet a wat no méi engem héije Liewensstandard gestrieft huet - vläicht mat Ausnahm vun Neiseeland, dat sech eng Industrialisatiounsphas erspuere konnt.

Wann dat esou ass an dat och net widderluecht gi kann, dann ass et jo och net egal wéi déi Länner, déi elo nach zu de Pays les moins avancés oder zu de Pays en développement gehéieren, sech organiséieren, fir domadder fäerdeg ze ginn. Ech menge wierklech, datt se eleng op sech gestallt dat net packen. Och wann all Acteure mat upake gëtt et extrem schwéier net nëmmen déi institutionell, wéi de Fonds Monétaire International an d'Banque mondiale, mä och hir bilateral Partner, den ONGs-Beräich, d'Privatacteuren, de Secteur privé an esou weider. Do kënnt eng grouss Verantwortung op se duer. Ech soen dat do einfach, fir och d'Noutwendegkeet vun engem Paradigmewiessel an dësem Zesummenhang ze énnersträichen.

Nächste Punkt, an do musse mer eis och driwwer ënnerhalen an do wäert sech och mussen zu Bali driwwer ënnerhal ginn, dat ass d'Fragmentatioun vun der Gouvernance nationale et, a fortiori, globale; hunn ech mer hei notéiert als Stéchwuert. Wat wëll ech domadder soen?

Mä um nationale Plang huet jiddferee säi Politikberäich. De Minister vum Environnement huet eng Mission de coordination mat all deenen aneren Departementer, deenen hir Aktioun en Impakt huet op den Développement durable. An et wier sënnvoll a gutt, wann de Minister net nëmmen d'Méiglechkeet hätt fir mat deenen aneren ze schwätzen, mä wann hien och kéint horizontal Kompetenze kréien, wou hien a wesentleche Beräicher, déi en direkten Impakt hunn op den CO_2-Beräich, „un pouvoir de dernier mot" hätt, esou wéi de Finanzminister „un pouvoir de dernier mot" huet an enger ganzer Partie wichtege Froen, am Regelfall déi, déi mat dem Budget ze dinn hunn.

Sechste Punkt: Mir kommen och wahrscheinlech net laanscht global Strategien. Mir gesinn och hei wéi noutwendeg et ass, datt d'Europäesch Unioun eng Virreiderroll iwwerholl huet. Ech hoffen och, datt déi Wett vun 20-20-20 ka gehale ginn. Ech hoffen och, datt nei Strategien en matière technologique kënnen ugeschwat ginn.

Denke mer do zum Beispill un déi vill Iddien, déi ëmmer erëm ervirbruecht ginn. Eng vun de leschte stoung de leschte Sonndeg am „Monde", iwwerschriwwen: «Le Sahara, générateur d'électricité». Eng Technologie, déi anscheinend absolut maîtrisable ass à ce stade, wou et drëm geet fir e klengen Deel vun der Sahara, déi jo bekanntlech méi op d'Sonn ausgeriicht ass wéi iergendeng aner, a wou d'Sonnenastrahlung praktesch onënnerbrach vu Sonnenopgang bis Sonnenënnergang kann hiert Onwiesen dreiwen, hat ech bal gesot, do ass et méiglech, datt ee mat Miroirs réflecteurs e Waasserbehälter wiermt, erhëtzt, deen da kann Electricitéit generéieren.

Elo ginn eng Partie Etüden doriwwer gemaach. Et sinn der och scho bekannt. Dat, wat mer do brauchen, ass éischtens un pari sur l'avenir, zweetens eng Strategie, déi genuch Acteure fënnt fir matzemaachen, drëttens dat néidegt Kapital a véiertens och déi néideg Relatiounen tëschent deene Länner, deenen deen Territoire do gehéiert, an aneren, déi als Stroumabnehmer fungéiere kënnen.

Wann et sech ëm Produktiounseenheeten handelt an der Gréisst vu 5.000 Megawatt, wat awer nach überschaubar ass, dann hätte mer et mat engem Präis ze di pro Kilowatt Produktiounspräis vun 0,08 bis 0,12 Euro pro Kilowatt d'Stonn. A wann et Produktiounseenheete wiere vun 100 Gigawatt, dann hätte mer et mat Produktiounskäschten, mat engem Gestehungspräis ze di pro Kilowatt d'Stonn vu 4 bis 6 Cents. Domat kéime mer an de Beräich vun der Kompetitivitéit mat aneren Energien.

Ech mengen et wier der Méi wäert, fir sech dat doten ze iwwerleeën. Et ass eng Energiequell, déi total erneierbar ass an déi voll an dat geet, wat och d'Europäesch Unioun fördere wëllt.

Mir brauchen awer och en neien „burden sharing", fir déi Wett op d'Zukunft ze packen, ee ronderëm d'Welt, wou sämtlech Länner soe musse wat si kënnen u Léisungsusätz mat sech bréngen; an ech soen dat och un d'Adress vun der Lëtzebuerger Regierung, déi sech och Gedanke maache muss. Ech ginn dovun aus, datt Diskussiounen elo amgaange sinn, wéi den „burden sharing" innerhalb vun der Europäescher Unioun ass.

Mir wëssen, datt et extrem schwéier ass fir déi Engagementer vu Kyoto mat de Lëtzebuerger Spezifissitéiten ze halen. Mir wëssen awer och, datt wa mer elo nach eng Kéier en décken Effort maachen, datt dat muss op Lëtzebuerg déclinéiert ginn, an ech wollt de Minister froe wéi hien dat gesäit.

Zum Schluss wollt ech nach soen, Här President, datt et eng Partie Zeenarie ginn, déi wahrscheinlech hir Schockwierkung net wäerte verfeelen. Dat ass am Virfeld. An ech hoffen, datt dat Zeenarie sinn, déi d'ganz international Communautéit oprëselen. Wann d'AIE, d'Agence Internationale de l'Énergie, Recht hätt an et géif een den Zeenario einfach elo weiderlafe loosse wéi wann näischt geschitt wier, dann hätte mer et am Joer 2030 net mat enger Reduktioun vum CO_2-Ausstouss ze dinn, mä mat enger Augmentatioun vu 57%, dat bei enger Moyenne vun 1,8% pro Joer. Den Total multiplicatif bis dohinner géif da 57% erginn.

Wann näischt geschitt, dann huet China en Emissiounsvolume vun 11,4 Milliarden Tonnen CO_2 am Joer 2030. Haut leie se bei 5,1 Milliarden Tonnen.

Ech wollt nëmme just déi zwee Chiffere juxtaposéieren, fir ze weisen, datt mer en Intérêt drun hu fir an enger globaler Strategie och mat aneren nei Technologien ze transferéieren an ze versichen duerch hir Gréisst an de Benefiss vun der Économie d'échelle ze kommen.

Mir waren ni nach an esou enger Schicksalsgemeinschaft wéi grad bei dësem Défi, woubäi ech deenen, déi d'Intérêtë vun eisen nächste Generatiounen do vertrieden, eng glécklech Hand zu Bali wënschen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Goerens Merci an als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de staark uwuessende globalen Energieverbrauch an déi negativ Konsequenzen duerch de Klimawandel, dat sinn déi zwou Säite vun därselwechter Medail, déi zurzäit an och hei am Mëttelpunkt vun allen Diskussioune stinn.

D'Schmëlze vum Grönland-Äis a vun den europäesche Gletscheren, d'Uwuesse vun de Wüsten, d'Erhéijung vum Weltmier sinn nëmmen e puer Zeechen, mat deenen d'Mënschen haut a muer nach méi staark konfrontéiert ginn.

Leider mussen awer d'Auswierkunge vum Klimawiessel déi Mënschen zurzäit erliewen, déi am mannsten dozou bäigedroen hunn!

D'Aussoe vum europäesche Sommet am Fréijoer, de G8-Gipfel zu Heiligendamm, d'Weltenergiekonferenz zu Roum, wou ech d'lescht Woch dobäi war, an de Schlussrapport vun der IPCC-Sitzung vu Valencia schwätzen eng kloer Sprooch. Fir de Klimawandel ass de Mënsch zum gréissten Deel responsabel.

Huet net déi international Energieagence drop higewisen, dass den Energieverbrauch ëm 50% bis 2030 wäert uwuessen? An eleng d'CO_2-Emissioune klamme vun haut 28 Milliarden op 42 Milliarden Tonnen. D'Fro ass gestallt: Wéi ginn d'Liewensressourcen, Loft, Waasser a Buedem mat där Belaschtung eens?

D'Konzentratiounen an der Atmosphär vum CO_2 an dem Methan sinn haut esou héich wéi an de leschte 650.000 Joer virdrun net. Duerch d'Verbrenne vun de fossilen Energien hu sech déi Emissioune vun 1970 bis 2004 ëm 80% erhéicht. Wa mir eisen Energieverbrauch net reduzéiere wëllen, da muss d'Europäesch Unioun domat rechnen, dass hir Ofhängegkeet vun Energie aus dem Ausland vun haut 50 op 70% bis 2030 klëmmt. Beim Äerduelech an Äerdgas, dee mir hei verfeieren a verfueren, ëm bal 90%.

Eis Wirtschaft hänkt also deemno un engem ganz seidene Fuedem a jiddfereen dierft deen eventuell kappen, deen eis net gutt gesënnt ass.

A wann dann d'Ausso, déi d'lescht Woch ronderëmgegeeschtert ass, dass Brasilien e Mammutlager fonnt hätt un Äerduelech vun 8 Milliarde Barrel, dat ass eng Drëps op e waarme Steen. Mat deem Verbrauch vun haut sinn dat genee dräi Méint, dann hu mer dat Dëppen eidel gepompelt. Genee dräi Méint. Et ass dach erstaunlech, dass gëschter Brasilien gemellt huet, dass se een Unterseeboot dohinner gesat hunn, fir dee Schatz ze protégéieren. Dat beweist eis, de Kampf ëm déi lescht Ressourcë fänkt elo un a mir sinn Zäitzeien dovunner.

Wat musse mer also deemno maachen? All eis Wirtschaftsacteure musse fir d'éischt op déi erhéicht Energieeffizienz setzen: d'Betriber, d'Ménagen, d'Gebaier a speziell de Verkéier. D'Wärmeschutzveruerdnung an déi zwee nei Reglementer fir d'Notzung vun den erneierbaren Energië mussen eis dee Wee opzeechnen a musse mat Nodrock dohinner schaffen.

An da musse mer ophéiere mat deem sougenannten NIMBY-Syndrom, dat heescht, net bei mir.

Déi wichteg Phas, déi elo ufänkt, ass déi vum Protokoll vu Kyoto, an dat vum 1. Januar 2008 un, an déi dauert fënnef Joer. Dat sinn déi Joren, wou mir beweise mussen, dass mir et eescht menge mat dem Problem vun der Äerderwiermung. D'Wëssenschaftler an d'Energieexperten hu geschwat. Et ass elo un de Politiker, sief dat zu Bali, sief et an enger anerer Konferenz, déi néideg Schrëtt anzeleeden, well mir hunn et hei mat globalen Erausfuerderungen ze dinn an déi verlaange global konkret Mesuren.

Huet net déi kenianesch Friddensnobelpräisträgerin Wangari Maathai gesot, dass si endlech gären hätt, dass dës Welt sech emol eng Kéier mat der Kuelestoff-Gerechtegkeet auserneesetzt! Dat heescht déi Länner wéi mir, déi en immens héije Verbrauch hunn, musse mat hirem Verbrauch erofgoen, fir dass anerer och emol dezent liewe kënnen. Hunn net 2 Milliarde Mënsche vu 6,4 Milliounen iwwerhaapt keen Zougang zu Energië wéi mir se hei kennen? Ass dat ethesch gerecht?

An elo hinzegoen an op alle Plazen Energieplanzen ze setzen, notamment an den Drëtt-Welt-Länner, fir do ënner anerem Mais unzeplanzen, fir dass mir se bei ons erabréngen hei an da verfeieren, dat ass ethesch net novollzéibar an dat ass e Skandal! Dat am Bléck, dass mer 850 Millioune Mënschen hunn, déi all Dag hire Bauch net voll kréien.

Une voix.- Très bien.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech komme bal zum Schluss.

Op der Klimawiessel-Konferenz zu Bali muss also Lëtzebuerg seng Stëmm erhiewen a mat Vehemenz déi versprache Reduktioune bis 2012 ugoen. Zesumme mat eisen europäesche Memberlänner musse mir da weider Engagementer agoen.

Ech hunn d'Visioun 2020 ugesprach. Dat ass deen nächsten Challenge. Mir musse ganz einfach den Energieverbrauch an d'Emissiounen erofsetzen, fir dass eis Äerd d'Temperatur vu maximum 2 Grad Celsius packt, well alles anescht bedeit de Chaos. Wa mir et net fäerdeg bréngen, da mussen ons Kanner d'Konsequenzen nach méi staark erdroen.

Den UNO-Generalsekretär Ban Ki Moon huet d'lescht Woch dréngend dervir gewarnt, andeems e gesot huet: „Et ass endlech un der Zäit, dass mir keng Zäit méi verschwenden!" Mir brauchen e Paradigmewiessel! An ech sinn och ganz frou, dass de Charel Goerens, en honorabele Kolleeg, viru mir gesot huet, dass mer och endlech nei Weeër goe mussen.

Mir musse mat de Maghreb-Staten, déi d'Sonn an de Wand hunn, d'Gespréich opzesichen. Ech selwer hunn d'Chance, an engem Grupp am „World Energy Council" zu London an dem Beräich vun der kontinentiwwergräifender erneierbarer Energieversuergung matzeschaffen.

D'CSV-Fraktioun ass sech bewosst, dass mir eng grouss Aufgab hunn. Mir mussen zu Bali eng konstruktiv Aarbecht leeschten. De Klimawiessel muss endlech den néidege Mentalitéitswiessel bewierken.

Zum Schluss ee leschte Saz nach, dës Kéier vun dem Mahatma Gandhi, deen op Englesch gesot huet: „Be the change in the world you want".

Kommt mir maachen dee Wiessel mat, deen den Här Gandhi eis proposéiert huet. Mir mussen et maache fir ons selwer an notamment fir déi Mënschen an den Drëtt-Welt-Länner, soss huet et guer kee Wäert op Bali ze goen. Mir mussen do och als klengt Land ee bescheidene Bäitrag bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, als Virbereedung op d'Klimakonferenz zu Bali huet leschte Samschdeg, de 17. November 2007 also, zu Valencia de Weltklimarot, oder IPCC genannt, e Weltklimarapport virgeluecht, dee vun 1.250 Wëssenschaftler an 2.500 Experten aus méi wéi 130 Länner opgestallt ginn ass. Dëse Weltklimabericht soll d'Grondlag si fir d'Verhandlungen iwwer en neie Klimaschutzprotokoll, dee vum 3. bis de 14. Dezember 2007 op der indonesescher Insel Bali ausgehandelt soll ginn an domat de Protokoll vu Kyoto ab 2013 ersetze soll.

Am Protokoll vu Kyoto hate sech d'Industrienatioune verflicht d'Gesamtemissioune vum Kuelendioxid, CO_2, ëm 5,2% ënnert den Niveau vun 1990 ze senken. D'USA an aner opstriewend Wirtschaftsmuecht-Natioune sinn dem Kyoto-Ofkommes vun 1997 sengerzäit leider net bäigetrueden.

D'Haaptzil vum neie Bali-Klimaschutzprotokoll muss et dofir sinn d'USA, China an Indien mat an d'Klimaboot ze kréien, well ouni d'Matmaache vun dëse Länner sech net vill un der Weltklimalag ännere wäert. Dass et do zu engem Bali-Protokoll kënnt ass enorm wichteg, och wann dann natierlech dat e Kompromëss ass mat deene virgenannten Industriegiganten.

Dofir muss ee Bali och als Start an net als Enn vun de Gespréicher gesinn, wéi de Jim Connaughton, als Responsabele fir d'Ëmweltpolitik am Wäissen Haus, gesot huet. Fir dass et zu Bali zu engem Ufankskompromëss kënnt, ass d'Roll vun der EU enorm wichteg, an do ass d'Verhandlungsgeschéck vun allen europäeschen Acteure gefuerdert, un hirer Spëtzt den Ëmweltkommissär Stavros Dimas.

An deem Sënn huet den Ëmweltkommissär Stavros Dimas och zum Klimabericht vu Valencia gesot, dass propper Loft an ekonomesche Wuesstum problemlos mateneen ze verbanne sinn, an dass d'CO_2-Reduzéierung technesch méiglech an ekonomesch och ze packen ass.

Mir als LSAP mengen, dass d'Primärzil vu Bali muss si fir déi grouss Industrienatiounen, déi de Kyoto-Protokoll net ënnerschriwwen hunn, un een Dësch ze kréien an an Zukunft och drun ze behalen. Laangfristeg muss dann natierlech versicht gi sech op fest Grenzwäerter festzeleeën.

Dass een effikasse Klimaschutz-Protokoll zu Bali batter noutwendeg ass, weist den UNO-Klimabericht vu Valencia an aller Däitlechkeet, déi den UN-Generalsekretär Ban Ki Moon mat folgende Wierder beschriwwen huet: „Déi schlëmmsten Zeenarie sinn esou angschterreegend wéi e Science-Fiction-Film, mat deem Ënnerscheed, dass se fir d'Mënsche real sinn."

De Klimabericht vu Valencia seet am Ufank vu senger Zesummefaassung vun 23 Säiten: „D'Erwäermung vum Klimasystem ass eendeiteg." Fir och deene leschten Zweifler kloerzemaachen, dass d'global Erwäermung net weider méi a Fro gestallt ka ginn.

Aus dem Valencia-Dokument geet kloer ervir, dass säit 1970 dee vum Mënsch produzéierten Ausstouss vun CO_2 ëm 70% zougeholl huet, d'weltwäit Duerchschnëttstemperatur an dësem Jorhonnert tëschent 1,1 a 6,4 Grad Celsius zouhuele wäert an d'Mieresspigelen aller Viraussiicht no tëschent 18 an 59 Zentimeter steige wäerten.

Dëst alles huet zur Folleg: extrem Wiederbedéngungen, mat Iwwerschwemmungen, grouss Dréchenten an Hëtzewellen. Dobäi wäerten déi eeler an déi äermste Matmënschen op der Welt am meeschten ënnert der Klimaerwäermung ze leiden hunn, wéi zum Beispill an Afrika, wou elo scho grouss Hongersnout a verschidde Regioune besteet. Dofir ass eis Solidaritéit mat deenen äermste Länner op dëser Welt och an der Klimafro verlaangt.

Här President, fir dass et net zur Klimakatastroph kënnt, muss den Temperaturustieg tëschent 2 an 2,4 Grad Celsius par rapport zum virindustriellen Zäitalter beschränkt bleiwen. Fir dat Zil ze erreechen, muss de Gesamtausstouss vun Treibhausgasen ab dem Joer 2015 op der Welt global erofgoen. D'Käschte fir de Klimawandel belafe sech ëm 0,12% vum weltwäite jährleche BIP. Am deiersten Zeenario, deen de Valencia-Rapport opweist, wäerten et bis zum Joer 2030 knapp 3% vum weltwäite BIP sinn.

Generell kritt d'Fro vun der Klimaerwäermung ëmmer méi eng sozial Dimensioun. Als Fallbeispill nennen ech hei nëmmen déi ëmmer méi héich Pëtrolspräisser vum Barrel, deen d'Grenz vun den 100 Dollar an Zukunft och wäert sprengen. Dat trëfft virun allem déi manner bemëttelt Leit an eiser Gesellschaft am stäerksten.

Et gëtt also méi bëlleg, wann d'ganz Welt sech direkt drusetzt, den CO_2 ze reduzéieren, wéi wa mer nach laang waarden. A wa mer nach laang waarden, dann ass et ze spéit. Da kippt eisen Ökosystem, an dozou hu mir vis-à-vis vun eise Kanner a Kandskanner kee Recht.

Här President, als LSAP wënsche mir eisem Ëmweltminister zu Bali eng glécklech Hand bei de Verhandlungen zum Post-Kyoto-Protokoll, fir dass mir als Lëtzebuerger Land a Member vun der Europäescher Unioun eis Responsabilitéit am Klimaschutz huelen. Heibäi solle mir eis Hausaufgaben hei zu Lëtzebuerg net aus den Ae verléieren a konsequent un der Reduzéierung vun den CO_2-Emissioune weiderschaffen, wéi eis Ëmwelt-, Transport- an Energieministere Lucien Lux a Jeannot Krecké dat jo amgaange sinn ze maachen, mat méi öffentlechem Transport, mat méi Energieeffizienz...

M. le Président.- Här Negri, Dir misst esou lues zum Schluss kommen!

M. Roger Negri *(LSAP).*- Ech hunn nach ee Saz, Här President.

…a mat méi erneierbaren Energien. Dat ass tipptopp esou! Weider esou!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kaarte leien all um Dësch. D'Tatsaache si bekannt. D'Previsioune vun de Wëssenschaftler si méi wéi realistesch an d'Konklusioune sinn dramatesch. Et ass net 5 vir 12, et ass net 12 Auer, neen, et ass 5 op 12! De Klimawandel ass amgaang. De Klimawandel kann net méi verhënnert ginn, e kann nach just ofgebremst ginn.

Kee Politiker, Här President, a keng Politikerin ka mir soen, e wär net gewarnt ginn. A kee Politiker ka mir soen, d'Thema wär em ze komplex. Op 23 Säiten huet d'IPCC hir Analysen, Previsiounen an Handlungsempfehlunge résuméiert. Ech mengen, dat misst jiddferee vun eis, mat sengem ganzen Opwand, deen e soss ze bedreiwen huet, packe fir dat ze liesen a sech dat zu Gemitt ze féieren.

De Message ass ganz kloer, et ass hei scho gesot ginn: Et muss gehandelt ginn, an zwar substanziell an direkt! An deen anere Message ass awer gradesou kloer: Elo handelen, gëtt mëttelfristeg méi bëlleg, wéi wa mer näischt maachen.

Wann ee sech dat emol eng Kéier a Rou iwwerleet, da seet ee jo: Mä dat misst jo eigentlech dozou féieren, dass zu Bali ganz grondleeënd a schnell Décisioune géife geholl ginn. Mä leider wäerte mer gesinn, dass dat net esou wäert geschéien. Duerfir gëtt et vill Ursaachen.

Ech mengen, et existéiert awer och eng ganz prinzipiell. Mir befannen eis hei an engem klassesche sougenannten Allmende-Dilemma. Ech mengen, Dir wësst alleguerten, dass d'Allmende am Mëttelalter déi Wiss war, wou d'Leit aus engem Duerf alleguerten hiert Véi konnte gratis hiféieren. An déi Wiss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi ass an eisem Fall d'Atmosphär, an dës Atmosphär ass iwwerweet a jiddferee misst dréngend e puer Béischte vun där Weed do erofhuelen. Mä keen hëlt natierlech ee vun de Béischten erof, well e sech seet: Wann s du eng vun denge Kéi vun der Wiss erofhëls, da kënnen deenen aneren hir Kéi alleguerten erëm méi Graass friessen. Dat ass de grousse Problem, dee mer hunn.

An deem heite Fall, Dir Dammen an Dir Hären, kënnt nach eppes derbäi. Hei huet jo net jiddferee seng Kéi gradesou laang schonn op där Wiss. Et si mir, d'Industrienatiounen, déi zur Iwwerbelaaschtung vun der Allmende gefouert hunn. De Moment sinn awer ze vill Kéi op där Wiss, an elo geet et dann drëm, wie seng fir d'éischt misst erofhuelen.

Duerfir gëtt et fir eis zu Bali nëmmen eng Léisung: D'Industrielänner mussen hir Responsabilitéit fir d'Schafung vum Klimaproblem definitiv an endgülteg agestoen a si mussen hir Verantwortung iwwerhuelen, fir als Éischt e puer Béischte vun der Wiss ze huelen. Ech ginn dat Gefill net lass, dass dat Ëmmer-erëm-mam-Fanger-op-China-an-Indien-Weisen näischt anescht ass, wéi dovun ofzelenken, dass mir déi sinn, déi eigentlech de ganze Problem créeiert hunn. Et sollt een do vläicht eis selwer drun erënneren, dass, wann ee mam Fanger op aner Leit weist, méi Fangeren op ee selwer weise wéi op deen, op deen ee wëllt weisen.

A wou steet Lëtzebuerg dann an där ganzer Problematik?

Ech sinn, Här President, am Géigesaz zum Här Oberweis der Meenung, dass den Här Lux éischter soll „profil bas" maachen an net ze haart eis Stëmm erhiewen, well éischtens mengen ech si mer awer, wat déi global Quantitéit vun CO_2-Ausstouss ubelaangt, relativ Quantité négligeable, an zweetens si mer net grad e Musterschüler am Klimaschutz. Well wann dat räichste Land et net fäerdeg bréngt, seng Reduktiounsziler vun 28% anzehalen, mä éischter d'Tendenz huet erëm méi héich ze leie wéi 1990, da schwätzt ee léiwer net ze haart an et verlaangt ee léiwer net ze vill vun anere Leit. Virun allem soll een anerer keng Lektiounen erdeelen!

Duerfir, mengen ech, hu mer besser, mir halen eis am Fahrwaasser vun der EU, déi engersäits sécherlech och nach net perfekt dosteet, mä déi, wann een d'Bild insgesamt kuckt, besonnesch wann een déi 15 nei Länner derbäihëlt, awer méi ka virweisen, wéi mir vläicht als eenzelt Land, an op där anerer Säit och ka virweisen, dass se awer kloer Engagementer geholl huet.

Duerfir géife mir den Ëmweltminister bieden, op jidde Fall alles ze ënnerstëtzen, wat mat direkte Resultater verbonnen ass. Hie soll ënnerstëtzen, dass esou séier wéi méiglech d'Aviatioun an d'Schëfffahrt mat erageholl gëtt. E soll alles ënnerstëtzen, wat den CO_2-Marché méi grouss ka maachen. Do kann een och vläicht domat rechnen, dass och Länner, Regiounen, jo och Stied - dat gesi mer an Amerika - souguer fräiwëlleg mat den Europäer an en CO_2-Marché eraginn, obwuel hiert Land de Kyoto-Protokoll net ënnerschriwwen huet, well se gesinn, dass se souwisou eng Kéier wäerten dozou forcéiert ginn a si dat vläicht léiwer vu sech aus maachen.

Mir bieden den Ëmweltminister, keng zweifelhaft an och nach esou bal net disponibel Technologien ze ënnerstëtzen, wéi zum Beispill d'Technologie vum „Carbon Capture and Storage". An deem Kontext géif ech de Minister och ganz gäre froen, wéi dann d'Positioun vun der Regierung ass zu där Äusserung vun der Cegedel viru kuerzem, déi gesot huet, si wéilt an en 100-Megawatt-Kuelekraaftwierk investéieren, dat déi do Technologie géif uwennen.

Mir si méi wéi skeptesch, wat déi Technologie ubelaangt. Éischt Essaien, déi gefuer gi sinn, weisen, dass ähnlech Problemer komme wéi beim Stockéiere vun Atommüll. Et ass ganz geféierlech, et ass problematesch, dass déi Ënnergrondbiedem net dat halen, wat se verspriechen, a mer méi Problemer schafen, wéi mer der léisen.

Schlussendlech biede mer hien och, och wa mer wëssen, an och als Gréng wëssen, dass mer an enger Iwwergangszäit net derlaanscht kommen, eng Rei CDMen ze kafen, op jidde Fall ze hëllefen, dass dat net als den, wéi soll ech soen, Instrument miracle duergestallt gëtt, fir an Zukunft Problemer ze léisen. Ech hu keng Zäit an den Detail ze goen, mä bei engem Seminaire vun der ASTM ass ganz kloer derbäi erauskomm, dass ee ganz nüchtern muss un déi Instrumenter erugoen an dass dat op jidde Fall net d'Léisung vun allem ass.

M. le Président.- Här Gira, Dir misst och zum Schluss kommen!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech kommen zum Schluss. Ech hunn nach ee Saz, Här President. Merci fir Är Flexibilitéit!

Duerfir mengen ech, dass wa mir als Lëtzebuerg erëm eng Kéier wéilte glafwierdeg um internationale Klimaparkett matdanzen, da musse mer virun allem eppes maachen: all eis Energie opwenden, fir heiheem déi dréngend noutwendeg strukturell Moossnamen an d'Wee ze leeden, déi méi wéi iwwerfälleg sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Gira Merci. Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Eis Kanner an eis Kandskanner kënnen eis am Fong geholl Leed doen, wann dat kënnt, wat d'Wëssenschaftler viraussoen, nämlech datt de Klimawandel vill méi séier kënnt wéi si et virausgesot haten, datt mer héchstens nach zéng bis 15 Joer Zäit hu fir dee Paradigmewiessel erbäizeféieren, dee muss kommen, wa mer den Temperaturanstieg op maximal zwee Grad wëlle limitéieren. A wat dat heescht, dat wësse mer alleguer. Dat ass scho kee Kannerspill.

Nëmmen d'Industrielänner, déi zum allergréissten Deel fir déi aktuell Situatioun verantwortlech sinn, kënnen dat packe wa se et wëllen. D'technesch Potenzialer, fir déi Erausfuerderung ze packen, sinn do, mä si

mussen ugewannt ginn. Si mussen ëmgesat ginn. Duerfir ass et och richteg, datt d'Politik muss Parametere setzen an dee Quantesprong an der Energiepolitik förderen an erbäiféieren.

Duerfir ënnersträiche mir och d'Wichtegkeet vun där Konferenz zu Bali. Här Minister, Dir hutt eis gesot wat fir eng gewalteg Roll datt mir als klengt Land eventuell do spillen. Mir maachen eis jiddefalls keng allze grouss Illusiounen, mä et ass awer wichteg, datt doriwwer geschwat gëtt.

Ech wëll eng Kéier méi hei menger Roserei driwwer Ausdrock ginn, datt d'Mënschheet schrecklech Zommen an d'Rüstung investéiert, fir sech géigesäiteg op de Kapp ze schloen - dat läit ëm déi 150 Milliarden Dollar d'Joer -, an datt mer jorelaang driwwer lamentéieren, fir an der Energiepolitik virunzekommen; wat an engem éischte Schrëtt natierlech vill Geld kascht, mä eis awer ëmgekéiert herno erëm vill méi Geld erabréngt, datt mer einfach net dovunner lasskommen. Och Lëtzebuerg huet décidéiert en Airbus A400M ze kafen, dee mer wahrhafteg net brauchen. Dir wäert et herno gesi wa mer en eng Kéier hunn. Wa mer dat Geld direkt géifen emol an eng nohalteg Energiepolitik investéieren, dann hätte mer an där Bezéiung schonn e Schratt gemaach.

Et besteet och kee Widdersproch dertëschent eng aktiv Klimaschutzpolitik ze maachen am Wirtschaftswuesstem. Bien au contraire. De „Stern"-Report seet jo, datt mer héchstens 1% vum PIB mussen dran investéieren, fir dohin ze kommen, a wa mer näischt maachen, datt et dann effektiv och wirtschaftlech - net nëmme klimapolitesch, mä wirtschaftlech - an d'Katastroph féiert, well dat 5 bis zu 20% vum globale PIB ka kaschten.

Duerfir, Här President, muss ee soen, d'Konferenz vu Bali ass zum Erfolleg verdaamt. Onofhängeg dovu muss Lëtzebuerg de Maximum maachen, deen dran ass. Mir hu Méiglechkeeten. Mir mussen op dee Wee do goen. Ech wéilt zum Schluss soen, den éischte Schratt derzou ass, datt mer nach wesentlech méi Informatioun a Sensibilisatioun bei der Bevölkerung maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Ëmweltminister Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro, déi ee sech ëmmer erëm stellt, dat ass déi: Wivill Rapportë brauche mer eigentlech nach bis mer kapéiert hunn, dass et keng Excusë méi gëtt? De Rapport vu Valenzia, deen eng ganz intelligent Synthes - fannen ech - ass vun deene véier Rapportë vum GIEC virdrun, seet eis dat, wat mer a sech och hei an dësem héijen Haus scho säit e puer Joer ëmmer erëm soen. Trotzdeem geheit mech all Dag e bëssen déi Fro op, dass de Gruef tëschent de grousse martialeschen Appellen an deem, wat déi haart Realitéiten am politeschen Alldag an der Ëmsetzung vun där Politik, déi mer brauchen, amgaangen ass an eise Breitengraden ëmmer méi grouss ze ginn.

Dofir mengen ech ass och - fir domadder unzefänken - déi Roll, déi mer zu Bali ze spillen hunn - fir dem Här Gira dat ze soen -, sécherlech eng appropriéiert bescheiden, awer present, fir am Rahme vun der Enceinte vun der EU dofir ze suergen, dass mer effektiv eng gewësse Visioun och zu Bali vertrieden, dass mer virun allem awer och kloermaachen - wat hei mengen ech vu jiddferengem gesot ginn ass -, dass mir déi Lescht sinn, déi deenen anere Lektioune kënnen erdeelen. Eis Kéi sinn effektiv scho soulaang op der Weed, dass se scho bal net méi goe kënnen.

Deementspriechend ass et sécherlech och un eis als Europäesch Unioun mat deem Leadership, där Virreiderroll, déi mer eis jo virgeholl hunn an den Décisioune vum Conseil européen vum 20. Mäerz vun dësem Joer, och offensiv zu Bali opzetrieden. Mir hunn am Mäerz gesot: D'Europäesch Unioun ass bereet 20% bis d'Joer 2020 weider ze reduzéieren am Rahme vun engem eesäitege Virschlag, dee mer dohinner leeën, an nach eng Kéier 30% oder awer en op 30% ze reduzéieren am Rahme vun engem multilateralen Agreement.

Ech mengen och, dass nach ëmmer d'Chance besteet, den Défi nach ëmmer do ass, fir konkret ze handelen. Op Lëtzebuergesch ëmgesat, heescht dat, dass mer zéi mussen un der Ëmsetzung vun deenen zéng Bausteng wierken, déi mer hei virun der grousser Vakanz an der Chamber virgeluecht hunn. Dass dat net ëmmer einfach ass, huet eis och an deene leschten Deeg nach d'Aktualitéit gewisen. Mä wann ech héieren a wat fir engem Mooss d'Fraktiounen hei am Haus hannert deem Défi stinn, da ginn ech dervun aus, dass mer och am nächste Joer eng Rei vu Virschléi hei kënne maachen, déi eis effektiv - Paradigmewiessel ass vläicht e grousst Wuert, mä déi eis awer - zéi a konsequent dozou féieren och eis inlännesch Emissiounen, virun allem déi, ze reduzéieren.

Et ass kloer - an de Roger Negri huet dat gesot -, de Generalsekretär vun der UNO huet jo, wéi esou vill anerer, eng Rees gemaach, déi hien duerch den Amazonas, d'Antarktis an och an de Chile gefouert huet. Dono huet och hie vläicht déi lescht Goutte gehat, déi hie gebraucht huet, fir ze verstoen, dass de Klimawandel à l'œil nu amgaangen ass ze geschéien.

An deenen nächste Wochen, wann och eis Bierger sech a Bewegung setze fir Ski fueren ze goen, sollte se vläicht drun denken, dass wa se gehäit sinn, dass se kee Schnéi hunn, dass se net nëmme sollen trivial un dat denken, wat dat fir hire Passe-temps an der Vakanz bedeit, mä drun denke wat dat bedeit fir dat, wat planetär amgaangen ass ze geschéien an un déi Konsequenzen, déi domadder verbonne sinn.

Wann dat heescht kee Ski fueren, ass dat, mengen ech, net besonnesch schlëmm, mä wann dat ënnert dem Himalaya oder ënnert dem Kilimanjaro fir Millioune Leit heescht definitiv kee Waasser méi ze hunn an d'Waasserversuergung, déi scho fir vill Leit net méi assuréiert ass, definitiv ze verléieren, dann ass de Klimawandel deementspriechend méi eng dramatesch Folleg.

Wat iwwregens - an de Charles Goerens huet dat gesot - derzou féiert, dass sech méi wéi jee déi eenzel Politiken och amgaange sinn ze treffen. Tëschent der Politik Klimawandel, der Politik vun der Entwécklungszesummenaarbecht, der Politik vu Ressourcen, der Politik vun der Gouvernance mondiale, déi ze maachen ass.

All dat féiert ëmmer méi derzou, dass vläicht eng Kéier déi Grouss a Mächteg vun dëser Welt sech sollten zesummesetzen an drun denken, dass niewent dem gréissten Echec, deen d'Mënschheet erlieft, nämlech dass se et net fäerdeg bréngt d'Aarmut definitiv auszeradéieren, de Problem vum Klimawandel een ass, dee sécherlech mat vill Moyenen, esou wéi et zum Schluss hei gesot ginn ass, och mat deene Moyenen, déi mer eis all Dag erlaben, fir a militäresch Oprüstung an an aneres ze stiechen, fir dee Beräich ze huelen ass.

Ech mengen, alles dat ass och Bali. Wa mer dann zu Bali sinn, gëllt et - fir mech jiddefalls - un éischter Stell kloerzemaachen, dass et zum Kyoto-Protokoll keng Alternativ gëtt. Et si ganz vill aner Versich gemaach gi fir aner Modeller, mä deen eenzeg valabelen, kohärenten, och haut juristesch bestehende Modell ass deen doten. Mir hunn also fir d'éischt innerhalb vun der UNO ze räsonnéieren, a mir hunn ze räsonnéieren an der Fortsetzung vum bestehende Kyoto-Protokoll.

Dat ass keng Evidenz. Dat ass fir vill Länner, déi op Bali kommen, keng Evidenz, mä domadder geet et un. A mir hunn zweetens dofir ze suergen, dass dee wichtegste Punkt, dee Kyoto a sech ausseet, nämlech dass d'Verschmotzung vun der Atmosphär e Präis kritt, dass dat och, mengen ech, an all neie Regime Post-Kyoto muss de Fuedem sinn, deen duerch all Versich och fir all déi aner Länner muss goen.

Ech wëll ganz kuerz fir eis innerhalb vun der Europäescher Unioun, mä och fir eis als Lëtzebuerger zu Bali soen, dass et aacht Punkte gëtt, déi fir mech d'Bedingunge sinn, fir dass Bali e Succès ka sinn.

Deen éischten ass deen, eng Visioun auszeschaffen, déi kloermécht, dass mer déi Äerderwäermung iwwer zwee Grad Celsius par rapport zum Ufank vun der Industrialiséierung duerch eng ambitiéis Zilsetzung musse verhënneren.

Zweetens ass et kloer - dat ass, mengen ech, vun all Riedner gesot ginn -, dass et der am Kader vun deem Boot do gëtt, déi vill méi mussen drécke wéi anerer. Ech mengen, dass dat vläicht taktesch e gutt Element ass, mä wäit dovunner ewech ass ze soen, wat a sech deen eenzege gerechte Modell wär, nämlech jiddferengem Äerdebierger, egal wou en op dem Planéit wunnt, déiselwecht Zuel vun Tonnen CO_2-Emissioun ze garantéieren, a Punkt fäerdeg. Dat ass deen eigentlech eenzege richteg gerechte System, mä tëschent den 20, 25 Tonne pro Äerdebierger an Amerika an zu Lëtzebuerg an der hallwer Tonn am Burkina Faso, wësse mer - an esou pragmatesch si mer och -, dass dotëschent e Gruef ass, deen een net einfach duerch e Fiederstréch oder duerch een Accord, dee mer géifen do treffen, kann aus dem Wee radéieren. Duerfir, mengen ech, musse Pisten a Weeër fonnt ginn, wéi mer dat mëttel- a laangfristeg fäerdeg bréngen.

Drëttens ass et kloer, datt en Accord vu Bali muss implizéieren, datt déi grouss Emittente musse mat dobäi sinn.

Ech gesinn och do, Kolleeg Gira, éischter d'Amerikaner an d'Kanadier an d'Australier wéi op där anerer Säit d'Chinesen, d'Inder an d'Brasilianer, mä ech mengen, och all déi aner mussen dobäi sinn. An de Grupp vun de 77, mengen ech, muss och dobäi sinn.

Wann ech zum Beispill un déi arabesch Staten, un déi Pëtrol exportéierend Staten denken, da mussen och déi bereet si fir an engem Accord mat dobäi ze sinn, deen natierlech muss flexibel an équitabel sinn - flexibel, fir jiddferengem no senge Moyene seng Reduktiounsziler, seng Efforten ze déterminéieren, an équitabel, fir a Betracht ze huelen, wien iwwerhaapt de Klimawandel provozéiert huet a wien haut och déi politesch a virun allem finanziell an ekonomesch an, ech géing bal soen technologesch Capacitéiten huet, fir och eppes dogéint ze maachen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Véierte Punkt ass den Ausbau vum Emissiounshandel, an dozou gehéieren och déi flexibel Mechanismen - sécherlech no deene Kritären, déi mer nach d'lescht Woch an der Ëmweltkommissioun diskutéiert hunn. Déi Kritäre musse stëmmen, mussen durabel Kritäre sinn, dat ass evident, mä ech mengen, dass dee Mechanismus do en Häerzstéck ass vun dem Accord vu Kyoto, dee seet: Mat deene mannste Moyenen dee meeschten Ausstouss verhënneren. Och déi Moyene mussen also spillen an agesat ginn, fir datt mer weiderkommen.

Fënneftens ass an esou engem Accord a mengen Ae d'Kooperatioun am Kader och vun de flexibele Mechanisme fir d'Recherche, fir d'Technologietransferten, fir d'Développementsméiglechkeeten an deene Länner, déi an der Entwécklung sinn, enorm wichteg.

Et geet net nëmmen dorëm, dann dohinzegoen an iwwer Projete fir erneierbar Energien, iwwert d'Sanéierung vun Deponien do eppes ze maache fir sech, mä och eppes ze maache fir déi Länner, fir datt dat net nëmme Projete sinn, déi mer esou parachutéieren, an awer net en aval an en amont dofir suergen, datt se deene Länner och wierklech erlabe fir sech wirtschaftlech a virun allem och sozial ze entwéckelen.

Sechstens: Ee Punkt, dee ganz wichteg wäert ginn zu Bali ass dee vun de Moyenen, déi mir bereet sinn an den entwéckelte Länner, an den industrialiséierte Länner, an de räiche Länner, an déi Fongen ze speisen, fir deene Länner, déi haut schonn ënnert dem Klimawandel leiden, déi néideg Adaptatiounsmesuren ze finanzéieren.

Wann do net Butter bei die Fische kënnt, da kënne mer zu Bali all Accord vergiessen, an dat heescht och fir eis hei zu Lëtzebuerg wéi fir all Länner innerhalb vun der Europäescher Unioun, datt déi Fongen, déi nëmme mat ganz vill Méi a mat ganz ville Rappelen an deenen eenzelne Länner wierklech gespeist ginn, datt dat och muss geschéien, an duerfir hu mir an deene jeweilege Conseilen och eis Accordë gi fir dat Néidegst ze maachen.

Siwente Punkt ass dat, wat - mengen ech - och hei vun engem Riedner gesot ginn ass: Mir mussen e klore Geste maachen, datt mer och bereet si fir d'Emissiounen aus der Aviatioun an aus der Schëfffahrt an de Beräich vum Emissiounshandel mat eranzehuelen. Doriwwer wäerte mer schonn den 20. Dezember am Conseil vun den Ëmweltministere weider Décisiounen huelen.

An aachte Punkt si schlussendlech déi Projeten, déi de Charles Goerens ugeschwat huet, um Niveau vun der Déforestatioun, fir déi ze stoppen an ze reduzéieren, well se haut net nëmme fir 20% vun den Emissioune responsabel ass, mä och verheerend sozial, gesellschaftlech a wirtschaftlech Folgen huet fir déi Länner, déi dovunner betraff sinn.

Ech wëll op déi Fro äntwerten, déi de Camille Gira mer gestallt huet am Zesummenhang mat dem CCS, dem „Carbon Capture and Storage". Eis Positioun bis elo vis-à-vis vun där Technologie ass, dass mer gesinn dass et eng Technologie ass, déi net definitiv assuréiert ass, an eng Technologie ass, déi ëmmer déi latent Gefor mat sech bréngt, datt se en Alibi duerstellt, fir ze soen: Mä wa mer déi Technologie hunn, da kënne mer jo erëm weiderfueren, well mer d'Méiglechkeet hunn, éischtens ze capturéieren an zweetens och ze stockéieren. Dat ass eis Positioun ëmmer gewiescht an de Conseilen - wéi vill anerer och.

Ech wëll awer ganz kloer soen, datt déi Positioun do vu villen an der Europäescher Unioun net gedeelt gëtt. Besonnesch vun deene grousse Länner net, déi sech hei och eng ganz Rei vu wirtschaftlechen Notzen erwaarden aus deem, wat doran ass. Virun allem gëtt an engem multilateralen Agreement erwaart, och vun enger ganzer Rei vu grousse Länner - China un éischter Stell, Indien och -, datt dat eppes ass, wat an engem Agreement mat als Méiglechkeet abezu gëtt.

Et ass also net esou evident, do vun enger Positioun, déi een huet, unzehuelen, datt een déi ouni Weideres zu Bali kann ëmsetzen. Fir mech wär et schonn ideal, wa mer et fäerdeg géife bréngen zu Bali - ech wëll elo net, datt Der sollt laachen -, mä wa mer zu Bali et fäerdeg bréngen en Aarbechtsgrupp anzesetzen, fir eng Roadmap opzestellen, déi op der Basis vun deenen aacht Pisten do Kopenhagen am Dezember 2008 géif preparéieren. Da wär Bali schonn en Erfolleg.

A wann an deem Aarbechtsgrupp do niewent der Europäescher Unioun, niewent dem Grupp vun de 77 och d'Amerikaner dobäi wären, China dobäi wär, Indien dobäi wär, da wär dat scho ganz grouss. Mir soe jo normalerweis: Wann s de e Problem net wëlls léisen, da schaf en Aarbechtsgrupp. Hei muss ech éierlech soen, et wär eng grouss Avancée wa mer et géife fäerdeg bréngen, datt dat zu Bali géif stattfannen.

An ech mengen och, ouni mech wëllen anzemëschen a politesch Décisiounen, déi d'amerikanescht Vollek bei de Presidentschaftswahle muss huelen, mä vu datt mer - egal wéi - en neie President wäerte kréien, muss een och wëssen, datt dat eng Dynamik kéint schafen, vun där souguer déi Iddi kéint profitéieren, déi den Al Gore scho vill dorëmmer verbreet huet, fir vläicht scho virun 2012, scho vläicht 2011 en neien Accord festzehalen, also net onbedéngt bis de leschten Dag ze waarden. Och dat ass eng Iwwerleeung an där Dynamik, déi et kéint ginn, déi een net aus den Aen däerf verléieren.

E lescht Wuert zu der Fro, déi...

(Interruption)

Dat däerf ech net soen, ech denken et awer.

E lescht Wuert zu dem „burden sharing" an der Fro vum Charles Goerens betreffend och dem Lëtzebuerger „burden sharing". Hie weess - e war laang genuch dobäi -, datt een doriwwer villes kann denken, awer nach net villes ka soen.

Mir sinn an der Europäescher Unioun jo alleguer amgaang eis op déi Diskussioune virzebereeden. Déi Propositioune vun der Kommissioun, souwuel wat d'Methodologie wéi d'Kritären ubelaangt, si jo vum 5. Dezember verluecht ginn op de Januar. Mer wäerten déi Diskussioun also do féieren.

Ech wëll just hei soen: Lëtzebuerg wäert sech net de Luxus kënne leeschten, fir net och weider dozou ze stoen a Reduktiounsziler och fir d'Zukunft ze iwwerhuelen. Et wär, géif ech mengen, fir eist Land scho bal moralesch-ethesch verwerflech ze mengen, datt mer eis do kënnen ënnert den Teppech maachen an eis ofducken a maachen, wéi wann eis deen Défi och fir d'Zukunft national näischt géif ugoen. Dat ännert näischt dorun - soen ech hei och gradesou däitlech -, datt et net verbuede wäert sinn.

Dat wäert meng Attitüd och si fir déi objektiv Spezifissitéiten, déi mer hunn - jiddfereen heibanne kennt déi -, op den Dësch ze leeën. Dat hu mer am zweeten Allocatiounsplang zum Beispill an der Opleeung vun Inlands- an Auslandsémissioune gemaach. Dat wäerte mer och maachen, andeem mer der Meenung sinn, dass déi eenzel Secteure mussen no enger europäescher Benchmark matenee verglach ginn, net innerhalb vun engem nationale Kader. Mir mengen och, dass e PIB, deen een hei zu Lëtzebuerg hëlt, sécherlech an der Fro och vun der Unzuel vu Frontalieren an anerer an engem anere Liicht muss gekuckt ginn, wéi dat méiglecherweis bei aneren de Fall ass.

Schlussendlech mengen ech och, dass et ëm d'Kredibilitéit geet, dass et net ka sinn, dass déi eng bei -28 oder -21 stinn, an déi aner stinn nach bei +20 an esou virun. Déi Fourchette do innerhalb vun der Europäescher Unioun muss sech och reduzéieren, fir dass e kredibele Message erauskënnt.

Ofschléissend, zu enger Fro vum Här Goerens, däerfe mer net vergiessen, dass mer am Kader vum „burden sharing“ net nëmme schwätze vum „burden sharing“ um Niveau vun den CO_2-Emissiounen. Mir hunn dräi „burden sharing“en ze diskutéieren: deen heiten, awer och deen um Niveau vun den erneierbaren Energien an och deen um Niveau vun der Energieeffizienz, wou mer eise Plang elo am Januar virzeleeën hunn. Och do mengen ech, dass déi dräi mussen an hiren Efforten an an hire Leeschtungen zesumme gekuckt ginn. Dat heescht, mir hätten och gären dat gesamte Bild um Niveau vun der Europäescher Unioun, éier mer muer kéinte Jo oder Nee soen zu engem Stéck vun deem Mosaik, dee mer den 20. Mäerz am Conseil ofgemaach hunn.

M. le Président.- Merci, Här Lux. Erlaabt Der kuerz nach eng Zwëschefro vum Här Goerens?

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt de Minister froen, wann elo d'CO_2-Emissioune vum Fluchverkéier a vum Schëffverkéier och mat kontabiliséiert ginn: Wat geschitt mat deenen Emissiounen, déi vu Schëffer gemaach ginn, déi ënnert dem Lëtzebuerger Pavillon maritime fueren?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Do iwwerfrot Der mech. Ech hu mech an deene leschte Woche vill konzentréiert op déi Fro vun der Aviatioun, déi scho schwiereg genuch ass, och am Zesummenhang mat eisen Opérateuren hei. Wat d'Schëfffahrt ubelaangt, gëtt et jo nach keng Proposition de texte vun der Kommissioun. Am Géigesaz zu der Aviatioun, wou jo d'Texter virleien, wou d'Europaparlament jo d'lescht Woch seng Décisioune geholl huet, déi iwwregens, soit dit en passant, relativ wäit ewech si vun deem, wat am Conseil vun de Ministere geduecht gëtt.

Mä um Niveau vun der Schëfffahrt gëtt et nach keng Propositioun vun der Kommissioun. Déi ass also ofzewaarden. Dat ass eng Fro mat där ech mech awer emol an deenen nächsten Deeg wäert beschäftegen, fir ze kucke wat fir eng Attitüd Lëtzebuerg an där dote Fro, wann emol Texter da virleien, kéint anhuelen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass dëse Punkt ofgeschloss. Mir kommen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5471 iwwert deen de Stat autoriséiert gëtt, „à fournir une garantie bancaire pour la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain“. De Rapporteur ass hei den honorabelen Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

7. 5471 - Projet de loi autorisant l'État à fournir une garantie bancaire pour la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetzesprojet geet et drëm, fir dem Stat ze erlaben, eng Bankgarantie fir d'Schafen an d'Bedreiwe vun engem städtesche Wärmenetz opzehuelen. Dëse Projet ass de 4. Mee 2005 vum Wirtschaftsminister hei déposéiert ginn. En ass favorabel am Fong aviséiert ginn duerch déi eenzel Chambres professionnelles an och vum Statsrot, quitte dass se op eenzel Punkten hir kritesch Bemierkungen zum Text gemaach hunn. Mä iwwert d'Richtegkeet an d'Wichtegkeet vun deem Projet, ëm deen et hei geet, wou et drëm geet, fir déi néideg gesetzlech a finanziell Viraussetzung ze schafen, dass e ka realiséiert ginn, do sinn et keng Divergenze ginn am Kader vun dëser Prozedur.

Mir waren och eestëmmeg an eiser Kommissioun fir ze soen, dass dat hei e Projet ass, deen, an enger ofgeännerter Form zwar, vun der Chamber sollt gestëmmt ginn. Firwat muss d'Chamber iwwerhaapt hei intervenéieren? Dat ass déi éischt Fro, déi ech ka vläicht stellen.

Vläicht wär et bei engem finanziellen Engagement vum Stat an esou en Opbau vun engem Fernwärmenetz duergaange fir iwwert d'Budgetsgesetz déi Autorisatioun do ze kréien. Mä mir bewegen eis hei am Kader vum berühmt-berüchtegten Artikel 99 vun eiser Verfassung, dee jo virschreift, dass bei all wichtegem finanziellen Engagement vum Stat muss iwwer e Spezialgesetz eng Autorisatioun virleien. A well et sech hei ëm eng Bankgarantie bis zu 18 Milliounen Euro handelt, déi soll kënne vun där neier Gesellschaft opgeholl ginn, a wou de Stat géif dann d'Bankgarantie stellen, ass et also noutwendeg, dass de Législateur agräift an iwwert dëst Spezialgesetz eng Autorisatioun zu deem doten Engagement vum Stat gëtt.

Dat Fernwärmenetz, wat soll opgebaut ginn, dat beweegt sech an a ronderëm Belval. Op den Territoiren also vun de Gemengen Esch a Suessem. D'Wäermt fir dat Netz gëtt geliwwert vun Twinerg S.A. Dir wësst, dass dat u sech de Bedreiwer ass vun där Gas-Damp-Turbin, déi viru Joren opgebaut ginn ass an déi eng insgesamt Capacitéitsleeschtung vun 350 Megawatt huet. Bei där Stroumproduktioun opgrond vu Gas fält Wäermt of, an déi Wäermt gëllt et hei optimal ze notzen a weiderzereechen.

Dat entsprécht iwwregens genau enger Verflichtung, déi den deemolegen Ëmweltminister den 28. Abrëll 1999 an d'Betribsgenehmegung ageschriwwen hat an déi virschreift, dass, wann et zu engem Opbau vun esou engem Wärmenetz kënnt, d'Twinerg déi néideg Wäermt och ofgi muss. D'Zil wär et, fir e globale Wierkungsgrad vun der ganzer Zentral an Héicht vu 75% ze erreechen.

Mat deem heiten Invest, mat deem heite Projet, dee progressiven Opbau vun deem Fernwärmenetz ronderëm déi Zentral, gëtt elo eigentlech d'Viraussetzung geschafen, dass och de Genehmegungsoplage Rechnung gedroe gëtt, esou wéi se 1999 festgeschriwwe gi sinn.

Iwwert deen dote Wee kënnen 13.000 bis 20.000 Tonnen CO_2-Emissiounen agespuert ginn, gleeft een den Aussoen, déi déi zoustänneg Ministere viru kuerzem op enger Pressekonferenz gemaach hunn. Allgemeng muss ee soen, dass, wann een och eis Handlungsméiglechkeeten als Lëtzebuerger Land kuckt am Beräich vum Klimaschutz, am Beräich vun enger rationeller Energienotzung, d'Notzung vun der Wäermt eigentlech e relativ interessante Créneau ass, deen et weider gëllt auszebauen a wou mer nach Aspuerpotenzial hunn, wou mer kënne CO_2-Emissiounen aspueren a wou mer kënnen d'Energie méi intelligent a méi rationell asetzen.

Duerfir ass et kloer, dass deen heite Projet, wéi aner Projeten och - ech mengen, et ass net deen éischte Projet, deen an deem Beräich gemaach gëtt; och an der Vergaangenheet si schonn ähnlech Projete realiséiert ginn. Ech komme vun Diddeleng. Zu Diddeleng ass, wann ech mech net iren, iwwerhaapt deen éischte Projet vu Fernwäermt opgebaut ginn, Enn der 70er Jore schonn, vum Fonds du logement, zesumme mat der Gemeng Diddeleng am Quartier vum Brill, an an den 80er Joren ass dat dann ausgebaut ginn. Och do huet de Stat ëmmer gehollef, fir déi Saach virunzedrécken. Ech denken hei un déi Projeten um Quartier Kierchbierg, déi duerchgefouert gi sinn, wou och eng extra Gesellschaft jo geschafe ginn ass sengerzäit, fir kënnen esou Projeten opzebauen.

Dat heiten ass e ganz wichtege Schrëtt. Ech wëll och drun erënneren, dass et och zënter etleche Jore staatlech Hëllefe gëtt. Bis zu 40% kann de Stat bäileeën, wann eng Gemeng oder en aneren Träger dohinnergeet an e baut esou Wärmenetzer op. Also ass dat schonn eng ganz interessant Pist, déi et och gëllt an nächster Zäit a Saache Klimaschutz ze verfollegen.

Déi konkret Aarbechten un deem Opbau vun deem Wärmenetz zu Belval fänken net eréischt u mat dem Vote vun deem heite Gesetz. Déi si scho laang Joren a Preparatioun. Fir d'éischt sinn Etüde gemaach ginn, an duerno ass et och schonn zu konkreten Aarbechten um Terrain komm, iwwer eng aner Struktur, iwwer e Groupement d'intérêt économique, GIE SUDCAL, an deem de Stat, d'Gemengen an Agora haut vertratt sinn, an déi eigentlech do eng wichteg Viraarbecht geleescht hunn, esou dass, wann déi nei Gesellschaft entsteet, wou jo geduecht ass fir och herno alles, den Aktiv an de Passiv vun de bestehende GIE, dann ze iwwerhuelen, dass déi also praktesch kann nahtlos un dat uknäppen, wat zënter 2002 vum GIE SUDCAL vu Viraarbechte geleescht ginn ass.

Insgesamt sinn 3 Milliounen Euro investéiert ginn an dat Netz do. Dat entsprécht 8,5 Kilometer Rouer, déi an deem dote Beräich verluecht gi sinn. Geplangt ass den Uschloss vu folgende Gebidder: Belval, Sommet als Erweiderung vun der Gewerbezon ZARE, d'Nonnewisen, dat ass e Wunnengsgebitt, wat entsteet. Den Terrain vun dem aktuellen Éilerenger Schlakentipp ass och virgesinn, fir mat un dat Netz do ugeschloss ze ginn.

Wat wichteg ass, an dat ass mengen ech ëmmer de Knackpunkt, wann ee wëllt esou Fernwärmenetzer opbauen, dat ass, dass et fäerdeg bruecht ginn ass, sief et iwwert de vertragleche Wee, sief et och iwwer aner Décisioune vun de Gemengen, fir eng Uschlossflicht ze erreechen. Mä leider ass et esou, dass do Divergenze bestinn. Och de Ministère de l'Intérieur huet an der Regel Problemer, fir esou eng Uschlossflicht ze genehmegen,...

(Interruption)

...well se der Meenung sinn, dass dat der fräier Konkurrenz tëschent den Energieträger net géif entspriechen an dass do de Gläichheetsprinzip violéiert wär.

Duerfir géif ech et perséinlech begréissen, wa mer eis vläicht kéinten hei derzou duerchschlängen, sief et d'Regierung, sief et d'Parlament, wat jo och kann eng Initiativ huelen, fir gesetzlech déi dote Fro ze klären an eng gesetzlech Grondlag ze schafen, sief et am Energiegesetz vun 1993, sief et am Stadentwécklungsgesetz vun 2004, fir dass ee kann als Gemeng an esou spezifesche Fäll beim Plange vun neie Quartieren, beim Plange vun neie Gewerbezonen och esou Virschrëfte maachen, dass eng Uschlossflicht un esou en öffentlecht Wärmenetz besteet. Well wann do jiddfereen, deen an déi nei Zon wunne kënnt, ka maache wéi e wëllt, dann ass d'Rentabilitéit vun esou engem System natierlech ni garantéiert. Dat ka jo awer och net eist Uleies sinn.

Aus dem GIE gëtt also eng Handelsgesellschaft, eng Société anonyme, wou de Stat soll déi écrasant Majoritéit vum Kapital ausmaachen. Als Partner si virgesinn d'Gemengen Esch a Suessem. D'Kapital, den Engagement, deen de Stat kann an där Gesellschaft huelen, ass op maximal 31.000 Euro limitéiert, wat d'Souscriptioun vum Gesellschaftskapital ugeet. Mä, wéi gesot, et ass virgesinn, dass iwwer Empruntë mat enger Garantie vum Stat bis zu 18 Milliounen Euro kënnen investéiert ginn.

D'Gesetz ëmfaasst och nach zwou zousätzlech Bestëmmungen, déi net oninteressant sinn. Well et ass virgesinn, dass och an deem Gesetz hei eigentlech schonn de Gesellschaftszweck vu SUDCAL definéiert gëtt. Et ass also op där enger Säit d'Schafen, mä awer och d'Bedreiwe vun deem Fernwärmenetz.

Wat och, mengen ech, net onwesentlech ass bei esou Projeten: Et gëtt och hei iwwert dat Gesetz festgeluecht, dass déi Aarbechten, déi SUDCAL am Kader vu sengem Gesellschaftszweck duerchféiert, vun öffentlechem Notze sinn. Dat bedeit also am Kloertext, dass et kann opgrond vun eisem Droit commun, wat d'Enteegnungen ugeet - et muss net de Fall sinn -, am Noutfall zu enger Enteegnungsprozedur kommen. Dat bedeit och, dass gewëssen Notzungsrechter domadder kënne verbonne ginn. Notzungsrechter vu staatlechem respektiv vu Gemengenterrain fir esou Zwecker kann an Usproch geholl ginn, respektiv och Privatterrainë kënne benotzt gi fir déi doten Zwecker. Natierlech an deem leschte Fall géint eng ugemiessen Entschiedegung.

D'Dauer vun den Emprunten ass och iwwert d'Gesetz op 20 Joer maximal festgeluecht. Dee leschten Artikel leet och fest, dass d'Konte vun där neier Gesellschaft mussen duerch e Réviseur d'entreprise gepréift ginn.

Den Extrait ass méi kleng wéi den ursprünglechen Text, deen d'Regierung eragereecht hat an d'Prozeduren. D'Regierung hat méi e laangen, méi e vollstännegen Text gemaach. Mä opgrond vum Avis besonnesch och vum Statsrot ware mer an der Kommissioun eigentlech der Meenung, dass ee sollt e Gesetzesprojet op dat beschränken, wat absolut noutwendeg ass, wou wierklech eng Interventioun vum Législateur muss kommen, fir gewësse Froen ze autoriséieren oder kloerzestellen.

Dat huet derzou gefouert, dass mer an eng Ofspeckungsaktioun vun deem Text mat eragaange sinn, deen elo vun ursprünglechen siwen Artikelen der just nach véier Stéck begräift, well an deem ursprünglechen Text vun der Regierung eng ganz Rei vun Dispositiounen dra waren, déi eigentlech an de Statute vun där neier Gesellschaft kënne geregelt gi respektiv och Widderhuelungen dra ware vu Bestëmmungen, déi mer haut am Gesellschaftsrecht erëmfannen, wat Droit commun ass, dee sech selbstverständlech och op déi nei Gesellschaft wäert applizéieren, a wou et also net noutwendeg ass an engem Spezialgesetz och nach eng Kéier déi Bestëmmungen dann ze widderhuelen. Esou dass ee ka mat rouegem Gewësse soen, dass mer hei eng rationell Aarbecht gemaach hunn an deen Text, wéi en elo virläit, deem entsprécht wou eng Interventioun vum Législateur zu deem heite Projet och noutwendeg ass.

Ech wëll lech also am Numm vun der Kommissioun bieden, fir deen heiten Text ze stëmmen. Ech géif och gären den Accord vun der Sozialistescher Fraktioun mat drunhänken, well mer der Meenung sinn, dass mer et hei mat engem wichtege Projet ze dinn hunn. E Projet, dee wegweisend ass am Beräich konkrete Klimaschutz an intelligent Energienotzung, a wou mer mat Freed festgestallt hunn, dass net méi spéit wéi de 14. November jo och de Liwwerungsvertrag Twinerg mat de bestehende GIE SUDCAL konnt ofgeschloss ginn, dass also all Viraussetzunge gi sinn, dass deen heite Projet en Erfolleg gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Sauber agedroen.

Discussion générale

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Consommatioun vun der Energie, déi viraussiichtlech weider an d'Luucht geet, an déi Répercussiounen, déi et op d'Bilanz vum CO_2-Ausstouss huet, stellt eis alleguer virun nei Erausfuerderungen. Net méi spéit wéi de Mëtte konnte mer eis jo laang dovunner iwwerzeegen.

Wat kënne mer maachen, fir eis CO_2-Bilanz méi a besser an de Gréff ze kréien an awer den Ufuerderunge vun enger moderner Industrie- a Konsumgesellschaft gerecht ze ginn? D'Méiglechkeeten, déi sech bidden, kënne ganz villfälteg sinn, sief et bei der Produktioun, bei der Distributioun oder beim Verbrauch. Der Ëmweltproblematik am Energieberäich gëtt an der nationaler Politik Rechnung gedroen, dat op deene Pläng, wou d'Politik intervenéieren oder sensibiliséiere kann.

De Gesetzesprojet vun haut dréit dann och de Stempel vun engem nationalpolitesche Wëllen d'CO_2-Bilanz ze verbesseren. Dat heescht, dës Bilanz an hirer negativer Entwécklung ze bremsen. Ech ginn elo hei net op den Historique vum Projet an. Den honorabelen Här Bodry huet a sengem exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, fir deen ech him félicitéieren, och dëse Volet mat ofgedeckt.

Et geet drëm e Réseau de chaleur urbain, dat heescht also e Fernheizsystem, e Fernheiznetz, dat un d'TGV-Zentral - TGV steet dann hei fir «Turbine Gas Vapeur» - vun Esch ugeschloss ass, ze realiséieren an ze exploitéieren. Dësen Investissement no bei der TGVs-Zentral erméiglecht engersäits eng Optimiséierung vum globale Rendement vun dëser Zentral. Anerersäits passt dësen Invest an déi national Strategie vun der Reduktioun vun den Emissioune vun CO_2.

Dezentraliséiert Produktiounsméiglechkeeten hätte fir d'Hëtzversuergung och kënnen an d'A gefaasst ginn. Si wäre souguer nach méi bëlleg ginn, wat de finanzielle Standpunkt ubelaangt, mä op d'Kyoto-Bilanz hätte si sech negativ ausgewierkt. Amplaz elo CO_2-Ausgläichzertifikater ze kafen, wat a sech wechgeworfent Geld ass, ass elo net zulescht aus Ëmweltconsidérationen de Wee iwwer eng S.A. mat engem Kapital vun 31.000 Euro, an där de Stat de Moment deen eenzegen Aktionär ass, zréckbehale ginn.

E privaten Investisseur huet sech net fonnt, mä et wonnert net, datt an Zukunft concernéiert Gemenge sech an där Gesellschaft, déi zwar eng kommerziell Form ugeholl huet, awer och gewëssermoossen als Service public ka betruecht ginn, bedeelegen. Fir déi Emprunten, déi dës Gesellschaft ophuele muss, gëtt duerch dëst Gesetz d'Regierung ermächtegt, eng Bankgarantie bis zu 18 Milliounen Euro iwwer maximal 20 Joer ze stellen.

(Interruption)

Wat dës Garantie ugeet, huet de Wirtschaftsminister der Chamberskommissioun confirméiert, an ech zitéieren do: «...que la garantie visée par le projet de loi sous rubrique ne constitue pas une aide d'État relevant de l'article 87 § 1 du Traité CE étant donné qu'elle remplit les conditions posées par la communication de la Commission sur

l'application des articles 87 et 88 du Traité CE relative aux aides d'État sous forme de garanties.»

Doriwwer eraus gëtt an dësem Projet och d'Utilité publique festgehale fir d'Realisatioun vun dësen Aarbechten, wat kéint eng Erliichterung duerstellen an der Prozedur, wann Expropriatiounen noutwendeg wären.

Wat de Finanzement ubelaangt, dierfte sech ënnert dësen Ëmstänn keng gréisser Problemer stellen. Engersäits entspriechen déi 31.000 Euro, déi de Stat als Kapital mat an d'Gesellschaft brëngt, enger méiglecher Subventioun vu ronn 40%, déi iwwert déi normal Subventiounsweeër vun de Loi-cadren an dësem Beräich kéinten accordéiert ginn, an anerersäits gëtt d'Garantie vum Stat net als Hëllef betruecht.

De Projet a sech ass eng gutt Saach, an ech brëngen dann och den Accord vun der CSV hei mat an.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Sauber. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen, fir d'éischt mäi Merci un eise Rapporteur, den Alex Bodry, deen dëse Projet am Detail presentéiert huet. Ech mengersäits wollt op e puer aner Aspekter vun dësem Projet agoen, a vläicht emol en aneren Historique vum Projet maachen.

Wéi koum et iwwerhaapt zu dësem Projet? Dëse Projet ass eng Konsequenz vun Initiativen, déi an der Lëtzebuerger Stolindustrie geholl gi sinn. Wéi d'Lëtzebuerger Stolindustrie vun der Flëssegphas erofgaangen ass op Elektrostoliewen, koum d'Iddi op, dass een och misst dofir suergen, dass den Approvisionnement un Elektreschem fir déi Instrumenter, fir déi Elektrostoliewe garantéiert wier oder besser ofgeséchert wier, wéi dat an der Vergaangenheet war. Duerfir koum d'Iddi, fir esou eng Turbine-Gaz-Vapeur zu Lëtzebuerg ze bauen.

Dat Instrument, déi Turbine-Gaz-Vapeur ass weltwäit fir d'CO_2-Bilanz eng gutt Saach. Weltwäit dréit se zur Reduktioun vun CO_2-Emissioune bäi. Fir Lëtzebuerg ass et eng kleng Katastroph. Well et muss een dorun erënneren, zum selwechte Moment, wéi an der Regierung 1994-99 de Wirtschaftsminister an Energieminister derfir plädéiert huet, déi Turbine-Gaz-Vapeur ze bauen, zum selwechte Moment huet den Ëmweltminister vun deemools, de verstuerwene Kolleeg Johny Lahure dofir plädéiert, dass ee géif hei zu Lëtzebuerg am Kader vum europäesche „burden sharing" an iwwregens mam Accord vun der Chamber - Europa huet jo gesot, mir maachen eis staark fir eng Reduktioun vun eisen CO_2-Emissioune vun 8% - ëm 28% erofgoen.

Här President, dat weist ënnert anerem, wéi geféierlech et ass, wann een an der Chamber a Motiounen esou labber aus der Hëft schéisst. Ech war och ee vun deenen - ech hunn nogekuckt -, déi déi Motioun matgestëmmt hunn, nicht ahnend, wat d'Konsequenze wieren. Mä d'Konsequenze sinn ënner anerem, dass mer Schwieregkeeten hunn, eis Objektiver ze erreechen, well mer bis dohinner praktesch eist ganzt Elektrescht aus dem Ausland importéiert hunn an déi CO_2-Emissiounen, déi do ugefall sinn - well et falen der jo un, wann een net just op Nuklearenergie zréckgräift -, Lëtzebuerg net ugerechent gi sinn. Mä elo mat der TGV-Zentral gi se Lëtzebuerg ugerechent. Si gi wäit iwwer eng Millioun Tonnen d'Joer, a mer hunn all Krämpes fir déi Objektiver, déi mer alleguer zesummen, ob bewosst oder onbewosst, déi meescht awer onbewosst agaange sinn, ze respektéieren.

Et ware verschidden Etüde gemaach ginn an herno ass erauskomm, dass de Bau vun enger 350-Megawatt-Zentral eigentlech den Optimum wier. An den deemolegen Ëmweltminister - dat war elo 1999 -, den Alex Bodry huet an d'Autorisatioun draschreiwe gelooss, dass déi TGV-Zentral op d'mannst e Wierkungsgrad vu 75% misst erreechen. An dee Wierkungsgrad, dee ka se nëmmen erreechen, wann déi sougenannt Reschtwäermt benotzt gëtt, fir zum Beispill Chauffage urbain ze maachen. Et waren och aner Initiativen envisagéiert ginn, déi awer fale gelooss gi sinn.

Et muss een awer wëssen, dass, wann déi Reschtwäermt net zur Verfügung steet, fir elektresch Energie ze produzéieren, da bedeit dat - wéi soll ech soen? - eng finanziell Abouss fir de Bedreiwer vun der Zentral, an deen hätt also gären déi Reschtwäermt bezuelt. Well et Reschtwäermt heescht, ass et net esou, dass se näischt wäert wär. Deen hätt also gär e Präis dofir. An eleng d'Tatsaach, dass eréischt virun e puer Wochen de Vertrag konnt ofgeschloss ginn, dee weist, wéi komplizéiert déi Verhandlunge ware fir de Bedreiwer vun där Zentral dozou ze kréien, e Präis unzebidden, deen - wéi soll ech soen? - déi Energie net méi deier mécht wéi iergendeng aner Form vun Energie fir d'Hëtzen oder fir d'Kille vun deene verschiddene Gebaier.

Ech war als Wirtschaftsminister, Här President, konfrontéiert mat enger Demande, fir och nach déi Zentral ze subventionéieren. Well am Kader vun der Loi-cadre war et normal, dass dee Betrib e Subsid, eng staatlech Hëllef gefrot huet. Ech sinn en aveu - an ech hunn net vill Luef dofir kritt -, dass ech als Minister dee Subsid refuséiert hunn. Ech hunn dee Subsid refuséiert au motif, dass nach Uschlossinvestissementer misste kommen duerch d'öffentlech Hand an dass ech net wëlles hat, dem Steierzueler seng Suen esou liichtschaz auszeginn. An ech hunn deemools dem deemolege Budgetsminister, deen och haut nach Budgetsminister ass, gesot, hie soll déi Suen eigentlech „earmarken" fir déi Investissementer, iwwert déi mer elo amgaang sinn ze schwätzen.

An et war och dat d'Ursaach, firwat mer e GIE kreéiert hunn, firwat mer bereet waren, eng ganz Rei vu Prefinanzementer ze maachen. An all Etüden hu bewisen, dass, ouni eng Subventioun vun der Gréissenuerdnung 40% an d'Infrastrukturen, esou en Instrument net rentabel kéint schaffen. An et ass och dat d'Ursaach, firwat ech an d'Gesetz vun 2004 iwwert de Régime d'aide à la protection de l'environnement e maximale Subsid vu 40% aschreiwe gelooss hunn.

Dëse Réseau, well de Stat en „von der Wiege bis zur Bahre" begleet an d'Kapital an d'Garantië stellt, brauch natierlech dee Subsid net. Mä d'Fro stellt sech fir aner Investissementer. Zum Beispill fir déi, déi d'Gemenge maachen, wéi dat elo do gehandhaabt gëtt. De Kolleeg Bodry huet schonn Diddeleng ugefouert mat deem Projet, deen an de 70er Joren am Brill gemaach ginn ass. Mä bei der Stad Lëtzebuerg - Verschiddener vun Iech hu jo gesinn, wat fir eng Aarbechten hei an der Géigend, Boulevard Roosevelt an esou weider an och um Kierchbierg, vun der Stad gemaach gi sinn -, do stellt sech d'Fro, an ech géif wierklech op dee Problem insistéieren. Den Innenminister ass elo leider net hei, dat ass och normal, dass hien net hei ass, hie war net gefrot, mä et wier awer wichteg, dass d'Gemengen och géife bei deenen Effortë gehollef kréien.

Dat heescht, dass eng Gemeng, déi esou Effortë mécht, och misst ähnlech gehollef kréie wéi elo indirekt d'Gemeng Esch gehollef kritt, andeem de Stat hei d'Garantie iwwerhélt an de Finanzement. Och aner Gemengen - ech huelen d'Stad Lëtzebuerg, mä dat kënnen och Biekerech an anerer sinn; Biekerech, mengen ech, huet iwwert de Fonds de l'Environnement gehollef kritt - misste gehollef kréien.

Et misst och méiglech sinn, Här President, dass d'Gemengen déi Energie och kënne verkafen. Well d'Gesetz ass jo elo esou, dass eigentlech eng Gemeng keng Wäermt däerf verkafen. Si däerf Waasser an Elektresch verkafen, mä dat do ass eng Form vun Energie, un déi deemools, wéi d'Gesetz geschriwwe ginn ass, net geduecht gouf. Ech hu mer soe gelooss, den Innenminister hätt der Gemeng Biekerech en Tarif refuséiert, well dat net am Gemengegesetz virgesinn ass. Et wär wichteg, dass d'Gemengen, déi esou luewenswäert Initiativen huelen, och vum Stat an deem Sënn gehollef kréichen.

Dëst ass also e Projet, wou mer contraint et forcé sinn, well et ass nëmme well déi TGV-Zentral gebaut ginn ass, well déi Oplage koumen a well kee sech bereet fonnt huet, déi Investissementer ze maachen, wou de Stat muss asprangen. Mir als Partei, als Fraktioun ënnerstëtzen dëse Projet, géifen awer bieden, dass fir all aner Projete vun anere Gemengen oder aneren Institutiounen déi déiselwecht Ënnerstëtzung géife kréien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Als nächste Riedner ass den Här Braz um Tour. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt eng Remarque. Ech muss de Kolleeg Henri Kox entschëllegen, deen u sech déi gréng Fraktioun an där Kommissioun do vertrëtt. Mä eise Kolleeg Kox huet e bëssen de Schnapp erkaalt…

(Hilarité)

…a läit doheem am Bett. Vläicht kuckt en eis och elo no vun doheem aus, da gréisse mer en alleguerten.

(Interruptions diverses et hilarité)

Duerfir huet e mech gefrot, a sengem Numm zu dësem Projet ze schwätzen, wat ech och gäre maachen, well ech och selwer a menger Funktioun als Schäffe vun der Stad Esch schonn zënter e puer Joer an deem GIE SUDCAL, vun deem haut schonn e puermol Rieds gaangen ass, mat siégéieren an dëse Projet hei eigentlech scho vum Joer 2000 u mat begleeden.

Et ass en Deel vum Historique scho gemaach ginn. Och vum Här Grethen. Ech wëll nach eng, zwou Remarquen do awer bäifügen.

Déi eng ass fir drun ze erënneren, dass, nodeems déi Décisioun geholl ginn ass, déi Anlag mat 350 Megawatt Elektresch op Esch-Raemerich opzeriichten, dat zum Deel contestéiert war - ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck. Et sinn och Etüde gemaach ginn iwwert déi méiglech Auskoppelung vun Hëtzt - et ass u sech manner en Notze vun Ofwäermt, et ass éischter en Auskoppele vun Hëtzt aus dem Prozess -, fir ze soen, dass zu engem bestëmmten Zäitpunkt wou déi Etüde fäerdeg waren den Dossier gerout huet.

Et ass nëmme wou op der Friche Belval d'Diskussioune richteg lassgaange sinn iwwert d'Revaloriséierung vun de Frichen, dass déi Fro sech och gestallt huet, ob een net misst parallell déi heiten Diskussioune relancéieren. D'Fro, déi sech deemools gestallt huet, war déi, den Zuch net ze verpassen. Well op der Friche Belval sinn d'Diskussioune virugaangen. Déi éischt Leit si komm, an d'Fro war och, ob schonn deen Éischten, dee géif kommen, op e Wärmeréseau kéint zréckgräifen. Dat war déi eigentlech Schwieregkeet.

Wa mer haut eréischt géifen e Gesetz stëmmen an et wär nach soss näischt geschitt, wéi dass mer eis haut eens wären, eng Société anonyme ze grënnen, mat deem Objet, wéi en an dësem Projet de loi steet, da wäre mer e puer Joer ze spéit. Well all déi, déi elo schonn do sinn, hu missen Hëtzt kréien, scho während den Aarbechte vun deene Gebaier, an déi mussen d'Garantie kréien, dass, wa se sech géifen Hëtzt iwwer e Réseau liwwere loossen, de Präis géif stëmmen an dass déi Hëtzt och zouverlässeg wär, dass et kloer wär, dass do jiddfereen dat géif kréie wat e géif brauchen, zu engem kompetitive Präis. Hätte mer net déi éischt Investoren, sief et déi staatlech oder och déi privat, schonn op e Wärmeréseau kritt, da bräichte mer haut heiriwwer eigentlech net méi ze diskutéieren.

Vum Januar un, 2006 schonn, bal zwee Joer elo, liwwert de GIE SUDCAL, de Groupement d'intérêt économique, Hëtzt. Den éischte Client war d'Rockhal. Och d'Dexia-BIL gëtt scho beliwwert op der Friche Belval. Och déi CRPen, déi do sinn, gi beliwwert, d'Agora gëtt beliwwert an all Eenzelnen, dee bäikënnt, gëtt elo scho beliwwert, net ab der TGV, mä iwwer Chaudièren, déi elo an enger intermediärer Phas opgeriicht gi sinn. De Réseau selwer läit schonns iwwer aacht Kilometer. Dat ass substanziell.

Do gesitt Der, wéi laang eigentlech schonn dëse Projet Realitéit ass, éier mer elo op de Wee vun der Société anonyme ginn. Et war och am Ufank net geduecht, dass de Stat et sollt maachen. Déi initial Iddi war, dass dee GIE sech sollt drëms beméien, Machbarkeetsetüden, technescher wéi finanzieller, ze erstellen an dann e private Bedreiwer ze fannen. Och dat ass awer gescheitert dorunner, dass mer den Zäitdrock ze héich haten. Et wär net méi méiglech gewiescht, sech ëmzekucken no engem private Bedreiwer, wa mer hätte wëllen all déi Rendezvousen anhalen, déi hei an dësem Dossier anzehale waren.

Et ass also aus där Nout an aus deem Drock eraus, dass iergendwann eng Kéier décidéiert ginn ass, vu dass et sech ëm e Marché handelt vu captivë Clienten, well eng Anschlussflicht soll do bestoen, da kann och genausou gutt eng staatlech Entitéit et maachen, mat all de Garantien, déi dat fir déi privat Investore bedeit. Déi solle vun där Hëtzt do herno kënne profitéieren. Dunn ass eréischt dëse Wee hei begaange ginn, fir op de Wee vun enger S.A. ze goen, wou de Stat all d'Garantien iwwerhélt.

Dat wäert dann och Enn 2009 esou wäit sinn. Wann alles elo riicht ausgeet, wäert kënnen ab Enn 2009, also ronn zwee Joer vun elo, ab der TGV kënnen découpléiert ginn. Mir wëllen och als gréng Fraktioun drop hiweisen, dass hei wierklech net nëmmen de Stat seng Verantwortung assuméiert huet, mä och d'Gemengen, déi zwou betraffe Gemengen, awer och d'Agora als déi Firma, déi Propriétaire ass vum Site Belval, déi alleguerten un dëse Projet gegleeft hunn an alleguerten, a méi wéi eng Kéier, zu bestëmmten Zäitpunkte sech Saache getraut hunn, well se dru gegleeft hunn, dass dat heiten eppes géif ginn.

Wär dat net geschitt um Niveau vun de kommunalen Acteure respektiv den Investoren, da wär dat hei och net esou wäit gaangen. Dat war net ëmmer alles sécher. Et war net ëmmer alles kloer, ob et géif riicht ausgoen, an dach hunn eng ganz Partie Leit zu bestëmmten Zäitpunkte gesot, mir ginn elo emol dee Schrëtt weider.

Ech rappeléieren zum Beispill, dass de GIE SUDCAL seng Statuten dräimol geännert huet, dräimol huet missen änneren, fir se réckwierkend erëm an Aklang ze brénge mat senger Realitéit, déi e praktizéiert huet, fir dass den Dossier konnt virugoen. Dat war alles net esou evident zu bestëmmten Zäitpunkten. Alles dat ass awer gemaach gi mat der Ënnerstëtzung vu jiddferengem.

Wichteg ass och, dass op deene Siten net nëmmen drop gekuckt gëtt, wéi mer déi Hëtzt do liwweren. Wichteg ass och, dass gekuckt ginn ass, wéi vill dass do iwwerhaapt verbraucht gëtt. Well dat ass déi aner Säit vun der Medail. Och do sinn op deenen dote Siten, sief et d'Nonnewisen am Escher Norden, sief et de Site Belval, méi streng Energiekennwäerter respektéiert ginn a ginn haut respektéiert, wéi dat, wat hei zu Lëtzebuerg eigentlech gesetzleche Standard ass. Och dat ass op enger fräiwëlleger Basis am Gespréich mat all den Acteuren zustane komm, dass mer also, och wat d'Verbrauchssäit betrëfft, vernünfteg Wäerter do konnte respektéieren.

Eng Remarque och nach zu deem, wat am Gesetzesprojet genannt gëtt «tout autre périphérique» vun der Anlag. Et ass wichteg, dass dat am Gesetz steet, well haut hu mer d'Situatioun, dass de Réseau zu engem Deel läit; do kommen nach Stécker Réseau derbäi, a mir ginn am Prinzip ab Enn 2009 vun der TGV beliwwert.

Elo huet awer keen eng Garantie, dass déi TGV fir d'Éiwegkeet do ass. Dat ass après tout eng Décisioun vun der Twinerg, ob déi iergendwann eng Kéier décidéiert, mat hirer Produktioun op der Plaz opzehalen oder weiderzefueren. Et ass also wichteg, dass déi Sociétéit, déi haut gegrënnt gëtt, och d'Méiglechkeet kritt, le cas échéant mat enger anerer Chaudière weiderzefueren, wann dee Fall sollt antrieden, dass d'Twinerg hiert Engagement zu Lëtzebuerg géif stoppen. Dat ass sécher net fir haut an net fir muer, …

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

…mä et kann awer duerchaus passéieren, dass d'Twinerg géif mat hiren Aktivitéiten ophalen, an da muss et och do an deem Fall kloer sinn, dass déi Leit, déi vun engem Réseau beliwwert ginn, ab deem Dag do nach ëmmer hir Hëtzt iwwert de Réseau geliwwert kréien, dass se net dann erklärt kréien, si misste sech elo awer eng Chaudière an de Keller stellen, wat iwwregens bei deene meeschte Gebaier guer net méi virgesi gëtt.

Et ass also wichteg, dass mer och am Gesetz stoen hunn, dass «tout autre périphérique» och méiglech ass am Kader vun dësem Gesetz, well dat kann ënner Ëmstänn d'legal Grondlag ginn, fir an e puer Joer eng Kéier eng aner Chaudière dohinnerzestellen, déi dann de Réseau alimentéiert, mat deem alleguerten déi privat Investoren, déi et elo scho gëtt, beliwwert ginn.

Wichteg ass natierlech och, dass et eng Anschlussflicht gëtt op deem dote Site. Och soss wär kaum ofzeschätze gewiescht, wéi de Marché sech géif entwéckelen, woubäi d'Invester awer ganz héich si bei deenen dote Réseauen. Et ass och duerfir kloer, dass déi Leit, déi un deem Réseau hänken, alleguer d'Recht drop hunn, dass jiddfereen zum selwechte Präis beliwwert gëtt. Bei captivë Clientë mat Anschlussflicht ass et schwéier virstellbar, dass ee kann op de Wee goe vun ënnerschiddlechen Tariffer. Dat ass eng Diskussioun, déi jiddferee sech och an deenen doten Terme muss virun Ae féieren.

De Kolleeg Kox huet awer och e puer Saachen hei virbereet. Seng Interventioun hat hien esou wäit preparéiert. Ech wëll och dorauser trotzdeem e puer Saachen hei kuerz virliesen, fir nach eng Kéier e bëssen op

den Historique anzegoen an notamment dem Här Grethen e bëssen ze äntwerten, well ganz esou war et an eiser Lecture vun der Genèse vun deem Projet net.

Et muss festgehale ginn, dass déi Kritiken, déi deemools vun enger Rei vun Ëmweltorganisatioune respektiv och vun der grénger Fraktioun gemaach gi sinn, eiser Meenung no zu engem groussen Deel zoutreffen. Deemools gouf nämlech kritiséiert, datt et bei engem Kraaftwierk vun esou enger Dimensioun - also 350 Megawatt Elektresch - schwiereg géif ginn déi potenziell ufalend Hëtzt ze notzen. Dat heescht, dass méiglechst vill vun där Energie - an dësem Fall de Gas, deen zum Bedreiwe vum Kraaftwierk gebraucht gëtt - optimal och muss ëmgesat ginn. Sief et a Form vun elektreschem Stroum, wat d'Haaptfinalitéit vun der Anlag ass, oder als Prozesswiermt, déi dann iwwer e Wärmenetz kéint genotzt ginn; wat mer jo elo maachen. Wa méi dovunner genotzt gëtt, da fält de Gesamtwierkungsgrad deementspriechend och méi héich aus.

Déi Kritik, déi mer deemools haten, war déi, dass déi Anlag eiser Meenung no iwwerdimensionéiert wier. Deemools ass plädéiert gi fir eng méi kleng Anlag. Et sinn och Konzepter lancéiert gi fir dezentral Unitéiten ze maachen: dräi Eenheete vun 100 Megawatt Elektresch. Et ass schlussendlech déi Gréisst 350 Megawatt zréckbehale ginn, mam Usproch eng Kéier duerch d'Auskoppelung vun der Hëtzt op e Gesamtrendement vu 75% ze kommen. Dat Zil wäert allerdéngs net erreecht ginn, och net mat deem, wat mer haut maachen, well déi Anlag iwwerdimensionéiert war. Fir op e Gesamtrendement vu 75% ze kommen, misst ee bis zu 150 Megawatt thermesch auskoppelen. Dat ass dat Véierfacht vun deem, wat haut mat der Twinerg vertraglech vereinbaart ass.

Wann een dee Rendement vu 75% hätt wëllen erreechen, deen hätt ee kënnen eeschthaft ustriewe bei enger Anlag vun enger Dimensioun an der Gréissenuerdnung vun 200 Megawatt Elektresch. Do hätt ee kënne mat deem, wat hei u Potenzial ass an nach vu Potenzial ka bäikommen, iwwert d'Auskoppelung tatsächlech e Rendement ustriewe vun ëm déi 75%. Dat wäert duerch d'Iwwerdimensionéierung vun dëser Anlag net méiglech ginn.

Trotzdeem ass et e sënnvolle Projet, well mer de Rendement électrique, deen elo bei 57, 58% läit, wäerten iwwert d'60%-Barrière kréie mat dësem Auskoppele vun der Hëtzt. Dofir ënnerstëtzt och déi gréng Fraktioun dëse Projet zu 100%.

Et bleift - an ouni wëllen ze vill an d'Vergaangenheet wullen ze goen -, dass déi Kritiken, déi deemools um Projet vum Här Goebbels vu Grénger Säit an och vu Säit vun ekologeschen Associatioune gemaach gi sinn, zoutreffen. An dat, wat mer haut maachen, an dat, wat mer domadder erreechen als Resultat, beleet nodréiglech nach eng Kéier, dass de Projet deemools iwwerdimensionéiert war. Mä dat ass elo Geschicht.

Fakt ass haut, dass d'Anlag do steet, an dass mer dat Bescht aus der Anlag solle maachen. An dat Bescht draus ze maachen ass dat, wat mer mat dësem Projet haut maachen, nämlech dofir ze suergen, dass dat, wat kann ausgekoppelt ginn, gemaach gëtt, an dass mer och no vir kucken op eventuell souguer weider méi héich Auskoppelunge vun där doter Anlag. Déi sinn technesch méiglech. Dat misst dann diskutéiert ginn. Mir sinn also haut um richtege Wee. Duerfir brénge mir als Gréng och eis Zoustëmmung zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Dann huet nach den Här Mehlen d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, no all deenen Explikatiounen, déi mer hei kritt hunn, bleift eigentlech net méi vill bäizefügen. Ech wëll och dem Rapporteur Merci soen. Hien huet eis hei genee erkläert, net nëmmen ëm wat et geet, mä woufir mer och e Gesetz hei musse stëmmen.

Et geet - an duerfir schléisst déi Debatt sech hei am Fong geholl nahtlos un déi Debatt un, déi mer virdrun haten - drëm fir Klimaschutz ze bedreiwen. Et kann een dat maachen iwwer Reduktioun vun der Consommatioun. Den anere Wee, dee mir an Zukunft verstäerkt musse goen, ass d'Effizienzsteigerung vun deem, wat mer un Anlagen hunn. Dat ass hei de Fall. Duerfir wëll ech hei soen, datt mir grondsätzlech och mat deem Projet d'accord sinn. Och wann een eng Partie kritesch Remarquen, déi virdrun hei gemaach si ginn, virbehaltlos kann ënnerstëtzen.

Et geet, Här President, eigentlech grondsätzlech drëm fir Wäermt, déi bis elo verpufft ass an net genotzt ginn ass, ze notzen. Allerdéngs héiert ee jo, datt et an der Technik draläit, datt wann ee méi Wäermt auskoppelt, datt et op där anerer Säit och deelweis erëm op de Wierkungsgrad vum Rendement électrique geet.

An der Gesamtbilanz ass et awer positiv. Ech erënnere mech drun, an och eise Grupp huet deemools d'Meenung vertrueden, datt een net eng grouss Unitéit soll bauen, mä éischter zwou oder dräi oder véier méi kleng Unitéiten, fir ebe kënnen de Maximum u Wäermt auszekoppelen an ze notzen. Dat heescht och, effektiv dee Rendement esou héich wéi méiglech kënnen ze dreiwen. Mir hunn elo grad héieren, datt dat mat deene 75% ënnert den aktuelle Gegebenheeten illusoresch ass. Et sief dann et wär ee bereet déi Auskoppelung nach vill méi wäit ze dreiwe wéi dat bis elo virgesinn ass.

Grondsätzlech musse mer an Zukunft ëmmer op de Wee goen, fir de Maximum u Wäermt, deen als Offallprodukt ufällt, auszekoppelen. Dat gëllt beispillsweis och fir déi kleng Biogasanlagen, wou e groussen Deel oder eng Partie net rentabel sinn doduerch, well se d'Wäermt net kënnen notzen an och doduerch hiren ekologesche Rendement net héich genuch ass.

Mir bréngen, wéi ech hei gesot hunn, eisen Accord. Et geet jo hei drëm, datt de Stat sech finanziell kann engagéiere bis zu enger Héicht vun 18 Milliounen d'Garantie ze liwweren, fir datt déi Aarbechten hei kënne gemaach ginn. Duerfir wäerte mir dat och stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Dann huet den Här Lux nach d'Wuert als Vertrieder vum Här Krecké.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement,* en remplacement de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, als Vertriedung vum Här Krecké, deen elo ënnerwee ass an de Chile, wëll ech der Chamber a virun allem och dem Rapporteur Merci soen. De Projet, deen effektiv eng laang Nues huet, mä eng grouss Bedeitung huet fir dat, wat mer virdrun diskutéiert hunn, nämlech all Potenzialer, a wann et och nëmmen 13.000 bis 20.000 Tonne sinn, déi aus der Etüd erauskomm sinn.

Ech hunn e puer Messagen opgefaangen, déi sech souwuel un hie wéi och un den Innenminister riichten. Ech wëll soen, dass ech an der Fro vun de Gemengen mat deem, wat hei gesot ginn ass, voll d'accord sinn an effektiv mengen, dass d'Regierung hei soll en Déblocage maache vun enger Rei vu Virschréften, fir d'Geleeënheet ze ginn do méi aktiv kënne virzegoen.

Ech wëll schlussendlech soen, och fir dem Henri Grethen säin Deel vu senger Geschicht, dass ech mech an deenen nächste 14 Deeg wäert domadder beschäftegen, fir d'Allocatioun fir d'Twinerg ze fixéieren am zweeten Allocatiounsplang fir d'Period 2008-2012. Dat wäert net einfach ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5471 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par M. Patrick Santer), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Stein-Mergen), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.30 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all

öffentlech Sëtzung

live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

SÉANCE 10

Mercredi, 21 novembre 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Henri Grethen, Vice-Président

Sommaire

1. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'implantation d'un nouveau centre commercial à Wickrange
- *Exposé: M. Camille Gira*
- *Débat: M. Marco Schank, M. Henri Grethen, Mme Lydia Mutsch, M. Gast Gibéryen,t M. Aly Jaerling, M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

2. Motion de M. Camille Gira relative à l'établissement d'un audit au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- *Exposé: M. Camille Gira*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Paul Helminger, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- *Vote (motion rejetée)*

3. Question avec débat N°26 de Mme Vera Spautz au sujet de l'étude de l'Observatoire de l'Habitat sur le bail à usage d'habitation
- *Mme Vera Spautz, M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, Mme Vera Spautz, M. Fernand Boden*

4. Débat d'orientation sur l'évolution du chômage et la situation sur le marché de travail
- *Exposé: M. John Castegnaro*
- *Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Romain Schneider, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Ali Kaes, M. Lucien Clement, M. Gast Gibéryen, M. Lucien Clement, M. Marcel Glesener (dépôt d'une motion et exposé du contenu), M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, M. Lucien Clement, M. François Biltgen*
- *Motion 1: M. le Ministre François Biltgen, M. Claude Meisch, Mme Viviane Loschetter (motion 1 adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, François Biltgen et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Op Ufro vun der Fraktioun vun deene Grénge hu mer haut de Mëtten als éischte Punkt um Ordre du jour eng Aktualitéitsstonn iwwert deen neien Akafszentrum zu Wickreng.

D'Riedezäit ass bei dëser Debatt nom Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgeluecht. Déi Fraktioun, déi d'Stonn ugefrot huet, dat heescht déi gréng Fraktioun, den Här Gira, huet zéng Minutten Zäit, déi aner Fraktioune jeeweils fënnef Minutten an d'Sensibilités politiques zwou Minutten. D'Regierung huet eng Véirelsstonn fir ze äntweren.

Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, den Här Grethen, d'Madame Mutsch an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Vertrieder vum Grupp vun deene Grénge, den honorabelen Här Gira. Här Gira.

1. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'implantation d'un nouveau centre commercial à Wickrange

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wann den Dossier Akafszentrum Wickreng esou vill Kommentare provozéiert, esou vehement Reaktiounen no sech zitt, da sécher och well dësen Dossier an eisen Aen op jidde Fall exemplaresch ass fir eng Rei Feelentwécklungen zu Lëtzebuerg, Feelentwécklungen am wuertwiertleche Sënn, mä wat awer och symptomatesch ass fir d'Versoe vum Landesplanungsminister, awer och vun der Regierung insgesamt am Kontext „nohalteg Entwécklung vu Lëtzebuerg".

Ech wéilt dëst Versoe festmaachen u véier Punkten:

Éischtens, feelend Landesplanung insgesamt.

Zweetens, de gerénge Stellewäert vum IVL a vum Programme directeur.

Drëttens, d'Feele vun enger kohärenter Gemengefinanzreform.

A véiertens, d'onkoordinéiert Virgehensweis vun der Regierung.

Éischtens zur feelender Landesplanung.

Här President, 33 Joer nom éischte Landesplanungsgesetz vun 1974 huet dëst Land nach ëmmer kee Plan sectoriel „Zones d'activités". Dat ass wierklech onverständlech, well ech huelen un, dass mer eis eens sinn, dass dëse Plan sectoriel ee vun deene wichtegsten a vun deenen éischten hätt misse sinn, well d'Implantatioun vu Zones d'activités mat der Schafung vun dausenden Aarbechtsplazen ass sécherlech dat wat niewent dem Bau vu gréissere Verkéiersinfrastrukturen d'Entwécklung vum Land am meeschte beaflosst.

Verschidde Regierungen haten och schonn an der Vergaangenheet ugesat esou e Plang opzestellen. An déi heibannen, déi scho méi laang an der Gemengepolitik aktiv sinn, kënne sech erënneren, dass schonn x-mol hir Servicer hu missen Donnéeën un iergendee Bureau d'études weiderreechen, mä duerno hu mer ni méi eppes héieren, weder vum Landesplanungsminister nach vum Intérieursminister nach vum Ekonomiesminister.

Och dës Regierung - an dat kann ee méi wéi op enger Plaz noliesen an der Regierungserklärung - hat aus dësem Plan sectoriel eng éischt Prioritéit gemaach. Dofir ass et ëmsou méi onverständlech, dass dës Regierung méi wéi zwee Joer gebraucht huet, fir iwwerhaapt d'Zesummesetzung vum Groupe interministériel festzeleeën. Zu engem ganz speziellen Datum, nämlech dem 11. September 2006 awer, ass eréischt de Règlement grand-ducal publizéiert ginn, fir de Groupe interministériel anzesetzen.

Dofir meng Fro: Wien huet dann do gebremst? Wann dat eng Prioritéit war, wéisou ass bis haut nach ëmmer kee Plan sectoriel „Zones d'activités" do? A wéini kënnt en? Well mir gesinn, an d'Diskussioune weisen dat, hei geet et net nëmmen ëm Wickreng. Mir kënnen eis un d'Diskussioune vu Grass erënneren, déi nach ëmmer net ganz ofgeschloss sinn - wann ech dat richteg gesinn? Knapps ass déi eng Diskussioun eenegermoossen ofgeschloss, da kënnt déi nächst.

Viru kuerzem hu mer matkritt, tëschent Beetebuerg a Réiser bahnt sech eng ähnlech Problematik un. Dofir: Wéisou ass dee Plan sectoriel nach ëmmer net do?

Zweetens, gerénge Stellewäert IVL a Programme directeur.

Mir wëssen alleguerten, an et huet ni een eppes anescht gesot, dass den IVL u sech keng juristesch Grondlag ass fir engem Minister eppes an de Grapp ze ginn, fir eppes ze verhënneren oder ze ënnerstëtzen, mä eigentlech misst e jo awer trotz allem en héije politesche Stellewäert hunn. Wann ee sech d'Regierungserklärung nämlech ukuckt, da stellt ee fest, dass an deem Pabeier den IVL ëmmerhin zwouanenghallef Säiten anhëlt, an do steet ënner anerem: «Il orientera les démarches du Gouvernement.»

Wann een awer, Här President, den Här Boden erlieft, an dat net nëmmen am Dossier Wickreng, da muss ee sech d'Fro stellen: Gëllt d'Regierungserklärung net fir den Här Boden?

De Programme directeur, Dir Dammen an Dir Hären, am Géigesaz, huet awer eng juristesch Grondlag an ass ëmmerhin, no laangen Diskussioune mat ville Leit aus dem Land, vum Regierungsrot verabschiet ginn an integral am Mémorial publizéiert ginn. An och hie sollt d'Regierung an d'Gemengen - wëll ech drun erënneren - bei hiren Démarchen orientéieren.

Elo si mer eis jo awer hoffentlech eens, dass deen Akafszentrum vun deem mer schwätze géint all Regele verstéisst, déi am Programme directeur festgehale sinn. Ech kéint der hei vill zitéieren aus deem Dokument, ech hunn awer déi Zäit net hei, ech wëll just eppes zitéiere vun der Säit 33 vun der Partie B), dass wierklech d'Implantéiere vu Centres commerciaux an der Peripherie vun den Uertschafte verhënnert gi soll, dass prioritär innerhalb vun den Uertschaften eppes gemaach gi soll.

Och hei dann d'Fro: Gëllt de Programme directeur net fir den Här Boden an ass de Programme directeur da fir de Landesplanungsminister net Handhab genuch, fir eppes géint esou irrsënneg Projeten ze ënnerhuelen?

Drëtt Feelentwécklung ass déi nach ëmmer feelend Gemengefinanzereform.

Och wann een net mam Projet vum Akafszentrum d'accord ass, esou kann een awer déi Reckenger Gemengeverantwortlech verstoen, wa se nämlech soen: Och mir wëllen eege Recettë schafen an opbauen, fir eis och emol eng Kéier eppes leeschten ze kënnen.

Här President, wann ee wëllt, dass d'Gemengen tëschent der Stad an Esch d'Roll vun der Zone verte interurbaine iwwerhuele sollen an domat sech packe mat hirer wirtschaftlecher an demographescher Entwécklung, da muss een hinnen e finanziellen Ausgläich ginn, soss kann een dat do net vun deene Gemenge verlaangen. An ech mengen, Landesplanung ouni finanziell Ureizer, déi brauch ee guer net unzefänken, well dat wäert net fonctionnéieren.

Ech sinn dann elo ganz frou, dass de Weekend um CSV-Parteikongress anscheinend dann och dee fréieren Innenminister zu där Erkenntnis komm ass an eng ähnlech Propos gemaach huet, dass déi Gemengen, déi sech an hirer Entwécklung missten aschränken, eng Kompenséierung sollte kréien. Ech froe mech firwat hien dat net agefouert huet déi Zäit wéi hien nach Innenminister war an dat hätt kënne maachen. Ech froe mech och wéi eng Regierung dann iergendwéi eng Kéier wëllt e finanziellt Instrumentarium an de Gréff kréien, wa se net e Fonds régional aféiert.

Elo si mer awer an der Spezialkommissioun gewuer ginn dass, kaum dass de Fonds régional iwwerhaapt ugeduecht war, en anscheinend schonn nees gestuerwen ass am Regierungsrot, well dann do och déi eenzel Ministere sech net an hir Kaarten erakucke wëlle loossen an net bereet sinn hir Fongen an e regionale Fong ze stiechen.

Dofir meng Fro, déi haaptsächlech un de Landesplanungsminister geriicht ass: Wéi eng Moyenë wëllt de Minister sech ginn, fir dann deenen eenzelne Gemengen hir ënnerschiddlech Roll am Programme directeur an am IVL ze honoréieren?

A véiertens, a leschten Dysfonctionnement - wann ech dat esou ka soen -, déi onkoordinéiert Virgehensweis vun der Regierung.

Mir sinn der Meenung, dass dës Regierung de Begréff IVL eigentlech net méi an de Mond däerft huelen, well et muss ee sech drun erënneren, dass deen „I" fir „Integrativ" steet. Wann een awer dat Trauerspill am Kontext Wickreng gesinn huet, dann ass dat awer 100%eg de Géigendeel. Méi eng stur sektoriell Approche un dee wichtegen Dossier eru kann ee sech net virstellen, wéi dat wat mer hei erlieft hunn.

Den Här Boden seet Jo zum Projet; anscheinend, esou sinn ech aus der Press gewuer ginn - ech weess net, ob dat stëmmt -, trotz engem negativen Avis vu senger zoustänneger Kommissioun. Den Här Wiseler, anscheinend dann och, laut den Informatioune vun der Press, plangt schonn - dat muss ee sech och emol virstelle fir ee private Promoteur - en Echangeur op enger Autobunn mat eise Steiergelder! Dat fannen ech och en erstaunleche Virgang. A wat bleift dem Landesplanungsminister nach an deem Dossier? Deen däerf nach de „Rufer" an der Wüste spillen.

Ob den Här Juncker, dee jo aus Lëtzebuerg wierklech den Akafszentrum vun der ganzer Regioun maache wëllt, iwwerhaapt eng Meenung huet oder wéi eng hien huet, dat wësse mer bis haut nach net. Oder ass d'Tatsaach, dass mer wëllen aus Lëtzebuerg den Akafszentrum vun der Groussregioun maachen, eng Carte blanche fir x esou Projete wéi deen do ze maachen?

An dat do ass déiselwecht Regierung, déi zur gläicher Zäit vun de Gemenge verlaangt si solle méi wäit kucke wéi hire Kierchtuerm. Si solle regional zesummeschaffen. Si solle sech konform mam IVL entwéckelen. Ech mengen, dee Message do ass désastréis.

Dofir, Här President, ofschléissend vläicht déi puer wichtegst Froen: Ass dës Regierung, als Ganzt wuelverstanen, elo fir dee Projet zu Wickreng, jo oder neen? Wa jo, wéi eng Bedeitung hunn dann nach de Programme directeur an den IVL fir dës Regierung, fir dann automatesch och all déi aner Acteuren, notamment d'Gemengen? A wann neen: Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir de Projet dann awer nach vläicht ze verhënneren?

Huet de Landesplanungsminister scho préiwe gelooss, ob en net d'urgence kéint e POS initiéieren, fir op dee Secteur do ze leeën, wou dee Centre commercial soll hikommen, fir dee Projet do vläicht ze verhënneren, ouni awer där Gemeng net eng Chance ze loossen, zum Beispill Handwierksbetriber dohin ze maachen?

Schlussendlech, an dann halen ech op, vläicht déi wichtegst Fro vun allen: Wann deen dote Projet eventuell net méi ka verhënnert ginn, wéi eng dréngend Moossname wëllt d'Regierung dann huelen, fir datt op d'mannst dat nächst Wickreng ze verhënneren ass?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Schank.

Débat

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer grad elo iwwert d'Implantatioun vun engem Centre commercial zu Wickreng schwätzen, dann ass natierlech ee méi bedeitende Sujet, géif ech emol soen, dobäi op d'Tapéit komm, nämlech dee vun der Landesplanung als solch. De Fall Wickreng weist op jidde Fall, dass mer de Moment nach net all déi noutwendeg Instrumenter hunn, fir eng effikass Landesplanung ëmzesetzen.

Ob mir elo esou eng Grande surface zu Wickreng brauchen, sief nach dohigestallt. Et gëtt bestëmmt och gutt Argumenter, déi mer vum Mëttelstandsminister herno wäerten héieren. Ech wollt virun allem op d'Fro agoen, wou mer am Joer 4 nom IVL mat eiser Landesplanung dru sinn.

D'Landesplanung däerf sécher keen…

(Interruption)

Duerfir schwätze mer och driwwer, Madame Brasseur.

…Niewentenee vun der Zomm vun alle Ministèren, alle Verwaltungen an och deenen 116 Gemenge sinn, wou jiddfereen nom beschte Wëssen a Gewësse seng Déci-

sioun hélt. D'Landesplanung ass an éischter Linn ee Gesetz vun 1999, ee Programme directeur, deen eng Partie Regelen opstellt, deen eng Partie Instrumenter huet, wéi d'Plans sectoriels, wéi d'POS, wéi d'Plans régionaux, déi dann eng ganzheetlech Planung solle méiglech maachen, a wou deen Eenzelnen, deen oder déi Ministeren, déi zoustänneg Verwaltung an d'Gemeng ee Projet a senger Gesamtheet kucken.

D'Fro, déi sech fir d'Zukunft bei alle Zones d'activités commerciale oder artisanale stellt, also net nëmme fir Wickreng, ass déi, ob een, fir esou eng Zon ze maachen, net eng gemeinschaftlech Autorisatioun brauch respektiv ob een op d'mannst niewenteneen, ech soen emol dräi Autorisatioune muss hunn, nämlech eng vun der Landesplanung, eng vum Mëttelstandsminister respektiv och eng am Kontext vun der Verkéierssituatioun. Dat war jo e bëssen d'Origine vum Gesetz vun 1999. Da misst ee sech d'Fro nach stellen, a wéi enger Reiefolleg déi Autorisatioune gebraucht ginn.

Mir plädéieren derfir, dass mer relativ séier a wesentleche Punkten an eng Logik kommen, wou eng Rei vu Kritäre musse suivéiert ginn, op déi sech d'Politik muss eens ginn an och entspriechend handele muss. D'Landesplanung däerf net am Eenzelnen, mä muss am Gesamte gekuckt ginn. Mir ënnerstëtzen duerfir déi Beméiunge vun der Regierung a si frou, dass déi eenzel Plans sectoriels deemnächst wäerte virleien.

An der leschter Ligne droite sinn den Transport, d'Logement, Dir kennt se, d'Ensembles paysagers, d'Zones d'activités. Notamment wäerte se spéitstens um Enn vum éischte Semester 2008 do sinn an déi véier openeen ofgestëmmt sinn, wat jo wesentlech ass, an duerno kënnen an d'Prozedur goen.

Här President, wa mer Lëtzebuerg fir déi nächst Joren a Jorzéngte wëlle fit maachen, da brauche mer en zäitlech openeen Ofstëmme vun deem, wat Stat a Gemenge wëlles hunn. Mir brauchen en enkt Zesummeschaffe vun de Ministèren. Mir brauchen eng territorial Reform mat enger Kompetenzopdeelung tëschent Stat a Gemengen, déi an dat neit Jorhonnert passt, a mir brauchen, dat ass enorm wichteg, eng Verzahnung vun de Pläng an de Mesuren am Wunnengsbau, am öffentlechen Transport, am Landschaftsschutz a bei der Aarbechtsplazbeschafung.

Dat heescht deemno, dass all Administratioun, sief dat op Gemengen- oder op nationalem Niveau, sech misst dru gewinnen, dass d'Décisioune vun enger Envergure wéi Wickreng gemeinsam geholl ginn, am Kontext vun der Landesplanung an a Konformitéit mam IVL. Dat misst een imperative Reflex op allen administrativen Niveauë ginn.

Landesplanung funktionéiert nëmmen, wann eng Kooperatioun vun alle Politiques sectorielles assuréiert gëtt a wa se partizipativ geschitt, dat ass och wichteg. Dat heescht, dass all Acteuren op allen Niveauen implizéiert ginn. An natierlech dat Drëtt ass d'Nohaltegkeet, dat Ganzt mam Reflex vun der Nohaltegkeet. Derbäi kënnt den IVL, deen an der Ofstëmmung vun de sektorielle Pläng eng Roll spillt an an engems de Kader fir déi regional a kommunal Planungen duerstellt.

Här President, ech wollt zum Schluss och nach eng Kéier soen - an den Här Gira huet den Nationalkongress vun eiser Partei ganz gutt suivéiert -, dass mir fir d'Regionaliséierung vun de Zones d'activités sinn. Dëst bedéngt, dass mer awer och ee Verdeelungsschlëssel effektiv brauchen, fir de Produit vun de Recetten effektiv dann och ze verdeelen, wéinst der Egalitéit tëschent de Gemengen, alle Gemengen am Land. Dat heescht och déi, déi no landesplanneresche Kritäre keng Chance hunn, fir op hirem Territoire eng Zone d'activités ze hunn, mussen un de Recettë bedeelegt ginn.

Fir dat kënnen ze maachen, brauche mer selbstverständlech deemnächst e Plan sectoriel „Zones d'activités". Wéi gesot, Enn vum éischte Semester 2008 wäert deen um Dësch leien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schank. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, a menger Fraktioun ass gemengt ginn, et misst bei eis een aus dem Süden iwwert dee Sujet schwätzen, well et jo iwwer Wickreng geet a Wickreng am Süde läit.

(Hilarité)

Ech wollt Iech soen, Här President, léif Kolleegen, et kann een engem Promoteur immobilier net béis ginn, wann en en Terrain huet, en huet eng Iddi an e wëllt dann op deem Terrain e Centre commercial bauen. Et kann een och engem Buergermeeschter, enger Gemeng net béis ginn, wann déi dat eng gutt Iddi fënnt, wann déi soen: Firwat solle mir net och emol eppes kréien?

D'selwecht wéi ech zum Beispill der Gemeng Biekerech net béis sinn, dass déi de Pallcenter huet.

(Hilarité)

Dat ass jo och e Centre commercial, dee fir déi Leit aus der Géigend haaptsächlech…

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo, jo, ech mengen, fir déi Géigend ass dat sécher eng optimal Gréisst.

(Hilarité)

Ech wëll just soen, ech si kengem béis dowéinst. Ech sinn och net jalous.

Ech si mat de Virriedner d'accord, dass mir hei an eisem Land, wat jo net esou riseg ass, net kënnen deenen enge just d'Avantagë ginn, an déi aner hunn d'Laaschten alleguer. An eng Gemeng wéi Recken un der Mess, déi seet sech: Mä mir sinn eng Gemeng ouni gréisser Recetten, ëmgi vu Gemengen, déi Recetten hunn, a mir hätten och gären en Deel vum Kuch! Duerfir sinn déi dofir.

Ech kann och net dem Mëttelstandsminister béis sinn, wann deen am Kader vun deene Kompetenzen, déi seng sinn, gefrot gëtt: Kann ech esou e Center autoriséieren? Muss ech en autoriséieren? Soll ech en autoriséieren?

Hie kann net soen, d'Stroosse sinn net an der Rei. Hie kann net soen, et passt net an déi hei Iwwerleeung oder an déi aner. Hien ass konfrontéiert mat enger Demande, hie muss déi Demande begutachten. Wann en Nee seet, dann huet deen, deen d'Demande gemaach huet, selbstverständlech Rekursméiglechkeeten, an esou wéi een eenzel Uerteeler um Tribunal administratif oder op der Cour kennt, gëtt een do relativ liicht als Minister, wann een d'Rechter vum Bierger tant soit peu froisséiert huet, ëmgedréint.

De fundamentale Problem hei ass e landesplanereschen. Dat ass richteg. Mä de Landesplanungsministerium, dat war jo an der Zäit ëmmer - an dat war net esou domm - an der Hand vum Statsminister. De Statsminister huet dat ofginn, an dee Minister, deen elo déi horizontal Kompetenz huet, deen huet eigentlech Sträit mat all Mënsch.

Ech wollt hei an dëser Debatt nëmmen eent soen: Mir hunn an der viregter Regierung den IVL ausgeschafft. Mir hunn déi Aarbechte vum IVL Mëtt 2002 ugefaang a mir hu se Ufank 2004 ofgeschloss. Mä mir konnte se nëmmen - an de Lead hat deemools de Michel Wolter als Landesplanungsminister - ofschléissen an esou kuerzer Zäit, well d'Ministeren alleguer sech perséinlech an déi Aarbecht implizéiert hunn.

Mir hate quasi all Mount eng Réunioun. Do dertëschent hunn eis Mataarbechter op den Dossiere geschafft, a wa Problemer sech gestallt hunn, dann hu mir déi zesummen, de Fernand Boden, d'Erna Hennicot, den Eugène Berger, de Michel Wolter an ech, an deene Sitzunge geléist. Mir hunn net eis Beamten openee schéisse gelooss, déi dann Angscht haten, iergendwéi och nëmmen eng Kompetenz ze verléieren.

Ech mengen, wann ee wëllt, wat den IVL recommandéiert huet, déi Plans sectoriels esou séier wéi méiglech ausschaffen, da geet et nëmmen iwwer esou en Aarbechtswee, wou bilateral oder multilateral mat deene concernéierte Ministere selwer d'Leitlinnen ausgeschafft ginn.

Et deet mer leed - et ass keng Attack géint Beamten -, mä wann een déi ouni de politesche Prabbeli an der Landschaft stoe léisst, da kënnt een net weider. Dat gesäit een hei zu Wickreng. Duerfir ass et urgent, dass déi eenzel sektoriell Pläng kommen, dass awer gläichzäiteg derfir gesuergt gëtt, dass net wéi bei de Pissenger - well Pisseng läit jo net ganz wäit ewech vu Wickreng - mat de Kuebe gedeelt gëtt.

(Hilarité)

Dat heescht, dass net déi eng alles hunn an déi aner näischt, mä dass e gerechte „burden sharing" zwëschent deene verschiddene kommunalen Acteure geschitt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet ass, wéi et hei scho richteg gesot ginn ass, ganz vill am Land diskutéiert ginn. Eng Rei vu Leit hu sech jo och gefrot, ob d'Gemengenautoritéite vu Reckeng op der Mess net Recht haten, wou se op hir Autonomie verwisen hunn, an hir Absicht, mat engem groussen Akafszentrum d'Attraktivitéit vun hirer Uertschaft ze verbesseren.

Doriwwer eraus maache se net just dat, wat zu Lëtzebuerg üblech ass a wat vun der Regierung eigentlech och gefrot gëtt. Kommt, mer erënneren eis: De Statsminister hat bei senger Ried iwwert d'Lag vun der Natioun ganz kloer a ganz däitlech gesot: Lëtzebuerg soll den Haaptakafszenter vun der Groussregioun ginn. En Akafszentrum, wou déi aner hikommen, anstatt dass mir bei déi aner ginn.

Och Enquêten, déi am Kader vum Programm „Luxembourg, Pôle de Commerce de la Grande Région" gemaach goufen, sinn zur Konklusioun komm, dass d'Offer hei zu Lëtzebuerg nach net grouss genuch wier. Läit et deemno net op der Hand grad dowéinst e Projet wéi deen zu Wickrange virzegesinn?

Fir et direkt agangs ze betounen: D'Bedenken an d'Kritik um Projet Wickrange baséiere virun allem op der Tatsaach, dass dës Regierung - an iwwregens och schonn déi Regierung virdrun - décidéiert huet anescht ze plangen an anescht ze décidéiere wéi an der Vergaangenheet. Mir hunn e Gesetz vun 1999, dat virgesäit, dass d'Landesplanung en Instrument vum Développement durable soll sinn. A mir hunn e Programme directeur vun 2003, deen der Regierung eng kloer Orientéierung an e Kader fir déi zukünfteg Entwécklung vum Land gëtt.

Mir hunn en integratiivt Verkéiers- a Landesplanungskonzept: dee vill kommentéierten a bei Diskussioune gären ugefouerten IVL, deen eis wichteg Donnéeë liwwert, opgrond vun deem politesch Décisioune fir d'Entwécklung vun eisem Land solle geholl ginn. Dat ass wuel e Prozess - an dat gouf schonn hei gesot -, deen nach net ofgeschloss ass, well et feele jo nach eng ganz Rei vu Plans directeur sectoriels a Plans directeur régionaux - obwuel ech ëmmer méi meng Zweifelen dru kréien -, déi zu engem groussen Deel an der Ausaarbechtung sinn.

Trotzdeem, an dat muss ëmmer erëm ënnerstrach ginn, déi grouss Linne si bekannt an d'Marschroute ass och kloer definéiert. Ee Beispill: De Pro-Sud, déi zwielef Gemengen, déi vum Programme directeur als Südregioun definéiert sinn, hu sech Leitlinne gi fir dës Regioun IVL-konform ze entwéckelen. Ech wëll domadder net soen, si hätten dat scho komplett ofgeschloss; wäit dovunner. Mä domat sinn enorm Effortë verbonnen an d'Décisiounen an deem Zesummenhang sinn net ëmmer ganz einfach.

Dofir ass och dëse Verbond, deen aus zwielef ganz ënnerschiddleche Gemenge besteet, souwuel vun der Gréisst wéi och vun der politescher Ausriichtung hier, unanime fir d'Autorisatioun vum Minister a Fro ze stellen. Ganz dovun ofgesinn, dass Wickrange laut Programme directeur an enger Zone verte interurbaine läit, déi net weider zersiedelt soll ginn. Et ass tatsächlech ganz schwéier novollzéibar, dass an eisem Land e Projet vun dëser Envergure autoriséiert gëtt, dee keng Rücksicht op landesplanneresch Virgabe brauch ze huelen. Wann dat de Message soll sinn, da kënne mer eigentlech den IVL apaken.

De Mëttelstandsminister schéngt virrangeg vun der Suerg gedriwwen ze sinn d'Offer bei eis am Land ze vergréisseren. Ze denke ginn, misst him awer, dass d'Kommissioun, déi am Kader vun der Genehmegungsprozedur hiren Avis ofginn huet, an d'Eenzelhandelskommissioun vun der Chambre de Commerce en negativen Avis zum Projet Wickrange ofginn huet. Dora verweise se zu Recht drop hin, dass d'Offer um Lëtzebuerger Marché wuel am Moment net all d'Bedürfnisser vun de Clienten ofdeckt, mä dass schonn aner Projete genehmegt sinn, déi am direkten Ëmkrees vu Wickrange eng wesentlech Vergréisserung vun der Offer mat sech bréngen.

D'Fro stellt sech deemno, ob dat déi richteg Manéier ass, fir nei Clientë fir de Lëtzebuerger Commerce ze gewannen. Ech denken éischter, dass d'Multiplikatioun vun Akafszentren, wa se net grëndlech geplangt sinn an ënnereneen ofgestëmmt sinn, sech géigesäiteg d'Clienten ewechhuelen an zousätzlech dem klenge Commerce an de gewuessenen Uertschafte ronderëm enorm ze leide gëtt. An dat wëlle mer jo awer och ofschafen. Dat wëlle mer jo awer och net hunn. Och dat ass IVL.

De Fait, dass de Projet Wickrange gréng Luucht vum Mëttelstandsminister kritt huet, ass net nëmmen e Schrëtt an déi falsch Richtung, mä och e politescht Signal, dat net méi bei d'Gesamtausriichtung vun der Politik fir eist Land passt. D'Regierung gëtt domadder an eisen Aen de Message eraus, dass den IVL zwar gutt ass fir an eise Rieden ze gebrauchen, an der Praxis awer net wierklech eng Roll spillt.

An dann, Här President, zum Schluss an am Résumé: D'politesch Absichte vun der Regierung si kloer, zumindest um Pabeier, mä et gëtt nach net genuch rechtsverbindlech Regelen, fir dës Absichten an d'Realitéit um Terrain ëmzesetzen. Mir dierfen awer schonn haut net méi zouloossen, dass weiderhi Faitë geschaaft ginn, déi eng konsequent Landesplanung mëttel- a laangfristeg onméiglech maachen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch, fir Är Interventioun. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen un der Rei.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. D'ADR ënnerstëtzt zu 100% de Projet vum Akafszentrum zu Wickreng. Éischtens läit dee Projet an der Gemeng Reckeng. Déi ass ausgewisen als eng Zone commerciale artisanale. Zweetens ass am Ableck schonn eng grouss Entreprise do drop, op därselwechter Plaz. Vis-à-vis vun där Plaz ass och haut schonn e relativ grousst Sports- a Kleedergeschäft. Drëttens besteet en direkten Accès vun der Autobunn op dee Site hei. Véiertens ass eng Dräikantonsstrooss, déi do derlaanscht fiert. A fënneftens ass jo - an ech huelen un, datt dat nach ëmmer esou ass - eng Zuchstreck vun Esch an d'Stad geplangt, déi och ganz genau 50 Meter derlaanscht geet.

Ech kennen also keen Akafszenter, keng Grande surface am ganze Land, Här President, déi - wa mer vun IVL schwätzen, wat den Transport ubelaangt, d'Hin- an d'Bäifueren - méi konform wier wéi grad deen dote Site. Et gëtt kee Centre commercial am Land, deen esou direkt un enger Autobunn, mar direkt un d'Zuchverbindung ugebonnen ass wéi grad déi dote Plaz.

A wa mer, Här President, da vun IVL wéilte schwätzen, da gesäit een och wéi verréckt eis Iwwerleeungen am Kader vum IVL sinn. D'Gemeng Monnerech ass eng IVL-kompatibel Gemeng anscheinend, d'Gemeng Reckeng net. Vis-à-vis vun dëser Strooss ass d'Gemeng Monnerech, a lénks derniewent ass och d'Gemeng Monnerech. Also déi aner Säit si mer an enger IVL-kompatibeler Gemeng, an dës Säit vun der Strooss si mer a kenger IVL-kompatibeler Gemeng. Do gesäit een och wéi absurd déi Iddi vum IVL ass.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech mengen, et sollt een ophalen an déi dote Richtung ze plädéieren.

Dat gesot, Här President, wëll ech soen: Mir ënnerstëtzen duerfir zu 100% dee Projet. Ech muss och éierlech soen, dass ech et e bëssen traureg fonnt hu vun enger Gemeng wéi Esch, datt déi sech esou an d'Politik vun enger Nopeschgemeng agemëscht huet, wéi dat den Escher Gemengerot gemaach huet. A wat d'Madame Mutsch elo grad hei gemengt huet, dat géif op Käschte vun deene klenge Geschäftsleit goen, wann esou eng Grande surface dohinner géif kommen, da géif ech gäre vun der Madame Mutsch awer och wëssen, wann dee Centre géif op Esch kommen, ob se et dann och nach d'selwecht géif mengen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling agedroen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Mir gefält et ëmmer: IVL, IVL hin an hier, IVL-konform oder net -konform. Wou kann ee konform zu eppes sinn, wat et guer net gëtt an iwwerhaapt net fonctionnéiert? Dofir ass déi Diskussioun, ob een IVL-konform ass oder net, fir mech einfach iwwerflësseg.

D'Diskussioun geet hei fir mech einfach drëm - an dat hunn ech och schonn zu Esch gesot -: Wivill Commerce brauche mer - net nëmmen hei am Land; et geet iwwert d'Landesplanung ewech? Wivill Commerce verdroe mer hei am Land, an doriwwer eraus an der Groussregioun?

Doriwwer ass nach guer net diskutéiert ginn. Well mer sinn net hei op enger Insel, wou och an der Groussregioun intensiv dru geschafft gëtt, fir d'Clienten dohinner ze zéien. Do ass einfach d'Fro, et muss gekuckt ginn: Wat kënne mer verkrafte vu Groussakafsflächen hei am Land an niewendrun, fir dass net een deem anere Konkurrenz mécht an dass dat op d'Käschte vun den Aarbechtsplaze geet? Dat ass d'Fro.

D'Diskussioun och bei deem Akafszenter vu Wickreng - an natierlech ass e bei enger Autobunn -: Wat fir eng Uertschaft hei am Land ass net no bei enger Autobunn? Well ech menge mir hu bal iwwerall Autobunn a mir hunn iwwerall Uertschaften.

An dofir froen ech einfach: Wéi ass d'Diskussioun iwwert den öffentlechen Transport? Ech ka mech erënneren, dass ech eng Kéier zu Éilereng geschafft hunn, dat ass jo net ganz wäit ewech, do fiert eemol am Dag e Bus hin. Dat heescht öffentlechen Transport ass keen do, fir op Wickreng ze kommen, dat ass emol déi eng Tatsaach. An déi aner Tatsaach ass, dass, wann iergendwann eng Kéier eng Zuchlinn do laanschtgeet, dat ass vläicht, esou wéi mir plangen a schaffen, a 25 Joer an dann ass deen Akafszentrum do scho vläicht erëm iwwerlieft.

Also, fir mech geet et hei net nëmmen ëm d'Landesplanung, fir mech geet et och ëm d'Diskussioun: Wat hu mir dann elo schonn derniewent? Mir hunn zu Féiz e groussen Akafszentrum. Mir hu souguer zu Éilereng selwer, 100 Meter méi wäit, ee Geschäftszentrum. Mir hunn zu Esch, an dat muss een och emol soen: Plaza 1, Plaza 2, mat esou vill 1.000 Meter carré, och erëm Akafszentren. Dofir ass d'Fro einfach: Wat géif deen Akafszentrum do bréngen? Dat geet iwwer Wickreng eraus. Mä wat géif e bréngen?

A wann ee seet e géif eng Plus-value un Aarbechtsplaze bréngen, da muss ee sech an deemselwechte Moment awer d'Fro stellen: Wat riskéiert een, dass op enger anerer Plaz Aarbechtsplaze verschwannen, just eben am klenge Commerce, just eben am Mëttelstand? Dat ass d'Fro an déi Fro stellt sech net nëmme fir Esch. Déi Fro stellt sech fir Bieles, fir ronderëm.

M. le Président.- Här Jaerling, kommt zum Schluss, wann ech gelift!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- War ech esou laang, Här President?

M. le Président.- Jo, jo. Dir hutt schonn...

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- A wien hätt dat geduecht! Also, wou ech elo emol eng Kéier zu Wuert kommen, muss ech schonn erëm ophalen.

(Hilarité)

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Fernand Boden, Mëttelstandsminister, huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert den Akafszentrum zu Wickreng ass jo scho vill diskutéiert a geschriwwe ginn, ganz kontrovers wéi dat och haut de Mëtteg hei de Fall ass.

Ech wëll soen, datt, fir esou ee groussen Akafszentrum opzeriichten, eng ganz Rei vu Genehmegungen néideg sinn. De Mëttelstandsminister, de Buergermeeschter muss eng Baugenehmegung ginn, den Intérieursminister, den Travaux-publics-Minister, den Ëmweltminister an den Aarbechtsminister beim Kommodo-Inkommodo.

An, Här Gira, d'Ministere musse sech un d'Gesetzer halen. Jiddferee muss sech bei senger Décisioun géint déi jo - wéi den Här Grethen dat zu Recht gesot huet - bei de Geriichtsinstanze kann Asproch erhuewe ginn, op déi gesetzlech a reglementaresch Bestëmmunge beruffen a baséiere fir déi hien d'Verantwortung dréit.

Esou kann de Mëttelstandsminister net e Projet refuséieren, well en éischter iergendwou aneschters besser higepasst hätt. De Buergermeeschter ka seng Baugenehmegung net refuséieren, well de Projet anere Geschäfter ze vill Konkurrenz géif maachen. Den Ëmwelt- an den Aarbechtsminister kënnen net hir Kommodo-Inkommodo-Genehmegung refuséieren, well ze vill Verkéier do da wär. Jiddferee muss, wéi gesot, sech op d'Dispositioune vu senger Gesetzgebung beruffen, soss gëtt hie vun de Geriichter ouni Zweifel direkt zréckgepaff.

An de Gesetzgeber wollt, datt bei grousse Geschäfter oder groussen Akafszentre fir d'éischt de Mëttelstandsminister soll ëm eng Autorisatioun gefrot ginn éier iwwer eng Baugenehmegung ze befannen ass.

Am Mee vun dësem Joer ass vun der S.A. Wickrange Shopping Center eng Demande bei mir agereecht ginn, fir zu Wickreng en Akafszentrum vun insgesamt 31.540 m² Verkafsfläch ze erlaben. Dës Demande ass dunn no de Bestëmmunge vum Gesetz vum 4. November 1997, dat eng maximal Instruktiounsdauer vun dräi Méint virgesäit, gepréift ginn, an d'Gesetz vum 4. November 1997, un dat ech mech ze halen hunn, gesäit vir, datt eng „Autorisation grande surface" ka refuséiert ginn. An ech zitéiere vu Franséisch op Lëtzebuergesch iwwersat: „wann de Projet riskéiert d'Gläichgewiicht an de betraffenen Haapthandelsbranchen a Gefor ze bréngen, op nationalem, regionalem oder kommunalem Plang". An, wéi gesot, op dës gesetzlech virgeschriwwe Kritäre muss ech mech baséieren an och dorobber beschränken, wann ech de Projet refuséiere wëll.

An no enger detailléierter Analys vum Dossier, dat war e ganz décken Dossier, no Récksprooch mat de Promoteuren a mat anere Concernéierten hunn ech dunn den 23. August 2007 mäin Accord ginn, net fir déi gefroten Akafsfläch, mä fir eng ganz staark reduzéiert Verkafsfläch. D'Verkafsfläch ass nämlech insgesamt vun 31.450 op 22.971 m², also ëm 27% reduzéiert ginn, an dat besonnesch an deenen Handelsbranchen, déi riskéiert hunn de regionalen Équiliber am Handel a Fro ze stellen, wat jo och de Kritäre vum Gesetz entsprécht. Et si minus 44% an der Alimentatioun komm, et si minus 28% am Textilberäich komm an et si minus 33% am Électroménager ginn.

M. le Président.- Här Minister, entschëllegt, den Här Gira wëllt just an deem doten Zesummenhang eng Fro stellen. Erlaabt Der déi?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo, jo!

M. le Président.- Gutt, Här Gira, haalt Iech wann ech gelift kuerz.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn zwou Froen, Här President.

Éischtens: Ass et richteg, wat een an der Press liese konnt, dass déi zoustänneg Kommissioun, déi och an deem Gesetz, wat Der zitéiert hutt, virgesinn ass, Iech en negativen Avis ginn huet? Wat ass dann nach de Sënn vun esou enger Kommissioun, wann Der Iech iwwert deen Avis ewechsetzt?

An zweetens: Gëllt dat hei Dokument fir Iech da bei Ären Iwwerleeungen net, dat ass de Programme directeur, en immens volumineist Dokument, wat an engem Gesetz virgesinn ass a wou drasteet, dass d'Regierung, an ech huelen un domat och automatesch all eenzelne Minister, sech misst dorun orientéieren?

M. le Président.- Här Gira, ech verstinn zwar Är Froen, ech hätt awer geduecht et géif een emol fir d'éischt de Minister seng Duerleeungen dohinnerleeë loossen an da Froe stellen. Op déi Froen, déi Dir elo opgeworf hutt, denken ech, kënnt den Här Minister am Laf vu senger Interventioun.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech hu schonn drop geäntwert. De Minister muss sech un d'Gesetz hale wat hie concernéiert, un déi Kritären, déi an deem Gesetz stinn, an dat sinn déi Kritären, déi ech elo grad genannt hunn.

(Interruption)

De Mëttelstandsminister kann net soen - an dat hunn ech och grad gesot -, de Projet däerf net kommen, well en op eng aner Plaz géif besser hipassen an net heihinner passt. Wann ech dat géif maachen, da géif d'Geriicht soen: De Mëttelstandsminister huet seng Pouvoiren iwwerschratt an dee gëtt zréckgepaff! Also, do géife mer eis nach lächerlech maachen a Schuedensersatz bezuele mussen. Huelt dat och emol eng Kéier zur Kenntnis, Här Gira!

(Interruption)

An zweetens, an dat hunn ech och grad gesot, ass dee Projet,...

(Interruption)

M. le Président.- Lauschtert elo emol dem Här Minister no!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- ...deen ech accordéiert hunn, net de Projet initial. Déi Verkafsfläch, déi vun der Kommissioun aviséiert ginn ass, gouf ëm 28% erofgesat, a besonnesch an den Handelsbranchen, déi den Equiliber hätte stéiere kënnen, hu mer versicht ganz staark Reduktiounen ze kréien, fir ebe just deene Kritäre vum Gesetz, vum Equiliber am Commerce Rechnung droen ze kënnen.

An ech hat och iwwregens d'Promoteure versicht dovunner ze iwwerzeegen - loosse mer et emol esou soen -, datt et besser Sitë géifen zu Lëtzebuerg gi wéi deen dote Site, fir esou een Akafszentrum ze maachen. Ech hat hinnen zum Beispill d'Nordstad genannt. Ech hat hinnen zum Beispill de Centre-Est vu Lëtzebuerg genannt. Dat huet si awer net interesséiert. Si si vun hirem Site iwwerzeegt. An den Här Gibéryen huet eng Rei vun Avantagë fonnt an huet se jo och duergeluecht. De Site ass net esou schlecht ugebonne wéi heiansdo gesot gëtt. E läit net onbedéngt esou schlecht wéi heiansdo gesot gëtt, well ronderëm wunne ganz vill Leit. E läit tëschent dem Zentrum an dem Süden, wou ganz vill Leit wunnen.

An ech muss soen, wann een e bëssen objektiv ass, da misst een och soen, datt dee Shoppingzentrum do mat där elo autoriséierter Verkafsfläch net nëmmen eppes Iersënneges ass, Här Gira, wéi Der gesot hutt, mä datt och eng Rei vu positive Saache mat deem Zentrum verbonne sinn.

Et ass éischtens emol en interessanten, fir Lëtzebuerg innovative Projet, deen net den Alimentatiounsberäich als Lokomotiv hëlt, mä deen dës Kéier den Textilberäich als Lokomotiv hëlt. A just am Textilberäich wësse mer, datt do vill Kafkraaft verluer geet an d'Ausland. De Statec huet dat virgerechent. Mir hunn e Kafkraaftsverloscht an der Branche „Habillement" vu 27,8% an d'Ausland.

An dofir, mengen ech, et wär wichteg ze vermeiden, datt mer en Akafsverloscht, besonnesch an deem dote Secteur, weider an d'Ausland hunn, mä au contraire ze versichen, fir esou Zentren hei am Land opzeriichten.

An ech kann Iech nëmmen eent soen: Et ass och ënner anerem duerch dës Autorisatioun vermidde ginn, datt dësen Akafszentrum sech op där anerer Säit vun der Grenz géif néierloossen. Dann hätte mer nëmmen Nodeeler dovun an absolut kee Virdeel. Dat ass mer jo oft reprochéiert ginn, datt do ronderëm d'Grenze sech géif villes implantéieren a mir géifen einfach nokucken, well mir géifen déi Saachen do all verbidden.

(Interruptions diverses)

Da wëll ech och nach soen,...

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat sinn Hypotheesen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- ...datt mer eng Entwécklung hu vun der Demographie, datt mer eng Entwécklung hu vun der Kafkraaft vun de Lëtzebuerger, an datt dofir duerch dës Entwécklung nei Verkafsflächen hei am Land méiglech sinn, ouni den Equiliber ze stéieren. An datt mer schliesslech och an der Regierungserklärung, oder op d'mannst an den Erklärunge vum Premier an an der Tripartite festgehalen hunn, datt mer aus Lëtzebuerg den Handelspôle vun der Groussregioun maache wëllen. Dat heescht, datt mer eis Geschäftsstroossen an de Stied méi interessant maache sollen.

Do ginn et Programmer derfir. Mä op där anerer Säit musse mer och kucken, datt mer op Lëtzebuerg interessant Geschäftszentre kréien, déi d'Leit unzéien, déi esou attraktiv sinn, datt och Leit aus dem Ausland op Lëtzebuerg - zum Beispill Habillement - akafe kommen, an datt d'Lëtzebuerger méi staark fidéliséiert ginn, datt si hei am Land an net onbedéngt an d'Ausland déi Saache kafe ginn.

Da wëll ech awer och nach soen, datt dat hei mat der Schafung vun iwwer 1.000 Aarbechtsplaze verbonnen ass, wat och net näischt ass. Soss gëtt jo ëmmer geklot mer géifen net genuch Aarbechtsplaze schafen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*-Ech erliewen hei grouss Erfollegsmeldungen, wann iergendee Betrib heihinner kënnt, dee laang net esou vill Aarbechtsplaze bréngt. Deen heite bréngt der iwwer 1.000. Och dat ass eppes, wat ganz sécher net nëmmen negativ ass.

Da wëll ech och soen, datt ee vun de Promoteuren op d'mannst eng ganz grouss Experienz huet an deem dote Secteur. Ech denke schonn, datt et eng weider Attraktioun ass fir de Lëtzebuerger Geschäftspôle, dee mer wëlle schafen. Ech wëll elo ophalen, well den Här Innenminister a Minister vum Aménagement du Territoire och nach wëllt heizou Stellung bezéien, am Kontext vun deene Froen, déi méi am Kader vum IVL an Aménagement du Territoire gestallt gi sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. De Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Fall Wickreng ass e Paradebeispill, e gut Beispill, wou een d'Limitë vun der Landesplanung ganz gutt kann novollzéien. Mir sinn hei an engem Rechtsstat, wou jiddferee seng Rechter huet. Wann een awer un eng indikativ Landesplanung gleeft, wann een un e geuerdneten, nohaltege Wuesstem vun eisem Land Lëtzebuerg gleeft, da brauche mer schnellstens – schnellstens! - e rechtleche Kader u Rechtssécherheet, fir kënnen eist Land esou wuessen ze loossen, wéi mer eis dat virgeholl hunn a wéi et och am Regierungsprogramm steet.

Wickreng ass, wéi ech gesot hunn, e Paradebeispill, well mer hei e Planungsrecht hunn aus de 70er an aus den 90er Joren. Dat kann een de Leit net ewechhuelen. Duerfir kann hei ënner verschiddene Konditiounen op där Plaz, wat eng Zone d'activités économique ass, gebaut ginn. Dat ass esou kloer wéi Bullettszopp.

M. Henri Grethen *(DP).*- Den Här Minister huet där giess.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- D'Spillregele sinn déi heiten. Ech wëll och emol eng Kéier kloer an däitlech soen, wéi de Fall Wickreng weidergeet. Et ass och elo net esou, dass wa Wickreng gebaut gëtt, dass dann d'Landesplanung verluer hätt, a wa Wickreng net gebaut gëtt, hätt d'Landesplanung gewonn.

Fir mech ass et kloer: Hei muss de Gewënner dee sinn, dee versteet, dass mer schnellstens Plan-sectorielë brauchen, an dass mer schnellstens kucken déi Instrumenter, déi d'Landesplanung huet, kënnen ëmzesetzen, fir kënne kohärent ze wuessen. Dat ass fir mech dat, wat ech hei wëll soen.

Dem Här Gira wëll ech soen, dass mer an deem éischte Plan sectoriel eréischt zwee oder dräi Joer amgaang sinn. Dass et selbstverständlech ass, dass mer bei esou enger Planungsaarbecht nach net kënnen um Enn sinn, well d'Gemengen hunn notamment sechs Joer Zäit fir hir PAGen ze maachen. Se brauchen heiansdo nach e Joer méi - dat verlaange se elo schonn -, well verschidden Oplage kommen: Loosst eis Zäit, dass mer kënnen eng gutt Aarbecht maachen. Mä d'Politik muss hei un engem Strang zéien.

Wickreng wäert elo esou goen: Op deem ganzen Areal läit de Moment e PAP op engem Deel, deen aus dem Joer 2000 datéiert, wou d'Ateliere Rollinger sollte vergréissert ginn. Dee PAP muss ewechgeholl ginn. Dat heescht, do muss eng Prozedur gemaach ginn am Gemengerot vun der Gemeng Reckeng. Wann dee PAP gemaach ass, dann hu mer en neutralen Terrain do leien, an da kéint dorop gebaut ginn ënner verschiddene Konditiounen.

Deen Zentrum, deen elo hei ugeschwat gëtt, kann op deem Areal entstoen, wann: 1. net méi wéi 50% vum Nettobauterrain verbaut gëtt; 2. wann net méi wéi 3 m³ pro m² vum Nettobauterrain verbaut ginn an der Héicht; 3. wann d'Maximalhéicht net méi wéi 9 m ass; 4. wa maximal zwee Stäck kënnen entstoen; 5. wann e Recul gehale gëtt vu minimum 6 m zu den Nopeschterrainen a wann 20% vum Nettobauterrain Zones verdure sinn.

Wann all déi Konditiounen erfëllt ginn, kann do eppes gebaut ginn. Dat ass Rechtsstat an dat geschitt dann och. Do kann de Landesplanungsminister näischt maachen. Do huet de Landesplanungsminister keng Handhab. Wann awer eppes méi geschitt wéi dat do, wann eppes net respektéiert

gëtt, dann hëlt de Landesplanungsminister seng Responsabilitéit. Mä dat sinn eben d'Konditioune vun der Stee.

Duerfir musse mer kucken, schnellstens - ech soen et nach eng Kéier, ech hunn et schonn dräimol gesot - déi Plan-sectorielen ze kréien an och dee vun de Zones d'activités économique. Duerfir musse mer schnellstens eng regional Approche kréien, esou wéi zum Beispill am Weste vum Land, wou dëser Deeg d'Gemenge Mamer, Habscht, Stengefort, Garnech a Kiele sech e Syndicat ginn hunn, fir an deem Raum vum Land och eng kohärent Politik ze maache wat d'Zones d'activités économique ugeet. Also, esou eng Approche brauche mer, wou mer Schwéierpunkter festleeën, wou mer also wierklech eng national Streeung kréien.

Da ginn déi Gelder och ëmverdeelt an deene Regiounen, wou déi Syndicater sinn, fir déi Zones d'activités économique. Da gëtt och ganz kloer dono, wann d'Aarbechten och vun där Spezialkommissioun, déi elo op hiert Enn zouginn, fäerdeg sinn, en neie Gemengefinanzmechanismus muss ausgeschafft ginn, fir dass déi Iwwerleeungen, déi de Buergermeeschter vu Reckeng, deen ech de Moie gesinn hunn an engem konstruktive Gespréich, seet: Majo, ech hätt dat doten awer gären. Ech kréie méi Suen a meng Keess. Wat säi gutt Recht ass, wat awer trotzdeem an engem gewësse Sënn zweifelhaft ass, well hei den Intérêt communal ganz kloer virum Intérêt général steet.

Also, déi Situatioun muss geännert ginn. De Landesplanungsminister zesumme mat de Kolleegen an der Regierung wäerten an där nächster Zäit hoffentlech Gas ginn, dass mer schnellstens déi Plan-sectorielë kréien, an dass mer da kënnen eis Gemenge staark gi loossen an enger kohärenter Approche. Dat ass, mengen ech, dat, wat ech haut de Mëtten hei wollt soen. Mir musse mat deenen Elementer, déi um Dësch sinn, liewen. A mir sollten déi richteg Konklusiounen aus dësen Diskussiounen hei zéien.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Motioun vum Här Gira iwwer en Audit am Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Här Gira.

2. Motion de M. Camille Gira relative à l'établissement d'un audit au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Merci, Här President. Et wier ganz vill ze soen zu deem Punkt virdrun. Just ganz kuerz: Ech maache mer méi Plaz a menger Bibliothéik doheem a wäert de Programme directeur an de Pabeierkuerf geheien. Dat ass op jidde Fall meng Konklusioun.

(Interruption)

M. le Président.- Här Gira, dee Punkt ass ofgeschloss. Schwätzt elo zu Ärer Motioun. Dofir hutt Dir d'Wuert kritt.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Ech maachen dat direkt, Här President.

Une voix.- Hien hat dach gesot wat hie mécht.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Ech muss mech fläissen, well déi fënnef Minutte gi wierklech net duer fir all déi Kloen hei opzelëschten, déi een a leschter Zäit vun de Gemengen iwwert d'Fonctionnement vum Innenministère héieren huet. Déi Kloe kommen aus alle Géigende vum Land. Si komme vu klengen a vu grousse Gemengen. Déi Kloe sinn och onofhängeg vu politesche Majoritéiten. Ech erënneren un eng Rei Pressekonferenze vu Südbuergermeeschteren. Dat waren der éischter vun der LSAP an der DP. Ech kann awer och Schlagzeilen aus Gemengerotsberichter hei zitéieren, déi éischter vun CSV-Buergermeeschtere geleet ginn: „Warten auf staatliche Unterstützung", „Kritik an langwierigen staatlichen Prozeduren". Also, dat geet duerch d'Bank vun alle Gemengen eriwwer.

D'Dysfonctionnementer, déi dem Innenministère virgeworf ginn, sinn ënnerschiddlecher Natur:

Struktureller Natur; zum Beispill duerch d'Existenz vun den Distriktskommissariater, déi wierklech net zu enger schneller Evakuéierung vun den Dossiere féiert.

Organisatorescher Natur; zum Beispill, dass regelméisseg Dossiere verluer ginn oder guer keng Äntwerte kommen oder et jorelaang dauert bis Äntwerte kommen.

Oder politescher Natur; zum Beispill, dass den Innenministère ëmmer méi dacks d'Opportunitéit vu kommunalen Décisioune kontrolléiert an ënnersicht, amplaz esou wéi d'Constitutioun dat virgesäit just d'Legalitéit kontrolléiert, mam Resultat dass ëmmer méi Gemenge musse viru Geriicht goen, fir schlussendlech zu hirem Recht ze kommen. Wann een dat suivéiert, stellt ee fest, dass och wierklech an der grousser Majoritéit vun de Fäll d'Gemenge virum Tribunal administratif gewannen. Siehe zum Beispill och de wichtege Prozess vun der Gemeng Suessem, wat d'Ausleeung vum Gesetz vun 2004 ubelaangt.

A schlussendlech net ze vergiessen eng Rei wichteg Dossieren, wou den Innenminister d'Gemengen awer total am Ree stoe gelooss huet. Ech erënneren un d'Stroumliberaliséierung, wou mer rezenterweis schonn e puermol hei diskutéiert hunn. Ech erënneren un de Klimaschutz. Ech erënneren och un d'Maisons relais, wou d'Gemengen, well se net gehollef kréien, keng aner Léisung fanne wéi déi out ze sourcen an eng A.s.b.l. Wéi wa mer da wierklech eppes geschafft hätten!

D'Flemm iwwert d'Bourbonsgaass gëtt ëmmer méi grouss am Gemengesecteur. D'Vertraue vun de Gemengen an den Innenministère huet uerg gelidden déi lescht Zäit. Dat ass duebel bedauerlech, Här President. Grad an engem Moment, wou d'Regierung vun de Gemengen erwaart - an zu Recht erwaart, eiser Meenung no -, dass si mat op de Wee gi vun enger Territorialreform.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir déi Gréng fänkt d'Territorialreform am Innenministère un. Dofir proposéiere mir, well fir eis déi Territorialreform esou wichteg ass a well se ouni Vertrauensbasis tëscht Innenministère a Gemengen net ka fonctionnéieren, en onofhängegen Audit. Well mer der Meenung sinn, dass mer net weiderkomme wann den Innenministère sech elo selwer évalueiert an analyséiert.

Mir proposéieren en onofhängegen Audit, dee géif eng Analys vun deene bestehende Strukture maachen, och op déi Kritike lauschteren, déi vu ville Gemenge kommen, an emol analyséiere wat dann do tatsächlech drun ass, ob et do wierklech Dysfonctionnementer gëtt oder ob do méi strukturell Problemer sinn, a schlussendlech eng Propos fir eng Reorganisatioun vum Innenministère zesumme mat den Distriktskommissariater. An nodeem praktesch vun alle Parteien, entweder a Pressekonferenzen oder hanner virgehalener Hand, ähnlech Iwwerleeunge gefouert si ginn, misst dës Motioun jo eigentlech eng breet Majoritéit fannen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn hei eng Motioun virleien déi freet fir en Audit ze maachen am Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, fir déi verschidde Strukturen, Prozeduren, awer och d'Effizienz, d'Koordinatioun, net fir d'lescht och an der Optik - net nëmmen, mä och an der Optik - vun der territorialer Neiuerdnung ze analyséieren.

Am Regierungsprogramm vun 2004 goufen eng Rei Objektiver fixéiert, op déi ech elo net am eenzelnen agoe wäert. Duerfir ass d'Zäit net. Ech wëll just zwou Saachen erausgräifen. Et gouf festgehalen, ënner anerem, Plans sectoriels ze maachen. Do hate mer scho Rieds am Sënn vum IVL. Et ass awer och vun enger Coopération intercommunale geschwat ginn, déi ee wëllt verbesseren, zum Beispill iwwert de Wee vun der Communauté urbaine a virun allem och iwwert d'Finanzéierung vun de Gemengen. Och déi sollt op de Leescht geholl ginn.

Nodeems déi nei Regierung dunn 2004 d'Aarbecht opgeholl huet, gouf den 29. Abrëll 2005 vum Innenminister ee Concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative au Grand-Duché du Luxembourg virgeluecht. An dësem Pabeier gouf ënner anerem op d'Kreatioun vun neie Kategorië vun Établissements publics an och op de Kontext vun der Kooperatioun tëschent de Gemengen agaangen.

Ënner anerem d'Communauté de communes, moyen obligatoire respektiv facultatif, d'Communauté urbaine oder och déi EPCIen, d'Établissements Publics de Coopération Intercommunale. Et goufen awer och d'Intérêten, d'Perspektive vu Gemengefusioune respektiv gouf ee Kader fir Gemengefusioune virgestallt. Souwäit ech weess an informéiert sinn, wäert den Innenminister deemnächst ee Kadergesetz fir Gemengefusioune presentéieren. Eng weider Propos vum Minister an dësem Konzept sinn déi sougenannten EPCRen, dat sinn d'Etablissementer fir déi regional Koordinatioun, fir eng Zesummenaarbecht um Niveau vun de Regiounen unzestriewen.

Dann och nach ee Wuert zur Finanzéierung. Et ass zum Beispill d'Kreatioun vum Fonds de dotation à l'équipement communal proposéiert ginn, fir nieft deem bestehende vun der Dotation financière een neien Outil ze hunn, deen eben am Kontext vun den Investissementer an de Gemengen dofir geduecht ass. Een Instrument, dat transparent wier, wou méi Transparenz da wier, an och wou ee kéint kontrolléieren, wat d'Regele fir d'Attributioun vun deenen Aiden insgesamt fir d'Gemengen ugeet. Däitlech deemno de Wëllen an d'Initiativ vum Innenminister fir sech modern Strukturen ze ginn, fir eist Land méi performant ze maachen.

Här President, ech kéint elo nach eng Partie Proposen aus deem Pabeier do hei viruginn. Duerfir ass d'Zäit net. Ech wollt awer soen, fir déi territorial Neiuerdnung séier an effikass virunzebréngen, ass - Dir wësst dat - am Februar 2005 d'Spezialkommissioun fir déi Réorganisation territoriale an d'Liewe geruff ginn. An dëser Kommissioun ass zënterhier ganz vill geschafft ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Geschwat ginn.

M. Marco Schank *(CSV).*- Geschwat ginn. Et sinn Avisë gefrot gi vun alle Säiten. Et sinn eng ganz Partie Aspekter vun der Reform méi kritesch analyséiert ginn, Här Gibéryen, an och diskutéiert ginn. Et ass ee Rapport intermédiaire gemaach ginn. A mir hunn ee Froekatalog un d'Regierung gemaach, dee mer deemnächst wäerten erëmkréien.

(Interruption)

Ech weess dat ganz sécher, Här Gira. Duerfir wollt ech dat och elo hei nach eng Kéier soen. An den nächste Woche wäerte mer déi Äntwerten dann och diskutéieren. D'Kommissioun wäert dann och dono kënnen hire Rapport finaliséieren. D'Konklusioune wäerte mer doudsécher dann och op dëser Plaz debattéieren.

Ech sinn der Meenung, wa mer schonn eng Spezialkommissioun op d'Bee stellen, da soll an da musse mer dem Innenminister d'Chance ginn op d'Resultater an d'Konklusioune vun dëser Kommissioun ze waarden. An et ass jo och net esou wéi wann am Ministère net geschafft gi wier, besonnesch och am Hibléck vun der Territorialreform, zum Beispill mat de Plans sectoriels, déi deemnächst wäerte virleien. Mä et ass och probéiert ginn un der Basis mat de Gemengen ze schwätzen a Regionalversammlungen iwwert den IVL, iwwert d'Territorialreform an esou weider.

Här President, am Zesummenhang vun all deem, wat ech elo exposéiert hunn, schéngt et logesch, datt d'CSV-Fraktioun dës Motioun net wäert stëmmen. Par conter wëlle mer dem Minister an och der Spezialkommissioun eng Chance gi fir d'Aarbechten zu engem uerdentlechen Enn ze bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schank. Den honorabelen Här Helminger huet d'Wuert.

M. Paul Helminger *(DP).*- Här President, ech ginn emol dervun aus, datt et an där Diskussioun, déi mer haut iwwert déi Motioun hunn, déi eis Kolleege vun de Grénge virgeluecht hunn, am Fong drëm geet fir ze probéieren eng weider Äntwert drop ze ginn, ob mer et fäerdeg bréngen fir dee Stat hei ze moderniséieren, fir en esou opzestellen, datt en an där internationaler Konkurrenz, an där mer sinn, kann iwwerliewen. Do ass nun eben de Gemengenniveau een Niveau, deen och ganz staark gefuerdert ass.

Ech ka mech erënneren, datt ee vun eise groussen Avantagen eng Zäitchen dee war, datt mer am Fong kuerz administrativ Weeër haten, datt mer transparent Décisiounmechanismen haten, an datt déi Décisiounen och séier konnte geholl ginn. Ech brauch elo net op déi Debatt vu virdrun zréckzekommen, déi jo awer gewisen huet, datt bien entendu déi zwee Ministeren, déi hei intervenéiert sinn, Recht hu fir ze soen, datt jiddferee fir sech muss un déi Gesetzgebung halen, déi hie concernéiert. Mä ebe wat feelt, dat ass déi iwwergräifend Approche zu deene Problemer, déi sech haut stellen, an datt eben déi Approchë fir ze soen: „Ech hale mech un déi Gesetzer, déi mäin Departement uginn", net duergi fir eist Land an dat 21. Jorhonnert op eng Manéier eranzeféieren, déi em déi Iwwerliewenschancë gëtt a se voll notze léisst, déi et effektiv huet.

Wat d'Gemengen ubelaangt, ass eigentlech dee Wee an eisen Ae relativ kloer virgezeechent. Et geet virun allem drëm - ech mengen, et ass keen heibannen, deen e Problem domadder hätt -, fir deen Niveau vu Verwaltung, dee mer am Land hunn an dee sech an de Gemengen néierschléit, ze respektéieren. Mä och deen Niveau muss moderniséiert ginn. Dozou brauche mer dann en Ofschloss vun där Diskussioun, wou effektiv vill analyséiert, vill geschwat, vill Pabeier produzéiert ginn ass.

Wat sinn dann do an engem moderne Stat am 21. Jorhonnert déi iwwergeuerdnet Rolle vum Stat, an anerersäits déi vun de Gemengen? Wat sinn do déi Missiounen?

Eréischt wa mer déi Missioune kloer definéiert hunn, kënne mer eigentlech deen nächste Schrëtt goen a soen: Si mer territorial esou organiséiert, datt mer kënnen déi Missiounen, déi um Gemengenniveau mussen erfëllt sinn, jee no Gréisst vu Gemengen och effektiv dann erfëllen?

An drëttens: Wat fir eng Moyene brauche mer dozou, fir datt mer dann deene Missiounen, déi op d'Gemengen zoukommen, och gerecht kënne ginn? Dat ass dann déi ganz Diskussioun op d'Gemengefinanzen.

Mer hu wierklech d'Impressioun, datt de Moment déi Diskussiounen alleguerten e bësse parallell gefouert ginn, ouni Iwwersiicht. Et ass och grad just op deem Plang, wou awer e Ministère, wéi de Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire misst méi eng - wéi soll ech soen - kompetenziwwergräifend, horizontal Responsabilitéit a Kompetenzen hunn, wéi se wëllen.

A wa mir eleng an eisem politeschen Discours sinn, wou mer jo awer, éierlech gesot, e bësse ronderëm dréien an net séier genuch jiddefalls zu engem Schluss kommen, wär et vläicht effektiv net schlecht mer géifen dee Schratt goen, fir eis vu bausse vun enger onofhängeger Instanz beroden ze loosse wat dann elo misst geschéien an eiser Gesetzgebung, an där Manéier wéi mer un d'Problemer eruginn, an eiser Organisatioun, fir datt mer zu deem Zil kënne kommen, wat mer sécherlech alleguerten deelen.

Mir hunn an deem zweetgréisste politeschen Etablissement, wat mer an dësem Land hunn, an der Stad Lëtzebuerg - ëmmerhi mat 2.300 Beschäftegten - entretemps 85.000 Awunner. Mat där ganzer Komplexitéit vu Problemer, déi mer hunn, hu mir an deene leschte Jore systematesch op d'Instrument vum Audit zréckgegraff, fir eis vu baussen era soen ze loosse wou Schwächte sinn, wou Stäerkte sinn, wéi mer eis besser kéinten uleeën, fir aus deem Service wierklech en öffentlechen Déngschtleeschtungsservice ze maachen, wat jo am Fong souwuel de Stat wéi d'Gemenge misste sinn.

Duerfir gesinn ech och déi Motioun, déi d'DP wäert stëmmen, absolut net als eng frontal Attaque oder eng Kritik tous azimuts um Innenministère, mä au contraire en Effort fir den Innenminister ze encouragéieren op de Wee ze goen, sech selwer mat deene Moyenen, mat deenen Erkenntnisser ze dotéieren, déi et him géifen erlabe fir senger Missioun méi gerecht ze ginn.

Dozou gehéiert sécherlech och e Mentalitéitswandel. An domat wëll ech, Här President, ofschléissen. Mir musse ganz einfach un déi Problematik hei erugoen als en öffentlechen Déngschtleeschtungsbetrib, beim Stat souwuel wéi bei de Gemengen. Mir mussen endlech mat deem Autoritéitsfimmel, dee mer nach oft hunn an eise géigesäitege Bezéiungen, opraumen a mir mussen een deem aneren hëllefen. A wa mer op de Wee kéinte goen, fir mat Hëllef och vun esou enger Analys, déi - wéi gesot - hei virgeschloe gëtt, déi Mängel, déi mer nach hunn, kënnen ze beseitegen, dann hätte mer wierklech e Schrëtt no vir gemaach an der Entwécklung vun dësem Land zu engem moderne Land.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Helminger. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Mir deelen als ADR d'Kritiken, déi déi gréng Kolleegen hei vis-à-vis vum Fonctionnement, wat den Innenministère ubelaangt, virbruecht hunn.

(Interruption)

M. le Président.- Här Wolter!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Si verlaangen en onofhängegen Audit, Här President. Mir sinn als ADR der Meenung, datt dat net méi néideg wier. Ech mengen, mir hunn hei an der Chamber virun dräi Joer eng Spezialkommissioun gemaach, wou mer elo iwwer dräi Joer diskutéieren an nach net esou genau gesinn, wou mer sollen eng Kéier hannen erauskommen.

D'Problemer si bekannt. Jiddferee weess et. Also brauche mer duerfir elo net hinzegoen an en onofhängegen Audit maachen ze loosse fir vill Geld, fir datt mer an enger Rei vu Méint dann dat confirméiert kréien, wat mer souwisou schonn alleguer wëssen. Duerfir brauche mer kee Geld auszeginn!

Wat realiséiere mer domat? Mä mir verléieren erëm esou vill Méint, bis mer erëm weider op deem Dossier diskutéieren. A wa mer kucken, d'Spezialkommissioun, déi ass elo dräi Joer amgaangen, wann déi nach sollt iergendwéi eng Kéier e Rapport zustan kréien, dann ass dës Legislaturperiod souwisou schonn eriwwer, fir kënnen d'Konsequenzen dovunner ëmzesetzen.

Wa mer elo higinn an och nach sollen en Audit maachen iwwert de Fonctionnement vum Intérieur, dann ass dës Legislaturperiod doudsécher ëm! Dann hu mer et erëm fënnef Joer gepackt, ouni datt iwwerhaapt eppes geschitt ass! Mir hu ganz vill geschwat, ganz vill geschriwwen. Mir hu fir vill Geld Auditë gemaach. Mä a Wierklechkeet hu mer iwwerhaapt glat a guer näischt realiséiert.

Ech soe vun eiser Säit aus: Hei ass d'Regierung an hirer Flicht! D'Regierung soll net mat der Chamber elo versichen dat op d'laang Bänk ze schiben. Hei ass d'Regierung an der Flicht a si soll konkret Propositioune maachen, an zwar kuerzfristeg, wéi dee Ministère do reforméiert gëtt, zur Zefriddenheet vun de Bierger an de Gemengen hei am Land.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Jaerling huet als leschte Riedner d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, deen éischte Considérant vun dëser Motioun seet, dass mer jo am Fong amgaange sinn eng riseg Reform ze maachen, déi soll ëmgesat ginn, a wou mer solle kucken esou schnell wéi méiglech virunzekommen. Duerfir verstinn ech och effektiv net, wat dann elo nach en Audit do zousätzlech soll bréngen, wou jo awer an deenen zousätzleche Kommissiounen an allen Diskussioune sämtlech Parteien an och eng Rei vun Acteuren aus dem öffentleche Liewe mat implizéiert sinn, fir dat esou gutt an esou schnell wéi méiglech iwwert d'Bühn ze kréien. Wat nach vu baussen erakënnt, kënnt also net vill hëllefen, wann d'Insider scho genau wësse wouhinner mer wëllen a wat den Objektiv eigentlech ass.

Den Objektiv ass, einfach esou schnell wéi méiglech eng territorial Reform ze kréien. Ech mengen, dat hu mer jo scho gesi bei deem Sujet virdrun, wéi néideg a wéi wichteg et ass, dass mer dat gemeinsam iwwert d'Bühn kréien an dass mer dann och an deem Sënn un engem Strang zéien an net versichen, een deen aneren ze blockéieren.

Ee Punkt, zum Beispill wou déi Gréng schreiwen, «constatant qu'au niveau des finances communales la réduction de la base d'assiette de l'impôt commercial», kräische se hei driwwer. Do kann ech mech awer erënneren, dass mer kierzlech an enger Gemeng, wou déi Gréng am Schäfferot sëtzen, ebe just d'Reduktioun vun deem Impôt commercial gestëmmt hunn, mat der Zoustëmmung vun deene Gréngen. Duerfir verstinn ech net, wou een dann elo hei kann dat an engem Considérant bedaueren.

(Interruption)

Also, Här Bausch, mäi gréisste Problem mat lech ass, dass ech dat meescht net richteg verstinn an Dir mir et awer och net richteg kënnt erklären.

Ech soen lech Merci.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Et géif och bei lech näischt notzen!

(Hilarité)

M. le Président.- Loosse mer all perséinlech Remarquen op der Säit loossen! Mir ginn elo dem Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei drëm eist Land territorial ze reforméieren, eise Stat ze moderniséieren. Dat ass eng Saach, déi mir um Häerz läit, an ech weess, dass déi och lech um Häerz läit. Well se mir um Häerz läit, hunn ech och am Mee 2005 e sougenannte Concept intégratif fir eng Réorganisation territoriale proposéiert an där Spezialkommissioun, déi jo am Dezember 2004 an d'Liewe geruff gi war, op Basis vum Regierungsprogramm, dee gäre performant Gemengen hätt fir d'21. Jorhonnert.

An deem Konzept steet ganz kloer dran, dass déi Tutelle, déi mer haut hunn, déi Relatioun zwësche Stat a Gemengen net méi soll systematesch sinn, dass déi soll méi liicht sinn an dass se méi nuancéiert soll sinn. Ech hunn also ganz kloer de Wëlle fir e performante Mateneen.

Laang Prozeduren, Här Gira, dat kennen ech och als fréiere Buergermeeschter, dat ass näischt Neies. Ech ginn och dovunner aus, dass de Ministère nach esou fonctionnéiert haut wéi e gëschter fonctionnéiert huet a virgëschter fonctionnéiert huet, well de gesetzleche Kader ass deeselwechten. De Wëllen ass awer ganz kloer do, fir eppes ze änneren, wëll ech kloer soen. An de Wëlle bei mir, deen artikuléiert sech esou, dass ech wëll waarde bis d'Aarbechte vun där Spezialkommissioun „Réorganisation territoriale" fäerdeg sinn, am Respekt vun der Chamber an am Respekt vun deenen Aarbechten.

Deemnächst wäert jo dee Froekatalog, dee vun der Kommissioun un d'Regierung gaangen ass, un eiserPremier, beäntwert ginn an deenen nächste Wochen, an da wësse mer jo wou mer erauskommen. Déi Aarbechte mussen elo ofgeschloss ginn. Si sollte schonn ofgeschloss ginn am Juni 2006. Elo si mer bal Enn 2007. Ech weess, dass dat och elo klappt. Mir mussen alles maachen, fir dass mer déi Aarbechte fäerdeg kréien.

Ech wëll eppes hei ganz kloer soen: Déi, déi elo hei fuerderen, dass mer sollen am Intérieur am Fong geholl en Audit maachen oder Neel mat Käpp maachen, ech wier frou wann déi géife gradesou hëllefen, an der Kommissioun Neel mat Käpp ze maachen; da géife mer nach méi séier weiderkommen, wéi mer bis elo scho weiderkomm sinn.

(Interruptions diverses)

Dat ass meng ganz kloer Iwwerzeegung.

Well déi politesch Initiativen, déi mer huelen, kënnen nëmmen a Fonctioun vun de Resultater, déi do erauskommen, gemaach ginn. An déi Resultater, déi wäerten deemnächst um Dësch leien.

D'Relatioune Gemengen a Stat wëll ech awer deemnächst esou, loosse mer soen, ugoen. D'Tutelle, déi organiséiert sech un der Stäerkt vun de Gemengen, mä duerfir kann een awer elo scho kucken, wéi den État des lieux ass vun deenen administrative Prozesser bei eis am Ministère, am klassesche Ministère, géif ech bal soen. Do wäert och eng Persoun, déi de Moment dobaussen am Privatsecteur schafft, an de Ministère zréckkommen, déi also och de Privatsecteur kennt, an dat gëtt eng Aart „Monsieur Performance Relations Communes-État", an déi Persoun soll mer dann eng Bestandsopnahm maachen, fir ze kucke wéi een elo an enger éischter Phas kann déi Tutelle scho performéieren.

Mä dass de Wëllen do ass, fir wierklech weiderzekommen, kann een doru moossen, Här Gira, wat mer de Moien an der Kommissioun iwwert d'Waassergesetz festgehalen hunn. Do hu mer och de Prinzip vun engem Avis vun der Wasserwirtschaftsverwaltung esou festgeluecht, dass dee muss an engem Mount kommen an dass, wann en dann net do ass, dann am Fong geholl déi Reglementer, déi vun de Gemenge geholl ginn, rechtskräfteg sinn. Domat wollt ech Ausdrock ginn, dass mer wëllen am Ministère méi séier schaffen a kucke wierklech eis am 21. Jorhonnert erëmzefannen.

Duerfir hunn ech och zum Beispill schonn zwee Projete lancéiert an der Wasserwirtschaftsverwaltung. Mir sinn amgaangen ze kucken, fir d'Subventioune bei den technesche Dossiere vun de Gemengen ze standardiséieren, dass et also méi séier do geet, dass mer do also net méi hannendran hänken. Dat ass am Rullen. A gradesou hu mer och eng Prozedur gemaach, hu mer och e Modell lancéiert fir d'Prozeduren, déi an der Wasserwirtschaftsverwaltung sinn, am Fong geholl ze vereinfachen an ze reduzéieren.

Dir gesitt also, dass ech an der Wasserwirtschaftsverwaltung och scho konkret Moossname geholl hunn. Datselwecht wëll ech och am Gesetz vun 1999 iwwert d'Landesplanung abauen - dat heescht, eng Simplification administrative -, gradesou wéi am Gesetz vun 2004. De Minister huet also de Wëllen, wierklech an déi Richtung ze goen, wéi et an där Motioun do gefuerdert gëtt. Duerfir mengen ech wär déi superfétatoire an et bräicht een déi de Moment net ze stëmmen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zum Vote vun der Motioun.

Solle mer dat par main levée maachen?

(Négation)

De Vote électronique ass verlaangt. Da stëmme mer of.

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- …mat 43 Nee-Stëmmen, bei 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Paul Helminger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Question avec débat vun der honorabeler Madame Spautz iwwert d'Etüd vum Observatoire de l'Habitat iwwert de Loyer. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

3. Question avec débat N°26 de Mme Vera Spautz au sujet de l'étude de l'Observatoire de l'Habitat sur le bail à usage d'habitation

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, viru gutt anerhallwem Joer, den 12. Juli 2006, hu mir hei an der Chamber dat neit Mietgesetz gestëmmt. Parallell dozou hu mer eng Motioun gestëmmt, an där d'Regierung opgefuerdert ginn ass - an ech zitéiere kuerz draus - no de Considéranten, wou ënner anerem ee war: «convaincue que la modification de la législation sur le bail à usage d'habitation ne suffira pas pour lutter à elle seule efficacement contre la pénurie de logements sur le marché locatif national et les loyers élevés qui en résulten».

Mir hunn d'Regierung hei als Chamber opgefuerdert den Observatoire de l'Habitat ze beoptragen: «à procéder fin 2007 à une évaluation des modifications apportées à la législation sur le bail à loyer et sur ses répercussions sur le marché locatif national, ainsi que des répercussions éventuelles au niveau de la demande en logements sociaux auprès des communes et des promoteurs publics de logements locatifs sociaux».

Wéi mir dat neit Mietgesetz gestëmmt hunn, hunn ech vun dëser Plaz aus gesot, datt mer et a kuerzer Zäit mat den Auswierkunge vun deem Gesetz wäerten ze di kréien, wann net gläichzäiteg méi Mesurë parallell zu deem Gesetz ulafen an ëmgesat ginn, wéi zum Beispill - an dat ass och deemools an den Debatten ëm d'Aféierung vun deem neie Gesetz heibannen erausgaangen - wann net gläichzäiteg géif e massive Bau respektiv Ausbau vu Sozial- oder Gemengewunnenge stattfannen.

Den Observatoire de l'Habitat kann awer nëmmen d'Konsequenze vun deem neie Mietgesetz évaluéieren, wann en déi néideg Chifferen an Donnéeën huet, fir dat ze maachen. E kann och nëmmen da vergläiche wéi d'Situatioun war vun de Locatairë respektiv de Loyeren, déi bezuelt gi sinn, wann en d'Donnéeën huet: Wéi war et virum Akraafttriede vun deem neie Mietgesetz, a wéi ass d'Situatioun dann elo?

A genau do schéngt e Knackpunkt ze leien. Et feelt un enger Base légale, fir kënnen ze évaluéieren, dat heescht fir kënnen e Register oder e Fichier vun de Locatairen a vun de Loyeren opzebauen an déi néideg an noutwendeg Informatiounen ze sammelen an ze vergläichen. Et lafen natierlech eng Rei Mesuren, fir ze kucke fir et iwwert de Recensement ze maachen. Et muss ee wëssen, datt do awer dann och erëm eng Kéier matspillt, datt d'Commission nationale pour la protection des données hiert Wuert matzeschwätzen huet. Et schéngt relativ schwiereg ze sinn an deem Beräich kënne fiabel Donnéeën dohinner ze leeën.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

An de Gemengen - an ech schwätzen elo emol op d'mannst vun Esch - gesi mir awer schonn éischt Entwécklungen. Déi dokumentéiere mer och. D'Gemeng Lëtzebuerg, déi niewent Esch e grousse gemengeneegene Wunnengspakt huet, spiert och schonn no engem Joer d'Auswierkunge vum neie Mietgesetz. Fir Esch ass innerhalb vun engem Joer, vum 1. November 2006 op de 27. November 2007, d'Waardelëscht enorm an d'Luucht gaange fir eng Gemengeneegewunneng.

Mir haten innerhalb vun engem Joer 99 nei Aschreiwungen. Op eiser Waardelëscht stinn elo 426 Demandeuren. Mir hunn Deeg, wou sech bis siwe Familljen aschreiwen, bedéngt duerch déi héich Loyeren, déi gefrot sinn, déi et aus Virsiichtsmoossname maachen. A fir et einfach emol eng Kéier an de Kontext ze setzen, wa mer vu 426 Demandeure schwätzen, wann ech d'Gesiichter hannendru setzen: Dat si 581 Erwuessener a 434 Kanner, déi ageschriwwe si fir eng Gemengewunneng. Ech schwätzen elo guer net vun der Lëscht vum Fonds du logement an och vun der Lëscht, wéi mer et wëssen, vun der Stater Gemeng, déi och an d'Luucht geet.

Mir kréien e massive Problem bei Familljе mat klenge Revenuen, Chômeuren, Elengerzéier mat Kanner. Dat ass elo schonns eng Konsequenz vum neie Mietgesetz, well dat hu mer aus de Gespréicher, déi mer zënter engem Joer intensiv mat de Leit féieren, erausfonnt.

D'Loyere ginn a sinn an d'Luucht gesat gi vun de Propriétairen. Mä déi meescht Leit traue sech net op d'Mietkommissioun ze goen aus Angscht virun d'Dier gesat ze ginn. D'Zuel bei de Mietkommissiounen huet sech eigentlech net erhéijt. D'Leit hunn Angscht dohinner ze goen. Mir fanne se erëm wa se net méi bezuele kënnen. Mir fanne se dann am Office social erëm, wou d'Zuel an d'Luucht geet vun deene Leit. Mir fanne se an de Servicer vum Surendettement erëm.

A wa mer wësse wéi d'Entwécklung ass am Beräich vun der Pauvretéit, ënnersträicht et wéi grouss de Problem hei zu Lëtzebuerg ass. Ech muss soen, mam Projet de loi vum Pacte logement, wou keng verbindlech Ausso drasteet, wat de soziale Wunnengsbau ugeet, ass et mer och net grad duerno - wéi soll ech dat ausdrécken - fir La-Ola-Wellen ze maachen, well och do lafe keng verbindlech Mesuren, fir eppes kënnen an där Fro ze ënnerhuelen.

Meng Froen un de Minister sinn déi: Gëtt et e Bilan intermédiaire bis haut? Wéi si respektiv op wéi engen Elementer soll déi Enquête baséiere vum Observatoire du loge-

ment? Wéi funktionéiert d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen, fir kënnen déi Mesuren, déi si betreffen, ze évaluéieren? Wat sinn d'Konsequenze fir d'Gemengen, déi se mussen ënnerhuelen? Wéi ass den Délai? Wini sinn déi Recherchen ofgeschloss? Wini hu mer d'Resultater do leien? Mat wéi enge verbindleche Mëttelen, mat deenen den Observatoire ka schaffen, si si ausgerüst? Oder wat feelt hinnen? Wat misst nach gemaach ginn, fir datt se kënnen hir Enquête dohinner leeën, datt mer verbindlech Zuelen hunn, aus deene mer dann endlech kéinten eis Konklusiounen zéien?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- D'Regierung huet d'Wuert. Här Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Vera Spautz huet elo grad scho Konklusioune gezunn, a si freet mech wat mer alles géife maache fir déi Donnéeën ze kréien, fir iwwerhaapt kënne Konklusiounen ze zéien. Ech wollt fir unzefänken emol op dee Widdersproch do hiweisen. Wéi gesot, si huet mer zum Schluss elo eng Partie Froe gestallt, déi ech och gäre beäntwerten.

Éischt Fro: Ass an der Tëschenzäit een dermat chargéiert ginn, fir déi Evaluatioun ze maachen, déi an der Motioun gefrot ginn ass? D'Äntwert ass: Jo. Den Ceps ass am Kader vu senger Missioun Observatoire de l'Habitat nom Unhuele vun der Motioun mat dëser neier Aarbecht beoptraagt ginn. Och am Budget 2008 ass e Kredit dofir virgesinn.

Zweetens ass gefrot ginn: Gëtt et schonn e Bilan intermédiaire? Ech wëll drop hiweisen, datt d'Mietgesetz den 1. November 2006 a Kraaft getratt ass. Fir da schonn e puer Méint duerno e Bilan intermédiaire fäerdeg ze hunn, schéngt mer net ganz einfach ze sinn. Mä den Observatoire de l'Habitat mécht jo permanent Analysen zënter senger Grënnung am Joer 2003, ënner anerem wat de Marché vun de Locatiounen ubelaangt. Dës Analys baséiert op den annoncéierte Mietwunnengen.

Zënter 2005 gëtt dës Analys och nach méi detailléiert gemaach. Dorauser geet ervir, datt d'Loyere vun den Appartementer an de leschten zwee Joer insgesamt nëmmen ëm 3% an d'Luucht gaange sinn, an datt d'Loyere vun den Eefamilljenhaiser souguer ëm 0,8% zréckgaange sinn. Dat sinn also e bëssen aner Donnéeë wéi déi, déi d'Madame Vera Spautz elo an d'Fënster gestallt huet.

Drëtt Fro: Wat fir eng Elementer soll den Observatoire de l'Habitat considéréieren, fir kënnen déi fundéiert Analys do ze maachen? Virgesinn ass - an ech mengen, dat huet se och schonn uklénge gelooss - eng statistesch Verwäertung vun den Donnéeë vum jährleche Recensement fiscal, wou jo bekanntlech eng Fiche logement auszefëllen ass. Do hate mer Kontakter mat der Steierverwaltung. Mir hate Kontakter mam Statec. Déi waren all positiv. Se waren och ganz konstruktiv.

Mä e Problem ass d'Dateschutzgesetz. Aus Dateschutzgrënn ass et net méiglech dës Donnéeën, déi jo nominativ sinn, einfach esou am Kader vun enger Etüd iwwert d'Entwécklung vun de Loyeren am Laf vum Joer, a mat enger eventueller Réckfro vum Loyersstand 2006 - dat heescht, virum Loyersgesetz - ze gebrauchen.

Duerfir si mer amgaange mat der Dateschutzkommissioun ze kucken eng legal Basis ze schafen, fir datt de Wunnengsbauministère dës Donnéeë ka gebrauchen am Aklang mam Dateschutzgesetz, an datt e kann eng Datebank erstellen, déi néideg ass, wann ee wëllt dës Evaluatioun esou maachen, wéi dat elo grad gefrot ginn ass.

Mir mussen also, fir dat kënnen ze maachen, eng legal Basis kréien. Wéiwäit datt mer et kënne maachen, ass nach eng Fro. Do musse mer genee kucken: Wat léisst d'Dateschutzgesetz zou a wat net, fir kënnen dës Evaluatioun esou gutt wéi méiglech ze maachen?

Wat d'Gemengen ubelaangt, ass et effektiv esou, datt dat neit Loyersgesetz de Gemenge jo d'Méiglechkeet gëtt, e Cadastre des loyers ze erstellen. Jiddfer Gemeng kann dat maachen. Mir wäerten d'Gemenge froen, eis hir Erkenntnisser an hir Erhiewunge matzedeelen. Mä och hei, wëll ech soen, och hei gëllen Iwwerleeungen iwwert d'Dateschutzgesetz. Et muss een awer kucken, datt een dat anonymiséiert a statistesch verwäert.

Et ass gefrot ginn, wat fir Délaië mer dem Observatoire gestallt hätten. Ech denken, datt - Dir gesitt d'Schwieregkeete jo och - éischt Resultater Enn 2009 virleie kënnen.

D'Madame Vera Spautz huet och drop higewisen, datt d'Waardelëscht vun de soziale Mietwunnengen zu Esch ganz staark an d'Luucht gaange wär, an dat wären d'Konsequenze vum neie Mietgesetz, déi si scho géifen zu Esch mierken.

Ech kann nëmme soen, datt, wann ech d'Zuelen an d'Lëscht vum Fonds du Logement kucken: Zum Beispill 2002 waren op der Waardelëscht 1.642 Leit; 2003 waren et der 1.380. Am Februar 2007 - am November ass dat net analyséiert ginn, mä am Februar 2007, also ganz kuerz nom Akraafttriede vum Gesetz - waren et der 1.015, an elo Enn November sinn et der 1.022. Also tëschent dem Februar an dem November, nom Akraafttriede vum Mietgesetz, ass d'Waardelëscht ëm 7 an d'Luucht gaangen, mä par rapport zu 2002 ass se praktesch ëm 600 erofgaangen. Et ass also net esou katastrophal, wéi dat heiansdo an d'Fënster gestallt gëtt.

Ech wëll awer och derbäi soen, datt de Fonds du Logement säi Programm fir ze bauen, Sozialwunnengen a Mietwunnengen, méi wéi verduebelt huet. An datt, wa mer eis Donnéeë kucken, wat dann zu Esch geschafe ginn ass vu soziale Mietwunnengen zënter dem Akraafttriede vun dem neie Mietgesetz, da kommen ech op null. Op null kommen ech dann! Da brauch ee sech net ze wonneren, wann d'Waardelëscht fir esou Wunnenge méi grouss gëtt.

Ech wëll zwar soen, datt déi Escher net déi sinn, déi am mannste maachen. Loin de là! Si hunn, dat wëll ech och soen, eng ganz Partie vun hire Mietwunnenge renovéiert. Mä si hu keng nei geschafen. Wann eng renovéiert gëtt, gëtt net dofir eng fräi, fir en Neien dranzesetzen. Dat heescht, do ass Handlungsbedarf do.

Ech hu jo och gesot, datt d'Gemenge 75% Subsid vu mir kréien, wa se sozial Mietwunnenge schafen. Duerfir wëll ech nach eng Kéier en Appel u si maachen! An Dir hutt et och gemaach, Madame Spautz. Fänkt zu Esch un! Ech hoffen, datt mer déi aner och esou wäit kréien, datt mer méi sozial Mietwunnenge geschafe kréien, fir och deene Leit, déi hei genannt gi sinn, en Ënnerdaach ze schafen, dat dezent a bezuelbar ass.

Ech wëll do och mathëllefen. Mir si bereet fir do Sue mat ze investéieren. De Fonds du Logement huet dee Programm verduebelt. Ech hoffen, datt dat och op anere Pläng d'nämlecht geschitt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Madame Spautz, wëllt Der nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Jo, ech wëll dem Här Minister vläicht just op dat äntwerten, wat Der elo vun Esch gesot hutt. Wann eise Budget elo virgestallt gëtt am Dezember, gesitt Der, wéi massiv Investitiounen am neie Gemengewunnengsbau wäerte passéieren. Mir hunn eisen, wéi Der gesot hutt, elo emol renovéiert. Mir wäerten eng ganz Rei nei Gemengewunnenge schafen. Deen Appel, wéi ëmmer - an do si mer eis och eens, Här Minister -, geet natierlech och un aner Gemengen, datt se dat sollen och an deem Beräich maachen.

Wann Der sot, de Chiffer vum Fonds du Logement ass zréckgaangen, fanne mir leider ganz vill Leit, och bei eis, op der Waardelëscht, well se ënner Konditiounen, déi de Fonds du Logement stellt, net méi ugeholl ginn. Ech schwätzen elo wierklech net vun deene Leit, déi schlechte Wëlle weisen, mä Leit, déi och do ganz séier op d'Strooss gesat sinn, wou mer dann als Gemengen och domadder konfrontéiert sinn, op d'mannst mir zu Esch, fir se dann eranzehuelen, fir datt se net definitiv op der Strooss sëtzen oder an engem Foyer de nuit sinn.

A wann Der sot, Dir hutt déi Chifferen net, datt et Konsequenze si vum Mietgesetz, géif ech Iech déi ganz gären nach eng Kéier zur Verfügung stelle vun deem, wat mir erhuewen hunn elo schonn zu Esch, wat d'Loyere sinn. Well bei engem Recensement steet dat op der leschter Säit zwar, op där enger Säit de Propriétaire betreffend an ënnen d'Locatairen, mä déi Informatioune ginn net duer. Ech weess jo och, dass de Ceps amgaangen ass dodrun ze schaffen, fir kënnen Informatiounen ze kréien.

Et misst een do vläicht dann awer trotz Conseil national de la protection des données kucken, datt mir alleguerten als Politiker fiabel Donnéeën hunn, fir kënne weider op deem Dossier do ze schaffen, wéi mer mat hinnen eens ginn, fir do en anstännege Mietspigel erstallt ze kréien, net datt dat am Sand verleeft. Ech denken do muss een einfach kucke fir kënne Chifferen ze kréien, well d'Situatioun wäert sech net verbesseren.

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Also d'Mietgesetz gëtt de Gemengen d'Méiglechkeet, déi do Erhiewungen ze maachen. Si kënnen also fir hir Gemeng e Mietspigel maachen. Mir musse kucken, datt mer dat landeswäit dann och vernetzt kréien. Dat ass de Problem vum Dateschutz, dee mer musse geléist kréien.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Jo.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Richteg.

M. le Président.- Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss. Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Op Ufro vun der sozialistescher Fraktioun féiert d'Chamber elo eng Orientéierungsdebatt iwwert de Chômage an d'Situatioun um Aarbechtsmaart. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo den Här John Castegnaro als Vertrieder vun der sozialistescher Fraktioun, déi dësen Débat ugefrot huet.

Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert. Dir hutt 24 Minutten, Här Castegnaro, an net esou laang wéi geweinlech de President Fidel Castro, och mat schlechter Gesondheet, schwätzt.

(Hilarité)

4. Débat d'orientation sur l'évolution du chômage et la situation sur le marché de travail

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Wann een esou Frënn huet, brauch ee keng Feinde méi.

(Hilarité)

Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech begréissen et, dass mer haut e weideren Débat iwwert de Chômage an iwwert d'Situatioun um Aarbechtsmaart féieren. Et ass wichteg an noutwendeg, dass een all Bewegungen, Fortschrëtter, mä och weider Problemer, déi bestinn, hei am héijen Haus diskutéiert - och kontrovers, firwat net -, fir dass déi néideg Transparenz besteet, mä dass och duerch d'permanent Thematiséierung vun deem Thema d'Gefill bei deene Leit entsteet, déi betraff sinn - dat si Mënschen an hir Familljen -, dass se net vergiess sinn. Si hu souwisou en Usproch drop, dass net nëmmen hei geschwat gëtt, mä dass och vun hei d'Impulser erausgi fir ze handelen.

Bei der leschter Debatt, dat war den 31. Mee 2005 respektiv den 10. Oktober 2006, wou mer iwwert d'ADEM geschwat hunn, wat den Thema awer och ass, hu mer erlieft, dass eng Rei Gesetzer verabschiet gi sinn, wéi stellvertriedend de 5611 iwwert de Chômage des jeunes am Dezember 2006, wou mer mierken, dass éischt positiv Resultater entstinn, mä wou et noutwendeg ass eng genee Analys virzehuelen, fir ze gesi wou noutwendeg Nobesserunge sech an den nächste Méint opdrängen. Et ass wichteg u konkrete Resultater ze gesinn, wéi een och konkret Analysen an dann och eng éierlech Konklusioun kann zéien, fir eben déi Nobesserunge virzehuelen.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, mir haten e Méindeg alleguer am Courrier électronique wéinstens e Kilo Dokumentatioun zum Thema. Vläicht eppes spéit fir et kënnen intensiv ze liesen an ze verschaffen, mä op d'mannst huet d'Gewiichtung engem den Androck vermëttelt vun der Komplexitéit vun där Matière, mat där mer et ze dinn hunn.

Iwwerhaapt ass all Débat iwwert de Chômage an iwwert de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart e komplizéierten a fir vill och en onverständlechen. Ech erkläre mech.

2006 hu mer e Wirtschaftswuesstum vu 6,2% kannt. Mir hu + 4,1 oder 13.018 nei Aarbechtsplaze geschaf, an am éischten Trimester dëst Joer sinn et schonn erëm eng Kéier + 4,3%. Dat ëmschreiwe mer ëmmer als eng atypesch Situatioun, mä och als eng onerkläerlech, an ech mengen dat kann een esou soen.

Wann een d'Situatioun um Aarbechtsmaart am September vun dësem Joer kuckt, dann hu mer 9.230 Demandeurs d'emploi. Dovu sinn der 4.406 Chômeurs indemnisés. An deenen Zuele sinn d'Frontalieren natierlech net dran, mä mir hunn en Taux de chômage vu 4,2%, dee liicht zréckgaangen ass par rapport zu deem Joer virdru bei 4,4%. Mir gesinn, dass mer och an de Mesures pour l'emploi 3.367 Leit hunn, wat der e puer manner sinn, a mir stelle fest, dass mer Offres d'emploi hunn, déi net satisfaits sinn, vun 2.216.

Wann een deen Aarbechtsmaart emol esou kuckt an et weess een, dass ronderëm eisen Aarbechtsmaart zéngdausende vu Chômeure permanent versichen, op deeselwechten ze drécken, ze kommen, aus Frankräich, Belgien, Däitschland, déi zu Lëtzebuerg en Débouché gesinn an déi mat ville Qualifikatiounen oft bestéckt sinn - ech kommen nach dorop zréck -, da wësse mer, dass déi Leit, déi bei eis keng Aarbecht hunn oder déi eng sichen a keng fannen, eng grouss Konkurrenz op der Dier hunn.

Atypesch ass fir mech awer och - ech wëll dat emol esou soen -, datt mer ze vill Chômeuren hunn am Kontext vun allen Zuelen, mä datt mer awer och ze vill offe Plazen hunn an dat net ëmmer ze erklären ass, an datt ee muss wësse wéi een do Léisunge fënnt.

Ech sinn net ee vun deenen, déi d'Scholdfro permanent bei der ADEM usiedelen, obwuel mer wëssen, datt si vill Onzoulänglechkeeten huet. Den Haaptgrond dofir ass natierlech, datt mer och do an engem permanente Wandel stinn, mä wann d'ADEM ëmmer erëm genannt gëtt, a wa besonnesch d'FEDIL dëser Deeg gemengt huet, d'Aarbechtsverwaltung wär net op der Héicht vun der Zäit - dat war de 15. Oktober 2007 -, da bedeit dat eppes, esou eng Ausso, och wa se d'Kaz net aus dem Sak, op d'mannst net ganz, erausgeloss hunn, mä dann dobäi soen en ze starre System, well d'ADEM eng Statsverwaltung wär, dat kéint mat Sécherheet d'Problemer net léisen.

Dat ass keng gutt Approche an et léisst drop hiweisen, datt et en Hannergedanke gëtt, nämlech dee vun enger Privatiséierung, déi bei deene Leit ugestrieft gëtt. Zu esou eppes soe mir als Sozialiste kategoresch Neen!

An et gesäit een och, wann een den Audit vun der OECD liest an déi Iwwerleeunge kuckt, datt déi deelweis an esou eng Richtung vu Privatiséierung gi respektiv Ëmwandlung an en Établissement public. Och dat ass eng Décisioun, déi net a Fro kënnt. Den Établissement public, dee wëllt duerchduecht, diskutéiert an décidéiert sinn.

Mä et sollt een drop hiweisen: Mir hunn zënter Joren déi Interimsgesellschaften, déi eigentlech missten duergoen, déi mer eenegermoossen - fir et emol esou ze formuléieren - am Gréff hunn, well se Accordë mat der ADEM hunn, well se iwwert d'ULEDI Accordë mat de Gewerkschaften hunn. Mä d'Interimsgesellschafte ginn an deem Sënn duer, dass si ëmmer méi e Puffer um Aarbechtsmaart duerstellen, dass si eigentlech ganz vill Flexibilitéit a Mobilitéit offréieren, déi jo oft kritiséiert gëtt, mä et däerf a kengem Fall esou sinn, dass eng privatiséiert ADEM och nach als Partner en Haaptacteur Interimsgesellschaft als Stellevermëttler kritt. Dat wier eng geféierlech Entwécklung. Mäi Kolleeg, den éierewäerte Romain Schneider, geet herno méi op d'Problematik vun der ADEM an.

Ech wëll just drop hiweisen an d'Geleeënheet notzen, fir dem Personal vun der ADEM meng Unerkennung auszedrécken. Et geet net nëmmen duer fir se ze kritiséieren. Mir wëssen, dass si als Verwaltung immens vill ze bewältegen hunn, hir Moyenen den Erausfuerderungen net ugepasst sinn an eben d'Situatioun um Aarbechtsmaart sech permanent verännert, wat d'Saach net méi einfach mécht.

Den OECD-Audit bestätegt d'Problemer vun der ADEM, weist och eenzel Léisungen op. An déi Léisungen, déi mussen ugepaakt ginn, déi mussen eis schnellstens beschäftegen. A mir mussen dofir suerge Léisungen ze fannen, woubäi ech soen déi méi liberal Approche vun der OECD ass eng, déi een esou net akzeptéiere kann.

A wat mer guer net - an ech soen dat fir eis Partei ganz kloer - akzeptéieren, dat sinn déi Leeschtungsverschlechterungen, déi och an deem Audit am Raum stinn, wou natierlech d'Patronë Beifall klatschen, mä ech wéilt et emol esou formuléieren: D'OECD ass gefrot ginn, fir en Audit iwwert d'Strukturschwächte vun der ADEM ze maachen

an net iwwert d'Leeschtungen. Fir d'Leeschtunge sinn net d'Technokraten zoustänneg, mä fir d'Leeschtungen ass d'Politik zoustänneg. Do hu mir d'Responsabilitéit also, se dann och ze iwwerhuelen.

Bon, léif Frënn, Reforme kaschten natierlech Geld, mä Chômage kascht och Geld, woubäi dat mënschlecht Leed fir déi Betraffen, iwwert déi mer ëmmer schwätzen, a Geld eigentlech net auszedrécken ass.

D'Zil vun eisem politesche Schaffe muss d'Erëmhierstelle vun der Vollbeschäftegung sinn an dofir muss e permanente Reformwëlle bestoen, musse finanziell Mëttele bereetgestallt ginn. Dozou gehéiert de politesche Wëlle fir all Baustellen an deem Zesummenhang permanent ze beaarbechten, an deem Sënn aktiv ze bleiwe wat d'Aarbechtsmaartpolitik ubelaangt, wat d'Schoul-, d'Beruffsausbildungspolitik ubelaangt, wat d'Wirtschaftspolitik ubelaangt. Dozou gehéiert och de Wëllen zur Innovatioun, och wann dat heiansdo op Widderstänn ka stoussen, mä et muss villes ënnerholl ginn.

De Projet de loi 5411 oder 5144 - ech geheien deen ëmmer duercherneen; dat sëtzt ganz déif - iwwert de Chômage social, ass ee vun deene Projeten. En aneren, wou et misst zu engem Projet kommen, ass deen iwwert d'Économie solidaire als drëtt ekonomescht Standbeen, wat et erméigleche soll Betriber ze schafen, déi dann iwwer ee Gesetz vun der Économie solidaire mam Chômage-social-Gesetz, wat eng Zwëschenetapp nëmme kann duerstellen, Aarbechtsplaze ka schafen, déi net zäitbegrenzt sinn, déi also de Mënschen, déi soss um Aarbechtsmaart keng Chance hunn, eng sécher Aarbechtsplaz an domat eng Existenzgrondlag ubidde kann.

Ech weess, dass d'Économie solidaire net eng Wonnerwaff ass, geneesou wéineg wéi eng bescht reforméiert ADEM oder all déi Mesuren, déi mer schonn erfonnt hunn an nach wäerten erfannen, mä et ass mat Sécherheet eng wäertvoll Initiativ, fir Aarbechtsplazen an deem sougenannten Nischeberäich ze schafen, engem Beräich oder Beräicher am Sozialen, an der Ëmwelt, an der Fräizäit, am Tourismus, an der Kultur, an et gëtt der bestëmmt nach méi.

An et geet deenen, déi déi Iddië vertrieden, mat Sécherheet net drëm, fir eng bëlleg oder eng Dumping-Konkurrenz ze entwéckelen, mä et geet drëm mat der Économie solidaire Nischen ze besetzen an Usprécher vun der Bevölkerung nozekommen.

Mir liewen an enger Zäit, an dat entwéckelt sech weider, wou d'Leit ëmmer méi al ginn, wou d'Usprécher och grouss sinn, wou Kafkraaft ass a wou och erwaart gëtt an egal wat fir enger Liewenslag eng héich Liewensqualitéit ze hunn, an do kann een nach villes an do muss een nach villes leeschten, an dat kéint een och iwwert dee Wee maachen.

Mir lamentéieren ze oft statt eis konsequent den Erausfuerderungen ze stellen a rechtzäiteg Reformen an d'Wee ze leeden. Eis Gesellschaft huet sech grondleeënd verännert a verännert sech permanent weider. Déi sougenannte postindustriell Gesellschaft steet am Géigesaz zu där Industriegesellschaft, déi mer zënter Jorzéngte kannt hunn; d'Schwéierindustrie, d'Mëttelindustrie, déi et esou net méi gëtt, mä wou Muskelaarbecht gefrot ginn ass. Haut ass et net méi oder ëmmer manner d'Muskelaarbecht, mä haut gi Qualifikatiounen, Héchstqualifikatioune verlaangt. Haut gi Spezialiste verlaangt, déi och nach polyvalent sinn an déi hëllefen de Wënsch vun de Patronen no méi Kompetitivitéit, no méi Produktivitéit, no méi Benefiss gerecht ze ginn.

An déi Leit si jo och permanent ënner Drock gesat iwwer sougenannte Benchmarken, wou Betriber mateneen am Grupp oder mat anere verglach ginn, fir méiglechst schnell a vill ze verdéngen. An d'Konsequenz, wann et net esou geet, sinn dann d'Delokaliséiere vu Betriber oder den Outsourcing, an dat ass dat wat u sech zënter Jore wierklech vill verännert huet.

Mir mussen also permanent Reforme maachen, bereet sinn nei Gesetzer oder bestehend Gesetzer unzepassen. Wichteg ass an deem Zesummenhang dat, wat sech um legislativen Instanzewee mécht, nämlech d'Schoul- an d'Beruffsausbildungsgesetz, déi mer musse kuerzfristeg verabschieden. Do geet et ëm eis Jugend, ëm hir Zukunft. Do geet et ëm déi Erwuessen, ëm den zweete Bildungswee, ëm Erwuessenebildung, ëm Ëmschoulung, ëm Qualifizéierung, ëm Chancen, fir um Aarbechtsmaart ze bleiwen oder op den Aarbechtsmaart ze kommen, an dat ass an dësem Land wichteg an noutwendeg, well ech schonn eng Kéier gesot hunn, d'Konkurrenz baussent de Grenzen ass riseg grouss an net nëmmen aus der Groussregioun, mä aus der ganzer Europäescher Unioun an iwwert d'Unioun eraus. Dat si Realitéiten.

Zu deene Reformen, zu deenen neien Initiative gehéiert och eng dynamesch Wirtschaftspolitik, mam Zil ebe vun der Schafung vun Aarbechtsplazen a besonnesch och Industrieaarbechtsplazen. De Wirtschaftsminister schwätzt vun enger intelligenter Nischepolitik am industrielle Beräich. Dat muss och fir d'Handwierk an de Commerce geneesou gëllen. Ech sinn der Meenung an ech fuerderen och op, dass mer geneesou vill Energie an deene Beräicher do verwenden, wéi mer se verwenden am Finanz- an am Déngschtleeschtungssecteur.

Mir mussen Nische besetzen. Mat Sécherheet! Si solle beschäftegungsintensiv sinn. Et bidde sech un, dat ass oft hei gesot ginn: de ganzen Ëmwelttechnologieberäich, d'Energieeffizienz an all déi modern Jobben, déi do kënnen entwéckelt ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, an engem Land, an deem et ronn 320.000 oder bal 320.000 Aarbechtsplaze gëtt, Mënsche beschäftegt sinn, wat méi wéi 3-mol esou héich ass, wéi nach virun 30 oder 35 Joer, a wou e permanenten Zouwuess besteet, wéi ech et virdru gesot hunn, dierft eigentlech kee Chômage bestoen. An där Dynamik misst een et jo fäerdeg bréngen, all Leit ënnerdaach ze kréien. Et kann een net ëmmer nëmmen do d'Qualifikatioun als en Hindernis nennen oder den Alter oder mangelnd Flexibilitéit a Mobilitéit oder ze héich Usprécher u Gehälter an un Aarbechtskonditioun, déi géife gestallt ginn.

Ech mengen, dass Vollbeschäftegung och eng Fro vun der sozialer Responsabilitéit ass, an hei stinn all Acteuren an der Flicht, besonnesch och d'Patronat. Jiddferee muss säi Bäitrag leeschte fir d'Aarbechtslosegkeet an de Gréff ze kréien. An Aarbechtslosegkeet mat permanentem Charakter, dat bedeit Ausgrenzung, dat bedeit Aarmut, dat bedeit op Dauer sozial Fraktur an eiser Gesellschaft a kann och bis zum Friemenhaass féieren an de soziale Fridden op d'Spill setzen.

Mir sinn dach net e Land, wou et nëmmen Analphabete gëtt! Heiansdo huet een dat Gefill, wann déi Diskussioune gefouert ginn. Mir wësse wuel, dass an de leschte Joren et och Analphabetismus gëtt an engem gewëssenen, nach geréngen Ëmfang. Mir mussen eis domat auserneesetzen. Esou wéi mer eis mussen domat auserneesetzen, dass och déi Al um Aarbechtsmaart eng Chance musse behalen, an al si jo déi iwwer 40 Joer. Dat muss ee sech virstellen! Duerfir muss ee sech schummen, wann ee weess, wéi vill Potenzial, wéi vill Know-how verluer geet duerch esou Leit, déi ausgegrenzt ginn.

Et soll een och keng falsch Experimenter woen. Do bitt sech ëmmer d'Lissabon-Strategie un. Jiddfereen huet de Livre vert gesinn oder dovun héieren oder e gelies, wou et iwwert déi sougenannte Moderniséierung vum Aarbechtsrecht geet, wat den neien Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert soll ugepasst ginn. An da gëtt vu Flex-Sécuritéit geschwat, vun totaler Mobilitéit, vun Dereguléierung, vun der Aarbechtszäitsenkung, vu Loun- a Soziallaaschten. Alles dat ass net de richtege Wee dozou. Dozou soe mir Neen, a mir wiere frou wann och iwwert de Livre vert - an ech widderhuele mech do - am Parlament respektiv an der zoustänneger Kommissioun géif geschwat ginn.

D'Regierung huet am Abrëll der Kommissioun eng Äntwert op de Livre vert ginn, mä et misst derwäert sinn, dass een en Débat hei féiert. Mir wëssen, dass Dereguléierung an anere Länner, total Flexibiliséierung an anere Länner vorübergehend Erfolleg an duerno geneesou grouss a méi grouss Mësserfolleg bedeit huet, an dat soll een net onbedéngt widderhuelen.

Léif Frënn, et ass en Thema, dat eis hei beschäftegt, dat natierlech ganz wäit geet. An et muss ee vläicht eng Rei Beispiller nennen, fir op eenzel Entwécklungen hinzeweisen. Mir brauchen eng total Transparenz um Aarbechtsmaart. 13.018 nei Aarbechtsplazen ass e formidable Chiffer. Mir wëssen awer net, wéi vill Vollzäit, wéi vill Deelzäit, wéi vill Leit, deeselwechten, fënnef oder sechs Aarbechtsplazen huet, awer all Plaz ass eng Plaz.

Mir musse wëssen, wat fir eng Qualitéit, wat fir eng Liewensdauer esou Aarbechtsplaze kënnen hunn. Mir wëssen zwar, dass de Gros - 9.564 - vu Frontaliere besat ginn. Mir musse kënnen analyséieren: Wat fir eng Qualifikatioune sinn da bei deene Leit gefuerdert ginn? A wat fir enge Secteure ware se? Wat fir eng Betriber sinn et? A firwat hunn eigentlech d'Résidentë manner Chancë wéi d'Frontalieren, fir op déi Aarbechtsplazen ze kommen? Ass et wierklech eng Fro vu mangelnder Qualifikatioun?

Do ass net méi spéit wéi haut eng Ceps/INSTEAD-Etüd erauskomm, déi sech mam Thema beschäftegt, dat elo ze wäit géif féieren. Mä am Endeffekt seet déi Etüd a grousse Linnen, dass ebe fir d'Frontaliere Lëtzebuerg a villfälteger Form ganz attraktiv ass, an dass déi Grenzgänger, déi heihinner kommen, net Chômeure sinn. De Gros si keng Chômeuren. De Gros ginn an hire Länner eng Aarbechtsplaz op, fir hei eng ze fanne wou se besser verdéngen, wou se besser Chancen hunn, wou d'Massenugebuet, de Choix also méi grouss ass. A wann ee liest - esou hunn ech et jiddefalls gelies - , dass ronn 50% vun deene Grenzgänger en niddrege Bildungsniveau huet, da stëmmt dat Argument vun der Qualifikatioun also och net. Also hänkt et un anere Problemer.

Firwat hunn eis Chômeuren, eis Demandeurs d'emploi manner Chancen? Dat muss analyséiert ginn. Dat muss gekuckt ginn, well een net mat Schlagwierder do operéiert fir ze soen: Jo, déi eng sinn ze al oder déi aner sinn an engem sozialen Ëmfeld vun Drogen, vun Alkohol, hunn net d'Formatioun, net Mobilitéit genuch. Ech mengen an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg misst eng Feinanalys bis an de leschten Detail méiglech sinn, fir kënne méi prezis ze reagéieren. Déi Transparenz ass also noutwendeg.

Mir brauchen derniewent eng seriö Diskussioun iwwert dat neit Invaliditéitsgesetz. Do ass eis versprach ginn, am Laf vun dësem Joer géife mer déi Etüd, déi Evaluatioun kréien. Dir kennt de Problem vun den internen an externe Reklassementer, wou am Endeffekt déi extern quasi alleguer zum Chômage féieren.

En drëtte Punkt sinn d'Logistikaktivitéiten, wou elo d'WSA-Lager am Mëttelpunkt stinn, wou dausend méiglech Aarbechtsplazen ugekënnegt ginn. Mä wat fir eng Aarbechtsplaze sinn dat dann? Wësse mer dat? Musse mer dat net schnellstens gewuer ginn, fir kënnen eis drop anzestellen, fir kënne Formatiounen ze organiséieren, fir d'Fachrichtung ze erkennen?

Mir hunn haut, déi meescht wëssen dat net, eng CATP-Beruffsausbildung am Lycée technique Bouneweg iwwer Logistik. Mir hunn an der Commission de l'éducation bei Geleeënheet vun der Diskussioun iwwert dat neit Beruffsausbildungsgesetz zréckbehalen, dass mer eng Division technicien an der Logistik aféieren. Dat ass eng wichteg Décisioun, déi muss mat engem Amendement realiséiert ginn.

Mä mir wëssen, dass dat alles laang dauert bis et da fonctionnéiert a bis déi éischt Spezialisten erauskommen. Duerfir ass et noutwendeg, am Schnellverfahre Léisunge fir déi Problemer ze entwéckelen, fir de Bedürfnisser vum Secteur entgéintzekommen. Ech begréissen do de Consultant, dee soll kommen, deen ugesiedelt gëtt am Wirtschaftsministère. Et ass also wichteg, innovativ ze sinn, et ass wichteg virun allem am Pool vun deenen 9.000, iwwer 9.000, déi keng Aarbecht hunn, déi Leit ze fannen, déi een ausbilt, fir an deen neie Beräich do kënne schaffen ze goen.

E weidere Punkt ass d'Reform vun der Gewerbeinspektioun, déi deemnächst wäert décidéiert ginn. D'Kontrollfunktioun ass wichteg och fir den Aarbechtsmaart, huet hiert Erauswierken doriwwer. Iwwerstonnen, déi net néideg sinn, Clandestinen, déi schaffen, an aner Forme vun illegaler Aarbecht: Wann een dat an de Gréff kritt, kann een eppes dozou bäidroen, Aarbechtsplazen ze schafen.

Fënneftens, d'Fräizügegkeets- an d'Immigratiounsgesetz, wat sech och an der Maach befënnt, wou mer gëschter an der Commission du travail et de l'emploi zu deem Deel eng Diskussioun mam zoustännege Minister haten. Och dat Gesetz ass e wesentleche Bestanddeel vun der Aarbechtsmaartpolitik zu Lëtzebuerg. Et soll net restriktiv gesi ginn, mä reguléierend.

Fir mech ass et bedeitend, dass dat dote kënnt, well et an der Europäescher Unioun muer oder iwwermuer e groussen Aarbechtskräftemangel wäert ginn. Dee gëtt da behuewen duerch Leit aus Net-EU-Länner. Dat muss organiséiert sinn am Interessi vun allen Interesséierten. Et muss ee sech emol virstellen, wann an der Groussregioun muer Héichkonjunktur entsteet, wat da mat eisem Aarbechtsmaart kéint passéieren, wa mer déi Aarbechtskräften net erbäikréien.

Do sinn d'Léisungen net déi vun enger Erhéijung vum Rentenalter an och net déi vun enger Erhéijung vun der Aarbechtszäit. Dat sinn Horrorzeenarien, déi ee sech kann erspueren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Natierlech, léif Frënn, eng Feststellung: Am öffentleche Secteur ass méi Sécherheet oder absolut Sécherheet. Duerfir dränge vill Lëtzebuerger éischter dohinner. A wa se échouéieren, échouéiere se herno och. An der Privatwirtschaft, do gëtt et keng Beschäftegungsgarantie.

M. le Président.- Här Castegnaro.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ech si sougutt wéi fäerdeg.

M. le Président.- Ech wollt lech just drop opmierksam maachen: Dir sidd amgaangen elo op d'Riedezäit vun Ärem Fraktiounskolleeg ze empiétéieren.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Jo. Hien huet mer dräi Minutte geschenkt.

M. le Président.- Dir maacht dat ënnereneen aus.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Jo. Mir waren eis eens.

Nach eng Kéier: An der Privatwirtschaft gëtt et keng Beschäftegungsgarantie, mä do gëtt d'Précaritéit ëmmer méi grouss, well de Kader do geännert huet, a well eigentlech all déi Problemer, déi mer kenne mat Délocaliséierung, Outsourcing, Produktivitéit, Aspuerung, Reduktioun vun de Stammbelegschaften, Saache sinn, déi Angscht kënne maachen an déi zum Ofbau vu Personal féieren. Mir hunn haut gelies an héieren, dass Clearstream, fir 100 Milliounen ze spueren, 140 Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg an 160 zu Frankfurt liquidéiert, an am Géigesaz der 200 an Tschechie schaaft. Do geet et ëm Geld verdéngen, an do geet et net ëm Mënschen an ëm Aarbechtsplazen.

Op där anerer Säit kënnege sech Problemer am Déifbau un. Dat hu mer héiere vun den Entrepreneuren. Wann do wierklech eppes geschitt, da gi ganz wichteg Spezialisten à la rigueur fräigestallt, déi eis herno feelen. Mä et ass iergendwou eng roueg Period agetrueden, wou den Déifbau d'Gefill huet schlecht ewechzekommen.

Da kënnt derbäi: Déi, déi nëmmen an d'Schinn wëllen investéieren, an net méi an d'Stroossen - Dir wësst wien ech mengen -, do weess een, dass den Déifbau drënner leit. Den Déifbau muss sech natierlech och kënnen ëmstellen, fir do an deene Beräicher aktiv ze ginn. Mä ech wëll et nëmmen als Beispill nennen, dass mer, wat mer schonn erlieft hunn, duerch Abréch wäertvoll Leit verléieren, déi eis herno feelen an déi mer soubal net méi ersat kréien.

D'TDK ass en anert Beispill. De Maintien dans l'emploi: eng Formel, wou d'TDK siwe Leit bei Offergeld gescheckt huet, déi net méi ënnert de Sozialplang gefall sinn, an elo endlos ginn, well Offergeld op eng Kéier keng Aarbecht huet.

Dir gesitt also, de Problem ass reell. Ob et e strukturellen oder konjunkturellen oder wat fir een ass, et ass e Chômageproblem, deen aus ville Komponente besteet, deen eis och ëmmer erëm däitlech mécht, dass net wéi an der Vergaangenheet de Wirtschaftswuesstum d'Léisung vum Problem duerstellt, mä au contraire all nei Betriber - dat ass de Revers vun der Medail - ëmmer méi technesch sinn, ëmmer manner Leit hunn an ëmmer méi spezialiséiert Leit verlaangen. Dat dréckt op den Aarbechtsmaart an dat mécht et net méi einfach.

Mir diskutéieren iwwert d'Choixen, déi ee muss treffen. Et gëtt der, déi soen: Formatioune bitt een eigentlech nëmmen dann un, wann et och en Débouché fir déi Formatioun gëtt. Ob dat esou ass, kann een net ëmmer beuerteelen. Dat, wat mer wëssen, ass, dass d'Schoul ëmmer hannendrun ass wann Ausbildunge gefuerdert ginn, an oft wann Ausbildungen da gemaach ginn a fäerdeg ginn, da sinn d'Plazen op eng Kéier schonn erëm ofgeschaaft oder net méi do.

Jiddefalls si mer an deem Débat an enger Diskussioun, déi mat Sécherheet wichteg an noutwendeg ass. Ech wëll nach eng Kéier op d'Bedeitung vum 5144, de Chômage social an d'Économie solidaire, hiweisen, well ech mengen, dass do Leit statt an de Chômage an eng Aarbecht kënne gedrängt ginn, an dass déi mënschlech Dimensioun ni berücksichtegt gëtt, dat heescht op Aarbechtsplazen an deene Beräicher, wou se eng permanent Formatioun während zwee Joer kréien.

Den Objectif plein emploi, deen ech gutt kennen, verdeelt mar u 624 Mataarbechter 547 Diplomer vun Actions de formation continue vun eleng de leschten zwielef Méint. Déi Zuel widderhëlt sech zënter Joren. Dat si 75.000 Stonne vu Formatioun. Do sinn och CATPen drënner. Nëmme fir ze soen: Do kann ee statt Chômage Aarbecht finanzéieren. Dat ass eng wichteg an eng noutwendeg Saach.

Ech wollt déi puer Fakten an Iwwerleeungen nennen, och fir ze soen, dass een esou en Débat misst kënne parteiiwwergräifend féieren, an dass ee misst wierklech gemeinsam no Léisunge sichen, wann een d'Sozialfraktur wëllt verhënneren, wann een Aarmut wëllt bekämpfen an Ausgrenzung wëllt verhënneren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu mer d'Fro gestallt, an ech riichten déi un den Aarbechts- a Beschäftegungsminister, ob et vläicht awer net gutt wier eng national Beschäftegungskonferenz am Fréijoer anzeruffen, wou all Acteuren aus Politik, Wirtschaft, aus der Schoul, de Gewerkschaften, der Zivilgesellschaft, sech beieneesetzen a versichen dat Zil vum massiven Ofbau vum Chômage ze erreechen, a firwat net och d'Vollbeschäftegung erëm hierzestellen. Dat soll net nëmmen e Wonschdram sinn, mä eng Verflichtung, déi aus dem Modell Lëtzebuerg entsteet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg a säin Aarbechtsmaart ass d'Thema vun haut. Do wär ganz vill ze soen, well et sech ëm en extrem komplizéiert Thema handelt, wou verschidde Politikberäicher misste koordinéiert ginn: d'Schoul, d'Ekonomie, den Aarbechtsmaart, d'Sozialpolitik an och d'Sozialsécherheet. Well meng Riedezäit awer begrenzt ass, wëll ech mech haaptsächlech zu zwee Punkten am Detail äusseren, an zwar d'Reform vum Arbeitsamt an d'Formatioun. Meng Kolleegen Ali Kaes, Marcel Glesener a Lucien Clement wäerten nach aner Punkte behandelen.

Am Beräich vun der Formatioun gräifen ech virun allem de Volet vun der Beruffsausbildung eraus an de Volet vun der Orientatioun an deene Konsequenzen, déi doraus resultéieren, dass wann d'Orientatioun net funktionéiert - wat eigentlech net dierft de Fall sinn -, wat een da kéint anescht maachen.

D'Beruffsausbildung, do ass jo ee Projet de loi ënnerwee, dee méi wéi dringend gebraucht gëtt zum Thema Schoul, dem Jugendlechen an awer och wéinst der Ekonomie. Mir sinn elo och mat Amendementer befaasst, déi an déi richteg Richtung ginn. Eng Reform ass nëmmen dann duerchzeéien, wann déi Leit, déi se um Terrain ëmsetze sollen, nämlech déi Responsabel an de Betriber an an de Beruffskummeren, mat där Ausriichtung op enger Linn leien.

Ech hoffen, dass elo dann endlech de Projet esou op de Schinnen ass, dass mir och zu deene Resultater kommen, déi vun eis verlaangt ginn. Am Kader vum "lifelong learning" gëllt et souwuel deene Jonke wéi och deenen Erwuessenen d'Méiglechkeet vun enger Formatioun ze ginn. Dëst geschitt bis ewell zu Lëtzebuerg net an deem Mooss, wéi mir et kéinte realiséieren. Mir hu vill ze vill Jonker, déi d'Schoul ouni Qualifikatioun verloossen. Mir hu vill ze vill Jonker, déi net gutt ausgebilt sinn.

Lëtzebuerg huet nëmmen eng Grondrichesse, an dat si seng Awunner. An trotzdeem loosse mir zënter Joren zou, dass tëschent 500 an 800 Jonker pro Joer keng Léierplaz fannen; vun deenen déi d'Schoul ofbriechen emol guer net ze schwätzen.

Wat geschitt mat deenen? Wat geschitt mat deenen, wa se an e puer Joer eng Famill wëlle grënnen, an dat da finanziell net méi kënnen droen? Ech wier emol frou, wann een eng Kéier géif ënnersiche firwat déi Jonk hir Léier ofbriechen a wou dës Jonk erëmzefanne sinn. An dëst net nëmmen an deem Joer, wou se d'Schoul ofgebrach hunn, mä och vill méi laang duerno, ob mer se op der Strooss erëmfannen oder wou.

Hei wier et wichteg, dass mer eng Analys géife maachen. Et ass eis Aufgab, esou wéi mer alleguerten hei sëtzen, dass mer dogéint virginn, well dat ass eng sozial Zäitbomm. Et ass elo, wou et drëm geet déi richteg Weeër ze fannen an dat ze verhënneren. Well et soll herno kee soen: Mir wossten dat net.

All déi Mesuren, ob déi vum Aarbechtsamt, vun der Educatioun, vun der Jeunesse, sinn Eenzelaktiounen a leider gëtt menges Wëssens net genuch Koordinatioun gemaach tëschent deenen dräi Projeten. Ech loosse mech awer gär beléiere vum Minister, wann dat aneschters sollt sinn, wann déi dräi Ministèren do enk géifen zesummeschaffen.

D'Schoul heescht vill Effortë fir d'Integratioun vun den auslännesche Kanner a Jugendlechen. Et ass awer eng Tatsaach, dass net vill Ausbildungen an der Langue véhiculaire Franséisch offréiert ginn. Dës Tatsaach gëtt der Zesummesetzung vun eiser Schoulpopulatioun net gerecht. Hei ass nach vill ze maachen.

Datselwecht gëllt awer och fir eis Lëtzebuerger Kanner, déi an der franséischer Sprooch oft Problemer hunn. En däitsche Frontalier froe mer net, ob hie Franséisch kann, an e francophonë Frontalier froe mer net, ob hien Däitsch kann. Woubäi allerdéngs vum Résident Däitsch, Franséisch an och Lëtzebuergesch verlaangt gëtt. Eis Kanner stinn um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart an direkter Konkurrenz mat de Frontalieren aus der Groussregioun, an eise Sproochesystem an der Schoul hëlleft mat, dass vill Leit net déi Qualifikatioun ereechen, zu där se eigentlech fäeg wieren.

Wat d'Orientéierung ubelaangt, och do ass et wichteg, dass mer déi méi am grousse Public diskutéieren. Et ass a bleift wichteg, dass d'Regierung kuckt - an dofir hat se jo och deemools en OECD-Bericht gefrot; dat war schonn an der viregter Legislaturperiod -, wéi een eng aner Orientéierung ka maachen. Awer dës Recommandatioune vun der OECD vun deemools stinn de Moment nach ëmmer an de Kannerschong.

Firwat ass d'Orientatioun virun allem fir Jonker dann esou wichteg? Lëtzebuerg huet jorzéngtelaang gemengt, ouni dës seriö Schoul- a Beruffsberodung auszekommen. Et huet jo jiddfereen zu Lëtzebuerg eng Plaz fonnt, ob en elo eng Qualifikatioun noweise konnt oder net. Entre-temps hunn eis Gesellschaft a virun allem eisen Aarbechtsmaart esou evoluéiert, datt onqualifizéiert Personal ëmmer manner, wann iwwerhaapt nach gebraucht gëtt. Esou datt et elo fir all Jugendlechen ëmmer méi eescht gëtt an et net vu Muttwëll wier, zesumme mat sengen Elteren déi richteg a konkret Beruffswiel ze treffen, déi awer och der Realitéit op dem Aarbechtsmaart entsprécht.

Domat ass net gesot, dass eleng dës Realitéit soll zielen, wann ee sech fir deen een oder anere Beruff décidéiert. Et heescht, dass een dat soll léieren, wat engem och Spaass mécht. D'Beruffsliewen dauert haut esou laang a stellt esou grouss Erausfuerderungen un deen Eenzelnen, datt et ouni Motivatioun schwiereg gëtt, dëst duerchzeéien.

Eng optimal Orientéierung dréit dësem Punkt Rechnung. Et muss gekuckt ginn, wou d'Fäegkeeten an d'Kompetenzen, mä och d'Virléifte vun deenen Eenzelne leien, an op där anerer Säit kritt een awer och matgedeelt, wéi am Moment - an ech betounen: am Moment - d'Situatioun um Aarbechtsmaart ass. Hei kënnen déi Professionell verschidden Trends viraussoen, woubäi dat awer keng Garantie ass fir Jore méi spéit. Mä och den Trend ass schonn eng wichteg richtungsweisend Ausso.

Här President, wann e jonke Mënsch de Choix mécht, zum Beispill Educateur ze léieren, dann ass dat säi gutt Recht. E bësse méi pénibel gëtt allerdéngs d'Saach, wann dëse Choix gemaach gëtt, ouni am Virfeld doriwwer informéiert ze sinn, datt zënter e puer Joer d'Integratioun op dem Aarbechtsmaart an dësem Beräich extrem schwiereg ginn ass. D'lescht Joer hunn ëm dës Zäit nach ronn 100 Leit am Beräich vum Educateur eng Plaz gesicht. Dëst Joer sinn der erëm 184 an den Exame gaangen. Néng kruten en Noexamen a 44 hunn et net gepackt, also stinn der 131 fäerdeg mat engem Diplom um Aarbechtsmaart. Dozou sinn nach ronn pro Joer 100 Equivalenze mat auslänneschen Diplomer dobäizezielen.

Dat hei ass e konkret Beispill, wou garantéiert misst sinn, datt zumindest d'Informatioun iwwert d'Situatioun um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart bei dëse Leit ukënnt. An zwar net, wa se mat der Ausbildung fäerdeg sinn, mä ier se de Wee an d'Décisioun huelen, fir an déi Ausbildung ze goen.

Ech weisen dorop hin, dass an dësem Beräich den Haaptpatron de konventionéierte Secteur ass. A wann hei wéi beim Stat bei den Astellungen de Moment gespuert gëtt, da stinn déi nei formèiert Leit viru grousse Problemer, a si kréien en CDD a musse Remplacementer fir de Congé de maternité an de Congé parental maachen. Dëst ass fir dës Schoulofgänger, déi dovun ausgaange sinn, direkt no der Formatioun eng Plaz ze kréien, net grad einfach ze schlécken.

D'lescht Woch huet ee vun de Responsabele beim Arbeitsamt an engem Interview gesot, datt déi Situatioun vun de Sozialpedagoge guer net esou dramatesch wier an et misst een dat nuancéiert kucken. Duerfir sinn ech dann elo frou, wann d'ADEM all deene Leit eng Plaz wäert sichen a fannen. E grousse Merci un d'ADEM am Numm vun all deene Betraffenen an hire Familljen, well gëschter hu sech der nach iwwer 30 manifestéiert, déi nach ëmmer keng Plaz hunn; an duerfir am Viraus mäi Merci un d'ADEM, dass, wann dat gemaach gëtt, wéi et an deem Interview steet, dann och all déi Leit bis Enn des Joers fir Chrëschtdag e schéine Kado kréien, andeem se dann eng Plaz hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech si mer bewosst, dass et net einfach ass oder wäert si fir en Informatiounssystem op d'Been ze stellen, wéi mer eis Jugendlech kënnen informéieren. Mä mir sinn eise Jongen a Meedercher, déi eng Ausbildung maachen, et schëlleg, dass si och dono eng Iwwerliewenschance am Beruff hunn.

Eng aner Formatioun, déi och Problemer huet um Aarbechtsmaart ënnerdaach ze kommen, ass déi vum CATP Employé administratif et commercial. An dann och de Brudder- oder d'Schwësterformatioun vun dësem Beräich, den Technicien. Eise Maart brauch esou Leit. D'Formatioun ass och am Prinzip net schlecht. De Problem läit an der Zuel vun deene Jonken, déi dës Formatioun maachen. Eist Land brauch net pro Joer ronn 300 Leit mat dësem Niveau.

Wat eis Wirtschaft brauch, sinn héich qualifizéiert Spezialisten an ëmmer manner vun deenen, déi mam virgenannten Niveau ofschléissen. Dobäi kënnt, dass, wann Dir mat deene Jonke schwätzt - ech hunn dat gemaach mat deenen, déi dëst Joer an der Formatioun sinn - a se frot, firwat se dee Choix gemaach hunn, firwat se an der Schoul op dee Wee gaange sinn, se da soen: Mir hate keng aner Méiglechkeet, wéi déi dote Formatioun unzegoen, et war näischt aneschters méi do.

Dëst, Dir Dammen an Dir Hären, ass déi falsch Approche. Op eng Schoulsektioun ze goen, well grad näischt anescht iwwreg bleift, ass net grad déi beschte Garantie fir e Beruff ze léieren, deen engem Spaass a Freed soll maachen an dat op d'mannst bis zum Alter vu 57 Joer. Well wann een all Kéiers moies schonn opsteet mat der Flemm, fir op d'Schaff ze goen, dann ass dat net grad motivant.

Et gëtt awer och vun den Elteren - an dat ass och wichteg - verlaangt, hire Kanner méi Sputt bei der Beruffswiel ze loossen. Souwuel d'Proffe wéi och déi aner Professionell an dësem Beräich erliewen oft, dass d'Décisioun, wéi ee Beruff d'Kand léiert, vun den Elteren décisiv matgetraff gëtt. Oft ginn d'Kanner op Saachen trainéiert, déi déi Erwuessen net duerften oder konnte maachen, wéi zum Beispill weider an d'Schoul goen. Dëst ass awer de falsche Wee. Wuel sollten d'Elteren hir Kanner ënnerstëtzen, wann awer den Éiergäiz esou wäit geet, dass schonn an der Primärschoul massiv Nohëllefstonnen an alle Fächer op der Dagesuerdnung stinn, da leeft eppes schif, an zwar an der Schoul an awer och doheem.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, en anere Punkt, deen ech awer och nach uschneide wollt, ass d'Arbeitsamt. Mir brauchen en anere Fonctionnement vum Arbeitsamt. D'Bedierfnisser vun de Chômeuren an domadder vun der Verwaltung hu sech an deene leschte Joren drastesch geännert. Den Aarbechtsminister huet duerfir jo och en Audit vun der ADEM bei der OECD beantragt. Ob d'OECD zwar gutt dorunner gedoen huet, en Auditeur ze nennen, deen den australeschen Aarbechtsmaart auditéiert huet, fir dat vill méi „grousst" Lëtzebuerger Arbeitsamt ze auditéieren, sief dohigestallt.

Ganz verwonnert war ech awer ze liesen an engem Interview vun engem Responsabele vum Arbeitsamt, dass bis dato déi Leit vum Arbeitsamt selwer ni gefrot goufen, wéi d'ADEM eigentlech misst fonctionnéieren. Duerfir mäin Appel hei un den Aarbechtsminister, dass hien d'Chefs de service vum Arbeitsamt an déi Diskussioune matabanne soll.

All Membere vun der Beschäftegungskommissioun vun der Chamber ware jo zwee- oder dräimol geruff gi fir mam Auditeur zesummenzekommen, entweder am Ministère du Travail oder hei an der Chamber, wou mer dann och an d'Bild gesat gi sinn. Et waren och ëmmer Leit vun der ADEM derbäi, mä wann de Minister, wat ech mer zwar bal net ka virstellen, déi Leit vun der ADEM nach ni selwer ëm Rot gefrot huet, esou géif ech hie bieden dat nozehuelen, well et awer och wichteg ass, dass mer dann déi Leit vum Terrain schnellstens ëm hir Meenung géife froen.

Une voix.- Très bien.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Mir brauchen op der ADEM méi Flexibilitéit, ewech vun enger administrativer Verwaltung an hin zu engem Service um Client. Client ass hei den Aarbechtsichenden, a Client ass och de Betrib, deen op der Sich no neiem Personal ass.

Mir brauchen ee besseren Accueil. Den Accueil ass d'Visitëkaart vun all Betrib, och bei der ADEM - Accueil am Guichet wéi och d'Begréissung an enger Tëlefonszentral. Am Placement brauche mir Leit mat Beruffserfahrung, déi d'Secteure kennen. Gläichzäiteg muss d'Garantie bleiwen, datt Leit, déi Hëllef brauchen, déi och vun der ADEM kréien, wéi zum Beispill beim Ausfëlle vu Formulairen. Net jiddfereen ass am Franséischen esou geschuult, dass hien alles dat versteet, wat op deene Formulairë gefrot ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, firwat net der ADEM en neie Statut ginn? Esou wéi et an Däitschland de Fall ass. Ech weess, dass d'ADEM esou enger Gestioun net negativ géintiwwer steet. Ech weess awer och, dass verschidde Sozialpartner dat manner positiv gesinn. Déi eng lehnen et carrément of, an déi aner hunn e Problem domat, datt d'Lëtzebuerger ADEM géif en Établissement public ginn.

Ech sinn awer der Meenung, et soll een net elo emol alles direkt an de Pabeierkuerf geheien, mä et soll een doriwwer nodenken. Well an Däitschland gëtt schonn zënter Jorzéngten an engem Tripartite-Modell - Gewerkschaften, Patronat a Ministère - zesummen doriwwer nogeduecht. Et si Leit, déi hunn dann Angscht, de Minister hätt net méi genuch Verantwortung an der Gestioun vum Arbeitsamt, mä loosst eis dat elo emol net direkt ëmbliederen, mä loosst eis emol doriwwer nodenken. Et sinn och gutt Usätz domadder verbonnen, a wann een d'Entwécklung kuckt vum däitschen Aarbechtsmaart, da ginn do d'Arbeitslosenzuele jo och erof. Ech perséinlech op alle Fall fannen déi Tripartite-Gestioun ganz gutt.

Een anere Punkt, op deem d'Arbeitsamt och andauernd gefuerdert ass, sinn déi Moossname vum sougenannten 5611. An do stelle sech nach vill Froen, zum Beispill zur Convention d'activation. Wat geschitt mat deene Leit, déi se net wëllen? Wat geschitt mat den Engagementer, wann d'ADEM net kann anhalen, wou se eppes versprach huet? Wat geschitt, wann de Client, de Betrib sech net un dat hält, wat ofgemaach ginn ass? Wat priméiert, eng Mesure oder eng Formatioun? Eng Hällewull vu Froen, fir déi sech zesummegesat muss gi fir d'Äntwerten ze ginn.

Firwat net op der ADEM en Atelier d'information aféieren? Direkt no der éischter Inscriptioun setzen d'Leit sech all zesummen a kréien erkläert, wat se musse maache fir Formulairen auszefëllen, fir dass net jiddfereen eenzel mat Zäitdrock duerchgebaatscht gëtt. An dann auswäerten, wat déi Leit ausgefëllt hunn, an net schonn erëm mat neien Iddië kommen, déi d'Leit einfach verréckt maachen, sou dass kee méi weess wou en drun ass, mä sech méi Zäit huele fir deen Eenzelnen, awer och gläichzäiteg kucke wéi ee kann hëllefen. Dass da méi Personal gebraucht gëtt op der ADEM, läit op der Hand, an ech sinn och dovun iwwerzeegt, dass d'Regierung déi néideg Akzenter wäert setzen.

Mä wann ee méi Personal huet, Här Minister, da brauch een och méi Bürosraimlechkeeten an d'ADEM platzt elo schonn erëm an der Rue Bender aus allen Néit, a verschidde Servicer si schonn ausgelagert, esou dass et och wichteg ass, dass mer do nei Weeër aginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Haaptprinzip muss sinn, datt d'Leit, déi op d'Arbeitsamt kommen, dat maachen, well se eng Aarbecht sichen, an net, well se exklusiv vum Chômage profitéiere wëllen. Dës Haltung muss endlech verschwannen.

Jo, et ginn och sécherlech Profiteuren, an deene muss een e Riedel virschieben. Fir all

Mënsch, deen eng Aarbecht sicht, awer schif unzekucken, dat ass sécherlech de falsche Wee! Net all Chômeur an all Demandeur d'emploi si Lidderecher.

Mäin Appel riicht sech un d'Wirtschaft, un d'Schoul, un d'ADEM, un d'Politik, un d'Gewerkschaften an un eis alleguer. All zesumme musse mir eise Bäitrag leeschten, fir datt Leit op den Aarbechtsmaart komme respektiv op den Aarbechtsmaart zréckkommen. Mir hunn all e Recht op Aarbecht, mä et läit nach vill Aarbecht virun eis fir dat do ze realiséieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Chômageproblem zu Lëtzebuerg kennt eng ganz speziell Situatioun. De Statec prognostizéiert fir 2007 e Wirtschaftswuesstum vu 4,5%. Trotzdeem pendele sech d'Chômagezuelen op engem dach relativ héijen Niveau fir Lëtzebuerg an. Dës speziell Situatioun huet mat Sécherheet eng ganz Rei vun Ursaachen. Ursaachen, déi mer mussen zur Kenntnis huelen. Ursaachen op déi mer reagéiere mussen.

Natierlech ass do den Aarbechtsmaart an der Groussregioun, déi bal 140.000 Frontalieren, déi Dag fir Dag an d'Land era schaffe kommen, déi och ugezu ginn duerch een, am Verglach mat der Groussregioun relativ héije Lounniveau. Et sinn och ganz oft gutt forméiert Leit, déi deen dote Wee hei an d'Land op den Aarbechtsmaart fannen, déi dann a Konkurrenz sti mat enger ganzer Rei vu manner gutt forméierte Leit, déi hei am Land op der Sich no enger Aarbecht sinn.

Déi Situatioun do ass net nei a wa mer wëllen de Problem vum Chômage aktiv bekämpfen, da musse mer se considéréieren, mir mussen eis deem adaptéieren a mir mussen natierlech och eng ganz Portioun politesche Wëllen hunn, fir se zur Kenntnis ze huelen a fir déi néideg Moossnamen ze huelen.

De politesche Wëllen, hat ech gemengt, datt deen do wär, virun allem wou d'LSAP an d'Regierung komm ass a wou se virdru plakatéiert huet si géifen en upaken, notamment och de Chômage ofschafen; hat een emol kënne mengen. Nun, zënter dem Juni 2004 hu mer ab haut 1.000 Demandeurs d'emploi méi. Bis ewell kann een net grad behaapten: „Mission accomplie" fir d'LSAP.

(Interruption)

Dee Wirtschaftswuesstum vun ëm déi 5%, dee mer déi lescht Jore kannt hunn, läit jo däitlech méi héich wéi an den europäeschen Nopeschlänner. Normalerweis, esou gëtt jo gesot fir eng Ekonomie, wann d'Croissance iwwer 2,5% läit, géif een et fäerdeg bréngen de Chômage kënnen ze drécken, Leit erëm an Aarbecht ze kréien duerch déi Croissance do. Nun, mir leie beim duebele Wirtschaftswuesstum an trotzdeem brénge mer dat net fäerdeg.

Ech wëll drun erënneren, datt Däitschland mat vill méi enger bescheidener Croissance et awer fäerdeg bruecht huet am Laf vum leschte Joer eleng vu 4 Milliounen Aarbechtslosen op 3,4 Milliounen erof ze kommen. Bei eis ass et trotz engem héije Wirtschaftswuesstum offensichtlech net méiglech an et huet een heiansdo d'Impressioun wéi wann dann dee gudde Wirtschaftswuesstum iwwer villes géif ewechtäuschen.

De Minister léisst sech ab und zu feieren, well d'Chômagezuele sech elo op engem héijen Niveau agependelt hunn, se elo op engem héijen Niveau stagnéieren. Mir mussen eis par contre d'Fro stellen: Wat geschitt, wa mer erëm eng Kéier en normale Wuesstum hunn? Wat géif geschéien, wa mer eng Kéier eng Rezessioun hei am Land hätten, a wéi grouss wär dann erëm de Chômageproblem hei am Land, wa mer net elo, an dach éischter gudde wirtschaftleche Momenter, profitéieren, fir eisen Aarbechtsmaart ze reforméieren?

Mir leien elo momentan knapp ënnert där magescher Zuel vun 10.000 Demandeurs d'emploi, gëtt gemengt. Wa mer dann awer all déi dobäizielen, déi och nach an enger Mesure d'emploi sinn, da komme mer schonn op 12.597, an dann hu mer och keen Taux, deen ënner 4% läit, mä ee vu 5,7% a mir näheren eis do dach ganz géiierlech der europäescher Moyenne.

Mir hätten also gären, datt eng aner Aarbechtsmaartpolitik gemaach gëtt. Mir begréissen, datt d'OECD en Audit gemaach huet iwwert d'Aarbechtsamt, well d'Aarbechtsamt natierlech d'Haaptinstrument ass fir Aarbechtsmaartpolitik och kënnen ze maachen, fir deene Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, kënnen dee Coup de main ze ginn, datt se dann och an Aarbecht kommen. An datt mer hei am Land jo net de Problem hunn, datt keng Aarbechtsplaze geschafe ginn, dat wësse mer jo och, mir kennen d'Zuelen, si ginn an déi dausende pro Joer.

Nun huet d'OECD eng ganz Rei vu Recommandatioune gemaach, mä och do vermësst een e bëssen de politesche Wëllen, fir elo aktiv do erunzegoen an déi Recommandatiounen eescht ze huelen, se ze diskutéieren, mä se da virun allem ëmzesetzen an d'Realitéit, well eleng ze soen et wären eng Rei vu gudden Usätz dran, dat geet net duer fir den Aarbechtsmaart ze reforméieren. Do läit selbstverständlech och d'Responsabilitéit beim zoustännegen Aarbechtsministère a beim Minister selwer. Mir erwaarden eis do méi eng proaktiv Haltung vum Minister selwer, fir déi Propositiounen, déi d'OECD gemaach huet, kënnen an d'Realitéit ëmzesetzen.

Propositiounen d'ailleurs, déi net nei sinn. Ech wëll drun erënneren, datt eng ganz Rei vun deene Propositioune vun der OECD scho vun der Demokratescher Partei déi lescht Joren hei op anere Plaze schréftlech a mëndlech presentéiert goufen, ënner anerem an eisen 33 Propositiounen, déi mer zu den Tripartitesdiskussiounen 2006 gemaach haten. Mä offensichtlech huet deemools, an ech fäerte feelt och haut de politesche Wëllen, fir aktiv dat doten ëmzesetzen.

Ënner anerem ass och ze kritiséieren, datt d'OECD vu virera scho schéngt gesot kritt ze hunn, wat se dann däerf als Konklusioun bréngen a wat net. A si soll sech ëm Gottes Wëllen net ënnerstoe vun enger Privatiséierung vun der ADEM ze schwätzen. Si soll de Monopol vun der ADEM bei der Aarbechtsplazevermëttlung net onbedéngt a Fro stellen. Nun, esou kann een och keng déif gräifend a keng éierlech Analys maachen, an deen, dee keng éierlech Analys zouléisst, ass herno och net amstand e Problem ze léisen.

Wa mer elo awer duerch déi eenzel Propositioune vun der OECD ginn, da gesäit ee ganz gutt, datt do eng ganz Rei vun DP-Propositioune sech erëmfannen. Nu waren a bleiwe mir der Meenung, datt d'Administration de l'Emploi aneschters muss personnel an och finanziell ausgestatt ginn. Wann een hei kuckt wéi vill Prozent mir vun eisem PIB dem Aarbechtsamt als Moyen zur Verfügung stellen, fir senger Aufgab gerecht ze ginn, dann ass dat ganz wéineg. Et sinn 0,03% vum PIB hei am Land, dat d'Arbeitsamt zur Verfügung huet, fir kënne senger Aufgab gerecht ze ginn. Dänemark läit do zum Beispill scho véier Mol méi héich, bei 0,12%, Éisträich bei 0,13% a Schweden, jo, bei 0,29%.

Ech huelen un, datt den Aarbechtsminister bei sengem Parteikolleeg, dem Budgetsminister, intervenéiert huet, fir d'Moyene fir d'ADEM massiv an d'Luucht geschrauft ze kréien. Ech huelen dann awer och un, datt, wann hie sech net duerchgesat kritt huet, dat dann d'Schold vu sengem Parteikolleeg, dem Budgetsminister, wäert sinn.

Et geet net nëmmen duer finanziell Ressourcen ze hunn, et brauch een, fir Aarbechtsvermëttlung kënnen ze maachen, ganz besonnesch personnel Ressourcen. Et brauch ee méi Leit. Et brauch ee motivéiert Placeuren. An et kann net sinn, datt weiderhi fir 370 Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, nëmmen ee Placeur zoustänneg ass. Wéi een do eng gutt Aarbecht, eng qualitativ wäertvoll Aarbecht maache kann, wéi een e geneeë Suivi maache ka vun all eenzelner Persoun, dat ass mir schleierhaft.

D'OECD seet selwer, datt et eigentlech net e Verhältnis vun 370:1 brauch, mä ee Verhältnis vun 100:1. Aner Länner leien deem scho vill méi no, ënner anerem och nees eng Kéier Éisträich mat 200:1, an do huet et zum Beispill dozou gefouert andeems d'Moyenen, andeems d'Personal däitlech opgestockt ginn ass vun hirer Aarbechtsmaartverwaltung, datt do d'Durée, wou d'Leit am Chômage sinn, dach däitlech erofgaangen ass vun 1998 op haut, vun 140 op 100 Deeg.

Mir erënneren och nach emol un eis Propositioun fir d'Administration de l'Emploi an eng Weiderbildungsagentur ëmzewandelen. Do geet et op där enger Säit ëm de Statut vun der Administration de l'Emploi, well mer der Meenung sinn, datt eng Administratioun, déi voll integréiert ass an de Statsbetrib an d'Statsverwaltung, net onbedéngt déi Flexibilitéit huet, déi se bräicht. An ech sinn eigentlech frou, datt den Här Spautz virdrun och eng Ouverture gemaach huet fir déi dote Fro emol eng Kéier seriö ze diskutéieren, ob mer net eng aner Struktur brauchen.

Mir haten effektiv en Établissement public virgeschloen, well ee sech dann aneschters organiséiere kann, virun allem well een dann och aneschters rekrutéiere kann. E Placeur ass net onbedéngt deen, deen de Redaktesch-Exame vum Stat gepackt huet an dann net an eng aner Verwaltung oder an een anere Ministère wëllt goen, mä da bei d'ADEM herno geet. E Placeur ass een, deen dat geléiert huet, dee motivéiert ass fir dat ze maachen, deen doduerjer och nëmme kann eng gutt Aarbecht maachen. An net onbedéngt een, deen herno iwwert den Numerus clausus beim Stat erakomm ass. An dofir gesi mer do schonn een zentraalt Element doranner.

Ech wëll nach emol drun erënneren, datt déi Propositioun, wou mir se fir d'éischt gemaach hu virun zwee Joer op dëser Plaz, vum Premierminister selwer awer dach zimlech erofgemaach ginn ass. Dofir sinn ech frou, datt ech aus der CSV mëttlerweil och aner Téin zu deem dote Sujet héieren.

Et geet dann net duer d'Struktur a Fro ze stelle vun der Administration de l'Emploi, mir mussen och kucken, wat déi eigentlech Missioun vun der Administration de l'Emploi ass, an do wierklech kucken, a wat fir enger Situatioun mer um Aarbechtsmaart hei am Land sinn. Mir hunn en Aarbechtsmaart, wou dausende vun Aarbechtsplaze pro Joer geschafe ginn. Mir hunn awer en Aarbechtsmaart, wou mer déi dausende vun Demandeurs d'emploi, déi mer kennen, déi enregistréiert sinn, oft net op déi dote Plaze vermëttelt kréien.

Et ass also och e Formatiounsproblem. Et ass also och e Problem, datt déi Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, oft net deen néidege Bagage, oft net déi Fäegkeeten, vläicht och heiansdo net déi Motivatioun matbréngen, fir eng vun deenen oppenen Aarbechtsplaze kënnen unzehuelen.

Duerfir geet et net duer, just de Problem vun deenen, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, ze verwalten, se ze encadréieren. Neen, mir musse wierklech kucken, datt mer hinnen deen néidege Bagage ginn. Duerfir solle mer op där enger Säit d'Struktur, mä op där anerer Säit och d'Haaptmissioun vum Arbeitsamt a Fro stellen. Mir hätten also gären, datt d'Haaptmissioun d'Weiderbildung vun deene Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, géif ginn.

Mir hunn och proposéiert fir de Monopol bei der Aarbechtsplazvermëttlung vun der ADEM opzebriechen, fir och privat Vermëttler zouzeloossen. Privat Vermëttler, wat Entreprisë kënne sinn, wat Veräiner kënne sinn, wat Gemenge kënne sinn. Well jiddfereen, dee vermëttelt ass, jiddfereen, dee placéiert ass, ass gutt placéiert, a mir hunn eigentlech jo d'Zil erreecht. Mir sollen eis manner d'Fro stellen, wien en da vermëttelt huet an ob dat da richteg ass, datt deen e vermëttelt huet, mä mir solle frou sinn, datt am Endeffekt ënnert dem Strëch ee vermëttelt ginn ass an ee manner ënnert deenen ze zielen ass, ëm déi d'ADEM sech finalement dann awer muss këmmeren.

Mir brauchen also och eng Aktivatioun vun deem, deen op der Sich ass no enger Aarbecht. Mir mussen och kucken, datt déi Hand, déi hie gereecht kritt vun der Administration de l'Emploi a vu ganz villen anere Leit och, och privaten Acteuren hei am Land, déi probéieren de Leit ze hëllefen, Orientatioun ze ginn, wa se op der Sich sinn no enger Aarbecht, datt deen, deen op der Sich ass, seng Hand och zréckstreckt an eng Aarbecht unhëlt, wann dann eng do ass respektiv sech engagéiert wierklech eng Formatioun ze maachen, dat Bescht aus senge Fäegkeeten ze machen, fir doduerjer d'Chancen däitlech eropzesetzen, fir duerno eng Plaz ze fannen.

Mir sinn also der Meenung, datt déi Formatioun obligatoresch soll sinn, wann en Demandeur d'emploi an engem gewëssenen Délai keng Aarbecht fonnt huet. Mir wësse jo, datt ganz vill Leit, Gott sei Dank, ganz schnell erëm eng Plaz fannen, ganz schnell zréck an d'aktiivt Beruffsliewe fannen. Mä wann dat awer net esou schnell geschitt, da solle mer wierklech kucken, datt déi Formatiounen, déi op där enger Säit mussen ugebuede ginn, op där anerer Säit dann och wierklech genotzt gi vun deem, deen op der Sich ass no enger Aarbecht.

Dann hu mer jo schonn eng ganz Rei vu Spezialmesurë fir Leit an Aarbecht ze bréngen, fir Leit ze forméieren, fir Leit, déi wierklech Schwieregkeeten hunn, um éischten Aarbechtsmaart eng Plaz ze fannen, och eng Perspektiv ze ginn, net nëmmen d'Perspektiv fir ënnerstëtzt ze ginn, mä och eng Perspektiv ze ginn, datt se hiert deeglecht Brout selwer duerch hiren eegenen Asaz kënne verdéngen, wat jo och wichteg ass, datt se mierken, datt duerch hir Aarbecht se sech selwer an hirer Famill et erlaben, kënnen dezent ze liewen hei am Land.

Trotzdeem musse mer déi Beschäftegungsinitiativen, déi oft eng gutt Aarbecht maachen, analyséieren, kucke wat fir eng datt mer brauchen, kucke wat fir eng Mesuren datt gehollef hunn, an déi a Fro stellen, déi manner gehollef hunn, an do och ouni Scheiklappen drun erugoen. Finalement musse mer wëssen, datt dat Mesurë sinn, déi fir eng begrenzten Zuel vu Leit a Fro solle kommen, mä déi net d'Haaptäntwert op d'Aarbechtsmaartproblematik hei am Land kënne sinn, däerfe sinn. Do musse mer kucken d'Leit esou wäit ze kréien, datt se um éischten Aarbechtsmaart, um reguläre Aarbechtsmaart erëm Fouss kënne faassen. Do mussen eis Haaptustrengungen op jidde Fall hinzilen.

Mir mengen dann och, datt een der OECD ka Recht ginn, wa se seet, datt een d'Moyenen, déi een um finanzielle Wee zur Verfügung stellt, soll zréckhuelen an d'Moyenen, déi een iwwer Saachleeschtung, iwwer eng Hëllef, iwwert d'Formatioun zur Verfügung stellt, soll däitlech eropschrauwen. Eleng doduerjer zum Beispill well mer wëssen, datt 50%, also jiddfer Zweeten, deen hei am Land op der Sich ass no enger Aarbecht, keng Qualifikatioun respektiv eng ganz niddreg Qualifikatioun huet. Duerfir nach emol den Opruff fir d'Qualifikatioun ze verbesseren.

Déi Propositiounen do, déi d'OECD gemaach huet, déi hu mir als Demokratesch Partei och scho virun enger Rei vu Joren hei gemaach. Leider stelle mer fest, datt bis ewell séier wéineg geschitt ass. Wann deemools op d'Demokratesch Partei gelauschtert gi wär, hätte mer Sue fir d'Etüd gespuert a mir hätten och vill Zäit gespuert a mir wäre méi schnell bei de Reformen um Aarbechtsmaart weiderkomm, wéi dat mëttlerweil de Fall leider ass.

D'Demokratesch Partei war och déi, déi virun zwee Joer gesot huet, mir sollen eis un anere Länner inspiréieren, notamment un Dänemark. Do gëtt et jo mëttlerweil ee Schlagwuert, Flex-Security, wat d'Kombinatioun ass vu Sécherheet a Flexibilitéit. Dat ass effektiv e Schlagwuert wat momentan vu jiddferengem gebraucht gëtt. Et ass keen Interview vum Aarbechtsminister dee vergeet, ouni datt hien net drop ugeschwat gëtt an datt hien dozou Stellung hélt. Et ass kee Pabeier vun der Europäescher Unioun dee vergeet, ouni datt dat doten als de grousse Wee eigentlech aus der Kris eraus gelueft gëtt.

Trotzdeem solle mer eis d'Fro stellen: Wéi versti mir Flex-Security hei zu Lëtzebuerg? Sécherlech kann net alles eent zu eent ëmgesat ginn, wat an anere Länner méiglech war, mä trotzdeem musse mer eis dann awer eng Kéier de Grondgedanke verinnerlechen. De Grondgedanken, deen do heescht, datt d'Flexibilitéit net ëmmer schlecht ass, mä datt en zolidd Netz do muss si fir déi Leit, déi um Aarbechtsmaart momentan Problemer hunn, an datt Hëllef virun allem muss do sinn, fir datt se aus deene Problemer erauskommen, mä datt vun hinnen awer selwer och gefuerdert gëtt, en Effort ze maachen, fir do erauszekommen.

Datt Dänemark do, op jidde Fall fir Dänemark, e richtege Wee gaangen ass, dat beweist ganz eleng d'Chômage-Statistik. 1993, virun deene Reformen, hat Dänemark e Chômage-Taux vun 9,6%. 2006 war et nach en Taux vun 3,9%. A wann ech déi lescht Ziffere richteg am Kapp hunn, da leie se elo bei 3,1/3,2% dorëmmer. Dat heescht, et ass méiglech, duerch Aarbechtsmaartreformen de Chômage-Problem dach drastesch ze reduzéieren.

Natierlech ass et ëmmer schwéier, en op null ze kréien. Natierlech musse mer permanent weider Effortë maachen. Mä och d'OECD seet hei, datt dat e Modell wär, un deem Lëtzebuerg sech kéint inspiréieren. Ech erwaarden eigentlech och vum Aarbechtsminister, datt hien elo am Uschloss un dës Debatt konkret virleet, wéi hie sech da virstellt, wéi Flex-Security hei zu Lëtzebuerg kann déclinéiert ginn, wou mer eis inspiréiere ginn a wat a sengen Aen dann néideg a méiglech ass fir de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart.

An eisen Aen op jidde Fall ass dat doten eng Pist. Mir si schonn der Meenung, datt

Flexibilitéit a sozial Ofsécherung Hand an Hand kënne goen an datt se och Hand an Hand musse goen hei am Land.

Nun, eent zu eent, wéi gesot, kënne mer net alles ëmsetzen. Dänemark huet eng aner Aarbechtskultur. An Dänemark ass et vill méi normal nach oder schonn, wéi et haut hei zu Lëtzebuerg normal ass, datt een am Laf vu sengem Liewen oft d'Aarbechtsplaz wiesselt. E ganz groussen Deel vun deene Beschäftegten an Dänemark wiesselen am Joer eigentlech hire Patron, esou datt do eng aner Approche och zur Aarbecht schéngt ze herrschen, déi hei mat Sécherheet net dominant ass. Mä trotzdeem kënne mer eis un deene gudde Beispiller aus anere Länner inspiréieren.

Et kann een elo nach eng ganz Rei vu Punkten opzielen, wou mer d'Zäit net méi bleift, am Detail drop anzegoen, wou mer awer eis och musse Gedanke maachen. Den Haaptproblem ass weiderhin d'Inadéquatioun vun de Capacitéite vun deene Leit, déi eng Plaz sichen, par rapport zu deene Plazen, déi op sinn, zu deene Capacitéiten, déi um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart gefrot sinn.

Et ass de Problem, datt nach ëmmer ganz vill Jonker ënner 26 Joer och am Chômage sinn, wat natierlech besonnesch dramatesch ass, wann een am Ufank vu senger Beruffscarrière schonn esou schlecht an d'Aarbechtsliewen erastart. A mir wëssen och, datt et oft déi sinn, déi herno ëmmer erëm mat ähnleche Problemer konfrontéiert ginn.

Mir wëssen, datt ronn zwee Drëttel vun deenen nei geschafenen Aarbechtsplazen duerch Frontaliere besat ginn. Mir wëssen, datt eng grouss Majoritéit vun deene jonke Lëtzebuerger, déi aus de Schoule kommen, och mat engem Diplom aus de Schoule kommen, de Wee ganz schnell an d'Fonction publique sichen, bei Gemengen a Stat. Och dat dréit net ëmmer dozou bäi fir eisen Aarbechtsmaart hei mat eegene Kräften ze dynamiséieren.

Mir wëssen och, datt mer iwwer 1.000 Schüler hunn, déi all Joer eise Schoulsystem ouni Diplom verloossen an dofir ganz oft a ganz prekär Situatiounen, net nëmmen am Ufank vun hirer Carrière, mä eigentlech iwwert déi ganz Beruffscarrière eraus, ëmmer erëm kommen. Dat sinn d'Punkten, déi kënne mer net vernoléissegen.

Gradesou wéi mer net kënne vernoléissegen, datt mer och ëmmer méi eeler Leit am Chômage hunn. D'Zuel vun deenen iwwer 50 Joer, déi Demandeurs d'emploi sinn, huet sech am Laf vun deene leschte Jore quasi verdräifacht. 1998 waren dat der nach 5.564, 2004 waren et der 1.542. A mir sollen och net négligéieren, datt d'Aarbechtsrecht en Impakt huet op de Fait, ob Aarbechtsplazen hei am Land geschafe ginn, ob Aarbechtsplazen hei am Land gehale ginn oder ob Aarbechtsplazen aus dësem Land ofwanderen. Dat ass och ganz besonnesch wichteg fir net qualifizéiert Leit, well déi oft an deene Betriber schaffen, wou e Stéckelche méi Flexibilitéit vläicht heiansdo dozou ka bäidroen, datt de Betrib finalement zu Lëtzebuerg bleift.

Da musse mer och éierlech si mat eis selwer, an ech wonnere mech e bëssen iwwert déi Diskussioun, déi mer iwwert d'Öffnungszäiten am Commerce féieren, iwwert d'Reaktiounen, déi aus dem politesche Milieu kommen, awer och d'Reaktiounen, déi vun anerer Säit, vu Gewerkschaften, vu reliéisen Organisatioune kommen.

Mir kënnen net soen, datt mer och Aarbecht mussen hei schafe fir net qualifizéiert Leit a gläichzäiteg dann awer Secteure wéi de Commerce esou anengen, datt et eigentlech zu gewëssene Stonnen nëmmen nach méiglech ass am noen Ausland akafen ze goen.

Domadder reduzéiere mer d'Zuel vun den Aarbechtsplazen hei am Land. Domadder hypothekéiere mer d'Aarbechtsplazen am Commerce hei am Land, mä mer transféréiere se eigentlech an d'Ausland. A mir wëssen, datt d'Chance scho kleng ass, datt ee Résident op eng geschafen Aarbechtsplaz am Commerce hei am Land herno kënnt, mä ech kann lech soen, datt se quasi null ass, datt ee Lëtzebuerger Résident am Ausland am Commerce jee wäert eng Plaz fannen.

Do solle mer also och éierlech si mat eis selwer, wa mer Aarbecht hei wëllen halen, och fir manner qualifizéiert Leit, da solle mer déi Leit schaffe loossen, dann, wann d'Aarbecht do ass.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Schneider. Här Schneider!

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mäi Fraktiounskolleeg, de John Castegnaro, ass op eng Rei vu wichtegen Elementer bei der Bekämpfung vum Chômage agaangen. Hien huet a senger ganz engagéierter Ried, mengen ech, dat ganzt Ëmfeld ëmstrach an ech géif mech beschränken - well doduerch och meng Zäit e bësse méi kuerz ginn ass -, op zwee wesentlech Punkten anzegoen.

Deen éischte Punkt ass den zukünftege Fonctionnement an d'Roll vun der ADEM, deen zweeten d'Resultater an déi éischt Analys beim Ëmsetze vum Projet 5611.

Wat d'Analys vum Fonctionnement vun der ADEM ubetrëfft, esou mengen ech, dass eenzel Riedner och am Virfeld hei elo schonn op dëser Tribün drop agaange sinn, wat d'Roll vun der OCDE war a wat d'Resultater vum Audit, deen d'OCDE gemaach huet, zum Schluss besoen. Et muss een awer festhalen, dass sécher eng Rei vu wichtegen Elementer an Iddien dran erëmzefanne sinn awer derniewent eng Rei vu Punkte sinn, déi mer eigentlech selwer, respektiv déi Leit, déi um Terrain sinn, hätte kënne soen an een am Virfeld hätt kënnen eng Rei Zäit dobäi spueren, fir déi direkt ëmzesetzen, well, ech mengen, et si Problemer respektiv Iddien, déi zënter laangem gewosst sinn.

Virausschécke wëll ech awer, datt d'ADEM eng Administratioun ass, déi ënner enger kompetenter Direktioun generell eng gutt an engagéiert Aarbecht mécht an och viru wäert maachen. Vill Beamtinnen a Beamte probéiere mat deenen hinnen zur Verfügung stoende Mëttelen, an där néideger Zäit virun allem och, déi hinne bleift, bei all där administrativer Aarbecht déi beschten Aarbecht par rapport zum Client, dem Arbeitslosen ze leeschten.

An ech mengen och, datt et wichteg a richteg ass, datt mer op dëser Plaz d'Roll vun der ADEM nach eng Kéier bestätegen a soen, datt si eng wichteg Roll an déi wichtegst Roll an der Vermëttlung an deem ganzen Ëmfeld vum Chômage spille soll an an Zukunft och nach eng Kéier spille muss. Dat soll nach eng Kéier op dëser Plaz ënnerstrach sinn.

Am Viraus erlaben ech mer, éier ech op eenzel Punkte vun der ADEM aginn an och vläicht Virschléi maache wëll, op een Zitat, dat ech an enger grousser Lëtzebuerger Dageszeitung vum Sous-Direkter vun der ADEM gelies hunn, anzegoen, dee gesot huet - an dat ass ganz richteg an deem kann ech nëmmen zoustëmmen -, datt d'ADEM eng Verwaltung ass, déi ëmmer an der Kritik wäert bleiwen, well am Prinzip déi Leit, deenen Onrecht geschitt oder déi mengen, datt hinnen Onrecht geschitt ass oder déi mengen, datt se schlecht behandelt, schlecht beroden oder schlecht orientéiert goufen, sech ëmmer wäerten zu Wuert mellen. Déi allerdéngs - an dat sinn der och ganz vill -, déi gehollef kréien, déi richteg berode ginn an déi richteg ënnerstëtzt ginn, déi wäerte sech seelen oder eigentlech ni zu Wuert mellen. Ech kann dësen Aussoen nëmme bäiflichten an och d'Roll vun der ADEM ënnert dat Liicht dann emol eng Kéier setzen.

Fir datt eis national Aarbechtsmaartverwaltung awer eng wichteg Roll beschtméiglech an effikass kann erfëllen, mussen an Zukunft eng Rei Punkten awer erfëllt sinn, déi mir och als Sozialisten - an ech ginn herno op d'Remarque vum Här Meisch a wat hie gesot huet, datt mir et sollten upaken; ech ginn lech herno eng kleng Äntwert drop, Här Meisch -, zënter laangem gefuerdert hunn an déi och zum Deel de Moment ëmgesat ginn.

D'ADEM muss reforméiert ginn, do ginn ech lech Recht, an et soll op dëser Plaz och gesot sinn, dass dës Reform schonn amgaangen ass ze geschéien a virun allem an den Diskussioune ronderëm de Projet 5611 an duerno dëse Prozess ugefaangen huet. Et bleiwen awer eng Rei wichteg Punkten ze realiséieren, déi gréisstendeels och am Statsbudget ugepaakt ginn a wou mer och vun dëser Plaz aus d'Regierung vollstens ënnerstëtzen, an déi och zréckginn op d'Recommandatioune vun der OCDE.

Dat ass éischtens eng massiv Personalopstockung vun de Placeuren. Et kann hautdësdags net méi sinn, datt ee Placeur 500 Leit ze betreien huet. Wéi Der gelies hutt am Audit - een, deen en duerchgekämmt huet - ginn an aneren europäesche Länner 100 Leit betreit vun engem Vermëttler. Et mussen also Mëttelen zur Verfügung gestallt ginn, fir datt weider Vermëttler kënne rekrutéiert, kënnen agestallt gi beim Stat. D'nächst Joer, wa meng Informatioune gutt sinn, si sechs Leit virgesinn, an dat wäert an deenen nächste Jore mat Sécherheet nach virugoen.

An et soll een hei virun allem drop oppassen, datt dës net nëmmen zentraliséiert ginn an d'Stad an op Esch, mä datt och an den Agencen dat néidegt Personal zur Verfügung steet, fir eng propper a gutt Aarbecht ze leeschten. Ech denken hei un d'Agencë vun Dikrech an och vu Wolz.

An dësem Kontext muss ee sech awer och Iwwerleeunge maachen, an et ass hei schonn ugeschwat ginn, wat eigentlech de Profil vun engem Placeur soll sinn. Et geet net einfach esou, datt mer hei e Concours maachen an dann ee Placeur kënne rekrutéieren, dee gewësse schoulesch Viraussetzunge matbréngt. Et geet och net, datt mer einfach soen e Placeur muss hautdësdags Bac+2, Bac+3 hunn. Dat ass net de Wee. Dat ka mat Sécherheet eng Viraussetzung sinn, fir en Deel vun der Aarbecht ze leeschten, mä niewent de schoulesche Wäerter musse virun allem eng ganz Rei vun anere Wäerter matspillen:

Et sinn dat Wäerter vu Mënschekenntnis, et sinn dat Wäerter vu sozialer Bereetschaft de Mënsch ze gesinn, awer och de Betrib ze kennen oder kennen ze léieren. Et sinn dat eng Rei Saachen, déi ganz einfach wichteg sinn, datt och eng gewësse richteg Approche dozou kënnt fir déi néideg Kontaktfreedegkeet ze hunn, dat néidegt Fangerspëtzegefill heiansdo, fir och wierklech där Persoun, déi an enger ganz schlechter Situatioun meeschtens géigeniwwer sëtzt, richteg ze hëllefen. An derniewent och deen anere Partner an deem ganze Spill, an dat sinn nun emol d'Betriber, dat sinn nun emol d'Patronen, och déi richteg ze traitéieren, fir déi richteg Leit ze fannen, wa se op d'ADEM ginn.

Et kann een net nëmmen higoen a soen, dass am Monopol vun der ADEM dann d'Plaze musse gemellt ginn. Et muss een et aneschters gesinn. Et muss ee soen: D'ADEM huet d'Chance, datt d'Plazen all gemellt ginn, an de Patron huet d'Chance déi Leit gratis vermëttelt ze kréie säitens vun der ADEM.

An dësem Beräich, mengen ech, ass et och wichteg, datt d'ADEM e Service „Marketing" opbaut, fir datt déi richteg Messagen eriwwerkommen no baussen, datt och déi gutt Aarbecht, déi se leeschten all Dag um Terrain, no bausse verkaaft gëtt. An dofir, mengen ech, ass et wichteg, datt mer dëse Service „Marketing" och opbauen an och richteg no bausse weise wat fir eng effikass Beschäftegungspolitik hei säitens vum Ministère a säitens vun der Verwaltung, déi een ëmsetzt, geleescht gëtt.

An deem Bezuch ass et och - an et gouf och hei schonn ugeschwat - wichteg, datt déi richteg Infrastrukturen zur Verfügung stinn, well mir wëssen, datt d'Agence zu Lëtzebuerg a relativ enke Raimlechkeete sëtzt, an datt et hei scho méi Gebaier ginn. Mir wëssen, datt et zu Esch enk ass, datt en neit Gebai geplangt gëtt, fir op de Frichen op ARBED Esch/Belval gebaut ze ginn. A mir wëssen och, datt an Zukunft muss dru geduecht ginn déi aner zwou Agencen Dikrech a Wolz weider opzerëschten, esou datt och hei eng effikass Aarbecht ka virgesi ginn.

Mä wéi steet et eigentlech dobäi mat enger Iddi, déi, mengen ech, méi dacks schonn diskutéiert gouf an déi zum Deel ëmgesat gouf, an zum Deel och am Fonctionnementsgesetz vun der ADEM steet, d'Iddi vun enger Dezentralisatioun vun den ADEMs-Agencen?

Firwat net, mengen ech, wou mer amgaang sinn, an et ass eng Fro eigentlech och un de Minister wéi hien dozou steet, elo grad wou mer amgaang sinn eist Land nei opzedeelen am Kader vum IVL. Firwat kucke mer net fir op all deene Plazen, et sinn der am Ganzen zwielef, niewent deenen dräi Haaptzentren, déi mer kennen, déi vum Haaptzenter an deenen zwee Mëttelzentren eigentlech ze kucken, Agencen, Antennen ze kréien, well mer gemierkt hunn, datt do, wou virun allem och no beim Bierger geschafft gëtt, do, wou d'Leit kannt sinn, do, wou virun allem och d'Patronat kannt ass, d'Betriber kannt sinn, eng gutt Aarbecht geleescht ass an de Kontakt eigentlech vill méi no ass. Dofir mengen ech soll een déi Iwwerleeung eng Kéier mat féieren, fir ganz einfach och dës Antenne wierklech richteg ze implantéieren.

Mir wëssen, datt eenzel Antenne bestinn niewent deenen Agencen, déi offiziel bestinn, zu Iechternach zum Beispill, zu Clierf an der Zäit bestanen hunn.

Une voix.- Zu Gréiwemaacher.

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Zu Gréiwemaacher. Et kéint een drun denken esou eppes erëm anzeféieren. Ech hunn eigentlech en Appel gemaach, datt dat generell duerch d'ganzt Land soll kommen, fir a klengen Unitéite méi no um Terrain ze sinn a virun allem och méi no bei d'Patronen eriwwerzekommen. Dës Iddi, wéi gesot, sinn ech frou, wann ee se eng Kéier kéint diskutéieren. Ech weess mat Sécherheet, datt dat och méi Fonctionnementskäschte bedeit, datt dat och nach méi Leit eventuell bedéngt, mä et soll ee se awer eng Kéier kënnen duerchspillen.

Eppes ass kloer - an de John Castegnaro huet et op dëser Plaz de Mëtteg och gesot -, d'LSAP ass géint eng Privatiséierung vun der ADEM. D'Iddi vum Établissement public solle mer duerchspillen an déi solle mer virun allem mat den Acteuren, déi um Terrain all Dag schaffen, duerchkucken, well effektiv ass et esou, datt am Kader vun engem Établissement public mer méi Flexibilitéit hätten an een eventuell och op déi Iddien, déi ech bruecht hu vum Recrutement vu Placeuren, nach besser reagéiere kéint.

Här President, virun allem heescht et awer och an der ADEM eng Rei vu gesetzlechen Traditiounen, déi ee souzesoen als helleg Kéi bezeechne kéint, eng Kéier a Fro ze stellen.

Ech denken hei un éischter Linn un de Vermëttlungssystem, ee Vermëttlungssystem dee fir d'éischt emol opbaut op d'schoulesch Viraussetzungen, déi ee matbréngt, op ee CATP an enger Vente, op ee CATP als Coiffeur, déi doniewent awer all déi aner Saache vu Kompetenzen eigentlech négligéiert. Ech mengen et wier un der Zäit, wéi dat och an anere Länner besteet, och dës Kompetenzen nach vill méi erunzeéien, fir dee ganze Spektrum bei der Aarbechtssich och wierklech nach méi grouss ze maachen.

An dann déi Diskussioun, déi mer zënter Jore féieren, déi mat den obligatoresche Kontrolle bei der ADEM. Och hei geet menger Meenung no ganz vill Zäit verluer. Et geet ganz vill Zäit verluer, déi eis herno virun allem feelt bei enger Vermëttlung, bei enger Berodung vun deem Arbeitslosen, deen eng Aarbechtsplaz sicht. Déi puer Abusen, mengen ech, déi hei geschéien - an déi geschéie bei all Gesetz -, entspriechen net deem Zäitopwand, dee gemaach gëtt fir all Dag dausende vu Leit an eng Kontroll ze ruffen an an deem Moment och d'Büroen ze blockéiere respektiv Vermëttlungsbüroen ze blockéieren. Am Ausland ginn et eng Rei flott Projeten, déi bestinn, an och effikass Modeller, déi hei fonctionnéieren.

Dësen nei geschafene Fräiraum, mengen ech, géif der ADEM a virun allem hire Placeuren an deem Moment nei Méiglechkeete ginn, an hirer Berodung an Orientéierung méi konsequent virunzekommen.

Ech gesi meng Zäit fänkt un ofzelafen. Ech muss e bësse méi Gas ginn, fir duerch deen zweete Volet ze kommen.

Dat ass virun allem dee vum Projet 5611, deen zënter kuerzem dann elo ab 1. Juli a Kraaft ass a wou, mengen ech, et ze fréi ass, fir e Gesamtbilan ze maachen, wou ech awer feststellen, wann een d'Zuele kuckt, wat d'Jugendaarbechtslosegkeet ubetrëfft am 5611, deen eigentlech ganz vill bëinhalt huet, wann een en duerchkämmt. Do ass jo virun allem dat den Haaptproblem gewiescht a waren dat d'Diskussiounen, déi mer dobaussen an an dëser Chamber hate mat de Jugendleche virun allem.

Et muss ee feststellen, datt de Chômage bei deene Jugendlechen erofgaangen ass. Firwat dat esou ass a wou se sinn, do wäert vläicht herno de Minister, de François Biltgen, drop agoen. Ech stelle mer d'Fro effektiv, firwat datt no esou kuerzer Zäit nom Ëmsetze vum 5611 a virun allem dëse Mesuren, wou mer de CAT, de Stage initiation, ofgeschaf hunn, ersat hunn duerch CAE, CIE an aner Mesuren, datt mer manner Jugendlecher de Moment um Aarbechtsmaart ageschriwwen hunn. Ech stelle mer d'Fro, ob se eng Aarbechtsplaz fonnt hunn, wat ech gréisstendeels bezweifelen.

An ech stelle mer derniewent awer och eng Rei Froen, wat de 5611 betrëfft, wat de sougenannte CAE betrëfft: Ass et dann effektiv esou, datt de Moment nëmme méi CAEen offréiert ginn u Leit, déi keng Qualifikatioun hunn? Ass doduerch effektiv ofgedeckt, datt déi Leit, déi eng Qualifikatioun hunn, och nach eng Aarbechtsplaz fannen an net méintelaang am Vide do lafe respektiv sech

iwwerhaapt net méi dofir aschreiwen? An drëttens: Ass et och esou, datt eng Rei Verwaltungen oder A.s.b.l.en, déi duerno ganz dacks déi Leit definitiv agestallt hunn, och dat néidegt Personal, déi néideg Leit fannen, fir de Moment normal fonctionnéieren ze kënnen?

Zum Schluss, de Chômage wäert - an et gouf vun eenzelne Riedner gesot - ëmmer ee Chantier bleiwen an e wäert och ëmmer op dëser Chamberstribün zu Diskussiounen Ulass ginn. Mir wäerten als sozialistesch Fraktioun d'Initiativen an och d'Schaffe vum Aarbechtsminister François Biltgen vollstens ënnerstëtzen, esou wéi mer dat iwwert déi lescht Joren ëmmer gemaach hunn, mat enger Rei vun neien Aktioune respektiv Punkten, déi mer ëmmer erëm bruecht hunn.

Ech erënneren hei un eisen 10-Punkten-Programm, dee mer um LSAP-Kongress 2006 verabschiet hunn a wou ee groussen Deel eigentlech erëmgeholl gouf souwuel am 5611 wéi och elo an enger Rei vu Methodiken, déi erëmgeholl goufen an der ADEM.

An derniewent, mengen ech, kann dëst Spill och net fonctionnéieren, wa mer net e Kuerzschloss kréien. De John Castegnaro huet et ugeschnidden, déi Konferenz op déi hien eventuell eng national Konferenz hiweist, do wou mer en Zesummespill kréien zwëschent deenen dräi Partneren, dem Stat, der ADEM, der Verwaltung, dem Patronat, de Betriber an déi aner Säit: de Bierger, den Arbeitslose respektiv deenen Arbeitssuchenden.

An deem Kontext, mengen ech, musse mer dat Ganzt och gesinn. An ech gesinn och hei eng Äntwert op dem Claude Meisch seng Fro oder säi Virworf oder et war eng Remarque, déi hie gemaach huet par rapport zur LSAP, datt si geschriwwen huet: Mir paken de Volet un. Dat hu mer gesot an, Här Meisch, mir sinn amgaang en unzepaken. Een Emploi, ee Chômage besteet aus dräi Voleten, aus dräi „E"en.

(Interruption)

Wann Der mer gutt nolauschtert, Här Bettel, dann erklären ech Iech et eng Kéier.

(Brouhaha général)

De Volet Chômage besteet aus dräi „E"en. Deen éischten „E"...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Den Här Bettel ass ukomm!

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Deen éischten „E" steet fir Educatioun. Selbstverständlech ass d'Regierung amgaang, zesumme mat enger LSAP-Ministesch, d'Educatioun ze reforméieren, nei Méiglechkeeten an der Beruffswelt ze schafen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Den zweete Volet ass de Volet „E" fir Ekonomie. Och hei ass d'Regierung amgaang, zesumme mat engem sozialisteschen Ekonomiesminister, Wirtschaftsminister, nei Aarbechtsplazen ze schafen an déi Plazen, déi do sinn, méi standhaft, méi durabel ze maachen.

An een drëtten „E" steet fir Emploi, an ech mengen hei ass d'Regierung amgaang mat engem CSV-Minister François Biltgen, dee mer vollstens ënnerstëtzen, och eng positiv Beschäftegungspolitik ze maachen.

(Brouhaha général et coups de la cloche de la Présidence)

Dir kënnt also net soen, Här Meisch, datt hei an dësem Dossier näischt geschitt ass. Ech ka just feststellen, datt an der viregter Regierung zwee vun deenen „E"en der DP gehéiert hunn an datt do näischt geschitt ass!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well d'Zäit mer leider begrenzt ass, wëll ech am Numm vu menger Fraktioun haaptsächlech zu véier Theme Stellung huelen.

Éischtens, d'Arbeitsamt a seng Missiounen.

Zweetens, d'Cohésion sociale an déi dozou noutwendeg Sozial- an Aarbechtsmaartpolitik.

Drëttens, d'Jugend virun der Offer u Bildung, Ausbildung an Orientéierung.

A véiertens, de Phenomeen vun den „working poors", dat heescht vun den Travailleurs pauvres.

Mir sinn elo Enn 2007 a féieren erëm, no bal zwee Joer, eng Debatt hei an der Chamber iwwert de Chômage. D'Situatioun um ekonomesche Volet huet sech net vill geännert säit där éischter Debatt. Au contraire kënne mer souguer eng gewësse Relance économique feststellen. An och um strukturelle Volet si säit dem Fréijoer 2005 keng wesentlech Ännerungen ze verzeechnen.

Mir sinn zu Lëtzebuerg nach ëmmer dat EU-Land mam beschte BIP a gläichzäiteg nach ëmmer dat Land mat engem vun deene gréissten Tauxe vun onqualifizéierte Jugendlechen, déi d'Schoul verloossen. Mir sinn zu Lëtzebuerg nach ëmmer dat EU-Land mat engem héijen Taux u Schafung vun neien Aarbechtsplazen a mat engem vun deenen niddregsten Tauxen u Chômage respektiv un Aarbechtslosen.

An dach, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, geet et enger ganzer Rei vu Bierger a Biergerinnen, Lëtzebuerger oder Ausländer, Jonker oder manner Jonker, Männer a Fraen, bei Wäitem net gutt, well si keng Aarbecht hunn oder eng Aarbecht hunn, déi hinne knapp erlaabt op eng digne Manéier ze liewen.

Zum Arbeitsamt: En Haus, wat souwisou schonn e schwéiere Stand huet, well par définition kee Mënsch gären dohinner geet. En Haus, wat säit Joren ënner engem chronesche Mangel souwuel u Plaz wéi u Leit an deels och u Kompetenze leit. En Haus, deem et wahrscheinlech och un enger gewëssener Form vu Flexibilitéit feelt. En Haus, deem et schlussendlech u Mënschlechkeet feelt, an dëst ass mat Sécherheet net gewollt.

Et ass awer eng traureg Realitéit, souwuel fir déi Mënschen, déi all Dag do schaffen, wéi fir déi, déi eng Schaff dohinner siche kommen. Also eng katastrophal Ausgangsbasis, wann een den Impakt an d'Wichtegkeet vun där Verwaltung kennt, grad hei zu Lëtzebuerg, wou mer 2006 net manner wéi 13.000 nei Aarbechtsplaze geschaf hunn a mëttlerweil eng ronn 150.000 Frontalieren zielen, déi all Dag bei eis schaffe kommen.

D'Recommandatioune vum Médiateur an en Audit vun der OECD ernimmen eng ganz Rei vun identesche Mängel, virop - an et ass scho gesot ginn - e chronesche Mangel u Placeuren an e Mangel u Kompetenzen, heiansdo och u Motivatioun. Dat ass à la limite legitim, vu de Modus wéi si dohinner rekrutéiert ginn. E Mënsch, deen net wielt fir sech berufflech ëm Demandeurs d'emploi ze këmmeren, ka mam beschte Wëllen net eng zefridde stellend Aarbecht realiséieren. Op alle Fall net op Dauer.

Duerfir gëtt et och eng héich Rotatioun ze bemierke bei de Placeuren, déi natierlech dann och séier ausbrennen. D'Direktioun vun der ADEM confirméiert, datt et eng ganz Rei vu Placeure gëtt, déi de Service esou séier wéi méiglech wiesselen oder déi och intern transferéiert ginn. Hei stousse mer op d'Limitë vun der Astellungspolitik vun der Fonction publique.

Den Aarbechtsminister selwer ass schonns Unhänger vun enger gewëssener Flexibilitéit an der Astellungspolitik bei der ADEM, notamment eng Méiglechkeet, kompetent Leit fir dës spezifesch Posten als Employés privés anzestellen, fir se da spéider ze fonctionnariséieren. Hien hat eis dësen onfromme Wonsch eng Kéier matgedeelt. Ech muss soen, als Gemengeresponsabele kann ech heiansdo dësen onfromme Wonsch gutt novollzéien.

Den Audit vun der OECD huet ganz kritesch déi insuffisant Zuel vun de Placeuren dénoncéiert. Actuellement - oder zu der Zäit vum Audit - betreie 25 Placeuren 13.500 Demandeurs d'emploi, y compris déi, déi an enger Mesure sinn. Dat si 500 Mënsche pro Placeur, déi zweemol am Mount kommen. Dat sinn 1.000 Entrevuë pro Mount pro Placeur! Ausgerechent zu dem EU-Standard vum Accompagnement a Suivi vun engem Demandeur d'emploi, missten der ADEM zousätzlech 125 Placeuren accordéiert ginn.

En zweet erschreckend Resultat ass d'Effikassitéit vun der ADEM. De System vun den Assignatioune bewäert sech net, op alle Fall bäi Wäitem net fir jiddfereen. D'Assignatioune musse méi cibléiert ginn, souwuel wat den Demandeur wéi wat den Employeur ubelaangt. D'Conseilleren - där gëtt et der eng ganz Rei beim Arbeitsamt - hu bäi Wäitem méi Succès. Firwat?

Dozou gëtt et e puer Ursaachen, déi eigentlech op der Hand leien:

Si gi cibléiert vir, si hu Postes vacants a siche ganz prezis Demandeurs d'emploi, déi op déi Postes vacants kéinte passen. Si assuréieren e Suivi vum Demandeur d'emploi. Virun allem hu si e gudde Kontakt zu de Betriber. Si schwätzen déiselwecht Sprooch wéi den Département des ressources humaines.

Dëst ass genau eng extrem wichteg Komponent, denken ech, déi oft och nach ënnerschat gëtt. Den Employeur muss mat an d'Boot geholl ginn. Duerfir brauch den Employeur awer eng Upak, en Uspriechpartner, op deen hie kann zréckgräifen. Engersäits muss de Patron och senge soziale Verantwortungen nokommen, anerersäits huet hien awer ganz kloer Verflichtungen, déi ekonomescher Natur sinn; et ass d'Essenz vu sengem Ëmfeld, der Wirtschaft.

Mir denken, datt de Modell vum Conseiller soll ausgebaut ginn, an datt dëse Modell och op aner Moossnamen an Aktioune kann a soll iwwerdroe ginn. De Modell ass einfach, dofir effikass. Den Demandeur d'emploi an de potenziellen oder effektiven Employeur ginn encadréiert, dat heescht, si hunn eng kompetent Uspriechpersoun.

Dëse Service zielt souwuel wann een eng Schaff sicht oder e Salarié sicht während der eventueller Weiderbildungsphas, awer och duerno gëtt e Suivi assuréiert, wann zum Beispill Schwieregkeete kéinten opkommen. Dës Form vu Service gëtt schonns notamment vun enger ganzer Rei vun Associatiounen offréiert. Dat sinn déi Associatiounen, déi ebe grad mat de schwéier placéierbaren Demandeurs d'emploi schaffen. Grad déi Mënschen, déi de Statistike vun der ADEM Kappzerbrieches maachen.

Mir bedaueren et och, datt d'Regierung et mësst, fir méi proaktiv a vernetzt mat de bestehenden A.s.b.l.en ze schaffen. Duerch dat Gesetz 5611 sinn eng ganz Rei schwiereg, awer realistesch a sënnvoll Décisioune geholl ginn, notamment d'Unerkennung, datt no enger Mesure beim Stat oder bei de Gemenge meeschtens keng Astellungsperspektiv hannendrun ass. Parallell dozou hunn eng Partie vu flotten a wichtegen Initiativen eng Rei vu wesentleche Moyenen ewechgeholl kritt. Duerfir ass de Service SAPDE vum Arbeitsamt wesentlech ausgebaut ginn, huet als Optrag eng Evaluatioun en e Kontrakt mat all jugendlechem Demandeur d'emploi ze maachen, bannent dräi Méint bei de Jugendlechen a mat den erwuessene Leit banne sechs Méint.

Wéi wäit huet dëse Service d'Méiglechkeeten an d'Moyenen, e kontinuéierleche Suivi ze garantéieren? Dem Service SAPDE seng Missioune kréie geschwënn och nach méi eng grouss Envergure, notamment duerch de Projet de loi iwwert de Chômage social. Do ass virgesinn, datt d'Arbeitsamt déi Instanz ass, déi wäert iwwert d'Employabilitéit vum Demandeur d'emploi befannen. Et ass virgesinn, datt ausschliesslech de private Secteur dee Secteur ass, wou den Demandeur d'emploi employable higeschéckt gëtt. Déi aner Leit fanne sech am Chômage incompressible erëm. Dat sinn ausschliesslech déi Mënschen, déi an de Beschäftegungsinitiative schaffen.

Mir bedaueren et och, Här President, datt eng ganz Rei vun erfahrene Kompetenzen aus dem associativë Secteur, souwuel am Beräich vun der Evaluatioun wéi an deem vum Suivi social a professionnel, net oder bäi Wäitem net genuch considéréiert ginn. Si sinn déi Institutiounen, déi mat Sécherheet den noutwendege Suivi vum Eenzelnen, deen um sougenannten éischten Aarbechtsmaart sech integréiert, hätte kënne garantéieren.

Här President, mir sinn der Meenung, datt den associativë Beräich eng Structure intermédiaire soll kënne bleiwen tëschent dem Arbeitsamt an dem éischten Aarbechtsmaart. Op alle Fall si si eng Structure complémentaire, an et ass schued, esou vill Kompetenzen net mat virunzehuelen an de Mesures d'intégration oder de réintégration um éischten Aarbechtsmaart an hinnen ausschliesslech déi sougenannten Activités socio-économiques ze iwwerloossen, wuelwëssend, datt déi méi kleng Initiativen - vläicht déi, déi dee gréisste Succès hu bei der berufflecher Integratioun - wéineg Méiglechkeete wäerte kënnen opweisen, fir sech an eng Société commerciale ëmzewandelen.

Dëse Projet de loi wäert der Regierung et dann och schwéier maachen, sech duerno nach eescht Gedanken ze maachen iwwert d'Schafung vun enger reeller Économie solidaire et sociale, dës Form vun Ekonomie, déi eng mixte Form vu Beschäftegte préconiséiert. De Statec huet en interessante Pabeier am Februar 2006 op engem Colloque iwwert d'Économie solidaire et sociale verdeelt, e Pabeier, deen a senge Konklusiounen drop hiweist, datt zu Lëtzebuerg d'Économie solidaire et sociale net esou interpretéiert gëtt, wéi déi klassesch sozial Ekonomie vun de Mutuellen oder vun de Kooperativen.

De Statec weist och op d'Gefore vun der Concurrence déloyale hin, mä ënnersträicht och, an ech zitéieren: «Il va de soi que l'importance de ce secteur hétérogène, méconnu, gagnerait à être analysée plus en profondeur. Le Statec est prêt à lancer des enquêtes plus poussées et à réaliser des analyses approfondies sur l'importance et l'impact de l'économie sociale et solidaire au Luxembourg.»

E grousse Problem besteet doranner, datt dës Regierung - an déi virdrun och schonns - et systematesch verpasse fir koordinéiert ze schaffen, wann et ëm d'Thema Bekämpfung vum Chômage an Aarbechtsmaartpolitik geet. Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schonn erëm sëtzt den Aarbechtsminister eleng op der Regierungsbänk. Wou bleift de Wirtschaftsminister, wou bleift d'Erzéiungsministesch, ...

(Interruptions)

M. le Président.- En ass a Chile!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- ...wou bleift d'Ministesch vun der Gläichheet tëschent Männer a Fraen? Wéini endlech versteet dës Regierung an hiren zoustännege Wirtschaftsminister, dann eben a Chile, datt et en onheemlech groussen ekonomesche Potenzial gëtt, gekoppelt un e grousse Potenzial un Aarbechtsplazen am Secteur vun den erneierbaren Energien an am Secteur vun der Sanéierung vun der Energieeffizienz.

Haut ass déi grouss Erausfuerderung ebe ginn, fir déi dräi Piliere vun der Ekonomie, vun der Ekologie a vun der Sozialpolitik an der Ëmweltpolitik erëmzefannen. Kleng- a Mëttelbetriber wëssen, datt een an deem Beräich an Zukunft schwaarz Zuele schreiwe kann. Si hu scho längst dës ekonomesch Nisch entdeckt. Bei där leschter Debatt iwwert de Chômage hei an der Chamber war et grad déi Zäit wou de Wirtschaftsminister ons stolz matgedeelt huet, datt AOL op Lëtzebuerg kéim. Haut ëm déiselwecht Zäit geet AOL erëm fort. Fir den Aarbechtsminister sécherlech keng allze dramatesch Situatioun, well hien net mat enger Mass vun Aarbechtslosen dës Kéier konfrontéiert ass.

Här President, et sinn an et bleiwen déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi ons bescht Partner sinn. Si sinn déi Betriber, déi déi gréisste Stabilitéit an onsem Land duerstellen an déi op d'laang Dauer investéieren. Am Joer 2002 huet d'OECD en Audit iwwert déi lëtzebuergesch Politik a Saache Beruffsinformatioun, Beruffsorientéierung a Beruffsberodung gemaach.

D'Konklusioune gi ganz kloer Recommandatiounen: d'Schafe vun engem nationalen Organ, fir déi verschidden Informatiouns- an Orientatiounsservicer ze koordinéieren; eng national Strategie entwéckelen iwwert d'Informatioun an d'Orientatioun vun der Weiderbildung a vum „lifelong learning", an eng besser Formatioun a Qualifikatioun vun den Acteuren aus dem Secteur Information et orientation. Et ass eng ganz interessant Lecture mat - denke mir - enger Rei vu ganz interessante Recommandatiounen un déi deemoleg Regierung; Educatiounsministère an Aarbechtsministère.

Elo diskutéiere mir iwwer eng Reform vun der berufflecher Ausbildung via Projet de loi, an et geet keng Rieds vun Orientatioun. D'Orientatioun geschitt nach ëmmer mat de Moyens du bord a mam Engagement vun den eenzelnen Acteuren, déi sech selwer matenee vernetzt hunn, oft op informeller Basis.

De Leittragenden dobäi ass mat Sécherheet de Jugendlechen. Oft sinn et déi Jugendlech, déi mer e wéineg méi spéit an enger Mesure CIE oder CAE erëmfannen. Eng ganz Rei vu Jugendlechen - an et ginn där ëmmer méi - kommen emol net méi bis bei d'Arbeitsamt. Déi fanne mer op anere Plazen erëm, wou se eis Gesellschaft deier kaschten. Et gëtt zu Lëtzebuerg keng Etüd, keng Statistiken doriwwer, mä déi Institutiounen a Gremien, déi am Alldag am soziale Secteur aktiv sinn, bestätegen dëse Phenomeen. An och de Conseil économique et social bedauert dëst Joer, datt et keng Statistiken am Beräich vun de Jugendleche gëtt, déi d'Schoul verloossen, déi keen Diplom hunn, déi keng Léier hunn an déi een néierens erëmfënnt. Do gëtt et just eng Grozon.

Den Ekonomist an Nobelpräisträger James Heckman huet en ekonomesche Lien gemaach tëscht Fréierzéiung an de Betreiungsstrukturen a schoulesche Strukturen an

der sozialer Kohesioun. Hie beweist unhand vun Zuelen, datt wat ee méi a Betreiungsstrukturen an an déi regelrecht Erzéiung investéiert, wat een herno vill méi an den Ausgaben u soziale Mesuren aspuert.

De Problem stellt sech och hei zu Lëtzebuerg. D'Frae sinn nach ëmmer déi meescht vertrueden an der Kategorie vun de „working poor". Obwuel dës Mënschen - d'„working poors", d'Travailleurs pauvres - eng Aarbecht hunn an also weider net direkt d'ADEM oder den Aarbechtsminister beschäftegen, kënne si oft net oder bal net liewe mat hirem Akommes. 14% vun de Famillje mat Kanner falen an en Taux de risque de pauvreté. Bei de Familles monoparentales sinn et der 21%, wou mer praktesch exklusiv weiblech Chefs de famille erëmfannen.

54% Frae schaffen, géigeniwwer 73% vun de Männer. D'Frae bleiwen nach ëmmer kloer diskriminéiert par rapport zum Chômage, an dëst onofhängeg vu Qualifikatioun, Alter, Nationalitéit an esou weider. Si sinn duebel esou vill gefährdet, an de Chômage ze rutschen.

Ech kommen zum Schluss. Ech soen Iech et direkt.

Och haut verdéngt eng Fra - an ech denken dat ass dat, mat deem mir eis elo wäerte beschäftegen an der zoustänneger Chamberkommissioun - 20% manner wéi d'Männer. D'Halschent dovun ass reng op d'Geschlecht zréckzeféieren, also zu 100% diskriminatoresch.

Als Konklusioun, Här President, wollt ech der Chamber en général a menge Kolleegen an der Aarbechtskommissioun en particulier proposéieren, datt mir gären eng aner Form vun Debatt iwwert de Chômage an den Emploi sollen an Zukunft hei an dësem Haus féieren. Mir sinn nämlech der Iwwerzeegung duerch déi puer Beispiller, déi ech hei beschriwwen hunn, datt de Problem sech net reng an enger Aarbechtsmaartpolitik erëmfënnt, mä datt et eigentlech ëm de Fong geet an ëm d'Form wéi d'Regierung gedenkt dëst Land ze organiséieren, fir datt all Bierger a Biergerin an dësem Land studéieren, sech ausbilden, schaffen a liewe kann, an dëst op eng éierbar Manéier.

Dat sinn ons Erausfuerderungen. A mir hoffe wa mer dës Debatt anescht gestalten d'nächste Kéier, datt dann, Här President, op der Regierungsbänk net méi eleng den Aarbechtsminister ons nolauschtert.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den honorabelen Här Gibéryen ass elo un der Rei. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert. Här Jaerling, den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn haut heibannen eng weider Debatt a Form vun engem Débat d'orientation iwwert de Chômage an iwwert d'Situatioun um Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg.

Déi Kolleegen, déi scho méi laang heibannen an der Chamber sinn, wëssen, datt mer schonn iwwer Joren esou Debatten heibanne féieren - heibannen, dobaussen - iwwert dëse wichtege Sujet. Déi eenzel Parteie fixéiere sech an hire Wahlprogrammen. Déi eng paken et un. Déi aner paken et besser un. D'Parteien, d'Sozialpartner schwätze mateneen. D'Regierung diskutéiert, a speziell den Aarbechtsminister diskutéiert an deem Thema hei mat.

D'ADR huet am Laf vu senger Geschicht e puer Dokumenter ausgeschafft iwwert d'Chômageproblematik, fir d'lescht am Mäerz 2006, wou mer zéng Propositioune gemaach hu fir eng aktiv Aarbechtsmaartpolitik: d'Weiderbildung kritt eng absolut Prioritéit; d'Beruffsorientéierung soll verbessert an erliichtert ginn; d'ADEM soll fit gemaach ginn an op déi nei Erausfuerderung ugesat ginn; d'Aarbechtsbeschafungsmoossname solle méi sënnvoll agesat ginn; investéieren a Fuerschung an Entwécklung; Bekämpfung vun der Schwaarzaarbecht; Beschränkung vun der Cumul-Aarbecht; oppassen, datt am Kader vun der europäescher Politik net ze vill Betriber ausgelagert ginn; Förderung vun der Zäitaarbecht; a Förderung vum Mëttelstand.

Här President, wann ech elo haut erëm op eis Iddië géif agoen, da géif ech gréisstendeels haut nach eng Kéier soen, wat ech op dëser Plaz vun eiser Säit aus schonn e puermol gesot hunn. A wa mer éierlech sinn, wa mer déi Debatt haut de Mëtten hei verfollegen - an do wëll ech kengem ze no trieden -, da sinn net vill nei Momenter erauskomm, well et kann een net all sechs Méint eppes Neies erfanne fir de Problem ze léisen. Mir dreschen also an dësen Debatte gréisstendeels Stréi.

(Interruption et hilarité)

D'Faitë si bekannt a mir wëssen, Här President, datt déi Debatten hei zu Lëtzebuerg am Fong een Zil hunn, dat ass nämlech fir d'Debatt ze verlängeren, ouni datt mer musse konkret Moossnamen a konkret Décisiounen huelen. Net méi spéit wéi virun e puer Deeg huet eng Lëtzebuerger Zeitung am Leitartikel - et war „d'Handwierk" - am Fong déi Situatioun, wéi mer déi Problemer hei zu Lëtzebuerg uginn, kloer beschriwwen, wa mer wëllen eng Reform maachen an nodeem mer dann iwwer Joren iwwer eng Reform geschwat hunn:

„Um derlei anzugehen gibt es in Luxemburg ein bewährtes Standardrezept. Man nehme ein beliebiges Problem und wälze es zwischen Regierung, Sozialpartnern auf kleiner Flamme und unter gelegentlichem Wenden hin und her. Anschließend nehme man den Sachverhalt auseinander, schneide ihn in dünne Scheiben, tunke ihn in verschiedene Soßen und setze ihn wieder zusammen. Wenn das Resultat dann noch immer nicht jedem mundet, fährt man nach Paris, Genf oder sonst wo hin und bestellt sich ein Audit. War es denn nun an der OECD zu verkünden, was jeder klar denkende Mensch bereits weiß."

Esou ass et am Fong, wéi mir dat hei maachen, a genau déiselwecht Diskussiounen hate mer de Mëtteg hei virun enger Stonn iwwert den Intérieur, wou mer elo schonn zéng Joer amgaange sinn driwwer ze diskutéieren, wéi mer dee solle reforméieren. A lues a lues wiisst d'Land an et wiisst a wiisst a mir diskutéieren nach ëmmer iwwer eng Territorialreform a mir wësse mer kréien de Minister…

(Interruption et hilarité)

Elo wollte mer de Mëtteg op eemol nach en Audit maachen. Da sinn alt erëm e puer Méint, e puer Joer fort.

Esou maache mir hei zu Lëtzebuerg Politik! Mä mir huele keng Décisiounen.

Wa mer bei eis grouss Noperen an Däitschland a Frankräich kucken, do gëtt et Koalitiounspartner, déi streide wuel mateneen, och öffentlech, bis zu engem gewëssenen Zäitpunkt. Dann huele se eng Décisioun, an dann ass et banne 14 Deeg an hirem Parlament décidéiert an dann hu se hir Responsabilitéit geholl. Ob d'Oppositioun an d'Leit domat averstane sinn, dat ass eng aner Saach. Mä déi regéiere wéinstens nach!

Mä hei zu Lëtzebuerg gëtt net méi regéiert, hei gëtt nëmme méi diskutéiert an diskutéiert, iwwer Méint, iwwer Joren, a wa guer näischt méi geet, da froe mer eis nach en Audit, an da si mer erëm iwwert d'Zäit ewech.

(Hilarité)

Här President, an an der Zwëschenzäit, esou wéi bei der Territorialreform d'Populatioun wiisst, esou wiisst och hei an dëser Fro de Chômage!

(Hilarité)

Wéi den Här Biltgen ugefaangen huet 1999, dunn hate mer hei zu Lëtzebuerg 6.612 Chômeuren. Haut, am Juli 2007, hu mer der 13.403! Dat ass e Plus vun 103% an der Amtszäit vum Här Biltgen als Aarbechtsminister! An an der Zwëschenzäit sinn awer bal 80.000 nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg geschaf ginn.

An awer diskutéiere mir virun a mir diskutéiere virun a mir erklären de Leit permanent datselwecht. An eisen Aarbechtsminister ass doranner e Spezialist. Praktesch mat enger Regelméissegkeet esou wéi all Mount d'Resultater vum Chômage erauskommen, erkläert den Aarbechtsminister dem Land an der Natioun, jiddferengem, firwat datt dat hei zu Lëtzebuerg esou ass. An et sinn zwee haaptsächlech Punkten, déi ëmmer erëm bei him virkommen:

Éischtens hu mer hei zu Lëtzebuerg e strukturelle Problem, an zweetens muss d'ADEM reforméiert ginn.

Ech hunn emol e bëssen nogekuckt, Här President, an ech hunn et doleien, et wäerten eng 50, 60 Ausschnëtter aus Zeitunge sinn am Här Biltgen senger Amtszäit, wou regelméisseg datselwecht Stréi gedrescht gëtt, an dat ass 2000 ugaangen. Deemools stoung am „Tageblatt": „Ein Orkan namens François."

(Hilarité)

Dat war den Här Biltgen deemools nach!

„Die ersten fünf Monate der Amtszeit des Neuen - des Neuen! - haben auch bei den Beamten ihre Spuren hinterlassen. Mit missionarischem Eifer habe er sich in seine Arbeit gestürzt, bescheinigt ihm Jean-Marie Mousel."

An dunn ass et lassgaang! 2000 huet den Här Biltgen emol direkt eng Analys gemaach an huet festgestallt, datt d'Arbeitsamt net géif gutt fonctionnéieren, an hien huet d'Arbeitsamt „beauftragt, ein Projekt auszuarbeiten, um auch die interne Verwaltung zu modernisieren". An dat fannt Der da bis haut ëmmer erëm erëm, bis elo zum Schluss nach en Audit gemaach ginn ass, datt misst moderniséiert ginn!

Iwwert déi strukturell Problemer huet den Här Biltgen sech och schonn 2000 ganz kloer geäussert, datt de Problem erkannt wier, et wier nämlech e strukturelle Problem, dee mer hei zu Lëtzebuerg hätten. Well d'Leit awer dat net esou richteg gleewen, hu se dat dann all Mount erëm widderholl kritt.

(Hilarité)

An ech huelen elo nëmmen esou Etappen, wou ech sprangen. 2003 schreift den Här Biltgen, och am „Tageblatt": „Mindestens 4% Wachstum seien notwendig, um die Arbeitslosigkeit strukturell zu senken."

Mä well d'Leit dat nach ëmmer net gleewen, huet en dann nach eng Kéier 2004 gesot, „die derzeit für heimische Verhältnisse ausgesprochen hohe Arbeitslosigkeit sei vor allem strukturell bedingt".

(Hilarité)

Dat huet emol missen eng Kéier gesot ginn, Här President.

(Hilarité)

A well et nach ëmmer Leit gëtt, déi et net gleewen, huet den Här Biltgen dunn am Mäerz 2006 gesot, „die Ursachen sind mittlerweile eindeutig bekannt, nämlich struktureller Natur".

(Hilarité)

Här President, also mir gesinn, elo lues a lues kënnt d'Regierung no, a wahrscheinlech weess och geschwënn dee Leschten am Land, wou dann elo de Problem läit.

(Hilarité)

Här President, wéi ech dat do alles esou duerchgelies hunn, hunn ech gesot, dat kann dach net sinn, datt ee Minister engem Land, engem Parlament iwwer siwen, aacht Joer all Mount datselwecht ziele kënnt an hie mécht näischt!

Dunn ass mer eppes agefall, wat mer privat geschitt ass. Ech hat eng Kéier en Auto, do ass d'Klimaanlag net gaang. Du sinn ech an d'Garage gefuer, sot zum Garagist, hei meng Klimaanlag geet net. Hie sot, dat ass kee Problem, ech erklären der, firwat datt dat ass.

(Hilarité)

An dunn huet dee mir dat erkläert an hien huet den Auto dogehalen. Zwee Deeg drop krut ech en erëm. Ech hu bezuelt an ech si gefuer, mä d'Klimaanlag ass net gaang!

(Hilarité)

Dunn hunn ech en nees zréckgefouert an ech sot, hei d'Klimaanlag geet net. Ah, da waart, ech erklären der dat nach eng Kéier, sot en.

(Hilarité)

Dunn huet hie mer dat nach eng Kéier erkläert, firwat datt d'Klimaanlag nach ëmmer net geet. Ech hunn en erëm dogelooss, ech hunn en erëmkritt, ech hu bezuelt, si gefuer, d'Klimaanlag ass nach ëmmer net gaang! Du ginn ech erëm eng drëtte Kéier zréck: Ah, ech muss der dat awer erkläre wéi dat ass datt déi net geet!

M. le Président.- Här Gibéryen, tommelt Iech elo mat der Klimaanlag! Dir hutt nach ganz genau 30 Sekonnen Zäit.

(Hilarité et brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir kennt mech, datt ech ëmmer relativ genau sinn, a wann Dir mech net ënnerbrach hätt, da wier ech genau fäerdeg. Elo wäert ech 20 Minutte méi spéit fäerdeg sinn.

M. le Président.- 20 Minutten?!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- 20 Sekonnen! Op jidde Fall, Här President, sot ech dunn zu deem Garagist, erklär net mir, firwat datt déi net geet, mä erklär dengem Mécanicien dat an da léist der de Problem! Mam Resultat: Ech hunn den Auto erëmkritt, d'Klimaanlag ass nach net gaang!

Dunn hunn ech geduecht, Här President, elo wiessels de einfach de Garagist!

(Hilarité)

An du sinn ech bei en anere Garagist gaang, an deen huet mer net méi erkläert, firwat datt se net geet, mä deen huet mat sengem Mécanicien geschwat a si hunn erausfonnt, firwat datt se net gaang ass, an déi hunn de Problem geléist! An duerfir géif ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et soll emol jiddfereen déi zwou Iddien a sech eragoe loossen…

(Hilarité)

M. le Président.- Sou, Här Gibéryen, elo sinn déi 20 Sekonnen ofgelaf. Ech géif lech bieden zum Schluss ze kommen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an dann iwwerleeën, Här President, da sinn ech iwwerzeegt, da kënnt jiddfereen zu därselwechter Konklusioun.

(Hilarité et brouhaha)

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, wann ech eng Konklusioun aus deem Débat hei kann zéien, dann ass et, bis elo hu mer de Chômage gutt géréiert. Mir hunn, a mengen Iwwerleeungen, déi ech scho jorelaang fonnt hunn, effektiv zwee Problemer. Ech wëll och elo net ufänken, se strukturell ze nennen… Mä do hu mer zwee Problemer, dat ass dee mat de Jonken, déi mer net op d'Aarbechtsplaze kréien, an déi Eeler, déi aus den Aarbechtsplazen erauskommen a wou mer et net méi fäerdeg bréngen, déi erëm ze placéieren.

An der Diskussioun bei deene Jonke gëtt ëmmer op d'Qualifikatioun, op d'Formatioun higewisen, mä…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

…et leien awer och do keng Léisunge vir. Wann ee kuckt, wat fir Jonker dann elo versichen eng Formatioun ze kréien a wou se higinn, da muss een awer feststellen, laut de Statistiken, déi awer fiabel schéngen, dass besonnesch d'Lëtzebuerger Kanner éischter an de Secondaire classique drängen an déi net Lëtzebuerger Kanner an de Secondaire technique.

Bon, dat huet seng Ursaachen. Ass et elo eng Ursaach, well se eben am Primaire net virukommen, well se net matkommen, oder ass et eng falsch Beruffsorientéierung oder läit et drun, well se d'Moyenen net hunn? Well et gesäit een, am Secondaire technique ass et esou, dass d'Kanner, déi an d'Schoul ginn a bei e Patron mat schaffe ginn, eng Lehrlingsentschiedegung kréien, wouhigehend déi, déi an de Classique ginn, keng kréien.

Do kéint ee sech emol vläicht iwwerleeën, ob dat net eng Ursaach soll sinn, oder ob een net do och iergendwéi méi Ënnerstëtzung kéint ginn, fir dass och méi Kanner, ebe vun Netlëtzebuerger, kënnen de Wee an de Classique erafannen, wann dat sollen d'Ursaache sinn. Ech froe mech, ob déi Ursaachen och schonn eng Kéier analyséiert gi sinn.

Bei deenen eelere Leit, do ass de Problem nach méi grave. Wa mer awer engersäits ëmmer driwwer schwätzen, dass bei deenen eelere Leit de Problem méi grave ass, fir se op den Aarbechtsmaart ze kréien, a mir ginn awer hin a mir ginn de Patronen op där anerer Säit Instrumenter wéi de Reclassement externe, wou se sech dann deenen eelere Leit an deenen e bësse méi kranke Leit einfach kënnen entleedegen, an dass dann de Stat d'Käschten iwwerhëlt, da musse mer eis och eng Rei Froe stellen. Ech mengen, do ass et jo och esou, dass mer elo an der nächster Zäit déi Gesetzgebung wäerte revidéieren a kucken, fir déi Problemer aus der Welt ze schafen.

Wat d'ADEM ubelaangt, esou ass déi vill an der Diskussioun. Déi maachen hir Aarbecht an deem Beräich wou se se kënne maachen. Déi maachen hir Aarbecht an deem Beräich wou si gesetzlech Moyenen hunn. Mä ech stelle mer scho säit Längerem eng Fro: Wéisou bréngen d'Interimsgesellschaften - déi hei am Land jo aus dem Buedem wuesse wéi Pilzen, do muss jo awer décke Fric verdéngt ginn - et fäerdeg, Leit besser ze placéieren, oder méi séier ze placéiere wéi d'ADEM?

A wa mer eis dann d'Fro stellen, firwat dass mer méi Auslänner a Frontalieren hei an eisen Aarbechtsmaart erakréien, dann ass et ebe genau dofir, well déi Interimsgesellschaften zu 99% um auslänneschen Aarbechtsmaart rekrutéieren. Dat ass och ee Fakt, deen een emol eng Kéier berücksichtege muss an deen een och emol kloerstelle muss.

Dann ass d'Diskussioun hei gaangen iwwert d'Konkurrenz tëschent dem Privatsecteur

an dem öffentleche Secteur. Ma do gëtt et eng ganz einfach Léisung. Éischtens emol verdéngt den öffentleche Secteur méi. Zweetens hu se méi Aarbechtsplazenofsécherung. Ma dann ass et ganz einfach, da gitt deenen am Privatsecteur méi ze verdéngen, gitt hinnen eng besser Aarbechtsplazofsécherung, dann hu mer déi Diskussioun net méi. Esou einfach ass et! Mä da mussen awer natierlech verschidde Leit heibannen eng aner Kap undoen.

M. le Président.- Här Jaerling, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, ech wëll nach just zum Schluss eppes soen iwwert déi Flex-Security. Dat ass schonn eng Kontradiktioun a sech. Entweder hu mer Sécherheet oder mir hu Flexibilitéit. Flexibilitéit geet ëmmer, an dat ass bekannt, op Käschte vun de Salariéen a mir hu genuch Flexibilitéit an eiser Gesetzgebung fir d'Betriber, dass se kënne fonctionnéieren. An ech géif mengen et geet elo endlech duer. Mir brauchen net erëm eng Kéier nei Moyenen ze erfannen, fir eist Salariat nach méi ze veronsécheren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Ali Kaes. Här Kaes.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll am Kader vun dëser Debatt iwwert de Chômage respektiv iwwert d'Situatioun um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart mech méi spezifesch mat enger Populatioun befaassen, an zwar deene Mënschen, déi schwéier bis quasi guer net méi op eisem Aarbechtsmaart ënnerzebrénge sinn.

Als Demandeur d'emploi difficilement à placer ass een ze considéréieren, wann ee méi wéi sechs Méint beim Aarbechtsamt als Aarbechtssichenden agedroen ass. Als Personne éloignée du marché du travail ass een definitiv ze betruechten, wann ee méi wéi zwielef Méint net konnt vun de Placeure vun der Administration de l'Emploi un ee Betrib vermëttelt ginn.

Här President, wann een eis Statistike kuckt, da stellt ee fest, dass d'Zuel vun den Demandeurs d'emploi, déi méi wéi sechs Méint respektiv méi wéi zwielef Méint op der ADEM ageschriwwe sinn, permanent klëmmt. Hate mer 2003 am Mount September bei 7.202 Aarbechtssichende 1.596 Persounen, déi méi wéi sechs Méint, an 1.434, déi méi wéi ee Joer ageschriwwe waren, da sinn dës Zuelen am selwechte Mount 2007 op 1.774 respektiv 3.263, bei 9.230 Ageschriwwenen, geklomm. A Prozenter ausgedréckt heescht dat, datt ronn 55% vun allen Demandeure méi wéi sechs Méint a méi wéi 35% iwwer zwielef Méint keng Aarbecht konnten zougewise kréien, an dës Tendenz ass ganz kloer steigend.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Zuele beweisen, dass hei eng vun deene gréissten Erausfuerderungen ass fir déi mer an der Zukunft Léisunge musse fannen, wa mer net wëllen, dass dausende vu Leit riskéieren um Rand vun eiser Gesellschaft ze liewen. Et ass an deem Sënn och verwonnerlech, dass den Taux vun der relativer Aarmut hei zu Lëtzebuerg vun 11 op 14% eropgaangen ass.

D'Analys firwat an engem Land, an deem d'Zuel vun den Aarbechtsplazen an der Moyenne pro Joer ëm méi wéi 10.000 Unitéite steigt, mir trotzdeem esou vill Laangzäitaarbechtsloser hunn, ass net einfach an ass och net eleng op eng niddreg Qualifikatioun vun den Demandeuren zréckzefiéieren. Wann ee sech jorelaang am Beräich vun den Aarbechtsinitiativen engagéiert huet a sech mat där Problematik befaasst huet, da stellt ee fest, dass déi Leit, déi laang no enger Aarbecht sichen, méi Problemer gläichzäiteg hunn.

Ee Problem, dee ganz oft dobäi ass, ass effektiv dee vun der niddreger respektiv vu kenger Qualifikatioun. Dann ass eng fragil Gesondheet oft e Problem, dass Leit a sech méi eng schwéier kierperlech Aarbecht net kënne verriichten, dat heescht physesch behënnert Leit mat enger niddreger Qualifikatioun hu quasi guer keng Chance méi eng Aarbecht ze fannen.

Ech wëll an deem Kontext och drun erënneren, datt mer vill Leit, déi e Reclassement externe hunn, ënnert de Laangzäitaarbechtslose bei der Administration de l'Emploi erëmfannen, well se duerch hiren Handicap respektiv duerch hiren Alter net méi fir all Aarbecht a Fro kommen.

Jo, den Alter ass ebenfalls ee Facteur, dee ganz oft eng Roll spillt, fir nach eng Aarbechtsplaz ze fannen, trotz där favorabeler Gesetzgebung, wou d'Betriber iwwer Jore respektiv iwwert d'Pensioun vun de Concernéierten iwwert de Wee vum Remboursement vun de Cotisatiounen an anere Mëttelen enorm Ënnerstëtzunge kënne kréien.

Mir fannen och ëmmer méi Leit, déi Alkoholan Drogeproblemer hunn, oder déi mat Depressiounen oder anere psychesche Krankheete gehandicapt sinn. Dëst kënnt oft doduerch, datt se schwéier Momenter an hirem Liewen net verkraft hunn, wéi den Doud vun engem Familljemember, den Divorce oder eben och de Verloscht vun der Aarbechtsplaz, an dat ganz oft net duerch eegent Verschëlden, mä duerch eng Faillite respektiv duerch eng Faillite frauduleuse. Grad bei dëse Leit, déi doduerjer an en Däiwelskrees erarutschen, hëlt d'Zuel vun de Problemer zou an en Auswee gëtt ëmmer méi schwéier.

Bei dëse Leit kënnt dann och oft dobäi, datt se schlussendlech Schwieregkeeten hunn eng adequat Wunneng ze fanne respektiv sech eng adequat Wunneng leeschten ze kënnen. Dëst féiert dann dozou, datt déi perséinlech Soinen, wéi zum Beispill d'Kierperhygiène, vernoléissegt ginn, wat verständlecherweis bei engem Virstellungsgespréich negativ Auswierkungen huet.

Net vergiessen dierf een hei och, datt et fir verschidde Leit duerch hir familiär Situatioun bal net méiglech ass enger geregelter Aarbecht nozegoen. Ech denken do zum Beispill un eleng erzéiend Fraen oder Männer, déi no der Scheedung op eemol mat e puer Kanner eleng do stinn, ouni déi néideg Ënnerstëtzung, a se sech et guer net kënne leeschten hir Kanner versuergen ze loossen, wat jo awer, mengen ech, déi éischt Viraussetzung ass, fir kënnen enger geregelter Aarbecht nozegoen. Hei si ganz sécher Maisons relais eng Deeläntwert drop.

Hautdësdags ass et och oft esou, datt een e Führerschäi muss hunn, fir villen Aarbechte kënnen nozegoen. Leit, déi also kee Permis hunn, an där ginn et an deem besonneschen Ëmfeld vill, komme ganz einfach fir verschidden Aarbechten oder Aarbechtsplazen net a Fro.

Och Leit, déi eng Kéier mat dem Gesetz a Konflikt komm sinn an doduerch am Prisong souzen, a wann et och nëmme fir eng ganz kuerz Zäit war, hunn et ganz schwéier en Job ze fannen, an dat souguer wa se eng ganz gutt Qualifikatioun hunn. Hei ass de Wee iwwer eng Beschäftegungsinitiativ oft déi eenzeg Méiglechkeet, fir an eiser Gesellschaft erëm salonfäeg ze ginn.

Nieft all deene bis elo opgezielte Problemer ass d'Iwwerverschëldung eng weider Ursaach net méi d'Kéier ze kréien, well engem déi elementaarste Moyene feelen, fir kënnen enger geregelter Aarbecht nozegoen.

Schold un esou munch Situatioun ass ganz einfach d'Facilitéit mat där ee Sue geléint kritt fir een deieren Auto, eng Vakanz oder aner vermeidbar Ausgaben, anerersäits, wann ee sech e séchert Doheem wëllt uschafen, da gëtt awer d'Lat esou héich geluecht, datt et ganz schwéier bis onméiglech ass Suen heifir geléint ze kréien. Ouni en onbegrenzten Aarbechtsvertrag huet een an der Regel keng Chance e Prêt fir en Haus oder eng Wunneng accordéiert ze kréien.

Bei deene Jonken, déi keng Aarbecht fannen, ass fir d'Patronen oft déi feelend Experienz respektiv d'Uluecht, wéi se sech fir eng Aarbechtsplaz presentéieren, eng Ursaach fir se net anzestellen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi kënne mer dës Problemer all ugoen? A mengen Ae kann eng Administration de l'Emploi eleng net all dëse Problemer begéinen. Hei misst op allen Niveaue vun der Gesellschaft en Ëmdenke geschéien, fir dëse Leit eng Chance ze ginn a se eben net un de Rand vun eiser Gesellschaft ze bréngen.

D'Beschäftegungsinitiativen an aner sozial Strukture si sécherlech eng Deeläntwert op dës Problematik, an duerch déi intensiv an individuell Betreiung a Begleedung iwwer eng bestëmmten Zäit an dëse Strukture konnte vill Leit de Wee zréck an eng normal Situatioun fannen. Déi meescht Leit hunn a sech keng Ahnung wat fir een Zäitopwand, wat fir ee Fachwëssen an Engagement erfuerdert ass, fir eng Persoun erëm fit ze maache fir den normalen Aarbechtsmaart. Erlaabt mer, datt ech hei kuerz esou e Wee beschreiwen.

Ganz wichteg ass et am Ufank e Bilan de compétence ze maachen, fir engersäits där eenzelner Persoun hir Fäegkeeten, awer och virun allem hir Defizitter kënnen ze erkennen. Heizou gehéieren dann och d'Analys vun all deene Problemer, déi ech virdrun opgezielt hunn. Da geet et drëm eng praktesch an theoretesch Formatioun mat de Leit ze maachen, wou ëmmer erëm an Zwëschebilanen an a Gespréicher Problemer opgeschafft ginn, bis ganz einfach d'Employabilitéit vun deene respektive Persounen erëm esou grouss ass, datt se eng reell Chance hunn, en Job um normalen Aarbechtsmaart ze fannen.

Enorm wichteg, Dir Dammen an Dir Hären, ass et, datt de Wee zréck bei de Patron erfollegräich ass, well all weideren Echec d'Persoun an nach méi en déift Lach gehäit. Ech mengen net, datt fir vill vun de Laangzäitchômeuren den direkte Wee bei e Patron dee richtegen ass fir hinnen eng reell Chance ze ginn, fir an d'Beruffsliewen zréckzekommen, mä datt eng Zwëschenetapp mat enger intensiver Betreiung, wéi se an de Beschäftegungsinitiative geschitt, déi eenzeg Méiglechkeet fir si ass, zréck an en normaalt Liewen ze fannen.

Mir mussen awer an Zukunft ganz sécher och no Weeër siche fir Leit ze beschäftegen, déi net méi bei engem normale Patron ënnerdaach kommen. Hei soll de Projet de loi 5144 iwwert de Chômage social deen néidege Kader schafen.

Mir hunn hei am Land a sech d'Méiglechkeet, fir am net konkurrenzielle Beräich Aarbechtsplazen ze schafen, fir dës Leit ze beschäftegen. Wuelwëssend, datt do keng Rentabilitéit méiglech ass, wat eis awer nach ëmmer manner kascht, wéi hinne just Chômagegelder oder RMG ze ginn, ouni datt se dofir mussen enger geregelter Tätegkeet nogoen.

Wichteg fir dës Leit - an den Här Meisch huet et och virdru scho gesot - ass och ganz sécher d'Gefill, nach ëmmer gebraucht ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech denken hei zum Beispill un de Geméisberäich, wou et schonn eng ganz Rei vun Experienze gëtt a wou ganz vill Méiglechkeeten opstinn. Oder och un de Kleederberäich, wou mer virun net allze laanger Zäit honnerte vun Aarbechtsplazen hei am Land opginn hunn, well se ganz einfach net méi rentabel waren. Ouni datt mer esou Pisten, Dir Dammen an Dir Hären, entwéckelen, wäerte mer et net fäerdeg bréngen, datt d'Zuel vun de Laangzäitaarbechtslose respektiv den Aarbechtslose mat niddreger Qualifikatioun wäert erofgoen.

Ech gleewen drun, datt, wa mer e gutt Gesetz aus dem Projet de loi 5144 maachen, wou mer déi sozial denkend Leit an déi sozial Strukturen an dësem Beräich stäerken, mir en Deel vun eisem Chômage wäerten an de Gréff kréien, wëssend, datt mer an Zukunft e bestëmmte Prozentsaz vun der Population active net an där ëmmer méi technesch orientéierter, komplizéierter Wirtschaft an normale Betriber ënnerdaach kréien, mä si an anere Beräicher ganz einfach musse beschäftegen.

Mir mussen also mat dem Projet de loi 5144 de Spagat maachen, fir schwéier placéierbar Demandeurs d'emploi duerch d'Beschäftegungsinitiativen ze transitéieren, dat heescht fit ze maachen, mat der Finalitéit, eng Aarbechtsplaz an engem normale Betrib ze fannen, a selbstverständlech fir datt se e selbstständegt Liewe kënnen organiséieren, a fir op där anerer Säit kaum nach ze placéierend Leit definitiv an der Beschäftegung ze halen.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Clement.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villes wat de Chômage hei am Land betrëfft, ass haut och op dëser Tribün gesot ginn. Et goufe vill Virschléi gemaach vun alle Riedner. Analyse bis an de klengsten Detail goufen opgefouert. Duerfir, Här President, erlaabt mer just eng méi allgemeng Remarque dozou.

Ech weess an ech hunn et haut och schonn e puermol héieren, datt mir ënner all deene Leit, déi eng Schaff sichen, e gewëssene Prozentsaz hunn, déi méi schwéier ze vermëttelen oder bal guer net ze vermëttele sinn, fir um éischten Aarbechtsmaart eng Aarbecht ze fannen. D'Integratioun oder d'Reintegratioun op den éischten Aarbechtsmaart vu méi schwéier vermëttelbare Persounen ass d'Zil vun deene verschiddenen Initiatives sociales, déi an dësem Domän schaffen.

Mat der Orientéierung, Här President, a mam Zil, dat viséiert gëtt, sinn ech duerchaus averstanen. Mä Problemer gesinn ech, wann dës Initiativen op eemol a Konkurrenz mam Privatsecteur kommen. Hei kënnt et dann zwangsleefeg, gewollt oder ongewollt, zu enger Concurrence déloyale, einfach well mer hei mat ënnerschiddleche Finanzéierungsmechanismen ze dinn hunn.

Fir dësem Problem besser ze begéinen, begréissen ech, datt de Minister fir d'Aarbecht, den Här Biltgen, a sengem Projet de loi fir de Rétablissement du plein emploi elo virschléit, fir déi zwee Secteuren, d'Initiativen an de Secteur privé, esou wäit dee sech dann awer och de Kritären, déi gefrot ginn, ënnerwerft, à pied égal ze setzen, wat déi finanziell Hëllefe betrëfft. Ass de Secteur privé elo interesséiert an hien hëlt déi Erausfuerderung un, stinn him op jidde Fall déiselwecht Moyenen zur Verfügung, wéi den Initiativen och. Et soll awer fir kee vun de Partner en Nodeel oder e Virdeel bestoen, wann et drëm geet, bei Ausschreiwungen a Konkurrenz kënnen ze trieden.

Bei dësem Modell iwwerhëlt de Stat, wann d'Kritären erfëllt ginn, 100% vun de Léin, déi bezuelt ginn. Dat ass, Här President, sécherlech eng enorm Ustrengung vun der öffentlecher Hand, oder besser gesot vun der Allgemengheet hei zu Lëtzebuerg. Mä et ass net dat Wichtegst. Dat Wichtegst ass, datt méiglechst vill Leit iwwert dëse Wee awer zum Deel an iergendenger Form op jidde Fall emol um Aarbechtsmaart bleiwen an doduerch ëmmer erëm eng reell Chance hunn, fir dann och op den éischten Aarbechtsmaart erëmzekommen.

M. le Président.- Här Clement, erlaabt Der eng Zwëschefro vum honorabelen Här Krieps?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Ech wollt den Här Clement froen, ob hien derfir ass fir de primären Aarbechtsmaart, den éischten Aarbechtsmaart ze subventionéieren. Dir hutt dat jo elo entwéckelt, fir e gläichzestelle mam sozialen Aarbechtsmaart. Ech mengen, do fänkt Der awer u liicht ze iwwerdreiwen. Dat ass meng Aschätzung.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Neen, dat ass souguer am Projet de loi, wann Der dat gekuckt hutt, virgesinn. Ech iwwerdreiwen do net, well ech hu gesot, de Secteur privé kritt nëmmen déi Ënnerstëtzungen och zu 100% vum Remboursement vum Loun, wa si sech och deene Kritären ënnerwerfen. Wann ech déi Kritäre kucken, déi d'Initiatives sociales hunn, dat heescht, si mussen och déi Leit, déi ganz schwéier vermëttelbar sinn, mat eran op den Aarbechtsmaart huelen, déi haut awer kee Patron hëlt, obschonn en Hëllefe kritt, mä de Patron hëlt sech am Prinzip nëmmen déi, wou en och kann eppes domat ufänken, wou en net onbedéngt sech muss domat amëséieren, datt se iwwerhaapt sollen um Aarbechtsmaart bleiwen.

Dohier sinn ech der Meenung, wann de Secteur privé seet, mir wëllen dat och maachen, wa mer déiselwecht Ënnerstëtzung kréien, da soll een dem Secteur privé do d'fräi Wiel loossen, mä da musse se sech och deene Kritären do ënnerwerfen, wéi déi aner och.

(Interruption)

Zu den Ausschreiwunge wollt ech soen, datt ech där Meenung sinn, datt de Stat a virun allem awer och de Bauteministère sech do un déi allgemeng Regelen hale soll, déi d'Marchés-publics-Gesetz virgesäit, wann et drëm geet Aarbechten ze verginn. Dat si jo och - an den Ali Kaes huet dat ewell gesot - gewéinlech Aarbechten am Gaardeberäich oder wéi d'Instandhale vun de Baussen-, Aussen- a Mëttelsträifen op eisem Réseau routier. A wéi gesot, wéi ech elo dem Här Krieps gesot hunn, ech ka mer och duerchaus virstellen, datt bei dësen Ausschreiwunge selbstverständlech sozial Kritäre musse mat erafléissen, mä da gëllen déi jo esou oder esou fir all Partner.

Här President, mir erfannen d'Rad jo net nei. Ech hunn och net héieren, datt haut een et nei erfonnt huet, an duerfir, Här President, hunn ech nach zwee Punkten a menger Ried, déi ech schonns bei anere Geleeënheeten hei op der Tribün ugeschnidden hunn an déi mer awer zimlech um Mo leien.

Den éischte Punkt betrëfft de Rôle vun der ADEM. Do ass och scho vill driwwer geschwat ginn. Mir hu jo hei am Land eng Hällewull vu Mesuren, déi de Chômage betreffen. Déi eng si fir den Demandeur d'emploi selwer, déi aner kommen dem Patronat ze-

gutt. Mat deene wëll ech mech elo emol beschäftegen.

(Interruption)

Wann ech dobaussen emol esou mat de Patronen diskutéieren oder mat führende Persounen aus de Betriber iwwert déi verschidde Mesurë schwätzen, déi et scho gëtt, oder déi, déi et nach net gëtt, oder déi, déi eréischt virgesi sinn, sinn ech ganz dacks erstaunt iwwert de wierklech minimale Wëssensstand vun dëse Leit, wat esou Mesurë betrëfft. Ech muss awer och soen, déi Zäit wou ech selwer Patron war, dat war bei mir och net der Däiwel vill Aarbecht.

Aus dëse Grënn, Här President, sinn ech der Meenung, datt ee sech bei der ADEM soll wierklech Gedanke maache fir dee perséinleche Kontakt, dat perséinlecht Gespréich mam Betrib ze sichen, a virun allem mat deem klenge Betrib ze sichen, dee keng Zäit huet fir all dat ze liesen, wat hie geschéckt kritt. Et muss een dat menger Meenung no verstäerkt am Virfeld maachen, an net eréischt wann e Betrib sech outet oder erkläert, wann hien eng Aarbechtsplaz an dësem Sënn wëllt schafen.

Et muss een d'Gespréich mam Betrib am Virfeld sichen, an zwar fir all déi Moossnamen, déi et gëtt, ze erklären. Eréischt wann dëse wuelwëssend sécherlech groussen Effort säitens vun der ADEM gemaach gouf, kann ee berouegt soen, datt ee wéinstens alles ënnerholl huet vun där Säit, säitens der Administratioun, fir deene jonke Leit eng Schaff an engem Betrib ze vermëttelen.

Et muss also d'ADEM verstäerkt op de Betrib zougoen, well, Här President, et ass ëmmer nach de Betrib, dee Leit astellt, an et ass soss keen, deen astellt.

Deen zweete Punkt betrëfft dann och nach den Apprentissage. Mir hunn nieft dem klasseschen Apprentissage iwwert de Wee vum Gesetzesprojet 5622 nach aner Forme vun Ausbildungsweeër. Als Beispill fir anerer zitéieren ech den Exposé des motifs zum Volet „Formation initiale": «La formation professionnelle initiale a pour objet de donner aux jeunes, mais également aux adultes qui n'ont pu en bénéficier dans leur jeunesse, une formation générale, théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme officiel.»

Mir kennen elo dräi Ausbildungsweeër: éischtens, dee klasseschen Ausbildungswee, den Apprentissage mat enger jee no Beruff a jee no Ausbildungsjoer minimaler Rémunératioun säitens dem Betrib; zweetens, den CIE, wat jo och zum Deel en Ausbildungswee ass, dee mat 80% vum Mindestloun rémunéréiert gëtt, bei enger 32-Stonnewoch, plus eng eventuell Prime ass do an Aussiicht gestallt; dee verschaaft awer op d'mannst och Accès zu engem drëtten Ausbildungswee, der Formation professionnelle initiale.

Eng Formatioun, déi hirersäits dann op d'mannst erëm zu 100% vum Mindestloun...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir misst onbedéngt den Här Clement drun erënneren, datt der CSV hir Zäit schonn ofgelaf ass.

Une voix.- Se ass nach net ofgelaf.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Also, Här Gibéryen, ech wëll Iech do direkt äntwerten. Éischtens emol eng Kéier...

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu mam Här President geschwat.

Une voix.- Dir hutt eng Fro gestallt.

M. le Président.- Ech wëll just soen, Här Gibéryen, d'CSV huet 34 Minutten Zäit. Wéi Dir mech ënnerbrach hutt hei, do war et just 33 Minutten an esou vill Sekonnen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt soen, Här President, Dir hat mech och eng hallef Minutt virum Schluss ënnerbrach.

M. le Président.- Neen, ech hunn...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach! Dir hutt mech virun der Zäit drop opmierksam gemaach. Ech wollt Iech dat soen, well Der dat elo vergiess hat.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ganz richteg.

M. le Président.- Mä, den Här Clement ass souwisou och elo fäerdeg hei, well d'Zäit vun der CSV effektiv ofgelaf ass.

Une voix.- Den Här Clement ass amgaange Géigegewiicht géint dat ze setzen.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, ech muss awer soen, ech si ganz erstaunt iwwer Ären Disput hei mam Här Gibéryen. Ech hu missen op eng Fro äntwerten. Da loossen ech déi nächste Kéier keng Fro méi zou, an da géif ech meng Ried, well ech hunn nach genau fir anerhallef Minutt, nach gären halen.

Une voix.- Ah sou! Dat sinn zweeerlee Mooss.

M. le Président.- Neen, dat si keng zweeerlee Mooss. Här Clement, Dir musst effektiv elo zum Schluss kommen.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, da soen ech Iech Merci, datt...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech protestéieren do dergéint, Här President.

(Interruptions)

Une voix.- Ech ginn Iech muer eng Minutt vu menger Zäit.

(Hilarité)

Une voix.- Dat ass lachhaft.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Neen, dat ass net lachhaft!

M. le Président.- Sou! Den honorabelen Här Glesener!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass net fir d'éischt, dat do!

(Brouhaha général)

Här President, wat fir eng Zäit huet den Här Glesener dann elo?

M. le Président.- Ma den Här Glesener huet d'Wuert gefrot, fir eng Motioun ze déposéieren. Da waart emol of, Här Gibéryen, bis datt Der wësst ëm wat datt et geet, an da mellt der Iech! Här Glesener.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et war bal bis zum Schluss ee ganz responsabelen Débat iwwer ee Problem, dee wierklech ëmmer méi prekär hei zu Lëtzebuerg gëtt. Deemzufolleg hu mer probéiert dat Wesentlecht, wat hei gesot ginn ass, a 15 Punkten ze résuméieren a Form vun enger Motioun.

Dat féiert dann zu zwou oder dräi Schlussfolgerungen, wuelwëssend datt all Partei seng eege Prioritéite setzt wéi de Chômage kann a soll bekämpft ginn. Mä mer waren der Meenung, datt et méiglech wier eis op ee Minimum vu Konsens ze eenegen, dee mir kéinte gemeinsam un d'Regierung erundroen, fir aus deem ganzen Dilemma erauszekommen. Deemzufolleg invitéiere mer d'Regierung zesumme mat de Responsabele vun der ADEM den Dialog mat de Sozialpartner weiderzefëieren, fir zu engem Reformprojet ze kommen iwwert d'ADEM.

An deem Kontext wëlle mer awer och ganz kloer zum Ausdrock bréngen, datt mir als Chamber och eis Responsabilitéit wëllen droen an och ze droen hunn, an deemzufolleg an déi Diskussioun an där zoustänneger Kommissioun matagebonne wëlle ginn. Deemzufolleg verlaange mer vun der Regierung, an deene schnellstméiglechen Délaien een Avant-projet vun enger Form vun der ADEM ze presentéieren.

Da soe mer, datt et noutwendeg ass - an et ass och hei drop higewise ginn an deem Débat - fir de Bilan vun deenen neien Invaliditéitsgesetzgebungen ze finaliséieren, an ënner Emstänn déi noutwendeg Ännerungen, déi sech opdrängen, duerchzefëieren, an zum Schluss eng permanent Evaluatioun vun alle Moossnamen, déi getraff gi sinn, fir d'Aarbechtslosegkeet ze verhënneren, Aarbechtslosegkeet ofzebauen, fir déi ze evaluéieren, a wann et noutwendeg ass fir och de Courage ze hunn, dann déi sech opdrängend Reformen hei virzehuelen.

Voilà! Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass den Inhalt vun där Motioun. Déi Motioun dréit keng fënnef Ënnerschréften, well mer der Meenung waren, datt dat ee Konsens kéint sinn, wou all Parteien an all Fraktioune sech kéinten uschléissen. Dat ass ee Minimum u Konsens un d'Adress vun der Regierung, fir och dann eis Responsabilitéit hei zum Ausdrock ze bréngen. Ech géif also de Wonsch zum Ausdrock bréngen un all déi aner Fraktiounen, wa méiglech dëser Motioun hir Zoustëmmung ze ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant:

- que malgré une légère baisse au cours de ces derniers mois, due en partie à la conjoncture économique favorable de ces trois dernières années, la situation du chômage au Grand-Duché demeure précaire;

- qu'il touche plus particulièrement les personnes âgées, sans qualification, handicapées ou à taux de capacité de travail réduite, de même que celles ayant des problèmes sociaux, familiaux ou de santé;

- que le taux d'emploi des femmes et surtout des personnes âgées, malgré son évolution positive de ces dernières années, reste relativement bas;

- que si différentes mesures concrètes ont été prises ces dernières années pour promouvoir notamment l'emploi des personnes âgées ou encore celui des personnes handicapées, il n'en reste pas moins vrai que les instruments en place se doivent d'être coulés dans une stratégie globale de lutte active contre le chômage structurel;

- que la lutte contre ce phénomène ne peut passer que par une prise en charge individuelle et intensive des chômeurs difficiles à placer afin d'en augmenter l'employabilité;

- que les mesures traditionnelles en faveur de l'emploi ne permettent pas toujours d'atteindre cet objectif;

- qu'il échoit dans ce contexte de finaliser le projet de loi 5144 relatif au rétablissement du plein emploi en vue de compléter l'arsenal des mesures en faveur de l'emploi;

- que depuis l'entrée en vigueur de la loi du 22 décembre 2006 promouvant entre autres le maintien dans l'emploi, la proportion des mesures en faveur de l'emploi des jeunes offrant une réelle perspective d'emploi a augmenté;

- qu'il s'en suit que la philosophie d'activation qui trouve son expression dans la loi précitée du 22 décembre 2006 est confirmée;

- qu'il n'en demeure pas moins que de nombreux jeunes restent touchés par le chômage;

- que le chômage des jeunes est avant tout dû à un manque de qualification; le taux de chômage étant en effet particulièrement important parmi les jeunes qui ont quitté le système scolaire de manière précoce et ne disposent d'aucun diplôme ni d'aucune formation;

- qu'à la problématique du décrochage scolaire s'ajoute encore celle de l'orientation et des choix professionnels des jeunes qui ne correspondent pas toujours aux besoins du marché du travail de sorte qu'il existe une véritable inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi;

- que le thème du chômage est complexe et nécessite une approche globale et coordonnée associant l'ensemble des acteurs concernés, aussi bien dans le domaine des politiques de l'emploi que dans ceux des politiques d'éducation et de formation, des politiques sociales et des politiques économiques;

- qu'il est un fait que l'Administration de l'Emploi joue un rôle clé à l'intersection entre l'offre et la demande d'emploi et qu'il échet d'adapter son fonctionnement aux contraintes et à l'évolution du marché de l'emploi;

- que l'audit du service public de l'emploi réalisé à la demande du Ministre du Travail et de l'Emploi par l'OCDE a mis le doigt sur un certain nombre d'incohérences liées notamment au statut et aux missions de l'ADEM, mais également aux outils de travail de cette administration;

- que l'OCDE a formulé une série de recommandations à ce propos;

- que si une partie de ces recommandations ont d'ores et déjà été transposées dans le cadre de la loi précitée du 22 décembre 2006, il n'en demeure pas moins qu'il reste encore des points qui méritent réflexion dont notamment l'autonomie de l'ADEM;

invite le Gouvernement

- à continuer, ensemble avec les responsables de l'ADEM, des discussions avec les partenaires sociaux sur les prochaines étapes de la réforme de l'ADEM en s'inspirant des recommandations de l'OCDE à ce propos;

- à tenir la Chambre des Députés informée de l'avancement des discussions;

- à soumettre, en cas de besoin, dans les meilleurs délais un avant-projet de loi visant à réformer l'ADEM;

- à finaliser le bilan sur les dispositions contenues dans les lois du 21 décembre 2004 modifiant le code des assurances sociales et la loi modifiée sur le contrat de travail et du 1er juillet 2005 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle;

- à évaluer de manière permanente la mise en œuvre et l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi afin de les adapter continuellement aux évolutions constatées sur le marché de l'emploi et/ou de les ramener, en cas de besoin, à leurs buts initiaux.

(s.) Marcel Glesener, John Castegnaro, Aly Jaerling, Ali Kaes, Romain Schneider.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. D'Wuert huet elo den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Ech soen all deene Riedner, déi hei seriö Beiträg geliwwert hunn, Merci. Well ech mengen, dass et wichteg ass, dass een iwwert de Chômage schwätzt, an dass ee kuckt zu deene Strukturreformen ze kommen, déi ee soll maachen. Ech stelle fest, dass et nach laang net ëmmer duergeet, fir iwwert...

Une voix.- Méi haart!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, emol eng Kéier, wou ech manner haart schwätze wéi Dir.

(Hilarité)

Ech schwätzen dann e bësse méi haart.

Well ech awer ëmmer erëm déiselwecht Froe gestallt kréien an nach ëmmer och d'Illusioun zum Beispill virherrscht, dass mer Plein d'emploi géife kréien an de strukturelle Chômage géife bekämpfen duerch eng ADEM-Reform. D'ADEM-Reform ass wichteg, mä et ass nëmmen een Element vun deene Problemer, déi mer effektiv um Aarbechtsmaart hunn.

Wann een den Aarbechtsmaart analyséiert, da muss een ëmmer kucken: Wat ass den Deel vu strukturelle Problemer a wat ass den Deel vu konjunkturelle Problemer? Konjunkturell Problemer ginn et all Dag: Betriber, déi zoumaachen; Betriber, déi ofbauen. Dat si konjunkturell Problemer. Doduerch komme Leit an de Chômage, an da muss ee kucken deenen ze hëllefen aus dem Chômage erauszekommen.

Selbstverständlech ass et ganz kloer, dass d'Evolutioun vum Chômage, am Gudde wéi am Schlechten, wann en eropgeet wéi wann en erofgeet, konjunkturofhängeg ass. Et kann ee weder soen, dass d'Politik keng Influenz huet, nach kann ee soen, dass d'Konjunktur keng Influenz huet. Zu Lëtzebuerg huet d'Konjunktur nach ëmmer déi gréissten Influenz.

Den Här Meisch hat virdru gesot: Am Ausland ass et esou, dass bei 2,5% Croissance de Chômage erofgeet. Dat funktionéiert zu Lëtzebuerg net, well mer een Aarbechtsmaart hunn, dee keen Aarbechtsmaart ass, well eisen Aarbechtsmaart an der Groussregioun ass. Wa mer Zifferen iwwert d'Groussregioun hätten, da kéint een dat dote vläicht feststellen: dass mer nämlech, wa mer zu Lëtzebuerg vill Croissance hunn, och - an ech mengen, dass een dat kéint feststellen an der Groussregioun - de Chômage erofgeet.

Dofir ass déi Ziffer vu 4%, déi genannt gouf vun der Croissance, eng, déi de Statec empiresch opgestallt hat opgrond vun den Entwécklunge vun de leschte Joren. Ech menge jo, dass souguer déi Ziffer haut vläicht aneschters wär. Liicht méi héich. Woufir? Well mer de Problem eben hu vu Leit, déi an de strukturelle Chômage falen, dass et der där ëmmer méi ginn. An dat ass e bësselchen de Punkt.

Wa mer elo emol d'Zifferen huele wéi an deene leschte Méint an och an deene leschte Joren d'Entwécklung war, da stelle mer eigentlech fest, dass duerch d'Ukuerbele vun der Wirtschaft d'Zuele vun deene Leit, déi betraff sinn, erofginn. Wann ech eleng de September 2007 par rapport zum Dezember 2006 huelen, da stelle mer fest, dass mer am September 2006 9.497 Demandeurs d'emploi haten, dovunner d'Halschent Chômeuren, also Indemniséierter, plus 3.988 an de Beschäftegungsinitiativen. Dat waren der 13.485.

Am September 2007 hate mer 9.230 Demandeurs d'emploi, also liicht manner wéi ee Joer virdrun, a virun allem 3.367 an de Beschäftegungsinitiativen, also e gudde Krack manner wéi d'Joer virdrun. Doduerch hate mer insgesamt, wa mer d'ganz national Populatioun huelen, mat där d'ADEM ze dinn huet, 888 Leit manner vun engem Joer an dat anert.

Wa mer dat dann e bësse synthetiséieren, da stelle mer fest, dass op engem Joer d'Gesamtbevölkerung vun der ADEM ëm

10% zréckgaangen ass. Mä innerhalb vun där Bevölkerung - an do kommen d'Problemer hier - ass déi Bevölkerung, déi Laangzäitchômeure sinn - also déi wierklech Schwieregkeeten hunn op den Aarbechtsmaart zréckzekommen; well wann ee bis zwielef Méint keng Schaff huet, da ginn et wahrscheinlech eng ganz Partie Ursaache woufir et och duerno nach vill méi schwiereg gëtt zréckzekommen -, ëm 10% geklommen.

An déi Bevölkerung vun deenen, déi gesondheetlech Problemer hunn, nämlech déi, déi entweder den Handicapéiertestatut hunn, oder déi an engem Reclassement externe sinn, där hir Zuel ass ëm 50% an d'Luucht gaang. Wa mer da wëssen, dass déi Leit, déi an engem Reclassement externe sinn, also déi Leit, déi gesondheetlech Problemer hunn, och erëm eng Kéier zu 60% Leit sinn, déi Laangzäitchômeur sinn, zu 80% Leit sinn, déi méi wéi 40 Joer hunn, an zu 60% Leit sinn, déi nëmmen d'Primärschoul hunn, an dann hunn ech keng Statistiken iwwer hir Sproochkenntnisser, jo da muss een einfach wëssen, dass déi dote Bevölkerung dauernd wiisst an dass eben doduerch och de Gesamtchômage net esou erofgeet, wéi en eigentlech hätt missen opgrond vun der wirtschaftlecher Entwécklung erofgoen. Dat ass also e Punkt, deen een einfach muss wëssen.

Elo kann een de Geck domadder maachen, „dat ass strukturelle Chômage". Ech maachen net gär de Geck mat engem, dee Problemer huet fir eng Plaz ze fannen. Do sinn der och, déi net seriö sinn. Mä et sinn der ganz vill, déi einfach schlecht dru sinn. Et muss ee wëssen zum Beispill, dass beim Aarbechtsamt op d'mannst 1.000 Leit ageschriwwe sinn, déi weder Däitsch nach Franséisch nach Lëtzebuergesch nach Englesch kënnen. Fir déi erëm fit a flott ze maache fir den Aarbechtsmaart, dat geet net esou einfach.

Et muss ee jo wëssen, gëschter sinn déi Zuele bekannt gi vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, dass all Joer e puer honnert - ech weess d'Ziffer net méi, déi d'Madame Rodesch genannt hat - Kanner an de Primärschoulunterrecht kommen, déi eis Sproochen net kennen. Am Secondaire waren et d'lescht Joer 1.000 Kanner, déi komm sinn. Do kënne mer och nach déi beschte Schoulreforme maachen, mä do ass et ganz schwiereg, déi op e Wee ze kréien, dass se aus der Schoul zu Lëtzebuerg esou erauskommen, dass se direkt op den Aarbechtsmaart kommen.

Elo ass d'Léisung schwiereg ze fannen. Déi sinn awer nun do, déi kommen. Dat sinn alles Communautärer, déi all Joer legal heihinner kommen an déi Problemer duerstelle fir d'Schoul. Dat muss een also alles wëssen, wann een d'Äntwert gär sicht, woufir mer e Chômage hunn, deen zu Lëtzebuerg wuel am europäesche Verglach niddreg ass, mä fir eis Verhältnisser, wat mer och gewinnt waren, vill ze héich ass.

Et muss ee wëssen, dass dat engersäits mam Drock vun der Groussregioun ze dinn huet. Gott sei Dank besteet deen Drock vun der Groussregioun, well soss géife mer déi Plazen, déi mer schafen, ni alleguer besetzen. Op där anerer Säit muss ee wëssen, dass op all Aarbechtsmaart an all Land déi, déi Leit schlecht dervukommen, déi Schwaach sinn. An déi Schwaach sinn net nëmmen déi Netqualifizéiert. Elo wou d'Wirtschaft unzitt, kréie mer och méi Netqualifizéierter ënnerdaach wéi virdrun.

De Problem ass, dass net d'Qualifikatioun eng grouss Erklärung derfir ass, dass een an de Chômage kënnt, mä bei ganz ville vun deene Leit - an dat ass ugeklongen och virdrun, beim Ali Kaes zum Beispill, wann hie vun de Beschäftegungsinitiative schwätzt - ass de Problem net eleng d'Netqualifizéierung, mä läit de Problem bei enger ganzer Partie anere soziale Problemer, familiäre Problemer, Gesondheetsproblemer, déi einfach maachen, dass een net stabiliséiert ass, fir am éischten Aarbechtsmaart ënnerdaach ze kommen.

Heiansdo kritt d'Aarbechtsamt déi Leit op eng Plaz, an dann no dräi Deeg fale se aus bei deem éischte Patron, da gi se bei deen zweete Patron, a beim drëtte Patron spéitstens ass dee verbrannt. Wann een de Rapport liest vum leschte Joer vum Aarbechtsamt iwwert de Chômage an de Rapport hëlt vum Service SAPDE, dee jo och virdrun ugesprach gouf, da stellt ee fest, dass 63% vun deene Leit, déi dës Atelierë gesinn hunn, an dat waren der relativ vill, ganz wäit ewech si vum Aarbechtsmaart. Dat muss een einfach wëssen! Da geet et net drëm fir mat deene Leit de Geck ze maachen a se mat enger Klimaanlag am Auto ze vergläichen. Dat si schwiereg Fäll wou mer musse kucken, dass mer Léisunge fannen.

Dann nach e Wuert zu de Grenzgänger. D'Grenzgänger huelen am Solde 75% vun den neien Aarbechtsplazen an, awer net am Flux. Woufir sinn et 75%? Majo well der och dauernd Einheimescher an d'Pensioun ginn. Vu dass d'Grenzgänger eng relativ jonk Populatioun sinn an dovunner wéineg an d'Pensioun ginn, mä vun den Einheimeschen, vun de Résidenten der vill an d'Pensioun ginn, ass herno de Sold um Aarbechtsmaart 75/25. A Wierklechkeet ass dat awer méi équilibréiert.

Dat Zweet, wat ee muss wëssen, ass, dass déi Aarbechtsplazen, déi zu Lëtzebuerg geschaf ginn, wou och d'Secteuren - Här Castegnaro, do huet de Statec relativ vill geschafft iwwert d'Secteuren - bekannt sinn, déi Aarbechtsplaze geschaf hunn, zu 56%, seet de Statec, bei eis Bac+-Aarbechtsplaze sinn. Et muss ee wëssen, dass zu Lëtzebuerg nëmme 25% vun eiser Jugend, egal wat fir eng Nationalitéit, zu engem Bac+ kënnt.

Mir däerfen net nëmmen eleng d'Grenzgänger huelen, mir mussen och d'Immigratioun kucken. Mir hunn an dësem Land, och an deene leschten zéng Joer, bal 100.000 Leit méi wunnen. D'Immigratioun, déi virun zéng Joer nach haaptsächlech eng Immigratioun war vu Leit, déi nëmmen d'Primärschoul gemaach hunn, ass haut eng Immigratioun, déi zu 50% Bac+ huet. Ebe well déi doten Aarbechtsplaze geschaf gi sinn.

A wa mer eis dann drun erënneren, wat och e puermol hei gesot ginn ass, nämlech dass d'Lëtzebuerger all wëlle bei de Stat goen, jo da kënnt e weidere Problem derbäi. Nämlech wa mer op déi lescht 20 Joer kucken, sinn insgesamt - mat den Indépendanten, huele mer déi ewech - iwwer 160.000 nei Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg geschaf ginn. D'Frontaliere sinn eropgaange vu 15.000 op bal 130.000. D'einheimesch Bevölkerung ass eropgaangen ëm gutt 100.000, net grad 100.000 Leit. D'Zuel vun de Lëtzebuerger ass genee ëm 10.000 eropgaangen, an dat sinn elo net nëmme Lëtzebuerger, déi schaffen. Do si souwuel déi Pensionéiert derbäi wéi och d'Kanner. Dat heescht, et muss een einfach wëssen, dass Lëtzebuerg e Boom kannt huet, deen d'Bevölkerung vun de Lëtzebuerger eleng einfach net matgemaach huet.

Wann elo och nach d'Lëtzebuerger alleguer bei Stat a bei Gemenge sinn an ëmmer manner an der Privatwirtschaft, dann huet den Aarbechtsminister niewent deem Phenomeen, wat den Haaptphenomeen ass, nämlech dass déi Schwaach keng Chance hunn, och fir eng net qualifizéiert Plaz - wann do en Dynamesche kënnt, dee 50 km fiert fir dat unzehuelen, dee méi fit ass, da kritt dee Schwaachen déi net qualifizéiert Plaz ni -, en anere Problem. Dat ass, dass en ëmmer manner Leit huet, déi seng Korrespondente sinn an der Privatwirtschaft, well eben och ëmmer manner Lëtzebuerger respektiv Einheimescher, ech wëll net ëmmer no der Nationalitéit kucken, do Betribschefe sinn.

Mir maachen eis ganz vill Méi, och d'Aarbechtsamt duerch seng Consultanten, fir ëmmer erëm an d'Betriber ze goen. Jo wa grouss Betriber do sinn, wou d'Chefs des Ressources humaines, wéi dat haut esou barbaresch heescht, all zwee Joer wiesselen, jo bis dass se hei sinn a geléiert hunn, wéi mir fonctionnéieren a wat se kënne mam Aarbechtsamt zesummeschaffen, si se schonn erëm fort, an da feelt dee Reflex. Duerfir sinn zum Beispill déi Consultantë wichteg. Duerfir mécht den Aarbechtsminister regelméisseg alles mat wou hie ka mat den Direktere vun de Ressources humaines zesummekommen, fir deene Messagen ze ginn iwwert de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart, wat se kënne vum Aarbechtsamt erwaarden a wat se net kënne vum Aarbechtsamt erwaarden.

E Punkt zu der Jugend. Scho vun 2004 un ass eigentlech d'Jugendaarbechtslosegkeet am meeschten zréckgaangen. An déi lescht Zäit ass et virun allem d'Jugend, déi mer am beschten ënnerdaach kréien. De Romain Schneider huet virdrun ugeworf gehat, dass effektiv no 5611 d'Zuelen do souguer dramatesch zréckgaange sinn. Ech kann nach keng Äntwert drop ginn, wat mat deene geschitt ass. Ech spieren awer, dass dat, wat mer gemaach hunn, richteg war.

Well mer festgestallt hunn, dass mer notamment beim CAT beim Stat ganz vill diplomëiert Jugendlecher geschéckt hunn, déi och hätte kënnen eng Schaff fannen, déi da beim Stat geholl goufen an net agestallt goufe beim Stat. An duerfir, well mer wëssen, dass de Problem vun der Jugendaarbechtslosegkeet een ass vun der Netqualifizéierung, ass et richteg, an dat huet d'Gesetz gesot, an dat huet den Aarbechtsminister dem Aarbechtsamt confirméiert an d'Aarbechtsamt mécht dat, dass mer elo déi Netdiplomëiert an déi Moossname stiechen.

Et ass ëmmer erëm an alle Kritike gesot gi beim 5611: Dir dierft net Diplomëierter verheizen zu esou Léin, déi si jo gutt fir ze schaffen! Jo dat maache mer, duerfir verheize mer déi net. Ech schléissen net aus, dat hu mer zum Beispill bei der ABBL ofgemaach, dass ee kann den CIE benotzen, fir och Diplomëierter ënnerdaach ze kréien. Mä da muss de Projekt stëmmen. De Projekt muss da stëmmen, dass deen effektiv, zum Beispill wéi mer et mat der ABBL ofgemaach hunn, vill méi verdéngt wéi de Mindestloun, an dass, wéi den CIE et virgesäit, herno eng Embauche définitive ass.

Mä beim Stat bleift de Problem nach ëmmer deen, dass ech dauernd Bréiwer kréie vu Statsverwaltungen, och vun aneren Organisatiounen, déi soen: Mir hunn elo keng Leit méi. An du gëss eis och keng Diplomëierter méi. Déi Netdiplomëiert, déi kënne mer net gebrauchen, well mir brauche Leit, déi uerdentlech sinn. An do bleift d'Äntwert vum Aarbechtsminister nach ëmmer déi: Wann Dir gäre Leit hätt, da stellt se an!

Ech hunn einfach e Problem fir ze soen, elo gi mer op de System zréck an et ginn Diplomëierter agestallt op prekär Verhältnisser, wou se herno keng Chance hunn. Domadder der leeschte mer deene Jonke keen Déngscht. Ech hunn och Versteesdemech wann d'Leit soen, mir hunn net Aarbechtsplaze genuch bei eis an der Verwaltung. Mä dann ass dat eng Fro vun där jeeweileger Verwaltung fir eben ze kämpfen, fir méi Aarbechtsplazen ze kréien. Mä et kann awer net sinn, dass mer jonk Leit, déi kéinte schaffe goen, kéinten e festen CDI kréien, verheizen, wann a Verwaltungen oder och heiansdo an A.s.b.l.en net genuch Aarbechtsplazen do sinn.

Duerfir bleiwe mer bei deem System. Mir hu mëttlerweil 190 CEEe beim Privatsecteur an där kuerzer Zäit, vum 1. Juli un, an do hunn ech nach d'Zuele vum Oktober net, wat ganz gutt ass. Nëmme 24 CAEen, well och do de Stat am léifsten der gär hätt, déi ganz gutt sinn - de Stat an d'Gemengen, soen ech ëmmer -, mä dat kann net d'Spillregel sinn. Mir wäerten och do weider d'Leit informéieren. Mir haten nämlech och gutt Beispiller - ech schwätze jo meeschtens vun deene schlechten. Mir haten och Verwaltungen, déi effektiv sech d'Méi ginn hunn, fir déi Leit duerno ënnerdaach ze bréngen. Ech hunn dat zum Beispill am Kultursecteur regelméisseg gemierkt. Déi meescht hunn allerdéngs just versicht, fir datt eben Aarbecht bei hinne gemaach gouf. Dat kann net Sënn vun enger Beschäftegungspolitik sinn.

Ech hunn et virdru gesot, de 5611 huet vill nei Saache bruecht, mä et bleiwe vill Leit, déi mer net ënnerdaach kréien, an dofir ass den 5144 iwwert d'Beschäftegungsinitiative wichteg, a mir fänke jo mat deem elo un an der Chamberskommissioun.

Wat ass d'Philosophie? Ech wëll elo op eppes agoen, wat den Alexandre Krieps als Zwëscheruff bemierkt hat. Mir wëlle Leit finanzéieren an net Betriber finanzéieren. Elo ass et esou, datt d'Beschäftegungsinitiative 75% vun deem Budget, dee si eis erareechen, kréien. Si hunn awer nach aner Budgeten, wat jo richteg ass, a si sollen och weider aner Saache maachen.

An Zukunft finanzéiere mir net méi Projeten, Budgeten. An Zukunft wëlle mir d'Leit finanzéieren, an dofir soe mir och: Majo, wann ee Privatbetrib wéilt datselwecht maachen, deeselwechten Encadrement ubidden an esou weider, da soll en déiselwecht Sue wéi dee Mënsch kréien. Dat heescht, et ass net de Betrib, dee se kritt, mä et ass de Mënsch.

Mat der Handicapéiertepolitik hu mer dat virgemaach. Den handicapéierten Aarbechter, den Aarbechter mat Handicap, kritt 100% vum Mindestloun. De Patron kritt dat remboursëiert, wat dee manner produktiv ass, a fir all déi schwaach Leit, déi mer net ënnerdaach kréien, well se ebe manner produktiv si par rapport zu all deenen, déi awer an der Konkurrenz mat hinne stinn, wëlle mer an deem neie Gesetz 5144 déiselwecht Philosophie maachen. Een, dee se astellt, am Prinzip provisoresch während zwee Joer mat engem CDD, fir ze kucken eng fest Plaz ausserhalb ze kréien, respektiv wann et net geet se méi laang ze halen. Do bezuele mir bis zu 100% vun deene Leit no därselwechter Philosophie, dat sinn déi manner produktiv.

An dofir ass et jo wichteg, datt d'Aarbechtsamt selwer dat eraussicht. Et sinn net d'Beschäftegungsinitiativen, déi soen, hei, dat doten ass ee Kolleeg, dee wëll ech elo astellen, mä et ass d'Aarbechtsamt wat ëmmer seet, dat dote sinn déi Leit, déi bei d'Beschäftegungsinitiative ginn. Dat geschitt haut esou an dat geschitt och an Zukunft nach weider esou. Ech soen dat just, well ech ëmmer déi Kritiken héieren. D'Aarbechtsamt ass um Drécker, fir dat doten ze maachen an d'Aarbechtsamt mécht och haut, zum Beispill, wann eng Beschäftegungsinitiativ freet den Aarbechtsminister soll engem ee CDI accordéieren, dann ass et ëmmer d'Aarbechtsamt wat säin Avis driwwer gëtt a seet: An deem Fall ass et justifizéiert oder net an de Minister mécht dat esou. Esou datt mer där Philosophie, déi mer haut schonn applizéieren, just eng gesetzlech Basis wëlle ginn, well mir hu keng gesetzlech Basis, fir dat doten ze maachen.

Ee Wuert zur Flex-Sécuritéit. Flex-Sécuritéit - den dänesche Modell - gëtt ëmmer zitéiert. Den dänesche Modell besteet aus dräi Pfeiler a ganz oft gëtt nëmmen den éischte Pfeiler zitéiert.

Den éischte Pfeiler ass deen, datt et an Dänemark kee Kënnegungsschutz gëtt am Gesetz.

Den zweete Pfeiler ass deen, datt et an Dänemark e risege Sozialdialog gëtt, eng riseg Sozialpartnerschaft. Et gëtt do kee Secteur, wou et kee Kollektivvertrag gëtt. Bei eis falen nëmme 50% vun de Leit ënnert de Kollektivvertrag an dofir funktionéiert den dänesche Modell ouni gesetzlech Basisen, well d'Sozialpartnerschaft dat remplacéiert.

An dann ass en drëtte Pfeiler do. Dat ass deen, datt d'Leit während véier Joer Hëllefe kréie fir ëmgeschoult ze ginn, wou se op engem relativ héijen Niveau vun Indemnitéit ufänken, bal wéi bei eis, deen awer ganz rapid zréckgeet innerhalb vun deene véier Joer a wou och ganz streng geahndt gëtt. Si kréie vill méi Angeboter wéi mir zurzäit dat fäerdeg bréngen - dat ginn ech gären zou -, mä et gëtt awer och vill méi streng geahndt, ob een dat dote matmécht oder net, an d'Indemnitéit geet degressiv ganz séier erof. Also am Ufank, dat éischt Joer ass se op deem Niveau, wou mir och d'Indemnité de chômage hunn, an da geet se massiv erof.

Dofir, mengen ech, datt deen dänesche Modell net op Lëtzebuerg tel quel ze transposéieren ass, oder mir maachen dann alles. Dat ass ëmmer dat wat ech soen. Wann den dänesche Modell, dann dee ganzen dänesche Modell. Ech mengen elo net, datt den dänesche Modell dat Richtegt wär fir Lëtzebuerg, aus deem ganz einfache Grond, well Dänemark vill méi ee kohärenten Aarbechtsmaart huet. Et muss ee wësse bei där viller Immigratioun, déi bei eis kënnt, ass dat vill méi schwiereg ze maachen.

Dofir hunn ech dat virdru gesot vun deene Leit, déi d'Sproochen net kënnen, an esou weider. Dat ass een eeschte Problem. Wéi wëllt d'Aarbechtsamt een ëmschoulen, wann deen emol keng vun eisen dräi Sprooche versteet. Dat ass ee Problem, dee mir einfach massiv zu Lëtzebuerg hunn.

Wat kann ech mer virstellen, huet den Här Meisch, deen elo net heibannen ass - da liest hien et no -, mech gefrot, zu Lëtzebuerg?

Ech mengen, et si véier Elementer, wann ee Flex-Sécuritéitsmodell seet, da sinn dat ëmmer véier Elementer.

Dat eent ass d'Aarbechtsrecht. Dat gëtt zu Lëtzebuerg scho ganz vill Flexibilitéit. Ech mengen net, datt mer zu Lëtzebuerg sollen de Kënnegungsschutz lackeren. Et gëtt ëmmer gesot: Mir mussen de Kënnegungsschutz lackeren, fir datt méi eeler Leit agestallt ginn. Ech mengen, datt et zu Lëtzebuerg just de Contraire ass, well eben deen Aarbechtsmaart esou dynamesch ass a vill jonk Leit kënnen erakommen. Wa mer et méi einfach maachen eeler Leit ze entloossen, da ginn déi eeler Leit entlooss, déi sinn am Chômage an et ginn neier aus der Grenzregioun agestallt. Dat ass deen ee Punkt.

Den zweete Punkt, dat ass d'Ofsécherung. Eis Chômageindemnitéite sinn héich, mä si daueren nëmmen ee Joer, an ech mengen, datt dat nach wie vor richteg ass, datt se héich sinn, mä datt een an deem Joer soll kucken eng nei Schaff ze fannen, ouni an e soziaalt Lach ze falen.

Drëttens, d'Adaptatioun um Aarbechtsmaart, dat ass déi ganz Politique de maintien dans l'emploi, de John Castegnaro ass och dorobber agaangen, dat, wat mer elo wëlle maache mat deem Consultant, deen d'Betriber démarchéiert, wat ech jo gëschter dem Här Meisch geäntwert hunn. Dat ass een Element.

An dann „lifelong learning", do hu mer vum 1. Januar un dat neit Gesetz iwwert den Accès individuel à la formation professionnelle continue a mir sinn amgaangen am Aarbechtsministère e Projet auszeschaffen,

wou mer gären hätten, datt en den 1. Januar 2009 zäitgläich mam Eenheetsstatut a Kraaft trëtt, nämlech d'Liewensaarbechtszäitekonten, fir datt een do, wann ee vill Iwwerstonne gemaach huet oder vill geschafft huet, déi Zäit kann op ee Kont setzen an déi zum Beispill huelen, fir da während e puer Méint zréck an d'Schoul ze goen a sech iwwert dee Wee och weiderzebilden.

Also, wa mer d'Flex-Sécuritéit huelen, dann ass et ëmmer d'Flexibilitéit an de kontraktleche Bindungen, an do menge mir, wa mer kucken, wat notamment de Sozialdialog kann hierstellen, mer zu Lëtzebuerg scho ganz vill hu vu Flexibilitéit.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Zweetens Ofsécherung, do hu mer déi héich Indemnités de chômage un déi mer net wëlle goen, well se och nëmmen ee Joer daueren.

Drëttens hu mer, wat d'Adaptatioun ubelaangt, déi Maintien-dans-l'emploi-Politik, déi mer och wëllen elo iwwert den europäesche Sozialfong nach weider begleeden. Ech mengen do mussen och d'Betriber mathëllefen an nei Iddië kréien. Do sinn awer scho Betriber, déi effektiv verstinn, datt iwwert de Plan de maintien dans l'emploi se méi Chancen hunn de Betrib uerdentlech ze géréieren a besser dobaussen ze stoen, wéi wa se just nëmmen d'Leit sec entloossen.

An da véiertens, alles wat „lifelong learning" ass, muss zu Lëtzebuerg weider gefördert ginn. Dofir deen ee Projet, deen a Kraaft trëtt den 1. Januar, an deen, deen ech gär hätt, deen ee Joer drop a Kraaft trëtt.

Aarbechtsamt: D'Sue sinn net de Problem bei der Politik vum Aarbechtsamt, well mer de Fonds pour l'Emploi hunn. Soubal mir eng Base légale hunn, kënne mir och Saachen ubidden. An dofir dierft Der net vergiessen, datt mer iwwert de Problem, dee mer beim Aarbechtsamt hunn, vum Quëtschen, dat ass den Numerus clausus, dat ass de Mangel u Personal an de Mangel un Informatiker, wat ënner anerem eppes domat ze dinn huet - et huet mat villem eppes ze dinn, mä et huet och eppes domat ze dinn -, datt zum Beispill am Basisgesetz vun der ADEM net steet, datt een en Informatiker astellen dierf.

Dat sinn also all déi Contrainten, déi eng Administration publique huet an un déi een net denkt, wa se gemaach gëtt, mä déi haut do sinn. Dofir si mir amgaangen aner Léisungen do fir d'Informatik ze fannen, well dat ass ee wichtege Punkt. Also, de Problem ass den Numerus clausus an d'Gebailechkeeten.

De 5611 huet eng Onmass vu Strukturreformen hei mat sech bruecht. Fir déi déi mengen, et wär näischt geschitt, de 5611 ass eng grouss Reform vum Aarbechtsamt.

Éischtens duerch déi nei Philosophie vun der Convention d'activation, wou deen Eenzelne betreit gëtt.

Zweetens duerch d'Ëmstellung, déi d'Aarbechtsamt mécht. Et ass e Guichet unique do, wou d'Leit elo erakommen, an do gëtt emol d'administrativ Aarbecht gemaach an da ginn d'Leit bei de Placeur. De Placeur huet also méi Zäit säin „core business" ze maachen, an da spillt duerno den SAPDE eng Roll an et spillen och d'Consultanten eng Roll. Dat heescht, dat ass eng ganz Reform, déi elo scho gemaach gouf an déi och amgaangen ass hir Friichten ze droen.

Mir hunn eng Base légale am 5611 geschaf, fir mat den Interimsgesellschaften, fir mat de Human-Reserve-s-Gesellschafte Kontrakter ze maachen, wou d'Aarbechtsamt seet wat fir eng Leit dohinner vermëttelt ginn. An dofir sinn ech géint eng Privatiséierung, well bei enger Privatiséierung ginn déi Gutt bei déi Privat a just déi Leit, déi schwiereg ze placéiere sinn, bleiwe beim Aarbechtsamt. A mir hunn elo schonn de Problem, datt d'Leit soen d'Aarbechtsamt huet net déi Gutt, huet nëmmen déi Schwiereg, also schaffe mer net mam Aarbechtsamt zesummen.

Dofir ass et wichteg, datt d'Aarbechtsamt de gesamte Mix vun der Bevölkerung ka betreien. A wa si bei eisem neie Projet pilote, deen deemnächst wäert ulafen, Leit vermëttelt un eng Interimsgesellschaft, fir se weiderzevermëttelen, da wäert dat e Pak gi vu Leit, déi besser qualifizéiert sinn an déi manner gutt qualifizéiert sinn, fir datt mer do och e Mix hu vu Bevölkerung, wou déi Gesellschaften da fir eis schaffen a wou se natierlech rémunéréiert gi fir dat wat se maachen.

Dann hu mer eng Base légale fir Formatioun ze maachen. Déi hate mer elo net. Mir hu Formatiounen, déi mer dauernd ubidden, mä et gi spezifesch Formatiounen, déi an engem spezifesche Fall engem kënnen hëllefen eppes ze maachen, déi zum Beispill zu Lëtzebuerg net ugebuede ginn. Dat konnte mer an der Vergaangenheet net maachen. Déi Base légale hu mer elo. Dat, wat d'OECD gären hätt, datt mer méi op d'Formatioun setzen, déi Base légale hu mer an dat si mer och amgaangen ëmzesetzen.

An da si mer och amgaangen en anert Element vun dem OCDE-Bericht ze kucken, fir ze soen, d'Leit musse selwer sichen. Et ass net d'Aarbechtsamt, dat eng Plaz sicht. D'Aarbechtsamt muss d'Leit befäegen, eng Plaz ze sichen. Duerfir ass och d'Iddi vun den Efforts propres am 5611 dran. 5611 huet riseg vill Saache reforméiert, och an der Fonctionnementsaart a -weis vum Aarbechtsamt.

Elo zu den neien Iddien.

Mir brauche méi Transparenz, dat ass ugeklongen. An deem Sënn musse mer d'Informatik verstäerken um Aarbechtsamt, fir dass ee vill méi kloer kann d'Kompetenzen an de Profil vun engem Demandeur d'emploi erkennen, an dat wat de Patron wëllt. Well och de Patron weess net ëmmer, wat hie wëllt. D'Patronen hätten oft, fir Plazen, déi net qualifizéiert sinn, am léifste gär ee Bac+. Duerfir muss een och d'Beruffsbild vum Patron kënnen esou analyséieren, dass ee weess, wien elo op dat passt. Dat ass eppes, wat ee kann informatesch maachen, wat eng grouss Erausfuerderung ass a wou mer musse kucken, déi Mëttelen do ze kréien, fir dat ze maachen.

D'Placeuren hunn ech schonn ugesprach. Alles dat wat hei gesot ginn ass, dass mer d'Placeure mussen aneschters rekrutéieren a forméieren an eng Carrière virgesinn, dat musse mer esou oder esou maachen. Mir kënnen net méi einfach just soen: Du hues deng Première gemaach an elo gëss de Placeur. Et muss ee kënne Leit aneschters rekrutéieren. Zum Beispill Leit, déi iergendwéi eng sozial oder wirtschaftlech oder ekonomesch Erfahrung mat sech bréngen, dass se iergendwéi awer eppes kennen, méi wéi dat.

An da musse mer se kënnen am Ausland forméieren, amplaz um INAP. Do gëtt et scho Modeller elo an der Administration gouvernementale, wou verschidde Verwaltungen eben hir eege Prozeduren hunn. Do si mer amgaang drun ze schaffen. A si mussen natierlech och eng Carrière kréien, eng Évolution dans la carrière, déi all deem doten entsprécht, well mir mussen och ëmmer oppassen, wat ass mat Burnout an esou weider. Wann een dat 20, 30 Joer gemaach huet, mat schwierege Fäll zesummenzeschaffen, dann ass ee vläicht net méi ganz esou a Form, wéi dat virdrun de Fall war.

Woufir envisagéiere mer den Etablissement public? Aus véier Grënn:

Deen éischten ass deen, dass d'Aarbechtsamt ka méi autonom sech och dobausse virstellen. Duerfir hat, ech weess net méi wien, d'Stéchwuert Marketing geholl. Et ass extrem wichteg, dass d'Aarbechtsamt dobausse sech kann duerstellen. Haut ass de Minister de Pressespriecher vum Aarbechtsamt. Ech mengen, an Däitschland ass e gudde Modell, do ass et d'Aarbechtsamt wat seng Zifferen a seng Politike verteidegt. Mä duerfir musse se awer och méi Autonomie hunn, wéi se am Kader vun enger Statsverwaltung hunn. Dat eent geet net ouni dat anert.

Éischte Punkt ass also méi Visibilitéit, méi Autonomie fir d'Aarbechtsamt.

Zweet Element vun engem Etablissement public: Dat ass dat fir ze soen, mir hätte gär d'Sozialpartner mat u Bord. Well wa mer soen, dass jiddferee concernéiert ass, da wär et gutt wa mer e Verwaltungsrot hätten, wou wuel de President de Minister oder säi Remplaçant ass, mä wou ronderëm d'Sozialpartner géifen drasëtzen, fir och do méi Gewiicht ze huelen.

Drëttens, da kann d'Verwaltung hir Finanzgestioun besser maachen. Si kritt net duerch en Etablissement public méi Suen, mä si kann eng Partie Saache méi einfach géréieren.

A véiertens, ass dee Punkt vum Recrutement och een. Mä dat ass nëmmen een ënner villen. Mir hu jo schonn d'Sozialpartner gesinn. Do ginn natierlech d'Meenungen auserneen. Een huet dat jo scho ganz staark gesot, dat ass d'CGFP, dass fir si dat net géif a Fro kommen, well, pacta sunt servanda - dat gëtt jo haut an der neier DP manner oft gesot, wéi an där aler DP -, d'Regierung gesot hätt, si géif keng Établissements publics méi maachen.

Den OGB-L huet och do ganz vill Problemer, well hie mengt, dat wier eng Privatiséierung. Ech mengen dat net. An duerfir ginn ech och dem Romain Schneider Recht, wann hie seet, mir sollen dat net iwwerstierzen, mä mir sollen dat awer emol ausdiskutéieren.

Well, also wann ech kucken, d'Krankekeesen, d'Pensiounskeese fonctionnéieren all als Etablissement public. Ech hunn nach ni gesinn, dass dat soll eng Privatiséierung gewiescht sinn. Ech weess awer, dass Geforen do sinn, an duerfir maache mer dat och an aller Rou, wa mer mat deem dote Punkt weiderginn. Wéi gesot, eng grouss Gewerkschaft huet sech awer manifeste dergéint ausgeschwat, dat ass d'CGFP. Et muss een dat awer och zur Kenntnis huelen.

Antennen, déi Méiglechkeet ass dran, well eigentlech sinn et d'Gemengen, déi sollen dem Aarbechtsamt Büroen zur Verfügung stellen, wat ech keng gutt Iddi fannen, well an der Stad bezilt de Stat alles an dat anert mussen d'Gemenge bezuelen. Mä wat et awer gëtt vu Mëttelen, dat mécht zum Beispill d'Gemeng Diddeleng. D'Gemeng Diddeleng huet e Projet mam Aarbechtsministère, wou de Fonds pour l'Emploi hinnen hëlleft en eegene Service de l'emploi ze maachen, an dat ass awer eng Méiglechkeet, wou dann d'Gemeng muss mathëllefen, an dann ass et och gutt wann d'Gemeng selwer mat implizéiert ass.

Nach ee Punkt, deen elo net ugesprach ginn ass, wou ech awer soen, dass mer wëllen dru schaffen, dat ass dee vun der Aide au réemploi. Vun der Aide au réemploi stelle mer fest, dass déi steigt, souwuel an de Bénéficiairë wéi an de Suen. Dat ass a priori net falsch, well domadder hëllefe mer jo Leit fir op eng Schaff ze goen, net am Chômage ze bleiwen.

Mir stellen awer eng Partie Problemer fest. Notamment hu mer regelméisseg Fäll, wou een, dee virdrun - ech weess net wat - 5.000 Euro verdéngt huet, da fir 1.500 Euro agestallt gëtt a während véier Joer bezilt de Stat d'Differenz, an dann entweder kritt hien duerno seng 5.000 Euro, heiansdo gëtt hien och duerno entlooss. An deene Fäll muss een awer eng Analys maachen, fir ze kucken, ob do net Abusë sinn, well da si mer an där Gefor, dass mer eigentlech eng Aide à l'entreprise maachen, an net eng Aide un deen, dee mer wëlle replacéieren.

Mir wëllen also d'Aide au réemploi, wéi och den OCDE-Bericht eis et gesot huet, analyséieren a mat méi detailléierten Ziffere kucken, ob een de System net soll änneren. Mir wëllen d'Aide aux réemploi selbstverständlech bäibehalen. Dass dat kloer ass! Mä de System ka vläicht geännert ginn.

Voilà. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dat Wichtegst ass awer, dass mer niewent der ADEM Strukturreformen an der Wirtschaft an an der Schoul maachen, an där sinn der eng ganz Partie och hei ugeschwat ginn. Ech denken, ech kommen op de Marc Spautz zréck, vun den Orientations professionnelles. Do waren d'Madame Delvaux an ech zesumme fir ze kucken, wéi mer kënne permanent Strukture vun Orientation professionnelle an de Lycéeë maachen. Mir hunn en Aarbechtsgrupp chargéiert, wou souwuel de Schoulministère wéi den Héichschoulministère wéi och den Aarbechtsministère sech dru bedeelegen, fir eng besser Orientation professionnelle ze maachen.

Meng 5611-Tournée d'lescht Joer huet mech bestätegt doranner, dass dat eng wichteg Strukturreform ass, an do si jo Iddien effektiv och dran an deem OCDE-Bericht, deen d'Madame Loschetter ugeschnidden huet.

M. le Président.- Här Minister, entschëllegt, Dir sidd sécher amgaang zum Schluss ze kommen?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, gutt. Da ginn ech net méi weider op déi Saachen an, mä ech soen, dat sinn déi wichtegst Strukturen.

Wa mer gär plein emploi hätten, musse mer éischtens kucke fir deene Leit, déi och an Zukunft ni eng Chance kréien op den éischten Aarbechtsmaart, eppes unzebidden. Dat ass de Projet 5144, Strukturreformen an der Wirtschaft, Strukturreformen an der Schoul. Da kréie mer vläicht an Zukunft erëm eng Kéier e Plein emploi an de Chômage, och de strukturelle Chômage méi bekämpft. A selbstverständlech ass, de Marcel Glesener ass dorop agaangen, d'Reform vun dem Reclassement externe eng Saach wou mäi Kolleeg a Frënd, de Sécurité-sociale-s-Minister amgaang ass, awer mat eis zesummen, drun ze schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e lescht Wuert. De John Castegnaro hat gesot, maacht eng national Beschäftegungskonferenz. Mir hunn eng ähnlech Iddi déi lescht Zäit bei eis entwéckelt. Mir wëllen effektiv fir d'nächst Joer eng Sorte «Journée nationale de l'emploi» maachen, wou mer net nëmme géifen d'Leit beienee setzen, well wa mer Leit beienee setzen, dann diskutéiere se, ginn duerno fort an et geschitt näischt, mä och eng gréisser Sensibiliséierung maachen. Mir wéilten dat och méi grand public gesinn, mä déi Iddi, déi ass eis scho sympathesch.

Ech soen Iech Merci. Ech hunn 1 Minutt 37 iwwerzunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Clement huet Parole après ministre gefrot. Ass dat esou?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo, Här President, et ass richteg, datt ech dat gefrot hunn. Ech wëll dem Här Gibéryen op seng Zwëscheriff äntwerten. Ech däerf fënnef Minutten nom Minister schwätzen, opgrond vum Artikel 37, Paragraph 8, mä ech däerf net zu der Motioun schwätzen. Wann ech net iwwert dee Sujet schwätzen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Gitt Der net eens mam Minister?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Ech wëll lech dat just soen. Ech wëll och net meng Ried fäerdeg halen. Ech hu just eng Fro un den Här Minister. Wann den Här Minister elo Zäit huet, well ech jo fënnef Minutten Zäit hunn a meng Fro nëmmen zwou Minutten dauert, kann hien dat nolauschteren.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Schwätzt, Här Clement, den Här Minister lauschtert lech no.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Ech war amgaang eppes iwwert de klasseschen Apprentissage ze soen. Ech hu gesot, dat géif mer um Mo leien. Do hu mer aner Ausbildungsweeër, déi praktesch de klasseschen Apprentissage e bësselchen ënnerhielegen. Vu datt een awer weess, datt de klasseschen Apprentissage praktesch zum hallwe Mindestloun oder plus/minus hallwe Mindestloun vun de Betriber rémunéréiert gëtt, an all déi aner „zweet Ausbildungsweeër" - entre guillemets -, wann ech se elo emol esou däerf nennen, ginn awer plus/minus mam Mindestloun honoréiert.

Elo meng Fro un de Minister, ob et net Finanzéierungsméiglechkeete gëtt, fir an iergendenger Form deene Leit eng Prime ze ginn, déi awer wierklech elo nach de klasseschen Apprentissage maachen a wat herno, Här Minister, an dat musst Der zouginn, an der Betribswelt déi Créateurs d'entreprises sinn, ergo och Créateurs d'emplois sinn - déi kommen alleguerte méi oder wéineger, wat d'Handwierk ubelaangt, aus deem klasseschen Apprentissage an net iwwert den zweete Bildungswee -, oder ob een op d'mannst dee System, deen do nach besteet, scho laang esou besteet, finanziell esou lukrativ kéint gestalte wéi all déi aner Mesuren, déi ech ënnerstëtzen, déi mer elo hei opgefouert hunn, wéi all déi Mesurë vum zweete Bildungswee et sinn.

Duerfir meng Fro, ob Dir do eng Méiglechkeet gesitt, fir datt een eventuell bei bestanener Prüfung deene Leit, déi dräi Joer geléiert hunn, déi Suen, déi den Ënnerscheed ausmaachen zu der Rémunératioun vum Betrib bis hin zum Mindestloun, op e Compte bloqué kéint setzen, fir datt se se dann hätten. Dann hätte se an engems och e ganz zolidd Startkapital fir hire Betrib kënnen ze grënnen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Här Minister, wann ech gelift.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo. Ech mengen, dat ass eng Fuerderung, déi d'Beruffskummeren, notamment d'Handwierkerkummer, ëmmer erëm ervirhieft, déi och diskutéiert gouf am Kader vun der Reform vun der Formation professionelle a vum Apprentissage, déi awer net vun der Regierung esou zréckbehale gouf.

Ech wëll och soen, et si jo sympathesch Elementer dran, mä de Punkt ass net beim Apprentissage een, dass d'Leit géife genuch kréien als Indemnité d'apprentissage...

M. le Président.- Géift Dir opstoen, Här Minister?

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Dann dominéiert Der méi. Merci am Numm vun der Chamber.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, ech entschëllege mech, dass et esou ausgesinn hätt wéi wann ech net den néidege Respekt

virun lech hätt. Ech maachen et also elo ganz offiziell. Ech hat gemengt, ech misst méi kuerz an der Zäit sinn. Mä wann ech dat ka soen, da maachen ech dat a Rou.

Wéi gesot, de Problem beim Apprentissage ass ganz oft deen, dass Plazen opstinn am klasseschen Handwierk, engersäits Faute de combattants - an net, dass se net kommen, well se soen: Mir verdéngen net genuch -, mä virun allem, dass déi, déi sech dann nach mellen, den Ufuerderunge vum Patronat net genuch gerecht ginn. Dat ass e grousse Problem. Wou kréien d'Leit, déi fir den Apprentissage responsabel sinn, keng Leit ënnerdaach? Bei CITPen an CCMen, well dat de Patron manner interesséiert; aus Grënn, déi novollzéibar sinn. Mä dat ass de Punkt.

Dofir kann een net elo den Apprentissage gläichstelle mat de Beschäftegungsinitiativen. Een, dee kann en Apprentissage maachen, dee muss schonn en Apprentissage maachen. An eng Beschäftegungsinitiativ kënnt een eréischt dra wann een dat net kann. Dat si Leit, déi einfach och oft net fäeg sinn deen Apprentissage ze maachen.

An ech soen: Mir hunn ee Problem. An et gëtt och ëmmer erëm vun de Chambres professionelles ervirgeruff, dass ganz vill Leit einfach net fäeg sinn iwwerhaapt an den CATP ze kommen. Si hunn net d'Basisconnaissancen, déi ee brauch, fir säin CATP kënnen ofzeschléissen. Esou dass déi Iddi, esou sympathesch se och schéngt, net den Haaptproblem léist, datt mer net genuch Leit an den Apprentissage, virun allem den Apprentissage artisanal kréien.

M. le Président.- Entschëllegt, Här Minister. Huelt Der nach Stellung zur Motioun?

Motion 1

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo. Ech hat virdru gesot, dass d'Regierung déi Motioun, wéi den Här Glesener se virgestallt huet, absolut akzeptéiere kann, an dass d'Regierung dat och ënnerstëtzt an deenen Efforten, déi mer wëlle maachen. Ech mengen, dass mer am Joer 2008 - ech denken un Iddië wat mer an der ADEM nei maachen, ech denken awer och un d'Reform vum Gesetz vun der Incapacité de travail réduite, den Taux de capacité de travail réduite - effektiv mat neie Virschléi an d'Chamber kommen, esou wéi dat vun eis gewënscht ass. Mir kënnen eis där Motioun net nëmmen unhuelen, mä se och effektiv exekutéieren. Well dorëm geet et.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi Motioun huet dräi Ënnerschréften, d'Ënnerschréfte vum Här Castegnaro, vum Här Schneider a vum Här Glesener.

Une voix.- Et sinn der fënnef drop.

M. le Président.- Den Här Meisch?

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu mat Opmierksamkeet déi proposéiert Motioun gelies. Do sinn, virun allem wat d'Analys ubelaangt, eng ganz Rei vu Punkten, déi ee kann deelen. An ech mengen och a menger Interventioun ass dobäi erauskomm, datt mer dat net vill aneschters gesinn.

Wat mer virun allem gesinn, ass, datt nach ganz villes ze maache bleift. Wann een dann awer zu deene konkrete Propositioune kënnt, da vermësst een dach e bëssen dat Konkret. Do muss nach vill dialogéiert ginn. Do muss nach vill studéiert ginn.

Mir sinn zanter zwee Joer op d'mannst méi wäit an eisen Iwwerleeungen an hunn hei och schonn déi eng oder aner Motioun erabruecht, wou mer konkret Propositioune gemaach hunn. Déi si mat de Stëmme vun der Majoritéit all Kéiers ofgelehnt ginn. Mir bleiwen awer selbstverständlech och bei deene Propositiounen, déi ech och a menger Interventioun nach emol gefrot hunn. Déi feelen awer quasi gänzlech heiranner. Duerfir kënne mer där doter Motioun net zoustëmmen.

Merci.

Une voix.- Jo.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Très bien!

M. le Président.- Madame Loschetter?

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll och Stellung huelen zu dëser Motioun. Mir hu Problemer mat zwee Tireten an de Considéranten, well mir dat e bëssen anescht gesinn. Beim Projet de loi 5144 iwwert de Chômage social respektiv de Rétablissement du plein emploi wësse mer bis elo nach net, a wéi eng Richtung datt et geet. Wann et an déi Richtung geet, wéi et bis elo um Dësch ass, kënne mir dee Considérant net matdroen.

Mir sinn och der Meenung, datt mer an deem Tiret dono iwwert d'Gesetz 5611 nach keng Konklusioune kënnen hunn, datt mer eis net kënne virstelle bis elo zumindest, well mer keng Statistiken hunn, ob et eng reell Perspektiv gëtt oder net. Mir waren och skeptesch deemools am Dezember iwwert dee Projet de loi. Mir haten deen och net matgestëmmt. A grad wéi de Kolleeg Meisch, wat den «invite le Gouvernement» ubelaangt, fanne mir, datt do keng konkret Moossname beschriwwe sinn. Or denke mir, ass deen Aarbechtsministère laang a sécheren Hänn, an da misste ganz aner Saachen hei stoen. Dofir kënne mir déi dote Motioun net matstëmmen.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter.

Elo hunn ech awer déi original Motioun kritt, mat fënnef Ënnerschréften. Nach drop ënnerschriwwen hunn: den Här Jaerling an den Här Kaes. Da kënne mer zur Ofstëmmung kommen.

Vote

Ass de Vote électronique verlaangt?

Une voix.- D'Saach ass kloer.

Une autre voix.- Loosst se par main levée ofstëmmen.

M. le Président.- Par main levée?

Wie fir d'Motioun ass, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

(Interruption)

Här Glesener?

Da maache mer de Vote électronique.

Une voix.- Den Här Jaerling ass dermat averstanen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Wann Der mech awer net méi braucht.

M. le Président.- D'Motioun ass ugeholl mat 39 Jo- an 3 Nee-Stëmmen, bei 15 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Henri Grethen et Alexandre Krieps.

Se sont abstenus: Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.00 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 77

5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques
et
5283 - Proposition de loi relative aux partis politiques portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu - Prise en considération page 77

Ordre du jour page 77

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 77-80

Dépôt d'une proposition de loi page 81

Débat sur la politique européenne et étrangère pages 81-92

Motion de M. Félix Braz relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'électricité page 92

Communications page 93

5803 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants luxembourgeois au Parlement européen - Déclaration de recevabilité page 93

Ordre du jour pages 93-94

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°219 du 20 novembre 2007 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge des frais de transport en ambulance, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 94

- Question N°220 du 20 novembre 2007 de Mme Anne Brasseur relative à la mise en application de la loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité - Procédure à respecter en cas de défaillance de paiement, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 94

- Question N°221 du 19 novembre 2007 de M. Jos Scheuer relative à la construction d'un passage souterrain sur la route Luxembourg-Echternach (E29 (N11)) à la hauteur du carrefour Consdorf-Bech (CR137), adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 95

- Question N°222 du 19 novembre 2007 de M. Claude Adam relative à l'accès au stage pédagogique de certains étudiants ou étudiantes inscrits en troisième année à l'Université du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 95

- Question N°223 du 19 novembre 2007 de M. Roger Negri relative à la décision des autorités de Rhénanie-Palatinat sur l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire qui relie le Luxembourg à Coblence via Konz, adressée à M. le Ministre des Transports page 95

- Question N°224 du 20 novembre 2007 de M. Claude Meisch relative aux emplois créés à moyen terme sur le site Eurohub Sud (ancien site de la WSA), adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi pages 95-96

- Question N°225 du 19 novembre 2007 de M. Roger Negri relative à la proposition que le Commissaire européen Stavros Dimas a soumise à ses collègues de la Commission de refuser l'autorisation de mise en culture en Europe de deux variétés de maïs génétiquement modifiés développés par les firmes Syngenta et Pioneer/Dow (Bt11 et 1507), adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 96

- Question N°226 du 20 novembre 2007 de M. Jean Huss relative aux suites à donner au niveau européen à l'appel de Luxembourg pour l'interdiction des amalgames dentaires au mercure, signé le 10 novembre 2007, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 96

- Question N°227 du 19 novembre 2007 de M. Charles Goerens relative aux modalités d'exécution de la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 96-97

- Question N°228 du 20 novembre 2007 de M. Xavier Bettel relative aux nominations du personnel enseignant au niveau des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 97

Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le processus de paix au Moyen-Orient et sur le Kosovo à l'issue du Conseil «Affaires générales et Relations extérieures» (CAGRE), suivie d'un débat pages 97-100

Heure d'actualité demandée par le groupe DP en vue de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra du 3 au 14 décembre 2007 à Bali pages 100-103

5471 - Projet de loi autorisant l'État à fournir une garantie bancaire pour la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain pages 103-105

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'implantation d'un nouveau centre commercial à Wickrange pages 106-109

Motion de M. Camille Gira relative à l'établissement d'un audit au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 109-110

Question avec débat N°26 de Mme Vera Spautz au sujet de l'étude de l'Observatoire de l'Habitat sur le bail à usage d'habitation pages 110-111

Débat d'orientation sur l'évolution du chômage et la situation sur le marché de travail pages 111-122

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1921	M. Robert Mehlen	Décontamination des friches industrielles
1928	M. Laurent Mosar	Stratégies face à la crise sur les places boursières
1964	M. Aly Jaerling	Jouets dangereux pour enfants
1966	M. Claude Adam	Instructions disciplinaires
1968	M. Claude Adam	Enseignement à domicile
1970	M. Alexandre Krieps	Mort subite de sportifs
1977	M. Camille Gira	Langue de rédaction des avenants aux règlements communaux
1982	M. Roger Negri	Implantation de nouvelles décharges pour déchets inertes
1993	M. Laurent Mosar et M. Marcel Oberweis	Changement climatique
2000	M. Marcel Oberweis	Étude de l'OCDE sur l'impact des biocarburants
2005	Mme Sylvie Andrich-Duval	Fonctionnement du Centre de Langues
2006	M. Marc Spautz	Prix d'hébergement pratiqués par les Centres Intégrés pour Personnes Agées (CIPA) et autres structures d'accueil pour seniors
2011	M. Marcel Oberweis	Taux de TVA sur l'installation des équipements utilisant des énergies renouvelables
2015	M. Gast Gibéryen	Liste des médicaments remboursés par l'Union des Caisses de Maladie
2017	Mme Sylvie Andrich-Duval et Mme Nancy Arendt	Ratification du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants
2025	M. Claude Adam et M. Camille Gira	Respect des procédures commodo-incommodo
2037	M. Robert Mehlen	Indemnisation des pertes causées par la fièvre catarrhale ovine
2041	M. Romain Schneider	Apprentissage pour adultes - Dérogations à la condition d'affiliation au Centre commun de la Sécurité sociale
2044 rectifiée	M. Camille Gira	Nouveaux sites pour décharges inertes
2049	M. Félix Braz	Enregistrement des déclarations de demandeurs de protection internationale
2052	M. Félix Braz	Ouverture du marché du travail luxembourgeois aux travailleurs issus des huit États membres ayant adhéré à l'UE en 2004
2055	M. Xavier Bettel	Cours complémentaires en droit luxembourgeois - Versement d'une indemnité aux étudiants
2060	Mme Nancy Arendt	Introduction d'une interdiction de fumer sur les bancs de touche et dans les gradins des terrains de football
2065	M. Gast Gibéryen	Posologie
2067	M. Ali Kaes	Service de garde des pharmacies dans la région nord du pays
2071	M. Gast Gibéryen	Décharges sur diverses cotisations de 1996 à 2006
2102	M. Claude Meisch	Changement de personnel à la tête de l'Armée luxembourgeoise

Question 1921 (10.8.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **décontamination des friches industrielles:**

Zanter e puer Joer sinn elo grouss Infrastrukturaarbechten op de Frichë vun ARBED-Belval amgaangen. Net ouni Problem, well en Deel vum Buedem mat gëftege Chemikalië verseucht ass. Wéi eis gesot gëtt, géif do op eng «pragmatesch» Aart a Weis virgaangen. Well d'ARBED/Arcelor dësen Terrain ouni prealabel Sanéierung un de Stat verkaf huet, wollt ech den Häre Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéi grouss ass den Terrain, deen de Stat vun der ARBED/Arcelor zu Esch/Belval kaf huet an zu wat fir engem Präis pro Ar?

2. Wat hunn d'Etüden iwwert d'Kontaminatioun vum Buedem erginn; wéi grouss ass den Areal, dee verseucht ass respektiv wéi vill Kubikmeter Buedem sinn do als verseucht unzegesinn?

3. Wat schreift eis Legislatioun an esou engem Fall als Moossname vir? Muss net deen, deen en Terrain verseucht huet, och fir d'Dekontaminatioun suergen, wann en op deem Terrain mat senger Aktivitéit ophält?

4 Wat steet am Kaf-Akt iwwert d'Iwwerhuele vun de Käschten, déi sech aus der Kontaminatioun vum Terrain erginn?

5. Wéi soll dës Dekontaminatioun virgeholl ginn? Entsprécht dëse Procédé de gesetzleche Virschréften?

6.Wéi héich sinn ongefeier d'Käschten, déi sech aus der noutwendeger Dekontaminatioun vum Terrain erginn (hunn)?

Réponse commune (12.11.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

1. Op Basis vum Gesetz vum 12. Dezember 2003 ass de Stat autoriséiert gi fir Terrainen, déi am ganze 27 Hektar 34 Ar ausmaachen an Installatiounen zu Belval vun der Entwécklungsgesellschaft Agora ofzekafe fir e Präis vu 85.000.000 Euro. Virdrun hat Arcelor 109 Hektar Terrainen erabruecht an d'Agora zu engem Präis vun 1.858 Euro/Ar.

2. Den Terrain vun der Friche vun ARBED-Belval ass enger intensiver Analys ënnerworf ginn, fir festzestelle wou a wat fir Kontaminatiounen am Buedem unzetreffe sinn. Dës Analys huet aus verschiddenen Etappe bestanen.

1) eng historesch Etüd:

Sënn an Zweck vun der historescher Etüd vun engem potenziell kontaminéierten Terrain ass et, fir eraus ze fanne wou am Laf vun de Joren op dem Terrain Aktivitéite woren, wou mat problematesche Substanzen ëmgaange ginn ass, déi zu enger Buedemkontaminatioun hätte kënne féieren. Zu dësem Zweck ginn al a rezent Dokumenter studéiert, wéi zum Beispill Pläng, Kaarten, Fotoen, Loftfotoen, Produktiounsdokumenter, asw. Doniewend gi fréier an heiteg Mataarbechter vun dem Site interviewt.

D'Resultat vun esou enger historescher Etüd ass e Plang, deen déi Zonen opweist, wou Kontaminatioune kënne sinn. Doniewend gëtt pro Zon, op Grond vun de Substanze mat deenen do geschafft gouf, festgeluecht wat fir Parametere prioritär ze analyséiere sinn. Dës Etüd gouf 1997 vum Ingenieurbüro Lameyer International vu Frankfurt/Main duerchgefouert. Si gouf 1998 nach eng Kéier aktualiséiert, dat op Grond vun den Änneerungen, déi an der Tëschenzäit um Site stattfond hunn.

Insgesamt goufen 105 verschidde Standuerter oder Flächen identifizéiert, déi eng potenziell Kontaminatiounsgefor duerstellen.

2) en analytesche Proufprogramm:

An de Joren 1999 an 2000 gouf op Basis vun der historescher Etüd der Firma Luxcontrol vun Esch/Uelzecht en analytesche Proufprogramm duerchgezunn, fir festzestelle wou, wéi an a wat fir engem Mooss de Buedem tatsächlech kontaminéiert ass. Hei fir goufe ronn 300 Buerungen um Site realiséiert. Insgesamt kann een déi festgestallte Kontaminatiounen esou résuméieren:

- Op der Héichuewenterrass gëtt et haaptsächlech méi lokal Kontaminatiounen zum Deel mat Schwéiermetaller, zum Deel mat Kuelewaasserstoffer. Haaptursaach fir déi gréisste Kontaminatioune mat Kuelewaasserstoffer sinn d'fréier Exploitatioune vun Tankstellen. Bei de Schwéiermetaller handelt et sech virun allem ëm d'Lagerung vu Stëbser.

Am Beräich vun der fréierer Sinteranlag an dem Bedding, sou wéi an hirer direkter Emgéigend, goufe virun allem verschidden Depote vu Schlamm an Offall fonnt, déi erhéichte Konzentratiounen u Schwéiermetaller an u Polyzyklesche Aromatesche Kuelewaasserstoffer opweisen (PAK). Och goufen aner Plaze mat PAK-Kontaminatioune fonnt, dëst wahrscheinlech wéinst dem Ëmgang mat Schmiermëttelen.

Dowéinst huet een am Beräich vum Bedding erhéichten Arsengehalter fonnt. Dës sinn allerdéngs net direkt als eng richteg Kontaminatioun ze betruechten. Hei gouf Eisenerz gelagert a verschafft an et ass jo allgemeng bekannt, datt de Lëtzebuerger Minettsteen natierlech aussergewéinlech héich Arsenkonzentratiounen enthält.

Am westleche Beräich, wou haut Wunnenge geplangt sinn, goufe keng Kontaminatioune fonnt. Dëst erkläert sech doduerch, datt dës Terrainen net industriell genotzt goufen, mä ëmmer zu landwirtschaflechen Zwecker gedéngt hunn.

- Niewend dëse Beräicher goufen nach dräi Deponien ausgewisen: en Depot vun LDAC-Stolwierksstëpser vu Schëffleng, eng al Bauschuttdeponie, déi awer och Schlamm enthält, de sou gennante «Plateau St. Esprit», deen eng Gischtschlammdeponie duerstellt.

Wat d'Surface an de Volume vu de Kontaminatiounen ugeet, ass et ganz schwéier, eng prezis Äntwert kënnen ze ginn. Et ass nämlech onméiglech all eenzel Kontaminatiounsfläch duerch Buerungen esou ze erfuerschen, datt ee genee hir dräidimensional Ausbreedung ka festleeën. Op Basis vun den Analysen, déi gemaach goufen, gi graff Schätzungen dovun aus, datt d'Fläch, déi vu Kontaminatioune betraff ass, insgesamt ronn 2,2 Hektar duerstellt. De Volume gëtt op 35.000 m^3 geschätzt. Dozou kommen nach déi verschidden Deponië mat enger Fläch vun ongefeier 16 Hektar an engem Volume vu méi oder wéineger 1,1 Millioune m^3.

3. Entspriechend dem Artikel 13, Paragraph 7, vum geännerte Gesetz vum 10 Juni 1999 iwwert klasséier Betriber, muss den Exploitant vun engem Betrib, wann en domat ophält, dëst de Ministeren, déi him d'Genehmegung ginn hunn, mat ageschriwwenem Bréif an Avis de réception matdeelen.

D'Ministere leeën dann d'Konditioune fest, déi néideg sinn, fir de Site uerdnungsgeméiss ofzeschléissen. Heizou gehéieren och d'Mesuren, déi néideg si fir den Terrain ze sanéieren oder ze dekontaminéieren.

Laut Offallgesetz vum 17. Juni 1994 gëllt de Verursaacher-Prinzip, dat heescht, datt de Responsabele vun der Pollutioun och d'Käschte vun der Sanéierung muss iwwerhuelen.

Eng offiziell déclaration de cessation d'activités gouf vun der ARBED de 15. Juli 1997 eragereecht.

4. De Compromis de vente régléiert den Ëmgang mat kontaminéierte Flächen tëschent der Entwécklungsgesellschaft Agora an dem Stat. Basis ass: Agora verkeeft dem Stat Terrainen, déi assanéiert si gemäss dem Sanéierungskonzept vum Ëmweltministère vum 30. Januar 2004.

Insofern Moossname sollten ergraff ginn, déi iwwert dëst Sanéierungskonzept erausginn, wären dës op Käschte vum Keefer duerchzefeieren. Dës supplementar Käschte ginn, wann der sollten ufalen, an deene verschiddene Gesetzesprojeten, déi d'Regierung der Chamber virleet, separat opgezeechent.

5. Et gëtt keng gesetzlech Virschréft, déi festleet wéi eppes muss sanéiert ginn. Esou eng Virschréft wier och onsënneg, well all Sanéierungsfall seng eege Spezifissitéiten huet an d'Sanéierungskonzept dorop muss adaptéiert ginn.

Allerdéngs ass et esou, datt d'Konditiounen, déi entspriechend dem Artikel 13, Paragraph 7, vum geännerte Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwer klasséiert Betriber festgeluecht ginn, sécher musse stellen, datt déi Interêten, déi am Artikel 1 vun dësem Gesetz stinn, geschützt ginn.

Konkret heescht dat, datt muss gekuckt ginn, wéi den Impakt vun enger Kontaminatioun op zum Beispill de Mënsch, d'Grondwaasser, d'Loft, d'Fauna an d'Flora, asw. ausgeschalt ka ginn, ouni datt zousätzlech Impakter op de Mënsch an d'Ëmwelt duerch d'Duerchféiere vun de Sanéirungsmoossnamen entstinn.

Am Fall vu Belval heescht datt, datt et net méiglech ass, sämtlech Kontaminatioune mat engem Bagger erauszehuelen, fir se dann iergendswou an d'Ausland an eng Behandlungsanalag oder op eng Sondermülldeponie ze féieren. Engersäits sinn d'Massen ze grouss, fir datt esou Anlage se kënnen unhuelen, anersäits géif et zu enger enormer Zuel vun Transporter kommen, déi eng héich Belaaschtung fir d'Ureiner an awer och eng héich Loftverschmutzung duerch den Transport selwer géife mat sech bréngen. Doniewt wär et ganz schwiereg, verschidde Kontaminatiounen aus dem Buedem erauszehuelen, well se vu gebakener Schlak oder schwéiere Betonsfondatiounen iwwerdeck sinn. Dat hätt bedéngt, datt et zum Asaz vu ganz schwéiere Maschinnen, jo souguer zu Sprengungen hätt misse kommen, mat dem Risiko, domat méi grouss Nuisancë fir Mënsch an Ëmwelt ze provozéieren, wéi d'Eraushuele vun der Kontaminatioun Guddes bruecht hätt.

Aus all dësen Iwwerleeunge gouf e Sanéierungs- a Sécherungskonzept ausgeschafft, dat sech aus folgenden Elementer zesummesetzt:

- Gravéirend Kontaminatiounen, wéi zum Beispill déi bei alen Tankstellen, ginn duerch d'Eraushuele vum kontaminéierte Buedem sanéiert. Dëse Buedem gëtt a spezielle Buedembehandlungsanlagen dekontaminéiert.

- Manner dramatesch Kontaminatioune bleiwen am Buedem a ginn net erausgeholl. Duerch d'Iwwerbauung vum Terrain, an déi domat verbonne groussflächeg Versiggelung, gëtt engersäits verhënnert, datt Reewaasser an de Buedem ka sickeren an do d'Kontaminatioun kann auswäschen, op déi aner Manéier gëtt verhënnert, datt de Mënsch, deen um Terrain ass, iergendwéi mat deene Kontaminatiounen a Kontakt kënnt.

Déi al Depote ginn ewech geholl a sou wäit wéi méiglech op dem Plateau St. Esprit ofgelagert. Dëst gëllt och fir kontaminéiert Materialien, déi am Kontext vu spezifesche Baumoossnamen ufalen.

- De Plateau St. Esprit gëtt profiléiert, fir datt en da mat enger technescher Ofdichtung nom Stand vun der Technik definitif sanéiert a geséchert gëtt.

- Well déi natierlech Buedemschichten, déi zu Belval sinn, extrem dicht sinn, entwässert dat ganzt Grondwasser vum Site an der Géigend vun de Weiere beim Rond-point Réimerech. Dat ganzt Sécherungs- a Sanéierungskonzept vu Belval ass dorop ugeluecht, datt et net zur Neibildung vu Grondwaasser um Site kënnt. Aus Sécherheetsgrënn sinn awer am Beräich vun de Weiere Kon-

trollpëtzer mat regelméissege Kontrollanalyse virgeschriwwen. Sollt widder Erwaarden awer belaaschtend Grondwaasser do unzetreffe sinn, da besteet d'Méiglechkeet eng zousätzlech Grondwaasserbehandlung ze installéieren.

Dëst Sécherungs- a Sanéierungskonzept gouf enger Genehmegungsprozedur laut Commodosgesetz ënnerworf a vum Aarbechtsminister an dem Ëmweltminister genehmegt. Et erfëllt domat déi gesetzlech Virschréften.

6. Ënnert dem Punkt 4 beäntwert.

Question 1928 (14.8.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **stratégies face à la crise sur les places boursières:**

Suite à la grave crise ayant secoué toutes les places boursières, de nombreuses banques centrales sont intervenues en injectant un volume substantiel de liquidités dans les marchés. Ces interventions, sans avoir totalement enrayé la crise sur le marché du crédit, semblent au moins avoir rassuré les investisseurs sur leur capacité à le faire.

Mais actuellement de nombreuses critiques se font jour en particulier contre la politique de la Banque Centrale Européenne (BCE). Un certain nombre d'observateurs critiquent cette stratégie paradoxale de la BCE d'injecter à elle seule plus de liquidités que la valeur du risque aux subprimes lui-même et d'un autre côté de continuer sa stratégie de poursuite de la hausse des taux.

Ainsi l'ancien Ministre des Finances de la France, Thierry Breton, critique dans une Interview au «Monde» cette stratégie de hausse des taux qui rend le crédit plus cher.

C'est la raison pour laquelle je voudrais vous poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la stratégie décrite ci-dessus de la BCE?

- Est-ce que cette stratégie a été décidée en concertation avec les responsables de l'Eurogroupe?

- Quelles sont les mesures envisagées par l'Eurogroupe pour enrayer les conséquences de cette crise financière pour l'économie de l'Union européenne?

Réponse (19.11.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

a) Conformément à l'article 105.2 du Traité instituant la Communauté européenne, les missions fondamentales de la Banque Centrale Européenne (BCE) consistent à (1) définir et mettre en œuvre la politique monétaire, (2) conduire les opérations de change, (3) détenir et gérer les réserves officielles de change des États membres et (4) promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de paiement.

L'article 108 du Traité CE confère à la BCE l'indépendance dans l'exercice de ses pouvoirs et dans l'accomplissement de ses missions et des devoirs qui lui ont été conférés par le Traité CE et les statuts du système européen des banques centrales.

Le respect de l'indépendance de la BCE implique que le Gouvernement luxembourgeois s'abstient de commenter publiquement les décisions prises par la BCE dans l'accomplissement de ses missions.

Il convient toutefois de préciser qu'à ce stade il n'est pas encore possible d'évaluer avec précision les effets à moyen et long terme de la crise des «subprimes mortgages» sur les marchés financiers et sur l'économie réelle et partant, il semble prématuré de procéder d'ores et déjà à une évaluation quelconque de la stratégie de mise en œuvre par la BCE pour calmer les marchés en assurant leur liquidité.

b) L'article 108 du Traité CE prévoit que dans l'accomplissement de leurs missions, ni la BCE, ni une banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des États membres ou de tout autre organisme. Les décisions de la BCE sont donc prises en toute indépendance.

Néanmoins, l'Eurogroupe et la BCE tirent pleinement parti des voies de dialogue prévues par le Traité. Ces voies de dialogue prévoient notamment que le président de l'Eurogroupe fasse rapport au conseil des gouverneurs de la BCE sur l'évaluation qu'il fait de la situation économique au sein de l'espace euro et que le président de la BCE puisse participer aux réunions de l'Eurogroupe.

Par ailleurs, des contacts informels entre l'Eurogroupe et la BCE peuvent avoir lieu à tout moment si la situation l'exige.

Le dialogue entre l'Eurogroupe et la BCE tient compte de la répartition des compétences prévue par le traité et respecte à tous égards l'indépendance de la BCE et du système européen des banques centrales.

c) L'Eurogroupe a été mis en place au début de la troisième phase de l'Union économique et monétaire afin de renforcer la coordination des politiques économiques au sein de l'espace euro par le biais notamment d'une surveillance rapprochée de la situation macroéconomique et budgétaire dans les États membres dont la monnaie est l'euro.

Les questions liées aux marchés financiers et à la stabilité financière ne relèvent pas de la compétence de l'Eurogroupe, mais de celle de l'Ecofin qui en discute régulièrement. L'Ecofin informel de Porto est ainsi la première occasion pour les Ministres des Finances, en commun avec les gouverneurs des banques centrales, de faire le point et de tirer des conclusions préliminaires suite à la crise financière qui a secoué les marchés au mois d'août. Les arrangements en place pour surveiller le secteur financier et pour prévenir des crises sont solides et ils seront encore renforcés par la mise en œuvre des directives sur les fonds propres et la solvabilité des établissements financiers ainsi que par de nouvelles recommandations pour la gestion des crises. Un accent particulier devra être mis sur la transparence des opérations financières et sur la surveillance de la liquidité.

Question 1964 (6.9.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **jouets pour enfants dangereux:**

D'Firma Matell, déi Spillsaachen hierstellt, huet zouginn, datt se an deene leschten eng Rei vu Spillsaachen huet missen zréckfroen, well se geféierlech fir Kanner wieren, well scho Kanner sech domadder verletzt hunn, an och geféierlech Substanze fir d'Produktioun gebraucht goufen, déi kënnte gesondheetlech Langzäitschied verursaachen.

Besonnesch bei Kanner, déi sech de Geforen nach net bewosst sinn, ass grouss Virsiicht ubruecht, an dofir misst schonns am Virfeld dofir gesuergt ginn, datt Saachen, déi fir Kanner virgesi sinn, extra gepréift ginn, ier se op de Maart kommen, dat net nëmme vum Hiersteller, mä nach eemol ier se an engem Land zum Verkaf dierften ugebuede ginn.

D'Problemer mat deene Spillsaache waren an de Medie publizéiert, et gouf awer keng offiziell Avise vun den zoustännege Ministèren an och keng Preventivindikatiounen.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Sinn och an de Geschäfter zu Lëtzebuerg geféierlech Spillsaachen opgetaucht an zréckgefrot ginn, déi vun der Firma als geféierlech klasséiert goufen?

2) Wéi ginn déi zoustänneg Ministèrë vir wann esou Problemer optauchen?

3) Sinn déi zoustänneg Ministèrë vun der Firma iwwert déi geféierlech Produkter informéiert ginn, oder misst dat net internationalen Dispositiounen no d'office gemaach ginn?

4) Wéi gëtt d'Lëtzebuerger Populatioun vun den zoustännege Ministèren opgekläert, ausser deem wat an de Medien steet, wann esou Problemer optauchen?

5) Wat fir eng Kontrolle gëtt et hei am Land fir Produkter, déi fir Kanner virgesi sinn, wat fir eng Kontrolle gëtt et iwwerhaapt bei Produkter, déi hei an d'Land erakommen?

Réponse commune (19.11.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

D'Maartaféierung vu Spillsaachen ass geregelt duerch de «règlement grand-ducal modifié du 3 février 1992 relatif à la sécurité des jouets» an ass d'Ëmsetzung vun der Richtlinn 88/378/CEE. D'Aarbechtsinspektioun (ITM) stellt op hirer Internetsäit ee Gesamttext zur Verfügung an der Form vun hirer Virschréft ITM-AM 356.1. D'ITM ass mat der Maartiwwerwaachung chargéiert.

D'Sécherheet vu Produkter, déi net ënnert d'Reglement vum 3 Februar 1993 oder aner Spezialgesetzer oder Reglementer falen, ass geregelt duerch d'Gesetz vum 31 Juli 2006 iwwert déi allgemeng Sécherheet vun de Produkter. Fir d'Anhale vun dësem Text ass de Wirtschafts- an Aussenhandelsministère zoustänneg.

Déi elementar Exigenze fir d'Sécherheet bei der Maartaféierung vu Spillsaache sinn an der Annexe II vun dësem Reglement opgefouert. Do sinn ënner anerem och d'Grenzwäerter vu geféierleche Substanzen, déi d'Sécherheet vu Kanner a Gefor bréngen, opgezielt.

1. Eis leie keng Informatioune vir ob lëtzebuergesch Geschäfter vu sech aus betraffe Spillsaache fonnt hunn oder aus hire Regaler geholl hunn. Vill Spillsaache ware scho bei de Verdeeler blockéiert ginn. Tëscht dem 21. an dem 26. August si vun der Aarbechtsinspektioun (ITM) Kontrollen an zwielef verschiddene Geschäfter am ganze Land gemaach ginn. Dräi Sätz vun de betraffene Spillsaache si fonnt an aus de Regaler geholl ginn. Bei dëse Kontrollen ass opgefall, dass virun allem déi grouss Geschäfter Bescheed woussten.

2. Wann Informatiounen iwwer Spillsaachen, déi net konform zur Legislatioun sinn, bei d'ITM kommen, ginn dës Informatiounen, de Méiglechkeeten entspriechend, op der Internetsäit vun der ITM veröffentlecht. Dëst gëtt virun allem gemaach bei grousse Réckruffaktioune vun Hiersteller. Et muss hei bemierkt ginn, dass d'Réckruffaktioun vu Mattel ganz gutt organiséiert war an dass d'Informatiounen, déi disponibel waren, eng Kontroll an de Geschäfter vereinfacht huet. Déi Tatsaach, dass d'Réckriff ganz oft nëmme bestëmmte Seriennummere betreffen, mécht eng Kontroll an de Geschäfter schwiereg. Et muss hei och bemierkt ginn, dass ganz oft net gewosst ass, ob déi betraffe Spillsaachen iwwerhaapt zu Lëtzebuerg an de Geschäfter sinn.

Dann, wann d'ITM et nëtzlech fënnt, d'Consommateuren ze informéieren, gëtt eng Alerte via de Service Information et Presse vum Stat geschéckt. Dëst war zum Beispill de Fall wou am grousse Stil d'YoYo-Bäll vum Maart gezu gi sinn.

3. An dësem Fall ass d'ITM duerch Mattel direkt per e-mail informéiert ginn. Eng Obligatioun fir d'Hiersteller, d'Memberstaten iwwer Produkter ze informéieren, déi net an der Rei sinn, ass am uewe genannte Reglement net virgesinn.

4. Zwou Méiglechkeete gi jee no Bedarf genotzt fir d'Populatioun ze informéieren:

- informatioun iwwert d'Internetsäit vun der ITM,

- eng Noricht iwwert de Service Information et Presse vum Stat, wou d'Leit dann awer och duerch d'Medien informéiert ginn.

Kontrolle vu Spillsaache gi sporadesch an de Geschäfter gemaach. D'ITM schafft an enker Zesummenaarbecht mat der Douane bei der Kontroll op de lëtzebuergesche Grenzen. Sporadesch Kontrolle ginn um «Centre douanier» um Houwald an am Cargocenter um Flughafen gemaach. Dobäi ginn haaptsächlech administrativ Kontrolle gemaach a gekuckt ob d'Saachen offensichtlech Feeler hunn. Wann en Doute besteet, datt d'Spillsaachen net an der Rei sinn, ginn technesch Dokumenter a Resultater vun Analyse beim Hiersteller gefrot. Falls sech erausstellt, datt d'Spillsaachen net an der Rei sinn, gi se op der Grenz blockéiert. Dat geschitt ongefëier eng Dose mol am Joer.

Question 1966 (7.9.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **instructions disciplinaires:**

- Combien d'instructions disciplinaires ont été lancées contre des instituteurs ou institutrices du primaire au cours des dix dernières années?

- Dans combien de cas cette instruction disciplinaire a été provoquée par les autorités communales? Dans combien de cas celle-ci a été provoquée par un membre de l'inspectorat de l'enseignement primaire?

- Combien d'instructions disciplinaires ont finalement mené à des peines disciplinaires? Lesquelles? Dans combien de cas ces peines ont-elles été précédées ou suivies par une instruction juridique?

Réponse commune (12.11.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Instructions menées entre 1997 et 2003

Entre 1997 et l'entrée en vigueur du nouveau régime disciplinaire introduit par la loi du 19 mai 2003, cinq actions disciplinaires ont été lancées contre des instituteurs ou institutrices du primaire.

Dans un cas l'inspecteur d'arrondissement s'est trouvé à l'origine de l'instruction, alors que dans les autres cas l'initiative a été prise par les autorités communales. Trois instructions ont conduit à une sanction disciplinaire.

Instructions menées depuis 2003

Depuis le 1er octobre 2003, le Commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire est en charge des instructions disciplinaires à l'encontre des instituteurs du primaire.

Quatre instructions disciplinaires ont été ouvertes contre des instituteurs. Deux affaires visaient une institutrice et deux affaires visaient un instituteur du primaire.

Les quatre affaires précitées ont toutes été déclenchées par la Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions, dans la mesure où il constitue au sens de la loi l'autorité disciplinaire compétente pour ordonner l'ouverture d'une instruction disciplinaire. Dans deux cas, l'initiative ayant mené l'autorité

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

disciplinaire à agir est à attribuer à l'inspecteur compétent soutenu dans ses démarches par la commune d'affectation. Dans les deux autres cas, ce sont les services du Ministère compétent qui ont fait les efforts nécessaires pour aboutir à l'ouverture d'une procédure.

Sur les quatre affaires précitées, deux sont encore en cours d'instruction. Les deux autres affaires ont été clôturées et ont donné lieu à des condamnations disciplinaires.

Il y a lieu de noter que les procédures disciplinaires intentées contre des instituteurs du primaire ont comme particularité que le conseil de discipline ne donne qu'un avis et ne prononce pas à proprement parler les sanctions envisagées. En ce qui concerne les deux affaires disciplinaires précitées, il y a lieu de retenir le traitement suivant: Dans la première affaire, le conseil de discipline avait proposé d'appliquer la sanction de l'amende correspondant à la retenue d'un dixième du montant brut du traitement mensuel du fonctionnaire concerné. La sanction finalement prononcée par l'autorité disciplinaire correspond à la sanction proposée par le conseil de discipline.

Dans le deuxième cas, le conseil de discipline avait proposé la sanction disciplinaire de la retenue de la moitié du montant brut de son traitement mensuel. La sanction finalement retenue dans cette affaire est celle de la réprimande.

Au cours des dix dernières années, trois cas ont donné lieu à une procédure judiciaire.

Question 1968 (7.9.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**enseignement à domicile:**

a loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire autorise dans son article 82 l'enseignement à domicile.

J'aimerais ainsi savoir:

- Combien d'enfants ont reçu un enseignement à domicile au cours des dix dernières années (nombre d'enfants par année d'étude ou tranche d'âge)?

- Pendant combien de temps les enfants concernés ont-ils été instruits à domicile?

- Combien d'enfants ont suivi un enseignement à domicile soutenu d'un enseignement à distance?

- Existe-t-il des cas dans lesquels des enfants ont été inscrits d'office dans une école publique après que l'inspecteur avait constaté que les études dispensées à domicile ne correspondaient pas aux prescriptions de la loi?

- Après un temps plus ou moins long d'enseignement à domicile, est-ce que certains enfants ont montré des difficultés d'adaptation lors de leur réintégration dans une classe de l'enseignement public ou privé?

Réponse (16.11.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Suite à des informations recueillies auprès des inspecteurs de l'enseignement primaire, je vous informe qu'au cours de l'année scolaire 2007/2008, onze enfants reçoivent un enseignement à domicile.

Sept d'entre eux sont instruits suivant un enseignement à domicile soutenu d'un enseignement à distance.

Au cours des dix dernières années 14 enfants ont reçu un enseignement à domicile pendant toute leur scolarité dans l'enseignement primaire, tandis que 24 enfants ont été instruits à domicile pendant une partie de leur scolarité.

Aucun cas d'un enfant qui aurait été intégré d'office dans l'école publique ne m'a été rapporté. Des difficultés d'adaptation d'enfants qui ont réintégré l'école publique de leur plein gré après un enseignement à domicile ne m'ont pas été signalées.

Question 1970 (11.9.2007) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant la **mort subite de sportifs:**

Le monde du sport européen vient d'être ébranlé au cours des dernières semaines par plusieurs cas de mort subite de jeunes sportifs, même de haut niveau. Derrière ces quelques cas très médiatisés se cachent des accidents similaires touchant nombre de sportifs plus anonymes. En France, on avance le chiffre de 300 à 500 sportifs, amateurs ou de haut niveau, qui succomberaient ainsi chaque année soit de cardiomyopathie hypertrophique ou d'anomalies congénitales des artères coronaires, de myocardites ou de maladie arythmogène. Un quart des décès pourrait être évité selon les spécialistes par recours aux massages cardiaques et par utilisation de défibrillateurs externes semi-automatiques (DSA).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Existe-t-il des chiffres concernant les cas de mort subite de sportifs, licenciés ou non, au Luxembourg?

- Est-ce que le dépistage de facteurs de risques est jugé satisfaisant?

- Est-ce qu'un dépistage systématique de maladies cardiaques prédisposantes chez les sportifs des cadres nationaux est-il souhaitable?

- Est-il prévu d'étendre la limite d'âge des examens médicaux des sportifs licenciés de 50 ans à 65 ans?

- Combien d'installations sportives sont dotées d'un défibrillateur externe semi-automatique? Ne faudrait-il pas à terme prévoir un tel appareil dans chaque enceinte accueillant des sportifs et/ou des spectateurs, tels les centres culturels étatiques ou communaux?

- Est-ce que les concierges des centres sportifs et culturels étatiques et/ou communaux seront-ils à l'avenir obligatoirement formés aux premiers secours?

- Le Ministre de la Santé donnera-t-il au personnel non médical formé, l'autorisation de l'usage des défibrillateurs et de la pose de lignes intraveineuses en cas d'urgence médicale, avant l'arrivée de l'assistance médicale d'urgence?

Réponse commune (19.11.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Inventoriés au titre de l'assurance collective des sportifs, les cas de mort subite survenus lors de compétitions sont heureusement fort rares. En effet, au cours des dix dernières années, on a enregistré trois décès «sur le terrain».

Toutefois, comme l'indique le Ministère de la Santé, on ne dispose pas de statistiques sur les cas de mort subite chez des sportifs, licenciés ou non, étant donné que les certificats de décès ne renseignent ni sur les activités physiques proprement dites ni sur le niveau de telles activités.

Toujours est-il que les cas de mort subite sont répertoriés parmi les chiffres globaux des décès concernant les maladies de l'appareil circulatoire.

En effet, les maladies cardiovasculaires et cérébrovasculaires, qui constituent la cause la plus importante de mortalité de notre population, figurent parmi une des premières priorités en matière de santé publique.

Ainsi, les actions entreprises pour lutter contre ces pathologies, à l'origine de nombreux décès prématurés, sont couvertes par des plans nationaux de promotion de la santé. Ces plans prévoient des actions de prévention encadrées par des campagnes de sensibilisation pour la détection et la prise en charge précoce des accidents cérébrovasculaires; ceci par l'identification des personnes à risque ainsi que, le cas échéant, par un suivi médical approprié.

Dans le contexte des contrôles de sportifs, il faut savoir que les cadres de haut niveau font déjà l'objet d'un bilan approfondi; entre autres, ils se soumettent à un électrocardiogramme, une échographie cardiaque et une épreuve d'effort, pour n'en citer que les composantes les plus importantes de cet examen. Par ailleurs, pour 2008 il est prévu d'équiper systématiquement les centres médico-sportifs où sont effectués les examens dans le but de l'obtention d'une licence, d'un électrocardiogramme, conformément aux standards internationaux de la médecine sportive.

Pour ce qui est d'étendre les examens médicaux aux sportifs licenciés entre 50 et 65 ans, il faut rappeler que le médico-sportif vise les compétiteurs et qu'à ces catégories d'âge le nombre de ceux-là est plutôt réduit. Et, si le besoin s'en faisait quand même ressentir, les candidats sont invités à se soumettre à un examen approfondi auprès de leur médecin privé pour les rassurer sur leurs aptitudes physiques. La société de la médecine sportive sera néanmoins consultée encore une fois pour avis en la matière.

Quant aux grands événements sportifs de type semi-marathon ou marathon, par exemple, rassemblant sportifs de haut niveau et sportifs amateurs, manifestations qui semblent jouir d'une popularité toujours croissante, des recommandations sont faites aux organisateurs pour que les participants se munissent d'un certificat médical attestant d'un état de santé adapté.

L'installation de défibrillateurs externes automatiques, pour sa part, fait actuellement l'objet d'un projet de règlement grand-ducal élaboré par le Ministère de la Santé. Le texte prévoit notamment que toute personne est habilitée à utiliser un défibrillateur automatique sous condition d'avoir bénéficié d'une formation appropriée. Il n'est cependant créé aucune obligation concernant la présence, voire l'emplacement de tels instruments. En effet, il incombera aux responsables des enceintes qui accueillent des sportifs et/ou des spectateurs d'assurer la sécurité du public, et de prévoir, le cas échéant, l'installation d'un tel dispositif.

En outre, l'article 7 de la loi du 17 juin 1994 concernant la sécurité et santé au travail dispose que:

«1. L'employeur doit:

- prendre en matière de premiers secours, de lutte contre l'incendie et d'évacuation des travailleurs, les mesures nécessaires, adaptées à la nature des activités et à la taille de l'entreprise et/ou de l'établissement, et compte tenu d'autres personnes présentes,- et organiser des relations nécessaires avec des services extérieurs, notamment en matière de premiers secours, d'assistance médicale d'urgence, de sauvetage et de lutte contre l'incendie.

2. En application du paragraphe 1, l'employeur doit notamment désigner, pour les premiers secours, pour la lutte contre l'incendie et l'évacuation des travailleurs, les travailleurs chargés de mettre en pratique ces mesures.

Les travailleurs doivent être formés, être en nombre suffisant et disposer de matériel adéquat, en tenant compte de la taille et/ou des risques spécifiques de l'entreprise et/ou de l'établissement.»

En ce qui concerne l'usage de défibrillateurs automatiques en cas d'urgence médicale, est à noter qu'il ne comporte quasiment plus de risque. Force est toutefois de souligner que la pose d'une voie veineuse effectuée par du personnel non médical, même dans des conditions optimales, ferait courir au malade des risques injustifiés, et ne saurait dès lors être envisagée.

Question 1977 (14.9.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **langue de rédaction des avenants aux règlements communaux:**

Certaines communes disposent toujours de règlements communaux rédigés en langue allemande. L'allemand n'étant plus utilisé au niveau des actes législatifs, il s'avère que des communes préfèrent formuler les avenants à leurs règlements communaux en français. Des parallèles existent d'ailleurs avec la loi sur l'impôt commercial communal. Le texte initial est publié au Mémorial en langue allemande, tandis que toutes les modifications ultérieures ont été rédigées en français.

Or, d'après mes informations, des services ministériels - dont notamment la Commission de Circulation de l'État - semblent se heurter à cette pratique communale, jusqu'à refuser des avenants pour seul motif que ceux-ci ne sont pas rédigés dans la même langue que le règlement de base.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que des avenants aux règlements communaux ont été refusés par d'autres ministères ou administrations ministérielles pour seul motif de ne pas être rédigés dans la même langue que le règlement de base?

- Est-ce que le Ministère de l'Intérieur ne devrait pas publier une recommandation aux communes concernant la rédaction des règlements afin d'éviter des prolongations inutiles des procédures administratives d'approbation?

Réponse commune (26.11.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Il est exact que certaines communes disposent encore de règlements de circulation communaux rédigés en langue allemande, mais ont pris l'habitude de formuler les avenants à ces règlements en français. Bien que cette pratique ne soit pas contraire à la loi, elle a cependant pour effet de créer des textes règlementaires qui manquent de clarté et d'homogénéité dans la terminologie et qui sont donc entachés d'insécurité juridique. Outre le fait que la lecture de tels règlements n'est ni facile, ni agréable, le texte même risque d'être incohérent par l'effet des traductions inévitables.

Il convient de noter que les communes ne sont pas obligées de recourir à la langue française, mais qu'il s'agit en effet d'un libre choix.

Les communes qui disposent d'un règlement de circulation de base en langue allemande, mais qui souhaitent recourir à la langue française sont invitées à procéder à une refonte complète de leur règlement de circulation. La Commission de Circulation de l'État soutient les communes dans cette démarche en mettant à leur disposition un règlement type qui couvre la panoplie des articles applicables sur leurs territoires respectifs.

L'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques n'est, pour sa part, plus traduit en langue allemande. Cette pratique entraîne un certain risque que la terminologie appropriée en allemand fait défaut. Voilà pourquoi la Commission de Circulation de l'État incite les autorités communales d'utiliser la langue française dans le cas d'une refonte complète d'un règlement de base.

Cet usage n'interdit à aucun moment aux communes, disposant d'un règlement de circulation en langue allemande, de rédiger les avenants à ce même règlement en allemand. La Commission de Circulation de l'État complète, le cas échéant, ses avis par une proposition de texte en allemand. D'où le principe que «pour des raisons de clarté et de facilité d'emploi, il convient de libeller les avenants au règlement de base en fonction de la langue du règlement».

Dans le but de doter les communes de règlements transparents et bien compréhensibles, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire vient d'adresser aux communes, par voie de circulaire, des recommandations sur l'emploi de la langue lors de la rédaction de règlements communaux.

Question 1982 (17.9.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**implantation de nouvelles décharges pour déchets inertes:**

L'implantation d'une nouvelle décharge pour déchets, inertes ou autres, se heurte souvent à l'opposition de ceux qui habitent à proximité du site choisi. Le plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes» permet entre autres de déterminer les capacités dont les différentes régions du pays ont besoin et associe les communes concernées lorsqu'il s'agit de choisir un site pour une nouvelle décharge. Les conflits au niveau local sont considérablement réduits, si les intérêts des habitants sont pris en compte et si le nouveau site est choisi d'une manière transparente et suivant des critères objectifs.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer pourquoi l'Administration de l'Environnement vise à créer de nouvelles décharges pour déchets inertes à des emplacements non prévus par le plan directeur sectoriel?

- Comment Monsieur le Ministre peut-il envisager l'implantation d'une nouvelle décharge pour déchets inertes sur un site autre que celui proposé par les communes concernées, sans les consulter avant la prise de décision?

- L'Administration de l'Environnement vient d'informer les communes de Garnich et de Mamer que le lieu dit «Kuelheck» serait retenu comme site potentiel pour l'implantation d'un centre régional pour déchets inertes. Monsieur le Ministre est-il conscient que ce site est justement celui où les opposants au projet pour l'implantation d'une décharge pour déchets industriels «Haebicht» ont fêté annuellement le succès de leur campagne? Monsieur le Ministre est-il conscient que la décision récente de l'Administration de l'Environne-

ment d'envisager l'implantation d'une décharge pour déchets inertes sur le site «Kuelheck» bien qu'un autre site moins conflictuel soit déjà identifié est ressenti comme un affront par les habitants concernés?

Réponse (16.11.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

La présente question parlementaire rejoint la question N°1965 de l'honorable Député Gilles Roth au même sujet *(cf. compte rendu N°1/2007-2008)*. Je me permets donc de renvoyer à la réponse donnée à cette question.

Néanmoins, je voudrais donner certaines précisions quant aux différents éléments de la présente question.

Il faut d'abord rappeler que le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes» ne prévoit pas exclusivement des sites précis sur lesquels une décharge pour déchets inertes est à réaliser. Il prescrit également une procédure à respecter pour rechercher de nouveau sites qui ne sont pas encore explicitement mentionnés dans le plan (art. 5). Une telle procédure est importante pour pouvoir disposer en continu de décharges, même après saturation et fermeture des décharges existantes ou prévues explicitement dans le plan. En ce sens, il est tout à fait évident que la création de nouvelles décharges non mentionnées dans le plan doit être envisagée tôt ou tard dans les différentes régions prévues par le plan.

Il est vrai, comme le précise l'honorable Député dans son introduction à la question, que les conflits au niveau local pour l'acceptation d'une nouvelle décharge sont considérablement réduits si les intérêts des habitants sont pris en compte et si le nouveau site est choisi d'une manière transparente et suivant des critères objectifs. Et c'est justement cette réflexion qui est à la base de la procédure de recherche de sites telle que prescrite par le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006.

Cette procédure prévoit une sélection des sites potentiels selon des critères purement objectifs.

En effet, une première approche se fait en tenant compte des zones non prioritaires telles qu'elles sont retenues à l'annexe IV du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006. Sur les surfaces ainsi délimitées, les sites où il est techniquement envisageable et raisonnable d'implanter une décharge pour déchets inertes sont sélectionnés pour constituer la liste des sites potentiels.

Les sites figurant dans cette liste des sites potentiels sont alors soumis à une évaluation d'après les critères objectifs figurant à l'annexe V du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006.

C'est cette évaluation qui est soumise aux communes pour avis. C'est également à ce stade de la procédure que la communication critiquée a été faite entre autres à la commune de Mamer.

Il résulte de ce qui précède que jusqu'à ce stade, toutes les étapes de sélection ont été réalisées selon une approche purement objective. Le fait d'exclure à ce niveau un site potentiel spécifique sous prétexte de son historique aurait constitué un élément purement subjectif dans la procédure.

Désormais, les communes sont appelées à émettre leur avis quant aux propositions des sites potentiels. Ces avis seront pris en considération lors de la définition du site qui doit être retenu comme prioritaire en vue de l'implantation d'une décharge pour déchets inertes.

La procédure actuellement en cours n'est donc pas une décision selon laquelle ni le Ministre de l'Environnement, ni l'Administration de l'Environnement n'impose un site. Bien au contraire, cette procédure qui respecte les dispositions du plan directeur sectoriel est une procédure qui associe les communes concernées dans le choix des sites pour une nouvelle décharge. La preuve en est donnée par le fait que dès à présent les communes sont consultées pour les sites potentiels avant qu'une décision quant au site définitif ne soit prise.

À titre d'information, il faut également mentionner que le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 prescrit que la commune concernée ultérieurement par le site retenu en définitive sera directement associée aux travaux d'élaboration du projet.

Question 1993 (19.9.2007) de **MM. Laurent Mosar** et **Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **changement climatique:**

Dans les discussions au sujet du changement climatique, il est surtout question des mesures à prendre pour réduire au maximum les émissions des gaz à effet de serre dont notamment le CO_2. Les initiatives prises dans ce contexte par l'Union européenne et le Gouvernement sont certes louables, mais ne prennent pas en compte un autre défi au moins aussi important, qui est celui de la protection de la population contre les effets négatifs du changement climatique.

Il est en effet généralement admis qu'avec une politique conséquente de réduction des émissions des gaz à effet de serre, les effets du changement climatique pourront être amoindris sans pour autant être évités. Dans cet ordre d'idées, il faut se rendre compte que les changements climatiques ont une influence importante sur la dynamique des maladies infectieuses.

Il est donc primordial de prévoir d'ores et déjà des mesures de protection contre les accidents climatiques.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Est-ce que le Gouvernement a déjà élaboré un catalogue de mesures de prévention pour parer aux effets du changement climatique?

- Quelles pourront être ces mesures notamment au niveau de l'équipement des logements (hôpitaux, CIPA, maisons de soins, etc.)?

- Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre pour protéger la population contre cette influence des maladies infectieuses?

- Quelles sont les initiatives prises au niveau de l'Union européenne pour protéger la population dans l'hypothèse de catastrophes climatiques?

Réponse commune (16.11.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le Gouvernement est persuadé qu'une lutte efficace contre les effets néfastes du changement climatique passe avant tout par une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre, sans pour autant négliger la nécessité d'adaptation aux conditions climatiques changeantes. En effet un certain degré de modification du climat sera inévitable au cours des décennies à venir, même si les efforts de réduction des émissions au niveau mondial, tels que mis en avant par le Conseil européen ainsi que par le Groupe d'experts intergouvernementaux du climat (GIEC), sont mis en œuvre.

Remarquons ici que le GIEC, dans ses récents rapports, a mis en évidence que les effets du réchauffement planétaire, qui s'élève à l'heure actuelle à 0,76°C par rapport à l'ère préindustrielle, sont déjà observés partout au monde. Or l'inertie du système climatique est telle que même dans les scénarios ambitieux de réduction des émissions susmentionnés, la hausse de la température moyenne annuelle mondiale avoisinera les 2°C. Il paraît dès lors évident que nous ressentirons encore davantage les effets du changement climatique à moyen et long terme, et que nous devons continuer à réduire notre vulnérabilité face aux conditions climatiques changeantes. Remarquons qu'à côté des «pressions» climatiques accrues, certains écosystèmes naturels et les activités qui en dépendent (agriculture, ressources en eau, forêts, tourisme, etc.) sont souvent déjà fragilisés par les pollutions, les morcellements, la perte de biodiversité, etc.

De nombreuses mesures d'adaptation au changement climatique ont été prises par le Gouvernement, même si elles n'ont pas été regroupées au sein d'un catalogue de mesures ou d'un plan d'action, tel que cela a été fait en avril 2006 pour les mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Concernant la préparation des établissements hospitaliers à des situations de grande chaleur, il convient de signaler qu'un système de climatisation centralisé fonctionne dans les services de soins intensifs des hôpitaux du pays. Suite à la canicule de l'été 2003, il est encore davantage qu'auparavant fait attention au rafraîchissement de la température dans les autres chambres et/ou locaux de séjour des patients au sein des établissements hospitaliers. Cet aspect est examiné lors de chaque demande de construction ou transformation hospitalière. La solution à retenir peut diverger de cas en cas par exemple en raison du volume, de la surface vitrée ou encore de l'exposition au soleil. Des systèmes comme le postrefroidissement intégré ainsi que des plafonds rayonnants hydrauliques ont ainsi été mis en œuvre.

D'autre part, le département de la Santé organise annuellement avec l'aide du réseau de maintien à domicile et du service social de proximité de la Croix-Rouge un plan d'intervention en cas de grande chaleur destiné à apporter une surveillance et une aide à l'hydratation aux personnes âgées à risque et vivant seules sans aide de leurs proches.

Comme le signalent les honorables Députés, le réchauffement global, la variation des régimes pluviométriques et la modification des taux d'humidité modifient l'aire de distribution de certains parasites et de certaines maladies transmissibles par des animaux, et tout particulièrement par des insectes entraînant non seulement de nouvelles maladies infectieuses, mais également l'augmentation de maladies infectieuses déjà présentes.

Afin de réduire les effets du changement climatique sur la santé de notre population, des études à long terme, tant au niveau européen qu'au niveau mondial, sont essentielles. Aussi y a-t-il lieu de poursuivre l'information de la population notamment en ce qui concerne les évènements météorologiques extrêmes (par exemple plan canicule luxembourgeois) mais aussi en ce qui concerne la lutte contre l'émergence de nouvelles maladies infectieuses (exemple communiqué sur le site Internet du Ministère de la Santé pour informer la population sur les mesures de protection contre la maladie du chikungunya en Italie cet été).

L'atténuation du risque «inondation» constitue un autre exemple où un dispositif de prévision et de prévention des «accidents climatiques» a été mis en œuvre. À citer dans ce contexte entre autres la mise en place d'un réseau d'observation hydro-climatologique dès 1995 dont la fonction consiste notamment à surveiller en permanence les cours d'eau luxembourgeois afin de pouvoir alerter en cas de danger imminent les populations menacées, l'établissement d'un atlas des vulnérabilités crues en 2000, l'initialisation du projet TIMIS (Transinternational Internet Map Information System on Flooding) en 2003, l'exécution de mesures anticrues constructives, ainsi que la réactivation de zones de rétention naturelles des crues moyennant une renaturation des cours d'eau.

Rajoutons enfin qu'un dispositif d'observation des phénomènes météorologiques ainsi que des connaissances renforcées sur les évènements extrêmes revêtent une grande importance. La collaboration entre plusieurs institutions et organisations luxembourgeoises continuera d'approfondir nos connaissances sur le climat de nos régions, contribuant ainsi aussi aux travaux de recherche et de modélisation au niveau européen.

Au niveau européen, il y a lieu de signaler le livre vert sur l'adaptation au changement climatique que la Commission a publié fin juin 2007 et moyennant lequel la Commission lance un vaste débat de consultation en la matière. Y sont identifiés un certain nombre de domaines où une action coordonnée au niveau communautaire s'impose. Tel est le cas des secteurs de l'agriculture et de la sylviculture, de la santé, de la gestion de l'eau et de la biodiversité notamment, pour lesquels il conviendra d'intégrer les objectifs d'adaptation au changement climatique dans les politiques sectorielles. La solidarité avec les pays en voie de développement, souvent les plus vulnérables aux effets du changement climatique, revêt aussi une importance capitale.

Question 2000 (24.9.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**étude de l'OCDE sur l'impact des biocarburants:**

Selon le rapport récent de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) intitulé «Biocarburants: les remèdes sont-ils pires que la maladie?», ceux-ci risquent de porter atteinte à la biodiversité et ne seront pas rentables sans de nouvelles politiques gouvernementales, de même elle met en garde les gouvernements sur les limites des biocarburants. L'OCDE invite donc les gouvernements à taxer davantage les émissions de dioxyde de carbone pour inciter le développement de technologies «plus efficientes».

En outre l'OCDE souligne que la poussée actuelle en faveur du développement des biocarburants vient de créer des tensions intenables qui pourraient bouleverser les marchés sans générer des bénéfices environnementaux significatifs et ceci notamment dans la lutte contre le changement climatique. En particulier, tant la surface importante de terres cultivables que la production de biocarburants requises met sous pression les prix de l'alimentation et de l'eau.

L'étude signale que les biocarburants permettraient de diminuer les émissions de gaz à effet de serre au mieux de 3% et leur développement fait peser d'importants risques sur l'environnement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture et à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Au vu de ce qui précède, ne devrait-on pas s'intégrer davantage les valeurs environnementales dans l'agriculture afin que le remplacement des écosystèmes, voire les pâturages, par des cultures bioénergétiques soit réalisé dans une voie soutenable?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre dans le domaine de la recherche sur les biocarburants de la deuxième génération?

Réponse commune (23.11.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

À titre liminaire, il échet de rappeler à l'honorable Député que, conformément aux conclusions adoptées par le Conseil européen les 8 et 9 mars 2007, chaque État membre sera tenu de respecter d'ici 2020 une proportion minimale de 10% de biocarburants dans la consommation totale d'essence et de gazole destinés au transport. Le texte de conclusions précise toutefois que le caractère contraignant de ce seuil se justifie, sous réserve que la production ait un caractère durable, et que les biocarburants dits de deuxième génération soient mis sur le marché.

Ceci dit et afin de pallier précisément à la pénurie de céréales et de denrées alimentaires en général la Commission européenne a ramené à zéro le taux de la mise en jachère pour l'année 2008. Cette décision permettra également de réserver une partie des terres arables à la production de plantes destinées à la fabrication d'agro-carburants.

Concernant plus particulièrement le secteur des biocarburants, il faut évidemment procéder avec beaucoup de précaution. Ainsi, de nombreuses études (life cycle assessment) ont tenté d'estimer le bilan CO_2 net de la production des biocarburants. Les résultats très variables de ces études confirment la nécessité d'analyser au cas par cas tant les bénéfices environnementaux en matière d'émissions de gaz à effet de serre évitées que les éventuelles nuisances environnementales et sociales susceptibles d'en résulter. En tout état de cause il importe d'assurer une production de plantes énergétiques fondée sur des techniques respectueuses de l'environnement et de garantir la biodiversité par une multitude d'espèces potentielles.

Comme les recherches effectuées pendant les dernières années confirment la possibilité d'une telle démarche, les appréhensions de l'honorable Député semblent injustifiées, cela d'autant plus qu'on peut raisonnablement admettre que la majeure partie des terres mises en jachère suivant un système de rotation pendant les dernières années sera à nouveau utilisée pour la production végétale. Sachant de plus que cette production doit se faire selon les critères de l'écoconditionnalité il en résulte que les principes du développement durable seront respectés.

Finalement, il importe de souligner que le groupe de travail «biomasse», instauré par le plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2, sera chargé d'élaborer un plan d'action national biomasse. Dans ce contexte devront être évaluées entre autres les différentes options d'utilisation de la biomasse en provenance du territoire luxembourgeois, comme la biométhanisation, la valorisation thermique et la production de biocarburants.

Question 2005 (25.9.2007) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **fonctionnement du Centre de Langues:**

Avec neuf langues enseignées, 70 enseignants spécialisés dans l'enseignement des langues étran-

gères aux adultes, plus de 2.500 étudiants inscrits d'une centaine de nationalités différentes et sa reconnaissance comme centre officiel d'examens internationaux, le Centre de Langues, dénommé ci-après «CLL», est sans conteste une institution essentielle dans le cadre de la formation continue au Luxembourg.

Cependant des critiques à l'égard de son fonctionnement administratif s'élèvent depuis quelques temps. Ainsi, les brochures d'information concernant les délais de prise de rendez-vous pour les entretiens et les inscriptions manquant de clarté, de nombreux intéressés désireux d'obtenir des informations complémentaires se plaignent que leurs appels téléphoniques restent sans réponse.

De plus, même les personnes qui se rendent directement sur place obtiennent encore des réponses équivoques.

Les usagers dénoncent en outre la difficulté d'obtenir une place, les délais d'attente étant pour certains cours et certaines plages horaires assez longs. À cet égard, même s'il est vrai qu'un système d'inscription prioritaire en cours de semestre ou pour le semestre suivant est mis en place pour les personnes qui n'ont pas la chance d'être directement admises, cette situation engendre des problèmes organisationnels manifestes.

Ainsi, pensons par exemple aux demandeurs d'emploi qui doivent spécifier des mois à l'avance l'horaire qui leur conviendrait alors qu'ils peuvent entre-temps opter pour une autre formation parallèle ou dans le meilleur des cas obtenir un emploi.

Considérant l'importance de la formation continue et plus particulièrement de l'apprentissage des langues au Luxembourg tant sur le plan de réintégration sociale que de la qualification professionnelle, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudrait clarifier les fiches explicatives de la procédure d'inscription au CLL afin d'assurer une bonne compréhension par les personnes intéressées des démarches administratives à entreprendre pour bénéficier de l'offre des cours proposés?

- Dans le même ordre d'idées, ne faudrait-il pas améliorer la prise en charge des appels téléphoniques en instaurant des permanences régulières?

- Quels sont les cours et les plages horaires pour lesquels les demandes d'inscription sont les plus nombreuses et a fortiori les cours pour lesquels les délais d'attente sont les plus longs? Ne faudrait-il pas envisager une augmentation de l'offre pour les cours concernés?

Réponse (23.11.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En réponse à votre question parlementaire concernant le fonctionnement du Centre de Langues, je me dois de saisir l'occasion pour actualiser et rectifier certaines informations. Le Centre de Langues Luxembourg et l'annexe de Mersch comptent actuellement plus de 4.000 apprenants par semestre, inscrits dans huit langues différentes et répartis sur les différents niveaux de compétences établis selon les critères du Cadre européen Commun de Référence pour les langues. Les cours ont lieu, à un rythme interrompu, de 8h00 à 21h00.

Eu égard à cette situation, le Centre de Langues est confronté chaque jour à une multitude de défis logistiques et administratifs étant donné que l'offre pour être efficace doit être multiple (plusieurs niveaux de formation), flexible (plusieurs modes de formation) et adaptée à un public adulte (prétests, entretiens et conseil au moment de l'inscription, suivi).

En ce qui concerne la procédure d'inscription, les fiches explicatives mentionnées dans la question parlementaire et, d'une manière générale, la visibilité du CLL, l'administration a récemment fourni des efforts considérables pour actualiser le contenu de la brochure d'information et le rendre plus transparent et plus accessible aux apprenants, dans les limites des ressources budgétaires disponibles. En effet tous les efforts du personnel administratif se sont focalisés sur l'élaboration d'une brochure cohérente et professionnelle et les traductions n'ont pas encore pu être réalisées. En outre, de grandes affiches explicatives ont été envoyées aux principales communes du pays dans le cadre d'une campagne publicitaire. Le site Internet du Centre de Langues à également été revu afin d'y regrouper toutes les informations nécessaires concernant le fonctionnement du CLL.

Néanmoins, le souci constant d'adapter l'offre de cours à la fluctuation des inscriptions et à la demande des apprenants conduit chaque semestre et même parfois chaque session à des réajustements et rend difficile l'actualisation permanente de l'information sur papier, tant en termes de charge de travail que de coût financier.

Pour ce qui est de l'information au public, il faut souligner que 4.000 apprenants, cela signifie, au moins 6.000 demandes de renseignement soit en direct, soit par téléphone. Pour améliorer la prise en charge des appels, une permanence téléphonique vient d'être mise en place pendant les horaires administratifs.

Toutefois le fonctionnement d'une permanence téléphonique en dehors des heures administratives demanderait un investissement en personnel qui ne serait pas nécessairement en relation avec le service qu'elle serait en mesure de fournir.

Par ailleurs, en ce qui concerne une possible augmentation de l'offre des cours de 19h00 à 21h00, la direction est consciente que cette plage horaire est fortement sollicitée. Ces cours sont très souvent saturés et de nombreuses demandes ne peuvent être satisfaites. Cependant, la flexibilité de l'offre de cours dépend tout autant du nombre d'enseignants disponibles que du nombre de salles de classe. Actuellement toutes les salles de classe disponibles au CLL sont occupées dans ce créneau horaire. C'est pour répondre à cette demande que la direction a pu, avec le soutien du Service des Bâtiments publics, créer une annexe à Mersch. Malheureusement les classes de Mersch restent, aujourd'hui encore moins fréquentées que celles de Luxembourg.

Enfin, il faut aussi tenir compte de la diversité des demandes émanant des apprenants. Celles-ci s'orientent à la fois vers des cours de langue générale, et vers des cours sur objectifs spécifiques. Comme le CLL ne demande pas d'acompte lors de l'inscription, un nombre non négligeable d'étudiants se retirent avant même l'ouverture d'un cours. Cette situation conduit les responsables à réviser à maintes reprises l'offre globale des cours.

On comprendra que le fonctionnement du CLL ne peut être comparé à celui d'un établissement d'enseignement public.

Nonobstant il importe de souligner, d'une part, la qualité de l'enseignement dispensé au Centre de Langues, qualité reconnue tant à l'intérieur de nos frontières qu'à l'extérieur, dans le profil linguistique établi par le Conseil de l'Europe, à la demande du Luxembourg. D'autre part, le CLL tient au Luxembourg une place unique dans l'apprentissage des langues tout au long de la vie, facilitant ainsi une meilleure compréhension de la langue et de la culture de l'autre.

Question 2006 (25.9.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **prix d'hébergement pratiqués par les Centres Intégrés pour Personnes Âgées (CIPA) et autres structures d'accueil pour seniors:**

Force est de constater que la réponse ministérielle à ma question parlementaire N°1831 du 4 juillet 2007 *(cf. compte rendu N°1/2007-2008)* non seulement est incomplète, le Gouvernement n'ayant pas répondu à toutes les questions posées dans le cadre de la question parlementaire précitée, mais elle est également hors sujet voire sème la confusion.

Tout d'abord dans sa réponse du 29 août 2007, le Gouvernement donne à considérer que le règlement d'exécution de la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds National de Solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil des personnes admises dans un Centre Intégré pour Personnes Âgées, une maison de soins ou un autre établissement s'exprime sur des prestations qui ne tombent pas sur le champ d'application de l'assurance dépendance. Il ajoute encore que le règlement se situe dans un contexte précis de demandes individuelles de personnes souhaitant une intervention du Fonds National de Solidarité par rapport à une situation d'hébergement particulière dans une structure particulière. Il précise in fine qu'eu égard à certaines dispositions dudit règlement, les prix de références peuvent varier d'un gestionnaire à l'autre voire au sein même d'une unité.

Or, ma question parlementaire ne portait - et ne porte toujours pas - sur le complément au prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil et qui ne sont pas couvertes par l'assurance dépendance, complément pouvant être versé sous certaines conditions notamment de revenus par le Fonds National de Solidarité à des personnes admises à durée indéterminée dans un Centre Intégré pour Personnes Âgées ou une maison de soins. Ma question concerne l'opportunité de mettre à la disposition des personnes concernées une liste des prix pratiqués par les établissements d'aide et de soins pour seniors et qui reprenne les prestations de base incluses dans le prix. Cette liste ne doit pas se rapporter à une situation d'hébergement particulière, mais à une situation d'accueil courante, afin de permettre aux personnes concernées de choisir en connaissance de cause l'établissement le plus adapté à leur situation notamment financière.

La réponse ministérielle du 29 août 2007 laisse cependant aussi perplexe. En effet, d'après celle-ci, le Gouvernement a toujours refusé de publier une simple liste qui reprenne les prix de base, alors que ceux-ci risqueraient de refléter des éléments de qualité très différents. Le Gouvernement y a encore affirmé qu'une telle liste risquerait d'être mal comprise au vu de sa complexité. Or, dans sa réponse du 18 avril 2007 à ma question parlementaire N°1603 du 8 mars 2007 ayant trait au même sujet *(cf. compte rendu N°10/2006-2007)*, le Gouvernement disait vouloir charger un expert consultant de l'analyse des postes de coûts pour les différents établissements d'aide et de soins, de manière à élaborer des définitions pour les différentes prestations et d'en apprécier les coûts. Le Gouvernement avait encore soutenu que cette analyse permettrait de disposer des prix d'hébergement pratiqués et d'apprécier ce qu'ils recouvrent en quantité et qualité de services offerts.

Force est de constater que ces deux réponses sont contradictoires. En effet, on ne peut affirmer d'une part, que les prix de référence peuvent varier respectivement que la matière est très complexe et, d'autre part, charger un expert d'une analyse afin d'apprécier la nature même des prestations en cause et pour disposer des prix d'hébergement.

En ce qui concerne les différences de qualité qui peuvent exister au niveau des prestations offertes, il échet de noter que personne n'est naïf au point d'ignorer que de telles

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

différences peuvent exister d'un établissement à l'autre voire à l'intérieur même d'un établissement. Là n'est pas la question. Par ailleurs, toute personne a des besoins et des attentes différentes et la situation notamment financière de chaque personne peut aussi avoir une incidence sur le fait que certaines prestations seront ou ne seront pas prises en compte par exemple par le Fonds National de Solidarité. Il s'agit de savoir qui offre quoi à quel prix. L'établissement d'une liste basique des prix d'hébergement permettrait aux usagers de se faire une idée des prix pratiqués et opérer ainsi un premier choix quitte à ce que le prix indiqué ne soit que indicatif dès lors qu'il dépend d'autres éléments telles que par exemple des besoins et priorités de chaque usager ou encore de la participation par le FNS aux prix des prestations. En tous les cas, les usagers seraient plus adéquatement informés qu'ils ne le sont actuellement. En effet, on ne saurait partager l'affirmation du Gouvernement lorsque celui-ci soutient que les citoyens disposent des informations nécessaires pour pouvoir analyser les offres de services des gestionnaires et peuvent opérer un choix éclairé lorsqu'on sait d'une part, qu'ils ne disposent que d'une liste des structures agréées et d'une copie des différents textes légaux en vigueur et que, d'autre part, le Gouvernement a besoin qu'un expert éclaire sa lanterne dans une matière - de l'aveu même des Ministres concernés - si complexe.

Last but not least, le Gouvernement n'a pas répondu à la dernière de mes trois questions posées dans le cadre de ma question parlementaire N°1831 qui fait partie intégrante de la présente.

Dans ce contexte j'aurais aimé que Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale répondent aux questions suivantes:

- Puisque le Gouvernement ne dispose à l'heure actuelle d'aucune liste ou autre document le renseignant sur les prix pratiqués au niveau des centres intégrés et autres structures d'accueil et de soins pour personnes âgées comment peut-il affirmer qu'il y ait des différences au niveau des prix de référence d'un gestionnaire à l'autre voire au sein d'une même unité?

- Dans ce même contexte comment peut-il affirmer qu'en application des textes légaux en la matière, les montants minima mensuels se situent pour une chambre double à 1.437,19 euros et pour une chambre single à 1.660,99 euros par mois puisque des variations de prix de référence sont possibles d'un établissement à l'autre? En tout état de cause, quelles prestations ces montants couvrent-ils?

- Si les prix de base risquent de refléter des éléments de qualité différents les uns des autres risquant d'hypothéquer la compréhension d'une liste et si la matière est si complexe, sur quels éléments le Gouvernement se base-t-il pour imposer des conditions ou critères à respecter aux établissements en question voire comment peut-il opérer le moindre contrôle?

Réponse commune (16.11.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En ce qui concerne les deux premières questions de l'honorable Député, il y a lieu de noter que la réponse à la question parlementaire N°1831 se situait dans le contexte de la législation sur l'accueil gérontologique. Cette législation admet des différences au niveau des prix de pensions à considérer eu égard aux éléments définis dans les articles 3 à 10 du règlement grand-ducal du 27 septembre 2004.

Les montants mentionnés sont les références indiquées par la législation au Fonds National de Solidarité pour évaluer sa participation éventuelle dans le cadre d'une demande d'aide financière individuelle (article 5 de la loi sur l'accueil gérontologique). Comme des suppléments qualitatifs sont définis (cf. ci-dessus) les prix de référence sont modulables. Ces critères sont vérifiés par le Fonds National de Solidarité lors de demandes d'aides financières par rapport à la chambre occupée par le demandeur.

Dans la plupart des cas, le prix de pension couvre les types de prestations arrêtés par le règlement grand-ducal mentionné. Il est à constater que certaines prestations sont articulées de façon précise, d'autres le sont moins ceci notamment aussi pour permettre une certaine flexibilité tant au gestionnaire qu'au pensionnaire sur leurs priorités respectives.

En tout état de cause, il y a lieu de signaler que ce sont les gestionnaires qui arrêtent et fixent leurs propres prix de pension.

En ce qui concerne la troisième question, il faut souligner que des conditions ou critères à respecter par les établissements sont imposés dans plusieurs contextes législatifs. Ces dispositions couvrent différents aspects de la prise en charge de la personne âgée dépendante accueillie en institution et les contrôles se situent dans les cadres légaux respectifs.

Il s'agit en occurrence de:

L'accueil gérontologique

- la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds National de Solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un Centre Intégré pour Personnes Âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit,

- le règlement grand-ducal du 27 septembre 2004 portant exécution de la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds National de Solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un Centre Intégré pour Personnes Âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit.

La législation ASFT

- la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique,

- le règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées.

L'assurance dépendance

- la loi modifiée du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance,

- les règlements d'exécution.

Question 2011 (27.9.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **taux de TVA sur l'installation des équipements utilisant des énergies renouvelables:**

Les énergies renouvelables représentent une alternative aux combustibles fossiles. Leur usage permet non seulement de réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant de la consommation d'énergie, mais également de réduire la dépendance croissante des importations de combustibles fossiles du Luxembourg.

Afin d'augmenter substantiellement la part des sources d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, la France a fixé le taux de la TVA à 5,5% sur les installations d'un système solaire thermique ou d'un système solaire photovoltaïque, sauf pour les bâtiments neufs de moins de deux ans, sur des locaux à usage d'habitation et facturés par un professionnel.

- Dans ce contexte j'aimerais demander à Monsieur le Ministre des Finances si le Gouvernement a l'intention de procéder à une réduction du taux actuel de 15% à un taux plus avantageux pour l'installation de capteurs solaires thermiques, de panneaux photovoltaïques, de pompes à chaleur ou des chaudières fonctionnant aux pellets?

Réponse (16.11.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Monsieur le Député Marcel Oberweis, en invoquant la situation en France, demande si le Gouvernement a l'intention de procéder à une réduction du taux de TVA normal de 15% applicable à l'installation de capteurs solaires thermiques, de panneaux photovoltaïques, de pompes à chaleur et de chaudières fonctionnant aux pellets.

Il y a d'abord lieu de tirer au clair que l'installation de capteurs solaires thermiques, de pompes à chaleur et de chaudières fonctionnant aux pellets peut bénéficier du taux super réduit de TVA de 3%, dans la mesure où il s'agit de l'installation d'un chauffage dans le cadre des travaux de construction d'un logement, de transformation d'un immeuble affecté auparavant à d'autres fins, de l'agrandissement d'un logement existant, ou de travaux substantiels d'amélioration réalisés consécutivement à l'acquisition d'un logement ou portant sur un logement dont la construction date de vingt ans au moins, à condition que le prix global des travaux excède trois mille euros. Dans tous ces cas il s'agit d'une affectation d'un logement à des fins d'habitation principale soumise audit taux super réduit en vertu de l'article 40, paragraphe 1, point 2° en combinaison avec les points 21° et 22° de l'annexe B, de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, ainsi que du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale et aux travaux de création et de rénovation effectuées dans l'intérêt de logements affectés à des fins d'habitation principale et fixant les conditions et modalités d'exécution y relatives.

Lesdites installations ne sont dès lors soumises au taux normal de TVA de 15% que dans la mesure où elles ne rentrent pas dans le cadre des travaux visés par les textes cités, c'est-à-dire soit en cas de travaux non substantiels portant sur un logement soit en cas de travaux ne portant pas sur un logement. La législation afférente, basée sur l'article 114, paragraphe 1, alinéa 2, de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 qui permet au Luxembourg d'appliquer un taux de TVA inférieur à 5% au logement, a en effet pour objet de favoriser fiscalement les travaux indispensables au seul logement. Elle ne couvre ainsi notamment pas les installations qui, au regard de la réglementation existante, ne sont pas considérées comme indispensables au logement telles les installations servant à la production d'électricité et raccordées au réseau public.

La réglementation française sur la base de laquelle les autorités françaises appliquent le taux de 5,5% aux équipements de production d'énergies renouvelables trouve son fondement communautaire dans le titre VIII, chapitre 3, de ladite directive 2006/112/CE dont les dispositions permettent aux États membres, sous réserve de l'autorisation du Conseil, d'appliquer jusqu'au 31 décembre 2010 au plus tard un taux réduit (d'au moins 5%) à trois catégories au maximum de services à forte intensité de main-d'œuvre parmi les catégories figurant à l'annexe IV de ladite directive. Parmi les trois catégories pour lesquelles la France a obtenu l'autorisation d'appliquer un taux réduit figure celle visant la rénovation et la réparation de logements privés à l'exclusion des matériaux qui représentent une part importante de la valeur du bien fourni. Le Luxembourg a porté son choix sur trois catégories n'englobant pas la rénovation et la réparation de logements privés (coiffage, réparation de bicyclettes, de chaussures et d'articles de cuir ainsi que retouches de vêtements et de linge de maison; lavage de vitres de logements privés et nettoyage de ces logements) de sorte que, sauf à renoncer à l'application du taux réduit de 6% à une des catégories qui en bénéficient actuellement, le Luxembourg ne peut pas imiter la France du moins en ce sens qu'il ne peut pas faire bénéficier, sur le fondement des mêmes dispositions communautaires que celles dont se prévaut la France, les équipements de production d'énergies renouvelables du taux réduit.

Cela étant, l'article 114, paragraphe 1, alinéa 2, de la directive 2006/112/CE permettant au Luxembourg de prévoir un taux inférieur à 5% en faveur du logement constituerait, du moins en théorie, l'unique fondement permettant d'élargir la faveur du taux super réduit, dont bénéficient dans une large mesure, comme exposé plus haut, déjà les installations de chauffage de logements auxquelles on reconnaît un impact positif sur l'environnement, à des installations effectuées dans le cadre d'un logement qui ont une vocation écologique (comme par exemple les installations photovoltaïques) tout en ne constituant pas des installations considérées comme indispensables au logement comme, par exemple, les installations destinées à assurer le chauffage. Un tel élargissement nécessiterait une modification du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 dont question plus haut.

Quant à l'opportunité d'une telle mesure, il y a en premier lieu à considérer que, même si la France soumet, au titre de la rénovation et de la réparation de logements (ce qui est de nature à mettre les dispositions françaises à proximité des dispositions luxembougeoises afférentes quoique la base communautaire et la finalité soient différentes), ces installations au taux réduit, il ne paraît pas tout à fait sûr que le droit communautaire soit à interpréter de manière à couvrir l'application du taux réduit à ce titre.

Ensuite, l'administration voudrait signaler que si on touche au champ d'application des mesures prises en matière de TVA en faveur du logement qui visent, rappelons-le, jusqu'à présent les travaux considérés comme indispensables au logement, on risque de susciter d'autres revendications dans ce domaine. Aussi, des problèmes de délimitation seraient à coup sûr à attendre.

Finalement, la question se pose de savoir si une extension du champ d'application du taux super réduit aux dites installations produirait l'effet recherché consistant en l'augmentation du recours à de telles installations. Il est certes vrai, comme il est indiqué dans la Communication du 5 juillet 2007 (COM(2007) 380 final) de la Commission au Conseil et au Parlement européen relative aux taux de TVA autres que le taux normal que «d'un point de vue purement technique, il ne faut pas perdre de vue que le niveau du taux de TVA, de par le fonctionnement même de la taxe, ne peut avoir une influence que sur les achats des consommateurs finaux. Il n'aura jamais qu'un effet indirect, lié à l'évolution des attitudes des consommateurs, sur le comportement des entreprises et autres opérateurs disposant du droit de déduire la TVA». Il est cependant tout aussi vrai que, pour avoir un effet sur les achats des consommateurs finaux, il faut que la réduction du taux de TVA applicable à des opérations déterminées soit répercutée sur lesdits consommateurs ce qui, au vu des expériences vécues dans le passé paraît plus que douteux.

En considération de ce qui précède, j'estime que la législation luxembourgeoise en matière de TVA, notamment en ce qu'elle vise le logement, est un instrument peu approprié pour favoriser de manière ciblée les installations à vocation écologique visées par l'honorable Député, étant entendu qu'il ne faut pas perdre de vue (cf. ci-dessus) qu'un grand nombre de ces installations sont implicitement couvertes par la législation afférente puisque, indépendamment de leur effet écologique, elles assurent le chauffage de logements.

Il faut aussi relever à cet endroit qu'au niveau du Conseil de l'Union européenne un débat est en cours concernant le recours à des taux réduits et que la présentation d'une proposition législative par la Commission européenne a été annoncée. Dans ce contexte des voix se sont fait entendre en faveur de la prise en considération de facteurs écologiques pour les besoins de l'application de taux réduits. Il convient d'attendre l'issue des discussions afférentes plutôt que de s'avancer maintenant en la matière. Dans l'hypothèse où une base juridique communautaire claire serait créée en faveur des installations énergétiques reposant sur les énergies renouvelables, le Luxembourg pourrait saisir une telle occasion pour légiférer sur le plan interne. Je ne manquerai pas de maintenir informé l'honorable Député des développements en question.

Question 2015 (27.9.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **liste des médicaments remboursés par l'Union des Caisses de Maladie:**

Am Mémorial ass eng positif Lëscht veröffentlecht, déi festhält wat fir eng Medikamenter vun der Union des Caisses de Maladie rembourséiert ginn. Eent vun dëse Medikamenter ass de Legalon, e Medikament wat géint Liewerproblemer verschriwwe gëtt. Hei zu Lëtzebuerg sinn an enger Packung Legalon 60 Pëllen zu 140 mg. De Präis vun enger Packung ass 43,07 Euro. Dovu rembourséiert d'Krankekeess 40%, also 17,23 Euro. Et bleiwen 25,84 Euro, déi de Patient aus eegener Täsch bezuele muss. A Frankräich sinn an enger Packung Legalon 40 Pëllen zu 70 mg. De Präis vun enger Packung ass 6,00 Euro. De Patient brauch dräi Packungen a 40 Pëllen zu jee 70 mg, fir op déiselwecht Dosis ze kommen. Dat kascht de Patient 18,00 Euro. Et handelt sech ëm datselwecht Medikament mat deemselwechte Numm an därselwechter Zesummesetzung. Och den therapeuteschen Erfolleg dierft duerch den Ëmstand, op een zwou Pëlle vun 70 mg oder eng Pëll vun 140 mg den Dag anhëlt net a Fro gestallt sinn. De Patient kritt awer vun der Krankekeess an dësem Fall näischt rembourséiert. De Grond dofir ass, datt de Legalon an dëser Dosëierung net op der positiver Lëscht vermierkt ass. Et géif awer fir d'Krankekeess, pro Verschreiwung 10,03 Euro, wéi och fir de Patient, pro Verschreiwung 15,04 Euro, bedeitend Erspuertes bedeiten. Et kann ee sech och gutt

virstellen, datt et nach eng Rei aner Medikamenter gëtt wou de Fall ähnlech gelagert ass.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Kann den Här Minister mer soen aus welche Grënn dëst Medikament an dëser Doséierung net op der Lëscht steet?

2. Kann den Här Minister mer soe wéi vill Packunge Legalon am Joer 2006 vun de Krankekeese remboursëiert gi sinn?

3. Ass de Minister net och der Meenung, datt dëst eng gutt Méiglechkeet ass Käschten ze reduzéieren ouni datt et zu Laaschte vun der Qualitéit oder de Servicer um Patient geet?

4. Kann den Här Minister sech virstellen dës Lëscht ze iwwerschaffen an am Detail ze kontrolléieren ob bei aner Medikamenter Parallelle bestinn?

Réponse (23.11.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le fabricant du médicament Legalon n'a pas sollicité d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) au Luxembourg de ce médicament sous un conditionnement de 70 mg de sorte que celui-ci ne peut pas y être commercialisé. Seul est commercialisé le conditionnement à 140 mg, produit dont l'Union des Caisses de Maladie a remboursé 5.689 emballages en 2006.

Même si le conditionnement à 70 mg devait être plus favorable à l'assurance maladie comme le soutient l'honorable Député, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale ne pourrait se substituer au fabricant qui ne demande pas d'AMM pour un conditionnement particulier.

Question 2017 (28.9.2007) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **ratification du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants:**

Un nombre sans cesse croissant d'enfants est victime de sévices et d'exploitation sexuelle. On estime à quelque 30 millions rien que le nombre d'enfants actuellement entre les mains de trafiquants. Pour mettre fin aux mauvais traitements et à l'exploitation dont sont victimes les enfants, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopte le 25 mai 2000 deux Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant dont l'un porte sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants.

Ledit protocole demande aux États parties de prendre des mesures juridiques et administratives pour prévenir la vente, le trafic et l'exploitation sexuelle des enfants et de rendre ces délits passibles de poursuites. Il préconise en outre une coopération internationale afin de lutter contre cette forme de criminalité sans frontière particulièrement abjecte.

Le Luxembourg a signé ledit Protocole le 20 septembre 2000, mais ne l'a toujours pas ratifié. Bien que le problème de l'exploitation sexuelle des enfants ne se pose pas forcément au Luxembourg de la même façon que dans certains autres pays et régions du monde et alors que nous disposons sans aucun doute d'un arsenal juridique adéquat pour combattre ce fléau, la ratification de ce Protocole aurait une valeur symbolique importante. À noter qu'au début du mois de juillet 2007, 121 États avaient signé le Protocole dont 115 l'avaient également ratifié,

Dans ce contexte nous aurions aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Pourquoi le Luxembourg n'a toujours pas ratifié ledit Protocole?

- Existe-il des raisons juridiques ou matérielles qui empêchent sa ratification?

- Si rien n'empêche la ratification dudit protocole, le Gouvernement entend-il le ratifier?

- Dans l'affirmative, dans quels délais le Gouvernement pense-t-il pouvoir saisir la Chambre des Députes d'un projet de loi ayant pour but la ratification du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant précité, et concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants?

Réponse commune (16.11.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice*, de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et *Ministre de l'Égalité des Chances:*

Le Gouvernement luxembourgeois envisage de procéder à la ratification du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants en collaboration avec la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, Convention qui a été ouverte à la signature les 25, 26 octobre 2007 à Lanzarote.

Le projet de loi en question est en cours d'élaboration et sera déposé à la Chambre des Députés au courant du premier semestre 2008.

À noter qu'un volet des dispositions du Protocole, à savoir la question de la traite des enfants est également couvert par le projet de loi relatif à la traite des êtres humains

(1) portant approbation:

(a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir le trafic des pesonnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et

(b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005;

(2) modifiant le Code pénal et

(3) modifiant le Code d'instruction criminelle

qui sera déposé dans les prochaines semaines à la Chambre des Députés.

Question 2025 (1.10.2007) de **MM. Claude Adam** et **Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **respect des procédures commodo-incommodo:**

Actuellement, lorsqu'une entreprise souhaite s'établir dans une commune, elle n'est pas obligée d'en notifier cette dernière. Les communes ne savent par conséquent pas quelles firmes vont s'établir sur leur territoire et quelles seront leurs activités. Elles ne peuvent donc pas contrôler si une procédure commodo-incommodo est nécessaire. Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait impératif que les communes soient informées au préalable quelles entreprises vont s'implanter sur leur territoire et quel type d'activité elles entendent développer?

Dans la zone industrielle de Colmar-Berg, une entreprise serait en train d'aménager son site sans pour autant disposer de l'autorisation d'aménagement et d'exploitation nécessaire. Un courrier du Ministère de l'Environnement mettant en garde l'entreprise concernée n'aurait fait aucun effet. Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Comment Messieurs les Ministres s'expliquent-t-ils qu'un certain nombre d'entreprises ne semblent pas se soucier du respect des procédures?

- Ne faudrait-il pas envisager de mettre en œuvre d'autres mesures telles que définies dans la loi modifiée du 10 juin 1999 afin de garantir le respect des dispositions légales?

Réponse commune (16.11.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En ce qui concerne l'information des communes au sujet des autorisations d'établissement délivrées par le Ministère des Classes moyennes, il y a lieu de signaler que les services du Ministère font parvenir une copie de toutes les autorisations à la Police grand-ducale.

L'envoi systématique de relevés d'autorisations d'établissement à toutes les administrations communales est difficilement envisageable en raison des contraintes excessives que cette pratique ferait peser sur le travail administratif.

Il faut relever que les autorisations délivrées par le Ministère des Classes moyennes ne donnent pas toutes lieu à l'ouverture d'un nouvel établissement. Beaucoup d'autorisations ne concernent en effet qu'une extension de l'autorisation délivrée antérieurement ou sont encore destinées au requérant pour lui donner une confirmation de sa qualification professionnelle.

Il est également utile de rappeler que les autorisations perdent leur validité lorsque le requérant ne s'est pas établi dans le délai de deux ans et que le lieu d'exploitation ne correspond pas toujours avec l'adresse du siège social d'une entreprise.

Les administrations communales sont informées de l'ouverture de nouveaux établissements sur leur territoire chaque fois qu'il s'agit d'établissements présentant des nuisances par le biais de la procédure commodo-incommodo, à laquelle elles sont associées, ainsi que dans le contexte des demandes de prorogation de l'heure de fermeture légale et des inspections de sécurité, pour lesquelles elles sont compétentes.

Suivant les dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, toute demande en vue d'obtenir une autorisation d'exploitation doit comprendre les documents dont il résulte que l'établissement classé projeté est situé dans une zone prévue à ces fins en conformité notamment avec les plans d'aménagement communaux. Par ailleurs, au moment de l'octroi d'une telle autorisation, le projet à autoriser doit toujours être conforme aux plans d'aménagements communaux. En vertu de ces dispositions, les ministres compétents en matière d'établissements classés ne peuvent autoriser l'exploitation d'une entreprise qui ne rentrerait pas dans les définitions de la zone concernée par le plan d'aménagement général ou partiel établi par la commune.

Dans le cadre d'établissements des classes 1 et 2, les administrations communales sont directement impliquées dans la procédure d'enquête publique menée avant la délivrance d'une autorisation. Dans le cadre des établissements classés de la classe 3, les administrations communales reçoivent un exemplaire de la demande d'autorisation avant la délivrance éventuelle de l'autorisation. Par ailleurs, tout arrêté d'autorisation, lorsqu'il est notifié au demandeur, est également transmis à l'administration communale, aux fins d'affichage.

Alors que la construction d'un établissement classé ne peut être entamée qu'après la délivrance d'une autorisation d'exploitation, une telle autorisation ne dispense nullement d'une autorisation à bâtir éventuellement requise de la part du bourgmestre.

Un contrôle sporadique des dispositions légales s'avère indispensable. Ainsi, les dispositions de la loi précitée relative aux établissements classés prévoient la constatation des infractions par certains agents de police, de l'Administration de l'Environnement, de l'Administration de la Gestion de l'Eau ou de l'Inspection du Travail et des Mines, de même que les pouvoirs et prérogatives de contrôle, les sanctions pénales, les mesures et sanctions administratives.

Il faut toutefois relever que si une entreprise est soupçonnée de ne pas se conformer à la loi, une enquête précise peut mener à des résultats différents.

Question 2037 (4.10.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**indemnisation des pertes causées par la fièvre catarrhale ovine:**

De Schued, deen de Baurebetriber duerch d'Blozongekränkt entstanen ass an nach weider entsteet, ass ganz grouss. E limitéiert sech net nëmmen op de Verloscht vun deene Béischten, déi un dëser Kränkt zu Gronn ginn, mä et entsti gläichzäiteg «Kollateralschied», haaptsächlech duerch d'Verwerfen an duerch de Réckgang an der Mëllechleeschtung. Och falen zousätzlech Veterinärkäschten un.

Et muss ee grondsätzlech begréissen, datt den Totalverloscht vun Déieren duerch de Stat entschiedegt gëtt. Trotzdeem bleift d'Fro vun der Entschiedegung vun de vir genannte Schied, déi a ville Betriber enorm sinn. Duerfir dës Froen:

1. Gesidd Dir eng Méiglechkeet, fir dës Schied op d'mannst deelweis ze kompenséieren?

2. Wéi stellt Dir Iech grondsätzlech zu dëser Fro?

3. Ass dru geduecht gi fir am Budget fir 2008 en entspriechende Kredit virzegesinn?

4. Zousätzlech wollt ech Iech froen, ob Dir gewëllt sidd, an der Regierung drop hinzewierken, datt net nach méi Wisen duerch «Renaturéirungen» zu onbegrenzte Brutplazen fir Moustiquën ëmfonctionnéiert ginn, déi bekanntlech de Virus vu Béischt zu Béischt iwwerdroen.

Réponse (12.11.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

L'honorable Député évoque dans sa question parlementaire la situation sanitaire due à l'apparition de la Fièvre Catarrhale Ovine (FCO) dans notre pays avec ses conséquences économiques néfastes pour les filières bovines et ovines.

Je puis assurer l'honorable Député que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et ses services sont tout à fait conscients voire préoccupés par la gravité de la situation sanitaire et des conséquences économiques résultant de l'atteinte de notre cheptel bovin et ovin par le virus de la FCO.

Dès le début de l'apparition de cette maladie émergente sur notre territoire, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural n'a pas manqué de soutenir les éleveurs touchés par cette épidémie.

C'est ainsi qu'il a été décidé que les frais de l'échantillonnage de sang et les analyses afférentes au Laboratoire de Médecine vétérinaire sont totalement pris en charge par l'État. Bien plus, dans le cadre des dispositions réglementaires relatives à l'indemnisation des animaux morts des suites de la FCO il a été notamment décidé de dédommager la valeur vénale totale des bovins succombés. L'indemnisation par l'État est donc à considérer comme totale.

Dans ce contexte je me dois de souligner qu'aucun autre État membre ne procède à des indemnisations aussi élevées sur base du budget de l'État, car mises à part la France qui indemnise à raison d'à peu près un quart des montants concédés par le Gouvernement luxembourgeois et l'Allemagne où une indemnisation est allouée par un fonds financé par la profession, les autres pays touchés par cette maladie n'interviennent pas financièrement.

Par ailleurs, et tout en renvoyant à ma réponse à la question parlementaire N°2027 de Monsieur le Député Jos Scheuer *(cf. compte rendu N°1/2007-2008)*, il m'importe de souligner que même préalablement à la «Nouvelle stratégie de la Santé animale dans l'UE» de la Commission européenne, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a décidé que l'État prend en charge, dès la saison hivernale 2006/2007, 50% du montant des primes d'une assurance bétail prévoyant la couverture des pertes indirectes résultant des épidémies sanitaires. Cette mesure est en ligne avec la nouvelle stratégie prémentionnée de la Commission européenne qui prône le principe de la responsabilité répartitive entre le secteur agricole et l'aide publique concernant le financement de la politique de la santé animale, une aide que les instances communautaires jugent par ailleurs compatible avec les prescriptions en matière d'aides d'État.

Le sujet de la FCO a d'ailleurs été débattu au Conseil des Ministres de l'Agriculture du mois de septembre 2007, où la Commission européenne n'a pas marqué son accord à allouer une aide communautaire pour les pertes subies par la FCO. En même temps, elle a fait appel aux États membres d'éviter toute distorsion de concurrence sur le marché communautaire, d'autant plus qu'il s'agit d'une maladie apparue pour la première fois en Europe centrale et que les séquelles collatérales en sont difficilement prévisibles et chiffrables.

À l'instar d'autres États membres, le Luxembourg a également insisté auprès de la Commission européenne pour que toutes les démarches scientifiques et administratives soient faites pour disposer dans les meilleurs délais possibles d'un vaccin efficace et inoffensif contre le virus sérotype 8 de la FCO ce qui nous permettra de préserver notre cheptel dans un avenir proche des calamités de la FCO. Les moyens financiers adéquats sont inscrits dans le projet de budget 2008.

Quant à la dernière question posée par l'honorable Député au sujet des programmes de renaturation initiés par le Ministère de l'Environnement et la prolifération de moucherons piqueurs, je voudrais souligner qu'il s'agit d'un problème plus général qui fait l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre

des réunions bilatérales qui ont régulièrement lieu entre les services compétents des départements de l'Agriculture et de l'Environnement.

Question 2041 (8.10.2007) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant l'**apprentissage pour adultes - dérogations à la condition d'affiliation au Centre commun de la Sécurité social:**

Le règlement grand-ducal du 18 mai 2007 portant organisation de l'apprentissage pour adultes prévoit dans son article 7 que «pour être admis à l'apprentissage-adultes, le candidat doit être âgé de 18 ans au moins, ne plus être sous régime scolaire initial et ne plus être sous contrat d'apprentissage initial depuis au moins douze mois et se prévaloir d'une affiliation au Centre commun de la Sécurité sociale d'au moins douze mois continus ou non à titre d'au moins 20 heures par semaine.

Sur demande écrite du candidat et sur avis du Service d'Orientation professionnelle de l'Administration de l'Emploi la condition de l'affiliation au Centre commun de la Sécurité sociale d'au moins douze mois peut être suspendue par une décision de la commission prévue à l'article 20 du présent règlement grand-ducal».

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Éducation nationale les questions suivantes:

- Depuis l'entrée en vigueur dudit règlement grand-ducal, combien de candidats à l'apprentissage pour adultes se sont adressés à la commission consultative en question pour obtenir une dérogation à la condition d'affiliation au Centre commun de la Sécurité sociale?

- Combien de dérogations à la condition d'affiliation au Centre commun de la Sécurité sociale ont été accordées par la commission consultative? Combien de demandes ont été rejetées et pour quelles raisons?

Réponse commune (12.11.2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Dans sa question parlementaire N°2041, l'honorable Député invoque l'article 7 du règlement grand-ducal du 18 mai 2007 portant organisation de l'apprentissage pour adultes et demande d'être informé sur les résultats concernant l'application de cet article.

Depuis son entrée en vigueur 21 candidats ont introduit une telle demande.

De ces 21 demandes trois ont reçu de la part de la commission consultative précitée une dérogation à la condition d'affiliation au Centre commun de la Sécurité sociale. 18 demandes ont été refusées.

La commission a en effet opiné que dans le cadre de l'apprentissage-adultes il y a lieu d'agir en tenant compte du principe que l'apprentissage est une mesure de formation et non pas une mesure d'accompagnement social. Ainsi, dans son avis du 28 avril 2006, le Comité de coordination tripartite a décidé de ramener l'apprentissage des adultes à son but initial, c'est-à-dire cibler les personnes qui, après une expérience de travail, désirent reprendre leurs études. Les nouveaux critères d'accès ont donc aussi pour but d'éviter une situation de concurrence par rapport à l'apprentissage initial, qui doit rester la règle.

La commission se réunira en janvier 2008 pour se donner des lignes directrices pour traiter ces demandes de dérogation sur base des expériences vécues durant la première année d'application et de en tenant compte de la finalité première de l'instrument concerné.

Question 2044 rectifiée (11.10.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **nouveaux sites pour décharges pour déchets inertes:**

Différentes communes confrontées à des procédures de recherche de nouveaux sites pour décharges pour déchets inertes se manifestent actuellement dans la presse. Il s'agit en effet de sites non prévus explicitement dans le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 en relation avec le plan sectoriel pour les décharges pour déchets inertes.

Dans ce contexte je me permets de vous soumettre les questions suivantes:

- Quels autres emplacements de quelles communes sont actuellement analysés pour y implanter de nouvelles décharges pour déchets inertes? Quel est le stade d'avancement de chacun de ces projets?

- Est-ce que la liste des sites potentiels proposés par la commission de suivi qui a été instituée suivant le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 en relation avec le plan sectoriel pour les décharges pour déchets inertes tient compte des neuf régions mentionnées dans ce plan sectoriel?

- Est-ce que Monsieur le Ministre pourra me transmettre la liste en question avec les données des capacités potentielles des différents sites et les prévisions des durées d'exploitation?

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre prévoit-il de présenter de la première version du «Plan général de gestion de déchets révisé», initialement prévue pour le premier semestre 2007?

Réponse (29.10.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

La mise en œuvre du plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes» incombe à la commission de suivi qui a été instaurée à cet effet par le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire ce plan. Selon les dispositions de l'article de ce règlement, la commission a notamment la mission d'assurer la continuité de la disponibilité des capacités de mise en décharge dans les différentes régions. En ce sens, la commission doit évaluer les besoins dans les différentes régions et déterminer celles où il existe un besoin concret de rechercher de nouveaux sites.

Compte tenu des capacités encore disponibles, des projets en cours, de l'envergure de ces projets et des délais nécessaires pour mettre en service une nouvelle décharge, la commission a déterminé la région centre-sud-ouest et la partie est du Luxembourg comme étant les régions où il existe un besoin immédiat pour entamer la procédure de recherche de nouveaux sites.

Il est évidemment que la procédure de recherche de nouveaux sites sera engagée dans les autres régions au fur et à mesure que des besoins de nouvelles décharges y apparaissent.

Il est rappelé que la procédure de recherche de nouveaux sites est arrêtée par l'article 5 du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006. Ainsi, dans les régions qui ont été retenues par la commission de suivi les étapes suivantes ont été effectuées par ordre chronologique:

1. exclusion des zones non prioritaires telles que définies à l'annexe IV du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006;

2. exclusion des zones se trouvant dans un périmètre de moins de 500 m autour des agglomérations;

3. analyse des surfaces restantes quant à des contraintes qui pourraient y exister (pentes trop raides, fermes agricoles, chemin de fer ou route traversant le site, présence de sources ou de cours d'eau, etc.) et abstraction des surfaces où les contraintes étaient telles que l'installation éventuelle d'une décharge est devenue impossible;

4. détermination sur les surfaces ainsi restantes des sites où compte tenu de la topographie et des volumes la mise en place éventuelle d'une décharge pour déchets inertes est envisageable;

5. évaluation de ces sites par rapport aux critères tels qu'ils figurent à l'annexe IV du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006;

6. communication en date du 3 septembre 2007 aux communes respectives des rapports des évaluations pour les sites qui les concernent avec demande d'avis à remettre dans un délai de trois mois.

L'ensemble des sites répertoriés dans les régions mentionnées ci-dessus se trouve à titre égal à ce stade de la procédure.

En ce qui concerne la liste des sites retenus par la commission de suivi, il apparaît que certains conseils des bourgmestre et échevins de communes concernées envisagent de présenter la proposition dans un avenir proche alors que la proposition n'a pas encore été rendue publique par les responsables communaux.

Dans le respect de la façon de procéder des différentes communes, il est à ce stade fait abstraction à cette occasion de la liste des sites retenus.

En ce qui concerne l'élaboration de plan général de gestion des déchets, il est vrai que l'échéancier initial prévoyait la présentation d'une première version vers la fin du premier semestre 2007. Diverses raisons ont fait que ce planning ne peut pas être respecté. Parmi ces raisons figurent notamment le fait qu'il s'agissait d'attendre les orientations qui sont retenues dans la nouvelle directive cadre sur la gestion des déchets. L'accord politique concernant cette proposition de directive n'a été pris qu'en date du 28 juin 2007. Un autre élément qui aura un impact sur l'élaboration du plan général des déchets est le résultat des travaux de la commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» de la Chambre des Députés.

Les agents de l'Administration de l'Environnement sont en train de travailler sur le document. Une première version pourra dès lors être probablement présentée en début de l'année 2008.

Question 2049 (16.10.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**enregistrement des déclarations de demandeurs de protection internationale:**

À l'heure actuelle, les déclarations d'un demandeur de protection internationale sont recueillies par l'agent du Ministère qui procède à l'audition dans un rapport qui suit le demandeur tout au long de la procédure d'examen de sa demande. Ainsi, l'agent qui mène l'entretien, parfois avec l'aide d'un interprète, pose les questions, les retranscrit et retranscrit les réponses afférentes du demandeur.

Il arrive souvent que la formulation même de la réponse du demandeur soit transformée lors de la retranscription, entre autres pour des raisons de facilité propres à l'agent, exposant ainsi le demandeur au risque que le sens de sa réponse soit dénaturé, et ce, en toute bonne foi de l'agent qui n'a pas forcément conscience de l'interprétation que les juridictions de l'ordre administratif pourraient donner de ces déclarations retranscrites.

Ce problème s'amplifie lorsque l'entretien se déroule avec l'assistance d'un interprète qui n'aura pas non plus forcément conscience de la qualification juridique qui sera par la suite donnée aux déclarations qu'il traduit. De plus, il arrive assez souvent que l'agent mentionne dans le rapport des considérations personnelles et relativement subjectives en interprétant des réactions ou attitudes du demandeur (exemples: le demandeur «hésite», «est nerveux», «bafouille»...).

Le demandeur de protection internationale n'a d'ailleurs souvent pas lui-même conscience de l'importance des mots qu'il prononce en fonction de la qualification juridique qui en sera par la suite donnée, surtout lorsqu'il n'est pas assisté par un avocat. Certains termes peuvent avoir des répercussions sur le sort de sa demande.

Il arrive encore trop souvent que des demandeurs de protection internationale affirment avec force avoir fait état de certains faits au cours de ces entretiens sans que ceux-ci n'aient été retranscrits. À l'inverse, il arrive tout aussi souvent que le demandeur affirme ne pas avoir déclaré des éléments retranscrits dans le rapport d'audition. Le contenu des rapports d'audition n'est cependant jamais contestable et ne peut jamais être remis en question. Il est aussi important de relever que le juriste du ministère qui décide du sort de la demande n'a, en général, jamais vu ni été en contact avec le demandeur.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir, si le Ministre ne pense pas qu'il serait propice de systématiser une mesure de l'article 9 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection qui lui permet d'enregistrer, par les moyens techniques adaptés, les déclarations faites oralement par le demandeur, à condition que ce dernier en ait été préalablement informé et cela afin de mettre un terme à l'ensemble de ces situations décrites ci-dessus et qui sont susceptibles d'influer sur le sort de la demande.

- Dans l'affirmative, compte tenu du faible coût des nouveaux moyens techniques d'enregistrement et de la facilité de transmettre ces fichiers informatiques audio ou vidéo, ceux-ci ne pourraient-il pas faire partie intégrante du dossier du demandeur de protection internationale?

Réponse (31.10.2007) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Comme indiqué par Monsieur le Député lui-même, je me permets de confirmer que chaque demandeur de protection internationale a le droit d'être assisté gratuitement par un avocat qui peut bien évidemment être présent lors de l'entretien de son mandant avec mes services.

Contrairement à ce que Monsieur le Député indique, la formulation du récit du demandeur n'est pas transformée lors d'une retranscription, mes services étant habitués à enregistrer les expressions et termes utilisés par les demandeurs immédiatement dans un document Word. À signaler que les agents en charge des auditions font tous l'objet d'une formation spécifique par l'UNHCR et auprès des services en charge des demandeurs de protection internationale de nos pays voisins.

Par ailleurs, il est systématiquement proposé aux demandeurs à la fin de l'entretien de procéder à une relecture de l'enregistrement, le cas échéant en présence de l'interprète.

Si mes services procèdent à l'enregistrement sonore de certaines auditions, de tels enregistrements ne sont faits que dans le but de procéder à des tests linguistiques, mais ne sont pas effectués systématiquement.

Au vu des garanties développées ci-dessus, à savoir la possibilité de l'assistance d'un avocat ainsi que la possibilité systématique de relecture du récit en présence de l'interprète, la proposition d'un enregistrement sonore systématique ne me semble pas nécessaire.

Question 2052 (17.10.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**ouverture du marché du travail luxembourgeois aux travailleurs issus des huit États membres ayant adhéré à l'UE en 2004:**

Le 20 septembre 2007, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a annoncé que le Gouvernement venait de prendre la décision d'ouvrir tous les secteurs du marché du travail luxembourgeois aux travailleurs issus des huit États membres qui ont adhéré à l'Union européenne en 2004. Aucune date précise n'a cependant été révélée.

- Monsieur le Ministre pourrait-il me communiquer la date effective de mise en vigueur de cette mesure?

Réponse (26.10.2007) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

L'Honorable Député s'est enquis de la date effective de mise en vigueur de l'ouverture complète du marché de travail luxembourgeois aux travailleurs issus des huit États membres qui ont adhéré à l'Union européenne en 2004.

Le Gouvernement a communiqué récemment au commissaire à l'emploi, aux affaires sociales et à l'égalité des chances de la Commission européenne sa décision d'introduire la libre circulation des travailleurs issus des huit États membres pour le 1er novembre 2007. Les Ministres des Affaires étrangères des huit pays concernés ont été informés de cette décision par l'envoi d'une lettre.

Question 2055 (17.10.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **cours complémentaires en droit luxembourgeois - versement d'une indemnité aux étudiants:**

Les cours complémentaires en droit luxembourgeois, organisés par l'Université du Luxembourg, sont sanctionnés par un certificat de formation complémentaire, visé par Monsieur le Ministre de la Justice. La détention du certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois constitue une condition préalable à l'accès aux professions libérales du domaine du droit.

Jusqu'à ce jour, la présence à ces cours était obligatoire. Une indemnité était versée aux étudiants laquelle sanctionnait la présence régulière aux cours. Il me revient toutefois que, pour l'année académique 2007/2008, il a été décidé de dispenser les étudiants de la présence aux cours. Malgré cette dispense de présence, le Ministère de la Justice aurait décidé de verser une indemnité aux étudiants.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-il exact que le versement de l'indemnité de stage était jusqu'à ce jour lié à la présence des étudiants dans les cours?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons du maintien du versement d'une indemnité? Quels sont les motifs qui ont amené Monsieur le Ministre à continuer à verser une indemnité aux étudiants alors qu'aucune condition ne doit être remplie en contrepartie?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette indemnité devrait plutôt constituer une récompense pour la participation régulière aux cours?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que ce changement dans la procédure de versement de l'indemnité puisse mener à une augmentation supplémentaire des participants à ces cours, alors que l'université touche déjà actuellement aux limites de ses capacités?

- Et, finalement, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données chiffrées quant au volume financier des indemnités versées pendant les cinq dernières années aux étudiants?

Réponse (23.11.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le nombre de personnes s'inscrivant aux Cours Complémentaires en Droit Luxembourgeois (CCDL) a augmenté considérablement ces dernières années. Pour l'année académique 2007/2008, il y a un total de 254 personnes inscrites. Le chiffre a quasiment doublé pendant les dix dernières années. Cette augmentation du nombre des étudiants m'interpelle sérieusement et une analyse de ces causes et des réformes nécessaires pour remédier aux problèmes que cette inflation génère est en cours.

C'est dans cette optique que le comité de pilotage des Cours Complémentaires en Droit Luxembourgeois, composé des représentants du Ministère de la Justice, du Barreau, du Jeune Barreau, du corps des professeurs et de l'Université du Luxembourg, avait décidé de lancer un projet pilote pour l'année académique 2007/2008 afin de dispenser les étudiants de la présence obligatoire aux cours. Ce projet a comme objectif de permettre d'établir, d'une part, le lien entre la présence obligatoire et le nombre croissant des inscriptions et d'évaluer, d'autre part, l'envergure réelle des fraudes et tricheries soupçonnées ces dernières années en ce qui concerne le contrôle des présences. À ces fins, des fiches de présence sont néanmoins toujours circulées afin de contrôler la présence effective et l'effet de cette mesure.

Il est par ailleurs à préciser que l'indemnité mensuelle dont bénéficient les personnes inscrites aux CCDL, réglée par l'article 45 du règlement grand-ducal modifié du 21 janvier 1978 portant organisation du stage judiciaire et réglementant l'accès au notariat, ne lie pas le versement de l'indemnité à la condition d'une présence au cours. Les étudiants touchent cette indemnité pendant la durée du stage judiciaire. Les cours faisant partie de ce stage, il est évident qu'ils continuent à la toucher à l'heure actuelle.

Il est aujourd'hui trop tôt pour se prononcer sur l'effet de cette nouvelle mesure. Comme je l'ai déjà mentionné, une réforme globale est envisagée et les différents défis que la situation actuelle pose sont en train d'être analysés soigneusement.

De 2002 à 2007, les indemnités versées par l'État se chiffrent comme suit:

- pour l'année 2002:375 224,78 euros

- pour l'année 2003:
336 818,28 euros

- pour l'année 2004:
356 703,63 euros

- pour l'année 2005:
413 444,99 euros

- pour l'année 2006:
456 736,59 euros

- pour l'année 2007:
(1er semestre) 256 059,32 euros

Question 2060 (22.10.2007) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**introduction d'une interdiction de fumer sur les bancs de touche et dans les gradins des terrains de football:**

Le texte de la loi relative à la lutte antitabac prévoit à l'article 6 (1) 7 qu'il est interdit de fumer «dans tous les établissements couverts où des sports sont pratiqués». La loi n'interdit donc pas de fumer sur les bancs des terrains de football destinés aux entraîneurs et aux remplaçants.

Par conséquent, il a été porté à ma connaissance que beaucoup d'entraîneurs fument lors des matchs de football, y inclus les matchs des équipes de juniors. Cependant l'on doit se poser la question de savoir si les entraîneurs ne représentent pas des modèles pour leurs joueurs, ce qui devrait leur interdire de fumer dans un tel endroit.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Sports:

- Le Gouvernement pourrait-il envisager une interdiction de fumer sur les bancs des terrains de football, bien que ceux-ci se trouvent en plein air

- Vu les efforts entamés afin d'éviter que les jeunes ne commencent à fumer, ne devrait-on pas envisager une interdiction totale de fumer sur les terrains de football lors des matchs des équipes de jeunes, y inclus les gradins?

Réponse commune (26.11.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

L'extension de l'interdiction de fumer à des lieux de pratique sportive en plein air est suggérée par l'honorable Parlementaire essentiellement pour des raisons ayant trait au mauvais exemple aux jeunes sportifs que donnent les fumeurs, en particulier s'il s'agit d'entraîneurs.

Les interdictions de fumer énoncées à l'article 6 de la loi relative à la lutte antitabac quant à elles, si elles conduisent à une réduction sensible de l'usage de tabac en public, et par là même à une diminution des mauvais exemples des adultes donnés aux jeunes, avaient cependant comme visée première un objectif d'ordre sanitaire, à sa-

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

voir empêcher dans la mesure du possible l'exposition des non fumeurs à la fumée d'autrui.

L'extension suggérée par l'honorable Parlementaire changerait la philosophie de la loi quant au point en discussion. L'on remarquera d'ailleurs que si l'exemple donné aux jeunes était le motif premier des interdictions de fumer à édicter, d'autres nouvelles interdictions que celles ayant trait aux sports en plein air seraient envisageables, susceptibles d'entraîner une intrusion non négligeable du législateur dans la vie privée.

Ceci étant dit le Gouvernement ne peut qu'encourager les associations sportives, clubs et fédérations, à se doter de règles de conduite emportant une interdiction de fumer en certaines circonstances de la pratique sportive en plein air, notamment à l'occasion de rencontres sportives entre jeunes et adolescents. Mais à la différence d'une interdiction énoncée par les pouvoirs publics, passible de sanctions pénales, il s'agirait là de règles que se donnerait le mouvement sportif lui-même et qui seraient plus facilement acceptées par tous les acteurs impliqués.

Question 2065 (23.10.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **posologie:**

Déi meescht Medikamenter si verschreiwungsflichteg a missten no bestëmmten Uweisungen (Posologie) ageholl ginn. Dës Dosëierunge gi vum Dokter op der Ordonnance festgehalen. Wann de Patient an der Apdikt seng Ordonnance ofgëtt kritt hie meeschtens dovunner keng Kopie. Doduerch feelen him, speziell bei Medikamenter, déi hien nëmmen eng Kéier verschriwwe kritt, wichteg Informatiounen.

An dësem Zesummenhang géif ech dem Minister gäre folgend Froe stellen:

1. Sinn d'Apdikte verflicht dëst Informatiounen op d'Verpakung vun de Medikamenter ze iwwerdroen?

2. Wa jo, gehéiert dësen Akt zur allgemenger Leeschtung vun enger Apdikt oder däerf dëst extra berechent ginn?

3. Wann dësen Akt kann a Rechnung gestellt ginn, sidd Dir net awer och der Meenung, dat dëse Service misst gratis sinn an hutt Dir Wëlles an déi Richtung eppes ze ënnerhuelen?

Réponse (12.11.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Wann den Dokter op sengem Rezept Uweisunge gëtt, wéi de Patient d'Medikament soll anhuelen, zum Beispill wéi vill Tabletten, wéini am Dag oder bei wéi enger Geleeënheet (zum Beispill beim lessen), dann ass den Apdikter gehalen, déi Uweisungen ze iwwerschreiwen, entweder op d'Verpakung vum Medikament oder op eng Etikett, déi en op d'Verpakung pecht.

Fir deen Déngscht kann den Apdikter dem Patient näischt verrechnen.

Question 2067 (24.10.2007) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant le **service de garde des pharmacies dans la région nord du pays:**

En réponse à ma question parlementaire N°1661 du 27 mars 2007 concernant la problématique du service de garde des pharmacies dans la région nord du pays *(cf. compte rendu N°11/2006-2007)*, Monsieur le Ministre de la Santé avait précisé qu'un remaniement de la répartition des gardes devrait permettre à l'avenir une meilleure disponibilité du service de garde des pharmacies, sans toutefois pouvoir compenser complètement les aléas découlant de la situation géographique.

Selon mes informations, la situation n'a malheureusement guère évolué, des problèmes persistant toujours au niveau du service de garde des pharmacies dans l'extrême Nord du Grand-duché. Il est inadmissible que des personnes âgées et peu mobiles soient obligées dans la majorité des cas, de dépendre du bon vouloir de proches ou éventuellement de voisins, étant elles-mêmes dans l'impossibilité de parcourir le trajet jusqu'à la pharmacie de garde qui peut parfois atteindre 50 kilomètres ou plus.

Un service de garde alternant entre les pharmacies des cantons de Wiltz et de Clervaux ou dans le meilleur des cas un service de garde propre à chacun canton pourrait évidemment remédier à la situation susmentionnée.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quel a été le remaniement au niveau de la répartition des gardes qui devrait permettre à l'avenir une meilleure disponibilité du service de garde des pharmacies?

- Un service de garde est il assuré pendant la semaine et le week-end pour au moins un des cantons susmentionnés?

- Dans la négative, comment le Ministre entend-il intervenir afin de résoudre cette problématique?

Réponse (26.11.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Depuis des années le service de garde des pharmacies dans la région nord du pays fait régulièrement l'objet de questions parlementaires ainsi que d'interventions diverses auprès du Ministre de la Santé.

L'honorable Parlementaire aborde plus particulièrement la question de la garde pharmaceutique dans ce qu'il qualifie «d'extrême Nord du Grand-Duché». Sont visés les cantons de Wiltz et de Clervaux.

Ces deux cantons présentent la particularité d'une vaste étendue géographique pour une population résidente assez clairsemée.

Dès lors de deux choses l'une. Soit le nombre des pharmacies est adapté à la superficie, de façon à ce que chaque résident ait accès à une officine endéans un rayon géographique raisonnable. Mais alors on risque de créer des officines non viables économiquement, vu la faible densité de la population desservie. Soit le nombre des pharmacies est adapté à la population desservie, mais alors l'un ou l'autre village reste à distance considérable de la pharmacie la plus proche.

Concilier les deux impératifs, assurer d'un côté la viabilité économique des officines et d'un autre côté une couverture pharmaceutique optimale, relève de la quadrature du cercle.

Je me rends bien compte que les effets d'une couverture pharmaceutique incomplète se font sentir pour la population desservie surtout pendant les heures de fermeture usuelles des officines. Mais imposer une garde pharmaceutique permanente dans chacun des cantons de Clervaux et de Wiltz, comme le suggère l'honorable Parlementaire, reviendrait à soumettre les pharmaciens du canton de Clervaux (Clervaux, Troisvierges et Hosingen) à une astreinte d'un jour sur trois, et ceux du canton de Wiltz (deux officines à Wiltz) à une astreinte d'un jour sur deux. Une pharmacie ouverte dans au moins un des deux cantons visés équivaudrait toujours à une garde tous les cinq jours en moyenne, alors que dans aucune autre région du pays l'astreinte n'est supérieure à une garde tous les neuf jours en moyenne.

Il s'y ajoute que les pharmaciens concernés font valoir qu'ils sont très peu sollicités pendant les gardes.

Ceci étant dit, je relève que le plan de garde dans le Nord a été adapté en ce sens que si la pharmacie de Colmar-Berg est de garde, elle n'est plus susceptible d'être doublée par la pharmacie de Vianden, mais doit l'être par une des officines des cantons de Clervaux et de Wiltz.

Je suis toujours en pourparlers avec le Syndicat des Pharmaciens à la recherche d'une solution pour l'amélioration de la garde pharmaceutique dans le Nord. Une des alternatives envisagées est la création supplémentaire d'une officine dans le canton de Clervaux. Mais il se pose la question déjà évoquée ci-dessus de sa viabilité économique. Un système de distribution du pharmacien au client par tiers, pendant les heures de garde, est une autre alternative, mais qui soulève à son tour des questions d'ordre pratique voire légal.

Question 2071 (24.10.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **décharges sur diverses cotisations de 1996 à 2006:**

All Joer proposéieren déi verschidde Verwaltungen dem Ministère eng Rei vun Décharge am Zesummenhang mat Cotisatiounen un d'Pensiounskeess, d'Krankekeess, d'Fleegeversécherung an d'Onfallversécherung, déi net méi anzedreiwen sinn.

- Ech wéisst gäre vum Här Minister méi prezis wéivill dës Décharge op d'Cotisatioune pro Joer vun 1996 bis 2006 ausgemaach hunn.

Réponse (12.11.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

A senger parlementatesche Ufro vum 24. am Wäimount 2007 wollt den Här Députéiete wëssen, wivill d'Décharge op de Cotisatioune fir d'Pensiouns-, d'Kranken-, d'Fleege- an d'Onfallversécherung fir d'Joren 1996 bis 2006 ausmaachen. Hei sinn d'Zuelen, sou wéi de Centre commun de la Sécurité sociale mer se matgedeelt huet:

Question 2102 (13.11.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **changement de personnel à la tête de l'Armée luxembourgeoise:**

Lors du dernier Conseil de Gouvernement en date du 9 novembre 2007, il a été décidé, sur proposition de Monsieur le Ministre de la Défense, de confier au Lieutenant-Colonel Gaston Reinig, avec effet au 1er janvier 2008, les fonctions de chef d'État-major de l'armée et de charger l'actuel chef d'État-major auprès du Ministère de la Défense de la planification dans le contexte des engagements internationaux actuels et futurs du Luxembourg.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons qui l'ont amené à procéder à ce changement de personnel à la tête de l'Armée luxembourgeoise?

- Cette décision a-t-elle été prise d'un commun accord avec toutes les personnes concernées?

Réponse (16.11.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

En réponse aux questions de l'honorable Député, je suis à même de lui fournir par écrit les informations que j'ai fournies oralement à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés en date du 12 novembre 2007, non sans avoir au préalable rappelé un certain nombre de points:

1. L'Armée luxembourgeoise est au service de la politique étrangère de notre pays, la défense faisant partie intégrante de la politique étrangère. La réorganisation de l'Armée luxembourgeoise n'est dès lors pas une fin en soi. Elle se situe dans le droit fil de l'action et des engagements du Gouvernement à l'Union européenne et à l'Alliance atlantique.

Les développements et nouvelles initiatives dans ces organisations internationales, dont le Luxembourg est un membre à part entière, sont eux-mêmes la résultante de changements dans le contexte de la sécurité internationale.

Cela s'est déjà traduit à l'Union européenne par la mise en place des «Groupements tactiques» et à l'OTAN par la création de la «Force de réaction» (NRF). Ces nouvelles forces de réaction, auxquelles chaque pays membre participe à tour de rôle, couvrent un éventail de missions très large. Ceci nécessite un entraînement des unités plus long que par le passé et surtout la certitude de pouvoir répondre présent lorsqu'il sera fait appel à nous.

S'il est certes utile et nécessaire de se préparer activement à la mise en œuvre des engagements déjà pris (ce que nous faisons), il convient de ne pas perdre de vue les nouvelles initiatives en cours ou sur le point d'être prises tant à l'Union européenne qu'à l'OTAN. Je vise en particulier les perspectives en matière de défense par le traité modificatif et dont la future présidence française compte faire une de ses priorités ou encore la mise à jour de la stratégie de sécurité de l'UE. La poursuite de la transformation de l'Alliance dans le cadre des orientations politiques fournies par la «Directive politique globale» adoptée par les chefs d'État et de gouvernement lors du sommet de Riga en novembre 2006 constitue un autre exemple de ces nouvelles initiatives.

2. La réorganisation de l'armée est un processus à multiples facettes.

Pour répondre aux défis qui sont posés, le Gouvernement a pris un certain nombre d'initiatives concrètes. À titre d'exemple, je me permets de citer le projet de loi N°5400 (non encore voté), le projet de loi N°5785 (déposé en date du 11 octobre 2007), l'avant-projet de loi portant autorisation des dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires (approuvé par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 9 novembre 2007), le travail en cours concernant la rénovation du Centre militaire à Diekirch, etc.

S'y ajoutent des aspects organisationnels et c'est de ceux-ci dont il est question dans le cadre des questions de l'honorable Député.

Dans le contexte de ces aspects organisationnels et devant la toile de fond internationale, j'ai identifié deux tâches qui seront essentielles pour les années à venir:

a) Il s'agit d'une part de la mise en œuvre des aspects de la réorganisation qui figurent notamment au projet N°5785 (ceci sous réserve bien entendu du vote de la Chambre des Députés). Cette tâche revient au chef d'État-major.

b) Il s'agit d'autre part de la planification dans le contexte des engagements internationaux du Luxembourg.

S'il est en effet bien une conviction qui s'est progressivement imposée à moi depuis que j'ai l'honneur d'être en charge du portefeuille de la défense, c'est bien celle qu'il existe un réel besoin de regarder encore plus systématiquement vers l'avenir pour anticiper les évolutions et préparer en amont les actions concrètes. En disant ceci je n'implique aucunement que ce qui s'est fait jusqu'à présent était insuffisant, tout au contraire. Mais il est désormais - au regard de l'évolution internationale (cf. 1. ci-dessus) - essentiel de se donner les capacités d'anticiper davantage et de «penser» et «construire» dès maintenant l'avenir pour pouvoir agir concrètement dans le moyen et le long terme. Nos militaires sont en droit d'attendre ceci de nous.

C'est donc un processus exigeant qui demande de la continuité.

Or, le chef d'État-major et les personnes qui l'entourent ne peuvent pas accomplir cette tâche, alors qu'ils seront accaparés par la mise en œuvre concrète de la réforme ainsi que les aspects organisationnels dits «ordinaires».

Dans les conditions données, la planification est évidemment un aspect essentiel de la politique de défense. Il est donc naturel qu'elle se situe dans l'environnement direct du Ministre de la Défense. Ce travail, pour être utile, doit être dirigé par une personne qui dispose de l'expérience nécessaire et des contacts appropriés à l'étranger, car il est évident que la mission nécessite également un suivi à ce niveau là de même que des déplacements et des devoirs de représentation à l'étranger. Le Colonel Ries, de par ses fonctions d'abord de chef d'État-major adjoint et ensuite de chef d'État-major ainsi que par sa connaissance des mécanismes internationaux à l'OTAN et à l'Union européenne, possède précisément cette expérience de même qu'il a les contacts nécessaires.

En d'autres termes, la planification doit être plus systématique.

Elle doit aujourd'hui anticiper de plus en plus. Elle se situe dans le long terme (dix à 15 ans selon les standards de l'OTAN).

Elle doit être mise en œuvre en amont des engagements concrets à prendre.

Il y a d'autant plus urgence en la matière que la France a fait de l'Europe de la défense l'une des priorités de sa présidence et qu'elle entend avancer de façon substantielle dans ce domaine pendant le second semestre 2008. S'il est évident que le Luxembourg entend faire partie de cette Europe de la défense, la question est encore de savoir comment et à quelles conditions nous pouvons y participer.

J'ajoute que la candidature du Luxembourg au Conseil de Sécurité des Nation Unies pour les années 2013/2014 exige aussi que dès maintenant nous nous y préparions d'un point de vue militaire, et cela aussi il faut le planifier.

C'est sur ces bases et dans l'intérêt de la défense que le Lieutenant-Colonel Gaston Reinig se voit confier les fonctions de chef d'État-major de l'armée, tandis que le Colonel Nico Ries est chargé de la planification dans le contexte des engagements internationaux.

Je voudrais encore profiter de l'occasion pour marquer ma reconnaissance pour l'engagement du Colonel Nico Ries au service de la défense depuis de nombreuses années. Je rappelle par ailleurs que c'est sous sa responsabilité que l'armée a significativement développé et diversifié ses opérations à l'étranger.

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°5
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

11e séance, jeudi	22 novembre 2007
12e séance, mardi	4 décembre 2007
13e séance, mercredi	5 décembre 2007
14e séance, jeudi	6 décembre 2007

➤ Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

M. Lucien Weiler élu Président



Le Président M. Lucien Weiler, les députés MM. Marcel Oberweis et Gilles Roth ainsi que le secrétaire général M. Claude Frieseisen ont représenté la Chambre des Députés à la séance plénière du CPI.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, a été élu Président du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) lors de la séance plénière du 30 novembre 2007 à Namur. La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg assumera la Présidence du CPI du 1er janvier 2008 au 30 juin 2009. Le CPI regroupe des parlementaires de deux «Länder» allemands (Sarre et Rhénanie-Palatinat), de trois assemblées parlementaires belges (Parlement Wallon, Parlement de la Communauté française de Belgique, Parlement de la Communauté germanophone de Belgique), de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg et du Conseil Régional de Lorraine.

Dans son discours, M. Weiler a souligné l'importance d'une coopération régionale transfrontalière dont les résultats sont bien réels mais souvent méconnus par le grand public. Le Lycée de Schengen, le Bureau Commun de Coopération Policière de Luxembourg et la Maison de la Grande Région en sont quelques exemples. De l'autre côté, le flux des travailleurs transfrontaliers et le fait que de plus en plus de Luxembourgeois choisissent leur domicile dans les régions limitrophes en vue de fuir la flambée des prix du marché immobilier luxembourgeois posent problèmes. Ces problèmes doivent être abordés et des solutions proposées, a dit M. Weiler. La Présidence de la Grande Région s'annoncera à la Chambre des Députés fin janvier 2008 par un débat d'orientation sur l'initiative du député M. Marcel Oberweis, président de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI.

DANS CE NUMÉRO

Budget 2008:

- Présentation de rapport p. 139
- Explications du Gouvernement p. 144
- Accord européen sur la TVA p. 142

➤ L'avenir du Benelux à l'ordre du jour de la session d'hiver

Le Parlement Benelux réuni à Luxembourg

Le Parlement Benelux a tenu sa session d'hiver les 7 et 8 décembre 2007 à la Chambre des Députés luxembourgeoise, sous la présidence de M. Roger Negri. Tous les membres de la délégation luxembourgeoise y ont assisté, M. Emile Calmes ayant été remplacé par son suppléant, M. Xavier Bettel. Une importante délégation de l'Assemblée balte a pris part aux débats.

Un exposé de M. Verougstraete, premier Vice-président de la Cour de Justice Benelux, sur l'élargissement des compétences et la modernisation du fonctionnement de cette institution, a fait l'objet d'un rapport et d'une recommandation de la Commission de la Justice et de l'Ordre public. Dans la recommandation le Parlement Benelux rappelle aux trois gouvernements la recommandation du 18 juin 2005 concernant la révision du traité du 31 mars 1965 et leur demande en outre que la révision de ce traité permette le contrôle par la Cour de Justice Benelux, dans une composition appropriée, des décisions de l'Office Benelux de la propriété intellectuelle. Enfin, le Parlement Benelux demande aux gouvernements que la Cour soit mentionnée explicitement dans le traité révisé de 1958 comme une institution du Benelux.

M. Félix Braz est intervenu au sujet de la politique de sécurité dans le cadre de la Convention de Senningen et la plus-value du Benelux dans une Europe qui s'élargit. Une recommandation à ce sujet de la Commission de la Justice et de l'Ordre public a été adoptée à l'unanimité et estimant que la poursuite de la coopération Benelux offre une plus-value en période d'élargissement de l'Union européenne, le Benelux étant toujours considéré comme modèle de choix par les autres États dans le contexte européen. Le Comité de Ministres est prié de répondre à court terme aux recommandations votées par le Parlement Benelux. Le Secrétaire général de l'Union économique du Benelux, M. Jan van Laarhoven, M. Marcel Oberweis et d'autres membres de l'Assemblée sont intervenus à ce sujet. M. Braz a surtout insisté pour que le Conseil des Ministres Benelux se réunisse plus régulièrement.

Travailleurs frontaliers

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi a fait un exposé sur la situation du marché du travail au Grand-Duché et notamment sur l'éclosion économique du Luxembourg grâce à son adhésion à l'Union européenne et à sa politique en matière d'immigration et d'offres d'emplois aux travailleurs frontaliers. Les problèmes rencontrés par les travailleurs frontaliers préoccupent depuis longtemps le Parlement Benelux dont la commission des Questions financières et sociales a organisé le 23 novembre dernier une audition à ce sujet. Au niveau européen, un nouveau règlement de coordination CE 883/4 remplacera sous peu en cette matière l'actuel règlement de coordination CE 1408/71. Cependant, malgré les efforts consentis, de nouvelles difficultés se posent chaque année aux travailleurs frontaliers, confrontés en outre à la lenteur de traitement des déclarations fiscales.

Pour M. Biltgen, il est faux d'affirmer que les frontaliers ont moins de droits, bien au contraire. La seule matière qui nécessite un certain rattrapage est celle des indemnités de chômage. À souligner que l'État luxembourgeois contribue davantage qu'ailleurs au budget des pensions de retraite tandis que les charges des entreprises sont peu élevées si on les compare à celles des autres pays. Contrairement à ceux-ci, l'État grand-ducal voit donc son budget social augmenter à chaque accroissement de l'activité économique.

L'Assemblée a ensuite écouté un rapport de la journée d'étude sur le renforcement des structures de coopération régionale qu'elle a tenue, sous la présidence de M. Negri et avec la participation active de M. Oberweis, en septembre 2007 à Bruxelles, en collaboration avec l'Assemblée balte et le Conseil nordique. Il est prévu d'y réserver une suite au Luxembourg au printemps 2008.

Dans son intervention Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, a fait à l'Assemblée un bilan des activités en rapport avec l'année européenne de la culture 2007 à Luxembourg et dans la Grande Région.

Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, a présenté un exposé exhaustif sur le système scolaire luxembourgeois, multilingue et complexe en raison d'une population très hétérogène et d'une importante immigration. Les questions posées par des membres de l'Assemblée ont eu comme sujet l'école publique au Grand-Duché qui détient un quasi monopole et la scolarisation des enfants issus de milieux défavorisés.

Le rapport sur une deuxième visite de la Commission de la Justice et de l'Ordre public à l'aéroport de Schiphol, après des visites à Zaventhem et au Findel, a donné lieu à un débat sur la problématique de la drogue et de la criminalité y liée, notamment dans les aéroports, en l'occurrence véritables portes d'entrée.

Après un discours de la Présidente de l'Assemblée balte et des interventions en rapport avec l'organisation de la Coupe du monde de football en 2018 par Mme Andrich et M. Bettel, sur le problème des transports en rapport avec le Groupement Interuniversitaire Benelux des Économistes des Transports, sur le prix des télécommunications dans l'UE et plus particulièrement dans le Benelux, sur le problème des travailleurs frontaliers et sur des visites de commissions, M. Marcel Oberweis a fait rapport, dans le cadre des relations interparlementaires, sur sa participation à Oslo aux travaux, en séance plénière, du Conseil nordique.

Suite aux élections en Belgique et aux Pays-Bas, des changements ont eu lieu dans la composition des délégations de ces deux pays, ainsi que dans la présidence des groupes politiques et des commissions, dont l'Assemblée a pris connaissance. À la même occasion, elle a rendu hommage aux membres sortants, au nom desquels M. Jean-Marie Happart a pris la parole.

Une proposition de la délégation néerlandaise relative à la révision des dispositions réglementaires concernant les compétences et la composition des sept commissions permanentes de l'Assemblée sera examinée l'année prochaine.



(de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, M. Félix Braz, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Mutsch, M. Roger Negri, Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Camille Gira, M. Marcel Oberweis.

➤ Vor 700 Jahren:

Wahl Balduins von Luxemburg zum Kurfürsten von Trier

In einer Gedenkveranstaltung des Landtags von Rheinland-Pfalz wurde am 7. Dezember 2007 im Kurfürstlichen Palais in Trier an die Wahl Balduins von Luxemburg zum Erzbischof von Trier erinnert. Neben Landtagspräsident Joachim Mertes und Ministerpräsident Kurt Beck ergriff auch Kammerpräsident Lucien Weiler das Wort.



Copyright (c) Klaus Benz

Der Präsident der Abgeordnetenkammer Lucien Weiler trägt sich in das goldene Buch ein. Rechts auf dem Bild: Joachim Mertes, Präsident des Landtags Rheinland-Pfalz, links: Dr. Josef Peter Mertes, Präsident der Aufsichts- und Dienstleistungsdirektion Trier.

Balduin von Luxemburg (1285-1354)

Balduin von Luxemburg wurde 1285 in der Burg der Grafen von Luxemburg auf dem Bockfelsen geboren. Er war der jüngste Sohn des Grafen Heinrich VI. von Luxemburg. Balduin wurde zeitweise am französischen Hof erzogen, studierte in Paris, erlangte schon früh Kanonikate in Metz und Trier und wurde schon 1304 zum Dompropst von Trier gewählt. Am 7. Dezember 1307 wählte das Domkapitel von Trier seinen Dompropst Balduin von Luxemburg im Alter von nur 22 Jahren zum Erzbischof.

Alle Redner würdigten Balduin von Luxemburg als eine große Persönlichkeit, „eine der herausragendsten Figuren der Geschichte von Trier und Luxemburg“. Der Kurfürst hat in den verschiedensten Bereichen dazu beigetragen, dass der damalige Kurstaat mächtig und groß wurde.

Lucien Weiler ging in seiner Rede einerseits auf die Ereignisse ein, die für Luxemburg von Bedeutung sind, im Zusammenhang mit dem Kurfürsten. Mit Hilfe Balduins kamen zwei Luxemburger Grafen zu Königs- und Kaiserehren: der ältere Bruder Balduins, Heinrich VII., im Jahre 1308 und sein Großneffe Karl IV. im Jahre 1346.

Der Präsident der luxemburgischen Abgeordnetenkammer setzte sich andererseits aber auch kritisch mit den Interessen Balduins von Luxemburg auseinander, da diese nicht immer der Luxemburger Grafschaft zugutekamen. Balduins Traum bestand in einem Zusammenrücken von Reich, Kurstaat Trier und Grafschaft Luxemburg. Um dies zu erreichen, waren ihm auch finanzielle Mittel recht. So hat er zum Beispiel seinen Neffen Johann den Blinden finanziell unterstützt, dies aber gegen territoriales Pfand. Auch seine Zustimmung zur Wahl Karls IV. zum König der Römer ließ er sich teuer erkaufen.

Lucien Weiler begrüßte die Initiative des Landtags von Rheinland-Pfalz eines grenzüberschreitenden „Balduinweges“. „Die Saar-Lor-Lux-Region von heute war damals Teil des Erzbistums. Ich würde mich freuen, wenn der ‚Balduinweg‘ über die Grenzen von Rheinland-Pfalz hinaus auch nach Luxemburg führen würde“, betonte Kammerpräsident Weiler.

➤ Assemblée parlementaire de l’UEO

Marcel Glesener réélu Vice-président



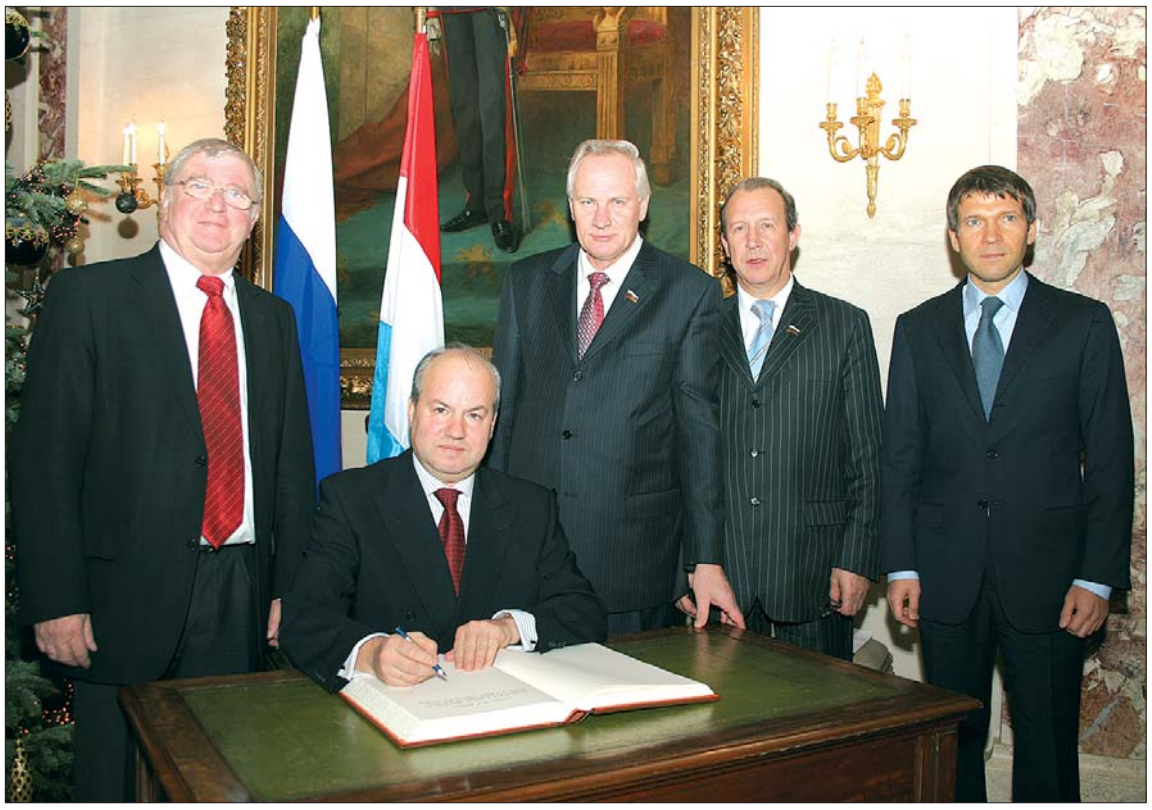
M. Charles Goerens a présenté un rapport sur l’avenir de la non-prolifération nucléaire.

Au terme de la session 2007, M. Marcel Glesener a été réélu à la Vice-présidence de l’Assemblée de l’Union de l’Europe Occidentale (UEO) pour l’année 2008. La 54e session de l’Assemblée sera sa neuvième session consécutive à ce poste. Côté débats, un autre membre de la délégation luxembourgeoise, M. Charles Goerens, a présenté à l’Assemblée son rapport sur l’avenir de la non-prolifération nucléaire.

«À mon avis, libérer le monde des armes nucléaires n’a rien de naïf ni d’illusoire», a dit M. Goerens. «Mais pour les éliminer il nous faut d’abord un autre monde. Ce monde n’arrivera pas demain, mais nous pouvons déjà faire le nécessaire pour réduire le nombre des armes existantes et empêcher la production de nouvelles.»

La deuxième partie de la 53e session de l’Assemblée de l’UEO s’est tenue à Paris du 3 au 5 décembre 2007. Y participaient du côté luxembourgeois, outre MM. Glesener et Goerens, Mmes Lydie Err et Anne Brasseur ainsi que M. Norbert Haupert.

➤ Discussions franches et directes avec un haut représentant russe



Le Vice-président de la Chambre des Députés, M. Jos Scheuer, et la délégation russe avec à sa tête M. Vasily Likhachev, membre de la Chambre haute du Parlement russe (assis).

«La Russie est une démocratie jeune et sans grande expérience», ainsi s’est exprimé M. Vasily Likhachev par rapport aux critiques concernant la démocratie dans son pays. M. Likhachev est membre de la Chambre haute du Parlement russe et Vice-président de sa Commission des Affaires étrangères. Il a rencontré, pour la troisième fois déjà, les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Députés et leur a expliqué les plus récentes évolutions en Russie.

L’importance de ces entretiens directs entre parlementaires a été soulignée des deux côtés et aucune des questions actuelles et controversées concernant les relations entre la Russie et l’Europe ou la Russie et les États-Unis n’a été esquivée. Si, selon les parlementaires luxembourgeois, la Russie présente bien des aspects d’une démocratie autoritaire, M. Likhachev a insisté sur le fait que onze partis étaient candidats aux élections et que beaucoup d’observateurs les auraient qualifiées de démocratiques. «Il faut cependant que les normes de la déclaration de principe pour l’observation internationale d’élections soient respectées», a ajouté M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes. Les critiques concernant la liberté de la presse en Russie ont amené M. Likhachev à relever que la législation russe respecterait les mêmes critères que l’Union européenne ou le Conseil de l’Europe et à concéder qu’il pourrait y avoir effectivement quelques problèmes d’application de la loi.

M. Fayot a encore abordé la question du système de défense antimissile américain qui devrait être traitée au niveau européen et de l’OTAN plutôt qu’au niveau bilatéral et M. Laurent Mosar a soulevé les problèmes que les investisseurs russes rencontrent actuellement au Grand-Duché. Un accord de coopération entre les autorités de supervision des deux pays pourrait, selon M. Jacques-Yves Henckes, faire avancer les choses.

Finalement M. Likhachev a beaucoup plaidé pour une plate-forme parlementaire régulière entre la Russie et le Luxembourg ou même le Benelux: des contacts périodiques seraient les bienvenus.

Conventions internationales du travail

5240 - Projet de loi portant approbation des conventions de la Conférence Internationale du Travail N[os] 115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 183 et 184 et des protocoles relatifs aux conventions N[os] 81 et 155

Le projet de loi a pour objet la ratification de 18 Conventions internationales du travail ainsi que de deux Protocoles relatifs aux Conventions internationales du travail N[os] 81 et 155.

Les conventions à approuver traitent de matières très diverses, notamment de la sécurité et de la santé des travailleurs contre, par exemple, les risques de radiations ionisantes, les risques professionnels dus à la pollution de l'air, du bruit et aux vibrations, la sécurité et la santé dans la construction, dans les mines et dans l'utilisation des produits chimiques au travail, du travail à domicile, et de la durée du travail et des périodes de repos dans les transports routiers.

Quant aux Protocoles à approuver, ils ont trait, d'une part, à l'Inspection du Travail, et, d'autre part, à la sécurité et la santé des travailleurs ainsi qu'au milieu du travail.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 18.11.2003

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):

15.12.2003	Désignation d'un rapporteur
17.10.2006	Présentation et examen des amendements gouvernementaux aux trois projets de loi
19.06.2007	Examen du projet de loi amendé et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.11.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2007

Création d'un CPTE

5242 - Projet de loi portant création d'un Comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de conciliation individuelle et portant ajout d'un titre V au Livre VI du Code du travail

Le projet de loi a pour objet de créer, dans le cadre de la réforme de l'Inspection du Travail et Mines, et entre autres sur proposition du Bureau International du Travail (BIT):

1. un organisme tripartite présidé par le Ministre du Travail et de l'Emploi: le Comité permanent du Travail et de l'Emploi (CPTE), chargé d'examiner régulièrement la situation en matière d'emploi et de chômage ainsi que les conditions de travail, de sécurité et de santé des travailleurs; et,

2. une instance de médiation préjuridictionnelle du travail au sein du CPTE, compétente pour tout litige individuel relevant du droit du travail ou de la sécurité et de la santé des travailleurs.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 18.11.2003

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):

15.12.2003	Désignation d'un rapporteur
28.09.2005	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.10.2006	Présentation et examen des amendements gouvernementaux aux trois projets de loi
19.06.2007	Examen du projet de loi amendé et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
10.07.2007	Adoption d'une proposition d'amendement
27.11.2007	Examen du 2[e] avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2007

Temps de travail dans le transport routier

5559 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2002/15/CEE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relatif à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier;

2. modification du Code du travail

Le projet de loi 5559 transpose en droit luxembourgeois la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier. À noter que ces activités sont d'ores et déjà couvertes par le règlement 561/2006 du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans les domaines des transports par route. Ce règlement fixe des règles communes concernant les temps de conduite et de repos des conducteurs. Il n'aborde cependant pas les autres aspects de la durée du travail dans le transport routier. La directive 2002/15/CE précitée vient combler cette lacune.

Elle comprend un ensemble de prescriptions plus spécifiques relatives à la durée du travail pour les transports routiers. Elle définit notamment le temps de travail, le temps de disponibilité, la pause, le repos ou encore la période de nuit. De telles prescriptions ont pour objectif d'améliorer la sécurité des transports routiers ainsi que la santé et la sécurité des personnes concernées. À noter que conformément au principe de subsidiarité inscrit au niveau du traité instituant la Communauté européenne, celle-ci peut prendre des mesures spécifiques notamment si en raison de ses dimensions ou de ses effets, il semble que les objectifs de l'action projetée soient mieux réalisés au niveau communautaire qu'au niveau de chaque État membre.

Concernant le projet de loi stricto sensu, il faut noter qu'il entend transposer la directive tout en assurant que le dialogue social soit également respecté dans ce domaine et ce afin de tenir compte des spécificités du secteur du transport au regard notamment de l'organisation et de la durée du travail. Ainsi, le projet de loi accorde une certaine autonomie aux partenaires sociaux au niveau des périodes de référence. Ce faisant, le projet de loi ne s'écarte pas des dispositions de la directive qui, par ailleurs, laisse aux États membres une certaine marge de manœuvre.

Quant au champ d'application, il convient de relever que le projet de loi couvre uniquement les travailleurs mobiles employés par une entreprise de transport professionnel de voyageurs ou de marchandises établie au Luxembourg et qui participe à des activités mobiles de transport routier couvertes par le règlement 561/2006 ou, à défaut, par l'accord européen relatif au travail des équipages de véhicules effectuant des transports internationaux par route.

Ainsi sont exclus notamment les transports effectués au moyen de véhicules dont le poids maximal ne dépasse pas les 3,5 tonnes ou encore le transport de personnes dans un minibus de neuf personnes au maximum.

Le projet de loi précise plusieurs aspects de la durée de travail dans le secteur des transports routiers. Il définit notamment le temps de travail, les limites maximales au temps de travail, les pauses et le travail de nuit.

Le temps de travail est défini comme étant toute période comprise entre le début et la fin du travail, durant laquelle le travailleur est à son poste de travail, à la disposition de l'employeur et dans l'exercice de ses fonctions ou de ses activités. Il est précisé que le temps consacré à toutes les activités de transport telles que la conduite ou le chargement et le déchargement fait partie du temps de travail. Il en va de même de l'assistance aux passagers à la montée ou à la descente du véhicule, du nettoyage et de l'entretien du véhicule ou de tout autre travail sur le véhicule.

Le temps de disponibilité est défini comme étant les périodes autres que celles relatives aux temps de pause et aux temps de repos durant lesquelles le travailleur mobile n'est pas tenu de rester à son poste de travail, mais doit être disponible pour répondre à des appels éventuels lui demandant d'effectuer des transports ou de faire d'autres travaux. À titre d'exemples on peut relever que les périodes d'attente aux frontières ou encore celles dues à des interdictions de circulation sont considérées comme temps de disponibilité. À noter que le projet de loi laisse aux partenaires sociaux la possibilité de négocier par voie de convention collective ou accord interprofessionnel des forfaits de répartition des temps d'inactivité entre temps de travail et temps de disponibilité. Le temps de travail et le temps de disponibilité ne doivent cependant pas dépasser seize heures, cette durée correspondant à l'amplitude maximale dans le transport international telle que prévue au règlement CE 561/2006 précité.

La durée de travail hebdomadaire moyenne normale est calculée sur une période de référence d'un mois. Dans le cadre de cette période de référence, la durée de travail hebdomadaire est limitée à quarante-huit heures. À noter toutefois que des périodes de référence d'une durée supérieure peuvent être appliquées soit sur autorisation ministérielle soit par voie de convention collective ou accord interprofessionnel. La période de référence peut dès lors être portée à quatre voire à six mois selon qu'elle est autorisée par voie ministérielle ou déterminée via accords collectifs ou interprofessionnels.

La période nocturne et le travail de nuit sont également définis dans le projet de loi. Par travail de nuit, on entend tout travail accompli durant la période nocturne qui elle est comprise entre zéro heure et cinq heures du matin.

D'autres notions sont précisées dans le cadre du projet de loi. Ainsi la semaine est définie comme étant la période qui commence à zéro heure le lundi pour prendre fin à vingt-quatre heures le dimanche, alors que la période de vingt-quatre heures consiste en tout intervalle de cette durée qui débute avec la reprise du travail après une période de repos hebdomadaire ou journalier. La définition de la semaine a pour finalité de permettre le calcul de la durée de travail par rapport à la période de référence, alors que la période de vingt-quatre heures est destinée à permettre le calcul du repos journalier et hebdomadaire.

À noter encore dans ce contexte que d'après le projet de loi, le temps de travail quotidien est limité à dix heures par 24 heures si du travail de nuit est effectué pendant la période nocturne comprise entre zéro et cinq heures.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 23.03.2006

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):

27.09.2006	Désignation d'un rapporteur
23.01.2007	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.02.2007	Examen des articles du projet de loi
06.03.2007	Examen des articles du projet de loi
24.05.2007	Communication de M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen
11.10.2007	Examen de l'échange de correspondance du Gouvernement avec la Commission européenne
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.11.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2007

Protection des investissements

5692 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Le projet de loi porte approbation une troisième série d'accords conclus entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) et dix pays tiers (l'Azerbaïdjan, le Bélarus, le Botswana, le Madagascar, la Maurice, le Mozambique, l'Ouganda, le Pakistan, le Pérou, le Soudan) concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Les deux premières séries d'accords ont été adoptées par les lois des 30 juin 2004 et 22 décembre 2006.

L'objectif de tels accords, outre l'encouragement des investissements, est de proposer à l'investisseur les garanties d'une protection maximale, telles que la garantie d'un traitement juste et équitable de l'investissement, la clause de la nation la plus favorisée afin de prévenir des discriminations, l'obligation d'indemnisation en cas de mesures privatives de propriété, le libre transfert des revenus et la création d'un cadre juridique approprié pour régler les éventuels différends relatifs aux investissements et aux divergences d'interprétation des accords.

Le texte des accords se base sur le modèle standard de l'UEBL, sous réserve de quelques adaptations qui se sont concrétisées lors des négociations avec chacun des pays tiers concernés.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.03.2007

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot)

01.10.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

19.11.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.12.2007

Fiscalité des sociétés restructurées

5708 - Projet de loi portant

- transposition de la directive 2005/19/CE modifiant la directive 90/434/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents;

- transposition de la directive 2006/98/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, dans la mesure où cette directive a trait au domaine de la fiscalité directe;

- modification de certaines autres dispositions en matière d'impôts directs

Le nouveau dispositif fiscal est censé être applicable pour l'année d'imposition 2007, sauf en ce qui concerne le régime d'imposition des participations détenues par un contribuable dans son patrimoine privé pour lequel l'entrée en vigueur est soumise à la publication de la loi. Cette application partiellement rétroactive découle du retard dans la transposition des directives européennes.

Transposition de la directive 2005/19/CE

La directive 2005/19/CE modifie la directive 90/434/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents. La directive 90/434/CEE du 23 juillet 1990 vise à faciliter les restructurations transfrontalières des sociétés des États membres en accordant, dans des conditions déterminées, le report d'imposition des plus-values inhérentes aux biens transférés. En ce qui concerne la fusion et la scission, le report d'imposition joue sur deux plans, à savoir, d'une part, au niveau de la société fusionnée ou scindée et, d'autre part, au niveau des actionnaires ou détenteurs de parts des sociétés impliquées. Quant aux apports d'actifs et aux échanges d'actions, le report d'imposition s'applique dans le chef respectivement de la société apporteuse et dans le chef des actionnaires ou détenteurs de parts de la société acquise.

Le projet de loi ajoute la société européenne, la société coopérative européenne ainsi que les entités «hybrides» à la liste des sociétés éligibles. Même si la loi instaurant la société européenne a déjà été votée par la Chambre des Députés, cette nouvelle forme de société est jusqu'ici inconnue en droit fiscal.

La mise en conformité du droit fiscal luxembourgeois avec la directive à transposer facilitera les restructurations de groupes de sociétés qui pourront se réaliser en parfaite neutralité fiscale, peu importe qu'elles se fassent par le biais de fusions, scissions, apports, échanges d'actions, filialisations d'établissements stables ou de transferts de siège transfrontaliers d'organismes à caractère collectif.

Le Luxembourg a été mis en demeure par la Commission européenne à cause de son retard dans la transposition de la directive 2005/19/CE qui aurait dû être achevée au 1er janvier 2007.

Transposition de la directive 2006/98/CE

La directive 2006/98/CE a pour objectif de modifier certaines directives dans le domaine de la fiscalité directe et indirecte en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'UE. En matière de la fiscalité directe, ces modifications n'entraînent des adaptations de la législation nationale qu'en deux endroits:

à l'annexe figurant à l'article 166 de la loi modifiée concernant l'impôt sur le revenu et au paragraphe 60 de la loi modifiée concernant l'évaluation des biens et des valeurs (directive modifiée 90/435/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents), et

à l'annexe de la loi du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive européenne sur la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts (directive modifiée 2003/48/CE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts).

Autres dispositions

À côté des modifications qui sont en relation directe avec la transposition des directives 2005/19/CE et 2006/98/CE, le présent projet de loi apporte encore quelques autres modifications respectivement

- à la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,
- à la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs,
- à la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune,
- à la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et
- à la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934.

Il s'agit d'une part de concilier la législation luxembourgeoise avec les prescriptions de l'Accord sur l'Espace économique européen (EEE). Le Luxembourg a déjà été mis en demeure par la Commission européenne pour n'avoir pas élargi les dispositions de la directive mère-filiale au Liechtenstein, à la Norvège et à l'Islande.

D'autre part, la société européenne et la société coopérative européenne sont introduites dans diverses lois fiscales.

Ensuite, les articles de la L.I.R. ayant trait à la résidence fiscale d'un organisme à caractère collectif sont adaptés au texte de la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE) dans lequel la notion d'«administration centrale» remplace celle de «principal établissement».

Finalement, le présent projet de loi ancre de façon formelle à l'article 162 de la loi concernant l'impôt sur le revenu le principe que, pour les besoins fiscaux, l'activité entière des sociétés de capitaux, sociétés coopératives et associations d'assurance mutuelles est d'office à considérer comme activité commerciale, quel que soit l'objet de la société.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 16.03.2007

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

03.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

23.11.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.12.2007

Entraide judiciaire

5717 - Projet de loi portant approbation:

1. de l'Accord entre l'Union Européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003;

2. de l'Accord entre l'Union Européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003;

3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'extradition signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1er octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005;

4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005

Le projet de loi sous rubrique entend approuver deux accords internationaux conclus le 25 juin 2003 entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique, à savoir l'«Accord d'entraide judiciaire» et l'«Accord sur l'extradition», et deux instruments bilatéraux signés entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et les États-Unis d'Amérique en date du 1er février 2005 et portant sur respectivement l'extradition et l'entraide judiciaire en matière pénale.

Les États membres de l'Union européenne coopèrent depuis de nombreuses années avec les États-Unis d'Amérique en matière pénale sur base d'accords, de conventions, d'arrangements bilatéraux et autres instruments juridiques.

Au lendemain des attentats terroristes de 2001, le Gouvernement des États-Unis avait insisté sur la nécessité de modifier les traités bilatéraux conclus avec les différents États membres de l'Union européenne en matière d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale pour mieux les adapter aux besoins de la lutte contre la criminalité transnationale et le terrorisme.

Déterminée à renforcer cette coopération, l'Union européenne a entamé, par l'intermédiaire du Conseil de l'Union européenne, des négociations avec les États-Unis d'Amérique en vue de la conclusion de deux accords en matière de coopération internationale et plus particulièrement dans le cadre de l'extradition et de l'entraide judiciaire en matière pénale. Le fait de traiter directement avec l'Union européenne plutôt qu'avec chaque État membre a permis d'éviter les lourdeurs inhérentes à des pourparlers individuels et d'aboutir rapidement à l'adoption de deux accords reprenant les modifications substantielles des traités bilatéraux.

Les Accords d'extradition et d'entraide judiciaire entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique ont été négociés et signés sur base des dispositions combinées des articles 24 et 38 du Traité sur l'Union européenne. Ces dispositions investissent l'Union européenne de la compétence de conclure des accords internationaux, en particulier dans le troisième pilier relatif à la coopération policière et judiciaire en matière pénale, et ceci bien que l'Union européenne, à l'opposé de la Communauté européenne, n'ait pas été constituée formellement en personne juridique de droit international.

Par décision du 6 juin 2003, le Conseil de l'Union européenne a autorisé le Président du Conseil à désigner la ou les personnes habilitées à signer ces deux accords. Cette décision confère expressément l'obligation aux États membres de prendre les mesures nécessaires, conformément à ce qui est prévu dans chacun des deux Accords, en vue d'établir des instruments écrits entre eux et les États-Unis d'Amérique et de coordonner leur action afférente au sein du Conseil.

L'article 3.1. de chaque Accord du 25 juin 2003 prévoit que ses dispositions s'appliquent, suivant chaque Accord en question et dans les conditions définies par lui, aux traités bilatéraux d'entraide judiciaire et aux traités bilatéraux d'extradition en vigueur entre les États membres de l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique au moment de son entrée en vigueur. Il s'ensuit que les Accords sont appelés à compléter, voire à remplacer certaines dispositions de ces instruments bilatéraux.

Il convient de noter dans ce contexte que le Gouvernement luxembourgeois avait déjà conclu avec le Gouvernement des États-Unis une série d'instruments juridiques bilatéraux. Il en est ainsi du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale, accompagné d'un échange de lettres y relatif concernant la définition de l'escroquerie fiscale, signés à Luxembourg le 13 mars 1997 et approuvés par une loi du 23 novembre 2000, ainsi que du Traité d'extradition signé à Washington, le 1er octobre 1996 et approuvé par une loi du 20 juin 2001. Ces deux instruments juridiques bilatéraux se trouvent affectés par l'adoption des Accords EU-UE.

D'après l'article 3, paragraphe (2) (a de chaque Accord EU-UE, l'Union européenne doit veiller à ce que chaque État membre reconnaisse, par l'échange d'un instrument écrit entre cet État membre et les États-Unis d'Amérique, que ses accords bilatéraux en matière d'entraide judiciaire pénale et en matière d'extradition s'appliquent de la manière décrite à l'article 3 de l'Accord considéré.

Par voie de conséquence, le Gouvernement du Luxembourg a été amené à établir avec le Gouvernement des États-Unis des instruments dont l'objectif est de fixer la manière dont les Accords EU-UE affectent l'application des traités bilatéraux entre le Luxembourg et les États-Unis d'Amérique. Il s'agit des deux instruments signés le 1er février 2005 à Washington. Ces instruments n'entreront en vigueur qu'à la date d'entrée en vigueur des Accords EU-UE. Ces instruments, qui constituent des accords internationaux bilatéraux se rattachant à un traité déjà existant, doivent dès lors être approuvés par une loi conformément à l'article 37 de la Constitution avant de pouvoir être ratifiés au sens de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.04.2007

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Patrick Santer):

03.10.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

21.11.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.12.2007

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live *an* **integral** *mat enger*

Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Budget 2008

5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008

Le projet de budget pour 2008 se caractérise par les chiffres clés suivants:

en mio d'euros	Compte 2006*	Budget définitif 2007	Projet de budget 2008	Variation 2008/2007
Budget courant				
Recettes	7.890,8	7.761,0	8.355,4	+ 7,7%
Dépenses	7.090,1	7.239,6	7.631,3	+ 5,4%
Solde	800,7	521,4	724,1	-
Budget en capital				
Recettes	501,1	80,7	82,6	+ 2,3%
Dépenses	1.290,1	789,9	827,2	+ 4,7%
Solde	- 789,0	- 709,2	- 744,6	-
Budget total				
Recettes	8.391,9	7.841,7	8.438,0	+ 7,6%
Dépenses	8.380,2	8.029,5	8.458,5	+ 5,3%
Solde	11,7	- 187,8	- 20,5	-

(après affectation du résultat)*

En ce qui concerne la situation actuelle des finances publiques luxembourgeoises, il y a lieu de constater qu'elles ont retrouvé l'équilibre plus rapidement que prévu. Alors que la 8e actualisation du Programme national de stabilité et de croissance (PSC) tablait encore sur un retour à l'équilibre de l'administration publique dans son ensemble en 2009, la situation actuelle, sur base de la 9e actualisation du PSC publiée en octobre 2007, se présente comme suit:

en % du PIB	2006	2007	2008	2009	2010
Administration publique	**+0,7**	**+1,0**	**+0,8**	**+1,0**	**+1,2**
Administration centrale	-0,9	-0,9	-1,4	-1,4	-1,4
Administrations locales	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Sécurité sociale	+1,8	+2,0	+2,4	+2,5	+2,6

L'évolution des recettes en 2008

En ce qui concerne les recettes au titre des impôts directs, les faits marquants peuvent se résumer comme suit:

- le produit total des impôts directs est estimé à 4,22 milliards d'euros, contre 4,02 milliards inscrits au budget définitif pour 2007, ce qui représente une croissance de 5,1%;

- l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC) progressera de 1,3 milliards d'euros en 2007 à 1,43 milliards en 2008, soit de 10%;

- l'impôt commercial communal (ICC) est inscrit au budget des recettes pour ordre avec un montant de 520 millions d'euros pour l'exercice 2008, contre 465 millions d'euros en 2007;

- la retenue libératoire sur les revenus de l'épargne des résidents et sur les revenus de l'épargne des non-résidents devrait pratiquement doubler entre 2007 et 2008, en passant de 50 millions d'euros au total en 2007 à 95 millions d'euros en 2008;

- enfin, en ce qui concerne l'impôt retenu sur les traitements et salaires (RTS), le Gouvernement table sur une quasi-stagnation des recettes en termes nominaux, malgré l'évolution dynamique de l'emploi intérieur et de la masse salariale, ce qui est dû à l'adaptation partielle des barèmes de l'impôt à l'évolution du coût de la vie. L'adaptation des barèmes de l'impôt engendrera un déchet fiscal de l'ordre de 295 millions d'euros pour le budget de l'État.

Du côté des impôts indirects, la TVA augmentera de plus de 17,3% en 2008, alors que les recettes provenant de la taxe d'abonnement, prélevée notamment sur les avoirs des fonds d'investissement, sont estimées à 700 millions d'euros, soit 27% de plus qu'en 2007 (budget voté), mais seulement 13,5% de plus qu'en 2006, où la taxe d'abonnement avait déjà rapporté 617 millions d'euros.

L'évolution des dépenses en 2008

En ce qui concerne le domaine de la politique familiale et sociale, une part importante des crédits revient aux structures de garde pour enfants afin de permettre une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Globalement, les crédits qui sont prévus au projet de budget 2008 dans l'intérêt de la garde d'enfants s'élèvent à plus de 120 millions d'euros, contre 109 millions d'euros au budget de 2007.

Des crédits en faveur du 3e âge atteignent le montant de 62 millions d'euros, dont 42 millions d'euros au titre de participation de l'État aux projets de construction ou de rénovation notamment de centres intégrés et de maisons de soins.

Au niveau des infrastructures médicales, le programme de remise à niveau du paysage hospitalier est systématiquement poursuivi avec des dépenses de 62,7 millions d'euros prévues notamment au titre de la participation de l'État aux frais de rénovation des bâtiments du CHL, de l'Hôpital de la Ville d'Esch-sur-Alzette et du Centre de convalescence à Colpach.

Pour ce qui est des contributions de l'État aux différents régimes de la sécurité sociale, il convient de relever que ces contributions représentent avec un total de près de 2 milliards d'euros au projet de budget pour 2008 plus d'un quart du budget courant de l'État et le plus important ensemble de dépenses du budget. La part prépondérante (85%) est constituée par les contributions de l'État à l'assurance pension ainsi qu'à l'assurance maladie. Les prestations de maternité passent de 123 millions à 131 millions d'euros. La participation de l'État à l'assurance dépendance quant à elle est fixée à 140 millions d'euros jusqu'en 2009 par la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant notamment des mesures spéciales en matière de sécurité sociale.

Par des crédits dans l'intérêt du financement de la recherche et des activités de l'Université du Luxembourg, le Gouvernement continuera à développer activement le dispositif de recherche et de développement technologique créé au niveau national depuis la mise en vigueur de la loi du 9 mars 1987 ayant pour objet la recherche et le développement. Ainsi, l'État entend doubler en 2009 les moyens financiers consacrés à la recherche par rapport à ceux investis en 2006. Le total de ces crédits passera en effet de 87,6 millions d'euros en 2006 à quelque 176 millions d'euros en 2009.

Pour ce qui est de l'Université du Luxembourg, la contribution financière de l'État qui figure au projet de budget pour 2008 est conforme aux dispositions retenues dans le contrat quadriennal conclu entre l'État et l'Université du Luxembourg. Le contrat en question concerne la période 2006-2009 et prévoit une participation globale de l'État au fonctionnement de l'Université de 122,55 millions d'euros au cours de cette période. En 2008, il est prévu d'accorder à l'Université une dotation globale de 58 millions d'euros.

Les objectifs environnementaux qui ont été arrêtés dans le cadre des accords de Kyoto représentent un autre défi d'envergure pour les finances publiques. C'est ainsi que le fonds pour le financement des mécanismes de Kyoto prévoit un accroissement du total de ses dépenses de 66,8 millions d'euros en 2007 à 90,0 millions d'euros en 2008.

En ce qui concerne le financement des infrastructures de transports publics, il convient de noter que les projets d'amélioration de l'infrastructure ferroviaire qui sont financés à charge du Fonds du rail bénéficient d'une enveloppe budgétaire de 373 millions d'euros, dont 246 millions d'euros pour la réalisation de nouvelles infrastructures. Les investissements financés par le Fonds du rail continuent ainsi leur progression pour atteindre 246,57 millions d'euros en 2008, soit près de 27% de plus que le montant atteint en 2007.

Le projet de budget pour 2008 prévoit par ailleurs un accroissement significatif des moyens consacrés à la politique du logement. Le total des contributions de l'État dans l'intérêt du logement augmente ainsi de 22 millions d'euros à 119 millions d'euros, ce qui représente une progression de 23% entre 2007 et 2008. Cette augmentation résulte tout d'abord de l'inscription d'un premier crédit dans l'intérêt de la mise en œuvre du «pacte logement» que l'État entend conclure avec les communes. Le crédit inscrit à ce titre pour l'année à venir s'établit à 10 millions d'euros.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 10.10.2007

Rapportrice: Madame Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

25.09.2007	Désignation du rapporteur
12.10.2007	Échange de vues sur les grandes lignes du budget avec M. le Ministre du Trésor et du Budget
18.10.2007	Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État (Admin. de l'Enreg. et des Domaines, Admin. des Douanes et Accices, Admin. des Contrib. directes)
23.10.2007	Entrevue avec M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et M. le Ministre de la Sécurité sociale
07.11.2007	Présentation du programme pluriannuel
	Échange de vues avec le Statec au sujet des dernières prévisions économiques
20.11.2007	Présentation de l'avis de la Banque Centrale et échange de vues
22.11.2007	Présentation de l'avis de la Cour des Comptes
	Examen des différents avis
27.11.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen des avis des chambres professionnelles
30.11.2007	Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 12.12.2007

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Jeudi, 22 novembre 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. 5744 - Projet de loi relatif à la construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'Administration des bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: Mme Sylvie Andrich-Duval*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Fernand Diederich, Mme Viviane Loschetter, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 5763 - Projet de loi relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Marcel Sauber*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Roger Negri, Mme Viviane Loschetter (répondant à Mme Anne Brasseur), M. Robert Mehlen, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 5766 - Projet de loi relatif à la quatrième extension du Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Ali Kaes*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Fernand Diederich, Mme Viviane Loschetter, M. Robert Mehlen, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5741 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2005/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 relative à la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et

- portant transposition de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance et

- modifiant la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

  - aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

  - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter*
- *Discussion générale: M. Claude Meisch, M. Roger Negri, M. Jacques-Yves Henckes, M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 5527 - Projet de loi ayant pour objet de réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale et de modifier certaines dispositions:

- du Code d'instruction criminelle,

- de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 5659 - Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000

- *Rapport de la Commission juridique: M. Patrick Santer*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. Motion de M. Félix Braz relative au mariage de couples homosexuels

- *Exposé: M. Félix Braz (motion modifiée)*
- *M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote (motion modifiée adoptée)*

8. Interpellation de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la lutte contre le trafic illégal de drogues et du Plan d'actions Drogues (Drogenaktionsplan 2005-2008) de la Commission européenne

- *Exposé: M. Jacques-Yves Henckes (motions 1 à 5)*
- *Discussion générale: Mme Martine Stein-Mergen, M. Alexandre Krieps, M. Marc Angel, Mme Viviane Loschetter (motion 6), M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Motions: Mme Viviane Loschetter*
- *Votes (motions 1 à 6 rejetées)*

9. Résolution de M. Henri Kox relative à l'élaboration d'un plan énergétique des bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires

- *Exposé: M. Henri Kox*
- *M. Ben Fayot*
- *Vote (résolution adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Da komme mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass de Projet de loi iwwert de Bau vun Atelieren zu Bartreng fir d'Verwaltung vun de Bâtiments publics. D'Wuert huet d'Rapportrice, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich!

1. 5744 - Projet de loi relatif à la construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'Administration des bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht

Rapport de la Commission des Travaux publics

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei deem heite Gesetzesprojet stëmme mer de Bau vun neien Atelieren an Dépôte fir d'Verwaltung vun den öffentleche Bauten zu Bartreng-Bourmicht, e Bau, deen héich néideg ass, wéi Der elo gläich wäert héieren.

De Projet de loi Nummer 5744 ass vum Bauteminister Claude Wiseler den 3. Juli 2007 hei an der Chamber déposéiert ginn. De Projet war motivéiert, huet en techneschen Deel virgewisen an et louch eng Finanzfiche bäi. An der Bautekommissioun vum 25. September sinn ech als Rapportrice bestëmmt ginn an de Statsrot huet säin Avis den 9. Oktober 2007 ofginn. Doropshin huet d'Kommissioun de Gesetzestext an den Avis vum Statsrot an hirer Sëtzung vum 7. November analyséiert. De schréftleche Rapport gouf dunn eestëmmeg an der Sitzung vum 14. November ugeholl. Déi parlamentaresch Aarbechte goufen also ganz zügeg duerchgezunn an dee virgesinnene Bau ass och deemno dringend.

Effektiv leien déi jëtzeg Ateliere vu Bâtiments publics matzen an enger städtescher Wunnzon, méi genee am Kräizgrëndchen an op der Areler Strooss, wat net gënschteg ass. Hei schaffen eng ganz Rei Handwierksleit an Aarbechter an engem Gäertnerbetrib, enger Schräinerei an enger Garage. Do derniewent ginn et och nach verschidden Dépôten, déi uechtert d'Stad verspreet sinn. Déi verschidden Arealen zesumme maachen 2,25 ha aus.

All dës Siten hu grouss Nodeeler, wat d'Opan d'Ofluede vun de Camionen ubelaangt an d'Installatioune sinn net méi konform zu de Sécherheets- an Evakuatiounsvirschréften. Dobäi kënnt nach en akute Plazmangel duerch d'Lag an de Wunnzonen. Dat bedéngt awer och e groussen Zäitverloscht, bis zu enger Stonn den Dag pro Ugestallten, wat da bis zu 6.000 Stonnen d'Joer ausmécht, ofgesi vum héije Bensinsverbrauch duerch dat Hin- an Hiergerenns.

Dofir huet den zoustännege Minister elo eng Ersatzléisung proposéiert, wou alles op engem eenzege Site regruppéiert ass, no bei der Autobunn. Esou kann duerch ee méi liichten Zougang zum Site méi effikass a besser geschafft ginn. Dobäi kënnt nach eng positiv Auswierkung op de Verkéier an der Stad.

Deen neie Bau besteet aus zwee Gebaier mat enger Emprise vu 4.670 m² op engem Terrain vun 3,3 ha. Aus dem Exposé des motifs geet d'Suerg ervir, fir Energiespuermoossname virzehuelen an den Ëmfeldaspekter Rechnung ze droen, dat souwuel wat de Choix vum Baumaterial an d'Isolatioun vum Bau, wéi och d'elektresch Equipementer an d'Heizungsanlag ugeet.

Et handelt sech hei ëm einfach a funktionell Gebaier, wou d'Atelieren an deen administrativen Deel an d'Haaptgebai kommen an dat zweet Gebai haaptsächlech fir de Stockage reservéiert ass. Fir weider Detailer bieden ech déi Interesséiert, den Text vum Gesetzesprojet nozeliesen.

De Käschtepunkt vum Bauprojet ass op 15.950.000 Euro beim Bauindex vum 1. Februar 2007 chiffréiert. Wat d'Entretiens- an d'Consommatiounskäschte vun de Lokaler ubelaangt, esou ginn déi pro Joer op 450.000 Euro geschat.

Bei den Diskussioune vum Gesetzesprojet huet d'Bautekommissioun all de Remarquen an de Suggestioune vum Statsrot Rechnung gedroen an op Nofro vum Statsrot konnt erläutert ginn, datt déi Fläch vun de bestoenden Infrastrukture sech op 7.000 m² beleeft, wougéint den neie Projet mat 5.950 m² auskënnt, also mat 15% manner, well den Neibau eng besser Flächennotzung erlaabt.

De Statsrot huet och dofir plädéiert, datt systematesch bei all neiem Bauprojet en Audit iwwert d'Energie an d'Ëmwelt gemaach gëtt, am Sënn vun enger gréisserer Transparenz fir d'Chamber.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach e puer Mercien ausdeelen, un éischter Stell un d'Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun, mä och un den Här Bauteminister a seng Verwaltung souwéi un d'Membere vun der Bautekommissioun fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht an dësem Dossier. Ech ginn heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Projet.

Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. D'Madame Brasseur huet d'Wuert elo fir d'DP-Fraktioun.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, ech gi ganz gären den Accord vun der DP-Fraktioun, an der Madame Rapportrice hirem Rapport ass näischt bäizefügen.

Ech hätt just eng Fro un den Här Minister ze stellen. Déi Terrainen, wou bis ewell déi Ateliéren drop waren, leie matzen, wéi d'Madame Rapportrice dat gesot huet, an engem Wunnquartier vun der Stad Lëtzebuerg, an zwar am Kräizgrëndchen an op der Areler Strooss, an ech wär frou ze héiere wat d'Regierung gedenkt mat deenen Terrainen dann ze maachen, wann eng Kéier déi nei Lokalitéite gebaut sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Diederich.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Merci och der Madame Rapportrice. Si ass op déi Punkten all agaangen, déi och an der Kommissioun traitéiert gi sinn. Et war alles komplett an ech kann och den Accord vun eiser Partei ginn.

M. le Président.- Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, mir stëmmen deem Projet och zou a soen der Madame Andrich Merci fir hire Rapport.

M. le Président.- D'Regierung, den Här Minister Claude Wiseler, huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech soe Merci fir déi grouss Zoustëmmung fir dee Projet.

Op déi Fro, déi d'Madame Brasseur gestallt huet, wëll ech soen, datt mer momentan nach net eng definitiv Décisioun geholl hunn, wat d'Utilisatioun vun deenen Terrainen, déi uewen op der Areler Strooss, ënnen am Val Ste-Croix sinn, ugeet. Et gëtt awer sécherlech eng Fonctioun, déi an deem Quartier, esou wéi en elo do besteet an ëm dat wat ronderëm existéiert, wäert sinn. Mir hunn déi Bauzäit, déi mer hei brauchen, dräi Joer vun hei aus, sécherlech nach Zäit, fir genau ze definéiere wat dohinner kënnt, mä et ass evident, datt et an de Quartier, an d'Fonctionnalitéit, déi do am Quartier ass, muss a wäert erapassen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5744 ass eestëmmeg ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. John Castegnaro), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

(Interruption)

Mir checken dat nach eng Kéier, mä wann ech d'Presenzen heibanne gesinn, da kéint et mat 50 ongefeier klappen.

(Interruption)

Domat geet et net eraus? Mir kucken dat no.

Mir kommen elo zum nächste Projet de loi vun haut de Mëtteg, dem Bau vun enger zweeter Europaschoul zu Bartreng. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Sauber.

2. 5763 - Projet de loi relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Marcel Sauber *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet vun der zweeter Europaschoul handelt et sech ëm een décken Dossier. Een Dossier, deen och komplett ass. Een Dossier, wou och d'Pläng mat dobäi sinn. Ëmmerhin, wann een den Document parlementaire kuckt, da läit d'Zuel vun den Ënnerlagen, déi mer zur Diskussioun haten, ronn bei 74 Säiten.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet, Här Minister, Iech mat op de Wee ginn Äre Mataarbechter alleguerten ze félicitéiere fir déi voluminéis an detailléiert Aarbecht, déi do gemaach ginn ass. All Respekt! Well deen Dossier awer esou gutt ass, wäert ech mech och hidden hei a sämtlech Detailer anzegoen an ech verweisen dofir op de schréftleche Rapport respektiv op den Dossier selwer, den Document parlementaire 5763, fir déijéineg, déi méi Detailer wëllen hunn, an ech beschränke mech hei op déi wesentlech Aspekter, déi an der Kommissioun behandelt gi sinn.

Vläicht direkt emol eng Fro viraus: Firwat eng zweet Europaschoul? Um Kierchbierg hu mer Europaschoule stoen, Gebaier stoen, déi an der Konzeptioun fir 3.600 Schüler geplangt waren. Haut sinn awer praktesch 4.200 Schüler an deene Gebaier, esou datt eng provisoresch Léisung 2004 mat engem Village pédagogique fonnt ginn ass, dat Ganzt bedéngt, well ebe méi Nofro do war, awer och bedéngt doduerch, well eben d'EU méi grouss ginn ass a méi Leit op Lëtzebuerg komm sinn.

Elo ass en Zousatzbedarf vu ronn 3.000 Unitéiten do, wouvun d'Spillschoul soll 420 Kanner kréien, 1.050 am Primaire, 1.600 am Secondaire. Esou wäit fir de Schoulbedarf. An dann ass nach gefrot ginn, fir eng Structure d'accueil ze maachen, dat géif heeschen eng Crèche an e Centre d'études; dat Ganzt an engem Centre polyvalent de l'enfance.

Politesch gesinn, ass de Bau eng noutwendeg Géigeleeschtung vun engem Land, wat en Europasëtz huet, esou datt och dat Land eng Verflichtung huet fir d'Scolarisatioun vun de Kanner vun dëse Leit.

Juristesch ass den Origine 1971 gewiescht, wou en Accord de siège tëschent der Regierung an dem Conseil supérieur des écoles européennes gemaach ginn ass. Deen Accord ass den 18. Februar 1975 Gesetz ginn. Laut dësem Accord verflicht d'Regierung sech der Europaschoul déi Gebaier fir d'Schoul zur Verfügung ze setzen, an zwar gratis, wou allerdéngs d'Frais de fonctionnement net abegraff sinn. Dat dote bezitt sech also eleng op d'Europaschoul selwer an net op de Centre polyvalent de l'enfance.

Vläicht ass et och interessant historesch drop hinzeweisen, datt an Europa déi éischt Europaschoul iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg opgaangen ass, an zwar 1957, déi am Fong resultéiert aus där Schoul, déi d'CECA 1953 op de Wee bruecht hat. Haut sinn europawäit ronn 14 Schoulen, déi lafen. An deene Schoule sinn hei zu Lëtzebuerg d'Kanner an d'Schüler vun de Fonctionnairen an den Europa-Agenten, plus dann och eng Partie Kanner, déi op indivueller Basis ageschriwwe sinn. Do handelt et sech ëm d'Diplomatekanner respektiv och d'Kanner vu Leit, déi an den auslänneschen Entreprisë schaffen. Dunn ass allerdéngs, wéi d'Plaz méi rar ginn ass, eng Selektioun gemaach ginn an deem Sënn, datt déi zweet Kategorie net méi an deem dote Mooss konnt zougelooss ginn.

De Centre polyvalent de l'enfance ass vun den Institutions européennes gefrot ginn. Déi Struktur vun der Europaschoul N°2 soll dann och dëse Centre matbegräifen. Doduerch kënnen eng Partie Aspuerunge gemaach ginn, well do Synergië méiglech sinn.

De Finanzement, an dat ass d'Differenz vis-à-vis vun deem éischten, ass à charge vun den Institutions européennes. Mä de Finanzement gëtt prefinanzéiert vun der Lëtzebuerger Regierung.

Wou soll gebaut ginn? Op dem Territoire vun de Gemenge Bartreng a Mamer. An dat mam Accord vum Conseil supérieur des écoles européennes. Wou ech hei bei dëser Geleeënheet och wëll drop hiweisen, datt mat deenen zesumme vill geschwat gëtt fir d'Konzeptioun, fir d'Detailplanung an esou virun, esou datt all déi Démarchen, déi do gemaach gi sinn, praktesch ofgeschwat sinn.

D'Fro huet sech och an der Kommissioun gestallt: Firwat net um Kierchbierg bauen? D'Äntwerten dodrop waren deelweis aus dem Exposé des motifs, mä kommen deelweis och aus den Äntwerte vum Minister. Well eben um Kierchbierg keng gëeegent Plaz méi ass fir déi Europaschoul hinzesetzen, mä awer och aus der Iddi vun der Dezentralisatioun vun der Schoul eraus. Et sollt nämlech och vermidde ginn, datt eng Iwwerkonzentratioun, oder wann een et esou wëllt huelen, eng „Ghettoisierung" hei duerch ze vill Schoule beienee kéint kommen. Doriwwer eraus ass och e regionaalt Entgéintkommen an d'A gefaasst ginn, datt déi Leit vun där anerer Säit vun der Stad och méi Facilitéiten hätten.

Bartreng a Mamer. Fir d'éischt war de gréissten Deel zu Mamer geplangt, an dee klengen zu Bartreng. Dono ass awer eng Verschiebung komm, wou de gréissten Deel eriwwergeréckelt ass op Bartreng. Souwäit wéi mer dat matkritt oder matgedeelt kritt hunn, sinn och Reklassementer de Moment amgaang. Och d'Problematik vum Accès vun deenen Terrainë gëtt mat den entspriechende Gemengen diskutéiert.

Déi Superficie, wou dee ganze Komplex soll gebaut ginn, ass 15 ha, plus 5 ha Reserv derbäi.

Wat soll gebaut ginn? Do ass e Concours d'architectes gewiescht, deen e Lëtzebuerger Architektebüro an zwar de Michel Petit gewonnen huet, zesumme mat Schilling Planung vu Köln. Ech mengen, hei hu mer och eng Unerkennung fir d'Qualitéit vun de Lëtzebuerger Architekten, déi sech da bei esou engem grousse Projet och ënner Beweis kënne stellen, zemools well den Terrain net onbedéngt einfach ass.

Et ass gelongen eng Architekturkonzeptioun an dee gesamte Bautekomplex ze bréngen, dee souwuel dem Landschaftsbild, mä awer och den Ufuerderunge vum Environnement gerecht gëtt. Ganz bescheiden huet den Architekt mer eng Kéier, wéi ech hie gefrot hunn: „Wat hues De der geduecht, wéi dat dote gebaut gëtt?", gesot: „Et ass am Fong ganz einfach, mir hu sechs Gebaier ronderëm e Gaart gebaut."

Wann et esou einfach gewiescht wär! Ëmmerhin ass dee gréissere Schoulkomplex fir Kanner a fir kleng Kanner, deen och nach deene besonneschen Ufuerderunge vun enger Europaschoul muss Rechnung droen, mat allem drum und dran - wéi een dat dann esou seet -, plus Parking, plus Zirkulatiounsinfrastuktur. Dat Ganzt ass zweifellos eng Erausfuerderung.

Besonnesch ervirgehuewen, souwuel vum Conseil d'État wéi och vun der Chamberskommissioun, ass de Concept énergétique, deen hei zum Droe komm ass. An zwar hu mer wuel e Standardkonzept fir d'Schoulen, mä deen heite Projet geet iwwert deen eraus. D'Recherche ass méi wäit pousséiert gi mam Objektiv, fir eben e minimalen Energieverbrauch ze kréien, mat engem maximale Confort, fir technesch Installatiounen op e Minimum ze beschränken, esou datt d'Entretienskäschte relativ kleng kënne gehale ginn. Also esou wéineg wéi méiglech Energieverbrauch.

An zwar kéint de Berechnungen no déi Konzeptioun eraus op deeselwechten Energieverbrauch, wéi mer en hu bei Niddregenergiehaiser. An dat geet relativ wäit. D'Produktioun vun der Hëtzt gëtt gemaach duerch eng Holzhackschnitzelanlag, déi 85% vum Besoin soll ofdeelen, a mat enger Gasheizung fir d'Spëtzen ofzedecken.

Den Transport en commun ass an der Planung mat agebonnen. Autobus an Zuch lafen à charge vun der Regierung. D'Organisatioun vum Transport, wéi déi eenzel Saache sollen organiséiert ginn, dat läit am Beräich vum Transportminister.

D'Konzeptioun, wat den Accès vum Site ubelaangt; Stroossen, Vëlo, zu Fouss. Ech mengen, déi Theme sinn alleguer mat berücksichtegt a gutt studéiert ginn.

Vläicht eng Ziffer. Den Terrassement, fir Iech eng Iddi ze ginn, begräift 285.000 m³. Dat ass schonn eng Mass. Vun deem dote sollen der 150.000 um Terrain stockéiert ginn. De Präis beim Bauindex vun elo: 237 Milliounen Euro. Also och kee Pappestill. De Verbrauch an den Entretien soll pro Joer och ronn 4,5 Millioune kaschten. Dat ass vläicht eng interessant Ziffer. Finanzement, wéi gesot, iwwert d'Loi de garantie; d'Gesetz vum 13. Abrëll 1970.

De Conseil d'État gëtt den O.K. zum Projet. Hien ënnersträicht och de Concept énergétique an écologique, an hie bréngt verschidde Suggestiounen, déi textueller Natur sinn, déi d'Kommissioun dann och berücksichtegt huet.

D'Kommissioun selwer; verschidden Datumen: De Minister Claude Wiseler huet den 30. August vun dësem Joer de Projet déposéiert. Den Avis vum Conseil d'État war den 9. Oktober do - fir emol eng Kéier drop hinzeweise wéi séier, datt dat ka goen. An der Sitzung vum 22. Oktober en présence vum Minister ass de Projet exposéiert an diskutéiert ginn. Ech sinn als Rapporteur designéiert ginn. De 14.11. ass de Projet vun der Kommissioun majoritär akzeptéiert ginn.

Déi Froen, déi gestallt si ginn, konnte vum Minister beäntwert ginn. Ënnert deenen dote Konditiounen ass zréckbehale ginn, datt et nun eemol eng Nécessitéit ass, fir déi Schoul ze bauen, datt et och eng Obligatioun ass, juristesch gesinn. Den Emplacement Bartreng a Mamer ass majoritär och akzeptéiert ginn. An den Devis respektiv de Finanzement iwwert d'Loi de garantie ass O.K., esou datt d'Kommissioun da recommandéiert de Projet comme tel ze stëmmen. Ech bréngen heimat och den Accord vun der CSV.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Madame Brasseur ass ageschriwwe fir de liberale Grupp.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kéint een hei soen: Endlech, endlech ass de Projet esou wäit fir eng zweet Europaschoul zu Lëtzebuerg ze bauen! Eng Obligatioun, déi mir als Lëtzebuerger Stat vis-à-vis vun den europäeschen Institutiounen hunn. Säit Jore wësse mer, dass déi bestehend Infrastruktur um Kierchbierg vill ze kleng ass an aus allen Néit bascht. Et huet awer enorm laang gedauert, bis mer e Site fonnt hunn.

A wann ech soen endlech, da kéint ee sech jo freeën, mä d'Diskussioun vum Site ass och eng Diskussioun, déi haut nach héich Welle schléit. Well wann een e Site sicht fir eng Schoul, dann ass dat ganz schwiereg, well dat gëtt net vun alle Leit begréisst. Ech wëll drun erënneren, dass uganks vum Joer 2000-2001 eng ganz Rei vu Leit aus der Europaschoul e Site wollten. Déi eng wollten en um Kierchbierg, déi aner wollten en östlech vun der Stad, déi aner westlech vun

der Stad. Et huet dovun ofgehaang, wou d'Leit gewunnt hunn.

Du koum och de Plan sectoriel, wou mer laang driwwer diskutéiert hunn an dee laang an der Maach war, mä da kommen ech zur Konklusioun, a gëschter hu mer jo och iwwert den IVL geschwat, wat IVL-kompatibel ass, wéi déi Plans sectoriels sinn. Fir kënnen eppes ze bauen, brauch een en Terrain. Mir kënne Plans sectoriels etabléieren, nach brauche mer en Terrain!

Ech erënneren un déi Debatt, déi mer bei Ettelbréck hate fir en neie Lycée an der Nordstad, wou lerpeldeng wierklech e gëeegenten Terrain war. Nach huet deen Terrain dem Stat net gehéiert an e krut en och net ze kafen, esou dass elo en anere Site erausgesicht ginn ass, deen net genee dem Plan sectoriel entsprécht. Et kann ee sech eppes wënschen, mä op där anerer Säit muss een awer d'Realitéit kucken. Hei bei der Europaschoul ass et d'selwecht.

Déi meescht Eltere vun der Europaschoul hätte selbstverständlech gären d'Schoul no bei hirer Aarbechtsplaz gehat, dat heescht, um Kierchbierg. De Stat hat déi Zäit an huet haut, wa meng Renseignementer richteg sinn, awer net genuch Terrainen disponibel, fir déi Schoul och nach um Kierchbierg ze implantéieren. Duerfir ass de Choix, fir déi Schoul zu Mamer ze maachen, mengen ech, awer e gudde Choix, e Choix, deen och vum Conseil supérieur vun den Europaschoule guttgeheescht ginn ass.

Wat de Programm ass, wat an déi Schoul kënnt, dat ass net de Lëtzebuerger Stat, deen dat décidéiert, mä et ass de Conseil supérieur vun den Europaschoulen, an et ass d'Lëtzebuerger Regierung, déi dann e Projet ausschafft, an d'Chamber gëtt dann den Accord fir dee Projet auszeféieren.

Ech fannen de Site an där Hisiicht gutt, well en no bei der Zuchlinn ass. Et ass extra eng Gare aménagéiert gi fir de Mamer Lycée, esou dass een do awer en Accès iwwert d'Schinn huet, an dann huet een och de Mamer Lycée nobäi. Ech kéint mer virstellen oder ech wënsche mer op jidde Fall, dass et do zu Synergië kënnt tëschent deenen zwou Schoulen.

Well nach eng Remarque, an dat huet näischt mam Bau ze dinn, dat huet ze di mat der Organisatioun vun der Europaschoul. Ech fannen et schued, dass d'Europaschoul an ons Lëtzebuerger Schoulen net genuch matenee schaffen, an dass et net genuch Kontakt gëtt tëschent de Schüler vun der Europaschoul mat de Schüler aus de Lëtzebuerger Schoulen. Well wann ee vun Europa schwätzt, dann ass et och d'Integratioun an dat Land, an deem déi Kanner dee Moment sinn, an ech erhoffe mer, dass duerch de Lycée, duerch d'Proximitéit vum Lycée Josy Barthel zu Mamer et do zu méi Kooperatioun kënnt. Den Transport, dee kéint en Ufank sinn.

Op jidde Fall sinn ech frou, dass et endlech esou wäit ass, an ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Dann huet den honorabelen Här Negri d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer weider hei zu Lëtzebuerg europäesch Institutioune behale wëllen, als eng vun deenen dräi Haaptstied vun der Europäescher Unioun niewent Bréissel a Stroossbuerg - an dat wëlle mer als LSAP zu 100% -, da musse mer och deene Leit, déi aus deenen anere 26 Memberlänner vun der EU kommen, en optimaalt Ëmfeld fir si an hir Familljen hei zu Lëtzebuerg ubidden. Wéi mer scho säit Laangem wëssen, platzt déi bestehend Europaschoul um Kierchbierg aus allen Néit an eng zweet Europaschoul ass dréngend noutwendeg. Dëst geschitt haut mam Vote iwwert de Projet de loi 5763, wou ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Marcel Sauber, Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Déi nei zweet Europaschoul ass e grousse Projet fir 3.000 Schülerinnen a Schüler an 330 Professorinnen a Professeren an Encadrementspersonal. Et ass geduecht fir d'Kanner vum klengen Alter u bis zum Bac op deem Campus ze versuergen. Dofir begräift de Projet niewent deenen übleche Schoulinfrastrukturen eng Crèche, eng Garderie an e Centre d'études fir Hausaufgaben an esou weider ze maache fir am ganzen 800 Kanner, wou se virun an no der Schoul higoe kënnen an hir Eltere wëssen, dass se pedagogesch gutt betreit sinn.

Do derniewent besteet den Europa-Campus nach aus fënnef anere Gebailechkeeten, wéi e polyvalent Gebai mat Restaurant a Festsall, deen direkt un d'Busgare ugeschloss ginn ass, e Sportskomplex mat Sportshalen a Schwämm, eng Spillschoul, eng Primärschoul an eng Sekundarschoul.

Déi zweet Europaschoul gëtt tëschent Bartreng a Mamer gebaut, niewent dem neie Lycée Josy Barthel. Déi Standuertwiel ass aus IVL-Siicht absolut ze begréissen, well déi nei Europaschoul direkt un där fonkelneier, moderner Gare tëschent Mamer a Bartreng läit, déi virun e puer Joer fir de Mamer Lycée gebaut ginn ass an elo natierlech méi optimal ka genotzt ginn, am Sënn vun engem besseren „modal split" zu Gonschte vum öffentlechen Transport. An nëmmen néng Minutten ass een iwwregens vun dësem Zucharrêt op der Lëtzebuerger Gare.

Déi nei Europaschoul selwer gëtt och no deenen neisten ekologeschen Erkenntnisser héchst energieeffizient gebaut, wéi mer dat och net aneschters erwaart hunn. Aus Capacitéitsgrënn war et net méiglech, d'Europaschoul un de Réseau urbain vun der Mamer Kogeneratioun fir öffentlech Gebaier vu Mamer drunzehänken, wéi dat sengerzäit mam Mamer Lycée Josy Barthel gemaach ginn ass. Ech wëll dem Bauteminister félicitéiere fir seng Décisioun, d'Europaschoul primär mat regenerativer Energie ze bedreiwen, nämlech enger Holzhackschnitzelanlag. De Mamer Fierschter huet eis an deem Sënn nach d'lescht Woch verséchert, dass d'Zoufuer vum Holz fir déi nei Europaschoul ronderëm aus de Bëscher vun de Gemenge Mamer, Bartreng a Stroosse kënnt.

Och am Beräich vun der Mobilité douce läit déi nei Europaschoul optimal, läit se dach direkt um Vëlo-Nationalwee PC13. Domat hunn d'Kanner eng optimal Méiglechkeet, aus den Nopeschgemengen ouni Problem mam Vëlo an déi nei Europaschoul ze fueren.

Här President, déi nei Europaschoul zesumme mat dem Mamer Lycée Josy Barthel wäert um sozialen an um kulturellen Niveau eng Plus-value duerstelle fir d'Gemenge Bartreng a Mamer an awer och insgesamt fir de Weste vum Land am Kanton Capellen. Zu Mamer wunnen de Moment ronn 46% Netlëtzebuerger aus 62 verschidden Nationalitéiten. Bei eis wunnen elo scho ganz vill Fonctionnairen, souwuel vun den EU-Verwaltunge wéi och vun der Finanzplaz Lëtzebuerg. Déi nei Europaschoul wäert deem nach e weidere Schub ginn.

Mir sinn och am Kader vum Pacte «logement» schonn amgaang, zousätzleche Wunnraum ze schafen, fir dem Prinzip vum IVL an all senge Facettë gerecht ze ginn. Déi ronn 3.500 Leit an der neier Europaschoul…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

…mat deene ronn 1.500 Leit vum Lycée Josy Barthel wäerten deemno hiren ekonomeschen Impakt op de Patrimoine vun de Gemenge Bartreng a Mamer hunn.

M. le Président.- Här Glesener!

M. Roger Negri *(LSAP).*- D'Desserte vun der Europaschoul geschitt exklusiv iwwert d'Nationalstrooss N6 an Tossebierg, an zwar engersäits wann ee vu Lëtzebuerg a Bartreng kënnt mat enger Bréck, eng sougenannte Fly-over iwwert d'N6 an der grousser Kéier am Tossebierg direkt a Richtung Europaschoul. Dëst fir de bestehende Rond-point Tossebierg net ze iwwerlaaschte fir déi Leit, déi op Mamer an doriwwer eraus fueren. Anerersäits fiert den Trafic vu Mamer aus a Richtung Lëtzebuerg an engem Tunnel laanscht de Rond-point Tossebierg, fir deen alltägleche Stau op dëser Plaz ze décompriméieren.

Am Dag zirkuléieren op deem gesamte Campus 5.000 Leit. Dat gëtt e Quantesprong an der Verkéiersproblematik. Mä zu Mamer si mer houfreg op déi nei Europaschoul, fir domat eis national, voire europäesch Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Zu Mamer ziele mer, Här Bauteminister, op Äert Engagement fir elo déi genannte Stroossen-infrastrukture souwuel vu Lëtzebuerg wéi och vu Mamer aus zäitgläich mam Bau vun der Europaschoul ze bauen. Esou kënnen nämlech zäitgläich mat der Mise en service vun der neier Europaschoul och dës Stroosseninfrastrukturen a Betrib goen. Dëst ass eng Conditio sine qua non fir de Stau am Stroosseverkéier tant soit peu am Gréff ze behalen an domat d'Liewensqualitéit vun de Leit ze erhalen. Dofir wär ech frou, Här Minister, wann Der eis dëst herno konfirméiere kéint.

Här President, mam Vote vun enger zweeter Europaschoul hoffe mir de Standuert Lëtzebuerg a Saachen EU-Institutiounen ze konsolidéieren, well nëmme wa Beamtinnen a Beamten aus deenen anere 26 EU-Memberstate wëssen, datt hir Kanner hei zu Lëtzebuerg an zu Mamer gutt versuergt si während der Schoulzäit an och doriwwer eraus, kënne mer dervun ausgoen, dass déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg all Dag fir Europa schaffen, och bei eis zefridde sinn an domat hëllefe Reklamm maachen, fir hei zu Lëtzebuerg ze bleiwen, a mer esou eis Importenz an der EU weider behalen.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zur zweeter Europaschoul zu Mamer a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Madame Loschetter huet elo d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, kee stellt - och déi géng Fraktioun - d'Nécessitéit vum Bau vun der zweeter Europaschoul a Fro. Et ass e wichtegen an en noutwendege Projet. Et stëmmt och, datt dëse Projet urgent gëtt au vu vun der steigender Zuel vun de Kanner a Jugendlechen, déi ënnert d'Kritäre falen an déi Urecht hunn esou eng Schoul ze fréquentéieren.

1999 huet d'Commission d'Analyse critique vum Travaux-publique-s-Ministère bekannt ginn, datt kee Site um Kierchbierg disponibel wier. Dunn huet de Groupe sectoriel „Lycées" proposéiert déi zweet Europaschoul op Mamer ze bauen.

Am Joer 2001 huet déi deemoleg Regierung dem Conseil supérieur des écoles européennes de Site zu Mamer proposéiert. D'Kritäre fir de Choix vum Site zu Mamer, esou steet et och am Exposé des motifs, sinn: 1. Zäitgrënn, also Zäitdrock; 2. den Terrain war do, e war disponibel a war och adaptéiert; an 3. et war eng Existenz do vun enger Gare, dat heescht, den öffentlechen Transport.

Haut am Joer 2007 stëmme mer e Bauteprojet, esou wéi d'Obligatioun vun engem Pays hôte dëst virgesäit. An där neier Schoul si virgesinn: eng ronn 500 Kanner, déi an d'Crèche ginn, dat heescht Puppelcher; 420 Kanner an der Maternelle; 1.050 Kanner an der Primärschoul, a 1.600 Kanner oder éischter Jugendlecher am Postprimaire, dat heescht am Lycée. Eng ronn 3.000 Kanner a Jugendlecher a ronn 300 Erwuessener, déi fir den Encadrement an de Fonctionnement vun der Schoul suergen.

Mir wëllen ons och hei net ze vill an dem Konflikt, betreffend déi horizontal oder vertikal Opdeelung, weider äusseren. Et ass vill doriwwer debattéiert ginn déi lescht Joren. Béid Alternativen hätte Vir- an Nodeeler mat sech bruecht, an de Conseil supérieur des écoles européennes, wou all Acteur dra vertrueden ass, huet du schlussendlech tranchéiert.

Mir denken, datt de Bauteprojet vun der Schoul en interessanten a flotte Projet ass. Et gëtt mat Sécherheet fir d'Kanner a Jugendlecher, déi dohinner kommen, eng flott Schoul an e flott Zesummeliewen an engem flotten Environnement.

Mir hunn awer déi gréisste Bedenke wat déi lëtzebuergesch Décisiounen ubelaangen. An zwar éischtens wat de Site selwer ubelaangt, an zweetens wat d'Infrastructures de transport ubelaangt.

Zum Site. Mir hu Bedenken, ob dëse Site landesplaneresch eng gutt Léisung ass. Ech erënneren drun, datt de Programme directeur Mamer eigentlech net als Centre commercial ugesäit an dofir och schonn de Josy-Barthel-Lycée zu Mamer als net déi optimal Léisung ugesinn huet. De Centre régional vun där Géigend do ass éischter Stengefort an net Mamer; just fir e klenge Rappel ze maachen.

Sécherlech ass de Projet IVL - mir hate jo gëschter schonn driwwer Rieds - am Fréijoer 2004 vun der deemoleger Regierung presentéiert ginn, a sécher war du schonn e Bau vun där zweeter Europaschoul zu Mamer envisagéiert. Nawell stëmmen op deem Punkt mam aktuelle Programm vun der Schoul, esou wéi en haut soll gebaut ginn, mat där Populatioun, déi do soll drakommen, d'Landesplanung mat der Organisatioun vun der Mobilitéit, sprich vum öffentlechen Transport, net iwwereneen. Dëse Site erlaabt et net dëse Programm, wéi mir en haut virleien hunn, optimal an eng Landesplanung mat ze integréieren, ouni datt mer considérabel Nuisancë schafen.

De Bau vun der zweeter Europaschoul zu Mamer gëtt wuel am Plan sectoriel „Lycées" 2003 ernimmt, an zwar mam eenzegen Argument: Urgence. Dat heescht, et ass also haaptsächlech aus Zäitdrock, a well déi deemoleg Regierung den Terrain zu Mamer als adaptéiert considéréiert huet, datt mer haut dëse Projet de loi esou presentéiert kréien.

Dofir bedauere mir, datt dës Regierung en connaissance de cause, en connaissance vum Programm, deen an dëser Schoul soll ofgewéckelt ginn, sech net landesplaneresch organiséiert huet. Do wier wahrscheinlech e Choix vun engem anere Site noutwendeg gewiescht mat alle Konsequenzen. Ech ginn et gär zou. Mä ech wollt awer just emol d'logesch Iwwerleeunge vun esouwuel engem Programme directeur vun engem IVL, vun engem Plan sectoriel „Lycées" a vun enger Mobilitéitsorganisatioun hei interpretéieren.

Zum zweete Punkt, an dee gehéiert dozou: d'Infrastructures de transport, déi an dësem Projet de loi mat ronn 20 Milliounen Euro zu Buch schloen. Mir si schockéiert iwwert déi Moossnamen, déi envisagéiert ginn, fir nieft dem öffentlechen Transport, der Mobilité douce an och nach substanziell Ausgaben a Stroossebauten ze investéieren.

Wien huet déi Rechnung gemaach, datt zousätzlech 1.000 Autoen al Dag am Stroosseverkéier wäerte sinn? Wien huet ausgerechent, datt 1.000 Autoen all Dag op dëse Schoulsite wäerte kommen? Kann de Minister eis soe wivill Jugendlecher, wivill Leit haut schonn am Lycée Josy Barthel mam öffentlechen Transport fuere respektiv net mam öffentlechen Transport fueren? Wann dat jo e Kritär war, fir dohinner en zweete Lycée ze bauen, misst jo eigentlech den „modal split" oder den Taux vun deene Leit, déi mam öffentlechen Transport kommen, zimlech héich sinn.

Natierlech kënne mer eis och virstellen - och mir -, datt déi 105 Puppelcher mam Auto an d'Crèche gefouert ginn, an och eventuell eng Partie vun deene 420 Kanner aus der Spillschoul. Néanmoins war an der Elaboratiounsphas vum Projet de loi den Transportministère och vertrueden.

D'Kapitel 7.1. vum Projet de loi beschreift am Detail d'Organisatioun vum öffentlechen Transport. Ech wëll Iech just e kuerzen Extrait zitéieren: «En vertu de la loi modifiée (…) sur les transports publics, le Ministère des Transports assure la responsabilité pour tous les transports réguliers organisés par les soins de ses services et dépassant la limite du territoire d'une seule commune. Quant aux modalités de l'organisation des transports spécifiques pour l'École européenne (…), il y aura lieu d'en définir les besoins réels au niveau des horaires et des tracés à partir du moment où les détails y relatifs seront suffisamment connus. Il est entendu que l'organisation des transports en commun sera préparée en étroite collaboration avec la Direction et avec l'Association des Parents d'Élèves de l'École européenne. Il est également souhaitable que le fonctionnement de ce transport puisse s'intégrer dans le réseau actuel des lignes publiques nationales.» Mir kënnen deem nëmmen zoustëmmen.

Doriwwer eraus sinn och am Projet de loi eng ganz Rei - dat ass ganz echt, dat ass scho bal wéi e Renseignement - vun öffentlech Transportlinnen opgelëscht, déi op der Nationale 6 laanscht de Lycée fueren, an där enger Richtung oder an där anerer Richtung. Och si speziell Navettë virgesinn, fir d'Schüler an d'Schülerinnen op verschidde Punkten an de Stader Quartieren ze bréngen.

Dofir versti mer net, Här President, firwat am nächste Kapitel 7.2. d'Noutwendegkeet vun - an ech zitéieren - «des raccords performants à la route nationale N6» virgesi ginn. An dëst si keng kleng Aarbechten. En neie Giratoire gëtt gebaut, dee rattachéiert ass un e Fly-over, e Bypass ënnerierdesch beim bestehende Giratoire, eng nei Strooss tëscht dem aktuelle Giratoire, an en neie Giratoire duerch de Park. De Représentant vum Mamer Schäfferot huet dat nieft der Gare, nieft dem öffentlechen Transport als total IVL-kompatibel genannt. Mir gesinn dat anescht.

Une voix.- Wéi gesitt Der et dann?

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Fir dës Aarbechten ze realiséieren, notamment den ënnerierdesche Bypass, mussen dann och zousätzlech Aarbechte gemaach ginn; schonn nëmme fir de Giratoire. De Reewaasserréseau muss verluecht ginn. D'Baach tëscht dem Park an der Vallée de Mamer muss verluecht ginn. De Réseau vum Ofwaasser vum Lycée Josy Barthel muss verluecht ginn. De Gasréseau vun der Sotec tëschent dem Tossebierg a

Mamer muss och verluecht ginn. Ausserdeem mussen eng Rei Beem ëmgehae ginn - bon, dat geschitt alt -, déi dann iwwert de Wee vu Mesures compensatoires ersat ginn.

Mir denken, datt wa mer dës Aarbechte realiséieren, encouragéiere mer, dat ass kloer, wierklech esou vill Mënsche wéi méiglech mam Auto an deen neie Lycée ze kommen. Dëst ass kontraproduktiv a sënnlos par rapport zu de Mesuren am Kapitel virdrun, 7.1. betreffend d'Organisatioun vum öffentlechen Transport, an et ass mat Sécherheet contraire zum berühmten IVL!

A wéi wëllt Dir herno dës Mesuren an de Plan sectoriel „Transports" aplangen an argumentéieren? Mir ginn hei 20 Milliounen Euro aus fir dem Zousaz un Trafic, deen an de Spëtzestonne kéint entstoen, eventuell virzegräifen. Dëst obwuel mer eng Gare hunn an eng geplangte performant Organisatioun vum öffentlechen Transport a Schülertransport ënnert der Regie vum Transportministère. Hei hu mer alt erëm - an dës Kéier ass et scho bal e Musterbeispill - de Bewäis, datt dës Regierung duebelgleiseg fiert.

Ech wëll och eppes soen zu där Préoccupatioun, déi mir och hunn, déi scho vu menge Kolleege virdrun ausgedréckt ginn ass, nämlech datt jiddfereen hofft, datt Synergien entstinn tëschent deem enge Lycée an deem anere Lycée. Or, wann herno déi nei Europaschoul esou zesummegestallt gëtt wéi um Kierchbierg, an dat ass och esou geplangt; aus Sécherheetsgrënn soll déi Schoul ëmzonkt ginn, esou datt déi Schüler, déi an der Europaschoul sinn, eigentlech guer net an dee gemeinsame Park kënne kommen, an ausser am Zuch, wa se den öffentlechen Transport huelen, net a Kontakt komme mat deene Schüler aus dem Lycée Josy Barthel.

Eng lescht Fro, déi ech och nach un de Minister hätt: Am Projet de loi ass och beschriwwen, datt duerch déi nei Strooss, déi duerch den aktuelle Park vum Lycée gebaut gëtt, et och méiglech gëtt, eventuell nach aner Gebaier dohinner ze bauen. Ass do schonn eppes virgesinn? Wéi eng Zort vu Gebaier kéint ee sech do virstellen?

Mir kënnen aus deene Grënn net fir dëse Projet de loi stëmmen, obwuel mer begréissen, datt endlech de Bau vun der zweeter Europaschoul elo Realitéit gëtt. Duerfir wäerte mir eis bei dësem Projet beim Vote enthalen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Dann huet den Här Mehlen d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Fir et direkt virewechzehuelen: Mir sinn am Prinzip mam Bau vun dëser Schoul d'accord, mä mir si mam Standuert net d'accord, an duerfir wäerte mir dëse Projet och net stëmmen.

Une voix.- Oh!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Dat hei ass en exemplarescht Beispill, datt Lëtzebuerg ëmmer méi wéi Schilda funktionéiert. Net nëmmen, datt mir iwwerall do Tunnele bauen, wou mer am Prinzip keng gebraucht hätten an eis domat all Misär vun der Welt oplueden, mir bauen och Schoule grad dohinner, wou se am Prinzip net higehéieren. D'Madame Loschetter huet hei scho gesot, wat dat un zousätzlechem Verkéier wäert generéieren.

An da kann ee sech am Uschloss un déi Diskussioun, déi gëscht hei war, froen, wat soll dat ganzt Gerieds iwwer IVL, IVL-kompatibel, IVL ëmsetzen, wa leschtenenns de Contraire vun deem gemaach gëtt, wat de gesonde Mënscheverstand engem als Konklusioun aus dem IVL géif octroyéieren, nämlech datt een Aarbecht a Wunnen a Schoul esou no wéi méiglech beienee bréngt an domadder verhënnert, datt zousätzlech muttwëlles Verkéier generéiert gëtt. Genau dat geschitt awer hei.

Den europäeschen Zentrum ass um Kierchbierg, dat brauch ech kengem ze soen. Déi meescht Leit schaffen douewen. Et sinn natierlech och Kanner vun Diplomaten, déi an déi Schoul ginn, an och nach etlech anerer. Mä mir wëssen awer, datt de Gros um Kierchbierg schafft.

Wann een dann zréckkuckt, da weess een, datt mer viru laanger Zäit hei am Land e grousse Sträit haten, well douewe Leit enteegent gi sinn, géint all Rechtsprinzipien, fir Terrainen ze hunn, fir d'europäesch Communautéiten do unzesiedelen. A wann een dann duerch den Text vum Projet de loi kuckt, op der Säit 15, an et muss ee liesen, ech zitéieren: «Déjà le 30 mars 1999, la Commission d'analyse critique auprès du Ministère des Travaux publics a retenu que plus aucun site n'était disponible au Kirchberg pour une extension de l'école européenne, de sorte qu'il fallait trouver un emplacement en dehors de la ville de Luxembourg», da kann een nach just de Kapp rëselen!

Mir hunn douewen e risegen Terrain libéréiert fir d'europäesch Communautéiten do unzesiedelen a mir stellen op eng Kéier fest, mir hu keen Terrain méi disponibel fir déi zweet Schoul dohin ze setzen. Dat Argument, datt kee Ghetto soll douewe geschafe ginn, Här President, kann ech net akzeptéieren, well d'Schoul huet jo leschtenenns mat der Usiedlung oder do wou d'Leit wunnen a mat der Duerchmëschungspolitik, déi ee jo awer ka bedreiwen an de Wunnquartieren, näischt ze dinn. Dat ass elo un den Hoer erbäigezunn, fir de Choix vum Site ze rechtfertegen.

Déi éischt Schoul steet och douewen, an et ass sécher fir d'Familljen zousätzlech Problemer geschafen, wann een elo déi zweet Schoul op eng aner Plaz setzt, wa se da Kanner hunn, wou déi eng an déi eng Schoul ginn an déi aner an déi aner.

Da stellt d'Fro sech, wa mer den Terrain douewen hunn, an der Zäit war es jo genuch do, a mir hu jo an der leschter Legislaturperiod Diskussioune genuch driwwer gehat, wat alles mat deenen Terrainen do geschitt ass, wou e fréiere Fonctionnaire, deen de Sous-titel hat „Buergermeeschter vum Kierchbierg", mat deenen Terrainen alles anescht gemaach huet, wéi dat, wat am Fong geholl am…

(Interruption)

Hie war op eng Kéier ënnergedaucht, mä ech mengen, dat hat och e bësse mat deene Geschäfter ze dinn, déi douewen um Kierchberg mat den Terrainë gemaach si ginn.

Et waren eng ganz Partie Terrainë wäit ënner Wäert u privat Promoteure verkaaft ginn, a mir mussen elo als Stat deieren Terrain op anere Plazen erëmkafe goen. Dat ass skandaléis! Här Minister, ech hunn Iech an der Kommissioun gefrot, wat den Terrain kascht hätt. Ech hoffen, datt Der haut eng Äntwert op déi Fro do hutt.

Mir héieren hei, datt eleng fir déi Stroossen-infrastruktur 20 Millioune mussen opgewannt ginn. Ech hunn zwar gemengt, ech hätt beim Här Negri eraushéieren, datt dat un d'national Vëlospist wäert ugeschloss ginn, datt elo all Mënsch mam Vëlo dohinner kéim. D'Regierung selwer schéngt awer net esou richteg drun ze gleewen, soss géif se net déi 20 Milliounen Euro an eng zousätzlech Stroosseninfrastruktur investéieren.

Da gëtt gesot, et läit jo och un der Schinn. Wann dat jo esou géif klappen, da wär dat jo och de Fall.

Ech soen Iech just, wann - a mir sti jo eleng do mat eiser Iddi, datt ee soll den Zuch ënnert der Stad erduerchlafe loosse mat e puer Arrêten an datselwecht um Kierchbierg - Der dee Projet géift ëmsetzen, da géift Der de Leit hire Problem vum öffentlechen Transport tatsächlech op eng effikass Aart a Weis léisen. A wann dann déi Schoul och do sténg, dann hätte souguer déi Leit, déi zu Mamer wunnen, d'Méiglechkeet, mam Zuch mat hire Kanner bis op de Kierchbierg ze kommen, se do an der Schoul ofzeginn an op hir Plaz schaffen ze goen.

Dat hei ass Schilda héich 3 vu Planung! Et kascht de Stat d'Aen aus dem Kapp, an duerfir kënne mir dësem Projet einfach eis Zoustëmmung net ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Domat ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Dir kënnt Iech virstellen, datt ech déi Meenung vum Här Mehlen net deelen, an ech soen Iech och elo firwat.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Très bien.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Dat hei ass en ongewéinlechen Objet. Et ass e groussen Objet. Et ass en Objet, dee mer hei zu Lëtzebuerg brauchen. Et ass en Objet, dee mer hei zu Lëtzebuerg schnell brauchen. Mir hunn och, fir deen Objet an deenen nächste Joren esou schnell wéi méiglech op den Terrain ze kréien, eng Rei ongewéinlech Prozedure gebraucht, well mer mengen, datt et schnell muss goen, a well de Besoin, bis 2011 e fäerdeg ze hunn, do ass, well d'Rechnunge vun der Europaschoul weisen, datt et 2011, no 2011 wierklech net méi um Kierchbierg geet. Mir sinn also hei ënner Zäitdrock.

Mir hunn eng Rei Réunioune mat de Gemenge gehat. Ech hu mech selwer an déi verschidde Gemengeréit vu Bartreng a vu Mamer déplacéiert, fir och mat hinnen eng Kéier déi Problemer duerchzekucken an hir Suergen ze kucken, déi se hu mat der Installatioun vun enger Schoul. Net wéinst der Schoul, mä wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun de Gemenge Bartreng a Mamer kënnt.

Mir hunn och zesummen eng Prozedur gewielt, wat d'Prozedur vum POS ass, Plan d'Organisation des Sols, fir de Reclassement vun deenen Terrainen do ze maachen, fir et och ënner enger Prozedur, déi hir Délaien huet, esou schnell wéi méiglech klasséiert ze kréien, fir datt mer mat deem Projet do weiderkommen.

Mir haten eng Rei Schwieregkeete mat deem Projet, bis elo Schwieregkeete fir den Terrain alleguer, dee mer gebraucht hunn, ze kréien. Dir wësst, datt mer initialement e wéineg méi op dem Mamer-Territoire geplangt hate mam Achat vum Terrain, dee gemaach ginn ass, mer an deene leschte Joren awer d'Méiglechkeet haten de Projet esou unzegoe wéi e geplangt war. Quitte datt e méi eriwwergeréckelt ass op déi Bartrenger Gemeng, wou elo 90% vum Projet wäerten installéiert ginn.

D'Zilsetzung ass, 2011 mat deem Projet hei fäerdeg ze ginn. D'Délaisë lafen a mir musse schnell fuere fir weiderzekommen. Dofir soen ech: Net all Décisioun, déi geholl ginn ass, kann een erëm dauernd a Fro stellen. Ech hu virun e puer Deeg hei gesot, datt d'Bautepolitik och en Deel vun der Realpolitik ass. Ech widderhuelen dat nach eng Kéier: Mir brauchen dee Projet. Mir fueren elo do derduerch, well déi eenzeg Aart a Weis, fir et an den Délaien ze kréien, dat ass dat ze maachen, wat een eng Kéier décidéiert huet, soss kënnt een an esou engem Projet wéi deem heiten net weider.

Mir hunn eng Rei Diskussioune mat de Gemenge gehat wéi mer déi Organisatioun do sollen um Terrain maachen. Ech hunn elo och hei de Mëtten op där enger Säit héieren, datt mer dofir félicitéiert gi sinn, iwwert dat, wat mer alles virgesinn, fir d'Entrée op deem Site esou ze assuréieren, datt se korrekt an uerdentlech all Dag ka lafen. An ech hunn op där anerer Säit eng Rei Téin héieren, déi soen et wär total iwwerdriwwen, fir dat esou ze maachen.

Ech soen Iech just, datt ech gär hätt, wa mer e Site vun 3.000 Schüler, dräi Lycéeën, esou wéi mer se normalerweis kennen, mat zwëschent 300 a 400 Enseignantë respektiv Personal dohinner kréien, an an enger Gemeng respektiv hei an zwou Gemengen installéieren, bei e Lycée, deen elo schonn iwwert 1.000 Schüler huet, an do e Campus organiséieren, dee soll am Zesummeliewe gutt a kohärent fonctionnéieren, dann ass et eis Responsabilitéit dat zesumme mat de Gemengen esou ze assuréieren, datt de Fonctionnement och zwëschent 8 an 9 Auer moies an um 4 Auer mëttes, wéi dann eben d'Horairë sinn, kann uerdentlech fonctionnéieren. Och fir den Individualverkéier, trotz alle Méiglechkeeten, déi mer do wäerte kréie fir den öffentleche Verkéier, fonctionnéieren ze loossen.

Elo gëtt gelaacht, fir ze soen: Dir maacht Vëlospisten an Dir maacht awer eng Entrée. Dir gleeft jo selwer net drun, datt se all mam Vëlo kommen. Ech gleewen effektiv net drun, datt se allerguer mam Vëlo kommen. Ech gleewen awer drun, datt mer d'Vëlospist och brauchen als ee Moyen fir déi Leit, déi wëlle mam Vëlo kommen, an datt der och eng ganz Rei mam Vëlo wäerte kommen. Gradesou wéi der e ganze Koup mam Bus wäerte kommen. Gradesou wéi der e ganze Koup mam Zuch wäerte kommen. A gradesou wéi der e ganze Koup och mam Individualverkéier kommen dann, wann et net anescht geet.

Bei esou engem Campus wéi deem doten, wou mer zwëschent 4.000 a 5.000 Schüler hunn, musse mer einfach assuréieren, datt déi verschidde Moyens de transports, den öffentlechen Transport, d'Mobilité douce, den Individualtransport a souguer zu Fouss, wa se zu Mamer wunnen, logesch sinn; datt dat klappt. Anescht ass esou e Projet net ëmzesetzen an ze géréieren. Haaptsächlech ass och de Verkéier op der Haaptstrooss, der Areler Strooss zu Mamer, respektiv d'Sécherheet um Site selwer ze géréieren.

Wa mer dee Rond-point do frësch bauen, dann ass dat, well mer haut schonn zu Mamer e Problem mam Verkéier hunn. An all déi, déi vun där Géigend kommen an um 8 Auer doduerch kommen, déi wëssen, datt et e Problem ass. Wa mer mat Bussen op dee Site fueren, da musse mer ons assuréieren, datt déi Bussen do duerchkommen. Dat ass evident, souwuel dat eent wéi dat anert. Well soss klappt de ganze Projet net.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Propositioun gemaach huet, deen en op répétitiv Aart a Weis festgehalen huet an och décidéiert huet aus enger Rei Grënn. Deelweis si se hei scho genannt ginn. Dat ass, dee vun der Dezentralisatioun vun den europäeschen Institutiounen, déi net alleguer sollten zesummen op de Kierchbierg kommen.

Den Här Mehlen huet elo eng ganz Rei Remarquë gemaach iwwert de Kierchbierg als europäesche Site, fir ze soen: Dir hätt dat am Fong sollen als europäesche Site reservéieren, dann hätt Der elo Plaz genuch do uewen, fir dat ze maachen. Ech soe just, datt virun enger Rei Joren eng Décisioun geholl ginn ass vum Kierchbierg, déi ech fundamental richteg fannen, fir ze soen: Mir wëllen aus engem Quartier vun der Stad och e richtege Quartier vun der Stad maachen, an déi verschidde Funktiounsmëschungen, déi een einfach brauch fir e korrekt Zesummeliewen zwëschent europäeschen Institutiounen, zwëschent Büroen, zwëschent Wunnengsméiglechkeeten, zwëschent Schoulen, zwëschent Geschäfter an zwëschent Kulturinstitutiounen, déi mer brauchen, fir dat och esou ze kréien, datt et dono och nach e Quartier ass an zéng, 20, 30 Joer, wou et sech gutt wunnen a gutt schaffe léisst, a wou een och gär higeet.

Wann een eng Monokultur do mécht, geet dat net. Dofir hu mer probéiert alleguer zesummen eng Mëschkultur do ze maache mat deene verschiddene Fonctionnalitéiten, déi ee brauch, fir esou e Site lieweg a flott ze halen an um Fonctionnéieren ze loossen.

Et war och de Wonsch deen heite Lycée bei en anere Lycée ze setzen, och well mer wollte probéieren eng Mëschfunktioun, zu engem Deel e Lëtzebuerger Lycée mat engem europäesche Lycée, zesummenzekréien. Wéi dat sech dono an der Realitéit auslieft, Madame Loschetter, dat hutt Dir e wéineg ugeschwat, dat gëtt effektiv eng Fro vun deene Leit, déi dono um Campus zesumme wunnen, wéi déi sech gemeinsam organiséieren, wat déi kënne gemeinsam maachen. Dat ass eng Fro, déi an der Realitéit vum dagdeegleche Liewen, wann dee Lycée besteet, muss gekläert ginn. D'Méiglechkeet ass do. An ech hoffen, datt se och an d'Realitéit, an d'Liewe vum Alldag fir déi Schüler ëmgesat gëtt.

Mir hunn eng Méiglechkeet op dësem Site eng Extensioun ze maachen. Mir hu 15 Hektar do kaaft. 10 wäerten der ongeféier gebraucht ginn. 5 hu mer der nach. Op deene 5 ass momentan nach näischt virgesinn - dat war Är Fro. Mir hunn déi och volontairement zesummen an Ofstëmmung mat deenen eenzelne Gemenge gehalen als Reserv, als Mëttel a laangfristeg Reserv, als eventuelle Schoulterrain an Zukunft, da wa mer géifen eng Extensioun brauchen. Décidéiert ass näischt. D'Zukunft ass virbereet. Mer musse kucke wéi dee Projet do weidergeet a wat eis zukünfteg Besoinë sinn. Also, d'Äntwert op Är Fro: Do ass nach keng Décisioun geholl.

Mir hunn och eng gutt Ubannung op de Schinnentransport. Dat ass scho méi wéi eng Kéier hei gesot ginn. Ech mengen, dat war fir eis och e wichtegt Argument.

Déi Décisioun, déi d'Regierung net geholl huet, dat ass déi, wéi dann d'Organisatioun an där Schoul do ass, wien an déi Schoul wäert dohinner goen, ob mer eng horizontal oder eng vertikal Opdeelung hunn. Déi Décisioun hu mir net geholl, mä déi Décisioun ass awer répétitiv am Conseil supérieur des écoles européennes geholl an dono confirméiert ginn. Et ass eng Décisioun, fir déi mer net responsabel sinn. Et ass awer eng Décisioun, déi eis interesséiert, well mer se mussen an de Bau ëmsetzen, a well mer och einfach als Regierung interesséiert si wéi dat dono fonctionnéiert.

Dofir just e puer Wuert iwwer eng Décisioun, déi mer net geholl hunn, mä wat se heescht a wéi se ausgesäit. Et muss ee wëssen, datt op deem Site do eng Rei Sectioune wäerte fonctionnéieren, déi och um Kierchbierg wäerte fonctionnéieren, déi also verduebelt sinn. Dat sinn déi grouss Sectioune vun Englesch, Franséisch an Däitsch; wat 50% vun der Schülerzuel ausmécht. Déi wäerten also op deem engen an op deem anere Site

fonctionnéieren, an do dann och déi geographesch Hierkonft, Wunnengsméiglechkeete vun deenen engen an deenen anere respektéiere bei engem grousse Prozentsaz vun de Schüler, déi déi eng oder déi aner Schoul besichen. D'Quantitéit vun de Schüler, déi zwou Sectioune besichen, erlaabt dat ze maachen.

Da sinn eng Rei aner Sectiounen, wéi zum Beispill déi dänesch Sectioun, déi italienesch Sectioun, déi griichesch Sectioun, déi méi kleng hei zu Lëtzebuerg sinn, déi nëmmen op deem enge Site wäerte sinn. Ech krut gesot, datt deelweis déi doten Décisioune geholl gi wären, well gewollt ginn ass, datt déi nordlännesch an déi südlännesch Ambiance op deenen zwee Sitë present wär, an duerch dee Choix hei dat och géif assuréiert ginn. Ech versti se. Och wa se aus deem dote Gedanken erauskënnt, fannen ech et och logesch, datt ee probéiert seng Geographie esou opzedeelen, datt ganz Europa do zesummewunnt.

Et ass och gekuckt ginn aus wat fir enge Regioune vum Land déi eenzel Leit elo scho géifen hierkommen. Ech ginn lech och déi Zuelen, déi ech vun der Direktioun vun der Europaschoul krut, déi mir net selwer erhuewen hunn, mä déi d'Direktioun vun der Europaschoul erhuewen huet. Grosso modo ass et esou, datt am Weste vum Land vun der Englescher Sectioun een Drëttel vun de Schüler wunnt, datt vun de Franséischsproochegen d'Halschent aus dem Südweste vum Land kënnt, datt vun der Däitscher Sectioun e Véirel aus dem Südweste vum Land kënnt, vun der Dänescher Sectioun dräi Véirel aus dem Südweste vum Land kënnt, a vun der Italienescher an der Griichescher Sectioun ronn ee Véirel aus dem Südweste vum Land kënnt.

Et ass och esou, datt d'Direktioun säit e puer Joer schonn eng Politik mécht, fir ze probéieren déi Organisatioun esou ze maachen, datt elo schonn an d'Europaschoul 2 déi Kanner ginn, déi dono kënnen en bloc eriwwerwiesselen, datt déi, déi also no der Maternelle an d'Europaschoulen erakommen, direkt gesot kréie wat an Zukunft wäert hir Schoul sinn. Esou datt fir d'Wahl an de Choix vum Wunnuert, wou se wunne ginn, och elo scho vun den Eltere gewosst ass wat dat fir si implizéiert a wou hir Kanner no 2011 wäerten an d'Schoul goen. Do ass och, sot den Direkter mer, bis elo iwwert dee Choix kee Recours bei him abruecht ginn.

Ech wollt déi Zuelen nennen, well se mer awer wichteg schéngen, datt ee gesäit wat et an der Realitéit heescht an datt déi Choixen, déi hei gemaach gi sinn, Choixë sinn, déi een och duerno kann an d'Realitéit ëmsetzen an déi hir Logik hunn, an datt och vill Aarbecht gemaach gëtt elo, fir a sech déi Rentrée vun 2011-2012 virzebereeden.

Voilà, Här President, ech mengen ech hätt op déi Haaptsaach vun de Froen elo geäntwert an ech soen all deenen, déi un dësem Projet, un éischter Stell dem Rapporteur an all deene Leit, déi vun der Kommissioun matgeschafft hu villmools Merci fir déi konstruktiv Aarbecht, fir déi rapid Aarbecht, well ech brauch dee Projet hei ganz rapid, well mir mussen d'nächst Joer mat deene Bauten do ufänken.

An déi lescht Fro, déi den Här Negri gestallt huet - well hie mech elo esou ukuckt, beäntwerten ech déi och -: Et ass a mengen Aen evident, datt dat eent an dat anert muss gemeinsam gebaut ginn. Dir wësst, datt nach, wat d'Infrastrukture vun de Stroossen ass, well déi an der Planung e wéineg méi spéit waren, eng Rei Froe vun den Terrainen definitiv ze léise sinn. Déi sinn awer um gudde Wee geléist ze ginn an ech ginn dovunner aus, datt dat ka gemeinsam fäerdeg geplangt a gebaut ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5763 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Alexandre Krieps), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass de Projet de loi iwwert déi véiert Extensioun vum Centre de conférences um Kierchbierg. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Kaes.

3. 5766 - Projet de loi relatif à la quatrième extension du Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de virleiende Projet ass den 30. August 2007 vum Bauteminister déposéiert ginn. De 25. September 2007 huet d'Bautekommissioun mech als Rapporteur ernannt. Den Avis vum Statsrot datéiert vum 9. Oktober 2007. Mir hunn an der Réunioun vun der Bautekommissioun vum 7. November dëses Joers souwuel de Projet wéi och den Avis vum Statsrot analyséiert. Schonn déi Woch drop, de 14. November, konnte mer de virleiende Rapport unhuelen.

Här President, fir mäi klengen Exposé unzefänke maachen ech ee klenge Réckbléck an d'Geschicht vum Konferenzzenter.

Dëse véierten Ausbau reit sech an déi logesch Suite vum Globalkonzept vum Konferenzzenter an. Lancéiert duerch d'Gesetz vum 24. Juli 1975 iwwert d'Renovéierung vun der Fassad vum Alcide-de-Gasperi-Tuerm an d'Gesetz vum 27. Juli 2001 zum Ausbau an der Moderniséierung vum Konferenzzenter.

A wéi Dir alleguerte wësst geet d'Geschicht vum Zenter méi wäit zréck. Fir den Départ vun den CECA-Institutiounen zu Lëtzebuerg ze kompenséieren, hunn d'Memberlänner den 8. Abrëll '65 déi provisoresch Installatioun vu verschiddene Servicer vun de Communautéiten am Grand-Duché décidéiert. D'Décisioun vun Edinburgh vun 1992 huet dunn de Siège Lëtzebuerg definitiv confirméiert an dëst ass nach eemol an engem Protokoll vum Traité vun Amsterdam consolidéiert ginn.

Ech brauch jo op dëser Plaz u sech kengem ze soe wéi wichteg dës Infrastrukturen an dës Strukture fir Lëtzebuerg sinn. Déi wichtegst Sëtzungen, déi hei stattfannen, sinn déi vum Conseil des Ministres, an dat an de Méint Abrëll, Juni an Oktober. Als Géigeleeschtung fir déi positiv politesch an ekonomesch Auswierkunge vun dëse staark mediatiséierte Réuniounen am Grand-Duché muss de Lëtzebuerger Stat d'Konditiounen an d'Infrastrukture schafe fir een adequaten Accueil an ee gudden Oflaf vun dëse Sëtzungen. Well de Konferenzzenter dëst a senger aktueller Konzeptioun net méi hiergëtt, ass den Ausbau vun dësen Infrastrukturen dréngend néideg. Gläichzäiteg gëtt am Projet awer och scho probéiert an d'Zukunft ze kucken, fir och elo schonn déi Besoinen, déi dann eventuell sollten ufalen, mat an d'Berechnungen eranzehuelen. Dës ganz Planunge geschéien natierlech an enker Zesummenaarbecht mat de kompetenten europäeschen Instanzen.

Den Ausbau vum Konferenzzenter besteet u sech aus zwee Haaptdeeler:

Deen éischten Deel besteet doran déi infrastrukturell Viraussetzungen ze schafe fir de parallellen Oflaf vun zwee Ministerconseilen. Vun dohier och d'Noutwendegkeet fir en zweete grousse Konferenzsall mat allen Equipementer, virun allem enger Simultaniwwersetzung an déi offiziell europäesch Sproochen.

Deen zweeten Deel besteet aus der Schafung vun engem Pressezentrum, fir datt deen den aktuelle Besoinë gerecht gëtt, also mat komplementaren Hörsäll, engem neie Sall fir Pressekonferenzen, Aarbechtsa Briefingsraim, esou wéi engem richtege Foyer an Infrastrukturen, fir d'Journalisten ze bekäschtegen.

Heifir musse fir d'éischt déi existéierend Annexen erëm astandgesat ginn, haaptsächlech fir déi Asbest verseuchte Materialien erauszerappen an dann ze entsuergen. Bis dës nei Strukturen da fonctionnéiere gëtt e provisoresche Konferenzzenter an der Luxexpo installéiert. Déi Raimlechkeete ginn awer duerno erëm hiren urspréngleche Aufgaben zougefouert. Dësen Ausbau mécht awer och eng komplett Delokaliséierung vun der Tëlefonszentral vun der Post néideg, wat och am Budget vum Projet virgesinn ass.

Nieft den Ufuerderunge fir de Conseil vun der EU ginn déi nei Infrastrukturen awer och un d'Besoinen ugepasst, fir privat Konferenzen ofzehalen, déi vun der Gesellschaft Luxembourg Congrès S.A. während deenen néng Méint, wou kee Ministerconseil ass, organiséiert ginn. Dës Gesellschaft, déi och elo schonn den Hémicycle géréiert, gëtt och an Zukunft mat der Gestioun vun dem Konferenzzenter betreit, deen nom Ausbau ee vun deene schéinsten an deene prestigiéisten an Europa ass. Eng Konventioun zwëschent dem Stat an der Luxembourg Congrès S.A., bei där de Stat iwwregens Haaptaktionär ass, regelt d'Modalitéite vun der Exploitatioun.

Den techneschen Deel vum Projet souwéi d'Explikatiounen zur Architektur erspueren ech lech a mir och hei op dëser Plaz, well et zimlech schwéier ass fir mëndlech ze erkläre wéi dat dann herno gebaut soll ausgesinn. Déi, déi dat dann interesséiert, kënnen d'Detailer a mengem schréftleche Rapport oder am Exposé des motifs vum Projet noliesen. Wichteg ass et awer op dëser Plaz nach ze soen, datt selbstverständlech sämtlech Ufuerderungen un d'Sécherheet an d'Fonctionnalitéit erfëllt ginn. Ech wëll och nach soen, datt dëst Gebai iwwert de Chauffage urbain vun der Stad Lëtzebuerg approvisionnéiert gëtt.

D'Käschte vun der Erweiderung, esou wéi se am Projet de loi virgesi sinn, ginn op 72,6 Milliounen Euro geschat, ouni TVA an Honorairen. Dobäi kommen dann d'Fraisë fir d'Adaptatioun vun de Luxexpo-Gebaier. Déi belafe sech op 17,9 Milliounen, ouni TVA an Honorairen, an duerno natierlech erëm d'Réckféierung vun dëse Gebaier an hir urspréngleche Destinatioun, wat nach eng Kéier 1,75 Milliounen Euro kascht. De Gesamtpräis gëtt domat op 119,3 Milliounen Euro mat alle Käschte geschat.

D'Frais de consommation an den Entretien ginn op bal 4 Milliounen Euro d'Joer geschat, fir genau ze sinn op 3.981.140 Euro.

Här President, esou vill zum Projet selwer. Nach e puer Wuert zur Aarbecht vun der Bautekommissioun an zum Avis vum Statsrot. Vu datt d'Ministerconseile just am Abrëll, Juni an Oktober hei zu Lëtzebuerg sinn, proposéiert de Statsrot, datt d'Infrastrukturen de Rescht vum Joer fir aner öffentlech a privat Zwecker kënne genotzt ginn, zum Beispill vum Mudam oder vun der Philharmonie.

De Statsrot hätt och gären, datt sech sollt op en definitiven Numm vum Konferenzzenter festgeluecht ginn, vu datt et am Laf vun de Joren ëmmer erëm kleng Ännerunge gi sinn. Emol war et de Centre de conférences à Kirchberg, emol war et à Luxembourg, an um aktuelle Projet steet elo Luxembourg/Kirchberg. De Statsrot huet sech och gefrot, ob een net misst «quatrième extension» schreiwen, amplaz vun «deuxième extension», wéi et am Texte initial stoung, well ee keng Differenz tëschent Agrandissement an Extension wëllt maachen. Deemno wier et also déi véiert Erweiderung. D'Bautekommissioun deelt an dësem Punkt d'Meenung vun der héijer Kierperschaft an huet doweinst d'Proposen ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen ech konnt lech elo vun der Noutwendegkeet vun dësem Ausbau vum Konferenzzenter um Kierchbierg iwwerzeegen a bieden lech, dësem Projet zouzestëmmen. Ech wëll och hei op dëser Plaz dem Här Bauteminister a senge Leit souwéi alle Leit aus Chamber a Fraktioun Merci soen, déi gehollef an déi konstruktiv un dësem Projet matgeschafft hunn. Ech bréngen och den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- E grousse Merci dem Här Rapporteur. Éischt ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Ech schléisse mech de Wierder vum Rapporteur un andeem ech all deenen, déi un deem Projet deelgeholl hunn, e grousse Merci soen.

Ech hunn awer eng Fro un den Här Minister. An deem Projet - et gesäit een et schonn um Intitulé - huet et am Ufank geheescht, et wier d'deuxième Extension; elo huet de Conseil d'État proposéiert, et soll een an den Intitulé schreiwen, et wier déi véiert. Et ass effektiv déi véiert Extensioun. Dës Schwieregkeet weist schonn drop hin, wéi vill Zäit dropgaangen ass, wéi mer ugefaangen hunn, bis dee Projet elo aboutéiert ass, a wéi vill Changementer ëmmer erëm an dee Projet erakoumen; Changementer, well d'Desiderata vum Conseil geännert hunn.

Duerfir meng Fro un den Här Minister: Si mer sécher mat deem, wat mer haut elo stëmmen, ob dat dann deem entsprécht, wat de Conseil gären hätt? Net dass mer, wann et dann definitiv realiséiert ass, erëm mussen ufänke scho Modifikatioune virzehuelen. Dat ass déi éischt Fro.

Eng zweet Fro wollt ech och stellen. Et si jo elo Modifikatioune komm, wat d'Organisatioun vun den europäeschen Institutiounen ubelaangt, an do soll jo elo e President vun Europa genannt ginn. Ass och an dësem Projet virgesinn, dass den zukünftege President och e Büro hei zu Lëtzebuerg an deem Centre de conférences kritt? Dat wier op jidde Fall ganz wichteg fir de Standuert vu Lëtzebuerg ze ënnersträichen. Wien dann den Occupant vun deem Büro gëtt, wësse mer elo net.

(Interruption et hilarité)

Ech gleewen och net, dass den Här Bauteminister dorop kéint eng Äntwert ginn, mä et wier jo awer wichteg, dass mer Raimlechkeete fir déi wichteg Fonctioun hei zu Lëtzebuerg géife virgesinn.

Domat ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Madame Brasseur, Dir jot do geféierlech Huesen op!

Une voix.- Deen huet dach elo schonn e Büro zu Lëtzebuerg!

(Hilarité)

M. le Président.- Da komme mer zum nächste Riedner, dat ass den honorabelen Här Diederich.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Ech wollt dem Rapporteur Merci soen. Hien huet all déi Punkten am Rapport erëmginn, déi mer och diskutéiert hunn an der Kommissioun. An ech géif och hoffen, Madame Brasseur, dass de Programm, wéi en elo virgesinn ass, och deene längerfristegen, zukünftegen Demanden a Besoinë wäert entspriechen. An ech bréngen och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här President, mir soen dem Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport an ech ginn och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Mehlen huet d'Wuert elo.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Vun eiser Säit e puer Wuert. Merci un de Rapporteur. Ganz kloer, mir stëmmen hei e Projet vu bal 120 Milliounen Euro. Dat sinn nobäi fënnef Milliarden där aler Frang. Déi ganz Geschicht vun der Konstruktioun vun deem Zenter, dat ass eng endlos Geschicht wou ëmmer erëm Ännerungen, Erweiderungen, nei Wënsch an esou weider opkomm sinn, esou datt mer elo total aus dem Zäitplang erausgerode sinn.

Wat och dozou gefouert hat, an dat fannt Der och am Historique, datt de 16. Juli 2003 eng

ganz mémorabel Sitzung vun der Budgetkontrollkommissioun war, wou eisen Här Premier- a Finanzminister himself komm war, fir eis ze erklären, datt et onméiglech wär fir den Zenter, esou wéi e geplangt war, fäerdeg ze kréien an datt mer duerfir missten e Centre provisoire bauen, deen eis, wéi mer och gesinn, nobäi 20 Milliounen Euro kascht, wann en dann erëm eng Kéier ofgerappt ass. Deemools, muss ech soen, ware mer extrem fein, datt mer dat matgedroen hunn, well dat war alles scho praktesch realiséiert. Ouni Ausschreiwung war dee gréissten Deel iwwert d'Bühn gaangen. Et huet alles misse séier goen, wéi dat dann esou ass.

Mir wollte bei dëser Geleeënheet eng grondsätzlech Fro stellen, an där ganzer Euphorie, datt mir eng vun den europäeschen Haaptstied sinn, ob dee ganze risegen Opwand do tatsächlech vis-à-vis vum Steierzueler gerechtfertegt ass, fir während dräi Méint just de Conseil des Ministres hei ze beherbergen. An ech géif och d'Hoffnungen, datt duerch Kongresser, déi zousätzlech kënnen heihinner geholl ginn an esou weider, deck Recettë géife generéiert ginn, awer e bëssen dämpfen, well ech mer net gutt ka virstellen, datt dat esou vill soll abréngen.

Et kann ee sech d'Fro stellen: Wat bréngt et dem Land? Mir sinn éischter der Meenung, dass et d'Land relativ vill kascht. Mir wësse wat u Sécherheetsmoossnamen all Kéiers muss opgewannt ginn, wann esou e Conseil hei ass. Duerfir muss ee sech d'Fro stelle mat der Erweiderung vun der Europäescher Communautéit, ob mer iwwerhaapt capabel sinn, mat eise Moyenë wierklech an Zukunft, esou wéi d'Welt sech an hirer Geféierlechkeet entwéckelt, déi Sécherheet ze garantéieren, déi mer effektiv musse garantéieren, wann dat sech hei ofspillt.

Iergendwou huet een en ongutt Gefill, wann een hei d'Kosten-Nutzen-Rechnung mécht. Natierlech ass et e Prestige fir Lëtzebuerg, wann dräi Méint am Joer déi Sitzungen hei stattfannen, mä et ass awer och iergendwou keng glécklech Situatioun. Mir hunn eng ganz Partie Institutiounen hei, déi gutt schaffen, wou och vill Leit hei schaffen, déi, well se hei wunnen, och Geld hei ausginn. Dat huet ganz sécher e positiven Impakt op eis Ekonomie. Ob dat hei et tatsächlech an deem Mooss bréngt, dat ass eng aner Fro.

Trotzdeem - wien A gesot huet, muss B soen - wäerte mir duerfir dësem Projet eis Zoustëmmung net verweigeren.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech wëll just e puer kuerz Remarquë maachen. Déi éischt Remarque ass déi fir ze soen, well ëmmer gesot ginn ass: Dir gitt elo wesentlech méi spéit fäerdeg. Mir wäerte mat deem éischten Deel, deen ugefaangen ass scho säit enger Rei vu Joren, elo kuerzfristeg an deenen nächste Woche fäerdeg ginn. Dat heescht, dee grousse Konferenzsall an dat, wat een, wann ee laanscht d'Philharmonie fiert, riets ka gesinn, dat wäert funktiounsfäeg sinn an och kënne gebraucht ginn à partir vum nächste Joer.

An da kënnt dat wat Iech haut zur Ofstëmmung virläit. Da kënnt déi zweet Phas hannendrun, wat awer dann eng zweet Phas ass, wou eng ganz nei Konzeptioun mat erakënnt a wou zousätzlech Infrastrukture gebaut ginn.

Dat hei war effektiv keen einfache Projet, well mer an deene leschte Jore mat enger Rei Modifikatiounsdemandë vun den europäesche Servicer konfrontéiert waren.

D'Madame Brasseur huet gefrot: Sidd Der elo sécher, datt dat elo dat ass, wat et muss sinn? D'Äntwert dorop ass, datt alles dat, wat mer elo als Pläng an als Propositioune gemaach hunn a wat haut zum Vote virläit, am ganzen Detail mat den europäesche Servicer ofgeschwat ginn ass, an datt mer am Prinzip och den Accord kruten, fir dat do elo esou ze maachen, datt dat an dësem Moment dat Richtegt ass. An ech hoffen, datt déi Äntwert och iwwert d'Joren déi richteg ass, indépendant vun den Evolutiounen, déi kommen, well ech mengen, datt mer hei e Gebai hunn, wat relativ polyvalent gebrauchbar ass, wat och an de Capacitéiten Extensiounsméiglechkeeten huet.

Duerch seng Polyvalenz beäntwert dat dann och Är lescht Fro. Och wann den Traité elo e wéineg geännert huet, denken ech, datt eng ganz Rei schéi Büroen dora sinn, déi vu Presidente vun allen Zorten, vun Institutiounen, wa se hei zu Lëtzebuerg sinn, kënne gebraucht ginn. Do maachen ech mer net ze vill Suergen driwwer.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5766 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Alexandre Krieps), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5741 iwwert den Assurancësecteur. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Michel Wolter.

4. 5741 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2005/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 relative à la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et

- portant transposition de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance et

- modifiant la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Michel Wolter *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 5741 handelt es sech ëm e Gesetz, wat zwou Direktiven ëmsetzt, wou mer déi eng bis zum Enn vun dësem Joer an déi aner bis zum September vum nächste Joer ëmsetze mussen.

De Projet huet dräi Voleten: 1. déi sougenannten Direktiv Réassurance ëmsetzen; 2. eng Rei vu Prezisioune bei de Joreskonte fir Assurance-Gesellschaften aféieren; 3. eng Rei vun Upassunge vu generellen Dispositiounen, wat de Fonctionnement vum Commissariat aux assurances ubelaangt, ze maachen.

D'Kärstéck, dat Wichtegst: En Deel vun deem Projet ass sécherlech d'Ëmsetze vun der Direktiv Réassurance. Eng Direktiv, déi ënner Lëtzebuerger Présidence am Joer 2005 ausgehandelt an ofgeschloss ginn ass, an déi ee vun deene ganz wichtege Wirtschaftssecteuren, déi sech an a ronderëm d'Wirtschaftsplaz zu Lëtzebuerg an deene leschte 25 Joer etabléiert huet, net nëmme consolidéiere wäert, mä och d'Méiglechkeet wäert gi sech weiderzeentwéckelen.

Dir wësst, dass d'Réassurance d'Versécherung vun de Versécherer ass. Et ass eppes, wat ënner Professionellen ofleeft. De Prinzip vun der Assurance verbitt et nämlech, dass eng Assurance sech op engem Risque oder enger Kategorie vu Risken esou wäit engagéiert, dass se duerno an hirer Solvabilitéit gefährdet wär. Dofir huet sech am Laf vun de Jorzéngten, jo quasi scho vun de Jorhonnerten, e System vu Réckversécherung gebilt, wou d'Versécherungsgesellschaften hir eege Risike réckverséchere ginn.

Mir hunn ewell 1984 eng Législatioun, an där et zwou verschidden Zorten haaptsächlech vu Réckversécherungsgesellschafte gëtt. Dat éischt sinn déi professionell Réassureuren. An dat zweet sinn déi sougenannten „captive"-Réassurancen. D'Differenz vun deenen engen a vun deenen aneren ass, dass déi professionell Réassurance am Prinzip Risike vu ville Sparten an och vu villen Assureuren iwwerhélt, während eng sougenannten „captive"-Réssurance-Gesellschaft nëmmen d'Risiken aus engem Grupp bei sech an der Réassurance vertrëtt. Et ass besonnesch dëse Marché, dee sech an de leschte 24 Joer zu Lëtzebuerg ganz staark verbreet huet, well bis zum Datum vun haut net manner wéi 262 där „captive"-Réassurance-Gesellschaften zu Lëtzebuerg etabléiert sinn.

Et ass nun awer och esou, dass duerch den Impakt oder am Kader vun dësem Projet de loi och d'Décisioun vun engem vun deene gréisste weltwäite Réassureurë gefall ass, fir hire Marché, dee se an der Europäescher Unioun hunn, op Lëtzebuerg ze verleeën. Och dat erkläert, firwat dass mer dee Projet de loi haut mussen ënnerstëtzen an och musse stëmmen, fir eben den Transfert vum Portefeuille vun där doter Gesellschaft méiglech ze maachen.

Wat gëtt et elo am Detail an dësem Projet? Wéi gesot, dräi Deeler.

Am éischten Deel d'Transpositioun vun der Direktiv Réassurance. Déi fënnef wesentlech Punkten, déi een do muss erauszéien:

1. Dat ass d'Aféiere vum Prinzip vum „home country control". Dat heescht, dass d'Iwwerwaachungsinstanz aus dem Heemechtsland vun enger Réassurance-Gesellschaft fir d'Iwwerwaache vun der Gesellschaft zoustänneg ass. D'Gesellschaft kritt also en europäesche Pass, deen et hir erlaabt hir Aktivitéit an der ganzer Europäescher Unioun auszeüben, entweder andeem se Succursalë grënnt oder direkt Aktivitéiten an engem aneren EU-Memberland mécht.

2. Et gëtt e Fonds de garantie agefouert, deem seng Héicht en Drëttel vun der Marge de solvabilité ausmécht.

3. De Capital social, dee mer haut wäerte stëmmen. Dat ass eng vun deene raren Derogatiounen, déi par rapport zur Transpositioun gemaach ginn. Dee bleift bei 1.225.000 Euro, esou wéi mer dat scho säit 1984 zu Lëtzebuerg kennen, wou d'Kapital vun de Réassurance-Gesellschaften op 50 Millioune fixéiert ginn ass. Wat aneschters ass, dat ass, dass bis elo d'Kapital huet missen integral libéréiert ginn, an nom Vote vun dësem Projet dat nëmmen zur Halschent muss gemaach ginn. Eng weider Differenz besteet doranner, dass dëse Seuil vun 1.225.000 fir déi sougenannten „captive"-Réassurance-Gesellschafte gëllt, während bei deene professionelle Réassureuren d'Minimumkapital op 3 Milliounen Euro fixéiert gëtt.

4. E véierten a fir Lëtzebuerg wesentleche Punkt, ass vläicht dee wichtegste Punkt an deem ganze Projet. Dat ass e Prinzip, dee mir scho säit Jorzéngten agefouert hunn - also 1984 genau -, nämlech dee vun der Provision pour fluctuation de sinistralité, enger extraer Provisioun, déi et de Gesellschaften erlaabt sech géint Risiken ofzesécheren, dass déi elo europawäite Charakter kritt. Et ass also eng Dispositioun, mat där mer notamment och a Frankräich am Laf vun de Joren eng Rei vu Schwieregkeeten haten, well dat vun de franséischen Autoritéiten als e Schlupfloch ugesi ginn ass, fir fiscal Arrangementer ze maachen, well et net nëmme bestätegt ginn ass, mä och elo europawäite Charakter kritt.

5. Et gi speziell Titrisatiounsinstrumenter am Réassurancësecteur agefouert.

Den zweeten Deel, an deem mer eng Direktiv ëmsetzen, wou et ëm d'Joreskonte vun den Assurance-Gesellschafte geet, ass en Deel, dee méi technescher Natur ass, wou et haaptsächlech drëm geet fir d'Publicitéit vun den Aktivitéite vun den Assurance-Gesellschaften dem Investisseur oder dem Public méi no ze bréngen. Dozou gehéiert: 1. eng jährlech Deklaratioun iwwert d'„corporate gouvernance" vum Betrib; 2. de Prinzip vum Aféiere vun der kollektiver Responsabilitéit vum Conseil, wat d'Publicitéit vun de Joreskonten ubelaangt; 3. d'Précisiounen iwwert d'Opérations hors bilan, déi an den Annexë musse figuréieren; 4. och méi Transparenz iwwert d'Transaktioune mat sougenannte Parties liées, dat heescht mat de Manager, Familljemembere vun de Manager, wann Aktiounen an Transaktioune vu Kapital an anere geschéien, an déi si verwéckelt sinn.

Schlussendlech, am drëtten Deel ass dervu profitéiert ginn, fir de Fonctionnement vum Commissariat aux assurances de Begebenheete vun haut unzepassen. Dat ass geregelt gewiescht an engem Gesetz, mengen ech, vun 1991 fir d'lescht. Entre-temps huet d'Regierung eng Rei vun Direktiven erausginn, wann et sech ëm d'Regelen handelt, no welchen d'Etablissement-publicë solle fonctionnéieren. Am Projet hei gëtt dervu profitéiert fir dat ze adaptéieren. D'Mandater an d'Gremie vum Kommissariat ginn och harmoniséiert. Et gëtt da schlussendlech och eng Dispositioun agefouert, wou d'Kommissariat rechtsverbindlech Reglementer kann unhuelen, wouduerch en u Flexibilitéit bei der Ausaarbechtung vu senger Aarbecht gewënnt.

Mir haten dann an der Kommissioun iwwer zwee Punkten, déi an der Kombinatioun ze gesi sinn, eng Diskussioun. Et war am Projet vun der Regierung virgesinn, dass d'Kommissariat an Zukunft nëmmen nach kéint haftbar gemaach ginn am Kader vun enger Klo, wann eng uerg Vernoléissegung an der Uwendung vun de Moyenë vum Kommissariat géif virleien, an e kausalen Zesummenhang tëschent der Vernoléissegung an dem entstanene Schued kéint hiergestallt ginn. Hei war d'Kommissioun der Meenung, dass et sech net ëm e Problem handelt, deen eleng d'Commissariat aux assurances géif ubelaangen, mä dass sech notamment och deeselwechte Problem an der CSSF géif stellen. En huet dofir décidéiert, dass mer aus dësem Projet deen doten Artikel géifen eraushuelen.

D'Konklusiounen dovunner géif ech an enger Sekonn wëlle soen, wann ech deen zweete Problem énoncéiert hunn, dee mer nach fonnt hunn, nämlech huet de Conseil d'État eis och a sengem Avis drop opmierksam gemaach, dass senger Meenung no Schwieregkeete géife bestoe wann d'Kommissariat d'Kompetenz hätt, fir Reglementer erauszeginn a se och selwer ze sanktionéieren. Dass mer do an engem Konflikt kéinte sinn, dat ass déi éiweg Diskussioun, déi mer hunn tëschent dem angelsächsesche Recht an dem latäinesche Recht.

De Conseil d'État huet keng Opposition formelle gemaach. Mä mir sinn am der Kommissioun zur Konklusioun komm, dass mer der Regierung géifen e Bréif schreiwen a se froen, fir eis fir déi zwee Punkten do, nämlech d'Fro vun der Responsabilitéit am Kader vun engem Schued, deen engem Betrib entsteet duerch e Feeler, deen an enger vun den Opsiichtsinstanzen hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass en général, wéi och déi zweet Fro, wou et sech ëm de Kontext handelt, ob een oder ob een net an ënner wat fir enge Konditioune regelen an ausschaffe kann, an déiselwecht Regelen, déi een ausgeschafft huet an erausgëtt, och

ka kontrolléieren, dass mer d'Regierung géife froen, e kohärente Projet an eng kohärent Propositioun virzeleeën, déi sech net nëmmen op de Secteur vun den Assurancen an de Réassurancen, mä op all déi Aktivitéiten, déi eben haut duerch e Régulateur kontrolléiert ginn, eng Solutioun ze fannen.

Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dat, wat mer an der Kommissioun diskutéiert hunn. De Rapport ass vun der Kommissioun à l'unanimité ugeholl ginn, an ech hoffen, dass en och eng breet Majoritéit de Mëtteg hei fënnt.

Ech ginn den Accord vun eiser Fraktioun a soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den honorabelen Här Meisch ass deen éischte Riedner. Här Meisch!

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Réassurancen ass eng eminent wichteg Finanzaktivitéit, well se den direkten Asssurancen et erlaabt hire Risiko weltwäit ze verdeelen an d'Capacitéit vun hirer Couverture doduerjer ze vergréisseren a gläichzäiteg hir Kapitalkäschten ze drécken. D'Réassurancen droen och zur Stabilitéit vum Finanzmarché bäi, well se wichteg institutionell Investisseuren duerstellen an domadder natierlech eng décisiv Roll spillen, fir de Marché vun den Assurancen ze stabiliséieren an domadder och dee gesamte Marché.

Schonn 1984 huet Lëtzebuerg sech eng Kéier e legale Kader fir de Marché vun de Réassurancë ginn. Bis Mëtt der 90er Joren huet sech de Marché ganz staark zu Lëtzebuerg entwéckelt, an dat notamment um Niveau vun de sougenannten „captives", dat heescht also eng Alternativ a puncto Gestion de risques ze bidden.

Lëtzebuerg ass - an de Rapporteur huet et scho gesot - mat 262 Entreprises de réassurances op den 31. Dezember 2006 dee gréisste Marché op deem dote Gebitt an der Europäescher Unioun, dat virun Irland mat 234 a Schweden mat 41.

Well Lëtzebuerg eben eng Virreiderroll op deem Gebitt do vun de Réassurancen ageholl huet, hunn eis Leit och aktiv an der Elaboratioun vun dëser Direktiv matgewierkt. Mat der Transpositioun vun dëser Direktiv kritt Lëtzebuerg en interessante legislative Kader, deen et erlabe wäert weider Réassurancen op Lëtzebuerg ze zéien; op jidde Fall déi Hoffnung soll bestoen, notamment och aus Drëttlänner, déi hiren europäesche Siège zu Lëtzebuerg usiedele wëllen.

Et sief och gesot, datt et wichteg ass, datt déi Direktiv kënnt, well um europäesche Plang d'Feele vun enger reglementéierter Surveillance an d'Coexistéiere vu verschiddene Systemer an der Europäescher Unioun d'Entreprisen, déi hei an deem Secteur täteg sinn, veronséchert huet. Dat huet zu Schwieregkeeten am Marché intérieur, schwéierfällegen administrative Weeër a finalement zu enger Schwächung vun der Europäescher Unioun bei internationalen Négociatiounen am Commerce gefouert.

De Rapporteur, de Michel Wolter, huet am Detail d'Implicatioune vun der Transpositioun vun dëser Direktiv duergestallt. Félicitations au rapporteur bleift do just ze soen. Ech wëll nach op een Aspekt aus dem Avis vum Conseil d'État agoen, dee jo och schonn hei vum Rapporteur développéiert ginn ass.

Am Avis vum Conseil d'État vum 23. Oktober 2007 huet de Conseil d'État sech gefrot inwiefern de Pouvoir vum Commissariat aux assurances, seng eege Reglementer ze sanktionéieren, net géint d'Dispositioun vun der Convention européenne des droits de l'Homme verstéisst. Hie war der Meenung, datt an deem Mooss, wou ëmmer méi administrativ Autoritéiten de Pouvoir kréien, Sanktiounen ze ergräifen, am Zesummenhang mat Regelen, déi si awer selwer diktéieren, sech ëmmer méi de Problem stellt vun enger Confusioun vu Juge et Partie.

D'Finanzkommissioun war dann och der Meenung, datt dëst e grondsätzleche Problem duerstellt, deen iwwert de Kader vun dësem Gesetz erausgeet. Si huet d'Regierung opgefuerdert eng gesamt Léisung ze definéieren, déi sech op all betraffe Verwaltungen applizéiere géif.

D'DP-Fraktioun schléisst sech deem dote Wonsch vun der Kommissioun un an ass der Meenung, datt an deem Zesummenhang d'Regierung och d'Incompatibilitéiten definéiere soll, déi sech opdränge fir d'Beamte vun de Kontroll- an Iwwerwaachungsverwaltungen, dat am Sënn vun der Transparenz, vum Vermeide vum Conflit d'intérêts a vum Problem vum Contrôleur contrôlé a schlechthi vun enger gudder Gouvernance.

Mat deem dote Wonsch géif ech dann lech wëlle matdeelen, datt d'DP-Fraktioun deem dote Projet de loi zoustëmme kann.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den honorabelen Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Michel Wolter Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Lëtzebuerg hat op dem 31. Dezember 2006 262 Entreprisen, dat ass dee gréisste Marché an der Réckversécherung an Europa, virun Irland, Schweden an der Schwäiz.

Et war um internationale Marché e gewëssenen Drock, eng gewëssen Approche „captives" entstan virun der Transpositioun vun der Direktiv Réassurance hei zu Lëtzebuerg.

Dëse Projet erlaabt et der Lëtzebuerger Industrie, op deem Secteur hir Positioun ze confirméieren, an dofir war et gutt, dass d'Finanzkommissioun an hire Rapporteur hei séier reagéiert hunn. An deem Kader huet och schonn dee gréisste Grupp am Secteur décidéiert fir hiren europäesche Quartier général hei zu Lëtzebuerg ze etabléieren. Dëse Projet de loi ass deemno ekonomesch ganz wichteg fir de Standuert Lëtzebuerg, an domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, fir d'éischt meng Félicitatiounen un de Rapporteur, deen hei d'ganz Problematik an d'Importenz och vum Assurancësecteur an deem vun de Réassurancen ervirgestrach huet. Mä nach, wann een en importenten Assurancen- a Réassurancësecteur huet, da bedeit dat och, datt déi Kontrollinstanz muss kontrolléieren an deen Ablack och hei oppasse muss, datt näischt schifgeet. Si kann natierlech dobäi verschidde Feeler maachen. An d'Fro, déi sech deen Ablack stellt, an dat war ee vun den Haaptpunkten an der Debatt, dat ass ze kucken, ob een deen Ablack d'Responsabilitéit vum Kommissariat, wat en Etablissement public ass, e bësse limitéiert oder guer net limitéiert.

D'Debatt ass dorëms gaang, ob een, wéi de Gesetzesprojet et am Ufank virgesinn hat, eng Faute lourde virgesäit, wat bedeit, datt deen, deen eng Plainte mécht, souzesoe ganz wéineg Chancen huet, fir duerchzekommen. D'Alternativ wier déi, fir op Faute grave zréckzegoen, wéi et bis elo de Fall war.

Mä et gëtt nach eng drëtt Alternativ, a fir déi wiere mir als ADR éischter, dat ass fir ze soen, datt den Etablissement public, déi Notioun misst gewiesselt ginn, well doduerjer ass de Stat responsabel a wann et eng Kéier zu enger gréisserer Aktioun kënnt, da wier deen Ablack de lëtzebuergesche Stat fir enorm Montanten oder kéint e fir enorm Montantë responsabel erklärt ginn.

Et ass ee Wee eraus aus där Geschicht, wou een deenen zwee kéint entgéintkommen, dat ass, datt een dorauser eng A.s.b.l. mécht oder soss eng Form sicht, wéi et am Ausland notamment de Fall ass, wou et net onbedéngt en Etablissement public ass, wou et net en Organ vum Stat ass. Dat ass desto méi richteg, wann ee gesäit, datt d'Personal jo och vu Contributioune vun deenen eenzelne Membere bezuelt gëtt.

Dofir ass dat eng Pist, wou ech frou wier, wann d'Regierung déi och analyséiere géif a kucke géif, ob dat net dee beschte Wee wier fir aus der Problematik, déi gestallt ass, erauszekommen.

Dat gesot, wäerte mir dëse Projet stëmmen.

M. le Président.- Domat ass d'Debatt ofgeschloss. Den Här Minister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Jo, Här President, ech géif fir d'éischt wëllen dem honorabelen Här Wolter Merci soe fir säi Rapport, gradesou wéi deene Kolleegen, déi dozou intervenéiert hunn. Ech mengen den Här Wolter als Spezialist vun där Matière ass an all déi Detailer agaangen, ech géif dat net nach eng Kéier hei wëlle maachen.

Ech géif wëllen op déi zwee Punkten eng Reaktioun vun der Regierung ginn, déi opgeworf gi sinn an déi anscheinend jo och nach e Bréif un eis Attentioun nokréien.

Deen een, dat ass dee vum Recht vun den administrativen Autoritéiten oder Kontrollautoritéiten, fir Sanktiounen auszeschwätzen.

Ech wëll hei ausdrécklech soen, datt ech net d'Meenung vum Conseil d'État deelen, datt dat, esou wéi mir dat virgesinn hunn, am Konflikt géif stoe mat der europäescher Mënscherechtskonventioun. Et ass esou, datt et och opgrond vun eiser Verfassung, déi jo an deem Kontext iwwregens geännert ginn ass, virgesinn ass, datt Etablissements publics wéi och Autoritéiten, zum Beispill bei verschiddene liberale Beruffer, d'Recht hunn allgemeng gülteg Regelen ze editéieren a fir d'Anhale vun deene Regelen och Sanktiounen administrativer Natur auszeschwätzen. A selbstverständlech - an dat ass de Grond vun der Referenz op d'europäesch Mënscherechtskonventioun - muss et e Recours gi virun engem onofhängege Geriicht géint esou Sanktiounen, déi ausgesprach ginn. An dat ass bei Sanctions administratives selbstverständlech, wéi d'Chamber weess, d'Verwaltungsgeriicht an éischter Instanz an an zweeter Instanz.

Duerfir mengen ech, datt déi Method, wéi mer se virgesinn an dësem Gesetz, konform ass zur Verfassung a konform ass zur europäescher Mënscherechtskonventioun. Selbstverständlech kann een eng méi breet Debatt driwwer féieren, ob een alles soll bei den Ordre judiciaire maachen an alles pénaliséieren, oder ob et net eng gutt Ursaach gëtt, fir en Deel am administrative Recht mat deene Recoursméiglechkeeten ze halen. Ech hunn eng Tendenz ze soen: Et ass gutt, datt mer eng Rei Saachen am administrative Recht hunn. Och grad duerfir war d'Verfassung vun dëser Chamber geännert ginn. Mä doriwwer kënne mer nach eng Kéier schwätzen.

Dat zweet: D'Problematik vun der Dimensioun vun der Responsabilitéit vum Stat a vun den Iwwerwaachungsbehörden. Dat ass keng nei Problematik. Ech erënneren un d'Problematik, déi mer haten am Gesetz iwwert d'Surveillance vum Secteur financier am Kontext vun der Kris ronderëm d'BCCI virun enger ganzer Rei vu Joren. Och deemools hu sech déi Froe gestallt. Ech mengen, datt et ëmmer d'Fro ass, ob de Stat ka fir déi Iwwerwaachung, déi e mécht, och ouni Grenze responsabel gehale ginn.

Et musse Grenze ginn, well d'Iwwerwaachung ass net eleng déi vum Stat. Et ass och eng vun enger Rei aneren Autoritéiten, déi do intervenéieren, notamment d'Réviseur-d'entreprisen. Ech mengen, datt mer dës Problematik nach eng Kéier solle kucken, virun allem och am Liicht vun deem, wat eis Nopeschlänner maachen. Net nëmmen dat eent Nopeschland, wat och an Ärem Rapport zitéiert ass, mä generell Nopeschlänner. Da sinn ech bereet dat ze kucken. Mä ech géif dat net liichtfankeg änneren. Et muss eng Responsabilitéit beim Stat bleiwen. Se dierf net onendlech sinn.

Zum Schluss mäi Merci un d'Parlament, datt Der dëse Projet esou séier hei am Parlament an op eng professionell Aart a Weis gekuckt hutt. Wéi verschidde Virriedner gesot hunn, mierkt een hei, datt d'Politik eng direkt Influenz huet op d'Ekonomie, well duerch d'Stëmme vun dësem Gesetz, duerch d'Transpositioun vun dëser Direktiv, kënnt effektiv schonn an deenen nächsten Deeg Swiss Re op Lëtzebuerg.

Dat heescht, déi Décisioun hat ech dësem Parlament annoncéiert virun e puer Méint. Et war hei am Parlament, wou ech dat fir d'éischt matgedeelt hunn. Hei entstinn nei Aarbechtsplazen, net nëmmen déi vun där Firma, hoffentlech och nach anerer duerno. Duerfir sinn ech frou, am Numm vun der Regierung, fir kënnen dee breeden Accord festzestellen, dee sech hei fir politesch Moossnamen en faveur vun der Finanzplaz a besonnesch och dem Assurancësecteur erginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5741 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Thiel), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Anne Brasseur), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domat komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, de Projet de loi iwwert d'Procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale. Rapportrice ass déi honorabel Madame Doerner. Si huet d'Wuert elo.

5. 5527 - Projet de loi ayant pour objet de réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale et de modifier certaines dispositions:

- du Code d'instruction criminelle,

- de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Korruptioun, Geldwäscherei, Abus de biens sociaux, sinn haut oft grenziwwerschreidend a bidden enorm héije Profit. Déi beschte Method, fir hei virzegoen, ass den Zougréff op d'finanziell Basis, déi mat ganz grousser Wahrscheinlechkeet illegal verdéngt ginn ass.

Lëtzebuerg huet an deene leschte Joren eng ganz Rei vun internationale Konventioune ratifizéiert, déi am Hibléck op eng eventuell spéider Konfiskatioun, d'Saisie sougutt op beweglech wéi onbeweglech Gidder zu Sécherungszwecker virgesinn. Opgrond vun engem allgemengen Text - dat ass den Artikel 66 vum Code d'instruction criminelle - huet de Lëtzebuerger Untersuchungsriichter zwar eng gesetzlech Grondlag fir d'Immobilië preventiv ze saiséieren, mä contrairement zum Ausland hu mir keng spezifesch Prozedur an dëser ganz delikater Matière. D'Zil vun dësem Projet ass dës juristesch Onsécherheet ze ëmgoen, andeems mir klipp a kloer d'Saisie immobilière conservatoire au pénal regelen.

Wat ass eng Saisie immobilière a wie ka se ordonnéieren? Et ass eng pur Sécherungsmoossnam. Den Ugeklote bleift de Besëtzer, mä säin Eegentumsrecht gëtt ageschränkt. De Stat hält sech esou eng Sécherheet, fir de Fall wou de Strofriichter dës Saisie géif an eng Konfiskatioun ëmsetzen.

Dëse Projet huet zwee Voleten. Fir d'alleréischt e strofrechtlechen. Dat wëllt soen, d'Saisie immobilière de principe gëtt am Artikel 66 vum Code d'instruction criminelle agefouert. Mä dëse Projet huet awer och nach en zweete Volet, an zwar en administrativen. D'Gesetz vun 1905 iwwert d'Transkriptioun vun den Immobiliarrechter gëtt erweidert.

Zum éischte Volet ass ze soen, dass dëse Projet sech gréisstendeels um belschen Text vun 1990 orientéiert, an dass de

Conseil d'État hei zwee exzellent Avisë geschriwwen huet. Eis Kommissioun huet déi meeschte Punkte vun dësen Avisen ugeholl.

Contrairement zum belschen Text, soll hei zu Lëtzebuerg nëmmen en Untersuchungsriichter d'Méiglechkeet kréien, fir eng Saisie immobilière ze ordonnéieren. Seng Ordonnance muss folgend Mentiounen enthalen: fir d'alleréischt d'Ëmstänn an d'Grënn, déi eng Saisie géife justifizéieren; selbstverständlech eng exakt Kadasterbezeechnung vun der Propriétéit; awer och genau Donéeën iwwert d'Identitéit vum Propriétaire.

Dës Ordonnance gëtt fir d'éischt dem Parquet kommunizéiert an dann dem Propriétaire zougestallt. Wann dee sech awer elo géif am Ausland befannen, da gëtt d'Ordonnance affichéiert op sengem Grondstéck. Dat ass d'Equivalence zu enger Zoustellung.

Parallell ass et ganz wichteg ze soen, dass dës Ordonnance awer och dem Conservateur vun den Hypothéiken notifiéiert muss ginn. Eng strofrechtlech Immobiliësaisie ouni Publizitéit am Grondbuch hätt seng Wierksamkeet verluer a wär Drëttparteien net opposabel. Aus dësen Ursaachen eraus muss dëse Projet och am Gesetz vun 1905 iwwert d'Androe vun den Immobiliarrechter am Livre foncier complétéieren.

Domadder ass de besonnesche Schutz vum Ugekloten, mä awer haaptsächlech och vun interesséierten Drëttpersounen assuréiert. Fir d'alleréischt si sämtlech Recoursen en annulation méiglech a virgesinn. Wann den Ugekloten nëmmen e Brochdeel an engem Immeuble huet, kann de Stat och nëmmen eleng dës Quote-part saiséieren.

A selbstverständlech ass dës Saisie Drëtten eréischt opposabel nodeem se am Hypothéikebureau déposéiert ginn ass. De Conservateur ass gehalen déi respektiv Mentiounen entweder iwwert d'Saisie, iwwert d'Main-levée respektiv iwwert d'Annulatioun an der Case hypothécaire vum Grondstéck anzedroen. Keen Enregistrement ass hei geschëllt.

Op den Avis hi vum Statsrot huet d'Kommissioun décidéiert de Paragraph 4 vum Artikel 66-1.- ze sträichen. An zwar aus dem Grond eraus, well technesch Froen, wat de Rang vun den Hypothéike betrëfft, net an engem Code d'instruction criminelle kënne geléist ginn. Doduerch gëtt selbstverständlech och eng aner Numérotatioun vun dësem Artikel fälleg.

Da kann ee sech d'Fro stelle wéi laang dës Saisie gülteg ass. Contrairement zum belschen Text, mä awer och zum Avis vum Conseil d'État, deen d'Gültegkeet wollt op fënnef Joer festleeën, huet d'Kommissioun den initialen Text ugeholl. An zwar: D'Saisie ass rechtskräfteg vum Dag vun der Transkriptioun u bis zwee Méint nodeems d'Uerteel, dat d'Konfiskatioun géif spriechen, rechtskräfteg ginn ass. Dësen Délai vun zwee Méint soll d'Kontinuitéit assuréieren zwëschent der Saisie an der eventueller Konfiskatioun. Et soll selbstverständlech de Vide juridique verhënneren, dee kéint entstoe wann d'Saisie conservatoire géif opgeléist ginn an d'Konfiskatioun nach net iwwerdroe wär.

Et geet aus enger exzellenter Note technique vum Ministère de la Justice ervir, dass ee muss räsonnabel Délaie virgesi fir d'Uerteel vun enger Konfiskatioun anzeschreiwen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet ass noutwendeg. Fir d'éischt am Kader vun der internationaler Kooperatioun géint d'Verbriechen. Mä och am Uschloss op d'Gesetz iwwert d'Konfiskatioun, d'Restitutioun an d'Exequatur vum 1. Juli 2007, mä awer och nom Motto: „Verbrieche soll sech net lounen". Aus deenen Ursaachen eraus kënne mir dëse Projet stëmmen. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech denken, Madame Rapportrice, dass déi aner Fraktioune mat den Ausféierungen d'accord sinn an dem Projet hiren Appui ginn, an d'Regierung souwisou.

(Hilarité)

Duerfir géif ech proposéieren, dass mer direkt zum Vote vun dësem Projet kéimen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5527, Här Minister, ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Ben Fayot) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zum Projet de loi 5659, eng UNO-Konventioun iwwert d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Patrick Santer. Här Santer.

6. 5659 - Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Objet vum Projet de loi 5659 ass d'Approbatioun vun enger UNO-Konventioun géint déi grenziwwerschreidend organiséiert Kriminalitéit. Dës Konventioun ass de 15. November 2000 op enger symbolträchteger Plaz ënnerschriwwe ginn, an zwar am Justizpalais vu Palermo a Sizilien.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Wann ee vun organiséierter Kriminalitéit schwätzt, dann nach e Symbol zu Palermo: De Flughafen zu Palermo huet den Numm vu Falcone Borsellino. Dat sinn déi zwee Untersuchungsriichteren, déi 1992 vun der Mafia do op grausaamst Aart a Weis ëmbruecht gi sinn.

Et ass, Här President, déi éischt weltwäit gülteg Konventioun, déi déi organiséiert Kriminalitéit a senger Globalitéit ëmfaasst, a sech net nëmmen op verschidde limitéiert Aspekter beschränkt. Esou gesäit d'Konventioun vir, datt déi Staten, déi se ratifizéiert hunn, eng gewëssen Unzuel vun Infractioune mussen an hirer Gesetzgebung festhalen; wéi d'Korruptioun, de Blanchiment, d'Association de malfaiteurs. D'Konventioun leet och Exigencë vir, wat déi strofrechtlech Prozedur ugeet.

(Interruption par le Président)

Hei kann een d'Entraide judiciaire, d'Extraditioun, d'Konfiskatioun an d'Équipe commune d'enquête ervirhiewen.

Eis Gesetzgebung dréit wäitestgoend de Fuerderunge vun der UNO-Konventioun Rechnung. Op verschiddene klenge Punkten, wéi der Responsabilité pénale des personnes morales, ass nach e Projet de loi ënnerwee. Mä Fakt ass, datt mer dës Konventioun kënnen hei approuvéieren an duerno ratifizéieren, ouni weider Ännerungen an eisem Code pénal oder Code d'instruction criminelle.

De Procureur général d'État fungéiert als Autorité de réception oder de transmission am Kader vun Demanden, déi un déi lëtzebuergesch Justizautoritéite gestallt ginn, oder vun de Lëtzebuerger Justizautoritéite bei auslännesche Kolleege gemaach ginn.

De Projet de loi gesäit och vir wéi déi Konventioun mat eiser Gesetzgebung unzewende wier.

Schlussendlech hu mer en Amendement ugeholl, deen och vum Statsrot ugeholl ginn ass, fir de Projet de loi där am Kader vum Gesetz vum 1. August 2007 nei strukturéierter Konfiskatioun unzepassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, grenziwwerschreidend Kriminalitéit verlaangt eng enk Kooperatioun zwëschent Justizautoritéiten. Déi organiséiert Kriminalitéit, déi sech a verschiddene Staten als Stat am Stat entwéckelt huet, ass, wann net ëmmer, eng Gefor, dacks awer eng Erausfuerderung fir de Rechtsstat. Duerfir ass den Objet vun der UNO-Konventioun, déi bis elo vun 137 Länner ratifizéiert a vun 147 ënnerschriwwe gouf, wichteg a richteg. L'Union fait la force, soe se an der Belsch.

Här President, mir däerfen d'Kriminalitéit net nëmmen am Kader vun der Europäescher Unioun upaken.

(Interruption)

Dës Konventioun ass en éischte Schrëtt a Richtung vun enger globaler Bekämpfung vun der weltwäit organiséierter Kriminalitéit. Et kann een zwar just bemängelen, datt een huet misse bis de 15. November 2000 waarden, bis datt déi Konventioun, genannt „Convention de Palerme", ënnerschriwwe ginn ass, wat ee vläicht kéint e bësse spéit ugesinn. Mä mieux vaut tard que jamais!

Et sinn nach dräi Protokoller zu dëser Konventioun. Do ass de Projet de loi d'approbation en cours d'élaboration am Justizministère. De Statsrot war mam Projet de loi a mat eisem Amendement averstanen. D'Kommissioun war och averstanen. D'CSV-Fraktioun ass et och, an ech och.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech gesinn, datt och déi aner Fraktiounen, grad wéi d'CSV-Fraktioun, dësem Projet zoustëmmen. Dofir géif ech Iech proposéieren, dass mer elo géifen iwwert dëse Projet de loi ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Och de Projet de loi 5659 ass mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Géigestëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Romain Schneider) et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Motioun vum honorabelen Här Braz. Den Här Braz huet d'Wuert.

7. Motion de M. Félix Braz relative au mariage de couples homosexuels

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Merci, Här President. Mir hunn den 10. Juli eng Motioun an der Chamber déposéiert, opgrond vun enger Ausso, déi de Premier de 6. Juli gemaach huet op enger Pressekonferenz uschléissend un de Regierungsrot vum selwechten Dag, wou hie sech geäussert huet an d'Richtung, datt hien der Meenung wier, et misst een de Mariage civil fir homosexuell Koppelen opmaachen.

Mir hu gemengt esou eng Ausso dierft net ouni Suitë bleiwen, well mer der Meenung sinn, dass e Premier net einfach ka just seng privat Meenung zum Beschte ginn. Scho guer net an deem Kontext, an deem hien dat och gesot huet, nämlech am Pressebriefing uschléissend un de Regierungsrot. Mir hunn dofir eng Motioun hei déposéiert gehat den 10. Juli - nach virun der Summervakanz -, wou mer d'Regierung opfuerdere sech zu där doter Fro als Gesamtregierung eng Meenung ze maachen.

Mir hunn du bei der Rentrée am Oktober nach eng Kéier op déi Motioun higewisen a gefrot, dass déi verwise gëtt an déi zoustänneg Kommissioun. Et ass och eng Réunion jointe organiséiert gi vun der Familljekommissioun a vun der Commission juridique, wou iwwert déi dote Fro diskutéiert ginn ass. De Constat, de Bilan, dee mir dovunner zéien, ass deen, dass d'Regierung am Moment dem Premier seng Meenung net deelt. Dass also de Premier eng Meenung ageholl huet, an dass hien effektiv am Moment mat där doter Meenung an der Regierung keng Ënnerstëtzung huet.

D'Regierung huet sech an där Kommissioun de 17. Oktober bei där Sitzung an deem Sënn geäussert, vertrueden duerch den Här Frieden an duerch d'Madame Jacobs, datt se der Meenung wieren, dass een déi Fro, ob een de Mariage civil fir homosexuell Koppele soll opmaachen, net kéint tranchéieren, ier d'Fro vun den Adoptiounen tranchéiert wär, an dass mer jo géife schaffen un engem neie Projet de loi fir d'Adoptiounsrecht, an dass do nëmmen déi Fro kéint tranchéiert ginn. Mir halen also fest, dass dat, wat de Premier de 6. Juli gesot huet, net vun der Regierung à ce stade ënnerstëtzt a gedroe gëtt.

Doropshi kënnt déi Motioun dann haut zréck op den Ordre du jour. Mir hunn da probéiert deem, wat an der Kommissioun diskutéiert ginn ass, Rechnung ze droen. Mir hunn am Konsens vun all de Fraktiounen eng Motioun preparéiert, déi och ënnerschriwwen ass vun de Kolleege Michel Wolter, Claude Meisch, Marc Angel a Gast Gibéryen vun der ADR.

Motion modifiée

La Chambre des Députés, considérant

- qu'en date du 6 juillet 2007, Monsieur le Premier Ministre s'est déclaré, à titre personnel, favorable à l'ouverture du mariage civil aux couples homosexuels dans un souci de non-discrimination à l'égard des personnes homosexuelles;

- qu'il résulte des discussions en date du 17 octobre 2007 entre les membres des commissions compétentes de la Chambre des Députés et les Ministres de la Famille et de la Justice qu'il y a nécessairement lieu d'examiner dans ce contexte les questions relatives à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels;

- que le Gouvernement a sollicité à cet effet des avis consultatifs au Comité national d'éthique et à l'«Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand»;

invite le Gouvernement

- à arrêter sa position en la matière après réception et analyse des avis desdits organes consultatifs et à trancher la question du mariage civil des couples homosexuels dans le cadre du futur projet de loi sur la réforme du régime de l'adoption.

(s.) Félix Braz, Marc Angel, Gast Gibéryen, Claude Meisch, Michel Wolter.

Déi hält fest, dass déi Fro vun der Ouverture vum Mariage civil op homosexuell Koppele soll tranchéiert ginn, nodeems d'Regierung déi Avisë schonn ugefrot huet beim ORK a beim Comité national d'éthique. Woubäi een zum Deel kann hannerfroen, ob de Comité national d'éthique sech mat esou enger Fro misst beschäftegen. Dat ass da wahrscheinlech eng Siichtweis, déi een drop huet. Mä si sinn ugefrot, a mir waarden dann déi zwee Avisen do of.

Mir sinn alleguerten zesummen der Meenung, nodeems déi Avisë virleien, dass een

dann och am Kader vum Projet de loi déi Fro vum Mariage civil homosexuel soll tranchéieren. Wuel net an deemselwechte Projet, dat missten dann aller Viraussiicht no zwee verschidde juristesch Instrumenter ginn, mä et soll awer an deem Kader do - esou steet et och an der Motioun - tranchéiert ginn. A wann ech dem Här Frieden seng Wierder nach gutt an Erënnerung hunn, dann huet hie sech an der Kommissioun de 17. Oktober an deem Sënn geäussert, dass mer awer wéilte probéiere bis zum Summer 2008 op där doter Fro een Text plus/minus kënne prett ze hunn.

Mir hunn also an deem Sënn eng Motioun preparéiert, déi der Diskussioun an der Kommissioun Rechnung dréit an déi, wéi gesot, vun de véier Fraktiounen a vun der Sensibilité politique ADR gedroe gëtt. A mir wäre frou, wann déi Motioun dann och hei an der Chamber kéint eng eestëmmeg Zoustëmmung fannen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Kënne mer direkt zum Vote komme vun der Motioun? Den Här Minister Frieden freet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, opgrond vun deenen Explikatiounen, déi den Här Braz elo grad nach ginn huet, géif ech nach wëllen eng Kéier e puer Elementer komplettéieren.

Ech mengen, et ass ee fundamentaalt Recht vun all Member vun der Regierung, an dofir och selbstverständlech vun deem, deen d'Regierung presidéiert, fir zu engem Sujet, zu deem d'Regierung sech als Ganzt nach net ausgeschwat huet, och seng Meenung ze soen. An dofir, mengen ech, ass et net eng Kontradiktioun tëschent deem, wat de Premierminister gesot huet, wat hien iwwregens vill méi nuancéiert gesot huet, wéi dat och hei erëm eng Kéier rappeléiert ginn ass, an deem, wat an där Motioun steet.

Ech wëll hei nach eng Kéier drop hiweisen, datt an där Pressekonferenz vum 6. Juli de Statsminister eng Referenz gemaach huet op d'Folleg vun esou enger Décisioun, nämlech der Extensioun vum Mariage op déi Homosexuell. Hien huet wuertwiertlech gesot: „(...) well dat och an der Folleg d'Beäntwertung vun anere Froen, notamment d'Adoptiounsrecht vun homosexuelle Koppelen zur Konsequenz huet, wou ech mat mir selwer net eens sinn, wat een do soll maachen." De Statsminister huet also dat eent gesot betreffend de Mariage vun den Homosexuellen, zugläich awer och op d'Konsequenzelementer higewisen.

Ech wëll dozou als Justizminister nach eng Kéier soen, datt ech, esou wéi an der Commission juridique, fest dovun iwwerzeegt sinn, datt een an engem Kontext vun Netdiskriminéierung selbstverständlech all déi Froen do mat muss kucken, an dass et an eisen Ae juristesch schwiereg, voire onméiglech ass d'Fro vum Mariage ouni déi vun der Adoptioun ze tranchéieren, op d'mannst juristesch!

An dat ass eng fundamental Nuance, déi ech hei géif wëlle mat erabréngen, an dofir ass d'Method fir virzegoen an eisen Aen net eng fir Zäit ze gewannen, mä mir mengen, datt een an där Fro vun der Adoptioun duerch homosexuell Koppelen, där ech, wéi ech an der Kommissioun scho gesot hunn, relativ retizent géigeniwwer stinn, muss nolauschtere wat och aner Organer soen. Déi kënnen der Regierung net d'Entscheedungselement ewechhuelen. Ech wëll dat hei ganz kloer soen! Mir ginn net déi Avisë froen, fir dann ze soen: Da kënnen déi entscheeden. Et ass un der Regierung an un dësem Parlament - a jiddfereen an dësem Parlament -, fir déi Entscheedung le moment venu ze huelen opgrond vun deenen Avisen. Mä mir menge mir mussen am Respekt, an der Toleranz vis-à-vis vu jiddferengem eis all déi Argumenter do ulauschteren.

Et ass ee Sujet, wou ech gären hätt, datt mer mat Verantwortungsgefill do eruginn. Et geet hei net drëm deem enge seng Meenung géint deem anere seng Meenung auszespillen, weder innerhalb vun der Regierung nach innerhalb vum Parlament. Et ass eng fundamental Fro, déi een a mengen Aen net einfach mam Logo „modern" oder „almoudesch" klasséiere kann, obschonns datt dat op verschiddene Pressekonferenzen esou beschriwwe ginn ass.

Et geet am Fong drëm, wat fir eng Objektiver, wat fir eng Ziler mer de Kanner haut fir mar mat op de Wee wëlle ginn. Et gëtt och net nëmmen d'Perspektiv vum Recht vun Elteren e Kand ze adoptéieren, et gëtt och, a vläicht virun allem, d'Recht vun de Kanner op eng gewësse Liewenssituatioun. A mir hätte gären, datt mer an där Diskussioun méi den Intérêt vun de Kanner nach kucken.

An ech sinn der Meenung, datt déi bis haut wéineg Plaz an där Debatt fonnt hunn, vläicht och well d'Kanner jo net zu dësem Sujet bis elo hir Meenung konnte soen. An dofir ass, mengen ech, grad d'Plaz vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand eng gutt Plaz fir d'Meenungen oder d'Interesse vun de Kanner op divers Aart a Weis mat ze beliichten. An dofir, mengen ech, ass déi Démarche hei net, fir eppes ze verschieben, mä fir mat voller Verantwortung un dës extrem schwiereg Fro erunzegoen. Ech sinn op jidde Fall net bereet, fir hei am Hauruck-Verfahren ee Projet de loi ze schreiwen, deem seng Konsequenze mer haut nach net kënnen ofgesinn.

Dofir sinn ech frou, datt mer hei eng Motioun virleien hunn, déi d'Regierung zu eppes oprifft eréischt ze tranchéieren, wa mer emol nach méi Elementer um Dësch hunn. A mir wäerten eis dann, als ganz Regierung, dozou am Laf vum nächste Joer, wann dann déi Avisen do sinn, eng Meenung maachen, voire dee Sujet och an eng méi breet Debatt mat eraginn, déi an deene Joren duerno nach muss gefouert ginn.

Ech weise schlussendlech drop hin, Här President, datt vun de Länner vun der Europäescher Unioun der eréischt ganz ganz wéineg - nämlech dräi oder véier - déi international Adoptioun fir homosexuell Koppelen opgemaach hunn. An och d'Analys vun deene Länner, déi et bis elo gemaach hunn, an d'Schwieregkeeten, déi déi Länner domadder fonnt hunn, notamment Holland, sollte mer an där do Diskussioun mat abezéien. D'hollänesch Regierung huet een neie Rapport ugefrot iwwert déi dote Fro, an och dee wäerte mer a kierzester Zäit virleien hunn, an dee sollte mer dann och an der Chamber mat diskutéieren.

Mat deenen Nuancen a Reserven ass d'Regierung d'accord dës Motioun unzehuelen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum Vote.

Kënne mer dës Motioun, déi vun allen ënnerschriwwen ass, par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass mat der Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen!

Voilà, ech gesinn, datt déi Motioun eestëmmeg ugeholl ass.

Domadder komme mer zum zweetleschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Mir hunn elo d'Interpellatioun vum honorabelen Här Henckes iwwert d'Drogeproblematik.

Ech si frou, datt d'Zäit eis et erlaabt, honorabelen Här Interpellateur, datt mer déi Interpellatioun haut de Mëtteg nach evakuéiere kënnen. Voilà, den Här Henckes huet elo d'Wuert.

8. Interpellation de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la lutte contre le trafic illégal de drogues et du Plan d'actions Drogues (Drogenaktionsplan 2005-2008) de la Commission européenne

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur.*- Merci, Här President. Ech sinn och frou, datt mer dat nach kënnen diskutéieren, an dëst zu gudder Zäit.

Ech wëll mech konzentréieren a menger Interpellatioun op déi haart Drogen, an drop hiweisen, datt an de leschte Jore fir d'éischt den europäeschen Aktiounsplang géint d'Drogen elaboréiert ginn ass, datt dunn och en nationalen Aktiounsplang ausgeschafft ginn ass, an datt déi elo zur Halschent realiséiert sollte sinn.

Vill Hoffnungen, datt déi Mesuren, déi annoncéiert goufen, positiv Resultater bréngen, dat war dat, wat mer eis alleguerten erhofft haten, an datt de Konsum vun haarden Droge sech stabiliséiere géif, wann net souguer, datt e géif zréckgoen. Mä d'Zuelen, déi eis Joer fir Joer zoukommen, weisen aus, datt d'Drogepolitik net gräift an datt scho bal vun enger Faillite geschwat ka ginn. D'Situatioun gëtt vu Joer zu Joer méi schlëmm.

E puer Zuelen, fir den Ist-Zoustand ze beschreiwen a fir ze weise wéi d'Drogeproblematik evoluéiert hutt.

2007 läit déi offiziell Zuel vun Drogenofhängegen am Land bei ronn 4.900. 1994 waren et der nach 2.200, 2004: 3.600. D'Zuel vun de jonken Drogenofhängegen tëschent 13 a 16 Joer hëlt zou. Desgläiche wéi d'Zuel vun den HIV-Infizéierten an deenen, déi eng Hépatite B oder C hunn.

An de leschten zéng Joer ass d'Zuel vun den Heroinsprëtzen, déi verdeelt goufen, ëm 250% gestiegen a läit elo global bei 500.000 Sprëtzen d'Joer. Dat kann ee vläicht als positiv ugesinn, mä et weist awer och op eng Tendenz hin, déi geféierlech ass. 81% konsuméieren Heroin, 10% Kokain an 9% Cocktailen an Ähnleches.

Methadon a Subutex ginn a grousse Quantitéite geliwwert. 43% vun de Jonken hunn an engem Sondage vun 2004 gesot, datt et liicht wär fir Drogen an de Schoulen ze kréien. 73% fannen et liicht Drogen an Diskothéiken ze kréien.

Ee Volljunkie brauch eng 3.500 bis 4.000 Euro de Mount, fir d'Drogen ze bezuelen. Resultat: Beschafungskriminalitéit, Drogenhandel a Prostitutioun. D'Liewensëmstänn vun deene Jonken, déi manner wéi 25 Joer hunn, an déi doheem erausgeflu sinn oder fortgaange sinn, well déi Drogeproblematik an der Famill net méi ze erdroe war, sinn oft ganz dramatescher, well se keen RMG kréie kënnen. Eleng an der Stad gëtt geschat, datt esou eng 100 bis 200 Jonker iergendwéi musse kucken, fir owes ënnerdaach ze kommen.

De Käschtepunkt vun deem Ganzen, do ass ee frou, datt een eng etlech Donnéeë vum Statec kritt huet. Esou huet de Statec am Juli 2006 eng Statistik erausginn, datt d'Lëtzebuerger Haushalter all Joer 37,8 Milliounen Euro fir Drogen de toutes sortes - och där legaler - ausginn, an dat op enger Moyenne vun 1999 bis 2004.

De Käschtepunkt vun der Drogeproblematik fënnt een natierlech am Ministère de la Santé erëm, mä do muss een awer och d'Dépensë bäirechne vu Police, Geriicht, Prisong, Krankekeesen, Drogefong, RMG. Eleng an der Santé weisen d'Donnéeën aus, datt dat eng 0,11 bis 0,13% vum PIB ausmécht. Mä wann een alles zesummerechent, gëtt vun engem Käschtepunkt vun 2,5 bis 3% vun onsem PIB geschwat. Dat ass e ganz importente Volumen, e ganz importente Chiffer, wann ee gesäit, datt esou vill vun deem nationale Räichtum, dee geschafe gëtt, op eng Kéier an den Traitement vun Drogeproblemer muss investéiert ginn.

Um Niveau vun der Répressioun wëll ech ganz kloer ee Punkt soen. Dat ass, datt mir géint d'Legaliséierung vum Cannabis sinn. Et besteet awer och d'Noutwendegkeet, fir um répressive Plang méi aktiv ze ginn. Och do gesäit een, datt d'Section des stupéfiants vun der Police judiciaire 15 Beamten huet, fir déi Aufgab unzegoen, plus déi eenzel Leit, déi an de Sections locales de recherche sinn. Déi Zuel vu 15 Beamten ass an zéng Joer net gestiegen. Dofir muss ee sech wonneren, datt déiselwecht Zäit awer vu Säite vun der Regierung a vun der Police 20 Polizisten agesat ginn, fir d'Bild vun der Police duerzestellen. An dat Bild ass falsch! Anstatt Polizisten anzestellen, déi um Terrain schaffen, gi Polizisten agestallt fir den administrative Waasserkapp, dee lues a lues amgaangen ass ze entstoen.

Mir verlaangen als ADR, datt d'Regierung higeet an déi Section des stupéfiants an och de Kommissariat an der Stad Lëtzebuerg mat Personal opstockt, statt wéi an der Stad souguer och nach ze reduzéieren. Dat entweder iwwert Transferten oder iwwer nei Astellungen. Mä et ass d'Noutwendegkeet, datt een agéiert. Et brauch een nuren un déi véier, fënnef Iwwerfäll virun e puer Deeg, déi op der Gare geschitt sinn, ze erënneren. Do muss preventiv méi kënne geschafft ginn.

D'Strofe si keng Ofschreckung méi hei zu Lëtzebuerg. Well ganz oft vill ze vill Circonstance-atténuantë gesprach ginn. Et gesäit een och, datt a Frankräich, Belgien, Däitschland a Lëtzebuerg ënnerschiddlech Strofe virgesi si fir déi eenzel Delikter. D'Europäesch Kommissioun an den europäeschen Aktiounsplang huet virgesinn, datt do sollt eng Koordinatioun geschéien, datt do sollten déi eenzel Länner versichen, fir sech openeen ofzestëmmen. Et kann dach net esou sinn, datt a Frankräich den Drogentrafic am stäerkste bestrooft gëtt, an datt deen Ablack de ganzen Drogenhandel eriwwergeet an d'Belsch, wou et vill méi liicht ass esou eppes duerchzezéien.

Drogenhandel: E groussen Deel vun den Händler sinn Demandeurs d'asile. Dat waren déi Statistiken, déi mer aus dem Ministère de la Justice kritt hunn. Ech wollt d'Regierung froen: Wivill där Leit sinn dann elo finalement am Prisong, déi mam Drogenhandel a Verbindung gestallt sinn? Et gëtt vun e puer Honnert geschwat. Ech mengen, dat ass d'Resultat vun enger falscher Asylpolitik, déi während de leschte Jore gemaach ginn ass. Dat neit Asylgesetz koum ze spéit.

Wat mer begréissen, dat ass e Gesetz iwwert d'Infiltratioun vu Beamten. Ech mengen, dat ass eng gutt Initiativ, mä ech wëll awer och drop hiweisen, datt d'ADR dëst Gesetz schonn zënter Jore gefuerdert huet, well et deen eenzege Moyen oder deen effikasste Moyen ass ganz oft, fir kënnen de ganzen Drogesystem duerchzekucken.

Am Prisong hu mer eng particulär Situatioun. Et ass do, wou d'Drogekonsumenten, déi och Délinquantë sinn, an d'Drogenhändler zesummen an enger Lokalitéit sinn. Do muss ee soen, datt den Drogenhandel an den Drogekonsum am Prisong geféierlech Ausmoossen huet. Déi genee Zuelen, wéi héich dat ass, do variéiert et all Kéiers wann ee mam zoustännegen Direkter schwätzt. 2001 huet hie gesot 80% vun de Leit, déi am Prisong wieren, wieren drogenofhängeg. Elo kierzlech gëtt nure méi vu 400 geschwat. Dat wieren also ronn 50% vun de Prisonnéier.

Mä et gesäit een, datt an all deene Jore ganz wéineg Saisië vun Droge waren. Am Joer 2006 op eng parlamentaresch Ufro vum Här Bettel huet den zoustännege Minister geäntwert, datt am Ganze 5,6 Gramm Heroin saiséiert gi wieren. Mir hunn dunn an der Commission juridique drop higewise wéi dann d'Drogen an de Prisong erakommen. A mir hu ganz prezis Beispiller ginn. D'Resultat huet och gewisen, datt elo virun zéng Deeg eng Saisie konnt gemaach gi vu 60 Gramm Heroin. Dat heescht, dat Zéngfacht vun deemools. Do gesäit een, datt also d'Noutwendegkeet do ass fir eppes ze ënnerhuelen.

D'Gardienë ginn elenggelooss mat der Problematik. Déi eng soen: Wann d'Prisonnéier Drogen huelen, wa se bedämpt sinn, da si se roueg. An déi aner wiere sech géint déi Situatioun. Et ass keng kloer Linn. Ech hätt gären, datt d'Regierung hei eng kloer Linn seet, datt den Drogenhandel am Prisong net däerf toleréiert ginn, datt do eng Zirkulär erausgeet, wéi dat an den anere Länner ass, an datt och d'Gardienen eng Formatioun kréie fir bei Fouillen, fir bei de Leit, déi erakommen, datt se do equipéiert ginn, och fir dat duerchzezéien, anstatt datt se elo just d'Leit cibléiere mat engem Metalldetekter. Dat kënne keng Resultater ginn.

Une voix.- Hutt Der näischt zur Riedezäit ze soen?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur.*- Ech hunn 20 Minutten.

(Interruption)

M. le Président.- Entschëllegt, et ass en Iertum virkomm.

(Interruption)

D'Riedezäit ass agestallt op déi Zäit,...

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Hei steet et. Dir hat eng Geleeënheet verpasst.

M. le Président.- ...déi d'ADR zur Verfügung huet. Den Interpellant huet 20 Minutten. Et ass en Iertum um Schierm.

Une voix.- Merci, Här President.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur.*- Voilà! Gesitt Der, elo ass et kloer.

Et gesäit een, datt mer am Prisong eng etlech Drogendoudeger hunn. Ee vun deene Problemer, dat ass datt keng Koordinatioun besteet tëschent deenen eenzelne medezinesche Servicer an der Police. Heiansdo gesäit een, datt wa Resultater vun Analysen an Autopsië kommen, datt déi da bei der Police sinn, mä datt déi eenzel Dokteren net doriwwer informéiert sinn. Weider ginn och nach ganz oft Medikamenter verschriwwe vu privaten Dokteren ausserhalb vum Prisong, déi näischt direkt mam Prisong ze dinn hunn, mä déi eenzel Prisonnéier concernéieren. Do muss also och gekuckt ginn, fir datt déi Situatioun nei diskutéiert gëtt, datt do déi eenzel Leit, déi eenzel Acteuren zesummeschaffen, an datt ee kann iwwert de Wee vu Krankendossiere méi Sécherheet erabréngen.

D'Kontroll, wéi d'Drogen erakommen. Wann ee gesäit oder unhëlt, datt 400 Leit am Prisong drogéiert sinn, a wann een unhëlt, datt och, wéi et am Rapport vum Justizminister heescht, nuren 12% vun de Leit Drogekonsumente si wa se an de Prisong erakommen, da gesäit een, datt den Drogenhandel am Prisong ganz importent ass. All Kéiers wann een zu den Drogen erbäigefouert gëtt an e kënnt herno aus dem Prisong eraus, da kënnt Der sécher sinn,

datt e kuerz Zäit drop nees an der Drogekriminalitéit wäert landen. Et ass dee Cercle vicieux, dee mer mussen ënnerbannen.

D'Payementer vun den Droge geschéien iwwert Tëlefonskaarten. D'Liwwerunge ginn iwwer GSM a Satellitentëlefonen aus dem Prisong eraus organiséiert. De GSM-Emetteur ass esou staark, datt dat geet. Do verlaange mir, datt e soll méi schwaach geschalt ginn. Dat ass, datt en net méi duerch d'Mauere ka goen.

Mir verlaangen och datt d'Regierung systematesch eng Urinanalys mécht vun alle Prisonnéier, fir ze kucke wéi importent da wierklech de Phenomeen ass. Well mat deene Schätzungen, déi mer vu Säite vun der Regierung kréien, ass manifestement net vill ze schaffen. Da muss dorobber hin en Aktiounsplang ausgeschafft ginn, fir déi Problematik unzegoen. Well et ass wichteg, datt mer am Prisong alleguerten déi, déi drogenofhängeg sinn, an eng Spezialsectioun kënnen eraginn, an datt se sech obligatoresch mussen enger Drogentherapie ënnerwerfen, wa se vum Artikel 100 - dat heescht, vun der Réduction de peine - wëlle profitéieren.

Dat ass e System, dee ganz gutt a Schweden geet. E soll och hei zu Lëtzebuerg esou exercéiert kënne ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Da wollt ech um Gebitt vun der Preventioun d'Fro stellen, wat dann d'Regierung bis elo op deem Gebitt gemaach huet, notamment do, wou et am néidegsten ass. Dat ass an de Schoulen. Ech erënnere mech, wéi ech als Student Kriminologie studéiert hunn, hat ech eng Kéier d'Geleeënheet fir an e Prisong ze goen, wou en Drogenofhängege keng Droge kritt huet a wou hien eng Kris gemaach huet. Wann een deene Jonke géif esou ee Film weisen, da wier ech zimlech sécher, datt dat ganz ofschreckend géif wierken. Well et ass ganz batter, wann ee gesäit wéi e Mënsch op eng Kéier total zum Déier gëtt, an dat einfach well hien net u seng Droge kënnt. Da gesinn déi eenzel Leit, wéi gefëierlech et ass, wann ee bis eng Kéier op dee Wee do geet.

Mä dat Wichtegst ass awer och eng Fréierkennung. Dofir muss d'Personal - d'Enseignanten haaptsächlech - forméiert ginn, fir datt se, soubal dat bei engem Jonke festgestallt gëtt, deen Ablack déi néideg Hëllef intervenéieren. Och d'Eltere mussen d'Méiglechkeet hunn, fir sech ze informéieren. Do gëtt et leider, mat Ausnahm vun e puer A.s.b.l.en, kee Moyen, wou se sech kënnen informéieren. Si denken net ëmmer als Elteren drun, fir bei d'Jugend- an Drogenhëllef beispillsweis unzeruffen.

Da muss een an den Diskothéiken och kucken, datt systematesch blo Luuchte virgesi ginn an den Toiletten, fir datt do d'Venen net méi kënne fonnt ginn, wann ee sech wëllt Drogen asprëtzen.

D'Therapie. Här Gesondheetsminister, do sinn eng Honnert konkret Moossnamen, déi am EU-Strategiepabeier virgesi sinn. Eng etlech sinn och am nationalen Aktiounsplang virgesinn. Wou si mer do drun? Et soll ee Bilan intermédiaire gemaach ginn Enn 2007. Mir sinn elo Enn 2007, an ech wier also frou, wann d'Regierung vun dëser Geleeënheet kéint profitéieren, fir ons ze soe wou si mat hirem Aktiounsplang dru sinn. Well et huet een d'Impressioun, datt sech do munches net beweegt huet an datt eng etlech Dossieren nach en suspens sinn.

Da muss een ervirsträichen, datt deen Therapiezentrum zu Manternach eng Faillite totale ass. Mir hunn nach just 11%, wann een héichrechent a gutt rechent, wou déi Therapie e Succès ass. Bei 89% brëngt et guer näischt. D'Therapië ginn ofgebrach. Dofir menge mer och, datt misst do no Alternative gesicht ginn, andeem een notamment méi kleng Cerclë virgesäit a kuckt, fir do ze intervenéieren.

Mir mengen och, datt mer mussen op de Wee goe vun enger kontrolléierter Heroinofgab. Dat ass ee gudde Moyen fir alleguerten déi méi haart Drogenofhängeg, déi soss net aus dem Circuit erauskommen, a wou een deen Ablack ka Verschiddene Konditiounen opstellen, datt se sech engem Kontrakt ënnerwerfen, fir net ausserhalb vun der Therapie nach Drogen ze kafen. Dat ass eng Problematik, déi ons ganz wichteg schéngt, well mer soss déi haart Drogenofhängeg net méi kënnen an den normale Circuit mat erakréien.

Da wëll ech nach eng Kéier betounen, datt mer als ADR total géint eng Fixerstuff zu Bouneweg sinn, wou se bis elo an der Diskussioun steet. Et ass total onsënneg, fir just matzen an der Populatioun, do wou 60 Kanner wunnen, niewent enger Primärschoul an enger Spillschoul, en Drogenzentrum opzesetzen; wou een elo scho weess, datt 3.500 Visiten am Mount virgesi sinn. Et ginn alternativ Plazen. Mir haten dat déi leschte Kéier diskutéiert. Ech hoffen, datt d'Regierung mat der Stad Lëtzebuerg wäert op e gréngen Zweig kommen. Ech widderhuelen nach eng Kéier, datt deen ënneschten Deel vum Parking vun der CFL no bei der Bréck fir ons eng ideal Situatioun wier.

Da schéngt ons en anere Wee wichteg ze sinn, deen nach ganz wéineg Beachtung fonnt huet, wou mer net genuch Initiativen hunn, a wou mer haaptsächlech deene Jonken - dat heescht déi, déi manner wéi 25 Joer sinn - kéinte méi entgéinttrieden. Dat ass de System vu betreite Wunnengen. Do, wou mer betreit Wunnengen hunn, wou et fënnef bis siwen Drogenofhängeger gëtt, wou en Educateur sech drëm këmmert, do gesäit een, datt d'Populatioun dat akzeptéiert, datt dat duerchgeet an datt et mat ganz grousse Succès-Chancë verbonnen ass.

Dat sinn déi puer Iddien, déi ech hei wollt an deene Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, ervirsträichen. Ech erlabe mer och an deem Kontext fënnef Motiounen ze déposéieren, déi dat nach eng Kéier résuméieren, wat ech hei gesot hunn, a wou déi eenzel Punkten dann detailléiert ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que «à ce jour, le Grand-Duché ne dispose pas d'enquête représentative sur la prévalence de l'usage de drogues licites ou illicites en population générale» (Rapport RELIS 2006);

- considérant que les dépenses annuelles moyennes des ménages luxembourgeois pour la consommation de drogues sont évaluées à 37,8 million d'euros (Statec, juillet 2006);

- considérant que pour pouvoir agir efficacement contre le fléau des drogues et pour mieux cibler les actions, il y a lieu de disposer de données précises;

demande au Gouvernement

- de faire établir une enquête sur la prévalence de l'usage de drogues licites ou illicites en population générale.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp, Viviane Loschetter, Robert Mehlen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il y a lieu de prévoir un traitement spécifique pour personnes gravement dépendantes;

- considérant que la mise à disposition de drogues et notamment d'héroïne sous contrôle médical a fait la preuve de son efficacité à l'étranger;

- considérant que ce traitement doit être réservé à la population résidente et que les abus doivent être évités;

demande au Gouvernement

- de développer dans les meilleurs délais un projet de mise à disposition d'héroïne sous contrôle médical.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp, Viviane Loschetter, Robert Mehlen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que la prison est un lieu stratégique dans la guerre contre la drogue alors que les trafiquants et les consommateurs délinquants s'y retrouvent;

- considérant que le trafic et la consommation de drogues semblent avoir atteints des proportions alarmantes à la prison de Schrassig;

- considérant qu'il y a lieu de lutter contre l'importation de drogues en prison, de proposer des thérapies aux consommateurs délinquants et d'éviter que les prisonniers non consommateurs à l'entrée en prison se retrouvent consommateurs à la sortie;

- considérant que le trafic de drogues est organisé notamment via téléphone mobile, téléphone satellite et cartes téléphoniques;

- considérant qu'il n'existe actuellement aucune circulaire connue à l'intention du personnel de la prison de Schrassig quant à la manière de se comporter face à la consommation de drogues, qu'il n'existe aucune formation spécifique de détection de drogues lors de fouilles et de contrôle;

demande au Gouvernement

- de procéder à une enquête systématique auprès des prisonniers par le biais notamment d'analyses d'urines afin de déterminer l'importance effective des drogues en prison et de répéter cette analyse annuellement;

- de soumettre tous les consommateurs de drogues qui entendent bénéficier d'une réduction des peines sous les conditions de la loi à une thérapie et de prévoir une section spéciale à leur intention afin de les séparer des criminels de droit commun;

- d'élaborer un plan d'action visant à combattre efficacement l'importation et le trafic de drogues en prison;

- d'étudier la possibilité de réduire la capacité d'émission de l'émetteur de téléphonie mobile situé près de la prison d'actuellement 3 V/m à 0,000150 V/m.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp, Viviane Loschetter, Robert Mehlen.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que les traitements entrepris au centre thérapeutique de Manternach sont d'une rare inefficacité avec un taux de succès ne dépassant pas les 11%;

- considérant qu'il faut en analyser les causes et prévoir de remplacer cette thérapie par une ou des thérapies plus adaptées aux personnes toxico-dépendantes;

demande au Gouvernement

- de faire analyser les raisons du taux d'échec élevé des traitements dispensés au centre thérapeutique de Manternach;

- de proposer des traitements alternatifs s'inspirant de modèles étrangers et notamment les mesures de traitement et de resocialisation en petits groupes.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp, Viviane Loschetter, Robert Mehlen.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant que le nombre de policiers affectés spécifiquement à la lutte contre le trafic de stupéfiants et contre la criminalité y liée est nettement insuffisant;

demande au Gouvernement

- d'augmenter les effectifs de la Police judiciaire, section des stupéfiants, et du Commissariat de police de la Gare par des réaffectations au départ de l'administration centrale de la police et/ou par de nouveaux engagements.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp, Viviane Loschetter, Robert Mehlen.

Mir erwaarden ons vun der Regierung, datt se also elo konkret Moossnamen hëlt, datt se endlech aktiv gëtt an datt mer d'Resultater am nächste Bilan, dee vu RELIS gemaach gëtt, do gesinn, an net eréischt datt mer nees erëm weider musse feststellen, datt den Drogekonsum an d'Drogekonsumente permanent hei an d'Luucht ginn. Ech mengen, dat ass eng Erausfuerderung, mat där mer alleguerte konfrontéiert sinn, a wou mer mussen onst Bescht maachen, fir eng Léisung ze fannen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Är Motiounen hu véier Ënnerschrëften, Här Henckes. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Stein. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn dëst Thema a kuerzer Zäit elo fir d'zweet op onsem Ordre du jour. Et gëtt ons awer erëm eng Kéier d'Geleeënheet iwwert d'Acquisen an d'Lacunë vun onsem Antidrogeprogramm nozedenken. Et ass bal ni méiglech, fir exhaustiv all Problem vum Drogekonsum, vum Drogenhandel unzeschneiden.

Mir wëssen, dass et bei ons eng iwwergrouss Zuel vun Drogekonsumente gëtt, eng iwwergrouss Zuel vu problematesche Konsumenten, an dass dat Bild schwéier mat onsem Land, wat jo awer vun engem gewësse Wuelstand profitéiert, compatibel ass. Trotzdeem kann dat, wat mer haut hei diskutéieren, nëmmen eng Ergänzung si vun deem, wat mer natierlech schonn den 10. Oktober gesot hunn an der Diskussioun iwwert d'Fixerstuff, grad och wéi zu deem, wat d'lescht Joer vun onser Fraktioun zum honorabelen Här Angel senger Aktualitéitsstonn gesot ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Sucht entwéckelt sech an der Interaktioun zwëschent engem oder e puer Substanzen an engem Individuum. D'Bereetschaft eng Sucht ze entwéckelen, ass vu Mënsch zu Mënsch ënnerschiddlech. Si hänkt oft mam sozialen Hannergrond zesummen, oft awer och mat enger anerer psychiatrescher Pathologie. Süchteg kann een op bal alles ginn; d'Spill, d'Internet surfen oder souguer d'Schaffen.

Verschidde Substanzen hu vu sech aus awer méi e grousst Potenzial, fir süchteg ze maachen. Vun dëse Substanze stinn d'Opiaten an der alleréischter Rei. D'Geschicht vun der Sucht ass esou al wéi de Mënsch an d'Mënschheet, an d'Gesellschaft begéint hir mat ënnerschiddlechen Astellungen. Mëtt vum 19. Jorhonnert ass zum Beispill fir d'éischt vum franséische Psychiater Moreau de Tours mat Haschisch op psychiatresche Patienten experimentéiert ginn. Mä net nëmmen dat, hien huet och parallell dozou Versich gemaach mat Frënn a Mataarbechter, Artisten an Intellektuellen, fir sougenannt Modellpsychosen ze erfuerschen.

De Club des fumeurs de haschisch ass ënner anerem iwwert dem Baudelaire seng Paradis artificiels e Begréff. De Baudelaire huet och selwer mat Drogen experimentéiert. Ech wëll just dëse Saz hei zitéieren, deen déi Zäit gutt ëmschreift: «Le bon sens nous dit que les choses de la terre n'existent que bien peu et que la vrai réalité n'est que dans les rêves.» Et handelt sech jo also hei ëm eng kulturell a sozial Astellung.

1943 huet den Albert Hofmann am Labo vu senger Pharmafirma den LSD entwéckelt. Och mat dësem Stoff ass freedeg experimentéiert ginn; ënner anerem op verschiddenen Entwécklungs- a Charakterstéierungen, awer och op Kanner, an zwar op autistesche Kanner.

Déi zwee Extremen an der gesellschaftlecher Interpretatioun fanne sech a gewëssenen Zyclen an der Geschicht vun deene leschten 200 Joer erëm.

Op där enger Säit hu mer Phase mat méi héijer Permissivitéit, gëtt d'Opfaassung vertrueden de Konsum vu Rauschmëttel als neutral ze bewäerten u sech, dass d'Wierkungen der individueller Persoun kéinten zoudréiglech sinn, an dass vu schiedlechen Auswierkungen nëmmen esou Persoune betraff wieren, déi eng individuell oder awer sozial Prédispositioun dozou hunn. Deem géigeniwwer steet déi aner Extrem, déi grondsätzlech dovun ausgeet, dass all Konsum vu Rauschmëttel individuell Fäegkeeten an Entwécklungsméiglechkeete behënnert an an all Fall d'Gesellschaft schiedegt.

Et war awer ëmmer un der Basis e Bestriewe vun der Wëssenschaft der Mënschheet mat deenen nei entwéckelte Mëttelen ze hëllefen. En exzellent Beispill heifir ass den Heroin, deen entwéckelt ginn ass als Mëttel géint d'Péng, an en ass zum Beispill am Éischte Weltkrich parallell mam Morphium op den europäesche Schluechtfelder agesat ginn. Eréischt nom Krich, wéi eng éischter repressiv Gesellschaft konfrontéiert war mat enger grousser Zuel vu Süchtegen, si sech Gedanke gemaach ginn, wat ee mat dësem Medikament do esou ausgeléist hätt. Dës Approche fanne mer virun allem an Amerika erëm, mä och an Europa.

Ech erënneren drun, dass och an dëse Joren an Amerika d'Prohibitiounsjore géint den Alkohol waren. De Gebrauch vum Heroin, dee bis dohin nach konnt vun Doktere verschriwwe ginn, ass drastesch ageschränkt ginn. 1924 sinn d'Heroinreserven, déi d'amerikanesch Arméi nach hat, zerstéiert ginn. Déi Süchteg sinn entweder kal entzu ginn - dat heescht Entzuch ouni Ersatzmedikament - oder a Prisongen agespaart ginn. 1956 schliesslech ass den Heroin als Medikament am „Drug Control Act" gebannt ginn.

An Europa war d'Situatioun e bëssen anescht. Hei hu mer manner Literatur iwwert d'Heroinsucht, mä bei ons sinn et eng Rei aner Medikamenter, zum Deel synthetescher Aart, déi noenee Carrière gemaach hunn. Hinne gouf all nogesot si géifen am Ufank keng Sucht entwéckelen a si all sinn an de Joren duerno een nom aneren am Gebrauch beschränkt ginn, well hiert Potenzial eréischt no an no erkannt gouf.

Opium a Kokain hunn als Gesellschaftdroge méi eng grouss Roll gespillt wéi den Heroin. De Morphium ass no an no, esou wéi den Heroin, ëmmer erëm méi verdäiwelt ginn, wat a medezinesche Kreesser zu enger grousser Zréckhalung an der Verschreiwung dovu gefouert huet. Ech wëll drun

erënneren, dass mer notamment jo am Gesetz iwwert d'Palliativmedezin amgaange sinn elo erëm dës Entwécklung dann am strikte medezinesche Gebrauch ze contrecarréieren.

Mir sinn haut an enger Zäit, wou mer mat engem ëmmer méi groussen Drogekonsum bei de Jonke konfrontéiert sinn, am Géigesaz zu enger Zäit - ech erënneren un d'spéit 70er Joren, un d'Hippieszäit -, wou d'Gesellschaft méi Permissivitéit gefuerdert hat. Mir sinn also an enger Zäit, wou d'Sucht kee Randproblem ass, mä een - an dat hat ech scho virun engem Mount gesot -, dee gëschter, haut, mar, jiddferee vun ons, ee vu senge Frënn oder ee vu senger Famill betreffe kann.

Natierlech steet och fir d'CSV d'Preventioun op éischter Plaz vun dëser Politik. Si huet haut dann och am nationale Suchtbekämpfungsprogramm eng zentral Plaz, mä fir den Hiewel unzesetze musse mer den Hiewelpunkt sichen an et kann ee sécher der Politik vun der Regierung net de Virworf maache si géif net sichen. D'CSV géif wëllen den Accent setzen op dës Approche, well all Drogesüchtege manner ass net nëmmen onheemlech vill erlieftend mënschlecht Leed manner, mä et sinn och ganz vill erspuerte Ressourcen.

Ech wëll ervirsträichen, dass besonnesch Efforten ënnerholl ginn, fir éischt Konsumenten ze ermëttelen, ze erfaassen an hinnen ze hëllefen zu engem Zäitpunkt, wou se vläicht nach aus dem Milieu erauszekréie sinn oder erauszehale sinn, wou se nach an engem soziale Gefüge fonctionnéieren, wou et zwar spéit ass, mä vläicht dach net ze spéit, fir se méi einfach ze récupéréieren.

Wat geschitt mat deenen, déi schonn ee Schrack méi wäit sinn? Si hunn natierlech d'Méiglechkeet e Sevrage an enger Klinik ze maachen. Dat geschitt dann och a ville Fäll, mä dës Sevragen hunn eng onheemlech héich Réckfallquot, wann een, fir een ze maachen, net dee Moment ofwaart, wou de Süchtegen och prett ass a wann en herno och erëm a säi Milieu erakënnt.

Ech wëll zu dëse stationäre Sevragen haut e puer Reflexioune maachen, well dat en Thema ass, dee mer nach net drun haten.

Prinzipiell ass et esou, dass mat moderne Standardë vun engem Clinique-Sevrage keng Benzodiazépinë parallell sollten agesat ginn. Elo ass et awer esou, dass déi allermeescht Toxicomanen net Monotoxicomane sinn, mä fläisseg Benzoen dernieft konsuméieren. Wéini a wou si domadder ugefaangen hunn, dat ass oft net erauszefannen. Hu si se fir d'éischt op der Gare kaaft? Hu si se vun engem Dokter dobausse kritt oder hu si se awer an der Klinik dobäikritt während hirem Sevrage? Ech mengen, dat ass eng Fro, déi mer ons stelle mussen.

Aus dëser Reflexioun kënnt meng zweet eraus: Wier et net sënnvoll déi verschidden Intervenantë méi ze vernetze respektiv amplaz Statistike pro Intervenant ze féieren - esou wéi dat am exzellente RELIS-Rapport gemaach ginn ass, sief dat de Prisong, d'Spideeler oder d'ONGen -, soll een net den eenzelnen Toxicomane méi enk verfollegen? Op dës Aart a Weis hätten déi nei Implizéiert Informatiounen zu dësem spezielle Patient a kéinten hiren Tir besser ajustéieren.

An Däitschland ass et esou, dass Süchteger, wéi iwwregens och Alkoholiker, dat si jo och Süchteger, déi zwee éischt stationär Sevragë bezuelt kréien an dann nëmme méi mat engem spezielle Justificatif. Mir sinn awer als CSV der Meenung, dass dëst net de richtege Wee wier an dass ons Institutiounen, wéi och ons Krankekeesen, dëser Populatioun ëmmer sollte weider offe géigeniwwer stoen. Et gëtt ëmmer erëm Individuen, déi e puer Kéiere méi brauchen, déi e bësse méi Zäit brauchen oder awer endlech déi richteg Approche hunn, fir hire Sevrage ze packen.

Iwwer Substitutioun hate mer déi leschte Kéier zimlech ausféierlech geschwat. Ech wëll mech dofir hei dorop beschränken ee klenge Rappel ze maachen, dass mir an der CSV an zwee Wahlprogrammer eng Substitutiounsbehandlung mat Heroin gefuerdert hunn. Dëse Programm ass anscheinend an Elaboratioun, wéi de Minister ons déi leschte Kéier confirméiert huet.

Mir mengen do wier urgence, an dat haaptsächlech well esou ee Programm déi Leit, déi mat enger Methadonsubstitutioun net zefriddestellend an de Gréff ze kréie sinn, an déi selbstverständlech och déi aner Konditiounen net erfëllen, déi néideg sinn, op dës Aart a Weis vun der Strooss, aus der Prostitutioun an der Kriminalitéit erauszekréien, an och aus de Bas-seuil-Strukturen, déi den Här Henckes ugeschwat huet, mä do hate mer, wéi gesot, déi leschte Kéier ausféierlech driwwer diskutéiert.

Wat de Methadon an de Subutex ubelaangt, esou sti mer hannert deene Programmen, déi existéieren, wëllen awer nach eemol betounen, dass mir en faveur si vun deene Substitutiounen, déi am Kader vum nationale Methadonsubstitutiounsprogramm lafen, an zwar am Kader vun enger Zesummenaarbecht mat den ONGen. Mir si méi skeptesch vis-à-vis vun deene Verschreiwunge vun den Dokteren, déi ech elo emol géif fräischafend Künstler nennen, déi weder an engem Réseau schaffen nach iwwert déi néideg Formatioun oder Formation continue verfügen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Methadon kann een och asetze fir en ambulante Sevrage. Net jiddfereen, deen eng Kéier Methadon kritt, kritt ëmmer Methadon. Dat bescht Beispill hei ass dann dofir och déi Aarbecht, déi mat den Toxicomanen am Prisong gemaach gëtt.

Mat Datum vun haut sti vun insgesamt 693 Détenuen a Mesures de placement der 63 ënner Methadon. Dat ass awer eng zoufälleg relativ niddreg Zuel. Allgemeng sinn et der am Schnëtt iwwert d'Joer 2006 23% vun den Entréeën insgesamt, déi mat Methadon substituéiert oder sevréiert ginn.

Et gëtt, säit Toxicomanie u sech net méi mat Prisongsstrof bestrooft gëtt, leider keng verlässlech Statistiken iwwert d'Prevalenz vun der Toxicomanie ënnert de Prisonnéier. Et ginn ebe just déi Chifferen, déi mer iwwert d'Ausdeele vum Methadon hunn. Net betraff heivu sinn d'Geleeënheetskonsumenten, d'Mëschkonsumenten an d'Konsumente vum Cannabis, déi net brauche substituéiert ze ginn.

Déi meescht Toxicomanë sinn haut wéinst all méigleche kriminellen Akten am Prisong, sief dat Dealing, sief dat Vol. An hei wëllt ech dat rappeléieren, ouni et awer ze widderhuelen, wat ech iwwert d'Beschafungskriminalitéit an den Heroinsubstitutiounsprogramm viru kuerzem erwähnt hunn.

Zum Prisong wier och nach ze soen, dass ausser vum Service de Psychiatrie mat hiren Dokteren an Infirmièren och nach eng Rei ONGen an der Aarbecht mat den Drogesüchtegen implizéiert sinn. Aidsberodung, Jugend- an Drogenhëllef sinn notamment och déi, déi sech d'Méi ginn d'Relaisen zwëschent dem Intra- an dem Extra-muros ze sécheren. Vun de 25.265 Euro vum Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants ass een Deel débourséiert gi fir de Projet „Tox", deen zu Schraasseg an zu Giwenech bis 2006 als Projet gelaf ass an deen esou gutt Aarbecht geleescht huet am Sënn vun enger globaler Betreiung vun den Toxicoen, dass de Finanzement duerno vum Justizministère iwwerholl ginn ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wou mir nach Problemer am Service médical och am Prisong gesinn, dat ass eben an der Zesummenaarbecht mat den Dokteren dobaussen, an der Rekonstruktioun vun de Carrièren, an der Rekonstruktioun vun den Traitementer an an der Eruéierung vun de Spezifissitéite vun deem eenzelne Patient. Mir hoffen also och hei, dass et endlech iergendwa kënnt méiglech sinn iwwert den DIP, en Dossier Informatisé Patient, esou Informatioune méi einfach ze kréien, esou dass een och - dat kënnt natierlech och extra-muros deenen anere Kolleegen zou -, d'Toxicoe besser suivéiere ka wéi dat bis elo de Fall ass.

Ech wëll och soen, dass onse Prisong mat sengem Substitutiounsprogramm - ech war op enger europäescher Tagung - exemplaresch ass, och mat anere Länner wéi Frankräich an der Belsch verglach. D'Prisonnéier kommen och ëmmer erëm gären op Lëtzebuerg zréck, well se an anere Länner oft nach kal sevréiert ginn.

Da wëll ech nach dem Här Henckes äntwerten op dat mat den Urinanalysen. Et gi ganz vill Urinanalysen ordonnéiert am Prisong. Dat ass haaptsächlech am Sënn vun der Strofverfolgung, net am medezinesche Sënn. Mä et ass awer elo esou, dass éier ee Methadon kritt, am Prisong eng Urinanalys systematesch gemaach gëtt, esou dass et net virkënnt, dass ee schonn eppes geholl huet an nach eppes derbäikritt vun de Leit aus dem Prisong, esou dass et net zu esou Accidenter méi sollt kommen, wéi et komm war.

D'Thema vun den drogefräie Bléck am Strofvollzuch ass eent, dat ëmmer och an der Literatur vun der Médecine pénitentiaire erëmkënnt. Et ass allerdéngs eent, dat ganz vill verlooss ginn ass. Dat ass de System, dass een déi Leit, déi propper sinn, zesummen op ee Block setzt, wou se dann net ee mat deem aneren handelen, a sief dat och nëmmen déi Medikamenter, déi se an der Infirmerie kréien. Et ass allgemeng d'Erfahrung gemaach ginn, dass dat et net bréngt, dass dat ëmmer nëmmen eng Zäitche geet. A wann der bis genuch do sinn, da sinn déi Drogefräiheeten net méi gewährleistet, esou dass dat dann iergendwann eng Kéier net méi wierkt.

Ech wëll natierlech och nach eng Kéier drun erënneren, dass och de Prisong en exzellenten Terrain wier fir en Heroinsubstitutiounsprogramm. Ech brauch wuel net ze betounen, dass, och wann eise Prisong leider komplett iwwerfëllt ass, mir zu enger repressiver Haltung vis-à-vis zum Drogenhandel stinn.

Och wann en Deel vun den Dealer selwer Konsumenten ass, ceterum censeo Heroinsubstitutiounsprogramm, ass et säit dem Gesetz vun 1992 méiglech grad déi Drogenhändler, déi Drogen u Mannerjähreger an de Schoulen an an de Sportsveräiner verkafen, déi doduerch de Rekrutement vun Éischtkonsumenten assuréieren, méi haart ze bestrofen. Ech sinn iwwerzeegt, dass Dir all mat mer d'accord sidd, an och Dir, déi Häre Minister, ons Geriichter ze encouragéieren dës Dealer anzespären, dass et richteg wéideet oder - wéi se zu Schraasseg soen - bis se faulen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Den nächste Riedner ass den Här Krieps. Här Krieps, wann ech gelift.

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Bonjour, Här President. Dir Dammen an Hären, ech hu gëschter vun engem Frënd erzielt kritt, wou ee jonke Stagiaire an e sekundäre Lycée gaangen ass, eng Quatrièmesschoul kritt huet, an dem Direkter seng eenzeg Suerg oder vill méi säin eenzege pedagogesche Projet war, hien dem Stagiaire gesot huet: Kuck dass de an zwee Joer kee Meedchen hei an der Klass hues, wat enceinte ass, oder kee Jong, deen un der Nol hänkt. Ech weess net, dat ass e bëssen de Problem reduzéiert. Ech si par contre ganz frou iwwert déi Efforten, déi d'Santé mécht säit den ufanks 90er Joren - géif ech soen - an Enn 90er Jore speziell. Ech kommen dorobber zréck.

Mir schwätzen hei natierlech erëm vun engem Problem, vun deem säit 1950 hei am Haus 35-mol geschwat ginn ass; dovunner héchstwahrscheinlech d'Halschent an de leschten zéng Joer. Vergiesse mer awer erëm net, dass een dat heite muss gesinn an der allgemenger Suchtpreventioun. Vu 450.000 Awunner oder méi, hu mer ee vu fënnef, dee fëmmt. Mer hunn ee vu 15, dee vill drénkt. Mer hunn der 15.000 am Land, déi Wicke fëmmen; héchstwahrscheinlech 5.000, déi sech sprëtzen. Ech schwätzen net vun deenen, déi Pëlle schlécken, well där sinn et der nach vill méi. Interessant wär gewiescht fir ze héiere wat legal, illegal ass, licite oder illicite. Dat ass en Terme, deen ech guer net gären hunn.

Aus deene Rapporten, haaptsächlech déi aus der Santé kommen oder aus dem RELIS-Annuaire, well dee jo säit 2000 regelméisseg erauskënnt, gëtt een awer d'Impressioun net lass, dass d'Zuel vun de Consultatioune säit e puer Joer stagnéiert. Si hu sech vläicht e bësse méi op d'Land verdeelt säit 2001, 2003, op Esch, op Ettelbréck, mä ech mengen, d'allgemeng Tendenz ass zimlech stabel an de Consultatiounen. Den Alter huet sech e bësse verschoben: iwwer 30 ewech, méi héich an där Hisiicht.

Interessant waren och d'Zuele vu Manternach, wou natierlech eng ganz reduzéiert Zuel Therapieplaze bleiwen; ze reduzéiert, géif ech mengen. Mä dass do nëmmen 21% Auslänner sinn, dat widdersprécht natierlech all de Statistike vum Konsum hei am Land. An dat ass e bësse parallell zur Struktur zu Useldeng fir d'Alkoholiker. Do schéngen och keng Auslänner ze goen. Wéi dat méiglech ass, do wär ech frou, wann ech eng Explikatioun kréich. Dass natierlech zu Manternach 40% vun de Fraen ee Kand mindestens hunn oder méi, dréit zur Dramatik bäi.

Dat gesot, géif ech mengen, dass déi Struktur - konsultativ an esou - zimlech stabel Aarbecht huet. A wat mech gewonnert huet beim Här Henckes senger Interpellatioun - mir sinn Iech dankbar fir déi, mä ech mengen -, och wann Der d'Rapporte kuckt vun der Police an de leschte Jore säit mindestens 2000 un, an och déi fusionéiert Police-Gendarmerie, sinn d'Arrestatioune quasi stabel bliwwen, wuel e puer Prévenuë méi a Procès-verbauxen, mä dat ass alles zimlech stabel bliwwen.

Ech hu jo de Privileg an engem Quartier ze schaffen, wou elo den Här Henckes haaptsächlech drop drängt, fir dass d'Fixerstuff an de Garer Quartier kënnt. Do wunnen natierlech méi Net-Wieler wéi zu Bouneweg. Ech kann Iech verstoen, dass Der dat dann op d'Gare wëllt drécken, mä mir wäerten ons op der Gare dogéint wieren. Dat kann ech Iech och soen.

D'Législatioun. Et ass jo ee Moment gesot ginn, déi Produite sollen an d'Vente libre kommen. Dat géif de Problem entkriminaliséieren. Mëttlerweil gleeft och kee méi un déi Theorien. Dir hutt jo an Holland gesinn, ufanks 80er mat hire Coffee-Shopen, do krut Der de Choix tëschent enger Vanillesglace oder enger decker Wick, oder och nach e puer halluzinogene Champignonen. D'Holländer si mëttlerweil dovunner erëm, well an aacht Joer huet dat deemools hire Konsum verdräifacht. En plus huet dat natierlech e gewëssenen Tourismus aus dem noen Däitschland bruecht.

Datselwecht hu mer jo zu Zürich gesinn. Do hu se wéinst e puer Heroinsüchtegen deen Nolepark organiséiert. Wéi et fäerdeg war, hu se opgehal, wéi se 20.000 Touristen haten. Dunn hu se e quasi zougemaach.

Also, ech mengen, op esou vereinfacht Léisungen däerf een och net zielen. D'Holländer hu jo den Zougang zu deene Coffee-Shope reduzéiert vu 16 op 18 Joer. Si hunn d'Zuel vun de Geschäfter erofgesat. Also dat ass schonn eng Saach.

Dann ass och ëmmer gesot ginn: Mir legaliséieren e fir d'Adulten. Dir hutt jo gesinn, déi legaliséiert Drogen, den Alkohol an den Tubak, wéi schwéier déi ze limitéiere si bei de Leit ënner 18 Joer. Dat ass ganz schwiereg.

D'Öffnungszäite vun deene Betriber kann een och net reduzéieren. Dat huet een elo an England gesi mat de Bistroen, mat de Puben. Déi sinn elo bis mueres fréi op. Do ass d'Violenz an de Crime an der Strooss terribel an d'Luucht gaangen, an d'Alkoholsvergëftungen och.

Mir hu jo net de schwedesche Modell am A fir d'Prostitutioun. Mä mir hätten dee kënnen hei gebrauche fir d'Drogebekämpfung, well d'Schweden hunn et an Europa fäerdeg bruecht hiren Drogekonsum op een Drëttel ze reduzéieren, mat enger Verschäerfung vun de Polizeiaktiounen, an awer och mat der nationaler Koordinatioun, déi mir jo scho laang hunn, an nationale Programmen. Do ass also net vill Neies. Et misst een de Stoff kontrolléieren.

Och an der Medezin, an d'Madame Stein huet dat mat Recht gesot, ass iwwert d'Jorhonnerten d'Gefëierlechkeet vun deene Problemer ënnerschiddlech appréciéiert ginn. Virun zéng Joer huet déi berühmte Medezinzäitschréft „The Lancet" nach geschriwwen, eng Wick owes an eng Wick mueres, dat wär kee Problem. Haut soe se, dass dat vill méi Psychose bei de Kanner provozéiert, an dass et och d'Entkriminalitéit am Allgemengen net reduzéiert.

Da stellt déi Fro sech - do kréie mer haut keng Äntwert -: Sinn drogenofhängeg Leit krank? Dat ass nämlech ëmmer een Débat. Kann een net aus fräie Stécker wielen, fir sech ze doppen, oder muss d'Gesellschaft agräifen? Déi Débate si virun 20 Joer och op dëser Tribün gefouert ginn, an am Stater Gemengerot. Wann een dovunner ausgeet, dass een déi Patiente muss bevirmonde vum Stat aus, an dass se krank sinn, da freet ee sech natierlech, ob de Prisong dat beschte Spidol ass. Also, ech mengen, déi Fro ass da gestallt: Ass de Prisong dat beschte Spidol?

D'Produiten hu sech natierlech och geännert, well déi Cannabisproduite vun hautdësdags sinn zwee-, dräi-mol méi staark wéi virun 20 Joer. Ech hu se déi Zäit net probéiert, haut och net. D'Therapiestelle mussen ausgebaut ginn. De Post-sevrage muss suivéiert ginn. De Laangzäitsuivi, op dee waart een nach.

Déi europäesch a regional Kooperatiounen, do huet keen eppes zegutt. Mä d'Preventioun am Préscolaire an am Primaire, y compris den Alkohol, den Tubak an d'Berouegungsmëttel, do musse mer an der Schoulmedezin onbedéngt Fouss faassen, an dat muss een och am Curriculum vun den auszebildenden ISERPs-Absolvente virgesinn, dass se mindestens déi Kanner identifizéiert kréien, déi fragile sinn, a speziell an deenen Transitiounsperiode wou se d'Schoule wiesselen, wou se an de Lycée ginn an an der Pubertéit sinn an esou weider.

Ech erënneren drun, dass all Euro, deen an d'Preventioun geet, herno 10 Euro an der Therapie spuert; dat ass doudsécher.

Eppes wouvun ee sech natierlech muss an Uecht huelen ass, mir hu jo Multipelstrukturen, ONGen, de Stat, A.s.b.l.e lénks a riets, dass een trotzdeem an trotz enger nationaler Koordinatioun déi Strukturen net ze vill fragmentéiert. Eppes wat 2000 an engem RELIS-Rapport opgetaucht war, dat war dat iwwert d'ethnesch Komponenten. An ech wär och frou wann ee sech do sécher stelle géif, dass d'kulturell Kompetenze vun deene Leit, déi do a Fro kommen, respektéiert an och behandelt ginn. Dofir wär et net schlecht de kulturelle Background ze recherchéieren. D'Recherche ass klorerweis noutwendeg, d'Collecte des données och.

Ech hu virdru gesot, et ass e Pendulum tëscht méi liberal, méi repressiv an esou virun. Mä ech loossen hei net gëllen, vun onser Partei aus, wat de Kolleeg Henckes gesot huet, et géifen ze vill Suen do dragestach ginn, well ech sinn éischter der Meenung, dass mer nach méi Sue missten drastiechen, wa mer besser Resultater doduerch kriten. An hei ginn et keng einfach oder pauschal Léisungen.

Zum Schluss wollt ech och nach e perséinleche Merci adresséieren un déi Leit, déi sech ronderëm d'Auer ëm déi schwiereg ofhängeg Bierger bekëmmeren, sief dat an deene Strukturen, déi ech zitéiert hunn, oder d'Kolleegen, wéi d'Martine Stein mat Recht gesot huet, déi Fräischaffend, Électrons libres wéi ech dobaussen - ma ech hunn de Virdeel, ech gebrauche mäi „Stub"-Carnet guer net.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Den nächste Riedner ass den Här Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass an deene leschten zwee Joer scho vill hei am Haus iwwert d'Drogeproblematik geschwat ginn. 2005 hat ech eng Heure d'actualité hei. Kuerz duerno hat den Här Bettel eng Question avec débat. D'lescht Joer hat den Här Bettendorf eng Interpellatioun iwwert d'Drogen. De 4. Oktober hu mer hei iwwert d'Fixerstuff geschwat. Et ass also haut fir d'fënneft, wou mer an zwee Joer iwwer Droge schwätzen, an dobäi wëll ech soen, dass, wann d'Drogeproblematik oft an der Gesellschaft vläicht nach en Tabuthema ass, ass dat fir d'Politik, fir d'Lëtzebuerger Chamber an d'Lëtzebuerger Politiker scho laang keen Tabuthema méi. Mir ginn dee Problem un, mir kënnen driwwer schwätzen a mir versichen dee Problem ze léisen.

Erlaabt mer ganz am Ufank vu menger Interventioun, am Numm vu menger Fraktioun all deene Leit, deene ville Leit Merci ze soen, déi Dag fir Dag um Terrain duerch hire Beruff, oder wa se bénévole sinn, den Drogen de Kampf usoen. Sief dat, andeem se den Opferen an hire Familljen hëllefen oder sief et ob se schaffen andeem se d'Demande an d'Risike reduzéieren. Dat si virun allem all déi Leit aus dem Gesondheets- a soziale Secteur; hinnen e grousse Merci. Dee Merci an dee Respekt riicht sech awer och un all déi Leit, déi schaffe fir d'Offer ze reduzéieren; an dat sinn d'Justiz an d'Police.

Wann ee sech all déi Rapporten an och de Budget ukuckt, sinn ech frou festzestellen, dass dës Regierung - awer och déi viregt - vill Efforte gemaach huet fir d'Zuel vun deene Leit, déi um Terrain schaffen, weider erop ze setzen, och gesinn ech, dass vill Efforte gemaach ginn, fir hiert Aarbechtsëmfeld ze verbesseren, an och gi méi Leit agestallt.

Wann ee sech de Budget 2008 an dësem Domän ukuckt, da gesäit een och, dass se déi Efforte weidermaachen an ech félicitéieren der Regierung, dass se am Dossier Drogen an déi richteg Richtung geet.

Vläicht zwou Zuele wëll ech uschneiden. Wat d'finanziell Ressourcen ugeet an och d'Personal, sou waren am Budget fir Drogen am Joer 2004 5.771.000 Euro virgesinn, am Joer 2007 waren dat der 6.689.000, dat ass eng Progressioun vu 15,91%. Beim Personal ass et ähnlech, 59,5 am Joer 2004 an am Joer 2007 73,5, en Taux de progression vun 23%.

Den Interpellant, den honorabelen Här Henckes, huet zwou Interpellatiounen ugefrot. An där éischter geet en an den Drogenaktiounsplang vun der Europäescher Kommissioun an. Do muss ee wëssen, dass dat eng Décisioun vum Conseil vun 2004 am Dezember war, wou eng ganz Strategie ausgeschafft ginn ass. Déi Strategie dauert vun 2005 bis 2012 a konzentréiert sech op déi zwou Haaptachse vun all Drogepolitik: d'Reduktioun vun der Demande an d'Reduktioun vun der Offer. Si behandelt awer - wat och interessant ass - eng ganz Rei vun transversalen Themen. Dat sinn déi international Zesummenaarbecht, d'Recherche, d'Informatioun an d'Evaluatioun. Am Kader vun där Strategie huet d'Europäesch Kommissioun zwee Aktiounspläng ausgeschafft. Deen éischten, vun 2005 bis 2008, ass ënner eiser Présidence ausgeschafft ginn a vill vun eise Lëtzebuerger Konzepter sinn och do dran agefloss. Et muss ee soen, dass eisen nationalen Aktiounsdrogeplang vun 2005 bis 2009 geet an dass déi zwee Pläng, deen nationalen an deen europäeschen, iwwerenee gestëmmt sinn. Et ass also eng grouss Symetrie vun den Objektiver an och den Délaien, déi gesat gi sinn, an deenen zwee Pläng festzestellen.

Zu eisem nationalen Drogenaktiounsplang wëll ech soen, mir sinn elo Enn 2007 an ech weess, dass am Ministère amgaang ass eng sougenannten „midterm"-Evalutation ze maachen, an ech sinn iwwerzeegt, dass de Minister, soubal déi fäerdeg ass, an d'Kommissioun vun der Santé kënnt an dee Rapport wäert virdroen; hie kann eis dat jo herno vläicht confirméieren. A sou vill ech weess a gelies hunn, si schonn eng Rëtsch vun deenen 43 - mengen ech, waren et der, déi mer eis gesat hunn - Ziler realiséiert ginn.

Mä zréck op deen europäeschen Drogenaktiounsplang. Wann een deen eraushëlt, muss ech soen, ass dat e ganz interessant Dokument. Et ass net vill Geschwafels, et ass ganz konkret, et ass en Tableau wou alles opgezielt ass; ganz konkret Ziler, d'Moossnamen an d'Délaien, déi ee muss erreechen. A wann ech da kucke wat mir hei am Land gemaach hunn, da kann ech feststellen, dass mer villen Ziler a Moossname gerecht gi sinn. Wat déi Strategie vun der Koordinatioun ubelaangt, hu mer zum Beispill en nationalen Drogekoordinator, deen déi ganz Politik koordinéiert. Mir hunn och gesinn, dass déi ganz Drogeproblematik eng interdisziplinär ass an dofir hu mer e Groupe interministériel vun den Drogen agesat an eisen nationale Coordinateur participéiert och un europäesche Réuniounen, wat wichteg ass fir den Échange ze kréien an ze kucken, wat aner Länner maachen.

D'Europäesch Kommissioun seet an hirem Aktiounsplang, dass et ganz wichteg ass, dass an där nationaler Drogepolitik d'Société civile mat agebonne gëtt. Och dat mécht de Gesondheets- an de Justizminister hei zu Lëtzebuerg, andeem se d'Organisatiounen, déi um Terrain schaffen, mat abannen an d'politesch Planung, mä och an d'Exekutioun vu ville Projeten. Alles dat kann een am RELIS-Rapport noliesen a wann een dee Rapport wierklech noliest, da gesäit ee wéi enk d'Société civile, d'Organisatiounen, mat der Politik, déi Problematik uginn.

Den europäeschen Drogenaktiounsplang schreift och eng Rëtsch Moossname vir, wat d'Réductioun vun der Demande ugeet. Ech hunn de Budget virdrun ugeschwat, dee fir Lëtzebuerg ganz positiv ass. Mä mir hunn zu Lëtzebuerg och Efforte gemaach am Domän vun der Primärpreventioun an de Schoulen. Den Här Henckes hat dat jo och ugeschwat, do géif net genuch gemaach ginn. Mä mir hunn dat elo ugepaakt, well mer endlech déi néideg Mechanismen tëschent dem Gesondheetsministère, dem Centre de Prévention des toxicomanes an de Schouldirektiounen hiergestallt hunn.

Ervirzesträiche sinn och Projeten, wéi de Projet „Choice", dee sech intensiv mat de Problemer vu Jugendlecher ausernee setzt, déi wéinst Droge mam Gesetz a Konflikt gerode sinn. Nei Offre vu Prise-en-chargë si gegrënnt ginn - eng ganz Rëtsch, Dir kënnt se all noliesen - oder sinn a Planung, wéi zum Beispill déi Structures résidentielles zu Schëndels, déi geschwë realiséiert wäerte ginn.

D'Planung an d'Implementéiere vun all dësen Offere geschitt och nom Prinzip vun der Dezentraliséierung. Dat gëtt oft vergiess. Et ass oft, an deem ganzen Débat iwwert d'Fixerstuff, ëmmer nëmmen iwwer zwou Stied geschwat ginn, mä et muss ee soen, dass ganz vill dezentraliséiert ass an deem heite Beräich an och de Beräich vun de Substitutiounstraitementer ass dezentraliséiert ginn, andeem e regionaliséiert ginn ass, andeem 90 Dokteren, déi virdru schonn ugeschwat gi sinn, iwwert d'ganzt Land dat verschreiwe kënnen.

Wat de Volet Informatioun, Recherche an Evaluatioun ubelaangt, wou den europäesche Plang vill Wäert drop leet, hu mer och zu Lëtzebuerg esou munches gemaach. Do wëll ech just ervirsträichen, datt de Point focal vum europäeschen Observatoire vun den Drogen a vun den Toxicomanë vum Ministère de la Santé konventionéiert ass an am CRP-Santé integréiert ass. An ech mengen, dat ass eng zolidd Basis, fir Synergien um wëssenschaftleche souwéi och um administrativen Niveau ze entwéckelen.

Dir Dammen an Dir Häre, Här President, déi zweet Interpellatioun, déi den Här Henckes ugefrot huet, do wëll ech speziell iwwert d'Lutte transfrontalière contre le trafic de drogues agoen, an dann och nach dee ganze Volet Prisong behandelen.

Ech wäert mer erlabe kuerz hei mam Volet Prisong unzefänken, a mir wëssen, mengen ech, all, datt et e Prisong ouni Droge wahrscheinlech op där ganzer Welt néierens gëtt. Vill vun den Détenuë sinn drogenofhängeg, wa se an de Prisong erakommen, an oft sëtze se grad am Prisong, well se ebe wéinst Droge condamnéiert gi sinn. Anerer si clean a gräifen eréischt am Prisong zu den Drogen. Dat ass och e Problem. Mä mir wëssen all, datt d'Liewen am Prisong haart ass a vill Prisonnéier gesinn an den Drogen deen eenzegen Auswee fir hiert trauregt Dasein e puer Stonnen ze vergiessen. Dat ass, egal wéi een et dréit a kéiert, ee Fakt, deen zwar traureg ass, mä deen déi batter Realitéit erëmspigelt.

Fir géint dësen traurege Fakt unzegoen, muss een op där enger Säit d'Demande no den Droge probéieren ze reduzéieren an op där anerer Säit d'Offer méi staark bekämpfen. Déi lescht Jore si vill sënnvoll Aktioune lancéiert ginn, fir d'Nofro no Drogen am Prisong an de Gréff ze kréien. Stéchwuert: Projet „Tox", dee preventiv duerch individuell a Gruppentherapië ville Leit gehollef huet an och vill Leit geschützt huet - et ass schonn drop agaange ginn, ech wëll dofir hei net nach eng Kéier dat widderhuelen.

Et ass och wichteg, datt ausserhalb vum Prisong, wann d'Leit hir Strof ofgesat hunn an erëm zréck an dat sougenanntent normaalt Liewe kommen, Opfangstrukturen hinne bei der sozialer a berufflecher Integratioun zur Dispositioun stinn, fir esou Réckfäll an d'Drogenofhängegkeet oder och an d'Délinquance esou gutt wéi méiglech virzebeugen.

An dësem Sënn musse mer Organisatiounen, wéi zum Beispill d'Fondatioun „Jugend- an Drogenhëllef" oder d'A.s.b.l. „Comité national de défense sociale", déi enk mam Prisong zesummeschaffen, staatlech weiderhi voll ënnerstëtzen. Drogenofhängeg Prisonnéier kënnen och am Prisong op Methadonprogrammer zréckgräifen oder eng Entzéiungskur matmaachen. Nolen a Sprëtze ginn ausgetosch, fir och virun Infektiounsrisike mam HIV-Virus ze schützen. De Service Psychosocial et Socio Éducatif (SPSE), deen d'Prisonnéier am Prisong encadréiert, ass an der leschter Zäit och staark opgestockt ginn, mä hie bleift nach ëmmer ënnerbesat, an dës Astellungspolitik muss konsequent weidergefouert ginn.

Ganz kuerz nach - d'Dokter Stein huet et schonn ugeschwat - zum Projet zu Giwenech vum Pavillon thérapeutique. Do si just sechs Plazen, do froen ech mech, deen huet jo e Succès, ob een deen net kéint opstocken a vläicht en zweete Pavillon oder zwielef Plazen do fräi maachen.

Trotz all dëse gudden Usätz stierwen awer nach ëmmer Prisonnéier leider un enger Iwwerdosis. Dofir wëll ech hei am Kader vun der Interpellatioun méi detailléiert op d'Ugebuet agoen, wou déi fundamental Fro ass: Wéi kommen d'Drogen am Fong an de Prisong?

Et ginn am Fong just zwou Méiglechkeeten: Aussenstehend Kontaktpersoune probéieren Drogen an de Prisong ze schmuggelen. Mir hunn dat jo gesinn, d'lescht Woch ass eng Fra verhaft ginn, déi Drogen an de Schraasseger Prisong geschmuggelt huet. Et ass schonn iwwert déi Aktioun geschwat ginn. Dat ass eng begréissenswäert Aktioun a verstäerkt Kontrolle vun de Prisonnéier a vun de Visiteure kënnen esou munch Schmuggelaktioun opdecken.

Ech froe mech awer wéi et méiglech ass deen Drogeschmuggel ze organiséieren. Wéi kommunizéiert de Prisonnéier mat de Leit dobaussen? D'Bréiwer gi jo duerchgelies éier se de Prisong verloossen. Drogebestellunge kënnen also bal nëmmen iwwert de mobilen Tëlefon oder während Visiten organiséiert ginn.

Bei dëser Geleeënheet wollt ech de Justizminister froe wéi et mat deem - mir hate schonn doriwwer heiansdo Rieds heibannen – Stéierungssystem, „Système de brouillage", deen do virgesi war, ass. Gëtt deen am Prisong installéiert oder wat kann ee maachen, fir déi Handykommunikatiounen ze ënnerbannen, well den Handy spillt jo an deem ganzen Drogebeschafungs- an an deene Schmuggelaktiounen eng grouss Roll.

Eng aner Fro ass awer: Wéi lafen dës Schmuggelaktioune finanziell of? E Prisonnéier huet am Prisong kee Recht op Suen, dierf keng Sue bei sech hunn. Hien huet e Konto am Prisong, wou säi Salaire, falls en an engem Atelier schafft, drop iwwerwise gëtt a vun deem seng Akeef a Bestellungen, déi hien am Supermarché vum Prisong mécht, ofgerechent ginn. All Geldtransaktioun mat der Baussewelt muss vum Untersuchungsriichter respektiv vum Prisongsdirekter autoriséiert ginn, esou vill ech informéiert sinn. Ech froe mech dann op wéi eng Aart a Weis dës Kontrollinstanze verdächtegen Iwwerweisungen op de Fong gi respektiv wéi eng Léiere se aus deenen opgedeckte Fäll gezunn hunn.

Et kann ee sech och d'Fro stellen, ob et ënnert dem Personal vum Prisong schwaarz Schof ginn, déi hir Hänn mat am Spill hunn.

D'lescht Joer, an der Interpellatioun iwwert d'Droge vum Här Bettendorf, hunn ech schonn drop opmierksam gemaach, datt et sënnvoll wär, wa systematesch jiddereen duerchsicht gëtt, deen eran- an erausgeet aus dem Prisong. Et sollen déiselwecht Regele gëlle fir all Mënsch, ob Visiteur, Personal, Direkter, Affekot, Deputéierten oder Minister. Ech sinn iwwerzeegt dovun, dat géif déi puer schwaarz Schof ënnert dem Personal, falls et se gëtt, déi sech um Drogeschmuggel bedeelegen, ofschrecken oder respektiv och opdecken.

Et muss ee sech awer och iwwerleeën, ob een d'Formatioun vun de Gardienen net iwwerdenke soll. D'Association „Info Prison" mécht drop opmierksam, datt d'Ausbildung vun de Gardiene mangelhaft ass. Si hunn ee relativ nidderegen Ausbildungsniveau, well se meeschtens vum Härebierg rekrutéiert ginn, da just nach eng initial Ausbildung vu sechs Woche kréien, an duerno si se zwee Joer am Stage. Et ass och eng Formation continue virgesinn, mä wéinst dem Personalmangel zéckt d'Direktioun oft fir deenen eenzelnen Demanden op Weiderbildung eng favorabel Suite ze ginn.

Ech froe mech, ob eng initial Formatioun vu sechs Wochen duergeet, fir Gardienen effikass op hire schwéiere Beruff, dee se hunn, virzebereeden. Si sech d'Gardienen all hire Responsabilitéite géigeniwwer de Prisonnéier, géigeniwwer hire Mataarbechter an awer och géigeniwwer der Gesellschaft bewosst? Sécher, et ginn an all Beruff schwaarz Schof, déi sech net un d'Spillregelen halen, mä fir d'Probabilitéit, datt sech Gardiene bestieche loosse respektiv aktiv am Drogegeschäft matwierken, esou kleng wéi méiglech ze halen, ass eng zolidd Ausbildung sécher net dee schlechteste Wee.

Am Kampf géint den internationalen Drogenhandel wëll ech just e puer Saache soen. Do si mer als Lëtzebuerg e klengt Land. Do si mer ugewisen op d'Kooperatioun mat eisen Nopeschlänner an do lafen interessant Aktiounen, besonnesch am Kader vum Benelux, mat Frankräich zesummen, déi sougenannten „joint hit teams", wou mat der franséischer Police an de Benelux-Länner hir Agente scho vill Succès haten. Am Joer 2006 sinn 167 Leit an deem Kader festgeholl ginn, dovunner dräi Lëtzebuerger, an et sinn och beträchtlech Quantitéite vun Droge saiséiert ginn.

Eise Kolleeg Marcel Oberweis hat am Ufank vum Joer eng interessant parlamentaresch Ufro un de Justizminister, wou hie gesot huet, d'Belsch huet gesot, si géif nach bis den 1. September 2007 matmaachen an da géif se décidéieren, ob se weidermécht. Bon, elo hu mer keng Regierung an der Belsch, elo weess ech net, ech kann nëmmen hoffen, datt d'Belsch, wa se eng Regierung hunn, do matmaachen, well ech fannen, et ass ee Succès. An ech hunn och iergendwou gelies, datt déi däitsch Autoritéiten och denken deen nämlechte Modell vun engem „joint hit team", Benelux plus Däitschland, eventuell géifen ze maachen. Wann dat de Fall wär, wär dat ze begréissen. Dat wär eng gutt Saach.

Da wollt ech nach iwwert de Projet de loi 5588 schwätzen, dee mer momentan an der Commission juridique diskutéieren, deen der Police an der Justice jo nei Mëttele gëtt, fir géint d'organiséiert Verbriechen virzegoen. An ech mengen och, duerch dëse Gesetzesprojet kréien déi Leit, déi do an deem Milieu schaffen, och vläicht besser Méiglechkeeten, fir an deem professionellen, kriminellen Drogenhandel aktiv ze ginn.

Als Konklusioun wëll ech just soen, datt d'LSAP-Fraktioun voll hannert der Politik vun der Regierung steet, wat den Dossier Drogen ugeet. Déi Aktiounspläng vun deenen ech am Ufank geschwat hunn, sief et deen europäeschen oder deen nationalen, dat ass kee Selbstzweck, an ech mengen, et kënnt dee Moment, wou déi Pläng oflafen, wou mer kënnen evaluéieren a wou mer da feststellen, ob mer eis Ziler erreecht hunn. Ech menge mir erreechen déi Ziler.

Ech soen Iech Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, der ADR hir Interpellatioun ass ganz breet gefächert a weist eigentlech wéi komplex a villfälteg dëse Problem ass. Ech beschränke mech dann och haut am Numm vun der grénger Fraktioun op de Plan d'actions Drogues an op seng Mesuren. Ech déclinéieren da verschidde Reflexioune vun der grénger Fraktioun op déi national Drogepolitik.

D'Drogepolitik ass awer och eppes, an dës Initiativ vun der ADR beweist et och, datt mer net kënnen an och net solle versichen alles an e grousst Dëppen ze geheien. Well d'Drogepolitik ass kee Package, deen dem Santésminister gehéiert, mä et sinn eng ganz Rei vu verschiddene Problematiken, déi sech a ville verschiddene Beräicher erëmfannen a wou mer verschidden adaptéiert Mesurë mussen asetzen.

Doriwwer eraus musse mer och nach am Beräich Drogenhandel den internationale Volet considéréieren, souguer iwwert d'Europäesch Unioun an hire Volet eraus. Well et ass wichteg fir d'Europäesch Unioun net nëmme gemeinsam Aktiounen an dësem Beräich ze ënnerhuelen, mä och - oder vläicht haaptsächlech - eng kohärent Drogepolitik an de verschiddene Beräicher ze verabschieden.

Ech komplettéieren e bëssen den Historique vum Här Angel. Den éischten Usaz ass der Europäescher Unioun am Joer 1999 zu Helsinki gegléckt, andeems déi éischt Stratégie de l'Union européenne contre la drogue - dat war 2000 bis 2004 - ugeholl ginn ass. Déi zweet Drogestrategie ass eben 2004 ugeholl ginn, déi dann 2005 ugefaangen huet. D'Drogestrategie vun der Europäescher Unioun op der Zäitspan vun 2005 bis 2012 ass d'Grondlag fir déi Drogenaktiounspläng, déi d'Kommissioun ausgeschafft huet. Dës Pläng sinn der zwee - et ass scho gesot ginn -: 2005 bis 2008, an dann 2009 bis 2012. Obwuel dës adoptéiert Strategie an Aktiounspläng kee bindende Charakter hunn, wiere se dach e wichtegt Instrument, fir an den eenzelne Memberlänner en Aktiounsplang opzesetzen. Dat ass och hei bei ons gemaach ginn.

Wichteg ass awer och ze preziséieren, datt d'Kommissioun an d'Europäesch Unioun souzesoen net vill bis keng Kompetenzen hunn, wëssend datt d'Sozialkompetenzen an och d'Justiz ënnert d'Kompetenze vun den eenzelne Memberlänner oder Memberstate fält, wat d'Zesummenaarbecht, oder besser gesot eng gemeinsam Politik och net ëmmer erliichtert. D'Kommissioun beschränkt sech deemno als Informatiounsvermëttler, als Koordinator, als Benchmarking an diffuséiert och d'„best practices". Dës wichteg Prezisioune gestallt, wëll ech dann och elo am Numm vun der grénger Fraktioun op e puer Voleten agoen.

Dësen Aktiounsplang besteet aus 88 Mesuren. Et ass indiquéiert wéi ee Stellewäert dës Mesuren hunn, an och den Zäitraum, wou se sollen ëmgesat ginn. Et sinn ebenfalls Bewäertungsinstrumenter als Indikatore virgesinn, wat net onwichteg ass, mat deene mer feststelle kënnen, ob dann och d'Zil erreecht gouf. Grad an där Famill vu Politiken ass dat e ganz wichtegt Instrument. Wichteg ass och bäizefügen, datt et keng Hierarchie vun de Mesurë gëtt. Den Aktiounsplang ënnergliddert sech a fënnef Kapitelen. Dat ass och mäi Raster, mäi Kader hei.

Éischtens d'Coordination à tous les niveaux - interne et externe - des États membres et des institutions. Wat déi intern Kollaboratioun tëscht de verschiddene concernéierte Ministèrë betrëfft hei am Land, esou musse mer feststellen, datt sech en Effort deet, mä datt dee bäi Wäitem nach net optimal ass.

Mir wëssen, datt et interministeriell Gruppe gëtt, mä wou a wéi oft concertéiere sech zum Beispill de Santésministère an den Educatiounsministère betreffend d'Preventiounsmesuren an der Erzéiung? Wéi a wéi oft concertéiere sech de Familljeministère an de Santésministère betreffend den Drogeproblem a verschiddenen Opfangstrukturen? Wéi a wéi oft concertéiere sech de Justizministère an de Santésministère wéinst de leidege Problemer - an et ass scho vill driwwer geschwat ginn - vun der Drogeproblematik am Prisong?

Mir wëssen och, datt et eng Kollaboratioun gëtt tëscht de verschiddenen Institutiounen an de verschiddenen Acteuren, déi duerch hiren Austausch och méi effizient kënne schaffen. Mir wëssen och, datt et Programmer ginn an den eenzelne Ressorten. Ons Fro ass eben éischter: Wéi si se um Regierungsniveau mateneen ofgestëmmt a complémentaire zueneen? Si mer sécher, datt mer net eng guttgemengte Multitude vun Aktiounen hunn, anstatt eng Linn, wou jiddfereen un engem Strang zitt?

Zweete Punkt: d'Réduction de la demande. Mir gesinn dräi wichteg Themen an dësem Kapitel.

Éischtens dee vun der Substitutioun respektiv vun der kontrolléierter Heroinabgab a vum Austausch vun de Sprëtzen. Den Austausch vun de Sprëtzen, denken ech, ass relativ performant an dësem Land.

Programmer fir Réintégrations sociale et professionnelle vun de Toxicomanen. Dëst ass en äusserst schwieregt Thema.

An drëttens, de Volet vun der Educatioun an der Preventioun an de Schoulen. Mir Gréng sinn der Iwwerzeegung, datt grad an dësem Beräich fir Lëtzebuerg - dësem drëtte Beräich - dee gréissten, wichtegsten an urgentesten Handlungsbedarf besteet. Mir dinn ons schwéier zu Lëtzebuerg an där Vitesse de croisière virunzekommen, wéi d'Demande an d'Besoinen um Terrain deemno jäizen. Net zulescht well mer grad an dësem Beräich u gesellschaftspolitesch Diskussioune stoussen, wou mer mussen agestoen, datt et dee Problem gëtt, an datt e bei ons am Land méi grouss ass, wéi d'Bierger an d'Biergerinnen, déi net direkt betraff dovunner sinn, sech dat kënne virstellen.

An dësem soziale Secteur schaffen ass extrem schwiereg, well mer ganz wéineg „success story"en ze verzeechnen hunn. Dëse soziale Beräich gëtt vun der Gesellschaft zwar wouergeholl, mä net gären unerkannt. Et feelen an der Betreiung vun den Toxicomane vill finanziell Mëttelen, fir kënnen éierbar ze schaffen. An et kascht politesche Courage, fir déi noutwendeg finanziell Mëttele bereetzestellen, fir dach awer eng marginal Populatioun, wou den Taux de réintégration net ëmwerfend ass.

An dach gehéieren, Här President, dës Mënschen zu onser Gesellschaft. De Stat huet jo och d'Flicht sech ëm dës Mënschen ze këmmeren. Mä sech éierbar ëm dës Mënsche këmmeren, ass eng enorm Plusvalue och fir de Rescht vun der Gesellschaft, déi mat dëser Problematik konfrontéiert sinn, sech awer net kënnen drëms këmmeren, vu d'Komplexitéit an d'Diversitéit vun der Drogeproblematik.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

De Volet Preventioun bleift fir ons Gréng dee wichtegste Volet, an essentiellement de Volet wou d'Chancen, fir d'Demande ze reduzéieren, deen erfollegsécherste kann duerstellen. Et muss méi a méi pedagogesch konzeptuell an d'Preventioun an de Schoule geschafft ginn. Do musse mer feststellen, datt et weder eng performant fonctionnéierend Koordinatioun gëtt, nach genuch finanziell Moyenen, notamment en ressources humaines, fir ze investéieren.

Engersäits ginn et - an dat liest een och Joer fir Joer am Annuaire vun der RELIS - eng Hällewull vun Aktiounen an de Schoulen, speziell an de postprimäre Schoulen. Anerersäits feelt et e bëssen u Koordinatioun. Mir gesinn, datt engersäits d'Moyene vun de kompetenten A.s.b.l.en um Terrain reduzéiert ginn, obwuel d'Demande u si zouhëlt. Anerersäits gesi mer méi an ëmmer méi oft, datt d'Police ëmmer méi present ass an dësem pedagogesche Volet vun der Erzéiung vun onse Kanner a Saachen Drogeproblematik, Drogepreventioun oder méi allgemeng d'Suchtpreventioun. Och kritt d'Police déi finanziell Moyenen, déi zum Beispill dem associative Secteur vun der Erzéiung un Informatioun feelt.

Mir sinn als Gréng der Iwwerzeegung, datt et extrem wichteg ass, dës zivil Erzéiung vun onse Kanner eescht ze huelen. Et ass och scho gesot ginn: Et geet bei Wäitem net duer onse Kanner matzedeele wat verbueden a wat erlaabt ass a wéi eng Sanktiounen engem bléien. Och mat enger Beschreiwung vun de potenzielle Gefore vun den illiciten oder illegale Substanzen oder mat eventuellen Horrorfilmer hu mir si net dergéint geimpft.

Mir sinn och der Iwwerzeegung, datt der Police hire Rôle haaptsächlech an der Repressioun läit. Sécherlech kënne si e Partner si vun de Mesures de prévention, mä et ass an onsen Aen net hir primär Missioun. Mir brauche Programmer an de Schoulen, déi vu Leit vum Fach gehale ginn, aus dem socioéducativen an éducative Secteur - et ass och schonn hei gesot ginn. Mir brauchen an de Schoule Leit, déi ons Kanner staark maache fir spéider och Neen zu den Drogen ze soen, an och fir spéider ze erkenne wou d'Grenze sinn tëscht dem Genoss, der Gewunnecht an der Sucht. Dofir brauche mer eng Regierung, déi déi noutwendeg Moyene bereetstellt a mir hunn och dofir dësen Appel an enger Motioun zesummegefaasst.

Motion 6

La Chambre des Députés,

considérant

- que l'évolution de la consommation problématique de drogues licites et illicites est particulièrement préoccupante auprès des jeunes;

- que les stratégies ou plans d'action de lutte contre les toxicomanies insistent sur l'importance de la réduction de la demande comme un des buts majeurs de toute politique de lutte contre la drogue;

- qu'une prévention efficace et accessible à une large part de la population-cible constitue le seul moyen pour réduire de façon durable la demande;

- qu'une multitude de projets, d'activités, de campagnes et de programmes de prévention sont offerts au niveau scolaire mais qu'une approche cohérente en ce qui concerne le concept pédagogique de toutes ces mesures laisse à désirer;

- que les moyens financiers et surtout humains prévus pour mener des actions de prévention au niveau primaire et post-primaire restent insuffisants;

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre un concept pédagogique de prévention complet et adapté aussi bien à l'enseignement primaire que post-primaire, en veillant à impliquer de façon étroite tous les ministères, instances et organismes concernés;

- à confier la mise en œuvre de ce concept aux organisations ayant des compétences et expériences pédagogiques et socio-éducatives;

- à prévoir les moyens financiers et humains adéquats pour la réalisation de ce concept pédagogique.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira.

Drëtten a véierte Punkt ass d'Réduction de l'offre an d'Coopération internationale. Ech wëll déi just kuerz iwwerfléien, well hei komme mer richteg an éischter an de repressive Beräich eran, de Beräich vum Här Frieden an de Beräich wou mer ons Police brauchen.

Den Drogentrafic muss mat alle Mëttele bekämpft ginn an et ass an onsen Aen och nëmme méiglech an Zesummenaarbecht mat den Nopeschlänner an doriwwer eraus.

Wien Drogentrafic seet, denkt automatesch och un d'Pays producteurs an da maache mer e weidere Schrëtt an d'Coopération politique. Wéi schwéier et ass, Reconversiounsprogrammer mat Succès duerchzeféieren, wësse mer. Datt et vill Lobby dergéint gëtt an eigentlech och à première vue aus der Siicht vum Drëttweltproduzent och vill Argumenter dergéint gëtt, läit op der Hand.

De fënneften a leschte Punkt: Dëst Kapitel vum Aktiounsplang ass d'Informatioun, d'Recherche an d'Evaluatioun. Dat ass mat Sécherheet e wichtege Volet vum Aktiounsplang. D'Europäesch Unioun gëtt sech do eng ganz Rei vu Moyenen, allerdéngs ass si op d'Matschaffen, d'Zesummenaarbecht an d'Recoltéiere vu Statistiken a Chifferen aus den eenzelne Memberslänner ugewisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, un Hand vun dësem europäeschen Aktiounsplang a seng fënnef Kapitelen hunn ech versicht grob motoresch onse Point de vue zur nationaler Drogepolitik ze skizzéieren. Ech entschëllege mech fir bei wäitem onkomplett gewiescht ze sinn, mä d'Natur vun der Interpellatioun huet ons et net ganz einfach gemaach.

Mir wënschen ons awer, Här President, méi oft inhaltlech méi prezis Debatten iwwert déi verschidde Volete vun der Drogepolitik kënnen ze féieren. Well ech denken, esou kënnt ee Schratt fir Schratt virun an esou kann een an esou solle mer och hei Schratt fir Schratt Décisioune matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. D'Wuert huet elo d'Regierung.

Wie vun den Häre Ministere wëllt d'Wuert fir d'éischt ergräifen? Den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, et ass effektiv sou wéi den honorabelen Här Angel virdru gesot huet, datt mer an deene leschte puer Méint e puermol, ech mengen effektiv fënnef Mol, iwwert d'Drogeproblematik geschwat hunn an et ass net d'Impressioun vun der Regierung, datt de Mëtten an der Interventioun vum Interpellant nei Elementer op den Dësch komm sinn.

En Fait ass et fir d'Regierung esou, datt d'Drogeproblematik an dem fräie Grad wéi d'Drogeproblematik am Prisong en „Phénomène de société" ass, dee grave ass, deen och evoluéiert an deen d'Regierung net nëmmen eréischt zënter elo an zënter deene leschten Interpellatiounen, mä iwwert déi lescht Joren intensiv duerch eng ganz Rei vu Moossnamen ugaangen ass, an déi ee selbstverständlech permanent muss adaptéieren an intensifiéieren; duerfir hu mer dat gemaach. Et gëtt och kee Wonnerrezept an deem Beräich, mä et muss ee sech intensiv ëm déi Leit souwuel am preventive wéi am repressive Beräich bekëmmeren.

Et ass esou, datt déi Aarbecht, wat Police a Justiz ubelaangt, op eng extrem intensiv a seriös Aart a Weis gemaach gëtt. D'Police huet eng ganz Rei vun Aktiounen um reng nationale Plang gemaach, déi och ëmmer erëm zu Saisië vun Droge féieren. Mir hunn eng ganz Rei vun Drogenhändler konnte festhuelen, déi zum Deel d'Iwwerpopulatioun am Prisong zu Schraasseg erkläert. D'Justiz huet och e Suivi deenen Operatiounen, déi d'Police um Terrain mécht, ginn. An deem Kontext wëll ech drop hiweisen, datt et net esou ass, wéi heiansdo gesot gëtt, datt d'Drogekonsumente vun der Justiz condamnéiert ginn an zu Schraasseg inhaftéiert ginn, mä datt et d'Drogenhändler, déi mat Profit schaffen, sinn, déi zu Recht virun d'Geriichter kommen an déi och vum Gesetz virgesinne Strofe kréien.

D'Police schafft och am internationale Beräich intensiv op dëse Sujeten. Dat ass eng Problematik, déi quasi net reng national an de Grëff ze kréien ass, well se selbstverständlech ëmmer grenziwwerschreidend Aspekter huet. Et ass ëmmer en Import vun Drogen aus iergendengem anere Land do an duerfir begréissen an encouragéieren ech och ëmmer d'Police fir déi Operatiounen, déi se mat den Nopeschlänner maachen, intensiv virun ze féieren. Och déi Operatiounen hunn hir Resultater. Och déi Operatioune si schwiereg, well déi Abberzuel vu moderne Kommunikatiounsmëttel selbstverständlech d'Retracéiere vun den Drogenhändler an hire Réseauen net einfach mécht. Et ass eise Wëllen déi Equipen, déi d'Police huet, kontinuéierlech weider auszebauen. Ech sinn net der Meenung, datt se haut déi falsch Prioritéite setzen. Ganz am Géigendeel. Déi Prioritéiten an och déi Opdeelung vum Personal ginn ëmmer erëm widderkuckt, do ginn et keng Waasserkäpp, weder uewen nach ënnen. Do gëtt uerdentlech Aarbecht um Terrain gemaach an ech si ganz zefridde mat där Aarbecht, déi gemaach gëtt. Selbstverständlech mat méi Leit kann een nach méi maachen an duerfir fuere mer och mat deem Recrutement virun; an d'Drogebekämpfung ass eng Prioritéit an der Sécherheetspolitik.

Wat de Prisong ubelaangt, sou hunn ech hei och schonn e puermol gesot, datt mer souwuel beim méiglechen Eraféiere vun Drogen an de Prisong, sou wéi am Prisong selwer, eng ganz Rei vu Moossname geholl hunn, déi och hir Friichte gedroen hunn. Dann ass et net einfach - an dat beweisen och d'Experienzen am Ausland - fir den Import vun Drogen an de Prisong op Null ze bréngen.

Et ass quasi onméiglech wéinst der Abberzuel vu Leit, déi all Dag an de Prisong erakommen. Dat si Besucher, dat si Leit, déi zäitweileg do schaffen, dat si Leit, déi ëmmer do schaffen, dat si Leit, déi méi oder wéineger regelméisseg an de Prisong erakommen. Déi gi selbstverständlech och kontrolléiert. Nach sinn déi Quantitéite vun Droge jo ganz oft a ganz klenge Verpackungen, sou datt et ganz schwiereg ass, déi och en toute hypothèse ze fannen.

Nach begréissen ech, datt opgrond vun deene Moossnamen, déi geholl gi sinn, systematesch Kontrolle gemaach ginn, och systematesch Leit fonnt ginn, déi Drogen erabréngen an dann och déi diesbezüglech Moossname geholl ginn. Mir hunn ordonnéiert, datt regelméisseg Zellekontrolle stattfannen, datt regelméisseg Gefaangener bei de Visitë kontrolléiert ginn, datt och vun Zäit zu Zäit Urinprouwe gemaach ginn. An déi Kontrollen hunn hiren Effet. Elo muss een dat nach weiderféieren. Mir hunn Aarbechtsgruppen op d'Bee gesat - scho viru méi wéi engem Joer -, déi eng ganz uerdentlech Aarbecht gemaach hunn. Do si Konklusioune geholl ginn an déi ginn zesumme mam Personal, zesumme mat der Direktioun ëmgesat.

Mä am Prisong, mengen ech, gëllt et net nëmme Kontrollen ze maachen, am Prisong gëllt et sech och virun allem ëm déi Drogenofhängeg ze bekëmmeren. Dofir hu mer e Projet op d'Bee gesat, deen zënter e puer Joer leeft, ënnert dem Titel „Tox", Projet „Tox", dee global eng Prise en charge vun den Drogenofhängeger am Prisong soll maachen. Ech mengen, datt hei net d'Plaz ass fir am Detail op déi Aarbecht anzegoen.

Ech géif just gären drop hiweisen, datt sech do ëm vill Aspekter vun den Drogenofhängege bekëmmert gëtt; awer och ëm déi, déi nach net Drogenofhängeg si wa se an de Prisong erakommen, gëtt sech bekëmmert; grad sou wéi ëm déi, déi schonn drogenofhängeg sinn, a fir ze kucken, datt se während hirer Zäit am Prisong begleet ginn op deem Wee fir eventuell aus der Ofhängegkeet erauszekommen an och fir hinnen Dieren opzemaachen an d'Therapië während der Inhaftéierung an duerno, wa se dann esou Therapië wëlle matmaachen.

Mir hunn och zu Giwenech am oppene Strofvollzuch e Pavillon, dee sech besonnesch ëm déi, déi eraus komm sinn aus den Drogen, bekëmmert, also en „Pavillon sans drogues", fir deene Leit och eng Sortie ze bidden, fir datt se net a Kontakt komme mat aneren Drogenofhängegen. An dee Projet, deen am Prisong gemaach gëtt, muss een och gesinn am Zesummespill mat deene sëllechen anere Moossnamen, déi mer an deene leschte Joren am Prisong gemaach hu fir de sozialen Encadrement vun de Gefaangenen.

Dir wësst, datt mer drop gehalen hu fir d'Gesondheetsbetreiung vun de Gefaangenen en accord mam Centre hospitalier ze maachen a fir d'psychiatresch Behandlung en accord mam Centre hospitalier neuropsychiatrique vun Ettelbréck ze maachen.

Wann ech kucke wéi vill Leit an deene Konventiounen, déi mer mat deenen Etablissementer hunn, dra sinn, da stellen ech fest, dass mer fir de Moment 26 Leit hunn, déi sech dagdeeglech ëm déi gesondheetlech a psychiatresch Betreiung vun de Gefaangene bekëmmeren. An de Budget 2008 - dat rappeléieren ech, well dat ass vläicht e bëssen ënnergaangen - gesäit eelef zousätzlech Leit am sozialen Encadrement vun de Gefaangene vir. Dat heescht déi Zuel geet also vu 26 plus déi, déi am Service médico-psychologique pénitentiaire schaffen, plus déi, déi mer am SCAS schaffen hunn; et muss een also all déi Leit zesumme gesinn, déi sech och ëm déi dote Problematik - net nëmmen, mä och ëm déi dote Problematik - bekëmmeren.

An ech géif d'Chamber gären eng Kéier invitéieren, net nëmmen d'Commission juridique, déi sech vill ëm de Prisong bekëmmert, mä och emol eng Kéier déi aner Kommissiounen, wéi d'Kommissioun vun der Santé oder aner Kommissiounen, déi sech ëm de Beräich vun den Drogéierte bekëmmeren, gären eng Kéier mathuelen, fir datt se och déi sëllech sozial Intervenanten am Prisong begéinen an datt déi och eng Kéier kënnen am Detail déi Moossnamen erklären, déi am Beräich vun der Betreiung vun den Drogéierte gemaach ginn.

Här President, fir eis ass d'Drogeproblematik eng schwiereg Problematik an der fräier Gesellschaft. Et ass eng schwiereg Problematik an alle Prisonge vun Europa. Mir wëlle se mat Determinatioun ugoen. Mir wëllen dat Preventiivt seriö maachen. Mir wëllen dat Repressiivt do maachen, wou et noutwendeg ass, fir datt net nach méi Leit onschëlleg Affer vun den Droge ginn, an d'Droge falen. Mir hunn Erfolleger opzeweisen, mä dee Problem wäert et nach laang ginn, an dofir kann een ni mat senger Aarbecht fäerdeg sinn an deem dote Beräich, bis all déi Problemer geléist sinn.

Ech mengen, datt mer deen Dag ni wäerten erreechen, mä mir mussen alles drusetzen, fir datt mer fréi genuch op eng intelligent Aart a Weis deene virun allem Jonken an deenen ëmmer méi Jonken, déi ufälleg ginn, fir an den Drogen e Wee ze fannen, weisen ze kënnen, datt dat kee Wee ka sinn, datt dat zu engem Ofrutsche féiert, wou et ganz schwiereg ass doraus erëm zréckzekommen. Dat ass eng Aufgab fir d'ganz Gesellschaft, fir d'Schoul, fir d'Elteren, fir d'Police, fir d'medezinescht an d'éducatiivt Personal, an zesumme wëlle mer dat maachen.

Esou wéi mir dat och an der Regierung zesumme maachen: De Gesondheetsminister engersäits, de Justizminister anerersäits, mä och anerer, wéi d'Educatiounsministesch oder d'Familljeministesch, do wou si zoustänneg sinn. An dofir géif ech och, Här President, Iech ëm d'Erlaabnis froen, fir dee Volet vun der Gesondheet mengem Kolleeg Gesondheetsminister weiderzeginn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann huet den Här Minister Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass effektiv fir d'Fënneft, wou mer an deene leschten zwee Joer iwwert d'Drogeproblematik diskutéieren, wat och op de Stellewäert vun dem Sujet am Parlament hiweist. Effektiv ass et e grujelege Problem, dee mer awer mat Rezepter wéi „Et misst ee jo nëmmen..." net Meeschter ginn. Dat ass ee villschichtege Problem a mir ginn och vernetzt un d'Problematik erun, net nëmmen tëschent de Ministèren, wou den interministeriellen Aarbechtsgrupp erëm exzellent fonctionnéiert, mä och mat de Leit um Terrain. Et ass dat och déi eenzeg Aart a Weis, wéi een de Problem eenegermoosse kann an de Gréff kréien.

Et ass virdru richteg gesot ginn, dass een net alles an een Dëppe geheie soll, wann een d'Drogeproblematik kuckt, an et soll ee keng geféierlech Verallgemengerunge maachen an och virun allem sech op richteg Chiffere stäipen.

Ech wëll vun Ufank un drop hiweisen, dass den Interpellant en Iertum gemaach huet, wann hie vu 4.800 Drogenofhängeger hei zu Lëtzebuerg geschwat huet. En fait leien déi Zuelen, déi mir offiziell kennen, ëm déi 2.500. Bei deene 4.800 handelt et sech ëm déi Kontakter, déi Drogenofhängeger mat de Lëtzebuerger Infrastrukturen, Institutiounen hunn, an do sinn ee ganze Koup Double-comptagen dran, esou dass d'Situatioun net esou dramatesch ass wéi se hei geschildert ginn ass, awer dramatesch genuch, fir dass een all Effortë mécht fir virunzekommen.

Et muss een och soen, dass laut deene Rapporten, déi eis am Moment fir 2005-2006 virleien, d'Problematik sech méi oder manner stabiliséiert huet. De RELIS-Bericht vun 2007 geet an déiselwecht Richtung eran, dass d'Situatioun stabel ass. Mir wäerten an deenen nächste Woche bei der Presentatioun vum Tëschebericht vum lafenden Drogenaktiounsprogramm kënnen drop zréckkommen, wéi mer am Moment an der Exekutioun vun deem Aktiounsprogramm stinn. Dat gesäit net schlecht aus, well mer bei ëm déi 80% vun deene Moossnamen, déi mer eis virgeholl hunn, an der Zäitschinn dra sinn; entweder dass déi Projete scho realiséiert sinn oder dass se fristgerecht op der Schinn sinn.

Eng Rei vu Projeten, an dat ass ëmmer esou bei engem Aktiounsprogramm, riskéiere Retard ze kréien aus deene villsäitegsten Ursaachen. Ech mengen an deene leschte Wochen hu mer der an öffentlechen Diskussiounen héieren, mä déi sinn net ëmmer ofhängeg vum Wëlle vun engem Minister oder vun enger Regierung. Mä wann een awer ka soen, dass ëm 80% vun de Moossname plangméisseg lafen, dann ass dat en anstännege Bilan.

Dee Bilan, dee gesäit och ganz anstänneg um Gebitt vun der Preventiioun, um Gebitt vun der Risikominderung an um Gebitt vun der Reduktioun vun der Demande aus.

De Friedens Luc, mäi Kolleeg Justizminister, huet éischter d'Responsabilitéit an der Reduktioun vun der Offer, mä dat gräift aneneen. An ech mengen op déi Fro, wéi gutt dass mer eis concertéieren, do kann ech just soen, dass mer eis ganz gutt concertéieren an dass de Justizminister a senger Eegeschaft als Budgetsminister bei deenen Diskussiounen, déi mer iwwert d'Moyenen ze féieren hunn, och an déiselwecht Kerb schléit wéi als Justizminister, well hie mathëlleft déi noutwendeg Moyenen zur Verfügung ze stellen.

A wann ee kuckt wat fir Moyenen am Beräich vun der Santé investéiert ginn am Beräich vun der Drogepreventioun an och vun der Minimiséierung vun de Risiken, da schwätzt dee Chiffer fir sech selwer: 2004 louche mer bei 5,7 Milliounen; 2005 bei 6,2 Milliounen; 2006 bei 6,6 Milliounen Euro an 2007 bei 6,7 Milliounen.

Wann ee kuckt wéi d'Zuel vun deene Leit, déi an deene Strukture schaffen, evoluéiert, dann ass dat och ganz impressionnant. Do si mer innerhalb vun dräi Joer vun ëm 60 Leit, déi an de Strukture vollzäit schaffen, op 73,5 Ganzzäitunitéiten eropgaangen. Mir sinn domat an der Linn vun deene viregten Aktiounsprogrammer.

Ech mengen, just an der Drogeproblematik gëtt et keng grouss Differenzen am Iwwergang zwëschent zwou Regierungsaktivitéiten an zwëschent zwee Aktiounsprogrammer. Déi ginn nahtlos aneneen iwwer, an et ginn eng Rei vu Moossnamen, déi eben aus enger Rei vun Ursaache méi lues virugaange sinn, mä déi ginn elo realiséiert, an et ass duerchaus méiglech, dass an anere Beräicher de Relais dann an där Period duerno geholl gi muss.

Ech wëll nach eng Kéier drop insistéieren, dass sech Lëtzebuerg och am Beräich vun den Drogenaktiounsprogrammer net drop beschränkt huet, fir europäesch Direktiven an europäesch Entwécklunge just ze applizéieren, mä mer ganz aktiv waren an der Strategie an och am Aktiounsprogramm vun der Europäescher Kommunautéit am Beräich vun der Drogeproblematik. Ech wëll just drun erënneren, dass den EU-Drogenaktiounsprogramm ënner Lëtzebuerger Présidence finaliséiert ginn ass a mir och ganz vill Afloss op den Aktiounsprogramm konnten huelen. Et däerf een also net weider verwonneren, dass dee Lien zwëschent dem europäeschen an dem Lëtzebuerger Aktiounsprogramm ganz staark visibel ass.

Wann ee kuckt wéi d'Evolutioun elo an deene leschte Jore war, da muss ee feststellen, dass d'Schwéierpunkter an eiser Drogenaktioun haaptsächlech um Gebitt vun der Koordinatioun leien.

Éischte Punkt. Déi Koordinatioun - dat hunn ech virdru gesot - ass zwëschent de Regierungsstellen, zwëschent den Administratiounen, zwëschent deene verschiddene Corpsen an de Leit um Terrain. Et ass awer och d'Koordinatioun um internationale Plang. Wéi maache mer dat? Ma duerch d'Schafung vun engem Coordinateur national, deen iwwer eng Rei vu Joren hei zu Lëtzebuerg schonn aktiv ass, deen och d'Koordinatiounsroll mat den internationalen Institutiounen iwwerhëlt, mat den internationalen Aktivitéiten an Initiativen, deen och d'Présidence viru kuerzem iwwerholl huet vun deem interministeriellen Aarbechtsgrupp, wat ech eng ganz gutt Saach fannen, well de Lien zum Terrain direkt hiergestallt ass, a mer och an deene leschte Méint en neien Elan an deem Groupe interministériel gespuert hunn.

Ech wëll Iech nach soen, dass deen interministerielle Grupp, fir op Awänn oder op Fuerderunge vun der Chamber hei anzegoen, virun e puer Wochen de Projet fir d'Ofgab vun Heroin opgrond vu medezineschen Indikatiounen u schwéier Ofhängeger fräiginn huet. Dass mer amgaange sinn dee Programm mat allen Institutiounen, déi betraff sinn, ofzestëmmen, an dass mer et ähnlech maache wéi bei deem Konzept fir d'Schafung vun engem Drogekonsumraum, dass mer dat ganz suergfälteg preparéieren, an dass mer da relativ schnell kënnen un d'Netz goen.

Déi Aarbechte wäerten an deenen nächste Méint ofgeschloss ginn. Mir ginn dervun aus, dass mer d'Konklusioune kënne relativ fréi am Joer 2008 zéien an dann un d'Implementatioun kënnen iwwergoen. Et ass also net esou, dass mer mussen opgefuerdert ginn, fir dat ze maachen. Et stoung am Regierungsprogramm an et ass an der Zwëschenzäit an d'Exekutiounsphas iwwergaangen. Mir mengen effektiv, dass dat ee vun deene kruziale Punkten ass, déi mer mussen an d'Praxis ëmsetzen, fir d'Kriminaliséierung vun deene problematesche Fäll kënnen esou wäit wéi méiglech ze verhënneren.

Den zweete Schwéierpunkt vun eisen Aktiounen ass dee vun der Preventioun. D'Primärpreventioun zesumme mam Centre de prévention des toxicomanies ass aktiv an de Primärschoulen, ronderëm d'Primärschoulen, mat Formatioun, mat Interventiounen. Mir sinn also do um Wee. Ech fannen et gutt, dass mer ënnerstëtzt ginn an déi dote Richtung, mä ech géif et nach virzéie wann ee positiv ënnerstëtzt géif ginn, amplaz dass een ëmmer nach zwëschent den Zeile seet, dass mer hei net genuch géife maachen. Jo, et kann een ëmmer méi maachen, mä ech géif mer wënschen, dass een an deem dote Beräich méi consensuel kéint un d'Saachen erugoen.

Dann déi Preventioun wa jonk Kanner a Kontakt mat Droge kommen iwwer eng gutt Zesummenaarbecht mat Médecins sans frontières iwwert de Projet „Choice".

Ech kommen zur Konklusioun, Här President.

Et hätt mech gewonnert wann am Kader vun der Diskussioun net erëm eng Kéier d'Fixerstuff erausgezu gi wär. Ech hat gemengt, mir hätten eis hei eng gutt Démarche ginn.

(Interruption)

Ech bleiwe bei där Démarche. An ech gesinn och, dass hei de Gros wëllt, a just eng ganz kleng Minoritéit net wëllt op dee Konsens goen. Ech fannen dat en exzellente Wee.

Ech wollt zum Ofschloss all deene Leit, déi intervenéiert si bei dëser Interpellatioun, an déi et éierlech gemengt hunn, Merci soen. Ech verspriechen och, wéi de Marc Angel gefrot huet, soubal wéi den Zwëschebericht vun der Exekutioun vum lafenden Aktiounsprogramm virläit, an d'Kommissioun ze kommen an der Chamber selbstverständlech Ried an Äntwert ze stoen.

An deem Sënn, wollt ech just nach ee Wuert iwwert d'Motioune soen, Här President.

M. le Président.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Zu de Motiounen, mengen ech, hunn ech dat gesot, wat ze soe war. Mir sinn an deene Beräicher, wou mer zur Aktioun opgefuerdert ginn, schonn an Aktioun. Mir brauchen also net méi derzou opgefuerdert ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Henckes nach eng Kéier ganz kuerz.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur.*- Här President, ech wollt just nach op e puer Intervenantë reagéieren an op verschidde Remarquen, déi gemaach gi sinn.

Éischtens, wat d'Zuel vun den Drogéierten hei am Land ugeet, do kann ee sech nuren op de Rapport RELIS baséieren, wou effektiv vu Comptages multiples geschwat gëtt. Mä do, wou gesot gëtt «sans comptages multiples», do sinn elo Pinktelcher gesat. Da kann ee sech also net nuren op déi Donnéeën do baséieren. Do gesäit een, dass sech déi Zuel an de leschte Joren awer verduebelt huet.

Dann ass et ganz evident, datt mir elo net der Meenung sinn, dass ze vill Suen ausgi ginn.

M. le Président.- Här Henckes, entschëllegt. D'Riedezäit vun Ärem Grupp ass ofgelaf.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur.*- Jo, mä ech hunn nach zéng Minutten zegutt, fir ze äntwerten nom Reglement.

M. le Président.- Jo. Invoquéiert Der da Parole après ministre?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur.*- Neen, dat ass am...

M. Robert Mehlen *(ADR).*- D'Riedezäit ass jo iwwerhaapt nach net ëm. Hien hat als Interpellant 20 Minutten, dann nach eng Kéier zéng Minutten.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur.*- Ech hunn nach zéng Minutten, fir op eenzel Aussoen ze reagéieren.

M. le Président.- Opgrond vun de Motiounen?

Une voix.- Fir d'Fraktioun.

M. le Président.- Schwätzt Der am Numm vun Ärer Sensibilitéit?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur.*- Jo. Ech maachen et dofir relativ kuerz.

(Interruptions)

Ech wollt just nuren drop hiweisen, datt mer hoffen, datt d'Regierung op verschiddene Punkten aktiv gëtt. Da wëll ech nuren ee Beispill ginn, woufir mer geduecht hunn, et wär elo vläicht un der Zäit fir de Gesondheetsminister ze froen, wou de Projet-pilote de distribution controlée d'héroïne drun ass. Woufir?

Well an deem Rapport, deen Der ons zoukomme gelooss hutt hei als Chamber, steet dran, datt de Groupe d'experts 1998 constituéiert ginn ass. Dunn ass en 2003 reak-

tivéiert ginn. De Minister vun der Santé deemools huet e Rapport presentéiert am Mee 2003, wéi et soll realiséiert ginn. Den Aktiounsplang Drogen, deen Dir ausgeschafft hutt, gesäit d'Mise en place fir 2007 vir. Et ass dowéinst, wou ech mer geduecht hunn: „Was lange währt, wird endlich gut". Ech wollt just drop hiweisen, datt et awer heiansdo gutt ass, wann een d'Regierung drop hiweist, datt se sech engagéiert huet op e puer Délaien an datt mer vun 1998 un deen dote Projet diskutéieren. Méi wollt ech net gesot hunn.

Ech hoffen, Här Minister, datt Der elo effektiv fir Ufank 2008 kënnt mat ganz konkrete Realisatiounen opkommen. Et ass jo doweinst, wou een och als Interpellant d'Regierung opfuerdert, fir e bësselche méi Dynamik hannerun e Projet ze bréngen, deen elo schonn zënter '98 an der Debatt ass.

Dat gesot, bedaueren ech, datt ons Motiounen, esou wéi et elo schéngt, net wäerten ugeholl ginn, well ech gesinn, datt notamment eng etlech vun deene Motiounen och an deene Rapporte vu RELIS gefuerdert gi sinn. Ech constatéieren also, datt d'Regierung do net wëllt op dee Wee goen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Ech wëll dem Här Henckes just soen, well och gëschter den Här Gibéryen hei esou sensibel reagéiert huet, wat d'Applikatioun vum...

M. Henri Grethen *(DP)*.- Hien ass eng Sensibilitéit.

(Hilarité)

M. le Président.- C'est bien trouvé, Här Grethen.

Ech wëll just soen, well den Här Gibéryen gëschter esou sensibel reagéiert huet, datt d'Sensibilitéit vun der ADR och soll mierke wann d'Presidentschaft large mat hinnen ass. Dir hutt hei d'Zäit vun Ärer Sensibilitéit invoquéiert, déi Der an der Debatt hat, fir hei d'Wuert ze ergräifen. Or, d'Reglement gesäit dat net vir. Wann d'Debatt ofgeschloss ass an d'Regierung huet d'Wuert geholl, dann ass d'Debatt ofgeschloss, wa viraus d'Zäit vun der Sensibilitéit net...

(Interruption)

Jo, Dir hutt déi invoquéiert an obschonns se net gezielt huet hunn ech dat duerchgoe gelooss. Dir hutt Är Zäit kritt. Dofir wëll ech lech soen, et soll een ëmmer e bësselche pondéréiert kucke wéi een d'Reglement applizéiert.

(Brouhaha général)

Voilà, mir kommen dann elo zum Vote vun de Motiounen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President!

M. le Président.- D'Madame Loschetter huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

Motion 1

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, ech wollt awer preziséieren, mir hunn eis Ënnerschrëft zu de Motioune vun der Sensibilitéit ginn, fir datt se eng Geleeënheet huet déi iwwerhaapt emol zum Vote ze stellen, mä mir hu se awer net ginn, well mir därselwechter Meenung si wéi si.

M. le Président.- Très bien.

Mir stëmmen dann of iwwert d'Motioun 1.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da maache mer ee Vote électronique.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 44 Nee-Stëmmen, bei 4 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro (par M. Romain Schneider), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich (par M. Ben Fayot), Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Motion 2

Ass bei der Motioun 2 de Vote électronique verlaangt?

(Interruptions diverses)

Par main levée? Da stëmme mer of par main levée.

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun 2?

Wien ass dergéint?

D'Motioun 2 ass mat ganz grousser Majoritéit ofgelehnt.

Motion 3

Ass bei der Motioun 3 de Vote électronique verlaangt?

(Négation)

Da maache mer e Vote par main levée.

Vote

Wien ass fir d'Motioun 3?

Wien ass dergéint?

D'Motioun 3 ass mat grousser Majoritéit ofgelehnt.

Motion 4

Vote

Wien ass fir d'Motioun 4?

Wien ass dergéint?

D'Motioun 4 ass ofgelehnt.

Motion 5

Vote

Wien ass fir d'Motioun 5?

Wien ass dergéint?

Och déi Motioun ass mat grousser Majoritéit ofgelehnt.

Motion 6

Mir kommen elo zur Motioun, déi déi honorabel Madame Viviane Loschetter eragereecht huet.

Ass hei de Vote électronique verlaangt?

(Négation)

Vote

Wien ass fir déi Motioun?

Wien ass dergéint?

D'Motioun 6 ass majoritär ofgelehnt.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat ass d'Resolutioun vum honorabelen Här Kox iwwert d'Élaboration d'un plan énergétique des bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live *an* **integral**
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

9. Résolution de M. Henri Kox relative à l'élaboration d'un plan énergétique des bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG), auteur*.- Bon, ech maachen et ganz kuerz, et gëtt keng Debatt iwwert den CO_2. Wëssend dass den 1. Januar eng nei Wärmeschutzverordnung uleeft, de Stat, d'Gemengen an natierlech mir als Chamber als gutt Beispill sollte virgoen, dofir proposéieren ech zwou Ufuerderungen un eis selwer ze stellen.

Mir sollten eis Chamber och energetesch sanéieren, nodeem mer dann och dee schéinen Teppech endlech hei evakuéiert hunn a mat engem schéinen hëlzene Buedem dann dat och alles erëm richteg hei kréien. Duerno sollte mer dat natierlech och energetesch ëmsetzen. Niewent der Chamber ass et awer wichteg, dass eis Gebaier vun de Fraktiounen och entspriechend ënnersicht ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Fayot freet nach d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt dem Här Kox soen, dass mer in vorauseilendem Gehorsam schonn en Energieaudit vun onsem Gebai als Fraktioun gemaach hunn.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG), auteur*.- Exzellent!

M. le Président.- Très bien. Merci, Här Fayot. Ech wëll drop hiweisen, dass d'Resolutioun, déi beim Dépôt nëmmen eng Ënnerschrëft hat, nach vun den Häre Bausch, Braz, Gira a vun der Madame Loschetter ënnerschriwwe gouf.

Mir stëmmen dann of.

Vote

Wien ass d'accord mat der Resolutioun vum Här Kox?

Ech gesinn, d'Chamber ass unanimement d'accord.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domat um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.26 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

SÉANCE 12

Mardi, 4 décembre 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

1. Communications

2. Ordre du jour

- *M. Aly Jaerling, M. Henri Grethen, M. Alexandre Krieps, M. Aly Jaerling, M. Carlo Wagner*
- *Vote (demande Jaerling rejetée)*

3. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Lydia Mutsch*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5805** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 22.11.2007

2. **5806** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la Force de l'OTAN au Kosovo (KFOR)

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 22.11.2007

3. **5807** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (FIAS)

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 22.11.2007

4. **5808** - Projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 23.11.2007

5. **5809** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à l'opération militaire de l'Union européenne (EUFOR Tchad/RCA) en soutien de la Mission des Nations Unies au Tchad et en République centrafricaine (MINURCAT)

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 27.11.2007

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg presentéiert d'Madame Lydia Mutsch, Rapportrice zum Budget fir d'nächst Joer, de Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Budget vum Joer 2008.

Mar um hallwer dräi héiere mer en Exposé vum Här Budgetsminister Luc Frieden iwwert deeselwechte Budget. Uschléissend diskutéiere mer de Revisiounsvirschlag 5673 iwwert deen neien Artikel 32bis vun eiser Verfassung. Bei dësem Projet gëtt mat enger qualifizéierter Majoritéit ofgestëmmt. Duerno hu mer de Projet de loi 5717, een Ofkommes tëschent den EU-Länner an de Vereenegte State vun Amerika iwwert d'Entraide judiciaire. Duerno hu mer eng fiscal Direktiv um Ordre du jour stoen.

Dann iwwermar, en Donneschdeg um hallwer dräi, e Projet de loi, deen eng Direktiv iwwert d'Aarbechtszäit am Transportwiesen ëmsetze soll; de Projet de loi 5240 iwwer eng Rei international Aarbechtskonventiounen; de Projet de loi iwwert d'Schafung vun engem Comité permanent du travail an d'Question avec débat vum honorabelen Här Jaerling iwwer e Finanzéierungsofkommes fir déi reliéis Communautéiten. Schlussendlech och nach deeselwechten Dag d'Désignatioun vun engem President a vu véier Membere fir de Centre pour l'égalité de traitement.

A sengem Schreiwes vum 30. November huet den honorabelen Här Jaerling matgedeelt, datt hie sech net mat der Prozedur averstanen erkläert duerch déi seng Interpellatioun an eng Question avec débat ëmgewandelt gouf. Aus dësem Grond huet hie gefrot dëse Punkt vum Ordre du jour ze sträichen.

Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert dozou.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Nodeem ech d'Dagesuerdnung vum Donneschdeg, de 6. am Chrëschtmount, matgedeelt krut, hat ech effektiv e Schreiwes un den Här President geriicht, well ech net mat deem Punkt véier d'accord sinn. Dat ass dee Punkt, dee mir eng Question avec débat iwwert d'Finanzéierung vun de reliéise Communautéiten octroyéiere soll, déi ech ni gefrot hunn. Ech hunn ni eng Question avec débat gefrot.

Den 13. am Karschnatz 2007 hunn ech eng Demande agereecht, fir d'Regierung iwwert d'Relatioun tëschent Kierch a Stat an dem Finanzement vun de reliéise Communautéite kënnen ze interpelléieren. Ech hunn dës Interpellatioun ugefrot fir eng Generaldiskussioun ze lancéieren am Kontext mat der Gesetzespropositioun, déi ech agereecht hat am Zesummenhang mat der Trennung vu Kierch a Stat an dem Ofschafe vun der Finanzéierung vun de reliéise Communautéiten. Dat, fir datt am Virfeld all Partei heibanne ka Fuerf bekennen, wéi se zu der Relatioun tëschent Kierch a Stat steet an der Finanzéierung vun de Reliounen.

Den Artikel 88 vum Chamberreglement seet, datt all Deputéierten d'Recht huet d'Regierung ze interpelléieren, an datt d'Interpellatioun muss d'intérêt public sinn. Eng Interpellatioun iwwert d'Relatioune mat Kierch a Stat souwéi de Finanzement vun de reliéise Communautéiten ass d'intérêt public, well dat all Steierzueler an all Bierger betrëfft.

Den Artikel 88 gëtt also dem Deputéierten e Recht d'Regierung ze interpelléieren. E Recht ass eppes Absolutes, wat normalerweis net däerf minimiséiert ginn. Dëst Recht kann awer opgrond vum Artikel 89 vum Chamberreglement ëmmodeléiert gi vun der Presidentekonferenz, doduerch datt eng Interpellatioun kann an eng Question avec débat vun der Presidentekonferenz ëmgewandelt ginn.

Elo seet awer den Artikel 166 vum Chamberreglement, deen d'Philosophie vum Artikel 50 vun eiser Verfassung reflétéiert, Folgendes: «Les députés exercent leur mandat de façon indépendante. Ils ne peuvent être liés par des instructions ni recevoir de mandat impératif.» Dem eenzelnen Deputéierte seng parlamentaresch Rechter däerfen deemno vu kengem miniséiert a geschnidde ginn.

Wann ech dann och nach den Artikel 82 (4) liesen, laut deem de Chamberspresident der Regierung muss d'Froe vun enger Question avec débat mindestens zwou Woche virum Débat zoukomme loossen, da kann ech nëmme staunen. Wéi kënnt Dir, Här President, der Regierung Froen zoukomme loossen, déi lech ni ee gestallt huet...

(Hilarité)

...a wou d'Presidentekonferenz eréischt virun enger Woch décidéiert huet déi Interpellatioun als Question avec débat ëmzemodeln? Wat soll den zoustännege Minister op Froen äntweren, déi keen him wäert stellen?

Här President, ech stellen ëmmer méi fest, datt an dësem Chamberreglement méi Kontradiktiounen dra si wéi am Koran an an der Bibel zesummen. Dofir wëll ech lech och hei eng Propositioun iwwerreechen, déi den Artikel 89 vum Reglement, deen d'Rechter vum eenzelnen Deputéierten ondemokratesch aschränkt, ofschafe soll.

Laut dem zoustännegen Artikel vum Chamberreglement muss ech fënnef Ënnerschrëften hunn. Ech hoffe jo, dass fënnef Kolleegen heibanne mat mir d'accord sinn, well ech jo net deen Éischte sinn, deem dat do passéiert; dass fënnef Kolleegen heibanne mat mer d'accord sinn, fir dass déi Fro do kann diskutéiert ginn.

Ech wollt d'Chamber dofir och bieden de Punkt véier vun der Dagesuerdnung vum Donneschdeg vum 6. am Chrëschtmount erofzehuelen a mer uganks nächst Joer meng Interpellatioun, déi ech den 13. am Karschnatz 2007 ugefrot hunn, ze autoriséieren, well dat mäi parlamentarescht Recht ass a well et sech hei effektiv ëm eng Question d'intérêt général handelt, déi scho säit längerem op Pressekonferenzen an a Presseartikelen diskutéiert gëtt, mä wou bis elo nach keen de Courage hat hei an dëser Chamber Verantwortung ze huelen an eng Diskussioun driwwer ze féieren, fir dass jiddfereen emol ka Stellung bezéien, an alleguer déi och emol solle Stellung bezéien, an deenen hire Grondsazprogrammer d'Trennung vu Kierch a Stat drasteet, fir dass mer endlech wëssen, wou mer mat där Affär do dru sinn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Ech wëll dem Här Jaerling soen, dass ech ganz frou sinn, datt hien d'Reglement intensiv studéiert huet. A well hien dat gemaach huet, huet hie selwer d'Äntwert ginn op déi Fro respektiv déi Kritik, déi hien ubruecht huet. Eng Interpellatioun ka laut dem Artikel 89 vun der Presidentekonferenz an eng Question avec débat ëmgewandelt ginn. D'Presidentekonferenz huet dësen Artikel applizéiert an deementspriechend déi Interpellatioun ëmgewandelt.

Här Jaerling, dat ass scho méi oft heibanne geschitt. Dat ass net nëmme bei lech de Fall. Et war och scho bei anere Kolleegen de Fall, dass se eng Interpellatioun ugekënnegt hunn an dass eng Question avec débat schlussendlech erauskomm ass, an déi ass dann normal iwwert den Ordre du jour gaangen.

D'Artikelen 166 an 82 (4), Här Jaerling, hunn décemment näischt ze doe mat der Problematik, déi eis hei interesséiert. Den Här Jaerling proposéiert also den Ordre du jour ëmzeänneren an déi Question avec débat vum Ordre du jour ze sträichen.

Dofir froen ech d'Chamber: Ass d'Chamber mat där Propositioun vum Här Jaerling, dee seng eege Problematik, déi hien opgeworf huet, wëllt elo vum Ordre du jour erofkréien, mä an ëmgewandelter Form nees wëllt erëmkréien - ech versti scho wat Dir wëllt, Här Jaerling?

Ass d'Chamber d'accord mat där Propositioun vum Här Jaerling, fir den Ordre du jour ëmzeänneren an d'Question avec débat vum Ordre du jour erofzehuelen?

(Interruption)

Jo, den Här Jaerling muss wëssen, et ass eng Décisioun vun der Presidentekonferenz déi Interpellatioun ëmzeänneren. Wann een elo net domat d'accord ass, datt d'Question avec débat um Ordre du jour bleift, dann ass se fort, mä da kënnt se och net erëm.

(Brouhaha général)

Jo, neen, dat ass nun awer emol leider esou.

Ech froen d'Chamber: Ass se d'accord fir den Ordre du jour ëmzeänneren am Sënn vum Här Jaerling?

M. Henri Grethen *(DP).*- ..., fir dass den Här Jaerling kann eng Interpellatioun maachen am Januar?

M. le Président.- Jo, hien huet eng Interpellatioun...

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Dat ka jo awer net sinn, datt Dir e Maulkuerf hei ausdeelt.

Plusieurs voix.- Oooohhhh!!!

M. le Président.- Ech géif den honorabelen Här Krieps da wëlle froe wéi hien d'Chamberreglement interpretéiert an ob hie mengt d'Presidentekonferenz, an där och seng Fraktioun vertrueden ass, dat dote Recht huet, jo oder neen?

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mir hunn awer do manner ze soe wéi Är Fraktioun.

Une voix.- Ouh?

(Hilarité)

M. le Président.- Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, Dir hutt mer jo elo den Artikel 89 erkläert. Erkläert mir emol wann ech gelift, wéi Dir den Artikel 166 vum Chamberreglement interpretéiert a wéi déi Chamber hei den Artikel 50 vun eiser Verfassung interpretéiert, deen engem Deputéierten all seng parlamentaresch Rechter accordéiert, déi keen him ewechhuelen däerf.

Den Artikel 166 setzt menger Meenung no den Artikel 89 ausser Kraaft, esou wéi den Artikel 89 den Artikel 88 kann ausser Kraaft setzen. Also, erkläert mer emol déi Contradictiounen.

Den Artikel 166 vun eisem Chamberreglement gëtt all Deputéierten d'Recht seng parlamentaresch Aarbechte fräi ze maachen. An hei ass scho méi wéi eng Kéier - an ech erënnere mech och un d'leschte Kéier, un der Madame Brasseur hir Resolutioun hei - einfach eng parlamentaresch Interpellatioun an de ronnen Dossier gehäit ginn, nëmme well eng Presidentekonferenz oder well d'Majoritéit dat hei gären esou hätt. An dat kann net méi esou virugoen.

(Interruption)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Här Jaerling soen, datt jiddfer Deputéierten d'Recht huet, fir seng Aarbechte fräi ze maachen. Mä bei där Fräiheet ginn et gewëss Regelen. An déi Regele sinn am Chamberreglement festgeluecht. Mir verfueren hei no deene Regelen.

Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier d'Fro: Ass d'Chamber dermat d'accord fir den Ordre du jour ëmzeänneren an d'Question avec débat vum Ordre du jour erofzehuelen?

(Négation)

Vote

Wien d'accord ass mat der Propositioun vum Här Jaerling, fir den Ordre du jour ëmzeänneren an d'Question avec débat N°28 erofzehuelen, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Déi grouss Majoritéit ass derfir, fir datt Är Fro, Här Jaerling, um Ordre du jour bleift. En Donneschdeg kënnt Dir Är Froen hei stellen, esou wéi eist Reglement dat virgesäit, an d'Regierung wäert dorobber äntwerten.

(Interruptions)

Domat ass dee Punkt ofgeschloss.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mir kommen elo zum Haaptpunkt respektiv dem eenzege Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten. Dat ass de Rapport iwwert de Budget fir d'nächst Joer. D'Wuert huet

elo déi honorabel Rapportrice, d'Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

3. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Haut ass Bärbelendag.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Bärbelendag erënnert un déi Zäiten, wou de Räichtum vum Land nach virun allem an der Stolindustrie erschafft ginn ass. Dausende vu Leit waren an de Galerien an an de Wierker beschäftegt.

(Interruption par le Président)

Déi Zäite gehéieren haut der Vergaangenheet un. A knapps 50 Joer huet eis Ekonomie en déifgräifende Wandel vun der Sidérurgie hin zu enger vum Finanzsecteur an de Servicer dominéierter Ekonomie vollzunn. Während d'Stolproduktioun 1952 nach 43% vum nationale PIB ausgemaach huet, waren et der 1960 schonn nëmme méi 32%, fir 1970 op 29% a bis d'Joer 1992 bis op 6% erofzegoen. A manner wéi 20 Joer huet sech d'Stolproduktioun ëm 50% verréngert an d'Zuel vun den Effektiven ass vu 27.000 op 8.100 erofgaangen.

Et war deemools nëmmen dem erfollegräiche Krisemanagement vun der Tripartite a vun der Stoltripartite ze verdanken, dass net dausende vu Leit hir Aarbecht verluer hunn an eist Land an eng déif Kris gefall ass. Vun do u schwätze mir vum „Lëtzebuerger Modell".

Parallell zum Réckgang vun der Stolindustrie huet sech den Déngschtleeschtungssecteur esou entwéckelt, dass en 2004 iwwer 77% vun allen Aarbechtsplazen, a schonn 2006 iwwer 80% vun der Valeur ajoutée hei am Land ausgemaach huet. Insgesamt huet eis Lëtzebuerger Ekonomie ëmmer méi eng international Ausriichtung kritt.

D'Tatsaach, dass mer eis, ob mer et wëllen oder net, och a grad als Lëtzebuerger an enger globaliséierter Welt bewegen, rifft bei ville vun eis Onverständnis, Onsécherheet an Angscht ervir. Dat fir Lëtzebuerger Verhältnisser ongewinnte knappt Ofstëmmungsergebnis zugonschte vum Europäesche Verfassungsvertrag ass mat ee Resultat vun dëser Stëmmung.

Och wann eist Land ënnert dem Strëch mat Sécherheet zu de Gewënner gehéiert, an am internationale Verglach e Wuesstum kennt, ëm dat déi aner eis beneiden, och wann zu Hongkong mëttlerweil 50% vun alle Fonge Lëtzebuerger Fonge sinn, an eise Banken- a Fongesekteur iwwer 40% vun eisem PIB, ronn 30% vun eise Gesamtsteierrecetten ausmécht a mëttlerweil iwwer 31.000 Beschäftegter zielt, esou ass deen dorop berouende Wuelstand fir vill Leit am Land net novollzéibar a souguer e bësse suspekt.

Vläicht hänkt et domadder zesummen, dass der net méi vill nokommen, well dës Welt awer elo guer näischt méi mat deem gewinnten Aarbechtsëmfeld ze dinn huet, an net jiddfereen de Wandel scho vollzunn huet, deen eist Land matmécht. Vläicht hänkt et och domat zesummen, dass net jiddfereen - och net bei eis am Land - d'Avantagë vun engem globaliséierten Ëmfeld fir sech erkenne kann, an et bei eis wéi an allen anere Länner Ënnerscheeder gëtt. Zwou Mesuren. Zwou Vitessen. Gewënner a Verléierer.

D'Globaliséierung ass ustrengend. D'Zesummenhäng ginn ëmmer méi komplex an d'Veränneruge kommen ëmmer méi schnell. 2001 hu mer déi éischte Kéier no der Scholdekris vun 1982 déi schmäerzlech Erfahrung gemaach, wat et bedeit eng international Finanzkris fir eist Land mussen ze géréieren, mat hire Répercussiounen op den Equiliber vun eisen öffentleche Finanzen. Haut sti mer gutt do, an awer léisst déi aktuell Entwécklung vun den internationale Finanzmäert ronderëm déi amerikanesch Hypothéikekris eis net kal, och wa mir eis ëmmer erëm selwer rassuréieren, dass eise stabile Lëtzebuerger Marché financier wuel net gänzlech verschount bleift, mä dach awer genuch Réckgrat huet, fir mat der Situatioun eens ze ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dësem bis op Weideres favorabele wirtschaftleche Gesamtëmfeld presentéiert sech de Budget 2008 ënner positive Virzeechen; engem fir 2007 estiméierte weltwäite Wuesstum vu ronn 5%, an ëmmerhin 2,9% an der Europäescher Unioun vun de 27 Länner. Fir Lëtzebuerg gëtt fir 2007 mat engem Wuesstum vum PIB vu 5%, a vu 4,5% fir 2008 gerechent.

Et ginn allerdéngs eng ganz Rei vun Unzeechen, dass et ab 2008 kéint méi lues goen. Stéchwierder sinn den Impakt vun engem eventuellen Unhiewe vun den Zënstauxen, déi héich Pëtrolspräisser, de viraussiichtlechen Impakt vun der Amerikanescher Finanzkris op déi international Mäert an och den héijen Euro, obwuel trotz den eventuelle Risike fir Kompetitivitéit hei d'Virdeeler bei Wäitem iwwerweien.

Während d'Joren 2002 an 2003 nach vun engem Ralentissement vun der Konjunktur an enger Baisse vun der Fiscalitéit gepräegt waren, si vun 2005 un d'Recetten nees méi schnell an d'Luucht gaange wéi d'Dépensen. Réckwierkend gouf den Defizit vun 2005 net mat minus 1%, mä nëmme mat minus 0,1% ausgewisen. Aus den erwaarten Defiziter vu minus 1,5% vum PIB fir 2006 a minus 0,9% fir 2007 sinn Iwwerschëss ginn. Plus 0,7% fir 2006 a plus 1% fir 2007. D'Konten, déi bekanntlech ni léien, hu fir d'Budgetsjoer 2006 e Plus vun iwwer enger Milliard erginn. A fir 2007 gëtt mat Plus-valuen tëschent 600 an 800 Milliounë gerechent.

Eis Administration publique, déi niewent der Administratioun centrale och d'Gemengen an d'Sécurité sociale ëmfaasst, gesäit fir 2008 e positive Sold vu plus 0,8%, a fir 2009 an 2010 souguer e Plus vu plus 1% respektiv plus 1,2% viraus. Mir hunn deemno eis öffentlech Finanzen am Equiliber.

Dëst war och dem Budgetsminister seng Optakterklärung bei der Presentatioun vum Budget den 10. Oktober, och wann de Gesamtiwwerbléck vun den öffentleche Finanze mam Passage no Maastricht-Logik eréischt déi Woch duerno nogereecht gouf. Hien huet also Wuert gehalen - eise Budgetsminister -, wou hien den Engagement geholl huet, fir vum Budgetsjoer 2008 un dräi Budgetsdokumenter praktesch zäitgläich der Chamber ze iwwerreechen: de klassesche Volume 1, de sougenannte Statsbudget; de Volume 2 mam Pluriannuel; an den neie Volume 3, deen am Kader vun de viregte Budgetsdebatte vun der Chamber gefrot gi war.

En extra agesate Groupe de travail, SEC 95, war ënnert der Leedung vun der Inspection générale des finances mat Vertrieder vun der Chamber a mat anere Finanzacteuren a Verwaltunge während bal fënnef Méint zesummekomm, fir dëse Band mat virzebereeden an opzestellen.

E gutt Startzeeche fir e Budgetsrapporteur, deen domat eng interessant Virlafzäit kritt huet fir sech op seng Aarbecht anzestëmmen.

Wéi geet een un esou eng Aarbecht erun? Dat Spannendst ass jo, fir Froen opzewerfen: Wéi sti mir do als Land? Wou sinn eis Haaptproblemer? Wéi gi mer ëm mat deene Problemer? Wat gi mer eis fir Instrumenter? A wéi setze mer dës Instrumenter an?

Mindestens geneesou spannend ass awer d'Fro, wéi mer d'Instrument vum Budget notze fir Politik ze maachen a wéi eng Akzenter mir an deem Budget setzen, fir eist Land no vir ze bréngen. A säi Land no vir, bréngt ee menger fester Iwwerzeegung no nëmmen, wann ee mat der Zäit geet, wann ee bereet ass Saachen a Fro ze stellen a wann een net viru Verännerungen zréckschreckt. Verännerungen net als Selbstzweck, mä als Mëttel fir d'Zukunft mat ze steieren.

Op déi Ausso, e bestëmmtent Verhalen oder e bestëmmtent politescht Zil wier kee Selbstzweck, sinn ech iwwregens méi wéi eng Kéier bei der Virbereedung zu dësem Rapport gestouss. Zum Beispill am Zesummenhang mat der Kompetitivitéit, déi als Motor vun enger dynamescher Wirtschaftsentwécklung onverzichtbar ass; awer kee Selbstzweck.

Sou huet schonn de Wirtschaftsminister beim éischte Kompetitivitéitsbilan «En route vers Lisbonne 2006» am Zesummenhang mat der Kompetitivitéit bemierkt, ech zitéieren: «Elle est souvent considérée comme un but en soi et utilisée comme alibi pour faire passer des mesures socialement déséquilibrées. Je ne me lasserai pas de souligner que la compétitivité n'est qu'un instrument au service d'un objectif à plus long terme: le bien-être social des citoyens.»

Och den Equiliber vun den öffentleche Finanzen ass kee Selbstzweck, mä eng onerlässlech Grondviraussetzung, fir iwwert de Budget en ausräichenden Handlungsspillraum ze behalen. Wéi eng Beräicher sinn et dann, déi mussen iwwerduecht oder vläicht verbessert ginn? Wéi eng déi, déi eventuell Veränneruge brauchen?

Vill Leit sinn der Meenung, dass bei eis am Land déi generell Bereetschaft, fir eppes ze veränneren oder ze verbesseren, wat bekanntlecherweis net fir jiddfereen datselwecht heescht, nëmmen da besteet wann et net méi anescht geet. Oder wann eng Kris oder enk extern Facteuren eis dozou obligéieren. Fir et direkt virauszeschécken, dat ass net meng Aschätzung vun der Politik, déi mir maachen. An dat ass och net meng Lecture vum Budget.

Richteg ass, dass deen unhalende Wuesstum bei eis am Land mat Aschränkungen - zu deenen ech nach kommen - eis an deene leschte Jorzéngte vläicht ze vill ofgelenkt huet vun der Tatsaach, dass sech eng ganz Rei vu strukturellen Defiziter an enger ganzer Rei vu Beräicher cumuléiert hunn, déi vu grousser Bedeitung fir d'Zukunft vun eiser Gesellschaft sinn: Educatioun, Integratioun, Formatioun, sozial Sécherheet, Chancëgerechtegkeet. Et geet net duer, fir ze analyséiere wéi d'Kompetitivitéit entsteet an oprecht erhale gëtt, mä et ass mindestens geneesou wichteg fir déi allgemeng Liewensbedingungen ze verbesseren, e méi e gerechten Zougang zu Ausbildung, Betreiung, Weiderbildung, Aarbechtsplaz, Informatiounsgesellschaft ze erméiglechen an och de sozial Schwaachen Zukunftsperspektiven unzebidden.

Här President, all fënnefte Schüler verléisst bei eis am Land d'Schoul ouni Ofschloss. 50% vun den Demandeur-d'emploien hu keng Qualifikatioun. Iwwer 36% vun de lëtzebuergesche Schüler sinn am Enseignement secondaire, awer nëmme knapp 17% vun hiren auslännesche Kolleege sinn am Classique. Ronn 70% vun den Awunner vun eisem Land hunn an der Moyenne méi wéi de Primärschoulofschloss. Dësen Taux geet awer jee no Regioun a jee no Gemeng bis op 50% erof.

Mat eise 16%, déi en héijere Schoulofschloss hunn, also mindestens Bac+3, leie mer zwar nach an der Moyenne vun der EU25, mä vis-à-vis vun eisen Nopeschlänner hu mer e massiven Nohuelbedarf. D'Aarbechtslosegkeet läit jee no Gemeng wäit iwwert dem Taux moyen vum Land. Den héchsten Taux louch 2006 bei 9,68%. Dat ass méi wéi dat Duebelt vun de 4,6%, déi mer am leschte Joer landeswäit an der Moyenne ausgewisen hunn. Besonnesch heivu betraff sinn, mat Nuancen, d'Nord- an d'Südregioun vun eisem Land.

Den Taux d'emploi féminin ass mat 54,6% nach ëmmer 3 bis 4% ënnert der europäescher Moyenne, an d'Salairesécarten tëscht Männer a Frae leien och bei eis am Land nach ëmmer bei iwwer 14%. Laut der neister Pisa-Etüd mam Schwéierpunktthema Naturwëssenschafte bleiwe mer mat der 34. Plaz vu 57 nach ëmmer wäit hanner eisen eegenen Erwaardungen zréck.

Et ass richteg, dass eist Land eng ganz Rei vu strukturelle Spezifissitéiten huet, déi bei internationalen Evaluatiounen net ëmmer berücksichtegt ginn. Kaum en anert Land op der Welt huet en Auslännerundeel vu ronn 40% a senger Populatioun. An zumindest ongeméinlech ass och déi fir eis scho bal normal Tatsaach, dass iwwer 80% vun allen Aarbechtsplazen am Secteur public bei eis vu Lëtzebuerger besat sinn, a mëttlerweil iwwer 80% Net-Lëtzebuerger am Privatsecteur schaffen, ob si zu Lëtzebuerg wunnen oder net, mat alle Répercussiounen, déi dat op eist gesellschaftlecht Zesummeliewen huet.

Keen anert Land wéi Lëtzebuerg ass d'Lokomotiv vun enger Grande Région, vun där si just 4% vun der Gesamtawunnerzuel ausmécht. Trotzdeem sinn et Dag fir Dag iwwer 130.000 Persounen, déi iwwer eis Landesgrenzen era bei eis schaffe kommen. Néierens soss ginn zwou vun dräi neigeschafenen Aarbechtsplazen - et waren der am Joer 2006 iwwer 13.000 - vu Frontalieren occupéiert. De Grupp vun den 131.000 Frontaliere mécht mëttlerweil iwwer 42% vun der Gesamtzuel vun de Salariéen zu Lëtzebuerg aus a generéiert iwwert d'Halschent vun eisem Beruffsverkéier.

Trotzdeem, ouni eis Frontaliere géifen eis Entreprisen net déi Main-d'œuvrë fannen, déi si brauchen. Ouni si kéinte mer eisen héije Wuesstum net oprecht erhalen, an ouni si kéinte mir an der aktueller Perspektiv eise System vun der Sécurité sociale mëttelfristeg net oprecht erhalen.

Dëse vum wirtschaftlechen Aspekt hier onerlässlechen Input kréie mer awer net zum Nulltarif. D'Tatsaach, dass all Dag iwwer 130.000 Mënschen, gréisstendeels mam Auto, iwwer eis Grenze bei eis an d'Land schaffe kommen, an déi Meescht vun hinne wéinst eisen héijen Terrainspräisser net drun denke bei eis wunnen ze kommen, stellt eis zousätzlech viru grouss Erausfuerderungen, virun allem am Beräich vun der Mobilitéit. Hei besteet enorme politeschen Handlungsbedarf, genee wéi an deem virdru genannte Kader vun der Wirtschafts- a Sozialentwécklung, vun der Ausbildungs- an Aarbechtsmaartpolitik.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, éier mer eis déi wichteg Fro stellen, ob an op wéi eng Aart a Weis de Budget 2008 déi genannten Erausfuerderungen unhélt a wéi eng strukturell Verbesserunge geplangt sinn, wëll ech Iech kuerz seng Haapteckdaten nach eemol rappeléieren. De Budget 2008 gesäit Dépensen an enger Héicht vun 8,458 Milliarde fir d'Joer 2008 vir, a mat 8,438 Milliarde Recetten a bal därselwechter Gréissenuerdnung. D'Investitioune maache souwuel 2007 wéi och 2008 4,1% vum PIB aus, woubäi se virum Abroch vun 2006 nach bei 4,7% vum PIB loungen. D'Gesamtverscholdung klëmmt mat 588,8 Milliounen 2008 vu 6,9 op 7,1% vun eisem PIB.

D'Administration centrale, also den eigentleche Statsbudget, plus d'Recetten an d'Dépensë vun de Fongen, schléisst mat engem Negativsold vu Minus 1,4% vum PIB of. Domat klëmmt an enger gesamtstaatlecher Analys eleng de Finanzéierungsbedarf bei der Administration centrale vun 331 op 568 Milliounen. Bei engem gläichzäitege Minus vu 47 Millioune bei den Administrations locales, kann dëse Finanzéierungsbedarf nëmmen duerch den héije Sold vun 953 Millioune bei der Sécurité sociale kompenséiert ginn. Dat ass zwar nach net den, ech zitéieren: «équilibre budgétaire au niveau de tous les secteurs de l'administration publique», wéi et am aachte Stabilitéitspakt vun der Regierung ugekënnegt a vun der Finanzkommissioun gewënscht gi war; dat dréckt awer trotzdeem de Wonsch aus fir an enger Zäit vun Héichkonjunktur Sputt fir méi schwéier Zäiten ze behalen a sech gläichzäiteg Spillraum ze loosse fir eng aktiv Investitiounspolitik ze maachen.

Tatsächlech leien d'Dépensen an der Administration centrale bei 6,7% an d'Recettë bei 4,5%, woubäi et och am lafenden an am nächste Joer wäert esou sinn, datt d'Recettë virsiichteg geschat sinn a mat grousser Wahrscheinlechkeet iwwert den Estimatioune leie wäerten. Souwuel de Budgetsentworf 2008 wéi och de Pluriannuel 2008 bis 2011 sinn den Ausdrock vum Bestriewen, eng virsiichteg Finanzpolitik ze bedreiwen a gläichzäiteg wichteg Impulser fir d'Ekonomie a fir d'Gesellschaft ze ginn.

973 Millioune fléissen an eis Schoulen a Schoulinfrastrukturen. 670 Millioune ginn an d'Verbesserung vum öffentlechen Transport investéiert. Ronn 120 Millioune si fir Opfangstrukturen a Kannerbetreiung virgesinn an iwwer 60 Millioune fir den Accueil fir Personnes âgées. 119 Millioune solle fir d'Wunnengshëllef am Kader vum „Pacte Logement" agesat ginn, woubäi do mat Sécherheet nach eng Rei vun Hürden ze huele sinn, wann een den Avis vum Statsrot kuckt.

177 Milliounen huet d'Regierung fir öffentlech Fuerschung a fir d'Universitéit virgesinn, mat zousätzlech 10,9 Milliounen iwwert de Fonds Belval, fir mam Neibau zu Esch-Belval unzefänken. Ronn 62 Millioune si fir d'Moderniséierung vun de Spidolsinfrastrukture virgesinn, ënner anerem fir déi dräi Minettssiten am Süde vum Land, déi no hirer Fusioun dee gréissten Opérateur am Spidolswiese wäerte ginn. Iwwer 100 Millioune ginn un de Kyoto-Fong iwwerwisen an 296 Milliounen, dat sinn 0,91% vun eisem Revenu national brut, si fir d'Entwécklungshëllef virgesinn.

Ervirzeeträichen ass, datt d'Contributioun vum Stat an d'Pensiounskeess bei 1,07 Milliarde läit, bei 735 Millioune fir d'Assurance maladie-maternité an 140 Millioune fir d'Assurance dépendance. Dës knapp zwou Milliarden Euro maache méi wéi ee Véirel vum lafende Budget vum Stat aus a stellen dee gréissten Ausgabeposten iwwerhaapt duer. Dobäi kommen 804 Millioune fir Prestations familiales, deen neie Kannerbonus net mat agerechent.

Dir Dammen an Dir Hären, mat eisem Engagement am Kader vun der Lissabon-Strategie, déi ënnert der Lëtzebuerger Présidence 2005 en neien Driff kritt huet, an ënnert dem Impuls vun eisem nationalen

Aktiounsplang fir Innovatioun a Vollbeschäftegung si mer amgaangen eisem Land e Moderniséierungsschub ze verpassen.

Mir wëllen d'Auswierkunge vun engem globaliséierten Ëmfeld net einfach erleiden, mä d'Erausfuerderungen unhuelen, déi domadder zesummenhänken, a matgestalten. Dat gëllt souwuel fir eist Bestriewen international kompetitiv ze bleiwe wéi och fir d'Noutwendegkeet eis Wirtschaft no de Kritäre vun der Nohaltegkeet weider ze diversifiéieren an domat eng nei Wirtschaftsdynamik fir eist ganzt Land ze erreechen.

Dat gëllt gläichermoosse fir eis Effortë fir manner Aarbechtslosegkeet a fir méi Chancëgerechtegkeet, virun allem beim Accès vu Kanner a jonke Leit op schoulesch Ausbildung a berufflech Formatioun, an et muss genausou konsequent fir eisen Asaz fir eng besser Vereinbarkeet vu Famill a Beruff gëllen.

Wa mer wëllen, datt jiddferee vun där gudder wirtschaftlecher Ausgangspositioun profitéiere soll, da gëllt dat ëmsou méi, well mer wëssen, datt erfahrungsgeméiss déi am meeschte vum Wuesstum a vum Opschwong profitéieren, déi eng qualifizéiert Aarbechtsplaz hunn, e gudden Job an en héije Liewensstandard. Dofir ass et ëmsou méi begréissenswäert, datt de Kannerbonus mat engem Gesamtmontant vun 185 Milliounе virrangeg deene Familllje wäert zeguttkommen, déi am mannsten hunn an déi bei enger net selektiver Démarche, wéi eng allgemeng Steierupassung ouni parallell Mesurë se duerstellt, an der Vergaangenheet näischt dobäikritt hunn.

An deem Zesummenhang wär et wichteg, wann ab Januar eng monatlech Iwwerweisung vum Gesamtbetrag kéint geschéien, fir der Tatsaach Rechnung ze droen, datt den Abattement fir Kanner op der Akommessteier vum 1. Januar un op ee Coup ewechfält. Och wann dat an der aktueller Prozedur net virgesinn ass, wär et gutt e Wee ze fannen; wéi och eng ganz Rei vu Beruffskummeren an hiren Avisen et ënnerstréichen.

Generell ass d'Iwwerleeung richteg fir eng méi selektiv Steier- a Sozialpolitik ze maachen. D'Iwwerpréifung an eventuell Upassung vun den Abattementen, wéi se an noer Zukunft virgesinn ass, kéint en éischte Schratt a Richtung vu méi sozialer Gerechtegkeet an der Familljepolitik sinn. Wa vum Januar 2008 un och gepacste Koppelen déi gemeinsam Veranlagung kënne froen an ab 2009 oder 2010 all bestuete Koppelen d'Individualiséierung wiele kënnen, da bewege mer eis a Richtung vun engem neutrale Steiersystem, deen net méi virrangeg um Familljestand baséiert; an dat ass gutt esou.

À propos Individualiséierung: Am Kader vum neie Scheedungsgesetz soll endlech de Splitting agefouert ginn, ee ganz wesentleche Bäitrag an Ureiz, fir Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze bréngen, doduerch datt eegestänneg Rentenusprëch opgebaut a spéider geltend gemaach gi kënnen.

Nom däitsche Modell vum Versuergungsausgläich kënnt de Splitting virrangeg deene Fraen zegutt, déi eng Paus maache wëllen, fir sech ëm d'Famill ze këmmeren oder am Fall vun enger Scheedung, déi soss mat eidelen Hänn do stinn. Ze betounen ass, datt och de Splitting nëmmen eng Iwwergangsléisung a Richtung vun enger Individualiséierung vun de Pensiounsrechter fir all Partenairë si kann.

Une voix.- Très bien.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- A senger Analys iwwert d'Wirtschafts- an d'Aarbechtsmaartsituatioun zu Lëtzebuerg hieft d'Europäesch Kommissioun wuel déi Lëtzebuerger Efforten ervir, fir Initiative fir méi Chancëgläichheet vu Mann a Fra ze förderen, stellt awer leider och fest, an ech zitéieren: «que les écarts de genre sur le marché du travail, emploi, chômage, inactivité, rémunération sont relativement négligés.»

An déi richteg Richtung geet déi massiv Ënnerstëtzung vun der Regierung a Saache Kannerbetreiung, och wann een elo scho weess, datt déi agedroe Chifferen, déi no bis elo artikuléierte Besoinen opgestallt sinn, net duerginn, fir iwwer 2010 eraus aktiv ze ginn a Richtung vu flächendeckende Betreiungsinfrastrukturen an enger Ganzdagsoptik fir Kanner vun dräi Joer un. Et schielt sech ëmmer méi eraus, datt ee schouleschen a betreiungsintensive Mix fir d'Ganzdagsbetreiung vu Kanner aus alle Schichten déi beschte Bildungschancë fir Kanner aus sozial schwaache Familljen an aus Immigrantefamilljen duerstellt, bei deenen den Échec scolaire bei eis am Land besonnesch héich ass. Dat ass ee gutt Beispill vun enger offensiver an nohalteger Finanzpolitik.

Trotzdeem komme mir net derlaanscht fir gesetzleche Reformen am Enseignement an an der Formation professionnelle continue endlech eis Zoustëmmung ze ginn, respektiv se op den Instanzewee ze ginn. Och eise Schoulsystem muss sech der Gesellschaftsentwécklung upassen. Wann eis Gesellschaft sech um kulturellen, sozialen an ekonomesche Plang wandelt - an dat mécht se permanent -, dann däerf d'Schoul sech dëse Changementer net verschléissen.

Eist Primärschoulgesetz ass 1912, also nach virum Éischte Weltkrich, geschriwwe ginn. Elo, bal 100 Joer duerno, hu sech d'Ufuerderungen un eis Schoul fundamental geännert. Huet een an der éischter Halschent vum 20. Jorhonnert d'Elteren nach mussen dovunner iwwerzeegen, datt eng Ausbildung wichteg ass an datt si hir Kanner sollen an d'Schoul schécke fir rechnen, liesen a schreiwen ze léieren, esou ass d'Ausbildung haut zum wichtegste Faktor ginn, fir an eiser globaliséierter Welt iwwerhaapt nach bestoen ze kënnen. Ouni eng zolidd Bildung geet haut näischt méi. Dat ass och eng Grondausso vun der Lissabon-Strategie.

An der haut offiziell publizéierter PISA-Etüd mam Schwéierpunkt Naturwëssenschafte schneide mer nees net gutt of. Am Verglach zu eisen Noperen Däitschland, Belsch a Frankräich hänke mer béis hannendrun. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng heterogen Schülerpopulatioun. Vill vun hinne schwätze keen oder net gutt Lëtzebuergesch. An eisem aktuelle Schoulsystem riskéiere si schnell den Uschloss ze verpassen an duerchzefalen.

D'Reform vum Primärschoulgesetz hélt dësen Défi un, duerch en differenzéierten Unterricht an Equipen a mat méi a méi qualifizéiertem Personal. Och d'Beruffsausbildungsreform féiert ee modulare System an, deen op engem differenzéierten a kompetenzorientéierten Unterricht baséiert, a wou enk tëscht Schoul an Entreprisen zesummegeschafft gëtt. Schüler mat Schwieregkeete brauchen amplaz ganz Schouljoren nëmmen déi net gepackte Moduler nozemaachen, a kënnen esou no hirem Rhythmus trotzdeem avancéieren. Et ass eng déif gräifend Reform, déi déi néideg finanziell a personell Mëttele brauch fir wierkungsvoll ëmgesat kënnen ze ginn. Dat ass och eng grouss Erausfuerderung fir d'Léierpersonal.

D'Aféiere vu Ganzdagsschoulen an den Ausbau vun de Maison-relaisen a vun de Betreiungsinfrastrukturen insgesamt, sinn en Deel vun dëser Gesamtstrategie, fir all eise Kanner déi bescht Startméiglechkeete fir d'Liewen a fir hire spéidere Beruff ze bidden, ouni op eise Modell vun der Dräisproochegkeet ze verzichten.

Wichteg bei all Strategie an neiem Modell ass d'Evaluatioun vun den Experienzen, déi ënner anerem ronderëm d'Pilotprojeten „Neie Lycée", École primaire Jean Jaurès an déi zukünfteg „Eis Schoul" entaméiert an duerch d'Uni Lëtzebuerg wëssenschaftlech encadréiert ginn. Och fir déi aner Primärschoule vum Land ass et geplangt, dass si sech an Zukunft enger externer Evaluatioun solle stellen iwwert d'Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement. Esou kënne méi schnell bestoend Mëssstänn behuewe ginn.

Et sief an deem Zesummenhang och op d'Bedeitung vun deem vun der Regierung agesate Groupe de travail am Kader vun den definéierte Prioritéiten an der Recherche higewisen, dee sech mam lëtzebuergesche Sproochesystem, mat der Diversitéit a mat der Integratioun auserneesetzt. Hir Aarbecht wäert am besonneschen am Zesummenhang mam nationale Plan d'action «Langues» eng wichteg Roll spillen.

Zu där oft avancéierter Remarque, et soll ee sech mat der Reform vum Schoulgesetz vun 1912 gutt Zäit loossen, ëmmerhin hätt dat viregt Gesetz bal 100 Joer gehalen, sief ze bemierken, dass et och scho virun 30 Joer un der Zäit gewiescht wier, fir Ännerungen ze maachen. Da wiere mer haut net am ënneschte Peleton vun der Pisa-Etüd, mä am ieweschten. Well och d'Finnen hunn eng Generatioun gebraucht, fir hire System ze änneren. Virun 30 Joer hu si do ugefaangen, wou mir haut nach stinn.

Zur Ausbildung gehéiert och déi héijer Schoulausbildung. Oft geet eng besser Zesummenaarbecht vu Verwaltungen, vun öffentlechen a privaten Acteure schonn duer, fir Situatiounen ze deblockéieren. Eigentlech, soe vill Leit, hätt ee keen OCDE-Bericht gebraucht, fir ze wëssen, dass eis nei Universitéit net op alle Plänge soll plangen an agéieren, dass mer eis an der Recherche op e puer Kärberäicher konzentréiere sollen an net déi ganz Palette kënnen ofdecken. Kloer ass och, dass d'Universitéit an d'Centres de recherches enk zesummeschaffe mussen. A kloer muss och si wien Décideur ass a wien Notznéisser vun dësen Décisiounen ass. Héichschoulausbildung, Wirtschaftsentwécklung a Recherche sinn ontrennbar matenee verbonnen. An awer, grad dës OCDE-Etüd an och d'Foresight-Etüd si gutt a wichteg Instrumenter um Wee fir an d'Wëssensgesellschaft, op deem mir eis wëlle befannen.

Fir parallell zum Finanzsecteur nei Perspektive fir eng méi diversifizéiert Wirtschaftsentwécklung opzeweisen, kënnt der Universitéit an der Recherche eng ganz wichteg Bedeitung zou. D'Tatsaach, dass esou e wichtege Projet wéi d'Universitéit mat der Cité des Sciences a mat enger Pépinière d'entreprises dezentraliséiert gëtt, weist, dass d'Regierung Suerg derfir dréit, dass den territorialen Equiliber, deen och a grad um wirtschaftleche Plang an eisem Land net besteet, an der Zukunft muss fonnt ginn.

Hei kënnen och déi rezent vun der Regierung definéiert Prioritéiten an der Recherche, déi mat der Hëllef vu Contrats de performance ëmgesat solle ginn, eng wichteg Roll spillen. Et handelt sech dobäi ëm esou ënnerschiddlech Beräicher wéi déi vun der Entwécklung vun nohaltegen Ëmwelttechnologien a Materialien, den Nanosciencen, oder och ëm nei Informatik- a Gestiounsprogrammer, a sozial Recherchen an de Beräicher vun der Sprooch, Ausbildung an Aarbechtsmaartfuerschung.

Doniewent identifizéiert d'Regierung, an enger net fir mech novollzéibarer Hierarchie, Medien an Telekommunikatiounen, Biodiversitéit, Énergie naturelle durable, Gesondheetswiesen oder och Stad- a Landesplanung. Ech freeë mech schonn op den Débat iwwert d'Recherche an der Grande Région, dee fir d'nächst Joer ugekënnegt ass. Da gesi mer bestëmmt nach méi kloer wou mer histeieren a wéi eng Synergien a Perspektiven déi bescht fir eist Land wäerte sinn. Dat d'autant plus wou d'OCDE eis widderhuelt drop opmierksam gemaach huet, fir eis virrangeg an der Grande Région ze positionéieren an nei Réseauen a gemeinsam Projeten opzebauen.

Bei aller Déterminatioun ass et am Moment net méiglech virauszesoen, wéi eng Beräicher sech an der Zukunft zu engem wegweisende Wirtschafts- a Kompetenzpilier fir d'Land entwéckele loossen. Ass d'Logistik eng richteg Pist? Wa jo, wéi kënne mer elo schonn dofir suergen, dass d'Logistik hiren Anzuch an den Ausbildungsprogramm vun eise jonke Leit fënnt? Kënnen net en Deel vun den Demandeur-d'emploien, déi bei ville vun den nei geschafenen Aarbechtsplaze wéinst engem Mangel u Qualifikatioun duerch d'Netz falen, grad am Beräich vun der Logistik, nei industriell Aarbechtsplaze fannen, un deenen et hei am Land nach ëmmer batter feelt? Wa jo, wéi preparéiere mer se drop? Wéi kënne mer eise wirtschaftlechen Tissu nohalteg diversifizéieren? Wéi kënne mer gläichzäiteg den operationelle Kader vun eise kleng- a mëttelstännege Betriber verbesseren, an och si encouragéieren nei Aktivitéite fir d'Land ze développéieren?

An deem Zesummenhang spillt den neie Programme d'aides aux régions eng wichteg Roll, deen iwwer geziilten Aiden, Subventiounen an Zënsbonifikatioune virrangeg PMEen an de Regioune fördert. Et soll hei ausdrécklech betount ginn, dass fir déi kleng- a mëttelstänneg Entreprisen den Esprit d'innovation an d'Sich no neien Horizonter mindestens geneesou wichteg si wéi fir déi grouss Entreprisen. Grad fir si ass am Zesummenhang mat der Verbesserung vun der Kompetitivitéit d'Simplification administrative e wichtegt Stéchwuert. Hei si souwuel d'Durée vun enger Prozedur, d'Formalitéiten als solch, wéi och den Ëmgang mat den neien Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien an de Verwaltunge viséiert.

Et ass richteg, dass scho vill geschitt ass ronderëm den Aktiounsplang eLuxemburg. De Portail de l'innovation et de la recherche ass als Instrument unerkannt, an iwwert de Portail des Marchés publics gouf den Accès un d'Commandes publiques fir d'Entreprisë wesentlech vereinfacht. D'Assistance électronique fir d'Entreprisë bleift nach ze maachen, awer d'Mise en vigueur vum Gesetz iwwert d'Protection des données bréngt Erliichterung bei de Formalitéite ronderëm d'Traitementer.

Am Februar huet de Comité national pour la simplification administrative den Entfesselungsprogramm fir Betriber presentéiert, deen den 10. Oktober an der Chamber diskutéiert gouf. Och am rezenten Tätegkeetsbericht vum Médiateur, deen Ufank 2008 an der Chamber soll diskutéiert ginn, sinn eng ganz Rei vun Hiweiser op onnéideg oder oniwwerwindlech administrativ Hürden an op verschidde Verbesserungsméiglechkeeten, souwuel am Hibléck op d'Déngschtleeschtung um Bierger - hei kann dat konsequent Asetze vu Guichet-uniquë gutt Ofhëllef schafen - wéi och op d'Réglementatiounen un d'Adress vun de Betriber.

Fakt ass, dass trotz de punktuelle Beméiungen och beim Stat de Mentalitéitswiessel hin zu engem modernen Déngschtleeschtungsbetrib nach net vollzunn ass a mer och an deem Beräich nach ganz vill ze schaffen hunn.

Et kann een net ëmhin den Androck ze hunn, dass mer richteg aus eis eraus kënne goen, wann et drëm geet en décke Fësch fir d'Finanzplaz oder de Marché vum Commerce électronique u Land ze zéien. A wann et der Saach kéint schueden, si mer och amstand op eng ganz Rei vun - an deem Fall onnéidegen - administrativen Hürden ze verzichten. Déi kuerz Weeër zu den héchsten Décideure sinn dee Moment eis Erfollegsdevis, an d'ganzt Land otemt op wann d'Operatioun geléngt. Kee Wonner, wann ee bedenkt, dass eis Recetten zum Beispill bei der TVA jee nodeem ganz erfreelech oder ganz dramatesch Auswierkungen op eis Budgetssituatioun kënnen hunn, wéi mer am Fall vun HP oder AOL rezent gesinn hunn.

Dës Fäegkeet, iwwer sech selwer erauszewuessen, rassuréiert. Et geet also. Just dass eben de Gros vun den Demanden, déi agereecht ginn, net vun AOL oder Amazon sinn, mä vu méi oder manner klengen a mëttlere Betriber, déi och frou wiere wann et méi schnell a méi onbürokratesch géif goen.

D'Mise à disposition vun Terrainen, fir e Betrib drop ze stellen oder fir Wunnengen drop ze bauen, ass eng ähnlech Geschicht. De Plan sectoriel des Zones d'activités, dee vun alle Beruffskummeren an industrielle Verbänn gefuerdert gëtt - an net nëmme vun hinnen - an deen op der Prioritéitelëscht vun dëser Regierung ganz uewe steet, läit nach ëmmer net vir.

Wa mer vu Kompetitivitéit schwätzen, da gehéieren eben och d'Disponibilitéit vun natierleche Ressourcë wéi Energie, Waasser oder Terrainen, mat dozou. Do hu mer zu Lëtzebuerg e massive Problem. Mëttlerweil sinn eis Terrainspräisser hanner Irland, England a Spuenien déi véiert deierst a ganz Europa. Bei den Interessekonflikter, déi oft optauche wann e Projet entstoe soll, droe mer alleguer mat eis Verantwortung; virun allem am Hibléck op déi laang an net ëmmer ganz transparent Prozeduren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ëmmer erëm taucht dobäi déi onbefriddegend Ëmsetzung vum Landesplanungsgesetz vum Mee 1999 op, vum Programme directeur vu Mäerz 2003 an deem direkt dodru gekoppelten integrative Verkéiers- a Landungsplanungskonzept.

Et gëtt bal kee Begréff an der Politik méi oft a méi easy gebraucht wéi „IVL-verträglech". De permanente Bezuch op dëse Begréff riskéiert souguer déi wuelbekannten a gärgebrauchte Begréffer „Liewensqualitéit" an „Nohaltegkeet" an de Schiet ze stellen. Gläichzäiteg gëtt sech awer geneesou easy iwwert déi eigentlech vun der Regierung unerkannte Verbindlechkeet vum IVL ewechgesat, mam Verweis op feelend gesetzlech Grondlagen. Referenz: Jo. Engagement: Neen.

Dorun hänkt et. Net un der Grondausriichtung, well déi deele mer jo nach ëmmer. Si baséiert fir e groussen Deel vun eisen Aktiounspläng a vun eisen Handlungen op der Grondphilosophie vun der Lissabon-Strategie fir eist politescht Handelen a Wierken ënnert den Imperativ vum Developpement durable ze setzen, axéiert op déi dräi Grondpiliere vun der Ekonomie, der Cohésion sociale an dem Environnement. «Comment garantir à chaque région un développement dynamique et harmonieux, reflétant la cohésion économique, sociale et territoriale souhaitée, tout en réduisant la consommation d'énergie, des ressources naturelles et des surfaces non bâties?», huet de Programme directeur 2003 richteg gefrot, an domat de Kader gesat fir d'nohalteg Entwécklung bei eis am Land ze steieren.

Dorun hänke mer: um steieren. Well mëttlerweil jiddferengem kloer ass, dass et eng

fundamental Reform géif ginn, eng déi un dat Gewuessent géif goen, un dat Gewinntent, souwuel wat d'Fro vun de Missioune vu Stat a Gemengen nom Prinzip vun der Subsidiaritéit - wien eppes am Beschten am Déngscht vum Bierger ka maachen, dee soll et maachen -, wéi och wat déi laang iwwerfälleg Reform vun de Gemengefinanzen ugeet.

Eng Ëmverdeelung no der Fonctioun an der Regioun steet zur Debatt, an och d'Ëmorganisatioun vun den Décisiounsprozesser an der Logik vun enger neier Opdeelung vum Land. Well ouni déif gräifend Réforme territoriale ass dësen Nohaltegkeetspackage net ze bewältegen. Aus dëser Reform mussen d'Gemengen, och a grad well si sech an enger interkommunaler Logik zesummeschléissen, gestäerkt ervirgoen, souwuel a puncto Matsproocherecht wéi och a puncto Finanzautonomie, wéi och a puncto Effikassitéit an Déngscht um Bierger.

Haut, véier Joer méi spéit, ass et un der Zäit e Bilan ze zéien an ze kucke wéi mer weiderfueren. Dobäi geet et net duer fir den IVL mam Horizont 2020 ze aktualiséieren an dem Pendlerzeenario riicht an d'Aen ze kucken, mä et muss gläichzäiteg d'Fro gestallt ginn, ob d'Instrumenter déi richteg sinn, fir eng Mise en œuvre vum Landesplanungsgesetz 1999 a vum Plan directeur 2003 mam IVL ze garantéieren.

A kommt, mir halen och op um Ministère sechs oder zwielef Joer un de Regionalpläng ze schaffen. D'Regiounen hätte méi vun enger seriöer finanzieller Contributioun, fir d'Saach selwer an d'Hand ze huelen an op Basis vun aktuelle Stäerkten- a Schwächtenanalysen an enger Koordinatioun a Saache Flächennotzungspläng, op Basis vun IVL-Richtlinnen, selwer eng Virlag ze erschaffen. Dat géif et hinne wéinstens erlaben, fir eng eege Meenung ze hunn a matzeschwätzen, wann 2008 déi éischt sektoriell Pläng „öffentlechen Transport" an «Ensemble paysagé» um Dësch leien. Dat wär e seriöe Renforcement vun de regionale Strukturen, déi jo och an der Optik vun enger Territorialreform solle gestäerkt ginn. Et ginn nach eng ganz Rei vu Froen, op déi mer keng oder keng gutt Äntwert hunn.

Wéi a wéini definéiere mir déi technesch, finanziell an organisatoresch Moyenen, déi noutwendeg wären, fir d'Objektiver vum IVL ze erfëllen? Wini an op wéi eng Aart a Weis sollen all Sektorialpläng op hir Kohärenz mat der IVL-Strategie iwwerpréift ginn an an d'Gesamtpolitik integréiert ginn? Well dorëm geet et jo; dat ëmsou méi se e ganz groussen an direkten Impakt op déi territorial Flächennotzung kréien. Wéi ginn déi eenzel Planifikatiounsniveauen ënnereneen a matenee verbonnen? Eng ganz essentiell Saach.

Wéi kënne mer d'Thema «Grande Région» verstäerkt afléisse loossen? Wier et net utile fir déi zwee Zeenarien, den Awunner- an de Pendlerzeenario, déi sech am IVL vun 2003 géigeniwwerstinn, mateneen ze verbannen, amplaz se sech als Antithese géigeniwwerstellen ze loossen? A wier et net méi wéi sënnvoll an deem Zesummenhang e Pluriannuel mat Finanzéierungsplang op Basis vun deenen identifizéierte Prioritéite fir eist Land opzestellen?

Här President, e gudden Optakt vun der Diskussioun ronderëm eist weidert Virgoen a Saachen IVL an Territorialreform kéint déi viru fënnef Deeg publizéiert OCDE-Analys «Examens territoriaux de l'OCDE Luxembourg» sinn, wou am Optrag vum Landesplanungsministère op 214 Säiten eng komplett Analys vun der aktueller Situatioun gemaach gëtt, vun de regionalen Disparitéite bis hin zu den Ëmsetzungsproblemer bei Programmes directeur an IVL an den neie Perspektive ronderëm déi noutwendeg Réforme territoriale.

Wa mer eis net an engem vu Ville schonn als Virwahljoer ugekënnegten nächste Joer selwer d'Hänn bannen, da kënne mer zousätzlech mat der Hëllef vun engem weideren Dokument schaffen, dat op enger Motioun vun der Finanzkommissioun baséiert bei de leschte Budgetsdebatten, fir bis September 2008 en Dokument ze hunn, dat d'Entwécklung vun eisen öffentleche Finanzen op hir Durabilitéit soll préiwen. E provisorescht Virdokument ënnert dem Aarbechtstitel «Luxembourg vision» oder „Luxembourg Vision" - ech weess net wat als Iddi dohannert war - gëtt schonn am Virfeld um Verwaltungsniveau diskutéiert. Dat huet schonn eng ganz Rei vun interessante Froestellungen erausgeschielt a vill gutt Usätz, fir nei Weeër opzeweisen.

Zur Nohaltegkeet an zur Transparenz vun eisen öffentleche Finanzen ass awer och haut scho ganz villes ze soen. Duerch d'Présentatioun vun allen Dépensen a Recettë vum Secteur public an engem Dokument - Volume 3 - hu mer eng méi komplett an eng méi transparent Vue iwwert d'Situatioun vun de Finanzen, souwuel an der Optik vun der Administration centrale wéi och an där vum Zentralstat.

Leider ass d'Iwwersiichtegkeet nach verbesserungsfäeg, zum Beispill wat den Transfert vun de staatlechen Allocatiounen un d'Gemengen ubelaangt. No dräi Sëtzunge vun der Finanzkommissioun zu dësem Sujet koum et nawell zu enger oniwwersiichtlecher Vermëschung vu méi oder manner komplette Cas-de-figuren an zu Vergläicher mat oder ouni affektéierte Recetten, déi eigentlech keng waren. Vun der zum Deel guer net transparenter Subsidëpolitik vum Stat emol hei guer net ze schwätzen.

Am Sënn vu méi Transparenz wier et a mengen Aen och utile, wann extraordinär Recetten, wéi zum Beispill déi Sondereinnahmen, déi mer 2006 am Kader vun der Arcelor-Mittal-Transaktioun haten, verstäerkt ënnert dem Accord a mat der Approbatioun vun der Chamber kéinte geschéien, wéi et beispillsweis iwwer eng Motioun bei de grousse Projets d'investissement 2006 an 2007 de Fall war.

Eng ähnlech Remarque, wann och an engem ganz aneren Zesummenhang betrëfft déi Berodungen, déi am Moment am Groupe de réflexion iwwert d'Zukunft an d'nohalteg Entwécklung vun eisem System vun der Sécurité sociale gefouert ginn. Eng Froestellung, déi e massiven Afloss op de Gesamtéquiliber vun eisen öffentleche Finanze kann hunn. Et wier generell begréissenswäert wann d'Chamber net géif ofwaarde bis se saiséiert gëtt, mä offensiv de Gesamtkader vun engem wichtegen Thema ëmräisst a sech aktiv an déi verschidden Etappe vum Meenungsbildungsprozess aklickt.

Am Zesummenhang mam Investitiounsprogramm vum Stat ass et an den Ae vun der Finanzkommissioun imperativ wichteg, fir am Sënn vu méi Budgetstransparenz an nohalteger Finanzplanung, der Sousalimentatioun vun eise Fongen Anhalt ze gebidden. Trotz héije Plus-valuen, déi am Laf vum Budgetsjoer 2006 mat engem Gesamtmontant vu ronn 588 Milliounen Euro an d'Fongen agespeist goufen, weisen der eng ganz Rëtsch am Pluriannuel scho vun 2009 un eng defizitär Situatioun aus.

Et gëtt engem ze denken, dass tëscht 2002 an 2007 d'Avoire vun de Fongen - eent vun eisen Haaptinstrumenter fir Politik ze maachen, awer och fir Reserven unzeleeën - ëm méi wéi d'Halschent erofgaange sinn an iwwer 1,5 Milliarde manner Reserven ausweisen. Hei imposéiert sech gläichermoossen eng Revisioun vun der pluriannueller Programmatioun am Hibléck op d'Dépensen an d'Dotatioune vum Stat. Dozou gehéiert och e pluriannuelle Plang vun de Recetten, mat Indikatiounen iwwert déi mëttel- a laangfristeg Finanzéierbarkeet vun alle geplangten Dépensen.

An anere Wierder: Mir brauchen eng regelméisseg Evaluatioun vun eise Recetten a vun eisen Dépensen, och op d'Fro hin awéiwäit déi Engagementer, déi mer mam Vote vum Budget aginn, och agehale ginn. Éischt Usätz si jo schonn do, andeems grouss Projete méi intensiv a méi konsequent op hir Machbarkeet an op hir Folgekäschten hi gepréift ginn.

De Statsrot fuerdert a sengem Avis zum Budget, dass verstäerkt budgetär Mëttelen an eng Croissance économique à long terme solle fléissen. Sou eng qualitativ Verbesserung géif beispillsweis duerch zousätzlech Investitiounen an d'Educatioun an an d'Recherche erreecht ginn, seet de Statsrot. Och a virun allem dat ass Développement durable: Déi nächst Generatiounen net mat oniwwerluechte Projeten ouni Plusvalue fir d'Zukunft ze belaaschten, mä villméi déi wichteg an zukunftsorientéiert Projete fir d'Land ugoen.

Am Résumé: Mir brauchen eng Evaluation à long terme vun eise budgetäre Recetten an Dépensen no de Kritäre vun der Transparenz a vun der Nohaltegkeet. An eisem Pluriannuel mussen d'Zukunftsprojete vum Land finanzéierbar sinn an als machbar ausgewise sinn. D'demographesch Entwécklung an d'Garantie vun eisem soziale Modell stellen eng vun den Haapterausfuerderunge vun der Zukunft duer.

Nieft dem Finanzsecteur, dee sech weider diversifiéiere muss, gëllt et de wirtschaftlechen Tissu vum Land opzewäerten an, mam Gesamtzil en Equiliber tëscht de Regiounen hierzestellen, weider auszebauen. Bei der Restructuratioun vun eisem Tissu économique kënnt der Universitéit an der Recherche eng ganz besonnesch Bedeitung zou. Hei spillt d'Zesummewierke vun öffentlechen a private Partner, och beim Opbau vun neie Kompetenzberäicher eng besonnesch wichteg Roll.

Dës Politik, déi sech an den dynamesche Kader vun der Lissabonn-Strategie a vum nationalen Aktiounsplang fir Innovatioun a Vollbeschäftegung integréiert, ass nëmmen am Respekt vun der nohalteger Entwécklung a vum sozialen Zesummenhalt ze bewältegen. D'Réforme administrative muss engagéiert weidergedriwwe ginn, well d'Vereinfachung vun de Verwaltungshürden a -weeër an d'Ausriichtung vum Secteur public als modernen Déngschtleeschtungsservice, ass e wesentlecht Stéck vu geliefter Kompetitivitéit. Déi dréngend Reform vun eisem Schoulsystem a vun der berufflecher Formatioun an d'Ganzdagsbetreiung si Kärelementer um Wee fir méi Chancëgerechtegkeet fir eis Kanner a fir eng besser Vereinbarkeet vu Beruff a Famill fir hir Elteren.

Mir brauchen en Tëschebilan vum IVL-Konzept am Zäithorizont 2020 mat kloeren Ëmsetzungsbestëmmungen, mat enger nohalteger Territorialreform an enger konsequenter Gemengefinanzreform. De Paquet fiscal vun der Regierung ass e Schratt an déi richteg Richtung vu méi selektiven a méi cibléierte soziale Mesuren, fir verstäerkt de sozial Schwaachen ënnert d'Äerm ze gräifen. Och de Splitting an d'Individualiséierung vun de Pensiounsrechter sinn e feste Bestanddeel vun enger méi équilibréierter Sozialpolitik. D'Nationalitéitegesetz, mat der Aféierung vun der duebeler Nationalitéit, an d'Integratiounsgesetz fir méi e grousse Matenee mussen an dëser Legislaturperiod ëmgesat ginn, fir mat dozou bäizedroen déi bestoend Kluft an eiser Gesellschaft ze verréngeren an eng gemeinsam Zukunft opzebauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dräi Haaptentwécklungsachse schiele sech aus dësem Rapport eraus:

1. Mir brauchen nieft der Finanzplaz e gesonde wirtschaftleche Mix vun Aktivitéiten a Kompetenzberäicher, déi sämtleche Regioune vum Land zegutt kommen.

2. D'Reform vun eisem Schoulsystem, d'Ganzdagsbetreiung an d'Verbesserung vun der Beruffsausbildung bleiwe virrangeg, fir d'Chancëgerechtegkeet vun eise Kanner a jonke Leit ze garantéieren, a fir d'Vereinbarkeet vu Famill a Beruff ze verbesseren.

3. Den IVL muss aktualiséiert, bilanzéiert a mat verbindleche Regele fir all eis politesch Handlungsfelder ëmgesat ginn. Dozou gehéiert och eng Territorialreform déi no de Kritäre vun der Nohaltegkeet d'Regioune stäerkt an d'Missioune vun de Gemengen ofséchert.

En allerleschte Wonsch: Kommt, mer gewinnen eis drun, fir e besseren a méi konsequente Monitoring fir all eis politesch Aktiounen ze maachen. Am Kloertext heescht dat: All gudden Aktiounsplang brauch e prezisen Timing. Mat enger systematescher Analys vun den Tëschenetappen an den Etüden, déi mer ugefrot hunn, mat enger kloerer Evaluatioun vun de Resultater, a virun allem mat enger konsequenter Ëmsetzung vun deem, wat mer dann zréckbehalen. Da komme mer nämlech mat ganz ville Saachen an Zukunft besser virun.

Mäi Merci geet ofschléissend un de Claude Tremont, stellvertriedend fir all déi, déi mech bei mengem Budgetsrapport begleet an ënnerstëtzt hunn. Et war mer eng Éier an eng Freed fir dës Aarbecht unzehuelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn der Madame Rapportrice Akt vun hirem Rapport.

Domat si mer um Enn mat eisen Aarbechte vun haut ukomm. Mar de Mëtten um hallwer dräi héiere mer den Exposé vum Här Budgetsminister Luc Frieden.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.10 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

SÉANCE 13

Mercredi, 5 décembre 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, concernant l'accord sur les recettes de TVA sur les services électroniques à l'issue de la réunion du Conseil «Affaires économiques et financières»

- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances*

2. Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling

- *M. Aly Jaerling*

3. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 *(suite)*

- *Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*

4. 5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution

- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, Mme Colette Flesch, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes*
- *Premier vote constitutionnel*

5. 5717 - Projet de loi portant approbation:

1. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003;
2. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003;
3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'extradition signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1er octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005;
4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005

- *Rapport de la Commission juridique: M. Patrick Santer*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Jean-Pierre Klein, M. Jacques-Yves Henckes, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, M. Robert Mehlen*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 5708 - Projet de loi portant

- transposition de la directive 2005/19/CE modifiant la directive 90/434/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents;
- transposition de la directive 2006/98/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, dans la mesure où cette directive a trait au domaine de la fiscalité directe;
- modification de certaines autres dispositions en matière d'impôts directs

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Laurent Mosar*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber speziell Deklaratiounen ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Neen, Här President.

Plusieurs voix.- Dach!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, uganks der Sitzung héiere mer eng Deklaratioun vum Här Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker iwwert den Accord, deen am Kader vum Conseil ECOFIN iwwert d'TVA fir elektronesch Déngschtleeschtungen ofgeschloss gouf. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

1. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, concernant l'accord sur les recettes de TVA sur les services électroniques à l'issue de la réunion du Conseil «Affaires économiques et financières»

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten, no e puer Virleef an deene leschte Méint, gëschter eng wichteg Sitzung vun den europäesche Finanzministeren iwwert d'Neifestleeung vun dem Besteierungsuert vu bestëmmte Leeschtungen a kommerziellen Echangen, déi der TVA ënnerleien.

Déi Sitzung, déi - well mir esou si wéi mer gëschter waren a well mer esou bleiwe wéi mer wëlle sinn - e puer Mol huet missen ënnerbrach ginn, huet mat sech bruecht, datt ech entgéint menger ursprünglecher Planung - un där ech awer schonn éischt Zweiwelen hat wéi ech se festgeluecht hunn - net konnt gëschter Mëtteg hei an der Chamber sinn, wéi eis Kolleegin, d'Madame Lydia Mutsch, hire Rapport zum Budget 2008 virgedroen huet.

Ech hat probéiert via eise Wirtschaftsminister hir dat ënnert entschëllegender Form matzedeelen. Ech wollt mech awer haut nach eng Kéier formell bei der Madame Mutsch entschëllegen, well ech fannen, datt dat dee wichtegste Rapport ass, deen am Joer hei virgedroe gëtt. A soufern wéi ech e konnt consultéieren, souwuel dee schréftleche wéi och liesen iwwert dee mëndlechen, op wéineg Nuancë près - op ganz wéineg Nuancë près - fillen ech mech an déiwer Harmonie domat. An ech wollt och der Madame Mutsch meng Unerkennung soe fir déi exzellent Aarbecht, déi si geleescht huet.

Éierlecherweis muss ech awer soen, datt ech gëschter ganz aner Suergen hat, an déi Suergen hu sech ronderëm d'TVA-Besteierungsregele gedréint.

Mir sinn zënter laange Jore schonn amgaang, schonn am ECOFIN zesumme mam Henri Grethen, dee Wirtschaftsminister war an där leschter Legislaturperiod, do hu mer eis mussen duerch dee schwierege Bësch do bewegen. Mir hunn an deene leschte Jore vill doriwwer geschwat a mir sinn eis iwwer alles eens ginn, sauf iwwer ee Punkt, wou mer eis net eens gi sinn, an dat ass ee Punkt, dee Lëtzebuerg an engem ganz besonnesche Mooss betrëfft, an dat ass d'Festleeung vum Besteierungsuert vun den elektroneschen Déngschtleeschtungen, vun den Televisiounsservicer a vun den Telekommunikatiounsservicer.

Wéi war d'Regel? Wéi ass d'Regel? Wéi bleift d'Regel nach e puer Joer? Déngschtleeschtungen elektroneschen Zouschnëttes an deem Beräich, deen ech genannt hunn, déi ginn do besteiert, wou déi Plaz ass, wou déi Déngschtleeschtunge fortginn. Fir dat iwwersimplistesch ze soen: Gesellschaften, déi hire Sëtz zu Lëtzebuerg hunn an déi déi Déngschtleeschtungen an aner europäesch Länner schécken, déi ginn no de Lëtzebuerger TVA-Regele besteiert, dat heescht, do wou den Normalsaz vun der TVA-Besteierung ufält, mat 15%.

Een, deen déi Déngschtleeschtungen no Schweden schéckt oder no Dänemark, dee bezilt net, wéi dat an deene progressisteschen, sozialistesch gepräegte skandinaveschen Nordlänner ass, mat 25%. Dat bezuelen d'Dänen an d'Schweden op de Botter an op déi elektronesch Déngschtleeschtungen. Déi bezuelen dat zu 15%.

An den Här Fayot mécht zu Recht drop opmierksam, datt déi biergerlech Regierungen, déi déi sozialistesch oder sozialdemokratesch Regierungen ofgeléist hunn, natierlech bei deene Prinzipie bliwwe sinn, wat och erklärt, firwat datt hei am Land an hei am Haus periodesch Leit optrieden, déi d'Vertu vun de skandinavesche Modeller sangen. D'Leit bezuele fir de Modell, an de Modell ass och nach net besser wéi eisen, a bei eis bezuelen se 10% manner.

(Brouhaha général)

Déi Regel, datt d'TVA-Besteierung am Pays d'origine, am Ursprongsland, stattfënnt, war bis viru kuerzem intellektuellt Allgemeingut vun der Europäescher Kommissioun a vun de Memberstaten. Vu datt de gesonde Mënscheverstand sech seele laang hält, huet sech op eemol ugefaangen eng Tendenz an déi ëmgedréinte Richtung ze maachen, nämlech déi Leeschtungen an deene Länner ze besteieren, wou déi Leeschtungen higinn. Dat ass nei gewiescht. Dat war ni den intellektuellen Usaz an et entsprécht och kenger Bannemaartlogik.

Vu datt - ouni nach eng Kéier en exzessiven Ëmgang mam Possessivpronome praktizéieren ze wëllen - meng lescht a meng jëtzeg Regierung sech awer am Zesummenhang mat der Direktiv Bolkestein géint de Pays d'origine ausgeschwat hunn, mä fir de Pays de destination bei den Déngschtleeschtungen, hunn eis Räsonnementer ugefaangen net méi esou zolidd ze si wéi se fréier emol waren. Ech halen dat awer, wat déi fréier an déi jëtzeg Regierung an deem Zesummenhang gemaach hunn, sozialpolitesch betruecht ëmmer nach fir absolut richteg.

Et ass also eng Rechtsregel ginn an Europa an déi wollt, geet d'Leeschtung vu Lëtzebuerg fort, gëtt zu Lëtzebuerg TVA-méisseg steierlech beluecht. Doropshin, wéi déi Regel bis agefouert ginn ass, sinn Entreprisen no Lëtzebuerg komm.

Et muss ee vläicht zum bessere Verständnis vum Gesamtvirgang rappeléieren - d'Kolleegen aus där fréierer Regierung wëssen dat nach -, datt d'Iwwerleeung deemools war, datt een déi Betriber, déi an Europa era Leeschtunge ginn hunn, elektronescher Natur, an déi quasi keng TVA bezuelt hunn, well dat jo extrem schwéier ze kontrolléiere war, wann een aus der Türkei, aus der Schwäiz oder vun engleschen Inselen déi jo fannen, si géifen net zur Europäescher Unioun gehéieren, an Europa era Leeschtunge ginn huet. Fir déi dann dozou ze bréngen an Europa ze kommen, ass deemools gesot gi vum ECOFIN - 2003, Här Grethen, war dat, wéi mer dat zesummen, 2002, pardon, beschloss hunn -, datt, wann ee sech an engem Land vun der Europäescher Unioun umellt, datt een da vun deem Land aus an all Länner vun der Europäescher Unioun, mä zu de Besteierungsregele vun deem Land, wou een ugemellt ass, déi elektronesch Déngschtleeschtungen ofréiere kann.

Heiansdo gëtt gesot, datt dee Steierregime, dee mer hätten, eppes Extraordinäres wär, Nischepolitik, wéi am Elementarjournalismus zu Lëtzebuerg geschriwwe gëtt, géif duerstellen. Dat ass et net! Et gëtt hei eng vun all Mënsch an Europa akzeptéiert Rechtsnorm applizéiert, an déi Rechtsnorm ass agefouert ginn, fir d'Interesse vum europäesche Steierzueler staatenbund ze schütze par rapport zu Drëttstaten.

Doropshi si Betriber op Lëtzebuerg komm, well se gemierkt hunn, datt et avantagéis fir si wär sech zu Lëtzebuerg ze installéieren, well mer déi niddregsten TVA an der Europäescher Unioun hunn.

Déi niddereg TVA ass och keng Nisch, déi mer exploitéiere géifen. Dat geet zréck, déi 15% TVA, op deen europäesche Minimum, dee mer am Joer '91, de 24. Juli véirel vir aacht, festgeluecht hunn: 15% Minimum. Mir hunn de Minimum. Anerer waren och um Minimum. Si sinn net méi um Minimum. Mir sinn nach ëmmer um Minimum.

Dat hu mer gemaach aus sozial schounende Grënn. Eisen Usaz bei der indirekter Besteierung, soufern wéi d'TVA an och d'Accisë betraff sinn, hunn haaptsächlech sozialpolitesch Ambitioun a sech gehat, wa mer dat esou gemaach hunn. Vu datt awer déi Déngschtleeschtungen do, elektroneschen Zouschnëtts, haaptsächlech TVA-belaascht sinn an de Moment nach manner Akommessteier-belaascht sinn, huet sech erginn, datt déi grouss Entreprisen, déi grouss Provideren, déi grouss Opérateuren op Lëtzebuerg komm sinn, dat een niddereg TVA-Steiersaz hat aus soziale Grënn, mä deen elo utiliséiert gi ka fir basic kapitalistesch Geschäfter - am gudde Sënn vum Wuert - ze bedreiwen.

Mir hunn also näischt gemaach, wat net rechtens gewiescht wär, näischt gemaach, wat net ënner moralesche Gesiichtspunkter akzeptabel gewiescht wär. Mir hunn eng Regel applizéiert, déi mer zu 15 à l'époque, zu 27 haut, agefouert hunn. AOL ass komm. Mir hunn och gutt zougeriet, dass se géife kommen. An anerer si komm, och aus steierlechen Iwwerleeungen eraus.

Ech muss nach eng Kéier u mäi Frënd Henri Grethen appeléieren, fir als Zeien derfir ze stoen, dass et eis Absicht net war, steierlech Nischen- oder wéi ëmmer och geaartet Attraktiounspolitik ze maachen, mä fir Lëtzebuerg zu enger éischter Adress an deem Beräich ze maachen.

An AOL, déi contrairement zu deem, wat an den Zeitunge steet, natierlech ëmmer nach zu Lëtzebuerg ass, well dat englescht Geschäft vun AOL no Groussbritannien nach ëmmer vu Lëtzebuerg aus gemaach gëtt an och zu Lëtzebuerg besteiert gëtt, iwwregens an der Héicht vu 40 Milliounen Euro d'Joer, dat war quasi d'Einstiegsdrog. Nodeem AOL, déi weltwäit féierend Gesellschaft, zu Lëtzebuerg war, sinn anerer waakreg ginn, an déi sukzessiv Wirtschaftsministeren Henri Grethen a Jeannot Krecké, de Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz hu sech op d'Rees gemaach. An doduerch sinn ëmmer méi där Betriber komm.

Mä net méi all aus steierleche Grënn. Anerer si komm, well Lëtzebuerg op eemol an deem Rayon do ee gudde Ruff hat, well mer

investéiert hunn, well mer eis international Connectivitéit verbessert hu mat massiven Investissementer. Amazon zum Beispill, vun där ech ëmmer liesen, där Gesellschaft, déi géif auf Gedeih und Verderb vun deene Regelungen hei ofhänken, fält iwwerhaapt net ënnert déi méi niddreg lëtzebuergesch TVA.

Wann Amazon Lëtzebuerg ee Buch a Schweden op Malmö schéckt, da fält déi schwedesch TVA un. Dat ass ee Geschäftsberäich, dee fält ënnert d'Vente à distance. Dat fält net ënnert d'Regelunge vum Commerce électronique. Amazon ass zum Beispill net zu Lëtzebuerg dee gréisste weltwäite Buchverdreiwerbetrib aus steierleche Grënn, mä aus ganz anere Grënn, déi mam allgemengen Environnement zu Lëtzebuerg ze dinn hunn. Mä Amazon wier ni op Lëtzebuerg komm, wann AOL net aus steierleche Grënn fir d'éischt no Lëtzebuerg bruecht gi wier.

Et sinn d'Rieden aus dem Joer 2003 hei am Haus zu deem Punkt nozeliesen a kritesch ze wäerten, niewebäi bemierkt.

Wat elo proposéiert ginn ass vun der däitscher Presidentschaft, déi amtéiert huet an der éischter Joreshalschent vum Joer 2007, war, dass de Prinzip géif geännert ginn, dass bei elektroneschen Déngschtleeschtungen - Downloade vu Musek an Ähnleches - géif am Land besteiert ginn, wou de Produkt ukënnt, an net méi am Land géif besteiert ginn, wou de Produkt fortgeet. Also net méi Lëtzebuerg, mä d'TVA vun deene Länner, wou d'Leeschtung higeet. An zwar vum 1. Januar 2010 un.

Ee brutale Wiessel vum Basisprinzip statt Ursprongsland, Bestëmmungsland. Dergéint hunn ech am Juni hei zu Lëtzebuerg mäi Veto ageluecht. Déi portugisesch Presidentschaft, déi elo am Jauwen ass, huet am November déiselwecht Propositioun nach eng Kéier gemaach, an ech hunn nach eng Kéier am Numm vun der Regierung vun eisem Land als Eenzege mech där Léisung opposéiert. Firwat?

Net, well ech op eemol meng europäesch Verhalensmuster drastesch iwwerpréift hätt, mä well ech fonnt hunn, dass dee steierleche Verloscht, deen dat fir Lëtzebuerg géif mat sech bréngen, esou abrupt net kéint duerch aner Aktivitéiten oder duerch eng Ëmgestaltung vun der Weiderféierung vun därselwechter Aktivitéit kéint absorbéiert a résorbéiert ginn.

Well et muss ee wëssen, dass mer vum Joer 2003 bis an d'Joer 2007, aktuelle Stand, 900 Milliounen Euro Steieren ënner Form vun TVA aus deenen Aktivitéiten ofgezunn hunn. Dat sinn, fir dass mäi Papp mech och versteet, deen, falls hie mer nokuckt, vu mir soll gegréisst ginn, eng 36,5 Milliarden al Lëtzebuerger Frang.

(Hilarité)

Déi gehat hunn, an déi hunn, an déi net méi hunn, dat mécht, denken ech, op jiddfereen heibannen déi minimal Impressioun, déi et brauch, fir ze verstoe vu wat ech schwätzen. Anerer an Europa beandrockt dat wesentlech manner. Mir kréie prévisiblement fir d'Joer 2007, dat ass am Lafen, eng Budgetsrecette vun 270 Milliounen Euro eleng iwwert déi elektronesch Déngschtleeschtungsservicer. Dat ass bal 1% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. Jiddefalls an ale Frang - fir mäi Papp - ausgedréckt, 11 Milliarden.

Do kann een net einfach soen: Dir hutt Recht a mir hunn Onrecht, an elo maache mer dat! Da muss een a Gespréicher triede mat de Kolleegen. Vu dass et keng Nischepolitik ass, vu dass mer net eppes gemaach hunn, wat moralesch verwerflech wier, vu dass AOL den 1. Juni 2003 komm ass opgrond vun enger positiver Rechtsnorm, déi an Europa gesat gi war, vu dass et Europa drëm gaangen ass, eege Steierrecetten ze kasséieren, statt dass déi géifen an den Drëttlänner ronderëm Europa versickeren, hu mer fonnt, dass mer Recht hätten, eis géint ee séiert Aféiere vun enger neier Regel, déi net d'Regel war wéi de Bannemaart ugefaangen huet, ze wieren, a mir hunn, wéi ech dat scho gesot hunn, zweemol Veto gemaach.

Mir hunn doropshi mat eise portugisesche Frënn - dat si wierklech Frënn vun eisem Land - intensiv Gespréicher, Kontakter, Dialoger gefouert. De Statsminister ass jo ëmmer am Ausland - mir kenne jo déi Kritik; dat huet heiansdo seng Grënn, firwat dass ee sech muss a Bewegung setzen. Mir wëssen zwar, dass mir den Nuebel vun der Welt sinn, mä dat huet sech nach net weltwäit an der Erkenntnis duerchgesat,…

(Hilarité)

…dass dat esou ze geschéien huet, an da muss een op deene Plaze mat de Leit schwätzen, wou een déi Leit ka gesinn, déi, wa se an der Presidentschaft sinn, och vill beschäftegt sinn. An d'portugisesch Presidentschaft…

(Interruption)

Et ass esou einfach, wann een an der Regierung ass.

(Hilarité)

Dir sot, dat ass esou schéin. Et ass esou einfach.

(Interruption)

Dir hutt also iwwer eppes anescht geschwat.

(Interruption)

Jo, ech hat schonn oft den Androck, dass Dir hei net richteg nolauschtert.

(Interruption)

Jo, jo, ech hat schonn oft den Androck, dass, wann et iwwer seriö Saache geet, Dir lech mat ganz anere Saache beschäftegt, wa mer hei eng Debatt féieren, an duerfir sinn ech frou, dass Der dat emol eng Kéier coram publico esou zouginn hutt. Trotzdeem bleift et derbäi, dass et méi schéin an der Oppositioun ass, wéi an der Regierung, an dee schéinen Zoustand, dee bleift lech liewenslänglech och erhalen.

(Brouhaha général et hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Mir begréissen et op jidde Fall, dass Dir emol erëm eng Kéier hei zu Lëtzebuerg sidd.

Une voix.- Oh! Oh Mamm!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Voilà, an dat weist, dass Der Recht hutt, Är Zeitung, ech weess net wat ze liesen, statt mer nozelauschteren, well soss hätt Der déi blöd Remarque do net kënne maachen.

Une voix.- Mir hunn déi ganzen Zäit nogelauschtert.

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Jo, jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- War et alt d'„Wort", Här Mehlen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Gelift?

Une voix.- D'„Wort".

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Ech gesinn net vun hannen op d'ADR, well ech si gewinnt, am Géigesaz zu lech, d'ADR vu vir unzegoen.

(Brouhaha général, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

Här Bettel, Dir gitt där Remarque do eng Interpretatioun…

M. le Président.- Loosse mer zum Thema zréckkommen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Ech si beim Thema, well déi Interpretatioun, déi den Här Bettel menger Remarque gëtt, ass net déi, déi a menger Intentioun louch. Ech leeë Wäert op déi Remarque, an ech wëll och net gleewen, dass den Här Bettel eng Sekonn geduecht huet, dass ech do ofgerëtscht wier an ee Beräich, wou bei mir Respekt an Dignitéit vum Mënsch zielt a soss näischt. Insofern ass déi Remarque politesch ze wäerten, dass ee sech mat der ADR muss offensiv auserneesetzen, statt defensiv.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Wat jo heiansdo och Succès huet, wéi ech feststellen, wann och net an deem Mooss, wéi ech mer dat gewënscht hätt.

Ech kommen zréck zu mengem Thema - mä dat do war mer eng wichteg Remarque -, fir ze soen, dass mer mat eise portugisesche Frënn intensiv iwwert déi Matièren do geschwat hunn an déi och vun der Deelrichtegkeet vun eisen Theesen esou iwwerzeegt kritt hunn, dass d'portugisesch Presidentschaft, woufir ech hir dankbar sinn, eis net an d'Situatioun versat huet gëschter, mussen ee Veto géint d'Propositioun vun der Presidentschaft anzeleeën, mä déi aner eigentlech obligéiert huet, well d'Presidentschaft ee groussen Deel vun eise Suggestiounen iwwerholl huet, Veto oder Neen zu de Propositioune vun der Presidentschaft ze soen.

D'Presidentschaft hat proposéiert, dass déi nei Regel net 2010, mä 2015 géif a Kraaft trieden. Dat war eis Haaptexigenz. Dat hate mer der Presidentschaft matgedeelt.

Zweetens huet se proposéiert, dass no 2015 20% vun den TVA-Steierrecettë géifen an deem Land bleiwen, wou de Betrib fixéiert ass, an déi aner géifen no de Regele vun deenen aneren Destinatiounslänner un déi verdeelt ginn, an drëttens, dass ee Rapport géif kommen am Joer 2014 iwwert d'technesch Machbarkeet vun där neier Regelung.

Ech hunn am Ufank vun der Debatt däitlech gemaach, dass mer 2015 gefrot hunn, a vun der Presidentschaft kritt hunn, net fir do stonnelaang ze diskutéiere wéi ee kéint op 2012, 2013 kommen - mir wieren net a Kollektivvertragsverhandlungen -, dat wär eng seriös Offerte fir 2015 an eppes anescht géif net goen. Trotzdeem ware 25 Länner géint den Datum 2015; just Malta a Lëtzebuerg ware mat der Presidentschaft averstanen.

No laangen Diskussiounen, an nodeem virun allem England, Däitschland, Spuenien, anerer, och där neier Länner, déi eigentlech der Lëtzebuerger Diplomatie während de Bäitrëttsverhandlungen och a steierleche Saache relativ vill ze verdanken hunn, sech géint dee Prinzip 2015-Aféierung ausgeschwat hunn, hu mer dat dann awer kritt, während dem Mëttegiesse vun de Finanzministeren, wat ëmmer Aarbechtssitzunge sinn, a wou d'Ministeren eleng sinn, wou also een och ka Lëtzebuergesch schwätzen, och wa keen et esou direkt versteet. Mä an der Iwwersetzung op Franséisch virgedroen, kléngt et och iwwerzeegend, jee nodeem wat ee seet.

Dat féiert d'Lëtzebuerger Press haut stolz - wann s de esou aus enger laanger Sitzung vu siwe Stonnen Zodi do erëmkënns - zu ënnerschiddleche Kommentaren. Ech liesen am „Lëtzebuerger Wort". Dat ass jo déi Zeitung, vun där Dir ëmmer sot, déi géif mer nostoen. Dat ass, well Der aus Ären traditionellen Denkschemen net richteg erauskommt.

(Hilarité)

Do steet: „Luxemburg gibt nach". D'„Tageblatt" vun Esch, vum Här Castegnaro presidéiert, also e Stéck méi no un der Wourecht,...

(Hilarité)

...schreift: „Luxemburg setzt sich durch". Et ka jo awer nëmmen eppes stëmmen.

(Hilarité)

An ech wëll lech soen: Näischt stëmmt. Weder dat eent, nach dat anert. Mir hunn et fäerdeg bruecht, dass déi Direktiv 2015 a Kraaft trëtt, an net 2010, wat eis budgetsméisseg betruecht relativ ze séier grouss Problemer geschaf hätt, déi mer net hätte kënnen transitoresch esou begleeden, dass ee se hätt kënnen opfänken.

Mir kréien am Joer 2015 an am Joer 2016 30% vun där TVA-Recette, déi ufält, statt, wéi vun der Presidentschaft virgeschloen, 20%, a wéi vun eis virgeschloe 25%. Mir kréien an de Jore '17 an '18 15%. Mir kréien am Joer 2019 0%, well mer eis dervun iwwerzeege gelooss hunn, dass et mat der TVA-Philosophie, mat der TVA-Technik kaum kompatibel ass ee Partage vun de Recetten, e „revenue share" ze maachen.

Mir hunn zwou Positiounen an där Verhandlung gehat, nieft där Deklaratioun, déi ech hei net wëll erwähnen: 2015 - den Datum - an de Partage vun de Recetten. Wichteg ass den Datum. Dat war mam Secteur ofgeschwat. Dat gëtt eis aacht Joer Zäit fir ëmzedisponéieren, falls ëmdisponéiert muss ginn. De Partage vun de Recetten, am Fall wou mer - wouvun ech ausginn - nach méi Betriber bäikréien, an um Enn vun där Period och vill Betriber zu Lëtzebuerg hunn, déi dann net méi aus steierlechen, mä aus anere Grënn hei sinn an déi d'Akommessteier bezuele bei hire Leit, an d'Betribssteier bei sech selwer. Da komme mer also iwwert déi ganz Phas bis 2019 budgetär, aarbechtsmaartpolitesch an och soss iwwert d'Bühn.

Dat waren also net Verhandlungen, obschonn ech weess, dass d'Finanzministeren an d'Premieren a besonneschem Mooss dat nawell gäre maachen, wa se vu Bréissel erëmkommen: Wa se net verluer hunn, hu se gewonnen. An da soe se: Voilà! Mir hunn deenen aneren et gewisen. Déi aner hunn noginn. Mir hunn eis duerchgesat.

Dat ass net meng Façon, fir Europa ze erklären. Europa, dat ass eng Saach, déi ass vill ze vill wichteg, fir där primitiver Gespréicher, déi a ville Parlamenter - net hei - gefouert ginn, kënnen ze féieren.

Mir haten ee Problem. Dee Problem ass am Ufank net vun deenen aneren unerkannt ginn. Mir hunn dee Problem op de Radarschierm vun deenen anere bruecht. Si hunn dee Problem unerkannt. Mir hunn den europäesche Problem, nämlech eng nei Regelung vun der TVA, an europäeschem Geescht geléist, an et gläichzäiteg fäerdeg bruecht, dass eis eegen Interessen op eng fir eis zefridde stellend Aart a Weis, budgetspolitesch an och soss, zur Kenntnis geholl konnte ginn.

Dofir ass dat een typeschen europäesche Kompromiss. Ech ginn elo op déi zou - déi 26 Länner, déi et anescht gesinn - an ech forcéieren déi 26 Länner zur Kenntnis ze huelen, wat eise Problem ass.

Anescht kann Europa ni eppes ginn, wann ee sech net esou beweegt. Deen, deen eleng ass, muss sech op déi aner zoubewegen, an déi, déi an enger ekrasanter Majoritéit sinn - am Fall, wou Lëtzebuerg eleng ass, ass d'Majoritéit ëmsou méi ekrasant, well mer net zu deene gréisste Länner an der Europäescher Unioun zielen -, musse sech och op deen zoubewegen, deen - och wann e kleng ass - ee grousse Problem huet.

Elo wëll ech derbäi soen, dass mer 2-mol Veto gemaach hunn, wat ech net gäre maachen, a wat ech och nach ni gemaach hunn a 25 Joer. Déi eenzeg Kéier, wou d'Lëtzebuerger e Veto a Steierfroe gemaach hunn, hunn ech mech duerch de Statsminister Santer vertriede gelooss, well ech et virgezunn hat no engem Accident déi Zäit am Koma ze verweilen, als mech mat där Gretchenfro do missen ze beschäftegen.

Mir hunn zweemol Nee gesot, well mer wollten eise Problem op een Niveau hiewen, wou e vun deenen anere voll emfänglech géif zur Kenntnis geholl ginn.

Ech sinn an deenen Debatten, déi schwiereg waren, vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké mustergülteg a voll solidaresch an technesch kompetent ënnerstëtzt ginn, esou wéi ech dat och mam fréiere Wirtschaftsminister Henri Grethen gemaach hunn, wann et ëm d'Fiscalité de l'épargne gaangen ass; eng e bësse méi schwiereg Verhandlung nach wéi déi heiten.

Näischt wär méiglech gewiescht ouni déi exceptionnel Qualitéit vun de Lëtzebuerger Beamten, dem Direkter vun der Enregistrementsverwaltung, de Romain Heinen, an eiser Ambassadrice zu Bréissel, der Madame Schommer. Ouni déi kéint ech lech net soen, dass et gutt ausgaangen ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun an ech soen him Merci, dass hien d'Chamber zum fréist méiglechen Zäitpunkt iwwert dës fir eist Land wichteg Problematik informéiert huet.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Éier den Här Budgetsminister d'Wuert kritt, huet nach den Aly Jaerling d'Wuert fir eng Motioun ze déposéieren.

2. Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Well ech gëschter festgestallt hunn, dass d'Regierung Problemer huet sech vun engem Deputéierten interpelléieren ze loossen iwwert d'Situatioun Trennung vu Kierch a Stat an de Finanzement vun de reliéise Communautéiten, sinn ech der Meenung, dass d'Regierung dann an deem Fall selwer sollt d'Initiativ ergräifen.

Dofir wëll ech dann hei eng Motioun deponéieren, déi d'Regierung opfuerdert opgrond vum Artikel 90 vum Chamberreglement en Débat de consultation ze organiséieren, fir déi effektiv Stellung vun de Chambersfraktiounen iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat dann hei an der Chamber endlech definitiv festzeleeën.

Motion

D'Volleksvertriederkummer, nodeem

- datt d'Regierung opgrond vun der Motioun vum 18. am Broochmount 1998 mat enger weiderer reliéiser Communautéit eng Konventioun wëllt ofschléissen, a staatlech Ënnerstëtzung zougestoen;

- datt awer de 6. am Mee 2004 net all Fraktioun an der Chamber hir Zoustëmmung zu finanzielle Bäihëllefe fir zwou zousätzlech reliéis Communautéite ginn hunn, an och

eng gréisser Diskussioun sech an der Öffentlechkeet breetmécht;

- datt deemno elo de Moment opportun schéngt, fir eng Diskussioun iwwer eng Trennung vu Kierch a Stat an d'Finanzéierung vun de reliéise Communautéiten anzeleeden;

fuerdert d'Regierung op

- opgrond vum Artikel 90 vum Chamberreglement en Débat de consultation ze organiséieren, fir déi effektiv Stellung vun de Chambersfraktionen am Kontext vun der Trennung vu Kierch a Stat ze ergrënnen;

- bis dohinner e Moratoire auszespriechen, fir weider staatlech Ënnerstëtzung fir Reliounsgemeinschaften zouzegestoen.

(s.) Aly Jaerling.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Ech gesinn, déi Motioun huet nëmmen eng Ënnerschréft. Ass nach een d'accord, fir déi Motioun ze ënnerstëtzen? D'Häre François Bausch, Jean Huss, Henri Kox an d'Madame Viviane Loschetter.

Dann décidéiert d'Presidentekonferenz, wéini datt se op den Ordre du jour vun der Chamber kënnt.

Elo huet den Här Budgetsminister Luc Frieden d'Wuert, fir säin Exposé iwwert de Statsbudget vum nächste Joer virzedroen.

3. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)

Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, d'Rapportrice zum Statsbudget 2008, déi honorabel Madame Mutsch, huet gëschter...

(Interruption par le Président)

...hir Ried opgehalen andeem se gesot huet, am Fong misst een a ville Politikberäicher regelméisseg Monitoringe maachen, Evaluatioune vun där Politik, déi mer maachen.

Et gëtt ee Beräich, wou d'Chamber dee Monitoring mat extrem grousser Regelméissegkeet mécht. Dat ass d'Finanzpolitik. Well et ass all Joer ëm dës Zäit, wou d'Chamber an öffentleche Sitzungen iwwert de Budget schwätzt, mä net nëmmen iwwert dat Zuelewierk, wat d'Regierung virleet, mä och iwwert déi Politiken, déi dorauser entstinn. Duerfir muss ech och hei ufänken, andeem ech der honorabeler Madame Mutsch Merci soe fir déi Analys, déi se hannert déi Zifferen och gesat huet, déi de Budget reflétéieren. Ech géif gären an deem Merci souwuel déi mëndlech wéi déi schréftlech Aarbecht ervirsträichen.

Ech weess och als fréiere Budgetsrapporteur wivill Aarbecht do derhannert stécht, mä och wivill Gedankenustéiss an esou enger Aarbecht solle sinn. Et ass jo net eng Aarbecht déi soll, nodeem se gemaach ginn ass, an den Tirang geluecht ginn, mä et ass eng déi soll duerch déi Diskussiounen zu Debatten och hei am Parlament an dobaussen Usporn ginn. An deem Sënn ass dat eng Aarbecht, wou ech konnt op wäite Weeër matgoen. Op Nuancë sinn et ëmmer Ënnerscheeder, mä dat ass jo eben den Intérêt vun der demokratescher Debatt.

Ech géif och gäre soen, datt och déi Beruffschamberen, déi sech zum Budget ausgeschwat hunn, eng wesentlech an oft wéineg bëuechte Contributioun zur politescher Debatt sinn, well och si hannert d'Zuelewierk kucken an domadder eng ganz Rei politesch Indikatioune ginn, déi heibannen diskutéiert gi sollten.

D'Finanzkommissioun huet dat gemaach, dofir soen ech och hirem President an deenen anere Membere vun där Kommissioun Merci, mä et sollt een och am Débat heibannen déi Aarbechte vun der Finanzkommissioun vläicht e bësse méi oft beliichten, well dat si vill Stonnen, déi do drop ginn, wat d'Leit oft net matkréien.

D'Statsfinanze sinn effektiv en Haaptinstrument vun der Gestaltung vu ville Beräicher vun der Politik, an ech géif souguer behaapten: Et ass de Schlëssel, fir zum Zil ze komme vun esou munch politeschem Beräich.

Et ass d'Grondlag, wann ee Finanzpolitik verantwortungsvoll mécht, fir d'Zukunft vum Land ze preparéieren. A wann ech dee Budget 2008 kucken, da géif ech soen, datt e virun allem sech duerch dräi Charakteristike beschreift:

Éischtens, en huet eng grouss Budgetsdisziplin bei den Ausgaben. D'Ausgabe wuesse manner schnell wéi mëttelfristeg de Wirtschaftswuesstum.

Zweetens, et ass e Budget, deen zolidd Steierreduktiounen a Steiermechanisme fir Betriber a Privatleit virgesäit.

An drëttens, et ass e Budget mat staarken inhaltlechen Akzenter a ville Beräicher, sief dat d'Schoul, d'Kanner, den drëtten Alter, d'Gesondheet, de Wunnengsbau an aner Beräicher. Am Fong ass eist Zil Lëtzebuerg haut attraktiv ze maachen an d'Lëtzebuerg vu mar och duerch de Budget 2008 ze preparéieren, well ech hunn oft heibanne gesot, wann een e Budget mécht, da muss een och de Bléck op d'Zukunft hunn an der Finanzpolitik an doriwwer eraus, well mat Dépensen, déi een haut mécht, preparéiert een de Wee vun deene Joren duerno.

An dofir plädéieren ech dofir, fir mat Virsiicht de Budget opzestellen, well ee sécherlech ni genau weess wéi d'Zukunft ausgesäit. An ech hätt och gären, wann een d'Zukunft kuckt, datt een de Budget 2008 och am Liicht vum Stabilitéitsprogramm iwwert d'öffentlech Finanze gesäit, deen eis Regierung, dee mir fir d'Period 2008 bis 2010 der Europäescher Unioun virgeluecht hunn. Eist Zil ass et responsabel mat de Statsfinanzen ëmzegoen, an eist Zil war a bleift et, fir d'öffentlech Finanzen zolidd, gesond ze halen, dat heescht och 2009 an där ganzer Legislaturperiod ausgeglachen öffentlech Finanzen ze hunn.

Gesond Statsfinanzen, dat sinn och Elementer wéi Defizit oder keen Defizit, dat si Reserven oder Netreserven, dat ass Statsschold oder keng Statsschold. All deenen Elementer ass d'Zil vun der Regierung kloer, mir hätte gäre gesond an zolidd öffentlech Finanzen.

An ech menge behaapten ze kënnen, datt mer haut dat Resultat och duerch de Budget 2008 erreecht hunn. Ech stelle fest, d'öffentlech Finanzen 2008 sinn am Gläichgewiicht, plus 0,8% vum Bruttoinlandsprodukt. D'öffentlech Schold ass extrem niddereg, manner wéi 7% vum Bruttoinlandsprodukt. An d'Reserve fir grouss mëttelfristeg Projete sinn och an deene leschte Joren erëm opgestockt ginn. Si sinn héich. Si erlaben eis eng ganz Rei Saachen an den nächste Joren am infrastrukturelle Beräich ze finanzéieren.

Wann ech also déi dräi Resultater kucken: d'öffentlech Finanzen, d'Statsschold an d'Reserven, da gesäit een, datt dat d'Resultat ass vun enger konsequenter Budgetspolitik, déi engersäits Budgetsdisziplin huet an och versicht déi konsequent duerchzéien, an anerersäits - dat gi mer gären zou - och profitéiert huet vun enger extrem gudder Konjunktur. Déi Konjunktur huet dee politesche Prozess, dee mer ageleet hunn, an der Budgetspolitik accéléréiert.

Jo, et ass richteg an ech mengen, dat ass och gëschter hei aus der Presentatioun vum Rapport vun der Finanzkommissioun ervirgaangen: Mir hunn eng staark wirtschaftlech Croissance. Mir leie wäit iwwert der europäescher Moyenne. Wann ech mer déi Chifferen ukucken, da gesäit een, datt mir d'nächst Joer wäerten eng Croissance hunn tëschent 4 a 5%. Dat ass iwwregens, wann een dat emol nokuckt, déi nämlecht Moyenne, déi mer an den 90er Joren haten, an et ass och déi wirtschaftlech Croissance, déi mer an de Jore véier a fënnef vun dësem Jorzéngt haten.

Mä 4 bis 5%, dat ass dat Duebelt vun der Eurozon, well an der Eurozon gëtt sech d'nächst Joer e Wirtschaftswuesstum vun 2 bis 2,5% erwaart. Frankräich läit bei 2%. Däitschland läit bei 2%. Dat heescht, mir hu vill méi eng staark Croissance wéi d'Nopeschlänner.

Allerdéngs muss ee bei deene Prezisiounen dobäisoen, datt d'statistesch Ämter souwuel déi europäesch wéi déi national dovun ausginn, datt et d'nächst Joer e bësse méi lues geet wéi dëst Joer. Trotzdeem ass et eng staark Croissance.

Ech hunn dofir plädéiert, datt mer de Budget nächst Joer och mat gréisster Virsiicht opbauen, an ech mengen déi Virsiicht ass ubruecht. Virsiicht an Optimismus schléisse sech net aus. Ech mengen, datt mer kënnen zefridde si mat deem Resultat, wat mer erreecht hunn, datt mer kënne mat Optimismus an d'Zukunft kucken, mä datt mer och mat Virsiicht mussen an d'Zukunft kucken, well et ginn eng Rei Incertituden.

Dat Éischt, dat ass ganz sécher d'Evolutioun vum Pëtrolspräis. Déi Präisser, déi iwwer 90 Dollar pro Barrel leien, no bäi 100, dat sinn natierlech Elementer, déi och op eis wirtschaftlech Croissance drécken. Gott sei Dank hu mer fir de Moment e staarken Euro par rapport zum Dollar. Dat mécht dee Pëtrolsschock e bësse manner staark. Mä ëmmerhin, et ass ee ganz zolitte Präis!

An dann dat Zweet, dat sinn d'Onsécherheeten op de Finanzmäert. Wann een eng international Finanzplaz huet wéi mir, wann ee weess, datt eist Land zu 30% säi Bruttoinlandsprodukt erwirtschaftet duerch d'Finanzplaz, da sinn natierlech d'Incertituden op den internationale Finanzmäert bei eis méi zolidd ze spiere wéi am Ausland.

Déi Incertituden, déi Onsécherheete kënne sech op eng Rei Aart-a-Weisen nidderschloen.

Ech mengen, datt déi Kris, déi mer am Summer an Amerika festgestallt hunn, keen Effet hat op d'Stabilitéit vun de Banken zu Lëtzebuerg. Si fonctionnéiere gutt. Si hat och keen Effet op d'Solidité vum Finanzsystem zu Lëtzebuerg. Ech hunn och scho viru Méint - scho virun där Kris - e Gremium agesat, wat ënnert der Autoritéit vum Direkter vum Tresor fonctionnéiert, wou d'CSSF, d'Zentralbank an de Finanzministère sech regelméisseg iwwert d'Stabilitéit vum Finanzsystem concertéieren a Moossnamen ergräife kënnen, wann dat noutwendeg ass. Dat war an dësem Fall net noutwendeg.

Wat awer ass - an dat wäerte mer an deenen nächste Méint gesinn -, eng Rei vu Finanzinstituter wäerte mussen aus Virsiichtsgrënn Provisioune constituéiere fir eng Rei Operatiounen, wou se net wësse wéi déi ofgeschloss ginn, an dat wäerte mer an de Benefisser, an domat och an de Steiereinnahmen, spieren. Wéi grouss dat ass, dat kann ee fir de Moment net aschätzen, well d'Joresofschlëss vun de Finanzinstituter si jo net gemaach. Et kéint och eng Inzidenz hunn op d'Resultater vun der Fongenindustrie. Mir mussen dat also mat abauen.

An duerfir plädéieren ech nach wie vor an nach méi verstäerkt fir 2008 fir grouss Virsiicht bei de Recetten an net einfach ze soen: Majo, wa mer 2007 gutt Recetten hunn, da baue mer einfach op déi fir d'nächst Joer op. Trotzdeem hu mer méi Recetten agesat, an ech kommen herno dorobber zréck.

Mir wäerten och - an dat ass logesch, wa mer eng staark Croissance hunn - d'nächst Joer e staarke Wuesstum vun den Aarbechtsplazen hunn. De Statec mengt, dat kéint bei eppes 4% leien. Allerdéngs hu mer ëmmer méi Aarbechtsplazen, wou ee qualifizéiert Leit brauch, gutt Qualifikatioune brauch.

Et gëtt keen ekonomesche Succès ouni Fläiss, ouni Schaffen, ouni Ausbildung. An duerfir, mengen ech, muss d'Ausbildung vun de Leit gemaach ginn en fonction vun den Aarbechtsplazen, déi do sinn. Mir kënnen net d'Aarbechtsplazen no de Leit gestalten, mä d'Aarbechtsplazen, déi kommen, do musse mir kucken, datt d'Leit, déi mer hei am Land hunn oder déi an der Groussregioun liewen, datt déi forméiert ginn, fir kënnen op déi Plaze schaffen ze goen.

Ech fannen am Fong, wann ech kucken, datt mer d'lescht Joer 13.000 nei Aarbechtsplaze geschaf hunn, datt fir déi Lëtzebuerger Jugendlech et enorm Méiglechkeete ginn. Si mussen d'Méiglechkeeten huelen a mir mussen hinnen hëllefen hir Aen och ze schäerfen op déi vill Méiglechkeeten, déi et virun allem am Déngschtleeschtungssecteur zu Lëtzebuerg gëtt!

D'Madame Mutsch huet gëschter rappeléiert wéi mer vun der Industrienatioun zur Déngschtleeschtungsnatioun gi sinn. Jo, da muss een och d'Leit, déi aus der Schoul kommen, op dee Secteur preparéieren a versichen domadder d'Aarbechtslosegkeet esou niddreg wéi méiglech ze halen. Déi strukturell Aarbechtslosegkeet zu engem groussen Deel vu Leit, déi net déi richteg Qualifikatioun hunn, wäert och d'nächst Joer relativ stabel bleiwen, och wa se am europäesche Verglach niddreg ass.

Mir mussen och kucken, datt mer d'Inflatioun am Grëff behalen, trotz héije Pëtrolspräisser. Dat ass natierlech eng Responsabilitéit net nëmme fir de Stat a fir d'öffentlech Hand - Stat a Gemengen -, mä et ass och eng Responsabilitéit fir d'Betriber. D'Präisentwécklung 2008 gëtt eis, dem Statec no, bei eppes 2,5% indiquéiert. Och dat ass in etwa d'nämlecht wéi an der Period 2000-2004. Et muss een also kucken, datt een déi am Grëff behält.

Wann ech also versichen, déi ekonomesch Situatioun am Résumé ze beschreiwen, da gesäit een, datt mer e staarken, méi liicht gebremste Wirtschaftswuesstum fir d'nächst Joer kënnen erwaarden, mat Onsécherheeten op der Steiersäit duerch d'Situatioun op den internationale Finanzmäert, déi mer also d'nächst an d'iwwernächst Joer sécherlech méi spieren, wéi dee leschte Summer, a wéinst de Pëtrolspräisser, déi net d'Indiquatioun gi wéi wa se géifen an deenen nächste Méint op eemol substanziell no ënne goen. An duerfir, virun deem doten Hannergrond hu mer dee Budget 2008 opgebaut.

Ech soen nach eng Kéier: Déi Elementer, déi fir mech do wichteg waren, dat ass Virsiicht, Optimismus an Disziplin wat d'Budgetsausgaben ubelaangt.

Ech hu gesot, mir hu bei den öffentleche Finanzen en Iwwerschoss. En Iwwerschoss vun 0,8% vum Bruttoinlandsprodukt. Fir datt ee sech dorënner eppes ka virstellen: Dat si ronn 330 Milliounen Euro.

Ech vergläichen dat mat deem, wat mer an deene leschte Joren haten, an da stellen ech fest, datt mer just am Joer 2004 - dat war dat Joer wou zwou Regierungen am Amt waren - en Defizit vu méi wéi 1% haten. Am Joer 2005 hate mer och nach en Defizit,

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

mä dunn, duerch d'Budgetsdisziplin bei den Dépensen an duerch déi méi schnell wuessend a gutt wuessend Konjunktur, hu mer vun 2006 un erëm en Iwwerschoss bei de gesamtöffentleche Finanzen. 2007, mengen ech, datt mer och e gudden Ofschloss kréien.

Mä wéi gesot, et ass wichteg, datt mer dorobber net mengen, dat géif automatesch esou an Zukunft virugoen. Eist Zil bleift et, ech soen dat hei nach eng Kéier: Mir wäerten alles drusetzen, wann net eng gréisser Kris, déi mer net kënne gesinn, kënnt, datt mer an der ganzer Legislaturperiod bis 2009 d'öffentlech Finanzen am Iwwerschoss oder op d'mannst am Equiliber kënnen ofschléissen.

Um Niveau vum Stat an den öffentlechen Etablissementer, dat wat een technesch d'Administration centrale nennt, fënnt een en Defizit och fir 2008, mä deen Defizit erkläert sech selbstverständlech duerch déi héich Investitiounsausgaben an och duerch d'Transferten un d'Sécurité sociale. Et ass ganz kloer, datt d'Sécurité sociale net deen Iwwerschoss hätt, dee se huet, wa se net géif bal zwou Milliarde vum Lëtzebuerger Stat iwwerwise kréien. Dat sinn d'Contributioune vum Stat un d'Pensiounskeesen an un d'Krankekeess.

Ech hunn där Deeg an der Zeitung esou eng Tabell gesinn, wou een déi eenzel Contributiounen u Ministèrë gesäit, an et huet ee mech gefrot: Wat mécht dann de Ministère vun der Sécurité sociale mat deenen zwou Milliarden? Dunn hunn ech gesot: Mä dat sinn net Suen un dee Ministère oder un dee Minister, dat sinn Transferte vum Stat un d'Krankekeesen a virun allem un d'Pensiounskeess. Duerfir muss een also wëssen, datt de Stat zum Iwwerschoss an der Sécurité sociale e Bäitrag mécht, an duerfir ass et och richteg, datt een an Europa dat Gesamtbild kuckt, Stat, klassesche Stat, Gemengen a sozial Sécherheet zesummen.

Well et sinn och aner Länner an Europa, Dir wësst dat heibannen, déi bezuelen net aus dem Statsbudget d'Sécurité sociale, mä déi finanzéieren direkt d'Securité sociale iwwert de Wee vun de Bierger. Do gesäit een also, dat Bild ass duerfir nëmme comparabel, wann een alles zesumme mam Ausland vergläicht.

Wann ech dann alles mam Ausland vergläichen, eisen Iwwerschoss d'nächst Joer vun 0,8% vum Bruttoinlandsprodukt, wann ech kucke wéi d'Situatioun vun eiser Statsschold ass, manner wéi 7%, da gesäit een, datt mir ënnert deene fënnef Länner vun der Eurozon leien, déi dat beschte Resultat bei den öffentleche Finanzen hunn. Mir sinn an där doten Hitparad ënnert deene fënnef Klassebeschten.

Ech liese jo - dëser Deeg gëtt jo alles ëmmer verglach a ville Beräicher; et muss ee jo och heiansdo vergläichen, duerfir gëtt dat och an der europäescher Finanzpolitik gemaach -, mir sinn ënnert deene fënnef Länner, déi keen Defizit bei den öffentleche Finanzen hunn an déi manner wéi 60% Schold hunn.

An där Hitparad ginn iwwerhaapt net d'Reserve berücksichtegt. Ech mengen, datt d'Reserven e wichtegen Deel vun enger zolitter Finanzpolitik sinn. Firwat gi se net berücksichtegt?

Well Europa nëmme kuckt, wat een an engem Joer erakritt an an engem Joer ausgëtt. Mir hunn awer zu Lëtzebuerg - an ech hunn dat och esou geierft vu menge Virgänger - eng Politik fir, wa mer Méieinnahmen hunn, déi op d'Säit ze setzen. Ech mengen, déi Politik war ëmmer richteg, an ech hu mer ëmmer zum Zil gesat, déi Politik virunzefëieren, déi déi, déi virdru fir de Budget zoustänneg waren, eis mat op de Wee ginn hunn.

Do stellt ee fest, datt mer déi Reserven och an deene leschten zwee Joer erëm konnten opbauen. Wéi ech 1998 Budgetsminister gi sinn, hunn ech eng Reserv virfonnt - dat sinn also d'Avoirë vun den eenzelne Fongen - vun 1,3 Milliarden Euro. Mir hunn elo eng Reserv vun eppes 1,7 Milliarden Euro.

Et ass richteg, datt déi an der Zwëschenzäit uganks de Joren 2000, 2001 eng Kéier vill méi héich ginn ass. Dunn hu mer an deene Joren, wou mer e Budgetsdefizit haten, aus där Reserv Suen erausgeholl. Duerfir ass d'Reserv jo och do. Dat si Spuerbicher, fir dann déi Infrastrukture weiderzefinanzéieren. Elo, 2006 an 2007, hu mer déi Reserven erëm kënnen augmentéieren. Ech wëll dat och weider maache mat deenen Iwwerschëss, déi mer hoffentlech och am Joer 2007 kréien.

Et ass och duerfir wou ech der Chamber, deen nämlechten Dag wou ech hei de Budget déposéiert hunn, also den 10. Oktober, och de Projet de loi vun der Regierung iwwert d'Affectatioun vun de Plus-valuë vum Exercice 2006 déposéiert hunn, an an deem - dee muss d'Chamber nach diskutéieren an ofstëmmen - ass och virgesi fir mat deene Suen ausschliesslech d'Investitiounsfongen ze speisen.

Dëst ass e Budget, dee gutt ass fir d'Privatleit a fir d'Betriber hei am Land, souwuel op der Steiersäit wéi op der Ausgabesäit.

Am Fong ass an där ganzer Budgetspolitik fir mech ëmmer een Zil, wat d'Grondlag ass vun all deene Moossnamen, déi mer huelen: Ech hätt gären, datt mer e Land wären, an deem et interessant ass ze schaffen an agréabel ass ze liewen, an et ass d'Kombinatioun vun deenen zwee, déi mer och versicht hunn, hei an der Budgetspolitik ze maachen.

Interessant ze schaffen, jo, ech sinn der Meenung, datt ouni gutt fonctionnéierend Betriber - an de Stat muss hëllefen, datt se gutt fonctionnéieren - et net méiglech ass, Steieren anzedreiwen. Dat heescht, net méiglech ass, Benefisser ze maachen, Steieren anzedreiwen an duerfir och dann net méiglech fir Investitiounen a Sozialpolitik ze maachen. D'Ekonomie muss fir d'éischt fonctionnéieren, éier een de Rescht ka maachen. Duerfir muss ee kucken, datt de Stat dat uerdentlech begleet. An duerfir mécht dëse Budget vill fir d'Entreprisen.

Vill méi wéi dat vläicht iwwregens an der Kommentéierung zum Virschäi komm ass!

Ech war e bëssen iwwerrascht, datt an der Kommentéierung nom Dépôt gemaach ginn ass, wéi wann déi eenzeg Moossnam am Budget de Kannerbonus wär, wat eng gutt Moossnam ass, déi mer jo och nach an deenen nächsten Deeg hei diskutéieren. Mä et ass ganz vill och dra fir d'Betriber, an ech géif wëllen e puer Saachen hei mentionnéieren, wat och iwwregens de Stat ganz vill Sue kascht.

Éischtens emol d'Investitioun. Am Budgetsjoer 2008 gi mer 1,6 Milliarden Euro aus fir Investitiounen. Dat sinn 120 Milliounen Euro méi wéi d'lescht Joer an dat ass iwwer 4% vun eisem Bruttoinlandsprodukt.

Zweetens hu mer dräi Steiermoossnamen, déi Répercussioun fannen an dësem Budget, déi fir d'Betriber sinn an déi etwa 100 bis 150 Milliounen Euro manner Einnahme fir de Stat bréngen:

Éischtens sinn dat d'Bonifications d'impôt fir Investissementer, déi vun 10 op 12% eropginn. Dat heescht, d'Betriber, déi investéieren, gi vum Stat steierlech encouragéiert dat ze maachen a si kréien duerfir eng Steuergutschrift. Dat ass e substanzielle Coup de pouce fir d'Betriber, déi wëlle kompetitiv bleiwen an déi wëllen investéieren.

Zweetens, dréit dëse Budget neie steierlechen Avantagë fir d'Betriber Rechnung, déi a Fuerschung, an Innovatioun Erfindunge maachen, datt se d'Revenuen dovunner net besteiert kréien. Deen Investissement an d'Propriété intelectuelle ass wesentlech. Deen hëlleft ville Betriber, déi an der Fuerschung eppes opzeweisen hunn, och d'Zukunft elo ze preparéieren. Si gi vum Stat ënnerstëtzt.

An drëttens, hu mer an dësem Budget den Nidderschlag vun der Reduktioun vum Droit d'apport. Dëser Kapitalsteier, déi mer ëm d'Halschent reduzéieren, mat der Perspektiv fir se bis spéitstens 2010 ganz ofzeschafen. Mir maachen dat net, well eng Direktiv ugeholl gi wär. Well déi Direktiv, déi dat virgesäit, déi ass nach net vum europäesche Ministerrot verabschiedet. Mir mengen awer, wa mer d'europäesch Landschaft kucken, well eng Rei vun eise Konkurrenzlänner, eisen Nopeschlänner déi ofgeschaaft hunn, datt mer géife gutt drun doen, fir eise Betriber déi nämlecht Avantagen ze verschafen, datt mer och géifen d'nächst Steier reduzéieren, voire ofschafen.

D'Regierung hätt gären eng konkurrenzfäeg Steierlandschaft. Do muss een natierlech all d'Aspekter huelen. Ech hunn heiansdo Leit, déi komme bei mech an de Büro an da soe se mer: Wa mer dat dote géifen an Holland maachen, do sinn déi an déi Steiere vill méi niddreg. Mä et muss een ëmmer all d'Steiere kucken. An Holland bezuelen d'Privatleit 50% marginalen Héchststeiersaz, bei eis 38%. An Holland gëtt d'TVA elo ëm 3% gehéijt. Ech kéint iwwert déi aner Länner datselwecht soen.

Mir hätte gären, datt generell d'Steierlaascht fir d'Betriber a fir d'Leit räsonnabel an attraktiv bleift. Déi dräi Moossnamen, déi mer elo grad hei gesot hunn, an déi am Budget 2008 erstmalig hiren Nidderschlag fannen, si Moossnamen, déi geziilt d'Moossname vun de Betriber ënnerstëtzen.

Mir féieren och eng Diskussioun mam Patronat iwwer sämtlech Aspekter vun der Besteierung. An dat ass eng schwiereg Diskussioun. Solle mer de Kierperschaftssteiersaz erofsetzen, deen haut zu Lëtzebuerg bei 22% läit, oder soe mer bei gläicher Verbreederung vun der Bemiessungsgrondlag, also vun der Assiette, op där d'Betriber besteiert ginn?

Firwat ass dat eng schwiereg Diskussioun? Well ganz vill Betriber hei zu Lëtzebuerg wëssen, datt se iwwerhaapt net déi 22% bezuelen, déi op den internationalen Tafele stinn, wou Lëtzebuerg drop figuréiert, mä datt duerch eng ganz Rei steierlech Moossnamen, déi mer an eise Gesetzer virgesinn hunn, eng ganz Rei Betriber, notamment op der Finanzplaz - an ech hunn Iech gesot, datt zwee Drëttel vun eiser wirtschaftlecher Croissance vun der Finanzplaz kommen -, e vill manner héije Steiersaz hunn, wéi deen nominale Steiersaz vun 22%.

D'Diskussioun, déi mer also musse mat de Betriber féieren, ass fir ze kucken, ob se léiwer hunn, datt mer eng gewësse Flexibilitéit an der Steierpolitik hunn, wou se kënne geziilt Investitiounen oder geziilt Moossname finanziell ënnerstëtzt kréie vum Stat, oder ob mer jiddfereen à la même enseigne traitéieren, jiddfereen d'nämlecht behandelt gëtt a jiddfereen deen nämlechte Steiersaz vun 18, 19, 20 oder 22% huet.

Déi Diskussioun hu mer ugefaangen. Mir haten eng éischt Sitzung mam Patronat doriwwer. Ech stelle fest, datt et och schwiereg ass innerhalb vun deenen eenzelne Secteure vun der Ekonomie eng gemeinsam Haltung do ze fannen. Dat sinn awer, mengen ech, Gespréicher, déi konstruktiv gefouert ginn. Déi wäerten an deenen éischte sechs Méint vum nächste Joer kënnen ofgeschloss ginn, mam Zil och eng konkurrenzfäeg Steierlandschaft fir d'Betriber zu Lëtzebuerg ze halen. Dëst muss eng Plaz bleiwen, wou d'Betriber gären hikommen, och - mä net nëmmen - aus steierleche Grënn.

Fir d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg grouss ze halen an dësem Beräich, geet et natierlech net duer nëmmen, datt een no de Steiere kuckt. D'Ausgaben am Budget sinn och zu engem groussen Deel dru schold am positive Sënn, datt d'Betriber zu Lëtzebuerg et gutt fannen, fir hei ze investéieren. Ech wëll nëmmen e puer Saache mentionnéieren, déi mer an deem Kontext wichteg schéngen.

Den Ausbau vum Flughafe maache mer net, fir datt d'Leit méi agréabel an d'Vakanz fléien, mä datt mer hei d'Geschäftsrelatioun tëschent Lëtzebuerg an anere Länner via Flugverbindunge kënnen op engem Niveau halen, dee Leit an d'Land bréngt.

International Schoulen, déi d'Lëtzebuerger Regierung finanziell och am Statsbudget vum nächste Joer substanziell ënnerstëtzt. Den Ausbau vun deenen internationale Schoulen, voire och d'Aféierung vun internationalen Diplomer a Lëtzebuerger Schoulen, huet zum Zil, datt kënnen och qualifizéiert Leit aus dem Ausland op Lëtzebuerg kommen, deenen hir Kanner och hei kënnen a Schoule goen. Well mir brauchen déi Leit. Dat muss natierlech zesummegoe mat enger gudder Formatioun; och fir déi Leit, déi hei am Land wunnen.

Drëttens, Stroossen a Schnellzich ass ee wesentleche Punkt vun der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg. An dat kascht enorm vill Suen. Kuckt wat mer am Fonds des routes an am Fonds du rail d'nächst Joer ausginn. Dat ass noutwendeg, fir datt mer déi Vielzahl vu Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, och transportéiert kréien. Dat heescht, déi Ausgaben do sinn am Intérêt vun de Betriber.

D'Kommunikatiounsnetzer si wesentlech. Deen Dossier, deen de Statsminister virdrun hei beschriwwen huet, geet nëmme wa mer ganz gutt Kommunikatiounsnetzer hunn. Mir brauche modern Kommunikatiounsnetzer. Dat kascht de Stat schrecklech vill Suen.

Da brauche mer wirtschaftsfrëndlech, onbürokratesch, schnell Verwaltungen. All Verwaltung muss wëssen, datt se net an enger bürokratescher Approche un d'Problemer dierf erugoen, mä datt se muss do sinn, fir den Entreprisen ze hëllefen d'Gesetzer richteg unzewenden, wa Problemer opdauchen, hinnen och hëllefe Léisungen ze bréngen. Mir hunn dat notamment am Finanzberäich fäerdeg bruecht mat der Iwwerwaachungskommissioun vum Finanzsecteur. Mir bréngen dat och an anere Secteure fäerdeg. Mä dat ass wesentlech. Eng wirtschaftsfrëndlech Verwaltung ass noutwendeg wa mer wëllen um internationale Parkett konkurrenzfäeg bleiwen.

Déi aner schlofen och net, fir Betriber unzezéien. Duerfir musse mer och ëmmer erëm wirtschaftsfuerdernd Gesetzer maachen. Ech sinn an deem Beräich - wou ech direkt zoustänneg sinn, d'Finanzplaz - extrem dankbar fir déi breet Ënnerstëtzung, déi ech ëmmer an der Chamber iwwert déi eenzel Fraktiounsdivergenzen eraus fannen, wa mer hei nei Gesetzer presentéieren, déi nei Aktivitéite mat sech zéien. Ech huelen déi Gesetzer iwwer „privatequity"-Fongen, Gesetzer iwwer spezialiséiert Investment-Fongen, Gesetzer iwwert Holding-Gesellschafte fir Privatfamilljen. Déi hunn, direkt nodeem se gestëmmt gi sinn, och fir nei wirtschaftlech Aktivitéit gehollef.

Dat sinn, wat ech nennen, wirtschaftsfuerdernd Gesetzer. Duerfir wëll ech och am Joer 2008 nei Propositioune maachen, fir Gesetzer ze adaptéieren, do wou dat noutwendeg ass. Sief dat d'Gesetz iwwert d'Hypothéikepfandbréiwer, sief dat d'Gesetz iwwert d'Sicaven, sief dat aner Gesetzer an anere Beräicher, déi d'Kolleege vun der Regierung abréngen, ëmmer mam Zil, fir attraktiv fir Betriber ze sinn.

Ech stelle mat Satisfaktioun fest, datt mer et jo och ëmmer erëm fäerdeg bréngen nei Betriber an d'Land ze kréien. Wann eng grouss däitsch Privatbank décidéiert hiren europäesche Siège zu Lëtzebuerg ze maachen, wann déi gréisste Préassurance-Gesellschaft décidéiert hiren EU-Siège zu Lëtzebuerg ze maachen, dann ass dat, well mer déi wirtschaftsfuerdernd Gesetzer gemaach hunn. Doriwwer sinn ech frou. An ech hätt gären, datt déi Politik géif virugoen.

Mir brauchen, an dat huet d'Madame Mutsch gëschter hei gesot, eng Diversifikatioun vun der Ekonomie. Déi ass allerdéngs net einfach ze maachen. Et ass extrem schwiereg nei Betriber op Lëtzebuerg ze kréien. Duerfir soen ech: Dee Saz dierf net esou interpretéiert ginn, datt mer den Ausbau vun der Finanzplaz kéinten négligéieren. En fait deen eenzege Secteur, dee fir de Moment vill Steiere bezuelt, musse mer zugläich mat der Diversifikatioun vun der Wirtschaft och weider ausbauen.

An deem Kontext mengen ech och, datt mer d'Opportunitéite mussen huele vun deenen neie Marchéen, déi entstinn. Mir dierfen déi al Marchéen net vernoléissegen. Mir sinn e Bankesecteur fir dës Regioun. Déi klassesch Länner an Europa si fir eis extrem wichteg. An zugläich musse mer d'Aen opmaache fir déi nei Marchéë vun der Welt. Sief dat de mëttleren Orient, sief dat China, Indien, d'Baltesch Staten. Do sinn extrem vill nei Suen, déi mussen och op enger Plaz géréiert an investéiert ginn. Mir wäerten och mat där neier Agence „Luxembourg for Finance", déi 2008 ufänkt mat schaffen, gradsou wéi „Luxembourg for Business", aktiv op deene Marchéen do ginn. Mir sinn et zum Deel schonn, mä mir wëllen dat nach méi professionell a méi strukturéiert maachen.

Wa mer dat esou maachen, dann, mengen ech, kënne mer soen, datt d'Recettë fir d'nächst Joer am Budget richteg ageschat ginn, och wann ech zouginn, datt se virsiichteg sinn. Mä ech soen nach eng Kéier: Virsiicht ass besser, well kee weess wou mer am Mäerz, Abrëll d'nächst Joer sinn, wann d'Konte vun de Banken definitiv do leien.

Trotzdeem hu mer fir d'nächst Joer d'Kierperschaftssteier, de Montant global, ëm 10% op 1,43 Milliarden Euro am Budget geheicht. Mir hunn och d'Taxe d'abonnement, wat wierklech eng volatile Steier ass - dat ass déi Steier, déi d'Investmentfonge bezuelen -, ëm 27% op 700 Milliounen Euro geheicht. A mir hunn och d'TVA ëm ronn 17% geheicht. Déi dräi Steieren eleng sinn déi Haapteinnahmequelle vum Stat, déi d'nächst Joer substanziell klammen.

Selbstverständlech si mer an deem Kontext frou, datt de Stats- a Finanzminister gëschter deen Accord zu Bréissel duerchgesat huet, well et ass evident, datt, wa mer 200 Milliounen, 300 Milliounen, jee no Joer, manner hätte pro Joer, da wär dat e substanziellen Abroch an de Recettë vun eisem Budget. Wann een dat iwwer eng laang Period eraus ka verschieben, dann ass dat am Intérêt vum Statsbudget a mir kënnen domadder vill Politiken zu Lëtzebuerg maachen. Esou wéi mer an deene leschte Jore mat där Milliard, déi mer bis elo erakritt hunn, ganz vill Politik konnte maachen, duerch déi elektronesch Commerce-Gesellschaften.

D'Steier fir d'Gehälter, d'Gehältersteier an d'Assiettësteier vun de Privatleit geet d'nächst Joer am Budget net erop. Trotz der Tatsaach, datt mer vill nei Aarbechtsplaze schafen. Firwat geet se net erop?

Mä well eben dëse Budget, wéi ech gesot hunn, net nëmmen e Budget ass, dee staark Steierreduktioune fir Betriber mécht, mä och e Budget, dee staark Steierreduktioune fir d'Privatleit mécht. Jiddfereen am Land, dee Steiere bezilt, bezilt d'nächst Joer manner Steieren. An doduerch geet de Gesamtmontant vun den Einnahme vum Stat am Kontext vun der Gehältersteier d'nächst Joer net erop.

Dat ass also ee Budget, deen all Porte-monnaie vun all Steierzueler zu Lëtzebuerg méi fëllt. D'Leit hunn netto d'nächst Joer méi vun hirer Pai, wéi se dat dëst Joer hunn, an déi, déi keng Steiere bezuelen, déi kréien de Kannerbonus. Et ass also jiddfereen, dee méi staark profitéiert vum nächste Budget, wéi dat dëst Joer de Fall war.

An déi Iwwerschëss, déi mer dëst Joer maachen - ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck -, do schéngt et mer och evident, datt och déi mussen an d'Reserve goen. An et ass a mengen Aen d'Flicht vum Budgetsminister, och während dem Joer, wann hie gesäit, datt verschidden Ausgabe getätegt ginn, datt Ausgaben décidéiert gi sinn, wou Fongen nach net adequat gespeist sinn, datt en dann am Laf vum Joer bei Mehreinnahmen, fir ze évitéieren, datt déi an d'Dépense-courantë ginn, déi och schonn direkt konform zum Gesetz iwwert d'Kontabilitéit vum Stat un déi eenzel Fongen affectéiert.

Duerfir soen ech zum Beispill der Chamber, datt ech net méi spéit wéi d'lescht Woch 50 Milliounen Euro an de Fonds de la dette iwerwisen hunn. Duerfir seet keen engem dobausse Merci, well et versteet emol keen et.

(Interruptions)

Mä déi, déi no eis enges Daags Budgetsminister sinn, déi soen: Mir si frou, datt et e Fonds de la dette gëtt, well deen ass do fir ze hëllefen d'Amortissementer vun der Schold ze bezuelen, wann enges Daags den Emprunt, dee mer maachen am Stroossebaufong an am Fonds du rail, zréckzebezuelen ass. An duerfir wëll ech och weider de Fonds de la dette, mä och déi aner Fonge speisen.

Iwwregens an deem Kontext ass et interessant ze gesinn, wéi déi Fongen an d'Avoirë vun deene Fongen evoluéiert hunn. Ech hunn Iech gesot vun der Reserv - Reserv ass en Ausdrock, deen ëmmer irreführend ass, well bei Reserv mengt een, dat wäre Suen, déi fräi verfügbar sinn. Déi Sue sinn do, déi stinn op der Säit an déi sinn do fir déi Investitiounen ze finanzéieren, déi mer décidéiert oder geplangt hunn. Wann ech déi Fongen all zesummerechnen, da gesinn ech, datt mer bis d'Joer 2010 einschliesslech all d'Fongen am Equiliber hunn.

Eenzel Fongen hunn e Minus, mä wann ech se all addéieren an dat kucke wat mer an der Reserv hunn, da si se bis 2010 alleguerten am Gesamtpak am Equiliber. An 2011 hu mer e Minus, dee mer musse versiche bis dohinner och mat méiglechen Iwwerschëss, déi mer am Budget 2007 kréien, elo scho mat ze équilibréieren. Dat ass eist Zil. Ech mengen, datt mer kënnen eist Zil erreechen opgrond vun där Reservepolitik, déi mer maachen, well ech sinn dergéint Iwwerschëss, déi elo erakommen, elo auszeginn, och wann dat politesch méi interessant wär a wann een do vläicht 2009 méi géif punkten. Mä et ass net responsabel an duerfir maache mer dat net.

Mä et ass richteg, datt ee gesäit, datt déi Avoirë vun deene Fongen, wa mer dat alles betätegen, méi kleng ginn. Duerfir ass et wichteg, dass mer keng nei zousätzlech grouss Projete plangen, déi mer net kéinten och finanzéieren. Ech hätt gären, datt, all Kéiers wa mer nei Projete plangen - ech schwätze vun deene groussen Investitiounen -, mer eis fir d'éischt froen: Mat wéi vill musse mer nach déi aner Projete finanzéieren?, an dann eréischt neier plangen. An dat hätt ech och gären, wann nei Fuerderungen an deenen nächsten Deeg hei vu verschiddene Säite proposéiert ginn.

Ech hätt gären, datt mer all d'Steiersuen - well am Fong de Budget, dat wat mir géréieren, an ech si mer däers all Dag bewosst, wann ech Budgetspolitik maachen, dat sinn net dem Stat seng Suen, dat sinn net meng Suen, dat sinn de Steierzueler, en fait zu engem groussen Deel den Entreprisen hir Suen - no strenge Kritären an disziplinéiert ausginn, mam Zil, datt Lëtzebuerg e Land bleift, wat sech weiderentwéckelt, mam Zil, datt et e Land bleift, wou Liewensqualitéit herrscht.

Duerfir huet de Budget eng wichteg Steierungsfunktioun. Ech géif just gären e puer Aspekter eraushiewen. Op aner Aspekter hunn ech schonn higewise beim Dépôt vum Budget den 10. Oktober.

Ech mengen, datt ee vun de wesentlechen Deeler - an do deelen ech d'Analys, déi gëschter och hei d'Budgetsrapportrice, d'Madame Mutsch, gemaach huet - d'Formatioun vun Ufank u bis uewen hin ass. Ouni Schoul kann een d'Zukunft vun engem Land net opbauen. Et musse Schoule ginn, wou d'Kanner preparéiert ginn op eng Welt, déi haut vill méi schnell evoluéiert, op eng Welt, wou et och aner ekonomesch Acteure gëtt, op eng Welt, wou nei Erausfuerderungen derbäikommen. Mä ech soe virun allem eng Welt, wou nei Chancen derbäikommen.

De Fait, datt déi global Welt besteet, ass fir Lëtzebuerg eng grouss Chance. Et gëtt kaum ee Land an Europa, wat méi vun Europa a vun dem Ewechfale vun de Grenze profitéiert huet, wéi eist Land. Wat ass dann e Land wéi eist, wann et net ka säi Stol, seng Satelitteprogrammer a seng Finanzdéngschtleeschtungen op der ganzer Welt exportéieren, well et keng Grenze gëtt? An all déi, déi mengen, datt, wann ee géif Grenzen opbaue ronderëm d'Land, da wäre mer besser drun, déi ire sech. Eise Räichtum ass komm duerch eis international Dimensioun, mä an där internationaler Dimensioun musse mer och d'Leit drop preparéieren, datt mer mussen nokommen a gradesou gutt si wéi déi aner. Duerfir kommen ech nach eng Kéier drop zréck, datt ee muss Fläiss, Schaffen an Ausbildung an engem Otemzuch gesinn.

An deem Kontext mengen ech och, datt d'Villsproochegkeet e wesentlecht Element ass, wat eis differenzéiert vun aneren, datt et och wichteg ass, fir eis Produkter an Déngschtleeschtungen op der ganzer Welt ze verkafen. Ech mengen, datt mer dat net solle vergiessen, an an deem Kontext muss ech och ëmmer erëm op d'Importenz vun der englescher Sprooch hiweisen.

Déi englesch Sprooch, ob een dat gären huet oder net, huet sech a villen Aspekter vun der Wirtschaftswelt als eenzeg Sprooch oder als Haaptsprooch duerchgesat, an eis Schoul muss och d'Kanner mat preparéieren, datt mer an där dote Sprooch konkurrenzfäeg si par rapport zu deenen anere Länner. Ouni Englesch ass internationalen Handel, och international Politik soen ech iwwregens derbäi, hautdësdags net ze maachen.

Ech mengen och, datt mer eng diversifiéiert Schoul brauchen. Dat kann een net vun haut op muer maachen. Eng Schoul, an där och déi, déi méi staark sinn, oder a verschiddene Saache méi staark sinn, méi gefuerdert ginn, ouni déi ze vergiessen, déi Schwächten an där enger oder an där anerer Matière hunn. Mä jiddfereen iwwer ee Leescht zéien, mengen ech, geet an enger Welt, déi schnell evoluéiert, wou, dat wëll ech nach eng Kéier soen, nei Acteure bäikommen, net.

Déi, déi an all deene Betriber do hikommen, hätt ech gären, datt och déi, déi aus eise Schoule kommen an déi staark sinn, och déi noutwendeg Ënnerstëtzung kréien. Duerfir muss ee mengen ech méi diversifiéiert an der Zäit un d'Ausbildung erugoen.

Ech weess, datt dat natierlech net ouni finanziell Mëttele geet, well wat ee méi diversifiéiert u Problemer an u Chancen erugeet, brauch een natierlech méi Infrastrukturen, méi Leit, an dat wäert eng vun de groussen Erausfuerderungen an deenen nächsten zéng Joer och fir Lëtzebuerg ginn.

Si ass elo scho grouss. Ech stelle fest, datt mer an deene leschten zéng Joer an de Lycéeë 7.000 Schüler bäikritt hunn. 7.000 Schüler op zéng Joer an engem klenge Land wéi eist ass ganz vill. Duerfir hu mer jo och nei Lycéeë gebaut: Lycée Aline Mayrisch, Mamer, Dummeldeng. Duerfir ginn och d'nächst Joer nach weider Lycéeën op; wéi den Attert-Lycée, wéi dat neit Gebai vum Lycée technique Mathias Adam.

Eleng déi zwee Gebaier si fir bal 3.000 Kanner. Dat heescht, mir musse weider d'Capacitéitsméiglechkeet verbessere fir déi zousätzlech Zuel vun de Kanner, grad wéi d'Zuel vun den Enseignantë souwuel am Préscolaire, am Primaire wéi am Postprimaire dauernd eropgeet. Dat muss parallell goen zur Evolutioun vun eiser Bevölkerung an zu där Noutwendegkeet, déi a mengen Aen absolut besteet, fir och déi eenzel ënnerschiddlech Kanner an hiren Talenter ze ënnerstëtzen. Déi staark Schüler mussen esou ënnerstëtzt ginn, datt se esou gutt si wéi déi, déi aus zolitte Schoulen, aus dem Ausland mat eisem Aarbechtsmarché konkurréieren.

An deem Kontext ass selbstverständlech och d'Universitéit Lëtzebuerg ze gesinn an d'Fuerschung, déi gemaach gëtt. Ech stelle fest, datt mer an deene leschte Joren all Joer substanziell d'Kreditter fir d'Uni Lëtzebuerg erhéicht hunn. D'nächst Joer wuessen déi erëm ëm 19% op 58 Milliounen Euro. Et ass normal, datt déi elo esou schnell wuessen, well déi Universitéit jo am Opbau ass. Wann ee gären an deem Beräich do eppes mécht, da muss een och do d'Mëttelen zur Verfügung stellen, quitte datt dee Montant ab engem gewëssene Moment méi plafonnéiert.

Ech mengen, och do musse mer kucken, datt mer net alles kënne maachen. Mir mussen eis op déi Beräicher spezialiséieren, wou mer eng Plus-value ze bidden hunn. Och do gesinn ech eng Complémentaritéit zu anere Beräicher, déi mer hunn. Mir sinn eng international Finanzplaz.

Mir sinn d'europäesch Haaptstad vum Recht duerch d'Presidenz zu Lëtzebuerg vun den europäesche Geriichtsbarkeeten. Duerfir muss een als Complément zur Finanzplaz an zum europäesche Geriichtshaff, déi an der Stad sinn, och do deen Know-how an déi Réputatioun brauchen, fir d'Universitéit a virun allem och déi Komponent Droit an Ekonomie auszebauen. Dat schéngt mer eng wesentlech Attraktivitéit vu Lëtzebuerg ze sinn, well d'Leit soen: Lëtzebuerg ass gutt an deenen dote Saachen. Duerfir muss een an deem Ëmfeld vun deenen Institutiounen och besonnesch déi dote Fakultéit an deenen nächste Jore ganz zolidd am A behalen an ausbauen.

Datselwecht gëllt selbstverständlech fir d'Fuerschung. E Land, wat net fuerscht, geet och net virun. Duerfir klammen d'Kreditter an der Fuerschung d'nächst Joer och substanziell. D'nächst Joer komme mer op 0,43% vum Bruttoinlandsprodukt, wat d'Kreditter fir d'Fuerschung ubelaangt. Dat muss een natierlech ëmmer gesinn, complémentaire zur Fuerschung, déi de Privatsecteur mécht, déi mer jo och iwwert de steierleche Wee nach eng Kéier ënnerstëtzten. Ech hunn dat virdru gesot.

Mir hunn als laangfristegt Zil, fir ee Prozent vum PIB Fuerschung ze maachen. Mä mir wëllen net egal wat fuerschen. Mir wëllen dat fuerschen, wou mer mengen, datt et de Prioritéiten - och an der Ekonomie - entsprécht. Duerfir sinn déi Kreditter, esou wéi d'Regierung se proposéiert, och an deem Sënn ze gesinn. D'öffentlech Fuerschung: ech hunn Iech gesot 0,43% vum PIB, dat si ronn 170 Milliounen Euro d'nächst Joer. Déi Kreditter ginn erop, wann uerdentlech Fuerschungsprojete virleien.

Ech hu geschwat vun der Schoul. Schoul vu klengem Alter u bis zu Universitéit; all Etapp vun der Schoul ass wichteg. Mir mussen och kucken, datt dat, wat ronderëm d'Schoul fonctionnéiert, uerdentlech organiséiert ass. D'Betreiung ass an deem Kontext vun de Kanner ronderëm d'Schoul ëmmer méi wichteg. Et kann een dat als gutt oder schlecht emfannen. Et ass e Fait, datt eng grouss Demande duerfir do ass. D'Regierung huet zënter Joren ugefaange systematesch un déi Problematik do erunzegoen. Ech stellen haut fest, datt mer fir déi ganz Kleng haut eng Offer vu Crèchen hunn, déi 20% vun de Kanner ënner véier Joer ofdeckt.

Mir hunn och, an ech mengen do setzt och de Budget vum Joer 2008 e staarken Akzent, wëlles weider de Programm vun de Betreiungsstrukture fir d'Primärschoulskanner ze erweideren: déi sougenannte Maisons-relais, wou ech nach ëmmer kee lëtzebuergeschen Terme derfir fannen. Mir haten 2005 8.000 Plazen an deene Betreiungsstrukturen. Mir wëllen d'nächst Joer 2.500 där Plaze bäisetzen, esou datt mer dann op ronn 13.700 Plaze kommen. Do gesitt Der, eleng iwwert dräi Joer hu mer déi Zuel ëm 75% erweidert. Dat heescht, dat Angebot, fir ronderëm d'Schoul Betreiung ze hunn, och zum Deel Hausaufgabenhëllef, do wou dat noutwendeg ass, dat gëtt gemaach. Ech mengen, dat ass e Wee, dee mer musse weidergoen.

Dat muss ee gesinn. Dat ass eng Pollitik fir d'Kanner, eng Politik fir d'Zukunft, déi ee kann huele wann ee wëllt; dozou gëtt kee gezwongen. Déi maache mer complémentaire zu där Politik, fir d'Familljen ze ënnerstëtzen. Mir hunn d'Kannergeld op engem ganz héijen Niveau gelooss; an an deene leschte Joren öfters erhéicht. Duerfir kritt zu Lëtzebuerg haut eng Famill, déi zwee Kanner huet, e Kannergeld pro Joer vu 5.200 Euro.

Wann een zum Beispill kuckt wéi dat an eisen Nopeschlänner ass, da gesäit een, datt d'Kannergeld an der Belsch 50% méi niddreg ass, wann een zwee Kanner huet, wéi zu Lëtzebuerg. Da gesäit een, datt an Däitschland d'Kannergeld 30% méi niddreg ass, wann een zwee Kanner huet, an datt a Frankräich, wat och eent vun eisen Nopeschlänner ass, d'Kannergeld 70% méi niddreg ass, wann een zwee Kanner huet. Zu Lëtzebuerg kritt ee 5.200 Euro Kannergeld, a Frankräich 1.400 Euro. Or, d'Saachen am Buttek zu Diddenuewen sinn net méi bëlleg wéi am Buttek zu Esch.

(Interruption)

Duerfir soen ech Iech: Dat ass eng Politik, datt de Stat massiv d'Familljen ënnerstëtzt, d'Betreiungsstrukturen, mä och d'Kanner, déi doheem oder soss ënnerdaach sinn. Dat sinn och vill Dépensen. De Stat fënnt, datt dat eng Politik ass, déi d'Zukunft vum Land och preparéiert. Duerfir hu mer och wëlles mat där Politik virunzefueren.

Wann ech déi dann nach kombinéiere mat där substanzieller Steierreduktioun, déi d'nächst Joer kënnt, ech hunn Iech gesot, datt mer den Tarif ëm 6% adaptéieren. Dat heescht also, all Steierzueler bezilt d'nächst Joer manner Steieren. Hie bezilt Steiere wéi wann hie 6% manner verdéngt hätt. Dat heescht, d'nächst Joer huet jiddferee méi am Portmonni, dee Steiere bezilt. An deen, dee keng Steiere bezilt, an hien huet Kanner, dee kritt e Kannerbonus. Domadder kommen also alleguerten d'Familljen och besser ewech. Et gëtt also e bessere Liewensstandard.

Elo weess ech, datt verschidde Leit soen: Majo Dir hätt jo roueg kënnen d'Steieren nach méi erofsetzen. Dat ass eng Fuerderung, déi ass ganz sympathesch, well et gëtt kaum een, deen dergéint ass, datt een d'Steieren net méi erofsetzt. Duerfir, wär ech an der Oppositioun, dann hätt ech och net gesot 16% d'Steier erofsetzen, mä dann hätt ech gesot: Setzt se ëm 30% erof.

Une voix.- Ooohhh! Neen.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Dach, wann ech an der Oppositioun wär, géif ech dat soen.

Une autre voix.- Da géift Der awer als pro-Kommunist dohinnergestallt ginn.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Kommt, schéckt den Här Frieden elo net an d'Oppositioun. Hien ass elo Minister, an hien hält seng Ried.

(Hilarité)

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Merci, Här President. Do gesitt Der, datt ech do e sensibele Punkt touchéiert hunn.

(Hilarité et interruption)

Jiddfereen huet gäre Reduktioune vun de Steieren: d'Betriber wéi d'Privatleit. Mir reduzéieren d'Steieren. Mä mir hu fonnt, datt wa mer wëllen eng staark inhaltlech Politik maachen, Investitiounen a Sozialpolitik, wa mer zugläich wëllen e Land sinn, wou d'Betriber an d'Privatpersounen agréabel schaffen a liewe kënnen, da musse mer Steierreduktioune maachen. Déi 6% Adaptatioun vum Tarif huet eis eng räsonnabel Reduktioun geschéngt, wa mer net wëllen op der Dépensësäit ze vill Dépensë sträichen.

Duerfir soen ech och all deenen, déi méi wéi 6% fuerderen, datt déi dann och soe wou si dann op der Dépensësäit zousätzlech Dépensë gestrach hätten, fir datt mer da kënnen eng politesch Debatt driwwer féieren, ob déi Dépensen noutwendeg sinn oder net. Doriwwer mussen dann an enger Demokratie, wéi mir Gott sei Dank eng sinn, d'Leit jugéieren, ob se dat gutt oder schlecht fannen. Mir mengen, datt déi Steierreduktioun vu 6% vum Tarif eng räsonnabel wär, kombinéiert mat deene Moossnamen, déi mer fir d'Betriber gemaach hunn. Dat eent kascht eppes 300 Milliounen, dat anert 100 bis 150 Milliounen.

Dat si substanziell Steierreduktiounen, déi mer d'nächst Joer maachen. Well mir brauche Suen, notamment fir d'Investitiounen, mä och fir d'Sozialpolitik. D'Sozialpolitik, déi - ech hunn et scho virdru gesot - am Beräich vun der Sécurité sociale ganz vill kascht.

Ech wëll awer och derbäi soen, datt dat net nëmmen dierf gesi ginn ënnert dem Facteur vum Käschtepunkt. D'Sozialpolitik, déi mer maachen, d'Transferten un d'Sécurité sociale, ass och en Deel vun där sozialer Kohesioun, fir déi d'Regierung staark antrëtt. D'Tatsaach, datt mir manner Problemer hu wéi a verschiddene Länner ronderëm eis, manner Problemer hu wéi a verschiddenen Uertschaften an eisen Nopeschlänner, ass ebe grad, well mer eng staark Sozialpolitik hunn.

Zu Lëtzebuerg couvréiert d'Krankekeess vill méi Prestatiounen, wéi an anere Länner. Do-

duerch erlabe mer jiddferengem, och deem, deen déi Moyenë selwer net huet, fir datt e kann, wann e krank gëtt, vum Dokter gefleegt ginn, fir datt, wann en al gëtt an net méi weess, wéi en de Liewensowend uerdentlech iwwert d'Bühn kritt, och een no em kuckt.

Duerfir mengen ech, datt de Facteur Coût, deen ee selbstverständlech als Budgetsminister gesäit, ni dierf iwwerdecken, datt d'Contributioun un d'sozial Sécherheet, d'Gesondheet, d'Sécurité sociale och e wesentleche Bäitrag ass, datt eist Land manner sozial Konflikter huet an datt mer och déi Schwächst an der Gesellschaft als en integralen Deel vun der Gesellschaft mat abannen. Ech mengen, dat ass eng moralesch a gesellschaftlech Flicht, déi mer musse ganz seriö weider begleeden.

Ech mengen och, datt an dësem Beräich d'Käschten an den nächste Joren net substanziell wäerten erofgoen. Mir mussen driwwer diskutéieren, an ech si frou, datt deen Débat lancéiert ass; ech weess just net wéini e virugeet a wéi en ophält. Mir mussen driwwer diskutéieren, wéi mer eis sozial Sécherheet, eis Sozialversécherungen, dat heescht d'Pensiounen, och iwwer 2030, '40 a '50 eraus finanzéieren.

Mä déi Debatt ass jo net eng, déi dierf sinn: Du kriss eng Pensioun oder du kriss keng Pensioun. Et geet am Fong drëm, datt mer en Niveau vu Pensioun fixéieren, en Niveau vu Cotisatioun, en Niveau vu Contributiounszäit, fir datt eng räsonnabel Pensioun och nach iwwer 2030 eraus ka bezuelt ginn.

Ech verstinn am Fong net, vläicht sinn ech duerfir ze jonk, firwat datt esou eng verkrampften Diskussioun hei am Land ass. Jiddfereen an Europa, egal a wat fir engem Land e lieft, weess, datt dat e Problem ass. Jiddfereen an eisem Land weess, datt wa mir elo eng staark Croissance hunn, datt mir elo héich Reserve constituéieren an datt all déi Leit, déi elo heihinner schaffe kommen, och eng Kéier a Pensioun ginn an déi hunn dann och verdéngt, datt mir hinnen eng Pensioun ginn. Duerfir, de grâce: Firwat brénge mer et dann net fäerdeg - do gëtt et och e puer Modeller - fir ze kucken, datt mer do e Wee fannen, fir eng Léisung ze fannen, datt mer och herno Pensioune kréien?

Well ech menge wierklech net, datt d'Leit brauchen ze fäerten, si géifen iwwerhaapt keng Pensioune kréien. Mir musse just iwwert de System vum Finanzement a vum Niveau vun der Ausgab diskutéieren. Dat elo net ze maachen, wär e Feeler. Ech mengen, datt, wa mer dat iwwert déi nächst puer Joer an enger parteiiwwergräifender sachlecher Diskussioun maachen, da misst dat dach och méiglech sinn.

Am Gesondheetsberäich, wann ech dat an deem Kontext och nach dierf soen, mengen ech, datt an enger héich entwéckelter Gesellschaft wéi eiser d'Käschten an deenen nächste Joren net wäerten erofgoen, mä éischter zouhuelen. Déi Apparaten, déi do sinn, ginn ëmmer méi sophistikéiert an duerfir méi deier. D'Leit gi Gott sei Dank ëmmer méi al, hunn also méi vun hirem Liewen. Da gi se awer och am Alter emol krank - och Jonker kënne krank ginn - an dann, mengen ech, hu se eng legitim Erwaardung, datt och een no hinne kuckt.

Mir ginn d'nächst Joer am Fonds hospitalier 62 Milliounen Euro aus. Dat si schrecklech vill Suen. Dat maache mer fir datt eis Spideeler modern bleiwen, datt se kënnen nei Apparaten, nei Infrastrukture baue respektiv kafen, deemno wat et ass.

Ech mengen, datt mer villes maache fir d'sozial Kohesioun, mä och d'Preparatioun vun der Zukunft. Ech hunn dat gesot am Kontext vun der Schoul an der Kannerbetreiung. Ech soen dat och - a well ech elo vu sozialer Sécherheet geschwat hunn, géif ech nach eng Kéier dorobber wëllen zréckkommen - vum drëtten Alter.

Deen drëtten Alter ass ëmmer méi eng grouss Kategorie vu Leit, aus logesche Grënn, déi ech elo grad genannt hunn. Ech mengen, mir mussen deene Leit fir villes danken, well wann et eisem Land haut esou gutt geet - Stolindustrie, Entwécklung vum Finanzsecteur, Entwécklung vum Mediëstanduert -, da sinn dat déi, déi virun eis waren, déi eist Land op déi richteg Schinne gesat hunn. Duerfir ass dat mannst wat mir kënne maachen, datt mer déi eeler Leit uerdentlech a respektvoll behandelen an duerfir och déi noutwendeg Servicer an Infrastrukturen zur Verfügung stellen.

Ech stelle fest, datt mer an deene leschte fënnef, sechs Joer 300 zousätzlech Plaze geschafen hunn an Institutiounen an Altersheimer. Zugläich hu mer - an duerfir dierf een dee Chiffer ni eleng gesinn - d'Offer fir d'Fleeg doheem vun deene Leit substanziell vergréissert. De Stat, wësst Der, contribuéiert d'nächst Joer am Budget mat 140 Milliounen zur Fleegeversécherung. Mir hunn elo 6.600 Leit, déi doheem vun der Fleegeversécherung profitéieren, an 3.400 Leit, déi a Fleegeheimer vun der Fleegeversécherung profitéieren. Dat sinn also ronn 10.000 Leit, dat ass eng grouss Zuel.

Do gesäit een, datt och de Stat, d'Kollektivitéit wierklech eppes mécht fir déi Leit. Mir ginn 2,3% vum Budget aus fir den Encadrement an d'Infrastrukture fir den drëtten Alter. Ech mengen, datt dat eng richteg Politik ass, a mir hunn och am Budget déi erweidert an net erofgesat.

Mä eng Gesellschaft lieft net nëmme fir d'Ekonomie. D'Gesellschaft lieft net nëmme fir déi Leit, déi preparéiert ginn op d'Wirtschaftsliewen. D'Gesellschaft lieft och en dehors vun der Schaffzäit, an duerfir mengen ech, datt mer och déi Aspekter musse kucken. Déi si ganz diversifiéiert.

Fir d'éischt emol wëllen d'Leit anzwousch wunnen. Ech mengen, datt dee Wee, deen de Stat geet, fir ze kucken eng Rei Moossnamen ze huelen, fir d'Offer vum Wunnengsbau ze vergréisseren an déi och am Budget mat substanziellen Zomme begleet, e gudde Wee ass. Elo kann een ëmmer driwwer diskutéieren, ob déi eng oder déi aner Moossnam déi richteg ass, mä d'Zil fir d'Offer ze vergréisseren - an do kann de Stat hëllefen -, dat ass mengen ech eent, dat richteg ass.

Mir hu vill op der Demandësäit scho gemaach. Ech erënneren un déi niddreg TVA vun där vill Leit profitéiert hunn, wa se gebaut hunn oder wa se kaaft hunn. Mir wëllen elo nach d'Offer vergréisseren.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Illusioun allerdéngs dierf een net hunn, datt d'Präisser géife substanziell elo vun haut op muer falen, well et dierf een net vergiessen, wat ech am Ufank vun der Ried gesot hunn. Mir hätte gäre staark wirtschaftlech Croissance, mir hätte gären nei Betriber, mir hätte gären nei Aarbechtsplazen. Jo, wann déi Leit heihinner schaffe kommen, en Deel vun deene Leit op d'mannst kënnt och heihinner wunnen. D'Demande geet also erop. Mir mussen also kucken, datt d'Offer méi grouss gëtt.

Mä vu datt ëmmer erëm eng Demande nokënnt, muss déi Offer scho vill méi grouss ginn, fir datt mer Wiesentleches kënnen an deem Beräich erreechen. D'Regierung schafft dorunner, si huet gutt Usätz an deem Sënn proposéiert. Mir hoffen, datt déi Diskussioun, déi an den nächste Woche stattfënnt, och eng ass, déi d'Zil fir d'Offer ze vergréisseren ënnerstëtzt. De Budget mécht dat schonn andeem en de Fonds du logement, d'SNHPM ënnerstëtzt, mä och zéng Millioune scho virgesäit fir déi Pakten, déi de Stat wëllt mat de Gemenge maachen, déi méi Wunnengsbau wëllen offréieren.

An der Fräizäit niewent der Schaff musse mer och kucken, datt déi Dimensioune wéi Kultur, wéi Sport weider ausgebaut ginn. Ech mengen, datt dat wichteg ass, och fir d'sozial Kohesioun, och fir d'Gesondheet, well dat hänkt alles iergendwéi zesummen. Ech mengen, datt d'Kultur - an ech soen dat net nëmmen, well mer am Kulturjoer sinn - eng wichteg Dimensioun ass vun eiser Gesellschaft. E schéint Theatersteck, e flotte Concert, dat ass eng Beräicherung fir d'Leit. Dat ass Liewensqualitéit.

Wa mer duerfir an deene leschte Joren nei Kulturinstituter geschafen hunn, dann ass dat eng Politik, déi eis soll d'Liewensqualitéit erhéijen an zugläich mécht se och nach d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg méi grouss. Ech begéine vill Leit, déi a Concerte ginn a soen: Mir komme gär op Lëtzebuerg och schaffen, well hei gëtt och eppes gebueden am kulturelle Beräich.

Dat war viru 15 Joer a verschiddene Beräicher manner de Fall. Duerfir mengen ech och sinn déi Dépensë richteg an ech gesinn, datt mer am Budget 2008 och derfir suergen, datt d'Kultur, och nom Kulturjoer, e wichtege Stellewäert behält mat 107 Milliounen Euro. Verschidde Projeten, déi an de Rotondë gemaach ginn, gi virun. D'Kulturjoer hannerléisst och seng Spuren no dem Joer 2007.

Ech hu gesot, Sport a Kultur, déi zwou Saachen hunn näischt mateneen ze dinn, mä si hunn domat ze dinn, datt se an der Fräizäit niewent der Schaff sech ofwéckelen, an ech mengen, datt et och wichteg ass aus ville Grënn. Ech deelen d'Meenung vum COSL, deen a sengem Avis zum Budget gesot huet, datt et wichteg ass, datt een hei Investissementer mécht, well déi Investissementer am Sport Investissementer sinn, déi an de Sozialberäich am Fong ginn, déi an d'Gesondheet ginn, déi an d'Integratioun ginn an an déi zukünfteg Generatiounen.

Duerfir hu mer och d'Dépensë fir de Sport fir d'nächst Joer erweidert. Ech mengen, et gëtt keng eng Plaz wou d'Integratioun och vu verschiddenen Zorten, sozial Milieuen, verschiddenen Nationalitéite besser gemaach gëtt, wéi schonn am Kandesalter am Beräich vum Sport, a wéi gesot, wa mer domadder och nach méi gesond Leit duerno hunn, da kënne mer dat Agréabelt an dat Nëtzlecht an deem Beräich ganz gutt mateneе kombinéieren.

De Sport kritt d'nächst Joer eppes 36 Milliounen Euro. Dat sinn 3% méi wéi dat Joer virdrun. Mir mussen an där Politik och virufueren.

Zur Liewensqualitéit gehéiere vill Facteuren. Zur Liewensqualitéit gehéiert selbstverständlech och, datt mer eis Moossname viruféieren am Beräich vun der banneschter Sécherheet. Mir ginn d'nächst Joer bal ee Prozent vum Bruttoinlandsprodukt aus fir d'Beräicher vun der banneschter Sécherheet.

Méi an deem Kontext leeë mer och d'nächst Joer e besonneschen Akzent op de preventive Beräich vun der Kriminalitéitsbekämpfung, andeem mer déi sozial Begleetmoossnamen am Prisong wäerte substanziell personalméisseg erhéijen, fir domadder och d'Récidive vun deenen, déi erëm erauskommen - d'Wiederholungstäter - op e Minimum ze reduzéieren. Dat ass keng einfach Geschicht, besonnesch an engem Prisong, wou ganz vill verschidden Nationalitéite sinn, wou et also all Dag erëm kënnen Incidente ginn. Dat ass inhérent zum Prisong. Wien dat net wëllt gesinn, dee kennt näischt dovunner.

Mir musse kucken, datt wann déi Leit do erauskommen, esou wäit wéi méiglech och virdru sozial encadréiert waren. Wa mer eng Dosen zousätzlech psychologesch a sozial Betreier vun de Gefaangenen am Budget 2008 virgesinn hunn, dann ass dat eng Politik, déi mer wëlle complémentaire zu där maache vun der Repressioun, déi noutwendeg ass, fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen. Mat där Déterminatioun wëlle mer béid Voleten och an deenen nächste Joren an dësem Beräich viruféieren.

Zum Encadrement gehéiert nach villes. Ech mengen, virun allem muss een och do e Wuert verléieren iwwert d'Ëmwelt. De Budget ass een Instrument ënner villen, fir och an der Ëmweltpolitik e Gestaltungsinstrument ze sinn. De Budget gesäit d'Ëmwelt als eng Prioritéit un. Duerfir hu mer eng Rei Moossnamen dodranner, wéi zum Beispill den öffentlechen Transport, deen ëm 13% klëmmt. Domadder kënne mer vill Knascht a Verkéier reduzéieren. Dat ass souwuel am Beräich Fonctionnement wéi Investitiounen am öffentlechen Transport. Dat ass awer och Dépensen am Beräich vun de Kyoto-Ausgaben, déi sech d'nächst Joer op eppes 90 Milliounen Euro belafen. Dat waren Dépensen, déi hate mer virun enger hallwer Dose Joren iwwerhaapt net.

Ech géif an deem Kontext awer och wëllen drop hiweisen, datt een net alles mat Sue kann erreechen. Ech mengen, datt Ëmweltpolitik ee vun deene Beräicher ass, wou de Stat iwwert d'Ausgaben an iwwert de Steierwee kann Incentiven an déi eng an an déi aner Richtung ginn. Ech mengen, et ass richteg, datt ee sech iwwerleet, an datt een dat och muss um steierleche Wee encouragéieren, wat ëmweltpolitesch responsabel ass; och am Kontext vun der Besteierung vun den Autoen.

Mä den Haaptdeel awer, mengen ech, läit bei de Leit selwer. Mir kënnen net deen een Dag eis Freed un der Ëmwelt ausdrécken an an d'Hänn klappe wann den Al Gore op Lëtzebuerg eng Ried hale kënnt, an deen aneren Dag eis driwwer opreegen, well mer déi eng oder déi aner Moossnam am Ëmweltberäich ongär wëllen ëmsetzen.

Ech mengen, datt Ëmweltpolitik zum Deel eng Fro ass vu Budgetsausgaben a Steierpolitik, mä zum groussen Deel och eng Saach vu Comportementer: manner mam Auto fueren, manner de Fliger huelen, manner Waasser gebrauchen. Eng ganz Rei vu Comportementer, déi näischt kaschten. An do, wou et eppes kascht, do kann de Stat, wéi gesot, e Lenkungsinstrument sinn. Mam Lenkungsinstrument eleng geet et net duer.

Ech wëll an deem Kontext och nach eng Kéier soen: Mir sollten och net liichtfankeg iwwert d'Fro vun de Recetten diskutéieren, déi mer an engem Aspekt vun deem dote Beräich kréien, nämlech dee vum Bensin. Ech hunn d'lescht Joer scho beim Budget dozou gesot, datt een net dierf vergiessen, datt mer eng bis annerhallef Milliard Euro erakréien iwwert d'Accisen op Bensin an op Tubak. Déi einfach Léisung, fir ze soen: Da kommt mer héijen de Bensinspräis, féiert net derzou a mengen Aen, datt kee méi mam Auto fiert. Déi féiert just derzou, datt d'Leit, déi haut bei eis tanken an aus dem Ausland kommen, am Ausland tanken. Ech mengen, et ginn aner Moossnamen am Ëmweltberäich, déi vläicht méi effikass si wéi just iwwert de Wee vun enger Gläichstellung vun eise Pëtrolspräisser zu deene vun den Nopeschlänner.

Wann een awer där anerer Meenung ass, wat ee ka sinn a wat ech respektéieren, da muss een zugläich soe wou een dann déi Milliard bei de Recetten anescht andreift, oder wat een op der Dépensësäit manner mécht. Ech hätt just gären, datt mer iwwer all d'Aspekter vun dëser Problematik schwätzen. Mä grondsätzlech, mengen ech, datt de Stat virun allem hei soll d'Comportementer vun de Leit incitéieren ze änneren. D'Steierpolitik muss also och an deem Wee Elementer vun Ëmwelt maachen. Dat hu mer, wéi gesot, bei Deelaspekter vun der Besteierung vun den Autoe gemaach.

Mä Dir gesitt, an dat huet déi Diskussioun an der Finanzkommissioun virun dräi Woche bewisen, dat ass keng einfach Diskussioun wéi een och d'Ofschreiwungsméiglechkeeten an deem Kontext mécht. Ech freeë mech op déi Debatten, déi d'Chamber do ugebueden huet d'nächst Joer an deem dote Kontext ze féieren.

Här President, et géifen nach vill Beräicher ginn, mä ech weess, datt no där laanger Ried vun der Rapportrice vum Budget vu gëschter, deene laangen Debatten, déi eis nach bevirstinn, Dir léiwer hutt, datt de Vertrieder vun der Regierung sech op déi dote Commentairë vläicht beschränkt. Et wär nach villes zum Budget ze soen. Ech géif awer versichen dat Ganzt nach eng Kéier aus enger politescher Perspektiv ze résuméieren.

Ech menge wierklech, datt mer an engem Land wunnen, wat enorm vill Chancen huet. Ech hätt gären, datt dat esou bleift. Duerfir muss d'Budgetspolitik an d'Steierpolitik drop orientéiert sinn, datt et interessant an attraktiv bleift hei ze schaffen, an agréabel ze liewen. Mir hunn dat gemaach.

A mir erreechen dat am Budget 2008 duerch eng Reduktioun vun de Steieren, duerch also e räsonnabelt steierlecht Ëmfeld fir Betriber a Leit. Eis Steiere si méi niddreg wéi an den Nopeschlänner! Mir erreechen dat duerch Gesetzer, déi d'ekonomesch Entwécklung weider ënnerstëtzen. Mir erreechen dat duerch eng Sozialpolitik, déi net einfach alles ofdeckt, mä déi geziilt derfir suergt, datt déi Leit, déi op d'Hëllef vun der Kollektivitéit ugewise sinn, och ënnert d'Äerm gegraff kréie respektiv datt d'Familljen, déi logescherweis méi Ausgaben hunn, zolidd ënnert d'Äerm gegraff kréien. Mir erreechen dat duerch eng Ausgabepolitik, déi diversifizéiert ass, mä déi net d'Suen zur Fënster erausgehäit.

Duerfir hunn ech drop gehalen, datt am Budget 2008 d'Ausgaben nëmmen ëm 5,5% klammen, obschonns datt d'wirtschaftlech Croissance méi grouss ass. Et bleift bei der Strategie fir d'öffentlech Finanzen, déi mer d'lescht Joer hei definéiert hunn. Mir hätte gären, datt och an deenen nächsten zwee Joer d'öffentlech Finanzen am Equiliber sinn. Ech hätt gären, datt d'Reserve bestoe bleiwen, an datt mer Sécherheetsmargen hunn, fir eventuell Negativschocken ze amortiséieren.

Ech hätt gären, datt et bei der Budgetsdisziplin op där enger Säit bleift, an op där anerer Säit bei enger Budgetsvirsiicht. Ech hale wierklech näischt dervun, datt mer einfach d'Recettë liichtfankeg ze héich asetzen. Ech gi léiwer derfir kritiséiert, datt mer ze wéineg Recetten agesat hunn, an et kommen der herno méi eran, wéi wa mer enges Daags dermat konfrontéiert ginn, datt mer se héich agesat hunn, an dann op eemol kënnt en negative Schock, an dann hu mer net déi Suen, déi mer awer virgesinn haten op der Ausgabesäit. Et muss also och an Zukunft e Budget bleiwen, dee mat Virsiicht, mat Disziplin a mat Optimismus d'Zukunft vun eisem Land presentéiert a preparéiert.

Ech mengen, Här President, datt de Budget 2008 all dësen Ziler Rechnung dréit. Duerfir freet d'Regierung d'Chamber och dëse Budget ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Budgetsminister Luc Frieden Akt vu senger

Deklaratioun. D'Budgetsdebatte si festgesat op den 11. an den 12. Dezember.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Revisiounsvirschlag 5673 iwwert d'Schafung vun engem neien Artikel 32bis an eiser Verfassung. Et sief drun erënnert, datt bei dësem Text nom Artikel 114 vun eiser Verfassung ofgestëmmt gëtt, dat heescht mat enger zwee-Drëttel-Majoritéit. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn agedroen: den Här Paul-Henri Meyers, d'Madame Flesch, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

4. 5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dëser Verfassungsrevisioun maache mer eng net alldeeglech Operatioun. Ech menge mir si scho gewinnt, an deene leschte Jore sécherlech méi oft wéi dat nach an den 90er Joren de Fall war, systematesch eenzel Verfassungsbestëmmungen op de Leescht ze huelen an enger Revisioun ze ënnerzéien, mä haaptsächlech maache mer dat doduerjer, dass mer bestehend Formuléierungen an eiser Verfassung aktualiséieren, dat heescht op de Stand vun haut bréngen.

Éischter rar ass et, dass mer eng Zousazbestëmmung an eise Verfassungstext erabréngen. D'Verfassung gëtt vervollständegt duerch en neien Artikel, den Artikel 32bis, iwwert d'Roll an d'Missioune vun de politesche Parteien. Et ass eigentlech net erstaunlech, dass eisen ursprüngleche Verfassungstext, well eis Verfassung geet jo eigentlech zum Deel op 1848, 1856 an 1868 an hirer Essenz zréck, et ass net verwonnerlech, dass dee Moment an deene Verfassungstexter vum 19. Jorhonnert d'politesch Parteien net erwähnt ginn. Et ass se deemools net ginn.

Zu Lëtzebuerg sinn déi éischt politesch Parteien, déi den Numm verdéngen, eréischt an deenen éischte Jore vum 20. Jorhonnert entstanen, praktesch alleguer aus traditionell politesche Parteien am éischte Véirel vum 20. Jorhonnert. Verwonnerlech ass et awer, dass et bis 2007 gedauert huet bis eis Verfassung sollt déi sozial a politesch Realitéit vun der Existenz a vun der institutioneller Roll vun de politesche Parteien zur Kenntnis huelen a politesch Parteien als sollech an eisem Verfassungstext verankeren.

Dat ass verwonnerlech, well ee jo awer weess, dass an dem praktesche Fonctionnement vun eisen Institutiounen, ob dat bei der Wahl vun der Chamber de Fall ass, ob dat bei der Regierungsbildung de Fall ass, ob dat och soss bei wichtege politesche Froen de Fall ass, politesch Parteien eng wesentlech Roll ze spillen hunn.

Ech géif souguer soen, dass d'Roll vun de politesche Parteien an dem Fonctionnement vun eise politeschen Institutiounen zu Onrecht also iwwer laang Jorzéngte vun eisem ieweschte Gesetz ignoréiert ginn ass. Dat huet d'politesch Parteien net dovunner ofgehale sech ze entwéckelen. Si konnten och niewent der Verfassung méi grouss ginn, méi staark ginn, méi oder manner gutt hirer Roll eigentlech als Parteie gerecht ginn.

Mä et bleift awer déi konkret Feststellung, wann ee kuckt wéi a wéini politesch Parteien entstane sinn, dass do ëmmer e ganz enke Lien bestanen huet mat dem Ausbau vun den demokratesche Rechter, an dass, wat eigentlech de Lëtzebuerger Stat méi demokratesch fonctionnéiert huet, wat parallell dozou eigentlech och politesch Parteien eigentlech eréischt entstane sinn a sech richteg entwéckelt hunn. A sécherlech war do e fundamentaalt Element d'Reform vun 1919 mat der Aféierung vum allgemengen demokratesche Wahlrecht hei zu Lëtzebuerg a mat der Ofschafung vum Zensus-Wahlrecht an eisem Land.

Dës Propositioun, fir den Artikel 32bis an eis Verfassung iwwert d'Parteie bäizefügen, schreift sech an an d'Efforten, déi dëst Parlament a besonnesch och déi zoustänneg Chamberskommissioun elo während Jore mécht, fir eise Verfassungstext un déi sozial, un déi politesch Realitéiten unzepassen. Et geet eis drëm, fir déi Ënnerscheeder, déi emol nach kënne bestoen tëschent dem sougenannte Pays réel an dem Pays légal, auszemerzen an déi zwee Elementer uneneen erunzeféieren.

Dee Schrëtt do, dee Lëtzebuerg sech elo uschéckt ze maachen, ass e Schrëtt, dee munch aner Länner an Europa scho laang gemaach hunn. A Frankräich, an Däitschland, an Italien, a Portugal, a Griichenland, a Spuenien, sinn d'Parteien an hire Verfassungen, an hire Grondgesetzer verankert. Et fält op, dass dat ouni Ausnahm Verfassungstexter sinn, déi ech grad opgezielt hunn, déi eigentlech eréischt an deene leschte 60 Joer, 65 Joer entstane sinn. Et sinn also relativ jonk Verfassungen, déi d'politesch Parteien opgeholl hunn. An a méi ale Verfassungstexter, do bleiwe se, ähnlech wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass, bis deen heitegen Dag eigentlech net erwähnt an deenen doten Texter.

Wat och opfält, dat ass, datt dat alleguerte Postdiktatur-Verfassunge sinn, also Verfassunge sinn, déi entstane sinn no enger Zäit vun Diktatur a wou et wichteg war den demokratesche Gedanken an deenen neie Verfassungstexter an de Vierdergrond ze stellen. An dozou huet och de Schutz an d'Erwähnung an d'Definitioun vun der Roll a vun de Missioune vun de politesche Parteie gehéiert, well d'Demokratie a politesch Parteie ganz enk matenee verbonne sinn.

D'Existenz vu politesche Parteien a virun allem och de Parteiepluralismus sinn an den Ae vun der Kommissioun eng Viraussetzung fir e gutt fonctionnéierenden demokratesche System. D'Villfalt vun der Parteielandschaft, d'Liewegkeet vun de Parteienaktivitéiten, sinn och en Indikator fir déi méi oder manner gutt Gesondheet vun der representativer Demokratie; eng Form vun Demokratie, déi jo eigentlech ouni strukturéiert Organisatiounen, wéi d'politesch Parteien, net denkbar ass.

Politesch Parteie si wichteg, dat ass kloer. Ouni si kann eng parlamentaresch Demokratie net iwwer laang Zäit fonctionnéieren, mä et ass awer och gradesou kloer, dass eng Demokratie net eleng duerch d'politesch Parteie lieft. De perséinlechen Engagement vun all Bierger individuell oder kollektiv a Veräiner, Verbänn, Gewerkschaften, stellt ee grousse Mehrwäert duer an engem demokratesche System.

A wéi d'Parteie wichteg sinn, ass och deen Engagement nieft de Parteie fir eis Demokratie liewensnoutwendeg. Et bleift awer, an dat ënnerscheet politesch Parteie vun aneren Organisatiounen, dass si an eisem institutionelle System eng ervirragend Roll spillen.

Deen heite Versuch, fir d'politesch Parteien an der Verfassung ze verankeren, ass net deen éischten, deen an der Chamber diskutéiert ginn ass. Ech wëll net méi wäit zréckhuelen, et kéint een dat maachen, et kéint ee Jorzéngten zréckgoen, mä wa mer nëmmen elo an deene leschten 20 Joer bleiwen, da war déi lescht grouss Diskussioun iwwert déi dote Fro - an ech ka mech selwer nach dorunner hei erënneren - Enn den 80er Joren, wéi och do ganz seriö de politesche Wëllen do war, fir deen dote Schratt ze maachen an d'politesch Parteien am Verfassungstext ze verankeren, deemools am Zesummenhang mat enger Reform vum Artikel 26 vun der Verfassung, deen iwwert d'Vereenegungsfräiheet schwätzt.

Et ass eigentlech am leschte Moment dovunner ofgesi ginn - an Dir wësst och deemools war an der Prozedur, dass all déi Diskussiounen zum Schluss vun der Legislatur gefouert gi sinn, wou ëmmer eng gewëssen Hektik an Nervositéit an de politeschen Debatte gären hei méi staark ervirtrëtt -, well op eemol Froen opgedaucht si wéi zum Beispill déi - an dat war, mengen ech, déi, déi där ganzer Diskussioun definitiv e Rigel virgesat hunn -, wann een d'politesch Parteien an d'Verfassung aschreift, ob dann net och de Problem sech géif stelle vun enger Kontroll vun de Parteien, vun enger Verfassungskontroll oder enger Kontroll vun de Verfassungsméiglechkeete vun de Parteien, wat deemools ee vun de Problemer war, deen op enger Lëscht vu Froe vun enger grousser Fraktioun hei aus dësem Haus am leschte Moment opgedaucht war.

D'Nervositéit war grouss a sengerzäit ass dann op eemol décidéiert ginn d'Fangeren dovun ewechzeloossen, well all déi Froen, war gemengt ginn, sengerzäit nach op waren an et sollt een dann am beschten net dorunner réckele goen, esou dass déi Diskussioun dann 1988, '89 esou ausgaangen ass, wéi se ausgaangen ass. Et louch och deemools en Avis négatif vum Statsrot vir zu där doter Fro, deen d'Theorie deemools voll vertratt huet fir ze soen: Majo, mir hu jo en allgemengen Text iwwert d'Vereenegungsfräiheet, dann ass et elo net néideg, dass mer nach spezifesch dann och de spezielle Fall vun der Vereenegungsfräiheet vun de Parteie géifen an de Verfassungstext eraschreiwen.

Haut si mer e Stéck méi wäit komm. D'Diskussioun huet erëm ugefaangen an eiser zoustänneger Chamberskommissioun. Mir hunn eis schliesslech op en Text gëeenegt, deen ech och d'Éier hat, a Form vun enger Proposition de révision an déi Prozedure vun der Chamber eranzereechen.

Wat war den Ausgangspunkt vun deem Text? Den Text war inspiréiert vun ähnlechen Dispositiounen an auslännesche Verfassungen, wou probéiert ginn ass fir e puer wesentlech Elementer eranzehuelen, ouni awer e längert Kapitel iwwert d'Parteie wëllen an eis Verfassung eranzeschreiwen.

Een Element war de Bäitrag, deen d'Parteie leeschten zur öffentlecher Meenungsbildung. En zweet Element war, dass d'Parteien och mathëllefen den Ausdrock vun dem allgemenge Wahlrecht ze realiséieren, an en drëtt Element, wat bäikomm war, dass d'Parteien eigentlech den Ausdrock sinn och vun dem Pluralismus an enger Demokratie.

Déi dräi Elementer hunn eis essenziell geschéngt an et waren déi, déi mer an eiser Textpropositioun zréckbehalen hunn.

D'Suerg war et, dass mer knapp, prezis Formulatioune fannen. D'Suerg war et och, dass mer eng Formulatioun fannen, déi neutral ass an deem Sënn, dass sech net aus deem Text hei an der Verfassung direkt Rechter ofleede loossen. Dat soll d'Fro sinn herno vu Spezialgesetzer.

Hei hu mer en Text gemaach, an deem net Rieds geet vu Parteiefinanzéierung. Déi ass ees wéi ees méiglech, ob d'Parteien an der Verfassung stinn oder ob se net drastinn. Hei geet net Rieds och vun anere Froen, wou mer awer och ganz kloer zum Ausdrock bruecht hu bei aneren Diskussiounen, dass mer der Meenung sinn, dass absolut Fräiheet soll hei zu Lëtzebuerg bestoe bleiwen, wat d'Konstitutioun vu politesche Parteien ugeet, an dass et net ka sinn, dass et zu iergendenger Form vu Kontroll vun dem Entstoe vu politesche Parteien hei zu Lëtzebuerg sollt kommen.

De Lëtzebuerger huet sech eng Kéier zu där doter Fro kloer ausgeschwat an dat ass mengen ech och haut d'gängeg Meenung hei am Haus, dass een net sollt op esou e Wee goen. Duerfir also och net iergendwéi en Hinweis an deem Verfassungstext, deen iergendwéi géif esou e Wee iwwerhaapt méi liicht maachen an Zukunft.

D'Fro, déi sech och gestallt huet, war: Wou setze mer deen Artikel do eran? Et ass jo net onschëlleg, a wat fir ee Kapitel dass een eng bestëmmte Verfassungsdispositioun eranhëlt. Mir waren net der Meenung, dass den Artikel 16 dee richtegen Emplacement wär fir dat ze maachen, wat, wéi gesot, de Wee war, deen an den 80er Jore versicht gi war ze beschreiden. Mä mir hunn eis décidéiert, dass mer dat sollte maachen am Kapitel iwwert d'Puissance souveraine a Form vun engem neien Artikel, den Artikel 32bis, dee proposéiert gëtt an dat dote Kapitel eranzehuelen.

Mir wëssen awer och, dass, wa mer mat eisen Aarbechte ronderëm de Réagencement vun dem gesamte Verfassungstext fäerdeg sinn, wou mer, mengen ech, behäerzt weider dorunner schaffen, dann deen doten Artikel iwwert d'Parteie wahrscheinlech op enger anerer Plaz an der Verfassung wäert en definitiven Ancrage fannen.

D'Regierung huet Positioun bezunn den 31. Juli 2007. Dat war eng positiv Stellungnahm vun der Regierung zu där Propositioun, zum Prinzip vun der Propositioun an eigentlech och zum Text vun der Proposition de loi, déi jo och e Konsensus reflektéiert huet innerhalb vun der zoustänneger Chamberskommissioun.

E puer Méint méi spéit, de 6. November dëst Joer, war et de Statsrot, dee säin Avis zu där Proposition de révision gemaach huet. De Statsrot huet seng Retizenzen, déi e viru knapp 20 Joer geäussert huet, opginn an ass och zur Iwwerzeegung komm, dass déi Verankerung vun de politesche Parteien an der Verfassung awer Sënn mécht an dass déi Reserven, déi ee konnt hunn, net déi Wichtegkeet hunn, fir dass ee sech kéint esou engem Schratt opposéieren.

De Statsrot hat eigentlech och deen dote Revirement scho virgedeit an deem kollektiven Ouvrage, dee se erausginn hunn zu Ulass vum 150-Joer-Bestoe vum Statsrot, wou en an där Fro, wéi, wat soll an eng Verfassung stoe kommen, och ausdrécklech de Wonsch geäussert huet, dass d'politesch Parteie sollen an engem neie Verfassungstext erwähnt ginn.

De Statsrot ass also positiv zu eiser Initiativ, huet awer en neien Text proposéiert, awer net am selwechten Otemzuch gesot, firwat e prezis eisen Text net esou gutt fënnt - well soss proposéiert e jo normalerweis keen neien Text - a wat eigentlech d'Plus-value vu sengem Text ass par rapport zu deem Text, dee mir an d'Diskussioun erabruecht haten.

Mir hunn nach eng Kéier eis dat seriö ugekuckt a mir sinn awer zur Konklusioun komm, dass souwuel stilistesch wéi och semantesch eng Rei vun Argumenter fir den initialen Text vun der Proposition de révision schwätzen a mir hunn eestëmmeg festgehalen an der Kommissioun, dass mer hei dem Plenum wéilte proposéieren, dass mer sollte beim ursprünglechen Text bleiwen. En Text an zwee Sätz formuléiert, wou déi wichtegst Elementer vun der Missioun vun de politesche Parteien an eisen Ae sech dran erëmspigelen.

Et ass also an deem Sënn, wou ech am Numm vun der Kommissioun géif der Chamber proposéieren, am Kapitel III vun eiser Verfassung, dat iwwert d'Puissance souveraine handelt, en neien Artikel 32bis anzeschreiwen, mat folgendem Wuertlaut:

«Les partis politiques concourent à la formation de la volonté populaire et à l'expression du suffrage universel. Ils expriment le pluralisme démocratique.» Ech géif Iech bieden, dës Propos unzehuelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Alex Bodry Merci. Als éischte Riedner ass den Här Paul-Henri Meyers agedroen. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Alex Bodry fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat erlaabt mir, e bësse méi kuerz an e bësse méi konzis op d'Problematik anzegoe vun deem neien Artikel 32bis.

Duerch den neien Artikel 32bis kréien d'Parteien eng Plaz an eiser Verfassung. Si kréien eng Plaz an der Verfassung? Hu se déi Plaz net scho laang, och wa se mat kengem Wuert an der Verfassung ernimmt sinn?

Kucke mer emol d'Realitéit, wéi se zu Lëtzebuerg am politesche Beräich an och an der Verfassung ass. Lëtzebuerg ass eng representativ Demokratie. Esou seet et den Artikel 50 vun der Verfassung. D'Chamber vertrëtt d'Land. D'Chamber, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn d'Deputéiert. D'Deputéiert gi gewielt nom Suffrage universel, au scrutin de liste. D'Lëschten awer, vun deenen den Artikel 51 schwätzt, gi vun de Parteien opgestallt, zum gréissten Deel och mat Kandidate vun hirer eegener Partei.

D'Parteien hunn e Grondsazprogramm. D'Parteien hunn och e Wahlprogramm. D'Kandidate si gehalen, dee Programm oder déi Programmer ze kennen. Si engagéiere sech duerch hir Kandidatur och matzewierken, fir dass dee Programm ka realiséiert ginn. Dee Programm fléisst, souwäit d'Parteien an der Regierung vertruede sinn, och an de Regierungsprogramm an.

Dir Dammen an Dir Hären, à propos Regierung: Den Artikel 76 vun der Verfassung gesäit vir, datt de Grand-Duc seng Regierung organiséiert. D'Regierung muss wéinstens dräi Memberen ëmfaassen.

Wéi ass d'Wierklechkeet? D'Regierung ass a Wierklechkeet d'Resultat vun de Verhandlungen, déi tëschent de Parteien, déi sech op de Regierungsprogramm an op d'Opdeelung vun den eenzelne Ministèren eenegen, gefouert ginn. D'Membere vun der Regierung gi vun de Parteie virgeschloen. De Grand-Duc, deen näischt décidéiere kann ouni de Contreseing ministériel, nennt déi Ministeren a Statssekretären, déi a Wierklechkeet vun de Parteie virgeschloe ginn.

D'Regierung selwer brauch an der Chamber eng Majoritéit vun Deputéierten, déi och bereet sinn, an enger Motioun der Regierung hiert Vertrauen auszeschwätzen - obschonn och dat net an der Verfassung virgesinn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen déi puer Beispiller maache ganz kloer, wéi eng Roll d'Parteien an eiser parlamentarescher Demokratie anhuelen. An ech mengen, et brauch een déi Beispiller net weiderzeentwéckele fir eis ze weisen, dass bei eis esou wéi an anere westeuropäesche Länner

d'Parteien am Mëttelpunkt vun de politeschen Aktivitéite stinn. D'Demokratie an de Länner a Westeuropa an och soss an der Welt steet a fält zu engem groussen Deel mat de politesche Parteien.

Et sinn iwwregens och d'Parteien, déi sollen zu der Stabilitéit an der Kontinuitéit vun den demokrateschen Institutioune bäidroen. Duerfir hunn och an deene leschte Jorzéngten ëmmer méi Länner d'Parteien an hir Verfassung ageschriwwen. Den Alex Bodry huet dat schonn ernimmt. Et sinn och besonnesch déi Länner, déi an deene leschte 60 Joer nei Verfassunge kritt hunn, déi d'Parteien an hirer Verfassung ernimmen. Dat ass de Fall, wéi dat scho gesot ginn ass, fir Däitschland, Frankräich, Éisträich, Italien, Spuenien a Portugal.

Hei zu Lëtzebuerg ginn d'Diskussiounen iwwert d'Aschreiwung vun de Parteien an d'Verfassung, esou wéi den Alex Bodry et gesot huet, op d'80er Jore vum leschte Jorhonnert zréck. D'Parteie bestinn awer zu deem Zäitpunkt schonn, ech wëll net soen 100 Joer, mä op jidde Fall 80 Joer. Si si géint Ufank vum leschte Jorhonnert duerch hir strukturéiert Aktivitéite geschafe ginn, an et kann een och feststellen, dass vun deem Moment un d'Parteien eng ëmmer méi grouss Roll an der politescher Aktivitéit hei zu Lëtzebuerg gespillt hunn.

Dat wërft natierlech d'Fro op: Wann d'Parteien zënter elo méi wéi 100 Joer bestinn an esou eng wichteg Roll am Kader vun eisen Institutioune spillen, woufir huet et esou laang gedauert, bis d'Parteien an d'Verfassung ageschriwwe si ginn? A firwat maache mer dat da just elo?

Ech wëll net do geschichtlech zréckblécken an an all Detailer goen, mä ech wëll awer drop opmierksam maachen, dass besonnesch am 19. an och am Ufank vum 20. Jorhonnert vis-à-vis vun de Parteien ëmmer eng ganz grouss Méfiance bestanen huet. An Dir kënnt do eng ganz ëmfangräich Literatur nokucken, wou net ëmmer ganz gutt iwwert d'Parteie geschwat a geschriwwe ginn ass.

D'Parteie selwer waren net erpicht - op jidde Fall net am Ufank vum 20. Jorhonnert -, fir an der Verfassung oder an engem Gesetz ernimmt ze ginn, well se gefäert hunn, dass duerch gesetzlech Regelungen och hir eege Fräiheet a villen Hisiichte kéint ageschränkt ginn.

Et muss ee sech dann d'Fro stellen: Ass déi Situatioun haut geännert? Si ass ganz sécher geännert, well mer eng aner Approche zu de Parteien hunn, well mer haut och déi wichteg Aktivitéite vun de Parteien unerkennen, well mer bereet sinn, d'Parteien, déi selwer opgrond vun demokratesche Regele fonctionnéieren, och an eiser representativer Demokratie ze stäerken an och an der Verfassung hinnen déi Roll unzeerkennen, déi si a Wierklechkeet hunn.

Et gëtt awer een zweete Grond, dat ass deen, dass Enn vun den 90er Joren duerch d'Gesetz vum 7. Januar 1999, wou d'Parteien eenzel Käschte vun hire Wahlcampagnen zréckbezuelt kréien, d'Fro och vun der Definitioun a vun der Finalitéit vun de Parteie gestallt ginn ass. Duerfir huet och d'Verfassungskommissioun schonn am Joer 2001 d'Méiglechkeet vun engem Verfassungstext iwwert d'Parteien diskutéiert.

Zënter dem Joer 2004 ware mer eis eens, an de groussen Zich, iwwer e Gesetzesvirschlag, deen an d'Proposition de loi vum Alex Bodry agefloss ass.

D'Kommissioun huet sech bei de Verfassunge vun aneren europäesche Länner inspiréiert, a mir hunn zu engem gudden Deel och déi Texter iwwerholl, déi an anere Verfassungen - notamment an der franséischer Verfassung an an der spuenescher Verfassung - bestinn.

Deen neien Artikel gëtt keng Definitioun vun de Parteien, mä hie stellt eigentlech d'Finalitéiten an d'Aufgabe vun de Parteie fest, ouni awer exklusiv ze sinn. Well déi Aufgaben, déi opgezielt sinn, sinn net eleng d'Aufgabe vun de Parteien.

Wat seet den Text?

Den Text mécht dräi Aussoen: Éischtens seet en, dass d'Parteie sech bedeelegen un der öffentlecher Meenungsbildung. Wann een öffentlech Meenungsbildung seet, déi d'Parteie solle maachen, da setzt een natierlech och viraus, dass d'Parteien ee Programm hunn, dass se gesellschaftlech Zilsetzungen hunn an dass se och déi Zilsetzungen dem Wieler wëlle vermëttelen.

Si maachen dat selbstverständlech net selbstlos, well, wa se sech u gesellschaftlechen Diskussioune bedeelegen, dann ass dat natierlech fir och d'Unerkennung beim Wieler ze fannen, fir d'Stëmm ze kréie vum Wieler, a fir, doduerch dass d'Partei déi Stëmme kritt, sech och un der Ausübung vun der politescher Muecht bedeelegen ze kënnen.

Well loosse mer net vergiessen: Eng Partei besteet net einfach, fir Partei ze sinn, mä eng Partei huet u sech als Zilsetzung, fir gewielt ze ginn, oder fir seng Leit gewielt ze gesinn, a fir sech dee Moment och un der Regierungsaarbecht kënnen ze bedeelegen.

Den Artikel seet dann och, dass se den Ausdrock si vum Suffrage universel. Dat kéint e wéineg restriktiv klängen. Ech mengen awer net, dass et dat wär. Et ass eng Ausso, déi sech och op aner Institutiounen oder aner Organisme ka bezéien an net eleng op d'Parteien.

Eng lescht Ausso ass déi, dass d'Parteien den demokratesche Pluralismus duerstellen. Dat ass eng Ausso, déi besonnesch op eis Länner zoutrëfft, well mer an eise Länner dovun ausginn, dass net eng Partei eleng regéiert, mä dass mer eng Vielfalt vu Parteien hunn, déi de Pluralismus duerstellen a wou jiddfereen och seng Meenung an déi politesch Diskussioun dobaussen an hei an der Chamber soll a muss mat abréngen. Dat ass Pluralismus, dat ass och Demokratie, esou wéi mir et verstinn. An dat stellt sech par Oppositioun zu deene Länner, déi eigentlech nëmmen eng Partei kennen, wou mer allerdéngs da soen, dass dat keng Demokratien an eisen Ae kënne sinn, esou wéi mir Demokratie verstinn.

Dir Dammen an Dir Hären, den Text vum Artikel 32bis stellt an eisen Aen zu dësem Zäitpunkt en optimalen Text duer, ouni wëllen auszeschléissen, dass deen Text och an Zukunft sech kann entwéckelen an da muss een, och wat d'Rechter ugeet, vun deenen den Alex Bodry geschwat huet, och vläicht spéider méi prezis an d'Verfassung aschreiwen. Dat muss sech erginn, compte tenu vun eenzelne gesetzlechen Texter, mat deene mer och an deenen nächste Wochen eis nach ze befaassen hunn.

D'Fro, Dir Dammen an Dir Hären, vun der Plaz vun de Parteien an der Verfassung ass vum Alex Bodry ausféierlech behandelt ginn. Ech mengen, et brauch een net dorop zréckzekommen. An eisen Aen - an den Ae vun der Kommissioun - war d'Kapitel III, dat iwwerschriwwen ass «De la puissance souveraine» eigentlech dat eenzegt Kapitel, dat a Fro komm ass, fir d'Parteien an d'Verfassung anzeschreiwen. Well mer däerfen net vergiessen - an ech hunn et jo am Ufank bewisen, duerch déi puer Beispiller -, dass d'Parteien duerch déi Aarbecht, déi se maachen, duerch de Rôle, dee se ze erfëllen hunn, sech och wesentlech bedeelegen um Exercice vun der nationaler Souveränitéit.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn déi Diskussioun hei an aller Objektivitéit an an der Unanimitéit vun der Kommissioun gefouert. Ech kann och am Numm vu menger Fraktioun soen, dass mir deen Text hei, souwuel wat d'Form, wat d'Plaz an der Verfassung, wat de Contenu ugeet, wäerte stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meyers Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech dem Auteur-rapporteur vun der Proposition de loi, dem Alex Bodry, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, deem ech bäiflichte wëll, a wou ech och net alles wäert répétéieren, wat hie virdrun op dëser Tribün esou gutt virbruecht huet.

Dem Här Paul-Henri Meyers säi Räsonnement iwwert de Fait, dass d'Parteien am Fong schonn an der Verfassung virkommen, ass an engem gewësse Mooss imparable. Mä nach ass déi Referenz implizit, an expressis verbis war d'Existenz vun de Parteie bis elo an onser Verfassung net consacréiert. Ech mengen, et ass eng gutt Saach, dass mer dat elo maachen. D'Virriedner an notamment de Rapporteur sinn op d'Virgeschicht vun där Propositioun zu engem Complément zu onser Verfassung agaangen. Ech wëll dat net répétéieren. Ech wëll mech nëmmen driwwer freeën, dass mir déi Diskussioun konnten an der Verfassungskommissioun an aller Sérénitéit féieren an dass mer konnten unanime zu enger gemeinsamer Positioun kommen.

Ech wéilt vläicht just zwou oder dräi Remarquë maachen, déi och am schréftleche Rapport opgeworf sinn, mä déi et menger Meenung no verdéngen och nach eng Kéier erwähnt ze ginn. Dat ass, dass wa mer elo d'Parteien an deen Artikel 32bis vun der Verfassung aschreiwen, dat kengesweegs eng Restrictioun bedeit un den Dispositioune vum Artikel 26 vun der Constitutioun, also vun der Liberté d'association.

Ech wëll derbäifügen, dass de Fait, dass d'Parteien an d'Verfassung ageschriwwe ginn, och an näischt hire Statut préjugéiert. Also de Fait, d'Parteien an d'Verfassung anzeschreiwen, bedeit net, dass eng Partei sech muss dësen oder dee Statut ginn. D'Parteie kënne weider Associations de fait sinn, wéi se et bis elo woren.

Drëtt Remarque: Selbstverständlech heescht d'Aschreiwe vun de Parteien an der Verfassung och net, dass den Artikel 50 iwwert d'Interdictioun vum Mandat impératif géif hifälleg ginn. Dat bleift nach wie vor bestoen. Et kann ee sech d'Froe stellen, wéi oft a wéi streng déi Dispositioun ugewandt gëtt. Den Alex Bonn huet doriwwer vill geschriwwen, mä nach ass dat eng Dispositioun, déi a mengen Aen an ons Verfassung gehéiert a ganz wichteg ass.

Ech wëll och - wéi meng Virriedner - soen, dass onser Meenung no d'Plaz, wou mer deen Artikel 32bis aschreiwen, déi richteg ass am Chapitre vun der Puissance souveraine, fir dee Rôle, deen d'Parteien an onser demokratescher Gesellschaft spillen, ze würdegen.

Zur Formulatioun. D'Regierung souwuel wéi de Conseil d'État hu sech quant au fond mat där Propositioun vum Artikel 32bis d'accord erkläert, mä de Conseil d'État huet, ouni iergendeng Motivatioun unzeginn - an ech fannen dat relativ erstaunlech -, eng nei Redaktioun proposéiert, déi onser Meenung no an der Kommissioun net esou gutt war wéi déi, déi mir proposéiert hunn, oder déi de Rapporteur proposéiert huet. De Conseil d'État huet proposéiert, mer sollte schreiwen: «Les partis politiques concourent à l'expression du pluralisme démocratique, à la formation de la volonté populaire et à l'exercice du suffrage universel.»

An onsem Text soe mer och, dass d'Parteie «concourent à la formation de la volonté populaire». Si sinn net déi eenzeg, déi e Rôle doranner spillen, mä e ganz wichtege Participant un där Formation de la volonté populaire. Si konkurréieren och. Si droen zur Expressioun vum Suffrage universel bäi, mä mir sinn der Meenung, dass d'Parteien als solch wierklech d'Expressioun si vum Pluralisme démocratique. Dofir war déi Formulatioun, déi Definitioun vum Conseil d'État, deen och e Concours bei der Expressioun vum Pluralisme démocratique de Parteien zougeschriwwen huet, ons net wäit genuch gaangen.

Ech wëll also ganz kloer den Text ënnerstëtzen, deen ons de Rapporteur proposéiert huet. Mir wäerten den Text, esou wéi e vun der Kommissioun virgeluecht ginn ass, och stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Flesch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wëll och direkt agangs am Numm vun der grénger Fraktioun dem Här Bodry Merci soen, net nëmme fir säi schréftleche Rapport, mä och effektiv fir den Input, deen hie geliwwert huet an der Kommissioun, an och fir seng mëndlech Presentatioun. Och deels, wat den Här Meyers an d'Madame Flesch scho gesot hunn, erlaabt eis et net nach eng Kéier mussen ze widderhuelen, wat mer zu verschiddene Punkten denken, well mer eis deenen einfach kënnen uschléissen.

Ech wëll just awer nach e puer Remarquen trotzdeem maachen. Eng éischt fir ze ënnersträichen, dass déi Inscriptioun, déi mer haut maachen, eiser Meenung no eng noutwendeg ass, well se och an engem bestëmmte Kontext stattfënnt. Ech mengen, dat soll een och mam Numm nennen. Mir waren eis eens, dass mer déi heiten Inscriptioun an déi Diskussioun, déi do hannendru läit, wollte parallell zu deem Gesetz maachen iwwert d'Parteiefinanzéierung. Dass mer also aus där Fro do wollten eigentlech eng eenzeg Diskussioun maachen, well effektiv eng Partie Voletë vun där enger Fro mat där anerer och ze dinn hunn. Ech fannen och, dass et dee gudde Wee war, fir béid Saache wëlle parallell ze diskutéieren, och wann elo formel ee Vote virun deem anere geschitt.

U sech, wann ee wéilt déi Relatioun beschreiwen, kéint ee soen, dass d'Lëtzebuerger an hir Demokratie scho méi laang e Kand haten, an dass dat Kand dann och elo en Numm kritt. Dat ass wuel nëmmen eng gutt Tat, an trotzdeem ass et iergendwou wouer. Den Här Meyers huet et virdru scho begrënnt. Iergendwou hunn d'Parteien ëmmer existéiert. Net nëmmen an der Realitéit, mä si hunn och de fait e Rôle gespillt dobaussen. Mir ginn deem Ëmstand do an deem Kand do elo endlech deen Numm, deen et verdéngt.

Vläicht ass dat net éischter geschitt, well och eng gewësse Méfiance do ass bei de Leit par rapport zu Parteien. Iwwregens net nëmme par rapport zu Parteien; et sinn elo an de leschte Jore verschiddentlech Sondagë gemaach ginn, wou d'Vertraue vun de Leit an d'Institutioune gefrot ginn ass. Do huet ee bei deene Sondagë kënne gesinn, dass d'Vertrauen an d'Parteien net ëmmer dat héchste war. Et ass also eng gewësse Méfiance vis-à-vis vun deene Strukturen do, well deene Strukturen ënnerstallt gëtt dat wären Apparater, wou nëmmen eng Meenung, nämlech déi vun der Majoritéit géif gëllen, an déi souwisou am eegenen Intérêt nëmme géifen nodenken a fonctionnéieren. An dat ass ee Virworf, deen ee jo relativ oft héiert.

An dach menge mer, dass dat net d'Realitéit beschreift, wourëms et bei de Parteie geet. Au contraire! D'Parteien hunn an eisen Aen e ganz nëtzleche Rôle ze spillen, well si et fäerdeg bréngen, e Lien oprecht ze halen tëschent dem Wahlgang an deene Leit, déi gewielt ginn. Wann et d'Parteien net géif ginn an et géif nëmme Lëschte ginn, da géif sech de Lien tëschent Wieler a Gewieltenen dorobber limitéieren, all puer Joer um Wahlsonndeg sech der Wahl ze stellen, an da wären déi Leit nees an hir Fräiheet entlooss. Dat ass awer net de Fall, an dat ass doduerch net de Fall, well et déi politesch Strukture gëtt, an deene sech all Bierger kann engagéieren.

Natierlech muss ee sech dann als Bierger och décidéiere fir déi Struktur, déi ee wëllt maachen. Mä déi Leit, déi Wieler, déi sech décidéiere fir an enger politescher Struktur ze schaffen, hunn d'Méiglechkeet, iwwer all d'Joren nom Wahlgang nach ëmmer e Lien zu deene Leit ze behalen, déi gewielt gi sinn, an dat ass en nëtzleche Lien.

Dee Lien funktionéiert och contrairement zu de Wahle fir Leit, déi kee Wahlrecht hunn. All déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen - an där sinn et der vill -, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit net hunn, déi also bei Landeswahle beispillsweis net kënne participéieren um Urnegang, och déi hunn haut - a si maachen et an all de Parteien - d'Geleeënheet, do awer politesch matzeschwätzen, andeem se sech iwwert hiren Engagement an der Partei och un déi Leit kënnen adresséieren an och op deene Kongresser kënne mat ofstëmmen, wann et drëms geet Parteimeenunge festzeleeën, esou dass also och d'Parteien net nëmmen en Integratiounsrôle spillen, deen an engem Land mat 40% Netlëtzebuerger e ganz wichtege Rôle ass.

D'Parteie spillen dee Rôle a si ginn och deene Leit d'Méiglechkeet, op deem Niveau do politesch matzeschwätzen an iwwert d'Ofstëmmungen op de Kongresser och iergendwou e Stéck Afloss ze huelen op d'politescht Geschéie vum Land. Dat ass e wichtege Rôle, deen d'Parteie spillen, grad hei zu Lëtzebuerg.

Mä dee Rôle funktionéiert och an déi aner Richtung. Et ass och fir d'Éluë gutt a wichteg ze wëssen, wat d'Leit denken, an dat geschitt am Gespréich, wat ee mat all de Leit kann hunn, mä dat geschitt eben nun och emol duerch d'Gespréicher an d'Debatten an der Partei bannendran. Et ass also keng Autobunn, déi nëmmen an eng Richtung géif fueren. Dee Lien tëschent de Wahlen an de Gewieltenen, dee Lien fir den Electeur bleift bestoen och a béide Richtungen, och fir dass d'Éluë kënnen emol de Bols huele bei de Leit, déi déi Décisiounen am Alldag erliewen, déi d'Politik hëlt.

Et ass also e wichtege Rôle, deen d'Parteie spillen, an duerfir, trotz där Méfiance, déi mer kennen aus verschiddene Sondagen, si mer der Meenung, dass besonnesch d'Parteien hei zu Lëtzebuerg e ganz wichtege Rôle ze spillen hunn.

Mir ginn net op de Wee mat dëser Aschreiwung an der Verfassung fir eng Reglementatioun vun de Parteie mat derbäizeliweren. Doriwwer ass laang diskutéiert ginn. Den Här Bodry huet och virdrun a sengem Rapport schonn dorobber verwisen, dass dat och zu engem bestëmmtenen Zäitpunkt emol de Grond war, firwat dass déi Diskussiounen net méi wäit konnte goen.

Mir mengen, dass dat sech och begrënne léisst, firwat dass haut méiglecherweis d'Meenungen anerer sinn. Den éischte Grond ass, mengen ech, dass mer alleguer-

ten awer eis ëm e Konsens beméit hunn. E Konsens, deen als Resultat awer huet, dass mer déi Inscriptioun vun de Parteie kënne maachen, well mer dat awer ënnert dem Stréch als dee wichtegste Moment an dëser Debatt considéréiert hunn a jiddfereen och bereet war, sech op deen aneren duerzebewegen.

Deen zweete Grond - an deen ass vläicht méi praktesch a vläicht och méi wichteg -, dat ass, well mer zënter där Zäit, wou déi Debatten hei zu Lëtzebuerg gefouert gi sinn an net op en Enn gaange sinn iwwert d'Parteien haut e puer Erfahrungen alleguerte bäikritt hunn, an déi Erfahrungen, déi mer bäikritt hunn, dat sinn déi Erfahrungen, déi beispillsweis eis däitsch Nopere gemaach hunn.

Den Här Bodry huet dat virdru rappeléiert. Et gëtt eng Partie Länner an Europa, effektiv an der Haaptsaach déi, déi eng diktatoresch Vergaangenheet hunn, déi hunn deels méi Réglementatiounen iwwert d'Parteien, a wann ee kuckt a wéi engem Land dass an de leschte Joren déi Gesetzgebungen am meeschten ugewandt gi sinn, dat war an Däitschland. Dat war an Däitschland ënnert dem Drock vun der Existenz a vum Opkomme vu rietsextreme Parteien a Gruppéierungen. Wann een da kuckt wat déi Gesetzgebunge gehollef hunn, da muss ee feststellen, dass et zumindest esou vill Problemer geschafen huet, wéi dass et probéiert hätt der ze léisen.

Dat war virun enger Partie Joren nach net an deem Ausmooss do kloer, an d'Erfahrung, déi ee konnt sammelen unhand vum däitsche Beispill, mengen ech, huet och bei Verschiddenen dozou gefouert, dass ee sech seet, dass déi Réglementatioun vun de Parteie vläicht net esou vill bréngt, wéi dat wat ee sech kann erhoffen hannert där Iddi. Duerfir menge mer, dass et e gudde Kompromiss an e gudde Konsens ass, deen haut, Enn vum Joer 2007, op deenen dote Froe konnt fonnt ginn.

De Fait, dass mer se net méi reglementéieren, huet awer och den Avantage, dass et weiderhin de Leit fräigestallt bleift, sech ze organiséieren, fir sech u Wahlen oder och net, mä allgemeng nëmmen um politesche Liewen ze bedeelegen. Déi klassesch Form vun der politescher Partei ass eng Form, mä et wäert weiderhi jiddferengem am Respekt vun der Liberté d'association fräibleiwen, sech esou zesummenzedinn, wéi en dat gären hätt, sief et als Biergerinitiativ oder als Biergerlëscht oder wéi och ëmmer. Et ass eigentlech, fanne mir, och kee Verloscht, dass et niewent deem engen och dat anert nach ëmmer däerf ginn an och dat ass ee Punkt, deen derfir plädéiert, dass een d'Réglementatioun net ze vill prezis soll beschreiwen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

An dach ass och do e bësse Réglementatioun awer schonn ënnerwee. Wa mer nämlech haut vun der Inscriptioun vun de Parteien an d'Verfassung schwätzen, dann ass et eben och op deem Hannergrond vum Parteiefinanzéierungsgesetz. An deem Gesetz, mat deem mer eis jo och geschwë wäerten an der Plénière ofginn, sti wuel eng ganz Partie Réglementatiounen dran. Et ass also trotzdeem net wéi wann d'Parteie guer net reglementéiert wären. Et gëtt wuel näischt an der Verfassung am Detail elo iwwert d'Parteie gesot, ausser iwwert hire Sënn an hiren Zweck, mä et wäert natierlech an deene Gesetzer, déi domadder ze dinn hunn, zum Beispill d'Parteiefinanzéierungsgesetz, wuel esou sinn, dass mer eng ganz Partie an och prezis Réglementatiounen zum Wiese vun de Parteien hunn.

Dat gesot, soen ech nach eng Kéier dem Här Bodry als Rapporteur Merci, och de Kolleege fir d'Aarbecht an der Kommissioun, a bréngen d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zum Aschreiwe vun engem neien Artikel 32bis.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Fir d'ADR huet elo den honorabelen Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Och meng éischt Wierder fir Merci ze soen dem Rapporteur fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Bericht an och fir déi ganz Dynamik, déi en an dëser Fro un den Dag geluecht huet, fir datt mer schlussendlech alleguerten ons konnten op en Text eenegen.

Doduerjer, datt d'Parteien an d'Constitutioun kommen, kann ee bal soen, datt se domadder och hir Lettre de noblesse zougestane kréien, well et ass ëmmer awer e grousst Evénement wa Parteien, déi zu dem Ausdrock vun dem Wëlle vum Vollek bäidroen, kënnen och elo an der Verfassung mat zréckbehale ginn.

Mir gesinn, datt am europäesche Kontext eng etlech Länner, iwwert d'Halschent, elo vun de Parteien an hirer Constitutioun schwätzen. Bei onsen immédiaten Noperen ass dat Däitschland a Frankräich. D'Belsch hunn dat net. Et gesäit een, datt déi Formuléierungen, wéi d'Parteien definéiert ginn, ganz no leien och zu deem Text, dee mir haut sollen a wëlle verabschieden.

Et gesäit een, datt an Däitschland, a Spuenien, a Griichenland, an Italien zousätzlech Konditiounen opgestallt gi sinn, wat d'Parteien ugeet, datt se sech zum Beispill mussen de konstitutionelle Prinzipien ënnerwerfen, datt se demokratesch organiséiert sinn an esou weider. Dat si lauter Explikatiounen an Nécessitéiten, déi sech historesch erklären a wou mir geduecht hunn, datt et zu Lëtzebuerg net noutwendeg wär, fir esou Dispositiounen an onser Constitutioun festzehalen.

D'Parteien hunn e wichtege Rôle an onser Demokratie ze spillen. Dat bedäit och natierlech, datt se mussen dofir déi néideg finanziell Moyenen hunn an och d'Moyenë vu Kommunikatioun. Och dat ass eppes wat muss mat der Zäit iwwert d'Gesetzer garantéiert ginn.

En anere Wee, deen ons als ADR ganz wichteg schéngt, dat ass de Wee och vum Referendum, wou et drëm geet fir am Dialog mat dem Bierger verschidden Décisioune kënnen ze huelen, mat hinnen iwwert hir Problemer ze diskutéieren a fir verschidde wesentlech Reformen am Land kënnen duerchzesetzen. Duerfir hoffe mer, datt de Referendum, d'Initiative populaire, wäert och iwwert d'Gesetz in Bälde hei an onser Chamber kënnen diskutéiert ginn.

Dat gesot, fanne mer dës Reform vun onser Constitutioun gutt a mir wäerten als ADR och dësen Text stëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domat ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen elo zum Vote iwwert d'Proposition de révision.

D'Procuratioune sinn net zouléisseg.

Premier vote constitutionnel

D'Proposition de révision ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

M. Xavier Bettel, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Alexandre Krieps et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Häre, mir kommen elo zum zweetleschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5717, en Ofkommes tëscht den EU-Länner an de Vereenegte State vun Amerika iwwert d'Entraide judiciaire. D'Wuert huet fir d'éischt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Patrick Santer.

5. 5717 - Projet de loi portant approbation:

1. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003;

2. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003;

3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'extradition signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1er octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005;

4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, well d'Kriminalitéit weder virun de geographeschen nach virun de politesche Grenzen zréckschreit a vun deene souguer Gebrauch mécht, mussen d'State sech esou organiséieren an zesumme kooperéieren, fir datt dës geographesch, mä besonnesch politesch Grenze keng Hürd zu enger effizienter Kriminalitéitsbekämpfung duerstellen.

Dës Kooperatioun setzt viraus, datt d'State sech géigesäiteg Vertraue schenken, datt déi jeeweileg Police- a Justizautoritéiten esou organiséiert a Prinzipien a Regele uwennen, vun deenen een ausgeet, datt se engem moderne Rechtsstat entspriechen. Esou an op dëse Prinzipie foussend ass et an der Europäescher Unioun zu enger enker Kooperatioun komm, wéi dat de Mandat d'arrêt européen, d'Équipes communes d'enquête, de Vertrag vu Prüm oder den Informatiounssystem vu Schengen beweisen, ouni déi bi- oder multilateral operationell Kooperatioun ze vergiessen.

En Zesummeschaffe vu Police- a Justizautoritéite soll sech net nëmmen op de Kader vun der Europäescher Unioun beschränken. Mir hunn an der leschter Sitzungswoch d'UNO-Konventioun iwwert d'Bekämpfung vun der organiséierter Kriminalitéit guttgeheescht, déi vun iwwer 130 Länner ratifizéiert gouf. An an dee Kader vun der internationaler Kooperatioun reit sech och dëse Projet de loi. Mir wäerten zwee Accorden, déi d'Europäesch Unioun mat de Vereenegte Staten de 25. Juni 2003 ënnerschriwwen huet, an zwee Instrumenter vum 1. Februar 2005 tëschent Lëtzebuerg an de Vereenegte Staten approuvéieren.

Lëtzebuerg huet zwee bilateral Verträg mat de Vereenegte Staten, deen een iwwert d'Entraide judiciaire vun 1997, deen aneren iwwert d'Ausliwwerung vun 1996. No den Attentater vum 9. September 2001 hunn d'Vereenegt Staten insistéiert, datt déi verschidde bilateral Verträg, déi se mat deenen eenzelne Memberstate vun der Unioun hunn, renégociéiert sollte ginn, fir se besser un déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit an d'Terrorismusbekämpfung unzepassen.

Amplaz dës Verhandlunge mat den eenzelne Memberstaten ze féieren, huet opgrond vun den Artikelen 38 a 24 vum Traité iwwert d'Europäesch Unioun de Conseil vun der Unioun dës Verhandlunge gefouert. Dës Artikelen erlaben et der Unioun, international Verträg an de Beräicher Police- a Justizkooperatioun ofzeschléissen. Esou koum et dann de 25. Juni 2003 zu deenen zwee Accorden zwëschent der Europäescher Unioun an de Vereenegte Staten iwwert d'Entraide judiciaire op där enger Säit an d'Extradition op där anerer Säit.

Den Artikel 3, Paragraph 2 vun dësen zwee Accordë gesäit vir, datt d'Unioun dofir suerge muss, datt hir Memberstaten hir bilateral Verträg esou unzewennen hätten, wéi dat de jeeweilegen Accord virgesäit. Aus deem Grond goufen dann och den 1. Februar 2005 zwee Instrumenter ënnerschriwwen tëschent der Lëtzebuerger Regierung an der Regierung vun de Vereenegte Staten, fir d'Accordë vun 2003 op déi zwee bilateral Verträg vun 1996 an 1997 unzewennen. Et geet also hei dorëms, véier Texter guttzeheeschen.

De Statsrot huet mat Recht dorop higewisen, datt déi zwee Accorden zwëschent der Unioun an de Vereenegte Staten eng national parlamentaresch Prozedur iwwerhaapt net brauchen, fir zu Lëtzebuerg uwendbar ze ginn. Verschidde Länner hu just déi bilateral Verträg oder bilateral Instrumenter guttgeheescht. Anerer hunn d'Instrumenter an d'Accorden approuvéiert.

An Däitschland hu se e subtilen Ënnerscheed gemaach. Bei den Instrumenter heescht et „folgenden Verträgen wird zugestimmt" - also déi klassesch Formel -, a bei den Accordë steet „der Bindung an folgende Abkommen wird zugestimmt". Fir awer fir Kloerheet ze suergen, well jo déi zwee Instrumenter vun den Accorden net ze trenne sinn a se sech dacks dorop beruffen, hu mer an der Commission juridique eis dorop gëeenegt, déi véier Texter ze approuvéieren, wéi dat och d'Regierung proposéiert hat.

Här President, ech wëll elo net hei an den Detail vun deene véier Texter kommen, well et sech ëm eng technesch a ganz komplex Matière handelt. Déi, déi méi Detailer wësse wëllen, kënnen den Exposé des motifs, den Avis vum Statsrot an de schréftleche Rapport liesen, wou weider Detailer drastinn.

Mä ech wëll ganz kuerz eng generell Beschreiwung vun deene wesentleche Bestëmmunge vun deenen zwee Accorden ginn. D'Instrumenter beruffe sech op déi Accorden, duerfir beschränken ech mech op d'Accorden.

Wat d'Entraide judiciaire ugeet, esou kann den État requérant Informatioune vu Banken a Finanzinstituter, déi sech am État requis befannen, kréien, fir ze kucken, ob eng beschëllegt Persoun do Konten huet. Dës Finanzinformatioune mussen awer a Relatioun mat enger Enquête pénale sinn; dat ass de Principe de spécialité. D'Bankgeheimnis ass kee Grond, fir dës Finanzinformatiounen net weiderzeleeden.

Et spillt awer hei och de Prinzip vun der Double incrimination, dat heescht, Faiten, fir déi d'Entraide judiciaire ugefrot gëtt, mussen an deenen zwee Länner ënner Strof stoen, enger maximaler Prisongsstrof vun op d'mannst véier Joer am État requérant an op d'mannst zwee Joer am État requis. Dës Finanzinformatioune kënnen och nëmme fir d'Enquête, déi amgaangen ass, benotzt ginn.

Équipes communes d'enquête - dat heescht, lëtzebuergesch Enquêteure kënnen um Territoire vun de Vereenegte Staten eng Enquête duerchféieren a vice-versa - kënnen opgestallt ginn, an dofir brauch een awer e speziellen administrativen Accord.

Zeien oder Experte kënnen iwwer Videokonferenz gehéiert ginn. D'Demandë kënnen iwwer E-Mail oder Fax gestallt ginn. Eng Enquête judiciaire kann och vun enger administrativer Autoritéit ausgoen.

E Memberstat vun der Unioun kann d'Entraide refuséieren oder se aschränken, wann déi beschëllegt Persoun d'Doudesstrof riskéiert. Den Dateschutz kann nëmmen exceptionnel als Grond, fir d'Entraide net ze ginn, ugefouert ginn. Wann dat de Fall sollt sinn, ass eng Consultatioun zwëschent dem État requis an dem État requérant virgesinn, fir auszemaachen, wéi déi iwwerdroen Date solle geschützt respektiv traitéiert ginn.

Wat d'Steiervergehen respektiv Steierinfractiounen ugeet, esou bleift et hei beim Accord vun 1997 tëschent Lëtzebuerg an de Vereenegte Staten, deen d'Entraide nëmmen op d'Escroquerie fiscale limitéiert.

Den Accord, Här President, iwwert d'Extraditioun wennt sech un, wéi dat beim bilaterale Vertrag vun 1996 ass; dat heescht, et muss sech ëm eng Infractioun mat enger Mindesthéchststrof vun engem Joer handelen. D'Prinzipie vun der Double incrimination an der Spezialitéit fannen och hei Uwendung.

Zwee Punkte wollt ech speziell hei ënnersträichen. Éischtens, wéi ass et am Kader vun enger Ausliwwerung mat der Doudesstrof, déi nach a verschidde Bundesstate vun de Vereenegte Staten existéiert?

De bilaterale Vertrag, dee mer elo haten an deen 1996 ënnerschriwwe gouf, huet virgesinn, datt d'Vereenegt State misste genügend Assurancë ginn, datt entweder d'Doudesstrof net exekutéiert gëtt oder net gesprach gëtt vun de Geriichter. „Assurances suffisantes", steet am Text.

Elo iwwert den Accord an dem Instrument iwwert d'Ausliwwerung gëtt dat méi prezis. Dat heescht, et gëtt elo festgehalen, wann

d'Doudesstrof am Spill ass, dat heescht kéint gesprach ginn, datt d'Ausliwwerung nëmme ka stattfannen, wann d'Doudesstrof net gesprach gëtt oder net exekutéiert gëtt. Dat ass eng Garantie an net wéi virdrun eng Assurance. D'Vereenegt State mussen dem État d'Extraditioun ginn.

Zweetens ass den Accord iwwert d'Ausliwwerung, gradesou wéi deen iwwert d'Entraide judiciaire, applicabel och op Infractiounen, déi virum Akraafttriede vum Accord stattfonnt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kooperatioun um internationale Plang fir géint déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit virzegoen ass noutwendeg. Si däerf awer net an engem rechtsfräie Raum geschéien. An deem Kader a Kontext sinn déi véier Texter, iwwert déi mer haut wäerten ofstëmmen, ze gesinn. An de Vereenegte State gi fir eis heiansdo komesch Regelen - ech betounen heiansdo! - ugewandt, wéi zum Beispill d'Net-Ënnerschreiwen oder Ratifizéiere vun der Convention de Rome iwwert d'Cour pénale internationale, Guantánamo, déi „military orders", dat heescht d'Militärgeriichter kënne iwwert d'Fäll vun Terrorismus kennen.

Et gi komesch Regelen an deem Land an ech hoffen, datt se net permanent sinn. Dat soll eis awer net dovunner ofhalen eng Kooperatioun mat deem Land auszebauen am Kader vun der Europäescher Unioun, dat heescht op där enger Säit d'Vereenegt Staten an op där anerer Säit déi 27 Memberstate vun der Europäescher Unioun.

De Statsrot an d'Commission juridique hu sech fir de Projet de loi 5717 ausgeschwat. Dat wäert och d'CSV-Fraktioun maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Flesch.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporteur, dem Patrick Santer, Merci soe fir dee Rapport zu engem ganz komplizéierte Projet. Ech wëll och direkt soen, dass mir dee Projet de loi wäerte stëmmen. Ech wëll ower e puer Bemierkunge maachen.

Éischtens schéngt déi Prozedur, déi hei gebraucht gëtt, mer ganz interessant, well se doranner besteet, dass d'Mitgliedsstaaten vun der EU am Kader vun der EU en Accord négociéiere mat engem Partenaire - an dësem Fall d'Vereenegt State vun Amerika - an engem Domän, wou am Fong schonn eng ganz Serie vu bilateralen Accordë bestinn. Deen négociéierten Accord bréngt Modifikatiounen an deene bestoende bilateralen Accorden. Dat schéngt mer eng gutt Prozedur ze sinn, well et erméiglecht d'Négociatiounen ze accéléréieren an och op eng Solutioun hinzesteieren, déi eng gewësse Kohärenz an eng gewëssen Harmonisatioun innerhalb vun de Mitgliedsstaaten mat sech bréngt.

Elo zum Accord iwwert d'Entraide judiciaire. Den Artikel 4 vum Accord erstreckt op d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an den USA, de Regime, deen elo scho virgesinn ass am Protokoll vum 16. Oktober 2001 zur europäescher Konventioun relative à l'entraide en matière pénale, an dat fir d'Mitgliedsstaaten vun der EU. Or, gëtt ons gesot, ass weder dee Protokoll nach déi Konventioun vun ons bis haut approuvéiert. Meng Fro un d'Regierung: Woufir hu mer déi Texter nach net approuvéiert? Wat gedenkt d'Regierung am Zesummenhang mat deenen Texter an Zukunft ze maachen?

Zweete Punkt. Wann e bilateralen Traité d'entraide judiciaire besteet an dee Moment den Accord, dee mer elo diskutéieren, a Kraaft trëtt, a wann deen Traité d'Obligatioun virgesäit, fir eng Hëllef am Fall vu gewësse fiskaleschen Infractiounen ze leeschten, kënne laut Accord, wann déi schréftlech Instrumenter mat den USA ausgetosch ginn, preziséieren, dass fir deen Typ vun Infractiounen den Accord bilatéral weider gülteg bleift.

Am Lëtzebuerger bilateralen Traité, do gëtt d'Entraide limitéiert am Artikel 1, Paragraph 5 op d'Infractioun vun der Escroquerie fiscale. Ech kommen duerno nach drop ze schwätzen. Hei wär ech och frou, wann d'Regierung ons géif soen, ob se wëlles huet vun där Possibilitéit gebrauch ze maachen an ze preziséieren, wat fir Bestëmmunge vum Traité bilatéral a Kraaft bleiwen.

Dann ass am Accord virgesinn, dass den État requis gewëssen Ursaachen, gewësse Motivë kann invoquéieren, fir d'Entraide judiciaire ze refuséieren. Mä wéi de Rapporteur schonn drop higewisen huet, sinn déi Fäll vu Refus limitéiert. Si decke weder d'Hypothees vum Secret bancaire nach déi vum Dateschutz. A kloerer Sprooch heescht dat also, dass de Refus de l'entraide net ka gefrot oder gemaach gi fir déi Fäll mat Ausnahm beim Dateschutz bei aussergewéinleche Fäll. Do wär ech frou, wann d'Regierung ons kéint soe wat fir eng Ligne de conduite se wëlles huet an deene Froen, an notamment an den Dateschutzfroen, ze applizéieren.

Dann zum Accord d'extradition. Do huet de Rapporteur och schonn drop higewisen, dass de jëtzegen Text vum Accord méi wäit geet wéi dat, wat mir am Accord bilatéral stoen hu bei der Invocatioun vun der Doudesstrof a vun deene Refusen, déi mer do kënnen opposéieren. Am Fall vum Accord gëtt ganz kloer gesot, dass den État requis kann d'Extraditioun un d'Konditioun binnen, dass d'Doudesstrof weder prononcéiert, nach exekutéiert gëtt. Dat schéngt mer e Fortschrëtt par rapport zum Text wéi en elo besteet.

Den Accord erlaabt dem État requis gewëssen Ursaachen ze invoquéiere fir e Refus d'extradition ze opposéieren, dee virgesinn ass an engem Traité bilatéral; hei erëm à l'exception vum Secret bancaire a vum Dateschutz. Hei déiselwecht Fro un d'Regierung wéi déi, déi ech beim Accord d'entraide judiciaire gestallt hunn: Wéi huet d'Regierung wëlles sech do ze verhalen, notamment wat den Dateschutz betrëfft?

D'Extraditioune fir politesch a militäresch Infractioune sinn ausgeschloss am bilateralen Traité, dee mer de Moment scho mat Amerika hunn. De même gesäit deeselwechte bilateralen Traité vir, dass d'Extraditioun ka refuséiert ginn a Fäll vun Infractions fiscales. Zu deem Punkt seet den Accord, dee mer hei virleien hunn, näischt.

De Conseil d'État ass zimlech am Detail op déi Fro agaangen an ass zur Konklusioun komm, dass déi Motifs de refus, déi am bilateralen Traité virgesi sinn, och kënnen invoquéiert gi beim Accord, an deem Mooss wou den Accord dozou näischt seet.

De Conseil d'État akzeptéiert, dass den Accord, esou wéi en elo virläit, d'Dérogatioun vum bilateralen Traité ausschléisst a fiskale Froen. Mä de Conseil d'État seet - an dat schéngt mer wichteg -, dat kann nëmme gëlle fir d'Fiscalité directe. Dat kann nëmme gëlle fir Infractioune vun Escroquerie fiscale, an net fir Infractions de fraude fiscale. D'Commission juridique huet sech expressément deenen Iwwerleeunge vum Conseil d'État ralliéiert. Ech wär frou wann d'Regierung kéint confirméieren, dass och si déi Attitüd an deene Froen anhëlt an dass och si d'Saach esou gesäit.

Dat, Här President, woren déi Bemierkungen, déi ech wollt zu den Accorden an zu de jetzt geltende bilateralen Traitéë maachen. Et interesséiert kee Mënsch méi.

(Hilarité)

Dat ass jo awer vläicht egal.

Ech wollt nach zwou allgemeng Considératioune maachen. Am Zesummenhang mat deenen zwee Accordë gëtt d'Fro vun der Protectioun vun den Données personnelles, also vum Dateschutz expressément opgeworf.

An deem Zesummenhang, Här President, wëll ech d'Fro opwerfe vum Accord PNR, Union européenne an Amerika, deen am Juni vum leschte Joer ofgeschloss ginn ass. Mir wëssen, dass do d'europäescht Parlament der Kommissioun an dem Conseil virwerft, si hätten do en Accord ënnerzeechent, an deem déi europäesch Gesetzer zum Dateschutz vun de perséinlechen Donnéeën net respektéiert ginn. D'Parlament ass der Meenung, dass d'Kommissioun eng onzefridde stellend Attitüd anhëlt an ass weider der Meenung, dass de Conseil an där Diskussioun bis elo total absent war.

Wéi ass an deem Zesummenhang d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung?

An am selwechten Zesummenhang géif ech froen: Wéi gesäit d'Lëtzebuerger Regierung déi nei Propositioun, déi d'Kommissioun elo virgeluecht huet, déi deen Accord PNR mat Amerika à terme remplacéiere soll? Ech weess net awéifern do d'Négociatioune schonn ugefaangen hunn, mä ech wär awer interesséiert ze wësse wéi d'Lëtzebuerger Regierung un déi Négociatiounen erugeet.

Dann eng lescht Bemierkung, Här President: Mir hunn oft hei d'Geleeënheet ons Frënn a Partner vun déisäit dem Atlantik ze kritiséieren, well se ganz oft der Meenung sinn, dass hiert Recht Primautéit huet par rapport zum internationale Recht, während mir alleguerten op dëser Säit vum Atlantik anerer Meenung sinn. Dat féiert dann och dozou, dass d'Vereenegt Staten d'Tendenz hunn d'Kompetenz vun internationale Juridictiounen net unzehuelen. Ech géif hoffen, Här President, dass mer am Fall vun dësen Accorden Zousécherungen hunn, dass se effektiv esou applizéiert gi wéi se virgesi sinn an dass hei d'internationaalt Recht Primautéit huet par rapport zum nationale Recht vun de Vereenegte Staten.

Ënnert dem Bénéfice vun dësen Observatiounen an an der Hoffnung, dass ech op déi puer Froen, déi ech gestallt hunn, satisfaisant Äntwerte kréie kann, wëll ech den Accord vun onser Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Fir d'sozialistesch Fraktioun ergräift elo den honorabelen Här Klein d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir seng gewinnte prezis Rapporten.

Duerch déi zwee Accorden iwwert d'Justizkooperatioun an d'Ausweisungen, déi d'Europäesch Unioun mat den USA 2003 ënnerschriwwen huet, gi verschidden Dispositioune vun zwee bilateralen Traitéen, déi Lëtzebuerg mat de Vereenegte Staten an dëse Beräicher ofgeschloss huet, ergänzt, preziséiert an ofgeännert. Et ass eng komplex juristesch Matière, déi Raum fir Interpretatioune léisst, wann et drëm geet wéi eng Dispositiounen zielen, déi vun den Accorden oder déi vun deenen zwee bilateralen Traitéen. A wann der Madame Flesch hir Froe vum Här Minister beäntwert sinn, da gëtt dat Ganzt vill méi kloer, géif ech mengen.

E puer Remarquen nach: Et ass ze begréissen, dass d'Regierung, wéi et och verschidden aner EU-Memberlänner gemaach hunn, sech 2003 dofir entscheet huet, dass déi zwee Accordë Lëtzebuerg rechtlech bannen, nodeems d'Parlament se approuvéiert huet, well technesch gesi missten déi zwee Accorden net vum Parlament ofgesehnt ginn. Aus Grënn vun der Transparenz an awer och well déi zwee Accorden e groussen Impakt op d'fundamental Rechter vun de Bierger hunn, ass et wichteg, dass mer als nationaalt Parlament d'Méiglechkeet kritt hunn dës Accorden ze analyséieren.

Et ass och begréissenswäert dass d'Europäesch Unioun duerchgesat kritt huet, dass d'Ausweisungsdemandë vum internationale Strofgeriichtshaff vun Den Haag eng Prioritéit vis-à-vis vun nationalen Demanden hunn.

D'Fransousen hu probéiert dëst Virrecht och op de Mandat d'arrêt européen auszedehnen, fir esou den europäesche Justizraum ze stäerken. Dat ass awer an de Verhandlunge mat den Amerikaner net zréckbehale ginn.

Den Artikel 13 vum Accord iwwert d'Ausweisung regelt déi kritesch Fro vun der Doudesstrof. Wann Amerika zum Beispill een europäescht Land freet eng Persoun auszeliwweren, déi e Verbrieche begaangen huet, wat no amerikaneschem Recht mat der Doudesstrof bestrooft ka ginn, da kann dat europäescht Land d'Ausweisung accordéieren, ënnert der Konditioun dass déi Persoun net zum Doud veruerteelt gëtt, respektiv dass d'Doudesstrof net vollstreckt gëtt. Falls Amerika net gewëllt ass dës Konditioun ze respektéieren, da kann dat europäescht Land d'Ausweisung refuséieren.

Dës Dispositioune sinn engersäits ze begréissen, well se méi kloer si wéi déi aktuell Regelen, déi de bilateralen Traité festleet. Op där anerer Säit kann een net méi aus humanitäre Grënn eng Ausweisung oflehnen. An dësem Sënn ass et gutt, dass nom Artikel 9 vum Accord iwwert d'Justizkooperatioun d'Länner d'Recht hunn ze refuséieren, dass Informatiounen, déi si un d'Amerikaner ginn hunn, an enger anerer Affär wéi ursprünglech ofgemaach ginn ass als Beweismëttel kënne verwannt ginn.

Dem franséische Senat - dat ass ganz interessant - gëtt den Artikel 17 vum Accord iwwert d'Extraditioun ze bedenken. Dësen Artikel gesäit vir, dass aus Principe constitutionnel e Land d'Ausweisung refuséiere kann, falls keng Dispositioun vum Accord a vum bilateralen Traité den Ausweisungsfall léise kënnen. An Amerika kënnen d'Militärtribunäl aberuff ginn, déi sech dem Droit commun gréisstendeels entzéien a wou et net kloer ass, ob se konform zu de Prinzipie vun der europäescher Mënscherechtskonventioun sinn. De Senat huet a sengem Avis duerfir gefuerdert, dass e Land net nëmmen aus Principe constitutionnel eng Ausweisung refuséiere kann, mä dass an deem Artikel eng Referenz op fundamental Rechter stoe soll. Elo stellt d'Fro sech, wat fir Konklusiounen een aus deene Remarquë vum Senat zéie soll.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Fir d'ADR huet elo nach den honorabelen Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR wäert dësem Projet an dësen Accorden hir Zoustëmmung verweigeren.

Et ass ee Projet, wou versicht gëtt zwee Rechtssystemer openeen ofzestëmmen, eng besser Kooperatioun um Niveau vun der Lutte géint déi international Kriminalitéit duerchzezéien. De Prinzip an d'Noutwendegkeet sinn do, mä den Accord, esou wéi en do steet, an och d'Praxis weisen awer, datt mer hei musse fäerte wat zréckbehale ginn ass a wéi et haaptsächlech vun der amerikanerescher Säit ausgeluecht gëtt.

Et gesäit een, datt an Amerika net hésitéiert gëtt souguer géint hir eege Verfassung Militärgeriichter anzeriichten, wou elo e Recours ass fir ze kucken, ob déi Militärgeriichter, déi se geschafen hunn den 13.11.2001, rechtmäßeg si gemäß der amerikanescher Constitutioun. Fir ee Land, wat sech wëllt als Champion vun de Mënscherechter uginn, sinn esou Prozeduren, esou Geriichter op jidde Fall net als éierbar unzegesinn.

Da ginn et och Problemer mat Rechtsnotiounen, déi mer hei an onsem Droit an Europa net kennen, zum Beispill d'Clause probable, wéi dat genannt gëtt, datt e Procureur an Amerika - wou jiddferee weess, datt dee gewielt gëtt - ka bei engem Riichter froen datt Enquêtë gemaach ginn, datt Leit condamnéiert ginn, datt munch Prozeduren an d'Wee geleet ginn, déi net mat den individuelle Fräiheeten an de konstitutionelle Fräiheeten an Amerika am Aklang sinn, a bien entendu och net hei zu Lëtzebuerg. Dat ass manifestement eng Schwieregkeet an der Applikatioun, wou et ganz oft zu Schwieregkeete komme kann.

Dann hu mer de Problem vun der Doudesstrof, wou mer am Prinzip eng Ausliwwerung verweigere kënnen, wann déi Persoun d'Doudesstrof riskéiert oder wa se géif condamnéiert ginn, mä d'Doudesstrof kéint exekutéiert ginn. Da kënne mer déi Ausweisung verweigeren. Nach gesäit een, datt och d'Alternativstrof, déi deen Ablack virgesinn ass, meeschtens 100 oder méi Jore Prisong bedeiten, wat och drop hiweist, datt mer et do mat engem Rechtssystem ze dinn hunn, mat deem mir op jidde Fall ganz vill Schwieregkeeten hunn.

Och wat de Secret bancaire ugeet, ass et kloer, datt dee bien entendu och bei ons net spillt wann et eng Affaire criminelle ass, iwwert déi enquêtéiert gëtt; dat huet och seng Berechtegung. Mä et gesäit een awer och, op Basis vun deene rezenten Dispositiounen, déi mer hunn, datt d'Amerikaner och kënnen elo schonn all Informatioune kréien, wéi iwwer all Virement, deen hei am Land erfollegt. Dat si Saachen, déi Realitéite sinn.

Dann ass et dee ganze Problem vun der Protection des données nominatives. D'Bréifgeheimnis, d'Télefonsgeheimnis, alleguerten déi Prinzipien, déi bei ons an der Verfassung stinn, kënne ganz einfach vun engem Riichter an Amerika iwwer Bord gehäit ginn. An do hu mer keng Garantien driwwer, datt iergendwéi do kann engem Mëssbrauch entgéintgewierkt ginn.

Dat waren e puer vun deene Bemierkungen, déi ech wollt maachen, an et gesäit een och un de rezenten Debatten iwwer wat fir Donnéeën iwwer Flugpassagéier kënnen échangéiert ginn, datt et och do ganz staark Diskussioune gëtt. Vun deem Accord, dee bis elo getraff ginn ass, weess kee genau wat bis elo zréckbehale ginn ass. Ech wier frou, wann d'Regierung ons kéint do e puer Informatioune ginn, wéiwäit mer do sinn.

Mir gesinn, datt ëmmer méi Informatioune Richtung Amerika ginn an datt keng Kontrollméiglechkeete bestinn iwwert dat, woufir déi Donnéeë gebraucht ginn, iwwert déi Méiglechkeeten an déi Abusen, déi kënnen doduerjer entstoen. Aus all deene Grënn kënne mir also dëse Konventiounen net zoustëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet nach den zoustännege Minister, den Här Luc Frieden. Här Frieden, wann ech gelift!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech géif fir d'éischt wëllen och am Numm vun der Regierung dem honorabelen Här Santer Merci soe fir säi Rapport an enger technesch schwiereger Matière. Ech géif versichen op eng Rei vun deene Froen anzegoen.

Ech hunn deen Accord do am Joer 2003 am Europäesche Conseil mat suivéiert, de bilateralen Accord 2005 ënner Lëtzebuerger Presidentschaft vun der Europäescher Unioun zu Washington ënnerschriwwen. Ech sinn net sécher, ob ech hei all déi technesch Froe vun der Madame Flesch ka beäntwerten. Ech hat gemengt, déi wären all an der Commission juridique scho beäntwert ginn.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Madame Flesch!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Ech géif op e puer Punkte wëllen agoen.

Zum éischten ännert dësen Accord näischt un dem Inhalt vun den Informatiounen, déi opgrond vun engem Rechtshilfeersuchen - well dorëms geet et - mat Amerika ausgetosch ginn. Ech si generell der Meenung, datt am Kader vun der Coopération judiciaire internationale esou Accordë wéi dës wichteg sinn, datt déi besonnesch wichteg sinn och mat engem Land wéi Amerika, mat deem mer aus ville gudde Grënn gutt Relatiounen hunn. Dat sinn historesch Grënn. Dat si wirtschaftlech Grënn.

Ech verstinn, datt verschidde Leit hei hiren Antiamerikanismus ëmmer erëm mussen op d'Tribün bréngen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat do ass bëlleg!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Ech sinn der Meenung, datt en Accord d'entraide judiciaire mat Amerika gutt a richteg ass. Mir hunn en Accord d'entraide judiciaire vun 1997, mengen ech, deen hu mer hei duerch en europäeschen Accord op enger Rei vun technesche Punkte preziséiert. Deen Accord ännert näischt iwwert d'Zort vun den Informatiounen, déi mer den Amerikaner ginn. Déi sinn also déi nämlecht wéi déi, déi an deem Accord vun den 90er Jore festgehale gi sinn.

Et ass richteg, datt hei eng Rei nei Instrumenter derbäikommen, déi och virgesi sinn an engem Protokoll, dee mer op europäeschem Plang am Kader vun den Entraides judiciaires ugeholl hunn. Ech kann der Madame Flesch soen, datt mer dee Protokoll nach mussen zu Lëtzebuerg ëmsetzen. Dee betrëfft notamment Perquisitiounen opgrond vun enger internationaler Commission rogatoire. Et ass eng schwiereg Saach fir deen ëmzesetzen; dorunner schaffe mer.

Wat den Dateschutz ubelaangt, esou ass dat eng wichteg Suerg vun de Ministeren am Conseil, dat ass eng Suerg net nëmmen am Europaparlament. Duerfir soen ech lech, datt mer am Conseil viru kuerzem och en Text ugeholl hu vun enger europäescher Décision-cadre iwwert d'Protection des données am Kontext vun de pénalen oder generelle judiciairen a policiairen Donnéeën; deen applizéiert sech selbstverständlech och an dësem Kontext.

Schliesslech wat de PNR ubelaangt, esou ass dat en Accord, deen d'Europäesch Unioun négociéiert huet. Elo gëtt en neien Accord mat Amerika négociéiert, well deen éischte war nëmme provisoresch. Ech géif mengen, datt deen net wäit ewech vun deem éischte wär, deen négociéiert gi war. Ech hunn dozou schonn eng Kéier hei an der Chamber Stellung geholl.

Ech sinn der Meenung, datt d'Présidence, déi zesumme mat der Kommissioun déi Négociatioune féiert, sech wäert un deem alen Accord inspiréieren an datt deen och wäert d'Zoustëmmung vun der Lëtzebuerger Regierung fannen. Deen ass fir de Moment nach net am Conseil am Detail diskutéiert ginn, mä meng Informatioune sinn, datt dee ganz no wäert bei deem Accord leien, dee scho gemaach ginn ass.

Méi retizent si mer fir d'Aféierung vun engem PNR-System an der Europäescher Unioun. Dat betrëfft net d'EU-Bierger mä déi, déi an d'Europäesch Unioun erakommen. Ech muss allerdéngs feststellen, datt eng Rei vun eisen Nopeschlänner extrem dorobber drängen. Mä déi Debatt huet am Conseil nach net stattfonnt. Ech géif le moment venu d'Chamber och doriwwer informéieren.

Mä nach eng Kéier: Deen Accord, dee mer haut hei zur Diskussioun hunn, ass een, deen eestëmmeg vun all de Länner vun der Europäescher Unioun ugeholl ginn ass. En ännert näischt am Inhalt zu Lëtzebuerg, e bréngt just nei technesch Méiglechkeeten, e complétéiert eise bilateralen Accord. Duerfir géif ech d'Chamber bieden, dësen Accord ze stëmmen.

Ech fannen, datt een den Accorden iwwert d'Entraide judiciaire, wou et also drëm geet, fir a strofrechtleche Prozesser engem anere Land Informatiounen ze ginn iwwert de Wee vun de juristesche Moyenen, vun de Geriichter, via de Procureur général, wou also net de Stat als Regierung intervenéiert, am Prinzip zoustëmme soll, besonnesch wann et ass mat Länner, mat deene mer enk kooperéiert hunn och an der Vergaangenheet. Duerfir géif et am Fong kee Grond ginn, dësen Accord net ze stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Mehlen wëllt nach eng Fro stellen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Parole après ministre, ganz kuerz, Här President, zu där Remarque do vum Antiamerikanismus. Ech wëll hei ganz kloerstellen, datt eise Grupp näischt géint d'amerikanescht Vollek huet, mä eppes géint e Regime huet, deen zwar sech offiziell zu de Mënscherechter bekennt, mä duerfir awer d'Mënscherechter permanent mat Féiss trëppelt.

Wéi mer alleguer wëssen, déi skandaléis Attitüd vis-à-vis vun deene Leit, déi zu Guantánamo agespaart sinn, wou souguer d'Cour suprême an den USA d'Regierung zur Uerdnung geruff huet, a wou se sech nach ëmmer net genéiert fir deem Uerdnungsruff do net nozekommen. Mir sinn e klengt Land. Selbstverständlech kënne mir deem Regime do net den Aarm béien. Mä et soll een dem «double V» weisen, datt mer mat senger Aart a Weis a mat där vu senger Regierung net d'accord sinn.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, elo ass d'Debatt definitiv ofgeschloss. Mir kommen zum Vote vum Text, deen am Document parlementaire 5717[2] drasteet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5717 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 5708, eng Fiskal-Direktiv. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Mosar.

6. 5708 - Projet de loi portant

- transposition de la directive 2005/19/CE modifiant la directive 90/434/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents;

- transposition de la directive 2006/98/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, dans la mesure où cette directive a trait au domaine de la fiscalité directe;

- modification de certaines autres dispositions en matière d'impôts directs

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, deen ech haut hei de Plëséier hunn lech virzestellen, huet op där enger Säit als Objet zwou europäesch Direktiven an eis national Gesetzgebung ze transposéieren, op där anerer Säit awer och eng Rei Modifikatiounen an eiser Steiergesetzgebung ze verankeren, déi an direkter Relatioun mat deene virgenannten Direktive stinn.

Direkt eng Prezisioun am Ufank. Dësen neie Steierregime hätt am Prinzip misse vun dësem Joer - 2007 - ugewandt ginn, esou datt wéinst dem Retard an der Transpositioun vun europäeschen Direktiven et hei wäert zu enger partieller retroaktiver Applikatioun kommen.

Déi éischt Direktiv, déi an dësem Projet ëmgesat gëtt, gesäit d'steierlech Behandlung vun der Fusioun, der Scissioun respektiv dem Apport d'actifs tëschent Gesellschafte vir, déi a verschiddenen EU-Memberlänner hire Siège social hunn. De Projet de loi gesäit derniewent awer och vir, fir eng Rei vun neie Gesellschaften op d'Lëscht vun deene sougenannte Sociétés éligibles ze setzen; an dat sinn d'Société européenne, d'Société coopérative européenne an nach verschidden hybrid Entitéiten.

Preziséiere wëll ech direkt, och wann d'Chamber dat Gesetz iwwert d'Société européenne scho gestëmmt huet, datt dës nei Form vu Sociétéit bis elo an eisem Steiergesetz net virgesinn ass.

Ze notéieren wär dann och nach, datt am Kader vun enger Fusiouns- oder Scissiounsoperatioun de Seuil, vun deem un eng Plus-value, déi op enger Participatioun realiséiert gëtt, steierlech exonéréiert gëtt, vu 25 op 10% erofgesat gëtt. D'Regierung huet hei fir eng eemoleg Baisse optéiert, well am Kontext vun de Sociétés mères-filiales deeselwechte Regime elo schonn applizéiert gëtt mat engem Taux de participation vun 10%.

Ech wëll dann och nach direkt preziséieren, datt duerch déi Transpositioun vun dëser Direktiv all Restrukturatioune vu Gesellschaftsgruppe kënnen duerchgezu ginn an enger steierlecher Neutralitéit, egal ënner wat fir enger Form dat geschitt: duerch Fusioun, Scissioun, Apports, Échanges d'actions oder Filialisations vun Établissements stables.

Déi zweet Direktiv, déi an dësem Projet ëmgesat gëtt, regelt u sech d'Adhésioun vu Bulgarien a Rumänien am Beräich vun der direkter an der indirekter Besteierung. Duerch dës Transpositioun wäerten dann och sécherlech déi wirtschaftlech Echangë mat dëse Länner stimuléiert ginn.

De Projet de loi gëtt souwuel vun deenen diverse Chambres professionnelles wéi vum Statsrot begréisst. Ech géif lech dann duerfir och bieden, Är Zoustëmmung zu dësem Projet de loi ze ginn, an ech ginn och mam gudde Beispill vir,...

Plusieurs voix.- Ah!

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- ...andeem ech lech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun bréngen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech gesinn, datt all Fraktioune mam Rapport vum honorabelen Här Mosar d'accord sinn an hir Zoustëmmung signaléiert hunn. D'Regierung ass frou wa mer de Projet stëmmen an duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer dann elo zum Vote iwwert de virleiende Gesetzesprojet 5708.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5708 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.46 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Jean Dupong, député honoraire
- *M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés*

2. Dépôt d'une proposition visant à réformer le Règlement de la Chambre des Députés
- *M. Aly Jaerling*

3. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'organisation d'un débat de consultation au sujet de la séparation de l'Église et de l'État et du financement des communautés religieuses
- *Vote reporté pour des raisons d'ordre technique*

4. 5559 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2002/15/CEE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relatif à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier;

2) modification du Code du travail
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Alexandre Krieps, M. Romain Schneider, Mme Viviane Loschetter, M. Aly Jaerling, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'organisation d'un débat de consultation au sujet de la séparation de l'Église et de l'État et du financement des communautés religieuses
- *Vote (motion rejetée)*

6. 5240 - Projet de loi portant approbation des conventions de la Conférence Internationale du Travail Nos 115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 183 et 184 et des protocoles relatifs aux conventions Nos 81 et 155
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Marcel Glesener*
- *Discussion générale: M. Alexandre Krieps, M. John Castegnaro, Mme Viviane Loschetter, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 5242 - Projet de loi portant création d'un Comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de conciliation individuelle et portant ajout d'un titre V au Livre VI du Code du travail
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Marcel Glesener*
- *Discussion générale: M. Alexandre Krieps, M. John Castegnaro, Mme Viviane Loschetter, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Question avec débat N°28 de M. Aly Jaerling relative à un accord concernant le financement des communautés religieuses (art. 89 du Règlement)
- *M. Aly Jaerling, M. Marcel Glesener, M. François Biltgen, Ministre des Cultes, M. Lucien Weiler, Président*

9. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement
- *Vote (désignation d'un président et de trois membres; la procédure en vue de la désignation d'un quatrième membre sera relancée le 11 décembre).*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. François Biltgen, Ministre; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

1. Hommage à la mémoire de M. Jean Dupong, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht lech matzedeelen, dass den Här Jean Dupong, deen dem Land ganzer 40 Joer laang gedéngt huet, eis haut de Moien no laanger Krankheet am Alter vu 85 Joer fir ëmmer verlooss huet. Obwuel dës Noriicht net onverhofft koum, fille mer eis dach all déif betraff.

Geprägt a geleet a sengem öffentleche Liewe gouf de Jean Dupong duerch seng Erfahrungen, déi hien am Krich als jonke Mënsch mat senger Famill am Exil gemach huet an déi him héich militäresch Éieren abruecht hunn. Als forméierte Jurist a Jong vum laangjährege Statsminister Pierre Dupong konnt hir säi Wëssen iwwert déi politesch Strukture vum Land an den Déngscht vun der Allgemengheet setzen, an dat am Kader vu verschiddenen Institutiounen.

1954 huet fir de Jean Dupong an de Reie vun der CSV eng vill verspriechend politesch Carrière um Krautmaart ugefaangen, déi bis 1979 d'Vertraue vum Bierger krut. Esou gouf hien 1967 Minister, eng Funktioun, déi hie bis 1974 ausgeübt huet, mat Ressortë wéi ënner anerem d'Justiz, d'Erzéiung, d'Famill an d'Jugend, d'Aarbecht an déi sozial Sécherheet.

Et ware virun allem d'Ressortë vun der Aarbecht a vun der sozialer Sécherheet, déi him um Häerz louchen. Säi soziaalt Engagement, säin Asaz fir d'Besserstellung vun deene Mënschen, deenen et manner gutt goung, haten am Jean Dupong sengem Liewen eng wichteg Plaz, an dat souwuel innerhalb wéi ausserhalb vu senge politesche Mandater.

E Véirelsjorhonnert Politik vum Jean Dupong huet d'Land geprägt. Et war eng Politik vum Courage, vun Iwwerzeegungen, déi zu hirer Zäit oft als gewot duergestallt goufen, déi hien awer mat enger aussergewéinlecher Wëllenskraaft duerchgesat huet. Schliesslech war de Jean Dupong 15 Joer laang Member vum Statsrot, eng Institutioun, déi hie vun 1991 bis 1994 presidéiert huet, éier e sech aus dem öffentleche Liewen zréckgezunn huet.

Mam Jean Dupong verléisst eis eng staark Perséinlechkeet, ee vun eise grousse Politiker vun der Nokrichszäit. Senger Famill an all deene Mënschen, déi him nostoungen, gëllt haut eist häerzlechst Bäileed mat der Versécherung, dass mir de Verstuerwenen an allerbeschter Erënnerung wäerte behalen.

Ech géif lech bieden ee Moment opzestoen, fir dem Jean Dupong senger ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

2. Dépôt d'une proposition visant à réformer le Règlement de la Chambre des Députés

Dir Dammen an Dir Hären, mir ginn dann iwwer zu eisem normalen Ordre du jour. Mir hunn haut de Moien an der Presidentekonferenz décidéiert, dass mer d'Propositiounen, déi am Laf vun der Woch vum honorabelen Här Jaerling eragereecht goufen, géifen haut de Mëtteg vidéieren. Fir d'éischt geet et ëm déi Propositioun fir d'Reglement vun der Chamber ze reforméieren an notamment den Artikel 89 vum Chamberreglement ofzeschafen.

Dës Propositioun dréit nëmmen eng Ënnerschrëft. Ass nach ee bereet, déi ze ënnerstëtzen?

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- D'Ënnerschrëft gëtt dësem d'Stabilitéit. Dat eent huet näischt mat deem aneren ze dinn.

M. le Président.- Jo. Dann ass se recevabel. Dee Moment verweise mer se un déi zoustänneg Reglementskommissioun fir nom Bien-fondé vun där Propositioun ze kucken.

3. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'organisation d'un débat de consultation au sujet de la séparation de l'Église et de l'État et du financement des communautés religieuses

Dann hu mer d'Motioun, déi den Här Jaerling abruecht huet, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, een Débat de consultation ze organiséieren, fir déi effektiv Stellung vun de Fraktiounen am Kontext vun der Trennung vu Kierch a Stat ze ergrënnen.

Motion

D'Volleksvertriederkummer,

- nodeem datt d'Regierung opgrond vun der Motioun vum 18. am Broochmount 1998 mat enger weiderer religiéiser Communautéit eng Konventioun wëllt ofschléissen a staatlech Ënnerstëtzung zougestoen;

- datt awer de 6. am Mee 2004 net all Fraktioun an der Chamber hir Zoustëmmung zu finanzielle Bäihëllefe fir zwou zousätzlech religiéis Communautéite ginn huet, an och eng gréisser Diskussioun sech an der Öffentlechkeet breetmécht;

- datt deemno elo de Moment opportun schéngt, fir eng Diskussioun iwwer eng Trennung vu Kierch a Stat an d'Finanzéierung vun de religiéise Communautéiten anzeleeden;

fuerdert d'Regierung op

- opgrond vum Artikel 90 vum Chamberreglement en Débat de consultation ze organiséieren, fir déi effektiv Stellung vun de Chambersfraktiounen am Kontext vun der Trennung vu Kierch a Stat ze ergrënnen;

- bis dohinner e Moratoire auszesprieche fir weider staatlech Ënnerstëtzung fir Religiounsgemeinschaften zouzegestoen.

(s.) Aly Jaerling, François Bausch, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Déi Motioun dréit fënnef Ënnerschrëften, ass domat recevabel a mir stëmmen driwwer of.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da stëmme mer driwwer of.

Vote

(Interruptions)

Et schéngen effektiv de Moment technesch Problemer ze si fir dëse Vote virzehuelen. Duerfir maache mer dat méi spéit.

Mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, d'Direktiv iwwert d'Aarbechtszäit am Transportwiesen. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Spautz.

4. 5559 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2002/15/CEE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relatif à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier;

2. modification du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, dee mir haut hei hunn, betrëfft d'Aarbechtszäiten am Transportsecteur. Et herrscht elo Urgence fir déi betreffend Ëmsetzung vun der Direktiv, well Lëtzebuerg ass do schonns méi wéi iwwerfälleg.

De virleiende Projet de loi ass den 23. Mäerz 2006 vum Aarbechtsminister déposéiert ginn. Hei zu Lëtzebuerg läit d'Kompetenz vun der Ëmsetzung vun dëser Direktiv beim Aarbechtsminister. Op europäeschem Plang waren et awer d'Transportministeren, déi deen Accord fonnt hunn.

D'Beruffschambere vum Salariat hunn hiren Avis de 25. Abrëll 2006 respektiv de 26. Mee 2006 eragereecht. Déi vun der Patronatssäit sinn den 8. August respektiv den 19. September 2006 erakomm. Dem Statsrot säin éischten Avis louch den 28. November 2006 an den Avis complémentaire den 8. Mee 2007 vir. D'Chamberskommissioun huet de 27. September 2006 hir Aarbechten entaméiert mat der Consultatioun vun deenen eenzelnen Avisen an der Feinanalys vum Projet.

Beim virleiende Projet koum et öfters zu Interpretatiounsschwieregkeeten, wat och dozou gefouert huet, dass d'Regierung nach eng zousätzlech Interpretatioun bei der EU-Kommissioun ugefrot huet, déi eis den 11. Oktober 2007 zougestallt gouf. De schréftleche Rapport gouf an der Sitzung vum 20. November majoritär an der Aarbechts- a Beschäftegungskommissioun ugeholl.

Här President, bei dësem Projet de loi geet et konkret ëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2002/15 betreffend den Aménagement vun den Aarbechtszäiten am Transportsecteur. Et muss ee wëssen, dass schonns de 15. Mäerz 2006 en europäescht Reglement, nämlech d'Reglement 561/2006, a Kraaft getrueden ass, wat en anert Reglement vun 1982, also schonn en eelert Stéck, ersat huet, wou et sech ëm eng Harmoniséierung vu verschiddenen Dispositiounen am Stroossentransport gedréit huet. Dëst Reglement regelt d'Aarbechts- an d'Lenkzäite vum Stroossentransport.

Am Transportsecteur muss een en Ënnerscheed tëschent der Fuer- an der Aarbechtszäit maachen. Dësen Ënnerscheed féiert oft zu schwieregen Diskussiounen, well net jiddfereen den Ënnerscheed tëschent Fuer- an Aarbechtszäite kennt.

D'Aarbechtszäit ass déi Zäit, wou de Chauffer dem Patron zur Verfügung steet, de Chargement, den Déchargement, d'Preparatioun an esou weider. D'Fuerzäit ass just déi Zäit, wou de Chauffer effektiv och hannert dem Steier sëtzt a fiert.

D'Direktiv vun 2002 reglementéiert dann elo all déi Punkten, déi nach net duerch d'Reglement 561/2006 ofgedeckt ginn. Sécherlech wär et méi einfach an och méi logesch gewiescht, wann d'Direktiv vun 2002 scho ratifizéiert gewiescht wär, éier d'Reglement a Kraaft trëtt.

An deem ganze Kontext däerf een och awer d'Direktiv 2003/88 betreffend d'allgemeng Aarbechtszäiten net vergiessen. Dës Direktiv gouf duerch d'Gesetz vum 19. Mee 2006 hei zu Lëtzebuerg ëmgesat a gëllt als déi allgemeng gülteg Aarbechtszäitdirektiv, woubäi d'Direktiv 2002/15, déi mir haut sollen ëmsetzen, d'Aarbechtszäiten an engem spezifesche Secteur, nämlech dem Stroossentransport ofdeckt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet behandelt d'Definitioun vun der Aarbechtszäit am Allgemengen, vum Zäitpunkt wou d'Aarbecht ufänkt bis dee Moment wou d'Aarbecht niddergeluecht gëtt. Dat beinhalt déi reng Fuerzäit wéi och de Chargement, den Déchargement, d'Botzen an den Ënnerhalt vum Camion oder dem Bus. Den Temps de disponibilité zielt als déi Zäit wou de Chauffer net beim Gefier muss sinn, awer wou hien à tout moment muss zur Verfügung stoen, beispillsweis wann de Chauffer op der Douane waarde muss.

Wichteg ass awer hei och ervirzehiewen, dass déi maximal Zäit laut Reglement 16 Stonne bedréit, awer d'Sozialpartner hunn d'Méiglechkeet, do aner Zäiten am Kollektivvertrag ze definéieren. Fir de Moment ass dat hei zu Lëtzebuerg 14 Stonnen.

Dann definéiert de Projet d'Moyenne vun der wöchentlecher Aarbechtszäit vun 48 Stonnen innerhalb der Referenzperiod vun engem Mount. Och do hunn d'Sozialpartner d'Méiglechkeet, nach aner Zäite festzehalen, an dëst iwwert de Kollektivvertrag respektiv den Accord interprofessionnel.

Och de Punkt vun der Nuetsaarbecht gëtt an dësem Projet definéiert, an zwar als Nuetsaarbecht gëllt d'Zäit tëschent null a fënnef Auer. D'Definitioun vun der Nuetsaarbecht däerf een awer net verwiessele mat den Nuetszouschléi, déi laut Kollektivvertrag vun 22 Auer bis sechs Auer moies geschëlt sinn. Wann d'Nuetsaarbecht tëschent null a fënnef stattfënnt, da kéint déi maximal Aarbechtszäit an deem Dag an där Period vu 24 Stonnen héchstens zéng Stonne sinn.

Dat waren elo d'Haaptpunkte vum Projet. Wann een net andauernd mat där Matière ze dinn huet, ass et relativ schwiereg, sech doran erëmzefannen.

Den Avis vun der Privatbeamtechamber war kritesch. D'Aarbechterkummer an d'Handwierkerkummer ware ganz positiv a si hunn hir global Zoustëmmung zum Projet ginn. D'Chambre de Commerce huet de Projet carrément ofgelehnt, well dat d'Konkurrenzfäegkeet vum Lëtzebuerger Transportsecteur a Fro stelle kéint.

De Statsrot huet a sengem éischten Avis eng aner Numérotatioun vum Code du Travail gefuerdert an och nach op aner stilistesch Punkten opmierksam gemaach. D'Chamberskommissioun huet deene Remarquë vum Statsrot majoritairement Rechnung gedroen.

A sengem zweeten Avis vum 8. Mee 2007 huet de Statsrot seng Opposition formelle ugekënnegt am Fall wou keng aner Numérotatioun vun der Direktiv géif gemaach ginn. An eiser Sitzung vum 15. Oktober 2007 hu mir der Remarque vum Statsrot Rechnung gedroen. An der Kommissioun hu mir eis et wierklech net einfach gemaach a vill - jo, ganz vill - iwwert d'Kritike vun deenen eenzelne Säiten nogeduecht, driwwer diskutéiert an zousätzlech Meenungen ugefrot, wéi ënner anerem déi vun der EU-Kommissioun, well et och do zu ënnerschiddlechen Interpretatioune vun de Sozialpartner an och vun eiser Kommissioun komm ass.

Den Haaptkritikpunkt war eemol méi d'Affirmatioun - d'Madame Flesch kënnt ëmmer mat deem Saz -: «transposer la directive, toute la directive et rien que la directive».

Deen éischten Haaptdiskussiounspunkt war an deem Zesummenhang déi wöchentlech Aarbechtszäit. Wat déi wöchentlech Aarbechtszäit ugeet, gesäit d'Direktiv eng Moyenne vun 48 Stonne vir. Déi wöchentlech Aarbechtszäit ka laut Direktiv awer op bis zu 60 Stonne goen, wann d'Moyenne vun 48 Stonnen an enger Referenzperiod vu véier Méint erhale bleift. Am Gesetzesprojet steet elo, dass et 48 Stonnen an der Moyenne sinn, an dat bei enger Referenzperiod vun engem Mount.

Där Optioun entspriechend gesäit eise Projet awer weider vir, dass den Aarbechtsminister eng Autorisatioun gi ka fir eng Referenzperiod vu véier Méint, an dat am Respekt vun der Prozedur wéi se am Droit commun applicabel ass. D'Sozialpartner kënnen hirersäits nach méi wäit goen andeems se eng Referenzperiod vu bis zu sechs Méint aushandelen.

Deen zweete Sträitpunkt war d'Definitioun vun der Nuetsaarbecht. D'Direktiv gesäit vir, dass d'Nuetsaarbecht muss eng Period vu minimum véier Stonnen tëschent null a siwen Auer hunn. Wa mir also zur Nuetsaarbecht alles zielen, wat tëschent null a fënnef Auer geleeschten Aarbecht ass, leie mer voll a ganz an der Ëmsetzung vun der Direktiv, an dat ass och esou vun der Europäescher Kommissioun akzeptéiert ginn. Ech wëll awer hei ënnersträichen, dass d'Sozialpartner aner Aarbechtszäiten iwwert de Verhandlungswee kënnen ofmaachen, déi awer ëmmer nach an de Limitë vun der Direktiv musse sinn.

Dee leschte Sträitpunkt war dee vum Chauffeur indépendant. Laut Direktiv mussen no 2009 och dës Chaufferen ënnert hir Applikatioun falen. Dat läit awer net an der Kompetenz vum Aarbechtsministère, well do ass et d'Zoustännegkeet vum Transportministère, esou dass den Transportminister en deementspriechende Projet de loi op de Wee brénge muss, fir dass mir och nom 31.12.2008 konform zur Direktiv sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och nach drop hiweisen, dass dëst Gesetz nëmme gëllt fir Camionen a Busser mat méi wéi 3,5 Tonne respektiv méi wéi néng Persounen. Ënnert d'Applikatioun vun dësem Gesetz fale just Betriber, déi sech mam Persounen- a Wuerentransport beschäftegen an och do eng deementspriechend Autorisatioun hunn. All aner Transporter falen ënnert déi allgemeng Aarbechtszäitdispositioune vum Code du Travail.

Här President, ech wëll och vun dëser Plaz aus alle Kolleeginnen a Kolleege vun der Beschäftegungskommissioun Merci soe fir déi kritesch awer konstruktiv Zesummenaarbecht; un d'Sekretariat vun der Kommissioun an déi zoustänneg Beamten am Aarbechtsministère och Merci fir hiren Asaz an hir Ënnerstëtzung.

Ech wier frou, wann dëse Projet eng grouss Zoustëmmung hei an der Chamber fanne géif, an ech ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Deen éischte Riedner fir d'DP-Fraktioun ass den honorabelen Här Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Bonjour, Här President.

M. le Président.- Bonjour.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Dir Dammen an Dir Häre, ech soe fir d'éischt emol mengem Kolleeg, dem honorabelen Här Marc Spautz, Merci fir säin extensive schréftleche Bericht, dee ganz interessant war, an effektiv och alle Kolleegen an dem Minister an der Chamberskommissioun, wou interessant diskutéiert ginn ass.

Ech kommen hei ganz kuerz zréck op e ganz interessante Procès-verbal vun der Kommissioun vum 27. September 2006, wou deemools de Minister Biltgen dat Gesetz, nodeem dass et déposéiert war, kommentéiert an d'Buten definéiert huet.

Éischtens huet hien ons deemools gesot - ech war wuel nach net derbäi -, dat Gesetz, villméi déi Direktiv wier ausgeaarbecht ginn duerch de Conseil européen des Ministres du Transport. Ausser an där Réunioun war ech an all deene subsequenten. Leider hunn ech ni e Vertrieder vum Transportministère an där Kommissioun gesinn an de Minister scho guer net. Ech mengen, zumools wou an deem Chamberbericht vun deemools, an deem Procès-verbal stoung, dass d'Transportministere gewéinlech eng méi liberal Approche hätten, do zweifelen ech och dorunner, Här Minister, dass Äre Kolleege Lux méi liberal wär.

Ofgesinn dovunner war och Rieds vun Arbitragen tëschent dem Ministère du Travail an dem Ministère des Transports - loosse mer dat dohinnergesat sinn. Wat och interessant ass - wéi gesot, de Minister vum Transport war ni an der Kommissioun -, dat war d'Elaboratioun. Den Här Biltgen hat deemools gesot an där Kommissioun, dass mer géifen d'Transposition littérale ustriewen. De Marc Spautz huet scho gesot, dass déi Transposition littérale net esou gutt gerode wär. An et wär och eng gewësse Marge de manœuvre fir d'États membres. Déi ass wuel profitéiert ginn, awer a mengen Aen zimlech eesäiteg aux dépens vum Patronat - ech wäert mech herno nach doriwwer erklären. An déi Marge de manœuvre résiduelle wär an deem Gesetzestext fir eben dem Secteur des transports eng Situation concurrentielle ze erhalen.

De Marc Spautz huet mat Recht gesot: Mir si ganz en retard mat der Transpositioun vun dëser Direktiv. D'Objektiver huet hien opgezielt. Dat hei ass am Fong e Complément zu den Direktiven iwwert den Temps de conduite an de repos vun de Conducteuren a sollt assuréieren: d'Sécuritéit vum Transport par route, d'Santé an d'Sécuritéit vun de Persounen, déi dodra beschäftegt sinn. An do stoung e Saz: «rapprocher davantage les conditions de concurrence». Déi Meenung deele mir als Demokratesch Partei net esou. De Marc Spautz huet gesot, et applizéiert sech op d'Gefierer iwwert 3,5 Tonnen a schreift eben d'maximal Zäite vir, d'Aarbechtszäiten, d'Pausen.

Da war do nach d'Definitioun vum Bloc vun der Aarbechtszäit während der Nuecht. D'Direktiv huet effektiv do eng Latitude gelooss gehat vun null bis siwen Auer moies. Onse Ministère huet menger Usiicht no mat Recht dat limitéiert vun null bis fënnef Auer. Et koum ee Moment d'Diskussioun op, ob een an där Zäit vun null bis fënnef, mä haaptsächlech an där Zäit wéi d'Direktiv et virgesäit, null bis siwen, ee gewësse Bloc vun Aarbecht leeschte misst. Mir hunn dee Bloc vun der geleeschtener Aarbecht am Fong ewechgelooss, dat heescht, deen, deen zéng Minutte viru fënnef ufänkt, fält ënnert déi Direktiv.

Am Ufank ass an der Kommissioun och diskutéiert ginn...

(Interruption)

Jo, an der Rei, Dir sot ons dat jo herno.

Neen, ech kann Iech soen, wat och diskutéiert ginn ass, dat war, mir hunn hei am Fong keng Incidence financière vun deem Gesetz. Wann elo e Busentrepreneur hei muss méi Geld op den Dësch leeën, da geséich ech gären, wien dat bezilt. Gëtt dat an d'Billjeeë répercutéiert, an de Reespräis oder esou? Dat wären och interessant Saachen. Oder muss de Steierzueler do erëm de Kapp hinhalen? Dat wären also eng Rei Saachen, déi ons interesséiere géifen.

Et ass och hei geschwat gi vun Indépendanten, déi eréischt 2009 géifen a Betracht gezu ginn. De Statsrot huet sech och iwwert dee Retard vun den Indépendanten opgereegt, mä ech mengen, ech weess wuel, dass de Statsrot schonn op enger Einheitsbrei-Schinn ass, well dat kann ee jo net anescht soen. Den Indépendant, dee kënnt och heem, dee sëtzt och owes an der Kichen nach seng Konten ze schreiwen. Duerfir gëtt hien héchstwahrscheinlech net esou bezuelt wéi anerer.

Mä dat gesot géif ech mengen, dass mir an der Kommissioun och diskutéiert hunn iwwert d'Possibilitéit fir de Minister, fir déi Période de référence vu véier Wochen ze hiewen op méi laang, an et ass jo am Gesetz och eng Dispositioun virgesinn, déi Ausnahmeregelunge virgesäit. Dat ass jo am Gesetz geschriwwen, esou dass et legal ass. Ech fanne wuel awer, dass d'Gesetz hätt misse méi prezis iwwert d'Periode sinn.

Dat heescht, et geet net, dass mer an d'Gesetz schreiwen, véier Wochen, an dann eng Derogatioun am Gesetz virgesinn, déi da ganz elastesch gëtt. Ech hätt léiwer gehat, dass dra gewiescht wär vun de véier Méint, wéi dat an der Direktiv och virgesi war. Ech versti wuel dem Minister an och verschiddene Salariatsvertrieder hir Angscht, dass dat vläicht en Impakt gehat hätt op déi Négociation-salarialen oder Contrats collectifs, déi an deem Secteur momentan lafen, mä ech mengen, dat wär nach en Argument gewiescht, fir eben d'Direktiv voll ze iwwerhuelen.

Eng aner Saach, déi kritiséiert ginn ass, dat war deen Distinguo tëschent Entreprises de transport pour compte propre a pour compte d'un tiers. Ech hoffen net, dass duerch déi heiten Direktiv, well de Compte propre jo e bëssen hei geschount gëtt, op eemol lauter Camionen duerch d'Land fueren, déi entweder esou e Villchen drop hunn oder eng pikesch Planz - mir kenne se jo -, an dass déi sech da multiplizéieren an doduerch am Fong en Insourcing kënnt an net en Outsourcing. Also denke mer un den Insourcing. Ech wär och frou ze wëssen, ënner wat de Leasing vun de Camionen, dee jo ëmmer méi virkënnt, fält, zumools wann d'Firme sech am Grenzgebitt nidder wäerte loossen.

Aner Saachen, déi ons am Fong net gefall hunn, dat ass eben - ech widderhuelen dat nach eng Kéier - déi Affär vun der Begrenzung vun der Période de référence. Mir hätte se léiwer e bësse méi laang gehat, well dat hätt d'Konkurrenz trotzdeem - loosse mer soen - méi dynamesch gemaach. Ech gleewen, dass, wa mer net séier nach eng Kéier nokucken, wat dann aus deem heite Gesetz entstanen ass, Délocalisatioune riskéieren ze kommen. Well soss gesi mer da Leit, déi just vun der WSA bis op Zoufftgen mam Camion de ganzen Dag hin an hier fueren, fir net ënner ons Législatiounen ze falen. D'Kommissioun hat dat jo geschriwwen. Den Här Barrot huet sech baséiert op den Artikel 10. Onse Minister huet sech op den Artikel 4 baséiert. Hie seet ons herno e puer Wuert dovunner.

Also, wat hei sécher ufält, dat ass, dass e Bilan muss gemaach ginn no enger relativ kuerzer Zäit. Ech hunn och an der Kommissioun gesot, dass d'Demokratesch Partei ëmmer fir d'Ëmsetze vun der Direktiv gestëmmt huet, mä well déi heiten zimlech eesäiteg ëmgesat ginn ass, wäerte mir ons, wéi mer dat an der Kommissioun gemaach hunn, bei dësem Gesetzesprojet enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Fir d'sozialistesch Fraktioun huet den honorabelen Här Schneider d'Wuert gefrot. Här Schneider!

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och un éischter Plaz hei dem Rapporteur, dem Marc Spautz, e grousse Merci soe fir säi mëndleche Rapport de Mëtteg, mä virun allem, mengen ech, fir säi schréftleche Rapport, dee wierklech ausféierlech presentéiert gouf an deen eigentlech déi ganz Problematik erëmbréngt, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn.

De Projet 5559 ass e Projet, dee mer jo ugefaangen hunn ze diskutéieren an der Kommissioun nom Dépot esou Mëtt 2006, a wou mer an enger vun deenen éischte Sitzungen - an do muss ech den Här Krieps liicht korrigéieren - och e Vertrieder vum Ministère des Transports invitéiert haten, fir eng éischte Kéier am Projet matzeschwätzen. De Minister selwer war net invitéiert an dës Kommissioun. Ech weess awer, datt bilateral Gespréicher och zwëschent dem Aarbechtsminister an dem Transportminister gelaf sinn an dësem Dossier, esou datt ech mengen, datt déi richteg Ministèren, déi souwuel op europäeschem Niveau wéi op nationalem Niveau implizéiert sinn, an dësem Projet gehéiert goufen an och hir Meenung abruecht hunn.

Ee Projet de loi, iwwert dee mer virun allem an der Kommissioun - an et ass schonn hei Rieds gewiescht - ganz interessant Gespréicher haten, a wou mer eigentlech och ganz flott Pisten opgezeechent hunn, fir dës Direktiv an nationaalt Recht ëmzesetzen. Mir haten och ganz flott Avisë vum Statsrot. Et waren der zwee. Derniewent hate mer virun allem och Avisë souwuel vun de Salariatsgewerkschafte wéi och vun de Patronatsgewerkschaften.

Derniewent sinn och an deenen eenzelne Fraktiounen eng Rei Entrevuë gelaf, an hei virun allem och mat de Groupements vum Professionell a vum Transport, well déi jo och - an dat ass op dëser Plaz nach net zitéiert ginn - de 16. Mee 2007 de Streik ugesot hunn, dee Gott sei Dank dank der Interventioun vun enger Rei vu Leit a virun allem och vum Minister konnt ofgewige ginn, a wou duerno eng ganz Rei flott Gespréicher ugefaang hunn, déi virun allem och derzou gefouert hunn, datt dëse Projet de loi richteg gelies gouf. Well et war virun allem an där ganzer Problematik hei am Ufank de Problem, datt d'Texter, souwuel d'Direktiv wéi och d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv, eigentlech eng falsch Interpretatioun haten.

Dank der Aarbecht an de Kommissiounen ass dat op eng richteg Bunn komm. Mir hunn eng ganz flott Rei vu Kompromisser fonnt. Och d'Regierung huet nach eng Kéier eng Klarifikatioun säitens der Europäescher Kommissioun gefrot, wou och am Oktober d'Äntwert koum a wou eigentlech gesot gouf, datt Lëtzebuerg ganz richteg léich bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv. Dat virun allem op zwee Punkten: den éischten, minimal Aarbechtszäit fir d'Nuetsaarbecht;

an den zweeten, d'Referenzperiod par rapport zur Limite vun der Wochenaarbechtszäit. Dat ware jo déi Punkten, wou eigentlech eng kloer Äntwert säitens vun der Europäescher Kommissioun komm ass.

Dës Direktiv 2002/15/CE, déi wéi gesot d'Reglement 561/2006 ergänzt souzesoen, huet eng Rei vu Saachen, Aspekter, wat d'Aarbechtszäit vum Transportsecteur reglementéiert. Ech ginn net nach eng Kéier drop an, wat de Marc Spautz gemaach huet op dëser Plaz a virun allem a sengem schréftleche Rapport. Dës Zäit kann ech lech alleguerten erspueren.

Ech géif just nach eng Kéier vläicht déi dräi Punkten erauszielen, wou virun allem d'Kommissioun och driwwer diskutéiert huet: Dat war éischtens d'Aarbechtszäit, maximum déi 16 Stonnen den Dag, dann derniewent d'Limite maximale vun de Rouzäiten an der Nuetsaarbecht. Hei sinn déi zéng Stonnen den Dag och virgesinn, wat och kloer definéiert ass.

D'Haapttheme waren och virun allem d'Périodes de référence, wou, fannen ech, eng ganz flott Léisung fonnt ginn ass, déi éischtens determinéiert ass am Projet de loi selwer, an derniewent awer och de Spillraum do ass, datt och hei de sozialen Dialog ka viru spillen, fir Léisungen um Terrain ze fannen. Derniewent, wa guer keng Méiglechkeet hei ze fannen ass, wat ech net direkt gleewen, dann huet nach ëmmer de Minister d'Méiglechkeet och hei ze intervenéieren, och dat fir d'Kompetitivitéit ze erhalen, eng Décisioun ze huelen an och hei d'Période de référence auszedehnen.

Deen anere Punkt, deen ugeschwat ginn ass, ass ganz einfach d'Definitioun vun der Période nocturne, déi mer festgeluecht hu vun null bis fënnef Auer, wat och eng Period ass, déi op alle Säiten zu engem Konsens koum a wou e Kompromiss fonnt ginn ass op alle Säiten. Net virgesi sinn an dësem Projet d'Indépendanten. Hei ass jo den Transportminister amgaangen e Projet de loi auszeschaffen, fir och dat dann definitiv ze regelen.

An dësem Projet de loi goung et virun allem drëm, d'Gesondheet an d'Sécherheet fir d'Salariéen, awer och fir all déi aner Leit, ze garantéieren. Et goung derniewent awer och drëm, fir sozialen an ekonomeschen Dumping ze verhënneren. Dat ass opgrond vun der Ëmsetzung, wéi mer se elo virleien hunn, vun dëser Direktiv an nationaalt Recht och gelongen.

Derniewent krute souwuel d'Sozialpartner och Zäit ginn, andeem mer an deem Moment ganz einfach d'Akraafttriede vun dësem Projet de loi, vun dësem Gesetz zréckversat hunn op den éischten Dag, dräi Méint no der Publikatioun am Mémorial, esou datt et och hei Zäit ass, fir sech ze adaptéieren, fir déi néideg Gespréicher nach ze féieren, déi néideg Léisungen um Terrain nach ze fannen, fir dann och e gutt Gesetz ze kréien, dat an der Praxis ka funktionéieren; wouvun ech och iwwerzeegt sinn.

Ech soen och vu menger Plaz aus all de Membere vun der Kommissioun Merci fir déi flott a fair Zesummenaarbecht, déi mer an der Kommissioun haten. Ech géif an dësem Sënn och mäin Accord, awer och den Accord vun eiser Fraktioun, zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. D'Madame Loschetter schwätzt fir déi Gréng. Madame Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi ass ee vun deene ville Projets de loi, déi an der Travail-et-emploi-s-Kommissioun als Ëmsetzung vun enger Direktiv diskutéiert gi sinn. Mir si vill mat Ëmsetzunge vun Direktiven an nationaalt Recht an dëser Kommissioun befaasst.

Wéi ganz vill Direktiven, ass och dëse Projet de loi - wéi ee seet - iwwerfälleg. Dat heescht, mir mussen e stëmmen, soss musse mer bezuelen. A wéi esou vill vun dësen Direktiven, an dësem Projet de loi gëllt dann och déi soi-disant Ligne de conduite vun der Regierung vun der Eent-zu-eent-Ëmsetzung. Et ass, wéi et scho gesot ginn ass, eng Direktiv, déi d'Gesetz vum Aménagement du temps de travail vum leschte Joer complétéiert, well mer deemools bewosst och d'Travailleurs mobiles routiers net mat ageschloss haten.

Dës Direktiv geet dann och op déi Spezifissitéit vun dëser ustrengender Aarbecht vum - ënner anerem - Chauffer an, à savoir seng Aarbechtszäit, seng Bereetschaftsaarbecht, d'Pausen, d'Rouzäit an, och ganz wichteg an dësem Kontext, et ass schonn ugeklongen, d'Period, déi als Nuetsaarbecht verrechent gëtt.

Concernéiert sinn hei nëmmen an ausschliesslech déi Salariéen, déi als Travailleurs mobiles definéiert sinn an déi och eben an enger Entreprise schaffen, sief et - an dat huet de Rapporteur gutt erklärt -, well se Wueren oder Mënschen transportéieren. An d'Indépendantë sinn aus dëser Regelung ausgeschloss.

Betreffend d'Indépendanten huet dës Dispositioun, mat anere Facteuren, vill fir Diskussioun gesuergt an der zoustänneger Kommissioun, mä och an der Öffentlechkeet an deem concernéierte Beruffsmilieu. Soubal eng Direktiv den États membres eng gewëssen Handlungsfläch léisst, gëtt et natierlech och schwéier - ech kommen nach drop zréck -, se dann eent zu eent ëmzesetzen.

Am Prinzip ass déi gréng Fraktioun jo och der Meenung, datt eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung vun Direktiven - ech maachen e jeu de mot - eng gewësse Richtlinn dann och ugëtt, mä oft si mir awer der Meenung, datt et dëser Regierung gutt zu Gesiicht géif stoen, wa verschidden Direktiven esou géifen adaptéiert ginn, fir datt dës Gesetzer an der Organisatioun vun onsem Land dann och kéinten eng Plus-value bréngen. Ech denken do virun allem un Direktive mat gesellschaftlechen oder och ëmweltpolitesche Themen.

Dat setzt natierlech och eng politesch Determinatioun viraus, fir verschidde Politike weiderzedreiwen an iwwert déi Eent-zu-eent-Ëmsetzung erauszegoen, erauszekucken an innovativ virzegoen. Hei awer krute mer et e bëssen anescht, hei awer huet dës Direktiv u sech schonn den États membres eng gewësse Fräiheet gelooss, wat d'Regierung och eigentlech opgefuerdert huet an d'Membere vun der Kommissioun dann eben och, d'Direktiv op d'Gegebenheete vum Land ze adaptéieren. Mir denken, datt dëst och am grousse Ganze geschitt ass.

Ieweschte Prinzip ass d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz an an der Ausübung vun der Aarbecht vun de Salariéen. Dëst ass och richteg, well mer alleguerte wëssen, wéi vill grad an dësem Secteur d'Aarbechtskonditioune strapazéiert ginn. Duerfir bedauere mir et och, datt mer et trotzdeem awer net fäerdeg bruecht hunn, oder datt d'Regierung sech awer trotzdeem net esou ofgestëmmt huet, datt mer och fir d'Indépendanten haut entweder eng Direktiv hunn, dat heescht, datt dat mat hei erafléisst, respektiv datt mer zwee Gesetzer zu deemselwechten Thema hei hätte kënnen ofstëmmen.

An, Här President, ech muss och soen, et fänkt un oniwwersiichtlech ze ginn, wien ënner wéi eng Direktiv respektiv wéi ee Gesetz fält. Wär et net un der Zäit, a Saachen Aménagement du temps de travail eng Aart Memo opzestellen, vläicht ugespéngelt un de Code du Travail, wëssend, datt déi nächst Direktive respektiv Adaptatioune vum Aménagement du temps de travail schonn am Komme sinn?

D'Suerg ëm d'Sécherheet op der Strooss an de Risiko fir sech selwer a fir anerer si jo awer schlussendlech déiselwecht fir jiddfereen, ob Indépendant oder net Indépendant.

Dann ass och laang an der Kommissioun iwwert déi verschidden Definitiounen diskutéiert ginn. Wat ass Période nocturne? A wat ass déi Zäit, déi als Temps de travail nocturne ugerechent gëtt? Wat ass d'Definitioun vum Travail de nuit, wat ass en Travailleur de nuit a wat prafft sech op den Droit commun drop? An déi cocasse Situatioun, datt d'Direktiv eng Plage definéiert, wou den Travail nocturne definéiert muss ginn, an eng minimal Zäitspan ugëtt, déi méi kleng ass wéi déi Plage, huet fir vill Onrou gesuergt a wäert och nach weider eng Zäitche fir Onrou an der EU suergen.

Et ass festgehale ginn - de Rapporteur huet et schonn explizit erkläert: Tëschent Mëtternuecht a siwen Auer moies ass déi Plage vum méiglechen Travail nocturne, an déi zweet Verflichtung ass, datt doranner minimum véier Stonne mussen definéiert ginn.

Mir kënnen als Gréng och deem zoustëmmen, wat zréckbehale ginn ass, nämlech tëschent Mëtternuecht a fënnef Auer moies, dat heescht, eng Stonn méi wéi déi minimal virgesinnen Zäit vu véier Stonnen.

Do läit och d'Origine vun deene verschiddenen Interpretatioune vun enger Eent-zu-eent-Ëmsetzung. Mir sinn der Meenung, datt de Seuil inférieur net eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung ass, a mir denken och, datt d'Augmentatioun vun enger Stonn eng gutt a richteg Décisioun war.

En zweet wichtegt Thema notamment och an der Diskussioun - a meng Kolleegen hunn et schonn alleguerten hei gesot - war, datt mer laang a vill a konstruktiv doriwwer diskutéiert hunn, wat déi méiglech Referenzperiode sinn a wéi se maximal mat Aarbechtsstonne gefëllt kënne ginn.

Kloer, do wou Sputt ass, melle sech d'Sozialpartner mat zwou verschiddenen Usiichten. Do ware mer och an enger Ambiance, déi net méi déi technokratesch ass vun der Eent-zu-eent-Ëmsetzung. Mir kënnen och als Gréng déi prinzipiell virgeschloe Léisunge matdroen. Virun allem, well engersäits d'Sécherheet vum Salarié garantéiert ass duerch eng Referenzperiod vun engem Mount a vun enger Plage vu maximal 48 Stonne pro Woch. Wéi gesot, de Minister kann déi Referenzperioden op véier Méint autoriséieren an d'Kollektivvertrëg kënne Referenzperioden op sechs Méint aushandelen.

Ech denken, mir bleiwen do an enger gewëssener a gesonder Traditioun vun der Aarbechtszäitorganiséierung, mä mir verschléissen ons net anere Forme vun Organisatiounen, déi Sënn kënne maachen an déi de Betriber och kéinten hir Gestioun méi einfach maachen.

D'Kommissioun huet schlussendlech optéiert, fir d'Extensiounsméiglechkeete vun der Referenzperiod net mat an de Projet de loi esou direkt festzehalen. An d'Sozialpartner sinn also gefuerdert, fir d'Applikatioun vun dësem Gesetz eigentlech fäerdeg ze definéieren a konkret Propositiounen ze maachen, dëst am Kontext vun de Kollektivvertragsverhandlungen, déi elo amgaange sinn.

D'Dispositioune sinn am Projet de loi virgesinn. Dëst ass eng wichteg Komponent, a mir kënnen dës Form vu Matbestëmmung a vu Solutioun zu dësem Projet de loi och approuvéieren.

Ee Problem bleift awer zumindest elo emol nach, an zwar, datt d'Interpretatioun vun dëser Direktiv an deene verschiddenen EU-Länner, notamment an de verschiddenen Nopeschlänner anescht verstane ginn ass, deelweis och anescht transposéiert gëtt, wat onse Betriber haut a muer direkt Schwieregkeete ka bréngen a wahrscheinlech och wäert bréngen.

Mir hunn och unhand vun enger Korrespondenz tëschent dem Lëtzebuerger Stat - der Regierung - an der Kommissioun bestätegt kritt, datt déi Lëtzebuerger Interpretatioun dann och déi richteg wier. Eng Evaluatioun säitens der Kommissioun soll no der totaler Ëmsetzung vun der Direktiv an allen EU-Länner festleeën, wien dann och herno eng erronéiert Interpretatioun gemaach huet, a wien dann och dofir sanctionnéiert gëtt. Mir ginn net sanctionnéiert, dat wësse mer och elo. Dat ass jo eng gutt Nouvelle.

Allerdéngs sinn ons Betriber enger soidisant onfairer Konkurrenz haaptsächlech aus den Nopeschlänner ausgeliwwert. Dat ass eng Tatsaach, well do d'Direktiv - den Här Krieps géif soen - méi liberal interpretéiert ginn ass. Mir hoffen, datt déi virgesinne Moossnamen oder transitoresch Moossnamen an och dem Minister säin Engagement, fir mat deene verschiddene Règlements grand-ducaux dee Problem unzegoen, dann onse Betriber an onse Salariéen aus deem Secteur wäerte behëlleflech sinn.

Ech muss och soen - dat wär dann och meng lescht Reflexioun -, datt esou Situatiounen, an deen heite Projet ass e gutt Beispill dofir, onglécklech sinn, wann et dorëm geet, de Mënschen d'Plus-value vun der Europäescher Unioun ze erklären, och de Betriber, de Commerçanten an Europa an deenen dann och Europa méi no a méi verständlech ze maachen.

Zum Gléck léisst dëse Projet de loi de Sozialpartner eng large Marge de manœuvre, fir am Kader vun hire Kollektivvertragsverhandlunge fir béid déi beschtméiglech Léisungen auszeschaffen. A well déi Méiglechkeet ginn ass, kënne mir och eisen Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Hei ginn ëmmer erëm d'Sanktioune vun der EU an de Vierdergrond gestallt, wa mer musse séier esou Direktiven ëmsetzen. Ech géif mengen, wann d'Regierung géif hir Aarbecht maachen an d'Kommissioune kéinten hannendru schaffen, da bräichte mer déi Sanktioune vun der EU net ze fäerten.

Ech mengen, de Problem läit also net bei de Sanktioune vun der EU, de Problem läit hei intern, dass mer en aneren Niveau an en anere Rhythmus mussen drabréngen, fir eben déi Aarbechten ze bewältegen. Et ass och jo elo net méi esou, dass d'Fraktiounen iwwerlaascht sinn dermat, well jo awer och jiddferee Personal bäikritt huet, fir déi europäesch Dossieren ze studéieren an drop ze schaffen, esou dass mer dann an nächster Zukunft awer och an deem Sënn wäerte méi séier virukommen.

Ech wëll just e puer Wuert soen zum Travail de nuit. Do ass dat hei an d'Diskussioun komm mam Droit commun. Den Droit commun vum Travail de nuit ass vun zéng Auer owes bis mueres sechs Auer. An déi eenzeg Derogatiounen, déi et gëtt, dat ass am Horesca-Secteur an dat ass elo hei am Transportsecteur. Dat heescht, déi Leit, déi am Fong scho vu vireran ënner Aarbechtsbedingunge leiden, déi net tragbar sinn a vum Droit commun ofwäichen, an déi och e Minimum u Schutz wierklech hunn, wat hir Aarbecht ubelaangt, déi ginn dann och hei nach eng Kéier sanctionnéiert a kréien Aarbechtsbedingungen opgedrängt, déi wäit vum Droit commun ewech sinn.

Meng Approche ass einfach ëmmer: Mir hunn een Droit commun a mir sollten deen op all Secteur applizéieren. Dann hätte mer all déi Problemer an déi Diskussiounen net. Et ass och net déi Direktiv hei, déi dat verbitt. Déi Direktiv hei soll europäesch allgemeng verbindlech sinn, fir dass eng Harmoniséierung kënnt vun den Aarbechtszäiten. Mä eng Direktiv verbitt op jidde Fall net, an engem Land den Arbeitnehmer besser Konditiounen ze ginn, wéi dat an enger Direktiv steet.

Dofir soen ech: An Zukunft musse mer oppassen, dass mer bei all deene Saachen do emol och un alleréischter Stell no deene Leit kucken, déi mir hei am Land beschäftegen, an dass mer deenen anstänneg Aarbechtsbedingunge ginn. Déi Minimalwäerter, déi do an deenen Direktive sinn, musse mir net onbedéngt Wuert fir Wuert ëmsetzen. Mir kënnen eise Leit och besser Konditioune bidden, och dat, wat mat de Referenzperioden zesummenhänkt a mat den Aarbechtszäiten a mat den Aarbechtskonditiounen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, dass mer haut zu där Diskussioun an dem Vote iwwert déi Direktiv kommen. Ech wëll och de Riedner alleguer Merci soen, well eigentlech déi Debatt, déi mer haut gefouert hunn, eng ganz roueg war, eng ganz objektiv war, eng sachlech war, an dach e bëssen détonnéiert huet par rapport zur Debatt wéi se awer heiansdo an der Öffentlechkeet gefouert gouf.

Ech sinn och ganz frou, dass haut keen - och den Här Krieps net - a Fro gestallt huet, dass mer d'Direktiv eent zu eent ëmsetzen. Den Här Krieps huet zu Recht gesot: Dir hat Latituden. Dir sidd éischter op déi eng Säit gaangen. Woufir sidd Der net op déi aner Säit gaangen? Do ginn ech och op d'Froen an, déi den Här Krieps gestallt huet.

Déi Debatt nämlech iwwert d'Eent-zu-eent-Ëmsetze vun der Direktiv huet eis eigentlech ganz vill Zäit kascht. Ech hunn och ni verstanen, dass d'Confédération du Commerce déi Debatt vum Eent-zu-eent-Ëmsetzen no vir gestallt huet, an net déi aner fir ze soen: Wéi si mer an der Kompetitivitéit mam Ausland? Dat ass effektiv eng Fro, déi ee muss kucken. Et ass evident, dass, wa mer an engem internationale Secteur sinn - hei ass en internationale Secteur, den Transport -, mer och musse kucke wat d'Nopeschlänner maachen an dat considéréieren.

Mir hu vill Zäit verluer duerch déi Debatt iwwer eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung, well déi heiten Direktiv - wann ech dann awer nach eng Kéier däerf op eent zu eent agoen - ass eng Direktiv Sécurité-santé. An eng Direktiv Sécurité-santé huet ëmmer als Zweck, fir optimal d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Salariéen ze respektéieren, woubäi se ebe Minimalwäerter an Europa festleet. An déi Direktiv seet, wéi all Direktiv, déi aus dem sozialen Europa hierkënnt - dat heiten

ass esou eng, hei ginn et och am Artikel 10 «Dispositions plus favorables» -, si däerf och ni als Zweck hunn, eppes méi Favorables an der Sécherheet an an der Gesondheet vum Salarié a Fro ze stellen am eegene Land. Déi heiten Direktiv ass och duerfir vun eis eent zu eent ëmgesat ginn, well se iwwerall Latitudë gëtt.

D'Fro ass natierlech déi, op déi ech elo wëll agoen: Woufir hu mer eis fir déi eng Latitude entschloss an net esou vill fir déi aner? Do muss ech eng Virbemierkung maachen iwwer eppes, wat extrem wichteg ass, iwwert d'Aart a Weis vun eiser Gouvernance économique - wann ech dat emol esou kann nennen -, wéi mer un d'Aarbechtszäiten eruginn. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Traditioun vum Sozialdialog a vu Kollektivverträg.

Här President, Dir hutt de Mëtteg zu Recht un de Jean Dupong erënnert, deen eis verlooss huet. Wann ee kuckt wat de Jean Dupong alles a sengem Liewe geschaf huet, da fënnt een och ganz villes, wat hie just am Sozialdomän geschaf huet. Da fënnt een och do eng Convictioun, déi scho säi Papp hat, deen iwwregens déi éischt Proposition de loi gemaach huet iwwert d'Kollektivvertrëg, fir ze soen: Mir mussen de Sozialpartner méi Kompetenze ginn, fir Froen ze regléieren, déi si besser kënne regléieren.

De Marc Spautz a sengem ganz gudden a konzise mëndleche Bericht - ech mengen, d'Detailer fannt Der a sengem schréftleche Bericht - huet zu Recht drop higewisen, wéi komplex d'Transportwiesen ass a wéi schwiereg et ass - an dat ass eppes, wat mer mussen am Kapp hunn -, fir iwwer e Gesetz alles am Detail ze regléieren. Well een, dee mat engem Camion fiert, vun hei entweder bis op Edinburgh oder erof op Athen, deen huet Zäiten, wou hie fiert, hien huet Zäiten, wou hie rascht, hien huet Zäiten, wou hie waart, hien huet Zäiten, wou hien op- an ofluet. Dat ass ganz schwiereg, fir dat och nach an engem internationalen Domän alles iwwer nationaalt Gesetz ze regléieren. Well eist nationaalt Gesetz hält bei eise Grenzen op. Och dorobber ginn ech nach eng Kéier an.

An deem Sënn huet d'Gesetz vun '71 iwwert d'Aarbechtszäite fir d'Aarbechter jo deemools gesot: Mir maachen näischt beim Horesca-Secteur. Mir maachen och näischt beim Transportsecteur. Do sollen entweder Kollektivvertrëg kommen oder et soll e Règlement d'administration publique kommen. Beim Horesca-Secteur sinn ni Kollektivvertrëg komm. E Règlement d'administration publique war institutionell verfassungsméisseg net dran, duerfir hu mer beim Horesca-Secteur e Gesetz gemaach.

Beim Transportsecteur hu mer Kollektivvertrëg kritt. Déi Kollektivvertrëg si ganz schwiereg auszehandelen. Ech war schonn emol derbäi, fir ze vermëttelen. Mäi Gott, ech hu scho méi agréabel Stonne verbruecht, wéi fir do ze hëllefen ze vermëttelen. Fait ass, dass et awer ëmmer zu Kollektivvertrëg koum, an dass mir der Meenung sinn och an Zukunft, dass mer net sollen d'Gesetz hei alles reglementéiere loossen, mä dass mer de Kollektivvertragsparteien esou vill wéi méiglech Latitude musse ginn.

Dat, Här Krieps, ass ee vun de sprangende Punkten hei gewiescht wéi mer d'Gesetz ëmgesat hunn, dass mer ebe just dat net wollte maachen, wat Dir elo nach verlaangt hutt, d'Gesetz esou prezis wéi méiglech ze maachen. Well wa mer d'Gesetz prezis maachen, a mir loossen de Verhandlungspartner keng wichteg Froe méi, fir ze verhandelen, da verhandele se iwwert de Rescht och net. An da kënnt de Rescht och bei de Législateur zréck.

A wa mir da sollen an dësem Haus eens ginn, fir am Detail ze kucke wéi dat mat engem Camion geet, ech fäerten dat packe mer alleguerten net, well déi mannst vun eis si schonn eng Kéier op engem Camion esou wäit gefuer an hunn dat emol eng Kéier alles um eegene Leif erlieft, wat dat awer ass, esou e Liewen als internationale Camionschauffer.

Derbäi kënnt och, dass eigentlech d'EU wollt hunn, dass d'Sozialpartner um europäesche Plang géifen eens ginn. Si sinn net eens ginn. Dunn ass et zu där Direktiv komm, well d'Sozialpartner leider net eens gi sinn. Wann een déi Direktiv duerchliest, fënnt een ëmmer erëm Punkten, wou d'Direktiv seet: Maacht dat heite mat de Sozialpartner, maacht dat dote mat de Sozialpartner.

Duerfir nach eng Kéier: Et ass eng Philosophie, mat där mer erugaange sinn, fir ze soen: D'Sozialpartner sollen esou vill wéi méiglech Latitude kréien, an net esou mann wéi méiglech Latitude. Natierlech wollten déi zwou Säite schonn esou vill wéi méiglech am Virfeld geregelt hunn. Dass déi eng vläicht elo méi zefridde si wéi déi aner, huelen ech zur Kenntnis, mä ech menge mir hunn awer versicht eis hei an der Mëtt ze bewegen.

Et ass scho vun e puer Virriedner opgeworf ginn, dass et eng Direktiv war, déi am Transportministeschrot diskutéiert gouf, an net am Aarbechtsministeschrot. Elo muss ee wëssen, institutionell an der EU ass et esou: Et gëtt nëmmen ee Ministeschrot. Et kann een net soen: Dat war de Kolleeg. De Ministerrot ass een. Richteg ass - an dat gesi mer beim Travail nocturne erëm -, dass déi Direktiven iwwer Aarbechtszäit, déi am Aarbechtsministeschrot diskutéiert goufen, dass mer do ëmmer nëmme vun Travailleurs de nuit schwätzen, an net vun Travail de nuit. Hei ass déi eenzeg, déi vun Travail de nuit schwätzt.

Dat erkläert och dat villt Duercherneen, wat mer hunn op deem dote Punkt an Europa. Net zu Lëtzebuerg, well mir hu se richteg ëmgesat, mä anerer hu se falsch ëmgesat. Do fäerten eis Transportunternehmer, dass déi aner dann doduerch, dass se se falsch ëmgesat hunn, e Konkurrenzvirdeel géife kréien. Also déi Fro, dat ass nach eng, wou mer eis mussen druknäppen.

Déi zwou Froen, op déi ech elo wollt agoen, dat sinn déi zwou vun der Latitude. Dat éischt ass d'Referenzperiod.

Den Artikel 4 vun der Direktiv ass ganz kloer. Den Artikel 4 seet: Et ass eng 48-Stonnen-Woch. Dat ass de Punkt. All de Rescht iwwerléisst en - och an der Flexibilitéit - de Länner an e seet: Dir kënnt op 60 Stonnen d'Woch goen - an dat ass e wesentlecht Element fir d'Kompetitivitéit -, awer dann dierft Der net méi maache wéi eng véiermonatlech Referenzperiod.

Wat maache mir? Mir ginn heiansdo souguer nach e bësse méi wäit am Gesetz. Ob mer direkt vun der 60-Stonnen-Woch schwätzen? Ech wëll dat emol just hei soen, wann ee mengt, mir géifen hei alles zesummeschneiden. Mir soen, eng monatlech Referenzperiod, a mir soen, de Minister kann, wéi den Droit commun dat scho virgesäit, op véier Méint goen.

An de Minister deklaréiert och op dëser Chamberstribün, dass, wann d'Sozialpartner net géifen eens ginn an de Minister misst tranchéieren opgrond vun enger Demande vun den Transporteuren an déi him géife beweisen, dass opgrond vun der Kompetitivitéit eng véiermonatlech Referenzperiod néideg wär, en da bereet wär, déi ze ginn. Zu deem Engagement steet de Minister.

Ech bleiwen awer der Meenung, dass dat doten alles soll zesumme verhandelt ginn, well jiddfereen huet hei Intérêten an deene Verhandlungen, deen een éischter op deem enge Punkt, déi aner éischter op deem anere Punkt, fir hei erauszekommen.

Duerfir soen ech och, dass mir net den Artikel 10 benotzt hu fir ze soen: Derogatioun. Neen! Den Artikel 4 seet: «La durée maximale hebdomadaire du travail peut être portée à 60 heures pour autant qu'une moyenne de 48 heures par semaine sur quatre mois ne soit pas dépassée.» Dat hu mir geholl. Also mir sinn am Artikel 4, net am Artikel 10, fir op déi Fro ze äntwerten.

Déi zweet Fro, déi gestallt gouf - an ech mengen, do huet de Marc Spautz dat ganz am Detail gemaach a sengem Rapport -, dat ass déi vum Travail nocturne. Den Travail nocturne, dat ass no eiser Definitioun deen, deen een tëschent null a fënnef Auer mécht. All Kéiers wann een drafält, dann huet een Travail nocturne gemaach.

Elo muss ee wëssen, wat d'Konsequenz dovun ass. D'Konsequenz dovun ass net, Här Krieps, wéi Dir et undeite gelooss hutt, dass da misst méi bezuelt ginn. Dat seet d'Gesetz net. Dat gëtt net méi deier. D'Konsequenz ass, dass, wann een effektiv, a wann et nëmmen zéng Minutte sinn, tëschent null a fënnef fält, een dann, während 24 Stonne wou déi dra sinn, net méi wéi zéng Stonne ka schaffen. Dat ass d'Konsequenz, dat ass Sécurité-santé, dat ass déi eenzeg Konsequenz. Et ass also näischt wat et géif méi deier maachen. Déi aner Länner musse sech och fréier oder spéider dorunner halen.

Dann ass et jo natierlech nämlech och esou, dass ëmmer d'Transportrecht territorial applicabel ass. Dat heescht, e Camion, dee vu Lëtzebuerg a Frankräich fiert, dee muss sech dann a Frankräich un déi franséisch Dispositiounen halen an zu Lëtzebuerg un déi lëtzebuergesch. Eis fueren dauernd hin an hier, mä et ass net esou, dass se nëmmen un déi lëtzebuergesch gebonne wären, wa se a Frankräich wären. A Frankräich musse se dann déi franséisch respektéieren. Fir déi Franzousen, déi op Lëtzebuerg kommen, ass et datselwecht. Duerfir ass et jo och wichteg.

Ech mengen, dat ass och eppes wou d'Kommissioun u sech en Amendement presentéiert huet, dass d'Kontrolle solle méi verstäerkt ginn, dass mir och wierklech hei kënne kontrolléieren, dass net anerer elo géife sech op méi liberal Gesetzer stäipen, fir zu Lëtzebuerg da laanscht eis Gesetzer ze kommen. Wa se zu Lëtzebuerg sinn, musse se eist Gesetz respektéieren, esou wéi eis Lëtzebuerger och.

Da seet d'Direktiv iwwert déi Aart a Weis vun der Kompensatioun, wann Der net kënnt zéng Stonne Repos anhalen, do sollen d'Sozialpartner eens ginn. Duerfir hat d'Regierung am éischten Entworf gesot, majo, d'Sozialpartner sollen dat regléieren, an de Statsrot sot, dat wär verfassungsrechtlech net konform. Duerfir hu mer elo e Règlement grand-ducal virgesinn. Duerfir hu mer de Sozialpartner och gesot, lauschtert, wann Dir lech eens gitt iwwert déi doten Derogatiounen, déi Der do wëllt maachen, dann iwwerhëlt d'Regierung se tel quel an engem Règlement grand-ducal. Et ass also schonn eng Offerte fir d'Sozialpartner op deenen zwou Säite fir ze kucken eens ze ginn.

Ech wëll och un eppes erënneren, wat och de Rapporteur an der Chamberskommissioun virgeschloen hat fir ze soen, d'Gesetz kënnt eréischt méi spéit a Kraaft, net vun haut op muer, fir dass net op eemol d'Kollektivvertrëg fort sinn a keng nei amplaz sinn. Ech mengen also schonn, dass dat heite Gesetz sech dréit, dass mer eent zu eent ëmgesat hunn an dass mer virun allem d'Traditioun vun de Kollektivvertrëg an dësem Secteur weider assuréiert hunn.

Zwou Detailfroen nach. Indépendanten an de Code du Travail. Jo, d'Indépendantë kënne leider net an de Code du Travail kommen. Wat awer an dem System vu Codificatioun virgesinn ass, dat ass wéi d'Fransousen dat maachen, dass een effektiv eng onformell Annex huet hannen an engem Code du Travail. Dat si Saachen, déi ee ka maachen.

Wat awer hei ass: Am Géigesaz zu den europäeschen Direktiven ass de Code du Travail zu Lëtzebuerg ganz liesbar, well en elo hannereneen d'Aarbechtszäit huet, allgemeng Aarbechtszäit, déi strikt ass, dann Aarbechtszäit fir d'Travailleurs mobiles, wou méi Flexibilitéit dran ass, an dann d'Aarbechtszäit pour travailleurs mobiles sur la route, wou nach méi Flexibilitéit dran ass, esou dass et ganz liesbar ass.

Duerfir mengen ech och net, dass déi Gefor wär, Här Krieps, vun Insourcing amplaz Outsourcing, well dat jo eng aner Oplëschtung ass. Ech mengen net, dass hei méi Insourcing amplaz vun Outsourcing géif kommen. Ech mengen, de Champ d'application ass europäesch diskutéiert. Wann eng Kéier do géif op europäeschem Plang gesot ginn, deen applizéiert sech net nëmme fir déi, déi professionell Transport maachen, mä och fir déi aner, da misste mer dann eben net nëmme mat der CLC, mat der Confédération du Commerce verhandelen, mä effektiv mat all deenen anere verhandelen, déi och esou Transporter hunn. Dat hu mer hei net gemaach, an duerfir wollt ech och ni hei iwwert si ewechfueren.

E lescht d'Wuert zum Här Jaerling, dee gesot huet, d'Regierung huet laang gewaart. Richteg! D'Regierung huet awer och ënner anerem laang gewaart, well si gehofft hat, en Accord mat de Sozialpartner ze kréien. Mir hu ganz laang mat de Sozialpartner diskutéiert, fir hei en Accord ze kréien, a mir hunn och versicht esou vill wéi méiglech op si eranzegoen. Et ass richteg, dass mer iwwerfälleg sinn. Ëmsou méi frou sinn ech, wa mer haut och nach géifen e ganz largen Accord kréien zu dësem Text.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5559 ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, bei 12 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

5. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'organisation d'un débat de consultation au sujet de la séparation de l'Église et de l'État et du financement des communautés religieuses (vote)

Da probéiere mer elo emol nach eng Kéier fir e Vote ze maachen iwwert d'Motioun vum honorabelen Här Jaerling.

Vote

D'Motioun vum Här Jaerling ass verworf.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- An dat op Niklosdag!

(Hilarité)

M. le Président.- Jo. Et sinn 48 Nee-Stëmmen, 8 Jo-Stëmmen an 2 Abstentioune gewiescht.

(Interruptions diverses et hilarité)

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5242 iwwert d'Schafung vun engem Comité permanent de l'emploi. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marcel Glesener.

Ass e Problem?

(Interruption)

Här Glesener, mir hunn effektiv de Projet iwwert d'Aarbechtskonventiounen. Deen huele mer vir. Da kommt, da maacht eis de Rapport iwwert déi international Aarbechtskonventiounen!

6. 5240 - Projet de loi portant approbation des conventions de la Conférence Internationale du Travail N°115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 183 et 184 et des protocoles relatifs aux conventions N°81 et 155

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech hu mech un den Ordre du jour gehalen an duerfir war ech schonn hei fir de Projet 5240 kuerz virzedroen.

M. le Président.- Ass dat e Rappel à l'ordre fir de President?

(Hilarité)

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dee Projet, dee gesäit d'Ratifikatioun vun 18 Konventioune vir, déi ugeholl gi sinn op der Conférence Internationale du Travail, an zwee Protokollen zu Konventiounen, déi schonn ugeholl gi sinn hei vum Parlament. Déi Konventioune muss een am Kontext gesi mat der Reform vun der Gewerbeinspektioun, vun der ITM, a vun der Schafung vum Comité permanent du travail et de l'emploi. Deen ee Projet huele mer duerno an deen anere Projet iwwert déi grouss Reform vun der ITM déi nächst Woch.

Ech ginn elo net weider an den Detail vun deenen eenzelnen 18 Konventiounen an. Ech mengen, Dir fannt ëm wat et geet a mengem schréftleche Rapport. Et geet ëm Konventiounen iwwert d'Santé op der Aarbechtsplaz, iwwert d'Ëmweltbestëmmungen op der Aarbechtsplaz, iwwert d'Sécuritéit op der Aarbechtsplaz, iwwert d'Aarbecht vun deene Leit, déi op de Mierer fueren, iwwert den Aarbechtsschutz, iwwert d'Sécherheetsbestëmmungen op der Aarbecht, iwwert d'Aarbecht selwer, iwwert de Chômage an iwwer eng Rei vun Institutiounen, wéi de Comité permanent de l'emploi, dee besteet, a virun allem awer och iwwert d'Inspection du Travail.

De Minister huet de Projet deponéiert den 18. September 2003. Mir hätten awer scho laang kéinten dee Projet hei stëmmen, mä mir waren der Meenung, datt en an engem enke Kontext mat der ITM steet, esou datt een déi zwee Projete soll zesummen hei presentéieren an och hei zesummen ofstëmmen.

Den urspréngleche Projet huet d'Ratifikatioun vun 21 Konventioune virgesinn. Opgrond vun den Avisë vu sämtleche Beruffschamberen awer och vum Statsrot huet eng Fro sech gestallt, nämlech ze kucken an ze ënnersichen, ob déi Konventioune kompatibel an net a Kontradiktioun mat der Lëtzebuerger Gesetzgebung sinn.

Et muss ee wëssen, datt eng vun deene Konventiounen, déi mer haut ratifizéieren, vun 1960 datéiert, an esou waren eng Rei vun eise Beruffschamberen net méi à même, fir effektiv festzestellen, ob Kontradiktioune mat der jëtzeger Gesetzgebung bestinn, wa mer déi Konventioun ratifizéieren.

De Statsrot huet gesot, dat misst kloergestallt ginn, soss misst hien eng Opposition formelle maachen, an doriwwer eraus war de Statsrot och der Meenung, datt fir all Konventioun en extraen Artikel misst virgesi gi mat enger ganz kuerzer Énumératioun, wat den Inhalt vun där Konventioun ass, fir datt och dee ganze Projet vill méi transparent wier.

D'Regierung huet deen Exame gemaach an huet ënnersicht an opgrond dovunner e juristeschen Avis gemaach, opgrond vun der Konformitéit a vun der Netkontradiktioun vun deene Konventioune mat der Lëtzebuerger Gesetzgebung. Deementspriechend ass och en Amendement verfaasst ginn, an de Statsrot huet säin Accord ginn, nodeem deen Amendement, deen d'Regierung gemaach huet an deen duerch eis Kommissioun ugeholl ginn ass, un de Statsrot weidergeleet ginn ass.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Doriwwer eraus hu mer awer festgestallt, datt vun deenen 21 Konventiounen der dräi missten erausgeholl ginn, an zwar eng Konventioun 153, dat ass eng Konventioun, déi d'Aarbechtszäite festleet vun deene Leit, déi am Transportsecteur schaffen, mat deem Hiweis, datt ee Projet de loi virläit, dee mer elo grad ofgestëmmt hunn. Also, praktesch konnte mer dee Moment net méi déi Konventioun hei ratifizéieren. Et huet sech also eriwwregt.

Doriwwer eraus ass eng Konventioun och erausgeholl ginn aus dem Dépot vum Minister, an zwar ass déi iwwert den Travail à domicile. Den Aarbechtsminister huet schonn hei erkläert, datt d'Sozialpartner amgaange sinn, oder praktesch ofgeschloss hunn, een Accord ze fannen zu deem Punkt, wat d'Aarbechtskonditioune betrëfft beim Télétravail, bei der Heemaarbecht.

Doriwwer eraus ass och eng aner Konventioun erausgeholl ginn, déi d'Aarbechtskonditioune regelt vun deene Leit, déi op de Mierer op de Schëffer sinn, déi ënnert dem Lëtzebuerger Pavillon dorëmmer op de Weltmierer fueren.

Voilà, déi Konventiounen, déi sinn also aus där Lëscht erausgeholl ginn an deementspriechend huet de Statsrot och en Avis positif ginn.

Mir hunn dann am Text vum Projet de loi, deen Iech virläit, 20 Artikelen, fir all eenzel Konventioun een, wou Der dann och gesitt, ëm wat et an där Konventioun geet.

Ee Beispill: Den Artikel 1 geet ëm d'Konventioun 115, dat betrëfft d'Protektioun vun den Aarbechter géint d'Radiations ionisantes. Dat gesitt Der alles schéi kloer, well et elo transparent ass.

D'Kommissioun huet an zwou, dräi Sitzunge sech mat deene ganze Konventiounen intensiv befaasst. Mir hunn déi Amendementen zesumme mat der Regierung un de Statsrot ginn opgrond vun den Avisen. Mir hunn dann och e positiven Avis vum Statsrot kritt, dee mat deem virleienden Text averstanen ass. D'Beruffschamberen hunn och nach en Avis complémentaire gemaach. Do war och keng Objectioun méi, esou datt eis Kommissioun konnt de Rapport vun deem Projet, deen Iech virläit, de 27. November dëst Joer eestëmmeg approuvéieren.

Ech géif éischtens emol der Kommissioun Merci soe fir hir konstruktiv Mataarbecht an dem Sekretariat selbstverständlech, der Regierung och an alleguerten deenen, déi mat bedeelegt waren un der Ausaarbechtung, och der Gewerbeinspektioun, déi permanent vertruede war bei der Bewäertung vun deene Konventiounen hei.

Ech géif dann och d'Chamber am Numm vun der Kommissioun opfuerderen, deem Projet hir Zoustëmmung ze ginn, a selbstverständlech ginn ech och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu deem virleiende Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Als éischte Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Här President, ech wollt dem Här Glesener Merci soe fir deen extensive mëndleche Bericht, an Iech déi gutt Noriicht matdeelen, dass d'Demokratesch Partei deem heite Projet hir Zoustëmmung gëtt.

Merci.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Den nächste Riedner ass den Här John Castegnaro.

(Interruptions)

Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, och ech wéilt dem Rapporteur Merci soe fir de schréftlechen an de mëndleche Rapport. Dat Wesentlecht ass do geschriwwen an och dozou gesot ginn, an ech wëll och direkt ënnersträichen, dass meng Fraktioun deem Projet de loi do zoustëmmt.

Ech wollt awer e puer Iwwerleeungen hei zum Beschte ginn. Ech wollt besonnesch och de Moment benotzen, fir op d'Bedeitung vum BIT hinzeweisen. Ëmmerhin eng, wann net déi eelsten Institutioun op der Welt, déi iwwerhaapt net ëmstridden ass, am Géigendeel, déi vu Regierungen, Patronen a Gewerkschaften als e grousse Gremium vum Dialog unerkannt gëtt.

Dee BIT gëtt et zënter 1919. Et ass en Tripartitegremium. Mir hunn also d'Tripartite net zu Lëtzebuerg erfonnt, och wa mer dat oft esou ënnersträichen. Dee Gremium, dee mécht Virlagen a Form vu Konventiounen, déi vun de Länner solle ratifizéiert an ëmgesat ginn, mä déi och solle Berücksichtegung fanne bei der Ausaarbechtung vun nationale Gesetzer. Insgesamt geet et bei all deene Konventiounen eigentlech ëm d'Mënschlechkeet an der Aarbechtswelt - se ze realiséieren, se anzeféieren, Gesondheet a Sécherheet ze garantéieren.

Beim BIT steet ouni Zweifel de schaffende Mënsch am Mëttelpunkt, a wichteg ass eben, dass déi Aarbecht berücksichtegt gëtt.

Ech wëll awer do besonnesch ënnersträichen, dass een dat och kritesch muss kucken, well d'Ratifizéierung vu Konventiounen net automatesch bedeit, dass an alle Länner eng aartgerecht Uwendung virgeholl gëtt.

Et ass duerfir och net onbedéngt de Moosstab, wann ee kuckt, wat fir eng Länner déi héchsten Zuel u Konventioune ratifizéiert hunn. Diktaturen an diktaturähnlech Länner, déi maache sech eng Éier doraus, all Konventiounen ze ratifizéieren, a wann ee bis kucken a kraze geet, da gesäit een, dass se an der Praxis kaum Uwendung fannen, an am Endeffekt geet et jo an der Finalitéit dorëm, dass net nëmme Konventioune ratifizéiert, mä och ëmgesat ginn.

Ech hunn eng Fro an deem Kontext un de Minister, déi en haut oder an der Kommissioun du Travail et de l'Emploi ka beäntwerten: Souwäit wéi ech recherchéiert hunn, gëtt et 188 BIT-Konventiounen. Dovunner huet Lëtzebuerg der, wa mer haut fäerdeg sinn, 98 ratifizéiert. Dorënner gëtt et natierlech Konventiounen, déi eis kaum oder guer net beréieren. Et géif mech awer schonn interesséieren, eng Statistik, eng Oplëschtung ze gesi vun de Konventiounen, déi bei eis nach musse ratifizéiert ginn, respektiv déi, déi net onbedéngt fir eis a Fro kommen. Dat ass eng Fro vun Transparenz, a fir ze wëssen, wou een drun ass.

Fir op de BIT a seng Konventiounen zréckzekommen, wëll ech just soen, dass mer eis iwwert déi Appréciatioun, déi ech virdru ginn hunn, dass et net d'Zuel vun de Konventiounen ass, déi ausschlaggebend ass, mä dass se och um Terrain ugewannt ginn, och eeneg waren, wéi mer als Kommissioun de Generaldirekter Juan Somavía de 15. Oktober 2007 hei am Haus begéint hunn a mat him ënner anerem och doriwwer eng laang Diskussioun gefouert hunn. Iwwregens wëll ech do nëmmen eng Paranthèse maachen: De Generaldirekter huet déi Geleeënheet genotzt, fir Lëtzebuerg fir säin Tripartitesmodell - de Lëtzebuerger Modell - ze félicitéieren.

Mir waren eis och eens doran, dass parallell zur Ëmsetzung vun den Direktive sech och modern an ausgiebeg Gesetzer opdrängen, déi dat begleeden. De Rapporteur huet de Mëtteg hei scho gesot, dass jo dat, wat haut geschitt, sech am Kader vun der neier Gesetzgebung iwwert d'Gewerbeinspektioun ofspillt. Ebe just déi Moderniséierung vun eiser Gewerbeinspektioun ass also genee dat, wat d'wierksam Begleedung vu Konventiounen duerstellt. Et ass also noutwendeg gewiescht.

An där Diskussioun iwwert d'BIT-Konventiounen drängt sech jo dann och déi erneit Reform vun der ADEM op. Do hu mer den Audit; Dir wësst dat. Do si mer op Onzoulänglechkeeten higewise ginn. Ech soen och do: Wa mer d'Konventioune wëlle richteg uwenden, optimal uwenden, da brauch een eben och déi noutwendeg Reformen.

Eng weider Fro un de Minister: Et gëtt eng Konventioun N°187, de Cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, déi natierlech koum, mengen ech, virun engem oder zwee Joer wéi eise Projet de loi, dee vun der Gewerbeinspektioun, scho laang um Instanzewee war. Mä et drängt sech awer op, dass een och do Stellung bezitt an dass ee muss festleeën, wéini een déi Konventioun do géif ratifizéieren, fir dat alles méi ronn ze maachen.

Domat wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass een nieft de Konventiounen e modernt legislatiivt Netzwierk brauch, dass een awer och - an dat ass haut schonn an deem anere Kontext iwwert d'Aarbechtszäit am Transport routier gesot ginn - Kollektivvertrag brauch, déi nom Subsidiaritéitsprinzip sech jo och mat deene Matièrë befaassen. Et muss een och sécherstellen, dass besser Bestëmmunge wéi déi, déi a Konventioune sinn, déi ratifizéiert ginn, a Kollektivverträg oder an nationale Gesetzer net ausser Kraaft gesat ginn, mä erhale bleiwen. Déi puer Iwwerleeunge wollt ech just ubréngen.

Nach eng Kéier: Eis Fraktioun wäert dat Gesetz stëmmen.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter. Dir hutt d'Wuert, Madame.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci. Ech wollt just dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftleche Rapport an ech wollt d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Regierung huet elo d'Wuert. D'Lëscht vun de Riedner ass ofgeschloss.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och emol ganz fir d'éischt dem Marcel Glesener als Rapporteur Merci soen. Dat heiten ass jo eigentlech eréischt déi éischt Entrée zu enger ganzer Diskussioun, déi mer féieren. Déi zweet Entrée huele mer och nach haut eran, an den Haaptplat maache mer dann haut an aacht Deeg. Et soll een dat awer zesumme gesinn. Ech sinn och duerfir dem Här Castegnaro dankbar, dass hien e bëssen op de BIT och hei higespillt huet, well mer doudsécher nächsten Donneschdeg, wou mer méi laang wäerten diskutéieren, och op d'Roll vum BIT aginn.

Wa mer hei Konventioune stëmmen, da soe mer: Gutt, dat ännert jo net vill bei eis. Mir gi jo oft vill méi wäit, wéi an de Konventioune steet. Dat ass jo och kee Problem. Mä mir sollen eis bewosst sinn, dass de Fait, dass mer haut Konventioune stëmmen, vläicht fir d'Sozialrecht zu Lëtzebuerg e klenge Schrëtt ass, et ass awer fir de BIT e grousse Schrëtt. Et gëtt och esou am BIT gesinn. Wa mer déi dräi Projeten huelen, déi mer diskutéieren, déi zwee haut an déi den nächsten Donneschdeg, dann ass an de Couloirë vum BIT zu Genève eigentlech deen heite mat dee wichtegste fir si. Well d'Signal ass, dass e Land, wat vun Ufank un derbäi war, erëm eng Kéier eng ganz Rutsch, eng Bootsch vu Konventioune stëmmt.

Mir hu jo vill Diskussiounen dobaussen och iwwert d'sozial Globaliséierung an der Welt. A mir soen ëmmer alleguer zu Recht, dass mer net nëmme kënnen eng wirtschaftlech Globaliséierung hunn oder net nëmmen eng kulturell, mä dass mer och mussen eng sozial hunn. Et gëtt en Organ zënter 1919 direkt nom Éischte Weltkrich - well schonn deemools d'Tripartite funktionéiert huet, wat jo wierklech erstaunlech ass wann een esou wäit zréckkuckt -, wat dat dote mécht, wat d'Mindestnorme weltwäit dekretéiert fir déi Länner, déi se wëlle ratifizéieren.

Wa mer elo zum Beispill an deene vergaangene Méint déi Diskussioun gesinn hunn, déi mer mat Myanmar haten - ehemalegt Burma -, da muss ee wëssen, dass déi Diskussioun iwwert d'Verletzung vun de Mënscherechter am Myanmar vun der OIT als Éischt virun dräi Joer opgeworf gouf. Myanmar ass un de Pranger gestallt ginn. Iwwregens sinn et och Leit vum OIT oder déi mam OIT zesummegeschafft hunn, déi och do e bësse mat hëllefe vermëttelen. D'OIT huet als Éischten - a leider ass net genuch reagéiert ginn an der Welt - gesot: Do geschéie ganz vill Saachen. Do gëtt et schlëmmste Kanneraarbecht. D'Gewerkschaftsrechter ginn net respektéiert an esou weider.

De Juan Somavía, wou ech och ganz frou sinn, dass Der deen hei an der Chamber an an Ärer Kommissioun, Här Glesener, empfaangen hutt, deen huet ugefaange wéi hien opgetrueden ass ze soen: Mir mussen „decent work" maachen. Mir huelen en haarde Kär vu Konventiounen, dat ass „decent work", an déi muss wierklech jiddferee respektéieren.

Wa mer elo weltwäit esou wäit wären, dass d'OMC, d'Welthandelsorganisatioun, géif soen: Mir maache Liberaliséierung mat Commerce, ënnert der Viraussetzung, dass all Länner „decent work" respektéieren, dann hätte mer e wesentleche Schrëtt méi wäit gemaach zur sozialer Globaliséierung. Dat ass eppes, wat mer och sollen hei am Kapp hunn. A mir hunn Intérêt als Land och d'Roll vun der OIT a vum BIT ze stäerken.

Ech kommen op d'Froe vum Här Castegnaro zréck. Wat fir Konventioune ratifizéiere mer, a ratifizéiere mer net? Et war mir en Uleies, wéi ech Aarbechtsminister gi

sinn - an dat ass elo och schonn eng Zäitchen hier, geschwënn aacht Joer, aacht an en halleft Joer - hat ech deemools en éischten Train hei virgestallt vun enger ganzer Partie Konventiounen, déi zum haarde Kär zum Deel gehéieren, fir ze soen: Hei, mir si beim haarde Kär derbäi.

Wéi mer dunn den Audit gemaach hu vum BIT iwwert d'Gewerbeinspektiounsreform - op déi mer jo nach den nächsten Donneschdeg vill méi aginn, duerfir ginn ech haut net dorobber an -, huet an deem Buch, wat de BIT eis délivréiert huet, de BIT gesot: Dir sollt och Äre Kär vu Konventiounen ausweiden. An en huet eis selwer op eng Partie Konventiounen opmierksam gemaach, wou hie frou wär wa mer se géife ratifizéieren. Esou ass déi dote Lëscht zustane komm.

Dir kritt selbstverständlech - ech hunn déi net am Kapp - déi aner 90 Konventiounen, wou mer da kënne kucke wat fir eng et sinn oder net. Do, wou ech muss soen, Här Castegnaro, wou ech elo frou gewiescht wär, wann Der mat Ärer gudder Iddi éischter komm wäert, nämlech am Kader vun der Diskussioun an der Chamber, dat ass effektiv d'N°187, dass een déi hätt kënnen analyséieren, ob een déi nach hätt kënnen als Amendement mathuelen oder net. Mir wäerten „inhouse" eng Analys dovunner maachen, zesumme mat der Gewerbeinspektioun, iwwert d'187. Wann da vläicht an engem Gesetz zur Sécurité-santé an enger spéiderer Phas sech dat maache léisst, géife mer da selbstverständlech och d'187 berücksichtegen.

Wéi gesot, Är Iddi kënnt gutt un. Si kënnt vläicht e bësse spéit, mä am Liewen ass et ni ze spéit, fir guttzemaachen. Ech sinn elo emol frou, wa mer haut déi dote vill Konventioune stëmmen. Wéi gesot, dat gëtt zu Genève als ganz gudde positiven Akt fir Lëtzebuerg gesinn, well se och ëmmer frou si wann déi Industrielänner - déi al Länner, deenen et eigentlech gutt geet - nach ëmmer mat der OIT zesummeschaffen, a wann d'OIT net esou ausgesäit wéi wann et just eng wär, déi mat Drëttweltlänner géif zesummeschaffen, an déi al, traditionell Länner géifen net méi richteg un déi OIT gleewen.

Ech mengen, mir Lëtzebuerger hunn ëmmer versicht ze beweisen, dass mer dru gleewen. Et war och duerfir een Element, dass mer versicht hunn den Här Somavía op Lëtzebuerg ze kréien, deen och vum Premier empfaange gouf. Ech sinn och souguer ganz houfreg, soen ech, am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung, dass dëst Joer wäert de Premierminister ee vun den Haaptriedner sinn zu Genève, wann déi nächst Konferenz do ass. Do freeë mer eis schonn drop. Ech soen Iech duerfir Merci fir déi Unanimitéit hei an der Chamber.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5240.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5240 ass mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Esou ass et décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5242 iwwert d'Schafung vun engem Comité permanent du travail et de l'emploi. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht.

Une voix.- Da loosse mer den Här Glesener nach eng Kéier kommen.

Une autre voix.- Hei do ass en!

M. le Président.- Här Glesener, Dir hutt d'Wuert als Rapporteur.

7. 5242 - Projet de loi portant création d'un Comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de conciliation individuelle et portant ajout d'un titre V au Livre VI du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Et ass esou, datt mer elo de Projet 5242 hei diskutéieren an analyséieren an dann, hoffen ech, mat enger breeder Majoritéit kënnen ofstëmmen. Den Aarbechtsminister huet elo grad gesot, dat wat mer elo virdrun hei diskutéiert hunn, dat wär esou e bëssen den Apéritif gewiescht an den Haaptplat géif en dann d'nächst Woch bei der Reform vun der ITM hei weiderféieren. Ech géif soen, datt dëse Projet, dee mer elo diskutéieren, vläicht genausou vill Importenz huet, wéi de Projet iwwert d'Reform vun der ITM.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Dir hutt d'Wuert, Här Glesener.

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci. Ech hu gesot, datt dëse Projet, dee mer elo diskutéieren, vläicht vun der Wichtegkeet deem vun der ITM net nosteet. Dat als Virbemierkung.

Dir kënnt Iech erënneren, virun enger décker Woch hate mer hei, net déi éischte Kéier, mä erëm eng Kéier een Débat iwwert de Chômage an iwwert d'Aarbechtslosegkeet. An erëm eng Kéier ass et zum Virschäi komm, datt et net eleng d'Kompetenz vum Aarbechtsminister ass, fir den Aarbechtsmaart an de Grëff ze kréien, fir d'Vollbeschäftegung ze realiséieren, fir d'Aarbechtslosegkeet däitlech ofzesenken, mä datt déi ganz Problematik ëm den Emploi eng Aufgab ass, déi déi gesamt Regierung an eng Rei vu Ministèrë betrëfft.

Méi wéi eng Kéier ass och hei op dëser Plaz zum Ausdrock bruecht ginn, datt et misst een institutionellt Gremium gi vun enger Rei vu Ministèren zesumme mat de Sozialpartner, woubäi Aarbechtsminister, Wirtschaft, Educatioun, Sécurité sociale haaptsächlech zesumme misste permanent déi ganz Situatioun zu Lëtzebuerg iwwerwaachen an deementspriechend der Chamber Propositioune maachen, wéi een der Jugend méi Chancë gëtt, eng Aarbechtsplaz ze fannen, d'Froe vu Qualifikatioun, déi ubruecht sinn opgrond vun neien Aarbechtsplazen, déi geschaf ginn.

Mir wëssen haut nach net genau, wellech Aarbechtsplazen a fënnef Joer geschaf ginn a wellech Qualifikatiounen dann noutwendeg sinn. Mä wann déi Aarbechtsplaze bis geschaf sinn a mir hunn deementspriechend net virdrun hei reagéiert, dann däerfe mer eis net wonneren, wann de Chômage hei zu Lëtzebuerg wiisst a vill Leit a jonk Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, keng Chance hunn, op déi Aarbechtsplazen ze kommen. Dat sinn emol eis Virbemierkungen.

Dee Projet schaaft elo de Comité permanent du travail et de l'emploi an e gëtt der ITM eng nei Dimensioun, celle d'une instance de conciliation individuelle. Ech kommen duerno, wann ech e bëssen an d'Aufgabe vun deem Comité permanent aginn, op dat zréck, wat ech virdru gesot hunn. Et gesäit een, wann een dann och d'Zesummesetzung an d'Kompetenze vun deem Comité analyséiert, wéi richteg dat ass, wat ech virdru gesot hunn, a wéi noutwendeg dat ass, datt mer dee Comité permanent du travail et de l'emploi elo endgülteg schafen.

Dann eng aner Virbemierkung. De Moment bestinn zwou ähnlech Institutiounen hei zu Lëtzebuerg. Dat eent ass de Comité consultatif tripartite. Deen ass 1983 agefouert ginn. En huet awer keng legal Basis, a säit 1997 ass dee Comité net méi zesummekomm.

Dann hu mer de Comité permanent de l'emploi. Dee funktionéiert, mä deen huet awer wäitgehend net déi Kompetenzen, déi noutwendeg sinn, fir haut de Problem vum Chômage an de Grëff ze kréien, wéi deen, dee mer elo schafen, deen neie Comité permanent du travail et de l'emploi.

Den Ausgangspunkt vun dësem Projet war den Audit vun 2002 vun der OIT am Zesummenhang mat der Reform vun der Gewerbeinspektioun. D'nächst Woch gi mer méi an den Detail. Si hunn zwou Saache gesot:

Éischtens emol musst Der der Gewerbeinspektioun eng nei Dimensioun ginn, an zwar hir, zousätzlech zu der Kontroll vun dem Anhale vun de Bestëmmunge Sécherheet-Aarbecht, och d'Méiglechkeet ginn, preventiv kënnen ze wierken, fir méiglech Konflikter, individuell Konflikter aus der Welt ze schafen, datt déi net sollen entstoen.

Déi Instance de conciliation individuelle ass ee Resultat vun deene Virschléi vun der OIT. Doriwwer eraus huet d'OIT gesot: Wann een Är Entwécklung hei kuckt um Aarbechtsmaart, da ginn déi Institutiounen net duer, an et muss eng besser Zesummewierkung geschéien tëschent deenen eenzelne Ministèren, déi décisiv sinn - ech hu se virdrun opgefouert -, a Form vun enger institutioneller Institutioun.

Opgrond vun deem huet den Aarbechtsminister mat de Sozialpartner en Dialog gefouert, fir déi zwou Recommandatiounen do zu engem Zil ze bréngen. Dat ass geschitt an engem Avant-projet. De Minister ass an déi zoustänneg Chamberskommissioun komm, well mer der Meenung waren, datt och d'Chamber hir Responsabilitéit an deene Froe misst iwwerhuelen. Aus deene Consultatiounen ass dann ee Projet de loi ginn, deen de Minister den 18. November 2003 déposéiert huet.

Ech ginn elo net op déi legislativ Prozedur an - wéi a wéini déi eenzel Avisë vun de Beruffschambere komm sinn, wat se gesot hunn -, déi Dir a mengem schréftleche Bericht gesinn hutt. Alleguerten d'Beruffschambere ware positiv, mat enger Rei vun zousätzleche Wënsch, op déi ech och net aginn. Déi fannt Der am schréftleche Bericht. Mir hunn zu engem groussen Deel an eiser Kommissioun deene Wënsch Rechnung gedroen, esou wäit se realiséierbar waren.

De Statsrot huet och eng ganz Rei vu Suggestioune gemaach iwwert d'Zesummesetzung an iwwert d'Mandat vun deem Comité permanent du travail et de l'emploi. Zu engem groussen Deel si mer och op déi zwee Avisë vum Statsrot agaangen. Dee leschten Avis vum Statsrot ass eis den 12. Dezember 2006 virgeluecht ginn. Dir fannt all déi Objectiounen, déi virbruecht gi sinn, am Detail op véier Säiten a mengem Rapport vun der Säit 6, 7 an 8.

Do fannt Der wéi d'Kommissioun dat an engem ganz konstruktiven Débat gemaach huet. Ech wëll do nach eng Kéier de Membere vun der Kommissioun Merci soen; dat war wierklech flott, do ze schaffen zu deem Projet do, a mir haten u sech ni Problemer. Et huet een och net gespuert, datt iergendwéi eng Majoritéit oder eng Oppositioun hei an der Chamber wier. Am Kontext vun deem Projet do hu mer ganz konstruktiv zesummegeschafft an ech soen och virun allem den Oppositiounspolitiker Merci, déi an där Kommissioun ganz konstruktiv, wéi ech gesot hunn, matgewierkt hunn.

Mir konnten dann och, nodeem mer all déi Objectiounen - déi fannt Der am Detail wéi gesot a mengem schréftleche Bericht - aus der Welt geschaf hunn, dee Projet, deen Texte coordonné, op deen ech wëll ganz kuerz agoen, op den Instanzewee ginn, an dee Rapport ass dann och unanime an der zoustänneger Kommissioun ugeholl ginn.

Mir waren alleguer averstane mat deem neien Text, deen awer och anescht ausgesäit wéi deen éischten. Dat ass och en Zeechen, datt mer dat an der Chamber seriö gemaach hunn. Deen Text geet anescht eraus, wéi en erakomm ass an d'Chamber. En ass am Zesummespill mam Aarbechtsminister geännert ginn, an dat huet dann dozou gefouert, datt mer eis op folgenden Text eenegen.

Dir fannt am Artikel 1 vum Texte coordonné, op der Säit 9 vum schréftleche Bericht, d'Aufgabe vun deem Comité permanent de l'emploi, an zwar steet dodran, datt dee Comité d'Aufgab huet «d'examiner régulièrement la situation en matière a) d'emploi et de chômage, b) de conditions de travail, de sécurité et de santé des travailleurs».

Et ass also e Comité, deen en permanence den Aarbechtsmaart soll iwwerwaachen, an net nëmmen eleng iwwerwaachen, mä virun allem awer och opgrond vun deenen Examen, déi e mécht, der Regierung an och der Chamber ganz konkret Propositioune soll maachen, wa Problemer entstinn, wéi déi Problemer um Aarbechtsmaart, Problemer vu Qualifikatioun, Problemer vum Chômage des jeunes, Problemer, déi esou entstinn opgrond vun der Laangzäitaarbechtslosegkeet, vun der Aarbechtslosegkeet vun eelere Leit, fir déi Problemer ze regléieren an an de Grëff ze kréien.

Dir gesitt also, et ass och dat d'Resultat vun engem Wonsch, dee virun zwou Wochen hei abruecht ginn ass, vu Säite vum John Castegnaro an am Numm vu ville Kolleegen hei, wou gesot ginn ass: Et geet net duer, datt mer all Joer en Débat hei féieren a feststellen, datt esou vill Aarbechtsplaze geschaf gi sinn. Wat fir eng Aarbechtsplaze sinn dat? Wéi sinn d'Qualifikatiounen an esou weider an esou fort? Dee Comité kritt déi Aufgab, dat konkret a permanent ze iwwerwaachen an zesumme mat de Sozialpartner och d'Chamber mat anzeschléissen, fir Léisungen ze fannen. Mir hoffen, datt mer domat de Chômage besser an de Grëff kréien, a ville Mënschen a jonke Leit virun allem och déi Qualifikatioune kënne ginn, datt se apte sinn an eng Chance hunn, op deenen nei geschafenen Aarbechtsplazen de Wee ze fannen.

An den Artikele geet den Text an den Detail dovunner an, wéi de Comité ze fonctionnéieren huet a wellech Aufgaben e ganz konkret ze erfëllen huet. Ech ginn elo net an den Detail an, Dir fannt dat an dem Artikel 51.1.

Da kënnt een Artikel, dee ganz wichteg ass. Dat ass och d'Resultat vun eisen Iwwerleeungen an eise Virstellungen an der Kommissioun, nämlech d'Zesummesetzung vun deem Comité. Dat ënnersträicht dat, wat ech virdru gesot hunn, datt mer endlech een institutionellt Gremium kréien, wou net ee Minister esou heiansdo an Aarbechtskommissioune mat anere Ministèren zesummeschafft, mä hei sinn effektiv nieft dem Aarbechtsminister dräi Memberen aus der Regierung, dräi Ministèrë vertrueden, an zwar de Minister vun der Ekonomie, de Minister vun der Éducation nationale, de Minister vun der Sécurité sociale an ergänzend d'Fonction publique an d'Réforme administrative ainsi que l'Égalité des chances.

Dir gesitt also, dat gëtt en Instrument, wat wierklech eng grouss Kompetenz, eng grouss Bedeitung kritt. Dat huet bis elo gefeelt, een Zesummespill an Zesummewierke vun deene fënnef Ministèren am Zesummenhang vun deem grousse Problem Aarbecht.

Déi aner Artikele gesinn da vir, wéi dee Comité do fonctionnéiert, wéi oft e muss ageruff ginn. Wéinstens zweemol am Joer muss en en Exame maachen, eng Analys maachen, konkret Propositioune maachen, e Rapport maachen, dee mer dann och d'Méiglechkeet hunn, hei an der Chamber ze diskutéieren.

Ech sinn der Meenung, datt och déi Aarbecht vun deem Comité - dat wäert och geschéien - intensiv an den zoustännege Chamberskommissioune vum Parlament zur Sprooch kënnt, ka berode ginn, esou datt mer kënne mat awierken an där responsabeler Haltung, déi mer als Chamber ze huelen hu par rapport zu all deene Problemer am Zesummenhang vum Aarbechtsmaart.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat sinn elo déi wesentlech Aspekter vun deem nei geschafenen Organ. Ech huelen un, datt ech däitlech genuch war, fir datt Dir verstitt, datt dat do schonn eng grouss Ännerung ass an der Sozialgeschicht a mat Sécherheet mer een Instrument eis schafen, duerch dat mer méi Chancë wäerte kréien, fir déi ganz grouss Problemer an de Grëff ze kréien, déi och während deenen nächste Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg sech wäerte presentéieren, well mer och gesinn, datt d'Situatioun um Aarbechtsmaart nach ëmmer ganz prekär ass.

Da kommen ech zum leschte Punkt vun deem Projet. Dat ass, wat ech virdru gesot hunn: Och opgrond vun engem Audit vun der OIT ass d'Resultat déi nei Dimensioun, déi nei Schafung vun der Mediatioun, déi elo am Kader vun deem Gesetz an der ITM soll fonctionnéieren, fir Konflikter ze verhënneren.

Et gesäit een, datt dat wierklech e klenge Comité ass, deen och d'Méiglechkeet huet,

ganz konkret kënnen ze conciliéieren, fir individuell Konflikter aus der Welt ze schafen. De President, dee kënnt aus dem Personal vun der Gewerbeinspektioun a gëtt assistéiert vun engem Vertrieder vun de representative Gewerkschaften an engem Vertrieder vun den Arbeitgeber. Et ass also kee Waasserkapp, et ass ee ganz klengt Gremium, wat och duerch déi Klengheet, déi et huet, an och duerch déi Kompetenzen à même ass, effektiv mediativ ze wierken, fir méiglech Konflikter aus der Welt ze schafen.

Kolleeginnen a Kolleegen, et huet zwar elo e bësse méi laang gedauert, wéi ech mer dat virgestallt hat, mä ech wollt e bëssen an den Detail goen, fir eis d'Importenz kloerzemaache vun deem Projet hei, wat och ee Plein ass vun deenen aarbechtsrechtleche Bestëmmungen, déi mer elo haut de Mëtteg an déi nächst Woch och nach wäerten diskutéieren.

Ech géif am Numm vun eiser Kommissioun d'Chamber bieden, deem Projet hei eng allergréisst Zoustëmmung ze ginn. Ech soen de Membere vun der Kommissioun nach eng Kéier Merci fir hir Kollaboratioun. Dat, wat ech hei virgedroen hunn, dat ass eis gemeinsam Aarbecht, dem Sekretariat vun der Kommissioun seng, menge Mataarbechter an der Fraktioun hir an der Regierung hir ebenfalls.

Ech bieden also d'Chamber am Numm vun de Kommissiounen, deem Projet hir Zoustëmmung ze ginn, an d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun, vun der CSV, ass gewëss.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den éischte Riedner ass den Här Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Wat een heiansdo wonnere kann, dat ass, dass e Gesetz, wat am November 2003 déposéiert ginn ass, véier Joer brauch, bis hei virun d'Haus ze kommen. Dat schéngt mer laang. Mä all Gesetz, wat an dëse schwieregen Zäite vum Aarbechtsmaart engem Objektiv ka gerecht ginn, éischtens vun der Aarbechtswelt duerch d'ITM an duerch den Emploi, duerch d'ADEM, déi Welt ze ënnerstëtzen, ass wëllkomm.

D'Missioune vun deem Comité sinn ons kloer genuch definéiert. Mir hoffen op eng méi prospektiv Aarbecht an net nëmmen eng reaktiv Aarbecht, wéi dat bis elo oft war, am Fong fir d'Regierung ze beroden, eng Aart „thinktank".

Déi Zesummesetzung vun deem Comité huet ons ganz propper erschéngt. Dass den Aarbechtsminister déi presidéiert, hunn ech am Fong léiwer, wéi wann et de Minister vun der Égalité des chances ass, well en awer méi no drun ass. Dass déi Zuel vun deene Comitésmembere begrenzt ass, fannen ech och gutt, da gëtt et also kee Poterclub.

Wat hei zielt, dat ass d'Kompetenz, do sinn déi Bescht just gutt genuch, fir dohinner ze goen. An ech maachen hei en Appel un d'Sozialpartner, dass si och hir Bescht schécken.

Bei den Experten hätt ee sech kënnen natierlech och erwaarden, heiansdo fir punktuell Froen Auslänner erunzezéien, well déi hunn d'Erfahrung op hiren Aarbechtsmäert och gemaach, wa mer elo vun der ADEM-Säit schwätzen.

Deen zweete Volet vun där Gesetzgebung huet mir ganz interessant geschéngt, an deen Term «Conciliation» gefält ons och besser wéi dee vun der «Médiation», virausgesat natierlech, dass d'Saisines duerch déi zwou Säite gemaach ginn, den Interesséierten oder seng Patronen.

Am Kommissiounsbericht war dee schéine Saz ze liesen «...avant l'engrenage judiciaire». Do weess een, wéi een erakënnt, an net, wéi een erauskënnt.

Wat e bësse interessant och war, dat ass, den Délai de recours bei den Aarbechtsgeriichter, dee gëtt natierlech suspendéiert, awer klorerweis net an de pénalen Instanzen. Wënschenswäert wär natierlech, dass dat hei deem Eenzelnen a sengem Patron zeguttkënnt.

Wat ech e bësse vermësst hunn an deem Volet, dat ass, dass dee Règlement grand-ducal - dat ass vläicht eng Suggestioun, wann et net virgesi wär -, deen de Minister fixéiert, d'Saisine de détail de l'instruction an d'Indemnitéite vun de Conciliateure festleet, och en Délai drasetzt. Well mer vermëssen den Délai. Net dass mer an dëser Instanz esou laang hannendrulafen, wéi an deenen üblechen aneren Instanzen.

Ze hoffe wär och, dass eben hei duerch dës Instanz d'Aarbechtsgeriichter selwer entlaascht ginn.

Heizou soen ech nach, dass ech dem Marcel Glesener als Rapporteur zu sengen Erklärungen an zu senger Aarbecht an der Kommissioun Merci soen, a brénge selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Den nächste Riedner ass den Här John Castegnaro.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

ech wëll direkt dem Rapporteur fir de schréftlechen a mëndleche Rapport Merci soen an och direkt ënnersträichen, dass meng Partei dee Projet do selbstverständlech wäert stëmmen.

M. Charles Goerens *(DP).*- Dat nennt ee Kohesioun!

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Dat nennt ee Kohesioun! Mä vu dass ech bis elo bal nëmme Guddes héieren hunn, wëll ech och ënnersträichen, dass ech frou sinn iwwert d'Aussoe vum honorabelen Alexandre Krieps, déi ech och esou kann ënnersträichen an akzeptéieren. Ech brauch dann net méi selwer drop anzegoen. Mä et ass scho wichteg, dass ee sech Gedanken iwwert d'Rapiditéit och vun esou engem Gremium mécht.

Do wou ech och mat him d'accord sinn, dat ass wann hie seet, et wier noutwendeg eng héichkaräteg Besetzung ze hunn. Si wier dann definitiv héichkaräteg, wann och Vertrieder vun eis derbäi wieren, mä dat ass an deem Sënn jo net virgesinn.

(Interruption)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir befannen eis an enger Diskussioun, déi e volle Bestanddeel vum sougenanntenen „Lëtzebuerger Modell" ass. Och hei erëm eng Kéier - och wann dat oft belächelt oder kritiséiert gëtt a wann Eenzelner mengen et wier en Auslafmodell - wësse mir oder déi meescht vun eis, dass dee Modell Lëtzebuerg, dee ganz villfälteg zesummegesat ass, am Interessi vum Land villes geleescht huet a mat Sécherheet och weiderhin eng bedeitend Roll wäert spillen.

Et sief mer erlaabt just drop hinzeweisen, dass déi national Tripartite de 24. Dezember dëst Joer hiren 30. Jubiläum feiert. Dat ass also awer schonn e laangen Dag! Mä duerfir ass se net méi al ginn an duerfir wäert se och weider a grousser Form an Aktivitéit bleiwen.

Firwat soen ech dat vum Lëtzebuerger Modell respektiv vun der Tripartite? Well dee Comité permanent du travail et de l'emploi et instance de conciliation - op d'mannst den éischten Deel dovun - am Kader vun der nationaler Tripartite gebuer ginn ass an den Numm an engem bestëmmte Moment vum Comité permanent du travail gedroen huet. Haut soll also dat Gesetz, wat mer ofstëmmen, déi Saach ofrënnen an erweideren.

An deem Sënn leeë mer mat deem Gesetz hei éischtens fest, dass dee Comité permanent du travail et de l'emploi an esou virun institutionaliséiert gëtt, wat wesentlech ass, och fir säi Fonctionnement, seng Bedeitung a fir och eescht geholl ze ginn. Et ass richteg - an dat soll een ervirsträichen -, dass en op engem héijen Niveau fonctionnéiere wäert a muss, an d'Presenz vu véier Ministeren dat jo och ënnersträicht.

Zweetens erweidert e sech ëm déi dach bedeitend zousätzlech Fonctioun vun enger Instance de conciliation. Firwat bedeitend? Mä well et souwuel e preventive wéi e schlichtende Charakter soll hunn, fir Meenungsverschiddenheeten, Sträitsituatiounen, déi kéinten entstoen oder déi entstane sinn, an d'Hand ze huelen a versiche Léisungen ze fannen.

Drëttens, och net onwesentlech ass, dass eben dee Gremium tripartite besat ass, an dat och no de geltende Regele wéi se am Gesetz vun 2004 iwwert d'national Representativitéit - fir dat elo emol vereinfacht ze ënnersträichen - ...

Entschëllegt wann ech ze haart sinn. Ech wëll Iech jo net stéiere bei Ärem Dialog do, mä Dir stéiert mech awer e bëssen.

(Interruptions et hilarité)

Also besat gëtt no de Regele vum Gesetz iwwert...

M. le Président.- Här Castegnaro, loosst Iech net stéieren!

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Jo, duerfir muss een hei haart schwätzen.

...d'national Representativitéit oder de Rapport collectif de travail. Dat ass wichteg, well domat eng Rei Regelen, déi eben hei an dësem Land bestinn, berücksichtegt ginn.

Ech mengen, et wier och positiv, esou wéi et och noutwendeg ass, dass mer zu Lëtzebuerg eben - an zu Recht - no där Method verfueren, déi sech bewäert huet, dass een näischt dem Zoufall iwwerléisst, och net de Sozialdialog an dat Zesummeliewen, well et am Géigendeel dozou kéint féieren, dass deen dach legendäre soziale Fridden an dësem Land da géif riskéieren a Fro gestallt ze ginn, a well et och an der Zukunft, vläicht méi nach wéi an der Vergaangenheet, opgrond vu komplexe Konditiounen duerch d'Globaliséierung an Ähnleches noutwendeg ass, dass een e gudde Sozialdialog huet, dee gutt a permanent fonctionnéiert.

Dat muss Lëtzebuerg sech leeschten. De Contraire kënne mer eis net leeschten. Mir brauchen einfach deen Dialog. Mir brauchen déi Schlichtung a Preventioun, wéi ech dat genannt hunn, fir eens ze gi mat all deem, wat op eis duerkënnt. Ech hunn d'Globaliséierung genannt. Ech nennen déi ëmmer méi rasant Verännerungen an der gesamter Ekonomie, mä ech nennen och deen ëmmer méi groussen Drock op d'Salariéen, net nëmmen an dësem Land, mä weltwäit, mat all deenen Diskussiounen iwwer ëmmer méi Flexibiliséierung, all déi Diskussioune mat ëmmer méi Kompetitivitéit a Produktivitéit.

Mir hunn d'lescht Woch oder déi Woch virdrun de Livre vert ugeschwat. Mir hu gëschter oder haut gelies, wat gëschter am europäesche Conseil vun de Sozial- an Aarbechtsministeren erëm eng Kéier iwwer Opt-out an esou virun, iwwer Aarbechtszäite gesot gouf. Alles dat féiert jo zu Spannungen a féiert dozou, dass ëmmer erëm Drock ausgeübt gëtt, fir och an deene Länner, wou dat nach keen Thema ass, et awer vläicht ze thematiséieren.

Bedeitend ass och, dass souwuel d'ITM, déi mer jo muer dann definitiv reformëieren, an och d'ADEM, déi mer eng Kéier wäerten - hoffentlech bal - reformëieren, vill méi staark agebonne ginn an deen Dialog a senger ganzer Bandbreet - de Marcel Glesener ass zum Deel dorop agaangen -, méi fest agebonne ginn an domat nach méi eng grouss a besonnesch méi eng aktiv Roll a Verantwortung kréien, wann am Comité permanent du travail et de l'emploi déi Saachen diskutéiert ginn, déi am Zesummenhang mat eisem Aarbechtsmaart permanent mussen zur Debatt stoen.

Wann ech soen, d'ADEM an d'ITM spillen do an Zukunft vill méi eng bedeitend Roll, da seet een domat och d'Noutwendegkeet vun enger gudder personaler Besetzung vun deene Verwaltungen - och aneren, mä deenen zwou -, vun héich qualifizéierte Leit, vu beschten Infrastrukturen an och d'Zur-Verfügung-Stelle vun den noutwendege finanzielle Moyenen, fir dass déi Aarbecht, déi Responsabilitéit och kann iwwerholl ginn.

Et freet mech duerfir - ech soen et ëmmer erëm -, dass mer muer d'ITM-Gesetzgebung hei kënne verabschieden,...

(Interruption)

Gelift? Neen? Okay. Dann ass et méi roueg muer.

(Hilarité)

...an dass mer deen Audit iwwert d'ADEM an deenen Deeler, wou mer e breede Konsens kënne fannen, och an d'Reform vun der ADEM mat abezéien, also dass dat net doudege Buschtaf bleift.

Dat Gesetz, wat mer haut verabschieden - ech wëll dat och nach eng Kéier ënnersträichen -, dréit d'Handschréft vum Bureau international du travail. Do gesäit een erëm eng Kéier wéi wäit och vu Genf aus d'Iwwerleeungen, d'Virschléi droe kënnen. Déi Iwwerleeunge vum BIT sinn hei a wesentleche Froe jo och wäitgehend berücksichtegt ginn.

Mä de Comité permanent dréit och d'Handschréft vun de Sozialpartner, wat och dozou gefouert huet, dass et vläicht e bësse méi laang gedauert huet. A wann een dann och d'Avisë vun de Beruffschambere kuckt, da gesäit een, dass déi sech a Moossen halen, an dass eenzel Iwwerleeungen et awer derwäert sinn, nach eng Kéier spéider gekuckt ze ginn.

Ech wëll besonnesch ervirsträichen, souwuel wat d'Arbeiterkammer ubelaangt wéi d'Privatbeamtechamber, dass se éischtens och do schonn d'Unicitéit vun der ITM uschwätzen - iwwert déi mer muer erëm eng Kéier wäerte schwätzen -, an dass zweetens...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- D'nächst Woch, Här Castegnaro!

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ech si ganz duercherneen. D'nächst Woch. Muer kënns du net, jo?

(Hilarité)

Ech sinn an engem Aarbechtsäifer, deen ass net méi ze bremsen, an et soll een d'Eise schmieden esou laang wéi et waarm ass. Et wier jo virbildhaft, wa mer muer géifen tagen an dat endlech géife verabschieden, nodeem dat säit 1991 undauert, fir déi Reform do ze maachen.

(Brouhaha général)

Mä ëmmerhin den 13. - wann dat kee schlecht Omen ass - maache mer et definitiv, owes spéit. Jo, doriwwer wäerte mer dann och nach knouteren, ech weess dat elo schonn. Mä ëmmerhi féiere mer déi Diskussioun nach eng Kéier.

Da gëtt et an de Beruffschambere vun de Salariéen och Iwwerleeungen a Kritiken iwwert d'Entscheedungs- an d'Aberuffungsprozeduren. An d'Beruffschambere vum Patronat féieren eigentlech eng hefteg Kritik, andeem se soen, déi Schlichtungsinstanz do wier net noutwendeg gewiescht, mir hu jo Aarbechtsgeriichter, dat misst duergoen.

Déi Meenung deelen ech iwwerhaapt net! D'Aarbechtsgeriichter, wéi d'Geriichter, sinn an der Regel déi lescht Instanz. Et dauert laang. Effektiv, et kascht och Suen an et ass mat aneren Onannehmlechkeete verbonnen. A wann een am Virfeld munches ka klären ouni Geriichter domat befaassen ze mussen, dann, mengen ech, hätt een eng gutt Aarbecht geleescht.

Ech wëll awer domat gesot hunn, eenzel positiv Kritiken an anerer, déi virbruecht gi sinn, déi sollt ee kucken a sollt een och an Zukunft net aus den Ae verléieren. Ech mengen, dass ee Gesetz wéi dat hei net eng éiweg Liewensdauer huet, mä dass een hei sollt wëssen, dass ee méiglechst schnell misst eng Evaluatioun maachen, fir ze kucken, wéi wierkt dat sech alles an der Praxis aus an ass et dann noutwendeg unzepassen, nozebesseren, fir ebe méiglechst praxisno ze sinn an derfir ze suergen, dass dat Gutt, wat ee maache wëllt, och permanent realiséiert gi kann.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Nach eng Kéier: D'LSAP stëmmt deem Gesetz zou, ënner anerem och, fir dat nach eng Kéier gesot ze hunn, well et och eng Bedeitung fir den Aarbechtsmaart, fir d'Organisatioun, d'Iwwerwaachung, d'Initiativen um Aarbechtsmaart huet, andeem jo do preventiv, proaktiv an insgesamt duerch Diskussiounen nei Léisungsvirschléi an der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet kënne fonnt ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. D'Madame Loschetter huet d'Wuert gefrot.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Et ass scho ganz vill gesot gi vu menge Kolleegen an ech stëmmen deem och zou, vu datt mer eis jo och eens waren an eens sinn an der Kommissioun iwwert dee Projet de loi. Dofir géif ech just gären e puer kleng Remarquen dozou maachen.

Et stëmmt, an den Här Castegnaro huet dat jo elo explizit erkläert, datt de BIT ons esou ee Comité permanent du Travail et de l'Emploi recommandéiert huet, an datt mir, bis op zwou Ausnahmen, integral u sech déi Recommandatiounen elo hei am Gesetz erëmfannen, an datt den Objektiv vun deem neie Comité jo och deen ass, deen hei och vum Rapporteur ganz detailléiert beschriwwe ginn ass. Dat heescht mat der ADEM zesummen déiselwecht Observatioune maachen, sech ëm de Chômage këmmeren, etc., an deen anere Volet „Travail" méi spezifesch dann och mat der ITM déiselwecht Beobachtungen, Konsequenzen zéien a Mesurë virschloen.

Mir hu just ee ganz klengt Bedenken, wat déi kloer Fonctionnementsregelen an déi kloer a prezis Kompetenze vun deem Grupp ubelaangt. An ech denken et war d'Chambre des Employés privés, déi och déi Bedenke beschriwwen hat, zumools wou de BIT schreift mir misste wierklech ganz kloer Règles de fonctionnement opstellen an och ganz kloer Kompetenze preziséieren. A mir froen eis, ob herno mat deem Règlement interne, dee virgesinn ass - quitte datt déi Leit jo wäerten e Modus vivendi fanne fir eens ze gi mateneen a fir och mateneen ze schaffen -, dat duergeet an ob dat och ons hei duergeet, fir ze soen: Hei, dat do ass ganz kloer déi Aart a Weis wéi mir ons Missiounen erfëlle wëllen.

Da wollt ech awer nach ee klengt Wuert soen - mä mir wäerten, wéi gesot, d'nächst Woch owes spéit nach eng Kéier drop zréckkommen, an da wäert ech op alle Fall nach eng Kéier drop agoen -: Mir hunn och vum Aarbechtsminister, an ech denken zwar och zu Recht, an der Kommissioun gesot kritt, datt hien eigentlech och dat Ganzt als eng perséinlech Erausfuerderung gesäit, datt hien deen dote Comité elo presidéiert, well mer elo fir d'éischt an enger Situatioun sinn, wou och d'Fonction publique dra vertrueden ass an datt dat jo awer och schonn eng Erausfuerderung ass, datt en Aarbechtsminister e Gremium elo presidéiert, wou ënner anerem och d'Fonction publique, also d'Représentantë vun der Fonction publique dra vertruede sinn.

An dat ass och eppes, wou ech e puer Mol héieren hunn an onser Kommissioun, datt dat jo awer dann och den éischte Schratt wier zu enger gemeinsamer Démarche, well mer jo d'nächst Woch iwwert d'Reform vun der ITM stëmmen, wou d'Fonction publique jo net dra vertrueden ass a wou d'Fonction publique nach ëmmer eng Ausnahm mécht zu Organisatiounsreformen. Hei ass d'Fonction publique dran.

Mir begréissen dat, mat Sécherheet. Allerdéngs, wa mer dann den Avis liese vun der Fonction publique an hire Représentanten, da gesinn déi sech a verschiddene Punkte wéineg concernéiert, wa se do sëtzen. Si soen dat och an hirem Avis: Hei, fir déi Punkte si mir eigentlech net concernéiert an och net gefrot, well mir jo do eis eegen Instanzen an eis eege Regelungen hunn. Dat ass keng ganz glécklech Viraussetzung. Loosse mer emol kucke wat dorauser entsteet.

Mir sinn och net grad esou euphoresch wéi de Rapporteur ons dat hei alles verzielt huet. Ech denken, et soll ee gemittlech a prudent mat deem neie Comité ufänke mat schaffen, mä ob dee Comité do elo all Problemer léist, déi d'Regierung an d'Land hunn, dat woe mir awer nach ze bezweiwelen.

Da wollt ech nach eng lescht Remarque maachen zu der Instance de médiation formelle oder zu der Instance de conciliation, déi dann och complémentaire ass zu deene Missiounen an Aktiounen, déi d'ITM mécht, an ech wëll awer och ënnersträichen, déi heiansdo och d'Gewerkschafte maachen oder och heiansdo d'Employeure maachen, wou se versichen ënnert sech eens ze ginn.

Ech denken, datt dat e gudden éischte Schratt ass, mä mir vertrieden awer éischter de Point de vue, datt d'Mediatioun elo ganz oft a ganz vill an iwwerall gebraucht gëtt, et ass e bëssen ee modernen Term. Allerdéngs ass d'Mediatioun awer eng Studie. Do muss ee studéiere goen, fir dat ze léieren, an do ginn et och Diplomer, Unisdiplomer. A mir froen ons, ob et net besser wär, wéi et och iergendwou eng Kéier suggéréiert ginn ass, datt mer herno eriwwerginn op eng richteg Institutioun, déi an deem Kontext mat deem Comité zesumme schafft, mä wou dann awer och déi Mediatioun vu Leit ausgeübt gëtt, déi och déi noutwendeg Kompetenzen dofir hunn an déi och déi noutwendeg Studien dofir gemaach hunn.

Ech denken, datt d'Mediatioun an deem Kontext vun „Travail et Emploi" sécherlech hir Plaz huet an och sécherlech ganz vill Aarbecht wäert hunn, mä soll vu Leit gemaach ginn am Optrag vläicht vum Comité permanent du Travail et de l'Emploi, mä vu Leit gemaach ginn, déi déi Studien dofir gemaach hunn an déi och déi Qualifikatiounen, Kompetenzen an Diplomer dofir hunn.

Dëst gesot ginn ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och zu dësem zweete Projet wëll ech dem Marcel Glesener Merci soen. Ech mengen hien huet praktesch alles vun Detailer gesot. Ech wëll da just op e puer Saachen agoen, déi hei an der Debatt opgeworf goufen.

Éischtens, jo et huet laang gedauert. Bal genee véier Joer, well d'Chamberskommissioun huet den Här Glesener als Rapporteur genannt de 15. Dezember 2003. Also, mir hunn et bal véier Joer gepackt. Ech muss och soen, dass, wann ech esou kucke wéi a Frankräich mäi Kolleeg Aarbechtsgesetzer mécht - oder soll ech soen, de President vun der Republik? -, da kann een heiansdo neidesch gi wéi séier dat geet. Dat ass dat eent. Mir sinn oft spéit drun an heiansdo ass et och esou, dass eppes, wat een op den Instanzewee gëtt, vläicht scho liicht dépasséiert ass, wann ee bis aus dem Instanzewee erauskënnt.

Op där anerer Säit soen ech awer, dass et och eppes mat engem Lëtzebuerger Modell ze dinn huet. Nämlech deem, dass mir zum Beispill Beruffskummeren hunn, déi mer seriö huelen. Dass mer e Statsrot hunn, dee

vill méi eng staark Roll spillt wéi en a Frankräich spillt. Mä dat huet och eppes domat ze dinn, dass mer keen anert Organ niewent der Chamber hunn.

Et huet awer och eppes domat ze dinn, dass mer, notamment wat d'Aarbechtsrecht ubelaangt, eng Traditioun hunn, zu där och dësen Aarbechtsminister steet, nämlech d'Sozialpartner esou vill wéi méiglech mat anzebannen. Och dat - an et ass gesot ginn hei op dëser Tribün - hëlt Zäit.

An dann hu mer och eng Traditioun, an eigentlech sinn ech och frou mat där Traditioun, dat ass déi Aart a Weis, Här President, wéi och d'Chamberskommissioun schafft. Wann ech elo zréckkucken op Projeten, déi ech d'Éier hat als Aarbechtsminister virzebréngen an hei gestëmmt ze kréien - et sinn der vill, mä ech huelen déi, déi wierklech méi eng Reform duerstelle wéi eng Adaptatioun: Horeca-Gesetz, Kollektivvertragsgesetz, dat heite Gesetz -, dann hu mer vill diskutéiert an der Chamberskommissioun a mir hunn ëmmer erëm op deene Punkten hei large Majoritéiten an dëser Chamber gehat.

Och do sinn ech awer am Endeffekt frou iwwert déi Aart a Weis wéi mer zesumme schaffen, dass mer net hei mat der Briechstaang duerchginn an dass de Minister kënnt a seet, hien huet jo eng Majoritéit vun enger Koalitioun, an da gëtt eben d'Majoritéit géint d'Oppositioun ofgestëmmt. Mir hunn et ëmmer hei fäerdeg bruecht, a wesentleche Reformen am Aarbechtsrecht trotzdeem large Majoritéiten inklusiv an d'Oppositiounsreien eranzekréien. Dat bréngt dann och mat sech, dass mer do méi Rou hunn.

Well wann ech zréckkucken, all déi Artikelen - ech hu se all gesammelt - déi komm sinn, wéi mer wollten d'Kollektivvertragsgesetz reforméieren, wou den Tenor war: Dir gitt ni eens! An et gëtt nëmme Kaméidi an esou weider an esou fort. - Mir haten hei grousse Konsens an dëser Chamber, a mëttlerweil fonctionnéiert dat Kollektivvertragsgesetz och an et gëtt net méi vill driwwer diskutéiert. Och dat mengen ech huet eppes domat ze dinn, dass mer hei versicht hunn, op Konsensussen ze kommen a Gesetzer ze maachen, déi eng Reform duerstellen, mä wou mer awer kucken, dass mer dat uerdentlech maachen. Dat also zum Délai.

Ech sinn natierlech elo frou, dass et eriwwer ass! Also dat muss ech lech gäre soen.

Zweetens, zum Comité permanent du travail et de l'emploi. Wann ech do op d'Froen aginn, wéi soll e fonctionnéieren an esou weider an esou fort, wëll ech drop hiweisen, dass en e Virgänger huet, nämlech de Comité permanent de l'emploi, deen et zënter '95 gëtt an dee mat der ADEM zesumme schafft. Do hu mer ganz vill Erfahrunge gesammelt. Dat heescht, mir beschreiden hei keen Neiland.

Et ass net wéi mat deem Comité, Madame Loschetter, deen Dir elo schonn ugeschwat hutt, op dee mer den nächsten Donneschdeg kommen, de Comité de coordination du système national d'inspection du monde du travail. Dat ass Neiland. Do gëtt et effektiv méi Diskussioun. Mä hei beim Comité permanent du travail et de l'emploi hu mer Erfahrungswäerter gesammelt am Kader vum Comité permanent de l'emploi.

Elo gëtt et jo de Comité permanent du travail et de l'emploi. Mir hunn effektiv e bestehend Organ geholl - duerfir gëtt deen Artikel jo ofgeschaaft - a mir hunn doraus e grousst gemaach, esou dass et ëmmer den Aarbechtsminister ass, eng Kéier méi mat der ADEM, eng Kéier méi mat der ITM, deen do mat de Sozialpartner zesummeschafft.

Et war eng Diskussioun opkomm am Kader vum Audit vum BIT fir ze soen: Ma solle mer dann net der ITM eng Direction tripartite ginn? Do huet de BIT gesot: Neen! Dat wär och net onbedéngt an Aklang ze brénge mat der Konventioun 81, géif ech mengen, währenddeem ee bei der ADEM éischter kéint iwwer esou eppes nodenken, wéi bei der ITM.

Mä de BIT huet awer gesot: Dir musst d'Sozialpartner mat abannen! Dir kënnt net einfach eng Verwaltung do hunn, déi op den Terrain geet an déi ni Kontakt huet mat de Sozialpartner, mat de Gewerkschaften, mat de Patronatsverbänn, soss ass déi och isoléiert. Déi muss mat deenen zesummeschaffen. Duerfir ass déi doten Iddi dann esou gebuer, dass mer e Comité permanent du travail et de l'emploi gemaach hunn.

Zwou Saachen hu mer net gemaach. Mir hu keng Présidence tournante gemaach. Et ass ëmmer den Aarbechtsminister, deen do presidéiert. Dat ass och gutt esou. Mir hunn och net d'net representativ Gewerkschafte mat erageholl. Mir hunn d'representativ Gewerkschafte souwuel aus dem Privat- wéi aus dem öffentleche Secteur, dat ass ganz kloer, mä mir hunn net déi net representativ Gewerkschaften hei mat erageholl, och op grond vun dem Kollektivvertragsgesetz, wat awer do eendeiteg Weeër gezeechent huet. Dat also zum Comité permanent selwer.

Zu der Instance de conciliation an zu der Diskussioun Mediatioun oder Conciliatioun. Ech wëll emol fir d'éischt soen, wou déi Iddi dem Aarbechtsminister komm ass. Déi ass him komm opgrond vu senger Vergaangenheet als Affekot, dee ganz vill am Aarbechtsrecht an am Sozialrecht geschafft huet. Duerfir war ech jo e bësselchen ech wëll net soen erféiert, awer amëséiert, dass just d'Patronatsvereenegungen am Ufank Berührungsängschten haten, dass just d'Patronë mer ganz oft gesot hunn: Majo, ech muss all Kéiers op d'Geriicht goen, a wann ech en décke Feeler gemaach hunn, da verléieren ech. Kéint een dann do net am Gudden eens ginn?

Dach, et kann een ëmmer am Gudden eens ginn, mä da mussen déi zwou Säiten Transaktioune schreiwen. Do traut ni een deem aneren. En typescht Beispill wat ech ëmmer hat, dat ass de Patron, deen aus der Roserei ee mëndlech entlooss huet. Esou awer wierklech mëndlech avec effet immédiat, fir ze soen: Géi heem a komm och ni méi zréck! Et ass natierlech gewosst, dass een dann de Prozess direkt automatesch verluer huet. Ob ee gutt Grënn hat oder keng gutt Grënn hat, dann ass de Prozess verluer.

Dann huet heiansdo de Patron gesot: Majo lauschter, ech hunn do iwwerreagéiert. Mir sinn e klenge Betrib mat e puer Leit. Ech war esou rosen, ech hunn dat esou gesot, ech wëll en dann erëm astellen. Jo, wann dann de Salarié bei säin Affekot geet, da seet den Affekot: Hoho, pass op, well wann s du elo erëm zréckgees, du gëss agestallt, dann entléisst hien dech richteg mat de richtegen Argumenter an dann hues de keng Chance méi. Hei kriss de nach wéinstens Sue viru Geriicht!

Esou dass een da scho misst eens ginn, eng Transaktioun ze maachen, wou een da géif draschreiwen: Okay, du fänks erëm un, dat doten ass vergiess a kënnt net méi erëm; du hues eng Garantie, dass de net entlooss gëss an ech weess net esou vill Méint an esou weider. Dat ass alles dran, mä dat ass ganz schwiereg.

Duerfir, wann een esou eng Instance de conciliation hätt - ech kommen op d'Conciliatioun -, dat war d'Iddi, da kéint een eng Partie Saachen, ier dass se op d'Geriicht kommen, bei esou eng Instanz féieren an do kéint esou eng Transaktioun geschriwwe ginn. Woufir ass déi kredibel? Majo well e President do ass, dee kënnt vun der Gewerbeinspektioun. Dat muss natierlech ee sinn, deen net virdru scho mat de Leit hantéiert hat, well d'Gewerbeinspektioun versicht jo och e bëssen ze vermëttelen. Dat huet se jo an der Vergaangenheet gemaach, dat mécht se och an Zukunft. Et muss also ee sinn, deen net scho befaangen ass. Da sëtzt e Vertrieder vum Patronat do an e Vertrieder vun de Gewerkschaften do, a wann dann eng Transaktioun virgeschloe gëtt, dann ass déi Transaktioun och kredibel fir jiddfereen an da kënnen d'Leit éischter ënnerschreiwen.

Mir wëlle wierklech och net, dass dat soll eng nei Geriichtsinstanz ginn, an duerfir fonctionnéiert dat och strikt fräiwëlleg. Et kann nëmmen d'un commun accord ugeruff ginn an et kann och nëmmen d'un commun accord erëm ophalen. Dat heescht, déi zwou Parteie mussen d'accord si mat der Transaktioun a wann eng déi Transaktioun net wëllt, dann ass et eriwwer.

Elo ass d'Fro zu Recht opgeworf ginn: Wat ass mat den Délaien? Mir hu keng Base réglementaire fir d'Délaien. Mir menge mir brauchen et net, well et steet eppes am Text wat wichteg ass, nämlech dass d'Instance de conciliation selwer ka soen, et ass Echec. Et kann net sinn, dass dat heite benotzt gëtt fir d'Geriichtsdélaien no hannen ze schieben an da gëtt et hei schwele gelooss. Do mussen déi Leit kënne soen: Lauschter, mir gesinn, dass Dir net wëllt mateneen eens ginn a mir soen elo, elo ass et eriwwer, a wann Dir nach wëllt eppes maachen, da musst Der effektiv bei d'Geriicht goen oder net.

D'Fro, Instance de médiation oder net: Mir hu se am Ufank effektiv Mediatioun genannt. De Projet ass scho véier Joer al. Mëttlerweil ass vill an der Mediatioun geschitt, wat och richteg hei gesot gouf. D'Chambres du Commerce an des Métiers hunn eigentlech gesot: Entweder maacht Der eng richteg Mediatioun oder Dir maacht eppes, wat Der da Conciliation individuelle nennt. Mir wollten elo hei, well och op de Geriichter op d'Mediatioun geschafft gëtt, eng Instance de conciliation maachen. An deemselwechte Sënn, wéi mer schonn en Office national de conciliation hu fir d'Litiges collectifs. Dat heiten ass dann d'Contrepartie vum ONC. Do wou et kee Litige collectif ass, wou et e Litige individuel ass, hu mer dann och en Organe de conciliation - net Mediatioun.

Elo muss ee kucken, wat iwwerall geschitt, wat bei de Geriichter geschitt, well wa bei de Geriichter géif vill méi vermëttelt ginn amplaz just plädéiert an décidéiert ginn, da bräicht een och vläicht keen esou een Organ, mä ech mengen, dat heite ka complémentaire sinn a ka virun allem a klenge Betriber, wierklech bei deene klengen Entitéiten, wou e klenge Patron mat e puer Leit ass, vläicht hëllefen, well do wenden d'Leit sech oft un d'ITM. An d'ITM kann net iergendwéi eppes maachen, mä elo kann d'ITM da soen: Ma lauschtert, mer hunn esou en Organ, sidd Der dann allen zwee bereet, bei dat doten Organ ze goen an emol ze kucken, ob Der do géift eens ginn? Do kéint ech mer awer virstellen, dass da vill Saache géife geléist ginn oder op d'mannst munch Saache géife geléist ginn, ouni dass dat d'Leit nach vill Sue kascht - an dorëm geet et jo och -, an dass een da vläicht erëm d'Leit zesummeféiert.

Dir wësst, dass am Aarbechtsgesetz steet, dass, wann een zu Onrecht entlooss gouf, de Riichter ka soen: Du gëss erëm an däi Betrib integréiert. Dat geet jo ni méi! Wann een awer ka séier hei d'Leit zesummeféieren, kann ee vläicht et fäerdeg bréngen, dass d'Leit sech net trennen, wou se eigentlech schonn an enger Trennungsphas waren, an dat ass e bësselchen eng Hoffnung, déi mer dobäi hunn. Wat elo dat Organ bréngt, dat musse mer kucken. Mä ech si frou, dass mer dat och kréien. Dat ass e weidert klengt Stéck, fir dat ze maachen, wat de John Castegnaro sot, nämlech dat Mënschlecht eranzeféieren an net nëmmen dat Juristescht.

Wa mer vum Aarbechtsrecht schwätzen, schwätze mer natierlech vill Juristerei - an Aarbechtsrechtler besonnesch gären -, mä et geet nach ëmmer ëm d'Mënschen, an de Patron ass e Mënsch an de Salarié ass e Mënsch. Wa mer kënne kucken, wéi mer mënschlech munch Problemer léisen, dann hu mer och vill geschafft.

Och dofir sinn ech ganz frou, well ech jo hei gespuert hunn, dass mer och hei eng ganz grouss breet Zoustëmmung, wann net och erëm dës Kéier eng Unanimitéit kréien. Ech soe villmools Merci fir déi vill Aarbecht, déi mer laang zesumme gemaach hunn an déi dann elo zu engem gudden Ofschloss kënnt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote vum Projet de loi 5242.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5242 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, dat ass d'Question avec débat vum honorabelen Här Jaerling iwwert d'Finanzéierung vun eise reliéise Gemeinschaften. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert fir fënnef Minutten.

8. Question avec débat N°28 de M. Aly Jaerling relative à un accord concernant le financement des communautés religieuses

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Sou laang?!

(Interruption)

Här Minister, dot lech waarm un.

Här President, well jo esou munches hei am Land no chrëschtlecher Traditioun a Gesënnung ausgeriicht ass, hat ech op Mariä Himmelfahrt eng Demande agereecht, fir d'Regierung iwwert d'Relatiounen tëschent Kierch a Stat an de Finanzement vun de reliéise Communautéiten ze interpelléieren.

Well awer an der leschter Zäit an dësem Land d'Bierger ënnert der Austeritéitspolitik vun dëser Regierung mussen de Rimm méi zouzéien, dat awer ëmmer ënner chrëschtlecher Gesënnung an Nächsteléift, war et jo bal normal, dass ech haut op Niklosdag nëmmen eng Question avec débat a mengem Schung fonnt hunn.

Eng Question avec débat, déi kee gefrot huet, déi huet mer awer gestatt duerch déi chrëschtlech Gesënnung an Nächsteléift vun der Regierung, während ganzer 300 Sekonnen dem zoustännegen Här Minister Froen ze stellen iwwer Kierch a Stat.

Elo ass et awer esou, Här President, datt Dir laut Artikel 82 (4) vum Chambersreglement déi Froen, déi kee gestallt huet, viru 14 Deeg misst dem zoustännegen Här Minister zougestallt hunn, awer vergiess hutt, mir eng Kopie dovunner zoukommen ze loossen.

Duerfir, Här President, fir net ze vill Zäit ze verléieren, wier et vläicht besser, den zoustännegen Här Minister direkt hei zu Wuert kommen ze loossen, fir ze versichen, hien äntwerten ze loossen op déi Froen, déi kee gestallt huet an haut och kee wäert stellen.

(Hilarité)

Oder awer engem vun den honorabele Membere vun der Presidentekonferenz, déi dat hei jo manigancéiert hunn, d'Wuert ze ginn, fir dem Här Minister déi Froen ze stellen, vun deene keen eppes weess.

Ech soen lech Merci.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre des Cultes*.- Ech géif jo gären op all Fro äntwerten, mä wann ech keng Fro hunn, kann ech net äntweren; dann äntweren ech eben net, weder op Niklosdag nach soss, wann ech keng Fro gestallt kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Parole après ministre!

(Hilarité)

M. le Président.- Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert erëm.

Une voix.- Fir eng Zousazfro gëtt et zwou Minutten, Här President.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, da muss den Här Minister sech un lech wenden, well déi Froen hätt Dir him jo missen zoustellen - laut Artikel 82 (4) vum Chambersreglement. Well ech si jo hei ewechgebootscht ginn ebe wéint dem Chambersreglement Artikel 89, verstitt Der.

Also, Här President, et deet mer jo och fuerchtbar leed, dass dat hei esou ofgelaf ass, mä ech wëll awer nach eng Kéier mäi Bedaueren driwwer ausdrécken, dass et hei einfach an dëser Chamber net méiglech ass, iwwer en Thema ze schwätzen, wat am ganze Land an der Diskussioun ass.

M. le Président.- Kommt mer versiche seriö ze bleiwen. Mir hu verstanen, Här Jaerling, datt Dir net frou doriwwer waart, datt d'Presidentekonferenz décidéiert huet, Är Interpellatioun an eng Question avec débat ëmzewandelen.

Et bleift awer, datt mer d'Traditioun hunn, wann dat do geschitt - an dat ass scho méi oft geschitt, och bei Deputéierte vun der Majoritéit -, datt de Bréif, deen Dir geschriwwen hutt, fir eng Interpellatioun ze maachen, an déi Argumentatioun, déi an deem Bréif drasteet, en fin de compte dat ass, wat den Objet vun der Question avec débat herno sollt sinn. Dat Eenzegt, wat jo ännert par rapport zu der Interpellatioun, dat ass d'Zäit. Déi ass bei enger Question avec débat net esou laang wéi bei enger Interpellatioun.

Mä Dir hat hei jo e Bréif geschriwwen den 13. August, wou Dir gesot hutt, datt Dir d'Regierung wéilt interpelléieren iwwert de Finanzement vun de Communautés religieuses. Dir hutt och eng Rei vun Argumentatiounen do opgefouert. Et ass opgrond vun deem Bréif, wou normalerweis entweder d'Interpellatioun oder d'Question avec débat hei an der Chamber op den Ordre du jour kënnt. Vu datt Dir awer gemengt hutt, et wär net noutwendeg fir dem Minister Froen ze stellen, denken ech, kënne mer zum Schluss kommen.

De Minister huet jo och gesot, hie kéint net op Froen äntweren, déi net gestallt gi sinn. Domat, mengen ech, solle mer dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofschléissen a mir kommen dann zum leschte Punkt, dat ass d'Désignatioun vun engem President a vu véier Membere vum Centre pour l'égalité de traitement.

9. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement

Et ass den zweeten Essai, dee mer maachen, fir dëse Centre besat ze kréien. Den Artikel 132 vum Chambersreglement gesäit vir, dass d'Chamber dozou opgeruff ass, ee President a véier Memberen ze désignéiere fir de Centre pour l'égalité de traitement, deen duerch d'Gesetz vun 2006 agesat gouf. Nom Artikel 114 (2) vum Chambersreglement gëtt iwwer all Kandidat eenzel ofgestëmmt. D'Lëscht vun de Kandidaturen ass un d'Deputéierte verdeelt ginn.

Mir stëmmen elo fir d'éischt of iwwert de Poste vum President. Den Artikel 137 vum Chambersreglement...

(Interruptions)

D'Lëscht war am Courrier électronique an ass un all Deputéierte geschéckt ginn.

(Interruption)

Mä selbstverständlech, d'Ziedele kommen elo direkt fir ofzestëmmen. Ech war elo emol nach amgaang, d'Prozedur hei ze erklären an d'Reglement, no deene mer verfueren.

Wann Dir da géift Kenntnis dovun huelen, datt den Artikel 137 vum Chambersreglement Folgendes virgesäit: «Le candidat élu doit avoir atteint la majorité absolue des voix, les bulletins nuls et blancs ne comptant pas pour l'établissement de cette majorité.»

Zwou Kandidature si fir de Poste vum President agereecht ginn, déi vum Här Patrick De Rond an déi vum Här Raymond Remakel. Mir stëmmen elo iwwert dës zwou Kandidaturen of. An ee vun deenen zwee, wann hien dann déi noutwendeg Majoritéit sollt kréien, géif President ginn. Ech géif bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Vote d'un président

Elo maache mer den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

Hei ass d'Resultat vum Vote, dee mer gemaach hunn:

Total vun de Wahlziedelen:	51
Blank Ziedelen:	8
Ongülteg Wahlziedelen:	0
Gülteg Wahlziedelen:	43
Absolut Majoritéit:	22

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

Här Patrick DE ROND	24
Här Raymond REMAKEL	19

Den Här Patrick De Rond huet mat 24 Stëmmen déi absolut Majoritéit kritt an ass deemno als President désignéiert.

Den Här Raymond Remakel huet 19 Stëmme kritt.

* * *

Et bleiwen elo nach déi dräi Kandidature fir véier Membersposten: den Här Paul Kremer, d'Madame Anik Raskin an den Här Raymond Remakel. An dësem Fall erlaabt den Artikel 138 vun eisem Reglement d'Uwendung vum Artikel 4 (5). Dat heescht, datt déi dräi Persounen als Memberen désignéiert kënne ginn, ouni datt doriwwer ofgestëmmt gëtt.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Da sinn den Här Paul Kremer, d'Madame Anik Raskin an den Här Raymond Remakel als Membere vum Centre désignéiert. President ass, wéi gesot, den Här Patrick De Rond.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

D'Prozedur fir d'Désignatioun vum véierte Member gëtt den 11. Dezember offiziell relancéiert.

Domadder, Dir Dammen an Häre, si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.01 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

5744 - Projet de loi relatif à la construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'Administration des bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht pages 123-124

5763 - Projet de loi relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance pages 124-127

5766 - Projet de loi relatif à la quatrième extension du Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg pages 127-128

5741 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2005/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 relative à la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et

- portant transposition de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance et

- modifiant la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger pages 128-129

5527 - Projet de loi ayant pour objet de réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale et de modifier certaines dispositions:

- du Code d'instruction criminelle,

- de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers pages 129-130

5659 - Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000 page 130

Motion de M. Félix Braz relative au mariage de couples homosexuels pages 130-131

Interpellation de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la lutte contre le trafic illégal de drogues et du Plan d'actions Drogues (Drogenaktionsplan 2005-2008) de la Commission européenne pages 131-137

Résolution de M. Henri Kox relative à l'élaboration d'un plan énergétique des bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires page 137

Communications page 138

Ordre du jour page 138

5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Lydia Mutsch pages 139-141

- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget pages 144-147

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, concernant l'accord sur les recettes de TVA sur les services électroniques à l'issue de la réunion du Conseil «Affaires économiques et financières» pages 142-143

Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling pages 143-144

5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution pages 147-150

5717 - Projet de loi portant approbation:

1. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003;

2. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003;

3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'extradition signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1er octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005;

4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005 pages 150-152

5708 - Projet de loi portant

- transposition de la directive 2005/19/CE modifiant la directive 90/434/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents;

- transposition de la directive 2006/98/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, dans la mesure où cette directive a trait au domaine de la fiscalité directe;

- modification de certaines autres dispositions en matière d'impôts directs page 152

Hommage à la mémoire de M. Jean Dupong, député honoraire page 153

Dépôt d'une proposition visant à réformer le Règlement de la Chambre des Députés page 153

Motion de M. Aly Jaerling relative à l'organisation d'un débat de consultation au sujet de la séparation de l'Église et de l'État et du financement des communautés religieuses page 153 pages 156-157

5559 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2002/15/CEE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relatif à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier;

2) modification du Code du travail pages 153-156

5240 - Projet de loi portant approbation des conventions de la Conférence Internationale du Travail Nos 115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 183 et 184 et des protocoles relatifs aux conventions Nos 81 et 155 pages 157-158

5242 - Projet de loi portant création d'un Comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de conciliation individuelle et portant ajout d'un titre V au Livre VI du Code du travail pages 158-161

Question avec débat N°28 de M. Aly Jaerling relative à un accord concernant le financement des communautés religieuses (art. 89 du Règlement) page 161

Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement page 161

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1951	M. Roland Schreiner	Révision de la structure des traitements dans la fonction publique
2010	M. Gilles Roth	Compromis de vente d'immeubles
2029	M. Marcel Oberweis	Levée de jachères dans l'Union européenne
2030	M. Marcel Oberweis	Renouvellement décennal des inscriptions hypothécaires des prêts
2035	M. Xavier Bettel	Réglementation de la circulation sur les voies publiques - Vérification de récidives
2040	M. Patrick Santer	Utilisation d'aires de stationnement sur des propriétés privées lors de contrôles de vitesse et d'alcoolémie par des agents de la Police grand-ducale
2042	M. Lucien Clement	Calcul de l'impôt foncier
2050	M. Marcel Oberweis	Mécanisme de Développement Propre (MDP ou CDM)
2053	Mme Vera Spautz	Aides individuelles au logement
2057	M. Laurent Mosar	Rédaction de règlements de circulation en langue allemande
2130 urgente	M. Gast Gibéryen	Affaire «Bommeleeër»
2151 urgente	M. Henri Kox	Risque pour les clients résidentiels de la coupure de l'électricité pendant cette période hivernale

Question 1951 (30.8.2007) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **révision de la structure des traitements dans la fonction publique:**

Il ressort du programme gouvernemental d'août 2004 que «Le Gouvernement œuvrera en vue d'une révision de la structure des traitements. La commission déjà en place est appelée à présenter ses conclusions tout en limitant ses propositions à des corrections à apporter aux barèmes dans la mesure où des changements significatifs s'imposeraient en ce qui concerne les critères traditionnels de la classification des fonctions.»

Dans le cadre d'une heure de questions à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre avait répondu le 22 mars 2005 à une question du soussigné concernant entre autres la révision des salaires que la commission susmentionnée aurait commencé ses travaux et que les premières conclusions devraient être disponibles au cours de l'année 2005.

Étant donné que deux années se sont écoulées entre-temps, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si cette commission a achevé ses travaux.

Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions et les propositions de la commission?

Quelles sont les suites que le Gouvernement entend réserver aux propositions éventuelles? Dans quel délai?

Pour le cas où la commission n'aurait toujours pas terminé ses travaux, j'aimerais connaître les raisons qui expliquent ce retard et être informé sur l'état actuel des propositions et conclusions à venir.

Réponse (4.12.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse, je tiens à préciser à l'attention de l'honorable Député que les conclusions et propositions définitives au Gouvernement n'ont pas encore été finalisées dans la mesure où un élément nouveau s'est présenté depuis avec les nouveaux diplômes engendrés par la mise en place du processus de Bologne et ses répercussions, entre autres aussi sur le recrutement dans la fonction publique luxembourgeoise.

À ce sujet, et après une longue période de réflexions et de consultations, le Gouvernement vient de prendre dans sa séance du 26 octobre 2007 un certain nombre de décisions que la commission d'experts est maintenant appelée à prendre en considération dans ses travaux en réorientant le cas échéant ses conclusions et propositions définitives en fonction de ces nouveaux paramètres.

Question 2010 (27.9.2007) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **compromis de vente d'immeubles:**

Une pratique courante de certains promoteurs immobiliers est de faire signer par des propriétaires de terrains ou d'immeubles bâtis des compromis de vente avec clause suspensive d'achat en faveur du promoteur liée à la délivrance d'une autorisation de construire, sans que ces compromis ne contiennent une clause de durée de validité dans le temps. Il s'ensuit une situation de déséquilibre contractuelle entre le promoteur d'une part, et le propriétaire de l'immeuble d'autre part.

Le promoteur est en effet libre de diligenter à son gré les formalités en vue de la délivrance d'une autorisation de construire tandis que le propriétaire de l'immeuble une fois lié par un tel compromis ne peut plus vendre à un tiers mais dépend quant au paiement du prix de vente du bon vouloir du promoteur d'accomplir les formalités en vue de la délivrance d'un permis de construire.

Il va sans dire que si une telle situation perdure pendant plusieurs années la valeur des immeubles faisant l'objet du compromis de vente risque de ne plus correspondre au prix convenu.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

1. Est-ce que une telle situation de déséquilibre contractuelle est expressément envisagée par la législation sur la protection du consommateur?

2. Si tel ne devrait pas être le cas, est-ce que le Gouvernement pourrait envisager d'introduire dans la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur une disposition législative considérant que des clauses suspensives d'achat de biens immobiliers entre un professionnel et un consommateur sans limite de durée dans le temps, respectivement d'un délai supérieur à deux ans, comme abusives et partant nulles et non écrites?

Réponse (5.12.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. Les clauses et les relations contractuelles décrites par Monsieur le Député Gilles Roth ne sont pas expressément appréhendées par la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur. Dans l'état actuel de la législation luxembourgeoise, qui s'inspire dans ce domaine précis de la législation communautaire et de celle de nos pays voisins, il n'est pas certain que le particulier qui agit en tant que vendeur vis-à-vis d'un professionnel acquéreur puisse être considéré comme consommateur protégé par la loi précitée. Force est de constater que la loi de 1983 ne nous livre pas de définition du consommateur.

Une interprétation extensive du champ d'application de la loi de 1983 conduit à opposer le consommateur au professionnel et de le protéger dans toutes les situations contractuelles, qu'il soit acquéreur ou vendeur. Une interprétation plus restrictive s'inspirerait de la signification littérale du mot «consommateur» qui, d'après le «Robert» est «la personne qui utilise des marchandises, (...), des services pour la satisfaction de ses besoins». Dans cette acception du terme, le consommateur ne saurait qu'être un acquéreur. Le vendeur d'immeuble, quand bien même il serait un particulier en face d'un professionnel, ne saurait dans ce cas être considéré comme consommateur protégé par la loi de 1983.

2. Avant de chercher la solution de tous les problèmes dans les régimes spéciaux et dérogatoires, il paraît utile de se référer au droit commun des contrats. Étant sur ce point en désaccord avec Monsieur le Député Gilles Roth, j'estime que le lotisseur ou le promoteur qui se prévaut d'une condition suspensive n'est pas «libre de diligenter à son gré les formalités en vue de la délivrance d'une autorisation de construire». D'une part, les contrats, d'après l'article 1134 du Code civil, doivent être exécutés de bonne foi. D'autre part, une condition suspensive pourrait être réputée réalisée (ou «accomplie» pour employer le terme de l'article 1178 du Code civil) si par sa négligence ou par son inaction, l'acheteur en a empêché la réalisation. Il y a cependant lieu de souligner qu'en dernière instance, il appartient au juge d'interpréter les articles du Code civil précités à la lumière des circonstances des affaires lui soumises.

Question 2029 (3.10.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **levée de jachères dans l'Union européenne:**

Notre planète commence à manquer de céréales et cette pénurie engendre des augmentations fulminantes de prix. La Commission européenne en a pris conscience et propose en réponse à cette situation de crise la mise en valeur des jachères. Le 13 septembre 2007, elle a publié une proposition visant à ramener le taux de terres mises en jachères à 0% pour l'année 2008. Ayant à résoudre un problème épineux en matière de céréales, on peut s'interroger sur les déclarations très avancées de continuer à augmenter la production d'agrocarburants.

Cette décision n'est-elle pas erronée aux dires de la Commission européenne, qui a toujours affirmé que l'Union possède un fort potentiel pour augmenter la surface agricole consacrée à la production d'énergie. On a même avancé que plus de 17,5 millions d'hectares dans l'Union européenne sont disponibles pour la production des agrocarburants.

ment rural et des Affaires étrangères de la Chambre des Députés. Ces justifications ont trait à l'augmentation de la demande de céréales dans certains pays tels l'Inde et la Chine, à la diminution de la production mondiale totale par suite de mauvaises conditions climatiques, notamment en Australie, ainsi qu'aux deux récoltes médiocres de 2006 et 2007 dans les États membres de l'UE ayant entraîné une diminution des stocks au niveau européen.

Par ailleurs, il me paraît utile de souligner que moins de 2% des céréales communautaires sont utilisées pour la production de bioéthanol.

Ceci dit et pour répondre plus précisément à la question posée, l'utilisation des terres mises en jachère dans notre pays a été la suivante au cours des trois dernières années:

culture	2005 (ha)	2006 (ha)	2007 (ha)
biogas autres cultures		17,88	10,2
gel couvert	1249,2594	982,61	925,07
gel nu	565,7686	330,02	242,89
gel silo maïs	198,6265	10,52	199,17
colza industriel d'été	28,9519		0,29
colza industriel d'hiver	995,856	1088,69	1150,27
autres plantes énergétiques		8,29	25,62
gel long terme	15,1528	15,55	16,15
total gel	3053,6152	2552,56	2569,66

D'ailleurs cette situation de crise est due à l'utilisation croissante des parcelles cultivables pour satisfaire une demande en biocarburants qui est en pleine explosion. Suite à cette demande, les cours des céréales comme le maïs et le blé sont en pleine explosion. Et ceci au détriment des produits alimentaires de base comme le pain, la farine ou les pâtes, dont les prix explosent en aval.

Ce qui semble à première vue être une réponse adéquate pour bien parer à cette situation, peut risquer de porter un coup fatal aux devenirs des oiseaux et de la faune et de la flore sauvage des espaces agricoles. La jachère, instituée en 1992 pour réduire la surface des terres cultivées et lutter contre la surproduction européenne de céréales, constitue une source de nourriture en hiver et un espace pour la nidification.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Le Gouvernement ne craint-il pas que cette décision ne risque de faire disparaître les derniers refuges des espèces concernés?

- Combien d'hectares de jachères sont mis en valeur dans notre pays?

- Est-ce que la suppression des jachères n'empêche pas l'Union européenne de s'orienter vers les principes du développement durable?

Réponse (27.11.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

En réponse à la question parlementaire posée par l'honorable Monsieur Marcel Oberweis au sujet des incidences environnementales de la décision de la Commission européenne ramenant à 0% le taux de la mise en jachère, je voudrais tout d'abord rappeler les justifications fournies à cet égard par Madame Fischer Boel lors de son échange de vues en date du 23 octobre 2007 avec les membres des Commissions de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développe-

Les chiffres de ce tableau montrent que la majorité des superficies soumises à l'obligation de jachère, introduite naguère comme outil de gestion d'un marché où les capacités de production dépassaient largement l'offre, sont utilisées à des fins de production de différentes plantes énergétiques.

En ce qui concerne les incidences environnementales de la décision précitée de la Commission européenne, les appréhensions de l'honorable Député ne me semblent guère justifiées et ce pour les motifs suivants.

Quant aux superficies où une production à des fins énergétiques sera maintenue, une production à l'aide de techniques respectueuses de l'environnement et utilisant une multitude d'espèces de plantes saura certainement répondre aux exigences en matière de biodiversité.

Quant aux superficies récupérées pour une production végétale, l'obligation d'une production conforme aux exigences en matière d'écoconditionnalité et employant des techniques respectueuses de l'environnement naturel constituera un garant pour le respect des principes du développement durable.

Finalement, il m'importe de relever que la Commission européenne a indiqué que cette problématique fera l'objet d'une analyse spécifique dans le cadre du bilan de santé de la politique agricole commune.

Question 2030 (3.10.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **renouvellement décennal des inscriptions hypothécaires des prêts:**

Selon une pratique presque centenaire, la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE), à la différence des autres établisse-

ments de crédit, est habilitée à procéder par ses propres soins à l'inscription hypothécaire des prêts qu'elle octroie. Elle est également dispensée du renouvellement décennal prescrit par l'article 2154 du Code civil pendant le temps fixé pour le remboursement des prêts en question.

Ainsi, même si la BCEE travaille en étroite collaboration par exemple avec BHW, cet établissement, quant à lui, ne profite pas de ces avantages. Dans ce contexte j'aimerais demander les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quel est le texte légal exact qui fonde le régime dérogatoire accordé à la BCEE?

- Quels sont les motifs qui justifient cette disposition?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'est pas d'avis que cette pratique ne se justifie plus à l'heure actuelle et qu'elle fausse les principes de la concurrence loyale entre les différents établissements de crédit?

Réponse (27.11.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

L'honorable Député constate à juste titre que la BCEE est habilitée à procéder par ses propres soins à l'inscription hypothécaire des prêts qu'elle octroie et qu'elle est dispensée du renouvellement décennal des inscriptions. Cette habilitation et cette dispense ont été accordées à la BCEE dans le cadre des missions relevant du domaine social, confiées à la BCEE sur base de l'article 5 de la loi organique du 24 mars 1989 telle que modifiée.

Dans ce contexte la BCEE a hérité de l'obligation de prendre à charge la quasi-totalité des financements sociaux en matière de logement, anciennement assumés par des financements directs de l'État via le crédit foncier.

Il ne serait certainement pas opportun de supprimer des dispositions qui doivent faciliter à des concitoyens moins aisés l'accès à la propriété immobilière. Par contre, le Gouvernement est disposé à étudier une généralisation de ces facilités.

Question 2035 (4.10.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **réglementation de la circulation sur les voies publiques - vérification de récidives:**

La loi du 18 septembre 2007 modifiant a) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, b) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, et c) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules prévoit une amende de 25 à 500 euros si la personne concernée a consommé des boissons alcooliques en quantité telle que le taux d'alcool est d'au moins 0,5 g d'alcool par litre de sang. En cas de récidive, le dressage d'un procès verbal est prévu.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Comment Monsieur le Ministre entend-il mettre en application ces dispositions?

- Les membres de la Police grand-ducale seront-ils notamment tenus à vérifier pour chaque conducteur s'il s'agit d'un cas de récidive ou non?

- Dans l'affirmative, par quels moyens les membres de la police pourront-ils procéder à cette vérification?

Réponse (27.11.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Afin de permettre à la Police grand-ducale de valablement pouvoir constater la récidive dans le cadre des dispositions de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, telle que modifiée par la loi du 18 septembre 2007, le procureur général d'État a autorisé un accès limité de la Police grand-ducale au casier judiciaire pour les infractions spécifiquement introduites par la même loi. Cette autorisation est basée sur le règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 1976 portant réorganisation du casier judiciaire.

Question 2040 (9.10.2007) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant l'**utilisation d'aires de stationnement sur des propriétés privées lors de contrôles de vitesse et d'alcoolémie par des agents de la Police grand-ducale:**

J'ai à plusieurs reprises constaté que, en vue d'effectuer des contrôles de vitesse et d'alcoolémie des agents de la Police grand-ducale se plaçaient, ainsi que leurs véhicules, sur des parkings de garages ou de stations-service fermées.

1) Monsieur le Ministre de la Justice peut-il me confirmer l'existence de telles pratiques?

2) Est-ce que la Police grand-ducale doit préalablement contactée le propriétaire d'une telle aire de stationnement afin de lui demander l'autorisation de l'utiliser en vue des contrôles d'alcoolémie et de vitesse?

3) En l'absence d'une telle autorisation, est-ce que Monsieur le Ministre de la Justice partage mon inquiétude quant à la validité d'un tel empiècement sur une propriété privée?

Réponse (27.11.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La Police grand-ducale est chargée de veiller à l'application du Code de la Route qui en son article 1er précise que son champ d'application comprend la voie publique ainsi que les voies ouvertes au public.

L'utilisation de parkings ou autres lieux longeant la voie publique permet aux agents de la police d'effectuer ces contrôles de manière efficiente, soucieux de veiller à la sécurité des usagers de la route ainsi qu'à leur propre sécurité. Dans le respect de la propriété privée, la présence occasionnelle de la police sur de tels lieux n'a lieu qu'avec le consentement du propriétaire ou locataire desdits lieux.

Question 2042 (9.10.2007) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant le **calcul de l'impôt foncier:**

La fixation de la valeur unitaire et de la base d'assiette de l'impôt rentre dans les attributions de l'Administration des Contributions directes. Par contre, la fixation du taux communal, du montant de l'impôt foncier à payer par le contribuable et le recouvrement dudit montant rentrent dans les attributions des administrations communales.

Les bulletins d'impôt foncier sont confectionnés par le Service des Évaluations immobilières de l'Administration des Contributions directes. Afin de calculer la taxe due, le Service concerné a besoin de certaines informations telles que les autorisations de construire et les autorisations de commerce.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Finances et de l'Intérieur:

1. Comment le Service des Évaluations immobilières procède-t-il à la classification des immeubles selon leur destination pour ensuite les évaluer séparément à leur valeur unitaire?

2. Est-ce que l'Administration des Contributions directes s'informe auprès des administrations communales et du Ministère des Classes moyennes afin d'avoir connaissance, d'une part, des autorisations de construire octroyées et, d'autre part, des autorisations de commerce permettant l'exploitation d'un commerce dans un bâtiment ayant servi jusqu'à présent à une habitation?

Réponse commune (4.12.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les communes transmettent à la Section des Évaluations immobilières (SEVI) de l'Administration des Contributions directes (ACD), sur base des permis de construire par eux accordés, des relevés annuels informant sur les constructions nouvelles achevées, les changements-transformations de constructions existantes, les modifications portant sur le genre des immeubles ainsi que les démolitions de constructions.

Le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement transmet à l'ADC les autorisations de commerce.

La classification des immeubles se fait suivant les dispositions de la loi générale des impôts et de la loi concernant l'évaluation des biens et valeurs (loi EVAL).

Plus particulièrement, la loi EVAL répartit les immeubles bâtis en cinq groupes, les maisons de rapport, les constructions commerciales, les constructions à usage mixte, les maisons unifamiliales et les immeubles bâtis à autre usage.

L'évaluation des immeubles se fait selon le multiple du loyer brut ou selon la valeur estimée de réalisation à la date d'évaluation du 1er janvier 1941.

Question 2050 (16.10.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **Mécanisme de Développement Propre (MDP ou CDM):**

Le «Mécanisme de Développement Propre» (MDP ou CDM) tente à inviter les investisseurs des pays développés à investir dans des technologies respectueuses de l'environnement qui devraient réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les pays en développement tout en finançant le développement durable. Un fonds spécial pour le changement climatique et un fonds pour les pays les moins développés furent instaurés à Bonn en 2002. Certains pays donateurs, y compris l'Union européenne, s'étaient engagés à dégager des centaines de millions d'euros.

D'après les conclusions d'un colloque organisé récemment à Luxembourg, les responsables du «Center for Science and Environment», avec siège à New Delhi, ont mis en doute la valeur des projets CDM élaborés depuis la mise en route de ce système. Selon les dires des scientifiques, maints projets des 800 projets CDM auraient nui tant à l'homme qu'à son environnement.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quels ont été les montants que l'Union européenne a mis à disposition aux deux fonds depuis 2002?

- Quels sont les pays en voie de développement, hors la Chine et l'Inde, dans lesquels Luxembourg a investi depuis la mise en route des CDM?

- Quelles sont les mesures que notre Gouvernement a prises afin que nos projets CDM obtiennent le résultat escompté?

Réponse (4.12.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député s'informe sur le «Mécanisme de Développement Propre», et tout particulièrement les montants que l'Union européenne a mis à disposition du Fonds spécial pour le Changement climatique (SCCF) et du Fonds pour les pays les moins développés (LDCF), ainsi que les projets CDM, et les pays concernés, auxquels le Luxembourg participe.

En ce qui concerne les deux fonds en question, selon le rapport du Global Environment Facility du 30 avril 2007, à ce stade, 13 pays ont pris l'engagement de verser quelque 62 millions de dollars US au SCCF. Environ 53 millions de dollars US avaient déjà été versés au 30 avril 2007. Les 13 pays en question sont: Allemagne, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse et Royaume-Uni. Les engagements des États membres de l'Union européenne mentionnés ci-dessus s'élèvent à 50,2 millions de dollars US.

Quant au LDCF, 17 pays ont pris des engagements à ce stade, s'élevant à 115,8 millions de dollars US. Au 30 avril 2007, plus de 61 millions de dollars US avaient déjà été transférés au fonds. Les 17 pays sont: Allemagne, Pays-Bas, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle Zélande, Portugal, Suède, Suisse et Royaume-Uni.

Les engagements des États membres de l'Union européenne ci-dessus s'élèvent à 100 millions de dollars.

Le Luxembourg a décidé de contribuer uniquement au fonds pour les pays les moins développés, décision en ligne avec notre politique en matière de coopération au développement. À ce stade, notre pays s'est engagé à verser 4,12 millions dollars US sur les années 2005 à 2008. Il faut en effet savoir que le LDCF aussi bien que le SCCF ne sont devenus opérationnels avec l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto en 2005.

En ce qui concerne les pays en développement, hors la Chine et l'Inde, dans lesquels le Luxembourg a investi depuis le lancement des projets CDM, il s'agit à l'heure actuelle uniquement d'El Salvador. Toutefois, le Ministère de l'Environnement vient de recevoir des propositions concernant des projets CDM au Chili.

Par ailleurs, étant donné que le Luxembourg participe financièrement à cinq «fonds carbone» auprès de la Banque Mondiale, de la BEI, de la BERD respectivement de l'ADB, nous nous engageons indirectement par ce biais dans des projets mis en œuvre dans d'autres pays en développement, notamment en Afrique et en Amérique du Sud.

Quant aux mesures prises par le Gouvernement afin que «nos» projets CDM obtiennent le résultat escompté, je renvoie à mes explications données lors de la réunion du 15 novembre 2007 de la Commission de l'Environnement de la Chambre des Députés. Les principaux critères mis en place concernent la sécurité d'approvisionnement, l'efficacité environnementale du projet et l'efficacité coûts/bénéfice. Ainsi, la stratégie du Ministère de l'Environnement consiste à diversifier les interventions, rester flexible au niveau du choix des projets et des pays, participer à des fonds de carbone multilatéraux, ainsi que dans des projets de petite envergure mais aussi des projets plus importants.

À ce stade, notre approche consistait à préférer des projets à faible risque, c'est-à-dire avec un volume de crédits d'émission fixe et garanti.

Question 2053 (17.10.2007) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant les **aides individuelles au logement:**

Les aides individuelles au logement accordées par l'État sont destinées aux personnes qui se proposent de construire, d'acquérir, de transformer ou d'améliorer leur logement. Parmi ces aides figurent les aides en capital, dont la finalité est surtout de promouvoir l'accession des particuliers à la propriété d'un logement.

Il ressort du rapport d'activité de 2006 du Ministère du Logement que - comparée au niveau de 2005 - certains types d'aides en capital ont connu une forte dégression en 2006. Ainsi, le nombre des primes d'épargne a connu une diminution de 42,5% en 2006, le montant total des paiements de cette prime a diminué à raison de 41,8%. Cette tendance à la baisse vaut également pour les primes de construction/d'acquisition, pour les primes d'amélioration ainsi que pour les primes pour frais d'architecte.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons qui expliquent cette régression des aides en capital?

- Combien de demandes pour l'allocation des différentes aides sont parvenues aux services du Ministère au cours de l'année 2006? Combien de demandes ont connu une suite favorable, respectivement ont été refusées?

Réponse (27.11.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En effet, aux tenues de la loi modifiée du 25 févier 1979 concernant l'aide au logement, le Ministre du Logement est autorisé à accorder des aides à la personne, notamment des aides en capital en vue de favoriser l'accès à la propriété des ménages répondant aux critères d'obtention de ces aides, stipulés dans différents règlements d'exécution.

Concernant l'évolution des différentes aides en capital au cours des deux dernières années, il y a lieu de constater seulement une légère régression de la prime de construction et de la prime d'acquisition - les deux principales primes au Grand-Duché - si on procède à l'analyse de cette évolution dans le contexte global de l'évolution du secteur de la construction de logements.

En 2005, 4.692 logements ont fait l'objet d'une autorisation de bâtir. 611 unités ont fait l'objet d'une prime de construction, ce qui donne un taux de subventionnement de 13,02%. En 2006, 4.411 logements ont été autorisés et 575 unités - soit 13,04% - ont fait l'objet d'une prime de construction.

Pour ce qui est de l'évolution de la prime d'acquisition, il y a lieu de constater que leur moyenne est de 1.651 unités par année durant la période de 2000 à 2006. Le nombre des primes accordées en

2006 est de seulement 2,7% inférieur à cette moyenne, ce qui ne peut être qualifié d'extraordinaire.

Le nombre des primes d'épargne accordées est fonction du mode d'épargne choisi par les candidats-propriétaires et donc des alternatives d'épargne plus intéressantes offertes par les banques de la place.

Concernant l'évolution de la prime d'amélioration, il y a lieu de noter que le Grand-Duché de Luxembourg dispose d'un parc de logements existants dont le nombre de logements de bonne qualité s'agrandit, de sorte que cette aide, à défaut de modification de la réglementation existante, diminuera au fil du temps.

Étant donné que l'accession à la propriété se fait davantage par le truchement d'une acquisition immobilière auprès d'un promoteur, il est évident que le nombre de personnes qui font recours aux services d'un architecte pour élaborer leur projet sur une place à bâtir acquise sur le marché est malheureusement en phase descendante.

L'aide pour aménagements spéciaux, dont peuvent bénéficier des personnes handicapées physiques, affiche par rapport à l'exercice 2005 une progression tant du nombre des dossiers que des montants liquidés.

Quant au nombre de demandes parvenues en 2006, le tableau ci-dessous renseigne selon les différents types de primes et selon qu'une prime a été accordée ou refusée:

	Nombre de demandes	Nombre de refus	Nombre d'accords
Prime de construction	2.714	157	575
Prime d'acquisition	2.714	277	1.607
Prime d'amélioration	755	97	335
Prime d'épargne	849	233	450
Prime pour frais d'architecte	290	104	55
Aides pour aménagements spéciaux	7	2	4

Question 2057 (22.10.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **rédaction de règlements de circulation en langue allemande:**

Il appartient aux conseils communaux de prendre toutes les mesures nécessaires pour réglementer la circulation et le stationnement sur la voirie vicinale de leurs territoires, ainsi que sur la voirie normale de l'État située à l'intérieur des agglomérations. Cependant, toutes les délibérations des conseils communaux concernant la réglementation de la circulation sont soumises à l'approbation du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Transports.

Récemment quelques administrations communales se sont vues refuser l'approbation de leurs règlements de circulation par les ministres, car les modifications desdits règlements étaient rédigées en langue allemande. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Intérieur et des Transports:

1. Ce refus d'approbation est-t-il compatible avec la loi du 24 février 2004 sur le régime des langues qui stipule qu'on peut faire usage des langues française, allemande et luxembourgeoise?

2. Pourquoi la rédaction d'un règlement de circulation en langue allemande n'est plus acceptée alors que celle-ci a été de pratique usuelle pendant de longues années?

3. Pourquoi les textes allemands doivent être impérativement accompagnés d'une traduction française?

4. Est-ce que la rédaction d'un règlement de circulation en langue allemande ne facilite pas la compréhension du document en question par la plupart des citoyens?

Réponse commune (4.12.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Tel qu'il a été précisé dans la réponse à la question parlementaire N°1977 de Monsieur le Député Camille Gira, il est exact que certaines communes disposent encore de règlements de circulation communaux rédigés en langue allemande, mais ont pris l'habitude de formuler les avenants à ces règlements en français

La Commission de Circulation de l'État a toutefois estimé il y a quelques années que, pour des raisons de cohésion et de clarté des textes réglementaires, les avenants aux règlements de base étaient à rédiger dans la langue de ceux-ci. Le Ministre des Transports et le Ministre de l'Intérieur se sont ralliés à cet avis. Les avis en question étaient, le cas échéant, complétés par une proposition de texte en allemand.

La Commission de Circulation de l'État n'a jamais émis d'avis négatifs sur le simple fait qu'un avenant soit rédigé en allemand, dès lors que le règlement de base est rédigé dans la même langue.

Quant aux questions concrètes posées par Monsieur le Député Laurent Mosar, les réponses sont les suivantes.

1. La pratique de formuler les avenants à un règlement communal dans une autre langue n'est pas contraire à la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Toutefois, formuler les avenants dans une autre langue que celle du règlement amendé revient à créer des règlements communaux qui manquent de clarté et d'homogénéité dans la terminologie et qui sont donc entachés d'insécurité juridique. Outre le fait que la lecture de tels règlements n'est ni facile, ni agréable, le texte même risque d'être incohérent par l'effet des traductions inévitables.

2. La rédaction en allemand d'un règlement de la circulation n'a jamais été interdite. La seule exigence exprimée par la Commission de Circulation, était celle de formuler les avenants dans la même langue que le règlement subissant les modifications.

L'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques n'est, pour sa part, plus traduit en langue allemande. Cette pratique entraîne un certain risque que la terminologie appropriée en allemand fait défaut. Voilà pourquoi par circulaire du 19 novembre 2007 les autorités communales ont été invitées à utiliser la langue française dans le cas d'une refonte complète d'un règlement de base.

3. Les administrations communales ont de plus en plus tendance à se doter de textes réglementaires rédigés en langue française, et dès lors elles sont bien conseillées de traduire intégralement en français les règlements qui sont encore écrits en langue allemande.

Elles pourraient par ailleurs saisir cette occasion pour se doter d'une version consolidée de leur réglementation tout en se basant sur le modèle-type d'un règlement de circulation communal que la Commission de Circulation de l'État est disposée à mettre à disposition sur demande des autorités communales.

4. Il est très étonnant de lire que Monsieur Mosar se trouve convaincu du fait que la majorité de la population du Grand-Duché de Luxembourg maîtrise mieux la langue allemande que la langue française alors que la législation luxembourgeoise, à l'exception de quelques textes n'ayant pas été réformés jusqu'à ce jour, est rédigée en français et que la population ne semble pas présenter de difficulté de compréhension.

Question urgente 2130 (27.11.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**affaire «Bommeleeër»:**

Dans la suite de l'affaire «Bommeleeër» la chaîne de télévision «RTL Télé Lëtzebuerg» a diffusé dans son journal du 26 novembre 2007 des extraits d'un courrier du directeur général de la police, Monsieur Pierre Reuland, dans lequel il commente par voie d'Intranet de la police l'inculpation récente de deux officiers de l'ordre dans l'affaire mentionnée.

Monsieur Reuland écrit notamment: „Wer diese beiden Beamten kennt, der weiss, dass diese Beschuldigungen in Zusammenhang mit der Attentatsserie aus dem Jahre 1985 unhaltbar sein werden. Ich selbst kenne die beiden als besonders motivierte und gewissenhafte Polizisten aus meiner Zeit als BMG-Kommandant, wo ich aber fünf Jahre, auch während der Attentatsserie, ganz eng mit ihnen zusammengearbeitet habe ... Beide sind nicht vom Dienst suspendiert und werden ihren Dienst weiter wahrnehmen."

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Ne pensez-vous pas que par ces écrits le directeur général de la police s'est inadmissiblement rendu coupable d'Immixtion dans une enquête en cours?

2) Cette immixtion n'est-elle pas d'autant plus grave à la vue du fait que Monsieur Reuland fut commandant de la brigade mobile pendant les attentats et qu'il était le supérieur direct des deux officiers de l'ordre inculpés?

3) N'êtes-vous pas d'avis que par ces appréciations Monsieur Reuland a violé d'une manière assez inconvenante son devoir de retenue?

4) La sériosité d'une enquête ne doit-elle pas être fondamentalement mise en cause si Monsieur Reuland en tant que chef supérieur de la police, donc supérieur hiérarchique de la police judicaire sensée conduire l'enquête, innocente par ces écrits d'une façon tout à fait inconcevable deux officiers faisant objet de l'enquête et inculpés par le juge d'instruction directeur?

Réponse (4.12.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1.Il est envisagé de procéder à la suspension de leur emploi des deux policiers inculpés.

2. Une réprimande sera prononcée à l'égard du directeur général de la police.

Question urgente 2151 (5.12.2007) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **risque pour les clients résidentiels de la coupure de l'électricité pendant cette période hivernale:**

Début décembre un fournisseur d'électricité a abordé les offices sociaux des communes à propos de clients résidentiels en défaillance de paiement de leur fourniture d'électricité. Ce fournisseur agit dans le cadre de la loi du 1er août 2007 sur l'organisation du marché de l'électricité. Or, lors des discussions autour du projet de loi et notamment de ce paragraphe (Art.: 2 (8)) le Ministre de l'Économie a reconnu le problème et était d'accord à rechercher une autre solution afin d'éviter à procéder à des coupures d'électricité pendant la période de l'hiver. En effet, le recours aux offices sociaux s'avère pour autant très difficile, vu que le problème n'est pas résolu mais seulement transféré au niveau local.

Devant toutes ces préoccupations nous nous permettons, conformément au règlement de la Chambre des Députés, de poser cette question parlementaire urgente à Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie:

- Quelles mesures concrètes et immédiates le Ministre de l'Économie compte-il entreprendre face au risque pour les clients résidentiels de la coupure de l'électricité pendant cette période hivernale?

Réponse (11.12.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après «la Loi») introduit des règles concernant les clients résidentiels en défaillance de paiement et légifère ainsi sur une matière qui n'était pas couverte par la législation antérieure couvrant le secteur de l'électricité.

La Loi procède, pour les clients résidentiels, à l'imposition de délais fixes qui permettent de garantir une certaine égalité de traitement des clients finals au niveau des délais de paiement et règle les conditions pour une déconnexion du réseau de l'électricité en cas de non-paiement des factures et la mise en place de compteurs à prépaiement pour des personnes se trouvant dans une situation sociale précaire.

Ainsi, la Loi établit de façon claire les démarches à suivre et offre au défaillant de paiement, qui se trouve dans une situation sociale précaire, la prise en charge par l'office social de sa commune, et par là évite la déconnexion du réseau de l'électricité. Pour le défaillant de paiement qui n'est pas pris en charge par l'office social, la déconnexion du réseau de l'électricité est une mesure justifiée, étant donné que ce client dispose à priori des moyens pour s'acquitter de ses obligations relatives à sa consommation d'électricité.

La Loi procède donc à une clarification importante en matière de déconnexions du fait que les fournisseurs peuvent demander aux gestionnaires de réseaux d'installer un compteur à prépaiement si le client en défaillance de paiement est pris en charge par le service social de sa commune de résidence, conférant ainsi aux clients concernés une garantie au niveau de l'approvisionnement physique.

Il n'existe donc pas de nécessité de procéder à la modification des dispositions concernées de la Loi. Je suis cependant d'avis qu'il faudra suivre de près la mise en pratique des nouvelles dispositions relatives aux défaillants de paiement afin d'en pouvoir tirer les conclusions nécessaires.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°6
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

15e séance, mardi	11 décembre 2007
16e séance, mercredi	12 décembre 2007
17e séance, mercredi	12 décembre 2007
18e séance, jeudi	13 décembre 2007

Zwei neue Abgeordnete

Am 20. Dezember 2007 wurden mit Eugène Berger und Fernand Etgen zwei neue DP-Abgeordnete von Kammerpräsident Lucien Weiler vereidigt. Eugène Berger ersetzt Henri Grethen, der zum 1. Januar 2008 die Nachfolge von François Colling als Luxemburger Mitglied am Europäischen Rechnungshof angetreten hat. Es ist Bergers zweites Mandat im Parlament, dem er bereits in der Legislaturperiode 1994-1999 angehörte. Zwischen 1999 und 2004 war er als Staatssekretär im Umweltministerium auf Regierungsebene tätig.

Für Fernand Etgen, der Emile Calmes ins Parlament nachfolgt, ist die nationale politische Bühne dagegen Neuland. Er kann jedoch auf eine äußerst reichhaltige und langjährige kommunalpolitische Erfahrung verweisen: Etgen gehört seit 1979 ununterbrochen dem Rat der Gemeinde Feulen an - zunächst als einfaches Mitglied, zwischenzeitlich als Schöffe und seit dem 1.1.1994 als Bürgermeister. Er wolle sich als Abgeordneter denn auch vor allem für die Belange der Gemeinden einsetzen; auch das Thema Territorialreform liege ihm besonders am Herzen, erklärte Etgen in einer kurzen Ansprache nach seiner Vereidigung.



Fernand Etgen und Eugène Berger wurden als neue Abgeordnete vereidigt. (Foto: François Aussems)

Der doppelte personelle Wechsel in den Reihen der DP-Fraktion führt zu verschiedenen Änderungen in der Besetzung der parlamentarischen Kommissionen, des Kammerbüros - Charles Goerens ersetzt dort Henri Grethen, während Colette Flesch zur Vizepräsidentin des Parlaments avanciert - sowie der internationalen parlamentarischen Versammlungen.

(siehe die nachfolgenden Seiten)

DANS CE NUMÉRO

Nouvelle composition des commissions parlementaires

Question urgente «Bommeleeër» p. 164

Débat PISA & PIRLS p. 190

Sommaire des séances publiques Nos 15 à 18 p. 206

Sommaire des questions parlementaires p. Q64

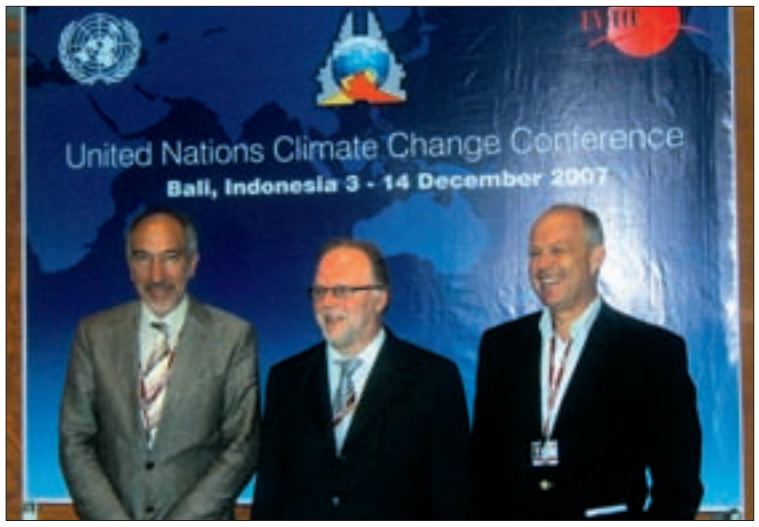
Conférence de Bali
«Concevoir un nouveau modèle de développement humain»

Après de longues et difficiles négociations, la Conférence sur les changements climatiques de Bali en Indonésie (du 3 au 14 décembre 2007) a abouti à un mandat de poursuivre le dialogue afin que 2009 un nouvel accord puisse être élaboré qui pourra être mis en œuvre à partir de 2012. Les États-Unis avaient renoncé à leur veto alors que l'Union européenne a accepté que l'objectif de réduction de 25 à 40% des émissions de gaz à effet de serre GES d'ici à 2020 par les pays industrialisés ne figure pas explicitement dans le texte final. Le commissaire européen en charge de l'environnement, M. Stavros Dimas, a tiré un bilan positif: «Nous avons maintenant un agenda et nous devons définir les fondations du futur accord; le chemin est bien tracé».

Deux députés luxembourgeois ont participé à la conférence en tant qu'observateurs, MM. Emile Calmes et Marcel Oberweis. Ce dernier a conclu à son retour de Bali «qu'il nous faut concevoir un nouveau modèle de développement humain qui soit à la fois plus respectueux de notre environnement et qui favorise le partage équitable et soutenable des ressources naturelles dont nous dépendons tous. Si nous voulons atténuer les changements climatiques, il s'avère nécessaire de transformer la manière dont nous produisons et utilisons l'énergie et de vivre dans les limites de l'écologie durable. Il semble qu'un renforcement de la solidarité internationale devienne indispensable pour réduire de manière contraignante les émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés et de maîtriser celles des pays en transition et en développement.»

Dans son message adressé à la 13e Conférence des États parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement a évoqué «que l'année 2007 a été une année importante en matière de changement climatique. Le GIEC nous a exposé avec précision et fiabilité inégales la taille du défi auquel nous sommes confrontés. La pauvreté constitue le plus grand échec politique du 20e siècle, évitons que le réchauffement global devienne l'échec du 21e siècle. Nous assumerons notre responsabilité en réduisant nos émissions des gaz à effet de serre de 28% et le fonds de financement de Kyoto pour la période de 2008 à 2012 sera doté de 600 millions d'euros. En plus, Luxembourg a atteint actuellement 0,91% du PIB pour financer son aide aux plus démunis de ce monde.»

Pour le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, plaidant pour une révolution industrielle «verte», il s'avère nécessaire de nous engager immédiatement dans la lutte contre les changements climatiques en vue de mettre en œuvre la feuille de route menant à Copenhague en 2009, la conférence de Poznan en Pologne en 2008 devenant une station de contrôle. Edward Osborne Wilson, l'entomologiste et biologiste américain l'a décrit par les mots suivants:«L'humanité ne se définit pas de ce qu'elle crée, mais de ce qu'elle choisit de ne pas détruire».



(de gauche à droite) M. Marcel Oberweis, M. le Ministre de l'Environnement Lucien Lux et M. Emile Calmes.

Composition des Commissions réglementaires, permanentes et spéciales (10.01.2008)

A. Commissions réglementaires

Commission des Comptes

CSV	Marie-Josée Frank, Norbert Haupert, Gilles Roth, Lucien Thiel
LSAP	Marc Angel, John Castegnaro, Roger Negri
DP	Fernand Etgen, Carlo Wagner
DÉI GRÉNG	**Camille Gira**
ADR	Robert Mehlen

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

CSV	Michel Wolter
LSAP	Ben Fayot
DP	**Charles Goerens**
DÉI GRÉNG	François Bausch

Commission des Pétitions

CSV	Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Patrick Santer, Marco Schank
LSAP	Fernand Diederich, Lydie Err, Vera Spautz
DP	Xavier Bettel, Anne Brasseur
DÉI GRÉNG	**Camille Gira**
ADR	Jean-Pierre Koepp

Commission du Règlement

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Marcel Glesener, Patrick Santer, Michel Wolter
LSAP	Marc Angel, Ben Fayot, Roland Schreiner
DP	Xavier Bettel, Colette Flesch
ADR	**Gast Gibéryen**
DÉI GRÉNG	François Bausch

(Fortsetzung Seite 2)

B. Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

CSV	Nancy Arendt, Marcel Glesener, Norbert Haupert, Laurent Mosar
LSAP	Marc Angel, Lydie Err, **Ben Fayot**
DP	Xavier Bettel (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Charles Goerens, Paul Helminger (pour le volet Affaires étrangères européennes)
DÉI GRÉNG	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes (remplaçant: Jean-Pierre Koepp pour le volet Défense)

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

CSV	Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Gilles Roth, **Marco Schank**, Fred Sunnen
LSAP	Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein, Lydia Mutsch
DP	Fernand Etgen, Paul Helminger
DÉI GRÉNG	Camille Gira
ADR	Gast Gibéryen

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

CSV	Lucien Clement, Marie-Josée Frank, **Marcel Oberweis**, Jean-Paul Schaaf
LSAP	Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer, Romain Schneider
DP	Charles Goerens, Carlo Wagner
DÉI GRÉNG	Henri Kox
ADR	Robert Mehlen

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

CSV	Lucien Clement, **Norbert Haupert**, Françoise Hetto-Gaasch, Marcel Sauber
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Jos Scheuer, Vera Spautz
DP	Eugène Berger, Xavier Bettel (pour le volet Logement), Fernand Etgen (pour les volets Classes moyennes et Tourisme)
DÉI GRÉNG	Henri Kox
ADR	Jean-Pierre Koepp (remplaçant: Jacques-Yves Henckes pour le volet Logement)

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

CSV	Lucien Clement, Norbert Haupert, Laurent Mosar, Michel Wolter
LSAP	John Castegnaro, Ben Fayot, Roger Negri
DP	Colette Flesch, Charles Goerens
DÉI GRÉNG	François Bausch
ADR	Robert Mehlen

Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

CSV	Françoise Hetto-Gaasch, Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz
LSAP	**Alex Bodry**, John Castegnaro, Jos Scheuer
DP	Eugène Berger, Anne Brasseur (pour le volet Sports), Colette Flesch, (pour les volets Économie, Énergie et Postes)
DÉI GRÉNG	Henri Kox (remplaçant: Jean Huss pour le volet Sports)
ADR	Robert Mehlen (remplaçant: Jean-Pierre Koepp pour le volet Sports)

Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

CSV	Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth, Fred Sunnen
LSAP	John Castegnaro, Fernand Diederich, **Jos Scheuer**
DP	Anne Brasseur, Claude Meisch
DÉI GRÉNG	Claude Adam (remplaçante: Viviane Loschetter pour le volet Formation professionnelle)
ADR	Robert Mehlen

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

CSV	Marcel Oberweis, Martine Stein-Mergen, **Fred Sunnen**, Lucien Thiel
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Ben Fayot, Lydia Mutsch
DP	Anne Brasseur, Colette Flesch
DÉI GRÉNG	Claude Adam
ADR	Robert Mehlen

Commission de l'Environnement

CSV	Marcel Oberweis, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Martine Stein-Mergen
LSAP	Marc Angel, **Roger Negri**, Romain Schneider
DP	Eugène Berger, Charles Goerens
DÉI GRÉNG	Camille Gira
ADR	Robert Mehlen

Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, **Marie-Josée Frank**, Jean-Paul Schaaf
LSAP	Marc Angel (remplaçante: Lydie Err pour le volet Égalité des chances), Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich (remplaçante: Vera Spautz pour le volet Égalité des chances)
DP	Eugène Berger, Xavier Bettel (pour les volets Égalité des chances et Jeunesse), Fernand Etgen (pour le volet Famille)
DÉI GRÉNG	Claude Adam (remplaçante: Viviane Loschetter pour le volet Égalité des chances)
Indépendant	Aly Jaerling

Commission des Finances et du Budget

CSV	Norbert Haupert, **Laurent Mosar**, Lucien Thiel, Michel Wolter
LSAP	Ben Fayot, Lydia Mutsch, Roger Negri
DP	Charles Goerens, Claude Meisch
DÉI GRÉNG	François Bausch
ADR	Gast Gibéryen

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

CSV	Paul-Henri Meyers, Gilles Roth, Patrick Santer, **Lucien Thiel**
LSAP	Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein, Roland Schreiner
DP	Eugène Berger, Fernand Etgen
DÉI GRÉNG	Claude Adam (remplaçant: Félix Braz pour le volet Media et Communications)
ADR	Gast Gibéryen

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

CSV	Christine Doerner, **Paul-Henri Meyers**, Patrick Santer, Marcel Sauber
LSAP	Alex Bodry, Lydie Err, Roger Negri
DP	Colette Flesch, Paul Helminger
DÉI GRÉNG	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission juridique

CSV	Christine Doerner, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, **Patrick Santer**
LSAP	Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein
DP	Xavier Bettel, Colette Flesch
DÉI GRÉNG	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

CSV	Nancy Arendt, Marie-Josée Frank, Paul-Henri Meyers, Martine Stein-Mergen
LSAP	Claudia Dall'Agnol, **Lydia Mutsch**, Romain Schneider
DP	Alexandre Krieps, Carlo Wagner
DÉI GRÉNG	Jean Huss (remplaçant: Félix Braz pour le volet Sécurité sociale)
Indépendant	Aly Jaerling

Commission des Transports

CSV	Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Michel Wolter
LSAP	Marc Angel, Roger Negri, **Roland Schreiner**
DP	Eugène Berger, Paul Helminger
DÉI GRÉNG	Félix Braz
ADR	Jean-Pierre Koepp

Commission du Travail et de l'Emploi

CSV	Lucien Clement, **Marcel Glesener**, Ali Kaes, Marc Spautz
LSAP	John Castegnaro, Romain Schneider, Vera Spautz
DP	Fernand Etgen, Alexandre Krieps
DÉI GRÉNG	Viviane Loschetter
Indépendant	Aly Jaerling

Commission des Travaux publics

CSV	Sylvie Andrich-Duval, **Lucien Clement**, Ali Kaes, Marcel Sauber
LSAP	Fernand Diederich, Jos Scheuer, Roland Schreiner
DP	Anne Brasseur, Fernand Etgen
DÉI GRÉNG	Viviane Loschetter
ADR	Robert Mehlen

C. Commissions spéciales

Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg»

CSV	Lucien Clement, Paul-Henri Meyers, Marco Schank, **Michel Wolter**
LSAP	Alex Bodry, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer
DP	Fernand Etgen, Claude Meisch
DÉI GRÉNG	Camille Gira
ADR	Gast Gibéryen

Les noms des présidents des commissions sont signalés en **gras**; ceux des vice-présidents sont soulignés.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Assemblées parlementaires internationales (10.01.2008)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:

Lydie Err (Présidente de la délégation luxembourgeoise depuis le 01.09.2007) (LSAP)

Marcel Glesener (CSV)

Charles Goerens (DP)

Membres suppléants:

Jean Huss (DÉI GRÉNG)

Norbert Haupert (CSV)

Anne Brasseur (DP)

Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale - Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense (UEO)

Membres effectifs:

Marcel Glesener (Président de la délégation luxembourgeoise) (CSV)

Lydie Err (LSAP)

Charles Goerens (DP)

Membres suppléants:

Norbert Haupert (CSV)

Jean Huss (DÉI GRÉNG)

Anne Brasseur (DP)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:

Lucien Weiler
(Président de la section luxembourgeoise) (CSV)

Jos Scheuer (Trésorier international) (LSAP)

Michel Wolter (CSV)

Charles Goerens (DP)

Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Membres effectifs:

Lucien Weiler (Président de la Chambre des Députés, Membre d'office de l'OSCE) (CSV)

Patrick Santer (CSV)

Alex Bodry (LSAP)

Paul Helminger (DP)

Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)

Membres suppléants:

Marcel Sauber (CSV)

Lydie Err (LSAP)

Alexandre Krieps (DP)

Jean Huss (DÉI GRÉNG)

Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (Euromed)

Membres effectifs:

Lydie Err
(Présidente de la délégation luxembourgeoise) (LSAP)

Martine Stein-Mergen
(Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise) (CSV)

Xavier Bettel (DP)

Membres suppléants:

Christine Doerner (CSV)

Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Membres effectifs:

Marc Spautz
(Président de la délégation luxembourgeoise) (CSV)

Marc Angel (LSAP)

Colette Flesch (DP)

Membres suppléants:

Fred Sunnen (CSV)

Lydia Mutsch (LSAP)

Claude Adam (DÉI GRÉNG)

Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires et Européennes des Parlements de l'Union européenne (COSAC)

Membres effectifs:

Laurent Mosar
(Président de la délégation luxembourgeoise) (CSV)

Ben Fayot (LSAP)

Charles Goerens (DP)

François Bausch (DÉI GRÉNG)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Membres effectifs:

Roger Negri (Président du Conseil Parlementaire Consultatif Benelux depuis le 01.01.2007) (LSAP)

Marcel Oberweis (Président de la délégation luxembourgeoise depuis le 11.10.2005) (CSV)

Sylvie Andrich-Duval (CSV)

Lydia Mutsch (LSAP)

Xavier Bettel (DP)

Félix Braz (DÉI GRÉNG)

Membres suppléants:

Marco Schank (CSV)

Jean-Paul Schaaf (CSV)

Marc Angel (LSAP)

Fernand Diederich (LSAP)

Fernand Etgen (DP)

Camille Gira (DÉI GRÉNG)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Membres effectifs:

Lucien Weiler (Président du CPI depuis le 01.01.2008, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office du CPI) (CSV)

Marcel Oberweis (CSV)

Christine Doerner (CSV)

Gilles Roth (CSV)

Romain Schneider (LSAP)

Claudia Dall'Agnol (LSAP)

Roland Schreiner (LSAP)

Xavier Bettel (DP)

Charles Goerens (DP)

Claude Adam (DÉI GRÉNG)

Membres suppléants:

Lucien Thiel (CSV)

Ali Kaes (CSV)

Sylvie Andrich-Duval (CSV)

Vera Spautz (LSAP)

Lydia Mutsch (LSAP)

Marc Angel (LSAP)

Alexandre Krieps (DP)

Fernand Etgen (DP)

Félix Braz (DÉI GRÉNG)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Réforme de l'ITM

5239 - Projet de loi

a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines

b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail

c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet de réformer l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) et de l'adapter aux évolutions du monde du travail.

L'ITM, une des plus anciennes administrations du Grand-Duché, a été créée en 1902. Elle est actuellement régie par la loi du 4 avril 1974 portant réorganisation de l'Inspection du Travail et des Mines. Le projet de loi se propose de remplacer cette loi.

La reforme de l'ITM s'impose au vu des mutations profondes que le monde du travail a connues au niveau sociologique, juridique, technique et administratif ainsi que par une prise de conscience progressive de l'environnement naturel et de ses ressources limitées par l'homme.

Les grandes innovations du projet de loi se présentent comme suit:

1. Transformation du système réactif actuel en un système proactif

Un des principaux reproches adressés dans le passé à l'ITM est l'absence de stratégie et de proactivité. Voilà pourquoi, le projet de loi entend transformer le système réactif actuel en un système proactif.

L'ITM ne doit plus uniquement constituer un simple organe de contrôle, mais elle doit devenir également une instance d'assistance pour les entreprises.

Les missions de l'ITM doivent dorénavant s'articuler à l'avenir autour des points suivants:

- Conseil et assistance aux entreprises

- contrôle

- sanction.

À noter aussi le rôle important dans la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du nouveau comité permanent du travail, organe tripartite qui sera chargé de surveiller la situation et l'évaluation du développement des systèmes de gestion des conditions de travail et plus particulièrement de la santé et de la sécurité au travail conformément à la suggestion du BIT.

2. Promotion de la pluridisciplinarité

La réforme entend mettre fin au morcellement de l'ITM et à l'isolation et le cloisonnement des agences, des départements et du personnel. Le projet met en place un système pluridisciplinaire. Il s'agit de promouvoir à tous les niveaux une approche globale des questions de santé, de sécurité et de droit du travail.

3. Création de véritables inspecteurs du travail

Partant du constat qu'il n'existe au sens de la Convention 81 de l'OIT qu'un seul inspecteur du travail au Grand-Duché, à savoir le directeur de l'ITM, qui toutefois n'effectue pas personnellement des visites au sein des entreprises, le projet prévoit la mise en place d'un véritable métier d'inspecteur du travail.

Ainsi, le projet de loi prévoit la mise en place de trois catégories de fonctionnaires assermentés assumant les fonctions d'inspecteur du travail:

- l'inspecteur en chef du travail

- l'inspecteur principal du travail

- l'inspecteur du travail.

4. Abandon de la carrière de contrôleur

Les contrôleurs actuels constituent une catégorie bien particulière d'agents. Employés de l'État, ils ne peuvent jamais devenir fonctionnaires aux termes de la loi de 1974. Dans la mesure où leur actuel mode de recrutement prête à critiques, il est prévu d'abandonner la carrière de contrôleur et d'assimiler celle-ci dans le cadre du nouvel inspectorat du travail.

Ainsi les contrôleurs en place au moment de l'entrée en vigueur de la réforme seront fonctionnarisés dans la fonction d'inspecteur du travail, d'inspecteur principal voire d'inspecteur en chef du travail sinon en tant que rédacteur ou expéditionnaire suivant leur formation.

5. Introduction de nouveaux moyens d'intervention

Les membres de l'inspectorat du travail informent, conseillent, interviennent ou à la demande d'une des parties concernées, assument des fonctions de médiation informelle pour tout litige individuel du travail relatif à l'ensemble des questions relevant du droit du travail ou de la sécurité et de la santé des salariés.

Les inspecteurs se voient également pourvus de moyens d'investigations immédiats en cas de violation de la loi. Ainsi, s'il existe des indices suffisants ou des motifs légitimes de considérer qu'un contrôle du respect des dispositions légales soumises à la compétence de l'Inspection du Travail et des Mines s'impose, les inspecteurs peuvent accéder librement et sans avis préalable aux chantiers, établissements et immeubles ainsi que dans leurs dépendances respectives. Parmi les pouvoirs généraux reconnus aux membres de l'inspectorat, on peut encore citer la faculté de prendre l'identité des personnes qui se trouvent sur les lieux de travail voire celle de fixer par image ces personnes.

Ils sont aussi autorisés à procéder à tous les examens, contrôles ou enquêtes jugées nécessaires pour s'assurer que les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles sont effectivement observées.

Ils sont également capables d'ordonner des mesures d'urgence à des fins de régularisation ou de cessation de violation du droit du travail après en avoir informé un membre de la direction ou un inspecteur en chef du travail. Ils peuvent même ordonner, sans avoir à en référer préalablement à la hiérarchie, la cessation immédiate du travail du salarié concerné lorsqu'ils constatent une inobservation flagrante des dispositions légales, réglementaires, administratives ou conventionnelles. Le même pouvoir d'injonction existe lorsqu'il est constaté une violation en relation avec la sécurité et la santé des salariés sans qu'il soit nécessaire dans cette hypothèse d'en référer d'abord à la hiérarchie. Ils peuvent aussi prendre un certain nombre de mesures d'urgence lorsqu'ils constatent des défectuosités qui peuvent être raisonnablement considérées comme une menace à la sécurité ou à la santé des salariés. Ils peuvent ainsi p.ex. instituer ou faire instituer un contrôle technique d'une installation ou ordonner l'arrêt de travail des personnes menacées.

À noter que les mesures d'urgence sont limitées dans le temps quant à leur durée de validité, à savoir 48 heures. Cependant le directeur de l'ITM peut en ordonner la prolongation.

6. Moyens de sanctions: introduction d'amendes administratives

L'ITM sera dotée de moyens de sanctions. Les membres de l'inspectorat pourront à l'avenir sanctionner le non-respect des injonctions du directeur ou des membres de l'inspectorat par des sanctions administratives, à savoir des amendes de l'ordre de 25 à 25.000 euros.

7. Mise en place d'un organe de coordination

Le projet de loi met en place un organe de coordination du système national d'inspection du monde du travail chargé de l'organisation des collaborations et des synergies entre les administrations compétentes pour le monde du travail dans le but d'une politique commune de contrôle, de prévention et d'organisation.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 18.11.2003

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications (Président: M. Lucien Thiel):

05.06.2007	Examen de certaines dispositions concernant la Fonction publique en vue de la rédaction d'un avis (suite à la demande de la Commission du Travail et de l'Emploi)
18.06.2007	Échange de vues avec M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi
28.06.2007	Élaboration d'une prise de position de la commission, suite à la demande de la Commission du Travail et de l'Emploi

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):

15.12.2003	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen général du projet de loi
17.10.2006	Présentation et examen des amendements gouvernementaux
24.04.2007	Examen du projet de loi amendé et de l'avis du Conseil d'État
08.05.2007	Continuation de l'examen du projet de loi amendé et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.05.2007	Continuation de l'examen du projet de loi amendé sur base d'un document de travail synoptique
24.05.2007	idem
14.06.2007	idem
03.07.2007	Examen de l'avis de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative
	Évacuation des points tenus en suspens et adoption d'un texte coordonné et amendé
10.07.2007	Continuation de l'examen des points tenus en suspens et des propositions d'amendements
	Adoption d'un texte coordonné et amendé
13.11.2007	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
27.11.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2007

Loi du 21 décembre 2007.

Mémorial A, N°249, page 4584

Établissements classés

5453 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le présent projet de loi transpose la directive 2003/35/CE modifiant les directives 85/337/CEE et 96/61/CE dites respectivement «EIE» et «IPPC» uniquement en ce qui concerne la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice. Quant à la participation du public à l'élaboration de certains plans et programmes relatifs à l'environnement, elle fera l'objet d'un projet de législation ad hoc. Il s'agit donc d'une transposition qui n'adapte la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés que sur ces points particuliers.

Les directives 85/337/CEE et 96/61/CE sont modifiées afin d'être rendues parfaitement compatibles avec les dispositions de la Convention d'Aarhus et notamment ses articles 6 et 9, paragraphes 2 et 4. La Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement a notamment pour objectif de garantir les droits de participation du public aux procédures décisionnelles et partant de promouvoir la transparence dudit processus et la sensibilisation du public en la matière.

L'article 6 de la Convention prévoit une participation du public aux décisions relatives aux activités particulières énumérées à son annexe I et aux activités non énumérées dans l'annexe I qui peuvent avoir un effet important sur l'environnement.

L'article 9, paragraphes 2 et 4 de la Convention prévoit un accès à des procédures juridictionnelles ou autres permettant de contester la légalité, quant au fond et à la procédure des décisions, des actes ou omissions tombant sous le coup des dispositions de l'article 6 relatives à la participation du public.

Concernant la directive «IPPC», la loi du 19 novembre 2003 a adapté la législation commodo/incommodo en vue de transposer explicitement certaines dispositions de ladite directive.

Concernant la directive «évaluation des incidences sur l'environnement», la législation commodo/incommodo en reprend également les dispositions essentielles, les détails d'exécution étant précisés par règlement grand-ducal.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 23.03.2005

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Roger Negri):

01.06.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.06.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Examen d'une série d'amendements
15.11.2007	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
03.12.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2007

Loi du 21 décembre 2007.

Mémorial A, N°238, page 4390

Chamber TV
live an integral

Obligations de transparence

5711 - Projet de loi relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé

et portant transposition de:

- la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE;

- l'article 9 du règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;

et portant modification de:

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier

Le projet de loi a pour objet principal la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé.

La directive 2004/109/CE complète un paquet de mesures prévues par le plan d'action pour les services financiers en vue de mettre en place un régime commun d'information financière dans toute l'Union européenne pour les émetteurs de valeurs mobilières de sociétés cotées.

L'objectif de la directive consiste à imposer un niveau de transparence et d'information adapté aux objectifs de la protection des investisseurs et de l'efficacité du marché. C'est pour cette raison que la directive fixe des exigences concernant la divulgation d'informations périodiques et continues sur les émetteurs de valeurs mobilières déjà admises à la négociation sur un marché réglementé.

La directive modernise et remplace en outre certaines dispositions de la directive 2001/34/CE sur l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de valeurs. Le législateur luxembourgeois suit le pas en abrogeant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse.

La directive aurait dû être transposée dans la législation luxembourgeoise au 20 janvier 2007 tandis que les mesures d'exécution devraient être transposées au plus tard le 20 janvier 2008.

Le projet de loi porte également sur la transposition de l'article 9 du règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 28.03.2007
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

07.12.2007	Désignation d'un rapporteur
13.12.2007	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2007
Loi du 11 janvier 2008.
Mémorial A, N°5, page 46

Protection de la nature

5732 - Projet de loi

1. modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

2. abrogeant la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux

Le projet de loi 5732 modifie la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, d'une part, et abroge la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux, d'autre part. Le texte a pour unique objectif la transposition correcte des directives 92/43/CEE et 79/409/CEE dites respectivement «habitats» et «oiseaux sauvages».

La Commission européenne a en effet invité le Luxembourg à garantir la conformité de sa législation nationale avec les directives 92/43/CEE et 79/409/CEE. Ce constat de non-conformité a fait l'objet de deux avis motivés et d'une mise en demeure de la Commission. La mise en demeure fait l'objet d'une saisine de la Cour de Justice avec demande de sanctions.

En ce qui concerne la non-conformité de la législation nationale avec la directive 79/409/CEE, celle-ci découle du fait que le droit national ne définit pas avec suffisamment de clarté et de sécurité juridique quels sont les oiseaux protégés, et ceci à cause de la coexistence de plusieurs textes légaux dont certains datent de 1928. L'abrogation de certaines lois et règlements grand-ducaux anciens, en contradiction avec les dispositions de la loi du 19 janvier 2004 et contraires aux objectifs de la directive précitée, est donc nécessaire.

En ce qui concerne la directive 92/43/CEE, à part des modifications mineures, notamment en ce qui concerne les définitions, il s'agit d'adapter l'article 12 de la loi du 19 janvier 2004 par rapport aux dispositions de l'article 6 de la directive portant sur les évaluations des incidences sur les sites Natura 2000. Par ailleurs, les dérogations aux régimes de protection stricte des oiseaux et des espèces visées par la directive 92/43/CEE sont à différencier car non identiques en droit communautaire.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.06.2007
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Roger Negri):

03.12.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi, de l'avis du Conseil d'État et des amendements gouvernementaux
11.12.2007	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2007
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°239, page 4394

Égalité de traitement

5739 - Projet de loi portant 1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services; 2. modification du Code pénal; 3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Le projet de loi sous rubrique entend transposer la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services. Il établit un cadre pour lutter contre la discrimination fondée sur le sexe dans l'accès à des biens et services ainsi que dans la fourniture de biens et services.

Il est encore important de relever que la directive s'aligne sur deux autres directives qui ont également pour base juridique l'article 13 du Traité instituant la Communauté européenne, mais qui, contrairement à la directive sous rubrique, ne portent pas sur la non-discrimination fondée sur le sexe. Il s'agit des instruments juridiques suivants:

- la directive 2000/43/CE du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique, directive visant à lutter contre la discrimination raciale et ethnique dans des domaines autres que l'emploi, tels les domaines de l'accès aux biens et services et de la fourniture de biens et services et autres;

- la directive 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail.

Ces deux directives ont été transposées en droit luxembourgeois par la loi du 28 novembre 2006.

Le présent projet de loi s'applique à toutes les personnes physiques ou morales tant pour le secteur public que pour le secteur privé, y compris les organismes publics, qui donnent accès à des biens et services et/ou qui fournissent des biens et services qui sont à la disposition du public, indépendamment de la personne concernée.

Sont exclus du champ d'application du projet de loi les domaines de l'éducation, des médias et de la publicité. Le projet de loi ne s'applique pas non plus aux questions relatives à l'emploi et au travail ainsi qu'aux questions relatives au travail non salarié dans la mesure où elles sont régies par d'autres lois.

Exceptions au principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes

a) Les différences de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services ou leur fourniture ne constituent pas de violation du présent projet de loi lorsque ces biens et services sont exclusivement ou essentiellement réservés aux membres d'un sexe et lorsque cette différenciation est justifiée par un but légitime et que les moyens pour y parvenir sont appropriés et nécessaires.

Les actions positives sont permises. Le principe de l'égalité de traitement n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures spécifiques destinées à prévenir ou à compenser des désavantages liés au sexe.

b) Si pour les nouveaux contrats conclus dans le domaine des assurances et services financiers connexes après le 20 décembre 2007, le sexe ne peut, en vertu du projet de loi sous rubrique, être utilisé comme facteur de différenciation dans le calcul des primes et des prestations, le projet de loi admet que des différences proportionnelles en matière de primes et de prestations soient autorisées lorsque le sexe est un facteur déterminant dans l'évaluation des risques, sur la base de données actuarielles et statistiques pertinentes et précises.

Mise en place d'un organisme chargé de la promotion de l'égalité de traitement

La directive 2004/113/CE prévoit la mise en place obligatoire d'un organisme chargé de promouvoir, d'analyser, de surveiller et de soutenir l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur le sexe. Le projet de loi ne vient pas créer de nouvel organisme, mais confère au «Centre pour l'égalité de traitement», créé par la loi du 28 novembre 2006 précitée, les missions susmentionnées.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Égalité des chances, le 20.06.2007
Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

04.12.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
11.12.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.12.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2007
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°232, page 3930

Administration de la navigation aérienne

5742 - Projet de loi portant

a) création de l'Administration de la navigation aérienne

b) modification de

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

- la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile;

- la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare;

c) abrogation de la loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'administration de l'Aéroport

L'objectif principal du projet de loi portant création de l'Administration de la navigation aérienne (libellé abrégé) consiste à adapter le cadre légal de l'Administration de l'aéroport aux exigences communautaires telles qu'elles résultent du paquet législatif dit du «ciel unique européen» afin de garantir le respect des exigences communes pour une fourniture sûre et efficace des services de navigation aérienne au Luxembourg.

À cet égard, il a été jugé opportun de regrouper au sein d'un seul projet de loi l'ensemble des dispositions afférentes à la transposition dudit paquet législatif, et en particulier tous les amendements à la loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'Administration de l'aéroport, administration renommée par le présent projet afin d'afficher clairement sa mission première. Le projet veille d'ailleurs à un départage clair des compétences de l'Administration de la navigation aérienne par rapport à celles de lux-Airport.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 28.06.2007
Rapporteur: M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):
27.09.2007 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.12.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2007
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°240, page 4398

Réorganisation de l'armée

5785 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et modifiant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité,

c) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État,

d) la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales,

e) la loi du 31 mai 1999 portant création de la police grand-ducale et d'une inspection générale de la police,

f) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

Le projet de loi a pour objet de réorganiser et de transformer l'armée en ses composantes essentielles afin de la mettre en mesure de participer dans les meilleures conditions possibles aux Groupements Tactiques de l'Union européenne (GT) et à la Force de Réaction rapide de l'OTAN (NATO Response Force - NRF).

Par le passé, le modèle d'organisation de l'armée était fondé sur un scénario de conflit de haute intensité et de courte durée en Europe centrale, peu probable en raison de la dissuasion nucléaire. Or, le contexte international a profondément changé depuis la chute du mur de Berlin. Le projet de loi permet à l'armée luxembourgeoise de répondre à sa manière et dans la limite de ses possibilités aux nouveaux défis qui se posent dans un monde toujours plus intégré et caractérisé par des mutations toujours plus rapides.

L'élément central de la réforme est la constitution d'unités de disponibilité opérationnelle. Un autre point fondamental est le renforcement de l'attrait du volontariat, en misant sur la formation et la reconversion des volontaires. À relever aussi que les nouvelles missions de l'armée requièrent des adaptations au niveau des effectifs ainsi qu'une série d'autres adaptations.

Unités de disponibilité opérationnelle (UDO)

Le Luxembourg entend participer à la NRF et aux Groupements Tactiques et exprime de cette façon sa solidarité au niveau de l'OTAN et de l'Union européenne ainsi qu'avec les populations concernées dans les différents foyers de crise à travers le monde.

La mise en place d'unités de disponibilité opérationnelle permet une meilleure planification militaire à moyen terme et garantit une gestion plus efficace des ressources humaines et des moyens militaires. En effet, il n'est plus concevable de recourir à terme au système de double volontariat intégral actuellement en vigueur, dans lequel la participation aux missions des soldats (qui entrent tous volontairement à l'armée) se fait une nouvelle fois sur une base exclusivement volontaire. Le système est arrivé à ses limites et une réelle planification à moyen terme n'est plus guère possible.

Les UDO sont constituées après l'instruction de base. Ceux qui acceptent d'y appartenir feront partie desdites unités pour toute la période pendant laquelle ils accomplissent des tâches militaires et profitent d'une prime de disponibilité opérationnelle et de certaines priorités d'embauche particulières par rapport aux autres soldats volontaires.

Les missions accomplies dans le cadre des GT et de la NRF exigent une préparation plus longue et la certitude d'être disponible le jour où il sera fait appel au contingent. La mise en place des UDO permettra de répondre à ces défis particuliers, en conférant à l'armée la stabilité requise pour planifier les missions à l'avance et en permettant au cadre de l'armée de mieux former et préparer les volontaires.

Formation et reconversion des volontaires

Le projet de loi procède à un certain nombre d'autres adaptations au niveau du statut du volontaire, le but étant de mieux le préparer aux emplois de la vie civile. Ceci rend la carrière plus attractive, tout en continuant à offrir au volontaire des débouchés au sein de l'armée dans la carrière du sous-officier et du caporal.

Les volontaires continuent de bénéficier d'un certain nombre d'exclusivités et de priorités auprès de l'État et des administrations publiques et le projet de loi crée les bases pour une meilleure formation des jeunes à l'armée pour les emplois qui les attendent après l'armée.

La période d'engagement initial du volontaire est fixée à 36 mois et à la suite de cette période, consacrée aux tâches militaires, le volontaire fréquente l'école de l'armée ou poursuit sa reconversion pendant une période de 12 mois. Il s'agit là d'une nouvelle obligation dans son chef par rapport à l'ancien système.

Le projet de loi prévoit la création d'un service de reconversion, dont la mission est de conseiller et d'orienter le volontaire le moment venu vers l'une des formations au sein de l'école de l'armée, vers une formation professionnelle au Centre militaire ou à l'extérieur ou encore vers une filière de reconversion.

Le nouveau texte limite la durée maximale des rengagements au titre des tâches militaires à 3 ans au total à compléter, le cas échéant, d'une nouvelle période de formation ou reconversion sur décision du Ministre. Les jeunes soldats seront en tout état de cause libérés de l'armée après une période maximale de 7 ans: 3 ans au titre des tâches militaires + 12 mois pour la formation / reconversion + 3 ans maximum au titre des rengagements pour tâches militaires.

Ces changements opèrent une mutation profonde du volontariat. En effet, par le passé, l'engagement initial du volontaire était de 18 mois et il pouvait rengager d'année en année pour une durée maximale de 15 ans. De plus, la fréquentation de l'école de l'armée était facultative et les volontaires n'avaient aucune obligation de poursuivre leur reconversion pendant le temps où ils étaient à l'armée.

Effectifs

Pour pouvoir remplir de façon efficace les missions dans le cadre des Groupements Tactiques et de la NRF, les effectifs sont renforcés. Ainsi, le corps des officiers passera de 45 à 80 unités, le corps des sous-officiers de 135 unités à 206 unités. Pour ce qui est des caporaux, l'effectif reste fixé à 90 unités et l'effectif du personnel civil est porté de 118 à 170 unités. Quant au contingent des volontaires, il sera renforcé en passant de 430 unités, caporaux compris, à 500 unités, caporaux non compris.

Dépôt par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 27.09.2007
Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):
01.10.2007 Désignation d'un rapporteur
28.11.2007 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.12.2007 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.12.2007 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2007
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°233, page 3934

Mesures fiscales

5801 - Projet de loi

1. portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

2. portant introduction de la loi concernant le boni pour enfant;

3. portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

4. portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective;

5. portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans

La législation fiscale est modifiée, entre autres, sur les points suivants:

1. Les classes d'impôt pour enfants sont abolies. En contrepartie, les modérations d'impôt pour enfants sont, pour tous les enfants qui ouvrent droit aux allocations familiales, payées sous forme de bonis pour enfants par la Caisse nationale des Prestations familiales, quel que soit le revenu imposable des personnes dans le ménage.

2. Le tarif de l'impôt sur le revenu est adapté de façon linéaire à raison de 6%.

3. L'imposition collective sur demande est introduite pour les personnes liées par un contrat de partenariat au sens de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, ainsi que pour les personnes liées par un partenariat de droit étranger.

4. L'article 157ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est modifié afin d'établir une équivalence de traitement entre les contribuables résidents et les contribuables non résidents imposables au Luxembourg du chef d'au moins 90% du total de leurs revenus professionnels, cela afin de donner suite à l'arrêt «Lakebrink» de la Cour de Justice des Communautés européennes.

5. Des mesures fiscales visant à favoriser l'investissement dans la propriété intellectuelle sont introduites.

6. La bonification d'impôt pour l'investissement complémentaire effectué dans les entreprises est relevée de 2%.

7. L'Administration des Contributions directes informe annuellement les communes du montant des paiements d'impôt commercial communal payé par chaque entreprise sur leur territoire.

8. Le taux de TVA super-réduit est rendu applicable à la réception de services de radiodiffusion et de télévision.

9. L'Administration des Contributions directes est autorisée à faire parvenir à certaines chambres patronales les données nécessaires à la perception des cotisations de leurs ressortissants.

10. Les heures supplémentaires sont dorénavant exemptées de l'impôt.

Le présent projet de loi n'a pas pour ambition de réaliser une réforme fiscale, mais d'adopter un certain nombre de dispositions fiscales ponctuelles en faveur des salariés, des contribuables ayant des enfants à charge et des entreprises. Pour le surplus, il procède à une adaptation du tarif de 6 pour cent.

Le Gouvernement a retiré par le biais d'un amendement gouvernemental les modifications quant à la non-déductibilité au niveau des entreprises, exploitants agricoles et forestiers et des professions libérales des frais en relation avec les voitures polluantes.

Les dispositions du présent projet de loi sont applicables à partir de l'année d'imposition 2008, à l'exception du transfert des données nécessaires à la perception des cotisations des ressortissants de certaines chambres patronales.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 06.11.2007
Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):
15.11.2007 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
07.12.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État
13.12.2007 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2007
Loi du 21 décembre 2007.
Mémorial A, N°234, page 3949

www.chd.lu

Mardi, 11 décembre 2007

SÉANCE 15

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

2. Ordre du jour

3. Question urgente N°2162 de M. Félix Braz relative à l'affaire Bommeleeër

- *M. Félix Braz, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*

4. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)

- *Discussion générale: M. Michel Wolter, M. Claude Meisch (à qui répond M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker), M. Ben Fayot, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hunn der Chamber folgend Matdeelungen ze maachen:

1) A sengem Bréif vum 6. Dezember 2007 huet de Statsminister matgedeelt, dass nom Départ vum Har Pierre Mores e Poste vum Statsconseiller vakant ginn ass.

Esou wéi et festgehalen ass am Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert de Statsrot souwéi an den Artikelen 115 bis 117 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, eng Lëscht vun dräi Kandidate fir de Poste vum Statsconseiller opzestellen.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens den 18. Januar 2008. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, dass d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn, dat heescht:

1.- d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn;

2.- am Besëtz vun den zivilen a politesche Rechter sinn;

3.- am Grand-Duché residéieren;

4.- den Alter vun 30 Joer erreecht hunn.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

2) Opgrond vum Artikel 11 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert d'Schafung vun engem Centre pour l'égalité de traitement an opgrond vun den Artikelen 132 bis 134 vun hirem Reglement ass d'Chamber dozou opgeruff, ee Member vun dësem Centre ze proposéieren, deen duerch de Grand-Duc ernannt gëtt.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens den 18. Januar 2008. Och hei ass de Poststempel maassgebend.

Bei der Kandidatur muss e Liewenslaf leie mat de Beleeër, déi beweisen, dass d'Konditioune vum Gesetz erfëllt sinn an dass d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschloss vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Statsrot a vun der Regierung. All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. Och hei ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt ebenfalls als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

* * *

3) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

4) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5810** - Projet de loi relative aux acquisitions dans le secteur financier et portant transposition, dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, de la directive 2007/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 modifiant la directive 92/49/CEE du Conseil et les directives 2002/83/CE, 2004/39/CE, 2005/68/CE et 2006/48/CE en ce qui concerne les règles de procédure et les critères d'évaluation applicables à l'évaluation prudentielle des acquisitions et augmentations de participation dans les entités du secteur financier

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.12.2007

2. **5811** - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, portant transposition de la directive 2006/70/CE de la Commission du 1er août 2006 portant mesures de mise en oeuvre de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la définition des «personnes politiquement exposées» et les conditions techniques de l'application d'obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle ainsi que de l'exemption au motif d'une activité financière exercée à titre occasionnel ou à une échelle très limitée et modifiant: 1. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 3. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 4. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 5. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 6. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 7. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 8. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.12.2007

3. **5812** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 14 novembre 2002 concernant la participation du Luxembourg à la Mission de Police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-et-Herzégovine

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 05.12.2007

4. **5813** - Projet de loi relatif à la modernisation du dispositif de sécurité du Centre pénitentiaire de Luxembourg

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.12.2007

5. **5814** - Proposition visant à réformer le Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: MM. Félix Braz, Camille Gira, Charles Goerens, Aly Jaerling, Mme Viviane Loschetter, le 06.12.2007

6. **5815** - Projet de loi relative au système des ressources propres des Communautés européennes

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.12.2007

7. **5816** - Projet de loi portant réforme de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.12.2007

8. **5817** - Projet de loi portant approbation de la Décision des représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil concernant les privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel, signée à Bruxelles, le 10 novembre 2004

Dépôt: Monsieur Jean Asselbom, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.12.2007

5) Par lettre du 30 novembre 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 22 au 25 octobre 2007:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un deuxième protocole additionnel à l'accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République de Bulgarie et de la Roumanie;

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, de l'accord de coopération scientifique et technologique entre les Communautés européennes, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant l'approbation, au nom de la Communauté européenne, des premier et deuxième amendements à la convention d'Espoo de la CEE-ONU sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la République de Serbie;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et la République de Serbie;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la République du Monténégro;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et la République du Monténégro;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et l'ancienne République yougoslave de Macédoine;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et l'ancienne République yougoslave de Macédoine;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et la République d'Albanie;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant l'acceptation, au nom de la Communauté européenne, du protocole modifiant l'accord sur les ADPIC, fait à Genève le 6 décembre 2005;

- résolution sur la stratégie thématique concernant l'utilisation durable des pesticides;

- résolution sur la stratégie communautaire de réduction des émissions de CO_2 des voitures et véhicules commerciaux légers;

- résolution sur les relations DE - Turquie;

- position sur la proposition modifiée de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'Accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République de Madagascar;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'Accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République du Mozambique;

- résolution sur le projet de décision de la Commission établissant une Mesure spécifique 2007 pour l'Irak;

- recommandation à l'intention du Conseil sur les relations entre l'Union européenne et la Serbie;

- résolution sur l'état des relations entre l'Union européenne et l'Afrique;

- résolution sur une approche «Vers un traité global interdisant toutes les armes à sous-munitions»;

- recommandation sur la production d'opium à des fins médicales en Afghanistan;

- résolution sur le rapport annuel relatif aux activités du médiateur européen en 2006;

- résolution sur l'Iran;

- résolution sur le Soudan.

Par lettre du 7 décembre il lui a fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 12 au 15 novembre 2007:

- position sur la proposition de décision du Conseil sur la conclusion d'un accord sur la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen et de quatre accords connexes;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la signature de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et l'Ukraine;

- position sur la décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et l'Ukraine;

- position sur la décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour entre la Communauté européenne et la République de Moldova;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier;

- résolution sur l'interopérabilité des services de télévision numérique interactive;

- résolution sur le rôle du sport dans l'éducation;

- résolution sur la stratégie thématique en faveur de la protection des sols;

- résolution sur l'impact régional des tremblements de terre;

- résolution sur le projet de règlement de la Commission modifiant le règlement (CE) N°1725/2003 portant adoption de certaines normes comptables internationales conformément au règlement (CE) N°1606/2002 du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la norme internationale d'information financière IFRS 8 relative à l'information sectorielle;

- résolution sur le sommet UE-Russie;

- résolution sur l'intérêt européen: réussir le défi de la mondialisation;

- résolution sur l'application de la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres;

- résolution sur l'application de la totalité des dispositions de l'acquis de Schengen à la République tchèque, à la République d'Estonie, à la République de Lettonie, à la République de Lituanie, à la République de Hongrie, à la République de Malte, à la République de Pologne, à la République de Slovénie et à la République slovaque;

- résolution sur la limitation du réchauffement de la planète à 2 degrés Celsius – la voie à suivre pour la conférence de Bali sur le changement climatique et au-delà (COP 13 et COP/MOP3);

- résolution sur le renforcement de la politique européenne de voisinage (2007/2088(INI));

- résolution sur le bilan de la réalité sociale;

- déclaration écrite sur la «dys»crimination et l'exclusion sociale des enfants «dys»;

- résolution sur les délibérations de la commission des pétitions au cours de l'année parlementaire 2006.

2. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes proposéiert:

D'Chamber siégéiert haut de Mëtteg, muer de Moien um néng Auer an och muer de Mëtteg um hallwer dräi an iwwermuer um hallwer dräi mat folgendem Ordre du jour:

Haut a muer de Moie féiere mer d'Debatten iwwert de Budget. Muer am Nomëtteg ginn d'Budgetsdebatten ofgeschloss. Duerno héiere mer eng Deklaratioun vum Här Ausseminister iwwert de Kosovo. Uschléissend diskutéiere mer de Projet de loi 5692, ee belsch-lëtzebuergeschen Accord iwwert de Schutz vun Investissementer.

En Donneschdeg de Mëtteg ass als éischte Punkt op eisem Ordre du jour d'Question avec débat vun der Madame Dall'Agnol iwwert de Carnet de l'habitat. Duerno d'Question avec débat vum Här Kox iwwert de Site vun der WSA an da schlussendlech eng Konsultatiounsdebatt iwwert d'Etüd PISA a PIRLS, dat nom Modell 2, an de Projet de loi 5239 iwwert d'Inspection du travail et des mines, och nom Modell 2.

Ech wëll drop hiweisen, dass en Donneschdeg den Ordre du jour evakuéiert gëtt, och wann d'Sitzung, wat zimlech probabel ass, iwwer hallwer siwen owes erausgeet.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ier mer elo zum eigentlechen Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen, beäntwert den Här Justizminister eng Question urgente vum honorabelen Här Braz iwwert d'Bommeleeëraffär. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

3. Question urgente N°2162 de M. Félix Braz relative à l'affaire Bommeleeër

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. An de leschten Deeg a Wochen ass jo Bewegung an eng Enquête komm, déi den Aussoen no vun deenen, déi d'Enquête gemaach hunn, an all deene Joren ni zum Stëllstand komm war oder wier. Et ass Bewegung drakomm um judiciairë Plang. Et sinn awer och duerch déi Bewegung um judiciairë Plang Froen opgeworf ginn, déi d'Politik sollen interesséieren, d'Parlament awer och Beräicher, wou de Minister sech gefuerdert gesäit ze reagéieren.

Mir haten Diskussiounen - ech wëll déi net nach eng Kéier frësch opmaachen - mat deenen zwee Agenten, déi elo vum Minister suspendéiert gi sinn. Et sinn och nach ëmmer eng ganz Partie Froe gestallt ronderëm de Chef, de Generaldirekter vun der Police, wou de Minister jo och eng schréftlech Réprimande décidéiert huet. Ech wëll dat elo net nach eng Kéier hei nei kommentéieren.

Wat awer elo derbäikomm ass, dat ass, dass de Minister ugekënnegt huet, eng Enquête maachen ze loosse vun der Inspection générale de la police iwwert de Kontext vun der Filature, déi an den 80er Joren op den deemolege Chef vun der Brigade mobile, dem Här Geiben, gemaach ginn ass.

An déi Fro, déi sech elo stellt - et wär gutt, wann dorobber haut eng kloer Äntwert géif kommen, an duerfir begréisse mer och, dass de Minister, oder d'Regierung d'Urgence unerkannt huet a se haut scho beäntwert -, dat ass eben déi Fro, awéiwäit dass déi Leit, déi elo an der Inspection générale de la police schaffen, neutral genuch sinn, fir kënne sech mat där Fro do ofzeginn. Well et ass bei eis nun emol esou, dass mer eng Partie Leit an der Inspection générale de la police hunn, déi virdrun op anere Plazen am Sécherheetsapparat geschafft hunn, déi ënner Ëmstänn och direkt oder zumindest indirekt mat der Enquête vun deemools ze dinn haten an déi natierlech net mat der néideger Onbefaangenheet kéinten déi Aarbecht elo fir d'Inspection générale de la police maachen.

Mir hunn en Artikel als Ulass geholl, dee publizéiert ginn ass op „wort.lu", wou gesot ginn ass, dass et do méiglecherweis géif Iwwerschneidunge ginn. Mir wëllen duerfir vum Minister wëssen, ob de Minister déi Informatioune ka bestätegen, dass et do Iwwerschneidunge gëtt, a wa Jo, wéi hie gedenkt domadder ëmzegoen, fir sécherzestellen, dass déi Enquête, déi hien elo initiéiert huet, och esou ka gemaach ginn, dass se sech herno net dem Virworf ausgestallt gesäit, dass déi Leit befaange gewiescht wieren, an domadder hir Konklusiounen net crédibel wieren, well se dann op eng Aart a Weis schlussendlech iwwer sech selwer enquêtéiert hätten.

Do gi sech vill Froe gestallt, a mir wäre frou, wann de Minister kéint déi Froen, déi sech do gestallt ginn, kloer beäntwerten, fir dass, wann et e Problem gëtt, eng aner Léisung ka fonnt ginn. A wann et kee Problem gëtt, dass dat kloergestallt ass, dass sech déi dote Froen net wäerten an den nächste Wochen als richteg erausstellen.

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Justizminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, zur Form géif ech fir d'éischt wuel soen, datt ech hei déi Fro do gäre beäntwerte souwéi am gläichen Otemzuch déi, déi den Här Bettel mer gestallt huet, déi sech nämlech op genau déi nämlecht Problematik…

(Interruption)

M. le Président.- Dat spillt keng Roll. Den Här Minister kann awer d'Fro beäntwerten.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Och wann hie leider net do ass. Well déi Fro sech op déi nämlecht Problematik bezitt.

(Interruption)

M. le Président.- Här Minister, wann Der erlaabt, d'Madame Flesch huet d'Wuert gefrot.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, just eng Explikatioun. Den Här Bettel huet mer de Mëtteg telefonéiert, hien huet de Moie misse bei den Dokter goen, deen him gesot huet, e soll doheem bleiwen. Duerfir ass den Här Bettel net do.

M. le Président.- Mä den Här Bettel ass ganz sécher frou, wann den Här Minister direkt seng Fro beäntwert, huelen ech un. Sou, Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- D'lescht Woch war an der Commission juridique vun dësem Parlament eng Entrevue tëschent de Membere vun der Commission juridique an dem Här Procureur d'État vu Lëtzebuerg. An no där Entrevue, un där ech net deelgeholl hunn, ass iwwer ee prezise Fait diskutéiert ginn dobaussen. Dat war d'Ausso vum Här Procureur betreffend enger Observatioun, déi anscheinend op Uerder vun der Gendarmerie deemools gemaach ginn ass op d'Persoun vum Här Geiben, an déi Resultater vun där Observatioun wären net virugaangen un d'Autorité judiciaire.

An de Stellungnahmen, notamment vun dem Här Braz an dem Här Bettel virun der Press, ass geschwat ginn engersäits vun enger Verletzung vum Code d'instruction criminelle - ech huelen un, datt et dee war, et ass zwar ëmmer gesot gi Code d'instruction civile, mä ech huelen un, datt et de Code d'instruction criminelle war - an anerersäits huet den Här Bettel verlaangt, souwuel pénal wéi och disziplinaresch Schrëtt ze ënnerhuelen.

Ech kann dat als Justizminister net maachen, wann ech net weess, wat d'Faitë sinn. Wann et ëm pénal Schrëtt geet, dann ass et opgrond vum Artikel 23 a subsidiaresch vum Artikel 19 vum Code d'instruction criminelle esou, datt, wann ech e Fait pénal matgedeelt kréien, ech dem Procureur dee muss matdeelen, an et ass um Procureur dann ze kucken, ob hie selwer oder via den Untersuchungsriichter strofrechtlech Schrëtt an esou engem Fall ënnerhëlt.

Et ass dat, wat ech gemaach hunn. Domadder beäntwerten ech d'Fro vum Här Bettel. Ech hunn also mech do net agemëscht an d'Justiz, well et ass net u mir festzestellen, ob e Fait, dee mentionnéiert gëtt, strofrechtlech Konsequenzen huet oder net. Et ass also um Här Procureur, fir ze kucken, ob dorauser strofrechtlech Konsequenzen ze zéie sinn oder net.

Dat Zweet ass, ech hu mer gesot, wann innerhalb vun der Police eppes net richteg funktionéiert huet, onofhängeg vum strofrechtleche Fait, da muss ech dat kucke loossen. Ech kann Iech net soen, wat virun 22 Joer wie wat gemaach huet. D'Gesetz iwwert d'Polizei vun 1999 gesäit vir, datt mer eng Inspection générale de la police hunn, déi zoustänneg ass, fir de Fonctionnement vun der Police ze kucken.

Fir also ze kucken, ob 1985 eng Observatioun gemaach ginn ass, wien déi ordonnéiert huet a wat duerno domadder geschitt ass, kann ech dat nëmme maache via esou een Instrument wéi d'Inspection générale vun der Police. Ech hunn déi duerfir saiséiert, an ech hunn am Bréif vun der Saisine geschriwwen, datt ech d'Inspection générale de la police invitéieren, eng Persoun domadder ze chargéieren, déi weder direkt nach indirekt un der Enquête vun deemools deelgeholl huet.

Et ass kloer, datt ganz vill vun deenen Offizéier, déi haut an der Police schaffen, och virun 22 Joer an der Police geschafft hunn, mä et wär mäi Wonsch, an dat steet jo ausdrécklech an deem Bréif, deen ech geschriwwen hunn, datt se eng Persoun géife fannen, déi deemools näischt mat der Enquête ze dinn hat.

Ech wëll och hei der Chamber soen, datt ech souwuel déi Äntwert, déi ech wäert kréie vum Procureur iwwert déi méiglech strofrechtlech Konsequenze gradesou wéi de Rapport, deen ech da kréien an deenen nächste Woche vun der Inspection générale vun der Police selbstverständlech un d'Chamber weiderleeden.

D'Regierung hätt gären hei Kloerheet, mä ech kann net zu Faitë Stellung huelen, déi iwwregens vun deene betraffene Persoune jo contestéiert ginn. Dat krut Der an der Kommissioun gesot. Ech weess net, wat do richteg ass, also chargéieren ech d'strofrechtlech Autoritéiten an d'Inspection générale de la police mat deenen dofir noutwendegen Enquêten, an déi kritt d'Chamber alleguerte weidergeleet, sou datt se da selwer kann hir Konklusiounen dorauser zéien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister, fir déi kloer an däitlech Äntwert.

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Häre, zu den Debatten iwwert de Budget vum nächste Joer. Et sinn ageschriwwen als Riedner: déi honorabel Häre Wolter, Meisch, Fayot, Bausch, Gibéryen, Thiel, Goerens, Negri, Roth a Wagner. D'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, de Spriecher vun der CSV, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

4. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Budgetsriede sinn ëmmer Rieden iwwer Zuelen, där aktueller, där vergaangener an där zukünfteger. Fir eng Kéier en Exercice ze maachen, deen e bëssen aneschters ass wéi soss, wëll ech mech dëst Joer virun allem mat enger anerer Kategorie vun Zuele beschäftegen, an zwar mat deenen, déi mer an deene kommende Jore missten diskutéieren, wa mer iwwert d'Aussiicht op gesond Statsfinanzen zu Lëtzebuerg wéilte schwätzen.

Ier ech dat maachen, e puer Wuert zum Budget 2008. Deen zeechent sech fir d'CSV-Fraktioun duerch zwou Charakteristiken aus, iwwert déi een nëmme ka frou sinn. Et ass éischtens e Budget vum gesamtstaatlechen Equiliber an et ass zweetens e Budget, mat deem sech d'Politik an deene Beräicher unzeechne léisst, wou mer an Zukunft Politik musse maachen.

De Wëllen, fir um Enn vun der Legislaturperiod d'Statsfinanzen am Gesamtequiliber ze hunn, gëtt ëmgesat. Den Zentralstat allerdéngs weist no wéi vir en Defizit aus. 1,4% vum PIB, dat ass net näischt. D'Kompensatioun fir deen Defizit, fir gesamtstaatlech a schwaarz Zuelen ze kommen, geléngt iwwer een no wéi vir héijen Excédent vun der sozialer Sécherheet. Dat ass zwar näischt Neits, mä et schuet net, fir et ëmmer nees an Erënnerung ze ruffen.

An der Rubrik vun den Erënnerungen ass et och ubruecht, drop hinzeweisen, dass den Tripartitesaccord vum Abrëll 2006 Aspuerungen an der Gréissenuerdnung vu 400 Milliounen erlaabt huet an nach ëmmer erlaabt. Schliesslech handelt et sech bei de Moossnamen, déi do festgehale goufen, ëm strukturell Mesuren. Hätte mer déi 400 Milliounen net agespuert, da geséich d'Bild vun de Statsfinanzen haut anescht aus.

400 Milliounen, dat ass 1% vum PIB, wéi e fir 2008 berechent gëtt. An de Jore virdrun entspriechend méi, well de PIB bekanntlech eppes ass, wat all Joer wiisst. Ouni Tripartite hätte mer 2008 ee gesamtstaatlechen Defizit vun 0,2% amplaz vun 0,8% Iwwerschoss. Den Zentralstat géif sech fir 2,5% vum PIB nei verschëlden. Vu Konsolidatioun kënnt nëmmen a ganz begrenztem Mooss Rieds goen.

Ech behaapte souguer, dass ouni Tripartite 2006 et iwwerhaapt net hätt kënnen zu enger Konsolidatioun vun de Statsfinanze kommen, well mer dann och soss néierens gespuert hätten an d'Ausgaben an der zweeter Halschent vun der Legislatur wahrscheinlech aus dem Rudder gelaf wären.

Dëse Rappel vun den Tatsaachen ass geriicht un all déi, déi bei all Geleeënheet mengen, si missten ureegen, d'Tripartitesmesuren nees a Fro ze stellen, well et dem Stat elo besser géif. Et geet dem Stat just besser, well déi Mesurë gräifen an ouni si géif et guer net besser goen. Ze fuerderen, de Gesondungsusaz vun eise Statsfinanzen nees lasszeloossen, weist entweder vun enger séier bedauerlecher finanzpolitescher Kuerzsiichtegkeet oder op eng Zort vun interesséierter Revendicatiounslogik, déi wéineg mat verantwortungsvoller Wäitsiicht ze dinn huet.

Well mer also d'Tripartitesbeschléss 2006 haten, konnte mer zënter dem Budget 2007 an an der Folleg vun enger absolut strenger Ausféierung vum Budget 2006 mat der Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen eescht maachen. Dobäi koum eng ausseruerdentlech gutt Konjunktur 2006 souwéi e puer 100 Milliounen aus der Operatioun ArcelorMittal, déi sech allerdéngs net wäert widderhuelen.

Déi honorabel Madame Lydia Mutsch huet dat an hirem Rapport och duerchschénge gelooss, woufir ech hir wëll Merci soen. Doriwwer eraus wëll ech och am Numm vun der CSV-Fraktioun hir fir hire Rapport félicitéieren, dee vill Orientéierungselementer fir d'Politik an deenen nächste Joren a sech dréit.

Respekt, Madame Mutsch, fir eng Rei vu Sujeten, déi Der déi lescht Woch ugeschwat hutt. Ech hunn der dräi, déi net direkt eppes mam Budget ze dinn hunn, mä awer mat der Gestaltung vun der Politik, zréckbehalen.

Deen éischten ass en Thema, iwwert dee mer schonn 20 Joer op d'mannst diskutéieren: dee vum Rentesplitting. Net nëmmen d'LSAP, och d'CSV ass fir de Rentesplitting, a mir wäre frou, wann d'Regierung an deenen nächste Méint, wann et méiglech ass - well et schéngt net esou einfach ze sinn, wann Dossieren esou laang daueren -, mat konkrete Propositioune virun d'Parlament géif kommen, fir ze kucken, ob mer oder net an deem Dossier do virukommen.

Respekt och fir dat, wat Der am Dossier Schoulpolitik gesot hutt. D'Schoulreform am Primär, ee Projet de loi, dee vun der CSV ënnerstëtzt gëtt an dee vun der zoustänneger Ministesch, der Madame Delvaux, dem Parlament virgeluecht ginn ass.

Et muss een allerdéngs wëssen an deem Dossier - an dat wäerte mer net méi spéit

wéi haut an héchstwahrscheinlech an deenen nächste Woche ganz schaarf gewuer ginn -, dass e Gesetz eleng keng Reform duerstellt, mä dass am Gesetz a mam Gesetz déi noutwendeg Ëmsetzung an Ausféierungsbestëmmunge mussen ëmgesat ginn, fir eng nei Schoulpolitik ze maachen. Dat wäert an eisen Aen dee méi schwieregen Deel vun der Reform ginn, an et huet een dëser Deeg oder et gëtt een dëser Deeg d'Impressioun net lass, dass deen een oder deen anere vläicht manner um Inhalt vun der Reform interesséiert ass an dass probéiert gëtt op Nieweschauplazen d'Reform am Fong schonn an den Eck ze drécken, ier se iwwerhaapt undiskutéiert gëtt.

D'CSV-Fraktioun seet nach eng Kéier dat, wat se der Ministesch schonn e puermol gesot huet: Mir stinn hannert de Prinzipië vun der Reform, a mir stinn och nach do, wann deen een oder deen aneren héchstwahrscheinlech net méi wäert do stoen, wou en haut steet.

A wann Der, Madame Mutsch, d'territorial Neiuerdnung ugeschwat hutt, den IVL an d'Landesplanung, da kann ech lech nëmme soen: Wëllkomm am Club! Wëllkomm am Club vun deene puer, déi zu Lëtzebuerg dorunner gleewen. Et war déi lescht Woch a mengen Aen déi éischte Kéier, dass e führenden LSAP-Politiker sech an där doter Däitlechkeet hannert d'Prinzipië vun der territorialer Neiuerdnung, dem IVL an der Landesplanung gestallt huet, ohne Wenn und Aber, wann et drëm geet, fir och an deem dote wichtegen Domän vun eiser Politik Neel mat Käpp ze maachen.

Ech wier frou, wann dat, wat Der d'lescht Woch gesot hutt, géif afléissen an d'Meenung, déi vun Ärer Fraktioun an deenen nächste Wochen an de Questionnaire, dee mer am Kader vun der Réorganisation-territoriale-s-Kommissioun un déi eenzel Fraktioune geschéckt hunn, géif afléissen. Ech si sécher, dass mer da genuch Elementer géife fannen, fir an engem wesentlechen Deel vun eiser Politik e Stéck virunzekommen.

Esou wéi ech mer och géif wënschen, dass d'Demokratesch Partei, wann den Här Calmes elo aus der Politik ausscheet an et domadder an där Kommissioun en neie Member ze bestëmme gëtt, eis den Här Helminger géif schécken. De Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, deen ech virun dräi Wochen hei an der Chamber Saachen héiere soen hunn, déi ech vu senger Partei an deene leschten zwee Joer an där Kommissioun net héieren hunn.

(Interruption)

Ech wär frou, wann d'Demokratesch Partei de Courage hätt, fir déi Aussoen, déi de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg gemaach huet, och zu hiren Aussoen ze maachen, wann et ëm d'Konklusioune geet, déi mer an der Kommissioun iwwert déi territorial Neigestaltung vum Land mussen huelen.

(Interruption)

Jo, Här Meisch. Dir hutt e Problem ze wëssen - dat muss ech lech ganz éierlech soen -, wat an där Kommissioun geschwat ginn ass, well Dir waart eng Sitzung vu véier bis elo an där Kommissioun. Dat ass richteg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo zréck zu deenen Zuelen, iwwert déi ech wëll schwätzen. Zuelen, déi eist Land misst schreiwen, wa mer dauerhaft wëllen dat finanziellt Fundament vun eise Politiken ofsécheren an deenen nächste Generatioune wëllen e Statsbudget iwwerloossen, an deem Sputt a Raum fir politesch Gestaltung ass.

D'Zentralbank huet am Avis vum Budget fir 2008 gesot, eigentlech bräicht Lëtzebuerg e strukturellen Iwwerschoss vun op d'mannst 1,5% vum PIB. Dat, fir géint stënterlech Abréch vu Recettë gewappnet ze sinn, déi sech aus dem Grad vun Oppenheet a Verletzbarkeet vun der Lëtzebuerger Ekonomie zu all Moment kéinten erginn.

Fir och nach déi laangfristeg Engagementer vum Stat, virun allem am Beräich vun der sozialer Sécherheet, an do besonnesch d'Pensiounen, ofzesécheren, misst dësen Iwwerschoss, nees eng Kéier der Zentralbank no, 6% vum PIB ausmaachen. An zënter méi Laangem scho wësse mer: D'Europäesch Kommissioun huet an hirem „sustainability report" iwwert déi öffentlech Finanze vun de Memberstaten 2006 scho geschriwwen, dass mer 9% PIB-Iwwerschoss bräichten, fir net nëmmen d'Pensiounsausgaben u sech, mä och all déi aner Käschten, déi sech aus der Alterung vun der Bevölkerung erginn, laangfristeg ofzegläichen.

1,5%, 6%, 9%, an zwar als strukturellen Iwwerschoss vum gesamtstaatleche Budget. Jee nodeem wat een ustrieft. 1,5%, fir net ze riskéieren duerch punktuell Recettenabréch geféierlech no un d'Defizitgrenz vun 3% vum PIB ze geroden. 6%, fir dauerhaft fäeg ze sinn, d'Pensiounen am Land an aus dem Land eraus kënnen ze bezuelen; och an enger Generatioun nach. An 9%, fir och an enger Generatioun nach kënnen all déi Ausgaben ofzefiederen, déi sech aus der demographescher Entwécklung, sprécht der Alterung vun der Populatioun, erginn.

Dat sinn, Dir Dammen an Dir Hären, impressionnant Zuelen. Si ginn awer nach vill méi impressionnant, wa mer aus de Prozenter Euroe maachen. Fir 2008 ass e PIB vu ronn 40 Milliarden Euro errechent ginn. 1% dovunner si 400 Milliounen; 1,5% 600; 6% sinn 2,4 Milliarden, an 9% wieren dann 3,6 Milliarden Euro, fir der Alterung vun der Populatioun laangfristeg performant kënnen ze begéinen.

Wat d'Alterung vun der Populatioun ubelaangt, sollt ee vläicht och nach duerleeën, vu wat dass mer do schwätzen, wann et drëm geet, an 30 a méi Joren déi Récklagen ze bestreiden, déi sech aus deene genannten Iwwerschëss ugesammelt hunn. Statistesch gi mer an dësem Deel vun der Welt all Joer ronn dräi Méint méi al. Dat heescht, d'Liewenserwaardung klëmmt all Joer ëm dräi Méint. An 30 Joer wier se also bei gläicher Progressiounsvitess 7,5 Joer méi héich wéi haut.

Am Kloertext: E Puppelchen, deen an 30 Joer op d'Welt kënnt, huet statistesch all Chance, 90 Joer al ze ginn. Dovu géif hien net méi als Puppelchen, mä spéider a sengem Liewen als Rentner iwwer 30 Joer an der Pensioun verbréngen, wann d'Leit och dann nach, esou wéi haut, an der Moyenne mat 57 Joer pensionéiert géifen. Vun deenen dräi grousse Liewensofschnëtter - Jugend an Ausbildung, Schaffens- a Cotisatiounsperiod a Pensioun - wier d'Pensioun déi, déi wuel am längste géif daueren. Virun deem Hannergrond gëtt séier kloer, woufir enorm Récklagen haut schonn noutwendeg wieren, fir d'Pensiounen an 30 Joer ze bezuelen, an dann eréischt, fir all nofolgende Generatiounen hir ze begläichen.

Mä loosse mer emol kucken, wat et konkret géif bedeiten, déi entspriechend Récklage vun haut u schonn ze schafen. De Budget 2008 gesäit e gesamtwirtschaftlechen, gesamtstaatlechen Iwwerschoss vun 0,8% PIB vir. Fir op 1,5% ze kommen, misste mer eng 270 Milliounen Euro weider Excédent hunn. Dat ass esou vill wéi e ganze Kooperatiounsbudget. Fir op 6% ze kommen, bräichte mer iwwer zwou Milliarde méi Iwwerschoss. Dat si ronn zwee Jorestransferten aus dem Statsbudget an d'Pensiounskeesen. A fir op 9% ze kommen, misste wäit iwwer dräi Milliarde méi Excédent ufale wéi geplangt.

Plastesch gesot, misste mer dofir zum Beispill duebel esou vill Akommes- a Kollektivitéitssteier anhuele wéi haut. Well déi 9%, déi d'Kommissioun als mëttelfristegt Objektiv virrechent, esou contraignant sinn, dass mer se mat grousser Wahrscheinlechkeet net emol wäerten eng Kéier ustriewen - déi wiere wuel och net ze packen -, loossen ech se vun hei un aus mengen Iwwerleeungen eraus. Ech wollt awer uganks trotzdeem emol eng Kéier duerleeën, wat dësen héchsten Usproch u laangfristeger Tragfäegkeet vun eisen öffentleche Finanzen an absoluten Zuele géif bedeiten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann een nëmmen Iwwerschëss erwirtschaften, wann engem seng Budgetsdynamik dat zouléisst. An anere Wierder: Geplangten, strategesch Iwwerschëss kënne sech just doraus erginn, dass bei deene virhandene Recettë genuch Sputt ass, fir Récklage geziilt ze praktizéiere respektiv dass d'Ausgaben esou kënne beherrscht, kontrolléiert a besteiert ginn, datt se däitlech ënnert de Recettë leien.

Fir deemno der Opfuerderung vun der Zentralbank an aneren nationalen an internationalen Institutiounen nozekommen, ergi sech véier Pisten oder Froebléck, op déi ech elo wëll agoen.

Déi éischt Fro, déi sech stellt, ass déi heiten: Ass et opgrond vun der Struktur vun eisem Budget a senger interner Dynamik iwwerhaapt méiglech, dat Resultat ze erreechen? Fir 2008 sinn déi grouss Rubrike vum Budget déi heiten: D'Transferten un d'Pensiounskeese bedroen 1,1 Milliard, un d'Krankekeese bal 900 Milliounen, un d'Familljekeess 800. Dat si schonn 2,8 Milliarden am Total vun 8,5, ouni dass mer eis eng Sekonn laang Gedanken iwwer nei Politike konnte maachen. Ausser dass mer richtegerweis der Meenung sinn a waren, dass mer eis ëm d'Leit ze këmmeren hätten, wa se zum Beispill nei Mënschen à charge hunn, krank sinn oder am Alter net méi schaffen.

Wéi och ëmmer et ass, 2,8 Milliarden investéiere mer an dräi Ausgabeposten. Plus 140 Milliounen Undeel vum Stat an d'Fleegeversécherung. Déi sollt een aus der Rechnung net ewechloossen. Dobäi kommen dann an der Rubrik vun den Ausgaben, déi mer net wierklech kënne steieren, ronn 350 Milliounen Transfert an de Pensiounsfong vum öffentlechen Déngscht, an 1,5 Milliarde Paie fir eis Fonction publique. Dat mécht 1,85 Milliarden Dépensen, mat deene mir eis Statsdénger bezuelen oder hir Rent finanzéieren.

Dat ass keng Ausso iwwer Sënn an Zweck vun deem Exercice. Et ass just eng faktesch Feststellung, dass bal zwou Milliarden Euro am Joer 2008 an d'Fonction publique ginn; iwwer 20% vum gesamte Statsbudget. Zielt een dann déi éischt dräi an déi zwee hannendrun zesummen, da kënnt een op 2,8 plus 1,8, dat mécht 4,6 Milliarden Euro, déi direkt gebonnen an net verfügbar sinn. Net nëmme si se net verfügbar, mä och net reduzéierbar. Am Géigendeel, si wuessen - a mir wäerten et gläich gesinn - mat hefteger Dynamik virun.

Da stelle mer fest, dass mer ronn 1,5 Milliard pro Joer investéieren, an zwar a Stroossen, Schinnen, Gebaier fir d'Öffentlechkeet an esou weider. Déi 1,5 Milliarde stinn net nëmmen net zur Verfügung: Si gi streng geholl souguer net duer, fir d'Noutwendegkeet vun öffentlechen Investissementer ze decken, mat deene mer befaasst sinn an engem Land, wat ganz schnell wiisst. Wa mer se bei déi aner Ausgabeposten, déi net verréckelbar sinn, derbäirechnen, da si mer op iwwer sechs Milliarden Euro un Ausgaben. Ausgaben, déi mer net kënnen a Fro stellen, Ausgaben, déi musse gemaach ginn, fir dass dee Stat, an deem mer liewen, esou virukënnt, wéi mer et gären hätten. Souwuel an der Kategorie vun der Ofsécherung vu Liewenserwaardunge vun de Persoune wéi och am Beräich vum Encadrement vun hire gesellschaftleche Bewegungen.

Dräi Véierel vum Budget stinn net fir Verhandlungen iwwer Récklagen an Iwwerschëss zur Verfügung. Déi dräi Véierel gi ganz séier 9/10, wa mer nach eng Rei aner Ausgabeposten derbäirechnen. Etüden a Berechnungen, Transportkäschten, Bürosmaterial, de Fonctionnement vun enger Partie subventionéierten Associatiounen: Et bleift net vill iwwreg, wat voluntaristesch steierbar, ëmschichtbar a kompriméierbar wär. Gradesou wéineg wéi bal eng hallef Milliard Euro, déi eis de Chômage mëttlerweil pro Joer kascht iwwert d'Dotatioune vum Fonds pour l'Emploi. D'Tendenz vum Volume vun dësem Transfert ass d'ailleurs och staark steigend.

Bal näischt bleift iwwreg - dat soen ech mat Beduecht -, well alles dat, wat mer zënter Joren als grouss Wërf an der Politik vun enger neier Zäit ausweisen, mécht zesummen a Wierklechkeet nëmmen e verschwindend klengen Deel vun deem aus, wat de Stat pro Joer ausgëtt respektiv muss ausginn, respektiv wat sech einfach automatesch weiderschreift.

Kucke mer déi Dépensen emol objektiv: Kannerbetreiung, Universitéit a Recherche maache manner aus wéi just den Transfert un de Fonds pour l'Emploi. Et sinn awer déi Politiken, vun deene mer soen, se wären déi fir d'Zukunft. Se sinn et och! Et muss ee just realiséieren, dass d'Zouwendungen un déi Beräicher wéineg ausmaache par rapport zu de groussen onverréckbare Bléck vun den Dépensë vum Lëtzebuerger Stat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng zweet Pist, op déi ee sech kéint beginn, fir dauerhaft strukturell Iwwerschëss kënnen ze verbuchen, wier, dass déi besonnesch deier Ausgabeposte lues géife wuessen, méi lues géife wuesse wéi anerer, fir dass mer mat der Zäit d'Schéier tëschent den Einnahmen an den Ausgabe méi wäit kéinten opgoe loossen.

Wéi gesäit an engem Bléck an de Budget d'Realitéit do aus?

Tëschent 2000 an 2008 hu sech d'Transferten an d'Pensiounskeesen zum Beispill vu 650 Milliounen d'Joer op 1,1 Milliard d'Joer erhéicht. Op Lëtzebuergesch: Si hu sech bal verduebelt, an dat an aacht Joer. Datselwecht ass bei der Krankekeess an der Familljekeess geschitt: Augmentatioun vun ënner 500 op 800 Milliounen. Déi eenzel Dausender wëll ech lech erspueren, si sinn och net wesentlech. Wat wesentlech ass, dat ass d'Progressioun, an déi ass ganz erhieflech.

Kucke mer d'Saach nach eng Kéier just iwwer dräi Joer vun 2006 bis 2008 - deem leschte Joer, deem aktuellen an deem, wat kënnt. Do gesäit d'Situatioun folgendermoossen aus: D'Zouwendungen un d'Familljekeess gi vu 750 op 800 Milliounen erop. Bei de Krankekeesen ass et en Zouwuess vu ronn 150 Milliounen. Bei de Pensiounen ass d'Bild sënngeméiss datselwecht: 2006 hu mer 936 Milliounen transferéiert, 2008 wäerten et 1.071 Millioune sinn. Dat sinn nees meng dräi Rubrike vu virdrun, a mir musse feststellen, dass d'Méiausgaben iwwer zwee Joer bal 350 Milliounen ausmaachen. Dat entsprécht alle Kreditter fir Kannerbetreiung, Uni a Recherche am Joer 2008 zesummen.

A Prozenter ausgedréckt, gëtt d'Saach richteg beandrockend: D'Familljekeess iwwer zwee Joer eng Progressioun vu 7,5% an der Norm. Bei de Pensiounen eppes manner wéi 15%. Bei de Krankekeesen, do sti mer bei enger zwanzegprozenteger Progressioun iwwer zwee Joer. Dat ass e gudde Strapp méi séier, wéi de Budget u sech, wéi d'Dépensë vum Stat insgesamt wuessen. Wat schlëmmer ass wéi de blanke Constat: D'Tendenz gëtt net gebrach. Aus enger ganzer Rei vu Grënn huelen déi Dépensë weiderhin zou, ouni dass mer se am Gréff hätten oder kéinte kontrolléieren.

Rechne mer dann nach d'Paien an d'Pensioune vun der Fonction publique derbäi, kënne mer nach eng Kéier 240 Milliounen derbäirechnen. Fënnef Posten am Budget klammen iwwer zwee Joer ëm 590 Milliounen Euro. Dee ganze Block klëmmt vu véier op 4,6 Milliarden am Budget. Fënnef Posten am Budget, déi méi wéi d'Halschent vun allen Dépensen ausmaachen, wuesse méi séier wéi d'Recetten am Schnëtt iwwert déiselwecht Zäit. Si misste manner séier wuessen, wa Fräiraim sollte geschaf ginn, fir Reserven unzeleeën.

Eng drëtt Spur, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bréngt mech op d'Investissementspolitik. En Ofbremsen oder Reduzéiere vun Investissementer, géif dat net de Sputt hierginn, dee mer bräichten?

Mir mengen net. D'Investitiounsausgabe vum Lëtzebuerger Stat sinn héich, an dat soll, neen, dat muss esou bleiwen, wa mer wëllen déi Infrastrukture schafen, déi e wuessend Land brauch.

Lëtzebuerg huet déi héchsten Investitiounsausgabe vun deenen ale Memberstate vun der Europäescher Unioun. Bal 4% vum PIB maache se aus, dat sinn an absolute Chifferen ëm déi 1,5 Milliarden Euro. Et freet sech awer, wéi laang mer deen Effort nach kënne packen. All Indikatioune soen eis, dass déi Fongen, déi mer fir d'Gestioun vun den öffentlechen Investissementer ënnerhalen, vun 2009 u wäerte bedenklech eidel ginn.

Ech erënnere mech drun, dass de Budgetsrapporteur Claude Wiseler am Hierscht 2001 festgehalen huet, dee Risiko besténg vun 2008 un. Hien hat Recht. Ouni Geld léinen ze goen an an d'Fongen ze drainéieren, wäre mer elo schonn an der Situatioun, dass mer net méi schrecklech vill Suen op der Säit hätten. 200 geléinte Millioune stieche mer mëttlerweil regelméisseg, also all Joer an d'Fongen. All eis Méieinnahmen, wann der do sinn, och. Dat niewent honnerte Millioune vun direkte Budgetstransferten eriwwer. An dach, si sinn amgaangen, sech dem Sold null entgéintzebewegen.

Dat ass awer keng Optioun. Den Investitiounsprogramm fir Schoulen, öffentlech Bauten, Stroossen, Schinnen, Spideeler an esou weider kann een net d'nächst oder d'iwwernächst Joer stoppen. En ass nämlech wäit dovun ofgeschloss ze sinn. Deemno si mer genéidegt, dat Geld opzedreiwen, wat mer wäerte brauchen, fir dee Programm weiderzefëieren. Anescht kéime mer an Däiwelskichen, wa mer wéilte versichen 130.000 a muer 150.000 Frontalieren transportéiert ze kréien, déi Leit, déi krank sinn ze behandelen, an op eng aner, modern an zäitgeméiss Manéier Schoul ze halen. Ouni Fortschreiwung vum Investitiounsprogramm, wéi mer e kennen, sinn d'Erausfuerderunge vun de kommende Jorzéngten net ze packen.

Eis Haaptinvestitiounsfongen hunn an deenen nächste véier Joer tëschent 300 a 400 Millioune Méiausgabe geplangt, wéi se Recettë solle verbuchen. Dat bedeit, dass, trotz 200 Milliounen Euro, déi de Stat léine geet, fir se zu gläichen Deeler dem Schinnen- an dem Stroossefong zouzeféieren, mer net déi geréngste Chance hunn, dee Programm ze packen, wa sech

net géifen 300 bis 400 Milliounen Euro Plusvaluë pro Joer tëschent 2008 an 2011 erginn.

No 2011 ännert déi Situatioun weder besonnesch séier nach besonnesch drastesch. Deen Defizit vun de Fongen ass nämlech strukturell. En huet vill domadder ze dinn, dass - contrairement zum Enn vun den 90er Joren - souguer an Zäite vun héijem Wirtschaftswuesstum net genuch Excédent erakënnt, fir dass Iwwerschëss kéinten an d'Fongen drainéiert ginn, ouni dass mer missten op aner Prioritéiten am normale Budget zréckkommen.

An deem Kontext wëll ech nach soen, dass mir et séier bedauerlech fannen, dass mer, trotz bekannte sech ofzeechnenden Enkpäss an de Fongen, bis haut keng Prioritéitelëscht fir d'Investissementer zum Beispill an dem öffentlechen Transport virleien hunn an dass an anere Wierder weidergemaach gëtt, wéi wann an deem Beräich alles gläichzäiteg méiglech wär.

Verschidde Leit kéinten an dësem Moment vum Räsonnement awenden, dass mer et bis elo ëmmer gepackt hunn an dass mer et och an Zukunft wäerte packen. Virun allem, well jo meeschtens awer Plus-valuen do waren, déi kéinten an d'Fonge fléissen.

Dozou fält mer an, dass beispillsweis am Joer 2004 an 2005 keen Euro Plus-value konnt erwirtschaft ginn. Souguer 2006 hu mer bei exzellenter wirtschaftlecher Gesamtlag, wa mer vun den onerwaarten an eemolege Benefisser vun der ArcelorMittal-Operatioun ofgesinn, just eng kleng Véierelsmilliard Mehreinnahme par rapport zum Budget kritt, net genuch, fir op Dauer 300 bis 400 Milliounen Differenz tëschent de Recetten an den Dépensë vun den Investitiounsfongen auszegläichen.

Och dee fir 2008 geplangten Excédent vun 0,8% PIB hält fir d'Uleeë vun neie Reserven net duer, well déi 0,8% sinn den Excédent vum Gesamtstat. Den Zentralstat, also de Budget u sech, bleift defizitär an zwar mat bal 1,5% PIB. Just d'Sozialkeesen, déi opgrond vun der séier dynamescher Schafung vun neien Aarbechtsplazen immens nei Cotisatiounsrecettë kréien, gläichen deen Defizit aus. Haut. Nach. Kee weess, wéi laang deen Ëmstand sech wäert fortschreiwen, och wann e kuerz- a mëttelfristeg geséchert erschéngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng véiert a lescht Pist, op där sech räsonnéiere léisst, ass déi, dass duerch d'konstant staarkt Uwuesse vun de Steiereinnahme mat der Zäit d'Schéier tëschent strukturellen Einnahmen a strukturellen Ausgabe méi wäit géif opgoen, mat deene mer drastesch Augmentatioune vun de Recettë kéinten erbäiféieren. Mä éischtens sti keng nei wonnerlech Quelle vu Recettë virun der Dier, an zweetens, géife se sech erschléissen, da wieren a beschter Lëtzebuerger Traditioun wuel d'Fuerderungen, domat nei a méi lafend Ausgaben ze finanzéieren, séier do an och gutt ze héieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech op den TVA-Kompromiss verweisen, deen de Finanzminister viru kuerzem a Saachen elektronesch Déngschtleeschtungen ausgehandelt krut. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Rei Entreprisen, déi mat vill Effortë vun den zoustännege Regierungsmemberen heihinnerbruecht goufen an déi an deem dote Beräich täteg sinn. Hir Presenz zu Lëtzebuerg ass virun allem drop zréckzeféieren, dass elektronesch Déngschtleeschtunge bis ewell an deem Land mat TVA beluecht ginn, wou si hierkommen, an net do, wou se higinn.

Mat deem niddregsten TVA-Taux an der Unioun ass Lëtzebuerg fir esou Betriber e spannende Standuert. Mä just e puer Joer nodeems dëst Geschäft zu Lëtzebuerg ugefaangen huet ze bléien an eis e puer honnert Milliounen TVA-Recettë pro Joer bréngt, goufe mer mat zimlechem Nodrock vun den europäesche Partner gebieden, an eng Richtung ze goen, wou d'TVA géif do erfalen, wou d'Déngschtleeschtung consomméiert gëtt. Dat ass u sech net total onlogesch, mä fir eis eben net schrecklech erbaulech; besonnesch wann een dat eenzegt Land ass, wat sech esou enger Reform géif stäipen.

Dës Zort vun Aktivitéit war an ass eng modern Nisch, wéi mer der scho vill erschloss hunn a vun deene mer gutt konnte liewen. Mä et schéngt wéi wann déi nei Nischen, déi mer fannen, net méi esou laang géifen opbleiwen, wéi anerer dat an der Vergaangenheet gemaach hunn. Deemno sinn aus Nischen och kaum onbegrenzt haltbar grouss nei Recettëbléck ze erhoffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun Instituter an Institutiounen, déi eis öffentlech Finanze vu bannen a vu baussen analyséieren, gëtt eis ugedroen - aus enger Rei vu Grënn -, 1,5 bis 6% vum PIB Iwwerschoss am Gesamtbudget ze schafen.

Aus all deenen Iwwerleeungen, déi ech elo just ugestallt hunn, kommen ech zur Schlussfolgerung. Esou néideg et ass, esou unabdingbar et wier, fir et fäerdeg ze bréngen, esou onméiglech schéngt et. Ech gesi weder déi strukturell, déi exzeptionell héich a permanent Steiereinnahmen, déi der Einnahmesäit vum Budget déi néideg Loft verschafen, nach de Wëllen, fir d'Ausgabesäit vum Budget strukturell aneschters ze gestalten, well d'Asiicht dozou net ginn ass, weder an der Politik nach an der Bevölkerung.

Verschiddener vun den Ausgabebléck wäerten an deenen nächste Jore weider staark uwuessen. An aner Ausgaben, wéi zum Beispill de Kyoto-Fong, wäerte sech an dës Richtung bewegen; vläicht méi schnell wéi et munche vun eis léif ass. Mir wäerte méi wéi an der Vergaangenheet an Zukunft Gelder aus dem ordinäre Budget oder der Friemverscholdung huele mussen, fir eis Investissementer ze bestreiden, déi d'Grondlag fir d'Moderniséierung vun eisem Land sinn. Aus all deene Grënn wäert et schwiereg ginn, op d'Längs 1,5% PIB-Excédent ze schafen. A mir packe scho guer keng Dosis weider, déi eis méi no a Richtung vun deene 6% géif bréngen, vun deenen d'Zentralbank eis seet, dass mer se bräichten, fir laangfristeg kënnen de Sozialstat an eisem Land oprechtzeerhalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Budget ass am Verlaf vun deene leschten zwee Joer consolidéiert ginn, an de Consolidéierungskurs gëtt weider gefuer. Et ass richteg esou, a mir ënnerstëtzen d'Regierung op deem Wee. Mä: Mir consolidéiere just. Mir si wäit dervun ewech, an enger roueger oder berouegender Budgetswelt ze driften. An de Budget bleift ufälleg, soulaang net méi héich strukturell Excédentë kënnen erreecht ginn, fir Konjunkturschwankungen auszegläichen.

Wann zum Beispill, wéi mer et schonn haten, de Maart vun den Investmentfongen op der Finanzplaz kuerzfristeg abrécht - dat muss net emol laang daueren -, da feelen direkt potenziell e puer 100 Millioune bei de Recetten. Duerfir muss een och all déi froen, déi mengen, d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun misst eng vu 16% sinn: Wou wëllt Der dann d'Moyenen hierhuelen, fir dat doten ze packen?

Déi 6%teg Upassung, déi gemaach gëtt, kascht bal 200 Milliounen Euro Steierausfäll. Si gëtt nawell gemaach, obschonn iwwer Steierreform, notamment déi vun 2001/2002, d'Inflatioun vun deene leschte fënnef Joer méi wéi dräimol ausgeglach ginn ass duerch e vill méi niddrege Steiertarif. Mä 16% Noupassung géifen dann iwwer eng hallef Milliard Steierausfäll bedeiten.

Duerfir ass an der aktueller Budgetslag, wann een och nach wëllt eng Grimmel Politik maachen, mam beschte Wëlle kee Sputt. Dat mussen all déi wëssen, déi esou eng komplett Upassung fuerderen. A si sollen eis soen, wéi se dat wéilte géigefinanzéiere respektiv wou se wéilten iwwer 300 Milliounen zousätzlech aspueren. Mir sinn alles an allem net schlecht drun, mä mir sinn nach laang net esou gutt drun, wéi verschidde Leit eis et wëlle gleewen dinn.

Virun allem déi laangfristeg Finanzéierbarkeet vun de Pensiounen, mä och vun de Krankekeesen, an do besonnesch d'Spidolswiesen, hänkt schwéier un deenen, déi an Zukunft de Lëtzebuerger Budget mussen opstellen. Eleng de staatleche Cotisatiounsundeel un de Pensioune fuerdert an Zukunft all Joer eng 100 Milliounen Euro zousätzlech un Ausgaben. Dat si véier Milliarden al Lëtzebuerger Frang. 100 Milliounen, dat ass méi wéi mer kënnen all Joer an de Komplex vun eiser Universitéit zum Beispill stiechen.

Dat alles fir ze soen, dass et zur aktueller Politik vun der Budgetsconsolidatioun keng Alternative gëtt. Et kënnt net a Fro, d'Tripartite-Aspuerungen, déi 2006 festgehale goufen, nees a Fro ze stellen. An et kann net a Fro kommen, duerch iwwerméisseg generéis Adaptatioune vum Steiertarif op e puer 100 weider Millioune Recetten ze verzichten.

Stellt Iech emol vir wat et géif bedeiten, wann déi doten zwou Fuerderunge géifen erfëllt ginn! Dat géif heeschen, dass 400 Milliounen Euro méi Dépensen am Budget géifen ufalen, an zousätzlech nach eng Kéier bal 400 Millioune manner un Akommessteier erakéimen. 800 Milliounen Euro deemno, déi eis géife feelen. Da léiche mer op ee Coup bei engem gesamtstaatlechen Defizit vun 1,2%, amplaz bei engem Iwwerschoss vun 0,8. Den Zentralstat géif 3,4% Defizit affichéieren. An där aler Budgetspresentatioun géif dat heeschen, dass mer de Maastricht-Kritär vun der Neiverschëldung net méi géife packen. Guer net ze schwätzen an esou engem Zeenario vu Récklagen oder Dotatiounen an d'Fongen.

Et gëtt nëmmen zwou Méiglechkeeten: Entweder mir fuere virun, wéi mer elo ënnerwee sinn a mir versichen duerch stringent Exekutioun vum Budget an e bësse Méieinnahmen all Joer de Consolidéierungskurs zu Enn ze féieren, oder mir loossen d'Disziplin falen, d'Zigel lass. Da si mer ganz séier nees an enger méi problematescher Situatioun, wéi mer dat 2005 schonn haten. Déi, déi d'Optioun B virzéien, sollen et soen.

D'Optioun A ass déi, fir déi d'Fraktioun vun der CSV sech entscheet. Mir wësse wou d'Zwäng an d'Noutwendegkeete vun deenen nächste Jore leien. Mir wëssen och ëm de Problem vun der laangfristeger Finanzéierung vun der sozialer Sécherheet. A well mer dat wëssen, ënnerstëtze mer d'Regierung derbäi, de Budget weider am Gréff ze halen. Den Ausstieg aus der Finanzdisziplin, déi eng Konstant vun eiser Finanzpolitik ass, steet fir d'CSV net zur Verfügung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Budgetsrapport d'lescht Woch hu mer eng ganz Rei vun interessanten Usätz an Denkustéiss héieren, déi d'Rapportrice, d'Madame Lydia Mutsch, eis mat op de Wee ginn huet. Et gesäit een, datt se wäit geduecht huet, datt se mat ville Leit geschwat huet, fir déi Aarbecht do ze maachen. Mir sollen déi Ustéiss eescht huelen a mir solle virun allem kucken, datt et deenen Denkustéiss net esou geet wéi verschiddenen aneren Denkustéiss, déi och ganz fläisseg Budgetsrapporteuren an hir Rapportë geschriwwen hunn, nämlech datt se duerno schnell a Vergiess gerode sinn.

De Budget 2008 ass méi no beim Equiliber op jidde Fall wéi geduecht, wéi mer nach virun engem Joer oder virun zwee Joer hätte kënnen denken. Dat ass net onbedéngt nëmmen de Mérite vun der Politik, mä et ass virun allem de Mérite vun der Explosioun vun enger ganzer Rei vu Recetten.

D'Fro muss also och erlaabt sinn: Wat wär, wann...? Wat wär, wann déi international Finanzmäert déi lescht Joren net esou geboomt hätten an eis Finanzplaz sech net no deenen éischter moeren an haarde Joren am Ufank vun dësem Jorzéngt dach ganz zügeg erkrabbelt hätt? Wat wär, wa mer net e Wirtschaftswuesstum vu 5% hätten? Déi international Konjunktur drastesch géif ofkillen, d'Globaliséierung de weltwäite Wuesstum net esou géif ufachen, wéi se dat mécht? Alles Facteuren, op déi mer eigentlech hei zu Lëtzebuerg kee bis ganz wéineg Afloss hunn, a mir sinn deene Facteuren do hëlleflos ausgeliwwert.

Et ass ee Gedankenexperiment, mä trotzdeem kann et hëllefen, wann een emol eng Kéier kuckt, wéi eng ganz Rei vu Recetten am Budget eropgaange sinn am Laf vun deene leschten zwee Joer an dat dank der gudder Konjunktur. Wa mer do emol déi wierklech konjunkturgedriwwe Recettëbléck huele wéi d'Taxe d'abonnement, d'TVA, d'Akommessteier an d'Kollektivitéitssteier, dann hu mer am Budget 2008 fir déi dote Recettëbléck ronn 600 Millioune méi stoen, wéi mer 2006 ageschriwwen haten.

Dat heescht, wa mer net déi Croissance do hätten, da wär den Defizit ëm déi 600 Milliounen do méi héich. Mir hätte méi een héije Chômage, mir hätte méi héich Dépensen iwwert de Fonds pour l'Emploi. Mir missten eis och d'Fro stellen, wat mer mat engem eventuellen Defizit an de Krankekeese géife maachen, mä mir wëssen och, datt an deene Beräicher do virun allem et déi gutt Konjunktur ass, déi zu engem fragilen Equiliber Joer fir Joer féiert.

Wat fir eng Politik misst da gemaach ginn? Wou géif d'Aaxt ugesat ginn am Budget? Géife mer d'Verscholdung eropsetzen? Géife mer manner investéieren? Géife mer aschneiden an d'Sozialausgaben?

Mir géife sécherlech net iwwert d'Aféierung vun engem Kannerbonus hei diskutéieren, mä éischter iwwer eng Reduktioun vum Kannergeld. Mir géifen d'Steierlaascht wahrscheinlech weider missen an d'Luucht setzen, esou wéi et 2006 geschitt ass a wéi et jo eigentlech och schonn ugeduecht war. Ech wëll drun erënneren, datt 2006 jo och eng Erhéijung ëm 1% vun der Solidaritéitssteier um Programm stoung, déi do finalement awer duerch déi gutt Konjunktur fale gelooss konnt ginn.

Kënne mer op esou eng Situatioun reagéieren, wa se da Realitéit gëtt? Si ka Realitéit ginn, well et sinn eng ganz Rei vu strukturelle Risiken, déi souwuel iwwert de Recettë wéi iwwert den Dépensë vum Statsbudget schwiewen.

D'EU kann eis op deem engen oder op deem anere Punkt de Krunn zoudréinen, esou wéi et elo am Dossier TVA um Internethandel geschitt ass. Volumen - 280 Milliounen Euro -, déi mëttelfristeg wäerten ewechbriechen.

Mir wëssen, datt den Tanktourismus eise Budget haut nach kräfteg speist, direkt ëm ronn 600 Milliounen Euro, mä mer wëssen, datt dat wahrscheinlech net méi bis an all Éiwegkeet wäert goen. Mir kennen d'Importenz vun der Finanzplaz an domadder och den Afloss vun den internationale Finanzmäert op d'Ekonomie hei zu Lëtzebuerg: 2,5 Milliarde kommen direkt vun der Finanzplaz an de Statsbudget. Et geet hei ëm 40.500 Aarbechtsplazen an ëm ganz Wirtschaftssecteuren, déi hannendrun hänken, a mir wëssen, wat eng Kris zum Beispill an den USA ka fir Lëtzebuerg bedeiten.

Mir wëssen, wat et och kann heeschen, wa mer d'Kyoto-Ziler net erreechen, an et gesäit jo wierklech alles duerno aus, wéi wa mer se net géifen erreechen, a mir musse muer de Präis bezuele vun deenen Engagementer, déi mer gëschter agaange sinn an déi mer och haut wäerten agoen.

Mir hunn op der Dépensësäit och eng ganz Rei vun Automatismen, wou mer riskéieren hannendrun ze lafen, och bei enger gudder wirtschaftlecher Situatioun. D'Wirtschaftscroissance schaaft Aarbechtsplazen hei am Land, dat schaaft och erëm nei Dépensen, wann et ëm de Bäitrag vum Stat an d'Sozialkeese geet.

D'Fro, déi mer eis also musse stellen, och wa mer de Budget 2008 wëlle beliichten, ass: Séchert dëse Budget déi Risiken do of, séchert e se genuch of? Wa mer e Budget kucken, däerfe mer en och net op ee Joer kucken. Et geet net duer, d'Dépensen an d'Recettë vun engem Joer ze vergläichen, mä mir mussen déi mëttel- a laangfristeg Erausfuerderunge considéréieren. Mir musse jo mat Zäiten agéieren, fir net duerno mussen iwwerstierzt ze reagéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Budget 2008 ass d'Spigelbild vun der schwaarz-rouder Regierungspolitik, e Bild vu Pannen, Illusiounen a ganz besonnesch vu méi Belaaschtung fir d'Bierger hei am Land.

Ech wëll an deenen nächste Minutten duerleeën, datt dëst keng eidel Wierder vun der Oppositioun sinn, mä leider eng ganz konkret Realitéit. Mä kommt, mir kucken eent nom aneren!

Bei der Autosteier ass et der Regierung net schnell genuch gaangen, fir se ze héijen. Technesch Problemer anscheinend hunn herno dozou gefouert, datt d'Leit dëst Joer zweemol d'Steier facturéiert kritt hunn, eng Kéier déi al an eng Kéier dann dat, wat derbäigeschloe ginn ass. Dat ass d'Resultat, wann eng Aarbecht iwwert de Knéi gebrach gëtt. Dat ass och d'Resultat, wann et eigentlech éischter dorëms geet, de Budget ze équilibréieren, wéi am Klimaschutz wierklech Akzenter ze setzen.

Inhaltlech kënne mer mat der Iwwerleeung vun enger CO_2-gebonnener Autosteier d'accord sinn. Mir hate se 2004 an eisem Programm. Dat wëllt awer net heeschen, datt een herno duebel esou vill Recettë muss erakréien. Et kann ee sech virstellen, datt deen Auto, dee méi CO_2 ausstéisst, méi belaascht gëtt, awer och deen Auto, dee manner CO_2 ausstéisst, dann och manner belaascht gëtt, esou datt d'Recetten herno op deemselwechte Punkt géifen erauskommen.

(Interruption)

Mir stellen och kee Lenkungscharakter fest, virun allem, well d'Leit keng Zäit haten, fir hiert Konsumverhalen op déi nei Autosteier do kënnen anzestellen. An da ginn ech ze bedenken, datt, wann d'Bierger d'Impressioun hunn, wéi wann hinnen elo an de Portemonnaie géif gegraff ginn, fir déi Engagementer vun der Politik, déi net kënnen agehale ginn, ze bezuelen, dat net onbedéngt dozou féiert, datt d'Leit de Klimaschutz méi akzeptéieren. Klimaschutz däerf fir de Bierger net nëmme Synonym si fir Belaaschtungen, Steiererhéijungen a Kaf-

kraaftverloscht. Esou kritt een d'Mënschen net iwwerzeegt an net motivéiert.

Wann ech géif soen, datt an der Landesplanung an deene leschten dräi Joer glat a guer kee Fortschrëtt ze verzeechne wär, da géif dat ofgedrosche kléngen; wouer ass et awer trotzdeem. Den Innenminister huet am Laf vun deene leschte Méint en Tour duerch d'Land gemaach, fir eigentlech nach emol den IVL ze erklären, mä en huet datselwecht presentéiert wéi säi Virgänger scho viru ronn véier Joer.

D'Leit am Land, d'Politiker, och d'Gemengepolitiker froe sech: Wie gleeft nach un den IVL, wa besonnesch keng Eenegkeet am Regierungsrot selwer iwwert dat Dokument besteet, wann den Här Boden seet, et wär keng Bibel, an den Innenminister probéiert, d'Gemengen dovunner ze iwwerzeegen?

Wéi sollen d'Bierger iwwerzeegt ginn, wa souguer d'Regierung sech net eens am Dossier IVL ass a wa bis elo nach net probéiert ginn ass, deem Dokument eng legal Basis ze ginn?

War déi Herkulesaarbecht do vun der leschter Regierung da wierklech ëmsoss? War et ëmsoss, fir ze kucken, Landesplanung, Transport, Wunnen, Schaffen an Natur mateneen ze vernetzen?

Wou bleiwen d'Plans sectoriels? Ganz besonnesch gi se gebraucht, well momentan all Gemeng am Land amgaangen ass, en neie Plan d'aménagement général opzestellen, mä wahrscheinlech gëtt hei erëm hanne vir ugefaangen.

Wou bleift d'Modifikatioun vum 2004er Gesetz, déi virun dräi Joer scho versprach ginn ass?

An dann, wéi komme mer weider an der Territorialreform? An hei huet een d'Impressioun - an de Michel Wolter huet et eigentlech virdrun op eng ganz impressionnant Aart a Weis hei dévoiléiert -, et geet elo dorëms, e Schëllege fir de Stëllstand ze fannen.

Fir de Gemengesecteur ze reforméieren an eis Regiounen ze stäerken, hätt d'Regierung besser dru gedunn, sech un dem Machbaren an dem Duerchsetzbaren ze orientéieren. Den DP-Positiounspabeier weist zënter méi wéi zwee Joer de Wee. Leider wëllt d'Regierung en net matgoen.

De Logement, do si mer eis eens, do muss eppes geschéien. An de Premierminister Jean-Claude Juncker huet virun zwee Joer hei gesot: „Wa mer nach eng Kéier scheiteren, da weess ech menger Hänn kee Rot méi." Nun, wann een den Avis vum Statsrot liest, da si mer kuerz virum Scheiteren, mat net manner wéi enger gudder Dosen Oppositions formelles zum Projet de loi vum «Pacte logement».

D'Demokratesch Partei, Dir wësst et, huet eng aner Approche zu deem «Pacte logement» an zu der Wunnengsbaupolitik iwwerhaapt. Manner staatlechen Interventionismus. Mir sinn net déi Eenzeg am Land, déi mengen, datt dat, wat d'Regierung do plangt, géif an déi falsch Richtung féieren. Mir fillen eis gestäerkt vun deenen zahlreichen Avisë vun deenen, déi all Dag am Bausecteur, am Wunnengsbau schaffen.

Eis Propositioune ginn och an déi Richtung, fir d'Gemenge finanziell besserzestellen, wa se da bereet sinn ze wuessen, mä virun allem wëlle mer den Hiewel do usetzen, wou d'Prozeduren oft Bauprojete blockéieren, wou se an d'Längt gezu ginn a wou mer doduerjer verhënneren, datt déi, déi wëlle bauen, déi, déi wëlle Wunnraum schafen hei am Land, dat net respektiv net schnell genuch kënne maachen.

De Georges Gudenburg, eise Generalsekretär, hat emol eng Kéier opgelëscht, wat da wierklech vun Zäitopwand noutwendeg wär vun deem Zäitpunkt un, wou eng Gemeng den «Pacte logement» géif ënnerschreiwen, bis zu deem Zäitpunkt, wou déi nei Awunner de Schlëssel an de Grapp géife kréien. Et waren net manner wéi - realistesch gerechent - aacht Joer!

Den Innenminister, de Jean-Marie Halsdorf, huet gemengt, et wieren awer nëmmen dräi Joer. Ech kann nëmme soen, entweder weess de Minister net, wat a sengem Ministère lass ass, oder hien huet bewosst gelunn. Finalement wäert den «Pacte logement» eng grouss Illusioun bleiwen.

Aner Illusiounen hu mer eis och gemaach am Domän vum Chômage a vun der Aarbechtsmaartpolitik. Do hu mer ze laang op en Allheelmëttel gesat, nämlech op den zweeten Aarbechtsmaart, fir ze probéieren, d'Problemer um éischten Aarbechtsmaart ze léisen. D'Resultat vun där doter Passivitéit ass: De Chômage stagnéiert op héijem Niveau, dat trotz enger Wirtschaftscroissance vu 5%, trotz 12.000 neien Aarbechtsplazen am Joer.

Mir hunn Zäit verluer déi lescht Joren, well mer den Aarbechtsmaart net reforméiert hunn, an och do fillt d'Demokratesch Partei sech confirméiert, well dat, wat mir scho virun zwee Joer gesot hunn, schreift och elo haut d'OECD an hirer Expertise iwwert d'Lëtzebuerger Aarbechtsmaartpolitik an iwwert de Fonctionnement vun der Administration de l'Emploi.

Wat hu mer gesot, wat soe mer nach? An do sinn ech frou, datt d'Regierung schéngt mat op deen dote Wee ze goen, fir d'Administration de l'Emploi erauszehuelen aus deem enke Carcan vun enger staatlecher Verwaltung an eranzeginn an ee méi flexibelen Établissement public, fir aneschters fonctionnéieren ze kënnen, fir aneschters recrutéieren ze kënnen a fir virun allem eppes no vir ze stellen, nämlech d'Weiderbildung.

Et geet net duer, datt mer hei am Land kucken den Aarbechtsmaartproblem ze verwalten. Mir mussen déi Leit huelen, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, a se esou forméieren, datt se herno eng Aarbecht unhuele kënnen. Mir mussen eis ideologesch Scheiklappen ofleeën an och privat Aarbechtsvermëttlung zouloossen.

Mir mussen deem, wat oft als fordernd und fërdernd bezeechent gëtt oder mëttlerweil mam Schlagwuert „flex-security" betitelt gëtt, e konkret Gesiicht ginn hei zu Lëtzebuerg, well d'Iddi, déi derhannert steet, déi ass richteg, fir ze soen: Deen, deen Hëllef brauch, dee kritt gehollef, mä deen, deen Hëllef wëllt, dee muss och selwer den noutwendegen Effort maachen. Mir waarden am Beräich „flex-security" ganz gären op ee Konzept vun der Regierung. Allerdéngs - am Interessi vun de Betraffenen - sollt een net méi allze laang waarden.

Da kann et gutt sinn, datt och de Kannerbonus eng weider grouss Illusioun gëtt. Iwwert de Budget 2008 musse mer nämlech erauskucken, wa mer de Kannerbonus analyséiere wëllen. A mir musse kucken, ob en deenen neien Erausfuerderungen an der Familljepolitik gerecht gëtt. A wann een déi beliicht par rapport zu deenen Erausfuerderungen an der Familljepolitik, da kann et ganz schnell sinn, datt de Kannerbonus eigentlech sech nëmmen duerstellt als familljepoliteschen Aktionismus.

Wat sinn déi nei Erausfuerderungen an der Familljepolitik? Mir wëssen, datt d'Familljen haut vill méi e villfältegt Bild ofginn, wéi dat nach viru Jorzéngten de Fall war. Mir wëssen, datt mer haut virun allem driwwer diskutéieren, wéi Famill a Beruff an Aklang matenee kënne bruecht ginn. Mir wëssen, datt et och drëm geet am Interessi vum Aarbechtsmaart - an d'Lissabon-Strategie weist dat aus -, fir méi Fraen an de Beruff ze kréien. Mir wëssen awer och, datt d'Männer an der Famill hirer Aufgab solle gerecht ginn. Mir wëssen, datt et virun allem ëm de fräie Choix geet vun där eenzelner Famill, fir sech esou ze organiséieren, wéi se et nun eben emol richteg fënnt; an d'Politik muss deen dote fräie Choix erméiglechen, ënnerstëtzen an dobäi hëllefen.

D'DP-Propositioune ginn an d'Richtung, fir fir d'alleréischt déi Hëllefsmechanismen an déi Leeschtungen, déi bestinn, ze iwwerdenken, well déi Familljeleeschtungen, déi existéieren, sinn d'Resultat vu Jorzéngte Familljepolitik hei am Land, wou eigentlech Jorzéngt fir Jorzéngt nei Leeschtungen agefouert gi sinn, déi haut weider bestinn, déi awer oft contraire Ziler verfollegen an ënnert dem Stréch ganz deier ginn. Mir mussen also déi bestehend Leeschtungen un d'Erausfuerderungen an de Besoin vum 21. Jorhonnert upassen. Mir mussen och de richtege Mix fannen an der Familljepolitik tëschent Geldleeschtungen op där enger Säit, spriech Kannergeld, a Sachleeschtungen op där anerer Säit, spriech Betreiung.

Mir sinn do der Meenung, datt mer momentan eng Familljepolitik maachen, déi ganz op d'Geldleeschtung orientéiert ass, a mir solle Schrëtt fir Schrëtt kucken, deen Hiewel ee Stéck méi a Richtung Sachleeschtung, dat heescht Betreiung, eriwwergezunn ze kréien.

Mir stelle fest, datt vill Fraen net beruffstäteg ginn, well et steierlech net onbedéngt interessant ass, well duerch de Steiersplitting dat méi klengt Akommes, wat nun eemol oft dat vun der Fra ass, méi héich besteiert gëtt wéi dat vun engem Jonggesell.

Mir wëssen, datt op där anerer Säit och d'Betreiung hir Käschten huet an datt ënnert dem Stréch fir déi Famill, an där zu zwee geschafft gëtt, dat net onbedéngt vu groussem finanziellen Interesse ass.

Mir sollen de Congé parental iwwerdenken. Och d'Pappe sollen dovunner profitéiere kënnen. Och déi Familljе mat engem mëttleren an engem héijen Akommes sollen dovunner kënne profitéieren. Eiser Meenung no soll d'Kannergeld bestoe bleiwen, mir sollen awer deen natalisteschen Aspekt aus dem Kannergeld eraushuelen. Haut ass et esou, datt fir dat zweet an dat drëtt Kand ee jo méi Kannergeld kritt wéi fir dat éischt Kand. Nun, mir sinn der Meenung, datt déi doten Incitatioun, fir eigentlech méi Kanner op d'Welt ze setzen, finalement jo hei zu Lëtzebuerg näischt bruecht huet. Duerfir solle mer et ofschafen a mir sollen eis seriö Gedanke maachen, ob mer gutt drun dinn, esou vill Familljeleeschtungen, esou vill Kannergeld an dat not Ausland ze exportéieren.

De Statsrot huet a sengem Avis zum Kannerbonus dat nach eemol opgelëscht. Et si mëttlerweil 280 Milliounen Euro d'Joer, déi an d'Grenzgebitt iwwert de Wee vum Kannergeld exportéiert ginn. Duerfir soe mir: Kommt, mir huelen en Deel vun deene Moyenen, déi mer an d'Kannergeld stiechen. Mir kënnen och dann nach eng Kéier déi Moyenen, wa se jo disponibel sinn, déi 100 Milliounen Euro, déi mer an de Kannerbonus elo ënnert dem Stréch wäerten investéieren, anescht verwäerten.

Kommt, mir huelen déi Mëttel a maachen e Wunngeld doraus. E Wunngeld, dat jo hei am Land deene Familljen, déi hei usässeg sinn, et erlaabt, fir iwwerhaapt nach eng Wunneng sech leeschten ze kënnen. E Wunngeld, dat gestaffelt ass nom Akommes. E Wunngeld, dat no der Kannerzuel orientéiert ass. Domadder kënne mer d'Wunnen hei am Land erëm méiglech maachen, eppes, wou mer mierken, datt et fir ganz vill jonk Familljen ëmmer méi onméiglech gëtt, sou datt déi sech dann op déi aner Säit vun der Grenz nidderloosse wäerten.

Mir maache méi eng selektiv Familljepolitik, well mer net mat der Strenz jiddfereen d'selwecht beglécken, mä deem méi hëllefen, dee méi Hëllef brauch, a mir wäerte manner an d'Grenzregioun doduerjer exportéieren an doduerjer méi Moyenen an nei Moyenë fräischafen, fir ganz kloer d'Betreiungsstrukturen och dem Besoin no auszebauen.

Dat ass dat, wat d'Demokratesch Partei proposéiert huet an engem Pabeier viru sechs Méint an an enger Interpellatioun hei an der Chamber duerno.

Wat mécht awer op där anerer Säit d'Regierung? D'Regierung féiert de Kannerbonus an a schaaft gläichzäiteg d'Kannermoderatioun of. E Rechebeispill weist, zu wat dat féiere kann. Ech gebrauchen hei déi Zuelen, déi den Här Juncker selwer bei der Presentatioun vum Kannerbonus hei an der Chamber presentéiert huet.

Huele mer emol eng Koppel mat engem Kand, déi e Revenu imposable annuel huet vu 27.500 Euro. Dat entsprécht ganz exakt dem Mindestloun vun engem qualifizéierten a vun engem net qualifizéierten Aarbechter. Déi Famill do kritt 922,5 Euro Kannerbonus, bezilt op där anerer Säit duerfir awer 781 Euro méi u Steieren. Den Netto-Effet vum Kannerbonus fir déi dote Famill mécht also nach 141,5 Euro bei engem Kand aus.

Op där anerer Sält ass et och esou, datt de Kannerbonus voll spillt, dat heescht eng voll Augmentatioun vum Revenu disponible vun 922,5 Euro bréngt, wann een e Revenu bis zu 1.900 Euro huet. Doriwwer ass et iergendeppes tëscht null Euro an 922 Euro, wat Rescht bleift, an deen, deen e puer Euro méi wéi den duebele Mindestloun verdéngt, fir deen ass den Netto-Effet vum Kannerbonus gläich null.

Dat heescht awer och, datt vun där doter Mesure, wéi d'Regierung se hei proposéiert, eigentlech nëmmen déi Familljе wäerten, oder zum ganz groussen Deel nëmmen déi Familljе wäerte profitéieren, wou eng Pai an de Stot kënnt, wou ee schaffe geet. Déi Famill, wou se zu zweet schaffe ginn, déi geet vun dëser Mesure op jidde Fall eidel aus. Mir maachen et also fir eng Rei vu Koppelen nach méi onattraktiv, fir zu zwee beruffstäteg ze bleiwen oder ze ginn. Dat heescht, mir maachen hei wierklech eng Politik, déi dem CSV-Weltbild entsprécht: Fra doheem an de Mann op der Aarbecht.

Et freet ee sech allerdéngs, firwat d'LSAP mat där dote Politik d'accord ka sinn, an et freet ee sech eigentlech och, firwat datt si nach den Droit d'auteur vun där doter Mesure revendiquéieren.

Fir déi allermeeschte Familljen am Land wäert de Kannerbonus herno eppes sinn, wou si aus där enger Täsch eppes erausgeholl kréien an datselwecht kréie se an déi aner Täsch eran, a mir wëssen, wann de Stat mat Geld hantéiert, dee Moment wou en et bei sech selwer vun där enger Hand an déi aner gëtt, do geet och iergendzwousch eppes verluer u Verwaltungsopwand, an duerfir froe mir eis, ob dat heiten dann de richtege Wee ass.

D'Iwwerleeung, fir eng Negativsteier anzeféieren, ass net nei. Och d'Demokratesch Partei hat 1994 an hirem Programm eng ähnlech Iwwerleeung ugestrengt - mir hunn et Biergergeld genannt -, allerdéngs zum Deel mat engem aneren Hannergrond. Zum Deel och mam Hannergrond, fir de System ze vereinfachen, fir eng ganz Rei vu soziale Mesuren zesummenzeleeën an da mat der Steierlaascht opzerechnen, an da jee no Akommessituatioun der Famill oder deem eenzelne Contribuable eppes ze iwwerweisen, oder hie muss eppes bei de Stat iwwerweisen. Dat huet den Effet, datt et méi einfach ass, datt onnéideg Transferten évitéiert ginn. A virun allem, eng Negativsteier soll jo och, well et eng Steier ass, progressiv sinn. Och deen Aspekt feelt eis hei beim Kannerbonus.

Da stelle mer fest, datt mat der Aféierung vum Kannerbonus dës Regierung nach weider an hirer Familljepolitik op d'Geldleeschtunge setzt. Well de Kannerbonus kascht ënnert dem Stréch, wa mer soldéiere mat deem, wat méi u Steieren erakënnt duerch d'Ofschafung vun der Kannermoderatioun, 99,5 Milliounen Euro méi u Geldleeschtung tëschent 2007 an 2008. Wann ech op där anerer Säit dann awer kucken, wéi d'Budgete fir d'Betreiungsinfrastrukturen an d'Luucht gaange sinn oder sollen an d'Luucht goen tëschent 2007 an 2008, da sinn dat ganzer eelef Milliounen Euro. Dat heescht, deen Déséquilibre tëschent Geldleeschtungen a Sachleeschtunge gëtt eigentlech nach verstäerkt.

Do derbäi kënnt, datt op där anerer Säit och d'Crèchen 2008 wäerte fir d'Eltere méi deier ginn, ëm 8%. Also och do nach eng Kéier eng Incitatioun, fir manner Sachleeschtungen unzebidde respektiv se fir d'Leit méi deier ze maachen.

De Sujet vum Export, deen ech virdru scho kuerz ugeschnidden hunn, ass net, datt deen eis eleng an der politescher Landschaft hei zu Lëtzebuerg interesséiert. Ech erënneren drun, datt den Här Mosar virun dräi Joer a sengem Budgetsrapport zu Recht dorobber higewisen hat an eng Rei vu Froen dozou gestallt huet.

De Statsrot huet et zu engem vu sengen Haaptsujeten och am Avis zum Kannerbonus gemaach. Da musse mer och emol kucken: Wat bréngt de Kannerbonus an deem doten Aspekt? Et ass ze fäerten, datt duerch d'Aféierung vum Kannerbonus nach méi Geld wäert an d'Grenzregioun transféréiert ginn, datt den Export vu Familljeleeschtungen nach wäert an d'Luucht goen. Duerfir wär ech frou, wa mer - an ech si frou, datt den Här Premierminister heibannen ass; dee seet eis dat bestëmmt - virum Vote vum Kannerbonus d'nächst Woch géife wëssen, wivill vun deenen 99,5 Milliounen ënnert dem Stréch hei am Land wäert bleiwen a wivill an d'Ausland wäert dovunner goen.

Et bleiwen déi doten an et bleiwen aner Froen op. D'Fro, déi mëttlerweil schéngt gekläert ze sinn - an dat ass gutt esou -, dat ass, ob de Kannerbonus eemol d'Joer oder zwielefmol d'Joer soll ausbezuelt ginn. Et soll da jo op d'mannst à moyen terme zwielefmol d'Joer sinn. Dat ass gutt esou. Dat fënnt eis Zoustëmmung. Awer net direkt, well et muss nach gekuckt ginn, datt d'Kannergeldkeess sech iwwerhaapt dorobber kann adaptéieren.

Et gesäit een also, datt hei zum Deel Stéckwierk gemaach gëtt. Et gesäit een, datt kee familljepolitescht Gesamtkonzept virläit, fir ze kucke wéi déi künfteg Familljepolitik hei am Land soll orientéiert ginn. An trotzdeem gëtt de Kannerbonus agefouert. Duerfir soe mir als Demokratesch Partei ganz kloer: D'DP steet fir d'Wunngeld, esou wéi mir eis et virstellen, an net fir de Kannerbonus.

Ee Gesamtkonzept feelt der Regierung an hirer Majoritéit och wat d'Besteierung vun de Privatpersounen ubelaangt. D'Autosteier bréngt 35 Millioune méi an d'Statskeess. Dat heescht, d'Leit musse 35 Millioune méi bezuelen. D'Erhéijung vun den Accisen um Diesel an um Bensin soll fir 2008 64 Millioune méi bréngen; d'Augmentatioun vun der Cotisatioun fir d'Fleegeversécherung ronn 60 Milliounen; d'TVA op de Servicer ronn 30 Milliounen; an d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun hätt, wa se da guer net ugepasst gi wär, de Steierzueler 500 ganzer Millioune kascht.

Mir schwätzen also hei vun enger Erhéijung vun der Steierlaascht vu 700 Milliounen. A

wa mer dovunner dat ofrechnen, wat als grouss Steiererliichterung hei duergestallt ginn ass, déi 6%teg Inflatiounsberengegung am Tarif, spriech déi 200 Milliounen, déi dat dann u Mannerrecettë bréngt fir de Stat, da bleiwe mer nach ëmmer bei enger Gesamtsteiererhéijung fir d'nächst Joer par rapport zu 2002 vu 500 Milliounen Euro.

Ech wëll och nach drop hiweisen, datt, wa mer de Steiertarif ëm 6% Inflatiounsberengegung mat enger Inflatioun vun 3% am Joer maachen, dat doten och ganz schnell erëm wäert opgefriess ginn. Amplaz de Bierger am Land Loft ze loossen, fir mat deenen héije Liewenskäschten eens ze ginn, gräift de Stat besonnesch staark zou. An dat grad bei deene mëttleren Akommeskategorien a bei de Famillje mat Kanner, wéi et eben duerch d'Netupassung vum Steierbarème de Fall ass.

D'CSV an d'LSAP belaaschte systematesch déi, déi eist Land droen, déi Verantwortung fir sech, fir hir Famill an domadder och ëmmer fir d'Allgemengheet iwwerhuelen. Duerfir ass d'Demokratesch Partei fir déi komplett Upassung vu 16% vum Steiertarif. Si ass noutwendeg, fir de Bierger aner Laaschten ze erlaben, déi op si duerkomm sinn: D'Wunnen ass méi deier ginn hei am Land; mir hunn eng héich Inflatioun, an den Index dréit jo duerch d'Indexmodulatioun net méi voll; et gëtt eng moderat Lounpolitik gefuerdert am privaten an am öffentleche Secteur, déi vläicht och net ëmmer ganz falsch ass; mir si konfrontéiert mat héijen Energiepräisser; d'Zënse ginn an d'Luucht; den Innenminister hätt gär mëttelfristeg e Waasserpräis vu 5%; d'Gemenge si mat den Taxen och net grad zimperlech. Alles dat muss de Bierger erdroen. Duerfir wär méi eng entgéintkommend Steierpolitik vun der Regierung wënschenswäert.

D'Fro gëtt zu Recht gestallt - éier ee se vun Iech ka stellen, huet den Här Wolter et scho virdru gesot -: Da sollen och déi, déi dat dote fuerderen, gläichzäiteg soen: Wéi ass et finanzéierbar? Mir hunn och do eng ganz Rei vun Iwwerleeunge gemaach wéi mer kënnen op der Ausgabesäit kucken, datt d'Ausgabe manner schnell wuessen, well d'Iwwerleeung dierft jo eigentlech net esou schwéier sinn, wa mer de Steiertarif wëllen op d'Situatioun vun 2002 zréckféieren. Och déi Zäit hu mer investéiert. Och déi Zäit hate mer e performante Sozialstat. Et ass also net esou, datt alles géif an de Koup falen hei am Land, wa mer den Tarif vun 2002 erëm géifen duerch eng Upassung afëieren.

Et gëtt op där anerer Säit Moossnamen, fir ze kucken, datt d'Dépensë manner schnell wuessen. Mir hu mëttlerweil an enger Rei vu Beräicher e Subventiounsdschungel. Dee brauche mer vläicht net. En ass net ëmmer effektiv, well en d'Leit net ëmmer wierklech derzou bréngt dat ze maachen, wat de Stat eigentlech gär hätt.

Mir als Demokratesch Partei sti fir eng méi selektiv Sozial- a Familljepolitik - ech hunn et virdru beschriwwen -, an net onbedéngt eng Familljepolitik an eng Sozialpolitik, déi mat der Strenz iwwert d'Land geet a jiddfereen d'selwecht mat finanzielle Moyenë begléckt. Mir wëllen och kucken, datt mer zesumme mat den Nopeschlänner den Export an de Gréff kréie vu Familljeleeschtungen. Och dat ass eppes, wou d'Dépensë ganz schnell ugedriwwe gi sinn déi lescht Joren.

Dann heescht et och esou, datt Niddregtariffer oft zu Wuesstum kënne féieren. D'Steierrecettë sinn net nëmmen iwwert d'Akommessteier an d'Luucht gaangen, well d'Inflatioun gespillt huet, mä ganz einfach och, well et interessant war hei am Land ze schaffen, sech hei nidderzeloossen an hei zum Wuelstand bäizedroen. Méi Konsum, méi Investitioune bréngen herno och méi Geld fir de Finanzminister. Mir gesinn et un de reelle Croissancen an de Recettë vun der Akommessteier zënter 2002.

An deene leschte Méint gouf vill iwwert d'Verdeele geschwat. Mä éier de Kuch ka verdeelt ginn, muss e jo och bekanntlech gebak sinn. De Wuelstand vu muer ofsécheren, heescht: kompetitiv ze bleiwen; interessant fir ze investéieren, fir ze schaffen a fir ze produzéieren. Dat steierlecht Ëmfeld vun de Betriber ass eng vun den Haaptachsen, wéi mer dat dote kënnen erreechen.

Den Droit d'apport ze halbéieren, ass an eisen Aen en hallefhäerzege Schrëtt, well en net duergeet, well en éischtens keen Avantage schaaft fir hei méi ze investéieren, well och en hallwen Droit d'apport nach eng Steier ass. Eng Steier, déi jo op dat investéiert Kapital direkt applizéiert gëtt an net onbedéngt de Gewënn vun enger Entreprise trëfft, déi Investitiounen hei am Land verhënnert. Ech wëll drun erënneren, datt mer jo wierklech gewaart hu bis d'Europäesch Kommissioun eis gesot huet, datt mer den Droit d'apport mëttelfristeg bis 2010 ganz missten auslafe loossen. Esou datt dat doten och net onbedéngt e voluntaristesche Schrëtt war vun dëser Regierung, mä mer eigentlech international dozou beweegt gi sinn.

Da musse mer eng Diskussioun féieren iwwert den Taux vun der Belaaschtung vun de Betriber hei am Land bei der Gewënnbesteierung. Mir leien elo knapp bei 30%, jee no Gemeng. Mir mussen driwwer nodenken, virun allem an der Optik wann d'Assiette soll harmoniséiert ginn, wou mer do sollen hikommen. Mat enk dorunner hänkt natierlech och eng Reform vun de Gemengefinanzen. Och dat e Volet, deen an diverse Budgetsrapportë schonn hei gefuerdert ginn ass.

Eng Rei vu Propositioune sinn um Dësch. Ech huelen un, datt d'Regierung sech Gedanken dozou gemaach huet. Et wär interessant ze wëssen, wat d'Positioun vun der Regierung doranner ass, zum Beispill am Beräich vum Intérêt notionnel; eppes wat d'Belsch elo agefouert huet, wat och hei am Land momentan diskutéiert gëtt, fir d'Eegekapital eigentlech op d'mannst net méi schlecht ze besteiere wéi d'Friemkapital.

Mir mussen eis och Iwwerleeunge maachen hei am Land, ob mer a wéi mer eng industriell Produktioun wëllen halen. Mir hunn eng ganz Rei vun Nodeeler. Eng Industrie brauch vill Terrain. Deen ass knapp am Land. De Loun ass am Verglach zum Ausland relativ héich. D'Charge administrative kënnt derbäi a villes aneschters. Mir mussen also do kucken, wat hëllefe kann, fir deene Betriber, déi hei sinn, et méi schmackhaft ze maachen, heizebleiwen a souguer nach zousätzlech ze investéieren, well mer wierklech mierken an der Lescht, datt dann, wann investéiert gëtt, et haaptsächlech am Ausland, an net onbedéngt am noen, mä éischter am wäiten Ausland ass.

Mir mussen eis och Iwwerleeunge maachen, wéi mer d'Eegekapitalbasis vun de mëttelstännege Betriber kënne stäerken, och dat, fir se méi robust ze maachen am regionale Kontext. De Mëttelstand iwwerhaapt ass jo dee Secteur, dee méi globaliséierungsresistent ass, well et kënnt keen aus China hei en Daach decke respektiv eng Fënster asetzen. Duerfir musse mer och emol eng Kéier deem Beräich vun eiser Ekonomie déi Suergfalt ginn, déi en eigentlech verdéngt huet, wann een d'Aarbechtsplaze considéréiert.

Här Budgetsminister, ech froen Iech: Wéi gesäit eigentlech d'Betribsbesteierung 2010 an 2015 aus? Well et ass besonnesch de Wirtschaftsminister, deen dat muss wëssen, wann en uechtert d'Welt geet, fir Betriber ze iwwerzeegen op Lëtzebuerg ze kommen.

Wat ass och d'Strategie da wéi gesot vun der Regierung, fir eng produzéierend Industrie hei am Land kënnen ze halen, dat trotz Mindestloun an trotz Index?

An dann à propos Index, do gëtt et der jo am Land, déi elo scho wëllen, datt mer de Wahlkampf ufänken an datt et e rengen Indexwahlkampf soll ginn. Elo gëtt et bestëmmt nach ganz vill aner Sujeten, déi 2009 sollen diskutéiert an duerno sollen tranchéiert an ugaange ginn.

Et ass virun allem den LCGB an hire Generalsekretär, den Här Spautz - e sëtzt jo hei bei der CSV op der Fraktiounsbänk -, dee gären en Indexwahlkampf hätt. Ma mir wären eigentlech interesséiert: Wat seet d'CSV zum Index?

Virun allem interesséiert eis, wat d'Haltung vum Finanzminister zum Index ass am Liicht vu senge Finanzprojektioune fir déi nächst kommend Joren. Et kennt keen d'Chiffere besser wéi de Premier an de Finanzminister an duerfir kann och kee besser soen, wat mam Index soll geschéien, wéi de Premier an de Finanzminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Dat ass jo awer da gutt!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir si gespaant.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Soss keen?

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir si gespaant. Ma mir waarden emol op Iech!

(Interruptions diverses)

En anere Sujet, deen déi nächst Joren och de Steierzueler...

(Interruption et hilarité)

Ech mengen, d'CSV huet dat dote matkritt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Mir froen den Här Grethen nach, ier e geet.

(Hilarité)

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir wäerten en och duerno nach begéinen.

(Interruption)

Ech wäert en och duerno nach begéinen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.*- Oh ech nach méi dacks.

Une voix.- Ech mengen, hie begéint lech awer net.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dee Sujet, deen de Steierzueler déi nächst Joren nach wäert interesséieren, ass de Statut unique a ganz besonnesch d'Fro: Jo, wie muss de Statut unique dann elo bezuelen? D'Employés privés - dat war zimlech schnell kloer - duerch eng Augmentatioun vun der Cotisatioun; déi méi Schwaach an déi méi Krank, well se riskéiere relativ schnell aus de Betriber gedréckt ze ginn; d'Betriber selwer, well nei Laaschten op se duerkommen - jo, a finalement soll et dann och de Steierzueler sinn.

Mat wéi vill ginn déi nächst Budgeten duerch de Statut unique belaascht? Sinn et déi 60 Milliounen, déi musse bäigesteiert ginn, déi nach am System feelen? Sinn et der manner?

Wat sinn déi wierksam Instrumenter, déi jo versprach gi sinn, fir den Absentéisme wierklech ze drécken? Well nëmme wann déi kënne gräifen, da sinn et manner herno wéi déi 60 Milliounen. Déi Instrumenter goufe jo de Betriber versprach, mä d'Betriber soten eis op jidde Fall, datt op där doter Front sech momentan ganz wéineg géif bewegen. Wann den Absentéisme net gedréckt ka ginn, da läit d'Laascht net nëmme bei de Betriber, mä finalement och beim Stat an domadder erëm beim Steierzueler.

Aner Zukunftsproblemer ginn einfach doutgeschwiegen, a wann iwwerhaapt, dann hannert zouenen Dieren diskutéiert. D'Gesondheet, d'Gesondheetsversuergung, d'Zukunft vun eiser Gesondheetsversuergung mussen eis Suerge maachen. Mäi Fraktiounskolleeg, de Carlo Wagner, wäert a senger Interventioun méi genee dorop agoen. Och do musse mer wëssen, datt d'Demographie riskéiert dee System, dee momentan en place ass, mëttel- a laangfristeg ze sprengen.

D'Renteproblematik, d'Rentefro gëtt momentan diskutéiert, net hei am Parlament, net tëschent de Fraktiounen an de Parteien, net dobausse mat de Bierger, mä tëschent Regierung a Sozialpartner hannert zouenen Dieren. Dann, wann et eescht gëtt, zitt dës Regierung sech hannert zouen Dieren zréck.

Dëst ass eng Politik am Däischteren. Oft gi grouss Wierder gebraucht, mä finalement ass d'Realitéit vill méi bescheiden. Wéineg Zukunftsperspektiven a kee couragéiert Upake kann een och an deenen Domäner do feststellen. D'Land gëtt a ville Beräicher verwalt, mä net regéiert, a grouss Zukunftsfroe ginn ausgeklamert. Si sinn ausgeklamert beim Budget 2008, gradesou wéi se ausgeklamert gi si bis no 2009 bei der Tripartite, wou jo déi Mesuren do auslafen a wou duerno eng nei Regierung ka kucken, wat dann ze maachen ass.

Keng Äntwerten héiert een op déi grouss, op déi wierklech grouss finanziell, ekonomesch a sozial Erausfuerderungen. D'Bierger hu wéineg Versteesdemech awer fir Reformen, wann den Défi net kloer ëmrass gëtt an d'Bierger net agebonne sinn.

D'CSV an d'LSAP maachen eng Politik, déi ganz kloer sech duerch en Demokratiedefizit auszeechent, well villes vun deem, wat geschitt - ech wëll just do d'Besteierung vun de Privatpersounen ervirsträichen -, stoung net an hirem Wahlprogramm oder war aneschters ugekënnegt.

D'CSV an d'LSAP sinn ugetrueden an de Wahlen 2004, fir méi niddreg Steieren ze hunn, an hu méi héich Steieren herno ëmgesat. Wien d'Vertraue wëllt gewanne vun de Bierger, deen däerf eng Steiererhéijung net als Steiererliichterung verkafen. An Zesummenhäng muss een denken an net eng Wull vun eenzelne Mesuren duerchbaatschen. Net aus där enger Täsch dat huelen, wat een an déi aner Täsch eragëtt. Et brauch een och Courage zur Éierlechkeet, a mir brauchen en éierleche Wahlkampf 2009.

2009 musse mer dem Bierger d'Wourecht soen, d'Wourecht iwwert de finanzielle Spillraum, d'Wourecht iwwert déi Défien, déi virun eis leien. Wa mer weiderhin d'Aen zoumaache viru wichtegen Erausfuerderungen, da wäert Lëtzebuerg op der Plaz trëppelen an um internationale Plang zréckfalen. Da wäert de Wuelstand op Dauer nach just eng Wuelstandsillusioun sinn, an deene kommende Generatioune wäerte mer eng batter lerfschaft hannerloossen.

Lëtzebuerg brauch méi Courage zu Reformen. Esou Reforme sinn nëmme méiglech, wa mir eng nei politesch Sträitkultur hei am Land entwéckelen. Eng Sträitkultur tëschent Parteien, Politiker, Medien a Sozialpartner. Net fir hiren Aflossberäich ze verteidegen, neen, vill méi eng oppen, animéiert a vun Innovatiounsgeescht geprägten Ausenanersetzung ëm Zukunftsiddien.

Ech gleewen zudéifst un d'Kraaft vun der Demokratie, un e friddlecht Equilibréiere vun de Kräften an Interessen, un déi demokratesch Konkurrenz als Maartplaz vun den Iddien, wou nëmmen deen eng Chance huet ze bestoen, deen et versteet, déi gesamtgesellschaftlech Verantwortung mat deenen individuellen Usprëch vun de Bierger an Aklang ze bréngen.

Duerfir wäert d'Demokratesch Partei alles drusetzen, fir weiderhin d'Reformdebatt zu Lëtzebuerg ze animéieren. Lëtzebuerg brauch dës Reformdebatt, fir d'Erausfuerderungen, d'Geforen awer och d'Chancen öffentlech ze diskutéieren an dann Alternativen an engem demokratesche Prozess ze formuléieren an ëmzesetzen.

Mat dësem Budget probéiert d'Regierung, d'Defiziter vun hirer Politik aus deene vergaangene Joren ze cachéieren an emol net se ze korrigéieren. Villes ass Stéckwierk a passt net beienaner. Kaum gëtt iwwert 2009 erausgekuckt, d'Wäitsiicht vun der CSV an der LSAP reecht héchstens bis zum Wahldag.

Lëtzebuerg brauch eng aner Politik: Entlaaschtung amplaz Belaaschtung, Bewegung amplaz Stëllstand, Wäitbléck amplaz Kuerzsiicht. Alles dat vermësse mer och am Budget 2008. Dëse Budget ignoréiert déi Risiken, déi iwwert de Statsfinanzen hänken. E féiert d'Ëmverdeelungspolitik mat der Strenz weider. E reagéiert net op déi gesellschaftlech Veränneerungen aus deene vergaangene Jorzéngten. E bitt kaum Perspektiven op eng nohalteg Stäerkung vun eiser Ekonomie an e belaascht ganz besonnesch weiderhin d'Mëttelschichten.

Aus all deenen dote Grënn wäert d'Demokratesch Partei dem Budget 2008 net kënnen zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'Madame Lydia Mutsch huet de Budgetsentworf 2008 konstruktiv a kritesch hannerfrot an eng exzellent Analys dovunner gemaach. Mir deelen déi Recommandatiounen a Konklusiounen a soen hir Merci fir déi ausféierlech an engagéiert Aarbecht, déi se domat gemaach huet.

Ech wëll duerfir net dat widderhuelen, wat d'Madame Mutsch als Konklusiounen an hirem ëmfaassende schréftlechen a mëndleche Rapport virgedroen huet. Ech wollt awer just op dräi Punkten agoen, déi och de Mëtteg vum CSV-Fraktiounspresident an och nach e Samschdeg an enger Lëtzebuerger Zeitung virgedroe gi sinn.

Dat eent, dat ass de Problem vun der Territorialreform. Mir wëllen alleguer liewensfäeg an effikass Gemengen. Mir hunn der, déi ze kleng sinn. Mir wëllen, dass se zesummeginn. Mir wëssen, dass dat net einfach ass. Och tëschent dem CSV-Fraktiounspresident an dem CSV-Innenminister ass nach villes am Floss. Mir hunn haut an der Zeitung gelies, dass den CSV-Innenminister eng Reform vun de Reformen annoncéiert huet, a mir mengen, dass ee sécher zu gudde Resultater komme kann, wann all Fraktioun natierlech och hir Hausaufgab do mécht.

Wat d'Schoulreform ugeet, wëll ech soen, dass mer natierlech wichteg Projeten an der Chamber hunn, an der Kommissioun, an dass mer interesséiert sinn, déi Projeten esou schnell wéi méiglech duerch d'Chamber ze kréien, fir dass mer dorobberhin eng Partie Reformen duerchféiere kënnen. Ech mengen, et ass seelen eng Schoulministesch ginn, wéi d'Madame Delvaux, déi

esou aktiv fir Innovatioun an der Schoul war an déi keng Angscht hat, fir op alle Pläng Innovatiounen duerchzezéien.

Wat de Rentesplitting ugeet, wëll ech soen, dass dat natierlech eng komplex Aarbecht ass, wou dräi Ministeren dran implizéiert sinn: den Här Di Bartolomeo, d'Madame Jacobs an den Här Wiseler, an dass et natierlech net esou einfach ass, fir déi technesch komplex Affär op een Nenner ze bréngen. Mir mengen awer, dass dat noutwendeg ass a mir sinn och iwwerzeegt, dass d'Regierung dat schnell iwwert d'Bühn brénge wëllt.

Här President, mir liewen nach ëmmer an der Zäitrechnung no der Tripartite vum 28. Abrëll 2006. Déi finanziell Analys, déi d'Tripartite gemaach huet, ass nach ëmmer aktuell. D'Konklusioune vun der Tripartite sinn nach ëmmer amgaang ëmgesat ze ginn an d'nächst Woch setze mer mam Kannerbonus eng wichteg Mesure vun deem Tripartitesaccord ëm.

Dat wesentlecht Uleies, fir dass d'Tripartite iwwerhaapt zesummekoum, war de Budget erëm an d'Gläichgewiicht ze bréngen. Dëst ass jo no de Maastricht-Kritäre gelongen, well den Iwwerschoss vun der Sécurité sociale den Defizit vum Stat a vun de Gemenge kompenséiert. Et konnt een och d'lescht Woch an der Ried vum Budgetsminister d'Impressioun hunn, et wär elo alles am grénge Beräich.

Et bleift awer, dass ons öffentlech Finanze fragil a volatil sinn, well ons Wirtschaft op ze schmuele Féiss steet. De Monolithismus vun der Banken- a Finanzplaz ass nach ëmmer staark ausgeprägt. Dëst huet net verhënnert, dass dank der gudder internationaler Konjunktur, awer och, muss ech soen, dank der aktiver a kreativer Politik vun der Regierung a besonnesch vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké, deen d'Diversifikatioun duerch nei Wirtschaftscréneauë sicht, ons Wirtschaft sech gutt entwéckelt.

Och d'Gemengefinanzen, als ee vun den dräi Piliere vun den öffentleche Finanzen, bleiwe fragil, well d'Gemengen ëmmer nei Aufgabe kréien. Dëst huet d'Tripartite ganz gutt verstanen. Duerfir hunn d'Sozialpartner mat der Regierung Mesuren ofgeseent, fir d'öffentlech Finanzen erëm an d'Gläichgewiicht ze bréngen, nei Reserven unzeleeën a Mëttele fir d'Investissementer fräi ze maachen, also iwwert den Dag eraus ze plangen.

Wann ech dës elementar Prinzipië vun enger gesonder Finanzpolitik rappeléieren, da well jo, wéi z'joert schonn, och dëst Joer d'Regierung ënnert der Pressioun besonnesch vun der Salariatssäit ass, d'Aschränkungen, déi d'Tripartite am Kader vun der finanzieller Konsolidéierung négociéiert huet, opzeginn. Dat heescht, an der Haaptsaach den Indexmechanismus erëm ganz hierzestellen. Dës Pressioun kënnt aus dem verständleche Wonsch, no de Resultater vun der gudder Wirtschaftsentwécklung 2006 an 2007 den erschaffte Räichtum gerecht ze verdeelen. Et muss een awer soen, dass déi Ëmverdeelung ni opgehalen huet an och elo net ophält.

Éischtens, mir wëssen, dass déi Ëmverdeelung an éischter Linn sozial selektiv si muss. Si soll besonnesch deenen zegutt kommen, déi am meeschten ënnert de Sacrificer gelidden hunn, also Famillje mat klengen a mëttlere Revenuen, déi d'Deirecht vum Hëtzes, de Liewensmëttele grad wéi vun der Wunneng staark belaascht. An der Tripartite gouf eng Mesure fir si mat dem Vokabel „Crédit d'impôt" bezeechent.

Well d'Steiere kee gutt Ëmverdeelungsinstrument sinn, well besonnesch kleng a mëttel Akommesse keng Steiere bezuelen, huet d'Regierung en neie Wee ageschloen; de Kannerbonus vun 922 Euro d'Joer kënnt all Kand, ob seng Eltere Steiere bezuelen oder net, zegutt. A fir de villen Demandë Rechnung ze droen, gëtt dee Bonus jo vun 2009 u monatlech ausbezuelt; 2008 fir d'ganzt Joer.

An déiselwecht Richtung geet d'Iddi, déi vum Finanzminister an der Finanzkommissioun d'lescht Woch virgedroe gouf an déi och a verschiddenen Avisen iwwert de Steierprojet zum Virschäi koum, fir den Arbeitnehmerfräibetrag am Sënn vun engem Crédit d'impôt och fir déi Salariéen anzeféieren, déi keng Steiere bezuelen.

Aner Mechanisme vun Ëmverdeelung sinn natierlech d'Eropsetze vum Mindestloun, Subventiounen an Allocatiounen, wéi zum Beispill fir d'Eegenheem, fir d'Hëtzen am Wanter oder Sozialhëllefen, wéi se an deem neie Gesetz iwwert d'Aides sociales systematiséiert solle ginn. Duerfir geet de Kredit fir d'Heizungszoulag am Budget 2008 vu fënnef op siwe Milliounen Euro erop an de Kredit fir den RMG klëmmt vu 94,8 op 102,5 Milliounen Euro.

Zweetens, natierlech wësse mer, dass de Steierdrock fir d'Leit alleguer sozial a wirtschaftlech räsonnabel si muss. Fir d'Akommessteier kënnt dofir d'Upassung vun der Steiertabell vun ëm déi 6%, an en Aarbechtsgrupp - ass ons hei och gesot ginn - schafft drun, fir d'steierlech Kompetitivitéit vum Land ze verbesseren. 2008 geet den Droit d'apport vun 1 op 0,5% erof, mat engem Déchet fiscal vu 40 bis 50 Milliounen Euro. Akommes aus Breveten an Erfindunge ginn deelweis steierlech exonéréiert. Aner vereenzelt Mesurë fir d'Betriber stinn am Projet 5801. Dee Pak fir physesch Persounen a fir Betriber beleeft sech ëmmerhin op iwwer 300 Milliounen am Joer 2008.

Drëttens, d'Ëmverdeelung, et däerf een net vergiessen, dat ass och de Gehälteraccord an der Fonction publique.

A véiertens, mir erliewe selbstverständlech och, dass niewent deem allgemengen Accord verschidde Komponente vun der Fonction publique eng Ëmverdeelung fir sech verlaangen. Derbäi kënnt, dass de Bologna-Prozess dee ganze Klassement vun der Fonction publique un d'Wackele brëngt. Villes ass am Wandel!

Méi héich a méi verschidde Qualifikatioune gi gebraucht. D'Besoinë gi méi komplex a villfälteg. D'Schoulreforme froen Upassungsfäegkeet un eng extrem heterogen Schoulpopulatioun, permanent Weiderbildung, groussen dagdeeglechen Asaz a Bereetschaft vum Personal. Déif gräifend Reforme mussen ugepaakt ginn.

Den neie Profil vun der Ausbildung wéi och d'Ufuerderung vun de Reforme stellen op en Neits an no laange Joren erëm eng Kéier ganz akut d'Gehälterfro vun den Enseignantë vum Primär. Datselwecht géllt fir vill aner Beruffer am öffentleche Secteur an an öffentlechen Etablissementer, ob an der Verwaltung oder am Gesondheets-, Fleege-, Sozial- a Kulturberäich.

Mir wëssen, dass de Koalitiounsprogramm eng allgemeng Gehälterreform ausschléisst. Mir mengen awer, dass een net derlaanscht kënnt, d'Bereetschaft fir eng héich qualifizéiert Aarbecht mat der Unerkennung vun der Qualifikatioun um Plang vun der Aklasséierung vun de Gehälter ze honoréieren.

Fënneftens, zur Ëmverdeelung gehéiert am weide Sënn och de Kampf géint d'Inflatioun, déi neierdéngs erëm ze schnell wiisst, och oft ënnert dem Drock vu sougenannte Prix administrés, dat heescht Taxen an Accisë vu Stat a Gemengen. Si schiedegt natierlech besonnesch d'Kafkraaft vun de Leit mat klengem a mëttlerem Akommes.

Fir elo géint d'Inflatioun unzegoen, stinn eng Partie Mesuren am Tripartitesaccord. Esou sollen d'Kontrakter vum Stat désindexéiert ginn, de System vun de Generalvertriedungen, deen ons forcéiert, iwwer belsch Importateurs généraux ze fueren, soll ënnersicht ginn. D'Regierung selwer huet sech engagéiert, eng virsiichteg Upassung vun de Prix administrés ze maachen an eng Partie Taxen- an Accisenerhéijunge sollen indexneutral sinn.

An d'Erfale vun den Indextranchen, wësse mer jo, ass nei geregelt ginn. Dëst soll bis 2009 ëmgesat ginn.

Sechstens a leschtens, eng aner Ëmverdeelung gëtt vun de Gemenge verlaangt. D'Madame Mutsch huet eng ausféierlech Analys vun de Finanze vun den 116 Gemengen, 59 Gemengesyndikater an 125 Établissements publics ënnert der Tutelle vun de Gemenge gemaach. Do gesäit een, dass 91 vun 116 Gemengen defizitär sinn. D'Gemengeschold klëmmt ëm 64% tëschent 2001 an 2006, wat nettement méi schnell ass, wéi déi vum Stat. Duerfir verlaangt d'Budgetsrapportrice e Rattachement vun de Gemengefinanzen un d'Entwécklung vun deene vum Stat. Effektiv, mengen ech, komme mer net derlaanscht, de Gemenge méi Planungssécherheet a méi Finanzstabilitéit ze ginn.

Här President, d'LSAP huet ëmmer an dësem Land matgehollef an hëlleft och haut nach mat, d'Léin an d'Gehälter zu Lëtzebuerg ze verbesseren, also de Mënschen, déi schaffen, en anstännegt Stéck vum Räichtum zoukommen ze loossen. Eng aktiv Lounpolitik grad wéi eng generéis Sozialpolitik droe vill zum soziale Fridden an zum wirtschaftleche Wuesstum iwwert d'intern Consommatioun bäi. Déi anstänneg Revenuë vun den Arbeitnehmer zesumme mat enger héijer Beschäftegung droen zur sozialer Kohesioun bäi.

Mä d'Ëmverdeelung ass fir d'LSAP nach eppes aneschters. Et ass den Ausbau vun öffentlechen Déngschtleeschtungen iwwert de Stat an öffentlech Etablissementer, vun Ariichtunge fir d'sozial Sécherheet fir d'Leit alleguer a vu staarke Gemengen. Dëst muss zesummegoe mat der Obligatioun, an d'öffentlech Ariichtunge fir d'Zukunft ze investéieren.

Ech verstinn natierlech d'Gewerkschaften an d'Betriber, wa se méi an der Pai an am Profit wëllen. Mä wann d'Suen net duerginn, fir massiv ze verdeelen a gläichzäiteg energesch opzebauen, dann zéien ech vir, dass ons Ariichtunge fir sozial Gerechtegkeet a Gläichheet ausgebaut ginn, dass ons Schoule radikal verbessert ginn, dass fir déi Eeler, déi Krank, déi Fleegebedürfteg, déi Leit mat Problemer gutt Ariichtunge bestinn, fir se opzefänken. Dat kënnt alle Leit zegutt, och a besonnesch deene mat klenge Revenuen.

D'sozial Verantwortung vun der öffentlecher Hand besteet och doran, de Chômage ze bekämpfen. D'LSAP, duerch hire Sprecher John Castegnaro, huet hei eng national Beschäftegungskonferenz gefrot, déi och vum Aarbechtsminister akzeptéiert ginn ass. Derniewent brauche mer nach aner Mëttelen, wéi zum Beispill de Projet 5144 iwwert de Chômage social, zesumme mat engem Kader fir d'Solidarwirtschaft, fir schwiereg Arbeitnehmer an d'Beschäftegung zréckzeféieren.

Här President, d'Regierung seet - och an dësem Budget -, si wëllt den Undeel vun de Fonctionnementskäschten an den öffentlechen Ausgabe reduzéieren. D'Astelle vun neie Statsbeamte soll limitéiert bleiwen. D'Effikassitéit vun den öffentlechen Ausgabe soll erhéicht ginn. D'Regierung seet duerfir, dass ee genee hikucke soll, wann nei Strukture geschafe ginn. Si weist och drop hin, dass all neien Investissement esou Fonctionnementskäschte mat sech zitt. Dat ass ëmsou méi richteg, wéi déi finanziell Ufuerderunge vum Stat vis-à-vis vun de Bierger net méi kleng ginn. Ech brauch hei net op déi Sacrificer zréckzekommen, déi duerch d'Tripartite agefouert goufen.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Dës Regierung mécht eng seriö a kohärent Politik fir de Klimaschutz a fir d'Ëmwelt. Si huet den nationalen Aktiounsplang am Abrëll 2006, fir de Kyoto-Protokoll ëmzesetzen, ugeholl. Dee gëtt systematesch ëmgesat. Si huet duerfir d'Autosteier nom Verursaacherprinzip ëmgebaut an zum Deel erhéicht, wat säit 1986 net méi geschitt war. Säitdem ass d'Inflatioun ëm 61% eropgaangen.

Den Différentiel bei den Accisë gëtt lues a lues ofgebaut, och fir den Tanktourismus an der Kyoto-Optik an de Gréff ze kréien. D'Energiespueren an d'Energieeffizienz ginn ënnerstëtzt. D'Gesamtausgabe fir d'Ëmweltpolitik ginn ëm 5,5% an d'Luucht, op 85,9 Milliounen Euro. De Finanzéierunsfong vun de Kyoto-Mechanismen huet 2008 90 Milliounen Ausgaben a gëtt duerch de Budget, duerch d'Contribution climatique um Bensinverbrauch an duerch d'Autosteier finanzéiert. D'Fonge gi massiv gespeist.

Och do gëtt et keng Wonnermëttel. A wann ons gréng Kolleegen andauernd als eenzeg Léisung eng ökologesch Steierreform verlaangen, dann ass dat e bësse kuerz, besonnesch och, well se ni soen, wat se dorënner verstinn. Wëlle se de Bensinspräis drastesch eropsetzen? Wat fir Taxë wëlle se weider aféieren? Ech waarden an där Hisiicht gespaant op d'Taxëpolitik an der Stad Lëtzebuerg, déi jo mat deene Gréngen zesummen definéiert gëtt.

Här President, et gëtt sécher kee Wonnermëttel, fir d'Fonctionnementskäschte vum Stat erofzedrécken. Et huet mech interesséiert, wéi an de verschiddenen Avisë vun de Beruffschamberen d'Thema vun den Ausgabe beliicht gouf. D'Patronats-chambere besonnesch ginn ausféierlech drop an.

D'Chambre des Métiers ass der Meenung, dass d'Zil vun der Tripartite net erreecht gouf, well tëschent 2006 an 2008 den Undeel vu Salairen a Sozialaaschte vum Stat vun 19,7 op 20,8% an d'Luucht goung. Dës Chamber seet och wou unzesetzen ass, nämlech um Gehältersystem vun der öffentlecher Fonctioun. Fir den Différentiel tëschent privaten an öffentleche Léin ze reduzéieren, missten d'Ufanksgehälter beim Stat erofgesat ginn. Dës Chamber freet och, dass d'Indexupassung vu Léin a Gehälter op 1,5-mol de soziale Mindestloun beschränkt soll ginn.

D'Chambre de Commerce geet an déiselwecht Richtung. Dës Chamber mécht eng detailléiert Analys vun den Erhéijunge vun den uerdentlechen Ausgaben. Esou ënnersträicht se, dass de Coût par habitant vun der Fonction publique vun 2.385,43 am Joer 2001 op 3.337,55 Euro am Joer 2008 eropgeet; also 33,99%. Si freet eng - tëschent Anführungszeichen - „richteg" Réforme administrative, déi d'Prinzipië vum Privatbetrib befollegen an eng optimal Produktivitéit upeile soll. Och d'ADEM soll an deem Zesummenhang no deene Prinzipië reorganiséiert ginn.

Déi puer Beispiller aus de Patronatsavisë beleeën, wéi illusoresch e politesche Konsens op deem Plang ass. Ech gleewe kaum, dass iergendeen am Kader vum Lëtzebuerger Modell sech erwaarde kann, déi drastesch Mesuren ze ergräifen, déi d'Patronat als néideg emfënnt.

Mä de Problem vun der Produktivitéit vum Stat bleift. D'Cour des Comptes zum Beispill weist no, dass déi lafend Ausgabe vum Stat tëschent 2006 an 2008 net erofgedréckt goufen. D'Administration centrale huet 2008 e viraussiichtlechen Defizit vu 568,5 Milliounen Euro. An d'Ursaach dofir ass haaptsächlech d'Erhéijung vun den Transferten natierlech un d'Sécurité sociale.

D'Banque centrale mécht sech Suergen ëm d'Dépenses courantes, déi méi schnell zu Lëtzebuerg an d'Luucht ginn, wéi an de Länner ronderëm. Duerfir schléit d'Banque centrale eng Norm fir de Wuesstum vun deenen Ausgabe vir. Eng Norm, déi sech no der Entwécklung vun ähnlechen Ausgaben an den Nopeschlänner riichte géif.

Insgesamt ass d'Banque centrale ganz kritesch vis-à-vis vun der Regierung, well se eng Paus an der Konsolidéierung ausmécht, wat ëmsou méi inquiétant ass fir d'Banque centrale, wéi d'Budgetssolde vu Lëtzebuerg wéinst onser Klengheet méi volatil sinn, wéi a grousse Länner. Fir a Sécherheet virun där Volatilitéit ze sinn, misst de positive Sold vun der Administration centrale op d'mannst iwwer 1% vum PIB leien, seet d'Banque centrale.

Et ass sécher derwäert, méi wéi jee, sech Gedanken iwwert de Stat ze maachen. Well, Här President, ass net d'Démarche vun der Politik oft déi, all Kéiers wou e Problem entsteet eng nei Struktur mat neiem Personal an neie Mëttelen ze schafen, amplaz ze ënnersichen, wéi déi bestehend Strukture schaffen an ob se déi Aufgaben net mat iwwerhuele kéinten?

Duerfir einfach emol e puer „naiv" Froen iwwert dëtt an dat.

Et kann ee sech zum Beispill wonneren, dass mer fir d'Finanz- an d'Wirtschaftsprospektioun zwou an net eng Agence hunn. Vu bausse versteet keen dat richteg.

Oder en anert Beispill. D'Regierung ass elo amgaang, e Projet fir d'Integratioun vun den Auslänner zu Lëtzebuerg ze diskutéieren. D'Zil ass wichteg an interessant. Kann dat net wéinstens deelweis iwwer eng enk Zesummenaarbecht tëschent verschiddene Ministèrë goen, déi alleguer dovunner concernéiert sinn? Also eng horizontal Approche.

Oder en anert Beispill. Et ass eigentlech net rationell nozevollzéien, dass d'Schoul an d'soziokulturell Förderung vun de Schüler administrativ getrennt sinn.

Weider: Mir wëssen, dass mer Leit schützen an hëllefe mussen. Mir hunn den Ombudsmann, mir hunn den Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner. Mir kréien elo geschwënn e Centre pour l'égalité de traitement. Dat ass alles géint d'Diskriminatioun an alles Strukturen, déi néideg sinn. Kann een dat net bündelen? Kann een dat net wéinstens materiell an engem Haus anzwousch installéieren an domat Synergië sichen?

E weidert Beispill. Wéi ass et mat méi Guichets uniques op verschiddene Gebidder, wou een alles op enger Plaz fënnt? Oder wéinstens Internetsiten, déi een op deen anere verweisen, matenee vernetzt sinn? Sinn dann d'Techniques de l'information et de la communication net do, fir méi produktiv ze sinn? Och beim Stat?

En anert Beispill. Mir hunn e Conseil de la concurrence an eng Inspection de la concurrence. Geet dat net zesummen?

Trotzdeem och nach déi Constatatioun, déi een no laange Jore ka maachen: Jee no de Koalitioune gi Ministèren zesummebruecht oder auserneegerappt. Dat ass net ëmmer kohärent. An ze oft sinn och d'Ministèren

- net d'Ministeren, mä d'Ministèren - Festungen, déi wéineg horizontal zesummeschaffen. Et gëtt do Stellvertriederkricher, déi der Rationalitéit an der Effikassitéit net déngen.

An dann nach dat hei. Mir sinn amgaang eng Territorialreform auszeschaffen. Mir wëllen alleguer manner an also méi grouss a besser équipéiert Gemengen. Et ass och virgesinn, Regionalstrukturen opzebauen, där et jo eng Partie schonns gëtt. Sécher brauche mer eng Zort Communautés urbaines an aner Methoden, fir dass d'Gemengen zesummeschaffen. Soll ee sech awer net zweemol iwwerleeën, éier een nei administrativ Zwëschestrukture mat neie Beamten opriicht, déi ee schwéier lassgëtt, wann een dat dann eng Kéier wëllt?

Zum Schluss, Här President: Stelle mer jee d'Fro no der Effikassitéit an de Resultater bei öffentleche Strukturen? Ech loossen déi Fro emol esou am Raum stoen.

Här President, ech wollt hei besonnesch op een Thema agoen, well d'Kanner, déi Jugendlech der LSAP a mir och ganz besonnesch um Häerz leien. Mir hunn, wéi PISA a PIRLS weisen a wéi e Blannen et och ouni international Studië gesäit, e Problem mat der Schoul. Ech deelen d'Meenung vun der Erzéiungsministesch, dass dëse Problem systemimmanent ass.

Mir hunn nämlech e Mentalitéitsproblem, wann et ëm Erneierung geet. Mir hale gär um Ale laang fest. Eng etlech hei zu Lëtzebuerg mengen nach ëmmer, et géif en immuabelt Wësse ginn, wat ee misst ingurgitéieren, fir eppes ze sinn oder ze ginn. Virun allem och, dass dëst Wëssen op déiselwecht frontal a magistral Manéiere vermëttelt gëtt, wéi virun 100 Joer a méi.

Souwuel d'Wësse wéi och d'Methoden ännere sech permanent, an d'Kanner änneren och. Duerfir brauche mer - ech mengen, dat ass an der Zwëschenzäit jiddferengem kloer - eng permanent Innovatioun a Reformen an der Schoul an och ausserhalb der Schoul. Mir brauche Reformen am Primär an am Postprimär. Et ass hei net d'Plaz elo, dat maache mer jo en Donneschdeg, fir an d'Eenzelheeten ze goen, mä d'Innovatioun um Pabeier vum Gesetz bréngt näischt, wann d'mënschlech Ressourcen an d'Mëttelen derfir feelen.

Mir begréissen duerfir ausdrécklech, dass de Budget vun der Éducation nationale vun 2007 843 Milliounen Euro op 2008 906 Milliounen Euro eropgeet. Dobäi muss ee besonnesch déi massiv Augmentatioun vun de Kreditter fir de Primär a Betruecht zéien, déi vun 246 am Joer 2007 op 289 Milliounen Euro am Joer 2008 eropginn, niewent engem neie Kredit vun zwou Milliounen Euro fir den neie Pilotprojet vun der École inclusive, eng nei Démarche fir de Primär, déi mer mat Spannung erwaarden. Dozou komme fir 2008 83 Milliounen Euro au titre vum Fonds d'investissements publics scolaires.

Dës Zuelen drécken de Wëlle vun dëser Regierung aus, der Schoul hir héchste politesch Prioritéit ze ginn. D'Schoul natierlech muss vill méi wéi bis elo an onsen Aen och en Instrument vu sozialer Gerechtegkeet sinn. Si muss sech vill méi ëm d'Chancëgerechtegkeet fir d'Kanner alleguer beméien. D'Schoul ass och en Instrument vu gesellschaftlecher Erneierung, vu permanenter Upassung un d'Liewe vun haut. Duerfir ënnerstëtze mer d'Erzéiungsministesch an hirem Beméien, d'Reformen an der Schoul am Interessi vun de Kanner weiderzebréngen.

Zu dësem Themeberäich gehéiert onbedéngt den Encadrement socioculturel, fir deen de Ministère de la Famille an d'Gemengen eng Verantwortung hunn. D'Kanner aus alle Milieuen, besonnesch och aus benodeelegte Milieuen, kënnen no der Schoul, beim Mëttegiessen an der Kantin, beim Spill, beim zesumme Léiere wichteg Impulser fir hir Entwécklung kréien, kënne gehollef kréien a gefördert ginn, am sproochleche wéi am soziale Beräich.

Et ass gewosst, dass d'Ganzdaagsbetreiung respektiv d'Ganzdaagsschoule vill fir d'Förderung an d'Chancëgläichheet vun de Kanner maache kënnen. A wann och den Encadrement net d'Fortsetzung vun der Schoul däerf sinn, da muss en dach enk zesummenhänken. D'Personal muss wëssen, wat d'Kanner u Förderung an u Rattrapage brauchen.

Mir begréissen, dass d'Regierung iwwert de Budget vum Ministère de la Famille e wesentlechen Akzent op den Encadrement vun de Kanner an de Jugendleche leet. Esou geet de Kredit un d'Gemengen, déi eng Maison relais hunn, vun zwielef op 14,8 Milliounen erop. Mä iwwert d'Suen ewech, mengen ech, muss de Konzept zesummen ofgeschwat ginn, fir dass d'Mëttelen optimal agesat kënne ginn.

An nach ëmmer wat d'Jugend ugeet, wëll ech den Effort vun der Regierung fir d'Universitéit ënnersträichen. Fir d'LSAP war an ass d'Uni fir d'éischt en Instrument vun Innovatioun a Reform fir d'Land. Et gëtt Leit zu Lëtzebuerg, déi mengen, d'Uni wär an éischter Linn eng Zort Épicerie, déi der Wirtschaft schnell a schmäerzlos nei profitabel Créneauen erfanne géif.

Mir mengen, dass d'Uni fir d'éischt do ass, kritesch un ons Realitéit ze goen an doduerch Innovatioun a Reformen ze förderen.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Duerfir gesi mer mat Satisfaktioun, dass d'Uni an d'Éducation nationale zesummeschaffen, zum Beispill fir Pilotprojeten ze verfollegen an doraus Léieren ze zéie fir de Rescht vun der Schoul, an och fir d'Léierpersonal esou gutt wéi méiglech auszebilden.

D'Kreditter fir d'Uni Lëtzebuerg gi vu 44 Milliounen Euro am Kont 2006 op 58 Milliounen Euro am Budget 2008 erop. Derbäi kënnt d'Recherche, fir déi d'Kreditter op 109 Milliounen Euro eropgi vis-à-vis vu 85 am Joer 2007 an 63 am Kont 2006, ouni d'Mëttele fir d'Recherche-Innovatioun an anere Ministèren.

Mir gesinn doriwwer eraus, dat wëll ech och hei nach ënnersträichen, d'Uni Lëtzebuerg als e wichtegt Element vu Chancëgläichheet a vun Demokratisatioun vun den Héichschoulstudien, grad wéi mer an der Lëtzebuerger Recherche en „melting pot" fir Lëtzebuerger an net Lëtzebuerger Chercheure gesinn. Fir ons ass d'öffentlech Schoul, sinn d'Bildungs- a Kulturstrukture vum Land den Zement vun der gesellschaftlecher Kohesioun an dat wesentlecht Instrument fir d'Integratioun an eng offen an tolerant Gesellschaft.

Derbäi kënnt, dass d'Sozialiséierung vun de ville Kanner aus der Immigratioun iwwert d'Sproochen, iwwert d'Participatioun an der Schoul an am paraschoulesche Beräich, iwwert d'Zesummeliewen an de Kampf géint d'Diskriminatioun geschéie muss. Och dat gehéiert zum Problemberäich vum éischten Alter, wéi och am weidere Liewe mat Lifelong Learning.

Dobäi wëll ech nach ee besonneschen Aspekt ënnersträichen, deen och ganz wichteg ass. Et gëtt haut esou vill vu Lëtzebuergesch geschwat. Et gëtt vun der Importenz vun onsem Sproochesystem geschwat. Hei muss menger Usiicht no de Centre de langues ausgebaut ginn. Mir brauche vill a gutt forméiert Enseignanten, fir déi vill Leit, ob Lëtzebuerger oder Ausländer, déi Sprooche léiere wëllen, op eng modern an effikass Manéier ze begleeden.

Absolut virrangeg, Här President, ass fir d'LSAP de Logement. Mir bereeden en neit Gesetz vir, dat de Gemenge méi Mëttele soll ginn, hir Awunnerzuel eropzesetzen an zugläich d'öffentlech Infrastrukturen unzepassen.

Um Immobiliëmaart schéisst d'Spekulatioun an d'Kraut. An d'Resultat ass, dass vill Leit mat klengen oder och där mat normale Revenuen net méi matkommen. Vill Leit musse Schold maache fir 20, 25, 30 an heiansdo 40 Joer.

De Budget 2008 gesäit zéng Milliounen Euro vir, fir d'Gesetz vum «Pacte logement» ëmzesetzen. De Statsrot huet vill Hoer an der Zopp fonnt, a mir sinn awer der Meenung, Här President, dass d'öffentlech Hand déi Mëttelen, fir um Immobiliëmaart anzegräifen, behale soll, déi am Gesetz stinn.

Mir wëllen onbedéngt d'Substanz vun deem Gesetz erhalen, well de Maart net capabel ass, d'Problemer vun der Deierecht an der Raritéit ze léisen an déi heiteg Noutsituatioun dauerhaft ze léisen.

Här President, en aneren Aspekt ass, dass besonnesch grouss Gemenge wéi d'Stad a wuel och e puer grousser Südgemengen Awunner an hire Stadkäre verléieren. Dogéint mussen d'Gemengen ugoen.

D'zentral Quartiere vun der Stad Lëtzebuerg hu sech jorzéngtelaang vidéiert vun hiren Awunner, well d'Wunnhaiser duerch Büroen ersat gi sinn. D'Gemeng huet ëmmer gesot, si hätt keng Mëttelen dergéint virzegoen, an et ass duerfir ze begréissen, dass endlech dat neit Gesetz hinnen eng legal Basis gëtt, fir Instrumenter dofir anzesetzen.

Här President, fir ofzeschléissen, wëll ech deen enormen Investitiounseffort am Budget 2008 begréissen. Verglach mat 2006 sollen d'Investissementer 2008 ëm bal 400 Milliounen Euro eropgoen an 1,6 Milliarden erreechen. Seelen nach virdrun huet eng Regierung d'Land esou systematesch mat neien Infrastrukturen équipéiert.

Den öffentlechen Transport mat neien Zuchlinnen an engem Tramkonzept, dat schnell soll realiséiert ginn, steet an éischter Linn fir de Wëllen, endlech nei Weeër an der Autos- an Autobusgesellschaft ze goen. De Fonds du rail gëtt 2008 373 Milliounen Euro aus. Derniewent gëtt et eng Hällewull vu groussen a klenge Projeten, wéi Belval, deen neien Air terminal, eng hallef Dose Lycéeën an alle Regioune vum Land, de Konferenzzentrum um Kierchberg, déi nei Europaschoul, Spidolsinfrastrukturen, Fleegeheimer fir eeler Leit, nei Maisons relais, d'Nordstrooss an esou weider. Onst Land moderniséiert an entwéckelt sech rasant schnell.

Mä, Här President, léif Kolleegen, vill Suen hunn an ausginn, vill bauen, d'Liewe méi confortabel a méi schnell maachen, dat ass eng Saach. Liewensqualitéit, Solidaritéit, harmonesch zesummeliewen, ons Natur schounen, dat ass eng aner Saach. Déi zwee mussen zesummekommen. Mir mussen et fäerdeg bréngen, déi zwee Aspekter, dat Materiellt an dat Immateriellt, zesummenzebréngen, mat Engagement, Talent, Kreativitéit an engem oppene Geescht.

Dat ass d'Approche vun der LSAP am Déngscht vun de Leit alleguer. Duerfir schafft se an der Regierung an an de Gemengen, an dorunner gi mer och vun de Bierger gemooss.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dës Regierung, déi hat, wéi se ugetratt ass, sech net schrecklech vill Erausfuerderungen oder Ziler gesat. Si huet sech jo selwer definéiert deemools, wéi se ugefaangen huet, als d'Regierung vun der arithmetescher Vernunft, an net d'Regierung vun de grousse Visiounen.

Eng Erausfuerderung oder een Zil hat se sech awer gesat, an zwar am Oktober 2005 just no der Lëtzebuerger Présidence. Dës Legislaturperiod ass jo innenpolitesch e bësse méi gemittlech ugelaf, well eis Ministeren zimlech vill beschäftegt waren am Ufank mat eiser Présidence. Duerfir ass jo och deemools den État de la nation 2005, deen am Abrëll hätt solle stattfannen, op Oktober 2005 verluecht ginn. Do ass mindestens emol eng Erausfuerderung, een Zil vun dëser Regierung definéiert ginn, an zwar huet et deemools geheescht, et géif dorëms goen, an deenen nächste Joren e Rétablissement vum Équilibre budgétaire ze kréien.

Dir kënnt Iech vläicht erënneren oder och net méi dorun erënneren: De Premierminister huet hei op der Chamberstribün e puer Deeg no de Gemengewahlen - ech géif et emol nennen - eng sougenannte Schweiß- und Tränenried gehalen, wou hien eng zimlech alarmistesch Beschreiwung gemaach huet vun dem Statsbudget, vun de Statsfinanzen.

Vu datt ech awer weess, datt bei de Mënschen et esou üblech ass, datt d'Kuerzzäitgedächtnis besser fonctionnéiert wéi d'Laangzäitgedächtnis, hunn ech mer d'Méi gemaach, emol e bësselchen nozekucken, wat an där Ried deemools alles gesot ginn ass, wat fir eng Analys deemools gemaach ginn ass vum Premier a Finanzminister, déi dann zu enger ganzer Rei Konsequenzen duerno gefouert huet, fir datt een och emol ka vergläichen, éischtens, ob dat, wat deemools 2005 als Analys gemaach ginn ass, herno och agetraff ass 2006 an 2007, an zweetens, ob déi Chantieren, déi alleguerten do lassgekappt gi sinn, vun deene gesot ginn ass, et misst op hinne geschafft ginn, ob dann op deenen och wierklech esou vill geschafft ginn ass respektiv wat d'Konsequenze waren, do wou geschafft ginn ass.

(M. Lucien Weiler reprend le Présidence)

Ech wëll e puer Saachen erauszitéieren. Ech hätt kënnen nach vill méi zitéieren, mä ech wëll Iech just nëmmen déi wichtegst Saachen eraushuelen, déi awer menger Meenung no gutt si fir ze verdäitlechen, datt mer emol kënnen dee Verglach haut maachen.

Hien huet deemools hei gesot: „Mir hunn d'lescht Joer..." - domadder war d'Joer 2004 gemengt - „...Defizit gemaach, mir maachen ës méi dëst Joer..." - domadder war 2005 gemengt - „...a mir maachen ës nach méi d'nächst Joer." Domadder war 2006 gemengt.

An dunn huet hie gesot fir d'Joer 2006: „Dat wirtschaftlecht Ëmfeld ass net gutt, (...). D'Wirtschaft an Europa wiisst ëm nëmmen 1,2%. Och wa mer zu Lëtzebuerg e Wirtschaftswuesstum vu bis zu 4% kënnen hunn, esou musse mer dach awer zur Kenntnis huelen, dass eis klassesch Ofsazmäert an Däitschland, Frankräich an an der Belsch ganz gehéireg ënnert der Netreprise vun der europäescher an deenen dräi nationalen Ekonomië leiden. D'Uelechpräisser si staark ugeklommen. Si wäerten dauerhaft am Joer 2006..." - haalt Iech un a lauschtert, wat en deemools gesot huet! - „...iwwer 60 Dollar pro Barrel bleiwen."

Och doriwwer wäert ech nach méi spéit eng Kéier an engem anere Kontext zur Diskussioun kommen. Mä wat méi wichteg ass, dat sinn d'Konklusiounen, déi en dorauser gezunn huet 2005. Hien huet gesot, duerch de Fait, datt dat doten de Fall ass: „Dat dréckt selbstverständlech op d'Revenuë vun de Leit an de Betriber, d'Steiere kommen un d'Stocken an déi automatesch Dépensen hirersäits lafen einfach virun."

An dunn huet hie gemengt ze soen: „Mä mir kënnen an deenen nächste Joren - Eenzelner, och ech, sinn net midd ginn, dat an der Wahlcampagne ëmmer erëm ze soen - déi iwwert de Statsbudget finanzéiert Sozialleeschtungen net unhiewen. Sou kann et zum Beispill an dëser Legislaturperiod keng Erhéijung vum Kannergeld ginn. (...) Mir mussen iwwert d'Finanzéierung vun eiser sozialer Sécherheet verhandelen."

Den Här Juncker huet gemengt deemools: „2,4 Milliarden Euro lafe Joer fir Joer iwwert de Statsbudget an d'Sécurité sociale, bal 900 Milliounen eleng fir d'Rentekeesen." An hien huet gemengt, datt een iwwert dee Finanzflux misst schwätzen, datt een iwwert d'staatlech Kontributiounen an d'Rentekeesen, d'Krankekeesen an d'Fleegeversécherung misst schwätzen, grad wéi iwwert d'Finanzéierung vun der Mammerent, vun de Babyjoren, an zwar - wéi hien dat esou schéi beschriwwen huet deemools: „Roueg Gespréicher musse mer doriwwer féieren, ouni virgefaasste Meenung op eiser Säit..." - domat war d'Regierung gemengt - „...an ouni excessiv Tabuzone bei deenen aneren." Déi „aner" sinn net definéiert ginn.

Hien huet och nach gemengt, et misst geschwat ginn insgesamt iwwert d'Indexéierung vun de Sozialleeschtungen. Et misst een och diskutéieren iwwert d'staatlech Leeschtunge generell, wéi d'Leit géifen dovu profitéieren, ob jiddfereen net misst verschidde Bäiträg leeschten, oder ob et misst weidergoe wéi elo, datt mer d'Leeschtungen onofhängeg vun de Léin géife kucken.

De Premier huet gemengt, et misst ee kucken, awéifern ee géif d'Leit u verschiddenen Déngschtleeschtunge méi käschtendeckend partizipéieren dinn. Dat géif virun allem ziele fir d'Kannerversuergung; dat géif och ziele fir d'Gestehungskäschten zum Beispill vun der Waasserversuergung, an hien huet gemengt, d'Statsbeamtegewerkschaft misst op d'Brems trëppelen, et dierf ee kee lounsteigernden Impakt vun den automateschen Avancementer beim Stat kréien, an et misst een och doriwwer schwätzen, fir do Ännerungen ze bréngen, an d'Lounpolitik beim Stat misst an de Joren 2007, 2008, 2009 méi moderat ginn.

Dat heescht, wann ech am Ufank gesot hunn, dat wär eng Schweiß- und Tränenried gewiescht 2005, dann ass bei där Batterie, déi ech elo opgezielt hunn, dat sécherlech net iwwerdriwwen, an ech hunn nach nëmmen déi wichtegst Saachen opgezielt.

Ech hu gesot, dat ass deemools argumentéiert gi mam Verweis, datt mer 2006 zum Beispill en zolitten Defizit géife maachen, datt mer quasi an enger - hien huet net gesot, an enger Kris, mä awer e bëssen an enger - Finanzkris-ähnlecher Situatioun wären. Kommt, mir kucken emol d'Realitéit a wat du geschitt ass!

De Budget 2006. Et war virausgesot ginn, wéi en opgestallt ginn ass a wéi en och an der Chamber diskutéiert a gestëmmt ginn ass, datt mer eng Croissance zu Lëtzebuerg géife kréien tëschent 3,8 a 4%. Wat war déi reell Croissance 2006, Dir

Dammen an Dir Häre̲n? Note conjoncture vum Statec N°2/2007: 6,1%.

Och d'Croissance vum Emploi war geschat ginn. Déi géif beschtefalls tëschent 2,6 an 2,8% leie fir 2006. Wat war d'reell Croissance vum Emploi? 3,7%. Et ass gemengt ginn, de Chômage géif weider klammen. Et ass deemools mat 4,7% gerechent gi fir 2006, an datt dat nach virsiichteg geschat wär. Wat war d'Realitéit? 4,5%.

Wat huet d'Regierung och duerfir an de Budget dragesat? A wat huet dës Chamber mat de Stëmme vun der Majoritéit Enn 2005 gestëmmt fir 2006? E Budget, dee virgesinn huet, datt een Defizit vun 301,3 Millioune géif derbäi erauskommen. Wat gesi mer am Compte général 2006? Net en Defizit vun 301,3 Milliounen huet de Budget 2006 produzéiert, mä en Excédent du solde vun 215,7 Milliounen, deen natierlech zu ganz, ganz groussen Deeler bedéngt ass duerch eng Recette supplémentaire vun 1.063,9 Milliounen Euro. Dat heescht, iwwer eng Milliard Euro. Dovu kommen eleng 667 Milliounen iwwert d'Plus-valuë bei de Steieren eran. Ee gudden Deel natierlech - muss een och soen, wat eng eemoleg Geschicht ass - duerch déi Transaktioun ArcelorMittal. Mä et sinn ëmmerhi 667 Milliounen Euro méi erakomm bei de Steieren, wéi dat, wat mer geschat haten.

Duerfir, wann een dann déi Ried an d'Motivatioun kuckt, déi do opgestallt ginn ass, an d'Resultat dovunner, dat zur Tripartite gefouert huet, da stellt ee fest, datt eigentlech d'Regierung ee Pak vun Austeritéitsmesurë mat total falsche Prémissë verkaf huet dobaussen an de Gewerkschaften - entre guillemets - „schmackhaft" gemaach huet. Ech kommen awer herno dorobber zréck.

Ech mengen net, datt déi Diskussioun iwwert d'Hierstelle vun engem équilibréierte Statsbudget onnëtz ass, mä de Problem louch awer ganz kloer guer net do, wou e beschriwwe ginn ass an der Ried 2004. E läit op engem ganz aneren Niveau, an zwar um Niveau, datt mer et hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi schwéier kréien, fir net ze soen, et bal onméiglech gëtt, fir virausschauend Politik ze maachen, haaptsächlech op der Recettësäit, well entre-temps - dat wësse mer - 40% vun eisem PIB vun der Place financière kënnt, an 30% vun de fiskale Recettë vun deem Secteur kommen. A wa mer do nach géifen de ganzen Déngscht-leeschtungsberäich derbäirechnen, dat heescht alles dat, wat indirekt vun deem Secteur ofhängeg ass, da läit dee Prozentsaz sécherlech nach vill, vill méi héich wéi dat doten.

Well mer esou ofhängeg si just vun engem Secteur, huet dat eis jo och derzou gefouert, datt mer tëschent 2001 an 2005 an de Statsfinanzen esou agebrach sinn; haaptsächlech op der Recettësäit. Mir hunn zwar deemools e kombinéierten Effekt gehat, haaptsächlech eng Steierreform, déi an zwou Etappen - 2001 an 2002 - décidéiert ginn ass, déi déi Joren duerno hir Répercussioune kritt huet, mä dat awer kombinéiert virun allem - an dat war dat Zentraalt - mat engem enormen Abroch duerch d'Platze vun där Bourse-Blos am Zesummenhang mat der New Economy.

Mir wëssen dat jo all, mir haten e Wirtschaftswuesstum 2000 vu bal 9% a mir sinn op 1,5% erofgesackt bannen engem Joer. Dat huet eis déi Schwieregkeeten déi Joren do gemaach. Et ass gerechent ginn 2005 - an do misst een awer emol haut éierlechkeetshalber dann och de Bilan zéien, wann een iwwert déi Saachen do schwätzt - bei där Schweiß-und-Tränen-Ried, datt dee Krisephenomeen géif riskéiere méi laang unzehalen. Dann natierlech hätte mer vill méi séier méi direkt Schwieregkeete kritt.

Ech fannen et ass wesentlech, datt een dat ervirsträicht. Et ass duerfir och esou schwéier de Leit an der Öffentlechkeet hei zu Lëtzebuerg eng Rei reell strukturell Problemer an Déséquilibrë kloerze-maachen, well effektiv d'Leit sech e bësse veräppelt gespiert hunn, well mat deenen doten Argumentatiounen eng ganz Rei Austeritéitsmesuren an d'Gespréich komm sinn, och décidéiert gi sinn, an eigentlech eis strukturell Defiziter an eis Déséquilibren, déi mer riskéieren nach eng Kéier ze kréien am Budget, domadder awer net ganz vill ze dinn haten, mä mat ganz anere Saachen ze dinn hunn.

D'Exekutioun vum Budget 2007: Do wësse mer jo nach net, wat definitiv derbäi wäert erauskommen. Do gesäit et d'nämlecht aus. Et si jo Virausschauunge gemaach ginn 2005, net nëmme fir 2006, mä och en vue scho fir 2007. Et ass gerechent ginn, datt déi méi schlecht konjunkturell Situatioun och 2007 géif undaueren. Duerfir huet d'Majoritéit och hei e Budget gestëmmt 2006/2007, wou erëm e Solde négatif vun 187,8 Millioune virgesi war.

Mir wëssen awer och do haut schonn, wann een de Bericht kuckt, deen d'Cour des Comptes eis gemaach huet fir de Budget vun dësem Joer, datt mer wahrscheinlech Plus-valuen u Recettë kréie vu 791 Milliounen Euro. Wann een dann nach déi 390 Milliounen Accord-de-tripartite-s-Reduktiounen un Dépensen derbäikuckt, da weess een, datt mer och 2007 net wäerten en Defizit maachen. Mä wahrscheinlech wäert et ausgoen, datt mer och erëm eng Kéier Plus-valuë wäerte maachen.

Dat heescht, ënnert där falscher Logik argumentéiere mer weider, wat eis Situatioun ugeet - soen ech lech -, wa mer iwwert déi méi richteg Problemer, déi och iwwregens am Rapport vun der Madame Rapportrice zum Deel ugeschnidde ginn, eng Kéier wëllen oder souguer mussen an Zukunft diskutéieren.

Wann ech dann elo un de Budget 2008 kommen, stellen ech fest, datt mer do zwar - wéi dat elo gesot gëtt - en Equiliber hunn. Mir hu quasi keen Defizit méi am Sold. Eng ganz Rei Mesuren, gëtt da behaapt, déi mer geholl hätten, hätten zum Equiliber bäigedroen. Mä och dat ass erëm net richteg.

Wann ech bei de Recettë kucken, hu mer emol versicht mindestens e klenge Sprong ze maachen. Well et 2007 erëm eng Kéier total ënnerschat ginn ass, hu mer d'Recettë mindestens e bësse méi an d'Luucht gehuewen. Mä och do seet souguer d'Cour des Comptes an hirem Rapport, datt se der Meenung wär, datt se extrem prudent ageschat wären. Och d'Banque centrale geet dervun aus, datt se souguer ënnerschat gi wären. Esou datt mer alt erëm eng Kéier 2008 an engem ähnlechen Zeenario sinn.

Op der Dépensësäit hu mer eng ganz Rei grouss Bléck vun neien Dépensë gemaach, déi jo och am Rapport opgezielt sinn. Haaptsächlech: Structures de garde d'enfants; Mesurë fir den drëtten Alter; d'Sécurité sociale natierlech an insgesamt mat der Assurance dépendance; Mesurë fir de Maintien dans l'emploi; d'Prestations maternité, dat ass deen déckste Batz vum Statsbudget; d'Uni Lëtzebuerg; Recherche; de Kyoto-Fong natierlech, iwwert deen ech och nach e bësse wäert herno schwätzen; an dann natierlech e grousse Pak vun Investissementer an Infrastrukturen.

Interessanterweis huet d'Madame Rapportrice an hirem Rapport nëmmen dat erwähnt, wat vun eiser Vue jiddefalls dee méi schéinen Deel dovun ass, nämlech den Investissement an déi ferroviaire Infrastruk-turen. Iwwert deen aneren décke Batz, nämlech den Investissement an d'Infra-structures routières, huet se net vill ge-schriwwen. D'autant plus, wann een dann och nach weess duerch déi Pabeieren, déi mer entre-temps alleguer kennen, wat do alles geplangt ass, hätt ee mindestens hei och eng Rei Froe missen opwerfen. Ech kommen herno awer nach dorobber zréck.

Wat awer extrem interessant ass, dat ass wann ech kucken, wann ech da bei deem Punkt vun den Infrastrukture wëll bleiwen, wéi et mam wichtegsten Instrument fir d'Infrastrukture weidergeet, nämlech mat de Fongen. Do stelle mer éischtens emol fest, datt, wa mer net zwee Emprunten opgeholl hätten, mer schonn 2008 zolidd Problemer kritt hätten. Wann een deen Tableau kuckt, deen och am Rapport op Säit 68 zréckgeholl ginn ass vum Avis vun der Cour des Comptes, da gesäit een, datt et spéitstens 2010 wierklech Problemer gëtt.

Ausser mir hunn et mat enger Situatioun ze dinn, datt 2008/2009 an och nach vläicht 2009 esou héich Plus-valuen erëm eng Kéier ufalen, datt mer dann iwwert dee Wee d'Fongen nach zousätzlech gespeist kréien. Wat ech awer nach ëmmer soe muss, ass, datt dat dann zu Situatioune féiert, datt mer dee Problem ëmmer nëmmen ëm zwee, dräi Joer verlageren. Well effektiv d'Investisse-mentsundeeler, déi mer musse maachen, immens héich sinn. Ech wëll duerfir fënnef Punkten uschneiden, déi eiser Meenung no wichteg sinn am Kontext vun der Budgets-diskussioun insgesamt.

Dat Éischt ass dee vun der Fluctuatioun vun eise Recetten a vun der Dominanz vum Secteur financier. An dat ass och de spréngende Punkt, deen ee misst eiser Meenung no an deenen nächste Joren thematiséieren, net nëmmen am Zesum-menhang mat der Diversification éco-nomique insgesamt, mä och an d'Käpp erakréie vun de Leit.

Mir hunn eng Situatioun zu Lëtzebuerg, déi esou ass, datt eng Mentalitéit entstanen ass, datt d'Leit mengen, hei géif et permanent esou weidergoen, a jiddferee mengt jo, hien hätt nach selwer immens vill dozou bäigedroen, datt déi Plus-valuen do entstinn. Fakt ass awer, datt kee méi bedenkt, datt se ausschliesslech quasi aus engem Secteur ofstamen an datt dat e Secteur ass, deen extrem volatil ka sinn.

Mir woen net drun ze denken, oder mir kënne frou sinn, datt déi „subprime crisis" aus Amerika duerch verschidde Grënn wahrscheinlech net… Si wäert sécherlech och op Lëtzebuerg en Nidderschlag hunn, dat seet jo och d'Banque centrale, mä mat Sécherheet net deen, wéi elo vläicht op aner Finanzplazen. Dat huet mat der Struktur ze di vun der Lëtzebuerger Finanz-plaz, well mer an deene Geschäfter net esou täteg sinn.

Mä denkt lech emol nëmmen aus, wat eng Kéier géif passéieren, wa mer esou eng Kris kriten, déi géif voll op eis Finanzplaz aschloen, wat da géif passéiere mat eise Recetten? Dat ass dee Message, dee mer mussen thematiséieren no baussen, an dee mer mussen, eiser Meenung no, bei all Ausgaben, déi mer an Zukunft tätegen, bedenken.

Duerfir si mir och der Iwwerzeegung, datt et op alle Fall muss esou sinn, datt déi Iwwer-schëss, déi mer jo gréisstendeels duerch dee Secteur kréien, musse prioritär an d'Zukunft investéiert ginn. Da musse mer awer nach eng Kéier definéieren, wat dat ass, an d'Zukunft ze investéieren. Well dorënner versti mer jo bekanntlecherweis alleguerten eppes aneschters. Déi Diskussioun hu mer och ni gefouert. Och d'Regierung huet déi ni gefouert, weder no bannen, menger Meenung no, nach no baussen, also hei mam Parlament.

Och am Rapport sinn zwar eng Rei Saachen ugedeit, mä dat si Saachen, déi schonn x-mol an anere Rapporten ugedeit gi sinn. Deen heitege Wirtschaftsminister, dee jo an den 90er Joren eng Kéier e Rapport gemaach hat, dee fir déi Zäit ganz courageis war, wou hie vun engem Choix de société geschwat huet, deem Lëtzebuerg sech misst eng Kéier stellen - dat war Mëtt der 90er Joren, wéi den Här Krecké Rapporteur war -, dora sinn am Fong all déi Froen do och schonn eng Kéier opgeworf ginn. Mä mir hu se ni verdéift. An et gëtt wierklech Zäit, datt mer se awer eng Kéier verdéiwen.

Mä duerfir mussen déi Iwwerschëss awer prioritär genotzt gi fir Saachen, déi éischtens der Diversificatioun vun eisem Land am wirtschaftleche Beräich nëtzlech sinn, déi strukturell Defiziter behiewen, déi mer zum Beispill hunn am Schoulwiesen oder och an anere Beräicher vun der Mobilitéit, an net op alle Fall fir Be-gléckungspolitik ze maachen an deenen nächste Joren.

Mir sinn elo an enger geféierlecher Zäit, haaptsächlech 2009. Dat ass och iwwregens de Grond firwat datt 2008 déi Thematik do guer net méi am Vierdergrond steet bei der Regierung, fir iwwert de Problem ze schwätze vun dem strukturellen Defizit oder der struktureller Defizit-problematik, déi mer inherent an eisem Budget hunn. Well 2009 Wahle sinn, gëtt net méi dovunner geschwat.

Deen zweete Punkt ass, mir mussen natierlech, fir datt mer aus deem Dilemma do erauskommen, dat ass och näischt Neits, diversifiéieren. Den Här Fayot huet gemengt ze soen, den Här Krecké hätt do wonnerbar Saache geleescht bis elo. Den Här Krecké war sécher bis elo ganz fläisseg, ass vill doruechter gerannt an huet villes probéiert am gudde Wëllen, mä, entschëllegt, d'Resultater vun där Diversi-ficatiounspolitik, déi gesinn ech awer net esou richteg.

Ech géif awer emol gär eng Kéier eng Wett agoen, wa mer emol géifen zielen, wat dat eis reell bruecht huet un Aarbechtsplazen de Moment oder un neien Entreprisen, guer net ze schwätze vun neie Créneauen, dann ass dat ganz moer. Deen Eenzegen am Fong, deen de Moment an der Fënster steet, dat ass dee sougenanntene Logistik-zenter zu Beetebuerg, wou mer awer nach éischter a ganz vagen Terme sinn, wéi an eppes Konkretes. Dat heescht, dës Regie-rung wäert och ofschléissen ouni Gréisseres kënne virzeweisen an deem dote Beräich.

An d'Zuelen, wéi vill Prozent de Finanz-secteur par rapport zu eisem PIB haut nach ëmmer ausmaachen, déi beleeën dat jo och souwisou, datt mer do net schrecklech vill weiderkomm sinn.

Mä dat huet awer och domat ze dinn, eiser Meenung no, dat hunn ech och scho méi wéi eng Kéier hei gesot, datt mer ni definéiert hunn: Wat sinn dann eigentlech déi Secteure mat deene gréisste Potenzialitéiten op de Weltmarchéen an deenen nächste Joren a Jorzéngten?

Mir sinn iwwerzeegt, datt zum Beispill Ëmwelttechnologien ee vun deene gréissten Zukunftssecteure wäerte sinn an datt mer do hätte scho längst misse méi aktiv ginn. Do huet d'Regierung awer just de Contraire gemaach. Si huet bei den alternativen Energien éischter derfir gesuergt, datt ee Secteur, deen uge-faangen huet e bëssen ze fonctionnéieren, emol gebremst ginn ass, an huet sech verzettelt a verheddert laang Zäit, ier se do Neel mat Käpp gemaach huet.

Mä ech wëll lech just nëmme soen, entre-temps gëtt et awer Zuele vu Länner ronderëm eis, an net déi mannsten, déi och an den Handelsbezéiunge fir eis wichteg sinn, déi do scho virun enger Rei Joren aner Weeër gaange sinn an déi grouss Erfolleger opzeweisen hunn. Eng rezent Studië ass elo erauskomm, déi och an der Lëtzebuerger Press kommentéiert ginn ass, nämlech eng aus Däitschland, wat jo fir eis e wichtegen Handelspartner ass, fir net ze soen dee wichtegsten. Do gëtt et haut schonn 200.000 Aarbechtsplazen am Beräich alternativ Energien, also Sonn, Waasser, Loft a Biomass, an déi ginn dovun aus, datt bis 2020 nach eng Kéier 200.000 nei Aarbechtsplazen do wäerten derbäi-kommen.

Dat heescht, d'Fro, déi ee sech muss stellen - niewent där, déi den Här Fayot zu Recht opgestallt huet, firwat datt mer och entre-temps op eemol dann zwou verschidden Agences de promotion brauche bei deem Secteur, deen et scho gëtt -, ass: Firwat hu mer net emol kloer definéiert, versicht erauszekristalliséieren, wat sinn d'Zukunftssecteuren a wat fir eng Strategië gi mer eis do.

Dat ass ëmsou méi bedauerlech, well mer souguer d'Finanzplaz eiser Meenung no kéinten notze fir esou Secteuren unzezéien. Mir hunn eng Finanzplaz mat enger ganzer Rei Produkter, déi ganz interessant kënne si fir esou Secteuren. Dat do si jo keng Entreprisen, déi do täteg sinn, déi elo an hirer Ufanksphas dausenden an dausende vun Aarbechtsplaze schafen. Dat sinn der, déi an enger Ufanksphas éischter am Re-cherche-Beräich täteg sinn, éischter kleng Startupen, déi sech dann zu Mëttel-entreprisen entwéckelen. Dat heescht, déi fir eis besonnesch interessant kënne sinn an déi, vu datt d'Finanzplaz do och interessant Instrumenter huet, duerchweegs kéinten hei op Lëtzebuerg, do wou ebe Geld och ass, ugezu ginn.

Mä da muss ee sech duerfir eng Strategie ginn. Déi feelt total, déi huet d'Regierung sech net ginn. Duerfir wäert och dann elo bis Enn dëser Legislaturperiod an der Diversificatioun an an der Ofhängegkeet vun där Dominanz vun engem Secteur näischt Gréisseres geschéien, esou datt mer no 2009 gréisstendeels wäerten där nächster Regierung dat iwwerloossen.

Een zweete Punkt, dat ass d'Energiekris an där mer eis befannen, déi ech wëll uschneiden, an ech wëll dann op dat zréck-kommen, wat de Premierminister 2005 hei gesot huet, wou hien - ech wëll dat nach eng Kéier erauszitéieren - gesot huet, datt eng ganz Rei negativ Konsequenze géife kommen, wann de Barrel Pëtrol bei 60 Dollar oder souguer liicht iwwer 60 Dollar géif bleiwen, wouvunner hie géif ausgoen.

Och do nach eng Kéier fir d'Realitéit ze kucken: 2005, dat heescht am Dezember 2005, dat war jo den Zäitrahme wou hie vun deene 60 Dollar geschwat huet, an am Mount November an Dezember louche mer bei de Pëtrolspräisser an der Moyenne vun deenen zwee Méint - et huet ee jo heiansdo grouss Schwankungen, dat wësse mer - bei 55,24 Dollar de Barrel. Dat heescht, mir louche largement ënnert deem, wat am Ok-tober geduecht ginn ass. Par contre 2007 leie mer an der Moyenne am November bei 92,51 Dollar de Barrel!

Dat heescht, wann dat richteg war, wat hei alles beschriwwe ginn ass, wat mer 2005 riskéieren ekonomesch vu Konsequenzen ze erliewe bei 60 Dollar de Barrel, da misst et jo logescherweis katastrophal si bei 92,5 Dollar de Barrel!

Elo si mer an der Situatioun, an dat huet jo iwwregens interessanterweis de Statec eis ganz gutt virdemonstréiert, datt mer déi grouss Chance haten, datt mer am Eurosystem dra sinn an datt am Fong am Joer 2007 deen héijen Eurocours eis viru Schlëmmeres bewahrt huet. Well Dir wësst jo datt, vu datt de Pëtrol an Dollar gerechent gëtt, wann natierlech den Euro esou extrem favorabel par rapport zum Dollar steet, wéi et de Moment de Fall ass, a wéi e virun allem och am Joer 2007 an d'Luucht gaangen ass par rapport zum Dollar, et relativ kloer ass, datt dee gewaltegen Ustieg vum Pëtrolspräis 2007 quasi integral opgefaange ginn ass eleng iwwert den Euro.

Elo kënne mer natierlech dovunner dreemen a soen, majo dat ass jo chic a fein, dat wäert elo an Zukunft dann ëmmer esou sinn, mir wäerten dat ëmmer da gemittlech eleng iwwert d'Verhältnis gënschtegen Euro par rapport zum Dollar ausgläichen. Déi, déi dorunner gleewen, déi gleewen un de Kleeschen! Kleeschesdag ass jo iwwregens och schonn eriwwer.

Et brauch een nëmmen de leschte Bericht ze kucke vun der internationaler Energieagentur, déi dat ganz kloer verdäitlecht an déi och beschreift, datt mer nach laang net um Enn si vun där Präisspiral do, aus engem ganz einfache Grond: Well mer op de Wee eis maachen, datt déi fossil Energieträger insgesamt lues a lues zu der Endlechkeet hin tendéieren, a virun allem awer, well d'Demande enorm gestiegen ass weltwäit, haaptsächlech beim Pëtrol, mä net nëmmen do.

Duerfir seet d'EIA, déi wichtegst Aufgab misst sinn, wa mer net wëllen ekonomesch gesinn an eng Katastroph steieren, datt mer d'Demande missten drosselen, dat heescht, de Konsum vun deene Gidder do missten erofsetzen. Dat heescht, mir si voll an der Energiekris. Mir hu se de Moment just nach net gespuert glécklecherweis zu Lëtzebuerg an an der Europäescher Unioun an den Eurolänner, virun allem duerch de gënschtegen Taux vum Euro par rapport zum Dollar, mä mir sinn an enger Ekonomie, déi komplett ofhängeg ass vun de fossilen Energieträger.

Ech prophezeien lech, datt, wa mer net hei relativ séier courageiert Décisiounen huelen, fir eis Ekonomie an eis Gesellschaft ze reconvertéieren an eng aner Richtung, mer zolidd Problemer wäerte kréien. Et wäerten nëmmen déi Ekonomien de Kapp iwwer Waasser behalen, soen ech lech, déi dat fäerdeg bréngen. Well wann ech kucken, eleng Länner wéi China, Indien oder Brasilien, wat do de Wuesstum de Moment duerstellt mat kaum absehbarem Ofbremse vum Wuesstum a wat do d'Demande no fossilen Energieträger klëmmt, da weess een eleng, datt dee Facteur déi Präisser enorm wäert unheizen an där nächster Zäit, guer net ze schwätze vun eiser Gourmangsechkeet bei deenen doten Energieträger.

Wann een dann nach d'Klimaproblematik derbäikuckt, déi mer kréien! Haut scho stinn am Budget fir 2008 fir de Kyoto-Fong 90 Milliounen, dat heescht, mir gi vu 66,8 fir 2007 op 90 Milliounen erop. Dat ass schonn e Sprong, wann ee weess, datt dat nach zousätzlech kënnt. Well déi Energieproblematik an d'Knappheet, vun där ech geschwat hunn, dat ass jo eng reng ekonomesch. Dat ass jo dat, wat d'Leit och net esou richteg verstinn oder net wëlle begräifen an der Öffentlechkeet: Dat huet mat Ëmwelt wierklech iwwerhaapt näischt ze dinn!

Et huet mat Ëmwelt och ze dinn op engem aneren Niveau, mä de Fait, datt mer esou ofhängeg sinn ekonomesch vun deenen doten Energieträger, an de Fait, datt déi déi doten Entwécklung kennen, dat ass e knallhaarten ekonomesche Fakt, deem ee sech muss bewosst sinn a firwat een och eleng muss handelen.

Mä da kënnt d'Klimaproblematik, déi sech nach dorop grefféiert. A wann ech da weess, datt mer elo schonn an esou engem Zeenario sinn - Australien huet elo nodräglech Kyoto ënnerschriwwen -, da sinn ech mer sécher, awer sécher, wéi ech hei stinn, datt d'Vereenegt Staten am Post-Kyoto-Prozess eng ganz aner Roll wäerte spillen, wéi se am Kyoto-Prozess gespillt hunn.

Ech sinn och ganz sécher, datt China, wann déi Entwécklung esou weidergeet, iwwerhaapt keen anere Choix wäert hunn, och aus innenpolitesche Grënn, wa se net wëllen an eng Katastroph steieren, wéi fir matzemaachen, esou datt mer kënnen dovun ausgoen, datt no 2012 et virun allem drop ukënnt, datt ee seng Hausaufgaben heiheem mécht, well et wäert ee kee Cadeau méi gemaach kréien.

Duerfir: Déi 90 Milliounen, déi mer elo am Budget stoen hu fir 2008, dat berühmtent Scheckheft, si jo nëmmen d'Konsequenz, well mer eis Hausaufgaben net wëlle maachen. An dat wäert massiv an d'Luucht klamme spéitstens no 2012. D'Politik mam Scheckheft wäert no 2012 fäerdeg sinn.

Da wëll ech awer och e puer Wuert soen zu där berühmter Diskussioun, déi zu Lëtzebuerg ausgeléist ginn ass ronderëm d'Autosteier, déi jo symptomatesch ass - fanne mir op alle Fall - fir d'Netverstoen dovun, ëm wat et eigentlech de Moment geet.

Éischtens emol muss ee bei der Autosteier soen, datt, onofhängeg vun ëmweltpoliteschen Iwwerleeungen, d'Autosteier jorelaang net adaptéiert ginn ass, datt mer am Verglach a ganz Europa op engem lächerlech ënneschten Niveau waren an datt d'Leit och emol musse bedenken, datt eng Autosteier net erhuewe gëtt, well mer mengen, mir missten elo de Leit, déi Auto fueren, d'Liewe versaueren oder onméiglech maachen, mä et gëtt emol schonn een éischte Grond, firwat d'Autosteier erhuewe gëtt, nämlech well dat jo och mat Infrastrukturkäschte vum Stat verbonnen ass.

Mir hu jo déi Milliarden a Milliarden an deene leschte Jorzéngten ausgi fir Infrastrukturen am Stroosseberäich, well mer alleguer Auto fueren. Déi kaschte jo eppes. Wéi soll de Stat da kënnen déi Infrastrukturen do finanzéieren, wann en net op där anerer Säit Bierger huet, déi och bereet sinn, fir dat ze bezuelen, well se an der Gesellschaft dat wëllen notzen, dat Instrument, wat an deem heite Fall den Auto ass?

Mä ech hu mer awer och d'Méi gemaach, fir datt mer emol eng Kéier erëm d'Welt op d'Féiss stellen an där Diskussioun, fir ze vergläichen, wéi mer am europäesche Kontext dostinn.

Dat Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung huet 2005 eng Etüd maache gelooss, fir ze vergläichen, wéi de Präis ass vum Auto insgesamt fir den eenzelne Bierger, an do sinn net nëmmen d'Steiere gekuckt ginn, mä sämtlech Abgaben, déi iergendwéi mam Auto ze dinn hunn, dat heescht, déi de Stat op Basis vum Auto anzitt. Dat heescht, déi direkt Besteierung, wann een den Auto keeft, wéi héich d'TVA dorop ass wéi och d'Autosteier, awer och d'Steieren um Bensin. Als Beispill ass geholl ginn e VW Golf 1,4.

A wann een do emol kuckt, wou mer do als Lëtzebuerg leien an där Etüd, da stelle mer fest, datt de Joreskäschtepunkt vu sämtlechen Abgabe bei engem Auto vun där Kategorie fir e Lëtzebuerger bei 900 Euro läit. Dänemark zum Beispill louch 2005 do scho bäi 3.500 Euro, Irland bei 2.500 Euro. Eis direkt Nopeschlänner 1.500 Euro, dat heescht Däitschland, Frankräich an d'Belsch.

Elo muss ee wëssen, dat war 2005, dat war fier sämtlech europäesch Länner ugefaangen hunn, d'Autosteieren ze adaptéieren. Well mir maache jo ëmmer hei, wéi wa mir elo eleng eppes géife maachen. Dobäi gëtt an allen europäesche Länner dat nämlecht de Moment diskutéiert an och do ginn drastesch Erhéijunge virgeholl...

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Am Fong geholl sinn et 500 kongolesesch Frang.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Oh, Här President, ech wär frou, wann den Här Jaerling herno sech d'Wuert géif froen, fir hei eng gescheit Ried ze halen, amplaz domm Tëschebemierkungen ze maachen. Dat wär e bësse méi gescheit, well de Sujet ass vill ze vill eescht eigentlech, fir datt een hei wierklech topesch Tëscheremarquë mécht.

Ech wëll domadder soen, datt mer jo hei net an engem Eenzelfall sinn. Dat ass de Moment den Trend an deene 27 europäesche Länner. Mir stoungen 2005 mat de Gesamtabgabe wéi gesot bei den Autoen zu Lëtzebuerg ganz hannen um Wupp, wat d'Belaaschtung ubelaangt. Et waren nëmmen nach Litauen, Estland an Tschechien hanner eis. Mir wësse jo, wat fir Länner dat sinn. Ma dat si Länner, déi kommen aus engem ganz anere Cas de figure wéi mir, mä all déi - entre guillemets - „al" EU-Länner leie largement virun eis.

Ech mengen, et ass awer emol wichteg, datt mer dat och emol an de Kontext setzen, wa mer doriwwer schwätzen.

Elo kann ee vill diskutéieren, ob dat elo richteg ugepaakt ginn ass oder net, ob net do Panne geschitt sinn. Sécherlech, hei si Panne geschitt bei der Regierung. Mä da kommt, mir schwätzen iwwert déi Pannen, mä kommt, mir halen op, hei als eenzel Politiker d'Luusspätteren ze spillen an ze mengen, mir kéinten hei just nëmmen duerch déi Pannen, déi vum eigentleche Problem oflenken, Verschiddener de Fouss setzen! Well da soen ech lech, egal wat fir eng Parteien déi nächst Regierunge wäerte stellen, déi wäerte sech missen op de Kënn späizen, well déi wäerte mierken, datt se d'Leit hautdësdags an och an den nächste Wahle belunn hunn.

Mir wëllen d'Leit net beléien. Mir wëllen de Leit soen, och - an dat soen ech ganz däitlech - am Wahlkampf 2009, datt et hei eng Problematik gëtt, déi haut nach léisbar ass op eng Aart a Weis, wa mer se elo upaken, fir datt mer net alleguerten ënnert d'Rieder geroden, a mir wëllen däitlech maachen, datt alleguer déi, déi de Leit de Contraire zielen, d'Leit just op d'Aen drécken a se eigentlech riichtduerch an eng Sakgaass féieren, an eng Mauer wäerte féieren. Dat ass ganz däitlech.

A wann ech dann op d'Stéchwuert ekologesch Steierreform kommen, Här Fayot! Dat ass de grousse Malaise jo och, firwat datt d'Akzeptanz ni kënnt bei de Leit, wa mer iwwer ekologesch Steieren diskutéieren, ob dat elo d'Autosteier ass oder wat fir eng datt et ëmmer ass. Mir hu kee Gesamtzil definéiert a mat der Bevölkerung diskutéiert, wat mer iwwerhaapt wëllen erreechen. Hei soe mer zwar, mir géifen déi Suen notzen, fir se an de Kyoto-Fong ze ginn a fir eppes domadder ze finanzéieren, nämlech eis fräizekafe vu Kyoto, wat och net déi allerintelligentsten Aart a Weis ass, mä bon, kommt, mir loossen dat emol am Raum stoen.

Fait ass awer, datt et eng eenzel Mesure ass, déi fir d'Leit schwéier novollzéibar ass, well mer net gesamt soen, op wat mer wëllen histeieren, well mer net e Gesamtbilan gemaach hu vum Tanktourismus bis iwwer alles dat, wat zu deem Thema gehéiert, an dann de Leit dat erklärt hunn a gesot hunn: Hei, lauschtert emol, mir musse vun deem Modell, wou mer haut sinn, deen deen ass, op deen doten iergendwann eng Kéier kommen - 2015, 2020 -, well soss wäert dës Gesellschaft net méi funktiounsfäeg sinn, an da gëtt et am Endeffekt vill méi deier, wéi wa mer elo haut alleguerten zesummen upaken.

Dat heescht, wann een d'Definitioun vum Gesamtzil gemaach hätt, hätt een och kënne parallell kucken an analyséiere loossen: Wéi kann dee sozialen Ausgläich dozou funktionéieren?

Deen ass schwéier bei eenzel Mesuren ze huelen, dee sozialen Ausgläich, fir net ze soe bal onméiglech. An dat ass eng Aufgab, fir déi eng Regierung awer do ass. Et deet mer leed: D'Regierung huet eng Steierverwaltung als Gesamtapparat zur Verfügung, fir déi Aufgab do ze maachen. Wann d'Steierverwaltung als solch duerch de Mangel un Erfahrung an deem dote Beräich net selwer kann eleng dat doten duerchrechnen an déi Ziler definéieren, da solle se sech wann ech gelift e Büro am Ausland mat bäihuelen. Et gëtt der entretemps vu klassesche Wirtschaftsinstituter bis zu därer, déi scho méi laang dorobber schaffen. Et gëtt där esou vill, wéi een der gären hätt, an et gëtt och Länner, déi dat iwwregens gemaach hunn, déi deen do Wee gewielt hunn an do ass gekuckt ginn, mat deenen zesummen dee Modell do auszeschaffen.

Mä dat ass eng Aufgab, fir déi eng Regierung awer mat hirem ganze Verwaltungsapparat do ass, fir déi Aufgab ze maachen. Dat ass dat, wat mir gäre gehat hätten. Mir bedaueren, datt et fënnef Joer laang net geschitt ass.

An da wëll ech lech just an engem Saz soen, Dir hutt virdrun d'Stad Lëtzebuerg ugeschwat, wou jo dann anscheinend Grénger do sinn. D'Gemengen hunn am Verhältnis zum Stat jo rose wéineg - a scho guer net déi doten - Moyenen, fir dat do ze maachen. Mä do, wou mir eppes ze soen hunn, mat deenen Taxen, wou mir eppes maache kënnen, do si mir eis konsequent. Dir hutt leider ëmmer dergéint gestëmmt an der Stad Lëtzebuerg.

Ech wëll lech soen, dat Éischt, wat déi nei Majoritéit an der Stad décidéiert huet, dat ass: Op deem ekologeschen Element, wou et méiglech ass, nämlech dem Waasserpräis hu mir vun Ufank un de Leit klore Wäin ageschott a gesot: Mir wäerten iwwer fënnef Joer kontinuéierlech dee Präis esou adaptéieren, fir datt mer de Principe pollueur-payeur applizéiert hunn op e Käschten...

(Interruption)

Oh, Här Henckes, ech wëll lech just eent soen: Wann Dir dat do net maacht, da gëtt et herno d'Leit vill méi deier. Well wat ass dann d'Konsequenz?

(Interruption)

D'Konsequenz ass, datt dat hei jo eng Contrepartie ass, nämlech déi, datt ee mat deenen dote Sue jo och net iergendeppes mécht. Et hëlt een nämlech déi dote Suen, fir se zum Beispill an de Quelleschutz ze investéieren, fir datt mer manner ofhängeg gi vu grousse Waasserréservoire wéi de SEBES zum Beispill. Doduerch investéiere mer an d'Zukunft a garantéieren de Leit an där Gemeng, wou mir dra sinn, datt mer an Zukunft vill méi onofhängeg sinn a manner Risiken ausgesat ginn, datt iergendwann eng Kéier kee proppert Drénkwaasser méi do ass, wéi wa mer dat doten net gemaach hätten.

Dat ass eis Strategie, an déi ass sozial gesi mat Sécherheet vill méi sënnvoll wéi déi, datt mer de Leit vu moies bis owes egal wat zielen, se wierklech beléien an da se herno viru Konsequenze setzen, déi vill méi dramatesch sinn.

Dat féiert mech dann och zu deem nächste Punkt, Här President, dat ass dee vun der Prioritéit bei den öffentlechen Investissementer. Mir si sécherlech mat deem d'accord, wat hei virgesinn ass am Budget, wat méi an d'Recherche soll investéiert ginn. Mir si sécherlech och d'accord mat deem, wat hei virgesinn ass, wat méi an d'Bildung soll investéiert ginn; zwee essenziell Handlungsfelder, wéi den Här Fayot gesot huet, wou mer sécherlech déi Analys och deele kënnen.

Mä mir mengen awer, datt dat eleng net duergeet. Ech hu virdru gesot, wa mer net weider esou Boomjore kréien, wéi mer der elo erëm déi lescht zwee Joer haten, dat heescht, datt d'Fonge kënne gespeist ginn iwwer massiv Plus-valuen, da wäerte mer 2010 Schwieregkeete kréie bei den öffentlechen Investissementsfongen. A mir mussen net dovun ausgoen, datt et hei zu Lëtzebuerg permanent Joren a Joren esou weidergeet, datt mer ëmmer op Plus-valuë kënnen zréckgräifen. Dat heescht, bei den öffentlechen Investissementer musse mer kucken: Wat sinn dann eis Prioritéiten, déi mer wëlle setzen?

Do ginn ech dem Här Wolter Recht, deen dat a senger Ried ugeschnidden huet de Mëtteg hei, wann hie seet: Wou sinn dann d'Prioritéiten, wa mer elo déi eenzel Investmentfonge kucken, déi mer am Statsbudget stoen hunn? A wat fir eng hu Prioritéit op anerer, wann et eng Kéier méi knapp gëtt? Déi Diskussioun musse mer eng Kéier féieren.

Fir eis ass et kloer, wann ech d'Stéchwuert Mobilitéit eraushuelen, do musse mer massiv, aus villfältegen Ursaachen eraus, an den öffentlechen Transport investéieren, zum Beispill an d'Mobilité douce. Mä da musse mer och gradesou kucken, wann dann en Enkpass kënnt, ob fir de Stroossebau nach genausou vill iwwreg bleift. Mir mengen do: Neen! Da muss een do aschränken.

Mä da musse mer dat awer emol eng Kéier hei beschwätzen a soen, wat mer dann do aspuere wëllen. Mä ze mengen, et kéint een einfach esou weiderfueren an alles finanzéieren, duebelgleiseg fueren, dat wäert mat Sécherheet net fonctionnéieren. An dës Regierung huet et absolut verpasst, e Prioritéitekatalog opzestellen!

Véierte Punkt, Här President, dat ass de Risiko vun eisem soziale Sécherungssystem. Och do ass et natierlech, an dat ass elo näischt Neies - mir hunn déi Froen och schonn an den 90er Joren diskutéiert -, d'Konsequenzen, déi antriede kënnen duerch déi Dynamik an där mer dra sinn, nämlech datt mer am Fong duerch zwee Elementer keng Schwieregkeete bis elo kritt hunn am Finanzement haaptsächlech bei eise Pensiounen, mä och bei de Krankekeesen.

Dat eent ass natierlech, datt mer e gudden Deel bei de Pensioune fiscaliséiert hunn an dat anerersäits nëmme kënne maachen, well mer eng phantastesch staatlech Recettësäit haten an deene leschte 15 bis 20 Joer.

An dat Zweet ass, datt mer en Emploi haten, dee pro Joer massiv gewuess ass tëschent 8.000 an 12.000 - oder heiansdo souguer méi - Aarbechtsplazen, déi geschafe gi sinn, an och nach en plus Frontalieren eranhuelen, déi am Moment cotiséieren an nach keng Leeschtung kréien. Mä iergendwann eng Kéier mussen och do Leeschtungen ausbezuelt ginn.

A wann den Trend esou weidergeet wéi elo, da wäert dat och ëmmer méi esou de Fall sinn an Zukunft. De Mëtteg huet ee sech hei Froe gestallt iwwert de Kannerbonus, dee mer géifen an d'Ausland exportéieren, also Kafkraaftleeschtung. Ech soen lech, an 30 Joer, da gi Milliarden Zommen u Kafkraaft iwwert d'Pensiounen an d'Ausland exportéiert!

Dat heescht, d'Problematik ass zënter Jore kloer. Mir kréie se ëmmer nëmmen de Moment virun eis hiergeschoben, well mer wëssen, datt mer an där glécklecher Lag hei sinn.

Et ass och net deen éischte Rapport, wou villes driwwer geschriwwe gëtt, wou eng Rei Indicatiounen erausgeschielt ginn, a wéi eng Richtung datt een denke misst. Op der Säit 83 huet d'Madame Rapportrice och nach eng Kéier alles opgezielt, wat deen ominéise Groupe de réflexion dann elo amgaang ass ze analyséieren. Ech zitéieren nëmmen:

Um Niveau vun de Recettë gëtt gesot, et misst een d'Ressourcen, haaptsächlech d'Cotisatiounen oder d'Participatioune vum Stat oder de Revenu financier insgesamt kucken. Majo, do kann ee villes kucken, mä do gëtt et keng honnertdausend Méiglechkeeten. Wann ech nëmmen déi zwee Éischt huelen, wat déi Wichtegst sinn, d'Cotisatiounen an d'Participatioune vum Stat, et kann een déi erop- oder erofsetzen. Also an deem heite Fall ginn ech jo emol éischter dovun aus, wann ee laangfristeg eppes ofséchere wëllt, da geet et drëms se eropzesetzen, net se erofzesetzen.

Deen zweete Punkt ass eng nei Steier, eng sougenannte Bruttowertschöpfungssteuer. Mir haten déi och schonn x-mol an eisem Wahlprogramm stoen. Ech muss awer genausou éierlech fir eis soen, wéi och fir anerer, déi se ëmmer erëm opstellen: Bis elo konnt nach keen esou richteg soen, wéi ee se soll aféieren a wéi se och herno fonctionnéiere soll.

Et kënnt derbäi, datt dat do jo soll eng Steier sinn, déi d'Betriber belaaschte soll. Dat heescht, mir diskutéieren hei iwwer en Instrument an engem Groupe de réflexion wéi d'Betriber solle méi belaascht ginn. Op där anerer Säit gëtt awer dauernd driwwer geschwat, ob een d'Betriber net nach manner misst belaaschten an Zukunft. Also, dat ass jo schonn emol e Widdersproch a sech, deen ee mer erkläre muss.

Da kënnt déi üblech Diskussioun zum Schluss, dat ass den Degré de capitalisation, ob een dee misst eropsetzen, a wéi een d'Reserven uleet, woubäi mer och do wëssen, dat ass sécherlech net onwichteg, mä dat rett eis awer och net laangfristeg an deem Zeeenario, deen ech virdru beschriwwen hunn.

Mir sinn hei zum Beispill och erstaunt doriwwer, datt nach ëmmer net verstane gëtt, datt déi ekologesch Steierreform een Element kënnt sinn, fir verschidden Transitiounen ze finanzéieren. Dir wësst, datt d'ekologesch Steierreform, déi jo laangfristeg natierlech, wat d'Recettësäit ubelaangt, éischter zu null tendéiere soll, e Prozess ass, deen dauert, an datt kuerz- a mëttelfristeg do nei Recetten ze erwaarde sinn.

Da stellt d'Fro sech jo do: Wat mécht een domadder? Do gëtt et zwou Méiglechkeeten. Eng dovunner ass, datt ee se notzt, fir verschidden Investissementer ofzesécheren. Eng aner ass déi, datt ee se notzt, fir e Rekonversiounsprozess wéi deen heiten, dee jo schwiereg ass, deen iwwer eng ganz Generatioun och goe wäert, fir do d'Iwwergangsphas mat ze finanzéieren. Dat schéngt nach ëmmer net verstanen ze sinn, well et gëtt net doriwwer diskutéiert.

Mä wat ech virun allem vermësst hunn, och am Rapport, a wat ech net esou richteg weess, ni esou richteg bei der Regierung eraushéieren: Ier een iwwerhaapt dat heiten diskutéiere wëllt, hätte mir gären emol eng Fro beäntwert, déi nach ëmmer net kloer beäntwert ginn ass: A wéi eng Richtung wëlle mer dann iwwerhaapt goe bei de Pensiounskeesen zum Beispill? Wëlle mer am Umlageverfahre bleiwen oder gi mer iwwer an e Kapitaldeckungsverfahren?

Déi Fro ass net richteg beäntwert. Heiansdo hei am Sall seet dann emol de Minister vun der Sécurité sociale: Am éischten Zeenario! Wann ech awer liesen, wat hei opezielt gëtt vu Reflexiounspisten, déi gesicht ginn - ech kommen dann zu deenen dräi Punkten, déi am Rapport opgezielt sinn, wat d'Dépensësäit ubelaangt -, da liesen ech schonn am Ufank, datt driwwer diskutéiert gi soll, fir eng Pension de base ze schafen, an da misst ee kucke fir de Rescht ofzesécheren. Also bei der Pension de base, do ginn ech jo emol dovun aus, datt dorënner ze verstoen ass oder ze verstoe wär, dat wär déi Pensioun, déi öffentlech-rechtlech ofgeséchert wär, an dat doriwwer misst iwwer eng Pension complémentaire ofgeséchert ginn.

Wat ass dann déi Pension complémentaire? Ass dat, datt d'Leit, datt sech jiddferee muss selwer verséchere goen oder ofséchere goen oder net, oder wat ass dat?

Et gëtt och d'Fro gestallt iwwert d'Indexatioun oder den Ajustement an deem Kontext. Dat heescht, lauter Elementer, déi awer éischter drop hindeiten, datt mer eis wëllen ewechbewege vum Umlageverfahren. Mä duerfir hätt ech gären, datt déi Froe gekläert ginn.

Wat mech oder eis Fraktioun besonnesch stéiert, dat ass, datt am Rapport steet: «La COFIBU recommande d'associer de très près la Chambre des Députés à toutes les réflexions concernant les risques» an esou weider «de notre système des pensions et de la Sécurité sociale.»

Déi Reflexiounsgruppen tage jo schonn eng Zäit. Wéini gi mer dann do associéiert an dee ganze Prozess? Weess een heibannen, wat do wierklech diskutéiert gëtt? Mir wëssen et net! Wann der heibanne sinn, déi méi wëssen, da solle se eis dat emol soen!

Mä op alle Fall schéngt et eis awer essenziell ze sinn, datt onofhängeg vum Reflexiounsgrupp, deen d'Regierung mat de Sozialpartner féiert, och d'Parlament sech eng Kéier emol muss domadder befaassen a politesch Virgabe gëtt, wat dann d'Parlament zu deem Thema ze soen huet.

Ech si gespaant! Mäi Kolleeg Félix Braz huet jo eng Interpellatioun ugefrot, mir hunn d'Regierung jo interpelléiert zu deem Sujet, déi soll jo och Enn Januar zur Diskussioun an dësem Parlament kommen. Da wäerte mer emol gesinn, wat hei déi eenzel Fraktioune couragéiert zu deem Thema do bäidroe wäerten.

Fënneften a leschte Punkt, Här President, d'Gemengefinanzen. Et ass eng ganz Analys och am Rapport gemaach gi vun der Rapportrice iwwert d'Gemengefinanzen. Et läit op der Hand, datt se sech deem Thema ugeholl huet. Mä ech mengen, et war awer och nëtzlech dat ze maachen, well dat huet och derzou gefouert, datt jo d'Cour des Comptes an hirem Avis dëst Joer sech e gudden Deel mat de Gemengefinanze beschäftegt huet.

Ech muss soen, ech war relativ frou iwwert déi Saachen, déi emol eng Kéier do zu Pabeier bruecht gi si vun der Cour am Zesummenhang mat de Gemengefinanzen. Et ass jo haaptsächlech gekuckt an analyséiert ginn, wéi vill d'Dépensë respektiv d'Verschëldung vun de Gemenge géifen am Gewiicht ausmaache bei der Gesamtverschëldung vum Lëtzebuerger Stat. Fir dat kënnen ze maachen, huet jo missen net nëmmen analyséiert ginn, wéi héich d'Verschëldung vun de Gemengen ass, mä och vu wou déi Scholden hierkommen.

D'Cour des Comptes mécht do Feststellungen, déi mech eigentlech erfreeën, déi kënnen ze liesen, well se dat bestätegen, wat meng Meenung do scho laang ass.

Éischtens seet se, vill Gemengen hu sech verschëlt, well eigentlech permanent nei Missiounen op se duerkomm sinn: Transportberäich, Kannerversuergung, am Zesummenhang mat där neier Landesplanung, déi mer jo alleguerte gären hätten. Doriwwer ass awer ni diskutéiert ginn. Et ass och ni gekuckt ginn, wat fir e Chiffer genau déi Dépensen dann ausmaachen. Dat ass jo dann och ënnerschiddlech, jee nodeem a wat fir enger Gemeng ee sech befënnt, wann een déi dräi Beispiller hei nëmme kuckt.

Dat heescht, mir wëssen eigentlech souwisou zënter Laangem, datt mer national gesinn nëmmen ee Kuch ze verdeelen hunn. D'Gemenge mam Stat zesummen hunn ee Kuch vu Recetten, dee se verdeele mussen. D'Fro, déi sech just stellt: Wie kritt wat fir ee Stéck vum Kuch? Wann een natierlech dann de Gemengen ëmmer nëmmen dat nämlecht Stéck vum Kuch léisst, deen dote Wee awer geet, datt een hinne permanent, ouni se ze froen, ëmmer erëm nei Missioune gëtt, da kann et jo iergendwann net méi opgoen. Da komme mer op deen Zeenario eraus, wou mer a verschiddenen oder an ëmmer méi Gemengen haut sinn.

Duerfir déi Diskussioun iwwert d'Kompetenze vu Stat a Gemengen - dat gëtt an der Kommissioun iwwert d'Réforme territoriale jo ausgiebeg diskutéiert. Mir mussen iergendwann eng Kéier do zu enger Konklusioun kommen. Wa mer deen dote Problem gär positiv geléist hätten, musse mer do zu enger Konklusioun kommen. Da mussen och déi Missiounen definéiert ginn:

1. Wat sinn d'Missions obligatoires?

2. Mir mussen emol Ënnerscheeder maachen tëschent Missions de base an dann och vun do eropfueren, dat heescht, vu ganz klenge Gemenge bis zu ganz grousse Gemengen. Wat si regional Missiounen, déi kënne bestoen? Wat sinn der, déi nationaler Envergure sinn?

Alles dat ass eng schwéier Diskussioun, déi mer awer emol net am Usaz ugepaakt hunn, fäerten ech ganz. Wann ech d'Chamberspezialkommissioun gesinn, bei allem gudde Wëllen oder gudder Intentioun, déi sécher do virgeherrscht hunn, fir se ze grënnen, da gesinn ech net esou richteg, wat soll derbäi erauskommen.

Här President, als Konklusioun wollt ech soen am Numm vu menger Fraktioun, datt mer et bei dëser Regierung ganz kloer mat enger Regierung ze dinn hunn, déi einfach Gestion des affaires courantes mécht, déi déi grouss Problemfelder opschiebt: Energiekris, Pensiounsproblematik, Klimawandel. Et ass och d'Regierung vun de verpasste Chancen; Stéchwuert „wirtschaftlech Diversifizéierung". Do si mer net vill weiderkomm, fir net ze soen, guer net.

Et ass och nach d'Regierung vun de ganz widderspréchleche Messagen. Ech hunn am Ufank gesot mat wat 2005 d'Land an där berühmter Schweiß-und-Tränen-Ried virbereet ginn ass, datt déi Messagen zum Deel ganz falsch waren, déi et eis an Zukunft net wäerte méi einfach maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn eigentlech als Gréng frou, datt dat hei viraussiichtlech deen zweetleschte Budget ass vun dëser Regierung, dee mer net brauche matzestëmmen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt och vun eiser Säit aus e Merci un d'Kolleegin Lydia Mutsch fir hiren exzellente Rapport zu dësem Budget. D'Madame Mutsch huet sech am Fong an e renge Männerdomän eraginn, well wann een e bëssen zréckkuckt, war et nëmme véiermol bis haut, datt eng Fra Rapportrice vum Budget war. D'Madame Lulling war 1967 fir d'éischt Rapportrice, d'Madame Flesch 1969, an da viru méi wéi 20 Joer, 1986, war en anert Escher Meedche Rapportrice, d'Madame Reding. Haut ass et d'Madame Mutsch. Dat heescht also, datt et eréischt véier Frae bis haut waren. Mä wann een dann awer gesäit, datt déi nach alleguer politesch aktiv sinn, da kann een also eng schéi Perspektiv fir d'Madame Mutsch virausgesinn,...

(Hilarité)

...wat hiert politescht Amt hei wäert ubelaangen. Et ass op jidde Fall eng Fläissaarbecht, déi hei gemaach ginn ass, déi och vun eiser Säit aus begréisst gëtt.

Une voix.- Här Gibéryen, muss een duerfir och d'Partei wiesselen?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen. Ech menge vun deenen, wou ech elo opgezielt hunn. D'Madame Flesch huet jo awer ni d'Partei gewiesselt.

Une autre voix.- D'Madame Reding och net.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Si hat et vläicht direkt richteg getraff.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2003 bei der Erklärung zur Lag vun der Natioun huet den Här Statsminister gesot: „Eis Finanzsituatioun ass gutt, mä mir däerfe keng Dommheete maachen, soss ass se geschwënn zwar net schlecht, mä awer net méi gutt..."

Ee Joer méi spéit, 2004, huet den Här Statsminister bei der Lag zur Natioun gesot: „Ech sinn derfir fir de Leit d'Wourecht ze soen. An dofir soen ech: Et geet méi lues a mir hu Problemer."

An erëm ee Joer méi spéit, 2005, bei der Lag vun der Natioun, huet den Här Statsminister gesot: „Fir eng laang Ried kuerz ze maachen: Mir hunn d'lescht Joer Defizit gemaach, mir maachen ës méi dëst Joer a mir maachen ës nach méi d'nächst Joer."

2006 huet den Här Statsminister bei der Lag vun der Natioun gesot: „Déi Zäiten, wou d'Kéi am Himmel gefriess hunn an hir Mëllech zu Lëtzebuerg, awer besonnesch an der Haaptstad ginn hunn, déi sinn definitiv eriwwer!"

Am Dezember 2006, also virun engem Joer beim Budget 2007, sot den Här Statsminister: „Mir sëtzen um Dréchenen."

Fënnef Méint méi spéit, dëst Joer, 2007 bei der Lag vun der Natioun seet den Här Juncker: „Eis Wirtschaft ass 2006 ëm 6,2% gewuess, 2,2% méi wéi nach 2005; een aussergewéinlech gutt Resultat." An hie sot weider: „Wann eng Ekonomie esou wiisst wéi eis, da kann een net soen, si géif an der Kris stiechen."

Här President, wann een d'Aussoen zur Finanz- a Wirtschaftspolitik vum Här Statsminister also iwwer e puer Joer zréckzitéiert, da stelle sech zwou Froen.

Éischtens, wann déi Aussoen zu deem Zäitpunkt, wou se gesot gi sinn, richteg waren, da beweist dat wéi fragil eis Ekonomie, eis Finanzsituatioun hei am Land ass, a vun der positiver oder negativer Entwécklung vun der Weltwirtschaft, an domadder vun der Bankplaz ofhängeg ass. Et beweist awer dann och wéi wéineg direkten Afloss mer als Stat, als Politik op déi Entwécklung hunn. Et beweist, wéi séier et vun enger gudder an eng schlecht Finanzsituatioun vum Stat kann ëmschloen, an awer och Gott sei Dank kann ëmgedréint goen.

Déi zweet Méiglechkeet op déi Aussoen ass: De Statsminister huet déi Aussoe gemaach, fir sech domadder Argumenter ze ginn, fir dee gréisste Sozialofbau, dee Lëtzebuerg an der Nokrichsgeschicht erlieft huet, kënnen duerchzezéien. Dir erënnert lech drun, datt mir als ADR an och aner Leit virun de leschte Chamberwahlen ëmmer gesot hunn, datt spéitstens no de Gemengerotswahlen d'Regierung géif e massive Sozialofbau huelen. Wann een déi Zitater vu virdrun hei Revue passéiere léisst, da gesäit een, datt am Fong virum Sozialofbau Krisestëmmung ugekënnegt ginn ass. Fënnef Méint nodeem datt den Ofbau décidéiert gi war, huet hie gesot: „Et kann een net vun enger Kris hei zu Lëtzebuerg schwätzen."

Wat fir eng vun deenen zwou Méiglechkeeten ass awer elo déi richteg? Mir mengen, Här President, déi zwou. Et goung a geet de Statsfinanzen engersäits net gutt, an anerersäits war et awer och fir d'Regierung eng gutt Geleeënheet, fir Sozialofbau kënnen ze maachen.

Här President, ech wäert duerfir elo eis Positioun als ADR souwuel zur Finanzsituatioun, wéi och zu Korrekturen am Sozialofbau hei zu Lëtzebuerg erklären. Ech wëll duerfir mam finanzpoliteschen Deel ufänken.

Wann d'Joer 2006 an och 2007 besser, zum Deel souguer vill besser, ofschléisst wéi dat gefäert an ugeholl gi war, da soll dat eis awer nëmmen net derzou verleeden, mengen ze kënne mer wären iwwert de Bierg an et kéint keen eis den Aarm méi béien. D'Analys, déi mir als ADR iwwert d'Statsfinanze maachen, bleift méi wéi bersuergniserreegend. Mir sinn nach laang net iwwert de Bierg, a mir fäerten, datt dat déckt Enn an e puer Joer eréischt nokënnt.

Ee Beispill: d'Fongen. D'Entwécklung vun de Fongen. Vun 1996 bis 2001, sinn d'Fongereserve permanent geklommen. Vu 625 Milliounen Euro 1996 op 2.613 Milliounen Euro am Joer 2001. Duerno si se permanent erofgaangen. Vun 2002, wéi gesot, vun 2.613, bannent véier Joer - 2005 - op 1.315 Milliounen zréck, also bannent véier Joer hunn d'Reserve sech halbéiert.

Vun 2006 si se zwar fiktiv erëm op 1.723 Milliounen Euro geklommen, dat awer bedéngt duerch en Emprunt vu 400 Milliounen, déi un d'Fongen affektéiert si ginn an deemselwechte Joer.

2007 si se op 1.310 Milliounen Euro gefall, trotz engem neien Emprunt vun 332 Milliounen.

Enn 2008 si laut aktuellem Stand d'Fonge 55 Milliounen am Keller, an nëmmen duerch de cumuléierten Emprunt an der Héicht vun 932 Millioune sinn nach 857 Milliounen an de Fongen, mä et handelt sech dann hei, wéi gesot, net méi ëm Reserven, mä ëm Emprunten.

All déi Plus-valuen, déi mer iwwert d'Joren zesummen an d'Fonge kritt hunn, si bis Enn 2008 am Prinzip fort, no de Chiffere wéi se elo virleien, d'Fonge sinn eidel an dat Geld, wat dodran nach ass, dat ass dann am Fong nëmme méi geléinte Geld.

Här President, mir hunn an deem Sënn eng Grafik gemaach, déi ech hei wollt mat ofginn, datt ee se vläicht kéint mat an den Analyteschen abauen, déi dat esou résuméiert, wat ech elo gesot hunn.

D'Cour des Comptes schreift an hirem Rapport zum Budget: «Il ressort de ce graphique» - well d'Cour des Comptes huet en ähnlechen, zwar net genau deeselwechte Graphique gemaach - «que le total des avoirs s'est chiffré au 31 décembre 2001 à 2.614 millions d'euros pour baisser, d'après les prévisions actuelles, à 877 millions d'euros au 31 décembre 2008. En faisant abstraction des produits d'emprunt, les avoirs des fonds étatiques seraient beaucoup moins importants avec un niveau d'avoirs de 578 millions d'euros à la fin de l'exercice 2007. Pour l'exercice 2008, les fonds étatiques affichent un solde négatif de 55 millions d'euros.»

Da confirméiert dat, Här President, wat mir scho viru Joren hei an den Debatte gesot hunn, datt d'Fongen a Wierklechkeet 2008, 2009 eidel sinn, wat iwwregens och de Mëtteg vum Här Wolter hei an déiselwecht Richtung diskutéiert ginn ass.

Am Prinzip ginn aus de Fongen an de leschte Joren ongeféier 2.700 bis 2.900 Milliounen Euro fir Investitioune geholl. D'budgetär Speisung vun de Fonge läit bei ongeféier 1.500 bis 1.600 Milliounen Euro pro Joer, esou datt pro Joer also d'Fonge misste konsequenterweis 1.200 bis 1.300 Milliounen Euro opbréngen. Enn 2008 si viraussiichtlech awer nëmme méi knapp 900 Milliounen Euro an de Fongen, déi doriwwer eraus, wéi gesot, aus Empruntë bestinn. Dës Chiffere sinn aus dem Rapport vun der Cour des Comptes.

Dir bemierkt, datt bei dëse Chifferen d'Plus-valuen an der Héicht vun 240 Milliounen Euro aus dem Kont vun 2006 schonns mat berücksichtegt sinn. Net berücksichtegt sinn d'Affectatiounen an Héicht vun 132 Milliounen Euro aus dem Joer 2007, déi bis elo gemaach gi sinn. Et gëtt also enorm enk fir d'zukünfteg Investitiounen ze finanzéieren, wa mer net d'Chance hunn, datt eis Budgeten erëm massiv Plus-valuen ofwerfen.

Mir kënnen nëmmen hoffen, datt d'Recetten am Budget 2008, esou wéi d'Zentralbank an esou wéi d'Cour des Comptes mengen, ënnerschat gi sinn an datt den Exercice 2008 besser ausgeet, wéi mer zu dësem Zäitpunkt mengen, fir eben domadder méi Plus-valuen ze kréien an d'Fongen ze speisen.

D'Cour des Comptes huet zum Budget 2007 och schonn erëm markéiert gehat, datt ee misst dovun ausgoen, datt 2010 d'Fongen eng Milliard Euro am Keller wieren. Duerfir musse mer esou wéi d'Plus-valuë vun 2006 och eventuell d'Plus-valuë vun 2007 a spéider alleguer integral eiser Meenung no op d'Fongen iwwerweisen, soss fäerte mer gi mer an der Investitiounspolitik an de Joren 2010 an duerno enger Katastroph entgéint.

Een zweete Punkt finanzpolitesch sinn niewent de Fongen d'Scholden. Och wann déi konsolidéiert Scholde vun der Administration publique zesummen, also Stat, d'Gemengen an d'Sécurité sociale, nëmmen 2,9% vum BIP ausmécht, esou sinn d'Scholden dach an Euro ausgedréckt staark um Klammen. D'Administration centrale hat 2001 998 Milliounen, 2006 1.466 Milliounen Euro Schold. E Plus vu 468 Millioune Schold. Ouni d'Scholde vun 2007, déi doranner net mat berücksichtegt sinn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Gemengen haten 2001 Scholde fir 473 Milliounen Euro a fënnef Joer méi spéit hunn d'Gemengen 302 Milliounen Euro weider Scholde gemaach a sinn op 775 Milliounen Euro Scholden ukomm. En Total also, e Plus u Scholde vu Stat a Gemenge vu 770 Milliounen, dat sinn 52% méi wéi 2001 oder 30 Milliarden aler Lëtzebuerger Frangen, dat alles ouni d'Scholde vun 2007.

D'Sécurité sociale huet bekanntlech keng Scholden. Mir mussen awer och wëssen, Här President, datt eis Regierung déi Emprunten, déi se ophëlt fir d'Fongen ze speisen, wat d'Kapital ubelaangt net zréckbezilt. D'Regierung bezilt nëmmen d'Zënsen zréck, awer kee Kapital. Wann e Betrib oder Privatleit oder eng Gemeng dat géife maachen, da géife mer wahrscheinlech alleguer soen: Dat kann net sinn, dat däerf net sinn, datt een Emprunten ophëlt an et bezilt ee kee Kapital zréck, mä et bezilt een nëmmen d'Zënsen zréck!

Ech sinn och gespaant, wann eng Gemeng am Land géif higoen a si géif soen, ma mir huelen elo en Emprunt op a mir bezuele just d'Zënsen zréck, an déi, déi dann a 15 Joer do sinn, déi mussen d'Kapital an enger Kéier dann zréckbezuelen. Da géif den Innenminister doudsécher dat refuséieren, an ech géif lech awer och soen, mat Recht géif hien dat refuséieren, well dat einfach eng Verschiebung vun der Belaaschtung op déi kommend Generatioune wär.

Mä de Stat mécht dat awer, an esou mussen am Fong déi, déi politesch an der Responsabilitéit stinn am Joer 2016, an engem Joer déi 400 Millioune Kapital rembourséiere vun deem Emprunt, dee mer 2006 opgeholl hunn. 2017 mussen 332 Milliounen Euro Kapital zréckbezuelt ginn, an 2018 200 Milliounen, an déi Joren do hannendrun och.

Et ass also eng Hypothéik, et kann een net soen, un déi kommend Generatiounen, well esou wäit geet et net, et ass eng Hypothéik fir déi iwwernächst Regierung, déi dann am Amt ass an déi Leit, déi dat musse bezuelen. Et ass eiser Meenung no irresponsabel, datt dat gemaach gëtt.

Mä et ass en Trick, Här President, fir eben de Statsbudget ze verschéineren. Well wann de Stat elo direkt seng Emprunten, déi hien ophëlt, d'Kapital dovun, géif zréckbezuelen, géif dat natierlech de Budget vum Stat belaaschten an den Defizit géif och deementspriechend am Statsbudget méi grouss ginn. Dat beweist wéi schlecht et ëm d'Finanzsituatioun vum Stat steet, wa mer net emol amstand sinn, ons Scholde wéi all normale Mënsch, Bierger oder Betrib, zréckzebezuelen.

Den Här Budgetsminister, den Här Statsminister hu scho Stonnen iwwert de Budget geschwat hei, wéi se e presentéiert hunn d'lescht Woch, mä kee vun hinnen huet am Fong ernimmt, datt de Stat seng Scholden net zréckbezilt.

D'Konklusioun iwwer eis Finanzen, Här President: D'Fonge sinn op där enger Säit eidel, d'Schold klëmmt, an niewent eidele Fonge muss vun 2016 un d'Scholden, d'Kapital zréckbezuelt ginn. Vun 2015 u geet och d'TVA zréck duerch den Accord vu Bréissel iwwert déi elektronesch Déngschtleeschtungen. Eisen Undeel um Kyoto-Fong wäert klammen, den Tanktourismus wäert zréckgoen. Mir mussen eis also als Stat op déi Entwécklung, déi Situatioun astellen, wat bedeit, datt mer budgetär mussen ëmdenken.

D'Fro, déi vill Leit sech och duerfir hei am Land zu Recht stellen, ass: Wou steiert Lëtzebuerg hin? Mir hunn engersäits e Rekordwuesstum, wäit iwwert der europäescher Moyenne. Mir hu Rekord un neien Aarbechtsplazen, mir hu Rekord u Grenzgänger, mir hu Rekord u staarkem Uwuesse vun der Populatioun, déi hei wunnt. Wann een iwwert d'IVL-Etüd kuckt, déi 2002 gemaach ginn ass, wat do vu Pronosticen opgestallt ginn ass, wat de Wuesstum un Aarbechtsplazen an un Awunner ubelaangt, si mer haut scho vill méi wäit ewech, wéi dat 2002 gemengt gi war.

An trotz deem staarke Wuesstum klëmmt de Chômage hei zu Lëtzebuerg, d'Wunnengspräisser sinn horrend, d'Verkéiersproblematik katastrophal, an de Stat an d'Gemenge komme mat den Infrastrukturen net méi no. De Statsminister huet viru Joren hei eng Kéier selwer gesot, datt de staarke Wuesstum net genuch ofwerft, fir seng Nofolgekäschte selwer ze generéieren. An dach gëtt da gesot, mir musse 4% Wuesstum hunn, fir eise Rentesystem laangfristeg ze finanzéieren. Ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck.

Wou steiert Lëtzebuerg hin? Dat ass am Fong déi Fro, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi wéi gesot vill Leit sech stellen an eiser Meenung no och déi wichtegst Fro ass, déi mer eis als Politiker net genuch stellen. An duerfir hu mir schonn eng Kéier hei gesot a mir soen et nach eng Kéier, datt mir eis dofir sollte parteiiwwergräifend zesummesetzen. Déi gréng Kolleegen hunn an de leschte Chamberswahlen en Zukunftsdësch gefrot gehat. Dat hei ass eng ähnlech Iddi, well mer eis d'Fro solle stellen, wou Lëtzebuerg histeiert an deem engen an an deem anere Zeenario, wat et vu Konsequenzen huet, souwuel vu positive wéi och vun negativen. Mä am Abléck stelle mer eis déi Fro net, well mer vläicht alleguer eng gewëssen Angscht hunn, dass, wa mer déi eng oder déi aner Richtung géifen upeilen, dat och negativ Konsequenze kéint hunn, an duerfir stellt d'Politik sech léiwer där Fro net.

Et schéngt eis awer déi wichtegst Fro ze sinn, well och vill Leit am Land sech d'Fro stellen, wou Lëtzebuerg histeiert.

D'Upassung vun der Steiertabell ass een Thema, wat haut scho vill heibannen diskutéiert ginn ass. Vun 2002 bis haut hu mer e Retard vu 16% op d'Inflatioun.

D'Steierverwaltung huet eis virun e puer Joer, Här President, eng Kéier matgedeelt an der Finanzkommissioun, datt am Fong duerch d'Netupasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun een dovu kann ausgoen, datt de Stat doduerch pro Joer 100 Millioune weider Steieren erakritt. Kumulativ, wann een dat vun 2002 bis haut rechent, huet also déi Netupassung un d'Steiertabell dem Stat ronn zwou Milliarden Euro méi u Recetten an d'Statskeess bruecht, oder am Verhältnis zur Inflatioun huet de Stat de Leit an deene leschte sechs Joer zwou Milliarde Steiergelder ze vill ofgeholl.

Wann een déi géif deelen, Här President, déi zwou Milliarden, déi de Stat am Fong vis-à-vis vun der Inflatioun ze vill erageholl huet an deene leschte sechs Joer, da géif dat 750 Euro pro Bierger, deen hei am Land wunnt, ausmaachen. Dat heescht, amplaz datt de Stat Niklosdag de Leit am Land den Housécker geschéckt huet mat enger Rechnung fir d'Autossteier nozebezuelen, hätt en am Fong kéinte Chrëschtdag d'Chrëschtkëndchen erausschécken an all Mënsch am Land 750 Euro ginn.

Wann een dat da mat deem vun der Tripartite ausgehandelte Sozialofbau kombinéiert, da gesäit een eréischt dat ganzt Ausmooss vun deem Ofbau vun dëser Regierung, déi ee bal kéint als Raubrittermajoritéit bezeechnen. Et sinn déi rengsten Abzocker am Sënn vum Wuert. Duerfir schreift den Här Juncker elo erëm schwaarz Chifferen, mä d'Familljen am Land mussen duerfir haut rout Ziffere schreiwen.

Ech wëll nach eng Kéier hei d'Haaptpunkte vun deem Sozialofbau opzielen:

1) Indexmanipulatiounen, fir datt d'Indextranchë solle méi spéit erfalen;

2) d'Familljenzoulage sinn net méi indexgebonnen;

3) d'Cotisatioun fir d'Fleegeversécherung ass ëm 40% gehéicht ginn;

4) d'Rentenajustementer sinn no hanne verréckelt ginn;

5) d'Accisen um Bensin a Mazout si massiv gehéicht ginn;

6) d'Autossteier ass massiv gehéicht ginn, a wien et net gegleeft huet, krut spéitstens elo fir de Kleesche vun der Regierung eng Rechnung geschéckt;

7) d'Steiertabell ass net un d'Inflatioun ugepasst ginn;

8) d'TVA fir Clientë vun de Fräiberuffler ass vun 12 op 15% agefruer ginn;

9) d'staatlech Participatioun bei der Fleegeversécherung ass agefruer ginn;

10) de Renteklau vum Stat bei de Reserve vun de Pensiounskeese vum Privatsecteur ass nach méi massiv ginn.

Derniewent dierf een net vergiessen, datt d'Gemengen zum Deel massiv Taxen- a Steiererhéijunge gemaach hunn, datt d'Käschte fir d'Familljen, wat hiren dagdeegleche Liewensënnerhalt ubelaangt, och staark bis massiv geklomme sinn; zum Beispill bannent zwielef Méint d'Präisser fir Heizuelech plus 50%; Liewensmëttel an net alkoholesch Getränker plus 15,3%; Wunnen, Waasser, Elektresch, Hëtzen plus 23,5%, Transport, plus 15,9%. Loyere si praktesch net méi ze bezuelen. Vun engem Eegenheem ass praktesch net méi ze schwätzen. D'Zënse klammen. 18% vun de Salariéen hunn e Loun, deen ëm de soziale Mindestloun läit.

7.510 Stéit oder 14.252 Persounen hei am Land sinn RMG-Bezéier. D'Aarmut zu Lëtzebuerg, d'Zuel vun de Leit, déi ënnert oder ronderëm d'Aarmutsgrenz leien, ass zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore vun 10 op 14% geklommen. 50% vun den Elengerzéier sinn dem Aarmutsrisiko ausgesat. D'Zuel vun deene Leit, déi d'Heizungszoulage kréien, klëmmt permanent.

Dat ass déi batter Realitéit, wéi se sech haut hei am Land presentéiert. An duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer d'Finanzsituatioun vum Stat kucken engersäits an op där anerer Säit kucken, wéi d'Situatioun fir vill Familljen hei am Land ass, däerfe mer dat Geld, wat mer hunn, fir kënne Politik ze maachen, fir ze deelen, net mat der Géisskan verdeelen, mä mir musse selektiv virgoen. D'Geld muss dohinner kommen, wou et gebraucht gëtt.

De Projet de loi 5801 gesäit elo eng Steierupassung vu 6% vir, wat e Käschtepunkt fir de Stat vun 195 Millioune bedeit, an de Kannerbonus, deen ee Käschtepunkt vun 185 Millioune bedeit. Duerch d'Ofschafe vum Abattement fiscal kritt de Stat awer zousätzlech 80 Millioune Recetten eran, esou datt also den Nettokäschtepunkt vum Kannerbonus bei 105 Millioune bleift. Déi 6% plus de Kannerbonus bedeiten also e ronne Käschtepunkt vun 300 Millioune fir de Stat, a wa mer wëssen, datt mer 600 Millioune Retard op d'Inflatioun hunn, esou bleift also och do nach e Sputt bestoen.

Mir hunn als ADR scho vun 2002 u Propositioune fir eng Negativsteier, fir d'Aféierung vum Crédit d'impôt gemaach. De Kannerbonus entsprécht där Iddi, och wann et net a Form vun engem Steierkredit ass, mä et ass eng ähnlech Form.

A wann och haut de Kannerbonus net iwwert d'Steierverwaltung ausbezuelt gëtt, mä iwwert d'Keess vun de Familljenzoulagen, si mer domadder averstanen, well dat administrativ méi einfach ass, an et hu verschidde Leit gesot, et wär méi komplizéiert. Neen, et ass effektiv - dat muss een objektiverweis esou soen - méi einfach, well am anere Fall, wa mer et iwwert d'Steierverwaltung gemaach hätten, hätte sämtlech Leit missen eng Steiererklärung maachen, fir se ze kréien. Elo kritt am Fong jiddfereen et mat iwwert d'Kannergeld, an et brauch net ugefrot ze ginn. An d'nächst Joer, doriwwer si mer eis jo an der Finanzkommissioun och eens ginn, wäert dee Kannerbonus da monatlech ausbezuelt ginn.

Deen nächsten Abattement, deen ugekënnegt ass ginn, ass den Arbeitnehmerfreibetrag. Dee soll vun 2009 u bezuelt ginn, an och dat ass eng Propositioun, déi vun der Regierung um Dësch läit, déi mir kënne matdroen, datt am Fong soll deen Arbeitnehmerfreibetrag iwwert d'Patronen ofgerechent ginn, esou datt een also och do net muss higoen an eng Steiererklärung maachen.

Mä d'Fro stellt sech awer konkret, wa mer weider Abattementer ofschafen a se duerch Crédit-d'impôten ëmsetzen, wéi mer zum Beispill d'Zousazpensiounen, d'Scholdzënse bei der Uschafung vu Wunnengen oder Frais de déplacement, wou mir als ADR proposéieren, datt dat och Abattementer sinn, déi ofgeschaf an a Crédits d'impôt ëmgewandelt musse ginn, wéi mer dat ausbezuelen. Wa mer do net méi déi Méiglechkeeten hunn, wéi elo iwwert d'Caisse vun de Familljenzoulagen ze fueren oder d'Patronat dat matmaachen ze loossen, wäerte mer fréier oder spéider awer net dolaanscht kommen, fir eng Formule ze sichen, déi eben iwwert d'Steierverwaltung wäert misse lafen.

Prinzipiell wëlle mer soen, datt dee Wee, deen hei gesicht ginn ass, dee richtegen ass. De Virdeel och vun der Negativsteier, wéi mir se proposéiert hunn, ass virun allem d'Steiergerechtegkeet, well dann net nëmmen déi Leit vun all deenen Abattementer kënne profitéieren, déi Steiere bezuelen, a wat se méi Steiere bezuelen, wat se och kënne méi dovunner profitéieren, mä och déi Leit, déi kleng a mëttel Revenuen hunn, kënnen elo vun deene Crédits d'impôt oder vum Kannerbonus profitéieren.

Derniewent verlaange mir als ADR, datt ee misst d'Steiervereinfachung weiderféieren duerch d'Aféierung vun enger individueller Besteierung vun der eenzelner Persoun an domadder am Fong mat deenen eenzelne Gruppen ophalen, wou jo elo schonn déi Gruppe vun de Kanner vum 1. Januar 2008 un och ewechfalen.

Ech hunn allerdéngs, Här President, e Problem wat d'Solidaritéit ubelaangt. Wa mer verschidde Leit héiere schwätzen, da gëtt et esou Tendenzen, déi soen, datt een am Fong hätt sollen d'Steiertabell integral un d'Inflatioun upassen, a se hu Problemer mam Kannerbonus. Dat ass fir eis eng gelunge Solidaritéit, déi do spillt. Well wat ass dee System wa mer d'Abattementer an d'Crédit-d'impôten oder, wéi mer et hei maachen, de Kannerbonus ëmänneren? Dat ass am Fong eng Ëmverdeelung vun uewen no ënnen. Dat heescht, déi Leit, déi vill Steiere bezuelt hunn, kréien am Fong näischt ewechgeholl, mä si kréien och näischt bäi. Déi Leit, déi keng Steiere bezuelen, déi kleng Revenuen hunn, kréien eppes bäi.

Dat ass am Fong de richtege Wee. Virun allem an där Situatioun, wou mer haut sinn, wéi ech virdru gewisen hu wivill Leit, datt mer haut hunn, déi um ënneschten Niveau leien. Wa mer soen: D'Geld muss dann och dohinner goen, dann ass dat dee richtege Wee. Ech hunn e Problem mat deene Leit oder Organisatiounen, déi da kommen a

soen, se hätte léiwer déi 16% a kee Kannerbonus. Dat ass fir mech eng Solidaritéit, déi mir vun eiser Säit aus net kënne matdroen. Duerfir wëlle mer dat och ganz kloer hei soen. Duerfir begréisse mer och, datt d'Heizkäschtenzoulage solle vun 2008 u gehéicht ginn.

Här President, et muss ee sech dann och d'Fro stellen: Wa mer engersäits gesinn, datt d'Finanzsituatioun vum Stat net méi gutt ass, a wa mer op där anerer Säit gesinn, datt mer awer nach wëlle selektiv Sozialpolitik maachen, wou kënne mer da Gelder als Stat méi erakréien oder aspueren? Sécherlech kéint ee generell soen, datt beim Stat Geld anzespueren ass, datt do misst méi eng Disziplin an d'Budgetspolitik kommen, datt een einfach misst och aner Regele bei de Statsverwaltunge lafe loossen, an net eng Mentalitéit, wou gemengt gëtt déi Kreditter, déi do sinn, mussen onbedéngt och an deem Joer opgeschafft ginn.

E ganz konkret Beispill, wat mer wëllen hei uféieren, sinn d'Failliten. D'Zuel vun de Failliten, Här President, ass an deene leschte Jore permanent esou ëm 600 bis 650 gewiescht. Dëst Joer hu mer an deenen éischte sechs Méint eng relativ staark Progressioun vu 25% gehat vis-à-vis vun deene Jore virdrun. Wann dat sollt an de leschte sechs Méint unhalen, gëtt dat eng relativ grouss Progressioun, déi mer hunn.

D'Konsequenze vun de Failliten, op de Statsbudget an op d'Sozialversécherunge sinn enorm niewent dem Schicksal vun deene Leit, déi et direkt betréfft. Och aner Betriber hu mat de Konsequenze vu Failliten ze dinn, wann eng Partie vun de Betriber hir Rechnungen net méi bezuelt kréien.

Ech hunn duerfir, Här President, un déi zwee Ministeren, dee vun de Finanzen an dee vun der Sécurité sociale, d'Fro gestallt, wat d'Déchetë si vun de Failliten an deene leschten zéng Joer, wat d'Déchargë sinn, déi déi eenzel Ministere ginn hunn um Niveau vun de Failliten. Ech hu perséinlech mat deenen zwee Ministere geschwat. Ech hunn och mat hire Leit geschwat, an ech hu gesot kritt: Maach et schréftlech. Dunn hu mer eng Question parlementaire gemaach, datt mer gemengt hunn, da geet et. Ech hunn nach d'lescht Woch nogefrot. Ech hu souguer nach gëschter bei de Sekretärinne vun de Ministeren ugefrot, an ëmmer hunn ech gesot kritt: Dir kritt se.

Ech stelle fest, datt ech haut no dräi Wochen, als Deputéierten - an ech hunn nëmme gesot: Ech hätt gären déi Ziffere fir meng Budgetsdiskussioun -, se nach ëmmer net kritt hunn. Dat ass och e gutt Beispill wéi d'Regierung mam Parlament verfiert; wann een Deputéierte Chiffere freet, fir dat beim Budget anzebauen, datt deen iwwert dräi Wochen déi Chifferen net kritt. Ech wäert se dann d'nächst Woch kréien. Da muss ech eng Pressekonferenz maachen, fir déi public ze maachen, well mer déi Chifferen hei net kritt hunn.

Ech fannen dat einfach traureg. Dat gëtt et a kengem anere Parlament. Ech hu gëschter mat engem däitsche Parlamentarier telefonéiert, fir ze froe wéi esou Saache bei hinne ginn. Deen huet mer gesot: Mir ruffen als Deputéierten an ee Ministère un, do ass ee Service, an dann hu mir déi Chiffere bannent 24 Stonne spéitstens. Mir hunn all d'Chifferen, déi d'Regierung zegutt huet, direkt als Deputéiert zegutt. Ech hu se hei no dräi Wochen nach net kritt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass awer net oninteressant, fir ze wësse wivill Gelder dem Stat an der Sécurité sociale bei der TVA verluer ginn. Well wann ee kuckt, am Rapport vum Enregistrement schreiwen déi, datt am Ablack 444 Milliounen Euro opgrond vu Failliten ausstinn. 444 Milliounen! Dat sinn 18 Milliarden aler Frang, déi am Ablack dem Enregistrement ausstinn eleng opgrond vu Failliten. Elo schwätze mer net vun de Steieren, a mer schwätzen net vun der Sécurité sociale. 2006 - also d'lescht Joer - sinn 2,5 Milliounen déchargéiert ginn; also 100 Milliounen aler Frang. Dat anert, wou ech gesot hunn déi 444 Milliounen, déi sinn an der Prozedur. Soulaang d'Faillite net definitiv ofgeschloss ass, bleiwen déi als eng Recette, déi nach net agezunn ass, do bestoen.

Et gesäit een also wéi enorm grouss datt déi Chifferen do sinn. Da muss ee sech d'Fro stellen: Firwat reagéiert d'Regierung net? Ech hunn 1999 hei eng Interpellatioun gemaach iwwert d'Failliten. Deemools ware mer eis hei praktesch ronderëm d'Bänken eens, datt misst reagéiert ginn, fir datt mer einfach déi Faillitë méi an de Gréff kréien.

Mer wëssen, dëst massiivt Verluergoe vu Steiergelder a Sozialversécherungsbeiträg ass d'Konsequenz vun enger liberaler Gesellschaftsgesetzgebung. D'Gesellschaft ass hei zu Lëtzebuerg praktesch net responsabel ze maachen. Et muss schonns eng Faute grave nogewise ginn, wat d'Exceptioun ass. D'Regierung muss also hei handelen, mä d'Regierung handelt net. Et muss ee sech froe wat fir e Lobbyismus hei bedriwwe gëtt, datt mer grad an där doter Form iwwer Joren driwwer diskutéieren an näischt geschitt.

Wann d'Regierung do géif handelen, a mer gesinn déi enorm Zommen, déi eleng um Niveau vun de Failliten dem Stat un TVA, u Steiere verluer ginn, déi de Pensiounskeesen, de Krankekeesen, der Fleegeversécherung verluer ginn, da bräichte mer kee sozialen Ofbau ze maachen hei zu Lëtzebuerg. Dann hätte mer Gelder, fir kënnen d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg ze bekämpfen, an net wéi dat momentan gemaach gëtt.

Niewebäi bemierkt, Här President, si mer och am Ablack erëm an enger Situatioun, Dir wësst, datt mer viru Joren hei e grousse Retard haten, wat d'Ausbezuele vun de Steiere war, datt mer enorm Zommen haten, déi hu musse rembourséiert ginn. Dat ass virun zwee, dräi Joer gréisstendeels opgeschafft ginn, mä et ass eis bericht gi vun der Direktioun vum Enregistrement, datt lues a lues déi Zuel erëm ufänkt ze klammen, datt de Stat erëm méi Gelder ze rembourséieren huet wéi en der erakritt huet.

Och do ass eis gesot ginn, mat deene Konstruktiounen, déi iwwert d'Grenzen eraus ginn, de Stat am Fong muss vun 2 Euro TVA, déi en encaisséiert, erëm een Euro ausbezuelen, an datt de Stat ganz dacks muss TVAe rembourséieren, déi e virdrun duerch Konstruktiounen iwwerhaapt net erakritt huet. Dat ass am Fong eng Héichkonjunktur fir Leit, déi wëllen organiséiert Steier-, an dësem Fall TVA-Hannerdreiwung maachen. Ech wëll duerfir hei un d'Regierung appeléieren, sech wierklech do anzesetzen, well ebe grad op deem Domän do Gelder kënne weider an d'Statskeess erakommen, déi mer bluttnoutwendeg brauchen.

Mä mir brauchen net nëmme Sue fir de Sozialofbau hei zu Lëtzebuerg ze bekämpfen. Mir brauchen awer och Gelder fir Investitiounen ze maachen. Mir mussen duerfir Prioritéite bei den Investitioune maachen. Fir eis schéngen déi wichteg Investitiounen - nieft de Schoulen, de Betreiungsstrukturen, der Recherche, de Spideeler, de Kläranlagen, dem Stroossebau - den öffentlechen Transport eng absolut Prioritéit ze hunn.

E Problem, dee mer hei am Land hunn, an dee vun Dag zu Dag méi grouss gëtt, dat ass dee vun de Pendler. De Problem ass net e Problem vun der Stad Lëtzebuerg, mä et ass e Problem ronderëm d'Stad, quasi duerch d'ganzt Land. Et ass e Problem vun de Grenzen - egal vu wat fir enge Grenzen - bis an d'Stad. Duerfir ass et och kee Problem vun der Stad Lëtzebuerg eleng, mä et ass wierklech en nationale Problem: d'Léisung vum Verkéiersproblem.

Duerfir ass d'Léisung, fir ze mengen, et géif een de Verkéiersproblem mat engem Tram duerch d'Stad léisen, et doudsécher net. Et ass déi falsch Léisung. Dann ersetze mer just d'Bussen duerch en Tram, an de Stau vun der Grenz bis an d'Stad bleift weiderhi bestoen.

Et gëtt fir eis nëmmen eng richteg Léisung an Investitioun. An dat ass déi, fir mam Zuch ënnert der Stad erduerch ze fueren. Da kënne mer mat de Frontalieren an de Grenzuertschaften - ob dat zu Metz, zu Thionville, zu Arel ass - direkt bis an d'Stad op déi Plaz fueren, ouni datt se mussen ëmklammen. Mir brauchen net d'Leit, déi aus dem Éisleck kommen, op d'Gare ze féieren an dann erëm mat de Bussen an d'Stad, mä si kënnen direkt do erausklammen, wou se hi mussen.

Wa mer dann do niewent där gréisserer Prioritéit och direkt d'Zuchverbindung vun Esch an d'Stad maachen, virun allem, well mer och elo zu Esch de Site vun der Universitéit kréien an um Lampertsbierg eng Universitéit hunn, da kënnen déi Leit ouni ëmzeklamme vun engem Site op deen anere kommen. Et ass also fir eis eng absolut Prioritéit, datt mer am öffentlechen Transport wierklech de Courage elo kréien.

Et mierkt ee jo, Här President, datt kee méi den Tram wëllt, well et schwätzt jo am Fong kee méi vum Tram. Et gëtt nach just esou an der Loft gehale bis déi nächst Wahlen ëm sinn. Da kënnt ee Begriefnis mat dräi Hären. Dann ass e fort. Da solle mer de Courage hunn, fir elo direkt ze soen: Dat ass falsch.

Och d'Politiker kënne sech eng Kéier ieren. An et ass keen Iertum, menger Meenung no, wann een duerno eng Erleuchtung kritt, an et kritt een eng besser Iddi fir dat ze maachen. Da soll een higoen a soen: Kommt mir setzen elo direkt d'Prioritéit a mir maachen de Projet ënnert der Stad erduerch. Mir maachen d'Zuchverbindung vun Esch an d'Stad. Mir fäerten, Här President, datt mer elo riets a lénks d'Gelder verpiddelen, hei e bëssen an do e bëssen. Herno wa mer de Problem richteg solle léisen, dann ass kee Geld do.

De Wunnengsbau. Här President, dorop brauch ech net weider anzegoen. Ech mengen, jiddfereen heibannen, souguer déi aus der Majoritéit, wësse wat fir eng katastrophal Situatioun de Wunnengsbau hei am Land huet. Den zoustännege Minister war de Mëtten net hei, mä...

(Interruption)

Entschëllegt. Den zoustännege Minister war de Mëtten hei - ech hu mech verschwat - an ass elo net méi hei. Well dat, wat hien am Fong als Pacte logement op den Instanzewee ginn huet, war jo praktesch just vun him verteidegt ginn hei am Land. Ech hunn emol keng esou Euphorie bei de Majoritéitsparteie festgestallt. Wann ech da gekuckt hu wat d'Oppositioun, wat d'Beruffschamberen a jiddfereen am Land gesot huet, da kréien am Fong elo am Avis vum Conseil d'État alleguer déi Recht.

Ech ka mech net erënneren, Här President, an deenen 18, 19 Joer, wou ech an der Chamber sinn, datt eng Regierung jeemools eng Kéier e Projet de loi deponéiert huet, deen zwielef Opposition-formellen ageheizt huet. Ech ka mech net erënneren, datt et esou eppes grausames ginn ass. Dat beweist jo am Beschte wéi dernieft déi Leit do loungen. Mä dat schéngt déi net ze stéieren. Dat kréie mer erëm esou vill Méint, esou vill Joer an d'Land. De Misär, deen d'Leit am Land hu mam Wunnengsbau, bleift bestoen. An e gëtt nach ëmmer méi grouss.

Op jidde Fall, hei ass et bewisen. Mir hu jo direkt, wéi dee Projet de loi erauskomm ass, en Dokument erausgi mat enger ganzer Rei vu Propositiounen. Et hat ee bal gemengt, mir hätten dem Statsrot dat Dokument geschéckt, well et ass praktesch a senger Integralitéit am Avis vum Statsrot zréckkomm. An alles dat, wat mir gesot hunn, wat net konform zur Gesetzgebung oder vill méi zur Constitutioun war, och an all deene Punkten do hu mer Recht. Mä dat schéngt de Minister awer absolut guer net ze stéieren.

Et muss een och soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da gëtt esou vill vun IVL konformen an net konforme Gemenge geschwat. Obschonn den IVL keng gesetzlech Basis huet, muss ee sech d'Fro stelle wéi dann den Innenminister eng Kéier mat sengen Experten - huelen ech un - ronderëm dann do konnt eng Lëscht opstelle vu Gemengen, déi IVL-kompatibel sinn, a Gemengen, déi net IVL-kompatibel sinn. Et gëtt keng gesetzlech Basis, also kann et och keng esou Lëscht ginn.

Wann ech da gesinn, Här President, opgrond vun där Lëscht, a mer kucken de Wunnengsbau, deen an deene leschte Jore gemaach ginn ass, da stelle mer fest, datt déi Gemengen, déi laut dem Innenminister IVL-kompatibel sinn, déi Gemenge sinn, déi jo hu musse méi wuessen, wat d'Awunner ubelaangt, datt déi an deene leschte Joren nëmmen ëm 2,2% gewuess sinn. All déi aner Gemengen, déi net IVL-kompatibel sinn, sinn ëm 8,8% geklomm. Also hunn déi eng Gemengen alles falsch gemaach wéi se gebaut hunn, an déi aner Gemengen hunn alles falsch gemaach wéi se net gebaut hunn.

Ma stellt lech emol vir, alleguer déi net IVL-kompatibel Gemengen hätten och gebremst wéi déi soi-disant kompatibel Gemengen, wat mer dann eréischt eng Katastroph hei am Land um Wunnengsmaart hätten.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- …10.000 Awunner.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. An da gesäit een och am beschte wéi falsch déi Iwwerleeunge sinn. Et kann ee soen, eng Gemeng ass zum Deel IVL-kompatibel wat de Wunnengsbau ubelaangt oder wat d'Zone artisanale ou commerciale ass, mä net einfach soen, déi Gemeng ass IVL-kompatibel an déi aner ass et net, ouni ze kucke punktuell.

Ech gesinn do de Kolleeg vun der Gemeng Monnerech. Monnerech ass eng Gemeng, déi ass IVL-kompatibel. Mir hate jo de Problem mat Wickreng. Ma déi doniewent ass net IVL-kompatibel. Wann elo gesot gi wär, wéi et an der Gemeng Monnerech gesot ginn ass: Féiz zum Beispill ass IVL-kompatibel, mä Steebrécken ass et net, dann hätt een et kéinte verstoen. Mä hei gëtt einfach generell gesot: Eng Gemeng ass IVL-kompatibel an déi aner ass et net.

Wéi verréckt dee System ass, gëtt am beschten domadder dokumentéiert, datt déi Gemengen, déi hir Aarbecht gemaach hunn, an déi gekuckt hunn, datt gebaut gëtt hei am Land an d'Leit eng Wunneng kritt hunn, déi kréien dann elo gesot: Dir sidd ze séier gewuess. An déi hir Aarbecht net gemaach kréien, déi also net genuch wuessen, déi ginn elo nach belount wann dem Minister seng Iddi duerchkënnt.

Da kréien also déi Gemengen, déi net genuch Wunnraum geschaaft hunn, elo an Zukunft pro Bierger méi Geld wéi déi Gemengen, déi hir Aarbecht gemaach hunn a Wunnraum geschaaft hunn, déi ee pro Bierger soll matkréien, wat eiser Meenung no och anticonstitutionnel ass. Dat geet duerfir och bueden. Mä et ass awer eng vun deene weider verrécktenen Iddien, déi an deem Pacte de logement do zréckbehale si ginn.

Här President, nach e kuerzt Wuert iwwert d'Renten. Do ass jo erëm eng Tripartite elo ageruff ginn, déi den 8. November fir d'éischt zesummekomm ass. D'Tripartite, e Kriseninstrument, wat sécherlech seng Verdéngschter an der Zäit vun der Stolindustrie huet. Déi gëtt haut mëssbraucht, fir zu alle Geleeënheete kënnen eng Tripartite anzeféieren. Virun allem, mengen ech, ass et de Gewerkschaften net opgefall, datt si am meeschten an där Tripartite do mëssbraucht ginn. Well wann ech déi Tripartite vum leschte Joer kucken, wou do op eemol dee massiivste Sozialofbau war, dee mer nom leschte Wahlkrich hei zu Lëtzebuerg erlieft hunn; deen ass am Fong an der Tripartite mat de Gewerkschaften zesummen décidéiert ginn.

Ech hu virun e puer Wochen eng Kéier owes d'Televisioun gekuckt, Här President. Do hunn ech de Generalsekretär vum LCGB gesi schwätzen. Deen huet sech do opgereegt, datt et ëmmer méi Leit hei am Land géif schlecht goen. An ech hu geduecht: Deen dote kenns de dach vun anzwousch!

(Interruption)

Wéi ech du gesinn hunn, datt och nach den Här Kaes géif niewent him sëtzen, do wousst ech: Dat dote sinn déi zwee Deputéierten, déi an der Chamber alleguer déi Projeten, wat de Sozialofbau ubelaangt, ouni Diskussioun matgestëmmt hunn.

Une voix - Dat ass net wouer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dunn hunn ech geduecht: Dat ass dach net méiglech, datt déi dann awer als Gewerkschaftler higinn an dann do - ech loung Gott sei Dank virun der Televisioun, soss wär ech gefall -...

(Hilarité)

...sech virun de Gewerkschaften opreegen iwwert de Sozialofbau, deen hei zu Lëtzebuerg bedriwwe gëtt, an hei an der Chamber alles schéi fei matgestëmmt hunn. Ech hu geduecht: Dat muss ee fäerdeg bréngen.

Wann hie wéinstens gesot hätt, Här President, datt se et matgestëmmt hätten, da wier et zwar e schlechte Gewerkschaftler, awer zumindest en éierleche gewiescht. Mä elo ass et e schlechten a keen éierleche Gewerkschaftler. Ech hu mer d'Fro gestallt: Wéi kann een esou vill Hypokrisie an enger Persoun konzentréieren?

(Interruption)

Wat sot Der?

M. Marc Spautz *(CSV).*- War dat net Äre Generalsekretär? Mat där Ausso.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah jo. Dat ass ganz richteg, wat den Här Spautz do sot. Här President, ech si frou, datt e mech drun erënnert. Dat beweist och d'Differenz tëschent der CSV an der ADR.

Do ass eng Ausso vun eisem Generalsekretär gemaach ginn, wou mir eis virdrun zesummegesat hunn, Här President, mir hunn driwwer diskutéiert, an eisen nationale Comité, eis Partei huet eestëmmeg eng Décisioun geholl, wat d'Positioun vun der Partei wär. Mir hunn déi och kloer no baussen dokumentéiert. Sou hu mir dat gemaach.

An der CSV, Här President, do waren och zwou Deputéierten, déi haten och eng Ausso gemaach.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Entschëllegt. Dir hätt dat solle virdru maachen, Här Gibéryen, amplaz duerno.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann hätt d'CSV vläicht geléiert. Mä d'CSV, déi ass net esou mat hire Leit ëmgaange wéi mir dat gemaach hunn. Do ass geschwat ginn, d'CSV wier als Geisel geholl ginn. Do ass geschwat gi vum „Zickenkrieg" an der CSV. Et huet een CSV-Deputéierten zu mir gesot: Eis Tussien aus dem Osten, déi sinn amgaangen duerchzedréinen,...

Une voix.- Merci!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...a mir sinn nach annerhalleft Joer virun de Chamberwahlen, Här President.

Här President, esou ass d'CSV mat deem dote Problem ëmgaangen. Et weess haut nach kee wéi der CSV hir Positioun dann elo iwwerhaapt an deem doten Domän ass. Den Zickenkrieg geet anscheinend nach riicht weider. Mir hunn op jidde Fall - Här Spautz, dat hutt Der ganz richteg gesot -,...

(Interruptions)

...Här President, eis kloer an eiser Positioun bezunn.

Zréck awer zu der Rententripartite, Här President. Mir hunn och duerfir ganz wéineg Vertrauen an déi Rententripartite do. Well dat sinn am Fong déiselwecht Leit, déi an der leschter Tripartite d'Gelder aus de Pensiounskeese vun dem Privatsecteur erëm weider geklaut hunn. Do sinn erëm weider Décisioune geholl ginn, wou d'Pensiounskeesen aus dem Privatsecteur geplëmmt ginn! An dat permanent! Dat ass och en Accord vun der Tripartite.

Déiselwecht Leit kommen dann elo zesummen a soen, elo musse mer eis Gedanke maachen iwwer eng laangfristeg Finanzéierung. Do hu mer guer keng gutt Gefiller, wann déi do zesummekommen, a mir wäerten och elo scho soen, datt mer duerfir ënner kengen Ëmstänn wäerten akzeptéieren, datt weider Verschlechterunge kommen. Well wann déi Gelder an de Pensiounskeese bliwwe wieren, déi dra misste sinn, wann net permanent d'Regierungen doranner Gelder klaue ginn a wann déi Gelder géife gutt ugeluecht ginn, dann hätte mer kee Problem.

Wéi de Kolleeg Carlo Wagner nach Minister war, ass d'Gesetz gemaach ginn, fir d'Gelder kënne besser ze placéieren. Dat huet gedauert, Här President, bis anscheinend elo ausganks dëses Joers, bis een Deel vun deene Gelder placéiert ginn ass. A mir kréien da gesot, datt mer wahrscheinlech 2% méi Rendement kéinte kréien iwwert dat dote Placéieren. Wa mer wëssen, datt mer hei net vu Peanuts schwätzen, mä mir schwätze vu siwe Milliarden Euro, déi mer kënnen investéieren, da freet ee sech, firwat datt d'Regierung esou lues war - méi lues geet et net! - fir déi Gelder ze placéieren, wou dann elo de Pensiounskeese Millioune vun Euroe verluer gaange sinn, déi d'Banke verdéngt hunn!

Do muss ee sech dach d'Fro stellen, wiem seng Interessen hei verschidde Leit vertratt hunn, wéi se déi Gelder nach net placéiert hunn. Dann huet ee ganz einfach e schlecht Gefill, wann elo déiselwecht Leit hannert zouenen Dieren erëm eppes ausmauschelen.

Mir hu kee Vertrauen do a mir soen, mir akzeptéiere keng Verschlechterungen am Pensiounswiesen! Wann d'Gelder an de Pensiounskeese bliwwe wieren an uerdentlech placéiert gi wieren, dann hätte mer absolut, absolut keng Problemer, fir eng mëttel- a laangfristeg Pensioun ze finanzéieren!

Här President, mir stinn 18 Méint virun den nächste Parlamentswahlen. Haut kann een awer schonns soen, dass déi zwou Regierungsparteien, d'CSV an d'LSAP, déi virun de Wahlen „de séchere Wee" an „mir paken et un" versprach hunn, bei de grousse Problemer, déi d'Land huet, um Niveau vun de Finanzen, Investitiounen, Chômage, Wunnengsbau, öffentlechen Transport, Schoulpolitik an esou weider virun enger eenzeger grousser Katastroph stinn. Mir wëllen eis un där net bedeelegen an duerfir stëmme mer géint de Budget.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Domadder wiere mer um Enn vun eise Budgetsdebatte fir haut. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien um 9 Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.45 heures)

SÉANCE 16

Mercredi, 12 décembre 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)

- *Discussion générale (suite): M. Aly Jaerling, M. Lucien Thiel, M. Charles Goerens, M. Roger Negri, M. Carlo Wagner (motion 1), M. Gilles Roth, M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*
- *Motion 1: M. Gast Gibéryen, M. Carlo Wagner (propose des modifications de texte), M. le Ministre Luc Frieden*

2. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Vu datt d'Regierung nach net present ass, ka se eis och keng Kommunikatioun maachen.

Mir fueren da weider mat den Debatten, wou mer gëschter Owend opgehalen haten, mat de Budgetsdebatten. Fir haut hu mer nach sechs Riedner: den Här Aly Jaerling, den Här Lucien Thiel, den Här Charel Goerens, den Här Roger Negri, den Här Gilles Roth an den Här Carlo Wagner. Deen éischte Riedner huet elo d'Wuert, den honorabelen Här Jaerling.

1. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)

Discussion générale (suite)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Der Madame Rapportrice och vu menger Säit aus Félicitatioune fir hire Rapport. Hire Rapport, awer och dee vum Här Finanzminister, reflektéiere genau déi Politik, déi dës Regierung säit hirem Untrëtt bedreift.

Si nennen déi Politik eng Politik vun der Continuitéit, vun de Spuermoossnamen a vun der Förderung vun der wirtschaftlecher Kompetitivitéit. Ech nennen dës Politik éischter eng Politik vun der kontinuéierlecher Austéritéit. Et ass effektiv, wéi scho gesot ginn ass, déi schlëmmsten Austéritéit säit de Krichsjoren, ebe well se mam Accord vun de Gewerkschaften zustane koum, déi net nëmmen de Kapp gebéckt hunn, mä hir Vertrieder hei an der Chamber och nach dat Gesetz iwwert d'Indexmanipulatioune matgestëmmt hunn.

Uganks den 80er Joren hate mer och schonn eng Kéier esou Austéritéitsmoossnamen, mä do stoungen d'Gewerkschaftler do, wou se higehéieren, nämlech an der éischter Rei bei hire Kolleegen, déi géint d'Austéritéitsmoossname gestreikt hunn. Mä deemools war d'LSAP an der Oppositioun a stoung niewent de Gewerkschaftler. Dat huet d'LSAP duerno an d'Regierung bruecht, wou si déi Austéritéitsmoossnamen awer net ofgeschaaft huet, an haut nach steet se nieft der CSV fir alt erëm eng Kéier Austeritéitspolitik mat duerchzezéien.

Här President, an dësem Land liewen och Mënschen. Dat schéngt awer nach net bis bei dës Regierung duerchgedrongen ze sinn. D'Politik soll sech nom Mënsch orientéieren an net géint de Mënsch. Et ass awer dat wat säit Joren hei am Land geschitt. Wann d'Regierung e budgetären Enkpass verspiert, versicht se sech ëmmer bei deene gesond ze stoussen, déi schonn näischt hunn. Dat ass méi einfach wéi sech u verschidde Lobbye reiwen ze goen. Déi sozial Schwaach an d'Salariat gi permanent geplëmmt an och d'Famillje si mat där onsozialer Manipulatioun vum Index gebeidelt ginn. Klengverdénger a Rentner, fir déi den Index déi eenzeg Opbesserung vun hirer Kafkraaft bedeit, falen och dorënner.

Elo soll dës Austéritéitspolitik och nach am Joer 2008 weidergefouert ginn, obwuel et keng Grënn méi dofir ginn. Dorunner ännert och déi sougenannte selektiv Steierupassung näischt. D'Famillje sollen eng Opbesserung vun 922 Euro pro Kand zougestane kréien. Dat sinn awer keng 922 Euro netto, well den Abattement fir Kanner bei de Steieren ewechfält. Déi 922 Euro solle wéinst administrative Schwieregkeeten eréischt Enn 2008 ausbezuelt ginn. De steierlechen Abattement fir Kanner soll awer schonn ab Januar 2008 ewechfalen, esou datt deemno eng Famill zum Beispill mat dräi Kanner, déi bis elo Steierklass 2.3 war, dann als Steierklass 2 behandelt gëtt an da Steiere muss bezuelen iwwert d'ganzt Joer 2008 eraus.

Dës Mesure ka vill Famillje mat klenge Revenuen an d'Précaritéit geheien. Wann ee wierklech de Famillje wëllt entgéintkommen, dann dierft d'Ofschafe vum Steierabattement fir d'Kanner eréischt ab 2009 gëllen, wann d'Leit hir Sue kritt hunn. Et däerf dach net sinn, datt de Stat eppes besteiert, wat d'Leit iwwerhaapt nach net kritt hunn.

Bei dëser sougenannter Steierselektivitéit ginn et der awer och, déi guer näischt kréien, an dat ass hei iwwerhaapt nach net ernimmt ginn. Dat sinn déi, déi keng Steiere bezuelen an trotz der 6%eger Upassung vun der Steiertabell eidel ausginn. Dat si Familljen ouni Kanner, Rentner, Witfraen a Witwer, all déi also, déi schonn net vill hunn. Dofir profitéieren d'Groussverdénger, esouer wéi mir zum Beispill, awer ëmsou méi vun dëser esou sozialer Mesure.

Här President, et ass eng falsch Politik, wann een un d'Kärzell vun der Gesellschaft zape geet, an d'Kärzell vun der Gesellschaft ass nun eben emol d'Famill. Et muss an d'Famill investéiert ginn an och besonnesch an d'Grënnung vu Familljen!

Wann ee gären hätt, dass eis demographesch Situatioun sech verbessert a mer net weider musse Familljen importéieren an och wëlle verhënneren, datt eis Familljen an d'Grenzgebidder auswanderen, da muss den Invest an d'Familljen hei am Land eng absolut Prioritéit hunn. Dat schonn eleng fir de Kanner déi Ausgangsbasis ze ginn, déi se brauche fir an engem gesécherten Ëmfeld opwuessen ze kënnen. Dofir ass et och wichteg, datt all Elterendeel vun der Famill ofgesécher ass.

D'Sozialversécherung muss esou orientéiert sinn, datt och wann ee vun den zwee Partner doheem bleift, fir sech ëm d'Famill ze këmmeren, deen anere Partner seng Rechter behält. Dat net nëmme wat d'Ofsécherung an de Krankekeese betrëfft, mä och am Pensiounswiesen. An dofir muss menger Usiicht no den Artikel 177 vum Code des Assurances sociales esou ausgeriicht ginn, datt net nëmmen den Assuré principal pensiounsverséchert ass, mä och säi Conjoint automatesch matverséchert si muss, wann hien net schafft, esou wéi dat och bei de Krankekeesen de Fall ass.

D'Madame Rapportrice huet jo hei iwwert de Splitting vun de Rente geschwat. Fir mech ass dat keng Léisung, well et riskéiert zwee Sozialfäll ze schafen. Ech ka mat esou enger Léisung net d'accord sinn.

Fir mech ass déi eenzeg richteg Léisung, fir ze verhënneren, datt am Fall vun enger Scheedung vu Rentner keen zu Schued kënnt, hinnen allen zwee zumindest d'office d'Mindestrent zouzegestoen. Mënschen, déi hiert Liewe laang hir Tâche erfëllt hunn, mussen eis dat jo awer wäert sinn. Fir also zousätzlech Sozialfäll an Zukunft ze verhënneren, mussen d'Pensiounsrechter d'office op déi zwee Liewenspartner iwwert de Wee vun enger eenzeger gemeinsamer Cotisatioun iwwerdroe ginn. Och muss onbedéngt d'Situatioun vun der Hausfra respektiv dem Hausmann revaloriséiert ginn.

Här President, et ass och verschiddentlech hei ugeklongen, datt méi misst an d'Jugend investéiert ginn, sief dat iwwert de Wee vun der Educatioun, awer och iwwert den Dialog mat hinnen am Kader vun engem effektive Matsproocherecht. Dat kann een nëmmen ënnerstëtzen, mä et däerf awer net esou sinn, datt een dann am gläichem Otemzuch seet, et wier genuch an den Drëtten Alter investéiert ginn, well den Drëtten Alter stellt ëmmerhin ëm déi 30% vun eiser Bevölkerung duer an dat mat steigender Tendenz, an hien huet gradesou spezifesch Bedierfnisser wéi déi Jugendlech.

Den Drëtten Alter ass besonnesch am Beräich vum Bénévolat eng wichteg Valeur an eise sportlechen a kulturelle Veräiner a misst an deem Kontext och nach weider gefördert ginn. An och ass den intellektuellen an de fachlechen Know-how vum Drëtten Alter eng wichteg Ressource fir eis Gesellschaft an als Apport a ville Beräicher ze gesinn. Duerfir schéngt et mer wichteg den Drëtten Alter ze förderen an am Kader vun enger Rentekummer an eist institutionellt a politescht Liewen anzebannen.

Gradesou wéi och déi Jonk, déi een iwwert de Wee vun enger Institutionaliséierung vun hirem Matsproocherecht méi intensiv kéint an eist politescht Liewen abannen, dat och am Beräich vun der Educatioun, wou d'Instruction civique onbedéngt während där ganzer Schoulzäit e Kapitel vun hirer Ausbildung bleiwe misst.

Här President, well ech net allze vill Riedezäit hu wëll ech iwwer eng Dépense schwätzen, déi mer am Budget awer scho säit längerem um Mo läit, an dat ass zwar déi aus der Sektioun 007 vum Budget. Dat ass elo keen Artikel, fir dem James Bond en neien Auto ze kafen, mä dat ass deen Artikel, deen d'Gehälter vun de reliéise Communautéite festleet.

Souwuel dem James Bond säin Auto wéi och d'Finanzéierung vun de reliéise Communautéiten hu menger Usiicht no näischt an engem Statsbudget verluer. Wéi

Dir jo och vläicht nach an Erënnerung hutt, Här President, hat ech den 13. am Karschnatz eng Interpellatioun zum Thema Finanzéierung vun de reliéise Communautéiten ugefro, aus där awer eng Question avec débat vun der Regierung gebastelt ginn ass.

M. Charles Goerens *(DP).*- ...am Wantermount, ne?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Mir sinn elo am Chrëschtmount.

(Hilarité)

De Wantermount ass de Januar, Här Goerens.

(Interruption)

Jo, d'Lëtzebuergesch ass eben eng gelunge Sprooch. Wann ech elo richteg Lëtzebuergesch géif mat Iech schwätzen, da géift Der vläicht guer näischt verstoen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Da géift Dir Jéinesch schwätzen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jéinesch, jo. Dat huet meng Mamm ëmmer mat mir geschwat, wann ech näischt verstoe sollt.

Une voix.- Dat ass hir gelongen.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, merci.Mä, Här President, déi Froen...

M. le Président.- Här Jaerling, loosst Iech net oflenken, well Är Zäit ass...

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Déi Froen, déi bei der Question avec débat kee gestallt hat, déi si jo awer bekanntlech verluer gaangen, dofir wëll ech nach eng Kéier hei erënneren ëm wat et gaange wier, wa meng Interpellatioun guttgeheescht gi wier.

Et geet am Fong ëm d'Virdeeler respektiv d'Nodeeler vun der Relatioun tëschent Kierch a Stat an der Finanzéierung vun de reliéise Communautéiten. Ursprünglech war jo nëmmen eng reliéis Communautéit vum Stat ënnerstëtzt an unerkannt ginn, an och hir Kultdeeg sinn zu gesetzleche Feierdeeg erkläert ginn.

Et hunn opgrond vun der Diversitéit vun eiser Gesellschaft dann awer och nach aner reliéis Communautéite sech zu Wuert gemellt fir déiselwecht Rechter ze kréien, esou datt d'Fro sech gestallt huet, ob een deenen och soll déiselwecht Rechter ginn, oder d'Relioun zur Privatsaach erklären, mat där de Stat näischt däerf ze dinn hunn, an da kengem méi eppes ze ginn.

De 6. am Broochmount 1988 ass Kloerheet geschafe ginn, an do ass hei an der Chamber eng Motioun gestëmmt ginn. Eng Motioun, déi ouni Géigestëmm ugeholl gouf an déi d'Regierung - deemools CSV-LSAP - opgefuerdert huet, alle reliéise Communautéiten, déi bestëmmte Bedéngungen erfëlle missten, iwwer eng Konventioun hire Pateren, oder wéi se och soss ëmmer heeschen, d'Gehälter ze bezuelen.

2004 am Mee sinn do ënnert der CSV-DP-Regierung dann zwou där Konventiounen zur Diskussioun gestallt ginn. Bei där enger huet d'LSAP sech enthalen, bei där anerer huet se dergéint gestëmmt. Déi aner Oppositiounsparteien hu géint déi zwou Motioune gestëmmt.

Dëst Joer ass dann och nach public gemaach ginn, datt d'CSV-LSAP-Regierung eng Konventioun mat enger weiderer reliéiser Communautéit wëllt agoen, esou datt een elo net méi weess, wou ee mat deene Parteien drun ass, déi an hire Grondsätz d'Trennung vu Kierch a Stat stoen hunn.

Wëlle se dat nun elo, oder wëlle se et net? Zumindest schéngt et, wéi wann am Joer 2008 keng Konventioun mat enger zousätzlecher reliéiser Communautéit géif ofgeschloss ginn, well am Budget déi finanziell Mëttelen dofir net virgesi sinn.

Eng seriö Diskussioun, eng déif gräifend Diskussioun iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat kéint awer endlech Kloerheet doriwwer verschafen, wat déi eenzel Parteien dann elo wëllen a wéi wäit datt se gewëllt sinn ze goen. Et schéngt awer esou, wéi wann déi Diskussioun géif absichtlech verhënnert ginn. Wat een och verstoe kann, well all déi, déi mat der CSV an d'Regierungsbett wëllen, net emol am Schlof iwwer eng Trennung vu Kierch a Stat dierfen dreemen.

(Interruption)

Jo. Dir schwätzt zwar heiansdo gutt.

(Hilarité)

Här President, wann een iwwer Trennung vu Kierch a Stat schwätzt an dat a senge Grondsätz stoen huet, da muss een dat dann awer och mat alle Konsequenzen duerchdenken. An da geet et net nëmmen dorëm, fir d'Gehälter vun de Kultproffen ze suppriméieren, mä da geet et och dorëm, datt och keng Relioun eppes an de Schoule verluer huet.

An da geet et och ëm d'Fro, wann d'Trennung vu Kierch a Stat da vollzunn ass, ob de Stat nach d'Recht huet, reliéis Kultdeeg als national Feierdeeg ze deklaréieren. Well jo eis Regierung an och aner Parteien hei am Land permanent beméit sinn, fir eis Betriber kompetitiv ze halen, dierfe se jo och dann deemno keng reliéis Kultdeeg als Feierdeeg erklären, déi eis Wirtschaft jo awer Milliounе kaschten.

An eis Wirtschaft, déi ass jo net reliéis; déi eenzeg Kultdeeg, déi eis Wirtschaft am Fong huet, dat sinn d'Clôturë vun de Boursen. Wann also all déi, déi fir d'Trennung vu Kierch a Stat sinn, an dat si jo véier Parteien heibannen, wierklech hire Grondsaz wëllen duerchsetzen, misste se och hire Memberen erklären, datt dann och déi reliéis Feierdeeg missten ofgeschaaft ginn. Ob dann d'Begeeschterung bei hirer Basis och nach esou grouss fir d'Trennung vu Kierch a Stat wäert sinn, dat ass dann awer ze bezweifelen.

Op jidde Fall wier d'Trennung vu Kierch a Stat fir eis Wirtschaft, virun där jo heibannen eng grouss Zuel an d'Knéie ginn, e gudde Moyen fir d'Kompetitivitéit ze stäerken. Dësen Aspekt vun der Diskussioun ëm Trennung vu Kierch a Stat ass nach ni esou richteg ugeschwat ginn. D'Diskussiounen dréine sech ëmmer nëmmen ëm d'Gehälter vun de Kultproffen an d'Käschte vun hiren Infrastrukturen.

Ech hoffen, Här President, datt mer awer nach eemol hei eng déif gräifend Diskussioun kréien, an där och de wirtschaftleche Käschtepunkt vun der staatlecher Relatioun mat der Kierch considéréiert gëtt. Vläicht fannen ech jo och fir Chrëschtdag eng Interpellatioun ënner mengem Beemchen.

Här President, ech wëll nach kuerz och e bëssen d'Taxen uschwätzen. D'Taxen, déi elo am Fong opgrond vun der Regierungsphilosophie op de Käschtendeckungsprinzip zousteieren, wat d'Gemengen dozou féiert, d'Taxen ze erhéijen an de Leit ëmmer méi an de Portemonnaie ze gräifen, wat besonnesch bei deene Leit, déi schonn net vill hunn, ganz grouss Problemer ka schafen.

Engersäits gëtt vu verschiddene Gemengen de Käschtendeckungsprinzip dann och kloer duerchgezunn, mä op där anerer Säit gi se dann awer hin a se entbanne sech vu substanzielle Recetten, andeems se de Gewerbesteiertaux senken. Dat ass eppes, wat ech net verstinn, dass eng Gemeng engersäits sech substanziell Recettë selwer ewechhëlt an dann op där anerer Säit awer d'Gemengentaxen erhéicht, fir dann déi Suen de Bierger aus der Täsch ze huelen.

Ech kennen nëmmen zwee Beispiller, dat sinn d'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch, mä dat ass awer eng Politik,...

(Interruption)

...déi einfach...

Och nach derbäi sinn déi Gréng am Schäfferot, dat hat ech bal ganz vergiess, mä ech wëll awer domat kloer soen, e Schäfferot an och eng Regierung hunn eng kollektiv Responsabilitéit. Et ass keen eleng Schold. Schold si se ëmmer allen zwee.

Dann hu mer och nach d'Autossteieren, déi jo réckwierkend drastesch erhéicht ginn. Op d'Fro hin, an den Här Transportminister war jo awer bereet, iwwert de Radio sech vun de Leit Froe stellen ze loossen an deem Zesummenhang, an op d'Fro hi vun engem Bierger un den Här Transportminister, wou dann déi Sue géifen higoen, ass keng kloer Äntwert komm.

Kloer ass op jidde Fall emol fir d'alleréischt, dass déi Sue fir d'éischt an de Statssäckel ginn, fir deen ze sanéieren. Ob se dann effektiv spéider do investéiert ginn, wou se missten, nämlech an der Förderung vun Ëmweltschutzmesuren, dat bleift elo nach ofzewaarden an dat muss och bewise ginn.

An et muss een och ganz gutt oppassen, dass dat Ganzt ökologescht Gedeessems net haaptsächlech genotzt gëtt, fir nei Taxen ze erfannen an de Bierger zousätzlech Suen aus den Täschen ze zéien. Well mat Taxe gëtt de Problem net geléist a besonnesch net de Problem bei den Autoen, wou de Problem zu 70% importéiert ass a mir absolut keen Afloss dorop hunn.

Ëmweltschutz Jo, wann d'Suen effektiv doranner och erëm investéiert ginn. Well et duerf jo net sinn, datt mer, wann een deene Gréngen nolauschtert, datt mer dann op eemol mussen de Bensin leasen anstatt den Auto, oder den Auto musse verkafen, fir kënnen tanken ze goen.

(Hilarité et interruption)

An de Problem gëtt nawell ëmmer méi grouss, wann d'Ëmwelttaxen zweckentfriemt ginn.

Dann nach eng konkret Fro: D'Autossteier ass jo erhéicht ginn. Leit, déi awer schonn en ekologeschen Effort gemaach hunn, sollen dat jo rembourséiert kréien, dat heescht, deen, deen no den alen Tariffer taxéiert ginn ass, awer no den neien Tariffer misst manner bezuelen, misst jo da forcément rembourséiert ginn, esou wéi et an d'Gesetz stoe kënnt.

Duerfir meng konkret Fro un den Här Minister: Wéini soll dat geschéien, well d'Leit waarden elo schonn op hir Suen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen - hei kann ee bal soen: Gudde Moien -, dëser Deeg sot e gudde Kolleeg, ee vun deene puer, déi heibanne sinn: „Du wäers dach net erëm iwwert d'Banke beim Budget schwätzen."

(Interruption)

Jo.

Ech muss hie leider enttäuschen, well ech schwätzen nawell erëm eng Kéier iwwert d'Banken oder, besser gesot, iwwer eise Finanzsecteur, well deen huet sech entretemps esou diversifiéiert, datt d'Banken nach just zwee Drëttel dovun ausmaachen.

Am Kontext vum Budget net iwwert de Finanzsecteur ze schwätzen, dat wier ongeféier esou, wéi wann ee mat engem iwwert deem seng Famill, säin Haus, säin Auto, säin Hond géif poteren, ouni seng Aarbecht ze ernimmen, ouni déi hie sech esou munches vun deem net kënnt leeschten.

Beim Statsbudget, iwwert dee mer dës Deeg jo diskutéieren hei, ass et genee d'selwecht. Ouni eis Finanzplaz géifen dem Finanzminister direkt an ouni d'Ëmgeréits 30% an der Keess feelen. Ouni déi 2,7 Milliarden Euro, déi d'Banken an d'Salariéë vum Finanzsecteur dat lescht Joer un eise Fisc iwwerwisen hunn, wier, reng theoretesch natierlech, de Sozial- a Gesondheetsminister zum Beispill ganz, a seng Kolleegin vun der Famill hallef eidel ausgaangen. A si zwee géréiere jo grad deen déckste Batz vum Budget. Also mengen ech, wier et schonn net vu Muttwëll, wann ee sech am Kader vun de Budgetsdebatten e puer Minutten mat eisem Finanzsecteur a senger Roll fir eise Stat auserneesetze géif.

Här President, déi sëlleche Suen, déi mer iwwer eis Finanzplaz erakréien, doen natierlech gutt. Och wann de Finanzsecteur nëmmen e gudden Zéngtel vun eiser Beschäftegung hei am Land ausmécht, ass dat, wat hien direkt an indirekt vu Geld ënnert d'Leit an och an d'Statskeess bréngt, op kee Fall ze veruechten. Ouni déi Milliarde géife mer eis wuel kaum am Spëtzepeloton vun de räichsten Natioune vun der Welt halen, a mer kënnten eis villes vun deem net leeschten, wat fir eis zwar selbstverständlech, fir d'Leit am Ausland awer den absolute Luxus ass.

Wien heiansdo de Fouss iwwert d'Grenz setzt, dee weess, datt mer dobausse bewonnert an och emol beneit gi wéinst eisem Wuelstand a wéinst deem héije sozialen Niveau, op dee mer eis mat der Zäit eropgeschafft hunn, an dat dank eisem ekonomesche Succès. Mä dat ass d'Schoklassäit vun eiser Medail.

Déi aner Säit gesäit e bëssen anescht aus, och wa mer eis dat net ëmmer agestoen. De Revers heescht Ofhängegkeet, Ofhängegkeet vun engem eenzelne Wirtschaftsberäich, deem mer iwwert d'Moossen ausgeliwwert sinn an op dee mer souzesoe keen Afloss hunn.

An dann ass déi Ofhängegkeet och nach gläich duebel: Engersäits ass et déi generell Ofhängegkeet vun eisem Land vun deem enge Secteur an anerersäits den Ëmstand, datt mer de Konjunkturschwankunge vun deem weltwäit vernetzten, haut seet een éischter globaliséierte Finanzsecteur total ausgeliwwert sinn. Béid Ofhängegkeete si wuel de Präis, dee mer fir de Wuelstand bezuele mussen, dee mer zu engem gudden Deel eiser Finanzplaz verdanken.

Mä dat muss nach laang net heeschen, datt mer eis an eist, bis elo allerdéngs éischter komfortabelt Schicksal ergi missten. Och wa mer net esou ouni Weideres aus där Ofhängegkeet erauskommen, gëtt et dach Mëttel a Weeër, fir se e bëssen an d'Gitt ze kréien a se e Stéck ze kierzen.

Fänke mer bei eisem quasi Monolithismus, also där eesäiteger Ausriichtung vun eiser Wirtschaft un. Domat misste mer jo eigentlech gutt eens ginn, well, wann ee weess, wat et heescht, sech bal ganz eleng op een an deeselwechte Secteur ze stäipen, da si mir et - d'Lëtzebuerger.

Honnert Joer laang hu mer eleng op eng Ekonomiesbranche gebaut a sinn domat gutt gefuer. Eise Minett an de Stol, dee mer doraus geschmolz hunn, huet eis räich gemaach an huet eise Politiker et erlaabt, de Wuelstand an d'sozial Ofsécherung e Stéck méi héich wéi soss anzwousch eropzeschrauwen.

Dee Monolithismus huet also kee gestéiert. Am Contraire. A wéi en hätt wierklech geféierlech kënne gi fir Land a Leit, huet ausser deen direkt Betraffenen am Minett kaum een et am Rescht vum Land gespuert. Mat der Strukturkris, déi déi europäesch Stolindustrie Enn de 70er, Ufank den 80er Joren uerg gebeidelt huet, ass weder eis Ekonomie nach eist Land d'Baach erofgaangen.

Firwat? Mä well an der Tëschenzäit mat de Banken eng nei Wirtschaftsaktivitéit bei eis entstane war, déi amstand war, d'Relève vum Stol ze huelen an hien als Fëllement vun eisem héije Liewensstandard ze ersetzen. Mer waren also mat engem bloen A dovukomm.

Mä dat wëllt nach laang net heeschen, datt dat ëmmer esou misst goen. Nach esou eng Kris wéi déi vum Ufank der 80er Jore kéint eis dës Kéier d'Genéck briechen, well fir de Moment gesäit et net dono aus, wéi wa mer e valabelen Ersatz parat hätte fir de Fall, datt eppes schifgeet mat eiser Finanzplaz. Schonn eleng duerfir musse mer kucken, wéiwäit mer eis aus der Ofhängegkeet vun eiser monolithescher Wirtschaftsstruktur erausschaffe kënnen, a wéi eng Akzenter dofir am Statshaushalt gesat musse ginn.

Här President, d'Zauberformel heescht natierlech Diversifikatioun. Awer wéi eng Diversifikatioun? Soll se dora bestoen, datt mer versichen, d'Rad vun der Zäit zréckzedréinen an erëm méi Gewiicht op déi industriell Aktivitéite leeën - bei eise Léin a bei eisen Ëmweltuspréch?

Oder sollte mer eis net verstäerkt no Aktivitéiten an neie Beräicher ëmkucken, déi eis wuel eng gewëssen Ëmstellung ofverlaangen, déi awer dofir ganz aner Zukunftsperspektive bidden. Et gëtt behaapt, eis Mutatioun zu enger Déngschtleeschtungsgesellschaft hätt als Konsequenz, datt intellektuell manner begaabte Matmënschen net méi matkéimen an datt mer domadder an eiser Gesellschaft - wéi et haut esou schéin heescht - eng Sozialfraktur riskéieren. Duerfir misste mer eis Wirtschaft esou opstellen, datt si Beschäftegung fir jiddferee géif bidden.

Dat ass bestëmmt net falsch. Mä dat heescht awer och net onbedéngt e Retour en arrière. Och déi nei Aktivitéiten, sief et den Internet-Commerce oder alles, wat mat der Logistik ze dinn huet, bidden eng breet Beschäftegungspalett vun där einfachster Manipulatioun bis zur héich sophistiquéierter Handhabung, also Beschäftegung fir jiddfereen.

Ofgesinn dovunner wier et wuel net glécklech, wann ee sech op déi traditionell Beruffsausbildung versteiwe géif, amplaz d'Formatioun op déi nei Beruffer auszeriichten. Mer sinn eise Kanner et schëlleg, datt mer si op Beruffer virbereeden, déi och muer an iwwermuer hire Mann an hir Fra erniere kënnen.

Et ass schonn esou munches a puncto Diversifikatioun bei eis probéiert ginn, wat dann emol méi an och emol manner ugeschloen huet. Am Moment schénge mer eis virun allem op den elektroneschen Handel anzeschéissen, och wann eis do ëmmer erëm Knëppele vun eise léiwen Europapartner an d'Speechele gedikst ginn.

Deen anere Créneau, an dee mer eis Diversifikatiounshoffnunge setzen, ass d'Logistik, déi hirersäits allerdéngs erëm eppes mat Verkéier ze dinn huet, an duerfir ganz séier mat där grénger Nohaltegkeet ze kollidéiere riskéiert.

Béid Orientéierunge sinn net ze verwerfen. Well trotz hire méiglechen, haut seet ee

Kollateralschied, passe si dach grad gutt an de Lëtzebuerger Kontext an hunn duerfir bei eis vläicht besser Chancë sech opzedi wéi anzwousch anescht. Ob si awer eleng duerginn, fir eis am Eeschtfall iwwer Waasser ze halen, steet op engem anere Blat.

Duerfir musse mer weider no neien Nische sichen, déi iwwregens net ëmmer esou ganz nei si mussen. Am Contraire, am beschten, et kuckt ee sech fir d'éischt an deene Beräicher ëm, an deenen ee schonn e bëssen doheem ass. Do bidde sech munchmol Erweiderungs- an Ausbaumëiglechkeeten, bei deenen eisen Know-how, dee mer eis mat der Zäit ugëeegent hunn, duerchaus vu Virdeel si kann.

Eent steet allerdéngs fest: Bei eisen Uspréch, déi mer hautdësdags un d'Akommessen an un d'Liewensqualitéit stellen, ass de Choix u méiglechen neien Aktivitéiten net iwwerméisseg grouss.

An da kënnt och nach dobäi, datt mer e ganz seriöe Problem hunn, wa mer eis Ekonomie méi breet maache wëllen, an dat ass trotz eisen 10.000 Demandeurs d'emploi de Manko un Aarbechtskräften.

Firwat bräichte mer soss all Dag 138.000 Grenzgänger, déi bei eis schaffe kommen, wa mer genuch Hänn a Käpp am Land selwer hätten, fir déi Aarbecht ze maachen, déi ufält?

Iwwer all deenen Diversifikatiounsefforten däerfe mer awer och d'Lokomotiv selwer net vergiessen, déi eis Ekonomie bis op Weideres um Rullen hält, nämlech eis Banken. Och eise Finanzsecteur huet sech diversifiéiere missen, fir den internationalen Uschloss net ze verpassen. En Usaz dozou ass him och plus ou moins gelongen. Mä et bleift nach e bëssen Aarbecht, fir eenzelner vun deenen neie Créneaue voll un d'Dréinen ze kréien.

Eng wesentlech Roll spillt dobäi - net nëmme fir de Finanzsecteur - eis Uni, déi direkt duebel gefuerdert ass. Engersäits soll si Topspezialisten ausbilden an op där anerer Säit soll si dofir suergen, datt iwwer hir Recherche d'Innovatioun zum Zoch kënnt. Well nëmme mat neie Produkter a mat neien Déngschtleeschtunge kënne mer et fäerdeg bréngen, och an Zukunft d'Nues an der internationaler Kompetitioun vir ze behalen.

Duerfir ass et esou wichteg, datt mer an eiser Uni net e Prestige- oder e Luxusobjet gesinn, mä eng absolut Noutwendegkeet fir d'Ofsécherung vun eiser Zukunft. De Fait, datt d'Kreditter souwuel fir d'Uni selwer wéi och déi fir d'Recherche vun engem Joer op dat anert massiv am Budget an d'Luucht ginn, ass de beschte Bewäis, datt och d'Regierung sech dësen Enjeus voll a ganz bewosst ass.

Här President, elo nach e Wuert zu där anerer Ofhängegkeet, där, déi eis Finanzplaz an domat d'Häerzstéck vun eiser Ekonomie esou ufälleg mécht fir d'Konjunkturachterbahn vun den internationale Finanzmäert.

Wat déi Ofhängegkeet fir Konsequenzen um budgetäre Plang kann hunn, hu mer jo virun net allze laanger Zäit erlieft. Dee gehäerzte Spuerprogramm, deen an der Tripartite huet misse gestréckt ginn, an all déi budgetär Moossnamen, déi an deene leschte Joren hu missen ergraff ginn, fir d'öffentlech Finanzen erëm an d'Gläichgewiicht ze bréngen, si schliesslech duerch d'Aknécke vun de Finanzmäert ufanks dëses Jorhonnerts oder dëses Jorzéngts provozéiert ginn.

D'Baisse vun de Boursen huet deemools voll op eis Banken duerchgeschloen, déi vun engem Joer op dat anert een Drëttel manner Steiere bezuelt hunn, wat natierlech de Statsbudget aus dem Gläichgewiicht bruecht huet. Eréischt säit op där enger Säit d'Spuermesuren ugefaangen hunn ze gräifen an d'Dépensë manner séier wéi d'Recettë gewuess sinn, a wéi op där anerer Säit en neie Boom op den internationale Finanzmäert Bënefisser an domadder och d'Steiere vun de Banken erëm opgeblosen huet, ass de Budgetsminister aus dem Schneider; an dat souguer e Joer méi fréi wéi geplangt.

Wat kann een elo maachen, fir ze évitéieren, datt eis en ähnleche Malheur an Zukunft net méi passéiert? Näischt, ass ee versicht ze äntwerten. Wat kënne mir scho maache wann d'Weltmäert, aus wéi engem Grond och ëmmer, an d'Gätte ginn? Grad am Moment erliewe mir jo wéi kleng déi globaliséiert Welt ginn ass, an där et duergeet, datt de Wunnengsmarché an Amerika an d'Labränte geréit, fir datt d'Finanzwelt global de Schnapp kritt; a mir natierlech mat.

Et schéngt mer evident, datt mir zimlech machtlos géint esou Konjunkturabréch sinn, an datt mir se esou huele musse wéi se kommen. Mä wa mir déi Konjunkturtéitschen och net verhënnere kënnen, ass et dach awer duerchaus méiglech, datt mir op d'mannst bei hiren Auswierkunge géigesteiere kënnen. D'Lach kréie mer ees wéi ees an de Kapp, awer wa mir eis richteg uleeën, kréie mer nawell net gläich den Tommel. A richteg leeë mir eis wuel dann un, wa mir eng antizyklesch Politik maachen. Wat op Lëtzebuergesch net méi an net manner heescht, wéi datt mir eis de spréchwiertlechen Apel fir den Duuscht op d'Säit leeën.

Virun enger 20 Joer hat emol de Weltwährungsfong eis oder eiser Regierung geroden, et dach de Kuwaitien nozemaachen an e Fong unzeleeën, dee mir notamment a gudden Zäite mat Iwwerschëss gefiddert hätten, fir ënner anerem eise Passif social - dat heescht, eis Pensiounsengagementer - ofzedecken, a fir datt mir eis, allgemeng gesinn, un eppes ergräife kënne wann et eng Kéier méi spatz sollt ginn.

Mir hunn deemools dem FMI net gefollegt, well mir eigentlech schonn eppes Ähnleches haten. Allerdéngs an e bëssen enger anerer Form. Dat waren an dat sinn eis Spezialfongen, déi mir regelméisseg fidderen, an aus deene mir eis grouss Infrastrukturprojeten - Autobunnen, Eisebunn, Schoulen, Kläranlagen an esou weider - finanzéieren. Vläicht well mir déi Spezialfongen deemools schonn haten, hu mir kee „Luxembourg Investment Fund" op d'Bee gesat. Soss hätte mir haut scho laang dat Instrument, dat sech neierdéngs all déi neiräich Länner uechtert d'Welt zouleeën, fir hir Iwwerschëss dran ze tässelen.

Haut sinn dës sougenannt souverän oder Statsfongen in. A si maache Schlagzeilen, net fir d'lescht, well se sech nawell ganz gutt och als politesch Muechtinstrumenter asetze loossen. Bei Wäitem deen déckste Fong huet am Moment de Golfscheichtum Dubai, mat deem mer jo elo en Duebelbesteierungsofkommes ënnerzeechent hunn. Mä ganz grouss am Komme sinn d'Russen, bei deenen een um Enn nu wierklech net weess, ob si nëmme kommerziell oder nach aner Ziler am Schna hunn, wa si elo hir Pëtrols- a Gasmilliarden uechtert d'Welt investéieren.

D'Iddi vun esou engem Fong geeschtert och nach haut an deem engen oder anere Kapp bei eis. Mä ech mengen, fir esou e Fong ass et elo ze spéit. Well mir jo schonn esou eppes Ähnleches am méi Klengen hunn, nämlech engersäits eis staatlech Investitiounsfonge fir all déi grouss Infrastrukturprojeten, an anerersäits dee kierzlech démarréierte Fong, an deem d'Reserve vun eise Pensiounskeesen zesumme-getässelt goufen, an deen elo e bësse méi professionell a profitabel géréiert gëtt.

Dat Eenzegt, wat mir do nach maache kënnen, fir d'Folge vun de Konjunkturabréch op de Finanzmäert mat hiren iwwerdimensionéierten Auswierkungen op eist Land offiederen ze kënnen, ass datt mir eis zur Budgetsregel maachen, datt mir nach e bësse Schmant ofschäffen, fir eng zousätzlech Reserv unzeleeën. Eis Zentralbank proposéiert an deem Zesummenhang e systemateschen a vu vireran ageplangtene Budgetsiwwerschoss an der Héicht vun 1,5% vun eisem Bruttosozialprodukt, mat deem mir dann d'Ufälligkeet an d'Ofhängegkeet vun eiser Ekonomie kënnen offiederen.

Dat heescht awer och op där anerer Säit, net méi an net manner, wéi datt mer e bësse méi wéi elo op der Dépensësäit mussen huwwelen. An dat héiert natierlech kee gär, ugefaange bei eis selwer hei an deem héijen Haus.

Datt deen nächste Knéck op de Finanzmäert kënnt, dat ass no der Erfahrung aus der Vergaangenheet esou sécher wéi den Amen am Gebiet. Vläicht kënnt deen Abroch souguer méi séier wéi eis dat léif ass. Waarde mir emol d'Ofschlëss vun 2007 bei eise Banken of, fir ze gesinn awéiwäit d'amerikanesch „sub-prime"-Kris eis net awer nach erwëscht; wat dann net ouni gréisser Auswierkunge souwuel op eis Finanzplaz wéi och op eis Statskonte bleiwe géif. Do kënne mir nëmmen dat Bescht hoffen. Mä datt och bei eise Budgetsiwwerleeungen de Prinzip Hoffnung eng gewësse Roll spillt, huet gëschter de Michel Wolter eis jo mat senge Rechenexemplen zimlech däitlech hei virun Ae geféiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et soll ee gewëss net der Däiwel un d'Mauer molen an d'Gespenst vun engem Wirtschafts-GAU eropbeschwieren, trotzdeem däerf een de Gedanken net ganz ewechdrécken, datt sech widderhuele kéint wat eis ufanks den 80er Jore mat der Stolkris op de Kapp gefall ass. Datt et eemol eng Kéier wierklech haart op haart géif goen. Esou haart, datt eis Finanzplaz seriö an d'Wackele geréit, ouni datt mir et bis dohinner fäerdeg bruecht hätten eng zolidd Alternativ opzebauen, ass net vu vireran auszeschléissen. A wat dann? Ech mengen, da bleift eis wuel näischt aneschters méi iwwreg wéi ze hoffen, datt eiser Herrgott alt erëm eng Kéier säi Lëtzebuerger Pass aus dem Tirang hëlt, wéi deemools wéi hien eis Grousspäpp d'Minett entdecke gelooss huet, oder wéi hie gutt 100 Joer duerno eis d'Banken op Lëtzebuerg geschéckt huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et wier een affrontéiert, fir d'Ried unzefänke mam Saz: Wie gehabt. All Joer deeselwechten Zeenario. Et hängt och vläicht domat zesummen, well ech scho relativ laang an deem Haus hei sinn, an all déi Joren, wou ech hei war, war ech Member vun der Finanzkommissioun. Et huet awer och den Avantage, datt ee weess, datt déi, déi rapportéieren iwwert de Budget vum nächste Joer, sech ganz vill Aarbecht maachen, an datt déi Suggestiounen, déi se maachen, meeschtens nëmmen en indirekten Effekt hunn, well de Budget a sech selwer gëtt jo net wesentlech geännert. Mä indirekt ass awer en Impakt méiglech op déi Joren duerno.

Ech wollt och am Numm vu menger Fraktioun der Rapportrice vun dësem Joer Merci soe fir deen Asaz, dee se gewisen huet an der Finanzkommissioun. Dat ass vill Aarbecht, an ech menge meng Kolleegen alleguer si mat mir eens, datt dat och déi néideg Unerkennung verdéngt, och vun eiser Säit.

„Wie gehabt" kënnt een och soen, wann ee schonn eng Rei vun Interventiounen hei matkritt huet. Den Här Wolter huet e Samschdeg am „Lëtzebuerger Wort" an engem Interview schreiwe gelooss, d'LSAP wier an der Bringschuld. Elo wësse mer jo wéi d'Koalitiounsparteien awer forcéiert si mateneen auszekommen. An den Här Fayot huet sech gëschter als gudden Apdikter hei ervirgedoen, andeems datt hien an homeopatheschen Dosen Äntwerte ginn huet...

(Hilarité)

...op dat, wat den Här Wolter hien erausgefuerdert huet. Den Här Wolter huet e bësse gestëppelt, an den Här Fayot ass net drop agaangen.

Ech mengen, aus senger Siicht hat hien och besser; mir wieren natierlech interesséiert gewiescht. Mä ëmmerhin, den Usaz war do, an déi nächste Kéier mécht den Här Fayot et besser. Ech soen dat och als Unerkennung vu mengem Kolleeg, dem Fraktiounspresident. Ech kann elo emol endlech op gläicher Augenhöhe mat him schwätzen hei. Duerfir hunn ech mer och dëst Joer erlaabt déi Remarque ze maachen.

„Wie gehabt" kënnt een och soen, wann een déi eenzel Rapporte gesäit vun de Beruffschamberen oder vun deenen aneren Organer, déi de Stat kontrolléieren. Ech wollt just een erausgräifen, ouni awer elo den Androck opkommen ze loossen, déi aner wieren net wichteg. Mä ech wollt dat soen, wat den Yves Mersch, President vun der Zentralbank, virun der Finanzkommissioun gesot huet. Hien huet a senger Analys op d'Volatilitéit vun eenzelne Recetten a Recettëbléck higewisen. Dovunner d'Konklusioun ofgeleet, datt et him net duergeet, datt d'Lëtzebuerger Finanzen am Equiliber sinn, wann de Statshaushalt am Equiliber ass, mä wann hien op alleguer déi Geforen higewisen huet, notamment déi grouss Ofhängegkeet, déi exzessiv Ofhängegkeet vum Finanzsecteur mat méiglechem Aschnëtt an d'Recettë fir déi nächst Joren, da geet hien dovunner aus, datt mer missten 1,5% Excédent ustriewen am Zentralhaushalt.

Ech wollt och emol de Budgetsminister froe wéi hien dat gesäit, ob hien do op enger Wellelängt läit mam Här Mersch. Ech hat am Fong den Här Mersch zitéiert hei, deen an der Finanzkommissioun gesot huet mir sollen à terme 1,5% Excédent ustriewen am Zentralbudget, fir kënnen d'Risike besser ofzefiederen an Zukunft. A meng Fro war déi wéi Dir dozou stéingt.

Z'joert huet deeselwechten, de President vun der Zentralbank, gesot mir hätte praktesch als eenzegt Land an der Europäescher Unioun nach net d'Moyenë fir eng Revue semestrielle oder trimestrielle vun der Exécution budgétaire ze maachen. Mir hunn also relativ schappech Instrumenter fir déi ganz Finanzpolitik ze pilotéieren; wollt hien am Fong geholl domat op Lëtzebuergesch soen.

Ech wollt och de Budgetsminister froe wéi hien dat gesäit, ob mer do den Nec plus ultra a sengen Aen hunn oder ob mer eis wierklech sollen déi Moyenë ginn. Ee vun de Grënn firwat mer de Budget méi spéit presentéieren ass jo deen, datt een da méi wäit an dat Joer drop gesäit. Ech wollt froen, ob Der déi Aschätzung deelt an ob een do eppes drun ännere kéint. Dat emol zu den allgemenge Bemierkunge ronderëm de Budget, seng Exekutioun an dat wat mer musse mëttel- a laangfristeg ustriewen, fir gesond Finanzen ze kréien.

An deem Zesummenhang wëll ech och un déi Motioun erënneren, déi mer z'joert hei gestëmmt hunn an engem, géif ech soen, konstruktive Geescht, wou et drëm gaangen ass fir de Conseil national de Développement durable ze chargéiere mat enger Etüd iwwert d'Evolutioun vun den haapt Agrégats financiers à moyen terme.

Déi sinn amgaang, esou wäit ech informéiert sinn, dorunner ze schaffen. A mir erwaarden och, esou wéi den Dispositif vun der Motioun dat virgesinn huet, datt mer nach virum Enn vun 2008 do Resultater kréien. D'Rapportrice huet dat iwwregens och an hirem Budgetsrapport mentionnéiert. Ech mengen och, datt ee sech dovunner kënnt relativ vill erwaarden.

Ech mengen déi Reflexioun, déi do gemaach gëtt, wa se esou der Chamber hirem Wonsch entspriechend realiséiert gëtt, gëtt lassgeléist vum Alldagsgeschäft an ass wierklech en zolitten, couragéierten, klore Bléck an d'Zukunft. Wann dat de Fall net ass oder net wier, da kënnte mer eis déi Aarbecht do erspueren. Ech perséinlech erwaarde mer jiddefalls vill dovunner. Et ass och eng vun de Konsequenze vun de Pourparleren, déi dem Lëtzebuerger Gesondungsprozess an de Finanze virausgelaf sinn.

Gëschter ass hei menger Meenung no iertëmlecherweis gesot ginn et wier an der Tripartite nëmmen drëm gaangen, fir d'Statsfinanzen erëm an den Equiliber ze kréien. Dat ass richteg, mä et ass awer net ganz richteg, well et ass och drëm gaangen, fir d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft ze verbesseren. An an deem Sënn, mengen ech, misste mer eis alleguer iwwerleeë wat mir maachen, fir och deem Zil gerecht ze ginn, och an eisen Aarbechtsmethoden, och heibannen.

Net méi spéit wéi gëschter hu mer iwwer e Gesetz an der Ëmweltkommissioun diskutéiert, wou et iwwert den Impakt vun de Grands programmes a Grands projets op d'Ëmwelt geet. Op meng Fro hin, ob mer do eng Fiche technique hätten, wat dat do reng prozedurméisseg géif implizéieren, hunn ech am Fong geäntwert kritt, datt dat nach net bei deem dote Gesetz gemaach ginn ass. Wat déngt dann dee beschten Entfesselungsprogramm, wa mer op esou engem wichtege Projet wéi deem doten, wou et vu Prozeduren, déi sech chevauchéieren, nëmmen esou wimmelt, dat net maachen. Mir missten eis also do systematesch zum Aktiounsprinzip bekennen, datt mer dat bei all Projet, deen een Impakt huet op d'Prozeduren, ergo och op d'Kompetitivitéit esou duerchzéie wéi mer dat bei méi feierlechen Debatten hei am Haus ëmmer erëm ënnersträichen.

Da kommen ech op e wichtege Sujet ze schwätzen, dee menger Meenung no an enger mëttel- a laangfristeger Finanzplanung indispensabel ass, ech denken un d'Prospective, déi a wesentleche Beräicher hei am Land nach an de Kannerschong stécht. Si gëtt esou definéiert - ech hunn nach eng Kéier d'Definitioun nogekuckt am Larousse -: «Science ayant pour objet l'étude des causes techniques, scientifiques, économiques et sociales qui accélèrent l'évolution du monde moderne et la prévision des situations qui pourraient découler de leurs influences conjuguées.»

Ech weess net, ob mer dat do systematesch an alle Beräicher maachen. Wuel hu mer hei am Land eng ganz Partie Wësse present,

mä fir d'Analyse en profondeur an d'Synthèse ze maache vun deene-selwechten an dorauser Zukunftspolitik ze maachen, do mengen ech feelt awer nach ee Schrëtt.

Ech ginn Iech ee Beispill: Elo an dësem Moment, wou mir hei schwätzen, ass den Ëmweltminister zu Bali. Zu Bali gëtt geschwat iwwert d'Period Post-Kyoto. Post-Kyoto, dat geet no 2012 un. Dat Eenzegt wat mer wëssen ass, datt d'Europäesch Unioun ustrieft 20% Reduktiounen ze maachen am CO_2-Emissiounsberäich a wann déi aner grouss Acteuren, wéi zum Beispill d'Vereenegt Staten, géife matmaachen, da géifen et 30% ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dat ass u sech ee luewenswäert Zil. Ech wëll elo net eng ambitiéis Zilsetzung an d'Lächerlecht zéien, mä wann ee sech eng ambitiéis Zilsetzung gëtt, da muss een awer och kënnen den Usaz presentéieren, wéi een déi Zilsetzung do erfëllt. A mir ass et nach schleierhaft, wéi dat do herno ausgesäit. D'Europäesch Unioun gëtt sech en Zil vu minus 20%, duerno kënnt och erëm eng Kéier, wie gehabt, e „burden sharing" tëschent deene 27...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech versiche Rou ze schafen, fir datt de Publikum Iech nolauschtere kann, Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech hu mech awer net gestéiert gefillt.

M. le Président.- Ech hat d'Impressioun, Här Goerens.

(Interruption)

M. Charles Goerens *(DP).*- Déi Gréng hu sech esou ziviliséiert beholl, datt dat mech net gestéiert huet.

(Hilarité)

M. le Président.- Dat ass eng Fro vu perséinlecher Appréciatioun.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Goerens, dat sinn Är Kolleege vun der Oppositioun, déi Iech stéieren.

(Interruption)

M. Charles Goerens *(DP).*- An dat huet méi gestéiert wéi Dir...

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat sinn d'Kolleege vun der Lénksoppositioun.

M. le Président.- Här Goerens, da fuert ongestéiert weider.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt Iech da spontan de Respekt erneieren, Här President, a mat menger Ried weiderfueren.

(Hilarité)

Ech war amgaang ze schwätzen iwwert dem Här Lux seng Presenz op der Post-Kyoto-Konferenz zu Bali. Ech menge wierklech, datt mer hei awer a puncto Prospective nach munches nozehuelen hunn. Dir kënnt Iech erënneren 1997, Kyoto, d'Regierung huet e ganz ambitiéist Zil akzeptéiert, minus 28%, et huet och deemools ee Moment esou ausgesi wéi wann dat kéint duerchgezu ginn. De „burden sharing" ass net no wëssenschaftlech erfaassenden Daten definéiert ginn, an ech mengen dat misst een awer an dësem Fall maache kënnen.

Mir sinn dat eenzegt Land vu 27, wat eng Bevölkerung huet, déi massiv zouhëlt. Dat ass eng atypesch Situatioun. Ech wëll domat op kee Fall hei gesot hunn, datt mer net déi Efforten, déi hei am Land alleguer mussen a kënne gemaach ginn, datt een déi soll ënnerloossen. Ech wëll heimat just gesot hunn, datt mer awer eng Situatioun hunn, déi anescht ass wéi se wier, wa mer dee Bevölkerungszouwuess net hätten. Ech hunn d'Gefill, datt dat Eenzegt wat iwwert deen doten Dossier nach de Moment gesot gëtt de Bensinstourismus ass, deen en Impakt vun awer mindestens 600 Milliounen Euro netto huet.

An deem Zesummenhang kënnt et mer awer befriemend vir, Här President, datt sech wuel agesat gëtt fir d'TVA-Recetten am Kommunikatiounsberäich bis 2015 ze retten an duerno degressiv op null tendéieren ze loossen - dat, wéi gesot, ass richteg, datt do versicht ginn ass de Schued a Grenzen ze halen -; ech verstinn awer net, datt esou een décke Recettëpostë wéi dee vun der Vente de carburants net méi Opmierksamkeet fënnt.

Mir maache grad wéi wa mer hei 1 oder 2% PIB einfach kéinten esou verhökeren. Wann dat de Fall ass, da muss ech awer soen, da brauche mer awer net méi laang eis Gedanken ze maachen iwwer 1,5% Excédent an de Recettë vum uerdentlechen Haushalt am Zentralstat. Wann dat de Fall ass, da verschenke mer praktesch zweemol dem Här Schiltz säi Budget an der Kooperatioun. Wëlle mer dat?

Elo ass et esou, datt dat do e komplexen, komplizéierten Dossier ass, e ganz komplizéierten Dossier, well mir si jo net eleng responsabel fir deen Différentiel, deen eis déi 600 Milliounen Euro do eraspullt. Mä et ka munches sech änneren um europäesche Plang an der Fiskalitéit, an och d'Nopere kéinten eppes ënnerhuelen, fir deen Différentiel do ze reduzéieren.

Ech mengen, et soll ee sech do nom Prinzip behuelen: Dat Bescht hoffen a sech op dat Schlëmmst gefaasst halen. A sech op dat Schlëmmst gefaasst halen, heescht dann awer progressiv e Reservefong uleeën, wou een ëmmer méi e groussen Deel vun deene Suen, déi een iwwert déi do Manéier nach erakritt, parke geet, fir datt een och eppes an der Hand huet, wann déi Quell eng Kéier géif zum Deel oder ganz ewechfalen. Dat wär jiddefalls a mengen Aen an deenen nächste Joren, fir net ze soen an deem nächste Jorzéngt e Super-GAU. Also Horizont 2015 misst een awer kucken, wéi een et mat där doter Recette hält, a wat een awer definitiv ka vun Ausgaben dorobber parken.

Ech mengen, dat géif och zu enger Prospective budgétaire a financière vun dësem Land gehéieren - indispensabel! Mir kucke vill an de Rétroviseur, mä mir kucken net genuch no vir.

Ech mengen och, datt mer et mat der Verhältnisméissegkeet an eisen Debatten net ze vill genee huelen. Ech hat schonn d'Geleeënheet, fir hei am Haus dorun ze erënneren, datt, wa mer 24 Debatten iwwert d'Juegdgesetz maachen an iwwer aner wichteg Theme keng eenzeg, da stëmmt an der Gewiichtung vun eiser Programmatioun iergendeppes net.

Une voix.- Très bien.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech kann dat nëmmen zudéifst bedaueren.

Ech sinn net deen Eenzegen, dee sech Gedanke gemaach huet iwwert d'Evolutioun an der Agrikultur vun de leschte Wochen a Méint. Och op deem Plang misst ee sech awer d'Fro stellen: Wat ass dann d'Haltung vun der Lëtzebuerger Agrikultur à propos vun der zukünfteger Ausriichtung vun der europäescher Agrarpolitik, déi awer an enger pyramidaler Logik eis forcéiert, op der Basis dat ze applizéieren, wat um Sommet décidéiert gëtt, mä dat, wat um Sommet décidéiert gëtt, gëtt och mat eisem Accord oder ënner Ëmstänn géint eisen Accord décidéiert?

Ech wëll do ausdrécklech awer den Här Fayot, deen ech am Ufank zimlech graff ugepaakt hat, luewen, datt en an der...

M. le Président.- Här Fayot, wëllt Der eng Fro stellen?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Neen, ech wollt dem Här Goerens soen, ech hunn et awer iwwerlieft.

M. Charles Goerens *(DP).*- Wann den Här Fayot sech net blesséiert fillt, dann zéien ech dat zréck, wat ech elo grad gesot hunn iwwer hien.

Ech wollt just soen, an der Commission des Affaires étrangères gëtt awer en éierlechen Effort gemaach, fir eng Partie Saachen, déi fir d'Zukunft bedeitend sinn, fréi genuch ze appréhendéieren.

An ech géif Iech och virschloen, Här President, datt mer hei an alle Kommissiounen, wa wichteg Décisioune geholl ginn, déi och en Impakt hunn op Lëtzebuerg, datt an alle Kommissioune virun den europäesche Ministerréit doriwwer geschwat gëtt, fir datt mer fréi genuch kënne versichen, eisen Afloss do geltend ze maachen. Dat gëtt an eenzelne Kommissioune well gemaach, an aneren nach méi systematesch. Mir mussen eis do Moyenë gi fir dat hinzekréien: systematesch un d'Appréhensioun vun den Zukunftsproblemer erugoen an eis och dann dee wëssenschaftleche Beistand ginn, dee mer brauchen, fir déi Froen do an de Gréff ze kréien.

Ech hat dat do gesot am Zesummenhang och mat der Agrikultur. Ech wollt Iech just eng Anekdot aus menger laanger parlamentarescher Experienz hei matdeelen. Wéi 1982 d'Diskussioun ugaangen ass am Europaparlament iwwert d'Quoten, hat ech en Noper an der Agrarkommissioun sëtzen, e Professer vum Centre de recherche agronomique vu Wageningen an Holland, deen en décke Classeur bei sech hat, an deen huet an der Halschent vum Dossier opgeschloen a gesot, dat do ass deen Zeenario, deen à la fin du compte zu Bréissel duerchgesat gëtt.

Déi haten all „case studies" duerchgerechent, a vu datt jo och déi meescht Leit, déi beim Sicco Mansholt zu Bréissel an der Direction générale agriculture waren, vum Centre de recherche vu Wageningen koumen, war et relativ liicht, fir ze erkennen, wat duerno à la fin du compte zréckgehale géif a puncto Ausriichtung vun der Kontingentéierung vun der Mëllechproduktioun.

Eis feelt dat do. Mir hunn elo kee Centre de recherche agronomique hei am Land. Mir hunn och net déi Klimafuerschungsinstituter hei am Land, fir elo op en aneren Domän ze kommen, wou mer effektiv missten eng Prospective maachen.

Wa mer déi do Saachen uginn, loosse mer och e Lëtzebuerger Modell definéieren, wou mer kënnen e Maximum vun Zoufäll éliminéieren. Net datt mer duerno do stinn, wéi den Ochs virum berühmte Bierg an da kucke mer an endlosen Diskussiounen, wéi mer dat kënnen duerno ex post offiederen, wat mer ex ante net am Stand waren ze prévenéieren.

Ech mengen, do musse mer eis awer massiv änneren an eng aner Posture anhuele wéi déi, déi mer elo hunn. An där Hinsicht ass nach enorm villes ze verbesseren.

An ech mengen, mir kënnen och net, an domat wollt ech ophalen, esou maachen, wéi wann dat géif eis Strukturen an eis Décisiounsmechanismen a -musteren hei am Haus onberéiert loossen.

Ech wollt Iech doropshi Merci soe fir Är geschätzten Opmierksamkeet, an dat, wat de Claude Meisch an ech nach net konnte soen, dat wäert da mäi Kolleeg Carlo Wagner méi am Detail à propos vun der Sécurité sociale Iech matdeelen. Et wär nach villes ze soen, mä mir hunn eis d'Aarbecht esou opgedeelt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt der Rapportrice Lydia Mutsch Merci ze soe fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport an hir dozou och nach eng Kéier extra ze félicitéieren.

Ech wëll och dem Budgetsminister Luc Frieden dofir Merci soen, fir datt e Wuert gehalen huet mat der Presentatioun vun engem drëtten Dokument zum Budgetsgesetz, fir d'Transparenz vun eisem Lëtzebuerger Budget mat den europäesche Kritären, de Maastricht-Kritären oder och SEC 95 an Aklang ze bréngen. Domat ass et méiglech, d'Zuele vun eisem nationale Budget mat deenen, déi op Bréissel ginn, kohärent mateneen duerzestellen, ouni déi eng mat deenen aneren ze vermëschen.

Här President, wa mir eng Politik wëllen, déi d'Cohésion sociale erhält an awer och laangfristeg finanzéierbar ass nom Prinzip vun der Equitéit tëschent de Generatiounen, da musse mer kucken, datt mir prioritär deenen hëllefen, déi et am néidegsten hunn; hunn ech bei mengem Budgetsrapport 2006 gefuerdert.

Ech wëll eiser CSV-LSAP-Regierung dozou speziell félicitéieren, datt se eng Aart Negativsteier iwwert de Wee vum Kannerbonus aféiert. Domat beweist dës Regierung, datt d'Cohésion sociale hir besonnesch um Häerz läit.

Här President, ech hat a mengem Budgetsrapport virun zwee Joer an och a menger Interventioun am leschte Joer op dëser Tribün iwwer eng nei Budgetsarchitektur geschwat.

Ech hat deemools sënngeméiss gesot, datt e gudde Budget op d'mannst zwee Kritären erfëlle muss:

1) E muss formelle Regelen entspriechen, fir datt jiddfereen en och liese kann.

2) De Contenu muss stëmmen, dat heescht d'Moyenen, déi an de Budget ageschriwwe ginn, musse mat den Objektiver vun der Politik iwwereneestëmmen an hiren Zweck erfëllen.

Wat den éischte Punkt ugeet, kann ech der Budgetsrapportrice nëmmen zoustëmmen, datt d'Regierung an den zoustännege Budgetsminister gutt Aarbecht geleescht hu mat deenen dräi Budgetsdokumenter, dorënner wéi scho gesot deen drëtte Volume, an och den aktualiséierte Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm quasi zäitgläich presentéiert hunn.

Mir haten doduerch d'Méiglechkeet, eis Statsfinanze méi global ze analyséieren. Dat heescht awer net, datt a Saache Budgetstansparenz elo alles am Botter wär.

Fir beim Kannerbonus ze bleiwen: Besonnesch de Modus Operandi, fir dësen aus dem eigentleche Statsbudget erauszehuelen an iwwert de Budget pour ordre lafen ze loossen, dréit net onbedéngt zu méi Transparenz bäi.

De Statsrot huet dat a sengem Avis och ganz däitlech a wéi ech fannen zu Recht dénoncéiert an och d'Budgetsrapportrice huet sech an hirem schrëftleche Rapport mat där doter Fro auserneegesat.

An et sinn nach eng Rei aner Taxen a Steieren, déi direkt iwwert de Budget pour ordre an d'Spezialfonge vum Stat fléissen, ouni duerch deen eigentleche Budget ze transitéieren.

Mir hunn zwar opgrond vun den Explikatiounen, déi mer vum zoustännege Minister a senge Beamten an der Finanzkommissioun kruten, déi Façon de procéder esou akzeptéiert. Mä ech bleiwen awer perséinlech der Meenung, dass eng Prolifératioun vun esou Buchungspraktiken derzou wäert féieren, dass eise Statsbudget enges Daags kee viabelt Bild vun eise Statsfinanze méi wäert ofginn.

Ech ka verstoen, dass et Argumenter ginn, fir de Kannerbonus net iwwert den ordinäre Budget ofzewéckelen. Wann een eng Steiermoderatioun ofschaaft, an amplaz dovun eng nei Sozialleeschtung aféiert, dann huet ee vun engem Joer op dat anert eng zousätzlech Recette an eng zousätzlech Dépense geschaaft, déi virdru keen Impakt op de Budget hat, well et einfach en Déchet fiscal ass. Dat bléist de Budget natierlech méi op wéi dat, wat a Wierklechkeet - dat heescht netto - geschitt ass.

Ech bleiwen trotzdeem der Meenung, dass mer besser gehat hätten de Kannerbonus an den ordinäre Budget anzeschreiwen, an domadder a Kaf ze huelen, dass mir eis Croissance am Budget kënschtlech an d'Luucht gedriwwen an e statistesche Broch provozéiert hätten. Dofir bräichte mir dann awer de Kannerbonus och net iwwer Joren a Jorzéngten am Budget pour ordre matzeschleefen. Ech hätt dat méi transparent fonnt.

Dee Modus Operandi ass ëmsou méi iwwerflëssig, wéi am SEC 95, an domat och am Volumen 3 vun eisem Budget, de Kannerbonus natierlech erëm opdaucht, an zwar an den Zuele vun der Sécurité sociale, well d'Caisse nationale des Prestations familiales, déi de Kannerbonus auszebezuele kritt, do mat agerechent gëtt. Um Niveau vum Solde vun der Administration publique mécht et ënnert dem Strëch also souwisou keen Ënnerscheed, wéi a wou de Kannerbonus am klassesche Statsbudget gebucht gëtt. Ech muss soen, dass um formelle Plang am leschte Joer vill Positives geschitt ass, dass a Saachen Transparenz awer nach Aarbecht ze maache bleift. Här President, esou vill zum Punkt 1, zum formellen Aspekt. Elo zum Punkt 2, bei de Contenu.

Transparent heescht jo, net nëmmen novollzéien ze kënne wivill Euroen an enger Budgetszeil ageschriwwe gi sinn, an herno kontrolléieren ze kënnen, ob sech d'Exekutiv dru gehalen huet oder net. Transparenz heescht och, net nëmme lëtzebuergesch mat europäesche Chiffere vergläichen ze kënnen, oder e Gesamtiwwerbléck iwwert d'Finanzsituatioun vun der Administration publique ze kréien. Transparenz heescht, och ze gesi wat den Objektiv vun enger Politik XY ass a wat d'Exekutiv mat deene Moyenen, déi se zur Verfügung huet, tatsächlech um Terrain erreecht huet.

Ech hunn an der Vergaangenheet hei op dëser Tribün scho méi wéi eng Kéier iwwert déi franséisch Loi organique relative aux lois des finances, kuerz LOLF, geschwat. Ech widderhuele just ganz kuerz wat ech deemools schonn zur "Genèse" an zu den Ziler vun der LOLF gesot hunn. Et ass eng Method, fir de Statsbudget opzestellen, déi iwwert d'Approche comptable eraus och an haaptsächlech nom Sënn an Zweck vun der Action politique kuckt, déi net nëmmen d'Legalitéit oder d'Regularitéit vun enger Dépense kuckt, mä och hir Effikassitéit, déi d'Logique des moyens duerch eng Logique des résultats ersetzt, déi um Niveau vun der Administratioun méi Flexibilitéit mat méi

Responsabilitéit am Ëmgang mat de Steiergelder verbënnt, an déi en fin de compte och als Catalyseur fir d'Moderniséierung vum Statsapparat kann ugesi ginn.

Ee vun den zentralen Aspekter vun der LOLF ass d'permanent Evaluatioun vun de Politiken, déi de Stat respektiv den öffentleche Secteur insgesamt ëmsetzen. Ouni eng systematesch - dat heescht eng permanent concomitant - Evaluatioun vun eiser Politik ass et nämlech net méiglech eng Ausso ze maachen iwwert d'Effizienz an d'Effikassitéit vun eisem politeschen a budgetären Handelen.

Or, wann et esou ass, wéi et och an dësem Joer erëm an de Budgetsriede gesot ginn ass - an et ass effektiv esou -, dass de Stat an der Zukunft enorm finanziell Laaschten ze stëmmen huet, da muss eisen alleréischten Objektiv natierlech dee sinn, fir méiglechst effikass mat deene Moyenen ëmzegoen, déi mer zur Verfügung hunn. A fir ze wëssen, ob een effikass schafft, ob ee seng Suen optimal ausgëtt, ob d'Ziler, déi ee sech an der Politik gesat huet, mam minimalen Opwand erreecht ginn, muss ee seng Politik kontinuéierlech a permanent évaluéieren. Dat ass eng Haaptsuerg vun der franséischer LOLF. Stéchwuert „évaluéieren".

Här President, kommt mir kucken eemol wat a leschter Zäit un Etüden an Evaluatiounen iwwer Lëtzebuerg erauskomm ass. Ech fänken am beschte mat der OCDE un, well mer jo do e gudde Client sinn. Mir hunn am Fréijoer eisen Innovatiounssystem vun der OCDE évaluéiere gelooss. Mir kruten do eng ganz Rei interessant Recommandatioune wéi mer eis Fuerschungslandschaft sollen ausriichten, fir méiglechst effikass an dësem Domän ze sinn.

Mir hunn eis bei der OCDE en Audit vun der ADEM gefrot, deen elo komm ass. Elo d'lescht Woch sinn dann d'Resultater vun der neister PISA- a PIRLS-Etüd offiziell erauskomm. Och do maache mir mat. Den Innenminister huet sech vun der OCDE eng Etüd iwwert d'Landesplanung maache gelooss. D'OCDE vergläicht och d'Gesondheetssystemer vun hire Memberlänner. An last but not least gëtt och d'Entwécklungspolitik vum CAD regelméisseg am Kader vu senger „peer review" ënnert d'Lupp geholl.

Mä selbstverständlech mécht net nëmmen d'OCDE Etüden an Evaluatiounen. Als Memberstat vun der EU ënnerleie mir natierlech och der Iwwerwaachung duerch d'europäesch Kommissioun; och an der Budgetspolitik. Am Kader vun der Union économique et monétaire, also der Aféierung vum Euro, hu mir eis verflicht eng Rei Stabilitéits- a Konvergenzkritären anzehalen. Mir maachen do zweemol am Joer - am Abrëll an am Oktober - Rapport un d'Kommissioun, wéi sech eis öffentlech Finanzen entwéckelen. Zousätzlech reecht d'Regierung eemol am Joer - am Hierscht - den aktualiséierten nationale Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm zu Bréissel an. Op deem Niveau besteet also e permanente Monitoring.

Mä mir ginn net nëmme vu baussen évaluéiert. Mir évaluéieren a studéieren och eis selwer. De Statec mécht, och an Zesummenaarbecht mat aneren Organismen, Etüden an deene verschiddenste Beräicher. Och de Ceps zu Déifferdeng huet mëttlerweil eng breetgefächert Palett vu Publikatiounen, aus deene verschiddenste Beräicher vun der Politik, vum Aarbechtsmaart iwwert d'Landesplanung bei d'Soziologie.

Ech stelle fest: Et feelt eis am Prinzip net un Etüden an Evaluatiounen, mä de Problem ass, dass mir hei zu Lëtzebuerg d'Tendenz hunn ëmmer nëmmen dann Etüden an Auditen ze maachen, wann e konkrete Problem opdaucht. Mir hunn - an dat soen ech net eleng - hei zu Lëtzebuerg leider keng Kultur vun der Evaluatioun, wéi se an anere Länner, zum Beispill a Skandinavien, Usus ass.

Wat déi franséisch LOLF an ähnlech Modeller an anere Länner eis léieren, ass, dass mir sollen ufänken eis Politik insgesamt méi systematesch ze hannerfroen, ze iwwerpréiwen, ze évaluéieren also, fir op Dauer eis finanziell Ressourcë besser anzesetzen. Dozou gehéiert natierlech och, dass ee seng politesch Objektiver kloer formuléiert, a wa méiglech och quantifizéiert, a sech déi néideg Indicateure gëtt, fir ze iwwerpréiwen, ob déi gesaten Ziler erreecht goufen, a mat wat fir engem Opwand.

Déi Instrumenter muss ee sech natierlech an enger éischter Phas ginn. Dat ass opwendeg a komplizéiert, mä noutwendeg wann een d'Statsfinanzen och an Zukunft wëllt am Equiliber halen, ouni un d'Leeschtungen an un d'Missioune vum Stat schneiden ze goen. De Budget gëtt also net méi an enger Logik vu Moyenen opgestallt, mä an enger Logik vu Resultater.

Här President, wann ech hei vu LOLF a vun der Moderniséierung vun eiser Budgetsarchitektur a Budgetsprozedur schwätzen a mer eis domat méi Transparenz, méi Demokratie, méi Evaluatioun fir méi Effikassitéit am Statsbudget wëlle ginn, bedeit dat och, datt mir als Volleksvertrieder eis eng aner Manéier ginn, fir eis mam Statsbudget ze beschäftegen. Mir hunn do als Chamber eng Responsabilitéit, déi mer jo och huele wëllen an déi eis d'Regierung och mat deem beschten a schéinste Budget net kann a soll ofhuelen.

Wa mir als Parlament méi eise Rôle als Kontrollinstanz vun der Exekutiv wëlle wouerhuelen, wa mir méi Afloss op de Budget wëlle kréien, da musse mir och d'Moyenë kréie fir de Budget nach méi am Detail ze analyséieren. Wa mir als Chamber net vun eise Méiglechkeete Gebrauch maachen, fir d'Regierung ze hannerfroen, da brauche mir eis och net ze bekloen iwwer ze wéineg Afloss.

Duerfir brauche mir aner Moyenen, dat heescht eng Aart LOLF, wéi d'Fransouse se zum Beispill hunn. Dobäi ass et ganz egal, wéi mer se nennen. Et ass kloer, a Frankräich huet déi nei Budgetsarchitektur eng regelrecht budgetär Revolutioun ausgeléist; si ass awer amgaang hire Wee ze maache säit der definitiver Aféierung am Joer 2006 a war och vun enger Partie Jore Virlafzäit ausgaang.

Alles dat gehéiert dozou, dat muss een eng Kéier ufänken an duerno konkret op eis Lëtzebuerger Partikularitéiten upassen. Ech weess, dat geet net vum selwen, awer d'Echoen, déi ech kréien, weisen, datt déi nei Budgetsarchitektur a Frankräich amgaangen ass, hire Wee ze maachen am Sënn vu méi Transparenz an Demokratie.

Ech erënneren dorun, datt d'Budgetsgesetz net nëmmen dat deierst, mä och dat wichtegst Gesetz vum Joer ass. Ouni Budget, wësse mer all, si mer net handlungsfäeg an net legitim. Da muss et awer och méiglech sinn, datt d'Chamber deementspriechend schaffe kann. Et geet net duer, datt mer als Chamber Mëtt Oktober gespaant erwaarden, wéi de Budget soll ausgesinn, an en dann analyséieren. Mir loossen eis déi üblech Avisë ginn, debattéieren am Dezember monter doriwwer an da gëtt dat Ganzt in globo gestëmmt, an esou wéi en hei zur Dier erakomm ass, geet en och erëm eraus.

Da soe mer och nach, dass mer gär regelméisseg am Laf vum Joer iwwert de Stand vun den Zuelen informéiert ginn, mä och dat geschitt net an deem Mooss, wéi dat misst sinn.

Här President, loosse mer duerfir just ee Bléck op de Budgetsofschloss 2006 geheien, wou ech jo Budgetsrapporter war, fir ze weisen, dass net alles aus der Loft gegraff ass. Ech ginn elo guer net dorop an, dass mer méi Recetten hu wéi geplangt, méi wéi eng Milliard Euroen, dat ass tipptopp, dat ass wonnerbar, an dass dat zum Deel och méi Dépensë generéiert, ass och kloer beim Budget courant.

Wann ech awer elo de Budget en capital, d'Investissementer kucken, mat deene mer ënner anerem eis Infrastrukture bezuelen, da sinn d'Dépassementer awer schonn net méi esou evident.

Beispill: Mir haten am Budget 2006 en Invest vu 777,1 Millioune virgesinn, an dann dobäi awer elo 1.100,1 Milliounen ausginn. Dobäi erënnere mer eis jo nach all, wéi mer zesummen d'Schéier zwëschen Dépensen a Recetten net wuesse wollte loossen, an domat zousätzlech Spuerappeller gemaach hunn.

De Kolleeg Michel Wolter war jo do nach méi prezis ginn an huet nach gefuerdert, zousätzlech 150 Milliounen ze spueren - zousätzlech! An elo hu mer der am Invest 323 Millioune méi ausginn. Bei engem Budget, dee wéi gesot en Iwwerschoss huet vu méi wéi enger Milliard, ass dat do kee Problem, kéint ee soen.

Mä wou ass dat geschwat ginn? Wien huet dat décidéiert, dass mer méi wéi déi an der Chamber gewielten Dépensen ausginn? Si si sécher gutt ubruecht, bestëmmt si verschidde Projete méi séier virugaange wéi geduecht. Oder och net. Si kënnen och méi deier gi sinn. Dass dat alles sécher gutt gemengt ass, stellt kee Mënsch a Fro. Mä domat geet et net duer.

Hei ass typesch eng Politik vun de Moyenen applizéiert ginn, no der Devise, mir hunn d'Suen, ok, da maache mer dat, da brauche mer och net vill dorëmmer ze froen. Bei enger Politik vun Objektiver, vu Qualitéitsziler, do musse mer esou Saachen hannerfroen, do muss d'Chamber mat ageschalt ginn a permanent validéieren, a wat fir eng Richtung et geet.

A méi schlechten Zäite kënne mir eis net dorop verloossen, wat mer iergendwann als Resultat zerwéiert kréien. An dann ass et eben esou. An och wann dat bis elo ëmmer gutt gaangen ass, ass dat keng Garantie fir d'Zukunft. An déi hätte mer als LSAP an Zukunft gär.

Här President, firwat insistéiere mer als LSAP an där Fro, fir eng méi transparent Budgetsarchitektur opzebauen? Elo an Zäite vun héije Plus-valuen, wou mer vill méi erakréie wéi mer estiméieren, de Boni méi grouss ass wéi estiméiert a mer eng Partie vun honnerte Milliounen an d'Fonge kënne leeën, spillt dës Problematik nach net déi grouss Roll.

Mä wann Zäite komme sollten, wou et enk gëtt, ass eng no Objektiver orientéiert Budgetsarchitektur essenziell fir iwwert d'Ronnen ze kommen an net an d'Scholdefal ze geroden. De Budgetsminister weess jo och, firwat en eng virsiichteg Budgetspolitik proposéiert. Enk Zäite kënnen hautdësdags an eiser globaliséierter Welt - an de Lucien Thiel huet et gesot - méi séier kommen, wéi et eis léif ass. Dat wënsche mer eis net, mä mir ginn awer och net gefrot, ob mer mam Barrelpräis d'accord sinn.

Bei der Paritéit vum Euro zum Dollar, do kann eise Statsminister jo mathëllefe steieren, mä mir wësse jo och, dass d'Europäesch Zentralbank an der Klemm sëtzt. D'Inflatioun wiisst. Normalerweis wären d'Zënse virun e puer Deeg an d'Luucht gaangen. Mä déi gewalteg sougenannte „sub-prime"-Kris um Immobiliëmarché, déi d'Banken an enorm Schwieregkeete bréngt, an net nëmmen an Amerika, huet d'Zënsen elo emol stabil gehalen de Moment.

Dës Kris ka wéi e Virus op eisen europäesche Marché iwwersprangen an natierlech op eis Finanzplaz. Da wësse mer jo, wat dat heescht. Et soll emol gesot ginn, dass de Moment keen Enn vun där Kris an Amerika ofzegesinn ass.

Am „Tageblatt" an am „Lëtzebuerger Wort" vum leschte Samschdeg, den 8. November stoung, dass an den USA de Moment versicht gëtt, 1,2 Milliounen - 1,2 Milliounen! - Hausbesëtzer virum perséinleche Ruin ze retten, well se hir Prêten op d'Haiser net méi kënnen zréckbezuelen, dat Ganzt duerch Sondermoossname vun der Regierung mat engem Zënsmoratoire. Dobäi trëfft et virun allem déi Leit mat engem klengen Akommes. Eleng am drëtte Quartal vun 2007 ass bei 500.000 Hauskeefer d'Zwangsvollstreckung, also d'Faillite vollzu ginn. Weider zwou Milliounen Hauskeefer lafe Gefor, dass hinnen deeselwechte Misär geschitt. An dass dat décke Misär ass, dat kënne mir eis hei zu Lëtzebuerg jo ganz sécher virstellen, dann ass d'Welt vun engem Dag op deen aneren eng ganz aner - eng ganz ellen!

Déi grasséirend Aarmut och hei zu Lëtzebuerg soll een duerfir vill méi genau am A behalen. Verschidden Institutiounen hunn dat jo an der leschter Zäit och gesot. Ech hat de 27. Oktober zu där permanent wuessender Aarmut hei zu Lëtzebuerg eng Question parlementaire gestallt, bis elo hunn ech awer nach keng Äntwert kritt.

Duerfir wär et och net gutt, wann de Budgetsminister wéi d'lescht Joer déi nei proposéiert Architektur, wéi d'Fransouse se hunn, als Spillerei erëm géif zréckweisen. Wann an anere Länner an net nëmmen a Frankräich, mä och an Holland, Italien an an de Skandinavesche Länner e Budget no Qualitéitsziler d'Regel ass an ëmmer méi gëtt, misst dat och bei eis hei zu Lëtzebuerg méiglech ginn.

Ech verstinn, dass et schwéier ass, do e bësse lasszeloossen an nei Weeër ze goen, mä ech proposéieren, wann Dir erlaabt, dass d'Regierung sech eng nei Budgetsarchitektur duerch de Kapp goe léisst, fir domat op eng méi modern, méi transparent, méi partizipativ an domat méi demokratesch Manéier mat hiren Deputéierten als Volleksvertrieder ëmzegoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner.

(Interruption)

Mer respektéieren d'Spill vun Oppositioun a Majoritéit, déi ofwiesselnd hei uewen d'Wuert kréien, Här Roth.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer op dëser Plaz e puer Remarquen zur Politik vun der CSV-LSAP-Regierung an de Beräicher Santé a Sécurité sociale ze maachen. Zwee Beräicher, an deenen ech als Minister an der viregter Regierung fënnef Joer laang d'Verantwortung hat. Ech si während deene fënnef Joer op dëser Plaz - awer och op anere Plazen - fir déi Politik kritiséiert ginn, haaptsächlech vun der deemoleger gréisster Oppositiounspartei, der LSAP, a besonnesch vun hirem deemolege gesondheetspolitesche Spriecher an aktuelle Minister, den Här Di Bartolomeo. Den Här Di Bartolomeo ass effektiv emol net midd ginn, fir mat Kritik ëm sech ze geheien, an dat nodeems seng Partei - d'LSAP - virdrun während 15 Joer d'Verantwortung an der Santé hat; vu '84 bis '99. 15 Joer, während deene sech nëmme wéineg beweegt huet. 15 Joer, an deenen notamment d'Spidolsinfrastrukture sträflech vernoléissegt goufen.

Här President, dem Här Di Bartolomeo seng Politik kann ee bal net kritiséieren. Seng politesch Aktioune kënne bal net kritiséiert ginn, aus der einfacher Ursaach, well wéineg politesch Aktioun vum Minister Di Bartolomeo ze erkennen ass, an dat dräi-anenhalleft Joer säit hien am Amt ass. No dräi an deem hallwe Joer si mer nach ëmmer bei den Ukënnegungen. D'Fro ass a mengen Ae berechtegt, wéi alles dat, wat bis elo annoncéiert gouf an deem annerhallwe Joer, wat eis nach just bleift bis déi nächst Wahlen, kéint realiséiert ginn.

Déi eenzeg reell Neierung, déi een dem Gesondheetsminister selbstverständlech verbuche kann, dat ass dat sougenanntent Antitubaksgesetz. E Gesetz, wou d'Horesca him wäert nach haut dankbar sinn. Net vergiessen däerf ech allerdéngs och, datt den heitege Gesondheetsminister d'Chance hat de Rehacenter vum Kierchbierg anzeweien. Wou dach grad hien een - wann net deen - Haaptgéigner vun deem Projet war.

Et muss ee feststellen, dass vill vu senge Kritiken, déi tëschent '99 an 2004 op eng oft virulent Aart a Weis formuléiert goufen, haut total verpufft sinn. Mir kënnen eis nach u seng - ënner Gänsefüßche selbstverständlech - „heroesch" Rieden hei op dëser Tribün erënneren, wou hie beispillsweis geschwat huet géint den - ech zitéieren - „massive Bettenofbau, dee kee Sënn ergëtt an deen ongerecht ass".

Ech stelle fest, dass déi sougenannten Ongerechtegkeet, wéi hie se deemools genannt huet, nach ëmmer haut net vum Minister Di Bartolomeo aus der Welt geschafe gouf. Vläicht well hien erkannt huet, dass déi deemoleg Politik awer net esou falsch war? Viru kuerzem d'ailleurs hunn ech nach an der Press gelies, dass den Här Di Bartolomeo elo souguer erkannt huet, dass mir mat fënnef Better pro 1.000 Awunner hei zu Lëtzebuerg nach eent vun deene Länner sinn a ganz Europa mat där héchster Zuel, an dass déi Zuel ze héich wär. Et ass trotzdeem komesch; déiselwecht Erkenntnis.

Datselwecht gëllt fir d'Synergien am Spidolswiesen. Haut féiert de Minister d'Synergiespolitik, déi vu sengem Virgänger am sougenannte Plan hospitalier initiéiert gouf, an déi hien als Oppositiounspolitiker radikal a Fro gestallt huet, selbstverständlech fort. Vläicht well hien an Zwëschenzäit erkannt huet, dass déi Politik vun deemools awer net esou falsch war. Mä, wéi seet den Här Di Bartolomeo ëmmer esou schéi wann een hie mat sengen Aussoe vu fréier konfrontéiert: Loosse mer no vir kucken.

(Hilarité)

Abee jo, Här Di Bartolomeo, loosse mer no vir kucken, mä genau op dat annerhalleft Joer, wat nach just bleift bis déi nächst Chamberwahlen.

Ech froe mech beispillsweis, wéi hien elo déi vu sengem Virgänger initiéiert Projete sollt an där kuerzer Zäit realiséiere respektiv wéi hien déi vill Ukënnegunge sengersäits kéint konkretiséieren. Ech denken do zum Beispill un d'Médecine complémentaire, déi jo schonn ënnert der viregter Legislaturperiod Objet vun engem ganz interessanten Débat war, a wou e ganz ausféierleche Bericht deemools vum honorabelen Här Niki Bettendorf presentéiert gouf. Dat war ganz genau den 29. Januar 2004; deemno viru bal véier Joer.

D'Regierung krut deemools per Motioun e kloert Mandat vun der Chamber, fir hei eng Réglementatioun auszeschaffen. Bis haut ass awer, ausser onendlechen Diskussiounen iwwert d'Ostéopathie an der Kommissioun, nach näischt Konkretes um Dësch. Wat d'Homeopathie, d'Chiropraktik an d'Akupunktur ubelaangt, net ze schwätzen. Déi Sujeten, déi och an der Motioun enthale sinn, si bis haut nach net abordéiert ginn. Et kéint een och datselwecht iwwregens soen, wat d'Pallitiv-medezin ubelaangt.

An deene rezenten Diskussiounen ëm d'Euthanasie an d'Palliativmedezin ass ëmmer erëm - an dat vun alle Säiten - op d'Urgence vun deem Gesetz iwwert d'Palliativmedezin insistéiert ginn. Däerf ech lech drun erënneren, dass ech als Gesondheetsminister schonn am Februar 2004, deemno och scho viru bal véier Joer, en deementspriechende Gesetzesprojet déposéiert hat.

Dee Projet de loi war vläicht net perfekt, ech wëll net esou prétentieux sinn, mä näischt hätt dës Chamber dru gehënnert, fir direkt am Ufank vun dëser Legislaturperiod dësen dach esou wichtegen Text ënnert d'Lupp ze huelen. Mä neen, déi nei Regierung wollt per force en neie Gesetzestext ausschaffen, woubäi dat Wuert „nei" ze relativéieren ass. Effectivement ass de Gros vum Text vun deemools bäibehale ginn, jo souguer den Exposé des motifs ass total identesch. Bref, ech sinn iwwerzeegt, mat e bësse méi politeschem Wëllen hätt dat Gesetz scho laang kënne gestëmmt sinn.

Wou bleift deen neie Spidolsplang, deen och scho säit laanger Zäit annoncéiert ass? Ech wëll drun erënneren, dass deemools, wéi ech d'Amt iwwerholl hunn, no engem hallwe Joer, dat heescht uganks 2000, déi sougenannten «Carte sanitaire» aus-geschafft war. D'Carte sanitaire, wat e Basisdokument war, wat indispensabel war fir kënnen e Plan hospitalier opzestellen. Trotzdeem dass ech fir d'éischt hu missen un där Carte sanitaire schaffen, louch deemools de Plan hospitalier schonn no annerhallwem Joer vir. Ech muss soen, mir waarden dréngend op deen neie Plan hospitalier. An ech muss soen, ech waarde mat grousser Spannung drop, besonnesch wat elo de Bettenofbau ubelaangt.

Ech mengen, den Här Di Bartolomeo huet dräi Méiglechkeeten. Entweder hie bleift bei senger Theorie vu fréier an hie geet nees iwwer fënnef Better pro 1.000 Leit. Da läit hien natierlech total falsch, wat d'international Tendenzen ubelaangt. Déi zweet Méiglechkeet, déi den Här Di Bartolomeo awer huet, hie bréngt et fäerdeg, och wann et schwéieren Häerzens wahrscheinlech wäert sinn, hie gëtt sengem Virgänger Recht an hie bleift bei fënnef pro Mille. Et gëtt awer och nach eng aner Méiglechkeet. Hie geet total am inter-nationalen Trend, an hie geet op ënner fënnef pro Mille. Mä dann huet hie sengem Virgänger nach méi Recht gi wéi am anere Fall.

Ech wëll och, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, trotzdeem hei d'Fro stellen: Wéi ass et mat deene sougenannte Centre-de-référencen, déi sollen derzou bäidroen, dass op där enger Säit d'Qualitéit vun de Soinë misst an d'Luucht goen an op där anerer Säit d'Käschte gedréckt ginn. Ech wëll zwee Beispiller vun exzellente Centre-de-référencen hei zu Lëtzebuerg nennen. Dat ass selbstverständlech den INCC, an dat ass och de Centre Baclesse. Ech mengen, d'Suite logique vun all Synergiepolitik misst et sinn, dass mer géifen op méi Centre-de-référencë kommen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wéini gëtt et endlech eppes Neies, wat d'Nomenclature dentaire betrëfft? Ech ka mech erënneren, den Här Di Bartolomeo huet hei während Joren a Jore verlaangt, dass endlech misst eppes an deem doten Domän geschéien. Hei gëtt elo schonn zënter Joren nees gedoktert, ouni dass eppes geschitt. Idem fir den Dossier médical électronique fir d'Patienten, deen och op sech waarde léisst, an deen net nëmmen zu enger Käschtereduktioun ka bäidroen, mä deen och en plus am Intérêt vun der Gesondheet vun de Patienten ass.

Fir just ee Beispill ze ginn: Mir wëssen hautdësdaags, datt et doudsécher net gesond ass fir d'Leit, wann deeselwechte Patient véier oder fënnef Mol duerch radioaktiv Bestrahlunge geet, wou et mat enger Kéier onbedéngt kéint duergoen. Idem wat d'Extensioun vum Service Urgence vun de Generalisten op d'Weekender an d'Feierdeeg betrëfft.

Dir kënnt lech erënneren, ech hat deemools, 2001, de Projet pilote initiéiert fir de Service d'urgence am sougenannten Nuetsdéngscht anzeféieren. Dee Projet pilote ass vun 2001 bis 2004 gelaf. 2004 hu mer och schonn déi éischt Evaluatioune kritt vun de Generalisten. Et ass just drëm gaangen, fir elo dee Service fir eng Extensioun ze maachen, mä och do waarde mer nach ëmmer.

D'Gesetz iwwert den neie Statslabo datéiert genau vum 19. Dezember 2003. Dat sinn also och schonn erëm eng Kéier bal, also genau souguer véier Joer hier. Bis haut ass déi éischt Zill nach ëmmer net geluecht ginn. Do kann de Gesondheetsminister sech scheinbar net beim Bauteminister duerchsetzen, oder wat ass d'Ursaach fir deen onerklärleche Retard? Well mir wëssen alleguerten, an dat schonn zënter Joren a Joren, datt den LNS hei zu Lëtzebuerg eng Zäitbomm ass.

Här President, et geet net duer fir all gudden Dag eng Pressekonferenz ze organiséieren, fir de Leit matzedeele si solle waméiglech d'Hänn regelméisseg wäschen oder si sollen op Génériquen zréckgräifen. Dofir, Här President, wäert ech och ufanks vum nächste Joer d'Regierung interpelléieren, wat d'Gesondheetspolitik ubelaangt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach e puer Bemierkungen zum Beräich Sécurité sociale ze maachen.

Och hei ginn et eng ganz Rei vu Beispiller wéi ee ka wäertvoll Zäit an awer och gläichzäiteg Sue verléieren. Ech sinn d'lescht Joer am Kader vun de Budgetsdebatten op d'Situatioun am Rentewiesen agaangen an op déi positiv Effekter vum Rentendësch hunn ech higewisen. Ech wëll dat hei op dëser Tribün dëst Joer net nees eng Kéier widderhuelen.

Ech wëll awer nach just eng Kéier drop hiweisen, datt am Mee 2004 e Gesetz initiéiert gouf, fir een Deel vun de Pensiounsreserven iwwert de Fonds de compensation kënne méi professionell an OPCen ze investéieren, wat eng Plus-value mëttel- a laangfristeg mat sech bréngt an esou eis Reserven nach weider konsolidéiere kann. Leider sinn och hei iwwer dräi wäertvoll Jore verstrach, an ech betoune Joren, während deenen d'Evolutioun um Finanzmaart extrêmement favorabel war a wou an der Gestion de fortune formidabel Rendementer erausgeschloe gi sinn.

De Règlement grand-ducal vum 1. Juli 2005, deen d'Ausféierungsbestëmmunge vun dësem Gesetz festleet, ass, an do widderhuelen ech mech gären, a mengen Aen net ambitiéis genuch, weder an der Zäit, Stéchdatum Enn 2007, nach wat d'Beiträg, déi kënnen an Aktien investéiert ginn, ubelaangt, ganzer 633 Milliounen Euro. Ech hunn de Stéchdatum 2007 elo grad évoquéiert.

Ech géif an deem Kontext gäre vum Minister wëssen, wat dann elo Enn 2007 de Bilan ass a wéi mer duerno solle weiderfueren. De Minister huet an der COFIBU, dat heescht an der COmmission des FInances et du BUdget am Oktober dëses Joers confirméiert, datt déi Placementer eréischt säit August operationell sinn. De Rendement bei eise Reserve loung zu dësem Zäitpunkt bei ganzer 3,2%. De Minister schwätzt vun engem progressive Placement vu bis zu 5 Milliarden Euro. De Règlement grand-ducal vum 1. Juli 2005 gesäit awer nëmmen Investissementer vun 1,5 Milliarde vir bis Enn 2007. Et kann een also net iwwert déi Zomm erausgoen, laut Reglement. An nach eng Fro un de Minister - et deet mer leed, datt hien net hei ass - wär dee Moment gewiescht, ob dat Reglement schonn iwwerschafft ginn ass.

Wat de Rentendësch betrëfft, esou war d'Remarque vun der honorabeler Madame Mutsch ganz interessant wéi se gemengt huet, datt deen Dossier, bei deem et ëm d'Zukunft vun eise Rente geet, soll mat alle Partner diskutéiert ginn. Och de Budgetsminister, den Här Frieden, deen hei ass, huet gemengt elo hei am Parlament d'lescht Woch oder virun e puer Deeg d'Parlament misst sech an déi aktuell Diskussiounen aklicken. Aklicken, hutt Der dat genannt.

Ech muss awer soen, Här Minister, ech froe mech: Wéi sollen d'Parteie sech aklicken an ee Prozess, dee scho bal gelaf ass, ass et dach esou, datt d'Parteien am Virfeld vun deenen Diskussiounen tëschent dem Minister an de Partenaires sociaux leider ausgeschloss gi sinn, also éliminéiert gi sinn? Ech muss awer soen, datt ech mer d'Remarquen, souwuel vun der Madame Mutsch wéi och vum Här Frieden, zu Häerz huelen an datt ech hoffen, datt et endlech soll zu engem zweete Rentendësch kommen, wou sämtlech politesch Parteien och ronderëm deen Dësch sëtze géifen. An dësem wichtegen Dossier, wou et ëm d'Zukunft vun eisem Rentewiese geet, däerf eiser Meenung no d'Chamber net ausgeschloss sinn.

Et geet och net duer, datt d'Chamber just pro forma zum Schluss géif mat agebonne ginn, wann d'Haaptdécisioune scho getraff wären. Dat kann op alle Fall net goen. An engem Zäitpunkt, wou de Rapprochement tëschent Employés privés a Statsbeamten dank dem Rentendësch praktesch vollzunn ass, muss endlech gekuckt gi wéi eng Mesure an d'Weeër ka geluecht ginn, fir laangfristeg eise Pensiounssystem ofzesécheren. Och ech si mer bewosst, datt dat net onbedéngt muss eng Saach si vu Méint oder vun zwee, dräi Joer, mä ëmmerhin, muss ech soen, gëtt et awer elo Zäit, datt mer eis eens gi wéi eng Mesurë mer sollten ergräifen, wann de Moment komm ass wou onbedéngt muss gehandelt ginn.

Ech wollt awer och op där heiter Plaz scho virausschécken, wann et sollt zur Verhandlung kommen, zu engem Rentendësch 2, datt op alle Fall d'Demokratesch Partei net wäert matmaachen, wann et eesäiteg nëmme géif drëm goe fir déi 8%eg Participatioun vum Stat erofzesetzen.

Här President, ech erlabe mer lech eng Motioun hei ze iwwerreechen, wou ech d'Regierung invitéieren, fir datt och Parteie solle mat am Diskussiounsprozess iwwert d'Rentewiesen ageschloss ginn. Ech hunn eleng ënnerschriwwen, ech hu véier Plazen opgelooss, esou zwar datt Plaz ass fir all déi Interessenten.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la table ronde de 2001, «Rentendësch», sur le système des pensions du secteur privé avait réuni des représentants des partis politiques, des syndicats, du Gouvernement et du patronat;

- considérant qu'aux termes de ses travaux, le «Rentendësch» a réussi à présenter une déclaration finale reprenant les différentes positions et les points sur lesquels un consensus s'est dégagé pour la plupart des participants;

- considérant qu'en date du 28 avril 2006, le Comité de Coordination tripartite a retenu la mise en place d'un groupe de réflexion ayant «pour mission d'élaborer des propositions pour assurer la viabilité à long terme des régimes de pension et d'étudier les différentes mesures qui pourront être envisagées pour garantir cette viabilité à long terme et pour adapter le système des pensions aux évolutions liées aux changements dans le déroulement des carrières professionnelles, au vieillissement démographique et à son impact sur la durée du temps de travail à vie»;

- constatant que ce groupe de réflexion vient d'entamer ses travaux;

- regrettant qu'elle est tenue à l'écart de ces travaux;

- se ralliant à la recommandation de la COFIBU formulée dans son rapport relatif au projet de loi N°5800 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 et qui préconise «d'associer de très près la Chambre des Députés à toutes les réflexions concernant les risques et perspectives de notre système des pensions et de la sécurité sociale»;

invite le Gouvernement à

- inclure, à l'instar du «Rentendësch» 2001, les partis politiques représentés à la Chambre des Députés dans toutes les discussions visant à assurer la pérennité de l'assurance pension à long terme.

(s.) Carlo Wagner, Félix Braz, Lucien Clement, Gast Gibéryen, Lydia Mutsch.

An der Assurance maladie steiere mer esou lues awer sécher an eng ähnlech Situatioun wéi mer se am Pensiounssystem hunn, nämlech datt duerch d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen ëmmer méi Jonker hei zu Lëtzebuerg cotiséieren, déi awer net sécher sinn, ob se spéider effektiv nach an de Genoss komme vun hirem Investissement. Hei misst ee sech och esou lues Gedanke maachen. D'Fro ass menger Meenung no berechtegt, ob een net misst kuerzfristeg e sougenannte Gesondheetsdësch organiséieren, wou och déi Froen emol géife konkret an am Fong diskutéiert ginn.

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt d'Quadripartite, datt déi Gespréicher net duerginn. Do gëtt just diskutéiert mat de Partenaires sociaux. Och an där heiter wichteger Fro iwwert d'Zukunft vun de Krankekeese missten onbedéngt d'Parteie mat an den Décisiounsprozess integréiert ginn, an dat ganz besonnesch wann et géif drëm goen, fir wichteg a konkret strukturell Reformen ze huelen.

De grousse Koalitiounspartner CSV, iwwert de Mond vum Här Wolter, schéngt och esou lues d'Gedold mam LSAP-Minister vun der Sécurité sociale verluer ze hunn. Esou ass mëttlerweil de Projet de loi iwwert d'Reform vum Divorce erausgezögert ginn. D'Madame Doerner ass scho bal verzweifelt. Si ass eraus verzögert ginn, fir datt den Här Di Bartolomeo endlech sollt säi Projet iwwert de Rentesplitting virleeën.

A puncto Individualiséierung vun de Pensiounsrechter si mer leider an also nach scheinbar meilewäit vun enger Léisung entfernt. Mir sinn och ganz genau do, wou mer virun dräianenhalleft Joer waren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann an deenen nächste Méint net e gewaltege Ruck duerch d'Gesondheetspolitik geet an net méi Bewegung an d'Sécurité sociale kënnt, fäerten ech, dass mer an deene leschte Jore vill wäertvoll Zäit an dësen zwee dach awer esou wichtegen Domäne verluer hunn.

Ech kann nëmmen hoffen, dass endlech Mouvement an déi fundamental Dossiere kënnt. Anerefalls riskéiert den Här Di Bartolomeo an d'Geschicht anzegoen als dee Minister mat deene meeschte Pressekonferenzen, mä ouni konkret positiv Resultater.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Als leschte Riedner an dëser Diskussioun ass ageschriwwen den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Budgetszäit beim Stat ass och Budgetszäit bei de Gemengen. Stat a Gemengen erfëllen zesumme Missiounen am öffentlechen Interesse. D'Gemengen iwwerhuelen am Optrag vum Stat eng Rei vun obligatoreschen Aufgaben, esou zum Beispill den État civil. Zesumme mat dem Stat organiséieren d'Gemengen d'Schoul. Si sécheren d'Waasser- an d'Ofwaasserversuergung; si sinn zoustänneg fir den Offall.

Doniewent iwwerhuelen d'Gemengen eng Rei vu fakultativen Aufgaben an deenen ënnerschiddlechste Beräicher wéi dem Transport, der Ëmwelt, der Alters- a Gesondheetsversuergung, der Kannerversuergung, dem Sport, der Kultur an der Fräizäit.

Dat Ganzt spigelt sech am Verdeele vun den öffentleche Suen erëm. A wéi dat bei dem Deelen oft esou ass: Fir déi eng kréien d'Gemengen ze vill Suen, fir déi aner net genuch. An deem Kontext gëtt oft vun enger grondleeënder Reform vun de Gemengefinanze geschwat. Dat kléngt gutt. Et ass awer net esou einfach ëmzesetzen.

Rechtlech gesi foussen eis Gemengefinanzen op zwee Grondprinzipien: engersäits der Autonomie fiscale vun de Gemengen, wéi se an der Verfassung festgeschriwwen ass an elo kierzlech vun dem Statsrot am Kader vu sengem Avis zum «pacte logement» ënnerstrach gouf, an anerersäits dem Prinzip vun der Péréquatioun, der solidarescher Ëmverdeelung vun engem Deel vun den öffentleche Gelder tëschent de Gemengen. De Péréquatiounsprinzip ass an der europäescher Charta iwwert d'Gemengenautonomie festgehalen. Dëst ass zënter 20 Joer bei eis Gesetz.

Eng vill diskutéierte Fro ass déi vun dem Verhältnis vun den uerdentlechen Einnahme vun de Gemengen am Verglach zu de lafende Gesamteinnahme vun dem Stat. Dëst Verhältnis ass e generellt Mooss-instrument och op internationalem Plang. Hei zu Lëtzebuerg louch ugangs den 90er Joren de Rapport tëschent den uerdentlechen Einnahme vun de Gemengen engersäits - et sinn dat allgemeng d'Gewerbesteier, d'Dotation de l'État, d'Grondsteier an d'Recetten aus de Gemengentaxen - an de courantë Recettë vun dem Stat anerersäits - bei ronn 25%.

Zënter 2002 läit dëst Verhältnis nach bei ronn 22-23%. Dat mag a Prozenter net vill sinn, ass awer an absoluten Zuelen e jährleche Feelbetrag vu ronn 180 Milliounen Euro.

D'Aufgabe vun de Gemengen am Interesse vun de Bierger sinn an deene leschte 15 Joer gewuess. D'Aféierung vun der

Éducation précoce, der Kannerbetreiung duerch d'Maison relais, dem Musekunterrecht, fir nëmmen déi ze nennen, gi vun de Gemengen op dem Terrain organiséiert. Weider Missiounen am sozialen a Gesondheetsberäich, der Jugend an der Ëmwelt, der Integratioun kommen an Zukunft derbäi. Dat kascht Geld an op ville Plazen am Land feelt et un den néidege finanzielle Moyenen.

All Bierger, egal wou hien am Land wunnt, huet awer e Recht op esou Ariichtungen. Duerfir muss eist Land deementspriechend organiséiert sinn. Dat ass eng vun den zentralen Erausfuerderunge vun der Territorialreform, déi eist Land fir seng Bierger brauch.

Dem Avis vun der Cour des Comptes zu dem Statsbudget 2008 no ass zënter 2001 d'Gemengeschold ëm 71% geklomm. D'Gemengescholde belafe sech mëttlerweil op insgesamt 750 Milliounen Euro. Bei 23 Gemenge geet den uerdentleche Boni net méi duer fir d'Scholdelaascht zréckzebezuelen. Ee fest Ubanne vun de Gemengefinanzen un d'Statsfinanzen ass dofir néideg.

Bei der heiteger Aufgabenopdeelung wier e Verhältnis tëschent den uerdentlechen Einnahme vun de Gemengen an de courantë Recettë beim Stat vun eent zu véier, also 25% menger Meenung no justifiéiert.

Konkret géif dat esou fonctionnéieren: Sollt duerch déi traditionell Einnahmequelle vun de Gemengen de Rapport vu 25% an engem Budgetsexercice net erreecht ginn, da misst an deem Joer dono eng Kompenséierung vun dem Stat un de kommunale Secteur bezuelt ginn. D'Gemengen hätten dann insgesamt méi eng grouss Planungssécherheet. Fluctuatiounen an den Einnahmen, wéi et se an der Folleg vun der Steierreform 2001 an 2002 gouf, kéinten domat ofgefiedert ginn.

Och d'Regierungserklärung hält am Kader vun enger moderner Gemeng vum 21. Jorhonnert mat klore Basismissiounen eng parallell Evolutioun vun de Gemengen an de Statseinnahme fir ubruecht.

Déiselwecht Iwwerleeung gouf et iwwregens och am Kader vun deem vill diskutéierten Accord tëschent der deemoleger Regierung an dem Syvicol vun Oktober 2001.

E System vun enger méi staarker Ubannung vun de Gemengen un d'Statseinnahmen hänkt mat enger Rei vu Viraussetzungen zesummen:

1) D'Gemengentaxe fir Offall, Waasser a Kanal a fir aner industriell Déngschtleeschtunge maachen e wesentlechen Deel vun den uerdentleche kommunalen Einnahmen aus. Dës Servicer musse käschtendeckend ofgerechent ginn. Beim Offall gesäit d'Gesetz vun 1994 iwwert d'Gestion des déchets dat implizit vir; fir d'Waasser- an d'Klärtax soll ee sougenannte Prix vérité iwwert dat neit Waassergesetz zustane kommen.

2) D'Grondsteier ass eng gemengeneege Steier. Si bréngt de Gemengen awer séier wéineg Einnahmen. D'Grondsteier mécht hei am Land manner wéi 2% vun de Gesamteinnahme vun dem kommunale Secteur aus. An Däitschland sinn et 6%, a Frankräich 13 an an der Belsch souguer 17%. An England ass d'Grondsteier déi eenzeg fiskal Recette op lokalem Plang.

Eise System geet op d'Occupatiounszäit an de 40er Joren zréck. D'Bewäertunge sinn net méi adaptéiert ginn. Si si vläicht souguer net méi an Aklang mat der Verfassung.

Am Kader vun dem Gesetzesprojet iwwert de «pacte logement» kënnen d'Gemengen zwar kuerzfristeg méi geziilt verschidden Immobilië besteieren an doduerch och méi Recettë kréien. Mä mëttelfristeg komme mir an der Logik vun enger steierlecher Equitéit an enger zäitlech ugemoossener Einnahmequell fir d'Gemengen net laanscht eng generell Neibewäertung vun den Immobilien.

Wann dat politesch gewollt ass, da muss och d'Steierverwaltung dann déi dofir néideg Moyenë kréien.

3) D'Gewerbesteier: Fir vill Leit ee Buch mat siwe Sigelen an eng Gesetzgebung, déi gréisstendeels nach aus dem Joer 1936 staamt. Dës Steier gouf am dackste punktuell kritiséiert. Déi aktuell Gewerbesteier beinhalt keng ekologesch Komponent. Dës Steier huet am Sënn vun de Gemengefinanzen awer och hir Mériten. Si gëtt de Gemengen een Ureiz, fir iwwerhaapt d'Betriber bei sech opzehuelen. Duerch deen interne Péréquatiounsprinzip geschitt och eng Ëmverdeelung vun engem Deel vun der Gewerbesteier tëschent de Gemengen.

Dass dëst net ëmmer am Goût vun alle Gemengepäpp ass, versteet sech. Et wier awer menger Meenung no falsch fir den aktuelle System vun der Gewerbesteier einfach ofzeschafen an de Gemengen zum Beispill en Deel vun der Kierperschaftssteier, déi op hirem Gebitt ufält, ze ginn. Well doduerch géif d'Ongläichgewiicht tëschent de Gemengen, déi Betriber bei sech hunn, an deenen aneren nach verstäerkt ginn.

Zënter 2004, also nodeems bei der leschter Steierreform de sougenannten Taux d'assiette bei der Gewerbesteier vu 4 op 3% erofgesat gouf, ass d'Gewiicht vun der Gewerbesteier un den uerdentlechen Einnahme vun de Gemenge vill manner staark wéi an deenen zéng Joer virdrun. De Rapport ass däitlech zugonschte vun der Dotation de l'État gekippt. De Péréquatiounsprinzip tëschent de Gemenge kënnt duerfir vill méi staark zum Droen.

Ee méi enkt Ubanne vun de Gemengeneinnahmen un déi courant Recettë vum Stat mat dem Objektiv vun engem Verhältnis vu 25% géif dem Stat eng méi grouss Marge ginn an engem Kontext vun internationaler Steierkompetitivitéit. Esou kéint een, wann néideg a gewollt, den Taux d'assiette vun der Gewerbesteier wéi schonn 2002 ëm e weidere Prozent erofsetzen, wat opgrond vun den ënnerschiddlechen Hebesätz jee no Gemeng eng Entlaaschtung fir e Betrib vun 2,5 bis 3% géif ausmaachen. Dat feelend Steieropkommes fir d'Gemenge kéint dann duerch eng Bedeelegung un anere Steiereinnahme vum Stat kompenséiert ginn.

4) D'Dotation de l'État: Dëst ass mëttlerweil déi Haaptzouwendung vum Stat un de Gemengesecteur. Si gëtt bekanntlech niewent engem sougenannten «montant forfaitaire», gréisstendeels duerch en Undeel un der Akommessteier, een Deel vun den TVA-Recetten an engem Pourcentage vun der Autossteier gespeist, an dann no engem interne Péréquatiounsschlëssel un d'Gemenge verdeelt. Well d'TVA- an d'Lounsteierrecetten an deene leschten dräi Joer kräfteg beim Stat geklomme sinn, ass d'Dotation de l'État deementspriechend an d'Luucht gaangen. Si beleeft sech fir 2008 op geschate 622 Milliounen Euro.

Och wann d'Festleeung vum sougenannten «montant forfaitaire» net ëmmer ganz novollzéibar ass, esou bleift d'Dotation de l'État insgesamt ee gudde Finanzéierungsmechanismus. En huet den Avantage vun der Flexibilitéit. Esou ass den Niveau vun der Bedeelegung un der TVA, der Akommessteier an der Autossteier moduléierbar. Jee no Bedarf an am Sënn vun enger méi grousser Diversitéit, kéint och eng Bedeelegung un aner Steierquellen, wéi virdrun ugefouert, an d'Ae gefaasst ginn. Am Kader vun enger Territorialreform kéint een doriwwer nodenken, fir en Deel vun der Dotation de l'État, e sougenannten «Préciput» ze reservéieren, fir verstäerkt regional Zesummenaarbechte vun de Gemengen am Sënn vum IVL ze förderen.

5) D'Subsiden: D'Gemenge kréie vum Stat Subsiden, fir en Deel vun hiren Investitiounen ze finanzéieren. Am Sënn vun de complémentairë Missioune vu Stat a Gemengen, wéi uganks gesot, ass dat prinzipiell berechtegt. Et wär wënschenswäert wann déi Subsiden, fir eenzel Investitiounsberäicher generell, fir all d'Gemengen no deeneselwechte Kritäre géifen accordéiert ginn, ähnlech dem Modell wéi et fir de Précoce an d'Maisons relais haut gutt funktionéiert, wou ee feste Betrag pro Plaz bezuelt gëtt.

Dës Subside sollen dann och no engem festen Zäitplang zügeg ausbezuelt ginn. Dem Statec no huet eleng am Joer 2006 de Gemengesecteur iwwert 30 Milliounen Euro staatlech Subside préfinanzéiert. Een einfach novollzéibare Subsidemechanismus mécht fir d'Gemenge vun Ufank un d'Planung méi sécher a jiddferee gëtt fir déiselwecht Investitioun d'selwecht behandelt. Ech sinn der Meenung, datt déi intern Péréquatioun tëschent de Gemengen haaptsächlech iwwert déi net affektéiert Zouwendunge soll geschéien, a manner iwwer ënnerschiddlech Subsidentauxen.

Et kann een deem entgéinthalen, dass da verschidde Gemengen hire Bierger net méi alles kënnen ubidden. Ma do stellt sech dann d'Fro vun der sougenannter «Masse critique» vun de Gemengen. Eist Land brauch keng 116 Gemengen, wou et engem Deel haut schonn un eegene Mëttele feelt, fir hire Bierger eng Rei vu Basisfunktiounen ze bidden. Eng Territorialreform mat manner Gemengen, mä Gemenge vun enger gewësser Gréisst, huet duerfir eng absolut Prioritéit. Feelend Infrastrukturen am Land kéinten an engem regionale Kontext punktuell geschafe ginn a staatlech geziilt cofinanzéiert ginn. Et kéinten zousätzlech dezentral Aktivitéitszone geschafe ginn, wou dann all Gemengen eege fiskal Einnahmen hätten. De Gruef tëschent sougenannten „räichen" an „aarmen" Gemenge géif manner grouss ginn. Déi öffentlech Finanzmëttele kéinten um lokalen Niveau méi effikass agesat ginn.

Här President, eis Gesellschaft huet sech verännert. D'Usprëch vun de Bierger op lokalem Plang sinn awer anerer wéi virun 20 oder 30 Joer. Eis Gemenge musse sech den neie Besoinë vun de Bierger upassen. Si brauchen dofir déi néideg finanziell Moyenen. Eist Land muss sech an engem Zesummespill vu Stat a Gemengen där Erausfuerderung stellen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Roth. Elo huet den Här Budgetsminister Luc Frieden d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech géing fir d'éischt gären am Numm vun der Regierung all deene Kolleege Merci soen, déi zum Budget geschwat hunn. Dat ass, esou wéi ech gesot hunn, ëmmer eng Geleeënheet, fir iwwer ganz vill Beräicher vun der Politik ze schwätzen, well de Budget d'Grondlag ass zu bal alle Felder vun der Gestaltung vun eiser Gesellschaft. Duerfir sinn och hei eng ganz Rei Iddien opbruecht ginn, déi sécherlech och wäerten Afloss fannen an d'Reflexioun, déi mer a verschiddene Beräicher musse maachen.

Ech mengen nach eng Kéier, datt dat och ee vun den Ziler ass, déi all Budgetsrapporteur a sengem Rapport huet. Duerfir géif ech och hei nach eng Kéier wëllen der Budgetsrapportrice fir hir Aarbecht, net nëmmen am Budgetsrapport selwer, mä och an deene Méint virdrun, wou ech déi Punkte ganz oft mat hir diskutéiert hunn, déi si och wollt an hirem Rapport uschwätzen, Merci soen.

E Budgetsrapport hält net op deen Dag, wou en an der Chamber presentéiert gëtt, esou wéi och déi Budgetsrapporte virdrun, déi selbstverständlech och nach ëmmer Elementer dran hunn, déi ëmmer erëm och an der Diskussioun erëmkommen. Duerfir ass dat schonn eng Beräicherung vun der Gestaltung vun der Politik hei zu Lëtzebuerg.

Ech géif nach eng Kéier wëllen hei soen, och opgrond vun deenen Interventiounen, déi ech héieren hunn, datt mer gesond öffentlech Finanzen hunn. D'Tatsaach, an dat ass hei net contestéiert ginn, datt mer virum Zil vun 2009 d'öffentlech Finanzen - dat heescht Stat, Gemengen a Sécurité sociale - erëm am Équiliber hunn, ass d'Resultat vun enger konsequenter Spuerpolitik kombinéiert mat enger staarker wirtschaftlecher Croissance. An doduerch, datt mer haut +0,8% vum Bruttoinlandsprodukt hu bei den öffentleche Finanzen - wa mer souguer d'Steierreduktioun net gemaach hätten, hätte mer nach e gutt Stéck méi -, ech mengen, dat ass eng Politik, déi mer musse viruféieren.

Zu de gesonden öffentleche Finanze muss een allerdéngs dräi Elementer kucken. Et muss ee kucken: den Defizit oder d'Absence vum Defizit, a mir hu keen Defizit; 2. mir musse kucken déi niddreg Schold, mir hunn eng Statsschold vu manner wéi 7% vum Bruttoinlandsprodukt - oder öffentlech Schold besser gesot, well och do musse mer d'Loi de garantie, d'Gemengeschold alles mat berücksichtegen -; a mir hu Reserven.

Duerfir géif ech gären dozou nach eng Kéier eppes soen, well dat hei an der Diskussioun zum Deel falsch presentéiert ginn ass. Mir hunn d'Reserven an deene leschte Joren erëm substanziell opgestockt. Net fir kuerzfristeg Politik ze maachen, mä well mer gären domadder déi Investitiounsprojeten, déi mer décidéiert oder geplangt hunn, och an deenen nächste Jore finanzéieren. D'Reserve sinn haut méi héich wéi 1999. Si si bësse manner héich wéi uganks de Joren 2000, wou mer se eng Kéier nach méi héich opgestockt haten. Do hu mer ës e bësse méi gebraucht. Elo si se erëm gutt opgestockt ginn. Duerfir ass dat eng Politik fir déi zukünfteg Legislaturperioden. Dorobber sollte mer am Fong stolz sinn. An déi Politik sollte mer och viruféieren. Déi musse mer och viruféiere mat eventuellen Iwwerschëss am Joer 2007, an och an deene Joren duerno.

Duerfir ass d'Presentatioun, déi gëschter hei vu Verschiddene gemaach ginn ass - oder virun allem vun engem; dat war d'Interventioun vun der ADR -, fir hei ze soen, datt d'Fongen 2008/2009 eidel wären, einfach faktesch falsch. Ech hu gesot, datt mir 2009, wann ech all d'Avoirë vun de Fongen zesummekucken, iwwer 400 Milliounen an deenen Avoiren hunn, an datt mer mat den Iwwerschëss, déi mer och an dësem Joer kënnen affektéieren, bis 2010 einschliesslech schonn all d'Investitiounsausgaben, déi mer do hunn, getätegt hunn.

Duerfir, Här President, wann Der géint d'Traditioun géift an Ärem Analyteschen, wéi dat gëschter hei gefuerdert ginn ass, en Tableau presentéieren, da géif ech bieden an deem Fall och dësen Tableau mat ze publizéieren. Ech halen net dorobber. Ech hale just drop wann och aner Tableauen am Analytesche presentéiert ginn, wou ee ganz genee gesäit, Fong fir Fong, wivill d'Avoirë si bis 2011. Fir datt ee ganz kloer ka gesinn, ob déi Aussoen, déi gëschter hei gemaach gi sinn, der Realitéit entspriechen oder net.

An eise Fonge si scho bis 2010 einschliesslech all d'Ausgabe couvréiert. Déi eenzeg zwee Fongen, déi dann 2009 en Defizit hunn, sinn de Fonds pour la gestion de l'eau an de Fonds pour la loi de garantie, wat am Fong Remboursementer sinn. Déi zwee Fonge wëlle mer och nach am lafende Joer mat Iwwerschëss dotéieren, esou datt och dann 2009 scho kee Fong e Minus huet.

Duerfir wollt ech Iech, Här President, dat ginn. Wann dat net publizéiert gëtt, da soll een dat de Membere vun der Finanzkommissioun wann ech gelift weiderginn.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Dir eng Zwëschefro vum honorabelen Här Gibéryen?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wollt den Här Minister just froen, ob aus deem Tableau och ervirgeet, wéi vill Emprunten an de Fonge sinn. Well et war dat, wat ech gëschter gesot hunn: Ech hunn net gesot, et wier näischt an de Fongen; ech hu gesot, wann een d'Emprunten aus de Fongen erausrechent, dann ass näischt méi dran, an dat sinn déi Chifferen, déi ech dem Rapport vun der Cour des Comptes entholl hunn.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Do si selbstverständlech och d'Emprunten dran, an déi Emprunten, déi hu mer jo contrairement zu all den Nopeschlänner an deene Joren extrem niddreg gehalen. Dat heescht, déi éischt Jore no 2000 hu mer iwwerhaapt keen Emprunt gemaach, a fir déi nächst Joren hu mer just 100 Millioune geléint fir de Fonds des routes an 100 Millioune geléint fir de Fonds du rail, well dat Projete sinn, déi fir déi nächst Generatioune sinn.

An duerfir kommen ech dann zur Statsschold. Mir hunn déi niddregste Statsschold a ganz Europa. Déi betrëfft um Niveau vun dem...

(Interruption)

Jo, ech kommen nach dorobber zréck, well och do hutt Dir gëschter Saache gesot, déi grondfalsch sinn.

D'öffentlech Schold betrëfft 7% vum Bruttoinlandsprodukt. Mir wëssen, datt de Maximum an der Eurozon, deen erlaabt ass, 60% vum PIB ass. Mir si bei 7%. Mir hunn och guer net wëlles dohinner ze kommen a mir bleiwen och bei 7%.

Mä, wa mer d'Statsschold eleng kucken, do wou d'Chamber d'Autorisatioun gëtt, da gesi mer, datt d'Bruttoschold vum Stat fir de Moment sech op 494 Milliounen Euro beleeft, dat sinn 1,5% vum Bruttoinlandsprodukt, an dann ass gëschter hei gesot ginn, datt déi Statsschold absolut net couvréiert wär.

Ech soen Iech, datt all déi aner Länner iwwerhaapt kee Fonds de la dette hunn. Mir speisen och weider, esou wéi mer dat an der Vergaangenheet gemaach hunn, mat méiglechen Iwwerschëss dee Fong vun der Dette, fir datt, wann an zéng, 15, 20 Joer déi Schold zréckbezuelt muss ginn, dann och eppes an deem Fong ass.

An duerfir wollt ech Iech soen, datt dëse Fong och am lafende Joer erëm dotéiert ginn ass. Um Ufank vun dësem Joer hate mer 95 Milliounen am Fonds de la dette. Mir hunn en dëst Joer alimentéiert mat 48 Milliounen aus dem normale Budget a 50 Milliounen iwwert d'Mehreinnahmen, déi

während dem Joer erakomm sinn. Déi Politik wëlle mer och weiderfueren.

Ech mengen, datt et richteg ass, datt een och elo scho Suen op d'Säit leet, fir a ville Joren déi Dépense, déi Schold zréckzebezuelen, mä mir maachen nëmme Schold fir laangfristeg Investitiounsausgaben.

Et bleift zu Lëtzebuerg bei enger niddreger Statsschold, well soss mussen déi nächst Generatiounen déi Schold zréckbezuelen a si mussen eng grouss Zënslaascht bezuelen, an dat wëlle mer net.

Et bleift also derbäi, d'Reserve ginn opgestockt, d'Statsschold bleift niddreg, a mir hätte gär bei den öffentleche Finanzen en équilibréierten Haushalt, dat heescht wa méiglech en Iwwerschoss. Et wär gutt, wa mer en Iwwerschoss hätten, deen nach méi héich wär. Duerfir deelen ech d'Meenung vun der Zentralbank, datt et am Fong gutt wär, wa mer nach méi en héijen Iwwerschoss hätten.

Den Här Goerens huet mer déi Fro gestallt: Fir dee méi héijen Iwwerschoss par rapport zum PIB ze hunn, dat wär wënschenswäert. Ech soe just, wann een dat wëllt a wa mer dat all zesumme wëllen, da kann een net am gläichen Otemzuch och massiv Steierreduktioune fuerderen, well eisen Iwwerschoss vun 0,8% vum PIB wier nach méi héich, wa mer net déi Reduktioun vun de Steiere bei de Privatpersounen a bei de Betriber dëst Joer gemaach hätten.

Déi 300 Milliounen, déi dat als Mindereinnahmen erabréngt, dat sinn 1% vum PIB. Mir hätten also 1,8% vum PIB Iwwerschoss, wa mer net dofir gesuergt hätten, datt souwuel d'Privatleit wéi d'Betriber d'nächst Joer manner Steiere bezuelen.

Eist Zil muss et awer sinn, och wéinst deene laangfristege Finanzéierungsschwieregkeeten, déi mer hunn, datt mer och kucken, weider d'Statsfinanzen net nëmmen am Equiliber ze hunn, mä méi en héijen Iwwerschoss nach ze hunn. Dat ass awer net ganz einfach an dat kritt een och net kuerzfristeg hin.

Mä wat hu mer gemaach? Mir hunn eng Rei Automatismen op der Dépensesäit gebremst, datt se also net esou schnell an d'Luucht ginn, a mir hunn derfir gesuergt, datt mer aner Dépensen étaléiert hunn iwwer eng länger Zäit.

Mir hunn zum Beispill d'Investitiounsausgabe strikt no Plang ausgeféiert, mä mir hu se op engem héijen Niveau gehalen, mä par rapport zum PIB si se net gewuess. Si belafe sech op 4%, 4,1% vum Bruttoilandsprodukt, dat sinn 1,6 Milliarden Euro. Dat wëlle mer och an deenen nächste Joren net méi uwuesse loossen, fir domadder d'Statsfinanzen net extra ze belaaschten.

Grondsätzlech ass dee Budget hei net a Fro gestallt ginn. De Budget ass a senger Zilrichtung vun deene meeschte Kolleegen heibannen approuvéiert ginn. An den Elementer bannendra koume selbstverständlech ënnerschiddlech Positiounen.

Ech sinn och frou, datt eng Rei Kolleegen iwwert déi laangfristeg Obligatioune vum Stat geschwat hunn - och elo an där leschter oder zweetleschter Interventioun, där vum Kolleeg Carlo Wagner. Ech mengen, et ass richteg, datt mer eis iwwert d'Finanzéierung vun der Sécurité sociale Gedanke maachen. Och d'Budgetsrapportrice, och de Fraktiounspresident vun der CSV ass op déi Problematik agaangen.

Just musse mer dann alleguerten - an dat war am Fong mäi Message och d'lescht Woch - och dozou Responsabilitéit bekennen an de Leit och soen, net datt herno keng Pensioun méi géif ausbezuelt ginn, mä datt mer en enorm staarke Wirtschaftswuesstum brauchen, fir deen héijen Niveau vun de Pensiounen och no 2020, 2030 ze halen.

An duerfir wëllt d'Regierung jo net vun haut op muer do alles ëmänneren, wéi heiansdo gesot gëtt, mä mir fannen, datt mer mussen eng Diskussioun doriwwer féieren, wéi eng Schrauwe mer liicht unzéie kënnen, fir datt mer herno nach Pensiounen hunn, déi op engem räsonnabelen Niveau sinn, mä wou mer iwwer Elementer vu Cotisatioun, vun Durée vu Cotisatioun, vu Finanzéierung vun de laangfristegen Ausgabe musse kënnen diskutéieren.

An duerfir hunn ech d'lescht Woch zu Recht gesot, datt ech gären hätt, datt all Partei dozou Faarf bekennt. An duerfir kann ech och am Numm vun der Regierung soen, datt déi Motioun, déi den Här Wagner hei abruecht huet, net géint d'Politik vun der Regierung ass, ganz am Géigendeel. Ech mengen, et wär gutt, wann d'Parteie géifen eng Meenung dozou hunn.

Ech géif vläicht proposéieren, datt ee géif am Dispositif vun där Motioun net schreiwen «dans toutes les discussions». Ech mengen, et ass un dem zoustännege Minister fir ze kucken, bei wéi enge Gespréicher hien d'Parteien dobäihëlt. Mä ech mengen, et ass eng Flicht vun de Parteien, déi eng responsabel Politik wëlle maachen, an deenen nächste Méint a Joren ze soen, wéi si dann d'Gestaltung vun der laangfristeger Finanzéierung vun der Sécurité sociale gesinn, wat e Problem ass, deen an all den entwéckelte Länner besteet, also och zu Lëtzebuerg, an deen hei nach méi staark besteet, well mir ganz vill Aarbechtsplazen an de leschte Jore geschafen hunn a vill jonk Leit hunn, déi elo schaffe ginn an déi herno eng Pensioun musse kréien. Also mengen ech wier et gutt, wann d'Parteien och an iergendenger Form géifen un deenen Diskussioune bedeelegt ginn.

Duerfir géif ech proposéieren, datt ee bei «dans toutes les discussions» dat Wuert «toutes» géif sträichen, an da géif d'Regierung a virun allem de Minister vun der Sécurité sociale kucken, eng Form ze fannen, fir och mat deenen eenzelne Parteien déi dote Gespréicher ze féieren.

An deem Sënn wollt ech all deene Kolleege Merci soen, déi d'Budgetspolitik vun der Regierung ënnerstëtzen. Et ass eng Politik, déi zum Zil huet, en équilibréierte Statshaushalt ze hunn. Et ass eng Politik, déi awer och wëllt op Virsiicht weiderhi baséieren.

Ech mengen, datt déi grouss Schwieregkeet bleift, datt d'Statseinnahmen héich sinn, mä datt se fragile bleiwen. Ech wëll lech soen, datt, wa mer d'Statseinnahme kucke vum Joer 2007, dann hu mer ugangs Dezember elo d'Einnahmen eran, déi mer eis virgeholl hate fir d'Joer 2007. Dat heescht, Enn November hu mer quasi d'Steieren eran, déi am Budget ugeschloe waren, deen d'Chamber d'lescht Joer gestëmmt huet. Beim Mount Dezember muss een elo kucken, wat dee bréngt.

Et gesäit een och do relativ Ënnerscheeder. Zum Beispill ass d'Kierperschaftssteier eréischt zu 85% dobannen. Dat heescht, do si ronn 1,1 Milliard erakomm. Mir haten 1,3 Milliarden am Budget stoen. D'TVA awer ass dëst Joer relativ gutt gelaf. Mir hu bis elo schonn 112% vun der TVA eran, dat heescht, bal zwou Milliarde sinn do erakomm, an et waren 1,75 Milliarden am Budget virgesinn.

Mä wann ech all Steieren zesumme kucken, hu mer d'Steieren erakritt, mä et bleift déi grouss Onsécherheet, well mer vun engem Secteur virun allem ofhänken, engem Secteur, deen international ass, dat ass de Bankesecteur, iwwert deen zu Recht, wéi ech fannen, den Här Thiel de Moien nach eng Kéier geschwat huet. Dat ass e Secteur, dee vun externe Facteuren ofhänkt, vun Evénementer op den internationale Boursen. Also kann een net soen, elo schreiwe mer einfach d'nächst Joer an de Budget vill méi Steieren an, well dat kann dono schifgoen.

Mir wëllen an eiser Budgetspolitik eng virsiichteg Budgetspolitik maachen. An nach eng Kéier: Ech gi léiwer dofir kritiséiert, datt mer d'Steiereinnahmen ze niddreg agesat hätten, wéi ze héich. Wa Méieinnahmen erakommen, da ginn déi un d'Investitiounsfonge fir d'laangfristeg Finanzéierung vun Investitioune vun Infrastrukturen, déi eist Land brauch. Déi Politik hu mer gemaach, mat där Politik wëlle mer weiderfueren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun den Debatten ukomm, sauf datt den Här Carlo Wagner nach d'Wuert freet. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Jo, Här President, den Här Minister Frieden huet d'Propositioun gemaach, wat d'Motioun ubelaangt, fir «toutes les discussions» erauszehuelen. Also, ech muss soen, ech verstinn, datt de Minister och wëllt emol vun Zäit zu Zäit mat deem een oder mat deem aneren diskutéieren. Dat wëlle mer jo net verhënneren.

Dat, wat mer wëlle verhënneren, dat ass, datt elo op eemol mat de Partenaires sociaux Accordë getraff géife ginn, egal wéini, an datt mer déi géife virgeluecht kréien, an da „Vogel friss oder stirb".

Ech géif duerfir proposéieren, wann den Här Minister domat averstanen ass, fir «toutes les discussions» erauszehuelen an ze ersetzen duerch «les discussions les plus importantes». Da si mer eis eens.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que la table ronde de 2001, «Rentendësch», sur le système des pensions du secteur privé avait réuni des représentants des partis politiques, des syndicats, du Gouvernement et du patronat;

- considérant qu'aux termes de ses travaux, le «Rentendësch» a réussi à présenter une déclaration finale reprenant les différentes positions et les points sur lesquels un consensus s'est dégagé pour la plupart des participants;

- considérant qu'en date du 28 avril 2006 le Comité de Coordination tripartite a retenu la mise en place d'un groupe de réflexion ayant «pour mission d'élaborer des propositions pour assurer la viabilité à long terme des régimes de pension et d'étudier les différentes mesures qui pourront être envisagées pour garantir cette viabilité à long terme et pour adapter le système des pensions aux évolutions liées aux changements dans le déroulement des carrières professionnelles, au vieillissement démographique et à son impact sur la durée du temps de travail à vie»;

- constatant que ce groupe de réflexion vient d'entamer ses travaux;

- regrettant qu'elle est tenue à l'écart de ces travaux;

- se ralliant à la recommandation de la COFIBU formulée dans son rapport relatif au projet de loi N°5800 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 et qui préconise «d'associer de très près la Chambre des Députés à toutes les réflexions concernant les risques et perspectives de notre système des pensions et de la sécurité sociale»,

invite le Gouvernement à

- inclure, à l'instar du «Rentendësch» 2001, les partis politiques représentés à la Chambre des Députés dans les discussions les plus importantes visant à assurer la pérennité de l'assurance pension à long terme.

(s.) Carlo Wagner, Félix Braz, Lucien Clement, Gast Gibéryen, Lydia Mutsch.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn um Enn vun den Debatte vum Budget ukomm.

2. Ordre du jour

Op Propositioun vum Minister zoustänneg fir de Budget, dee suggéréiert huet, ob mer net de Budget haut solle stëmmen, hunn ech d'Fraktioune consultéiert, an déi sinn net ofgeneigt, fir dat ze maachen. Wann Der domadder d'accord sidd, da kéinte mer de Vote fir haut de Mëtteg ufanks der Sitzung virgesinn, à moins datt dat anescht gewënscht ass.

Une voix.- An direkt?

M. le Président.- Et sinn eng Partie Kolleegen net hei, déi haut de Moien a Conseile sinn, wou se och Budgeten ofstëmmen. Duerfir géif ech soen, mir sollten haut de Mëtteg ofstëmmen, wann d'Chamber domat d'accord ass.

(Assentiment)

Ech gesinn, d'CSV-Fraktioun ass domadder d'accord. De liberale Grupp ass d'accord.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech sinn och d'accord.

(Hilarité)

M. le Président.- D'Sensibilitéite sinn d'accord. Déi Gréng sinn d'accord.

Här Fayot, ass dat an der Rei?

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer eis net eens sinn, fir en haut de Mëtteg ze stëmmen, da stëmme mer en d'nächst Woch. Ech hu kee Problem domat. Ech hu just hei opgegraff, wat de Minister an d'Fraktioune gesot hunn.

Plusieurs voix.- Mir sinn eis eens. Mir si mat Ärer Propositioun d'accord.

M. le Président.- Jo, mä ech mengen, den Här Fayot ass net domat d'accord.

Une voix.- Dach, den Här Fayot ass domat d'accord.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Souguer ech sinn domat d'accord.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, da si mer eis eens: Mir stëmmen haut de Mëtteg am Ufank vun der Sitzung um hallwer dräi iwwert de Statsbudget fir d'nächst Joer of. Domat si mer um Enn vun dëser Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.14 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 17

Mercredi, 12 décembre 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

1. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)

- *Discussion générale (suite): Mme Lydia Mutsch, rapportrice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 modifiée adoptée*

2. Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le Kosovo à l'issue du Conseil «Affaires générales et Relations extérieures» (CAGRE), suivie d'un débat

- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*
- *Débat: M. Ben Fayot, M. Laurent Mosar, M. Charles Goerens, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. le Ministre Jean Asselborn*

3. 5692 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Dépôt d'une motion par M. Claude Adam

- *M. Claude Adam dépose une motion relative aux moyens financiers de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK).*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eis eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Wann dat net de Fall ass, da kënne mer, esou wéi mer dat haut de Moien ugekënnegt haten, zum Ofschloss vun de Budgetsdebatte kommen, déi doranner bestinn, dass mer e Vote iwwert de Statsbudget maachen.

Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

1. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Här President, ech wär frou, wann ech als Rapporteur nach eng Minutt kéint Positioun zu den Debatten huelen.

M. le Président.- Fir e Rapporteur, dee sech vill Méi ginn huet an dee gutt Aarbecht geleescht huet, muss een ëmmer hei an der Chamber Prioritéit araumen, obschonns mer dat haut de Moien hätte kënne maachen, well mer dunn Zäit haten.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Dir waart ze schnell, Här President, haut de Moien.

(Hilarité)

M. le Président.- Gutt, da loosse mer zu eise Regelen eng Exceptioun maachen an der Madame Mutsch d'Wuert nach eng Kéier ginn.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Et kann een der Madame Mutsch dat schlecht ofschloen.

Discussion générale (suite)

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Villmools Merci, Här President! Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt zum Ofschloss vun dëse Budgetsdebatten, wou ech frou war, dass de Budgetsminister déi ganzen Zäit derbäi war an zu engem grousse Deel och déi aner Vertrieder vun der Regierung, menge Kolleege Merci soe fir déi ganz flott a konstruktiv Debatten, déi mir och als Rapporteur ganz vill bedeit hunn. Ech war och ganz besonnesch frou, dass eng ganz Rëtsch vun deenen Themen, wou ech mengen, dass se eis bei eisen Diskussioune ronderëm d'Zukunft vum Land wäerte prioritär an deenen nächste Méint a Jore beschäftegen, och en Thema an allen hei an der Chamber vertruedene Fraktioune waren.

Ech denke virun allem un d'Landesplanung, ech denken un d'Vereinbarkeet vu Beruff a Famill an ech denken un all déi Froe ronderëm d'Formatioun a ronderëm d'Ganzdagsbetreiung, déi jo maassgeblech mat dozou bäidroe fir eng besser Vereinbarkeet vu Famill a Beruff ze fannen.

Ech sinn awer och der Meenung - an dat ass scho meng lescht Remarque, déi ech op dëser Plaz nach eng Kéier wollt maachen -, dass, wa mer iwwert d'Nohaltegkeet schwätzen, an all déi ugefouert Theme sinn en Deel vun der Debatt ronderëm d'Nohaltegkeet, dann och eendeiteg eis öffentlech Finanzen zu där Diskussioun vun der nohalteger Entwécklung gehéieren.

Ech sinn duerfir mat deem nächste Budgetsrapporteur ganz gespaant op déi Etüd, déi mer wäerte kréie vum Conseil supérieur du développement durable ronderëm d'Nohaltegkeet vun eisen öffentleche Finanzen. Dat ass ganz wichteg. Zu där Fro gehéiert och eng Evaluatioun, déi mer a mengen Ae ganz regelméisseg an der Chamber musse maachen, wou mer dru sinn. Ech wäert och duerfir an der Zukunft an der Finanzkommissioun mat dofir antrieden, dass mer am A behalen, wéi sech eis öffentlech Finanzen entwéckelen a virun allem wou mer an deenen nächste Méint a Jore wäerten eis politesch Jalonë leeën, dat am Respekt vun enger virsiichteger Finanzpolitik, déi mer hei wëlle bedreiwen.

Merci, Här President, dass Der mer als Rapporteur nach eng Kéier ofschléissend d'Wuert ginn hutt an nach eng Kéier Merci fir déi ganz flott Diskussioun, déi ech och als Rapporteur gäre mat op de Wee huelen.

Villmools Merci!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Statsbudget vum Joer 2008. Den Text steet am Document parlementaire 5800[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Statsbudget ass ugeholl, Här Minister Frieden, mat 38 Jo-Stëmmen, bei 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

(Brouhaha général)

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Une voix.- Neen!

(Assentiment)

M. le Président.- Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1 modifiée

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi haut de Moien déposéiert ginn ass, déi vum Här Frieden kommentéiert ginn ass.

Vote

Mir hätten och kënne par main levée ofstëmmen, well d'Motioun ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert de Kosovo. Dëst no der Réunioun vum Conseil «Affaires générales et Relations extérieures». Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

2. Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le Kosovo à l'issue du Conseil «Affaires générales et Relations extérieures» (CAGRE), suivie d'un débat

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, zënter dem 10. Dezember si mer jo an enger kruzialer Phas, wat de Kosovo ugeet. De Kosovo, wann een dat Wuert seet, dee Begréff seet, dann associéiert een dat u Krich um Balkan, un den Zesummebroch vun Exjugoslawien, awer och u Verdreiwung, un ethnesch Säuberungen, virun allem och u Flüchtlingen, wéi mer dat jo hei zu Lëtzebuerg wëssen.

Et ass awer och e Wuert an e Begréff, deen net lasszetrennen ass vun Europa, vu Stabilitéit um Balkan a vun enger europäescher Perspektiv fir de Balkan. Ech wëll vläicht an enger Minutt e puer Saache soen iwwert d'Geschicht vum Kosovo, ouni kënne selbstverständlech an d'Déift ze goen.

Kosovo hat an Exjugoslawien zënter 1974 eng ganz grouss Autonomie. De Milošević huet dës Autonomie lues a lues awer drastesch reduzéiert, a mir wëssen, dass 1999 ethnesch Säuberungen, Vergewaltegungen, Verdreiwung stattfonnt hunn. Eng Millioun Kosovaren hunn deemools d'Land verlooss. Et waren 10.000 Doudeger op der Säit vun den Albaner, déi am Kosovo liewen, an och 3.000 Victimen op serbescher Säit, déi ee selbstverständlech net däerf vergiessen. Et sinn 200 Moscheeë futti geschloe ginn, bis d'NATO agegraff huet. A mengen Aen zu Recht, op Basis vum Prinzip vum Devoir d'ingérence, wann Akte gemaach gi géint déi elementar Mënschewürd, déi och vun Terrorismus a vu Grausamkeete gezeechent waren.

Du koum et den 10. Juni 1999 zu där Resolutioun, eng vun deene bekannteste Resolutioune vun der UNO op der Welt, der 1244, déi décidéiert huet, dass d'Gewalt muss gestoppt ginn, dass am Kosovo muss désarméiert ginn. Et ass och an där Resolutioun 1244 zréckbehale ginn, dass eng international Presenz am Kosovo muss op d'Bee gestallt ginn. Dat ass eng duebel Presenz. Dat ass engersäits d'UNO, d'KFOR; 17.000 Zaldoten aus aller Welt sinn am Numm, also och op Mandat vun der UNO agesat ginn an d'UNMIK. Dat heescht, de Kosovo ass ënnert d'Administratioun vun der UNO gesat ginn.

Här President, de Kosovo haut, dat sinn 2,2 Millioune Leit. Et ass een Territoire véiermol méi grouss wéi Lëtzebuerg. 40% vun der Populatioun hu manner wéi 20 Joer, 50% vun der Populatioun hu manner wéi 25 Joer. Et sinn 88% Albaner, 7% Serben, 5% Minoritéiten, Roma virun allem, Bosnier an Türken. Kosovo haut ass awer och ee Gebilde um ekonomesche Plang mat bis zu 60% Chômage an deene meeschte Regiounen.

Wa fir d'Léisung vun der Kosovo-Fro d'UNO-Resolutioun 1244 d'Basis ass, esou huet dach d'Europäesch Unioun eng ganz grouss Responsabilitéit, aus zwou Ursaachen:

Éischtens, de Kosovo läit an Europa, geographesch gesinn. E läit 50 Kilometer vun de Grenze vun Europa ewech.

Zweetens, well jo Europa, d'Europäesch Unioun, e Friddensprojet ass, a well d'Europäesch Unioun als Friddensprojet am Joer 2003 zu Saloniki um Conseil deem ganze Balkan eng europäesch Perspektiv ginn huet, doraus ergëtt sech, dass d'Europäesch Unioun eng ganz spezifesch, eng ganz speziell Positioun huet an der ganzer Debatt ëm de Kosovo.

Wann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Status quo keng Léisung ass - dat soen net d'Europäer, dat seet de Ban Ki-moon, de Generalsekretär vun der UNO -, wann de Statut vum Kosovo net dee ka sinn, deen e virun 1999 war - dat seet d'EU ënnert der Lëtzebuerger Présidence, awer och am Accord mat den deemolegen a mat den heitegen Autoritéiten a Serbien, virun allem awer nodeem d'Gespréicher vun der Troika gescheitert sinn; déi berühmten

Troika, déi Der kennt, dat ass Russland, Amerika an Europa, wou fir Europa den Ambassadeur Ischinger verhandelt huet -, wann also no deenen 120 Deeg, déi mer als Europäesch Unioun jo erausgeschloen haten, fir déi zwou Säiten, Kosovaren an Albaner, nach eng Kéier beienaner ze bréngen, kee Resultat ze verzeechnen ass, dann ass dat net eng Affär - an den Ambassadeur Ischinger sot et nach d'leschte Méindeg - vun der Zäitschinn, mä ganz kloer de politesche Wëllen.

De Wëllen tout court huet gefeelt, fir zu engem Accord ze kommen, obscho jo de Martti Ahtisaari am Numm vun der UNO erëm eng Kéier während 18 Méint versicht huet, eng Propositioun op den Dësch ze leeën an dat jo och gemaach huet.

Wann also mer alleguerten déi Faiten do considéréieren, da komme mer zur Konklusioun, dass d'international Gemeinschaft - leider si! - muss hir Responsabilitéit iwwerhuelen a speziell d'EU hir Responsabilitéit muss iwwerhuelen, well et net zu engem Accord komm ass vun deenen zwou Säiten, Kosovaren a Serben, wat selbstverständlech der internationaler Communautéit d'Liewe vill méi einfach gemaach hätt.

Nun, Här President, mir kennen d'Positioun vu Russland. Déi ass bekannt. Russland seet, et muss weiderverhandelt ginn, och wann dat nach Joren, eng hallef Dose Joren oder zéng Joer dauert, bis op béid Säiten een Accord sech erausschiele kéint. Russland steet fir de Status quo fir eng laang Zäit nach, fir dann och festzehalen haut, dass indirekt hir Positioun de Moment eng aner ass, wéi Russland dat op d'Schinn gesat hat am Kader vum Kontaktgrupp, wou déi sechs Haaptlänner - déi véier grouss europäesch Länner plus Russland, plus Amerika - während Joren iwwert de Statut vum Kosovo diskutéiert hunn.

De Conseil de Sécurité zu New York däerf selbstverständlech net gebypasst ginn. Den 19.12. ass eng Diskussioun iwwert de Statut vum Kosovo am Conseil de Sécurité. D'Resultat kenne mer, mengen ech, haut scho bal zu 99%. Russland wäert seng Meenung do net änneren. D'Resultat ass dat, dass et net zu enger Ofstëmmung kënnt, mä och net zu engem Accord.

Wann ech soen, dass Europa eng politesch Verantwortung huet, da muss et se och kënnen iwwerhuelen. Dat heescht, alles maachen, fir dass d'Regioun net destabiliséiert gëtt. Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat bal honnertprozenteger Sécherheet kann ee soen, dass de Status quo eng unilateral Déclaration d'indépendance vun de Kosovare wäert provozéieren, no enger ganz, ganz kuerzer Zäit.

Also de Status quo huet eng Dynamik a sech, déi net ze kontrolléieren ass. Duerfir wëll ech Iech vläicht soen - an ech mengen dat ass den Intérêt vun der Chamber, a mir si jo och do op enger gemeinsamer Linn no den Diskussiounen, déi mer bis elo haten -, dass Lëtzebuerg sech asetzt, virun allem fir nach eng Kéier festzehalen, dass opgrond vun der Resolutioun 1244 de Kosovo 1999 ënner eng international Administratioun gesat ginn ass, dass 1244 et och ganz kloer erlaabt, de Statut ze definéieren an dass 1244 et och erlaabt, eng Form vun Indépendance kënnen erauszeschielen.

Déi dräi Punkte si wichteg, an déi dräi Punkte bréngen eis - an do si mer am Camp vu praktesch alle Länner vun der Europäescher Unioun - dozou fir eng UDI, wéi dat op Englesch heescht, eng Unilateral Declaration of Independence, ze verhënneren an ze schaffen, dass mer zu enger CDI kommen, dat heescht zu enger koordinéierter Deklaratioun iwwert d'Indépendance vum Kosovo.

Op Lëtzebuergesch heescht dat, dass mer ee Prozess zu Enn bréngen, wou mer mat deem neie kosovaresche Premierminister Thaçi, dee jo gewielt ginn ass an dee viru Chrëschtdag och nach seng Fonctioun wäert iwwerhuelen, an deenen nächste Méint zu enger Décisioun kommen iwwert de Statut vum Kosovo, dee koordinéiert ass nom Enn vun dësem Prozess.

Déi Décisioun wäert och ganz kloer foussen op der Propositioun vum Martti Ahtisaari, deen dat gemaach huet am Numm vun der UNO. Dat heescht, dass mer en demokrateschen, multiethnesche Kosovo an e Kosovo, wou d'Minoritéite protégéiert sinn, wou och dee kulturelle Patrimoine protégéiert ass, wëllen, an de Statut ass deen, dee mer wëllen, deen de Martti Ahtisaari proposéiert huet, nämlech eng international iwwerwaachten Onofhängegkeet. Et ass keng plakeg Onofhängegkeet, wann ech esou däerf soen, et ass eng international iwwerwaachten Onofhängegkeet.

Duerfir, Här President, setze mer eng Zivilmissioun op d'Been. D'Chamber huet schonn hire Préaccord hei ginn. Duerfir soen ech och dem Här Fayot an alle Leit aus der Kommissioun e grousse Merci, dass mer deen Accord kritt hunn. Dat si 1.500 Leit, déi an där ziviler Missioun sinn. Dat si Riichter; Lëtzebuerg participéiert mat Polizisten; et si Leit, déi eng international Zivilpresenz wäerten am Kosovo garantéieren.

1.500 Leit also, déi gréissten Zivilmissioun, déi d'Europäesch Unioun jee op d'Bee gesat huet. An derniewent, Dir wësst, dass d'lescht Woch och d'Réunioun war vun den NATO-Ausseministeren, wou ganz kloer décidéiert ginn ass, dass d'KFOR, also d'NATO bleift an alle Leit am Kosovo Protektioun garantéiert, dat heescht, net eleng den Albaner, mä virun allem och de Serben an alle Minoritéiten, déi am Kosovo sinn.

Déi Missioun gëtt keng einfach, mä do ass awer d'NATO prett fir dat ze iwwerhuelen. Souguer déi russesch Säit seet, wann d'NATO géif déi Truppen zréckzéien, dass et da géif ganz, ganz séier zu enger Destabilisatioun kommen.

Dat Lescht, wat ech wollt soen, Här President: Mir musse wëssen, a Lëtzebuerg ass op der Säit vun deenen a versicht och alleguerten déi aner Länner, déi nach grouss Douten hunn, de Moment dohinner ze bréngen, dass mer keng Stabiliséierung kréie vum Balkan, wa mer net d'Serbe mat am Boot hunn. D'Kosovaren-Fro ass net ze trenne vun der serbescher Fro. Mir mussen de Serben och e ganz konkret Gelänner opriichten, eng Upak ginn, dass och si wëssen, dass hir Zukunft net am Kosovo läit, mä hir Zukunft läit an Europa. Fir dat fäerdeg ze bréngen, musse mer déi Perspektiv, déi 2003 entwéckelt ginn ass zu Saloniki, och hinnen ubidden.

Do gëtt et Instrumenter, déi mer hunn, zum Beispill um Niveau vun de Visaen, zum Beispill och um Niveau vun der ASA. Mir wëssen, dass de Kosovo muss weider kooperéiere mam ICTY, mam Internationalen Tribunal. Mladič, Karadlič si Begréffer, déi Der kennt. Mä mir wëssen, dass et doudsécher net méiglech ass, eleng sech ze bekëmmeren ëm de Kosovo, well a mengen Aen, och wann de Kosovo muer e Statut huet, dann ass am Kosovo nach keng Fro geléist!

Wann ee weess, dass wierklech duerch de Statut de Kosovo eréischt d'Méiglechkeet kritt, fir Sue geléint ze kréie vun den internationale Gremien, internationaler Bank an esou weider, dass dat eng Noutwendegkeet ass, dass dat Land ka besser fonctionnéieren um internationale Plang! Mä et ass näischt, näischt geléist mam Statut vum Kosovo! Duerfir gëtt et nëmmen eng Léisung, fir d'Stabilitéit vum Balkan hierzestellen, wa mer och deene Leit am Kosovo, deene méi wéi zwou Milliounen, eng ekonomesch, eng sozial Perspektiv ginn. Dat geet nëmmen an Zesummenaarbecht mat alle Länner aus dem Balkan. A selbstverständlech mat där Perspektiv, déi Europa ugebueden huet an déi et muss oprechterhalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech ginn Iech heimat Akt vun Ärer Deklaratioun. Elo huet de President vun der Commission des Affaires étrangères, den honorabelen Här Ben Fayot, d'Wuert.

Débat

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech soen dem Ausseminister Merci fir deen interessanten Exposé no dem Conseil «Affaires générales» leschte Méindeg. Ech si frou, dass mer hei an der Plénière och iwwert déi Saache schwätzen.

Virun allem sinn ech frou, well mer jo an der aussepolitescher Kommissioun an duerno an der Conférence des Présidents mussen déi Missiounen ofseenen, déi mer als Lëtzebuerg an deenen eenzelne Länner hunn. Ech hätt och gären, dass d'Chamber, d'ganz Chamber sech bewosst ass, dass dat wat elo am Kosovo gemaach gëtt, Aufgaben och fir Lëtzebuerg mat sech zitt! Duerfir halen ech drop, oder hale mir als aussepolitesch Kommissioun drop, dass een esou Saachen och emol heiansdo soll an der Plénière soen, souguer wann dat net schrecklech spannend ass an och net schrecklech publikumswierksam.

Mä d'Chamber soll net herno soen, si hätt net gewosst, wat se do gemaach huet. An d'Land soll och wëssen, dass do Verflichtungen op et duerkommen, déi och op laang Joren eraus ginn. Well mir musse wëssen, dass dee Prozess, deen do mam Kosovo amgaangen ass, deen den Ausseminister duergestallt huet, dee Prozess vun där - wéi soll ech soen? - kontrolléierter Indépendance, déi op ons duerkënnt, dass dat d'Europäesch Unioun verflicht, d'Länner verflicht, déi un deene Missiounen do deelhuelen, virun allem och, well mer zugläich wëlle Serbien eng Perspektiv an der Europäescher Unioun ginn a virun allem och, well dat hei déi éischt Etapp ass, fir d'Erweiderung vun der Europäescher Unioun hin zum Balkan.

Alleguerten déi Elementer muss een am Kapp behalen, wann iwwert déi Dagespolitik, déi am Conseil «Affaires générales» diskutéiert gëtt, an nächste Freideg am Conseil européen vun de Stats- an de Regierungschefen.

Et ass sécher ee kruziale Moment fir de Kosovo, well den Datum vum 10. Dezember eriwwer ass, well keen Accord fonnt ginn ass ënnert deenen dräi Partner, déi do sollten en Accord sichen. D'Europäesch Unioun muss also elo selwer kucken eens ze gi mat där Situatioun.

Den Ausseminister huet dat duergeluecht wéi dat soll vir sech goen. Mir kënnen och als Chamber an där Hisiicht d'accord sinn, well et jo ëm d'Stabilitéit un de Grenze vun Europa geet.

Ech widderhuelen: 50 km vun de Grenze vun der Europäescher Unioun läit de Kosovo! Mir wësse wat 1999 geschitt ass. Mir wëssen och wat 1995 geschitt ass. Flüchtlingen, déi bei ons kommen, déi esou no bei ons sinn. Et interesséiert ons also direkt.

Mir sinn do an enger Regioun, wou schrecklechen Nationalismus herrscht a wa mir och als Europäer ons Responsabilitéit do iwwerhuelen, bei deene Länner, da musse mer ëmmer erëm an deene Gespréicher, déi mer mat hinnen hunn, op hir eege Verantwortung hiweisen.

Si hunn eng Verantwortung, fir endlech emol deen Nationalismus, deen um Balkan herrscht, ze dépasséieren, well et ka jo net sinn, dass mer spéider an der Europäescher Unioun Länner hätten, déi zwar mat verschiddene Länner aus der Europäescher Unioun oder mat der Europäescher Unioun gutt Relatiounen hätten, awer nach mat hiren Noperen um Krichsfouss wären.

Dat heescht also, à terme musse mer op deem Balkan do deen Nationalismus dépasséieren an déi éischt Roll spillen déi Länner selwer, an dat muss een hinnen ëmmer erëm soen; an alle Foren, wou mer sinn, ob dat an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe ass, ob et an der COSAC ass, musse mer hinne soen, dass et ouni deen Dépassement vun deem Nationalismus, vun deem Haass, dee sech do ugestaut huet, deen och historesch bedéngt ass, dass et ouni dat net geet. Wéi hätte mer Europa kënnen opbauen, wa mer net den Haass zwëschen Däitschland a Frankräich dépasséiert hätten, a wann net déi Länner endlech d'accord gewiescht wären, fir mateneen zesummenzeschaffen.

Ee lescht Wuert, Här President! Mir hate viru kuerzem Kolleegen aus dem russesche Conseil de la Fédération bei ons an der Chamber zur Visite. Mir hunn och mat deene selbstverständlech iwwert de Kosovo geschwat. Mir wëssen, dass Russland fäert, dass déi kontrolléiert Onofhängegkeet vum Kosovo géif en Dominoeffekt hunn an dem Balkan.

Ech mengen deen Dominoeffekt, deen ass schonn do. Et ass ganz kloer, de Montenegro ass onofhängeg. Mazedonien wëllt och an d'Europäesch Unioun. Albanien wëllt seng Onofhängegkeet a seng europäesch Perspektiv hunn a Serbien wëllt deen Accord de stabilisation, fir mat der Europäescher Unioun zesummenzeschaffen. Also, mir brauchen um Balkan keen Dominoeffekt méi, deen ass schonn do!

Ech wëll just soen, dass ons awer muss dru geleeë sinn, fir mat de Russen en anstännegt Partenariat ze développéieren. Mir schéngt et, wat ëmmer och a Russland geschitt, mir wëssen, dass dat eng bësse gelungen Demokratie ass, loosse mer soen eng autoritär Demokratie, mä wichteg ass, dass dat Land Russland, wat eng wichteg Roll an Europa spillt, dass dat en neien Accord de partenariat mat der Europäescher Unioun kritt, an dass mer an engem anstännege Verständnis mat deem Land si souwuel wirtschaftlech wéi och politesch.

An deem Sënn géif ech nach eng Kéier dem Ausseminister Merci soe fir déi Deklaratioun, an hoffen, dass mer och um Conseil européen an an deene kommende Méint eng propper Solutioun do fannen.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den honorabelen Här Mosar huet d'Wuert als nächste Riedner.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass haut fir d'Zweet, datt mer innerhalb vu kuerzer Zäit iwwert d'Kosovo-Fro diskutéieren, dat nom EU-Conseil zu deem virdrun den Ausseminister eng Deklaratioun ofginn huet.

Fir d'alleréischt wëll ech hei d'Ustrengunge begréissen, déi vun der Europäescher Unioun gemaach ginn, fir eng gemeinsam Léisung an dësem schwieregen Dossier ze fannen. Ech mengen och, datt déi Strategie, déi doranner besteet, fir elo op d'Zäit ze spillen a fir waméiglech hannert déi serbesch Presidentewahl, déi op den 20. Januar ugesat ass, ze kommen, ier et dann eventuell zu enger unilateraler Onofhängegkeetserklärung vum Kosovo kënnt, déi richteg ass. Ech bleiwen dofir och bei der Meenung, déi ech hei virun e puer Woche schonn duergeluecht hunn, datt d'Europäesch Unioun alles op diplomateschem Wee bewege soll, fir d'Kosovaren dozou ze kréien elo net virun de Won ze lafen an d'Onofhängegkeet auszeruffen an domadder onnéideg Uelech op dat serbescht Feier ze schëdden.

Ech hunn och d'Gefill, datt am Kosovo selwer beim zukünftege President, dem Här Thaçi, sech lues awer sécher d'Erkenntnis duerchsetzt, datt et och a sengem an am Interesse vum Kosovo ass, zesumme mat der Europäescher Unioun eng gemeinsam Positioun festzeleeën an net virschnell hei e Schratt ze ënnerhuelen an domadder deenen nationalisteschen Tendenzen a Serbien weider Opdriff ze ginn.

Här President, erlaabt mer dräi Observatiounen hei ze maachen:

Fir d'alleréischt fir nach eng Kéier festzestellen, dass bis elo d'Europäesch Unioun an dësem Dossier mat engem Mond geschwat huet, wat ëmsou méi bemierkenswäert ass, well eng Rei vu Memberlänner jo bekanntlecherweis hir Schwieregkeete mat enger unilateraler Unerkennung vum Kosovo hunn.

Zweetens muss ee feststellen, datt op dësem Dossier vum Kosovo dräi Acteuren op eng relativ intelligent Manéier versichen hir Standpunkter ze koordinéieren, dat sinn d'Vereenegt Staten, Russland an d'Europäesch Unioun. Et ass dann och een, Här President, vun deene ganz raren aussepoliteschen Dossieren, wou am Moment d'Europäesch Unioun um selwechten A-Niveau verhandelt wéi Moskau a Washington.

Ech wëllt duerfir och nach eng Kéier haut an hei en Appel un den Ausseminister riichten, fir den Dialog mat Moskau virunzeféieren, well et wär net gutt, wann an engem Moment, wou mer schonn enger gewëssener Confusioun wéinst den Antimissilen an der Tschechei an a Polen hunn, mer elo nach déi Confusioun géife vergréisseren, andeems mer hei eng nei Front mat Russland opmaachen, dat Ganzt besonnesch an engem Moment, wou déi russesch Regierung a ganz besonnesch hire President aus deene Wahle méi wéi gestäerkt erausginn.

Mat allem Verständnis, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Bestriewunge vun de Kosovare fir méi Autonomie ze kréien, muss ee sech dach d'Fro stellen, ob nei an zousätzlech Grenzen dee fragilen Equiliber um Balkan net erëm wäerten a Fro stellen, dëst awer ganz besonnesch um Hannergrond, datt souwuel de Kosovo wéi och Serbien mëttelfristeg wëllen an d'Europäesch Unioun kommen. Et ass dach schonn eng apaart Situatioun, wa mer elo hei an deenen nächste Méint nei Grenze wäerten opriichten, déi vläicht mëttelfristeg a fënnef, sechs, siwen, aacht Joer, wann de Kosovo a Serbien dann an der Europäescher Unioun sinn, wa mer déi erëm mussen ewechhuelen.

Déi lescht Observatioun, Här President, ass déi vun der geplangtener europäescher Missioun, wou eng ronn 1.800 Polizisten a Rechtsexpertë vum Fréijoer un d'Sécherheet solle garantéieren. Dës Missioun ass fir meng Fraktioun a fir mech selwer eng wesentlech, fir d'Stabilitéit vum Kosovo ze garantéieren. Allerdéngs, an dat ass jo schonn ugeklongen, ass déi legal Basis, op där sech dësen EU-Asaz soll bewegen, méi wéi ëmstridden. Déi eenzeg Léisung fir aus dëser Sakgaass erauszekommen, ass datt den UNO-Generalsekretär dës Missioun offiziell géif ausruffen a se domadder och de facto géif legaliséieren. Mir mussen eis nämlech bewosst sinn, datt déi al Kosovo-Resolutioun 1244 vun 1999 esou en Asaz

vun enger EU-Missioun net couvréiert. A mir sinn eis och bewosst, datt all nei Resolutioun am UNO-Sécherheetsrot duerch Russland wäert blockéiert ginn.

Här President, ofschléissend sinn ech mer bewosst, datt d'Aufgab, déi an deenen nächste Wochen op d'Europäesch Unioun zoukënnt, eng Herkules-Aufgab ass; nämlech fir d'éischt d'Serben net virun de Kapp ze stoussen, d'Russen net onnéideg an engem wesentlechen aussepoliteschen Dossier ze bruskéieren, de Kosovaren eng Zukunft ze bauen an d'Europäesch Unioun zesummenzehalen. De Grat, op deem d'Europäesch Unioun sech an deenen nächste Woche muss bewegen, ass also méi wéi schmuel. Allerdéngs wär eng diplomatesch Léisung an der Kosovo-Fro ënnert der Autoritéit vun der Europäescher Unioun en éischte rise Schrëtt an eng gemeinsam europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik. An deem Sënn kéint d'Kosovo-Fro och eng Chance fir d'Europäesch Unioun sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den De Gaulle huet emol eng Kéier gesot: Vers l'Orient compliqué je me suis envolé avec des idées simples. Ech mengen, et brauch een net bis an de komplizéierten Orient ze fléien, fir zu ähnleche Schlussfolgerungen ze kommen. Et geet duer wann ee sech zwou Flugstonne vun hei aus déplacéiert an et geet een an de westleche Balkan. Den Ausseminister huet keng einfach Problematik hei exposéiert. An dat wäert an den nächste Wochen och nach eng Zäit laang esou bleiwen.

Mir mengen awer, et misst een esou lues ufänke sech mat der Realitéit ofzefannen. D'Realitéit wäert wahrscheinlech déi sinn, datt déi nei gewielte Regierung am Kosovo kee Jota vun hirer Positioun zréckgeet. Et war jo elo och vill Zäit a vill Beméiungen do, fir op e Kompromiss ze kommen. Deen ass awer manifestement net gewollt. Dat Ganzt spillt sech och nach of op dem Hannergrond vun de bevirstehende Wahlen a Serbien, wou héich gepoukert gëtt, wou déi Radikal natierlech absolut kee Jota vun hirer Positioun wëllen ofginn, wat d'Onofhängegkeet vum Kosovo ubelaangt. Se wëllen nämlech viru festhalen, datt de Kosovo integrale Bestanddeel ass vu Serbien. Se sinn awer op där anerer Manéier bereet praktesch, bis op e puer Ausnahmen, all Attributen...

(Interruption par le Président)

...vun der Independenz dem Kosovo ze accordéieren, bis op zwou dräi, dont d'äusser Verdeedegung an dann de Schutz vun de Grenzen.

Wann ee mengt, et kéint een hei mat Prinzipien eleng a mat einfachen Iddien eleng eng Léisung aus engem europäesche Goss erausschielen, dann iert ee sech net nëmmen déi éischte Kéier. Mä dat dote war och schonn 1999 de Fall, wou een och beim internationale Recht eleng den ethnesche Säuberunge keen Enn konnt setzen. Ech erënneren drun, datt déi éischt Aktioun vun der NATO contraire war zum internationale Recht. Et ass eréischt duerch d'Adoptioun vun der Resolutioun 1244, wou d'internationaalt Recht erëm eng Kéier konnt hiergestallt ginn. A säithier gëtt no enger definitiver Solutioun fir de Statut gesicht, wou et ëmmer geheescht huet „standards before status".

Et kann een och net verkennen, datt eng Partie Fortschrëtter gemaach goufen am Kosovo, mä mir sinn awer nach wäit ewech vun idealen Zoustänn.

Elo kann een natierlech versichen aus där ganzer Mass vu Problemer, déi et ronderëm de Kosovo gëtt, eng Linn erauszeschielen. Ech mengen, dee Grat ass esou schmuel, datt een d'Leit net alleguer kann zefridde stellen; weder d'Russen, nach d'Serben, nach d'Kosovaren. Duerfir wonnert ee sech nach wéi laang, datt d'international Communautéit an och d'Serben an de Kosovo sech schwéier dinn, fir eng aner Léisung erauszeschiele wéi déi, déi d'Realitéit quasi imposéiert.

Ech mengen - ech stinn do net eleng hei am Haus, a mir brauchen net grad esou vill Précautions oratoires ze huele wéi den Ausseminister -, datt déi Indépendance vum Kosovo net ze vermeiden ass. Mir ruffen dat net erbäi, mä mir menge ganz dat geet esou. Och d'Europäesch Unioun ass sech jo a sech net ganz eens iwwert déi Virgäng, déi duerno solle passéiere wann et zu enger unilateraler Déclaration d'indépendance vum Kosovo kënnt.

Dat, wat ech an deem Zesummenhang wollt soen, an ech wollt nach virdrun dem Minister eng Fro stellen, dat ass: Wéi steet hien zum Boris Tadič senger Fuerderung, fir den internationale Geriichtshaff mat enger Demande ze befaassen iwwert d'Rechtméissegkeet vun engem independente Kosovo? Dat kann een elo interpretéiere wéi ee wëllt. Et kann ee soen, domat gëtt versicht Zäit ze gewannen. Et kann een awer och net ofstreiden, datt déi Fro awer eppes fir sech huet, wann een d'internationaalt Recht wëllt beméien. Mä dann ass ee schonn erëm séier um Enn mam internationale Recht.

Bei der UNO gëtt dat jo manifestement um russesche Veto ofgeschmettert, esou datt et dann ausserhalb vun der UNO-Enceinte wäert zu unilateralen Deklaratioune kommen an och zu Unerkennunge vun der Indépendance, déi aus den Ae vu Serbien prématuréiert respektiv déplacéiert sinn.

Dat, wat ech zum Schluss wollt soen, dat ass, datt d'Lëtzebuerger Haltung an deem doten Dossier och net evident an net einfach ass. Mir si schlecht placéiert, fir dem Kosovo ze soen hien hätt net d'kritesch Mass fir independent ze ginn. Mir sinn net gutt placéiert, fir där doter Géigend Lektiounen ze halen iwwert d'Mikrostaten. Mir mussen eis emol bewosst ginn, wéi kleng datt mir sinn.

An ech mengen, mir hunn och keen zolidd Argument fir ze soen, eng Provënz däerf ni en onofhängege Stat ginn, well mir waren dat och emol eng Kéier - ech war och virun e puer Wochen hei, fir et ze ënnersträichen - a mir sinn awer 1839 independent ginn. Aus deene Grënn wëll ech nëmme just soen: Wann déi a mengen Aen inévitabel Unerkennung vun nei geschafene Realitéiten net méi ze vermeiden ass, solle mir als Lëtzebuerger dach vläicht net déi allerlescht sinn, déi de Kosovo unerkennen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den honorabelen Här Braz am Numm vun deene Gréngen huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun fënnt et och gutt, dass mer déi Deklaratioun vum Ausseminister haut kritt hunn, an dass och d'Chamber d'Geleeënheet kritt zu engem ganz aktuellen Thema kuerzfristeg Stellung ze bezéien. Dat hu mer scho gemaach, an dat wäerte mer an Zukunft och op Wonsch vun der aussepolitescher Kommissioun vläicht méi oft maachen. Mir begréissen dat.

Mir begréissen dat ëmsou méi, well dem Här Ausseminister seng Ried, déi mat all deenen diplomatesche Précautioune gehal ginn ass, déi engem gutt zu Gesiicht stinn, awer och eng Ukënnegung war. Nämlech eng Ukënnegung, dass eppes op d'Europäesch Unioun duerkënnt, an domadder och op hir Memberlänner. D'Ukënnegung nämlech, dass d'Europäesch Unioun, trotz all hiren Efforten, déi no de Gespréicher an de Verhandlungen, déi gefouert gi sinn och mat den USA a mat Russland, déi wäert sinn, déi am meeschte wäert mat deenen Décisiounen, déi an den nächste Woche wäerte geholl ginn, konfrontéiert sinn.

D'Europäesch Unioun wäert weiderhin eng Haaptroll spillen, ob si et wëllt oder net. Mä si wëllt et. An et ass och richteg esou. D'Europäesch Unioun ass a wäert gefuerdert si mat deem, wat kënnt. An dat wat kënnt - de Kolleeg Charles Goerens huet och scho gesot, wat den Här Ausseminister net wollt oder konnt soen -, nämlech d'Onofhängegkeet vum Kosovo wäert, dorun däerf et keen Zweifel ginn, proklaméiert ginn. Et ass schonn e Gewënn, dass se nom Oflaf vum Datum vum 10. Dezember nach eng Kéier bereet si mat der Europäescher Unioun a mat den USA, wuel manner mat Russland, hir Décisiounen ze concertéieren. Wat och kloer ass, dat ass, dass relativ rapid eng ganz Partie Länner vun der Europäescher Unioun de Kosovo wäerten unerkennen. Wuel net all, mä eng ganz Partie wäerten en unerkennen.

Mir wënschen eis, dass wann dat antrëtt, de Fait, dass der vill de Kosovo unerkennen, a Verschiddener e wuel net direkt wäerten unerkennen, awer net dozou féiert, dass et Blocagë gëtt. Blocagen an der Handlungsfäegkeet vun der Europäescher Unioun grad zu deem kruziale Moment do, wou et noutwendeg ass, dass se hir Verantwortungen assuméieren a probéiert do ze stabiliséieren, wou eng Destabiliséierung amgaang ass. Dass also déi Divergenz am Rhythmus vun der Unerkennung vum Kosovo net zu Blocagë wäert féieren, well déi kéinten dramatesch Konsequenzen hunn net nëmme fir déi Géigend, mä eben och fir d'Europäesch Unioun, déi ganz no do drun ass.

Eng nei Base légale wäert et och kaum ginn. Déi, déi mer hu vun '99, ass contestabel. Ze soen dat wier net esou, ass sech d'Saach liicht gemaach. Ëmgedréint ass et sech awer och d'Saach liicht gemaach ze soen: Dann däerfe mer net handelen. Handele wäerte mer mussen. A wann et keng nei Base légale gëtt, da muss een um internationale politeschen Niveau am Gespréich mat Russland probéieren ee Wee ze fannen, dee fir si diplomatesch akzeptabel bleift, an deen zu deem féiert wat et brauch, nämlech zur Handlungsfäegkeet an zur Stabilitéit zu engem Moment, wou vill Saachen onsécher an onkloer sinn.

Positiv ass mat Sécherheet och ze bewäerten, datt viru kuerzer Zäit en ASA konnt ënnerzeechent gi mat Bosnien-Herzegowina. Dat war e wichtegt Zeechen, datt dat Zeeche konnt gesat ginn, grad elo. An et soll een och net vergiessen déi Perspektiven ze rappeléieren, eppes wat mer an deenen nächsten Deeg a Woche wäerten oft maachen, déi Perspektive rappeléieren, déi déi Regioun do vun der Welt huet.

D'Europäesch Unioun huet immens vill geschafft an de leschte Wochen a Méint a si huet ganz haart probéiert en Accord ze fannen tëschent de Serben an de Kosovo-Albaner, an et ass kloer, datt d'Europäesch Unioun sech weider wäert deem Zil musse verschreiwe vun engem stablen an dauerhafte Fridden an där doter Géigend, net vun der Welt, mä vun Europa.

Wann de Kosovo seng Onofhängegkeet elo erkläert, dann ass et kloer, datt verschidde Saache wäerte méi däitlech musse gesot gi wéi dat haut de Fall war, a mir hoffen a wënschen eis, datt d'Europäesch Unioun net nëmmen handlungsfäeg bleift, mä handlungsfäeg gëtt an och Handlunge wäert dee Moment virhuelen, wou se gefuerdert sinn. Et läit villes op eise Schëlleren an et kënnt villes op eis duer.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Ofschloss mécht den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, och d'ADR begréisst dës Debatt, well si erlaabt eis Stellung ze huelen zu engem Problem, dee sech ganz no un den europäesche Grenzen ofspillt, an ech sinn och en gros mat den Deklaratiounen, déi den Här Ausseminister gemaach huet, d'accord, fir de Wee vun enger - wann een den Ausdrock kann esou gebrauchen - «Indépendance contrôlée» iwwer eng gewëssen Zäit mat anzeplangen, och ënnert dem Contrôle natierlech vun der NATO, déi hir Truppe sur place hu muss. Nach stellt sech eng Problematik do notamment mat Russland an och eng prinzipiell Argumentatioun, déi een awer diskutéiere muss.

Mir hunn nämlech ähnlech Fäll nach op anere Plazen an Zypern, wou och d'Gefor besteet, datt deen türkeschen Deel vun Zypern och elo dee Wee geet a seet mir sinn autonom a mir hätten och gären ons Autonomie. Datselwecht gëllt och fir den tierkesche Raum fir d'République autonome vun Adscharien. Mir hunn e Problem mat deene Républiques autonomes vun Abkhazien a Südossetien, wou d'Europäesch Communautéit an och d'Amerikaner déi net unerkennen an do, wou d'Russen awer gären hätten, datt och sollen déiselwecht Regelen iwwerall spillen.

Ech wollt dofir froen, ob d'lëtzebuergesch Regierung an d'Europäesch Unioun gewëllt sinn deen Ablack déi Léisung, déi elo hei fir de Kosovo virgesinn ass, eventuell och op aner Gebidder mat auszedehnen, fir deen Ablack och vis-à-vis vun der russescher Säit notamment ze soen, datt et net zweeërlee Moossen a Gewiichter ginn. Dat ass déi Fro, déi ech mer hei stellen.

Mir gesinn, datt dee russesche Volet natierlech importent ass, an do ass jo och elo vu Säite vu Russland deen Embargo opgehuewe gi vum Fleesch, esou datt elo näischt méi deem entgéintsteet, der Adoptioun vun deem Vertrag tëschent der EU a Russland.

Do ass also munchen Dialog méiglech, mä et geet awer och drëm, datt een net eng Kéier esou an eng aner Kéier esou décidéiert. Dat ass d'Schwieregkeet, mengen ech, mat där d'ganz Europäesch Unioun och nach wäert ze kämpfen hunn, wa se wëllt um diplomatesche Wee eng Léisung sichen.

Mä nach wie vor ass et dat Wichtegst, datt mer um diplomatesche Wee eng Léisung sichen an datt mer all Moyenen a Bewegung setzen, datt et net zu Onrouen am Kosovo kënnt.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Et war nach eng Fro un den Här Asselborn gestallt ginn. Hien äntwert op déi.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Här President, ech wëll vläicht ganz kuerz op véier oder fënnef Saachen agoen.

Dat Éischt, dat ass: Déi Troika war net ëmsoss, virun allem well déi zwou Säite sech d'Wuert ginn hunn, fir op d'Gewalt ze verzichten. Dat ass e Resultat vun der Troika, wou Serben a Kosovaren dat ganz kloer festgehalen hunn.

Dat Zweet, dat ass, mir däerfen - ech hunn den Här Braz an och den Här Goerens verstanen -, mä mir däerfen awer och net fäerten dat Wuert «Indépendance sous contrôle international, sous surveillance internationale» ze gebrauchen.

D'Europäesch Unioun, Här President, geet nämlech esou wäit fir ze kucken, ob ee mat de Kosovaren net kéint zu engem Accord kommen, dass an där neier kosovarescher Constitutioun déi «Indépendance internationalement surveillée» kéint drageschriwwe ginn. Dat wär also e formidabele Schrëtt, wou een da wierklech kéint awer soen: Déi Indépendance ass keng plakeg Indépendance, op jidde Fall an där Phas, déi elo kënnt. An ech mengen, dat däerfe mer net vergiessen, datt mer dorobberhi schaffen, an et ass net - Dir hutt dat richteg gesot - den Här Thaçi, deen neie Premierminister, deen et wäert ginn, ass ee Mann, deen och weess wéi d'international Communautéit reagéiert op de Kosovo an do een oppent Ouer huet.

Da wollt ech vläicht dem Här Goerens och äntwerten: Also, et ass esou, datt en droit international, wat d'Saisine vun der Cour de Justice internationale ugeet, dat nëmme ka vun zwou Säite gemaach ginn, vum Conseil de sécurité oder vun der Assemblée générale. Ee Land kann net ufroen, fir datt en Avis do ofgeliwwert gëtt vun der Cour fir déi Situatioun, déi mer also hei hunn. Dat ass also kloer.

An dann nach den Här Braz. Also, mir mussen an der diplomatescher Sprooch - ech weess, datt dat elo Hoerspléckerei ass -, mä et muss een e groussen Ënnerscheed maachen ewell an Europa tëschent eppes ënnerschreiwen an eppes paraphéieren. Den ASA ass paraphéiert gi mat Serbien an och mat Bosnien-Herzegowina, mä fir d'Ënnerschrëft muss een den Accord hu vun deene 27 Länner. A fir den Accord vu 27 Länner ze kréien, Dir wësst, datt dat net ëmmer einfach ass. Mir sinn also elo eréischt an der Phas vun der Paraphe, net vun der Ënnerschrëft.

Ee lescht Wuert zum Här Henckes. Also, de Kosovo - ech hunn dat och versicht ze soen, Här President - ass ee Sui-Generis-Fall. Et war Krich am Kosovo, ech hunn dat elo éinescht explizéiert, a keen anert Land an der Europäescher Unioun steet ënnert der internationaler Administratioun vun der UNO. Do ass de Kosovo eleng an där Situatioun, an dofir géif ech mengen, datt mer dat och sollen als sui generis considéréieren an net do carrément direkt den Exempel ginn, datt dann d'Republika Srpska oder Abkhazien, all déi Begréffer kenne mer jo, dat ass de bonne guerre, wann d'russesch Säit dat évoquéiert, mä do soll een awer cool bleiwen a wierklech kucken de Kosovo als dat ze betruechte wat en ass, als e Land, een Tatbestand, deen eben eng Konsequenz ass vum Krich an Exjugoslawien an deen elo muss geléist ginn.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm a mir kommen direkt zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, zur Diskussioun vum Projet de loi 5692, ee belsch-lëtzebuergeschen Accord iwwert de Schutz vun Investissementer. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel.

www.chd.lu

3. 5692 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi geet et, wéi Der gesot hutt, ëm d'Approbatioun vun Accordë vun der UEBL, der Union Économique Belgo-Luxembourgeoise, mat zéng verschiddenen Drëttlänner iwwert de géigesäitege Schutz an och den Encouragement vun Investissementer.

Et ass haut elo déi drëtt Serie vun esou Accorden, déi mer an dëser Matière hei am Haus haten: déi éischt Kéier, den 30. Juni 2004, déi zweet Kéier d'lescht Joer am Dezember an elo dann déi drëtt Kéier.

Den Text vun all dësen Accordë baséiert op engem Standardmodell vun der UEBL, an ech wëll och haut net méi op den Historique agoe vun der Roll, déi d'UEBL beim Ausschaffe vun dësen Accorden ageholl huet, well dat hunn ech d'lescht Joer schonn hei gemaach. Ech wollt just drun erënneren, datt dës Accordë vun der Belsch am Numm vun der UEBL ofgeschloss ginn, allerdéngs sous réserve datt Lëtzebuerg se mat ënnerschreift. Esou een Accord kann also net ofgeschloss oder geännert ginn, wa Lëtzebuerg net gehéiert gouf.

D'Zil vun dësen Accorden ass, wéi den Titel et seet, d'Encouragement an de géigesäitege Schutz vun den Investissementer. Déi belsch a lëtzebuergesch Entreprisë sinn nämlech net déi eenzeg, déi an deene Länner, ëm déi et hei geet, investéiere wëllen. Et geet drëms opzepassen, datt Belsch a Lëtzebuerger Entreprisen net désavantagéiert gi par rapport zu Konkurrenten aus anere Länner.

Dofir ginn dës Accorden eng gewësse Rechtssécherheet a verschidde Garantien, wéi zum Beispill déi vun der gläicher Behandlung oder vun der Clause de la nation la plus favorisée, déi et erlaabt all Diskriminatiounen ze vermeiden.

Déi zéng Accords d'investissement vun dësem Projet de loi weisen all een ähnlecht Schema op. Eng Préambule beschreift d'Philosophie vum Accord. Duerno gi wichteg Termen definéiert, wéi Investisseur, Revenu, Territoire an esou weider. Neierdéngs stinn an dësen Accorden och Dispositiounen iwwert den Ëmweltschutz an och d'Aarbechtsrecht.

Et ass also dofir och wichteg ze bemierken, datt bei den Definitiounen och Terme wéi d'Législation de l'environnement an d'Législation du travail ganz kloer definéiert sinn. Wat d'Aarbechtsrecht ugeet, gëtt ganz kloer Referenz bezunn op d'Obligatiounen, déi e Land huet als Member vun der OIT.

Dës Accordë gesinn och adequat Indemnisatioune vir am Fall wou et zu enger Nationaliséierung oder enger Expropriatioun am Sënn vun der Utilité publique oder der nationaler Sécherheet géif kommen. Weider gesinn dës Accorden och Regele vir am Fall vun enger Procédure de règlement de conflit. Am Prinzip gëtt festgehalen, dass, wann et zu Differenzen zwëschent de Parteie kënnt, dëst à l'amiable geregelt soll ginn. Ass dat net de Fall, da kann den Investisseur déi eventuell Differenzen enger Juridictioun vum Land, wou d'Investissement sech befënnt, virleeën.

All dës Accorden, déi mer duerch dëse Projet de loi approuvéieren, si fir eng Dauer vun zéng Joer ofgeschloss a ginn duerno automatesch fir Periode vun zéng Joer weider. De Statsrot geet a sengem Avis kuerz op den Historique vun der UEBL an a gëtt säin Accord zu dësem Projet.

Ech wollt awer ee Punkt aus deem Avis ervirsträichen, deen interessant ass. De Statsrot bedauert, dass ënner verschiddenen Accorden - bei dësem Projet de loi hänken déi zéng Accorden, déi mat deenen zéng Länner ofgeschloss gi sinn, hannendrun - verschidden Ënnerschréfte vun de Lëtzebuerger Représentanten illisible wären an et géif een och guer net wëssen, a wéi enger berufflecher Fonctioun déi Accorden ënnerschriwwe wären.

Dann erënnert de Statsrot un den Arrêté grand-ducal vum 22. Dezember 2000 iwwert d'Délégatioun vu Signaturen an och iwwert d'Identifizéierung vun deenen, déi ënnerschreiwen, a seet, an Zukunft sollen déi Lëtzebuerger Représentanten, wa se hir Ënnerschréft op esou international Accorden an Traitéë setzen, dat méi lisibel maachen an och esou dass ee wéisst, a wéi enger Fonctioun se dat gemaach hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Zum Schluss wollt ech lech ganz kuerz déi zéng Länner opzielen, mat deene mer hei Accorden ofschléissen. Dat sinn: Aserbaidschan, Wäissrussland, Botswana, Madagaskar, Mauritius, Mosambik, Uganda, Pakistan, Peru an de Sudan.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschloss wollt ech den Accord vun eiser Fraktioun ginn an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Angel. All déi aner Fraktiounen hu mer och den Accord signaléiert…

Plusieurs voix.- Jo!

M. le Président.- …vun hirer Säit zu dësem Projet de loi. Duerfir kënne mer direkt zum Vote kommen.

(Interruption et hilarité)

Ech hunn den Accord vun der Regierung jo…

(Hilarité)

…an d'Dankbarkeet vun der Regierung entgéintgeholl, dass mir dee Projet hei eestëmmeg stëmme wäerten. Duerfir hat ech dat gemengt. Mä wann den Här Ausseminister awer mengt, hien hätt nach eppes Wesentleches bäizefügen,…

(Hilarité)

…selbstverständlech huet hien dann d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, ech wollt just soen, dass den Här Angel dat perfekt gemaach huet an dass ech frou sinn, dass et d'Belsch gëtt…

(Brouhaha et hilarité)

…an hoffentlech och nach weiderhi gëtt, well d'Belsch négociéiert an eisem Numm…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

…déi Accordë vun der UEBL aus. Nach eng Kéier e grousse Merci un lech an och un d'Chamber, dass Der heimadder d'accord sidd.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Mir kommen dann elo zum Vote vun dësem Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5692 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Madame Claudia Dall'Agnol huet eng Fro, eng Question avec débat ugekënnegt.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Fir muer.

Plusieurs voix.- Fir muer!

M. le Président.- Déi kënnt eréischt muer?

(Assentiment et hilarité)

Mir hätte se och kënnen haut huelen.

Wa mer d'Fro vun der Madame Dall'Agnol eréischt muer huelen, da gi mer elo dem Här Adam d'Wuert, deen d'Wuert gefrot huet fir eng Motioun ze déposéieren.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. le Président.- Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

4. Dépôt d'une motion par M. Claude Adam

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Sou, da loosse mer elo dem Här Adam nolauschteren!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass ganz kuerz. Et geet ëm den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand. Mir hu scho laang an öfters doriwwer diskutéiert fir ze soen, datt den Ombuds-Comité méi finanziell Moyenë bräicht fir déi Aarbecht, déi mer alleguerten als ganz positiv unerkennen, och an Zukunft nach kënne besser auszeféieren.

Ech liese just kuerz vir. Et ass ee Saz. Mir invitéieren d'Regierung «à renforcer de façon substantielle les moyens financiers de l'ORK dans le prochain exercice prévisionnel du budget et des recettes de l'État».

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que le mandat des membres de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) institué par la loi du 25 juillet 2002 vient à son terme;

- que le bilan de ce comité luxembourgeois des droits de l'enfant est plus qu'encourageant mais que les moyens financiers prévus dans le budget ne sont pas à la hauteur de sa mission;

invite le Gouvernement

- à renforcer de façon substantielle les moyens financiers de l'ORK dans le prochain exercice prévisionnel du budget et des recettes de l'État.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Presidentekonferenz décidéiert, wéini dass mer Är Motioun op den Ordre du jour huelen. Si gëtt op jidde Fall viru Chrëschtdag zum Vote gestallt.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.28 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

SÉANCE 18

Jeudi, 13 décembre 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président, M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Question avec débat N°29 de Madame Claudia Dall'Agnol au sujet du carnet de l'habitat
- *Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*

2. Question avec débat N°27 de M. Henri Kox au sujet de l'aménagement du site de la WSA (Warehouse Service Agency) et de la stratégie gouvernementale en matière de développement du secteur de la logistique
- *M. Henri Kox, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

3. Débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité (Études PISA et PIRLS 2006)
- *Exposé: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Débat: M. Fred Sunnen, M. Claude Meisch (à qui répond Mme la Ministre Mady Delvaux-Stehres), M. Jos Scheuer, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Ben Fayot (déposant deux motions au nom de M. Jos Scheuer et à qui répond M. Claude Meisch), Mme la Ministre Mady Delvaux-Stehres, M. Jos Scheuer*

4. 5239 - Projet de loi
a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines
b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail
c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Marcel Glesener*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Alexandre Krieps, M. John Castegnaro (motion 1), Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen et Jeannot Krecké, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da kéime mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass d'Question avec débat vun der honorabeler Madame Claudia Dall'Agnol iwwert de Carnet de l'habitat. D'Madame Dall'Agnol huet d'Wuert.

1. Question avec débat N°29 de Madame Claudia Dall' Agnol au sujet du carnet de l'habitat

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci, Här President, Dir Hären an Damme Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 25. Mee 2005 gouf dee sougenanntene Carnet de l'habitat agefouert. Dëse Carnet soll eng Zort Radiographie vun de Gebaier erstellen. Am Kloertext soll en eigentlech näischt anescht wéi eng Stäerkten- a Schwächenanalys maachen an eben esou opweisen, wou zum Beispill an engem Gebai Energie verluer geet. Gläichzäiteg kritt een dann awer och vum Expert, deen dee Carnet erstellt, gesot, wat ee maache kann, fir ebe gegebenenfalls Remedur hei ze schafen.

Op parlamentaresch Ufro Nummer 968 vum 2. Mäerz 2006 huet de Minister nach geäntwert gehat, datt d'Objektiver vun der Initiativ „Carnet de l'habitat" doranner bestinn éischtens emol der Renovatioun vun den Haiser e Coup de pouce ze ginn, zweetens Energie ze spueren, mä awer drëttens och, an ech zitéieren: «avoir un impact sensible sur l'emploi dans le secteur de la construction».

Dës Objektiver kënne mir Sozialisten natierlech deelen, allerdéngs géife mer ee Joer nodeems eng Konventioun mat der OAI, dem Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils ofgeschloss gouf, awer gäre wësse wat da konkret bis elo geschitt ass, notamment wéi vill där Carnete bis elo ausgestallt gi sinn. Wat huet bis elo dee Carnet de l'habitat och de Stat kascht, wann ee weess, datt et jo de Stat ass, deen eng substanziell finanziell Participatioun hei un de Frais d'experts dréit.

Wie waren och déi Experten, déi dee Carnet ausgestallt hunn? An och: A wéi enger Hisiicht kann een dann deen Impakt op den Emploi am Secteur de la construction moosse respektiv kann een eigentlech elo scho soen, datt dee Carnet en Impakt hat, deen de Minister an där Äntwert op d'Question parlementaire deemools erwähnt hat?

Am Aktivitéitsrapport 2006 vum Ministère heescht et weider, an ech zitéieren erëm eng Kéier: «La prime d'amélioration sera dorénavant liée au respect des recommandations prioritaires émises par l'expert.» Froen un de Minister hei: Wéi huet déi Prime d'amélioration ausgesinn, déi d'Leit mat deem Carnet de l'habitat kritt hunn, a ginn et do konkret Chifferen?

Wat ware bis elo d'Auswierkungen op d'Prime d'amélioration, déi laut Rapport jo elo liéiert gouf un dee Carnet? A wéi vill Leit, déi ee Carnet erstallt kruten, hunn och eng Prime gefrot an dës kritt, respektiv ebe vläicht refuséiert kritt, a firwat? A gäre géif ech dann och nach vum Minister gewuer gi wéi vill Leit eng Prime ugefrot hunn a keng kritt hunn, well se ebe kee Carnet haten? An zu gudder Lescht: Wéi vill gouf als Prime no deem neie System ausbezuelt a wéi vill am Joer virdrun?

Domat géif ech Iech, Dir Hären an Damme Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci soe fir d'Nolauschteren a fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Wunnengsbauminister Fernand Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, datt de Carnet d'habitat, deen een op Lëtzebuergesch och Wunnengspass nenne kéint, formal juristesch de 25. Mee 2005 duerch ee Règlement grand-ducal agefouert ginn ass.

Et handelt sech heibäi, wéi d'Madame Dall'Agnol elo grad richteg gesot huet, ëm en Instrument, wat et erlaabt en Check-up vu senger Wunnecht maachen ze loossen. Mir hu mat Hëllef vun engem auslännesche Forschungsinstitut e spezifeschen a relativ komplexe Logiciel ausschaffe gelooss; et sinn och 43 Ingénieuren an Architekten ausgebilt ginn. Si hunn e staatlech gepréifte Certificat kritt an déi 43 Leit sinn also amstand esou ee Carnet de l'habitat auszestellen.

D'Grondiddi war an ass haut nach ëmmer déi, datt de Stat an Zukunft keng gréisser Améliorationsprimë méi accordéiere wëllt am Kader vum Gesetz vum 25. Februar 1979 iwwert d'Bäihëllefe fir de Wunnengsbau, ouni datt am Virfeld do en Check-up duerchgefouert géif ginn. Et soll nämlech verhënnert ginn, datt d'Leit hirem Haus, wat se wëlle mat vill Sue reparéieren oder sanéieren oder wou se Verbesserungen am Sënn vun enger besserer Energieeffizienz duerchféiere wëllen, datt déi hirem Haus méi Schued wéi Guddes zouféieren, well déi Aarbechten net fachmännesch oder net sachgerecht géife gemaach ginn, an dann eventuell souguer nach mat enger finanzieller staatlecher Ënnerstëtzung.

D'Madame Dall'Agnol huet drop higewisen, datt ech den 21. Abrëll 2006 am Kader vun enger Question parlementaire vum Här Deputéierten Emile Calmes explizit op d'Zilsetzung an op de Fonctionnement vum Carnet agaange sinn an ech hunn och déi staatlech finanziell Ënnerstëtzung heivunner erkläert.

D'Madame Dall'Agnol huet elo eng Rei vun zousätzleche Froe gestallt par rapport zu deenen, déi hei ursprünglech gestallt waren. Ech wëll versichen op déi anzegoen op déi ech kann agoen.

Dat Éischt, dat ass: Wéi vill Carnete sinn ausgestallt ginn? Dat weess ech net. De Carnet ass jo net obligatoresch, fir ausgestallt ze ginn, wann een eng Renovatioun mécht. Dat ass de Moment nach net de Fall. Mir hu bis elo sechs Leit eng staatlech Hëllef ginn, déi e Carnet ausgestallt kruten.

Wat ass de Coût vun dem Etablissement vun engem Carnet?, ass gefrot ginn. Mir hu mat dem Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils, mat dem OAI also, eng Konventioun ofgeschloss, wou déi eenzel Tariffer festgeluecht gi sinn. Fir een Eefamilljenhaus, wou keng Baupläng virleien, kascht dat 1.500 Euro plus TVA. Wa Baupläng virleien 1.350 Euro.

Wann een e Carnet maache léisst fir eng Wunnecht an engem Appartementshaus, da muss een ënnerscheeden, ob dat Appartementshaus manner oder méi wéi véier Appartementer huet. Wann et manner wéi véier Appartementer huet an et leie Baupläng vir, da kascht dat 950 Euro, a wann et en Appartementshaus ass mat méi wéi véier Appartementer, da kascht dat 500 Euro plus TVA, wann, wéi gesot, Pläng virleien.

De Stat iwwerhëlt och 75% vum Käschtepunkt vun der Ausstellung vum Carnet de l'habitat, mat engem Maximum vun 1.900 Euro pro Unitéit. Dir wäert Iech elo froen: Wuerfir ass dee Montant méi héich ugesat wéi dat wat mat dem OAI ausgehandelt ginn ass? Et däerf een nämlech net vergiessen, datt nach aner Käschte kënnen ufalen, wéi zum Beispill Käschte vu chemeschen Analysen, wann ee Verdacht op Asbest do ass oder op aner gesondheetlech Problemer, déi eventuell am Haus wären. Dofir, wéi gesot, dee maximale Montant vun 1.900 Euro.

Déi sechs Carneten, déi bis elo finanzéiert gi sinn, hunn insgesamt e Subventionnement vu 7.341,75 Euro mat sech bruecht.

Drëtte Fächer vu Froen: Ass d'Prime d'amélioration scho geännert ginn? Neen, si ass nach net geännert ginn. Dat heescht, et ass nach net obligatoresch fir e Carnet ze maache fir eng Prime d'amélioration ze kréien. Dofir, wéi gesot, kann ech och näischt soen iwwert den Impakt vun dësem Carnet op d'Prime d'amélioration. Mir hunn och bis elo - dat wëll ech och kloer soen - dobaussen nach keng systematesch Publicitéit a Propaganda gemaach fir de Carnet, wat menger Meenung no e formidabelt Instrument awer ass.

Wuerfir net?

Ma ech hunn awer missen ofwaarde bis den definitiven Text iwwert den Energiepass do wär. Dee soll jo kuerzfristeg elo kommen. De Statsrot, mengen ech, huet de leschten Avis zu Amendementer ginn. Deen Energiepass soll jo kënnen an de Carnet de l'habitat integréiert ginn.

Zweetens hu mer och ofgewaart bis den Text iwwert d'Bäihëllefe bei Energiemoossnamen an den Haiser géif virleien. Deen Text ass virun e puer Méint jo ofgeschloss ginn. Den 1. Januar 2008 trëtt en a Kraaft. Dat huet en direkten Impakt op d'Améliorationsprime.

Dat heescht, mir hunn elo déi zwee Texter, déi mer gebraucht hunn, virleien.

Fir d'Éischt muss elo de Logiciel vum Carnet adaptéiert ginn op déi nei Bestëmmunge vum Energiepass. An da si mer och amgaangen am Kader vun enger méi wäit gehender Adaptatioun vun de Reglementstexter iwwert d'Aides au logement, fir do och d'Améliorationsprime kuerzfristeg ëmzeänneren, wéi gesot an där Hisiicht, datt an Zukunft déijéineg, déi wëlle Primë kréien, wat d'Verbesserung vun hiren Haiser ubelaangt, virdrun e Carnet musse gemaach kritt hunn am Aklang och, wéi gesot, mat deem Energiepass, deen am Kader vun den energiespuerende Moossnamen ausgestallt gëtt.

Dat also zu de Froen, déi d'Madame Dall'Agnol gestallt huet.

Ech muss soen, datt ech och bedaueren, datt net méi Leit vun deem Carnet bis elo profitéiert hunn. Ech hunn eng Rei vu Grënn jo genannt, woufir dat net de Fall war.

Éischtens hu mer keng Publicitéit gemaach, zweetens huet de Carnet souwisou missen adaptéiert ginn, an drëttens ass, wéi gesot, d'Améliorationsprime nach net erneiert ginn an de Carnet huet fir si nach net als préalabel Konditioun gedéngt. Dono muss een e Carnet opstellen, ier een eng Prime ka kréien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zu der…

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Ech hunn nach eng Fro, Här President.

M. le Président.- Oh pardon, d'Madame Dall'Agnol huet nach eng Zousazfro.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci, Här President. De Minister huet jo ausgiebeg geäntwert. Ech wollt just nach eng Kéier nohaken, wéi d'Zäitfënster ausgesäit, wéini hien domat rechent, datt kéint e Bilan gezu ginn, respektiv wéini hie kéint ufänke mat enger richteger Publicitéit, fir datt mer effektiv dat doten Element besser kéinten notzen, wéi dat bis elo de Fall war.

Merci.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo, ech hunn drop higewisen, datt mer offiziell elo amgaange si fir ëmzeänneren, fir den Text vum Energiepass dran ze integréieren. Mä duerch déi nei Bestëmmungen iwwer energiespuerend Moossnamen ass am Fong dat, wat mer gehofft hunn, datt de Carnet de l'habitat dat Instrument wier, wat jiddferee géif notzen, wann e géif renovéieren, e bëssen a Fro gestallt, wann een elo sech ka beschränken op energiespuerend Moossnamen, an net e Gesamtinventar vun de Problemer, déi am Haus bestinn, muss maachen.

Ech kann also elo net direkt soen, wéi dat sech auswierke wäert, mä wéi gesot, mir sinn amgaang d'Reglement iwwert d'Améliorationsprime och ze änneren a mir mussen natierlech do am Kapp hunn: Wat ass elo geschitt? Wat gëtt et u Primë fir een, deen ausschliesslech energiespuerend Moossname maache léisst? Well et däerf ee jo net e Cumul vun Aiden akzeptéieren.

Dat heescht, mir mussen eis deem upassen. Ech hoffen, datt méiglechst vill Leit vun deem Carnet profitéieren, och Leit, déi net onbedéngt wëllen eng Améliorationsprime kréien. Déi ass jo u ganz streng Kritäre gebonnen, wat d'Akommes vun de Stéit ubelaangt. Déi si relativ restriktiv. Do wëlle mer vläicht eng kleng Ouverture maachen. Mä d'Améliorationsprime war ëmmer geduecht fir Leit, déi relativ schlecht dru sinn, datt déi gehollef kréien, hiert Haus ze renovéieren an ze verbesseren.

Par contre ass et bei den energiespuerende Moossnamen esou, datt do jiddferee Bäi-

hëllefe kritt, onofhängeg vum Akommes wat hien huet. Duerfir muss een also kucken, wéi dat sech entwéckelt. Ech hoffen an ech denken och, datt, wa mer genuch Publicitéit maachen, wouduerch de Sënn an den Zweck vun deem Carnet de l'habitat besser agesi gëtt, an de Stat leet wéi gesot 75% bei der Erstellung vum Carnet bäi, vill Leit, déi eben net wëllen onbedéngt Primë kréien, awer vun dësem Outil Gebrauch maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur nächster Fro, déi vum honorabelen Här Kox iwwert den Aménagement vum Site vun der WSA an d'Stratégie gouvernementale en matière de développement du secteur de la logistique. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

2. Question avec débat N°27 de M. Henri Kox au sujet de l'aménagement du site de la WSA (Warehouse Service Agency) et de la stratégie gouvernementale en matière de développement du secteur de la logistique

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech op de Fong wollt kommen, wollt ech e puer Wierder iwwert d'Form verléieren. A sech wollt ech dës Froe méi ausféierlech an enger Ekonomieskommissioun stellen, mä leider ass et net esou einfach, den Här Krecké an der Ekonomieskommissioun kënnen ze begréissen.

Den hallwe Globus huet de Wirtschaftsminister mëttlerweil jo scho bereest, fir nei Wirtschaftssecteuren op Lëtzebuerg ze lackelen. Hoffentlech gitt Der och dobäi fündeg! Et wär nämlech net kompatibel mat dem Här Lux senge Kyoto-Ambitiounen, wann de Wirtschaftsminister nëmmen CO_2 duerch d'Luucht bléist a keen Erfolleg kann opweisen.

D'Demande, fir iwwert de Logistikzenter an der Ekonomieskommissioun kënnen ze schwätzen, geet nämlech op den 28. Mäerz zréck, also dat ass scho relativ laang hier. Mëttlerweil ass iwwerall iwwert dee Logistikzenter geschwat an debattéiert ginn, just leider net an der Wirtschaftskommissioun. Mä wat nach net war, ka jo nach ëmmer kommen.

Wie Logistik seet, seet Transport, wien Transport seet, seet nei Belaaschtungen. Belaaschtungen op ville Pläng: méi Trafic, méi Stau, nei Stroossen, nach méi eng grouss Ofhängegkeet vu Pëtrolsprodukter, méi en héijen CO_2-Ausstouss an esou weider an esou fort. Besonnesch am Zesummenhang mat Bali misst a sech och d'Logistik nei iwwerduecht ginn an op déi Kritären ugepasst ginn. Et kann een also villes falsch maachen. Net dass den Här Lux haut oder muer zu Bali erëm alles versprécht, mä heiheem maache mir just de Contraire!

Et kann een awer och ganz villes richteg maachen. Et kéint een zum Beispill drop hischaffen, alles wat no Süden transportéiert gëtt oder aus dem Süde kënnt, nëmmen nach iwwert déi Schinnenautobunn vu Perpignan transportéieren ze loossen. Dëst hätt zur Folleg, datt zum Beispill eng Entlaaschtung vum Camionstransport op der Strooss entsteet. Eng echt nohalteg Transportdréischeif also.

Duerfir meng Froen: Wéiwäit ass den Impakt op den CO_2-Ausstouss analyséiert ginn? Gëtt et Moossinstrumenter fir lafend de Prozess ze begleeden? Wéi e Rôle spillt den öffentlechen Transport, besonnesch den Zuch, an der ganzer Entwécklung vum Logistikzenter? Wéi eng Kritäre mussen also dann déi Logistikfirmae matbréngen, fir kënne sech op deem Site nidderzeloossen? Wat ware schlussendlech elo déi ausschlaggebend Kritäre fir déi éischt zwou Firmaen, déi sech um Eurohub niddergelooss hunn? Dëst si jo bekanntlech d'Firmaen Transalliance mat eleng engem Fuerpark vun, ech mengen, 3.500 Camionen, an d'Firma Sogaris. Wéi eng weider Etappe sinn a sech elo nach geplangt?

Dass d'Logistik awer méi ass, wéi bekanntlech just den Transport, wësse mer. D'Logistik ka ganz vill a flott Plus-valuen hei schafen, nämlech duerch d'Zesummesetzung, wat den Här Wirtschaftsminister och schonn emol gesot huet, vun héichwäertege Produkter. Hei gëtt dann och vun iwwer 1.000 Aarbechtsplaze geschwat, déi do kënne geschafe ginn.

Duerfir vläicht eng Rei zousätzlech Froen zu deenen Aarbechtsplazen. Wou gi mer déi Leit sichen, déi déi Aarbechtsplaze solle besetzen? Wéi steet et mat der Ubannung vum öffentlechen Transport, fir méiglechst vill vun deene Leit mat dem öffentlechen Transport dohinner ze kréien? Kënne mer déi Leit och hei aus Lëtzebuerg rekrutéieren? Wéi steet et mat der Ausbildung vum Logistiker hei zu Lëtzebuerg? Wéi wäit sinn déi Leit, déi sech esou ëm déi Logistikausbildung këmmeren, am Prozess mat bedeelegt? Ech mengen, no mengen Informatioune waarden déi nëmmen drop, do kënne matzeschaffen.

Et stelle sech aus eiser Siicht also nach eng ganz Rei vun zousätzleche Froen, déi a kenger Publikatioun zum Logistikzenter beäntwert goufen. Mir gesinn awer och duerchaus Chancë bei esou engem Logistikzenter. Chancë vun engem Paradigmewiessel an der Transportpolitik. Iewescht Zil muss deemno sinn, eng nohalteg Ausriichtung ze gewährleeschten. Wie Logistik mat dem geréngsten Energie- a Ressourcëverbrauch ubitt, wäert gewannen. Duerfir kënnt et drop un, de Logistikprozess intelligent ze optiméieren an onnéidegen Transport ze vermeiden.

Ech soe Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet d'Wuert. Här Minister!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech dem Här Kox gutt nogelauschtert hunn, dann deet et mer effektiv leed, dass mer net éischter driwwer geschwat hunn. Hien huet säi Referat ugefaangen doduerch, dass e gesot huet, wie Logistik seet, seet Transport, seet Camion, seet Belaaschtung. Ebe just dass Logistik net dat do ass, hunn ech elo scho probéiert des Öfteren ze soen. Ech war och a leschter Zäit e puermol an der Wirtschaftskommissioun. Ech ka mech net erënneren, Här Kox, dass Der mech gefrot hutt, fir dozou eppes ze soen, mä dat kënne mer jo elo nohuelen. Mir fänke jo net domadder un.

Une voix.- Très bien!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Néng Méint nodeem dass mer déi Studië virgeluecht hunn, déi Dornier-Studië iwwert d'Opportunitéiten hei zu Lëtzebuerg, wat u sech d'Logistik ubelaangt, hu mer dat virgestallt wat mer nennen Eurohub Lëtzebuerg-Süd. Dat ass dee Raum Diddeleng-Beetebuerg plus d'WSA-Gelände. Ech soe plus, well et ass méi wéi just d'WSA. An an deem Raum, wou jo eng ganz Rei Aarbechtsplaze verluer gi sinn, an der Industrie notamment, si mer amgaangen, en neie Secteur ze développéieren.

Wat elo de WSA-Terrain als solchen ubelaangt, ass dat en Terrain, deen zou ass, doduerch eng ganz Rei Avantagë weist, spezifesch ass, an dat, wat mer do wëlle maachen - Dir frot mech d'Kritären, déi ee muss erfëllen, wann een dohinner geet -, ass ebe just net nëmmen Transport an Distributioun. Déi kommen net dohinner! Dat ass net den Zweck dovunner! Ech hu schonn x Leit, déi mech gefrot hunn, fir dohinner ze kommen, gesot: Et deet mer leed, dat ass net den Zweck dovunner.

Wat siche mer? 3 PL-, 4 PL-logistics, wat ass dat? Majo dat ass e Mehrwäert schafen! Mehrwäert an der Verpakung, Mehrwäert an der Zertifizéierung, Mehrwäert an enger ganzer Rei Wäertschöpfungen, déi sollen derbäikomme bei dat Produkt, wat do erabruecht ginn ass.

4 PL, wat heescht dat? Ma dat ass déi ganz Organisatioun vum Floss vun de Gidder bei der Zouliwwerung, awer och an der Distributioun. Et geet souguer op dat wat mer nennen „reverse logistics", dat heescht, déi Saachen, déi net verkaaft gi sinn, déi recycléiert musse ginn, wou e Problem ass, déi musse jo och erëm eng Kéier entgéintgeholl ginn. Also gehéiert dat och zur Logistik. A schlussendlech wou mer am Beräich Berodung an Ausbildung täteg sinn.

Dorunner gesäit een, dass Logistik nu wierklech eppes anescht ass, wéi dat, wat Dir am Ufank gesot hutt.

(Interruption)

Dir hutt herno d'Kéier geholl, nodeem dass Der fir d'éischt gesot hutt, wie seet Logistik, seet dat.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Et ass och esou!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Maja! Ech kennen der nach hei zu Lëtzebuerg, déi dat eent an dat anert, säi Contraire, soe bannent zwee Sätz. Mä enfin, dat war schonn e schéinen Tour, deen Der gemaach hutt, Här Kox. Dir sidd herno wierklech op de Punkt komm, wat Logistik ass, mä Dir hat awer ganz schlecht ugefaangen.

(Interruptions)

De Schinnentransport ass nämlech an dësem Fall bei der WSA deen interessantesten Deel. Den Deel Beetebuerg-Perpignan ass unique hei an Europa. Déi Distanz gëtt et néierens, wou ee ka mat deem wat mer nennen Digipack schaffen. Dat ass deen eenzegen Trajet, deen esou grouss ass, 1.300 Kilometer. Duerfir, et muss een deenen dote Kritären entspriechen: den Transport haaptsächlech schinnegebonnen, plus deene Kritären, déi ech virdru gesot hunn, 3 PL, 4 PL an esou weider, an net einfach Transport maachen, fir dass een an de Logistikzenter ka kommen.

D'Transalliance, et huet jo iwwerhaapt näischt mat hiren 3.000 Camionen ze dinn, wat déi do maachen; déi kommen net mat 3.000 Camionen! Déi kommen dohinner fir eppes ze maachen, wat zousätzlech ass, nämlech eng Rei Camionen opzebereeden, fir dass se kënne spéider fueren, mä si kommen net hiren Transport dohinner maachen. A Sogaris ass eng Gesellschaft, déi net u sech weder Distributioun nach soss eppes mécht, mä déi hëlleft eis, 20 Hektar vun deene 55 Hektar ze erschléissen, fir do zesumme mam Stat Gebaier ze maachen, Gebaier, déi mussen héich genuch sinn, Gebaier, déi mussen esou agencéiert sinn, dass kënne Regaler drakommen. Déi Sogaris-Gesellschaft ass eng Gesellschaft vu Paräis, déi zum Deel an öffentlecher Hand ass an déi eng Rei Kompetenzen opweist, wou mer gemengt hunn, et wär besser, mir géifen esou e Partner mat bäihuelen, wa mer dat développéieren.

Dir frot mech d'Gesamtstrategie vun der Regierung. Zéng Minutten ass e bësse kuerz derfir, mä éischtens stoung am Regierungsprogramm, dass mer géife kucke Logistik ze développéieren, esou wéi och aner Secteuren am IT-Beräich, Gesondheetstechnologien an am Beräich vun den Eco-Technologien. Mir sinn amgaangen do e ganze Koup Démarchë virzehuelen. Mir sinn amgaangen eng ganz Rei Virbereedungen ze treffen. Et entsprécht also emol éischtens engem Punkt vum Regierungsprogramm.

Zweetens huet d'Erfahrung gewisen, dass eng Rei Firmen eben aus Käschtegrënn an Europa an zu Lëtzebuerg en particulier vläicht net méi gewëllt sinn ze produzéieren, mä déi Produkter, déi se hunn, déi sinn awer noutwendeg fir eise Marché, well de Konsument dat freet. Also mussen déi Produkter erakommen. Firwat solle mer eis dann net un deem Deel vun deem wat een nennt „supply chain" bedeelegen?

Duerfir si mer zur Schlussfolgerung komm, wann och eng Rei Produktiounen op nei Mäert ginn, voire Asien, esou ginn awer Saachen do produzéiert, déi mir brauchen. Also kënne mer eis dorunner bedeelegen. A soulaang d'Kommunikatiounsweeër sech esou entwéckelen, wéi dat haut de Fall ass, mengen ech kënne mir och mathalen. Duerfir ass dat fir eis aus der Erfahrung hier eng grouss Opportunitéit.

Dat Drëtt ass d'Erkenntnis, dass de Welthandel, ob een dat elo gär huet oder net gär huet, sech ganz staark entwéckelt an Zouwuessrate weist, déi et fir eis interessant maachen. Et ass e Secteur en pleine expansion, ob een e gär huet oder net, mä entweder mécht ee mat oder et ass een dobaussen. Duerfir hu mir geduecht: Vu dass mer schonn e ganze Koup Logistik hei hunn, firwat solle mer dat net développéieren a firwat solle mer net just probéieren, dass deen Deel vun der Mehrwäertschöpfung am Beräich vun der Logistik méi grouss gëtt?

Dee gëtt weltwäit méi grouss. Am Präis vun engem Produkt gëtt haut deen Deel, dee Logistik ass, prozentual Joer fir Joer méi grouss. Dat heescht, deen Deel, dee Logistik ass, ass ëmmer méi interessant, a wann ee kuckt, eng ganz Rei Logistiker sinn haut dat wat een nennt Assembleuren, dat heescht, déi setze Saachen zesummen a féieren net nëmmen e Produkt vun A op B, mä brénge Produkter vun A op B an op B gi se zesummegesat. Assembleure ginn d'Logistiker ëmmer méi. Och d'Liwwerzäiten ass e Punkt op deem ëmmer méi Leit elo froen, ob een dat gär huet oder net.

De véierte Punkt firwat dass mir et interessant fannen ass, dass mer erausfonnt hunn, dass appréciéiert gëtt, dass Lëtzebuerg eng geographesch ideal Lag huet fir dat do ze maachen. Wann een e Krees vun 800 Kilometer zitt, dann huet een 80% vum PIB vun der gesamter Europäescher Unioun. Dat heescht, an engem Dag ass een, sief et iwwert d'Schinn, sief et iwwert d'Strooss, quasi op engem Territoire, deen 80% vun der ganzer Wäertschöpfung an der Wirtschaft vun der Europäescher Unioun ausmécht. Mir leien en plus op enger interessanter Kräizung vun Ost-West a vun Nord-Süd, besonnesch wat de Schinnentransport ugeet.

Schlussendlech de fënnefte Punkt ass deen, dass mir mat der Loftfracht, esou wéi mer se développéiert hunn, hei eng gewësse Kompetenz an domat eng gewësse Kredibilitéit schonn hunn. Lëtzebuerg ass als Logistik-Kap mëttlerweil an der Welt bekannt duerch d'Loftfracht, ob een dat gär huet oder net. Do hu mer et fäerdeg bruecht, eise Seriö un den Dag ze leeën, dass mer capabel sinn, esou e Secteur ze développéieren.

De Problem ass e bëssen, Här President, dass mer ganz vill Saachen erafléien a se direkt erëm erausginn, an d'Iddi ass, dass mer zumindest engem Deel vun deem, wat mer erafléien, e Plus ginn, eppes bäiginn, dass mer eng Wäertschöpfung dozou maachen an et net einfach nëmmen duerchwénken. Duerfir ass déi Conterner Zon haaptsächlech fir d'Loftfracht a fir d'Logistik, déi dorunner hänkt. D'WSA ass éischter fir déi schinnegebonne Fracht.

De sechste Punkt, deen ech lech wollt soen, ass, dass mer net nëmmen eng Kompetenz an der Loftfracht hunn, mä do hannendrun eben eng Kompetenz kruten, well sech e ganze Koup Gesellschaften niddergelooss hunn. Sief dat Kühne & Nagel, Schenker, Panalpina, Nippon Express, DHL, TNT, all déi Firme koumen op Lëtzebuerg an agéieren aus Lëtzebuerg eraus. Mä och Lëtzebuerger Firmen, ob dat Wallenborn, Offergeld an esou weider sinn, alleguerte si se interesséiert um Développement dovunner. Mir hu mëttlerweil 120 Firmen, déi an deem Beräich aktiv sinn.

(Coups de cloche de la Présidence)

De siwente Punkt, Här President, ass well mer eng Kompetenz mëttlerweil eis ugeëegent hunn, déi développéieren, an zwar iwwert d'CFL Cargo. D'CFL Cargo ass en absolute Succès fir de Moment a si komme quasi net no mat Wagone kafen, esou ass de Succès am Moment ze verzeechnen.

D'CFL Cargo gëtt eis d'Geleeënheet, den Zougang zu deem wichtegsten Deel en dehors vun der Loftfracht ze kréien, nämlech zu den Häfen. De Problem ass deen, dass iwwert d'Loftfracht nëmmen 2% wat de Volumen ubelaangt iwwerhaapt vum Welthandel gemaach gëtt. 98% vun deem Welthandel geet iwwert d'Schëff. D'Schëff ass nach wie vor souwisou bäi Wäitem dat ekologeschst Transportmëttel wat et gëtt, egal wat een dovunner hält. Dat ass am Moment dat Interessantst, an duerfir probéiere mer Zougang zu den Häfen ze kréien. Zougang och, well mir hinne bei CFL Cargo an zu Beetebuerg kënnen dee multimodernen Terminal ubidden, deen et an de ganze Géigenden an där Form net gëtt.

Schlussendlech e leschte Punkt ass deen, mir hunn e Pavillon maritime, wou mer eng Zäit probéiert hunn, haaptsächlech Schëffer ze registréieren. Dat maache mer net méi. Mir sichen elo de Kontakt mat de Schëfffahrtsgesellschaften. Mir probéiere mat deenen a Kontakt ze kommen. Mir probéiere mat deenen, a besonnesch déi integréiert Gesellschaften, déi also souwuel Logistik maachen, Schëffer hunn, Wagonen hunn a Camionen hunn, a Verbindung ze kommen, well do kréie mer den Zougang zu deene Containeren, déi iergendwou zu Hongkong fortginn a mat deene mir eppes wëllen ufänke spéiderhin, anstatt dass et reng an den Häfe geschitt.

Duerfir brauche mer also eng ganz Rei Instrumenter. Déi si mer amgaangen ze développéieren, och wëssend, dass mer eng ganz Rei Avantagen hunn. Well dat ass mengen ech dat Wichtegst. Mir hunn eng Finanzplaz, déi eis eng Kredibilitéit gëtt, wat de Seriö vum Standuert Lëtzebuerg weltwäit ugeet. Dat muss een esou gesinn. Mir hunn eng Kompetenz doranner, an doduerch, dass dat sech esou entwéckelt huet, wësse se och, dass hannendrun am IT-Beräich genuch an héich qualifizéiert Leit an Technologien op der Plaz sinn. Deen, deen esou eng Finanzplaz huet, dee muss ganz gutt Déngschtleeschtunge maachen, well soss geet et net.

Dat heescht, de Service aux entreprises ass bei eis gutt développéiert. Mir hunn eng ausgedehnten Zertifizéierungskompetenz mëttlerweil. Ech mengen, ech brauch net ze

soen, dass mer eng relativ neutral Approche zu den Nopeschlänner hunn an eng offen Approche, well mir hunn e Bannemaart, dee mer kënne beliwwere vu 500 Milioune vu Leit, déi relativ vill Kafkraaft hunn. Mir sinn amgaangen um Niveau vun der Douane déi paperless ze maachen, féieren elo d'Représentation fiscale an der TVA an, hu kee Préfinancement op der TVA wéi aner Länner, dat heescht, bei Import-Export brauch een net esou vill Kapital ze blockéieren.

Mir sinn amgaangen ze probéiere First Mover ze si wat den „authorized economic operator" ubelaangt, dat heescht en zertifizéierten Opérateur, deen also vill méi schnell den Dédouanement ka virhuelen. Mir sinn amgaangen also eng ganz Rei Saachen zesumme mat eisen Administratioune virzebereeden, fir dass mer einfach esou opgestallt ginn, dass mir besser si wéi déi aner an domat eng Chance hunn, en neie Secteur ze développéieren, domat vill a verschidden Aarbechtsplazen ze schafen, souwuel ganz héich qualifizéierter wéi niddreg qualifizéierter. Vu dass mer där relativ vill jo awer verluer hunn a leschter Zäit…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech si fäerdeg, ech hat nach en hallwe Saz.

M. le Président.- Neen, ech wëll just, dass dat Reglement, wat Dir agefouert hutt, och observéiert gëtt.

(Interruptions)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech fannen dat ganz gutt, dass Der Iech nach drun erënnert, dass ech dozou e Mérite hat.

Merci.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Domat ass dee Punkt och ofgeschloss. Da komme mer zu dem Débat de consultation op Ufro vun der Regierung iwwert d'Etüde PISA a PIRLS. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Sunnen, den Här Meisch, den Här Scheuer, den Här Adam, den Här Mehlen an d'Madame Hetto. D'Wuert huet elo d'Madame Minister, zoustänneg fir d'national Erzéiung, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

3. Débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité (Études PISA et PIRLS 2006)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, éier mer zu deene verschiddene Constate vu PISA a vu PIRLS kommen, géif ech gären eng Remarque maachen iwwert déi allgemeng Participatioun vu Lëtzebuerg un internationalen Etüden an Enquêten, well ech oft héieren: Jo, an deenen Enquêtë gi jo Saache gemooss, déi net d'Prioritéit vun eiser Schoul sinn.

Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer eis un internationalen Enquêtë bedeelegen, well mer domadder erausfannen, wat sinn déi Kompetenzen international, déi vun de Schüler, déi vun deene jonke Leit verlaangt ginn, fir hir Entrée an d'Liewen, an och wann d'Bildung eng national Kompetenz ass a wa mir selbstverständlech Schwéierpunkter setzen, déi kënne variéiere vun de Schwéierpunkter vun anere Länner, da sinn ech awer der Meenung, dass mer mussen déi Kompetenze probéiere bei eise Kanner ze entwéckelen, esou héich wéi méiglech, déi se brauchen, fir herno an hire Studien, op der Aarbecht an där globaliséierter Welt an där mer liewen ze fonctionnéieren.

An et geet jo och dorëms, fir aus deem Bléck vu baussen ze gesinn: Wat sinn déi Domäner, wou mer gutt sinn, a wat sinn déi Domäner, wou mer eis verbessere kënnen? D'Evaluatioun ass jo och net geduecht, fir ee Sündenbock ze désignéieren, mä et soll e Spigel sinn, eng Hëllef fir d'Schoulen, fir sech ze verbessere fir dat Zil, wat d'Gesellschaft hinne gëtt, dat heescht de Kanner eppes bäizebréngen, d'Kanner ze sozialiséieren a se ze qualifizéieren, fir dat Zil méiglechst gutt ze erreechen.

Wann ech elo zu deenen zwou Enquêtë kommen, déi mer a kuerzer Zäit presentéiert ginn, fir d'éischt PIRLS. Dat ass also eng international Enquête, déi moosst wéi d'Lieskompetenze si vun de Kanner un deem Moment, wou eigentlech d'Liese léieren ofgeschloss sollt sinn. Et geet ee jo an d'Schoul, fir alphabetiséiert ze ginn, liesen ze léieren, an da kënnt dee Stadium, wou een herno liese muss, fir ze léieren. PIRLS moosst also d'Lieskompetenz vun de Kanner no deem wichtegen Abschnitt.

An do stelle mer fest, dass d'Lëtzebuerger Kanner oder d'Kanner an der Lëtzebuerger Schoul ee gutt Resultat hunn. Si hunn d'Technike vum Liese beherrscht a si hunn och ee gutt Liesverständnis. Duerfir wëll ech soen: Bravo, dat ass also eng vun deene ville Missiounen, déi d'Schoul krut, déi domadder erfëllt gëtt.

Selbstverständlech gëtt et och do Detailer a Prezisiounen, déi een ubrénge muss. Wann een dat méi genau kuckt, da stellt ee fest, dass eis Kanner ganz gutt sinn, wat d'Lokaliséiere vun den Informatiounen ugeet an engem Text. Dat heescht implizit, wat am Text drasteet, dat fanne se ganz gutt erëm. Si si manner gutt, awer net schlecht, mä si si manner gutt, wann et drëm geet fir ze interpretéieren a fir déi Texter, déi se gelies hunn, mat anere Saachen a Verbindung ze bréngen.

Elo kënnt een natierlech menge fir d'éischt misst een Informatioune lokaliséieren an da géif een eréischt déi Kompetenz entwéckele fir ze interpretéieren a Konklusiounen ze zéien. Do hunn ech mech awer beléiere gelooss an duerfir ginn ech dat weider, dass dat net esou ass. Et ginn, wat déi zwou Aktivitéite beim Liesen ugeet, verschidden Niveauen, dat heescht et ginn einfach Exercicen, fir Informatiounen ze lokaliséieren, an et ginn och méi einfach Übungen, fir ze vergläichen an ze interpretéieren. Dofir muss een also do awierken a soen: Et ass och wichteg, dass d'Kanner bei eis an der Schoul déi aner Aktivitéit, dat méi komplext Lieseverständnis, vu fréiem un a vu klengem un üben.

Dat ass jo elo - loosse mer emol soen - eng relativ einfach Aufgab. Mir mussen de Schoulmeeschteren, de Léierinnen déi Missioun opschreiwen. Dat ass jo och déi Aarbecht, déi amgaang ass an där ganzer Definitioun vun de Socles de compétences, vun deene Kompetenzen, déi d'Kanner mussen hunn, déi do amgaang ass gemaach ze ginn.

Deen anere Constat, dee mech eigentlech traureg mécht, dat ass, dass eis Kanner zwar gutt léiere liesen, mä dass se bal keng Freed um Liesen hunn. An dat ass awer e wichtegt Element, well wann een dovunner ausgeet, dass se jo elo hir Flicht erfëllt hunn, dat heescht si kënne liesen, an et geet elo drëm, dass se motivéiert si fir ze liesen, fir ebe sech d'Welt opzemaachen, fir Informatioune sichen ze goen, dann ass dat een Defizit, dee se wahrscheinlech an hirer ganzer Schoulcarrière matdroen.

Dat ass also ee Punkt op deem mer mussen aktiv ginn, fir d'Freed um Liesen ze promouvéieren. Dat ass eng Aufgab fir d'Schoul.

Et muss an der Schoul och méiglech sinn Aktivitéiten ze maachen, déi convivial sinn, wou zesumme gelies gëtt, wou ee Freed um Liese kritt. Et ass allerdéngs een Uleies, wat iwwert d'Schoul erausgeet. Et ass net nëmmen an der Schoul, wou ee liest, well manifestement liesen eis Kanner an der Schoul, mä si liesen net ausserhalb vun der Schoul. Et ass also wichteg, datt an de Structures d'accueil, an de Crèchen, an de Maisons relais Aktivitéite sinn, dass mer mat de Bibliothéiken zesummen Aktivitéite maachen.

Et ass awer och wichteg, an dat ass eben eh ben heiansdo, soen ech, d'Mission impossible, dat ass, dass déi erwuesse Leit e Beispill ginn, well d'Kanner imitéieren dat wat se gesinn.

A wa mer déi Questionnairë kucken, déi drunhänken, da gesäit een, dass am Allgemengen zu Lëtzebuerg wéineg gelies gëtt. Dat ass also e Phenomeen, deen een net der Schoul kann zouschreiwen, mä deen an eiser Gesellschaft ass, an dass et also drëm geet: Wéi kréie mer eng Mobilisatioun ronderëm d'Liesen, wann ee weess wéi wichteg déi Lieskompetenz ass fir de Succès scolaire an de Succès professionnel vun alleguerten de Kanner?

Da gëtt et een Aspekt am PIRLS, dee mech nach méi traureg mécht, dat sinn déi Resultater zum Schoulklima. Et geet jo aus der Enquête ervir, dass de Schoulklima zu Lëtzebuerg, am Verglach mat alle Länner, déi deelgeholl hunn, an dat waren der 45, als schlecht emfonnt gëtt. Dat sinn ee ganze Koup Indicateuren. Do si ganz vill Froe gestallt ginn, e Questionnaire fir d'Elteren an e Questionnaire fir d'Schüler.

Elo weess ech och, dass een dat muss virsiichteg aschätzen, well, ob ee sech wuel fillt oder net wuel fillt, dat ass natierlech ëmmer relativ. Et hänkt vum Ëmfeld of an deem ee lieft. Et hänkt dovun of wéi exigent, dass een ass, oder, loosse mer soen, wéi kritesch, dass een zu Institutiounen ass. Mir si jo als Lëtzebuerger net bekannt, dass mer euphoresch Saachen immens positiv fannen. Dofir géif ech och do wëlle soe si mer relativ.

Et bleift awer, dass mer ganz schlecht do sti wat de Schoulklima ugeet, an dass ech denken, dass ee sech där Saach muss unhuelen, se muss analyséieren: Wouranner besteet dat dann? Huet dat mat Gewalt ze dinn? Huet et mat Gestreits ze dinn? Huet et mat engem Mangel un Dialog ze dinn? Well déi Froe stelle sech natierlech: d'Relatiounen Elteren-Schoul, d'Relatioune vun de Kanner ënnert sech, d'Relatiounen d'Kanner mat den Elteren. Ech mengen, dass een do nach méi am Fong ënnersiche goe muss.

Ech denken och, et gi jo Schoulen, wou de Klima gutt ass, dass mer sollte kucken: Wat fonctionnéiert gutt an deene Schoulen? Meng perséinlech Meenung, an ech hunn och probéiert där e legale Kader ze ginn, dat ass mir brauche Schoulen, wou d'Enseignanten am Team fonctionnéieren, wou d'Enseignanten ënner sech schwätzen, sech concertéieren, sech organiséieren, sech ëm d'Kanner këmmeren an och deen Dialog mat den Eltere féieren. An dofir denken ech, dass d'Schoulgesetz dee Kader liwwere kann, fir dass eng Verbesserung vum Schoulklima méiglech ass, wat natierlech keng Garantie ass, dass dat och um Terrain fonctionnéiert.

Wann ech dann zu den Haaptresultater vu PISA kommen, da kann ech just soen, dass PISA 2006 keng signifikativ Ënnerscheeder opweist mat PISA 2003. PISA 2006 huet als Schwéierpunkt d'Naturwëssenschaften analyséiert. Do muss ee soen, dass mer eigentlech relativ nach méi schwaach sinn an den Naturwëssenschaften, oder eis Schüler mat 15 Joer sinn nach méi schwaach an den Naturwëssenschafte wéi an der Lieskompetenz an an der Mathematik.

Et gëtt eng Explikatioun dofir. Mir hu wéineg Enseignement vun de Wëssenschaften an der Primärschoul. Mir hunn es wéineg am Cycle inférieur vum Postprimaire. Dat erkläert sech natierlech doduerch, dass mir ganz vill Zäit brauche fir de Sproochenenseignement an doduerch manner Zäit disponibel ass. Nach mengen ech, dass een do misst eng Verbesserung ubréngen an den Enseignement des sciences, jiddefalls wat d'Ziler ugeet an och wat d'Stonnen ugeet, dass een do misst een Effort maachen.

Am Postprimaire am Lycée classique gëtt op Septième, Sixième a Cinquième de Moment nëmme Biologie enseignéiert, keng Physik a keng Chimie. Dat erkläert och, dass eis Kanner an deenen Ënnerkompetenzen eigentlech besser ofgeschnidden hunn, alles wat méi no apparentéiert ass zur Biologie, mä alles wat zur Physik an zur Chemie apparentéiert ass, do si se vill méi schwaach. Dat erkläert sech also aus dem Schoulprogramm.

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer eise Kanner méi an e besseren Enseignement vun de Sciences naturelles ginn. Wann ech déi Défië gesinn, déi op eis als Gesellschaft zoukommen, ass et noutwendeg, dass jiddfereen eng Basiskompetenz huet, d'Notiounen huet, eng Culture scientifique huet, fir déi grouss Décisiounen, déi eigentlech ustinn, kënnen nozevollzéien. Mir schwätzen iwwer Klimawandel, mir schwätzen iwwer Recherche, iwwer Biotechnologien. Wéi soll e Bierger kënne mat novollzéien, wat d'Portée vu verschiddenen Décisiounen ass, wann en dat Grondwëssen, wat een eigentlech duerfir brauch, net matkritt? Op där anerer Säit brauche mer natierlech iwwerall an Europa méi Scientifiquen, méi Leit, déi sech an där Carrière engagéieren.

Et gëtt an der Etüd PISA 2006 ee Lichtschimmer, ouni dass ech soen, dass dat do elo wierklech e Phare ass, mä et ass een Hoffnungsschimmer, an dat sinn d'Resultater vun deene Kanner, déi an de PROCIs-Klasse sinn. PROCI ass d'Ofkierzung fir de Projet cycle inférieur. Projet cycle inférieur ass agefouert ginn am Joer 2003/2004, an der Rentrée 2003/2004. Et war eng Initiativ vun der deemoleger Unterrechtsministesch Madame Brasseur, als Äntwert op d'Resultater vu PISA 2000. Deemools ware véier Lycéeën, déi matgemaach hunn, mat 437 Klassen. Mir sinn elo bei siwe Lycéeën, mat 1.567 Schüler, déi an deene PROCIs-Klassen enseignéiert ginn.

PROCIs-Schüler hunn an der Lecture 17 Punkten an der Moyenne méi wéi déi aner Schüler, si hunn an der Mathematik 21 Punkte méi a si hunn an de Sciencë 15 Punkte méi wéi d'Kanner an deenen traditionelle Klassen. Dat ass eng wäertvoll Informatioun, well et eis och de Spigel vu bausse gëtt, an dat léisst een, loosse mer soen, eng Lueur vun Hoffnung gesinn, dass et méiglech ass an eisem Schoulsystem Änerungen unzebréngen, déi dann à terme och Friichte bréngen.

Ech wëll direkt soe fir déi Leit, déi wollten d'Fro stellen, dass den Neie Lycée keng Schüler hat, déi getest gi sinn, well déi den Alter nach net hu vu 15 Joer. Bei PISA si jo all d'Schüler vu 15 Joer getest ginn, egal a wéi enger Klass dass se waren, ob se op Cinquième, op Neuvième, op Dixième oder op Sixième waren.

Wat ass d'Erklärung fir den Erfolleg? D'Charakteristike vu PROCI sinn, dass mer stabel Klassen hu vu Septième bis op Neuvième, dass d'Equipe stabel ass, dat heescht, déiselwecht Enseignantë begleeden déi Kanner während deenen dräi Joer. Wann Defiziter festgestallt gi bei de Kanner, gëtt eng Remédiatioun offréiert. D'Approche geet mat Kompetenzen. Et gëtt also definéiert: Wat fir eng Kompetenzen erwaarde mer vun de Schüler? A si gëtt och esou évaluéiert.

D'Grille horaire vun de Schoulen ass och flexibel, dat heescht, si kënne méi Stonnen tässelen op déi Fächer, wou se identifizéiert hunn, dass hir Schüler brauchen. Wéi gesot, och wann dee Plus nach net de Lëtzebuerger Schoulsystem rett, denken ech awer, dass dat do Piste sinn, déi mer weider sollten exploréieren, fir eis Schoul ze reformiéieren.

Da gëtt et, wat PIRLS a PISA ugeet, Konstanten, déi d'selwecht sinn. Gutt Resultat PIRLS fir d'Kanner, déi am fënnefte Schouljoer getest si ginn, mëttelméisseg Resultater bei PISA fir d'Kanner mat 15 Joer. Déi Konstant ass, dass mer eng grouss Disparitéit an de Resultater hunn tëschent Kanner no hirem soziale Milieu, jee nom Bildungsniveau vun hiren Elteren a jee no der Sprooch, déi se doheem schwätzen.

Dee Phenomeen stellt een an alle Länner fest, déi deelgeholl hunn. Iwwerall gëtt et déi Divergenzen, déi Differenzen, mä zu Lëtzebuerg si se ganz staark ausgepräegt a mir hunn e ganz héijen Undeel un Immigrantekanner. Mir sinn do ganz vir am Prozentsaz vu Kanner wou d'Mamm net Lëtzebuergesch doheem schwätzt, déi also eng aner Sprooch doheem schwätze wéi déi, déi an der Schoul gebraucht gëtt, a mir hunn och e ganz héijen Undeel u Kanner, déi aus soziokulturelle schwaache Milieue kommen. Och do hu mir also méi grouss Erausfuerderungen, wéi vläicht aner Länner.

Elo stelle mer awer säit de 60er Jore fest, dass mer déi Disparitéiten hunn. Et sinn och eng ganz Rei vu Moossname geholl ginn. Zum Beispill si mir eent vun deene wéinege Länner wou de Préscolaire obligatoresch ass, mat der Iddi, dass, wann d'Kanner méi fréi scolariséiert ginn, mer besser kënnen d'Defiziter combléieren. De Précoce ass agefouert gi virun eelef Joer. Mir sinn amgaangen e besseren Encadrement vun de Kanner ze organiséieren an deem Sënn, dass se kënnen niewent de Schoulstonnen nach encadréiert ginn, ënnerstëtzt ginn, also eng aner Offer kréien, fir se ze stimuléieren.

Mä d'Resultater sinn, géif ech soen, net zefridde stellend. Mir hunn e Problem vu Gestioun, vun Heterogenitéit an eiser Schoul a mir hunn, säit ech mech kann erënneren an, ech mengen, säit et d'Lëtzebuerger Schoul gëtt, eigentlech nëmmen zwou Äntwerten op d'Digestioun vun der Heterogenitéit an eiser Schoul: Dat eent ass de Redoublement. Dat heescht, mir soen: Wann e Schüler net den Niveau huet, da mécht en dat Joer nach eng Kéier. Dat heescht, mir hunn eng Norm, an déi Kanner, déi net an d'Norm erapassen, déi mussen eben esou laang waarden, bis se an d'Norm erapassen.

Dat huet och iwwregens zur Konsequenz, dass mer eigentlech verhältnisméisseg net genuch ganz gutt Schüler hunn. Mir bréngen et och net fäerdeg, eis ganz gutt Schüler esou ze förderen an ze fuerderen, dass mer méi een héijen Undeel hätten un deenen, déi héich Performancen hunn. Am Primaire - an dat sinn awer Chifferen, déi ee

bedenklech maachen -, am fënnefte Schouljoer si 25% vun de Kanner, déi op d'mannst ee Joer Schoulretard hunn! Dat ass enorm vill! Och wann ee ka soen, eng Rei vun de Kanner, déi Retard hunn, dat ass well se relativ spéit an d'Lëtzebuerger Land komm sinn a well se d'Sproochen net schwätzen. Dat sinn 13%. Da bleift awer nach en enorm héijen Deel u Redoublement an eiser Primärschoul.

An dat geet da weider, well bei 15 Joer stelle mer fest, dass 41% vun de Kanner op d'mannst ee Joer Retard hunn. Dat heescht, mir hunn en enorm héijen Taux de redoublement, deen héchste vun alle Länner. Et si jo ganz vill Länner, déi kee Redoublement hunn, mä bei deenen, déi e Redoublement hunn, si mir wierklech Spëtzereider. Mir gesinn awer a mir wëssen aus den Etüden, déi iwwerall gemaach gi sinn am Ausland, dass Redoublement, datselwecht nach eng Kéier maachen, deeselwechte Programm nach eng Kéier maachen, dat oneffikasst Mëttel ass fir Remédiatioun, fir e Schüler op e méi héijen Niveau ze kréien.

Déi zweet Äntwert, déi mer hunn, déi hu mer net am Primaire, mä déi hu mer am Postprimaire. Dat sinn eben d'Filièren, wou mer d'Kanner orientéiere jee no deem Niveau, dee se am sechste Schouljoer hunn, a méi eng héich Filière, eng Mëttelfilière oder an eng manner héich Filière. Och do wësse mer, dass dat eigentlech net déi gutt Äntwert ass, mä dass mer et awer net fäerdeg brénge fir de Moment, dee System do esou ëmzeänneren, dass mer d'Kanner kéinten alleguer zesummenhalen. Dat bedéngt jo e ganze Koup Virkonditiounen, fir dass dat erfëllt ass, mä ech denken awer, dass ee muss d'Perméabilitéit méi grouss maachen.

Déi Weeër, déi mer also musse sichen, si menger Meenung no also d'Perméabilitéit tëschent de Filièrë méi grouss ze maachen. Een éischte Schrëtt an déi Richtung ass jo fir ze soen, dass an all neie Lycée, dee gegrënnt gëtt, sämtlech Filièrë vertruede sinn, dass op d'mannst schonn an deemselwechte Gebai d'Kanner alleguerten zesumme scolariséiert ginn, dass och Aktivitéiten zesummen organiséiert ginn. Déi eng Schoule maachen dat mat méi Erfolleg wéi anerer, muss ech och dozou soen.

Déi zweet Äntwert op déi Gestioun vun der Heterogenitéit, dat ass, dass ee muss ganz fréi intervenéieren an dass mer de Schoule musse méi spezialiséiert Personal zur Verfügung stellen, fir ze intervenéieren, wann déi éischt Schwieregkeeten opdauchen. Mir stelle fest, dass mir an der Primärschoul ganz vill Appui hunn. Mir hunn niddreg Klassen. Mir hu ganz vill Appui, mä vläicht net ëmmer deen, dee geziilt kann op den Defizit vum Kand agräifen. Och dat ass eng Erkenntnis vun der Etüd PIRLS. Mir mussen also déi Aidë méi spezialiséieren.

Mir mussen der Schoul de Kader ginn, fir dass esou mann wéi méiglech Verantwortung vun der Schoul op d'Elterenhaus eriwerkënnt. D'Eltere solle sech interesséiere fir d'Schoul, si solle Partner si vun der Schoul, mä si sollen net missen déi Aufgaben, déi an der Schoul net gemaach ginn, doheem maachen.

A mir mussen déi ganz gutt Schüler förderen, déi méi schwaach méi héich kréien, well eist Zil jo ass, den Niveau de qualification vun alle Kanner ze erhéijen.

Dat war am Schnellfluch duerch PIRLS a PISA, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Fir mech ass et esou, dass mer géife soen, et ass net alles schlecht an eiser Schoul, mä et ass awer nach laang net alles gutt.

(Hilarité)

Fir mech ass et d'Confirmatioun, dass mer musse weiderfueren eis Schoul ze moderniséieren, se ze adaptéieren un déi Gesellschaft vum 21. Jorhonnert an un déi Populatioun, un déi Kanner, déi zu Lëtzebuerg scolariséiert ginn.

D'Chamber hat am Mäerz 2005 eng Debatt iwwer PISA 2003. Do ass och eng Motioun ugeholl gi mat ganz ville Punkten dran. Ech hunn lech e Rapport matbruecht, fir ze weise wat do op deenen eenzelne Punkten, déi an där Motioun opgelëscht waren, geschitt ass. Dat ass och elektronesch verschéckt ginn. Ech wollt dem President dat dann elo iwwerreechen. Dat erspuert mer nämlech, alles hei eng Kéier opzezielen.

(Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, dépose une documentation.)

Ech denken, mir wëssen alleguerten, dass d'Exigenzen, wat mer vun eise Kanner verlaangen, eigentlech vill méi héich sinn, well eis Gesellschaft méi komplex ginn ass. D'Technologie ass avancéiert. Mir mussen d'Kanner fit maachen fir d'liewenslaangt Léieren a fir sech permanent ze adaptéieren un déi Changementer. Dat heescht, mir verlaange méi vun der Schoul a mir hunn eng Population scolaire, déi ëmmer méi heterogen gëtt. An deenen 30 Joer ass d'Divergenz, also d'Schéier vun deene Kanner, déi an d'Schoul ginn, nach vill, vill méi opgaange wéi se et virdru scho war.

Duerfir ass mäi Message ëmmer erëm, dass déi Schoul, déi fréier gutt war fir eis alleguer, wou mir an d'Schoul gaange sinn, net muss adaptéiert ginn un déi Kanner, déi haut an d'Schoul ginn. Ech héieren ze vill oft, dass gesot gëtt: Majo, mir sinn dach derduerch komm, firwat ass dat dann haut net méi gutt? Et ass net méi gutt haut, well d'Zäite geännert hunn a well d'Population scolaire geännert huet. Duerfir musse mer eis virun adaptéieren.

Ech fille mech also confirméiert an deenen Aarbechten, déi amgaang sinn. Ech denken, dass mer net alles sollen ewechgeheien, dat halen, wat gutt ass. Dat, wat muss geännert ginn, ännert een. A mir mussen eis alleguerte gutt dru ginn a vill schaffen. Dat ass en Appel un d'Bildungspolitik, déi muss de Kader liwweren, d'Missioune vun der Schoul preziséieren, d'Kompetenzen definéieren, déi d'Schüler mussen hunn, d'Material zur Verfügung stellen, an eng Formatioun fir all d'Enseignanten, déi mussen an där verwandelter Welt do schaffen.

Dat ass en Effort, dee mer froe vun all den Enseignanten, vun de Schoulmeeschteren, de Léierinnen, de Professeren, de Chargéen, alleguerten, déi an der Schoul sinn, well hire Beruff gëtt méi komplizéiert. Si mussen nach ëmmer Wësse vermëttelen - selbstverständlech, duerfir schécke mer d'Kanner an d'Schoul -, mä si musse kompetent kucken, dass d'Kanner net nëmme Wëssen hunn, well e Kand, soen ech ëmmer, ass net e Schwamm, wou een alles eraschëtt an da fonctionnéiert et.

Eis Kanner musse léieren dat Wëssen, wat se hunn, uwenden un aner Situatiounen, den Transfert kënne maache vun deene Connaissancen, déi se hunn. Mir stellen ëmmer erëm fest, dass eis Schoul ganz vill Wësse vermëttelt, mä dass mer et net gutt fäerdeg brénge déi Transférabilitéit do ze organiséieren, dass d'Kanner vernetzt denken an d'Wëssen, wat se hunn, kënnen applizéieren. Dat ass also eng Aufgab fir d'Enseignanten. Si mussen also d'Schüler motivéieren. Si musse se guidéieren, fir dass se erwuesse Mënsche ginn, déi sech an der Welt erëmfannen.

Dann ass natierlech en Effort gefrot vun de Kanner. Et geet net vum selwen. Mä nach bleiwen ech der Meenung - an dat weisen och all d'Etüden -, dass all Kanner, déi motivéiert sinn an déi den Intérêt an deem gesinn, wat se solle maachen, vill besser Resultater hu wéi déi Kanner mat Onwëllen an déi net agesi firwat se eppes solle léieren.

Mir brauche selbstverständlech och Efforte vun den Elteren, déi sech solle fir hir Kanner interesséieren. Déi sollen dee konstruktiven Dialog mat der Schoul sichen, net bei all Problem, deen opsteet, streide goen, mä sech informéiere goen. Dat implizéiert eben eng Partnerschaft an och en Engagement vun den Elteren, fir hire Kanner dee Kader doheem ze bidden, se esou ze motivéieren, dass se hire Beruff als Schüler kënnen ausüben.

Ech géif zum Schluss soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och en Effort gefrot vun der ganzer Gesellschaft, fir déi Wäerter, déi d'Schoul soll vermëttelen, héich ze halen, an déi Leit, déi an der Schoul sinn, héich ze schätzen, an déi Aarbecht, déi an der Schoul gemaach gëtt, ze appréciéieren. Wat net heescht, dass een net muss kritesch Téin ubrénge wa Saachen net fonctionnéieren. Mä ech mengen, dass een, wéi bei all Beruff a wéi bei all Aktivitéit, muss la part des choses maachen: dat, wat gutt geet, an dat, wat net gutt geet. Duerfir soen ech: Et gëtt vill ze dinn a mir solle weiderfuere mat der gudder Aarbecht.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Sunnen. Den Här Sunnen huet d'Wuert.

Débat

M. Fred Sunnen *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch war et erëm esou wäit. No 2000 an 2003 si mer - oder besser gesot, eise Schoulsystem - mat de Resultater vun de PISA-Tester 2006 konfrontéiert ginn.

Zënter datt eis net esou brilliant Resultater aus dem Joer 2000 virleien, hunn ech den Androck, datt PISA wéi en d'Damoklesschwert iwwer eiser nationaler Educatiounspolitik schwieft. Folglech musse mer eis d'Froe stellen, firwat mer net esou gutt an dëser Etüd ofschneiden. Ass eise Schoulsystem wierklech esou schlecht? Sinn eis Ufuerderungen un d'Schüler méi niddreg wéi bei eisen Noperen? Konzentréiere mer eis vläicht op déi falsch Fächer an de Schoulen? Kéint et sinn, datt mir als klengt Land mat sengen Eegenaarten, duerch d'Manéier wéi d'Tester ofgehale ginn, benodeelegt ginn? Ginn déi wierklech Stäerkten, déi d'Lëtzebuerger hunn, bei PISA guer net erëmgespigelt? Froen iwwer Froen, op déi mir Äntwerte siche mussen. Loosse mer awer elo emol op d'PISA-Etüd selwer agoen a kucke wéi enge Kritäre si Rechnung dréit.

PISA - a ganze Wierder: Programme International pour le Suivi des Acquis des Élèves - ass eng Enquête, déi all dräi Joer an den OECD- an an hire Partnerlänner d'Kompetenze vun de 15-jährege Schüler préift, analyséiert a matenee vergläicht. Et soll gekuckt gi wéi gutt dës Jugendlech um Enn vun hirer Schoulflicht den Ufuerderunge vun der heiteger Wëssensgesellschaft gewuess sinn. Hu se déi néideg Basiskompetenze mat op de Wee kritt, fir sech e Liewe laang weider ze entwéckelen an aktiv um Gesellschaftsliewen deelzehuelen?

PISA liwwert also wichteg Informatiounen iwwert d'Qualitéit vun de Schoulsystemer vun deene 57 Länner, déi beim Test derbäi waren. An den Epreuvë PISA 2006 ass de Schwéierpunkt op d'Culture scientifique geluecht ginn. Donieft sinn awer och d'Verstoe vum Écrit an d'Culture mathématique gepréift ginn.

Bei enger EU-Ëmfro huet sech erausgestallt, datt 52% vun den Europäer aussoen, dass si net u Wëssenschaft an un Technik interesséiert sinn. Vläicht ass dat och eng vun den Ursaachen, firwat mer ëmmer méi Naturwëssenschaftler, Techniker, Informatiker an Ingénieuren importéiere mussen.

Zu den Naturwëssenschafte gehéiert och Chimie a Physik - an d'Madame Minister huet dat schonn erwähnt -, mat deenen eis 15-jähreg Schüler kaum konfrontéiert sinn. An dëse Fächer hält d'Loscht an d'Begeeschterung sech a Grenzen. Den Enseignant erkläert, d'Schüler verstinn oder och net. Heiansdo suergt en Experiment fir Ofwiesslung. Et gëtt vu bausse behaapt, an der Schoul géif eng doudeg Wëssenschaft presentéiert ginn. An engem Wuert: Den naturwëssenschaftlechen Unterricht ass ze abstrakt. D'Schüler sinn ze wéineg aktiv an net selbstständeg genuch, fir selwer ze versichen e Problem ze léisen. Hei drängt sech eng Reform op, well mir kënne keng Schoul méi hale wéi viru 50 Joer. D'Educatiounsministesch huet dat och erkannt an d'Weiche gesat, fir d'Programmer deementspriechend ze änneren.

Datt bei de Schüler och Interessi besteet fir esou eng Zort Unterricht, weist d'Tatsaach, dass se gären d'Sendungen iwwert Technik a Wëssenschaft op der Televisioun kucken. Et muss een deene Sendunge bescheinegen, datt se experimentell, spannend, liewensno an opreegend sinn, mat vill Praxis a wéineg Theorie. An Amerika hu Bildungsfuerscher erausfonnt, dass Kanner, déi an der Primärschoul virum 13. Liewensjoer mat Naturwëssenschafte konfrontéiert ginn, spéider gären eng entspriechend Carrière aschloen.

Här President, wuel verstane gëtt bei PISA keng ugeléiert Matière aus dem Schoulprogramm ofgefrot. Mä et gëtt gekuckt wéi d'Schüler mat deem Wëssen, dat se bis elo am Laf vun hirer schoulescher Carrière vermëttelt kruten, ëmginn a wéi se dat praxisorientéiert uwende kënnen. Am Kader vu PISA 2006 si quasi all Schüler zu Lëtzebuerg am Alter tëscht 15 a 16 Joer getest ginn. Mat eis am Boot sëtzen nach aner kleng Länner wéi Liechtenstein an Island. An de méi grousse Länner gi just Echantillone vun de Schüler aus deene verschiddenen Degréë getest.

Ech wëllt bei dësem Punkt bemierken, datt an der Lescht an der auslännescher Press ëmmer méi oft Kritik opkomm ass, dass d'Echantillonen a verschiddene Länner net ganz representativ wieren. Esou soll et alt emol virkomm sinn, datt verschiddentlech just déi méi staark Schüler ausgewielt goufe fir matzemaachen, a manner déi schwaach Élèven. Ech kann dat net beweisen, wat munch Commentairë behaapt hunn, mä ech wollt dës Ausso just emol kuerz uschwätzen.

Et ass bei esou Etüden, wou eng grouss Zuel vu Länner matmaachen, ëmmer immens schwiereg ee gemeinsame Bilan ze zéien, deen da fir all Land richteg soll sinn an no deem dann de Schoulsystem nei ausgeriicht gi soll. Bei der PISA-Etüd 2006 ware 34,2%, also eppes méi wéi een Drëttel vun de geteste Schüler vu Lëtzebuerg aus dem Enseignement secondaire, 53,5%, also wäit méi wéi d'Halschent, aus dem Secondaire technique, 7,7% aus dem Régime préparatoire a 4,7% aus Privatschoulen, déi net vum Stat subventionéiert ginn.

Wa PISA vun Élèves peu performants an Élèves très performants schwätzt, da weess een opgrond vun deenen Zuelen, déi ech elo genannt hunn, datt déi lescht Kategorie éischter ënnert deene 34,2% Schüler aus dem Secondaire classique ze fannen ass.

Lëtzebuerg ass och dat eenzegt Land an deem d'Schüler wiele konnten, ob se op Däitsch oder Franséisch getest wéilte ginn. Hei ass et ganz interessant ze gesinn, datt 79% Däitsch a just 21% Franséisch gewielt hunn. Eng Erklärung ass wahrscheinlech doran ze sichen, datt déi meeschte Fächer an der Primärschoul op Däitsch enseignéiert ginn. Ze bemierke bleift awer, dass keng vun deenen zwou Sproochen eis Mammesprooch ass a se vun eise Kanner eréischt an der Primärschoul studéiert ginn. Dat ass och ee wichtegen Ënnerscheed zum Ausland, deen een net négligéiere soll.

Wat d'Resultater ugeet, esou mengen ech, datt een net méi op d'Detailer agoe muss. Laut PISA leie mer souwuel an der Culture scientifique wéi och an der Compréhension de l'écrit an an der Culture mathématique ënnert der OECD-Moyenne, prezis op der Plaz 34, also keng sensibel Ofwäichung vun deenen zwee Tester virdrun a scho guer keng Verbesserung. Wéi 2000 an 2003 ass Finnland erëm un der Spëtzt ze fannen. Jo, dat Land aus dem héijen Norden huet souguer säi Virsprong nach ausgebaut.

Et muss een dës Resultater natierlech an ee prezise Kontext setzen, éier ee se esou richteg matenee vergläiche kann. Esou spillt zum Beispill d'Unzuel vun den auslännesche Schüler an deem jeeweilege Schoulsystem eng grouss Roll. Et stellt een zum Beispill fest, datt an de Schoulen zu Lëtzebuerg 33,5%, also ee ganzen Drëttel, Auslänner d'Schoulbänk drécke par rapport zu Finnland, wou et knapps 2% friem Schüler gëtt. Et ass ouni Zweifel, dass dës Zuelen e wichtegen Impakt op d'Resultater hunn.

Et ass awer och interessant fir d'Grënn ze ënnersichen, déi fir den Erfolleg vum finnesche Schoulsystem opgefouert ginn:

Éischtens si se a Finnland op Distanz zum geglidderte Schoulwiese gaangen a si hu sech fir en integréierte Schoulsystem entscheet.

Zweetens, an den 90er Joren ass de Schoulsystem radikal dezentraliséiert ginn.

Drëttens, d'kommunal Schoulverwaltungen hunn d'Léierpläng an eegener Verantwortung verfaasst, déi sech just un national Recommandatiounen hale mussen, an déi sinn net restriktiv.

Véiertens ginn d'Schoulbicher net méi vun uewen erof octroyéiert. All Schoul kann zënter Jore selwer entscheeden, wat si als Unterrechtsmaterial hëlt.

Fënneftens, an den éischte véier Joer kréien d'Schüler eng Zensur ouni Punkten, si enthält nëmmen eng verbal Bewäertung.

Sechstens, en zousätzlechen extra Unterrecht gëtt garantéiert, fir dass d'Schüler déi 9-jähreg Gesamtschoul tatsächlech an néng Joer duerchlafe kënnen.

Siwentens, d'Enseignantë sinn héich considéréiert an hunn en Universitéitsstudium mat enger ofgeschlossener Maîtrise.

Aachtens, auslännesch Élèven - wéi gesot, maximal 2% - hunn ee Recht op ee wöchentlechen Unterrecht vun zwou Stonnen an hirer Mammesprooch.

Néngtens - an dat ass wichteg! -, si léieren och an engem separaten Unterrecht Finnesch als Friemsprooch, souwuel liese wéi schreiwen, éier se mat de finnesche Schüler zesummen an eng gemeinsam Klass gesat ginn.

Zéngtens, an den eenzelne Schoule gëtt et eng Infirmière, e Schoulpsycholog - ee Service, dee mir jo an de Lycéeë kennen -, a weider wat si e Kurator nennen, deen, wa Schwieregkeete kommen, d'sozial Kontakter mam Elterenhaus ophëlt. Dobäi kënnt nach ee spezielle Beroder, fir d'Schüler individuell ze guidéieren an hirem Léieren.

Eeleftens, d'Klasseneffektiver leien all ënner 20 Schüler an et gëtt kaum Ausfäll, wat d'Schoulstonnen ugeet.

Zwieleften a leschte Punkt, e spezielle System erfaasst déi schwaach Schüler direkt an ënnerstëtzt se op hirem weidere Parcours.

Här President, Dir gesitt de finnesche Schoulsystem ass duerchduecht a Finnland léisst sech säi System eppes kaschten! Op Veränneurungen an de Kompetenze gëtt séier reagéiert, Beispill: Verschlechterung vun der Lieskompetenz. E rifft direkt nei Projeten op de Plang, dat kann duerch performant Schoulbibliothéike geschéien oder duerch Projets pilotes, déi zum Zil hunn d'Liesen ze promovéieren oder ze verbesseren.

Wann een déi Beméiunge méi no ënnert d'Lupp hëlt, da gesäit ee ganz séier, datt déi gutt finnesch Resultater keen Zoufall sinn!

D'Auslännerkanner stellen an alle Länner e grousse Problem duer. PISA ënnerscheet zwëschent dräi Gruppe vun auslännesche Schüler:

Éischtens déi friem Schüler, déi grad wéi hir Elteren am Land selwer gebuer sinn.

Zweetens, d'Schüler vun der éischter Generatioun, wou d'Elteren am Ausland gebuer goufen an d'Kanner selwer am Land, wou se elo wunnen.

An drëttens déi Schüler, déi mat den Elteren am Laf vun hirer Kandheet oder Schoulzäit agewandert sinn, d'Primo-Arrivantë wéi mir se bezeechnen.

Am Test ass deen éischte Grupp zu de Lëtzebuerger Schüler gezielt ginn an déi zwee aner zu den Auslänner.

Et stellt ee fest, datt et zwëschent deenen zwou Kategorien, de Gebiertegen an den Auslänner, immens grouss Ënnerscheeder an de Resultater gëtt. Déi auslännesch Kanner weise par rapport zu den Einheimeschen e Retard vun anerhallwem bis zwee Schouljoren op, wat enorm ass! Wa mir dann nach an eis Schoulstatistike kucke ginn, da gesi mir, datt nëmmen 19% auslännesch Schüler am Secondaire classique sinn, par rapport zu 45% vun de Lëtzebuerger.

Wann et d'auslännesch Schüler sinn, déi bei Wäitem am meeschte Problemer an eisem Schoulsystem hunn, da gëtt dat och doduerch ënnerstrach, datt 54% vun hinnen ee schoulesche Retard opweisen. Dëst gesäit een och ganz däitlech an der Verdeelung vun de Jugendlechen op eis dräi Schoultypen. Wéi gesot, nëmmen 19% vun de 15-jährege Schüler, déi aus engem frieme Land kommen, sinn am Enseignement secondaire, par rapport zu den 68% vun hinnen, déi een am Régime préparatoire erëmfënnt. Bei de gebiertege Lëtzebuerger ass d'Proportioun just ëmgedréint.

Dobäi kënnt, dass déi auslännesch Kanner, déi ënnert dës Chiffere falen, ganz oft aus engem einfachen Aarbechtermilieu kommen, an deem de Kader an d'Ëmfeld net gi sinn, fir grouss schoulesch Performancen ze realiséieren. Dëst trëfft awer net eleng op d'Auslänner zou, mä och op d'Lëtzebuerger, déi aus engem sozial schwaache Milieu kommen.

Hei gëtt et Ënnerscheeder zwëschent dem Patrimoine culturel familial, dat heescht, ob et zum Beispill am Elterenhaus eng Bibliothéik gëtt op déi d'Kand zréckgräife kann, Ressources éducatives, ob d'Kand een uerdentleche Schreifdësch huet op deem et mat deem néidege Schoulmaterial schaffe kann, a fir d'lescht Richesse familiale, wann d'Kand een eegent Zëmmer huet an deem et ongestéiert léiere kann, eventuell mat Computer an Internetuschloss fir Recherchen ze maachen.

Dir kënnt Iech virstellen, dass all dës Facteuren am Laf vun der Schoulcarrière och eng wesentlech Roll spillen.

Mat senge groussen Ecartë figuréiert Lëtzebuerg ënnert deene Länner, wou d'Diskriminéierung um sozioekonomesche Plang am héchsten ass. Wann d'Elteren eng niddreg Schoulbildung hunn an doduerch da meeschtens och manner verdéngen, hunn déi Kanner an eisem Schoulsystem wéineg Chancen, fir hir Schouljoren erfollegräich ofzeschléissen. Et si Retardë vun zwee bis 2,5 Joer festgestallt ginn, déi Kanner aus engem defavoriséierte Milieu par rapport zu deenen hunn, déi d'Chance hunn, an enger privilegéierter Famill opzewuessen.

D'PISA-Etüd beleet awer och ganz däitlech, datt et bei eis am Grand-Duché enorm Ënnerscheeder tëschent den eenzelne Schoultype gëtt. Et gëtt als normal ugesinn, datt d'Schüler aus dem Enseignement classique am Alter vu 15 Joer en anere Wëssensstand hunn, wéi déi aus dem Enseignement technique oder aus dem Préparatoire. Et kann an et dierf awer net esou sinn, datt virun allem de Préparatoire nach just als leschten Auswee, als Ofstellgleis gesi gëtt fir déijéineg, déi op den aneren Niveaue Schwieregkeeten hunn an et do net packen.

Well mer feststellen, datt d'Schüler aus dem Régime préparatoire esou séier wéi méiglech eng Aarbecht sichen, solle mer awer och drop oppassen, datt si den néidege Bagage mat op de Wee kréien, fir op hirem Niveau an der Beruffswelt matzehalen. Hei kënne mer nach munches vun de Finne léieren, esou wéi ech et virdrun unhand vu verschiddene Beispiller gewisen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'PISA-Etüd weist däitlech op déi grouss Erausfuerderungen hin, déi mer als Politiker ugoe mussen, fir jiddfer Kand seng Chance ze ginn, egal wou et hierkënnt oder wou et opwiisst. Mir mussen dach kënnen et fäerdeg bréngen, mam neie Schoulgesetz, dat mer grad elo diskutéieren, d'Erausfuerderungen, mat deenen eis Gesellschaft vum 21. Jorhonnert zu Lëtzebuerg konfrontéiert ass, ze meeschteren.

Dat Gesetz, dat dat aalt Schoulgesetz vun 1912 ersetze soll, ass batter noutwendeg, well et nei Akzenter setzt a sech no moderne pedagogesche Prinzipien orientéiert. Et kann net sinn, datt mir et hei zu Lëtzebuerg, wou vill Natioune sech begéinen a wou en harmonescht Zesummeliewen a -schaffen tëschent Lëtzebuerger an Ausländer eng enorm Importenz hu fir eis Roll an Europa an an der Welt, net fäerdeg bréngen, e Schoulsystem opzebauen, an deem all eis Kanner gutt integréiert sinn. Mir dierfe kengem seng Chancë verbauen. A mir mussen derfir suergen, datt jiddfereen déi beschtméiglech Ausbildung kritt, déi senge Fäegkeeten entsprécht.

Wa mer dat net ronnkréien, da ginn eisem Land immens Kompetenze verluer. Wa fäeg Leit, och wann hir praktesch Talenter iwwerweien, duerch e Schoulsystem, deen den Ufuerderunge vun der Gesellschaft net Rechnung dréit, op der Streck bleiwen, entweder duerch e Sproocheproblem oder duerch hiert soziaalt Ëmfeld benodeelegt sinn, dann dränge sech Kurskorrekturen am System op. Dëst ass eng enorm Erausfuerderung an e groussen Challenge, dee mir mam neie Schoulgesetz meeschtere mussen.

Eis Gesellschaft huet sech an de leschten 30 bis 40 Joer fundamental verännert, a mir mussen deene Veränneurunge Rechnung droen. Eise Schoulsystem muss de Lëtzebuerger an den Auslänner gläichberechtegt Chancë bidden. Mir kënne bei bal 40% Auslännerundeel hei am Land net maachen, wéi wann dat eis näischt géif ugoen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis eens: Wa mer d'PISA-Etüd eescht huelen, da muss d'Aart a Weis, wéi mer Schoul halen, sech änneren. Ob een de finnesche System elo gutt fënnt oder net, eent steet fest: D'Kanner sinn immens gutt encadréiert an d'Offre scolaire geet schonn deelweis méi wäit wéi bei eis. Ech sinn dovun iwwerzeegt, datt mir bei eis mat gutt qualifizéierten a motivéierten Enseignantë méi erreeche kënne wéi bis elo.

Loosse mer awer och net an de Feeler verfalen, wéint de PISA-Resultater, déi eis sécher keng Satisfaktioun ginn, alles schlecht ze maachen. Vill vun deene jonke Leit, déi eise Schoulsystem mat Succès duerchlafen, hunn aner Kompetenzen. Notamment am Beräich vun de Sproochen, woufir mir vill am Ausland beneit ginn. Et geet ganz einfach drëm, eise Schoulsystem un déi nei Erausfuerderungen unzepassen, dobäi awer net ze vergiessen, op Mériter vum aktuelle System opzebauen. PISA huet eis waakreg gemaach, awer mir maachen eis Schoulpolitik net nëmme fir gutt bei PISA ofzeschneiden,…

Une voix.- Très bien!

M. Fred Sunnen *(CSV).*- …mä fir eis Jugend op den Aarbechtsmaart an op d'Liewe virzebereeden. Dorops kënnt et schlussendlech un.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch fir d'DP-Fraktioun.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht PISA-Etüd huet kloer gewisen, datt et am Schoulsystem op verschiddene Punkten zimlech haakt. Fir déi drëtte Kéier hannertenee weist Lëtzebuerg keen allze gutt, fir net ze soen en zimlech schlecht Resultat op. Et ass emol net onbedéngt de Ranking u sech, deen eis soll zum Nodenke bréngen, och wann déi 34. Plaz vu 57 Länner mat Sécherheet kee Grond ass fir stolz ze sinn.

Vill méi enttäuschend ass d'Tatsaach, datt déi Lëtzebuerger Resultater stagnéieren, während et Länner gëtt, déi en eendeitegen Opwäertstrend kënne verzeechnen, wéi zum Beispill Polen, Däitschland, Dänemark an anerer. Et kann een also dovunner ausgoen, datt dës Länner de Message vun deene leschten Etüde verstan a reagéiert hunn, andeems se Reformen an hirem Bildungswiesen an d'Weeër geleet hunn.

Als Reaktioun op d'Resultater vu PISA, huet d'Madame Ministesch gesot, datt et net verwonnerlech wär, datt Lëtzebuerg esou schlecht géif ofschneiden, schliesslech hätten aner Länner wéi zum Beispill Finnland jo virun 30 Joer mat der Ëmsetzung vu Reformen an hirem Bildungssystem ugefaangen. Dovunner ofgesinn, datt virun 30 Joer mam Robert Krieps e Sozialist Bildungsminister war, wëll ech soen: Déi doten Zäit, déi hu mer net! Mir kënnen net zwou Schoulgeneratioune verträiche loossen, bis mer den Tanker Enseignement un d'Bougéiere kréien. Doranner misste mer eis eens sinn.

Wou d'Eenegkeet awer net esou schnell kloer ass, ass iwwert d'Fro, wéi eng Reformen eise Schüler wierklech hëllefen. Elo géif et noleien, sech un deene Länner ze inspiréieren, déi am beschten ofgeschnidden hu bei PISA a bei PIRLS. Dat kléngt op den éischte Bléck logesch, beim zweete Bléck awer schéngt et schonn net méi esou evident ze sinn.

Mir kënnen eis zum Beispill net an alle Punkte mam PISA-Musterland Finnland vergläichen, well Finnland am Verglach zu Lëtzebuerg quasi keng Immigratioun kennt, an d'Resultater vu PISA weise jo, datt, wa mer nëmmen d'lëtzebuergesch Kanner considéréieren, mir besser, wann och nach ëmmer net esou richteg gutt ofschneiden. Dat, wat a Finnland mat Erfolleg gekréint ass, muss also nach laang keng Patentléisung fir Lëtzebuerg sinn.

Ee vun deenen zentrale Problemer ass bei eis jo de Fait, datt besonnesch Kanner mat engem Migratiounshannergrond an aus sozial méi schwaache Schichten oft zum Échec scolaire condamnéiert sinn, eng Diskriminatioun, déi eis alleguerte soll ze denke ginn. Eise Schoulsystem schéngt besonnesch schlecht op déi heterogen Sproochekenntnisser vun de Schüler agestallt ze sinn.

D'Fro muss awer och erlaabt sinn, ob et nëmmen un eisem Schoulsystem hänkt, datt Kanner aus auslänneschen a sozial schwaache Familljen an der Schoul net mat virukommen. Ass dat net éischter nëmmen ee vu ville Symptomer, déi weisen, datt d'Integratioun an eiser Gesellschaft nach net gelongen ass? Geet et duer mat deenen Instrumenter vun der Schoulpolitik op PISA a PIRLS ze reagéieren, oder musse mir net och eis Familljen- an Integratiounspolitik a Fro stellen?

PISA seet, datt, wann e Kand mat dräi Joer an de Précoce kënnt, dat wat et doheem mat op de Wee oder net mat op de Wee kritt huet, mat ausschlaggebend ass fir säi weidere schoulesche Wee. Also musse mer och schonn éischter usetzen, iwwert den Ausbau vun der Betreiung, iwwer eng Berodung vun den Elteren, iwwer eng konkret Sozialaarbecht um Terrain.

Här President, ech wëll net am Detail op d'Resultater vu PISA 2006 agoen, mä just e puer Zuelen erausgräifen. Lëtzebuerg läit an allen dräi Kategorien, déi bei PISA ofgefrot gi sinn - Naturwëssenschaften, Mathematik a Lieskompetenzen -, ënnert dem OECD-Duerchschnëtt. Do dernieft weist Lëtzebuerg en Undeel vu schwaache Schüler vun net manner wéi 23% op, während de Gewënner Finnland grad emol op en Taux vu 4 bis 6% jee no Fach kënnt.

Den thematesche Schwéierpunkt vu PISA 2006 louch op den Naturwëssenschaften. Et war sech am Viraus ze erwaarden, datt eis Schüler an deene Fächer géife méi schlecht ofschneiden. Dëst huet domadder ze dinn, datt dëse Fächer opgrond vun deem aktuelle Stonneplang an der aktueller Fächeropdeelung am ënneschten Zyklus vum Enseignement secondaire éischter nëmmen eng Nieweroll zougesprach gëtt. Duerch déi verschidde Sproochen, déi de Kanner a jonke Jore vermëttelt ginn, bleift an eiser Schoul manner Plaz fir Technik an Naturwëssenschaften. Wann een awer weess, datt an eiser vun Technik gepräegter Welt de wirtschaftleche Fortschrëtt ëmmer och en technesche Fortschrëtt viraussetzt, da musse mer eis Froe stellen. Och hei geet et ëm d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie.

Här President, eng Fro, déi sech vill Leit dobausse stellen, ass déi, wéi déi relativ gutt Resultater aus der PIRLS-Etüd méiglech sinn, wann een dernieft déi nach bescheide Resultater vu PISA huet. Ech wëll hei kloerstellen, datt et eis mat Sécherheet net drëm geet, déi positiv an duerchaus encourageant Resultater nidderzemaachen, an dach muss et awer och bei där doter Etüd erlaabt sinn, e puer kritesch Froen opzewerfen:

Wären dës gutt Resultater genausou gutt ausgefall, wa bei eis wéi an deenen anere Länner och d'Schüler aus dem 4. Schouljoer, an net déi aus dem 5. Schouljoer getest gi wären? Wéi géife mer dann am internationale Verglach dostoen?

Dës Froe mussen erlaabt sinn, wa mir eis e wierklecht Bild vun eisem Schoulsystem wëlle maachen. Et bréngt eise Kanner absolut näischt, wa mir eis duerch d'Resultater vun internationalen Etüde blende loossen a mir eis opgrond vun deene Chiffere selwer an d'Täsch léien.

Wéi gesot, ouni wëllen dës Resultater schlechtzemaachen an och ouni wëllen ze vergiessen, datt mir zu Lëtzebuerg opgrond vun eisem héijen Auslännerundeel och eng komplex Sproochesituatioun hunn, sinn dach awer Zweifel un dësem gudde Ranking net ganz aus der Welt ze schafen.

Och ass d'PIRLS-Etüd jo beim zweete Bléck laang net esou positiv ausgefall. Sou ass Lëtzebuerg, wat d'Begeeschterung fir d'Liesen ugeet, op enger vun deene leschte Plazen erëmzefannen. Och muss een dës Resultater am Zesummenhang mat deene vu PISA gesinn. Se sinn hinnen an engem Punkt ganz besonnesch ähnlech: Schonn an der Primärschoul kënnt ronn e Véirel mam Programm net méi mat a muss dann dat Joer nach eng Kéier maachen.

Wéi och vu PISA gewisen, sinn et haaptsächlech déi Kanner mat Migratiounshannergrond respektiv déi Kanner, déi aus sozial méi schwaache Verhältnisser kommen. Et muss ee keen immens logesch denkende Mënsch sinn, fir dorop ze kommen, datt aus de Schwieregkeeten an der Primärschoul séier d'Schwieregkeeten am Enseignement secondaire ginn. An aus deene Schwieregkeete gëtt dann allze oft den Échec scolaire respektiv den Ofbroch ouni Diplom vun der schoulescher Carrière.

Lëtzebuerg ass an der EU eent vun deene Länner mat deem héchsten Taux vu Leit, déi de Schoulsystem ouni Ofschloss verloossen. Dës Tatsaach wäert mëttelfristeg nach massiv Konsequenze fir eisen Aarbechtsmaart mat sech bréngen. Haut scho kréie mer de Besoin vu qualifizéierte Leit fir eis Ekonomie nëmmen nach mat Hëllef vu ronn 140.000 Frontaliere gedeckt. Wa mer net fäeg sinn, eise Bildungssystem ganz séier de verännerte gesellschaftleche Bedingungen unzepassen, riskéiere mer nach méi ofhängeg vun auslännescher Main-d'œuvre ze ginn.

Parallell dozou wäert awer och de Chômage weider an d'Luucht goen. An deem Kontext muss ee sech nëmmen zwou Zuele vun haut ukucken: Méi wéi 50% vun eise Chômeure si Leit mat kenger respektiv enger gerénger Qualifikatioun, a ronn 20% vun den Demandeurs d'emploi hu manner wéi 26 Joer.

Här President, et gëtt Leit am Land, déi behaapten, datt d'Demokratesch Partei, wann et ëm Reforme vun eisem Bildungswiese geet, méi zréckhalend wier. Ech wëll soen, datt, wa mir emol géint eng Reform sinn, da si mer net dogéint, well et eng Reform ass, mä da si mer dogéint, well et eng schlecht Reform ass.

Als Reaktioun op d'Resultater vun der leschter PISA-Etüd huet d'Madame Ministesch ugekënnegt, datt de Projet PROCI, dee bis elo just als Pilotprojet an e puer technesche Lycéeë gelaf ass, elo soll op sämtlech technesch Lycéeën iwwerdroe ginn.

D'Resultater vun deene Schüler, déi beim PROCI matgemaach hunn, leien nämlech iwwert deene Resultater vun de Schüler, déi net vun deem Projet do konnte profitéieren: 15% bei den Naturwëssenschaften an 21% an der Mathematik. An anere Wierder: Datt d'Datz fir eise Schoulsystem net nach méi däitlech ausgefall ass, hu mer dësem Projet ze verdanken.

Et muss awer an deem Kontext erlaabt sinn, dorop hinzeweisen, ënner wiem dëse Projet lancéiert ginn ass. Et ass d'Madame Brasseur, déi de PROCI un d'Rulle bruecht huet, an elo weist sech, datt dat e Schrëtt an déi richteg Richtung ass.

2006 hu mer hei an der Chamber iwwert d'Reforme vum CPOS an iwwert d'Aféierung vum Baccalauréat international ofgestëmmt. D'Ministesch huet dës zwee Projeten deemools als grouss Neierung vun eisem Schoulsystem gelueft. Et muss een awer wëssen, datt och dës zwee Projete schonn ënnert där leschter Regierung ausgeschafft gi sinn.

Déi lescht Regierung hat och schonn en neit Basisschoulgesetz an e Gesetz iwwert d'Reform vum Primaire ausgeschafft. Ënnert der Responsabilitéit vun der Madame Brasseur war och schonn un engem Projet fir d'Reform vun der Beruffsausbildung geschafft ginn. Alles Projeten, déi also scho laang hätte kënnen ëmgesat ginn, wann déi aktuell Regierung se net zréckgezunn hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratesch Partei ka sech mat munchem, wat momentan als Reform duergestallt gëtt, net averstanen erklären. Mir si géint Reformen, déi iwwert de Knéi gebrach ginn. Mir si géint all Reformen, déi eisem Schoulsystem aus ideologesche Grënn opgezwonge ginn, a mir sinn och géint all Experimenter, déi op Käschte vun de Kanner an den Enseignantë gemaach ginn. Reforme jo, awer nëmme Reformen, déi Sënn maachen, déi zu enger Verbesserung vun der Qualitéit vun eisem Enseignement bäidroen; Reformen, déi net ideologeschen, mä pragmatesche Prinzipien ënnerleien.

D'Demokratesch Partei...

Här President, ech mengen, d'Madame Minister wëllt eng Fro stellen.

M. le Président.- Madame Minister, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech wollt froen, well ech opmierksam nolauschteren,...

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat huelen ech un!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*-...wat den Här Meisch mengt, wann e seet, hie wär fir Reformen, mä géint Reformen aus Ideologie. Do weess ech elo net, wat en domadder gemengt huet, a fir dat besser kënnen nozevollzéien, géif ech gäre wëssen, wat dat ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Majo, Madame Minister, wann ech schonn esou Saachen a menger Ried soen, da kënnt Der dovunner ausgoen, datt ech dat am weidere Verlaf vun där Ried och nach développéieren.

(Interruption)

Also, Dir kënnt nach weider opmierksam nolauschteren. Dir wäert d'Äntwert dorobber fannen.

(Interruption)

D'Demokratesch Partei wëllt eng Schoul, déi virun allem op Qualitéit baséiert. Qualitéit, dat bedeit fir eis qualitativ gutt ausgebilten Enseignanten, héichwäerteg Programmer a gutt Schoulinfrastrukturen. Den Effort an de Leeschtungsgedanke mussen nach weiderhin eng wichteg Roll an eisem Schoulsystem spillen.

Mir sinn eis awer bewosst, datt den Effort net fir all Kand datselwecht ka bedeiten. Een Zil vun eiser Partei ass et duerfir, datt all Kand no senge Capacitéite gefördert gëtt. E qualitativ héichwäertegen Enseignement besteet fir d'DP doranner, datt all Kand mat sengem individuellen Talent kann de Maximum erreechen. Dat ass fir eis reell Chancëgläichheet: Jiddfer Schüler d'Chance ginn, fir aus senge Méiglechkeeten dat Bescht ze maachen; jiddfer Kand esou förderen a fuerderen, datt et duerno déi beschte Chancen huet, sech am Liewen an am Beruff erëmzefannen.

Här President, mat eiser Kritik un de Gesetzesprojete vun der Madame Delvaux sti mir net eleng do. D'Kritiker reeche souguer bis an d'Regierung eran. An engem Artikel vum 29. Oktober am „Wort" gëtt den CSV-President François Biltgen zitéiert: „Weiterhin erklärte er, dass es besser wäre, wenn auch in den Primärschulen Direktoren eingestellt würden, so könne man dort auch für mehr Disziplin sorgen."

D'CSV ass also fir d'Aféierung vun engem Direkter an de Primärschoulen. D'DP ass och éischter der Meenung, datt dëst eng gutt Iddi ass. Am Gesetzestext vun der leschter Regierung war an deem Sënn och e Responsable d'école virgesinn.

Mä firwat steet dann am virleienden Text zur Reform vun der Primärschoul, datt an Zukunft d'Primärschoule solle vun engem Comité de cogestion gefouert ginn? Et schéngt, wéi wann d'CSV an där doter Fro hirem Koalitiounspartner kampflos d'Feld iwwerlooss hätt.

D'DP ass iwwregens an dësem Punkt nach ëmmer der Iwwerzeegung, datt d'Aféierung vun engem eenzelnen Uspriechpartner fir d'Elteren, d'Schüler an d'Enseignantë vill méi sënnvoll ass wéi eng kollektiv Déresponsabiliséierung a Form vun engem Comité des enseignants.

Dee Leeschtungsprinzip, zu deem sech d'CSV zumindest verbal bekennt, gouf an deene leschten dräi Joer net ëmmer grousscheschriwwen, wann een zum Beispill un d'Diskussioun ëm d'Promotiounskritären denkt.

D'DP kritiséiert, datt déi aktuell Bildungspolitik d'Schüler net op déi zukünfteg Erausfuerderunge vum Aarbechtsmaart prepariéert an datt d'Ufuerderungen u si erofgeschrauft ginn. Dëst féiert dozou, datt zwar méi Schüler en Diplom kréien an domat och besser Statistike fir eise Bildungssystem virleien. Parallell dozou entloosse mir awer eis Kanner mat schlechten Zukunftsaussichten aus dem Schoulsystem.

Den Haaptzweck vu Reformen am Enseignement soll awer genau doranner leien, jonk Leit besser op hir Zukunft virzebereeden, an net doranner, hinnen e falscht Bild vun där Zukunft ze vermëttelen. Op dem Altor vun der Chancëgläichheet gëtt allze oft de Leeschtungsprinzip geaffert. Eleng doduerjer, datt een d'Ufuerderungen erofschrauft, schaaft een awer keng Chancëgläichheet, mä bedreift just Chancëgläichmaacherei.

Et kann nun eemol net all Kand deeselwechte Schoulofschloss kréien. Andeem een d'Diplomer bradéiert, hëlleft een de Kanner mat Sécherheet net. Dat wäert een dann och an de künftegen internationalen Etüde feststellen, well do ass et wéi am richtege Liewen: Et zielt net den Diplom, mä et sinn d'Wëssen an d'Fäegkeeten, déi getest ginn.

Här President, ech wëll nach e puer Wuert zu den aktuelle Reformprojete vun der Regierung verléieren. Mir hu jo laang genuch mussen op dës Texter waarden.

Ech wëll fir d'éischt op de Punkt vun der Nominatioun vun den Enseignanten ze schwätze kommen. Am Projet, deen d'Regierung virgeluecht huet, ass virgesinn, datt an Zukunft de Ministère dës Nominatioun soll iwwerhuele fir de Primaire. D'Argument vun der Regierung besteet doranner, ze soen, datt op déi Aart a Weis eng méi gerecht Verdeelung vun den diplomiérten Enseignantë méiglech gemaach soll ginn.

Mir sinn net där doter Opfaassung. Mir mengen, datt och an Zukunft d'Gemenge sollen d'Enseignantë fir hir Schoulen nominéieren. Duerfir schwätzt d'DP sech kloer géint eng Nominatioun vun de Schoulmeeschteren duerch den Educatiounsministère aus.

Vill innovativ pedagogesch Iddien a Konzepter aus deene leschte Jore goufen oft dank enger enker Zesummenaarbecht tëschent den Enseignanten an deene lokalen Autoritéiten agefouert an an der Praxis ëmgesat. Dëst ass fir eise Bildungssystem een immens wichtegt Potenzial un Innovatioun. Dat geet am Fall vum Transfert vun der Nominatioun vun de Gemenge bei de Stat verluer.

Dobäi kënnt, datt d'Gemengeverantwortlech d'Besoine vun den Elteren an de Kanner a Saache Schoulorganisatioun besser kennen an deementspriechend méi séier a méi flexibel dorobber reagéiere kënnen. Et kann ee Schoulorganisatioun a Personalnominatioun net trennen. An ech sinn ëmmer erëm schockéiert wa besonnesch d'CSV déi staatlech Nominatioun als eng grouss Errungenschaft presentéiert, well elo dann endlech déi lästeg Nominatiounsprozedur an de Gemengeréit géif entfalen. Mir däerfen dach de Confort vun de Gemengeréit net virun d'Qualitéit vun eisem Enseignement stellen.

Mir fäerten allerdéngs, datt d'Regierung an dësem Punkt net méi vun der beschlossener Richtung wäert ofzebrénge sinn. Oder wéi ass ze erklären, datt am Budget 2008 scho ronn 34 Milliounen Euro aus dem Fonds communal de dotation financière erausgerechent si mat deem Hiweis, datt dëst d'Aspuerunge vun de Gemenge wäerte sinn, wat d'Salairë vun de Schoulmeeschtere betrëfft?

Här President, ech wëll nach e Wuert iwwert d'Autonomie scolaire verléieren. D'DP ass fir eng verstäerkten Autonomie vun eise Schoulen. Vun all eise Schoulen; also och am Primaire. Duerfir brauche mer an eise Primärschoulen och an Zukunft eng responsabel Persoun, fir déi administrativ a finanztechnesch Leedung ze iwwerhuelen. Et ginn duerchaus scho Länner, wou dëst Konzept vun Autonomie scolaire ëmgesat ginn ass, wéi zum Beispill Holland, wou all Schoule ganz autonom hire Budget kënne verwalten.

Mir kënnen eis virstellen, datt zukünfteg all Schoul an enker Zesummenaarbecht mat de Schoulpartner - Elteren, Schüler, Enseignanten an am Fall vum Primaire eben och de kommunalen Autoritéiten - hiert eegent Schoulkonzept ausschafft, an datt si am Kader vun dësem Konzept och op ënnerschiddlech pedagogesch Methoden an Usätz kënnen zréckgräifen. Den Educatiounsministère iwwerpréift déi ausgeschaffte Konzepter, definéiert d'Ziler a kontrolléiert, ob se och agehale ginn. Esou kënne mer dach besser op déi ënnerschiddlech Viraussetzungen a Schülerprofiler an deenen eenzelnen Deeler vun eisem Land agoen, wéi wann nach méi vum Aldringen aus dirigéiert gëtt.

Am Regierungsprogramm steet a puncto Autonomie scolaire am Secondaire Folgendes: «L'autonomie des communautés scolaires, visée par la loi du 25 juin 2004, sera à la fois pédagogique, financière et administrative.» Dës Autonomie ass fir de Moment, wéi gesot, just op de Lycée beschränkt a soll hinne méi eng autonom Finanzgestioun erméiglechen, fir esou och d'Méiglechkeet ze schafen eppes u finanzielle Moyenen unzespueren an doduercher pedagogesch Projeten ze finanzéieren.

Leider muss een awer feststellen, datt et hei tëschent Usproch a Realitéit e groussen Ënnerscheed gëtt. Contrairement zu deem, wat am Regierungsprogramm festgehale ginn ass, goufen d'Dotatiounen un d'Lycéeën nämlech d'lescht Joer deelweis massiv erofgesat. An der Moyenne ëm ronn 8,5%, an an eenzelne Fäll souguer ëm iwwer 10 respektiv 20%. D'Argument vun der Regierung fir dës Kierzungen ass, datt vill Schoule Reserven ugeluecht hätten an datt si domadder manner Geld bräichten.

Dëst ass an eisen Aen e falscht Verständnis vun Autonomie scolaire. Déi Schoulen, déi gutt a responsabel mat hirem Geld ëmgaange sinn, ginn elo fir déi gutt Gestioun bestrooft. Déi verstäerkten Autonomie huet zu villen Innovatiounen am Enseignement secondaire gefouert. Dës musse méi ënnerstëtzt ginn an däerfen net futti gespuert ginn.

Och dëst Joer huet d'Regierung nees eng ganz restriktiv Haltung a puncto Autonomie scolaire ageholl. All déi Schoulen, déi hire Budget net bis op zwee Drëttel opgebraucht hunn, krute keng Augmentatioun vun hire Finanzmëttelen. Dat heescht an anere Wierder: All déi Schoulen, déi probéiert hu gutt mat hire Suen auszekommen, ginn elo bestrooft. D'Argumentatioun vun der Regierung, verschidde Schoule géife probéiere sech eng heemlech Mouk op d'Säit ze leeën, weist, datt d'Regierung d'Konzept vun der Autonomie scolaire nach net richteg verstanen a verinnerlecht huet.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, ech muss do protestéieren. All d'Lycéeë kruten hire Budget ëm déi normal Progressioun vum Budget augmentéiert. Duerfir gesinn ech net wat den Här Meisch hei wëllt soen. Et ass richteg, dass mer d'lescht Joer, do ass jo e groussen Effort vu Spuere gemaach ginn, eng Kéier do duerchgekuckt hu wou vill Reserve waren, a gesot hunn: Da brauchen déi keng esou eng héich Augmentatioun. Eng Schoul ass jo och kee Spuerveräin. Déi Sue si jo do fir d'Fonctionnement. Mä dat, wat Der elo gesot hutt vun dësem Joer, dat kann ech esou net stoelossen.

Merci, Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä d'Schoule solle jo incitéiert ginn, wa se autonom och um pedagogesche Plang solle schaffen, sech och Geldmoyenen duerfir kënnen ze reservéieren. Duerfir, wa se sech déi op d'Säit leeën, dann däerfe se net dono vun der Politik erëm gestrach ginn, well soss wäerte se och an Zukunft net autonom wëllen a kënne schaffen.

Här President, am Reformpak vun der Regierung ass och d'Mise en place vun enger École de recherche virgesinn. Prinzipiell ass géint esou e Projet näischt anzewenden. Allerdéngs zweifele mir drun, datt dëse Projet an deem Ëmfang, wéi e geplangt ass, iwwerhaapt sengem Zweck ka gerecht ginn. D'Zil vun dëser Schoul soll et jo sinn, déi nei pedagogesch Usätz a Methoden ze testen, an ze analyséiere wat fir eng Aspekter vun dëse Konzepter dann eventuell fir déi ganz öffentlech Schoul kënnen iwwerholl ginn.

Als DP menge mir, datt dës Schoul schonn eleng vun hirem Ëmfang - 120 Schüler sollen eemol hei enseignéiert ginn - net esou konzipéiert ass, datt hir Resultater iergendwann eng Kéier kënnen integral op eise gesamte Bildungssystem iwwerdroe ginn. Eleng wann een nëmmen déi finanziell a personnell Moyene kuckt, mat deenen dës Schoul soll schaffen, da leien déi ronn 25% iwwert deenen, mat deenen eng normal Schoul muss auskommen. Firwat schafe mer eis eng Laborschoul, wa mir schonn am Virfeld wëssen, datt et immens schwiereg wäert sinn dës Konditiounen och an der gesamter öffentlecher Schoul ëmzesetzen? Wouranner leien dann nach Sënn an Zweck vun dëser Schoul?

Här President, am Zentrum vun all Moderniséierungspolitik muss d'Bildungspolitik stoen, well mer brauchen an der Gesellschaft vu mar an alle Beräicher gutt ausgebilten, gutt qualifizéiert Leit. Mir brauche méi Leit, déi méi eng héich Qualifikatioun hunn. Mir mussen d'Zuel vun deene jonke Leit, déi ouni berufflech Qualifikatioun, ouni richtegen Ofschloss aus der Schoul erauskommen, erofkréien. Dat däerf net op Käschte vum Niveau goen. Mir mussen - an dat kann een net oft genuch betounen - an d'Qualitéit investéieren.

Vun Experte gëtt oft gesot, et misst een an der Primärschoul usetzen. Wéi gesäit d'Realitéit awer hei zu Lëtzebuerg aus? Mir investéieren hei zu Lëtzebuerg méi an e Premièresschüler wéi an e Primärschüler. A Finnland maache se et ëmgedréint. Besonnesch an der Primärschoul muss ugesat ginn, fir deene Kanner ze hëllefen, déi Schwieregkeete beim Léieren hunn. Besonnesch hei ass eng Offer vu Servicer ronderëm d'Schoul néideg.

Och däerfe mer net waarde bis d'Kanner an d'Schoul kommen, mä nei Weeër an der Familljepolitik musse sech och de Konklusioune vu PISA a PIRLS stellen. Besonnesch hei muss e Maximum gemaach ginn, fir sozial Ënnerscheeder auszegläichen, fir ze integréieren a fir méi Chancëgläichheet ze garantéieren.

D'DP ass der Opfaassung, dass d'Bildungspolitik an enger Perspektiv vun Evolutioun an net vu Revolutioun muss ëmgesat ginn. D'Striewen no Qualitéit, verbonne mat enger méi grousser Responsabilitéit vun der Schoul, d'Förderen an d'Fuerdere vun alle concernéierten Acteure muss dobäi ëmmer am Zentrum vun den Iwwerleeunge stoen.

Här President, et huet emol ee gesot: Et gëtt nëmmen eng Saach, déi op Dauer méi deier gëtt wéi d'Bildung, dat ass keng Bildung. Dee Mann hat Recht. Et war den J. F. Kennedy.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Scheuer fir d'sozialistesch Fraktioun.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, éier den Här Sunnen erausgaangen ass, de Sprecher vun der chrëschtlech sozialer Volkspartei, huet hie gesot: Wann ech geschwat hunn, brauch kee Sozialist méi ze schwätzen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ech hu mer et awer net huele gelooss, fir awer ze schwätzen. Ech sinn awer frou iwwert dat, wat den Här Sunnen gesot huet. Dat weist och, datt dës Koalitioun, wat d'Bildungspolitik ugeet, um selwechte Strang zéit. Och wa mer op verschiddene Punkten different Meenungen hunn, sinn ech iwwerzeegt, datt mer zu gemeinsame Konklusioune kommen. Déi Ried, déi hei gehale ginn ass, ass e Beispill do derfir.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Minister huet PIRLS analyséiert, si huet PISA analyséiert, a si huet Konklusiounen dorauser gezunn. Deem ass net vill bäizeflécken. Ech erspuere mer, fir dat ze widderhuelen, wat scho gesot ginn ass vu mengem Virriedner a virun allem vun der Unterrichtsministerin.

D'Konklusiounen aus PIRLS si bekannt. D'Konklusiounen aus PISA si bekannt. Wann esou eng Etüd ugesot gëtt, da waart d'ganzt Lëtzebuerger Land gespaant drop. Jiddfereen erwaart sech, datt d'Resultat schlecht ass wéi ëmmer, wéi scho gewiescht. An da sinn d'Leit immens verwonnert, wann eng Etüd eng Kéier e positive Ranking ervirbréngt, wéi dat bei PIRLS de Fall war.

Ech wollt eng Remarque maachen, déi mer ganz wichteg schéngt. Déi zwou Etüden, PIRLS a PISA, gi virgestallt an zwou exzellente Publikatiounen. De Rapport iwwer PISA 2006 ass e Produkt vum SCRIPT - de Ministère de l'Éducation nationale also - an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg.

Mir fannen an där Broschür net nëmmen Zuelen, Graphiken a ganz nuancéiert Interpretatioune vun Zuelen, mä virun allem och Äntwerten op Questionnairen. Mä et gëtt an där Etüd ee Kapitel mat den Implicatioune fir de Lëtzebuerger Schoulsystem. Dat heescht dat hei: Déi plakeg Zuelen, d'Erkenntnisser, déi sech aus de Questionnairen erginn, stinn net an deem berühmten eidele Raum, mä si erginn d'Basis fir Verbesserungsvirschléi, si erginn d'Basis, fir d'Fanger op Wonnen ze leeën, fir op Mängel hinzeweisen, déi beschriwwe ginn an déi wëssenschaftlech erfaasst sinn.

Firwat soen ech dat? Mä fir ze weisen, datt mer elo endlech mat der Uni Lëtzebuerg eng wëssenschaftlech Autoritéit hunn, déi net contestéiert gëtt mat Kompetenzen, déi mer asetze kënne fir d'Schoulproblemer hei zu Lëtzebuerg ze analyséieren, fir se ze verschaffen an eisem System, dee jo awer trotzdeem ganz spezifesch ass. Wat hu mer Zäit verluer fir bis dohinner ze kommen! Elo ass et do. Elo kënne mer eis Reforme begleeden. D'Uni Lëtzebuerg gëtt eis Instrumenter op déi mer zréckgegraff hu bis elo an op déi mer weider zréckgräife mussen, dat zu PISA.

Am selwechte Kontext och zu PIRLS. PIRLS 2006 gëtt virgestallt an engem regelrechte Buch vu genau 307 Säiten, wat fir mech e Muster ass vu wëssenschaftlecher Methodik mat Referenzen op Publikatiounen, mat enger Bibliographie, mat villen Denkustéiss, awer och mat engem Kapitel „Ausbléck". Dat Kapitel eleng hätt ee kënnen huelen, fir eng exzellent Ried hei uewen ze halen; wierklech ee ganze Volet Schoulpolitik, deen a PIRLS ofgehandelt gëtt, deen do mat verschafft ass. Kompliment un d'Auteuren. Mir sinn um richtege Wee, eise Schoulsystem gëtt elo begleet vun enger Autoritéit.

Zu PIRLS, zu deem och wat iwwert d'Liese gesot ginn ass. Et huet mech datselwecht intrigéiert, wat och den Här Meisch intrigéiert huet, an ech mengen den Här Sunnen hat och dovunner geschwat, nämlech déi Iwwerraschung, datt d'Lëtzebuerger Élèven am fënnefte Schouljoer, zwar ee Joer méi spéit wéi hir Alterskolleegen aus deenen anere Länner, awer trotzdeem esou gutt am Liese sinn.

Wann een da kuckt wéi déi Liescapacitéite sech awer opglidderen, dann ass et net méi esou verwonnerlech. An engem Text kënnen eis Schüler verschidde Froe punktuell beäntweren, lokaliséieren, wou d'Äntwerten op déi Froe stinn, mä wann et ëm d'Interpretatioun geet - an dat war jo awer den Optrag vun der PISA-Etüd -, da si mer schwaach.

PISA huet eis gesot, datt mer an de wëssenschaftleche Fächer eis Élèven net genuch ausgebilt hunn. Dat war gewosst. An da freet et ee fir ze liesen - an dat gëtt dann och gläich gesot, wann d'Etüd publizéiert gëtt -, datt mer elo op Septième, Huitième an Neuvième reagéieren, datt mer nei Coursen aféieren, an datt da bis d'Joer 2009 am Fong dee Retard, dee mer vis-à-vis vun den auslännesche Schoulen hunn, soll op deem Niveau opgeschafft ginn. Ech wënschen der Madame Minister eng glécklech Hand. Si wäert eis nach soen, wou se déi Stonnen hierhëlt, déi da gebraucht gi fir dat do ze maachen, respektiv - fir deen neien Term ze gebrauchen - gëtt dat do dann och transversal opgeschafft.

D'Reaktiounen, déi virgeschloe ginn op d'Erkenntnisser aus dësen zwou Etüde sinn net nei. An dat, wat den Här Meisch probéiert huet ze beweisen hei, nämlech datt et eng Continuitéit an der Schoulpolitik gëtt a gi muss, dat ass evident.

Et gëtt awer trotzdeem Differenzen an der Approche. A wa verschidde Projets de loi op d'Äis geluecht oder iwwerschafft gi sinn, dann aus där Ursaach, well déi Offer, déi an deene Projets de loi gemaach ginn ass, net deem entsprach huet wat déi zwou Parteien, déi an der Regierung sinn, sech erwaart hunn a puncto Schoulreformen.

Déi Reaktiounen, déi zënter e puer Joer komm sinn, si bekannt:

Éischtens hunn d'Gebaier d'Méiglechkeet fir eng Autonomie auszeüben. D'Fro ass: Wéi wäit kënne mer déi Autonomie dreiwen? Dat ass elo eng perséinlech Fro vu mir. A wat fir engen Domäne muss d'Autoritéit vum Stat spillen, fir datt mer herno awer en Output hu vun eisem Schoulsystem, deen awer nach comparabel ass, deen awer nach homogen ass, esou datt eis jonk Leit an d'Beruffsliewen iwwergoe kënnen, aklamme kënne mat deeneselwechte Kompetenzen oder mat vergläichbare Kompetenzen, esou datt eis Élèven an d'Ausland goe kënne mat deeneselwechte Chancen, egal aus wat fir engem Schoulgebai se kommen.

Niewent der Autonomie vun den eenzelne Gebaier sinn och Socles de compétence déterminéiert ginn, agefouert ginn, an och dat war verbonne mat vill Méi an ass och nach net iwwerall akzeptéiert. Mir hunn eise Sproochenunterrecht reforméiert andeems mer vill méi differenzéiert, vill méi nuancéiert d'Sproochen ënnerriichte wéi dat bis elo de Fall war. Mir hu verschidde Projeten initiéiert, Projeten, déi als Projets pilotes bezeechent ginn. Dat gëllt ganz bestëmmt fir de Projet „Neie Lycée", deen um lafen ass, an dat gëllt bestëmmt fir dee Projet, dee mer och amgaang sinn an der Kommissioun ze behandelen, de Projet „eis Schoul", fir d'Primärschoul. Dee Projet, déi Schoul, gëtt och als Laboratoire bezeechent.

Déi zwee Projets pilotes si Projeten, déi évaluéiert gi mussen - Här Meisch, déi mussen évaluéiert ginn -, an da muss ee kucke wat sech iwwerdroe léisst an den allgemenge Schoulsystem vun deem wat an deene Laboratoiren als gutt befonnt ginn ass. Dat ass eng ganz sensibel Aarbecht a kee Mënsch denkt drun oder huet d'Illusioun, datt een e Projet copy/paste wéi „eis Schoul" oder wéi „den Neie Lycée" generaliséiere kéint.

Zum Projet PROCI, dee fir mech en immens wichtege Projet ass! Deen ass vun der Madame Brasseur initiéiert ginn. Domadder si mer am Zeeche vun der Continuitéit. Mech huet et just gewonnert - an deemools ass d'Fro net gestallt ginn - wéi d'Madame Brasseur zu engem bestëmmte Moment, ech mengen iwwer eng Motioun, gefrot huet, fir datt déi Reformprojete sollte gestoppt ginn, datt mer Otem sollten huelen an dann nees nei ufänken, waméiglech an enger nächster Legislaturperiod. Gott sei Dank ass de Projet PROCI net gestoppt ginn. Gott sei Dank ass en duerchgezu gi mat vill Engagement, an e gëtt elo, dat weise jo och d'Pabeieren, ëmmer méi generaliséiert.

Et sinn am Fong néng Neierungen, déi am EST iwwert deen dote Projet duerchgezu gi sinn, ech huelen déi siwe wichtegst do eraus, an dat huet och eng Ursaach.

Éischt Komponent ass d'Autonomie vun dem Gebai, fir de Carcan vun den Horairen ze duerchbriechen, fir sech d'Fräiheet erauszehuele fir déi eenzel Coursen uneneen unzepassen an aneneen agräifen ze loossen.

Zweet Neierung, den Oral kritt am Sproochenunterrecht méi eng grouss Bedeitung.

An dann eppes, wat och wichteg ass, d'Professere schaffen an Equipen zesummen a bleiwen zesummen an der Betreiung vun den eenzelne Klassen, also et ass net méi den Individuum Enseignant mat senge Responsabilitéiten, mä et ass en Enseignant, deen encadréiert ass vu senge Kolleegen.

An dann eng véiert Charakteristik, déi een och nuancéiert kucke muss, ech hunn et emol esou iwwersat: De Redoublement ass am Prinzip ofgeschaf. Do misst een elo kucke wéi dat am Detail gehandhaabt gëtt, wat dee Prinzip bedeit.

Da fënneftens, och wichteg, et musse Kompetenzen erreecht ginn. Et ass och elo net méi fräi, bis wéiwäit all Schüler komme kann, si mussen erreecht ginn; déi sinn exakt beschriwwen.

An da gëtt et fir all déi Klassen e System vu Remédiatioun, dat heescht vun Hëllefstellungen, déi déi eenzel Schüler ugebuede kréien. Dat heescht, den Élève gëtt an deem Projet ëmmer méi als Individuum behandelt. Net de „Gruppeverband" - tëschent Guillemeten - zielt, mä den eenzelne Schüler kritt säi Wäert. Dat si fir mech déi Haaptkomponente vun deem neie System.

Dat heescht, och d'Madame Brasseur hat erkannt, datt d'Autonomie an de Schoulgebaier Energië fräisetze kann a Bereetschafte fräisetze kann. Et gëtt also op deem Projet keng Rupture tëschent dëser Majoritéit an der viregter Majoritéit.

An ech ginn e bësse méi wäit. Fir mech ass dee Projet PROCI och eng Äntwert dorobber, wéi ee mat der Heterogenitéit ëmgoe kann - der Heterogenitéit vun eiser Schoulpopulatioun, déi mer jo als Erklärung erunzéie fir déi grouss Ecarten tëschent deene gudde Schüler an deene méi schlechte Schüler; tëschent deenen, déi eben op der Streck bleiwen, an deenen aneren, déi riicht duerchkommen.

Mir hunn op déi Heterogenitéit - och dat geet aus deene Pabeieren ervir - an der Vergaangenheet reagéiert mat zwou Mesuren, éischtens andeem mer déi, déi net matkomm sinn, duerchfale gelooss hunn, fir se dann nees dono an eng homogen Klass anzefügen - pseudohomogen Klass natierlech -, oder mer hu Filièrë gemaach. 1970 hu mer eng Filière geschaaft, déi mer ersat hunn duerch anerer, ënnergruppéiert hunn, etc., bis datt mer esou e geglidderten, vernetzte Schoulsystem haten, ouni datt awer d'Schüler duerch dat Netz eng gréisser Chance haten, fir repêchéiert ze ginn: Se sinn duerch de Filet gefall.

Also, d'Äntwert op déi Heterogenitéit an op déi negativ Aspekter dovun kann net d'Duerchfale sinn a kann net d'Schafe vun neie Filièren a vun neie Klasse sinn.

An ech mengen, hei ass dee Punkt, wou Gesellschaftspolitik gemaach gëtt. Hei ass dee Punkt, mat deem een och Aarbechtspolitik mécht, den Aarbechtsmaart bestëmmt a woumadder och Wirtschaftspolitik gemaach gëtt. Wat mer méi Leit qualifizéieren, wat et eiser Gesellschaft besser geet.

Déi Reformen, déi ech elo opgezielt hunn, an déi eenzel Projeten, dat si punktuell Elementer an eisem Schoulsystem. Dës Regierung huet, an dës Majoritéit huet awer Gesetzer deponéiert, an déi Gesetzer mussen eng Äntwert ginn op all déi Froen, déi gestallt gi sinn duerch PISA a PIRLS, an och eng Äntwert op all déi Froen an déi Fuerderungen, déi vun der Gesellschaft un d'Schoul gestallt ginn.

An ech behaapten, datt déi Gesetzer, déi ewell do leien a wou mer op den Avis vum Statsrot waarden, eng adequat Äntwert ginn.

Dat éischt Gesetz befaasst sech mat der Schoulflicht. An deem Gesetz gëtt de Besuch vun der Éducation précoce zu engem Recht gemaach. E Recht kann een akloen. Dat heescht, d'Gemenge gi forcéiert, fir d'Éducation précoce der Demande vun den Elteren unzepassen.

Jiddfer Riedner huet gesot, datt d'Basis vun der gudder Schoulausbildung am Ufank geluecht gëtt an net zum Schluss, um Terme vum Secondaire. Mir fänken am Précoce un, mer organiséieren eng effikass Éducation précoce a mer offréiere se alle Kanner, fir dass se sech an déi sozial Struktur vun der Schoul integréieren a fir datt och d'Sprooch, déi gebraucht gëtt, fir ze alphabetiséieren, hinnen dann och méi no kënnt, doduerch datt se Lëtzebuergesch léieren.

Dat Gesetz vun der Schoulflicht ass een Element och vun der Integratioun vun den Auslänner, wat jo awer och een Element ass vun der Éducation précoce an och een Element vu PISA a vu PIRLS.

Zweet Gesetz - dat allerwichtegst. Et ass keng Reform vum Gesetz vun 1912, et ass en neit Schoulgesetz, et ass d'Gesetz iwwert d'École fondamentale. Dorop ginn ech nach e bësse méi detailléiert an.

An dat drëtt Gesetz ass d'Gesetz iwwert d'Personal, wat dann am Primaire, am Préscolaire oder an der École fondamentale tout court schaffe soll. Do gëtt et jo en neit Konzept, nämlech et ass kee Schoulsystem méi, deen dem eenzelnen Enseignant reservéiert ass, mä et ass e System, wou Equipen zesummeschaffen, wou Leit zesummeschaffen, déi verschidden Ausbildungen hunn, déi d'Kand ënner all senge Komponenten, mat all sengen Aspekter, mat all senge Schwieregkeeten da kënne betreien. Dat geet a Richtung vun enger besserer Behandlung vum Individuum, wou da jiddferee soll gehollef kréien, wann e speziell an Nout ass.

An deene Gesetzer fanne mer och menger Meenung no eng Äntwert, fir d'Schoulklima ze verbesseren. Et geet ëmmer nees Rieds vum Partenariat, wat opgebaut gi muss. D'Eltere sinn onzefridde mat de Schoulen. Dat verwonnert net. Wann et eis geléngt, fir iwwert déi Strukturen, déi d'Gesetz ubitt, d'Eltere mat anzebannen, fir se mat ze responsabiliséieren, fir eng Partnerschaft tëschent Elteren an Enseignanten ze schafen, mengen ech, da verbessert sech och de Schoulklima am Intérêt vun de Kanner, déi jo awer ze leiden hunn dorënner.

An ech mengen och, de Périscolaire, deen eng Roll spillt an dem Gesetz vun der École fondamentale, dat heescht, alles, wat ronderëm den eigentlechen Unterrecht ugebuede gi ka vun der Schoul, och déi Offer ass am Interêt vun der Verbesserung vum Schoulklima, vun der Akzeptanz, déi d'Schoul bei de Kanner a bei den Eltere fënnt.

Eng Äntwert op all déi Froen, déi gestallt gi sinn, fanne mer och an der Reorganisatioun vun der École fondamentale. D'Cyclen, déi geschaaft ginn, solle verhënneren, datt d'Kanner duerchfalen, datt se vu Joer zu Joer sech duerchschleefen. D'Zuele si jo genannt ginn: Déi si katastrophal. Den Echec soll d'Ausnahm sinn; d'Duerchfalen ass keen Element méi vum System. Dozou dréit déi Organisatioun vun de Cyclë bäi.

Well och ëmmer nees d'Fro ugeschwat gëtt, mir géifen eis ze vill befaasse mat deene Schwaachen, wat zwar noutwendeg ass, awer mer géifen ni vun de ganz gudde Schüler schwätzen, wëll ech soen, datt dat an dësem Fall net spillt: Déi Reorganisatioun erlaabt et och engem Douéierten oder engem Surdouéierten, fir a manner Zäit sech dat unzëeegnen, wat fir d'Fortkommen am Secondaire eben erfuerdert ass.

Drëttens dann eng Äntwert op d'Nodeeler vun der Heterogenitéit a vun deene soziokulturellen Ënnerscheeder, déi zu Lëtzebuerg an der Schoulpopulatioun an an der Populatioun tout court bestinn.

Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, dat erënnert mech fatal un eng Situatioun an eng Diskussioun, déi an de 50er Joren an uganks vun de 60er Joren zu Lëtzebuerg gefouert ginn ass. Et ass déiselwecht Diskussioun, déi mer elo féieren iwwer Auslänner, iwwer Portugise virun allem, well se de gréissten Deel duerstellen, déiselwecht Diskussioun ass gefouert ginn iwwer Aarbechter, iwwer Aarbechterkanner am Enn vun de 50er a vun de 60er Joren.

Deemools ass deen an de Lycée gaang, deen Elteren hat, déi him gesot hunn: Géi! Wann d'Elteren Intérêt drun haten, fir dat ze soen, a wa se net ze vill geschafft hunn a mat sech selwer beschäftegt waren. Si sinn an de Lycée gaang, wa se e geeschtegen, e spirituellen, soen ech emol, Mäzen fonnt haten, Paschtouer oder Schoulmeeschter, dee gesot huet: Géi! Da konnte se goen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

An dat dierf net esou sinn, well déi Mäzene vun deemools, déi sinn ewechgefall. Dat maache wéineg Schoulmeeschteren. Duerfir gëtt et haut Prozeduren. An d'Paschtéier maachen et scho guer net méi. Ergo muss d'Schoul selwer, de System Schoul, d'Institutioun Schoul déi do Roll iwwerhuelen, a si muss esou équipéiert sinn, datt déi Kanner, déi et noutwendeg hunn an déi vun doheem eben net de Support hunn, weder de materielle Support nach de geeschtege Support, vun Ufank un, vun dräi Joer un an doriwwer eraus gehollef kréien, datt se dat erreechen, wat intellektuell bei hinne méiglech ass. Dat ass Chancëgläichheet. Dat heescht, engem Kand dat bidden an eng Offer maachen an him d'Chance ginn, fir déi Offer ze profitéieren, déi e capabel ass ze ergräifen.

Ech wollt dat zum soziokulturelle Volet soen, deen immens wichteg ass. Dat ass e Schlësselvolet an der Evaluatioun vun der Lëtzebuerger Schoul. Ech wollt och an deemselwechte Kontext soen, datt déi nei Evaluatioun, déi an deenen neie Gesetzer, an de Reglementer natierlech och virgeschloe gëtt, och eng Méiglechkeet ass, oder net nëmmen eng Méiglechkeet, mä eng Aart a Weis ass fir den Echec ze verhënneren, fir ze motivéieren a fir d'Akzeptanz vun der Schoul méi grouss ze maachen.

Eppes, wat net esou ervirkënnt, weder an den Etüden nach an de Commentairen zu PISA an zu PIRLS, ass de Begréff vun transversal Léieren. Wann ee Léiere vu Sciencë seet, muss dat jo net onbedéngt an engem spezifesche Fach oder eleng an deem Fach sinn, mä et kann een eng intelligent Vernetzung vun de Fächer maachen. Dann huet een den Term transversal Léieren ëmgedäitscht. Da kann een och d'Sciencen an de Sprooche maachen, et kann ee Sciencen an anere Fächer léieren, souguer am Turnen. Dat zur neier Evaluatioun an zum transversale Léieren.

Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn d'Gelenkstelle vun deenen neie Gesetzer. Vun deenen dräi Gesetzer, déi mer amgaange sinn an der Chamber, an der Kommissioun zu diskutéieren. Fir d'Ëmsetze vun deene Gesetzer brauche mer Enseignanten, déi wëllen an déi capabel sinn, dat ëmzesetzen, wat an deene Gesetzer steet. Mir brauchen hire gudde Wëllen, mir brauchen hir Bereetschaft, mir brauchen hir Kompetenzen. Enseignanten, déi ëmmer besser ausgebilt ginn; déi aner verfügen iwwer immens Erfahrung. Ech si sécher, datt mir mat dëse Gesetzer och hinne Satisfaktioune gi kënnen, déi se bis elo an hirer Carrière an där Institutioun, an där se schaffen, net haten.

Ech hoffen, datt mer geschwënn iwwert d'Avisë vum Conseil d'État verfügen, fir datt

mer am Laf vun dëser Sessioun nach kënnen d'Gesetzer stëmmen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Scheuer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech hunn zwar net d'Gefill, wéi wann haut ee grousse Ruck duerch d'Bänke vum Parlament géif goen, mä trotzdeem, et sinn eng Rei Saachen hei gesot ginn, déi mech awer liicht optimistesch stëmmen.

Engersäits, d'Analys an d'Duerstellung vun deenen zwou internationalen Etüden duerch d'Madame Minister huet mer gutt gefall. D'Madame Minister huet eng, a mengen Aen, fair a korrekt Duerstellung gemaach; deem ass net vill bäizeflécken. Selbstverständlech a leider, Madame Minister, sinn Är Konsequenzen, déi Der dorauser zitt, eis net konsequent genuch an Är Reforme ginn eis net wäit genuch.

Grouss Freed huet mer awer och de Vertrieder vun der CSV gemaach,…

Une voix.- Aaahhh!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- …deen haut de finnesche Modell vun der Gesamtschoul entdeckt huet. Dat léisst eis natierlech hoffen.

Erstaunlech ass allerdéngs, datt d'Demokratesch Partei mengt, si wieren déi Eenzeg, déi op Qualitéit an eiser Schoul géifen halen. Domat leie se éischtens selbstverständlech falsch, an ausser datt se wëllen un der Leeschtungsschrauf dréinen, weise se eis och keng Léisungen a Weeër op.

Mir si frou, datt eis Schüler vun de fënnefte Schouljoeren am internationale Ranking vun der PIRLS-Etüd iwwert d'Lieskompetenzen op enger exzellenter sechster Plaz gelannt sinn. Souguer wa mir der Meenung sinn, datt de Ranking dat Onwesentlechst ass vun dësen internationalen Tester. Mir sinn och frou, datt Konsens heibanne besteet, datt mir zu Lëtzebuerg eng spezifesch Sproochesituatioun hunn, déi d'Léieren an d'Enseignéieren nach e bësse méi schwiereg mécht, wéi op villen anere Plazen op der Welt. Duerfir hu bei eis och d'Schüler aus dem fënnefte Schouljoer matgemaach an net, wéi an deenen allermeeschte Länner, aus dem véierten. Dat schéngt eis korrekt an nach eng Kéier, mir si frou iwwert dat gutt Ofschneiden.

D'PIRLS-Etüd weist awer och eng Rei negativ Aspekter vun eisem Schoulsystem op. Negativ Aspekter, déi mer schonns méi laang kennen, wéi zum Beispill déi sozial Ongerechtegkeet vun eisem Schoulsystem; eng relativ Onzefriddenheet an der Relatioun Elteren an Enseignanten a Kanner a Schoul, an och een Aspekt, dee bis elo nach net esou däitlech ginn ass - d'Madame Minister huet en awer och erwähnt -, d'Feststellung vun enger gewëssener Onloscht um Liesen zu Lëtzebuerg bei de Kanner an och bei den Erwuessenen. Mir sinn net frou, datt eis 15-jähreg Schüler am internationale Ranking vun der PISA-Etüd an alle Beräicher ënnert der OECD-Moyenne leien, mä hei gëllt selbstverständlech datselwecht wéi bei PIRLS: De Ranking ass net dat Wichtegst.

Souwuel wat d'Sciences naturelles ugeet wéi wat d'Lieskompetenz an och wat d'Mathematik-Kenntnisser ugeet, PISA 2006 bestätegt dat, wat eng Rei Leit no PISA 2000 net gleewe wollten an awer schonns eng éischte Kéier 2003 confirméiert kruten. An och wa mir d'accord sinn, datt an engem Land mat 40% auslännescher Populatioun an dräi offizielle Sproochen d'Enseignéieren an d'Léieren net einfach ass, dann hëlleft dat eis an eise Jugendlechen net allze vill. Wann eis Jugendlech op d'Uni ginn oder op den Aarbechtsmaart, da kréie si kaum ee Bonus, well si aus engem schwieregen Ëmfeld kommen, mä si ginn op hir Kompetenzen ënnersicht. Dat huet d'Madame Minister an hirer Introduktioun haut och gesot.

Do derbäi kënnt awer och selbstverständlech, datt dat Ëmfeld zu Lëtzebuerg zwar schwiereg ass, mä awer och eng onheemlech Dynamik huet, ee fantastescht Potenzial, ee Räichtum, dee mir bis elo nach net oder mat Sécherheet net genuch ze notze wossten. Et gëtt Beispiller vun deem onheemleche multikulturelle Räichtum hei zu Lëtzebuerg, a fir ze verdäitlechen, wat ech mengen, zielen ech zwee esou Beispiller op.

De leschte Weekend haten d'Jugendhaiser vu Miersch, Ettelbréck an Dikrech an d'Miercher Kulturhaus invitéiert, fir den Ofschloss vun hirem Projet „Maacht Theater am Jugendhaus" ze presentéieren. Jugendlecher vun allen Nationalitéiten, déi souwuel am Modulaire, am Technique an e puer och am Classique waren, Jongen a Meedercher, woubäi d'Meedercher allerdéngs an der Iwwerzuel waren, hunn eng gemeinsam Leeschtung gewisen, déi ganz beandrockend war. Si hunn hiren Theater op Franséisch gespillt. Déi einfach Erklärung war, datt d'Theaterpedagogin, déi hire Projet begleet huet, nach keen Däitsch a kee Lëtzebuergesch schwätzt. Do hunn eng Partie Jonker méi Franséisch geléiert, wéi anerer an engem Joer am Lycée.

D'Franséisch, an dat ass awer och ganz interessant, ass enger Partie Jugendlecher ganz liichtgefall. Dat huet een um Gespréich no der Opféierung gespuert, wou ee gewëssen Hin an Hier tëschent Lëtzebuergesch a Franséisch festzestelle war. Et ass dovun auszegoen, datt eng Rei vun dëse Jonken exzellent Resultater an der Schoul opweisen. Et ass awer och dovun auszegoen, datt eng Rei vun hinnen an der Schoul attestéiert kréien, datt si kee Franséisch kënnen. Ech fannen, datt dëst Beispill et däitlech mécht, wat fir e Räichtum eis Jugendlech zu Lëtzebuerg duerstellen a wéi eng fantastesch Resultater datt mir kënne kréien, wa mir dëse Räichtum ze notze wëssen.

Dëst Beispill weist awer och, wéi verschiddenaarteg a villfälteg de Grupp vun de Jugendlechen zu Lëtzebuerg ass. Wa mir just wëllen op d'Konditiounen agoen, déi mer musse schafen - an ech zitéieren aus dem Débat haut, «pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir voire de développer sa compétitivité»; da gräife mer vill ze kuerz.

En zweet Beispill vun eisem flotte Sproocheräichtum zu Lëtzebuerg hu mer e Méinden zu Miersch am Servais-Haus erlieft, wou d'Laureate vum nationale Literaturconcours geéiert goufen. Ech ginn net op d'Inhalter vun den Texter an, mä just op d'Sprooch, an där se geschriwwe gi sinn. Et gouf en drëtte Präis fir „Home from home", een Text op englesch mat franséischen a Lëtzebuerger Sequenzen, een aneren drëtte Präis fir den däitschen Text „Rund um den Schuh". Den éischte Präis ass un de Guy Rewenig gaange fir de franséischen Text «Le chef d'orchestre à la baguette de bambou», wou de Juryspresident interessanterweis gemengt hat, et wier een Asylant gewiescht, deen den Text geschriwwen hat. Dat hätt, wier et dann esou gewiescht, zu Komplikatioune gefouert. Eist klengt Land huet also dräi Auteuren a véier Sprooche geéiert mat sengem nationale Literaturpräis. Dat ass vläicht net eenzegaarteg, mä op alle Fall genial.

Mir mengen, datt d'Resultater vu PISA a PIRLS eis d'Chance liwweren, fir wäit iwwert d'Liesekompetenz an der Primärschoul an d'Kompetenzen an de Sciences naturelles am Secondaire eraus ze diskutéieren. D'Défauten, wou et hei am Fong geholl drëm geet - oder wéinstens misst goen -, sinn: Wéi eng Schoul wëlle mir iwwerhaapt zu Lëtzebuerg? Wéi eng Schoul wëlle mir an Zukunft? An an Zukunft heescht net, no deenen nächste Wahlen, mä zum Beispill 2020 wann déi allermeescht vun eis net méi hei am Haus sinn.

Ganz enk mat dëser Fro verknäppt ass natierlech och d'Fro: Wéi eng Gesellschaft wëlle mir zu Lëtzebuerg? Wou bewege mer eis hin? Wéi gesäit et zum Beispill 2020 zu Lëtzebuerg aus?

Wéi gesäit et dann 2020 um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart aus? Kee weess dat genau, mä mir wëssen alleguer a wéi eng Richtung, datt mer schaffen. Mir rechnen 2020 mat 300.000 Frontalieren. Dat sinn Estimatiounen aus dem Aménagement du Territoire. Mir kënnen och dervun ausgoen, datt eis Populatioun weider wiisst; an net just duerch den Taux de natalité, mä virun allem duerch d'Migratioun.

Wann an eiser Haaptstad zurzäit méi Net-Lëtzebuerger scolariséiert si wéi Lëtzebuerger, dann ass dervun auszegoen, datt dat an Zukunft praktesch iwwerall de Fall dierft sinn. Mir hunn zurzäit 13% vun eiser Schülerpopulatioun, déi Seiteneinsteiger sinn, dat heescht, déi net vun Ufank un zu Lëtzebuerg sinn, mä mat sechs, siwen, aacht oder méi Joer op Lëtzebuerg komm sinn.

An enger rezenter Ceps-Etüd steet, datt haut schonns nëmme méi 4% vun de Fraen ënner 40 Joer hiren Job wéilten opgi wéinst hirem Kannerwonsch. Mengt een heibannen deen Trend géif sech an Zukunft an eng aner Richtung bewegen? D'Klimaveränneerungen, d'Entwécklung vun den Energiepräisser - wa se dann net eise ganzen Iwwerleeungen e Strëch duerch d'Rechnung maachen; an dat hänkt virun allem dervun of, ob mer se eescht huelen oder weider monter verdrängen - wäerten an Zukunft Nährbuedem fir sozial Spannunge sinn. Well och wann d'Changementer an der Ëmwelt all Mënsch betreffen, sozial gerecht si se net. Wa mir also vun der gesellschaftlecher Entwécklung schwätzen, musse mer eis d'Fro stellen, ob mer nach ëmmer op Fräiheet, Gläichheet a Solidaritéit opbauen, oder ob mer nëmme méi op Wuesstum, Konsum a Kompetitivitéit zielen.

Wat heescht dat dann awer elo fir déi Schoul, déi mir haut an och an Zukunft brauchen? Mir wëllen eng Schoul fir all Kanner. All Kanner sinn haut schonns, an 2020 nach vill méi, Lëtzebuerger an Net-Lëtzebuerger. Wéi eng auslännesch Nationalitéit an zéng, 20 Joer dee gréisste Kontingent stellt, ass net virauszesoen. De Migratiounsdrock ass grouss.

Soi-disant normal Kanner a Kanner mat engem Handicap, där gëtt et och an Zukunft net manner; soi-disant brav Kanner a Kanner mat Verhalensopfällegkeeten, zum Beispill a Richtung Hyperaktivitéit, Nervositéit, Aggressivitéit, och hei ass d'Tendenz éischter steigend; Kanner mat Elteren a Grousselteren, mat an ouni Migratiounshannergrond; Eenzelkanner a Kanner mat ville Geséchter; Kanner, déi eleng mat der Mamm oder dem Papp wunnen; Kanner, déi mat sechs Joer schonns en intellektuellen Niveau vun engem 8-Jähregen hunn, an aner, déi an deemselwechten Alter nach wéi ee 4-Jähregen denken.

Mir wëllen eng Schoul fir all dës Kanner. Dat ass eis grouss Iwwerschréft. Mir hunn nach ee wäite Wee bis dohinner ze goen. Dat ass och keen einfache Wee. Dat geet mat Etappen. Dat stellt och nach laang net alles a Fro, wat mir bis elo zu Lëtzebuerg an de Schoule gemaach hunn, mä dat heescht awer och, datt mer musse bereet sinn eis Schoul ze änneren.

Ee vun den Haaptvirwërf, deen d'Lëtzebuerger Schoul ëmmer erëm gemaach kritt, ass deen, datt eise Schoulsystem als sozial ongerecht bezeechent gëtt. De Leeschtungsënnerscheed vun de Kanner aus favoriséierte Milieuen zu deenen aus défavoriséierte Milieuen ass zu Lëtzebuerg mat 98 Punkten deen zweethéchsten am PISA-Test. De Leeschtungsënnerscheed tëschent de Schüler mat an ouni Migratiounshannergrond ass mat 82 Punkten och ee vun deenen héchsten.

Mir sinn der Meenung, datt hei awer de sozio-ekonomeschen Hannergrond eng ganz grouss Roll spillt; vläicht souguer méi eng grouss wéi d'Nationalitéit oder d'Sprooch. Fir vill Kanner aus favoriséierte Milieue gëtt et eng Spezialschoul zu Lëtzebuerg, wou ee sproochleche Spezialmenu fir si gekacht gëtt. Ech mengen domat virun allem d'Europaschoul. Esou eng Schoul gëtt et net fir Kanner aus défavoriséierte Milieuen.

Wann eis Schoul sozial ongerecht ass, da musse mer engersäits probéiere méi sozial Gerechtegkeet an eis Schoul ze kréien, anerersäits awer och agestoen, datt den Afloss vun der Schoul op dat familiäert, dat sozioekonomescht Ëmfeld minimal ass. Mir musse fir méi sozial Gerechtegkeet suergen, scho laang éier d'Kanner an d'Schoul kommen. Mir musse Famillje mat Kanner besser an och anescht ënnerstëtze wéi bis elo. Dozou gehéiere gutt Betreiungsstrukture fir all Kand; mëttlerweil päifen d'Spatzen et vum Dag. All Euro, dee mer an d'Preventioun investéieren, spuere mer dräifach spéiderhi bei der Resozialisatioun. All Fréifuerderung ass vill méi effikass an och méi präiswäert wéi Mesuren, déi mer mussen ergräifen, fir do ze flécken, wou mer a jonke Joren nogekuckt hunn an net reagéiert hunn.

Dozou gehéiert och eng geziilt finanziell Ënnerstëtzung vun de Famillje mat Kanner. A mir fannen, datt de Kannerbonus an déi richteg Richtung geet. Mir hunn och mat Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, datt d'Ausbezuele vun deem Bonus eemol am Joer en Accident wär, deen d'Regierung esou séier wéi méiglech wëllt redresséieren, fir op e monatlecht Ausbezuelen iwwerzegoen. Mir fannen och, de Congé parental ass ee wichtegt Instrument fir d'Förderung vun de Kanner, och wann hei nach un der Feinabstimmung muss geschafft ginn.

Da kënnt de Précoce, wou keen heibannen de Prinzip vum Notze vun enger Fréifërderung vu Kanner a Fro stellt, wou mir awer onverständlecherweis keng Bereetschaft fanne kritesch ze hannerfroen, ob déi Aart a Weis wéi mir dës Struktur zu Lëtzebuerg organiséieren a bedreiwen, déi optimal ass, wat mer eventuell nach fir déiselwecht Sue kéinte besser maachen, oder méi effikass am Intérêt vun eise Kanner schaffen. Mir all verallgemengeren een néng Joer ale Pilotprojet. Wann déi Gréng no enger Evaluatioun vun dësem Projet froen, da kréie se vun der Madame Minister ze héieren, se géifen iwwerdreiwen.

Mat Satisfaktioun, awer och mat Erstaunen huele mer zur Kenntnis, datt d'Ministesch vun der Educatioun seet, datt net déi eenzel Schoule versot hunn, mä eise Schoulsystem. De Lëtzebuerger Schoulsystem, dee sech zwar schonns an deene leschte Jorzéngte geännert huet, e bëssen nom Motto «Tout change tout le temps, sans que rien ne change vraiment», huet et net fäerdeg bruecht sech ze reforméieren a sech deenen neie Schülerpopulatiounen zu Lëtzebuerg unzepassen.

Mir ginn net mat der Heterogenitéit vun eise Schoulklassen eens. Nodeems mir jorzéngtelaang probéiert hunn eis Klassen ëmmer méi homogen ze kréien - mir sinn zilstrebeg de Wee a Richtung Jorgangsklasse gaangen -, stelle mer elo fest, datt den erwaarten Erfolleg ausbliwwen ass. Mir deelen eis Kanner mat zwielef Joer op. Déi staark an de klassesche Lycée, déi mëttel an den techneschen, an déi mat deene meeschte Problemer an de Lycée préparatoire.

Wann ee PIRLS aus dem 5. Schouljoer mat PISA vun deene 15-Jährege vergläicht, da beweegt ee sech op engem geféierlechen Terrain an da soll ee ganz virsiichteg mat Aussoen a Vergläicher sinn. Mir maache just eng Ausso: De Fait, datt mir d'Kanner nom 6. Schouljoer trennen an op dräi Systemer opdeelen, huet net zu enger Verbesserung vun de Leeschtunge gefouert.

Mir hunn een Zil a mir kënnen et och kloer definéieren. Mir gesinn d'Schoul als eng Organisatioun fir all schoulflichteg Kanner. Eng Schoul fir déi gesamt Schülerpopulatioun kann ee Gesamtschoul nennen. Eis schwieft net onbedéngt e fäerdege Modell aus dem Ausland vir; obschonns, déi skandinavesch Länner ginn d'Richtung un. Mir sinn a bleiwen der Meenung, datt eng Schoul net de Programmer no organiséiert soll sinn, mä de Kanner no. Mir vertrieden déi Iddi scho soulaang wéi et déi Gréng zu Lëtzebuerg gëtt. Mir maachen eis bei ville Proffen onbeléift mat dëser Iddi. Bei der CSV ginn d'Rollluedenerof; et sief dann den Här Sunnen hätt haut do nei Weeër opgemaach. An d'Sozialiste verstoppe sech bei deem Thema. Mir kréie virgeworf, mir géifen aus ideologesche Grënn un enger Schoul fir Gleichmacherei a géint d'Leeschtung festhalen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Géigendeel ass de Fall. Och den Här Romain Martin vun der Uni Lëtzebuerg - déi hei ganz richteg vum Här Scheuer fir hir Aarbecht gelueft ginn ass - seet als Konklusioun op PISA, eisen Haaptproblem an de Schoule wier, datt mir net mat eiser heterogener Schülerpopulatioun ëmzegoe wëssen, datt mir op dës Schülerpopulatioun ëmmer probéiere mat Mechanisme vun Homogenitéit ze äntwerten.

Wéi misste mer dann do richteg an eise Schoule reagéieren? Och hei ass d'Äntwert vun der Uni kloer: Individualiséiere vum Unterrecht, akzeptéieren a schaffe mat den Ënnerscheeder, förderen an net selektéieren.

Zwee Eckpunkten op dem Wee an dës Richtung sinn de Redoublement, dee mer einfach missten ofschafen, an d'Bewäertung vun eise Schüler, wou mer am Ënnergrad direkt op d'Notë solle verzichten a schrëttweis op eng deskriptiv Evaluatioun sollen zougoen. D'Aféierung vu Portfolië geet an déi richteg Richtung.

Déi Politiker, déi vu Chancëgläichheet a sozialer Gerechtegkeet, vu sozialer Kohärenz, Integratioun oder Inclusioun schwätzen, an net iwwert d'Gesamtschoul wëllen diskutéieren, maachen dat, well se ideologesch verblennt sinn.

Et ass schwéier nozelauschteren, wann déiselwecht Ministesch, déi hei seet, eise Schoulsystem hätt versot, d'Lëtzebuerger Schoul géif et net verstoen, op Benodeelegung zum Beispill duerch Migratiounshannergrond a soziale Milieu adequat ze reagéieren, och einfach seet, si hätt keng Loscht iwwer eng Gesamtschoul ze diskutéieren.

Da stellt d'Ministesch awer fest, datt de Projet PROCI net d'Léisung vun allem ass, awer an déi richteg Richtung geet. Och mir sinn der Meenung, datt de Projet Cycle inférieur an déi richteg Richtung geet: D'Orientéierung no Kompetenzsockelen, eng aner Gewiichtung vun de Sproochekompetenzen, kee Sëtzebleiwen, eng aner Evaluatioun, Remédiatioun an Elterenaarbecht, dat geet

a Richtung Gesamtschoul. Dat geet net a Richtung Nivellement vers le bas, dat huet besser Resultater wéi déi Klassen, déi net no dëse PROCI-Kritäre schaffen.

D'Ministesch huet eng ganz Rei wichteg an néideg Prozesser a Bewegung bruecht. De kompetenzorientéierten Unterrecht schéngt mer dee wichtegsten ze sinn. Dat stelle mir net a Fro. Mir diskutéieren nei Forme vun Evaluatioun am Enseignement secondaire. Do ass och schonn emol heiansdo eppes iwwerstierzt agefouert ginn, fir duerno erëm gradesou séier zréckgezunn ze ginn.

No dräi Joer sozialistescher Schoulpolitik diskutéiere mer elo d'Moderniséierung vum Schoulgesetz vun 1912. Déi schonn iwwerfälleg Integratioun vun der Éducation différenciée an der Logo an dat sougenannten normaalt Schoulgesetz feelt; d'Modernisatioun vum Gesetz vun 1912 hält bei de Kanner vun zwielef Joer op.

Ee Punkt, dee guer net an der Diskussioun ass, wa mir iwwert dat moderniséiert Schoulgesetz schwätzen, dat ass déi Zäit, déi eis Kanner an eis Enseignanten an der Schoul verbréngen.

Komme mer emol fir d'éischt zu eise Kanner. Am Laf vun de Joren ass déi Zäit, déi eis Kanner an der Schoul verbréngen, reduzéiert ginn. An därselwechter Zäit sinn d'Usprëch awer eropgesat ginn. Ginn 28 Schoulstonne vu 50 a 55 Minutten haut nach duer?

D'Liewensëmstänn hu geännert. Déi Gréng froe scho laang no fakultative Ganzdagsschoulen. Domat menge mir, datt an der Schoul soll ugebuede ginn, datt déi Kanner, déi wëllen, de ganzen Dag an d'Schoul goe kënnen, an déi Kanner, déi dat net wëllen, déi mussen dat och net maachen.

Mir hunn eis jo un d'Belsch ugelehnt, wéi mer Termë wéi Socles de compétences an Enseignement fondamental an d'Diskussioun bruecht hunn. An der Belsch ass awer am Prinzip och Méindeg, Dënschdeg, Donneschdeg a Freideg mëttes Schoul a Mëttwoch mëttes fräi. Ënner esou enge Konditiounen ass eng Ganzdagsschoul méi einfach ze organiséiere wéi mat zwee fräie Mëtteger.

D'Argument, dass mer mat enger Ëmännerung vun de Schoulzäiten eist Veräinsliewe géife ruinéieren, ass net stéchhalteg. D'Fräizäitverhale vun eise Kanner an hiren Elteren huet sech scho laang iwwert déi zwee fräi Nomëtteger eraus entwéckelt an och iwwert d'Zäit vu 14 bis 16 Auer. Mir wëlle sécher net eist Veräinsliewe ruinéieren. Mir gesinn do nach vill Méiglechkeete fir eng besser Kooperatioun a Koordinatioun wéi bis elo.

Mir sinn der Meenung, datt d'Méiglechkeet vun enger Ganzdagsbetreiung eng Selbstverständlechkeet muss ginn an datt d'Zesummeschaffe vu Schoul a Ganzdagsbetreiung muss institutionaliséiert ginn. Mir sinn och der Meenung, datt esou eng selbstverständlech Ganzdagsbetreiung mëttel- oder laangfristeg sollt gratis sinn.

Dann och e Wuert zu den Enseignanten, virun allem deene vum Primaire. Mir lafen och als Oppositiounspartei net hanner engem gewerkschaftleche Fändel. Déi allgemeng Ausriichtung nom Bologna-Prozess mat Bachelor- a Masterstudië kréien Auswierkungen och op d'Gehälterstruktur beim Stat. Mir fannen et logesch, datt d'Carrièrë vun den Enseignanten deene verlängerte Studië Rechnung droen.

Mir sinn der Meenung, datt hei an der Vergaangenheet eng Rei Feeler gemaach gi sinn. De gravéierendste war wahrscheinlech d'Reduktioun vun der Tâche vu 27 op 23 Unterrechtsstonne vum Minister Boden. Mat dëser Mesure sollten d'Gehaltsfuerderungen iwwert den Ëmwee vun Iwwerstonne geregelt ginn. Eng Mesure, déi esou kee gefrot hat, déi net preparéiert war an d'Gemenge viru grouss Problemer gestallt hat, déi och d'Problematik vun de Chargés de cours an de Primärschoule wuesse gedoen hat.

Mir bedaueren et, datt elo Schoulreform a Gehälterfroe matenee vermëscht ginn. Zwou Saachen, déi net solle mateneen an net däerfe matenee vermëscht ginn. Elo rächt et sech, datt eng Rei Regierungen hir Hausaufgaben net gemaach haten. Mir sinn der Meenung, datt d'Aarbecht vum Enseignant ni eng einfach war an haut och keng einfach ass, datt d'Missioun vum Enseignant eng wichteg an ustrengend ass, déi awer och vill Satisfaktioun misst ginn. Mir fannen, datt d'Tâche vum Enseignement direkt net däerf eropgesat ginn.

Mir sinn awer och der Meenung, datt „team teaching", Elterenaarbecht an aner Forme vun Evaluatioun vun de Schüler méi Presenz vun den Enseignanten an der Schoul verlaangen. Dat géif d'Schoulorganisatioun méi einfach maachen. Dat bréngt Rou an d'Schoul an hëlleft den Enseignanten zu där Unerkennung, déi se an eiser Gesellschaft verdéngt hunn. Méi Presenz an der Schoul bedeit fir keen Enseignant e Méi un Aarbecht, mä eng aner Andeelung vun engem Deel vun der Aarbechtszäit.

Mir bedaueren och, datt d'Formatioun vum Enseignant vum Enseignement fondamental net eng Masterformatioun ginn ass, mä e Bachelor vun aacht Semester. Mir sinn der Meenung, datt d'Erausfuerderungen un d'Enseignantë grouss sinn, a wann et nëmmen ëm d'Gérance vun der Heterogenitéit vun eiser Schülerpopulatioun geet.

Ech ginn nach op e puer méi spezifesch Punkte vun deenen zwou internationalen Etüden an.

En éischte Punkt: d'Loscht um Liesen. Am internationale Vergläich sinn d'Astellunge vun de Schülerinnen a Schüler zu Lëtzebuerg zum Liesen als ongënschtegst ze betruechten. Esou steet et an der PIRLS-Etüd. Vill Kanner liesen net gär. Si liese just, wa se onbedéngt mussen. Zu Lëtzebuerg liesen d'Kanner manner oft a manner gäre wéi am internationalen Duerchschnëtt an dobäi ass a bleift d'Liesmotivatioun een determinante Facteur fir d'schoulesch Réussite.

Am Zesummenhang mat der Liessozialisatioun an de Liesleeschtunge gëtt awer och ëmmer d'Bedeitung vun den Elteren als Liesvirbiller erausgestallt. Loscht um Liese kritt een also net just an der Schoul gemaach. D'Liesförderung ass ee gesamtgesellschaftlecht Uleies. De Besëtz a virun allem de Gebrauch vu Bicher duerch d'Eltere wierkt sech positiv op d'Kanner aus. De méiglechst fréie Kontakt vum Kand mam Buch wierkt sech positiv aus.

D'Politik vernoléissegt d'Lieskultur. Ee Beispill ass d'Nationalbibliothéik, déi ënner schwierege Konditiounen eng wäertvoll Aarbecht leescht. Mir ware se scho mat der Chamberskommissioun kucken. Mir loune vun Zäit zu Zäit e Gebai bäi. Den eigentleche Projet läit op Äis an ass keng Prioritéit.

En anert Beispill ass eist öffentlecht Bibliothéikswiesen. Nëmmen 20% vun den Eltere besichen heiansdo eng öffentlech Bibliothéik, 74% maachen dat ni oder bal ni. Dat ass kee Wonner. Déi zur Zäit 13 öffentlech Bibliothéike gi vun hire Gemengen oder A.s.b.l.ë gedroen. Et gëtt kee Gesamtkonzept an och keng nennenswäert Ënnerstëtzung. Ee Reseau vu professionell gefouerten öffentleche Bibliothéike wier zu Lëtzebuerg ouni Zweifel finanzéierbar an eng sozial gerecht Mesure zur Liesförderung. Et gesäit esou aus, wéi wann dee Projet ze kleng wier, fir dass en eis Regierung géif interesséieren.

An der PIRLS-Etüd geet Rieds, datt d'Relatioun Elteren-Schoul oft als net zefridde stellend emfonnt gëtt. Elteren a Schüler drécke sech negativ iwwert de Schoulklima aus. Dat sinn Aussoen, déi ee sécher och kritesch hannerfroe soll. Et soll ee se awer och net op déi liicht Schëller huelen. Mir mengen, datt déi Lëtzebuerger Primärschoulen net transparent organiséiert sinn. Zumindest fir d'Eltere si se et net.

Mir mengen, datt mat allen Ufuerderungen, déi mer un d'Schoul stellen, eng Schouldirektioun mat engem Schoulsekretariat noutwendeg wier, fir d'Koordinatioun tëschent den Enseignanten ze organiséieren, awer och fir den Elteren eng kloer definéiert Ulafstell ze bidden. Mir geséichen et gären, wann en Deel vun der administrativer Aarbecht net beim Léierpersonal géif hänke bleiwen. Mir fäerten, datt déi Organisatioun, wéi se am moderniséierte Schoulgesetz virgesinn ass, schwéierfälleg, wéineg transparent a wéineg elterefrëndlech ass.

D'Resultater vun eise 15-jährege Schüler a Schülerinnen an de Sciencë ware schlecht. Dat war eigentlech ze erwaarden. Mir hu manner Stonne fir dës Fächer iwwreg, well mer méi Zäit an d'Sproochen investéieren. D'Madame Minister huet ugekënnegt, datt als direkt Reaktioun op dës Resultater eng Ännerung am Secondaire kéim, aus deenen zwou Stonne Bio géife schonns 2008 dräi Stonne Sciences naturelles gemaach ginn. Et ass fir eis net méiglech, an där kuerzer Zäit, déi mir no PISA 3 haten, d'Richtegkeet vun dëser Mesure anzeschätzen. Eng gewëss Logik gesi mir schonns doranner.

Mir ginn awer ze bedenken, datt mer d'Schoul mussen als Ganzt kucken. Wa mer just no Fächer fueren, da misste mer jo och eng Stonn Lieskompetenz weider aféieren an och eng weider Mathésstonn. Wa mer dann nach den Abschlussbericht zum Forschungsprojekt „Gesundheit, motorische Leistungsfähigkeit und körperlich-sportliche Aktivität von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg" net vergiess hunn, da géife mer och nach eng weider Stonn Sport an eise Schoulen aféieren an esou weider. Mir hoffen, datt d'Décisioun, fir dës punktuell Ännerung ze maachen, gutt duerchduecht ass, net datt mer se erëm an engem Joer musse réckgängeg maachen.

Um Enn vun der Obligation scolaire hu mer ze wéineg exzellent Schüler. Ronn 25% vun eise Schüler ginn als ganz performant bezeechent. Dat ass am internationale Verglach relativ wéineg. Dat ass net just ee Schéinheetsfeeler. Mir mengen, datt och do Handlungsbedarf besteet. Et ass awer och en Zeechen, datt eis Selektioun an dräi Schoultypen - eng Selektioun, déi mer jo maache fir d'Schüler jee no hire Stäerkten a Schwächte besser kënnen ze förderen - och bei deene staarke Schüler net zefridde stellend ass.

Mir hu vill ze vill ganz schwaach Schüler. Déi mussen eis nach méi alarméieren, wéi déi ze mann staark. 23%, et ass och schonns hei gesot ginn, vun eise Schüler falen an dës Kategorie. Dëst si Schüler, wou d'Gefor grouss ass, datt se grouss Problemer kréien, um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen, well se net déi néideg Viraussetzungen zum sougenannten „lifelong learning" matbréngen, well et dierft fir si schwéier ginn, eng berufflech Qualifikatioun ze kréien, an et dierft och fir si schwéier ginn, u Weiderbildungsmoossnamen deelzehuelen an dovun ze profitéieren. Besonnesch hei weise sech verpasste Chancë vu Fréiförderung däitlech. Besonnesch hei brauche mer gutt forméiert a motivéiert Enseignanten, awer och kleng Klassen a multidisziplinär Equipen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen och, datt duerch eng Gesamtschoul net vun haut op muer eis Schüler besser Resultater kréien.

Une voix.- Ouh?

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Mir sinn awer sécher, datt d'Realiséierung oder d'Zil an d'Hischaffen op eng Gesamtschoul dee Ruck duerch eis Gesellschaft an eis Schoullandschaft géif bréngen, deen duerch dee laange Reformstau absolut néideg schéngt.

Wa mir eng Gesamtschoul ouni Redoublement aféieren, da musse mer eis Schoul anescht organiséieren, soss funktionéiert guer näischt méi. Da kënne mer net just vun engem individualiséierten Unterrecht schwätzen; da musse mer deen Unterrecht och esou maachen, soss geet näischt méi. Da brauche mer net just eng aner Evaluatioun an de Raum ze setzen, Portfolio ze diskutéieren; da musse mer anescht évaluéieren, soss brécht alles zesummen. Da kënne mer net op d'Mataarbecht vun den Elteren an eiser Schoul verzichten; da brauche mer déi Mataarbecht a musse se mat aplangen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn der Meenung, datt mer solle bei internationalen Etüde matmaachen. Mir sinn och der Meenung, datt een dës Resultater roueg däerf kritesch an e bëssen nuancéiert kucken. PISA huet eis elo dräimol deeselwechte Message ginn. Wa mer net bereet sinn, op dëse Message ze reagéieren an déi Weeër ze goen, déi mer virgezeechent kréien als déi, déi eng Verbesserung fir vill Kanner kënne bréngen, da musse mer allerdéngs eis Bedeelegung un esou Tester a Fro stellen.

Et wär schéin, wann ech bei der Diskussioun iwwer PISA 2009 nach hei an der Chamber wär. Et wär och schéin, wann ech dann net misst déiselwecht Ried halen, wéi haut.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. Als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu scho laang kee Minett méi hei am Land, dat mer zu Eise verschaffe kéinten. Mir hunn och keng Uelechquellen a keng Goldminen, an dat, wat op eise Felder, Wisen a Bëscher wiisst, ass zwar wichteg, mä et ass a bleift nun eemol e klengen Deel vun eiser Ekonomie. Mat anere Wierder, och wann et schonn e bëssen ofgegraff kléngt: Eis mat Ofstand wichtegst Matière première ass d'Matière grise an de Käpp vun eiser Population. An dat wichtegst Kapital fir d'Zukunft vun eisem Land ass d'Wëssen an d'Kënne vun eise Kanner a jonke Leit.

Dat ënnersträicht engersäits d'Wichtegkeet vum Enseignement, awer anerersäits och d'Dramatik vun der Situatioun, an där mer de Moment dra sinn.

Här President, ech erlabe mer e Bléck op d'Lëtzebuerger Realitéit:

En Aarbechtsmaart, deen dynamesch wiisst, mat an der Moyenne 8.000 bis 9.000 nei Aarbechtsplazen am Joer. Gläichzäiteg eng Aarbechtslosegkeet, déi iwwer Jore kontinuéierlech gewuess ass an haut bei 10.500 Demandeurs d'emploi läit, déi 3.500, déi vun enger Mesure pour l'emploi profitéieren, net agerechent.

E Finanzsecteur, deen dréngend 2.000 qualifizéiert Employéë sicht a se hei zu Lëtzebuerg net fënnt.

Eng Handwierksfederatioun, déi sech batter driwwer beklot, datt déi jonk Leit, déi aus eise Schoulen an d'handwierklech Ausbildung kommen, weder rechnen nach liesen nach schreiwe kéinten.

Auslännesch Unien, déi Lëtzebuerger Studenten nëmme méi unhuelen, wa se bei hinnen duerch en Exame bewisen hunn, datt se den erfuerderlechen Niveau fir e Studium erreecht hunn.

Eng Statsadministratioun, déi resignéiert feststelle muss, datt nëmme méi e klenge Prozentsaz vu Kandidate capabel ass, de Statsexamen ze packen, an dat trotz engem Ofgangsdiplom vun der Lëtzebuerger Schoul.

Iwwer e Véirel vun de Schüler, déi am fënnefte Schouljoer op d'mannst eng Kéier doubléiert hunn an dann nach an de Resultater wäit ënnert der Moyenne vun deenen anere leien.

Mir hunn elo grad héieren, 41% vun deene 15-Jähregen, déi op d'mannst eng Kéier doubléiert hunn. Ronn 1.200 Jonker, hu mer virun e puer Joer aus dem Mond vum Här Statsminister héieren, déi all Joer d'Schoul ouni Ofschloss, dat heescht, ouni Qualifikatioun verloossen an zu engem groussen Deel direkt am Chômage landen.

4.000 bis 5.000 Kanner mat Léierschwieregkeeten am Ausland, well dat fir d'Elteren déi lescht Rettung bedeit an deenen do exemplaresch gehollef gëtt, wat mir anscheinend net fäerdeg bréngen, wou se hei zu Lëtzebuerg hoffnungslos verluer wären.

Dee mat Ofstand deierste Schoulsystem vun der Welt. Am OECD-Duerchschnëtt kascht d'Schoul pro Schüler 81.500 Dollar, zu Lëtzebuerg 205.000. Wann een dat op Vergläichszuelen iwwerdréit, wann een d'OECD-Moyenne op 100 setzt, da leien eis Nopeschlänner an der Moyenne bei 108 a Lëtzebuerg bei 251!

Här President, dat ass déi batter Realitéit zu Lëtzebuerg virum Hannergrond vun der Tatsaach, datt d'Matière grise vun eise Kanner d'Fëllement ass, op dat mir d'Zukunft vun eisem Land opbaue sollen a mussen!

Déi wichtegst Feststellungen aus PIRLS a PISA sinn hei schonn duergeluecht ginn. Ech résuméiere se ganz kuerz:

Mir sinn, dat ergëtt sech aus PIRLS, relativ gutt am Liesen, mä do hält et schonn op. Wann et ëm d'Interpretatioun geet, dann ass scho kee Grond méi do fir ze jubiléieren.

(Interruption)

An dat Resultat just am Liesen, wou mer sechs Stonnen d'Woch eleng am Däitschen drop verwenden, bis do wou den Test gemaach gëtt.

Da muss ee gesinn, datt mer am fënnefte Schouljoer getest hunn amplaz am véierte Schouljoer, an datt vun deenen, wéi gesot, am fënneften ee Véirel méi al war, wéi déi Fënneftschouljoer-Populatioun normalerweis ass, well se redoubléiert haten.

Mir hunn eng Klassestäerkt an der Moyenne vu 15,8 Schüler - och dat muss een emol soen -, wou d'international Moyenne bei 21,5 läit. An dann och, dat ass jo hei scho gesot ginn, d'Attitüd an d'Motivatioun vun de Schüler sinn enttäuschend, ech zitéieren aus dem Rapport, «franchement décevant».

Wa mer PISA kucken, da muss ee soen, datt mer franchement schlecht sinn, a mir sollen net probéieren, dat schéinzerieden. An allen dräi Sparten - Leseverständnis, Mathematik a Culture scientifique - si mer vill méi schlecht wéi d'Moyenne vun der OCDE. A mir hu keng Verbesserung, awer och guer keng, souguer eng liicht Verschlechterung bei der Mathematik par rapport zu 2003. Dat, Här President, contrairement zu Däitschland, dat et wierklech fäerdeg bruecht huet, an deenen dräi Joer seng Resultater sensibel ze verbesseren.

Dann ass jo hei eng Euphorie ausgebrach, datt mer elo mat PROCI op der richteger Schinn wären. Ech muss awer soen, datt eng kloer Diskrepanz besteet tëschent der Virstellung vun de Resultater vu PROCI vu Mäerz 2007 an der Evaluatioun, déi an der PISA-Etüd vun haut gemaach gëtt, oder der Konklusioun, déi doraus gezu gëtt. An ech froen Iech, Madame Minister, stëmmt et dann, datt déi, déi net PROCI sinn, sinn 30,3%, a vun deenen, déi am PROCI waren, nëmme 25,8% op d'Voie technique générale dirigéiert ginn, dat heescht op de BAC technique? Datt deemno méi en héije Prozentsaz PROCI-Schüler wéi net PROCI-Schüler no ënnen orientéiert ginn.

Stëmmt et, datt vun den net PROCI-Schüler 6,8%, a vun de PROCI-Schüler 7,6% - dat heescht bal 1% méi - ouni Ofschloss d'Schoul verlooss hunn? Wann dat esou ass, da mengen ech soll een déi Euphorie do awer ganz staark ofbremsen. Da kënnt nach en Element derbäi - dat wësst Der; mir hunn och schonn doriwwer diskutéiert -, dat ass den Engagement vun den Enseignanten, déi am PROCI-Modell matgeschafft hunn, deen een och muss mat a Considératioun zéien, déi ganz sécher do ganz vill Idealismus mat erabruecht hunn.

Eng weider Feststellung aus där Etüd ass, datt mer wéineg Ecarten tëschent eisen eenzelne Schoulen hunn. Dat heescht, datt mer eigentlech relativ schwaach op gläichem Niveau sinn. Et hätt ee sech gewënscht, datt dat e bëssen anescht wär, datt ee wierklech geséich, datt och tëscht de Schoulen e bësse Konkurrenz wär, an datt d'Schoule méi Fräiheet hätten, fir sech ze entwéckelen a fir selwer emol ze kucken, wat se kéinte besser maachen. Allerdéngs muss een dann erëm feststellen, datt d'Europaschoul an de Lycée Vauban kloer besser sinn.

Eng generell Feststellung aus deenen zwou Etüden: Mir hu schwaach Resultater bei engem extrem héije Käschtepunkt. Mir hu mat Ofstand weltwäit déi schlechste Relatioun Opwand zu Erfolleg. D'Ënnerscheeder si ganz héich am Verglach mat deenen anere europäesche Länner. Do hu mer 1,5 bis 2 Schouljore Réckstand. An dat ass nach méi grouss, wann een de soziale Milieu mat abezitt. Da sinn et effektiv 2 bis 2,5 Schouljore Réckstand. Dat ass dramatesch.

D'Ursaachen an d'Problemer, Här President, kenne mer. Natierlech hu mer hei zu Lëtzebuerg e bëssen eng spezifesch Situatioun. Et ass ganz kloer d'Diversitéit vun der Schoulpopulatioun mat engem héijen Undeel vu Kanner mat Migratiounshannergrond. Mir hunn e Sproocheproblem. Mir hunn eng grouss gesellschaftlech Veränneerung, mä déi ass awer och praktesch iwwerall; an de Familljen, an der Aarbechtswelt. Mir hunn eng wuessend Dominanz vun den audiovisuelle Medien, virun allem vun der Televisioun, wat sech natierlech net positiv op d'Lieskultur auswierkt. Et muss een haut scho bal feststellen, datt mer eng miserabel Lieskultur hunn.

Mir hunn eng Iwwerlaaschtung vun de Programmer an eng kontinuéierlech Reduzéierung vun der Schoulzäit gehat. Mer hunn och d'Ofwälzung nach ëmmer vun engem Deel vum Enseignement op d'Elterenhaus; wat erkläert, woufir datt mer déi grouss Diskrepanze bei de Schüler hunn, deemno aus wat fir engem soziale Milieu datt se kommen.

Mä awer och: Mir hunn eng systembedéngt Onbeweglechkeet a Schwéierfälligkeet an eisem ganzen Enseignement. Mir hu schwéier Organisatiounsdefiziter. Mir hunn eng mangelhaft Fäegkeet - dat stellt een ëmmer erëm fest - bis zur totaler Onfäegkeet zur Selbstkritik. Mer sollen dach emol zur Kenntnis huelen, wéi miserabel datt d'Situatioun ass. Mer hunn e schlecht bis miserabelt Schoulklima. D'Hoer stinn engem jo zu Bierg wann een dat liest, wat do hannen am Kapitel 9 vun der Evaluatioun vu PIRLS steet.

D'Schold, Här President, ech mengen, do si mer eis alleguer eens, läit net bei de Kanner oder bei de Schüler. Si sinn net besser an net méi schlecht wéi fréier. Si sinn onbeschriwwe Blieder wa se op d'Welt kommen, an et ass un eis fir derfir ze suergen, datt dat Richtegt op déi Blieder stoe kënnt.

Wa mer elo, nodeem datt mer de Constat gemaach hunn, kucken: Wat kënnen dann d'Strategien an d'Solutioune sinn?, muss ech soen, datt et mer leider net méiglech ass an där begrenzter Zäit dat alles am Detail duerzeleeën. Dat wäerte mir als Partei maachen. Nodeems datt mer op engem Kongress eise Programm ofgeseent hunn, wäerte mer en am Detail virstellen. Ech wëll awer hei e puer Denkustéiss ginn.

Natierlech musse mer capabel sinn d'Schoul op déi verännert Gegebenheeten an der Gesellschaft an an der Aarbechtswelt unzepassen. Den Erfolleg däerf op kee Fall weider vum sozio-ekonomeschen Ëmfeld vun de Kanner ofhängeg sinn. Mir mussen - doriwwer si mer eis eens - d'Elteren an d'Flicht huelen, wat d'Erzéiung ugeet. Kloer sinn och doheem an den Elterenhaiser Defiziter. Mir mussen awer och gläichzäiteg d'Schoul an d'Flicht huelen, wat den Enseignement ubelaangt.

Dat heescht, ganz kloer brauche mer méi Schoulzäit a virun allem eng besser Notzung vun der Schoulzäit. Wann ech - wat mer d'Lescht eng Mamm erzielt huet - d'Beispill Chrëschtvakanz huelen am Postprimaire: Wann een do gesäit, datt déi lescht Schoulwoch nach zwee Deeg Schoul ass. Déi Woch ass quasi scho verluer. Da komme 14 Deeg Vakanz. Da war eng Woch Schoul an dësem Fall. Déi Woch duerno si se an de Ski-Cours gefuer. Dat muss jo haut sinn. Déi Woch war fort.

Déi Woch duerno hat dee Jong zwar Schoul, mä do waren aner Klasse fort. Dat heescht, en Deel vun de Proffe war net disponibel. Och déi Woch war zu engem groussen Deel verluer. Wann een dann d'Chrëschtvakanz huet, déi am Prinzip soll zwou Wochen daueren, da waren hei - kann ee soen - praktesch fënnef Wochen, wou keen uerdentlechen Unterricht gehale ginn ass. Dat kënne mer eis net erlaben.

Mir brauche fonctionnell Strukturen. Ech hu mat Freed gelies am Rapport vu PIRLS, datt mir dat eenzegt Land sinn, wat am Primaire keng Direktiounsstruktur huet. Mir triede ganz kloer derfir an, datt dat reforméiert gëtt. Mä do feelt et der Regierung jo um Courage. Mir mussen d'Kanner méi fréi en charge huelen. De Précoce muss derfir genotzt ginn, fir d'Kanner sproochlech fit ze maachen, och fir d'Defiziter, déi se scho vun doheem aus matbréngen. Déi vläicht dorop zréckzeféiere sinn, datt sech net intensiv genuch mat de Kanner ofgi gëtt, fir déi opzeschaffen.

Mir mussen d'Spillschoul besser notzen, fir de Kanner den Einstieg an de Primaire méi liicht ze maachen an och do Divergenzen, déi Sozialëmfeld-bedéngt sinn, auszegläichen. Datt d'Kanner mat deeneselwechte Chancen an d'Primärschoul erakommen.

Mir mussen d'Primärschoulen esou organiséieren, datt en individuellen Encadrement vun deene méi schwaache Schüler méiglech ass. Duerfir ass, Madame Minister - an ech hunn den Här Scheuer och héieren -, déi Aart a Weis, wéi hei déi Cyclen duergestallt ginn, jo keng Solutioun. Ech si mat lech d'accord wann Der sot, an där experimenteller Schoul, déi elo geplangt ass, datt ee Kanner vun zwee oder vun dräi Jorgäng beieneesetzt an deenen, déi méi séier sinn, d'Chance gëtt, fir sech an deem Ensembel do méi séier ze entwéckelen, an deenen, déi méi lues sinn, halt och d'Chance gëtt sech an deem Ensembel zwar vläicht méi lues ze entwéckelen, awer dann och wierklech op den Niveau ze kommen, wou se sollen. D'accord, datt een dat mécht. Mä dann ass et awer eng Mogelpackung wann ee seet: Mir maachen elo Cyclen, a mer fueren awer mat eenzelne Klassen, déi getrennt vunenee fonctionnéieren, virun, wéi dat bis elo de Fall war.

E Wuert zum Schoulklima. Dat ass jo awer wierklech dat, wat eis am däitlechste weist wéi krank, datt mer hei am ganzen Enseignement sinn. Dat ass eng eenzeg Katastroph. Méi wéi een Drëttel vun de Lëtzebuerger Schüler deklaréiert, se géifen net gär an d'Schoul goen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Dat war zu eiser Zäit och esou.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat ass - ech zitéieren aus der Etüd - am internationale Verglach, Här Grethen, atypesch.

Une voix.- Den Här Mehlen war...

M. Robert Mehlen *(ADR).*- A kengem anere vun deene 45 Länner äussere sech d'Schüler esou negativ iwwert d'Schoulklima. Ech hu genee aus dem Franséischen an d'Lëtzebuergescht iwwersat. Et ass näischt, wat ech mer elo zesummegebastelt hätt. Och bei den Elteren: a kengem vun de Länner ass de Prozentsaz vun den Elteren, déi d'Schoul vun hirem Kand positiv aschätzen, esou déif wéi zu Lëtzebuerg.

D'Analys ergëtt eng konsistent negativ Aschätzung vun der Lëtzebuerger Primärschoul. Schoulverdrossenheet, Gewalt an Onsécherheetsgefill an der Schoul kënnen net akzeptéiert ginn, seet d'Etüd. An hei ass eendeiteg de Wuerm dran.

Ech komme bei d'Léierpersonal, wat eng Schlësselpositioun am ganzen Enseignement huet. Ganz wichteg ass d'Motivatioun an déi individuell perséinlech Eegnung, déi net jiddferee matbréngt. D'Uni Potsdam huet erausfonnt virun engem Joer, datt 30 bis 40% vun de „Lehramtskandidaten" an Däitschland net gëeegent sinn, fir Schoul ze halen. D'Unterrichtsministerin vun Éisträich huet datselwecht gesot. Mir wëssen, datt Finnland 70% vun deenen, déi wëlle Schoulmeeschter, Léierin oder Prof ginn, eraussifft opgrond vun hirer perséinlecher Eegnung.

An duerfir muss een och bedaueren, Madame Minister, datt mer de PITA-Test net matgemaach hunn. Ech hunn e bëssen nogekuckt, Är Virgängerin, d'Madame Brasseur, huet op eng Question parlementaire vum Oktober 2002 geäntwert, mir géifen net matmaachen, mir hätte keng Ressources humaines fir deen Test matzemaachen. Et wär keng Priorité de premier ordre a mir géifen dat selwer jo scho gutt maachen, all déi Reformen do. An den Anonymat wär och nach net garantéiert, well mer jo net esou vill Enseignanten hätten.

Ech hu mer, Madame Minister, den däitsche Rapport vum September 2004 iwwer PITA ugekuckt an ech soen Iech franchement oder Ärer Virgängerin: Et war falsch net matzemaachen, well do sti ganz héich interessant Konklusiounen a Recommandatiounen dran, déi och fir Lëtzebuerg, ugewannt op eis spezifesch Situatioun, ganz nëtzlech gewiescht wären. Si weise ganz intensiv op d'Bedeitung vum Léierpersonal, op d'Qualifikatioun vum Léierpersonal, op d'Motivatioun vum Léierpersonal hin. Wéi gesot, dat kéint ee jo dann nach eng Kéier emol am Detail kucken. Ech hoffe jiddefalls, datt mir déi nächste Kéier do derbäi sinn.

Ech kommen zu de Konklusiounen:

Här President, éischtens trëppele mir zënter Laangem op der Plaz a wann een op der Plaz trëppelt, da geet een hannerzeg.

Zweetens, et huet kee Wäert fir Entschëllegungen ze sichen an eis Situatioun schéin ze rieden.

Drëttens, de Wuerm stécht virun allem am System, an zwar vum Keller bis op de Späicher.

Véiertens, dorunner si weder d'Kanner nach d'Elteren nach d'Léierpersonal schold, mä déi politesch Responsabel vun deene leschte 25 Joer.

Fënneftens, mir brauchen dofir eng déif gräifend Reform vum ganze System, vum Kapp bis zum Fouss.

Sechstens, den Otem fir Appeler un de gudde Wëlle kann ee sech spueren, dat ass nämlech dat, wat een déi ganzen Zäit iwwer Joren héieren huet, mä et mussen um politesche Plang Neel mat Käpp gemaach ginn.

Siwentens, d'Politik ass gefuerdert a soss keen, dat beweisen déi gutt Resultater a ville Länner, déi bei Wäitem net déi finanziell Mëttelen zur Verfügung hu wéi Lëtzebuerg.

Aachtens, déi elo geplangte kosmetesch Reförmercher gi bei Wäitem net duer, fir d'Kar hei zu Lëtzebuerg aus dem Bulli ze zéien.

Néngtens, bei alle Reforme muss den Intérêt vum Kand, an zwar vun all Kand, egal wou et hierkënnt, am Mëttelpunkt stoen a soss guer näischt. Et ass dofir zum Beispill och net ze veräntwerten, wann d'Kanner sollten als Geisel geholl ginn, fir Gehaltsfuerderungen duerchzesetzen.

Zéngtens, mir hu keng Zäit méi ze verléieren, et ass elo scho fënnef op zwielef. Eng Ausso, déi vu relativ qualifizéierter Säit gemaach ginn ass, eis Schoul bräicht eng Generatioun fir sech unzepassen, ass inakzeptabel an ongeheierlech. Ech soen den Numm net gären hei. Här Scheuer, jiddferee kennt en.

Här President, wann eis Schoul sollt e schwéierfällegen Tanker sinn, deen onendlech laang brauch fir engem Äisbierg auszewäichen, da geet et eis wéi der Titanic. Un der Politik ass et dofir ze suergen, datt eis Schoul wéi eng schlank a wendeg Fregatt séier op d'Äisbierger reagéiert,...

Une voix.- Très bien.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- ...déi sech iwwerall an de Wee stellen.

Här President, ech wëll hei soen, datt d'ADR bereet ass hire konstruktive Bäitrag dozou ze leeschten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci an als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Als een un deem d'Schoul spurlos eriwwergaangen ass, hunn ech mer awer esou meng Gedanke gemaach, wat dann elo hei mat eise Kanner opgefouert gëtt.

Ech hu mer d'Fro gestallt: Wat bréngt et eis, wa mer eis all dräi Joer péngegen, fir gewuer ze ginn, ob eis Schüler besser oder schlechter si wéi Schüler aus anere Länner? Moyennen hin oder Moyennen hier: Bréngt dat eis wierklech Indikatiounen iwwert d'Stäerkten an d'Schwächte vun eise Schüler oder bréngt et eis leedeglech d'Erkenntnis, datt eise Schoulsystem de Bedürfnisser vun enger moderner a kompetitiver Gesellschaft net ugepasst ass? Dat ass fir mech net relevant.

Fir mech ass et wichteg, datt mer kucke wéi eis Kanner hei am Land ofschneiden, ob mer hinnen deen néidegen Know-how kënne matginn, fir an der Beruffswelt an am Liewen ze réusséieren. Brauche mer dofir wierklech international Vergläicher? Si mer net fäeg oder besser gesot sinn eis Institutiounen net fäeg selwer eis Schüler ze testen a Konklusiounen dorauser ze zéien. Ech mengen, wa mer dat net fäerdeg bréngen, da si mer wierklech aarm drun an da musse mer vläicht och do Experten aus dem Ausland komme loossen, déi eis weise wéi et da geet.

Et gëtt der hei am Land esou muncher, déi menge si hätten am Schoulwiesen d'Polver erfonnt, an dobäi waren déi meescht emol net am Niewenzëmmer.

(Coups de cloche de la Présidence)

Här President, et gëtt Problemer fir déi mer eng Léisung fanne mussen, dat ass kloer. Mir mussen et fäerdeg bréngen, datt all Schüler déi gläich Chancë kréien, egal aus wat fir engem Milieu, datt se kommen. D'Schoul muss ee Sprangbriet si fir an d'Liewen, an dofir muss jidderengem Schüler d'Méiglechkeet gebuede ginn no sengem Rhythmus virunzekommen, ouni ënnerwee hänken ze bleiwen.

Dofir musse mer emol all verstëbsten an traditionalistesch Léiermethoden an de ronnen Dossier geheien a mat moderne Moyenen un d'Saach erugoen, ouni awer vun der Grondbasis „liesen, rechnen a schreiwen" ewechzegoen, an ouni awer och vun e bëssen Disziplin ewechzegoen, wou et mer schéngt, datt et och do an de Schoulen e bëssen happert, an datt och do jiddferee vläicht e bësse méi responsabiliséiert gi misst, well dat jo nun awer eng Viraussetzung ass, fir allen anere schouleschen Ufuerderunge spéider entgéintzekommen.

Kommt mer halen also op eis Schüler mat internationale Vergläicher ze perturbéieren an hinne souguer Minderwäertegkeetskomplexer anzetroteren. Vergläicher kënnen heiansdo vläicht motivéierend sinn, si kënnen awer och deprimiéren, jee nom Zoustand vum deem Eenzelnen.

Mir sollen aus deene Vergläicher och kee Politikum maache mat Scholdzouweisungen un deen een oder un deen aneren. Mir sollen zesumme versichen eise Schoulsystem esou opzebauen, datt all eise Schüler eng Chance gebuede gëtt am Liewen ze réusséieren. Mat géigesäitege Scholdzouweisungen oder mat permanentem Kritiséieren un eisem Schoulsystem hu mer näischt geschafft. Mir sollen also eist Schoulgesetz an engem politesche Konsens versichen ze reforméieren an dann zesummen och versichen dat an d'Praxis ëmzesetzen, andeems mer awer dann och jiddferee responsabiliséieren.

Déi Projeten, déi elo virleien, deene sollte mer emol eng Chance ginn an da spéider emol kucken, ob se nach eng Kéier reformbedürfteg sinn oder ob een esou weiderfuere kann, dat awer streng am Interesse vun eise Kanner, well mir hëllefen hinnen net, wa mer hei Debatte féieren no deenen hannenno awer kee weess, wou et dann awer higeet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wëll als Konklusioun soen: Eis Schoul, déi ka guer net esou schlecht gewiescht sinn an och guer net esou schlecht sinn, well schliesslech hu mir et jo awer alleguerten heibanne bis heihinner gepackt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling, als lescht Riednerin ass déi honorabel Madame Hetto agedroen. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a

Kolleegen, wéi den 28. November d'Resultater vun der PIRLS-Etüd 2006 presentéiert goufen, huet een nawell zefridde Gesiichter bei de Responsabelen aus dem Educatiounsministère gesinn, mä dat hat och säi Grond.

D'Primärschoulkanner aus dem fënnefte Schouljoer hunn nämlech an dësem internationale Verglach, wou et ëm Lieskompetenz gaangen ass, de Wee an d'Top Ten fonnt. Si waren déi Sechst vun am Ganze 45 geteste Länner. Mir leien domadder wäit iwwert der internationaler Moyenne an op Aenhéicht mat deene Beschten. Dat ass e Resultat, wat ee sech sécherlech och géif fir aner Etüde wënschen.

D'Resultater vun der Etüd, déi vun onofhängegen an unerkannten Expertë fir Lëtzebuerg ausgewäert goufen, loosse folgend Konklusiounen zou, déi ech kuerz - wierklech kuerz! - ernimme wëll:

(Coups de cloche de la Présidence)

Global gesi gëtt eise Lëtzebuerger Schüler an der Primärschoul eng gutt Lieskompetenz attestéiert. Och ginn et quasi keng Ënnerscheeder tëschent de Meedercher an de Jongen, well si kënne gläich gutt liesen. Et muss ee sech allerdéngs bewosst sinn, datt eis Kanner ee Joer méi al, also och ee Joer méi räif ware wéi all déi aner.

Wann een dat gutt Gesamtresultat awer elo méi differenzéiert analyséiert, da kënnt een zu folgende Feststellungen:

D'Liese vu literareschen Texter an d'Verstoe vu Sachtexter stelle keng gréisser Problemer duer. D'Schüler si wierklech à même - d'Ministesch hat dat och am Ufank direkt erklärt -, Informatiounen an den Texter ze lokaliséieren an einfach Konklusiounen ze zéien, net méi, mä och net manner. Méi problematesch gëtt dat Ganzt awer elo, wann et heescht een Text ze interpretéieren an ze bewäerten, erauszefannen, wat een Text engem iwwerhaapt soe wëllt. Konklusiounen zéien an Inhalter verstoen, dat ass et nämlech wat eise Kanner Schwieregkeete mécht.

D'Textaarbecht dierf net op eng reng Informatiounsermëttlung reduzéiert bleiwen. Eis Schüler musse sech vill méi Lieskompetenzen a -strategien uneegnen, déi hinnen et erlaben d'Inhalter, déi an den Texter enthale sinn, an implizit Konklusiounen erauszeschaffen, Texter ze interpretéieren, Inhalt a Sprooch kritesch ze préiwen an och ze bewäerten.

D'Schüler musse geléiert ginn ze denken! Gedanke weiderzespannen, Zesummenhäng ze erkennen an och ze verstoen.

Här President, et geet an der Lëtzebuerger Schoul einfach ze vill ëm reng Wëssensvermëttlung. Et muss allerdéngs och dorëms goen, Denkweisen ze förderen, déi eis Kanner spéider an anere Situatioune kënnen applizéieren. Verschidde Kanner, déi opgrond vun hirem soziale Background net déiselwecht Viraussetzungen als Bagage matbréngen, mussen an dësem Kontext besonnesch ënnerstëtzt an och motivéiert ginn. Et mussen duerfir Liesstrategien ausgeschafft ginn, wou d'Liesmotivatioun an och d'Liesfreed am Vierdergrond stinn.

Mir mussen eis awer virun allem d'Fro stellen, ob mer och weiderhin an der Schoul haaptsächlech Inhalter a Wësse wëlle vermëttelen oder ob mer op aner Weeër wëlle goe mat innovative Schoulkonzepter, wou de Schüler hiert Denke méi gefördert a belount gëtt, amplaz dass ee blannt Erëmgi vu Wësse verlaangt.

Ech sinn awer optimistesch, well ech weess, dass op ville Plazen am Land un neie Konzepter geschafft gëtt, wou och d'Lieskompetenz vun den eenzelne Schüler gefördert a positiv bewäert gëtt.

Här President, e grousse Problem, dee vun der Etüd opgeworf gëtt, ass de Fait, dass mer en Ënnerscheed bei der Lieskompetenz bei den auslänneschen an deene Kanner hunn, déi eng aner Mammesprooch doheem schwätzen. Nach méi Schwieregkeeten hunn déi Kanner, déi net dès le départ de Lëtzebuerger Schoulsystem duerchlaf hunn.

De familiäre Migratiounshannergrond, d'Qualifikatioun an de Beruff och vun den Eltere stinn an engem direkten Zesummenhang mat de Leeschtunge vun de Kanner. Déi sozial Originen erklären ënner anerem och deelweis de Fait, dass ee vu véier Schüler schonn eng Kéier an der Primärschoul sëtze bliwwen ass.

Eng gutt Integratioun vun de Famillje stellt en décisive Facteur fir d'Liesleeschtung respektiv de Bildungserfolleg vun de Schüler duer. Hei erkenne mer och erëm, wéi wichteg et ass, dass déi auslännesch Kanner esou fréi wéi méiglech mat der Lëtzebuerger Sprooch familiariséiert ginn. De Précoce huet do eng immens wichteg Roll ze spillen. D'Sprooch muss do am Mëttelpunkt stoen an net d'Bastelen. D'Kanner sinn an dësem Alter en plus extrem rezeptiv, fir Sproochen ze léieren.

Erschreckend ass awer an dësem Kontext festzestellen, dass et eis am Moment weder am Préscolaire nach am Primärschoulunterrecht geléngt, déi sozial Ënnerscheeder ze éliminéieren. Dobäi ass et jo grad eent vun den Haaptziler am Préscolaire, souwuel déi schoulesch wéi och déi sozial Integratioun vun de Kanner ze förderen. Hei sollen d'Kanner hir sproochlech, kommunikativ a sozial Capacitéiten entwéckelen.

D'Etüd ënnersträicht d'Bedeitung vu fréie Liesaktivitéite fir déi zukünfteg Entwécklung vun de Lieskompetenzen. Duerfir mussen eis Kanner nach méi encouragéiert ginn, fir ze liesen. Se mussen iwwerhaapt emol eng Freed dorunner fannen, e Buch unzepaken, a si mussen et virun allem fräiwëlleg maachen. Et wier flott, wann an all Schoulklass e Lieseck ageriicht wier mat dem entsprieche nden didaktesche Material. Eng Schoulbibliothéik an all Schoulgebai uechtert d'Land wier natierlech den Optimum.

Ech wollt hei och nach eng Kéier u mengem Kolleeg Marco Schank seng Propositioun erënneren, deen dofir plädéiert, den öffentleche Bibliothéike vill méi Moyenen ze ginn, fir dass Grouss a Kleng sech beschtméiglech do kënne Bicher ausléinen.

Ech ënnerstëtzen dës Iddi, Marco, well wéi sollen d'Kanner un d'Liesen erugefouert ginn, wa mer hinnen net d'Méiglechkeet ginn, fir et ze maachen?

Här President, leider ass et esou, dass eis Schoule Lieser produzéieren, déi fir d'Schoul liesen awer net fir d'Liewen. D'Liese fënnt awer net nëmmen an der Schoul statt. D'Schoul kann net alles maachen. D'Liese muss och ausserhalb vun der Schoul gefördert ginn, an zwar esou fréi wéi méiglech. An hei sinn d'Eltere ganz staark gefuerdert.

Duerfir hei e ganz waarmen Appel un d'Eltere: Wann d'Eltere gären hätten, dass hir Kanner gutt Lieser ginn, da musse se hinne vu klengem u virliesen. D'Virliesen huet méi wéi all aner Aktivitéit dee gréissten Afloss drop, dass d'Kanner eng positiv Astellung zu de Bicher entwéckelen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Regelméissegt Virliese stäerkt awer och d'Sproochfäegkeet vun de Kanner, also d'Liesen, d'Schreiwen an d'Schwätzen, well de Kanner hiert Verständnis beim Nolauschteren...

M. le Président.- Ech wier frou, wa mer e bëssen Opmierksamkeet hei hätte fir d'Madame Hetto, wann ech gelift.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Et ass wéi an der Schoul, Här President.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Et ass natierlech och net ganz einfach, wann een als leschte muss no sechs anere Leit hei schwätzen, fir dann nach e bëssen Attentioun ze kréien. Ech si gläich derduerch. Ech hunn nach zwou Säiten, dann hutt Dir et gepackt.

Also, regelméissegt Virliese stäerkt d'Sproochfäegkeet vun de Kanner, also d'Liesen, d'Schreiwen an d'Schwätzen, well de Kanner hiert Verständnis beim Nolauschteren och scho gestäerkt gëtt. D'Fäegkeet, fir nozelauschteren, déi muss awer - do maachen ech och elo en Appel un lech! -, déi muss virun där vum Liese kommen. Papp a Mamm mussen esou fréi wéi méiglech domadder ufänken, hirem Kand virzeliesen an him et erméiglechen, mat Bicher ze liewen.

D'Virliese motivéiert d'Kand, spéider selwer ze liesen. Wat et méi liest, wat et besser liest. A wat et besser liest, wat et him méi Freed mécht. D'Kanner mussen also zur Freed um Liesen, zur Freed um Buch guidéiert ginn.

Donieft suerge Bicher, besser wéi all aner Medien, dass tëscht Elteren a Kand eng emotional Bréck gebaut gëtt. Dat gemeinsamt Liesen ass eng ideal Aktivitéit, fir eng Famill méi no beieneen ze féieren. An och wann e Kand scho selwer liese kann, soll dat kee Grond sinn, fir mat där Familljentraditioun vum Virliesen opzehalen.

Et ass e Fait, dass a ville Familljе Bicher keen Thema sinn. Dat ass bedauerlech. Wa Kanner keng Virbiller an der Famill fannen, da wäerte se sécher och ni selwer zu engem Buch gräifen. Elteren, déi selwer ni e Buch upaken, kënnen net vun hire Kanner verlaangen, dass si et maachen. Elteren oder Grousseltere sollen eng Virbildfunktioun fir hir Kanner duerstellen. Et ass bewisen, dass an Haushalter, wou vill gelies gëtt, den Interêt fir d'Liese bei de Kanner méi ausgepräegt ass wéi bei Kanner, wou dat net de Fall ass.

D'Eltere kënnen d'Förderung an d'Erzéiung vun hire Kanner net eleng de Schoulen an de Medien iwwerloossen. Bildungsoffensive sinn nëmmen denkbar, wa se vun den Elteren doheem duerch aktiivt Erzéie matgedroe ginn.

Zum Schluss zwou kleng Iddien, fir d'Liesen an ergo d'Lieskompetenz ze förderen: Wéi wier et, wa mer dann zum Beispill hei zu Lëtzebuerg géifen, wéi dat och an Däitschland oder an anere Länner de Fall ass, eemol am Joer e landeswäite Liesdag organiséieren, wou de Kanner Spaass um Liese soll vermëttelt ginn? Déi Tâche kéint dann zum Beispill vu prominente Leit aus der Kultur, dem Sport oder der Politik iwwerholl ginn.

Oder en anert Beispill aus Finnland - dorun orientéiere mer eis jo och ëmmer esou gären: A Finnland lafen d'Filmer nämlech op der Televisioun an Originalversioun mat Ënnertitelen. Och esou kann een d'Kanner an déi Erwuessen un d'Liese kréien.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. D'Wuert huet nach gefrot den honorabelen Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt selbstverständlech als Netspezialist elo net hei an déi Debatt agräifen. Ech hu ganz vill intelligent an interessant Saachen de Mëtteg hei gehéiert. A mat villem, wat ech hei héieren hunn, sinn ech selbstverständlech d'accord.

Ech wollt awer just ee Wuert soen iwwert dee Virworf vun ideologesche Reformen, déi den Här Meisch hei virbruecht huet a senger Ried, där ech opmierksam nogelauschtert hunn. An duerno huet hie jo der Madame Minister gesot, si soll gutt oppassen, wat hie géif ënner Ideologie verstoen.

An do hunn ech da verstanen, wéi wann zum Beispill eng ideologesch Reform déi wär, fir kee Schouldirekter ze maachen, mä e Comité de cogestion - oder wéi een et da wëllt nennen -, fir eng Schoul ze dirigéieren.

Ech wëll net hei op de Fong vun där Diskussioun agoen, well vill vun ons hei déi eng oder déi aner Meenung hunn. Ech wëll dem Här Meisch just soen, ech war - ech mengen - bal 25 Joer, also bal e Véirelsjorhonnert, an der Schoulkommissioun vun der Stad Lëtzebuerg.

An där Schoulkommissioun, dat wësst Dir jo, do waren ëmmer d'DP-Buergermeeschteren a Schoulschäffen, dat waren emol Leit vun der DP, an et waren och emol Leit vun der CSV. Mir sinn an där Schoulkommissioun eigentlech mat de Représentants élus vun den Enseignantë ganz gutt gefuer. Dat huet ganz gutt fonctionnéiert an et huet d'Stater Schoul och zu enger ganz héich qualitativer an interessanter fortschrëttlecher Schoul gemaach.

Ech verstinn also elo éierlech gesot dee Virworf vun der Ideologie an deem Choix, deen am Gesetz gemaach ginn ass, net, wann ech d'Praxis vun der DP an der Stad op jidde Fall an deene leschte 25 Joer an nach méi kucken.

An iwwer eng zweet Saach a Bezuch vun där Geschicht vun der Ideologie wollt ech och eppes soen. Ech mengen, dat ass awer enger traditiounsräicher, intelligenter Partei, wéi ech d'DP nach ëmmer ugesinn, net würdeg, wann ech den Här Meisch gehéiert hu soen: „De Leeschtungsprinzip an deene Reforme gëtt op dem Altor vun der Chancëgläichheet geaffert."

Also, ech muss éierlech soen, dat huet mech awer wierklech e bësse schockéiert, well mir wëlle jo awer Chancëgläichheet an dëser Gesellschaft. Mir wëllen, dass d'Kanner alleguerten esou wäit wéi méiglech duerch d'Schoul eropkommen, a mir wëllen natierlech och, dass se Leeschtung bréngen, an ech gesinn net, dass dat eent op dem Altor vun deem anere geaffert gëtt, a wann dat Ideologie ass, Här Meisch, da muss ech soen, deet et mer leed fir d'Schoulpolitik vun der DP.

Ech sinn awer eigentlech heihinner komm, fir eppes ze soen zu deenen interessante Saachen, déi ech gehéiert hu vum Här Adam an och vun der Madame Hetto. Ech hunn dat Buch iwwer PIRLS opmierksam gelies. Ech hu seelen eppes esou Intelligentes, Nuancéiertes an Differenzéiertes gelies iwwert d'Liesen hei zu Lëtzebuerg. Nach ni hunn ech esou eppes iwwert d'Liesen zu Lëtzebuerg gelies. Ech wëll awer elo net op den Detail agoen.

Ech wëll just soen, datt, wa mer d'Liese wëlle favoriséieren, dann ass et selbstverständlech - do sinn ech mat der Madame Hetto ganz d'accord - d'Responsabilitéit vun den Elteren. Et ass net ëmmer ze soen: De Stat muss dëst oder dat! Et ass sécher d'Responsabilitéit vu jiddferengem Eenzelne säi Kand net virun d'Televisioun ze setzen, mä et dohinner ze setze mat engem Buch, dobäi ze sinn, ze hëllefen, Geschichten ze erzielen, Biller ze erklären, all déi Aktivitéiten, déi Eltere solle maache mat hire Kanner, fir se zum Liesen ze bréngen.

Ech wëll awer soen, datt mer och eis als Stat eng Strategie ginn, fir d'Liesen ze favoriséieren. An do wollt ech och dem Här Sunnen, dee jo och wichteg Saachen de Mëtteg gesot huet, als President vun der Kulturkommissioun, en Hiweis gi vläicht emol an der Kulturkommissioun mat deem zoustännege Regierungsmember elo eng Kéier eng Diskussioun ze kréien.

Den Zoustand vun der Nationalbibliothéik ass hei ugeschwat ginn. Déi Nationalbibliothéik ass a mengen Aen e wichtegt Element an enger Liesstrategie fir Lëtzebuerg. Kuckt emol a wéi engem Zoustand déi Nationalbibliothéik ass. Dat ass ee Skandal! Wa mir

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *entre 20.00 heures et 22.00 heures un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée du lundi au jeudi** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

hei dovu schwätzen, fir Kanner zum Liesen ze bréngen, d'Elteren zum Liesen ze bréngen, da musse mer déi Nationalbibliothéik plus de Réseau vun de Gemengebibliothéiken entwéckelen; den Här Schank ass jo do ganz aktiv. Ech weess, datt och am Kulturministère schonn éischt Initiative geholl gi sinn, mä dat muss weidergoen. Déi mussen entwéckelt ginn. Ech menge schonn, datt mer dat musse pousséieren, soss brauche mer eis net ze wonneren, wa Leit net déi Mëttele fannen, fir déi Lieskultur ze entwéckelen. Dat war just déi Remarque, déi ech maache wollt.

An als lescht Remarque, Här President, am Numm vum Här Scheuer, deen dat am Eifer des Gefechts vergiess hat, wollt ech zwou Motiounen hei déposéieren, déi ënnerschriwwe si vun den Deputéierte vun der CSV a vun der LSAP.

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'étude PIRLS montre qu'en moyenne les élèves de cinquième année primaire ont de bonnes compétences en lecture;

- considérant que la même étude montre que la plupart des élèves ont une attitude défavorable à la lecture;

- considérant que l'étude PIRLS montre que le taux des parents des élèves de l'école publique n'ayant pas pu poursuivre des études au-delà de la neuvième année est très élevé par rapport à d'autres pays;

- considérant que l'étude PIRLS montre que par rapport à d'autres pays les parents s'expriment de façon négative au sujet du climat qui règne dans l'école;

- considérant que le taux de redoublement est très élevé tant à l'enseignement primaire qu'à l'enseignement postprimaire;

- considérant que l'étude PISA 2006 montre que les compétences acquises en langues, en mathématiques et en sciences par les élèves âgés de 15 ans sont aussi peu élevées qu'elles ne l'étaient à l'occasion de l'étude PISA 2003;

- considérant que les résultats en sciences s'expliquent en partie par l'absence d'un enseignement continu des sciences dans les premières classes de l'enseignement postprimaire;

- considérant que les élèves des classes participant au projet PROCI (projet «cycle inférieur») ont obtenu de meilleurs résultats en langues, en mathématiques et en sciences;

invite le Gouvernement

- à poursuivre la mise en place d'un enseignement visant l'acquisition de compétences ainsi que le réajustement de l'enseignement des langues tel que préconisé par le Plan d'action langues;

- à intensifier l'apprentissage de la lecture en y associant les structures d'accueil pour enfants, les organismes œuvrant dans le domaine de la promotion de la lecture ainsi que les réseaux de bibliothèques;

- à identifier les paramètres de climat scolaire favorable et à diffuser des exemples de bonne pratique;

- à concevoir l'enseignement et le système des moyens de support scolaire de façon à ce que les déficiences scolaires résultant de différences socioculturelles soient minimisées;

- à mettre en place suivant un concept global applicable à tous les élèves des mesures de promotion différenciées fondées sur l'acquisition de socles de compétences et permettant notamment de réduire les redoublements;

- à introduire un enseignement des sciences transversal dans les premières années de l'enseignement postprimaire;

- à formaliser les aspects constitutifs du projet PROCI afin de faciliter le transfert vers les autres lycées offrant l'enseignement secondaire technique.

(s.) Jos Scheuer, John Castegnaro, Fernand Diederich, Françoise Hetto-Gaasch, Fred Sunnen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que l'éducation précoce a été introduite en 1998 en tant que projet pilote;

- considérant que la fréquentation de l'éducation précoce est facultative pour les enfants, mais que chaque commune sera dans l'obligation de l'offrir au plus tard à la rentrée 2009-2010;

- considérant que son but est de favoriser l'intégration sociale et scolaire de tous les enfants à un âge particulièrement important pour leur développement;

- considérant qu'une évaluation qualitative est difficile à réaliser et qu'il est douteux que les dépenses nécessaires à la réalisation d'une telle évaluation se justifient par rapport à la fiabilité des résultats obtenus;

invite le Gouvernement

- à établir un état des lieux sur l'offre de l'éducation précoce dans les communes, notamment sur le volume des plages horaires offertes, les horaires d'ouverture, le taux de fréquentation en relation avec les catégories socioéconomiques des familles;

- à veiller à ce que les communes offrent une prise en charge minimum à partir de l'année 2012;

- à analyser la plus-value pédagogique et éducative offerte par l'éducation précoce.

(s.) Jos Scheuer, John Castegnaro, Fernand Diederich, Françoise Hetto-Gaasch, Fred Sunnen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Meisch freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, ech hunn e bëssen d'Impressioun wéi wann den Här Fayot mer awer net esou gutt nogelauschtert hat wéi ech eigentlech d'Impressioun hat, datt hie mer nogelauschtert hätt. Dofir wëll ech nach eng Kéier preziséieren, datt ech zwar nach keng 25 Joer d'Geleeënheet hat an enger Schoulkommissioun ze sinn, mä ech awer och elo schonn, mengen ech, am siwente Joer President vun enger Schoulkommissioun sinn, wou mer och zesummeschaffe mat engem Comité de cogestion, an ech hu bestëmmt net behaapt, datt esou eng Zesummenaarbecht ausgeschloss wär, wann ee fir ee Schouldirekter oder fir ee Responsabele pro Schoul géif antrieden, an dofir verstinn ech eigentlech hei seng Remarque net.

Och dat, wat ech gesot hunn am Zesummenhang tëschent Chancëgläichheet an Ideologie, do war et net esou ze verstoen, datt mir der Meenung wären, datt et dat eent oder dat anert wär, mä datt mer scho gären hätten, datt et souwuel d'Chancëgläichheet wéi och de Leeschtungsprinzip misst sinn, an datt mer awer heiansdo d'Impressioun hunn, datt de Leeschtungsprinzip do géif ze kuerz kommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech wollt, Dir Dammen an Dir Hären, lech alleguerte Merci soe fir de Bäitrag zu där Diskussioun, déi jo laang war. Et sinn och ganz vill Froen opgeworf ginn, déi eigentlech net direkt eppes mat PISA ze dinn hunn, mä déi déi eenzel Gesetzesprojeten touchéieren, déi jo de Moment an der Diskussioun sinn, wou mer op d'Avise waarden a wou d'Chamber doriwwer befanne wäert. Dofir, vu d'Zäit a well ech weess, datt eng gewëssen Nervositéit herrscht, well nach ee Projet hannendrun diskutéiert gëtt, wollt ech net op all déi Froen do agoen.

Fir mech, wann ech do alles nogelauschtert hunn, hunn ech ausser enger Interventioun, mä vun all deene verstännege Leit hei an der Chamber, eigentlech verstanen, datt et an der Schoulpolitik keng Revolutioun ka ginn, mä eng Entwécklung. Ech hale perséinlech och näischt dovunner, datt een en Haus ofrappt, wann een net een anert scho stoen huet, mä datt mer an déi Richtung musse goen, fir d'Chancëgläichheet an d'Leeschtung mateneen ze kombinéieren. An datt dat méiglech ass weise ganz vill Länner eis, datt et net eng Oppositioun gëtt tëschent deenen zwee, mä datt déi zwee zesummeginn.

An eist Objektiv, an deen, hunn ech d'Impressioun, ass gedeelt vun all de Leit, dat ass, datt mer mussen all Kanner méi héich qualifizéieren, dat heescht déi Gutt fuerderen, fir datt se nach besser ginn, déi Mëttelst méi héich an haaptsächlech och duerno kucken, datt mer net esou vill Kanner verléieren, déi eigentlech déi Kompetenzen, déi se brauchen, fir am Liewe weiderzekommen, datt se déi solle kréien.

Ob dat elo vun eis selwer festgestallt gëtt oder an internationalen Etüden, dat mécht eigentlech kee groussen Ënnerscheed. Et geet drëm: Wéi gi mer op dee Wee? An do si ganz vill Pisten ugezeechent ginn, an ech denken, datt déi Perméabilitéit, méi fréi intervenéieren, datt dat alles déi Recettë sinn, déi an deenen anere Länner identifizéiert gi sinn an déi funktionéieren, an déi bei eis och funktionéiere mussen.

Ech wëll just hei soen, datt et sech net vun uewen dekretéiert, mä datt et sech scho vun uewen eng Richtung ugëtt, mä datt mir 8.000 Enseignantë musse mat op de Wee huelen, déi all Dag mat de Kanner zesumme sinn a vun deene vill dat Bescht ginn, fir op dee Wee do ze kommen.

Ech hu mat grousser Satisfaktioun déi Diskussioun iwwert d'Liesen nogelauschtert, wat jo effektiv e Schwéierpunkt ass, well mer jo och wëssen, liesen ass d'Viraussetzung fir en erfollegräicht Léieren. Ech menge mir sollten déi esou wäit wéi méiglech alleguerten iwwerhuelen a wat méi Initiativen an deem Domän lafen, wat ech natierlech méi frou sinn. Mä vun der Schoul aus wäerte mir och e Plang maachen, wa mer et kënne maachen, fir déi Liesfreed, d'Freed um Liesen ze förderen.

Ech wollt ganz kuerz op déi Fro agoe vun de Sciences naturelles, well jo d'Wëssenschaften eigentlech de Schwéierpunkt ware vun dëser Etüd. Et ass elo net esou, datt mer spontan dunn, wéi mer d'Etüd PISA gesinn hunn, gesot hunn: Oh, elo musse mer eppes fir d'Sciencë maachen an da setze mer eng Stonn bäi. Ech mengen, dat situéiert sech an där ganzer Démarche, wou mer amgaange sinn am Ministère fir Socles de compétences ze definéieren.

Dat hu mer jo gemaach, mir sinn nach ëmmer amgaange fir d'Sproochen, an dat geet un an der Spillschoul, beim Précoce bis uewen hinner un d'Enn vun der Scolaritéit. Dat ass richteg fir d'Sproochen, dat ass fir d'Mathematik an dat ass fir d'Sciencen.

A wat eis bei de Sciencë feelt ass effektiv dat vernetzend Denken tëschent deene verschiddene Fächer: Biologie, Physik, Chimie a vill méi praktesch Erfahrung, also méi experimentéieren. A wann een de Kanner net nëmmen Theorie matgi wëllt, mä och dat Ëmsetzen, den Transfert, dat Praktescht, da brauche mer méi Zäit fir an der Schoul och déi Aktivitéite maachen ze kënnen.

An da wollt ech ee lescht Wuert soen zum Projet PROCI, wou ech, mengen ech, virsiichteg genuch war, fir ze soen, datt dat een Hoffnungsschimmer ass, datt dat net en Allheelmëttel ass fir alles an der Schoul, mä et geet dorëmmer fir déi Elementer am PROCI, déi identifizéiert gi sinn, datt se erfollegräich sinn, datt mer déi formaliséieren, datt mer net PROCI tel quel an déi aner Schoulen ëmsetzen, well och déi vergaange Joren hu gewisen, datt all Schoul déi Methoden adaptéiert op hire Kontext, an ech si frou, datt mer do awer ee Konsens hunn.

Ech wollt dem Här Mehlen seng Fro kuerz beäntwerten. Effektiv si gradesou vill Kanner, déi d'Schoul verlooss hunn, an de Klasse PROCI wéi an de Klassen net PROCI. Dee Prozentsaz ass, wéi d'Statistiker soen, net relevant wat d'Orientatioun ugeet, an ech mengen déi Chifferen hu mir jo selwer erausginn, dat ass d'Evaluatioun, déi mer am Ministère gemaach hunn. Wat mer allerdéngs net hunn, dat ass, wat een nennt, déi berengegt Chifferen, well mir net wëssen, wat d'origine socioprofessionnelle ass.

Mir kënne soen, datt den Echantillon vun deene Kanner, déi a PROCI-Klasse sinn, net absolut dem Echantillon vun all deenen anere Klassen entsprécht. Fir déi do Fro wëssenschaftlech reng ze beäntwerten, misste mer déi mat den Donnéeë vun de socioprofessionnellen Datë kombinéieren, an dat hu mer an deem heite Fall net gemaach.

(Interruption)

Dat wär net oninteressant, mä, wéi gesot, dat kënne mer dann och kucken, wa mer d'Datë reconstituéiert kréien, da kënne mer dat och berengegen, während déi Resultater, d'Avance vun de Kanner am PROCI op déi aner Kanner am Resultat PISA, déi si mat de socioculturellen Datë berengegt, dat heescht, do ass dat Element mat en considération geholl ginn. Nach hu mer do verschidde Saachen identifizéiert kritt.

Mech freet, datt mer e Konsens dann hei fannen, an dat ass dann de Redoublement, kee Redoublement tëschent der Septième, der Huitième bis op Neuvième respektiv Septième, Sixième bis op Cinquième, ausser wann dat extra gewënscht gëtt. Eng Équipe réduite an eng Définition par compétence, an eng Evaluatioun, déi méi nuancéiert ass wéi déi klassesch Punkten, déi mer de Moment hunn. Elo wëll ech awer soen, dass dat eng grouss Operatioun ass, fir dat ze transposéieren. Ech si frou dofir de Support vun der Chamber ze hunn. Ech sinn dann och zouversiichtlech, dass mer um richtege Wee sinn.

Ech wëll just dem Här Scheuer nach soen, dass déi nächst Etüd PISA, wa mer se matmaachen, PISA 2009 ass. Mir hunn elo d'Resultater vu PISA 2006. Mir sinn elo 2007. Wa mer elo déi Reform vun de Sciences naturelles d'nächst Joer op Septième ufänken, dann ass dat d'Rentrée 2008, an da sinn déi Kanner 2009 nach net 15 Joer al, fir dass mer dat kéinten 2009 moossen. Dat ass och ee vun de Problemer, well jo awer en Décalage zwëschent enger Mesure ass, déi a Kraaft gesat gëtt. Se gëtt dräi Joer duerno gemooss, a mer hunn d'Resultater véier Joer duerno. Et muss een de Kanner och eng Chance ginn, fir méi al ze ginn.

Däitschland huet e ganz gutt Resultat an de Sciences naturelles, well si ganz vill Aktivitéiten am Virfeld gemaach hunn - Atelieren an der Schoul, ausserhalb vun der Schoul -, fir eben déi Science-Kompetenzen, déi experimentell Kompetenze bei de Kanner ze entwéckelen. Wat hir aner Resultater ugeet, si si konstant, an am Ranking e bësse manner zefridden. Duerfir soen ech ëmmer erëm: Et gëtt keng Wonner an der Schoulpolitik. Et gëtt vill Ausdauer a vill Aarbecht. Ech soen Iech Merci fir d'Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm.

Mir si konfrontéiert mat zwou Motiounen, déi den honorabelen Här Fayot am Numm vum Här Scheuer déposéiert huet.

Une voix.- Wëllt den Här Scheuer déi dann net emol erklären?

Une autre voix.- Dat ass scho geschitt.

(Interruption)

M. le Président.- Ech wollt d'Fro stellen, ob Dir alleguerte konnt Connaissance huelen heivunner. Wann dat net de Fall ass, da maache mer de Vote eng Stonn méi spéit.

(Interruption)

Ech si kuerz driwwer geflunn. Ech hu gemengt am Exposé vum Här Scheuer gehéiert ze hunn, datt hien do de Contenu vun dëse Motiounen a sengem Exposé abegraff hat.

(Interruption)

Une voix.- Eng Stonn geet net duer. Ech muss mer dat jo iwwersetze loossen.

M. le Président.- Här Scheuer.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir hutt mer ganz gutt nogelauschtert. Dat ass tatsächlech esou. Dat, wat ech gesot hunn, reflétéiert d'Motioun, an d'Motioun reflétéiert dat, wat ech gesot hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- A wann d'Ofstëmmung elo net stattfënnt, da waarde mer eng Stënnchen. Bis dohinner hunn d'Kolleege se kritesch gekuckt. Da kënne mer dat maachen.

M. le Président.- Voilà. Très bien!

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5239, d'Diskussioun iwwert d'Inspection du Travail et des Mines. Et hu sech ageschriwwen: déi honorabel Häre Spautz, Krieps, Castegnaro, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. D'Wuert huet da fir unzefänken de Rapporteur, den honorabelen Här Marcel Glesener. Här Glesener, Dir hutt d'Wuert.

4. 5239 - Projet de loi

a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines

b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail

c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dee Reformprojet, dee mer elo diskutéierten, ass ee vun deene wichtegste Gesetzer am Rumm vun der Aarbechtswelt

a vum Aarbechtsrecht vun dëser Legislatur. Et ass jo réischt 6 Auer. Mir kënnen dat nach schéi gemittlech maachen. Mir hu jo nach gutt Zäit, esou datt mer eis och am Detail an dee Projet do wäerten eraknéien.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'ITM ass 1902 geschaaft ginn, a si fonctionnéiert haut op enger Gesetzesbasis vum 4. Abrëll 1974. Ganz kuerz, d'Missiounen an d'Aufgabe vun der Gewerbeinspektioun sinn:

Si huet derfir ze suergen, datt d'Gesondheet vun der Aarbechtsgesetzgebung a vun den Aarbechtskonditiounen agehalen a respektéiert gëtt. Ech ginn elo net op den Detail an iwwert d'Villfalt vun där Aarbechtsgesetzgebung.

Doriwwer eraus huet se och d'Aufgab permanent ze iwwerwaache wéi déi kollektivvertraglech Bestëmmungen agehale ginn, a sech mat Zuwidderhandlungen ze saiséieren.

An dann huet d'Gewerbeinspektioun eng wichteg Fonctioun, an zwar d'Sécherheets-bestëmmungen an de Gesondheetsschutz op der Aarbechtsplaz a ronderëm d'Aarbechtsplaz am An ze behalen, ze kontrolléieren an och anzewierke wa festgestallt gëtt, datt déi Sécherheetsbestëmmungen net agehale ginn.

Dann huet d'Gewerbeinspektioun besonnesch Missiounen am Rumm vum Kollektivvertragsgesetz. Ee ganz kuerzt Beispill: De Moment huet an engem grousse Secteur eng Gewerkschaft de Kollektivvertrag ënnerschriwwen. Éier d'allgemeng Verbindlechkeet kann dekretéiert gi fir d'Zoustännegkeet fir all Employé an deem Secteur, muss d'Gewerbeinspektioun ee Rapport maachen, ob effektiv d'Konditiounen erfëllt gi si vun der Vertragsfäegkeet wann ee Gewerkschaftler ënnerschriwwen huet, deen net national representativ ass, éier de Minister kann eng Décisioun huelen. Ech mengen also, dat ass eng séier wichteg Kontroll an Aufgab vun der Gewerbeinspektioun.

Wichteg sinn awer och d'Interventiounen, déi d'Gewerbeinspektioun ze leeschten huet bei Aarbechtsaccidenter.

Doriwwer eraus huet d'Gewerbeinspektioun d'Koordination an d'Iwwerwaachung ze maachen, datt d'Personaldelegatiounswahlen opgrond vun de gesetzleche Bestëmmungen och applizéiert ginn.

Doriwwer eraus ass et och un der Gewerbeinspektioun Suerg ze droen, datt och déi Gesetzgebungen iwwert d'Delegatiounen effektiv an de Betriber esou agehale ginn.

Doriwwer eraus huet d'Gewerbeinspektioun Suerg ze droen inwiefern Direktiven an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung rechtméisseg transportéiert ginn.

Doriwwer eraus ass d'Gewerbeinspektioun an engem permanenten Dialog mat der OIT.

Dat bedeit, datt also Kontrollen, Berodungen, Avisen a Sanktioune vun der Gewerbeinspektioun zu hirem dach dieregen Aarbechtsrhythmus gehéieren.

Wann ech déi Aufgabe vun der Gewerbeinspektioun elo kuerz opgezielt hunn - a mengem schrëftleche Bericht fannt Dir nach méi Detailer -, da stellt ee fest, datt d'Noutwendegkeet vun enger Reform wichteg an noutwendeg ass. Et brauch een nëmmen ze kucke säit 1974 bis 2007 wéi d'Ëmfeld, an deem mer liewen, a wéi och d'Aarbechtsëmwelt an och d'Produktioun an de Betriber changéiert huet. Wann ech nëmmen d'Zuel vun de Beschäftegten huelen. 1974 - dat ass jo d'Basisgesetz - hunn hei zu Lëtzebuerg 114.000 Leit geschafft. Haut am Joer 2007 am Oktober schaffen der 324.000. Also, d'Zuel vun de Beschäftegten huet sech an deenen 33 Joer verdräifacht. Dat ass also schonn ee Beweis iwwert d'Noutwendegkeet, fir der Gewerbeinspektioun déi noutwendeg Strukturen ze ginn, datt se hiren Aufgaben an engem neien Ëmfeld ka gerecht ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Wann ee kuckt wat vun 1974 un am Rumm vun der Gesetzgebung geschitt ass bis haut, da stellt ee fest, datt et wesentlech Erweiderunge gi sinn am Aarbechtsrecht, wou d'Gewerbeinspektioun natierlech ganz staark gefuerdert ass. Doriwwer eraus stellt ee fest, datt haut d'Aarbechtsmethode komplett variéiert hu par rapport zu 1974. Ech denken un d'Informatik. Ech denken un den Télétravail.

Doriwwer eraus stellt ee fest, datt haut mat ganz neie Produktiounsmëttele geschafft gëtt op den Aarbechtsplazen. An déi nei Maschinne si vill méi komplex a vill méi komplizéiert. Sécherheetsbestëmmunge sinn do erfuerdert. Doriwwer eraus, déi ganz chemesch Materialien, déi haut agesat ginn am Produktiounsprozess; d'Ëmweltbelaaschtungen, wéi de Kaméidi. D'mënschlecht Verhalen huet och changéiert säit deene leschten 30 Joer.

Doriwwer eraus ass et - wéi ech dat schonn erwähnt hunn - och ganz wouer, datt international Normen och evaluéiert sinn, déi Lëtzebuerg och ratifizéiert an ëmgesat huet an d'Nationalrecht. Och do huet d'Gewerbeinspektioun maßgeblech eng Bedeelegung, fir och berodend vis-à-vis vun der Regierung a vun deenen zoustännege Ministèren ze wierken. A wann ech da gesi wéi den Transportsecteur explodéiert ass, wann ee kuckt wat 1974 zum Beispill iwwert d'Strooss gaangen ass an et kuckt ee wat am Joer 2007 iwwert d'Strooss geet, da stellt ee fest, datt effektiv do eng enorm Explosioun sech vollzunn huet.

An da kënnt dozou d'Fräizügegkeet vun den Arbeitnehmer am EU-Raum, dee sech op 27 Staten erweitert huet, do kënnt Der jo scho feststelle wéi do och d'Gewerbeinspektioun während deene leschte Jorzéngten zunehmend gefuerdert ginn ass, fir ze waachen, ob och d'Aarbechtskonditiounen an d'gesetzlech Bestëmmungen, d'Sécherheetsbestëmmungen, d'Autorisations de travail, agehale gi vun alleguerten deene Leit, déi aus dem EU-Raum an och doriwwer eraus op Lëtzebuerg schaffe kommen.

Da muss een och gesi wéi d'Zuel vun de Grenzgänger sech hei praktesch verzéngfacht huet par rapport zu 1974, mat all deene Problematike grenziwwerschreidend.

Dat war nëmmen ee kuerzt Opzielen, fir ze weisen, datt effektiv eng Reform vun der Gewerbeinspektioun mat Sécherheet iwwerfälleg ass. An et ass kloer, datt déi Veränneerungen net eréischt haut festgestallt gi sinn, mä scho während Joren. Während Joren ass sech Gedanke gemaach ginn a wellecher Form d'Gewerbeinspektioun misst outilléiert sinn, fir all deenen neien Erausfuerderunge gerecht ze ginn.

An dat ass net eréischt haut geschitt an och net eréischt viru sechs, siwe Joer, mä schonn Enn 1990, ufanks 1991 ass am Aarbechtsministère ee Reformprojet ausgeschafft ginn, deen awer ni d'Liicht vun der Welt gesinn huet.

Mir waren eis am Kloren, datt eng Reform vun der Gewerbeinspektioun eng ganz komplex Problematik ass, an dofir war d'Regierung gutt beroden, datt se zu engem bestëmmte Moment Hëllef gesicht huet op enger kompetenter Plaz, an zwar um BIT, fir eng objektiv Bëuerteelung ze kréien iwwert d'Entwécklung an iwwert d'Bedürfnisser vun haut, iwwert d'Aart a Weis wéi d'Gewerbeinspektioun schafft a funktionéiert a fir konkret an objektiv Propositioune gemaach ze kréien.

Dat ass geschitt. Den 23. Januar 2002 huet de jëtzege Minister, de François Biltgen, offiziell de BIT ëm ee Gutachten, ëm een Audit gebieden. De BIT huet direkt mat der Aarbecht ugefaangen. An engem permanenten Dialog mat de Sozialpartner, mat der Gewerbeinspektioun a mat anere Stellen hei zu Lëtzebuerg ass dann een Audit erstallt ginn. De 14. Januar 2003, praktesch ee Joer méi spéit, ass dann dem Parlament an där zoustänneger Kommissioun dee BIT-Audit virgestallt ginn. Ausgehend vun deene Virstellungen a vun deenen Empfehlunge vum BIT huet dann den Aarbechtsminister am November 2003 ee Gesetzesprojet an der Chamber déposéiert.

Mir hunn an der Chamber am Dezember 2003, dat ginn elo iwwermuer véier Joer, deen éischte Projet vum Minister examinéiert a mir haten eng éischt Diskussioun an där zoustänneger Chamberskommissioun. Dobäi ass awer ervirzehiewen, datt de Statsrot Joer iwwer Joer gebraucht huet bis hien een Avis gemaach huet, an deen Avis war voll gespickt mat Oppositiounen, mat Virschléi, mat Oppositions formelles, esou datt et noutwendeg war, datt d'Regierung praktesch een neie Projet ausgeschafft an deponéiert huet. De 17. Oktober 2006 hate mer dann déi éischt Diskussioun iwwert deen neie Projet opgrond vun den Avisë vun de Beruffschamberen an opgrond vun deem, wat de Statsrot un Objektiounen an u Propositioune virbruecht huet.

Dotëschent ass ëmmer Kontakt opgeholl gi mat dem BIT, ob déi nei Virstellungen, wéi d'Regierung se erstallt huet, och konform wäre mat deenen Iddien, déi de BIT proposéiert huet.

Dir gesitt also, Kolleeginnen a Kolleegen, datt et u sech och relativ laang gedauert huet, fir zu engem Kompromëss ze kommen, ëmsou méi dann och, nodeem deen neie Projet praktesch nei déposéiert ginn ass, erëm eng Kéier d'Beruffschamberen an och de Statsrot hiren Avis erstallt hunn. Esou ass et dann zu engem neie Projet komm, dee mer an der Chamberskommissioun duerchdiskutéiert hunn.

Ech ginn elo net an den Detail vum Projet an, mä erlaabt mer e puer wesentlech Saachen awer ervirzeträichen. Dir fannt dat a mengem schrëftleche Bericht op siwe Säiten, wou déi wesentlech Aspekter vun der Reform presentéiert ginn.

Wichteg ervirzehiewen ass, datt niewent dem Kontrollorgan, deen d'Gewerbeinspektioun ass, soll och ee Berodungsorgan geschafe ginn, deen de Betriber soll hëllefen all déi gesetzlech Bestëmmungen ze applizéieren.

Dann ass och d'Funktiounsweis vun deenen eenzelnen internen Déngschtstelle vun der Gewerbeinspektioun koordonnéiert ginn an doriwwer eraus sinn och d'Déngschtstellen ausserhalb dem Siège koordonnéiert ginn.

Kompetenze sinn effektiv nei determinéiert ginn, nei festgesat ginn, an dee ganzen Organigramme vun der Gewerbeinspektioun huet eng grondleeënd aner Nues kritt.

Mir hunn éischtens emol a fir d'éischte Kéier wierklech Aarbechtsinspektere geschaf mat ganz konkrete Kompetenzen. Dat huet och dozou gefouert - an ech kommen nach méi spéit eng Kéier dorop zréck -, datt déi sougenannte Kontrolleren, déi um Terrain Kontrolle gemaach hunn, séier wéineg oder kaum Befugnisser haten, datt déi ofgeschaf gi sinn.

Da fannt Der an deem neie Projet eng ganz genau Festleeung an och nei Kompetenze vun de bestoende Kompetenze wéi d'Gewerbeinspektioun kann, soll, muss intervenéieren, wéi d'Gewerbeinspektioun an ënner welleche Konditiounen d'Gewerbeinspektioun hir Kontrollen an de Betriber, awer och ausserhalb de Betriber duerchféiere kann.

Dann ass ee wesentlecht Kapitel och am neie Projet iwwert d'Vertraulechkeet vun den Informatiounen, déi d'Gewerbeinspektioun sammelt, doriwwer eraus a wellecher Aart a Weis, a wellecher Form d'Gewerbeinspektioun mat de Betribsdelegatiounen dialogéiert an och gemeinsam Léisunge fënnt, awéiwäit d'Gewerbeinspektioun hir Neutralitéit behält vis-à-vis vum Législateur, vis-à-vis vun der Exekutiv an och vis-à-vis vun de Sozialpartner, fir kënnen objektiv hiren Aufgabe vun der Kontroll nozekommen.

Da sinn och d'Sanktiounen am neie Projet nei definéiert ginn ënner welleche Konditioune wéini a wellech Sanktioune kënne gesprach ginn, an doriwwer eraus eng nei Instanz, eng nei Kompetenz, eng nei Aufgab, déi d'Gewerbeinspektioun kritt, dat ass eng Instanz vun der Mediatioun, fir méiglech individuell Konflikter, déi am Aarbechtsliewen entstinn, vu virewech auszeschléissen.

Dann ass et - a ganz kuerz ginn ech nach eng Kéier dorop an - ee wichtegen Organe de coordination, wou de Privatsecteur zesumme mam öffentleche Secteur versicht eng koordinéiert Kontrollinstanz ze schafen.

Voilà, dat sinn déi wesentlech Aspekter vun den Neierungen. An zwielef Sëtzungen huet d'Kommissioun sech mat deene Problemer ausenanergesat an och opgrond vun den Avisë vun de Beruffschamberen, opgrond vun den Avisë vum Statsrot, opgrond vun de Propositioune vum BIT, déi géigesäiteg oft kontrovers waren, hu mer probéiert ee Kompromëss ze schafen an zu engem Zil ze kommen, wou jiddferee vun deene Concernéierte sech erëmfanne kéint. Dat fannt Der a mengem Bericht praktesch op 30 Säiten, do hu mer dat schéi propper duergestallt.

Dat ass virun allem och dofir, well all Gesetz jo d'Méiglechkeet vun Interpretatioun net ausschléisst, an et ass kloer, och dëst Gesetz gëtt Ulass zu enger bestëmmter Liesweis, vun Interpretatioun, an duerfir ass et och ganz wichteg a quokeleche Froen, datt déi Interesséiert, an déi mat deem Gesetz ze schaffen hunn an déi och d'Konsequenze vun deem Gesetz ze droen hunn, och genau wëssen, wat de Wëlle vum Gesetzgeber an deenen eenzelne Froen a Punkten ass.

Ech wëll, Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, ganz kuerz op e puer Punkten agoen, an ech sinn iwwerzeegt, meng Kolleegen, déi duerno am Numm vun hire Fraktioune schwätze wäerten, wäerten am Detail nach méi konkret dorop agoen.

D'Kompetenze vun der Gewerbeinspektioun hunn Ulass ginn zu laangen Diskussiounen. De Statsrot, d'Privatbeamtechamber, de BIT hunn de Virschlag gemaach, fir eng Unicitéit hierzestelle vun de Kontrollen. Dat heescht, der Gewerbeinspektioun d'Kompetenz ze gi souwuel am Privatsecteur wéi am öffentleche Secteur.

Dat huet net der Politik vun der Regierung entsprach, net eleng vun dëser Regierung mat Sécherheet, mä och vläicht net vun deene kommende Regierungen, a mir hunn da probéiert fir e Kompromëss ze fannen, ënner Bäibehalung vun deem Dualismus, wou d'Kommissioun awer ganz kloer gesot huet, datt se domat net glécklech ass, wat - ech kommen nach eng Kéier ganz kuerz dorop zréck - se och an enger Motioun zum Ausdrock bréngt.

Mir hunn dann een neit Organ geschaf, dat e Kompromëss ass, dee sougenannte Comité de coordination, dee sech zesummesetzt aus Vertrieder vun der Fonction publique an aus Vertrieder vum Privatsecteur mat der Gewerbeinspektioun zesummen ënnert der Presidentschaft an der Kompetenz vum Aarbechtsminister. Also ass dat schonn ee Wee dohinner, fir mat deem Dualismus opzehalen a fir eng Unicitéit hierzestelle vun der Kompetenz a vun der Zoustännegkeet vun der Gewerbeinspektioun souwuel am private wéi am öffentleche Secteur.

Mir hunn an der Kommissioun festgehalen, datt mer - Dir fannt dat och ganz detailléiert am Rapport zréck - mat där Léisung net glécklech sinn. Mir hätte léiwer gehat, datt mer effektiv e Schratt méi wäit gaange wären an d'Richtung vun der Unicitéit vun de Kompetenzen.

Mir waren awer der Meenung, datt dee Comité de coordination e gudde Schrëtt dohinner wär, an d'Kommissioun huet dann och gesot, datt soll während dësem Débat eng Motioun virgestallt ginn, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, Schrëtt a Weeër an d'Welt ze leeden, fir Iwwerleeungen unzestriewen, fir an enger zweeter Etapp - ouni elo ze soe wéini - d'Unicitéit hierzestellen.

Dann hate mer eng grouss a laang Diskussioun iwwert d'Organisatioun vun der ITM, déi grosso modo duerch e Règlement grand-ducal sollt festgeluecht ginn. Mir waren der Meenung, datt dat net géif goen, och de Statsrot an och d'Beruffschamberen. Mir waren der Meenung, bei esou enger grousser Reform missten d'Kompetenzen an déi intern Organisatioun vun der ITM am Gesetz festgeluecht ginn. Dat ass och geschitt, an dat fannt Der an den Artikele 613-1, 2, 3, 4 a 5 am Detail erëm.

Dann hu mer frësch definéiert, ënner welche Bedingungen a Konditiounen d'Gewerbeinspektioun Zougang huet zu den Entreprisen. Do ass et och Meenungsverschiddenheete ginn, well d'Patronatsberuffschamberen der Meenung waren, datt dat vill ze vill wäit géif goen, datt de toute façon, ier d'Gewerbeinspektioun an e Betrib kéint eng Kontroll maachen, de Betribsinhaber misst informéiert ginn.

An doriwwer eraus waren et d'Salariatschamberen, déi der Meenung waren, esou wéi de Projet virloung, wieren d'Aufgaben an den Zougang ze vill limitéiert. Mir hunn da probéiert, do och e Kompromëss ze fannen. Dir fannt deen am Text erëm, an deen huet dann och d'Zoustëmmung vun der Kommissioun fonnt.

An da war do nach e ganz kritesche Punkt, well haut a muer an ëmmer méi d'Differenz an d'Ofgrenzung heiansdo schwéier ze gesi si vum Privatraum, wou den Arbeitgeber wunnt, an der Produktiounsstell, der Aarbechtsstell. Do huet et sech och dorëm gedréint, fir noutwendeg Mëttelen a Weeër ze fannen, fir datt, ouni d'Privatsphär ze verletzen an ouni géint d'Verfassung ze verstoussen, d'Gewerbeinspektiounen ënner bestëmmte Konditiounen och kann Zougang hunn an esou Etablissementer.

Dann ass et noutwendeg gewiescht nei ze definéieren, a welcher Form d'Informatioun an de Kontakt an den Dialog mat de Betribsdelegatioune sollt funktionéieren.

Ech hunn et schonn ugekënnegt: Déi intern Kompetenzen vun de Leit, déi an der Gewerbeinspektioun Aufgaben hunn, ass frësch definéiert ginn. Et ass och elo an deem Sënn changéiert, datt déi eenzel Aarbechtsinspektere vill méi Befugnisser hunn a vill méi séier a schnell kënne reagéieren, wann Zuwidderhandlunge géint d'Aarbechtsrecht a Sécherheetsbestëmmunge festgestallt ginn.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif dann nach weiderfueren am Detail, mä ech gesinn hei op der Auer, datt ech lues a lues muss zum Schluss kommen.

(Interruptions)

Opgrond vun all deenen...

Une voix.- Dir sidd schonns iwwer...

(Interruption)

M. le Président.- De President huet gemierkt, datt de Rapporteur zum Schluss kënnt bei engem ganz wichtege Gesetz.

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- De Rapporteur huet 28 Minutten, mengen ech, nom Modell 2.

Une voix.- 20!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- 28.

Une voix.- 20!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Opgrond vun all deenen Iwwerleeungen hutt Der dann dee gesetzleche Projet, an deen ass a sechs Kapitelen. Do ass éischtens den Zoustännegkeetsberäich vun der Gewerbeinspektioun selwer; intern Organisatioun; Kompetenzen; Onvereinbarkeet vun den eenzelne Leit, déi an der Gewerbeinspektioun schaffen; an da sinn och d'Kontrollorganer da ganz kloer am Gesetzesprojet, deen lech elo virläit, definéiert.

Ech kommen dann elo wierklech zum Schluss, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen. Opgrond vun engem konstruktiven Zesummewierken an der zoustänneger Kommissioun mam Minister, mat der Regierung an hire Mataarbechter, mat der Direktioun vun der ITM a mat alle Kolleeginnen a Kolleege war et méiglech, aus deene schwieregen, oft kontroversen Avisë vun de Beruffschamberen a vun all deenen Oppositiounen, déi de Statsrot gemaach huet, dach e Kompromëss ze fannen, zu deem praktesch d'Kommissioun grosso modo och hir Zoustëmmung ginn huet.

Dat Resultat, wat do virläit, an dee Projet, deen elo virläit, si wesentlech anescht a ville Punkte wéi den ursprünglech deponéierte Projet. Dat ass och de Beweis vun enger gudder parlamentarescher Aarbecht.

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir musst awer wierklech zum Schluss kommen.

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Ech soen dann nach jiddferengem, dee matgewierkt huet un deem Resultat, villmools Merci, och de Mataarbechter an der Fraktioun, am Sekretariat, an am Numm vun der Kommissioun géif ech dann d'Parlament ofschléissend bieden, esou wéi et an der Kommissioun décidéiert ginn ass, dësem Projet eng breet Zoustëmmung ze ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen lech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Spautz. Här Spautz, d'CSV huet 68 Minutten zur Verfügung.

(Interruptions et hilarité)

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffe just, Här President, dat war elo keng Opfuerderung, datt ech soll 68 Minutte schwätzen.

(Interruptions)

Plusieurs voix.- Loosst lech Zäit! Loosst lech Zäit!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt soen ech mengem Frënd Marcel Glesener villmools Merci fir säin exzellente schréftleche Bericht an och fir säi mëndleche Rapport, deen en elo hei virgedroen huet.

D'ITM, déi mer jo haut reforméieren, ass am Fong eng Verwaltung, déi säit 1902 besteet an déi näischt vun hirer Wichtegkeet verluer huet. Virun 106 Joer loung hir Haaptaufgab an der Kontroll vun den Erz-, Kallek-, a Schiferminnen. Haut leien hir Prioritéiten am Anhalen a Respektéiere vun der Sécherheet an der Gesondheet op der Aarbechtsplaz respektiv dem Aarbechtsrecht.

Déi lescht Reform vun der ITM datéiert op 1974, an dat war ënnert der Responsabilitéit vum deemolege Statssekretär Jacques Santer. Déi éischt Verbesserungsvirschléi vum ITM-Gesetz ginn op d'Joren 1990, 1991 zréck, wou déi deemools nach regelméisseg tagend Commission consultative de l'ITM - eng Kommissioun, déi besteet aus de Sozialpartner ënnert der Presidence vun engem Fonctionnaire - den deemolegen Aarbechtsminister Jean-Claude Juncker opgefuerdert huet, eng Reform vun der ITM an d'Wee ze leeden. Mat Ausnahm awer vun engem gemeinsame Wonsch vun deene verschiddene Partner, louchen d'Virstellungen an d'Erwaardunge ganz wäit auserneen an et haten do Leit ënnerschiddlech Vuen, wéi esou eng Reform sollt ausgesinn.

An den 90er Jore stoung d'ITM och öfters am Feier vun der Kritik, deels berechtegt, awer och deels onberechtegt. Richteg ass, dass an dëser Zäitspann vill schréftlech op Reklamatiounen iwwert den Droit du travail geäntwert ginn ass. Et ass awer och e Problem gewiescht, nodeem dee Responsable vum Droit du travail op d'Verwaltungsgeriicht gaangen ass an duerno deem säin Nofolger op d'ADEM gaangen ass. Duerno huet et och ugefaangen, dass et Chaos ginn ass ënner verschiddenen Agencen.

Ech wëll just drun erënneren, dass souguer am Transportsecteur eng Entreprise sech beruff huet op d'Aussoe vun der ITM-Agence Dikrech an e Prozess géint e Salarié gemaach huet, wou awer direkt e Kontroller vun der Agence Esch gesot huet, dass d'Agence Dikrech géif falschleien. Dat ass och herno bestätegt ginn duerch sämtlech Instanzen op de Geriichter. Dëst war e weideren Ausléiser, fir dass souwuel d'Patronat wéi d'Salariat sech derhannert gesat hunn a gesot hunn, et wier elo ganz wichteg, schnellstméiglech eng Reform anzeleeden.

De Minister Biltgen huet d'Besoinen och erkannt a seng Zouso ginn, fir eng Reform ze maachen. No engem Gespréich mat de Sozialpartner huet hien 2001 - an net 2002, wéi de Marcel Glesener et scho gesot huet - de BIT beoptraagt, e Bericht ze maachen iwwert d'Fonctiounsweis vun der ITM hei zu Lëtzebuerg.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, no der Presentatioun vum Bericht gouf et vill Sitzungen tëschent dem Minister, der ITM-Direktioun, deenen eenzelne Beruffsgruppe bei der ITM an de Sozialpartner. Si souzen all zesumme ronderëm den Dësch. Et war net einfach fir alles ënner een Hutt ze brénge, well do war jo och nach de BIT an deem seng zoustänneg Normekommissioun, déi mer och heiansdo ageschalt hunn, fir dëst Gesetz ze begutachten a fir och do all deem Rechnung ze droen, wat de BIT gär gehat hätt. Net méi spéit jo wéi d'lescht Woch hu mer heibannen nach eng Hällewull vun OIT-Konventioune ratifizéiert. Et geet jo net duer, se ze ratifizéieren, et muss ee se och duerno anhalen.

2003 huet de Minister e Projet de loi déposéiert, an no dem Avis vum BIT an dem Statsrot gouf de Projet och nach e puermol amendéiert. Och mir an der Chamberskommissioun haten d'Geleeënheet live matzeerliewen, dass et innerhalb der ITM och e puer Meenunge gëtt, wéi déi Reform sollt ausgesinn, well de Minister hat eng Kéier d'Direktioun an och déi zwou A.s.b.l.ë vum Personal vun der ITM, déi offiziell unerkannt sinn, matbruecht, an do war et nach laang net, dass se alleguerten datselwecht gesot hunn.

De Projet, deen also elo virläit, ass e Kompromiss. Deenen enge geet en ze wäit, deenen anere geet en awer nach net wäit genuch. E puer Remarquen:

Eng Recommandatioun vum BIT a vum Statsrot war - an de Marcel Glesener huet et och schonn ugestouss -, eng Verwaltung fir de Privat- an den öffentleche Secteur ze maachen. Dësem Punkt dréit de Projet keng Rechnung, woubäi awer e Conseil agesat gouf, dee soll kucke fir dass déi zwou Verwaltunge méi enk géife matenee schaffen.

Et ass awer och wichteg ze wëssen, dass mer aner Normen hunn, souwuel am Sécherheetsdispositif wéi och am Droit du travail, wat de privaten an den öffentleche Secteur ubelaangt. Dofir wier et och logesch am Kader vun der Egalitéit an et ass och wichteg, dass d'Regierung elo déi néideg Schrëtt ënnerhëlt, fir dass déi zwee ënnerschiddlech Statuten dann och ëmmer méi no uneneegefouert ginn, fir dass et eng Kéier net méi grondverschidden Norme gëtt an dass et da ka bei enger künfteger Reform zu der Fusioun vun deenen zwou Verwaltunge kommen.

Ech wëll och an deem Zesummenhang drun erënneren, et ass nach net ganz laang hier, dunn hu mer och heibannen zwee Gesetzer misse stëmmen, eent fir den öffentlechen an eent fir de Privatsecteur, wat d'Weiderbildung ubelaangt, well och do mat ënnerschiddleche Moossname gefuer gëtt fir de Privatsecteur an den öffentleche Secteur. Dat war och eng Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv.

Weder d'Gewerkschaften nach déi betraffen A.s.b.l. vun de Kontrolleren hu gejubelt, wou et an der Diskussioun dozou komm ass, dass déi künfteg Kontrolleren net méi vun de Gewerkschafte géife proposéiert ginn an no dräi Joer och vum Minister definitiv nominéiert ginn. Mä well de BIT déi Fuerderung gestallt huet am Kader vun der Onofhängegkeet vun der ITM, huet dann do de gesonde Mënscheverstand gesiegt an et ass dozou komm, dass dann elo déi Nominatioun kënnt.

(Interruption)

Ech wëll awer drop hiweisen, dass mir, an och aner Leit, an all deenen 30 Joer zënter 1974, wou dat gelaf war, ni contestéiert hunn, dass déi Leit an der Onofhängegkeet géife schaffen, dass se eng super Aarbecht gemaach hunn an dass et virun allem och wichteg war, dass et capabel Kontrollere waren, déi eng gutt Aarbecht um Terrain gemaach hunn. Si waren zu zwielef fir 114.000 Salariéen a si sinn haut zu 15 um Pabeier - well et si keng 15, obwuel de Moment virgesinn ass, dass et der 15 solle sinn - fir 320.000 Salariéen. A wann een do dee Prorata kuckt, wann et der fir 114 huet missen zwielef sinn, da missten et bei 320 keng 15 sinn, mä 36, fir déi Kontrolle kënnen ze maachen, déi deemools an de 70er Joren - 1974 - ugepasst waren.

Et stellt sech awer och elo d'Fro, wou an Zukunft déi Kontrolleren hierkommen. Bis elo waren et ëmmer Leit mat Beruffserfahrung, déi och wossten, wat um Terrain géif lafen, déi d'Geforen an d'Knackpunkte kannt hunn. Kolleeginnen a Kolleegen, déi Erfahrung kritt ee leider net an der Schoul, net an der Schoulbänk vermëttelt. Mä elo ass et wichteg, dass et Leit sinn, déi och vum Terrain kommen an déi wëssen, wat an de Betriber leeft a wat an de Betriber lass ass.

Bei de Kontrolleren drängt sech nach eng lescht Fro op. Déi kréie jo am Gesetz en neie Statut mat kloer definéierte Carrièren. Et gëtt awer nach eng aner Verwaltung, déi och dem Aarbechtsminister ënnersteet, wou et och nach Kontrollere gëtt, an deenen hir Carrièrë sinn ugelehnt un d'Carrière vun de Kontrollere bei der ITM; dat sinn déi zwee Kontrollere bei der ADEM. Wéi geet et mat deene virun? Wat fir ee Statut kréien déi? A wéi geet et mat deenen hirer Carrière an Zukunft virun?

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann d'ITM et awer elo net fäerdeg brëngt, déi Poste vun de Kontrollere mat deene richtege Leit ze besetzen, da kréie mer Problemer. An do kann ee sech och d'Fro stellen, wéi déi Leit solle rekrutéiert ginn. Ech weess, dass ech mech widderhuelen, mä ech komme gär speziell nach eng Kéier dorop zréck.

Wa mir keng Leit huelen, fir déi Posten ze besetzen, déi vum Terrain kommen, déi wëssen, wat Droit du travail ass, déi wëssen, wat Santé-sécurité au lieu du travail ass, an déi wëssen, well se virdrun als Sécherheetsdelegéierten oder als Ausschussmann geschafft hunn, wéi et an engem Betrib vir sech geet a wou se sech hannendrun do verstoppen, da wäert et schwiereg ginn, fir dass déi Faiten opgedeckt ginn, déi et méiglecherweis a verschiddene Betriber gëtt.

En anere Punkt, deen awer och ze kritiséiere war a wou och souwuel de BIT wéi nach aner Leit drop opmierksam gemaach hunn, dat ass d'Funktiounsweis vun de jëtzegen Agencen. Ech hu virdrun d'Beispill erkläert, wou Dikrech eppes aneschters gesot huet wéi Esch. Et gëtt och nach aner Modeller wou Esch eppes aneschters seet wéi d'Stad an d'Stad erëm eppes aneschters seet wéi Dikrech. Dass et do wichteg gewiescht wier, vläicht deenen Agencen eng aner Missioun ze ginn. An net méi, dass se als Agencë mat Kontrollere géife fonctionnéieren, mä nach als Informatiounsbüro, wou de Patron, de Betrib an och de Salarié ka seng Récksprooch huelen, an net dass déi jeeweileg Kontrolle regional bedéngt sinn.

Do ass net zréckbehale ginn, dass déi dräi Agencë géifen net méi op déi Aart a Weis fonctionnéieren, wéi et bis elo war, mä am Artikel 8 vum Gesetz hu mer awer elo festgeluecht, dass do e Reglement géif kommen, dass do an der Pluridisziplinaritéit misst geschafft ginn. Do ass et awer och elo wichteg, dass dat Reglement dann och schnellstméiglech geholl gëtt, an dass och dat dem Inhalt entsprécht, deen ëmmer erwaart gi war, well soss huet dat beschte Gesetz kee Wäert.

Och de BIT huet duerno positiv reagéiert op alleguerten déi Ännerungen, déi mer gemaach hunn, an d'Madame Cleopatra Doumbia, dat ass d'Direktesch vum BIT am Normenausschuss, huet och de Feu vert ginn, fir dass eist Gesetz haut soll gestëmmt ginn, respektiv en Dënschdeg soll gestëmmt ginn, a wou d'Debatten haut sinn, dass si domadder kéint liewen an dass dat de BIT-Konventiounen och alleguerte géif entspriechen.

Dat Gesetz hei gesäit awer e puer wichteg Reglementer vir. Awer et hänkt souwuel vum Inhalt vun dëse Reglementer wéi och herno vum ROI, vum Règlement d'ordre interne of, wéi dëst Gesetz ëmgesat gëtt. Dat beschte Gesetz daagt nämlech näischt, wann d'Ëmsetzung herno net déi ass, déi vum Législateur erwënscht war. Och beim ROI ass et wichteg, dass Kloertext geschwat respektiv geschriwwe gëtt.

D'Rolle vun deenen eenzelne Poste musse kloer definéiert ginn. Et ass net normal, dass mat Disziplinarverfahre muss gedroht gi vun ënnen no uewen oder vun uewen no ënnen. Wann d'Aarbechtsklima net stëmmt, da muss jiddferee sech Froe stellen, firwat et esou schlecht ass. Well wann e schlecht Aarbechtsklima do ass, kann dat net un enger Persoun eleng hänken, mä da soll jiddferee sech och do emol a Fro stellen. Dofir ass et och wichteg, dass an deem ROI alles kloer definéiert ass, dass et net herno zu zeg Interpretatiounsschwieregkeete kënnt, wie wat däerf maachen.

Des Weideren ass et och wichteg, dass d'ITM sech erëm zu enger schlagfäerdeger a respektéierter Verwaltung zréckentwéckelt, wéi dat emol an de Joren de Fall war. Mir leeën heimadder elo de Grondsteen doduerch, dass dat Gesetz kënnt, mä et ass duerno um Minister, déi Reglementer esou ze ficeléieren, fir dass d'ITM erëm eng duerchschlagskräfteg Verwaltung gëtt. Mä gläichzäiteg däerf de Minister och nëmmen en ROI akzeptéiere mat klore Linnen a Kompetenzzouweisungen. Ech sinn och dovun iwwerzeegt, dass de Minister François Biltgen dat wäert maachen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéint elo theoretesch nach 57 Minutte weiderfueren, mä ech wollt awer soen, dat waren déi Haaptremarquen, déi ech wollt maachen, an ech ginn och dofir heimadder d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps.

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Merci, Här President. Ech wollt fir d'éischt nach e Message pro domo lassginn. Haut virun aacht Deeg hunn ech geschwat zur Ëmsetzung vun der Direktiv vu Bréissel iwwert d'Travailleurs mobiles. Dunn hunn ech zu mengem Erstaunen am Escher „Tageblatt" freides gelies, dass ech hei op där Tribün gefuerdert hätt, dass déi Aarbechter, Buschauffeuren an Transportchauffeuren, misste méi wéi 16 Stonnen den Dag schaffen. Ech ka mech un esou eng Deklaratioun hei net erënneren. Ech wäert dem Rédacteur - et kann natierlech net jiddferee Karl Marx heeschen, mä Léon Marx - dann de Chambersbericht schécken. Hien hat och geschriwwen, ech hätt meng Mask fale gelooss. Ech hoffen, dass hien den Hörapparat net fale gelooss huet.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Dat gesot, wollt ech hei dann e puer Wuert zur Gesetzesvirlag soen.

(Interruption)

Jo, et ass mäi Feeler, dass ech d'„Tageblatt" liesen. Jo, ech mengen domadder sinn ech d'accord. Ech hunn eng déck Haut. Dat wësst Der jo.

Une voix.- Loosst se gutt déck ginn.

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Merci.

Den Här Minister Biltgen huet dat Gesetz 2003 déposéiert. De Statsrot hat en éischte kriteschen Avis. Dat hutt Der alles matkritt elo grad. De Rapport vun der Commission parlementaire hunn ech exzellent fonnt, extensiv a komplett. Ech wëll och dofir dem Rapporteur Marcel Glesener félicitéiere fir dee Rapport.

Et ware wuel e puer Aussoen, déi mech och net stéieren, vum Diktat vun der Ekonomie. Et waren och e puer aner Rapporten, zum Beispill dee vun der ITM vun 2006. Ech recommandéieren lech deem seng Lecture, wann an der Introduktioun och e bësse Klassekampf gefouert ginn ass. Mä ech hunn haaptsächlech aus deem Rapport de Réckgang vun den Aarbechtsonfäll zréckbehalen; obschonn déi Wegeunfälle nach ëmmer an d'Luucht ginn. Ech mengen, do ass d'Regierung gefuerdert, fir d'Assurance accident ze reforméieren. Also, déi klassekämpferesch Téin stéiere mech guer net. Dat ass eng gutt Saach.

Eppes, wat mech e bësse méi gestéiert huet, dat war, dass d'Ouverture vun de Marchés du travail op déi nei Memberlänner vun der UE an d'Alteration vum Climat social kritiséiert ginn ass. Ech mengen, da musse mer soen ier mer se eranhuelen, dass mer se net wëllen. Do hunn ech mech och gefrot wou dann den Text vun der Internationale bleift. Dat ass net grad solidaresch. Mä ech gleewen, dass jo och vill Patronen ënnert der Globalisatioun leiden, net nëmme Salariéen.

Eng Reform vun enger Verwaltung steet a fält mat der Qualitéit vun hirem Personal.

Dat ass emol doudsécher gesot ginn hei virdrun. Ech gleewen och, dass duerch déi nei Recrutementsmethoden d'ITM héchstwahrscheinlech eng besser Onofhängegkeet kritt. Ech gleewe wuel och dem Marc Spautz seng Remarque: Et muss een awer erfuere Leit erbäikréien. Am Ufank kënnt een do vläicht e bëssen duercherneen, wann een déi Leit rekrutéiert.

D'Formation continue. Dat ass e ganz wichtege Sujet. Dat ass och begréissenswäert. Déi Mise en place vun där Commission consultative Tripartite kritt natierlech e ganz wichtege Rôle, fir d'Objektive ganz prezis ze definéieren. Déi nei Risike sinn ugesprach ginn an der Aarbechtswelt: de Mobbing, d'psychesch Gesondheet, d'Fibromyalgie an all méiglech Saachen. D'Crédibilitéit vun der ITM gëtt natierlech duerch hir preventiv Aktioun a Missioun gestäerkt. Dee preventive Charakter, an net dee reaktiven; dat ass extrem wichteg.

Ech sinn och frou, dass dës Virlag rechtsstaatlech ausgeluecht ginn ass, well am Ufank ass vu Perquisitioune geschwat gi ronderëm d'Auer. Ech si ganz frou - an der Lescht ass jo vill vu Rechtsstaatlechkeet geschwat ginn -, dass déi Perquisitiounen e Mandat vun engem Juge d'instruction bräichten. Den Témoignage anonyme ass net zréckbehale ginn. Dat ass fir mech ganz begréissenswäert, quitte dass ee seng Informante protégéiert; d'Sourcen. Mä ech mengen Témoignage anonyme gëtt engem ëmmer e gewëssent schlecht Gefill. Och dee Prinzip vun der Proportionalitéit ass hei garantéiert. D'Vérificatioune vun de Kontrolle gi gewéinlech mat der Informatioun vun der Delegatioun oder souguer der Informatioun vun der Direktioun vun der Firma gemaach. Dat ass gutt.

D'Vertraulechkeet vun den Donnéeën a vun den Dossieren ass geséchert. Den Archivage gëtt op dat Néidegt an och an der Zäit begrenzt op e puer Joer. D'DP hofft natierlech, dass den administrative Volet elo net Iwwerhand hëlt, an dass dann herno d'Leit um Terrain feelen. Eppes, wat ee gewéinlech am Ausbau vun de Verwaltunge gesäit, dat ass, dass den administrative Waasserkapp sech ëmmer méi fëllt. Mir sinn awer och frou, dass eng kloer Definitioun vun de Pouvoiren a vun de Responsabilitéiten an där neier ITM virgesinn ass.

Här President, ech kann hei am Numm vu menger Partei natierlech de Minister Biltgen net nëmme luewen. Duerfir hunn ech e puer kleng liicht kritesch Téin elo. Den Agrément vun den Expertsfirmen oder vun deenen eenzelnen Experten huet awer nach e protektionisteschen Nogeschmaach, well mer vun hinne verlaangen entweder eng A.s.b.l. ze sinn oder hir Zuele kënnen ze begrenzen. Dat liicht ons nach net esou richteg an.

En anere Schwaachpunkt schéngt ons och de Volet vun de Sanctions administratives ze sinn. Well et ass awer keng kloer Prozedur bis elo virgesinn. Quitte datt déi Prozedur kontradiktoresch ass, ass se awer e bëssen am Flou. Et ass och kee Katalog vu Sanktioune virgesinn. D'Amendë variéieren tëschent enger Offense, fir schlecht geparkt ze sinn. 25 Euro - ech mengen, en ageschriwwene Bréif kascht méi wéi déi 25 Euro - bis 25.000 Euro. Ech hoffen, dass déi Fixatioun vun där Amende net à la tête du client herno virgeholl gëtt.

En anere Punkt ass: D'Récidive gëtt net méi an deem Gesetz ernimmt. D'Personalfroe werfen e puer Iwwergangsbestëmmungs-Schwieregkeeten op, well do gëtt geschwat: «Ils peuvent obtenir une nomination» op e puer Punkten an deem Gesetz. Ech wär natierlech och frou, wann déi Kontrolleren um Terrain zum Deel en Accès kréien zu de Fichiere vun der ADEM, wéinstens fir de Permis de travail ze vérifiéiere wa se an Aktioun sinn, an datselwecht fir de Fichier vun de Classes moyennes fir d'Handelsermächtegungen. Ech mengen, dee Pouvoir misst een deene Leit vun der ITM ginn.

De Marc Spautz huet och vun der Pluridisciplinarité geschwat. Ech hunn déi nämlecht Problemer, fir dat Wuert auszeschwätzen. Do ass et och nach e bëssen de Flou artistique. Ech wär frou wann de Minister ons do géif e puer Wierder soen.

Et ass nach net vill iwwert déi Motioun vun de Regierungsparteie gesot ginn. Do widderhuelen ech déi Positioun, déi ech an der Kommissioun vertrueden hunn. Ons Partei respektéiert d'Ofkommes mat der Fonction publique. Déi stame vun 1988. '92-'93 war d'DP an der Oppositioun, a si huet op deem Dossier e gutt Gewëssen. Mir ënnerstëtzen déi Motioun also net. Ech kann natierlech vun de Majoritéitsparteie keen zréckhalen, wann hien elo am Ufluch vun de Wahlen 2009 dat wëllt a säi Wahlprogramm schreiwen, fir dann en électorat Mandat ze kréien.

Jo, Här Glesener. Dir laacht, mä maacht dat. Dat ass mäi Rot. Dat hëlleft ons. Da kritt Der e Mandat vum Wieler, fir dat doten ze maachen.

(Interruption)

Neen, neen. Mä ech sinn ëmmer gentil. Dat wësst Der jo.

Alles an allem ass déi heite Gesetzesvirlag vun der Reform vun der ITM eng gutt Virlag, déi de Sozialpartner, an haaptsächlech de Salariéen an de Patronen, zegutt komme wäert. D'Patrone mussen och verstoen, dass dat heite Gesetz d'Concurrence loyale erëm aféiert an déi éierlech Patrone protégéiert par rapport zu deenen, déi et net esou éierlech mengen.

D'DP bréngt also hir Zoustëmmung zu dësem Gesetz, an enthält sech bei der Motioun vun de Majoritéitsparteien, well souwisou hale mir net vill vun deem Einheitsdusel.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Den nächste Riedner ass den Här John Castegnaro.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech soen deenen Deputéierte Merci, déi d'Ausdauer nach hunn, fir ze bleiwen an nozelauschteren. Dass dee Projet esou spéit op der Dagesuerdnung war, dat hunn ech d'lescht Woch scho gesot an hunn doriwwer schonn ugefaangen ze knouteren, mä et ass nun eemol esou, a mir maachen dann dat Bescht doraus.

Déi klassekämpferesch Ried vu mengem Virriedner, dem honorabelen Alexandre Krieps, huet jo dann och Gott sei Dank dozou bäigedroen, eis e bëssen opzeheiteren, wat no deene Stonne Frontalunterrecht haut noutwendeg war.

Ech sinn awer d'accord mat de Virriedner, dass dat Gesetz, wat mer haut hei net stëmmen, awer vun deem mer d'Ofstëmmung preparéieren, e bedeitend Gesetz ass. All Gesellschaft brauch nun eemol Kontrollinstanzen, an d'ITM ass eng vun deene Kontrollinstanze mat villfache Funktiounen a mat Regelen, déi mer eis ebe musse ginn, well mer jo an eiser Gesellschaft net nëmme Rechter, mä och Flichten hunn, sou dass dofir muss gesuergt ginn, dass fir déi, déi vun deene Saache betraff sinn, déi Regelen och ugewannt ginn.

Dass déi Gewerbeinspektioun villfach Aufgaben huet, wësse mer. Et geet ëm d'Aarbechtsrecht, ëm de Code du travail. Et geet ëm d'Sécuritéit, ëm d'Santé. Et geet och ëm Uerdnung um Aarbechtsmaart. Et geet ëm de Respekt vu kollektivvertraglechen Ofmaachungen. Et geet ëm d'Kontroll vun der Schwaarzaarbecht oder vun der illegaler Beschäftegung, an do gesäit een eenzel Aktivitéiten, an et weess een, dass d'Missioun vun der neier ITM, mä deelweis och scho virdrun eng preventiv ass, och eng ass, wou mat Strofen hantéiert gëtt, mä wou och informéiert an net nëmme kontrolléiert gëtt.

Et stëmmt och, an dat ass scho gesot ginn, dass eisen Aarbechtsmaart sech an deene leschte 25 Joer fundamental verännert huet. D'Ëmfeld ass e ganz anert, an dat gesäit een, wann een an de Betriber ass. Et spiert een déi soziologesch, juristesch, technesch an administrativ Verännerungen, an et weess een, dass d'Globalisatioun zur Folleg huet, dass ëmmer méi oft an ëmmer méi schnell restrukturéiert gëtt, Fusioune stattfannen, delokaliséiert gëtt an dass dat alles net ouni Konsequenze fir d'Salariéen ass.

Dat aalt ITM-Gesetz, wat a Kraaft ass, muss eben ugepasst an ëmgestallt ginn, fir sech deem neien Ëmfeld unzepassen. Lëtzebuerg ass vun enger haaptsächlecher Industriegesellschaft haut méi eng Servicegesellschaft ginn, an do spillen aner Regelen. Do wësse mer, dass et zum gudden Toun gehéiert, flexibel Aarbechtszäiten ze hunn, statt prezis geregelter, mä et kënnt dobäi den Télétravail, et kënnt dobäi d'Deelzäitaarbecht mat alle Problemer ënner anerem vu Kontrollen. Et kommen déi nei Technologien dobäi, an da weess een, dass d'ITM grouss an nei Erausfuerderunge begéint huet a weiderhi begéine wäert.

Wann een dat weess an dobäizielt, dass jo opgrond vun deene Verännerungen och d'Sécherheet an d'Gesondheet an de Betriber eng aner Bedeitung kritt huet, dass ee weess, dass de mentalen Drock an de méi intensiven Aarbechtsrhythmus vill méi Gewiicht kritt huet och duerch déi Komplexitéit vun den Aarbechtsbedingungen an Aarbechtsofleef, da wësse mer, dass mer villes virun eis hunn a villes ze dinn hunn, fir d'Saachen am Gréff ze behalen.

Wat mer brauchen, ass eng global Politik, eng national Politik vu Kontroll a Preventioun. Et däerf een eben net vergiessen an der Aschätzung, wat passéiert ass a wat nach riskéiert ze passéieren.

Ier ech op e puer Eenzelheeten aginn, wëll ech haut hei och wéi meng Virriedner e grousse Merci an Unerkennung ausdrécken un de President fir déi Aarbechten, déi mer an der Kommissioun hate fir de schréftlechen an de mëndleche Rapport. Ech wëll och dem Sekretariat en décke Merci soen. Mir hunn e qualitativ héichwäertegt Dokument am Rapport vun deenen Aarbechte kritt.

Da mengen ech och, dass een haut kéint mat rouegem Gewëssen ervirsträichen, dass trotz der Komplexitéit vun der Matière och d'Kommissiounsmitglieder wäitgehend un engem Strack an den Diskussioune gezunn hunn, an dat zeugt vu ganz vill Verantwortungsbewosstsein. Et huet een a villen Diskussioune gemierkt, dass se parteiiwergräifend waren, och wann et laang gedauert huet, wann et komplizéiert war, wann et munch Iwwerraschungsmomenter gouf. An déi Momenter si vum Marc Spautz éineschtes genannt ginn. Et gouf zéng Oppositions formelles. Et ass d'lescht Woch hei vun zwielef geschwat ginn an engem aneren Zesummenhang. Hei waren et der ëmmerhin zéng, wat jo och schonn net schlecht ass, mä d'Welt ass net ënnergaang, an d'Gesetz gëtt jo dann awer elo gestëmmt.

Mä insgesamt hate mer eng äusserst konstruktiv Debatt, an ech géif mer wënschen, dass mer déi bei anere Geleeënheeten d'selwecht kéinte féieren.

Am Rapport vun der Kommissioun an der Zesummefaassung, déi mer haut um Ordre du jour hunn, deen hei virun der Chamber gemaach ginn ass, gëtt wierklech dat Wesentlechst vum Inhalt vun deem Projet de loi ervirgestrach. Wann een dobäirechent, dass mer d'lescht Woch eben zwee Gesetzer gestëmmt hunn, d'Ëmsetzung vun de Konventiounen respektiv d'Schafung vum Comité permanent de l'emploi an der Instance de conciliation, da gëtt elo mat der Verabschiedung vum ITM-Gesetz eigentlech dee Puzzle elo komplett zougemaach, esou wäit wéi een dat iwwerhaapt ka maachen.

Do wëll ech nach eng Kéier hiweisen, wat ech d'lescht Woch och gemaach hunn, wou de Minister gemengt huet, ech hätt dat sollen an der Kommissioun soen - wobäi en net ganz Onrecht hat -, mä dat ass déi BIT-Konventioun N°187, déi awer eréischt 2006 presentéiert ginn ass, déi menger Meenung no misst op de Métier geholl ginn, well se awer en direkten Zesummenhang mat de Missiounen, mat de Responsabilitéite vun der Gewerbeinspektioun huet, well et ebe just an där Konventioun dorëm geet, eng ugepassten national Politik am Beräich vun der Gesondheet an der Sécherheet op der Aarbechtsplaz ze fërdere respektiv dat, wat besteet, ze verbesseren, also en nationale Plang fir Gesondheet a Sécherheet op der Aarbecht auszeschaffen.

Iwwregens steet am Koalitiounsprogramm eppes Ähnleches un d'Adress vum Gesondheetsminister, mä wéi gesot, mir sollten eis domat auserneesetzen an där nationaler Politik, wou et och dorëm geet, d'Salariéen net nëmmen iwwer hir Flichten, mä och hir Rechter opzeklären, se ze forméieren a se participéieren ze loossen un der Ausaarbechtung vun deene Regelen, déi noutwendeg sinn.

Dëst gesot, ouni wëllen elo do an de leschten Detail ze goen, well ech nach eng Kéier op déi besonnesch Bedeitung vun der Gewerbeinspektioun zréckkommen, besonnesch op dee Statut, deen déi Gewerbeinspektioun huet an déi si ënnerscheet vun anere Verwaltungen hei zu Lëtzebuerg, nämlech doduerch, dass déi ITM eng Autonomie huet, also eng Eegestännegkeet an enger ganzer Rei vu Beräicher huet, wat fir si ouni Zweifel gutt ass, fir objektiv an ouni Drock vun egal wat fir enger Säit hirer Aarbecht kënnen nozekommen.

Op där anerer Säit enkt dat natierlech de Spillraum vum zoustännege Minister och an. Dat muss ee gesinn, an do ass also e breeden Dialog permanent noutwendeg, mä et muss een ëmmer erëm gesinn, dass no de BIT-Konventiounen an och Deklaratiounen d'Indépendance de contrôle eng vun de wichtegste Saachen ass, an déi muss garantéiert bleiwen an déi kann och iwwer esou ee Gesetz net ageschränkt ginn.

An den Hannergrond vun deene Moossnamen ass eben d'BIT-Konventioun N°81 virun allem, mä et ass awer och d'Meenung vum Comité des Hauts Responsables de l'Inspection du Travail (CHRIT), dee principes communs des inspections du travail en matière de sécurité et de santé sur le lieu du travail festleet an no deem sech och hei orientéiert gëtt. Duerfir ass et jo dann och net vun ongeféier, dass de BIT bei der Neifaassung vun der ITM-Gesetzgebung eng bedeitend Roll gespillt huet a se natierlech och bedeitend beaflosst huet. Dat erkläert dann awer och d'Bedeitung vun deem schonn haut e puermol ugesprachenen BIT-Audit aus dem Joer 2002.

Et stëmmt, d'Diskussiounen iwwert déi Reform hunn 1991 ugefaangen. Also viru 16 Joer waren der der Meenung, zu deenen hunn ech och gehéiert, dass een dat Gesetz vun 1974 ebe misst reforméieren, fir et dem Ëmfeld unzepassen. Mä et war kee gudden Départ geholl ginn - de Marc Spautz huet dat éineschters erkläert -, ënner anerem och duerfir, well op eng Kéier eng Kaderreform méi am Mëttelpunkt stoung, wéi den Inhalt vun de Missiounen an den Ofleef. Dat huet d'Diskussiounen net méi liicht gemaach, mä am Contraire erschwéiert.

Fakt ass, dass mer d'nächst Woch dat Gesetz stëmmen - et ass dat och wat entscheedend ass - an dass dat Gesetz wesentlech besser gëtt wéi säi Virgänger, och wann et ëmmer nach Onzoulänglechkeete gëtt. Mä op déi kann een ëmmer erëm zréckkommen. D'Liewensdauer vu Gesetzer an deene Beräicher hei ass menger Meenung no souwisou manner laang, wéi dat fréier de Fall war.

Fakt ass, dass bei der Gestaltung vun deem Projet de loi d'Sozialpartner staark involvéiert waren, och kontrovers, mä ëmmerhi ganz staark mat dru geschafft hunn a matgehollef hunn, dass een dat Wierk do kéint zustane bréngen. Wichteg ass och ze ënnersträichen, dass d'Gewerbeinspektioun selwer staark hei mat agebonne war an Hiert dozou bäigedroen huet an deem Matsproocherecht, wat hir zousteet. Déi Commission consultative, esou wäit wéi se funktionéiert huet, huet Hiert dozou bäigedroen. De Statsrot, trotz sengen zéng Oppositions formelles, huet a sech awer och eng konstruktiv Attitüd ageholl. Dat alles zesummen, mat deenen dach positiven Diskussiounen an eiser Kommissioun, bréngt dat Resultat, wat virun eis läit a wat engem ka wäitgehend Satisfaktioun ginn.

Et sief mer awer erlaabt, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e puer kritesch Bemierkungen oder Bémolen unzebréngen:

Éischtens emol stëmme mer mam BIT a mam Conseil d'État doriwwer iwwereneen, wat d'Kritik an d'Bedaueren ubelaangt, dass mat dëser Reform den Zäitpunkt verpasst gëtt, de Prinzip vun der Unicitéit ze realiséieren, dat heescht, dee vun enger eenzeger Gewerbeinspektioun, souwuel fir de Privatsecteur wéi fir den öffentleche Secteur, mä och fir d'Indépendanten. Iwwert déi huet eigentlech haut nach kee geschwat, mä déi sinn am loftleere Raum an och déi musse viru sech selwer oft geschützt ginn. Och do gëtt et grave Accidenter a Gesondheetsschied. Och do misst also eppes ënnerholl ginn.

De Privatsecteur, den öffentleche Secteur, d'Indépendanten an enger Gewerbeinspektioun wier méi Effikassitéit engersäits an et wier manner bürokrateschen Opwand op där anerer Säit. Déi Kräfte kéinten also aneschters gebündelt an agesat ginn, fir deene Missioune gerecht ze ginn. Mir hunn also souzesoen e Quantesprong do verpasst, och aus parteipolitesche Iwwerleeungen an och well et net am Koalitiounsprogramm expressis verbis stoung. Wat jo mäi Kolleeg, den honorabelen Alexandre Krieps, ëmmer erëm dozou verleet fir ze soen: Schreift et an Är Wahlprogrammer! Vläicht maacht Dir datselwecht, Här Krieps, an da gesi mer, wat d'Reaktioune sinn.

Jiddefalls menge mer, dass et wichteg wier, dass een déi Diskussiounen do féiert an dass ee kuckt, wou iwwerhaapt iwwerall déi Unicitéit do noutwendeg wier. Dat géif jo och heeschen, an ech soen et nach eng Kéier, dass een deene Kritiken a Meenungen an Oppositions formelles, déi a ville Kommissiounen oder beim Conseil d'État oder bei de Beruffschambere gefouert gi sinn, géif nokommen.

Eis Verfassung gesäit eigentlech de Prinzip vun der Gläichheet vir, a mir missten eigentlech déi sinn, well et do verankert ass, déi dat selwer och respektéieren. Mä mir wëssen aus der rezenter Vergaangenheet bei Gesetzer, déi éineschters ugesprach gi sinn, dass mer et och do net fäerdeg bruecht hunn an een all Kéiers entweder mengt, et géif een eng Regierungskris provozéieren oder d'Gesetz selwer géif net méi zur Ofstëmmung kommen, géif d'Baach eragoen. Dat kann et jo net sinn!

Et ass an deem Sënn, wou ech mer erlaben eng Motioun ze déposéieren, déi net nëmme vun de Majoritéitsparteien ënner-

schriwwen ass. Et freet mech, dass och d'ADR an den Aly Jaerling dat matdroen. Mat där Motioun wëlle mer d'Regierung opfuerderen, endlech de Wee ze begoen, andeem déi néideg Viraarbecht gemaach gëtt, eng Oplëschtung vu bestehende Gesetzer oder vu Projets de loi, déi nach um Instanzewee sinn, wou déi Differenz tëschent Secteur public a Secteur privé ëmmer nach besteet, fir dass een deem Spuk dach iergendwann en Enn ka setzen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg impose un traitement identique des salariés du secteur public, des salariés du secteur privé et des indépendants dans le domaine de la sécurité au travail;

- considérant que la loi du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles a instauré un statut spécifique pour les ressortissants du secteur public;

- considérant qu'un régime d'inspection du travail unique permettrait une réelle harmonisation du fonctionnement du système de prévention et de surveillance en matière de l'application des normes de santé et de sécurité au travail;

- considérant que

le Bureau International du Travail (BIT), dans son audit du système d'inspection du travail du Grand-Duché de Luxembourg de 2002,

le Comité des Hauts Responsables de l'Inspection du Travail (CHRIT), dans son rapport sur l'évaluation du système d'inspection au Grand-Duché de Luxembourg de 2003,

le Conseil d'État, dans ses avis sur le projet de loi portant réforme de l'Inspection du travail et des mines,

la Chambre des Employés privés et la Chambre de Travail, dans leurs avis sur le projet de loi portant réforme de l'Inspection du travail et des mines,

suggèrent tous la mise en place d'un système d'inspection du travail unique;

- considérant que la Commission du Travail et de l'Emploi, dans son rapport sur le projet de loi portant réforme de l'Inspection du travail et des mines, regrette qu'une chance concrète de dépasser une fois pour toutes le clivage entre le secteur public, le secteur privé et les indépendants en matière de protection de la sécurité et la santé au travail ait été ratée;

invite le Gouvernement

- à entamer les discussions préparatoires en vue de la mise en place d'un système d'inspection de travail unique incluant le secteur public et les indépendants;

- à adopter dans l'avenir une approche générale pour tous les domaines qui risquent de différencier entre salariés du secteur privé, salariés du secteur public et indépendants.

(s.) John Castegnaro, Gast Gibéryen, Marcel Glesener, Aly Jaerling, Romain Schneider, Marc Spautz.

Eng zweet Kritik oder de Bémol ass d'Ofschafung vun de Kontrolleren. Mäi Frënd Alexandre Krieps, deen honorabelen, huet elo zum Schluss ëmmer nach vun de Kontrollere geschwat. Neen, Här Krieps, mir schafen déi of! Et gëtt déi net méi! Mir kënne se ëmmer nach esou nennen, nostalgesch kléngt dat dann ëmmer nach gutt, mä mir schafe se of a si ginn ersat duerch Inspekteren. Dat kléngt och vill besser wéi Kontroller, mä domat geet et awer net duer. Ech kommen dorop nach zréck.

Den Ausgangspunkt vun der Ofschafung vun de Kontrolleren ass wéi esou oft d'Fonction-publique-s-Gesetz, d'Gehältergesetz mat alle Komplikatiounen a wou esou Kontrolleren, obwuel se gutt Aarbecht maachen, Friemkierper sinn a bleiwen. Dat soll awer elo verschwannen.

Zweetens, d'BIT-Konventioun…

(Interruption)

Ech si jo nach net fäerdeg, Här Glesener, sidd net esou opgereegt! Hutt Gedold!

Dann d'BIT-Konventioun an -Interventioun, déi seet, mir mussen all Leit, déi an der Inspektioun schaffen, op een Niveau setzen, fir dass se alleguer - den Direkter vill méi, déi aner da manner, awer ëmmerhin - nach vill Rechter behalen, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen, well d'Problematik vun hire Befugnisser ganz enk zesummenhänkt. Mä ech mengen, et sinn elo 13 Kontrolleren, déi bei der ITM beschäftegt sinn. Ech gi gären zou, do sinn der zwee, dräi, déi mam Gehältergesetz a mat de Regelen net a Konflikt geroden, well se aner Schoulcertificaten hunn; mä anerer hu Schwieregkeeten.

Ech wëll einfach zur Geschicht soen, dass eben déi Kontrolleren do vun den national representative Gewerkschafte virgeschloe gi sinn, well se och d'Capacitéit haten, fir déi Funktioun an de Betriber kënnen auszeüben. Hir Aktivitéit war eng ausgezeechent an eng unerkannten Aktivitéit, well se ganz no zu der Realitéit am Betrib waren. Si sinn aus de Betriber komm, si wosste wat an de Betriber géif lafen. Si hu souwuel d'Leit, déi an de Betriber schaffen, kannt souwéi se och d'Chefen oder d'Patronë kannt hunn, a si hunn et fäerdeg bruecht, an hirer Kontrollfunktioun net de béise Kontroller ze spillen, mä an der Regel de Schlichter ze spillen, sech anzesetzen, fir Konflikter, déi entstane sinn tëschent Delegatiounen a Patronen, tëschent Salariéen an dem Patron, op eng ganz einfach Aart a Weis oft vum Dësch ze kréien. Si hunn och ganz vill Informatiounsaarbecht gemaach, déi jiddferengem zeguttkomm ass, dem Patron esougutt wéi dem Salarié.

Bon, elo hëlleft et eis och net vill, wéi dat elo virdru scho geschitt ass, Krokodillstréinen ze verléieren, well dat ofgeschaaft gëtt. Am Endeffekt si mer eis jo alleguerten eens, dass mer net emol derlaanscht kommen, fir et ofzeschafen.

D'Kontrollere mutéieren also elo zu Inspekteren a ginn an Zukunft net méi virgeschloen, mä ginn an Zukunft - an dat ass jo gesot ginn - iwwert den normale Rekrutéierungswee a -methode beim Stat agestallt. Hinne feelt dann déi Praxis, wat den Avantage vun deenen anere war, mä vläicht fënnt een do och Mëttel a Weeër, fir déi nei Leit, déi dann do kommen, méi mat der Realitéit um Terrain bekannt ze maachen, fir dass se méiglechst och déi Qualitéiten do kréien, déi hir Virgänger - d'Kontrolleren, déi jo elo mutéieren zu Inspekteren, déi nach do sinn - souwisou hunn.

Mä d'Gewerkschafte waren asiichteg - meeschtens si se dat souwisou - a si hunn also mat ganz schwéierem Häerzen, mä opgrond vun der Argumentatioun deem misse Rechnung droen.

D'Kritik an d'Bedaueren, wat ech wëll äusseren, dat ass dass all Gutts, wat mer iwwert déi Kontrollere soen, näischt drun ännert, dass hiren Iwwergang an den eigentlechen Apparat, vum Kontroller zum Inspekter an zum Fonctionnaire, also hiren neie Statut dee se da solle kréien, hir Aklasséierung, méi schwéierfälleg ass, wéi de Luef, dee mer vis-à-vis vun hinnen - besonnesch haut, mä och an de leschte Méint - ëmmer ausgedréckt hunn.

Ech hätt mer perséinlech - an ech hunn och intervenéiert, anerer och, an deem Sënn - gewënscht, dass een hätt misse versichen eng méi grousszügeg Léisung an domat och eng Unerkennung fir hir Qualitéiten an d'Bedeitung vun hirer Aarbecht ze fannen, well den Titel an d'Befugnisser vum Inspekter ass eng Saach, d'Gehalt ass eng aner, awer keng onwichteg. Et ass och eng Fro vu Gewiichtung herno an där Verwaltung. Dat fonctionnéiert eben esou.

Mä nach eng Kéier: Déi zimlech starr a stur Gehälterpolitik a Politik vun Aklasséiere beim Stat, wat och mat Egoismus e bëssen ze dinn huet, mécht dat doten net méiglech.

Dat féiert mech awer dozou, e gewëssene Parallellimus haut hei ze soen, nämlech mir haten elo zweemol eng Protestmanifestatioun, eng Kéier vun den Enseignanten an eng Kéier vun de Sozial- a Gesondheetsberuffer, den Educateuren an den Infirmieren, déi jo och erliewen, wéi schwiereg et ass, sech an deem Gehälterwirrwarr do erëmzefannen a wat fir eng Moyenen oft ugewannt ginn, fir dat, wat richteg wier, awer net missen ze maachen.

Dat gesot, wëll ech dann awer och nach Positives ervirsträichen. Och wa mer d'Unicitéit mat dësem Gesetz net realiséieren, gëtt dach awer dann dee Comité de coordination ënnert dem Virsëtz vum Aarbechtsminister realiséiert. Dat gëtt eng Bréck mat engem Koordinatiounsgremium derbäi, dee Suerg soll droen, dass eng gemeinsam an eng geuerdnet Politik an alle Beräicher gemaach gëtt, déi ënnert d'Zoustännegkeet vun der Gewerbeinspektioun oder aneren Inspektiounen, obwuel déi esou net heeschen an der Fonction publique, fält, an dass mer bal e Système national d'inspection domat realiséieren.

Wa mer dann och d'Pluridisziplinaritéit an de Grëff kréien,…

(Interruption)

Dat war gutt! Ech hunn Iech zwee nogelauschtert an ech hunn et honnertmol opgesot an der Tëschenzäit, Pluridisziplinaritéit…

(Interruptions)

Jo, jo, wann ee CGT-President ginn ass, dann huet een och misse kënnen FNCTTFEL soen,…

(Hilarité)

…soss wier een dat och net ginn, an et gëtt nach aner esou Beispiller. Et ass also scho vill verlaangt an…

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Déi Saachen, déi léiert een och nëmmen duerch Widderhuelungen.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Majo, Madame Brasseur, wann et der lauter wéi eis hei géif ginn, da wier PISA och besser ausgefall. Ech weess dat jo!

(Hilarité)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Très bien!

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Mä ëmmerhin, Comité de coordination…

(Interruption)

Natierlech, ech hunn och vun Iech geschwat, Här Haupert!

(Interruptions et hilarité)

Koordinatioun, Système national d'inspection, Pluridisziplinaritéit, national Koordinatioun, alles dat ass jo wichteg, onheemlech wichteg, wann een d'Missioune vun der Gewerbeinspektioun richteg kennt. Et sinn der e puer haut opgezeechent ginn. Mä den Aktiounsradius ass jo vill méi grouss. D'Inspektioun spillt beim Kommodo-Inkommodo eng bedeitend an eng aarbechtsintensiv, opwändeg Roll.

D'Gewerbeinspektioun spillt och beim sougenannte SEVESO, bei der Direktiv, wat mer ëmgewandelt hu virun x Joren, eng bedeitend Roll. Och wann do méi verstoppt gëtt, wéi offegeluecht gëtt. An dat ass e Wonsch, deen ech äusseren: Et misst do vill méi eng automatesch Transparenz bestoen. Bei där SEVESO-Problematik, do geet et ëm d'Sécurité publique, do geet et ëm d'Ëmfeld, mä do geet et och ëm déi Persounen, déi an deene Betriber beschäftegt sinn. Dat ass also näischt vu Geheimniskrämerei, mä dat misst offegeluecht ginn, dass ee sech domat kann auserneesetzen.

De Pavillon maritime ass och eng vun deenen Aufgaben, mat där d'ITM sech muss auserneesetzen. Dann ass genannt ginn: d'Heemaarbecht, den Télétravail, mat där Komplexitéit, déi den honorabelen Här Krieps opgezeechent huet. Natierlech ass dat alles net esou einfach. Mä et muss een awer wëssen, dass ganz vill Aarbecht sech aus de Betriber no heem verlagert. Do kommen ech zréck op dat, wat ech fir d'Indépendantë gesot hunn. Dat gëllt och fir déi doten, dass se sech net selwer iwwerlooss sinn a selwer iwwerhuelen an herno zu jonken Invaliden oder Ausgestoussenen aus der Gesellschaft ginn.

Mä fir et ëmmer erëm ze soen: Déi Aktivitéiten - Santé, Sécuritéit, Preventioun, Informatioun, Interventioun - si bedeitend. An da wëll ech just bescheide soen, dass ee jo och net kann elo trennen a soen, dass dat aneschters wier am Privatsecteur wéi am öffentleche Secteur oder wéi beim Indépendant, mä all déi Problemer sinn eigentlech iwwerall genee déiselwecht. Iwwerall muss geschützt ginn, muss kontrolléiert ginn, muss intervenéiert ginn, a virun allem muss d'Kontroll, déi gemaach gëtt, och iwwerall déiselwecht sinn. Et kéint jo net sinn, dass am Privatsecteur manner oder méi gemaach gëtt, wéi am öffentleche Secteur oder ëmgedréint. Déi Saachen, déi musse garantéiert ginn a garantéiert bleiwen, well am Endeffekt gëtt et jo keen Ënnerscheed, ob ee Salarié do ass oder Salarié anzwousch aneschters.

Da wëll ech just ganz bescheiden un d'Adress vun der DP an hirem Sprecher soen: Et huet keen, wéi mer iwwer Unicitéit geschwat hunn, och nach nëmmen dru geduecht, iwwer e Schläichwee oder eng Hannerdier de Statut unique total anzeféieren! Dat heescht, alles an een eenzege Statut.

(Interruption)

Et gëtt der, déi awer dorun denken. Ech soen dat och, ech gehéieren och zu deenen, mä ech weess, dass dat e bësse méi komplizéiert ass.

(Interruptions diverses)

Mä mir wollten net hei eis d'Fonction publique einverleiben. Dat ass eng Angscht, déi Der hutt. Dir schlooft hënnt bestëmmt vill besser, well Der elo héieren hutt, dass ech dat awer, jiddefalls fir meng Partei, gekläert hunn.

Ech begréissen awer och, dass d'Gewerbeinspektioun ëmmer nach Gewerbeinspektioun, dat heescht ITM, Inspection du Travail et des Mines heescht. Do gouf et jo och e Versuch, fir dat „Mines" ze sträichen. Ech denken do net nëmmen un d'Nostalgie. Ech denken drun, dass mer nach ëmmer Minièren hunn, och wa se de Moment net aktiv sinn. Mir hunn e Musée national des Mines, mir hunn d'Martelenger Schifergrouwen, Stolzebuerg, mir hunn Tunnelen, déi jo och wéi Minne sinn, déi musse kontrolléiert ginn. Also ass déi Bezeechnung weiderhi richteg. Si ass also net falsch…

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Mir hunn och nach 48 Minnen!

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Jo, awer op der Pensiounslëscht. Mä ëmmerhin ass et méi wéi Nostalgie. Et ass noutwendeg an et gehéiert einfach dozou.

Ech wëll och nach eppes aneschters luewenswäert ervirsträichen. Wat bis elo gutt fonctionnéiert huet a mat Sécherheet duerno och nach, dat sinn déi gemeinsam Aktiounen, déi sougenannten Actions coup de poing vun ITM, Police, Douane, Sécurité sociale, wou bewise ginn ass, dass Verwaltunge kënnen zesummeschaffen, wann de Wëllen, emol net de politeschen, do ass. Hei war och de Wëlle vun deenen Administratiounen do, fir et kënnen ze realiséieren.

Déi Actions coup de poing, déi hu villes bewierkt an déi wäerten och an Zukunft villes bewierken, duerch déi Presenz, déi gemeinsam, déi massiv Presenz an duerch d'Tatsaach, dass och all Kéiers Situatiounen dépistéiert ginn, déi falsch sinn, déi net ze toleréiere sinn an déi an der Regel ëmmer op d'Käschte vun de Beschäftegte ginn.

Et geet net duer, dass mer vun Dumping schwätzen. Dat do ass sozialen Dumping. Et gëtt awer och wirtschaftlechen Dumping. Duerfir muss Uerdnung bestoen. Ech hu ganz am Ufank gesot, d'Gewerbeinspektioun huet eng bedeitend Roll wat d'Uerdnung um gesamten Aarbechtsmaart ubelaangt, duerch Kontrollen, och duerch Sanktiounen, wann et net aneschters méiglech ass.

Et ass jo bal net méi ze erdroen, wann een duerch d'Land fiert, wéi vill samschdes an dësem Land ewell geschafft gëtt a Beräicher, wou ee weess, dass eigentlech samschdes net dierft geschafft ginn; an ech nenne stellvertriedend de Bau. A wa mer gläichzäiteg iwwer Problemer an Opträg, déi am Déifbau zréckginn, schwätzen, da froen ech mech: Firwat musse mer dann d'Aarbechtszäit iwwerschreiden? Do ginn natierlech allerhand Brécke gebaut, mä kréie mer dat alles kontrolléiert. Dat kann net am Sënn vun der Saach sinn. An et bleift derbäi: D'Missioun vun der Gewerbeinspektioun ass och déi, fir d'Ausbeutung vun deene Leit, déi schaffen, ze verhënneren.

Ech wëll ofschléissend soen: Eng ITM ass ëmsou méi effikass wéi se och op modern Gesetzer, déi à la base vun allem sinn, zréckgräife kann. Ech soen et duerfir, well d'Delegatiounsgesetz vun Enn de 70er Jore reformfälleg ass, dass Matbestëmmungsgesetzer, besonnesch déi vun de Comités mixtes vu '74 musse reforméiert ginn. Mir hunn do e gewëssene Reformstau. Dee gëtt elo erklärt mat dem Statut unique, dee mer deemnächst hei am Haus diskutéieren a méi wéi sécher och ofstëmme wäerten.

Mä domat ass et net gedoen! Dozou gehéiert iwwregens och d'Ëmsetzung vun der Direktiv „information/consultation", déi sougenannte Vilvoorde-Direktiv, wou elo een neie Projet de loi um Instanzewee ass. Alles dat hëlleft der Gewerbeinspektioun, esou wéi et de Salariéen hëlleft hir Rechter ze kréien, awer och hir Flichten ze kennen, wat eigentlech am Endeffekt jiddfereen arrangéiere muss.

A mir hunn eigentlech alleguer eng bedeitend Reform schonn ewechgestach, esou wéi mer villes ewechstiechen, dat ass de Code du Travail, deen ebe jiddferengem, egal op wat fir enger Säit e steet, ganz vill Transparenz bruecht huet an deen et méi einfach mécht fir ze fonctionnéieren.

Et brauch ee villes, fir ee Ganzt kënnen ze hunn. Et brauch ee politesche Courage. Et brauch een awer och d'Matverantwortung vun de Sozialpartner. An dann huet d'ITM eigentlech eng ergänzend a reguléierend Funktioun an net onbedéngt déi, déi hir oft ugekräit gëtt, déi vun der Police a vun de Sanktiounen.

D'LSAP stëmmt dëst bedeitend Gesetz a mir hu Vertrauen dran, dass déi Verwaltung, dass déi ITM, déi duerno do steet, esou reforméiert wéi mer dat d'nächst Woch décidéiere wäerten, duerchaus an der Lag ass proaktiv ze sinn, duerchaus an der Lag ass deene Missioune gerecht ze ginn. Wann net, da musse mer hir déi Moyenen zur Verfügung stellen, déi se braucht, fir et maachen ze kënnen.

Et ass vum ROI geschwat ginn, vum Règlement d'Ordre Intérieur. Et sinn och nach Règlements grand-ducaux iwwerfälleg. Mäi Wonsch ass deen den Owend, an dat hu mer an der Kommissioun scho gesot, dass d'Kommissioun déi Saache rechtzäiteg virgeluecht kritt, dass se och ka matdiskutéieren. Dat gehéiert einfach dozou. An ech ginn och dovun aus, dass dat kee Problem ass.

Ofschléissend dann nach eng Kéier alleguer deene Merci, déi an iergendenger Form hei mat Hand ugeluecht hunn.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech widderhuelen net alles wat bis elo scho gesot ginn ass, ausser datt ech, wéi all déi aner och, dem Rapporteur Merci soe fir seng Aarbecht als Rapporteur.

Wat mech erstaunt huet wéi ech de Rapport vum Rapporteur gelies hunn - net erstaunt, mä schmunzele gedoen huet -, dat war an de Considérations générales dat Wuert Genèse. An effektiv ass dat scho bal eng ganz Geschicht fir sech déi Genèse vun der Reform vun der ITM, déi ufanks dem 20. Jorhonnert kreéiert ginn ass, an effektiv déi lescht Revisioun - esou wéi een op Sandweiler fiert - vun deem Gesetz war 1974.

Et ass awer schonn 1980 öffentlech driwwer geschwat ginn an och zougi ginn, datt eng Reform noutwendeg wär. Also 1980, dat si keng 15 Joer, dat sinn iwwer 30 Joer, a wann een dann déi Mésaventure iwwersprengt vun deem Avant-projet de loi 1991, da kommen ech direkt op den Audit vum BIT, deen 2001 an Optrag gi ginn ass an 2002 stattfonnt huet a wou och do dann eng ganz Rutsch vu Recommandatioune komm sinn.

Ech denken, datt deen deemolegen a jëtzegen Aarbechtsminister eng ganz Rëtsch vu Recommandatiounen, awer vläicht net genuch, mat op de Wee geholl huet an dunn och de Projet de loi 2003 déposéiert huet.

Verschidden Hürden huet hie missen ëmgoen. Hien huet misse subtil Slalom fueren. Et war vill Schreiwes. Et waren alt eng ganz Rëtsch Reese bis op Genève. Et waren Négociatiounen. Et war awer virun allem och, denken ech, den Avis vum Conseil d'État, gespickt mat Oppositions formelles, esou wéi de Rapporteur dat virdrun hei gesot huet, deen et dozou bruecht huet, datt déi deemooleg oder dës Regierung, zumindest deeselwechten Aarbechtsminister, dann och eng ganz Rëtsch vun Amendementer eraginn huet, laanscht déi dunn och kee méi komm ass a wat dann dozou gefouert huet, datt mer praktesch en neie Projet de loi, wéi dat scho gesot ginn ass, presentéiert kritt hunn.

De Projet de loi ass dunn an dëser Legislaturperiod mat den zum Deel neie Membere vun der Kommissioun erëm op de Métier geholl ginn. Déi ganz Rei vun Amendementer ass duerchdiskutéiert ginn. Mir kruten och eng ganz Rei vu Kritiken, notamment vun de Beruffschamberen. Ech hiewen déi vun der Chambre des Employés privés ervir, well déi ganz kritesch waren - déi hu vläicht och am meeschten domadder ze dinn. An et stëmmt och, datt mer ganz lieweg, interessant a souguer och flott Diskussiounen zu deem Projet de loi an der Chamberskommissioun haten.

Ech wëll am Numm vun onser Fraktioun, der grénger Fraktioun, zu véier Punkte just Stellung huelen, fir am Fong geholl net datselwecht ze widderhuelen, wat gesot ginn ass, wou mir ons deem och kënne ralliéieren, mä ech wëll am Fong geholl ervirhiewen, wou mir nach méi spezifesch eppes wëlle soe respektiv wou mir ons net ralliéiere kënnen:

Dat sinn d'Missiounen an deem alen Artikel 3, d'Organisatioun an deem alen Artikel 8, de faméise Comité de coordination an deem alen Artikel 5, an dann natierlech déi berühmt Definitioun vum Salarié an deem alen Artikel 2.

D'Missioune si kloer. Si sinn och ausféierlech beschriwwen. Si sinn och all noutwendeg. Mir begréissen och déi proaktiv an déi preventiv Descriptioun vun de Missiounen an dësem Projet de loi, virun allem am Domän Sécurité/Santé an och de Motto, wéi de Rapporteur dat och flott beschriwwen huet: Hëllefen, duerno kontrolléieren an da schlussendlech, wann et net méi anescht geet, sanktionéieren.

Ech wëll awer zu de Missioune soen, déi hu sech - an et ass schonn hei ugeklonge vu verschiddene vu menge Kolleegen - méi wéi verduebelt! Den Effektiv huet awer stagnéiert. An ech hunn och den Direkter vun der ITM um Radio héiere wéi hien dann déi international Normen, déi de BIT dann ugëtt, beschriwwen huet, an hien huet gemengt een Inspekter pro 10.000 Concernéiert a mir wären hei zu Lëtzebuerg ongefeier bei der Halschent, vläicht souguer ënnert der Halschent.

Dat erënnert mech och un eng Diskussioun, déi mer nach virun net ganz laanger Zäit an der Kommissioun haten, mä och an der Öffentlechkeet, iwwert dat wat en aneren Audit gesot huet, nämlech dee vun der OCDE am Kader vun der ADEM a par rapport zu den Zuele vun de Placeuren.

Och mir denken, datt vläicht net zum Beschten diskutéiert a verhandelt ginn ass mam Personal, mat de verschiddenen A.s.b.l.en, an datt awer zäheknirschend verschidde Leit nach an der ITM sëtzen. Dat ass natierlech net glécklech. Hätt een net vläicht awer kënnen, sollen oder souguer missen zousätzlech Verhandlungsweeër, Diskussiounsweeër aschloen, fir ee beschtméiglecht Aarbechtsklima ze garantéieren an der ITM, grad déi ITM, déi och dofir suerge soll, datt all déi aner och dat beschtméiglechst Aarbechtsklima sollen hunn? Dat ass eng Fro, déi ech stellen. Mir hunn net genuch Ableck, fir deem kënnen objektiv nozegoen, mä et ass awer e batteren Nogeschmaach.

Wat d'Organisatioun vun der Reform vun der ITM ubelaangt, do haten DÉI GRÉNG vun Ufank u gesot, datt mer dee Projet de loi hei net kéinte matdroen a senger initialer Form - dat heescht, net déi alleréischt, mä déi duerno -, wann d'Reform u sech net am Projet de loi iergendwéi awer beschriwwe wär, dat heescht, wat reforméiert gëtt a wéi et reforméiert gëtt, net bis an dee leschten Detail, mä iergendeppes misst drastoen. Dat heescht, d'Weichestellunge missten am Projet de loi drastoen, an da selbstverständlech misst komplettéiert gi mat engem Règlement grand-ducal.

Ech denken, deem ass - och op Drock vläicht vun eis - Rechnung gedroe ginn. Et hu sech eng ganz Rutsch vu Kommissiounsmemberen där Fuerderung ralliéiert. Ech denken, datt deen alen Artikel, deen d'Organisatioun beschreift, och elo esou agencéiert ass, datt e Règlement grand-ducal an e Règlement d'ordre interne sech eigentlech kéinten dorop praffen.

Ech wëll dat Wuert, wat jiddfereen elo probéiert huet hei ze soen, net nach eng Kéier widderhuelen, mä d'Koordinatioun an och d'Vernetzung tëschent deene verschiddenen Agencen ass eng ganz wichteg Saach, wéi och vum BIT e puermol ënnerstrach ginn ass.

Déi Saache sinn dran enthalen, a mir ginn eigentlech aus vum gesonde Mënscheverstand vun deene Leit, déi d'Règlements grand-ducaux schreiwen, a virun allem vun deene Leit, déi zoustänneg sinn herno fir de Règlement d'ordre interne auszeschaffen, an datt mer doduerch dann och eng effikass an effizient ITM kréien.

Zum Comité de coordination. Also, wann ech zynesch wär, géif ech soen, Här President, dat ass eng gutt Trouvaille, mä elo Spaass bei Säit a seriö: Mir denken och, datt et e wichtegt Instrument ass. Et ass awer keen Ersatz zu enger nach méi wichteger a fundamentaler Ännerung, déi hätt misse geschéien, zu där Reform, déi hätt misse geschéien. Ech kommen nach dorop zréck.

Duerfir och meng gemëschte Gefiller zu dësem Comité, dee mer awer tout compte fait, esou wéi en do ass, begréissen an deem mer och eng glécklech Hand wënschen. Mir wënschen deem Comité de coordination, datt et effektiv eng „success story" gëtt, déi dann och beweist, datt esou Saachen, op déi ech zréckkommen, och méiglech sinn.

Wat ass esou fantastesch an innovativ un dësem Comité? Majo, en extrem couragéisen Amendement gouvernemental huet d'Zesummesetzung vun dësem Comité geännert an huet niewent der ITM, der Division Santé au Travail, der Douane, den Assurancen, dann och de Service national de la sécurité dans la fonction publique dra vertratt. Déi ass elo dra vertrueden, déi ominéis Fonction publique, an dat alles ënnert der eenzeger Tutelle vun deem dann och ganz couragéierten Aarbechtsminister, deen dat da presidéiert.

Dat ass eng Première am Ofbau vun de Beréierungsängschten tëschent dem Secteur privé an der Fonction publique, u sech eng gutt Saach, an dach awer e bëssen en traurege Succès an där ganzer Reform.

Dës Manöver, wann ech et e bësse salopp esou kann ausdrécken, huet et erlaabt, datt de BIT schlussendlech net do euphoresch zougesot huet zu där Combine, mä „dajee alt" gesot huet, an dat domadder och konnt gläichstelle mat där Recommandatioun, déi e ginn hat, nämlech eng Unicitéit an der Reform ze garantéieren.

Dat war och ganz a guer net, wat de BIT awer a sengem Audit recommandéiert hat - initialement! Et war och ganz a guer net, wat de Conseil d'État gesot huet a senge sämtlechen Avisen.

An ech muss och eng Kritik vum Rapport un de Rapporteur maachen, dee schreift: «Le Conseil d'État n'a émis aucune critique à ce propos dans son deuxième avis complémentaire du 23 octobre 2007.» Mä et misst ee méi prezis a méi richteg «aucune critique supplémentaire» soen, well ech denken, datt de Conseil d'État nach ëmmer bei senger Meenung ass, net nëmmen, mä och zu dësem Projet de loi, datt déi Reform eigentlech hätt missen d'Unicitéit beinhalten.

An et ass och ganz a guer net, wat notamment - an zu Recht, denke mir - d'Chambre des Employés privés gefuerdert huet.

D'Definitioun vum Salarié, d'Fonction publique, d'Indépendantë ginn net d'selwecht considéréiert, wéi esou oft, an och - et ass scho gesot ginn - de Pavillon maritime bleift eng Grozon an där ganzer Reform vun der ITM.

Et ass och ganz a guer net esou, wéi praktesch all Member vun der Aarbechterkommissioun sech dat virgestallt hat. Do waren hefteg Diskussiounen a während den Diskussioune ware mer eis och praktesch - och wa jiddferee seng Erklärung ginn huet, firwat dat schlussendlech net méiglech wär -, awer eens, an ech kann dat jo hei vill méi fräi soen, datt eigentlech misst an där Reform vun der ITM d'Unicitéit dra sinn an datt et wierklech eng verpasste Chance ass no esou enger laanger Gestatioun vu 15 Joer, datt et awer net fäerdeg bruecht ginn ass, fir alles ënner een Hutt respektiv an ee Gesetz ze kréien.

Elo kann ee soen, et stoung net am Koalitiounsaccord; elo kann een och soen, et gëtt en Accord salarial an esou, mä d'Regierung an notamment och den Aarbechtsminister hunn eis net méi spéit wéi virun e puer Méint nach hir extrem gutt Verhandlungskompetenze bewisen, andeem eppes, wat net an engem Koalitiounsaccord war a wat huet misse ganz schwéier négociéiert ginn, nämlech de Statut unique, duerchkomm ass. Deen hu mer awer hei elo an engem Projet de loi, wat jo flott ass, wat mir och als extrem courageis an och flott verhandelt fannen, fir elo dat emol ganz einfach ze beschreiwen, also hätt dat heite misse wierklech méiglech sinn. Virun allem, well - an dat ass gutt beschriwwe gi vun engem vu menge Virriedner, ech weess net méi wien - d'Sécherheet an d'Santé op der Aarbecht jo fir jiddfereen déiselwecht sinn, a well een eigentlech...

(Interruption)

Jo, da war et mäi Kolleeg Castegnaro, an dat stëmmt och.

(Interruption et hilarité)

D'Sécherheet an d'Santé op der Aarbechtsplaz si fir jiddfereen d'selwecht, an et kann net sinn, datt, well deen een an deem enge Statut ass an deen aneren an deem aneren - heiansdo schaffe se vläicht och nach an därselwechter Missioun oder hunn eng ähnlech Aarbecht -, dat net beienee kënnt.

Ech muss och soen, datt déi Motioun awer dach enttäuschend fir eis ass. Mir hätten eis dann och an deem Sënn eppes méi Peppeges virgestallt. Et muss ee soen, datt schlussendlech den Elefant vun enger klenger Maus accouchéiert huet. Dat fanne mir net flott an duerfir enthale mir eis bei dëser Motioun - awer net, well mer géint déi gutt Usätz wieren, wa se dann och wäerte geschéien, mä fir eis beschreift déi Motioun éischter «Les chiens aboient, la caravane passe.»

Iergendwa muss d'Politik sech...

(Brouhaha général)

Une voix.- Dir wäert jo net behaapten, den Aarbechtsminister wär eng Karawan!

(Interruptions et hilarité)

Une autre voix.- Et gëtt jo och aner Déieren, déi Karawanen...

(Hilarité)

M. le Président.- Madame Loschetter, loosst lech net duerjerneebréngen duerch...

Une voix.-...duerch Är eege Kolleegen.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Also, iergendwa muss d'Politik sech mat deem extra...

M. le Président.-...duerch Aussoen iwwert d'Zoologie.

(Hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Jo.

Also, iergendwa muss d'Politik - ech kommen erëm zu de seriöe Saachen - sech mat dem Extrastatus vun der Fonction publique ausenanersetzen.

Une voix.- Très bien.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Et kascht natierlech politesche Courage. Ech brauch lech heibannen net ze erklären firwat, mä et geet och ëm d'politesch Éierlechkeet an ëm d'politesch Konsequenz, wéi déi eenzel Parteien, Fraktioun oder Regierunge sech virstellen, dëst Land an Zukunft ze organiséieren, well hei geet et net nëmmen iergendwann ëm d'Cohésion sociale, mä - deux poids, deux mesures - scho bal ëm Apartheid-Verhältnisser.

Et ass carrément ongerecht e Land an eiser atypescher Situatioun vum Aarbechtsmaart an Awunner-Pendler-Bild weider esou ze organiséieren. Net einfach ass et natierlech iwwer Acquisë mat der Fonction publique ze diskutéieren, mä, wéi ech et scho gesot hunn, eng Reform, déi 15 Joer dauert, wou et eigentlech keng Moins-value fir d'Fonction publique gëtt, ausser där vläicht, datt se d'selwecht behandelt gi wéi all normale Stierflechen aus dësem Land an aus der Groussregioun, hätt kënne méi bréngen.

Dës Reform wär och e gutt Beispill gewiescht, fir en Ufank ze maache vun enger kohärenter a gerechter Politik virun allem a Saachen Aarbechts- a Beschäftegungspolitik, fir esou eppes ze initiéieren an eng Richtlinn unzeginn. Mir Gréng wëlle kee benodeelegen, mä mir wäerte konsequent antriede fir eng Gläichbehandlung vun alle Leit am Generellen an alle schaffende Leit zu Lëtzebuerg am Prezisen.

Et ass och schonn hei gesot ginn, mir sinn ëmmer erëm domadder konfrontéiert, virun allem an der Aarbechtskommissioun, well mer do vill mat Direktive vu Bréissel konfrontéiert sinn. Mir sinn och mat en etlech Auditë vun internationalen Institutioune beschäftegt, an do stousse mer ëmmer erëm op déi speziell Organisatioun zu Lëtzebuerg, nämlech datt mer ëmmer mussen en Ënnerscheed maachen tëschent deenen engen an deenen aneren.

Et stëmmt, datt vläicht net nëmmen d'Majoritéitsparteien dee politesche Wëllen a politesche Courage net hunn an datt dat och e Problem ass, mä mir sinn awer net méi bereet, dës ongesond Situatioun fir ons Gesellschaft matzedroen. Dat ass dann och de Grond, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, firwat mir ons zu dësem Projet enthalen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e Wuert vu Merci un de Kolleeg Marcel Glesener. Ech mengen, fir de Kolleeg Glesener, dee laang Gewerkschaftspresident war, laang Gewerkschaftler war, ass dat heite schonn e flotte Moment gewiescht, fir kënne Rapporteur zu engem Gesetz ze sinn, wou hie wahrscheinlech als Gewerkschaftler scho bal Jorzéngte mat dru gekämpft huet, fir datt mer déi Reform hei solle kréien.

Duerfir war et och e bëssen normal, datt haut hei méi Gewerkschaftler erausgeschéckt gi sinn. Souguer d'Demokratesch Partei hat hire Gewerkschaftler haut erausgeschéckt,…

(Hilarité et interruptions diverses)

…fir zu dësem Gesetz ze schwätzen, well et einfach e Gesetz ass, wat laang iwwerfälleg ass. E Gesetz, mengen ech, wou mer haut endlech dozou komme fir d'ITM einfach der Zäit unzepassen.

Ech wëll elo net méi alles dat répétéieren, wat de Mëtteg d'Kolleegen hei gesot hunn. Ech mengen, d'Aarbechtswelt, déi huet sech an där Zäit, wou d'ITM besteet, komplett geännert. D'Gesellschaft huet sech geännert, d'Konditiounen hu sech geännert. D'Zuel vun de Salariéen an d'Zuel vun de Betriber hu sech dramatesch no uewe geännert. D'Ëmweltkonditiounen, d'Belaaschtungen, et ass alles méi komplizéiert ginn. Virun allem, wat mer net däerfe vergiessen, och d'gesetzlech Basissen, souwuel déi national wéi déi europäesch, sinn haut vill méi komplizéiert ginn, wéi dat virun enger Rei vu Joren de Fall war. Duerfir ass et och net méi wéi richteg, datt mer d'ITM dem Zäitgeescht upassen.

Ech wëll nëmmen op zwee Punkten agoen. Dat eent ass de Punkt vun der Motioun, déi hei deponéiert ginn ass, fir eben dohinner ze wierken, datt mer am Prinzip hei am Land nëmmen eng Gewerbeinspektioun brauchen.

Mir hunn elo eng Zwëscheléisung hei, ech géif éischter soen, vläicht eng Iwwergangsléisung als Resultat kritt, wou mer eng national Koordinatiounsinstanz kréien, wat mer allerdéngs och bedaueren. Mä mir wëssen awer, wéi d'politesch Spillregelen hei am Land sinn, datt ee verschidde Saache muss an e puer Schrëtt maachen, déi nawell genausou gutt an engem Schratt gemaach gi wieren.

Et ass schwéier ze verstoen, datt mer hei elo am Fong mussen dat getrennt loossen, obschonn, wéi scho verschidde Virriedner et gesot hunn, d'Sécherheet oder d'Aarbechtskonditioune fir deen een a fir deen anere mussen déiselwecht a genausou wichteg sinn.

Et ass och schwéier ze erklären, datt fir déi Leit, déi an deenen enge Gebaier schaffen, a fir déi, déi an anere Gebaier schaffen, musse verschidde Leit kontrolléiere goen. Et ass schwéier ze erklären, well mer jo elo duerch dëst Gesetz och aus deene Kontrolleren Inspektere maachen, sou datt dat am Fong eng staatlech Verwaltung ass, datt déi Inspektere Fonctionnaire sinn an trotzdeem mer mengen, déi wieren awer net gutt genuch, et missten aner Fonctionnairë sinn, fir eben d'Fonction publique ze kontrolléieren an, géif ech och soen, fir déi Leit, déi op deenen zwou Säite schaffen, zu hire Rechter kommen ze loossen.

Mir bedaueren, datt wéi gesot de BIT, de Conseil d'État sech och an déi Richtung agesat hunn. Wann ech heibannen d'Diskussioun héieren, ass och eng Majoritéit heibannen, géif ech soen, déi et gär gehat hätt. Da musse mer natierlech mea culpa maachen, datt mer zesummen net dee politesche Courage fäerdeg bruecht hunn, fir dat dann och duerchzesetzen, wat eng grouss Majoritéit vun eis heibannen awer géif wëllen.

Duerfir géif ech mengen, solle mer dat heiten dann eben als eng Etapp ugesinn an hoffen, datt déi Motioun, déi mer d'nächst Woch hei unhuelen, bewierkt, datt mer dann awer an Zukunft zu deem engen a wichtege Resultat kommen. An ech mengen, och wa mer esou vill vun administrativer Vereinfachung schwätzen, dann ass dat heite sécherlech eent vun deene schlechte Beispiller, wa mer doriwwer diskutéieren, datt mer dat elo hei nach zweegleiseg wäerten an Zukunft virufueren.

Een zweet Wuert, wat ech verléiere wëll, dat ass iwwert d'Kontrolleren, wat elo Inspektere ginn. Bis elo sinn déi Kontrollere vun den national representative Gewerkschafte proposéiert ginn. Déi Leit hunn an der Vergaangenheet bis haut ëmmer eng gutt Aarbecht gemaach. Dat soll een unerkennen.

Mir wëssen awer och, datt mer haut eben och op Propositioun vum BIT, mä ech géif awer och mengen objektiverweis richteg leien, wa mer soen, datt déi Leit, déi jo awer och vill Pouvoiren hunn an elo nach méi kréien, sollte vereedegt Beamte sinn, Fonctionnairë sinn, déi eng gewëssen Neutralitéit, eng gewëssen Objektivitéit hunn, déi ech deenen aneren net wëll falsch maachen, mä wou een awer ka méi eng Garantie ginn.

Well et muss een awer wëssen, datt virdrun een ëmmer wosst, wann e Kontroller komm ass, datt et awer ëmmer eng Persoun war, déi vun de Gewerkschafte proposéiert war, an datt och duerfir, dat kann ee verstoen, vun der Säit vun de Betriber déi Leit net déi Objektivitéit d'office unerkannt kritt hunn, well gesot ginn ass, si kommen awer aus de Gewerkschaftskreesser, also sti se méi op där doter Säit. Ech mengen, wann een dat Gesetz an all d'Gesetzer, deenen d'ITM ënnerläit, kuckt, da muss een och kënnen no deenen zwou Säiten d'Garantie ginn, datt do eng Onofhängegkeet, eng Neutralitéit vun deene Leit besteet.

Et ass virdrun och hei gesot gi vum Kolleeg Spautz, datt een awer misst kucken, datt déi Leit Betribserfahrung hätten. Dat ass richteg. Ech mengen, déi Leit, déi soss als Kontroller genannt gi sinn, hate sécherlech méi Betribserfahrung, wéi déi Leit, déi mer elo vläicht iwwer en neie Wee, den üblech Wee beim Stat rekrutéieren a fonctionnariséieren.

Mä ech muss awer soen, datt vläicht haut niewent der Betribserfahrung et awer och wichteg ass, datt déi Leit, déi elo Inspektere ginn, déi néideg Formatioun hunn, well d'Gesetzer sinn haut esou komplizéiert ginn. Mir wëssen, datt se haut an de Betriber och Leit vis-à-vis stoen hunn, déi eng héich Formatioun hunn, déi Universitairë sinn, déi Affekote sinn, an dann ass et och wichteg, datt d'Gewerbeinspektioun deene Leit ka vis-à-vis stellen, déi op enger Aenhéicht kënne mat deenen diskutéieren. Ech mengen, dat ass och am Intérêt vun deenen zwou Säiten, datt mer Leit hunn, déi och vun der Formatioun hier op enger Aenhéicht mat deene schwätze kënnen.

Ech menge wat déi Experienz, wou mir elo gesot hunn, déi aus de Betriber komm ass, ubelaangt, do mussen d'Gewerkschafte sech eben esou orientéieren, datt hir Leit, déi an de Betriber Delegéierte sinn, déi Sécherheetsdelegéierte sinn, déi Erfahrung oder déi Suergen oder Problemer, déi se an de Betriber kennen, un déi Inspektere weiderginn. Mä ech fannen et scho richteg, datt mer haut higinn an déi Leit net nëmme fonctionnariséieren, mä datt mer se och an deene verschiddenen Niveauen op eng Aenhéicht setze mat deene Responsabelen aus de Betriber.

An ech fannen et och richteg, datt mer deene Leit, déi elo do sinn, eng Bréck bauen. Ech géif och hei en Appel maachen - ech weess, datt dat schwéier ass -, fir datt ee bei deene Leit soll wierklech versichen, dat, wat se vläicht net u schoulescher Erfahrung - loosse mer esou soen - hunn, awer opgrond vun hirer praktescher Erfahrung zum Deel ze kompenséieren, fir datt mer herno awer wierklech och nëmmen eng Kategorie vu Leit an der Gewerbeinspektioun schaffen hunn.

Ech weess, datt dat - ech hunn et virdru gesot - net esou einfach hei an deem Land ass, fir esou Prozeduren duerchlafen ze loossen, mä ech mengen et wier awer am Interessi vun der Gewerbeinspektioun, wann déi Leit, déi elo schonn esou laang do sinn, net herno am Fong hanner anere Leit stinn, déi elo erakommen, mä datt een do scho géif kucken, datt d'Betribsklima an der Gewerbeinspektioun - dat wier am Interessi, mengen ech, vu jiddferengem - och gutt geregelt wier.

Dat waren am Fong déi zwou Bemierkungen, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi ech nach wollt nodréiglech vun eiser Säit aus hei an d'Debatt mat erabréngen. Ech mengen, et huet kee Wäert, datt ech d'ganz Geschicht, d'Aufgabe vun der ITM an alles dat, wat de Mëtteg elo schonn e puermol hei gesot ginn ass, nach géif widderhuelen; dat géif eis just Zäit huelen, awer näischt Neies der Debatt bäibréngen.

Mir vun eiser Säit sinn op jidde Fall frou, datt dee Projet de loi hei elo endlech kann zur Ofstëmmung kommen. Mir wäerten en och stëmmen. Mir soen alleguerten deene Merci, an der Kommissioun, an der Gewerbeinspektioun an och dem Aarbechtsminister, deen hei keen einfachen Dossier hat, fir déi gutt Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Très bien!

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Och besonnesch dem Här Rapporteur e grousse Merci fir säi Rapport, mä och fir déi Aarbecht an dee Feeling, deen hien hat an der Kommissioun opgrond vun all deene Recommandatiounen an Indikatiounen a Fuerderungen, déi op eis duerkomm sinn, awer mat der Kommissioun zesummen eppes auszeschaffen, wat awer Kapp a Fouss huet, och wann et net an all sengen Detailer jiddferengem entsprécht wéi en et gär hätt, besonnesch mengen ech dat mat der Fonction publique.

Et ass awer esou, dass an deem Gesetz versicht ginn ass trotzdeem eng Kontrollfunktioun iwwert de Minister do ze kréien, esou dass et, wéi et scho gesot ginn ass, een Zwëschewee ass, deen een eben elo muss goen an dann deen nächste muss kucke wéi et weidergeet.

Och Félicitatiounen un déi Leit vun der ITM, well déi jo awer och hu missen e groussen Deel Versteesdemech matbréngen an och e bësse Waasser an hire Wäin hu misse schëdden, wat hir Fuerderungen ubelaangt, mä awer trotzdeem do e gudden Deel dozou bäigedroen huet, dass dat Gesetz awer dat gëtt, wat mer an Zukunft brauchen.

Vu menger Säit aus muss ech natierlech soen, d'ITM kann och nëmmen opgrond vun deene Gesetzer agéieren, déi mir hei stëmmen. Wa mir natierlech hei Gesetzer stëmmen, déi géint d'Interesse vum Salariat sinn, wéi zum Beispill dat Horesca-Gesetz oder dat Gesetz iwwert de Reclassement, ech mengen, do kann d'ITM och kee retten. Do ka se och nëmmen am Kader vun deem Gesetz agéieren.

Dofir sollte mir vläicht, fir der ITM hir Aarbecht méi einfach ze maachen, dann awer och hei emol Gesetzer stëmmen, déi heiansdo am Interesse vun de Salariéë sinn. Dat géif eis och emol gutt zu Gesiicht stoen.

Wat mer awer haut hei gefält, dat ass, dass zum Beispill hei dräi ehemoleg Gewerkschaftspresidente vun deenen dräi gréisste Gewerkschaften hei am Land awer hei hir Zoustëmmung ginn hunn. Da muss dat Gesetz jo awer scho bal e gutt Gesetz sinn, well soss hätten déi hir Zoustëmmung jo natierlech net ginn. Also do kann ee schonn erëm hei weidert Vertrauen hunn an dëst Gesetz, wann esou eminent Salariatsvertrieder hei dann och fir hir...

(Interruptions diverses)

Also, et weess een ni, wou een déi Leit ka brauchen, Här Fayot!

(Hilarité)

Et soll een awer heiansdo emol e puer Blumme schécken, och wann een d'Vas nach kann nogeheien, mä et ass alt...

(Hilarité)

Här President, ech sinn zwar e bëssen erstaunt, dass meng Kolleege vun der grénger Fraktioun sech elo hei bei deem Gesetz enthalen, ebe just opgrond vun deem, dass d'Fonction publique net hei mat abegraff ginn ass. Gutt, dat ass hiert gutt Recht. Ech ka se och verstoen, well mer dat jo alleguer wollten.

Mä wat ech dann awer net verstinn, dat ass, datt elo awer hei versicht ginn ass opgrond vun enger Motioun eben d'Regierung op de Wee ze bréngen, dass dat an Zukunft net méi esou soll sinn, an dass da mengen Informatiounen no awer déi gréng Kolleegen déi Motioun net stëmme wëllen. Dat verstinn ech net an ech mengen do ass nach e bëssen Erklärungsbedarf. Mä do sinn ech awer iwwerzeegt, dat kënne se jo gutt an do kënne mer eis drop verloossen, dass se och do eng Erklärung fannen.

(Interruption)

Ech sinn zwar net vun deene chrëschtleche Feierdeeg ageholl, mä e bësse Chrëschdagstëmmung ass awer heiansdo gutt.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Regierung huet elo d'Wuert, den Här Aarbechtsminister François Biltgen, wann ech gelift.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Dat hei ass ee gutt Beispill, dat heite Gesetz, fir dat wat ech schonn d'lescht Woch gesot hunn zu ville Gesetzer, déi mer am Aarbechtsrecht maachen, ier d'Gesetz hei an der Chamber ass, dass schrecklech vill driwwer diskutéiert gëtt an d'Zeitunge voll sinn, grouss Ausenanersetzunge wéi schlëmm dat alles wär op där enger Säit an op där anerer Säit gëtt do geruddert, a wa mer bis fäerdeg sinn, dann hu mer leider muss ech jo soe keng Unanimitéit, mä e largë Konsensus, wouriwwer ech frou sinn, an da schwätze mer an engem ganz klenge Krees hei iwwer fundamental Reformen, déi awer laang Zäit gebraucht hu fir ze kommen.

Ech wëll och dofir alle Riedner Merci soen, fir d'éischt selbstverständlech och dem Marcel Glesener, deen et fäerdeg bruecht huet am schréftlechen a mëndleche Bericht esou vill zesummenzepaken, dass mer d'Debatten och hei méi kuerz hate wéi een dat hätt kënne mengen. An dat huet och mat sech bruecht, dass all déi Riedner, déi virdru geschwat hunn, deenen ech all och wëll Merci soen, sech op wesentlech zousätzlech Froe beschränke konnten.

Ech wëll e Rappel maachen iwwert d'Geschicht vun deem Projet wéi en hei virläit, well effektiv wéi ech als jonken Aarbechtsminister ugetruede sinn, '99, ech en Avantprojet am Schreifdësch fonnt hunn - et ass net esou wéi wa virdrun net geschafft gi wär -, deen Avant-projet mir awer keng Satisfaktioun ginn huet, well ech der Meenung war, dass mer net méi kënnen elo just eng Reform maache vun eppes wat fréier war, mä dass mer eis mussen auserneesetzen, wat am 21. Jorhonnert op dem Secteur vun der Wirtschaft geschitt, an dass mer net méi eppes maache kënnen, wat dem industriellen Zäitalter ugepasst ass, mä dem postindustriellen Zäitalter.

(Interruption)

A mir haten dunn - an duerfir weess ech genee wéi et ugefaangen huet, dat war am August 2001, et war nodeem ech gewuer gi sinn, dass ech Kriibs hat - Diskussiounen, de Minister an d'Gewerbeinspektioun, an et sinn eng ganz Partie Froen opbliwwen, wou mer net eens gi sinn a wat fir eng Richtung mer sollte goen. A well ech net wosst wéi laang ech déi Zäit géif ausfalen an net wollt dee Projet och erëm eng Kéier esou laang am Tirang leie loossen, hu mer d'Décisioun geholl fir de BIT ze froen, hie soll eis op déi fundamental Froen Äntwerte ginn, well de BIT och, ebe just wat d'Gewerbeinspektioun ass, deen ass, dee se an d'Liewe geruff huet mat der Konventioun N°81.

Doropshin ass eng Tripartitesmissioun op Lëtzebuerg komm an déi Tripartitesmissioun huet eis dann dee Rapport ginn. Dat ass eng gutt Saach fir eis gewiescht an och eng gutt Saach fir de BIT, well de BIT baut zënterhier op deenen Aarbechten op an hie war och ganz frou, dass Lëtzebuerg gefrot huet, hëlleft eis, an dass esou net nëmme Länner, déi keng Gewerbeinspektioun hunn, de BIT ëm Hëllef gefrot hunn. A mëttlerweil sti mir och do, wëll ech wierklech soen, am gudde Buch beim BIT, well mer si gefrot hunn, well mer se largement suivéiert hunn a well eist Beispill och erëm kann en exportabelt Beispill ginn an anere Länner.

D'Method wéi mer dat ëmgesat hu war eng duebel. Mir hu mat de Sozialpartner vill zesummegeschafft, mir haten do e Grupp, an et gouf innerhalb vun der Gewerbeinspektioun och en Aarbechtsgrupp, wou d'Leit all dra vertruede waren.

Dat op wat ech elo nach wëll kuerz agoen, dat sinn dräi Punkten:

Dat Éischt ass deen: A wat fir engem Ëmfeld fonctionnéiert an Zukunft d'ITM?

Dat Zweet: Wéi gëtt se organiséiert?

An dat Drëtt: Wat sinn déi nei Pouvoiren, déi se kritt?

1) A wat fir engem Ëmfeld fonctionnéiert se?

Dat ass emol fir d'éischt d'Sozialpartnerschaft. Dat ass dee Projet, dee mer d'lescht Woch gestëmmt hunn, dee Comité permanent. Do soll gekuckt ginn, dass d'Gewerbeinspektioun net nëmmen als Verwaltung fonctionnéiert an dem Minister ënnerstallt ass, mä mat de Sozialpartner versiche soll eppes ze bewegen. Dat ass also e wesentlecht Element, wat mer d'lescht Woch scho gestëmmt hunn.

Dat Zweet ass dee berühmte Comité de coordination, an et ass richteg, dass de BIT, de CHRIT, de Statsrot an nach vill anerer ëmmer erëm gesot hunn: Eigentlech soll een dat an engem Système d'inspection maachen. Iwwregens fanne mer dat och an Europa erëm an der Direktiv Sécurité/Santé, déi mécht net den Ënnerscheed vun deenen engen oder vun deenen aneren, déi seet: Jiddferee fält drënner. Esou dass ëmmer erëm verlaangt gouf vun där Säit, et soll een een eenzege System maachen.

Elo maache mer awer keen eenzege System aus enger Partie vun Ursaachen. Eng Ursaach ass déi, déi den Alexandre Krieps hei genannt huet, dat ass dat wat "d'old DP" Pacta sunt servanda genannt hätt, nämlech dass ofgemaach gouf mat der Fonction-publique-s-Gewerkschaft, dass si wuel déiselwecht Kritäre kréien, ëmmer déiselwecht Gesetzer mussen applicabel sinn, awer si ginn net vun der Gewerbeinspektioun kontrolléiert, mä vun enger eegener Verwaltung.

Ech soen dat, well ech et jo e bësselchen erstaunlech fannen, wou ee mëttlerweil an der DP "old" an "new DP" matenee fënnt, well wat d'ADEM ubelaangt huet "d'new DP" sech duerchgesat, well och do gëtt et de Prinzip Pacta sunt servanda.

Wat witzeg ass, Här Krieps, Dir hutt et selwer gesot, vu wéini déi Accordë sinn, déi waren an enger Zäit, wou d'DP an der Oppositioun war. Wat d'Netschafe vun Établissements publics ubelaangt, dat war en Accord, dee just den DP-Fonction-publique-s-Minister ofgemaach hat mat der CGFP. Do seet awer d'DP - wat ech ganz gutt fannen, muss ech soen -, majo gitt op en Établissement public, obwuel et just d'DP-Fonction-publique-s-Minister a -Statssekretär waren, déi dee Pakt do ofgemaach haten. Gutt!

(Hilarité)

Ech ginn lech awer nach ee weidert Argument dobäi, wuerfir ech soen: Komm mir kucken elo wat mer maachen. Ech hunn ee Prinzip, deen ech mer ëmmer zu Häerz huelen: À chaque jour suffit sa peine. Wann ech kucke wéi laang ech selwer als Aarbechtsminister dru geschafft hu fir dat heite Gesetz ze kréien a wann ech weess wéi vill dat elo scho fir d'ITM bedeit vun Ëmstellung, da soen ech, komm mir maachen elo dat heiten an da kucke mer weider.

Et ass och an deem Sënn, Här Castegnaro, dass ech déi Motioun absolut kann akzeptéieren, well mir sollen och kucken: Wat bréngt deen neie Comité? Well deen neie Comité ass net esou „anodin" wéi dat ausgesäit. Well et ass ganz kloer, an et ass hei ugeklongen, dass mer Leit hunn a Betriber, déi am Gruef zesummeschaffen, an deen

een huet deen ee Statut an deen aneren huet deen anere Statut, an do muss een da kucken, wie geet dohinner.

Wat mer nämlech musse verhënneren, dat ass, dass keen dohinner geet. An dat ass déi Gefor, déi effektiv am aktuelle System läit, an dofir, deen neie Comité de coordination, dee préfiguréiert emol eng Zesummenaarbecht, déi da vläicht effektiv an enger spéiderer Phas - ech géif soen, dat wär och e Wonsch - a méi engem organiséierte System ass. Mir hunn emol fir d'éischt dat hei geschaf, wat - dat muss ech och soen - och eng grouss Erausfuerderung ass fir den Aarbechtsminister, well deen dat Ganzt elo presidéiere muss. En hätt sech jo kënne méi einfach Jobbe virstellen, mä ech mengen, datt et eng gutt Saach ass, datt mer op dee Wee ginn.

D'Madame Loschetter huet de Problem ugesprach vum Pavillon maritime. Jo, deen ass net mat dran, well do och eng politesch Décisioun ass, datt de Pavillon maritime säi ganz eegene System huet. Do muss ech soen, déi Schëffer leeë seelen zu Mäertert un, esou datt ech awer scho verstinn, datt mer do en eegene System hunn...

(Interruption)

...an en internationale Kontrollsystem opgebaut gëtt, deen op d'Mierer erausgeet.

Wéi gesot, wann ech schonn heiansdo Reprochen héieren, d'Gewerbeinspektioun wär net oft genuch um Terrain, fir ze kucken, wou Steeën iwwert de Weekend net stinn, da sinn ech frou, wa se ka goen, an op där anerer Säit awer muss ech och soen, si kann net alles maachen, soss bräicht se wierklech nach esou vill Leit méi, obwuel se der vill bäikritt huet, an da soen ech och, ech hunn elo léiwer, d'Gewerbeinspektioun geet elo emol hei zu Lëtzebuerg op den Terrain, ier datt se op d'Weltmierer kucke geet - och wann dat vläicht flott wär fir déi jeeweileg Inspekteren.

2) Zweete Punkt, d'Organisatioun vun der Gewerbeinspektioun. Dräi Punkten dozou: Proaktivitéit, Pluridisziplinaritéit an d'Roll vun den Inspekteren.

Proaktivitéit: Och do spillt dee Comité permanent du travail et de l'emploi eng Roll, dee mer d'lescht Woch gestëmmt hunn, dee just soll zum Beispill ofmaachen, datt am Joer 2008 kéinte mer ufänken - hei elo ee Secteur ass, dee mer eis 2008 virhuelen. Elo maache mer eis e Programm vu Culture de sécurité et santé an de Betriber. Mir informéiere mat de Sozialpartner d'Betriber, an da gi mer kucken, an da ginn nëmmen am Endeffekt déi Betriber sanktionéiert, déi net wëllen op deem Wee matgoen.

Dat ass also e wichtegt proaktiivt Element, an et kommen der zwee dobäi: Mir consacréieren hei am Text eppes, wat d'Gewerbeinspektioun scho mécht, nämlech d'Mediatioun, fir mat de Leit ze schwätzen an ze soen: Kënnt Der net am Gudden eens ginn?

D'lescht Woch hu mer jo d'Conciliation individuelle gestëmmt. Och do hu mer also ganz vill Proaktives an net nëmme Reaktives.

Dat Zweet ass d'Pluridisziplinaritéit. Ech ginn do op dat an, wat vu bal alle Riedner hei gesot gouf iwwert de Règlement granducal. Den Här Spautz sot, elo muss e kommen.

Här Spautz, do hu mer just dat gemaach, wat mer eigentlech mat anere Kapen zum Deel schonn ofgemaach haten, nämlech datt mer d'Sozialpartner hei mat abannen, well just d'Sozialpartner hunn - an do waren d'Gewerkschaften an d'Patronatsvertrieder oft enger Meenung - Problemer heiansdo domadder gehat, wéi dann d'Gewerbeinspektioun funktionéiert. Effektiv besteet déi Fro, dass ech muss kënnen uruffen an déiselwecht Äntwert kréien, ob ech am Norden oder am Süden uruffen, well soss sinn déi regional Agencë méi schiedlech wéi nëtzlech. Mir sinn awer all der Meenung, datt d'ITM scho soll dezentral schaffen, mä da mussen d'Äntwerten zentral organiséiert ginn; da muss et eng Linn ginn an der ITM an dat muss da vun uewen erof kommen. Duerfir ass et wichteg, datt dee Règlement grand-ducal kënnt.

Mir waarden do op d'Sozialpartner - déi scho geschafft hunn - an da brénge mer effektiv dee Règlement grand-ducal an, wéi ech et versprach hunn, da komme mer virdrun an d'Chamberskommissioun mam Projet eran. Dee muss jo och nach mat der Gewerbeinspektioun ofgeschwat ginn. Wann dee bis steet, dann ass et vill méi einfach fir d'Direktioun, hiren ROI ze maachen. Dat ass awer wierklech d'Aufgab vun der Direktioun, deen ze maachen, deen organiséiert, wéi si schafft,...

(Interruption)

...net méi, awer och net manner.

Wat wichteg ass am neie Fonctionnement, dat ass, datt d'Leit um Terrain vill méi Pouvoirë kréien. Do ass een Artikel ganz wichteg, dat ass de 614-1, dee seet, datt d'Leit um Terrain ganz vill Pouvoiren hunn, mä ëmmer sous l'autorité d'un membre de la direction oder dem Inspecteur du travail dirigeant.

Wat heescht dat? Majo dat heescht, datt an der Gewerbeinspektioun - an dat gëtt déi gréisste Revolutioun an der Gewerbeinspektioun - engersäits d'Leit vill Pouvoiren hunn, mä dat muss mat uewen ofgeschwat sinn. Dat heescht och, datt déi Leit vun uewe sech net kënne verstoppen iergendwéi, mä datt se mussen disponibel sinn. Et geet duer, datt een op engem Terrain ass a seet: Elo ruffen ech emol deen Zoustännegen un, an da léisst dee mech gewäerden oder och net.

Dat gëtt vill méi en interaktiivt a pluridisziplinäert Verhalen an der Gewerbeinspektioun, wat eben elo net dra war, well deen Eenzegen, dee Pouvoiren hat, den Direkter war. An dee war jo, wéi de BIT dat gesot huet, seelen um Terrain. Elo sinn d'Leit um Terrain, si hu Pouvoiren, mä et gëtt esou organiséiert, datt dat awer an e Ganzt passt. Duerfir ass dee 614-1 de Kärpunkt vum System.

Da sinn d'Inspekteren, déi d'Kontrolleren ersetzen, och eppes Neies. Bis elo sinn nëmmen d'Kontrolleren op den Terrain gaangen. An Zukunft kréie mer vill méi Inspekteren, an do mussen och d'Leit méi op den Terrain goen - vun uewe bis ënnen. Och dat ass also eppes, wat ganz nei ass.

De Marc Spautz huet gefrot: Wat ass mat de Kontrollere vun der ADEM? À chaque jour suffit sa peine. Mir maache jo eng Reform vun der ADEM, an do wäerte mer dee Punkt dann och ugoen.

De Statut vun de Kontrolleren huet de John Castegnaro opgeworf. Dat ass e Punkt, dee mer versicht hunn, esou gutt wéi méiglech ze léisen, an esou ze léisen, wéi de BIT eis et virgeschriwwen huet, nämlech ze soen, de System gëtt ofgeschaf, well de System hat net d'Apparence vun der Indépendance; well Dir wësst jo, wéi et funktionéiert huet: D'Gewerkschaften hunn dem Aarbechtsminister zwee Nimm virgeluecht, da konnt den Aarbechtsminister deen erauswielen, an en huet ëmmer deen éischte geholl. Heiansdo huet et ëm ënnert de Fangere gebrannt, fir deen zweeten ze huelen.

(Interruption)

Dat hätt de Gewerkschaften normalerweis net gefall...

(Interruption)

...an dann hunn d'Gewerkschafte misse bestätegen - wat se ëmmer gemaach hunn - an dann ass dee komm.

Wat een natierlech och muss wëssen: Déi Kontrolleren, dat ware jo Leit, déi um Terrain geschafft hunn, déi haten oft keng Schoule gemaach. Dat huet herno geännert, mä dat ware Leit, déi opgrond vun hirer gewerkschaftlecher Aktivitéit och ganz vill gesonde Mënscheverstand matbruecht hunn. Déi wären, wa se beim Stat agestallt ginn, an de Graden 2, 3, 4 oder esou weider agestallt ginn. Si sinn awer hei automatesch an den 8bis komm, mä als Employé, wou se keng Pouvoiren haten.

Wat mer elo gemaach hunn, dat ass ze soen, déi Leit dierfen awer och näischt verléieren, déi géifen dat also consolidéiert kréien. Dat ass eben e bëssen de Problem - do huet den Här Castegnaro Recht - vun der aktueller Schwéierfällegkeet, fir oppe Carrièren ze maachen, mä déi Leit kréien elo Pouvoiren, si gi fonctionnariséiert a verléieren awer näischt par rapport zu deem, wat se virdrun haten.

Ech muss soen, datt dat jo länger Diskussioune waren, well mir hate jo eng Commission jointe och mat der Commission de la Fonction publique, wou gesot ginn ass: Woufir maacht Der hei eng aner Fonctionnarisatioun wéi soss beim Stat? A wann Der d'Chambre des Fonctionnaires publics gelies hutt, dann hunn déi dat och gesot.

Awer hei hu mer gesot, majo hei geet et net dorëm, en Employé ze fonctionnariséieren, hei gëtt eng Carrière duerch eng nei Carrière ersat, an dann ass et awer richteg, datt déi Leit elo wierklech deenen anere gläichgestallt ginn.

De Marc Spautz huet gefrot nom Recrutement. En huet do gesot, mir sollen och an Zukunft der Experienz Rechnung droen. Dat steet am Artikel 5. Am Artikel 5 steet, datt mer kënnen - dat ass eng Kann-Bestëmmung - Leit rekrutéieren nom Avis vum Comité permanent du travail et de l'emploi a Kritären opsetzen, an datt do kann der Experienz Rechnung gedroe ginn.

De Gast Gibéryen huet gefrot: Mussen déi Leit net och méi mat Spezifissitéite rekrutéiert ginn? Och dat steet am Gesetz. Dat ass den Artikel 3, Paragraph 2, datt mer kënnen e Règlement grand-ducal maachen, wou mer net nëmmen déi üblech Froe stellen, déi ee muss hu fir bei de Stat ze kommen, mä wierklech och méi kucken, wat d'ITM brauch, wa se Leit wëllen astellen. Also, do hu mer Méiglechkeete fir deenen zwee Souciën, déi do komm sinn, Rechnung ze droen.

3) Dann drëtten a leschte Punkt: d'Pouvoiren. Ech hunn dat eent scho gesot: An Zukunft kënnen d'Leit um Terrain selwer intervenéieren, wat se bis elo net konnten. A wat ganz wichteg ass, sinn déi Sanctions administratives. Déi net geholl ginn, wann ee géint d'Gesetz verstéisst, well do gëlle jo d'Peines pénales, an da geet den Dossier op de Parquet, mä hei ass et esou: Wann den Inspekter seet zum Beispill, deng Stee hei ass kromm - wat ëmmer erëm virkënnt, mir fannen ëmmer kromm Steeën - an elo gëtt däi Schantjen zougemaach an du hues esou vill Zäit, en Dag oder zwee, an da kommen ech nach eng Kéier kucken a wann dann d'Stee nach ëmmer kromm ass, dann huet den Direkter d'Méiglechkeet eng Amende administrative ze verhänken, wou den Direkter muss eng gewësse Latitude hunn.

Dir hutt gesot: Jo, wéi geet dat dann elo? Do kënnt herno Gutdünken eraus! Hei ass et jo och esou, datt et Recours gëtt. Wann elo géif den Direkter vun der Gewerbeinspektioun hei à la tête du client verfueren, da géif d'Geriicht séier do agräifen, an duerfir ass effektiv eng Aufgab, déi d'Direktioun sech muss ginn, déi, sech selwer eng gewësse Richtlinn ze maachen, well, wa se eng Kéier engem wéinst enger krommer Stee esou eng Amende gëtt, jo da ka se net deem aneren dat Zéngfacht oder nëmmen d'Halschent dovunner ginn. Dat heescht, do muss sech innerhalb vun der Gewerbeinspektioun eng gewësse Latitude astellen an och ee gewëssent Regelwierk muss sech gi ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot sinn ech ganz frou, datt Der esou massiv fir dat Gesetz stëmmt, och wann et net haut de Fall ass, mä dann d'nächst Woch, wou ech leider am Ausland wäert sinn, mä d'Haaptsaach ass, d'Gesetz gëtt gestëmmt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn elo um Schluss vun eisen Debatten ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 18., 19. an 20. Dezember.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.04 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications pages 163-164

Ordre du jour page 164

Question urgente N°2162 de M. Félix Braz relative à l'affaire Bommeleeër page 164

5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)
- Discussion générale pages 164-183
- Vote et dispense du second vote constitutionnel page 184
- Motion page 184

Ordre du jour page 183

Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le Kosovo à l'issue du Conseil «Affaires générales et Relations extérieures» (CAGRE), suivie d'un débat pages 184-186

5692 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements page 187

Dépôt d'une motion par M. Claude Adam page 187

Question avec débat N°29 de Madame Claudia Dall'Agnol au sujet du carnet de l'habitat pages 188-189

Question avec débat N°27 de M. Henri Kox au sujet de l'aménagement du site de la WSA (Warehouse Service Agency) et de la stratégie gouvernementale en matière de développement du secteur de la logistique pages 189-190

Débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité (Études PISA et PIRLS 2006) pages 190-199

5239 - Projet de loi
a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines
b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail
c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail pages 199-206

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1926	M. Marc Spautz	Mise en place du processus de Bologne
1938	M. Roger Negri	Crise sur le marché hypothécaire américain
1975	M. Gilles Roth	Garantie de rémunération des agents de la fonction publique atteints d'une incapacité de travail partielle pour exercer leur dernier poste de travail
1998	M. Laurent Mosar	Distribution de publications dans les lieux publics
2028	M. Claude Meisch	Appel de candidatures sous forme de projet Partenariat Public Privé concernant le campus scolaire de Mersch
2043	M. Lucien Clement	Site de Luxexpo
2046	M. Félix Braz	Procédure de versement effectif des dotations européennes - Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI)
2051	M. Claude Adam	Mise à disposition de matériel pédagogique, informatique ou sportif par de grandes marques
2058	M. Marcel Oberweis	Nombre d'inscriptions pour la rentrée académique 2007/2008 dans la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication
2062	M. Roger Negri	Difficultés d'accès au plateau de Kirchberg
2063	M. Roger Negri	Paiement de la rémunération équitable pour prêt public
2066	M. Xavier Bettel	Service d'autobus nocturne de type «Night Rider»
2068 cf. 2069	M. Félix Braz	Retards des autobus en provenance de l'est du pays dû à un manque d'un couloir pour autobus à la hauteur de la station de contrôle pour automobiles à Sandweiler (lignes 150, 151, 160, 194 en provenance de Remich et Ahn)
2069 cf. 2068	M. Félix Braz	Retards des autobus en provenance de l'est du pays dû à un manque d'un couloir pour autobus à la hauteur de la station de contrôle pour automobiles à Sandweiler (lignes 150, 151, 160, 194 en provenance de Remich et Ahn)
2072	M. Jean-Pierre Koepp	Décharge du Sidec
2073	M. Jean-Pierre Koepp	Réalisation d'une étude sur le tourisme au Luxembourg et les agences touristiques luxembourgeoises à l'étranger
2074	M. Jean-Pierre Koepp	Stationnement des camions de livraison
2075	M. Carlo Wagner	Pont frontalier de Remich
2077	M. Marcel Oberweis	Rapport du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables
2080	M. Laurent Mosar	Lancement de la télévision numérique (IPTV) par les P&T
2082	M. Claude Adam	Embauche d'un enseignant luxembourgeois auprès du «Haus am Wehrborn»
2083	M. Henri Kox	Contrôle de conformité aux normes CE des produits importés
2085	M. Aly Jaerling	Carte Jumbo
2087	M. Xavier Bettel	Train d'atterrissage des avions du type Q400 du constructeur d'avions Bombardier
2088	Mme Claudia Dall'Agnol	Antennes mobiles du service d'aide médicale urgente (SAMU)
2089	M. Jean Huss	Retrait d'un médicament du marché par le producteur Bayer
2092	M. Alexandre Krieps	Introduction du dépistage moléculaire par technique VHP-ADN
2094	M. Alexandre Krieps	Communiqué de presse du 6 novembre 2007 relatif à la présentation de l'agence de promotion «Luxembourg for Business»
2095	M. Marcel Oberweis et M. Laurent Mosar	Installations de biogaz
2098	M. Laurent Mosar	Impact sur la place financière des fonds d'investissement spécialisés
2100	M. Félix Braz	Demandeurs d'asile venant du Nigeria
2101	M. Laurent Mosar	Procédure de perception des cotisations de la Chambre de Commerce
2103	M. Aly Jaerling	Reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency)
2104	M. François Bausch	Code de déontologie pour les agents de l'État et émoluments revenant aux fonctionnaires pour l'accomplissement de leur mission dans les conseils d'administration
2107	M. Xavier Bettel	Attribution de l'autorité parentale (article 380 alinéa 1er du Code civil)
2126	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Vaccin contre les infections à HPV (anti-Papillomavirus Humain)

Question 1926 (14.08.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **mise en place du processus de Bologne:**

Le processus de Bologne vise à mettre en place un espace européen de l'enseignement supérieur à l'horizon de l'année 2010 à travers trois objectifs principaux: l'introduction d'un diplôme de premier cycle et de second cycle dans tous les pays, l'introduction d'un système de transferts de crédits (ECTS) et enfin l'élimination des obstacles à la mobilité des étudiants et des professeurs.

Concernant le premier objectif, à savoir la mise en place d'un système universitaire fondé sur deux cycles, il y a lieu de noter que le premier cycle est destiné à permettre l'accès au marché de l'emploi, alors que le deuxième cycle moins général permet aux étudiants d'approfondir les connaissances acquises lors de l'accomplissement du premier cycle ou bien d'acquérir une formation interdisciplinaire.

Le Luxembourg a résolument adhéré aux principes du processus de Bologne en les inscrivant dans la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. D'ailleurs depuis la rentrée 2005, l'enseignement de l'Université du Luxembourg est organisée selon les principes du bachelor et du master et en juin/juillet 2008, les premiers «bachelors» luxembourgeois seront remis aux étudiants.

Or, ces mêmes étudiants et leurs familles commencent à se poser des questions concernant la reconnaissance de leur diplôme et leur valeur sur un marché du travail qui n'a pas encore intégré les modifications profondes intervenues au niveau de l'enseignement supérieur et qui, à terme, aura des répercussions sur l'organigramme des carrières. Il suffit de lire les annonces de vacances de postes dans les journaux pour se rendre compte. La plupart des annonces continuent à exiger une formation Bac+4. Certaines exigent que les candidats à un poste donné soient titulaires d'un diplôme d'études universitaires sans spécification aucune. Or, tant le bachelor que le master sanctionnent des études universitaires. S'il est vrai que les premiers «bachelors» luxembourgeois ne sont remis que l'année prochaine, de sorte qu'une référence aux titres et diplômes antérieurs au bachelor et master dans les annonces est encore justifiée, il n'en demeure pas moins que le système BMD (bachelor, master, doctorat) a été mis en place il y a quelques années déjà, voire que certains pays et notamment certaines universités n'ont pas attendu le processus de Bologne pour proposer à leurs étudiants un enseignement basé sur deux cycles et sur un système de crédits. Ainsi par exemple en Allemagne, les «Fachhochschulen» et les universités et entités assimilées (Kunst- oder Musikhochschulen) proposent un tel enseignement depuis 1998!

Le fait que les différents pays engagés dans le processus de Bologne ont parfois des interprétations divergentes en ce qui concerne la valeur des différentes formations n'est pas pour rassurer les étudiants. Ainsi par exemple est-il admis en Belgique que le bachelor académique remplace les anciennes candidatures qui dans le système français équivalaient au DEUG. Or, en France, le premier cycle est censé remplacer l'ancienne licence. Quant au master français qui se décline en deux finalités, à savoir une finalité de recherche dont le débouché normal est la préparation d'un doctorat et une finalité professionnelle qui prépare à la vie professionnelle, il n'est pas rare de lire que ces deux masters auraient vocation à remplacer les anciens DEA et DES. Or, ces diplômes étaient obtenus à la suite de la maîtrise et non de la licence. Partant, le master devrait équivaloir plutôt à l'ancienne maîtrise qu'à l'ancienne licence. D'ailleurs, les français admettent que le nouveau système vise à revaloriser la licence au détriment du DEUG et de la maîtrise.

La confusion est d'autant plus grande que l'accès à certaines professions est strictement réglementé et que les textes y relatifs continuent à se référer à un système universitaire et à des titres totalement dépassés. Il en est ainsi par exemple de la profession d'avocat qui est régie par la loi 10 août 1991. Aux termes de cette loi, l'avocat doit être titulaire d'un diplôme délivré par une faculté de droit au terme d'études universitaires d'au moins quatre ans. Actuellement, faute d'un cadre légal qui reflète les modifications survenues au niveau de l'enseignement supérieur, les aspirants avocats doivent être détenteurs d'un master pour pouvoir être admis à la formation complémentaire en droit luxembourgeois allongeant de ce fait les études d'une année, ce qui n'est pas sans conséquences tant au niveau des frais engagés par les étudiants et leurs familles qu'au niveau des bourses à accorder sans parler d'une entrée de plus en plus tardive sur le marché de l'emploi.

À noter dans ce contexte que des discussions sont en cours pour trouver une solution à la situation actuelle, solution qui pourrait prendre par exemple la forme de la mise en place d'un master ou d'une formation professionnelle de deux à quatre semestres à la suite d'un bachelor académique en droit et qui intégrerait l'actuelle formation complémentaire en droit luxembourgeois.

À moins d'un an de la remise des premiers bachelors par l'Université de Luxembourg, il n'est pas non plus clair quelle sera la place dévolue aux détenteurs de bachelors et de masters académiques dans l'organigramme actuel de la fonction publique.

Au vu des développements qui précédent, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il serait utile de clarifier le plus rapidement possible la situation en précisant davantage la valeur des différents diplômes et des débouchés auxquels ils peuvent mener voire en menant avec les portes paroles des différentes professions réglementées des discussions pour voir comment il est possible de concilier le nouvel système d'enseignement universitaire avec les exigences des professions concernées?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il y aurait également lieu, une fois la situation clarifiée au niveau des définitions et débouchés, de lancer une campagne d'information à destination des chefs d'entreprises, directeurs de sociétés ou responsables des ressources humaines afin de les habituer le plus rapidement possible aux changements intervenus au niveau de l'organisation des études universitaires et leur permettre ainsi de mettre en place un organigramme des carrières qui tienne compte de la nouvelle donne en matière de formation universitaire?

- Comment le Gouvernement entend-il intégrer les nouveaux diplômes dans la fonction publique?

Réponse commune (12.12. 2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire N°1926 du 14 août 2007, l'honorable Député, Monsieur Marc Spautz, désire savoir du Gouvernement s'il n'entend pas clarifier rapidement la nouvelle situation des diplômes générée par le processus de Bologne et préciser davantage la valeur des différents diplômes et débouchés auxquels ils peuvent mener, s'il n'estime pas devoir lancer une campagne d'information à ce sujet aux chefs d'entreprises, directeurs de sociétés ou responsables des ressources humaines, et finalement comment il entend intégrer les nouveaux diplômes dans la fonction publique luxembourgeoise.

Pour ce qui est de la question relative à la valeur des diplômes, il convient de noter que la restructuration de l'enseignement supérieur européen en trois niveaux sanctionnés chacun par un grade a été conçue de manière à offrir un accès au marché du travail aux détenteurs de chacun des trois grades. Ces trois grades font l'objet d'une inscription au registre des titres de l'enseignement supérieur et sont donc formellement reconnus par les autorités luxembourgeoises. Les débouchés pour les détenteurs de ces grades sont fonction de l'offre et de la demande sur le marché du travail.

Pour ce qui est des professions réglementées, et pour autant qu'elles tombent sous l'homologation, il y a lieu de noter que seront appliqués les critères retenus pour l'accès à la carrière supérieure de la fonction publique. Par ailleurs, la directive 2005/36 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles prévoit des reconnaissances automatiques.

Concernant l'information aux employeurs, il y a lieu de noter que lors de la Foire de l'Étudiant 2007, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a organisé des Assises sur le Processus de Bologne et l'emploi et que les Actes de ces Assises serviront de base de discussion lors des entretiens que Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche entend mener avec les employeurs, dans le courant du premier trimestre de 2008.

En ce qui concerne l'accès à la fonction publique, le Gouvernement en Conseil a décidé dans sa séance du 26 octobre 2007 d'organiser pour le moment l'accès à la carrière supérieure auprès de l'État par rapport à des diplômes de master sanctionnant une formation spécifique. En d'autres termes, la politique de recrutement actuelle de l'État-patron devra se faire sur la base de profils professionnels bien déterminés et des masters correspondants. Ceci vaut pour l'ensemble de la fonction publique, donc tant pour l'administration que pour l'enseignement.

Par ailleurs, le Gouvernement a jugé utile également, avant de prendre des décisions définitives à ce sujet, de mener une réflexion avec les milieux concernés sur la place à réserver aux titulaires d'un bachelor au sein de la fonction publique, et ce tant au niveau des carrières qui leur seront ouvertes qu'à celui de la rémunération à laquelle ils pourront prétendre à l'avenir.

Parallèlement, et conformément à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004, la commission déjà en place et qui est appelée à présenter ses conclusions concernant une éventuelle révision de la structure des traitements, est appelée à finaliser ses travaux.

À titre d'information, il peut être ajouté que, dans le contexte des travaux d'adaptation des textes de loi et de règlements d'exécution à entamer prochainement afin de les mettre en conformité avec les exigences du processus de Bologne, il sera aménagée une période de transition pour permettre à tous les étudiants engagés dans des études universitaires avant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation de pouvoir terminer leur cycle d'études respectif sur la base des anciennes dispositions valables à l'heure actuelle.

Question 1938 (21.8.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **crise sur le marché hypothécaire américain:**

Depuis quelques semaines, la crise sur le marché hypothécaire américain déconcerte les investisseurs dans le monde entier et commence à ébranler sérieusement les marchés financiers internationaux. La situation s'est aggravée à tel point que la Banque centrale américaine s'est vue obligée de réduire son taux de refinancement d'un demi point de pourcent ce vendredi.

- Au vu de cette évolution plutôt inquiétante, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget dans quelle mesure la place financière du Luxembourg est touchée par cette crise? Plus précisément, j'aimerais connaître le nombre d'OPC fermés en raison de la crise, ainsi que le montant des avoirs d'investisseurs privés et institutionnels ainsi bloqués? Monsieur le Ministre dispose-t-il de données renseignant sur le degré d'implication des banques de la place dans la titrisation et le négoce de prêts hypothécaires de la catégorie dite «subprime»? Est-ce que Monsieur le Ministre estime que dans la foulée de la crise américaine, il faut craindre un ralentissement voire un infléchissement de l'activité sur notre place financière? Par ailleurs, j'aimerais savoir s'il faut s'attendre à des moins-values de recettes budgétaires au cours du deuxième semestre 2007, notamment au niveau de la taxe d'abonnement prélevée sur les avoirs des fonds d'investissement domiciliés au Luxembourg? Quelles en seront les conséquences pour l'établissement du budget de l'État pour l'exercice 2008?

- De même, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre du Logement si selon son appréciation, la crise sur le marché hypothécaire américain risque de déborder sur le marché immobilier européen, dans la mesure où les taux d'intérêt ou les conditions d'octroi de prêts hypothécaires évolueront en défaveur des (futurs) débiteurs? Vu les prix extrêmement élevées de l'immobilier résidentiel au Luxembourg et la situation de fort endettement de nombreux ménages privés qui en résulte, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre ne craint pas l'éruption d'une crise similaire au Luxembourg, avec toutes les conséquences financières et sociales que cela pourrait engendrer?

Réponse (18.12.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Appréciation générale

Sur base de la situation connue à l'heure actuelle, il est permis d'affirmer que l'impact de la crise du marché du «subprime» sur la place financière luxembourgeoise reste limité tout en ayant augmenté les incertitudes. Ce constat n'est pas propre à notre place financière. Il est partagé au sein des comités internationaux des autorités de surveillance (Comité de Bâle, CEBS ou CESR). Une évaluation sérieuse de l'impact de cette crise sur l'Europe et sur le Luxembourg ne peut toutefois être faite avant de connaître au moins les résultats des établissements financiers de l'année financière 2007. Voilà pourquoi, au niveau de l'UE aussi bien qu'au niveau international dans le contexte du «Forum pour la stabilité financière» des conclusions pour la marche à suivre ont été commandées pour le printemps 2008.

Impact sur le budget de l'État

La crise aura certaines répercussions négatives sur les résultats des banques et des OPC, et donc sur les recettes de l'État.

Impact sur le marché immobilier européen

Étant donné que le marché immobilier européen en général, et luxembourgeois en particulier, présente des caractéristiques fort différentes du marché américain, sur lequel les conditions pour l'octroi d'un crédit hypothécaire sont beaucoup moins strictes, il n'y a pas lieu de craindre un débordement de la crise américaine sur le marché immobilier européen.

Question 1975 (13.9.2007) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **garantie de rémunération des agents de la fonction publique atteints d'une incapacité de travail partielle pour exercer leur dernier poste de travail:**

Les salariés ne tombant pas sous le statut du fonctionnaire public et qui par suite de maladie prolongée ou d'infirmité présentent une incapacité pour exercer leur dernier poste de travail, bénéficient soit d'un reclassement interne, soit d'un reclassement externe en application de la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle. L'État par le biais du Fonds pour l'Emploi prend en charge l'indemnité compensatoire représentant la différence entre l'ancienne rémunération et la nouvelle rémunération.

Selon mes informations une solution pareille n'existerait actuellement pas pour les agents de la fonction publique qui peuvent bénéficier dans certaines conditions d'un congé thérapeutique mais dont la durée, prolongation comprise, serait limitée à douze mois. Au-delà de ce délai il n'existerait que l'option d'une mise à la retraite pour cause d'invalidité sinon un congé à temps partiel avec évidemment une diminution correspondante de la rémunération.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Est-ce que le Gouvernement peut confirmer cet état des choses?

2. Dans l'affirmative, est-ce que des modifications de la législation applicable aux agents publics sont envisagées afin de remédier à cette situation?

Réponse (20.12.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire N°1975 du 13 septembre 2007, l'honorable Député Monsieur Gilles Roth désire savoir du Gouvernement si les fonctionnaires et employés tombant sous le régime de pension des fonctionnaires de l'État bénéficient, par suite de maladie prolongée, d'infirmité ou d'usure et présentant une incapacité pour exercer leur dernier poste de travail, des mêmes avantages en termes de reclassement que les employés de l'État non admis au régime de pension des fonctionnaires ou encore les salariés du secteur privé régis par le Code du Travail (livre V titre V relatif à l'emploi de travailleurs incapables d'occuper leur dernier poste de travail).

En réponse à votre question, je voudrais d'abord présenter les procédures de reclassement, de congés de maladie partiels, et de réintégration existant à l'heure actuelle dans la fonction publique et applicables exclusivement aux agents tombant sous le régime de pension des fonctionnaires de l'État.

L'article 51 de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État ainsi que l'article 72 de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois prévoient le principe du reclassement. Ils disposent que lorsque la Commission des pensions a constaté qu'un fonctionnaire est, par suite de blessures, d'accidents ou d'infirmités, hors d'état de continuer son service, mais qu'elle l'a déclaré propre à occuper un autre emploi dans l'administration, l'intéressé est considéré comme étant en congé provisoire pour une durée qui ne peut pas dépasser trois mois.

Dans l'intervalle, le Ministre ayant dans ses attributions l'administration dont relève le fonctionnaire prend l'initiative en vue d'une nouvelle affectation de l'intéressé. Si à l'expiration du congé l'intéressé n'a pas été chargé d'un autre emploi, le Gouvernement en Conseil décide, endéans un nouveau délai d'un mois, de la nouvelle affectation de l'intéressé au vu de ses aptitudes et qualifications. La nouvelle affectation peut consister en un changement d'emploi au sein de son administration d'origine ou en un détachement.

Il est cependant à préciser que ce mécanisme ne prévoit pas la réduction de tâche assortie d'une compensation financière. Néanmoins, l'article 6 paragraphe 2 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État garantit au fonctionnaire ayant fait l'objet d'un changement d'emploi ou d'un détachement le bénéfice de son traitement antérieur.

Ensuite, il y a lieu de relever que les articles 2 section IV de la loi modifiée du 26 mai 1954 et 67 section IV de la loi modifiée du 3 août 1998 disposent que lorsqu'au cours d'une période de douze mois un fonctionnaire a été absent pour cause de maladie pendant six mois consécutifs ou non, le Ministre du ressort est tenu de saisir le médecin de contrôle pour examiner le fonctionnaire. Si le médecin estime que le fonctionnaire est atteint d'infirmités graves et permanentes et que par conséquent les absences partielles de service pour cause de maladie sont justifiées, une prolongation ultérieure de la décharge partielle est possible. Ces «congés de maladie partiels» ainsi accordés ne peuvent cependant pas dépasser la période de six mois à compter depuis la première intervention dudit médecin. À l'expiration de ces congés de maladie, le fonctionnaire est tenu de reprendre son service normal. Si à la fin du dernier de ces congés ainsi accordés le médecin estime que le fonctionnaire n'est toujours pas rétabli, il transmettra le dossier à la Commission des pensions en vue de l'application de la procédure de mise à la retraite.

Une dernière procédure prévue par les articles 18 de la loi modifiée du 26 mai 1954 et 74 de la loi modifiée du 3 août 1998 donne la possibilité au fonctionnaire d'être réintégré dans l'administration dans les dix années qui suivent la mise à la retraite pour inaptitude professionnelle si les causes de l'admission à la retraite ont cessé d'exister. Plus précisément, ceci veut dire qu'au cours des dix premières années qui suivent l'allocation de la pension, le Ministre de la Fonction publique peut demander à la Commission des pensions le réexamen du cas d'un fonctionnaire mis à la retraite pour inaptitude physique, au cas où il estime que les causes de l'admission à la pension ont cessé d'exister. La même faculté appartient au fonctionnaire; sa demande doit cependant être appuyée d'un certificat médical circonstancié.

Lorsque la commission décide que les causes de l'admission à la pension ont cessé d'exister, l'intéressé est réintégré dans l'administration. L'article 6 paragraphe 2 de la loi modifiée du 22 juin 1963 précitée règle, encore une fois, la question du traitement de réintégration dans le sens d'une garantie du traitement antérieur.

En réponse à votre deuxième question, je voudrais vous informer que le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative est en train d'évaluer, au vu des cas spécifiques qui se sont présentés au cours des dernières années, le système prédécrit pour voir s'il répond aux besoins effectifs.

Question 1998 (21.9.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **distribution de publications dans les lieux publics:**

Suivant des informations parues dans la presse, une nouvelle publication gratuite «L'essentiel» sera lancée à partir du 10 octobre prochain dans notre pays. Cette publication serait distribuée dans les gares, arrêts de bus, bus, administrations et entreprises. Cette forme de distribution dans les lieux publics inédite jusqu'à ce jour dans notre pays offre des perspectives de distribution intéressantes pour tous les médias.

Il me semble dès lors évident que toutes les publications gratuites et payantes devraient pouvoir profiter des facilités de distributions équivalentes dans les lieux publics.

Il se pose par ailleurs la question de savoir si les médias audiovisuels pourront demander à des conditions équivalentes un tel accès.

C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que le Gouvernement envisage effectivement d'ouvrir l'accès des gares, bus, arrêts de bus et administrations à la distribution de publications gratuites et payantes?

- Quels sont les conditions et critères selon lesquels ces publications pourront être distribuées dans des lieux publics?

- Est-ce que le Gouvernement envisage d'ouvrir dans des conditions équivalentes l'accès dans les lieux publics à tous les médias audiovisuels?

- À partir de quelle date le système de distribution décrit ci-dessus entrera en vigueur dans les lieux publics?

Réponse commune (12.12.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Dans sa question parlementaire N°1998 du 21 septembre 2007, l'honorable Député Monsieur Laurent Mosar désire savoir du Gouvernement si et dans quelles conditions il désire ouvrir l'accès des gares, bus, arrêts de bus et administrations à la distribution de publications gratuites et payantes, le cas échéant aussi à tous les médias audiovisuels.

En réponse, il est d'abord renvoyé à des conventions conclues par le Ministre des Transports avec une société privée sur la mise à disposition de surfaces dans le matériel roulant utilisé par les exploitants privés et publics sur le réseau RGTR en vue de la distribution gratuite de journaux. Des conventions similaires ont été conclues avec les CFL, la Ville de Luxembourg et le TICE. Aux termes de cette convention, l'éditeur sera en particulier tenu d'installer à ses frais les distributeurs de journaux et devra assurer la fourniture des distributeurs.

Je tiens à ajouter que, d'une manière générale, le Gouvernement a, dans sa séance en date du 26 octobre 2007, tenu à souligner expressément sa volonté de soutenir la distribution des journaux dans les transports publics. Il s'est cependant déclaré défavorable à l'égard de l'idée d'installer des boîtes de distribution à l'intérieur des administrations et des établissements d'enseignement.

Question 2028 (2.10.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**appel de candidatures sous forme de projet Partenariat Public Privé concernant le campus scolaire de Mersch:**

En date du 1er septembre 2007, le Ministère des Travaux publics a lancé dans la presse quotidienne un appel de candidatures concernant la conception, le financement, la construction, l'entretien et l'exploitation du campus scolaire de Mersch sous forme de projet Partenariat Public Privé.

Or, force est de constater que les modalités de cet appel sont telles que les entreprises de construction luxembourgeoises respectivement la très large majorité des entreprises indigènes se voient dans l'impossibilité de remplir les conditions exigées et, par conséquent, de pouvoir participer à cet appel.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

1. Quelles sont les raisons qui ont amené Monsieur le Ministre à définir des modalités si strictes dans l'appel aux candidatures susmentionné?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre s'est uniquement remis aux suggestions de ses conseillers externes, ou s'est-il aussi concerté avec le secteur des entreprises luxembourgeoises potentiellement concernées par ce marché public?

3. À combien Monsieur le Ministre chiffre-t-il environ l'enveloppe budgétaire globale de ce marché public et quel en sera la perte fiscale pour le budget national au cas où 80% du marché ici en cause serait attribué à des entreprises non luxembourgeoises?

4. À combien Monsieur le Ministre chiffre-t-il l'impact sur le marché de l'emploi si 80% du marché ici en cause serait attribué à des entreprises indigènes?

5. Monsieur le Ministre entend-il annuler cet appel de candidatures pour en lancer un nouveau en prenant cette fois-ci en compte les intérêts des entreprises luxembourgeoises?

6. Monsieur le Ministre entend-il modifier les modalités pour des futurs projets Partenariat Public Privé? Dans l'affirmative et en cas de réponse négative à la question numéro 2, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ces changements futurs devraient d'ores et déjà s'appliquer aux entreprises luxembourgeoises voulant participer à l'appel de candidatures du campus scolaire de Mersch?

Réponse (14.12.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Dans sa question parlementaire N°2028, l'honorable Député Claude Meisch affirme que «Force est de constater que les modalités de cet appel sont telles que les entreprises de construction luxembourgeoises respectivement la très large majorité des entreprises indigènes se voient dans l'impossibilité de remplir les conditions exigées et, par conséquent, de pouvoir participer à cet appel.»

Je ne puis d'aucune façon partager cette façon de voir.

Préalablement, l'honorable Député n'est pas sans savoir que même l'État luxembourgeois, au vu des dispositions législatives sur les marchés publics basées sur des directives européennes, ne peut pas lancer des soumissions faites sur mesures pour les entreprises «de construction luxembourgeoises respectivement les entreprises indigènes».

En outre, les critères de sélection choisis à l'occasion d'un marché public doivent avoir une relation, technique, économique et/ou financière avec le projet en question. Par conséquent, pour le financement, la conception, la construction et la maintenance du campus scolaire à Mersch, des références d'une certaine envergure ayant un rapport réel avec le projet s'imposent tout simplement.

Dans ce contexte ne pas prévoir la possibilité d'une référence PPP serait difficilement justifiable, alors que la conception, la construction et la maintenance d'un bâtiment par voie de PPP exigent des connaissances et expériences particulières. Étant donné cependant qu'il s'agit d'une première expérience de PPP au Luxembourg, il a été décidé de laisser le choix aux candidats de présenter d'autres références, plus exigeantes dans ce cas, mais toujours accessibles pour les entreprises luxembourgeoises.

Ajoutons que les propositions initiales des consultants externes qui ont été, pour le présent projet, adjoints aux services du Ministère des Travaux publics et du Ministère des Finances ont été modifiées afin de mieux tenir compte de la réalité luxembourgeoise.

Soulignons également qu'il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'un marché public classique, étant donné que le présent marché négocié est organisé en plusieurs étapes. La première étape, objet de la présente question, avait simplement pour finalité de sélectionner les cinq entreprises ou groupes d'entreprises auxquelles il sera demandé d'élaborer un avant-projet.

Au vu du résultat définitif obtenu à la suite de l'appel de candidature du 1er septembre 2007, consistant en la remise de candidatures par cinq groupements différents qui sont tous invités à remettre une offre, il échet de remarquer que la grande majorité des entreprises candidates sont des entreprises «luxembourgeoises respectivement des entreprises indigènes».

Étant donné ce qui précède, les réponses aux questions subséquentes de l'honorable Député sont donc sans objet.

Je tiens à ajouter que parmi les critères d'adjudication retenus pour les prochaines étapes de la procédure PPP, il a été décidé, contrairement aux recommandations des consultants, que la participation des petites et moyennes entreprises figurerait parmi les critères d'adjudication à hauteur de 5% de tous les critères.

Enfin, il reste à préciser que j'ai convenu en collaboration avec les représentants du secteur des entreprises de construction de suivre, dans le cadre d'un groupe de travail commun, de près la procédure d'adjudication afin d'en tirer les conclusions communes permettant de tirer profit de la présente expérience pour de prochains marchés de ce type. Cette expérience pourra être également mise à disposition des administrations communales intéressées par le PPP.

Question 2043 (10.10.2007) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant le **site de Luxexpo:**

Dans le cadre de la mise en place d'un tram léger reliant le Kirchberg à la gare centrale, il est prévu de construire une gare périphérique sur le site actuel de Lux'expo.

C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre des Transports:

- La construction de la gare périphérique Kirchberg à l'endroit susmentionné ne va-t-elle pas mettre en question le site de Luxexpo?

- Dans l'affirmative, est-il prévu de déplacer voire installer les Halls de Luxexpo à un endroit différent que celui de Luxembourg-Kirchberg?

- L'État est-il déjà en possession de terrains pouvant accueillir une telle infrastructure et le cas échéant à quel endroit?

Réponse commune (14.12.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le concept «mobilitéit.lu» prévoyait la réalisation de quatre gares à la périphérie de la Ville de Luxembourg pour permettre l'échange train-bus-tram afin de délester la gare centrale. Les quatre sites stratégiques choisis en 2002 pour ces gares ont été confirmés notamment dans le cadre du concept de mobilité «mobil 2020», à savoir Cessange, Howald, Dommeldange et Kirchberg/Luxexpo.

Dans la loi du 18 décembre 2003 sur le «Raccordement ferroviaire du plateau de Kirchberg et de Findel», la gare périphérique de Kirchberg n'était pas reprise dans l'enveloppe budgétaire étant donné que la conception détaillée de la gare n'était pas encore définie. La dernière phase comprenait la réalisation du tronçon entre Hamm et Kirchberg.

Entre-temps, il a été décidé de réaliser le projet Hamm-Kirchberg prioritairement et de réaliser en parallèle la gare périphérique sur le site de la Luxexpo. Le site de la Luxexpo a été choisi afin de pouvoir installer un performant point d'échange tram-train-bus aux portes est de la Ville de Luxembourg. Vu que le train venant de la gare centrale via le Findel ne saura aller plus loin que la Luxexpo et que le tracé du tram longera le boulevard Kennedy, ce site de la Luxexpo semble être le seul site permettant d'abriter une gare périphérique à l'est de la Ville de Luxembourg avec un raccordement direct à un quartier à fort développement.

Il convient également de noter que la future gare périphérique de Kirchberg sur le site de l'actuel Luxexpo a été confirmée par l'IVL et fait également partie intégrante du projet «Extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg», soutenue par une motion de la Chambre des Députés du 4 avril 2006.

En ce qui concerne la réalisation de la gare sur le site de la Luxexpo, il s'avère nécessaire de préciser que d'après les résultats intermédiaires des études qui sont en train d'être effectuées, cette gare ne mettra probablement pas en question le fonctionnement de la Luxexpo. Cependant, il est vrai que lors de la phase de construction de ladite gare périphérique, le chantier de ce projet aura des influences sur les manifestations organisées dans les locaux de la Luxexpo. Les CFL et le Fonds d'urbanisation de Kirchberg sont en train d'analyser le volet ferroviaire et le volet urbanistique d'une telle gare ainsi que son influence sur le fonctionnement de la Luxexpo, durant et après la phase chantier.

Les résultats de ces études sont attendus pour le premier trimestre 2008, de sorte que d'ici la prochaine Foire de Printemps nous serons fixés sur l'avenir de Luxexpo au Kirchberg.

Question 2046 (12.10.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **procédure de versement effectif des dotations européennes - Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI):**

Selon nos informations, plusieurs projets de l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI) seraient régulièrement menacés car les participations financières conclues avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration à travers des conventions tarderaient à être versées.

Dès lors, je me permets de vous soumettre les questions suivantes:

- Est-il exact que les dotations européennes reversées ensuite à l'ASTI ont été bloquées car les rapports nationaux n'ont pas été remis à temps aux instances européennes? Dans l'affirmative, pourquoi ces rapports ont-ils tardé à être remis? Où en sont les rapports 2005 et 2006?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudrait revoir la procédure de versement effectif des dotations afin d'éviter de mettre en péril ces différents projets (fonds de roulement, etc.)?

- Pourquoi le Ministère ne s'engage-t-il pas davantage en avançant les dotations aux promoteurs de projets, après acceptation d'un projet?

Réponse (12.12.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Dans le cadre du Fonds Européen pour les Réfugiés I (FER) (2000-2004) le Luxembourg n'a fait l'objet qu'en juin 2003 d'une mission de contrôle des projets introduits pour les années 2000 et 2001. Le rapport y relatif n'a été transmis par la Commission européenne (CE) à l'autorité responsable de la mise en œuvre du FER, à savoir le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers, qu'en janvier 2004. Jusqu'à ce moment, le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers se trouvait dans l'incertitude totale quant à l'acceptation des projets en question et plus précisément des frais éligibles. Le rapport de contrôle faisait état d'un certain nombre de lacunes qui laissaient prévoir une correction financière sur les actions cofinancées.

La réponse du Luxembourg destinée à contrecarrer ces reproches n'a eu de suite qu'en 2005 par un nouvel audit, celui-ci financier, et dont le rapport final n'est parvenu au Commissariat que le 15 février 2006. Sur ce rapport le Luxembourg a de nouveau pris position.

La réponse définitive sur ce dossier n'a été prise par la Commission qu'en avril 2006.

Le Ministère a préféré attendre l'envoi définitif de ces audits successifs avant de s'attaquer aux programmes 2002 et suivants, dans le souci d'une amélioration des décomptes financiers à établir.

En ce qui concerne le rapport final, technique et financier, 2005 dans le cadre du FER II (2005-2007), celui-ci fut envoyé dans le délai fixé par la Commission, soit le 30 septembre 2007. Le rapport final 2006 est dû pour le 30 septembre 2008.

Le Ministère s'engage à payer dorénavant, dans le respect des procédures, les montants consentis par la CE pour les différents projets a) au titre du cofinancement européen, soit au maximum 50% du coût final et b) en tant que participation nationale.

En ce qui concerne le versement effectif des dotations au titre du Fonds Européen pour les Réfugiés et du Fonds européen d'intégration des résidents de pays tiers, à partir de 2008 la participation européenne pourra être allouée au bénéficiaire avant la réception par la Trésorerie de l'État des montants dus par la Commission européenne.

Question 2051 (16.10.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **mise à disposition de matériel pédagogique, informatique ou sportif par de grandes marques:**

Depuis plusieurs années, le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère des Transports mettent en oeuvre le projet Mobilité et Sécurité sur la Route qui vise à sensibiliser les élèves de l'enseignement postprimaire aux dangers de la route avant qu'ils ne fassent leur permis de conduire. Cette année, les deux Ministères ont toutefois lancé cette campagne en s'unissant avec un constructeur automobile français. Si pour les Ministères la finalité de cette initiative est incontestablement de provoquer une prise de conscience fondamentale en ce qui concerne le comportement des jeunes sur la route, cette finalité n'est peut-être pas aussi louable pour la marque au losange.

En effet, après les États-Unis, un constat émerge de façon récurrente en Europe: De plus en plus de marques utilisent des outils pédagogique pour justifier leur présence publicitaire dans les établissements scolaires. Les jeunes constituent effectivement une cible très prisée par les publicitaires.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes:

- Le matériel pédagogique et ludique remis aux élèves ou aux enseignants par cette marque a-t-il été examiné afin de minimiser au maximum les messages publicitaires destinés aux enfants? Dans l'affirmative, par qui et comment?

- N'est-ce pas à l'Éducation nationale de subvenir elle-même à ses besoins au lieu de se faire offrir ce dont elle manque par les grandes marques?

- Quelle est la législation concernant la publicité ou le sponsoring dans les établissements scolaires alors que différentes entreprises sont prêtes à offrir du matériel pédagogique, informatique, sportif, etc. en contrepartie d'un peu de publicité?

Réponse (18.12.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La diffusion du matériel pédagogique élaboré par le constructeur automobile en question fait partie intégrante d'un projet de lutte contre l'insécurité routière réalisé conjointement par mon département et le Ministère des Transports. Dans le cadre de ce projet, les deux Ministères ont souhaité recourir à l'expertise de constructeurs automobiles actifs dans le domaine de la sensibilisation des jeunes conducteurs. Ainsi un appel à idées a été lancé auprès de plusieurs constructeurs présents sur le territoire luxembourgeois. C'est le constructeur Renault, fort d'une expérience de plusieurs années dans l'élaboration de programmes éducatifs à dimension internationale, qui a remporté l'appel d'offre et qui s'est vu confier la réalisation d'un projet à l'intention des élèves des lycées et lycées techniques luxembourgeois.

Les propositions de projet soumises en réponse à l'appel d'offre ont été analysées par un jury composé d'un professeur chargé de mission au Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques (SCRIPT) du Ministère de l'Éducation nationale, d'un professeur ingénieur au Lycée technique Michel Lucius et du directeur du Centre de formation pour conducteurs. La procédure d'analyse des projets s'est faite de manière approfondie et minutieuse, en accord avec les objectifs pédagogiques visés et dans le souci d'éviter toute connotation publicitaire et commerciale. Le projet finalement retenu s'est distingué par sa valeur hautement pédagogique et son caractère complémentaire aux projets de sensibilisation déjà mis en œuvre dans le contexte de l'école luxembourgeoise.

Il est évident que, face au constat que les accidents de la route demeurent la principale cause de mortalité des jeunes adultes, une mission de sensibilisation des

élèves revient à l'Éducation nationale. Depuis des années, mon département répond à ce besoin d'éducation à la sécurité routière en mettant en œuvre, en collaboration avec le Ministère des Transports, le projet Mobilité et Sécurité sur la Route (MSR).

L'objectif prioritaire de ce projet est de sensibiliser les élèves de l'enseignement postprimaire aux dangers de la route avant qu'ils ne fassent leur permis de conduire. C'est dans le but de diversifier et d'intensifier ces efforts de sensibilisation que les deux Ministères ont pris la décision, en 2007, de s'associer, dans leur lutte contre l'insécurité routière, un partenaire spécialiste en la matière. Il me semble évident que si l'on réalise un projet avec un partenaire expert, il ne sied pas de taire ou d'occulter son nom. Que d'aucuns y voient une action de publicité ne peut guère être évité.

Le recours à des grands partenaires repose sur une certaine tradition spécifique au projet MSR qui va certainement être cultivée davantage à l'avenir. En effet, le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère des Transports se sont associés à plusieurs reprises déjà des spécialistes en matière de sensibilisation à la sécurité routière, à savoir la prévention routière en France, le Ministère de l'Éducation nationale français, et le Ministère des Transports français. Sans l'apport de leur matériel pédagogique et de leur know-how, gracieusement mis à notre disposition, le projet MSR n'aurait pas pu atteindre sa qualité actuelle.

La loi sur l'organisation de l'enseignement primaire dispose que la commission d'instruc-tion doit être consultée sur les questions de principe concernant l'enseignement primaire et approuve les matériels didactiques proposés pour l'enseignement primaire. Le législateur s'est abstenu jusqu'à présent de réglementer ce qui pourrait se comprendre comme publicité ou sponsoring à l'école.

Question 2058 (22.10.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **nombre 0d'inscriptions pour la rentrée académique 2007/2008 dans la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication:**

La Faculté de Droit, d'Économie et des Finances et celle des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation ont connu un grand succès lors de la rentrée académique 2007/2008 avec une progression de 27,7%, respectivement 26,5%. Hélas, le nombre d'inscriptions de la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication a chuté de 15%.

Notre société des sciences a besoin d'ingénieurs de tout niveau notamment dans les domaines de la recherche, du développement et de l'enseignement. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas limité à notre pays. Or, force est de constater que le prestige de l'ingénieur a fortement diminué en Europe alors que notre société des connaissances a cruellement besoin de leurs compétences.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les raisons expliquant la baisse du nombre d'inscriptions dans la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication?

- Ne devrait-t-on pas immédiatement lancer une offensive concertée entre l'enseignement et l'économie en vue d'inviter et d'orienter des jeunes vers les mathématiques et l'ingéniorat?

Réponse commune (29.11. 2007) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Nous avons l'honneur d'apporter la réponse suivante à la question parlementaire de Monsieur le Député Marcel Oberweis relative au nombre d'inscriptions à la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication de l'Université du Luxembourg pour l'année académique 2007/2008.

Il est indéniable que le nombre de détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires qui se lancent dans des études d'ingénieur est en baisse dans la plupart des pays de l'Union européenne. Le Luxembourg connaît le même phénomène, sans qu'on puisse cependant en déterminer les causes avec objectivité. À noter qu'il ressort du bilan de l'aide financière 2006/2007, que 292 étudiants sont en train de poursuivre des études d'ingénieur et que 301 étudiants font des études en informatique.

Tout à faut conscient de la nécessité d'encourager les jeunes gens à entamer des études d'ingénieur, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche/CEDIES avait placé la Foire de l'Étudiant 2004 sous le signe des métiers de l'industrie et avait, à cette occasion, publié un dossier-carrière consacré exclusivement à ces métiers. Or, le constat doit être fait que cette initiative n'a guère influencé les inscriptions a cadémiques de façon pérenne.

Afin d'améliorer l'orientation scolaire et professionnelle dans les lycées et lycées techniques, le Ministre du Travail et de l'Emploi, la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche viennent de mettre en place un groupe de travail composé de représentants des trois ministères et chargé d'élaborer un plan d'action en vue d'une-meilleure orientation scolaire et professionnelle des élèves des lycées et des lycées techniques.

Enfin, il convient de relever que la Fedil, dans son document «Les emplois de demain (2006/2007)» prévoit un besoin de 130 ingénieurs au Grand-Duché sur les deux prochaines années, l'enquête s'étant focalisée sur les métiers de l'industrie, du secteur de bâtiment et des travaux publics et elle est basée sur un taux de réponse des entreprises de 68,7%.

Question 2062 (23.10.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* con cernant les **difficultés d'accès au plateau de Kirchberg:**

La sortie «Plateau de Kirchberg» sur l'autoroute A1 est régulièrement bouchée pendant les heures de pointe du matin. Il résulte de cette situation d'une part, que la durée de trajet des autobus RGTR en provenance de la région de l'Est augmente de façon importante; de ce fait l'attractivité des transports en commun est affaiblie par rapport au transport individuel. D'autre part, les difficultés d'accéder au plateau de Kirchberg ont un effet négatif sur la sécurité routière, notamment parce que les embouteillages s'étendent jusqu'à l'autoroute même. Cette situation indésirable risque de s'aggraver sérieusement avec le raccordement de la Route du Nord.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quel est l'avis du Gouvernement sur ces considérations tenant à la sécurité du trafic autoroutier et au bon fonctionnement des transports en commun?

- Est-il prévu d'améliorer la sécurité autoroutière près de la sortie d'autoroute susmentionnée? Dans l'affirmative, quelles mesures sont envisagées et quel est le délai prévu pour leur mise en œuvre?

- Est-il prévu d'améliorer l'accès des autobus à court ou à moyen terme? Dans l'affirmative, quelles mesures sont envisagées et quel est le délai prévu pour leur mise en œuvre?

Réponse commune (10.12. 2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En premier lieu il importe de souligner que le Gouvernement mise avant tout sur l'amé-lioration de l'offre des transports en commun pour résoudre les problèmes de mobilité sur le Kirchberg.

La stratégie développée dans ce contexte intègre le train, le bus et le tram léger.

La liste des priorités du Ministère des Transports pour la création de facilités pour les transports en commun prévoit l'aménagement d'un couloir pour bus en assise propre entre le Senningerberg et le Kirchberg. Ce projet, traité au sein du groupe de travail «Couloirs pour bus» peut se réaliser soit au nord, soit au sud de la A1. Le choix de la solution la plus appropriée dépend de l'implantation de la voie ferrée entre l'aéroport et le plateau de Kirchberg et du parking P&R projeté à la périphérie Est de la capitale. La réalisation de ce couloir permet aux autobus de rejoindre le plateau de Kirchberg sans devoir emprunter l'autoroute, de sorte que les transports en commun ne seront pas pénalisés par l'augmentation du trafic due au raccordement de la Route du Nord à la A1 à l'approche directe de la périphérie est de la capitale.

Par ailleurs, la nouvelle ligne ferroviaire Hamm-Aérogare-Luxexpo permettra de relier le plateau de Kirchberg au réseau de train classique par l'intermédiaire de la gare périphérique Luxexpo. La réalisation d'une ligne de tram léger entre ladite gare périphérique et la gare centrale viendra compléter les mesures évoquées ci-dessus.

Pour l'instant il n'est pas prévu d'effectuer des modifications constructives à la jonction actuelle de la Route du Nord (A7) sur l'autoroute de Trèves (A1).

Question 2063 (23.10.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* con cernant le **paiement de la rémunération équitable pour prêt public:**

Dans un manifeste adopté en 1994, l'UNESCO a souligné l'importance des bibliothèques publiques en ces termes: «La liberté, la prospérité, le progrès de la société et l'épanouissement de l'individu sont des valeurs humaines fondamentales, que seule l'existence de citoyens bien informés, capables d'exercer leurs droits démocratiques et de jouer un rôle actif dans la société permet de concrétiser. Or, participation constructive et progrès de la démocratie requièrent une éducation satisfaisante, en même temps qu'un accès gratuit et sans restriction au savoir, à la pensée, à la culture et à l'information.» Ce manifeste retient aussi que les services de prêts sont en principe gratuits et que les bibliothèques publiques doivent pouvoir s'appuyer sur des textes législatifs spécifiques.

Cependant, certaines mesures adoptées récemment ne semblent pas satisfaire ces principes. Tout d'abord, le règlement grand-ducal du 8 janvier 2007 relatif à la rémunération équitable pour prêt public retient que «la rémunération redue aux auteurs et artistes interprètes ou exécutants pour le prêt public de leurs œuvres et de supports contenant leurs prestations est à charge de l'État ou de la commune lorsque l'établissement de prêt public est exploité respectivement pour le compte de l'État ou d'une commune. Elle est à charge de l'établissement de prêt public dans les autres cas». Cette distinction désavantage clairement les petites bibliothèques communales et associatives sans grandes ressources financières, mais dont les collections intéressent le grand public.

Ensuite l'arrêté grand-ducal du 15 janvier 2007 désignant les institutions et établissements pratiquant le prêt exempt de paiement de la rémunération équitable pour prêt public ne contribue pas à éclaircir cette situation, car la liste qu'il contient reprend des institutions qui n'existent plus (Centre Alexandre Wiltheim, la bibliothèque de la Commission européenne, déménagée à Bruxelles en 2004, ou encore celle du Ministère de la Promotion féminine, brûlée en 1995).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Sur base de quels critères cette liste reprise dans l'arrêté cité ci-dessus a-t-elle été élaborée?

- Pourquoi le Conservatoire de Musique d'Esch/Alzette, figurant pourtant sur la liste annexe de la réponse à la question parlementaire N°1385 *(cf. compte rendu N°6/2006-2007)*, n'est-il pas repris sur la liste de l'arrêté?

- En Allemagne, l'État paye la rémunération équitable pour prêt public de manière généralisée pour toutes les bibliothèques, même les bibliothèques ecclésiastiques. En suivant l'exemple allemand, ne serait-ce pas possible que l'État luxembourgeois prenne en charge toutes ces rémunérations et favorise ainsi le prêt gratuit de manière générale?

Réponse commune (20.12. 2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Sans méconnaître les principes retenus par l'UNESCO en matière d'accès aux bibliothèques publiques, rappelés à bon escient par l'honorable Député, le droit européen a introduit le principe de la rémunération équitable pour prêt public en faveur des auteurs et artistes interprètes ou exécutants, dont les œuvres enrichissent nos bibliothèques. Afin que le prêt public y pratiqué ne leur soit pas préjudiciable, il y a lieu de rémunérer les créateurs de manière a déquate. Ainsi, la chance est donnée afin que prêt public et création artistique se stimulent réciproquement.

Comme les établissements pratiquant le prêt généralisé sont par essence des institutions publiques ou parapubliques, la collectivité doit supporter de manière solidaire les frais engendrés par la rémunération équitable due aux créateurs.

La Bibliothèque nationale, institut culturel de l'État, devra générer en la matière une des créances les plus importantes en faveur des auteurs et artistes interprètes ou exécutants. Cette créance sera directement supportée par l'État. Les bibliothèques communales et autres, de leur côté, devront à leur juste part contribuer à la rémunération équitable telle que voulue par le législateur. Il est souligné que l'État accorde des subsides au réseau des bibliothèques associatives.

L'exception au principe, c'est-à-dire l'exemption de certaines bibliothèques du paiement de la rémunération pour prêt public, repose sur des critères clairs et objectifs qui sont fixés par règlement grand-ducal: la pratique du prêt public spécialisé, thématique ou ouvert à un public cible. C'est en fonction de ces critères que la liste de l'arrêté grand-ducal a été établie, ceci sur la base des informations que les responsables des bibliothèques ont bien voulu fournir à l'État. Contrairement à l'affirmation de l'honorable Député, le Conservatoire de Musique d'Esch/Alzette y figure.

Il y a lieu de remarquer qu'il existe un certain nombre de bibliothèques à accès public général qui ne permettent que la consultation sur place. Ces bibliothèques ne sont donc pas visées par l'article premier du règlement grand-ducal qui dispose en matière de mise à disposition pour l'usage qu'est le prêt à domicile. Aussi, ces bibliothèques, qui auraient une offre spécialisée et thématique, ne doivent-elles pas figurer sur la liste des bibliothèques exemptées de la rémunération.

En ce qui concerne la rémunération du prêt public de manière généralisée par l'État allemand, il faut savoir que l'État fédéral paie 10% de la somme forfaitaire due pour le prêt public alors que le solde est réglé par les Länder. La somme forfaitaire est renégociée tous les deux ans. Il me semble donc que le système qui y est instauré est difficilement comparable avec la situation au Luxembourg.

Enfin, il y a lieu de signaler qu'une nouvelle liste des bibliothèques exemptées de la rémunération pour prêt public est en voie d'élaboration.

Question 2066 (23.10.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **service d'autobus nocturne de type «Night Rider»:**

Depuis un certain temps maintenant une société d'autobus luxembourgeoise propose les week-ends le service «Night Rider» aux citoyens ne souhaitant plus conduire après une sortie nocturne. Ce service connaît un grand succès si bien que la société d'autobus en question a, suivant un article paru dans le quotidien «d'Wort» en date du 18 octobre 2008, du mal à satisfaire sa clientèle. Il ressort également de l'article précité que le Ministère des Transports lui aurait, lorsque la société d'autobus y a présenté son initiative, souhaité avec un certain flegme bonne chance dans sa démarche.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des difficultés rencontrées par ladite société d'autobus pour répondre à la demande de ses clients?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une telle démarche mériterait d'être soutenue d'autant plus que sur son initiative une loi a été votée l'été dernier à la Chambre des Députés visant à abaisser à 0,5 g/l le seuil à partir l'alcoolémie au volant est prohibée?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de généraliser de concert avec l'ensemble des sociétés d'autobus intéressées un service d'autobus nocturne efficace permettant de répondre à la demande des citoyens et surtout des jeunes?

Réponse (5.12.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°2066 du 23 octobre 2007, l'honorable Député Xavier Bettel souhaite s'informer sur un service d'autobus nocturne de type «Night Rider».

Le «Night Rider» est une initiative privée d'une entreprise d'autobus luxembourgeoise. Je suis très satisfait face au succès rencontré par cette initiative que je juge louable d'autant plus qu'elle contribue à assurer la sécurité routière.

Dans un même ordre d'idées, le Ministère des Transports subventionne les efforts et initiatives entrepris par les communes du Grand-Duché en vue de la mise à disposition aux citoyens de moyens de transport en commun «Late Night Bus».

Actuellement, il n'est cependant pas prévu que le Gouvernement s'initie dans l'organisation d'un service d'autobus nocturne de type «Night Rider».

Question 2068 (24.10.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **retards des autobus en provenance de l'est du pays dû à un manque d'un couloir pour autobus à la hauteur de la station de contrôle pour automobiles à Sandweiler (lignes 150, 151, 160, 194 en provenance de Remich et Ahn):**

Avec la transformation de la station de contrôle pour automobiles à Sandweiler a été également prévu un réaménagement de la RN2 à la sortie de Sandweiler en direction de Luxembourg. Les premiers plans présentées aux autorités communales de Sandweiler avaient prévus l'aménagement d'un couloir pour autobus en direction de Luxembourg, à partir du dernier arrêt bus jusqu'au couloir pour bus existant. Or, suivant mes informations dans les derniers plans du réaménagement de la RN2 ce couloir pour autobus a de nouveau été supprimé par les services des Ponts & Chaussées.

Depuis des mois les autobus sont pris dans les bouchons à la hauteur de la station de contrôle et perdent pendant les heures de pointe entre dix et 20 minutes, de sorte que les services RGTR ont décidé d'avancer les horaires des bus de dix minutes pour le transport scolaire (cf. Avis 2007/83).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que vos services sont impliqués dans la planification du réaménagement de la RN2 notamment en ce qui concerne le couloir pour autobus? Si non, pourquoi?

- Est-ce que le Ministre est d'avis que le changement de l'horaire des autobus est la bonne réaction aux problèmes de circulation qui se posent sur cette route et sur bien d'autres?

Question 2069 (24.10.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **retards des autobus en provenance de l'est du pays dû à un manque d'un couloir pour autobus à la hauteur de la station de contrôle pour automobiles à Sandweiler (lignes 150, 151, 160, 194 en provenance de Remich et Ahn):**

Avec la transformation de la station de contrôle pour automobiles à Sandweiler a été également prévu un réaménagement de la RN2 à la sortie de Sandweiler en direction de Luxembourg. Les premiers plans présentées aux autorités communales de Sandweiler avaient prévus l'aménagement d'un couloir pour autobus en direction de Luxembourg, à partir du dernier arrêt bus jusqu'au couloir pour bus existant. Or, suivant mes informations dans les derniers plans du réaménagement de la RN2 ce couloir pour autobus a de nouveau été supprimé par les services des Ponts & Chaussées.

Depuis des mois les autobus sont pris dans les bouchons à la hauteur de la station de contrôle et perdent pendant les heures de pointe entre dix et 20 minutes, de sorte que les services RGTR ont décidé d'avancer les horaires des bus de dix minutes pour le transport scolaire (cf. Avis 2007/83).

Dans ce contexte je désire poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner des derniers plans en relation avec le réaménagement de la RN2 à la hauteur de la station de contrôle à Sandweiler, notamment en relation avec l'aménagement du couloir de bus en question?

- Quelles sont les raisons de la modification du plan initial (et de l'abandon du couloir pour bus) qui a été présenté aux autorités communales par Monsieur le Directeur des Ponts & Chaussées? Qui est responsable de la décision d'abandonner ce couloir pour bus?

Réponse commune (4.12.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La traversée de Sandweiler constitue un point névralgique pour le passage du transport en commun en direction de la ville de Luxembourg. À cet effet, un couloir pour bus a été mis en place à l'intérieur de la localité jusqu'au dernier arrêt situé avant la station de contrôle pour automobiles. Un couloir pour bus a également été mis en place à l'approche et dans le rond-point à la sortie de Sandweiler jusque dans le rond-point Irrgarten.

En ce qui concerne le passage devant la station de contrôle pour automobiles respectivement devant les magasins en face, il y a lieu de relever qu'un couloir bus y fait défaut étant donné que l'aménagement de la rue y prévoit actuellement des entrées et sorties pour les voitures voulant effectuer un tourner à gauche.

Dans le cadre du projet de réaménagement de la RN2 ainsi que dans le contexte du réaménagement de la station de contrôle pour automobiles, l'Administration des Ponts & Chaussées a prévu de prolonger le couloir existant le plus possible vers la localité tout en maintenant les voies pour le tourner à gauche afin de ne pas trop entraver la circulation.

En ce qui concerne la réalisation d'un couloir bus continu à travers la localité de Sandweiler, le Ministère des Transports n'est pas en connaissance d'une telle solution.

Afin de remédier à court terme aux problèmes des retards encourus par les bus, surtout en ce qui concerne les élèves concernés directement par une arrivée tardive à leurs écoles, mes services ont décidé d'avancer de dix minutes l'horaire de la course 151 150 Ahn Luxembourg.

Afin de trouver une solution définitive permettant de réduire les retards de toutes les lignes passant la localité de Sandweiler, je compte saisir le groupe de travail couloir bus pour une analyse détaillée de la situation et des solutions envisageables.

Question 2072 (25.10.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **décharge du Sidec:**

Betreffend d'Deponie Sidec um Fridhaff war an engem Lieserbréif ënner anerem ze liesen, datt 1996 an der Genehmegung mat der N°1/96/0649 d'Tëschenofdichtung berechent ginn ass op 250.000 m³ Gesamtoffallvolumen, an dëst gouf och esou accordéiert.

An enger erneierter Genehmegung vun 2001 mat der N°1/01/0400 gouf zwar eng Ännerung vun der Tëschenofdichtung accordéiert, mä vun enger Volumensvergréisserung war hei, laut Lieserbréif, keng Rieds. Komescherweis huet d'Sidec op dëse Lieserbréif net reagéiert. Ausserdeem ass am Offallwirtschaftsplang vun der Sidec ze liesen (www.sidec.lu), datt am Joer 2006 nach e Reschtvolume vu ronn 300.000 m³ um Sidec géif bestoen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Ass an der erneierter Genehmegung engem vergréisserte Gesamtoffallvolume Rechnung gedroe ginn a bis wivill?

2) Wa jo, wat woren hei genee d'Kritären a sinn dës all agehale ginn? Wann neen, wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir hei dem Gesetz gerecht ze ginn?

3) Wéi ass et mat der Stabilitéit vun dëser Deponie? 1996 gouf jo bei der Standsécherheetsënnersichung engem Volume vun 250.000 m³ Rechnung gedroen. Ass bei neie Standsécherheetsënnersichungen de Faktor vun engem vergréisserten Offallvolume berücksichtegt ginn?

4) Gi regelméisseg Stabilitéitskontrollen a Berechnunge gemaach, sou wéi dat an der Genehmegung vu 1996 festgehale ginn ass?

5) Wivill dëser Kontrolle goufen zënter 1996 gemaach a wat sinn d'Resultater?

Réponse (4.12.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1) Déi urspréinglech Genehmegung (96/CD/08 vum 16. Juli 1997) huet effektiv e Volume fir d'Tëschenofdichtung vu ronn 250.000 m³ ofgedeckt. Donieft huet dës Genehmegung och nach eng nei Fläch mat engem Volume vun 120.000 m³ ofgedeckt. Dat ergëtt eng Gesamtcapacitéit vun 370.000 m³, déi 1997 zousätzlech genehmegt gouf. D'Genehmegung N°1/01/0400 vum 12. Abrëll 2002 deckt just d'Ersetze vun enger mineralescher Tëschenofdichtung duerch eng Tëschenofdichtung op Bitumebasis of. Eng Volumensvergréisserung vun der Décharge ass am Kontext vun dëser Genehmegung net ugefrot gewiescht an ass deemno och net genehmegt ginn.

Ad 2) Onofhängeg vun deem, wat de Sidec a sengem Offallwirtschaftsplang schreift, zielt fir den Émweltminister eenzeg an eleng déi 1997 tatsächlech genehmegt Capacitéit. Meng Servicer vun der Émweltverwaltung si gehalen ze iwwerpréiwen, datt d'Dispositioune vun der Genehmegung agehale ginn an dozou zielt och d'Iwwerpréiwen, datt déi genehmegt Capacitéit net iwwerschratt gëtt.

An der Demande aus dem Joer 2001 ass net Riets gaange vun enger Volumensvergréisserung vun der Décharge. Dowéinst ass och net op spezifesch Kritären agaange ginn, déi an esou engem Zesummenhang gepréift ginn.

Meng Servicer hunn de Sidec kontaktéiert, fir eng Erklärung ze kréie wéi et zu deene festgestallten Differenzen a Bezuch op d'Volumensangabe kënnt.

Sollt tatsächlech virgesi sinn d'Deponievolume par rapport zu deem, wat genehmegt gouf, ze vergréisseren, da muss de Sidec eng entspriechend Erweiderung ufroe bei där all néideg Informatiounen dobäi sinn, inklusiv Standsécherheetsnoweiser.

Ad 3) Et si keng nei Standsécherheetsënnersichunge gefrot ginn. D'Décharge, sou wéi se genehmegt ass, huet e Verfëll-volume fir de Beräich vun der Tëschenofdichtung vun 250.000 m³ an dëst ass am Genehmegungsdossier vun 1996 gepréift ginn. D'Stabilitéit vun der Décharge, sou wéi se genehmegt ass, ass also net a Fro gestallt.

Ad 4) D'Genehmegung N°96/CD/08 vum 16. Juli 1997, ausgestallt vum Émweltminister un d'Adress vum Sidec, seet an der Dispositioun 5) vum Kapitel III: «L'exploitant doit procéder à une vérification périodique de la planification des phases ultérieures de la décharge et plus particulièrement des calculs de stabilité. Ces vérifications doivent prendre en compte notamment le progrès technologique en la matière et la variation éventuelle dans la composition des déchets à déposer.»

D'Objektiv vun dëser Dispositioun ass et, datt den Exploitant vun der Décharge eng Iwwerpréifung vun den Exploitatiounsphase mécht, all Kéiers wou sech wesentlech technesch Aspekter änneren. Heizou gehéiert dann och eng Iwwerpréifung vun der Stand-sécherheet. Dëst wor zum Beispill de Fall wéi déi mineralesch Ofdichtung duerch eng Tëschenofdichtung op Bitumebasis ersat gouf. Dunn ass och eng nei Standsécherheetsberechnung duerchgefouert ginn an am Kontext vun deem Genehmegungsdossier iwwert dës Ännerung matgedeelt ginn.

Ad 5) Meng Servicer kenne just déi nei Berechnung, déi am Kontext vun der technescher Ofännerung vun der Tëschenofdichtung gemaach gouf. Dës Berechnungen hunn d'Standsécherheet vun der Deponie, och mat der neier Tëschenofdichtung, nogewisen. Meng Servicer vun der Émweltverwaltung hunn de Sidec opgefuerdert Informatiounen eran ze schécken, iwwer eventuell aner Iwwerpréifungen, déi an de leschte Joren eventuell gemaach goufen.

Question 2073 (25.10.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **réalisation d'une étude sur le tourisme au Luxembourg et les agences touristiques luxembourgeoises à l'étranger:**

Am Bericht zur Touristesaison 2007 vun der Camprilux vum Oktober 2007 ass eng ganz interessant Ureegung ze liesen, an zwar soll Lëtzebuerg mol ënnersiche firwat eng ganz Rei vu Leit respektiv Gäscht iwwerhaapt net op Lëtzebuerg komme fir Vakanz ze maachen oder fir e puer Deeg hei ze verbréngen.

D'Konklusioune vun esou enger Émfro a ganz Europa kéint fir Lëtzebuerg vläicht ganz interessant Schlussfolgerungen no sech zéien.

Do derbäi huet Lëtzebuerg siwen «agences touristiques» am Ausland, déi eng ganz Rei vun Aufgaben ze erfëllen hunn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Ass den Här Minister bereet esou eng Etüd respektiv Émfro an Optrag ze ginn? Wa jo, wéi ass hei den Zeitrahmen? Wann neen, wat sinn déi genee Grënn fir dës Entscheedung?

2) Wat d'«agences touristiques» am Ausland ubelaangt: Wier et méiglech eng méi genee Oplëschtung ze kréie vun all hiren Aarbechten. Am Joresbericht vum Ministère ass dëst nëmmen zimlech allgemeng duergestallt?

3) Ginn et Statistiken doriwwer wéi sech Propagandasaktiounen, déi vun den eenzelnen Tourismu sagenturen am Ausland duerchgeféiert ginn, quantitativ op den Tourismus hei am Land auswierken?

Réponse (27.11.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

1. Den Tourismusministère huet tëschent dem September 2006 an dem Mäerz 2007 am Kader vun engem Audit vu sengen Auslandsagencen och e sou-genannten «Audit de marché» realiséiert, dee sech op d'Besoinen an d'Entscheedungsfakteure vum Tourist konzentréiert huet.

An dësem Kader sinn 1.126 Touristen, déi am Laf vum September 2006 hei am Land waren, an 30 professionell touristesch Acteuren uechter ganz Europa interviewt ginn.

Dobäi koum ënner anerem eraus, datt wäit iwwert déi allgemeng ugeholle Konzepter, déi mir als Verkafsargumenter unhuelen an och uwennen (wéi Natur & Wanderen, Schlässer & Gastronomie, asw.), Touriste sech och fir dat «Unikum» Lëtzebuerg interesséieren. Si si firwëltzech ze verstoen, wéi sou ee klengt Land fonctionnéiert, wéi et op inter-nationalem Plang, trotz senger limitéierter Gréisst, sou eng Roll ka spillen, wéi seng Monarchie fonctionnéiert, a wëllt och déi «espèce rare» vun de Lëtzebuerger Leit vu méi no gesinn an a Kontakt mat hinne kommen.

2. Am Rapport d'activité 2006 kann ee schonns Hiweiser op de vireg genannten Audit fannen, an och eng ganz Rëtsch vu neie Missionen vun den Agencen, déi ëmmer méi Importenz kréien niewent engem traditionnellen Informatiounsbüro, dee Broschüre verschéckt. Ech géing da gären den Här Deputéierte Jemp Koepp op d'Säiten 39 a 40 vum «Rapport d'activité 2006» vum Tourismusministère verweisen.

Fir d'Importenz vun eisen Agencen am Ausland ze ënnersträichen, wëll ech awer och op den immense Succès hiweisen, deen e grouss ugeluechte Workshop am Oktober hat, wou eis siwen Agencen iwwer 80 Lëtzebuerger touristesch Acteuren empfaangen hunn, fir mat hinnen iwwer gemeinsam Actioune fir d'Joer 2008 ze diskutéieren a sech esou vun der «valeur ajoutée», déi eis Agencen fir si duerstellen, iwwerzeege konnten.

3. Eis Agencë goufen nach ni esou sollicitéiert, wéi dat dëst Joer de Fall war. Ouni hiert direkt Awierken op hir Kontakter, hätte mer ni esou vill Presseartikelen iwwer eist Land kritt, ouni hir spezifescht Kenntnis vum Marché wäre mer net esou schnell an nei Programmer vun «tour-opérateurs» komm. Ze ënnersträichen ass hir aktiv Roll bei der Selektioun vun deene richtege supports médiatiques. An där Roll hu si hirem Ministère gehollef an der Organisatioun vun den Affichage-Campagnen am Paräisser Metro, op de Bréisseler Trammen an an deene gréissten däitsche Magazinen. Et schéngt eis immens wichteg eis Ausse-posten do ze hunn, wou eppes op hirem Marché geschitt. Sou inform-éiere si all déi Lëtzebuerger touristesch Acteuren, déi dës Informatioune mussen zur Zäit matkréien.

Question 2074 (25.10.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **stationnement des camions de livraison:**

An de grousse Konzerner, Fabriken, Akafszentren asw. ass an de leschte Joren eng Tendenz festzestellenfir hir Stocken (Reserven)

sou kleng wéi méiglech ze halen. Dëst bréngt allerdéngs op där anerer Säit mat sech, datt sech, a gewësser Hisiicht, d'Lager vun dëse Konzerner op der «Strooss» befënnt. Duerch dës Geschäftspraxis hëlt de Wuerentransport mam Camion logescherweis zou.

An de Gewerbezonen, sief et kommunal, interkommunal oder staatlech, fanne Camionneuren ausserhalb vun de normalen Aarbechtsstonnen oft keng Plaze fir hir schwéier Gefierer ofzestellen, wa se mussen (dobaussen) waarde fir gelueden oder ofgelueden ze ginn. Doduerch sinn d'Camionneure praktesch gezwongen hir schwéier Gefierer op all méiglechen oder onméigleche Plazen ofzestellen. Dës Problematik stellt sech gréisstendeels Nuets an och de Weekend, wat speziell fir d'Anrainer vun esou Zonen zu engem onnéidege Verloscht u Liewensqualitéit féiert. Do derbäi ass et jo och ökologesch an ökonomesch net sënnvoll, wa se, jee nodeem wou, wäit musse fuere fir eng gëeegent Standuertplaz ze fannen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuele fir dës Problematik ze léisen?

2) Sinn déi eenzel Firmaen net gehale hire Lieferanten, speziell ausserhalb vun den normale Geschäftsstonnen, Ofstellméiglechkeeten unzebidden?

Réponse commune (19.12.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Akafszentren hunn normalerweis hir eege Parkingen, sou datt sech déi Problematik, déi den honorabelen Députéierte Koepp opgeworf huet, hei net stellt.

Et obläit de Firmae fir hir Zouliwwerung vu Wueren a Produkter ze organiséieren, wéi et hirem Aarbechtsoflaf am Beschten entsprécht. An deenen nationalen Industriezonen, fir déi de Wirtschaftsminister verantwortlech ass, hunn d'Betriber déi néideg Parking- an Zirkulatiounsflächen. Dës Zone sinn awer net geduecht als Opfänkparking fir Camionen ze déngen.

Question 2075 (25.10.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **pont frontalier de Remich:**

Dans un article paru dans le quotidien «tageblatt» en date du 25 octobre 2007, il a été question de travaux de contrôle effectués par des experts sarrois sur le pont frontalier de Remich. Sachant qu'en moyenne chaque jour quelque 11.500 véhicules traversent ce pont, il est évident qu'un tel chantier ne restera pas sans conséquences pour le trafic frontalier dans la région.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails concernant les travaux effectués actuellement sur le pont frontalier à Remich? J'aimerais notamment savoir pour combien de jours le pont restera barré? S'agira-t-il d'un barrage complet?

- Selon mes informations, les services de l'administration communale de Remich n'ont pas été informés d'avance sur l'envergure et la durée des travaux en question. Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles en étaient les raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails quant aux répercussions de ce barrage du pont à Remich pour les autres ponts frontaliers situés dans la région moselane (Schengen, Wormeldange et Grevenmacher)?

Réponse (1.12.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Du 24 au 26 octobre, le «Landesbetrieb für Strassenbau Saarland LfS» de Neunkirchen a procédé à une inspection de l'ouvrage précité, moyennant une nacelle négative. Cette opération, d'une durée de trois jours, s'est déroulée au moyen d'un chantier mobile.

L'administration allemande, suivant contrat entre États, est responsable du pont en question. Nous connaissions la nécessité de cette inspection, mais malheureusement pour des raisons que nous ignorons, nos confrères ont omis de nous communiquer aussi bien qu'à la commune les dates de leur intervention.

Le chantier mobile n'a nécessité aucun barrage du pont et par conséquent n'a pas eu des répercussions sensibles sur les autres ponts frontaliers.

Signalons encore qu'indépendamment des questions posées, les travaux de réhabilitation comprenant un assainissement complet et un renforcement en sens transversal et longitudinal sont prévus. Des séances d'information des communes avoisinantes seront organisées prochainement.

Question 2077 (29.10.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **rapport du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables:**

L'article 3, paragraphe 3, de la directive 2001/77/CE détermine qu'au plus tard le 27 octobre 2003, et par la suite tous les deux ans, les États membres adoptent et publient un rapport qui comporte une analyse de la réalisation des objectifs indicatifs nationaux et qui indique dans quelle mesure les actions entreprises sont conformes à l'engagement national en matière de changement climatique.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le rapport dont est question plus haut, n'est pas encore publié?

Réponse (4.12.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Marcel Oberweis, j'ai l'honneur de vous informer que le rapport que le Luxembourg est tenu de publier conformément à l'article 3, paragraphe 3 de la directive 2001/77/CE relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité est en cours de préparation par le département de l'Économie et du Commerce extérieur, compétent en la matière.

Question 2080 (30.10.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **lancement de la télévision numérique (IPTV) par les P&T:**

Au début de l'année 2007, les P&T Luxembourg ont annoncé le lancement prochain de la télévision numérique (IPTV) par le biais de leurs lignes téléphoniques ADSL.

L'offre de base la «TV de la Poste» devrait être constituée de près de 80 chaînes télévisées et devrait apporter des avantages supplémentaires aux clients par rapport à la télédistribution classique (choix de chaînes thématiques, vidéo à la demande, radio, services interactifs etc.).

Selon mes informations, le lancement de la «TV de la Poste» devait se faire à partir de septembre 2007, dans le cadre d'un projet pilote à Limpertsberg.

C'est la raison pour laquelle je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

- Le système IPTV des P&T est-il déjà opérationnel?

- Qu'en est-il du projet pilote à Limpertsberg?

- Existe-t-il d'autres projets pilotes et le cas échéant dans quelles communes?

- Quand est-ce que cette offre va être éligible sur tout le territoire luxembourgeois?

Réponse (5.12.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Explications préliminaires.

P&T Luxembourg a annoncé notamment à la Foire de Printemps le lancement d'un nouveau service de télévision numérique intitulé IPTV, service alternatif à la télévision «classique» reposant sur la technologie DSL et offrant, sous réserve de certains prérequis techniques, davantage de possibilités (notamment au niveau du choix de chaînes offertes) et d'interactivité (grâce par exemple à la vidéo à la demande).

Réponses aux questions.

1. La première phase du projet pilote du service IPTV a été lancée. Les premiers «friendly users» habitant le quartier du Limpertsberg à Luxembourg-ville ont d'ores et déjà été raccordés à ce service fin octobre 2007.

Ces utilisateurs informent en continu P&T Luxembourg sur leur retour d'expérience et notamment eu égard à leur degré de satisfaction, à la qualité des images reçues, aux constats et incidents éventuels. Ces retours d'expérience permettent à P&T Luxembourg d'ajuster le service et de résoudre les problèmes techniques inhérents au lancement de ce type de nouvelles technologies.

2. Début novembre 2007, un courrier a été adressé à un échantillon d'habitants du quartier du Limpertsberg les invitant à se faire connaître dans le cas où ils souhaitaient participer à la phase pilote et tester gratuitement le service IPTV pendant deux mois et ce sans engagement de leur part. P&T Luxembourg souhaite ainsi former un panel d'une centaine d'utilisateurs-test.

Une fois éliminés les problèmes techniques apparus lors de la première phase du projet pilote, P&T Luxembourg entend procéder, avec leur accord, au raccordement des 100 utilisateurs-test pour la seconde phase du projet pilote, prévisiblement dès le début du mois de décembre 2007.

3. Une fois le projet pilote au Limpertsberg achevé et sur base des résultats ainsi obtenus, l'étape suivante du projet IPTV est de déployer le service dans la commune de Mersch, où le réseau local est en train d'être préparé à cette fin.

Des projets pilotes autres que Limpertsberg ne sont pas prévus.

4. L'objectif de P&T Luxembourg est de procéder au déploiement de ce nouveau service IPTV sur l'ensemble du territoire luxembourgeois dans les années à venir.

À cet égard, l'extension de la disponibilité du service IPTV à d'autres régions du pays sera définie et annoncée par P&T Luxembourg en fonction des expériences faites notamment au cours du projet pilote tel qu'exposé ci-dessus, étant cependant précisé qu'une priorité sera mise sur les grandes agglomérations du pays.

Le rythme de déploiement de ce service dépendra également de l'éligibilité des foyers concernés eu égard aux prérequis techniques imposés par cette nouvelle tech nologie. À cet égard, il est à noter que P&T Luxembourg réalise en continu des investissements importants dans le réseau d'infrastructures souterraines du territoire aux fins, notamment, d'élargir la zone d'éligibilité des foyers du pays à l'Internet à haut débit, condition sine qua non au complet déploiement du service IPTV. Ces investissements, d'ores et déjà planifiés sur plusieurs années consécutives, seront réalisés dans une perspective d'amélioration continue du niveau de qualité et de fiabilité du réseau de raccordement.

Question 2082 (30.10.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**embauche d'un enseignant luxembourgeois auprès du «Haus am Wehrborn»:**

En réponse à la question N°1813 sur l'embauche d'un enseignant luxembourgeois auprès du «Haus am Wehrborn» à Aach près de Trèves *(cf. compte rendu N°17/2006-2007)*, Madame la Ministre de l'Éducation nationale a constaté que malgré les efforts de ses services aucun enseignant luxembourgeois n'a pu être trouvé pour être détaché auprès de cette institution qui travaille avec un grand nombre d'enfants luxembourgeois qui souffrent de troubles de comportement.

Elle a également précisé qu'un appel à candidature en vue du projet en question serait publié à court terme par voie de presse.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quel est le résultat de cet appel à candidature?

- À défaut de candidature ou de candidat admis à assumer cette fonction, ce poste ne pourrait-il pas être transformé en un poste d'éducateur gradué?

Réponse (17.12.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

À la veille de la rentrée scolaire 2007/2008 une titulaire avait déclaré son intention d'intervenir au «Haus am Wehrborn» de sorte qu'un appel aux candidatures par voie de presse ne semblait plus nécessaire.

Suite au retrait inopiné de la candidature en question, la publication par voie de presse a paru récemment.

L'envergure de la tâche dont il s'agit ne requiert pas la création d'un nouveau poste, mais il s'agit plutôt d'interventions ponctuelles à assurer le cas échéant par voie de détachement.

Le profil d'un instituteur ou d'une institutrice répondrait mieux aux attentes de l'institution demanderesse, sollicitant le concours d'une intervenante ou d'un intervenant habilité à dispenser des cours de langue française ou d'histoire luxembourgeoise.

Question 2083 (31.10.2007) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **contrôle de conformité aux normes CE des produits importés:**

L'Aéroport de Luxembourg est un point d'entrée important dans l'UE pour des produits en provenance de pays tiers. Parmi ces produits on trouve différents jouets destinés au marché national mais surtout à l'ensemble du marché européen.

Les États membres assurent que les producteurs et les distributeurs respectent leurs obligations. Ils mettent en place des structures chargées de contrôler la conformité des produits et engagent des actions appropriées dans les cas des produits à risque.

Selon nos informations, les autorités compétentes ne procéderaient qu'à une douzaine de contrôles par an et ceux-ci se limiteraient à vérifier l'apposition du marquage «CE» sur les marchandises.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Messieurs les Ministres sont-il d'avis qu'au Luxembourg la nature des contrôles permet d'assurer la sécurité et de détecter les dangers pour la santé des consommateurs finaux? Quelles sont au Luxembourg, les différentes structures chargées de contrôler la conformité des produits?

2. Quels sont les outils qui devraient être mis à la disposition des organes de contrôle luxembourgeois afin d'adapter la fréquence et la qualité des contrôles à la quantité de marchandises qui transitent par l'Aéroport de Luxembourg? Des analyses sont-elles effectuées en laboratoire afin de détecter des substances toxiques éventuelles?

3. Le contrôle du marquage «CE» est-il suffisant pour garantir la qualité et la sécurité des produits?

4. Quelles sont, selon Messieurs les Ministres, les mesures (restrictions et/ou interdictions) qui devraient figurer dans la nouvelle directive européenne relative aux jouets et comment Messieurs les Ministres entendent-ils les défendre?

Réponse (20.12.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. L'ancienne approche de la conformité des produits était basée sur la certification obligatoire, qui était un prérequis pour l'industrie avant la mise sur le marché du produit, considéré alors aussi comme une charge trop lourde, notamment administrativement et financièrement. Ainsi, la solution «nouvelle approche» a permis de transformer cette certification obligatoire en «auto-certification», permettant au fabricant de déclarer par lui-même la conformité de son produit, afin d'assurer la libre circulation des produits au sein du marché intérieur de l'Union européenne et garantir la sécurité des consommateurs et des utilisateurs européens de ces produits. Ce marché européen est aussi ouvert aux constructeurs des pays tiers, sans différence de respect des exigences des directives applicables. Étant donné que le marché européen est devenu «libre», une surveillance des produits s'est avérée nécessaire pour les autorités compétentes, désignées au niveau national.

Les contrôles des produits s'effectuent, au Grand-Duché de Luxembourg, dans le cadre de la «surveillance du marché», en fonction du type de produit concerné. En effet, le cadre du contrôle varie selon le champ règlementaire dans lequel le produit s'inscrit. Les principaux contrôles concernent des produits devant répondre aux exigences d'une, voire plusieurs, directive(s) communautaire(s) dite(s) «nouvelle approche», ou autres (directive «basse tension» - «LVD»). Les contrôles des produits ne dépendant pas de ce type de directives spécifiques, relèvent

alors des exigences de la directive sur la «sécurité générale des produits». Dans ces deux cadres d'action, la nature des contrôles permet d'assurer un niveau assez élevé de sécurité et de détecter les dangers pour la santé des consommateurs.

Quant au champ de la surveillance du marché, selon les directives «nouvelle approche», les autorités nationales de surveillance doivent s'assurer que les produits mis sur le marché sont conformes aux dispositions de la législation nationale applicable transposant ces directives. Si nécessaire, elles doivent prendre des mesures pour établir la conformité. Au Grand-Duché de Luxembourg, la mission de surveillance du marché est réparti en fonction des compétences de différents ministères (sont concernés: Service de l'Énergie de l'État (SEE), Inspection du Travail des Mines (ITM), Ministre du Travail et de l'Emploi sur proposition de l'ITM, Ministre des Finances sur avis et proposition du Service de Métrologie, Ministre de la Santé, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Ministre des Transports, Ministre ayant dans ses attributions les communications, Ministre de l'Environnement). Pour exemple, conformément aux règlements grand-ducaux transposant entre autres les directives «LVD», «EMC», «R&TTE», «ATEX», le SEE est chargé de la surveillance du marché des équipements tombant sous le champ d'application de ces directives, et se traduit par le contrôle direct des produits en vente (magasins, foires, grandes surfaces,...), des produits en procédure d'importation (avec le support de l'Administration des Douanes et Accises), ainsi que la recherche des produits «non conformes» notifiés par d'autre États membres. Dans ce cadre, le SEE réalise aussi des actions nationales et participe régulièrement à des campagnes au niveau européen.

À terme, la future administration ILNAS (Institut Luxembourgeois de la Normalisation, de l'Accréditation, de la Sécurité et qualité des produits et services), sur proposition des ministres compétents, déterminera et mettra à jour les programmes nationaux de surveillance sectoriels par catégorie de produits ou de risques conformément aux directives relatives, tout en précisant à cet égard les priorités et modalités de surveillance du marché. Cet institut coordonnera l'exécution des programmes de surveillance en question, et assurera la surveillance du marché dans le cadre des directives communautaires relatives aux jouets, machines,... (actuellement suivies par l'ITM) et aux équipements électriques et de télécommunications (actuellement suivies par le SEE).

Pour l'instant, les aspects de la surveillance du marché sont coordonnés par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

Pour le champ de la protection des consommateurs, au Grand-Duché de Luxembourg, la Direction de la Règlementation des marchés et de la Consommation, du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, vise à mettre en place et à gérer les instruments en relation.

Depuis août 1999, les compétences gouvernementales en matière de politique de protection des consommateurs relèvent de l'attribution du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur. Ce Ministère est l'interlocuteur privilégié de la Direction de la Santé et de la Protection des consommateurs de la Commission européenne qui coordonne au niveau communautaire les initiatives politiques en matière de protection des consommateurs.

Les missions du Ministère se présentent sous trois volets distincts: d'abord, en tant que pouvoir exécutif, il s'agit de préparer les travaux législatifs mettant en œuvre les directives et règlements communautaires et de lancer toute autre initiative législative jugée nécessaire dans le domaine de la protection des consommateurs; ensuite, pour certains domaines, la loi accorde au Ministère des pouvoirs en matière d'application et de surveillance.

C'est le cas pour la «sécurité générale des produits», les droits des passagers aériens, l'indication des prix et la coopération administrative; finalement, le Ministère est en charge des relations avec l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs (ULC) et gère la participation financière que l'État accorde à l'association sur base d'une convention à négocier régulièrement.

La loi du 31 juillet 2006 relative à la «sécurité générale des produits», transposant la directive 2001/95, permet au Ministre de l'Économie de retirer du marché des produits à caractère dangereux.

Pour faciliter la détection de produits non sûrs, un système d'alerte rapide (RAPEX - RAPid EXchange System - décision 84/133/CEE) a été créé par la Commission européenne. La loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits remplace celle du 27 août 1997. Les principaux changements sont l'intégration des produits fournis dans le cadre d'une prestation de services au consommateur final privé et des obligations accrues pour les producteurs et les distributeurs.

La loi a pour objet de protéger le consommateur contre des produits mis sur le marché et qui ne remplissent pas les conditions de sécurité exigées. Pour garantir cette protection, le Ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions dispose des instruments suivants:

1) Les officiers de police judiciaire, les agents de la Police grand-ducale et les agents du Ministère ayant la protection des consommateurs dans ces attributions sont habilités à:

- organiser des vérifications des caractéristiques de sécurité des produits,- réclamer les informations nécessaires aux parties concernées,

- prélever des échantillons d'un produit ou d'une série de produits pour les soumettre à des analyses relatives à la sécurité.

2) De son côté, le Ministre peut:

- ordonner que les personnes susceptibles d'être exposées au risque découlant d'un produit soient averties de ce risque en temps utile et sous forme appropriée, y compris par la publication d'avertissements spéciaux,

- interdire temporairement la mise sur le marché d'un produit susceptible d'être dangereux pendant la période nécessaire pour effectuer les contrôles nécessaires,

- interdire la mise sur le marché d'un produit ou d'un lot de produits que s'est révélé dangereux,

- ordonner ou organiser le retrait d'un produit dangereux déjà sur le marché et la mise en garde des consommateurs vis-à-vis des risques qu'il présente,

- ordonner ou coordonner ou, le cas échéant, organiser avec les producteurs et les distributeurs le rappel d'un produit auprès des consommateurs et sa destruction dans des conditions adéquates.

Le champ de la sécurité générale des produits concerne, en général, des produits qui ne sont pas couverts par une directive spécifique.

Il concerne dans la majeure partie des cas: des briquets, des articles de papeterie, des articles de puériculture, des articles de loisir et des articles cosmétiques. Jusqu'alors, la Direction de la Réglementation des Marchés et de la Consommation a procédé à diverses vérifications de produits dans des secteurs spécifiques, tels que les articles de puériculture pour examiner si ceux-ci ne contiennent pas des phtalates (substances chimiques qui rendent le PVC mou). De même, des enquêtes sectorielles régulières sont organ-isées. Récemment un communiqué de presse a informé les consommateurs sur le risque potentiel de blessure d'un jouet interactif. Enfin, le règlement ministériel du 11 septembre 2006 transpose la décision de la Commission européenne relative aux briquets.

2. Les marchandises transitant par l'Aéroport de Luxembourg sont contrôlées de manière générale, par échantillonnage, relevant à la fois de la «sécurité générale des produits», mais aussi de la sécurité des produits («nouvelle approche» - voir supra). À ce titre, une problématique se pose quant aux produits achetés par des consommateurs via le commerce électronique sur Internet, car beaucoup de produits ne sont pas conçus pour le marché européen, et par conséquence, sont bloqués à la douane lors du contrôle. Pour le SEE, dans le cadre de la surveillance du marché, en cas de produits non conformes ou de doutes, en regard des exigences essentielles, des analyses techniques peuvent être conduites par leur laboratoire d'essai interne, ou bien par des laboratoires étrangers compétents, en cas de besoin. Par exemple, concernant le contrôle de produits de type «nouvelle approche», et dans le cadre afférent, le dernier rapport du SEE montre que la plupart des produits contrôlés (transitant par l'Aéroport de Luxembourg) sont conformes (marquage «CE» respecté), beaucoup plus que ceux contrôlés au Centre douanier Luxembourg-Howald (sic). En ce qui concerne les substances utilisées à la fabrication, le SEE vérifie régulièrement la conformité basée sur le dossier technique présenté.

Dans ce cadre, des analyses complémentaires peuvent viser la recherche de non-conformité(s), pas toujours la détection de substances toxiques éventuelles, sauf si la ou le(s) directive(s) spécifique(s) relatives au produit l'exige(nt). De plus, en cas de doutes sur des substances contrôlées ou découvertes dans l'enceinte de l'aéroport, comme pouvant être potentiellement toxiques (poudres par exemple), les autorités de contrôles en place (Douanes et Accises, mais aussi les pompiers par exemple) sollicitent alors le Laboratoire National de la Santé (LNS). Ce dernier, via son laboratoire de toxicologie, est, en effet, compétent pour les analyses et la détection de substances toxiques. Il n'existe pas de procédure spécifique, mais les moyens sont toujours disponibles, le laboratoire de toxicologie travaillant sur demande des autorités de contrôle. Le rythme est d'environ une vérification par mois. Une mise en place plus procédurale pourrait être envisagée entre les autorités de contrôle et le LNS, notamment pour assurer préventivement la perspective d'actions futures de vérification pouvant alors devenir plus nombreuses, par exemple.

Les Douanes et Accises, ainsi que le personnel national (réparti) dédié à la surveillance du marché, constituent les organes principaux de contrôles à la quantité de marchandises transitant par l'Aéroport de Luxembourg, ce sont ces «outils» en termes de ressources humaines qui pourraient alors être renforcés afin d'adapter la fréquence et la qualité. Des formations spécifiques à la surveillance du marché pourraient aussi être envisagées. Plus globalement, l'ensemble des ressources nationales affectées au domaine de la surveillance du marché pourrait être renforcées. De plus, un investissement futur serait souhaitable en vue de mettre à disposition des autorités de surveillance des équipements adéquats, notamment pour le contrôle des substances toxiques sur le terrain.

3. Le marquage «CE» matérialise la conformité d'un produit aux exigences communautaires incombant au fabricant du produit. Il indique que le produit est conforme à toutes les dispositions communautaires prévoyant son apposition.

Ce marquage relève de directives dites «nouvelle approche».

L'objectif de la «nouvelle approche» étant d'assurer la libre circulation des produits au sein du marché intérieur de l'Union européenne et garantir la sécurité des consommateurs et des utilisateurs européens de ces produits. Il signifie donc que le produit mis sur le marché est conforme aux exigences communautaires de santé et de sécurité et se matérialise par un symbole apposé sur le produit. Il s'agit d'un passeport permettant la libre circulation du produit sur tout le territoire de l'Union européenne.

Les États membres ne peuvent restreindre la mise sur le marché et la mise en service des produits marqués «CE», sauf en cas de preuves de non-conformité du produit. Le marquage doit être apposé avant qu'un produit ne soit mis sur le marché européen et mis en service. La décision 93/465/CEE du Conseil, du 22 juillet 1993 fixe le régime d'apposition du marquage «CE» en ce qui concerne la conception, la fabrication, la mise sur le marché, la mise en service d'un produit.

Ce marquage, lorsqu'il est respecté dans son application, remplit son rôle pour garantir la qualité et sécurité des produits. Il répond dans chaque cas à une directive et transposition nationale ad hoc, des références communautaires de fait.

Récemment les discussions du futur règlement et de la future décision sui generis de l'Union européenne concernant la commercialisation des produits («Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits»), pourraient aussi prévoir un nouveau marquage CE dit «CE+», visant à rejoindre les exigences sécurité du consommateur, au-delà de la stricte sécurité intrinsèque du produit en question. Ces futurs textes prévus pour la «nouvelle approche», sont aussi souhaités comme couvrant tous les produits. Ces deux tendances résultant de la volonté du Parlement européen, dans le but de garantir encore plus la qualité et la sécurité des produits, pour les consommateurs. Ces deux aspects demeurent encore en discussion.

4. Tel que vu précédemment, à terme, la future administration ILNAS (Institut Luxembourgeois de la Normalisation, de l'Accréditation, de la Sécurité et qualité des produits et services), coordonnera l'exécution des programmes de surveillance du marché, et assurera la surveillance du marché dans le cadre des directives communautaires relatives aux jouets (actuellement suivies par l'ITM) et aux équipements électriques et de télécommunications (actuellement suivies par le SEE).

Sur proposition des ministres compétents, cet institut déterminera et mettra à jour les programmes nationaux de surveillance sectoriels par catégorie de produits ou de risques conformément aux directives relatives, tout en précisant à cet égard les priorités et modalités de surveillance du marché.

ILNAS veillera donc à recueillir les spécifications nécessaires devant figurer dans la nouvelle directive européenne relative aux jouets, en collaborant avec les parties intéressées au plan national, et en participant, si possible, à la définition de ce nouveau document de l'Union européenne. Sachant que la révision de cette directive concerne une proposition de la Commission européenne annoncée pour le premier trimestre 2008.

Ainsi, ILNAS entend suivre, de la même manière, la série d'initiatives envisagées, à ce titre, par la Commission européenne, à savoir, par exemple, l'élaboration d'une mesure ciblée requérant la mention d'avertissements appropriés sur les dangers liés aux aimants dans les jouets, le renforcement de la coopération entre les autorités douanières et celles chargées de la surveillance des marchés (notamment en vue d'une meilleure interopérabilité entre le système RIF d'information sur les risques et les systèmes d'alertes rapide pour les biens de consommation et les aliments (PAPEX et RASFF)) et, enfin, l'élaboration, avec les États membres et les partenaires internationaux, des solutions pratiques dans le domaine de la traçabilité, y compris une éventuelle exigence légale plus formelle de traçabilité dans le secteur des biens de consommation.

Le projet de budget 2008 prévoit un nouvel article budgétaire pour la surveillance du marché des jouets.

Question 2085 (1.11.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **carte Jumbo:**

Bei de Jumboskaarte fir Schüler war et bis elo üblech, datt wa se hir Demande agereecht haten, mat enger Photo, an hir Tax bezuelt haten, datt se dann direkt e Formulaire kruten opgrond vun deem se den öffentlechen Transport konnte gratis benotzen.

Elo soll dat laut TICE awer net méi esou sinn, d'Schüler sollen eréischt duerfe gratis matfueren, wa se hir Jumboskaart ausgestallt kritt hunn, wat iwwer eng Woch kann daueren an de Schüler bis zu 15 Euro kascht, wann en den öffentlechen Transpot wëllt benotze fir an d'Schoul ze fueren.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Huet den Här Minister Kenntnis dervun, datt d'Schüler elo eréischt duerfen den öffentlechen Transport gratis benotze wa se hir Jumboskaart ausgestallt kruten?

2) Wa jo, wéisou dës Ännerung, déi zum Nodeel vun de Schüler ass?

3) Gendenkt den Här Minister deen ale Modus erëm anzeféieren, laut deem een unhand vun engem Formulaire scho kann den öffentlechen Transport benotzen, wann de Schüler seng Demande agereecht an d'Tax bezuelt huet?

Réponse (29.11.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Säit der Aféierung vun der Jumboskaart 1987 kënnen dei Jugendlech bis 21 Joer mat engem Formulaire hir Joreskaart am Viraus bestellen. Dat gëlt bei alle Betriber CFL, AVL an TICE.

Beim TICE ass an Ausnahmefäll d'Quittung, datt d'Kaart bezuelt ass, am Bus unerkannt ginn, wann d'Austelle méi laang gedauert huet.

Well säit dem 1. Juli d'Zäitdauer fir d'Kaarten auszestelle verkierzt ginn ass a well jo awer jidderee seng Kaart ka mat Zäit ufroen, ass et net mei néideg fonnt ginn, nach ee mat enger Quittung am Bus matfueren ze loossen.

Question 2087 (31.10.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **train d'atterrissage des avions du type Q400 du constructeur d'avions Bombardier:**

Au cours des dernières semaines plusieurs avions du type Q400 du constructeur d'avions Bombardier ont connu des problèmes avec leur train d'atterrissage lorsqu'ils se sont posés au sol. La compagnie aérienne SAS a décidé de ne plus laisser voler ses avions de ce type. Cette décision est intervenue après que de nouvelles difficultés se son manifestées malgré les vérifications techniques entre-temps effectuées par Bombardier sur la série d'appareils concernés par les premiers incidents.

La compagnie aérienne luxembourgeoise semble par contre continuer à faire confiance aux assertions de Bombardier quant à la fiabilité des avions qu'elle exploite, alors que des contrôles effectués pas ses propres services n'auraient pas révélés d'anomalies.

Faut-il rappeler qu'un avion luxembourgeois du type Embraer a évité de justesse les conséquences fatales d'un accident dû à des problèmes du train avant lors de son atterrissage le 24 septembre 2003.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre estime que tous les risques peuvent être exclus pour qu'un des engins susmentionnés détenus par notre compagnie aérienne nationale puisse connaître les mêmes problèmes que ceux ayant affectés d'autres appareils du type en question?

- Dans la négative, quelles mesures Monsieur le Ministre juge-t-il opportunes et adéquates pour éviter tout risque d'incident?

- Est-ce que la Direction de l'Aviation civile a procédé à une vérification préventive des avions du type en question? Quelle en a été la portée? À quel moment cette inspection a eu lieu et quels en furent les résultats? Est-il, au vu des décisions prises par d'autres autorités de surveillance, prévu de maintenir en service ce type d'avion?

Réponse (21.12.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député s'enquiert sur les problèmes techniques qu'ont connus récemment plusieurs avions de type Q400 de la compagnie aérienne SAS lors de certains atterrissages.

J'ai bien évidemment connaissance de ces événements et je peux rassurer Monsieur le Député que le Ministère des Transports, par le biais de la Direction de l'Aviation civile, suit de très près ces événements en coopération avec les autorités étrangères concernées.

Il semble utile de rappeler à Monsieur le Député que conformément aux règlements applicables en matière d'aviation civile internationale, toute mise en service d'un avion par une compagnie aérienne au Luxembourg fait l'objet d'un contrôle préalable à deux niveaux:

- au niveau de la délivrance du certificat d'immatriculation individuel de chaque avion et du certificat de navigabilité associé;

- lors de l'inscription de cet avion sur le certificat de transporteur aérien de la compagnie concernée.

Ensuite, après sa mise en service, chaque avion immatriculé au Luxembourg fait l'objet d'un suivi de navigabilité continue sous la responsabilité de la Direction de l'Aviation civile, conformément aux consignes et procédures arrêtées par l'Agence européenne pour la Sécurité aérienne basée à Cologne, en rapport avec l'autorité chargée de la supervision du constructeur et avec les autorités de certification de ce type d'avion.

Ainsi, dans le cas du DHC8-Q400 construit par la filiale Avions régionaux du groupe canadien Bombardier (autrefois De Havilland Canada), la certification des avions de type Q400 a été accordée par le département des Transports du Canada en juillet 1999. Il est à noter que cet avion est une nouvelle version des avions DHC8-100, 200 et 300 dont la version la plus ancienne a été mise en service dès 1984.

Conformément au règlement européen (CE) 1702/2003 relatif à la certification de navigabilité et environnementale des aéronefs et de leurs équipements, la délivrance du certificat de navigabilité individuel de chaque avion de type Q400 exploité par Luxair se fait sur la base de la certification de ce type d'aéronef telle qu'elle a été validée par l'Agence européenne sur la base de la première certification en Europe, accordée par le Danemark en décembre 1999.

Ce n'est qu'à l'issue de ce processus et après une inspection initiale, effectuée par les inspecteurs de la Direction de l'Aviation civile du Luxembourg, que les avions peuvent recevoir leur certificat de navigabilité individuelle. En outre, pour une exploitation en transport commercial, la compagnie doit produire un manuel d'exploitation et un programme d'entretien qui doivent être approuvés par la Direction de l'Aviation civile pour chaque type d'avion. Tout ce dispositif de certification et de délivrance d'autorisation est placé sous la responsabilité de la Direction de l'Aviation civile qui est elle-même auditée régulièrement tant par l'Organisation de l'Aviation civile internationale que par l'Agence européenne pour la Sécurité aérienne.

Après leur mise en service, les avions font l'objet d'un suivi rigoureux selon des procédures standardisées appliquées par les autorités luxembourgeoises destinées à garantir à chaque instant le plus haut niveau de sécurité.

La compagnie Luxair fait ainsi l'objet d'une double supervision par la Direction de l'Aviation civile, à la fois sur les conditions de suivi de la navigabilité continue de des aéronefs et sur les conditions de réalisation des opérations d'entretien et de maintenance, effectués par des techniciens spécialement formés.

Suite au premier accident survenu sur un Q400 de la compagnie SAS au Danemark, le 9 septembre 2007, et conformément à la procédure applicable, le constructeur et les autorités canadiennes ont été informés et ont répercuté cette information sur tous les opérateurs et leurs autorités de supervision au travers d'un message AOM (All Operators Message).

Après le deuxième accident survenu sur un avion Q400 exploité par SAS, à Vilnius, le 12 septembre 2007, l'enquête a progressé très vite et a permis de mettre en évidence un problème de corrosion sur un vérin du système de rétraction du train d'atterrissage principal de cet avion. Il faut souligner que même si le principe de fonctionnement du système de train d'atterrissage sur le Q400 est similaire à celui des autres versions du DHC8, le constructeur en est différent. Dès le 12 septembre 2007 au soir, le département des Transports canadien a publié une consigne de navigabilité d'urgence qui imposait à tous les exploitants de Q400 de vérifier visuellement avant tout nouveau vol les vérins de rétraction du train principal et leur rotule, notamment pour s'assurer du freinage des écrous de fixation de cette rotule, et à tous exploitants de Q400 ayant effectué plus de 8.000 atterrissages sur un avion, ou pour tous les Q400 ayant plus de quatre ans d'âge, de procéder à une inspection approfondie de ce vérin pour vérifier l'absence de corrosion interne. Les deux Q400 de SAS avaient effectué plus de 10.000 atterrissages et leur mise en service remontait à 2000. La même vérification devait être effectuée avant 500 heures de vol pour les avions totalisant entre de 4.000 et 8.000 atterrissages ou ayant entre deux et quatre ans depuis leur fabrication. Le 13 septembre, l'Agence européenne pour la Sécurité aérienne rendait obligatoire cette consigne de navigabilité pour tous les Q400 immatriculés dans un des États de l'Union européenne.

La Direction de l'Aviation civile en étroite concertation avec l'opérateur Luxair s'est assurée du respect de cette consigne de navigabilité pour les Q400 dont le plus ancien totalisait à ce moment moins de 400 atterrissages et dont la mise en service ne remontait qu'au mois de juin 2007. Par mesure de précaution visant à s'assurer que les avions ne présentaient aucun risque et en accord avec la Direction de l'Aviation civile, la compagnie Luxair a décidé d'inspecter tous ses avions lors de visites quotidiennes en dehors du programme des vols, dans la nuit du 13 septembre 2007, en procédant systématiquement à des inspections détaillées alors même que les avions de Luxair n'étaient pas encore concernés par la consigne compte tenu de leur âge. Ces inspections ont confirmé l'absence totale de corrosion pour les avions Q400 de Luxair. La compagnie la plus touchée ayant été la compagnie SAS dont la flotte de Q400 compte parmi les plus anciennes. Il a été tenu compte des informations pertinentes de la consigne de navigabilité dans le programme de maintenance régulier des Q400.

Le troisième accident d'un Q400 de la compagnie SAS, le 27 octobre 2007 à Copenhague, ne s'était pas produit dans les mêmes conditions, le train refusant de sortir même avec le système de secours. Les enquêteurs ont d'ailleurs établi rapidement l'absence de corrosion. Alors que les autorités de l'aviation civile du Canada ont clairement maintenu leur confiance dans le Q400 compte tenu du réexamen en détail des conditions de la certification initiale et de l'analyse très détaillée du système du train d'atterrissage, la compagnie SAS a pris unilatéralement, et contre l'avis des autorités danoises de l'aviation civile, la décision de suspendre définitivement de vol tous les Q400 exploités par la compagnie, motivant cette décision par le fait que les passagers n'avaient plus confiance dans ce type d'avion.

Au cours d'une réunion convoquée par les autorités canadiennes, le 29 octobre 2007 à Toronto, et à laquelle participait le responsable du suivi de navigabilité du Q400 au sein de l'Agence européenne pour la Sécurité aérienne, tous les représentants des autorités des États exploitants les Q400, en Amérique, en Europe et en Asie, décidaient de ne pas interdire le vol de ce type d'avion, dans l'attente des conclusions définitives du rapport d'enquête. Cette décision a par ailleurs été renforcée par la conclusion d'une réunion exceptionnelle tenue le 7 novembre à Cologne au cours de laquelle les dirigeants de l'AESA ont maintenu le certificat de navigabilité de type du Q400, réaffirmant leur confiance dans ce type d'appareil.

Entre-temps, l'enquête relative au dernier accident de Q400 à Copenhague a mis en évidence que le blocage du vérin était dû à l'obstruction d'une valve du circuit hydraulique par un joint torique ayant été sorti de son logement lors d'une opération de maintenance effectuée cinq jours avant l'accident.

Aujourd'hui les problèmes de corrosion sont soigneusement suivis dans l'attente du remplacement dans les mois à venir des vérins sur la flotte mondiale des Q400 avec des pièces ne présentant plus un tel risque de corrosion.

Il convient de noter qu'en total seuls trois Q400 de la compagnie scandinave SAS ont été concernés par ces accidents provoqués par la mauvaise sortie du train principal sur une flotte de plus de 150 avions en service auprès de 22 opérateurs dans le monde entier.

S'ajoute que le Q400 est la dernière version d'un avion produit à plus de 650 exemplaires, ayant accumulé plus de 13 millions d'heures de vol. Finalement, les enquêtes menées sur les deux premiers accidents des avions Q400 de SAS ont mis en évidence un problème de corrosion affectant des avions ayant tous effectué plus de 10.000 vols et ayant plus de cinq ans d'âge. À ce jour, Luxair dispose de trois avions Q400 ayant tous moins de six mois depuis leur mise en service et ayant effectué moins de 1.000 vols chacun.

SAS a été la seule à retirer les Q400 de sa flotte et a dû affréter de nouveaux avions pour assurer ses vols dont, entre autres, un Boeing 737-500 affrété avec équipage auprès de Luxair pour effectuer deux vols par jour entre Copenhague et Luxembourg en remplacement des Q400 qui opéraient sur cette route trois fois par jour.

Question 2088 (7.11.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **antennes mobiles du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU):**

Selon le rapport de l'Administration des Services de Secours pour l'année 2006, on note un total de 7.201 sorties des trois antennes mobiles du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU), soit une moyenne de 19,7 interventions quotidiennes. Les capacités de l'antenne mobile du SAMU Luxembourg, avec un maximum de 3.403 interventions, atteignent leurs limites.

Ces interventions regroupent à la fois les interventions primaires, secondaires et tertiaires. Par intervention primaire on entend le secours aux personnes blessées et malades et leur transport vers les établissements de santé. Par intervention secondaire on entend le transfert d'un patient d'un hôpital à un autre pour traitement spécifique dans un hôpital qui dispose du service nécessaire (par exemple neurochirurgie ou cardiologie interventionnelle). Une intervention tertiaire est le transfert d'un patient après traitement dans un service adapté à son état vers l'hôpital d'envoi.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quel est le nombre exact des interventions des trois antennes mobiles du SAMU en primaire, secondaire et tertiaire?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles les interventions secondaires et tertiaires sont prises en charge par l'antenne mobile et ne sont pas organisées, comme à l'étranger, par l'hôpital d'envoi qui met à la disposition un médecin et l'équipement nécessaire pour accompagner un tel transfert?

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que suite aux synergies entre les hôpitaux luxembourgeois, un nombre croissant de ces interventions risque de perturber les missions d'intervention primaire du SAMU, à savoir la mise en condition et le transport d'une détresse vitale?

- Alors que le SAMU prête main forte lors d'un transport secondaire ou tertiaire, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que ces missions devront au futur être organisées par les hôpitaux?

- Selon mes informations la région de la Sarre dispose d'un véhicule du type «Intensivtransportwagen» destiné aux transferts secondaires et tertiaires et doté d'un équipement spécial permettant le transport des patients nécessitant des soins intensifs complexes (par exemple respiration artificielle différenciée, monitoring spécial au-delà des possibilités techniques des antennes mobiles du SAMU). Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'un tel véhicule desservi par les hôpitaux pourrait soulager la tâche des antennes mobiles du SAMU qui pourraient se concentrer sur les interventions du type primaire?

Réponse (18.12.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Se basant sur un rapport de l'Administration des Services de Secours l'honorable Parlementaire fait le constat que le SAMU de la région du Centre atteint la limite de ses capacités et s'interroge sur les moyens d'y remédier, notamment en trouvant des solutions de rechange pour les interventions qu'elle qualifie de «secondaires» et de «tertiaires».

Il est un fait que les antennes mobiles du SAMU prennent en charge, outre les urgences qui se produisent sur la voie publique ou à domicile, les urgences qui se déclarent à l'hôpital et qui nécessitent un transfert dans un milieu hospitalier spécialisé, ainsi que le retransfert du patient après traitement du milieu hospitalier spécialisé vers l'hôpital d'origine. Ce retransfert peut nécessiter le cas échéant une ambulance médicalisée avec un staff d'accompagnement du type SAMU, surtout lorsqu'il s'agit du transport d'une personne ayant subi à l'INCCI un traitement récent relevant de la chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle.

L'honorable Parlementaire suggère de charger dorénavant les hôpitaux d'organiser eux-mêmes les transports secondaires et tertiaires. Elle lance encore l'idée d'un «Intensivtransportwagen» tel que celui s'occupant en Sarre des transports secondaires et tertiaires. Il faut cependant savoir qu'actuellement les hôpitaux luxembourgeois ne disposent pas eux-mêmes d'ambulances. De toute manière le problème de l'accompagnement de l'ambulance en personnel médical et de soins resterait entier.

J'aimerais, en ce qui me concerne, disposer de davantage de données chiffrées pour juger si le problème, qui a été soulevé bien avant la présente question parlementaire, est réel. Il se fait en effet que les procès-verbaux des sorties de SAMU ne permettent pas de distinguer nettement entre les sorties primaires, secondaires et tertiaires. Une informatisation du Protocole de prise en charge des patients relevant du SAMU (Protocole Divi), qui a démarré avec la région du Sud, est en cours pour les régions du Nord et du Centre. L'exploitation de ce Protocole, qui fera entre autres la part des choses entre les différents types de sortie du SAMU, commencera au début de l'année 2008.

C'est aussi en 2008 que Monsieur le Ministre de l'Intérieur en collaboration étroite avec le Ministre de la Santé fera faire par un organisme

externe une étude sur l'organisation du système de secours préhospitalier, y compris le SAMU.

J'attends les résultats du Protocole Divi ainsi que de l'étude dont question ci-dessus avant de voir si les transferts secondaires et tertiaires nécessitent une réorganisation ou un renforcement du SAMU.

Question 2089 (7.11.2007) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **retrait d'un médicament du marché par le producteur Bayer:**

Le 5 novembre le groupe Bayer a annoncé le retrait temporaire du marché de son médicament Trasylol. Ce médicament, utilisé lors d'opérations cardiaques, serait mis en relation avec un taux de mortalité augmenté.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le médicament en question est-il utilisé dans les hôpitaux luxembourgeois?

- Est-ce que les hôpitaux et pharmacies hospitalières ont été informés?

- De quelle façon sera organisé le retrait des stocks non utilisés des circuits hospitaliers luxembourgeois?

Réponse (27.11.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La société Bayer a suspendu la commercialisation du médicament Trasylol en date du 5 novembre, suite à une décision des autorités allemandes d'en suspendre l'autorisation de mise sur le marché.

La distribution du médicament en question depuis l'entrepôt de Bayer situé en Belgique, qui dessert le Luxembourg, a été arrêtée le même jour.

Mes services ont été avertis dès le 5 novembre. Bayer a été invité à retirer tous les stocks de ce médicament détenus au Luxembourg.

Le Trasylol est un médicament qui n'est utilisé que dans les hôpitaux. Au Luxembourg deux hôpitaux seulement l'avaient en stock.

Ces hôpitaux ont été avertis par téléphone et ils ont reçu confirmation par voie de mail.

Les opérations d'information des pharmaciens hospitaliers luxembourgeois et les opérations de retrait du médicament se sont déroulées au Luxembourg dans les mêmes conditions et délais qu'en Belgique.

L'Agence européenne des Médicaments à Londres s'est saisie du dossier lors de sa réunion du mois de novembre. Elle a demandé à son comité des spécialités pharmaceutiques de procéder à une réévaluation complète du rapport risque/bénéfice de ce médicament.

Question 2092 (8.11.2007) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant l'**introduction du dépistage moléculaire par technique VHP-AND:**

Le test Pap, mis au point dans les années 1940 par le Dr Georgios Papanicolaou, est toujours standard dans la détection du cancer du col de l'utérus depuis 50 ans. Une étude parue dans «The New England Journal of Medicine» daté du 18 octobre dernier montre que le test ADN des VPH permettait de détecter 94,6% des lésions précancéreuses sans générer de faux résultats comparativement à 55,4% pour le test de Pap.

Chez nous, le Laboratoire National de Santé (LNS) a été récemment confronté à une incertitude des résultats des dépistages cytologiques des cancers du col utérin.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre ne croit-il pas nécessaire d'introduire le dépistage moléculaire par technique VHP-ADN en accord avec les données scientifiques modernes et en complément des techniques cytologiques classiques pour les femmes de 30 ans et plus?

Réponse (10.12.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire pose la question de l'opportunité de compléter en matière de détection du cancer du col de l'utérus l'actuel dépistage fait au moyen de techniques cytologiques classiques par le dépistage moléculaire par technique VHP-ADN.

Depuis peu le Laboratoire National de Santé est effectivement en mesure de faire la recherche des HPV et d'en faire le typage.

Quant à savoir dans quelle mesure la nouvelle technique devra compléter voire remplacer la technique classique, mes services attendent une révision des «European Guidelines», dont la version actuelle met en garde contre l'utilisation de la nouvelle technique comme dépistage primaire. L'on peut cependant admettre que les éditeurs de ces «Guidelines» aient justement attendu l'étude fort récente à laquelle se réfère l'honorable Parlementaire pour procéder à une révision.

À première vue la nouvelle technique paraît intéressante surtout pour les classes d'âge visées par l'honorable Parlementaire, insuffisamment couvertes par le dépistage opportuniste actuel. Mes services suivront attentivement l'évolution sur le plan scientifique international et me feront rapport le moment venu en vue d'éventuelles mesures nouvelles à arrêter.

Question 2094 (9.11.2007) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant le **communiqué de presse du 6 novembre 2007 relatif à la présentation de l'agence de promotion «Luxembourg for Business»:**

À l'occasion de la présentation de l'agence de promotion «Luxembourg for Business» en date du 6 novembre 2007, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a publié un communiqué de presse fourmillant de fautes d'orthographe et de grammaire.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un communiqué si mal rédigé risque d'avoir des effets négatifs pour l'image de marque du Luxembourg?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il éviter de tels impairs à l'avenir?

Réponse (14.12.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Il est évident qu'un texte présentant excessivement de fautes d'orthographe et de grammaire ne reflète pas positivement sur l'instance qui l'a publié. Dans ce cas précis un malentendu était à l'origine de la publication d'une ébauche de texte du communiqué en lieu et place de la version revue et corrigée. Si cet incident n'a certainement pas profité à l'image du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, je ne pense pas qu'il y ait eu des effets négatifs pour l'image de marque du Luxembourg vu que le problème en question ne concernait que la version distribuée aux journalistes présents lors de la conférence de presse et que seuls les représentants des médias nationaux y avaient été convoqués. Par ailleurs, dès la fin de la conférence de presse, la version corrigée avait été transmise au Service Information et Presse du Gouvernement pour publication.

Il n'en est pas moins qu'à l'avenir de tels impairs devront être évités et c'est pourquoi j'ai rappelé à mes services de revoir la copie et de s'assurer de la bonne forme de tout texte avant sa publication.

Question 2095 (12.11.2007) de **MM. Laurent Mosar** et **Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **installations de biogaz:**

Une société coopérative de la région de Kehlen, regroupant en son sein trente entreprises du secteur agricole, tente depuis plusieurs années de construire une installation de biogaz qui permettrait de traiter aussi bien du purin que d'autres ordures. L'installation en question pourrait travailler avec un tonnage d'environ 50 tonnes, garantissant la production de 4,5 millions de m³ de biogaz qui, après purification, pourraient être injectés dans les réseaux de gaz naturel au Luxembourg. Un fournisseur de gaz a par ailleurs fait part de son intention de participer activement à la préparation du gaz.

Bien qu'une étude sur la faisabilité fut élaborée et présentée aussi bien au Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur qu'au Ministère de l'Environnent et qu'il a ensuite été conclu qu'un tel projet pourrait également être construit au Luxembourg, le dossier n'avance plus.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quel est l'état actuel du dossier en question?

- Pour quelles raisons le projet sous rubrique n'a pas encore vu le jour?

- Quelles sont les difficultés qui empêchent le début des travaux?

- Le Gouvernement envisage-t-il de soutenir le projet?

Réponse commune (19.12.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le projet d'installation de production de biogaz dont question et qui se base sur une initiative privée, a été présenté par son promoteur, la société coopérative «Naturgas Kielen», lors d'une conférence de presse, initiée par le promoteur, le mardi 20 novembre dernier en présence du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

D'après les promoteurs du projet, l'installation de Kehlen se distingue par le fait qu'il s'agit d'une des premières de ces installations où le biogaz produit est injecté directement dans le réseau de gaz naturel, après nettoyage et traitements divers, alors que le biogaz produit dans les autres installations est utilisé pour générer de l'électricité et, le cas échéant, de la chaleur utilisable. Le projet rassemble dans la coopérative 30 agriculteurs des communes de Kehlen, Mamer et Septfontaines prêts à s'engager dans le projet.

Le début des travaux est prévu, d'après les promoteurs du projet, au printemps prochain et dès 2009, l'installation devrait produire 2,5 à 3,0 millions de m³ de biogaz injecté dans le réseau par an, évitant ainsi l'émission de quelque 5.500 tonnes de CO_2 par an. À noter également que l'installation ne produira pas d'eau usée et que le digestat, liquide résultant de la fermentation, est un excellent engrais biologique qui pourra être épandu sur les terres au lieu des lisiers et fumiers.

Le Gouvernement se félicite de cette initiative privée fort louable et a le souhait de voir cette initiative imitée et que des installations similaires voient le jour à travers le Grand-Duché. Dans ce cadre le Gouvernement envisage de soutenir ce projet par différentes aides. Quant au biogaz injecté dans le réseau, la loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel prévoit l'obligation de rachat de la production de biogaz, de gaz issu de la biomasse ou d'autres types de gaz, basés sur des sources d'énergie renouvelables et destinés à être injectés dans un réseau de gaz naturel. Un règlement grand-ducal précisant cette obligation de rachat est en train d'être élaboré au Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et sera la base pour la rémunération de la production de biogaz de l'installation de Kehlen.

Néanmoins, la mise en œuvre du projet est soumise à une autorisation en vertu de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ainsi que de la loi du 28 juillet 1999 relative aux établissements classés.

En ce qui concerne cette dernière, il convient de noter que le dossier d'autorisation vient d'être soumis au Ministre de l'Environnement en date du 14 novembre 2007. Le dossier fera l'objet de la procédure d'instruction telle prévue par l'article 9 de la prédite loi.

Quant à la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, il convient de souligner que l'exploitant bénéficie d'une autorisation de principe établie en date du 19 juillet 2006 pour l'installation de l'ouvrage sur un terrain sis à Kehlen au lieu-dit «Zentestall». L'autorisation de principe était subordonnée à la présentation et à l'autorisation subséquente des plans d'exécution définitifs par l'autorité politique compétente.

Les fonds destinés à recevoir les constructions sont situés dans un ensemble paysager à haute valeur esthétique et biologique. Une adaptation de l'approche architecturale en ce qui concerne la topographie et la spécificité du lieu a été nécessaire en l'occurrence afin de minimiser les éventuelles nuisances pour le paysage. Un terrain d'entente a pu être trouvé entre les parties.

À l'heure actuelle sont à l'étude les différentes possibilités d'accès vers le site qui longe la RN12 pour en dégager un tracé susceptible de conserver au mieux l'allée d'arbres qui longe la route, allée qui compte parmi les plus remarquables du territoire national.

Question 2098 (13.11.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**impact sur la place financière des fonds d'investissement spécialisés:**

En Allemagne, il sera introduit à partir de 2009 un impôt libératoire forfaitaire au taux unique de 25% sur les revenus de capitaux privés. En même temps, de nombreuses possibilités existantes pour les investisseurs privés ayant incité les investisseurs privés à transférer leur capital à l'étranger vont disparaître.

Le Finanzausschuss du Parlement allemand a récemment décidé de modifier le projet de loi gouvernemental en soumettant à l'imposition à la source les revenus des fonds d'investissement spécialisé luxembourgeois qui ont été générés dès le 8 novembre 2007.

- Considérant l'intérêt grandissant des investisseurs pour la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, j'aimerais demander Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget quel est l'impact de ces mesures sur la place financière.

Réponse (18.12.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

À titre préliminaire, il paraît utile de rappeler la finalité de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés. Cette loi, qui a remplacé la loi du 19 juillet 1991 relative aux organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au placement dans le public, a pour objectif de favoriser le développement de structures d'investissement répondant à des contraintes opérationnelles moins lourdes en raison de la qualification des investisseurs visés. Elle est similaire à des réglementations existant déjà à l'étranger, notamment en France (OPCVM contractuels) et en Irlande (Qualified Investors Funds).

Des considérations d'ordre fiscal n'étaient pas prépondérantes lors de l'élaboration du nouveau régime légal applicable à ce type de véhicule d'investissement.

Une ventilation des fonds d'investissement spécialisés selon l'origine géographique de leurs initiateurs met en évidence la multitude des pays actifs dans le lancement de tels véhicules d'investissement au Luxembourg. Ainsi les initiateurs de fonds d'investissement spécialisés sont actuellement répartis parmi près d'une trentaine de nationalités différentes.

Parmi les demandes d'agrément de fonds d'investissement spécialisés introduites auprès de la CSSF depuis l'entrée en vigueur de la loi du 13 février 2007 jusqu'à ce jour, près de la moitié émanent plus particulièrement d'initiateurs d'origine allemande. Il est à noter que la proportion de demandes d'agrément émanant d'initiateurs d'origine allemande est restée constante au cours des dernières semaines.

Les nouvelles dispositions fiscales récemment introduites en Allemagne n'ont dès lors pas eu à ce jour de répercussions sur le développement du secteur des fonds d'investissement spécialisés et donc sur la place financière.

Question 2100 (13.11.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **demandeurs d'asile venant du Nigeria:**

La Direction de l'Immigration aurait ouvert les portes de ses installations à des représentants du Consulat du Nigeria pour identifier des demandeurs de protection internationale ou des demandeurs d'asile déboutés, et ce en vue d'un prochain rapatriement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Cette façon de procéder est-elle aussi accordée aux autres représentations des pays d'origine de demandeurs de protection internationale ou encore de demandeurs d'asile déboutés?

- Quel est le nombre de demandeurs d'asile déboutés venant du Nigeria auxquels un retour volontaire a déjà été proposé? Combien d'entre eux ont profité de cette proposition en 2007?

- Quel est le nombre de demandeurs d'asile déboutés venant du Nigeria qui ont été rapatriés de force en 2007? Combien ont toutefois obtenu le statut de tolérance en 2007?

- Pourquoi le motif ne ressort pas de la convocation faite par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration?

Réponse (27.11.2007) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

La Direction de l'Immigration reçoit régulièrement des représentants d'ambassades respectivement de consulats de pays d'origine de demandeurs d'asile déboutés et ce en vue de l'identification de ces personnes. De telles entrevues se font soit dans les locaux de la Direction de l'Immigration même, soit, lorsque les personnes font l'objet d'une mesure de placement, au centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière.

À l'heure actuelle, le Luxembourg comptabilise quelque 194 demandeurs d'asile déboutés en provenance du Nigeria.

Seuls deux demandeurs d'asile déboutés du Nigeria ont profité d'un retour volontaire en 2007 contre six retours forcés durant la même année. 22 demandeurs d'asile déboutés de nationalité nigériane ont obtenu une tolérance.

Le motif ne ressort pas de la convocation faite par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, l'expérience ayant montré qu'au cas contraire les demandeurs déboutés ne se présentent même pas.

Question 2101 (13.11.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **procédure de perception des cotisations de la Chambre de Commerce:**

La loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective autorise les chambres professionnelles à percevoir de leurs ressortissants une cotisation dont la base de perception est établie par chaque chambre. Le Tribunal administratif a récemment déclaré illégales les règles d'établissement des rôles et les règles de perception des cotisations qui permettent à la Chambre de Commerce de ponctionner chaque année 0,2% des bénéfices commerciaux de ses ressortissants, au sens du droit fiscal, en utilisant les services de l'Administration des Contributions directes. En effet, le règlement grand-ducal établissant la procédure de perception des cotisations n'a jamais été pris. De plus, la loi ne définit pas les ressortissants de la Chambre de Commerce.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

1. Pour quelles raisons aucun règlement grand-ducal établissant la procédure de perception des cotisations de la Chambre de Commerce n'a été pris jusqu'à ce jour?

2. Au vu de la jurisprudence précitée, les règles d'établissement des rôles et les règles de perception des cotisations de la Chambre de Commerce ne devraient-elles pas faire l'objet d'une réforme plus approfondie?

Réponse (18.12.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Monsieur le Député Laurent Mosar fait implicitement référence à un jugement du 24 octobre 2007 du Tribunal administratif qui a annulé le bulletin de cotisation que la Chambre de Commerce avait adressé à un de ses ressortissants. La loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective donne à la Chambre de Commerce le pouvoir de déterminer elle-même le niveau et les modalités de la fixation des cotisations. Il a paru aux gouvernements qui se sont succédés depuis 1924 que ces dispositions (articles 3 et 37bis) étaient suffisantes pour procéder auprès de ses adhérents à la liquidation des cotisations, opération purement «mécanique», sans qu'il soit nécessaire de prendre des règlements grand-ducaux d'application.

Face à l'interprétation différente que le Tribunal administratif a faite du texte de 1924, le soussigné proposera au Conseil de Gouvernement du 21 décembre d'adopter un règlement grand-ducal qui règlera en détailles modalités d'affiliation à la Chambre de Commerce, l'établissement du rôle et la procédure de perception des cotisations de la Chambre de Commerce.

Question 2103 (13.11.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **reclassement des salariés du site de la WSA (Warehouse Service Agency):**

Op dem ehemolege WSA-Site zu Beetebuerg sollen zwee nei Betriber sech néierloossen, mat eventuell iwwer 1.000 neien Aarbechtsplazen.

Et gëtt nach eng Rei ehemoleg Beschäftegt vum WSA-Site Beetebuerg, déi nach ëmmer keng Aarbecht fonnt hunn an och anscheinend schwéier ze vermëttele sinn.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) Wivill ehemoleg Beschäftegt vun der WSA-Beetebuerg hunn nach keng nei Schaff fonnt?

2) Gesäit d'Regierung eng Méiglechkeet, fir dës Leit eventuell bei deenen neie Betriber op dem ehemolege WSA-Site zu Beetebuerg ënnerdach ze bréngen?

3) Wann net, wéi sinn d'Aussiichten, fir datt déi Leit nach jeemools eng Schaff fannen?

Réponse commune (19.12.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

1. Vun deene Leit, déi bei der WSA entlooss gi sinn, bleiwen der nach 21 ageschriwwen um Aarbechtsamt. Dovunner sinn der allerdéngs aacht an enger Beschäftegungs- oder Weiderbildungsmossnam, vun deenen der e puer zu enger normaler Schaff wäerte féieren.

2. Déi Leit vun der WSA sinn zu engem gudden Deel duerchaus qualifizéiert an hu während Jore gutt Aarbecht gemach. Och si si mam Site WSA vertraut. Et kann een dofir dovun ausgoen, datt eng reel Méiglechkeet besteet, fir datt dës Leit vun deenen neie Betriber kënnen agestallt ginn. Dës Decisioun läit awer selbstverständlech bei de Betriber, déi d'Profiler an d'Qualifikatioun vun deenen ugebuedenen Aarbechtsplaze bestëmmen.

3. Wat d'Aussichte vun deene Leit ugeet, déi nach keng Schaff hunn, sou si wuel e puer Leit derbäi, déi sou wäit vum Aarbechtsmaart ewech sinn, dass et schwiereg wäert gi fir si eng Schaff ze fannen.

Et muss ee sech awer och d'Fro bei verschiddenen aneren stellen, wat si selwer ënnerhuele fir eng néi Aarbechtsplaz ze fanne, wann ee gesäit wivill Assignatioune se schonns vum Aarbechtsamt kritt hunn, ouni dass dat zu engem Resultat gefouert hätt.

Question 2104 (14.11.2007) de **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **Code de déontologie pour les agents de l'État et émoluments revenant aux fonctionnaires pour l'accomplissement de leur mission dans les conseils d'administration:**

Dans la réponse à ma question parlementaire N°1003 du 30 mars 2006 *(cf. compte rendu N°12/2005-2006)*, Monsieur le Premier Ministre avait précisé que ses services travailleraient sur la mise en place d'un Code de déontologie pour les agents de l'État.

Dans la réponse à ma question parlementaire N°1294 du 20 septembre 2006 *(cf. compte rendu N°3/2006-2007)*, Monsieur le Premier Ministre avait confirmé que le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative était en train de travailler à l'élaboration d'un tel Code de déontologie.

1) Monsieur le Premier Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de ce projet?

Les émoluments revenant aux fonctionnaires pour l'accomplissement de leur mission dans les conseils d'administration de sociétés anonymes sont, dans la pratique, directement versés aux fonctionnaires par les sociétés.

2) Cette pratique vous paraît-elle conforme aux dispositions de la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État dans une société anonyme qui prévoient que les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'État ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner et qu'il appartient au Gouvernement d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs? Dans la négative, comment y remédier?

Réponse (19.12.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Ad 1) Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative est actuellement sur le point de conclure les travaux préparatoires en vue de la rédaction finale d'un Code de déontologie susceptible de sensibiliser les agents publics aux valeurs et normes clés de la fonction publique luxembourgeoise.

Les travaux préparatoires ont plus particulièrement porté sur l'étude de questions telles que l'identification des domaines sensibles qui seront couverts par un tel Code de déontologie en tenant compte des résultats de la recherche académique dans ce domaine ainsi que des spécificités de la situation au Luxembourg, ou encore la comparaison du contenu de différents codes de déontologie déjà en vigueur ainsi que l'analyse des expériences faites dans certains pays membres de l'Union européenne.

Le Gouvernement en Conseil devrait pouvoir délibérer sur un texte début 2008.

Ad 2) Les dispositions de la loi modifiée du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme règlent la question des émoluments comme suit:

«Les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'État ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner; il appartient au Gouvernement en Conseil ou à l'organe dirigeant de la personne morale de droit public d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs, ou membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, pour l'accomplissement de leur mission.»

En ce qui concerne la procédure selon laquelle l'indemnité dont bénéficie le fonctionnaire qui représente l'État est déterminée et versée, je ne peux que renvoyer Monsieur le Député à la réponse que j'ai fournie à la question parlementaire N°1294 du 20 septembre 2006. Ainsi, le Gouvernement en Conseil opère un choix quant au fonctionnaire à désigner pour le représenter et évalue simultanément si le niveau de l'indemnité versée au fonctionnaire correspond aux responsabilités assumées. Cette indemnité, au lieu de transiter par le budget de l'État, est versée directement et en toute transparence aux fonctionnaires par la société anonyme.

Question 2107 (19.11.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**attribution de l'autorité parentale (article 380 alinéa 1er du Code civil):**

En date du 24 janvier 2002, j'avais posé une question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Justice concernant une éventuelle modification de l'article 380 alinéa 1er du Code civil concernant l'autorité parentale d'un enfant *(cf. compte rendu N°5/2001-2002)*. Dans un jugement du 26 mars 1999, la Cour constitutionnelle avait considéré que cet article, en ce qu'il attribue l'autorité parentale d'un enfant naturel reconnu par les deux parents privativement à la mère n'était pas conforme à l'article 11 de la Constitution.

Dans sa réponse du 8 février 2002, Monsieur le Ministre de la Justice avait exposé que le Gouvernement serait en train d'élaborer un projet de loi qui tiendrait compte de l'arrêt en question de la Cour constitutionnelle ainsi que de la proposition de loi 4550 déposée par le feu honorable Monsieur Willy Bourg.

Or, force est de constater que depuis lors, le Gouvernement n'a pas encore légiféré en la matière.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire pourquoi l'article 380 alinéa 1er du Code civil n'a pas encore été modifié et rendu conforme à la Constitution?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un retardement tellement excessif de la mise en conformité de l'article en question du Code civil est digne d'un État de droit?

Réponse (18.12.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le Gouvernement est sur le point de finaliser un avant-projet de loi portant réforme fondamentale et globale de la responsabilité parentale. Ce projet adaptera notamment aussi l'article 380 alinéa 1er du Code civil visé par la question parlementaire.

Le Gouvernement compte déposer ce projet de loi à la Chambre des Députés au début de l'année 2008.

Question 2126 (26.11.2007) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **vaccin contre les infections à HPV (anti-Papillomavirus Humain):**

Le vaccin contre les infections à HPV est depuis un certain temps disponible au Luxembourg. Ce vaccin protège contre des virus pouvant induire un cancer du col de l'utérus.

Au cours des dernières semaines une campagne de sensibilisation invite à faire vacciner les jeunes filles avant leurs premières relations sexuelles afin de minimiser le risque d'une infection à HPV.

Au vu de ce qui précède je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Sachant qu'il s'agit de vaccins assez récents, le Ministère de la Santé, dispose-t-il d'informations sur leurs effets à long terme?

- Quelles sont la durée et l'étendue de la protection assurée par les vaccins en question?

- Selon Monsieur le Ministre, les médecins disposent-ils d'assez d'informations sur lesdits vaccins afin de pouvoir informer de manière adéquate les jeunes filles en question?

Réponse (14.12.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Avec un recul de cinq ans et demi depuis le début des études cliniques pour les deux vaccins disponibles sur le marché nous n'avons pas connaissance à ce jour d'effets négatifs particuliers.

D'après les études publiées les vaccins confèrent une protection de > 99% contre les types de HPV pour lesquels ils sont indiqués; ceux-ci représentent environ 70% de tous les types de HPV pouvant être à l'origine d'un cancer du col.

Comme nous ne disposons que d'un recul de cinq ans et demi, je ne puis me prononcer sur une durée précise de la protection; d'après les études publiées à ce jour, l'immunité conférée par les deux vaccins est toujours présente 60 mois après la vaccination accomplie.

L'on peut admettre que les médecins sont bien informés sur ce vaccin très novateur sur lequel de nombreuses publications apparaissent dans la presse scientifique et grand public.

Dans le cadre du projet de programme de vaccination conjoint de mon Ministère avec l'UCM, qui devrait démarrer au cours du 1er trimestre 2008, une campagne d'information sur la vaccination et les modalités de fonctionnement du programme s'adressera aux jeunes filles et aux parents ainsi qu'au corps médical.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°7
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

19e	séance, mardi	18 décembre 2007
20e	séance, mercredi	19 décembre 2007
21e	séance, mercredi	19 décembre 2007
22e	séance, jeudi	20 décembre 2007

Luxemburg übernimmt Präsidentschaft der Großregion



Die Zusammenarbeit der Parlamente

Zum 1. Januar 2008 hat das luxemburgische Parlament die Präsidentschaft des Interregionalen Parlamentarierrates übernommen. 96 Abgeordnete (Mitglieder und Stellvertreter) aus Luxemburg, Rheinland-Pfalz, dem Saarland, Lothringen, Wallonien, der französischen und der deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens bilden dieses Gremium, das zweimal jährlich zu einer Plenarsitzung zusammenkommt, traditionell im Juni und im Dezember.

Zwischen diesen Terminen kommen die Abgeordneten in insgesamt sechs Ausschüssen zusammen, um grenzüberschreitende Themen zu behandeln und gegebenenfalls Empfehlungen an die Exekutiven auszuarbeiten, die von der Plenarsitzung angenommen und weitergeleitet werden, oder um Anfragen an die Exekutiven zu formulieren. Analog zur Präsidentschaft der Großregion auf Regierungsebene wird die Präsidentschaft des IPR turnusgemäß für anderthalb Jahre ausgeübt. Für Luxemburg fällt das Ende der Präsidentschaft des IPR fast zeitgleich mit dem Ende der Legislaturperiode im Sommer 2009 zusammen.

Parlamentspräsident Lucien Weiler, der zum neuen Präsidenten des IPR gewählt wurde, setzt auf eine aktive Rolle der Parlamente. Die Themen, die in den sechs Ausschüssen des IPR besprochen werden, sollen zu konkreten Empfehlungen führen, die in den Plenarsitzungen angenommen und den Exekutiven weitergeleitet werden.

Der IPR befasste sich in der vergangenen Plenarsitzung in Namur unter wallonischer Präsidentschaft zum Beispiel mit einem Vorschlag für ein Pilotprojekt, das die sieben größten Universitäten der Großregion zu einem integrierten Hochschulraum zusammenführen soll - ohne dass die einzelnen Universitäten ihre Eigenständigkeit verlieren.

Ein weiterer „Dauerbrenner" in den Diskussionen des IPR ist die gemeinsame Weiterentwicklung des öffentlichen Transportes - vom einheitlichen „Großregion-Ticket" bis zur Schaffung neuer grenzüberschreitender Buslinien.

Die Zusammenarbeit im Rahmen der europäischen Kulturhauptstadt 2007 wurde von den Abgeordneten der Großregion einstimmig als positiv bewertet. In einer für den 22. Februar anberaumten Sitzung der für Kultur zuständigen Kommission soll über die Möglichkeiten der Weiterführung dieser Zusammenarbeit beraten werden. Dass dafür eine gemeinsame Struktur geschaffen bzw. weiterbestehen soll, haben die Parlamentarier bereits auf der Plenarsitzung in Namur festgestellt.

Der luxemburgische Abgeordnete Marcel Oberweis ist Präsident des Ausschusses „Umwelt und Landwirtschaft" des IPR. Gemäß einem Auftrag des Ständigen Ausschusses des IPR arbeitet diese Kommission an einer Bilanz über das Potenzial der erneuerbaren Energien in der Großregion. Nach einer Reihe von Konferenzen, die in allen Teilregionen stattfinden, möchte Marcel Oberweis in einer großen Abschlusssitzung Ende 2008 in Luxemburg zu einer zusammenfassenden Bewertung kommen.

Welche Schwerpunkte sich die luxemburgische Delegation des IPR für die nächsten anderthalb Jahre setzen wird, soll unter anderem auch Thema der Orientierungsdebatte sein, die auf Initiative von Marcel Oberweis im ersten Trimester 2008 im luxemburgischen Parlament stattfinden wird. Der Abgeordnete wird einen Bericht vorlegen, an dem er seit mehreren Monaten arbeitet und für den er mehrere Parlamentskommissionen konsultiert hat. Angeschnitten werden Themen wie Landesplanung, Transport, Forschung und kulturelle Zusammenarbeit.

Die Gremien des IPR

Präsident: Turnusgemäß wird jeweils ein Präsident der im IPR vertretenen Parlamente bzw. des Conseil Régional de Lorraine für anderthalb Jahre zum Präsidenten des IPR gewählt. Der Präsident leitet die Plenarsitzungen und die Sitzungen des Ständigen Ausschusses.

Vizepräsidenten: Die Präsidenten der im IPR vertretenen Parlamente bzw. des Conseil Régional de Lorraine, die nicht die Präsidentschaft des IPR innehaben, sind kraft ihres Amtes Vizepräsidenten des IPR.

Ausschüsse: Die vorbereitenden Arbeiten des IPR werden in den Sitzungen der Ausschüsse erledigt, die im Durchschnitt zweimal pro Jahr tagen. Die Ausschüsse behandeln:

- wirtschaftliche Fragen
- soziale Fragen
- Verkehr und Kommunikation
- Umwelt und Landwirtschaft
- Schulwesen, Ausbildung, Forschung und Kultur
- innere Sicherheit, Katastrophenschutz und Rettungsdienste.

Delegationen: Im IPR sind folgende Delegationen vertreten:

- Chambre des Députés du Grand-Duché du Luxembourg (Präsident + 9 Mitglieder + 9 stellvertretende Mitglieder)
- Landtag Rheinland-Pfalz (Präsident + 9 Mitglieder + 9 stellvertretende Mitglieder)
- Landtag des Saarlandes (Präsident + 9 Mitglieder + 9 stellvertretende Mitglieder)
- Conseil Régional de Lorraine (Präsident + 9 Mitglieder + 9 stellvertretende Mitglieder)
- Parlement wallon (Präsident + 4 Mitglieder + 5 Ersatzmitglieder)
- Parlement de la Communauté française de Belgique (Präsident + 2 Mitglieder + 3 Ersatzmitglieder)
- Parlament der deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens (Präsident + 1 Mitglied + 2 Ersatzmitglieder).

Ständiger Ausschuss: Der Ständige Ausschuss besteht aus dem Präsidenten, den Vizepräsidenten und den Präsidenten der Ausschüsse. Er bereitet zweimal im Jahr die Plenarsitzung vor.

Geschäftsführung: In der Geschäftsführung des IPR sind die Generalsekretäre bzw. Direktoren sowie weitere Beamte der teilnehmenden Parlamente bzw. des Conseil Régional de Lorraine vertreten. Das Generalsekretariat ist in Luxemburg. Dort werden die Finanzen des IPR verwaltet. Die Geschäftsführung der Delegation, die die Präsidentschaft des IPR innehat, bereitet die Plenarsitzungen und die Sitzungen des Ständigen Ausschusses vor.

Die luxemburgische Delegation des IPR

Präsident: Lucien Weiler (CSV)

Mitglieder: Marcel Oberweis (CSV), Präsident der Kommission „Umwelt und Landwirtschaft", Gilles Roth (CSV), Christine Doerner (CSV), Romain Schneider (LSAP), Claudia Dall'Agnol (LSAP), Roland Schreiner (LSAP), Xavier Bettel (DP), Charles Goerens (DP), Claude Adam (DÉI GRÉNG)

Stellvertretende Mitglieder: Ali Kaes (CSV), Lucien Thiel (CSV), Sylvie Andrich-Duval (CSV), Lydia Mutsch (LSAP), Vera Spautz (LSAP), Marc Angel (LSAP), Fernand Etgen (DP), Alexandre Krieps (DP), Félix Braz (DÉI GRÉNG).

(Fortsetzung Seite 2)



Der IPR ist im Internet an der Adresse www.cpi-ipr.com zu finden. Hier können Informationen zur Geschichte des IPR, die aktuelle Zusammensetzung und die seit dem Jahr 2000 angenommenen Empfehlungen abgerufen werden.

DANS CE NUMÉRO

Conférence sur le changement climatique à Bali p. 211-214

Réforme de l'Inspection du travail et des mines p. 215

Discours de fin d'année du Président Weiler p. 256-257

Sommaire des séances publiques Nos 19 à 22 p. 257

Sommaire des questions parlementaires p. Q74

Luxemburg übernimmt Präsidentschaft der Großregion

(Fortsetzung von Seite 1)

Die Zusammenarbeit in der Großregion auf Seiten der Regierungen

Auch auf Regierungsseite wechselt alle 18 Monate die Präsidentschaft der Großregion. Am Freitag, dem 1. Februar 2008, wird Luxemburg auf dem zehnten Gipfel der Großregion in Namur die Prioritäten der luxemburgischen Präsidentschaft vorstellen.

Beim Gipfel der Großregion ist die höchste politische Ebene vertreten: aus Luxemburg der Premierminister und der Minister für Landesplanung; aus den deutschen Bundesländern Saarland und Rheinland-Pfalz die Ministerpräsidenten; die Ministerpräsidenten der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft Belgiens und der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens; der Präfekt der Region Lothringen und der Moselle; der Präsident des Regionalrates Lothringen und die Präsidenten der Generalräte Meurthe-et-Moselle und Moselle. Gemeinsame Beschlüsse werden gefasst und umgesetzt.

Als Arbeitsinstrument besteht auf Seiten der Exekutive eine Regionalkommission. Diese grenzüberschreitende Zusammenarbeit basiert auf einem Abkommen zwischen den Regierungen Frankreichs, Deutschlands und Luxemburgs. Die Regionalkommission „Saar-Lor-Lux-Trier/Westpfalz“ wird seit dem 9. Dezember 1998 durch die Mitarbeit der Wallonischen Region erweitert, die einen Beobachterstatus einnimmt. Die Mitgliedsdelegationen des Regionalausschusses „Saar-Lor-Lux-Trier/Westpfalz“ werden durch Arbeitsgruppen zu einzelnen Themen unterstützt. Zur Koordinierung der Arbeiten wurde 1999 in Luxemburg ein gemeinsames Sekretariat eingerichtet, das im „Haus der Großregion“ angesiedelt ist.

Seit kurzem befindet sich das „Haus der Großregion“ an einer neuen Adresse: 25, rue Notre-Dame in Luxemburg-Stadt. Es hat eine doppelte Funktion. Neben der Weiterführung der Arbeiten des Gipfels der Großregion und der Regionalkommission besteht auch eine externe Komponente. Das „Haus der Großregion“ ist täglich von 9.00 bis 11.30 und von 14.30 bis 16.00 Uhr für die Öffentlichkeit zugänglich. Anfragen werden auch über das Infotelefon 00800 - 775 775 00 beantwortet.

Der Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion: ein beratendes Organ der Exekutive

Der im Februar 1997 eingesetzte Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion ist ein beratendes Organ des Gipfels der Großregion. Er arbeitet Berichte und Resolutionen zu sozialen, wirtschaftlichen, kulturellen und landesplanerischen Themen aus und stellt sie dem Gipfel der Großregion vor.

Die Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle wurde 1998 vom vierten Gipfel der Großregion eingesetzt. Durch die Zusammenarbeit von sechs Instituten der Großregion werden vergleichbare statistische Daten zur Arbeitsmarktsituation ausgearbeitet. Die Arbeiten werden von einem Ausschuss koordiniert, der aus Vertretern der Exekutive der Teilregionen besteht.

Weitere konkrete Formen der Zusammenarbeit sind die Projekte e-BIRD (Statistik und kulturelle Zusammenarbeit), das Jugendforum und ein Netzwerk der Bürgerbeauftragten. Detailinformationen zu diesen Projekten sind im Internet an der Adresse www.granderegion.net erhältlich.

Fortsetzung folgt:

In einem weiteren Beitrag, „Die Großregion im Konkreten“, werden wir in einer nächsten Ausgabe auf die Inhalte der Zusammenarbeit in der Großregion eingehen.

Bisherige Schwerpunktthemen des IPR

- ❒ Bericht der Santer-Kommission „Zukunftsbild 2020“

Wirtschaftliche Fragen

- ❒ Mobilfunkkosten
- ❒ Zusammenarbeit zwischen Hochschulen und Wirtschaft

Soziale Fragen

- ❒ Schule der zweiten Chance
- ❒ Jugendarbeitslosigkeit in der Großregion
- ❒ Zusammenarbeit im Bereich der Drogen- und Suchtprävention bei jungen Menschen

Verkehr und Kommunikation

- ❒ Schienennetz der Großregion
- ❒ Öffentlicher Personenverkehr
- ❒ Kultur und Tourismus
- ❒ Anbindung der Saar-Lor-Lux-Region an die TGV-Verbindungen in Frankreich

Umwelt und Landwirtschaft

- ❒ Energiepolitik für die Großregion
- ❒ Auswirkungen der Wasserrahmenrichtlinie

Schulwesen, Ausbildung, Forschung und Kultur

- ❒ Zusammenarbeit der Hochschulen und Universitäten der Großregion
- ❒ Weiterentwicklung der Mehrsprachigkeit in der Großregion
- ❒ Bildung und Forschung in der Großregion
- ❒ Kulturhauptstadt 2007

Innere Sicherheit, Katastrophenschutz und Rettungsdienste

- ❒ Grenzüberschreitende Polizei- und Zollzusammenarbeit
- ❒ Grenzüberschreitende Abstimmung von Sicherheits- und Katastrophenschutzmaßnahmen

En oppent Ouer fir d’Stëmm vu Bouneweg



Déi Responsabel vun der „Stëmm vu Bouneweg“ iwwerreechen hir Petitioun un de Chamberpresident

D’Associatioun „Stëmm vu Bouneweg“ huet viru kuerzem dem Chamberpresident Lucien Weiler eng Petitioun iwwerreecht. 4.440 Persounen hunn d’Lëschten ënnerschriwwen a si „géint de Bau vun engem neie Foyer d’accueil fir Toxicomanen an der Rue Dernier Sol zu Bouneweg a verlaangen eng direkt Astellung vun dësem Projet“.

D’Associatioun ass net géint de Bau vun engem neie Foyer d’accueil fir Toxicomanen, mä géint d’Ausmooss, den Emplacement zu Bouneweg an der Rue Dernier Sol an d’Konsequenze fir de Wunnquartier. „D’Leit si beonrouegt iwwert déi geplangte Struktur. De Standuert ass schlecht, well et zu Bouneweg schonn eng Partie aner sozial Infrastrukture gëtt. D’Gréisst vum Projet ass och démesuréiert“, huet den Alain Biren, President vun der Biergerinitiativ, betount.

Mat der Motioun vum Deputéierte Ben Fayot, déi den 10. Oktober zejoert an der Chamber eestëmmeg ugeholl gouf (cf. Encart), ass d’Associatioun zum gréissten Deel d’accord. Et missten alternativ Siten a Léisunge gesicht ginn: „Mir sinn eis eens, datt esou Infrastrukture gebraucht ginn, mä net iwwert de Wee, wéi dat soll geschéien“, sou nach den Alain Biren. Et bräicht een eng koherent Démarche um nationale Plang an net eenzel lokal Mesuren.

Och fir de Chamberpresident handelt et sech ëm en nationale Problem. „Ech si frou iwwert déi Debatt, déi am Hierscht hei an der Chamber war“, sou de Lucien Weiler. „Et gouf probéiert fir Léisungsvirschléi opzezeechnen a Richtung vu méi Dezentralisatioun. Jidderee muss seng Responsabilitéit huelen.“

Extraits de la motion du député Ben Fayot

La Chambre des Députés (...) invite le Gouvernement

- à améliorer d'urgence les conditions de fonctionnement du foyer d'accueil et à le remplacer par une structure définitive à implanter sur le site prévu par le Gouvernement ou sur un site alternatif à étudier quant à la faisabilité dans les meilleurs délais et au plus tard jusqu'à la fin de l'année 2007;

- à prendre en compte dans cette étude principalement l'impact d'une telle structure sur les conditions de vie de la population résidante;

- à veiller à une augmentation substantielle du personnel encadrant afin que les personnes toxicomanes puissent bénéficier d'un accès ininterrompu au foyer;

- à mettre à sa disposition tous les moyens indispensables pour que la salle d'injection projetée sur le territoire de la Ville de Luxembourg fonctionne d'une façon optimale, notamment en y affectant dès le début les ressources humaines et financières nécessaires;

- à continuer la décentralisation des structures de traitement et d'accueil pour personnes toxicomanes;

- à préparer cette décentralisation par la création d'une plateforme regroupant les différents ministères et les communes pour élaborer une stratégie et un plan d'action coordonné tout en veillant à mettre à disposition des communes les moyens nécessaires;

- dans cette perspective, à dresser le bilan des activités de l'actuelle structure d'accueil provisoire en examinant la provenance régionale des personnes qui en font usage et leurs pathologies respectives;

- à concevoir le nouveau projet et son concept de façon à ce qu'il puisse s'adapter à l'impact de futures structures décentralisées et à l'instauration du projet de substitution à l'héroïne prévu par le ministère de la Santé;

- à réévaluer le projet à la lumière de l'expérience acquise suite à l'introduction du projet de prescription d'héroïne et à réexaminer dans ce contexte l'opportunité d'une réduction du nombre de lits, de même que la séparation éventuelle entre le volet foyer d'accueil et le volet salle pour toxicomanes;

- à présenter dans les meilleurs délais et au plus tard au cours de l'année 2008 des projets concrets de centres d'accueil pour toxicomanes dans d'autres régions du pays, notamment dans les régions sud et nord;

- à prendre rapidement des mesures concrètes pour créer sur tout le territoire national des unités de vie à dimension humaine pour des personnes sans domicile fixe pour éviter ainsi toute concentration de ces personnes sur une seule localité.

Financement des partis

5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques

Les partis politiques ont une fonction fondamentale dans un régime de démocratie représentative. Non seulement ils jouent le rôle d'acteurs lors des élections, mais ils sont considérés aujourd'hui comme indispensables à l'organisation démocratique ainsi qu'à l'expression et à la manifestation du pluralisme politique.

Afin de mener à bien leurs actions politiques, les partis politiques nécessitent des moyens financiers appropriés. Cependant, l'expérience a montré que l'absence d'une loi organique réglant de manière générale le financement des partis politiques augmente le risque de corruption et de prise d'influence des milieux financiers ou autres groupes de pression sur les décisions politiques.

La Commission de Venise a remarqué lors de sa 46e réunion plénière au sujet de la réglementation du financement des partis politiques qu'«en l'absence de toute réglementation, tout était possible (…). Comme les partis politiques ne pouvaient à l'évidence pas vivre des seules ressources provenant des cotisations de leurs adhérents et comme un financement public n'était pas prévu, chaque parti devait se «débrouiller». Dans plusieurs pays il en est résulté la généralisation de pratiques occultes et douteuses qui ont conduit - dans de nombreuses grandes démocraties - à la mise en accusation voire à la condamnation de dirigeants de partis politiques qui, pour obtenir à tout prix les fonds indispensables à l'activité de leur formation, avaient eu recours à des canaux délictueux. Les scandales qui ont, entre autres, secoué l'Italie, l'Allemagne, la France et les États-Unis, et qui n'ont pas tous reçu encore leur sanction judiciaire définitive, le montrent spectaculairement»[1].

Dans le but de rétablir la confiance dans la chose politique, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté en 2003 à travers la recommandation Rec(2003)4 sur les règles communes contre la corruption dans le financement des partis politiques et des campagnes électorales toute une série de normes communes pour instaurer des systèmes transparents en matière de financement des partis politiques. Depuis, ces règles communes, novatrices au niveau international, servent comme cadre de référence lors de l'élaboration de normes juridiques nationales en matière de réglementation du financement des partis politiques.

Au Luxembourg, il n'existe actuellement ni une loi organique, ni une législation spécifique sur les partis politiques, de sorte que le droit commun leur est applicable. Contrairement à un certain nombre d'autres démocraties européennes, le Luxembourg a longtemps hésité à reconnaître l'existence et la fonction des partis politiques dans un régime de démocratie représentative. Cette consécration légale n'est intervenue qu'en 1999 à travers la loi du 7 janvier 1999 introduisant le remboursement partiel des frais des campagnes électorales pour les élections législatives et européennes. La Constitution luxembourgeoise ne mentionne ni l'existence ni la fonction des partis politiques. La proposition de révision (N°5673) de M. Alex Bodry ayant pour finalité de consacrer les partis politiques au niveau de la Constitution est l'expression de la volonté politique de moderniser le texte de la Constitution en le mettant en concordance avec la pratique institutionnelle. La Chambre des Députés a procédé en date du 5 décembre 2007 à un premier vote constitutionnel.

Toutefois, l'absence d'un cadre juridique global n'exclut pas que le législateur puisse valablement encadrer certains aspects de l'activité des partis politiques. La loi de 1999 précitée règle le remboursement partiel des frais des campagnes électorales aux partis et groupements politiques engagés dans les élections à la Chambre des Députés et au Parlement européen. D'autre part, le financement des groupes politiques représentés à la Chambre des Députés est prévu comme tel à l'article 16 du Règlement de la Chambre des Députés.

La présente proposition de loi a comme objectif de compléter le régime existant en instaurant une réglementation concernant le financement public et privé des partis politiques. Ce dispositif légal n'a pas vocation à se substituer aux règles existantes, mais à combler les lacunes constatées dans la pratique.

[1] Commission de Venise, *Lignes Directrices et Rapport sur le financement des partis politiques*, mars 2001.

Instaurer un système de financement équilibré et transparent

Dans son rapport mondial sur la corruption, Transparency International revendique qu'«il faudrait définir un cadre juridique exhaustif pour le financement politique (comprenant des dispositions sur les sources de financement, le plafond des dépenses, la divulgation, la communication de l'information, l'application et les sanctions), dans un langage clair et sans équivoque, un cadre à la fois objectif et issu d'un consensus politique.»[2]

Le Conseil de l'Europe recommande pour sa part, de trouver un juste équilibre entre le financement public et le financement privé des partis politiques.

Le financement public

L'appui financier de l'État fut pendant longtemps le grand absent parmi les sources de financement des partis politiques. Traditionnellement, les partis politiques d'Europe occidentale ont été financés par des apports privés.

En 1959, la République fédérale d'Allemagne a été l'un des premiers pays à instaurer un système d'aide publique. La plupart des autres pays de l'Europe occidentale n'ont suivi l'exemple allemand qu'à partir des années soixante-dix.

Tableau 1[3]: Année d'introduction d'un soutien direct de l'État aux partis politiques

Pays	Au groupe parlementaire	À l'organisation centrale du parti
Allemagne	1968	1959
Autriche	1963	1975
Belgique	1971	1989
Danemark	1969	1987
Finlande	1967	1967
France	1989	1989
Irlande	1973	-
Italie	1974	1974
Norvège	1960	1970
Pays-Bas	1964	1999
Royaume-Uni	1975	-
Suède	1965	1965
Suisse	-	-

Le tableau 1 reflète qu'une majorité des pays de l'Europe de l'Ouest ont mis en place un système d'aides permanentes et annuelles au profit des groupes parlementaires et des structures centrales des partis politiques. Un des seuls pays en Europe de l'Ouest dans lequel les partis politiques ne reçoivent aucune aide publique est la Suisse. En Irlande et au Royaume-Uni, seulement les groupes parlementaires bénéficient d'une aide financière de l'État.

Le financement public des partis politiques présente des avantages de même que des inconvénients. Parmi les arguments avancés pourquoi l'État devrait fournir un appui financier aux partis politiques figurent notamment les suivants:

- Une aide publique qui oblige de rendre des comptes permet de financer les activités d'un parti politique dans toute transparence

Dans les démocraties modernes, l'activité politique est devenue progressivement plus large entraînant des coûts plus élevés. Cette évolution s'explique principalement par le fait que les partis politiques ont de plus en plus recours aux moyens de communication de masse pour développer leur visibilité et pour faire passer leurs messages politiques. À ceci s'ajoute que les structures intérieures des partis politiques se sont partiellement professionnalisées.

- Une allocation étatique permet de garantir le pluralisme politique et d'établir une concurrence politique libre et juste

La participation directe de l'État au financement des partis politiques permet de garantir une certaine concurrence politique. Tous les partis politiques ne disposent pas des mêmes ressources financières. Les petits partis politiques, qui ne sont pas représentés au Parlement ont plus de difficultés à obtenir des dons privés. Une aide financière étatique permet donc surtout aux petits partis de concurrencer de façon plus équitable les partis dominants et financièrement plus privilégiés.

[2] Transparency International, *Rapport mondial sur la corruption*, 2004, p.35.

[3] Ingrid van Biezen, *Financement des partis politiques et des campagnes électorales – Lignes Directrices*, Editions Conseil de l'Europe, 2003, p.36.

La Commission de Venise observe à ce sujet qu'il importe de «préserver le principe de l'égalité entre eux (les partis) qui semble être souvent détruit en faveur des partis majoritaires qui, parce qu'ils ont obtenu le plus de voix et le plus d'élus, se voient attribuer de considérables subventions publiques.»[4]

- Le financement public limite l'importance des dons «intéressés»

Les aides étatiques permettent de réduire l'influence des contributions privées et le risque de perturbation du processus politique démocratique. En effet, lorsque les partis politiques sont financés principalement par des apports privés, il y a danger que les partis politiques ne soient plus guidés par l'intérêt général.

Cependant, des aides étatiques trop importantes peuvent conduire à des partis «technocrates», sans attaches avec les adhérents sur le terrain. Le système ne doit pas conduire à privilégier les partis de cadres par rapport aux partis de masse. Il faut donc assurer que les partis politiques continuent à recourir à des fonds privés car les contributions privées «encouragent la participation de citoyens aux activités des partis et [permettent de] maintenir un certain lien entre les partis et leur base»[5].

Notons à titre d'information qu'au Royaume-Uni, l'introduction d'un cadre général réglant le financement public des partis politiques a été rejeté. Un des arguments avancés à l'encontre de l'aide étatique était que le contribuable ne peut être forcé de soutenir financièrement un parti politique qui ne correspond pas à ses convictions politiques personnelles. La Cour constitutionnelle allemande, dans un arrêt du 9 avril 1992, s'est prononcée en faveur d'un plafonnement du financement public et a insisté sur la nécessité pour les partis politiques d'avoir une assise sociale très solide afin de se prémunir contre toute dépendance à l'égard de l'État. La Cour considère, dans un souci de préserver la liberté de la classe politique, qu'il faut obliger les partis politiques à fournir des efforts pour obtenir le concours financier de leurs membres et de leurs sympathisants. Par conséquent, la Cour constitutionnelle allemande estime que le financement privé doit avoir le pas sur le financement public. Ces décisions judiciaires ou politiques ne peuvent cependant être généralisées, alors qu'elles se situent dans un contexte légal et politique national déterminé.

Le financement privé

Traditionnellement, les partis politiques ont été financés par des ressources privées. Les cotisations des membres, les contributions des mandataires, les dons, les recettes provenant du patrimoine mobilier et immobilier, les recettes résultant de manifestations et de publications constituent les sources de financement privées des partis politiques les plus courants. Cependant, les contributions privées sont par rapport au financement public une source financière plutôt instable. Un système de financement des partis politiques reposant principalement sur des contributions privées, risque d'entraver la concurrence politique puisque les partis politiques ont un accès inégal aux dons privés.

Selon Ingrid van Biezen, «les contributions privées sont une source essentielle de financement pour les partis politiques, mais les dons privés, en particulier, peuvent entraîner des risques d'influence et de corruption. Les contributions privées sont préférables aux aides publiques, à condition qu'elles soient versées sous la forme de montants relativement peu importants par des électeurs à titre individuel. Ce sont les dons privés importants (en particulier les dons occultes) qui posent des problèmes d'inégalité et de corruption. Il importe donc que soit adoptée une législation qui compense les déséquilibres des possibilités de participation et de concurrence politiques générés par un accès inégal aux dons privés et qui réduise aussi les risques de corruption liés aux financements privés.»[6]

[4] Commission de Venise, « Lignes Directrices et Rapport sur le financement des partis politiques », 2001.

[5] Ingrid van Biezen, op. cit., p. 20.

[6] Ingrid van Biezen, op. cit., p.21

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Le tableau ci-dessous regroupe les pays avec un faible risque de corruption politique. Le Forum économique mondial (FEM) a analysé en 2003 différentes formes de corruption politique:

Tableau 2[7]: Fréquence des différentes formes de corruption politique

	Paiements irréguliers dans l'élaboration de la politique de gouvernement[8]	Fréquence des dons politiques illégaux[9]	Conséquences des dons politiques légaux sur la politique[10]
Niveau de corruption faible (Note: ⩾ 5)	**27% des 102 pays** (Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Botswana, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Hong-Kong, Islande, Israël, Jordanie, **Luxembourg,** Malaisie, Malte, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Singapour, Suède, Suisse, Taiwan, Tunisie, Royaume-Uni)	**18% des pays** (Australie, Autriche, Chine, Danemark, Finlande, Hong-Kong, Islande, Jordanie, **Luxembourg,** Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Singapour, Suède, Suisse, Tunisie, Royaume-Uni, Vietnam)	**11% des pays** (Danemark, Finlande, Hong-Kong, Islande, Jordanie, **Luxembourg,** Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Singapour, Suède, Tunisie)

[7] Etude réalisée par le Forum économique mondial et présentée par Transparency International, Rapport mondial sur la corruption, 2004, p.37-38.

[8] Explication: Dans la première question, il est demandé aux chefs d'entreprise d'évaluer quelle était la fréquence des paiements supplémentaires non officiels ou pots-de-vin destinés à influencer la politique du gouvernement, effectués par des entreprises dans leurs secteurs. Dans seulement 27% des pays étudiés, les chefs d'entreprise ont répondu que des paiements de cette nature ne seraient jamais ou seraient rarement effectués dans leurs domaines d'activités.

[9] Dans la deuxième question, on a demandé aux chefs d'entreprise de dire quelle était la fréquence des dons illégaux aux partis politiques dans leurs pays.

[10] Concernant la troisième question, les enquêteurs ont demandé aux chefs d'entreprise de préciser dans quelle mesure ils pensaient que les dons politiques légaux exerçaient une influence directe sur le résultat des politiques dans leurs pays. Dans 89% des pays, cette influence serait, soit modérée, soit élevée d'après les chefs d'entreprise. Cette question permet de comprendre comment une entreprise peut rester dans les limites de la légalité et pourtant s'adonner à ce que l'on pourrait considérer comme des tentatives de corruption.

Échelle 1 à 7 où 1 indique que la pratique est courante ou très bien établie et 7 que la pratique est rare ou pas bien établie.

Même si on doit interpréter cette étude avec une certaine prudence (cf. Chine et Vietnam), on constate que les pratiques de corruption ne semblent pas avoir acquis un niveau important au Luxembourg. Ceci dit, il convient de rattraper un certain retard en matière de règles de financement des partis politiques afin d'éviter que des problèmes réels liés à la prise d'influence ne se produisent.

Pour qu'une telle législation sur le financement des partis soit efficace, elle doit contenir, à part des règles claires concernant les limites du financement public et privé, des dispositions sur l'obligation pour les partis politiques de publier leurs comptes et sur les mesures contraignantes pour le respect de cette obligation.

Transparence du financement politique

Les recommandations édictées par le Conseil de l'Europe au sujet de la transparence spécifient que les États membres devraient exiger que les partis politiques et les entités liées aux partis politiques tiennent une comptabilité complète et adéquate. Par ailleurs, les partis politiques devraient présenter les comptes à intervalles réguliers, au moins annuellement, à une autorité indépendante.

Presque toutes les lois nationales sur le financement des partis politiques contiennent des dispositions concernant la divulgation d'informations, la publication des états financiers, la vérification des comptes et les mesures d'exécution contraignantes.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live *an* **integral**

mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

Tableau 3: Contrôle public des finances des partis

Pays	Loi sur le financement	Divulgation et/ou présentation de rapports	Limitations des dons de personnes privées	Limitation/ interdiction des dons des entreprises	Limitation/ interdiction des dons de l'étranger	Limitation des dépenses
Albanie	Oui	Non	Non	Non	Oui (limitation)	Non
Allemagne	Oui	Oui	Non	Non	Oui (limitation)	Non
Autriche	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
Belgique	Oui	Oui	Oui	Oui (interdiction)	Non	Oui (parti/campagne)
Croatie	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
Danemark	Oui	n/d	Non	Non	n/d	n/d
Espagne	Oui	Oui	Oui	Oui (limitation)	Oui (limitation)	Oui (campagne)
Estonie	Oui	Oui	Non	Non	Oui (limitation)	Non
Fédération de la Russie	Oui	Oui	Oui	Non	Oui (interdiction)	Oui (parti/campagne)
Finlande	Non	n/d	Non	Non	Non	n/d
France	Oui	Oui	Oui	Oui (interdiction)	Oui (limitation)	Oui (campagne)
Géorgie	Oui	Oui	Oui	Oui (limitation)	Oui (limitation)	Oui (parti/campagne)
Grèce	Oui	Oui	Oui	Oui (limitation)	Non	Oui (campagne)
Hongrie	Oui	Oui	Non	Non	Oui (limitation)	Oui (campagne)
Irlande	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui (campagne)
Italie	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui (campagne)
Lettonie	Oui	Oui	Oui	Oui (limitation)	Oui (interdiction)	Non
Lituanie	Oui	Oui	Non	Oui (limitation)	Oui (limitation)	Oui (campagne)
Luxembourg	Oui	Non	Non	Non	Non	n/d
Macédoine	Oui	Oui	Oui	Oui (limitation)	Oui (interdiction)	Oui
Moldavie	Oui	Oui	Non	Non	Oui (interdiction)	Non
Norvège	Non	Oui	Non	Non	Non	n/d
Pays-Bas	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non
Pologne	Oui	Oui	Non	Non	Oui (interdiction)	Non
Portugal	Oui	Oui	Oui	Oui (limitation)	Oui (limitation)	Oui (parti/campagne)
République tchèque	Oui	Oui	Non	n/d	Oui (interdiction)	Non
Roumanie	Oui	Oui	Oui	Oui (limitation)	Oui (limitation)	Non
Royaume-Uni	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui (campagne)
Slovaquie	Oui	Oui	Non	Non	Oui (interdiction)	Oui (campagne)
Slovénie	Oui	Oui	Oui	Oui (limitation)	Oui (interdiction)	n/d
Suède	Non	Oui	Non	Non	Non	Non
Suisse	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Ukraine	n/d	Oui	Oui	n/d	Oui (interdiction)	Oui

Le tableau 3[11] fournit un état des lieux en matière de contrôle public des finances des partis de la plupart des pays membres du Conseil de l'Europe. On en déduit d'une part, que la majorité des pays viennent d'adopter des règles en matière de divulgation d'informations ou de publication des états financiers et d'autre part, que les législations nationales sur le financement des partis sont très variées d'un État à l'autre. Il n'existe pas de véritable modèle à transposer tel quel au Luxembourg.

Il importe que les dispositions légales relatives à la transparence du système de financement politique fassent preuve d'un bon équilibre entre fermeté et souplesse: «Les règles concernant la divulgation d'informations, la publication des états financiers, la vérification des comptes et les mesures d'exécution contraignantes devraient viser à établir un compromis entre rigueur et flexibilité. Il faut éviter des dispositions trop vagues, car alors il n'existe pas de possibilités réelles de mise en œuvre. Inversement, si la règle est trop rigide, les acteurs politiques peuvent considérer qu'elle empiète trop sur leur liberté de manœuvre. Un cadre inutilement détaillé peut en fait encourager les partis et les candidats à se soustraire à la règle de droit et ira donc à l'encontre du but recherché.»[12]

Pour le Luxembourg, il y a lieu d'assurer le passage d'un cadre légal très sommaire et fragmentaire vers un système réglementé tenant compte des caractéristiques du régime des partis encore fondamentalement marqué par le travail bénévole et la faiblesse de structures professionnalisées.

Les éléments clés du nouveau cadre juridique

Comme déjà mentionné, le Luxembourg accuse un certain retard en ce qui concerne la réglementation du financement de la vie politique. Les évaluateurs du groupe d'État contre la corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe ont remarqué dans leur rapport d'évaluation[13] sur le Luxembourg que l'absence d'une base légale réglant le financement des partis politiques, risque de provoquer certaines pratiques de corruption. «Il existe en effet, dans l'organisation de l'État, certains aspects susceptibles de rendre ce pays vulnérable dans une certaine mesure au développement futur de pratiques de corruption. D'une part, il n'est fixé aucune limite au montant financier dont une société privée peut faire don à un parti politique, et il n'existe aucun mécanisme de surveillance du financement des partis politiques (…)».

Lors de l'élaboration de la proposition de loi, les auteurs se sont référés à la recommandation Rec(2003)4 précitée du Conseil de l'Europe:

- La fixation d'un seuil

Les auteurs de la proposition de loi se sont mis d'accord de retenir comme critère de sélection un certain seuil de suffrages à atteindre lors des élections législatives et européennes pour pouvoir bénéficier d'une allocation étatique. D'après l'exposé des motifs, les auteurs veulent éviter d'une part de «(…) soutenir des initiatives électorales éphémères, comme on les voit apparaître lors de chaque campagne électorale, mais de créer les conditions matérielles indispensables à l'existence de tendances politiques assurant la stabilité de la vie politique et capables d'articuler les attitudes politiques fondamentales présentes dans la société luxembourgeoise» et d'autre part éviter «que la vie politique ne soit figée au profit des seuls partis représentés à la Chambre des Députés (…)». Dans un souci de garantir les principes du pluralisme et de la participation politique, il a été décidé de fixer ce seuil à 2%.

Ingrid van Biezen constate dans sa publication que les seuils à atteindre dans les différents pays membres du Conseil de l'Europe «sont généralement exprimés sous la forme d'un certain pourcentage de voix (1 ou 2% environ) ou d'un minimum de sièges parlementaires (souvent au moins un) ou sous une combinaison des deux».[14]

- Le plafonnement de la dotation financière publique

La contribution de l'État ne peut excéder 75% des recettes globales de la structure centrale d'un parti politique. L'objectif est d'éviter que les partis politiques soient trop dépendants à l'égard des dotations publiques et d'assurer que les partis continuent à recourir à des dotations privées et à nouer des liens avec leur base.

- La réglementation du financement privé

Afin d'éviter tout conflit d'intérêt, les dons en provenance de personnes morales, ne sont pas autorisés. Ainsi, le Luxembourg sera l'un des seuls pays à prévoir une interdiction absolue des dons de sociétés commerciales ou d'associations (voir Tableau 2). Les dons de personnes physiques de nationalité étrangère ne sont par contre ni limités ni interdits et sont soumis au droit commun.

L'article 9 du texte proposé par la Commission spécifie que l'identité des personnes physiques qui ont fait, sous quelque forme que ce soit, des dons aux partis politiques doit être enregistrée par le parti politique bénéficiaire. Il est prévu que l'ensemble des dons reçus, tant au niveau central qu'au niveau local doivent être signalés à la structure centrale du parti politique qui les comptabilise.

Par ailleurs, les partis politiques seront obligés de dresser un relevé des donateurs et des dons annuels supérieurs à deux cent cinquante euros.

La recommandation du Conseil de l'Europe en matière d'enregistrement stipulant[15] qu'en cas de dons supérieurs à un certain montant, le donateur devrait être identifié dans la comptabilité sera ainsi pleinement respectée.

- La comptabilité des partis politiques

La proposition de loi oblige les partis politiques de tenir une comptabilité. Tandis que les structures centrales des partis sont obligées de présenter un bilan et un compte de pertes et profits, les entités régionales, locales et sectorielles sont tenues de présenter annuellement au parti dont elles relèvent un compte rendu de la caisse, validé par l'assemblée générale après avoir fait l'objet d'un contrôle de la part des réviseurs de caisse.

Dans un souci d'éviter un niveau de centralisation et de bureaucratisation trop important et pour des raisons d'ordre organisationnel, les auteurs de la proposition de loi ont opté pour un «modèle comptable simplifié pour les subdivisions des partis».

Le modèle comptable optimal serait un bilan consolidé au niveau central du parti politique, regroupant tous les aspects financiers tant de la structure centrale que de ses composantes régionales. Cependant, un tel modèle est difficilement réalisable puisque les sections locales et autres sous-organisations ne disposent habituellement ni des ressources humaines suffisantes, ni des capacités techniques nécessaires pour appliquer des normes comptables professionnelles.

Pour Ingrid van Biezen, «il n'y a pas de solution évidente à ce dilemme. Une option possible serait de soumettre les organisations locales du parti à des normes moins strictes. L'inconvénient, dans ce cas, est que les activités au niveau local de même que les transferts de fonds du parti national aux échelons inférieurs seraient ainsi soustraits à un étroit contrôle public, créant des possibilités de pratiques financières illicites. Une autre option serait de dégager l'organisation nationale du parti de la responsabilité de rassembler des statistiques auprès des organisations locales. L'inconvénient, dans ce cas, est que la charge de collecter les informations concernant une multitude d'organisations locales, souvent peu professionnelles, incombera à l'organisme de réglementation, qui ne sera probablement pas convenablement équipé pour une tâche aussi énorme.»[16]

Le modèle proposé par la proposition de loi constitue un compromis. D'une part, la structure centrale est tenue d'établir une comptabilité analytique. D'autre part, le modèle comptable simplifié pour les subdivisions des partis assure une certaine transparence sans enfermer ces dernières dans le carreau des normes comptables professionnelles.

- La publication, vérification et le contrôle des comptes

D'après la proposition de loi, le parti politique doit déposer auprès du Bureau de la Chambre des Députés ses statuts, une liste de ses dirigeants au niveau national, un relevé de ses donateurs, ainsi que ses comptes et bilans afin d'être soutenu financièrement par l'État.

Ces données peuvent être consultées librement par toute personne intéressée au Greffe de la Chambre des Députés qui les publie sur son site Internet.

Les comptes et bilans arrêtés sont transmis pour vérification et contrôle à la Cour des comptes, autorité indépendante chargée généralement de la vérification de l'exécution du budget de l'État. Ces règles sont supposées garantir la transparence indispensable à l'exécution des règles financières pour les différents partis.

Dépôt par MM. François Bausch, Marco Schank, Alex Bodry, Claude Meisch et Robert Mehlen, Députés, le 13.03.2007

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

04.07.2007	Présentation de la proposition de loi
10.10.2007	Examen de la proposition de loi
17.10.2007	Continuation de l'examen de la proposition de loi
24.10.2007	Continuation de l'examen de la proposition de loi
14.11.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
21.11.2007	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
26.11.2007	Continuation de l'examen du volet relatif à la comptabilité des partis politiques en présence d'un responsable de la fiduciaire chargée de l'élaboration du plan comptable uniformisé
06.12.2007	Échange de vues avec des représentants du Bureau de coordination «déi Lénk» sur la proposition de loi sous rubrique
12.12.2007	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.12.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.12.2007

Loi du 21 décembre 2007

Mémorial A, N°237, page 4386

Acquisitions militaires

5808 - Projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires

Le projet de loi autorise le Gouvernement à acquérir les équipements nécessaires pour permettre à l'armée d'accomplir ses missions et à réaménager le champ de tir du Bleesdall. Les acquisitions portent notamment sur des véhicules de reconnaissance, des véhicules tactiques et logistiques, des armes, des systèmes de communication, des équipements techniques au profit des unités de reconnaissance et des capacités spécialisées notamment dans le domaine de la purification d'eau et du déminage.

Les dépenses ne peuvent pas dépasser 120 millions d'euros pour l'acquisition de véhicules de reconnaissance ainsi que 20 millions respectivement 15 millions pour l'acquisition de véhicules tactiques respectivement logistiques et sont imputables sur les crédits du Fonds d'équipement militaire.

Dépôt par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 23.11.2007

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

28.11.2007	Désignation d'un rapporteur
07.12.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.12.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2007

Loi du 21 décembre 2007

Mémorial A, N°233, page 3946

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

[11] Ingrid van Biezen, op. cit., p.56-57.

[12] Ingrid van Biezen, op. cit., p. 58

[13] GRECO, Rapports d'évaluation sur le Luxembourg – premier cycle d'évaluation, 2001, p.12.

[14] Ingrid van Biezen, op. cit., p.49

[15] Article 12 - Règles communes contre la corruption dans le financement des partis politiques et des campagnes électorales, Recommandation Rec (2003)4 du Conseil de l'Europe

[16] Ingrid van Biezen, op. cit., p.65

Mardi, 18 décembre 2007

SÉANCE 19

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président * M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

2. Ordre du jour

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°229 du 18 décembre 2007 de M. Marc Spautz relative au système de traitement des eaux usées de la commune de Bettembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

- Question N°230 du 17 décembre de M. Camille Gira relative à la problématique des eaux usées de la cité Frankenacker à Bettembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

  - *M. Marc Spautz - M. Camille Gira - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

- Question N°231 du 18 décembre 2007 de M. Carlo Wagner relative au carrefour reliant la route nationale N1 à la bretelle d'accès de l'A1 à la hauteur du port de Mertert, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

  - *M. Carlo Wagner - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

- Question N°232 du 17 décembre 2007 de M. Roland Schreiner relative aux discussions entre les syndicats et la direction relatives à un «outsourcing» éventuel des activités du «Call Center» de Luxair, adressée à M. le Ministre des Transports

  - *M. Roland Schreiner - M. Lucien Lux, Ministre des Transports*

- Question N°233 du 17 décembre 2007 de M. Camille Gira relative aux déclarations du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire lors d'une conférence publique à Trèves concernant la future réforme de l'aménagement du territoire, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

  - *M. Camille Gira - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

- Question N°234 du 18 décembre 2007 de M. Xavier Bettel relative à un «groupe de réflexion» voulu par le Président de la République française pour réfléchir à l'avenir de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

  - *M. Xavier Bettel - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*

- Question N°235 du 18 décembre 2007 de M. Claude Adam relative à l'avenir des associations qui s'occupaient, jusqu'à présent, de la gestion des listes des assistants parentaux et qui jouaient le rôle d'intermédiaire entre les familles et les assistants parentaux et se rendaient régulièrement sur place pour vérifier de la bonne prise en charge des enfants, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

  - *M. Claude Adam - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

- Question N°236 du 18 décembre 2007 de Mme Anne Brasseur relative au programme national pour la promotion de l'alimentation saine et de l'activité physique «Gesond iessen, méi bewegen», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

  - *Mme Anne Brasseur - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

4. Déclaration de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, sur les décisions et conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Bali, suivie d'un débat

- *M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*
- *Débat: M. Marcel Oberweis, M. Charles Goerens, M. Roger Negri, M. Camille Gira, M. le Ministre Lucien Lux*

5. Débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité (Études PISA et PIRLS 2006) (suite)

- *Motion 1: Mme Anne Brasseur, motion 1 adoptée*
- *Motion 2: M. Camille Gira, Mme Anne Brasseur, M. Jos Scheuer, M. Aly Jaerling, M. Claude Adam (réintroduit une motion qu'il avait déposée le 11 octobre 2007 dans le cadre de l'heure d'actualité relative à l'éducation précoce), motion 2 adoptée*
- *Motion 3 rejetée*

6. 5239 - Projet de loi
a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines
b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail
c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 adoptée*

7. 5739 - Projet de loi portant
1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;
2. modification du Code pénal;
3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

- *Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Christine Doerner*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, Mme Lydie Err, Mme Viviane Loschetter (déposant deux amendements et à qui répond Mme Christine Doerner), M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Patrick Santer (interrompu par M. Xavier Bettel), Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Amendements 1 et 2 rejetés*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 5742 - Projet de loi portant
a) création de l'Administration de la navigation aérienne
b) modification de - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; - la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg; b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile; - la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare;
c) abrogation de la loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'administration de l'Aéroport

- *Rapport de la Commission des Transports: M. Roland Schreiner*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, Mme Anne Brasseur, M. Félix Braz, M. Lucien Lux, Ministre des Transports*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 5453 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Charles Goerens, M. Camille Gira, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, M. Camille Gira*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 5732 - Projet de loi
1. modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;
2. abrogeant la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf, M. Charles Goerens, M. Jos Scheuer, M. Camille Gira, M. Aly Jaerling, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Matdeelungen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5818** - Projet de loi concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 12.12.2007

2. **5819** - Projet de loi

a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE,

b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses,

c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses,

d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses,

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 12.12.2007

3. **5820** - Projet de loi relatif à la transformation et à la rénovation du Centre Marienthal pour le compte du Service national de la Jeunesse

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 12.12.2007

4. **5821** - Projet de loi visant l'interdiction de la fabrication, de la vente, de l'acquisition, du stockage, du transport, de l'utilisation et du financement des armes à sous-munitions (BASM)

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.12.2007

3) «À mon avis, libérer le monde de ces armes (nucléaires) n'a rien de naïf, ni d'illusoire. Mais pour les éliminer il nous faut d'abord un autre monde. Ce monde n'arrivera pas demain, mais nous pouvons déjà faire le nécessaire pour réduire le nombre des armes existantes et empêcher la production de nouvelles.»

En ces termes M. le Député Charles Goerens a entamé son rapport sur l'avenir de la non-prolifération nucléaire qu'il a présenté à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale lors de sa séance du 3 décembre 2007, rapport qui a traité entre autres les trois sujets-clés suivants, à savoir les armes nucléaires existantes, le terrorisme nucléaire et les conséquences de la renaissance de l'énergie civile nucléaire.

Et de continuer avec «Si l'on veut éviter que le système de non-prolifération ne s'écroule, il faut au moins réunir trois conditions: 1. éviter que l'Iran obtienne l'arme nucléaire, 2. examiner les conséquences pour la non-prolifération de la renaissance du nucléaire civil et 3. relancer l'accord de désarmement.» En effet, le Traité START I sur la réduction des armes stratégiques expirera en décembre 2009 et il prévoit que les deux parties (Russie et États-Unis) doivent entamer des discussions sur l'avenir du Traité au moins un an avant cette date.

Il a terminé son discours avec ces mots: «L'Europe est aujourd'hui à la portée des missiles de l'Iran. Il est temps de lancer un nouveau dialogue au sein de l'Union européenne sur ce sujet.»

À la deuxième partie de la 53e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale qui a eu lieu à Paris du 3 au 5 décembre 2007, le Luxembourg était représenté par le Président de la délégation, Monsieur le Député Marcel Glesener, Madame la Députée Lydie Err et Monsieur le Député Charles Goerens, Membres effectifs, ainsi que par Monsieur le Député Norbert Haupert et Madame le Député Anne Brasseur, Membres suppléants, Monsieur le Député Jean Huss, Membre suppléant, s'étant excusé.

Pour la neuvième fois consécutive, Monsieur Marcel Glesener, Président de la délégation, a été réélu pour la 54e session Vice-Président de l'Assemblée, poste qu'il revête depuis le 1er janvier 2000.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Outre le rapport de M. Goerens, figuraient à l'ordre du jour de la susdite session les principaux thèmes suivants:

- la surveillance des frontières maritimes de l'Europe - réponse au rapport annuel du Conseil;

- la demande d'intégration dans les structures euro-atlantiques de la Géorgie;

- l'avenir de la non-prolifération nucléaire;

- les défis transatlantiques en matière de sécurité;

- l'Europe et les missions de maintien de la paix au Moyen-Orient;

- les activités terroristes à la frontière entre la Turquie et l'Irak;

- traité modificatif et sécurité et défense de l'Europe - réponse au rapport annuel du Conseil;

- projet de budget de l'Assemblée pour 2008;

- avis sur les budgets des organes ministériels de l'UEO pour 2007;

- comptes relatifs aux dépenses de l'Assemblée pour 2006;

- le soldat du futur: initiatives européennes - réponse au rapport annuel du Conseil;

- les possibilités de coopération avec la Chine en matière d'équipements de défense;

- le financement des opérations extérieures: rôle des parlements nationaux;

- Services de renseignement et contrôle parlementaire - réponse au rapport annuel du Conseil.

En outre, l'assistance a pu suivre

au cours de la sixième séance de la 53e session, celle de lundi

- le discours de M. Mira Gomes, Secrétaire d'État à la défense nationale et aux affaires maritimes auprès du Ministre de la Défense du Portugal, représentant la présidence portugaise de l'UEO/UE;

au cours de la septième séance de mardi matin

- le discours du Dr Patricia Sanders, Directeur adjoint de l'Agence de défense antimissile des États-Unis, Pentagone, Washington D.C., représentant le Général Henry A. Trey Obering III, Directeur;

au cours de la huitième séance de mardi après-midi

- le discours de M. Vecdi Gönül, Ministre de la Défense de la République de Turquie;

- la déclaration de S.E.M. Mowafak Abboud, Ambassadeur de la République d'Irak;

- le discours de M. François Fillon, Premier Ministre de la République française, représentant la présidence entrante française de l'UEO, prononcé par S.E. Mme Christine Roger, Représentante permanente française au Conseil de l'UEO et au Comité Politique et de Sécurité (COPS) de l'Union européenne;

et au cours de la neuvième séance de mercredi matin

- le discours de M. Andrej Ster, Secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères de la Slovénie, représentant la présidence entrante slovène de l'UE.

L'Assemblée a adopté lors des cinq séances de cette deuxième partie de sa 53e session 1 résolution, 2 directives et 9 recommandations au Conseil.

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour ubelaangt, esou huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 13. Dezember Folgendes proposéiert:

D'Chamber siégéiert haut de Mëtteg, muer de Moien um 9 Auer, muer de Mëtteg um hallwer 3 an iwwermuer um hallwer 3 mat folgendem Ordre du jour:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung. Uschléissend komme véier Projets de loi, jeeweils nom Modell 1. Fir d'éischt e Projet wat eng Direktiv ass iwwert de Contrat d'assurance; dann de Projet de loi iwwert d'Schafung vun der Administration de la navigation aérienne; de Projet de loi iwwert d'Établissements classés an de Projet de loi iwwert den Naturschutz.

Muer de Moien um 9 Auer diskutéiere mer de Projet de loi 5801 iwwert d'Akommessteieren.

Muer de Mëtteg steet op eisem Ordre du jour de Projet de loi 5711 iwwert d'Transparenz um Finanzmaart. Dann zwee Projets de loi, déi mer mateneen diskutéieren, iwwert d'Arméi. Béid Projete ginn nom Modell 2 an enger Diskussioun behandelt. Schliesslech hu mer och nach d'Naturalisatiounen um Ordre du jour.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer 3 hélt d'Chamber zwee nei Memberen op. Duerno steet um Ordre du jour d'Proposition de loi 5700 iwwert d'Parteiefinanzéierung.

A sengem Bréif vum 17. Dezember huet den Här Charles Goerens am Numm vun der DP-Fraktioun ugefrot, dass den Här Ëmweltminister eng Deklaratioun iwwert d'Klimakonferenz zu Bali sollt maachen. Ech froen d'Chamber, ob se d'accord ass mat där Demande vun der Fraktioun vun der DP?

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Da géif ech proposéieren, dass mer dës Deklaratioun géifen héieren no der Froestonn un d'Regierung. Ech froen d'Chamber, ob se mat dësem modifizéierten Ordre du jour averstanen ass?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann direkt zur Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun.

Mir fänken u mat enger Fro vum honorabelen Här Marc Spautz kombinéiert mat enger Fro vum honorabelen Här Camille Gira, déi sech allen zwee un den Här Innenminister adresséieren, iwwert d'Ofwaasserproblematik an der Gemeng Beetebuerg. Mir diskutéieren déi mateneen. Fir d'éischt huet den Här Spautz d'Wuert, duerno den Här Gira. Här Spautz, wann ech gelift!

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°229 du 18 décembre 2007 de M. Marc Spautz relative au système de traitement des eaux usées de la commune de Bettembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

- Question N°230 du 17 décembre de M. Camille Gira relative à la problématique des eaux usées de la cité Frankenacker à Bettembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, meng Fro geet dohin, dass mer schonn zënter Joren amgaange sinn, dass d'Uelzecht soll renaturéiert ginn. Dat ass zu Esch an zu Schëffleng schonn de Fall gewiescht. An net méi spéit wéi virun engem Mount ass bekannt ginn, dass zu Beetebuerg awer e gréissere Problem wier, dass nämlech op dem Lotissement „op Frankenacker" schonn zënter 1992 géif de Kanal an d'Uelzecht gekéiert ginn, an net an d'Kläranlag.

Duerfir ass meng Fro un de Minister: Ass de Minister scho méi laang doriwwer au courant, dass et esou en ekologesche Problem an der Gemeng Beetebuerg gëtt? Ass de Minister schonn informéiert gi vun der Gemeng Beetebuerg iwwert dee Phenomeen, deen zënter 1992 géif lafen? Wat huet de Minister dann elo wëlles do ze ënnerhuelen?

D'Fro, déi sech jo och stellt: Wéi ass et mat der Responsabilitéit souwuel vum Schäfferot wéi vum Buergermeeschter wéi och vum Ëmweltberoder, dass dat zënter 1992 - dat sinn, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, elo 15 Joer! - de Fall ass? Doriwwer eraus, wéi ass et och mat deene Leit, déi Kanaltax bezuelt hunn, déi an deem Lotissement wunnen? War déi Kanaltax dann elo och geschélt déi lescht 15 Joer, well jo kee Kanal do war? Oder wéi geet et domadder virun?

Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci.

Une voix.- Wie war dann du Buergermeeschter do?

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den Här Gira huet elo d'Wuert.

La même voix.- Dat do ass awer elo echt!

(Brouhaha général)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wollt…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Da lauschtert elo emol dem Här Gira hei no!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Ech hunn deene Froen do net ganz vill bäizefügen, ausser ob de Minister eng Erklärung huet, firwat dass déi Ofwaasser net an d'Kläranlag gefouert si ginn. Mir wëssen, dass op ville Plazen am Land nach vill Lotissementer hiert Ofwaasser direkt an d'Baach evakuéieren, well keng Kläranlag do ass. Mä hei ass awer relativ nobäi eng Kläranlag, duerfir ass et duebel onverständlech, wéi dat do machbar ass.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Dann huet den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, u sech si mer hei mat engem Gemengeproblem konfrontéiert. Ech hu mech awer trotzdeem schlaugemaach a versicht eng Erklärung ze fannen, firwat et esou laang gedauert huet, bis effektiv bei dësem Lotissement festgestallt ginn ass, firwat en net un eng bestehend Kläranlag ugeschloss ass.

Fakt ass, dass do op där Plaz eng Pompelstatioun steet, déi an den 80er Jore gebaut ginn ass. Anere Fakt ass, dass '92/'93 dëse Lotissement gebaut ginn ass an dass déi Pompelstatioun net genuch Méiglechkeeten huet, fir eben all dat Waasser, déi Ofwaasser an och d'Reewaasser, eben an d'Kläranlag ze drängen. Dat ass e Faktum. Doduerch ass déi Situatioun entstanen.

Mat där Situatioun si mir als, wann ech dat esou ka soen, Verwaltung, als Waasserwirtschaftsverwaltung 2006/2007 befaasst ginn, an zwar esou, dass den deemolege Buergermeeschter, deen och nach haut Buergermeeschter ass, eng Etüd an Optrag ginn huet bei Schroeder & Associés, fir eng Solutioun ze sichen.

Mir hunn dernieft eng Étude générale gemaach vun der Kanalisatioun vun der Gemeng Beetebuerg, an et ass festgestallt ginn, dass déi Solutioun, déi mir ausgeschafft hunn als Verwaltung, déi richteg war. Dat heescht, et gëtt elo en zentrale Basseng ënnen a Beetebuerg gebaut, an doriwwer dann en Düker, dat heescht en décke Rouer, wou dann déi ganz Ofwaasser an och d'Reewaasser erageféiert ginn, esou dass dann déi Situatioun gerecht gëtt mat der Directive-cadre vun 2015 iwwer propper Gewässer.

Et muss ee wëssen, dass zu Beetebuerg eng mixte Kanalisatioun ass mat sechs Déversoiren. Mir hunn hinne préconiséiert - a si maachen dat jo och -, Regenüberlaufbecken ze maachen. Dat heescht, déi Situatioun normaliséiert sech.

Firwat dat esou laang gedauert huet, vun 1992 bis 2006 oder souguer elo bis 2007 an 2008, firwat dass do éischter keng Solutioun fonnt ginn ass, weess ech net.

Ech weess awer, dass elo d'Gemeng beflass ass an och gutt ass, schnellstens eng Zwëscheléisung ze sichen, elo séier eng Léisung ze sichen, fir d'Ofwaasser ofzeféieren an de Kanal an dann an d'Kläranlag. Et ass also gudde Wëllen do, mengen ech, bei de politesch Responsabelen.

Mä fir hei wierklech am Detail déi lescht Äntwerten ze kréien, misst Der mam Schäffen- a Gemengerot vun der Gemeng Beetebuerg schwätzen.

Wat d'Kanaltax ugeet, mengen ech, déi Fro eriwweregt sech. Et ass jo an de Kanal gelaf,…

(Hilarité)

…och wann dee Kanal net konform war mat der Waasserrahmenrichtlinn. Duerfir mengen ech, Här Spautz, op déi Fro brauch ech Iech net ze äntwerten.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zu der nächster Fro. Dat ass déi vum honorabelen Här Carlo Wagner un den Här Bauteminister iwwer eng Kräizung beim Mäerterter Hafen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°231 du 18 décembre 2007 de M. Carlo Wagner relative au carrefour reliant la route nationale N1 à la bretelle d'accès de l'A1 à la hauteur du port de Mertert, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen et ass bekannt, dass et tëschent Gréiwemaacher a Mäertert ëmmer nees op der Kräizung vun der Route nationale N1 an dem Raccordement mat der Autobunn A1 zu Accidenter kënnt. De Responsabele vum Rettungswiesen aus dem Osten no ass do mindestens an der Lescht een Accident pro Mount. Am November waren et der, souwäit wéi ech renseignéiert sinn, dräi. Och am Dezember war schonn nees en Accident. Mir hate viru Jore beispillsweis och en Accident do mat gläich aacht méi oder wéineger Schwéierblesséierten.

D'Situatioun op deem dote Punkt ass awer ëmsou méi kritesch wann ee bedenkt, dass duerch den Hafe stänneg Tankween zirkuléieren. Mir fäerten, dass et just eng Saach vun der Zäit ass, bis dass eng Kéier een Tankwon mat all de Konsequenzen, déi dat géif mat sech bréngen, an esou en Accident verwéckelt wär.

Duerfir meng Froen un de Minister vun den Travaux-publicen: Hu seng Servicer sech scho Gedanke gemaach, fir déi dote Situatioun an de Grëff ze kréien? Wa jo, wat effectivement ze hoffe wär, wéi kéinten eventuell d'Solutiounen ausgesinn? An drëttens, Här Minister: Wann Der déi Solutiounen hutt, wou ech net drun zweifelen, wéi laang géif et brauchen, fir déi ze realiséieren?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Déi Kräizung, déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwat ginn ass, ass effektiv eng Kräizung, wou schonn eng Rei Accidenter passéiert sinn. Et handelt sech hei ëm d'Kräizung zwëschent der A1 an der N1, déi am Fong momentan eng klassesch T-Kräizung ass, an a sech déi de Verkéier vun der Autobunn erof an op d'Autobunn régléiert.

Et ass esou, datt schonn eng Rei Versich gemaach gi sinn, fir déi Kéier méi sécher ze maachen. Notamment ass eng Voie d'insertion médiane op der Strooss zwëschent Maacher a Mertert gemaach ginn, fir a sech d'Afädelung, wann s de vun der Autobunn erof kënns, op d'N1 méi einfach, méi sécher ze maachen. Mir hunn och am Prinzip de Verkéier op 70 erofgesat, fir et och méi sécher ze maachen. Wann een hei kuckt wat d'Charakteristike vun där Strooss sinn, déi erof kënnt vun der Kéier selwer, esou gesäit een, datt se actuellement an deenen Normen, wéi déi doten Type vu Stroossen, vu Verkéier solle lafen, absolut normgerecht sinn.

Nichtsdestotrotz geschéien eng Rei Accidenter, déi awer ganz oft zréckzeféiere sinn op de Fait, datt ze vill héich Vitessë gefuer gi respektiv datt d'Vitesse ënnerschat gëtt fir déi Leit, déi vun der Autobunn erofkommen, an déi sech wëllen op d'N1 afädelen.

Selbstverständlech ass scho gekuckt ginn: Wat ka gemaach ginn? Déi laangfristeg Léisung zu deem heite Problem ass, datt op där doter Kräizung muss e Giratoire gemaach ginn. Fir dee Giratoire awer ze maachen, ass et net esou evident, well et kann een an deem dote Gefüge, esou wéi den Terrain ass, net einfach e Giratoire op d'Strooss maachen. Aus welchem Grond? Mä ganz einfach, well déi Strooss vun der Autobunn erof kënnt. Dat heescht, si geet vun der Strooss erop. Dat heescht, mir hunn eng Pente doran. Well e Giratoire vill méi Plaz brauch, musse mer an d'Pente eragoen. Dofir muss dee ganze Giratoire surélevéiert ginn, fir datt mer an der Pente kënnen normal erakommen. Op där anerer Säit geet d'Eisebunn laanscht, an déi muss och nach ënnendrënner kënnen erduerchgoen.

Et féiert also näischt derlaanscht, wann ee wëllt e Giratoire maachen, fir dee Giratoire e wéineg - e Stéckchen - méi héich ze maachen, en ze surélevéieren, wat also bedeit, datt et e grousse Projet hei muss ginn, dee muss gemaach ginn. Wann dee Projet gemaach gëtt, erlaabt en engem awer selbstverständlech och deen Accès, deen de Merterter Hafen elo huet, dorunner unzeschléissen. Wat also schonn en Avantage wär op där enger Säit. Op där anerer Säit, wann eventuell a méi ferner Zukunft déi Bréck, iwwert déi mer scho méi wéi eng Kéier zesumme geschwat hunn, dann eng Kéier och géif eng Realitéit ginn, da wär dee Rond-point natierlech eng absolut Nécessitéit, fir och dee Verkéier un dee Rond-point drun unzeschléissen.

Et ginn also Pläng, déi an de Ponts et Chaussées gemaach gi sinn. Et ass awer esou, datt wann een deen heite Carrefour wëllt maachen, een de ganze Rond-point an de ganze Plang muss an engem Stréch duerchféieren. Et gëtt keng intermédiaire Léisung, fir et ze maachen.

De Coût vun esou engem Projet ass ronn 20 Milliounen Euro fir just eng Kräizung. Et ass momentan net an der pluriannueller Budgétisatioun vun de Ponts et Chaussées respektiv dem Fonds des routes virgesinn, esou datt een an den nächste Jore muss kucke wéi a wéini een dat kann an der Realitéit ëmsetzen. Dat kann ech elo nach net soen. D'Pläng sinn do. De Finanzement ass an den nächste Joren nach net virgesinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur nächster Fro, déi vum honorabelen Här Schreiner un den Här Transportminister iwwert de Call Center bei der Luxair. Den Här Schreiner huet d'Wuert.

- Question N°232 du 17 décembre 2007 de M. Roland Schreiner relative aux discussions entre les syndicats et la direction relatives à un «outsourcing» éventuel des activités du «Call Center» de Luxair, adressée à M. le Ministre des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dem Transportminister eng Fro stellen am Zesummenhang mat der Décisioun vun der Direktioun vun der Luxair, déi jo och zu enger Polemik mat de Sozialpartner gefouert huet, fir d'Aktivitéite vun hirem Call Center op Malta ze verlagere respektiv auszelageren. Dat ass jo eigentlech eng Form vun Outsourcing, déi jo keen alldeegleche Virgang ass, déi och fir meng Begréffer problematesch ass, an och riskéiert Schoul ze maachen an de Wee ze weise fir Auslagerungen och an anere Beräicher mat allen negative Konsequenze fir eisen Aarbechtsmaart.

Dofir wollt ech den Transportminister froe wéi hien dës Décisioun bewäert, wéi hien dat allgemeng am Kontext vun der Entwécklung vun der Luxair gesäit, a wat dat konkret fir d'Luxair selwer an d'Leit, déi do schaffen, bedeit?

M. le Président.- Här Minister Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll vläicht direkt awer e bësse rektifizéieren, dass an där Polemik, déi entstanen ass, et net drëm geet, fir d'gesamt Personal vum Call Center op Malta auszelageren, mä dass et der Direktioun drëm gaangen ass an nach drëm geet, fir eenzel Peaken, Zäiten iwwert de Weekend, iwwer Feierdeeg, auszelageren, well do effektiv d'Potenzial net esou grouss ass, dass dat sech an hiren Ae rentéiert hätt, fir Aarbechtsplazen hei anzestellen. Doduerch eng Auslagerung an de Call Center op Malta. Dat just zur Rektifizéierung, dass mer kloer wëssen iwwer wat mer schwätzen.

Ech wëll allerdéngs soen, dass fir mech zwou Saache kloer sinn.

Dat eent ass, dass d'Verbesserung vum Call Center fir d'Clientë vun der Luxair a priori eng gutt Saach ass. Dass ee versicht de Call Center effektiv auszebauen, mengen ech, soll een ënnerstëtzen. Dat ass ee positive Punkt. An där gesamter Revitaliséierung vun der nationaler Fluchgesellschaft ass dat ee Punkt, deen ech ënnerstëtzen.

Dat zweet, wat gradesou kloer ass, dat ass, dass dat Bild, wat de Sozialdialog op der Luxair an deene leschten Deeg an deem Zesummenhang dobausse gebueden ass, net onbedéngt gutt passt an den Image an an d'Revitaliséierung vun der nationaler Fluchgesellschaft. Ech mengen, dass de Sozialdialog ëmmer esou gutt organiséiert ass wann déi Gremien, déi dofir do sinn, an der Cogestioun, sief dat um Niveau vun den Delegatiounen oder vum Comité mixte oder vum Verwaltungsrot, en temps utile an och prezis a genau iwwert dat informéiert ginn an och kënnen doriwwer diskutéieren, a gegebenenfalls mat beschléisse wat op deem Niveau do geplangt ass.

An alle Fäll gëllt fir mech, dass d'Auslagerung vun Aarbechtsplazen, egal wou och ëmmer, an alle Fäll ëmmer nëmme kann en Noutfall sinn an ëmmer nëmme kann da stattfannen, wa mer effektiv zu Lëtzebuerg keng Alternativen hunn. Meng Fro bleift also och do nach op, ob genuch gekuckt ginn ass, ob et Alternativen hei zu Lëtzebuerg gëtt, fir sech un e Call Center unzeschléissen, wann een dat net selwer wëllt maachen. Dat wär en ordre principal dat Bescht, wat ee ka maachen. En ordre subsidiaire kann een dat och mat engem anere Call Center maachen. Mä ech mengen, da missten déi Méiglechkeeten ausgenotzt ginn.

Ech sinn, wéi Dir selwer, eens, dass et net gutt ass hei vläicht e Beispill ze setzen, wat d'Dier kënnt opmaache fir weider Auslagerunge vun aneren Aktivitéiten. Well mat deemselwechten Argument fënnt ee sécherlech aner Aktivitéiten am Beräich vun der Kontabilitéit - oder wat och ëmmer; Personalbetreiung an esou virun -, déi een och iergendwou kann auslageren. Ech mengen, dass eng national Fluchgesellschaft, déi sech elo och houfreg deet, fir mam rout-wäiss-bloe Fändel hannen op de Fligeren duerch d'Welt ze fléien, oder jiddefalls duerch Europa, och soll derfir suergen, dass se an alle Fäll och ëmmer un éischter Stell un den nationalen Aarbechtsmaart denkt a versicht dann do och Alternativen ze fannen. Dat ass jiddefalls dee Message, deen ech an deene leschten Deeg un d'Luxair-Direktioun ginn hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Lux. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Gira un den Här Innenminister betreffend eng Ausso iwwert d'Landesplanungsreform. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

www.chd.lu

- Question N°233 du 17 décembre 2007 de M. Camille Gira relative aux déclarations du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire lors d'une conférence publique à Trèves concernant la future réforme de l'aménagement du territoire, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Fro riicht sech eigentlech un de Landesplanungsminister, an zwar iwwer eng Rei Aussoen, déi hie gemaach huet am Kontext vun engem Virtrag, deen hien op der Uni Tréier gehalen huet iwwert d'Landesplanung zu Lëtzebuerg. Dës Aussoe waren och scho Sujet vun Debatten op enger Table ronde vum Mouvement écologique an déi huet de Minister och selwer an engem Interview am „Lëtzebuerger Wort" kommentéiert.

Do sinn eng ganz Rei Aussoen dran iwwert déi ee kéint a misst méi laang schwätzen, dat géif de Kader vun dëser Froestonn sprengen, mä et war awer eng Ausso virun allem, déi mech - an ech mengen net nëmme mech an och net nëmme Leit aus menger Fraktioun - awer irritéiert huet, wann de Landesplanungsminister seet fir hie wären déi sechs Planungsregiounen aus dem Programme directeur an aus dem IVL méi oder wéineger gestuerwen, well se net akzeptéiert wären um Terrain an hie géif deemnächst propagéieren, datt mer sollten zréckgoen op déi véier Wahlbezierker.

Dir musst verstoen, Här President, datt ech dat awer relativ erstaunlech fannen. Mir sinn och an där Table ronde vum Mouvement écologique gewuer ginn, datt de Programme directeur méi wäert ass wéi dee Pabeier, wou en dropsteet, datt e souguer scho viru Geriichter dozou gefouert huet, datt d'Geriicht sech op dee Règlement grand-ducal bezunn huet, an da fannen ech et awer e bëssen erstaunlech, datt e Minister higeet an op eemol eng wesentlech Struktur vun deem ganze Programme directeur op d'Kopp gehäit, nämlech déi sechs Regiounen.

Dofir wollt ech wëssen: Sinn dat do dem Här Landesplanungsminister seng perséinlech Meenungen oder sinn déi Meenungen do mat der Regierung ofgeschwat? Egal wéi: Wéi kënnt hien dozou? Ech hunn dat Gefill, datt, wann déi Regioune vläicht nach net akzeptéiert sinn, dann ass dat well déi Wéinegst se nach kennen a well net genuch gemaach ginn ass vu Regierungssäit aus, fir datt d'Gemenge sech lues a lues an deem Kontext erëmfannen.

A mengt de Minister da wierklech, wa mer elo op méi iwwerlieften Andeelunge vum Lëtzebuerger Land a méi grouss Regioune géife goen, datt mer da géife besser ginn? Et gëtt der ëmmerhin, déi mengen - an dozou gehéiere mir och -, datt et héich Zäit géif ginn déi Wahlbezierker ofzeschafen. Dofir wär ech dankbar, wann ech eng Äntwert vum Minister kréie géif.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den Här Minister zoustänneg fir den Aménagement du Territoire, den Här Halsdorf, huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, richteg ass, datt ech eng Invitatioun kritt hunn dëse Summer vum Professer Lorig vun der Universitéit Tréier, fir do iwwert d'Landesplanung hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen. Ech wollt dës akademesch an universitär Plattform notzen, fir engem däitsche Fachpublikum Iwwerleeungen an der Landesplanung virzedroen, fir am Fong geholl ze weisen, datt mer dynamesch sinn an deem Beräich, an datt mer wëllen zu Lëtzebuerg weiderkommen, an datt dat fir eis eng Prioritéit ass.

Déi Iwwerleeunge muss een nuancéiert kucken, déi kann een net absolut esou kucke wéi Dir dat elo gemaach hutt, Här Gira, well ech hunn tatsächlech dee Modell do virgestallt, mä ech wëll en elo a säi Kontext setzen.

Mir ass et drëm gaange fir ze weise wéi eng Iwwerleeunge mer féieren. Hei zu Lëtzebuerg hu mer an der Landesplanung e Gesetz vun '99. Mir hunn ee Programme directeur de l'Aménagement du Territoire vun 2003. Mir hunn den IVL vun 2004. An dorop hat ech dann am Joer 2005, et war de Mee, ee Konzept gemaach, fir Lëtzebuerg ze reorganiséieren, wat sech un deem Gesetz vun 1999 orientéiert an un de sechs Planungsregiounen.

Tatsaach ass awer, datt, wéi ech dat Konzept virgeféiert hunn, festgestallt ginn ass, datt dat éischtens keng gutt Iddi wär fir an deene Regioune Gelder direkt ze affectéieren, an zweetens ass och an der Spezialkommissioun d'Iddi vun engem Établissement public de coopération régional net zréckbehale ginn.

Wa mer déi zwee Instrumenter awer net wëllen an eng Regioun asetzen, dann ass et schwéier dës Regioune mat Liewen ze erfëllen. Da muss ee sech also iwwerleeën: Wéi kann ech mat de Regiounen, wéi kann ech do weiderkommen? Well mir hätte jo gären eng Landesplanung, déi weiderkënnt, déi konkret ass an déi ee versteet. A Landesplanung ass nun awer emol komplex!

Dofir hu mer een zweete Modell développéiert - dat ass dee Modell, deen Der elo grad ugeschwat hutt -, fir ze verbildlechen, wat dat eent heescht a wat dat anert heescht. Et ass keng Abkehr vun de sechs Regiounen, wann ech dee Modell hei presentéiert hunn, mä et ass fir de Leit dobaussen, déi matdiskutéieren, ze verbildleche wat d'Alternativ ass, wa mer eis net méi an déi sechs Regiounen investéiere wëllen.

Wann d'Politik haut an elo décidéiert mir maachen dee Wee vun de sechs Regioune mat allem Wenn und Aber, dann hunn ech domat kee Problem. Wa mer dat awer net onbedéngt maachen, da musse mer Richtung dee Modell goen, deen ech elo presentéiert hunn, ee Modell, dee sech un der Realitéit orientéiert, eng Realitéit, déi Naturparken huet fir am ländleche Raum, déi ee städtesche Raum huet, wou ech mer eng Communauté urbaine virstellen. Et ass, wéi gesot, e Modell, wou een driwwer diskutéiere kann an et ass keng Abkehr vun deene sechs Regiounen.

Ech wäert altzäit elo an den nächste Méint a Wochen...

(Interruption)

...- a Jore vläicht och nach, dat gesi mer - mech konzentréieren op déi sektoriell Pläng. Et geet net anescht! Mir mussen déi ëmsetzen.

D'Communauté urbaine ass ee Projet de loi fir de städtesche Raum, dee wäert ech déposéieren. D'Naturparke musse gestäerkt ginn. D'Regionalplanung am Süden notamment, wou mer amgaange sinn, wäert weidergefouert ginn. Et gëtt och gekuckt, getest, wat ass eng Regionalplanung wäert par rapport zum PAG, vum Bebauungsplang, a par rapport zum Plan sectoriel. An da maache mer eng Bilanz.

A beim nächste Programme directeur de l'Aménagement du Territoire stellt sech da wierklech déi Fro: Geet et a Richtung wéi mer et am Gesetz vun '99 virgesinn hunn, sechs Regioune mat allem Drum un Dran, oder geet et a Richtung vun deem Modell, deen ech virgeluecht hunn? Also, mir ass et nëmmen ëm eng Verbildlechung vun der Landesplanung gaangen, fir datt ee besser versteet ëm wat et geet.

An och déi Tatsaach, datt Der mengt mir wéilten erëm eng Kéier Wahlbezierker benotzen, fir Landesplanung ze maachen, dat ass och ze komplex, an ech hunn och elo déi Zäit, mengen ech, net méi, fir do an den Detail ze goen. Ech ka just soen, wa mer géifen d'Regiounen net hale wéi mer se an der Landesplanung hätten, da musse mer en anere Modell fannen. Wann d'Kantonen net méi gutt sinn, d'Distrikte sinn net adequat, mir hunn ee klengen Distrikt Osten, mir hunn ee klengen Distrikt Norden an ee risegen Distrikt Zentrum, also hu mer geduecht, da kéint et vläicht pragmatesch gesinn d'Méiglechkeet ginn d'Wahlbezierker ze huelen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Mä dat sinn alles Iwwerleeungen, déi am Fong geholl wëllen eng lieweg kontrovers Diskussioun bewierken am Beräich vun der Landesplanung an et muss ee se kënnen de Leit verbildlechen, fir datt se se verstinn, an da kann ee sech och domat auserneesetzen. An da komme mer och weider, well dat ass dat wat ech gären hätt, eng Landesplanung, wou eppes dobäi erauskënnt.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf Merci a mir kommen elo zu der Fro Nummer 234 vum Här Xavier Bettel un den Ausseminister iwwert de Groupe de réflexion fir d'Zukunft

vun der Europäescher Unioun. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°234 du 18 décembre 2007 de M. Xavier Bettel relative à un «groupe de réflexion» voulu par le Président de la République française pour réfléchir à l'avenir de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech soen Iech Merci, Här President. De leschte Sommet vun der Union européenne huet d'Kreatioun vun engem Groupe de réflexion virgesinn, deen de franséische President Nicolas Sarkozy hu wollt. De franséische President hat nämlech och schonn de Mount virdrun am Europaparlament zu Stroossbuerg jo gesot, datt hien esou ee Comité des sages gären hätt fir d'Definitioun vun der Europäescher Unioun, fir d'Weeër, déi ze tracéiere wären, esou wéi d'Finalitéiten an d'Objektiver vun Europa. Frankräich hat och domadder Drock gemaach andeems se gesot hunn, datt se dee Comité des sages gären hätten, fir iwwerhaapt eng Condition préalable fir d'Poursuite vun den Négociatiounen iwwert den Elargissement vun der EU ze hunn.

Et schéngt esou wéi wann dat dann och décidéiert gi wär, an dofir wollt ech, Här President, den Här Ausseminister froen, wat genau déi Missioun gëtt vun dësem Groupe de réflexion, wat d'Mandat gëtt vun dësem Groupe de réflexion, an dann nach ëmmer wat deem Groupe de réflexion am Kader vum Processus vum Elargissement vun der Unioun seng Missioun da ganz genau ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Den Här Ausseminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, léif Kolleegen, Här Bettel, also et ass esou, datt effektiv vu franséischer Säit jo déi Iddi war, fir esou ee Groupe des sages anzesetzen, fir sech virun allem ëm den Elargissement ze bekëmmeren.

Nun, déi 27, dat ass de Conseil européen, wéi Der dat richteg sot, hunn zwar ee Groupe de réflexion agesat, mä him eng ganz aner Tournure ginn an ech wëll vläicht probéiere ganz kuerz op Är dräi Froen ze äntwerten.

Dir frot fir d'éischt: Wat ass d'Missioun vun deem Groupe?

Ma wann Der d'Konklusioune kuckt vum Conseil européen vu Bréissel vum 14. Dezember, da gesitt Der am Paragraph 8, do steet dat ganz genee dran. Ech résuméieren et. Et sinn aacht Punkten.

Dat Éischt, dat ass de Renforcement an d'Modernisatioun vum Modèle européen. Da kënnt dobäi: d'Réussite économique, d'Solidarité sociale, d'Kompetitivitéit, dann den État de droit, den Développement durable, d'Stabilité mondiale, d'Migratioun, d'Energie a selbstverständlech och d'Protektioun vum Klima an dann d'Lutte géint d'Insécurité criminelle, dat heescht och den Terrorismus an esou weider.

(Interruption)

Dat ass dat, wat an de Konklusiounen drasteet - et ass net grad alles, waart, do kommen ech nach drop -, wat de Groupe de réflexion maache soll.

Elo komme mer zu där zweeter Fro, dat ass: Wéi gëtt säi Mandat definéiert?

Dat kann ee vläicht am beschten am Paragraph 9 ganz kloer kucken, do steet nämlech dran, wat dee Groupe de réflexion net maache kann. Wat en net maache kann, dat ass iwwert d'Question institutionnelle ze diskutéieren. Zweetens, wat en net maache kann, dat ass alleguerten d'Politiques actuelles ze examinéieren. An dréttens dann och net ze schwätzen iwwert d'Perspectives financières no 2014 an der Europäescher Unioun. Dat ass also, wat en net maachen däerf.

Dat heescht a Bezuch op Är drëtt Fro, ob en eng Awierkung huet op de Processus d'élargissement, do géif ech ganz kloer äntweren: Neen, well de Processus d'élargissement ass Partie vun der Politique actuelle.

Et steet am Paragraph 10 dran, datt dee Groupe de réflexion sech beschäftege soll mat den Evolutiounen, déi an Europa kommen, fir ze kucke wéi een d'Stabilitéit an och d'Prosperitéit à long terme assuréiere kann, mä net iwwert den Elargissement en temps que tel. An Dir wësst jo och, datt e President désignéiert ass, de Felipe González, de fréiere Premierminister aus Spuenien, dee vun Europa en dynamescht Bild viru sengen Aen huet. Doriwwer kënne mer eis sécher sinn.

D'Madame Freiberga, dat ass déi fréier Presidentin vu Lettland, mengen ech och, charakteriséiert sech net doduerch, dass se wéilt Europa bremsen, stoppen. A selbstverständlech och de Jorma Ollila, de fréiere President vun Nokia, wat e Finnlänner ass, ass e Mann, deen och weess, dass Europa sech net däerf zoumaachen, mä sech muss opmaachen an deenen nächste Joren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dee Grupp, dee gëtt komplettéiert op néng Leit, an déi sechs aner ginn eréischt ënner franséischer Présidence désignéiert, esou dass dee Grupp och eréischt ufänkt mat schaffen no der Ratifizéierung, wann et zur Ratifizéierung hoffentlech kënnt, vum Vertrag.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Adam un d'Madame Familljeministesch iwwert d'Gestioun vun de Lëschte mat den Assistants parentaux. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°235 du 18 décembre 2007 de M. Claude Adam relative à l'avenir des associations qui s'occupaient, jusqu'à présent, de la gestion des listes des assistants parentaux et qui jouaient le rôle d'intermédiaire entre les familles et les assistants parentaux et se rendaient régulièrement sur place pour vérifier de la bonne prise en charge des enfants, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, wéi mer d'Gesetz iwwert d'Assistance parentale vum 30. November 2007 an der Chamberskommissioun diskutéiert hunn an och hei am Plenum, hu mer eis och iwwert d'Ziler vun deem Gesetz ënnerhalen. Mir wollten eng besser Offer maache fir d'Kanner an hir Elteren, ouni awer de Maisons relais eng onnéideg Konkurrenz ze maachen. Mir wollten d'Kannerversuergung reglementéieren, fir d'Schwaarzaarbecht op deem Secteur anzedämmen.

Net direkt an der Diskussioun waren awer déi Servicer, déi sech bis elo mat der Gestioun vun der Assistance parentale befaasst hunn, ënner anerem „Fir ons Kanner", AFP an och d'Rout Kräiz. Et schéngt awer elo esou, wéi wann d'Auswierkunge vun deem Gesetz grad just déi do Servicer betreffe géifen.

Mir waren der Meenung, datt déi Gestioun am Fong geholl éischter virbildhaft war an déi Leit, déi vun deenen Associatioune betreit gi sinn, dat war jo net direkt d'Zilgrupp. Duerfir froen ech: Wéi ass geplangt, datt dann déi Entwécklung op deem Secteur do an Zukunft weidergeet an organiséiert gëtt?

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Madame Marie-Josée Jacobs, Minister zoustänneg fir d'Famill, huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn e bësselche verwonnert iwwert déi Fro vum Här Adam, well mer gesot haten, wéi dat Gesetz iwwert d'Assistants parentaux effektiv gestëmmt ginn ass, datt déi Servicer, déi bestinn - et sinn der och nëmmen zwee, dat ass eng Kéier „Fir ons Kanner" an eng Kéier d'AFP-Service Dageselteren, net d'Croix-Rouge -, déi sech bekëmmert hunn ëm de Placement familial, datt de Placement familial soll och an der Zukunft vun deene Servicer mat betreit ginn, virubetreit ginn, esou wéi et bis elo war.

Mir hunn awer gesot, wéi mer d'Dageselteren hei gestëmmt hunn, et gëtt eigentlech elo kee Grond méi, fir datt och do iergendwellech Servicer aginn, well all déi aner Leit, déi Dageselteren elo sinn oder ginn, déi hei jo och net onbedéngt déi Servicer zu hirer Verfügung hunn, bräichte se och net. Ech mengen och net, datt et hei ëm d'Elteren an ëm d'Kanner geet, mä et schéngt mer hei ëm déi Leit ze goen, déi an deene Servicer schaffen, déi ëmmer méi fir sech fäerten, wéi fir déi Leit no deene se solle kucken.

Ech muss éierlech soen, dat sinn esou Saachen, wou ech mech ëmmer erëm driwwer wonneren, datt d'Leit sech selwer ëmmer méi an der Gefor gesinn, wéi se dat gesinn, fir dat se eigentlech sollen do sinn. Duerfir soen ech dat och elo hei. Si kënnen et och alleguer nokucken an alleguer noliesen. Et geschitt en näischt!

Mir maachen e gemeinsame Service, an dee se kënnen integréiert ginn a wou se dann deenen Dageselteren, déi do sinn, kënnen Hëllef gi fir ze soen, wat fir eng Démarchë se musse maachen, fir hinnen ze soen, wéi se sech sollen uleeën a wat se alles solle maachen. Et ass also kee Mënsch, dee brauch ze fäerten, och net am konventionéierte Secteur, datt em eppes géif geschéien.

Dir kënnt hinnen also soen, si géifen hir Plaz net verléieren, si musse sech just e bëssselchen aneschters orientéieren, e bëssen aner Aarbechte maachen. Dann denken ech, datt domadder déi Froe beäntwert sinn. Well déi Dageseltere selwer, déi bis elo do waren, déi falen och net aus deene Servicer eraus, déi bleiwen och elo doranner. Et geschitt deenen also näischt, et geschitt de Kanner näischt, et geschitt de Leit, déi doranner schaffen, näischt.

Domadder denken ech, datt dann all Mënsch säi Kapp a gutt Rou ka leeën an an der Zukunft dann, wéi gesot, ebe seng Aarbecht e bëssen aneschters orientéiert, wéi dat bis elo de Fall war.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Jacobs. Dann déi lescht Fro un d'Madame Mady Delvaux-Stehres, gestallt vun der Madame Brasseur, iwwert d'Promotioun vun enger gesonder Ernährung a vum Sport an de Schoulen. Déi honorabel Madame Brasseur huet d'Wuert.

- Question N°236 du 18 décembre 2007 de Mme Anne Brasseur relative au programme national pour la promotion de l'alimentation saine et de l'activité physique «Gesond iessen, méi bewegen», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Unterrechtsminister huet mam Gesondheetsminister eng Campagne lancéiert „Gesond iessen, méi bewegen", eng Campagne, déi ze begréissen ass. Doropshi si vun Ufank vun dësem Schouljoer un an de Kantinen eng Partie Produitë verbuede ginn. All dat, wat net gesond ass, dat heescht, Fritten oder Pizzaen, sinn net méi um Menü. An de Gedrénksautomate sinn och keng Limonadë méi dran, well do Zocker dran ass.

Dat war vläicht als Usaz lueflech, mä d'Praxis ass awer déi, dass et elo Schüler gëtt, déi Limonadë kafe ginn an domat de Commerce an de Schoule maachen. Si hunn d'Casierë voll! Et kann een nëmme freeën, dass mer eng Partie Schüler hunn, déi de Commerce ganz fréi schonn développéieren an eng Mini-Entreprise do maachen, mä dat ass awer net de Sënn gewiescht vun der Operatioun.

Et ginn och ëmmer méi Schüler, wéi ech héieren hunn, aus der Schoul eraus, fir sech dobaussen ze approvisionnéieren. D'Jeunesse démocrate et libérale hunn och haut e Communiqué doriwwer gemaach.

(Interruption)

An deem Zesummenhang wollt ech d'Madame Minister froen, ob éischt Konklusioune kënne gezu ginn iwwert déi nei Dispositiounen, déi geholl gi sinn am Kader vum gesonden Iessen.

Meng zweet Fro ass déi, ob et stëmmt, dass d'Fréquentatioun vun de Kantine staark ofgeholl huet, dass manner Kanner an d'Kantine ginn, wéi virdrun.

Meng drëtt Fro ass déi, ob et stëmmt, dass méi Schüler de Campus scolaire verloossen, fir da während der Paus sech ausserhalb vun der Schoul ze approvisionnéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt richtegstellen, dass déi Campagne-Promotioun „Gesond iessen, méi bewegen" vu véier Ministeren initiéiert ginn ass; net nëmme vum Gesondheetsminister an der Educatioun, mä d'Famille war nach associéiert an de Sport.

Een eleng geet net duer, fir esou e wichtege Projet ze droen. Well ech jo ëmmer, iwwerall wou ech ginn, gesot kréien, et wär dach e Skandal, wat de Kanner en Iesse géif an de Schoulen zerwéiert ginn, a mir misste grouss Effortë maachen, fir e gesond Iessen an de Schoulen ze promouvéieren, duerfir ware mer net zu ze vill, wéi mer zu véier waren.

Mir hunn dann och am September, wéi d'Schoul ugaangen ass, déi nei Politik vun der gesonder Ernährung an de Schoule presentéiert an agesat. Do wëll ech och nach richtegstellen, dass et net esou ass, dass ee keng Fritte méi an der Schoul z'iesse kritt. Et kann ee Fritten iessen,…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Hilarité)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- …awer si mussen ëmmer an engem Menü associéiert sinn, fir dass een en équilibréiert Iesse kritt.

(Brouhaha, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Zweetens ass et esou, dass an deenen Automaten, déi an de Kantine stinn, kee Coca-Cola dran ass a keng Snacken. Et gëtt an de Schoulen awer och nach op anere Plazen Automaten. Do muss dann d'Communauté scolaire décidéieren, ob se da Limonade a Snacken drasetzen oder ob se dat net maachen. Et sinn eng Rei Schoulen, déi hu sech deem groussen Aktiounsplang do ralliéiert an hu gesot: Mir wëllen dann an eiser Schoul iwwerhaapt keng Automate méi mat Limonade a Snacken.

Elo, vu dass d'honorabel Deputéiert freet, wéi d'Resultat dovun ass, wëll ech net verstoppen, dass dat zu enger ganz grousser Opreegung gefouert huet. Well, och wann déi politesch Welt der Meenung ass, d'Kanner sollte sech gesond ernähren, dann hunn déi Jonk net ëmmer déiselwecht Astellung dozou. Doropshin hu mer dann a verschiddene Schoule Réunioune gemaach an de Kantinen, fir ze erklären, firwat dass mer déi Politik do hunn a firwat dass dat gutt ass.

Doropshin huet d'Opreegung sech an deene meeschte Gebaier geluecht. Et ass elo esou, dass mer soen: Okay, Coca-Cola, wann dann dat liewenswichteg ass fir d'Kanner, dass et Coca-Cola an der Schoul gëtt! Do si mer nach op der Sich, ob mer méi kleng Formate kënnen an d'Automate setzen, well eigentlech iwwerall déi grouss Fläschen dra sinn, an och, dass mer bei de Snacken net déi grouss Snacken dra-maachen, mä déi kleng Snacken, fir lues a lues op deen neie Wee do ze goen.

(Interruptions diverses)

Also ech hu bis elo och a mengem perséinleche Liewe gemierkt, dass, wann ee sech wëllt gesond ernieren, dat net méi bëlleg gëtt. Da wëll ech awer och nach soen, dass all déi Menüen, déi et an de Schoule gëtt, vum Stat subventionéiert ginn, well mir froe jo ni dee ganze Präis, deen et kascht, wa mer eng Participatioun um Iesse froen.

Fir dann elo op déi konkret Froen ze äntwerten: Ech kann Iech den éischte Bilan soen. Mir sinn elo am hallwen Dezember an hunn Donnéeën iwwert déi Schoulen, wou d'Kantinen en régie directe gefouert ginn. Dir wësst, datt et zwou Zorte vu Lycéeë gëtt: déi eng Lycéeën, wou mir selwer - also de Ministère - d'Leit agestallt hunn an d'Supervisioun iwwert d'Kantinen hunn. Iwwert déi Lycéeën hu mer Informatiounen, iwwert déi, déi en régie privée gefouert ginn, wou dat also outgesourct ass, do sinn d'Informatiounen nach net komplett. Mir kréie se eran, mä ech kann déi Fro haut net an der Totalitéit beäntwerten.

Wat déi Lycéeën ugeet, déi also en régie directe sinn - dofir hunn ech mäin Ziedel hei -, hu mer zesummegezielt, datt mer vum September bis Enn November, also an deeneselwechte Méint vum Joer 2006 78.489 Menüen haten, a mir hunn der an dësem Joer - 2007 - 79.390. Also kann ech dorausser net schléissen, datt d'Zuel vun de Menüen, déi an de Schoule giess gi sinn, ofgeholl huet.

Ech wëll awer der Assistenz hei net verstoppen, datt et ee grousse Problem um Geesseknäppche gëtt. Et ass haaptsächlech um Geesseknäppchen, wou eng grouss Opreegung herrscht a wou och gemellt gëtt, datt d'Iesse géif zréckgoen. Mir sinn och amgaangen erauszefannen, wourunner dat läit, mä dat kënne jo vill Ursaache sinn, net nëmme vun dem gesonden Iessen, mä och vläicht d'Qualitéit vum Iessen, d'Atmosphär an esou weider.

Wat déi lescht Fro ugeet, wéilt ech awer dorun erënneren, datt et verbueden ass, während der Schoulzäit d'Enceinte vun der Schoul ze verloossen, an datt ech dovun

ausginn, datt all Direkter an all Schoul sech un d'Reglementer hält, sou datt ech mer also net ka virstellen, datt d'Kanner während der Schoulzäit d'Enceinte vun der Schoul verloossen, fir sech ze approvisionnéieren.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domat si mer um Enn vun dësem Punkt vun eisem Ordre du jour a kommen zum nächste Punkt, deem, dee mer haut de Mëtteg eréischt op den Ordre du jour gesat hunn, nämlech d'Deklaratioun vum Här Ëmweltminister iwwert d'Klimakonferenz zu Bali. Den Här Ëmweltminister Lucien Lux huet d'Wuert.

4. Déclaration de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, sur les décisions et conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Bali, suivie d'un débat

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Bali-Klimaschutzkonferenz d'lescht Woch war e schwieregen, jo scho bal en emotionellen, awer a mengen Aen e gudden Ufank, fir hoffentlech an zwee Joer zu engem besseren Enn, dat heescht engem multilateralen Accord iwwert de Klimaschutz ze kommen.

Mir hu säit Bali a mat Bali eng Method. Mir hunn eng Agenda a mir hunn, wann och net ëmmer ganz prezis, eng Zilsetzung, wou mer an deenen nächste Jore wëllen hikommen.

Ech mengen, et ass noutwendeg am Ufank och eng Kéier dorun ze erënneren, fir den Usproch vun där Konferenz d'lescht Woch net méi héich ze hänken, wéi et selwer geduecht war, an den Usproch nach eng Kéier kloer ze fixéieren.

Zu Bali war net d'Zilsetzung, wéi Eenzeler heiansdo mengen, fir schonn den Accord ze ënnerschreiwen, mä fir wierklech ze démarréieren, fir unzekommen, fir endlech unzekommen a fir aus enger Phas vun éischter labberen Diskussiounen, dem Dialog, dee mer säit Buenos Aires iwwer Montréal an Nairobi haten, fir aus dem Dialog an eng Négociatioun ze kommen. Dat war den Usproch, an ech mengen, deem Usproch gëtt d'Konferenz vu Bali gerecht.

An en zweeten Usproch och nach eng Kéier zur Erënnerung, dat ass, datt mer schonn en Accord bis Enn 2012 hunn. Dat ass nämlech den Accord vu Kyoto an de Protokoll vu Kyoto, sou datt et also zu Bali och net ëm eppes gaangen ass, wat direkt muer soll a Kraaft trieden, mä ëm eppes, wat à partir vum 1. Januar 2013 soll de Kyoto-Protokoll ersetzen. Ech mengen, datt et noutwendeg ass, dat nach eng Kéier kloerzemaachen.

An ech mengen, datt et och wichteg ass, drëttens ze soen, datt zu Bali a sech zwou Diskussioune parallell a gläichzäiteg stattfonnt hunn: déi eng am Kader vun dem sougenannten Dialog mat alle Länner, fir zu deem Resultat ze kommen, wat elo kommentéiert gëtt; an anererséits och d'Diskussionen am Kader vum Kyoto-Protokoll vun de Länner aus der Annex 1, deene sougenannten industrialiséierte Länner ausser de Vereenegte Staten, iwwer eng Fortsetzung vun dem Kyoto-Protokoll, ënner anerem, wat den Artikel 9 ubelaangt, dat heescht weider Reduktiounsziler, déi sech déi Länner wëlle ginn. Ech mengen, et ass wichteg, och un dee Parallelismus vun de Verhandlungen zu Kyoto nach eng Kéier ze erënneren.

Ech denken, datt den Accord méiglech war duerch alles dat, wat am Joer 2007 op villen Niveaue geschitt ass. Ech géif virun allem ufänken op dem politesche Plang déi Décisioune vum Europäesche Conseil am Mäerz vun dësem Joer ze nennen, wou d'Europäesch Unioun kloergemaach huet, datt se an engem Angebot, wat se all deenen anere Parteie gemaach huet, gesot huet, 20% reduzéieren ze wëlle bis d'Joer 2020 unilateral, an 30% ze reduzéieren am Kader vun engem multilateralen Agreement. Dat huet natierlech vill Drock gemaach op all déi aner Parteien, fir sech ze positionéieren an och kloerzemaache vis-à-vis vun hiren Opinions publiques, wat se da bereet wären, selwer ze ënnerhuelen.

Ech géif och um politesche Plang de Sommet vun de G8-Länner zu Heiligendamm nennen, wou et fir d'éischte Kéier méiglech war an engem gemeinsame Communiqué, och d'Vereenegt State wéinstens an d'Noutwendegkeet anzebannen, de Problem vum Klimawandel op d'Agenda vun de politeschen Décideuren ze setzen.

An natierlech um Niveau vun den Aarbechte vun der Wëssenschaft déi dräi Rapporte vun dem GIEC, a schlussendlech natierlech och de Rapport final vum GIEC, deen nach eng Kéier méi wéi däitlech gemaach huet, wéi grave d'Entwécklung a puncto Äerderwäermung wär, a wat fir eng néfaste Konsequenzen an allen Deeler vun dem Liewen, vun der Biodiversitéit, vun de Bëscher, vun der Waasserknappheet an esou viru mer doduerch kéinten an Aussiicht gestallt kréien.

Ech géif och mengen, datt - trotzdeem sécherlech ee vun de Schwaachpunkte vun dem Accord vu Bali d'Tatsaach ass, op déi ech nach ze schwätze kommen, datt mer eis net prezis an der Préambule op Fourchettë vu Reduktioun bis 2020, also „midterm" Reduktiounsziler konnten eenegen - een trotzdeem muss soen, datt den Écart tëschent der Wëssenschaft an der Politik duerch Bali nach eng Kéier e gudde Schratt méi kleng ginn ass. Mir sinn nach net ganz beieneen, fir kloerzemaachen, wéi mer eng Äntwert op all déi wëssenschaftlech Daten an Erhiewunge vun deene leschte Méint kënne ginn, mä ech mengen, datt mer dach awer elo ganz no dru sinn, fir do gemeinsam Hand an Hand a parallell matenee virunzekommen.

Ech mengen och soen ze kënnen, datt schlussendlech am Joer 2007 den Nobelpräis, duebel verdeelt un engersäits de GIEC als Respekt fir seng wëssenschaftlech Aarbechten an anerersäits natierlech och un de fréiere Vizepresident Al Gore, och dozou bäigedroen huet, der Opinion publique nach eng Kéier kloerzemaachen, wou mer sollen higoen.

Ech géif och mengen, wann een op Bali zréckkënnt - an ech mengen, dat ass jo de Wonsch vun der Fraktioun vun der DP sécherlech gewiescht, och eng Aschätzung ze kréien -, da géif ech mengen, datt eng gutt Verhandlung an eng eenheetlech Positioun vun der Europäescher Unioun tout au long vun all deene Stonne sécherlech dozou bäigedroen hunn, fir dohinner ze kommen.

Wat war d'Strategie vun der Europäescher Unioun? Do géif ech soen, wann een dat haut mat Recul däerf hei soen, déi war ganz einfach an déi ass an der leschter Stonn opgaangen, nämlech d'USA total ze isoléieren. Mir haten eng Situatioun zum allerleschte Schluss, déi esou ausgesinn huet, datt all d'Länner do stoungen, fir dat doten ze ënnerstëtze mat Ausnahm vun de Vereenegte Staten, an den Drock, deen dat ausgeübt huet, war natierlech riseg grouss. D'Strategie vun den Amerikaner war och tout au long vun der Konferenz vu Bali, fir permanent eng Kéier an der Diskussioun iwwert d'Fourchettes de réduction mat de Russen a mat aneren zesummen ze paktéieren, an anerersäits permanent e Käil tëschent den industrialiséierte Länner an dem G77, dat heescht deene Länner, déi am Développement sinn, anzeschloen. Ech mengen, datt déi Aart a Weis bis zum Schluss net opgaangen ass, wat erlaabt huet, fir zu deem Accord ze kommen.

Ech géif schlussendlech an der Aschätzung och soen, datt awer, wann een, an ech hu se virdru genannt, vun 2004 Buenos Aires, 2005 Montréal an 2006 Nairobi, da muss ech soen, all déi, déi do derbäi waren, sinn de Wee, dee mer an deenen dräi Joer gemaach hunn. Deen ass trotzdeem e positiven. Deen ass trotzdeem erheblech par rapport zu deem, wat mer nach souguer d'lescht Joer diskutéiert hunn, wou mer nach amgaange waren driwwer ze diskutéieren, ob mer zum Deel iwwerhaapt esou ee gravë Problem hätten, ob iwwerhaapt en Accord noutwendeg wär an, wat ëmmer erëm zur Diskussioun stoung, ob dee post-2012 Regime am Kader vun der UNO géif stattfannen.

Dir wësst, datt d'Amerikaner nach am Laf vun dësem Joer versicht hunn e puer Initiativen zu huelen, zum Beispill mat Australien, mat Japan, fir do och e Käil dran ze kréien, a fir duerch esou Initiativen d'UNO an d'UNFCCC-Konventioun ze ënnerhielegen. Och dat ass säit Bali eriwwer. All zukünfteg Négociatiounen an all zukünftege Regime fënnt statt am Rahme vun der Diskussioun innerhalb vun der Konventioun vun der UNO. Do gehéiert et och hin. Op keng aner Plaz gehéiert et hin.

Woubäi ech an der Aschätzung - ech weess net, ob déi zwee Kolleegen Deputéierten, déi derbäi waren an deene leschten Deeg, dat och esou deelen; ech soen dat ganz perséinlech - mengen, dass esou Konferenze vun 10.000 Leit, déi sech op Bali bewegen, elo an den nächste Méint net méi dat ass, wat mer brauchen. Dat, wat mer elo brauchen, sinn Négociatiounen, déi an engem wa méiglech klenge Krees vun Décideure stattzefannen hunn. Do musse mer elo weiderkommen.

Ech mengen, dass d'Opinion-publiquen et och net géife verstoen, wa mer elo all Trimester oder all Semester nach där grousser Eventen do organiséieren. Esou gutt déi Diskussioune sinn, elo muss Butter bei die Fische. Déi kënnt a reellen Négociatiounen. Do brauche mer keng 10.000 Leit. Do brauche mer méiglecherweis - an ech soen dat dann och à l'encontre vum Intérêt vun eisem Land - och net zu 190 Länner ze sinn. Ech mengen, dass déi grouss Parteien an d'Europäesch Unioun mat hirer Troika, mat hire Länner, genuch mandatéiert sinn, fir dann och kënnen am Numm vun deenen anere Länner ze schwätzen, an ze kucken och dann zu Resultater ze kommen.

An der Aschätzung schlussendlech géif ech soen, well ech jo d'Geleeënheet hat an deene leschte Stonnen och mat deenen anere Kolleegen - Ëmweltministeren - ze schwätzen an e bëssen dee Briefing ze maachen, dee mer jo souwisou den Donneschdeg am Conseil vun den Ëmweltministeren zu Bréissel dann nach méi offiziell wäerte maachen: D'Eenegkeet an d'Unanimitéit an de Länner besteet, dass mer zu Bali de Maximum erreecht hunn. Méi kann ech hei als Aschätzung vu menger Säit net soen.

Dass dat de Maximum war, dat war sécherlech och d'Aschätzung. Dass dat Schwieregst nach bevirsteet: d'Négociatiounen, déi déi nächst zwee Joer kommen, bis zum Resultat vu Kopenhagen. Mä ech mengen, dass ech gläichzäiteg zefridde sinn, well et awer eng Dynamik schaaft, déi och fir eist Land a fir déi Efforten, déi eist Land ze bréngen huet op allen eenzelnen Niveaue vum Industriellen iwwert de Stat bis zum eenzelne Bierger weist, dass wann 190 Länner sech verflichten Initiativen, Reduktiounen an Aktiounen ze huelen, och déi klengste Potenzialer, also och déi vun engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, an deem grousse Kuch hir Bedeitung hunn. Duerfir erhoffen ech mer schonn och eng positiv Dynamik par rapport zu de Bierger, fir déi Efforten och an deenen nächste Méint a Jore weiderzedreiwen.

Ech hat am Virfeld vun der Debatt, déi mer den 20. November haten, aacht Bedingunge genannt, déi wichteg waren erfëllt ze ginn zu Bali, fir dass et een Erfolleg ass. Ech wëll elo net en long et en large op déi aacht Bedingungen agoen, well dat iwwert déi Zäit géif erausgoen, déi mer zur Verfügung steet. Ech wëll awer e puer Punkte ganz kuerz eraushuelen.

Deen éischte Punkt war dee vun der Ambitioun, déi mer hätten, an de Fourchetten, déi mer géifen déterminéieren. Ech soen: Et bleift elo d'Aarbecht vun den Négociatiounen, fir dat ze maachen. Dat bleift de Schwaachpunkt vun deem, wat mer zu Bali fäerdeg bruecht hunn. Mä ech mengen, mir hätte keen Accord kritt, wa mer als EU drop gehal hätten, datt am Préambule déi 25 bis 40% Reduktioun bis 2020 stoebliwwe wären.

Ech mengen, och mam Recul wär et net derwäert gewiescht, fir mat deem Préambule déi ganz Konferenz op d'Spill ze setzen an en Echec ze provozéieren. Ech mengen, dass de Link, deen trotzdeem am Préambule steet, an deen op d'Aarbechte vum GIEC verweist, dee Lien tëschent der Wëssenschaft an der Politik nach ëmmer däitlech mécht.

Dofir mengen ech, dass et op där anerer Säit awer - dat ass ënnergaangen an der ganzer Aktualitéit - wichteg ze soen ass, dass an där zweeter Négociatioun zu Bali, déi ech gesot hunn, déi iwwert den Artikel 9 am Rahme vum Kyoto-Protokoll, mer eis eens gi sinn iwwert déi Reduktiounsziler 25% a 40%. Do ass also en Accord gewiescht, ouni d'Amerikaner natierlech, mä mat all deenen aneren industrialiséierte Länner, wou sécherlech - dat muss een erwähnen - och de Bäitrëtt praktesch während der Konferenz vun Australien e ganz wichtegt an dynamescht Zeeche war.

Ech hunn zweetens deemools gesot: D'Verantwortung vun den Industrielänner hei an dëser Fro bleift intakt. Dat war jo dee Punkt, dee bis zur leschter Stonn diskutéiert ginn ass. D'Amerikaner wollten onbedéngt hunn, dass mer net géifen en Ënnerscheed maachen tëschent den Industrielänner an de Schwellelänner respektiv de Länner am Développement, well se soen: Och China, och Indien, och Brasilien - all déi Länner - mussen an d'Boot kommen.

Mir waren der Meenung - an ech mengen, dat war richteg esou -, fir bei den Industrielänner kloer vu verifizéierbare Reduktiounsziler ze schwätzen, a bei de Schwellelänner an de Länner am Developpement vu kloeren, awer och mesurabelen a verifizéierbaren Aktiounen ze schwätzen, déi an deene Länner musse geschéien. Dat ass och wichteg, well dat och déi éischte Kéier ass, wou et eng Verflichtung vun deene Länner gëtt an déi Richtung ze goen.

Ech mengen, dass mer an der drëtter Bedingung fir d'éischte Kéier alleguer an engem Boot sinn, dat sécherlech dee gréissten Erfolleg vun der Konferenz vu Bali ass; wéi iwwregens och d'Stäerkung vum Emissiounshandel, d'Stäerkung vun den Technologie-Transferten duerch ee kloere Programme de travail, d'Stäerkung duerch d'Adaptatiounsfongen, wou d'Industrielänner sech verflicht hunn, fir hir Kooperatioun ze verbesseren an och déi Fonge méi operationell ze maachen, ënner anerem duerch ee Prélèvement vun 2% op der gesamter Mass vu CDMs-Projeten.

Da schlussendlech ass et wichteg ze soen, och déi éischte Kéier, dass mer am Accord vu Bali och de Problem vun der Déforestatioun konkret uschwätzen. Fir d'éischte Kéier gëtt nämlech och dovunner geschwat, dass déi sougenannten évitéiert Déforestatioun als Reduktiounsziler kënnen herno ugerechent ginn. Ech mengen, dass dat sécherlech eppes ass, wat ganz virsiichteg ass. Mä déi Länner sinn an enger Situatioun, dass mer mussen esou pragmatesch denken, dass mer also hei och d'Déforestatioun, déi doduerch net gemaach gëtt, berücksichtegen an deene Länner dat kënnen zouschreiwen.

An der Method hutt Der jo gesinn, en Organ subsidiaire ass geschafe ginn. Dat fänkt seng Aarbechte spéitstens am Abrëll d'nächst Joer un. Et huet ofgemaach sech wéinstens véiermol bis zu Poznań a Polen am Dezember d'nächst Joer ze gesinn, fir ze négociéieren. Mir fueren dat da weider bis Kopenhagen am Dezember 2009, wou d'Hoffnung besteet dann zu engem Accord ze kommen, well ee jo nach eng gewëssen Zäit - 2010, '11 an '12 - brauch, fir de Ratifizéierungsprozess ze maachen, fir dass mer dee bis den 1. Januar 2013 dann - an ech sinn elo amgaange schnell ze fueren - hunn.

Ech wëll och an der Aschätzung soen - an dat huet een zu Bali iwwerall héieren, och bei alle Ministeren an och bei deene Leit, déi aus Amerika do waren, aus dem Kongress, d'Deputéierte vun der Demokratescher a vun der Republikanescher Partei -, et ass e wichtege Moment am nächste Joer, dass einfach och d'amerikanesch Presidentschaftswahle sinn. Ouni sech an déi intern Geschécker vun engem anere Land anzemëschen, ass et ganz einfach esou, dass den November 2008, an dann am Januar wann hien 2009 säin Amt untrëtt, eng ganz wichteg Dynamik wäert ginn. Vu dass d'amerikanesch Constitutioun - géif ech soen - Gott sei Dank virgesäit, dass mer egal wéi en neie President kréien, ass dat, egal vu wat fir enger Partei hie kënnt, wichteg, well de Wahlkampf weist, dass de Klimawandel och an Amerika en Thema ass, an dass déi Kandidate sech och zu deem Thema, dat huet een an de leschten zwee Deeg och gesinn, artikuléieren.

Schlussendlech an ofschléissend, Här President: Wat heescht den Accord vu Bali fir Lëtzebuerg? Ech mengen, dass mer dat an deenen nächste Wochen ze diskutéiere kréien, am Zesummenhang mam „burden sharing" och innerhalb vun deem, wat d'europäesch Kommissioun Enn Januar wäert virleeën. Ech hoffen, dass mer dann à la hauteur si vun deenen Usprëch, déi mer eis da selwer ze stellen hunn.

Wann ech liesen, dass 94% an de Sondagë vun der ILRES soen, dass se de Klimaschutz an den Ëmweltschutz fir e ganz wichtegen Défi vum 21. Jorhonnert halen, da mengen ech, dass eng Koalitioun vun all deenen, déi guddem Wëlle sinn a vernünfteg sinn, mat deene 94% ze maachen ass, fir ze wëssen, dass Efforten noutwendeg sinn, fir dass mer dee Fléau vum Klimawandel gestoppt kréien. Jiddefalls, eis Kanner wäerten eis duerfir Merci soen.

Mir mussen zwou Saache maachen, an dat ass dat Angebot, wat ech der Chamber maachen:

Engersäits musse mer den Aktiounsplang vun der Regierung stäerken, musse mer kucken, bilanzéieren a stäerken do wou et noutwendeg ass; a mir mussen eis och an deem Zesummenhang mat deem, wat mer esou laang Joren diskutéieren, dem sougenannten Tanktourismus auserneesetzen.

1990 huet den Undeel vum Tanktourismus 15% vun all eisen Emissiounen ausgemaach. Am Joer 2005 mécht en 43% aus. 43%! Ech hat am Fliger fir op Bali mäin éisträicheschen Homolog bei mer, de Minister Josef Pröll, dee mer gesot huet: Mir hunn an Éisträich e ganz grousse Problem, dat ass dee vum Tanktourismus. Ech hunn e gefrot: Majo, wéi vill mécht däin Undeel vum Tanktourismus dann aus un denge gesamten Emissiounen? Dunn huet e mer geäntwert: 9%. Dunn hunn ech gesot: Ech wéilt, ech hätt däi Problem!

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech ginn Iech heimat Akt vun Ärer Deklaratioun. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, no Äre villen Ausféierunge kann ech mech méi kuerz halen, well Dir hutt ganz vill ofgedeckt vun deem, wat ech wollt soen.

Une voix.- Oh!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Op der Ëmweltkonferenz zu Bali stoung, wéi Der gesot hutt, de véierte Rapport vun den iwwer 3.000 Wëssenschaftler aus dem IPPC zum Thema Klimachangement a seng Auswierkungen op d'Äerd an op de Mënsch am Mëttelpunkt vun den Diskussiounen. Den éischten Androck, deen ech kritt hat: Ëm eise Planéit ass et net gutt bestallt! Dat hu vill Leit och schonn akzeptéiert, mä net alleguerten.

Duerch eng ëmfangräich Dokumentatioun sollten d'Delegéierten aus de Länner, 190 am Ganzen, d'Méiglechkeet kréien, een neie Wee opzezeechne fir en Accord, deen dann an den nächste Joren op d'Bee gesat soll ginn. Well et ass gewosst, de Kyoto-Protokoll trëtt ausser Kraft am Joer 2012, a bis da muss en neien Accord ausgeschafft ginn, well no 2012 kommen nach ganz vill Joren, an d'Klimaproblematik gëtt net méi kleng.

Dat war net einfach, well nämlech de gréissten Emittent, d'USA, net matgemaach hunn. Dat huet China an Indien erlaabt, op stur ze schalte während der ganzer Woch. Dobäi vergiessen dës Länner awer ganz eendeiteg, dass sech d'Klima an engem Mooss verschlechtert an all Dag, wou näischt gemaach gëtt fir d'Verbesserung, een Dag ze vill ass.

D'Europäesch Unioun an domadder och Lëtzebuerg hunn awer vun Ufank u bekannt gemaach, dass si en anere Wee géifen aschloen. Si hu gesot: Mir wëllen, och wann déi aner net matmaachen, 20% vun eisen Dreifhausgasemissiounen erofsetzen, ëm 20% d'Energie méi effizient asetzen an 20% méi erneierbar Energien asetzen, an dat bis 2020. Mir hunn eng kloer Sprooch geschwat.

Duerch dës Mesurë kënne mer et da fäerdeg bréngen, dass d'Temperaturerhéijung e Maximum vun 2 Grad Celsius bedréit an dat bis d'Enn vun dësem Jorhonnert. Dat sinn nach just dräi Generatiounen. Wa mir virufuere wéi bis elo, dann dierft sech déi Erhéijung op maximum 4 bis 5 Grad Celsius belafen.

Dat heescht ganz einfach, mir industrialiséiert Länner, déi am meeschten Energie verbrauchen, mussen elo am meeschten am Verbrauch zréckfueren, an dat fält verschiddene Länner ganz schwéier. Fir hiren Engagement, ech muss et hei soen, huet awer d'Europäesch Unioun vill Luef ageheimst, notamment bei den Entwécklungslänner, well grad an dëse Länner wierkt sech de Changement am schlëmmsten aus: Hongersnouten, Iwwerschwemmungen, Kricher ëm Drénkwaasser a Milliounë Mënschen, déi mëttlerweil opstinn a wandere mussen. An dat si genau déi Mënschen, déi am mannste verbrach hunn zum Thema, well si hu weider net dozou bäigedroen.

Zu Bali ass och gesot ginn, an doriwwer war ech am meeschten erschreckt, wéi ech dat héieren hunn, dass déi éischt 20 Inselen am Mier verschwonne sinn. Dat ass an Indonesien an am Inselstat Tuvalu am Pazifik. Dat bedeit, 3.000 Mënschen hu missen evakuéiert ginn; déi hunn hir Heemecht fir ëmmer verluer. Mä dat stéiert jo an deene räiche Länner ganz wéineg Leit!

Wat ass dann elo zu Bali erauskomm? No laangen an zéie Verhandlunge konnt dach e Samschdegmëtteg en Accord fonnt ginn. Ech wëll drop hiweisen awer, dass d'Amerikaner mehrfach ausgebuht si ginn. Dat muss ee sech virstelle bei e puer dausend Mënschen, wann esou eng Stëmmung optrëtt! Do konnt och d'Madame Dobriansky net weider d'Stellung halen, och wa se et probéiert huet, mä si huet missen heiansdo den Télefon huelen an am Wäissen Haus uruffen, an dann ass vill gepëspert ginn.

An deem Accord, deen do fonnt ginn ass e Samschdegmëtteg, steet, dass et zu enger staarker Reduktioun vun den Dreifhausgase muss kommen. Et si just keng fest Ziler festgeluecht ginn, den Här Minister huet et gesot. Mä dat soll eis net vum gudde Wee ofbréngen.

Et ass erkannt ginn, dass muss reduzéiert ginn. An dat gëtt och elo Zäit, well mir welle bis Poznań a Polen am nächste Joer an och Kopenhagen am Joer 2009 de Wee opzeechnen. Bis 2012 hu mer dann Zäit, wann en Accord bis Kopenhagen fonnt gëtt, den Accord dann ze ratifizéieren.

Wichteg ass op alle Fall, de Klimachangement ass keng eidel Hüls méi, e gëtt seriö geholl. Net zulescht duerch den Drock aus de Reie vun den Entwécklungslänner an der Europäescher Unioun, déi selwer vill bewierkt huet. Ass et net grad erstaunlech, dass et déi Vertrieder si vun deene Länner, deenen d'Waasser bis zum Hals steet, déi hei am meeschten derfir gesuergt hunn, dass d'Amerikaner dach zum Schluss un de Verhandlungsdësch zréckkomm sinn?

Et muss een awer éierlecherweis soen, dass an Amerika - dat huet de Buergermeeschter vun der Stad New York, den Här Bloomberg gesot - schonn 100 Milliounë Mënsche mëttlerweil de Wee vum Développement durable matginn. Et gëtt ëmmer erëm gesot: d'Amerikaner! Mä et muss een differenzéieren tëschent der Verwaltung an Amerika an de Leit um Terrain selwer.

Als weider wichteg Punkte sinn dann zréckbehale ginn:

Éischtens, et ass endlech dee Fonds kreéiert ginn, aus deem d'Entwécklungslänner déi Technologië kënne kréien, fir an hire Länner dem Klimawandel entgéintrieden ze kënnen.

Zweetens, d'Reebëscher an den Trope musse méi protégéiert ginn, well si si fir ons an Europa, fir ons Welt dach déi gréng Longen. Wa mir nach wëlle Sauerstoff ootmen, da muss et aner Länner méiglech sinn, d'Bëscher ze schützen. Wann ee sech virstellt, dass all Joer 14 Milliounen Hektar Tropebëscher einfach ofgeholzt ginn, verbrannt ginn, fir do dann Energieplanzen dropzesetzen an dann déi Energieplanzen no Europa ze bréngen, a Palmuelech oder Rouerzocker ëmzewandelen, fir dass mir hei kënnen nach viru mat eisen Autoe fueren, dat ass e Skandal an dat kann net méi toleréiert ginn!

Wat Lëtzebuerg ubelaangt, sou hu mir eis zu Bali ganz eendeiteg derfir ausgeschwat, dass mer d'Reduktioun vun 28% dach duerchféiere wëllen. Dat musse mir maachen duerch en nationale Programm an och en internationale Programm. Maache mer eis awer näischt vir! Dat gëtt net einfach hei am Land. An derniewent hu mer d'Chance, mir musse se notzen, vun deem sougenannte „clean development mechanism". Mir sollen do speziell mat den afrikanesche Länner schaffen.

Wann ee bedenkt, dass vun 1.800 CDM-Projeten, déi agereecht an accordéiert si ginn, der nëmme genau 23 - ech widderhuele mech, 23! - an Afrika realiséiert ginn, Afrika mat sengen 900 Milliounë Mënschen, dat seet jo da genuch!

Well déi kommend Generatioune vill méi staark duerch de Klimachangement belaascht ginn, si mir all gefuerdert, hei matzemaachen, fir net onse Kanner eng Wüst ze hannerloossen. Nëmmen duerch e responsabelt Verhale géintiwwer de Liewensressourcë Buedem, Waasser a Loft ruffe mir hei déi néideg Opbrochstëmmung ervir. Well ons awer net méi vill Zäit bleift, ass et elo awer un ons fir eng engagéiert Äntwert ze fannen, fir op de Klimachangement ze äntwerten.

Huet net den amerikanesche Biolog, den Edward Wilson gesot: „D'Mënschheet gëtt net dru gemooss, wat se erschafft, si gëtt dru gemooss, wat se zerstéiert." D'CSV wäert sech awer mat vill Nodrock an dësem wichtege Prozess engagéieren an dofir suergen, datt Bali eng Chance fir eist Klima duerstellt. D'Lutte - dat ass mäi leschte Saz - d'Lutte géint de Klimachangement ass och eng Fro vu Solidaritéit deenen zwou Milliarde Mënsche géintiwwer, déi net déiselwecht Chancen hu wéi mir.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den honorabelen Här Goerens huet elo d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech wollt de Kolleegen alleguer Merci soen, datt se den Débat hei méiglech gemaach hunn. Mir haten en als Fraktioun ugefrot, an ech mengen, et ass jo och e pertinenten Débat. Merci och dem Minister fir seng aféierend Bemierkungen.

„Et geet ëm d'Iwwerliewe vun der Mënschheet." - Méi einfach, awer méi dramatesch hätt dem UNO-Generalsekretär Ban Ki-moon säin Appel un d'Participantë vun der Konferenz vu Bali net kënne sinn.

A gleeft een den aktuelle Studien, dem Stern-Rapport, dem GIEC-Rapport - Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat -, dann hu mer nach just zéng bis 20 Joer Zäit, fir eng Äerderwäermung vu méi wéi zwee Grad an déi domadder verbonne Konsequenzen ze verhënneren.

Virun deem Hannergrond kann ee schonn emol ongedëlleg ginn, wann ee gesäit, wéi zéi d'Verhandlungen zu Bali ofgelaf sinn. Wie gemengt hat d'Noutwendegkeet vum Klimaschutz wär an de Käpp vun alle Politiker ukomm, deen ass leider e bëssen enttäuscht ginn, well vun den Ziler, déi sech d'Europäesch Unioun ginn hat, wéi zum Beispill eng Verflichtung vun den Industrielänner, fir hir CO_2-Emissioune bis 2020 ëm 30% ze reduzéieren, ass nëmme just nach eng Foussnout iwwreg bliwwen.

Dofir hunn awer fir d'éischte Kéier an der Geschicht all Industrielänner eng Reduktioun vun den Treibhausgasen akzeptéiert an och d'Entwécklungslänner hu sech zu Klimaschutzziler bekannt, wat a sech och e grousse Fortschrëtt ass. Woubäi ee sech muss froen, wat den Accord vun den USA awer wäert ass, wann d'Wäisst Haus direkt op Distanz zu de Verhandlungsresultater gaangen ass.

Aus diplomatescher Siicht war Bali sécherlech een Erfolleg. Eng Konferenz vun 190 Participanten, wou e gemeinsamen Nenner muss erreecht ginn, ass net evident. Wann een et fäerdeg bréngt, datt dee gemeinsamen Nenner net grad au ras des pâquerettes läit, dann ass schonn alles, wat méi héich geet, en Erfolleg, mä aus der Siicht vum Klimaschutz war et allerdéngs eng Enttäuschung.

Alt erëm ass engem bewosst ginn, datt d'Vitesse, mat där d'Stategemeinschaft op de Klimawandel reagéiert, a kengem Zesummenhang méi steet mat den Erausfuerderungen, déi sech eis stellen.

Déi däitsch Bundeskanzlerin Angela Merkel sot eng Kéier a Bezuch op de Klimaschutz: „Wie schnell virukomme wëllt, soll et eleng maachen. Wie wäit wëllt kommen, dee soll et zesumme mat anere maachen. De Problem ass awer, datt mir am Klimaschutz schnell a wäit musse virukommen."

Zu Bali ass den éischte Stee geluecht ginn. Elo fänkt awer eréischt déi richteg Aarbecht un. Ech soen domat näischt Originelles, mä et ass awer wahrscheinlech d'Gesamtempfinde vun deenen, déi de Mëtteg hei wäerten optrieden. An zwar mussen éiergäizeg Ziler fir de weltwäite Klimaschutz fir no 2012 formuléiert ginn.

Och wa Kopenhagen 2009 eis haut nach vläicht wäit ewech erschéngt an 2012 nach vill méi, mussen haut d'Weiche gestallt ginn, fir datt mer déi éiergäizeg Ziler vun enger 30-prozenteger Reduktioun vun Dreifhausgase bis 2020 kënnen erreechen.

Här President, et ass do, wou d'Demokratesch Partei haut eng kohärent Politik aklot. D'Kyoto-Ziler sinn eng Reduktioun vun den Dreifhausgase bis 2012 vun 28% par rapport zu 1990. No den Zuelen, déi de Minister Lux selwer ginn huet, leie mer am Moment nach bei engem Plus vun 0,7% par rapport zu 1990, mat deenen Explikatiounen, déi natierlech déi Explosioun do relativéieren an déi Bezuch hunn op d'Vente de carburant, deen net hei am Land verbrannt gëtt.

Ech gesinn am Moment keen Usaz, mat deem dëse Problem an de Gréff kéint geholl ginn, a méi schlëmm nach: Ech gesinn net, wéi d'Strategie fir d'Zukunft op deem Plang ausgesäit.

Et gëtt eng Partie Deklaratiounen, mä et ass schwéier - dat ginn ech och zou -, fir do verbindlech Ziler a puncto Reduktioun vum Tanktourismus ze fixéieren. Mir haten d'lescht Woch nach hei Rieds doriwwer och a Bezuch op d'Ausriichtung vun den zukünftege Budgete bis 2015 an duerno.

Här President, mir wëllen hei net op all Facettë vun der Ëmweltpolitik vun der Regierung agoen, mä loosst mech just nach eng Kéier op dee Problem agoen, deen ech elo grad ugeschwat hunn an deen nämlech 43% vun eisen Emissiounen ausmécht, an zwar dat, wat mer Tanktourismus nennen.

Mir sinn der Meenung, datt en objektive Constat vun deem Tanktourismus ëmmer erëm muss aktualiséiert ginn. Aktualiséiert ginn, well Käschte mat dem Fräikafe vun Ëmweltsënden am Klimaschutz entstinn, an déi sinn net virauszegesinn. Déi kann een aschätzen. Et kann een Deeler dovunner appréhendéieren, mä et kann een net mat u Sécherheet grenzender Wahrscheinlechkeet soen, wat et à la fin du compte ausmécht, well mir hunn et jo hei mat engem Handel vun Emissiounsrechter ze dinn, a vu datt déi gehandelt ginn, si se der Offer an der Demande vum Maartgeschehen ausgesat.

Mir mussen awer kënne kucken, wat d'Belaaschtunge si fir d'Verkéiersinfrastrukturen, wéi déi finanziell Sanktiounen ausgesinn a puncto Neterreeche vun de Kyoto-Ziler, an d'Ëmweltbelaaschtung an d'Qualité de vie. Och also eng Partie Donnéeën, déi net a Gelder auszedrécke sinn.

Mir fuerderen duerfir net direkt den Ausstieg aus dem Tanktourismus. Mir fuerderen e virtuellen Ausstieg, nom Motto, vu datt mer keen Ersatz hu momentan fir déi Einnahmen, solle mer se virun eranhuelen an der Hoffnung, datt de Sold nach positiv ass fir eis Statsfinanzen, mä mir sollen eis awer ëmmer manner ofhängeg maache vun deenen dote Rentréeën an net permanent Ausgaben op déi Rentréeën do opbauen, well mir steieren den Différentiel, deen dem Stat esou vill Milliarden nach ëmmer eraspullt, net eleng. Et kënnen och Facteure vu baussen dorop awierken, an de Statsminister huet och viru kuerzem nach gesot, datt hie sech net méi géif op Bréissel schloe goen, fir deen Différentiel do oprechtzeerhalen - wat ëmmerhin en erstaunleche Virgang ass.

Dann hu mer - domat wëll ech ofschléissen, Här President - a puncto erreeche vun eisen Ziler, an dat geet vun 1997 un oder scho virdrun am Virfeld vun de Kyoto-Verhandlungen, e strukturellen Handicap an dësem Land, an dat ass dee vun der mangelnder Prospektiv.

Mir wësse wuel, datt d'Europäesch Unioun sech zu engem ambitiéisen Zil bekenne muss. Et huet een och keen Argument, fir dogéint ze soen, soss bräichte mer net hei de Mëtteg doriwwer ze schwätzen, mä mir mussen awer kënnen eis iwwerleeën, wéi déi Laaschteverdeelung ënnert deene 27 Partenairen ausgesäit. Wie muss wéi vill reduzéieren?

Däerf ech dorun erënneren, datt bei Kyoto déi Laaschteverdeelung esou ausgesinn huet, datt déi eng minus 28 kritt hunn an déi aner plus zéng? Eenzel Länner konnte souguer nach méi verschmotzen!

Ech mengen, et ass elo Zäit, datt mer eis ganz prezis Kritären a Prinzipië ginn, no deene Post-Kyoto, also Bali muss deklinéiert ginn op d'Rechter an d'Flichte vun deenen eenzelne Länner.

Ech mengen, mir sinn hei eréischt am Ufank vun engem Prozess, duerfir war dëse Mëtteg gutt, mä éischt Signaler a puncto zukünfteg Debatte kënnen awer scho vun hei a musse vun hei ausgoen. Mir brauchen dringend e gudden Argumentaire, deen eis hëlleft, déi Prinzipien an déi Kritären, no deene mir eng fir Lëtzebuerg akzeptabel Laaschteverdeelung kënnen akzeptéieren, négociéiere géifen.

Zum Schluss kann ech nëmme soen, datt et gutt ass, datt versicht gëtt, der Déforestatioun endlech e Riegel virzeschieben, well d'Déforestatioun ass responsabel - däerf ech nach eng Kéier dorun erënneren? - fir den Equivalent vun deem, wat d'Vereenegt Staten un CO_2-Emissiounen all Joer emittéieren.

An a puncto Relatiounen Industrielänner/Entwécklungslänner musse mer oppassen, datt mer duerch Bali elo net an en Zilkonflikt kommen och mat eiser eegener Ëmwelt- an Entwécklungspolitik. Deen Zilkonflikt kéint doranner bestoen, datt mer géife versichen, eis iwwer Entwécklungsgelder fräizekafen am Klimaschutz. Ech mengen, dat wär net gutt, well d'Entwécklungspolitik ass am Fong geduecht, fir d'Aarmut ze bekämpfen. Dat ass en anert Zil, wéi wann een eppes mécht, fir sech selwer vun eegener Schold ze entlaaschten. Do muss ee kucken, datt een an deem Zilkonflikt awer net en Deel vun enger vun deene flottste Politike sacrifiéiert.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Negri kritt d'Wuert fir d'sozialistesch Fraktioun. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech ënnerstëtzen d'Meenung vum Ëmweltminister Lucien Lux, dass Bali den Ufank vun engem Prozess fir ee Vertrag bis 2009 ass, fir fir d'Period no 2012 zu Kopenhagen e Kontrakt an deem Sënn ze ënnerschreiwen.

Wann een d'Kommentaren an der Press liest, da gesäit een, dass et zu Bali fäerdeg bruecht ginn ass d'Länner alleguerte mat an d'Diskussiounen anzeschléissen. Kee ka méi versichen d'Klimaproblematik u sech a Fro ze stellen. Dofir muss natierlech an deenen zwee Joer elo bis Kopenhagen versicht ginn, wéi de Minister gesot huet, multilateral Gespréicher ze féieren, fir souwuel déi grouss Industrielänner wéi och d'Pays émergeants esou anzebannen, dass et och zur Festsetzung vu Grenzwäerter zu Kopenhagen komme kann, esou wéi d'„Bali road map" dat jo och virgesäit.

Et kéint jo dobäi erauskommen - an dat huet ee jo hei oder do emol schonn héieren -, dass eventuell zum Beispill eng Zilvorgab bis d'Joer 2050 kéint sinn d'Emissiounen an den Industrielänner ëm 50% ze reduzéieren. Hei muss ee just gutt oppassen, dass mer eis dann awer och Zwëschenetappe setzen, mat, wéi de Minister gesot huet, „midterm"-Zilvorgaben, déi da festgeschriwwe ginn, well jo da soss awer d'Gefor besteet, dass dat eent oder dat anert Land sech net direkt dru mécht - fir et elo emol fein auszedrécken -, fir d'Kéier ze huelen a manner CO_2-Emissiounen ze émettéieren.

Fir elo virunzekommen ass et gutt, dass en Aarbechtsgrupp ënnert der Tutelle vun der UNO schonn d'nächst Joer am Abrëll hir Aarbecht ophëlt. Hei muss awer och elo d'Europäesch Unioun hir Virreiderroll, vun där se ëmmer geschwat huet, iwwerhuelen a wouerhuelen.

Wat och positiv ass, d'Ariichtung vun engem Adaptatiounsfong an engem Technologietransfert, „burden sharing" an esou weider an d'Entwécklungslänner, dat ass enorm wichteg - wat do zu Bali erauskomm ass -, dréit dës Moossnam dach bäi zu enger ugestrieftener Equitéit zwëschent den Entwécklungslänner an den Industrielänner. Hei ass och eng Chance, mä awer och eng grouss Responsabilitéit fir Lëtzebuerg, déi mer net verpassen dierfen.

Hei zu Lëtzebuerg musse mer och virufuere mat roueger Hand an ouni Panik un eise Klimaproblemer ze schaffen. Mir wësse jo elo, dass och all aner Länner Problemer hu mat der Klimaproblematik. Do si mer net eleng. Mir sollen eis also och net selwer do accuséieren a räsonnabel bleiwen. Mir sollen awer versichen eise Kyoto-Engagementer esou séier wéi méiglech nozekommen.

Well mer all wëssen, dass d'Fuerderung awer fir no 2012 sécher net méi kleng wäert ginn, musse mir eis prioritär ëm déi wichtegst CO_2-Emissiounen hei zu Lëtzebuerg verstäerkt bekëmmeren. Mir wësse jo, dass zu Lëtzebuerg 1997 d'Engagement vu Kyoto op dem Zoumaache vun den Héichiewen an der Stolindustrie baséiert huet. De Stroosseverkéier par contre huet vun 2,59 op iwwer 7 Milliounen CO_2-Emissioune vun 1990 bis haut zougeholl, an ass domat d'Haaptsuergekand vun der Klimaproblematik zu Lëtzebuerg.

Fir no 2012 bis 2020 an doriwwer eraus, musse mir also an der Transportpolitik an deenen nächste Joren, nodeems dass déi grouss Projeten, un deene mer jo amgaange sinn ze plangen an ze schaffen, déi Der alleguerte kennt, eis iwwerleeë wéi mer déi grouss Fluxë vum Autosverkéier verstäerkt op den öffentlechen Transport kréien, an nach vill méi an engem Mooss wéi mer dat bis elo gemaach hunn. Hei wëllt ech just soen, dass haut schonn 130.000 Frontalieren all Dag op Lëtzebuerg kommen, dovunner ronn 60.000 Fransousen, am meeschten aus dem Sillon mosellan, also vun Thionville a Metz. Am Joer 2000 wäerten et sécher méi wéi 100.000 Pendler aus Frankräich sinn, déi all Dag op Lëtzebuerg kommen.

Dofir vläicht eng kleng Propos, wann ech mer déi kann erlaben: Et misst ee sech emol froen an de Joren, wann de Kontrakt vu Kopenhagen a Kraaft geet - 2010/2012, ëm déi Zäit -, ob mer net hei zu Lëtzebuerg do, wou wierklech déi grouss Fluxë sinn aus dem Sillon mosellan, verstäerkt dann och do zwëschent Lëtzebuerg-Beetebuerg Richtung Thionville a Metz nach zousätzlech Infrastrukture brauchen, well eben do déi grouss Migratioune sinn am Transport, an op deenen Axen eventuell och zousätzlech Parkingsméiglechkeeten, Opfangparkhaiser an esou weider gebaut solle ginn. Mir mussen nämlech do usetzen, wou déi gréisste Fluxë sinn, well jo och do bekanntlech déi gréissten CO_2-Emissiounen an d'Luucht ginn.

Entre-temps musse mir hei zu Lëtzebuerg weiderfueren eis Hausaufgaben a Saache Klimaschutz ze maachen. Mir kënnen dobäi eis LSAP-Ëmwelt-, Transport- an Energieministere Lucien Lux a Jeannot Krecké nëmme weider ënnerstëtzen op hirem Wee fir manner CO_2-Emissioune mat méi öffentlechem Transport, mat méi Energieeffizienz a mat méi erneierbaren Energien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Fir d'gréng Fraktioun huet den honorabele Camille Gira d'Wuert gefrot. Här Gira, wann ech gelift.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir emol d'Resultat vun der Konferenz vu Bali ze beschreiwen, kann een e gutt bekanntent Bild huelen. Et kann ee mengen d'Glas wär hallef voll oder d'Glas wär hallef eidel.

Wann een d'Gravitéit vun der Situatioun bedenkt, wann een deen akuten Handlungsbedarf virun Aen huet, a wann ee praktesch am Alldagesrhythmus nei Hiobsbotschafte gewuer gëtt vun de Wëssenschaftler, dann ass d'Glas sécherlech hallef eidel, an dann ass eng Feuille de route fir en neit Ofkommes sécherlech ze dënn. Do hätt ee sech sécher méi konkret a chiffréiert Reduktiounsziler erwaart an och méi kloer Engagementer vun deenen engen a vun deenen aneren.

Mä wann een awer weess wou een hierkënnt a wat - wéi de Minister et och scho gesot huet - besonnesch d'Vereenegt Staten am Virfeld alles probéiert haten, fir souguer dat doten ze verhënneren, da mengen ech, kann een awer ënnert dem Stréch - an och déi Gréng soen dat - soen: Dat Glas ass hallef voll. Mir gesinn do virun allem dräi Ursaachen, fir awer mat engem ganz bescheidenen, mä awer engem gewëssenen Optimismus aus där doter Konferenz erauszegoen an d'Zukunft ze gesinn.

Éischt Ursaach: Ech mengen, et ass fir d'éischt, dass ee weltwäite Konsens besteet, dass mer éischtens e Klimawandel hunn, an zweetens, dass en zu engem groussen Deel - ech betounen zu engem groussen Deel - vum Mënsch verschëlt ass. Natierlech gëtt et op allen Niveauen nach ëmmer éiweg Gëschtreger, mä lues a lues gi se awer entlarvt.

Ech géif och mengen, dass een déi meescht vun deenen an eng vun deenen dräi folgende Kategorië ka stiechen. Déi éischt Kategorie, dat sinn déi, déi vun der Uelechlobby bezuelt ginn; an där Wëssenschaftler si genuch entlarvt ginn. Dat zweet sinn déi, déi sech wëlle wichteg maachen andeem se einfach radikal eppes anescht soe wéi dat, wat déi meescht soen. An déi drëtt sinn déi, déi net wëllten zouginn, dass se sech virun 20 Joer geiert hu wéi se de Geck mat deene gemaach hunn, déi déi Zäit scho virun de Konsequenze vum Klimawandel gewarnt hunn.

Dat zweet positiivt Resultat ass scho gesot ginn. D'USA ass endlech, zwar och nach ganz dënn, mä an de Prozess agebonnen. Si drécke sech nach ëmmer a si hunn direkt gewisen, dass se schlecht Verléierer sinn andeem se nach knapps wéi se doheem ware scho Communiquéë gemaach hunn, a gesot hunn, dat wier awer alles net esou a si hätten elo déck Schwieregkeeten. Dat ass de beschte Beweis, an dat weist och wéi schlecht, dass se dru sinn. Mä et weist awer och, dass se méi a méi isoléiert ginn.

Dozou war sécherlech wichteg, dass déi nei Regierung an Australien mat engem ganz kloeren Zeechen als éischt Amtshandlung de Kyoto-Protokoll ënnerschriwwen huet. Mä dozou mengen ech awer och, an do kann een all deene félicitéieren, déi an der Europäescher Unioun dozou bäigedroen hunn, vu laanger Hand, vu kuerzer Hand, well d'Europäesch Unioun, hat een dat Gefill, an deem heiten Dossier eng kloer Strategie hat an och konsequent a gëeent virgaangen ass.

Ech wollt niewebäi soen: Do mierkt een och, wann d'Europäesch Unioun wëllt a si concertéiert sech am Virfeld vu gréisseren Ereegnisser op der Welt ganz gutt, da bréngt se et och fäerdeg d'Entwécklungslänner an d'Boot ze kréien a wierklech och d'Weltmuecht Amerika relativ schlecht drun ze bréngen. Mir sollten dat do vläicht méi oft probéieren, dann hätte mer vläicht och méi oft Resultater.

Den drëtte Punkt: Et ass awer och wichteg, dass d'Entwécklungslänner och agebonne sinn. Natierlech kann ee vun hinnen net déiselwecht Moossnamen erwaarden, och net datselwecht Ausmooss vu Moossnamen. Et sinn net si, an dat muss een ëmmer erëm betounen, déi dës Situatioun verschëlt hunn.

Et dierft een och net méi vun absoluten Zuele schwätzen, mä et misst een einfach all Kéiers soen, wann ee vu China, wann ee vun Amerika, wann ee vu Lëtzebuerg schwätzt, da misst een einfach ëmmer erëm d'Tonne pro Kapp a pro Joer huelen, déi all Chinees, all Lëtzebuerger oder all Amerikaner émettéiert, ech mengen, da wiere mer séier fäerdeg mam Fanger op gewësse Leit ze weisen, déi just am Ufank si vun enger industrieller Entwécklung. Dofir hu si och, mengen ech, Recht op an och nach Sputt eng gewëssen Entwécklung ze maachen, a si hu virun allem och ee Recht op Hëllef vun eis.

Mä eng „road map" ass en dënnt Äis op deem mer eis bewegen, a wann een un eng aner „road map" denkt, déi am Noen Oste sollt fir Fridde suergen a wéi wéineg an x Joren do geschitt ass, da muss ee sech froen, ob dat do esou ee glécklechen Term war, deen do benotzt ginn ass. Op jidde Fall soll d'Europäesch Unioun weiderfuere mat där wichteger Roll, déi se anhëlt, an den Drock oprechterhalen. Mä, an dat wëll ech hei betounen, fir eis Gréng ass nach ëmmer déi bescht Method, fir glafwierdeg ze sinn, déi, dass ee seng Hausaufgaben insgesamt mécht.

An ech fannen et soll ee prioritär an der Europäescher Unioun och dofir suergen, och mat engem verdeeltene „burden sharing", dass d'Europäesch Unioun als Ganzt zumindest et fäerdeg bréngt fir déi Period 2008-2012 hir Engagementer, wat Kyoto ubelaangt, anzehalen. Wann dann och dat eent oder anert schwaarzt Schof dobäi ass, da soll dat vläicht am Ganzen net esou wichteg sinn, mä mir sollte kucken, dass mer dat erreechen.

Wat mir elo net ganz kloer ass, an dat ass vläicht eng Fro un den Ëmweltminister, deen eis déi vläicht beäntwerte kann: Wat heescht dat do Resultat vu Bali dann elo fir d'EU? Heescht dat do dann elo minus 20 bis 2020 oder heescht dat elo - wou Dir selwer gesot hutt, Här Minister, dass elo all Mënsch am Boot ass a jiddferee sech engagéiert huet - scho fir eis minus 30, esou wéi d'Europäesch Unioun et ugekënnegt hat bis 2020?

Natierlech wollt ech och e Wuert zur Situatioun zu Lëtzebuerg soen. 2008 am Fréijoer kënnt d'Stonn vun der Wourecht fir Lëtzebuerg an da musse mer d'Kaarten op den Dësch leeën, ob mer wëllen oder net, a mir musse soe wat mer dann elo bereet sinn an amstand sinn ze maachen, besonnesch fir déi Period no 2012.

Par contre zum Här Goerens mengen ech net, dass mer all eis Kräfte sollten drop hiwenden eis atypesch Situatioun an d'Fënster ze stellen, well do kéint een eis emol gewësse Saachen norechnen, och vun 1997. Mir sollte kloer an däitlech elo scho weisen, dass, wa mer och scho Schwieregkeeten hu fir bis 2012 iwwerhaapt esou einiges heiheem ze erreechen, dass mer awer no 2012 ganz kloer wëllen an eng Richtung goen, dass mer eis Hausaufgabe virun allem heiheem maachen ier mer anzwousch anescht ginn.

Une voix.- Très bien.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Ech wëll - an och wann ech et fir d'x-te Kéier hei maachen an Iech vläicht domat nerven - nach eng Kéier drun erënneren, dass wéi mer 1997 Kyoto ënnerschriwwen hunn, do ware mer bei minus 30%. Mir haten also dee Moment, wou mer et ënnerschriwwen hunn, bis 2012 iwwerhaapt kee Reduktiounszil wéi aner Länner, mä mir hätten nach 2% kënne bäileeën.

An de Minister huet et gesot, déi Zäit war den Tanktourismus net dee grousse Problem. Dat huet sech eigentlech ausgehale mat deem, wat mer hätte missen ugerechent kréie fir de Stroumimport. Mir haten also 1997 - an ech ginn net midd et ze betounen! -, wéi mer ënnerschriwwen hunn, keng atypesch Situatioun. Mir krute wuel den Tanktourismus ugerechent, mä mir kruten de Stroumimport net ugerechent.

Wann zënter 1997, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Tanktourismus ganz bewosst gefördert ginn ass - an ech soen dat esou kloer an däitlech hei -, wann déi nofolgend Regierunge ganz gären déi do Sue geholl hunn, jo, fir nei Cadeauen a Bonbonen iwwert d'Land mat der Strenz ze verdeelen, da kann een nëmmen deene Regierungen ee Virworf maachen an da kann een net mat där atypescher Situatioun kommen, well dat do war gewosst. An ech wëll och soen, dass 1997 scho Leit dovir gewarnt hunn.

Dir kënnt gäre meng Ried 1997, wéi mer debattéiert hunn, ech mengen, et war nach doiwwer an der Gemeng, ier den Här Lahure op Kyoto gaang ass hunn ech a menger Ried gesot mir missten eis dréngend Gedanke maachen zum Phenomeen Tanktourismus, soss géife mer riskéiere mat deem do Prinzip, wéi gerechent géif ginn, dass dat eis op de Kapp géif falen. Dofir fannen ech: Kommt mer halen endlech op eis selwer ze beléien! Kommt mir soe mir hätten dat gewosst! Kommt mir probéiere mëttelfristeg Léisungen ze sichen! Mä kommt mir weisen awer och kloer de politesche Wëllen, dass mer spéitstens no 2012 virun allem heiheem eppes maache wëllen. Ech mengen, soss si mer net glafwierdeg.

Mä ounideems, Här President, froe mer eis awer ëmmer erëm wéi mer dann als Lëtzebuerg als gesamt Regierung opgestallt sinn.

Fir ofzeschléissen nach erëm e Beispill, wou ee sech dann awer scho bal muss schummen, wann een aus deem Land hei ass. Zu Bali ass dann och een Dokument zirkuléiert, wou laut gewësse Paragraphen aus dem Kyoto-Protokoll dann d'Annex-1-Länner, dat sinn déi, déi sech schonn am Kyoto-Protokoll zu gewëssen Engagementer verflichten, wou déi da sollte Rapport maachen. Dat sinn am Ganzen, mengen ech, bal eng 40 Länner: d'Europäesch Unioun, all déi westlech Länner, mä och déi exosteuropäesch Länner, wou et just drëm geet d'Chifferen dohin ze setzen, wéi wäit dass een elo ass.

An effektiv gëtt et der do, déi si gutt, déi hu scho méi agehale wéi dat wat se maache wollten. Ech wëll keen atypescht Beispill huelen, well bei Däitschland, do kritt ee jo ëmmer gesot, jo, do ass et einfach, do ass d'DDR an e Koup gefall, dunn haten déi hire Problem geléist. Éischtens, wëll ech soen, war dat och net esou einfach, mä ech huelen zum Beispill Schweden. Déi hätte kënne 4% méi maachen. Déi sinn elo scho bei minus 2,2%. An och Groussbritannien, mengen ech, wat och net esou een atypescht Land ass, ausser dass et eng Insel ass, dat huet eigentlech och scho méi gemaach wéi dat wat et hätt maache missen.

A wat steet bei Lëtzebuerg, Här President? Als eenzegt vun all deene Länner steet hei, mir hätten emol keng Donnéeën eraginn. Här President, wa mer esou schlecht opgestallt sinn, dass mer och nach no zéng Joer Kyoto-Protokoll a Klimakampf net amstand sinn eis Donnéeën eranzeginn, da maache mir als Gréng eis wierklech Suerge wéi Lëtzebuerg no der Kyoto-Period 2012 zu deenen Engagementer komme soll, déi mer huele mussen.

Ech soen Iech Merci!

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den Här Minister Lux huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, nëmme ganz kuerz e puer Remarquen, e puer Äntwerten.

Déi eng emol, fir dem Här Goerens eng Äntwert ze ginn op déi Bemierkung, déi hie gemaach huet am Zesummenhang mat der Diskussioun iwwert den „burden sharing", déi mer féieren. Ech wëll den Androck awer net stoe loossen, well gesot ginn ass mir hunn eis elo Kritären ze ginn oder en Argumentaire ze gi wéi mer déi Diskussiounen zu Bréissel féieren.

Ech wëll soen, dass déi Kritären an deen Argumentaire zu Bréissel leien. Souwuel vum Stats- a Finanzminister wéi och vu menger Wéinegkeet sinn déi néideg Argumentairen - déi sech iwwregens am zweeten Allocatiounsplang erëmfannen - un déi Häre Barroso an Dimas gaangen.

Et fannen am Moment och Réunioune statt, direkt an där éischter Woch Januar, weider Diskussiounen, fir iwwert deen „burden sharing" ze diskutéieren an domadder och deen Argumentaire, déi Kritäre vun eiser Situatioun dohinner ze leeën; net nëmmen am Beräich vun deem wat mer elo hei diskutéiert hunn, dem sougenanntenen

Tanktourismus, mä och am Zesummenhang mat villen aneren Diskussiounen, zum Beispill der Fro vun de Benchmarken innerhalb vun deenen eenzelnen Industrien. Ech hat geduecht an enger vun deene leschten Émweltkommissiounssëtzungen hei an der Chamber och op déi Diskussiounen, déi mer do zu Bréissel féieren, anzegoen.

Déi Fro, déi de Kolleeg Camille Gira gestallt huet: Ass et elo minus 20 oder ass et minus 30? Dat ass eng Fro, déi mer en Donneschdeg diskutéiere wäerten. Ech ka mer net virstellen, dass no deem Angebot, dat mer am Mäerz gemaach hunn, fir ze soen am Kader vun engem multilateralen Agreement si mer bereet minus 30 ze akzeptéieren, dass mer do hannendru goe kënnen.

Ech mengen, dass dat Zeechen - besonnesch wou vu Washington jo elo, an dat ass jo vun Eenzelne gesot ginn, schonn Zeeche kommen, fir erëm Barrikaden opzestellen a schonn nees Maueren opzestelle vis-à-vis vun den Négociatiounen, déi elo uginn -, dass mer do eppes anescht maache kënne wéi deenen anere Parteie kloerzemaachen, dass mir elo an enger Logik vu multilateralem Agreement sinn. An an där Logik, mengen ech, ass et dann och kloer, dass mer dann aus dem Dëppe vum Mäerz 2007 dat eraushuelen, wat mer do proposéiert hunn, nämlech déi minus 30%. Ech mengen, dass dat op jidde Fall déi Logik ass, déi een en Donneschden zu Bréissel verdeedege soll.

Wat déi Lëtzebuerger Situatioun ubelaangt géif ech dem Camille Gira gäre soen: Ech kann natierlech all moies, wann ech opstinn, mer d'Welt an d'Lëtzebuerger Land esou virstellen, wéi ech et gären hätt. Heiansdo muss ech et och esou huelen, wéi et ass.

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- An an deem Zesummenhang stinn ech all moies op mat enger Situatioun, dass vun eise gesamten Emissiounen, déi eis zougerechent ginn no Kyoto-Regelen, 43% Export vu Sprit ass. Déi Situatioun war effektiv 1990 bei 15% eng aner. Si ass enorm an d'Luucht gaangen, mä d'Situatioun ass haut déi, déi se ass.

Mäi Plädoyer ass just deen - an do, mengen ech, soen ech näischt aneschters wéi dat, wat Dir gesot hutt, och dat, wat den Här Goerens gesot huet oder den Här Negri -: Mir mussen eis an deenen nächste Méint mat där Situatioun auserneesetzen. Politesch transparent, offen doriwwer diskutéieren, wéi mer dat an Zukunft wëllen upaken, ugesiichts vun deem, wat deen naasse Schwamp, wann ech en esou kann nennen, deen op eiser Kyoto-Bilanz läit, um Niveau vun den ëmweltpoliteschen Auswierkungen ausmécht fir eis, wat e finanziell, budgetär, ekonomesch bedeit.

All déi Facetten do, dat ware jo eenzel Motiounen, déi mer schonn hei emol virleien haten. Ech menge souguer d'leschte Kéier ass eng ähnlech un d'Finanzkommissioun gaangen. Ech weess net, wat d'Finanzkommissioun vun der Chamber mat där Motioun bis elo gemaach huet. Anscheinend nach net dat, wat een dorauser vläicht kéint maachen. Jiddefalls ass dat eng Diskussioun, déi mer musse féieren.

Et gëtt zum Beispill Analysen, déi gemaach gi si vun GERMANWATCH, enger ONG, déi e Klassement gemaach huet, wou Lëtzebuerg op der 52. Plaz ass vun 58 oder vu 60. Mä där Analysen do, där kann een nach weider maachen. Wann eisen Tanktourismus sech weider esou entwéckelt, da lande mir - an dat ass inherent, do kënne mir hei zu Lëtzebuerg esou vill Ëmweltpolitik maachen, wéi mer wëllen - souwisou iergendeng Kéier op der leschter Plaz. Da kënne se alleguer op mech klappen, mä ech soe just, dat ass eng Situatioun, déi ass inherent zu där Situatioun, déi mer do hunn.

Dat ass keng ëmweltpolitesch, dat ass fir Lëtzebuerg scho bal eng gesellschaftspolitesch, ekonomesch, finanziell, budgetär, sozial, ökologesch Situatioun a wat ech net nach alles ka fannen, an doriwwer muss d'gesamtpolitesch Zeen, d'Gesamtregierung an och hei an der Chamber sech bewosst ginn, wat mer domadder maachen.

Ech hunn duerfir och, an dat wäert ech an Zukunft méi oft maachen, well een awer och de Leit dobaussen, vis-à-vis vun deenen Efforten, déi mer vun hinne verlaangen, net permanent kann d'Meenung andreiwen, wéi wann all Effort, dee mer national maachen, opgefriess gëtt duerch eng weider Entwécklung vum Tanktourismus. Dat ass jo dat, wat esou demotivéierend ass, dass, wa mer vun de Leit Effortë verlaangen - an et ass jo net einfach, dat ze verlaangen -, dann awer gläichzäiteg all Joer erauskënnt, dass eis Emissiounen an d'Luucht ginn.

Wéi wëlle mer eng Motivatioun an eng Dynamik an dësem Land kréien, wa mer net däitlech maachen awer trotzdeem, léiwe Camille Gira, dass, wa mer d'Consommation nationale kucken a wa mer eng Analys maachen - an ech hunn déi Zuele jo viru Bali eng Kéier publizéiert, fir ze soen: Kommt, mir rechnen dat trotzdeem emol eng Kéier aus, fir ze kucken, wéi dat ass. Net fir an Zweifel ze stellen, dass mir eis un d'Kyoto-Regelen ze halen hunn an dass eis minus 28% och no de Kyoto-Regele mussen ofgebaut ginn -; dat steet jo guer net zur Diskussioun.

Mä wa mer d'Consommation nationale kucken, vun 1990 un, Tanktourismus erausgerechent an den Import vum Stroum eragerechent - well dat muss ee jo, fir intellektuell éierlech ze sinn, esou och maachen; déi Rechnung hu mer gemaach -, da komme mir hei zu Lëtzebuerg op eng Reduktioun vun 1990 op 2005 vun 19,7%, déi och do, an och dat wëll ech soen, grad wéi an deenen anere Länner haaptsächlech due ass duerch d'Ëmwandlung an der Stolindustrie op den „tout-électrique", wat eis erlaabt huet, eben dee Stroum, deen do erakomm ass, net berechent ze kréien, wat zu där Entwécklung gefouert huet.

Ech soen Iech, Här Gira, Dir hutt een, zwee Beispiller erausgeholl: Déi meeschte Länner an der Europäescher Unioun, wa se éierlech sinn a si kucken hir Ziler, déi se erreecht hunn, a si hunn effektiv dann e Minus dostoen, hunn et erreecht duerch Prozesser, déi net voluntaristesch, ëmweltpolitesch Prozesser waren.

(Interruption)

Et ware bal iwwerall ekonomesch Prozesser an et waren och Prozesser an eenzel Länner, wann Der Schweden nennt, déi eben dozou féieren, dass se um Niveau vun erneierbaren Energië Potenzialer hunn, déi mir och hei zu Lëtzebuerg objektiv net hunn. Och déi Prozesser, mengen ech, muss ee kucken.

Ech hätt just gären, dass mer ee fir allemol éierlech a riichteraus op déi Problematik do kucken, gesinn, wat mer national gemaach hunn, a gesinn, dass mer effektiv - wa mäin éisträichesche Kolleeg seet: Ech hunn eng Katastroph mat 9% Tanktourismus!, a mir si bei 43% - doriwwer diskutéiere mussen.

Da gëtt et e puer Méiglechkeeten dat ze maachen. Ech bleiwen der Meenung, an dat ass och d'Meenung, déi an der Regierung vum Finanzminister a Budgetsminister ëmmer vertratt ginn ass, dass keen heibannen ass, dee proposéiert fir mat der Aaxt an den Tanktourismus eranzeschloen - mir wësse ganz genau, wat fir eng Répercussiounen deen huet -, mä dass mer awer graduell iergendeng Kéier mussen e Prozess alauden, fir - wat och vun aneren heibanne gesot gëtt - op eng laang Siicht ze kucken, wéi mer mat deem Thema ëmginn a wéi mer d'Ofhängegkeet vun dem Lëtzebuerger Budget vum Tanktourismus ufänken och opzefänken, niewent dem ökologesche Problem. Dat ass, mengen ech, eng Aufgab, déi mer awer an deenen nächste Jore mussen ugoen.

Ech wëll Iech iwwregens soen, dass duerch eng Rei vu Prozesser, déi haut schonn amgaange sinn, den Différentiel zu eenzelnen Nopeschlänner vill méi kleng ginn ass, zum Beispill zu der Belsch, ënner anerem och duerch de Kyoto-Cent. Well haut fir d'éischte Kéier gi mer jo op de Bensin net Sue sichen, fir an de Fonds de l'emploi oder fir bei d'Fleegeversécherung. Mir maache jo emol fir d'éischte Kéier Verursaacherprinzip, dass mer d'Suen op de Bensin an op den Diesel siche ginn, fir an de Klimaschutzfong, fir dann och deementspriechend Politiken ze maachen. Dee Prozess do féiert dozou, wann ech déi éischt zéng Méint kucken um Niveau vum Verkaf an dem Export vu Sprit, dass jiddefalls déi éischt Zilsetzung, déi mer hate fir de Prozess ze stoppen, erreecht wäert ginn. Ech sinn haut der Meenung, dass um Enn vum Joer wéinstens beim Diesel schonn eng Reduktioun wäert sinn. Beim Bensin wäert et plus ou moins eng Stagnatioun sinn.

Mä dee Prozess do musse mer riichteraus diskutéieren, éierlech diskutéieren an net mengen, wéi gesot, dass mir minus 28% kënnen erreechen, wa mer net och un déi 43% eruginn, déi dat an eisem Potenzial ausmécht. Déi Zuelen, déi Der genannt hutt, waren net derbäi an där Analys, déi do gemaach ginn ass. Eis Zuele vun 2005 si jiddefalls eragereecht an och validéiert. Ech hu se virun zwou Woche publizéiert.

Mä ech mengen, dat ass déi Aart a Weis wéi mer hei zu Lëtzebuerg an och zu Bréissel ambitiéis sinn. Hei awer, an dat ënnerschreiwen ech 33-mol, Här Gira, ass et fir mech och evident, dass déi éischt Aufgab, déi mer ze maachen hunn, an déi éischt Prioritéit, dat ass derfir ze suergen, wat mir national kënne maachen, dat ass Ordre principal. Ordre subsidiaire ass: Fir eis Ziler ze erreeche vu '97, musse mer eis och u flexibele Mechanisme bedeelegen.

Iwwregens ass dat och zu Bali eppes gewiescht, wat vun all deene Länner do ganz staark gefuerdert gëtt. Dir kënnt Iech net virstellen, wéi vill Länner bei mech komm si fir doriwwer ze diskutéieren, fir Verträg mateneen ze maachen, fir Projete mateneen ze maachen. Dat ass am Geescht vu Kyoto, a mir sollen eis och net schummen, fir an déi Richtung missen ze goen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass déi Debatt ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi den 13. Dezember déposéiert goufen am Kader vun der Debatt iwwert d'Etüde PISA a PIRLS.

5. Débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité (Études PISA et PIRLS 2006) (suite)

Motion 1

Mir stëmme fir d'éischt of iwwert d'Motioun 1.

(Interruptions)

Jo, ech wëll just emol opruffen, ëm wat dass et geet. Wie sech da gär zu Wuert mellt, dee soll sech zu Wuert mellen.

Mir hu fir d'éischt d'Motioun vum honorabelen Här Scheuer iwwert de Projet PROCI an d'Konsequenzen, déi aus deenen zwou Etüden ofgeleet ginn. Freet een dozou d'Wuert?

D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Déi Motioun, déi mer hei virgeluecht kréien, werft awer eng Partie Froe fir ons op. Zum Beispill am «invite le Gouvernement à poursuivre la mise en place d'un enseignement visant l'acquisition de compétences». Mir hunn nach ëmmer Problemer mat där Terminologie, well mer net wierklech konkret wëssen, wat sech do hannendru verstoppt.

Da weider hu mer op där Säit drop de Paragraph «à identifier les paramètres de climat scolaire favorable et à diffuser des exemples de bonne pratique». Et ass haut üblech, dass, wann een net weess, wat ee soll maachen, gesot gëtt: Mir diffuséieren emol d'bonne pratique. Ech weess net, wat dat do soll heeschen, wéi dat soll gemaach ginn a wat dat géif zu der Verbesserung vum Climat scolaire bäidroen.

An dann am drëttleschten Alinea, do steet «des mesures de promotion différenciées fondées sur l'acquisition de socles de compétences et permettant notamment de réduire les redoublements». Och mir sinn der Meenung, dass de Redoublement en Echec ass an dass een duerfir muss kucken dat erofzesetzen. Dat däerf awer net op d'Käschte vun der Leeschtung goen. Dat heescht, d'Lat däerf net erofgesat ginn. Do hu mer och net ons Apaisementer.

De virleschten Alinea, deen heescht «à introduire un enseignement des sciences transversal dans les premières années de l'enseignement post-primaire». Och dat ass gutt gesot. Nach géife mer gäre konkret wëssen, wéi dat ausgesäit. Dozou kënne mer onsen Accord och net ginn.

An dee leschten Alinea, dat ass, dass de Procès soll formaliséiert ginn. Mir sinn net fir d'Formalisatioun vun enger ganzer Partie Saachen. Ech mengen, et ass gutt bis elo gelaf. Déi Schoulen, déi dat am Kader vun der Autonomie wollte maachen, konnten dat maachen. D'Resultater si gutt, mä et muss vun der Schoul matgedroe ginn, duerfir wëlle mer och net, dass dat ze vill formaliséiert gëtt.

An aus all deenen Ursaachen, Här President, wäerte mir ons beim Vote vun där Motioun enthalen.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Ech froen d'Wuert zur Motioun 2.

M. le Président.- Gutt. Kënne mer iwwert d'Motioun N°1 vum Här Scheuer ofstëmmen? Par main levée?

(Assentiment)

Vote

Wie mat där Motioun d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

D'Motioun ass mat ganz grousser Majoritéit ugeholl.

Dann d'Motioun N°2 vum Här Scheuer iwwert d'Éducation précoce. Den Här Adam freet d'Wuert an d'Madame Brasseur och.

Motions 2 et 3

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wollt fir d'éischt emol och nach dorop opmierksam maachen, datt déi Motioun, déi ech hei am Oktober - ech mengen, et war den 12. - eragereecht hat, déi mer eng Kéier hei diskutéiert haten, an dunn décidéiert haten, fir se an d'Chamberskommissioun ze ginn, datt ech déi erëm eng Kéier zréck an d'Plénière bréngen.

Mir haten an der Chamberskommissioun driwwer diskutéiert a mer sinn eis am Fong geholl net eens ginn, well d'Madame Minister net den Terme vun enger Évaluation qualitative wollt an der Motioun stoe loossen.

Ech hat mer selwer vill Méi ginn, fir ze probéieren dat ze ëmschreiwen. Mir hunn awer du fonnt, datt dat einfach kee Sënn géif maachen, wann een dat géif ganz eraushuelen.

Dat heescht, mir hunn dann elo d'Motioun 2 vum Här Scheuer. Zu där wëll ech och kuerz Positioun huelen. Et ass ähnlech wéi dat, wat mir an eiser Motioun gefrot haten, mä de leschten Tiret zum Beispill vun de Considéranten, deen ass fir eis eigentlech awer net ze verstoen an och net ze akzeptéieren, do steet nämlech dran, datt eng Évaluation qualitative eppes wier, wat schwéier ze realiséieren ass, an et wier och zweifelhaft, datt déi Dépensen, déi dat géing brauchen, fir esou eng Evaluatioun ze maachen, ze justifiéiere wieren, well een net onbedéngt fiabel Resultater kréich.

Dat mag sinn, mä, wa mer awer dovunner ausginn, dann hale mer op Evaluatiounen ze maachen, well ech mengen dat, wat fir dës Evaluatioun gëllt, dat gëllt da carrément fir all Evaluatioun. An ech fannen et besonnesch bedauerlech grad an deem heite Fall, wou mer dach an der Politik ëmmer soen, et gëtt näischt, wat méi wichteg ass wéi d'Fréiförderung. Et steet dann och am Considérant vum Här Scheuer, datt d'Éducation précoce 1998 als Projet pilote agefouert ginn ass. Wa mer et elo net fäerdeg bréngen no enger Évaluation qualitative ze froen, da fannen ech, si mer ganz schlecht beroden.

Däerf ech och elo Stellung zu menger Motioun huelen?

M. le Président.- Jo, jo, huelt direkt Stellung zu deenen zwou.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Da maache mer dat an engems.

Also, den Ënnerscheed ass carrément och, datt mir éischtens déi Évaluation qualitative froen, an d'Madame Minister huet eis an där Kommissioun och informéiert, datt d'Inspektorat den Optrag kritt hätt, fir an déi Schoule kucken ze goe vum Précoce. Mir si wierklech der Meenung, datt et eng Aufgab och ënner anerem ass vum Inspektorat, fir iwwert d'Qualitéit vum Unterrecht kënnen ze jugéieren, a mir verstinn ënnert enger Évaluation qualitative, dass déi och vun engem Inspektorat gemaach ka ginn, a mir fannen dat extrem wichteg, datt dat gemaach gëtt.

Nach en Ënnerscheed ass, an dat bedauere mer och: Am Géigesaz zu der Motioun vum Här Scheuer hu mir och hei kloer dorop higewisen, datt d'Éducation précoce déi eenzeg Klass am Lëtzebuerger Schoulsystem ass, wou mer eng Équipe pédagogique hunn, wou mer ee Schoulmeeschter oder eng Léierin an en Éducateur oder eng Éducatrice diplômés hunn, a mir mengen, datt dat eng ganz interessant Erfahrung ass, a mir géifen och gären d'Léieren, déi mer an där do Saach gemaach hunn, beliichten a kucken, wat mer do kéinten erauszéie fir eise ganze Schoulsystem. D'autant plus datt déi Aarbechtskonditioune virun allem vum zweeten Intervenant ganz ënnerschiddlech sinn iwwert d'Land.

Wa mer dann dovun ausginn, datt mer mat deem neie Schoulgesetz de Stat als direkte Patron kréien, da bleift et jo och net aus, datt déi verschidden Intervenanten dann op eemol net méi vun der eenzelner Gemeng agestallt sinn, mä vun deemselwechte Patron Stat, an da misste mer eis och iwwert d'Aarbechtskonditioune vun deene Leit ënnerhalen a kucken, datt mer e bësselche méi eng Uniformitéit dora kréien.

Duerfir bréngen ech da leider net den Accord vun der grénger Fraktioun zur Motioun 2 vum Här Scheuer. Mir wäerten eis Motioun oprechterhalen an dann och fir déi stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que l'éducation précoce a été introduite en 1998 en tant que projet pilote;

- considérant que la fréquentation de l'éducation précoce est facultative pour les enfants, mais que chaque commune est dans l'obligation de l'offrir au plus tard à la rentrée 2009-2010;

- considérant que son but est de favoriser l'Intégration sociale et scolaire de tous les enfants;

- considérant que le groupe-classe de l'éducation précoce est encadré par une équipe pédagogique et éducative constituée de deux personnes: une institutrice ou un instituteur de l'éducation préscolaire et une deuxième personne intervenante qui est, en général, une éducatrice ou un éducateur;

- constatant que l'offre est loin d'être homogène d'une commune à l'autre;

- constatant que les dernières communes du pays sont en train de réaliser leurs infrastructures du précoce;

invite le Gouvernement

- à évaluer quantitativement et qualitativement l'éducation précoce, entre autres

en appréciant le niveau et la qualité de l'enseignement;

en examinant les atouts et inconvénients d'une instruction en team interprofessionnel;

en dressant une étude qui permettra de recueillir des données plus précises permettant de déterminer qui fréquente les classes du précoce et pourquoi certains n'ont pas recours à cette offre;

- à définir la tâche et les missions de l'équipe pédagogique et éducative;

- à mieux harmoniser l'offre de ces structures (ex: plages horaires minimales et maximales des heures d'accueil, etc.).

(s.) Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech sinn am Fong paff, dass d'Regierung oder d'Educatiounsministesch net d'accord ass, och eng Évaluation qualitative ze maachen. Well bei enger Evaluatioun, do gëtt et Statistiken, an et gëtt awer och eng qualitativ Evaluatioun - egal a wat fir engem Domän. A wa mer dat besonnesch an dësem Domän net maachen, da froen ech mech, wat Evaluatioune sollen.

Duerfir sinn ech net mat der Motioun d'accord vun der Majoritéit, a meng Fraktioun wäert déi och net stëmmen.

Mir sinn awer och paff doriwwer, dass do zum Beispill drasteet, dass eng Prise en charge minimum à partir de l'année 2012 soll stattfannen. Ech weess net, ob dat sech op d'Éducation précoce bezitt oder op eng allgemeng Prise en charge, well dat ass jo awer eng Linn, déi fixéiert ginn ass, dass all d'Gemenge mussen de Précoce ubidden, an ech fannen, dat musse mer net nach extra an enger Motioun ervirsträichen.

Wat d'Motioun vun deene Gréngen ubelaangt: Mir si jo a ville Punkte mat deene Gréngen net d'accord, wat d'Educatioun ubelaangt, mä hei, wat de Précoce ubelaangt a seng Evaluatioun, dat ënnerstëtze mer selbstverständlech an duerfir géife mer déi Motioun ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Scheuer huet d'Wuert.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Jo, Här President, just ee Saz zu deem, wat den Här Adam gesot huet, an och zu deem, wat d'Madame Brasseur gesot huet. Mir hunn d'Suerge vum Här Adam an och een Deel vun de Suerge vun der Madame Brasseur zesummegefaasst an engem Saz. Dat ass dee leschten Tiret vun der Motioun, dee seet dat hei: Mir ruffen d'Regierung op, «à analyser la plus-value pédagogique et éducative offerte par l'éducation précoce».

Do musst Dir emol soen, wat net dodran ass.

Une voix.- Très bien!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ech mengen, déi Motioun geet esou wäit, wéi Är net geet. Ech géif d'Chamber also bieden, déi hei ze stëmmen, a kee verdeet sech eppes, wann hien dat hei stëmmt.

M. le Président.- Den Här Jaerling fir d'éischt an dann den Här Henckes. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, genau dat, wat den Här Scheuer gesot huet, ass mir nämlech hei och opgefall, wann e seet: «considérant qu'une évaluation qualitative est difficile à réaliser», an dann ënnendrënner freet hie jo genau dat.

Dat heescht, et ass eng Analys iwwert d'Qualitéit vum Précoce an deem leschten Tiret gefrot. Duerfir gesinn ech de Problem net, deen déi Motioun hei soll stellen. Ech mengen, déi zwou Motioune sinn am Fong déiselwecht.

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Henckes huet d'Wuert. Ech bieden, emol dem Här Henckes nozelauschteren.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, wat mer an der Motioun vun de Majoritéitsparteie gefält, ass: «…à établir un état des lieux sur l'offre de l'éducation précoce dans les communes…».

Dat schéngt ons wichteg ze sinn, datt een endlech gewuer gëtt, wat dann effektiv an deenen eenzelne Gemengen uechtert d'Land offréiert gëtt, well ech nach ëmmer der Meenung sinn, datt eng etlech Gemenge keng Offer vum Précoce hunn oder eng, déi nettement insuffisante ass.

Par contre schéngt ons awer och wichteg ze sinn, datt mer eng qualitativ Evaluatioun vum Précoce kréien. An duerfir wonnert et mech, datt an der Motioun vun de Majoritéitsparteien dat direkt exclueiert gëtt an de Considéranten an domadder och d'Portée vun där Motioun 2 ganz staark limitéiert gëtt.

Duerfir, wann déi zum Vote kënnt, prioritär oder net, ech weess et net, da wäerte mer ons bei där enthalen. A bei dem Vote vun der Motioun vun deene Grénge wäerte mer déi mat ënnerstëtzen, well et an déi Richtung geet, wou mir och mengen, datt sollt geschafft ginn.

M. le Président.- Den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Wann een de Werdegang vun deene Motiounen do kuckt, da schéngt awer en Ënnerscheed ze sinn, ob mer eng Évaluation qualitative maachen, well dat huet jo den Här Scheuer a senger Motioun carrément erausgeholl, an an eisen Aen ass dat och net datselwecht, dat geet méi wäit, dat ass méi systematesch - do musse mer Kritäre festleeën - wéi dat, wat Dir an Ärem leschten Tiret hutt, an duerfir fannen ech schonn, datt et en Ënnerscheed gëtt an eis Motioun berechtegt ass.

Merci.

M. le Président.- Ech mengen, da si mer um Enn vun den Debatten. Elo gëtt ofgestëmmt. Fir d'éischt d'Motioun vum honorabelen Här Scheuer.

Motion 2

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da stëmme mer elektronesch of.

Vote

D'Motioun 2 vum Här Scheuer ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmme géint 17 Nee-Stëmmen an dräi Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes).

Da kënnt d'Motioun, déi den honorabelen Här Adam abruecht huet.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da maache mer dat.

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt, Här Adam, mat 38 Nee-Stëmmen, bei 20 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes).

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

6. 5239 - Projet de loi

a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines

b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail

c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail (suite)

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5239 iwwert d'Inspection du travail et des mines. D'Discussion générale gouf schonn d'lescht Woch ofgeschloss. D'Ofstëmme fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5239 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Den honorabelen Här Castegnaro hat eng Motioun hei déposéiert.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Négation)

Mir stëmme par main levée of.

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun vum Här Castegnaro?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Mat grousser Majoritéit ass d'Motioun vum Här Castegnaro ugeholl.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5739 iwwert de Contrat d'assurance. D'Wuert huet d'Rapportrice, déi honorabel Madame Christine Doerner.

7. 5739 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ëmmer méi verstäerkt réckelen d'Fraen op de Konsumentemaart, an och op déi Branchen, ob déi Marchéen, déi bis elo ëmmer nëmme vu Männer beluecht waren. Aus dësem Trend eraus huet d'Europäesch Unioun den 13. Dezember 2004 déi sougenannten Unisex-Direktiv ugeholl. Si soll d'Gläichbehandlung vu Mann a Fra beim Zougang a bei der Liwwerung vu Wueren an...

M. le Président.- Ech bieden Iech, der Rapportrice nozelauschteren.

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- …Déngschtleeschtunge garantéieren.

Sënn an Zweck ass d'Bekämpfung vu geschlechtsspezifescher Diskriminéierung am Déngschtleeschtungssecteur. Déi rechtlech a faktesch Gläichstellung vu Mann a Fra huet hir historesch Wuerzelen an internationalen an an europäesche Konventiounen, déi op den aktiven Ofbau vun Ongläichheete respektiv op d'Hierstellung vu Gläichheet zilen. Déi europarechtlech Konzeptioun vun der Égalité homme/femme de-

klinéiert sech am EU-Vertrag, gläiche Loun fir gläich Aarbecht, a selbstverständlech an enger ganzer Rei vu Gläichbehandlungsrichtlinien am Beräich vun der Beschäftegung, der professioneller Ausbildung an der sozialer Ofsécherung.

Bis elo war awer aus dëser Promotioun den allgemengen Zivilrechtsverkéier ausgeschloss. Den europäesche Geriichtshaff huet awer och eng entscheedend Roll bei der Ausleeung, bei der Interpretatioun vun dësen Direktiven a selbstverständlech senge Bestëmmungen a Begréffer, wéi direkt an indirekt Diskriminatioun, wéi Belästegung an d'Action-positivë gespillt. All dës Sondermoossname si gëeegent Hëllefsmëttel, déi den Tempo vun eiser Gläichstellungskultur accéléréieren.

Dës Begréffer fanne mer elo och an eisem Text vun haut, der Direktiv 2004/113/CE, erëm. Si huet en Impakt op de Verbraucherschutz a wëllt d'Gläichbehandlung vu Mann a Fra beim öffentlechen Ubidde vu bezueltenen zentrale Grondbedürfnisser, wéi d'Locatioun vu Wunnraum, Finanzprodukter, Assurancë garantéieren.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Eng Diskriminéierung géif virleien, wann eng Bank vun engem weibleche Client méi Garantië géif verlaange wéi vum männleche Kreditnehmer. Dëse Projet de loi ass awer net uwendbar am Privat- a Familljeliewen, an de Beräicher Medien, Werbung, Bildung, an der Beschäftegung a Beruff. De Conseil d'État huet an engem gutt motivéierten Avis erklärt, dass d'Hierarchiséierung vun den Diskriminéierungsgrënn net méi tragbar wär, a géif der Iddi vun engem eenheetleche kohärente Rechtsschutz an der Gläichstellung an am Allgemengen an an alle Beräicher widderspriechen.

De Lëtzebuerger Fraerot an d'Chambre des Employés privés bedaueren, dass esou sensibel Domäner wéi d'Medien an d'Werbung net an de Schutzberäich komm sinn. D'Argument vun der Kommissioun war, dass d'Consultatiounen erginn hunn, dass gesellschaftlech Haltungen, wéi zum Beispill déi stereotypesch Rolleverdeelung vu Mann a Fra, net duerch e Gesetzestext geännert kéinte ginn.

Eis Regierung huet et elo fir gutt emfonnt, den Text vun dëser europäescher Virlag 2004/113/CE ze befollegen an dës Direktiv eent zu eent ëmzesetzen. An dësem Sënn soll nach ëmmer selbstverständlech eng Differenzéierung no Geschlechter méiglech bleiwen, an dat a legitiméierten Ausnahmefäll. Esou kann zum Beispill eng Schwemm weiderhi bestëmmten Zäite fir Fraen oder fir Männer reservéieren. Eng zoulässeg Ausnahm ass och beim Ënnerscheeden tëschent Dammen- an Härecoiffeuren. Hei sinn d'Ufuerderungen un de Fournisseur selbstverständlech genderspezifesch.

(Interruption)

Mä betraff vun dësem Projet ass ganz besonnesch d'Assurancëbranche, well d'Differenzéierung vu Versécherungsprimen an d'Leeschtungen op Basis vum Geschlecht verbuede solle ginn. Bis elo bezuelen d'Fraen an Europa meeschtens méi héich Primë fir hir Renteversécherung, während fir d'Männer d'Liewensversécherunge méi deier sinn. De Grond ass méi eng laang Liewenserwaardung vun eise Fraen. D'europäesch Kommissioun argumentéiert, dass d'Liewenserwaardung méi staark duerch aner Facteuren, wéi den Zivilstand, d'Fëmm- an d'Iessgewunnechten, d'Beschäftegungssituatioun bestëmmt gëtt.

Fir den Assurancen d'Ëmstellung op dës Prime unisexe ze erliichteren, gesäit dëse Projet vir, dass e sech nëmmen op déi nei Kontrakter, déi nom 21. Dezember géifen ënnerschriwwe ginn, applizéieren. D'Commission européenne huet awer och de Memberstaten d'Méiglechkeet ginn, fir fir d'Exceptioun zum Egalitéitsprinzip ze optéieren. Well hei zu Lëtzebuerg d'Liewensversécherer eng Distinctioun maachen zwëschent männlechen a weiblechen Assuréen, wëllt eis Regierung vun dëser Optioun profitéieren a Gebrauch maachen.

Dës geschlechtsspezifesch Ënnerscheeder kënnen also weiderhin zougelooss ginn, ënnert der Konditioun, dass si duerch versécherungsmathematesch a statistesch Daten ënnerluecht ginn. Et ass awer och eng aner Konditioun, déi ganz wichteg ass, dass déi Direktiv virum 21. Dezember - dat wëllt soen nächste Freideg - muss ëmgesat sinn. Mir sinn also an den Délaien.

Onzouléisseg awer wär eng ongläich Behandlung wéinst Schwangerschaft a Maternitéit, well si gehéiere schliesslech zu de fraespezifesche Liewensbiographien. Laut der Europäescher Kommissioun wären hei méi héich Versécherungstariffen eng ganz grave Diskriminatioun, well den Notzen der ganzer Gesellschaft zegutt kënnt, d'Käschten awer nëmme vun de Frae gedroe géife ginn.

Wat elo d'Prozedur betrëfft an eisem nationalen Zivilrecht, läit grondsätzlech d'Beweislaascht beim Benodeelegten. Dëse Projet de loi gesäit awer vir, datt an engem Sträitfall eng Persoun, déi sech diskriminéiert géif fillen, wa si dem Geriicht en éischten Uschäi vu Benodeelegung ka beweisen, da kéiert sech d'Charge vun der Preuve direkt ëm, an de Beklote muss beweisen, dass keng Verletzung vum Gläichbehandlungsrecht virläit.

Well eng Geriichtsprozedur oft ofschreckend ass wéinst Prozesskäschten, wéinst awer och nervlechen a séileche Belaaschtungen, gëtt dëse Projet de loi den Associatiounen ouni Gewënnzweck, déi sech selbstverständlech statutegeméiss fir d'Gläichbehandlung asetzen, e Vertriedungsrecht. Dat heescht, eng A.s.b.l. kann am Numm vum Affer virun den zivilen oder administrative Geriichter untrieden.

Wann elo eng physesch oder eng moralesch Persoun géint dës Regele verstouss hätt, huet d'Affer d'Recht op eng finanziell Entschiedegung. D'Affer kann awer och en Dommage moral forfaitaire vun 1.000 Euro zougesprach kréien. An dësem Fall brauch si d'Ausmooss vun hirem moralesche Schued net ze beweisen. De Riichter kann awer och den Affichage respektiv d'Publicatioun vum Jugement ordonnéieren.

Finalement gesäit dëse Projet och vir eng Protektioun géint d'Rétorsioune vun der Victime respektiv vun den Zeien.

All dës Moossname sollen d'preventiv Wierkung vun dësem Diskriminéierungsverbuet verstäerken.

Et ass erfreelech, datt d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv zum Ulooss ka geholl gi fir d'Promotioun vun der Égalité produit/-service an eisem nei geschafene Centre pour l'Égalité de Traitement mat anzebauen.

Här President, dëse Projet de loi huet seng Base légale am Artikel 13 vum Amsterdamer Vertrag an ass am Alignement, an ass och nämlecht agencéiert wéi d'Gesetz vum 28. November 2006, dat huet d'Anti-Rassismus-Direktiv beim Zougang vu Produkter a vu Servicer an och d'Direktiv, déi allgemeng d'Égalité de traitement am Beräich vun der Beschäftegung ëmgesat huet. Den honorabelen Här Ali Kaes war hei de Rapporteur an den honorabelen Här Spautz hat doriwwer geschwat.

Ech wëll awer nach ervirhiewen, datt Frankräich d'lescht Woch, den 13. Dezember, dës Direktiv och eent zu eent ëmgesat huet, an Däitschland huet véier Gläichbehandlungsrichtlinien an engem allgemenge Gläichbehandlungsgesetz am August d'lescht Joer praktesch eent zu eent och ëmgesat.

Mir kënnen dëse Projet stëmmen, well et kéint ee soen, datt et e grousse Schrëtt ass an d'Direktioun vun enger erfollegräicher Aglidderung vu Männer a Fraen am sozialen a wirtschaftleche Liewen.

Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen der Madame Rapportrice Merci. Den Här Bettel huet dann d'Wuert.

(Interruption)

Den Här Jaerling freet d'Wuert. Ah, hie schreift sech just an. An der Rei, Här Jaerling!

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt wëll ech der Madame Doerner Merci soe fir hire schrëftlechen an hire mëndleche Rapport zu deem heiten Text.

Ech wëll fir d'éischt op d'Form agoen, éier ech dann op de Fong aginn. Här President, dës Direktiv ass nämlech vum 13. Dezember 2004 a si ass eréischt den 20. Juni 2007 an der Chamber déposéiert ginn. Ech ka mer virstellen, datt verschidde Leit mer géife soen, zweeanenhalleft Joer fir eng Direktiv an ee Gesetz hei an d'Chamber ze bréngen, dat wär kee laangen Délai, an dass aner Ministeren nach méi laang dofir géife brauchen. Mä wann ee weess, datt een en Délai dann elo huet vum 21. Dezember 2007, fir kënnen déi Dispositioun, déi mer jo als Lëtzebuerger Land gären haten, ze hunn, dann dierf et net esou sinn, datt een Text an der Chamber dann herno duerchgebaatscht gëtt.

Mir hunn am TGVs-Verfahren dësen Text an der Kommissioun gehat. An zweeaneenhalleft Joer ass laang, Här President, fir eng Direktiv an e Projet de loi ze transposéieren, och wann Avisen do sinn. Déi Avisë si jo och dann eréischt komm nodeem de Projet déposéiert ginn ass, den 20. Juni 2007. An zweeaneenhalleft Joer, bon, wann duerno gesot gëtt, dat wär awer nach ganz rapide vis-à-vis vun aneren Texter, wann een extra Dispositioune freet, da soll ee kucken, datt et och méi séier geet.

Dann iwwer een anere Punkt, Här President, an do si mer jo selwer hei als Chamber concernéiert, an ech zitéieren Iech hei en Artikel vun der „Woxx“ vum 14. Dezember 2007 iwwert de President vun deem neie Centre, dee kreéiert gëtt, a wou do steet: «Le président politique De Rond, coordinateur du service diocésain de pastorale des personnes ayant un handicap, assume également la fonction de président de la confédération générale de la jeunesse luxembourgeoise. Cependant, comme il est en plus membre du comité de la circonscription sud du CSV, le vote de la chambre est également un vote pour un candidat du CSV contre un candidat du LSAP Raymond Remakel. Patrick De Rond admet que le jeu politique a joué un certain rôle.»

Ech zitéiere weider: «La question reste posée, si avec un président catholique, membre du parti du Gouvernement, le centre pourra vraiment développer une certaine indépendance indispensable à sa crédibilité.» Ech zitéieren d'„Woxx“ vum 14. Dezember 2007.

Déi Froe si berechtegt. Ass dat richteg, datt e Centre elo eng politesch Décisioun ginn ass an dann och -, et ass jo en Organ, wou mir jo selwer als Chamber ofgestëmmt hunn -, e President huet -, eng éischte Kéier hate mer eng Kandidatur, déi ass net duerchkomm, an dann déi zweete Kéier hu mer ee President, deen och keng Majoritéit hat, wann een d'Zuel kuckt -, dat heescht, ee President, deen net méi wéi 30 Stëmmen hat, déi hei an der Chamber dann eng Majoritéit gi vun all den Deputéierte-Vertrieder?

Iwwert d'Artikelen, Här President, vum Text muss ech Iech soen, datt sech juristesch och e puer Problemer stellen, déi ech op jidde Fall hunn! Dat ass elo, hei ass jo de Prinzip, wann eng Persoun d'Gefill huet, datt se léséiert wär, se selbstverständlech kann ee Prozess maachen, mä och eng Associatioun kann ee Prozess maachen. Mir hu schonn de Fall zu Lëtzebuerg, datt a verschiddene Matièren eng Associatioun kann ee Prozess maachen, mä hei geet et awer méi wäit. Dat heescht, si kann e Recours maache géint déi Persoun um zivile Beräich a si brauch just e schrëftlechen Accord, wann et ëm eng individuell Décisioun geet. Dat heescht, wann et ëm keng individuell Décisioun geet, da kéint déi Associatioun jo dann e Recours maachen. Fir en individuelle Recours bräicht se den Accord écrit vun der Personne concernée.

Ech kenne kee Fall, an dat an der Prozedur, wou haut eng Associatioun bei engem Cas individuel e Prozess maache kann. Dat geet bis haut net! Haut kann een als Individu e Prozess...

(Interruption)

Eng A.s.b.l. kann, wann den Intérêt général do ass, mä si kann net bei engem Intérêt individuel e Prozess maachen. Dat geet net bei enger A.s.b.l.! Dat hei ass een neie Prinzip, dat heescht, datt ech kann, wann eng Persoun léséiert ginn ass, e Prozess maachen als A.s.b.l. Ech fannen dat net ganz logesch, wann een et mécht.

(Interruption)

Och, dass ee Forfait vun 1.000 Euro beim Préjudice moral am Projet drasteet, dat ass eng Indemnisation forfaitaire oder une indemnisation correspondant aux dommages réellement subis par la victime, och dee Prinzip hunn ech net gär.

E Montant forfaitaire fir ee Préjudice moral ass et och nach net ginn hei zu Lëtzebuerg! Dat ass och eng nei juristesch Saach, datt elo gesot gëtt: Bon, du hues elo Schued, da soe mir, datt dat 1.000 Euro sinn. Ech fanne forfaitaire, dat kann éischtens heiansdo ze héich sinn, dat heescht, datt et manner ka sinn, datt een de Préjudice moral net op 1.000 Euro géif kréien, wann et iwwer ee Geriicht géif goen, mä wäit drënner. Mä hei muss jo dann d'Victime am Fong invoquéieren, datt se méi brauch, well soss kritt se jo souwisou déi 1.000 Euro, dat ass jo dann de Minimum garanti, well se jo net brauch ze beweise wéi héich de Préjudice moral ass.

Dir musst wëssen hei am Land kritt een e Préjudice physique vun 1.000 Euro bei schlëmme Saachen. Zum Beispill, wann Der een Aarm gebrach hutt oder esou eppes, da kritt Der heiansdo 500, 600, 700 Euro. Dat heescht e Montant vun 1.000 Euro als Préjudice moral ass ee ganz ganz héije Montant, deen hei, Madame Presidentin, do steet: «(...), selon le choix de la victime: - soit à une indemnisation forfaitaire dont le montant est fixé à 1.000 euros.» - Här President, pardon! -...

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Bettel!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- ...«Dans ce cas la victime ne doit pas prouver l'étendue du préjudice moral par elle subi;(...)» Dat ass jo dat, wat ech dann erkläert hunn.

Dann nach ee leschte Punkt, Här President, dee mech awer och juristesch stéiert, dat ass de Renversement vun der Charge de la preuve. Dat ass hei am Artikel 8 virgesinn.

Do steet: «Lorsqu'une personne s'estime lésée par le non-respect à son égard du principe de l'égalité de traitement et établit directement ou par l'intermédiaire d'une association sans but lucratif (...), conformément à l'article 7 qui précède, devant la juridiction civile et administrative, des faits qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination directe ou indirecte, il incombe à la partie défenderesse de prouver qu'il n'y a pas eu violation du principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes.»

Da kéint ee sech d'Fro stelle wéini d'Evaluatioun gemaach gëtt, ob eng Discrimination directe oder indirecte ass; d'Présomptioun vun der Existence. Dat heescht, ech maachen e Prozess, well ech mengen et wär eng Inégalitéit do an da seet de Riichter, jo, do si Présomptiounen do an ech froen d'Partie défendresse, datt se sech justifiéiert. Oder geet et duer, datt ech e Prozess maachen, datt de Riichter emol net de Fall analyséiert an da schonn dès le départ ech eng Présomptioun hunn, datt ech muss de Contraire beweisen?

Ech muss Iech soen, Här President, an ech hunn dat och scho bei deem aneren Text gesot, datt de Renversement vun der Charge de la preuve ëmmer awer e staarkt Stéck ass, an et hei an dësem Text awer esou virgesinn ass.

(Interruptions)

Jo, ech si ganz averstanen, mä et ass eng Présomptioun, mä ech muss beweisen «qu'il n'y a pas eu de violation du principe». Dat heescht, ech gi présuméiert, datt jo eppes do ass, well ech muss jo beweisen, datt et net de Fall ass, Här President. Dat heescht, ech muss beweisen, datt et net de Fall ass! Et ass net, datt deen anere beweise muss, datt et de Fall ass. Ech muss beweisen, datt et net de Fall ass.

(Interruption)

Okay, et ass awer net, datt de Riichter hei... Et steet hei dran: «des faits qui permettent de présumer», dat heescht et ass eng Présomptioun do. Mä wann ech usichen, da muss de Riichter emol net soen, do ass eng Présomptioun oder net, hei muss dès le départ schonn ab initio d'Partie défenderesse soen: Neen, hei ass keng, well esou, esou an esou.

Et ass net esou, dass de Riichter de Fall kritt a seet: Jo, do ass eng Présomptioun. An dann en Uerteel schreift a seet: Ech wëll, dass Dir beweise kënnt, dass dat do keng Présomptioun ass. Et ass de Contraire. Dat heescht, hei gëtt dès le départ eng Prozedur gemaach, wou ech da gesot kréien: Dir hutt eng Illegalitéit gemaach. An ech muss beweisen, dass ech keng gemaach hunn, ech muss virun d'Geriicht, an de Riichter seet: Jo, do si Présomptiounen do, dat heescht, Dir musst elo beweise kënnen, dass Dir et net gemaach hutt.

Dat ass e liichten Ënnerscheed, ob e Riichter, wann hien den Dossier huet, seet, jo do ass eng Présomptioun, oder net. Dat heescht, déi Présomptioun ass présuméiert, de fait fir deen, dee Partie défenderesse ass, ouni dass iergendee muss den Dossier gekuckt hunn.

An dann zum Artikel 11, Här President, nach e leschte Kommentar. Do steet zum Beispill: «En vue de promouvoir le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans les domaines régis par la présente loi, des réunions périodiques et ponctuelles seront organisées dans le cadre des plateformes de dialogue entre les ministères compétents et les parties prenantes concernées ayant un intérêt légitime à contribuer à la lutte contre les discriminations fondées sur le sexe entre autres,...» Etc., etc.

Ech mengen net, dass an engem Text Plaz ass fir ze schreiwen, dass «réunions périodiques et ponctuelles seront organisées». Well, wat geschitt dann, wann dat net gemaach gëtt? Wat sinn d'Sanktiounen, wann et net gemaach gëtt? Do kann ee sech d'Fro stellen, ob wierklech en Texte de loi d'Plaz ass, fir ze schreiwen, dass déi Réunions périodiques et ponctuelles missten organiséiert ginn.

Här President, mir si jo net géint de Prinzip hei, dass eppes muss géint d'Diskriminatioun geschéien, mä ech muss lech awer soen, wéinst deene verschiddenen Elementer, déi ech virun lech développéiert hunn, virun allem juristescher an awer och deene verschiddenen anere Punkten, dass mer dësen Text net kënne stëmmen a mir eis och da beim Vote enthale wäerten.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat heiten ass keng Stärstonn fir de Stellewäert vun der Egalitéit zwëschent Männer a Fraen zu Lëtzebuerg. Et ass och keng fir exemplaresch parlamentaresch Aarbecht, well déi éischt Sëtzung zu dësem Projet ass genau viru véierzéng Deeg ugaangen, an et ass och keng Stärstonn wat d'Juristerei, weder am Text nach an den Aussoen hei op der Tribün, ubelaangt.

Et ass virun allem awer och - an dat bedaueren ech eigentlech am meeschten - keng Stärstonn fir d'Kohärenz vun eng an därselwechter Persoun an anere Qualitéiten.

Wann eis Rapporterin haut de Mëtteg hei dee Rapport gehalen huet, dee si ofgehalen huet, an ech vergläichen dee mat deem Avis, dee se ënnerschriwwen huet an hirer Qualitéit als Presidentin vum Conseil National des Femmes du Luxembourg, da leien zwëschent deenen zwou Positioune Welten, zwëschent deenen een de Spagat net esou grouss ka maachen, fir gläichzäiteg dat eent an dat anert ze denken. Och dat, mengen ech, ass net gutt fir d'Crédibilitéit vun där Aarbecht, déi an dësem Haus oder och am Ministère vun der Egalitéit soll gemaach ginn.

Zur Qualité juridique wier elo villes ze soen, wat den Här Bettel elo gesot huet, mä eigentlech ass et zweetrangeg par rapport zum Inhalt selwer vun dëser Direktiv. Notamment bei dem Partage vun der Charge de la preuve ass et natierlech net esou, dass, wann een eppes behaapt, dann den Défendeur en matière de discrimination pour l'accès aux services direkt misst beweisen, dass hie keng Diskriminatioun gemaach huet. Fir d'éischt muss ee beweisen, aus welcher Ursaach eraus ee selwer denkt, dass een diskriminéiert ginn ass par rapport zu engem aneren an dat mat der Tatsaach ze dinn huet, dass een eng Fra ass. Dann ass et um Défendeur fir ze beweisen, dass dat vläicht eng Diskriminatioun war, mä dass dat op objektiven aneren Argumenter baséiert.

Et ass also e Partage oder e Renversement des charges de la preuve, mä dat heescht net, dass deen, deen ufreet a behaapt, dass en diskriminéiert gi wier, net misst beweisen, dass et Tatsaache gëtt, déi dorobber schléisse loossen.

Et ass am Fong just de Beweggrond vun der Diskriminatioun, wou muss de Konterbeweis erbruecht ginn. Dat ass, dat muss een agestoen, eng Exceptioun zum generelle Prinzip an en tant que tel sécherlech ze begréissen - eng vun deene wéinege Saachen, déi eigentlech an dësem Kontext ze begréisse sinn.

Et sinn hei honnerte Säite geschriwwe gi vun Avisen, iwwert déi eigentlech absolut net am Rapport selwer renseignéiert gëtt. Et gëtt just op déi Avisë renvoyéiert. Ech wëll am Fong och nëmmen där zwee oder dräi uschwätzen, zum Beispill, a just fir ze soen, wéi vielseiteg d'Avisen op verschiddene Punkte concordéieren.

Den Avis vun der Chambre des Métiers seet, dass et e komescht Gesetz ass, wat an engems e Prinzip a seng Exceptiounen an deemselwechten Text huet, an ech mengen, deem ass, wat d'Grondausriichtung vum Text betrëfft, net vill bäizefügen.

Da gëtt et den Avis vum Comité du Travail Féminin, dee ganz kuerz ass wéi anerer och, mä dee ganz prägnant Saache seet, an duerfir wëll ech dorauser e puer Saache virliesen. Notamment steet dodranner: «Le CTF s'exprimera sur les répercussions possibles qu'il a identifiées dans le domaine de l'activité, de la formation et de la promotion professionnelles.»

Dat, fir ze soen, dass dat heiten zwar ëm d'Accès aux services geet, mä dass d'Implikatioune vun dëser Direktiv natierlech och op anere Gebidder si wéi zum Beispill d'Situation professionnelle, och wann déi hei a sech net direkt bewise sinn.

Well et ass evident, dass beispillsweis eng Fra, déi e Betrib wëllt grënnen, an déi keen Accès op e Prêt huet, dass déi par rapport zu dëser Direktiv - déi iwwregens eise President, den Här Weiler, richtegerweis eigentlech intituléiert huet als Text iwwert d'Assurancen an net als Text iwwert d'Egalitéit - benodeelegt ass. Mer kënnen also soen, dass deen Text, dee mer hei stëmmen, Répercussiounen huet, déi largement iwwert dat erausginn, wat am Titel vun der Direktiv steet. Et däerf ee sech also méfiéieren, wann een déi Detailer vun dësen Texter kuckt.

Da gëtt et menger Meenung no en exzellenten Avis vum Conseil National des Femmes du Luxembourg, deen d'Madame Doerner mat ënnerschriwwen huet, an deen am Fong virum Statsrot déiselwecht Argumenter wéi de Statsrot selwer virbruecht huet an am Fong explizéiert, dass zum Beispill am Europaparlament recommandéiert ginn ass, dass d'Parlamenter sollen eng Démarche volontariste huele fir d'Transpositioun vun dëser Direktiv an dass dat, wat hei gemaach gëtt, absolut de Contraire ass.

Net nëmmen huele mer den Text, esou wéi en ass, mä mir huelen Exceptiounen eran; mir schléisse Gebidder aus wéi zum Beispill d'Educatioun, d'Publicitéit an d'Medien, déi absolut net auszeschléisse sinn, well déi évidemment eng Influenz hunn net nëmmen op de Geescht vun de Leit, d'Perceptioun vun de Frae par rapport zu de Stereotypen, mä natierlech och op anere Gebidder wéi zum Beispill der Stellung vun der Fra en général an der Gesellschaft.

Wann een d'Publicitéiten ukuckt, a wéi d'Fra ganz oft an der Publicitéit duergestallt gëtt, an et schléisst een dann an dësem Kontext esou e wichtegt Gebitt aus, da mengen ech, dann ass dat eng Approche, déi näischt méi mat der Promotioun vun der Gläichheet ze dinn huet, ëm déi et eigentlech an dësem Text misst goen.

Déi Exceptiounen, déi den Text, déi d'Direktiv erlaabt, sinn also adaptéiert ginn an deene Beräicher, déi ech schonn ugeschwat hunn.

Doriwwer eraus hu mer eng Exceptioun, an en fait ass dat d'Ursaach, firwat mer eis hei esou hu missen tommelen. D'Ursaach ass déi, dass een d'Gesetz vun der Transpositioun haut muss stëmmen, fir dass d'Assurancen eng extra Wurscht kënne gebrode kréie während enger Zäitchen. An et ass net esou, dass mir Astreintë géife riskéieren, wa mir um Datum, um Schlussdatum, dee mer elo hunn, déi heiten Direktiv net transposéiert hätten, well, wann déi Prozedur bis ugefaange wier a fäerdeg wier, hätte mer largement Zäit gehat, fir deen Text hei an aller Rou an an allen Detailer a mat allen Avisen, déi mer respektéiert hätten, ze kucken.

Et ass also e bësse verdrësslech, wat an deem Text hei steet. Et ass eng Transpositioun vun der Direktiv. Laanscht d'Transpositioun komme mer net, mä d'Manéier, wéi een transposéiert, déi wier sécherlech diskutabel gewiescht.

D'Definitioun vun der Discrimination directe, déi ass aus der Direktiv esou iwwerholl ginn, mä si gëtt interpretéiert op verschiddene Punkten op eng Aart a Weis, déi juristesch net akzeptabel ass.

Wann zum Beispill gesot gëtt, dass alles, wat mat Maternité a mat Accouchement ze dinn huet, net kéint touchéiert ginn, well dat am Fong eng Zort vun Discrimination indirecte wier, dann ass dat eng komplett falsch Interpretatioun vun enger Discrimination indirecte, firwat dee Beräich excluéiert gëtt, well sech par Définitioun e Mann net kann an därselwechter Situatioun befanne wéi eng Fra, déi schwanger ass an e Kand op d'Welt setzt. Et ass also net nëmme falsch, wat de Fong ubelaangt, et ass och juristesch gesinn absolut net ze recommandéieren.

D'Direktiv gëtt d'Recht, fir Derogatiounen anzeféieren. Mir hunn dat Recht benotzt, obscho mer eng Direktiv zu engem ähnlechen Thema haten, wat d'lescht Joer ëm dës Zäit komm ass, wat am Fong de Champ d'application beispillsweis ugaangen ass, dee mer hei also ganz staark verengen op inopportun Aart a Weis. D'lescht Joer ëm déi nämlecht Zäit hu mer de Champ d'application bei enger anerer Direktiv ausgewäit.

Vu dass et ëm Diskriminatioune geet, ëm Égalité de traitement a mer an enger Matière sinn, dass mer just am Fong an engem Champ d'application sinn, deen aneschters ass, mécht et absolut kee Sënn a keng Kohärenz, fir eng Kéier esou an eng Kéier aneschters ze soen.

Mir hunn en anere Punkt an dësem Gesetz. Mir hunn eng Obligatioun duerch dës Direktiv, en Organ ze schafen, fir d'Applikatioun vun dëser Direktiv duerchzesetzen, a mir referéieren eis dann op dee Centre de l'égalité, dee virun engem Joer kreéiert ginn ass, deen iwwer e Joer gebraucht huet an nach net komplett forméiert ass, deen doriwwer eraus keng ganz staark Struktur ass, well nëmme Leit, déi par ailleurs schaffen, an deem Gremium dra sinn, well d'Sekretariat, wéi et am Text selwer steet, nëmmen «dans la limite des crédits budgétaires» assuréiert gëtt vun engem Statsbeamten, deen also dofir décommandéiert gëtt vu senger normaler Aarbecht, deen domat chargéiert gëtt, esou dass ee ka soen, dass dat heite wierklech ausgesäit wéi eng Fassadenaarbecht, dat heescht, eppes wat sech no bausse relativ gutt ugesäit, mä vun deem ee keng Ahnung huet, wéi et bannenan ausgesäit.

Ech wëll lech just e Beispill ginn, wat ee mat därselwechter Direktiv an engem anere Kontext ka maachen. Ech hunn d'lescht Woch op enger anerer Plaz en nationaalt Gesetz analyséiert fir Serbien, also e Land, wat am Demokratieverständnis an am Mënscherecht sécherlech net op deem nämlechten Niveau anzereien ass. Et ass ëm d'Transpositioun vun där Direktiv vum leschte Joer gaang, dat heescht Rassismus an Origine ethnique.

Siehe und schreibe, do gëtt an engem Gesetzesvirschlag vun engem Land wéi Serbien e Gremium ageriicht vun dräi Leit, déi voll professionell sech där Missioun vun der Kontroll vun der Egalitéit widmen, déi, obwuel et der nëmmen dräi sinn - an der Opzielung vun der Direktiv sinn et der hei 18 -, déi Kompetenzen, déi Mataarbechter a Finanze kréien, fir an Autonomie hir Saachen ze regelen.

Ech mengen, och wa mer wëssen, dass Pabeier gedëlleg ass an dass net alles, wat um Pabeier steet, effektiv e gutt Gesetz gëtt, esou kann een am Fong hei nëmmen hoffen, dass alles, wat um Pabeier net esou gutt ausgesäit, well et op ville Punkten eigentlech de Kritäre vum Prinzip vun der Egalitéit net gerecht gëtt, et vläicht an der Praxis fäerdeg bruecht gëtt, fir d'Praxis besser ze maachen, wéi d'Gesetz ass. Dat ass an deem heite Fall eigentlech net schwéier.

Meng Fraktioun wëllt deen Text hei stëmmen.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Merci, Madame Err. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

(Interruption)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Wat hutt Der gesot? Dir verstitt näischt méi?

Une voix.- Ech hunn erëm eng Kéier näischt verstanen.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll da komplementar zu der Ried vun der Madame Err weiderfueren. Ech wëll just rappeléieren, datt mer d'lescht Joer effektiv de 26. November zwou Direktive gestëmmt hunn. Dat eent, dat war Égalité de traitement sans distinction de race ou d'origine ethnique dans l'Union européenne, an eben dee Cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail. Dat waren d'Direktive ganz generell, ouni Exklusiounen.

Eng Exklusioun war an deenen zwou Direktiven allerdéngs dran, dat war déi vum Genre, vum Sexe. Duerfir si mer dann och haut, a mir wäerten an nächster Zukunft nach mat enger zweeter Direktiv, déi dann ausschliesslech den Dammen an den Häre reservéiert ass, Égalité de traitement entre hommes et femmes, befaasst ginn.

Haut hu mer d'Ëmsetzung vun där éischter Direktiv, Égalité de traitement wat den Accès des biens et des services ubelaangt, an déi aner Direktiv, dat ass déi iwwert den Accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelle et les conditions de travail. Dat ass och eng ganz wichteg Direktiv.

Et hätt ee sech och kënne virstellen, datt dës zwou Direktiven och, well se allen zwou d'Thema Männer a Fraen hunn, zesummegeschloss gi wären. Dat ass awer net gewiescht. D'Regierung wëllt zwee Gesetzer à part maachen. Mir hunn also elo zwee Gesetzer, déi gestëmmt sinn.

Mir hunn zwou Direktiven, haut gëtt eent gestëmmt, d'nächste Kéier, geschwë gëtt nach eent gestëmmt betreffend d'Egalitéit tëschent Männer a Fraen, a mir hunn ee Centre pour l'égalité, dee fir d'Anhale vun deene véier Gesetzer dann herno soll suergen. Mä d'Geschicht vun de Centres pour l'égalité ass eigentlech eng aner Geschicht, an ech wëll och haut alt net ze vill drop agoen, well et ass och eng traureg Geschicht.

Iwwregens, dat Gesetz, wat ënnerwee ass iwwert d'Égalité à l'accès de l'emploi, à la formation professionnelle an esou, dozou hu mer Gott sei Dank erëm an engem Avis complémentaire vum Statsrot eng Opposition formelle. A Saachen Égalité de traitement entre hommes et femmes kann ee scho bal soen: Gott sei Dank hu mer de Statsrot, deen eis nach e bëssen hei an der Bunn hält!

Vläicht hätt ee kënne soen, Här President, datt d'Madame Ministesch vun der Égalité des chances dem Här Aarbechtsminister hätt kënnen ënnert d'Äerm gräifen an deem Thema an e bësse virunhëllefen, mä, Här President, ech hunn awer ëmmer méi d'Gefill, datt och d'Madame Ministesch vun der Égalité des chances et och net méi richteg fäerdeg bréngt, d'Genderpolitik, d'Égalité hommes/femmes esou eriwwerzebréngen, zesumme mat de Leit aus hirem Ministère, well et mierkt een haut ganz besonnesch, datt de Stellewäert am Kampf géint d'Diskriminéierung tëschent Männer a Fraen deux poids, deux mesures si par rapport zu aner Egalitéits- an Diskriminéierungsprinzipien.

Mir hunn et hei ze dinn net nëmme mat enger minimalistescher Ëmsetzung vun der Direktiv, mä och mat enger onkompletter Ëmsetzung vun der Direktiv, an ech kommen nach eng Kéier drop zréck.

D'Ursaach ass zimlech onverständlech dofir, d'autant plus, well mer och gemierkt hunn, grad bei dëser Direktiv hei, datt d'Égalité de traitement tëschent Männer a Fraen zu Lëtzebuerg keng Prioritéit ass, spéit diskutéiert an à la va-vite evakuéiert gëtt. Et war keng Debatt méiglech an der Chamberskommissioun. Et war iwwerhaapt keng Diskussioun méiglech op deem Thema! Mir si gedréckt ginn duerch en Zäitdrock. Ech fannen dat eng zimlech schwiereg Aarbechtskonditioun, op esou wichteg Themen ze schaffen, wa mer eigentlech esou gedréckt ginn, wéi wann den Zuch an zwou Minutte géif fueren.

Dës Kéier kënnt dann nach zousätzlech derbäi an deem ganzen Zäitdrock, datt wierklech aus praktesch sämtlechen Ecker Kritiken a souguer ganz hefteg Kritike komm sinn. Et ass eigentlech eng Blamage fir d'Regierung an et ass eigentlech eng Blamage fir déi Efforten, déi ëmmer ugekënnegt ginn, an ech kommen nach drop zréck, a Saache Promotioun vun der Égalité de traitement tëschent Männer a Fraen.

Wann d'Madame Rapportrice seet, datt ee kee Mentalitéitswiessel duerch Gesetzer ka promouvéieren an dofir dann och verschidde Saachen net an e Gesetz géhéieren, wann dat wierklech d'Optioun ass vun der Regierung, da kënne mer grad an deem heiten Thema Egalitéit tëschent Männer a Fraen…

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Dat war d'Commission européenne, déi dat gesot huet,…

M. le Président.- Madame Rapportrice…

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Okay.

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- …net d'Commission juridique. Dat hat ech ganz däitlech signaléiert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- D'accord.

(Interruption)

M. le Président.- Madame Rapportrice, Dir kënnt lech à tout moment d'Wuert froe fir ze intervenéieren, wann Der wëllt.

Une autre voix.- Neen, si huet just preziséiert.

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci fir Är Prezisioun, mä wa mir der Meenung sinn, datt dat esou ass, an dat kënnt bal esou eriwwer, wéi wa mir där Meenung wären - ech kommen och nach drop zréck -, da kënne mer mat alle gudde Prinzipien ophalen.

Ech wëll just soen, datt de Statsrot zu Recht bemierkt huet, datt am Exposé des motifs vun dësem Gesetz déi üblech brillant Beschreiwungen, brillant Argumenter ervirbruecht ginn, firwat deen demokratesche Prinzip vun der Chancëgläichheet a vun der Gläichheet tëschent Männer a Fraen esou wichteg ass. An ech denken, de Statsrot, esou wéi e säi ganzen Avis geschriwwen hat, hat sech scho bal erhofft, erwaart, datt d'Regierung - an ech zitéieren de Statsrot: «des dispositions plus favorables allant au-delà de la directive qui ne fixe que des normes minimales. Or, le Conseil d'État constate que le Gouvernement a adopté cette fois-ci une approche minimaliste et restrictive». Dat heescht, dat, wat een am Ufank am Exposé des motifs liest, en reste sur sa fin herno wann et ëm d'Ëmsetzung geet.

De Statsrot, d'Chambre des Employés privés, de Conseil national des femmes awer och vill Mënschen, déi an dësem Ressort schaffen a sech engagéieren, hate sech vun dëser Regierung eng aner Approche gewënscht, jo vläicht souguer erwaart. Firwat? An do kommen ech da wierklech op ons Haaptkritik; well d'Regierung décidéiert huet, an do zielt dann och de Prinzip soi-disant vun der Eent-zu-eent-Ëmsetzung, datt d'Educatioun, d'Medien an d'Publicitéit solle vun dësem Gesetz ausgeschloss bleiwen.

Et ass awer net verbueden - an ech wëll dat nach eng Kéier hei ënnersträichen - méi wäit ze goe wéi eng Direktiv, zumools wann d'Parlament da seet: Mir encouragéieren eng volontaristesch Approche an eng volontaristesch Politik an deenen eenzelne Länner. Ech kann Iech d'Land Spuenien zitéieren an deem Kontext, dat effektiv courageiserweis, well dat huet jo och finanziell Inzidenz - ech kommen nach drop zréck -, genau deen doten Tiret erausgeholl huet. A Spuenien hu mer d'Educatioun, d'Medien an d'Publicitéit an dëser Ëmsetzung vun der Direktiv mat dran.

Ech brauch Iech net drun ze erënneren, well an alle Rieden an nach an alle Sonndesriede vu praktesch jiddferengem heibannen gëtt ëmmer ënnerstrach, datt Lëtzebuerg d'CEDEF-Konventioun ënnerschriwwen huet, d'Plateforme d'action vu Peking, wou notamment souwuel d'Eductioun wéi d'Medie wichteg Punkte sinn. Dat fënnt een och am Rapport périodique vum Ministère erëm.

Ech wëll Iech awer nach eppes soen, wat och erëm an all Ried, an all Sonndesried vu bal jiddferengem heibannen zitéiert gëtt. Dat ass de Plan d'action national 2006/2008, wou all eenzelne Resort hei vun dëser Regierung dann huet musse seng Hausaufgab maachen zur Égalitéit tëschent Männer a Fraen, tëschent Jongen a Meedercher.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat sinn alles natierlech net - wéi soll ech dat soen - Texter, déi ons legislativ befestegen, mä dat sinn awer - d'Ministesch géif dat sécherlech soen - Engagementer, déi geholl si ginn, wou ee jo net esou eppes schreift, fir et herno net ze versichen an d'Praxis ëmzesetzen. Hei wär eng immens gutt Geleeënheet gewiescht, fir et och an engem Gesetz festzehalen, fir dann och herno e Pabeier ze hunn, fir da wierklech kënnen ze soen: Sou, elo setze mer et an Praxis ëm. Dat geschitt net.

Ech ginn Iech just e klengen Incident erëm: An der Summervakanz, wou souguer de Ministère du Tourisme eng franchement sexistesch Publicitéit publizéiert huet, a wou notamment do zum Beispill - mä net nëmmen do - hätt kënne gesot ginn: Sou eng Publicitéit ass effektiv net ëmsetzbar, a se vläicht guer net eraus komm wär vun engem Ministère, deen dann eng Guideline gehat hätt, an deen dann och évitéiert hätt, datt Associatiounen an aner Leit hu musse schrëftlech Bréiwer schreiwen, fir sech driwwer opzereegen.

Ech wëll och soen, datt e ganze Koup vu Leit, déi haut géint oder fir dee Projet stëmmen a géint ons Propos, fir Medien a Publicitéit erauszehuelen, datt dat déiselwecht Leit sinn, déi sech nach viru sechs Wochen oder zwee Méint hei opgereegt hunn, datt eng ganz Hällewull vu sexisteschen, wann net grad pornographeschen Annoncen a Publicitéiten a villen Zeitunge sinn an datt dat eigentlech inadmissibel ass. Or, wann een esou eppes an esou engem Gesetz hätt, dann hätt een effektiv e ganz kloert Instrument, fir dogéint virzegoen. Dat ass net de Fall. Dofir bedauere mir dat och.

Ech weess och net, ob jiddferee sech bewosst ass heibanne wat mir maache wann dat heite Gesetz gestëmmt gëtt. Mir schafen - an dat soen och verschidden Avisen - effektiv en Ënnerscheed an der Behandlung vun der Diskriminéierung. Dat heescht, mir schafen eng Hierarchiséierung vun der Diskriminéierung.

Ech ginn Iech e ganz kloert Beispill: dat Gesetz vum 26. November 2006. Wa mer konfrontéiert si mat enger rassistescher Publicitéit, kënne mir déi rassistesch Publicitéit weiderleeden an de Centre d'égalité, dee sech och domadder ka befaassen, a wou och Sanktiounen dofir virgesi sinn. Wa mer awer konfrontéiert wäerte sinn, muer zum Beispill, mat enger sexistescher Publicitéit, kënne mer mat där sexistescher Publicitéit net deeselwechte Wee agoe wéi mat där rassistescher Publicitéit vun där Direktiv, vun där ech just virdru geschwat hunn.

Dat fanne mir net richteg, zumools elo, wou deen Oubli opgehuewe ginn ass, wou de Centre de l'égalité sech jo och soll ëm sexistesch Diskriminéierunge këmmeren, awer e ka sech weder ëm Publicitéit nach ëm Medien an deem Zesummenhang këmmeren. Dat ass eng kloer Hierarchiséierung vun den Diskriminatiounen. Domadder seet eng Regierung ganz kloer, datt verschidden Diskriminéierunge fir si méi wichteg si wéi anerer. Dont acte.

De Conseil d'État beschreift dat och esou; ech muss dat einfach zitéieren. Domadder ginn ech complémentaire zu den Exemplen, déi d'Madame Lydie Err hei zitéiert huet. De Statsrot schreift: «Le Gouvernement ménage une place moins importante à la protection du principe de l'égalité de traitement entre femmes et hommes qu'à la protection contre les discriminations fondées sur d'autres motifs.» Ech denken, datt jiddferee dat heite soll wëssen, wann hien dat hei ofstëmmt.

De Conseil d'État fiert weider a seet: «Il désapprouve une telle démarche qui, à ses yeux, n'est ni cohérente ni justifiée et qui est d'autant plus difficile à comprendre que la Constitution souligne, au nouvel article 11(2),…» - dee faméisen Artikel 2, iwwert dee mer esou glécklech waren - «…l'importance particulière qu'il convient d'accorder à la réalisation de l'égalité entre femmes et hommes.» Deem ass wierklech näischt zouzefügen.

Wou ass de Problem, firwat mir Medien, Publicitéit an Educatioun net hätte kënnen hei an dësem Projet de loi mat ziele loossen? Vläicht den Zäitdrock. Vläicht wa mer genuch Diskussiounen an Aarbecht an de Kommissiounsréuniounen hätte kënne maachen, wie weess, ob mer do net op e Konsens komm wären. Mä déi Méiglechkeet hate mer emol net. Wat sech awer do hannendru verstoppt - an ech denken, datt de President Weiler dat och an engem Lapsus gesot huet, well hien dëse Projet de loi jo och Contrat d'assurance genannt huet; genau dorëms geet et -, datt dat extrem onglécklech ass, datt do eng staark Lobby fir vläicht eng gutt Cause elo esou vill drop mécht, an datt mir eigentlech dat heite mussen duerchbaatschen.

Mir ginn et awer net op. Dofir ginn ech hei nach eng Kéier déi zwee Amendementer of, déi ech och schonn an der Kommissioun ofginn hunn, wou mir als gréng Fraktioun froen, datt dës Chamber hei soll an dësem Projet de loi Égalité de traitement entre hommes et femmes wann ech gelift och de Facteur Publicitéit, Medien an Educatioun considéréieren.

Den zweeten Amendement ass iwwregens den Artikel 15 vun der Direktiv. Dat ass en Artikel, dee mer hei am Projet de loi iwwerhaapt net erëmfannen. Nach e gutt Beispill, datt hei net déi Direktiv eent zu eent ëmgesat ginn ass, well et ass carrément een Artikel net am Projet de loi erëmzefannen, deen einfach seet: «Les États membres veillent à ce que les dispositions adoptées en application de la présente directive ainsi que celles qui sont déjà en vigueur dans ce domaine soient portées à la connaissance des personnes concernées par tous moyens appropriés et sur l'ensemble de leur territoire.»

Ganz wichteg: Sensibilisatioun, Informatioun un de Bierger an d'Biergerin. Erëm e Mëttel, fir dat an engem Text festzehalen an domadder en Instrument ze hunn, fir kënnen ze fuerderen, datt dat och ëmgesat gëtt. Dat ass en Artikel an der Direktiv gewiescht. Dee fanne mer net am Projet de loi erëm. Dofir hu mer en Amendement gemaach, well mer gären hätten, datt dat dote sech och an dësem Projet de loi soll erëmfannen.

Ech ginn déi zwee Amendementer of.

Amendement 1

Le point (4) de l'article 3 (Champ d'application) est modifié comme suit:

(4) La présente loi ne s'applique pas:

- aux questions relatives à l'emploi et au travail dans la mesure où elles sont régies par d'autres lois;

- aux questions relatives au travail non salarié dans la mesure où elles sont régies par d'autres lois.

(s.) Viviane Loschetter, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox.

Amendement 2

Chapitre 5 - Dispositions finales

Ajouter un nouvel article 15 (l'article 15 du projet de loi devient l'article 16)

«Art.15 - Les États membres veillent à ce que les dispositions adoptées en application de la présente directive ainsi que celles qui sont déjà en vigueur dans ce domaine soient portées à la connaissance des personnes concernées par tous moyens appropriés et sur l'ensemble de leur territoire.»

(s.) Viviane Loschetter, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox.

Sollten déi ofgewise ginn, da kënne mir mam beschte Wëllen deen heite Projet de loi aus deenen Ursaachen, déi ech elo genannt hunn, net stëmmen. Da wäerte mer ons musse bei dësem Projet de loi enthalen. Ech muss och soen, datt mir zimlech enttäuscht sinn iwwert deen heite Projet de loi. Mir wëssen, datt wa mir elo déi nächst Wochen erausginn, mir ëmmer ganz flott an encourageant Sonndesriede wäerten héieren, déi leider net an dësem Land zu dësem Moment an d'Praxis ëmzesetze sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Chamber legislativ a juristesch Muerksaarbecht muss maachen, da kënnt ee Projet de loi eraus, dee ganz vill Manktumen huet. Schold dorunner huet net d'Chamber, Schold dorunner huet de Ministère de l'Égalité des chances, deen hei einfach seng Aarbecht verschlof huet, nodeem en eng Direktiv 2004 akzeptéiert huet an dann dräi Joer laang näischt gemaach huet.

Effektiv gesäit een un den Debatten, déi mer hei hunn, an och wann een den Text duerchkuckt, datt munches net ganz kloer ass.

Déi Debatt, de Projet de loi selwer, d'Direktiv selwer, den Objet, mat deem kënne mir ons als ADR d'accord erklären, mä manner mat dem Text. Déi Eenzeg, déi sech wäerten iwwert dat neit Gesetz freeën, wäert héchstwahrscheinlech d'AHL - d'Association des Hommes du Luxembourg - sinn, well déi elo duerch dësen Artikel 7 d'Méiglechkeet kréien, fir als eng A.s.b.l. rechtlech virzegoen: «Toute association sans but lucratif, d'importance nationale, qui a un intérêt légitime à assurer que les dispositions de la présente loi soient respectées, qui jouit de la personnalité juridique depuis au moins un an à la date des faits et qui a été préalablement agréée par le ministre ayant la Justice dans ses attributions, peut exercer devant les juridictions civiles ou administratives les droits reconnus à la victime d'une discrimination.»

Dat ass en gros dat, wat virgesinn ass. Vu datt weider keng Konditioune virgesi sinn, déi fir deen Agrément néideg sinn, ass dat en Agrément de pure forme. Esou datt mer unhuelen, datt do op jidde Fall en Zeechen elo wäert gesat ginn.

Da muss een awer och e puer Saachen ervirsträichen, wou ech wollt de Rapporteur respektiv d'Regierung ëm Explikatioune froen. Esou gëtt zum Beispill geschwat iwwert d'Assurancen an den Artikele 6 a 14, awer do ass net déiselwecht Terminologie dra wéi am Assurancëgesetz. Do si verschwonnen déi Wierder «et de services financiers connexes». «Et de services financiers connexes» heescht ganz kloer, datt et ganz oft Assurancëservicer gëtt, wou et och Services financiers gëtt, déi domadder liéiert sinn. Elo steet dat am Gesetz, mä net am Assurancëgesetz.

Duerfir froen ech: Wat ass dann elo richteg fir d'Assurancen? Dat, wat am Assurancëgesetz steet, oder dat, wat hei an dësem Gesetz steet? Just nëmme fir op eng Incongruitéit opmierksam ze maachen. Ech wollt duerfir vum Rapporteur, pardon, vun der Rapportrice - datt mer do net och nach eng Debatt kréien! - respektiv vun der Regierung gewuer ginn, firwat dann déi Differenzéierung do gemaach gëtt an ob mer do net eng gewësse juristesch Onsécherheet hunn.

Da gëtt och gesot, datt de Commissariat aux assurances prezis Donnéeë misst zesummenzéien «concernant l'utilisation du sexe en tant que facteur actuariel déterminant». Dat kann een u sech verstoen, awer da gëtt gesot, de les publier, mä et seet kee wou! Heescht dat am Mémorial, heescht dat op engem Internetsite, heescht dat an der Press? Wou sollen déi publizéiert ginn? Ech froen d'Regierung an och d'Rapportrice, wou dat da publizéiert soll ginn, well et net kloer drasteet.

Da sinn nach där Problemer vun der Charge de la preuve. Ech mengen, déi si scho virdrun diskutéiert ginn. Och do ass d'Aart a Weis, wéi dat soll viru Geriicht virbruecht ginn, an d'Obligatioune vun deem engen an deem aneren, relativ onkloer. Or, mir hu schonn ähnlech Gesetzer gehat. Et hätt ee just nëmme bräichten e Copier/coller ze maachen, dann hätt ee Rechtssécherheet gehat. Hei maache mer nees erëm eppes Neits, wat deen Ablack just nees erëm zu villen Diskussioune wäert Ulass ginn. Mä wéi gesot, d'Muerksaarbecht huet heiansdo een Avantage, dat ass, datt deen Ablack d'Affekoterei an d'Geriichter wäerten e bëssel che méi Aarbecht kréien, wann et eng Kéier zu enger Plainte wäert kommen.

Aus deene Grënn an och e bëssen aus Protest géint d'Aart a Weis, wéi hei mat der Chamber verfuer gëtt, wäert d'ADR sech bei dësem Gesetzesprojet enthalen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, ech ginn de Verdacht net lass, mer bewegen eis lues awer sécher op e Krich zwëschent de Geschlechter zou. An Dir kënnt Iech net virstellen, Här President, wéi dee ganzen Genderklimbim do mir zu den Oueren eraushänkt, wat ech hei...

(Hilarité)

...awer eppes muss matmaachen, a mer eis Zäit verléiere mat Saachen, déi am Fong effektiv missten elementar sinn.

Ech mengen, d'Chancëgläichheet fir jiddferee schreift een an ee Gesetz, an dann ass et fäerdeg an dann ass dat ze respektéieren, awer wat mer hei fir Saachen erfannen, dat ass jo grausam!

Elo kréie mer erëm juristesch Komplikatiounen, wou da kee weess, wie wiem wat soll beweisen. Ech hunn elo dat Gesetz do gelies. Also, ech ka jo net vill Franséisch, mä och wann et op Däitsch geschriwwe wier, do gëss de net klug: Wie soll dann elo wiem beweisen?

Fir mech ass et nach ëmmer esou, dass een, deen eppes vun engem behaapt, dee soll et och selwer beweisen - aus, zou, fäerdeg! An dat ass hei och emol schonn net de Fall.

Dann ass hei gesot ginn, et wären elo erëm zwee Secteuren ausgeklammert ginn. Dat hate mir jo awer och hei scho beim Aarbechtsgesetz. Do gi permanent Secteuren ausgeklammert, do huet awer kee vun deenen éirewäerten Dammen heibanne Knäll gedoen, wann de Secteur Horesca oder de Secteur Transport aus dem initialen Aarbechtsrecht ausgeklammert ginn ass. Firwat hutt Dir dann do net gejaut?

An da seet d'Madame Err hei, et géif se stéieren, wéi d'Fra da géif an de Medien oder an der Publicitéit duergestallt ginn. Majo, wou hutt Dir dann e Problem domat? Kënnt Dir deene Fraen dat dann net gönnen, dass se do vill Geld verdéngen?

Well et ass jo awer och net nëmmen dat. Si gi jo fräiwëlleg dohinner. Si gi jo fräiwëlleg dohinner a stelle fräiwëlleg hire Kierper zur Schau, gradesou wéi d'Männer dat maachen. An anere Beräicher hätt Dir gär all Fräiheete fir d'Fra. Zum Beispill bei der Ofdreiwung. Do hätt Dir gär all Rechter fir d'Fra. Ech fannen dat méi schlëmm, wéi wann eng Fra sech awer do iergendwou opstelle geet fir eng Publicitéit.

(Interruption)

Ma neen, ech wëll Iech einfach emol Beispiller nennen. Engersäits, wann et Iech an de Krom passt, dann hätt Dir gär all Fräiheeten, an déi aner Kéier wëllt Dir de Fraen d'Fräiheete verbidden.

Ma da musst Dir Iech emol endlech kloer ginn, wat Dir wëllt, an da kommt nach eng Kéier heihinner erëm an da kucke mer, vläicht fanne mer dann nach eng Kéier ee Gesetz, an deem wierklech Chancëgläichheet ass.

Op jidde Fall ass fir mech d'Chancëgläichheet net nëmmen eng Diskussioun zwësche Mann a Fra, fir mech ass d'Chancëgläichheet eng Diskussioun fir all Mënsch hei am Land. A wann Dir Iech emol doriwwer Gedanke géift maachen, da géife mer ganz

aner Gesetzer maachen. Mä hei provozéiere mer just nëmme Konflikter zwësche Männer a Fraen a soss näischt.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den honorabelen Här Santer huet d'Wuert nach gefrot.

M. Patrick Santer *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer hei d'Wuert ze huelen, well dat, wat den Här Bettel a senger Ried gesot huet iwwert d'Beweislaascht, kann ech aus juristesche Grënn iwwerhaapt net deelen. Den Artikel 9 vum Projet de loi ass e Copier/coller vum Artikel 3 vum Gesetz vum 28. Juni 2001 relative à la charge de la preuve dans le cas de discrimination fondée sur le sexe. Et ass bal deeselwechten.

(Interruption)

Ee Moment, ech sinn nach net ganz fäerdeg.

An da musst Dir Iech d'Fro stellen: Wat ass eng Présomptioun en droit civil? Et gëtt zwou Zorte vu Présomptioun am Droit civil.

Déi eng, Här Bettel, Dir hat mer elo grad gesot, Artikel 1349 vum Code civil, dat sinn d'Konsequenzen, déi e Gesetz oder Riichter zitt vun engem bekannten op en onbekannte Fait.

Et gëtt awer och eng aner Zort vu Présomptioun. Et geet hei net dorëm festzeleeën, wat et ze beweise gëtt vun engem bekannten op en onbekannte Fait, mä et geet dorëm festzeleeën, wien eppes ze beweisen huet.

Esou steet zum Beispill am Artikel 2268 vum Code civil: «La bonne foi se présume.» An hei geet et dorëm, d'Beweislaascht festzeleeën, déi duerch Présomptioune kann abruecht ginn, an ech kann Iech op all Droitsbuch verweisen.

Ech hat deemools op Ufro vum Här Rippinger, dee mer dat bestridden huet, den Här Professer Ghestin aus sengem «Traité de droit civil», Introduktioun - dat ass den Traité 1 op der Säit 618 - zitéiert. E seet, datt an eisem Rechtssystem een d'Présomptiounen net nëmmen op den Objet, mä och op d'Persoun, déi d'Charge de la preuve huet, kann abréngen.

An dat ass och, wa mir just vun eisem Code civil op e bësse méi generell Prinzipië ginn, um europäeschen Niveau vum Europäesche Geriichtshaff festgeluecht ginn. 1993 huet hien - an engem anere Kader, mä d'Richtlinn ass déiselwecht - gesot: «C'est à l'employeur de démontrer qu'il existe des raisons objectives à la différence de rémunération constatée. En effet, les travailleurs seraient privés du moyen de faire respecter le principe de l'égalité des rémunérations si la présentation d'éléments permettant de révéler une discrimination apparente n'avait pas pour effet d'imposer à l'employeur la charge de prouver que la différence de rémunération n'est pas, en réalité, discriminatoire.»

Ech menge schlussfolgernd, deen Artikel 9 vun dësem Projet de loi ass identesch mam Artikel 3 vum Gesetz vun 2001, an deen Artikel 3 vum Gesetz vun 2001, dee scho säit sechs Joer, bal sechs an en halleft Joer applizéiert gëtt, ass en ligne mat eisem Rechtssystem an och mat der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, wann Der just erlaabt, den Här Santer huet hei vum Artikel 9 geschwat. Ech hu vum Artikel 8 geschwat vum Gesetz, net vum Artikel 9, well et ass den Artikel 8, deen iwwert d'Charge de la preuve geet.

M. Patrick Santer *(CSV).*- Entschëllegt, dann ass et den Artikel 8.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ah, da si mer awer scho richteg, op d'mannst op dem Niveau vum…

M. Patrick Santer *(CSV).*- Et ass datselwecht dran.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat Eenzegt wat ass, den Här Santer huet vun engem Arrêt geschwat vu Stroossbuerg. Ech si ganz averstanen. Do ass eng Diskriminatioun jo festgestallt ginn an de Patron huet misse beweisen, firwat déi Diskriminatioun stattfonnt huet. Hei ass et de Contraire. Hei gëtt gesot vun enger Persoun, et ass eng Diskriminatioun, an Dir musst beweisen, dass keng do ass.

Dat heescht, et geet een op keen Element eraus, dass schonn eng Diskriminatioun stattfonnt huet, fir iwwerhaapt ze beweisen, dass ee keng Diskriminatioun oder dass een eng Diskriminatioun gemaach huet. Ce n'est pas la même chose. Et kann een net considéréieren, wann eppes ze justifiéieren ass, well et e Fait ass, oder mussen iwwerhaapt ze soen, dass kee Fait do ass, fir musse sech ze entschëllegen. Et ass en Ënnerscheed tëschent enger Exonératioun. Et kann een net wierklech Bire mat Äppel vergläichen.

M. Patrick Santer *(CSV).*- Här President, ech gleewen awer léiwer Droitsbicher an der Jurisprudenz an der Doctrine, wéi Iech, Här Bettel, mat allem Respekt.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Gutt. Ech gesinn, dass déi zwee sech iwwert déi do Fro net eens ginn. Da maacht Der dat spéiderhin. Elo huet déi zoustänneg Ministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs, d'Wuert.

(Brouhaha général)

Une voix.- Et ass fir ze beweisen, datt den Här Henckes och emol onschëlleg ass.

Une autre voix.- Dat heite Gesetz ass eent, wou d'Affekote sech driwwer freeën.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Ma dann hu mer jo emol engem eng Freed gemaach.

(Interruptions diverses)

Da kënne se Sue verdéngen.

Une voix.- Voilà!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen, datt ech awer e bësselche verdrësslech sinn iwwert déi hefteg Aart a Weis, wéi hei iwwert dee Projet geschafft a geschwat gouf. Ech verstinn, datt et hätt kënnen a méi enger laanger Zäit diskutéiert ginn an der Chamberskommissioun, et hätt méi laang kënnen op anere Plaze virbereet ginn. Alles dat ass richteg. Mä dat verhënnert awer nach net, datt Saachen hei gesot gi sinn, och vis-à-vis vu menge Mataarbechterinnen, déi ech net appréciéieren. Dat wëll ech dann awer och gradesou kloer an däitlech soen.

Iwwer Leit ze schwätzen, déi hei virun enger Woch gestëmmt si ginn, wat an engem Artikel vun der Zeitung steet, muss ech éierlech soen, dat ass net mäi Stil, duerfir soen ech och näischt dozou.

Hei waren dräi Leit Kandidat. D'Chamber huet sech décidéiert. Da soll een iwwert d'Leit schwätzen, wa se derbäi sinn a wa se hir Meenung kënne soen, an net hei op der Chamberstribün.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech sinn een, dee liest d'Zeitung, Madame Minister!

Une voix.- Oh jo, d'Zeitung!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Wann dat hei elo dat Héchst vun allem ass, wat mer nach ze maachen hunn, fir d'Zeitung hei liesen ze kommen an déi ze zitéieren, dat ass op jidde Fall awer och e komesche Stil vun Aarbecht.

(Brouhaha)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt der Rapportrice Merci soe fir hir Aarbecht, déi se gemaach huet. An déi se gemaach huet och ënnert Zäitdrock, dorun ass guer keen Zweifel. Ech hu bis elo nach keen héieren, dee gesot hätt, mir hätte sollen deen Datum fale loossen a mir hätte sollen dorobber verzichten. Dat huet kee vun all deenen, déi hei esou hefteg kritiséiert hunn, gesot, datt dat dann net néideg gewiescht wier. A mir hätten eis dat och sollen erlaben! Dat ass jo da jiddferengem iwwerlooss, wann en elo doriwwer ofstëmmt.

Mir hunn an dëser Regierung décidéiert, mir géifen Direktiven eent zu eent ëmsetzen. Ech gehéieren zu deene Leit, déi sech dorun halen, wann eppes gesot gëtt, datt een et dann och esou mécht an net op aner Gebidder erausgeet, ob dat d'Educatioun gewiescht wier oder ob dat d'Medien oder d'Publicitéit gewiescht wieren. Dat wollt ech awer vu virera soen, well ech fannen, wéi gesot, datt hei awer e bësselchen d'Saachen duergestallt gi sinn, wéi wa mir awer ongeféier dat Zweetlescht wieren, wat et géif ginn.

26 Länner hunn déi hei Direktiv an dem Conseil an och am Europaparlament ugeholl. Dann denken ech jo, datt se net ëmmer esou schlecht ka sinn, well déi aner si jo net méi domm an net gradesou domm wéi mir, déi wiere jo wahrscheinlech méi gescheit gewiescht. Wa se dat also awer och maachen, dann denken ech, datt dat jo awer soll dozou bäidroen, fir d'Egalitéit tëschent Männer a Fraen och hei zu Lëtzebuerg virunzebréngen, datselwecht wéi och am Artikel 11 vun eiser Constitutioun steet, datt mer dat als Zil hunn an datt dat och de Prinzip ass. An dat ass net nëmmen an de Sonndesrieden, mä dat ass och an de Wiertesrieden an och an deem heite Projet net aneschters.

Dës Direktiv betrëfft d'Gläichbehandlung vu Fraen a Männer am Déngschtleeschtungssecteur. D'Konsumenten, ob et Fraen oder Männer sinn. Mech stéiert dat och net, wann dann eng Associatioun hei unerkannt gëtt. Ech sinn net do fir de Choix ze maachen, wéi eng Unerkennung maache mer. Wann een de Konditiounen entsprécht, da soll e gradesou gutt den Agrément kréien, an dann ass et mir egal, wéi en heescht an ob et eng Männerassociatioun ass oder ob et eng Fraenassociatioun ass.

(Interruption)

Neen, eben net. Ech hu mech nëmme gewonnert, datt Dir der hätt.

D'Konsumenten, ob et Männer oder Frae sinn, mussen elo gläichbehandelt gi beim Zougang zu a bei der Versuergung mat Servicer a Gidder, fir déi ee muss bezuelen, ob dat am privaten oder am öffentleche Beräich ass. Dat betrëfft zum Beispill den Zougang zu engem Logement, zu enger Veranstaltung, dem Kino, de Clibb, de Geschäfter, den Zougang zu Servicer vun alle Beruffer, ob dat Handwierker sinn, ob dat d'Berodung vun engem Affekot, engem Architekt, d'Consultatioun bei engem Dokter, d'Commande bei engem Schräiner oder bei engem Gäertner ass oder soss éierens, oder och Demandë fir e Prêt bei enger Bank.

Mann a Fra bezuele vun elo un datselwecht, zu deeneselwechte Konditiounen an Avantagen, fir déiselwecht Servicer oder och déiselwecht Wuer.

An Zukunft wäerten d'Definitiounen och ausserhalb vun der Aarbechtswelt ziele vun der Discrimination directe, der Discrimination indirecte, vun dem Harcèlement, dem Harcèlement sexuel an d'Charge de la preuve. An déi Punkten eleng, géif ech denken, géifen duergoe fir ze soen, datt dat heiten e wichtegt Element wier an der Egalitéit tëschent Männer a Fraen, amplaz just dat eraussichen ze goen, wat elo hei net drasteet.

Et ass kloer, datt den Zougang zu an d'Offer vu Servicer, déi just fir ee Geschlecht sinn, wéi zum Beispill d'Fraenhaiser oder och Männercoiffeuren, viru kënne bestoe bleiwen, wa se da rechtlech begrënnt sinn. An duerch dëst Gesetz kënnen net nëmmen déi Associatiounen, déi d'Gläichstellung vu Männer a Fraen an hirem Objet hunn, mä och d'Interesse vun enger Persoun vertrieden, Associatioune sinn, déi e legitimen Interessi am Beräich vun Zougang zu Servicer an Offer vu Servicer hunn, wéi zum Beispill d'Union des consommateurs oder och den Automobile Club, fir der nëmmen zwee ze nennen.

D'Regierung wollt den Akzent setzen, andeem se den Associatiounen d'Recht gëtt, am Numm vun der Victime viru Geriicht ze goen, an dëst, wa se just ee Joer bestinn. Dëst geschitt, fir datt déi Dispositioun vum Gesetz direkt kann a Kraaft trieden, an net eréischt no fënnef Joer, wéi et normalerweis gewiescht wier. An et muss ee wëssen, datt mer kaum Associatiounen hunn, bis elo, déi d'Gläichstellung vu Fraen a Männer an hirem Objet drastoen hunn.

Et ass och hei diskutéiert ginn iwwert déi Sanktiounen. Et ass dat éischt Gesetz wat aféiert, datt d'Affer vun Diskriminatiounen e Forfait vun 1.000 Euro ka kréien, ouni datt et muss d'Ausmooss vum moralesche Schued beweisen. De Riichter kann och décidéieren, datt dat Uerteel veröffentlecht gëtt. Dat ass och eppes, wat mer bis haut hei a Lëtzebuerg net kannt hunn, a wou ech denken, datt dat engem oder deem Eenzelne méi kann ausmaachen, wéi datt hie vläicht eng Kéier muss 1.000 Euro bezuelen.

An dësem Zesummenhang muss een och froen, an ech wäert Iech elo un engem Beispill beweisen, well d'Madame Loschetter och gesot huet, wann een et net an de Gesetzer stoen hätt, datt dat da géif bedeiten, datt d'Regierung deem net vill Opmierksamkeet géif schenken. Madame Loschetter, mir hunn e Gesetz vun 1974, wou drasteet, datt fir déiselwecht Aarbecht deeselwechte Loun misst bezuelt ginn. Zënter 1974! Mir sinn nach ëmmer op engem Ënnerscheed vun ongeféier 14%, wat beweist, datt et net nëmmen duergeet, datt een ee Gesetz huet.

(Interruption)

Et huet näischt mam Gesetz ze dinn. D'Gesetz muss applizéiert ginn a richteg applizéiert ginn, a wéi gesot, et ass net eng Fro dovun, datt et net doranner steet.

Mir hunn eis wéi gesot bei där ganzer Ëmsetzung och dorunner gehalen, datt mer gesot hunn, dat, wat an der Direktiv drasteet, gëtt ëmgesat. Op där anerer Säit - an dat ass dat, wat den Här Bettel och kritiséiert huet - ass, datt mer dra géife schreiwen, datt den Dialog mat alle Betraffene misst gefouert ginn. Ech stellen eigentlech fest, datt déi eng fannen, datt mer ze wäit gaange sinn, déi aner fannen, datt mer net wäit genuch gaange sinn. Jiddferee vun Iech mécht sech also dee Reim drop, ob dat elo richteg esou ass oder ob et aneschters sollt sinn.

Ech denken, datt et wichteg ass, datt d'Ministèren, d'Sozialpartner, d'Associatiounen an och d'Leit dobaussen, déi Client bei Servicer sinn, och kënnen hir Meenung doriwwer soen an och doriwwer mussen informéiert sinn. An dat ass, denken ech, jo awer fir mech eng vun deene wichtege Froen, datt een iwwerhaapt emol muss wëssen, iwwer wat datt et hiergeet, fir datt een och ka wëssen, ob een diskriminéiert gëtt oder net.

Den Ausschloss oder den „opting out" vun den Assurancë-Servicer an de Finanzservicer ass eng vun deene Méiglechkeeten, déi eben an där Direktiv virgesi sinn. D'Medien hunn op hir Fräiheet an op hir Pluralitéit gepocht, an d'Kommissioun huet den Ausschloss vun de Medien an der Publicitéit domadder begrënnt, datt si net géifen agräife wëllen an aner fundamental Fräiheeten, wéi zum Beispill d'Pressefräiheet oder d'Mediëfräiheet.

Iwwert d'Educatioun muss ee wëssen, datt am Beräich vun der Europäescher Unioun konstant geschafft gëtt a besonnesch och an der Formatioun vum Léierpersonal. Do bestinn och EU-Texter, déi d'Gläichstellung vu Mann a vu Fra ofdecken.

Mir hunn och de Plan d'action national d'égalité des hommes et des femmes. Deen ass amgaangen évaluéiert ze ginn, a wou mer d'Resultater fir d'éischt Trimester 2009 virleien hunn, fir och domadder ze weisen, datt mer net nëmme Plan-d'actionen opstellen, mä datt mer och kucke wat dovun ëmgesat gouf, an datt dann och déi eenzel Ministèren a Ministere kënne soen, wat datt se bei sech op deem dote Gebitt gemaach hunn.

An deem Plang hat och d'Uni Lëtzebuerg sech verflicht d'Konzept vun der Gläichstellung vu Fraen a Männer an der Ausbildung vu Léierpersonal am Précoce, dem Préscolaire an dem Primaire anzebréngen, gradesou wéi an der Formation pédagogique vum Léierpersonal am Secondaire. Ausserdeem mécht de Ministère de l'Égalité des chances zesumme mam Unterrechtsministère an dem Héichschoulministère d'nächst Joer eng Ëmfro beim Léierpersonal iwwert d'Représentatioun vun de Geschlechter an d'Erzéiung zur Gläichstellung vu Meedercher a Jongen, Fraen a Männer am Enseignement.

Et kann een also net soen, datt op deem dote Gebitt nach näischt géif gemaach ginn. An de Medie gesäit ebenfalls de Plan d'action d'égalité vir, datt Campagnë gemaach ginn, déi geziilt e Changement vun de Mentalitéite solle bréngen.

Fir méi speziell op d'Assurancen an d'Finanzservicer anzegoen, do hat Lëtzebuerg esou wéi eng ganz Partie vun anere Länner sech och fir d'„opting out"-Klausel agesat, fir d'Prestatiounen an d'Tariffer, wou verschidden Ënnerscheeder bestinn, well mer och do a ville Länner bis elo déi Unisextariffer net hunn.

Et muss een awer wëssen, datt och d'Assurancen déi Verträg vun der Schwangerschaft an de Gebuerten, wou se als Risikofacteur duergestallt ginn, an zwee Joer mussen änneren. Ech si mat der Madame Err d'accord fir ze soen, datt een net Männer a Fraen do ka vergläichen. Vu datt d'Männer jo bis elo nach keng Kanner kréien, ass et eng aner...

(Interruption)

Nach keng. Dat ass nach alles net ze soen, well ech denken, datt mer well esou vill Changementer do erlieft hunn, datt een dat och net méi am definitive bis zum Schluss ëmmer ka soen.

Also ass dat souwisou eng Klausel, déi fir zwee Joer ass. Wat déi aner „opting out"-Klausel ubelaangt, do ass et also un den Assurancë selwer, op actuariel Bewäertungen a versécherungstechneschen, mathematesche Facteuren, fir ze weisen, datt se domadder Ënnerscheeder géife kréien. Mir gesinn zum Beispill, datt op eng Kéier d'Frae do dervu profitéieren - dat ass bei der Assurance décès, well se méi laang liewen; dat ass och nach eng Fro vun der Zäit, denken ech - an op där anerer Säit d'Män-

ner profitéiere bei den Zousazrenten, well eben hir Liewenserwaardung méi kuerz ass.

De Commissariat aux assurances muss dëst bestëmmen, déi Facteuren zesummestellen an och regelméisseg aktualiséieren. Déi ënnerleien enger bestänneger Kontroll vun der Europäescher Kommissioun. Et ass also net eppes, wat een iergendwou do kann erfannen an dann emol soen: Dat schreiwe mer elo sou. Mä et ass d'Europäesch Kommissioun, déi dat kuckt. Bis 2010 muss d'Kommissioun och dem Europaparlament an dem Conseil e Rapport maachen iwwert d'Uwendung vum Geschlecht bei de Facteur-actuarielen an deene respektive Memberstaten. Op dëse Rapport hi kann d'Kommissioun Ännerungspropositioune vun der Direktiv virschloen.

Lëtzebuerg muss also och no fënnef Joer seng Décisiounen iwwerpréiwen op Basis vum Rapport vun der Kommissioun, an da kucke wat do derzou décidéiert gëtt. Da gesäit een, ob mer virufuere mat deene Klauselen an deenen „opting out"-Klauselen oder net, oder firwat mer eis décidéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier hätt ech léiwer och gehat wa mer méi Zäit gehat hätten, fir kënnen iwwer eng ganz Partie vu Froen hei ze diskutéieren. Näischt verhënnert, fir ze gesinn - och wann dat heiten ee Joer besteet -: Dat doten ass gutt gaangen, dat doten ass manner gutt gaangen, datt een da seet: Ma da changéiere mer dat Gesetz. Do sinn anerer, déi mer changéieren. Dat heiten ass net - ech weess net - eent, wat ni méi däerf geännert ginn. Esou datt ech denken, wann een dat wëllt maachen, datt een dat jo dann och am nächste Joer ka maachen, an datt mer dat an aller Rou kënne maachen, esou wéi mer aner Projeten an aner Propositiounen amgaange sinn ze iwwerdenken, an ze kucke wéi mer méi dodranner kënne kréien, ouni datt dat onbedéngt och mat enger Direktiv eppes ze dinn huet.

Mä op jidde Fall wär ech frou, wann awer d'Leit sech dat géifen iwwerleeën, ouni wëllen ze soen, datt een dat elo muss stëmmen. Mä ech wär op jidde Fall frou wa mer awer eng Majoritéit hei fir dee Projet géife kréien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Jacobs.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung. Mir si fir d'éischt konfrontéiert mat den Amendementer, déi déi honorabel Madame Loschetter déposéiert huet. Mir stëmmen der Rei no of iwwert déi zwee Amendementer, an da stëmme mer iwwert de Projet de loi of.

Amendement 1

De Vote fänkt un iwwert d'Amendement 1 betreffend de Punkt 4 vum Artikel 3.

Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen, bei 8 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marcel Oberweis), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes).

Se sont abstenus: Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Anne Brasseur), Mme Colette Flesch (par M. Alexandre Krieps), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

M. Aly Jaerling.

Amendement 2

Mir stëmmen dann of iwwert den zweeten Amendement vun der Madame Loschetter, dee virgesäit, fir en neien Artikel 15 bäizeflécken. De Vote iwwert dësen Amendement fänkt un.

Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 49 Nee-Stëmmen, bei 2 Abstentiounen an 8 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par Mme Christine Doerner), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer et Roland Schreiner;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: Mme Vera Spautz;

M. Paul Helminger.

Mir stëmmen dann iwwert de ganze Projet de loi of, esou wéi en an den Texter proposéiert gëtt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5739 ass ugeholl mat 36 Jo-Stëmmen, bei 1 Nee-Stëmm an 21 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marcel Oberweis), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Projet de loi. Dat ass deen iwwert d'Schafung vun enger Administratioun vun der Navigation aérienne. Et sinn ageschriwwe bis elo: den Här Spautz, d'Madame Brasseur, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Roland Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

8. 5742 - Projet de loi portant

a) création de l'Administration de la navigation aérienne

b) modification de - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; - la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg; b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile; - la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare;

c) abrogation de la loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'administration de l'Aéroport

Rapport de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5742, dee mer haut hei diskutéieren, an deen ech d'Éier hunn am Numm vun der Transportkommissioun ze rapportéieren, huet zum Zil virum Hannergrond vun der Liberaliséierung vum europäesche Flugwiesen déi bestoend Administration de l'aéroport aus dem Joer 1975, wat eng staatlech Verwaltung ass, ëmzewandelen an eng nei Verwaltung, ënnert dem Numm «Administration de la navigation aérienne».

Déi nei Verwaltung, déi eng staatlech Verwaltung bleift, wäert awer net nëmme just en neien Numm hunn - den Numm ass eigentlech zweetrangeg -, mä wäert virun allem virum Hannergrond vun den europäesche Bestëmmungen ab dem 1. Januar 2008, anescht wéi bis elo, mat enger separater Gestioun um finanzielle Plang funktionéieren. Mat dësem Gesetzesprojet passt sech eis Regierung de communautären Exigenzen am Kader vum Ciel unique européen un. De Ciel unique européen ass e Paquet vu véier europäesche Reglementer, déi schonn am Mäerz vum Joer 2004 ugeholl gi sinn.

Här President, grad wéi a villen anere Beräicher, ginn och am europäesche Flugwiesen déi national Grenze lues a lues opgehuewen. Schonn Enn vum Joer 1999 huet d'Europäesch Kommissioun éischt Propositioune gemaach, fir en eenheetlechen europäesche Loftraum ze schafen. Dës Initiativ ass ausgaange vun der Iwwerleeung an der Feststellung, dass den europäesche Loftraum iwwerlaascht ass, an et dofir heefeg zu Verspéidungen an natierlech och zu méi héije Sécherheetsrisike kéint kommen. Et ass aliichtend, dass een dës Problemer sécher reduzéiere kann, wann d'Gestioun vum Loftverkéier méi rationell strukturéiert gëtt a sech net onbedéngt un nationale Grenzen orientéiere muss, verbonne mam Zil natierlech, fir zousätzlech Capacitéiten ze schafen an déi global Effizienz ze verbesseren.

Ech hu gesot, am Mäerz 2004 sinn also an dësem Kader véier europäesch Reglementer a Kraaft getrueden, déi eng Rei vu Moossname virgesinn, déi derzou solle bäidroen dësen eenheetlechen europäesche Loftraum ze schafen. Dat éischt ass e Kaderreglement. Déi aner sinn éischter technesch Reglementer iwwert d'Déngschter vun der Flugsécherung, iwwert d'Organisatioun an d'Benotzung vum Loftraum an iwwert d'Interopérabilitéit am europäesche Réseau fir d'Gestioun vum Flugverkéier.

Primäert Zil vun dëse Mesuren ass et, wéi ech et scho gesot hunn, fir den europäesche Loftraum méi effizient ze notzen, d'Capacitéiten ze erhéijen an déi allgemeng Sécherheet ze verbesseren. Dat Ganzt berout, an dat ass e ganz wichtege Prinzip vun der Strategie vum Ciel unique européen, op enger ganz klorer an däitlecher Trennung tëschent deene jeeweilegen nationalen Autoritéiten, déi fir d'Iwwerwaachung an d'Régulatioun zoustänneg sinn, an deene verschiddenen Acteuren, den Déngschtleeschter, déi op de Flughäfen an am Flugwiesen täteg sinn.

Déi véier Reglementer sinn awer och ze gesinn am Kontext vun der Liberaliséierung vun den Déngschtleeschtungen am Beräich vum Flugverkéier generell. Domat verbonne sinn dann och Moossname vun der Europäescher Unioun, fir d'Konkurrenzverzerrungen ze verhënneren, an de Prinzip vum Usager-payeur ze generaliséieren. An engem Domän, dee bis viru kuerzem nach ganz ënner nationaler Souveränitéit loung, musse sech d'Memberstaten deemno an Zukunft verstäerkt u bestëmmte Regelen halen.

Här President, fir eis Lëtzebuerger Strukturen un déi nei Situatioun unzepassen, hat de Regierungsrot schonn den 11. Juni vum Joer 2004 décidéiert, dass eng ganz kloer Trennung tëschent engersäits der Autoritéit, déi fir d'Régulatioun an d'Iwwerwaachung zoustänneg ass, an anerersäits den Déngschtleeschter komme misst. Dat bedeit konkret, dass d'Missioune vun der Direction de l'Aviation civile, déi fir d'Iwwerwaachung an d'Régulatioun zoustänneg ass, vun deene vun der Flughafeverwaltung an och vu lux-Airport kloer mussen ofgegrenzt ginn an déi verschidde Verantwortlechkeeten ajustéiert respektiv nei definéiert ginn.

Ech wëll an deem Kontext drun erënneren, dass och d'Chamber de Mäerz 2005 sech dëser Positioun ralliéiert huet an an enger Motioun festgehalen huet, an ech zitéieren: «confirme le Gouvernement dans sa volonté de veiller dans le domaine de l'aviation civile à une distinction nette entre les fonctions normatives et de contrôle, d'une part, et celles relatives aux prestations de service, d'autre part, tout en promouvant parallèlement le renforcement de la culture de sécurité impliquant l'ensemble du secteur de l'aviation civile».

Fir am Dialog mat allen Acteuren d'Problematik unzegoen, huet den Transportminister am Mee vum Joer 2006 d'Acteuren alleguerten aus dem nationale Flugwiesen op en Hearing ënnert dem Titel „fir een zukunftsfäege Findel" invitéiert gehat, fir si iwwert d'Erausfuerderungen, virun déi eis déi nei EU-Bestëmmunge géife stellen, ze informéieren a fir verschidden Optiounen an deem Kontext ze diskutéieren.

An deene Méint duerno goufen a ville Réuniounen op verschiddenen Niveauen och verschidden Zeenarien analyséiert, woubäi eng Fro ëmmer erëm opgetaucht ass, nämlech déi vun der juristescher Form vun där neier Flughafeverwaltung mat zwou Optiounen: engersäits déi vum Établissement public an op där anerer Säit déi vun der staatlecher Verwaltung. Am Verlaf vun den Diskussioune mat deene verschiddenen Acteuren, wou och d'Transportkommissioun een dovu war, huet sech dunn erauskristalliséiert, dass, fir den europäeschen Exigenze gerecht ze ginn, awer och fir verschiddenen Uleiesse vun de Sozialpartner Rechnung ze droen, d'Form vun der staatlecher Verwaltung appropriéiert wier, awer als Service de l'État à gestion séparée, fir op déi Manéier d'Transparenz um Niveau vun de Finanzen an der Kontabilitéit esou ze gewährleeschte wéi d'europäesch Normen et virgesinn a virschreiwen.

De Regierungsrot huet sech dann och den 1. Dezember vum leschte Joer fir dës juristesch Form vun der neier Struktur ausgeschwat. Eng separat Kontabilitéit an der Flughafeverwaltung ass noutwendeg fir garantéieren ze kënnen, dass an Zukunft d'Flughafendéngschter iwwert d'Redevancen, déi vun den Utilisateure bezuelt ginn, gedeckt kënne ginn, esou wéi d'Europäesch Unioun dat och verlaangt.

Et geet dann och drëm fir an der interner Kontabilitéit d'Käschten an d'Revenuen, déi sech op d'Flughafendéngschter bezéien, ze ventiléieren, d'Konte regelméissegen Auditen ze ënnerzéien, d'Finanzkonten ze publizéieren, e jährleche Rapport ze veröffentlechen a fir all déi aner Déngschtleeschtungen, déi net direkt eppes mat der Flugsécherung ze dinn hunn, consolidéiert Konten ze presentéieren.

Ech hu gesot d'Käschte vun de Flughafendéngschter musse sech iwwert d'Redevancë finanzéieren, woubäi de Kader vum System vun der Tarificatioun zimlech prezis iwwert d'europäesch Bestëmmungen definéiert ass. Esou muss de Coût vun deene verschiddenen Déngschtleeschtunge fir all

Service separat fixéiert ginn. D'Subventions croisées si prinzipiell net méi méiglech oder héchstens aus prezisen objektiven Ursaachen eraus nach erlaabt, an d'Transparenz vun der reeller Käschteberechnung muss garantéiert sinn. D'Modalitéite vun dësem System ginn duerch een europäescht Reglement vum 6. Dezember aus dem Joer 2006 definéiert.

Här President, fir déi nei Administration de la navigation aérienne wäert et sécher eng ganz grouss Erausfuerderung ginn, fir elo an deenen nächste Joren e Plan d'entreprise opzestellen, deen och iwwer mindestens fënnef Joer muss lafen an dee kloer Objektiver festleet um Niveau vun der Gestioun vun der Sécherheet, um Niveau vun der Qualitéit vun den Déngschtleeschtungen an och um Niveau vun der Verbesserung vun der globaler Effizienz.

Dass dozou och déi néideg Personaleffektiver mussen do sinn, dat versteet sech vum selwen. Am Budgetsgesetz fir d'Joer 2008 ass jo och schonn den Engagement vun zousätzlechem Personal, wéinstens zum Deel, virgesinn.

Den Handlungsspillraum, deen d'europäesch Bestëmmunge bei der Tarificatioun léisst, ass eigentlech net grouss. Et muss also hei elo drëm goe fir dee richtegen Equiliber ze fannen tëschent de Contrainten, déi d'EU eis operleet, an de Besoine vun deene verschiddenen Acteurë vum Findel, well dee muss jo konkurrenzfäeg bleiwen, ouni dass Ofstrécher bei der Sécherheet an der Qualitéit musse gemaach ginn. Dat ass ganz sécher e Spagat, deen ze maachen ass, fir engersäits d'Redevancen esou ze aménagéieren, dass se déi ufalend Käschten ofdecken, a se gläichzäiteg op esou engem Niveau ze halen, dass eise Flughafe konkurrenzfäeg am internationale Verglach a virun allem och an der Groussregioun bleift.

De Projet de loi hält dann och eng ganz kloer Trennung fest tëschent de Missioune vun der neier Administration de la navigation aérienne an der lux-Airport S.A., deem zweeten Acteur um Flughafen. Woubäi een et esou kann duerstellen - e bësse plastesch -, dass alles wat sech an der Luucht ofspillt an eppes mat Sécherheet ze dinn huet an de Kompetenzberäich vun der ANA, der neier Verwaltung fält, an alles wat zu den Aktivitéiten um Buedem zielt, zum Zoustännegkeetsberäich vun der lux-Airport ze rechnen ass, mat Ausnahm allerdéngs vum Entretien, dem Balisage vun de Pisten an och dem Rettungswiesen, déi bei där neier Flughafeverwaltung wäerte bleiwen.

Eng kloer Trennung, ech hunn dat schonn éinescht gesot, gëtt et dann och a muss et och ginn zur Direction de l'Aviation civile, déi d'Aufgab huet d'Applikatioun vun der Réglementatioun an de communautären Exigenzen am Kader vum Ciel unique européen ze iwwerwaachen a sécherzestellen. Si stellt och déi néideg Certificatiounen aus, wa sech conforméiert gëtt, mä si kann och déi Certificatiounen erëm entzéien, wann een Acteur sech net un d'Spillregelen hält.

Voilà, Här President, ech mengen dat wär et gewiescht. Am Résumé kann ee soen, dass mer mat dësem Projet de loi d'Viraussetzunge schafen, fir eis um Niveau vun der Onofhängegkeet, der Transparenz an och der Verantwortung dem europäesche Recht ze conforméieren a sécherzestellen, fir dass mer och an Zukunft eng bedeitend Roll am internationale Flugwiese spille kënnen.

Dofir wier ech frou, Dir Dammen an Dir Häre, Här President, wann dëse Projet de loi d'Zoustëmmung vun alle Fraktioune fanne kéint. Ech ginn op alle Fall am Numm vu menger Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, duerch de Projet de loi 5742 gëtt de legale Kader vun der aktueller Flughafeverwaltung un déi aktuell europäesch Normen a Virschréften ugepasst. Et handelt sech heibäi ëm Mesuren, fir een eenheetlechen europäesche Loftraum ze schafen, mam Zil d'Sécherheet ze verbesseren an ze stäerken, esou wéi den europäesche Loftraum ze restrukturéieren.

Et ass awer net fir d'éischt, datt mir eis national Gesetzgebung iwwert de Fonctionnement an d'Exploitatioun vum Lëtzebuerger Flughafen adaptéiere mussen. De legale Kader huet schonn e puer Joer um Bockel an ass an der Vergaangenheet ëmmer erëm op verschidde Punkten ofgeännert respektiv erweidert ginn.

Ugefaangen huet alles mam Gesetz vum 26. Juli '75. Deemools gouf d'Administratioun vum Flughafe geschafen. Dës Verwaltung géréiert haaptsächlech déi technesch an operationell Infrastrukturen um Flughafen. Dorënner falen ënner anerem all déi Servicer, déi vun der Organisatioun de l'aviation civile internationale, kuerz d'OACI, virgeschriwwe sinn an déi e Flughafe muss virweisen, fir de Statut vun engem internationale Flughafen ze kréien. D'Administratioun regelt zum Beispill och de Flugverkéier an eisem Loftraum, assuréiert awer gläichzäiteg de Service météorologique vum Flughafen, genausou wéi de Service radiotechnique oder de Service Incendie.

Am Joer 1999 koum et bedéngt duerch ënner anerem eng europäesch Direktiv zu enger Neierung. Dat Joer gouf d'Direktioun vun der ziviler Aviatioun geschaf. Si kontrolléiert a koordinéiert d'Aktivitéite vun de verschiddenen Opérateuren um Findel. D'Autorisatiounen an d'Ausstelle vun de Lizenze fir Fluggesellschaften an d'Piloteschäiner falen och an hire Kompetenzberäich.

2001 gouf d'Société de l'Aéroport, och nach lux-Airport genannt, gegrënnt, déi d'Exploitatioun vum Flughafe Findel no privatwirtschaftleche Kritäre géréiert. Dës Bedreiwergesellschaft dréit och ab Abrëll 2008 d'Responsabilitéit fir déi nei Aérogare.

Et ass net einfach d'Kompetenzverdeelung bei deenen eenzelne Strukturen a Verwaltungen ze iwwerblécken, an heiansdo huet ee Problemer erauszefannen, wéi eng Administratioun dann elo fir wat genee um Flughafe responsabel ass.

Haut setze mir dann elo de Paquet Ciel unique européen ëm, deen op enger klorer Trennung tëschent dem Prestataire de services de navigation aérienne an der nationaler Iwwerwaachungsinstanz berout.

Mir profitéieren awer och vun der Situatioun, fir an dësem Gesetz kloer Missiounen a Responsabilitéite vun der heiteger Direktioun vun der ziviler Aviatioun an der Flughafeverwaltung ze definéieren. D'Flughafeverwaltung, déi an Zukunft d'Administration de la navigation aérienne heescht, kritt des Weidere souwuel en organisatoresche wéi och e finanzielle Kader definéiert.

Déi nei Loftfaartverwaltung séchert elo exklusiv all déi Servicer, déi vun der Europäescher Communautéit virgeschriwwe sinn. Dës Verwaltung ass dann zum Beispill responsabel fir d'Radarinstallatiounen, d'Iwerwaachung vum Loftraum, regelt de Flugverkéier um Buedem an an der Loft; si kontrolléiert ausserdeem d'Anhale vun Aflugschneisen an d'Kaméidigrenzwäerter, gëtt Start- a Landeerlaabnis an ass responsabel fir den Entretien vun de Pisten an esou weider an esou fort. Hir Missioune si ganz ënnerschiddlech a ginn am Detail am Artikel 2 vum Gesetzesprojet opgezielt.

De Rapporteur vum Projet de loi, de Roland Schreiner, deem ech am Numm vun der CSV-Fraktioun fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport wëll félicitéieren, huet dat scho virdrun erläutert.

Kontrolléiert ginn déi sëllech ënnerschiddlech Missioune vun der neier Loftfaartverwaltung vun der Direktioun vun der ziviler Loftfaart. Si ass déi national Kontrollinstanz, déi d'Ëmsetze vum eenheetlechen europäesche Loftraum iwwerwaache soll an agräift, wann eppes net esou leeft, wéi et soll lafen.

Nach e puer Wuert iwwert d'Personal. Ech hoffen, datt déi nei Loftfaartverwaltung mat deem noutwendegen a qualifizéierte Personal ausgestatt gëtt, fir all déi Missiounen ze erfëllen, déi hir duerch dëst Gesetz operluecht ginn.

Och soll méi Dialog gefouert ginn, fir déi bestehend Problemer beschtméiglech unzegoen an ze léisen. De Minister Lucien Lux huet déi lescht Wochen a Méint jo och e puer Mol mat deene jeeweilege Personalvertrieder Diskussioune gefouert, fir verschidde Problemer, déi nach am Raum stoungen, aus der Welt ze schafen.

Ech mengen, mir kënnen eis et net nach eng Kéier erlaben a leeschten, datt eise Flughafen wéi d'lescht Joer an de Fokus vun der internationaler Press geréit, datt do Sécherheetsbestëmmungen net géifen agehale ginn. Dir kënnt Iech alleguerten nach dodrun erënneren.

No intensive Kontrolle goufe mir vun der OACI-Instanz kritiséiert a gerügt, well duerch den aktuelle Personalmangel an aner Mëssstänn déi international Sécherheetsstandarden net méi erfëllt waren. Mir ware kuerz virdrun, de Statut vun engem internationale Flughafen ze verléieren. Dëst wär wirtschaftlech a fir den Image vum Standuert Lëtzebuerg eng absolut Katastroph gewiescht. Esou eppes dierf an Zukunft net méi passéieren.

Ech wëll och vun dëser Plaz aus deene Leit all Merci soen, déi dozou bäigedroen hunn, datt mer all déi Sécherheetsmängel, déi do waren, schnellstméiglech konnte behiewen, an ech hoffen, datt mat dësem Gesetz Kloerheet geschafe gëtt, fir datt jiddfereen an Zukunft weess, wou seng Kompetenzen a besonnesch wou seng Responsabilitéite leien. Eng effikass Gestioun an Exploitatioun vun eisem Flughafen ass wichteg fir eis Ekonomie an och fir eist ganzt Land.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann alles gesot ass, muss een et net nach eng Kéier widderhuelen. De Rapporteur, deem ech wëll félicitéieren, dee war esou komplett...

Une voix.- Très bien.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- ...a sengem Rapport, deen en der Chamber do gemaach huet am Numm vun der Kommissioun, an den Här Spautz huet dat nach eng Kéier widderholl, sou datt ech deen Exercice net nach eng Kéier wäert maachen.

Ech wëll Iech just soen, datt ech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur, fir déi kloer an däitlech Ausso. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci. Ech wëll awer dann och probéieren dat kuerz ze halen. Ech spieren dofir en allgemenge Wonsch am Sall, Här President, ausser Dir widderspriecht mer.

Fir d'éischt wëll ech am Numm vun der grénger Fraktioun dem Rapporteur, dem Här Schreiner, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht. En huet schonn op all déi Saachen higewisen, op déi ech dann net nach eng Kéier wëll agoen, notamment op den europäesche Kontext „Open Skies“ an dat, wat hei d'Obligatioune waren, déi mer ze respektéieren haten an déi mer elo mat dësem Gesetz dann och wäerte respektéieren.

Ech wëll awer trotzdeem zwee Wuert soen, fir nach op zwou Saachen anzegoen. Déi éischt, well vläicht eiser Meenung no e bëssen ze séier iwwert déi Diskussioun ewechgaangen ass, déi mer gefouert hunn, ier mer eis schlussendlech gëeenegt hunn op eng Administratioun.

Ech wëll rappeléieren, datt et déi initial Absicht war vun der Regierung a vun der Majoritéit, fir en Établissement public ze grënnen, wou et Argumenter dofir awer och dogéint gëtt eiser Meenung no, wou awer och vill Zäit verluer ginn ass. A mir hunn an dësem Dossier net esou schrecklech vill Zäit a Sputt am Moment, an et ass eigentlech schued, datt mer zu deem Zäitpunkt relativ vill Zäit domadder verbruecht hunn, eis doriwwer ze ënnerhalen, ob dann elo déi europäesch Direktiven en Établissement public, also eng Gestioun ausserhalb vun der klassescher Verwaltung géife virschreiwen oder net. Doriwwer ass laang diskutéiert a polemiséiert ginn zum Deel tëschent der Verwaltung an och de Personalvertriedungen um Findel.

Hannert deem Argument vun der Obligatioun, fir eng Trennung ze maachen, war schlussendlech net schrecklech vill, an dat hätt een och kënnen éischter erausfannen, dann hätt ee méi fréi schonn op ee méi einvernehmleche Wee kënne goen an déi Solutioun zréckbehalen, déi mer elo hunn, nämlech där vun enger Verwaltung, wat eiser Meenung no als gréng Fraktioun de richtege Wee ass.

Hei geet et och ëm Froen, déi mat der Souveränitéit ze dinn hunn, a mir waren eigentlech der Meenung, datt - ouni Schwaarz-Wäiss-Molerei ze bedreiwen - déi Solutioun, déi mer hei hunn, déi ass, déi eis Preferenz huet, an dat hu mer och an engem fréie Stadium vum Dossier scho gesot.

Wat mer also haut maachen, ass d'Ofschafe vun der Administratioun, déi mer um Findel hunn, an d'Schafe vun enger neier Verwaltung, déi sech also mam Ëmsetze vun den Direktive muss ofginn.

Den Här Schreiner huet gesot, domat hätte mer d'Viraussetzunge geschafen, déi an der Direktiv verlaangt sinn. Dat ass richteg, mä awer nëmmen deelweis richteg, well en Deel vun de Viraussetzungen, déi et ze schafe gëtt, sinn nach net geschafen. Wuel ass den Text noutwendeg, mä et sinn nach eng Partie Froen, déi gekläert musse ginn.

D'Gesetz, esou wéi mer et elo hunn, erlaabt jo och op verschiddene Punkten eng relativ grouss Flexibilitéit.

Wa mer den Artikel 4 liesen, deen d'Zesummenaarbecht erlaabt och mat externe souwuel Personnes physiques wéi Personnes morales, sief et de droit privé, sief et de droit public, da gesi mer awer, datt, trotzdeem et eng Verwaltung ass am eigentlech klassesche Sënn vum Wuert, hei awer eng Verwaltung geschafe gëtt, déi all déi Flexibilitéiten huet, déi ee brauch, fir kënnen op engem Marché ze operéieren, wou et weltwäit Enjeuë gëtt a wou een net ëmmer all Know-how an engem relativ klengen Haus wéi dem Lëtzebuerger Findel-Haus kann hunn.

Eng Fro, déi mer dem Minister awer wollte stellen, oder e Strang vu Froen, vun deene mer och mengen, datt eng Äntwert op si misst kommen, dat ass déi Fro vun den Zertifikatiounen. Wann ee seet, mir hunn Direktiven a mir hunn ee Gesetz, wat déi ëmsetzt, mir schafen elo eng Administration de la navigation aérienne, domat sinn en Deel vun de Viraussetzunge geschafen, den Här Schreiner huet et wéi gesot schonn ënnerstrach, da muss allerdéngs dat, wat do geschafe gëtt, och certifiéiert ginn. Et muss also unerkannt ginn no bestëmmtene Regelen, datt dat, wat mer geschafen hunn, an dat, wéi et an der Praxis funktionéiert, och de Regelen alleguerten entsprécht, net nëmmen um Pabeier, net nëmmen an der Theorie, mä och tatsächlech an der Praxis vun deem, wat do uewen ass.

Mir hate jo schonn emol Problemer. Et ass nach net esou laang hier, wou um Niveau vum lux-Airport et Problemer gouf, well mer jo fir eng kuerz Zäit a par rapport zu den däitschen Noperen als non-Schengen deklaréiert gi waren, wat eis eng Partie Misär geschafen huet, wat mer glécklecherweis geregelt kritt hunn, mä mir hunn elo nach e puer aner Zertifikatiounen ze maachen. Déi bewege sech am direkte Kompetenzberäich vun der nei geschafener Administration de la navigation aérienne an do fält natierlech och eng grouss Roll der DAC zou, déi jo hei zu Lëtzebuerg de Régulateur spillt.

Mir wollten de Minister eigentlech froen, wou mer dru si mat deene Zertifikatiounen. Et geet dorëms, datt d'ANA, d'Administration de la navigation aérienne, kann als offizielle „service provider“ certifiéiert ginn, fir am Beräich vun der Navigation aérienne kënnen opzetrieden, also eng Lux-ANSP-Zertifizéierung ze kréien.

Dat bedéngt verschidde Saachen. Et ass d'DAC, déi dat ka certifiéieren. Dat bedéngt, dass mer souwuel bei der SMS wéi bei der QMS sämtlech Kritären erfëllen. Mir wëssen, dass mer bei der SMS, dat ass de Safety Management System, also do wou et am breede Sënn vum Wuert ëm d'Sécherheet geet, schonn en Audit am Summer 2007 haten. Deen ass nach net ofgeschloss. Op deen Audit gëtt et keng Äntwert. Dee Ball läit bei der DAC, deen ass nach net gespillt.

Et sinn och verschidde Mängel fonnt ginn, wat ee Findings nennt. Dat sinn nach keng Netconformitéiten, mä aus Findings, déi een net an engem vernünftegen Délai aus der Welt schaaft, kënnen Netconformitéite ginn, an da verweise mer eben nach eng Kéier op déi non-Schengen-Geschicht, déi mer eis an dësem Beräich sollten erspueren.

Am Beräich vum QMS, vum Quality Management System, si mer och nach net immens wäit komm. Do gëtt et wuel zwou Saachen, déi scho gemaach gi sinn. Dat ass um Niveau vun der Météo an och um Niveau vum AIS, dat ass de Service de la navigation, Plans de vol, etc. Déi hu virun enger Zäitche schonn op Eegeninitiativ hi sech mat hirer Zertifizéierung beschäftegt. Mä och do gëtt et nach keng definitiv offiziell Äntwert vun deenen, déi et offiziell solle certifiéieren, an et feelen eben nach ëmmer eng ganz Partie Saachen zu deem zweete Volet QMS.

Do sollten, eisen Informatiounen no, an dësen Deeg och op der Plaz Ënnersichunge gemaach ginn. Et ass en Audit gemaach ginn. Do huet d'DAC d'Servicer vu British Standards erbäigezunn. Laut eisen Informatiounen huet dat awer elo net stattfonnt. An dat ass natierlech net gutt, well et ass awer en Datum am Raum, dee vum 22. Dezem-

ber 2007, wat e Bréisseler Datum ass, an deen ass net schrecklech wäit vun hei ewech.

D'Fro ass also: Wou si mer dru mat den Zertifizéierungen, fir déi Lux-ANSP-Zertifizéierunge kënnen ze erdeelen?

Um Findel si mer op zwee Punkten net wäit komm an do hu mer am Moment e relativ zolitte Problem. Et wier gutt, wann d'Regierung net nëmme sech géif mam Vote vun dësem Text beschäftegen, mä mat deem, wat um Terrain muss geschéien, fir dass mer kënnen à tout point konform ginn - wat mer am Moment nach net sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Et ass elo kee Riedner méi ageschriwwen, duerfir huet d'Regierung d'Wuert, den Här Minister Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol e Merci och un de Kolleeg Roland Schreiner, deen net nëmmen de Mëtteg, mä och an der Kommissioun eng exzellent Aarbecht gemaach huet, fir dass mer esou schnell wéi et méiglech war an dësem Dossier virukomm sinn. Ech ginn och net méi elo an op déi laang Diskussioun, déi mer gefouert hunn, woubäi, Här Gira, e Sozialdialog, hunn ech geléiert a jonke Joren, ni eng verlueren Zäit ass. An dass mer eis wierklech Zäit geholl hunn, fir eis mat de Vertrieder vum Personal an Hearingen, an Tables rondes, a Workshopen ze ënnerhalen, fir zum gudde Wee ze kommen; dat halen ech nach ëmmer fir gutt investéiert Zäit, an net fir verlueren Zäit.

Et kéint ee jo soen, Här Braz, mir hätten am Laf vun deem ganze Prozess dräi Méiglechkeete gehat, well a sech hate mer d'Méiglechkeet vum Établissement public fir déi hei Verwaltung oder d'Statsverwaltung esou loossen. Mir hunn am Ufank am Hearing zu Beetebuerg souguer och nach geschwat iwwer eng Méiglechkeet, och lux-Airport an déi hei Verwaltung mateneen ze gesinn an engem Établissement public. Mir hu jo villes do vu Méiglechkeeten diskutéiert.

Dir hutt Recht: Bei alle Solutiounen an allen Hypotheese gouf et Vir- an Nodeeler. Et war keng, wou et nëmme schwaarz war, an et war keng, wou et nëmme wäiss war. Ech mengen, dass mer en fin de compte, nodeem mer eng grouss Réuniouun mam gesamte Personal organiséiert hunn an dat diskutéiert hunn, zur Konklusioun komm sinn, ëmmer erëm ënnert der Virgab, dass dat vu Bréissel och géif esou gesi ginn.

Déi Zäit, déi mer verluer hunn, war jo zu engem gudden Deel fir och erauszefannen, wou dann d'Bréisseler Kommissioun wierklech géif de Perimeter setze fir d'Indépendance vun deem, wat mer hei maachen, vis-à-vis vun deenen aneren Acteuren. Dat wat konform ass zum Audit vu McKinsey, konform ass zu der Motioun, déi mer hei gestëmmt hunn, alles dat huet jo missen erausfonnt ginn.

Ech menge mir hu bal méi Zäit verluer, fir bei der Kommissioun ëmmer och de Go ze kréien a sécher ze sinn, dass mer herno mat där Léisung och géife weiderkommen, dass d'Statsverwaltung mat enger Gestion séparée och vu Bréissel géif als konform ugesi ginn zu de Regele vum Ciel unique. Dee Wee si mer elo gaangen.

Ech muss soen, ech hunn an deene leschten Deeg an deenen Diskussiounen, déi ee féiert, der bei der Représentatioun vum Personal fonnt, déi gesot hunn: Wa mer haut dat esou kucken, da kéint een och denken, den Établissement public wär vläicht awer déi besser Léisung gewiescht. Well mer awer fir eng Rei vu Froen, ënner anerem déi Personalfroen, an der Carcasse vun dem Statssecteur elo bleiwen, an ech soen nach ëmmer - ouni erëm eng Kéier d'Diskussioun wëllen opzemaachen; ech mengen, mir schléisse se haut jiddefalls emol fir eng Zäit of -, den Établissement public hätt op deem Beräich sécherlech, wat d'Personal, d'Gestioun vun de Ressources humaines, d'Formatioun, d'Weiderbildung, eng ganz Rei vu Méiglechkeete ginn, an och an der Besoldung vun de Leit hätt een eng Rei vu Fräiheete kritt, déi elo op jidde Fall reduzéiert sinn, wou een an enger Carcasse ass, déi Der kennt, déi net ëmmer einfach ass.

Esou dass ech mengen, dass déi Décisioun, déi mer haut huelen, deen Départage, dee mer musse maachen, deenen eenzelnen Acteurë gerecht gëtt, a wa mer do e Konsens fonnt hunn, dann ass dat jo och gutt esou.

Wat d'Sécherheet ubelaangt, den Här Spautz huet dat nach eng Kéier gesot, mä mäin Appel geet dann awer wierklech u jiddfereen an och un hien, wierklech iwwerall derfir ze suergen - an hien ass jo och nobäi, fir enger Rei vu Leit dat och kënne weider mat op de Wee ze ginn. Ech mengen hie versteet, wat ech wëll soen, dass, wa mer vu Sécherheet schwätzen, den Appel effektiv geet bei jiddfer eenzelnen Acteur, deen douewen um Site schafft. An duerfir soen ech och vun dëser Plaz all deene Leit do, an dat sinn der jo e puer dausend, dass alles, wat mer maachen a puncto Sécherheet, net derfir do ass, fir d'Leit ze kujenéieren, mä ënnert dem Drock vun allen Auditen an alle Reglementer vu Bréissel an international einfach noutwendeg ass.

Duerfir ass mäin Appel wierklech deen ze verstoen, dass et net drëm geet, onnéideg d'Leit ze perturbéiere mat Kontrollen hei an do a mat Regelen. Et geet drëm fir ebe just ze verhënneren, dass den Artikel 15 muer erëm eng Kéier gezu gëtt, well dann hoffen ech, dass déi, déi dann iwwer eis hierfalen, och zu deene gehéiert hunn, déi eis haut hëllefen, fir jiddferengem Eenzelnen do uewen ze soen a kloerzemaachen, dass mer eis un déi Regelen do mussen halen, wa mer d'Renommée an de Charakter vun eisem Flughafen och wëllen assuréiert gesinn.

Eng lescht Bemierkung da fir op eng Fro ze äntwerten, déi zum Schluss gestallt ginn ass vum Kolleeg Braz, dat ass déi am Zesummenhang mat der Zertifizéierung. Ech mengen dann hätt ech vu mir aus dat Wichtegst gesot, well effektiv, de Kolleeg Roland Schreiner huet dat gutt gemaach.

D'Zertifizéierung ass e wichtege Schrëtt, deen elo ëmzesetzen ass. Och do hänke mer ëmmer hannendrun, well dat och e schwieregt Feld douewen ass. Ech wëll hei keng grouss Detailer zielen, mä dass et um Findel, mat all deenen Acteuren, déi do sinn, och deem privaten Acteur lux-Airport, der Statsverwaltung an esou virun, schwiereg ass do wierklech unzekommen, deen Départage kloerzemaachen, derfir ze suergen, dass d'Leit matenee schaffen, dass dat och fir Lëtzebuerg op ville Gebidder Neiland ass, dass eis och oft déi néideg Qualifikatioune feele fir dat gutt a schnell ëmzesetzen. Dat ass och e bëssen de Problem vun enger Lëtzebuerger Situatioun, wou d'Réglementatioun ëmmer méi gräift, ëmmer méi schwiereg gëtt, ëmmer méi komplex gëtt a wou mer wierklech oft mussen och op international Experten zréckgräifen, fir dat ëmzesetzen. Dat ass e bëssen, net nëmmen an deem dote Beräich, e Problem, dee mer generell hunn.

Wat d'Zertifizéierung ubelaangt, huet den Här Braz richteg gesot, dass eng Rei vun Zertifizéierunge fäerdeg sinn, wat d'Météo ubelaangt, de CNS, also Radarberäich, den AIS. Mä natierlech d'DAC, déi dat elo muss maachen an deem Départage vun den Indépendancen ënnereen, déi waart bis se déi Gesamtzertifizéierung ka maachen, an haaptsächlech geet et jo dann do och ëm den ATC, fir dee Beräich ofzeschléissen.

Ech mengen, dass mer haut mat dem Gesetz jo och elo eng Rei vu Bedéngungen nach schafen, déi mer brauchen, fir déi Zertifizéierung ze maachen. Businessplang zum Beispill, d'Fiabilitéit kënnen noweise vun deem, wat hei gesot ginn ass vum Rapporteur a vun Iech och. Recetten an Dépensen, déi elo an enger kloer getrennter Gestion séparée mussen opgewise ginn; alles dat muss geschéien.

Ech mengen, dass Dir zum Schluss gesot hutt, et geet net nëmmen ëm d'Gesetz, et geet och drëm sech Dag fir Dag drëm ze këmmeren, dass dat elo virugeet. Dat maache mer wierklech an aller Intensitéit, haut nach, gëschter nach, d'lescht Woch nach. Ech géif haut de Pronostic woen, dass mer fir de Mäerz d'Zertifizéierung kënnen ofschléissen.

Ech mengen, dass dat...

(Interruption)

Wat gelift?

(Interruption)

Jo.

…an engem Kader dann och geschitt, dee gutt ass. Mir hunn zu Bréissel Ausstand gefrot, fir dat ze maachen. Mir sinn iwwregens do net déi eenzeg. Ech mengen, och wann dat wierklech kee Grond soll sinn, fir da lues ze maachen. Mä ech mengen, mir sinn net déi eenzeg, déi Schwieregkeeten hunn.

Mir sinn iwwregens och net déi eenzeg, déi um Niveau vun den Auditen, wat d'Sécherheet ubelaangt, do ënner Drock sinn. Och op däitsche Flughäfe sinn an deene leschte Wochen Audite gemaach ginn. Déi waren zum Deel och ganz schlecht an de Resultater, wat d'Findings ubelaangt. Mir wäerten awer net - dat kann ech awer hei soen - mar direkt den Artikel 15 géint Däitschland zéien, wa mer déi éischtbescht Geleeënheet kréien. Esou wäerte mer eis net behuelen. Mir hätten och gewënscht, dass déi Däitsch sech deemools am Dezember d'lescht Joer och net esou beholl hätten. Dat ass elo Geschicht.

Mä ech mengen, dass mer déi Zertifizéierung do schnell musse fäerdeg maachen. Ech soen, dat ass en Datum, wou ech haut en Engagement huelen, dass mer dat fäerdeg bréngen. Elo hu mer d'Gesetz. Mer kënnen dann eng ganz Rei vu Saachen och elo fäerdeg maachen, déi et der DAC erlaben, fir zesumme mat där neier Flughafeverwaltung dann och zu deem Resultat ze kommen. An deem Sënn wëll ech der Chamber Merci soen, dass se Zäit gebraucht huet, mä dass d'Resultat sech awer weise kann.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote iwwert de Projet de loi, dee mer elo diskutéiert hunn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5742 ass mat 60 Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Marc Spautz), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

De Projet de loi iwwert d'Établissements classés steet als nächste Punkt op eisem Ordre du jour. Ageschriwwe sinn: den Här Schank, den Här Goerens an den Här Gira. D'Wuert huet fir d'éischt de Rapporteur, den honorabelen Här Roger Negri.

9. 5453 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, haut stëmme mer iwwert de Projet de loi 5453 of, deen dat modifizéiert Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'Établissements classés ofännert, dat am allgemenge Sproochgebrauch als Kommodo-Inkommodo-Gesetz bezeechent gëtt.

Fir d'éischt awer e puer Wierder zur legislativer Prozedur. Den 23. Mäerz 2005 gouf de Projet de loi vum Ëmweltminister déposéiert. De 15. Juli 2005 huet de Statsrot säin Avis ofginn. D'Chambre des Employés privés, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'Chambre du Travail, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn hir Avisen de 25. Mäerz, den 29. Abrëll, den 20. Juni respektiv de 27. Juni 2005 ofginn.

Den 1. Juni 2006 huet d'Ëmweltkommissioun de Projet de loi an den Avis vum Statsrot analyséiert an e Rapporteur genannt. Den 20. Juni 2006 huet d'Ëmweltkommissioun eng Rei vun Amendementer proposéiert, déi de 26. Juni un de Conseil d'État geschéckt gi sinn. Dobäi sinn eng Rei vu Recommandatioune vum Statsrot aus sengem éischten Avis iwwerholl ginn, awer och e puer nei Elementer abruecht ginn, op déi ech nach spéider zréckkommen. De 26. September 2006 huet de Statsrot säin Avis complémentaire ofginn, an och d'Chambres professionnelles hunn nach eng Kéier Stellung geholl. Den 3. Mee 2007 huet d'Regierung schliesslech nach Amendementer gemaach, zu deenen de Statsrot de 6. November vun dësem Joer säin zweeten Avis complémentaire ofginn huet. De 15. November huet sech d'Ëmweltkommissioun nach eemol mam Projet de loi befaasst an den 3. Dezember de Rapport ugeholl.

Här President, dëse Projet de loi huet also, wéi Der elo héieren hutt, schonn e längere Wee hannert sech. Et ass héich Zäit, dass mir dës Prozedur haut ofschléisse kënnen. Bis Mëtt 2005 hätt d'EU-Direktiv 2003/35 a Saache Kommodo-Inkommodo missen ëmgesat ginn. Well dat bis elo net de Fall ass, goufe mer am September vun dësem Joer vum europäesche Geriichtshaff veruerteelt. De Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmmen, soll dofir suergen, dass mer am Beräich vum Kommodo-Inkommodo erëm konform mam EU-Recht sinn. Et bleiwen dann nach verschidden Aspekter am Beräich Waasser ëmzesetzen am Kader vun där Direktiv.

Bei der Kommodo-Inkommodo-Ëmsetzung aus der Direktiv 2003/35 geet et ëm d'Ëmsetzung vun der sougenannter Aarhus-Konventioun, déi Lëtzebuerg de 25. Juni 1998 ënnerschriwwen huet, an déi mer hei an der Chamber den 13. Juli 2005 gestëmmt hunn. Ech erënneren drun, dass d'Aarhus-Konventioun dräi grouss Ziler verfollegt, déi derzou féiere sollen, dass d'Biergerinnen an d'Bierger sech aktiv un der Gestaltung vun der Ëmweltpolitik bedeelege kënnen.

Am éischte Volet geet et drëm de Bierger en direkten Zougang zur Informatioun am Ëmweltberäich ze ginn a si ze encouragéiere vun dësem Recht och gebrauch ze maachen. Op dës Manéier hoffen d'Signatairen d'Bierger fir d'Ëmweltproblemer ze sensibiliséieren an hinne bewosst ze maachen, dass si selwer e wichtege Bäitrag zur Ëmweltpolitik leeschte kënnen.

Am Mëttelpunkt vum zweete Volet vun der Aarhus-Konventioun steet d'Participatioun vun de Bierger, wann et ëm wichteg Décisioune geet, déi d'Ëmwelt betreffen. Bei Projeten, déi en Impakt op d'Ëmwelt hunn, sollen d'Bierger vun Ufank u mat agebonne ginn an net, wéi dat bis elo de Fall war, eréischt um Enn vun der Prozedur.

Den drëtte Volet vun der Aarhus-Konventioun gesäit vir, den Accès zur Justice am Ëmweltberäich ze erliichteren.

Här President, d'Aarhus-Konventioun ass also e wichtege Schrëtt a Saache participativer Demokratie am Ëmweltberäich mat engem optimalen Zougang zur Informatioun mat der Bedeelegung vun Ufank un um Décisiounsprozess a mam Klorecht. Dat schléisst agréiert Ëmweltorganisatioune mat an.

D'Direktiv 2003/35 ännert och zwou aner Direktiven am Sënn vun der Aarhus-Konventioun, déi de Projet de loi vun haut direkt betreffen. Dat eent ass d'Direktiv 85/337 iwwert d'Evaluatioune vum Impakt op d'Ëmwelt vu verschiddene Projeten. An dat anert ass déi sougenannten IPPC-Direktiv 96/61 (Integrated Pollution Prevention and Control). Hei gëtt d'Participatioun vun de Bierger an den Accès zur Justice nei geregelt am Beräich vun der Kommodo-Inkommodo-Législatioun.

Ech gräife konkret hei elo déi véier allerwichtegst Ëmännerungen eraus.

Als éischt ginn d'Kommodo-Inkommodo-Prozeduren exakt un dat ugepasst, wat d'EU-Recht virgesäit. Dat betrëfft virun allem d'Aart a Weis wéi d'Öffentlechkeet agebonne gëtt. D'Ëmweltkommissioun huet sech, wat d'Prozeduren ugeet, an deem Kader awer och erlaabt nach eng zousätzlech Ännerung iwwer en Amendement mat anzebréngen, andeems se verschidden Délaie vun de Prozeduren ännert, fir den Erfahrungen aus der Praxis Rechnung ze droen. Insgesamt ginn d'Prozeduren dofir net méi laang, éischter méi kuerz. Mir hoffen, dass d'Aarbecht vun deene betreffenden Admi-

nistratiounen doduerch méi effikass kann organiséiert ginn.

Konkret ginn zwar d'Délaie fir en Dossier ze ënnersiche verduebelt, mä den Délai de décision gëtt ëm d'Halschent reduzéiert. Dat hëlleft der Ekonomie och besser ze plangen. Ass en Dossier duerch d'Kontrollinstanze gelaf an dat war an der Rei, da gëtt den Investisseur a vill méi kuerzer Zäit d'Décisiioun gewuer, wat méi e schnellt Virukomme vun de Projete bedeit.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Huele mer emol e konkret Beispill vun der Kommodo-Klass 1. Dat sinn déi méi gréisser Projeten; an deem Fall hei déi viséiert Projeten, déi net ënnert den Artikel 8 vum Kommodosgesetz falen, wou eng Risiko-Etüd fir d'Sécherheet vun de Leit ze maachen ass, déi do schaffen. Zum Beispill, loosse mer emol eng nei Bäckerei huelen ausserhalb vun enger Zone d'activité, wou méi wéi 15 Leit schaffen. Do ass den Délai haut 30 Deeg fir d'Kontrollzäit, 30 Deeg wann zousätzlech Informatioune gefrot ginn, an 90 Deeg fir d'Décisiioun ze huelen. Also 150 Deeg am Ganzen. Wa mir herno d'Gesetz gestëmmt hunn, sinn d'Délaien: 60+30+45, dat sinn 135 Deeg. Also gesamt gesinn: Méi kuerz Délaien, a mam zousätzleche positiven Usaz, dass no der Instruktiounszäit kuerzfristeg an annerhallwem Mount och dann d'Décisiioun vum Minister kënnt.

Här President, en aneren zweete wichtege Punkt betrëfft den Zougang vun agrééierten Ëmweltorganisatiounen zur Justice. Wann et ëm bestëmmte Projete geet, déi en Impakt op d'Ëmwelt hunn, ginn d'Kloen um Geriicht vun Ëmweltorganisatiounen am Moment als irrecevabel erkläert, well se am Géigesaz zu direkt betraffenen Eenzelpersoune keen Intérêt personnel hunn. An der Praxis schléisse sech domat d'Ëmweltorganisatiounen dofir oft esou Eenzelpersounen un, fir kënnen als Partie civile opzetrieden. Dat ass fir béid Säiten net ëmmer evident, well d'Beweggrënn, fir um Geriicht aktiv ze ginn, oft wäit ausernee ginn.

Als Beispill kann een déi rezent Diskussiioun ëm de POS um Flughafen nennen, dee wuelverstanen näischt mam Kommodo ze dinn huet, mä - an engem Saz gesot - wou Privatleit hiren Terrain gären an de Perimeter hätten an d'Ëmweltverbänn géint de Kaméidi kloen. Dës Aschränkung vum Klorecht fir d'Ëmweltorganisatiioun ass net konform mat der Aarhus-Konventiioun respektiv mat der Direktiv 2003/35.

De Projet de loi hieft dës Barrière op a gesäit ausdrécklech vir, bestëmmten Organisatiounen en Intérêt personnel zouzegestoen. Et bleift awer, an dat soll och hei gesot ginn, dass d'Ëmweltorganisatiounen domat nach net automatesch e sougenannten Interêt suffisant hunn, dofir missten niewent dem Intérêt personnel nach aner Konditiounen erfëllt sinn. Esou muss den Intérêt direkt a legitim geséchert sinn, also net just op enger vager Eventualitéit an Evaluatioun berouen, an den Interêt muss och materieller oder moralescher Natur sinn. Dëst entsprécht dem Droit commun a bedeit, dass och an Zukunft am Fall vun enger Klo fir d'éischt gepréift gëtt, ob se recevabel ass oder net.

Ënnert dem Strëch ass fir d'Ëmweltorganisatiounen de Statut vum Interêt personnel eng wichteg Konzessioun an eng zousätzlech Unerkennung vum Législateur un d'Ëmweltorganisatiounen, an esou sollte si dat och elo emol gesinn. Do kann ee sech net einfach mat anere Länner vergläichen, well an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg den Impakt vun esou Kloe relativ gesi vill méi ee groussen Impakt kann hunn.

Här President, een drëtte Punkt, wou d'Kommodo-Inkommodo-Gesetz net am Aklang mat den EU-Normen ass, huet sech eréischt nom Dépôt vum Projet de loi gewisen. D'Ëmweltkommissioun huet deem mat engem Amendement Rechnung gedroen. D'EU-Kommissioun hat nämlech an engem Avis motivé vum 19. Dezember 2005 festgestallt, dass mir net ganz konform wäre mat der Direktiv 96/61.

An dëser Direktiv gëtt et eng Dispositioun, déi seet, dass bei den Oplagen, déi fir d'Autorisatiioun vu bestëmmte Projete gemaach ginn, déi beschten disponibel Techniken oder op Franséisch «meilleures techniques possibles» mussen ugewannt ginn. Mir hunn dat an eisem Gesetz am Moment nach esou ageschränkt, dass d'Uwendung vun dësen Technike keng onverhältnismëisseg héich Käschte mat sech bréngen dierf. Dës Aschränkung ass awer der EU-Kommissioun no net zoulässeg. D'Ëmweltkommissioun huet elo, wéi gesot, der Kritik vun der EU-Kommissioun Rechnung gedroen an an engem Amendement proposéiert, déi Aschränkung ze sträichen.

Här President, als véierte Punkt vun dësem Projet de loi wëll ech drop agoen, dass deeselwechte Punkt vun den «meilleures techniques», fir am Jargon ze bleiwen, nach eemol vun der Regierung op de Métier geholl ginn ass an iwwert de Wee vun Amendementer nach eng zousätzlech Prezisiioun erabruecht huet.

Et gëtt doranner ganz kloer erausgestallt, datt et net nëmmen ëm bescht Techniken a Bezuch op d'Ëmwelt, mä och a Bezuch op d'Gesondheet an ëm d'Sécherheet vun de Leit geet. Fir dass et net zu Konflikter zwëschent dësen zwou Norme kënnt, huet d'Regierung festgehalen, dass, wann et drëm geet Oplage fir en Établissement classé festzeleeën, also fir eng Kommodo-Genehmegung ze ginn, als Éischt muss séchergestallt ginn, dass déi bescht disponibel Techniken, wat den Impakt op d'Ëmwelt ugeet, mussen ugewannt ginn an dass dann deene beschten Techniken, déi d'Gesondheet an d'Sécherheet vum Mënsch betreffen, Rechnung gedroe gi muss.

Dëst ass eng ganz wichteg Notioun, déi an dëse Projet de loi erakënnt, well d'Gesondheet an d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz en elementaart Recht sinn, a wat mer mat dem Gesetz vun der leschter Woch zur Neiorientéierung vun der ITM, der Inspection du Travail et des Mines, och deementspriechend op den Aarbechtsplaze konsequent kontrolléiere mussen; an enger Zäit, wou d'Produktivitéit ëmmer méi zielt, mä d'Gesondheet vum Mënsch zielt méi. De Statsrot huet dës Amendementer guttgeheescht. Deem schléisst sech d'Ëmweltkommissioun gären un.

Här President, als Ofschloss wëll ech soen, dass mer mam Projet de loi 5453 eis Kommodo-Inkommodo-Législatioun vum 10. Juni 1999 op ee moderne Stand vun haut bréngen, esou wéi en och vu Bréissel verlaangt gëtt.

Zesummefaassend kann ee soen, dass mir an Zukunft a Kommodosdossieren Aarhuskonform handelen, dat heescht de Public besser informéieren, Délaie reduzéieren, Ëmweltschutzorganisatiounen d'Klorecht kréien an dobäi déi beschtméiglechst Techniken asetze fir de Mënsch an d'Ëmwelt. Domat mécht dës Regierung e weidere wichtege Schrëtt an der Gestioun vun enger nohalteger Ëmweltpolitik.

Ech ginn domat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Marco Schank agedroen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerch dëse Gesetzesprojet transposéiere mer d'Direktiv 2003/35 iwwert d'Participatioun vun der Öffentlechkeet un den Décisiounen am Ëmweltberäich an dat nationaalt Recht. Dës Direktiv ännert d'Direktiv iwwert den IPPC an iwwert d'Évaluation des Incidences sur l'Environnement ëm.

Et geet, wéi gesot, haaptsächlech drëm dës zwou Direktiven, déi mer an eis Kommodo-Inkommodo-Gesetzgebung iwwerholl hunn, a Conformitéit mat der Aarhus-Konventiioun ze setzen, déi mer den 13. Juli - dat ass gesot ginn - 2005 majoritär an der Chamber ugeholl hunn. Ech brauch net nach eng Kéier op déi dräi Piliere vun dëser Konventiioun anzegoen, de Rapporteur huet dat elo virdru scho gemaach.

De Projet de loi vun haut gesäit awer nëmmen eng partiell Transpositioun vun der Direktiv an ergo dëse Prinzipie vir. Déi Elementer, déi d'Participatioun vun de Bierger un der Ausschaffung vu politesche Konzepter, Gesetzer oder Reglementer, déi d'Ëmwelt betreffen, regele sollen, déi sollen an engem separaten Text nach behandelt ginn.

Här President, et geet also bei dësem Projet de loi drëm déi aktuell Gesetzgebung iwwert d'Établissements classés vun '99 op ganz prezise Punkten ze adaptéieren, an dozou gehéieren niewent neie prozeduralen Exigencë fir verschidde Betriber och den Accès à la justice, also d'Klorecht fir d'ONGen.

Et handelt sech hei ëm d'Ëmsetzung vum drëtte Pilier vun der Aarhus-Konventiioun, déi jo d'Konditioune vum Accès à la justice virgesäit, an do ginn ënner anerem d'Reklamatiounen an d'Klorechter fir eenzel Persounen an Ëmweltverbänn geregelt.

D'ONGen haten haut schonn iwwert de Wee vu verschidde Gesetzer e gewësst Klorecht am Ëmweltberäich, fir sech Partie civile ze constituéieren, mä si konnten net géint eenzel Autorisatioune viru Geriicht zéien. Ech si kee Jurist, ech denken awer, datt fir d'Zukunft eng gutt Solutioun proposéiert gouf mat där séchergestallt gëtt, datt den ONGen hir Rechter, déi um Pabeier stinn, och an d'Realitéit ëmgesat kënne ginn.

Dëst Klorecht beschränkt sech awer nëmmen op déi Betriber, déi an der IPPC-Direktiv virgesi sinn an déijéineg, déi och enger Impakt-Studie ënnerleien. Dat ass dee Punkt op deen d'Chambre des Métiers an och d'Chambre de Commerce an hiren Avisen higewisen hunn.

Des Weidere gouf och vun der Geleeënheet profitéiert, fir am bestehende Gesetz verschidden Délaien an de Genehmegungsprozeduren erof- respektiv eropzesetzen. Engersäits kréien d'Verwaltunge méi Zäit, fir déi eenzel Dossieren ze préiwen, op där anerer Säit gëtt den Délai de décision erofgesat. Och gëtt d'Notioun vun den «meilleures techniques disponibles», dat ass jo och scho gesot ginn, aus dem Gesetz '99 preziséiert, dëst mam Zil déi Lëtzebuerger Gesetzgebung un déi europäesch Texter unzepassen, a genau dës Prezisioune ware jo och den Objet vun Amendementer.

Dann ass och nach zousätzlech preziséiert ginn, datt et net nëmmen ëm bescht Techniken am Bezuch op d'Ëmwelt geet, mä eben och am Bezuch op d'Gesondheet respektiv op d'Sécherheet vun de Leit. Op deen Detail brauch ech, mengen ech, net méi anzegoen, och dat huet op eng exzellent Manéier den honorabele Kolleeg Roger Negri schonn ausféierlech gemaach. Ech wollt him och vun dëser Plaz aus am Numm vun der CSV-Fraktioun fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport Merci soen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzestext ass, do si mer eis eens, e weidere Schrëtt zu enger méi participativer Gesellschaft am Ëmweltberäich. Mir mussen awer weider an dës Richtung schaffen an an eiser Gesetzgebung nokucken, wat fir eng Texter an dësem Sënn nach mussen iwwerschafft ginn; an de Minister kann eis vläicht an deem Kontext och Opschloss ginn.

D'CSV steet op jidde Fall fir eng konsequent Ëmsetzung vun der Aarhus-Konventioun an ech wollt ganz zum Schluss och den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Schank Merci. Als nächste Riedner ass den Här Charles Goerens agedroen. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt och dem Rapporteur félicitéieren. Hien huet d'Komplexitéit vun deem Projet op eng exzellent Manéier ervirgestrach.

Ech wollt just un zwou Remarquen erënneren, déi ech och an der Kommissioun gemaach hu bei der Diskussioun iwwert deen dote Projet. Wa mer wëlle kohärent si mat eisen Aarbechten, da musse mer wëssen, datt nieft dem Informatiounsrecht vun de Leit iwwert d'Ëmweltpolitik och aner Ziler musse mat an Aklang bruecht ginn. Notamment dat, wat am Entfesselungsprogramm vun der Regierung zum Ausdrock komm ass. Ech wëll domat gesot an nach eng Kéier rappeléiert hunn, datt d'Klorheet an de Prozeduren net onbedéngt muss laang a schwéierfälleg Prozedure bedeiten.

Ech soen dat aus zwee Grënn, éischtens well mer et hei zu Lëtzebuerg mat engem relativ ambitiéise Programm vun der Regierung ze dinn hunn, deen och - an dat ass den zweete Grond - am Einklang mat enger Démarche vu Bréissel ass, wou ënner anerem de Kommissär Verheugen net midd gëtt, ëmmer dorun ze erënneren, Dir sollt d'Prozedure vereinfachen, an da ginn ëmmer ganz grouss méiglech Ekonomien an de Raum gestallt, déi duerch eng Vereinfachung vun de Prozedure kënnen erreecht ginn.

Mäi Wonsch ass et, datt mer an Zukunft bei all Projet, deen eng Incidence huet op d'Prozeduren, all Kéiers eng Fiche technique kréie vun der Regierung, wou erkläert gëtt, wat fir Weeër gewielt goufen, fir d'Prozeduren op e strikte Minimum ze reduzéieren.

Ech weess, datt mer et hei mat der Ëmsetzung vun Direktive a vu Konventiounen ze dinn hunn, ënner anerem där vu Kiew. Dat ass awer kee Grond, fir sech net mat där Fro, déi ech elo opgeworf hunn, ze befaassen.

Compte tenu vun deene Remarquë wollt ech soen, datt mir dee Projet do stëmmen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Goerens Merci. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech enttäuschen Iech vläicht ganz e bëssen, mä ech sinn net an zwou Minutte fäerdeg, well dat Gesetz hei ass net gradesou harmlos, wéi et vläicht vu verschidde Riedner duergestallt gëtt. Den Impact no lénks an no riets, am Positiven an am Negative kann deelweis ganz substanziell ginn. An ech wéilt awer probéieren, dat unhand och vläicht vun e puer Beispiller hei duerzestellen.

Här President, déi Gréng hunn dat Gefill, dass dës Regierung, gradesou wéi déi vu virdrun, sech net gären an d'Kaarte kucke léisst, an dës Regierung leet och, wann iwwerhaapt, nëmmen eng Kaart no där anerer op den Dësch a meeschtens nëmmen, wa se entweder vun de Geriichter, vun internationale Konventiounen, vun europäeschen Direktiven oder vun der Europäescher Kommissioun, déi gär hätt, dass mer endlech déi europäesch Direktiven ëmsetzen, dozou gezwonge gëtt.

Wann een e bëssen denkt un deen Hickhack, deen tëscht Greenpeace an dem Minister Krecké war, fir ganz banal Informatiounen iwwert d'Kompositioun an d'Quantitéit vum Stroumakaf a -verbrauch vun der Cegedel gewuer ze ginn, an un dat Trauerspill iwwert d'Seveso-Betriber hei zu Lëtzebuerg, währenddeem an den Nopeschlänner all Mënsch kann iwwer Internet genee gewuer ginn, wou esou Betriber sinn a wéi eng Gefore vun deene Betriber ausginn - an et geet jo ënner anerem och bei där Direktiv dorëm, dass déi Gemengen, déi ronderëm sinn, déi Pompjeescorpsen an anerer genee wëssen, wat do lass ass -, da wësse mer, dass hei nach ëmmer Geheimniskrämerei gemaach gëtt.

Greenpeace muss erëm, misst Dir Iech virstellen, viru Geriicht goen, fir dass dann endlech den Aarbechtsminister hinnen eng Kopie schéckt vun engem Bréif un den Ëmweltminister an den Ëmweltminister da séier dofir suergt, dass zumindest op sengem Site déi Sitë vun de Seveso-Betriber sinn.

Mir hunn och dat Gefill, dass dës Regierung och net frou ass iwwert d'Participatioun an Asprochméiglechkeete vu Bierger a Biergerinnen a scho guer net vun den ONGen.

An hei och e rezent Beispill, wat awer symptomatesch ass. Et geet ëm e ganz sensible Beräich, nämlech d'GSM-Antennen. An ech fannen awer jo scho bal skandaléis, wat an deem Dossier geschitt ass.

Ech wëll Iech en duerfir och schilderen. D'Regierung huet viru kuerzem e Prozess virum Tribunal administratif verluer, wou Leit vu Krautem geklot hu géint Zousaz-GSM-Antennen op engem ale Site, déi mam Argument installéiert gi sinn, eng GSM-Antenn ënner 2.500 Watt, do bräicht ee kee Kommodo Klass 1, dat géif mat enger Klass 3 duergoen. Mä hei si lues a lues ëmmer méi Antennen dropgesat ginn, an dunn hunn d'Leit gesot, also misst hei elo endlech e Kommodo Klass 1 mat Asprochméiglechkeete vun de Leit an esou weider gemaach ginn. An déi Leit hu gewonnen. Zumindest an éischter Instanz.

Elo hätt jo all normale Bierger an all normal Biergerin geduecht, elo geet d'Regierung hin, leet en neien Dossier op a léisst eng Kommodo-Prozedur Klass 1 ulafen. Neen! Wat mécht d'Regierung?

Während dem August, Här President, geet den Ëmweltminister hin a changéiert de Règlement grand-ducal iwwert déi Betriber, déi ënnert de Kommodo falen an tässelt - Dir kënnt et net gleewen! - sämtlech GSM-Antennen an d'Klass 3. Ech weess guer net, ob d'Kolleegen an d'Kolleeginne sech hei bewosst sinn, dass zënter dem August fir keng GSM-Antenn méi e Kommodo Klass 1 brauch gemaach ze ginn.

Mir fannen als Gréng, datt dat wierklech skandaléis ass, wat d'Form ubelaangt, mä och wat de Fong ubelaangt, an engem Moment, wou net nëmme Leit wéi eise Muck Huss viru wierklech gravë Konsequenze warnen, wat déi ganz GSM-Technik ugeet, mä wou eng europäesch Ëmweltagentur och fir d'éischt Klacke laut a seet: Passt op, maacht net egal wat.

An esou engem Moment, Här President, gi mir während der Summervakanz sämtlech GSM-Antennen an d'Klass 3 tässelen, dass

kee Mënsch méi, keng privat Persoun méi, kee Schäfferot méi kann iergendeppes ënnerhuelen, ausser ganz zum Schluss vun der Prozedur, wa se am Reider hänkt, kann een nach oder muss een direkt op d'Geriicht goen. Mir fannen dat do méi wéi en Detail. Mir fannen dat do onerkläerlech, muss ech soen, an ech wier ganz frou, wann den Ëmweltminister eis awer wierklech eng Erklärung fir déi dote Saach kéint ginn.

Mä ech mengen, dat ass einfach symptomatesch fir d'Mentalitéit, wéi se op Regierungsniveau leeft, an ech mengen, dat weist och d'Mësstrauen, wat ee spiert bei gewëssen Diskussiounen.

Mir hunn dëslescht parallell zu dëse Gesetzer ugefaange mat där europäescher Direktiv, wou mer alt schonn erëm hannendra sinn - ech mengen och, dat ass keen Zoufall -, iwwer Plans et programmes, wou och missten Études d'évaluation gemaach ginn. An do huet ee förmlech d'Mësstraue gespuert, an ech schwätzen do emol net vum Ëmweltminister, mä do spiert een awer, dass an där ganzer Regierung all déi Prozeduren nëmme just als lästegt Bäiwierk gesi ginn, dat d'Prozedure verlängert an de Leit d'Méiglechkeet gëtt, alt och nach Asproch ze maachen.

An, Här President, well mer der Meenung sinn, dass och dëst Gesetz awer vun deemselwechte Geescht gepräegt ass, fir datt wierklech dat Matsproocherecht, och d'Recht op d'Geriicht ze goe besonnesch vun den ONGen ëmmer nëmmen esou séier erweidert ginn, wéi mer einfach gezwonge gi vun internationalen Instanzen. Well deen do Geescht och dëst Gesetz präegt, wäerte mir eis bei dësem Gesetz enthalen. Et ass nämlech net esou, wéi hei duergestallt ginn ass, wéi wann dat do eng grouss Ouverture fir d'ONGe wär. Neen, et ass nach näischt geschitt.

Och an Zukunft, Här Negri, wäert de Mouvement écologique léiwer besser sech nach privat Leit fannen, déi en Intérêt direct hunn, well se soss riskéieren direkt erausgehalen ze ginn.

Wéi wichteg dëst Gesetz ass - an duerfir wonnert et mech och, dass elo net méi driwwer diskutéiert ginn ass -, dat gesäit een dorun, dass et schonn zitéiert gëtt de Moment virum Tribunal administratif an deem ganze Konflikt zum Findel, obwuel et nach net a Kraaft ass.

A wat eigentlech d'Regierung mengt, do kann ech vläicht zitéieren aus engem Mémoire en rubrique vum Vertrieder vun der Regierung, dee fënnt, eng Ëmweltorganisatioun - ech wëll se net nennen -, déi hätt iwwerhaapt keen Interêt, well hiren Asaz fir d'Ëmwelt vill ze vill generell wier, do stéing net dran, dass si sech asetze géif géint de Kaméidi um Findel.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat ass d'Astellung vun dëser Regierung, Här President. Do gëtt mat alle juristesche Spëtzfënnegkeete probéiert, fir dass deen Asproch iwwerhaapt net zustane kënnt.

An ech fannen et dann net richteg, wann hei gemaach gëtt, wéi wann dat hei eng grouss Avancée wier. Neen, och an Zukunft wéi gesot muss praktesch all ONG nach privat Persoune fänke goen, fir dass se iwwerhaapt eng Chance huet, déi Matcher viru Geriicht ze maachen.

Dat ass wierklech am Ausland net esou. Ech wëll dorun erënneren, dass a Frankräich zum Beispill d'ONGe vill méi wäit reechend Rechter hunn, an et kann een net soen, dass doduerch a Frankräich d'Décisioune manner séier geholl ginn; am Géigendeel heiansdo.

Dass och dëst net onschëlleg geschitt, dat versteet een, wann een d'Avisë vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers liest. Déi hätte genau gären dat do fir d'Wirtschaftskreesser, deenen ass dat do nach ëmmer en Dar am A. Esou ass et jo och hei. Et ass net esou, wéi probéiert ginn ass duerzestellen, wéi wann elo d'ONGe bäi sämtleche Kommodosgenehmegunge kéinten en Asprochrecht wouermaachen; neen, dat gëllt nëmme fir déi ganz Ausnahmefäll vun deene Betriber, déi ënnert d'IPCCs-Direktiv falen an eng gewëssen Annex, dat sinn déi seelenst hei am Land.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Enthalung. Mir verstinn och nach ëmmer net, wéisou dass d'Regierung net agesäit, dass déi ganz Prozedure jo net gemaach si just fir Prozeduren opzehalen oder de Leit an den ONGen d'Méiglechkeet ze ginn, Obstruktioun ze maachen. Et geet ganz einfach drëm, d'Avisen, d'Meenungen, mä awer och den Know-how vun den ONGen an och vu private Leit anzebannen.

Mir als Gréng sinn der Meenung, dass d'Problemer, besonnesch d'Ëmweltproblemer um Ufank vum 21. Jorhonnert vill ze vill komplex sinn, fir se enger Rei Politiker a Politikerinnen an enger Rei Technokraten ze iwwerloossen. Mir kommen eréischt virun, dovu si mir fundamental iwwerzeegt, wa mer vun Ufank un d'Transparenz spille loossen, wa mer d'Dossieren op den Dësch leeën a wa mer mat Zäit d'Avisë vu lénks a riets anhuelen, wa mer Leit och matschwätze loossen a wa mer hinnen awer och d'Recht ginn, e Klorecht am wäiteste Sënn op allen Niveauen ze kréien.

Ech ginn Iech zwee Beispiller, déi ganz oft geholl ginn, fir ze soen: Gesitt Der, wa mer d'Leit kloe loossen, da lande mer beim Enkpass zu Helleng a mer lande bei enger Niderlag no där anerer um Findel. Abee, Här President, ech wëll genau déi do Beispiller huelen, fir de Géigendeel ze beweisen!

Wier an deenen zwee Dossieren do den Ëmweltorganisatiounen nogelauschtert ginn, hätt d'Regierung als Ganzt sech un europäesch Direktive gehalen, se emol fir d'éischt ëmgesat an och applizéiert, da stéinge mer haut net esou do, wéi mer dostinn! Här President, wa mer zu Helleng nach ëmmer e Stéck Autobunn net hunn, dann ass dat net deene Propriétairen hir Schold, mä et ass ganz kloer dem fréiere Minister Robert Goebbels seng Schold,…

Plusieurs voix.- Oh! Ah!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- …deen alles gemaach huet, fir d'Impaktstudiendirektiv an nofolgend Direktiven net ëmzesetzen. Dee gemengt huet, hie kéint mam Kapp duerch d'Wand goen an d'Leit fir domm verkafen. Do huet en emol eng Kéier säi Meeschter fonnt.

Mä et ass net fir haut, Här President, mam Fanger op déi Propriétairë vun Helleng ze weisen. Deen zur Responsabilitéit misst gezu ginn,…

(Interruption)

…dat ass wierklech dee fréiere Minister, deen d'Lëtzebuerger Land an deem Dossier vill kascht.

(Brouhaha)

An datselwecht, Här President, gëllt och am Dossier Findel.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

Mir hate jo eng ganz instruktiv Sitzung mam Landesplanungsminister iwwert d'Uerteel zum POS. An déi Kolleegen Deputéierten, déi do waren, déi sinn erausgaangen an hu wierklech, mengen ech, alleguerten unanime gesot: Wat een hei feststellt, dat ass, dass dee Stat net gewinnt ass, op héchstem Niveau sech ze koordinéiere bei engem komplizéierten Dossier an ze kucken derduerchzekommen!

Dat war wierklech dat beschte Beispill fir ze weisen, dass all Ministère a Verwaltung an hirem Eck sécherlech keng schlecht Aarbecht mécht a kuckt iergendwéi an deem Dossier derduerchzekommen, mä dass awer néierewou derfir gesuergt gëtt, dass eng Kéier op héchstem Niveau den Dossier als Ganzt gekuckt gëtt, sech eng eenhelleg Meenung gemaach gëtt, an dass dann all Verwaltung enger där anerer zouschafft a kuckt, dass mer duerch de Bësch kommen.

Ech mengen och haut, wann do schonn déi viregt Regierung, awer och déi hei, dem Mouvement écologique nogelauschtert hätt an den Dossier Findel ee fir allemol esou ficeléiert hätt, dass e sämtlechen europäeschen Direktiven, sämtlechen nationale Gesetzgebunge mat allen aktualiséierten Demanden, déi vun do aus kommen, entsprach hätt an dann op de Wee ginn hätt, da sinn ech mer relativ sécher, dass mer méi wäit wären, an da wären net permanent Bruchlandungen douewen um Findel néideg.

Och do wëll ech nach eng Kéier soen, dass et net de Leit an den ONGen hir Schold ass, mä dass et wierklech dat onkohärent an defensiivt Virgoe vun där viregter Regierung - mir hunn dat Gefill -, mä leider och vun dëser ass.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an eisen Aen ass déi bescht Method fir an Zukunft um Findel oder soss esou Bruchlandungen ze vermeiden, wann ee vun Ufank un d'Transparenz spille léisst, wann een d'Participatioun praktizéiert a wann een d'Kompetenz an den Know-how vun de Leit an den ONGen esou wäit wéi méiglech valoriséiert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Zum Ofschloss vun der Debatt huet den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux, d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer kuerz Kommentare vu menger Säit. Engersäits fir der Kommissioun an och dem Président-rapporteur Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi virun allem duerch dee leschten Amendement iwwert d'Techniques disponibles, déi mer hunn am Beräich vun den Aarbechtskonditiounen, relativ laang gedauert huet. Soss hätte mer ëm déiselwecht Zäit d'lescht Joer dee Gesetzestext kënne stëmmen, well a sech ware mer an der Kommissioun du fäerdeg. Mir hunn e Joer gewaart, bis mer deen Amendement dann och nach iwwert d'Bühn haten.

Ech mengen, dass een am Kommodosberäich - de Kolleeg Charles Goerens huet dat gesot - eng ganz Rei vu Facettë muss gesinn. Mir hunn elo vill geschwat iwwert den Intérêt vun den ONGen. Et geet och ëm den Intérêt vun deenen, déi investéieren, vun deenen, déi als Betriber och Autorisatioune brauchen.

Et geet och ëm Délaien. Hei hu mer eng Verbesserung gemaach, well mer einfach der Praxis och e bëssen nogelauschtert hunn an derfir gesuergt hunn, dass mer am Ufank e bësse méi Zäit hunn, fir d'Dossieren uerdentlech ze ficeléieren an dann d'Décisioun méi schnell kënnen huelen.

Ech mengen, dass mer och an den Délaien - ech hat viru kuerzem op eng Question parlementaire vum Kolleeg Camille Gira geäntwert - mat 70% d'lescht Joer nach net do sinn, wou ee misst sinn, mä ech mengen, dass mer awer konstant an deene leschte Joren eng Zäit souguer ënner 50% louchen, dass mer do awer elo relativ gutt sinn. D'nächst Joer wäerte mer am Service vum Kommodo-Inkommodo e weideren Ingenieur astellen, wat wäert erlaben, dass mer nach weiderkommen a mat deenen Änneerungen, déi mer hei hunn, dann och nach e Punkt kënne setzen.

Mir hunn 1.000 Dossieren d'Joer ze traitéieren. Si ginn och ëmmer méi komplizéiert a komplex. Deementspriechend ass et net ëmmer einfach, déi Délaien do ze halen, mä et muss den Usporn si vun der Regierung a vun hire Servicer a Verwaltungen, dat ze maachen.

Et ass elo vill iwwert d'Klorecht geschwat ginn. Ech ënnerschreiwen total dat, wat hei vun deene meeschte gesot ginn ass. Ech gehéieren net zu deenen, déi d'Gefill hunn, dass Prozeduren eppes Lästeges sinn. Ech gehéieren och net zu deenen, déi d'Kaarten nëmmen op den Dësch leeën, wann ech vun iergendengem dozou gezwonge ginn. Ech mengen, dass een dee Virworf wierklech am Ëmweltberäich an am Ëmweltministère net kann oprechterhalen!

Et ass sécherlech e bëssen an de Käpp vu villen am politesche Raum ëmmer dat, dass déi Direktiven an déi Prozeduren dozou féieren, dass alles méi laang dauert. Dass et lästeg ass, dass et d'Bürokratie nach weider an d'Luucht dreift, dat ass richteg, an ech mengen, dogéint muss een och ukommen.

Et ass och esou, Här Gira, dass eng ganz Rei vu Saachen effektiv laang daueren. Mat där Direktiv 97/11, déi mer ëmgesat hunn, mat där vun de Plans et programmes, déi derbäikënnt, musse mer wierklech derfir suergen - an ech mengen, dat ass d'Gratwanderung -, dass mer awer och esou ausstaffëiert sinn an de Verwaltungen, dass et och virugeet, dass mer eis wierklech ëm den Inhalt këmmeren, ëm de Fong këmmeren, an dass et net effektiv dozou féiert, dass ee jorelaang duerch Prozedure muss goen an esou virun, well dat effektiv och fir d'Kompetitivitéit net nëmmen am Beräich vun de privaten Investoren, mä och am Beräich vun de staatlechen Investitioune schlecht ass.

Wann ech mech elo mam Transportminister géif ënnerhalen iwwert d'Fro, wéi schnell komme mer weider fir Eisebunnsstrecken ze realiséieren, dann ass dat do deeselwechte Problem. Duerfir plädéieren ech derfir, fir Prozeduren, déi mer hunn, anzehalen, fir d'Participatioun vum Public esou grouss wéi méiglech ze maachen. Do ënnerschreiwen ech dat, wat de Camille Gira hei gesot huet, dass een ëmmer ze gewannen huet, wann een transparent an oppe mat de Leit fiert, wann een hinnen esou vill wéi méiglech Informatioune gëtt an dann awer kuckt virunzekommen, dass d'Décisiounen dann awer och schnell kënnen ëmgesat ginn.

Ech hunn net wëlles, elo zu lafende Prozedure Kommentaren ze maachen, déi hei vu mengem Virriedner gesot gi sinn. Beim GSM hunn ech éischter d'Gefill, dass et hei drëm gaangen ass, prozedural Vereinfachungen ze maachen an dass dat wierklech keng Konzessioun ass un den Ëmweltberäich, dee mer hei gaange sinn. Beim POS vum Findel muss ech soen, et muss een awer d'Uerteel, wat hei geholl ginn ass, wat dobaussen duergestallt ginn ass, als e groussen Erfolleg vun der Bekämpfung vun dem Kaméidi.

Et muss een awer kucken, dass beim Uerteel beim POS do d'Geriicht de Leit Recht ginn huet, déi mat hire privaten Terraine méi no bei de Findel wëllte baue wéi de Stat dat wollt. Hei ass et awer wierklech e bëssen ëmgedréint. Dat heescht, hei huet de Stat d'Schutzzon méi grouss gemaach. A wien huet um Geriicht gewonnen? Déi Leit mat hiren Terrainen. Dat ass hiert legitiimt Recht. Ech stellen dat net a Fro. Déi si legitim op d'Geriicht gaangen, fir aus Terrainen, wou de Stat gär gehat hätt, dass et Zones de protection solle sinn. Si hu gewonnen a si kréien elo Recht, dass se dohinner kënne mat hiren Haiser méi no bei de Findel baue kommen.

Et muss een awer och d'Saachen emol eng Kéier an dësem Stat esou soe wéi se sinn.

(Interruption)

Dass dat dobaussen higestallt ginn ass an esou viru wéi wann elo de Problem vum Kaméidi gewonnen huet. Dat gehéiert zu de lëtzebuergesche Gewunnechten, dass mer dat esou kënne maachen. Mä wa keen nofreet, da wëll ech hei awer eng Kéier soen, dass dat d'Uerteel beim POS war.

Och um Niveau vum Kommodo wëll ech soen, Här Gira: Ech ginn net midd an deem Dossier vum Kommodo no baussen ze soen, dass ech all Kéier dobausse virgeworf kréien, déi Kommodosdécisioun, déi ech geholl hunn am Mäerz vum Findel, géif de Kaméidi an der Luucht net behandelen. Ech ginn net midd kloer ze maachen, dass de Kommodo effektiv an definitiv nëmmen de Kaméidi um Buedem traitéiert, an dass de Kaméidi an der Luucht vun deenen Direktiven, déi mer endlech 2005 hei ëmgesat hunn, do behandelt gëtt.

Dat kann een awer hei am Land 47-mol soen. Et fënnt sech nach 47-mol een, dee seet: Wou kann deen Ëmweltminister dann esou blann sinn, dass hien nëmme beim Kommodo de Kaméidi um Buedem kuckt, an net deen an der Luucht? Ech wëll also hei fir d'48. Kéier profitéiere vun der Geleeënheet, fir ze soen, dass dat nun eemol d'Regele sinn, an dass een als Minister sech mat deene legalen Instrumenter muss befaassen. Beim Kommodo sinn et déi, an an den Direktive vum Kaméidi, déi mer hei ëmgesat hunn, sinn et anerer.

Ech mengen, dass et eng gutt Geleeënheet ass dat nach eng Kéier hei ze soen. Dofir mengen ech, dass een an de Käpp vun eis alleguer - an do sinn ech mam Camille Gira d'accord - soll ophalen ze soen: D'Prozeduren, déi mer eis ginn, si lästeg an déngen nëmmen dozou, fir d'Saachen an d'Längt ze dreiwen. Dat ënnerschreiwen ech, mä loosse mer awer och derfir suergen, dass mer eis wierklech dann och ëm de prezise Punkt këmmeren an en esou kommentéieren, wéi en och wierklech ze kommentéieren ass, an da mat deem neien Instrument hei derfir suergen; wou mer jo awer méi wäit ginn. Dat hutt Der och gesot. Ech mengen, mir profitéiere jo hei dovunner, fir awer och den ONGe méi Méiglechkeeten ze ginn, wéi dat bis elo de Fall ass. Loosse mer déi also notzen, fir derfir ze suergen, dass mer déi Participatioun och um Geriicht kënne besser maachen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Gira huet nach eng Zousazfro.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Just zwou Prezisiounen. Also nach eng Kéier: Ech bleiwe bei menger Meenung, dass wann ee sämtlech GSM-Antennen total aus der Klass 1 eraushëlt an an d'Klass 3 setzt, wou just matgedeelt gëtt, an dann als eenzeg Asprochméiglechkeet nach just d'Geriichter bleiwen, souwuel fir d'Gemenge wéi fir d'Bierger an d'Biergerinnen, da fannen ech dat keen Detail vun enger Lëscht, da fannen ech dat eng substanziell Minderung vun de Matsproocherechter. Ech si bal iwwerzeegt, wann ech kucke wéi grouss den Drock vun den Opérateuren ass, dass dat net onschëlleg ass, dass dat doten esou geschitt ass.

Déi zweet Saach: Wann ech d'Uerteel vum POS richteg interpretéieren, ass de Fong nach guer net décidéiert. D'Regierung huet

an éischter Instanz verluer, well hiren Dossier net komplett war an deem Sënn, dass Der Är Zonen, wou net méi däerf gebaut ginn, baséiert hutt op Dokumenter, déi net am Dossier waren. Vill méi huet d'Geriicht de Moment net gesot. De Rescht gesi mer dann an zweeter Instanz. Ech mengen net, dass gesot ginn ass, déi Leit däerfte méi no baue wéi virdrun.

M. le Président.- Merci, Här Gira.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5453 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles an d'Protection des oiseaux. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi. Dat ass och den honorabelen Här Roger Negri.

10. 5732 - Projet de loi

1. modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

2. abrogeant la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 5732 geet et drëm eist Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004 op den neiste Stand ëmzeänneren, esou wéi d'EU-Recht et am Beräich vum Naturschutz virschreift. Effektiv gouf Lëtzebuerg verklot, well senger Zäit am Gesetz vum 19. Januar 2004 vun der Regierung virdrun zwou Direktiven am Naturschutzberäich net vollstänneg ëmgesat gi sinn. Et handelt sech ëm d'Direktiven 79/409 an 92/43. Do derniewent gëtt mam Gesetz 5732 vun haut am Kader vun der Upassung un d'1994er Naturschutzgesetz och nach d'Gesetz vum 24. Februar vun 1928 ofgeschaaft, wou et ëm de Vulleschutz gaangen ass.

Här President, déi zwou Direktiven: engersäits d'Direktiv 92/43, do handelt et sech ëm déi sougenannten Habitat-Direktiv, déi sech ëm d'Erhale vun den natierleche Liewensraim, der Fauna an der Flora këmmert; an anerersäits d'Direktiv 79/409, déi de Schutz vun de wëll an der Natur liewende Vulle betrëfft. De Projet de loi gouf den 13. Juni 2007 déposéiert.

De 7. November krut d'Chamber en neien Texte coordonné vun der Regierung virgeluecht, deen de Remarquë vum Statsrot vum 13. Juli 2007 zum gréissten Deel Rechnung dréit. Dësen Texte coordonné gouf den 20. November 2007 ersat duerch nei Regierungsamendementer. De 4. Dezember huet de Conseil d'État säin Avis complémentaire ofginn. D'Ëmweltkommissioun huet de Projet de loi, den Avis vum Statsrot an d'Amendementer mam neien Texte coordonné vun der Regierung a senger Réunioun den 3. Dezember am Detail gekuckt. Den 11. Dezember ass den Avis complémentaire vum Statsrot analyséiert ginn.

De Statsrot, deen a sengen zwee Avisen virun allem Remarquë gemach huet, déi éischter technescher Natur waren, hat a sengem Avis complémentaire nach dräi Ëmännerunge vu Formuléierunge proposéiert, déi d'Ëmweltkommissioun och ugeholl huet. Well eis Législatioun net konform mat deenen zwou Direktiven ass, krute mir vun der EU-Kommissioun zweemol en Avis motivé, deen eis uschléissend um europäesche Geriichtshaff verklot huet a freet, dass Lëtzebuerg sanctionnéiert gëtt.

Fir deem entgéintzewierken, ass et also dréngend, dass mir d'Ännerungen, déi dëse Gesetzesprojet virgesäit, elo ëmsetzen. D'Ëmännerungen, déi ze maache sinn, betreffen d'Problematik, dass de Schutz vun de Liewensraim, d'Planzen, wëllliewende Vullen an aneren Déieren zu Lëtzebuerg iwwer verschidde Gesetzestexter geregelt ass, déi zum Deel op 1928 zréckginn an den Direktiven och op e puer Punkte widderspriechen.

Eng Rei vun deene Problemer goufen entretemps geléist, notamment iwwer véier Règlements grand-ducaux, déi am Summer a Kraaft getruede sinn. Esou gouf den 1. August 2007 e Règlement abrogéiert, dat et bis dohinner erlaabt huet zu jiddfer Zäit d'Staren - op Franséisch Étourneaux - ze déciméieren, wat am Widdersproch zur Vulleschutzdirektiv ass. Gläichzäiteg gouf e Règlement grand-ducal vum 10. Mäerz 1959 geännert, wat ënnert dem Begréff «Animaux nuisibles» d'Vernichtung vum Iltis - op Franséisch Putois - a vum Marder - Martre - erlaabt, contrairement zu deem, wat d'Habitat-Direktiv virgesäit, a wat iwwerdeems net am Aklang stoung mam Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004.

Ofgeännert gouf och de Règlement grand-ducal vum 8. Abrëll 1986, deen de vollstännege respektiv den deelweise Schutz vu bestëmmte wëllen Déiere festsetzt. Esou wéi et d'Habitat-Direktiv virgesäit, gouf elo och de Bibber - Castor - zu Lëtzebuerg op d'Lëscht vun deenen Déiere gesat, déi streng geschützt sinn.

A schliesslech dréit d'Règlement vum 11. Juli 2007, iwwert d'Ouverture vun der Juegd, der Vulleschutzdirektiv Rechnung, andeem en neie Passus drakomm ass, deen den Handel mat verschiddene Vullen, déi als Wëld ugesi ginn, streng verbitt.

Här President, doriwwer eraus bleiwen awer och nach e puer gesetzlech Ännerungen ze maachen, déi mir iwwert de Wee vun enger Rei vu Modifikatiounen am Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004 maachen. Zum Deel ginn e puer Definitiounen esou iwwerholl, wéi se och an där betreffender Direktiv drastinn. Zum Deel ginn e puer Artikele méi prezis formuléiert. Un d'Habitat-Direktiv ugepasst ginn ënner anerem d'Bestëmmunge fir d'Impaktstudie an d'Konsequenzen doraus, am Fall wou e Plang oder e Projet an enger Naturschutzzon respektiv an enger Zone verte soll realiséiert ginn.

Am Artikel 12 vum 2004er Naturschutzgesetz ginn d'Dispositioune vun der Evaluatioun am Beräich vun de Sitë vun Natura 2000 definéiert, wou déi entspriechend Mesures compensatoires der Europäescher Kommissioun musse matgedeelt ginn.

Des Weidere kann eng Realisatioun an deenen Naturschutzzonen, déi aus Considératioune vum Intérêt majeur vum Mënsch an aus öffentleche Sécherheetsgrënn imperativ néideg ass, nëmme realiséiert ginn, nodeems d'Europäesch Kommissioun hiren Avis dozou ofginn huet.

Am Kloertext heescht dat, dass eng Infrastruktur wéi zum Beispill eng Strooss net duerch eng Habitat-Zon ka gebaut ginn, ausser wann déi grad genannte Considératioune kënnen argumentéiert an dann och vun der Europäescher Kommissioun akzeptéiert ginn. Mir kennen all esou Projeten, déi vläicht haut net méi géifen duerchgoen.

Am Artikel 20 vum Naturschutzgesetz gëtt och festgehalen, dass déi integral geschützten Déieren net dierfen op iergendeng Manéier dérangéiert ginn, egal a wat fir engem Liewensstadium se sech befannen. Dobäi bezitt sech dëst op déi verschidden Déieren, déi an der Annex 6 vum Naturschutzgesetz stinn a besonnesch rar a schützenswäert sinn.

Wéi am Artikel 22 vum Naturschutzgesetz gesot ass, ass et ganz wichteg, hei e Monitoring ze maachen, fir bei verschidden Type vun Déieren opgrond vun hirer Evolutioun séier kënnen ze reagéieren.

Den Artikel 33 vum Naturschutzgesetz gëtt geännert an deem Sënn, dass zu deene ganz besonnesche Mesuren, déi ënnert d'Biotope falen aus den Artikele 16 bis 23 vum 2004er Gesetz, de Minister Derogatioune ka ginn op Avis préalable vun der Forstverwaltung, ënner ganz restriktive Kritären.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Den Artikel 34 vum Naturschutzgesetz seet, dass déi zréckbehalen Habitat-Zone vun Natura 2000 an engem Zäitraum vu sechs Joer als Zone spéciale de conservation iwwer Règlement grand-ducal festzeleeë sinn.

All déi elo genannten Ëmännerunge sinn an engem eenzegen Artikel hei vun dësem Projet de loi vun haut de Mëtteg zesummegefaasst. Iwwert den Artikel 2 vum Projet de loi vun haut gëtt d'Vulleschutzgesetz vum 24. Februar 1928 komplett abrogéiert, well et weder konform ass mat der EU-Gesetzgebung nach och mat eiser neier Legislatioun am Beräich vum Ëmweltschutz.

Une voix.- Très bien.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, mir haten an der Ëmweltkommissioun eng länger Diskussioun, wat d'Biotope betrëfft, iwwert den Artikel 17 vum Naturschutzgesetz, dee jo schonn zu ganz groussen an heftegen Diskussioune gefouert huet. Mir hunn am Kader vun der Ëmännerung vum Gesetz vun dësem Artikel eis och an der Ëmweltkommissioun doriwwer beroden, a sinn zu der Iwwerzeegung komm, dass dee bestehende Règlement type méi pragmatesch an domat besser ass, dee jo am Konsens opgestallt ginn ass mat den Acteuren, souwuel vun der Forstverwaltung, den Naturschutzorganisatiounen awer och deene Leit, déi et um Terrain ëmsetzen: den Naturschutzsyndikater a virun allem de Baueren, well ouni d'Ënnerstëtzung vun de Baueren en effikassen an nohaltegen Naturschutz net méiglech ass.

An domat ware mer der Meenung, dass dëst flexibelt, liewegt Dokument net an de Projet de loi anzeschreiwen ass, well mer doduerch méi eng grouss Flexibilitéit behalen, fir op bestëmmte Situatiounen oder Mëssstänn, déi sech astellen, direkt reagéieren ze kënnen. Dobäi soll ausserhalb vum Bauperimeter e Kadaster vun de Biotopen opgestallt ginn duerch extern Büroen, an innerhalb vum Perimeter soll déi ganz Problematik vun der Forstverwaltung géréiert ginn.

Här President, domadder wëll ech ganz séier dann den Accord gi vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi, deen eist Naturschutzgesetz a Konformitéit zum europäesche Gesetz a Recht setzt, an ech si frou, dass mir an der Ëmweltkommissioun esou séier konnte schaffen a reagéieren, fir domat hoffentlech ze hëllefen, dass de Lëtzebuerger Stat keng Geldstrof ze bezuele brauch.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer fir d'éischt dem Rapporteur, dem Roger Negri, vun dëser Plaz aus Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi hien hat, fir dëse Rapport souwuel schréftlech wéi mëndlech hei ze maachen an an allem Detail hei virzedroen, an dat erlaabt mer elo och, méi kuerz ze sinn.

Dee Projet huet jo als Objet, d'Naturschutzgesetz aus dem Joer 2004 op verschidde Punkten ze vervollstännegen an d'Gesetz iwwert de Vulleschutz vum 24. Februar 1928, also kuerz viru sengem 80. Gebuertsdag, ze abrogéieren. Haaptsächlech geet et ëm d'Transpositioun vun zwou Direktiven, wéinst deene mer jo da scho vun der Europäescher Kommissioun ugesicht gi wéinst non-conformité de la législation nationale à la directive, also wou mer och schonn eng Mise en demeure kritt hunn. Et ass jo engersäits déi Habitat-Direktiv, déi imposéiert eben de Memberstate vun der Europäescher Unioun, sech op nationalem Plang fir d'Erhale vun den natierleche Liewensraim vun de wëllliewenden Déieren a Planzen ze verflichten. An dann op där anerer Säit déi zweet Direktiv, déi sech ëm d'Erhale vun de wëllliewende Vigel an eisem Land këmmert.

Et ass indispensabel, an de Rapporteur huet et gesot, datt mer eist nationaalt Recht esou upassen, dass déi Direktive komplett ëmgesat sinn, fir dass mer a Saachen Naturschutz iwwer eng uniform an effikass Législatioun verfügen. Duerfir eben eng Rei vu Punkten, déi an der bestehender Gesetzgebung preziséiert respektiv ofgeännert ginn, esou zum Beispill iwwert d'Gesetz vum Vulleschutz vun 1928, wou eben och verschidden Dispositioune souguer a Kontradiktioun mat der Direktiv stoungen. Dat heescht, dat aalt Vulleschutzgesetz gëtt dofir an Aklang mam Naturschutzgesetz bruecht a gëtt och an datselwecht integréiert. Domat kritt ee méi e klore juristesche Kader, deen eben eng Rei Onsécherheeten, déi opgeworf goufen an der Vergaangenheet, dann och kann ausmäerzen.

Här President, ech begréissen awer och, dass d'Regierung net op de Vote vun dësem Text gewaart huet, fir am Virfeld awer schonn eng Rei groussherzoglech Reglementer ëmzeänneren a se esou eben an Aklang ze brénge mat den Ufuerderungen, ëm déi et eis haut geet.

De Roger Negri huet schonn hei vun den Animaux malfaisants nuisibles, vum Iltis, Marder - och de Biber kann een do bäifügen - geschwat. Ech ginn also doriwwer ewech. Déi eenzel Modifikatioune sinn also wéi gesot erkläert ginn. Och d'Ëmännerunge vum Artikel 33, deen eben d'Derogatioune fixéiert, déi de Minister ka ginn.

Nei ass dobäi, dass en dat no engem Avis mécht - engem positiven Avis, misst ee jo da soen -, deen an d'Richtung vun der Derogatioun positiv aviséiert, vun der Administration des Eaux et Forêts, wat, mengen ech, ebe gutt ass, fir dass kloer ass, dass d'Objektiver vum Gesetz dann och ëmmer respektéiert ginn an deene Rechnung gedroe ka ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, eben zu Lëtzebuerg kënne mer jo och feststelle wéi an aneren Deeler vun Europa, datt ëmmer méi Planzen an Déiere riskéieren ze verschwannen oder datt se och schonn deelweis definitiv verschwonne sinn. Duerfir ass eben eng komplett Ëmsetzung vun dësen Direktiven esou wichteg fir d'Erhalung vun der Déieren- a Planzewelt.

Insgesamt wëll ech zum Schluss soen, dass mer mat dësem Gesetz den Naturschutz zu Lëtzebuerg weider stäerken. Et gëtt ze vill dacks an der Öffentlechkeet duergestallt, wéi wann den Naturschutz en Hindernis fir eng kohärent Entwécklung vun eisem Land an och vun eise Projete géif duerstellen. Et geet hei bei dësem Gesetz net dorëm, dat eent iwwert dat anert ze stellen. An dësem Naturschutzgesetz ass de seriöen Effort dran, d'Naturschutzinteressen, déi jo och am Interesse vun eis all sinn, an Aklang ze brénge mat deenen aneren Interessen, déi mer hunn; deenen, fir Entwécklungsprojete vun eisem Land virunzebréngen.

Duerfir kann ech och mat guddem Gewëssen den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi an zu dëser spéider Stonn hei ginn.

Plusieurs voix.- Très bien! Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schaaf. Den honorabelen Här Goerens huet als nächste Riedner d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ech sinn net ëmmer d'accord mat der CSV, mä ech kann awer hirem Spriecher seng Konklusioun deelen. Mir sinn och bereet, dee Projet hei matzedroen aus deene Grënn, déi hien an de Rapporteur erkläert hunn. Et geet hei dorëm, fir sech en concordance mat dem europäesche Recht ze setzen. Mir hunn do scho Warnschëss vu Bréissel matkritt.

An ech wollt just zum Schluss eng Fro stellen, well mer jo ëmmer eis Aarbechte wëllen an enger Kohärenz situéieren. Hei geet et jo och ëm d'Vulleschutzgesetzgebung. Ech wollt de Minister froen, wéi dem Jos Scheuer, sengem Parteikolleeg Jos Scheuer seng Initiativ...

(Hilarité)

...seng Initiativ, fir de Kormoranen zu Leif ze récken, ka kohärent existéiere mat dësen Texter, déi mer haut ofstëmmen.

(Hilarité et interruptions)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir erlaabt, dass den Här Scheuer direkt op déi Fro äntwert am Numm vun der Regierung.

Plusieurs voix.- Mir si gespaant!

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Ech si wierklech erstaunt an ech begréissen, datt den Här Goerens sech och esou ëm e grousse Problem vun der Lëtzebuerger Vullewelt bekëmmert,…

(Hilarité)

…an dee beréiert jo net nëmmen d'Vullewelt, mä och d'Fësch besonnesch, an ech freeë mech wierklech op d'Äntwert vum Minister, déi elo kënnt.

(Hilarité)

M. le Président.- Ier et awer um Minister ass, ass et emol nach fir d'éischt um Här Gira. Vläicht och zu de Kormoranen?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Neen, zu de Kormoranen, mengen ech, huet déi gréng Fraktioun schonn alles gesot, wat ze soen ass. De Problem schéngt och net esou ganz grouss gewiescht ze sinn, well et huet ee scho laang näischt méi héieren. Ech menge vun de Kormoranen, net elo vum Här Scheuer.

(Interruptions diverses et hilarité)

Une voix.- D'Weiere sinn eidel!

M. le Président.- Här Gira, fuert weider, wann ech gelift!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Et ass rar, dass Dir een incitéiert net zum Sujet ze schwätzen, muss ech soen. Ech probéieren dat dann awer elo ze maachen.

Zum Projet de loi ass net méi vill ze soen; den Här Negri huet dat a sengem ausféierleche Rapport am Detail gemaach. Eng Remarque eisersäits och zu deem berühmten Artikel 17. Mir hätten et net schlecht fonnt, wann ee vun der Geleeënheet profitéiert hätt, wou souwisou d'Gesetz vun 2004 amendéiert gëtt, fir sech eng Base légale fir e Règlement grand-ducal ze schafen. Ech mengen, dass e Règlement grand-ducal awer flexibel genuch wär, fir op esou Situatiounen ze reagéieren, wéi den Här Negri gesot huet.

Ech wënschen dem Ëmweltminister, dass e Recht huet, dass seng Circulaire ministérielle duergeet. Ech hoffe just, dass en net do eng Kéier eng ähnlech Bruchlandung mécht, wéi um Flughafen, an dann awer e Geriicht wäert soen: Et deet eis leed, fir esou Autorisatiounen erauszeginn, geet et net duer mat enger Circulaire ministérielle, Dir braucht eng Base légale am Gesetz an dann e Règlement grand-ducal. Also mir kënnen do nëmme wënschen: Bonne chance, Här Lux!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

(Interruptions)

Une voix.- Elo kënnt dat.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Also, Här President, ech soe léiwer näischt dozou.

(Hilarité)

M. le Président.- Dat war déi kierzeste Ried, déi mer zënter Laangem héieren hunn. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, just dräi kuerz Sätz. Engersäits der Chamber an dem Rapporteur wierklech e Merci; ech sinn hinnen dankbar fir déi schnell Behandlung. Ech mengen, et ass zu Recht gesot ginn, déi éischt Schëss si vu Bréissel scho komm wéinst der «mauvaise transposition», déi mer gemaach hunn 2004. Et huet och e bësse gedauert fir souwuel mat der Kommissioun wéi mam Conseil d'État och eens ze ginn, wat ëmmer deen een an deen anere verstanen huet, well et eng ganz komplizéiert an technesch Matière war. Ech wëll och menge Mataarbechter Merci soen, déi hei gutt a schnell geschafft hunn, fir dass mer dat an d'Rei kréien.

Zweetens, beim Artikel 17 froen ech mech ëmmer, wa mer doriwwer diskutéieren, firwat an der laanger Behandlung vun deem Gesetz 2004 net schonn deemools verstane ginn ass, dass e Règlement grand-ducal vläicht noutwendeg wär. Wann all déi, déi haut drängelen, fir mech dozou ze kréien, d'Gesetz op deem Punkt ze änneren, deemools och zu där Konsequenz komm wären, dann hätt een dat du scho kënne maachen.

Mir hunn et elo mat vill Méi fäerdeg bruecht, am Konsens vun allen Acteuren um Terrain, eis eng Marschroute ze ginn. Där soll een elo eng Chance ginn um Terrain, éier ee légiféréiert a vläicht e Schnellschoss mécht, dee sech herno kontraproduktiv kéint fir den Naturschutz auswierken. Dat wëll ech verhënneren. Duerfir, mengen ech, musse mer deen do Wee goen.

Drëttens a leschtens hunn ech wëlles zu de Kormoranen eppes ze soen, den 3. Februar 2008 zu Beetebuerg am Schlass um Kongress vun der Fëscherfederatioun. De Suspens wäert onerträglech sinn.

(Hilarité)

Merci.

Une voix.- Geet den Här Scheuer mat dohinner?

(Brouhaha)

M. le Président.- Merci, Här Minister. Här Scheuer, hutt Dir d'Wuert nach eng Kéier gefrot?

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Neen.

Une voix.- Léiwer net.

M. le Président.- Da komme mer elo zum Vote vun deem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5732 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nancy Arendt), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

M. Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Mmes Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), Colette Flesch (par M. Alexandre Krieps), MM. Charles Goerens, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Jacques-Yves Henckes;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien um néng Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.58 heures)

SÉANCE 20

Mercredi, 19 décembre 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Question parlementaire N°2054 de M. Camille Gira relative à l'ouverture au public du Grünewald
- *M. Camille Gira, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

2. 5801 - Projet de loi

1. portant modification
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;
- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

2. portant introduction de la loi concernant le boni pour enfant;

3. portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

4. portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective;

5. portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Laurent Mosar*
- *Discussion générale: M. Lucien Thiel (interrompu par M. Félix Braz), M. Claude Meisch, M. Ben Fayot, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi*
- *M. Aly Jaerling, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances*
- *Motion 1 adoptée*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Da kënne mer direkt zu eisem Ordre du jour vun haut de Moie kommen. Dir wësst, dass mer de Moien d'Diskussioun vum Projet de loi 5801 op eisem Ordre du jour hunn. Bei dësem Projet de loi ass d'Riedezäit nom Modell 3 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: déi Häre Thiel, Meisch, Fayot, Bausch a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi…

(Interruption)

Wéinst der Fro vum Här Gira, déi net beäntwert ass, hate mer gesot, mir géifen dat haut de Moie maachen, well de Statsminister haut hei ass. Den Här Gira, deen aner Obligatiounen hat, huet sech elo extra fräi gemaach, fir um 9 Auer hei ze sinn. Wann Der d'accord sidd, huele mer d'Fro vum Här Gira als Éischt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech si Wuess an Äre Hänn.

Plusieurs voix.- Oh!

(Hilarité)

M. le Président.- Här Gira, Dir hutt d'Wuert fir Är Fro ze stellen.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live *an* **integral**
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

1. Question parlementaire N°2054 de M. Camille Gira relative à l'ouverture au public du Grünewald

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Merci och dem Här Statsminister, dass hien d'accord war, dës Fro mëndlech ze beäntwerten, nodeem mer no engem Mount nach keng schréftlech Äntwert haten.

Ëm wat geet et? Et geet ëm de Gréngewald. Am September 2006 hat de Maréchalat de la Cour annoncéiert, dass de Groussherzog géif drop verzichten, deen Deel vum Gréngewald, deen der groussherzoglecher Famill gehéiert, souwuel privat oder och un de Stat ze verkafen. Hie géif souguer driwwer nodenken, fir dësen eemolege Biotop, zäiteweis zumindest am Joer, der Populatioun opzemaachen, wann en contrepartie de Stat bereet wier, d'Gestiounsfraisën ze iwwerhuelen.

Duerfir wollt ech ee Joer no dëser Deklaratioun emol nofroen, wou deen Dossier dru wier. Ech wollt de Statsminister froen, ob hie mer ka soen, wéi wäit den Dossier gediehen ass. Ob scho konkret nogeduecht gëtt, wéi eng Zäiten am Joer eventuell d'Populatioun an de Gréngewald kéint eragoen, a wann dat esou wär, dass de Stat géif d'Gestioun iwwerhuelen, ob driwwer nogeduecht gëtt, dës ganz Gestioun no engem vun de Labelen, entweder FSC oder PEFC, ze maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, léif Kolleegen, ech fannen et eng gutt Übung, dass, wann d'Regierung net an engem ugemiessenen Zäitraum schréftlech op eng Fro äntwert, déi Fro da ka mëndlech gestallt ginn. Dat huet ënner anerem zur immédiater Folleg, dass ee sech dann engem Dossier, deen ee méi labber ugaangen ass, op méi eng konzentréiert Bunn bréngt.

Ech sinn de Moien an der Lag, mat Ausnahm vun där Fro vun der Labeliséierung, déi muss gekuckt ginn an déi mech net direkt betréfft, der Chamber ze bestätegen, dass de Grand-Duc d'Absicht net huet, de Gréngewald ze verkafen, weder un ee privaten Acquéreur nach un de Stat, wéi Eenzelner dat gewënscht haten.

Par contre huet hien d'Absicht, dem Stat de Gréngewald fir deen Deel, deen d'Propriétéit vum Grand-Duc ass, ze verlounen, an zwar fir de sportleche Präis vun engem Euro. Zur gréisster Enttäuschung vum Grand-Duc wëll ech him soen, dass hie wahrscheinlech och deen Euro net kritt.

(Hilarité)

Par contre ass de Grand-Duc d'accord, de Gréngewald de Leit zougänglech ze maachen. Zu deem Zweck gëtt dat Gatter opgemaach respektiv et verschwënnt. Den Zougang zum Bësch, dee géif de Leit fir d'ganzt Joer, an net nëmme fir bestëmmte Perioden am Joer opgemaach ginn.

Am Géigenzuch géif de Stat kënnen de Gréngewald exploitéieren an déi Revenuen, déi doduerch ufalen, selwer anzéien. An am zweete Géigenzuch wier d'Regierung bereet, d'Käschten ze iwwerhuelen, dat heescht, d'Personalkäschten ze iwwerhuelen, déi mat der Exploitatioun vum Gréngewald zesummenhänken. Doriwwer sinn de Minister Frieden, ech selwer an de Grand-Duc, an ëmgedréinter Reiefolleg, wann ech gelift,…

(Hilarité)

…eis eens ginn. Esou gëtt et gemaach.

Ech sinn och bereet, den Här Frieden och, an d'Finanzkommissioun ze kommen, fir d'Zuelematerial eng Kéier ze weisen. Well et ass de Wonsch vum Grand-Duc, dass déi Ofmaachung do sech a vollster Transparenz ofspillt.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Da komme mer zum Projet de loi, dee mer als Éischten haut de Moien um Ordre du jour stoen hunn. Den honorabelen Här Mosar ass Rapporteur vun dësem Projet an hien huet elo d'Wuert, fir de Rapport vun der Finanzkommissioun ze maachen.

www.chd.lu

2. 5801 - Projet de loi

1. portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

2. portant introduction de la loi concernant le boni pour enfant;

3. portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

4. portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective;

5. portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng knapp Woch nodeem d'Chamber de Budget fir d'Joer 2008 gestëmmt huet, hunn ech dann haut de Plëséier, Iech de Rapport iwwert de Projet de loi 5801 ze presentéieren, deen hei an der Chamber, an der Press a bei enger breeder Öffentlechkeet et als Gesetz iwwert d'Aféiere vun engem Kannerbonus schonn zu engem gewëssene Bekanntheetsgrad bruecht huet an och scho fir vill Diskussiounsstoff heibannen an dobausse gesuergt huet.

Obschonn dëse Projet sécherlech net d'Ambitioun vun enger struktureller Steierreform huet, esou kann een e sécherlech net reduzéieren op d'Aféiere vun enger steierlecher familljepolitescher Mesure. Dëst wär dësem Projet sécherlech Onrecht gedoen, well hei eng ganz Rei vu Moossname steierrechtlecher Natur ëmgesat ginn, déi net nëmme Familljе mat Kanner betreffen, mä déi doriwwer eraus all Steierzueler uginn, awer och all déi Leit betreffen, déi géint Loun a Gehalt schaffen an déi an deem Kader Iwwerstonne leeschten. Schlussendlech betréfft en och an engem gréissere Mooss d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen.

Ech géif dann och wëllen an deenen nächste Minutte versichen, déi wichtegst Aspekter vun dësem Projet kuerz ze beliichten. Fir den Detail verweisen ech souwuel op de Projet de loi selwer wéi op mäi schréftleche Rapport, déi in extenso déi verschidden Dispositioune vun dësem Projet beliichten.

Här President, erlaabt mer awer mat engem kuerze Merci unzefänken, un all déi Leit, déi mer eng Hand mat ugepaakt hunn, datt mer et fäerdeg bruecht hunn, dëse Projet de loi a relativ kuerzer, fir net ze soen extrem kuerzer Zäit ze diskutéieren an dann och nach virum Enn vum Joer hei zur Ofstëmmung ze bréngen.

Fir d'alleréischt natierlech alleguerten de Kolleeginnen an de Kolleegen aus der Finanzkommissioun e grousse Merci, an ech wollt och emol vun der Geleeënheet profitéieren, do e besonnesche Merci un eis Sekretärin, d'Madame Guezennec, ze riichten, déi an de leschten Deeg oft huet missen eng Iwwerstonn maachen.

Derniewent wëll ech awer och dem Premier- a Finanzminister an dem Direkter vun der Steierverwaltung Merci soen, déi à tout moment der Kommissioun Ried an Äntwert stoungen, an dat, besonnesch wat de Premier- a Statsminister ugeet, trotz engem méi wéi gutt gefëllten Agenda.

E Merci an eng Entschëllegung awer och vun dëser Plaz un de Statsrot, dee sech vläicht heiansdo e bësselchen an dem Projet de loi brüskéiert virkomm ass, well hien huet missen innerhalb kierzester Zäit Avisen ofginn. Schlussendlech wëll ech dann och nach e Merci riichten un d'Mataarbechter vu menger Fraktioun, an dësem Fall ganz besonnesch un de Carlo Mulbach.

Här President, aleedend zum Kannerboni, awer och ganz besonnesch zur Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun ëm 6%, wëll ech hei nach eng Kéier op déi zwee Haaptobjektiver vun dëse punktuelle Mesuren agoen, well ech an deene leschten Deeg a verschiddenen Diskussiounen oft d'Gefill kritt hunn an och elo nach hunn, datt hei esou munches duercherneegehäit gëtt.

Bei dëse Mesurë geet et fir d'alleréischt a prioritär drëm, déi Familljе mat Kanner, déi e klengt oder e mëttelt Akommes hunn an déi bis elo net konnte vun der Steiermoderatioun fir Kanner profitéieren, an de Genoss vun deem Kannerboni vun 922,5 Euro ze bréngen a si domadder och un där Steiermoderatioun deelhuelen ze loossen.

Wann ech elo hei soen, ëm wat et geet, wëll ech awer gläichzäiteg nach eng Kéier ënnersträichen, ëm wat et net geet, nämlech fir alle Familljе mat Kanner, besonnesch déi aus héijen Akommeskategorien, elo eng zousätzlech Steiererliichterung a Form vun engem Kannerboni zoukommen ze loossen. Dës Familljе profitéieren awer, an domadder kommen ech dann och schonn zum zweete wichtegen Objektiv vun dësem Projet, wéi all Steierzueler an deem Land hei vun der Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun ëm 6%.

Am Kloertext heescht dat, datt vun deenen 200.000 Kanner, déi am Moment an de Genoss vum Kannergeld kommen, der 100.000 sinn, déi integral wäerte vun dësem Kannerbonus profitéieren, dat heescht, hir Eltere kréie vum nächste Joer un 922,5 Euro méi pro Kand eraus. Fir ongefeier 15.000 Kanner wäert dës Reform nach eng positiv Differenz fir hir Eltere bréngen, a fir ongefeier 85.000 Kanner wäert dës Reform steierlech neutral bleiwen.

All d'Eltere vun deenen 200.000 Kanner wéi och all déi Leit, déi keng Kanner hunn, profitéieren allerdéngs vun der virgenanntener Upassung vun der Steiertabell, esou datt vum nächsten 1. Januar u jiddfereen an dësem Land wäert manner Steiere bezuelen, mä allerdéngs déi eng „méi manner“ an déi aner „manner manner“, fir et emol esou eng Kéier auszedrécken.

All dës Mesuren, Dir Dammen an Dir Hären, wäerten de Stat ronn 295 Milliounen Euro kaschten, déi also manner an eis Statskeese fléissen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt dann elo kuerz op dee sougenanntene Kannerbonus agoen, fir hei nach verschidde Prezisiounen ze maachen. Dëse Boni vun 922,5 Euro pro Joer gëtt also vum nächste Joer u fir all Kand ausbezuelt, ouni Distinctioun vum Akommes vu sengen Elteren. Dës Mesure applizéiert sech natierlech och op d'Frontalieren, déi an eist Land schaffe kommen, wat d'ailleurs méi wéi normal ass, well déi Leit jo elo schonn an de Genoss vun der Steiermoderatioun fir Kanner kommen an och d'Kannergeld kréien.

Ech verstinn dofir och net déi Opreegung, déi sech elo a gewëssene Kreesser breetmécht, fir ze mengen, do géif de Stat elo an deenen nächste Jore Milliounen Euro an d'Ausland exportéieren, fir dëse Kannerboni ze bezuelen. Ech weess och net, Dir Dammen an Dir Hären, wéi een engem Frontalier erkläert hätt, hie géif net an de Genoss vum Kannerbonus kommen, während säin Noper weider hätt kënne vun der Modération d'impôt profitéieren.

Mir haten an der Kommissioun eng länger Diskussioun iwwert d'Ausbezuele vun deem Kannerboni, an hei war eigentlech unanime d'Meenung déi vun alle Kolleeginnen a Kolleegen, datt dëse Kannerbonus net sollt eemol am Joer, mä pro Mount ausbezuelt ginn. Dës Meenung gëtt jo gedeelt net nëmme vum Statsrot, mä och vun deene verschiddene Chambres professionnelles.

Allerdéngs si mir eis als Kommissioun och eens gewiescht, datt et praktesch, ganz besonnesch fir d'Kannergeldkeess, problematesch géif ginn, vum nächste Joer u schonn dëse Kannerboni pro Mount auszebezuelen, an dofir si mir och averstane gewiescht, datt fir d'Joer 2008 et dann nach sollt zu engem eemolegen Ausbezuele vun dësem Bonus kommen.

Ech wëll hei och op déi Kritik vum Statsrot zréckkommen, déi fäert, datt duerch dës nei Mesure en administrativë Chaos kéint entstoen, well et hei zu enger Vermëschung vu Steier- a Sozialrecht géif kommen. Wann dës Kritik da berechtegt wär, géif se sech op all Mesure applizéieren, déi a Richtung Steierkredit geet. D'Kommissioun ass op jidde Fall der Meenung gewiescht, d'Propositioun vum Statsrot, fir de Bonus iwwer e Steierkredit vun der Steierverwaltung auszebezuelen, wär nach vill méi komplizéiert an hätt da fir e richtege Chaos gesuergt, dës Kéier dann um Niveau vun der Steierverwaltung.

D'Kommissioun ass sech awer och de Schwieregkeete bewosst, déi sech hei wäerten am nächste Joer stellen, a mir géifen dofir de Premier- a Finanzminister an och déi aner zoustänneg Ministere bieden, besonnesch d'Kannergeldkeess souwuel um Niveau vun der Informatik wéi awer och vum Personal esou auszestatten, datt se hiren zousätzlechen Obligatioune wäert kënnen nokommen.

Duerch dëst Aféiere vun engem Kannerboni wäerten dann och eng Rei vu Steierklassen ewechfalen, esou datt mer an Zukunft just nach dräi Steierklasse wäerten hunn: 1, 1A an 2, wouraus sech dann ergëtt, datt och d'Tauxe vun de jeeweilege Steierkaarte wäerten ugepasst ginn.

Wéi gesot, ech wëll elo hei net op all eenzel Detailfro agoen, just awer nach kuerz op d'Situatioun vun deene Kanner agoen, déi groussjähreg sinn an déi no 18 Joer nach virun an d'Schoul ginn. Do ass et bis elo esou gewiescht, datt d'Eltere vun deene Kanner konnte vun der Steiermoderatioun profitéieren, an dat bis 27 Joer a souguer nach doriwwer eraus. Dat wäert an Zukunft net méi de Fall sinn, mä dofir kommen déi Elteren oder awer och d'Kanner direkt bis zum Alter vu 27 Joer an de Genoss vun deem Kannerboni.

Dräi allerlescht Observatiounen nach zu dësem Punkt. Fir déi Elteren, déi net méi matenee bestuet sinn, ass et esou, datt deen Elterendeel, deen net d'Garde vun de Kanner huet, weider ka vun der Steiermoderatioun profitéieren, grad wéi dat bis elo de Fall war. Des Weideren ass et dann och esou, datt wéinst dem Ewechfale vun der Steiermoderatioun fir Kanner verschidden Elteren elo erëm steierflichteg ginn an domadder kënne vun enger Rei vun Abattementë profitéieren, wat fir déi Leit dann zu enger zousätzlecher Steiererliichterung wäert féieren.

Schlussendlech wëll ech dann och nach betounen, datt all Kand, wat d'nächst Joer gebuer gëtt, egal a wat fir engem Mount, vum integrale Kannerbonus vun 922,5 Euro wäert profitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat elo d'Adaptatioun vun der Steiertabell un d'Inflatioun ëm 6% ugeet, ass net schrecklech vill dozou nach ze soen, ausser datt déi verschidde Steiertranchë vun der Klass 1 eropgi vun 1.650 Euro op 1.749, a bei der Klass 1A geet dee Montant erop vun 39.000 op 41.340 Euro. Dëse Betrag ass a sech véiermol den Agangsbetrag. Am selwechte Kontext ginn dann och d'Steierbonifikatiounen an d'Luucht. Ech verweisen hei fir den Detail op mäi schréftleche Rapport.

Ech wëll dann elo nach op e Punkt agoen, iwwert deen eigentlech wéineg an der Öffentlechkeet bis elo geschwat ginn ass, nämlech deen, datt an Zukunft déi Leit, déi e Partenariat agaange sinn, kënne fir eng gemeinsam Besteierung optéieren. D'Konditiounen heivu sinn, datt d'Partenariat existéiert huet am Ufank vum Besteierungsjoer, wann déi zwee Partner Résidanten hei zu Lëtzebuerg sinn. Bei deenen, déi am Laf vum Joer Résidant ginn, spillt a sech déiselwecht Bedéngung, nämlech datt si am Ufank vum Joer schonn duerch e Partenariat gebonne sinn; Partenariat, wat och nach um Enn vum Joer besteet. Betoune wéilt ech allerdéngs, fir da ganz komplett ze sinn, datt beim Enn vum Partenariat dës Leit net vum Iwwergangsregime vun dräi Joer profitéieren, wéi dat fir d'Besteierungsklass 2 bei Gescheetenen, Getrenntenen oder Witfrae respektiv Witmänner de Fall ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat elo déi Mesuren ubelaangt, déi d'Betribsautoen uginn, wëll ech nach eng Kéier drun erënneren, datt d'Regierung zesumme mat der Finanzkommissioun décidéiert huet, op dës Mesurë fir d'Joer 2008 ze verzichten. Hei wär et drëm gaangen, all

Betribsautoen, déi méi en héijen Ausstouss wéi 190 Gramm CO_2 pro Kilometer hätten, net méi kënne steierlech ofzesetzen an déi Part privative, déi jiddfer Steierzueler hei muss drop bezuelen, vun 1,5 op 2% eropzesetzen.

D'Entscheedung, fir dës Mesure elo emol fir 2008 net unzewenden, huet näischt mat der Richtegkeet vun der Zilrichtung ze dinn, hannert där d'Finanzkommissioun an hirer Unanimitéit steet. Allerdéngs si mir och der Meenung gewiescht, datt, wann een esou eng Mesure aféiert, een dat muss deene betraffenen Entreprisen a Leit am Virfeld matdeelen, fir datt si sech och kënnen zur Zäit dorobber astellen.

Dofir huet et och der Kommissioun geschéngt, datt déi Moossnamen, déi hei ursprénglech virgeschloe gi sinn, net nuancéiert genuch gewiescht sinn, well zum Beispill keen Ënnerscheed gemaach gëtt tëschent Autoen, déi iwwer 190 Gramm CO_2 de Kilometer ausstoussen, mir allerdéngs an der Kommissioun der Meenung sinn, datt een trotzdeem muss en Ënnerscheed maachen tëschent engem Auto, deen 191 där CO_2-Grammen ausstéisst an engem, deen der 400 ausstéisst.

Derbäi kënnt, datt d'Betribsautoen en Deel vun der Lounpolitik vu villen Entreprisen, ganz besonnesch och am Finanzsecteur duerstellen. Et kann een deemno och net einfach duerch eng och gutt gemengten ëmweltpolitesch Steiermesure dëst vun engem Dag op deen aneren änneren, ouni emol och am Virfeld en Dialog mat deene concernéierte Sozialpartner heiriwwer gefouert ze hunn.

Fir awer nach eng Kéier mat Nodrock ze ënnersträichen, datt d'Finanzkommissioun vun der Richtegkeet vun der Stoussrichtung vun dëse Steiermesuren iwwerzeegt ass, wëll ech hei am Numm vun der Finanzkommissioun eng Motioun déposéieren, wou mer d'Regierung dran opfuerderen der Finanzkommissioun am Fréijoer vum nächste Joer méi équilibréiert an nuancéiert Mesuren an deem Kontext ze proposéieren, déi dann och scho kënnen am Virfeld mat allen interesséierte Kreesser diskutéiert ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre doit être continuée de manière intensive;

- considérant que la poursuite d'une telle politique doit comporter une nouvelle dimension fiscale incitant à l'utilisation de voitures à émissions réduites de CO_2;

- considérant que les voitures de fonction respectivement de direction doivent être affectées prioritairement par des mesures fiscales incitatives, destinées à favoriser l'éclosion d'un parc automobile à plus faibles émissions;

- considérant que le Premier Ministre, dans le cadre de sa déclaration sur l'état de la nation de mai 2007, a affirmé que «la réforme de la taxe sur les véhicules automoteurs sera complétée par la prise en compte des véhicules d'entreprise et de leur domaine d'utilisation»;

invite le Gouvernement

- à concevoir une réforme de la taxe sur les véhicules automoteurs comportant un volet relatif aux véhicules d'entreprises et leur domaine d'utilisation;

- à déposer un projet de loi permettant d'atteindre l'objectif cité à la Chambre des Députés, de manière à ce que la procédure législative permette l'entrée en vigueur des mesures destinées à atteindre cet objectif puisse se réaliser au 1er janvier 2009.

(s.) Laurent Mosar, Ben Fayot, Camille Gira, Norbert Haupert, Claude Meisch.

M. le Président.- Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, ech kéim dann zu engem Punkt, deen zu villen Diskussiounen Ulass ginn huet, besonnesch awer mam Statsrot, nämlech d'Iwwerstonneregelung, déi sech aus de Konklusioune vun der Tripartite ergëtt.

De Projet de loi proposéiert eigentlech just hei eng Mesure, déi, wéi gesot, am Kader vun der Tripartite ofgemaach gi war, fir d'Iwwerstonnen am private Secteur steierlech komplett ze befreien, ëm ee Joer virzeverleeën, dat heescht amplaz op den 1. Januar 2009 elo schonn op den 1. Januar 2008 ulafen ze loossen. Dës Virverleeung ass souwuel am Interessi vun de Betriber wéi awer och vun de Salariéë vun dëse Betriber.

Allerdéngs huet de Statsrot sech a sengem Avis dëser Moossnam opposéiert ouni awer kloer ze preziséieren, ob et sech ëm eng Opposition formelle oder ëm eng einfach Oppositioun géif handelen. Mir hu versicht an enger Demande de précision nach eng Kéier erauszefannen, ob dann de Statsrot le cas échéant géif d'Dispens vum zweete constitutionnellë Vote refuséieren. Allerdéngs ass och am zweeten Avis complémentaire dës Äntwert net glaskloer ausgefall, nach ass awer d'Kommissioun zur Konklusioun komm, datt et sech hei net géif ëm esou eng formell Oppositioun handelen an huet dofir och décidéiert beim Regierungstext ze bleiwen.

Wat ass dann elo eigentlech d'Haaptschwieregkeet vum Statsrot gewiescht? A sech huet de Statsrot sech fir d'éischt dru gestouss, datt déi Moossnam, déi eigentlech eréischt fir 2009 virgesi war, elo soll virgezu ginn, huet awer och doniewent e Problem, datt dës Iwwerstonneregelung sech net op den öffenleche Secteur applizéiere géif.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn heiriwwer an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert a mir sinn zur Konklusioun komm, datt an deene Verhandlungen zum Statut unique d'Vertrieder vun der Fonction publique net wollten an dee Statut unique mat erakommen, aus enger ganzer Rei vu Grënn, op déi ech elo hei net wëll agoen.

Ech mengen also, datt virun deem Refus vun der Fonction publique, deem Statut unique bäizetrieden, een eng eenzel spezifesch Dispositioun vun dësem Statut unique net einfach esou kann op d'öffentlech Fonctioun uwenden. Ech wëll och nach betounen, datt, wat d'Aarbechter souwuel beim Stat wéi bei de Gemenge betréfft dës natierlech vun deem neie Statut vun den Iwwerstonne profitéiere wäerten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dann op dee leschte wichtege Volet vun dësem Projet de loi anzegoen, nämlech déi Steiererliichterungen, déi am Interessi vun eisen Entreprisë wäerte geholl ginn. Hei sinn eng ganz Rei Moossname virgesinn, op déi ech elo net am Detail wëll agoen. Erlaabt mer awer vläicht déi wichtegst dovun ervirzehiewen.

Fir d'éischt gesäit de Projet de loi vir, fir den Taux vun der Steierbonifikatioun fir zousätzlech Investissementer vun Entreprisë vun elo 10 op 12% eropzesetzen. Dës Mesure soll dozou féieren d'Entreprisë weider ze encouragéiere mat hirer Investitiounspolitik virunzefueren. Betoune wéilt ech heibäi, datt all d'Investissementer, fir kënne vun där Bonifikatioun ze profitéieren, mussen an engem Etablissement gemaach ginn, dat sech hei zu Lëtzebuerg befënnt, an dat och destinéiert ass permanent hei ze bleiwen.

Doniewent gesäit d'Gesetz awer och ee Pak vu Steiermoossname vir, déi déi sougenannten intellektuell Propriétéit betreffen.

Erënnere wëll ech an deem Kontext nach eng Kéier drun, datt duerch d'Ewechfale vum Holdingsstatut op den 31. Dezember 2010 d'Breveten an d'Marke kenger spezieller steierlecher Behandlung méi hei zu Lëtzebuerg ënnerleie géifen. Dofir ass et och eminent wichteg, dass duerch dëst neit Gesetz all déi Leit oder Betriber, déi Marken a Brevete kommerzialiséieren, enger méi gënschteger steierlecher Behandlung an Zukunft ënnerleie wäerten. Et ass dofir och virgesinn, datt 80% vun deene Revenuen, déi aus deenen Aktivitéite generéiert ginn, net besteiert ginn, esou datt mer hei ganz no bei déi aktuell Behandlung vun esou Aktivitéiten am Kader vun Holdingsgesellschaften erukommen.

Betoune wéilt ech, datt an de Champ d'application vun dëse Steiermesuren op där enger Säit d'Marque-de-servicë falen, wat déi sinn, déi sécherlech am heefegsten hei zu Lëtzebuerg kommerzialiséiert ginn, an op där anerer Säit déi sougenannten Noms de domaine - ech hunn nach keng lëtzebuergesch Iwwersetzung dofir fonnt.

Besonnesch wéilt ech hei ënnersträichen, datt mir elo als éischt an eenzegt europäescht Land domadder eng spezial steierlech Behandlung fir esou Aktivitéiten am Kontext vun deenen Noms de domaine maachen. Heizou erlaabt mer ze preziséieren, datt et elo schonn eng ganz Rei vu Gesellschafte ginn, déi Portefeuillë mat dausende vun esou Noms de domaine géréieren, déi eng grouss kommerziell Valeur duerstellen. Bis elo sinn déi Portefeuillen an Off-Shore-Juridictioune géréiert ginn, well, wéi ech virdru gesot hunn, keen eenzegt Land um Niveau vun der Europäescher Unioun ee spezielle Steierregime fir déi Noms de domaine virgesäit.

Zesumme mat der Direktioun vun der Steierverwaltung, där ech heifir och nach eng Kéier wëll e spezielle Merci ausdrécken, hu mir an där zoustänneger Kommissioun décidéiert, datt dës Noms de domaine och an den Uwendungsberäich vun deem neie Gesetz wäerte falen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéim dann och schonn esou lues zum Schluss. Erlaabt mer awer nach e lescht Wuert zur Vermëttlung vun Donnéeën u verschidde Beruffskummeren.

Duerch een Uerteel vum 24. Oktober vun dësem Joer vum Tribunal administratif ass eng gewëssen Onsécherheet entstanen, wat d'Iwwermëttlung vun deenen Donnéeë vun der Steierverwaltung un d'Beruffschamberen betrëfft. Mir maachen elo dëser Onsécherheet en Enn mat dësem Gesetz. Allerdéngs ass d'Kommissioun der Meenung gewiescht, datt mer heiriwwer vill méi eng fundamental Diskussioun misste féieren iwwert déi obligatoresch Affiliatioun vu verschiddenen Entreprisen an de Patronatschamberen.

Ouni elo hei wëllen an den Detail vun dëser Problematik anzegoen, wat eis de Moie vill ze vill wäit géif féieren, wëll ech just nach eng Kéier ënnersträichen, datt et zum Beispill méi wéi diskutabel ass, datt am Moment eng ronn 31.000 Soparfien, déi mer hei zu Lëtzebuerg domiciliéiert hunn, zum Deel musse substanziell Memberscotisatiounen un d'Chambre de Commerce bezuelen, dat obscho se eigentlech iwwerhaapt kee Lien mat dëser Beruffskummer hunn.

Här President, ech wär frou, wa mir an der zoustänneger Kommissioun am Ufank vum nächste Joer eng méi fundamental Diskussioun heiriwwer féiere kéinten, zesumme mam Wirtschaftsminister an natierlech de Vertrieder vun deene concernéierte Beruffschamberen.

Dat gesot, kéim ech dann och domadder zum Schluss.

Dëse Projet de loi wäert op där enger Säit méi steierlech Gerechtegkeet fir Famillje mat Kanner bréngen, op där anerer Säit awer all Steierzueler, duerch d'Upasse vun der Steiertabell ëm 6% vum 1. Januar un, jiddferengem méi a säi Porte-monnaie bréngen. Dëse Projet ass awer och e weidere Schrëtt an d'Richtung méi Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen duerch eng besser steierlech Behandlung vun den Iwwerstonnen op där enger Säit an duerch eng Rei vu steierleche Moossname fir Investissementer, besonnesch awer och am Beräich vun der intellektueller Propriétéit.

Ech géif Iech dofir alleguerte bieden Är Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet ze bréngen an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Lucien Thiel ageschriwwen. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Merci, Här President, Här Statsminister, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a sengem ausféierleche schréftlechen an net manner impressionnante mëndleche Rapport huet elo grad de Kolleeg Laurent Mosar eis d'Komplexitéit an d'Variétéit vun deem Projet virun Ae gefouert, dee mir elo stëmme sollen; ee Projet, deen esou eppes wéi d'Verlängerung vum Budget ass, dee mir d'lescht Woch hei ugeholl hunn, souzesoen ee Budget bis, well hei fanne mir d'Ëmsetzung vun all deene Mesuren erëm, déi am Kontext vum Budget ugekënnegt gi waren an déi och schonn do hiren Niddersch lag fonnt hunn.

De Laurent Mosar huet a sengem schréftleche Rapport net manner wéi zéng verschidde steierlech Moossnamen opgezielt, déi an dësem Gesetz ënnerbruecht sinn. Si gehéieren zu den Haaptakzenter, déi d'Regierung hirem Budget fir dat anert Joer mat op de Wee ginn huet. Et war keng einfach Missioun fir de President vun der Budgets- a Finanzkommissioun, fir als Rapporteur vun dësem Projet déi eenzel Deeler vun deem legislative Patchwork opzeschaffen an iergendwéi ënner en Hutt ze kréien. Déi intensiv Korrespondenz tëscht Regierung, Parlament a Statsrot léisst drop schléissen, datt den Text a sengem éischte Worf net grad perfekt war an datt nach huet missen dru gehummert, gehuwwelt a geschnëppelt ginn, bis datt hien zeideg genuch war, fir der Chamber definitiv ënnerbreet kënnen ze ginn.

Ech erspueren Iech a mir et, datt ech elo nach eng Kéier op all d'Eenzelheete vun deem Steierpak aginn, deen - dat sief direkt gesot - d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun kritt. Well de Rapporteur esou ausféierlech war, kann ech mech op e puer Aspekter vum Gesetz beschränken, déi et wuel verdénge besonnesch ervirgehuewen ze ginn.

Do wär emol fir d'éischt de Kannerboni, deen eigentlech als Negativsteier geduecht war, an deen elo dobaussen als eng Zort zweet Kannergeld ugesi gëtt. D'Décisioun, esou e Boni anzeféieren, geet wéi esou villes an dësem Gesetz op d'Gefox tëschent Regierung a Sozialpartner an der Tripartite zréck, huet awer eng e bësse méi laang Geschicht.

Wéi senger Zäit den Héchstsaz fir d'Persounebesteierung an zwou Etappen, fir d'éischt op 42 an dunn op 38% erofgesat gouf, huet et geheescht, dat wier jo schéin a gutt, mä et géif all deenen näischt bréngen, déi keng Steiere bezuelen. An dat si jo bekanntlech ongefëier 40% vun den Haushalter. Do koum d'Iddi op, fir eng Negativsteier anzeféieren, dat heescht deenen, déi keng Steiere bezuelen, am ëmgekéierte Wee Suen aus der Statskeess ze iwwerweisen.

Mä de Wirtschafts- a Sozialrot, dee vum Premier mat der Fro befaasst gi war, koum zum Schluss, datt déi an der Theorie esou sympathesch Iddi eng Hällewull vu Problemer bei der praktescher Ëmsetzung opwerfe géif, woufir den CES dann och vun esou enger Negativsteier an dësem Moment ofgeroden huet. Datt déi gescheit Käpp am Wirtschafts- a Sozialrot net ganz Onrecht mat hirer negativer Bewäertung vun der Negativsteier haten, sollt sech weise wéi et drëm gaangen ass d'Tripartiteverspriechen anzeléisen an entweder déi ausgesaten Indexupassung vum Kannergeld erëm anzeféieren oder awer ersatzweis e Genre Negativsteier oder Steierkredit anzeféieren. D'Regierung huet sech fir déi zweet Solutioun entscheet, déi awer elo net Negativsteier heescht, mä ebe Kannerboni.

Et ass kee Kannergeld bis, och wann et elo als dat ugesi gëtt. Et ass ganz einfach eng Ëmännerung vum Kannerabattement, dee bis elo am Steierbarème agebaut war, an deen an Zukunft a boer Mënz un all Familllje mat Kanner iwwerwise gëtt. Dat heescht, datt elo och déi Familljen, déi keng Steiere bezuelen, an de Genoss vun där Moossnam kommen, an déi 922,5 Euro pro Joer a pro Kand kréien, déi bis elo nëmmen deene konnten ugerechent ginn, déi Steiere bezuelen.

Domat wier déi leideg Diskussioun ëm eng Negativsteier op eng elegant Aart a Weis aus der Welt geschaaft. An déi, déi d'Suen am meeschten néideg hunn, ginn net méi eidel aus. Ob elo déi 922 Euro an enger Kéier wéi 2008, oder all Mount mam eigentleche Kannergeld ausbezuelt ginn, mécht der Kaz wuel kee Bockel. Mä déi monatlech Iwwerweisung, déi jo elo vun 2009 u virgesinn ass, huet de psychologeschen Avantage, datt si als Kompensatioun vun deenen ugesi ka ginn, déi elo duerch d'Ewechfale vum Kannerabattement am Barème op eemol d'Lounsteier ofgehale kréien.

Woumat mir dann och scho bei där zweeter aschneidender Mesure vun dësem Steierpak wieren. Si ass déi deierst, well si schléit mat bal 200 Milliounen zu Buch, mä dat hänkt och domat zesummen, datt si jiddferengem, dee Steiere bezilt, zegutt kënnt. Gemengt ass d'Upassung vum Steierbarème un den Index.

Et ass jo bekannt, datt de Stat iwwert de Steierbarème gewëssermoosse mat un der Deierecht verdéngt, an dat um Bockel vum Steierzueler. Dofir ass dann och virgesinn, datt de Barème periodesch un den Index ugepasst soll ginn. Dat ass awer déi lescht Joren net geschitt, an dat aus engem einfache Grond. Well deemools bei der Steierreform esou e groussen Hoff gemaach gi war, datt eigentlech eng Avance op d'Deierecht op Jore viraus agebaut war. Wann een natierlech déi Reduktioun vum Barème deemools ëm zweemol 4% net berücksichtegt, da kënnt ee schonn op e gewëssene Retard, dee vun deem engen oder aneren dann elo op 16% beziffert gëtt.

D'Regierung geet net mat op dee Wee. Net nëmme well dann e gehéieregt Lach an hirem Budget géif entstoen, mä och well et onverantwortlech wier, grad elo, wou d'Inflatioun och a besonnesch bei eis de Kopplabunz schléit, nach méi Suen ënnert d'Leit ze bréngen an an de Konsum ze pompelen. E bleift duerfir bei deene 6%, ëm déi elo de Barème zugonschte vum Steierzueler zréckgeschrauft gëtt.

Bei enger zweeter Steierkaart wierkt dat sech zum Beispill esou aus, datt ee Jonggesell vun 33 op 30% Retenue rutscht, an e bestuetene vun 19 op 12%. Dobäi däerf een awer net vergiessen, datt et sech bei der Lounsteier ëm eng Avance op d'Akommessteier handelt, an den definitive Besteierungstaux sech nom Gesamtakommes vum Stot riicht.

Egal wéi een et elo dréit oder kéiert, vum anere Joer u bezilt keen - keen! - een Cent méi Steieren. Och net déi, déi am Januar eng fir si ongewinnte Retenue gemaach wäerte kréien, well si kréien dat, wat als Lounsteier abehale gëtt, iwwert de Kannerboni jo erëm eran. Domat huet d'Regierung d'Konschtstéck fäerdeg bruecht, fir hire Budget méi fréi wéi geplangt erëm an d'Gläichgewiicht ze bréngen an nawell souwuel d'Investitiounsfonge gebührend ze fidderen, wéi och d'Steierlaascht ze reduzéieren.

Elo ass dann emol vereenzelt gemeckert ginn, d'Entreprisë wieren iwwer all deem vergiess ginn a géifen eidel ausgoen. Och dat stëmmt net. Wuel ass dës Kéier méi den Akzent op d'Steiererliichterung fir d'Haushalter geluecht ginn, mä vereenzelt ass och bei den Entreprisen d'Schrauf méi labber gemaach ginn; en attendant datt sech d'Regierung an d'Patronat am Laf vum anere Joren driwwer eens gi wat fir eng steierlech Moossnamen am iwwernächste Budget geholl solle ginn, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie ze erhalen, a wa méiglech hoffentlech nach auszebauen.

Dem Wonsch vun der Finanzplaz, den Droit d'apport um Kapital, dee soss bal iwwerall ofgeschaaft ginn ass, einfach ze sträichen, ass nëmmen hallef Rechnung gedroe ginn. Den Taux geet elo vun 1 op 0,5% erof. Par contre huet d'Regierung net dra gelaut wéi d'Finanzwelt proposéiert huet d'Fräistellung vun der Quellesteier op d'Dividenden, mat där d'Duebelbesteierung évitéiert soll ginn, net op d'EU-Länner ze beschränken, mä op all déi Länner auszedehnen, mat deene mir en Duebelbesteierungsofkommes hunn.

Duerfir huet awer d'Regierung punktuell op Plazen agegraff, wou eis Ekonomie sech en nohaltege Profit ausrechne kann; an zwar bei der Recherche an der Innovatioun. An deem Beräich si mer jo elo e gutt Stéck besser gestiwwelt wéi virdru säitdeem mir eis Uni hunn. Bei där gëtt zu Recht d'Fuerschung groussgeschriwwen, well hir Responsabel verstanen hunn, datt eisem Land mat Fuerschung an Innovatioun méi gedéngt ass wéi mat enger Allerweltsformatioun, enger Dosenformation, déi eis Jugend gradesou gutt wann net souguer besser am Ausland kréie kann.

D'Décisioun fir d'Bonifikatioun, fir d'Zousazinvestissementer erëm vun 10 op 12% eropzehiewen - dat kascht ëmmerhin 30 Milliounen -, ass geneesou ze begréisse wéi déi an Zukunft net nëmmen den Iwwerstonnenzouschlag, mä d'Iwwerstonnen insgesamt steierfräi ze maachen. Mä ganz besonnesch erfreelech ass déi zolidd Steierbefreiung vun 80% vun de Revenuen op d'Patenter an allgemeng op d'Akommes aus geeschteger Propriétéit, wéi dat esou schéin heescht. Dat ass gläich duebel erfreelech.

Engersäits gëtt mat dëser steierlecher Mesure op d'mannst een Deel vun deem Problem geléist, deen d'Bréisseler Kommissioun eis geschaaft huet, wéi si eisen Holdingen den Hals ëmgedréint huet. Dovunner ass och d'Brevetswiese betraff, well ganz vill Patenter ginn hei zu Lëtzebuerg an Holdinge verwalt. Op d'mannst fir déi hätte mir elo mat dësem Gesetz eng akzeptabel Solutioun ze bidden. Et bleiwen allerdéngs nach all déi sëllechen aner institutionell Holdingen, fir déi mer nach keng Léisung fonnt hunn. Dobäi hu mer net méi allze vill Zäit, well d'Gaalgefrist fir d'Holdinge leeft bekanntlech 2010 of.

Op där anerer Säit kann ee sech esou munches dervun erwaarden, wann elo d'Revenuen aus dem geeschtegen Eegentum zu 80% steierfräi ginn. Well dorënner och d'Informatikslogicielen an aner Computerëmgeréits falen, kritt Lëtzebuerg en zousätzlechen Ureiz fir d'Produzenten an d'Fournisseuren aus deem Beräich.

E regelrechten neie Créneau kann ee sech dovun erwaarden, datt och déi sougenannt Domänennimm - de Frënd Laurent Mosar huet kee Lëtzebuerger Wuert dofir fonnt; da géif ech soen, hie soll sech dru gewinnen, datt dat Internetadresse sinn, mat deene sech Milliounen a Millioune Firmen uechtert d'Welt am Internet identifizéieren, datt déi och an déi Kategorie falen. Well anerwäerts nawell gär de Steiergrapp bei deenen Internetadressen an hire Verwalter opgehale gëtt, ass net auszeschléissen, datt mir duerch dës Moossnam zur Terre d'accueil fir d'Opérateuren aus deem Beräich ginn, woumat mir natierlech de Spektrum vun eisem E-Commerce an eisen E-Commerce-Aktivitéiten nach e Krack méi breet maache géifen. Eng Perspektiv, déi op d'mannst versprécht!

Här President, zum Schluss nach e Wuert iwwert dat, wat net méi am Gesetz steet, wat awer geduecht war fir dranzekommen. Ech mengen déi Mesuren, déi mathëllefe sollten, iwwert de steierleche Wee d'CO_2-Emissiounen ze bremsen. En éischte wichtege Schrëtt an déi Richtung ass jo scho virun engem Joer gemaach ginn, wéi d'Autosteier ugehuewe gouf, an zwar esou, datt déi, déi am meeschten d'Loft verpeschten, och am déifsten an de Porte-monnaie gräife mussen. D'Rechnung gëtt eis jo an dësen Deeg vum Bréifdréier an d'Haus geliwwert a Form vun Nobezuelungsbescheeder vun der Douane, bei deenen deen een oder deen aneren nawell Tréinen an d'Ae kritt.

Deemools war scho gesot ginn, datt déiselwecht Antipollutiounsphilosophie sech misst op déi gutt 30.000 Leasingsautoen applizéieren, déi uechtert d'Land an och iwwert d'Grenzen ewech zirkuléieren. Dat sollt da mat dësem Gesetz an d'Praxis ëmgesat ginn, an zwar iwwer zwee Weeër: Éischtens sollten d'Leasingsautoen ab engem bestëmmten Emissiounsniveau - de Laurent Mosar huet et elo grad gesot, 190 Gramm CO_2-Ausstouss pro Kilometer - net méi vun de Betriber steierlech ofgeschriwwe kënne ginn. An zweetens sollt den Taux vum besteierbaren Avantage en nature fir de Salarié vun 1,5% vum Präis vum Auto op 2% ugehuewe ginn.

Béid Moossname stinn elo net méi am Gesetz. Awer net, well d'Regierung si fale gelooss hätt, mä well si agesinn huet, datt een esou Décisiounen net iwwer Nuecht, mä nëmme mat engem gewëssen Zäitvirlaf ëmsetze kann. Well si an där wichteger Fro vum Leasing näischt iwwert de Knéi brieche wollt, huet d'Regierung hir Mesurë provisoresch zréckgezunn. Um Prinzip awer hält si fest. Dat heescht an anere Wierder, fir 2009 kënnt ees wéi ees eppes. Mä iwwert den Detail schéngt d'Regierung bereet ze sinn, mat sech schwätzen ze loossen.

Natierlech hunn déi envisagéiert Moossnamen an éischter Linn eppes mat Kyoto ze dinn, dat sech lues awer sécher an de Käpp festsetzt. Mä de Fait, datt hei offensichtlech d'Bedeitung vum Leasing a vum Auto als feste Bestanddeel vun der Rémunérationspolitik an eise Betriber, an deene Betriber mat ganz ville Grenzgänger ënnerschat gouf, deit dorop hin, datt dat ganzt Klimawiesselgedäisch entre-temps all aner Iwwerleeungen an de Schiet stellt a riskéiert an eng systematesch Verdäiwelung vum Auto auszeaarten. Do musse mir eis schonn d'Fro stellen, op wat mer erauswëllen.

(Interruption)

Dir kënnt elo emol nolauschteren, well et geet och lech eppes un.

Mir mussen eis do d'Fro stellen, Här Gira, ob eng Gesellschaft ouni Autoen oder eng, wou nëmmen nach déi Räichst sech en Auto leeschte kënnen, dat ass, wat mer wëllen. A wa mer dat wëllen, da musse mer et och...

(Interruption)

...a wa mer dat wëllen, da musse mer och esou éierlech sinn, datt mir de Leit dat soen.

(Interruption)

M. le Président.- Soll ech lech aschreiwen als Riedner? Wann den Här Thiel domat d'accord ass?

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Jo, sécher.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Just eng Fro, fir dass d'Debatt dann och vläicht da wierklech interessant gëtt an net eesäiteg.

Zu deem, wat Dir do sot, dass just nach déi Räichst sech dat kënne leeschten. Zwou Remarquë just dozou an eng Fro. D'Remarque ass: Dat gëllt net nëmme fir d'Autoen, dat gëllt fir alles. Dat ass näischt, wat autospezifesch wier, dass Leit mat méi Sue sech aner Saache kënne leeschten...

Une voix.- Très bien.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.-...wéi Leit ouni Suen.

Dir entdeckt vläicht déi sozial Fro, do si mer gäre bereet, fir mat lech ze debattéieren.

An d'Fro un lech ass awer, Här Thiel: Sidd Dir net vläicht och der Meenung, dass grad, wann näischt ännert, wann et net esou ass, dass mer eis grad mat deene Froen do auserneesetzen, genau dat wäert antrieden, wat Dir elo prophezeit, nämlech dass da wierklech just nach Leit mat wäit iwwerduerchschnëttleche Revenuë sech kënnen eng individuell Mobilitéit leeschten? Dass, wann näischt ännert, dat doten antrëtt, an net, wa mer eppes änneren?

Sidd lech däers vläicht bewosst, Här Thiel.

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Här President, wann eis gréng Frënn net esou ongedëlleg wären, dann hätte se nach eng Minutt gewaart, dann hätte se vläicht eng Äntwert vu mer kritt. Duerfir fueren ech dann elo weider, da kënnt se.

Also, wéi gesot, ech bleiwen awer derbäi, mir mussen de Leit dobausse soen, wat mer wierklech wëllen. Mir mussen éierlech sinn, mir musse mat offene Kaarte spillen, an ech fäerte ganz, do di mer eis an dëser Fro schwéier.

Et stellt sech d'Fro jo guer net, ob mer den Auto ofschafen oder net. De Problem ass schliesslech manner deen, datt mir ze vill Autoen hätten, deenen hir Zuel souwisou zu engem gudden Deel mat där Zuel ze dinn huet vun de Grenzgänger, déi all Dag an d'Land kommen, fir eis ze hëllefen, eis Aarbecht ze maachen. E bësse méi eng breet Autobunn an eng besser Organisatioun vum kollektiven Transport kéinte schonn derfir suergen, datt den Individualverkéier bei eis méi flësseg gëtt.

Eisen Autospark selwer wäert souwisou kaum nach wuessen, well et kann ee jo schliesslech net mat zwee Autoen zugläich duerch d'Landschaft kutschéieren. Wann en nach eppes sollt wuessen, da wiisst en héchstens nach mat der Zuel vun de Frontalieren.

Neen, deen eigentleche Problem ass net dee vun der Zuel vun den Autoen. Den eigentleche Problem ass deen, datt eis Autoen d'Ëmwelt ze vill verdrecksen an domat dauerhafte Schued uriichten. Dee Problem musse mir geléist kréien.

An dat ass duerchaus denkbar, Här Braz, ouni datt mir d'Autoe gläich ofschafe mussen. Mir bräichte se just méi propper ze maachen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'alleréischt dem Rapporteur vun deem Projet de loi 5801, dem Laurent Mosar, Merci soe fir déi detailléiert Explikatiounen, souwuel a sengem schréftleche wéi och a sengem mëndleche Rapport.

Hien hat et net einfach, well effektiv hu mer hei e Projet de loi virleien, wou ganz ënnerschiddlech Sujeten opgeworf ginn. Et geet do vun der Familljepolitik iwwer - wéi mer elo kierzlech vu mengem Virriedner nach eng Kéier héieren hunn - d'Besteierung vun der Propriété intellectuelle bis hin zu Informatiounen un d'Gemengen am Domän vun der Gewerbesteier; insgesamt zéng eenzel Mesuren, déi net ëmmer konkret matenee reliéiert waren.

An d'Fro ass duerfir och berechtegt, ob dat heiten eng gutt legislativ Praxis ass, fir esou komplex an eigentlech vuneneen onofhängeg Sujeten, déi net mateneen a Relatioun stinn, an ee Projet de loi ze ficeléieren, an dann och nach dee Projet de loi innerhalb vun zwee Méint hei ze déposéieren, ze aviséieren an dann och haut jo nach ze stëmmen.

Do war och keng déif gräifend Analys méiglech zu eenzelne Punkte wéi zum Beispill zur Steierpolitik an zur Familljepolitik. Vläicht war déi déif gräifend Debatt jo och guer net gewollt. Déi eenzel Moossname sinn da wierklech eng Usammlung vun Eenzelmoossnamen a bette sech net ëmmer an e Gesamtkonzept.

Et gëtt eng ganz Rei vu Moossnamen, déi an dësem Projet de loi proposéiert ginn, mat deenen d'Demokratesch Partei sech kann averstanen erklären. Et sinn ënner anerem déi, déi en faveur si vum Développement économique vun eisem Land. Sief et d'Steierbefreiung, sief et awer och d'Favoriséiere vun den Investissementer hei am Land an d'Propriété intellectuelle. Domadder kënne mer eis d'accord erklären, domadder kënnen nei Aktivitéitsfelder erschloss ginn.

Mir waren och e bëssen erstaunt ze gesinn, datt een Deelaspekt vun engem anere Projet, nämlech vum Statut unique, hei an dësem Projet de loi soll mat ëmgesat ginn, nämlech d'Steierfräistellung vun den Iwwerstonnen. Mir wëssen, datt de Statut unique jo awer eréischt 2009 soll gräifen, an d'Fro ass berechtegt, firwat eben elo deen dote Schrëtt elo scho maachen, wann de Statut unique am Detail nach net ganz ficeléiert ass, wann do nach Froen opstinn an en och eréischt 2009 soll a Kraaft trieden.

Et kënnt eigentlech dann dozou och an der Iwwergangsperiod, am Laf vum Joer 2008, zu engem Auserneendriften nach emol vun deene Statuten, déi awer jo eigentlech herno duerch de Statut unique sollen éischter aneneefléissen. Prinzipiell kann ee sech awer och mat deem doten Deelaspekt vum Statut unique d'accord erklären.

Eis Fro ass awer: Wat kascht dat doten de Stat? Wat sinn déi Moins-valuen, déi do prognostizéiert kënne ginn?

D'accord si mer och mat deenen Dispositiounen iwwert d'Besteierung vum Partenariat. Dat ass eng gutt Optioun fir deene Koppelen, déi sech als Partenariat agedroen hunn, de Choix ze loossen tëschent der individueller Besteierung oder der Besteierung als Koppel.

Ech wëll awer do eng Klamer opmaachen. Mir deelen och d'Meenung vum Conseil d'État, datt dann deeselwechte Choix och misst gëlle fir déi bestuete Koppelen. Ech wëll awer och drop opmierksam maachen, datt mer dann nach net dat hunn, wat mer eigentlech Individualiséierung vun der Besteierung kënnen nennen, well mer duerch de Splitting nach ëmmer eng Situatioun hunn, datt oft am Stot deen, deen dee klenge Revenu huet, méi héich besteiert gëtt, wéi wa mer en anere Steiermodell, en anere Steiersystem hätten. Dat dréit net onbedéngt dozou bäi, datt virun allem méi Fraen an d'Beruffsliewe sollen antrieden.

Déi Diskussioun iwwert d'Besteierung vun den Déngschtween ass richteg résuméiert hei gi vum Rapporteur, awer och virdru vum Lucien Thiel. D'Regierung hat eng Propositioun gemaach, déi bei eis, awer och bei virun allem deenen Acteuren am Land op Widderstand gestouss ass. Et war déi richteg Décisioun, fir elo emol sech Denkzäit ze ginn. Och do kann ee soen, datt et esou muss sinn, datt d'Déngschtween am Prinzip mussen aneschters steierlech traitéiert ginn, jee nodeem wéi vill CO_2 datt se ausstoussen.

Manner Versteesdemech hate mir als Demokratesch Partei awer géint déi Augmentatioun vun der Besteierung vun de Leasingween, déi dann och de Privatpersounen zur Verfügung gestallt ginn. Do wär et finalement nëmmen drop erausgelaf, datt et zu enger Steieraugmentatioun fir Privatleit komm wär. Mir hunn net richteg verstanen, wat den ökologeschen Hannergrond vun där Mesure sollt gewiescht sinn. Mir hoffen, datt am Laf vun deenen nächste Méint, éier dann en neie Projet wäert kommen, den Dialog mat deene concernéierte Secteuren do gesicht gëtt an datt och d'Finanzkommissioun mat agebonne bleift an déi doten Diskussioun.

Dann zum sécherlech Kärstéck vun dësem Projet de loi, alles dat, wat ronderëm de Kannerbonus, d'Ofschafung vun der Steiermoderatioun an och d'Besteierung tout court dréint. Dat ass jo och dee Punkt, deen d'Leit am Land bäi Wäitem am meeschten interesséiert.

D'Demokratesch Partei ass d'accord wann et dorëms geet, eppes ze maache fir déi kleng Revenuen, fir deem, deen Hëllef brauch, méi staark kënnen ze hëllefen. Mir plädéieren net eréischt zanter der Diskussioun ëm de Kannerbonus fir eng méi selektiv Sozialpolitik. Amplaz datt mer mat der Géisskan iwwert d'Land fueren a jiddferengem datselwecht ginn, kommt, mir gi geziilt deene Leit, déi an hirer Situatioun eng Hëllef brauchen!

Duerfir, wa mer finalement opgrond vun enger Rei vun eiser Meenung no gudden Argumenter géint de Kannerbonus stëmmen, brauche mer eis hei och net d'Schell unhänken ze loossen, déi eis eigentlech guer net gutt zu Gesiicht steet.

E Wuert zur Negativsteier. Och d'Demokratesch Partei huet sech an der Vergaangenheet mat der Negativsteier auserneegesat. Mir haten eng Propositioun dohigehend gemaach 1994 an eisem Wahlprogramm. Mir sinn awer eigentlech vun engem anere Modell vun Negativsteier ausgaangen. Nämlech fir eis war d'Negativsteier op där enger Säit en Zesummefaasse vun enger ganzer Rei vu Sozialleeschtungen, vu Familljeleeschtungen, an en Oprechne mat der Steierlaascht.

Dat hätt eng Rei vun Avantagë gehat. Et wär zu enger Vereinfachung vum System komm. Mir hätten onnéideg Transferten hin an hier -

aus der Täsch vum Bierger eran an d'Täsch vum Bierger - évitéiert. Mir hunn éischter eng Approche gehat vun engem Biergergeld, wou awer och d'Iddi derbäi war, datt een deene mat méi klenge Revenuen, déi bis elo vun eisem Steiersystem eigentlech oft lénks leie gelooss gi sinn, méi geziilt hätt kënnen iwwer esou e Modell ënnert d'Äerm gräifen.

Finalement kann een zwar soen, datt de Kannerbonus mat der Ofschafung vun der Kannermoderatioun e selektiivt Element ass, well een elo bei der Aféierung gesäit, datt déi Stéit mat deene klenge Revenue besonnesch dovunner profitéieren. Wa mer eis awer d'Vergaangenheet emol eng Kéier ewechdenken a kucken, wéi de Modell herno dosteet, dann ass et schonn esou, datt jiddfereen déiselwecht Zomm herno kritt an eigentlech dat selektiivt Element just dee Moment zum Virschäi kënnt, wou mer de System aféieren, an awer net herno Bestand wäert hunn.

Fir ganz vill Familljen hei am Land wäert dann de Kannerbonus an d'Ofschafung vun der Kannermoderatioun och näischt aneschters bedeiten, wéi datt se Geld aus där enger Täsch geholl kréien, dat se eigentlech herno an déi aner Täsch vum Stat erëm eragedréckt kréien. A wann de Stat d'Geld vun där enger Hand an déi aner gëtt, fir dann erëm zréckzebezuelen, da geet et iergendzwousch dertëschent och verluer, a vun deenen 922,5 Euro pro Kand wäerten och e puer Cent Verwaltungskäschte mat derbäi sinn.

Duerfir stelle mir eis d'Fro: Firwat musse mer eigentlech dann och deene Leit, fir déi dës Operatioun hei neutral ass, d'Geld fir d'éischt ofhuelen, fir hinnen et herno nach emol kënnen zréckzeginn?

Effektiv, déi méi kleng Revenuen, déi wanne ganz besonnesch hei. Et ass awer net esou, datt dat eréischt bei Revenue vu 40, 50, 60.000 Euro géif ophalen oder ufänken eng neutral Operatioun ze ginn.

Déi Zuelen, déi de Finanzminister hei an der Chamber selwer presentéiert hat, déi Beispiller weisen, datt wann een zum Beispill e Revenu imposable vu 720.500 Euro huet an et huet een ee Kand, da bleift ënnert dem Stréch herno nach duerch d'Aféierung vum Kannerbonus an d'Ofschafung vun der Kannermoderatioun en Nettoresultat vun 141 Euro.

Dat heescht, wann een zweemol de Mindestloun huet - hei ass e Beispill wou eng Kéier de qualifizéierte Mindestloun an eng Kéier den onqualifizéierte Mindestloun verdéngt gëtt -, dann ass dat, wat iwwreg bleift, awer scho ganz wéineg. A wann een elo e puer Euro méi wéi den duebele Mindestloun verdéngt, da gëtt et ganz schnell, op jidde Fall bei engem Kand, eng neutral Operatioun.

Duerfir féiert eigentlech d'Aféierung vum Kannerbonus mat der paralleller Ofschafung vun der Kannermoderatioun och zum Deel dozou, datt zu zwee schaffe goen net onbedéngt méi interessant gëtt, mä éischter nach manner interessant gëtt. Och hei ganz besonnesch ginn erëm Fraen découragéiert fir eng berufflech Aktivitéit opzehuelen oder weiderzeféieren, well wa se aktiv sinn, se an déi Revenu-Kategorië falen, wou se herno duerch déi heiten Operatioun net méi kënne profitéieren.

Déi dote Politik steet an eisen Aen am Widdersproch zu enger Politik, déi mer op ganz villen anere Plazen awer wëlle favoriséieren. Ech denken un de Prozess vu Lissabon, wou ganz kloer gesot gëtt, wa mer eis Ekonomie wëlle weider dynamiséieren, wa mer weider wëlle wuessen, wa mer kompetitiv wëlle bleiwen, da musse mer och kucken, datt mer d'Fraen an den Aarbechtsmaart kréien, datt mer méi Fraen an den Aarbechtsmaart kréien, datt mer se méi laang an de Betriber kënnen halen.

Mir wëssen, datt mer hei zu Lëtzebuerg en Aarbechtsmaart hunn, dee genau dat dote freet, datt mer ganz wäit oft qualifizéiert Leit musse siche goen, fir hei zu Lëtzebuerg kënnen anzestellen. An datt mer duerfir och all Intérêt hunn, dee relativ niddregen Taux u Fraebeschäftegung hei am Land awer lues a lues, Stéck fir Stéck eropzedreiwen.

Mir wëssen och, datt ganz vill Fraen hei am Land wunnen, déi eng ganz gutt Formatioun hunn, a wou et der Ekonomie nëmme kann déngen, wann déi och beruffstäteg si respektiv iwwer méi laang Strecke beruffstäteg bleiwen.

Wa mer déi grouss Erausfuerderunge considéréieren, déi och am Domän vun der Sécurité sociale op eis waarden, sief et Renten, sief et Gesondheet, da wësse mer och, datt et oft besser wär, mir géifen an enger Koppel zu zwee cotiséieren, da wäre mer méi ofgeséchert, virun allem och herno am Fall vun enger Scheedung, wou et jo oft deen ass, deen net geschafft huet, deen a méi eng penibel Situatioun ka geroden.

Mir als Demokratesch Partei hunn eis och mat der Thematik auserneegesat, wat fir eng Familljepolitik wëlle mer maachen, wéi wäit soll se weider op d'Geldleeschtung achséiert sinn an awéiwäit hätte mer gären eng Familljepolitik, déi Sachleeschtungen, spriech ganz besonnesch d'Betreiung soll ubidden. Duerfir solle mer fir d'alleréischt eis emol d'Fro stellen: Wat brénge Geldleeschtungen? Erreeche mer ëmmer déi Ziler domadder, déi mer eis gesat hunn?

Mir maachen haut hei am Land eng Familljepolitik, déi zum groussen Deel op Geldleeschtunge baséiert. E ganz groussen Deel dovunner ass sécherlech d'Kannergeld. D'Fro muss erlaabt sinn, ob mer déi Ziler mat deem dote System wierklech erreechen. Kréie mer d'Famillje wierklech do ënnerstëtzt, wou se Hëllef brauchen? Kënnt dat Geld herno och wierklech de Kanner zegutt an deene jeeweilege Familljen?

An defavoriséierte Verhältnisser opzewuessen, ass och eng Fro vu Geld, ganz sécherlech, mä ganz oft eben och net nëmmen. D'lescht Woch hu mer hei d'Konklusioune gezunn aus der leschter PISA-Etüd. Och do ass eis opgefall, datt eise Schoulsystem angeblech et net fäerdeg bréngt, déi sozial Ënnerscheeder lues a lues ze iwwerdecken a jiddferengem déiselwecht Chancen iwwer eng Educatioun op de sozialen Opstieg kënnen ze ginn.

Mä et ass wahrscheinlech net nëmmen d'Schoul, déi do gefuerdert ass, et ass och do d'Familljepolitik, déi gefuerdert ass. Mir mussen och do mat aneren Instrumenter erugoen, an eleng do Geld de Familljen zur Verfügung ze stellen, dat gräift an eisen Aen ze kuerz. Och do musse mer vill méi nach an eng qualitativ Betreiung eragoen.

Dann en anere Sujet, dee mer analyséiert hunn, an e Problemfeld, wat vun Eenzelnen am Land ëmmer erëm opgeworf gëtt, wann ee Rapportë liest - dat si Rapportë vu Chamberskommissiounen, dat si Budgetsrapporten, dat sinn Avisë vum Conseil d'État oder vun aneren Instanzen -, dat ass den Export vun eise Familljeleeschtungen. En Thema, wou mer mam néidege Fangerspëtzegefill sollen drun erugoen. En Thema, dat awer och keen Tabuthema däerf sinn.

2006 hu mer de Familljeleeschtunge fir Kannergeld 280 Milliounen exportéiert, wat och normal ass, wat richteg ass, a wat och laut EU-Gesetzgebung esou virgesinn ass. Dat heescht awer, datt déi Montanten, déi u Kannergeld ausbezuelt gi vun der Kannergeldkeess, zu 42% mëttlerweil schonn an d'Grenzregioun fléissen an eben nach just zu 58% hei am Land bleiwen.

Wat nach méi dramatesch ass, dat ass déi Entwécklung. Well wa mer zéng Joer zréckkucken an d'Joer 1996, da waren dat grad emol 55 Milliounen, déi exportéiert gi sinn. Mer schwätzen also hei vun enger Verfënneffachung vun den absolute Montanten, déi u Kannergeld exportéiert ginn. Et huet och deemools just 22% ausgemaach par rapport zu 42% vum gesamt ausbezueltene Kannergeld, dat an d'Grenzregioun exportéiert gëtt.

Hei gëtt an eenzelne Rapporte wierklech och vun exponentiellë Steigerunge geschwat. Wa mer eis dann an déi Diskussioun zréckversat spieren, déi mer virun zwee, dräi Joer hei gefouert hunn, wou mer de Statsdefizit diskutéiert hunn, wou mer gesot hunn: Mir hunn e System, wou mer eng Rei vun Automatismen hunn, déi erklären, datt mer och bei gudder Croissance, bei engem wuessenden Aarbechtsmaart, bei steigender Wirtschaftsleeschtung en Defizit hunn, well eben d'Recettë mat generéiert ginn duerch déi Croissance, duerch déi nei Aarbechtsplazen, dann ass dat heiten eppes, wat mer net kënnen négligéieren, wou mer ganz genee mussen drop oppassen, wa mer wëllen och an Zukunft op eis Statsfinanzen Uecht ginn.

D'Fro duerfir och - ech hu se d'lescht Woch hei gestallt gehat -: Vun deenen 100 Milliounen Euro, déi elo duerch d'Aféierung vum Kannerbonus an d'Ofschafung vun der Kannermoderatioun insgesamt méi un d'Leit ginn, déi et de Stat méi kascht, wivill bleift do herno nach hei am Land a wivill gëtt an d'Grenzregioun exportéiert? Eng Fro, déi jo awer och muss kënne gestallt ginn, fir eben eng Äntwert drop ze ginn, ob deen exponentiellë Wuesstum vum Export, dee mer hei maachen, nach weider Undriff gëtt, oder fir ze kucken, ob mer da wierklech lues a lues zu engem Ofbremsen do kënne kommen.

Dat sinn eng Rei vun Aspekter, déi mir eis besonnesch iwwerluecht hunn. Insgesamt wa mer esou nei familljepolitesch Instrumenter awer och wëlle schafen, da musse mer eis e Gesamtkonzept ginn. Da musse mer kucken: Wat fir eng Instrumenter gëtt et? Do gëtt et der ganz vill. Do gëtt et der virun allem ganz vill, déi am Laf vun deene leschten 20, 30, 40 Joer geschaaft gi sinn. An eigentlech all Jorzéngt ass en neit Instrument derbäikomm. Déi existéieren haut nach ëmmer. Se hunn oft entgéintgesaten Ziler a kaschten ënnert dem Stréch dann och nach ganz vill Geld.

Duerfir muss ee sech insgesamt emol eens sinn: Wat fir eng Familljepolitik maache mer? Wou wëlle mer agéieren? Wat fir eng Ziler setze mer eis, fir déi dote Leeschtung emol eng Kéier op de Leescht ze huelen, ze iwwerdenken an nei auszeriichten? An dat Ganzt besonnesch ze maachen, éier mer nei Systemer do dernieft en place setzen.

Mir sinn der Meenung, datt mer méi Betreiung brauchen, datt mer also deen Hiewel vu Geldleeschtunge Schrëtt fir Schrëtt a Richtung Sachleeschtunge mussen eriwwerdrécken. Mir hu Länner, wéi zum Beispill déi skandinavesch Länner, déi hir Familljepolitik haaptsächlech iwwer Sachleeschtung maachen an domadder och ganz gutt Resultater kënne bréngen. Dat ass en Hiewel, deen och hei am Land nëmme Schrëtt fir Schrëtt kann ëmgeluecht ginn. Duerfir versti mer eigentlech och net, firwat mat dëser Mesure den Hiewel nach emol méi a Richtung Geldleeschtung gedréckt gëtt. Dat an engem Joer, wou mer op där anerer Säit da gläichzäiteg och d'Präisser an de Crèchen däitlech nach emol no uewen upassen ëm 8%.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Schaffen och fir deen Zweeten am Stot sech muss lounen. Mir hunn duerfir d'Iwwerleeunge gemaach, ob de Steiersplitting nach adaptéiert ass, ob en net éischter oft d'Frae bremst, fir berufflech aktiv ze ginn oder ze bleiwen. Mir mussen eis och Gedanke maachen ëm d'Präisstruktur an de Betreiungsstrukturen, an eben och hei - wéi ech virdrun développéiert hunn - de Kannerbonus en Instrument wäert sinn, deen net onbedéngt derzou bäidréit, datt d'Fraen éischter berufflech aktiv wäerte ginn.

Mir sinn och der Meenung, datt de Congé parental soll iwwerduecht ginn, well mer feststellen, datt ganz besonnesch d'Pappen dovunner net profitéieren. Eppes, wat mer awer als sënnvoll fannen, datt och Pappe sech méi an d'Erzéiung vun hire Kanner am Familljeliewen aktivéieren. Mir stellen och fest, datt oft Familllje mat engem mëttleren, mat engem héijen Akommes vum Congé parental net kënne profitéieren, net wëlle profitéieren, well se och hire Liewensrhythmus op dat Akommes agestallt hunn, an dat, wat een als Indemnitéit während dem Congé parental kritt, oft deem net entsprécht.

A mer sinn der Meenung, datt een d'Kannergeld soll iwwerdenken. Iwwerdenken, fir op där enger Säit den Export an de Grëff ze kréien. Iwwerdenken, fir och méi zilgerecht kënnen ze ginn, ebe grad selektiv kënne virzegoen, nach emol deem ze hëllefen, dee méi Hëllef brauch. Duerfir proposéiere mer e Kannergeld, wou all Kand datselwecht kritt.

Haut ass et jo esou, datt dat zweet, dat drëtt Kand méi Kannergeld kritt wéi dat éischt. Do ass en natalisteschen Aspekt derhannert, deen awer hei zu Lëtzebuerg jo séier wéineg bruecht huet. Wa mer eis Gebuertenzuelen ukucken, da si mer do net déi Allerfläissegst an Europa an op der Welt. Duerfir menge mer och, datt déi natalistesch Approche net méi soll weidergefouert ginn.

Mir hätten also gär datselwecht Kannergeld fir jiddfereen. Awer en Deel vun deem, wat mer haut u Kannergeld bezuelen - a wa mer jo déi 100 Milliounen hunn, déi offensichtlech dann elo do sinn, kënne mer dat jo och nach an deen dote System mat eraleeën -, a Wunngeld bezuelen. Wunngeld, dat dann och selektiv ausbezuelt gëtt, wat en Fonctioun vum Revenu vun der Famill berechent gëtt, wat en Fonctioun vun der Kannerzuel berechent gëtt. Well wunnen ass oft dat, wat fir Familljen deier gëtt. Wunnen ass oft dat, wat vill méi deier gëtt wann ee Kanner huet. Wann een een, zwee, dräi Kanner huet an et brauch een een, zwee, dräi Zëmmer, esou vill Metercarréë méi: Kuckt d'Zeitunge vun haut, da gesitt Der wat dat méi kascht an engem Appartement, an engem Haus. Da weess ee wéi d'Belaaschtung fir déi dote Famill an d'Luucht geet.

Mir wësse jo awer och, datt et genau deen dote Problem ass, mat deem d'Familljen haut hei am Land konfrontéiert sinn, sech iwwerhaapt nach kënnen ze erlaben hei am Land ze wunnen. Mer sollen net déi Approche oder déi Noutléisung, déi ganz vill Familllje sech jo selwer musse ginn, fir dann déi aner Säit vun der Grenz wunnen ze goen, nach emol verstäerken, andeems mer hinnen d'Geld och nach do mat eriwwer iwwerweisen. Duerfir soe mer: Kommt mer kucken dee Problem hei am Land ze léisen. D'selektiivt Element ass doranner, datt jo wunnen hei am Land vill méi kascht wéi am Ausland. Duerfir menge mer och, datt een duerfir hei am Land kann insgesamt vill méi hëllefen.

Deen anere Sujet, wou mer net d'accord si mam Regierungstext an deem, wéi e finalement dann och hei wäert gestëmmt ginn, dat ass d'Upassung vun der Steiertabell. Do gëtt ganz vill ronderëm geschwat. Et ginn eenzel Approchen zu där Thematik do. Ech wëll eis nach eng Kéier kloer duerleeën: Mir haten zanter där grousser Steierreform vun 2002 elo op 2008 eng Inflatioun vu 16% gekuckt. Dat huet derzou gefouert, datt mer eng schleichend Steiererhéijung bei der Akommessteier vun engem Volume vu 500 Millioune verzeechnen. Elo kënnt et zu enger Adaptatioun, déi awer dann nëmmen op 6% Inflatioun gerechent ass, amplaz op 16%, déi dann och nëmmen eng Entlaaschtung vun 200 Milliounen Euro bréngt.

Wa mer d'Steiertabell ëm 6% adaptéieren, da musse mer jo och wëssen, datt mat enger Inflatioun vun 3% pro Joer, wat d'Leit elo méi kréien, datt dat ganz schnell erëm opgiess gëtt an datt mer do eigentlech just bei deem Duebele leien, wat pro Joer un Inflatioun automatesch erëm u Steiererhéijunge mat ugedriwwe gëtt. Insgesamt ginn also 500 Milliounen Euro méi u Steiere bezuelt; an 200 Millioune manner u Steiere bezuelt. Da bleift eng Steiererhéijung vun 300 Milliounen Euro.

Duerfir sinn ech net domadder d'accord, datt Eenzelner hei an op anere Plazen ëmmer erëm soen: D'Leit ginn elo entlaascht. Neen, dat stëmmt net. D'Leit ginn duerch dës Regierung, duerch déi heite Politik, och duerch déi heite Steierpolitik, déi gemaach gëtt, zousehends nach ëmmer belaascht, wa mer et - virun allem wat d'Steiertabell ubelaangt - op den Niveau vun 2002 zréckrechnen. Dat ass d'Realitéit an net déi arythmetesch Akrobatik, déi Eenzelner dreiwe wa se iwwer eng sougenannt Upassungsavance diskutéieren.

Mir sinn der Meenung, datt mer de Leit am Land musse Loft loossen, fir zum Beispill déi steigend Zënse kënnen ze bezuelen, fir dat deiert Wunnen hei am Land kënnen ze bezuelen, fir déi méi héich Energiekäschte kënnen ze bezuelen, fir déi deier Inflatioun kënnen ze verkraaften. Well mer wësse jo och do, datt dat duerch d'Indexmodulatioun net ëmmer integral duerch den Index mat ofgefiedert gëtt. Mir wëssen, datt och an eenzelne Secteuren eng net ëmmer - oft eng richteg - moderat Lounpolitik gemaach gëtt. Mä duerfir solle mer kucken, datt mer eng Steierpolitik maachen, déi de Leit et erlaabt déi dote Belaaschtung, déi net oder oft net vun der Politik décidéiert ginn ass, och kënnen ze schëlleren.

Duerch d'Netupassung vun der Steiertabell an eben elo dann 2008 duerch déi nëmme partiel Upassung vun der Steiertabell ass dann och en Effet ze verzeechnen, datt ganz besonnesch déi mëttel Akommesse belaascht ginn, well déi héich Akommes oft um Spëtzesteiersaz louchen, an dodriwwer duerch d'Inflatioun net konnten iwwert de Spëtzesteiersaz eraus, an déi kleng Akommessen, wéi mer jo alleguer zesumme festgestallt hunn, oft souwisou keng Steiere bezuelen. An et si ganz besonnesch och nach déi Familllje mat Kanner, mat een, zwee oder méi Kanner, déi méi belaascht gi wéi Familljen ouni Kanner, duerch d'Netupassung vun der Steiertabell. Och dat ass en Effet vun der Familljen- a Steierpolitik vun dëser Regierung.

An da kënnt jo nach dobäi, mer schwätzen hei net nëmme vun där doter Steiererhéijung, mer schwätze vun anere Steiererhéijungen, deem Sujet, dee jo da momentan erëm ganz aktuell ass: d'Autossteier, d'Accisen um Benzin an um Diesel, d'TVA, d'Augmentatioun vum Bäitrag fir d'Fleegeversécherung an esou weider.

Och dat gräift de Leit an de Porte-monnaie an duerfir soe mer finalement, mer brauchen déi komplett Adaptatioun vun der Steiertabell, wann d'Leit sollen all déi aner Laaschten, déi d'Politik décidéiert huet, an

déi, déi op anere Weeër entstane sinn, kënne schëlleren hei an dësem Land.

D'Fro ass berechtegt: Wéi soll dat finanzéiert ginn? Mir hunn do schonn 2006 eng Rei vu Propositioune gemaach, déi sech an eisem 33 Punkten ëmfaassende Reformprogramm erëmfannen. Mir hu gesot, kommt, mer kucken emol eng Kéier, ob déi Subsidepolitik, déi mer a ganz villen Domäner maachen, sënnvoll ass, ob se déi Ziler erreecht, déi mer eis erwaarden, ob mer net mat anere politeschen Instrumenter déi Ziler do besser kënnen erreechen.

Mir plädéiere wierklech fir eng selektiv Sozial- a Familljepolitik. Mer mierken awer och, datt, wa mer emol déi Augmentatiounen oder déi Plus-valuen an der Akommessteier erausrechnen, déi duerch d'Netadaptatioun vun der Steiertabell entstane sinn um Niveau vun der Akommessteier, mer nach ëmmer eng Croissance vun der Akommessteier hunn. Dat heescht, och do ass Spillraum op deem doten Niveau.

Finalement bleiwe mer der Meenung, datt et och an engem Land wéi Lëtzebuerg, a grad an engem Land wéi Lëtzebuerg ka sinn, datt méi niddreg Steiersätz herno zu méi Recettë kënne féieren, well oft, wa mer d'Steieren eropsetzen, d'Leit hei an engem klenge Land, wat virun allem vun de Betriber, déi aus dem Ausland kommen, wat och vun der Main-d'œuvre, déi aus dem Ausland kënnt, lieft, datt déi Leit, déi hei d'wirtschaftlech Dynamik kreéieren, ganz schnell dann och erëm kënne fort sinn.

Ech stellen do just fest, datt mir als Demokratesch Partei op eiser Linn bleiwen, enger Linn, déi mer 2002 definéiert hunn, deemools zesumme mat der Chrëschtlech Sozialer Vollekspartei, fir eng méi déif gräifend Steierreform ze maachen, wou mer d'Steieren erofgesat hunn, wou mer d'Bierger an dësem Land entlaascht hunn.

An ech stellen nun eben emol leider fest, datt et d'CSV ass, déi vun där doter Linn ofwäicht, well ech och eraushéieren an all deenen Argumentatiounen, datt een eigentlech net méi d'Zil huet, nach emol op déi Tauxe vun 2002 wëllen zréckzekommen.

Wa mer eis hei éischter mat 1990 vergläichen, d'Inflatioun zanterdeem an d'Steiertabell zanterdeem matenee vergläichen, da schéngt op jidde Fall dës Regierung, ganz besonnesch d'CSV, déi Tauxe vun 2002 definitiv wëllen opzeginn.

Duerfir, aus deenen doten Ursaache stëmmt d'Demokratesch Partei dee Projet de loi hei net. Mir stelle fest, datt et weider esou bleift, datt systematesch och d'Mëttelschichten an dësem Land méi belaascht ginn. Mir vermëssen e familljepolitescht Gesamtkonzept, an deem sech Mesurë wéi de Kannerbonus an och d'Ofschafung vun der Kannermoderatioun géifen abetten.

Mir mierken net, wéi mer heimadder och de reelle Besoine vun de Familljen ëmmer gerecht ginn. Mir mierken, datt et weiderhin a Richtung vun enger Familljepolitik geet, déi sech méi op Geldleeschtung wéi op Sachleeschtung orientéiert. Mir hunn ee vun de strukturelle Problemer heimadder alles aneschters wéi geléist, mä éischter en nach verschäerft, nämlech den Export vun eise familljepolitesche Leeschtungen. An dat, wat hei als Negativsteier och erkläert gëtt, ass an eisen Ae keng Negativsteier - op jidde Fall net esou, wéi mir eis et virstellen.

D'DP ass fir eng komplett Upassung vun der Steiertabell. Mir si fir méi a qualitativ besser an och bezuelbar Betreiungsméiglechkeete fir d'Kanner. Mir si fir e Wunngeld, wat selektiv ausgerechent gëtt no der Familljesituatioun, no der Kannerzuel an nom Akommes vun der Famill, fir datt d'Wunnen hei am Land erëm méiglech gëtt. All dat fanne mer an dësem Projet de loi net erëm.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den honorabelen Här Ben Fayot huet elo d'Wuert fir d'sozialistesch Fraktioun.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, de Projet 5801 geet ganz bestëmmt an d'Steier- an d'Sozialgeschicht vun onsem Land an, an der Haaptsaach duerch de Kannerbonus. Ech mengen, et soll een allgemeng net an d'Geschicht goen, wann een iwwer d'politesch Aktualitéit schwätzt, mä et soll een eigentlech no vir kucken, mä an dësem Fall ass et trotzdeem interessant, d'Geschicht vun enger laanger Entwécklung ze maachen, déi zu dëse Mesuren an dësem Projet 5801 gefouert huet.

De Kannerbonus ass déi lescht Etapp an enger laanger steier- a sozialpolitescher Ausenanersetzung. Dës Ausenanersetzung war an ass begrënnt doduerch, dass all Kand als Gläichwäert unerkannt soll ginn, ob seng Eltere vill, wéineg oder keng Steiere bezuelen.

Déi Ausenanersetzung ass scho Mëtt vun de 60er Joren ugaangen. Si ass deemools och vum deemolegen LAV argumentéiert ginn. Déi laang Zäit vun deemools bis haut weist, dass dës Ausenanersetzung, dëse Kannerbonus am Fong geholl als Erkenntnis net liicht duerchzesetze war. Si zitt sech, an dat steet jo och am Exposé des motifs, vun 1990 iwwer 2002 bis haut.

1984-1989 huet déi deemoleg d'CSV-LSAP-Regierung de Conseil économique et social - genee 1987 - mat enger Etüd beoptraagt iwwert d'Fiscalitéit. Dës Etüd war d'Preparatioun op déi wichteg Steierreform vun 1990, déi jo bekanntlech an der Haaptsaach och d'Steierklassen nei geregelt huet. An deemools krut all Kand méi oder wéineger déiselwecht Steiermoderatioun. Doduerch kruten allerdéngs nëmmen déi Kanner, deenen hir Eltere Steiere bezuelt hunn, esou eng steierlech Hëllef vum Stat. An duerfir huet de Comité économique et social 1989 proposéiert, d'Kannergeld ëm 80% eropzesetzen, amplaz d'Famillje mat Kanner iwwert de steierleche Wee ze entlaaschten.

A bei den Debatten iwwert d'Gesetz de 27. November 1990 - dat ass also bal zäitgläich mat onser Diskussioun haut - huet den LSAP-Spriecher Mars Di Bartolomeo d'Reform vun deemools zwar als positiv ugesinn, awer bedauert, dass se op hallwem Wee stoe bliwwen ass, well net ee Kand wéi dat anert behandelt géif. An duerfir huet d'LSAP deemools gefuerdert, d'Steierreform duerch Sozialmoossnamen ze begleeden.

Am Dezember 1992 ass am Kader vum Budgetsgesetz fir 1993 de Plafong vun der Kannermoderatioun ëm 12.000 Frang vun 69.200 op 57.200 erofgesat ginn. Parallell dozou ass mam Gesetzesprojet iwwert d'Allocation familiale, dem Gesetz vum 23. Dezember 1992, d'Kannergeld ëm 12.000 Frang an d'Luucht gesat ginn, vum véierte Kand souguer méi wéi dat Duebelt.

De Lucien Lux, fir deen och nach ze zitéieren, huet deemools gemengt, dass dem Stat all Kand d'selwecht soll wäert sinn, an huet festgestallt, dass, soulaang wéi mer eng Kombinatioun vu Steiermoderatioun an Allocatioun behalen, dee Prinzip net respektéiert ass. An de Jeannot Krecké huet an déiselwecht Richtung geschwat a proposéiert, d'Kannergeld ze verduebelen an et dann ze besteieren.

Haut schafe mer d'Steiermoderatioun fir d'Kanner of an ersetze se duerch de Kannerbonus, deen all Kand gläich behandelt. Kee verléiert eppes, an déi, déi bis elo näischt duerch d'Steiermoderatioun kruten, kréien eppes iwwert de Kannerbonus.

D'Ersetze vu steierleche Mesuren duerch fix Zouwendunge fir d'Kanner alleguer, egal wéi d'steierlech Situatioun vun den Elteren ass, mécht och eng zukunftsträchteg Pist op. Ech wëll elo hei net vun Negativsteier oder vu Crédit d'impôt schwätzen. Dat ass eigentlech e bëssen eng Wuertspillerei, mä op jidde Fall mécht déi Pist, déi mer hei betrieden, konkret Alternative vun Ausgläich fir kleng Revenuen op, déi bis elo net iwwert de steierleche Wee méiglech waren.

Dir wësst, dass d'Negativsteier laang diskutéiert gouf, well eben duerch d'Entwécklung vun de steierfräien Akommessen d'Steierpolitik als Ëmverdeelungsinstrument u Grëffegkeet verluer huet an och d'Abattementen nëmmen deenen eppes hëllefen, déi Steiere bezuelen.

Bekanntlech, et ass och scho gesot ginn, ass d'Negativsteier vum Conseil économique et social an engem annerhallef Säite laangen Avis vum 23. Juli 2004 ofgelehnt ginn. Et ass interessant, deen Avis kuerz ze beliichten, och wéinst der Persoun vum deemolege President vum Conseil économique et social, dee jo e grousse Steierexpert vun der Regierung ass.

De Conseil économique et social huet deemools gesot, dass d'Aféierung vun enger Negativsteier - an hien huet déi Negativsteier mat deem schéinen Term genannt «un concept complexe et protéiforme», wat ëmmer dat dann heescht -, misst begleet gi vun enger vollstänneger Reform vum Steierregime, vu gewëssen Aspekter vun der Sécurité sociale, vum Rôle vum soziale Mindestloun, vum RMG an anere Mechanismen an Hëllefen an Transferten, déi et ebe gëtt.

Derniewent huet dann och de CES gemengt, et misst een eng prezis Indikatioun iwwert d'Akommes an d'Verméigen hunn. Aus all deenen Ursaachen huet de CES deemools drop verzicht, e längeren Avis ze maachen, well en einfach gesot huet: Esou eng Negativsteier ass zu Lëtzebuerg net méiglech.

Hien huet allerdéngs och deemools derbäigefügt, dass eng gutt Artikulatioun tëschent direkter Steier, Sécurité sociale, RMG a Mindestloun misst bestoen. Zweetens huet hien drop higewisen, dass een eng Matrice des transferts sociaux misst opstellen. An drëttens huet hien och gemengt, et wär nëtzlech an d'Richtung vum Crédit d'impôt amplaz vun den Abattementen ze goen.

Här President, an der Aarbecht vun dësem Projet hunn ech ganz besonnesch den Avis vun der Privatbeamtechamber interessant fonnt, déi sech intensiv mat dem Kannerbonus an der Problematik ronderëm beschäftegt huet. Si huet och d'Pist vun dem Kannerbonus weiderverfollegt an domat un en Avis vum Conseil économique et social vun 2004 ugeknäppt.

Par analogie mam Kannerbonus kann een all déi Abattementen, Forfait pour frais d'obtention an Dépenses spéciales, déi d'Akommessteierlaascht besonnesch vun de Salariéen erofdrécken, och als Crédit d'impôt gesi fir déi, déi keng Steiere bezuelen. D'Chambre des Employés privés zitéiert zum Beispill den Abattement compensatoire pour salariés, den Abattement monoparental, den Abattement extraprofessionnel, d'Frais de déplacement an d'Abattementen, déi mat der Kannererzéiung zesummenhänken, déi als Bonus kéinten och an d'A gefaasst ginn.

An deem Zesummenhang wëll ech drun erënneren, dass de Finanzminister an der Finanzkommissioun haart doriwwer nogeduecht huet, fir den Abattement compensatoire fir Salariéen als Bonus fir déi, déi keng Akommessteier bezuelen, anzefiéieren an de Bonus vun de Betriber direkt un d'Salariéen ausbezuelen ze loossen. Déi Iddië maachen also hire Wee. Mir gesinn, dass se heiansdo laang Zäit brauchen, fir bis zum Enn ze kommen, mä si maachen hire Wee, well d'Liewensbedéngunge vun de Famillje wéi vun den eenzelne Steierzueler sech relativ schnell änneren.

Esou soll och, an dat huet mech och interesséiert an der Viraarbecht zu dësem Projet, d'Fro vun de Fraisë fir d'Kanner steierlech méi sozial a familljefrëndlech ugaange ginn. Den Artikel 20 vum Gesetz gëtt der Regierung nämlech eng Base légale fir e Règlement grand-ducal, fir d'Charges extraordinaires méi souple, dat heescht méi large ze interpretéieren. Niewent den eigentleche Frais de garde, déi jo am Artikel 127 vum Akommessteiergesetz an am Règlement grand-ducal vum 31. Dezember 1998 ugeschwat ginn, sollen och aner Fraisë mat a Betruecht gezu kënne ginn.

Ech zitéieren duerfir de Commentaire des articles: «Ce règlement» - also dat Reglement vun 1998, op Basis vum Artikel 127 vum Steiergesetz - «semble de nos jours» - dat ass also den Exposé des motifs vun der Regierung - «fort restrictif et peu adapté à l'évolution de notre société. La mixité des frais de garde, d'entretien, d'éducation, de cantine, d'encadrement et ceux occasionnés par la garde d'enfants malades net permet souvent pas de faire une distinction nette entre d'un côté les frais d'entretien, d'éducation et de formation professionnelle non pris en compte dans le cadre de l'article 127. LIR et d'autre côté les frais connexes pour lesquels le contribuable peut demander un abattement de revenu imposable pour charges extraordinaires.»

Et kann een dat net besser ausdrécken. Dat ass d'Situatioun, an ech muss och soen, dass ech déi Argumentatioun voll a ganz deelen.

Mä natierlech si mer do am Steiersystem erëm dran, an och do stellt d'Fro sech vun der Gerechtegkeet vis-à-vis vun deene 40% Stéit, déi keng Steiere bezuelen an awer héich Fraisë fir d'Kanner hunn.

Ech wëll och iwwregens an deem Zesummenhang dem Här Meisch zoustëmmen, wéi hien d'éinescht gesot huet, dass natierlech Geldleeschtungen net alles sinn, mä dass och d'Ariichtungen, déi de Stat an d'Gemengen den Elteren zur Verfügung stellen, mussen ausgebaut ginn. Mir waren ëmmer där Meenung als Sozialisten. Ech begréissen, dass d'DP déi Notioun vu méi schlankem Stat opginn huet an och op de Wee geet fir déi öffentlech Ariichtungen, déi mer eben an onser Gesellschaft brauchen,…

(Interruption)

Neen, ech wollt just soen, dass ech dat begréissen, Här Meisch, dass Dir op déi Haltung komm sidd. Et ass eppes, wat mir als Sozialisten ëmmer begréisst hunn. Mir sinn duerfir oft als Ech-weess-net-Wat verschrieë ginn, mä mir mengen, dass et an onser Zäit äusserst wichteg ass, dass mer staark Ariichtungen hunn, och am soziale Beräich, am schoulesche Beräich an am extraschoulesche Beräich, fir eben déi Chancëgläichheet an déi Gerechtegkeet an onser Gesellschaft hierzestellen, déi mer brauchen. Selbstverständlech ginn d'Geldleeschtungen do net duer.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Här President, déi aner Mesuren, déi d'Akommessteier vun de physesche Persoune betreffen, sinn déi linear Upassung vu 6% vum Barème, d'Kollektivbesteierung fir gepacste Koppelen, d'Gläichstellung vu Steierzueler, déi zu Lëtzebuerg wunnen, a Steierzueler, déi net hei wunnen, opgrond vun engem europäeschen Uerteel, an d'Steierbefreiung vun den Iwwerstonnen am Privatsecteur fir all Salariéen.

Eng Partie Mesurë betreffen och d'Betriber. An deem Zesummenhang hunn zwou Dispositioune fir grouss Opreegung gesuergt. Et handelt sech drëm, d'Fraisë vu Betribsautoe mat méi wéi 190 Gramm Ausstouss vun CO_2 net méi ofsetzen ze loossen. Doduerch sollen och d'Steierzueler natierlech incitéiert ginn, fir emissiounsaarm Autoen ze kafen oder ze leasen. Dëst ass net onwesentlech. Et sollen ëm déi 25.000 - den Här Thiel huet elo éinescht vun 30.000 geschwat - geleasten Autoen zu Lëtzebuerg fueren.

Wa mer engersäits eng deier Politik fir de Klimaschutz an den Ofbau vun CO_2-Emissioune maachen, kënne mer net op där anerer Säit d'Betribsautoe steierlech begënschtegen, besonnesch déi mat héijen CO_2-Emissiounen.

Da soll jo och nach d'Steierverwaltung iwwer eng Circulaire den Avantage vun engem Salarié, deen och e Betribsauto privat gebrauche kann, vun 1,5 op 2% vum Neiwäert vum Auto eropsetzen.

D'Finanzkommissioun, zesumme mat den Häre Juncker a Frieden, huet dës Bestëmmung de 15. November 2007 aus dem Gesetz geholl. Den Här Juncker huet dobäi erkläert, dass de Finanzminister der betreffender steierlecher Mesure seng voll Ënnerstëtzung gëtt. Datselwecht hunn déi Fraktioune gemaach, déi an der Sitzung derbäi waren. Dobäi sinn eng Partie Considératioune gemaach ginn, déi zum Beispill méi eng grouss Differenzéierung vun de Grenzwäerter vum CO_2 an och eng Planungsméiglechkeet fir d'Betriber sollen erlaben. Och d'LSAP huet sech bei där Diskussioun fir eng ekologesch Ausriichtung vu gewëssene Steiermesuren ausgeschwat.

Dobäi huet jo och dann de Finanzminister festgestallt, dass all Fraktiounen d'Richtung vun de Mesurë vun der Regierung approuvéieren a sech bereet erklären, der Regierung ze proposéieren, déi zwou Mesuren am Laf vum Joer 2008 bis den 1. Januar 2009 duerch en neie Projet ze ersetzen.

Déi Motioun, déi de Rapporteur erabruecht huet, ënnerstëtze mer selbstverständlech. Si gëtt dat erëm, wat an der Finanzkommissioun zréckbehale ginn ass.

Dat sinn also Ausriichtungen, déi mer onbedéngt am Laf vum Joer 2008 diskutéiere mussen. Mir begréisse selbstverständlech och deen neien Artikel 50ter duerch deen d'Fuerschung an de Betriber zu Lëtzebuerg encouragéiert gi soll an ënnert dee jo och Revenuen aus Breveten, Logicielen, Marken, Modeller betraff ginn an déi doduerch deelweis steierfräi ginn. Dat ass natierlech eng interessant Mesure, och am Intérêt vun der Finanzplaz.

Här President, fir ofzeschléissen, d'LSAP begréisst dëse Steierpak, e verbessert dat steierlecht Ëmfeld fir d'Betriber. Ech wëll hei soen, dass jo e Groupe d'analyse fiscale am Finanzministère fonctionnéiert, deen op dat internationaalt Ëmfeld reagéiert an och analyséiert wat an de Länner ronderëm geschitt, wéinst der Steierkonkurrenz. Dee Groupe d'analyse fiscale soll jo onst Land gutt placéieren.

Ech wëll soen, dass déi Reflexioune mat der Zäit jo net méi einfach ginn. Do kënnen och Konflikter entstoen. Wann d'Steier als Leedungsinstrument fir d'Léisung vun de Problemer net nëmme vu wirtschaftlechen, mä och vu sozialen an ekologesche Froe gebraucht gëtt. Dat hu mer bei dësem Projet gesinn, wou mer direkt an de Konflikt koumen zwëschent deem wat op der Finanzplaz als Instrument agesat gëtt an dat wat mir als ekologesch Politik zu Lëtzebuerg maache wëllen.

Et kann ee sech drun erënnere wéi mer gesinn hunn, dass d'Bierger, wa se méi Autossteier bezuelen, d'Logik dovunner net erkennen. Den Auto ass nun eemol eng helleg Kou zu Lëtzebuerg - net nëmmen zu Lëtzebuerg - an d'Reaktioun op déi Autossteier, déi jo op d'CO_2-Emissioune vun engem Auto baséiert, huet gewisen, wéi wéineg dass d'Leit dobaussen d'Pertinenz vun deene Mesuren erkennen.

Ech mengen awer, an ech wëll dat rappeléieren, dass dat ëmmer d'selwecht war. Wéi mer de Katalysator agefouert hu war et datselwecht, déiselwecht Opreegung, beim bläifräie Bensin war et d'selwecht a bei anere Mesuren an deem Zesummenhang och.

Ech menge mir mussen als Politiker och de Courage hunn ze soen, dass een net engersäits Klima- an Ëmweltschutz verlaange kann an anerersäits menge kann, dat wier fir déi aner, a ganz besonnesch wär et fir de Stat an et kéint ee selwer weidermaache wéi säit Jorzéngten. Déi Hypokrisie kënne mer eis net méi leeschten.

An dofir däerfen d'Regierung an d'Politik insgesamt net luussen. Si kommen net derlaanscht d'Kohärenz vun hirer Politik hierzestellen a massiv ze verdeedegen, fir d'Akzeptanz dobaussen esou grouss wéi méiglech ze maachen. Well, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer dat net fäerdeg bréngen, da brauche mer weder op Bali nach op Kopenhagen ze fueren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Fayot Merci. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt fir d'éischt ufänken dem Rapporteur, deen elo hei uewe sëtzt, Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll dofir nëmmen op déi Punkten agoen, wou mer e bësse Schwieregkeeten hunn, respektiv wou mer e puer Commentairen als noutwendeg emfannen.

An deem Projet de loi hei si jo zéng Punkten enthalen. Zu véier dovunner wëll ech Stellung huelen an dann herno zum Schluss zu engem, deen net an dësem Projet dran ass, mä dee mer jo ëm ee Joer verschoben hunn.

Ech wëll vläicht ufänke mat der Fro vum Kannerbonus an ech wëll vläicht do e bësse méi wäit aushuelen, well et kann een net iwwert d'Kannergeld an d'Kannerënnerstëtzung schwätzen, sief et iwwert de Steiersystem nach iwwert d'Transferts sociaux, wann een net generell eng Positioun emol bezitt derzou, wat dann d'Virstellung ass vun der betreffender Fraktioun zu der Familljepolitik an dem Ëmgang mat Kanner fir d'Zukunft.

Ech menge meng Fraktioun huet zënter laangem eng Haltung, déi dora besteet, datt mer soe mir mussen eigentlech esou gutt de Steiersystem wéi awer och d'Sozialtransferten insgesamt an deem Sënn hannerfroen, well d'Gesellschaft vun haut sech verännert huet, well mer an engem anere Film si wéi zu deem Zäitpunkt, wou de Gros vun de Mesuren, déi mer haut, sief et am Steiersystem oder an de Sozialtransferten hunn, wou déi agefouert gi sinn.

Zu där Zäit hate mer eng Situatioun, déi dora bestanen huet, datt an den Haushälter gréisstendeels eng Persoun beruffstäteg war, dat war - an ech géif emol soen an 99,9% - de Mann an d'Fra d'Kanner doheem versuergt huet. Dat heescht mir waren an engem Zeenario, dee grondsätzlech anescht war par rapport zu haut an deen nach ëmmer méi grondsätzlech sech wäert verännere an deenen nächste Jorzéngten.

Mir sinn haut op enger Beschäftegungsquot vu Männer a Fraen, also och vun de Fraen deementspriechend, déi an de Paragen zu Lëtzebuerg nach ëmmer net terribel gutt läit am Verhältnis zu aneren europäesche Länner, mä awer ëmmerhin elo bei ëm déi 40% läit, Tendenz weider steigend; an et ass jo och den erkläerte Wëlle vun der Regierung dat ze förderen.

Deementspriechend ass et natierlech kloer muss een d'Familljepolitik an haaptsächlech den Ëmgang mat de Kanner, d'Versuerge vun de Kanner och aneschters gesinn, well déi Instrumenter, déi mer eis an der Zäit ginn hunn, wéi gesot, ënner anere Prémissë geholl gi sinn, net ëmmer méi gräife par rapport zu deem, wat mer haut brauchen an där verännerter Gesellschaft.

Dofir si mir scho laang der Iwwerzeegung, datt an deenen nächste Joren a Jorzéngten net méi soll ustoen an engem breede Mooss Geld ënnert d'Leit ze bréngen, ze verdeele fir d'Kannerversuergen, mä natierlech éischter ze kucken haaptsächlech deene Familljen ze hëllefen, déi doriwwer eraus souwisou Schwieregkeeten hunn iwwert d'Ronnen ze kommen, well hir Salairen ze niddereg sinn, dat heescht eng sozial cibléiert Familljepolitik a Form vu Geldleeschtungen ze maachen. An derniewent awer fir de Rescht éischter en Transfert ze maachen ewech vun de Geldleeschtungen hin an Investissementer an Infrastrukture fir d'Kannerversuergen zum Beispill oder awer och nach aner Saachen.

An deem Sënn muss ech soen, datt mer eigentlech et e bësse schued fannen, datt mer elo dat net erreeche vun deem wat am Fong an der Tripartite festgehale ginn ass, nämlech vun der Aféierung vun enger Negativsteier, well dat hei ass jo keng Negativsteier, wat mer hei maachen, datt mer dat elo kompenséieren duerch eng eenzel familljepolitesch Mesure an dann awer net déi generell Diskussioun gefouert hunn iwwert d'Sozialtransfertë generell respektiv wou mer eigentlech wëllen histeieren an deem dote Beräich.

Ech wëll awer soen, mir hunn ons relativ schwéier gedoe fir heimadder d'accord ze sinn. Ech wëll soen, datt mer et awer wäerte stëmmen, och déi heite Mesure, aus deem ganz einfache Grond, well mer effektiv der Iwwerzeegung sinn, datt hei virun allem natierlech jo emol eng Kéier sozial défavoriséiert Leit profitéieren an et einfach justifiéiert ass an där heiteger Situatioun grad deenen emol eppes ze ginn, vu datt jo all déi aner näischt bäikréien duerch déi Aktiounen, déi mer gemaach hunn an op déi ech nach ze schwätze kommen.

Mä ech mengen awer nach grondsätzlech, datt een déi Diskussioun hei och am Virfeld hätt misse féieren. Dat hei ass awer e bëssen, muss een éierlech soen, iwwert de Knéi gebrach ginn. Et ass eben en Ersatz gesicht ginn, well een dat Verspriechen an der Tripartite gemaach hat, fir eppes an deem Beräich do ze maachen, esou datt mer dat hei elo aféieren, ouns datt mer déi generell Diskussioun gefouert hunn, wou mir mengen, datt ee se misst féieren.

Et kann een och kucken, wann een am Statsbudget 2008 kuckt, mir setzen zwar effektiv 2008 zu engem gudden Deel d'Ausgabe fir d'Institutioune fir d'Kanner ze versuergen erop, mä ech mengen awer, datt dat awer nach a kengem Verhältnis ass zu anere Saachen an ech mengen, datt mer déi Diskussioun op alle Fall sollte féieren, spéitstens fir de Budget 2009.

Dat ass iwwregens och e gudden Zäitraum, well da si mer jo net méi wäit ewech oder, loosse mer soen, wa mer dat am Kader vum État de la nation géifen diskutéieren, da si mer genau ee Joer virun den neie Chamberswahlen. Da sinn d'Parteien nach amgaang hir Programmer opzestellen, da géif dat och dozou féieren, datt mer ee Joer virun de Wahlen hei am Parlament eng Diskussioun féieren, wou all Partei eigentlech misst op den Dësch leeën, wat si da wierklech prezis zu deem dote Volet wëllt maachen. Dofir vun eis een Appel, datt mer da beim État de la nation déi do Diskussioun op alle Fall féiere sollten.

Et muss een awer och soen, datt d'CSV hei en zolitte Revirement gemaach huet, well ech wëll awer drun erënneren, an den 90er Joren ass déi Politik jo am Fong ageleet ginn ënnert der deemoleger schwaarzrouder Regierung. Déi Zäit ass zwar dann d'Kannergeld pauschal eropgesat ginn, a gläichzäiteg den Abattement an de Steiersystem erofgesat ginn. Hei maache mer dat jo elo awer ënner enger méi intelligenter Form - dat muss ee soen -, well et méi selektiv ass wéi dat, wat d'CSV ëmmer gesot huet zu engem gewëssene Moment; also '99. Mat der CSV ass elo Schluss. An déi dote Richtung gi mir net weider. Mir wëlle weider, datt am Steiersystem och an Zukunft d'Kanner berücksichtegt ginn.

Dat heescht, et ass scho kloer hei e Revirement festzestelle bei enger vun deenen zwou Regierungsparteien. Herno kann de Statsminister oder de Finanzminister eis vläicht soe wou deen hierkënnt, wéi dee begrënnt ass. Da wäerte mer dat herno hei héieren. Mä et ass e Revirement - an en zolitten - an den Iwwerleeungen. Ech fannen, datt wann een et eng Kéier mécht, dat ass sécherlech kee Problem, mä da soll een déi och politesch motivéieren, an erklären, datt een do seng Meenung geännert huet.

Et muss een och soen - mä ech mengen dorobber wëll ech net méi am Detail agoen, dat huet de Statsrot jo genuch beschriwwen -, datt d'Operatioun, déi gewielt ginn ass, fir dat heiten ze maachen, och net déi allergrëcklechst war. Dat huet wahrscheinlech och dermat ze dinn, datt alles huet missen e bësse schnell goen zum Schluss, firwat dat esou gemaach ginn ass. Och de Fait, datt mer 2008 net kënne bei eng monatlech Auszahlung vum Kannergeld goen, ass net déi allergrëcklechst Aart a Weis, well dat effektiv jo awer elo am Januar dann derzou féiert, datt verschidde Familljen ënnert dem Stréch wäerten e bësse manner hunn. Dat se zwar dono natierlech erëmkréien. Si kréien insgesamt net manner. Dat ass richteg.

Et wär besser gewiescht, wa mir dat do och ebe méi propper gemaach hätten. Mä dat huet dermat ze dinn, datt dat heiten eng Mesure ass, déi aus der Tiitchen erausgeholl ginn ass, well een ënner Zuchzwang stoung par rapport zu eppes, wat een an der Tripartite versprach huet, wat een awer net konnt halen. Duerfir huet ee missen eppes aneschters maachen.

Den zweete Punkt, op deen ech wëll agoen, Här President, dat ass den Abaissement vu 6% vum Tarif. Do kann een emol éischtens laang driwwer philosophéieren, ob dann déi Rechnung esou an allen Detailer stëmmt, déi hei vum Finanzminister gemaach ginn ass; wéi hien dat virgestallt huet, datt mer beim Inflatiounsgleis eigentlech, wann een d'Steierreform vun 2001 berücksichtegt, schonn an enger Avance wären an net an engem Retard.

Ech mengen effektiv, wat richteg ass un där Ausso, dat muss een op alle Fall vun eiser Säit aus soen, dat ass, datt 2001 zolidd d'Steieren erofgesat gi si fir d'Privatpersounen. Mir hunn als Gréng deemools gesot, datt se zu deem Zäitpunkt fir eis Begréffer ze vill op ee Coup erofgesat gi sinn. Mir hunn och deemools gesot, datt mer Suergen hätten - ech schwätzen elo vun 2000, wéi dat diskutéiert ginn ass -, datt dat kéint kuerzfristeg, jee nodeem wéi d'Konjunktur sech géif entwéckelen, d'Finanzcapacitéit vum Stat a Fro stellen. Mir hu jo net ganz Onrecht kritt an deene Joren duerno. Ech wëll awer déi Diskussioun elo net nach eng Kéier ufänken.

Ech wëll am Fong just soen, datt mir eigentlech éischter d'accord sinn, datt een hei soll och virsiichteg mam Tarif ëmgoen. D'autant plus, wou mer jo an där Erhuelungsphas, an där gudder Konjunkturlag de Moment dra sinn - déi exzellent ass, muss ee souguer soen -, datt jo keng Garantie besteet, datt dat esou wäert weidergoen. Ausser et kënnt een heirop a seet mer: Dach, mir als Lëtzebuerger Land wäerten déi nächst 20 Joer problemlos e Wirtschaftswuesstum hunn, deen ëmmer iwwer 4% war, souguer iwwer 5% läit.

Mir sinn net der Meenung, datt dat en Automatismus ass. Mir hunn 2001 bis 2004 brutal ze spiere kritt, wéi séier datt et ka goen, datt een dorënner rutscht, an zu wat fir enge Konsequenzen, datt dat féiert. Duerfir bleiwe mir bei eiser Meenung, datt een éischter soll virsiichteg sinn. Mir sinn averstane mat deem Abaissement vu 6%. Mir mengen awer, datt een dee méi grousse Spillraum, deen de Stat am Moment huet, net sollen huelen, fir global ze verdeelen, mä datt een dee soll huelen, éischtens fir an d'Zukunft ze investéiere fir déi enorm héich Investitiounsprogrammer, déi de Stat huet, déi mer brauchen, fir datt eis Ekonomie net zolidd Nodeeler kritt an deenen nächsten 20, 25 Joer.

Well wa mer wëllen déi 4% vu Wuesstum do wéinstens ustriewen, da musse mer déi grouss Investissementspäck, déi mer do um Dësch leien hunn, an déi wahrscheinlech esou wéi et de Moment ausgesäit net duerginn, wou nach Projete wäerten derbäikommen - ech denken nëmmen un d'Mobilitéit, un den öffentlechen Transport -, dann ass et kloer, datt mer déi Sue mussen duerfir huelen.

Dat ass jo dann och am Intérêt herno erëm vum insgesamte Revenu am Land. Dovu wäerten dann d'Leit insgesamt am Land profitéieren, well d'Haaptzilsetzung vun enger Regierung muss eiser Meenung no net sinn, fir ze kucken, datt jiddferee keen 1% méi Steiere bezilt, mä datt säi Basisrevenu, deen hie verdéngt op senger Aarbechtsplaz, héich genuch ass, datt hien net dauernd vum Stat ofhängeg ass. Ech géif et emol e bësse salopp ausdrécken: datt hie souguer frou ass wann hie muss Steiere bezuelen, well säi Revenu uerdentlech ass. Dat muss d'Zil si vun enger Regierung.

Fir datt dat Zil kann erreecht ginn, muss een alles maachen, datt een d'Suen esou asetzt, datt d'Ekonomie och fonctionnéiert. An där Hisiicht si mir éischter do ganz virsiichteg a mengen, datt op alle Fall vum Tarif, wat jo einfach eng generell Verdeelung ass, wou guer net sozial selektiv gekuckt gëtt, wou mat der Strenz einfach kräiz a quer verdeelt gëtt, datt do deen doten Abaissement zwar richteg ass, an awer een net méi wäit soll goen.

Mir hätten allerdéngs léiwer gehat - an dat hunn ech scho gesot bei menger Budgetsried - wann een déi heite gutt Situatioun genotzt hätt, fir op en anere Wee ze goen, nämlech dee vun der ekologescher Steierreform. Dat ass awer e Projet, deen hätt ee missen am Ufank vun der Legislaturperiod ugoen. Et hätt ee sech missen do e Gesamtzil setzen, wat ee wëllt erreechen.

Dann hätt ee missen de ganze Steierverwaltungsapparat dorobber setzen an op d'Zesummenaarbecht mat engem auslännesche Büro, well mir hunn zu Lëtzebuerg net genuch Erfahrung, fir dat am Gesamten unzegoen. Et gëtt awer entretemps weltwäit genuch renomméiert Wirtschaftsinstituter, och ganz klassescher, déi ee kann do erunzéien. Dann hätt ee kënnen iwwert dee Wee eng Gesamtekologiséierung vum Steiersystem schafen, déi eis dann och wahrscheinlech e gewëssene Spillraum gebueden hätt, fir kuerz- oder mëttelfristeg sozial selektiv nach méi ze intervenéieren.

Ech denke virun allem do och un ee Punkt, dee mat Sécherheet an deenen nächste Jore fir vill Gespréich wäert suergen, deen awer och e wichtege Punkt ass an der Entwécklung vun eiser Ekonomie, nämlech d'Stabiliséierung vun de Lounniewekäschten. Mir kréie jo am Januar eng Interpellatiounsdiskussioun hei op Basis vu mengem Kolleeg Félix Braz, deen d'Regierung interpelléiert huet, fir iwwert d'Zukunft vun de Rentesystemer ze diskutéieren. Mir hu jo och wéi et schéngt elo en Aarbechtsgrupp agesat, wou d'Sozialpartner mat der Regierung sollen diskutéieren. Ënner anerem wäert dat do een zolidd Thema sinn. Mir mengen duerfir, datt een dann och hätt kënnen do gewësse sozial Ausgläicher schafen, déi virun allem Leit, déi manner gutt dru sinn, zegutt komm wären.

Dat hätt eis och évitéiert, datt ee bei engem guttgemengten Usaz, nämlech dee vun der Reform zum Beispill vun der Autossteier, deen hätt kënne wahrscheinlech anescht gestalten. Dann hätt et eis och manner Schwieregkeete gemaach dobausse mat der Akzeptanz, éischtens. Et hätt manner holpreg kënnen ëmgesat ginn, well et muss ee jo awer effektiv zouginn, datt et fir d'Leit zum Deel, obschonn et wierklech jo eng Mesure ass, déi vun der Grondausriichtung aus justifiéiert ass, schwéier novollzéibar ass duerch déi Pannen, déi geschitt sinn, wou ee sécherlech deem zoustännege Minister dee Reproche ka maachen an deem heite Fall. Mä et hätt eis do méi eng gréisser Akzeptanz geschafen, well mer dat och hätte kënne besser vermëttelen an erklären, a well een hätt kënnen da wahrscheinlech nach anescht ajustéieren a sozial Ausgläicher schafen, déi een hätt kënnen erunzéien, fir dat doten ofzefiederen.

Den drëtte Punkt, Här President. Dat ass ee ganze Pak vu Mesuren, deen dragesat ass, dee mer wierklech absolut begréissen, well dat nu wierklech an eng Richtung geet, déi mir als Gréng scho laang verlaangen. Dat sinn déi ganz Mesures fiscales, déi virgesi sinn, déi den Investissement solle favoriséieren. Et ass genau dat, wat ech a menger Ried hei 2000 gesot hunn, wéi et ëm d'Steierreform 2001/2002 gaangen ass, virun allem elo hei bei de Betriber 2002, datt et méi Sënn mécht och bei de Betriber einfach ze soen: Mir setzen elo d'Kierperschaftssteier erof, fir ganz cibléiert Mesuren ze ergräifen, fir den Investissement ze favoriséieren.

Déi Mesuren, déi heira virgesi sinn, sinn nun eemol där, déi mir richteg fannen, a wou sech och kënnen nei Secteuren entwéckelen, wou nei Plus-valuen entstinn. Do hu mer herno och méi Steierrecetten, fir datt dem Stat nei Aarbechtsplaze kënnen entstoen. Duerfir kënne mer dee Pak sécherlech begréissen.

Véierte Punkt, Här President. Dat ass dat neit Element vun der Imposition collective sur demande fir Leit, déi gepacst sinn. Mir hu kee Problem, datt dat hei elo am Sënn vu Gläichbehandlung agefouert gëtt. Mir mengen allerdéngs, datt et an déi falsch Richtung geet, well mir sinn éischter Demandeur, datt ee soll den ëmgedréinte Wee goen, datt ee soll generell iwwerswitchen op en individualiséierte Steiersystem. Dat heescht, wou een dann net seet: Mir ginn deene Leit, déi elo gepacst sinn, déi nämlecht Méiglechkeeten, fir sech kollektiv besteieren ze loosse wéi deenen,

déi haut normal bestuet sinn, mä datt een de Contraire mécht. Mir hätten deenen, déi haut bestuet sinn, d'Méiglechkeet ginn, fir sech och an Zukunft individuell besteieren ze loossen, wéi wa se net bestuet wären.

Ech mengen dat ass éischter de Wee, dee mir wëlle goen. Dat aus e puer Grënn. Mir mengen éischtens, wa mer an Zukunft e Steiersystem wëlle kréien, dee méi transparent, méi einfach an och méi verständlech ass, wou een och da vläicht mat Abattementer aneschters kann ëmgoen an deem Steiersystem. Dann ass et wichteg, datt mer eriwwerginn zu engem individualiséiert opgebaute Steiersystem; an dat ass e Punkt, wou mer e bëssen zähneknirschend derfir stëmmen, mä eigentlech net averstane si mat der Philosophie, déi d'Regierung hei un den Dag leet.

Et kënnt derbäi, datt mer der Iwwerzeegung sinn, datt et hei e Parallelismus gëtt an eisem soziale Sécherungssystem, wou ee muss iwwer ähnlech Saachen diskutéieren, firwat mer fannen, datt dat heiten eigentlech ënnert dem Strëch zwar awer e batteren Nogeschmaach huet an éischter de falsche Wee ass, deen hei gewielt gëtt. Mä wéi gesot, mir kënnen et awer iergendwou novollzéien. Duerfir, aus Sënn fir d'Gläichberechtegung, stëmme mer dat dann zähneknirschend mat.

Da kommen ech zu dem leschte Punkt, Här President, deen ech wollt uschwätzen. Dat ass deen Aspekt, deen erausgeholl ginn ass an dee jo esou héich Welle geschloen huet, nämlech fir e Parallelismus ze maachen, och bei dem Leasing vun Autoen, zu Ëmweltfroen an zu der CO_2-Steier.

Mir sinn och der Meenung, an dat hu mer jo och an der Finanzkommissioun gesot, datt et besser ass, et gëtt ee sech hei e Joer Zäit an et kuckt een eppes ze maachen, wat vläicht nach méi - wéi soll ech soen? - méi duerchduecht ass, a virun allem och, wou een dann iwwert dee Wee, iwwer Gespréicher mam Secteur vläicht dem Secteur méi Méiglechkeete gëtt, fir sech och dorobber anzestellen.

Ech muss och soen, dat war och de Grond, firwat ech awer frou war, datt ech an der Finanzkommissioun vun alle Fraktiounen héieren hunn, datt de Prinzip als solchen akzeptéiert war. Et war keng Fraktioun, déi an der Finanzkommissioun do war, déi de Prinzip als solchen a Fro gestallt huet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

An dat war och de Grond, firwat ech proposéiert hunn, datt een dann zumindest haut sollt an enger Motioun de Wëllen ausdrécken, datt mer dat och duerno wëlle maachen. An déi Motioun ass jo vum Rapporteur virdrun déposéiert ginn. Mir hunn déi als Fraktioun och mat ënnerschriwwen. Et ass genau dat, wat mer eigentlech gär gehat hätten.

Ech wëll just an deem Zesummenhang och dem Här Thiel, deen hei e puer Aussoe virdru gemaach huet, e puer Saachen awer nach méi verdäitlechen.

Éischtens ass et richteg, wann hien hei seet, et geet net dorëms an enger Gesellschaft wéi eiser ze mengen - a kee wëllt dat, och déi Gréng wëllen dat net -, datt een den Auto soll ofschafen. Deen, deen dat behaapt, ech mengen éischtens emol, géif deen do dreemen, an zweetens ass dat och net de Sënn vun der Operatioun.

Mä ëm wat et awer geet, dat ass éischtens natierlech, wéi dat och gesot ginn ass, wéint der Ëmwelt, datt also Autoen doruechter fueren, déi net ëmweltschiedlech sinn an, wat d'Emissiounen ubelaangt, am beschte bei null sinn. Déi och ewechkommen eng Kéier an hirer Undreiwungskraaft vun de fossile Brennstoffer, well soss féiert et och an d'Katastroph.

Mä et geet awer och dorëms, Här Thiel, an dat ass awer och e wichtege Facteur, datt mer den Auto als Mobilitéitsinstrument sënnvoll asetzen. Dat heescht, do asetzen, wou en e Sënn mécht.

An ech muss Iech awer soen, dat Beispill, wat Dir zitéiert hutt, wat d'Stied ubelaangt, do stellt awer net nëmmen eng Ëmweltfro sech, mä do stellt och eng Fro sech vun enger liewenswäerter Stad a vum Raum, deen een iwwerhaapt an enger Stad huet. Den urbane Raum ass eiser Meenung no op alle Fall un éischter Stell geduecht fir d'Leit, déi sech am urbane Raum ophalen, dat heescht do ze dinn hunn, do zu Fouss ginn, a wann den Auto genotzt gëtt, fir an den urbane Raum eranzekommen, dann ass den Auto am urbane Raum awer wierklech beschtefalls gedult. En dierf net mengen, datt hien do Prioritéit am urbane Raum soll hunn. A scho guer net an der Zukunft bei deem Motorisatiounsgrad, dee mer zu Lëtzebuerg hunn.

Dat heescht, wa mer d'Stied erëm wëlle liewenswäert maachen, da musse mer awer kucken, datt den Auto wéi gesot sënnvoll agesat gëtt, a sënnvoll asetzen ass sécherlech net, wann ech den Auto huele moies, fir vun A op B ze fueren, dat heescht vun iergendwouhier an iergendwouhin a beispillsweis hei an d'Stad ze kommen, den Auto hei aacht Stonne stoe loossen op enger Parkplaz, déi och nach blockéieren da fir de Commerce, an dann erëm owes domadder heemfueren. Dat si jo awer genau déi spezifesch Trajeten, wou een den öffentlechen Transport oder aner Forme vun der Mobilitéit soll asetzen, well mir hunn och e Problem vu Congestioun am urbane Raum.

An dat ass jo kee Lëtzebuerger Phenomeen. Mir musse jo nëmme kucken, wat weltwäit gemaach gëtt. Kuckt, wat d'Stad Paräis de Moment fir Mesurë mécht; kuckt, wat London gemaach huet. Kuckt, wat Stockholm gemaach huet oder ganz aner Stied. Et kann ee bal queesch duerch Europa kucken, an et ass och entre-temps quasi egal, wat fir politesch Faarwen an deene Stied do d'Soen hunn. Mä iwwerall kämpfe se mam selwechte Problem och vu Congestioun vum urbane Raum, an et ginn ëmmer méi Mesurë getraff, fir d'Leit an engem gewësse Mooss och do erëm ëmzeerzéien an ze soen, den Auto gehéiert an eis Gesellschaft, mä e soll sënnvoll agesat ginn. An am urbane Raum gëtt et aner Méiglechkeeten.

An ech mengen, an där Diskussioun soll een déi dote Saachen awer och net vergiessen, wann een doriwwer diskutéiert, an ech mengen, dat ass e Prozess, wou mer wierklech alleguer, wa mer dee sachlech diskutéieren an uginn, nëmmen dobäi ze wannen hunn, well ansonste geschitt dat, wat mäi Kolleeg Felix Braz gesot huet, wa mer hei polemesch oder populistesch un dee Sujet eruginn, da soen ech Iech, da beléie mer d'Leit éischtens dobaussen.

Natierlech ass Opreegung, wa mer an enger Bevölkerung, wou mer 40 Joer erkläert kritt hunn, datt dat den Nonplusultra wär fir sech fortzebewegen, op eemol de Leit musse soen, et gëtt do awer gewësse Problemer a Contrainten, mir musse vläicht ëmdenken. Natierlech gëtt dat Diskussiounen. Dat gëtt Emotiounen, mä ech mengen, u responsabele Politiker ass et awer net, fir Emotiounen ze schüren, mä fir ze kucken och am Intérêt vun deenen nächste Generatiounen ze denken, an da muss een och deen Thema esou traitéieren.

Ech soen Iech Merci, a mir wäerten dee Projet duerfir stëmmen, Här President.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Als leschte Riedner ass agedroen den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Wuert vu Merci un de Kolleeg Laurent Mosar als Rapporteur vun dësem Projet, deen net esou einfach war an an enger relativ dach kuerzer Zäit iwwert d'Bühn ze kréien.

D'ADR wäert dësem Projet seng Zoustëmmung bréngen, well eng Rei vu Moossnamen an dësem Projet dra sinn, déi eiser Meenung no an eng richteg, an eng gutt Richtung ginn. Och wa mer vläicht déi eng oder aner Moossnam léiwer aneschters ëmgesat gesinn hätten, esou stëmmt dach d'Richtung, och wann dat hei keng generell Steierreform ass, mä éischter eng, wou punktuell Ännerunge virgeholl ginn.

Ech wëll eng Rei vu Punkten hei virbréngen, Här President, deenen - mengen ech - och meng Virriedner eng gewësse Prioritéit ginn hunn. Un éischter Stell d'Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun. Mir wëssen alleguer, datt zënter 2002 d'Steiertabell net méi un d'Inflatioun ugepasst ginn ass, a mir hunn déi Diskussioun och hei virun enger gudder Woch am Kader vun de Budgetsdebatte gefouert, wou mer am Fong och du konnte feststellen, datt de Stat duerch d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun an deene cumuléierte Jore ronn zwou Milliarde weider u Steierrecettë krut.

Et ass eis gesot ginn, och schonn d'lescht Joer vun der Steierverwaltung, datt ee kann dovun ausgoen, datt d'Netupassen un d'Inflatioun pro Joer ongefëier 100 Milliounen ausmécht. A wann een dat dann iwwert déi Jore cumuléiert, da kënnt een dorop, datt een am Ablack bei 500 bis 600 Milliounen Euro pro Joer läit, wat déi cumuléiert Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun fir de Stat ausmécht, an domadder ergëtt sech dann e globale Retard vu 16% an deene leschte Joren.

Et muss een awer och feststellen, datt an deem gläichen Zäitraum d'Akommes fir de Stat, wat d'Steieren ubelaangt, bei deene physesche Persounen ëm 39% geklommen ass, a fir d'Betriber bei der Kollektivitéitssteier nëmmen ëm 13% an deemselwechten Zäitraum geklommen ass.

Wann een d'Relatioune kuckt vun der Charge fiscale tëschent de Ménagen an de Firmen, da stellt ee fest, datt am Joer 2002 ee gewëssent Gläichgewiicht bestanen huet zwëschent de Ménagen an de Firmen: Quasi 51% vun de Steiere sinn erakomm iwwert d'Ménagen, 49% vun de Firmen. 2006 ass do schonn e relativ groussen Déséquiliber komm zu Ongonschte vun de Ménagen, déi haut 61% vun de Steierrecetten ausmaachen, an d'Betriber nëmme méi 39%.

Och muss een, Här President, wëssen, datt mer no 1996 eng aner Philosophie ageschloen hunn, wat d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun ubelaangt. Virdrun huet et ëmmer geheescht, wann no där leschter Steierupassung eng Inflatioun vun 3,5% war, da gëtt d'Steiertabell d'office un d'Inflatioun ugebonnen, an no 1996 ass am Fong dee System sou gewandelt ginn, dass pro Joer gekuckt ginn ass. Also muss een am Fong eng Inflatioun vun 3,5% pro Joer hunn, fir datt dee Mechanismus spillt, a vu datt mer am Fong an där leschter Zäit net un déi 3,5% komm sinn, gëtt d'Auer all Joer erëm op null gestallt, wann et den 1. Januar ugeet, wat dann eben och zur Konsequenz hat, wann eng Regierung net da vu sech aus eng Upassung proposéiert, datt mer dann e cumuléierten Defizit kréie vu wéi gesot elo 16%.

D'Regierung mécht eng Propositioun hei, fir 6% un d'Steiertabell unzepassen, wat d'Inflatioun ubelaangt. Mir hunn als ADR deemools ëmmer diskutéiert derfir, datt mer gär d'Negativsteier hei zu Lëtzebuerg ageféiert hätten - ech kommen herno nach dorop ze schwätzen -, a mer hunn awer och ëmmer gesot, datt d'Aféierung vun enger Negativsteier misst käschtenneutral fir de Stat sinn, datt dat net däerf verbonne gi mat zousätzlechen Dépensë fir de Stat. Duerfir si mer och domat averstanen, datt zum Beispill een Deel, deen elo gebraucht gëtt fir d'Negativsteier oder de Kannerbonus anzeféieren, net iwwert déi linear Upassung géif gemaach ginn. Dat heescht, datt deen doriwwer géif kompenséiert ginn.

Wann een natierlech kuckt, wat de Kannerbonus an d'Upassung vu 6% momentan de Stat kaschten, da komme mer op ronn 300 Milliounen d'Joer, vun engem Steierplus u Recettë vu 600 Milliounen d'Joer, esou datt am Fong elo, kéint ee soen, duerch déi hei Moossnamen, op d'Joer gekuckt, ronn d'Halschent kompenséiert gëtt, et also nach e grousse Plus u Recettë fir de Stat och an Zukunft wäert bleiwen duerch d'Net-vollkommen-Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun.

Ee Wuert, Här President, wat d'Betriebsautoen ubelaangt, déi aus dësem Projet erausgeholl si ginn a wou an enger éischter Phas gesot ginn ass, si géifen ëm ee Joer zréckgesat ginn. Et ass eng Motioun haut de Moien och hei deponéiert gi vun der Kommissioun. Mir als ADR hunn déi Motioun net mat ënnerschriwwen, well mer och deemools net mat där Steiererhéijung op den Autoen averstane waren. An där Logik kann een dann och net domat d'accord sinn, datt déi Steiererhéijung elo géif op aner Autoen ausgedehnt ginn. Ofgesinn dovun, datt déi Erhéijung, déi elo schonn duerchgezu ginn ass, vill Problemer mat sech bréngt, och fir d'Verwaltungen.

Wa mer heihinner elo géife goen, stelle mer fest, datt dat e gewëssene Bestanddeel vun der Lounpolitik am Privatsecteur ass, datt eng Rei vu Leit Autoen zur Verfügung gestallt kréien, an da muss een och wëssen, datt mer do zum Deel an d'Lounpolitik géifen agräifen.

Et ass doriwwer eraus eiser Meenung no en ongerechte System, wéi e momentan fonctionnéiert, well hei net eng richteg, gerecht Wendung kënnt, well am Fong déi Leit, déi wéineg Kilometere mam Auto fueren, domadder also wéineg CO_2 ausstoussen, awer genausou haart bestrooft ginn, wéi Leit, déi ganz vill mam Auto fueren. Duerfir menge mir, datt, amplaz de Prinzip, d'Approche, déi d'Regierung hei geholl huet, wou am Fong d'Leit gestrooft ginn, déi en CO_2-Ausstouss maachen, mir léiwer géifen ëmgedréint gesinn, datt déi Leit belount géife ginn, déi eppes géife fir manner CO_2-Ausstouss maachen.

Duerfir géife mer éischter gesinn, datt een iwwert de Wee vum Uschafe vun Autoe bei der TVA géif goen, datt een d'Primë géif ausbaue fir déi Leit, déi sech Autoe géifen uschafen, déi manner Emissiounen ausstoussen, amplaz datt mer hei e System gewielt hunn, wou eben ëmmer d'Leit musse méi bezuelen, also gestrooft ginn.

Wann een och kuckt, wat de Stat do derniewent iwwert d'Automobilisten erakritt, eleng doduerch, datt op de Weltmäert d'Pëtrolspräisser an d'Luucht gaange sinn! Wa se an d'Luucht ginn, da kritt de Stat och logescherweis a konsequenterweis méi TVA eran. D'Recetten op der TVA op dem Bensin a Pëtrol si beim Stat vun 2004 vun 165 Milliounen Euro am Joer 2006 op 187 Milliounen Euro an d'Luucht gaangen. Also eleng op deem Punkt huet de Stat iwwer zwee Joer 22 Millioune méi TVA erakritt, déi och d'Autofuerer hu misse bezuelen.

Mir wëssen, datt 2006 de Stat 826 Milliounen Euro als Accisen erakritt huet, déi mer wuel mussen am Kader vun der UBL deelen. Mä mir wëssen awer och, datt e groussen Deel vun deenen Accisen hei am Land bleiwen a mir wëssen, datt se pro 1.000 Liter elo den 1. Januar 2008 an d'Luucht ginn an datt se bis 2012 nach wäerte weider an d'Luucht goen, also datt souwisou déi Leit, déi fueren an déi vill fueren, iwwert de Wee vun der TVA an den Accisë jo méi Gelder an d'Statskeess erabréngen.

Wann een da weess, datt d'Erhéijung vun der Autosteier dem Stat 32 Milliounen erabréngt d'Joer, da kann een am Fong soen, duerch déi automatesch Augmentatiounen, déi hei virgesi sinn, kritt de Stat jo bäi Wäitem méi eran, wéi iwwert déi Augmentatioun do vun den Autossteieren.

Duerfir muss ech effektiv d'Fro stellen, ob et richteg ass, datt mer d'Autosteier weider héijen oder ob een net kéint op där anerer Säit iwwert de Wee vun der TVA an den Accisen datselwecht kréien an dann eben déi Leit treffen, déi och vill fueren, amplaz datt déi Leit, déi wéineg fueren, elo méi haart getraff ginn, wa se en Auto hunn, dee vläicht méi CO_2 ausstéisst.

Mir sinn also fir de Prinzip, datt een net d'Leit soll bestrofen, mä datt een d'Leit soll belounen, déi eppes géint d'CO_2-Ausstéiss maachen.

Här President, duerfir hu mer déi Motioun net mat ënnerschriwwen a mir wäerte se och duerfir herno net mat stëmmen.

De Kannerbonus, Här President, ass e Punkt, dee bei eis ganz sécher op oppen Ouere fält. Mir hunn zënter Joren als ADR ëmmer vu méi Steiergerechtegkeet geschwat, mir hu vu Steiervereinfachung geschwat a mir hu vun Negativsteier geschwat. Eng Steiervereinfachung duerch d'Individualisatioun, där mer hei elo e Stéck méi no kommen doduerch, datt mer d'Klasse fir d'Kanner ofschafen. Mir hunn awer och verlaangt, datt ee soll d'Steierklasse méi regruppéieren, a mir hu virun allem d'Negativsteier duerch d'Aféiere vu Crédits d'impôt abruecht.

Well eben an eisem Steiersystem et sozial ongerecht ass, well alleguer déi Leit, déi wéineg Steieren oder keng Steiere bezuelen, vun alleguer deenen Abattementer, déi et an eisem Steiersystem gëtt, iwwerhaapt net kënne profitéieren. Mir sinn der Meenung, datt dee Wee, deen hei gesicht ginn ass, wou mer d'Abattementer fir d'Kanner an e Kannerbonus ëmwiesselen, en éischte richtege Schratt ass, a mengen och, datt ee soll an Zukunft an déi Richtung weidergoen.

Et ass an Aussiicht gestallt ginn, datt den Arbeitnehmerfräibetrag soll vun 2009 un ofgeschaaft ginn. Mir sinn der Meenung, datt aner Taxen, déi den normale Bierger oder d'Salariat am Prinzip ëmmer brauch, wéi d'Kilometerpauschal, d'Scholdzënse fir de Kaf vun enger Wunneng, fir en Eegenheem, oder d'Zousazpensiounen, datt dat nächst Etappe misste sinn, fir ebe méi Steiergerechtegkeet hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

De Kannerbonus ass, wéi gesot, fir eis eng Aart vun Negativsteier, wou elo jiddfereen am Fong pro Kand vun der Caisse nationale des prestations familiales déi 922,5 Euro pro Joer ausbezuelt kritt.. Datt hei net op de Wee gaangen ass vun enger Negativsteier, mä datt et e Kannerbonus ginn ass, dee vun der Caisse nationale des prestations familiales ausbezuelt gëtt, fënnt eis Zoustëmmung, well mer wëssen, wa mer op eng reng Negativsteier gaange wieren, hätte missen och vill Leit dann eng Steierdeklaratioun maachen, fir an de Benefiss dovunner ze kommen - praktesch jiddfereen, dee Kanner hätt - an et wier och eng Méibelaaschtung fir d'Steierverwaltung ginn.

Hei erreeche mer datselwecht doduerch, andeem datt mer d'Keess vun de Familljen-

zoulagen dat maache loossen. Do brauch keen eng Steiererklärung ze maachen. D'Steierverwaltung gëtt also doduerch net zousätzlech belaascht, an ech géif och mengen, datt d'Keess vun de Familljenzoulagen net onbedéngt, wann d'informatesch Programme géife stëmmen, vill zousätzlech Aarbecht wäert kréien.

Mir waren eis och an der Kommissioun eens, datt een no 2008, eben elo, soll dat an enger Kéier ausbezuelen a vun 2009 u géif dat dann ëmmer automatesch all Mount mat ausbezuelt ginn. D'Informatioun war och wichteg, datt de Kannerbonus ëmmer ausbezuelt gëtt, och wann d'Kand zum Beispill den 31. Dezember eréischt op d'Welt kënnt, well et jo den Ersatz vun engem Steierabattement ass, deen och jo an alle Fäll ëmmer ausbezuelt ginn ass.

Wie kritt dee Kannerbonus? All Kand, och d'Frontalieren, also 200.000 Kanner ongeféier, déi hei am Land sinn, déi Kannergeld kréien. 100.000 dovunner, dat hu meng Virriedner och scho gesot, si Steierzueler. 100.000 sinn der, déi keng Steiere bezuelen, déi se also voll kréien. 15.000, déi leien an deem Grenzberäich wou et d'Differenz ass, déi liicht ënnert der Steier leien oder liicht driwwer. Fir 85.000 ass et neutral, dat sinn am Fong déi, déi elo scho Steiere bezuelen, déi dann de Kannerbonus kréien an iwwert de Wee vun de Steieren et zréckdroen.

De Käschtepunkt ass fir de Stat 300 Milliounen. E kritt awer iwwert de Wee vun de Steieren erëm bal 200 Milliounen zréck. Et ass also e reelle Käschtepunkt vun ongeféier 100 Milliounen.

Et ass also eng Ëmverdeelung, an dat schéngt eis de wichtegste Punkt hei ze sinn, Här President, datt mer eng éischte Kéier dee Schratt maachen, datt mer eng Ëmverdeelung maachen. D'Negativsteier ass nun emol eben, dat soll ee kloer soen, eng Ëmverdeelung vun uewen no ënnen. Dat heescht, hei kréien am Fong déi Leit ënnen eppes, wat déi aner schonn ëmmer haten. Duerfir ass et och fir eis sozial gerecht. Ech hunn och dat scho beim Budget hei gesot, datt ech Problemer hu mat Leit oder Organisatiounen, déi zwar ëmmer vu sozialer Gerechtegkeet schwätzen, mä déi awer dann e Problem hunn - dee se zwar net esou direkt ausdrécken, mä, wann een et awer esou liest, da kann een et tëschent den Zeilen awer erausliesen, datt se Problemer hunn -, datt zum Beispill d'Steiertabell net integral ugepasst gëtt an ee Problem awer domat hunn, datt e Kannerbonus agefouert gëtt. Dat ass fir mech eng schlecht Astellung, wann ee gläichzäiteg wëllt vu Sozialpolitik schwätzen.

Mir wëssen, datt hei am Land virun allem déi Famillje mat klengen, mat bescheidene Revenuen, Famillje mat Kanner haart getraff si vun de Moossnamen, déi mer geholl hunn am Kader vun der Tripartite, mä och doduerch, datt déi alldeeglech Käschten, déi d'Leit hunn, fir ze liewen, an d'Luucht ginn, datt d'Zënsen an d'Luucht ginn, datt d'Loyeren an d'Luucht ginn, vum Wunnen net méi ze schwätzen, also datt mer do eng Kategorie vu Leit kréien, an déi ëmmer méi grouss gëtt hei am Land, déi Problemer hu mat hirem Akommes auszekommen. Dofir ass déi Ëmverdeelung wichteg, an dat hei däerf och nëmmen een éischte Schratt an déi Richtung sinn. Do mussen nach aner Schrëtt hannendrun nokommen.

Dann ass, Här President, awer och gesot ginn am Kader vun der Tripartite, wou d'Familljenzoulagen désindexéiert gi sinn, datt ebe géif gekuckt gi bis den 1. Januar 2008, fir een Asazmechanismus dohinner ze setzen, a wann dat net géif geschéien, da géif d'Indexéierung vun de Familljenzoulagen erëm vum 1. Januar 2008 u voll spillen.

An dem Rapport vum Rapporteur ass dee Passus aus dem Tripartite-Ofkommes mat iwwerholl ginn, wou dann och steet: «À défaut d'un tel accord, les prestations sont soumises à nouveau, à partir de janvier 2008, au mécanisme de l'indexation automatique.» Dat heescht, wa mer dat heiten net hunn, da wier et erëm automatesch, dass d'Kannergeld indexéiert géif ginn.

An da kënnt nach ee Saz hannendrun, dee seet: «L'introduction du boni pour enfant s'entend notamment comme une compensation pour le gel des allocations familiales décidé par la tripartite.»

Dat ass awer nëmmen zum Deel richteg. Et ass nëmme richteg fir deen Deel vu Leit, déi de Kannerbonus ganz kréien oder een Deel vum Kannerbonus kréien. Fir déi Leit, kann ee soen, ass et eng Kompensatioun fir d'Désindexatioun vum Kannergeld. Mä alleguer déi Leit, déi de Kannerbonus erëm iwwert de Wee vun de Steieren zréckbezuelen, déi Leit hu keng Kompensatioun fir d'Désindexatioun vum Kannergeld kritt. Ech mengen, dat misst ee fairerweis awer dann do mat erasoen an net global oder pauschal dohinner stelle wéi wann heimat och eng Kompensatioun fir d'Désindexatioun vum Kannergeld komme géif. Dat ass nëmmen zum Deel richteg.

Et muss een och wëssen, datt de Kannerbonus an Zukunft net indexéiert ass, esou datt am Fong och iwwert de Wee vun der Inflatioun vu Joer zu Joer d'Kafkraaft vun deem Kannerbonus zréckgeet.

Et kënnen och eng Rei vun Nodeeler mam Kannerbonus entstoen. Dofir stelle mer en awer net a Fro, mir soe just, datt een dofir dat am A behale muss. Et muss ee wëssen, datt den „Revenu net" vun de Leit vum 1. Januar u méi kleng gëtt, quitte datt se de Kannerbonus kréien an dat domat ausgeglach gëtt. Et muss een och wëssen, well - wéi ech et elo grad gesot hunn - de Kannerbonus net indexéiert ass geet d'Kafkraaft vum Kannerbonus zréck.

An et muss een och wëssen, datt eng Rei vu Leit elo méi Steiere bezuelen, obwuel se de Kannerbonus kréien, mä d'Leit wëssen awer net onbedéngt ëmmer richteg mam Geld ëmzegoen, an dofir ware mir och Demandeur a mat villen d'accord, datt de Kannerbonus op zwielef Méint soll verdeelt ginn, well mer soss fäerten, wéi et och mat anere Primë geet, datt déi Suen dann op eng Kéier ausgi ginn, vläicht fir Saachen, déi net onbedéngt am Intérêt vun der Famill oder de Kanner sinn. Doduerch datt se gestreckt ginn iwwert d'Joer si mer éischter der Meenung, datt se an den normale Konsum, deen eng Famill brauch, mat eralafe wäerten.

Et ass de Moien hei generell geschwat ginn iwwert d'Familljepolitik, Här President, ech mengen dat ass eng Suerg, déi jiddfereen heibannen huet, an et ass gefrot ginn, ob een net sollt méi amplaz vu Geldleeschtungen op Sachleeschtungen iwwergoen.

Ech menge mir ginn hei am Land am Ableck, wa mer kucke wat mer an deene leschte Joren an Infrastrukture vum Précoce, vu Crèchen an neierdéngs a Maisons relais investéieren, esou maachen de Stat an d'Gemengen enorm Efforten an déi Richtung, fir a Sachleeschtungen ze investéieren.

Fir awer elo ze mengen et kéint een higoen a soe mir senken d'Tauxen an de Crèchen an an de Maisons relais zum Beispill a kënnen domadder op där anerer Säit d'Kannergeld oder de Kannerbonus reduzéieren, dat ass zu dësem Zäitpunkt eng falsch Approche, well mer jo awer nach ganz vill Leit hunn, déi vun deenen Infrastrukturen net profitéieren, esou datt mer also net kënnen déi Leit aus där Diskussioun ausschléissen, esou datt, ech mengen, mer nach mussen op dësem System bleiwen.

Et gëtt awer och aner Meenunge wéi déi vun de Kolleege vun der DP, déi e Wunnengsgeld aféiere wëllen. Et gëtt och Iddien, déi bei eis zum Beispill diskutéiert ginn, datt een de Famillje pro Kand ee Scheck gëtt a wann d'Mamm oder de Papp doheem sinn, da léise se dee Scheck fir sech an, a wa se d'Kand an eng Crèche oder an eng Garderie ginn, da kënne se domadder déi bezuelen.

Mä och do, wann een dat am Hannergedanken huet, wéi de Kolleeg Meisch dat hei gesot huet, wat d'Exportatioun vun de Gelder ubelaangt, da stellen ech mer d'Fro, ob mer déi dote Moossnamen net awer och opgrond vun europäeschen Direktiven exportéiere missten. An dofir, mengen ech, kann ee se net an de Kader vum Exportéieren oder Netexportéiere stellen, mä et muss een einfach kucke wéi ee se fonctionnel a sënnvoll hei am Land asetze kann, wëssend datt och domadder alleguer déi Frontalieren, déi hei am Land schaffen an och zum Räichtum vun dësem Land bäidroen, se och kréien.

Mir musse jo och wëssen, datt mer fir déi Leit als Stat, obscho se hei schaffen, hei Steiere bezuelen, net déi Infrastrukture bezuele mussen. Mir brauche fir deenen hir Kanner keng Schoulen, keng Crèchen, keng Maisons relais ze bauen, dat muss de franséischen, belschen oder däitsche Stat maachen. Dofir, mengen ech, muss een dat schonn och méi generell kucken.

Dann eng Moossnam, déi och eis Zoustëmmung fënnt, dat ass déi, datt Leit, déi an engem Partenariat wunnen, och elo kënnen op Demande hi froe fir kollektiv kënne besteiert ze ginn. D'ADR ass d'accord mat där Moossnam, datt d'Leit am Partenariat kënne kollektiv besteiert ginn. Mir hu just ee Problem domat, wat d'Egalitéit vun der Besteierung ubelaangt, well mer nämlech déi Méiglechkeet, déi Leit am Partenariat hunn, datt se op Demande kënne kollektiv besteiert ginn a wa se et net wëllen, da gi se individuell besteiert, datt eng bestuete Koppel hei zu Lëtzebuerg déi Méiglechkeet nach ëmmer net huet. Et gëtt wuel technesch Ursaache fir dat eent an dat anert, mä d'Realitéit ass, datt eng bestuete Koppel net déi Méiglechkeet huet, fir kënnen op Demande hin och individuell besteiert ze ginn.

Et kann een also soen, datt déi bestuete Koppel elo benodeelegt ass vis-à-vis vun enger Koppel, déi am Partenariat lieft, well déi bestuete Koppel gëtt d'office kollektiv besteiert an eng Koppel am Partenariat huet de Choix fir kollektiv oder individuell besteiert ze ginn. Ech war iwwerrascht, datt grad d'CSV mat där doten Iddi komme konnt oder konnt averstane sinn, wou jo dach awer dann elo déi bestuete Koppele steierlech benodeelegt sinn, wat de System ubelaangt, vis-à-vis vun deene Koppelen, déi am Partenariat liewen.

Elo sinn ech liicht hei a menge Pabeieren duerchernee komm, well och nämlech...

(Brouhaha général)

Jo, ech hat mer ee Feil gemaach op eng aner Säit, mä ech fannen déi Säit elo net méi erëm, mä et ass awer kee Problem, Här President.

Ech wollt och soen, datt mer nach ee Punkt hei ervirhiewe wëllen, dat ass déi zweet Steierkaart. Déi zweet Steierkaart huet och heimat ze dinn, mat dem Partenariat. Wann eng Koppel, déi bestuet ass, eng zweet Steierkaart kritt, da kritt se an der Regel elo op där zweeter Steierkaart manner Steieren ze bezuelen, do ass de Prozentsaz erofgaangen. Mä deen Ableck, wou zwee Kanner oder méi Kanner do sinn, do geet den Taux vun 0 op 12% dann erop.

Dat heescht eng Koppel, déi am Partenariat lieft, déi huet also och d'Méiglechkeet, datt se d'individuell Besteierung bestoe léisst an dann net ënnert déi Augmentatioun vun deem Taux do fält. Also an deem Zesummenhang ass dann och déi Moossnam, déi mer bei där zweeter Steierkaart hunn, ongerecht vis-à-vis vun der bestuetener Koppel, déi dovunner net profitéiere kann.

Ee leschte Punkt dann, Här President - ech hunn iwwregens mäi Blat elo nees erëmfonnt, ech hat et op d'Säit geluecht -, dat ass d'Besteierung vun den Iwwerstonnen. De Projet de loi 5750 iwwert de Statut unique huet déi Moossname virgesinn a si sinn elo virgezu ginn a si sinn an dëse Projet erageholl ginn.

Mir begréissen, datt am Fong elo d'Salariéen am Privatsecteur scho virgezu vum 1. Januar 2008 u vun deene Steiererliichterunge profitéiere kënnen, well de Statut unique a sech jo eréischt den 1. Januar 2009 a Kraaft triede wäert. Hei ginn also steierfräi déi integral Rémunératioune souwuel op den Iwwerstonnen, op der Nuetsaarbecht, sonndes oder bei Feierdagsaarbecht. Hei ass vum Statsrot eng Opposition formelle soi-disant gemaach ginn. De Kolleeg Laurent Mosar huet versicht déi komplizéiert Beschreiwung hei ze erklären. D'Kommissioun war der Meenung, datt se deen Deel vum Projet de loi kéint dra stoeloossen.

Et muss een awer wëssen, datt mer hei een Deel ëmsetzen, wat d'Iwwerstonnen ubelaangt, deen am Statut unique virgesinn ass, an zwar nämlech nëmme just de steierpoliteschen Deel, wat d'Iwwerstonnen ubelaangt. Mir schwätzen hei net iwwert dee Volet, datt keng Cotisatioune méi fir d'Sécurité sociale ass, déi hei mat an déi Diskussioun eragehéiert, mä et eis, wéi gesot, am Kader vum Statut unique wäert beschäftegen.

Här President, et muss een och am A behalen: D'Evolutioun kann duerch déi heite Moossnam entstoen. Och wann et à première vue positiv ass, datt keng Besteierunge méi do gemaach ginn, muss een awer am A behalen, ob net en Abus doduerch entsteet. Ob net Betriber elo higinn, deemno a wat fir enger Lounkategorie datt Leit sinn, datt bestëmmten Deeler vum Loun haut aus dem Loun erausgeholl ginn an an Iwwerstonne geluecht ginn, oder ob net Betriber do sinn, déi vläicht éischter Leit astellen, déi méi Iwwerstonne maachen, well dat och elo méi interessant ass. Duerfir, mengen ech, ass et schonn um Aarbechtsminister respektiv un de Gewerkschaften, déi um Terrain sinn, fir déi Entwécklung do am A ze halen. Wann do keng Abusë geschéien, da kann dat heiten duerchaus eng positiv Moossnam sinn.

Dat gesot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass dat heiten e Projet, dee fundamental an engem Punkt, wat eiser Meenung no d'Negativsteier, de Kannerbonus ass, an eng gutt Richtung geet. Hei hu mer eng Kéier de Schratt gemaach zu enger Ëmverdeelung vun uewen no ënnen. Duerfir fënnt dëse Projet och d'Zoustëmmung vun der ADR.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Jaerling kënnt zum Schluss.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Merci och dem Här Rapporteur fir säin explizite Rapport. Wann een dat Gesetz do op deen éischte Bléck kuckt, da kéint scho Chrëschtstëmmung opkommen. Wann een awer e bëssen an den Detail geet, dann ass déi Euphorie fir mech séier eriwwer. Famillje mat Kanner sollen 922 Euro pro Kand kréien. Dat si 77 Euro pro Mount ab 2009. Dat soll als Bonus zougestane ginn. Dat ass eng ganz luefbar Initiativ, déi ee kann ënnerstëtzen, well se am Interessi vu Famillje mat Kanner ass.

Do dernieft ginn awer d'Steierabattementer fir Kanner ofgeschaaft, esou datt Famillje mat Kanner elo d'office ab 2008 an d'Steierklass 2 falen, wat mat sech bréngt, datt se ab Januar 2008 musse Steiere bezuele jee nom Revenu, dee se hunn. Dat kann awer fir Famillje mat ville Kanner e Problem mat sech bréngen, well se dann ab Januar op jidde Fall emol fir d'éischt manner Revenu hunn. Dat soulaang bis de Kannerbonus an engem Coup soll ausbezuelt ginn. Esou wéi ech verstanen hunn, soll dat am Mäerz geschéien. Hoffe mer, datt dat och méiglech ass mat deem administrativen Opwand, deen dat wäert mat sech bréngen.

Et gëtt awer och Leit, déi net wäerte vun dëser Mesure profitéieren. An dat si Familljen ouni Kanner, déi keng Steiere bezuelen. Déi kréie weder e Bonus nach eng Steierreduktioun. Mä dat sinn och Familljen a mengen Aen, deenen ee misst ënnert d'Äerm gräifen, ebe just fir hinne besser Viraussetzungen ze schafen, fir Familljen am Interessi vun eiser demographescher Situatioun ze erweideren. Entweder gi mer deenen dann och eppes, fir datt se sech kënne vergréisseren a Kanner kréien. Oder mer mussen higoen an hinnen de Fernseh ewechhuelen.

Här President, déi déi awer am meeschte vun dësem Gesetz profitéieren, dat sinn natierlech erëm d'Groussverdénger, ob si Kanner hunn oder net. Profitéieren dovu wäerten och d'Betriber, engersäits duerch déi zousätzlech Ermässegung bei den Investissementer, an anerersäits awer och duerch d'Net-méi-Besteiere vun den Iwwerstonnen.

D'Net-Besteiere vun den Iwwerstonnen, Sonndeg a Feierdeeg huet positiv, awer och negativ Konsequenzen. Déi positiv si menger Usiicht no vu kuerzfristeger Natur, well déi Leit, déi Iwwerstonne kënne schaffen, méi vun hirer Méiaarbecht hunn. Et ginn awer och Leit, déi aus gesondheetlechen Ursaache keng Iwwerstonne kënne schaffen. Déi wäerten och net drënner falen.

D'Fro, déi sech stellt, ass, ob fir déi Iwwerstonnen och keng Sozialversécherung méi muss bezuelt ginn, esou wéi dat ugeklongen ass an esou wéi dat och am Zesummenhang mam Eenheetsstatut soll agefouert ginn. Wann dat de Fall wier, dann hätt dat Konsequenzen op de Leit hir Krankenofsécherung an domadder och Konsequenzen op hir Urlaubsentschiedegung, well iwwert d'Gesetz d'Ausbezuele vun deenen Entschiedegunge jo verbonnen ass mam Ausbezuele vun der Krankenofsécherung.

Déi Konsequenzen, déi dës Mesure awer sécher wäert hunn, dat sinn déi, déi sech op d'Liewensqualitéit vun de Salariéë wäerten auswierken, well der da vill, fir méi ze verdéngen, sech wäerten derzou verleede loossen och méi ze schaffen, wat op d'Käschte vun der Liewensqualitéit a besonnesch op d'Käschte vun der Famill geet. Eng aner Konsequenz, déi dat kann hunn, ass, datt och vu Säite vun de Betriber, wann hir Mataarbechter méi op sinn, fir méi ze schaffen, méi op Iwwerstonnen zréckgegraff gëtt. Wat dann erëm zur Konsequenz kann hunn, datt keng nei Aarbechtsplaze méi geschafe ginn. Wat dann erëm op d'Käschte vun eiser Aarbechtsmaartverwaltung, also op d'Käschte vum Steierzueler geet. Esou dass déi Mesure, géif ech mengen, net grad profitabel ass fir d'Gesellschaft.

Wann een déi Mesuren dann och hypothetesch kombinéiert mat deem Crédit

épargne-temps, deen am Kader vum Eenheetsstatut soll agefouert ginn, da kann et engem awer schonn Angscht ginn. Dee Crédit épargne-temps soll nämlech erméiglechen, esou wéi dat duergestallt ginn ass, fir seng méi geschaffte Stonnen ze stockéieren. Wat zousätzlech wäert eng Motivatioun sinn, fir méi ze schaffen, méi ze verdéngen, a keng Fräizäit als Géigeleeschtung ze huelen.

Dat ass ee geféierleche Wee, deen ech op kee Fall bereet si matzegoen, well e ganz sécher och op Käschte vun den Aarbechtsplaze geet a well mer riskéieren, dass dann all déi Mesuren, déi mer geschafen hunn, sief et Zäitverträg, sief et och Interim oder sief et all déi Mesuren, déi mer geschafen hunn, fir Aarbechtsplazen ze schafen, wann do systematesch drop zréckgegraff gëtt, fir Iwwerstonnen ze schaffen, da kënnen an de ronnen Dossier geheien, well déi sinn da kee Centime méi wäert.

Also ech perséinlech hätt léiwer gehat, datt wann esou Mesuren noutwendeg erschéngt solle sinn, déi an engem separate Gesetz ze behandelen, niewent dësem Gesetz, awer och niewent dem Gesetz vum Eenheetsstatut. Well och, wat den Eenheetsstatut ubelaangt, esou wäert dat dann Diskussioune ginn, well am Eenheetsstatut just an engem Saz de Crédit épargne-temps drasteet, a well do derniewent soll en extrat Gesetz gemaach ginn. Mä et hypothekéiert op jidde Fall awer d'Diskussiounen iwwert den Eenheetsstatut, wann dat esou an engem Saz drastoe bleift. Dat heescht, wann den Eenheetsstatut gestëmmt gëtt, da muss een esou e Gesetz maachen. Dofir hätt ech léiwer gehat, et wär aus dem Eenheetsstatut erausbliwwen. Wann een dann hätt wëllen nach esou e Gesetz maachen, hätt een dat solle separat maachen.

Déi Mesure iwwert d'Bezuele vun der Méiaarbecht oder iwwert d'Net-Besteiere vun den Iwwerstonnen erënnert mech u bestëmmte Politike vun engem Här Sarkozy. Da soll een awer ganz virsiichteg sinn, dass een net ze vill vun deem kopéiert, well dee wollt och eng Kéier mam Kärcher duerch d'Land zéien.

Här President, dat heiten ass e Gesetz, wouvun haaptsächlech déi am meeschte profitéieren, déi scho vill hunn. Fir Kleng- a Mëttelverdénger, ob mat oder ouni Famill, spillt dat keng allze grouss Roll. Et freet mech awer besonnesch, dass et sech endlech erëm lount Jonggesell ze sinn, well een elo manner Steiere muss bezuelen. Soss hätt ech mech erëm misse bestueden an da 50% oder och méi ofginn. Also, dat hätt ech einfach net méi iwwert d'Häerz bruecht.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Interruption)

M. le Président.- Här Jaerling, fuert elo weider.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also, ech kann lech just eent soen: Egal wéi schéin dass Der sidd, mech leet kee méi eran.

(Hilarité)

Dëst Gesetz huet eng Rei positiv Aspekter, schléisst awer leider erëm eng Rei Leit aus, nämlech déi, déi och no dësem Gesetz nach keng Steiere bezuelen. Menger Usiicht no wär et awer méi richteg gewiescht, direkt fir d'Negativsteier ze optéieren, opgrond dass d'Leit déi Plusvaluen, déi anerer kréien iwwert de Wee vun enger Bonifikatioun, hätte kënnen zegutt-geschriwwe kréien.

Wat elo d'Mesuren am Kontext vun den neien Autossteiere betrëfft, esou ass et wichteg, dass déi Recetten effektiv musse genotzt ginn, fir ëmweltorientéiert Politiken ze finanzéieren; an net dass se just fir d'éischt de Statssäckel fëllen an dann net dohinner ginn, wou se sollen higoen. Dat muss een onbedéngt am A behalen.

Den Här Minister huet jo gëschter hei versprach, dass och effektiv déi Sue solle geholl ginn, fir ëmweltpolitesch Politiken ze maachen. Ech gleewen him dat, mä ech géif et awer trotzdeem am A behalen. A soulaang wéi ech dees net sécher sinn, wëll ech och keng esou Taxe méi stëmmen oder matdroen, an duerfir wäert ech mech och bei der Motioun vum Här Mosar enthalen.

Den öffentlechen Transport gratis unzebidden, wär zum Beispill eng Mesure gewiescht, och...

M. le Président.- Här Jaerling, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat kann all Moment geschéien, Här President.

(Hilarité)

M. le Président.- Jo, mä Är Riedezäit ass ofgelaf.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Wéinst deenen aarbechtsmaartpolitesche Konsequenzen, déi ech duerch dëst Gesetz gesi kommen, kann ech et leider net stëmmen a wäert mech enthalen.

M. le Président.- Domat ass d'Debatt ofgeschloss. Zum Schluss vun der Debatt huet fir d'Regierung den Här Stats-a Finanzminister Jean-Claude Juncker d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif fir d'éischt gär um Schluss vun dëser gestrafft gefouerter Debatt dem President a Rapporteur vun der Finanzkommissioun, deem nach ëmmer honorabelen Här Laurent Mosar, Merci soe fir déi Méi, déi hie sech ginn huet, a fir déi streckeweis séier, mä ëmmer awer déifgrënneg Aarbecht, déi hien zanter dem Dépôt am Oktober vun dësem Gesetzesprojet huet misse virleeën. Dat war eng gutt Aarbecht a fir de Rescht en agréabelt Zesummeschaffen.

Mäi Merci geet duerfir och un all Memberen - soufern wéi se an all Sitzung waren - vun der Budgets- a Finanzkommissioun, déi och déi Aarbechten hei mat Tempo a mat Asiicht a mat Nosiicht begleet hunn.

Mir hunn haut, Här President, vill...

Also, ech réngen ëmmer ëm eng gewësse Fassung, wann ech dem Här Goerens soll eng frech Bemierkung maachen, dat geléngt mer einfach net. Ech maachen him se da virun der Dier.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech hunn lech jo och net provozéiert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Här Goerens, zwee esou al Fiiss wéi eis kann een net openeenhetzen, dat geet guer net.

(Hilarité)

Ech wollt soen, dass mer vill iwwer Inflatioun an iwwer Upassung vum Steiertarif un d'Inflatioun haut de Moien héieren hunn, wéi dat och schonn eng gewëssen Zäit an der politescher Diskussioun zu Lëtzebuerg ze héieren ass. An ech hunn trotz intensiivstem Nolauschteren nach ëmmer net richteg erausfonnt, firwat dass d'Regierung hätt solle quasi obligéiert ginn, eng Tarifupassung vu 16% am Budget 2008 ze maachen. An ech mengen, et wëllt och kee mer dat richteg erklären. Et wëllt just eng Partei dauernd soen, si hätt am léifsten, datt d'Steiere géife méi erofgesat ginn. An ech wëll et och net verstoen, wann ech et verstan hätt, well ech jo eben net 16% erofsetzen, mä nëmme 6%.

Mä ech versti mech awer besser bei där Politik, wéi ech mech géif verstoe bei där, déi hei vun der liberaler Partei préconiséiert gëtt. Déi jo eigentlech gutt berode wier, sech mat dem eigentlechen Oflaf vun den Événementer zolidd a méi eingehend ze beschäftegen.

Ech hu jo ëmmer den Nodeel, mä ech mengen, et ass och ee Virdeel, fir Politike vun e puer Regierungen, deenen hir Zesummestellung variéiert - wann och net am Substanzdeel -, ze schwätzen.

Mir haten eng Regierung mat eise liberale Kolleegen, déi war vum Wieler esou gewollt an de Joren 1999 bis 2004, an do hu mer jo och steierlech Adaptatioune gemaach, déi och - anescht wéi dës - ee richtege Reformcharakter haten, well mir hunn nach net héieren, dass dat heiten eng Steierreform wier. Ech géif dat Attribut dësem Gesetzesprojet net wëllen applizéiert gesinn a sengem steierlechen Deel.

A mir hunn an de Joren 2002, 2003 an 2004 keng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun gemaach. A mat der DP zesummen hu mer - fir emol Lëtzebuergesch ze schwätzen, an esou wéi dat gesot gëtt - de Lëtzebuerger 6,3% ze vill aus der Täsch gezunn an de Joren 2002, 2003 an 2004. Ech sinn awer net der Meenung, dass de Stat de Leit, wéi hei gesot gëtt - well hei gëtt jo iwwert de Stat dauernd geschwat, wéi wann dat een anonymt Geschöpf wier, mat deem kee Lëtzebuerger a keen heibannen eppes ze dinn hätt -, d'Suen aus der Täsch gezunn huet.

Ech sinn der Meenung, dass déi Zäit keng Steieradaptatioun noutwendeg war, well dat, wat mer an de Joren 2001 an 2002 gemaach hunn - den Här Bausch huet nach eng Kéier dorop opmierksam gemaach -, largement méi wäit gaangen ass wéi déi Inflatiounsunhäufung, déi an de Joren 2002, 2003 a 2004 geschitt ass, an dat, wat ech iwwert déi Jore soen, kann ech beliebeg viruféieren, wann och net onendlech, bis an d'Joer 2007 eran.

Elo adaptéiere mer de Steiertarif ëm 6%. Mir hätten e missen zesumme mat de liberale Kolleegen - wann deemools déi Doktrin sech schonn esou unanime hätt kënnen duerstelle loossen, wéi dat haut geschitt - ëm 6,3% upassen. Mir hunn also déi 16%, déi se misst ugepasst gi laut bestëmmten Theorien; mer hunn déi 6,3%, déi d'DP net mat ugepasst huet; also trennen eis vun eise liberale Kolleege ganz genau 4%, déi mer auserneeleien.

(Interruption)

16 wéineger 6,3 ass 9,7 a wéineger 6 gëtt dat souguer manner wéi 4.

Et sinn Äppel a Bieren, an ech kenne kee méi talentéierte Geméishändler wéi lech, muss ech soen. Well dat, wat Dir hei...

(Hilarité)

Ech beschäftege mech elo emol mat deem Uebst a mat deene Friichten a mat deem Geméis, wat Dir mer hei an de Kierfche geluecht hutt, fir lech emol ze weisen, wéi geuerdnet een ëmtässele kann, fir dass jiddferengem verständlech gëtt, dass dee Kierfchen, deen elo do steet, e ganz schéinen ass an dass alles draläit, wat muss draleien.

Mä Dir streit net of, dass Der op Ärem Programm 6,3% am Retard sidd, well déi Steiererliichterung, wann dat richteg ass haut, hätt deemools misse gemaach ginn.

Dat wonnert mech ëmsou méi, dass Dir lech net duerchgesat hutt mat Äre Fuerderungen deemools an der Regierung, un déi ech mech prezis och net méi esou kann erënneren, well ech haut an engem Interview vu mengem Frënd Henri Grethen gelies hunn, zu senge grousse Leeschtungen an der Regierung géif gehéieren, dass hien d'CSV dovun iwwerzeegt hätt, fir zünfteg Steierreduktiounen ze maachen.

Et huet dem Här Grethen déi Zäit manifestement un Iwwerzeegungskraaft gefeelt an lech mat, fir de Finanzminister - dee störreschen - dozou ze bréngen, déi Inflatiounsupassung an de Joren 2002, 2003 a 2004 esou ze maachen, wéi et Ären heitege Fuerderungen entsprécht.

Par conter sinn ech frou, dass et hei am Haus eng breet Zoustëmmung gëtt fir d'Aféierung vum Kannerbonus. Dat ass fiskal a sozial eng selektiv Politik, an dat kann een net an de Géigendeel verkéieren, andeem ee jo mécht, wéi wann dat heiten eng Politik mat der Strenz wier.

Hei kréien déi méi akommesschwaach Familljе mat Kanner endlech a fir d'alleréischt an der rezenter fiskaler Sozialgeschicht vun eisem Land genau déiselwecht Ënnerstëtzungsmëttele vum Stat zur Verfügung gestallt wéi déi, déi méi verdéngen.

Et kann een eigentlech nëmmen doriwwer staunen, dass dat net éischter gemaach ginn ass, trotz e puer Versich, déi an de Jore virdru gemaach si ginn, déi awer - dat wëll ech dem Här Bausch soen - een aneren intellektuellen Usaz haten, wéi dat heiten: Ofschwächung vun der Moderatioun an Erhéijung vum Kannergeld.

An et ass gutt, dass eng Rei vu politesche Parteie sech konnten op dës politesch Approche - och d'ADR; och Deeler vun der DP, déi dat net esou konnte soen; d'LSAP; d'CSV an DÉI GRÉNG - verstännegen.

Dat ass ee Kannerbonus, vun deem ech - den Här Professer Fayot ka mer dat vläicht erklären - net richteg verstinn, firwat dass en an allen Dokumenter, déi ech ënnerschriwwen hunn, Boni op eemol heescht. Ech wollt e Bonus nennen.

Ech gesinn...

(Interruption)

Ass dat Franséisch?

D'Leit verstinn da besser Latäin, well bei Bonus versti se besser, wat et ass, wéi bei Boni.

(Hilarité)

Dat ass net eng Décisioun vun der Tripartite, wéi ëmmer gesot gëtt!

An der Tripartite war d'Regierung beoptraagt ginn - nodeem de Wirtschafts- a Sozialrot, wéi dat hei rappeléiert ginn ass, ofgeroden hat dovun, op de Wee vun der Negativsteier ze goen, well dat ze vill kom-

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

plizéiert wier -, d'Iddi vum Crédit d'impôt ze studéieren. An d'Regierung hat deemools virgeschloen, dass dat misst virum 1. Januar 2008 a Kraaft sinn, ansonsten déi al Moossname wéi Indexéierung vun de Kannergeldleeschtungen erëm géifen opliewen.

An do hu mer eis mat der Negativsteier beschäftegt a mat verschiddene Variante vu Steierkredit, fir leschten Ends op ee Wee ze kommen, dee selbstverständlech relativ einfach ze goen ass; obschonn datt et an deenen éischte Méint vum nächste Joer selbstverständlech wäert - wéi ëmmer wann eppes Neies agefouert gëtt - vill Duerchernee ginn, bis administrativ alleguer déi Plättercher richteg leien.

Tatsaach ass, dass déi Leit, déi keng Steiere bezuelen, mä awer Kanner hunn, elo datselwecht kréie wéi déi, déi wesentlech méi verdéngen an dofir Steiere bezuelen an déi Modération d'impôt - dat mécht 922 Euro aus - elo ënner Form vun engem Kannerbonus, dee generaliséiert gëtt, kréien. Also, déi Leit, déi Steiere bezuelen an déi Kanner hunn, verléieren näischt, an déi Leit, déi keng Steiere bezuelen, mä Kanner hunn an näischt fir déi Kanner kréien iwwert de staatlechen Zuwendungswee, kréien elo d'Integralitéit vun deem, wat déi Leit hunn, déi besser gestallt si wéi si selwer.

Dat ass net fräi am Räsonnement vun enger Rei vun demagogesche Sträifliichter. Et ass menger Usiicht no falsch, fir A plus B ze behaapten, dass déi Leit, déi keng Steiere bezuelen, Leit wieren, déi sech un der Aarmutsgrenz géife befannen. Dat ass einfach falsch! Et muss ee jo kucke wou mer hei wunnen. De Grondfräibetrag zu Lëtzebuerg ass 19.500 Euro fir eng bestuete Koppel. Deen ass 77% méi héich wéi a Frankräich. A Frankräich - dat ass zu Däitsch-Oth -, do bezuelen d'Leit vu 4.412 Euro u Steieren, a si fänken u mat 6,83% bis erop op 48%. An der Belsch - dat ass zu Sterpenich -: vu 5.940 Euro u bezilt ee Steieren. De Grondfräibetrag zu Lëtzebuerg ass also 77% méi héich wéi a Frankräich, a 70% méi héich wéi an der Belsch. An en ass 21% méi héich wéi an Däitschland.

Wa mir soen: Déi Leit bezuele keng Steieren, dann huet dat och dermat ze dinn, dass mer vill Leit aus der Steierflicht erausgeholl hunn aus soziale Grënn, a well mer wollten hir Kafkraaft erhalen a se net steierlech - wann och nëmme minimal; mä minimal ass bei Leit, déi net vill verdéngen, scho maximal - belaaschten. Wa mer vun 1991 un net an engem risen Tempo déi Grondfräibeträg bei all Steiermoossnamen, déi mer getraff hunn, no uewen adaptéiert hätten, dann hätte mer selbstverständlech keng 40% vun de Leit, déi keng Steiere bezuelen. Wann et hei wier wéi zu Däitsch-Oth, dann hätte mer vläicht 8 oder 9% vun de Leit, déi keng Steiere géife bezuelen. An ech géif emol drëm bieden, dat beieneen ze behalen.

Wa mer déi 16% Steieradaptatioun gemaach hätten, déi hei vun de liberale Kolleege verlaangt gëtt, dann hätt den Här Jaerling natierlech Recht mat sengem Saz, deen doranner besteet, fir ze soen - obschonn dat bei Steieren ëmmer esou ass -, dass déi, déi vill hunn, och vill nogelooss kréien, an dass déi, déi net vill bezuelen, och net vill nogelooss kréien.

Wann een 170.000 Euro ze versteieren huet - esou eng Pai, déi mech interesséiert an déi mer eppes seet, an ech weess, dass et der nach e puer Dausend gëtt, déi driwwer leien - an et ass ee bestuet, da kritt een elo duerch dës Steiererliichterung 923 Euro Steieren nogelooss iwwert d'Joer. Mécht een awer 16%, da kritt een 2.500 Euro nogelooss.

Ech ka kee Grond erkenne bei aktueller Lag a bei deenen Noutwendegkeeten, déi et hei am Land gëtt, an déi musse finanzéiert ginn, firwat dass een, deen 170.000 Euro d'Joer versteiert, soll 2.500 Euro Steieren d'nächst Joer manner bezuelen. Ech kann dee Grond net erkennen. Ech kann et éierlech gesot emol net richteg erkennen, dass hien 923 Euro soll manner bezuelen. Mä well ee lues a lues muss deene Revendikatioune vun Inflatiounsupassung jo awer een Ouer schenken, kënnt een net derlaanscht, fir Adaptatiounen ze maachen. Mä et muss een awer net iwwerdreiwen.

Ass een, deen 170.000 Euro d'Joer verdéngt, esou schlecht drun, dass deen och nach muss 2.500 Euro Steieren nogelooss kréien? Dat kann ech net erkennen. Duerfir wollte mer dat och net maachen, well mer fannen, dass et an der Gesellschaft vill - och gesellschaftspolitesch - Zesummeliewensziler finanziell ze bedénge gëtt. An déi mussen haaptsächlech vun deene bestridde ginn, déi zu enger grousser Solidarleeschtung fäeg sinn. Dat sinn nun emol déi Leit, déi relativ vill verdéngen. Richteg war et bei deem Ëmverdeelungsprozess, dee richteg vun uewen no ënne geet iwwert de Wee vum Steierkredit, dee mer Kannerbonus nennen, deenen akommesschwaache Familllje maximal Leeschtungen zoukommen ze loossen.

D'Leit gi besteiert wéi wa se géife 6% manner verdéngen. Doduerch, dass d'Kannermoderatioun ewechfält, ginn nei Raim op, fir aner Abattementer kënne maximal oder méi staark auszelaaschte wéi dat bis elo de Fall war. D'Steierzueler si jo net onklug. Déi wäerte schonn déi nei Méiglechkeeten, déi se hunn, ze notze wëssen.

Richteg ass et, dass een eng Diskussioun soll féieren iwwer Sachleeschtungen an iwwer Geldleeschtungen. Falsch wier et fir ze mengen, mir hätten déi Diskussioun net gefouert.

Meng initial Iddi war et - déi vun der Familljeministesch en fait och -, fir sech individuell Sachleeschtungen afalen ze loossen, déi awer gepasst hätten, an iwwert dee Wee dat ze erreechen, wat mer elo hei, op engem och selektive Wee, mä op engem manner selektive Wee wéi dann dee Wee gewiescht wier, iwwert de Kannerbonus erreechen. Mir sinn zur Konklusioun komm, dass dat extrem schwiereg wier, mat engem enorme Verwaltungsopwand - wann een zum Beispill Chèquë géif maachen - verbonne wier, an dass mer absolut an der Noutwendegkeet vum communautär-rechtlech bedéngten Export an deem enge Fall wéi an deem anere wieren.

Souguer beim Wunnengsgeld; wat jo eng Iddi ass, iwwert déi ee kann diskutéieren. Ech si guer net géint esou eng Diskussioun, obschonn ech net der Meenung sinn, dass dat zu enger Reduktioun vun de Loyerspräisser bäidréit. Et ass eng Sozialiséierung vun iwwerzunnene Benefisser, déi Eenzelner kënne maachen, oder vu real bedéngte Käschten, déi se sech musse bei hire Locatairë froen.

Mä wa mer e Wunnengsgeld aféieren, dann exportéiere mer och. Well jiddfereen, deen hei am Land Steiere bezilt, deen huet och Recht op Wunnengshëllef, och wann déi zu Namur, zu Marche oder zu Bitburg ufält. Dofir, d'Meenung Sachleeschtungen, wa se individuell sinn, déi bräichten net exportéiert ze ginn, ass eng Meenung, déi ee menger Ansicht no net soll hunn, obschonn ech dee Gedankegang gutt verstinn, well et war précisément och mäin, fir zu deene Resultater ze kommen. Ech hu mussen agesinn, dass dee Wee falsch wier, well en einfach net geet.

Hätt een de Kannerbonus ënner Form vun enger méi staark ausgepräegter Negativsteier wëllen ausbezuelen, hätt een also d'Modération d'impôt op hirem Maximum gelooss fir déi Leit, déi esou e Maximum hunn, an dann hätt een nogefëllt bis zum Maximum iwwert de Wee vum Budget - et hätt een also dat eent bei der Steier gelooss an dat anert iwwert de Budget gemaach -; da wiere mer, Här Meisch, absolut an der Noutwendegkeet gewiescht vun all Mënsch, deen hei am Land contribuabel ass, eng Steiererklärung ze froen.

Ass contribuabel hei am Land och deen, dee keng Steiere bezilt? Deen hei am Land wunnt, ass contribuabel hei am Land. Dann hätt jiddferee missen eng Steiererklärung maachen, a mer hätten all Steiererklärung misse préiwen. Dann hätte mer no laangwierege Rechnungen erausfonnt wivill Kannerbonus, dee mer dann anescht genannt hätten, dee géif kréien, dee keng Steiere bräicht ze bezuelen. Duerfir ass dat hei ee wesentlech méi einfache Wee, dee sécherstellt, dass Suen dohinner komme bei déi Leit, déi se wierklech brauchen, an deenen hir Kafkraaft och prozentual a proportional betruecht wesentlech méi séier fält, wéi d'Kafkraaft vun deene Leit fält, déi materiell besser dru sinn.

Dee Kannerbonus ass kee Kannergeld, mä dee kann een awer net ouni Kannergeld liesen. Ech wëll hei just nach eng Kéier soen, dass d'Kannergeld zu Lëtzebuerg, op eis dräi Nopeschlänner bezunn a jee no Zuel vu Kanner, tëscht 17 a 73% méi héich ass. De Grondfräibetrag ass 77% méi héich wéi a Frankräich, an d'Kannergeld ass an déi 40% bis 70% méi héich wéi a Frankräich.

Nu sot mer awer net, dass een, dee wéineg verdéngt zu Däitsch-Oth, esou vill méi verdéngt wéi een, deen zu Lëtzebuerg wunnt, wou alleguer déi Leschtunge méi héich sinn, wou manner Steiere bezuelt ginn a wou d'Liewenskäschten awer net 70 oder 80% méi héich si wéi zu Däitsch-Oth. Duerfir geet et mer heiansdo e bëssen op de Su, muss ech éierlech soen, dat éiwegt Gelamentéiers, wat mer hei am Land opféieren.

Mer brauchen eis nëmme mat deene ronderëm ze vergläichen, y compris bei den Autossteieren, fir emol ze gesinn, dass et eis awer relativ betruecht wesentlech besser geet wéi deene Mënschen, déi an eiser grousser Groussregioun liewen. Mir sollen eis dat net ëmmer selwer zerrieden a futti maachen. Mer solle kollektiv houfreg drop sinn, dass mer esou Systemer opgebaut hunn, déi selbstverständlech absolut ergänzenswäert sinn, well och derbäikënnt, dass jo hei net nëmmen eng Politik iwwer Geldleeschtunge gemaach gëtt, mä zënter Jore probéiert gëtt och eng Politik iwwer Sachleeschtungen, dat heescht iwwer gezielt Investitioun a kollektiv Infrastrukturen ze fueren.

Mir mussen awer zur Kenntnis huelen, dass mer an dëser Legislaturperiod amgaange sinn d'Crèchëplazen hei am Land ëm 30% ze erhéijen. Ech géif awer drëm bieden, dass géif zur Kenntnis geholl ginn, dass d'Zuel vun de Plazen an de Maisons relais vun 8.000 am Joer 2005 op 16.000 - dat heescht, eng Verduebelung - am Joer 2009 eropgesat gëtt, an dass d'Zuel vun de Kannerplazen an der Éducation précoce konstant klëmmt, an dass - obscho sech deemools, wéi dat agefouert ginn ass, jiddfereen dergéint gewiert huet - bis op zwou Gemengen all d'Gemengen amgaang sinn, déi Éducation précoce op hirem Territoire ze installéieren.

Dobäi kënnt, dass mer selbstverständlech musse sensibel si fir déi méi staark Belaaschtung, déi déi akommesschwaach Kategorië vun eiser Bevölkerung duerch déi geklommen Energiepräisser ze erleiden hunn. Vun 2002 bis 2007 ass an Dollar ausgedréckt de Barrel Uelech ëm 325% an d'Luucht gaangen. 325%!

An Euro ausgedréckt, soen ech deenen, déi iwwert dee staarken Euro dauernd winselen, ass en 160% an d'Luucht gaangen. Dat ass zolidd, mä, wa mer den Euro net hätten - déi Rechnung hu mer gemaach -, da wier de Bensins- an den Dieselpräis op eise Pompele ganz genau 38% méi héich, wéi en de Moment ass.

Dat ännert awer näischt dorun, dass besonnesch beim Mazout a bei aneren Hëtzes eng Rei vu Leit staark belaascht ginn, iwwerproportional staark belaascht ginn, wat zur Konsequenz huet, dass op Virschlag vun der Familljeministesch, der Madame Marie-Josée Jacobs, den nächste Freideg d'Regierung den Heizkostenzuschlag ëm 10% fir d'Joer 2008 wäert an d'Luucht setzen.

Fir d'Joer 2009 - doriwwer hunn ech och an der Finanzkommissioun, wéi ech do war, a Presenz vum Här Goerens referéiert - ass fest, dass mer den Arbeitnehmerfreibetrag och an ee Steierkredit ëmwandelen, esou zwar, dass jiddfereen, deen Arbeitnehmer hei am Land ass, am Joer 2009 e supplementare Scheck kritt, wann Dir esou wëllt, vu liicht ënner 230 Euro. Jiddfereen!

Ech profitéiere vun dem Arbeitnehmerfreibetrag, deen an eisem Steiergesetz steet, wesentlech méi wéi déi, fir déi en eigentlech geduecht war. Dat war fir déi kleng Arbeitnehmer ursprünglech geduecht. Déi profitéiere relativ wéineg, voire guer net dovun; déi, déi vill verdéngen, profitéieren integral dovun, duerfir wëlle mer dee maximale Steiergewënn, deen een duerch den Arbeitnehmerfreibetrag kritt, d'nächst Joer u jiddferee weiderreechen ënner Form vun engem Steierkredit, dee vun de Betriber ausbezuelt gëtt, an d'Betriber verrechnen dat hirersäits dann erëm mat der Steierverwaltung, wat och een einfach Wee ass, fir e weidere Steierkredit anzeféieren.

Et ass eis zu Recht net entgaang, dass mer hei zu dem Ausbau vun de steierleche Rechter vun deene Leit kommen - homosexuell oder heterosexuell -, déi ënnerteneen e Kontrakt ofgeschloss hunn.

Ech verstinn, dass dat net staark erwähnt ginn ass, well dat zerstéiert eenzel Biller iwwert d'gesellschaftspolitesch Reformfäegkeet vun deenen anere Parteien.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Mir sinn dann um Enn vun der Debatt a kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5801, dee mer haut de Moien diskutéiert hunn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5801 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmme bei zéng Nee-Stëmmen an enger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Jean Huss), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

Ont voté non: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Une voix.- Wie war dergéint? Wie war dat?

M. le Président.- An ongeféier enger hallwer Minutt ass d'Lëscht do.

Wëllt deen, dee sech enthalen huet, seng Abstentioun begrënnen?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, ass dat eng nei Prozedur?

M. le Président.- Wat gelift?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech hu jo awer laang a breet genuch erkläert. Haaptsächlech geet et mir...

M. le Président.- Jo, ech wëll just d'Reglement uwenden, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech hunn dat erkläert, haaptsächlech geet et mir ëm déi aarbechtsmaartpolitesch Konsequenzen, déi dat Gesetz kann hunn, an ech bedaueren och e bëssen, dass den Här Statsminister guer net op deen Aspekt vum Gesetz agaangen ass.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn nach befaasst mat enger Motioun. Pardon, den Här Statsminister huet nach d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Ech entschëllege mech ausdrécklech derfir, dass ech net erkläert hunn, dass et fir déi Leit, déi Iwwerstonne maachen an déi net vill verdéngen, natierlech e groussen Avantage ass, och en termes vun enger Erhéijung vun hirer Kafkraaft, dass d'Iwwerstonnen vum 1. Januar d'nächst Joer un zu Lëtzebuerg net méi besteiert ginn.

Ech hat effektiv bal vergiess ze weisen, wann den Här Jaerling mech net dozou gedréckt hätt nach eng Kéier, dass och selbstverständlech dëse Steiererliichterungsprogramm ee wesentleche sozialpoliteschen Zouschnëtt huet.

Motion 1

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann nach un d'Motioun, déi den Här Mosar déposéiert huet.

Kënne mer déi Motioun par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun? Wien ass dergéint?

D'Motioun 1 ass mat ganz grousser Majoritéit ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun haut de Moien ukomm. De Mëtteg um hallwer dräi ass déi nächst Sitzung.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.59 heures)

Mercredi, 19 décembre 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Dépôt d'un projet de loi par M. Claude Wiseler

2. Hommage à M. Henri Grethen et à M. Emile Calmes

3. 5711 - Projet de loi relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et portant transposition de:

- la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE;

- l'article 9 du règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;

et portant modification de:

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5801 - Projet de loi

1. portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs; - de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet; - de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

2. portant introduction de la loi concernant le boni pour enfant;

3. portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

4. portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective;

5. portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans (suite)

- *Dispense du second vote constitutionnel*

5. 5785 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et modifiant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité,

c) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État,

d) la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales,

e) la loi du 31 mai 1999 portant création de la police grand-ducale et d'une inspection générale de la police,

f) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

et

5808 - Projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires

- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marcel Glesener*
- *Discussion générale: M. Norbert Haupert (répondant à M. Robert Mehlen), M. Charles Goerens, M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 5785 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 5808 et dispense du second vote constitutionnel*

6. Demandes en naturalisation

- *Adoption en séance non publique de 85 demandes en naturalisation avec dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruption)

Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Ech wollt der Chamber matdeelen, datt ech autoriséiert si par règlement grand-ducal vum 13. Dezember 2007, ee Gesetzesprojet iwwert de Régime des permissions de voirie an der Chamber ze déposéieren.

- Projet de loi N°5823 relatif au régime des permissions de voirie.

Merci, Här President.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Minister Akt vum Dépôt vun dësem Projet, deen un déi zoustänneg Kommissioune weidergeleet gëtt.

2. Hommage à M. Henri Grethen et à M. Emile Calmes

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat Effet op haut verloossen eist Parlament op fräiwëllege Wonsch zwee Kolleegen aus der DP-Fraktioun, déi honorabel Hären Henri Grethen an Emile Calmes. Eist Parlament verléiert mat hinnen zwee kompetent, zwee erfueren an och zwee ganz beléifte Volleksvertrieder.

Virun 23 Joer huet den Här Henri Grethen seng villverspriechend Carrière hei um Krautmaart ugefaangen. 23 Joer laang huet hien an dësem Parlament an och während där Zäit, wou hien an der Regierung war, ervirgestach, hien huet ervirgestach duerch seng Kompetenz, virun allem a Wirtschafts- a Finanzfroen, duerch säin ausserge-wéinlecht Riednertalent, duerch dat hien esou muncher Debatt an dësem Parlament säi Stempel opgedréckt huet. Hien huet ervirgestach duerch säi frëndlecht an zevirkommend Optrieden an dann och an net zulescht duerch seng Korrektheet, seng Fairness a seng Loyalitéit vis-à-vis vun deenen, wou hien am Wuert stoung.

Virun 18 Joer an op 18 Joer politesch Aktivitéit an der Chamber kann den Emile Calmes zréckkucken. Seng räich Erfahrung an der Gemengepolitik huet hien an déi zoustänneg Kommissioun erabruecht an hien huet doriwwer eraus e puer Mol als Budgetsrapporteur seng vernetzten Approche vu ville Politikberäicher ënner Beweis gestallt. Virun allem seng Kompetenz a säin Engagement an der Emweltpolitik hunn ervirgestach, en Terrain, op deem hie sech en Numm gemaach hat wäit iwwert d'Fraktiounsgrenz vun der DP eraus.

Den Henri Grethen an den Emile Calmes beschreiden elo nei Pied, an ech sinn iwwerzeegt, datt si och an hirem neie Wierkungsfeld deeselwechten Asaz beweisen, wéi se dee während laange Joren hei an der Chamber un den Dag geluecht hunn.

Ech wënschen eisen zwee Kolleegen, déi eis an dësem Parlament zu Éier gereecht hunn, am Numm vun Iech alleguerte vill Gléck, vill Satisfaktioun a vill Erfolleg op hirem weidere Wee.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zu deem éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Transparenz um Finanzmaart. Et si bis elo ageschriwwen den Här Meisch an den Här Fayot. D'Wuert huet elo eise Rapporteur, de Finanzspezialist, den Här Lucien Thiel.

Chamber TV

an der Stad *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)*
zu Esch *um Kanal S40 (455.25 MHz)*
zu Déifferdeng *um Kanal S 29*
zu Diddeleng *um Kanal S 32*
an der Gemeng Nidderaanwen *um Kanal S 29*

3. 5711 - Projet de loi relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et portant transposition de:

- la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE;

- l'article 9 du règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;

et portant modification de:

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, fir de Spezialist. Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt kaum e Wirtschaftssecteur, deen esou enk reguléiert an esou streng kontrolléiert ass wéi d'Geschäft mat de Suen.

Bréissel produzéiert um lafende Band Direktiven, déi de Finanzberäich méi transparent maache sollen, fir datt de Client dat Ganzt besser duerchkucke kann an hien och sécher si kann, datt hien net iwwert den Dësch gezu gëtt vu sengem Banquier oder soss engem aus där Branche.

A wann et net déi Bréissler Europa-Giischtercher sinn, da sinn et d'Zentralbank-Gouverneuren an d'Finanzkontrolleuren, déi sech an der Schwäiz zu Basel, regelméisseg gesinn, fir souzesoe global, also iwwert den EU-Raum ewech de Geldmarché an der Gitt ze halen. Et kënnt ee scho bal mengen, an deem Geschäft géifen nëmme ganz Uerger sech erëmdreiwen, op déi d'Autoritéiten e ganz besonnesch schaarft A behale muss.

An deem Zesummenhang gëtt jo nawell gär bis op d'Bibel zréckgegraff an un déi Episod erënnert, wou eiser Här d'Banquiere mat enger Gäissel aus dem Tempel gedréscht huet zu Jerusalem.

(Hilarité)

Déi manner Reliéis zitéieren alt och emol de Berthold Brecht, dee behaapt huet, wierklech gescheit Gauner géife keng Bank iwwerfalen, mä si géife ganz einfach eng eege grënnen.

Elo mengen ech awer, datt d'Banquieren net besser an net schlechter si wéi den Duerchschnëtt vun der Mënschheet, mä datt si ganz einfach e Beruff maachen, dee méi exposéiert ass wéi anerer, an datt si duerfir esou munches u Regelen an u Kontroll mussen iwwer sech ergoe loossen, wat anere Beruffer erspuert bleift.

Als Banquier huet een nun ebe mat allerlee Zorte Mënschen ze dinn, ënnert deenen der och emol sinn, déi d'Suen esou gär hunn, datt si dofir iwwer Läiche géife goen an alle Sënner vum Wuert, géif ech soen. All knaschtegt Geschäft huet och mat Suen ze dinn, ob Mënschen- oder Drogenhandel, ob Waffeschieberei oder systematesch Ofzockerei. An do, wou Suen am Spill sinn, ass noutgedrongen och de Banquier net wäit ewech, wat deem dann déi zweifelhaft Éier abréngt, alt och emol mat hinnen an een Dëppe geworf ze ginn.

Op där anerer Säit gëtt vun den Autoritéite virausgesat, datt all oprichtege Banquier et als seng Flicht ugesäit, sech aktiv un der Bekämpfung vu Geldwäsch an anerer Kriminalitéit ze bedeelegen an den Autoritéiten ze hëllefen d'Gangster an d'Gauner erauszesiften, fir datt hinnen déi knaschteg Naupen ausgedriwwe kënne ginn. Déi Roll vum Banquier als Hëllefspolizist huet allerdéngs mat der Zäit esou een Ausmooss kritt, datt ee sech schonn heiansdo freet, ob do net iwwerdriwwen a mat Kanounen op Spatze geschoss gëtt, dat besonnesch säit eis amerikanesch Frënn dem Terrorismus de Krich erkläert hunn, un deem mir eis jo och bedeelegen.

Mä bei all deene sëlleche Contrainten a Kontrollen, déi de Finanzsecteur iwwer sech ergoe loosse muss, geet et net nëmmen dorëm, eis Gesellschaft viru kriminellen Elementer, vum Bedréier bis zum Terrorist ze protegéieren; et geet och dorëm, de Client - an dat si mir jo all - virun onéierleche Banquieren a Finanzjongleuren ze schützen an heiansdo gewëssermoossen och viru sech selwer. Dat geschitt dann duerch e Maximum u Kontroll beim Finanzprofi an duerch e Maximum un Opklärung beim Client. Datt dat alles vill Sue kascht, läit op der Hand, an datt letztendlech dee bezilt, dee protégéiert soll ginn, schéngt mer genausou evident.

Här President, déi Direktiv, déi mir haut alt erëm eng Kéier mat esou gehéiereger Verspéidung ëmsetzen, datt mir vu Bréissel bei den Ouere geholl hu misse ginn, reit sech an eng ganz Rëtsch vu Mesuren an, déi am Kader vum sougenannten europäeschen Aktiounsplang fir d'Finanzdéngschter agefouert goufen oder nach ginn, an dat mam Zil, déi Servicer méi transparent ze maachen an domat de Client, deen elo zum Investisseur ginn ass, an d'Bild ze setzen iwwert dat, op wat hie sech aléisst, wann hien dëst oder dat Geschäft wëllt maachen.

An eisem Gesetz vun haut geet et dorëm, wat fir eng Informatioune wéini a wéi den Emetteur vu Wäertpabeieren ze liwweren huet, deem seng Aktien oder Obligatiounen op der Bourse, also op engem sougenannte reglementéierte Marché gehandelt ginn. Do gëtt da festgehalen, wien e Semesterrapport oder och en Tëscherapport publizéiere muss, an dat no deenen neie Kontasregelen IAS/IFRS; IAS, dat steet fir International Accounting Standards. Et gëtt och dem Emetteur virgeschriwwen, wéi hie seng Aktionären ze informéieren huet, wann hien eng gréisser Participatioun bei deem engem oder aneren hëlt oder awer esou eng Bedeelegung ofstéisst, well schliesslech sinn dat fir d'Investisseure relevant Virgäng, déi op hir Wäertpabeier-Portefeuillen duerchschloe kënnten.

D'Direktiv gesäit och vir, wéi déi reglementéiert Informatioun - wéi dat offiziell elo heescht - ënnert d'Leit ze brëngen ass. Si muss net nëmmen iwwert den traditionelle Wee per Schreiwes oder per Press diffuséiert ginn, mä si muss och der jeeweileger Opsiicht, also an eisem Fall der CSSF, zougestallt ginn, a si muss, an dat ass elo ganz nei, op enger zentraler Plaz ofgespäichert ginn, wou jiddfereen drukënnt.

Fir datt déi lescht Konditioun erfëllt ka ginn, kënnt eppes Neies an d'Spill, dat net ganz phantasievoll, muss ech soen, OAM heescht. OAM steet fir Officially Appointed Mechanism, an dat näischt aneschters wéi eng offiziell unerkannten Datebank mat all deene reglementéierten Informatiounen ass.

D'Budgets- an d'Finanzkommissioun huet mat Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, datt et sech bei dësem Projet ëm eng minimalistesch Ëmsetzung vun der entspriechender Direktiv vun 2004 an och vun deem Deel vun engem Reglement handelt, dat déi sougenannt IAS/IFRS-Kontasnorm aféiert. Dat ass ëmsou méi erfreelech, well mir eis an der Vergaangenheet alt emol bei esou Ëmsetzungen an eisem Äifer dozou verleede gelooss hunn, dees Gudden e bëssen ze vill ze maachen a gewëssermoossen d'Ham an der Mëllech ze kachen. Dës Kéier ass dat eendeiteg net de Fall.

De Statsrot huet en ausféierlechen a gutt fondéierten Avis zu dësem Projet geliwwert, deen alt erëm eng Kéier weist, wéi eescht déi héich Kierperschaft hir Aarbecht hëlt. D'Budgets- a Finanzkommissioun huet deene meeschte Remarquë vum Statsrot Rechnung gedroen a seng Virschléi gréisstendeels an den definitiven Text iwwerholl. Och do, wou de Statsrot offe mat senger formeller Oppositioun gedroht huet, ass den Text elo esou ëmgemodelt ginn, datt keen Hoer méi an der Zopp ze fannen däerft sinn.

Allerdéngs ass dat ënnert der ausdrécklecher Aschränkung geschitt, datt déi Sträitfro, ëm déi et geet an déi scho méi dacks zur Diskussioun tëschent dem Statsrot an dem Législateur gefouert huet, nach net ausgestanen ass an duerfir definitiv iergendwann eng Kéier gekläert muss ginn.

Dës Kéier geet et net nëmmen ëm d'Kompetenz vun der CSSF, där de Statsrot elo carrément d'Recht ofsprécht, Perquisitioune bei hire Schützlingen ze maachen, oder iwwerhaapt ëm de Statut vun de Reguléierungsinstitutiounen, mat deenen de Statsrot seng konstitutionell Schwieregkeeten huet. Neen, et geet och ëm déi nei Erfindung, ëm deen „officially appointed mechanism", deem seng Beschreiwung am Gesetz dem Statsrot ze flou ass, deen awer op där anerer Säit iwwer Kompetenze bis an de strofrechtleche Beräich era verfüge soll, mat deenen de Statsrot net d'accord ass.

Fir hien ass et zum Beispill inakzeptabel, datt deeselwechten „officially appointed mechanism" pénal Sanktiounen ergräife kann, wann en Emetteur him falsch oder iwwerhaapt keng Informatioune geliwwert huet.

Här President, wéi scho virun dräi Wochen hei beim Gesetz iwwert d'Réassurancen, bei deem sech fir de Statsrot en ähnleche Problem deemools am Zesummenhang mat der Assurancëkontroll gestallt hat, dréit et sech an där Ausenanersetzung generell ëm de Stellewäert vun de Kontroll- a Reguléierungsautoritéiten, déi mir mat der Zäit aus dem angelsächsesche Raum iwwerholl hunn an déi sech, op d'mannst an den Ae vun de Puristen, net mat eisem latäinesche Recht verdroen. Et läit op der Hand, datt mir dee Kaascht ee fir allemol ausdreschen a Kloerheet schafe mussen, well mir eis soss ëmmer erëm wéinst dëser Fro an d'Hoer geroden. Och mat dësem Aspekt vun der Globaliséierung musse mir eis wuel offannen.

Dat gesot, géif ech am Numm vun der Finanzkommissioun d'Chamber bieden, dëse Projet ze stëmmen, net nëmme well en esou spéit drun ass a well et héich Zäit gëtt, datt mer e stëmmen. E Projet, fir deen ech och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun mat op de Wee kritt hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Wann déi aner Fraktiounen och de Konklusioune vum Rapporteur zoustëmmen,…

Plusieurs voix.- Jo.

Une voix.- Onbedéngt!

(Hilarité)

M. le Président.- …wat de Fall ass, da kënne mer zu dem Vote vun dësem Projet de loi kommen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Zur Introduktioun vum Rapporteur wär zwar vill ze soen.

M. le Président.- Här Mehlen, wëllt Dir Iech nach zu Wuert mellen?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Zur Introduktioun vum Rapporteur wär vill ze soe gewiescht, Här President.

M. le Président.- Da kommentéiert dat!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat huelen ech eng aner Kéier no.

Une voix.- De Vote leeft; et ass ze spéit.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

(Brouhaha général)

M. le Président.- Wann ech gelift, mir sinn amgaang ofzestëmmen! Wiem seng Elektronik geet net?

(Interruptions)

Den Här Huss? Den Här Kaes?

(Interruption)

Jo, mat wat stëmmt Der, mat Jo oder mat Neen oder mat Abstentioun?

(Interruption)

Da musst Der dat soen, ech kann dat net dreemen!

(Brouhaha)

De Projet de loi 5711 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer et Roland Schreiner;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Carlo Wagner), Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps et Carlo Wagner;

MM. François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. 5801 - Projet de loi

1. portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs; - de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet; - de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

2. portant introduction de la loi concernant le boni pour enfant;

3. portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

4. portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective;

5. portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans (suite)

Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber huet sech och nach net ausgesprach iwwert den zweete Vote constitutionnel…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

Ech géif ëm e bëssen Opmierksamkeet bieden, wann Der wëllt!

D'Chamber huet sech och nach net ausgedréckt iwwert den zweete Vote constitutionnel, wat de Projet de loi ugeet, dee mer haut de Moie gestëmmt hunn, vun de Steieren. Ass d'Chamber och do d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Projet de loi, dat heescht zu deenen nächsten zwee Projets de loi, well si ginn allen zwee an enger Diskussioun behandelt. Et sinn dat d'Projete 5785 an 5808 iwwert d'Arméi. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Haupert, Goerens, Fayot, Braz, Henckes a Jaerling. D'Wuert huet elo fir déi zwee Projeten ze exposéieren de Rapporteur, den honorabelen Här Marcel Glesener. Här Glesener, d'Tribün ass fir Iech!

5. 5785 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et modifiant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité,

c) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État,

d) la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales,

e) la loi du 31 mai 1999 portant création de la police grand-ducale et d'une inspection générale de la police,

f) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

et

5808 - Projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren,…

(Interruption)

M. le Président.- Här Jaerling, wann Der elo géift wëllen dem Här Rapporteur nolauschteren!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- …mir hunn elo de Moment um Ordre du jour ee Reformprojet zu eiser Arméi. Et ass dat, géif ech soen, eng vun deene bedeitendste Reforme säit 1945. A wa mer haut feststellen, datt am Rumm vun esou enger Reform séier wéineg Sensibilitéiten hei am Land ze spiere sinn, anescht wéi dat nach viru 40 Joer de Fall war, dann ass dat mat Sécherheet een Zeechen, datt eis Arméi een unerkannte Bestanddeel vun eisem gesellschaftlechen Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg ginn ass.

Dat ass de Verdéngscht vun deenen 1.000 jonke Mënschen, déi bereet waren, Arméidéngscht ze leeschten, awer net zulescht och ee Verdéngscht vun all deenen, déi Responsabilitéit als Ënneroffizéier, Offizéier bis an den État-major eran an an der Politik hei zu Lëtzebuerg ze droen hunn.

Ech wëll op dräi wichteg Stadien zréckweisen:

1944 huet Lëtzebuerg d'Aféierung vum obligatoresche Militärdéngscht décidéiert.

Zéng Joer méi spéit hat déiselwecht Arméi déi gréisst Ausdehnung. An zwar ass deemools de GTR, de Groupement tactique réglementaire geschaf ginn. Eng Rei vu Kolleegen, déi nach hei an der Chamber elo siégéieren, haten d'Geleeënheet fir hire

Militärdéngscht am Rumm vun deem GTR ze absolvéieren. Dat war déi gréisst Ausdehnung, déi eis Arméi säit hirem Bestehe kannt huet.

Den 29. Juni 1967 ass et dann zur Ofschafung vum obligatoreschen Arméidéngscht komm a mir hunn de grousse Prinzip vun der Fräiwëllegenarméi hei zu Lëtzebuerg agefouert. Dat sinn also bestëmmten Daten an der Entwécklung vun der jéngster Geschicht vun eiser Lëtzebuerger Arméi.

Haut, am Joer 2007, hu mer um Ordre du jour no deene leschte 40 Joer déi gréisst Reform hei ze diskutéieren.

Ganz kuerz, wat sinn d'Aufgabe vun eiser Arméi?

Éischtens emol d'Bedeelegung am NATO-Bündnis bäi Konflikter an der Verdeedegung vun eisem Territoire an och an Europa ze realiséieren an duerchzeféieren; doriwwer eraus d'Sécherung vu vitale Liewensraim hei zu Lëtzebuerg an d'Bereetstellung vu Mënschen, jonke Leit, déi gebraucht gi spéider am öffentlechen Déngscht, virun allem am öffentlechen Déngscht, awer och am privaten Déngscht. Dat si ganz kuerz gerafft wesentlech Bestanddeeler vun der Lëtzebuerger Arméi am Rumm vun hirem Aufgabegebitt.

Dat huet awer grondleeënd geännert, an zwar sinn opgrond vum Fall vun der Berliner Mauer eng ganz Rei vun neien Aufgaben eiser Arméi zougewuess. Säit 1989 huet dat internationaalt Émfeld wesentlech changéiert, an am Numm vum NATO- an UNO-Bündnis, am Numm vun der Verdeedegungspolitik vun der Europäescher Unioun sinn eiser Arméi nei Aufgaben zougestouss, fir déi si och déi noutwendeg Strukture muss schafen, fir deenen Aufgaben am Rumm vun deenen Engagementer, déi Lëtzebuerg am Rumm vu Friddenserhalung an Europa an iwwer Europa eraus muss wouerhuelen, kënne gerecht ze ginn.

Friddensmissioune sinn entstanen, humanitär Aufgaben hu sech erginn a sinn zu neien Aufgabe ginn, par rapport zu deenen urspréngleche Aufgaben, déi eis Arméi säit hirer Grënnung hei zu Lëtzebuerg ze vollzéien huet. Ech erënneren un d'Friddensmissiounen, humanitär Aufgaben a Kroatien, um Balkan, an Afghanistan, am Kongo, am Libanon an neierdéngs och am Tschad.

Fir deenen Aufgaben nozekommen, deene Lëtzebuerg sech am Rumm vun deene Bündnisser, déi ech elo grad hei zitéiert hunn, net konnt verschléissen, ass et evident, datt eis Arméi sech muss ëmstrukturéieren, fir deenen Aufgabe gerecht ze ginn, fir déi Aufgaben ze preparéieren, fir datt se kënnen duerchgefouert ginn. Dat bedeit natierlech eng Ëmännerung vun interne Strukturen, et bedeit eng Ëmännerung an der Disponibilitéit, net eleng vun de Kaderen, mä virun allem och vun den Zaldoten an Zaldotinnen, eng méi schnell Disponibilitéit.

Dat bedeit an huet zur Konsequenz, datt ee sech muss Gedanke maachen iwwert d'Déngschtdauer vum jonke Mënsch, dee sech an d'Arméi aschreift. Dat bedeit och ee Changement vun den Effektiver vun der Arméi. Dat bedeit, opgrond vun der Schnellegkeet vun noutwendege méiglechen Asätz ausserhalb vun eisem Territoire, och eng intensiv Virbereedung. Et bedeit eng Ausbildung, fir och deene Jongen a Meedercher d'Méiglechkeet vun enger gréisserer Sécherheet ze ginn, fir kënnen déi Aufgaben ze erfëllen.

Doriwwer eraus bedeit et och een Entourage an eng Begleedung no där Zäit, wou se am Asaz waren, duerch Reconversioun. Doriwwer eraus bedeit et eng Virbereedung fir all déi Jongen a Meedercher, déi an der Arméi sinn, fir esou Asätz och kënne matzemaachen. Et bedeit och eng intensiv a wäit reechend Virbereedung, fir datt se d'Méiglechkeet hunn, no hirer Déngschtzäit d'Chance ze hunn, am Privatliewe kënne Fouss ze faassen.

Dat bedeit also, datt déi sozial Aufgab, déi d'Arméi nach ëmmer hat, muss ausgebaut ginn am Intérêt vum Weiderliewe vun all deene Jongen a Meedercher, déi fräiwëlleg an d'Arméi antrieden, no hirer Déngschtzäit an am allgemenge Liewen.

Fir dat ze realiséieren, hu sech eng Rei Alternative presentéiert. Mir waren eis am Kloren, datt, esou wéi d'Arméi de Moment strukturéiert ass, se deenen Aufgaben net kéint gerecht ginn.

Alternative waren déi, datt d'Disponibilitéit vun deem Eenzelnen, deen an d'Arméi antrëtt, fir esou Missiounen ze erfëllen, d'office beim Antrëtt misst registréiert sinn. Dat war och d'Meenung vum Statsrot, dee mengt, datt, wann e Jong oder e Meedche bereet ass, an d'Arméi anzetrieden, se musse bereet si fir och esou eventuell Asätz duerchzeféieren, ouni nach eng Kéier misse gefrot ze ginn. Si mussen d'office kënnen d'Bereetschaft dokumentéieren, esou Asätz an esou Missiounen ze akzeptéieren.

Da war eng aner Alternativ déi vun der Aféierung vun enger gewëssener professioneller Unitéit, fir ee Genre Beruffsarméi där jëtzeger Struktur bäizefügen. Och dat hätt ee kënne maachen, mä dat hätt eng ganz Rei vun anere Problemer mat sech bruecht. Esou eng grouss Arméi wier och eiser Meenung no mat Problemer befaasst gi vun dem Rekrutement, a mat Sécherheet wier et och duerch eng Beruffsarméi mat enger Professionaliséierung niewent där fräiwëlleger Arméi zu enger onwahrscheinlecher Verdeierung komm.

Mir hu laang driwwer diskutéiert, wellech Alternativ ee vis-à-vis vun deenen neien Obligatiounen dann huele soll a mir waren der Meenung - ech géif soen, d'Majoritéit op jidde Fall -, datt een dat duebelt Volontariat misst ausgrenzen, an awer net op d'Volontariat verzichten am Allgemengen als grousse Prinzip, mä virun allem fir beim Antrëtt an d'Arméi dem Jong an dem Meedchen d'Entscheedung ze iwwerloossen, ob se bereet wieren, enger spezieller Unitéit - an elo kommen ech zum Stéchwuert - bäizetrieden. Wann een Zaldot där spezieller Unitéit bäitrëtt, muss hien d'office bereet sinn, opgrond vun décidéierte Friddensmissiounen un esou Friddensmissiounen deelzehuelen. Dat ass u sech de Kompromëss gewiescht tëschent enger Beruffsarméi an dem Opgi vum Volontariat.

Et ass u sech ee gudde Kompromëss eiser Meenung no, an zwar gi mer domat der Lëtzebuerger Arméi eng nei Unitéit, d'Unité de disponibilité opérationnelle, ofgekierzt UDO. Dat wëllt soen, datt de Jong an d'Meedchen, wat an d'Arméi antrëtt, beim Antrëtt de fräie Wëllen huet, sech ze entscheeden, ob et där Unitéit bäitrëtt. Wann et déi Entscheedung trëfft, da muss et natierlech och bereet sinn, un alle Missiounen ausserhalb Lëtzebuerg - Friddensmissiounen, humanitär Missiounen - deelzehuelen.

Dat ass also ee wesentlechen Aspekt vun der Reform, déi mer elo ze diskutéieren hunn a wou mer eis mussen driwwer ausschwätzen. Dat bedeit natierlech och, datt mer och mussen de Strukture vun der Schnellegkeet Rechnung droen, fir esou Asätz kënnen um legislative Wee ofzeschléissen. Doriwwer eraus hu mer jo och, sinn ech der Meenung, ee Reformprojet um Instanzewee, fir déi ganz Prozedure vu Laangootmegkeeten opgrond vun deem neie Gesetz aus der Welt ze schafen doduerch, datt mer ausganks Januar dat neit OMP-Gesetz wäerte stëmmen.

Esou eng Reform, wéi se elo envisagéiert ass, huet Auswierkungen op den Effektiv vun der Arméi selwer. An zwar wa mer haut schwätze vun engem Actif réel vu plus ou moins 1.000 Leit, komme mer op den Horizont 2015 op een theoreteschen Effektiv vu ronn 1.400 Leit. Dat bedeit eng Erhéijung vu fir de Moment 45 Offizéier op 80 Offizéier, Ënneroffizéier: vun 135 op 206, Zaldoten: vu 430 op 500, an d'Caporéil géifen zu 90 bleiwen, wat eng Erhéijung vum Zivilpersonal vun 118 op 170 Unitéite wier.

Dat sinn allerdéngs nëmmen theoretesch Zuelen. D'Realitéit ass heiansdo eng aner, dat hunn ech virdrun erkläert.

Dann huet et Auswierkungen op d'Déngschtzäit, d'Déngschtdauer vun deenen eenzelnen Zaldoten. De Moment ass se zwielef Méint. Si ka verlängert gi bis dräi-, véiermol méi laang. Virgesinn ass elo eng Déngschtzäit vu 36 Méint, plus zwielef Méint Schoulreconversioun.

Da war de Gesetzgeber der Meenung, datt all déi Jongen a Meedercher, déi sech bereet erklären, där Spezialunitéit bäizetrieden, no hirer Déngschtzäit d'Méiglechkeet och misste kréien, no enger Formatioun ee Privileg ze kréie bei der Astellung an d'Fonction publique oder bei de Gemengen. Mir waren eis am Kloren, datt iwwert d'Applikatioun eng Kéier misst diskutéiert ginn, mat dem Arméiminister, mat dem zoustännege Minister vun der Fonction publique a mam Innenminister, fir datt een do eng koordinéiert Prozedur fënnt, wéi dee Superprivileg soll ausgesinn.

Een zweete Volet vun der Reform ganz kuerz, dat ass de Punkt vun der Reconversioun an der Formatioun. Ech hunn ewell kuerz ugedeit, no engem méiglechen Asaz mussen all déi Jongen a Meedercher d'Méiglechkeet kréien, betreit ze ginn no där Zäit, wou se am Ausland waren ënner schwierege Konditiounen, an déi Konditioune sinn net ëmmer ongeféierlech.

Ech mengen, mir mussen dat wëssen, fir datt se also d'Méiglechkeet kréien, dat och ze verkraften, an iwwert de Wee vun enger Formatioun vun enger bestëmmter Schoul, déi an der Arméi ausgebaut gëtt an déi als Virbereedung déngt op d'Zivilliewen, d'Méiglechkeet kréien, e Beruff ze léieren, deen dann och deenen Zaldotinnen an Zaldoten d'Méiglechkeet gëtt, am Privatliewen erëm Fouss ze faassen a Form vun engem Opbau vun enger Existenz. An do ass et noutwendeg, datt een déi Schoul mat Sécherheet muss ausbauen. Dat kann och nëmme geschéien an engem intensiven Zesummewierke mat der ADEM, mat der Ekonomie a mat der Formation professionnelle.

Een aneren Aspekt vun där Reform, op deen ech elo net weider wëll agoen - dat fannt Dir a mengem schréftleche Bericht -, bréngt natierlech och bestëmmte Modifikatiounen an der Carrière vun den Ënneroffizéier, vun den Offizéier bis hin zum ieweschte Kader.

An da gëtt natierlech d'Applikatioun ganz wichteg vun deem Gesetz, wa mer haut eis Zoustëmmung zu deem Gesetz ginn. Engersäits ass dofir ze suergen, datt déi Bestëmmungen an déi Neierungen och wierksam ginn an der Arméi selwer. Dat ass d'Aufgab vum État-major. Doriwwer eraus mussen och déi ganz Engagementer, déi d'Lëtzebuerger Politik ageet am Kader vun der Sécherheets- a Verdeedegungspolitik vun der Europäescher Unioun a vun der NATO, preparéiert ginn, ausgebaut ginn, an zwar mat enger spezieller Missioun innerhalb vum Verdeedegungsministère. Do si jo schonn déi éischt Entscheedunge getraff.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat sinn déi wesentlech Aspekter vun där Reform. Ech wollt nëmmen e puer hei mëndlech nach eng Kéier ervirsträichen; den Detail fannt Dir selbstverständlech an eisem schréftleche Rapport, deen Iech virläit.

Ganz kuerz nach wëll ech agoen op déi legislativ Prozedur. Den Arméiminister huet net unilateral einfach eng Décisioun geholl an e Projet de loi ausgeschafft, deen hien der Chamber hei zur Décisioun virgeluecht huet, mä ier dee Projet de loi op den Instanzewee gaangen ass, hu schonn eng ganz Rei vu Consultatioune stattfonnt, schonn ënnert dem viregten Arméiminister, a virun allem hat dann och de jëtzegen Arméiminister eng ganz Rei vu virbereedende Gespréicher innerhalb vun der Arméi, mat de Gewerkschaften, awer och mat de politesche Parteien, fir e bësse Feeling ze kréien, a welcher Form a wéi wäit ee mat där Reform misst a kéint goen.

Dat huet dann dozou gefouert, datt een Avant-projet de loi eng Kéier an der Chamberskommissioun diskutéiert ginn ass, wou déi grouss Prinzipien net ofgelehnt gi sinn. Duerno huet dann de Minister de 27. September 2007 de Projet de loi deponéiert.

De Statsrot huet de 27. November säin Avis ginn. En hat ee Bedenken, wat ech dann nach eng Kéier kuerz widderhuelen, an zwar war de Statsrot der Meenung, datt et net sënnvoll wier, eiser Arméi eng nei Unitéit bäizeginn, mä virun allem war de Statsrot der Meenung, datt all Jong an all Meedchen, wat an d'Arméi antrëtt, misst disponibel sinn, fir esou Asätz kënnen ze akzeptéieren, an en huet dann och ugeroden, net eng Arméi vun zwee Weeër ze gestalten. Dat war d'Meenung vum Statsrot, awer mir waren an der Kommissioun majoritär der Meenung, datt mer op dee Wee géife goen, mat deem Projet als Alternativ an als Kompromëss, vun där neier Unitéit, déi elo am Projet enthalen ass.

An dann hate mer eng Rei vu Réuniounen an eiser Kommissioun - dräi, véier Stéck - wou mer dee Projet analyséiert hunn, an dee Projet, deen Iech do virläit, deen huet och den Accord fonnt vun dem Statsrot, mat Ausnahm vun deene Bedenken, déi de Statsrot ugemellt huet am Zesummenhang mat där neier Unitéit, der UDO.

Doriwwer eraus hu mer am Projet, opgrond vun enger Rei Remarquen, wat d'Finanzéierungssituatioun betrëfft, dat kloergestallt, an esou, wéi de Projet elo virläit, hu mer dann och den Accord vum Statsrot kritt.

Esou datt ech Iech ofschléissend géif bieden, am Numm vun der Majoritéit vun der Kommissioun, deem virleiende Projet Är Zoustëmmung ze ginn.

Ech halen awer och drop, e Merci ze soen un d'Autoritéiten, déi eis beroden hunn, dem Minister mat senge Mataarbechter an och der Arméi selwer. An, wat och ganz wichteg war fir eis Kommissioun: Mir haten d'Geleeënheet um Härebierg selwer, eis unzekucken, wéi d'Arméi am Moment um Härebierg fonctionnéiert. Mir hunn och en Abléck kritt an déi Infrastrukturen, wéi se bestinn. Ech kommen duerno nach eng Kéier ganz kuerz dorop zréck.

Esou datt ech ofschléissend ka soen, datt mer haut eng wichteg Entscheedung ze treffen hunn, ee Reformprojet virleien hunn, dee mat Sécherheet deene Méiglechkeeten an deene Bedierfnisser, déi mer hunn hei zu Lëtzebuerg, Rechnung dréit an deen der Arméi mat Sécherheet och d'Méiglechkeet gëtt, deenen Objektiver an deenen Aufgaben, déi mer am Kader vun der Erhalung vum Fridden hei an Europa hunn, gerecht ka ginn.

Ech hunn och vollt Vertrauen an déi Leit, déi fir d'Applikatioun vun deem Projet zoustänneg sinn. An ech mengen, d'Politik selwer kann och vollt Vertrauen hunn an den État-major an an all déi Leit, déi zoustänneg sinn, fir datt dee Projet do och wierklech dat gëtt, wat mer eis virstellen, an datt och dee Projet deem entsprécht, wat de Gesetzgeber sech virstellt ënner enger moderner Lëtzebuerger Arméi, déi net déi ass wéi an anere Länner, mä et ass eng typesch Lëtzebuerger Arméi par rapport zu deene Grondsätz an zu deenen Engagementer, déi mer als Lëtzebuerger Land och bereet musse sinn, am Kader vun der Erhalung vum Fridden hei an Europa an an der Welt kënnen ze droen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass also de Projet iwwert d'Reform vun der Arméi.

Een zweete Projet, dat ass de Projet de loi 5808, betrëfft de Posten iwwer noutwendeg Investissementer fir d'Lëtzebuerger Arméi. Dee Projet steet an engem direkten Zesummenhang mat dem Reformprojet vun eiser Arméi.

Wa mer entscheeden, datt Lëtzebuerg u Friddensmissiounen an humanitäre Missiounen ausserhalb Lëtzebuerg soll a muss deelhuelen, da musse mer och den noutwendegen Équipement zur Verfügung stellen, fir datt déi Missiounen a voller Sécherheet an a voller Effikassitéit ausgeübt kënne ginn.

Et ass noutwendeg a wichteg, datt Militärasätz a Friddensmissiounen awer och en adäquat Material, virun allem wat d'Sécherheet vun den Zaldote gewährleistet, mussen zur Folleg hunn. A wann een eisen Equipement kuckt, da stellt ee fest, datt verschidde militäresch Infrastrukture wéi blindéiert Ween an esou weider effektiv net méi de Sécherheetsbestëmmungen entspriechen an en ongenügende Schutz deene Leit ginn, deene mer d'Missioun ginn, sech am Ausland fir Lëtzebuerg a fir de Fridden an der Welt anzesetzen.

Duerfir ass et noutwendeg, datt mer haut och décidéieren, eiser Arméi déi noutwendeg Infrastrukturen ze ginn, fir hire Missioune kënne gerecht ze ginn. Dat betrëfft virun allem verschidde blindéiert Véhiculen, déi de jëtzege Sécherheetsbestëmmungen entspriechend mussen erneiert ginn. Dat sinn der ronn 48, déi awer net haut a muer kaaft ginn, mä et ass alles fir den Objectif 2015.

Da musse mer och bereet sinn, eng Rei modern Waffen a Sécherheetssystemer, déi noutwendeg sinn, och eiser Arméi zur Verfügung ze stellen. Mir hunn eng Rei Missioune vun Déminage ze vollzéien. Och do mussen déi Leit, déi dat maachen, équipéiert sinn, fir eng maximal Sécherheet ze hunn, fir och esou Missiounen erfëllen ze kënnen.

Dann huet eis Arméi am Rahme vun humanitären Aufgaben och Waasseropbereedungsanlagen zur Verfügung misse kréien, fir deenen Aufgabe kënnen nozekommen. Doriwwer eraus mussen eis Zaldote permanent d'Méiglechkeet kënnen hunn, och um Terrain selwer déi noutwendeg Ausbildung ze kréien, an dat bedeit ënner anerem och eng Ëmännerung vum Schéissstand am Blees-Dall. Mir sinn deen net kucke gaang, mä mir hunn awer Fotoe gesinn, an ech kann Iech soen, wann een dat gesäit, da stellt ee fest, datt et wierklech liewensgefäierlech ass, op deem Schéissstand ze schéissen. An duerfir ass et noutwendeg, datt mer schnellstméiglech do och déi noutwendeg Vorkehrungen treffen, fir datt dee Schéissstand operationell ass a fir datt eis Zaldoten och do schéisse léiere kënnen, ouni an d'Gefor ze kommen, selwer erschoss ze ginn.

(Interruption)

Dee ganzen Équipement, wéi e sech zesummestellt, fannt Dir am schréftleche Rapport. Ech wëll also elo net méi do an den Detail goen. Dat bedeit ee Gesamtkäschtepunkt vun 155 Milliounen Euro, ee Plaffong, deen net däerf iwwerschratt ginn. Dee Betrag ass awer imputabel op de gesetzleche Fonds d'équipement militaire, dat wëllt soen, datt keng zousätzlech Sue musse bereetgestallt gi wéi déi, déi de Fonds d'équipement iwwer budgetär Dotatioune kritt. Dat ass also u sech eng Operatioun, déi käschtenneutral ass.

An da war de Wonsch vun der Kommissioun deen, datt een am Rapport d'Transparenz vun de Militärausgabe ganz kloer presentéieren an definéiere misst. Mir hunn dat och gemaach an Dir fannt dat an Ärem Bericht erëm.

Da wëll ech awer op ee Punkt nach kuerz agoen, deen eis - géif ech soen - schockéiert huet. Mir waren um Härebierg a mir hunn do gesinn, ënner wat fir enge Konditiounen d'Arméi do liewe muss an ënner wat fir enge Konditioune jonk Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger, déi bereet sinn, fir déi Missiounen a fir an der Arméi ze déngen, och am Intérêt vu Lëtzebuerg, ënner wat fir enge Konditiounen, déi logéiere mussen.

Éierlech gesot ware mir schockéiert a mir hunn eis geschummt. Mir hunn eis geschummt, ënner wat fir sanitäre Konditiounen déi Jongen a Meedercher do - ech géif soen - praktesch vegetéiere mussen. An et huet een dee Verglach gemaach: D'Sanitärinstallatiounen am Prisong si mat Sécherheet net manner gutt vis-à-vis vun der Kasär um Härebierg, a wann ee weess, datt do vum Lëtzebuerger Stat aus Infrastrukturaarbechten ageleet gi sinn am Joer 2003, déi haut nach net ofgeschloss sinn, a wann ee gesäit wéi lues datt dat do fonctionnéiert, da muss ee sech awer eng Rei Froe stellen.

An ech wéilt och am Numm vun eiser Kommissioun een Appel un d'Lëtzebuerger Regierung, un déi Responsabel maachen, datt schnellstméiglech déi Etappen ofgekierzt ginn, déi virgesi sinn, fir déi Kasär esou anzeriichten, esou datt et sech an där Kasär awer ënner mënschewierdege Konditioune liewe léisst.

An dat ass effektiv en dréngenden Appel un de Lëtzebuerger Stat, fir dofir ze suergen, datt déi sanitär an humanitär Ariichtungen an der Kasär um Härebierg wesentlech a radikal a schnellstméiglech verbessert gi mussen.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir fannt a mengem schréftleche Rapport déi Detailer vun deenen noutwendegen Équipementer erëm.

Den Dépôt vun deem Projet ass den 23. November 2007 gemaach ginn. Mir haten een Débat an der Kommissioun an de Statsrot huet och säin Avis presentéiert. Esou wéi de Projet elo virläit, ass de Statsrot och mat deem Projet de loi d'accord.

Ech géif dann ofschléissend am Numm vun der zoustänneger Kommissioun d'Chamber bieden, och dësem Projet de loi eng grouss Zoustëmmung ze ginn. An ofgerënnt mat deem heite Projet a mat deem Projet, deen ech virdrun explizéiert hunn, a wa mer ausganks Januar nach eng Kéier op déi OMP-Asätz zréckkommen, géif ech soen, dann hu mer hei eng gutt Aarbecht geleescht a mir hunn eiser Arméi déi Méiglechkeete ginn, déi Lëtzebuerg net onéierenhaft am Kontext an der Welt zu Gesiicht stinn.

Ech bieden also ofschléissend nach eng Kéier, d'Chamber deenen zwee Projeten hir Zoustëmmung ze ginn. An deem Sënn soen ech Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner fir d'CSV-Fraktioun ass den honorabelen Här Haupert ageschriwwen. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Meenungen iwwert d'Wichtegkeet, de Sënn an den Zweck vun enger Arméi ginn auserneen, an dat ofgesinn dovun, ob ee pro- oder antimilitär agestallt ass.

D'Fro, déi sech ëmmer erëm stellt, ass déi, ob esou ee klengt Land wéi eist iwwerhaapt eng Arméi brauch, déi et souwisou net eleng géing fäerdeg bréngen am Fall vun engem militäreschen Iwwerfall eisen Territoire an eis Awunner optimal ze verdeedegen. Awer och eng neutral Positioun vun eisem Land déngt eis net vill, esou wéi mer dat an deene leschte Jorhonnerten e puer Mol erfuer hunn. D'Fro vun der Opportunitéit vun enger Arméi fir eist Land ass fir eis Fraktioun mat engem klore Jo ze beäntwerten, an dat aus verschiddenen Ursaachen:

Éischtens, well eiser Meenung no all souveräne Stat iwwert déi néideg Streitkräfte soll verfüge kënnen, déi him et erlaben, seng Statsgewalt selwer auszeüben, fir seng strategesch Installatiounen ofsécheren ze kënnen an am Katastrophefall sengen Awunner zur Hëllef kommen ze kënnen.

Zweetens, well mer Member vun der NATO an der Westeuropäescher Unioun, dat heescht der UEO sinn, déi an hirem Vertrag een Artikel opféieren, dee seet, datt am Fall, wou ee vun de Vertragspartner, dat heescht, wann ee Land d'Affer vun engem bewaffneten Iwwerfall gëtt, déi aner Partner mat alle militäreschen an anere Mëttelen, déi an hirer Muecht stinn, him déi néideg Hëllef an Ënnerstëtzunge mussen zoukomme loossen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

1940 hu mer d'Erfahrung gemaach, wat eis Neutralitéit wäert war. Et ass och duerfir net vun ongeféier, datt mer nom Krich deenen zwou Organisatiounen, dat heescht der NATO an der UEO bäigetratt sinn, fir datt mer am Fall, wou mer nees eng Kéier d'Affer vun enger militärescher Aggressioun géife ginn, op d'Hëllef un eise Partner ziele kéinten. Dat bréngt awer op där anerer Säit mat sech, datt am Fall vun engem Iwwerfall op een anere Partner vun deenen zwee Verträg mer och eis Engagementer mussen agoen an hinne mat alle militäreschen an anere Mëttelen zur Säit stoe mussen.

Dat erëm bedéngt éischtens, datt mer iwwer eng Arméi verfüge mat deem néidegen Effektiv, déi am Eeschtfall asazfäeg ass, fir un esou Missiounen am Kader vun eisen internationale Verflichtungen deelhuelen ze kënnen, an zweetens, datt eis Arméi mat deem néidege Material équipéiert ass, dat an esou Missiounen d'Sécherheet vun eisen eegenen Zaldoten an déi vun den anere Partner, déi mat hinnen am Asaz sinn, optimal assuréiert.

Duerfir wäert eis Fraktioun och déi zwee Projete stëmmen, déi hei virleien an déi de Kolleeg Marcel Glesener a senge mëndlechen a schréftleche Rapporten op eng ausgezeechent Manéier erkläert huet, wuerfir ech him hei vun dëser Plaz aus félicitéiere wéilt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Missioune vun enger Arméi hunn zënter deem leschte Krich staark evoluéiert, wéi et eleng aus deene sukzessive Bezeechnunge vun deene fir d'Arméi zoustännege Ministèren ervirgeet. Ministère de la Guerre huet e gläich nom Krich geheescht, also ëmmer nach mat enger gewëssener Krichsconnotatioun. Duerno gouf et de Ministère de la Force armée, spéider dunn de Ministère de la Force publique, fir schlussendlech d'Bezeechnung vum Ministère de la Défense ze kréien.

Zënter der Petersberger Deklaratioun aus dem Joer 1992 kënnen d'Arméie vun de Memberstate vun der Westeuropäescher Unioun, der UEO, ausser hirem Beitrag zur gemeinsamer Verdeedegung, esou wéi se am NATO- an UEO-Vertrag festgehale sinn, och nach fir humanitär Missiounen, Missioune fir d'Sécherung vum Fridden, Asaz vu Militärunitéite fir d'Gestioun vu Krisesituatiounen an Operatiounen, fir de Fridden a Krichsgebidder erëm hierzestellen, agesat ginn.

Dës Missioune vun der UEO goufe lues a lues vun der Europäescher Unioun am Kader vun der gemeinsamer europäescher Verdeedegungspolitik iwwerholl. Momentan ass d'EU am Kader vun der PESD, also der Politique européenne de sécurité et de défense, un zéng verschiddene Missiounen am Balkan, an Afrika an am Mëttleren Orient bedeelegt. Eist Land hëlt mat méi oder wéineger staarken Effektiver, esou wéi et de Marcel Glesener schonn ernimmt huet, un de Missiounen am Kosovo, an Afghanistan, a Bosnien-Herzegowina, am Kongo an am Libanon deel, an och elo an noer Zukunft am Tschad.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well mer am Kader vun den internationale Verträg verflicht si fir un esou Missiounen, déi an der Zukunft ëmmer méi heefeg virkommen, deelzehuelen, brauche mer eng Arméi mat deenen néidegen Effektiver, net nëmmen um Niveau vun den Offizéier an den Ënneroffizéier, awer och op deem vun den Zaldoten, déi zu all Moment ofgeruff kënne ginn, fir an deene Missiounen agesat kënnen ze ginn.

Bis elo konnt dat fir eis Zaldoten nëmmen um Niveau vun der Fräiwëllegkeet geschéien. Dat riskéiert awer, datt mer eis international Engagementer an Zukunft net méi onbedéngt erfëlle wäerte kënnen. Mir brauchen eng Arméi mat der néideger Zuel vun Zaldoten, déi en Engagement aginn, fir un esou Missiounen ze participéieren - Zaldoten, déi déi néideg physesch, psychesch an intellektuell Viraussetzunge matbréngen, fir am Kader vun den EU-Unitéite Garant ze stoen, hirer Missioun mat gréisstméiglecher Sécherheet fir sech selwer an hir Kolleege gerecht ze ginn.

Duerfir brauche mer déi Unzuel vun Zaldoten, déi zu esou Asätz bereet a fäeg sinn. Mir brauchen awer och déi néideg Mass vun Zaldoten, déi eng Arméi fonctionnéieren deet, déi ee Kader vun Offizéier an Ënneroffizéier, déi mer och fir déi Missioune brauchen, justifiéiert. Well mer awer an der Zuel vu fräiwëllegen Zaldoten, déi déi néideg Viraussetzunge fir esou Missioune mat sech bréngen, limitéiert sinn, mécht et Sënn, datt mer an Zukunft an eiser Arméi mat zwou Kategorie vun Zaldote fueren, esou wéi et am Projet, dee mer hei virleien hunn, virgesinn ass a wéi et aus den Erklärunge vum Marcel Glesener ervirgaangen ass.

Här President, mir brauche genügend fräiwëlleg Zaldoten, fir datt mer déi néideg Relève an eise Missiounen assuréiere kënnen, a mir brauchen déi néideg Incentiver, deen néidege materiellen a mënschlechen Encadrement, fir datt mer eis Zaldote fidéliséiere kënnen, fir esou iwwer gutt ausgebilt Zaldote verfügen ze kënnen, déi och déi néideg Experienz fir esou Missioune mat sech bréngen.

An engem Rapport, deen am leschte Juni an der parlamentarescher Versammlung vun der EU virgedroe gouf, heescht et - an ech zitéieren: «Pour recruter et maintenir au service des militaires expérimentés qui ont déjà participé à plusieurs opérations extérieures, les États européens doivent employer toute une panoplie de moyens mis à leur disposition: primes financières, soutien aux familles, diminution de la fréquence des déploiements, allégement des conditions de travail et amélioration de la qualité des équipements.»

Zu esou Ureizer gehéieren och eng professionell Ofsécherung a Reconversiounsmesuren no dem Militärdéngscht, psychologesch Betreiung beim Retour aus de Missiounen an esou weider. Alles Moyenen, déi nieft aneren nach méi an engem Pabeier iwwert d'Reform vun eiser Arméi - tëschent Guillemeten - «L'armée luxembourgeoise à l'horizon 2015-2020» vum leschte Joer festgehale goufen, an déi och an déi zwee Projeten, déi mer hei virleien hunn, mat agefloss sinn. Zu deenen Ureizer gehéieren awer och dezent Wunnengsgeleeënheete fir eis Zaldoten an hire Kasären.

An deem Kontext wëll ech ervirhiewen, datt - gradesou wéi mäi Kolleeg de Marcel Glesener an alleguer déi vun der zoustänneger Chamberskommissioun, déi bei der leschter Visite op dem Härebierg dobäi waren - ech schockéiert war, um Härebierg déi Sanitärinstallatiounen an de Logementer vun eisen Zaldoten nach esou virzefannen, wéi ech se selwer während mengem Militärdéngscht viru méi wéi 40 Joer erlieft hunn.

(Interruption)

Zënterhier war ech och emol Direkter an engem technesche Lycée, deem seng Schüler 1979 an e fuschneit Schoulgebai ageplënnert sinn, dat d'lescht Joer schonn nees ofgerappt gouf, well et net méi d'Konditioune fir en dezent Schoulhale garantéiert huet. Béides...

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Här Haupert, den Här Mehlen wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här Haupert, ech war jo och do a war och selwer schockéiert. Ech wollt Iech just froen: Wien huet an deene leschte 50 Joer prioritär d'Verantwortung fir d'Regierungspolitik hei am Land gedroen?

(Interruptions diverses)

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Här Mehlen, et ass net nëmmen eng Verantwortung fir d'Regierungspolitik. Ech mengen, et ass iwwerhaapt eng Verantwortung vun eis alleguer, an ech kommen nach gläich dorop zréck.

Wat ech wollt soen, ass, et ass net nëmmen - ech kommen dorop zréck, Här Mehlen! - e Skandal, wat um Härebierg geschitt, mä et ass och e Skandal - mengen ech -, wat zu Esch am Lycée geschitt, datt no 20 Joer schonn e Gebai...

Une voix.- Très bien.

M. Norbert Haupert *(CSV).*-...muss ofgerappt ginn. An ech wëll hei nach eng Kéier betounen, dass, wann eis Kanner an esou Konditioune misste betreit gi wéi eis Zaldoten um Härebierg, da wiere muer schonn e puer Biergerinitiativen op der Strooss.

Awer eis Zaldoten hu keng Lobby, Här Grethen, an dat ass de Problem. An et ass och net elektoral interessant, sech fir eis Arméi staarkzemaachen. Duerfir sinn ech frou, datt eise Minister vun der Défense, de Jean-Louis Schiltz...

M. Robert Mehlen *(ADR).*- De Pei-Musée hat och keng Lobby an ass awer gebaut ginn.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Ech weess net, ob hien awer déiselwecht Lobby hat wéi d'Lobby vun der Arméi. Ech mengen, et ass net interessant, hei an der Chamber am Intérêt vun der Arméi opzetrieden, an duerfir musse besonnesch, mengen ech, déi Leit aus der Oppositioun sech elo...

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

Fir mech ass et interessant, an ech mengen, et ass awer net fir aner Leit interessant genuch, doriwwer ze schwätzen.

(Interruption)

M. le Président.- Här Haupert, loosst Iech net stéieren, den Intérêt un Ärer Ried ass grouss.

(Hilarité)

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Voilà, dat mécht mer ganz vill Freed, Här President.

Duerfir fueren ech och virun an duerfir wëll ech och nach eng Kéier widderhuelen, datt ech frou sinn, datt eise Minister vun der Défense, de Jean-Louis Schiltz, an de Bauteminister, de Claude Wiseler, déi néideg Schrëtt ënnerholl hunn, fir deene Mëssstänn um Härebierg een Enn ze maachen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Wie war da virdrun den Arméiminister?

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Kuerz nach...

Dir waart et bestëmmt net. Dir waart et net, Här Mehlen, an ech mengen, et schéngt, wéi wann Dir rose wiert, datt Dir ni an Ärem Liewen Arméiminister waart.

(Interruptions et hilarité)

Also, Här Mehlen, et kann nëmmen ee Minister vun der Arméi ginn, dee selwer an der Arméi war, den Här Jean-Louis Schiltz mécht eng vun deene wéinegen Ausnahmen, mä et sinn nëmmen e puer Leit heibannen, déi dat kënne maachen, an ech gehéieren dozou, an duerfir trieden ech elo a fir d'Konditiounen um Härebierg.

(Interruptions diverses)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kuerz nach e puer Wierder zu der struktureller Reform vun eiser Arméi. Well mer jo och am Kader vun eisen internationalen Engagementer de Kaf vun engem Fliger an Optrag ginn hunn, soll eis Arméi och an Zukunft aus enger Buedem- an aus enger Loftkomponent bestoen.

Zu de Buedemtruppen zielen:

- de Commandement vun der Arméi;
- déi operationell Unitéite mat der UDO, dat heescht der Unité de disponibilité opérationnelle;
- déi administrativ Unitéiten;
- déi logistesch Servicer;
- e Service de santé;
- e Service de reconversion;
- d'Schoul vun der Arméi; an
- eng Sektioun vun den Elitesportler.

Erlaabt mer just zu dëser leschter Sektioun - an et géif Iech jo bestëmmt iwwerraschen, wann ech dozou net géif Stellung huelen -, déi also zu menger Zäit als COSL-President vum deemolegen Arméiminister, dem Alex Bodry, an d'Liewe geruff gouf, eng kleng Bemierkung ze maachen. Et ass menges Erachtens mat Sécherheet eng vun deene wichtegste Mesuren, déi an deene leschte Joren am Interessi vum Héichleeschtungssport hei zu Lëtzebuerg geholl ginn ass. Wa mer haut iwwer eng aussergewéinlech grouss Zuel vu Sportler mat héijem interna-

tionalem Niveau verfügen, dann ass dat zum groussen Deel de Mérite vun dëser Sektioun an eiser Arméi.

Duerfir begréissen ech och, dass se am Kader vun dëser Reform bestoe bliwwen ass. Der Arméi an eise sukzessive Ministere vun der Défense, dem Här Bodry, a besonnesch och deem heitege Minister, dem Jean-Louis Schiltz, e grousse Merci!

Dat gesot, wëll ech dem Marcel Glesener nach eng Kéier félicitéiere fir seng Rapporten a bréngen heimat den Accord vun eiser Fraktioun zu dësen zwee Projeten.

Ech soen Iech alleguer Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Haupert. No Iech huet d'Wuert den honorabelen Här Charles Goerens.

Une voix.- Elo kënnt Der Är Fro nach eng Kéier stellen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech stinn zur Dispositioun, mä ech kann nach aner Froe stellen, wann et dorobber ukënnt.

(Brouhaha)

M. le Président.- Den Här Goerens huet d'Wuert!

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ech géif virschloen, datt alleguer…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Goerens, Dir hutt d'Wuert. Wann ech gelift, ech bieden d'Kolleegen ëm Rou! Lauschtert dem Här Goerens no!

M. Charles Goerens *(DP)*.- Et ass och kengem verbueden, Här President, fir sech anzeschreiwen a selwer Stellung ze huelen als Orateur zu deem Projet de loi hei.

(Interruptions)

Ech wollt am Ufank vu menger Interventioun dem Här Glesener zweemol Merci soe fir seng Rapporten. Net well ech him eng Kéier vergiess hat ze félicitéiere bei engem anere Rapport. Dat war mer derduerchgaangen. Dat war mer penibel. Ech schleefen dat elo scho méintlaang mat mer virun.

(Interruption et hilarité)

Et huet elo eng Kéier missen erausgoen. Ech wollt Iech awer Merci soe fir dës zwee Rapporten an deem aneren an engems. Déi Rapporte ware succincts, si hunn awer d'Quintessenz opgezeechent vun deem, wat mer an de Kommissiounen diskutéiert hunn.

Här President, wann een iwwert d'Lëtzebuerger Arméi schwätzt, da begéint een an de Gespréicher, besonnesch dobaussen, normalerweis esou eng karikatural Dimensioun. Wat maache mir mat enger Arméi? Wat maache mir an Afrika? Géif et net am Kosovo goen ouni eis? Déi Froe kann een an d'Onendlecht weiderentwéckelen, wann een nëmme just dat relatéiert, wat een dobaussen héiert.

Et kann een awer och d'Fro anescht stellen: Erfëllt ee Stat, dee wëllt national an international Verantwortung iwwerhuelen, deen iwwerall wëllt matdiskutéieren, dee wëllt crédibel geholl ginn dobaussen, déi Kritären do alleguer, wann e sech bei eenzelne wichtegen Dimensiounen ofmellt? Et ass eng rhetoresch Fro, an duerfir brauche mer eis net länger Zäit mat där ofzeginn.

Ech mengen, mir sollen eppes maachen, wat mer kënnen. Eppes, wat eis zouzemudden ass an och eppes, wat sech der Akzeptanz hei am Lëtzebuerger Land erfreet. Dat bedéngt, datt ee permanent, an enger Zäit wou sech enorm villes ännert, och um Niveau vun der Arméi en Dialog féiert mat den zoustännege Kommissiounen hei am Haus an och mat de Bierger dobaussen.

Mech huet gewonnert déi Zäit, wou ech selwer d'Verantwortung iwwert deen doten Departement hat, wann et drëm gaangen ass, fir eng Opération de maintien de la paix ze décidéieren, wéi wéineg datt hei an dem héijen Haus Froe gestallt gi sinn doriwwer! Normalerweis ass et jo esou, wann een eng Operatioun décidéiert, déi ausserhalb vum Lëtzebuerger Territoire stattfënnt - an dat ass jo bei der Arméi de Regelfall -, da misste sech eng Partie Froen opdrängen.

Déi iwwert d'Pertinenz vun där geplangter Missioun, déi ass jo normalerweis am Virfeld schonn undiskutéiert ginn, duerchduecht ginn. Soss kéime jo och de Minister an déi zoustänneg Leit aus dem Ministère net virun d'Kommissioun. Mä et ass awer gutt, wann een eng Kéier driwwer diskutéiert a wann ee sech eens ass tëschent dem éischten an dem zweete Pouvoir iwwert d'Pertinenz vun där Missioun.

Déi zweet Fro, déi ee sech muss stellen, dat ass: Wéi ass et mat der Sécherheet oder mam Risiko vun deene Leit, déi mer op den Terrain schécken? Ass dat ze vertrieden? Ass dee Risiko - deen een ni ganz kann ausschalten, well et handelt sech jo hei net ëm eng Opération du type Club Méditerranée - vertrietbar an hu mer alles ënnerholl, fir kënnen dee Risiko esou niddreg wéi méiglech ze halen? Pake mer Holz un! Et ass bis elo nach ëmmer gutt gaangen. Mä mir kënnen et besser maachen. An ech kloen dat selwer an, wat ech erfuer hunn, wéi ech en charge war vun deem Dossier.

Duerfir ass et wichteg, datt mer gutt ausgebilte Fachkräften hunn, datt mer gutt Equipementer hunn an datt mer déi gutt ausgebilte Fachkräften an dat optimaalt Equipement asetzen an Operatiounen, déi eis zoumuttbar sinn.

Elo kann een d'Generalitéiten oder d'Banalitéiten an enger Introduktioun vun esou enger Ried och nach ausdehnen an d'Fro erweideren op de Gesamtvolumen a Relatioun mam Revenu national brut, dee mer bereet sinn, an d'Arméi ze investéieren. Et schéngt mer, wéi wa mer am Moment esou tëschent 0,3 an 0,4% géife schwanken, wat d'öffentlech Ausgaben ubelaangt, déi mer au titre de la défense, dépenses de la défense ugerechent kréie bei der NATO. Dat och bedéngt doduerch, datt d'Käschten, déi ugefall si fréier bei der Gendarmerie a bei engem heitegen Deel vun der Police, mat engem entspriechende Prozentsaz u Pensiounen de Moment net méi berücksichtegt ginn. Dat bréngt eis also elo op en Niveau, mä un niveau de comparabilité, wou mer, relativ gesinn, mickreg ausgesi par rapport zu deenen aneren.

D'Zil, an dat wëll ech direkt betounen, vum Lëtzebuerger Effort ass net, fir op e Maximum vun Défense ze kommen, mä d'Zil ass awer dat, fir crédibel ze wierken no baussen, eppes ze maachen, wéi gesot, wat eis zoumuttbar ass a wou mer kënnen international existéieren. An et ass op där Toile de fond, wou déi sukzessiv Regierunge versicht hunn, hiren Effort de défense ze definéieren an deementspriechend ze implementéieren.

Déi Operatiounen, déi mer maachen am Kosovo zum Beispill oder a Bosnien-Herzegowina, dat sinn awer Operatiounen, do kann ee mat guddem Gewësse soen, datt d'Leit derhannertstinn. Woubäi, wann ee seet, derhannertstinn, dat och der Realitéit net ganz gerecht gëtt, well d'Leit waren am Fong der Politik an deem dote Fall viraus. Et sinn d'Leit, déi reklaméiert hunn, datt eppes misst gemaach ginn, wa virun der Dier vun der Europäescher Unioun KZter opgeriicht ginn. Et sinn d'Leit, déi an den 90er Joren net méi akzeptéiert hunn, datt se all owes fräi Haus iwwert d'Televisioun geliwwert kruten, wéi d'Barbarie op den Diere vun der Europäescher Unioun ausgesäit. D'Leit sinn also net hannert der Politik gelaf, mä d'Leit waren dee Moment viraus.

Dat erkläert och, firwat datt an deene verschiddenen Ëmfroen, ënner anerem déi vun Eurostat, d'Arméi awer e relativ gudde Ranking huet par rapport zu anere Politiken, déi an der Europäescher Unioun gemaach ginn. Woubäi een och nach eng Nuance muss mat erabréngen, datt déi Akzeptanz, déi d'Défense-Politik um europäeschen Niveau huet, och eng besser ass, wéi déi Asätz, déi gemaach ginn innerhalb vun der NATO.

Mir haten och d'Zäit an d'Méiglechkeet, fir dat ze testen am Virfeld vum Referendum iwwert den Traité constitutionnel, wou mer och bei Leit, déi relativ kritesch zum Vertrag stoungen, erfuer hunn, datt d'Akzeptanz bei den europäeschen Asätz, déi ënnert der Égide vun der Europäescher Unioun lafen, vill méi grouss ass, wéi déi bei der NATO, wou awer eng gewësse Skepsis sech ëmmer breetgemaach huet.

Dat huet och vläicht domat ze dinn, well déi Asätz, déi mer um Balkan maachen, engersäits vun der NATO ugefaange goufen an anerersäits vun der NATO a vun der Europäescher Unioun weidergefouert goufen. D'Initialzündung, fir am militäresche Jargon ze bleiwen, war jo déi vum 99er Asaz am Kosovo a géint Serbien. Dee war ganz kloer net mam Accord vum Conseil de Sécurité des Nations Unies gemaach ginn.

An d'Bestriewen deemools war jo, fir esou séier wéi méiglech erëm eng Kéier kompatibel ze gi mam internationale Recht. Vun deem Moment un, wou Lëtzebuerger Truppe mat aneren doënne waren, ware mer erëm eng Kéier am internationale Recht, an dat ganz kloer mam Accord vun de Vereenten Natiounen an hirem Conseil de Sécurité. Déi Asätz, déi do gemaach ginn, déi, dat kënne mer rouege Gewëssens soen, sinn absolut kompatibel mam internationale Recht a mat de Prinzipië vun der UNO-Charta.

Datselwecht kann ee soe bei Afghanistan. A wann ech d'éinescht gesot hunn, datt wéineg Froe gestallt ginn an eenzelne Kommissiounssitzungen iwwer zukünfteg Asätz, dann ass et précisément op deen doten, wou ech mech beruffen. Grad do, wou ech gemengt hat, et kéime vill Froen iwwert den Asaz, iwwer seng Pertinenz, iwwert de Risiko, iwwert d'Risikominderung an esou weider, do ass direkt den Accord vun der Kommissioun festgehale ginn am Procès verbal, ouni datt een awer och nëmmen déi geréngste Fro gestallt huet. Ech mengen also, mir mussen en Effort maache vu kritescher Begleedung vun der Défense-Politik, wou mer permanent déi Grondprinzipien an och den Asaz, deen ee vu Lëtzebuerg kann erwaarden, mussen an de Virdergrond stellen.

Elo zu Afrika. Ech mengen net, datt mer en Intérêt drun hunn, aus eisen Asätz an Afrika eng „never ending story" ze maachen. Ech mengen och net, datt et dat ass, wat geplangt ass. Wann d'Lëtzebuerger Arméi mat enger beschränkter Zuel vun hiren Effektiven am Tschad deemnächst wäert present sinn, da muss een och kucken, a wat fir engem Kontext esou eng Asätz Plaz huelen.

No mengem Verständnis ass Afrika fir d'alleréischt eng Préoccupatioun vun den Afrikaner selwer. D'Union Africaine ass jo amgaang, op engem risege Chantier sech selwer d'Méiglechkeeten ze ginn, fir do ze intervenéieren. Awer si huet eng Partie ganz zolidd strukturell Handicapen. Duerfir muss se gehollef kréien, souwuel finanziell. Dat ass jo och gemaach ginn, andeems een Deel vun de Reliquats vum Fonds européen de développement konnte geholl ginn, fir déi Asätz ze finanzéieren, déi d'Afrikanesch Unioun gemaach huet, notamment am Darfur.

Wat kënne mer frou sinn, datt d'Afrikaner do en Deel vun der Responsabilitéit selwer assuméiere mat der Hoffnung, datt se enges Dags kënnen hir Responsabilitéite ganz assuméieren, an datt mer nëmme just nach an deene wéinegen Nischen, déi bleiwen, selwer eis asetzen an abréngen. Duerfir soll een net den Tschad an och virdrun de Kongo elo gesinn als en Ufank vun enger Serie vun Asätz, déi ëmmer crescendo wäerten an d'Luucht goen, an déi à terme eis wäerten iwwerfuerderen.

Meng Virriedner hu vun enger Serie vun Asätz geschwat, déi zueleméisseg schonn impressionant sinn. An déi eis och, mengen ech, op d'Limite bréngen vun deem, wat mer eis kënnen erlaben. De Prozentsaz vun deenen, déi kënnen en mission goen, ass am Fong e relativ niddregen. En ass esou bei plus/minus 5% vun deenen, déi als Effektiven an den Arméien ageschriwwe sinn. Et sinn net vill Länner, déi iwwert deen dote Prozentsaz kommen. Wann een emol do läit, da läit een emol nach guer net esou schlecht.

Dat wëllt net heeschen, datt déi aner 95% an der Arméi näischt maachen. Au contraire. Déi eng musse sech virbereeden. Et ass och en Encadrement do. Et si Leit, déi an der Schoul sinn. Et si Kaderen, déi fir d'Administratioun zoustänneg sinn. Duerfir fannen ech et richteg, datt fir op där Toile de fond, op där déi Lëtzebuerger Asätz sech ofzeechnen, mer déi néideg Zuel vun Effektiver an der Arméi hunn, fir kënnen eis Aufgaben ze bewältegen. Duerfir gi mir och eis Zoustëmmung fir d'Erweiderung vun den Effektiven. Éischtens, wéinst der Natur vun de Missiounen, der Villfalt vun de Missiounen, déi kommen; an zweetens och, fir datt se alleguer, wéi se an der Arméi sinn, net muttwëlleg iwwerfuerdert ginn.

Mir hate jo als Fraktioun och alleguer viru kuerzem Besuch vun de Syndikater, déi och do eng Partie Stressperioden ageklot hunn. Mir hunn eis och mat deenen op eng verstänneg a korrekt Manéier - mengen ech kënnen ze behaapten - ënnerhalen. Et ass och versicht ginn, no Weeër ze sichen, fir dat ze kompenséieren, wat se do akloen. Ech wëll do net weider an den Detail goen. Dat ass och Objet vu Règlements grand-ducaux, déi dann duerno an hirer Definitioun natierlech mussen a Gespréicher tëschent deenen zoustännege politeschen an administrativen Autoritéite gefouert ginn. Also, do ass absolut kee Problem bei eis.

D'Fro, ob een hätt sollen op de Wee goe vun enger Professionalisatioun vun der Arméi huet jo déi Äntwert kritt, déi mer elo am Projet de loi kennen. Et kann een net soen, datt mer net drop gaange sinn. Et kann een awer och net soen, datt mer ganz drop gaange sinn. Ech muss och éierlech soen: Ech hätt och Bedenke gehat, fir elo kuerzfristeg op esou e Wee ze goen. Dat wier einfach net méiglech gewiescht.

Mir wësse jo, datt et net evident war, fir déi néideg Zuel vu Caporéil bei der Arméi ze kréien, déi jo am Fong professionell hätte kënnen agesat ginn. Dat huet jo ënnert dem Här Bodry ugaangen. Ech wëll domat näischt Negatives iwwer mäi Virgänger an der Défense soen, mä mir kenne jo awer och eng Partie Schwieregkeeten an d'Resultater, déi bei där Rekrutementscampagne erauskomm sinn. Esou datt dee Wee oder déi Form vu Sich no méi Professionalisatioun och net déi néideg Satisfaktioun kritt huet. Et kéint een elo eng laang Evaluatioun maachen an Ursaachefuerschung, firwat datt dat esou war. Toujours est-il, datt déi Resultater éischter bescheiden ausgefall sinn.

Ech mengen, datt dee Wee, deen hei gewielt ginn ass an deen den Double volontariat aféiert, mat deenen Attributen, déi un där doter Qualitéit drunhänken, awer e vertrietbare Kompromëss ass; an dat aus enger Rei vun Iwwerleeungen. Ech wëll der nëmme just zwou zréckbehalen.

Éischtens kréie mer méi en héije Grad vu Professionalisatioun, ouni datt dat elo professionellt Militär gëtt. D'Méiglechkeet steet zwar duerno nach op, fir iwwer eng Formatioun déi Carrièren anzeschloen. Ech géing och mengen, datt déi, déi deen dote Choix maachen, éischter predestinéiert sinn, fir op esou e Wee ze goen.

An zweetens, och duerch de Fait, datt ee praktesch siwe Joer do ass, misst menger Meenung no de Rekrutement méi liicht gemaach ginn. Et gëtt jo all Kéiers virun all Rekrutementsphas geziddert: Ginn et der genuch? Mir kennen d'Zuelen. Et melle sech der 200. Et ginn der 50 zréckbehalen, an déi aner 150 kënnen net geholl ginn. Et kéint ee se och net alleguer huelen, muss ech hannendrop soen, well net all Kéiers der 200 éligibel wieren. Mä déi aner 150, déi net zréckbehale ginn, déi scheiteren entweder un den Épreuves physiques oder un den Épreuves intellectuelles; déi Tester, déi gemaach gi virdrun. Wat och bedauerlech ass a wat och eis eng gewëssen Iddi gëtt iwwert d'Leit, déi duerno e ganz schwierege Liewenswee viru sech hunn.

Déi Rémunératiounen, déi heimadder verbonne sinn, fannen och eisen Accord. Ech fannen, et ass normal, wann een op deen dote Wee geet, datt een dann och éischtens ganz gutt ofgeséchert gëtt. Et si jo och schonn Efforte gemaach ginn a puncto Ofsécherung vum Risiko, sollten awer ongewollt an onerwënscht Situatiounen iergendwéi eng Kéier antrieden, fir do déi gréisste Situations de détresse matérielle ofzewieren.

Ech mengen och, wann een dee Kompromëss hei wierklech wëllt erfollegräich bis zum Enn duerchdenken, datt een deene Leit, déi dohinner ginn, och gewësse Chancen an e gewëssenen Horizon professionnel opmaache muss. Een, dee sech an esou eng Carrière investéiert, dee brauch berufflech Perspektiven.

Elo ass dat éischter gesot wéi gemaach. Huele mer zum Beispill de Fall bei deenen, déi duerno bei d'Post ginn. Ech mengen, et wier net gedoen, wann een dann e Concours opmécht an et fënnt een net genuch Militär, déi sech virbereet hunn, datt een dann dee Concours opmécht souwuel fir Leit, déi aus der Arméi kommen, wéi fir Leit, déi aus dem zivile Secteur kommen, well d'Post kann och rekrutéieren am zivile Beräich.

Et soll een do en anere Wee goen, méi pragmatesch. Wann net genuch Leit vun der Arméi prett a wëllens sinn, fir esou eng Carrière anzeschloen, da soll een alternéieren tëschent Rekrutementer, déi exklusiv ënnert den Zaldote gemaach ginn engersäits, a wann et dann net duergeet, da kann een en anere Rekrutement maachen eng Kéier am zivile Secteur. Da kënnt een net an déi Situatioun, déi ech selwer erlieft hunn an déi och bedauerlech war, wou dann ee klot, deen aus dem zivile Beräich kënnt, dee sech besser placéiert wéi een aus der Arméi. Esou datt dat doten eng Méiglechkeet wier, fir déi Schwieregkeet ze ëmgoen. Ech hoffen, datt dat esou pratikabel ass, wéi ech dat elo hei soen.

Mir wieren op kee Fall d'accord, wann Entorsë gemaach géifen zum Prinzip vun der Prioritéit an der Exklusivitéit. Do muss ee sech Bec et ongles schloen, fir datt kënnen déi berufflech Perspektive weider gëllen, well et ass den normale Prolon-

gement vun deem Asaz, dee wéi gesot hei scho beschriwwe ginn ass, an deen am Fall vum Double volontariat ka bis siwe Joer goen, wann e Rengagement kënnt nach mat engem Joer Militärschoul.

Esou datt déi dote Bestëmmungen net nëmme kee Widderstand bei eis ervirruffen, mä au contraire, mir droen déi mat, well et e vertrietbaren Kompromëss ass. D'Erweiderung vun den Effektiver ass indispensabel.

Elo hu mer iwwer eng Partie Méiglechkeete geschwat vun den Asätz, da loosst eis och iwwert d'Limitë schwätzen. Ech mengen, dat wat hei geplangt ass, dat ass par les temps qui courent dat, wat vertrietbar ass. Ech schwätzen och iwwert de finanzielle Spillraum, dee mer eis musse ginn, fir an Zukunft dat do alles finanzéieren ze kënnen.

Ech hat am Ufank gesot, tëschent 0,3 an 0,4% wäert eise Beitrag ausmaachen. Dat ass net schrecklech vill, wann een dat vergläicht mat Länner, déi bei 1%, 1,2%, 1,5% leien, d'USA leien nach vill méi héich. An der NATO geet dee Spektrum praktesch vun näischt bis un 3% erun. Ech mengen, mir kommen hei op Limiten, déi sech emol net aus der Finanzéierbarkeet erginn an aus der Disponibilitéit vun Haushaltsmëttelen, mä ech mengen, mir kommen och un d'Limiten, wat d'Akzeptanz dobaussen ubelaangt.

Elo kënnt awer mat der Adoptioun, mam Akraafttriede vum neie Vertrag eng nei Erausfuerderung op eis duer. Eng vun den éischten Décisiounen, déi wäert geholl ginn, dat wäert e Versuch sinn, fir erauszefannen, wien a puncto Politique extérieure de sécurité et de défense commune méi wäit goe wëllt wéi den Duerchschnëtt oder de Rescht vun deenen aneren.

Et gëtt Länner, déi ganz wäit goe wëllen, dont Frankräich, aus ganz ville Grënn. Et sinn anerer, déi sinn do méi retizent, emol net onbedéngt déi skandinavesch, well Schweden huet seng ganz Militärpolitik ëmgekrempelt, fir konform ze sinn zu den europäeschen Asätz, an ech mengen, et ass scho beispillhaft, wéi déi dat fäerdeg bruecht hunn.

Wann déi Iddien nach ëmmer zirkuléieren, déi virum Referendum zirkuléiert sinn iwwert den europäesche Verfassungsvertrag, nämlech déi, datt déi Länner, déi wëllen an enger Coopération renforcée matmaachen, missten 0,25% vun hirem PIB an d'Capacitéiten investéieren, dann ass dat franchement fir Lëtzebuerg net akzeptabel, och wann ee seet, mir setzen dat do an den Trend a mir versichen à terme un 0,25% erunzekommen. Dat ass net ze packen. A wann ech nëmmen eleng mech op d'Capacitéit referéieren, déi mer hunn, fir d'Marchés publics auszeschreiwen, dann, mengen ech, kann ech mer net virstellen, datt mer praktesch deeselwechte Budget, dee mer elo schonn hunn an der gesamter Défense, nach eng Kéier investéieren an d'Capacité militaire. Dat ass menger Meenung no net ze maachen.

Mir sinn och dat eenzegt Land - an duerfir wëll ech mech nach eng Kéier referéieren op eppes, wat och dobaussen ni iwwert de karrikaturalen Zoustand an der Diskussioun erauskënnt, deen Transporter, dee mer kafen, deen déi eng Bomber nennen, anerer mengen, mir géifen domadder an de Krich fléien a lauter esou Geschichten, déi méi oder wéineger no oder méi oder wéineger wäit vun der Realitéit ewech sinn -, mir sinn dat eenzegt Land, wat do an eng Capacitéit investéiert, déi mer elo net exklusiv fir eis Lëtzebuerger Arméi brauchen.

Mir sinn awer och dat eenzegt Land, wat do op eng couragéiert Manéier - wëll ech hei awer ausdrécklech betounen - déi europäesch Kaart spillt, well wéi ass déi Décisioun do zustanekommen? D'Décisioun ass zustanekomm, well e Katalog vu Capacitéiten erstallt ginn ass, déi disponibel a wat gebraucht gëtt, fir all déi Missiounen ze maachen. Dertëschent konnt dann all Land soen, wou et matmaache wëllt.

Dat hei ass an zéng, 15, 20 Joer vläicht allgemeng europäesch Praxis. Mir sollen eis net genéieren, fir virun dozou ze stoen, an anererséits soen, wann Der scho vun eis e gréisseren Effort verlaangt, da berücksichtegt awer och wann ech gelift eis spezifesch Situatioun. Da bréngt eis emol ee Land, wat dat do nach gemaach huet. Bréngt eis e Land, wat am Katalog eppes erausgeholl huet, wat net direkt an exklusiv a senger eegener Arméi gebraucht gëtt. Entweder maachen europäesch Asätz e Sënn oder jiddferee geet fir sech.

An da stelle mer eis d'Fro: Wat géife mir da maachen, wa mer am Kosovo eleng wieren? Wat géife mir da maachen, wa mer eleng am Tschad wieren? Wat hätte mer da gemaach, wa mer eleng am Kongo gewiescht wieren? Wat hätte mer da gemaach, wa mer eleng a Bosnien-Herzegowina gewiescht wieren?

Entweder mir spillen d'Kaart vun der europäescher Solidaritéit, dat ass de Grondgedanke vun dëser Démarche, an dat ass och de Grondgedanken, deen dem europäeschen Zesummewuessen zu Grond louch, auquel cas akzeptéiere mer och d'Regelen, d'Synergie-Effekter, déi sech doraus erginn, oder mir fuere virun nëmme just um Niveau ze schwätzen, wéi ee sech ënnerhält, wann ee bei engem Humpe beim Comptoir steet.

De deux choses l'une! Entweder mir wëlle seriö eis investéieren an déi Saache mat engem Beitrag, deen eis zouzemudden ass an deen ass iergendwéi erreecht, wa mer dat emol realiséiert hunn, wat mer plangen. Oder mir loossen einfach d'Diskussioun hire fräie Laf hunn, an dat ass op laang Siicht net gutt fir d'Akzeptéieren...

(Interruption)

Ech mengen, Dir hutt Iech ageschriwwen, Här Henckes?

(Interruption)

Mir wäerten eis Radaren, fir am militäresche Jargon ze bleiwen, esou wäit ausstrecken, fir ze kucken, wat Dir eis hei ze soen hutt a mir wäerten dat mat ganz groussem Interessi entgéinthuelen.

(Interruptions diverses)

Et gëtt zum Beispill Leit, an ech hoffen net, datt Dir dozou zielt, déi an der Zäit gesot hunn, mir hätte gär en Antonov, an da sechs Méint drop gesot hunn, mir wëlle kee Fliger.

(Hilarité)

Et kann een och net iwwert deeselwechten Tatbestand soen...

(Interruption)

Une voix.- Ooohhh!

M. Charles Goerens *(DP).*- Dat ass awer...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wosst, dass déi Fro iwwert den AM 400 géif kommen, Här Goerens, dofir hunn ech meng Ried nach, fir dorop ze äntwerten.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Voilà, Här Goerens, fuert weider, da si mer och op dem Här Henckes seng Ried gespaant.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir gitt ëmmer falsch verstanen, Här Henckes!?

(Hilarité)

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, et ass jo jiddferengem iwwerlooss - an ech hunn ze vill héije Respekt virum Här Henckes, fir och säi Standpunkt net ze berücksichtegen.

(Interruption)

Ech soen Iech just aus menger Siicht, wat ee crédibelen Effort ka sinn zu Lëtzebuerg: datt dee muss ausgebaut ginn, datt e sech adaptéiere muss, an datt en op Limitë stéisst. An ech sinn amgaang ze erklären, wat den Argumentaire vu Lëtzebuerg kënnt sinn, fir dobaussen déi Limiten ze rechtfertegen.

Mir misste kënnen an all europäescher Politik matmaachen, och wa mer Kritären net voll berücksichtegen, déi anerer imposéiere wëllen, well ech mengen, mir hunn a puncto Solidaritéit do net Lektiounen zegutt vun aneren, déi méi eng Politique de défense mat Hannergedanke maachen, wéi mir se maachen. Eis ass - kann a wëll ech behaapten - reng op Solidaritéit opgebaut an huet doudsécher näischt ze di mat der Förderung vu Wirtschaftszweiger, déi hei am Land dovunner profitéiere géifen.

(Interruption)

Et kann ee jo och, wann een iwwert den Airbus schwätzt, sech d'Fro stellen: Wat wier dann d'Sécherheet zum Beispill am Approvisionnement vun Ersatzstécker, wann een exklusiv vun engem Land wéi Russland ofhänkt, wat jo gesäit, datt et um Krunn kann dréinen, wann et ëm de Gas geet? Do, wou se gebraucht ginn, erënnere se d'Leit heiansdo drun, datt se gebraucht ginn. A wann een eng europäesch Technologie wëllt förderen, ech mengen, dann ass et och net abwegeg, fir dat ze maachen. Wa mer hei iwwert d'Lissabon-Strategie schwätzen a mir schwätzen iwwert d'Förderung vun europäeschen Technologien, dann däerf et och net ze vill abwegeg sinn, fir an deem dote Beräich en Deel vun der Fuerschung matzefinanzéieren, quitte datt deen och Retombéeën huet duerno op de Privatsecteur.

Mä wat ech soe wollt a puncto Capacitéit an Investissement an d'Capacitéiten, loosse mer dann och eng Rei vun Alliéierte siche goen, haaptsächlech an Zentral- an Osteuropa, Länner, déi viru kuerzem eréischt bei eis komm sinn an déi immens schwiereg Ëmstellungsprozesser doheem ze bewältegen hunn, vun deene locker verlaangt gëtt, datt se misste mindestens 2% vun hirem Revenu national brut an hir Défense-Politik investéieren. Dat ass franchement e Skandal an net akzeptabel!

Wann och d'Solidaritéit am Beräich vun der Défense - ech hunn et schonn eng Kéier hei op der Tribün gesot - Sënn mécht, dann ass et och, fir deen doten ze hëllefen, hir Käschten iergendwéi in etwa ze bewältegen. 2% ass net zouzemudden an engem Land, wou nach e Prozentsaz vun 30%, 40% vun der Bevölkerung ënner prekäre Virzeeche liewen. Déi solle mer och versichen op eis Säit ze kréien.

An dann zum Schluss, an ech hätt am Fong missen domat ufänken, ech hätt missen domat ufänken, well et elementar ass. Déi Asätz, iwwert déi mer hei schwätzen, dat ass déi ultime Décisioun, déi geholl gëtt, nodeem all déi aner Moyenen, déi virdrun hätte misse beméit ginn, versot hunn. Wa mer an enger Krisesituatioun sinn, da musse mer kucken: Wat kënne mer mat enger besserer Diplomatie erreechen, fir déi eenzel Kontrahenten zur Raison ze bréngen? Wann dat näischt bréngt, da musse mer kucken, wéi een am Kader vum internationale Recht Léisunge fënnt, fir dorobber hinzewierken.

Da si mer matzen an der Realpolitik mat hirer allerdreckegster Fratz, an ech denken hei zum Beispill un d'Situatioun am Darfur, wou d'internationaalt Recht sech eng ganz Partie Optioune versot huet. Ganz einfach, well am Conseil de Sécurité eng Partie Länner sëtzen, déi direkt Interessen ze vertrieden hunn, déi enger vernünfteger Politique de sanctions zewidderlafen. Mir hunn et do mat engem Zilkonflikt ze dinn an deene Politiken. Ech denken do u China, ech denken awer och un aner Puissancen, haaptsächlech awer China. Et ass also och net abwegeg, datt een da versicht, do d'Limitë vun der Realpolitik ze entdecken. Mä wann eppes passéiert ass, lorsque les drames éclatent, il faut intervenir.

De Bernard Kouchner huet dat «le droit d'ingérence» genannt. Den Droit d'ingérence, dee gëllt, wann et absolut exécrabel Situatioune gëtt. Wéi gesot, wa KZter opgeriicht ginn, wa Génociden an d'Haus stinn, wann d'Fraen, wéi et zum Beispill am Darfur de Fall ass, owes aus dem Lager erausginn an dann Holz oprafe ginn, fir sech kënnen eppes ze kachen. Firwat ginn d'Fraen do eraus? Mä d'Frae ginn eraus, well se soen: Mir ginn alt nëmme violéiert; wann d'Männer erausginn, déi ginn erschoss!

Mir kënne jo, wa mer dat do alles liesen - dat ass net falsch, wat mer do liesen -, soen: Dat do léisst eis total indifferent. Wann dat eis net indifferent léisst, da musse mer kucken, wéi mer esou Situatioune kënne prévenéiere mat alle Mëttelen, an dozou gehéiert och deen aneren Domän, fir deen den Défenseminister zoustänneg ass, nämlech dee vun der Prévention des causes sous-jacentes oder causes profondes, nämlech dee vun der Preventioun vun den déiwen Ursaachen.

Et ass nämlech d'Aarmut. D'Aarmut ass e Sträitmécher, an déi meescht Konflikter, déi mer haut hunn, dat si Konflikter an de Grenze vun engem eegene Land, an net méi Konflikter tëschent de Staten, an dat huet ganz vill mat Aarmut ze dinn, well do wou Aarmut ass, ass och keng Gouvernance, ass keng Regierungsfäegkeet, an do wou keng Regierungsfäegkeet ass, gëtt och keen Arbitrage gemaach, an do wou keen Arbitrage ka gemaach ginn, mat der Kontroll vum Monopol vun der Gewalt, hu mer esou Situatiounen.

Wann esou Situatioune sech presentéieren, ka jiddferee mat sengem Gewëssen ausmaachen, wéi en dozou steet. Mir jiddefalls sinn der Meenung, wann esou eppes ass, ass et entweder le droit ou la compassion. Wa mer mengen, mir kéinte mat der Compassioun eleng d'Leit virum Massestierwen a virun ethnesche Säuberunge schützen, da solle mer dat soen. Mir sinn där Meenung net. Dat ass och eng Gewëssensfro, mä dat, wat ech elo gesot hunn, kënne mir als Demokratesch Partei jiddefalls ganz gutt mat eisem Gewësse vertrieden.

Dat gesot, wollt ech d'Zoustëmmung vu menger Partei zu deenen zwee Gesetzer bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, déi zwee Projeten, déi mer haut behandelen, setze sech an eng Kontinuitéit an, déi 1990 ugefaangen huet, wéi déi geopolitesch Situatioun an Europa sech grondleeënd geännert huet a wéi déi bipolar Welt enger anerer, multipolarer Welt Plaz gemaach huet. Mir hunn d'Chance, dass mer dës Diskussioun a Presenz vun zwee fréieren Arméiministeren an deem heitege Minister kënne féieren.

1992 ass d'Gesetz iwwert d'Opérations de maintien de la paix vum deemolegen Arméiminister Jacques Poos verdeedegt ginn. 1997 ass eng Arméireform vum deemolegen Arméiminister Alex Bodry virgeluecht ginn. An der leschter Legislatur ënnert dem Arméiminister Charles Goerens sinn eng Partie weider Transformatioune gemaach ginn.

Ënnert dem Alex Bodry ass den Astieg an de Statut vum Beruffszaldot mat der Kreatioun vum Caporal gemaach ginn an ass déi Sportssektioun vun der Arméi geschaf ginn, déi jo groussen Zousproch haut och nach huet. Et ass och deen éischte Plan quinquennal vum Équipement militaire opgestallt ginn, wou déi Ween vun der Mark Hummer hierkommen, déi mer elo musse lues a lues ersetzen.

Ënnert dem Charles Goerens ass d'Arméi opgemaach gi fir Netlëtzebuerger, déi en instance de naturalisation sinn. D'Partizipatioun um Airbus, dee mer jo 2017 solle kréien, ass an d'Wee geleet ginn. Dat sinn also Elementer, déi do sinn. Mir maachen also haut keng Tabula rasa. Mir probéieren an der Kontinuitéit, ons Arméi esou gutt wéi méiglech op hir Aufgabe vun haut anzestëmmen.

Ech wollt awer, Här President, e puer méi prinzipiell Iwwerleeungen iwwert d'Arméi maachen, well déi Projeten, déi mer haut behandelen, déi ginn natierlech iwwert de Kader vun der Arméi eraus.

Mir wëllen en eegestännegt Land sinn. Mir wëllen als sollech international unerkannt ginn. Mir wëllen och an internationale Bündnisser fir ons Sécherheet an déi vun där Welt, an där mer liewen, an och ons Eegestännegkeet matschwätzen. Duerfir hu mer ons Mëttele ginn: eng Diplomatie. Mir hunn ons bilateral Ambassadë ginn, multinational Representatiounen an internationalen Organisatiounen. Mir wëllen 2012 eng Kéier an de Conseil de Sécurité vun der UNO kommen. Mir hunn eng bi- a multilateral Entwécklungspolitik, déi vill Zoustëmmung fënnt. Mir hunn och Mëttelen, fir an der Welt ze hëllefe bei Krisen a Katastrophen.

Zu all deene Mëttele gehéiert d'Arméi. Mir hu vum Rapporteur gehéiert, deem ech iwwregens fir seng exzellent Berichter hei wëll Merci soen, dass déi Arméi säit dem Zweete Weltkrich sech vill geännert huet. Ech ginn net op déi Saachen an. Nom Kale Krich an no deene geopolitesche Bouleversementer vun 1990/91/92 huet d'NATO sech och zu engem neie Bündnis entwéckelt. Den 11. September 2001 huet den Terrorismus sech als nei Gefor révéléiert, an duerch d'Erweiderung vun der Europäescher Unioun vum 1. Mee 2004 huet d'EU en neien Noper krut an der Form vun engem grousse Land wéi Russland.

Mir wëssen, dass d'Europäesch Unioun a Sécherheets- a Verdeedegungsfroen haut nach ëmmer staark vun den USA ofhänkt. D'europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik schwächelt nach ëmmer, well mer grouss Divergenzen tëschent de Mitgliedstaten hunn. Déi goufen nach verstäerkt duerch d'Erweiderung vun 2004. Si goufe révéléiert duerch den Irak-Krich, an och de Projet vum Bouclier antimissile a Polen an an Tschechien huet jo an der Europäescher Unioun fir grouss Tensioune gesuergt a suergt och nach ëmmer dofir.

Och nach fir ze erënneren, dass et eng europäesch Arméi ni gi wäert, well mir haten zwar als Lëtzebuerg, aner Länner och, 1954 d'Europäesch Verdeedegungsgemeinschaft approuvéiert. Si ass awer ni komm. D'Europäesch Unioun wëllt och keng militäresch Allianz si wéi d'NATO oder déi d'NATO ersetze géif. An den Engagement vun Zaldoten op friemem Territoire kann nëmme vun engem Pouvoir national, vun engem Stat also décidéiert ginn an net vun engem supranationale Pouvoir, an esou e Pouvoir kann ons an och aner Länner ni obligéieren, hir Zaldoten ouni Zoustëmmung an eng militäresch Aktioun ze schécken.

Mir wëssen och, dass d'Petersberger Missioune fakultativ sinn. Dat heescht, déi Länner, déi sech engagéieren, kënnen dat maachen, wa se wëllen, wéi se wëllen. A mir wësse jo, dass d'EU kee Superstat wëllt sinn an och net gëtt. Duerfir behalen och d'Memberlänner an der Défense hir voll Souveränitéit.

Derniewent gëtt et natierlech Faiten, si si schonn hei ugeklongen: 250.000 Doudeger an den 90er Joren a Bosnien-Herzegowina, de Krich vum Kosovo, d'Instabilitéit um Westbalkan, wou de Nationalismus ëmmer nach kann erëm frësch ausbriechen, op onser Dier! D'Gefor vum Terrorismus, deen och an Europa zouschléit, an natierlech d'international Responsabilitéit vun der Europäescher Unioun als grouss wirtschaftlech a politesch Muecht. Alles dat sinn Elementer, déi am Zesummenhang mat enger Arméi mussen am Kapp behale ginn.

Eng militäresch Muecht eleng ka keen eenzege Problem léisen. Keen eenzege Problem! Weder gëtt déi militäresch Muecht eng Sortie de crise un, nach ka se déi Sortie de crise selwer bewältegen. Si, déi militäresch Muecht, kann dat nëmmen, wa se mat diplomateschen, wirtschaftlechen, kommerziellen, entwécklungspolitesche Instrumenter verbonne gëtt; wann eng Politik dohannert steet, déi déi militäresch Muecht à bon escient asetzt, fir international Spannungen ofzebauen a fir intelligent an effikass Léisungen ze fannen.

Dofir brauche mer eng ganz Gamme vu polyvalenten an upassungsfäegen Instrumenter, an dat ass héchstwahrscheinlech mat dee gréisste Problem och bei all deene Missiounen, an deene mer militäresch engagéiert sinn. Wann ech den Afghanistan zum Beispill huelen, wësse mer, dass et eng Zäit laang virun allem ëm militäresch Asätz gaangen ass. An d'Sortie de crise, fir déi afghanesch Gesellschaft op hir Eegestännegkeet ze preparéieren, an Demokratie an Entwécklung ze bréngen, wat ganz laang eppes war, wat lénks leie gelooss ginn ass, ass déi lescht Zäit e bësse méi développéiert ginn.

Mä do läit menger Ansicht no de Problem, wa mer och décidéieren als Land Militär anzwousch hinzeschécken, dass mer gesinn, dass eng Politik dohannert ass. Am Kongo zum Beispill ware mer, fir der Demokratie op d'Spréng ze hëllefen, wat also eng positiv Démarche ass.

Mir wëssen, dass, wa mer an den Tschad ginn, dass mer hëllefe fir eng humanitär Léisung ze fannen, mä mir wäerte sécher grouss Schwieregkeeten hunn, fir de Sudan dozou ze bréngen, an dem Darfur eng friddlech Léisung ze fannen.

D'Europäesch Unioun gëtt sech am neie Lissabonner Traité nei Mëttele fir d'Aussepolitik: den „Ausseminister", en diplomateschen Déngscht, d'Zesummeleeë vun de Mëttele vun der Kommissioun an dem Conseil.

Déi nei europäesch Sécherheets- an Aussepolitik gëtt sech och eng nei Sécherheets- a Verdeedegungspolitik mat neien Objektiver an Instrumenter. An déi Objektiver si wéi scho gesot de Kampf géint den Terrorismus, erweidert Petersberger Missiounen, eng Solidaritéitsklausel vun alle Memberstate fir ee vun hinnen, wann en ugegraff gëtt, an e Fong, fir Missions de gestion de crise ze finanzéieren. Dobäi kënnt och d'Agence européenne de la défense, déi jo scho säit 2004 besteet. Also, déi ganz Problematik vun der Lëtzebuerger Arméi ass an engem Netz vu villen Obligatiounen a vu villen Akzeptatiounen, déi mer als Land um internationale Plang ginn hunn.

Ech wëll och nach kuerz op eppes hiweisen, wourop och de Charles Goerens schonn higewisen huet. Dat ass d'Problematik vun der Coopération structurée permanente, déi an deem neie Lissabonner Vertrag ass. Déi gouf, kann ech hei bezeien, op Pressioun vun deene grousse Memberstaten, besonnesch Frankräich a Groussbritannien, ageschriwwen. Ech erënnere mech am Konvent, wéi mer déi Problemer do diskutéiert hunn, hu mir als Lëtzebuerg an och aner klenger a mëttler Länner ons dogéint ausgeschwat.

Dir wësst jo, dass d'Coopération structurée permanente deene Länner soll erlabe matzeschaffen, déi déi noutwendeg militäresch Capacitéiten hunn, fir - wéi et am Vertrag steet - «des missions plus exigeantes» ze erfëllen. Dat ass eng héich politesch Problematik fir Lëtzebuerg, well Lëtzebuerg heirunner deelhuele kann oder net. Et ass keen, deen et forcéiert, fir dorunner deelzehuelen. Wann et net dorun deelhëlt, da gehéiert et net méi zu deem Krees vu Länner, déi de viischte Peloton vun der Europäescher Unioun ausmaachen. A wann et dorun deelhëlt, da kënnt Folgendes op et duer - ech zitéieren -:

- sech engagéieren, bestëmmt Objektiver mat militäreschen Investissementer anzehalen;
- mat de Länner, déi an där Coopération structurée dra sinn, hir militäresch Instrumenter ze harmoniséieren;
- d'Interopérabilitéit an d'Capacité de déploiement vun hire Kräften ze stäerken;
- Lacunen an hirer Verdeedegung ze stoppen;
- un de Programmer deelhuelen, déi d'Agence de défense ënnerhëlt.

Dat heescht also, theoretesch op jidde Fall wéi et am Vertrag steet, ganz wäit a senge militäreschen Efforten ze goen. Et muss een allerdéngs soen, fir dat elo e bëssen erofzespillen, dass ausser de sougenannten „headline goals" déi am Juni 2004 fir 2010 festgeluecht goufen, et nach keng quantitativ Elementer gëtt, fir ze décidéieren, op wat Lëtzebuerg sech aloosse géif, wann et dann dorunner deelhuele wëllt.

Och de leschte Conseil européen elo vum 13., 14. Dezember 2007 huet ons do net ganz weiderbruecht. Et ass just een Absatz iwwert d'europäesch Sécherheetsstrategie dran, déi dem Här Solana d'Aufgab gëtt, d'Implémentatioun vun där Strategie bis Enn Dezember 2008 ze verbesseren. Dat wëllt also net ganz vill soen.

Ech mengen awer, dass Lëtzebuerg Intérêt huet, fir vun Ufank un un den Diskussioune fir déi Coopération structurée permanente deelzehuelen. Et wär menger Ansicht no eng falsch Opfaassung vum europäesche Partenariat, wann e Club vu grousse Länner eleng d'Verdeedegung vun Europa iwwerhuele géif an déi kleng a mëttel Länner net mat doranner agebonne wären. Dat war iwwregens och d'Ursaach, firwat dass mer deemools am Konvent, wéi dat hei décidéiert ginn ass, ons dergéint ausgeschwat hunn.

Här President, natierlech - an do sinn ech och mat alle Virriedner d'accord - ass d'politesch Zilsetzung dat Allerwichtegst. D'Fro stellt sech jo: Wëlle mer a Krisen agräifen, déi de Fridden an d'Stabilitéit a Fro stellen, net nëmmen direkt ronderëm ons, mä och a Géigenden, déi méi wäit sinn, awer déi eng Influenz fir Europa hunn, oder wëlle mer dat net?

Mir maachen dat an onse Missiounen, déi an der aussepolitescher Kommissioun, déi jo nom Gesetz vun 1992 sech dozou soll ausschwätzen, souzesoen ëmmer eestëmmeg décidéiert ginn. Mir hate bis elo nach keng Onstëmmegkeet doriwwer.

Natierlech ginn ech och dem Charles Goerens do Recht, dass mer als Fraktiounen och méi intensiv heiansdo kéinten nofroen a vläicht ons méi wäit an d'Zukunft projezéieren, fir ze gesinn, wou d'Missiounen dann erauskommen a wat dann um Enn vun deene Missioune steet, well ee ganz oft d'Impressioun huet, dass dat nach net genee gesi gëtt.

Här President, wat déi zwee Arméiprojeten ugeet, ass mer vun deem engen oder anere gesot ginn, mir hätten déi Projeten do Hals iwwer Kapp behandelt. Als President vun där zoustänneger Kommissioun, déi dee Projet hei traitéiert huet, wëll ech dorop hiweisen, dass déi Projeten zwar spéit déposéiert gi sinn, mä dass mer am Virfeld de 16. Oktober an de 4. Dezember 2006, de 15. Januar an den 13. September 2007 iwwert d'Reform vun der Arméi an der Kommissioun mam Minister geschwat hunn, vum Minister informéiert gi sinn an iwwert déi Prinzipien an déi Direktioune vun där Reform geschwat hunn.

Mir hunn och vun him héieren, dass mat de Gewerkschafte vun den Offizéier an den Ënneroffizéier am Joer 2006 eng aktiv Diskussioun iwwert déi Reform stattfonnt huet an dass an där Diskussioun eng wäitgehend Eenegung iwwert déi Reform konnt erreecht ginn.

Fir d'LSAP ass d'Reform vun der Arméi e gudde Kompromëss zwëschent onsem Wëllen, international ze hëllefen, an onse finanziellen a mënschleche Mëttelen, déi beschränkt sinn. Ech wëll elo net iwwert den Detail vun där ganzer Reform do nach eng Kéier dat widderhuelen, wat de Rapporteur Marcel Glesener scho gesot huet, mä just e puer Punkte kuerz sträifen.

Déi éischt Fro: Firwat maache mer net carrément eng Beruffsarméi, wéi dat an der Kommissioun vun enger Fraktioun gesot ginn ass? Firwat bleiwe mer bei enger Fräiwëllegenarméi mat engem extraen Engagement fir déi Unités de disponibilité opérationnelle?

Mir mengen, dass eng Fräiwëllegenarméi fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg méi nëtzlech a méi no bei der Realitéit ass wéi eng Beruffsarméi. Fräiwëlleger bleiwen an Zukunft dräi plus ee Joer an der Arméi; eventuell am héchste Fall sechs plus ee Joer. Mir mengen och, dass dat den ultimativen Terme ass, wou een ouni Schwieregkeet erëm an d'Zivilliewe kann iwwergoen. Da sinn déi Leit méi liicht ze integréiere wéi Leit, déi eventuell 20 oder méi Joren an der Arméi sinn.

Dee Fräiwëllegesystem do kann ee jo net gesinn ouni d'Relatioun mat deem System vu Reconversioun, dee mer asetzen duerch déi obligatoresch Militärschoul, natierlech och duerch dee Service de reconversion, deen dann niewent déi Arméischoul kënnt, déi Zesummenaarbecht mat der ADEM wéi och mat deene Schoulen, déi Formations accélérées fir déi Leit, déi aus der Arméi kommen, kënnen ubidden.

Dat mécht e Ganzt: déi relativ kuerz Period, wou déi jonk Jongen a Meedercher an der Arméi sinn, an déi Offer vu Reconversioun a vu Schoul, École de la deuxième chance - wann een esou ka soen -, déi mer hinne ginn. Natierlech hänkt ganz vill dovunner of, wéi dat realiséiert gëtt a mat wat fir enger Konsequenz mer dat maachen.

En anere Punkt betrëfft d'Effektiver, déi vum Conseil d'État ganz staark kritiséiert gi sinn. Deen theoretesche Kader, deen hei festgeluecht gëtt, ass an der Optik 2015 bis 2020 ze gesinn. Dee soll der Arméi Planungssécherheet ginn, fir déi Aarbechten an déi Missiounen ze preparéieren, op déi mer ons kënne gefaasst halen; och fir genuch Offizéier, Ënneroffizéier a Leit ze hunn, fir eben déi Missiounen, déi mer alleguerte kennen, ze realiséieren.

Et muss ee sech och Froe stellen iwwert de Rekrutement. Mir wëssen dat alles, mä et ass scho wichteg, dass ee sech en theoretesche Kader gëtt, dee grouss genuch ass, fir dass op alle Pläng duerch den Encadrement fir d'Zaldote selwer déi Missioune méiglech ginn, déi mer iwwer ons international Obligatioune kréien.

E weidere Punkt ass d'Fro vun der Prioritéit, Superprioritéit oder Exklusivitéit. Mir ginn deene Jongen a Meedercher, déi aus der Arméi kommen, eng Prioritéit bei öffentlechen Déngschter. Déi an den Unités de disponibilité opérationnelle sinn, kréien eng Superprioritéit oder eng Exklusivitéit fir gewëssen Aarbechten. Mir wëssen, dass do nach munches muss preparéiert ginn. Mir wëllen dofir mam Minister vun der Arméi an och mam Minister vun der Fonction publique zesummekommen, fir ze gesinn, wéi dat reibungslos an de Gemengen a beim Stat a bei soss öffentlechen Etablissementer fonctionnéiere kann.

D'Attraktivitéit vun der Arméi hänkt dovunner of, wéi d'Zukunftsaussiichten, d'Beruffsaussiichte fir déi jonk Leit herno am zivile Liewe sinn. Wa mer net hikréien, dass dat kloer ass fir all d'Gemengen, fir all d'öffentlech Etablissementer, da brauche mer iwwerhaapt net unzefänken.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

E weidere Punkt betrëfft natierlech d'Material an d'Infrastrukturen. De Rapporteur huet dat Gesetz iwwert d'Activatioun vum Fonds d'équipement militaire duergestallt. Ech muss lech soen: Dat Material, wat kaaft gëtt, schéngt mir elementar ze sinn, fir d'Truppen ze schützen an deene Missiounen, déi se hunn.

Mir waren och den Härebierg kucken. Ech war do e bëssen erschüttert, muss ech éierlech soen. Bekanntlech solle jo do aacht Pavillonen ofgerappt ginn, well mer ebe keng Arméi méi hu wéi déi, fir déi den Härebierg gebaut ginn ass.

Dat war d'Arméi vum obligatoresche Militärdéngscht. Do ware vill méi Zaldoten, déi ëmmer do waren. Haut logéieren owes nach 30 bis 40 Militär an der Kasär. All déi aner ginn eigentlech fort a komme moies erëm an d'Arméi. Dat heescht, dass dat eng ganz aner Kasär gëtt. Mä nach musse mer fir déi Jongen a Meedercher, déi mer gären an der Arméi hätten, e Kader schafen, deen awer komfortabel, propper a modern ass; déi Kasären, déi et elo do uewe gëtt, sinn zwar zum Deel renovéiert ginn a sinn amgaang renovéiert ze ginn. Et huet ganz laang gedauert. Schued, dass de Minister Wiseler net hei ass. Et hätt een him dat och nach eng Kéier kënne rappeléieren.

Et ass en Hohn, dass mer jonk Leit an esou Konditioune schaffen dinn. Duerfir hoffen ech, dass mer och dee Projet d'investissement, deen am Plan pluriannuel vum Stat ass, dee bis 34,5 Millioune soll investéieren um Härebierg, plus d'Erneierung vum Centre de tir zu Bleesbréck, relativ schnell hei an d'Chamber kréien. Well soss brauche mer net unzefänken, fir Reformen ze maachen, wa mer net elementar Konditioune schafen, fir déi ze realiséieren.

Vläicht nach e lescht Wuert iwwert d'Missiounen, déi mer bis elo haten. Déi lescht, wou mer onsen Accord ginn hu fir den Tschad, war jo och e bëssen diskutéiert ginn. Ech mengen awer, dass mer étant donné deen Opschrei, deen och wéinst där humanitärer Katastroph am Darfur iwwer ganz Europa gaangen ass, ons net kënnen entzéien.

Mir wëssen, dass dat eng Operatioun ass, déi relativ schwiereg en place ze setzen ass, well mer do eng ganz spezifesch militäresch Situatioun hu wéinst der Presenz vun de franséischen Truppen. Mir mussen och oppassen, dass mer do eng strikt Neutralitéit an deem Land behalen. Ech menge schonn, dass och d'Europäesch Unioun mat hiren afrikanesche Partnerlänner net derlaanscht kënnt, fir sech och bei där enger oder där anerer Missioun ze engagéieren.

Bei all deene Missiounen, déi mer an der aussepolitescher Kommissioun an deene leschte Joren décidéiert hunn, hu mer all Informatioun an och all Apaisementer krut. Natierlech ass net auszeschléissen, dass eng Kéier do eppes geschitt. Am Afghanistan, wou ons Zaldoten de Flughafe beschützen, maache se och Eskorten ausserhalb dem Flughafen. Se kënnen also à tout moment och engem Attentat zum Opfer falen.

Mir mussen dat wëssen, wa mer iwwert déi Missioune schwätzen. Mä natierlech gëtt et a Länner, wou Krichssituatioune sinn, keng absolut Sécherheet. Mir mussen op jidde Fall maachen, dass déi Zaldoten, déi mer dohinner schécken, esou gutt wéi méiglech ausgebilt sinn, och esou gutt wéi méiglech ausgerüst sinn, fir dass hir Sécherheet garantéiert ass, a fir dass se hir Missioun ënnert deene beschtméigleche Konditioune kënnen erfëllen.

Mir haten een Ablack och an der Kommissioun vun deem Suivi vun deenen Zaldote geschwat, déi an déi Missioune ginn. Dee Suivi gëtt natierlech - och dee psychologesche Suivi - an der Arméi gemaach. Mä dono gëtt en net gemaach. Dat ass eng interessant Fro, op déi een och soll oppassen.

Dat waren, Här President, déi puer Remarquen, déi ech wollt zu där Arméireform hei maachen. Ech wollt och zugläich den Accord vun der LSAP-Fraktioun bréngen an hoffen, dass mer déi Reform kënnen zügeg duerchzéien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Fir d'Fraktioun vun deene Gréngen huet den honorabelen Här Braz d'Wuert gefrot.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wëll aganks dem Här Glesener direkt Merci soe fir säi Rapport, dee schréftlechen an dee mëndlechen, déi zimlech prezis an ëmfaassend ofgedeckt hunn, ëm wat et hei geet bei dësen zwee Projeten, déi mer zesummen diskutéieren.

Mir wëllen och e bësse méi wäit aushuele bei deem heite Projet, fir ze begrënnen, firwat dass mer op déi Konklusioune kommen, zu deene mer komm sinn. Et ass och derwäert, dass ee sech mat der internationaler Lag beschäftegt respektiv mat hirer Entwécklung, wann ee gesäit, wéi oft d'Arméi an hirer Organisatioun geännert huet. Dat ass net oft gewiescht. Eenzel Virriedner si schonn drop agaangen. Dat ass am Rhythmus vu minimum zéng Joer a méi, wou sech Wesentleches an der Organisatioun vun der Arméi deet. An eigentlech misst et jo esou sinn, dass déi Ännerungen, déi d'Arméi bannendra virhëlt, eng Äntwert sollen duerstellen op dat, wat an der Welt ronderëm si och geschitt ass.

Wann een déi lescht 20 Joer kuckt, dann ass an der Welt villes geschitt. D'Sowjetunioun ass net méi do. Dee Regime, deen d'Welt an zwee grouss Stécker opgedeelt huet a wou d'Welt einfach ze verstoen an einfach ze analyséiere war, respektiv wou ee sech konnt mat engem groussen Deel vun de Problemer vun der Welt net ofginn, well jo déi aner dofir zoustänneg waren, an deem Blockdenken, wat zu där Zäit prévaléiert huet. Dat ass haut net méi de Fall!

Als eng vun de Konsequenzen dovunner ass och an de leschten 20 Joer d'Globaliséierung - déi Welt aus engem Stéck - mat

grousse Schrëtt virugaangen. A wann ech soen aus engem Stéck, dann ass dat haaptsächlech aus engem ekonomesche Stéck, well aus engem politesche Stéck ass déi globaliséiert Welt net, a si huet Konsequenzen. Si huet Konsequenzen, si huet Virdeeler, si huet awer och Nodeeler.

An en Deel vun den Nodeeler bréngt och Leit dozou, a Konflikter mateneen ze trieden, an déi Konflikter si meeschtens mat Aarmut begrënnt. Et sinn also sozial Erklärungen, an et sinn och ganz oft ekologesch Erklärungen, nämlech Ëmweltkatastrophen oder sech ubahnend Ëmweltkatastrophen, déi déi Konflikter do och erklären.

Mä och d'Konflikter selwer hu geännert. D'Aart a Weis, wéi d'Konflikter ausgedroe ginn, huet an de leschten 20 Joer geännert. Vu wéinegen Ausnahmen ofgesinn, wann och notablen Ausnahmen ofgesinn, gëtt et eigentlech keng Ugréffskricher méi an de leschten 20 Joer, mä et sinn an der Regel intern Konflikter, oft ethnesch Konflikter oder Konflikter ëm Ressourcen. An dat heescht och oft, dass et ëm d'Iwwerliewe geet bei deene Länner, déi a Biergerkricher oder aner Zorte vun interne Konflikter ausaarten.

An an deem Kontext do ka kee Land sech méi hanner sengen nationale Grenze verstoppen. Friddenspolitik ass den Asaz vun all deenen um Planéit, déi gudde Wëllen hunn an déi gudde Wëllens sinn. Friddenspolitik ass de Géigendeel vu Gläichgültegkeet, a Friddenspolitik ass och, dohinner ze kucken, wou eppes geschitt, a sech dann net ewechzedréinen.

Dat ass eng Haltung, déi och Lëtzebuerg anhuele soll. Mir missten eigentlech soen: soll weider a verstäerkt anhuelen. Et gëtt awer net nëmmen eng Äntwert op déi dote Froen. Et gëtt méi Aart a Weisen, déi Froen do ze beäntwerten.

Mir Gréng definéieren d'Friddenspolitik nach ëmmer an ëmmer méi als prioritär eng preventiv Politik. Eng Politik, déi sech ëm d'Ursaache vun de Konflikter këmmert, ëm déi sozial an och déi ekologesch Ursaache vun deene Konflikter, déi an aller Regel och nach zesumme kommen an net onbedéngt gesënnert lafen.

D'Lëtzebuerger Friddenspolitik muss eiser Meenung no also prioritär an de Fridden investéieren a mir hunn als Gréng dofir och an de leschte Joren eng ongedeelte politesch Ënnerstëtzung ëmmer nees zougesot fir dat kontinuéierlecht Eropsetze vum Lëtzebuerger Effort an der Kooperatiounspolitik. En Domän, wou mir Lëtzebuerger weltwäit eng Spëtzeplaz anhuelen a wourobber mer zu Recht kënnen houfreg sinn.

Deen Effort, dee mer maachen an der Kooperatiounspolitik, ass een, deen e wesentleche Bäitrag ass an e wesentlecht Element ass vun enger gutt verstanener Friddenspolitik.

A wa mer vun enger Partie vun eisen internationale Partner ëmmer nees virgerechent kréien, dass mer bei de Militärdépensen net Schratt hale mat aneren, da si mir Gréng der Meenung, dass dat eis éischtens gutt zu Gesiicht steet, dass mir net do an allem musse Schratt hale mat aneren, déi aner Capacitéiten hunn.

An zweetens si mer och der Meenung, dass dat, wat mir am Beräich vun der Kooperatiounspolitik maachen, och en Deel vun där Dépense ass vun der Sécherheetspolitik, well mer eben der grondsätzlecher Opfaassung sinn, dass Sécherheetspolitik méi ass wéi nëmme Militärpolitik, an duerfir sinn déi Dépensen, déi mir méi tätege wéi all déi aner Länner praktesch um Planéit am Beräich vun der Kooperatioun, preventiv Dépensen, Dépensen, déi do ukommen, wou déi richteg Ursaache vun de Konflikter leien, an déi probéieren d'Konflikter also ze prévenéieren.

An dat ass ee Stéck vun der Sécherheetspolitik, a mir sinn dofir och iwwert déi Wierder, déi gebraucht ginn - engersäits Kooperatiounspolitik an anerersäits Militärpolitik - net besonnesch glécklech, well eigentlech si se alle béid e Stéck vun enger Friddens- a Sécherheetspolitik weltwäit, an duerfir leie mer als Lëtzebuerger och richteg, wa mer soen: Rechent eis net nëmmen d'Zuele vir vun der Militärdépense, huelt wann ech gelift a Betruecht, dass mer och op där anerer Säit ganz héich Dépensen tätegen. An dat zesummen, do brauche mer de Verglach mat kengem ze scheien, well mir leie mat eiser Politik op deenen Aspekter do eiser Meenung no richteg a vläicht och méi richteg wéi déi, déi eis et wëlle falsch rechne mat deenen Zuelen, déi si als déi relevant ugesinn.

Mä et ass natierlech net nëmme Kooperatiounspolitik. Och wa mir dorobber vill Gewiicht leeën a vill Wäert drop leeën, kënnt een net dolaanscht, fir sech och mat deem aneren Aspekt awer ofzeginn, mat deem Aspekt, deen iwwert d'Kooperatioun erausgeet.

An och do gëtt et nach ëmmer méi wéi nëmmen eng Äntwert. Et gëtt nach ëmmer méi Méiglechkeeten, fir drop ze äntwerten. Et kann een d'Fro stellen: Brauch ee Land wéi Lëtzebuerg iwwerhaapt eng Arméi? Kéinte mer net integral op eng Arméi verzichten? Dat ass eng Fro.

D'Äntwert wier: Wat wieren d'Alternativen? Wann een déi Fro stellt, dann halen awer dofir d'Konflikter um Planéit net automatesch op. Déi Konflikter ginn net onbedéngt vun deene lassgetréppelt, déi herno opdauchen, fir se wëllen op en Enn ze bréngen. A wann déi Konflikter opdauchen, wéi geet een dann domadder ëm? Soe mer dann als Lëtzebuerger: Mir sinn der Meenung, dass dat internationaalt Recht soll duerchgesat kënne ginn; mir sinn der Meenung, dass dee Konflikt do soll ophéieren, an da loosse mer anerer fir eis dat maachen a mir partizipéiere mat engem Scheck. Dat ass eng méiglech Äntwert, wann ee seet, mir brauche keng Arméi. Da kënne mer mat de Suen eise Bäitrag leeschten, an nëmme mat de Suen.

Eng zweet Äntwert wier, mir partizipéieren hannendru mat haaptsächlech zivilen Elementer, emol net an der zweeter Rei, mä éischter an der drëtter oder véierter Rei. Och dat wär e Bäitrag, och dat wier le cas échéant gehollef.

Drëttens, et kann een och soen, et intervenéiert ee mat deem, wat emol eng Zäitchen zivil Corpsë genannt ginn ass, déi awer den Nodeel hunn, datt se eng Vermëschung maachen tëschent Militäreschem an Humanitärem. A wa mir och der Meenung sinn, datt déi Saachen oft nieftenee ginn a mat Momenter och emol kënnen Hand an Hand goen, esou gehéiere se awer grondsätzlech besser getrennt. Humanitär Missiounen, notamment vun ONGen, sinn dann am effikassten, wa se net kënnen de Reproche gemaach kréien, si wären näischt anescht wéi verstoppten oder anescht ugedoe militäresch Elementer.

Dofir, wann ee sech déi dräi Optiounen duerch de Kapp goe léisst, da seet een: Jo, et kann een d'Fro stellen, kënne mir Lëtzebuerger net soen, mir brauchen eigentlech guer keng Elementer vun enger Arméi a mir hätten aner Méiglechkeeten, fir e Bäitrag ze leeschten zu den internationale Konflikter?

Mä mir sinn awer der Meenung als gréng Fraktioun, dass déi dräi Optiounen do alleguerten, wa se och valabel Optioune kënne sinn, fir Bäiträg ze leeschten, eigentlech net déi bescht Optioune sinn, an duerfir och net eng gutt Optioun sinn, well se alleguerten ee grousse Makel hätten, nämlech deen, dass eis kéint virgeworf ginn: Dir maacht Iech et einfach an Dir hätt wuel gären eng international Weltuerdnung, déi sech no bestëmmte rechtsstaatleche Prinzipien orientéiert, an Dir wëllt awer do, wou et dann och emol ka richteg wéidoen, wou wierklech Geforen am Spill sinn, wou et och emol ka wierklech ëm Mënscheliewe goe fir den Asaz vum internationale Recht a fir Befriddung vu Géigende vun der Welt, do loosst Der awer déi Aarbechten, déi wierklech an der éischter Rei stinn, anerer maachen.

An dat ass eigentlech ee Reproche, dee seet: Dir iwwerhuelt Är Verantwortung net wierklech. An duerfir si mer der Meenung, dass dat d'Äntwert net ka sinn, och net vun engem klenge Land. Well grad déi kleng Länner hunn en Intérêt dorun, dass d'Weltuerdnung esou ass, dass dat internationaalt Recht eescht geholl gëtt. A wann ee vu Recht schwätzt, da muss een och akzeptéieren, dass vu Flichte geschwat gëtt, an dat bedéngt dann eben och, dass all d'Länner, déi et gëtt, déi wëllen, dass internationaalt Recht virgeet, och akzeptéieren, dass se hiren Undeel un de Flichte vun deem internationale Recht musse wouerhuelen, ob se grouss sinn oder kleng sinn, ob se vill Moyenen hunn oder manner Moyenen hunn. Ewech- an derlaanschtrieden ass eigentlech keng gutt Optioun.

Dat eleng beäntwert awer och elo d'Froen nach net all. Well och, wann ee seet, et ass richteg, dass ee seng Verantwortung iwwerhëlt, da sinn awer nach ëmmer Froen, an dat sinn déi wesentlech Froen, wat ee mécht, firwat dass een dat mécht, an op wéi eng Aart a Weis dass een et mécht. Et sinn also am Ganzen dräi Froen.

Bei wat solle mir matmaachen als Lëtzebuerger Land mat eiser Arméi? Wat solle mir do maachen? A wéi ginn esou wichteg Froe wéi déi vu militäresche Presenzen an Asätz décidéiert, international an och national?

Zu der éischter Fro: Bei wat solle mir matmaachen? Eis Äntwert als gréng Fraktioun ass: Net bei alles. Net bei allem, wat anerer mengen, wou mer sollte participéieren. Well net alles richteg ass, wat anerer richteg fannen, a well mer och awer kleng sinn an duerfir och eng kleng Arméi hunn, déi net alles ka maachen.

Duerfir si mer der Meenung, dass mer do solle participéieren, wou et ëm Fridde geet, wou et ëm Befriddung geet, wou et ëm Mënscherechter geet a wou et ëm Respekt an Duerchsetze vun internationalem Recht geet. Bei esou Missiounen, déi fir d'Weltgemeinschaft richteger a wichteger sinn, soll Lëtzebuerg prinzipiell a potenziell kënne matmaachen.

Bei anere Saachen, wou et verstoppten Agendae gëtt, wou offensiv Aktiounen ënnerholl ginn, solle mer bei deem bleiwen, wat mer déi lescht Joren ëmmer gemaach hunn, an net wëlle participéieren. Mir sollen also net bei allem matmaachen.

Zweet Fro: Wat solle mer dann do maachen, wa mer matmaachen? Och do ass eiser Meenung no d'Äntwert: Net alles. Well et kee Sënn huet, dass mer probéieren, alles ze kënnen. Dat wäerte mer net erreechen. Mir sollen dat maachen, wat mer kënnen a wat eis och gutt zu Gesiicht steet, wann ee bedenkt, wéi e Rôle Lëtzebuerg insgesamt an der internationaler Politik spillt.

Da solle mer och militäresch Missiounen a Presenzen definéieren, déi bei dat passen, wat mer och soss soen, wa mer bei internationale Ronne probéieren, eng Stëmm ze hunn, an et geléngt eis jo méi wéi eng Kéier, eng Stëmm bei esou Saachen do ze hunn.

Mir wären och ze kleng, fir alles ze maachen. Duerfir ass déi eenzeg richteg Optioun, eng Spezialiséierung ze maachen a sech ze beschränken op e puer Saachen. E puer Saachen, déi wichteg sinn, déi noutwendeg sinn, déi och fir eis Partner duerstellen, dass mer eis Verantwortung iwwerhuelen, a Saachen, déi mer doduerch, dass et der net ze vill sinn, och gutt kënne maachen. An et ass also derwäert, dass ee bei där Reorientéierung vun der Arméi probéiert, sech déi Saachen auszesichen, déi richteg sinn, well eis Arméi ass eigentlech bis haut nach am Wesentlechen organiséiert wéi zu der Zäit vum Kale Krich, wou et den Ennemi gouf, deen een huet misse bei minus 20 Grad bekämpfen, haaptsächlech am Norde vun Europa oder vun der Welt.

Wa mer kucken, wou mer haut higeschéckt ginn, do ass et an der Regel waarm an do sinn déi Equipementer an déi Spezialiséierung an déi Formatiounen éischter anerer wéi dat, wat jorzéngtelaang de Kär vun der Formatioun a vun der Spezialiséierung vun der Lëtzebuerger Arméi ausgemaach huet.

Déi drëtt Fro war déi: Wéi ginn esou Saachen décidéiert, wa mer solle participéieren, international an awer och national? Fir eis ass éischtens kloer, dass d'militäresch Presenz ëmmer d'Ultima Ratio soll sinn. An dat ass net einfach en huele Saz. Et ass wierklech vun eis esou gemengt, wéi ech et elo gesot hunn, dass mer der Meenung sinn, dass ëmmer all aner Methoden an Instrumenter musse virgezu ginn.

Zweetens solle mer eis um internationale Recht baséieren. Et muss kloer sinn, dass wann et eng Lëtzebuerger Participatioun gëtt, da bei Missiounen, déi duerch d'Völkergemeinschaft gedroen an ënnerstëtzt ginn.

Ech wëll awer do fairerweis och eng Klamer opmaachen a soen, dass dat seng Limiten huet, well do, wou d'Völkergemeinschaft eppes décidéiert a sech eens gëtt, och am Sécherheetsrot vun der UNO, ass et an der Regel och relativ kloer. Leider gëtt et awer och Fäll, wou d'Völkergemeinschaft et net décidéiert, well sech am UNO-Sécherheetsrot net eens gi gëtt, an nawell ass d'Saach kloer. An dat sinn déi Grenzfäll, wou ee weess, dass eenzel Membere vum UNO-Sécherheetsrot aus reng nationalen, geopoliteschen Iwwerleeunge verschidde Saache kënne blockéieren. An där Fäll gouf et schonn an där wäert et nach ëmmer ginn, soulaang mer net eng reforméiert UNO hunn, an déi Fäll stellen dann awer Gewëssenskonflikter duer, déi, wa mer se net mam internationale Recht kënne beäntwerten, nawell als Gewëssenskonflikt stoe bleiwen a bestoe bleiwen, an dat ass eng vun de Limiten, duerch déi Organisatioun, déi den UNO-Sécherheetsrot huet am Moment, vun deem Wëllen eleng um internationale Recht ze berouen.

Dat wëll ech awer éierlecherweis soen, wa mer soen, dass mir als Gréng eis wëllen eenzeg an eleng un d'internationaalt Recht halen. Et gëtt do Limiten, an déi soll een net nëmmen net wëlle gesinn. Dat ass also kloer, dass et fir eis op dëser Grondlag och zu Reforme muss kommen.

Mir wëssen allerdéngs, dass dat net liicht wäert ginn, well déi Statuten, déi et haut gëtt an der UNO, si Statuten, déi aus engem bestëmmte Kontext kommen; an déi ze reforméieren an déi Länner ze iwwerzeegen, déi dozou hir Zoustëmmunge musse ginn, dat gëtt alles anescht wéi eng liicht international Diskussioun.

Wou mer et awer kënne beaflossen, a wou mer op keen ugewise sinn, dat ass, wann et dorëms geet, wéi déi Décisiounen hei am Land geholl ginn. Mir hunn am Moment eng bestëmmte Prozedur, déi allgemeng als e bësse schwéierfälleg ugesi gëtt.

Mir hunn engersäits de Fall, wou Lëtzebuerg géif an de Krich zéien. Dat ass an der Verfassung geregelt, do läit d'Décisioun bei eisem Grand-Duc. Mir hunn awer nach eng ganz Partie aner Fäll duerch international Traitéen, wou mer kënnen duerch Décisioune vun eisen internationale Partner an duerch Engagementer, déi mer iwwert déi Traitéen agaange sinn, op eemol Partie prenante vun engem Konflikt sinn. An do ass et kloer och opgrond vun deenen Traitéen, dass et d'Regierung ass, déi formell de Beschloss hélt, fir eis Arméi do ze engagéieren.

D'Fro ass awer, an doriwwer gëtt am Moment diskutéiert: Wéini soll d'Regierung dat maache par rapport zu hire Relatioune mam Parlament? Do gëtt et am Moment e Konsens, dat eigentlech als eng relativ schwéierfälleg Prozedur unzegesinn, well se duerch hir Schwéierfällegkeet keng Plusvalue weider bréngt. Do gëtt et am Moment och e Virschlag, fir déi Décisiounen ofzeänneren.

Wou mir Gréng, an dat wëll ech och hei op der Tribün an aller Däitlechkeet soen, awer insistéieren, ass, dass d'Parlament muss agebonne ginn, an zwar net nëmmen op eng konsultativ Aart a Weis, mä mir sinn der Meenung, dass d'Regierung do gutt berode wär, sech op e Wee ze bewegen, dee kloermécht, dass d'Regierung a kengem Fall envisagéiert, Leit a Konflikter ze schécken, ouni den Assentiment vun der Chamber oder zumindest vun der Majoritéit vun der Chamber ze hunn, wat fir eng Regierung an der Regel bedeit, den Assentiment vun hirer eegener Majoritéit.

Sech en Text kënne virzestellen, deen och nëmmen theoretesch géif virgesinn, dass et kéint passéieren, dass eng Regierung Leit an e Konflikt schéckt, ouni eng Majoritéit vum Parlament hannert sech ze hunn, ass eiser Meenung no falsch, an duerfir si mer der Meenung, dass d'Regierung sech op deem dote Punkt nach eng Kéier all d'Elementer soll duerch de Kapp goe loossen, fir dass mer kënnen zu engem Konsens op där doter Fro kommen, déi kloermécht, dass et ouni demokratesch Légitimatioun an Ënnerstëtzung duerch d'Parlament et keng Engagementer vun der Regierung soll ginn.

Virdrun huet de Spriecher vun der CSV, de Kolleeg Norbert Haupert, och op déi Zoustänn um Bierg higewisen an huet gesot - ech schwätzen elo vun de Gebailechkeeten do uewen -, déi Leit hätte keng Lobby.

Ech wëll an déi Polemik net aklammen, wien dann elo all déi Joren dofir zoustänneg war, obwuel déi Fro net esou onberechtegt ass, mä den Här Haupert sot, déi Leit hätten do uewe keng Lobby. Dat ass richteg. An dat huet och domadder ze dinn, wien an d'Arméi geet. Zu den Zäiten, wou et och den Här Haupert nach getraff huet, fir op de Bierg mussen ze goen, do ass am Prinzip jiddfereen an d'Arméi gaangen. Och d'Kanner vun Deputéierten, och d'Kanner vu Ministeren, och d'Kanner vun Dokteren an anere wichtege Leit fir eis Gesellschaft. Zënter dass dat net méi esou ass, gi lauter Volontären an d'Arméi. Leit, fir déi et oft eng lescht Chance ass, fir déi et eng Perspektiv ass, fir eng Verbesserung ze kréien. An ech mengen,...

(Interruptions et hilarité)

Wat ech awer wollt soen, ass, dass ech mengen, dass de Fait - an do ginn ech dem Här Haupert ganz Recht, wann hie seet, datt déi Leit keng Lobby hunn - och dorunner läit, wien déi Kanner sinn a wiem seng Kanner dass et sinn, déi, zënter dass mer déi obligatoresch Arméi ofgeschaf hunn, nach dohinner ginn. Déi hunn effektiv keng Lobby. A wann ee weess, wien dat ass a firwat se ganz oft de Wee iwwert de Bierg sichen, da weess een, dass déi Leit

tatsächlech keng Lobby hunn. Net onbedéngt aus deene Grënn, déi vläicht virdrun am Raum hungen, mä ech mengen, dass dat déi wierklech Grënn sinn, firwat dass och esou mann do uewen an all deene Joren investéiert ginn ass. An déi Gebailechkeeten, déi mer eis als Kommissioun ukucke waren, déi an engem ganz schlechten Zoustand sinn, sinn iergendwou och e Spigelbild vum Gesamtzoustand vun der Arméi.

Ech wëll dat festmaachen un e puer Saachen: Éischtens emol, Dir hutt ee Beispill genannt, de schlechten Zoustand vun de Gebailechkeeten. Zweetens, déi Vitesse, mat där d'Renovatioun vun deene Gebailechkeete virugeet, ass alles anescht wéi otemberaubend. Drëtte Punkt, d'Arméi ass ganz schlecht organiséiert par rapport zu deene Missiounen, déi se zënter e puer Joer elo muss wouerhuelen, wat jo de Sënn ass an den Enjeu vun dëser Reform. Et ass also well se organisatoresch net gutt drun ass, dass mer dës Reform musse maachen.

A véiertens huet se Problemer beim Rekrutement. Déi sinn net nei, déi sinn awer zimlech intensiv. Mir hu virun enger Partie Joren - ech mengen dat war ënnert dem Här Goerens - eng Ouverture gemaach op d'EU-Ausländer. Dat gräift och zum Deel. Déi Zuele leien, wann ech déi Zuel gutt am Kapp hunn, ëm déi 13%.

M. Charles Goerens *(DP).*- 20%.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Jo, am Text, am Exposé des motifs stoung d'Zuel vun 20% beim Projet de loi, mä wou mer um Härebierg bei der Visite waren, krute mer awer erkläert, dass et an hire Statistiken 13% wieren. Duerfir hunn ech elo déi Zuel genannt, Här Goerens.

Mä mir kréien awer och erkläert, dass déi 13% net eppes sinn, wat derbäikomm ass bei d'Rekrutementer, mä dass dat méi oder wéineger dat kompenséiert, wat et zréckgaangen ass vu Kandidature vu Leit mat engem Lëtzebuerger Pass. Elo soll ee sech just eng Sekonn virstellen, wou mer da wieren, wa mer déi Ouverture net gemaach hätten! Mä et huet net wierklech eppes verbessert, et huet eigentlech nëmmen derfir gesuergt, dass et sech net verschlechtert. Dat ass och schonn eppes, mä gutt geet et point de vue Rekrutement do uewen nach ëmmer net.

Et ass also insgesamt kee kloert, kee gutt Bild, an als leschte Punkt kënnt nach derbäi, dass et och keng kloer Ausriichtung gëtt an der Aarbecht, déi do uewe gemaach gëtt, op d'Missiounen hin, wann een d'Formatioun vun de Leit kuckt, déi do uewe sinn, wann een d'Organisatioun kuckt an och d'Equipementer. Och vun deem dote Point de vue hier ass d'Arméi ganz staark reformbedürfteg.

Et ass also kloer, dass den Zoustand vun der Arméi - an da widderhuelen ech dat Wuert vu virdrun, wou de Minister getickt huet - haut schlecht ass, wat och de Grond ass ënner anerem, woufir mer déi Reform hei haut diskutéieren an och wëlle maachen.

Geet déi Reform do an och den Investitiounsprogramm, deen dozougehéiert - et si jo zwee Projeten, déi mer haut hei um Ordre du jour hunn -, duerfir an déi richteg Richtung respektiv gi se eisen Usprëch als gréng Fraktioun duer? Eis Äntwert ass Neen. Sinn déi Saachen, déi mer haut hei diskutéieren, duerfir grondfalsch? Do ass eis Äntwert och Neen. Si sinn net grondfalsch.

Éischtens emol well dat, wat mer haut hunn, definitiv keng Äntwert méi ass op bal keng vun de Froen, déi gestallt sinn. Zweetens, well och déi proposéiert Reform duerch hir Ausriichtung op déi Unités de disponibilité opérationnelle, wat eng Ausriichtung ass, déi eigentlech méi an d'Logik elo aklëmmt vun enger klorer Ausriichtung vun der Formatioun op déi Missiounen hin, déi musse gemaach ginn, grondsätzlech richteg ass. A well och déi Spezialiséierungen, déi mer an den Texter virgesinn, grondsätzlech och déi richteg Ausriichtung duerstellen, well mer soen: Kommt mir probéieren e puer Saachen ze maachen, déi awer duerfir gutt ze maachen, a mir ginn eis duerfir och déi néideg Moyenen an och déi néideg modern Equipementer fir d'Zaldote respektiv u Geschier.

Duerfir ass et eiser Meenung no richteg. Et ass och an där Logik vun deem Text, deen d'Regierung proposéiert huet, och richteg, wat elo alles um Beräich vun der schoulescher Formatioun derbäikënnt. Dass opgehale gëtt, Leit 15 Joer laang an der Arméi ze behalen, dass mer also op de Wee vun 3 plus 1 respektiv 6 plus 1 maximum ginn an dass mer dat Joer Schoulformatioun obligatoresch maachen, dat sinn alles an der Logik vum Text positiv Saachen, an duerfir soe mer och, dass deen Text net grondfalsch ass mat deem, wat hie mécht.

Trotzdeem si mer mat eisen Usprëch der Meenung, dass den Text deenen net gerecht gëtt, well en eiser Meenung no op falsche Prémissë berout. Den Text berout op falsche Prémissen op engem Punkt, nämlech deem, dass en, an dat gëtt och an der politescher Debatt oft ënnerstrach, de soziale Rôle vun der Arméi immens eraussträicht. An et gëtt begrënnt, dass villes vun deem, wat mer fir den Härebierg maachen, jo bal näischt mat Militär ze dinn hätt. Et ass jo dach de soziale Rôle, ëm deen et geet! Do erfëlle mer dach eng sozial Missioun an déi ënnersträiche mer.

Mir sinn der Meenung, dass déi sozial Missioun net esou dichteg ass, wéi se ëmmer nees beschwat a beschriwwe gëtt, an dat kënnt Der lech bestätege loosse vu Leit, déi mat der Éducation nationale ze dinn hunn, déi also wëssen, wat an der Schoul um Terrain geschitt. Déi wëssen, déi soen lech, dass deene Leit, déi fréier op den Härebierg gaange sinn, déi wierklech am normale schoulesche System net wäit komm sinn an herno e Manktum vu Perspektiven haten, effektiv konnt iwwert den Härebierg gehollef ginn; si hunn duerfir sech enger Missioun entleedegt, hunn hiren Déngscht um Land an der Arméi geleescht, an deene konnt dann eng Perspektiv geliwwert ginn.

Déi Leit do ginn haut um Bierg och net méi geholl. Och den Härebierg hëlt net jiddfereen ënner seng Fittichen a gëtt him eng Perspektiv an eng Carrière. Och den Härebierg stellt aner Erwaardungen un déi Leit, déi hie rekrutéiert, well seng Missiounen anerer gi sinn, well seng Spezialiséierungen aner Usprëch stellen. Duerfir ass dee vill beschriwwenen a beschwatene soziale Rôle haut net méi deeselwechte wéi deen, deen en effektiv emol war. An da soll een dat och net an de Vierdergrond stellen.

D'Grënn, déi zu der Reform féieren, sinn aner Grënn, an iwwert déi Grënn musse mer diskutéieren, fir dass mer dann och déi richteg Äntwert dorobber ginn, an net eng, wéi mir fannen, virgeschoben Äntwert.

Zweete Grond, firwat dass mer net ganz mat där Reform d'accord sinn, ass, well mir schwätze vill iwwert de Volontariat an der Arméi. Mir behaapten awer, dass de Volontariat mat dëser Reform u seng Grenze stéisst an eigentlech och iwwer seng Grenze schonn zum Deel erausgeet. De Statsrot seet iwwregens eppes Ähnleches. De Statsrot bemängelt och déi Differenzéierungen, déi bannent der Arméi gemaach ginn. Saachen, déi och aner Leit kritiséieren.

Déi Manéier, déi mer elo hunn, fir d'Arméi ze organiséieren an dësem Text, schaaft eng Zort Arméi an der Arméi. A si schaaft zum Beispill bei de Beruffsperspektiven duerno eng Prioritéit vun de Prioritéiten. Mir hunn also zwou Zorten Arméi. Mir hunn déi eng Arméi a mir hunn déi aner Arméi. Mir hunn déi eng Arméi, déi integral um Volontariat baséiert an déi klassesch Aufgabe mécht, déi d'Arméi nach ëmmer gemaach huet, a mir hunn deen aneren Deel vun der Arméi, deen déi international Missioune muss wouerhuelen, a wou d'Designatioun an déi UDOen, an déi Unités de disponibilité opérationnelle eran anerer sinn.

A wann een den Text ganz opmierksam liest, dann ass et wuel en duebele Volontariat: Volontariat fir sech an d'Arméi ze mellen, an am Prinzip och e Volontariat, fir an den UDOen ze sinn. Sollt et awer esou sinn, dass mer net genuch Kandidaten hunn duerch de Volontariat, dann ass et um Minister derfir ze suergen, dass déi international Engagementer, déi mer agaange sinn, trotzdeem respektéiert bleiwen. Wat dat heescht, brauch ech jo net op Lëtzebuergesch nach eng Kéier ze widderhuelen.

Duerfir behaapte mer, dass an dëser Reform de Volontariat net nëmmen u seng Grenze stéisst, mä eigentlech schonn op eenzelne Punkten, awer net déi mannsten, iwwer seng Grenzen erausgeet.

Duerfir plädéiere mir als gréng Fraktioun derfir, dass mer eis solle kloer doriwwer sinn, wat mer mat der Arméi wëllen international maachen, wéi e Rôle dass mer hir zoudenken an deem internationale Kontext, wou mer sinn, an dass mer dann och sollen eng vun A bis Z kohärent Äntwert op déi Erausfuerderunge ginn. Dat heescht fir eis, eng komplett Beruffsarméi, an net nëmmen eng deelweis Beruffsarméi.

D'Beruffsarméi hu mer jo schonn. Wann ee seet Beruffsarméi, dann ass dat näischt ganz Neies. Mir hu scho Beruffsarméi an den ieweschte Carrièren, bei de Caporéil, mat de Rekrutementsschwieregkeeten, déi mer do kennen. Dat ass eng vun de Froen, déi ze beäntwerte sinn, wann ee seet, kommt mir maachen eng komplett Beruffsarméi. Mä mir sinn der Meenung, dass dat eng méi kohärent Äntwert ass op déi Missiounen, déi mer och an dësem Gesetz dem Härebierg wëlle ginn. Da kommt mir maachen dat konsequent! Kommt mir gi kohärent Äntwerte vu vir bis hannen!

Fairerweis wëll ech awer och hannendrunhänken, dass och am Kontext vun enger integraler Beruffsarméi eng Partie Froe misste beäntwert ginn. Well eng komplett Beruffsarméi heescht net, dass da jiddferee vun der ieweschter bis zu der ënneschter Carrière bis zu der Pensioun géif an der Arméi bleiwen.

Fir déi ënnescht Carrièrë géif et nach ëmmer ze diskutéiere ginn iwwer Formatiounen, Reconversiounen, déi Froen wären do och nach ëmmer gestallt. Mir sinn awer der Meenung, wann een all d'Elementer ofweit, da weess een, dass et mat dëser Reform net déi lescht wäert sinn, déi mer maachen, an dass mer déi Joren, déi mer elo virun eis wäerten drécken, vläicht - an eiser Meenung no och elo schonn - hätte kënnen iwwersprangen an eng kohärent Äntwert ginn. Mä wann ee seet Beruffsarméi, da soll een dat net vermëssche mat den Asätz, déi se maachen, mat de Motivatioune vun den Asätz an och mat der Aart a Weis, wéi se décidéiert ginn. Dat huet domadder näischt ze dinn. Dat solle mer nach ëmmer esou maachen, wéi mer et virdru beschriwwen hunn.

Mä wa mer dann no all deem zu där Décisioun kommen, da solle mer méiglechst dofir suergen, dass et optimal formëiert Leit sinn, déi vun Ufank u wossten, op wat se sech aloossen, déi eng richteg Ausbildung hunn, an déi domadder déi gréisste Chancen hunn, och zréckzekommen ouni kierperlechen an anere Schued erlidden ze hunn. Dat ass eigentlech den Enjeu. Wa mer et décidéieren no all deem vu virdrun, da soll et esou sinn, dass déi Leit déi beschte Chancen hunn a) hir Missioun ze erfëllen a b) och zréckzekommen an deene fir si optimaalste Konditiounen. Do soe mir als gréng Fraktioun, gëtt et Besseres ze maache wéi dat, wat mer haut maachen.

E lescht Wuert zu den Dépenses militaires, zum Equipement. Och do wäerte mer eis enthalen, well mer der Meenung sinn, dass en Deel vun deene Saachen, déi do drastinn, richteg sinn. Mir sinn der Meenung, dass et déi richteg Spezialiséierunge sinn am Beräich vun der Waasseropbereedung an am Beräich vum Déminage.

Bedenken hu mer allerdéngs bei de Missions de reconnaissance. Do si mer der Meenung, dass dat besser vun aneren Arméie ka gemaach gi wéi vun der Lëtzebuerger Arméi. Mir kënnen eis duerchaus virstellen, dass et nieft der Waasseropbereedung oder dem Déminage nach aner Missioune kënne ginn, wou d'Lëtzebuerger Arméi duerchaus eng Spezialiséierung an eng Plus-value um internationalen Niveau kéint bidden; beispillsweis bei Rüstungskontroll, beispillsweis bei Sanctiounsiwwerwaachungen, bei Beobachtermissiounen, bei techneschen Asätz, bei Kommunikatiounsinstrumenter, bei Chaînes d'approvisionnement.

Et gëtt also do och nach eng ganz Partie méiglech Asazberäicher, wou eng Lëtzebuerger Arméi kéint eng reell Plus-value bréngen, déi eis och gutt géing zu Gesiicht stoen. Dat ass eiser Meenung no wesentlech manner de Fall bei der Reconnaissance, wat awer de Gros vun den Dépenses militaires ausmécht: déi Véhicules de reconnaissance, déi Véhicules tactiques. Dofir wäerte mer eis och do enthalen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Henckes ageschriwwen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Fir d'éischt e Wuert vu Merci un de Rapporteur, den Här Marcel Glesener, deen ons hei ganz vill Aarbecht erspuert huet an den Diskussiounen, an och en exzellente schréftlechen a mëndleche Bericht virbruecht huet.

Wat d'Prozedur ugeet vun dësem Projet de loi, wëll ech awer op eppes hiweisen. Dat ass, datt mir den 13. dëses Mounts - den 13. Dezember - de Rapport ugeholl hunn, an datt mer de 14. Dezember den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires kritt hunn. Ech hunn awer och nogekuckt. Ech hu gesinn, datt d'Offizéier an d'Ënneroffizéier hiren Avis de 4. Dezember ofginn haten. Si waren also rapid genuch. Hir Force d'intervention war rapid genuch. Et ass just um Niveau vun der Chambre des Fonctionnaires, wou dat net de Fall war. Dofir wäert ech mer och erlaben, herno am Laf vu menger Interventioun op e puer Froen, déi an deem Avis opgeworf gi sinn, anzegoen an dann d'Regierung ze froen, wat se dovunner hält.

Méi generell gesinn, ass et kloer, datt et an där globaliséierter Welt, an där mer haut liewen, fir déi europäesch Natiounen zwou Possibilitéiten, zwou Visioune vun der Welt gëtt, wou se mengen als souverän State kënnen ze intervenéieren. Déi eng gesinn an de Vereenegte State vun Amerika hire Spriecher an internationale Froen. Si gesinn och an de Vereenegte Staten dat Land, wat si militäresch soll vertrieden, an deem si eventuell dobäi bäistinn. Dat ass de Fall fir England, fir Dänemark, fir Polen, d'Tschechien; wéinstens bis elo. Dat ka sech ëmmer änneren. Déi aner Alternativ besteet doranner, datt een eng europäesch Approche kritt, wou Europa mat deenen eenzelnen Natiounen, déi dat wëllen, d'Vereenegt Staten als e Konkurrent ugesäit, an domadder seng eegen Intérêten - vun Europa a vun deene Länner, déi et representéieren - ka verdeedegen.

Mä all europäesch Aussepolitik kann net goen ouni och eng militäresch Presenz. Datselwecht gëllt bien entendu och fir déi humanitär Missiounen, déi mer virleien hunn. Dofir si mer also prinzipiell der Meenung, datt een hei zu Lëtzebuerg eng Arméi brauch. Mir sinn och prinzipiell der Meenung, vu d'Geforen, déi mer hunn, déi am Operationelle bestinn, datt do eng Beruffsarméi am Prinzip de beschte Wee wier.

Mir sinn awer elo an der Situatioun, datt mer esou eng Arméi hunn. Och an deene Propositiounen, déi d'Regierung ons elo am Gesetzesprojet virgeluecht huet, gesäit een, datt déi UDOen - wéi dat an Abréviatioun genannt gëtt - méi oder wéineger den Embryo si vun där zukünfteger Beruffsarméi, an datt mer op där zweeter Säit - an der zweeter Kategorie, wann een esou kéint soen - eng École de la deuxième chance hunn. Eng Schoul, wou éischtens eng Présélectioun gemaach gëtt fir déi, déi an déi UDOen - an déi Forces d'intervention - do solle mat erakommen, an op där anerer Säit déi Leit, déi iwwer eng gewëssen Zäit - 36 Méint - an der Arméi waren, plus nach zwielef Méint Reconversioun, deen Ablack - wa se wëllen - wa se aus der Arméi erauskommen an net verlängeren, awer och d'Méiglechkeet hunn, fir mat deem Bagage, dee se an der Arméi kritt hunn, sech um Aarbechtsmaart kënnen ze verdéngen an och domadder natierlech verschidden Atoutë geltend kënnen ze maachen.

Si hunn eng Priorité d'embauche. Här Minister, wann ech d'Gesetz gesinn, do steet am Ablack nach ëmmer d'Post dran. Or, ech mengen, wann d'Liberaliséierung vun der Post geschitt, da misst dat aus dem Gesetz gestrach ginn. Ech froe mech souguer, ob et net opportun wier, dat virdrun ze sträichen, well mer soss elo schonn a Situatioune kommen, datt déi nei Recruen dann drop mengen, datt se eventuell do kéinten ënnerdaach kommen. Do gëtt et manifestement deen Ablack just nure méi eng privat Post. Dat ka vläicht de Fall sinn, mä da misst et si fir all Organismes postaux an net nure fir déi eng Post. Ech wollt dat just nure mat uféieren als Reflexioun, datt mer also do mussen en neie Wee vläicht goen an d'Gesetz preziséiere respektiv modifiéieren.

Da kënne mer och feststellen, datt mer, wa meng Zuele richteg sinn, vun ablacklech 818 Leit, déi an der Arméi si sief et als Zaldoten sief et als Zivilisten, elo op 1.046 géingen eropgoen. Dat heescht e Plus vun 228 mat der Méiglechkeet, fir eventuell weider Capacitéite virzegesinn. Dat schéngt en vue vun deenen Auslandsmissiounen an deene Roulementer, déi musse gemaach ginn, och absolut noutwendeg ze sinn. Ech wëll net op déi eenzel Carrières-Problemer agoen. Do kënnt Der gutt verstoen, datt een, wann een net wierklech total an der Matière dran ass mat alle Prezisiounen, dat net ka maachen.

Par contre sinn awer an den Avisen, déi mer kritt hunn, e puer Problemer opgeworf ginn, wat notamment d'Iwwerstonnen ugeet. Dat war an deem Avis vun der Chambre des Fonctionnaires. Ech géing går vun der Regierung gewuer ginn, well dee Problem anscheinend net geregelt ass: Wat ass de Problem, a wat fir Léisunge wëllt Der do virgesinn?

Da gëtt vun der Prime de rengagement geschwat, déi no 18 Méint soll verschwannen.

Ech hunn elo gesinn, datt d'«Prime de rengagement» elo «Prime» heescht, mä datt sech awer nach duerch d'Durée d'engagement, déi geheicht gëtt, do awer vläicht an der Iwwergangszäit e puer Problemer wäerte stellen.

Esou wéi ech de Projet de loi gelies hunn, ass eng Iwwergangsregelung an deem Sënn virgesi ginn, datt déi, déi elo an der Arméi sinn, déi Prime de rengagement kéinte kréien - esou verstinn ech et wéinstens -, an datt eréischt déi, déi an Zukunft kommen, wann d'Gesetz bis gestëmmt ass, déi Prime de rengagement no 18 Méint net méi géife kréien. Mä och do wier ech frou, wann ech kéint e puer Explikatiounen zu där Problematik kréien.

Dann ass deen zweete Volet dee vun den Dépenses militaires. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass kloer, datt déi Debatt doriwwer garantéiert wäert nach eng Zäitchen daueren. Wéi mer d'Debatt hei haten an der Chamber 2005 iwwert de Militärfliger A400M, hu mir als ADR géint dee Projet de loi gestëmmt. A mir bleiwen och nach haut där Meenung, datt, wann een eng europäesch Léisung sicht, dat op jidde Fall déi falsch Léisung ass.

De Fliger, deen do gebaut gëtt, soll Mokuchsdag fäerdeg ginn, well no de leschten Donnéeën...

(Interruption)

....weess nees erëm keen, wéini e finalement fäerdeg gëtt. Dat ass nees e bësselche retardéiert ginn.

(Interruption)

De Käschtepunkt war fir d'éischt bei 120 Milliounen ugesat ginn, esou stoung en am Projet de loi. D'Fransousen hunn en an der Tëschenzäit op 150 Milliounen Euro eropgesat, nodeems si en an enger Tëschenzäit op 133 Millioune fixéiert haten. Ech hunn also d'Impressioun, datt mer do nach eng Zäitche wäerten un deem Fliger do bezuelen. An d'Regierung ass dann och frou, da ka se all Kéiers 13 Milliounen Euro an eppes an de Fong mat eraginn, an dann eventuell kucken, ob dann iergendwann eng Kéier dee Fliger do gebraucht gëtt.

Et ass kloer, datt et Alternative goufen. Déi sinn och diskutéiert ginn. Ech erënneren dorun, datt notamment déi däitsch Regierung 2001 festgehalen hat, datt et eng wirtschaftlech besser Alternativ géif ginn, datt et och eng operationell besser Alternativ géif ginn, an dat wier den Antonov.

Plusieurs voix.- Ah! Ah!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).* - An den Antonov, dat wëll ech hei just awer soen, ass en ukrainesche Fliger,...

Plusieurs voix.- Ah! Ah!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- ...a kee russeschen, wéi dat heiansdo fälschlecherweis ugesi gëtt, well d'Lizenz gehéiert der Ukraine, déi jo och soll Member ginn.

Ech si keen Expert am Militärfliger. Ech wëll just nëmme soen, datt, wann déi däitsch Militärexperten, wann een Deel vun de Militärexperten aus verschiddene Länner den Antonov virgesinn haten, da muss een deene Leit jo awer och kënne gleewen, wann déi e Fliger fannen, dee besser ass, wat déi operationell Fäegkeeten ugeet an deene Missiounen, notamment fir Hëllefsgidder an d'Krisegebidder ze verschécken, datt dee Fliger deen Ablack besser wier, virun allem wann e genau en Drëttel bis d'Halschent vun dem Präis géif kaschte vun deem aneren, a wou mer hei guer keng Problemer hätten, wat d'Liwwerung ugeet.

Dat ass eng Debatt, déi ee ka féieren, an déi hu mer gefouert; et ass en anere Wee gaangen, mä erlaabt mer awer nach all Kéiers ervirzesträichen, datt mir d'Noutwendegkeet vun esou engem Fliger op jidde Fall net agesinn. D'autant plus datt mer en net hei kënnen zu Lëtzebuerg iwwerhaapt stationéieren an en iergendwou soss muss stationéiert ginn.

Par conter hu mer awer och, Här Minister, permanent, an dat och nach 2005, den Här Koepp an ech, iwwer Questions parlementaires e puermol festgestallt, datt déi viregt Regierung gradesou wéi dës Regierung net déi richteg Prioritéite bei den Investitioune géife maachen, andeem se d'Prioritéit engem Fliger géif ginn, an datt op där anerer Säit et eng etlech Investitiounsmängel géif ginn.

Un de Kasären, wann ech dat richteg gesinn, ass vun 1955 un net méi vill geännert an net méi vill moderniséiert ginn, a mir hunn dorop higewisen, datt, wat déi Leit ugeet, déi Zaldoten ugeet, déi mer an d'Ausland schécken, déi Reconnaissance maachen, mer do eng etlech „Humvien" haten, déi net kugelsécher waren. A mir hunn ëmmer gesot, datt et onverantwortlech wier, fir do déi falsch Prioritéiten ze setzen.

Dat Richtegt geschitt elo endlech mat dësem Gesetz. Duerfir si mer och frou doriwwer. Mä ech wëll awer soen, et huet laang gedauert, bis mer dozou komm sinn. Dat explizéiert och ons kritesch Haltung zu deene Projeten, déi virdrun diskutéiert gi sinn an notamment den A400M.

Mir soen also Jo zu deenen zwee Projets de loi, mä et ass e „Jo, mä...". De „Mä" betrëfft déi Règlements grand-ducaux, déi nach net geholl gi sinn, an déi aner Froen, déi mer hei opgeworf hunn a wou ech hoffen, datt d'Regierung ons e puer Äntwerte wäert ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister Jean-Louis Schiltz.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Défense.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net fir näischt, datt haut 37 Natioune mat Zaldotinnen an Zaldoten am Afghanistan present sinn, dorënner och Lëtzebuerg.

Wou kommen, wa mer d'Saachen emol richteg kucken, 90% vun deenen Drogen hier, déi haut op enger Rei Plazen am Land verkaaft ginn? Solle mer einfach nokucken, wann op Plaze wéi Kandahar oder soss an Afghanistan iwwert de Wee vum Drogenubau Konditioune geschaaft ginn, fir Liewensdreem a -perspektive vun Dausende vu Jugendlechen hei an Europa ze zerstéieren?

Wou ass dann déi Plaz op der Welt, wou Terroristen ausgebilt ginn oder gi sinn, fir Mënschen zu New York, London, Madrid all Joer - oder op soss Plazen - mat Hëllef vu selwer gebastelte Bommen an anerem Dreck an den Doud ze stierzen?

An dann, erënnert Iech emol, gouf et een - an den Här Goerens ass dorop agaangen -, deen an de Joren 2001 an 2002 der Meenung war, mir sollen d'Afghanen einfach hirem Schicksal iwwerloossen?

Gouf et een, deen deemools der Meenung war, et wär vertrietbar, dass Fraen a Meedercher zu Mënschen zweeter Klass verdaamt ginn, andeems si ënner anerem d'Recht ofgesprach kruten, fir liesen a schreiwen ze léieren, woumat d'Konditioune fir eng nodrécklech a fortdauernd Ënnerdréckung geschaaft gi sinn?

Solle mer einfach elo soen, dat war deemools esou an haut ass et anescht? Et huet keen haut hei déi Meenung heibanne vertratt. Dat weist, datt mer Kontinuitéit un den Dag leeën. Dat weist, datt mer nach wie vor zu deem Asaz stinn.

An dann de Kosovo. De Kosovo läit, mir wëssen et alleguer, nëmmen annerhallef Flugstonne vu Lëtzebuerg ewech, matzen an Europa.

Erënnert Iech emol, wat lass war an der leschter Legislatur, wou opgrond vun den Ausenanersetzungen um Balkan Dausende vu Flüchtlingen op Lëtzebuerg komm sinn. A wa mer eppes aus der Geschicht geléiert hunn, da wësse mer, datt all Wackelen um Balkan a ganz Europa ze spieren ass, op eng dramatesch Manéier oft, a wann de Balkan wackelt, dann ass d'Verantwortung vun den Europäer gefuerdert, an dat gëllt och fir Bosnien.

A wann dat Wackelen op deem Balkan net ophält, a wa mir als Europäer net eisen Deel, e groussen Deel dozou bäidroen, datt dat Wackelen ophält, jo da schloe se um Balkan de Kopplabunz. A wa se um Balkan de Kopplabunz schloen, da kritt ganz Europa de Schnapp. Et ass also an eisem eegenen Interessi, fir zur Stabilitéit an zur Sécherheet um Balkan en décisive Bäitrag ze leeschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: 200.000 Doudeger, iwwer zwou Millioune Flüchtlingen oder intern verdriwwe Persounen. Et weess jiddfereen heibanne vu wat ech schwätzen, nämlech vum Darfur a vun der ganzer Regioun ronderëm de Sudan.

Dës Chamber huet oft genuch kloergemaach, datt si wéi anerer och net géif akzeptéiere kënnen, wat do passéiert a wat eigentlech nëmmen een Numm verdéngt, nämlech Verbrieche géint d'Mënschheet.

Dat Uerteel, wat d'Geschicht iwwer eis Generatioun a propos vum Darfur wäert fällen, wäert souwisou, Här President, net positiv ausfalen. Dat ass elo scho sécher. Wa mer awer wëlle verhënneren, datt dat Uerteel vernichtend ausfält, da musse mer eis bougéieren, an zwar elo.

Och an där Regioun ass et net méiglech, fir d'Saachen zum Besseren ze wenden ouni militäresch Moyenen, woubäi hei, wéi op anere Plazen, militäresch Moyenen eleng net duerginn. Mä wa mer gefuerdert sinn, a mir sinn dat hei, solle mer da soen: „Neen, mir schécke kee Militär dohinner"? Solle mer soen: „Mir sinn zwar der Meenung, datt dat, wat do geschitt, e Skandal ass, mä och wa mer kënnen utile Kontributioune maachen, wëlle mer dat net maachen"; ganz nom Motto, déi aner kënne sech jo drëm këmmeren?

Dat ass net dat, wat d'Regierung wëllt! Dat ass net dat, wat d'Chamber wëllt!

Duerfir hu mer och virun e puer Wochen décidéiert, am Kader vun där Missioun am Tschad, am Kontext natierlech an am Kader vun eise Méiglechkeeten, ëmmer erëm matzemaachen. Ech kéint och hei déi Missiounen am Kongo an am Libanon ernimmen, wat ähnlech Missioune sinn, wat den Engagement vun der Lëtzebuerger Arméi ubelaangt, fir déi am Tschad nämlech zwee Militär déi utile Kontributioune leeschten, do wou mir als Lëtzebuerger kënnen eng Plus-value brëngen.

Alles an allem huet d'Lëtzebuerger Arméi haut en permanence tëschent 35 a 40 Leit um Terrain déployéiert. Dat verlaangt Engagement, Asaz, Energie, Dévouement a Kompetenz. All déi Saachen huet d'Lëtzebuerger Arméi, jiddfer eenzelne Member vun där Arméi, Offizéier, Ënneroffizéier, Caporéil, Volontären an zivil Personal.

Ech wéilt hei mat aller Däitlechkeet soen: D'Lëtzebuerger Politik an d'Lëtzebuerger am Allgemenge kënnen zefridde sinn iwwert d'Manéier, wéi déi international Asätz vun der Arméi bis elo geplangt, virbereet, wouergeholl an och ofgeweckelt gi sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Défense.*- Alles dat ass gutt a positiv, mä et stinn eng ganz Rei nei Erausfuerderunge virun der Dier. E groussen Deel vun de Virriedner hu schonn eppes dozou gesot.

An der NATO geet den Transformatiounsprozess weider. Mir hunn d'Directive politique globale, déi um Sommet zu Riga verabschit ginn ass. Dat ass e Beispill vun deenen Initiativen. De Sommet vu Bukarest steet virun der Dier. An och den neien europäeschen Traité, deen d'lescht Woch zu Lissabon ënnerschriwwe ginn ass - ënner anerem sinn den Här Fayot an den Här Goerens dorobber agaangen -, zeechent nei Weeër op fir d'Politik vun der Défense an engem europäesche Kader.

Frankräich huet elo scho kloergemaach, datt dat sougenanntent „Europe de la défense" eng vun de Prioritéite vu senger Présidence wäert sinn an datt d'Fransousen am zweete Semester vum nächste Joer substanziell wäerte weider wëlle kommen, wat d'Ëmsetzung vun där neier Zesummenaarbecht am Défenseberäich ubelaangt. Et ass kloer fir d'Regierung, datt Lëtzebuerg wëllt, soll a muss derbäi si bei deem „Europe de la défense". D'Fro ass just, wéi an ënner wat fir enge Konditioune mer derbäi sinn; net zu egal wat fir enge Konditiounen, wéi den Här Fayot et gesot huet.

Dat gëtt eng komplizéiert Saach, souwuel an der Ausschaffung wéi an der Ëmsetzung. Mir wäerten un deenen Diskussiounen deelhuelen - mir huelen elo schonn am Virfeld dorunner deel - an eis selbstverständlech och mat der Chamber iwwert d'Orientatiounen ënnerhalen. Mä och hei geet et drëm, mat aneren zesummen eis Responsabilitéiten ze huelen, ëmmer natierlech entspriechend eise Capacitéiten, eise Kompetenzen an eise Méiglechkeeten, déi schonn eleng opgrond vun der Taille vun eisem Land a vun der Zuel vu sengen Awunner selbstverständlech limitéiert sinn.

Wa mer bei deem „Europe de la défense" net derbäi wären,da musse mer wëssen, datt dat déi éischte Kéier wär, wou Lëtzebuerg am Kader vun enger weiderer Verdéiwung vun der Unioun net derbäi wär. Dat wär net gutt fir eist Land an dat géif heeschen, datt mer eis géife virun eise Responsabilitéiten drécken. Dat wëlle mer net an dat maache mer och net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et héiert een och vun Zäit zu Zäit heiansdo méi kritesch Stëmmen, déi froen, wat dat dann alles soll. Firwat maache mer dat dann alles? Et hunn och eng Rei vun de Virriedner sech mat där Fro ausenanergesat. Et gëtt eng Rei gutt Grënn dofir, an ech faasse mech hei kuerz, well scho vill vun de Virriedner op déi Grënn agaange sinn.

Éischtens gehéiert evidenterweis zu engem voll fonctiounsfäege Stat och en Effort am Kader vun der Défense. Dat misst eigentlech bal jiddfereen, wann net souguer jiddferee verstoen.

Zweetens kann déi international Solidaritéit sech net dorobber beschränken, heiansdo e Pak Suen op den Dësch ze leeën an dann ze soen: De Rescht, dat ass fir déi aner, si solle kucken, datt se eens ginn. Esou einfach ass et net. Esou einfach geet et net, an esou einfach kënne mir eis et och net maachen.

Drëttens musse mer ëmmer kucken, fir Saachen ze maache mat deene mer kënnen utile Kontributioune maachen, wou mer kënnen eng Plus-value leeschten, déi eise Méiglechkeeten entsprécht, déi eise Capacitéiten entsprécht. Dat ass de Fall mat der Waasseropbereedung, dat ass de Fall mam Déminage am Libanon. Dat ass de Fall och mat der Reconnaissance am Kosovo. Do maache mer scho Reconnaissance. Dat heescht, wa mer déi Ween elo kafen, dann ass dat net esou wéi wann dat eng nei Aktivitéit wier. Dat ass d'Kontinuitéit vun enger Aktivitéit wou mer schonn dra waren. Déi Reconnaissance-Aktivitéit gehéiert och zu deem, wat heescht, de Prinzip vum Deele vum Risiko op eng adequat Manéier.

Ech kéint am Zesummenhang vun den utilë Kontributiounen och op déi méi kleng Missiounen agoen, Beispill Kongo, Beispill Tschad, wou eis Offizéier an Ënneroffizéier Koordinatiounsfonctiounen op héijem Niveau wouerhuelen, schonn eleng opgrond vun deene sproochleche Kompetenzen, déi si hunn. Och dat brëngt eng Plus-value fir déi Missiounen. Zum Beispill war am Kongo eng Missioun, déi haaptsächlech vun Däitschen a Fransouse wouergeholl ginn ass, wou et utile war, datt e Lëtzebuerger do war, deen déi zwou Sprooche perfekt beherrscht huet, datt deen en Deel dozou bäigedroen huet.

Et ass virun deem Hannergrond, Här President, wou ech déi nei Gesetzer, a méi generell d'Reorganisatioun vun der Arméi gesinn. Op dëser Plaz wollt ech dem Rapporteur Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Och de Membere vun der Kommissioun, alle virop hirem President wollt ech Merci soe fir déi positiv Begleedung am Kader vun deem Projet hei vun Ufank un.

Wéi Dir et gesot hutt, Här President, an och Här Rapporteur, hu mer jo net eréischt ugefaangen eis iwwert déi Saachen hei ze ënnerhalen, wou en Text um Dësch louch. Mir hunn eis iwwert d'Prinzipien eens gemaach, iwwert d'Grondprinzipien, ier d'Regierung de Bic an de Grapp geholl huet, wat och dozou gefouert huet, datt vun deem Moment un, wou den Text virlouch, mer relativ séier derduerchkomm sinn an also näischt hu missen iwwert de Knéi briechen, well mer a laange Méint am Virfeld vum Text eis iwwert d'Grondprinzipien eens gemaach hunn.

Zum Beispill iwwert déi nei UDOen, déi deemools unanime am Januar 2007 als eng gutt Saach ugesi gi si vun der Kommissioun an déi och nach haut eng breet Zoustëmmung fannen. Ech wëll op jidde Fall deen Dialog mat der Kommissioun weiderféieren. D'Enthalung vun deene Gréngen ass jo eng Enthalung mat enger positiver Connotatioun, déi eigentlech méi Arméi wëllt, an dat éiert Iech. Mä eng Arméi ouni sozial Fonctioun, doriwwer musse mer eng Kéier diskutéieren, domadder sinn ech op jidde Fall net d'accord.

Et war och ganz villes richteg, wat den Här Braz gesot huet. Aner Punkte waren net grad esou richteg. Mä bon, mir diskutéiere jo weider an der Kommissioun. Et huet och vläicht domat ze dinn, Här Braz, datt Dir am Ufank vun eisen Diskussiounen déi éischt Méint net derbäi waart. Mä mir féieren den Dialog jo weider.

Mir féieren den Dialog och weider op dem Text vun den OMPs-Missiounen, wou ech just drop hiweise wëll, datt bis elo all déi Missiounen, déi gemaach gi sinn oder verlängert gi sinn, ëmmer unanime oder quasi unanime verabschit gi sinn. An och dat, mengen ech, ass eng gutt Saach.

Den Transformatiounsprozess vun der Lëtzebuerger Défense ass, wann ech alles dat lauschteren, wat ech haut hei héieren, op dem guddem Wee. Ech wëll ausdrécklech soen, datt ech ganz frou driwwer sinn, datt all d'Virriedner a qualitativ héichwäerteg Bäiträg d'Arméi an den Zentrum gesat hu vun hiren Interventiounen, awer och an den internationale Kontext. Mir féieren déi Diskussioun op jidde Fall, hoffen ech, an der Kommissioun esou weider.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Reorganisatioun vun der Arméi a vun der

Défense en général ass eng, déi vill Facetten huet. Et ass en Ensembel. Et ass duerfir och schwiereg, déi verschidden Aspekter eenzel ze kucken, well deen ee steet a Relatioun mat deem aneren, deen ee stäipt deen aneren, deen ee vervollstännegt deen aneren, deen een ass näischt ouni deen aneren, deen ee mat deem aneren zesumme gëtt positiv Resultater an nëmmen all d'Aspekter zesumme ginn e komplett Bild a maachen dat aus, wat d'Reform 2007 ausmécht. Et ass duerfir schwéier, een Aspekt oder deen aneren erauszepicken. Mä vu datt vill vu menge Virriedner schonn am Detail op d'Saachen agaange sinn, erlaabt mer kuerz awer nach op deen een oder deen anere Punkt anzegoen.

Mat der Reorganisatioun, Här President, verfollege mer eigentlech zwee Objektiver. Fir d'éischt geet et drëm, fir datt d'Arméi déi nei Aufgaben, déi op se zoukommen, a gudde Konditioune ka wouerhuelen. Dozou gehéiert eng adaptéiert Organisatioun, déi sech haaptsächlech duerch déi nei Unité de disponibilité opérationnelle charakteriséiert. Dës nei Method erlaabt eis Planungssécherheet. Dës nei Method erlaabt eis fir déi Missiounen esou ze plangen à moyen terme, datt mer se och kënne wouerhuelen.

Stéchwuert Groupement tactique an NATO Response Force, wat jo nei Saache fir eis sinn a wat dann och dozou féiert, datt mer d'Organisatioun adaptéieren iwwert de Wee vun deenen Unités de disponibilité opérationnelle, déi eis och erlaben, prett ze sinn, wa mer geruff ginn. Déi eis och erlaben, déi Leit, déi an d'Missioune ginn, besser virzebereeden doduerch, datt se méi laang a méi spezifesch trainéiert ginn an trainéiere kënnen.

Déi Leit, déi an den UDOe beschäftegt sinn, kréien och en deementspriechenden Entgelt ënnert der Form vun enger UDOs-Prime, déi vun der Regierung op ronn 350 Euro de Mount wäert festgesat ginn iwwert de Wee vun deene Règlement-grandducalen, déi nach ze huele sinn.

Ech wëll och soen, datt mer hei, andeems datt mer déi UDOe constituéieren, keng Zwouklassenarméi schafen. Mir brauchen och déi, déi net an den UDOe sinn, well eng Arméi ass e Ganzt, dat sinn déi, déi an d'Missioun ginn, an dat sinn och déi, déi doheem déi Aarbechte maachen, déi musse gemaach ginn, fir datt déi aner kënnen an d'Missioun goen - Beispill Logistik, Beispill Entretien -, all maache se eng utile Aarbecht. Mir brauchen och déi, déi net an den UDOe sinn, dat ass en Ensembel alt erëm. Et geet alt erëm eng Kéier net, datt mer deen ee Punkt kucken an deen aneren net.

Et ass des Weidere meng permanent Suerg, datt eis Militär hir Asätz an deene beschtméigleche Konditioune kënnen ofwéckelen. Duerfir hu mer och dat zweet Gesetz iwwert d'Acquisitiounen haut hei virleien. D'Material vun der Arméi, wat mer haut hunn, ass iwwerholl souwuel um technesche Plang wéi um Plang vun der Sécherheet. Duerfir tätege mer och déi nei Uschafungen. Et geet eis dorëm, datt eis Militär esou gutt wéi méiglech protégéiert sinn um Terrain. Et geet eis dorëm, datt si a gudde Konditioune kënne schaffen a sech an uerdentleche Konditiounen an déi auslännesch Unitéiten, mat deene se zesummeschaffen, integréiere kënnen.

Am selwechte Sënn wäerte mer niewent der Reconnaissance, wou mer jo schonn am Kosovo aktiv sinn, d'Capacitéiten am Déminage, déi jo a verklengerter Form am Libanon an den Asaz komm sinn, weiderentwéckelen. An Dir wësst och, datt mer amgaang sinn, am Beräich vun der Waasseropbereedung an déi operativ Trainingsphas ze trieden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir kënnen net alles maachen, mir wëllen net alles maachen. Mir mussen eis a mir wëllen eis an e puer Beräicher spezialiséieren. Et sinn déi dräi, déi ech elo erwähnt hunn.

Mir wëlle virun allem utile Saache maachen, an ech wëll och ervirsträichen, datt mer am Virfeld bei eise Partner souwuel an der Unioun wéi an der Allianz eis vergewëssert hunn, datt eis Contributiounen engem reelle Besoin entspriechen an datt se net eng Duplikatioun vu schonns existéierende Moyenen duerstellen. Eis Efforten hunn och an deem Sënn international Unerkennung scho fonnt a stellen, wa se da richteg zum Droe kommen, ee reelle Plus duer.

Déi grouss Bléck vun den Acquisitioune betreffe selbstverständlech de Fuerpark vun der Arméi - et ass schonn hei gesot ginn. Ech wëll speziell d'Reconnaissance-Ween erwähnen. Mir schaffen do ganz intensiv mat der NAMSA zesummen. Si hëlleft eis, an där komplizéierter Matière gutt Resultater ze erziilen. D'Dossiere sinn an der Preparatioun esou wäit fortgeschratt, datt mer, wann d'Gesetz da gestëmmt ass, am nächste Joer eng Bestellung kënnen opginn, wat dat ubelaangt.

Och bei der Waasseropbereedung, och beim Déminage wäerte mer eis esou équipéieren, datt eis Asätz a gudde Sécherheetskonditioune stattfannen, woubäi een all Risiko ni ausschléisse kann, well soss bräichte mer jo par définition kee Militär, mä datt mer eis Asätz kënnen a gudde Sécherheetskonditiounen ofwéckelen. Och am Kader vum Déminage, och am Kader vun der Waasseropbereedung brauche mer dofir protégéiert Ween. All dës Acquisitioune maache mer wéi gesot iwwert de Fonds d'équipement militaire.

Déi Autorisatioun, fir dat ze maachen, froe mer haut bei der Chamber. Et wäert eis erlaben, déi komplizéiert Virgäng ofzewéckele mat enger gewëssener Flexibilitéit, mä virun allem an engem geregelten an novollzéibare Kader. Dat brauche mer, an duerfir sinn ech och frou, datt dat Gesetz haut och mat zur Ofstëmmung kënnt. Déi Zommen, déi investéiert ginn, sinn net onwesentlech. Mä si sinn utile, effikass a sënnvoll investéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zweet Objektiv ass et, déi sozial Fonctioun vun der Arméi ze verbesseren, ze festegen an auszebauen. Et geet dorëms fir de Jongen a Meedercher, déi sech mat hirem Engagement an der Arméi an den Déngscht vum Land an der Gesellschaft stellen, verbessert an nei berufflech Chancen a Perspektiven opzezeechne fir déi Zäit duerno, wou se net méi als Volontär an der Arméi aktiv sinn. Et geet dorëms, fir datt si déi Zäit an der Arméi kënne valoriséieren an notzen, esou datt se spéider besser Méiglechkeeten hunn, fir déi nächst Etappe vun hirem beruffleche Liewen an Ugréff ze huelen.

Meng Iwwerzeegung ass et, datt dat eis Flicht a Schëllegkeet ass, dat fir si ze maachen an och do dat Néidegt ze maachen. Et gëtt haut schonn eng Rei Elementer, Exklusivitéiten, Prioritéiten am öffentleche Secteur etc. Mäin Zil ass et, déi Opportunitéiten, déi bestinn, konkret ze verbesseren. Et misst och méi normal ginn, datt d'Zaldoten no der Arméi Plazen am Privatsecteur fanne kënnen. Et misst och séchergestallt ginn, datt se - an dat maache mer - déi Opportunitéiten och wouerhuelen. Duerfir gëtt d'Reconversioun an d'Schoul vun der Arméi erëm obligatoresch. Jiddferee muss no senge 36 Méint militärescher Period obligatoresch ee Joer an d'Schoul goen oder enger Formatioun nogoen.

Nieft der Schoul, déi ausgebaut gëtt, versiche mer, nei Formatiounen unzebidden a Beräicher, wou d'Arméi eng Plus-value ka bréngen. Ech hat eng Rei Virgespréicher an deem Zesummenhang mat der Educatiounsministesch, an ech wäert se an der ganz noer Zukunft mat enger Demande saiséieren, fir um Härebierg Formatioune beispillsweis am Beräich vun der Logistik unzebidden. Hei ka sech d'Arméi mat abréngen an dat, wat d'Regierung zesumme mam Privatsecteur amgaangen ass ze maachen, andeems se Lëtzebuerg wëllt als Logistikstanduert développéieren. A wann déi Logistikinitiativen dann hir Friichten droen - a si wäerten dat -, da mussen déi Entreprisen, déi sech do nidderloossen an an deem Beräich aktiv sinn, och kënnen op kompetent Leit zréckgräifen, a wou, wann net an der Arméi, kann een de Logistikerberuff léieren; wou, wann net an der Arméi, kann een dorop virbereet ginn, fir duerno och am Beräich vun der Logistik aktiv ze sinn.

Dat ass ee Beispill vun deene Saachen, déi ech mer ganz konkret an deem Zesummenhang virstellen, fir datt all Zaldot besser Chancen huet, sech am Beruffsliewen ze integréieren a seng Formatioun duerno ze valoriséieren, och - Här President - par rapport zum Privatsecteur. An net zulescht duerfir ass et wichteg, datt d'Arméi sech méi no un d'ADEM erubeweegt an am Géigenzuch déiselwecht ADEM sech méi no un d'Arméi erubeweegt. Dat maache mer mam Aarbechtsminister zesummen, an och dat ass d'Aufgab vun deem neie Service de reconversion, dee mer op d'Bee setzen. Och dee gehéiert zu der Reform, och deen ass integrale Bestanddeel vun der Reorganisatioun.

Här President, nach en zousätzleche leschte Punkt zu de Beruffsperspektiven. Un d'Prioritéiten an d'Exklusivitéite gi mer wéi gesot net réckelen, mä à l'intérieur vun deene Prioritéiten an Exklusivitéite kréien déi Zaldoten, déi an den UDOe sinn an also dobaussen um Terrain déployéiert ginn an de Krisegebidder, eng Superprioritéit par rapport zu deenen aneren, déi net an den UDOe sinn. Dat ass normal esou. Dat ass gutt esou, an do kritt och keen d'Regierung vum Géigendeel iwwerzeegt.

Am Iwwrege wëll ech soen, wat méi Zaldoten an d'UDOe ginn, wat et besser ass - dat alles natierlech ëmmer am Kader vun den organisationelle Méiglechkeeten. Ech hunn elo vun den UDOe geschwat. Ech hu virdru gesot, datt mer och déi brauchen, déi net an den UDOe sinn. Déi eng mat deenen aneren zesumme si keng zwou Klassen, mä en Ensembel, dee mécht, datt d'Arméi ka fonctionnéieren.

Finalement wollt ech och nach dem Här Haupert soen, datt mer d'Sportssectioun vun der Arméi selbstverständlech an onveränderter Form bäibehalen. D'Tessy Scholtes an den David Fiegen sinn nëmmen zwee vu villen Aushängeschëlder vun der Lëtzebuerger Arméi.

Här President, fir dass eng Arméi gutt fonctionnéiert, ass et wichteg, datt se e gudde Kader huet. De Kader, dat sinn Offizéier, Ënneroffizéier a Caporéil. Ech hunn an deene bal zwee Joer, wou ech d'Responsabilitéit vun der Défense hunn, vill gutt, kompetent, responsabel an engagéiert Leit an der Arméi op allen Niveaue begéint. Hir Aarbecht ass net ëmmer einfach. Et gëtt vill vun hinne verlaangt am Kader vun deem Transformatiounsprozess an all deem, wat d'Arméi vum 21. Jorhonnert wäert ausmaachen. Et ass e permanenten Challenge fir si, fir deenen neien Erausfuerderunge gerecht ze ginn.

Et ass e schwéieren Exercice, an deem et heescht, e ganze Betrib ze mobiliséieren, mä mir kënnen houfreg sinn op déi Manéier, wéi eis Leit an der Arméi dat maachen. Si maachen dat gutt, ganz gutt, an ech wëll hinnen dofir hei alleguerte vun dëser Plaz aus mäin Dank ausschwätzen. Hir gutt Aarbecht, dat solle se wëssen, dréit zum positive Bild vun eisem Land bäi.

Bei den Offizéier, Här President, wäerte mer an der Zukunft de Rekrutement diversifizéieren, fir Leit mat engem fäerdegen Unisdiplom kënnen an d'Arméi eranzekréien, esou datt déi Method eis wäert erlaben, nei Kompetenzen, nei Talenter, nei Capacitéiten ze fannen, déi d'Arméi vum 21. Jorhonnert brauch, fir ze fonctionnéieren.

Dat neit Gesetz wäert och d'Offizéier vun der Arméi mat deene vun der Police gehälterméisseg gläichstellen. D'Regierung huet des Weideren zréckbehalen, den operationellen Engagement vun de Militär an Zukunft nach méi ze honoréieren.

Duerfir wäerten d'Missiounsprimen, Här Henckes, déi d'Leit kréien, déi an d'Missioun ginn, och substanziell no uewen ugepasst ginn. Den Här Haupert huet och aus dem europäesche Rapport zitéiert, datt dat de richtege Wee wär. Also, déi Missiounsprime wäerten no uewen ugehuewe ginn. Och Trainingsprimë gi substanziell eropgesat, esou zwar datt fir den Training vun de Kaderen, deen oft laang a schwéier ass, d'Kaderen zwee Drëttel oder respektiv dräi Véirel vun där Missiounsprime kréien. Ech ginn net hei an den Detail vun den Zuelen an.

Mat deem System gëtt net nëmmen deenen neie Begebenheete Rechnung gedroen, mä och legitime Revendicatioune vu verschiddene Säiten, esou datt beispillsweis an Zukunft och wann ech gelift keen an der Arméi méi dat Wuert „Iwwerstonnen" soll an de Mond huelen. Déi Fro wär domadder och geregelt.

D'Prime de rengagement fält ewech, dat ass richteg. Mä wat déi aner Primen ugeet, d'Missiounsprime an d'Trainingsprime gi gehuewen, d'UDOs-Prime kënnt derbäi. Et gëtt also an deem Sënn kompenséiert an et kënnt zu enger globaler Verbesserung vun der Situatioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz zum Schluss wollt ech drop hiweisen, datt mer mat der Hëllef vum Bauteminister endlech, endlech, endlech e gondleeënde Sanéierungs- a Renovatiounsprogramm vun der Dikrecher Kasär op de Wee wäerte bréngen! Den Zoustand vun de Gebaier a vum Equipement ass net vertrietbar. Ech loossen awer net gëllen, Här Braz, wat Der gesot hutt, wat den Zoustand vun der Arméi en général ugeet. Wann Der et op d'Gebaier an den Equipement beschränkt, sinn ech domat d'accord. Fir de Rescht musse mer eis adaptéieren, fir deenen neien Défië gerecht ze ginn. Et ass vläicht eng Fro vun Terminologie, mä ech halen awer drop, dat kloerzestellen.

(Interruption)

Et ass gesot ginn, datt keng Lobby do wär, fir déi Renovatioun an Ugréff ze huelen. Mä ech mengen, datt d'Lëtzebuerger Arméi spéitstens vun haut un awer dee gréisste Sukkurs huet, dee se brauch, well den éischte Pouvoir hei mat 60 Leit ouni Fro hannert der Arméi steet a seet, et soll virugemaach ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Défense.*- An ech wäert och derfir suergen, mam Bauteminister zesummen, datt virugemaach gëtt. Ech hunn och ganz gutt verhalen, datt Der eis gesot hutt, datt d'Vitesse vun deem, wat mer maachen, den Haaptkritär wär. Dir hutt alleguerte gesinn, datt eng Rei Methoden do musse geännert ginn. Alles dat ass wierklech kee Luxus, well eis Militär verdéngen et, an dezenten an uerdentleche Konditiounen ze schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn an enger vu mengen éischte Rieden als Arméiminister gesot, d'Arméi, dat wär e staarkt Stéck Lëtzebuerg. Mat deene Gesetzer, déi d'Regierung lech haut hei ënnerbreet, kritt d'Arméi d'Méiglechkeeten, fir dat staarkt Stéck Lëtzebuerg ze bleiwen. Jo, si kritt d'Méiglechkeeten, fir nach méi e staarkt Stéck Lëtzebuerg ze ginn.

E Stéck Lëtzebuerg, wat e wesentlechen Deel ausmécht vun där 3-D-Approche vun der Lëtzebuerger Aussepolitik, nämlech deen drëtte vun deenen D, déi heeschen Diplomatie, Développement an Défense. E Stéck Lëtzebuerg, wat awer och à même ass, seng Roll a méi nationalem Kader gutt ze erfëllen. Sief et déi sozial Fonctioun, vun där ech geschwat hunn, oder déi méi traditionell Aufgabe vun der Arméi, wéi zum Beispill am Fall vun Iwwerschwemmungen oder anere Katastrophen.

Eis Aufgab ass et, fir dat ze maachen, wat néideg a gutt ass, fir datt eis Arméi an déi Fraen a Männer, déi si ausmaachen, hir Missiounen am Déngscht vun der Allgemengheet esou gutt wéi méiglech erfëlle kënnen. Déi zwee Gesetzer, déi haut hei virleien, weisen do d'Richtung fir déi nächst Joren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, da komme mer elo zum Vote vun deenen zwee Projeten. Fir d'éischt komme mer zum Vote vum Projet de loi 5785.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5785 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5785 ass mat 51 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a 7 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet, deen d'Dépenses d'investissement virgesäit, dat ass de Projet de loi 5808.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5808 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5808 ass och ugeholl, grad wéi dee virdrun, mat 51 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

6. Demandes en naturalisation

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn nach ee Punkt op eisem Ordre du jour, dat sinn d'Naturalisatiounen. Duerfir muss ech de Huis clos ausspriechen. De Huis clos ass ausgesprach.

(Le huis clos est prononcé à 17.48 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 17.52 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen. D'öffentlech Sitzung geet nach kuerz weider. D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 85 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 19 décembre 2007

1. AGOVIĆ Ernad, né le 24 septembre 1981 à Nikšić (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Rodange

2. ALCANTARA CRUZ José Luis, né le 12 novembre 1985 à Barranca/La Vega (République Dominicaine), demeurant à Esch-sur-Alzette

3. ANDRZEJEWSKI René Horst, né le 15 avril 1964 à Berlin (Allemagne), demeurant à Asselborn (Wincrange)

4. ALBRECHT Jacqueline, née le 10 mai 1965 à Berlin (Allemagne), demeurant à Asselborn (Wincrange)

5. ARAÚJO DE ALMEIDA Cristiano, né le 12 août 1988 à Águedo (Portugal), demeurant à Schieren

6. ASMARE Yiftusira, née le 5 janvier 1972 à Nazareth (Éthiopie), demeurant à Steinfort

7. AZEVEDO SILVEIRA Rui Filipe, né le 8 septembre 1980 à Arroios/Vila Real (Portugal), demeurant à Dudelange

8. BATILOVIĆ Ertan, né le 10 juillet 1984 à Istok (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Niederkorn

9. BERTOLINO Nicolo, né le 20 avril 1952 à Flénu (Belgique), demeurant à Olm

10. BIASIN Rina, née le 7 mars 1924 à San Vito al Tagliamento (Italie), demeurant à Esch-sur-Alzette

11. BIJELIĆ Mustafa, né le 20 juin 1966 à Tuzla (Bosnie-et-Herzégovine), demeurant à Bertrange

12. CAKAR Mersija, née le 24 septembre 1969 à Tuzla (Bosnie-et-Herzégovine), demeurant à Bertrange

13. BORBE Jenjerelle, née le 6 mars 1980 à Santa Cruz/Zambales (Philippines), demeurant à Luxembourg

14. BUITENHUIS Dirk John William, né le 3 novembre 1986 à Amersfoort (Pays-Bas), demeurant à Diekirch

15. BRAUN Stephan, né le 16 mai 1962 à Berlin (Allemagne), demeurant à Draufelt

16. CEDANO CEDANO Freddy, né le 20 mars 1972 à Higuey (République Dominicaine), demeurant à Schifflange

17. CHEN Nu, née le 15 janvier 1949 à Foshan/Guangdong (Chine), demeurant à Luxembourg

18. CILOVIĆ Adis, né le 27 novembre 1982 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Differdange

19. DELEV Aleksandar, né le 15 mars 1962 à Strumica (Macédoine), demeurant à Strassen

20. STOJANOVA Ljubinka, née le 16 novembre 1963 à Strumica (Macédoine), demeurant à Strassen

21. DIMMOCK John Quoc Viet, né le 2 juin 1988 à Aubervilliers (France), demeurant à Luxembourg

22. DOUWES Sébastien, né le 13 novembre 1984 à Eindhoven (Pays-Bas), demeurant à Hautbellain

23. DOUWES Vincentius Augustinus Maria, né le 20 mars 1953 à Culemborg (Pays-Bas), demeurant à Hautbellain

24. DU PREEZ Wilhelmina Maria, née le 17 octobre 1955 à Johannesburg (South Africa), demeurant à Ettelbruck

25. EMMANUAL Sophyamma, née le 22 août 1962 à Edappady/Kerala (Inde), demeurant à Esch-sur-Alzette

26. FAMDIE MEDEFO Edith Aimée, née le 26 janvier 1977 à Semto (Cameroun), demeurant à Helmsange

27. FERNANDES DA CONCEIÇÃO António Manuel, né le 10 septembre 1964 à Nossa Senhora do Rosário (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

28. FERNANDES NETO Maria de Lourdes, née le 30 septembre 1968 à Hamburg (Allemagne), demeurant à Hesperange

29. GALOPIN Marie-Thérèse Marguerite Antoinette, née le 15 juillet 1933 à Boulogne-Billancourt (France), demeurant à Luxembourg

30. GANIĆ Dijana, née le 7 novembre 1963 à Đjakovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

31. GAS Khadra Omar, née le 10 décembre 1980 à Merka (Somalie), demeurant à Belvaux

32. GERRETSEN Henderik Dirk, né le 3 janvier 1967 à Utrecht (Pays-Bas), demeurant à Merscheid

33. HAAS Britta Hülya, née le 18 mai 1970 à Krefeld (Allemagne), demeurant à Merscheid

34. GHOLAMIANZADEH Shideh, née le 24 avril 1981 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg

35. GLINEL Pierre-Jean Georges Gaston Béranger, né le 25 juin 1963 à Paris (France), demeurant à Luxembourg

36. GONÇALVES DA SILVA Alexandrina Maria, née le 26 mai 1983 à Cantanhede (Portugal), demeurant à Luxembourg

37. HANG Dongjiang, né le 5 octobre 1954 à Zhejiang (Chine), demeurant à Remich

38. HASANI Haxhi, né le 25 novembre 1948 à Vlora (Albanie), demeurant à Howald

39. HODŽIĆ Nezira, née le 1er janvier 1966 à Zaklopaca (Bosnie-et-Herzégovine), demeurant à Bereldange

40. ISOVIĆ Rifat, né le 7 juin 1958 à Peć (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Beringen

41. ŠKRIJELJ Nusreta, née le 15 août 1965 à Murovac (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Beringen

42. JASPART Isabelle Marie Renée Cécile Ghislaine, née le 18 novembre 1975 à Arlon (Belgique), demeurant à Dahlem

43. KIM Igor, né le 19 novembre 1969 à Almalyk/Tachkent (Ouzbékistan), demeurant à Luxembourg

44. YUGAI Irina, née le 29 juin 1973 à Kzynoktiabr/Tachkent (Ouzbékistan), demeurant à Luxembourg

45. KOPS Albrecht Richard Hans, né le 2 mai 1939 à Gorzów Wielkopolski (Pologne), demeurant à Wasserbillig

46. LATIĆ Elna, née le 11 août 1977 à Lagatore (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

47. LECOMTE Arnaud Mikaël José Henri, né le 19 août 1974 à Ancenis (France), demeurant à Belvaux

48. LU Yanfen, née le 25 novembre 1969 à Hua County/Guangdong (Chine), demeurant à Luxembourg

49. MANN Saskia Isabelle, née le 19 octobre 1979 à Leverkusen (Allemagne), demeurant à Luxembourg

50. MERZ Heinz Dieter, né le 31 mai 1958 à Bad Ems (Allemagne), demeurant à Rollingen

51. MONTEIRO COSTA Fernanda, née le 22 février 1969 à Nossa Senhora do Rosário/-Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

52. MORILLO QUEZADA Haydee Francisca, née le 9 mars 1974 à Santo Domingo (République Dominicaine), demeurant à Luxembourg

53. MUJIĆ Sead, né le 18 mai 1968 à Zavidovići (Bosnie-et-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

54. MÜLLER Clara Lucie, née le 9 octobre 1973 à Grenoble (France), demeurant à Bridel

55. NEVES JACINTO Liliana, née le 29 juillet 1986 à Torres Vedras (Portugal), demeurant à Luxembourg

56. NGUEKENG FAPOUO NONGNI Christian Claude, né le 4 novembre 1975 à Yaoundé (Cameroun), demeurant à Differdange

57. OLIVEIRA MENDONÇA Neusa, née le 16 février 1949 à Osvaldo Cruz (Brésil), demeurant à Berchem

58. PARRENO Lalaine, née le 21 janvier 1966 à Sagay/Negros Occidental (Philippines), demeurant à Luxembourg

59. PERIC Natasa, née le 15 août 1983 à Goodwood (Afrique du Sud), demeurant à Ettelbruck

60. PETERS Lothar Johann Leo, né le 22 mai 1960 à St. Vith (Belgique), demeurant à Steinfort

61. WAGNER Alexa Irmgard, née le 12 mai 1963 à St. Vith (Belgique), demeurant à Steinfort

62. PILIĆI Musa, né le 18 juin 1969 à Debar (Macédoine), demeurant à Warken

63. PIMENTAL SALAS Arnold, né le 29 août 1982 à Arequipa (Pérou), demeurant à Esch-sur-Alzette

64. POOT Nele Margareta Omer, née le 20 mai 1957 à Zottegem (Belgique), demeurant à Capellen

65. REILLE Geneviève Anne Jeanne Marie, née le 1er août 1956 à Arthès (France), demeurant à Howald

66. REXHAJ Kushtrim, né le 5 mars 1983 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Wasserbillig

67. REXHAJ Valdrin, né le 16 janvier 1985 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Wasserbillig

68. RUSCH Claude Georges, né le 17 mai 1956 à Ingwiller (France), demeurant à Howald

69. SALIH Hussain, né le 1er juillet 1975 à Jalawla (Iraq), demeurant à Luxembourg

70. SANTOS MONTEIRO Julia Maria, née le 10 octobre 1970 à Nossa Senhora do Rosário (Cap-Vert), demeurant à Bissen

71. SCHAMPAUL Michael, né le 22 mars 1972 à Saarburg (Allemagne), demeurant à Strassen

72. SCHUH Bernadette Elisabeth, née le 23 février 1957 à Saarburg (Allemagne), demeurant à Grevenmacher

73. SHANG Guang, né le 14 octobre 1983 à Wenzhou/Zhejiang (Chine), demeurant à Bissen

74. SHANG Yingying, née le 13 février 1985 à Wenzhou/Zhejiang (Chine), demeurant à Bissen

75. SHEQERI Maringlen, né le 20 janvier 1984 à Tirana (Albanie), demeurant à Luxembourg

76. SMOLDERS Roland Freddy Alfons, né le 30 octobre 1944 à Leuven (Belgique), demeurant à Girst

77. VEN Josephina Maria, née le 21 janvier 1946 à Lommel (Belgique), demeurant à Girst

78. SPÄTH Fabrice Fernand, né le 29 mars 1970 à Forbach (France), demeurant à Puetscheid

79. TALL Ndeye Sophie, née le 24 mai 1970 à Saint-Louis (Sénégal), demeurant à Niederkorn

80. TANG Pak Kei, né le 12 octobre 1986 à Hong Kong (Chine), demeurant à Dudelange

81. VELOSO FONTENELLE BEZERRIL André, né le 12 décembre 1978 à New York (États-Unis) demeurant à Strassen

82. VELOSO FONTENELLE BEZERRIL Fábio, né le 12 mars 1982 à São Paulo (Brésil), demeurant à Strassen

83. VELOSO FONTENELLE BEZERRIL Márcio, né le 3 juin 1983 à São Paulo (Brésil), demeurant à Strassen

84. VRAŽALIĆ Asja, née le 3 novembre 1972 à Mostar (Bosnie-et-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

85. WILSON Aaron Ross, né le 30 juin 1970 à Clinton/Missouri (États-Unis), demeurant à Remerschen

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.53 heures)

Chamber TV

an der Stad: *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* **zu Esch:** *um Kanal S40 (455.25 MHz)*
zu Déifferdeng: *um Kanal S 29* **zu Diddeleng:** *um Kanal S 32* **an der Gemeng Nidderaanven:** *um Kanal S 29*

Jeudi, 20 décembre 2007

SÉANCE 22

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Fernand Etgen et de M. Eugène Berger
- *Rapport de la Commission de vérification: M. Félix Braz*
- *Prestation de serment: M. Eugène Berger, M. Fernand Etgen*
- *Déclaration: M. Fernand Etgen*

2. Composition du Bureau
- *Propositions de changement adoptées*

3. Composition des commissions parlementaires et des délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *Propositions de changement adoptées*

4. 5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, Mme Colette Flesch, M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Motion de M. Claude Adam relative aux moyens financiers de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK)
- *Exposé: M. Claude Adam*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, Mme Marie-Josée Frank*
- *Vote (motion rejetée)*

6. Discours de fin d'année de M. le Président Lucien Weiler
- *M. le Président Lucien Weiler, M. François Bausch, Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Luc Frieden, Ministre; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Wann ech mer d'Regierungsbänk ukucken, da ginn ech dervun aus, datt d'Regierung eis haut keng Kommunikatioun ze maachen huet?

Une voix.- Jo, Här President.

1. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Fernand Etgen et de M. Eugène Berger

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir huelen haut zwee nei Memberen an d'Chamber op.

A sengem Bréif vum 29. November 2007 huet den Här Emile Calmes matgedeelt, datt hie vun haut 20. Dezember op säin Deputéiertemandat verzicht. A sengem Bréif vum 11. dëses Mounts huet den Här Henri Grethen matgedeelt, datt hien op den 19. Dezember démissionnéiert.

Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddfer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn derzou opgeruff d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, déi duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. Den Artikel 9, Alinea 4 vum Chamberreglement hält fest, datt de Chamberpresident fir d'Successioun op déi vakant Deputéiertemandater suergt, an de Statsminister dovunner a Kenntnis gesat gëtt.

A mengem Bréif vum 3. Dezember 2007 hunn ech mech also un d'Madame Agnès Durdu vun Heesdref gewannt, déi als éischte Suppléant vum Här Emile Calmes op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezirk Norden steet. An hirem Bréif vum 6. Dezember huet d'Madame Durdu matgedeelt, dass si op d'Deputéiertemandat verzicht.

A mengem Bréif vum 10. Dezember hunn ech mech un den Här Fernand Etgen vun Uewerfeelen gewannt, deen als zweete Suppléant vum Här Emile Calmes op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezirk Norden steet. A sengem Bréif vum 12. Dezember huet den Här Etgen matgedeelt, dass hien d'Deputéiertemandat unhëlt, dat duerch d'Demissioun vum Här Emile Calmes fräi gëtt.

A mengem Bréif vum 11. Dezember 2007 hunn ech mech un den Här Eugène Berger vu Peppeng gewannt, deen als éischte Suppléant vum Här Henri Grethen op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezirk Süden steet. A sengem Bréif vum 12. Dezember huet den Här Berger mer matgedeelt, dass hie bereet ass d'Mandat weiderzeféieren, dat duerch d'Demissioun vum Här Grethen fräi gouf.

Am Artikel 3, Paragraph 1, 4 a 5 vum Chamberreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Mir constituéieren elo déi Kommissioun esou wéi se am Artikel 3, Paragraph 4 virgesinn ass. Mir lousen elo déi Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen.

D'Kommissioun setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen:

1. M. Félix Braz
2. M. Robert Mehlen
3. Mme Viviane Loschetter
4. M. Paul-Henri Meyers
5. M. Marcel Glesener
6. M. Jacques-Yves Henckes
7. M. Laurent Mosar

Ech géif elo déi siwe Memberen, déi designéiert sinn, bieden zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 13. Juni 2004 ze préiwen, virun allem wat déi Häre Fernand Etgen an Eugène Berger betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport virzeleeën.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique à 14.35 heures)

* * *

(Reprise de la séance publique à 14.45 heures)

Déi öffentlech Sitzung geet weider. D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, déi mer elo grad constituéiert hunn, den honorabelen Här Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: dem Här Braz, dem Här Mehlen, der Madame Loschetter, mir selwer, dem Här Glesener, dem Här Henckes an dem Här Mosar. Den Här Braz gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun der Kommissioun ernannt.

Här President, ech bieden lech deemno, dem Här Rapporteur d'Wuert ze ginn.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Den Här Braz, dee wahrscheinlech fir d'éischt a sengem Liewe Rapporteur ass,…

(Hilarité)

…huet d'Wuert.

Une voix.- Awer net fir laang.

Rapport de la Commission de vérification

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), rapporteur.*- Ech kann dat bestätegen, Här President, dass et fir d'éischt ass.

Mesdames, Messieurs, la Commission ad hoc m'a chargé de faire le rapport suivant:

Par lettre du 29 novembre 2007, Monsieur Emile Calmes a informé le Président de la Chambre de la démission de son mandat de député au 20 décembre 2007.

Par lettre du 11 décembre 2007, Monsieur Henri Grethen a informé le Président de la démission de son mandat de député avec effet au mercredi 19 décembre 2007 à 14.00 heures.

Conformément à l'article 167 de la loi électorale et à l'article 9 du Règlement de la Chambre, les candidats venant sur chaque liste après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés à achever le terme des députés de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause.

Monsieur le Président de la Chambre, pendant la session, pourvoit à la vacance après en avoir informé le Ministre d'État.

Par lettre du 3 décembre 2007, Monsieur le Président Lucien Weiler s'est donc adressé à Mme Agnès Durdu de Hamiville, premier suppléant sur la liste du parti démocratique pour la circonscription du Nord.

Par lettre du même jour, il en a informé le Premier Ministre.

Par lettre du 6 décembre 2007, Madame Agnès Durdu a fait savoir qu'elle renonce au mandat de député.

Par lettre du 10 décembre 2007, Monsieur le Président de la Chambre s'est adressé à Monsieur Fernand Etgen d'Oberfeulen, prochain suppléant sur la liste.

Par lettre du 11 décembre 2007, Monsieur le Président de la Chambre s'est adressé à M. Eugène Berger de Peppange, premier suppléant sur la liste du parti démocratique de la circonscription du Sud.

Par lettre du même jour, il en a informé le Premier Ministre.

En vertu de l'article 118 de la loi électorale et plus particulièrement de l'article 3 du Règlement de la Chambre, celle-ci juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

Notre Commission a eu pour mission de procéder aux vérifications qui s'imposent.

Les élections législatives du 13 juin 2004 ont été vérifiées et validées par la Chambre des Députés le 13 juillet 2004. Des procès-verbaux des résultats des prédites élections il résulte que Monsieur Fernand Etgen, demeurant à Oberfeulen, est effectivement le deuxième suppléant sur la liste du parti démocratique de la circonscription du Nord. Il vient en rang utile pour occuper le siège devenu vacant suite à la démission de Monsieur Emile Calmes.

Il résulte des mêmes procès-verbaux que Monsieur Eugène Berger, demeurant à Peppange, est effectivement le premier suppléant sur la liste du parti démocratique de la circonscription du Sud. Il vient en rang utile pour occuper le siège devenu vacant suite à la démission de Monsieur Henri Grethen.

Par lettre du 12 décembre 2007, Monsieur Fernand Etgen a fait savoir qu'il accepte le mandat de député qui deviendra vacant suite à la démission de Monsieur Emile Calmes.

Par lettre du même 12 décembre 2007, Monsieur Eugène Berger a fait savoir qu'il accepte le mandat de député qui deviendra vacant suite à la démission de Monsieur Henri Grethen.

La Commission conclut à l'unanimité que rien ne s'oppose à l'assermentation de Monsieur Fernand Etgen et de Monsieur Eugène Berger et leur souhaite bonne chance dans l'exercice de leur mandat de député.

Le dossier qui a été mis à la disposition de la Commission est déposé sur le bureau.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. De Konklusioune vun der Kommissioun no sinn d'Gesetzgebung an d'Reglement vun der Chamber observéiert ginn an deementspriechend opposéiert sech näischt, dass den Här Emile Calmes duerch den Här Fernand Etgen ersat gëtt an den Här Eugène Berger d'Plaz vum Här Henri Grethen anhëlt. Ech géif also bieden, den Här Berger an den Här Etgen eranzebegleeden.

(M. Fernand Etgen et M. Eugène Berger sont admis dans la salle.)

Här Berger, Här Etgen, ech géif lech bieden elo den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass an dee folgende Wuertlaut huet:

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Ech géif lech bieden, déi riets Hand an d'Luucht ze hiewen a mer nozesoen: Je le jure.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Je le jure.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Je le jure.

M. le Président.- Acte est donné de la prestation de serment de Monsieur Eugène Berger et de Monsieur Fernand Etgen.

Dir sidd elo proklaméiert Membere vun der Chamber. Félicitatioune vun eis alleguerten!

(Applaudissements)

Esou wéi et Traditioun ass, ass et um Här Etgen elo - esou ass et Brauch -, dee fir d'éischt an der Chamber ass, dass hie seng éischt Ried hält. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat vill Begeeschterung trieden ech haut de Mëtteg mäin Amt als Deputéierten un an ech freeë mech op eng nei Aarbecht!

Erlaabt mer fir unzefänken e puer Wierder vu Merci u mäi Virgänger ze riichten, den Emile Calmes, dee vun 1989 u mat Nodrock an Idealismus d'Interesse vun der Nordbevölkerung an dësem Plenum vertratt huet. Den Emile Calmes huet eng exzellent Aarbecht geleescht an de Bewäis vu reeller Kompetenz a grousser Sachkenntnis erbruecht.

Ech denken dobäi ënner anerem u säi Budgetsrapport fir den Exercice 2003, wou hien eng schaarf Foto vun der reeller a finanzieller Situatioun vum Stat gemaach huet. Als Visionnaire huet hien eis virgemoolt, datt et fir Lëtzebuerg eng absolut Noutwendegkeet ass, déi zukënfteg Wirtschaftspolitik duerch de Brëll vun der Nohaltegkeet ze kucken.

Wegweisend bis haut ware seng Aussoen zum Kyoto-Protokoll an déi Pisten, déi hie virgezeechent huet, fir d'CO_2-Emissiounen ze senken. Den Emile Calmes huet net, wéi anerer, op den Al Gore gewaart, fir dem Klimaschutz eng éischt politesch Prioritéit ze ginn.

An zweeter Linn denken ech drun, datt hie schonn 1990 - an dat zu enger Zäit, wou vill dat Wuert ‚regional Zesummenaarbecht? nach net kannt hunn -, zesumme mam Camille Gira an deenen anere Buergermeeschterkolleegen aus dem Réidener Kanton, een interkommunale Syndikat gegrënnt huet, mam Zil, eng wirtschaftlech Diversifikatioun am Weste vum Land erbäizeféieren. Zwou regional Industriezone goufe geschaf.

Ënnert dem Emile Calmes senger Regie huet dëse Syndikat sech un de Bau vu

sozialen a sportlechen Infrastrukture ginn. Esou si Crèchen, Foyers du jour, een Altersheem an eng Schwemm entstanen. Och bedreift dëse Syndikat gemeinsam eng Museksschoul an huet sech den Themeberäicher Transport an Energie ugeholl.

Wann ech dës puer Beispiller opzielen, ass et, well se Virbildcharakter hunn an ech mech domadder voll a ganz identifizéieren als dee richtege Wee. Ech gesinn et als eng grouss Éier un, säi Mandat zu Enn ze féieren, a spriechen dem Emile Calmes een opriichtege Merci fir déi geleeschten Aarbecht aus!

Meng éischt Opmierksamkeet an dësem héijen Haus wäert deenen Theme gëllen, fir déi ech mech bis elo an der Politik agesat hunn. Ech hu mat 22 Joer zu Feelen am Gemengerot ugefaang, sinn zënter 1994 Buergermeeschter an aktiv a sëllechen interkommunale Syndikater. Ech si President vum Naturschutzsyndikat SICONA-Centre. Ech si Vizepresident vum Ofwaassersyndikat SIDEN. Ech si Comitésmember vum Syvicol an och Vertrieder vun deene klenge Gemengen am Conseil supérieur des Finances communales.

Wat déi aktuell Diskussioun iwwert d'Territorialreform ubelaangt, soen ech och Jo zu staarke Gemengen. D'Gemeng vu muer ass ee modernen Déngschtleeschtungsbetrib, ee staarke Service public fir d'Bierger. Duerfir brauche mer eng reell Partnerschaft tëschent Stat a Gemengen a keen Diktat vun uewen. Eis Kanner, d'Jugend, dat ganzt Ëmfeld vun de Schoulen, den drëtten Alter, de Wunnengsbau, d'Energie, d'Ëmwelt a besonnesch och den Naturschutz si Beräicher, wou d'Gemenge gefuerdert sinn, obschonn datt se net zu hiren obligatoresche Missioune gehéieren.

Mir brauchen duerfir Gemenge mat équilibréierte Finanzen, mat engem Maximum vun net zweckgebonnene Suen, déi si däerfen a Missiounen no hirem Choix engagéieren. Mir brauche méi finanziell Gerechtegkeet, fir gläichwäerteg Liewenskonditioune fir all Awunner an alle Gemenge vum Land ze garantéieren. Et ass een oppent Geheimnis, datt mir Nordliichter et méi schwéier hunn, wéi aner Regiounen, fir eis Fuerderungen an Usprëch no gläichwäertege Liewensbedéngungen duerchzesetzen.

Dat heescht am Kloertext, mir brauchen eng Reform vun de Gemengefinanzen an doduerch och méi finanziell Moyenë fir déi kleng Gemengen. Dat ass immens wichteg fir eis am Nordbezierk mat 42 Gemengen, déi 45% vum nationalen Territoire ausmaachen.

Well am Norde gëtt et keng grouss Gemengen! Och déi grouss, Ettelbréck an Dikrech, si klenger, jiddefalls wann een hir Recetten oder Gewerbesteier kuckt.

D'Nordstadgemenge kréien an der Moyenne 770 Euro Gewerbesteier pro Awunner, géint 1.570 Euro fir d'Gemeng Nidderaanwen oder 2.780 Euro Gewerbesteier pro Awunner fir d'Gemeng Betzder, Gemengen, déi kaum oder fir net ze soen iwwerhaapt keng regional Missiounen hunn.

(Brouhaha, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

Ech bewonneren a freeë mech iwwert déi Dynamik op Esch-Belval: spektakulär Infrastrukturen, den Agank an eng nei Liewenswelt, een eenzegaartege Projet! Ech bedaueren awer, datt déi strukturell Reformen am Norde manner séier viruginn. Ouni méi Sue vun uewe kommen d'Nordstadgemengen an der Entwécklung vun der Nordstad net virun, trotz exzellenter Viraarbecht an Iddië vun ënnen.

Une voix.- Très bien.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Och hei bleiwe staatlechersäits eng Rei Hausaufgaben ze maachen.

Wéi gesäit d'Mobilitéitskonzept fir d'Nordstad aus a wat geschitt mat der Zuchstreck tëschent Dikrech an Ettelbréck? D'Realisatioun vun der névralgescher Zentralachs Ettelbréck-Dikrech gëtt eréischt verkéierstechnesch méiglech…

(Coups de cloche de la Présidence)

…mat der Realisatioun vun der Collectrice Nordstad, dat heescht, dem Bau vun enger Süd-West-Ëmgehung vun Ettelbréck an enger Ëmgehung Norde vun Dikrech, dat heescht vun der Bleesbréck bis op de Fridhaff, an den Ausbau vun der B7 op véier Spure vu Schieren op de Fridhaff.

(Interruptions)

Och hei brauch d'Nordstad eng nei Struktur an enger Communauté urbaine, déi ze definéiere bleift, sollen déi sechs Gemengen zesummewuessen. Fir den integrative Prozess ze begleede muss och nach eng Entwécklungsgesellschaft gegrënnt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi Der mierkt, sinn ech dem Nordbezierk besonnesch verbonnen an et ass fir mech eng Selbstverständlechkeet, datt d'Uleies vun der gesamter Nordregioun an d'Wuel vun allen Éisleker mir immens wichteg sinn!

An der Vergaangenheet war et ëmmer eng Stäerkt vum Norden, datt d'Leit parteiiwwergräifend zesummegehalen hunn, wann et ëm eppes Wichteges gaangen ass. Ech hoffen, datt dat och an der Zukunft esou bleift.

D'Politik däerf net nokucken, datt d'Welt sech zu Ongonschte vun der Mënschheet entwéckelt. D'Politik ass d'Zukunftsgestaltung. Grad dofir musse mir verstäerkt op déi Jonk lauschteren, déi sech eescht Suergen ëm hir Zukunft maachen. Nom Nee vu groussen Deeler vun der Lëtzebuerger Jugend 2005 zum Europäeschen Traité, no de Stop-5611-Tumulten am Joer 2006 feelt et u Signaler an et feelt un Opbrochstëmmung. Et feelt u Perspektive fir eis Jugend.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP).*- De Klimawandel mat all deene Konsequenzen, déi doraus entstinn, ass eng Realitéit. D'Situatioun um Aarbechtsmaart ass trotz héijem wirtschaftleche Wuesstem net roseg. Den Zougang zu enger eegener Wunneng gëtt opgrond vun onméigleche Prozeduren a Präisser ëmmer méi schwéier. Deen, dee wëllt loune goen, bezilt sech d'Aen aus dem Kapp.

Et brauch ee sech net ze wonnere wann déi Jonk mat Angscht an d'Zukunft kucken, wann ee bedenkt wéi se deelweis ënnerbruecht sinn an de Schoule vum Norden. Zu Wolz am Lycée du Nord gëtt Schoul gehalen op engem chaotesche Chantier. De Lycée technique Ettelbréck ass hoffnungslos iwwerfëllt: gebaut fir 1.000 Schüler, beluecht mat 1.850 Schüler; eng Kantin fir grad emol 120 Schüler; iwwerfëllte Klassesäll; Wanderklassen iwwer ganz Ettelbréck verspreet; almoudesch Atelieren, déi weder de Sécherheetsbestëmmungen entspriechen nach den Ufuerderunge vun enger adequater Beruffsausbildung; almoudesch Sportinfrastrukturen an esou weider.

Als Bauerejong wëll ech och nach kuerz op d'Landwirtschaft agoen. D'Landwirtschaft ass een dynamesche Wirtschaftssecteur, deen op d'Zukunft ausgeriicht ass. Et gëllt mam neien Agrargesetz dës Dynamik net auszebremsen. Eis Baueren däerfen net am Stach gelooss ginn. Datselwecht gëllt fir de Mëttelstand, dee wéi de Bauerestand wesentlech derzou bäidréit d'Wirtschaft am ländleche Raum ze beliewen an hei déi meeschten Aarbechtsplazen ze schafen. Et ass de Mëttelstand, deen innovéiert an och ausbilt. Et ass de Mëttelstand, dee kriseresistent ass an och a wirtschaftlech méi schwieregen Zäite stabil ass a stabil bleift.

Zum Mëttelstand gehéiert och den Tourismus. Während am Zentrum an am Süden den Tourismus vun deenen neien Infrastrukture profitéiere konnt war am Osten an am Norde keen Opschwong festzestellen. D'Zuele stagnéieren, jo gi souguer erof. Den Tourismus an den Ardennë kann awer ee groussen Erfolleg erliewen, wann e ganz konkret op d'Stäerkte vum Éislek opgebaut gëtt.

(Interruption)

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Fernand Etgen *(DP).*- E puer Stéchwierder hei: Natur, Aktivtourismus, Kulturtourismus, historeschen Tourismus, Business- a Kongresstourismus, a last but not least dat, wat mer alleguer am léifste maachen, eng diversifiéiert gastronomesch Offer.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Fernand Etgen *(DP).*- D'Grënnung vum neien Office régional touristique des Ardennes, wou déi bénévole a professionell Acteure konkret zesummeschaffen, muss eng Success story ginn.

Här President, ech géing mer zum Ofschloss nach erlaben ee Bléck zréck op mäi Beruffsliewen ze werfen. 30 Joer laang hunn ech op der Enregistrementsverwaltung geschafft, eng passionnant Verwaltung opgrond vun der Panoplie vun hiren Attributiounen an der Komplexitéit vun der Matière. Zënter der Ofschafung vun de Grenzen tëschent de Länner vun der EU huet sech ee System vun organiséierter Steierhannerzéiung an Europa breetgemaach, deen de Memberstaten héich Verloschter un TVA-Recetten an eng grouss Konkurrenzverzerrung brëngt. Den Enregistrement brauch nach méi Leit, fir déi doten Défien opzehuelen. Ee Schrëtt an déi richteg Richtung ass de Projet, deen um Instanzewee ass, wat d'Kooperatioun tëschent deene verschiddene Finanzverwaltungen ubelaangt.

Meng berufflech Erfahrung huet mech des Weidere geléiert: 1. datt de Stat dem Steierzueler net méi Suen ofhëlt wéi en der brauch, fir sengen Obligatiounen nozekommen; 2. datt d'Steiere solle sozial gerecht sinn - dës Suerg ëm Gerechtegkeet verlaangt awer méi einfach Steieren an ee vereinfacht Verhältnis tëschent der Verwaltung an dem Bierger -; 3. d'Steiere sollen d'Leeschtung vum Eenzelnen net bestrofen, mä förderen. Mir däerfen also keng ze staark Progressioun an der Steiertabell hunn. Ech war gäre Statsbeamten an ech wëll hei behaapten, datt den öffentlechen Déngscht wesentlech besser ass wéi säi Ruff heiansdo dobaussen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt: Opgrond vu mengem politesche Werdegang a menger berufflecher Experienz gesinn ech meng Aarbecht an der Chamber besonnesch an de Beräicher vun der Innen- a Landespolitik, souwéi vun der Steierpolitik. Et läit op der Hand, datt ech mech dem Nordbezierk besonnesch verbonne fillen. An et ass fir mech eng Selbstverständlechkeet, datt d'Uleies vun der gesamter Nordregioun - vu Schieren bis op d'Wämperhaart a vun der Roumecht bis op Stolzebuerg - an d'Wuel vun allen Éisléker mir immens wichteg sinn.

Ech freeë mech elo op déi Aarbecht hei am Haus, si voll motivéiert op eng fair, loyal a konstruktiv Aart a Weis hei matzeschaffen, fir no Léisunge fir Problemer vun eiser Zäit ze sichen.

(Interruption)

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Här Etgen.

2. Composition du Bureau

Nom Départ vum Här Henri Grethen ass d'Chamber opgeruff en neie Member fir de Bureau ze designéieren. D'DP-Fraktioun proposéiert den Här Grethen duerch den Här Goerens ze ersetzen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ausserdeem proposéiert d'DP-Fraktioun d'Madame Colette Flesch fir de Postë vum Vizepresident vun der Chamber.

Ass d'Chamber och domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert an d'Madame Flesch ass vun elo u Vizepresident vun der Chamber.

3. Composition des commissions parlementaires et des délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Mat där neier Zesummesetzung vun der DP-Fraktioun ginn et och eng Rei Changementer, notamment an de Kommissiounen an an deenen internationalen Delegatiounen. Et gëtt Folgendes proposéiert:

- Commission des Comptes:

den Här Fernand Etgen ersetzt den Här Emile Calmes;

- Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire:

den Här Fernand Etgen ersetzt den Här Emile Calmes;

- Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

den Här Eugène Berger ersetzt den Här Henri Grethen;

den Här Etgen ersetzt den Här Calmes, wat de Volet „Classes moyennes" an „Tourisme" ubelaangt;

an den Här Bettel ersetzt den Här Calmes, wat de Volet „Logement" ubelaangt.

(Interruption)

Ass d'Chamber net d'accord?

(Interruption et hilarité)

- Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire:

den Här Goerens ersetzt den Här Grethen;

- Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports:

d'Madame Brasseur bleift Member fir de Volet „Sports", währenddeems d'Madame Flesch zoustänneg gëtt fir de Volet „Économie, Énergie" an „Postes".

- Commission de l'Environnement:

den Här Berger ersetzt den Här Calmes;

- Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse:

den Här Berger ersetzt den Här Calmes;

den Här Etgen gëtt zoustänneg fir de Volet „Famille";

an den Här Bettel fir de Volet „Égalité des chances" an „Jeunesse".

- Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications:

den Här Berger an den Här Etgen ersetzen déi Häre Calmes a Grethen;

- Commission des Transports:

den Här Berger ersetzt den Här Grethen;

- Commission du Travail et de l'Emploi:

den Här Etgen ersetzt den Här Calmes;

- Commission des Travaux publics:

den Här Etgen ersetzt den Här Calmes;

- Commission spéciale „Réorganisation territoriale du Luxembourg":

den Här Etgen ersetzt den Här Calmes;

- Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie:

den Här Goerens ersetzt den Här Grethen;

- Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne:

den Här Bettel ersetzt den Här Calmes als Membre effectif;

- Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux:

den Här Bettel ersetzt den Här Calmes als Membre effectif;

den Här Etgen ersetzt den Här Bettel als Membre suppléant.

- Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional:

den Här Goerens ersetzt den Här Grethen als Membre effectif an den Här Etgen ersetzt den Här Calmes als Membre suppléant.

Ass d'Chamber mat deenen dote Modifikatiounen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zu deem eenzege Projet, dee mer haut de Mëtten um Ordre du jour hunn, dat ass déi Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Meyers, d'Madame Flesch, den Här Braz, den Här Gibéryen, den Här Fayot an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry.

4. 5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gi populär Gesetzer, et ginn onpopulär Gesetzer. Ech fäerte ganz, datt mer dësen Text éischter an déi zweet Kategorie areie kënnen, an dach ginn et awer noutwendeg Gesetzer, an zu där Kategorie gehéiert dësen Text sécherlech och.

Wa mer et eescht menge mam Fonctionnement vun der Demokratie, wa mer

d'Parteie wierklech als eng wichteg gesellschaftspolitesch Kraaft gesinn an en Ausdrock vum politesche Pluralismus, a wa mer an de Parteie virun allem méi gesi wéi reng Wahlmaschinnen a Maschinne fir Wahlcampagnen ze organiséieren, da brauche mer och zu Lëtzebuerg e Gesetz, dat de Finanzement vun de Parteie regelt.

Lëtzebuerg huet laang gezéckt, bis haut, fir deen dote Schrëtt ze maachen. Esou ee Schrëtt soll ee sech och gutt iwwerleeën, an dach muss een zur Kenntnis huelen, datt an Däitschland - dat war dat éischt europäescht Land, wat an deem Sënn sech e Parteiegesetz ginn huet, wou och d'Finanzement geregelt ass - schonn am Joer 1959 légiféréiert ginn ass, an a praktesch allen aneren europäeschen Demokratië sinn esou Parteifinanzéierungsgesetzer an de 70er, spéitstens an den 80er Jore vum leschte Jorhonnert gestëmmt ginn.

A wann een de Bilan haut kuckt an Europa, bei wäit iwwer 30 Demokratien, da sinn et just d'Schwäiz an Zypern, déi guer keen öffentleche Finanzement vun de Parteie kennen an an England an Irland gëtt et nëmmen en öffentleche Finanzement vun de Fraktiounen an hirem Parlament.

Zu Lëtzebuerg kenne mer eng deelweis öffentlech Réckerstattung vun de Wahlkampfkäschten duerch ee Gesetz vun 1999. Zéng Joer virdru sinn eigentlech hei zu Lëtzebuerg méi systematesch öffentlech Hëllefe fir d'Fraktiounsaarbecht festgeluecht ginn iwwert d'Chamberreglement. Dës zwou Regelungen, déi fir d'Fraktiounen an déi fir d'deelweis Réckerstattung vun de Wahlkampfkäschte bei nationalen a bei Europawahlen, bleiwe bestoen, och nom Vote vun dësem Gesetz.

Öffentlech, staatlech Bäihëllefe fir Parteizentrale fir déi eigentlech Parteiaarbecht ausserhalb vun de Wahlcampagnë kenne mir bis dato hei zu Lëtzebuerg net. Et ass eigentlech erstaunlech an och e bëssen alarmant, well mer eigentlech bis haut zu Lëtzebuerg kee Parteiegesetz hunn an deem Sënn, datt et géing iergendwéi eng verbindlech Regelung ginn, wat de Finanzement vun de Parteien ugeet. Dat war bis elo en Tabuthema hei zu Lëtzebuerg. Haut ass also villes méiglech, villes denkbar an deem doten Zesummenhang. Mat deem soll Schluss sinn an Zukunft.

Wéi eis Parteie fonctionnéieren, wat se schaffen, wou se hir Suen hierhuelen, fir wat datt se hir Gelder ausginn, dat ass bis elo zu Lëtzebuerg eng reng intern Affär vun de jeeweilege politesche Parteie bliwwen. An drolegerweis huet dës a mengen Aen onduerchsiichteg Situatioun zu manner negative Commentairen an eenzelne Medië gefouert wéi dëse Gesetzesvirschlag, dee probéiert eng verbindlech Regelung eranzebréngen an och méi Transparenz an dee ganze System ze bréngen.

De François Bausch huet den 13. Mäerz 2007 e Gesetzesprojet deponéiert, deen och d'Ënnerschréften dréit vu mir selwer, dem Marco Schank, dem Claude Meisch an dem Roby Mehlen, also d'Ënnerschréften dréit vun de Vertrieder vu sämtlechen hei am Parlament vertruedene Fraktiounen.

Dëse Gesetzesvirschlag stellt dann och ee Konsensus duer tëschent deenen eenzelne Fraktiounen hei am Parlament, wat awer net heesche wëllt, datt se eleng d'Interesse vu sech selwer gekuckt hätte wéi se un déi Matière hei erugaange sinn, a si hu sech genügend Zäit gelooss, fir dat ze maachen. Iwwer ee Joer hu praktesch d'Virbereedungsaarbechten an engem Aarbechtsgrupp gedauert éier dee Projet hei als Proposition de loi zustane komm ass an och duerno ass se nach op wesentleche Punkten, besonnesch och opgrond vum Avis vum Statsrot, vun der zoustänneger Kommissioun amendéiert ginn, déi mech och zum Rapporteur vun dëser Proposition de loi designéiert huet.

Dëse Gesetzesvirschlag, säin Haaptmérite läit doranner, datt en een einfache strenge Kader setzt fir d'Finanzéierung vun de politesche Parteien hei zu Lëtzebuerg.

Dräi Ziler verfollegt en:

Éischtens versicht en de Risiko vun enger Aflossnam vu baussen op d'Parteien, vun der Wirtschaft oder vun anere Lobbyen, duerch eng nei Regelung, streng Regelung, wat d'Donen uginn, op een absolute Minimum ze beschränken.

Zweetens wäerten an Zukunft d'Konte vun alle Parteien transparent ginn an enger onofhängeger Kontroll ënnerworf bleiwen.

An drëttens kréien d'Parteie genügend öffentlech Gelder zur Verfügung gestallt, fir, ouni mussen ënner anerem op Betribsdonen zréckzegräifen, hirer Missioun an der Gesellschaft an an den Institutioune kënne gerecht ze ginn.

Un alle Parteien ass et elo ze beweisen, wann deen Text hei Gesetz ass, datt se dës Regelung seriö huelen, an datt se dës Regelung korrekt an zilgerecht ëmsetzen. Et ass also Schluss mat den anonyme Spenden. Privat Donë bleiwen ënner gewësse Konditiounen erlaabt, mä si sinn enger strenger Kontroll a Publicitéit ënnerworf.

D'öffentlech Gelder fir d'Parteie mussen haaptsächlech agesat ginn, niewent dem normale Fonctionnement vun hirem Parteiapparat, fir Berodung a Weiderbildung vun de Mandatairen a vun de Memberen.

Mir haten am urspréngleche Projet do e Minimum vun 10% virgesinn. Deen ass erausgeholl ginn aus prakteschen Ursaachen, mä dat bleift awer eng gemeinsam Zilrichtung vu sämtleche Parteie vill méi kënnen duerch déi öffentlech Gelder ze engagéieren am Beräich vu Berodung, Weiderbildung, politeschen Etüden, Kontakt mam Bierger, Informatioun an Opklärung an och am Beräich vun der internationaler Zesummenaarbecht, wou sämtlech Parteien och an europäeschen oder an internationalen Netzwierker a Verbänn mat engagéiert sinn.

Et wär sécherlech och wënschenswäert, wann d'Parteie sech géingen ënnereneen ofschwätze bei der praktescher Ëmsetzung vun deem heiten Text, wat en neien Text ass, wou sécherlech munch Froe sech nach stelle wäerten, herno, wann et dorëms geet dat um Terrain wierklech ze applizéieren. Mä et wär awer och wënschenswäert - dat ass eng perséinlech Iwwerleeung, déi ech hei maache wëll -, wann d'Parteien och kéinten en Accord fannen ënner sech, wat déi nächst Wahlcampagnen ugeet, fir et net zu enger Käschtenexplosioun bei deene Wahlcampagnë kommen ze loossen.

Dofir sinn déi öffentlech Gelder eigentlech net geduecht, gell Diert, fir dat ze maachen. Mir kenne jo haut schonn de System vun der deelweiser Réckerstattung vun de Wahlkampfkäschten, an dofir sollt tëschent alle Parteien en Engagement kommen, fir hei Fouss bei Mol ze halen an ze verhënneren, datt dat heiten zu enger weiderer gréisserer Ausgab an deem dote Beräich vun de Wahlcampagnë féiert.

Ech hunn als Rapporteur och am schréftleche Rapport virgeschloen, datt, wéi mer dat och bei anere Gesetzestexter maachen a besonnesch an Domänen, wou fir d'éischt légiféréiert gëtt, do ee Bilan gezu gëtt, datt d'Chamber no zwee, dräi Joer praktescher Uwendung vun deem heite Parteiefinanzéierungsgesetz e Bilan zitt, mat deene Concernéierte schwätzt a probéiert eng objektiv Bëuerteelung duerchzeféieren, wat deen heite System bruecht huet, wat e vläicht net bruecht huet vun den urspréngleche Zilsetzungen, déi mer eis gesat haten, a wou ee muss nobesseren, ëmänneren, complétéieren, wat de legislativen Text ugeet.

An alle Länner, wou et zënter laange Joren eng Parteiefinanzéierung iwwer e Gesetz gëtt, ass et zu Nobesserunge vun deenen Texter komm opgrond vun der praktescher Erfahrung, déi gesammelt ginn ass. D'Parteie stinn also virun enger ganz grousser Verantwortung a si wäerte vun der öffentlecher Meenung dorunner gemooss gi wéi se déi öffentlech Mëttelen, déi hinnen zousätzlech zur Verfügung stinn, elo wierklech asetzen. A si eleng hunn et also an der Hand ze bewierken, fir méi eng grouss Akzeptanz no bausse vun esou enger Regelung ze kréien.

D'politesch Parteien zu Lëtzebuerg hu kee Schattendasein. Et si wichteg politesch Kräften, och wat d'Zuel vun hire Memberen ugeet. Dat ënnerscheet souguer d'Lëtzebuerger Situatioun vu villen aneren, och gréissere Länner an Europa. Ech hunn eng Kéier e bëssen eng Aschätzung gemaach opgrond vun deenen Zuele vun de Memberen, déi déi eenzel Parteien zur Verfügung gestallt hunn, an ech sinn zum Schluss komm, dass mer hei zu Lëtzebuerg ronn 22.000 bis 24.000 Leit hunn, déi Member vun enger politescher Partei sinn, dat bei enger Gesamtzuel vun 220.000 ageschriwwene Wieler.

Wann een also do och dem Fait Rechnung dréit, dass eng Rei vu Leit vläicht keng Wieler sinn, déi Member an enger Partei sinn, well se Auslänner sinn oder well se och den Alter nach net hunn, fir sech kënne bei Wahlen ze bedeelegen, esou kann een dovunner ausgoen, dass ronn 8 bis 10% vun de Wieler hei zu Lëtzebuerg Member vun enger politescher Partei sinn. Dat ass een héije Prozentsaz am Verglach mam Ausland.

Déi traditionell grouss Parteie sinn och zu Lëtzebuerg Memberparteien, well se zegdausend Memberen hunn. Si hunn eng breet sozial Assise. Och wann dat bei méi jonke Parteien noutgedrongenerweis net am selwechte Mooss de Fall ass, esou kann een awer soen, dass sämtlech Parteien, déi zu Lëtzebuerg deen Numm verdéngen, an der Gesellschaft verwuerzelt sinn an och eng national Ausriichtung hunn.

Zurzäit si fënnef Parteien hei an der Chamber vertratt. Mir haten alt bei legislative Wahle bis zu zwielef Lëschten hei zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg ass also e klengt Land, awer eng lieweg Demokratie mat enger breeder Parteielandschaft, wéi ee se ähnlech och a grousse Länner erëmfënnt, an dat soll och no deem heite Gesetz esou bleiwen. Dat war eng gemeinsam Suerg, déi mer bei eisen Aarbechten haten.

Zwou allgemeng Bemierkunge wollt ech nach maachen, ier ech op déi fënnef zentral Punkte vun deem Gesetz ze schwätze kommen:

Ech hu jo schonn ervirgehuewen, dass dëse Gesetzesvirschlag vu sämtlechen an der Chamber vertratte Parteie gedroe gëtt, mä aner Parteie sollen och kënnen dovunner profitéieren.

Zweete Punkt, deen ech wollt ervirsträichen: Mir hunn net am loftleere Raum geschafft, wéi mer déi Texter hei formuléiert hunn, mä mir konnten eis haaptsächlech op zwou Quelle beruffen: éischtens emol op bestehend Gesetzgebungen an aneren europäeschen Demokratien, notamment de Länner ronderëm eis, der Belsch, Frankräich an Däitschland; awer virun allem och op eng politesch Recommandatioun, d'Recommandatioun 2003/4 vum Comité des Ministres vum Conseil de l'Europe iwwert d'gemeinsam Regele géint d'Korruptioun bei der Finanzéierung vun de Parteien an de Wahlcampagnen. Déi Richtlinne vun där Recommandatioun vum Conseil de l'Europe, dat war eigentlech de Maassstab, fir déi eenzel Bestëmmungen an där Gesetzespropositioun festzeleeën.

Als Institutiounskommissioun hu mer eis Aarbechten och seriö geholl. Mir haten net manner wéi néng Sitzungen zu deem heiten Thema. Mir hunn eng ganz Serie vun Amendementë gemaach opgrond haaptsächlech och vum Avis vum Statsrot, an den definitiven Text, dee baut eigentlech och op der Textstruktur op, wéi de Statsrot se proposéiert hat. Och d'Regierung hat sech an enger kuerzer Stellungnam positiv zu där heiter Gesetzesinitiativ geäussert.

Ech wëll hei net an den Detail vum Text agoen, wär awer frou, wann ech kéint, well dat effektiv dat Wesentlechst ass, fënnef zentral Froe behandelen, déi sech och an de Recommandatioune vum Conseil de l'Europe erëmfannen, déi mer och diskutéiert hu mam Grupp GRECO vum Conseil de l'Europe, déi eng Observatioun maachen iwwert d'Korruptioun an de Memberstate vun der Europäescher Unioun an déi speziell och iwwert d'Parteiefinanzéierung e Rapport deemnächst wäerten iwwer eist Land maachen.

Déi fënnef zentral Punkten, déi fënnef Froe sinn déi folgend: Wie profitéiert vun der Parteiefinanzéierung, wéi d'Gesetz et virgesäit? Wéi vill mécht d'öffentlech Finanzéierung aus? Wéi gesäit de Regime vun de Privatspenden aus? Wat fir eng Buchféierung mussen d'Parteie maachen? An duerch wie ginn d'Konten an d'Bilanë vun de Parteie kontrolléiert?

Bei den Äntwerten op déi dote Froen, bei der Ausschaffung vum definitiven Text ware mer vun zwou Grondiddië geleet: Éischtens, méiglechst einfach an novollzéibar Regele festzeleeën, an zweetens, d'Parteiefinanzéierung hei zu Lëtzebuerg soll op objektiven, gerechten a vernünftege Kritären opgebaut sinn.

Déi éischt Fro: Wie profitéiert vun där öffentlecher Parteiefinanzéierung hei zu Lëtzebuerg?

Fir ënnert de Regime vun der Finanzregelung ze falen, muss ee folgend Konditiounen erfëllen: Et muss een éischtens emol eng politesch Partei sinn. Mir hunn d'Definitioun do iwwerholl, wéi se am Gesetz vun 1999 festgehalen ass. Et muss een also iwwer fest Strukture verfügen. Et muss ee mindestens Statuten an e politesche Programm hunn. Et brauch ee keng Personnalité juridique als Partei ze hunn. No menger Kenntnis huet keng vun de politesche Parteien eng Personnalité juridique hei zu Lëtzebuerg.

Zweet Konditioun, fir kënnen an deen heite Regime eranzekommen: Et muss ee komplett Lëschten opstellen an de véier Bezierker bei den Nationalwahlen an och bei den Europawahlen an et muss ee mindestens 2% vun de Stëmme kritt hunn an der nationaler Moyenne - dat ass eng Moyenne pondérée tëschent deenen eenzelne Bezierker bei den Nationalwahlen - an och 2% kréie bei den Europawahlen. Et ass also eng kumulativ Konditioun, déi de Gesetzesvirschlag hei virgesäit.

Firwat 2%? D'Diskussiounen am Aarbechtsgrupp hu gereecht vun 1% bis 4%, a mir hunn eis schliesslech op deenen 2% gëeenegt. 2%, dat mécht et méiglech, dass eng Partei, déi och kee Vertrieder an der Chamber huet, awer an de Genoss vun enger öffentlecher Finanzéierung kënnt mat deem heiten Text.

Dass dat keng Theorie ass, wëll ech duerch folgend Zuele beleeën: 1999 hat d'Lëscht vun Déi Lénk, op där och Leit vun der KP deemools kandidéiert haten, am Landesduerchschnëtt ronn 3%. 2004 hat Déi Lénk 1,7 respektiv 1,8%, war se also ganz no un deem Sockel vun 2% drun. Wa mer e bësse méi zréck ginn, 1994, d'National Bewegung wär drënnergefall, well si louch bei den Nationalwahle wéi och bei den Europawahlen iwwert dem Seuil vun den 2%. Si hat awer kee Vertrieder hei am Parlament, esou dass Der also gesitt, opgrond vun deene praktesche Beispiller, dass duerchaus an der Vergaangenheet déi Dispositioun hei gespillt hätt, och fir Parteien, déi am Fong kee Vertrieder an d'Chamber selwer geschéckt hunn.

Dat war eis och immens wichteg. Mir wollten op där enger Säit verhënneren, dass déi nei Regelung nëmme sollt fir etabléiert Parteie gëllen, an op där anerer Säit awer och net dozou bäidroe sollt, doduerch, dass mer de Seuil ze niddreg géife setzen, dass mer iwwert deen heite Parteiesystem eigentlech géifen d'Zersplitterung vun der Parteielandschaft hei zu Lëtzebuerg förderen. Duerfir, wéi gesot, dee Seuil vun 2%.

Mir mengen, dass dee Seuil sech vertriede léisst an dass dat och novollzéibar ass, wéi mer do gelannt sinn. Mä dat ass eng Fro, déi ee sécherlech beim Bilan an zwee, dräi Joer nach eng Kéier sollt frësch kucken.

Zweete Punkt, dee wichteg war: Wat fir eng staatlech Finanzéierung gëtt et? Wou setze mer un? Do hu mer eis festgeluecht op en duebele System, op där enger Säit eng Part fixe, e Sockelbetrag vun 100.000 Euro, deen all Partei automatesch zeguttkënnt, déi déi minimal Konditioune vum Gesetz erfëllt. Do kënnt eng Part variable nach drop vun 11.500 Euro pro Prozentpunkt, déi déi eenzel Parteien iwwert dem Sockel vun 2% leien, sief et an der Moyenne pondérée nationale bei Legislativwahlen, sief et bei den Europawahlen.

Dee System féiert dozou, dass déi méi kleng Parteien, relativ gesinn, e bësse besser ewechkommen, wéi déi méi grouss Parteien, well ebe mat engem Sockelbetrag hei geschafft gëtt. Mä dat ass eigentlech ganz normal. Dat ass och ee vun de Kritären, dee mer wollte berücksichtegen an deem heite Fall.

Wann een dat op déi heiteg Situatioun ausrechent, da kann ee soen, dass sämtlech Parteien, déi drënnerfalen - dat sinn der, wéi gesot, fënnef -, insgesamt 2,5 Milliounen Euro géinge jährlech Dotatioun kréien, wa se herno déi aner Konditiounen erfëllen, déi sech aus der praktescher Ëmsetzung vun deem heiten Text erginn.

Et sinn haaptsächlech folgend Konditiounen, déi elo spillen:

Aus dem Text vun der Gesetzesvirlag geet ganz kloer ervir, dass déi Gelder net däerfen zweckentfremdet ginn. Déi Gelder mussen ausschliesslech zu Parteizwecker agesat ginn. Wann dat net de Fall ass, da fält déi Partei net méi ënnert d'Bestëmmunge vun deem heiten Text.

An zweetens natierlech: D'Gesetz gesäit eng ganz Rëtsch vu Regele vir: vun Offeleeunge vun de Statuten, vun den Nimm vun den Dirigente vun de Parteien, wat d'Donen ugeet a wat d'Konten an d'Bilane vun de jeeweilege Parteien ugeet. Loosse mer dozou iwwergoen.

Den drëtte wichtege Punkt: Wéi gesäit et mat de Privatspenden aus? An och do hu mer eng ganz streng Optioun geholl, wann een dat vergläicht mat deem, wat am Ausland üblech ass op deem dote Punkt. D'Spende vun de physesche Persoune bleiwen och an Zukunft erlaabt, mä si musse wa se eng gewëssen Importenz hunn - an déi hu mer relativ niddreg ugesat, bei 250 Euro - veröffentlecht ginn. Et muss

also eng Lëscht gemaach ginn. Et muss Buch gefouert ginn. Déi Donen iwwer 250 Euro musse mam Numm vum Spender veröffentlecht ginn. Jiddferee muss déi kënnen akucken. Esou dass also Donë vu Privatpersounen eng Einnahmequell vu Parteie bleiwen, sécherlech awer un Importenz wäerten ofhuelen.

Niewent deenen aneren Akommessen, déi eng Partei huet, wat jo normalerweis Membersbeiträg sinn, déi wahrscheinlech e gudden Deel vun den Einnahme vun deene grousse Parteien zumindest duerstelle respektiv och d'Cessiounen, déi d'Mandatairë maachen un hir Parteien opgrond vun hiren Indemnitéiten an hire politeschen Ämter. Och dat bleift selbstverständlech an Zukunft méiglech. Anonym Spende sinn ausdrécklech verbueden.

Och een Opsplécke vun de Spende wär contraire zum Gesetz. Et däerf een net eng Spend opsplécken an e puer Elementer, fir sech eigentlech laanscht d'Veröffentlechung vun den Nimm ze drécken. Och dat wär e Contournement vun den neie gesetzleche Bestëmmungen, wéi et och implizit verbueden ass, dass Spenden iwwer e puer Statioune géinge lafen, dass Stréimänner oder -frae géingen hiren Numm hierginn, dee Prête-nom fir aner Leit. Och dat ass zwar méiglech, mä ass verbuede mat deem heiten Text.

Duerfir och deen Appel, deen ech virdru lancéiert hunn: All Parteien hunn derfir ze suergen, dass dat heite ganz strikt applizéiert gi wäert, soss muss ee sech do an Zukunft nach iwwer zousätzlech Regele Gedanke maachen, wann ee géing feststellen, dass an där doter Fro iergendwéi Mëssbräich wäerte gemaach ginn duerch déi eenzel Parteien.

Spende vu juristesche Persoune ginn ausdrécklech net erlaabt. Dat heescht also am Kloertext, dass Firmen a Betriber keng Parteispenden an Zukunft maachen däerfen. Do ginn et praktesch nëmmen zwee, dräi aner Länner an Europa, déi déi doten absolut Interdictioun festgehalen hunn. Et war, mengen ech, fir sämtlech Parteie wichteg, dass dat kloer festgehale gouf.

Betribsspenden, Spenden duerch Verbänn, och Gewerkschaften a Veräiner sinn also an Zukunft illegal; si sinn net méi méiglech. Et geet dorëms, fir also all Aflossnam vu baussen op een absolute Minimum ze reduzéieren an net d'Parteie sech ënner Drock setzen ze loossen duerch iergendwellech Ofhängegkeeten, déi kéinten zu private Spender entstoen, an déi hir Aktiounsfräiheet géingen an iergendenger Form anengen.

All Donë mussen also enregistréiert ginn: ob déi Donen an der Parteizentral selwer erakommen, oder ob se an den Ënnerstrukture vun de Parteien entgéintgeholl ginn oder souguer, ob se iwwer Associatiounen erakommen, déi en direkte Lien mat de politesche Parteien hunn; wéi d'Associatiounen, déi d'Gestioun maache vum Patrimoine immobilier vun de Parteien oder Fondatiounen, déi de Parteien nostoe géingen. All déi Donë mussen ouni Ausnahm enregistréiert an deklaréiert ginn.

De véierte Punkt: D'Parteie mussen an Zukunft eng nei Buchféierung maachen. An den Zentralstrukture mussen all Einnahmen an Ausgabe verbucht ginn. Déi patrimonial Situatioun - aktiv a passiv - muss och kloer festgehale ginn. Dat geet a Richtung vun enger Comptabilité commerciale, wat d'Zentralstrukture vun de Parteien ugeet.

Wat d'Ënnerorganisatioune vun de Parteien ugeet: Do gi mer an dëser Phas net esou wäit aus prakteschen Ursaachen, mä selbstverständlech mussen do déi Keesseberichter vun deenen Ënnerorganisatioune veröffentlecht ginn. Se mussen approuvéiert ginn duerch déi Organer, déi bei de Parteien zoustänneg sinn. Et muss och e Réviseur de caisse dat Ganzt kontrolléieren.

D'Gesetz schreift also och vir wat fir eng Haaptrubriken an där Kontabilitéit vun de Parteien erëmzefanne sinn. Déi kënne souguer duerch Règlement grand-ducal festgeluecht ginn. Duerch Règlement grand-ducal kann en eenheetleche Plan comptable fir politesch Parteie festgeluecht ginn, wann dat néideg ass.

Dat do war ee Punkt, wou mer Diskussioune mam Statsrot haten. Dee wollt déi Comptabilité commerciale iwwer sämtlech Elementer, Composantë vun de Parteien hunn. Aus prakteschem Sënn si mer awer bei der Iddi vun der Proposition de loi bliwwen op deem dote Punkt, quitte dass een an enger zweeter Phas och iwwert déi dote Fro nach eng Kéier diskutéiere kann, wa mer souwisou de Gesetzestext op de Leescht huelen.

Fir mech ass et kloer, dass de Corollaire vun där dote Kontabilitéit fir d'Parteien och nei Regele sinn, wat d'Kontabilitéit vun de politesche Fraktiounen ugeet. Well et ass jo ganz kloer, dass dat, wat bis elo méiglech war, nämlech eng gewësse Confusioun vu Partei a Fraktioun, wat d'Finanzen ugeet, an Zukunft ausgeschloss gëtt mat deem heiten Text. Och do kënnt méi Transparenz eran. Wann een d'Kontroll wëllt komplett maachen, da muss een et och méiglech maachen, dass d'Fraktiounskonten an deemselwechte Mooss eigentlech opgestallt a kontrolléiert gi wéi dat bei de Parteikonten de Fall ass, well soss kann et jo zu enger Querfinanzéierung iwwert deen dote Wee vun de politesche Parteie kommen. Do ass et vläicht un der Zäit, fir drun ze denken och eist Chamberreglement op deem dote Punkt nach ze vervollstännegen.

De fënneften a leschten Haaptpunkt vun der Diskussioun: D'Fro vun der Kontroll, vun der Buchféierung, der Transparenz an där vun de Sanktiounen. Eisen Text geet do ganz wäit. Do si mer méi wäit gaange wéi de Statsrot eigentlech goe wollt, deen ëmmer do ganz virsiichteg war, wou mir awer als Institutiounskommissioun ganz kloer d'Optioun eis opgehalen hu vun där ursprénglecher Proposition de loi a gesot hunn: Sämtlech Konten a Bilane mussen net nëmmen no gewëssene Regelen opgestallt ginn, mä déi mussen och vun enger onofhängeger Stell kontrolléiert ginn.

All déi Elementer vun deem Bilan vun de Konten - och de Rapport vun der Cour des Comptes herno iwwert déi Buchféierung - mussen öffentlech sinn. Déi muss also accessibel si fir jiddfereen. Déi muss kënne vu jiddferengem, deen dat wëllt, agekuckt ginn. Dat ass eng elementar Fro. D'Contrepartie zum öffentleche Finanzement vun de Parteien ass eben déi Transparenz an déi streng Regelen, déi an dee Finanzement vun de Parteien erakommen.

Dat ass also eng ganz aner Welt par rapport zu deem Flou, dee mer eigentlech haut a puncto Parteiefinanzen zu Lëtzebuerg hunn, säit laange Jorzéngten. D'Konten an d'Bilane vun den zentrale Parteistrukture mat de Lëschte vun den Donateure mussen all Kéiers bis spéitstens den 1. Juli vum Joer drop un de Statsministère an un de Bureau vun der Chamber weidergereecht gi vun de Parteien. De Bureau vun der Chamber gëtt erëm eng Kéier déi ganz Dokumentatioun weider un d'Cour des Comptes.

D'Cour des Comptes ass also een onofhängegt Kontrollorgan, wat der Chamber zwar ënnersteet, mä wat onofhängeg seng Aarbechte mécht. D'Cour des Comptes ass déi Instanz, déi och d'Exécutioun vum Statsbudget am grousse Ganze kontrolléiert, a wou mer also hei och versicht hunn den Droit commun gëllen ze loossen, wat déi praktesch Ausféierung vun de staatleche Budgetsmëttelen ugeet, wou jo een Deel dann un d'Parteie geet.

D'Parteie sinn no deem heiten Text och gehale sämtlech Informatiounen an Dokumenter, déi d'Cour des Comptes freet, direkt zur Verfügung ze stellen, fir dass si hir Aarbechte maache kann.

Wéi dat och üblecherweis de Fall ass bei anere Kontrollen, déi d'Cour des Comptes mécht, mécht se Observatiounen zu de Parteien. D'Parteie kënne Stellung bezéien. Dat Ganzt fléisst herno an e Rapport eran, ee Rapport, deen iwwert den Internetsite vun der Chamber veröffentlecht wäert ginn. Esou kann och beim Greffe vun der Chamber jiddfereen Ableck huelen an déi Dokumentatioun vun de Parteien.

Schlussendlech ginn d'Konten an d'Bilane vun deene jeeweilege Parteien och am Mémorial B all Joer veröffentlecht.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

An dee ganze System era falen zwénge-nderweis awer just déi Parteien, déi och wierklech öffentlech Finanzhëllefen ufroen. Parteien, déi aus wellechen Iwwerleeungen och ëmmer décidéieren, mir wëlle keng öffentlech Gelder, déi brauche sech theoretesch och net un d'Contrepartie vun deem ze halen, déi brauche sech also och net un déi Regelen ze halen, déi elo virgesi ginn, wat d'Kontabilitéit vun de Parteien ugeet oder wat d'Donë vun de Parteien ugeet.

Strofe sinn och hei virgesinn. Op Urode vum Statsrot si mer ofgeréckt vun der uréngleche Iddi aus der Proposition de loi, fir e speziellen Delikt hei anzeféieren, wat den Netrespekt vun de Bestëmmunge vun deem heiten Text ugeet, besonnesch och wat d'Spende betrëfft, well de Conseil d'État gesot huet: Féiert hei keen neien Delikt an, de Code pénal kennt haut eng ganz Rëtsch vun Delikter, déi hei géife spillen, am Fall wou ee sech net géif un déi zwéngend Bestëmmunge vun deem Finanzéierungsgesetz halen.

Dat ass notamment den Artikel 196 vum Code pénal iwwert de Faux en écriture privée. Eng Partei, déi wëssentlech hei géif falsch Angaben eraginn, déi fält ënnert déi dote Strofbestëmmungen, an do sti ganz héich Geldstrofen a ganz héich Prisongsstrofen drop, wann ee sech net géif un déi dote Bestëmmungen halen.

Wat och wichteg ass: Mir hunn och festgehalen, dass dëst Gesetz de Parteien - déi, déi d'Sue kréien, oder déi, déi Sue kréie wëllen - och en allgemengt Rekursrecht gëtt virum Verwaltungsgeriicht, fir do kënnen opzetrieden, och wa se selwer keng Personnalité juridique hunn, fir kënnen derfir ze suergen, dass déi Texter hei ënnert der Kontroll vun de Geriichter uerdentlech a korrekt applizéiert ginn.

Wann Der dat heite Gesetz stëmmt, da wäert et den 1. Januar 2008 a Kraaft trieden. Dat ass d'Recommandatioun, déi lech d'zoustänneg Kommissioun eestëmmeg mécht.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Très bien! Ech soen dem Här Alex Bodry Merci. Als éischte Riedner ass den Här Paul-Henri Meyers agedroen. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi ausféierleche Diskussioun, deen ausféierleche Rapport vum Rapporteur, souwuel dee mëndleche wéi och dee schréftlechen, erlabe mir, relativ kuerz ze sinn a menger Ried haut de Mëtteg. Ech soen och dem Rapporteur villmools Merci fir déi Ausféierungen, déi kloer sinn, esou dass och jiddfereen hei am Sall an dobausse versteet, ëm wat et geet a firwat dass d'Parteiefinanzéierung hei zu Lëtzebuerg komme soll.

D'Chamber huet de 5. Dezember vun dësem Joer en éischte Vote geholl, fir d'Parteien an d'Verfassung anzeschreiwen. Mat deem heite Gesetz gëtt dann hei zu Lëtzebuerg och d'Parteiefinanzéierung gesetzlech geregelt. D'Parteie sollen eng Hëllef kréien, fir hinnen ze erlaben, hir Aarbecht korrekt ze maachen. D'Gesetz iwwert d'Parteiefinanzéierung kritt domat ee virleefegen Ofschloss, och wann déi Diskussioun schonn zënter méi wéi 20 Joer amgaangen ass.

Déi Diskussioune si viru Jorzéngten ugaangen, souwuel bei eis wéi och an den Nopeschlänner, haaptsächlech duerch Skandaler ëm déi sougenannt Parteispenden. Ech erënneren do un déi Diskussiounen, déi an eisen Nopeschlänner waren, an Däitschland, a Frankräich an och elo nach an England. Si hunn dozou gefouert, dass ëmmer méi europäesch Länner Gesetzer gestëmmt hunn, déi d'Finanzéierung vun de Parteie geregelt hunn.

An der Sitzung vum 5. Dezember huet jiddferee gesot, dass d'Parteien e wichtege Rôle an der Demokratie spillen, dass mer se brauchen. Duerfir muss een och derfir suergen, dass se déi néideg Mëttelen hunn, fir hir Aufgaben ze erfëllen.

Bei deene Gesetzer am Ausland si gréisstendeels d'Donë verbuede ginn oder si si ganz strikt geregelt ginn. Fir de Parteien awer déi finanziell Mëttelen ze ginn, déi se brauchen, fir déi Ausgaben, déi ustinn, kënnen ze kréien, huet da missen de Stat de Parteie finanziell Mëttele garantéieren, wéi dat och an deenen aneren Nopeschlänner de Fall ass.

E wichtege Rôle an där Entwécklung kënnt hei dem Conseil de l'Europe zou. De Conseil de l'Europe huet schonn an den 80er Jore vum leschte Jorhonnert Etüden iwwert d'Parteiefinanzéierung erstallt, an an enger Recommandatioun N°2003/4, déi den 8. Abrëll ugeholl gouf, si Regelen opgestallt ginn, fir d'Korruptioun bei de politesche Parteien ze ënnerbannen.

Déi Recommandatioun wëllt, dass déi finanziell Situatioun vun de Parteie méi kloer gëtt, méi transparent gëtt. D'Recommandatioun verbitt d'Donen net, mä d'Recommandatioun verlaangt, dass déi Donë public gemaach ginn an dass se geregelt ginn. D'Zil vun der Recommandatioun ass d'Bekämpfung vun der Korruptioun an de politesche Parteien.

Lëtzebuerg huet laang gewaart, fir d'Parteiefinanzéierung gesetzlech ze regelen. Wa mer awer déi Entwécklung am Ausland gesinn, wa mer eis och déi Recommandatioun vum Conseil de l'Europe méi genau ukucken, da stelle mer fest, dass och Lëtzebuerg net derlaanscht kënnt, fir een Text ze stëmmen, deen d'Finanzéierung vun de Parteie regele soll.

Besonnesch muss een drop hiweisen, dass de Conseil de l'Europe, esou wéi dat an der Recommandatioun virgesinn ass, d'Anhale vun deene Regelen, déi an der Recommandatioun stinn, och kontrolléiert, an zwar duerch de Grupp GRECO, dee jo am Oktober hei zu Lëtzebuerg war, de Groupe d'États contre la Corruption, deen also kucke geet an déi eenzel Länner, awéiwäit dass d'Länner och bereet sinn, fir sech deene Regelen, déi de Conseil de l'Europe festgehalen huet, ënnerwerfen ze wëllen.

Mat deem Gesetz, wat mer haut kréien, ginn déi gesetzlech Normen opgestallt, a mir halen eis ganz wäitgehend un déi Recommandatioun, déi vum Conseil de l'Europe ausgeschafft ginn ass.

Ech wëll hei net méi op d'Detailer vun deem Gesetz zréckkommen, ech mengen, dat ass double emploi. De Rapporteur huet dat ganz ausféierlech mat allen Detailer gemaach.

Ech wëll just zwee Punkten ervirhiewen:

Engersäits ass dat, dass Lëtzebuerg, wat d'Donen, d'Spenden ugeet, ganz strikt a sengem Gesetz virgesinn huet, dass déi Donë vun Entreprisen a vu Personnes morales net méi erlaabt sinn, dass och keng anonym Spende méi kënnen entgéintgeholl ginn an dass déi Spende vu Privatpersoune musse public gemaach ginn.

Een zweete Punkt, dat ass deen, dass d'Parteie selbstverständlech, wa se Hëllefe vum Stat wëlle kréien, eng Kontabilitéit musse féieren. D'Gesetz gesäit dat vir. Fir de Parteien do eng Hëllefstellung ze ginn, hat d'Kommissioun och während zwou Sitzungen een Expert invitéiert, dee Virschléi ënnerbreet huet. Et wär mäi Wonsch, wann d'Parteie sech eens kéinte ginn iwwer eng uniform Kontabilitéit. Wann dat net de Fall sollt sinn, da muss natierlech gekuckt ginn awéiwäit déi Kontabilitéit duerch ee Règlement grand-ducal kéint geregelt ginn. Ech mengen, et wär awer besser, wann d'Parteien ënner sech an engem Konsensus bereet wären, fir sech op eng uniform Kontabilitéit ze eenegen.

Här President, d'Gesetz iwwert d'Parteiefinanzéierung mat sengen 20 Artikelen ass ee kuerzt a relativ einfacht Gesetz. Ech mengen, Här President, dass och dee leschten Deputéierten hei am Haus dat géif verstoen, well dat Gesetz wéineg Detailer huet an net an d'Finessë vun deene Finanzéierungsdispositiounen ageet, wéi mer dat a verschiddenen Nopeschlänner gesinn. Den Text ass verständlech. Et ass do vläicht, dass een an Zukunft deen Text, wann et noutwendeg wär, méi nuancéiert misst ausdrécken. Dat muss d'Applikatioun, dat muss och d'Erfahrung mat dësem neien Text an Zukunft erweisen.

Zum Schluss wéilt ech nach drop hiweisen, dass meng Partei gär gesinn hätt, wann an deem Gesetz méi staark op d'Formatiounsmissioun vun de Parteien agaange gi wär. Dat war ursprünglech och am Text virgesinn. De Conseil d'État hat et net méi zréckbehalen.

D'Kommissioun huet sech dorop gëeenegt, well och do Problemer waren, wat dann d'Formatioun wierklech géif bedeiten. Dunn huet d'Kommissioun sech gëeenegt, fir dee Punkt net am Text zréckzebehalen. Allerdéngs och op deem Punkt, mengen ech, muss ee kucke wat d'Erfahrung eis fir d'Zukunft bréngt, an ob et noutwendeg gëtt, fir méi staark och op d'Formatioun vun de Parteien ze pochen, an eventuell wann et noutwendeg wär den Text eng Kéier an deem Sënn ofzeänneren, dass ee gewëssenen Deel vun deenen Hëllefen effektiv misst fir d'Formatioun an der Partei verwennt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Text ass unanimement an der Kommissioun ugeholl ginn. Ech kann dann hei och bestätegen, dass meng Partei den Text wäert stëmmen.

M. le Président.- Ech soen dem Paul-Henri Meyers Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, mir sollen a kënnen dës Debatt an aller Sérénitéit ugoen an an der kloerer Bewosstheet vum Stellewäert vun de Parteien an der parlamentarescher Demokratie. Wéi de Rapporteur et scho gesot huet,

schléisse mir ons heimadder un un eng Evolutioun, déi an de leschte Jorzéngten an Europa bei onsen Nopere stattfonnt huet, a follegen de Recommandatioune vum Conseil de l'Europe am Sënn vum Gläichgewiicht vun öffentlechem a privatem Finanzement, vun der Transparenz, déi et mat sech bréngt, dass een domadder och der Korruptioun entgéintwierkt.

Här President, erlaabt mer den Auteure vun der Proposition de loi an dem Rapporteur, dem Här Alex Bodry, Merci ze soe fir hir grëndlech a wichteg Aarbecht. Dem Här Bodry wëll ech fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport félicitéieren. D'Aarbechten, déi zu dësem Text gefouert hunn, deen ons haut zum Vote virläit, ware wierklech keng kleng Affär an hunn, wéi den Här Meyers elo just drun erënnert huet, iwwer 20 Joer gedauert. Ech si frou, dass mer wierklech elo bei dësem Text zu enger Unanimitéit an der Kommissioun konnte kommen. D'Erklärunge vum Här Bodry hu gewise wivill Viraarbecht an dësen Text erageflooss ass. Ech wëll dofir net bis an de leschten Detail op alleguerten d'Dispositioune vum Text agoen, wéi en ons virläit, well se jo am Detail hei opgefouert gi si vum Rapporteur.

Wat een ower net oft genuch ervirsträiche kann, dat ass, dass mer hei ouni Zweifel e wichtege Schrëtt fir d'Beliewe vun onser Demokratie maachen. Mir ginn de politesche Formatiounen d'Méiglechkeet sech esou ze outilléieren, dass se an enger schnellliweger Welt mam Bierger kënne kommunizéieren. Mir ginn de Parteien d'Mëttelen am Concours vun den Iddie korrekt Méiglechkeeten ze hunn, de Leit hire Standpunkt virzedroen.

Ons Demokratie an d'Vertraue vun de Leit an d'Politik gëtt och gestäerkt, well mer an Zukunft an aller Transparenz schaffe wäerten. D'Konte vun de Parteie wäerten, nodeems de Premier se zougestallt kritt huet, vun de Leit kënnen agesi ginn hei am Greffe an um Schierm vun der Chamber. Eemol am Joer ginn d'Konten am Mémorial B publizéiert. D'Cour des Comptes wäert kontrolléieren, ob d'Parteien den Exigenze vun där neier Législatioun nokommen.

Mat där Proposition de loi, déi ons hei virläit, garantéiere mer de Parteie finanziell Ressourcen, maache se manner ofhängeg vun Donen a Recetten aus private Mëttelen. Et si keng anonym Donen a keng Donë méi vun den Entreprisen zougeloss. Déi Donen, déi iwwer 250 Euro vun enger Persoun an engem Joer un eng Partei gemaach ginn, musse public gemaach ginn. Dat huet onweigerlech méi eng grouss Transparenz am Finanzement vun de Parteien als Corollaire.

Weiderhi kënnt et zu enger kloerer Trennung vun de Fraktiouns- a Parteigelder. De Rapporteur huet och schonn drop higewisen. Domadder ass definitiv Schluss mat den Diskussioune vu wiem a wéi eng Partei Sue kritt huet. Domadder ass definitiv Schluss mat den Diskussioune wien a fir wat méi Moyenen huet. Hei ginn d'Diere wäit opgemaach fir de politeschen Débat an zougeschloe virun deem, wat vum Wesentlechen oflenkt. Mir sollen an deem Kontext och net vergiesse wou mer hierkommen. Bis elo wor et esou, dass d'Grenz tëschent Fraktiounen- a Parteiefinanzéierung net kloer genuch gezu war, wéi - wéi gesot - de Rapporteur et schonn ervirgehuewen huet.

Weiderhi woren d'Parteien ausschliesslech op Donen a Cotisatioune vun de Memberen a Sympathisanten ugewisen. All Partei konnt Donen unhuelen, sief dat vu Privatpersounen oder Entreprisen. Et wor och de Parteie fräi iwwerloss hir Konte public ze maachen oder net.

Mat der Proposition de loi vum Jean Asselborn, déi hien zum Gesetz vum 7. Januar 1999 ginn huet, ass fir d'éischte Kéier e Remboursement partiel vun de Frais de campagnes agefouert ginn. De 27. Januar 2004 hat onse Kolleeg, de Jean-Paul Rippinger, eng Proposition de loi déposéiert, déi als Objet hat iwwerhaapt emol d'Missioun vun de politesche Parteien ze definéieren, hire Statut an och hire Finanzement. Déi Initiativ wor deemools och geholl ginn, well bis dato d'Parteien net an onser Verfassung festgeschriwwe woren. Dat hu mer jo elo mam éischte Vote de 5. Dezember vun dësem Joer zum neien Artikel 32bis vun der Verfassung ugefaangen nozehuelen. Mir begréissen, dass mat dësem heitege Schrëtt de Rôle institutionnel vun de Parteie weider unerkannt gëtt.

Här President, e groussen Défi vun de verschiddene Gremien, déi un dësem Text geschafft hunn, wor dee fir eng absolut Transparenz, wat de Finanzement vun de Parteien ubelaangt, ze garantéieren, ouni ower deeneselwechten deen néidege Spillraum ewechzehuelen, dee se brauchen, fir ze funktionéieren. «Un compromis entre rigueur et flexibilité» huet de Rapporteur dat genannt.

Et soll eng super Léisung sinn, déi op Lëtzebuerg zougeschnidden ass, an déi net brauch esou wäit ze goe wéi dat däitscht Parteiefinanzéierungsgesetz. Ech kommen nach eng Kéier kuerz dorobber ze schwätzen. Dat Gesetz sollt also en öffentlecht Finanzement garantéieren a kloer Limitë setzen, wat dat privat Finanzement ubelaangt. De Rapporteur huet d'Avantagen an d'Désanvantagë souwuel vun engem private wéi och vun engem öffentleche Finanzement erläutert.

Dat, wat derbäi erauskomm ass a wat mer elo virleien hunn, kéint ee vläicht eng typesch Lëtzebuerger Léisung nennen: Jo fir den öffentleche Finanzement. Net méi wéi 75% vun de Gesamtrecettë vun der zentraler Struktur vun enger Partei. Jo fir de private Finanzement mat strikten Oplagen; dat heescht keng Donë vu Personnes morales an eng kloer Transparenz bei Donen, déi iwwer 250 Euro erausginn. Wann Donë vun enger Persoun an engem Joer iwwer 250 Euro erausginn, da muss dat och impérativement opgefouert gi mam Numm vun där Persoun op der Lëscht vun den Donateuren, déi dem Statsminister mat de Konte vun der Partei iwwergi ginn.

Och ass déi Dispositioun, déi an der Proposition de loi Rippinger stoung, dass d'Donë steierlech kéinten ofgesat ginn, net an dësen Text mat eragefloss. Ech fannen dat eng gutt Saach. De System, dee sech elo an de verschiddenen Diskussiounen erausgeschielt huet, erlaabt et och de Pluralismus vun deene verschiddenen «Courants de pensée» ze ënnerstëtzen.

Och kleng Formatioune kënne vun enger öffentlecher Ënnerstëtzung profitéieren. Et ass dofir e Seuil vun 2% festgeluecht gi vun de Suffragë bei den National- an Europawahlen. Et ass also net esou, wéi déi kommunistesch Formatioune wollte gleewen dinn, dass se an d'Abseits gedréngt ginn. Et ass wichteg, dass mer de Leit d'Sécherheet ginn, dass mat den öffentleche Gelder keen Uz bedriwwe gëtt.

Iergendwou muss ee Regele festleeën. Wann zum Beispill d'KPL an Déi Lénk sech géifen zesummendinn, da kéimen déi Parteien och an de Genoss vu staatleche Subventioune wéi déi Zuelen, déi den Här Bodry opgefouert huet, ganz kloer beweisen. Dëst Gesetz dréit och vläicht dozou bäi, datt et net zu enger Zersplitterung vun der Parteielandschaft kënnt, wat ee geféierleche Prozess ass.

D'Verfassungskommissioun huet de Conseil d'État net suivéiert bei senger Propositioun, wat d'Definitioun vun de Parteien ubelaangt, an ass wäitgehendst beim urspréngleche Text bliwwen. Si huet awer d'Suggestioun vum Conseil d'État ugeholl, fir den Term „groupe" duerch dee vun „association" ze ersetzen.

Ech wéilt hei nach eng Kéier mat Nodrock ënnersträichen, wat ech scho bei der Diskussioun zum neien Artikel 32bis vun der Verfassung gesot hunn, à savoir datt dat net heescht, datt d'Parteie sech als A.s.b.l. oder an iergendenger anerer Form constituéiere mussen oder hir Statute mussen änneren, mä datt se och weider ënnert dem Statut vun enger Association de fait bestoe kënnen.

Dat hei ass also ee vun deene wéinege Punkten, wou mer ons als Kommissioun vum Conseil d'État écartéiert hunn, deem seng Proposition de texte mer als Basis fir ons Aarbechte geholl hunn, well mer d'Definitioun vun der Partei aus deem originalen Text bevirzugt hunn.

Bei den Dispositiounen zum Finanzement vun de Parteien ass festgehale ginn, datt déi Ënnerstëtzung maximal 75% vun hire Gesamtrecettë vun der zentraler Struktur vun enger Partei ausmaachen däerf. Mir sinn als Kommissioun also do och net de Remarquë vum Conseil d'État nokomm, deen a sech op de Wee vun der däitscher Législatioun goe wollt, déi virgesäit, datt d'Participatioun vum Stat net méi grouss däerf si wéi d'Eegemëttele vun der Partei. Och wollt de Conseil d'État, datt de Seuil vun den Eegemëttele sech op d'ganz Partei bezitt an net nëmmen op d'Zentralstruktur vun der Partei.

D'Verfassungskommissioun huet gemengt, datt déi däitsch Jurisprudenz net op Lëtzebuerg iwwerdroe gi kéint. De Kader, deen an Däitschland geschafe ginn ass, ass einfach een anere wéi deen, dee mir ons ginn. Zum Beispill sinn an Däitschland nach Donë vu Personnes morales erlaabt, wat bei ons jo net de Fall si soll.

De Conseil d'État huet weiderhin och d'Meenung vertratt, datt d'Parteien an Zukunft sollten e Bilan consolidé opstellen, an deem och d'Konte vun den Ënnergruppéierunge vun de Parteien afléisse sollten.

D'Verfassungskommissioun ass och do net mat op dee Wee gaangen, well dat organisationell zu enorme Probleme gefouert hätt. Transparenz soll awer och hei an hirem ganzen Ëmfang spillen an Abusë sollen op allen Niveaue prevenéiert ginn. Dofir sollen d'Sektiounen an aner Entitéite vun de Parteie wéi bis elo e Keessebericht maachen, dee vun der Assemblée générale ofgesehnt gëtt nom Rapport vun de Commissaires aux comptes. Dee Keessebericht gëtt dann un d'Zentral vun der Partei geschéckt a gëtt ugehaangen un dee Bilan, deen d'Partei un de Statsminister schéckt.

Och wann d'Verfassungskommissioun de Conseil d'État suivéiert huet, fir an Zukunft d'Réviseurs aux comptes „Commissaires aux comptes" ze nennen, esou heescht dat net, datt dat musse professionell Commissaires aux comptes sinn. Dat wär effektiv och ze vill komplizéiert ginn, notamment um Niveau vun den eenzelne Sektiounen. Also déi, déi d'Keese kontrolléieren, kënne weiderhi Leit aus der Partei sinn ouni eng speziell Réviseursformatioun.

D'DP-Fraktioun mengt awer, datt d'Parteie gutt berode wären d'Konte vun hirer Zentral enger professioneller Kontabilitéit ze ënnerzéien, fir den Ufuerderunge vun dësem Gesetz gerecht ze ginn a fir sech och selwer virun eventuelle Sanktiounen ze schützen.

Ech wëll mech hei uschléissen un de Wonsch, deen den Här Paul-Henri Meyers hei virgedroen huet, datt et soll méiglech sinn, hoffen ech, datt d'Parteie sech kënnen op een allgemenge Schema eenegen, deen da fir all Parteien ugewannt gëtt, wat, mengen ech, déi glécklechste Léisung wär, an da bräichte mer och net an deem Zesummenhang op ee Règlement grand-ducal zréckzegräifen. Aarbechten an deem Zesummenhang si jo och, wéi den Här Meyers et ënnerstrach huet, schonn amgaangen.

Här President, an der éischter Versioun vun der Proposition de loi war festgehale ginn, datt d'Parteien 10% vun de Subventiounen, déi se vum Stat kréien, a politesch Recherche a Formatioun investéiere sollen. De Conseil d'État huet dës Dispositioun am Text gestrach. D'Verfassungskommissioun huet sech där Propositioun à l'unanimité ralliéiert. D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei mengt och, datt et schwiereg ass esou eng Dispositioun am Text stoen ze loossen, well een einfach riskéiert konfrontéiert ze si mat Situatiounen, wou een net genee weess wéi deen een oder deen anere Formatioun a Recherche interpretéiert a wéi dat da soll unerkannt ginn.

Ähnlech Dispositiounen a Regelungen, déi d'Europaparlament sech zu engem gewëssene Moment ginn hat, hunn och zu esou Difficultéiten Ulass ginn, datt se duerno gestrach gi sinn.

Här President, mir hunn och bonne note vun deem Bréif geholl, deen den Här Biltgen an deem Zesummenhang de Parteien am Numm vum Conseil national vun der CSV geschéckt huet. Mir mengen et sollt een hei de Parteie vertrauen an hinnen deen néidege Spillraum loossen. Formatioun a Recherche si wichteg a si ginn am Artikel 1 vun dësem Gesetz explizit opgefouert. All Partei, déi Intérêt drun huet, fir hir Leit, ons Matbierger an dësem Land virunzebréngen, wäert och, ech sinn ës iwwerzeegt, deen néidegen Asaz drusetzen, fir datt dat, wat d'CSV sech an dësem Kontext wënscht, och geschitt. Ech hu jiddefalls do Vertrauen an d'Parteien, souguer à l'égard vun der CSV.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Merci, Madame Flesch.

(Brouhaha général)

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ofschléissend wéilt ech nach soen, datt de Groupe GRECO vum Conseil de l'Europe jo festgestallt huet, datt mer bis elo e gewëssene Retard haten, wat d'Législatioun a puncto Parteiefinanzéierung ubelaangt. De Groupe GRECO huet schonn eng éischt Evaluatioun 2001 gemaach, e war viru kuerzem bei ons - den Här Meyers huet drun erënnert - an e wäert ons ufanks 2008 eng Evaluatioun zoukomme loossen, déi schonn op Basis vun deem Text, dee mer haut stëmmen, geschitt ass.

Mir hunn als Kommissioun décidéiert à moyen terme d'Parteiefinanzéierungsgesetz ze évaluéieren. Mir hunn dofir dem Groupe GRECO gesot, datt mer dee Moment seng eventuell Remarquen an déi Evaluatioune mat afléisse loossen. An der Praxis wäert et sech souwisou weisen, datt mussen op deem Dispositif, dee mer ons elo ginn, vläicht Ännerungen a Verbesserunge kommen, déi den Ufuerderungen, deene mer ons stellen, wa mer dat hei Gesetz stëmmen, standhalen. Dat just gesot, datt mer ons musse bewosst sinn, datt mat dësem Vote vläicht nach net dat allerlescht Wuert geschwat ass zu enger Lëtzebuerger Gesetzgebung, wat d'Parteiefinanzéierung ubelaangt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir sollen ons awer och bewosst sinn, wa mer dëst Gesetz iwwert d'Parteiefinanzéierung gestëmmt hunn, laut deem de Parteien öffentlech Gelder zoufléissen, datt mer dann als Parteien nach méi eng staark Verflichtung à l'égard vun onse Matbierger hunn. Jiddefalls ass ons Fraktioun frou, datt mer ons alleguerten duerchgerongen hunn, fir ons deem ze conformëieren, wat an anere Länner scho säit méi laang d'Regel ass.

De Sir Winston Churchill huet eng Kéier gesot, datt d'Demokratie déi miserabelst Statsform ass, déi et gëtt ausser allen aneren, déi vun Zäit zu Zäit ausprobéiert gi sinn. Loosse mir versichen dem Sir Winston fir eng Kéier ze widderspriechen an ze beweisen, datt d'Demokratie wierklech déi beschtméiglechst Statsform ass.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun onser Fraktioun zu dëser Proposition de loi.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Vizepresidentin. Den honorabelen Här Ben Fayot schwätzt fir d'sozialistesch Fraktioun.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, mat dëser Proposition de loi, déi mer haut traitéieren an ofstëmmen, komme mer un d'Enn vun enger laanger Evolutioun. Den Ufank dovunner géif ech am Wahlgesetz vun 1919 gesinn, well 1919 hu mer bekanntlech de Scrutin proportionnel de liste agefouert, deen e Wahlsystem vu Majorz- op Kantonalwahl an zwee Tier ersat huet. Mir hunn also e Lëschteproporz amplaz vun engem Personalitéitswahlsystem gesat. Deemools - wann Der déi Diskussiounen an der Chamber erëmliest; dat ass eng interessant Lecture, ech recommandéiere se deene Leit, déi sech derfir interesséieren - ass alles gemaach ginn, fir d'Parteien net ze stäerken, ass alles gemaach ginn, fir d'Mësstraue vis-à-vis vun de Parteie grouss ze halen.

An den Ursprong vun deem Wahlsystem mat eben deem gemëschte System, dee mer hunn - Lëschte plus awer Majorzelementer dran -, erkläert menger Usiicht no, zum Deel op jidde Fall, firwat dass mer esou laang zu Lëtzebuerg gebraucht hunn, fir d'Parteien net nëmmen an der Verfassung unzeerkennen, mä fir och de Parteien iwwerhaapt den Numm „Partei" ze ginn - dat ass jo och net evident, dat ass jo eréischt 1999 geschitt - a fir da finalement de Parteien och eng öffentlech Finanzéierung ze ginn.

D'Finanzéiere vun de Groupes parlementaires war jo eigentlech net schwiereg. Dat ass jo, c'est passé un peu comme une lettre à la poste. Mä d'Finanzéiere vun de Parteien an d'Aschreiwe vun de Parteien an d'Verfassung war eng schwiereg Operatioun, déi guer net esou einfach ze realiséiere war. Ech wollt dat hei rappeléieren.

Sécher sinn och nach vu baussen Influenze komm. Et ass gesi ginn, dass de Parteiesystem an Däitschland, esou wéi en nom Zweete Weltkrich agefouert ginn ass, déi Demokratie do stabiliséiert huet, dass doduerch d'Zersplitterung vun de politesche Kräften opgehale ginn ass an dass sech staark politesch Kräften erausgebilt hunn, déi eben déi Demokratie do stabiliséiert hunn an dann och natierlech d'Regierung zolidd a stabel gemaach hunn.

Mir hunn also elo - just niewebäi eng Remarque - e puer Texter iwwert d'Parteien an iwwert d'parlamentaresch Gruppen, an ech géif op jidde Fall recommandéieren, dass mer dat nohuelen, wat de Statsrot ons am Fong geholl empêchéiert huet ze maachen. Mir haten déi gutt gemengten Opfaassung, vläicht och e bëssen naiv, dass mer geduecht hunn: Elo maache mer an dat Parteiegesetz do alleguerten déi Saachen, déi mer am Fong geholl de Parteien zoukomme loossen. Mir wollte jo ee Kapitel iwwert d'Fraktiounen dramaachen, mir wollten ee Kapitel iwwert d'Wahlkampfkostenrücker-

stattung maachen a mir wollten ee Kapitel iwwert d'Parteiefinanzéierung maachen. De Statsrot huet jo gesot, dat wär alles Kabes, dat wär superfétatoire. Mir hunn dat also erëm erausgeholl.

Mä ech mengen, mir sollen awer och fir d'Kloerheet vis-à-vis vun de Bierger e Recueil maachen. Dat kann e Recueil de législation sinn oder dat kann e Recueil sinn, dee mir als Chamber maachen, wou all déi Texter dra sinn, fir deene Leit, déi sech dofir interesséieren, dat ze weisen.

Här President, et ass am mëndlechen an am schréftleche Rapport vum Alex Bodry, deem ech félicitéiere fir seng Aarbecht als Rapporteur, dat meescht gesot ginn. Ech brauch also net méi dorobber zréckzekommen. Ech wëll just e puer Punkten ervirsträichen, déi…

Ech hunn do eng Luucht gesinn ugoen, Här President, wat heescht dat?

(Interruptions)

Well ech respectueux si virun dem Reglement an och virun der Riedezäit, wollt ech froen, firwat déi Luucht u wär.

M. le Président.- Här Fayot, et ass déi lescht Sitzung, déi mer hunn, an de Mëtteg hu mer relativ gutt Zäit, well mer nëmmen deen heite Punkt um Ordre du jour hunn. Duerfir kann haut de Mëtteg jiddfer Riedner déi Zäit gebrauchen, déi e brauch, fir dee Projet hei ze kommentéieren.

(Brouhaha)

Une voix.- Soulaang déi Liichtchen do un ass, ass alles gutt.

(Hilarité et interruptions)

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech brauch net extra laang Zäit, awer e bëssen Zäit brauch ech trotzdeem.

Ech wollt am Fong geholl soen, dass mer jo mat dësem Finanzéierungsgesetz d'Parteie finanzéieren, fir eng Partie Objektiver ze erfëllen. Ech probéieren emol, déi Objektiver e bësse méi ze preziséieren, wéi se am Gesetz sinn, wëssend selbstverständlech, dass et verschidden Zorte Parteie gëtt.

Ech mengen, den Här Duverger war an iergendengem Rapport zu Éiere komm, deen an de 50er Joren e Standardwierk iwwert d'Parteie gemaach huet, an an deem Wierk, wat jiddfereen, deen och op Sciences politiques war, huet misse studéieren, souguer un der Hand vum Här Duverger, do gëtt jo ënnerscheet tëschent Kaderparteien, tëschent Masseparteien, also gutt organiséiert Parteien. Ech mengen, wa mer eng Finanzéierung maachen, da sinn all d'Parteie méi oder wéineger, net gezwongen, awer trotzdeem moralesch dozou verflicht, fir eng Partie Saachen ze maachen, déi mer jo eigentlech iwwert deen öffentleche Finanzement wëllen. Well mir wëlle jo net hei Institutioune schafen, déi nëmmen, loosse mer soen, hir eegen Zëppchen do kachen, mä déi awer eppes maache fir d'Gesellschaft.

Zum Beispill fannen ech, dass et wichteg ass, dass d'Parteie probéiere Leit un d'Politik erunzebréngen, och Leit, déi vläicht net esou natierlech an der Politik dra sinn. Wann ech elo Aarbechterparteien huelen, dat si jo Parteien, déi probéiert hunn, och Leit aus der Aarbechterklass un d'Politik erunzebréngen, déi während enger ganzer Zäit net an der Politik dra waren, während liberal Parteien ebe Kaderparteie waren, notabel Parteien, déi vun Natur aus schonn hir politesch Eliten haten.

Also, eng Funktioun vun enger Partei ass, fir nei Eliten erunzebilden. Natierlech ass och eng aner Funktioun, fir bei der Jugend Leit fir d'Politik ze interesséieren, Leit fir d'Politik ze gewannen. Datselwecht gëllt natierlech och fir d'Gläichheet vu Fra a Mann, dat heescht, och Fraen a méi grousser Zuel un d'Politik erunzezéien, wéi dat bis elo vläicht de Fall war.

Dann hu mer zu Lëtzebuerg eng nei Donnée, dat ass, mir hu vill net Lëtzebuerger Résidenten zu Lëtzebuerg, a mir kënnen déi Gesellschaft hei net funktionéieren doen, wa mer net déi Leit och un d'Politik zu Lëtzebuerg erubréngen. Ech mengen, et muss en Uleies si vun de Parteien alleguerten, fir och an hirer Memberschaft Netlëtzebuerger ze hunn, fir mat de Lëtzebuerger iwwer ons Gesellschaft an iwwer ons Politik ze diskutéieren.

Dat bréngt natierlech Fraisë mat sech, Fraisë vun Traduktioun, vun Interpretatioun. Et bréngt Fraisë mat sech, fir un déi Leit erunzekommen iwwer Publicitéit a soss Aktivitéiten.

Duerch déi Finanzéierung hei - et ass och scho gesot ginn - kënne mer och d'Parteie méi kloer trenne vun de parlamentaresche Gruppen. D'parlamentaresch Gruppen hunn eng eegen Aktivitéit, an d'Parteien hunn och hir Aktivitéit fir d'Sensibilisatioun vun der Politik.

Si hunn natierlech och d'Flicht, fir zum Beispill hir gewielte Mandatairen ze kontrolléieren. Si sinn am Fong geholl och eng Expressioun vu Leit, vu Bierger, déi net Mandataire sinn an déi déi Mandatairë solle kontrolléieren. Si kënne sech och vill méi op déi eigentlech politesch Aarbecht konzentréieren, wann et dorëms geet, fir nei Programmer auszeschaffen, fir nei Iddien auszeschaffen. Wa se dee Finanzement hunn, kënne se natierlech hir politesch Expertise vill besser développéiere mat Hëllef vu Kaderen, déi se entweder ustellen, oder Experten, déi se erunzéien, fir gewësse Gebidder ze behandelen.

Alleguerten déi Saache géif ech ënnert dem Term Formation-recherche bezeechnen, well mer jo och déi Diskussioun haten. Parteien, dat ginn ni Akademien, dat ginn ni Seminären, mä déi Formation-recherche gesinn ech eben am interne Fonctionnement vun de Parteien, fir d'politesch Diskussioun ze förderen.

Sou dass et evident ass, dass d'Parteien net nëmme Wahlmaschinne sinn. Et gëtt jo Zorte Parteien, déi sech nëmmen zesummefannen, fir Wahlen ze schloen. Ech mengen, wa mir Parteie finanzéieren, da wëlle mer, dass déi Parteie permanent Strukture ginn: Net nëmmen erwäche wa Wahle kommen, mä dass se och tëschent de Wahle permanent politesch Aktivitéiten hunn, fir dann och d'Leit un d'Politik erunzebréngen, fir mat de Leit iwwert d'Politik ze diskutéieren an doduerch natierlech och d'Demokratie ze festegen an ons öffentlech Diskussioun ze förderen. Ech wollt dat trotzdeem soen, well mer e bëssen ëm déi Geschicht vun där Formation-recherche vun deenen 10% do dréie wéi d'Kaz ëm de waarme Bräi.

Ech muss Iech soen: Ech war e bëssen enttäuscht. Ech froe mech wat beim Conseil d'État d'Iwwerleeung war wéi dee gesot huet: Dat soll een ewechhuelen. Ech hätt et gutt fonnt, wann et elo emol initialement dra gewiescht wier, quitte dass een et herno, wann een och déi ganz Problematik méi kloer gesinn hätt, et erëm hätt kënnen ewechhuelen. Mä et schéngt mer trotzdeem wichteg, dass een d'Parteie muss drop hiweisen, dass wa se en öffentleche Finanzement kréien, dann hu se och eng öffentlech Flicht vis-à-vis vun der Politik insgesamt.

Dat bréngt mech och derzou ze soen, dass et net ka sinn, dass zum Beispill eng Partei elo géif higoen an déi kritt deen öffentleche Finanzement a si géif dee schéi gemittlech op d'Säit leeën, op d'Bänk leeën, an da géif se déi Suen eraushuele wann dann d'Wahle kommen. Dann hätt se e gudde Koup Suen, fir d'Wahlen ze maachen. Dat kann et net sinn, Här President.

Ech ka mer net virstellen, dass dat esou ka funktionéieren. Et muss een also déi Objektiver, déi am Gesetz dra sinn, déi ech probéiert hunn e bëssen ze explizéieren, erfëllen, fir dass wierklech och d'Akzeptanz dobausse bei de Leit besteet, dass d'Parteien déi Sue kréien. Well wann d'Parteien zwar vläicht formal richteg handelen, mä awer dem Geescht vum Gesetz net entspriechen, dann hu mer näischt geschafft. Dann hu mer och keng Akzeptanz fir d'Parteien insgesamt.

Här President, ech wollt och nach eng Kéier kloer ënnersträichen, dass alleguerten d'Parteien heibannen - ech hunn déi Gespréicher jo och jorelaang matgemaach, dofir wollt ech e puer Wuert doriwwer soen - dat ni opgefaasst hunn als eng Aart Self-service, wéi dat anscheinend elo dobausse virun der Dier op Pancarten ze liese war.

Déi Parteien, déi hei an der Chamber si respektiv och déi dobausse schaffen, ouni an der Chamber ze sinn, sinn alleguerte respektabel. Mä et muss natierlech eng Limite ginn, wou een erlaabt, dass ee Sue vum Stat kritt. Mir kënnen net mat staatleche Suen den Endettement vun de politesche Kräften encouragéieren. Et muss dach scho méiglech sinn, dass Leit sech zesummendinn, fir dann eben an de Genoss vun deenen öffentleche Finanzen ze kommen.

Wann déi sougenannt antikapitalistesch Kräften, déi et jo zu Lëtzebuerg gëtt, kapabel si fir sech zesummenzedinn, amplaz dass jiddferee seng eegen Zëppchen a sengem Eck kacht. Wann dat dann esou eng grouss Importenz huet, da misste se jo awer wierklech och am Intérêt vun hiren Iddie kapabel sinn hir Differenzen ze iwwersprangen a sech esou zesummenzedinn, dass se dee Finanzement kréien. Ech hunn absolut kee Verständnis fir déi Räsonnementer, déi an deene Milieuen do an där Hisiicht sinn.

Här President, dat waren e puer Remarquen, déi ech wollt zu dësem Gesetz maachen. Nach eng Kéier: Ech fannen, dass hei eng exzellent Aarbecht och vun der Institutiounskommissioun gemaach ginn ass, vum Rapporteur, vun de Parteien an hire Kaderen, déi dat hei ausgeschafft hunn. Ech hoffen, dass an der Realisatioun och d'Parteie weider deeselwechte Seriö, déiselwecht Transparenz, déiselwecht Energie un den Dag leeën, fir dass mer d'Parteien dobaussen als crédibel an effikass politesch Instrumenter gesinn, fir d'Demokratie an onsem Land weiderzebréngen.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Fir déi gréng Fraktioun schwätzt elo den honorabelen Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. D'Madame Flesch hat an hirer Interventioun opgehale mat enger Stellungnahm zur Demokratie. Mir wollte mat deem Stéchwuert ufänken, fir drun ze erënneren, dass d'Demokratie och eppes ze dinn huet mam Equiliber vun de Pouvoiren a vun den Institutiounen.

Fakt ass, an den Här Fayot huet virdrun drun erënnert, dass de Finanzement vun de Fraktioune méi liicht gaange wär. Mir hunn do als gréng Fraktioun e bëssen eng aner Erënnerung un dee Passage zum Finanzement vun de Fraktiounen. Well Fakt ass, dass bis 1989/1990 eigentlech hei am Land ausser der Regierung - dem Pouvoir exécutif - kaum e Contrepouvoir esou finanziell opgestallt war, dass en tatsächlech konnt säi Rôle assuméieren am Equiliber vun den Institutiounen.

Et ass eréischt zënter der Trapebesetzung am Hierscht '89 an deem, wat vun Diskussiounen duerno komm ass, dass et zu enger Opstockung komm ass vun de Moyene vum Parlament. E richtegen Trend. En Trend, deen eiser Meenung no och nach muss weidergoen. Wann ee wëllt d'Regierung - de Pouvoir exécutif - effektiv kënne kontrolléieren, wat eng vun den éischten Aufgaben ass vun engem Parlament, a wann ee wëllt beispillsweis an engem europäesche Kontext de Rôle vun den nationale Parlamenter, dee jo am neien Traité opgewäert ginn ass, och eeschthaft wouerhuelen, da stinn do Missioune virum Parlament.

Ähnlech verhält et sech mam Rôle vun de Parteien, déi och e Rôle ze spillen hunn am Equiliber tëscht den Institutiounen. Mir hunn, wou mer hei den éischte Vote geholl hunn iwwert den neien Artikel 32bis vun der Verfassung, deen d'Partei jo ageschriwwen huet, mengen ech, praktesch all drop higewisen, dass d'Parteien déi Plaz sinn, wou jiddfer Bierger vum Land, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, tëschent de Wahlen e Lien kann hierstellen tëschent de Gewielenten an deene Leit, déi wielen oder déi wëlle matschwätzen. D'Parteien hunn also en eminent wichtege Rôle, och wa se keng Institutioun sinn. Mä si hunn awer am Zesummespill vun den Institutiounen e Rôle ze spillen als Lien zu de Wielerinnen a Wieler an och als permanenten Input respektiv interne Contrôle vun deene Leit, déi ebe bei de Wahle gewielt gi sinn.

Et ass also eiser Meenung no nëmme richteg, wann een de Rôle vun de Parteien och mat enger grousser Verspéidung op aner Länner, ähnlech wéi et bei de Fraktioune war, hei zu Lëtzebuerg elo endlech op en aneren Niveau hieft, an domadder och sécherstellt, dass et net nëmmen de Regierungen hire groussen Apparat hei zu

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Lëtzebuerg gëtt, mä dass och anerer kënnen elo am politesche Liewen - am politeschen Alldag - e Rôle spillen, deen, wann och nach ëmmer net gläichberechtegt - elo dach zumindest -, an engem besseren Equiliber ka stattfannen.

Ech wëll och dem Här Bodry Merci soen am Numm vun der grénger Fraktioun, deen net nëmmen an der Kommissioun selwer villes bäigesteiert huet, fir zu engem gudden Text ze kommen, dee sech och vill beméit huet an der Kommissioun, an deen och e ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport hei presentéiert huet. Dofir nach eng Kéier eise Merci.

Ech wëll also drun erënneren, dass ee vun de Butë vun deem Gesetz, wou den Här Bodry Rapporteur elo war, och ass, fir den Equiliber tëscht den eenzelne Parteie sécherzestellen. Déi Leit, déi sech wëllen domadder méi am Detail beschäftegen, kënne sech duerchaus de schréftleche Rapport méi genee ukucken. Et ass kloer, dass Privatfinanzementer, déi et jo nach ëmmer gouf, natierlech éischter un déi politesch Gruppéierunge ginn, déi eng Aussiicht hunn oder méi Aussiicht hunn un der Participatioun vum politesche Pouvoir. Dat ass kloer. Dat ass also eng Form vun Distorsioun, déi iwwert dat erausgeet, wat d'Wieler bei de Wahlen décidéiert haten.

Do kënnt dann nach en zweet Element derbäi, wat de Match tëschent de Parteie méi ongläich erschénge léisst. Et ass och kloer, dass déi Moraliséierung mat dësem Gesetz antrëtt. Iwwregens eng Moraliséierung, déi fir d'Zukunft ass. Dëst Gesetz setzt elo nei Regele fest, déi solle gëlle fir d'Zukunft. Dëst Gesetz geet awer net an d'Vergaangenheet wullen a kucke wat do war, wat do d'Praxis war, wat do eventuell Realitéit war. Mir kucken no vir mat dësem Gesetz. Mir kucken net bei dat, wat war.

Déi Moraliséierung ass och noutwendeg, well et kloer ass, dass déi Leit, déi déi Donë maachen, déi bis elo scho vu Privatpersounen oder och vu Personnes morales, a vläicht där nach méi oft wéi déi vu private Personnes physiques, natierlech ganz oft interesséiert waren. Déi hunn net nëmme gespendt aus politescher Iwwerzeegung. Déi hunn domadder och eng Erwaardung verbonnen. Haut soe mer et alleguerten.

Ech ka mech och erënneren, dass dat net soulaang zréckläit, dass een, wann een esou ee Saz gesot huet, virgeworf kritt huet, et géif een Ënnerstellunge maachen. Et ass awer haut kloer, dass een dat offe ka soen. Wann ee sech mat den Dokumenter vum Conseil de l'Europe ausenanersetzt, déi beweisen dat jo och, dass natierlech déi Donen net ouni eegenen Intérêt sinn oder zumindest ouni Erwaardungen un eegen Intérête verbonne waren. Datselwecht gouf et bei den Donë vu Privatpersounen, wa se e bestëmmtene Montant iwwerschratt hunn. Dat ass wuel sécher net de Fall bei normale klenge Bäiträg, mä wann awer Privatleit do ganz substanziell Montanten engagéiert hunn, da konnt een och ni sécher sinn, ob dat nëmmen Iwwerzeegung war, déi sech do artikuléiert huet, oder ob net verstoppten Erwaardunge mat am Spill waren.

Ee Punkt ass fir eis bei dësem Gesetz ganz wichteg, nämlech deen, dass, wann et elo öffentlech Sue gëtt, wann also d'Allgemengheet sech hir Demokratie um Beispill vun de Parteien eppes kaschte léisst, dann d'Parteien en contrepartie och dofir bestëmmten Obligatiounen akzeptéiere mussen.

Déi éischt Obligatioun ass eng, déi mir Gréng zënter Joren öffentlech praktizéieren, als eenzeg Partei am Land! Mir hunn zënter Jore bei der Generalversammlung all Joer eis Konten integral op den Dësch geluecht, mat de Montanten, y compris d'Nimm vun deene Leit, déi der Partei eppes zoukomme gelooss hunn. Dat hu mer och der Press an de Grapp gedréckt, well mer nach ëmmer der Meenung waren, dass déi demokratesch Öffentlechkeet en Urecht drop huet, ze wëssen, wéi dat finanziellt Liewe vun de Parteien ausgesäit.

Dofir hu mir mat dëser Dispositioun, déi elo am Gesetz ageschriwwe gëtt, kee Problem. Ganz am Géigendeel, mir fillen eis domadder bestätegt fir alles dat, wat mer während Jore scho praktizéiert hunn, nämlech déi Transparenz. Dat hale mir och wierklech fir déi noutwendeg Contrepartie fir dat öffentlecht Finanzement. Wa mer Sue vun der Allgemengheet kréien, fir politesch Aarbecht an de Parteien ze maachen, da muss et och esou sinn, dass een als Partei eng integral Transparenz gëlle léisst.

Dat hale mir dofir fir richteg, an dofir däerfen et och keng anonym Donë ginn. Och dat steet am Gesetz. Dofir hale mir et och fir richteg, dass d'Personnes morales, also Firmaen, keng Donë méi sollen dierfe maachen, mä dass et kloer ass, dass déi integral Transparenz och e Stéck Verzicht beinhalt an dass d'Leit also wëssen, wiem déi Parteie Recheschaft schëlleg sinn, nämlech hire Memberen an der Allgemengheet, an net eventuell engem Drëtten, deen een net kennt, dee kee Gesiicht huet, dee keen Numm huet a wou een net weess, wat do d'Erwaardungen an d'Contrepartie vun der Partei eventuell wären.

Mir hunn eis bei den Diskussiounen drop verstännegt, fir net op de Wee ze goen, fir eng Kontroll vun de Parteie selwer ze maachen. Wuel vun hirem Finanzgebaren. Mä mir hunn no ufänglechen Iwwerleeungen eis am Konsens dorobber fonnt, fir net nom däitsche Modell sech mam Banneliewe vun der Partei ze beschäftegen, beispillsweis d'Verfassungsméissegkeet vun enger Partei wëllen ze iwwerpréiwen, well mer och gesinn hunn, dass dat an Däitschland an der Theorie gutt ausgesinn huet, mä dass se an der Praxis massiv Problemer hate bei der Ëmsetzung vun deem Gesetz a se eigentlech bal méi oft sech Problemer bei der Applikatioun vun deem Gesetz geschaf hunn, wéi se der geléist hunn.

Mir hunn eigentlech gesot, mir beschränken eis hei op reng formal Kritären, déi mat de Wahlen ze dinn hunn. Mir wëllen awer als gréng Fraktioun op een Artikel hiweisen, oder op méi Artikelen hiweisen, wou mer mengen, dass et nawell awer kéint Interpretatiounen herno ginn. Iwwregens wäerte mer mat Sécherheet op dat Gesetz - dat hunn och d'Virriedner scho gesot - am nächste Joer oder an zwee Joer eng Kéier missen zréckkommen. Mir betriede jo hei fir Lëtzebuerg Neiland mat deem Text, an egal wéi gutt de Wëlle bei jiddferengem ass, et huet ee bestëmmt eppes iwwersinn oder vergiess oder falsch kalibréiert, esou dass mer mat Sécherheet wäerten a relativ kuerzer Zäit nach eng Kéier missen iwwert deen Text do kucken.

Vläicht wäerte mer dann och iwwert déi Artikele schwätzen, déi ech hei wëll erwähnen. Beispillsweis am Artikel 1, wa mer do beschreiwen, wat e Parti politique ass. Wann Der d'Definitioun am Artikel 1 liest, da gesitt Der, dass do steet, «parti politique, association…» an esou weider, «qui participe à l'expression du suffrage universel et de la volonté populaire de la manière définie dans ses statuts ou son programme».

Dat kéint esou wäit goen, dass et Contestatioune gëtt beim Statsministère vu Leit, déi soen: Déi dote Partei huet déi dote Suen net zegutt, well se bei der Opstellung vun de Lëschte sech un hir eege Statuten net gehalen huet!

Wuel hu mir mat dësem Gesetz keng Kompetenz geschaf, fir sech mat de Statuten ze beschäftegen, wéi déi sinn, ob se konform sinn zu der Verfassung oder net. Par contre kéint een duerch d'Definitioun, déi mer vum Parti politique ginn, soulevéieren, dass déi Partei hir eege Statuten net konform applizéiert hätt, an dat kéint, esou wéi mer am Artikel 1 Parteien definéiert hunn, zu Contestatioune féieren.

Net anescht ass et am Artikel 4 an am Artikel 6, wou och op d'Partei verwise gëtt a wou aus där doter Logik eraus et kéint zu Contestatioune kommen, wou dann de Statsministère sech misst eventuell mat deene Froe beschäftegen. Dat wär dann net dat, wat mer wëlles gehat hätten. Mä méiglecherweis, wa mer an engem oder an zwee oder dräi Joer de Bilan musse maachen, ass dat vläicht en Artikel, dee mer nach eng Kéier misste kucken, wann deen esou géif interpretéiert ginn.

Sinn elo mat dësem Gesetz all d'Problemer geléist?

Une voix.- Neen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Wahrscheinlech net, well et kann een natierlech ëmmer fuddelen. Wann een e Gesetz mécht a seet, esou sollen d'Regele sinn, do kann et ëmmer nees Leit ginn, déi tentéiert wären, déi Dispositiounen do ze ëmgoen. An dach si mer e gutt Stéck méi wäit komm, well alles dat, wat bis elo doduerch legal war, well et keng Regele gouf, riskéiert elo zumindest eng Sanktioun ze kréien. Dat eleng ass schonn e grousse Fortschrëtt.

Wuel kënnen nach vläicht Leit probéieren, laanscht déi Dispositiounen ze kommen, d'Gesetz also wëllen ze ënnerlafen, mä wa se dobäi erwëscht ginn, riskéiere se eng Sanktioun. An dat eleng, de Risiko vun der Sanktioun, d'Possibilitéit vun der Sanktioun, ass an eisen Aen en däitleche Fortschrëtt par rapport zu enger Situatioun, wéi mer se elo hunn, wou doduerch näischt konnt kritiséiert a bemängelt ginn, well eben näischt verbueden an domadder och alles erlaabt war, wat jiddferee fir sech richteg a gutt fonnt huet.

Mir wäerten also dëst Gesetz och als gréng Fraktioun stëmmen,…

Une voix.- Aaahhh!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- …verweisen och nach eng Kéier drop, dass mer mengen, dass mer - a méi kuerzer Zäit wéi d'Kolleegen, och Virriedner et scho gesot hunn - eis nach eng Kéier mat deem Text vläicht wäerte misse beschäftegen, fir iwwer eenzel Artikelen ze schwätzen.

Zum Beispill och iwwert den Artikel 8. Bei den Avantages en nature gëtt et eng ganz Partie Diskussiounen, déi sech ronderëm d'Wahle stellen, wann déi eng do privilégiéiert Konditioune kréie fir dës Dréckereiaarbecht oder fir déi dote Publikatiounsaarbechten. Den Artikel 8, esou wéi en elo formuléiert ass, erlaabt do eng restriktiv Interpretatioun vun deenen Avantages en nature, déi ee ka kréien, an dat wäert och ee vun den Artikele ginn, déi méiglecherweis an Zukunft wäerten zu méi polemeschen Interpretatioune féieren.

Eng lescht Remarque, déi mer wollte maachen, fir ze soen, dass am Gesetz vun '99, wat mer hunn, dat de Remboursement vun engem Deel vun de Wahlkampfkäschte beschreift, e Seuil bei 5% vun de Stëmme festgeschriwwen ass. Mir mengen, dass, wa mer elo op de Wee gi bei der Parteiefinanzéierung, eis um Seuil vun 2% ze orientéieren, wat e Kompromëss war an der Kommissioun, een och nach eng Kéier misst iwwert dat 99er Gesetz kucken, well zwee verschidden, ënnerschiddlech Seuilen ze hunn - 2% fir d'Parteiefinanzéierung, 5% fir d'Wahlkampfkäschteréckerstattung, wat eppes ass, wat d'Parteien och maachen -, dat ass eiser Meenung no net dat lescht Wuert. Mir mengen also, mir missten eis och nach eng Kéier mam 99er Gesetz beschäftegen, fir eventuell och do de Seuil vu 5 op 2% erofzesetzen an domadder unzepassen un dat Gesetz, wat mer haut stëmmen.

Mat där leschter Remarque do bréngen ech dann d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den honorabelen Här Gibéryen huet d'Wuert elo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleeg Alex Bodry. Dat heite war, wann een dat éierlech gesäit, keen einfache Projet. Et huet misse vill diskutéiert ginn. Den Alex Bodry huet als Rapporteur eng ganz gutt Aarbecht gemaach. En huet vill recherchéiert an en huet och, wann een de Rapport gesäit, vill zesummegedroen, wat als Basis fir dat ganzt Gesetz soll déngen. Duerfir Merci vun eis fir säi Rapport, deen net nëmme kloer, mä deen och doriwwer eraus komplett war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een als fënnefte Riedner drukënnt zu engem Projet de loi, wou mer eis alleguer eens sinn, dann ass et schwéier fir nach vill Neies ze erfannen, virun allem dann, wann de Rapport esou komplett war. Ech wëll just vun eiser Säit aus duerfir e puer prinzipiell Iwwerleeunge maachen.

Dat ass iwwert d'Roll vun de Parteien, déi an enger parlamentarescher Demokratie eng wichteg Roll ze spillen hunn, an datt et duerfir och am Intérêt vun enger Demokratie ass, wa mer deene Parteien dann déi Méiglechkeete ginn, fir där Roll och kënne gerecht ze ginn. Dat ass hei zu Lëtzebuerg, géif ech soen, iwwer Jorzéngten diskutéiert ginn an et ass ganz lues virugaangen am Fong, datt d'Parteien eng Ënnerstëtzung krute fir hir Wahlcampagnen, déi se préfinanzéiert hunn. Et war méi eng Réckerstattung vun de Wahlcampagnëkäschten.

D'Fraktioune sinn an enger anerer Etapp verstäerkt ginn, mä d'Parteien, déi am Fong de Kär vum politesche Liewe sinn, hunn am Fong missen an enger gewëssener Ofhängegkeet liewen. Mir hu wuel hei zu Lëtzebuerg Parteien, wou déi eng méi, déi aner manner staark sinn, wat d'Memberen ubelaangt. Mä mer wëssen awer alleguer, datt een opgrond vu Cotisatiounen, déi d'Leit a politesch Parteien erabezuelen, keng - wéi soll ech soen - grouss Spréng ka maachen an eng Partei net eleng opgrond vu Cotisatiounen hire Flichte ka gerecht ginn.

Ee weidere Punkt, deen d'Parteien ëmmer als Recetten haten, dat war wat hir Mandatairen, déi politesch Mandater haten, un d'Parteien ofginn hunn.

Da war natierlech en drëtte Volet. Dat war dee vun de Spenden. Dat ass och hei virdru scho gesot ginn. Déi verschidde Parteien: Déi eng hu méi kritt, déi aner hu manner kritt, mä et war keng gutt Situatioun. Do si mer eis alleguer eens.

Mat dësem Gesetz schafe mer elo effektiv déi Transparenz. Mäi Kolleeg Robert Mehlen huet schonn am Januar '98 hei eng Proposition de loi gemaach iwwert d'Parteiefinanzéierung. De Jean Asselborn huet och eng gemaach iwwert d'Réckerstattung vun de Wahlcampagnen. An de Jean-Paul Rippinger huet 2004 nach eng gemaach. Ech géif soen, an dësem Gesetz si vun deem engen a vun deem aneren Iddien iwwerholl ginn, an et sinn eng ganz Rei vun neien Iwwerleeungen, déi mat eragefloss sinn.

Fir eis war et deemools scho wichteg, datt mer hei géifen higoen an eben d'Donen, déi aus de Betriber kommen, déi vu Lobbyiste kommen, oder anonym Donen, misste verbidden. Et war och relativ séier eng Eestëmmegkeet ënnert de Parteien alleguer festzestellen, fir grad dat doten ze maachen, well mer einfach gesot hunn: Wa mer als Parteie gäre Gelder hätte vum Stat - also Steiergelder -, da muss de Corollaire engersäits sinn, datt Donen, anonymer oder aus der Wirtschaft, vu Betriber, verbuede ginn.

An deen zweete Corollaire war, datt dann eben awer och missten d'Parteien eng Kontabilitéit féieren, déi kloer ass an an déi een Asiicht géif kréien, an datt am Fong och all Bierger d'Recht kritt fir ze wëssen, wéi d'Parteien hir Sue kréien a wat se mat deene Sue maachen. Duerfir musse mer och Bilane maachen, wou mer ons jo och eens si ginn, datt mer versichen een eenheetleche Bilan fir all Parteien ze maachen. Wa mer alleguer eis Kontabilitéiten d'selwecht maachen, kann herno d'Cour des Comptes och méi einfach de Contrôle vun den eenzelne Parteie maachen.

E wichtege Punkt, mengen ech, ass - et ass och schonn ugeschwat ginn - d'Formatioun an d'Recherche. Mat dësem Gesetz kënnt och eng nei Dynamik an d'Parteien, well d'Parteien hei aner Moyene kréien. De Kolleeg Fayot huet an de Sitzungen e puermol gesot, datt mer net däerfen op déi aktuell Situatioun iwwerleeën. Mä duerch déi heite finanziell Moyene wäerten d'Parteie sech aneschters entwéckelen. Do ass et virun allem och wichteg an et huet och all Partei en Intérêt drun, fir souwuel an d'Formatioun vu senge Leit wéi an d'Recherche ze investéieren, fir eben och do mat neien Iddien opzekommen.

A virun allem - an dat schéngt mer ofschléissend, Här President, ganz wichteg ze sinn -, datt d'Parteien och elo en neit Géigegewiicht si vis-à-vis vun hire Fraktiounen zum Beispill. Well loosse mer eis näischt virmaachen, d'Fraktiounen hu ganz dacks an de Parteien eng wichteg Roll gespillt, well se professionell organiséiert waren, well se déi finanziell Moyenen haten, a ganz dacks jo - do verrode mer keng Geheimnisser - an de Fraktiounen e groussen Deel vun de Parteiaarbechte matgemaach ginn ass, an d'Parteien am Fong net déi Autonomie an och déi Moyene vis-à-vis vun enger Fraktioun haten, déi se am Fong missten hunn.

Duerch dëst Gesetz kréien d'Parteien also och elo eng verstäerkte Roll ze spillen an hiren interne Strukturen: Partei-Relatioun-Fraktioun. An ech géif mengen, och insgesamt ginn d'Parteien heiduerjer méi staark vis-à-vis vun enger Regierung, well d'Parteien eben och elo d'Moyene kréien, esou wéi d'Fraktioune se schonn hunn, fir selwer kënne méi op den Dossieren ze schaffen, méi Iddien ze entwéckelen an der Recherche an an der Formatioun. Esou datt ech géif mengen, insgesamt gesinn no der Finanzéierung vun der Wahlkampfrückerstattung, no der Finanzéierung vun de Fraktiounen, elo vun de Parteien, datt dat Ganzt am Fong nëmme kann derzou bäidroe fir eis Demokratie ze stäerken. An deem Sënn wäert och eis Partei dësem Gesetz zoustëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling ageschriwwen. Här Jaerling, d'Tribün ass fir Iech.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President, och dem Här Rapporteur. Merci fir säin explizite Rapport. Hien huet gesot, dat Gesetz hei wär onpopulär. Mä wéi ech awer elo esou héieren hunn, heibannen awer bestëmmt net, well Dir kritt jo awer all eppes.

Fir Transparenz an d'Wahlgeschäfter an an d'Parteiefinanzéierung ze bréngen, ass

esou ee Gesetz wéi dat heiten awer onëmgänglech. Ech mengen, do kann een dermat d'accord sinn. Wann ech awer héieren, datt da vum Conseil aus esou Rumeurë kéimen, wéi wann dat wier, fir d'Korruptioun ze ënnerbannen; da maachen ech mer awer meng Gedanken. Awer dach net hei am Land! Hei gëtt et dach esou eppes net. Ech hat ëmmer gemengt, datt all Betriber aus purem Idealismus géife spenden an net mat Hannergedanken.

Fir mech ass dat Gesetz, wat hei virläit, awer trotzdeem net demokratesch. Et hëlt och net Rücksicht genuch op déi Parteielandschaft, esou wéi se sech haut hei presentéiert. D'Gesetz seet, datt Parteien, déi eng effektiv politesch Aktivitéit virweise kënnen, Urecht op Parteiefinanzéierung hunn, wa se an alle Bezierker, an awer och bei den Europawahle komplett Lëschte presentéieren. Bon, där Parteie ginn et menger Usiicht no siwen hei am Land, déi dës Bedingunge kéinten erfëllen.

D'Gesetz hei gesäit och vir, datt d'Parteien, déi déi virzitéiert Konditiounen erfëllen, och nach mussen en Duerchschnëtt vun 2% bei de Wahlen erreechen. Do ware bestëmmt eng Rei Mathematikgrimmelfritzen aus den etabléierte Parteien um Wierk, fir op esou ee Prozentsaz ze kommen, well egal wéi dat zustane koum, et ass op jidde Fall net demokratesch.

Menger Usiicht no wär et méi richteg an demokratesch gewiescht deene Parteien, déi Lëschten an alle Bezierker bei de Landeswahlen an Europawahle kënne presentéieren, d'office e Sockelbetrag zouzegestoen, well se jo awer schonn eng Konditioun erfëllen, déi net einfach ze erreechen ass, an dann duerno eréischt mat engem prozentuelle Bäitrag de Wahlerfolleg, deemno wéi en ass, ze belounen. Dat wier och méi gerecht gewiescht am Sënn vun der Chancëgläichheet, déi hei ëmmer esou vill ervirgehuewe gëtt.

Duerfir, Här President, och wann ech d'accord sinn, datt et eng Parteiefinanzéierung gëtt, an ech och alle Parteien dëst vergonnen, kann ech wéinst deene virzitéierten Argumenter dëst Gesetz net stëmmen. Mä ech menge jo awer, Dir braucht mech och net, fir Iech haut hei Äre Chrëschtcadeau kënnen ze maachen.

Ofschléissend nach e fromme Wonsch fir Chrëschtdag. Nodeem datt mer elo d'Parteien an der Verfassung hunn, an och de Parteie staatlech Sue ginn, wär et och esou lues un der Zäit eng Kéier un d'Gewerkschaft ze denken, déi fir mech gradesou wichteg - wann net méi wichteg - si wéi d'Parteien, fir déi och emol staatlech ze ënnerstëtzen. An deem Sënn wënschen ech Iech schéi Feierdeeg.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss. Mir kommen elo zum Vote vun dëser Proposition de loi.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Proposition de loi 5700 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei enger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Norbert Haupert), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn nach ee leschte Punkt op eisem Ordre du jour. Dat ass d'Motioun, déi vum honorabelen Här Adam déposéiert ginn ass iwwert den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

5. Motion de M. Claude Adam relative aux moyens financiers de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK)

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Mir hunn an der Familljekommissioun schonn öfters, éischtens d'Leit vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand invitéiert gehat. Mir hunn öfters mat hinnen iwwert de Rapport diskutéiert an öfters hiren Doléancen nogelauschtert. Dat huet eis als gréng Fraktioun derzou beweegt, fir déi Motioun hei eranzebréngen, andeems mer net méi an net manner froe wéi e substanziellt Eropsetze vun de Finanzmoyene vum ORK, an dat esou schnell wéi méiglech.

Mir haten och an der Kommissioun iwwert de Statut geschwat vum Ombudscomité. All politesch Partei hat och dozou Stellung geholl. Do ware mer eis net alleguerten an allem eens. Duerfir hu mer och den Ombudscomité an d'Kommissioun invitéiert, fir nach eng Kéier mat hinnen en Austausch ze kréien. Mir waren eis awer, wann ech de Résumé kucke vun de Stellungnahmen, praktesch alleguerten eens, datt den Ombudscomité soll onofhängeg kënne schaffen. Onofhängeg schaffen, heescht finanziell Moyenen hunn. Duerfir si mer och net glécklech mat deem Bréif, deen elo un den Ombutscomité gaangen ass, wou drasteet - et ass zitéiert aus dem Gesetz vum 22. Juli: «Le secrétariat de l'ORK est assuré par des fonctionnaires et employés de l'État. Ils ne peuvent pas être membres de l'ORK. Ces personnes peuvent être détachées de l'administration gouvernementale.»

Mir mengen, datt et net e glécklech Wee ass fir den Ombudscomité dohinner ze bréngen, datt en all Kéiers muss Hëllef froe bei deem engen oder anere Ministère. Mir sinn der Meenung, datt den Ombudscomité soll Moyene kréien, fir sech selwer déi Besoine kënnen ze leeschten, déi e brauch, ënner anerem e juristesche Bäistand.

Duerfir wär et ganz flott, wann Der géift eis Motioun mat ënnerstëtzen a mat droen.

Merci.

M. le Président.- Freet nach een d'Wuert?

Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, mir ënnerstëtzen d'Motioun vun deene Gréngen. Ech mengen, mir hunn och an der Familljekommissioun eng Diskussioun iwwert de Statut vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand gehat, an déi meescht Parteie ware jo der Meenung, dass een an déi Richtung soll goen; ausser der CSV, déi jo gesot huet, et misst nach en Temps de réflexion virgesi ginn.

Mir géife gären déi Motioun ënnerstëtzen. Mir wollten awer just froen, wann déi gréng Fraktioun domadder averstanen ass, «à renforcer de façon substantielle les moyens financiers de l'ORK dans le prochain exercice prévisionnel du budget et des recettes de l'État pour garantir l'indépendance» vum ORK. Dat hätte mer gären dran. Well dat ass dat, wat wichteg ass. Well mat deem, wat och elo argumentéiert gëtt vun der CSV, dass Fonctionnairë sollen delegéiert ginn, ass och nach ëmmer keng Indépendance garantéiert. Dowéinst fanne mir, wa mer dat à jour kéinte setzen, datt d'Motioun wierklech tipptopp wär.

Merci.

M. le Président.- D'Madame Frank huet d'Wuert.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Här President, mir hunn an der Kommissioun ofgemaach, datt mer am Februar d'Madame Rodesch bei eis an d'Kommissioun invitéieren a mat hir schwätzen iwwert d'eventuell Reform vum Statut. Duerfir ass et net sënnvoll, fir haut dës Motioun ze stëmmen.

(Interruption)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par Mme Martine Stein-Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

6. Discours de fin d'année de M. le Président Lucien Weiler

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn elo um Enn ukomm vun där leschter öffentlecher Sitzung vun dësem Joer.

D'Joer, wat elo zu Enn geet, war, contrairement zu deem, wat eenzel Observateure gemengt hunn oder och nach mengen, ee séier aarbechtsintensiivt Joer fir d'Chamber, fir d'Deputéierten, mä och fir d'Verwaltung. Ech denken, et gëtt eng Ziffer, déi fir sech selwer schwätzt an déi d'Envergure vun eiser Aarbecht unnähernd ermoosse léisst. Dat ass d'Zuel 588.

Tëschent dem 1. Januar an haut sinn d'parlamentaresch Kommissioune 588-mol zesummekomm, fir d'legislativ Aarbecht ze diskutéieren, ze analyséieren, ze amendéieren an domadder fir déi öffentlech Sitzungen ze preparéieren. Et sinn an dëse 588 Kommissiounssitzungen 98 Gesetzesprojeten analyséiert ginn an net manner wéi iwwer 100 Amendementen zu de Projete vun den Deputéierte proposéiert ginn.

Mä niewent där klassescher legislativer Aarbecht huet d'Chamber sech och am Kader vun enger ganzer Rei vun Aktualitéitsstonnen an Orientéierungsdebatte mat deenen Theme beschäftegt, déi d'Gesellschaft an déi d'Mënschen dobaussen am Land bewegen. Am Kader vun esou Debatte si mer de Froen nogaangen am Zesummenhang mam Chômage hei zu Lëtzebuerg, mat der Sécherheet am Land. Mir hu Froen, déi sech stellen am Zesummenhang mam Prisong zu Schraasseg, mir hunn d'Problemer am Beräich vun der Prostitutioun, dem Suicide, de Glécksspiller diskutéiert, no Ursaachen an no Léisunge gesicht.

D'Europäesch Unioun an den Europäeschen Traité stounge regelméisseg op dem Agenda vun eisem Parlament. D'Regierung ass net manner wéi 8-mol vun den Deputéierten interpelléiert ginn iwwert déi verschiddenaartegst Sujeten: d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg, d'Familljepolitik, d'Émweltproblematik, d'öffentlech Sécherheet an esou weider.

Mä d'Chamber huet awer och hir international Relatiounen intensiv gefleegt. Net duerch - an ech wëll dat ënnersträichen - exzessiv vill Visiten am Ausland, mä duerch den Empfang vun net manner wéi 30 Delegatioune vun auslännesche Parlamentarier. Och duerch den Empfang vu Premierministeren, Ausseministeren a Parlamentspresidenten aus der ganzer Welt.

D'Benelux-Parlament krut dëst Joer 50 Joer. En halleft Jorhonnert Kooperatioun, Consultatioun a Versteesdemech tëschent dräi Nopeschnatioune gouf mat enger Séance académique gefeiert.

Mä d'Chamber huet virun allem awer och hir Dieren no baussen ogemaach. Mir hunn iwwer 70 Visiteursgruppen hei am Parlament empfaang, woubäi de Succès bei deene Jonken extra ervirzesträichen ass. Net manner wéi 20 Schoulklassen hu mer 2007 hei am Parlament empfaang. Mir hunn awer och versicht, déi Jonk un der Politik ze interesséieren, zum Beispill duerch de Concours „50 Joer Europa, mir wënschen…“, oder d'Diskussioun mat de Jonken iwwer Europa, vum honorabelen Här Fayot organiséiert a geleet hei an der Chamber,…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- …an och de Jugendkonvent.

Dee gutt gefëllte Kalenner, dee mer dëst Joer haten, soll awer net driwwer ewechtäuschen, dass och fir d'nächst Joer zolidd Aarbecht op eis waart. Komplizéiert an zum Deel och kontroverséiert Projete wäerten an de Plenum vum nächste Joer kommen. Ech denken un d'Schoulgesetz, de Pacte logement, d'Scheedungsrecht, d'duebel Nationalitéit an och deen äusserst sensibelen Dossier vun der Stierfbegleedung mat all deene Froen, déi sech um Enn vum Liewe stellen.

Do dernieft wäert d'Lëtzebuerger Parlament vum 1. Januar un d'Présidence vum CPI, dem Conseil Parlementaire Interrégional iwwerhuelen. 42% vun de Leit, déi hei am Land schaffen, kommen aus der Grouss-regioun. An deem Kader wäerte mer och am Ufank vum neie Joer eng Orientéierungsdebatt hei an der Chamber iwwert d'Groussregioun féieren.

Mä ier et esou wäit ass, kënnt elo déi friddlech, déi besënnlech Zäit vu Chrëschtdag a vum Enn vum Joer op eis duer. Ech wënschen eis alleguerten, dass mer an dëser Zäit déi noutwendeg Rou an déi noutwendeg Kraaft fannen, fir dass mer am Joer 2008 eis Talenter an eis Energie mobiliséiert kréie fir där Aufgab, déi mer als Volleksvertrieder hunn, nozekommen.

Ech wëll jiddferengem vun Iech, Kolleeginnen a Kolleegen, de Membere vun der Regierung, de Membere vum Greffe mat virop dem Generalsekretär a sengem Adjoint, dem ganze Personal vun der Chamber, de Mataarbechter vun de Fraktiounen, der Press an och eisem Sécherheetspersonal villmools Merci soen, e ganz häerzleche Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an dësem Joer an och fir den Asaz an déi permanent Disponibilitéit. Ech wënschen Iech all, dass Der d'Enn vum Joer esou verbrénge kënnt, wéi Der Iech et wënscht.

Schéin a friddlech Feierdeeg, Chrëschtdeeg an e gutt an erfollegräicht neit Joer!

Plusieurs voix.- Merci gläichfalls, Här President!

M. le Président.- Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, mir fält d'Charge zou fir dëst Joer, am Numm vun alle vertruedene Fraktiounen an och vum Här Jaerling,…

Plusieurs voix.- Ah!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- …éischtens emol Iech Merci ze soe fir Är gedoldsam Présidence, déi Der hei d'ganzt Joer gemaach hutt. Ech mengen, Dir hutt et net ëmmer einfach, fir mat der Duerchdriwwenheet vun deem Sall hei eens ze ginn.

Mir wollten awer och profitéiere fir natierlech dem Greffe an dem ganze Personal vun der Chamber Merci ze soe fir déi gutt Aarbecht, déi se geleescht hunn an deem leschte Joer. Ech mengen, fir 2008 kann ech och mat enger gewëssener Liichtegkeet soen, datt ech eis alleguerte vill Erfolleg wënschen am neie Joer.

Fir 2009, do ass dat e bësse méi komplizéiert, well jo do en Evénement ass, wou mer jo awer wëssen, datt mer eis all vill Erfolleg wënschen, mä net onbedéngt deenen aneren.

(Interruptions et hilarité)

Duerfir fält mer dëst Joer déi Charge méi liicht. Mä ech mengen awer, mir hunn et verdéngt elo fir déi Feierdeeg zesummen ze feieren. Duerfir nach eng Kéier vun hei aus gesinn am Numm vun alle Fraktiounen e gudde Rutsch un Iech, un d'Personal vum Greffe an och un Är ganz Familljen! Ech mengen, mir sollen elo profitéieren déi nächst zwou Wochen, fir mat der Famill zesummen ze feieren, an dann hoffentlech d'Joer genausou gutt unzefänken, wéi mer dat heiten opgehalen hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. D'Madame Statssekretärin huet d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement*.- Wann ech esou formell begréisst ginn, Här President, e bëssen ongleeweg vläicht, wéi wann ech net do war oder wéi, wëll ech d'Geleeënheet och wouerhuelen, als Regierungsmember zoustänneg fir d'Bezéiungen zum Parlament an am Numm vun der Regierung, Iech Merci ze soe fir déi Glëckwënsch, déi d'Regierung hei kritt huet, déi Der hir ausgeschwat hutt, an Iech alleguerte Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer haten an dësem Joer.

D'nächst Joer stinn en Deel nei Saachen an d'Haus. Dir hutt haut Ännerunge virgeholl personeller Natur; zwee nei Memberen hutt Der an Äre Reien opgeholl. Dir hutt och e Gesetz gestëmmt elo grad, wat méiglecherweis och déi eng oder aner Ännerung am parlamentareschen Niewelaanschtliewe mag bedéngen. Virun allem awer wäerten och weiderhi vill Erausfuerderungen zesumme wouerzehuele sinn, déi souwuel Regierung wéi Chamber, all demokratesch legitiméiert, gewielten an agesaten Institutiounen hei am Land wäerte beschäftegen.

An deem Sënn, Merci villmools fir d'Glëckwënsch. Iech alleguerten och alles Guddes fir d'nächst Joer, e gudde Rutsch, fir unzefänken, a vill gemeinsam Aarbecht am nächste Joer an doriwwer eraus och nach.

Merci villmools am Numm vun der Regierung.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Domadder si mer um Enn vun där leschter Sitzung vun dësem Joer ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.00 heures)

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live *an* **integral**
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

Sommaire des séances publiques

Communications pages 207-208

Ordre du jour page 208

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°229 du 18 décembre 2007 de M. Marc Spautz relative au système de traitement des eaux usées de la commune de Bettembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

et

- Question N°230 du 17 décembre de M. Camille Gira relative à la problématique des eaux usées de la cité Frankenacker à Bettembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 208

- Question N°231 du 18 décembre 2007 de M. Carlo Wagner relative au carrefour reliant la route nationale N1 à la bretelle d'accès de l'A1 à la hauteur du port de Mertert, adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 208-209

- Question N°232 du 17 décembre 2007 de M. Roland Schreiner relative aux discussions entre les syndicats et la direction relatives à un «outsourcing» éventuel des activités du «Call Center» de Luxair, adressée à M. le Ministre des Transports page 209

- Question N°233 du 17 décembre 2007 de M. Camille Gira relative aux déclarations du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire lors d'une conférence publique à Trèves concernant la future réforme de l'aménagement du territoire, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 209

- Question N°234 du 18 décembre 2007 de M. Xavier Bettel relative à un «groupe de réflexion» voulu par le Président de la République française pour réfléchir à l'avenir de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 210

- Question N°235 du 18 décembre 2007 de M. Claude Adam relative à l'avenir des associations qui s'occupaient, jusqu'à présent, de la gestion des listes des assistants parentaux et qui jouaient le rôle d'intermédiaire entre les familles et les assistants parentaux et se rendaient régulièrement sur place pour vérifier de la bonne prise en charge des enfants, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 210

- Question N°236 du 18 décembre 2007 de Mme Anne Brasseur relative au programme national pour la promotion de l'alimentation saine et de l'activité physique «Gesond iessen, méi bewegen», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 210-211

Déclaration de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, sur les décisions et conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Bali, suivie d'un débat pages 211-214

Débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité (Études PISA et PIRLS 2006) (suite) pages 214-215

5239 - Projet de loi

a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines

b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail

c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail (suite) page 215

5739 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en ?uvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance pages 215-220

5742 - Projet de loi portant

a) création de l'Administration de la navigation aérienne

b) modification de - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; - la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg; b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile; - la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare;

c) abrogation de la loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'administration de l'Aéroport pages 220-222

5453 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 222-225

5732 - Projet de loi

1. modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

2. abrogeant la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux pages 225-226

Question parlementaire N°2054 de M. Camille Gira relative à l'ouverture au public du Grünewald page 227

5801 - Projet de loi

1. portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

2. portant introduction de la loi concernant le boni pour enfant;

3. portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

4. portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective;

5. portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans pages 227-236
page 238

Dépôt d'un projet de loi page 237

Hommage à M. Henri Grethen et à M. Emile Calmes page 237

5711 - Projet de loi relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et portant transposition de:

- la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE;

- l'article 9 du règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;

et portant modification de:

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier pages 237-238

5785 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et modifiant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité,

c) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État,

d) la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales,

e) la loi du 31 mai 1999 portant création de la police grand-ducale et d'une inspection générale de la police,

f) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

et

5808 - Projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires pages 238-248

Demandes en naturalisation page 248

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Fernand Etgen et de M. Eugène Berger pages 249-250

Composition du Bureau page 250

Composition des commissions parlementaires et des délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 250

5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques pages 250-256

Motion de M. Claude Adam relative aux moyens financiers de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK) page 256

Discours de fin d'année de M. le Président Lucien Weiler pages 256-257

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2031	M. Jacques-Yves Henckes	Prix de revente et liste des produits admis dans les restaurants, cafétérias et distributeurs automatiques des établissements scolaires
2032	M. Xavier Bettel	Évacuation des eaux dans la rue d'Oetrange à Schrassig
2061	M. Roger Negri	Bibliothèques de lecture publique
2064	M. Roger Negri	Situation du Luxembourg en matière de santé et de cohésion sociale
2079	M. Marcel Oberweis	Formation de clusters dans la Grande Région
2081	M. Laurent Mosar	Plan d'Occupation du Sol «Aéroport et environs» (POS-Findel)
2084	M. Robert Mehlen	Projet «Cloaca»de Wim Delvoye
2091	M. Alexandre Krieps	Formulaire de l'examen du permis de conduire et protection du secret médical
2096	M. Xavier Bettel	Incident au Centre pénitentiaire de Schrassig
2113	M. Fred Sunnen	Prise en charge de produits pharmaceutiques
2114	Mme Claudia Dall'Agnol	Promotion de la lecture auprès des enfants et des jeunes au niveau des bibliothèques de la lecture publique
2115	M. Lucien Clement	Transporteurs et convoyeurs d'animaux effectuant des voyages de longue durée
2117	M. Romain Schneider	Bilan écologique des biocarburants
2119	M. Robert Mehlen	Le secteur viticole et la limitation du taux d'alcoolémie
2120	M. Robert Mehlen	Contrôles du taux d'alcoolémie
2124	M. Marcel Oberweis	Émissions de gaz à effet de serre en 2005
2127	M. Marc Spautz	Loi communale du 13 décembre 1988
2129	M. Marcel Oberweis	Projet Eurohub Sud (ancien site de la WSA)
2131	M. Robert Mehlen	Arrestation de membres de l'opposition politique lors de manifestations à Moscou et à Saint-Pétersbourg
2135	Mme Claudia Dall'Agnol	Protection des mineurs
2136	M. Laurent Mosar et Mme Martine Stein-Mergen	Règlementation de la circulation routière
2138	M. Marcel Oberweis	Allocation de chauffage
2141	M. Félix Braz	Relogement de demandeurs d'asile
2219 urgente	M. Aly Jaerling	Restructuration au sein de l'aciérie ArcelorMittal de Gandrange (France)
2229 urgente	M. Aly Jaerling	Fermeture du passage à niveau près de la gare ferroviaire de Rodange
2230 urgente	M. Carlo Wagner	Epidémie d'infections

Question 2031 (3.10.2007) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **prix de revente et** la **liste des produits admis dans les restaurants, cafétérias et distributeurs automatiques des établissements scolaires:**

Dans un souci d'harmonisation des produits alimentaires et des boissons et pour des raisons de santé alimentaire, Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget ont procédé avec l'arrêté ministériel du 6 juillet 2007 à une harmonisation des prix de vente. Cet arrêté ministériel est entré en vigueur pour la rentrée scolaire 2007/2008.

Cet arrêté se base sur l'article 42 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget qui dit que:

«les conditions et les modalités de tarification et de perception des recettes non fiscales sont arrêtés par décision conjointe du ministre compétent et du ministre ayant le budget dans ses attributions».

Il s'avère que l'arrêté dépasse de loin l'article 42 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget étant donné qu'il ne fixe non seulement les prix de revente de certains produits alimentaires, mais aussi une liste complète de produits admis dans les restaurants, cafétérias et distributeurs automatiques des établissements scolaires.

Sans vouloir mettre en doute l'importance des efforts à entreprendre pour éduquer notre jeunesse à une alimentation saine et équilibrée, je me permets cependant de poser les questions suivantes en relation avec la valeur légale et l'exécution de cet arrêté ministériel:

1) Êtes-vous d'avis que l'article 42 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget vous donne l'autorité suffisante pour fixer une liste de produits alimentaires qu'élèves et enseignants ont le droit de manger et boire?

2) N'êtes-vous pas d'avis que cet arrêté ne dispose d'aucune base légale sérieuse pour justifier sa teneur et son envergure et qu'il faudrait recourir à une loi?

3) Selon quels critères cette liste de produits alimentaires et de boissons a-t-elle été fixée?

4) Étant donné que certains produits alimentaires ou marques sont choisies arbitrairement et sont partant favorisées au détriment d'autres qui sont écartées tout aussi arbitrairement, n'estimez-vous pas que l'arrêté ministériel dont question viole les principes de la législation sur les marchés publics? L'avis de la commission des soumissions a-t-il été demandé voire entendez-vous le demander?

5) N'est-il pas contradictoire d'avoir procédé à une soumission publique si les prix sont fixés par arrêté ministériel?

6) Est-il vrai que suite à l'application de cet arrêté ministériel des boulangers qui jusqu'ici pouvaient offrir leurs produits dans les enceintes d'écoles en ont été «chassés»? Si oui, sur quelle base légale repose cette décision? Si non, comment expliquez vous le cas d'un boulanger qui vendait depuis des années ses produits dans l'enceinte du LGL (Lycée de garçons) et auxquels on a fait comprendre que ses produits ne correspondaient plus aux nouvelles normes sans indiquer en quoi consistaient ces nouvelles normes? Comment sont sélectionnées les entreprises conformes et non conformes? De quelle façon le Gouvernement entend il répondre aux entreprises écartées qui dénoncent le favoritisme politique et l'arbitraire?

7) Est-il vrai qu'il est également prévu d'interdire la vente de produits alimentaires devant les enceintes des écoles? Si oui, sur quelle base légale reposerait cette décision?

8) Pouvez-vous nous donner des informations vérifiables démontrant que l'exécution actuelle de l'arrêté ministériel en question a incité ou va sérieusement inciter les jeunes à une alimentation plus saine et équilibrée?

9) Ne pensez-vous pas que l'éducation à une alimentation saine et équilibrée devrait plutôt se faire par la méthode incitative et instructive que par la méthode prescriptive et prohibitive?

10) Êtes-vous d'avis que des élèves de secondaire et les enseignants ne sont pas assez mature pour définir eux-mêmes quels aliments qui leurs conviennent?

Réponse (8.1.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'article 31 de la loi du 25 juin 2004 portant sur l'organisation des lycées et lycées techniques dispose que «tout lycée doit offrir une possibilité de restauration pour les élèves. Un restaurant peut être rattaché à un lycée».

Le Ministère ne fixe pas une liste de produits alimentaires que les élèves et enseignants auraient droit de manger, mais une liste de produits qui sont offerts et que les élèves ont la possibilité de consommer sur place. Les élèves restent par ailleurs libres de pourvoir à leur propre restauration.

Il est évident que la liste ne peut pas contenir toute la gamme de produits alimentaires qui existent. Les produits offerts sont choisis de façon à attirer l'attention des élèves sur la nécessité de veiller à une alimentation saine et équilibrée, ceci en collaboration étroite avec le Ministère de la Santé.

Le Ministère n'a pas de préférence pour une marque déterminée. Toujours est-il que suivant une recommandation de la Chambre des Députés, il y a lieu de donner préférence à des produits du terroir. Une question parlementaire récente s'est située dans le même contexte *(cf. compte rendu N°8/2006-2007 - question parlementaire N°1462)*.

On ne s'oppose pas à mettre les produits en concurrence les uns par rapport aux autres. La traçabilité doit rester assurée dans tous les cas.

Le prix facturé par l'entreprise au Ministère doit être distingué du prix de vente, donc du prix que doit payer le consommateur au produit. Il n'y a ainsi pas de contradiction à lancer une soumission et à fixer au départ le prix de vente par arrêté ministériel.

Il n'y a pas eu de boulanger qui aurait été chassé par suite de l'application de l'arrêté ministériel. Le boulanger auquel il est fait référence vendait ses produits dans l'enceinte du lycée sans avoir été sélectionné par le biais d'une soumission publique, raison pour laquelle il a été invité à quitter les lieux. En plus, le Ministère dispose de sa propre équipe de cuisine qui pourvoit aux prestations demandées et aux prix de vente fixés par l'arrêté ministériel du 6 juillet 2007, prix que le boulanger en question n'était pas disposé à respecter.

Dans le cadre de la campagne «Gesond iessen, méi beweegen» menée conjointement par les ministres ayant respectivement l'Éducation nationale et la Formation professionnelle, la Santé, le Sport et la Famille dans leurs attributions, il est prévu de contacter les communes afin de les sensibiliser à ne pas délivrer d'autorisation de vente dans les environs immédiats de l'école de produits qui iraient à l'encontre de cette campagne.

L'arrêté ministériel portant fixation des prix ne vise pas à inviter les jeunes à une alimentation plus saine et équilibrée, mais répond à l'obligation légale contenue dans l'article 42 de la loi du 8 juin 1999 et vise à systématiser l'offre et les prix des produits alimentaires diffusés dans les lycées.

La politique poursuivie par les quatre ministères concernant une alimentation saine et équilibrée repose comme vous dites à juste titre sur une éducation à une alimentation saine et équilibrée et non pas sur des prohibitions.

Question 2032 (3.10.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**évacuation des eaux dans la rue d'Oetrange à Schrassig:**

Il semblerait que les travaux sur le chantier de la nouvelle aérogare aient entraîné un problème concernant l'évacuation de l'eau au niveau de la rue d'Oetrange à Schrassig. Ainsi, en cas de pluie, des inondations y seraient provoquées régulièrement. Il semble que certains riverains se seraient déjà adressés en 2006 à divers services compétents mais seraient restés sans réponse à ce jour.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Messieurs les Ministres ont-ils été informés par leurs services sur cette problématique? Si oui, à quelle date? Quelle suite Messieurs les Ministres ont-ils réservé à ce dossier?

- Et finalement, comment Messieurs les Ministres comptent-ils remédier à la situation?

Réponse commune (27.12.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En juillet 2007, un riverain s'était adressé à la société lux-Airport qui a fait suivre le dossier à l'Administration des Ponts et Chaussées. Celle-ci, consciente du problème, avait déjà organisé plusieurs réunions avec la commune de Schuttrange, l'Administration de la Gestion de l'Eau et un bureau d'études, afin d'y remédier dans les meilleurs délais. Ce bureau a été avisé de pousser l'étude le plus vite possible, de sorte qu'un projet

concernant la situation d'écoulement des eaux du «Birelerbach» sous le CR132 à Schrassig pourra être présenté début 2008.

Reste encore à mentionner que le réaménagement du bassin de rétention à l'aéroport, côté «Birelerbach», augmentant le volume de 19.000 m² à 36.000 m², est terminé et a été mis en service récemment, de sorte que le déversement des eaux vers ce ruisseau, et par conséquent vers Schrassig, sont mieux à contrôler moyennant l'installation d'un système de vannes et ne dépasseront en principe pas pour l'instant le débit de 100 litres/s.

Question 2061 (23.10.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **bibliothèques de lecture publique:**

Les bibliothèques de lecture publique, c'est-à-dire les bibliothèques communales et associatives, ont un rôle important à jouer dans la promotion de la lecture et de la culture dans la société. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Combien de bibliothèques de lecture publique existent actuellement dans notre pays?

- L'article budgétaire 02.043.000 (participation de l'État aux frais de fonctionnement des bibliothèques régionales gérées par les communes) prévoit un budget de 90.000 € pour l'année 2008. Quels critères une bibliothèque de lecture publique doit-elle remplir pour être considérée comme «bibliothèque régionale»?

- Quelle est la participation de l'État aux frais du personnel des bibliothèques de lecture publique, à la formation de celui-ci, à l'équipement, l'animation et le prêt de documents entre bibliothèques?

- Il existe des conventions entre le Ministère de la Culture et quelques bibliothèques de lecture publique de notre pays. Une convention généralisée pour toutes les bibliothèques de lecture publique a-t-elle été envisagée?

- Le rapport d'activités 2006 du Ministère de la Culture mentionne deux aspects nouveaux: «Un réseau de bibliothèques régionales communales vient d'être créé» (page 4) et «Initiation d'une étude sur les bibliothèques publiques» (page 259). Madame la Secrétaire d'État pourrait-elle me fournir des informations complémentaires concernant ces deux projets? Est-ce que la médiathèque de Mamer figure dans ce réseau?

Réponse (3.1.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

La première question de l'honorable Député concerne le nombre de bibliothèques de lecture publique au pays.

Les bibliothèques de lecture publique sont au nombre de 15:

Bibliothèque municipale
de Differdange

Bibliothèque municipale
de Dudelange

Bibliothèque municipale
d'Esch/Alzette

Bibliothèque municipale
de Grevenmacher

Bibliothèque municipale
de Luxembourg

Mamer Mediathéik

Bibliothèque du Centre Culturel
et d'Éducation populaire
de Bonnevoie a.s.b.l.

Bibliothèque Tony Bourg
Troisvierges a.s.b.l.

Ettelbrécker Bibliothéik a.s.b.l.

Lënster Bibliothéik a.s.b.l.
Musel-Sauer Bibliothéik
Waasserbëlleg a.s.b.l.
(à partir du printemps 2008)

Mierscher Lieshaus a.s.b.l.

Ourdallbibliothéik (Vianden) a.s.b.l.

Sproochenhaus-Bibliothéik a.s.b.l.

Les six premières bibliothèques mentionnées sont gérées par des communes, les autres par des associations. Toutes pratiquent le prêt public général. À ces bibliothèques de lecture publique on peut assimiler le Bicherbus tant du point de vue du public cible que de celui des ouvrages offerts. Il est géré par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Dans sa deuxième question, l'honorable Député s'enquiert des critères que doit remplir une bibliothèque de lecture publique pour être considérée comme «bibliothèque régionale». À ce propos, un avant-projet de loi se trouve en cours d'élaboration par les services de mon Ministère; ce texte proposera également des critères à cet égard. Il est actuellement trop tôt de donner davantage de précisions avant que la phase de consultation avec les autres Ministères concernés n'ait été achevée.

En ce qui concerne la troisième question ayant trait à la nature de la participation de l'État aux frais du personnel des bibliothèques, de lecture publique, à la formation de celui-ci, à l'équipement, à l'animation et au prêt de documents entre bibliothèques, je peux préciser ce qui suit:

- L'État ne participe pas directement au financement des salaires du personnel des bibliothèques de lecture publique.

- Toutefois, s'agissant des bibliothèques scolaires, l'État finance les bibliothécaires et les enseignants bénéficiant d'une décharge pour gérer les bibliothèques des lycées de l'enseignement secondaire et il prend aussi en charge les deux tiers de la rémunération des gérants de bibliothèques de l'enseignement primaire, le dernier tiers revenant aux communes.

- Les bibliothèques de lecture publiques qui sont membres du réseau de bibliothèques bibnet.lu participent aux formations organisées par la Bibliothèque nationale. Ces formations ne concernent pas la bibliothéconomie en général, mais sont en rapport avec l'utilisation du système informatique de gestion intégré de bibliothèques Aleph 500 et en particulier en rapport avec l'alimentation de son catalogue collectif bibnet.lu (voir www.bibnet.lu): Elles sont financées conjointement par la Bibliothèque nationale et l'Institut national d'administration publique.

- L'État ne participe que partiellement à l'équipement des bibliothèques de lecture publique et uniquement dans la mesure où celles-ci sont membres du réseau bibnet.lu. Dans ce cas, elles disposent gratuitement du logiciel de bibliothèques Aleph 500, acquis par le Centre informatique de l'État et dont la maintenance et le développement technique et intellectuel sont assurés par le service informatique et le service du réseau bibnet.lu de la Bibliothèque nationale. Dans tous les cas et sur demande, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche peut mettre une sélection de Luxemburgensia à la disposition des bibliothèques.

Quant à l'animation des bibliothèques, son organisation relève de l'autonomie de chaque bibliothèque qui est la mieux placée pour répondre aux besoins locaux et régionaux. Le cas échéant et selon la manifestation en cause, l'État pourra aider de cas en cas par des subventions ponctuelles assumant une partie des frais des manifestations en faveur du livre.

Le prêt interbibliothèques n'existe pas vraiment à travers le Luxembourg. La raison en est que, s'il s'agit de transporter à travers le pays des livres pour la lecture publique, donc peu chers et disponible sur le marché, les frais d'un service de prêt interbibliothèques (voiture, chauffeurs, coordination,…) risquent de dépasser de loin les frais d'acquisition de livres identiques par plusieurs bibliothèques. Il vaut dès lors mieux investir dans le personnel de gestion (bibliothécaires etc.) afin de professionnaliser davantage les bibliothèques.

Une convention généralisée avec l'Union luxembourgeoise des bibliothèques publiques pourra le cas échéant être envisagée une fois que les missions de cette association seront clairement détaillées et budgétisées. Toutefois, il faudra absolument tenir compte des problèmes spécifiques de chaque bibliothèque et faire la distinction entre bibliothèques communales et bibliothèques associatives.

Quant à la citation «un réseau de bibliothèques régionales communales vient d'être créé» il doit assurément s'agir du réseau NORBI, c'est-à-dire du réseau régional créé par quatre bibliothèques associatives du nord du pays, à savoir Eschdorf, Vianden, Tony Bourg de Troisvierges et Ettelbrécker Bibliothéik.

Enfin, soucieux de dresser un portrait des bibliothèques publiques luxembourgeoises et de connaître davantage leur fonctionnement, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a fait inscrire la réalisation d'une étude sur ces mêmes bibliothèques publiques dans son programme statistique et de recherche. Pour la réalisation de cette étude, le Ministère s'appuie sur son programme d'enquêtes nationales dont l'objectif est de collecter annuellement des données statistiques et financières auprès des infrastructures et des acteurs culturels luxembourgeois. Réalisée à partir des données rassemblées en 2006 et en 2007 par le Service de la Comptabilité et des Statistiques culturelles du Ministère, cette étude présente le fonctionnement des bibliothèques, les services proposés aux usagers, les collections et leurs modes de gestion, mais elle évalue aussi l'emploi et aborde la question du financement des établissements.

Étant actuellement en cours de réalisation, cette étude sera rendue publique au courant du premier semestre de l'année 2008.

Question 2064 (23.10.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **situation du Luxembourg en matière de santé et de cohésion sociale:**

Dans ses commentaires et remarques relatifs au «Bilan de la compétitivité 2007», la Chambre des Employés Privés (CEP-L) souligne que si les performances économiques du Grand-Duché sont excellentes, la situation en matière de santé et de cohésion sociale est nettement moins reluisante. En effet, en considérant l'Indice de Santé Sociale Luxembourgeois (ISSL), le Luxembourg se classerait en 13e position seulement parmi les pays de l'UE15 et ne devancerait plus que l'Espagne et le Portugal. La CEP-L fait remarquer qu'«il est paradoxal de retrouver le Luxembourg en si mauvaise position sociale, alors même que le pays n'a pas quitté le premier rang pour les performances macro-économiques».

Par ailleurs, la CEP-L, en considérant d'autres indicateurs, note «une pauvreté forte et en croissance pour certaines catégories». Ainsi, le taux de risque de pauvreté des ménages composés de deux adultes et deux enfants s'élève à 17% alors que la moyenne européenne se situe à 14%.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

- Comment peut-on s'expliquer les résultats peu flatteurs du Luxembourg en matière de santé et de cohésion sociale?

- Pour quelles raisons le système luxembourgeois d'assistance publique n'a-t-il pu contrecarrer cette évolution?

- Quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle pour remédier à cette situation?

Réponse (27.12.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Du fait de sa construction, l'Indice de Santé Sociale Luxembourgeois (ISSL), auquel l'honorable Député Roger Negri se réfère dans sa question, à des composantes portant sur des champs d'action qui ne relèvent pas de la compétence du Ministère de la Famille et de l'Intégration.

La réponse donnée ci-dessous a donc exclusivement trait à la composante «risque de pauvreté» de l'ISSL, composante à laquelle l'honorable Député fait d'ailleurs plus explicitement référence.

Dans sa question il fait état du classement «peu flatteur» du Luxembourg.

Ce constat n'est pas confirmé par les derniers classements en matière de risque de pauvreté publiés officiellement au niveau communautaire.[1] Il en ressort en effet que:

- avec 13% le Luxembourg présente un taux de risque de pauvreté bien inférieur à la moyenne communautaire de 16%,

- avec ce taux, le Luxembourg obtient un résultat identique à celui de l'Allemagne et de la France,[2]

- parmi les États membres seulement huit États membres présentent un taux de risque de pauvreté moindre,

- en matière d'inégalité monétaire 21 États membres présentent une performance plus mauvaise que celle du Luxembourg.

Au vu de la dernière comparaison officielle entre États membres, disponible au niveau de l'Union européenne, le jugement sévère sur le Luxembourg mérite donc d'être nuancé.

En ce qui concerne l'évolution dans le temps du taux de risque de pauvreté luxembourgeois, les derniers chiffres issus de l'enquête EU-SILC pour le Luxembourg, présentés par le Statec en date du 17 octobre 2007, renseignent pour 2006 un taux de risque de pauvreté de 14%.

Lors de la présentation de ce chiffre, le Statec a tenu à souligner l'absence de différence statistique entre les taux de 2005 (13%) et de 2006. Il n'y a donc pas lieu de parler d'une augmentation du taux de risque de pauvreté mais, comme l'exprime le Statec, d'une «tendance à la hausse» de ce risque. Evidemment, cette tendance se doit d'être contrecarrée afin de maintenir la cohésion sociale.

Au vu de la question de l'honorable Député Roger Negri, il y a lieu de rappeler dans ce contexte l'apport du système luxembourgeois d'assistance publique. L'impact de ce système sur le taux national de risque de pauvreté est en effet déjà significatif.

Ainsi, le Rapport conjoint précité révèle que, dans l'espace européen, le Luxembourg fait partie des États membres dont les systèmes de transferts sociaux réduisent le taux de risque de pauvreté de 40% au moins. Cette efficacité du système luxembourgeois est d'ailleurs aussi démontrée par les chiffres pour 2006 présentés par le Statec et qui renseignent un taux de risque de pauvreté avant transferts de 23%.[3]

S'il n'a pas d'impact direct en matière d'incidence du taux de risque de pauvreté, le dispositif revenu minimum garanti, pilier clé du système luxembourgeois d'assistance publique, a un rôle modérateur déterminant en matière d'intensité de ce risque. Du fait du revenu minimum garanti, des moyens suffisants d'existence décente sont garantis aussi à ceux dont le revenu disponible se situe en dessous du seuil de risque de pauvreté.[4]

Dans ce contexte et nonobstant l'approche relative de l'indicateur de pauvreté monétaire il y a lieu de reconnaître la valeur exceptionnellement élevée, en euros courants et en standards de pouvoir d'achat, de ce seuil au Luxembourg.[5]

Dans sa question, l'honorable Député Roger Negri s'intéresse à la situation de ces ménages.

En relation avec cette situation, il importe de constater que:

- au sein de l'Union européenne, tous les États membres s'accordent pour affirmer le rôle du travail en matière de prévention et de soulagement de la pauvreté,

- le Luxembourg reste encore fortement marqué par le modèle traditionnel du «male breadwinner» alors qu'au niveau de l'Union européenne le «2 breadwinner model» prévaut,

- le risque d'exposition à la pauvreté augmenté de bon nombre de familles au Luxembourg est notamment dû à leur intensité de travail faible.

Afin de remédier à cette situation et afin d'encourager les parents, et plus particulièrement les mères, à participer au marché du travail, le Ministère de la Famille et de l'Intégration, en collaboration avec les communes, met en œuvre ne politique ambitieuse de développement des structures d'accueil pour enfants qui vise, en matière de «Maisons relais», la cible de 30.00 places en l'an 2013.

Enfin, comme le souligne la Chambre des Employées Privés dans son avis afférent XVIII/53/2007 du 15 novembre 2007, le «bonus enfant» dû à partir de l'année 2008 est une mesure à caractère social qui «aide surtout les ménages à faible revenu et avec enfants à charge (et) dont l'effet devrait se faire ressentir au niveau des taux de pauvreté en question».

---

[1] Rapport conjoint sur la protection sociale et l'inclusion sociale 2007 et annexes. http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/joint_reports_fr.htm#2007

Ce rapport a été soumis au Conseil européen de mars 2007 pour informer les chefs d'État et de gouvernements des progrès accomplis en la matière. Source des données y reprises: Eurostat, EU-SILC (2005)

[2] Pour information: le taux belge est de 15%

[3] Pensions exclues des transferts

[4] La décision du Gouvernement d'augmenter le RMG de 1,9% à partir de janvier 2007, simultanément avec le salaire social minimum, témoigne de sa volonté de maintenir le filet de sécurité RMG solidement tissé.

[5] Valeurs comparatives (UE 2005) pour un ménage de deux adultes et de deux enfants: voir annexe I. Selon calculs du STATEC, la valeur luxembourgeoise de ce seuil pour 2006 est de 3116 EUR/mois.

www.chd.lu

Annexe I

Ménage composé de deux adultes et de deux enfants

Seuil de risque de pauvreté

Valeurs illustratives mensuelles en EUR et en Standards de Pouvoir d'Achat (SPA)

2005

	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	IT	CY	LV	LT
EUR	1726	153	444	2323	1798	313	1965	989	1111	1673	1511	1382	231	216
SPA	1647	356	816	1677	1731	502	1576	1141	1231	1526	1446	1538	420	410
	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE	UK	
EUR	2990	362	816	1783	1889	266	752	98	924	297	1828	1817	1956	
SPA	2866	591	1137	1695	1848	503	874	226	1233	546	1488	1502	1864	

Source: Eurostat, EU-SILC (2005)

Question 2079 (29.10.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **formation de clusters dans la Grande Région:**

Lors du 9e Sommet de la Grande Région du 1er juin 2006, les participants ont pris acte des conclusions de l'étude de son Comité économique et social sur la formation de clusters dans la Grande Région.

Le but de la création de tels clusters est de rendre nos PME plus compétitives au niveau interrégional et de les soutenir dans la mise en œuvre de leur politique de la recherche appliquée et du développement.

De telles plate-formes permettront de mettre en réseau interconnecté les acteurs concernés et de promouvoir une infrastructure appropriée en vue d'échanger des informations et d'engager des coopérations virtuelles et réelles.

Un premier planning commun aurait dû être présenté avant la fin 2006 afin d'intégrer les clusters dans le programme opérationnel du développement 2007-2013 de la Grande Région.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Aménagement du Territoire et de l'Économie:

1. Quels décideurs luxembourgeois ont participé aux travaux de la création de clusters dans la Grande Région?

2. Quels clusters ont été mis en chantier dans le cadre du programme opérationnel du développement 2007-2013 de la Grande Région?

Réponse commune (2.1.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. Le Ministère de l'Économie a lancé fin 2001 le programme national «clusters» en vue de favoriser la coopération technologique entre entreprises luxembourgeoises.

Trois clusters nationaux fonctionnent actuellement, couvrant les technologies de traitement et de revêtement de surface, les TIC et les technologies aérospatiales. Plusieurs autres thèmes sont à l'étude en concertation avec Luxinnovation: les écotechnologies, la logistique et la traçabilité, les technologies de la santé, les technologies pour l'automobile.

Au niveau national ce programme est mis en œuvre par l'agence de l'innovation Luxinnovation en étroite concertation avec la Fedil et d'autres organisations patronales. Le but est de renforcer la position concurrentielle des entreprises luxembourgeoises, grandes et petites, sur le plan national et international et de les aider dans leur démarche d'innovation.

Au niveau de la Grande Région, les résultats de l'étude «structures des clusters de la Grande Région ont été présentés à l'occasion du 9e Sommet de la Grande Région qui s'est tenu le 1er juin 2006 à Trèves. Cette étude a été commissionnée par le Comité économique et social de la Grande Région - Sarre, Lorraine, Luxembourg, Rhénanie-Palatinat et Wallonie. Ce Comité comprend des représentants des partenaires sociaux et des représentants régionaux ou nationaux.

L'objectif de l'étude a été d'identifier tous les clusters régionaux actifs dans la Grande Région, d'analyser le processus actuel de création de clusters, ainsi que de soumettre des propositions concrètes pour des actions de soutien de la part des acteurs publics, en vue de renforcer la collaboration transfrontalière des clusters.

L'étude a permis d'identifier un total de 33 structures explicites de «clusters». Elle a notamment recommandé de préserver la diversité des approches de «clustering» dans la Grande Région. En effet chaque région met en œuvre une politique de cluster adaptée aux spécificités régionales et poursuit donc aussi des objectifs différents. L'étude a proposé d'organiser des rencontres interrégionales entre les gestionnaires des programmes de clusters et entre les animateurs de clusters dans le cadre de séminaires ou forums, de lancer un processus de «benchmarking» entre les clusters, de mettre en place des outils de collaboration et d'échange d'information et de renforcer la coopération avec d'autres clusters européens. Les clusters régionaux qui sont en fonctionnement devraient par conséquent davantage s'échanger et travailler ensemble. C'est pourquoi il a été proposé de prévoir des axes de soutien pour renforcer la collaboration des clusters dans les fonds structurels et particulièrement dans les programmes Interreg. Des réunions entre clusters ont déjà eu lieu dans cette perspective.

Par ailleurs le groupe «questions économiques» mis en place par le Sommet, dans lequel les services du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur sont représentés, suit de près le dossier «clusters» et a initié récemment une conférence interrégionale à Arlon sur la coopération en matière d'efficacité énergétique dans les bâtiments rassemblant les clusters régionaux couvrant ce domaine.

2. Le programme de coopération territoriale européenne Interreg IV 2007-2013 «Grande Région» n'a pas encore démarré, le programme venant d'être approuvé par la Commission européenne en date du 12 décembre 2007. Ce programme prévoit la possibilité de projets interrégionaux dans le domaine des clusters économiques. Puisque le programme vient seulement d'être approuvé, les projets ne seront connus qu'après clôture et évaluation d'un 1er appel à candidatures.

Question 2081 (30.10.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **Plan d'Occupation du Sol «Aéroport et environs» (POS-Findel):**

Le Tribunal administratif vient d'annuler le Plan d'Occupation du Sol «Aéroport et environs» communément appelé POS-Findel, la base de la future autorisation commodo/incommodo pour l'aéroport.

Cette décision met sérieusement en danger le futur développement de l'aéroport ainsi que l'exécution du règlement grand-ducal du 17 mai 2006 déclarant obligatoire le Plan d'Occupation du Sol «Aéroport et environs».

C'est la raison pour laquelle je voudrais vous poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelle est la position du Gouvernement quant au jugement du Tribunal administratif et quelles en sont les conséquences sur le futur développement de l'aéroport?

Réponse (2.1.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En date du 30 novembre 2007, le Gouvernement a relevé appel contre le jugement rendu en date du 22 octobre 2007 du Tribunal administratif et annulant le règlement grand-ducal du 17 mai déclarant obligatoire le Plan d'Occupation du Sol «Aéroport et environs».

Dans l'hypothèse où la Cour administrative confirmera le jugement du Tribunal administratif, les départements ministériels et administrations concernés travaillent actuellement sur une solution de rechange à court terme qui consiste à une modification ponctuelle du plan d'aménagement et partiel «Aéroport et environs» de 1986. Cette modification permettra de garantir le développement des activités aéroportuaires tel que prévu par le POS «Aéroport et environs».

En cas d'annulation définitive du POS actuel, l'élaboration d'un nouveau Plan d'Occupation du Sol sera cependant indispensable afin de garantir à long terme un développement coordonné et intégratif des alentours de l'aéroport.

Question 2084 (31.10.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **projet «Cloaca» de Wim Delvoye:**

Viru kuerzem ass am «Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» ënner anerem ënnert der Künstlerbezeechnung Cloaca eng «machine à fabriquer de la merde», op gutt Lëtzebuergesch géif ee soen, eng Maschinn fir Schäissdreck ze fabrizéieren, als modernt Konschtwierk presentéiert ginn. Elo kann ee jo laang a breet iwwer Konscht diskutéieren, mä wann de Steierzueler mat engem enorme finanziellen Opwand de Bau vun engem Musée fir modern Konscht muss finanzéiren, an dann och nach mat esou Objeten, fir déi en nach eng Kéier berappe muss, ver...scht gëtt, dann héiert geméinlech de Spaass op.

Stellvertriedend fir vill Matbiergerinnen a Matbierger, déi d'(Konscht)Welt net méi verstinn, géif ech duerfir gären dës Froen un lech riichten:

1. Zu wat huet déi virgenannte «Schäissmaschinn» lech inspiréiert?

2. Wien décidéiert, wat an esou Ausstellunge ausgestallt gëtt a wat ass Ären Afloss als Regierungsmember op dat, wat do gewise gëtt?

3. Huet de Stat déi «Schäissmaschinn» als Œuvre d'Art kaf oder war se nëmme gelount? Wéi héich war dee betreffende Präis?

4. Wat sinn am Detail déi global Käschte vun der ganzer Operatioun «Schäissmaschinn» fir de geplote Steierzueler?

Réponse (27.12.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Op d'Fro vum Här Deputéierte Robert Mehlen iwwert d'Ausstellung Cloaca kann ech no Récksproch mat de Responsable vum Casino a vum Mudam dës Explikatioune ginn:

Zënter dem éischte Kulturjoer 1995 an och elo während dem zweete Kulturjoer 2007 si ganz vill Ustrengunge gemaach ginn, fir grad déi verschidden Aspekter vun der Kreatioun vun haut eise Matbierger méi no ze bréngen. Déi verschidde Muséeën, déi och op der internationaler Zeen ganz staark appreciéiert ginn a sech a knapp enger Dose Joren immens gutt do etabléiere konnten, gi sech Méi, fir eng oppen, virwëtzeg an viruerteelsfräi Approche zur Konscht vun haut ze hunn an ze vermëttelen. All zäitgenëssesch Konscht erfuerdert och, datt ee sech konsequent a rekurrent mat hir ausernaner setzt, well de Grondgedanken an d'Konzept vum Kënschtler ëmmer eng wichteg an ausschlaggebend Roll spillt.

Ech wëll ënnersträichen, datt an enger Demokratie d'Politik, eng Regierung, e Minister, e Buergermeeschter, sech ni an déi artistesch Programmatioun vun de Kulturinstitutiounen amëscht. Dofir kommen all Elementer iwwert déi viséiert Ausstellung a besonnesch iwwer hir Organisatioun an Interpretatioun vun den zoustännegen Experten.

Trotzdeem ginn ech gär Äntwerten op dem Här Deputéiere seng Froen, well et erlaabt, eng Rei Punkten ze klären, déi manifest falsch verstane gi sinn. Gläichzäiteg ergëtt sech domat d'Geleeënheet, op e puer Viruerteeler hinzeweisen, déi d'zäitgenëssesch Konscht ëmmer erëm iwwer sech ergoe loosse muss.

1. De Wim Delvoye ass en international unerkannten Artist, deen och hei am Land scho längst keen Onbekannte méi ass. Hien ass an der Sammlung vum Nationale Konschthistoresche Musée um Fëschmaart ganz gutt vertrueden, och an der Sammlung vun der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, a war schonn dacks an Ausstellungen am Casino derbäi. Ausserdeem huet seng Kapell bei der Ouverture vum Mudam fir weltwäit Unerkennung fir Lëtzebuerg gesuergt.

Als e ganz speziellen Aspekt vu senger villschichteger Konschtpraxis, déi an alle grousse Muséessammlungen an der ganzer Welt vertrueden ass, ziele seng Cloaca-Maschinnen.

Hien huet déi éischt Cloaca-Maschinn am Joer 2000 am Musée vun Antwerpen gewisen, am Museum Kunstpalast zu Düsseldorf an an der Kunsthalle vu Wien.

Déi zweet Maschinn, déi hien entwéckelt huet, ass zu Zürich, Lyon, New York an Toronto gewise ginn.

Déi drëtt am Musée zu Bordeaux an am Musée zu Prato an der Toscana, déi véiert zu Beijing a China an zu Bréissel an enger Ausstellung iwwer 100 Joer belsch Konscht, an dei fënneft an Taiwan. Wéi Der gesitt, hunn déi Cloaca-Machinne schonn e gewëssene Wee hannerun sech, mä si si bis elo ëmmer nëmmen eenzel gewise ginn.

De Casino Lëtzebuerg huet also viru méi ewéi zwee Joer - well fir esou ee Projet op d'Been ze setze brauch een zwee bis dräi Joer - d'Initiative geholl, all dës Maschinnen zesummen ze weisen, mat all deem, wat am Artist senger Optik derzou gehéiert.

De Projet ass duerch säin internationale Bekanntheetsgrad a seng Unerkennung als eng vun de groussen Ausstellunge vum Kulturjoer akzeptéiert ginn an och finanziell vu Lëtzebuerg 2007 ënnerstëtzt ginn.

Selbstverständlech kann een dat schéin oder net schéi fannen, et kann an dierf, jo et muss ee mat kriteschem Geescht un d'Expositioun erugoen, oder se just mat Kuriositéit ukucken. Mä et ass einfach emol interessant festzestellen, datt mir hei zu Lëtzebuerg dës Kéier, als alleréischt d'Geleeënheet hunn, déi zimlech aussergewéinlech Cloaca-Entreprise als e Ganzt kennenzeléieren a sech domadder ausenaner ze setzen, an esou eppes gesinn ze kréien, wat anerer vu wäit hier kucke kommen a wat zu deene fantasteschste Konscht-Abenteuer vun haut zielt.

Et ass och einfach eng Tatsaach, datt eist Land mat esou engem Projet an der europäescher Konschtwelt - a souguer doriwwer eraus - eng ganz Rei Komplimenter gemaach kritt huet: et brauch een nëmmen déi Presséartikelen ze liesen, déi doriwwer geschriwwe goufen an auslänneschen Zeitungen, déi Tëlees-Reportagen ze kucken iwwert d'Ausstellung, op de Lëtzebuerger, mä och op de belschen, däitschen, schwäizer bis hin zu australesche Fernsehprogrammer - déi hunn all extra eng Kamera-Equipe op Lëtzebuerg geschéckt. Och «Arte» huet d'Ausstellung am Casino Forum d'Art contemporain gefilmt an op sengem Kanal bruecht, wat jo bekanntlecherweis eng ganz schéi Referenz ass.

Iwwert d'Bedeitung vun der Cloaca-Serie als Konschtwierker ginn et verschidde Saachen ze soen.

An engem artistesche Sënn kann een dës Maschinnen als Vertrieder vun engem zweckméissegen, schmucklose Stil gesinn, deen déi zounehmend Zweckméissegkeet a Medikaliséierung vun eisem Ëmfeld beliicht. Hannert der schéiner Fassade vun eisem Liewe sti Fabricken, Lagerhaiser, Spideeler a Chimieslaboratoiren, déi net ganz glamouréis ausgesinn - och wann eise Liewensniveau ouni si net gehale kënnt ginn. An engem soziale Sënn kann een d'Cloaca als Metapher vun der industrieller Gesellschaft verstoen, déi sech oft duerch Iwwerproduktioun an Iwwerconsommatioun vun onwichtegen Artikelen, an och duerch Verschwendung kennzeechent. Datt d'Metapher vum «Schäiss» eng relativ réi, an och eng taboubriechend ass, setzt beim Publikum och e gewëssene Sënn fir Humor viraus. Dat liicht Gefill vun «sech net wuel fillen», wat ee vis-à-vis vun dëse Maschinnen emfënnt, dréit zum Verständnes vun deene verschiddene méigleche Messagë vun de Cloaca-Maschinne bäi. En anert Element, dat besonnesch vun de Wëssenschaftler erausgehuewe gëtt, ass déi enorm Präzisioun a wëssenschaftlech Naturgetreiheet, mat där d'Cloaca-Maschinnen de mënschleche Ver-

dauungsapparat imitéieren. Dat u sech ass pädagogesch vun engem grousse Wäert, an enger ganzer Partie Biologiesklassen konnt dëse Sujet am Casino méi no bruecht ginn.

Et kann een d'Cloaca an engem méi klassesche Konschtverständnes einfach als eng Zort «Vanitas» interpretéieren, e Wierk, dat d'Flüchtegkeet an d'Lächerlechkeet vum mënschleche Liewe virun Ae féiert. Eng artistesch Kreatioun ass ëmmer villschichteg, wéi een eleng schonn un dësen Interpretatioune gesäit.

A souguer wann een dat Ganzt just als eng Metapher iwwert d'Konschtwelt, eis Gesellschaft an eist Liewe betruecht, ass et flott ze gesinn, mat wéi vill Energie, Intelligenz, Talent an Humor de Wim Delvoye seng Cloaca hiergestallt huet, déi am Fong dann «Schäiss» produzéiert, an dat zu kriteschem Denke verleede soll.

D'Besicherzuel an der Ausstellung beweist iwwregens ganz iwwerzeegend, datt d'Leit interesséiert, souguer faszinéiert si vun dëser Ausstellung.

2. D'Haaptausstellung vun der Cloaca ass am Casino: de Mudam stellt nëmmen eng vun den aacht Maschinnen aus, well se net all an de Casino eragaange sinn. De Casino hat dowéinst de Mudam gefrot, fir um Projet deelzehuelen, an de Mudam huet akzeptéiert. Et ass de Casino Lëtzebuerg, dee säi Programm ausschafft, a selwer driwwer décideiert, wat gewise gëtt.

Wéi ech schonn uganks ënnerstrach hunn: Als Regierungsmember hunn ech do keen Afloss, an ech wëll och keen do hunn: ganz einfach, well an enger Demokratie d'Konscht fräi soll sinn! Dat ass e konstante Prinzip an eise westlechen Demokratien. Datt d'Konscht och emol stéieren an zu Ausernanersetzunge féiere kann, dat ass grad eng Errungenschaft vun eiser Gesellschaft.

Et gi jo nach genuch Länner an der Welt, wou dat net de Fall ass, a wou d'Leit nëmmen dat ze gesi kréien, wat dem Pouvoir just passt. Déi Länner hunn net onbedéngt demokratesch Regimer: et soll ee sech also keng vun der Regierung kontrolléiert Konschtwelt wënschen, oder soss muss ee sech bewosst sinn, wat dat mat sech bréngt.

3. Op Är drëtt Fro, ob de Stat déi «Schäissmaschinn» kaf oder nëmme gelount huet, ass d'Äntwert ganz einfach: weder dat eent, nach dat anert.

Wéi scho gesot: et ass de Casino, deen déi ganz Ausstellung organiséiert. De Casino ass e «Centre d'art»: Den Ënnerscheed tëscht engem «Centre d'art» an engem Musée ass, datt de Musée eng Sammlung huet an e «Centre d'art» keng. De Casino mécht also nëmmen temporaire Ausstellungen, hie keeft näischt.

Fir eng Ausstellung ginn normalerweis keng Wierker gelount, mä vum Leihgeber ausgeléint. Do spillt natierlech d'Reputatioun vun enger Institutioun eng wichteg Roll: wat eng Institutioun méi reputéiert ass, wat se méi einfach e wichtegt Wierk geléint kritt.

Datt de Casino et fäerdeg bruecht huet, déi aacht Maschinne vum Wim Delvoye zesumme geléint ze kréien, ass schonn eng Leeschtung u sech. Dat ass och weltwäit eng Première!

Datt de Kënschtler seng aacht Maschinnen, plus seng Zeechnungen an alles, wat zu senger Konscht gehéiert, mam ganze Kapital vun senger Gesellschaft Cloaca Ltd, dem Casino zur Verfügung gestallt huet, ouni Loungeld, nach iergend e Cachet ze froen, beweist datt déi, déi vun him als engem Geldmaacher, engem kale Geschäftsmann schwätzen, net onbedéngt Recht hunn.

Mä wann een d'Saach genee hëlt, mierkt een, datt hien einfach Freed hat, dee Projet hei zu Lëtzebuerg ze realiséieren an all seng Wierker, dei him selwer ganz gehéieren, eisem Publikum gratis zur Verfügung ze stellen.

No der Ausstellung gi seng Wierker och all zréck a säin Atelier op Gand. Hei zu Lëtzebuerg konnte se jiddefalls fir d'éischt all zesumme gesi ginn.

4. De Casino huet déi ganz Ausstellung organiséiert a mat sengem Ausstellungsbudget bezuelt. Do si praktesch nëmmen Transportkäschten an Installatiounskäschten ugefall, et ass jo wéi gesot kee Cachet ze bezuelen. Och d'Käschte fir d'Maschinn am Mudam, d'Super Cloaca, sinn integral vum Casino iwwerholl ginn. Dat kann och an de Finanz-Rapporte vun deenen zwou Institutiounen nogekuckt ginn.

De globale Budget fir dës Ausstellung hat de Casino beim Virbereede virun zwee Joer op 200.000 € fixéiert. Dovu soll de Casino op sengem Budget d'Halschent iwwerhuelen, déi aner Halschent ass d'Contributioun vum Kulturjoer 2007. Fir dës Zomm huet de Casino also aacht Maschinnen heihinner bruecht an ausgestallt, iwwer 200 Zeechnungen, déi een an extra dofir vun engem Lëtzebuerger Schräiner fabrizéierte Vitrinne kucke kann, an nach vill aner Saachen, déi mam Kënschtler sengem Konzept zesummenhänken. Am selwechte Budget abegraff ass och d'Publikatioun vun engem aussergewéinleche Katalog. Dat alles ass am Casino ze gesinn an et ass derwäert.

Fir d'alldeeglech Fiddere vun deenen dräi Maschinnen am Casino suerge Restaurateure gratis mat Iwwerreschter an Offall.

Hei läit jo och en anere vun de fundamentale Gedanke vum Artist an sengem Konzept vun der Cloaca: Wann ee bedenkt, datt an enger Groussstad wéi zum Beispill Wien, all Dag sou vill Iessen ewechgehäit gëtt, wéi eng Stad wéi Graz brauch fir sat ze ginn, an datt et dee Phenomeen iwwerall an der entwéckelter Welt gëtt, och zu Lëtzebuerg, reegt dat zum Nodenken un. Grad e Konschtwierk wéi d'Cloaca mécht dat däitlech.

Fir komplett a prezis ze sinn: de Menü, deen d'Lea Linster der grousser Maschinn extra gekacht huet fir d'«Nuit des Musées», war als «Kiischt um Kuch» geduecht an offréiert: et war just eng Eenzelportioun.

Déi bescht Aart a Weis, fir eng Ausstellung vu moderner Konscht ze verstoen an iwwer se ze diskutéieren, ass natierlech, sech se unzekucken. Den honorablen Deputéierten ass häerzlech agelueden, d'Ausstellung an de «Casino, Forum d'Art contemporain» kucken ze goen, fir se ze beurteelen. Mir wiere frou, lech do begréissen ze kënnen, fir datt d'Konschtinstitutioune mat kompetente Guiden d'Hannergrënn an d'Expositioun erkläre kënnten.

Question 2091 (8.11.2007) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant le **formulaire de l'examen du permis de conduire et** la **protection du secret médical:**

Le formulaire de l'examen du permis de conduire comporte actuellement une part réservée aux maladies que présente un candidat au permis de conduire. Cela pose notamment un problème en matière de protection du secret médical.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le formulaire de l'examen du permis de conduire ne devrait-il pas être revu et amendé et se limiter à l'aptitude ou non à la conduite, à l'instar du modèle suédois et irlandais, sans enfreindre les données du secret médical?

Réponse (27.12.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député, Monsieur Alexandre Krieps, pose la question qui consiste à savoir si le formulaire de l'examen médical en vue du permis de conduire ne devrait pas être limité à la seule mention relative à l'aptitude ou non à la conduite automobile, de façon à ne pas enfreindre les données du secret médical.

Dans ce contexte il incombe en premier lieu de se référer aux trois textes légaux qui entrent en ligne de compte.

L'article 2 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques dispose que:

«Le Ministre des Transports ou son délégué délivre les permis de conduire civils; il peut refuser leur octroi, restreindre leur emploi ou leur validité, les suspendre et les retirer, refuser leur restitution, leur renouvellement ou leur transcription et même refuser l'admission aux épreuves si l'intéressé:

(…) 4) souffre d'infirmités ou de troubles susceptibles d'entraver ses aptitudes ou capacités de conduire; (…)».

L'article 77 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques énumère les conditions médicales à remplir par le conducteur.

L'article 78 quant à lui dispose que: «La demande (en obtention d'un permis de conduire) doit être appuyée par les pièces suivantes:

1) un certificat médical récent à délivrer par un médecin agréé par le Ministre des Transports, répondant aux conditions à fixer par arrêté ministériel et attestant que le candidat présente les aptitudes physiques et mentales requises; (…)».

Enfin le règlement ministériel du 10 mars 1983, fixant les modalités du certificat médical pour l'obtention d'un permis de conduire donne les points d'ancrages qui doivent permettre au médecin de pratiquer son examen médical eu égard à la conduite automobile.

En ce qui concerne le secret médical, il y a lieu de mentionner que celui-ci est garanti par le nombre restreint des personnes prenant connaissance dudit certificat médical.

Ledit certificat médical est en premier lieu avisé par un fonctionnaire, membre de la Commission médicale des permis de conduire du Ministère des Transports telle que prévue par l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 précité, qui est tenu tant au secret médical qu'au secret professionnel.

Le certificat est, le cas échéant, avisé par un médecin de la Commission médicale des permis de conduire qui est évidemment lié au secret médical.

La Commission nationale pour la Protection des Données a par ailleurs délivré son autorisation en matière de traitement de catégories particulières de données en vertu de la loi du 02 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard des données à caractère personnel.

Pour ce qui est maintenant de limiter le certificat médical à la seule et unique conclusion «aptitude ou inaptitude», cette approche s'avère trop limitative.

En effet, dans le cas de figure où la personne est déclarée inapte d'une part, si secret médical il doit y avoir, ce dernier n'est plus garanti. D'autre part, une personne déclarée de suite inapte va soit accepter cette situation et ne va pas se soumettre à la procédure en vue de l'obtention du permis de conduire, soit elle va poursuivre la procédure ce qui implique que la personne devra être entendue dans ses explications par la Commission médicale qui émettra un avis au Ministre des Transports et qui prendra la décision adéquate.

Par contre, la réalité démontre qu'une personne déclarée inapte par un médecin tentera de se faire déclarer apte par un autre médecin qui ne connaît pas l'historique médical ni l'étiologie du patient. Cela vaut notamment pour des troubles non décelables lors d'une visite médicale d'usage: troubles neurologiques, telle que l'épilepsie, prise de stupéfiants, tels que cannabinoïdes, intoxications, tel que l'éthylisme, donc des troubles ayant des répercussions sérieuses sur la sécurité routière notamment.

Lorsque le médecin de la Commission médicale a connaissance des troubles ayant existés ou existants, il peut en faire assurer un suivi selon la situation en faisant demander des rapports médicaux en liens directs avec la maladie connue.

L'expérience démontre en effet que de nombreux patients dissimulent ou minimisent leurs problèmes de santé.

Or, il incombe au Ministre des Transports de veiller à la sécurité du conducteur et des autres usagers de la voie publique.

Enfin, il convient encore d'attirer l'attention sur le fait que la Commission européenne est en cours d'élaborer un certificat médical harmonisé pour le permis de conduire pour l'ensemble de l'Union européenne. Dans cette optique, le Luxembourg a été invité à participer d'une façon plus intense à élaborer un projet, conjointement avec les Pays-Bas, la Finlande et l'Espagne. Ce projet dénommé Medril (MEdical testing for the DRIving Licence EU, project 2003-2006) a été finalisé fin 2006. Le modèle luxembourgeois actuel correspond en grandes lignes au consensus retenu dans un premier temps. Actuellement la Commission européenne étudie les résultats fournis par les États participants ainsi que par les experts médicaux associés au projet en vue d'amender la législation européenne en vigueur.

Question 2096 (12.11.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**incident au Centre pénitentiaire de Schrassig:**

Il me revient que hier un incident a eu lie au sein du CPL à Schrassig. Un détenu serait parvenu à scier les barreaux de sa cellule. De plus, il semble que ce détenu se serait déjà évadé il y a quelque temps du CPL.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Justice,

- s'il peut confirmer les faits relatés.

- Comment un détenu peut-il être en possession d'un objet permettant de scier les barreaux d'une cellule? De quel objet s'agit-il?

- Enfin, d'après certaines informations, le Gouvernement luxembourgeois serait en discussion pour marquer son accord pour autoriser l'extradition de ce détenu. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir plus d'informations concernant cette éventuelle extradition?

Réponse (27.12.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Au cours d'un contrôle de routine de cellules opéré le dimanche 11 novembre 2007, des membres du personnel de garde du CPL ont pu constater qu'un barreau de fenêtre dans une cellule avait été scié partiellement. L'alerte a été immédiatement donnée et toutes les mesures prévues pour intervenir dans de tels cas ont été prises par l'administration pénitentiaire en étroite collaboration avec la Police grand-ducale.

Aucun risque d'évasion n'a existé puisque les barreaux n'avaient pas été détruits complètement.

À la suite de cet incident, le détenu a été placé, à titre de sanction, dans un régime cellulaire strict.

Deux pays ont demandé l'extradition du détenu en question. Ces demandes d'extradition sont en voie d'instruction devant les autorités judiciaires compétentes.

Question 2113 (20.11.2007) de **M. Fred Sunnen** *(CSV)* concernant la **prise en charge de produits pharmaceutiques:**

Depuis le 1er novembre de cette année, dans le cadre du programme de substitution l'UCM prend en charge l'intégralité des frais des médicaments tels que la méthadone.

Cependant les personnes malades ayant besoin de morphine ou d'un autre stupéfiant pour calmer leur douleur, doivent payer une participation de 20% et ceci parfois pendant une longue durée. Seulement les patients en fin de vie souffrant par exemple d'un cancer peuvent dans certains cas, sur demande et avec motivation du médecin traitant et après accord du contrôle médical, profiter d'une prise en charge de 100%.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Combien de toxicomanes profitent de la gratuité de leurs médicaments de substitution?

- Quel est le nombre de patients souffrant de douleurs chroniques qui profitent d'une prise en charge de 80%?

- Le Gouvernement, n'estime-t-il pas que l'on devrait aussi garantir une prise en charge intégrale à ces derniers?

Réponse (27.12.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire constate que certains médicaments faisant l'objet d'un taux de prise en charge de 100% lorsqu'ils sont prescrits dans le cadre du traitement de la toxicomanie par substitution, ne sont remboursés qu'à raison de 80% lorsqu'ils sont prescrits à titre d'analgésiques.

Il est un fait que certains analgésiques morphiniques indiqués pour le traitement de la douleur aiguë servent aussi dans le traitement de la toxicomanie par substitution.

Actuellement un millier de toxicomanes sont pris en charge dans le cadre du programme de substitution. Ils prennent la méthadone soit sous forme de sirop, soit sous forme de comprimés. Jusqu'à un passé récent ce n'était que la méthadone sous forme de sirop qui a fait l'objet d'une prise en charge complète par l'État. Depuis peu l'État, et non la Caisse de Maladie, prend aussi entièrement à

sa charge la méthadone sous forme de comprimés. La raison en est que les toxicomanes, pour la plupart, ne disposent que de peu de revenus, certains n'étant même pas affiliés à la sécurité sociale. Toute participation aux dépenses découlant du programme de substitution est de nature à les décourager de s'y soumettre, alors que pourtant la société à tout intérêt à voir un maximum de toxicomanes renoncer à s'approvisionner en drogues auprès de trafiquants.

En revanche la prise en charge d'analgésiques morphiniques par les Caisses de Maladie obéit aux règles classiques énoncées dans les statuts de l'UCM. Le taux de prise en charge des analgésiques morphiniques dits majeurs est de 80%. En 2006 4.658 patients ont bénéficié d'une prise en charge d'analgésiques morphiniques majeurs à base de stupéfiants. Aux termes de l'article 103 (2) des statuts de l'UCM certains taux de prise en charge peuvent être augmentés jusqu'à 100%. Dans le cas des analgésiques morphiniques majeurs le contrôle médical de la sécurité sociale peut, sur base d'une ordonnance médicale motivée, autoriser la majoration du taux de prise en charge. En 2006 1.867 personnes ont bénéficié de la prise en charge intégrale des médicaments en question.

J'attire encore l'attention de l'honorable Parlementaire sur le fait que tout affilié dont la participation à ses dépenses de santé dépasse pendant une année donnée un montant de 2,5% du revenu minimum garanti pour la même période peut obtenir le remboursement intégral de la tranche additionnelle, conformément à l'article 154 bis des statuts de l'Union des Caisses de Maladie.

Question 2114 (20.11.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **promotion de la lecture auprès des enfants et des jeunes au niveau des bibliothèques de la lecture publique:**

Par rapport aux missions de la promotion de la lecture auprès des enfants et des jeunes au niveau des bibliothèques de lecture publique, je me permets de poser les questions suivantes:

- Est-ce que Madame la Secrétaire d'État dispose de chiffres informant sur le taux de livres pour enfants comparé à celui de la collection générale de chaque bibliothèque de lecture publique au Grand-Duché?

- Quels sont les moyens de promotion de la lecture auprès des enfants, employés par les bibliothèques de lecture publique et de quelle façon ces actions peuvent-elles être subventionnées par le Ministère de la Culture?

- Combien d'ouvrages de référence, chers, mais indispensables à la société de la connaissance future (processus de Lisbonne), existent dans les bibliothèques de lecture publique, afin d'aider les jeunes lecteurs dans leurs travaux à domicile en dehors des horaires scolaires et des heures d'ouverture des bibliothèques scolaires?

- Combien de documents audiovisuels existent dans les bibliothèques de lecture publique du Grand-Duché afin d'attirer les jeunes, un public plutôt difficile à persuader par des médias de lecture classique?

- Ne serait-il pas judicieux d'envisager un futur déménagement de la médiathèque de la Bibliothèque nationale, un département créé à l'époque (1992) seulement en raison du manque de documents audiovisuels dans les bibliothèques de lecture publique, mais tout à fait étranger à une bibliothèque nationale, dans les locaux ou les alentours du Centre National de l'Audiovisuel (CNA) à Dudelange?

Réponse (3.1.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire N°2114 de Madame Claudia Dall'Agnol, je voudrais d'emblée relever que les bibliothèques de lecture pour enfants au Grand-Duché de Luxembourg dépendent pratiquement toutes des communes et celles de lecture pour adolescents sont entre les mains du Ministère de l'Éducation nationale, même si la question est adressée au Ministère de la Culture. Pour autant, les éléments de réponse ci-après sont apportés en coordination avec les services du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Par ailleurs, il échet encore de préciser que l'honorable Députée n'est certes pas sans savoir que bibliothèque de lecture publique ne signifie nullement que cette bibliothèque appartient automatiquement à l'État.

Au Grand-Duché de Luxembourg, les bibliothèques de lecture publique sont en effet sous la tutelle des communes ou d'associations qui les gèrent en toute autonomie, à l'exception du Bicherbus, qu'on peut assimiler du point de vue de son offre et de son public-cible à une bibliothèque publique, ainsi que de la Bibliothèque nationale. Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'a donc pas d'influence ni sur la gestion, ni sur les achats de livres que les gérants des bibliothèques visées effectuent. L'offre des bibliothèques répertoriées par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche comprend des livres, des périodiques, des manuscrits, du matériel audiovisuel et d'autres matériels, et ne distingue pas entre lecture pour enfants ou adultes, ni entre les différents médias. En plus, le chiffre avancé ne renferme que les informations qu'un certain nombre de bibliothèques ont bien voulu fournir au Ministère: le nombre de livres se situe ainsi à plus de 1,7 millions d'exemplaires et celui des ouvrages de référence à plus de 55.000 exemplaires.

Les bibliothèques des écoles préscolaires et primaires étant des bibliothèques pour enfants par excellence et sont des bibliothèques communales et alimentées par les communes respectives. Les lectures et animations en faveur de la littérature pour enfants sont prises en charge soit par les communes soit par le Ministère de l'Éducation nationale. Celui-ci met aussi à disposition des écoles primaires un choix de livres dont des extraits figurent dans les manuels scolaires. En outre, le Ministère de l'Éducation nationale finance les bibliothécaires et les enseignants bénéficiant d'une décharge pour gérer les bibliothèques des lycées de l'enseignement secondaire et prend aussi en charge les deux tiers de la rémunération des gérants de bibliothèques de l'enseignement primaire, le dernier tiers revenant aux communes.

Enfin, il subventionne les lectures d'auteur à l'école préscolaire et primaire alors que le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche prend en charge une grande partie des lectures dans les écoles secondaires. Les bibliothèques des lycées sont construites et financées par le Ministère de l'Éducation nationale et alimentées par les budgets des lycées. Sur demande, ces bibliothèques ont droit aussi à une sélection de Luxemburgensia, mise à disposition par le Ministère de la Culture même si ce Ministère n'intervient à l'évidence pas directement dans les écoles.

En ce qui concerne les ouvrages de référence, outre le minimum des 55.000 exemplaires répertoriés au MCESR, le portail Intranet de my-School du Ministère de l'Éducation nationale met gracieusement à disposition de tous les élèves luxembourgeois une série d'ouvrages de référence comme l'Encyclopédie Diderot et d'Alembert, bientôt le Trésor Informatisé de la Langue Française, Kindlers neues Literaturlexikon, Encarta, l'Encyclopaedia Universalis, Xrefer Plus entre autres. La consultation de ces contenus, dont la réputation n'est plus à faire, est donc accessible à tout utilisateur authentifié de la liste du portail.

D'autres moyens de promotion ou de subvention de la lecture auprès des enfants peuvent entre autres être, de la part du Ministère de la Culture, une subvention ou une convention de la promotion de la lecture chez les enfants ou de livres luxembourgeois selon le niveau de la manifestation envisagée, des dons de livres luxembourgeois aux bibliothèques qui en font la demande, la résidence d'auteur de livres d'enfants à Echternach avec lectures dans les écoles, une participation substantielle à l'organisation des Journées du livre lors de la Journée mondiale du livre et des droits d'auteur, la KIBUM qui est une exposition de livres de littérature pour enfants au Centre national de Littérature de Mersch co-organisée avec l'association «Freed um Liesen», la ville et l'université de Oldenburg en Allemagne du Nord où les décideurs des bibliothèques intéressés peuvent s'informer sur les nouvelles parutions dans le domaine des livres d'enfants.

Finalement, Madame la Députée demande s'il «ne serait pas judicieux d'envisager un futur déménagement de la médiathèque de la Bibliothèque nationale (…) dans les locaux ou aux alentours du Centre National de l'audiovisuel (CNA) à Dudelange» car, selon l'honorable Députée, une médiathèque «serait tout à fait étranger à une bibliothèque nationale».

En réponse à cette question, je voudrais rendre l'honorable Députée attentive au fait que, conformément à une tradition ancienne, d'ailleurs confirmée par l'article 9 de la loi du 24 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État, la Bibliothèque nationale de Luxembourg en sa qualité de bibliothèque scientifique et de recherche, accessible au plus grand nombre, ne collectionne pas seulement des publications et documents luxembourgeois, mais encore des documents de provenance internationale qui constituent les deux tiers du total de ses collections. Depuis longtemps, les collections des bibliothèques, quelles qu'elles soient, ne se limitent plus aux seuls documents sur support papier, fait qui est entériné par les articles 9 et 11 de la loi du 24 juin 2004 susvisée. Ainsi la médiathèque de la Bibliothèque nationale de Luxembourg comprend non seulement des films, mais aussi de nombreux documents sonores parlés, tels des méthodes audiovisuelles d'apprentissage des langues, des livres audio, des interviews, des témoignages et biographies d'écrivains ou d'autres personnalités ayant marqué l'histoire du XX^{e} siècle. L'offre de films n'est pas encyclopédique, mais elle comprend notamment les grands classiques de l'histoire du cinéma, des adaptations d'œuvres littéraires, du théâtre filmé et un grand choix de films documentaires. La médiathèque de la BnL offre bien sûr aussi des films luxembourgeois car, l'honorable Députée en conviendra, les films et livres édités au Luxembourg ont leur place dans plus d'une bibliothèque ou médiathèque du Grand-Duché.

Il reste à préciser que les services de la Bibliothèque nationale et de sa médiathèque ne sont pas accessibles aux enfants, mais aux adolescents à partir de l'âge de seize ans. Dans ce contexte il peut être intéressant de noter que 16.391 lycéens sur 35.913, c'est-à-dire 45,6% de la population d'élèves du Grand-Duché fréquentent un lycée situé sur le territoire de la ville de Luxembourg.

Question 2115 (20.11.2007) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant les **transporteurs et convoyeurs d'animaux effectuant des voyages de longue durée:**

Le règlement grand-ducal ducal du 30 juillet 2007 fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) N°1/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes et déterminant les sanctions applicables en cas d'infraction aux prescriptions de ce règlement communautaire susmentionné prévoit entre autres que les transporteurs et convoyeurs d'animaux effectuant des voyages de longue durée doivent fournir un certificat d'aptitude professionnelle pour l'exercice de leur profession. Ce certificat d'aptitude professionnelle n'est délivré qu'aux personnes ayant suivant un cours de formation spécifique en la matière.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Qui est concerné par le règlement susmentionné (personnes privées et/ou professionnelles) et quand est-ce qu'il devient applicable?

- Que faut-il entendre par «voyages de longue durée» au Luxembourg?

- Est-ce que les transporteurs ayant une certaine expérience professionnelle dans le domaine sont exemptés du cours de formation?

- Dans l'affirmative, quelle est la durée demandée pour justifier cette dispense?

- Dans la négative, quel est le délai d'obtention du certificat d'aptitude professionnelle?

- À qui revient le contrôle de l'application du règlement en question?

Réponse (27.12.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

À titre liminaire, il m'importe de rappeler que le règlement (CE) N°1/2005 du Conseil relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes est en application dans tous les États membres depuis le 5 janvier 2007 alors qu'un certificat d'aptitude professionnelle est requis à partir du 5 janvier 2008. Des séances d'information furent ainsi organisées par l'Administration des Services vétérinaires dès le début de l'année 2007.

Ce règlement communautaire s'applique au transport d'animaux vertébrés vivants effectué par un transporteur professionnel ou privé à l'intérieur de la Communauté européenne, à l'exception des cas suivants:

- les éleveurs qui transportent leurs propres animaux avec leurs propres moyens de transport sur une distance inférieure à 50 km de leur exploitation;

- les transports d'animaux qui ne sont pas effectués dans le cadre d'une activité économique, telles les activités de loisir, les expositions, etc.;

- les transports directs d'animaux à destination d'une clinique vétérinaire.

La prise en compte des dimensions réduites du territoire de notre pays a amené l'Administration des Services vétérinaires à considérer les transports d'animaux à l'intérieur du pays comme étant inférieurs à 50 km.

Le certificat d'aptitude professionnelle n'est, d'une manière générale, pas requis pour des transports d'animaux d'une distance maximale de 65 km, alors qu'au-delà de cette distance il échet de souligner qu'aucune dérogation n'est prévue. La raison en est que la nouvelle réglementation communautaire en la matière prescrit une série de nouvelles mesures et prescriptions techniques qui appellent une formation adéquate qui s'avère également profitable aux professionnels ayant déjà opéré depuis un certain temps dans le domaine du transport des animaux. À noter que cette formation nécessaire à l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle est obtenue dans le cadre de cours organisés par l'Administration des Services vétérinaires et qui portent sur deux séances.

Le Ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions et agissant par l'intermédiaire de l'Administration des Services vétérinaires est l'autorité compétente pour le règlement communautaire précité ainsi que pour le règlement grand-ducal du 30 juillet 2007 fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) N°1/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes et déterminent les mesures applicables en cas d'infraction aux prescriptions de ce règlement communautaire.

En application de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux, les agents de la Police grand-ducale, de l'Administration des Douanes et Accises, de l'Administration des Eaux et Forêts et de l'Administration des Services vétérinaires sont habilités à constater des infractions à la réglementation en matière de bien-être animal durant le transport.

Question 2117 (21.11.2007) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant le **bilan écologique des biocarburants:**

Selon un article de presse, le chargé de la Chancellerie fédérale autrichienne en matière de changement climatique, Andreas Wabl, a critiqué le bilan écologique des biocarburants apparemment désastreux. D'après cet article, il aurait non seulement revendiqué une réduction systématique des aides étatiques accordées à l'agriculture conventionnelle pour la production de biocarburants, mais aurait également demandé de suspendre la mise en œuvre de la directive européenne sur les biocarburants.

Pour étayer ces revendications, l'ancien député des Verts autrichiens a indiqué une panoplie de conséquences possibles liées à la promotion des biocarburants, dont entre autres les prix exorbitants des céréales, la difficulté de garantir l'approvisionnement en aliments pouvant provoquer des famines et des conflits armés, la déforestation, l'expansion de monocultures, l'utilisation excessive d'eau et de pesticides, etc.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la position du Gouvernement autrichien dans ce dossier?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant aux propos de Monsieur Wabl?

Réponse (2.1.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En ce qui concerne la première question de l'honorable Député Romain Schneider, je me permets de préciser que mes services ne disposent pas d'informations sur la position exprimée par Monsieur Andreas Wabl concernant le bilan écologique de biocarburants.

Le Gouvernement luxembourgeois est bien conscient que le développement de la filière de biocarburants montre actuellement un certain nombre de limites notamment en matière agricole, environnementale et socioéconomique et mes services et moi-même suivent de très près les discussions scientifiques et politiques y relatives.

Il importe de préciser que pour le Gouvernement luxembourgeois, l'application de critères stricts au niveau du développement durable est important, voire indispensable dans le contexte de cette filière prometteuse qui pourra contribuer, d'une part à substituer des carburants fossiles par des carburants renouvelables et, d'autre part à accroître notre sécurité d'approvisionnement.

C'est ainsi que le Luxembourg a insisté lors du Conseil européen tenu en mars 2007 que l'objectif de 10% de biocarburants au niveau de l'Union européenne soit entièrement lié à des critères de développement durable.

Le Gouvernement luxembourgeois ne partage pas l'approche préconisée par Monsieur Wabl d'abolir la directive sur les biocarburants et de supprimer les aides étatiques en faveur du développement de la filière biocarburants, mais préfère attendre les nouvelles propositions de la Commission européenne concernant les biocarburants qui sont prévues dans les deux prochains mois et qui devraient fournir des réponses plus détaillées concernant le développement de biocarburants «durables».

Alors que les biocarburants de la première génération sont actuellement contestés en vue de leur performance environnementale, il importe de souligner que les développements autour des biocarburants de la deuxième génération (éthanol cellulosique et diesel de synthèse à partir de lignocellulose, etc.) sont plus prometteux à cet égard, spécialement en ce qui concerne leur rendement énergétique et leur bilan écologique. C'est ainsi qu'un investissement important dans la recherche, le développement et la construction de sites de démonstration de biocarburants de la deuxième génération voire troisième génération constitue une piste intéressante à suivre.

Question 2119 (21.11.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **secteur viticole et la limitation du taux d'alcoolémie:**

Den 1. Oktober 2007 ass déi nei Promillegrenz fir Automobilisten agefouert ginn. Zanterhier gëtt jiddfer Automobilist, dee méi wéi 0,5 Promille Alkohol am Blutt huet, sanktionéiert. Virdru louch dës Grenz bei 0,8 Promille.

No dësem Erofsetze vun der Promillegrenz bekloe sech d'Akteuren aus dem HorescaSecteur an dem Wäibau iwwer zum Deel massiv Réckgäng vun hirem Ëmsaz. An deem Zesummenhang géif ech gäre vun Iech wëssen:

1) Kënnt Dir dës Kloe ganz allgemeng confirméiren?

2) Hutt Dir eventuell schon éischt konkret Donnéeë vu Säite vun der Restauratiouns- a Gedrénksbranche respektiv dem Commerce?

3) Wann neen, envisagéiert Dir sou eng konkret Evaluatioun duerchzeféiren a fir wéini ass mat deene betreffenden Donnéeën ze rechnen?

4) Hutt Dir eng Strategie, fir dëse Betriber hir Perten ze kompenséieren, a wa jo, wéi gesait dës Strategie aus?

Réponse commune (27.12.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Tout en rappelant à l'honorable Député que la fixation de seuils d'alcoolémie est un élément de la politique en matière de sécurité routière et relève, partant, de la seule compétence du Ministre des Transports, force est de constater que jusqu'à ce jour ni le département des Classes moyennes, ni celui de la Viticulture n'ont été officiellement saisis de la part du secteur de l'Horesca de doléances en relation avec l'abaissement du taux d'alcoolémie pour les conducteurs d'automobile.

La raison de cet état des choses me semble résider dans le fait que le court délai écoulé depuis l'introduction des nouveaux seuils ne permet guère de relever des données fiables quant aux implications pour le secteur de l'Horesca et d'en tirer une quelconque conclusion.

Question 2120 (21.11.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **contrôles du taux d'alcoolémie:**

Den 20. November huet den Här Transportminister en éischte Bilan no der Aféierung vun der 0,5 Promillegrenz am Stroosseverkéier présentéiert an dobäi dës Behaaptung opgestallt: «Ech wëll och bei dëser Geleeënheet soen, datt am Mount Oktober déiselwecht Unzuel un Alkoholkontrolle stattfonnt huet, wéi an all deene Méint virdrun.»

De Procureur Roby Biever huet sengersäits an engem Reportage op RTL gesot, datt d'Zuel mat 800 bis 900 kontrolléierten Automobilisten all Mount, konstant bliwwe wier.

An deem Zesummenhang hatt ech dës Froen un den Här Justizminister:

1) Kann den Här Minister mer am eenzelne soen, wéi vill Alkoholkontrollen déi lescht zwee Joer pro Mount op Uerder vum Parquet duerchgefouert gi sinn?

2) Kann den Här Minister préziséieren, wéi vill Automobilisten am eenzelne pro Mount an de leschten zwee Joer bei esou Alkoholkontrollen iwwerpréift gi sinn?

Réponse (27.12.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Pendant la période du 1er janvier 2006 au 30 novembre 2007, la Police grand-ducale a effectué 330 contrôles systématiques sur réquisition des procureurs d'État de Luxembourg et de Diekirch, soit environ 14 contrôles par mois. Par ailleurs, dans le cadre des contrôles policiers transfrontaliers, la police a effectué mensuellement un contrôle sur réquisition des parquets.

De la sorte, dans ce cadre légal, la Police grand-ducale a contrôlé en moyenne 1.500 automobilistes par mois, chiffre constant depuis deux ans, tel qu'il résulte du tableau ci-après:

Date	Total automobilistes contrôlés	Parquet Luxembourg	Parquet Diekirch
Janvier 2006	1445	868	577
Février 2006	1663	784	879
Mars 2006	1365	943	422
Avril 2006	1891	1574	317
Mai 2006	1502	1120	382
Juin 2006	1270	1116	154
Juillet 2006	1568	1026	542
Août 2006	1862	1278	584
Septembre 2006	1298	831	467
Octobre 2006	2035	1381	654
Novembre 2006	1286	1098	188
Décembre 2006	1275	718	557
Janvier 2007	1050	830	220
Février 2007	1691	778	913
Mars 2007	1546	995	551
Avril 2007	1411	769	642
Mai 2007	1721	850	871
Juin 2007	1585	1241	344
Juillet 2007	1430	751	679
Août 2007	1414	1265	149
Septembre 2007	1884	1476	408
Octobre 2007	2124	1427	697
Novembre 2007	1614	1023	591

Question 2124 (23.11.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **émissions de gaz à effet de serre en 2005:**

Selon le secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques Yvo de Boer, les émissions de gaz à effet de serre ont atteint des niveaux record. En baisse de 1990 à 2000, les émissions ont recommencé à augmenter entre 2000 et 2005. Les pays industrialisés ayant souscrit au protocole de Kyoto n'ont pas réussi à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Les émissions des 40 pays les plus industrialisés ont atteint 18,2 milliards t en 2005, contre 18,1 milliards en 2004. Selon le Secrétariat au changement climatique installé à Bonn, le niveau le plus élevé a été atteint en 1990 avec 18,7 milliards t relâchées dans l'atmosphère.

L'augmentation de 2005 confirme la tendance à la hausse malgré les efforts de nombreux gouvernements pour réduire les émissions, largement considérées comme principales responsables du réchauffement climatique. Rappelons encore que l'Europe-15 s'est engagée à réduire de 8% ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 entre 2008 et 2012 et Luxembourg avait envisagé de réduire ses émissions de 28%.

L'objectif de moins 5,2% reste très minimaliste par rapport aux recommandations des experts du climat. D'après le rapport final du GIEC émis récemment à Valence en Espagne les émissions de gaz à effet de serre devraient être réduites de 50% d'ici 2050 pour contenir le réchauffement de la planète à +2°C à la fin de ce siècle.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelle a été le montant des émissions des gaz à effet de serre du Luxembourg en 2005 selon le Secrétariat au changement climatique installé à Bonn?

- Ne devrait-on pas dès lors démarrer une campagne de sensibilisation à grande échelle afin d'inviter tous les secteurs économiques à entamer une réduction accrue de leurs émissions à effet de serre?

Réponse (2.1.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Marcel Oberweis, j'ai l'honneur de vous informer que les émissions de gaz à effet de serre attribuées au Luxembourg pour l'année 2005 s'élèvent à 13.256.590 tonnes de CO_2-équivalent, dont quelque 56,2% en provenance des transports routiers, 10,3% de la production d'électricité, 16,7% de l'industrie (autre que production d'électricité), 9,5% des bâtiments, et 5,8% de l'agriculture.

Le Ministère de l'Environnement a lancé le 15 octobre, à l'occasion de la Foire d'Automne 2007, une vaste campagne de sensibilisation aux mesures d'économies d'énergie intitulée «Think climate, act clever», laquelle fait partie intégrante du plan d'action de réduction des émissions de CO_2 renforcé et s'étendra sur environ six mois. Cette campagne vise à appuyer la disposition croissante des citoyens à agir contre le changement climatique, en les informant et en leur fournissant des conseils pratiques sur des mesures d'économie d'énergie souvent très faciles à mettre en œuvre, tant pour ce qui est du chauffage et de l'aération, de l'éclairage, du choix et de l'utilisation appropriés des appareils électriques, que de l'assainissement énergétique des bâtiments et des constructions nouvelles. Une brochure mise à disposition du public, un numéro de renseignement gratuit (8002 11 90) ainsi que différents autres vecteurs de communication sont utilisés pour illustrer les nombreuses possibilités d'une utilisation plus efficace de l'énergie, ainsi que les bénéfices y associés.

Pour ce qui est du secteur des transports, je tiens à souligner que des efforts continus de sensibilisation à l'utilisation des transports en commun ont été entrepris courant 2007, et se poursuivront en 2008. La centrale de mobilité et l'introduction de nouveaux tarifs en 2007 ont certainement contribué à améliorer l'attractivité des transports en commun. Aussi, le Ministère de l'Environnement lancera en amont du festival automobile une campagne de sensibilisation aux voitures économes en carburant, ceci en parallèle de l'introduction de l'aide financière de 750 € octroyée aux personnes physiques pour la promotion des voitures à personnes à faibles émissions de CO_2.

Je tiens aussi à souligner que le secteur de l'industrie, en raison de son inclusion au système européen d'échange de quotas d'émission, se verra obligé de continuer à œuvrer envers une amélioration de l'efficacité énergétique.

Question 2127 (27.11.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **loi communale du 13 décembre 1998:**

L'article 15 de la loi précitée règle la composition, le fonctionnement et les attributions des commissions consultatives. Le législateur a arrêté que dans «les communes qui votent d'après le système de la représentation proportionnelle chaque groupement de candidats est représenté dans les commissions consultatives en fonction du nombre de ses élus au conseil».

Compte tenu du fait que l'article 15 de la loi du 13 décembre 1988 permet deux interprétations différentes, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:

- Le Gouvernement estime-t-il que le ou les élus des groupements politiques devraient être représentés proportionnellement en fonction de leur nombre dans chaque commission ou dans l'ensemble des commissions?

Réponse (2.1.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Il est vrai que le deuxième alinéa de l'article 15 de la loi communale permet deux interprétations:

- L'application pure et simple à chaque commission de la règle de trois avec attribution d'un membre au moins à chaque groupement paraît être la méthode la plus démocratique, parce qu'elle garantit la présence de chaque groupement dans chacune des commissions constituées. Cette méthode est aussi la plus conforme aux intérêts communaux, parce qu'elle permet à la majorité et à l'opposition de collaborer au sein des commissions consultatives pour le bien des communes. Cette collaboration ne porte en rien atteinte au droit de la majorité des élus de prendre au conseil communal les décisions qu'elle juge opportunes et utiles.

- Il est également satisfait à la prescription légale dans les communes qui votent d'après le système de la représentation proportionnelle lorsque la représentation dans les commissions des différents groupe-

ments qui ont des élus au conseil communal se fait comme suit: Le nombre total des sièges dans toutes les commissions est additionné et une répartition globale proportionnelle au nombre des élus de chaque groupement est faite. Les membres des groupements auxquels il n'est pas attribué un siège dans chaque commission choisissent les commissions dont ils veulent faire partie en fonction de leurs options et priorités.

Ces interprétations ont été acceptées toutes les deux par l'autorité supérieure depuis l'entrée en vigueur de la loi communale du 13 décembre 1988 parce qu'elles respectent toutes les deux l'esprit de la loi. Le texte de loi en question est en effet formulé de façon assez vague et sa finalité consiste à garantir que dans les communes qui votent d'après le système de la représentation proportionnelle la composition des commissions consultatives reflète l'image politique du conseil communal.

Question 2129 (27.11.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **projet Eurohub Sud (ancien site de la WSA):**

En date du 8 novembre 2007, Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a présenté les grands axes de développement futur du site «Eurohub Luxembourg Sud» en présentant deux sociétés logistiques qui viendront s'implanter sur l'ancien site militaire WSA.

La réaffectation du site comme zone entièrement dédiée à des activités logistiques se justifie par son accès direct au réseau autoroutier, au centre de tri ferroviaire et au terminal pour conteneurs ainsi que par sa proximité par rapport au Cargo Center.

À mon avis, le développement et la réussite du centre de logistique sont étroitement liés à une bonne liaison avec les infrastructures aéroportuaires.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Comment le Gouvernement entend-il interconnecter le centre de logistique et le centre de fret aérien?

- Est-il prévu d'aménager une ligne ferroviaire directe desservant les deux sites et le cas échéant quel pourrait en être le calendrier de construction?

Réponse (19.12.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le site Eurohub Luxembourg Sud bénéficie d'un accès privilégié au réseau autoroutier, mais aussi au centre de tri ferroviaire, au terminal pour conteneurs et à l'autoroute ferroviaire.

Le Gouvernement entend encourager les entreprises qui s'y établiront à privilégier le transport ferroviaire pour l'acheminement et l'expédition de leurs marchandises. Dans ce contexte, il sera important de veiller à une bonne liaison ferroviaire avec les grands ports de la Mer du Nord.

Les activités logistiques en relation avec le fret aérien seront concentrées prioritairement sur la zone industrielle nationale à Contern.

Compte tenu des orientations différentes des deux sites de Bettembourg/Dudelange et de Contern il n'est, à ce stade, pas jugé utile de prévoir une ligne ferroviaire directe desservant les deux sites.

Question 2131 (28.11.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**arrestation de membres de l'opposition politique lors de manifestations à Moscou et à Saint-Pétersbourg:**

Pendant des manifestations de l'opposition politique ce week-end à Moscou et à Saint Petersbourg, les forces de l'ordre ont arrête bon nombre de membres de l'opposition politique, dont Monsieur Garry Kasparow qui a été condamné à cinq jours de prison. En relation avec ces faits j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Est-ce que vous êtes en mesure de me confirmer les affirmations des avocats de Monsieur Kasparow disant que la procédure judicaire accélérée contre leur client faisait preuve de vices de forme graves?

2) Est-ce que vous pouvez me dire si vous estimez cette arrestation justifiée ou non?

3) De la manière dont s'est déroulée la campagne électorale en Russie (gêne occasionnée aux manifestations de l'opposition politique, arrestations, contrôle des médias par l'État, etc…), êtes-vous d'avis que cette campagne correspond aux règles d'un vrai état de droit?

4) Ne pensez-vous pas que les autorités russes ont grièvement entravées les libertés de réunion et d'expression telles qu'elles sont fixées par la Charte européenne des droits de l'Homme, charte d'ailleurs signée par la Russie?

5) Entendez-vous intervenir auprès des autorités russes afin de protester contre l'arrestation de Monsieur Kasparow et d'autres membres de l'opposition, et si oui, de quelle manière?

6) Au vu de tout ce qui précède, et considérant le retrait de l'OSCE comme organe observateur, êtes-vous d'avis que les élections législatives de dimanche prochain en Russie ont une quelconque légitimité ou non?

Réponse (2.1.2008) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le Gouvernement n'est pas en position de confirmer ou d'infirmer les dires des avocats de Monsieur Kasparow quant au non-respect de la procédure judiciaire accélérée. En collaboration avec ses partenaires de l'Union européenne, le Luxembourg a toutefois fait part de son inquiétude aux autorités russes quant aux incidents survenus au cours de la campagne électorale à Moscou, Saint-Pétersbourg et ailleurs en Russie et rappelé l'importance fondamentale des libertés d'association, de réunion et d'expression.

En tant que signataire de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Russie est tenue d'adhérer à ces valeurs et devoirs.

Le Gouvernement luxembourgeois souscrit également à la déclaration de la Présidence de l'Union européenne du 16 novembre 2007 concernant la mission d'observation électorale du Bureau des Institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme de l'OSCE (BIDDH) aux élections à la Douma d'État russe. Le Luxembourg réitère son plein soutien aux activités de l'OSCE et regrette qu'en raison des restrictions sans précédent et des nombreux obstacles d'ordre bureaucratique, le BIDDH n'a pas été en mesure de répondre favorablement à l'invitation de la Fédération de Russie à observer les élections à la Douma d'État en date du 2 décembre 2007. Il regrette que, selon ce qu'indiquent ou donnent à penser de nombreuses informations, les médias se soient vus imposer des restrictions et des partis d'opposition et des ONG aient été victimes de harcèlement à l'approche des élections et le jour du scrutin. À l'instar de ses partenaires de l'Union européenne, le Gouvernement luxembourgeois regrette également que les procédures appliquées pendant la campagne électorale n'aient pas été conformes aux normes internationales ni aux engagements pris librement par Moscou. L'Union européenne espère que des enquêtes permettront de contrôler le bien-fondé de ces affirmations.

Question 2135 (29.11.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **protection des mineurs:**

Dans son rapport annuel publié récemment, l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» a avancé quelques recommandations intéressantes ayant comme objectif d'améliorer la situation de l'enfant face à la justice.

Ainsi, l'ORK exige l'introduction d'un délai de prescription, ne commençant à courir qu'à partir de la majorité, pour tous les crimes et délits commis contre les mineurs. Par ailleurs, l'ORK recommande de renforcer la répression en cas de viol de mineurs et d'harmoniser les seuils d'âge figurant aux articles 372 et 375 alinéa 2 du Code pénal en retenant, le cas échéant, un seuil uniforme fixé à 16 ans accomplis.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce qu'une adaptation de la procédure pénale en matière de prescription est envisagée? Sinon, quel est l'avis du Gouvernement sur la recommandation de l'ORK?

- Quelles suites est-ce que le Gouvernement entend réserver à la revendication de l'ORK en matière d'harmonisation des seuils d'âge, sachant qu'au niveau du Code pénal les dispositions prévoient qu'un mineur peut consentir librement à un rapport sexuel accompli à partir de 14 ans, alors que pour d'autres gestes sexuels il doit atteindre l'âge de 16 ans afin de pouvoir donner un consentement valable?

- Quelles seront les conséquences d'une telle harmonisation, notamment en relation avec le fait que le Code pénal dispose qu'est réputé viol envers une personne hors d'état de donner consentement libre, tout acte de pénétration sexuelle commis sur la personne d'un enfant qui n'a pas atteint l'âge de 16 ans accomplis? Une harmonisation du seuil d'âge ne sanctionnerait-elle pas tout acte sexuel commis par des mineurs de moins de 16 ans, indépendamment s'ils ont donné leur consentement libre?

- Considérant que l'ORK demande en outre des lois répressives garantissant la protection de tous les mineurs jusqu'à 18 ans contre les prédateurs sexuels, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre considèrent-ils renforcer la protection des mineurs en comblant les vides juridiques concernant la protection des jeunes de 14, respectivement de 16 à 18 ans?

Réponse (14.12.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En ce qui concerne la revendication de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» d'introduire un délai de prescription ne commençant à courir qu'à partir de la majorité pour les crimes et délits commis contre les mineurs, il faut noter qu'une telle proposition d'amendement figure à l'article 36 du projet de loi N°5156 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et améliorant la protection des témoins.

L'article 36 en question modifie l'article 637 du Code d'instruction criminelle dans le sens préconisé par l'ORK.

J'ai appris avec satisfaction que la commission juridique va entamer l'examen du projet de loi N°5156 sous peu.

La revendication de l'ORK visant à harmoniser les seuils d'âge figurant aux articles 372 et 375 alinéa 2 du Code pénal, est une modification actuellement prévue dans un avant-projet de loi portant approbation

a) de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ouverte à la signature à Fuerteventura les 25 et 26 octobre 2007,

b) du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants,

c) de la décision cadre 2004/68/JAI du Conseil du 22 décembre 2003 relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie.

Cet avant-projet de loi, qui sera déposé au courant du 1er trimestre 2008, contient d'autres mesures visant à renforcer la protection de la jeunesse, notamment une incrimination du fait de solliciter via Internet et à des fins sexuelles des mineurs âgés de moins de 18 ans.

L'harmonisation des seuils d'âge prévus aux articles 372 et 375 alinéa 2 du Code pénal aura comme conséquence que la victime mineure d'un crime de viol âgée de moins de 16 ans jouira de la même protection renforcée que l'enfant du même âge, victime d'un délit d'attentat à la pudeur.

Question 2136 (29.11.2007) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant la **réglementation de la circulation routière:**

La loi du 6 juillet 2004 modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques prévoit en son article 5 que les instances communales doivent demander l'accord préalable du Ministre des Transports et du Ministère de l'Intérieur pour toute disposition concernant la voirie de l'État qui prévoit une limitation de la vitesse, une limitation de l'accès à la voirie ou un changement de la priorité et de l'affectation de l'espace routier.

Les autorités communales peuvent donc adopter un règlement communal de circulation qui doit être transmis pour approbation au Ministère des Transports et du Ministère de l'Intérieur. En cas d'approbation par ces derniers, le règlement en question est publié au Mémorial.

À titre d'exemple où cette procédure n'a pas été respectée, l'on peut citer l'interdiction de circuler à la rue de Bridel, sur le tronçon dit «Peifeschbierg». En effet, bien qu'aucun règlement n'ait été publié au Mémorial, les autorités communales imposent néanmoins cette interdiction.

Au vu des développements antérieurs, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- En cas d'absence de publication au Mémorial du règlement de la circulation routière qui aurait déjà été appliqué par les autorités communales, qu'en est-il de la légalité du texte en question? Les mesures sont-elles opposables en justice?

- Dans la négative, qu'en est-il des amendes éventuellement déjà prononcées?

Réponse commune (27.12.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés s'enquièrent sur la légalité d'un règlement communal dans l'hypothèse où ce même règlement n'est pas publié au Mémorial. Ils s'enquièrent par ailleurs sur les avertissements taxés ou procès-verbaux décernés en relation avec un tel règlement communal et si les mesures sont opposables, en justice.

Tout d'abord il est indiqué de préciser que l'accord préalable mentionné dans la question parlementaire n'est requis que pour les délibérations du conseil communal visant un tronçon de route nationale situé à l'intérieur d'une agglomération et concernant une limitation de la vitesse, une limitation de l'accès à la voirie, la priorité et l'affectation de l'espace routier. L'accord préalable relève en effet de la compétence du Ministre des Travaux publics et du Ministre des Transports.

Les règlements communaux de la circulation sont pour leur part soumis à la fois à l'approbation du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et du Ministre des Transports.

En ce qui concerne la rue de Bridel, il convient de noter qu'il s'agit d'un chemin repris, en l'occurrence le CR215. L'accord préalable n'est donc pas requis pour les mesures applicables sur ledit tronçon.

Or, les modifications apportées à la rue de Bridel ont fait l'objet d'un règlement communal du 27 mars 2006 dûment revêtu des approbations ministérielles requises. Le règlement communal a par ailleurs été publié par les autorités communales conformément à l'article 82 de la loi communale du 13 décembre 1988. Cette disposition prévoit qu'un règlement communal devient obligatoire trois jours après sa publication par voie d'affiche dans la commune.

Les certificats de publication du règlement établis par le bourgmestre et la mention de cette formalité au Mémorial, en l'espèce au Mémorial A N°210 du 6 décembre 2007, n'ont par conséquent qu'une valeur probatoire puisqu'ils permettent d'établir ultérieurement que la publication a effectivement eu lieu.

La date de la mention au Mémorial est encore à prendre en considération comme point de départ du délai de trois mois prévu pour l'introduction d'un recours en annulation par l'article 7 de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif.

Question 2138 (30.11.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**allocation de chômage:**

L'allocation de chauffage est une aide de l'État et non des communes, payable uniquement aux ménages à revenu modeste et destinée à compenser les hausses du prix du pétrole.

Or, il existe certaines communes qui ont décidé de donner à tout citoyen ayant bénéficié d'une allocation de chauffage de l'État une prime supplémentaire à cette allocation.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les communes qui allouent des primes supplémentaires de chauffage?

- Quelle est la hauteur de la prime allouée par les différentes communes?

Réponse (3.1.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. Certaines communes n'envoient pas d'extrait des délibérations de leur conseil communal relatives à l'allocation de primes ou de subsides au Ministre de l'Intérieur et il est dès lors impossible de dresser une liste complète des communes octroyant une allocation de chauffage.

En ce qui concerne les communes qui adressent à l'autorité supérieure l'extrait des délibérations portant sur ce genre de règlement, la mention de ces délibérations est régulièrement publiée au Mémorial et il est à la portée de chaque citoyen de consulter ces publications.

2. Les montants octroyés par les communes visées sous le point 1 varient d'une commune à l'autre. Alors que certaines communes attribuent un pourcentage de l'allocation de chauffage allouée par l'État, d'autres dressent un tableau dans lequel elles indiquent des tranches de revenus et le montant de la prime alloué par tranche. Le montant de la prime est souvent augmenté suivant le nombre d'enfants à charge.

Le Ministre de l'Intérieur doit se contenter de respecter le principe de l'autonomie communale en ce qui concerne la fixation du montant alloué et ne peut que vérifier la légalité et la conformité à l'intérêt général des délibérations qui lui sont soumises. Par ailleurs, le règlement du Gouvernement en Conseil du 18 février 1983 concernant l'allocation de chauffage n'empêche pas les communes d'attribuer une allocation de chauffage.

Question 2141 (30.11.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **relogement de demandeurs d'asile:**

Le Conseil de Gouvernement vient récemment de décider un programme de rénovation du site du Marienthal au bénéfice du Service national de la Jeunesse. Il faudra reloger les demandeurs d'asile s'y trouvant actuellement. Il avait été question de le faire, à proximité, dans des containers.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Où en est ce projet de relogement?

Réponse (27.12.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La société mandatée par l'Administration des Bâtiments publics est en train d'élaborer les plans d'exécution nécessaires. L'Administration des Bâtiments publics prévoit le début du chantier pour le printemps 2008. Sauf contretemps, la réception des travaux se fera vraisemblablement en fin d'année 2008.

Question urgente 2219 (11.1.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **restructuration au sein de l'aciérie ArcelorMittal de Gandrange (France):**

Aus den Noriichte war gewuer ze ginn, datt ArcelorMittal op hire Siten a Frankräich Restructuratiounsmoossname virgesäit. Och hei am Land ass d'Stolbelegschaft scho säit geraumer Zäit mat Restructuratiounsgerüchter konfrontéiert an eeschthaft besuergt iwwert d'Zukunft vun eise Standuerter.

Duerch de permanenten Opkaf vun neie Wierker vun ArcelorMittal am Ausland gëtt d'Gefor vun der Delokaliséierung vu Produktiounsunitéiten ëmmer méi grouss.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) Sinn der Lëtzebuerger Regierung déi Restructuratiounspläng vun ArcelorMittal a Frankräich bekannt?

2) Ass der Regierung bekannt, ob et och nei Restructuratiounspläng fir Lëtzebuerger Sitë gëtt?

3) Gëtt et Pläng vun ArcelorMittal vun Delokaliséierunge vu Produktiounsunitéiten an d'Ausland?

4) Wa jo, wat fir eng sinn dat?

Réponse commune (22.1.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

D'Regierung ass iwwert d'Ëmstrukturéierungspläng am Beräich «Drotstol» vun der Generaldirektioun vun ArcelorMittal informéiert ginn.

Et soll eng Reconfiguratioun vun de Capacitéiten an dësem Beräich ginn, déi zur Konsequenz hätt, datt d'Elektrostolwierk an d'Billettëstrooss zu Gandrange zougemaach géinge ginn an d'Produktioun vun Demi-Produiten op d'Wierker vun Duisburg, Hamburg an d'Elektrostolwierk vu Schëffleng verlagert géinge ginn. Dofir géing d'Produktiounscapacitéit am Stolwierk Schëffleng ëm 250.000 Tonnen op 1.100.000 Tonnen eropgesat gi mat engem Investissement vun iwwer 20 Milliounen Euro.

D'Schléissung vum Stolwierk vu Gandrange, wou haut nach iwwer 1.000 Leit schaffen, hätt natierlech en Impakt op d'Beschäftegung zu Gandrange, wou d'Walzwierk LCB awer erhale bleiwe soll.

Ongeféier 370 Leit kënnen op d'Wierker vu Florange a vu Schëffleng schaffe goen.

Ronn 200 Leit ginn an de Joren 2008-2010 an d'Pensioun. Déi aner sollen zu Gandrange am Walzwierk bleiwen oder an aner Betriber wiesselen. Et ginn also keng Entloossungen.

Dës Reconfiguratioun huet also e positiven Impakt op d'Produktioun an d'Beschäftegung zu Lëtzebuerg.

Der Regierung si keng aner Ëmstrukturéierungspläng vun ArcelorMittal mat Impakt op Lëtzebuerg bekannt. Et soll een awer net vergiessen, datt kontinuéierlech un der Verbesserung vun der Produktivitéit vun den Anlage geschafft muss ginn, fir d'Konkurrenzfäegkeet vun de Lëtzebuerger Siten ze erhalen an ze verbesseren.

Question urgente 2229 (15.1.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **fermeture du passage à niveau près de la gare ferroviaire de Rodange:**

Op meng Fro vum 23. am Mee 2007 iwwert d'Schléissung vun der Zuchbarrière matsen a Rodange, hat d'Regierung den 3. am Heemount 2007 geäntwert, dës Barrière wär mam Accord vun de Gemengeverantwortlechen aus der Gemeng Péiteng zougemaach ginn, géif awer nees opgoen, wann entweder e Verkéiersluuchtesystem installéiert wier respektiv d'RN5D zu Lamadelaine erëm op géif goen *(cf. compte rendu N°15/2006-2007 - question parlementaire N°1757)*.

Dës Fro war gestallt gi wéinst de Suerge vun de Geschäftsleit zu Rodange.

D'RN5D zu Lamadelaine ass vu Mëtt Hierschtmount un erëm op, et ass awer weder e Luuchtesystem bei der Barrière zu Rodange installéiert ginn nach d'Barrière erëm opgaangen.

Aus enger Noriichtesendung war gewuer ze ginn, datt scho verschidde Geschäftsleit hir Geschäfter zougemaach hätten, an déi aner ënner schwierege Situatioune musse weiderschaffe wéinst der Schléissung vun der Barrière.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) Wéini gedenkt d'Regierung dës Barrière erëm opmaachen ze loossen?

2) Wat sinn d'Ursaachen, fir datt déi Barrière nach zoubliwwen ass?

3) Hunn déi Gemengeverantwortlech vun der Péitenger Gemeng net scho bei derRegierung intervenéiert, fir dës Barrière opzemaachen?

4) Wéisou ass den Här Bauteminister net fir déi besuergte Geschäftsleit erreechbar?

Réponse commune (21.1.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Fir op d'Fro vum honorabelen Deputéierten Aly Jaerling, déi hien den 15. am Haartmount 2008 iwwert d'Schléissung vum Bunniwwergang zu Rodange gestallt huet, ze äntwerten, muss een eppes méi wäit aushuelen:

D'Eisebunn ass schonn 2006 bei der Gemeng intervenéiert, fir de Bunniwwergang Nummer 27 an der Industriestrooss zu Rodange zouzemaachen, well en ee grousse Geforepunkt duerstellt wéinst engem méigleche Réckstau vun de Gefierer, déi vun der Industriestrooss an d'Lonkecherstrooss abéie wëllen.

De Bunniwwergang ass dunn am Fréileng 2007 fir de Verkéier zougemaach ginn.

Op parlamentaresch Ufro vum selwechten Här Deputéierte vum 23. am Oktavmount 2007 huet den Transportminister du geäntwert, dass et d'Gemeng ass, déi wéinst dem Bau vun engem ënnerierdesche Foussgängerpassage, deen den neie Lycée mat senger Busgare verbanne wäert, zu Recht gefaart hat, datt et zu engem wesentlechen Transfert vum Schwéiertransport op d'RN5E komme géif. Well déi ugrenzend Kräizung nach net mat roude Luuchte geregelt gëtt geet de Risiko vun engem Réckstau op d'Barrière staark erop. An der Réunioun vum 2. vum Fréileng 2007 gouf duerch ee gemeinsamen Accord tëschent der Gemeng, den CFL an der Administratioun vun de Ponts et Chaussées festgehalen dee Stroossendeel fir de motoriséierte Verkéier ze spären.

Fir dëse Bunniwwergang wéinstens provisoresch erëm kënne fir de Verkéier opzemaachen, sinn d'CFL, d'Gemeng an d'Brécken- a Stroossebauverwaltung sech eens ginn, fir duerch ee Luuchtesystem op der Kräizung vun der Lonkecherstrooss (RN5) an der Industriestrooss (RN5E) a virun der Barrière, wann ee vum PED kënnt, ofzesécheren, datt kee Gefier op de Schinne steet, wann d'Barrière zougeet.

Weiderhi sollen Aménagementer an der Industriestrooss (RN5E) gemaach ginn, fir aus dëser Strooss eng Einbahnstrooss ze maachen, wann ee vum PED Richtung Lonkecherstrooss fiert.

Wéi de Bauteminister schonn an enger Emissioun de 24. am Hierschtmount 2007 annoncéiert hat, huet d'Gemeng Péiteng an deemselwechten Hierschtmount eng Permission de voirie ausgestallt kritt, wou d'Konditioune fir d'Installéiere vun deem Luuchtesystem an deenen Aménagementer an der Industriestrooss festgehale sinn.

Soubal dës Aménagementer a Luuchtesystemer vun der Gemeng installéiert sinn, kann de Bunniwwergang erëm opgoen.

Et bleift drop hinzeweisen, datt d'RN5E net fir d'Foussgänger gespaart ass an datt d'Barrière dowéinst och normal funktionéiert.

Aus Sécherheetsgrënn wier awer trotzdeem mëttelfristeg déi komplett Eliminatioun vun dëser Barrière virzegesinn. Fir d'Sécherheet am Allgemengen um ganze Schinnennetz ze verbesseren ass virgesi fir lues a lues sämtlech Barrièren ewechzehuelen.

Schlussendlech bleift nach drop hinzeweisen, datt am Prinzip de Bauteminister ëmmer fir Leit, déi Problemer duerch Aktivitéite vum Bauteministère hunn, erreechbar ass. Dem Sekretariat vum Bauteministère ass awer keng rezent Interventioun vun de Geschäftsleit bekannt.

Question urgente 2230 (15.1.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**épidémie d'infections:**

Il me revient qu'une épidémie d'infections sévit actuellement au Luxembourg. La population âgée étant particulièrement vulnérable à cette espèce de bactéries ou de virus, les maisons de retraites se verraient obligées à servir les repas dans la chambre des pensionnaires afin de limiter tout risque de transmission.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- De quel type de bactérie ou de virus s'agit-il exactement? S'agit-il d'une bactérie de la famille du Clostridium difficile?

- Quelle est l'envergure de cette épidémie?

- Est-il exact que les pensionnaires des maisons de retraite ne prennent plus leurs repas ensemble?

- Quelles mesures concrètes Monsieur le Ministre a-t-il pris afin d'enrayer cette épidémie?

Réponse (22.1.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Ni l'Inspection sanitaire ni le Laboratoire national de Santé ne sont en mesure de confirmer les rumeurs d'«épidémie d'infections» dont l'honorable Parlementaire se fait l'écho.

Les services du Ministère de la Famille dont relèvent les maisons de retraite et de soins n'ont pas davantage connaissance d'une épidémie sévissant dans ces institutions, et qui amènerait les responsables de servir les repas non pas au réfectoire, mais dans les chambres individuelles des pensionnaires.

Il est cependant exact que dans un seul établissement pour personnes âgées, situé dans la région Est du pays, quelques gastro-entérites au Norovirus sont apparues, entraînant des nausées, vomissements et diarrhées, mais sans suites graves. Par précaution, en application de son plan d'action interne, ledit établissement a fait servir pendant deux jours les repas dans les chambres individuelles de ses pensionnaires.

Pour ce qui est de la procédure à suivre à l'avenir j'aimerais inviter l'honorable Député et ancien Ministre de la Santé à informer sans délai la Direction de la Santé d'éventuelles rumeurs, afin de pouvoir les contrôler de suite et d'éviter ainsi le cas échéant une fausse information du public.

www.chd.lu

Chamber TV

an der Stad: *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* zu Esch: *um Kanal S40 (455.25 MHz)*
zu Déifferdeng: *um Kanal S 29* zu Diddeleng: *um Kanal S 32* an der Gemeng Nidderaanven: *um Kanal S 29*

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°8
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

23e	séance, mardi	29 janvier 2008
24e	séance, mercredi	30 janvier 2008
25e	séance, mercredi	30 janvier 2008

Chamber aktuell an neiem Look

D'Wochenemissioun vu Chamber TV, Chamber aktuell, gëtt zënter e Méindeg, 11. Februar an engem Studio bei BCE (Broadcasting Center Europe) um Kierchbierg opgeholl. Den Dekor orientéiert sech un der graphescher Charta vum neien Internetsite vun der Chamber, deen nach dëst Joer a Betrib geet.

Mam neie Studiosdekor vu Chamber TV ass et elo och méiglech Table-ronden opzehuelen; deemno steet fir all Mount eng Table-ronde um Programm an déi dräi aner Woche vum Mount ass et all Kéier eng Reportage-Emissioun vun ongefeier enger hallwer Stonn. Déi éischt Diffusioun vu Chamber aktuell ass méindes owes um 20.00 Auer, an net méi wéi bis elo freides. D'Emissioun gëtt da bis 22.00 Auer rediffuséiert. Et sinn och Rediffusioune vun dënschdes bis freides, tëscht 20.00 an 22.00 Auer, mat Ausnahm vun den Deeg, op deenen d'Chamber an öffentlecher Sëtzung zesummekënnt. Chamber TV huet elo och zwee Deeg d'Woch e Freelance-Kameramann zur Verfügung. Op déi Manéier kënnen da méi Reportagë produzéiert ginn.

Uleies vun der Emissioun ass et, eng breet politesch Informatioun unzebidden, an dat an der Complémentaritéit zu den anere Medien. Dobäi wëll een déi verschidden Etappe vun den Décisiounsprozedure weisen an aktuell Froe vun der Politik, kontrovers, an hire verschiddene Facettë beliichten.

D'Equipe vu Chamber TV, dat sinn déi zwee Journalisten, Maurice Molitor (Programmresponsabelen) a Monique Faber, a Viviane Heinen fir den technesche Volet.



(vu lénks no rechts) Monique Faber a Maurice Molitor vum Service Relations publiques, de Chamberspresident Lucien Weiler an de Generalsekretär Claude Frieseisen

DANS CE NUMÉRO

Rapport de l'IGP (Affaire «Bommeleeër»)
- déclaration du Ministre de la Justice p. 289
Contournement de Junglinster p. 271
Pollution de l'habitat et de la qualité de l'air intérieur p. 284
Sommaire des séances publiques Nos 23 à 25 p. 300
Sommaire des questions parlementaires p. Q82

Offizieller Besuch

Lucien Weiler in Bulgarien

Auf Einladung des Präsidenten der bulgarischen Nationalversammlung weilte der Präsident der Abgeordnetenkammer am 6. und 7. Februar 2008 in Sofia. Lucien Weiler traf dort mit den politischen Autoritäten des Landes zu Gesprächen zusammen.

Georgi Pirinski, der Präsident der bulgarischen Nationalversammlung, bedankte sich bei Lucien Weiler für die Solidarität und Unterstützung, die die Luxemburger Abgeordnetenkammer Bulgarien zukommen ließ in Bezug auf die Inhaftierung und anschließende Freilassung der bulgarischen Krankenschwestern in Libyen.

Die parlamentarische Prozedur zur Unterzeichnung der Lissabonner Verträge stand ebenfalls im Mittelpunkt der Gespräche. Es sei wichtig, den Menschen die Tragweite dieses Vertrages zu erklären und nahezubringen, unterstrichen beide Präsidenten.

(Fortsetzung Seite 2)



Der Präsident der bulgarischen Nationalversammlung Georgi Pirinski empfängt Kammerpräsident Lucien Weiler

Abgeordnete im Gespräch mit SchülerInnen

Jugend und Europa



Zum zweiten Mal innerhalb von zwei Monaten suchten - und fanden - Mitglieder des außen- und europapolitischen Ausschusses der Abgeordnetenkammer sowie luxemburgische Mitglieder des Europäischen Parlaments das Gespräch mit Jugendlichen über Europa: Am 18. Januar saßen sie mit etwa 60 Schülerinnen und Schülern aus Esch/Alzette (aus den Lycées technique de Lallange und Hubert-Clement) im Plenarsaal des Parlaments zusammen, um Fragen über Europa zu beantworten, um die Meinung der Jugendlichen entgegenzunehmen und ihre Einschätzungen zu kommentieren.

Es war die zweite Veranstaltung dieser Art nach einem ersten Gespräch, Mitte November 2007, mit Schülern des städtischen Athenäums. Auch diesmal wurde die zweistündige Diskussion live im Parlamentsfernsehen Chamber TV übertragen.

Ein erstes Gesprächsthema war das wohl handfesteste Symbol der europäischen Einigung: die gemeinsame Währung. Der Euro habe im Grunde nur einen einzigen negativen Aspekt, sagten die Jugendlichen: Durch ihn sei das Leben teurer geworden. Die Abgeordneten versuchten dieses Vorurteil zu widerlegen und als „Mär vom Teuro" zu entlarven. Mit objektiven Fakten ließe sich belegen, dass die gestiegenen Lebenskosten nicht auf die europäische Gemeinschaftswährung zurückgeführt werden könnten. Im Gegenteil: „Ohne Euro wäre heute vermutlich vieles noch teurer", so die Politiker.

Die im Zuge der europäischen Einigung und Erweiterung verschärfte Konkurrenz auf dem Arbeitsmarkt wurde zu einem zweiten Hauptthema an diesem Nachmittag. In dem Zusammenhang äußerten die Jugendlichen Kritik am Luxemburger Bildungswesen, das ihrer Auffassung nach nur unzureichend auf die neue, harte Wirklichkeit vorbereite. Sie schlugen zum Teil aber auch selbstkritische Töne an, bemängelten etwa unangemessene Ansprüche bzw. übertriebene Bequemlichkeit der jungen Generation.

Zu einer lebhaften Auseinandersetzung der Jugendlichen untereinander kam es beim Thema Ratifizierung des Vertrages von Lissabon. Während ein Teil der Jugendlichen die Entscheidung, diesmal kein Referendum abzuhalten, scharf kritisierten, verteidigten andere den Rückgriff auf die parlamentarische Prozedur: In einer Demokratie sei es doch wohl nicht anrüchig, den gewählten Volksvertretern diese Aufgabe zu überlassen.

Eine nächste, ähnliche Veranstaltung ist für den 22. Februar 2008 geplant. Dann werden die Abgeordneten mit Studenten der Universität Luxemburg über Europa diskutieren.

➤ Offizieller Besuch

Lucien Weiler in Bulgarien

(Fortsetzung von Seite 1)

Das bulgarische Parlament hat in dem Sinne eine Öffentlichkeitskampagne gestartet, um die Zivilgesellschaft einzubinden. In wenigen Monaten werden die Lissabonner Verträge von der Nationalversammlung ratifiziert.

Auf die Zukunftsperspektiven Bulgariens angesprochen, erläuterte Georgi Pirinski die prioritären Ziele seines Landes: den allgemeinen Lebensstandard zu erhöhen und das Land wirtschaftlich voranzubringen.

Dazu seien vielfältige Bemühungen notwendig sowie die Unterstützung der Europäischen Union unabdingbar.

Der bulgarische Parlamentspräsident unterstrich ebenfalls die Bedeutung einer luxemburgischen Wirtschaftsmission nach Bulgarien.

Dieses Thema kam auch bei der Unterredung mit Premierminister Sergej Stanischew zur Sprache. Die Entwicklung der Handelsbeziehungen und die wirtschaftliche Zusammenarbeit in Bereichen wie Warenaustausch, Industrie, Investitionen und Tourismus wurden diskutiert.

Die kulturelle Zusammenarbeit zwischen Bulgarien und Luxemburg sei auf einem zufrieden stellenden Niveau.

„Bulgarien und Luxemburg haben ähnliche Einstellungen zu vielen europäischen Fragen und eine engere Zusammenarbeit kann beiden Staaten erlauben, ihre Positionen leichter durchzusetzen“, meinte Stanischew.

Im Rahmen des Gespräches mit dem Präsidenten der Republik Bulgarien, Georgi Parwanow, verwies Lucien Weiler auf die vielen Herausforderungen, denen sich Bulgarien in der kurzen Zeit seit dem Beitritt schon stellen musste und sich weiter stellen wird.

„Die Zusammenarbeit Luxemburgs mit Bulgarien wird auf eine noch intensivere Ebene gehoben“, so Lucien Weiler. Bulgarien spiele eine aktive Rolle in Europa und bringe sein reiches kulturelles und geistiges Erbe zur Bereicherung der Europäischen Union ein.

Beim Treffen mit dem bulgarischen Vizepremier und Außenminister Ivaylo Kalfin stand das Thema Kosovo im Mittelpunkt.

Außenminister Kalfin gab seiner Hoffung Ausdruck, dass eine einseitige Unabhängigkeitserklärung keine Gewalt nach sich ziehen werde. Er verwies auf die konstruktive Rolle Bulgariens bei der Lösung des für die südosteuropäische Region schwerwiegenden Problems.

Ivaylo Kalfin informierte darüber hinaus über die von Bulgarien unternommenen Bemühungen zur Erfüllung der Kriterien für die Schengen- und die Eurozone. Während der Gespräche wurden ferner die bilateralen Beziehungen zwischen beiden Staaten angesprochen.

Dieser erste offizielle Besuch eines Luxemburger Parlamentspräsidenten in Bulgarien bestätigt die exzellenten bilateralen Beziehungen, die auf beiden Seiten gepflegt werden und im Zeichen der Freundschaft und Solidarität stehen.

➤ Zehnter Gipfel der Exekutiven der Großregion

Abschluss der belgischen und Beginn der luxemburgischen Präsidentschaft der Großregion

Parlamentspräsident Lucien Weiler kündigt Orientierungsdebatte an

Fünf Themenbereiche sollen die luxemburgische Präsidentschaft des Interregionalen Parlamentarierrates (IPR) in den nächsten 18 Monaten prägen, kündigte der amtierende Präsident des IPR, Lucien Weiler, in seiner Rede auf dem Gipfel der Exekutiven der Großregion am 1. Februar 2008 in Namur an. Ein Hauptbereich ist die Landesplanung mit gemeinsamen grenzüberschreitenden Bemühungen zur Verbesserung des öffentlichen Transportes, des Wohnungsbaus und der Planung von Wirtschaftszonen. Weitere Bereiche sind die im Kulturjahr 2007 begonnene Zusammenarbeit, die im Rahmen gemeinsamer Strukturen weitergeführt werden soll, die Bereiche Lehre und Forschung, Umweltschutz und Energie sowie Gesundheitsfragen und die Mobilität von Menschen im Dritten Alter.

Auf reges Interesse bei den anwesenden Regierungschefs der Großregion stieß die Ankündigung des Parlamentspräsidenten, innerhalb der nächsten Wochen eine Orientierungsdebatte über die Großregion im luxemburgischen Parlament abzuhalten.

Vorgestellt wurden auf dem zehnten Gipfel der Exekutiven der Großregion die Abschlussberichte der belgischen Präsidentschaft, der Bericht des Wirtschafts- und Sozialausschusses der Großregion und der Bericht über die Ziele der luxemburgischen Präsidentschaft, der von Innen- und Landesplanungsminister Jean-Marie Halsdorf vorgetragen wurde.



Lucien Weiler, Präsident des IPR (links) und sein Vorgänger José Happart

Auf Seiten der Exekutive wird sich die Präsidentschaft der Großregion um drei große Themenbereiche bewegen: die Zusammenarbeit der Städte und des ländlichen Raumes der Großregion, die Entwicklung der Wirtschaft und der Universitäten sowie die Förderung eines Zusammengehörigkeitsgefühls der Bürger der Großregion durch kulturelle, touristische und sportliche Aktivitäten und die Verbesserung des Gesundheitsangebotes und der Sicherheit.

In einer gemeinsamen Erklärung kündigen die Exekutiven der Großregion unter anderem die Gründung einer “task force” an, die sich mit den Problemen der Grenzgänger befassen soll. Eine für 2008 geplante Konferenz über den öffentlichen Transport soll den Weg in Richtung eines Verkehrsverbundes vorbereiten. Ferner soll durch Aktionen wie die Einrichtung zweisprachiger Schulklassen auf allen Ebenen der Schule und Berufsausbildung das Projekt „Die Sprache des Nachbarn“ ausgebaut werden.

Die Arbeiten der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle und anderer Netze, z.B. zur Erhebung vergleichbarer statistischer Daten und im Bereich der Landwirtschaft, sollen weitergeführt werden. Die Attraktivität der Großregion soll durch eine größere Transparenz, wie durch gemeinsame Auftritte bei internationalen Messen und durch eine Zusammenarbeit der Wirtschaft und der Universitäten, verbessert werden.

➤ Assemblée parlementaire de la Francophonie

Réunion du Bureau à Bujumbura (Burundi)

Réuni à Bujumbura sur invitation de M. Pie Ntavyohanyuma, Président de l'Assemblée nationale du Burundi, le Bureau de l’Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a regroupé du 1er au 3 février 2008 des députés, sénateurs, Présidents et Vice-Présidents d’assemblées d'une vingtaine de parlements de tous les continents. La Chambre des Députés y fut représentée par son Vice-Président M. Jos Scheuer qui assure la fonction de Trésorier international au sein de l’APF.

Au cours de son allocution lors de la séance solennelle d'ouverture, M. Pie Ntavyohanyuma, Président de l'Assemblée nationale du Burundi, a déclaré que «le choix du Burundi pour abriter les assises du Bureau n'est pas un fait du hasard; il s'inscrit dans la logique de la Communauté francophone qui a toujours soutenu notre pays, même au moment où il connaissait une des crises les plus aigues de son histoire. (...) La raison qui a poussé l'APF à organiser ses assises à Bujumbura est de continuer à apporter son concours au retour définitif de la paix et de la stabilité dans notre pays.»



(de gauche à droite) M. Pie Ntavyohanyuma, Président de l'Assemblée nationale de la République du Burundi, M. Jacques Legendre, Sénateur français et Secrétaire général parlementaire de l'APF, M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF

Les travaux à l'ordre du jour

La réunion de Bujumbura a fait le point sur les activités de l'APF depuis la dernière session à Libreville (Gabon), notamment en ce qui concerne l'application des décisions prises à cette occasion. Dans son rapport d'activité, le Secrétaire général parlementaire M. Jacques Legendre (France) a souligné que «la défense de la démocratie, de l'État de droit, du rayonnement international de la langue française et de la diversité culturelle demeurent les principes qui guident l'action de l'APF».

M. Jos Scheuer, Trésorier international de l'APF, a présenté le budget pour l'année 2008 dont la structure reste globalement identique à celle retenue au cours des années précédentes. Le budget 2008 se trouve en parfait équilibre suite à une hausse des cotisations décidée, sur proposition du Trésorier, lors de la réunion du Bureau à Châlons-en-Champagne en janvier 2007.

Situations de crise dans l'espace francophone et coopération interparlementaire

Le Bureau a condamné toute tentative de déstabilisation du Tchad et de la République centrafricaine et de leurs institutions. S'agissant de la crise au Darfour, il a exhorté la communauté internationale et les organisations régionales à imposer un dialogue politique entre les États de la région afin de trouver une issue pacifique à la crise. Il a convié les pays de la région des Grands Lacs à instaurer des conditions favorables au retour volontaire des réfugiés et des ex-combattants et à poursuivre leur coopération en vue de mettre un terme aux activités de groupes armés illégaux. Dans le cadre des programmes de coopération interparlementaire, 13 parlements ont bénéficié du projet Noria. Ce programme qui est le plus important de l'APF au niveau financier est destiné à aider les assemblées partenaires à informatiser leur parlement, notamment dans le domaine de la gestion et de l'accès à l'information parlementaire. Lors de sa réunion de Bujumbura, le Bureau a décidé d'étendre le bénéfice de ce programme à l'assemblée nationale et au sénat burundais. La prochaine réunion du Bureau aura lieu en juillet prochain à Québec à l'occasion du 400e anniversaire de la création de la ville.

Supervision financière en Europe

«Comment améliorer le contrôle financier européen et la gestion des crises sur les marchés financiers?», telle a été la question principale d'une rencontre interparlementaire organisée les 22 et 23 janvier 2008 par le Parlement européen à laquelle une délégation de la Chambre des Députés a également participé.

Dans son exposé devant les députés européens et nationaux, le Président de la Banque centrale européenne, M. Jean-Claude Trichet, a tracé différentes possibilités visant à renforcer la coopération entre les autorités nationales de contrôle responsables de la supervision d'un établissement bancaire ayant des activités transfrontalières. D'aucuns estiment en effet que le système actuel est inefficace et trop coûteux pour les banques internationales qui doivent travailler avec autant de superviseurs que de pays dans lesquels elles sont actives et sont d'avis qu'il faut établir un système européen de supervision, en créant par exemple un seul superviseur européen.

Dans son intervention, M. Lucien Thiel a plaidé en faveur d'un «modèle de supervision consolidé» à travers lequel «un collège» d'autorités nationales de contrôle serait chargé de la supervision d'une institution financière transfrontalière. Ce modèle a l'avantage d'être «moins cher» que celui introduisant une autorité européenne de surveillance et de respecter le principe de «subsidiarité» en laissant aux superviseurs nationaux la responsabilité de contrôler les entités d'un groupe dont le siège est dans un autre État membre.



La délégation luxembourgeoise composée de MM. Gast Gibéryen, François Bausch, Roger Negri, Lucien Thiel et Laurent Mosar (de gauche à droite)

Visite du Premier Ministre français



Le rôle des parlements était un des sujets de discussion lors de la rencontre entre le Premier Ministre français, M. François Fillon, et le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler

Un échange de vues sur le fonctionnement des institutions a largement dominé l'entretien entre le Premier Ministre français, M. François Fillon, et le Président de la Chambre des Députés du Luxembourg, M. Lucien Weiler.

Les deux hommes politiques ont discuté plus particulièrement du rôle des parlements dans une démocratie moderne. Les systèmes luxembourgeois et français ont été comparés. Le Premier Ministre français a plaidé pour un renforcement des pouvoirs des parlements.

Autre sujet de discussion: le Traité de Lisbonne. Le Premier Ministre français et le Président du Parlement luxembourgeois sont confiants que le texte sera ratifié par tous les États membres de l'Union européenne dans les délais prévus.

Le projet de loi «portant approbation du Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne (...)» a d'ailleurs été déposé à la Chambre des Députés en date du 25 janvier 2008, jour de la visite du Premier Ministre français au Grand-Duché.

OGM

5380 - Projet de loi sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques

Le projet de loi sous rubrique a un double objectif:

- remplacer la loi du 9 novembre 1971 portant réglementation du commerce des semences et plants afin d'adapter la législation nationale aux évolutions de la législation communautaire en cette matière;
- apporter des précisions dans la législation nationale, sur base de la législation communautaire, en ce qui concerne la coexistence entre cultures génétiquement modifiées et cultures traditionnelles.

En apportant ces précisions, le projet de loi vise à garantir à la fois le libre choix des producteurs à l'égard des différentes filières de production et le libre choix des consommateurs entre aliments à OGM et sans OGM tout en veillant à préserver la flore et la faune contre les dommages causés ou les risques d'évincement par ces OGM.

Le remplacement de la loi du 9 novembre 1971 permet de disposer d'un texte juridique consolidé, facilement accessible et lisible.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 10.09.2004

Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry):

19.01.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport pour avis (rapporteur: M. Alex Bodry)

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (Président: M. Marcel Oberweis):

29.11.2004	Désignation d'un rapporteur
	Présentation d'un projet de loi
16.03.2006	Examen d'amendements
18.05.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.03.2007	Échange de vues avec des représentants de Greenpeace et avec des représentants de NOGM
22.03.2007	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.05.2007	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État ainsi que de la note y afférente du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
09.07.2007	Examen d'une série de propositions d'amendements du groupe parlementaire DÉI GRÉNG
05.12.2007	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
17.01.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2008

Protection des biens culturels en cas de conflit armé

5550 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999

Le projet de loi sous rubrique a comme objet l'adaptation du droit pénal luxembourgeois aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye le 26 mars 1999.

Le droit pénal luxembourgeois sanctionnera désormais le fait de s'attaquer dans le cadre d'un conflit armé à un bien culturel sous protection renforcée au sens de la Convention ou encore de l'utiliser à l'appui d'une action militaire, de détruire sur une grande échelle des biens culturels protégés par la Convention, de commettre un vol, un pillage ou un détournement de biens culturels protégés par la Convention, de commettre des actes de vandalisme dirigés contre les biens en question, etc…

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.03.2006

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen):

06.12.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.01.2008	Présentation et examen d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2008

Régime des brevets d'invention

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

En résumé, la disposition de la proposition de loi sous rubrique vise à exclure des effets du brevet la matière biologique brevetée dont la multiplication dans le domaine de l'agriculture était non intentionnelle ou était techniquement inévitable.

Il s'agit en effet de tenir compte de la possibilité d'une dissémination. La dissémination, c'est-à-dire la transmission de gènes ou de transgènes, se fait en général par le pollen. On ne peut donc attaquer un agriculteur pour violation de brevet s'il a, suite à une dissémination, cultivé des graines ou des plantes brevetées.

Dans tous ces cas où l'agriculteur n'a pas d'emprise sur les circonstances, il doit être protégé contre les réclamations du titulaire du brevet.

Dépôt par M. Henri Kox, Député, le 09.02.2007

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports
(Président: M. Alex Bodry):

06.12.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen de la proposition de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.01.2008	Présentation et examen d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2008

Concurrence

5683 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence

En résumé, le projet de loi tend à éradiquer toute ambiguïté quant à la légalité d'un règlement grand-ducal qui fixe des prix maxima pour les courses en taxi en vertu de l'article 2 de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence. Suite à la réforme légale sous objet, un règlement en ce sens pourra être pris sur base de la disposition suivante du même article: «Toutefois, lorsque la concurrence par les prix est insuffisante dans des secteurs déterminés en raison, soit de la structure du marché, soit d'une impossibilité pour la clientèle de bénéficier des avantages du marché, soit de dispositions législatives, des règlements grand-ducaux peuvent fixer les prix ou les marges applicables aux biens, produits ou services concernés.»

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 14.02.2007

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports
(Président: M. Alex Bodry):

11.10.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.12.2007	Continuation de l'examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil de la Concurrence
10.01.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2008

Luxembourg - Croatie

5736 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, de la jeunesse et du sport, signé à Zagreb, le 22 février 2007

Par le projet de loi est soumis à l'approbation de la Chambre des Députés l'Accord de coopération conclu entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie dans le domaine de la culture, de l'éducation, de la science, de la jeunesse et du sport, signé à Zagreb, le 22 février 2007.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.06.2007

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
(Président: M. Fred Sunnen):

06.12.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.01.2008	Présentation et examen d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2008

Tourisme - programme quinquennal

5748 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

Le huitième programme quinquennal s'inscrira dans la lignée de son prédécesseur. Il poursuit ainsi les efforts de transposition des recommandations formulées par l'étude d'impact réalisée par l'ETI en 2001 qui atteste pour le Grand-Duché une qualité de niveau international en ce qui concerne l'offre infrastructurelle touristique et le degré d'équipement des établissements touristiques.

Néanmoins, l'ETI a mis en avant un certain retard au niveau de l'organisation touristique, de la formation touristique et du marketing touristique, c'est-à-dire dans des domaines exclus jusque-là des différents programmes quinquennaux.

Les auteurs du projet de loi précisent dans ce contexte que le 7e programme quinquennal a servi à financer les études préalables à la mise en place de nouvelles structures professionnelles telles que recommandées par l'étude de l'ETI et que le 8e programme va concrétiser la mise en route des Offices régionaux de tourisme (ORT).

Ledit programme permet non seulement de soutenir la création et l'extension de projets infrastructurels, mais aussi d'accompagner financièrement les plus importants d'entre eux sur le plan de la gestion. Considérant que le volontariat touche de plus en plus à ses limites, le but de cette mesure consisterait à professionnaliser davantage la gestion et la promotion des infrastructures touristiques les plus importantes.

Le présent projet de loi a ainsi pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique. Il couvre la période de 2008 à 2012 et est doté d'une enveloppe financière de 50,296 millions d'euros, ce qui représente une progression nominale de 34% par rapport au septième programme quinquennal. Il faut souligner dans ce contexte que plusieurs projets d'envergure sont à cheval entre le septième et le huitième programme quinquennal et ne trouvent leur achèvement que dans les années à venir. Le huitième programme favorise, outre les investissements dans les infrastructures, la mise en œuvre de nouvelles structures d'accueil touristiques ainsi que les investissements dans les programmes de certification de la qualité.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 17.07.2007

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
(Président: M. Norbert Haupert):

18.10.2007	Désignation d'un rapporteur
28.11.2007	Examen du projet de loi et des avis du Conseil d'État et de la Chambre de Commerce
17.01.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2008

Contournement de Junglinster

5764 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Junglinster

Le projet de loi sous rubrique autorise le Gouvernement à procéder à l'aménagement d'un contournement routier de la localité de Junglinster.

À noter que le présent projet de loi a été élaboré conjointement avec le projet de construction du nouveau Lycée à Junglinster (projet de loi 5765) dont le site d'implantation se trouvera à proximité immédiate du nouvel axe routier. En vue d'une meilleure intégration des nouvelles constructions dans le paysage environnant et d'une réduction des coûts d'aménagement, on a réalisé des synergies entre les deux projets, que ce soit en matière des réseaux d'évacuation des eaux ou encore pour ce qui est de l'aménagement de la desserte du site du lycée à partir du rond-point à construire.

Situation actuelle

La route nationale N11/E29 qui traverse la localité de Junglinster est principalement utilisée par le trafic de passage national et international et constitue un axe de liaison important entre les villes d'Echternach et de Luxembourg. Le trafic élevé aux heures de pointe du matin et du soir provoque des files considérables au niveau des feux de signalisation au centre de Junglinster. Le trafic annuel moyen a augmenté entre 1990 et 2005 de 41,6%.

Cette forte augmentation est en partie due au fait que l'économie luxembourgeoise a de plus en plus recours à la main d'œuvre de frontaliers venant entre autres de la région de Bitburg et pour lesquels la route d'Echternach (E29) avec la traversée de Junglinster constitue l'itinéraire le plus court.

Le nouveau projet

Le contournement de Junglinster, tel que prévu dans le projet de loi sous rubrique, débute à l'est de la localité au carrefour N11/CR121 qui sera transformé en giratoire, se rabat vers le sud, contourne le quartier résidentiel de «Reiland», suit son parcours au bord du plateau «Heed», enjambe la vallée de l'Ernz Noire par un viaduc de 430 m de longueur, se raccorde à la zone d'activités «Laangwiss» par un carrefour giratoire, passe sous la route nationale N11 pour rejoindre l'ancien tracé par une grande boucle se raccordant de nouveau à la N11 à l'entrée de la localité de Gonderange. La longueur totale du tracé projeté est de 3.860 m.

Le projet de contournement routier de Junglinster a également fait l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement naturel et humain entre mai 2003 et décembre 2004. Durant cette période, une concertation étroite a constamment eu lieu entre le maître d'ouvrage et les services compétents en la matière du Ministère de l'Environnement respectivement de l'Administration des Eaux et Forêts. Dans le cadre de l'étude d'impact précitée, une étude acoustique ayant trait aux nuisances sonores a également été réalisée.

En date du 23 janvier 2006 le projet de contournement de Junglinster a été autorisé par le Ministre de l'Environnement sur base de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 30.08.2007

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics
(Président: M. Lucien Clement):

25.09.2007	Désignation d'un rapporteur
14.11.2007	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.12.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.01.2008

Lycée à Junglinster

5765 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée à Junglinster

Le projet de loi sous revue a pour objet la construction d'un lycée à Junglinster.

Le lycée de Junglinster fait partie des projets à réaliser dans les zones d'implantations prioritaires prévues par le Plan sectoriel «Lycées».

La zone de recrutement s'étend sur cinq communes: Larochette, Heffingen, Bech, Betzdorf et Junglinster. Il faut y ajouter pour partie les communes de Niederanven et de Fischbach situées à cheval respectivement sur les pôles Est et Centre et Est et Nord du pays.

L'offre scolaire du nouveau lycée comportera la division inférieure de l'enseignement secondaire, le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique ainsi que différentes filières du régime de formation professionnelle pour lesquelles neuf des 70 classes prévues sont réservées. Le lycée offre la division électrotechnique, section communication et la division informatique au régime de la formation de technicien ainsi que la section des électroniciens en communication et la section des informaticiens au régime professionnel.

Un cycle complet de la division technique générale, section informatique ainsi que le cycle moyen de la division des professions de santé et des professions sociales seront également offerts dans le nouveau lycée technique.

Cette offre est complétée par un enseignement commercial au niveau de la division administrative et commerciale du régime de la formation de technicien ainsi que de la sec-

tion des employés de bureau de la division de l'apprentissage commercial du régime professionnel.

En outre, il est projeté d'y adjoindre deux classes de l'éducation différenciée en vue de promouvoir la cohabitation entre les élèves inscrits dans l'un des trois régimes de formation décrits et les élèves qui passent une partie de leur scolarité dans les classes de l'éducation différenciée.

Comme dans le nouvel établissement l'offre scolaire sera limitée aux enseignements précités, les responsables du lycée de Junglinster devront veiller à collaborer étroitement avec le Lycée classique d'Echternach et le Lycée technique Joseph Bech à Grevenmacher pour garantir une offre complète à l'intérieur du pôle d'enseignement Est.

Capacité d'accueil

Selon les auteurs du projet, les effectifs du lycée technique de Junglinster se situent entre 1.220 et 1.405 élèves, répartis en 70 classes, ce qui constitue au vu des lycées existants et des expériences de terrain une taille optimale pour le bon fonctionnement d'un lycée mixte offrant des formations du secteur à haute technicité et du secteur tertiaire.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 30.08.2007

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics
(Président: M. Lucien Clement):

25.09.2007 Désignation d'un rapporteur

14.11.2007 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

17.12.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2008

Récidive en matière de faux-monnayage

5773 - Projet de loi déterminant le principe de la récidive en matière de faux-monnayage et introduisant un article 57-1 au Code pénal

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'adapter le droit pénal national à la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 6 décembre 2001 modifiant la décision cadre 2000/383/JAI.

Le Conseil justice et affaires intérieures a adopté le 29 mai 2000 la décision cadre 2000/383/JAI (ci-après la décision cadre de 2000) visant à renforcer par des sanctions pénales et autres la protection contre le faux-monnayage en vue de la mise en circulation de l'euro. L'euro, monnaie unique, est en effet, par son importance, particulièrement vulnérable au faux-monnayage, de sorte que la mise en place d'un cadre légal complet en la matière est justifiée. La décision cadre de 2000 avait pour but d'obliger les États membres à mettre en place certaines mesures pénales.

À noter dans ce contexte que le droit luxembourgeois a été adapté aux exigences de la décision cadre de 2000 par la loi du 13 janvier 2002 relative à la répression du faux-monnayage et portant approbation de la Convention internationale pour la répression du faux-monnayage ainsi que du Protocole y relatif, signés à Genève en date du 20 avril 1929.

La décision cadre de 2000 a été complétée et modifiée par la décision cadre du 6 décembre 2001 (ci-après la décision cadre de 2001). Le but de cette modification a été de reconnaître la récidive pour les infractions prévues par la décision cadre de 2000. Plus précisément, la décision cadre de 2001 complète celle de 2000 par des dispositions visant à reconnaître comme générateur de récidive les condamnations prononcées par un autre État membre de l'Union européenne en matière de faux-monnayage. À noter qu'une telle reconnaissance n'est possible que parce que les législations pénales des États membres se sont rapprochées depuis l'adoption de la décision cadre de 2000.

La décision cadre de 2001 prévoit un effacement du caractère national du droit pénal en prévoyant pour les États membres l'obligation de rendre la contrefaçon de l'euro passible de poursuites indépendamment de la nationalité de l'auteur de l'infraction et du lieu où elle a été commise.

Le projet de loi sous rubrique entend insérer dans le code pénal un nouvel article, à savoir l'article 57-1, au niveau du Chapitre V. «De la récidive» du Livre Ier «Des infractions et de la répression en général». À noter que le projet de loi sous rubrique s'inspire de la loi belge du 10 janvier 2005 relative à la reconnaissance du principe de la récidive en matière de faux-monnayage.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.09.2007

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique
(Président: M. Patrick Santer):

21.11.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

23.01.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2008

T.V.A.

5797 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi sous rubrique prévoyait trois volets différents:

1. la transposition de certaines directives européennes;

2. l'introduction en droit national de la représentation fiscale;

3. certaines modifications de la législation actuelle au niveau de la procédure d'imposition et de la procédure contentieuse.

1. La directive 2006/98/CE nécessite une modification de l'art. 90ter de la loi sur la TVA du fait de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne à partir du 1er janvier 2007. Cet article prévoit des mesures transitoires pour les biens en provenance de ces deux pays qui avant l'adhésion à l'Union européenne relevaient d'un autre régime douanier. Les mesures devraient éviter une non imposition ou une double imposition de ces biens. Elles ont une portée strictement délimitée tant par leur nature que dans le temps.

La directive 2006/69/CE comporte deux volets. Un premier volet concernant une nouvelle définition de la valeur normale qui doit être obligatoirement transmis en droit national pour le 1er janvier 2008. Un second volet autorise les États membres à prendre entre autres, dans certains cas spécifiques limités, comme base d'imposition d'une livraison de marchandises ou d'une prestation de services la valeur normale au lieu de la rémunération effective (prix d'achat, prix de revient, dépenses engagées), ceci afin d'éviter la fraude fiscale et par conséquent une perte de recettes fiscales dans ces cas bien déterminés.

Le projet de loi prévoyait la transposition en droit national des deux volets de la directive. La Commission des Finances et du Budget a cependant décidé, avec l'accord du Gouvernement, de supprimer le deuxième volet. En effet, le Gouvernement a informé la Commission, d'une part, du fait qu'une proposition de directive visant à moderniser et à simplifier les règles complexes applicables à la TVA des services financiers et des services d'assurance a été déposée par la Commission européenne fin 2007, et, d'autre part, que la Commission européenne vient d'annoncer qu'elle proposerait de nouvelles mesures contre la fraude à la TVA début 2008.

Au vu de ces informations, la Commission des Finances et du Budget estime préférable d'attendre la transposition de la directive et des mesures annoncées pour introduire la disposition sus-mentionnée en droit national (amendement parlementaire).

La directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (directive TVA) abroge et remplace les 1re et 6e directives. Même si elle constitue une refonte des règles de la TVA communautaire, elle ne nécessite pas, sauf quelques exceptions, de mesures d'adaptation ou de transposition.

2. Le Gouvernement a fait procéder à une étude sur la valorisation économique du fret aérien transitant par le Grand-Duché et sur le ciblage d'opportunités de développement d'activités logistiques associées (étude réalisée par PriceWaterhouseCoopers en 2005). La conclusion tirée de cette étude est que les services logistiques, en particulier ceux à valeur ajoutée, constituent une opportunité de développement et de valorisation économique du fret aérien actuel dans un contexte international favorable mais très concurrentiel. Il a cependant été reconnu nécessaire de supprimer certaines barrières. En particulier, l'absence du système de représentation fiscale en matière de TVA pour les assujettis établis en dehors de l'Union européenne est apparue comme constituant un frein au développement du secteur de la logistique dans le domaine du fret aérien. Ce régime existe dans les principaux pays voisins actifs dans le domaine de la logistique, en particulier l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas.

L'article V du présent projet de loi a donc pour objet d'introduire un système de représentation fiscale au sens de l'article 204 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en matière d'importation de biens en provenance d'États ou de territoires tiers et pour les livraisons subséquentes de ces biens. La représentation fiscale est un régime par lequel un assujetti établi à l'étranger désigne une personne tierce qui s'engage à remplir les formalités en matière de TVA lui incombant et à acquitter la taxe due à sa place.

3. Compte tenu des délais impartis en raison de la transposition des directives à transposer, le Conseil d'État était dans l'impossibilité de procéder à un examen exhaustif de tous les tenants et aboutissants des modifications procédurales soulevant des questions au niveau du contentieux et donc des droits des assujettis. Il s'ensuit que le Conseil d'État a proposé le retrait de l'article VI – sous peine d'opposition formelle – et sa reproduction dans un projet de loi spécifique.

La Commission des Finances et du Budget s'est ralliée aux considérations du Conseil d'État et a procédé à la suppression de l'article VI.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 26.10.2007

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):

23.11.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

08.01.2008 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

15.01.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2008

Sécurité du Centre pénitentiaire

5813 - Projet de loi relatif à la modernisation du dispositif de sécurité du Centre pénitentiaire de Luxembourg

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser l'État à financer les travaux de mise en sécurité du Centre Pénitentiaire de Luxembourg.

Il faut en effet savoir que la conception du CPL, qui a été mis en service en 1984, remonte aux années 70. Or, malgré les investissements réalisés suite aux évasions de 1995-1996 qui portaient sur le renforcement de l'enceinte existante et sachant que l'extension du CPL en 2002, qui a porté la capacité d'accueil de 300 à 600 détenus, a été réalisée selon les mêmes principes que le premier établissement, force est de constater la nécessité absolue de doter le site d'un dispositif de sécurité moderne et performant. Plusieurs évasions intervenues au cours des dernières années ont d'ailleurs démontré à suffisance certaines failles dans le dispositif de sécurité actuellement en place.

Les détails techniques ainsi que les représentations graphiques des travaux de la mise en sécurité du CPL n'ayant pas été intégrés dans l'exposé des motifs du projet de loi pour des raisons évidentes de sécurité, l'énumération ci-après se limite également à décrire de façon sommaire les différents investissements projetés. Il s'agit

- de remplacer le système de vidéo-surveillance «extérieur» afin de recourir aux techniques les plus récentes en la matière;

- de remplacer le portail d'accès au sas d'entrée pour véhicules par un dispositif renforcé résistant au franchissement forcé par des véhicules;

- de remplacer la clôture de sécurité extérieure;

- de réaliser une protection antihélicoptère;

Tirant leçon de plusieurs évasions de prison survenues à l'étranger, il a été retenu de munir trois des douze préaux d'un dispositif détournant d'éventuelles attaques de ce genre.

- d'installer un brouilleur de téléphones portables;

- de réaliser une série d'aménagements ponctuels.

Le coût engendré par le projet ne pourra pas dépasser le montant total de 16 millions d'euros, ce montant correspondant à la valeur 646,07 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2007.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.12.2007

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics
(Président: M. Lucien Clement):

15.01.2008 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

21.01.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.01.2008

SÉANCE 23

Mardi, 29 janvier 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président, M^me^ Colette Flesch, Vice-Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de Mme Marcelle Lentz-Cornette, Députée honoraire

- *Hommage prononcé par M. le Président*
- *Observation d'une minute de silence*

2. Communications

3. Octroi du titre honorifique de leur fonction à des anciens députés

4. 5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention - Article 63 du Règlement

- *Prise en considération*

5. Ordre du jour

- *Mme Anne Brasseur, M. François Bausch*

6. Heure de questions au Gouvernement

Question N°237 du 29 janvier 2008 de M. Gilles Roth relative à la désindexation des contrats conclus par les communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

- *M. Gilles Roth - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

Question N°238 du 28 janvier 2008 de M. Romain Schneider relative au contrôle de la qualité des prestations de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *M. Romain Schneider - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale*

Question N°239 du 29 janvier 2008 de Mme Marie-Josée Frank relative à l'installation éventuelle de «maisons médicales» dans la région Est du pays, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *Mme Marie-Josée Frank - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

Question N°240 du 28 janvier 2008 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la recommandation 1777 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe relative aux agressions sexuelles liées aux «drogues du viol», adressée à M. le Ministre de la Santé

- *Mme Claudia Dall'Agnol - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

Question N°241 du 29 janvier 2008 de M. Marco Schank relative à la réforme de la loi électorale et notamment le rapprochement des délais d'inscription sur les listes électorales de la date des élections, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

- *M. Marco Schank - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- *M. Aly Jaerling (au sujet de la procédure)*

- Question N°242 du 28 janvier 2008 de M. Roger Negri relative à l'extension routière du CR34 entre Bertrange et Strassen, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

- *M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

7. Interpellation de M. Claude Adam au sujet de la violence des jeunes au Luxembourg

- *Exposé: M. Claude Adam (motion 1)*
- *Discussion générale: Mme Marie-Josée Frank, M. Xavier Bettel, M. Jos Scheuer (interrompu par M. Robert Mehlen), M. Jacques-Yves Henckes (à qui répond M. le Ministre Claude Wiseler), M. Aly Jaerling, M. Marc Angel, Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, M. Claude Adam*
- *Motion 1 rejetée*

8. 5813 - Projet de loi relatif à la modernisation du dispositif de sécurité du Centre pénitentiaire de Luxembourg

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel (à qui répond M. Patrick Santer), M. Fernand Diederich, Mme Viviane Loschetter, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, M. Xavier Bettel, M. le Ministre Claude Wiseler, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 5764 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Junglinster

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Jos Scheuer, Mme Viviane Loschetter (motion 1), M. Robert Mehlen, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, M. Carlo Wagner, M. le Ministre Claude Wiseler*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 rejetée*

10. 5765 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée à Junglinster

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Jos Scheuer, Mme Viviane Loschetter, M. Robert Mehlen (interrompu par M. Jos Scheuer)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

1. Hommage à la mémoire de Mme Marcelle Lentz-Cornette, Députée honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Moien huet eis déi traureg Noriicht vum Doud vun enger vun eise fréiere Kolleeginnen, der Madame Marcelle Lentz-Cornette, erreecht, déi an der leschter Nuecht no engem laange Leiden am Escher Spidol am Alter vun 80 Joer gestuerwen ass.

D'Madame Lentz war eng aussergewéinlech Fra. Als Dokter vun de Wëssenschaften, eng Ausbildung, déi zu hirer Jugendzäit fir eng Fra éischter rar war, huet si hire beruffleche Wee am Enseignement ugefaangen, eng Plaz, déi se dofir predestinéiert huet, mat ville Leit a Kontakt ze trieden. Duerch hir Popularitéit gouf si 1968 eng éischte Kéier an de Suessemer Gemengerot gewielt, an deem si mat enger Ënnerbriechung tëscht 1985 an 1997 bis zum Joer 2003 deels als Conseiller, deels als Schäffe gewierkt huet.

Hei an der Chamber konnt déi beléift Politikerin aus dem Süden op eng laang Carrière zréckblécken, déi sech erstreckt huet vun 1979 bis 1984, an du vun 1989 bis 1999. Ausserdeem huet d'Madame Lentz eist Land vun 1980 bis 1989 am Europaparlament vertrueden.

Et läit op der Hand, datt hiert politescht Wierkungsgebitt duerch hir Formatioun gréisstendeels mat der Wëssenschaft verknäppt war. Esou huet si sech schonn am Ufank vun hirem Mandat dem Naturschutz verschriwwen. An d'Politik um Gebitt vun der Gentechnologie - eng jonk kontroverséiert Wëssenschaft - huet si mam A vum Wëssenschaftler a mat deem vun der ethescher Ausenanersetzung minutiéis analyséiert an dem Laien duergestallt.

Als Vertriederin vun der Chamber an esou munchen internationale parlamentaresche Versammlungen ass si mat grousser Sachkenntnis a mat hirem bekannten Duerchsetzungsverméigen opgetrueden, fir de Lëtzebuerger Positiounen dat Gewiicht ze ginn, dat hinnen zoustoung.

D'Madame Lentz war eng geschätzten Damm an der politescher Welt. Mat hir geet e Mënsch verluer, deem säi bemierkenswäerten Asaz als Beispill dénge soll a gedéngt huet.

Der Madame Lentz hirer Famill gëllt eist opriichtegt Bäileed. Loosse mer elo opstoen, fir där Verstuerwener eng lescht Éier ze erweisen.

(Minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Communications

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen, wann d'Regierung eis keng ze maachen huet.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1) **5824** - Projet de loi ayant pour objet: A) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire; B) d'instituer une Administration des Chemins de Fer, et C) de modifier: a) la loi modifiée du 28 mars 1997 1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946, 2° approuvant les statuts modifiés de la Société nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL), 3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL, et 4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire; b) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation, et c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 20.12.2007

2) **5825** - Projet de loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 31.12.2007

3) **5826** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux de renouvellement des infrastructures d'élimination des déchets ménagers et assimilés du SIDOR

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 02.01.2008

4) **5827** - Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 15.01.2008

5) **5828** - Projet de loi portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 17.01.2008

6) **5829** - Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital et portant transposition: - de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux; - de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital; - de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.01.2008

7) **5830** - Projet de loi organisant l'aide sociale

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 22.01.2008

8) **5832** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation luxembourgeoise à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles en Arménie

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.01.2008

9) **5833** - Projet de loi portant approbation du Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, des Protocoles, de l'Annexe et de l'Acte final de la Conférence intergouvernementale, signés à Lisbonne, le 13 décembre 2007

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.01.2008

10) **5834** - Projet de règlement grand-ducal transposant la directive 2007/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 fixant les règles relatives aux quantités nominales des produits en préemballages, abrogeant les directives 75/106/CEE et 80/232/CEE du Conseil, et modifiant la directive 76/211/CEE du Conseil

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 28.01.2008

11) **5835** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 3 juin 2003 sur les transports par rail de marchandises dangereuses

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 28.01.2008

3. En date du 21 janvier 2008 l'association «D'Stëmm vu Bouneweg» a remis la pétition N°287 concernant l'installation d'un centre pour toxicomanes

3. Octroi du titre honorifique de leur fonction à des anciens députés

A senger Réunioun vum 14. Januar huet de Büro opgrond vum Artikel 200 vum Chambersreglement virgeschloen, dem Här Henri Grethen an dem Här Emile Calmes den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzeerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. 5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention - Article 63 du Règlement

An hirer Réunioun och vum 24. Januar huet d'Presidentekonferenz d'Proposition de loi 5681 iwwert d'Brevets d'invention op den Ordre du jour gesat. Ech wëll d'Chamber froen, ob se sech fir hir Prise en considération ausschwätzt. Et handelt sech heibäi ëm eng Décisioun, déi noutwendeg ass opgrond vun enger Dispositioun aus dem Chambersreglement.

Ass d'Chamber averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an därselwechter Réunioun Folgendes proposéiert: D'Chamber siégéiert haut de Mëtteg, muer de Moien um néng Auer an nomëttes um hallwer dräi, an iwwermuer - den Donneschdeg nomëttes - um hallwer dräi mat folgendem Ordre du jour:

Haut de Mëtteg fänke mer u mat enger Froestonn un d'Regierung. Uschléissend proposéiert d'Presidentekonferenz d'Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert d'Gewalt vun de Jugendlechen. Duerno hu mer dräi Projets de loi jeeweils nom Modell 1. Dat sinn d'Projeten iwwert d'Sécherheet am Schraasseger Prisong, de Contournement vu Jonglënster an de Bau vun engem Lycée zu Jonglënster.

Muer de Moie kéimen dës zwou Interpellatiounen op den Ordre du jour: eng vum honorabelen Här Braz iwwert d'Entwécklung vun eise Pensiounssystemer, an eng vum Här Huss iwwert d'Pollutioun an de Gebailechkeeten.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi proposéiert d'Presidentekonferenz fir d'éischt d'Opstellung vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir de Poste vun engem Conseiller d'État; duerno d'Designatioun vun engem Member fir de Centre pour l'égalité de traitement; da fënnef Projet-de-loien, fir d'éischt d'Ofännerung vum TVAs-Gesetz, dann e Projet iwwert de Faux-monnayage, e Projet iwwert d'Konkurrenz, de Projet iwwer eng Konventioun iwwert de Schutz vu kulturelle Gidder, a schlussendlech de Projet de loi 5736, e Kultur- a Sportofkommes tëscht Lëtzebuerg a Kroatien.

Den Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi proposéiert d'Konferenz der Chamber folgend Projeten: fir d'éischt de Projet de loi 5380 iwwert den Ubau vu genmodifizéierte Planzen an d'Proposition de loi vum honorabelen Här Kox iwwert d'Brevets d'invention - béid Punkte ginn an enger Diskussioun nom Modell 2 behandelt -, an dann als leschte Punkt de Projet de loi iwwert déi touristesch Infrastrukturen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

D'Madame Brasseur freet d'Wuert zum Ordre du jour.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, ech wollt eng Remarque maachen zum Ordre du jour, a speziell zu de Froestonnen. Mir gesinn hei un der Froestonn, dass sechs Questions parlementaires vun de Majoritéitsdeputéierte sinn. Et ass kee vun der Oppositioun derbäi. Dat kënnt och dohier, menger Meenung no, wéi mer organiséiert sinn. Mir kruten dës Kéier, wat d'Presenz respektiv d'Absence vun de Ministeren ubelaangt, sechs verschidde Lëschten. Si sinn also ëmmer erëm korrigéiert ginn. Dann ass et ganz, ganz schwiereg fir d'Fraktiounen a fir d'Deputéierte sech op Froen ze preparéieren.

Mir hätten eng gehat - déi wier och urgent gewiescht - iwwert d'Deklaratioune vum Här Krecké iwwert d'Fusioun vun der Chambre de Commerce mat der Chambre des Métiers, oder eng iwwert d'Société générale. Déi hätt ech un den Här Frieden geriicht. Déi zwee Ministere sinn net hei. Et ass ganz schwiereg fir ons, vu dass mer och net ze vill oft Chamberssitzung hunn, sech iwwerhaapt ze preparéieren, wa mer en dernière minute eréischt gewuer ginn, wie vun der Regierung do ass respektiv wien net do ass.

Ech géing Iech bieden, Här President, dat doten eng Kéier an der Conférence des Présidents ze kucken, an da mam Regierungsmember, dee chargéiert ass mat de Relatioune mam Parlament, dat nach eng Kéier ze iwwerschaffen, fir dass mir als Deputéierten och onser Aarbecht uerdentlech kënnen nogoen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, mir haten déiselwecht Diskussioun an eiser Fraktioun haut de Moien. Ech ka mech eigentlech de Wierder vun der Madame Brasseur nëmmen uschléissen. Ech wär frou, wa mer effektiv an der nächster Conférence des Présidents eng Kéier géingen doriwwer schwätzen.

M. le Président.- Jo, ech muss soen, déi sechs verschidde Lëschte si mer och opgefall. Ech hu geduecht, et ass am Fong geholl gutt, datt een net Minister ass, wann ee permanent den Agenda esou changéiert kritt wéi d'Regierungsmemberen. Ech ginn awer emol dervun aus, datt se alleguerte valabel Excusen hunn, fir net hei ze sinn. Mä et ass awer richteg, wat d'Madame Brasseur an den Här Bausch soen. Et ass wierklech schwiereg fir d'Parlament, fir sech dorop anzestellen. Ech géif awer mengen, datt méindes am Laf vu Moien iergendwa missten d'Calepinë vun de Ministeren esou agencéiert sinn, datt se wéissten, wat dënschdes op se duerkënnt.

Mam Wonsch also un d'Regierung, fir hei dat Noutwendegt ze maachen - Här Di Bartolomeo, ech gesinn, Dir sidd ganz zefridde mat deem, wat gesot ginn ass -, hoffe mer, datt dat déi nächst Woche besser klappt.

6. Heure de questions au Gouvernement

Da komme mer elo zu där Heure de questions, wou haut eben nëmme Majoritéitsdeputéierte Froe gestallt hunn. Déi éischt Fro ass déi vum honorabelen Här Roth betreffend d'Désindexation des contrats conclus par les communes. Här Roth, Dir hutt d'Wuert. Är Fro riicht sech un den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf, deen eis haut de Mëtteg mat senger Presenz beéiert.

- Question N°237 du 29 janvier 2008 de M. Gilles Roth relative à la désindexation des contrats conclus par les communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Tripartitesaccord vum 28. Abrëll 2006 gesäit ënnert dem Kapitel «Maîtriser l'inflation» eng Désindexatioun vun de Kontrakter vir, déi de Stat ofschléisst an deem Sënn, datt d'Indexatioun sech ausschliesslech op de Volume vun der Lounmass bezitt. Menges Wëssens ass dës Désindexatioun nach net beim Stat ëmgesat.

Meng Fro duerfir un den Innenminister an dësem Kontext: Gëtt am Hibléck op déi nächst Indextranche net envisagéiert, dës Désindexatioun beim Stat och op den Niveau vun de Gemengen auszeweiden? Well d'Désindexatioun beim Stat nach net ëmgesat ass, wär hei net eng gemeinsam Démarche um Niveau vum Stat a vun de Gemengen ubruecht?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Roth. Op eng kuerz a prezis Fro eng kuerz a prezis Äntwert vum Här Innenminister Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro vum Här Roth ass eng ganz interessant Fro a stellt a sech keng Problemer. Ech weess, datt beim Stat déi eenzel Ministères amgaange sinn, an hire Kontrakter eng Désindexatioun virzehuele betreffend eben déi Elementer, déi net d'Léin betreffen, déi dodranner opgezielt sinn. Näischt hënnert also d'Gemengen dorun, datselwecht ze maachen. D'Gemengen hunn eng Autonomie communale. Den Innenminister kuckt just d'Legalitéit vun deem, wat d'Gemenge maachen. Et ass also legal, fir eng Désindexatioun a Kontrakter dranzesetzen, soufern d'Marchéspublics-Gesetz dat net ausschléisst. Dat heescht also, dass ech dat hei och als en Opruff un de Gemengesecteur gesinn, fir dann an deem Beräich esou virzegoen. Mir wäerte se als Regierung net dorunner hënneren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den honorabelen Här Schneider huet eng Fro un de Minister vun der sozialer Sécherheet iwwert d'Assurance dépendance. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°238 du 28 janvier 2008 de M. Romain Schneider relative au contrôle de la qualité des prestations de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss e bësse méi laang aushuelen, fir d'Fro ze stellen. Duerfir sinn ech net gradesou kuerz.

Wéi d'Assurance dépendance duerch d'Gesetz vum 19. Juni 1998 agefouert ginn ass, war keng Kontroll vun de Prestatioune virgesinn, weder wat d'Qualitéit nach wat d'Quantitéit ugeet. Just d'Servicer, déi déi Hëllef ubidden, haten iwwert den Agrément eng Kontroll duerch hire Ministère de tutelle, dat heescht de Familljeministère.

Opgrond vun deenen Evaluatiounen, déi vum Gesetz virgesi waren a stattfonnt hunn, huet déi Situatioun am Laf vun de Jore geännert. Esou huet d'UCM scho während enger Rei Joren eng Kontroll vun der Quantitéit vun de Prestatioune gemaach, an d'Cellule d'évaluation vun der Assurance dépendance huet duerch Modifikatioun vum Gesetz am Dezember 2005 zwou nei Missiounen an dësem Beräich bäikritt. Dat ass éischtens de Contrôle vun der Qualitéit vun de Prestatiounen, déi de Betraffenen zegutt huet, an déi aner Kontroll ass geduecht, fir ze kucken, ob dat, wat déi hëllefsbedürfteg Persoun effektiv kritt, och mat hire Besoinen iwwereneestëmmt.

Mengen Informatiounen no sinn dës lescht Kontrollen och sporadesch gemaach ginn. Natierlech ass d'Kontroll vun der Qualitéit vun enger Prestatioun schwiereg, respektiv kann delikat sinn, fir déi Persounen, déi de Soin kréien. Genee aus deem Grond ass mam Gesetz vun 2005 eng sougenannte Commission de qualité des prestations geschafe ginn, déi als Missioun huet - an ech zitéieren -: «d'élaborer des propositions de lignes directrices et de standards de référence, notamment en matière de qualité des aides et soins, aides techniques et adaptations du logement».

De Minister huet a senger Äntwert op d'Question parlementaire 1756 vum Juni 2007 gesot, déi Kommissioun wär konstituéiert ginn a géing an deenen nächste Wochen zesummekommen.

Elo wollt ech vum Sozialminister wëssen, wéi déi Kommissioun an der Tëschenzäit mat hiren Aarbechte weiderkomm ass an ob schonn éischt Propositiounen ausgeschafft goufen.

A wann dat net de Fall ass, wéini rechent de Minister mat deenen éischte Resultater vun dëser Kommissioun an a wéi engem Zäitraum kënnten déi Lignes directrices a Standardreferenzen ugewannt ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Den Här Minister Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass effektiv richteg, datt duerch d'Gesetz vum 1. Januar 2007 de Code des assurances sociales eng méi systematesch Kontroll an Démarche qualité an der Assurance dépendance virgesäit. Déi Missioun war expressis verbis net am Virgängertext vun der Assurance dépendance virgesinn.

Contrôle qualité, démarche qualité, Konzepter a Qualitéit sinn d'Missiounen, déi déi Commission du contrôle de qualité soll erfëllen. Déi Kommissioun ass zënter dem 21. Mee 2007 operationell a kritt progressiv dat noutwendegt Personal zur Verfügung gestallt: Fir d'éischt ass en Expert en matière de contrôle de qualité agestallt ginn an elo iwwert den Numerus clausus eng zousätzlech Infirmière, déi déi dote Konzepter um Terrain ëmsetze soll.

Elo ass et awer net esou, datt d'Qualitéit an de Strukturen och an de Soins à domicile eréischt nom 1. Januar 2007 erakomm sinn. Déi eenzel Prestatairen hu sech laang virdrun op de Wee vun enger Démarche qualité engagéiert, selwer Konzepter entwéckelt an déi och zesumme mat Experten aus dem In- an Ausland progressiv weiderentwéckelt.

Fir dat Ganzt ze begleeden an och fir déi Leit, déi vun de Prestatioune solle profitéieren, zu Wuert kommen ze loossen, hu mer 2006 eng Enquête Satisfaktioun vun den Ayants droit duerchgefouert an 2007 ofgeschloss, flächendeckend mat engem ganz staarke Reflux, an d'Resultater dovu ware gutt bis exzellent.

Mir ginn also net nëmmen op de Wee vun engem systematesche Contrôle an engem Konzept vu Qualitéit, mä mir froe systematesch och déi Betraffen, well mer mengen, dass déi Betraffen e ganz gudde Gradmiesser si fir d'Qualitéit vun deem, wat se u Soinë kréien. Mir wäerten och weider op deem dote Wee fueren. Mir sinn am Moment amgaangen, eng Enquête Satisfaction mam Secteur fir d'Institutiounen, d'Haiser also, ze preparéieren an dat wäert an dësem Joer ulafen a sech awer och iwwer 2009 nach ewech strecken.

Doriwwer eraus ass den Thema Qualitéit ee vun de Schwéierpunkte gewiescht vun der Journée nationale de l'assurance dépendance, déi mer dës Kéier fir d'éischte Kéier organiséiert hunn a wou de ganze Secteur ganz staark vertruede war, an och bewäerte Konzepter aus dem Ausland konnt mat op de Wee kréien.

Ech soen dem Här Schneider villmools Merci fir déi dote Fro, well mer kënne weisen, datt mer an engem vun de Secteure vun der Sécurité sociale net nëmmen déi Démarche qualité maachen, mä systematesch och Leit befroen. An ech mengen, datt dat e Konzept ass, dee mer a sämtleche Beräicher vun de Services sociaux sollen duerchféieren, well ech mengen, datt ee virun allem dee beschte Feedback kritt, wann een deene Leit, déi vun de Leeschtunge profitéieren, och eng Stëmm gëtt.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Madame Frank huet och eng Fro un de Minister vun der sozialer Sécherheet iwwert d'Maisons médicales. Här Minister, Dir

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng
Nidderaanwen
um Kanal S 29

kënnt schonn hei bleiwen, d'Madame Frank stellt hir Fro.

- Question N°239 du 29 janvier 2008 de Mme Marie-Josée Frank relative à l'installation éventuelle de «maisons médicales» dans la région Est du pays, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt den Här Minister froe wéi et ëm déi sougenannten zukünfteg Maisons médicales steet. An enger rezenter Äntwert op eng Question parlementaire hutt Dir geschriwwen, datt an de Regiounen, do, wou eng Klinik wär, eng Maison médicale kéint ugegliddert ginn.

Duerfir wollt ech Iech froen, Här Minister: Wat sinn dann d'Kritären, fir datt mer och am Osten eng Maison médicale kéinte kréien, well Dir wësst, datt divers Questions parlementaires an deene leschte Jore vu villen Ostdeputéierte gestallt gi sinn, déi ëmmer erëm dorop higewisen hunn, datt de Service de remplacement am Osten net gutt géing funktionéieren, an dat ass och nach zu dësem Ableck eng batter Realitéit.

Duerfir wier ech frou vum Här Minister ze héiere wat dann d'Kritäre wieren, fir datt mir och am Osten eng Maison médicale kéinte kréien, a wa mer déi Kritären net géifen erfëllen, ob de Minister dann Alternative kënnt proposéieren, fir datt den Osten net d'Stéifkand vum Gesondheetswiesen hei an eisem Land bleift.

(Interruption)

M. le Président.- Här Minister, wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well et esou schéin ass, ginn ech dann innerhalb vu 14 Deeg zweemol eng Äntwert op déiselwecht Question parlementaire, déi vun zwee verschiddenen Ostdeputéierte vun der CSV gestallt gouf. Ech wëll drop hiweisen, dass ech dem Lucien Clement viru gutt 14 Deeg eng Äntwert ginn hunn, aus där och ervirgaangen ass, dass mer eis un dat Konzept alignéieren, dat ënnert dem Carlo Wagner, ënnert där viregter Regierung, ausgeschafft ginn ass, wou déi Stützpunkte vum Service de remplacement solle geméiss vun de Région-hospitalièrë festgehale ginn.

Ech muss och soen, dass d'Madame Frank jo net eleng mat hire Fuerderungen do steet, fir den Oste besser ze behandelen. Virun hir huet de Bezierk Oste vun der LSAP...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- …eng ähnlech Fuerderung gestallt. An ech kann lech soen...

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Aus de 60er Joren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kann lech soen, Madame Frank, dass och d'Deputéierten an d'Buergermeeschteren aus dem Westen eng ähnlech Propos gemaach hunn, an eng Rei vu Vertrieder aus dem extremen Norden eng ähnlech Propositioun gemaach hunn.

M. le Président.- Här Minister, wëllt Der domat soen, datt d'Wahle méi no kommen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dat sot Dir, Här President.

M. le Président.- Ech hunn eng Fro gestallt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech hunn d'Impressioun, dass dat eppes kann do dermat ze dinn hunn. Wann nämlech zwee Deputéierten aus deeneselwechte Reien innerhalb vu 14 Deeg quasi déiselwecht Fro stellen, da kann dat eppes do dermat ze dinn hunn.

(Interruption)

Mä ech ginn awer gär eng ganz kloer Äntwert op déi Fro vun der Madame Frank.

Ech hunn den Optrag am Regierungsprogramm kritt, fir dee bestehende Service de remplacement auszedehnen op sonndes an op Feierdeeg. Dat wäert ech maachen.

Ech sinn an der Zwëschenzäit, wat de Prinzip ugeet, mat den Dokteren eens, wéi mer et solle maachen. Doduerch, dass mer déi Maisons médicales an déi direkt Proximitéit vun de Spideeler implantéieren, ass d'Continuité des soins garantéiert. Wann emol eng Kéier méi e schwéiere Fall bei engem Generalist lant, kann deen dann direkt iwwerwise ginn un d'Spidol.

Ech wëll awer ganz kloer soen: Wann ech en aneren Optrag kréien, fir net nëmmen an deenen dräi Régions hospitalières Maisons médicales ze implantéieren, mä am Osten, am Westen an am extremen Norden, dass ech als Gesondheetsminister ganz frou si fir esou Encouragementer. Et kann ee selbstverständlech eppes, wat gutt fonctionnéiert - an dee Service de remplacement fonctionnéiert wierklech gutt; en hat ee klenge Boxfouss, dass en eréischt um zéng Auer owes ugaangen ass, dee fänkt elo um aacht Auer un -, ëmmer besser maachen. Wann ech encouragéiert gi vu menge Kolleegen, fir dat ze maachen, da géif ech deementspriechend Propositiounen am Budget maachen. Ech gi jo dann dervun aus, dass déi Budgetspropositioune prioritär ënnerstëtzt wäerte ginn. Ech ginn dann dervun aus, dass mer am Ufank net dräi, mä direkt sechs Maisons médicales géife maachen.

Wann ech awer dee „Go" net kréien, loosst mech wann ech gelift fir d'éischt déi dräi Maison-médicalen, déi mer elo implantéieren, bilanzéieren, an da kucken, wou et Schwaachstelle gëtt. Well och duerch déi Maisons médicales, wéi mer se elo implantéieren, gëtt de Service fir den Osten, fir de Westen an den extremen Norde wesentlech besser. Well an den Nuetszäite kréien ech ganz, ganz wéineg Reklamatiounen doriwwer, wéi d'Leit behandelt ginn. Do, wou ech Reklamatioune kréien, dat ass iwwert d'Feierdeeg an iwwert d'Weekender.

Dat huet och dermat ze dinn, Madame Frank, dass dat an eenzelne Regioune besser organiséiert ass wéi an aneren.

Dann dat Lescht, wat ech Iech nach wëll weiderginn: Wann ech eng Maison médicale da senger Liewen an enger zweeter Phas am Oste soll implantéieren, da sot mer wann ech gelift, wou ech se soll implantéieren: zu Mondorf, zu Réimech, zu Maacher, zu Bëlleg oder zu Iechternach?

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, kommt zum Schluss.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Villmools Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol huet eng Fro un de Gesondheetsminister iwwert d'Drogues du viol. Madame Dall'Agnol, wann ech gelift.

(Interruption)

- Question N°240 du 28 janvier 2008 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la recommandation 1777 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe relative aux agressions sexuelles liées aux «drogues du viol», adressée à M. le Ministre de la Santé

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 22. Januar d'lescht Joer schonns huet d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe eng Recommandatioun erausginn, an zwar concernéiert déi d'sexuell Iwwergréffer a Vergewaltegungen. D'Affer si meeschtens weiblech, mä mëttlerweil wësse mer och scho vu männlechen Affer, déi betraff sinn. Do sti se ënnert dem Afloss vu sougenannten „K.-o.-Drogen", op Franséisch eben «Drogues du viol». Als Beispill vun deenen Droge géing ech hei vläicht Ketamin oder Rohypnol nennen.

Meeschtens ginn déi Drogen an d'Gedrénks bäigemëscht an enger Disco oder och an engem Café. Den Effekt fält de Leit ronderëm net ëmmer op, well eigentlech d'Symptomer déi nämlecht sinn, wéi wann een e puer Pätt ze vill gedronk hätt. Ganz heefeg wëssen och herno d'Affer selwer net genau, wat mat hinne geschitt ass, well se eben, wéi den Numm vun den Drogen et seet, k.o. waren. Genee dofir geet dann och net all Affer, wat betraff war, direkt bei d'Police, well et och ganz schwéier ass ze beweisen, datt dee sexuelle Kontakt net fräiwëlleg stattfonnt huet, a well dann eben och ganz oft keng Zeeche vu Gewalt direkt ze erkenne si beim Affer.

De Conseil de l'Europe réit dofir senge Memberlänner, ënner anerem der Bevölkerung an och den Autoritéiten, an dësem Fall dann eben d'Police, verstäerkt op esou Drogen an och hir Suiten hinzeweisen an ze sensibiliséieren. Ausserdeem sollen d'Affer geziilt a séier gehollef kréien, fir datt och ka Plainte gefouert ginn. Natierlech soll och d'Personal an de Caféen an an den Discoen duerch Formatioune sensibiliséiert ginn, fir datt si och en oppent A hunn, an esou Fäll an hirem Etablissement iwwerhaapt emol kënne bemierken.

Meng Froen un de Gesondheetsminister wären als éischt emol, ob iwwerhaapt esou Fäll hei bei eis am Land bekannt sinn, a wa jo, wéi se behandelt goufen. Des Weideren, ob a wéi et mat Opklärungscampagnë steet, ob mer domat ugefaangen hunn, ob déi en vue sinn. Gëtt also de Public och sensibiliséiert, a wéi? Wat gi fir Moossname geholl, fir den Affer schnell medizinesch, mä awer och psychologesch Hëllef ze brëngen. A méi generell gefrot: Wat sinn d'Suiten, déi d'Regierung dëser Recommandatioun vum Januar 2007 reservéiert huet?

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Minister Di Bartolomeo, deen e ganz gefrote Minister haut de Mëtteg ass, huet elo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht fir d'éischt eng Virinformatioun. Laut all deenen Informatiounen, déi eis virleien, och den Analyse vum LNS, ass dee vun der Madame Dall'Agnol ugeschwatene Problem am Moment zu Lëtzebuerg nach net wäit verbreet. Eng eenzeg Kéier virun zwee, dräi Joer hate mer e Soupçon op esou eng Vergewaltegungsdrog. Et huet sech am Endeffekt awer net bestätegt.

Et ass richteg, dass de Conseil de l'Europe eng Rei vun Empfehlunge ginn huet. Et ass och richteg, dass mir déi Produkter, ëm déi et geet, op der Lëscht vun deene kontrolléierbare Substanze féieren iwwer Règlement grand-ducal. Soubal wéi se opgedaucht sinn, hu mer si an de Surveillancesystem iwwerholl. Dat sinn déi geféierlech Substanzen, déi dauernd vun deenen zoustännegen Instanzen iwwerwaacht ginn.

Op d'Fro, ob mer eng regelrecht Campagne an dësem Beräich gemaach hunn, eng kloer Äntwert: Neen. Aus enger Rei vun Ursaachen: Éischtens, well d'Problematik ebe Gott sei Dank hei zu Lëtzebuerg a ganz staarke Limiten ass, fir et emol esou auszedrécken, an zweetens, fir net ee Problem opzescheichen oder op ee Problem opmierksam ze maachen, wou ee vläicht hei zu Lëtzebuerg nach net esou drop opmierksam ass, an dann ebe just dee Phenomeen ze encouragéieren.

Doriwwer eraus awer wëll ech Iech soen, dass mer bei deenen heite Produkter ähnlech virgi wéi bei anere Problemer am Beräich vun den Drogen insgesamt oder Psychotropen.

Dir erënnert lech vläicht drun, dass virun e puer Méint iwwert dee Comité de veille iwwer Communiquéen opmierksam gemaach ginn ass op déi kleng Glasbullen, déi am Marihuana waren. Dat heescht, wa Problemer optauchen, reagéiere mer direkt iwwert déi systematesch Surveillance a maachen de Public drop opmierksam.

Wat elo d'Prise en charge vun eventuell Betraffenen ugeet, wëll ech Iech drop opmierksam maachen, dass mer, wann eng Urgence ass, déi Urgence an déi Klinike kréien, déi Déngscht hunn. Déi grouss Kliniken hunn an der Zwëschenzäit zu Lëtzebuerg alleguer eng dezentraliséiert akut Psychiatrie. Dat heescht, wann esou eng Problematik identifizéiert do ass, sinn déi grouss Kliniken duerchaus an der Lag, och psychologesch Betreiung vun Affer ze maachen.

Dat ass iwwregens eng vun deenen Ursaachen, firwat dass een d'akut Psychiatrie un d'akut Spideeler ugedockt huet. Mir behalen deen heite Phenomeen am A, an och de Comité interministériel, deen d'Drogeproblematik suivéiert, behält deen heite Phenomeen am A. Mä Dir verstitt, dass mer bei Problematiken, déi eng aner Envergure am Moment zu Lëtzebuerg hunn, déi mat Campagnë besetzen, an dass mer hei méi cibléiert virginn.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Als nächst Fro hu mer déi vum honorabelen Här Schank un den Här Innenminister iwwert d'Aschreiwung op de Wielerlëschten.

- Question N°241 du 29 janvier 2008 de M. Marco Schank relative à la réforme de la loi électorale et notamment le rapprochement des délais d'inscription sur les listes électorales de la date des élections, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, d'Wahle vun 2009 geheien hire laange Schiet viraus an ech wollt an deem Kontext eng Fro un den Innenminister stellen, wat d'eventuell Reform vun der Loi électorale ugeet.

Dir wësst, datt d'Lëtzebuerger d'office op Wielerlëschten ageschriwwe ginn, wa se 18 Joer hunn. Bei den Netlëtzebuerger ass dat anescht. Déi si fräi sech op Wielerlëschten anzedroen, wa se wéinstens fënnef Joer am Land sinn. An deem Kontext ass an der Vergaangenheet och vun eis respektiv vun Organisatioune wéi Asti oder dem Clae gefuerdert ginn, fir deen Délai, fir sech op d'Wielerlëschten anzeschreiwen, no hannen ze verréckelen.

Dir hutt och elo matkritt, datt d'Stad Lëtzebuerg d'lescht Woch eng Campagne lancéiert huet, déi domat ze dinn huet, datt deen Délai relativ laang virun de Wahlen am Moment ass. Dat heescht, den 31. Mäerz leeft deen Délai of, fir sech als Netlëtzebuerger anzeschreiwen, wann een d'nächst Joer bei den Europawahle wëllt mat wiele goen.

Duerfir meng Fro un den Innenminister, ob dru geduecht ass, deen Délai no hannen ze verréckelen, fir datt ee sech als Netlëtzebuerger méi kuerzfristeg kann an d'Wahllëschten androen. Wa Jo, wéi gesinn déi Délaien aus? Dat ass déi éischt Fro.

Dann nach eng Fro: Ech wéisst gären, ob och vum Ministère aus geduecht ass, fir eng Campagne ze maachen, ähnlech wéi dat, wat d'Stad Lëtzebuerg an och aner Gemengen, och gréisser Gemenge wëlles hunn ze maachen, fir besonnesch d'Netlëtzebuerger ze sensibiliséieren, bei de Wahle stëmmen ze goen. Ech mengen, datt dat gutt wär fir d'Zesummeliewen zu Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat ass eng Proposition de loi.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, richteg ass, dass ech d'lescht Joer bei der Conférence nationale des étrangers ugekënnegt hat, enger Fuerderung vum Clae a vun der Asti an och vu politesche Parteien nozekommen, esou wéi den Här Schank dat elo grad gesot huet, fir ze probéieren den Délai d'inscription vun elo 18 Méint bei Gemengewahlen op dräi Méint maximal erofzedrécken, an datselwecht ze maachen och fir d'Europawahlen.

Mir schaffen un Texter, an ech ginn dovun aus, dass ech am Laf vum Februar, Enn

Februar, e Gesetzesprojet kann an d'Regierung erabréngen, dee mer do diskutéieren an dann an der Chamber déposéieren, wou et da méiglech gëtt, dass d'Aschreiwen op d'Wielerlëschte bis dräi Méint virun de Wahle ka geschéien, an zwar och mat Recoursméiglechkeeten, wéi gesot, bei de Gemengewahlen a bei den Europawahlen. Ech mengen, dass dat dee richtege Wee ass, dee mer do aschloen.

Doriwwer eraus kréie mer nämlech och nach d'Méiglechkeet duerch déi hei Prozedur, et fir déi Auslänner, déi Lëtzebuerger ginn, och méi einfach ze maachen, andeem mer also am Fong geholl d'Revisiounsprozedur ofschafen, fir dann eben och d'Wahlrecht unzehuelen, an och fir Leit, déi emol d'Wahlrecht ewechgeholl kréien.

Dat ass also dee Mechanismus, deen ech deemnächst wäert déposéieren, mat aneren Ännerungen och um Wahlgesetz selwer. Mir hunn Experienze gemaach am Gesetz vun 2003, an do wëlle mer verschidden Detailfroen iwwerschaffen. Rendez-vous ass elo am Februar an der Regierung an duerno dann hei an der Chamber. Mir mussen eis jo elo fläissen, soss kréie mer dat net méi iwwert d'Bühn.

Duerfir ass och deen Délai, deen elo gesat war vum 1. Abrëll dëst Joer, fir sech anzeschreiwen. Et soll ee weider dohinner schaffen, och weider sensibiliséieren, mä et muss een dovun ausgoen, dass deen awer elo d'nächst Joer wäert dann dräi Méint virun de Wahle vum Juni sinn.

Voilà, dat war dat, wat ech hei wollt matdeelen. Ech weess och, dass eng Question parlementaire vum Félix Braz déiselwecht Problematik ugeschwat huet, an do wäert ech dann och datselwecht äntwerten, wat ech haut an der Plénière geäntwert hunn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Mir haten och eng Proposition de loi, Här Minister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Wat sot Dir?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Mir haten och eng Proposition de loi dozou, Här Minister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ganz richteg. Et ware vill Initiatives parlementaires, an duerfir ass et jo och gutt, Här Fayot, dass mer elo eppes fannen, wat e grousse Konsensus heibanne fënnt.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Merci, Här Minister. Déi lescht Fro ass déi vum honorabelen Här Negri un den Här Bauteminister iwwert d'Strooss tëschent Bartreng a Stroossen.

Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Däerf ech eppes soen zur Prozedur? Mir haten hei festgehalen, dass, wann eng schréftlech Fro eragereecht ginn ass zu engem Thema, se dann hei net méi däerf mëndlech gestallt ginn.

(Interruptions)

Ech mengen, dat do ass vis-à-vis vum Här Braz awer elo net fair. An ech mengen, et muss een awer dorobber oppassen, dass, wa schréftlech Froen erakommen, se dann awer net däerfen hei vun engem aneren am Plenum gestallt ginn.

Ech fannen dat net fair vis-à-vis vun deem, dee sech d'Méi gëtt, fir eng Question parlementaire écrite ze maachen, wou de Minister awer en Délai huet, fir ze äntwerten.

M. le Président.- Här Jaerling, ech wëll Iech soen, dass et vu mir ganz fair war, fir Iech elo d'Wuert ze ginn. Mä ech muss Iech awer och soen, dass Der net richteg leit. Et ass nämlech esou, dass déi Froe sech net ëmmer honnertprozenteg iwwerschneiden. Do kann emol an enger Fro eng aner Fro, déi scho gestallt ginn ass, incidemment ugeschnidde ginn. Dat geschitt ëmmer erëm.

D'Verwaltung hei gëtt sech ganz vill Méi, fir den Tri ze maachen. An dësem Fall ass déi Fro, déi elo gestallt ginn ass, net identesch mat där, déi den Här Braz gestallt huet.

Dat gesot, ass et elo um honorabelen Här Negri an dem Här Scheuer.

- Question N°242 du 28 janvier 2008 de M. Roger Negri relative à l'extension routière du CR34 entre Bertrange et Strassen, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Häre, tëschent Bartreng um CR34 beim Ponts-et-Chaussées-Zenter ass virgesinn, Richtung Stroossen e Rond-point ze bauen, eng Strooss vu ronn engem Kilometer, déi dann a Richtung Lëtzebuerg iwwert d'Helfenterbréck soll féieren. Do gesäit een op der Plaz, dass scho säit enger gewësser Zäit - méi wéi engem Joer - d'Tracéspiqueten dostinn, fir déi Strooss ze bauen.

Normalerweis froen ech net, wéini eng Strooss gebaut gëtt, mä hei ass e spezielle Problem, dee misst relativ séier geléist ginn, well de Verkéier geet de Moment iwwert d'Rue de l'Industrie laanscht d'Bartrenger Gare. An där Strooss befënnt sech, wéi een op Lëtzebuergesch seet, eng Eisebunnsbarrière, déi zwar ganz gutt ofgeséchert ass, mä déi awer relativ gefäierlech ass, virun allem am Wanter. An de Spëtzestonnen, moies an owes, ass do relativ vill Verkéier, a wann do déi Zetären iwwert d'Strooss gesat ginn, fir d'Desserte ze maache vun deene Pëtrolsdépôten, kéint et emol eng Kéier zu engem Accident kommen, wat d'lescht Joer am Hierscht och de Fall war. Wann eng Kéier do géif e schwéiere Camion an esou eng Bensinszetär rennen, da kéint et zu enger Katastroph kommen.

Duerfir wollt ech den Här Minister froen, wéi et ausgesäit mat där Verlängerung vum CR 34. Ech géif Iech Merci soe fir d'Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den Här Claude Wiseler, Bauteminister, huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Fir kuerz ze äntwerten: Ech denken, datt et sech hei ëm d'RN34, d'Route nationale 34 handelt, wouvun den Här Negri wëllt schwätzen. Do ass et a sech esou, datt et effektiv eng wichteg Stroosseverbindung ass, well se als Zilsetzung huet, op där enger Säit fir vun der Areler Strooss erof op den Échangeur vun Helfent ze kommen, an op där anerer Säit fir, och wann een d'Continuatioun dovunner kuckt, duerno e Contournement vu Stroossen ze maachen.

D'Mise en adjudication fir déi Strooss ass autoriséiert ginn am Oktober 2007 an am Dezember stoung den Avis d'adjudication an der Zeitung. D'Soumissioune wäerten de 17. Februar opgemaach ginn, a wa bei deene Soumissiounen eng derbäi ass, déi an der Rei ass a mer kee juristesche Problem kréien, vun deem ech ausginn, da wäerten och déi Aarbechte kënne virum Congé collectif dëst Joer lassgoen.

Zousätzlech wëll ech dann nach soen, datt d'Suite dovunner iwwert d'Verbindung tëschent dem CR181 an der RN34, déi hannert dem Bourmécht laanschtgeet an och eng zweet Sortie vu Bourmécht sollt kënnen nei maachen, well déi éischt Sortie - wéi Der richteg beschriwwen hutt - direkt op d'Tanke vu Bartreng zougeet.

Och déi Prozedur ass amgaang. Leschte Freideg a gëschter hunn d'Gemengen déi Autorisatiounsprozedur, déi nei am Kader vum 97/11/CE-Gesetz ass, ausgehaange fir ee Mount. Esoubal mer de Certificat hunn, wann dat Aushänken no engem Mount fäerdeg ass, wäerte mer och déi Procédure d'adjudication kënne starten, esou datt ech hoffen, datt mer déi och nach virun der grousser Vakanz a sécher dëst Joer kënnen ufänken.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Froestonn ukomm. Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, der Interpellatioun vum honorabelen Här Adam au sujet de la violence des jeunes au Luxembourg. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

7. Interpellation de M. Claude Adam au sujet de la violence des jeunes au Luxembourg

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Merci, Här President. Här President, ech wollt direkt drop opmierksam maachen, datt ech och am Numm vun der grénger Fraktioun schwätzen, an ech wollt dofir froen, ob et fir Iech an der Rei ass, wann ech e bëssen iwwert déi Zäit vun deenen 20 Minutten, déi mer als Interpellant zoustinn, erausginn an en Deel vun där Zäit vun der Fraktioun do derbäi huelen.

M. le Président.- Ech kucken d'Prozedur no. Fuert emol duer.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Aggressivitéit, verbal a physesch Aggressiounen, Mobbing, Racketage, Computerspiller an Handyvideoe mat pornographeschem oder brutalem Inhalt, dat heescht Gewalt an alle méigleche Forme schéngt nach ëmmer omnipresent an eiser Gesellschaft an domat och bei ville Jugendlechen a Kanner ze sinn.

Eis Interpellatioun, déi mer schonns am Juni 2007 un d'Chamber geriicht haten, huet näischt un Aktualitéit a Brisanz verluer.

Ech froe mech zwar, et ass jo awer eigentlech net den Här Wiseler, deen ech interpelléieren!

(Interruption)

Ah, Merci, Madame Minister.

Regelméisseg geschéien Akte vu Gewalt, Gewalt doheem a Gewalt an a ronderëm de Schoulen. Gewalt, déi sief et vu Jonken ausgeet, sief et Jonker betrëfft, sief et déi zwee.

Déi leschte Kéier hat d'Chamber eng Debatt iwwert de Phenomeen vun der Gewalt bei Jugendlechen de 15. a 16. November 2000. Dat war eng relativ chaotesch Debatt, an dat net nëmmen, well net manner wéi fënnef Interpellatioune mateneen an duerjerneen debattéiert gi sinn, mä och well den deemolege Vertrieder vum ADR eng schrecklech populistesch Approche zum Sujet hat.

Ech wëll dann och elo net op déi Gespréicher vum Här Colombera zréckkommen, mä ganz interessant waren allerdéngs déi dräi Motiounen, déi de 16. November 2000 vun der grénger Fraktioun proposéiert a votéiert goufen. Déi eleng si schonns Beleg genuch, datt d'Interpellatioun vun haut berechtegt ass - an ech wäert och nach op dës Motiounen zréckkommen.

Gewalt bei Kanner a Jugendlechen ass et nach ëmmer ginn. Jiddfereen, dee sech zum Beispill mat senger eegener Schoulzäit auserneesetzt, wäert sech un Zeenen erënnere kënnen, wou Schoulkolleege méi oder manner systematesch vun hire Matschüler kujenéiert gi sinn, oft souguer vum Léierpersonal. D'Kanner si virun der Klass vum Schoulmeeschter, der Léierin oder dem Paschtouer erofgemaach ginn. D'Kanner hu sech zesummegedoen, fir aner Kanner fäerdegzemaachen. Et goufen och schonns fréier Stoussnéckelen, et goufe Kanner, fir déi de Wee an d'Schoul, an d'Paus oder an den Unterrecht selwer eng Qual war.

Dat emol un d'Adress vun deenen, déi mengen, fréier wier alles besser gewiescht, fréier wier alles an der Rei gewiescht.

Et ass schwéier ze soen, ob et haut méi oder manner Gewalt bei de Kanner a Jugendleche gëtt wéi fréier. Et schéngt awer kloer, datt d'Gewalt eng aner Form, eng aner Qualitéit kritt huet. Net just d'Terminologie ass méi modern ginn - haut schwätze mer vu Mobbing, Bullying, Racketage. Duerch déi gesellschaftlech Entwécklung huet d'Gewalt och aner Moyenen a Weeër fonnt, fir sech am Alldag vun de Kanner a Jugendleche breetzemaachen.

De Georges Steffgen an den Norbert Ewen hunn an hirem Compte rendu vum Symposium «Violences et climat scolaires» vum 27. an 28. November 2003 geschriwwen, datt d'Ausmooss vun der physescher Gewalt an de Lëtzebuerger Schoulen éischter manner grouss wier wéi an eisen Nopeschlänner, déi psychesch Gewalt, also virun allem déi verbal Aggressiounen an Ugréffer fir vill Schüler awer Alldag wären an an hiren Ausmoossen duerchaus mam Ausland vergläichbar wären.

Déi zwee Unisproffe schreiwen, datt et virun allem d'Jonge sinn, déi d'Täter vu physescher Gewalt sinn, datt d'Gewalt méi present ass an de Lycées techniques a préparatoires wéi an de klassesche Lycéeën. Datt, och wa bei der Altersgrupp vun de Véierzéng- bis Siechzéngjähregen déi meeschte Gewaltakte virkommen, och schonns Handlungsbedarf an de Primärschoule besteet.

Et schénge keng gréisser Differenzen tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger ze ginn, wat d'Gewaltverhalen an -erliewe betrëfft.

Och déi zwee Professere kënnen net soen, ob d'Gewalt an eise Schoulen zou- oder ofgeholl huet. Do feelen déi néideg Donnéeën.

Déi Motioun, mat där d'Chamber d'Regierung opgefuerdert hat, eng spezifesch Recherche an Optrag ze ginn, fir méi prezis a virun allem och méi systematesch Donnéeën iwwert d'Entwécklung vun der Gewalt an a ronderëm eis Schoule gewuer ze ginn, déi Motioun schéngt eis nach net zefridde stellend ëmgesat ze sinn. Dat ass natierlech bedauerlech. Vläicht gi mer haut zu dësem Sujet Neies vun der Madame Minister gewuer.

Déi Gréng froen och hei, grad wéi a villen anere Beräicher vum öffentleche Liewen, datt méi a méi systematesch Date gesammelt a verschafft musse ginn. Dat soll awer keen Argument sinn, fir näischt ze ënnerhuelen. Fir an déi richteg Richtung ze schaffen, hu mer elo schonns Date genuch.

Aus internationalen Etüde geet ervir, datt d'Gewalt manner an der Schoul, mä éischter ronderëm d'Schoul an op öffentleche Plaze present ass. Et schéngt och esou ze sinn, datt d'Gewalt sech op ee relativ klenge Grupp vu Mehrfachtäter konzentréiert. Et schéngt och esou ze sinn, datt d'Kritären, fir physesch Gewaltattacken ofzebriechen, sech veränneren oder ganz verschwannen. D'Affer gëtt nach oft viru maltraitéiert, wann et schonn hëlleflos um Buedem läit a sech net méi wiere kann. Mir mussen och dovun ausgoen, datt déi physesch Gewalt zu engem Kultevent bei verschiddene Jugendgruppen avancéiert ass.

Bleiwe mer ee Moment bei den Ursaache vun der physescher Gewalt. Firwat gi Mënsche gewalttäteg?

Engersäits léiert ee sech physesch aggressiv ze verhalen, wann ee fir säi Verhale belount gëtt. Wann ech eppes klauen an ech ginn net erwëscht, da ginn ech materiell belount. Wa mäin aggressiivt Verhale bei menge Kolleegen a mengem Peergroup bewonnert an unerkannt gëtt, da ginn ech emotional belount.

Anerersäits kann een esou een aggressiivt Verhalen och bei anere Persounen ofkucken, wéi bei Persounen, déi mat esou engem Verhalen Erfolleg hunn. Dat erklärt wahrscheinlech och, firwat physesch Gewalt méi ee grousse Problem bei de Jonge wéi bei de Meedercher ass.

Verstäerkt gëtt dëse Prozess duerch Frustratiounen a Selbstwäertschädegung.

D'Fro vun der Verantwortung fir d'Entstoe vun aggressivem Verhalen ass net op een eenzelne Facteur zréckzeféieren. Selbstverständlech ass den Hiwäis op d'Verantwortung vun der Famill berechtegt. En ass awer net ëmmer hëllefräich, well ganz oft haten Eltere vun aggressive Kanner och schonns ënnert der physescher Gewalt vun hiren Elteren ze leiden an esou weider.

Trotzdeem oder grad just dowéinst ass et interessant iwwert d'Funktionéiere vun de Familljen an der Zilsetzung vun enger moderner Familljepolitik ze diskutéieren. An deem Sënn bedaueren ech och, datt d'Familljeministesch net och nach bei der Diskussioun hei dobäi ass, well ech fannen et ganz schwéier ze trennen tëschent Familljepolitik a Schoulpolitik, dat gräift aneneen.

Och den Ëmgang mat de Gläichaltregen, also mam Peergroup ass nëmme schwéier ze beaflossen. Zimlech grouss ass awer d'Méiglechkeet vum Stat - an also der Politik - d'Sozialisatiounspraktiken vun de Schoulen ze beaflossen, an och d'Gestaltung vun de Medieninhalter misst eigentlech vu staatlecher Säit beaflossbar sinn. Mir maachen eis awer wéineg Illusiounen, datt am Mediëberäich vill duerch verbidden ze erreechen ass. Mir brauche schonns eng gesetzlech Rumm, déi probéiert, d'Produzenten an déi Leit, déi fir d'Diffusioun zoustänneg sinn, ze responsabiliséieren.

An enger Gesellschaft, wou ganz oft den eenzege Kritär, ob eppes fir Kanner produzéiert gëtt, deen ass, ob een domat Sue ka verdéngen oder net, wou pedagogesch Aspekter an deem Kontext rose wéineg interesséieren; an eiser Gesellschaft also ass ee legale Kader, fir d'Kanner ze schützen, kee Luxus.

Besonnesch den Internet bitt eng ganz breet Palett vu Méiglechkeeten. Ech war wierklech erstaunt, wéi einfach gewaltverherrlechend Material do fräi zougängeg ass. Bei YouTube zum Beispill fënnt een net nëmmen den neiste Videoclip vun der Grénger Partei, wann een do Stéchwierder agëtt wéi „racket" oder „mobbing", kritt ee Videofilmercher vun erschreckender Brutalitéit, vun a mat Jugendlechen zerwéiert.

Ob dat alles echt Zeene sinn oder gestalltener, dat weess ech net. Déi am Allgemenge miserabel Qualitéit vun de Biller dréit op alle Fall dozou bäi, se éischter echt wierken ze loossen. Mir brauchen haut an eise Schoulen nëmme méi deene wéinegste Schüler a Schülerinnen ze erklären, wéi een an den Internet kënnt a sech do beweegt. Den Ëmgang mat dem Medium, den Hiweis

op déi phantastesch Méiglechkeeten an op déi Rei Geforen am Internet, eng kritesch Haltung zu de Medien insgesamt muss awer haut an an Zukunft méi an de Schoulen thematiséiert gi wéi an der Vergaangenheet.

Wann een esou Biller am Internet gesäit, dann erféiert een. Nach méi sinn ech awer erféiert, wéi ech d'Geschicht vun engem Jong aus engem 6. Schouljoer zu Lëtzebuerg erzielt kritt hunn, deen no der Schoul vun e puer Gläichaltregen opgelauert krut an zerschloe gouf. U sech scho schlëmm genuch, gouf dës Aktioun nach méi schlëmm gemaach duerch d'Tatsaach, datt déi ganz Aktioun vun engem vun de Schüler mam Handy gefilmt gouf. Ech kommen nach eng Kéier op dat fir dësen Eelef- oder Zwielefjähregen dramatescht Erliefnis zréck.

Bei eisen däitschen Nopere waren an der Lescht ganz erschreckend a bedauerlech Evénementer passéiert. Ech erënneren un déi ganz Serie vun Iwwerfäll vu Jugendlechen, meeschtens Fofzéng- oder Siechzéngjähregen zu Berlin an der S-Bahn, zu München oder Frankfurt an der U-Bahn. Déi hunn zu Recht fir vill Diskussiounsstoff an der Öffentlechkeet gesuergt, mä zu Onrecht hat eng politesch Partei probéiert, mat plakative Fuerderunge wahlpolitescht Kapital aus den Evénementer ze zéien, a mat Satisfaktioun stelle mer fest, datt déi Rechnung net opgaangen ass. De Phenomeen ass ze vill komplizéiert, de Sujet ze eescht, Polemik ass keng Léisung.

(Interruptions diverses)

Et dierft schwéier sinn, de Phenomeen vun der Gewalt am Allgemengen an dee vun der Gewalt bei Jugendleche ganz aus der Welt ze schafen. Mir sinn awer der Meenung, datt mer eng gewaltfräi Gesellschaft ëmmer nach mussen als Zil am A behalen, a mir hunn d'Flicht, eis méi verstäerkt wéi bis elo mat dem Phenomeen auserneenzesetzen.

Mir musse méi systematesch wéi an der Vergaangenheet analyséieren, eis Strukturen hannerfroen, eis Moyene ginn, fir d'Zuel vun den Täter, déi och ëmmer op déi eng oder aner Aart a Weis Affer sinn, méiglechst kleng ze halen, an - dat soll och hei gesot sinn -, fir d'Affer oder déi potenziell Affere méiglechst wierksam ze schützen.

Eng éischt fundamental Erkenntnis ass fir eis d'Wichtegkeet vun der Preventioun. D'Preventioun huet ëmmer méi Aussiicht op Erfolleg wéi d'Therapie oder d'Reparatur. Si ass zudeem och nach méi bëlleg. D'Entwécklungsgeschichte vu problemateschem Verhale maachen däitlech, datt d'Preventioun méiglechst fréi muss asetzen. Déi bescht Investitioun an d'Preventioun ass, fir fir eng beschtméiglech Versuergung vun alle Kanner an hiren éischte Liewensjoren ze suergen. Dat heescht, de klenge Kanner d'Chance ze ginn, positiv a konstant Bezéiungen opzebauen zu Mënschen, déi ganz vill Interessi un hinnen hunn; dat sinn d'Elteren; dat mussen awer net exklusiv d'Eltere sinn.

Problemcarrièrë fänken oft un, wann d'Betreiungsverhältnisser oft wiesselen, onsécher sinn, oder a Familljen, déi mat Erzéiungsfroen iwwerfuerdert sinn. Mir brauchen also Strukturen, déi den Elteren zouverlässeg zur Verfügung stinn, an déi, wann de Besoin do ass, och kënnen eng berodend Funktioun iwwerhuelen. Et ass also duerchaus sënnvoll, weiderhi massiv an d'Servicer vun der Fréiförderung ze investéieren. Et ass duerchaus wichteg, weiderhi massiv an d'Kannerbetreiungsstrukturen ze investéieren.

An hei musse mer oppassen, datt mer niewent de groussen Efforten, déi mer maachen, fir d'Angebot quantitativ ze vergréisseren, net däerfen aus den Ae verléieren, wéi wichteg eng beschtméiglech Qualitéit vun dëse Servicer ass.

E weidere wichtege Punkt an der Preventiounsaarbecht ass, wann d'Kanner bis an d'Schoul ginn. Dat fänkt beim Précoce a bei der Spillschoul un. Mir wëssen, datt d'Weiche fir Chancëgerechtegkeet an deene jonke Jore gestallt ginn. Hei brauche mer eng optimal Förderung vun de Kanner op alle Gebidder. Hei kann nach am meeschten den Ëmgang mat deenen anere Kanner positiv beaflosst a geübt ginn.

E weidere wichtege Punkt bei der Preventioun vu Gewalt ass de Besuch vun der Schoul selwer. Hei geet et drëm, alle Schüler Erfollegserliefnisser ze erméiglechen, a besonnesch Schüler mat schoulesche Problemer extra ze ënnerstëtzen.

Dat ass fir eis och eng zweet fundamental Erkenntnis. D'Schoul muss sech esou organiséieren, datt se alle Kanner a Jugendlechen Zukunftsperspektive bidde kann. Wa mir dann nach een Argument bräichte fir e méi differenzéierten an individualiséierten Unterrecht, dann ass d'Reduktioun vum Gewaltpotenzial an eise Schoulen och een Argument dofir.

Mir sinn eis bewosst, datt d'Schoul och just een Instrument ass, datt d'Schoul net alles ka riichtbéien, wat eventuell virdru schifgelaf ass, mä mir sollen awer och d'Méiglechkeet vun der Schoul net ënnerschätzen. Do, wou et der Schoul geléngt, e laangfristegt Netz vun Zesummenaarbecht tëschent Léierpersonal, Elteren a Gemengen oder staatlechen Instanzen opzebauen, kann d'Schoul e ganz erfollegräicht Instrument sinn. Fir datt dat der Schoul geléngt, brauch d'Schoul Strukturen, déi hir d'Aarbecht erméiglechen. An där virdrun zitéierter Etüd vun deenen zwee Unisproffen heescht et: „Mit zunehmender Schulraumqualität reduziert förderndes Lehrerengagement in zunehmendem Umfang psychische Gewalthandlungen sowie die Gewaltbilligung von Schülern und Schülerinnen."

Mir wëssen also, datt ee gutt Klima an eise Schoulen net nëmme wichteg ass, fir d'Schüler ze motivéieren, hir Aarbecht gutt ze maachen, mä och wesentlech derzou bäidréit, datt d'Gewalt aus dem schouleschen a paraschouleschen Ëmfeld verbannt gëtt.

Dann awer maache grad just déi Erkenntnisser aus den internationalen Etüde PIRLS a PISA eis Suergen. Do heescht et, datt zu Lëtzebuerg iwwerduerchschnëttlech vill Schüler a Schülerinne sech net wuelfillen an der Schoul, de Klasseklima éischter als schlecht astufen.

An deem Kontext musse mer d'Diskussiounen iwwert d'Funktionéiere vun eise Spillschoulen a Primärschoulen zum Beispill am Kader vun deem neie Schoulgesetz méi intensiv féieren, wéi mir dat bis elo gemaach hunn.

Mir brauche Schoulen, déi och kënne reagéieren. Ech kommen nach eng Kéier op de Virfall am 6. Schouljoer zréck, vun deem ech virdru geschwat hunn. E Schüler gouf moies no der Schoul vun e puer Schüler aus enger Parallellklass à part geholl a geschloen. Hie war zimlech ausser sech, wéi en heemkomm ass; seng Elteren hu sech mam Schoulmeeschter a Verbindung gesat; e Rendez-vous koum eréischt zwee Deeg drop zustan; de Schoulinspekter ass net direkt informéiert ginn; d'Eltere vun deenen dräi Schüler, déi als Täter a Fro kommen, waren net an d'Schoul bestallt ginn; si waren och eng Woch nom Virfall nach net informéiert ginn. Mëttlerweil hat de Schouldelegéierten e waarmen Appel un all Kanner an alle Klasse gemaach, fir Bescheed ze soen, ob nach ähnlech Virfäll bekannt wären, an do sinn nach eng Rei Plaintë komm.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et besteet Handlungsbedarf an eise Schoulen an ech wëll hei näischt dramatiséieren an näischt schwaarzmolen. Ech halen et mam Daniel Pennac, deen a sengem Buch «Chagrin d'école» schreift: «Faire passer l'école pour un lieu criminogène est en soi un crime insensé contre l'école.»

Ech wëll kee schwaarzt Bild vun den Zoustänn an eise Schoulen hei maachen. Mä mir stellen awer fest, datt, wann esou negativ Evénementer ronderëm d'Schoul passéieren, eis Schoulen dann oft net prett sinn, fir schnell an adequat ze reagéieren. An deem Tëschefall, vun deem ech geschwat hunn - dee jonke Schüler seet, dat wier déi ellenst Woch a sengem Liewe gewiescht -, hätten d'Elteren direkt missen an der Schoul empfaange ginn; den Inspekter hätt direkt missen informéiert ginn; d'Eltere vun de Schüler, déi als Auteurë vun der Aggressioun ausgemaach goufen, hätten och esou schnell wéi méiglech missen informéiert ginn.

Mir mengen net, datt hei déi eng oder déi aner eenzel Persoun versot hat, mä datt d'Organisatioun vun eiser Primärschoul esou ass, datt se e schnellt a konsequent Handelen, wann et da gebraucht gëtt, net fördert.

Mir sinn eis eens, datt an eise Schoule villes am positive Sënn geschitt, an dat net just am Beräich vun der Gewaltpreventioun. Eng ganz Rei Schoulen hu schonn ugefaang oder sinn um Punkt, sech zum Beispill mam „Faustlos"-Preventiounsprogramm ze befaassen.

Dat ass gutt a richteg esou, an awer - an dat ass eng drëtt ganz wichteg Erkenntnis fir eis -: Eis feelt eng national Strategie bei der Bekämpfung vu Gewalt. Do gëtt et nach e groussen Nachholbedarf. Dat gëllt och fir eisen Enseignement secondaire a secondaire technique.

Natierlech wësse mer och hei, datt an eise Lycéeë villes geschitt ass. Et gëtt eigentlech kee Lycée méi, dee kee Programm huet, fir mat Jugendleche mat problemateschem Verhalen ëmzegoen. All Schoulen am Secondaire hu Kontaktstellen, de SPOS a kloer Disziplinarmoossname fir de Fall, datt si mat Gewaltevénementer konfrontéiert ginn. Déi meescht Schoulen hunn Informatiounsnetzwierker opgebaut.

D'Resultater sinn awer net ëmmer esou, wéi mer se gären hätten. Mir hunn d'Gefill, wéi wa mer an eisem klenge Ländchen ëmmer erëm géife probéieren, d'Rad nei ze erfannen. D'systematescht koordinéiert Zesummeschaffen, wou een aus deem anere sengen Erfahrunge ka léieren, muss verstäerkt ginn.

Mir hunn de Projet Mosaïque a ville Lycéeën. Dat ass sécher eng gutt Saach, hëlleft awer net bei alle Jugendlechen aus der Zilgrupp. Et feelt nach eppes, wat iwwert d'Krisesituatioun erausgeet. Mir brauchen en Angebot fir déi Jugendlech, déi och no engem méi oder manner laangen Openthalt an enger Classe mosaïque nach net an enger normaler Klass kënne funktionéieren.

D'Schoulen zu Lëtzebuerg hu sech eng Rei Interventiounsméiglechkeete ginn, fir souwuel preventiv wéi reaktiv op d'Gewalt ze reagéieren. Et ass awer net erauszefannen, ob déi Moossnamen, déi ergraff goufen, och effizient sinn. Virun allem d'Mataarbechter vum SPOS sinn an de Schoulen Uspriechpartner bei Gewaltkonflikter an de Schoulen. Esou sinn et virun allem och d'Mataarbechter vum SPOS, déi u Weiderbildungsmoossnamen zu dësem Thema deelhuelen. Dobäi sinn et awer déi wéinegst Schüler, déi no engem schlëmme Gewalterliefnis direkt mat engem SPOS-Mataarbechter schwätzen. Och wann ee sech bewosst ass, wéi wichteg ee positiivt Schoulklima ass, da gëtt et däitlech, datt den Ëmgang mat Gewalt sech net däerf op de SPOS beschränken.

Ee positiivt Schoulklima gëtt wesentlech duerch professionell a pedagogesch gutt forméiert Enseignantë geschaaft. Ee gutt Schoulklima gëtt awer och wesentlech vun de Schoulinfrastrukture beaflosst. Do sti mer virun allem am Secondaire net allze dichteg do. Nach ëmmer gëtt et vill Schoulen, wou d'Schoulhalen an d'Zesummeschaffen an d'Zesummeliewe vun de Schüler duerch schlecht Infrastrukture schwéier gemaach gëtt. Zu Wolz hunn d'Schüler am Hierscht missen iwwer e Chantier an d'Schoul goen, déi selwer e Chantier war. Zu Ettelbréck waren a sinn d'Infrastrukture vill ze kleng. De Kampus Geesseknäppche favoriséiert duerch seng Dimensiounen eng gewëssen Anonymitéit. Zu Déifferdeng an zu Péiteng sinn d'Gebaier net schéin, fir dat emol douce ze formuléieren.

D'Madame Minister huet scho méi wéi eng Kéier gesot, datt eis Secondaireschoule mat 1.500 Schüler eigentlech ze grouss dimensionéiert sinn, an awer plange mer monter weider an dës Richtung. Mir stellen och am Primaire en Trend zu ëmmer méi grousse Schoulzentre fest. Och wann et eis logesch schéngt, datt eng gewësse Konzentratioun duerchaus Sënn mécht, warne mer virun der systematescher Konzentratioun an iwwerdimensionéierte Schoulzentren.

Eng rational Organisatioun vu Schoul- a Betreiungsstrukturen däerf net zu groussen anonyme Schoulkampusse féieren. Mir hu bei all neiem Lycée, dee mir an dëser Legislaturperiod gestëmmt hunn, och eng Rei Leit matgestëmmt, déi fir den Encadrement vun de Schüler a Schülerinnen zoustänneg sinn. Dat huet ni een heibannen a Fro gestallt, an ech stellen dat och elo net a Fro.

Ech stellen awer fest, datt déi allermeeschte Schüler net an dës nei Lycéë ginn, mä an déi Lycéen, deenen hiert Personal net esou opgestockt ginn ass, déi nach ëmmer vill ze vill Schüler mat vill ze mann Personal betreien. Duerfir si mir och der Meenung, datt déi Motioun vum 16. November 2000, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt - ech zitéieren -: «à doter les établissements scolaires des moyens de prévention et de gestion nécessaires pour créer un climat propice à la non-violence (…)» net zefridde stellend ëmgesat ginn ass. Mir gesinn déi vill Bemëiungen um Terrain, fir am Alldag mam gesellschaftleche Phenomeen Gewalt ëmzegoen. Mir brauchen awer méi. Mir brauchen eng national Strategie fir den Ëmgang mat schoulescher Gewalt a fir den Ëmgang mat Gewalt bei Kanner a Jugendlechen.

Fir déi Gréng ass et kloer: Mir mussen an d'Preventioun investéieren: Fréiförderung, Schoulklima, kloer Strukturen, eng national Strategie hu Prioritéit.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Wéi déi Rout.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Dat freet mech, Här Scheuer. Ech zweifelen och net drun. Mä déi Rout sinn am Moment an der Regierung, an dat sinn déi, déi gefuerdert sinn, fir ze handelen.

Fir d'Gewaltpreventioun gëllt, datt et eng laangwiereg a schwiereg Aufgab ass. Et ass eng permanent Aufgab. Den Zäitrumm, wou mer kënne soen: Sou, elo hu mer eist gemaach, elo kënne mer e bessi raschten, dee gëtt et net. Da wäerte mer ëmmer erëm musse feststellen, datt et och bei enger exzellenter Preventioun an Encadrement, ëmmer erëm Kanner a Jugendlecher gëtt, déi aus der Rumm falen, déi op déi gängeg Hëllefen net uspriechen. Fir dëse relativ klenge Grupp vu besonnesch gefäerte „gefährdet und gefürchtet" Jugendlech brauche mer besonnesch Mesuren. Wa mer hei de Bilan zéien, dann ass deen och net esou positiv, wéi mer e gären hätten.

Et ass alles méi kuerzlieweg a schnellliewegginn. Et gëtt och ëmmer manner Kanner haut, déi laangfristeg placéiert kënne ginn. Mir mengen, datt mer misste verschidde Punkten an eisem Jugendschutzgesetz iwwerschaffen, besonnesch wat d'Suergerecht vun den Elteren am Fall vun engem Placement ugeet. Mir brauchen eng Opstockung vun de mënschleche Ressoucë vu verschiddene Servicer, zum Beispill dem Service de la Protection de la Jeunesse. An dësem Service huet sech an deene leschte Jore villes beweegt. Ënnert dem Stréch muss een awer soen, datt all Joers ronn 100 Enquetë méi musse gefouert ginn, datt d'Besoine fir eng Assistance éducative ëmmer méi an d'Luucht ginn, datt d'Zuel vu ronn 57 Dossieren d'lescht Joer op ronn 47 dëst Joer zwar erofgaangen ass, mä awer nach vill ze héich ass, an d'Belaaschtung vun de Mataarbechter an dësem Service extrem héich ass.

Mir si frou, datt d'Police sech ënner anerem bei der Gewalt- an Drogepreventioun Moyene gëtt a Strukturen opbaut an de Kontakt mat de Schoule sicht. An awer froe mer eis, ob dës Aarbecht net misst un éischter Stell vum konventionéierte Secteur, deen an dëse Beräicher schafft, gedroe ginn. Misst d'Preventiounsaarbecht net éischter vun dëser Säit ausgoe wéi vun der Police? Wéi eng Infrastrukturen hu mir zu Lëtzebuerg fir déi Jugendlech, déi mir net méi an eise Schoulen opgefaange kréien, well hiert Verhalen ze schwiereg ass, fir an engem schoulesche Kader kënne mat Erfolleg ze schaffen? Op alle Fall vill ze wéineg.

Déi speziell Institutiounen, déi mat verhalensopfällege Kanner schaffen, sinn zu Lëtzebuerg séier opgezielt. Eis Heemer musse sech spezialiséieren. Déi wéinegst hunn en erkennbaart Konzept. An dann exportéiere mer massiv Kanner mat Verhalensproblemer an d'Ausland. Mir schafe permanent Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg fir eis Noperen. Mir bekloen eis net, mir profitéiere jo alleguer dervun. Mir schafen och Aarbechtsplazen an eisen Nopeschlänner an de Schoule fir déi Kanner, déi an eise Schoulen net eens ginn, an de Foyere fir déi Kanner, deene mir näischt ze bidden hunn.

Jo, mir kënnen an eisem Ländchen net alles organiséieren. An awer ass et en Zeeche vun Aarmséilegkeet, wa mer net méi Efforten op dësem Gebitt zu Lëtzebuerg maachen. D'Problematik vun de vehalensopfällege Kanner schéngt eis Regierung wéineg ze interesséieren. Ech ginn e Beispill. Am Haus auf dem Wehrborn zu Aach bei Tréier waren den 3. Dezember 2007 vun deene ronn 60 Therapieplazen der 22 duerch Jugendlecher aus Lëtzebuerg beluecht. Wann ee weess, datt déi meescht vun dëse Jugendlechen nach schoulflichteg sinn, wann ee weess, datt se am Duerchschnëtt véier Joer an deem Haus bleiwen, dann ass de Wonsch no engem Lëtzebuerger Enseignant verständlech. Domat soll de Kontakt mat der franséischer Sprooch a mam Lëtzebuerger Schoulsystem erhale bleiwen.

Den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand huet op de Problem opmierksam gemaach. Den honorabele Kolleeg Xavier Bettel huet an enger Question parlementaire nogefrot, ob mir géingen ee Schoulmeeschter op Aach schécken. D'Äntwert vum Ministère war: Jo. Well näischt geschitt war, hunn ech selwer nach eng Kéier nogefrot a propo-

séiert eventuell en Éducateur gradué amplaz vun engem Schoulmeeschter, dee mer net fonnt hunn, op Aach ze détachéieren. D'Iddi Éducateur huet eng Rei Avantagen. Déi Jugendlech, déi zu Aach sinn, hunn alleguerte wéinstens zwielef Joer. Et ass och net evident, ob ee Lëtzebuerger Enseignant iwwerhaapt ouni zousätzlech gesetzlech Rumm an Däitschland Schoul halen däerf. Bei engem éducativen Encadrement wier dat anscheinend méi einfach.

De Ministère de l'Éducation nationale huet sechs Wochen an eng Nofro gebraucht, fir op meng Question parlementaire ze äntwerten. An déi Äntwert huet sech - dat ass meng perséinlech Appréciatioun - duerch Onkenntnis vun der Situatioun selwer disqualifizéiert.

Madame Minister, wann ech gesinn, mat wéi enger Noléissegkeet op gläich zwou Question-parlementairë vun zwee Deputéierte geäntwert gëtt, dann hunn ech en denkbar schlecht Gefill, wann ech un déi Elteren denken, déi sech mat engem Problem un lech wenden.

Ass et da wouer, datt et méi bëlleg gëtt, wa mer Therapieplazen am Ausland finanzéieren, wéi wa mer der selwer opbauen?

Da kommen ech och nach kuerz op eise Centre socio-éducatif de l'État ze schwätzen. Déi Gréng hunn ëmmer gesot, si wieren net frou mat där Institutioun, well se ze grouss wier, well se Täter an Opfer ze vill no géif zesummebréngen. Mir geséiche léiwer méi kleng Strukturen. Mir fannen et och net gutt, datt elo och nach eng Structure fermée op deeselwechte Site derbäikënnt.

Mir hunn och net genuch Donnéeën iwwer Kanner mat Verhalensopfällegkeeten, wat eng Planung schwéier mécht. Mir hunn och net genuch Donnéeën iwwert de Centre socio-éducatif, wat eng Evaluatioun vun der Aarbecht, déi an där Institutioun gemaach gëtt, schwiereg wann net onméiglech mécht. Laangzäitstudien, déi iwwer ee längeren Zäitraum d'Situatioun beobachten an erfaassen, sinn zurzäit net méiglech.

Zum Schluss vu menger Interpellatioun wëll ech dann nach op een Aspekt agoen, deen ee bei esou enger Debatt net däerf vergiessen. D'Gesellschaft huet net nëmmen d'Flicht, méiglechst preventiv géint d'Gewalt ze wierken, also méiglechst ze verhënneren, datt mer Täter kréien, a wann dat da geschitt ass, dës soi-disant Täter ze besseren. D'Gesellschaft huet och d'Flicht, Affer a potenziell Affer ze schützen. An der Konventioun vun der UNO vun 1989 zu de Kannerrechter heescht et am Artikel 19: «Les États parties prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toute forme de violence (...).»

Mir sinn net der Meenung, datt ee Gewalt duerch drakonesch Strofe ka verhënneren. Mir stellen eis och mat Sécherheet net an d'Rei vun deenen, déi no enger Verschäerfung vum Strofrecht fir Jugendlecher jäizen. Mir sinn allerdéngs der Meenung, dass een op physesch Aggressioun net däerf mat Laisser-faire reagéieren. Physesch Gewalt muss Konsequenzen hunn; Ewechkucke gëllt net!

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Mir musse probéieren, d'Gewalt a Gewaltakten ze verstoen; mir musse Gewaltakten och kënne relativéieren. Gewalt toleréieren däerfe mer net!

Mir erkennen eng ganz Rei positiv Initiativen, Projeten an Efforten, déi op allen Niveauë vun de Schoulen, souwuel am Primär wéi am Secondaire, geholl gi sinn, un. Dat ass gutt esou. Mir erkennen awer ëmmer nach kee kloert Konzept, keng national Koordinatioun oder Strategie, fir Gewalt vun Ufank un ze verhënneren, an am Fall, wou dat eis net gelongen ass, d'Gewalt ze géréieren.

Fir eist Zil, eng angscht- a gewaltfräi Gesellschaft fir Kanner a Jugendlecher, ze énnersträichen, wëll ech dann och hei eng Motioun am Numm vun der grénger Fraktioun déposéieren. Op d'Considérantë ginn ech net an. Dat ass dat, wat ech elo a gutt 30 Minutten hei gesot hunn. Ech wëll just de Saz zitéieren, wat mer gäre vun der Regierung hätten:

«La Chambre des Députés invite le Gouvernement à faire élaborer un concept global de prévention, de gestion et de médiation dans le contexte des phénomènes de violence.»

Ech soen lech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la violence dans le contexte scolaire est un phénomène de société qui n'est pas uniquement imputable à l'école;

- qu'un bon climat scolaire est susceptible d'endiguer considérablement les phénomènes de violence scolaire;

- que le nombre de mineurs placés dans des institutions socio-éducatives à l'étranger est en permanente augmentation;

- qu'une politique de prévention, basée sur une analyse du phénomène de la violence des jeunes au Luxembourg, est un moyen efficace pour combattre la violence;

invite le Gouvernement

- à faire élaborer un concept global de prévention, de gestion et de médiation dans le contexte des phénomènes de violence.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci.

Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Frank.

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech ergräifen hei d'Wuert am Numm vun der Madame Sylvie Andrich, déi eigentlech haut Spriecherin fir d'CSV-Fraktioun sollt sinn. Well se awer mat enger Gripp am Bett läit, wäert ech an hirem Numm schwätzen,...

(Interruptions)

M. le Président.- Loosst lech net stéieren, Madame Frank, si verstinn alles, wat Der sot.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- ...a vun dëser Plaz aus wënschen ech hir eng gutt Besserung.

(Brouhaha)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ausgoend vun dräi Motiounen, déi am Kader vun enger Interpellatioun vum deemolegen Deputéierte Jean Colombera iwwert d'Gewalt an der Schoul am November 2000 hei an der Chamber gestëmmt goufen, befaasse mer eis haut jo nach eng Kéier mat deem wichtegen Thema vun der Gewalt bei Jugendlechen a méi spezifesch der schoulescher Gewalt.

Erlaabt mer e puer generell Remarquen, fir dat Thema an dee richtege Kontext ze setzen:

Éischtens, d'Gewalt. Ech wéilt énnersträichen, dass d'Gewalt e Phenomeen ass vun eiser Gesellschaft, an d'Gewalt bei Jonker ass d'Spigelbild vun eiser Gesellschaft. Och muss een d'Jugenddelinquenz a -kriminalitéit vun der Gewalt an der Schoul ofgrenzen. Wa mer vu Gewalt schwätzen, musse mer wëssen, iwwer wat mer schwätzen, nämlech iwwer en Akt, deen déi kierperlech oder psychesch Integritéit vun enger Persoun ugräift oder géint Saache geriicht ass.

Dat ass och net mat Aggressivitéit ze verwiesselen, well do handelt et sech ëm en délictuellt Feelverhalen. All Mënsch huet eng gewëssen Dosis Aggressivitéit a sech, déi him hëlleft, sech positiv ze entwéckelen. Gewalt beinhalt en Täter, also een, deen déi Gewalt ausübt, een Opfer an och eventuell ee Matleefer, deen nokuckt, ouni ze reagéieren, a se geschéie léisst.

Et gëtt och e puer Type vu Gewalt:

- déi strukturell Gewalt, déi vu kulturell oder wirtschaftlech verankerten Normen an der Gesellschaft ausgeet, wéi zum Beispill „De Stäerksten huet Recht",

- déi personell Gewalt, déi sech tëschent Persounen oder Gruppe vu Leit ofspillt. Déi ka kierperlecher, psychescher oder sexueller Natur sinn. Si ka sech och géint sech selwer dréinen.

- Gewalt ka sech och géint Saache riichten, wou mer da vu Vandalismus schwätzen.

Gewalt gëtt als Instrument benotzt, fir ee Konflikt ze léisen. Si ass eng Äntwert op en énneren oder äussere Konflikt, eng Frustratioun. Si kann awer och en Hëllefruff sinn. Egal wéi, si huet Signalwierkung.

Dir Dammen an Dir Hären, zweetens, d'Jugenddelinquenz. Et gëtt eng ganz Rei Jugendlecher, déi mam Gesetz a Konflikt kommen, an et muss een ëmmer kucken, wat de Kontext ass, aus deem eraus déi Gewalt entstanen ass. De Jugendschutz hëlt sech dem Problem vun der Jugenddelinquenz un a probéiert esou éducativ wéi méiglech un de Jugendlechen a seng Famill erunzekommen. Duerfir ginn, wann et zu enger Plainte bei der Police kënnt, awer eng gewëss Zuel Affäre vum Parquet klasséiert. Bei deenen, wou eppes nokënnt, fanne mer, laut Rapport d'activité 2006 vum Justizministère, dass 11,5% vun alle Strofdote vu Mannerjähreger begaange ginn. Dat heescht, dass d'Jugenddelinquenz erofgeet, entgéint deem, wat vläicht ëmmer gemengt gëtt.

Bei deenen 1.701 jugendlechen Täter ware praktesch 50% Lëtzebuerger a 50% Ausländer, an d'Täter waren zu 82% männlech. Bei deenen opgezielte Strofdoten hunn de Vandalismus an d'Verstéiss géint d'Sittegesetz zougeholl.

De Procureur huet awer och d'Méiglechkeet, fir eng Médiation pénale virzeschreiwen, wou eng gemeinsam Léisung zum Konflikt gesicht gëtt, ier et op d'Jugendgeriicht kënnt. Wann dat net méiglech ass, geet d'Affär viru bei de Jugendriichter, deen e puer Méiglechkeeten huet.

De Jugendleche muss zum Beispill éducativ oder humanitär Déngschtleeschtungen ausféieren, fir déi Saach esou séier wéi méiglech erëm guttzemaachen. Dat waren am Joer 2006 80 Fäll: 58 Jongen an 22 Meedercher.

E kann och an en Heem, op Dräibur oder op Schraasseg placéiert ginn. Am Joer 2006 waren dat 105 Jugendlecher, 61 Jongen a 44 Meedercher.

Bei ganz geféierlechem Verhale riskéiert ee jo, an de Prisong ze kommen, soulaang wéi mer déi speziell Sécherheetsunitéit fir Mannerjähreger, déi zu Dräibur geplangt ass, nach net hunn. Dat waren zéng Fäll d'lescht Joer.

Et gëtt keng wëssenschaftlech Beleeër, dass d'Gewalt bei Jonker zouhëlt. Wat de Fall schéngt ze sinn, dat ass, dass bei deenen, déi gewalttäteg sinn, déi allgemeng Gewaltbereetschaft eropgeet an d'Hemmschwell erofgeet. De Kommunikatiounsstil an den Ëmgangsstil hunn d'Tendenz, ëmmer méi brutal ze ginn.

Drëttens, Fakten a Fuerschungsstand hei zu Lëtzebuerg. Ëmmer nees gi mer mat Meldungen aus dem Ausland iwwer Fäll vun extremer Gewalt opgerëselt, iwwert déi sougenannten „Schoulhaffattentäter" an Amokleef vu Schüler. Gott sei Dank si mer hei zu Lëtzebuerg nach verschount bliwwe vun esou Zeenarien!

Zënter der leschter Diskussioun hei an der Chamber goufen eng ganz Rei empiresch Studien duerchgefouert iwwert d'Gewalt an der Schoul hei zu Lëtzebuerg. Mir sinn also e grousse Schrack virukomm. An hirem Bäitrag „Schulbezogene Gewaltforschung" ginn d'Auteure Steffgen an Ewen en Iwwerbléck zum Fuerschungsstand hei zu Lëtzebueg, wat och éineschters den Här Adam schonn zitéiert huet. An hirer zesummefaassender Analys iwwert d'Ausmooss vun den énnerschiddlechen Erscheinungsforme vu schoulescher Gewalt stelle se Folgendes fest:

Et gëtt keng generell héich Belaaschtung u schoulescher Gewalt an de Lëtzebuerger Schoule festgestallt. Esou schlecht ass eis Jugend also guer net, wéi oft behaapt gëtt!

Oft handelt et sech och ëm sougenannte Microviolence, déi schwéier statistesch ze erfaassen ass, well et eng minim Gewalt ass, déi sech ëmmer nees widderhëlt.

Et gëtt Gewalt tëschent de Schüler, vis-à-vis vun dem Léierpersonal an ëmgedréint an och tëschent dem Léierpersonal, an natierlech och de Vandalismus. Gewalt entsteet duerch verschidde Kommunikatiounsstiler. Zum Beispill en autoritäre Stil, kombinéiert mat der Onméiglechkeet, fir konstruktiv Äntwerten ze ginn.

Wat déi physesch Gewalt ugeet, sou sinn déi kierperlech Gewaltreaktioune souwuel aus der Perspektiv vun de Schüler wéi vun dem Léierpersonal net immens ausgeprägt am Secondaire. Heimat si Kläppereien, Stoussen oder Ähnleches gemengt.

Par rapport zu den europäeschen Nopeschlänner erweist sech déi physesch Gewalt insgesamt als net esou ausgeprägt hei an eise Lycéeën. An der Primärschoul awer schéngen déi physesch Gewaltausmoosse méi héich ze leien.

Wat déi psychesch Gewalt betrëfft, esou presentéiert d'Situatioun sech awer anescht. Dorënner fale Beleidegunge respektiv Mobbing, wou systematesch schikanéiert gëtt, meeschtens vun engem Grupp. Och de Racketing, wou een Zoll erpresst gëtt, fanne mer gradesou wéi aner Situatiounen, wou Jugendlecher gebeetscht ginn, an anerer dat mat engem Handy filmen an dann iwwer Internet diffuséieren.

Nach net esou laang derbäi sinn déi Cyber-Bullyingen, wou eng Persoun anonym iwwer online a GSM-Technologie regelrecht tyranniséiert gëtt. Dovu gëtt et an der Zwëschenzäit och vill verschidde Formen wéi just d'Beispill vu beleidegen, belästegen, Gerüchter iwwert ee verbreeden, d'Exklusioun an esou weider.

Déi erwuesse Leit kréien dat oft net mat, well hinnen déi néideg technesch Kenntnisser feelen. Dëse Phenomeen gëtt elo wëssenschaftlech ënnersicht, fir säin Ausmooss esouwuel am Secondaire wéi an der Primärschoul ze erfaassen.

Egal wéi sinn déi verbal Attacken op jidde Fall fir vill Schüler eng alldeeglech Erfahrung. Am Verglach mat den europäesche Länner läit Lëtzebuerg op deem Gebitt verhältnisméisseg héich oder souguer méi héich.

Am Beräich vun der sexueller Gewalt léisst d'Situatioun sech méi schwéier aschätzen. D'Diffusioun vu pornographeschen Duerstellungen oder Gewaltzeenarien iwwer Handy ass keng Seltenheet. Mir hunn eng Studie iwwert d'Wuelbefanne vun de Jugendlechen zu Lëtzebuerg, déi de Gesondheetsministère an den Educationsministère erausginn hunn, an déi sech ënner anerem mat de Problemer vun der sexueller Gewalt auserneesetzt, ouni et awer op d'Schoul eleng ze beschränken.

18,7% vun de Schüler hu schonn eng Kéier erlieft, datt ee probéiert huet, se ze beréieren, ze ëmäerbelen oder ze këssen, ouni datt si dat wollten. 9,5% vun de Schüler waren Opfer vu strofbare sexuellen Iwwergréffer, déi sinn opgedeelt a 5,1% duerch eng erwuesse Persoun a 4,4% duerch eng gläichaltreg Persoun.

1,9% sinn zum Geschlechtsverkéier gezwonge ginn; 1,45% duerch eng erwuesse Persoun an 0,5% duerch Gläichaltreger. Et gëtt do awer ganz sécher eng Donkelziffer, déi 3,63-mol méi héich ageschätzt gëtt. Bei all dësen Iwwergréffer sinn d'Meedercher däitlech méi betraff wéi d'Jongen.

Hisiichtlech der Gewalt, déi géint sech selwer gedréint ass, also selbstzerstéieresch ass, bestinn zur Zäit keng empiresch Daten zur Schoul, dat heescht iwwer Drogekonsum oder Selbstmordproblematik.

À propos vun der Gewalt géint d'Saachen ass d'Ausmooss anscheinend éischter kleng. Et bestinn awer net genuch fiabel Donnéeën, fir dat mat leschter Sécherheet ze behaapten.

Da muss ee feststellen, datt déi strukturell Gewalt, déi vun der Institutioun Schoul ausgeet, relativ héich ass zu Lëtzebuerg. Hei e puer Elementer, déi d'Cellule de Recherche sur la Résolution de Conflits an hirer Etüd iwwert d'Gewalt an de Lëtzebuerger Lycéeën zitéiert: déi hierarchesch Schoulorganisatioun; de Frontalunterrecht; den elitären éducative System; d'Konkurrenzverhalen an der Schoul; de Bewäertungssystem; d'Existenz vu Filièren, déi praktesch keng Chance um Aarbechtsmaart bidden; deen héijen Taux vu schouleschem Echec an d'Angscht virum Echec, déi mat engem niddrege Selbstwäertgefill iwwereneeginn, d'Schoulraimlechkeet, zum Beispill schlecht erhale Schoulgebaier oder Schoulhäff favoriséieren, wann dee leschte Faktor och manner, e Gewaltklima.

An der Studie iwwert d'Wuelbefanne vun de Jugendlechen hei zu Lëtzebuerg hu 40% vun hinnen effektiv ausgesot, si géife sech einegermoosse bis vill gestresst duerch d'Schoul fillen.

An anere Studië gouf och eng Korrelatioun festgestallt tëschent der Professionalitéit vum Léierpersonal, dat heescht engem schülerorientéierten Unterrecht an engem fördernden Engagement, an der sozialraimlecher Schoulëmwelt, dat heescht d'sozial Konstellatioun an der Klass, d'Kohesioun an der Klass, d'Konkurrenz, d'Désintegratioun, d'Bedeelegung vun de Schüler um Unterrecht, d'Schoulekologie, d'Schoulraumqualitéit. Et gouf also eng Korrelatioun fonnt zur Schoulkultur, zum Schoulklima an esoumat zur Befindlechkeet vun de Schüler an zum Entstoe vu psychescher Gewalt.

Ausserdeem beleeën d'Studien, datt Jonge bei den énnerschiddleche Gewaltforme bis op déi psychesch Gewalt meeschtens Täter sinn. Laut Studië si 5 bis 10% vun de Schüler Gewalttäter, wougéint awer 50 bis 60% der Saach nokucken, ouni ze reagéieren.

Och si signifikant Ënnerscheeder do tëschent dem Typ vu Schoul. Gewalt ass

méi heefeg am Secondaire technique an an de Classes préparatoires wéi am klassesche Lycée. Dat heefegst Gewaltopkomme stelle mer bei 14- bis 16-jährege fest.

Am Verglach dozou gëtt och schonn eng relevant Partie Gewalt an der Primärschoul festgestallt. Hei muss ee sech awer méi mat der physescher Gewalt auserneesetzen. Et fält op, datt ëmmerhin 62% vun de Schüler wéinstens eemol an der Woch Kläppereie gesinn. Et ass e gudde Véirel vun de Kanner, dee méi oder manner staark mat Gewalt konfrontéiert ass, an enger Opfer- oder Täterroll.

Wichteg ass och ervirzehiewen, datt et keng gréisser Differenzen am Gewalterliewen a -verhale gëtt tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger.

Gewalt tëschent de Schüler ass oft ausserhalb vun der Schoul, zum Beispill um Schoulwee, am Schoulbus oder op schlecht iwwerwaachte Plazen an der Schoul virzefannen.

D'Ursaache vun der Gewalt sinn natierlech net eleng bei der Schoul ze sichen. Si si vielfälteg. Ugefaange beim Elterenhaus, wou d'Responsabilitéit vun der Erzéiung läit, wou d'Grondwäerter solle vermëttelt ginn a wou soll mat guddem Beispill virgaange ginn. Wann op deem Niveau kapituléiert gëtt a wann d'Liewensbedingunge schwiereg sinn duerch sozial Schwieregkeeten, schlecht Wunnverhältnisser, Liewenskrise wéi Scheedung, Aarbechtslosegkeet an esou weider, wann ee selwer Gewalt an der Famill erlieft, dann ass déi eege Gewaltbereetschaft vill méi grouss.

Nieft der perséinlecher Veranlagung spillt den Oflaf vum sozialen Ëmfeld, der Noperschaft, dem Quartier, wou ee lieft, och eng Roll, gradesou wéi d'Cliquë vu Jugendlecher, an déi een erakënnt, déi dann als Kompensatioun deen néidegen Halt an déi néideg Orientéierung bidden, wann een net déi richteg Repèren am Elterenhaus kritt. Hei si besonnesch déi 12-, 14- a 15-jähreg Jugendlech gefährdet.

Doriwwer eraus droen natierlech d'Medië mat hire Computerspiller, Gewaltvideoen, de Fernseh, de Kino mat deenen neien, net ze kontrolléierenden Internet- a GSM-Technologien, sécherlech dozou bäi, fir d'Gewaltbereetschaft bei de Jugendlechen, déi jo eréischt amgaang sinn hir Perséinlechkeet an hir Identitéit ze formen, ze verstäerken.

Véiertens, opgrond vun deenen Analyse sinn eng Rei Moossnamen ergraff ginn an Opfangstrukturen an éducative Servicer ausgebaut respektiv nei geschaf ginn, fir ënner anerem d'Gewalt an der Schoul zu Lëtzebuerg ze reduzéieren.

Fir d'Kommunikatioun an der Schoul ze verbesseren, stinn d'SPOSen (Services de psychologie et d'orientation scolaires) fir d'Lycéeën an d'Services de Guidance de l'Enfance fir d'Primärschoul un éischter Front. Si spillen eng wichteg Roll beim Opfänke vu Gewalttätegkeeten a si regional organiséiert.

Si hunn natierlech och hir Limiten, a bei gravë Fäll besteet d'Méiglechkeet, fir virun ze orientéieren un eng ganz Rei zur Verfügung stehende psychologesch oder psychiatresch Berodungsservicer, déi vum Ministère de la Famille respektiv vum Ministère de la Santé konventionéiert sinn. Ausserdeem bitt de Centre de médiation Jeunes wäertvoll Hëllef un.

Dann huet de Familljeministère jo flächendeckend d'Maison relais an Zesummenaarbecht mat de Gemengen agefouert. Si hunn eng koordinativ Roll ze spille bei der Vernetzung vun deene verschiddene Partner: den Elteren, der Gemeng, der Schoul, de Veräiner an anere Servicer. Si sinn eng regelrecht Bréck a vernetzen zum Beispill och mat der Eltereschoul, am Fall wou Eltere Schwieregkeeten hunn, hirer éducativer Roll gerecht ze ginn.

Och de Centre de prévention des toxicomanies spillt eng wichteg Roll an eise Schoulen. Laut enger Enquête vu Steffgen hunn 89% vun de Lycéeën Informatiounsnetzwierker opgebaut an an der Halschent vun de Lycéeën ass d'Police e relevanten Uspriechpartner. Hei huet d'Police e Preventivkonzept entwéckelt, fir Jugendkriminalitéit ze verhënneren, an dat zu engem méiglechst fréien Zäitpunkt. Och ginn interessant Projete vun der Police an de Primärschoulen duerchgefouert, wéi zum Beispill neierdéngs bei eis an der Schoul, an der Gemeng Betzder, de Schoulbusbegleiter.

An 71% vum Secondaire ginn zu deem spezifesch Moossname fir Täter an Opfer vu Gewaltdoten agefouert.

Da sinn a 46% vun de Schoule schoulspezifesch Reformen ageleet ginn, fir d'Verantwortungsgefill vun de Schüler ze stäerken. Heizou gehéiert d'Mediatioun an der Schoul, déi sougenannten „peer mediation", wou Schüler forméiert ginn, fir Konflikter tëschent de Schüler opzeschaffen an eng gerecht Léisung fir béid Parteien ze fannen. Esou verfüge mir iwwer eng ganz Rei vu Konfliktlotsen an eise Schoulen, déi vum Service national de la jeunesse an dem SCRIPT ausgebilt goufen.

Nach aner Moossname goufe geholl an déi verschiddenst Projete goufen an d'Weeër geleet. Bei der DEFI-Studie, déi vum SPOS an den Dikrecher an Ettelbrécker Formatiounsinstituter gemaach gouf, koumen e ganze Koup vun interessante Moossnamen eraus. Et besteet jo en Dokument, dat 2001 vum SPOS éditéiert gouf, wou de ganze Katalog vun Aktiounen an deene jeeweilege Lycéeën opgefouert gëtt. An et ass amgaang eng weider Bestandsopnahm gemaach ze ginn.

D'Schoulen hunn also eng ganz Rei vun Interventiounsméiglechkeeten, fir preventiv géint Gewaltereegnisser virzegoen. Fir der nëmmen e puer ze zitéieren: Konscht an den Theater als Medien notzen, fir Aggressivitéit erofzesetzen; Rollespiller a Kommunikatiounsatelieren, déi eng emotional Alphabetisatioun erméiglechen, dat heescht, dass déi Betraffe léieren, a Frustsituatiounen hir Emotiounen ze identifizéieren; éducatiivt Material, dorënner Plakater am Schoulgebai; Aféierung vu kooperative Léiermethoden; Ausschaffen a ville Schoule vun engem „Code de vie".

E Projet, deen et derwäert ass ze ernimmen, ass d'Aféiere vu Mosaikklassen am Lycée technique zu Bouneweg, vun deem den Här Adam jo och scho geschwat huet, wou d'Schüler vun engem Grupp vun Enseignanten individuell betreit ginn, anstatt vun der Schoul ausgewisen ze ginn.

Méi e rezente Projet, deen zënter 2004 a 17 Primärschoulklassen an der Stad Lëtzebuerg ënnert der deemoleger Schoulschäffe Martine Stein agefouert ginn ass, ass de Projet, deen „PRIMA!R" heescht. Do ass souzesoen eng sozial Schutzimpfung als Virbeugung während zwee an en halleft Joer praktizéiert ginn, duerch d'Fördere vu sozialem Verhalen an den emotionale Kompetenzen. De Projet gouf wëssenschaftlech begleet vun der Uni Bremen an Zesummenaarbecht mam Inspektorat an dem SCRIPT.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Politik, an domat och d'CSV, ass sech dem Phenomeen vun der Gewalt an der Schoul kloer bewosst a mir däerfen deem net nokucken. Et besteet jiddefalls nach weider Handlungsbedarf an der Schoul a bei all hire Partner, ouni dass een de Problem awer soll dramatiséieren.

D'Erwaardungen un d'Schoulreform, déi um Instanzewee ass, sinn héich. Et sinn eng Rei Verbesserunge virgesinn, déi eng Chancëgläichheet vun eise Kanner sollen erméiglechen. Och wäert d'Zesummenaarbecht vun alle Partner vun der Schoul gefördert ginn, fir dass se sech d'Verantwortung deelen an e Konsens am Konfliktfall erbäiféieren.

Da kann de Projet „Neie Lycée" eis sécher interessant Konklusioune bréngen op dem Gebitt vun der Gewalt an der Schoul.

Och wier et wichteg, an de bestehende Lycéeën dat éducatiivt Personal eropzesetzen, esou wéi dat am „Neie Lycée" de Fall ass oder och an deene méi rezenten Etablissementer, fir deen néidegen Encadrement vun de Schüler ze garantéieren.

D'Professionalitéit vum Léierpersonal muss gesteigert ginn, duerch eng zolidd Formatioun, déi schülerorientéiert ass, awer och duerch Weiderbildung, ënner anerem zum Thema Gewalt, Kommunikatioun, Mediatioun an de Gebrauch vun de moderne Medien. Och wier et ganz wichteg, d'Léierpersonal no hire pedagogesche Kompetenzen ze sélectionnéieren, ier se hir Studien ufänken.

Et muss eng regelrecht Kultur vun der Kommunikatioun an der Schoul geschafe ginn, zum Beispill doduerch wäertvoll Projeten ze generaliséieren, wéi de Projet «Éducation à la Paix». Och soll d'Surveillance vun de Schoulgebaier oder dem Schoulhaff sech net zu enger regelrechter Kontroll entwéckelen, mä et muss aktiv de Kontakt mat de Betraffene gesicht ginn am Fall vum Sträit.

Déi vernetzten Zesummenaarbecht tëschent deene concernéierte Ministèren, der Éducation nationale, der Santé, der Famill an der Justiz ass nach auszebauen. An och een Appel un de Bauteminister, fir, wat d'Gréisst ubelaangt, iwwerbléckbar Schoulgebaier ze bauen, déi eng Mixitéit vu verschiddene Schoulausbildungen zouloossen, a fir eng gutt Atmosphär an deenen Haiser ze schafen.

Och misst d'Vernetzung vun der Schoul mat deenen anere Partner wéi d'Veräiner oder soss Servicer verbessert ginn.

Preventiv Moossname misste fréizäiteg agefouert ginn, an zwar vun der Primärschoul un.

D'Mediatioun soll nach méi eng grouss Roll spillen an och op d'Primärschoul ausgeweit ginn.

Bei de Jugendlechen ass d'Entwécklung vun engem kritesche Geescht vis-à-vis vun de Medien an de Wäerter vun eiser Gesellschaft ganz wichteg.

Da misst d'Wierksamkeet vun deene bis elo proposéierte Moossnamen a Projete parallell gepréift ginn duerch Evaluatiounsstudien.

Och wiere Längsschnëttstudie sënnvoll, fir d'Entwécklung vun der Gewalt an der Schoul iwwer e längeren Zäitraum ze suivéieren.

Da wier, laut der Cellule de Recherche sur la Résolution des conflits, den aktuelle Wëssensstand ze verdéiwen, duerch weider Enquêten iwwert de Schoulklima a méi speziell iwwert de Racketing an de Mobbing, iwwert déi reell Wichtegkeet vun der Drogeproblematik an de Lycéeën, iwwert d'Relatiounen tëschent der Gewalt an der Schoul an der Gewalt dobaussen an an de Stéit an och der Jugenddeliquenz, iwwert d'Ofsplécke vu Gruppen an der Schoul, iwwer rassistesch Animositéiten.

An hirem Avis gëtt d'CRRC och eng ganz Rëtsch vu Recommandatioune vu preventiven a reaktive Moossnamen, déi ergraff solle gi vun der Schoul als Institutioun, awer och par rapport zu de Schüler. Da sollen nach Hëllefsmoossnamen am Kader vun der Schoul hirem Ëmfeld ergraff ginn, wéi fir d'Famill, Synergië vun de Lycéeën an de Primärschoulen, am Jugendschutz, am Sënn vun engem regelrechte soziale Schutz - an do huet d'Familljeministesch jo e Gesetzesprojet op den Instanzewee ginn -, och ronderëm d'Kultur vun de Jugendlechen an d'Plaz vun de Jugendlechen an de Stied.

Et géif ze wäit féieren, fir op all dës Recommandatiounen am Detail anzegoen.

An da wëll ech och un dem Ombudskomitee fir d'Rechter vum Kand seng Remarque erënneren, datt et wichteg wier, an all Schoulgebai eng Vertrauenspersoun ze hunn, an duerfir recommandéiert hien d'Presenz vun engem Schouldirekter. Och en aktiivt Matabezéien an eng Bedeelegung vun de Kanner a Jugendlechen sinn am Sënn vun der Kannerrechtskonventioun.

Zesummefaassend kann ee soen, dass mer d'Asetze vun enger duebeler Strategie an eise Schoule brauchen, déi engersäits op eng optimal Schoulkultur ausgeriicht ass an anerersäits affer- an täterbezunne Moossnamen op individuellem an op Gruppenniveau virgesäit. D'Basiszell vun der Gesellschaft, d'Famill, wäert awer weiderhin déi zentral Roll spillen an der gewaltfräier Entwécklung vun eise Kanner a Jugendlechen.

Déi wichtegst Bedierfnisser vun engem Kand, déi him et erlaben, e verantwortungsvollen an net ze vill frustréierten Erwuessenen ze ginn, sinn eh wéi jee: Léift, Zouwendung an ee Sécherheetsgefill.

An ech wëll schléissen am Numm vun der Madame Andrich mat enger Ausso vum Dokter Dolto: „All Kéier, wa Kanner Gewalt ausüben, da geschitt dat aus engem bestëmmte Bedierfnis eraus, dat déi Erwuessen net bemierkt hunn."

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Frank, am Numm vun der Madame Andrich. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, léif Dammen, léif Frëndinnen a Kolleegen, ech soe fir d'éischt dem Här Adam Merci, dass hien de Sujet vun der Gewalt bei deene Jonken haut nees op eis Dagesuerdnung bruecht huet, well et eng Realitéit ass.

Ech wäert elo net nees an all Detailer agoen, déi deen een oder deen aneren elo hei schonn zitéiert huet. Et geet hei méi spezifesch beim Här Adam ëm d'Gewalt an der Schoul, an ech muss dem Här Adam jo vollkomme Recht ginn, dass mer déi Motiounen 2000 scho gestëmmt haten a bis haut awer d'Effeten zimlech kleng sinn, op jidde Fall d'Resultater oder d'Zuele vu rezenten Etüden onméiglech ze fanne sinn.

Wat ass d'Gewalt bei der Jugend? Et gëtt eng Kéier eng Gewalt, kéint ee soen, bei Biens matériels, dat ass eppes futti maachen, dat ass Graffiti, dat ass d'Freed iergendeppes ze détérioréieren.

Et kann eng Gewalt si vis-à-vis vun anere Mënschen. Dat kann ënnert sech sinn. Dat ka Gewalt si vis-à-vis vu Geschwëster doheem. Et kann och Gewalt si vis-à-vis vun den Elteren, well vun där gëtt net geschwat. Mä et gëtt och jonk Leit, déi hir Elteren op eng brutal Aart a Weis traitéieren.

An et gëtt och eng Gewalt ënnert de Jonke vis-à-vis vun hirem alldeegleche Liewen. Et ass hei gesot ginn, ob dat elo op Internet-Videofilmer sinn oder ob dat - wësst Der, an do muss een och d'Elteren awer kucken - verschidde Spiller sinn, déi am Supermarché kaaft ginn. Wann ee kuckt, dass et verschidde Spiller gëtt, déi ee kafe kann, wou een an engem KZ als SS kann op d'Leit schéissen. Ech weess net, ob dat vill Leit heibanne wëssen, an dat ass am fräie Verkaf gewiescht.

Ech si frou, dass mer hei zu Lëtzebuerg op jidde Fall eng Législatioun hunn, déi awer de Gewaltspiller verschidde Limitë setzt, well do gëtt et keng Grenzen. Wann Dir heiansdo kuckt, wéi wäit et geet, wou Dir de Mënsch kënnt iwwerall hischéissen, d'Been erofrappen, de Kapp ofschneiden, an dat gesäit een och bei de Jonken.

Bei de Personnes physiques, do muss een och kucken, et gëtt net nëmme Gewalt, andeem ee seet, et si Kläppereien. Dat ass och de Racket, dat huet ee jo schonn oft héieren, mä et soll een awer virun allem net ëmmer op déi Geschichten agoen. Mä ech hu schonn héieren, dass verschidde jonk Leit, wa se am Utopolis waren, ouni Schong heemfueren, well se d'Turnschlappen do racketéiert kritt hunn, oder am Schoulhaff hiert Täschegeld geklaut kritt hunn.

An nach aner Saache gëtt et, dat si sexuell Aggressiounen, déi et ënner Jonken och gëtt, vun deenen och net vill geschwat gëtt.

Wat geschitt dann zu Lëtzebuerg, wann et Gewalt bei deene Jonke gëtt? Dir hutt dräi Méiglechkeeten, Dir hutt jo dräi Acteuren am Fong, déi sech ëm déi Jonk këmmeren: Dir hutt eng Kéier d'Elteren, Dir hutt eng Kéier d'Schoul, a wat hutt Dir nach als Ëmkrees fir dee Jonken, dat ass d'Strooss, dat heescht seng Kolleegen a säin Ëmfeld? All Kéiers ass een dann op méi Aler awer ugewisen, ob dat an der Famill ass mat den Elteren, ob dat an der Schoul ass mat de Proffen oder ob dat op der Strooss ass mat de méi ale Kolleegen, déi awer och e bëssen ëmmer e Virbild sinn.

Wéi gesäit ee Jonken da seng Zukunft haut? An der Schoul kritt hie gesot: Är Elteren, déi hu kapituléiert, déi këmmere sech ëm guer näischt, déi soen, d'Kanner ginn an d'Schoul, mir hunn eis net méi ëm d'Educatioun ze këmmeren - dat gëtt ganz oft gesot - an är Kolleegen op der Strooss, dat ass keng Referenz.

Wat kréie se an der Famill gesot? An der Famill kréie se gesot, d'Proffe këmmere sech net méi ëm är Educatioun an däi Kolleeg op der Strooss, dat ass och net grad dee Richtegen.

An de Kolleeg op der Strooss, wat seet deen? Du gees nach an d'Schoul, firwat gees du iwwerhaapt nach en Diplom maachen, herno kriss du souwisou keng Aarbecht.

Wéi soll ee Jonken haut nach Selbstwäertgefill hu vis-à-vis vu senger eegener Zukunft?

(Interruption)

Jo, pardon.

Wéi soll hie sech selwer Froe stellen iwwer seng Zukunft, etc., wann hien esou Remarquen op jidde Fall am alldeegleche Liewe matkritt.

A wann een dann nach kuckt an der Famill, well fir mech ass d'Famill awer sécher eng vun deene Plazen, wou d'Educatioun eng grouss Roll spillt, eng vun deene gréisste Rollen, d'Eltere sollten net kapituléieren.

Et soll een awer och verschidde sozial Facteuren analyséieren. D'Scheedungen: Wien huet nach net déi Bemierkung héieren an enger Famill, wou eng Famille recomposée ass, wou een neie Papp oder eng nei Mamm do ass, a wou een eppes seet, an dann d'Bemierkung kënnt: Du hues mir näischt ze soen! Dat gëtt et! Du hues mir

näischt ze soen, du bass net mäi Papp, du bass net meng Mamm, du hues mir näischt ze soen!

Wéi vill Eltere schaffen och dee ganzen Dag an heiansdo - gleeft mer et, an der Stad Lëtzebuerg hunn ech och d'Kap, hunn ech och d'Responsabilitéit vun de Crèchen - verschidden Elteren hätten am léifsten, et kéint een d'Kanner um sechs Auer moies méindes bréngen a sonndes owes en Droit de visite vun zwou Stonnen hunn an dann d'Kanner nees an d'Crèche bréngen a se nees do loossen. Ech wëll net generaliséieren, dat wëll ech virun allem net soen, mä mir hu verschidden Elteren...

(Interruption)

M. le Président.- Madame Dall'Agnol, wëllt Dir eng Fro stellen, wann ech gelift?

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Neen.

M. le Président.- Dir hutt d'Wuert, Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Neen? Et ass an der Rei. Ech wëll just soen, dass et op jidde Fall verschidde Fäll ginn, wou d'Responsabilitéit vun den Elteren och muss a Fro gestallt ginn. Mä da muss een och kucken: Firwat schaffen déi zwee Elteren och hei? Wann ee kuckt, wat eng Crèche kascht! Wann ee kuckt, wat de Logement kascht! Wat kascht de Logement, wann Dir haut wëllt de Loyer bezuelen? Haut ass et schwéier fir eng Famill, fir nëmme mat enger Pai liewen ze kënnen. An dann, wann ee vun deenen zwee sech net ëm d'Kanner doheem këmmert, well en och eng Aarbecht huet, dann ass et selbstverständlech och de Fall, dass hien dann net méi esou op d'Kanner oppasse kann.

Et si verschidde Saache scho gesot ginn. Wann een de Verglach mécht mat deenen anere Länner géif ee jo mengen, dass d'Gewalt, op jidde Fall d'physesch Gewalt ënnert deene Jonke jo net esou grouss wier wéi am Ausland.

Wann een awer da kuckt, wat déi verbal Ugréff sinn, déi all Dag sinn, do huet een awer d'Gefill, dass hei zu Lëtzebuerg dat zimlech héich ass. Mä wësst Dir, déi verbal Violence, dat ass ganz einfach, dat geet vu physeschen Aggressiounen: Décken, Klengen, iwwert d'Nationalitéit, du „Punkt, Punkt, Punkt", an da kënnt eng Nationalitéit, eppes iwwer eng sexuell Orientatioun, iwwer Beschreiwungen. Dat si verbal Violencen, wou verschidde jonke Leit, gleeft mer et, sech awer gemobbt spieren a sech schlecht domadder fillen, well eben och déi verbal Violence omnipresent ass a verschiddene Schoulen.

A ganz oft huet een d'Gefill, dass och net méi drop reagéiert gëtt, dat heescht, dass gesot gëtt: Dat gehéiert zum alldeegleche Liewen, a wann ee seet, du, et fänkt mat „H" un oder mat iergendesou engem Buschtaf, op jidde Fall e Fluchwuert, d'Leit reagéieren emol net méi. Dat gehéiert hautdësdags bal zum normale Langage. Dat heescht, mir och selwer sollen, wa mer mat jonke Leit schwätzen, vläicht kucke Respekt ee vis-à-vis vun deem aneren ze hunn, a mir sollen elo net soen, déi Jonk wiere ganz schlëmm, wa mir selwer heiansdo kucken, wéi mir eis behuelen.

Et muss ee kucken, an de Schoule gesäit een en Ënnerscheed tëschent «Lycée classique», dem «Lycée préparatoire» an dem «Lycée technique», wou eng méi héich Gewalt ass, op jidde Fall an Zuelen. Dofir wier et och wichteg, do een Akzent ze leeën de la part vun eiser Regierung.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wat awer och wichteg ass, an dat soll ee wierklech soen, et gesäit een, dass net méi Incidencen a Violencen, also vis-à-vis vun der Jugend sinn, mat Auslänner wéi mat Lëtzebuerger, well dat wier jo populistesch ganz einfach ze benotzen.

Et ass virdrun hei vu mengem Kolleeg vun der grénger Partei scho gesot ginn: Gott sei Dank hu mer hei zu Lëtzebuerg net nach eng Partei, déi domadder ufänkt. Mä de Sonndeg, de Wieler huet d'Resultat jo och...

Une voix.- Et ass net esou wäit.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Et ass net esou wäit, et war just op där anerer Säit. Do hu se dann eng Campagne gemaach, wou se justement op d'Auslännergewalt gepocht hunn, an ech si ganz frou, dass de Wieler net op esou Créneauen an Dommheeten ageet, an ech si frou, wann dat zu Lëtzebuerg och net de Fall ass.

Ech fannen, wat onbedéngt misst gemaach ginn, dat ass méi ze kucken, wéi een d'Gewalt kéint an de Schoule preventiv bekämpfen, dat heescht, dass een och géif Leit do hunn, déi engem géifen nolauschteren, well wat brauch ee Jonken haut, wann hien e Problem huet? Dat ass emol nogelauschtert ze kréien.

Net nogelauschtert ze kréie vun engem Psy. Wësst Der, deen, deen do sëtzt, an deen da mam Kapp do wénkt wéi e klengen Hond hannen um Tableau de bord vun engem Auto, fir Jo ze soen: Dat bréngt guer näischt. Lauschteren ass wichteg, mä verstoen ass méi wichteg. A probéieren zesumme Léisungen ze fannen. Zesummen nees eng Loscht ze ginn, iergendee Projet ze hunn, ass an eisen Aen op jidde Fall ganz, ganz wichteg. Zum Beispill e Médiateur an de Schoule wier eng Méiglechkeet. An och de Proffen eng Formatioun ginn an déi Méiglechkeet ginn, vis-à-vis vun der Gewalt kënnen ze agéieren.

Selbstverständlech geet dat net nëmmen duer, wann een an der Schoul ass, och wann een eng grouss Partie vun der Zäit haut an der Schoul ass, mä et muss och interessant Angeboter gi während der Fräizäit. Heiansdo kéint ee sech d'Fro stellen, ob d'Langweil net ee vun den Haaptgrënn ass vu Gewalt.

Wa mer zu Lëtzebuerg gesinn, wat da geschitt - an d'Madame Frank huet et gesot -, wann een ze vill violent ass, da kënnt een op Schraasseg. Stellt Iech emol vir, mir wäerten nach dat eenzegt Land an Europa sinn, wou e Mineur vun engem Riichter eng Mesure de garde ka kréien a placéiert ginn an engem Prisong. Dat eenzegt Land! Ech weess net, ob an deene 27 Länner nach eent esou ass wéi eist. All Land huet eng Institutioun. Neen, zu Lëtzebuerg - an elo nach, op den Dag vun haut! -: eis Flüchtlingen, déi mer musse refouléieren; eis Schwéierkrimineller, déi Perpétuitéit oder eng Strof kritt hunn, dat heescht Détenuen; dann eis Prévenuen, déi op hire Prozess waarden; dann eis Mineuren, déi ginn och nach all dohi getässelt.

Dat Schraasseg ass esou e Sammelsurium; an dat kënnt jo op den nächste Sujet vun eiser Dagesuerdnung haut, wou mer nach kënnen e bësse méi an den Detail goen. Mä Schraasseg ass haut esou den Dépôt. Alles, wat net geet, kënnt alt op Schraasseg. An do si se da placéiert. A gleeft mer et, wa mir wëllen als Stat soen, dass e Jonken nees soll op de riichte Wee kommen, da solle mer hien net direkt scho mat 17 Joer op Schraasseg placéieren. Dat ass awer bestëmmt net déi richteg Léisung, fir engem Jonken ze weisen, wéi een herno nees soll a sengem richtege Liewen e Beruff, eng Carrière oder iergendeppes maachen.

Mir si Joren amgaang elo iwwert d'Unité de sécurité zu Dräibur ze schwätzen. Ech muss Iech just soen, dass all Kand, wat eng Kéier op Dräibur komm ass an nach eng Kéier zréckkënnt, en Échec ass fir eis alleguer, well mer dann eben déi Instruktiounen, déi mer hinnen dohanne ginn hunn, déi Hëllef, déi mir hinne sollte bidden, de Suivi, dee mer sollen ubidden, eng Faillite war an op jidde Fall net gewierkt huet.

Elo muss ech Iech d'Fro stellen, wa mer scho bei den Erwuessenen a bei deene Jonke gesinn, wéi vill Récidivë mer hunn, dass wa mer Jonker hunn, déi hir Gewalt net selbstverständlech an de Grëff kréien, ob mer do net sollen en anere Suivi maache wéi deen, dee mer haut hunn. Well een, deen eng Kéier mat 15 oder 16 Joer zu Dräibur war, dee mat 17 nach eng Kéier zu Dräibur ass, dee mat 18 Joer nach eng Kéier zu Dräibur war, an dann nach wa méiglech dertëschent e Passage op Schraasseg gemaach huet, ech ginn Iech keng Garantie, dass deen net an deenen zwee oder dräi Joren derno nees eng Kéier als Erwuessenen op Schraasseg kënnt. Dann hu mer alleguer gutt geschafft an et ass guer näischt geschitt.

Dowéinst wier ech frou, wann een d'Gewalt als seriöe Problem och hei an deem Land géif ugesinn an de Schoulen, awer och insgesamt. Ech mengen, et muss een elo mat de Gemengen déi puer Aktivitéite kucken, déi dobausse sinn. Mä et muss een deene Jonke virun allem d'Loscht ginn, eppes ze maachen, hinnen e Projet ginn. Wësst Der, déi Tester, déi een da mécht heiansdo als Kand mat zwielef, 13 Joer, wou een da muss esou dräi Kreesser ausfëllen, da kritt ee gesot: Du bass éischter manuel oder technique oder classique, dat ass och net dat Richtegt. Ech mengen, et soll een déif gräifend kucken, wéi ee pedagogesch a psychologesch e Jonke kann ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Scheuer ageschriwwen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen iwwer Gewalt. An ech muss Iech soen, datt déi Diskussioun iwwer Gewalt en äusserst eeschten Thema ass. Dat reizt mech wierklech net grad, fir gewalttäteg ze ginn, mä op munch Aussoe géif ech gär mat verbaler Gewalt äntwerten. Natierlech bezitt dat sech net op d'Kolleegen, déi hei op der Tribün geschwat hunn. Et gëtt generaliséiert. Et gëtt alles an een Dëppe geschmass. Et gëtt onnuancéiert geschwat. An esou soll et net sinn.

Mir verfügen iwwer eng aussergewéinlech gutt Etüd, déi am Joer 2004 gemaach ginn ass vun de Professere Steffgen an Ewen. Mir hunn och Aussoe vun der Madame Rodesch a vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, wou op där enger Säit wëssenschaftlech d'Problematik ofgehandelt gëtt, völleg onspektakulär, ganz sachlech, nüchtern mat enger ganzer Serie vu Proposen, a wou Lëtzebuerg dann och an den europäesche Kontext gesat gëtt.

D'Konklusioune sinn déi heiten: Et ass net bewisen, datt d'Zuel vun den - ech soen emol ewell - kriminellen Akten, Gewaltakte signifikativ an d'Luucht geet oder an d'Luucht gaangen ass, mä déi Bereetschaft, fir brutal ze ginn, ass bei eenzelne Gruppe méi ausgeprägt. Si hunn och e puer Zuelen opgestallt am Text vun der Madame Andrich. Et sinn der e puer genannt ginn. D'Halschent vun de Lëtzebuerger Élèven huet an der schoulescher Carrière scho Gewalt erlieft. D'Halschent vun deenen huet och dat, wat mat hinne geschitt ass, als ganz schlëmm emfonnt. 12% waren Erpressung ausgesat; dat ass scho schlëmm. An trotzdeem gëtt gesot, par rapport zu anere Länner ass d'Augmentatioun an och deen dote Prozentsaz net aussergewéinlech héich.

Deem géintiwwer stinn d'Aussoe vum Léierpersonal. Wann ee mat hinne schwätzt, a wann een och op Versammlunge bei hinnen ass, a wann een och als Gemengepolitiker mat hinnen ze doen huet, da soe se de Contraire. Souwuel déi aus dem Primaire wéi déi aus dem Secondaire soen de Contraire. Si beleeën et dann och mat Fakten. Ech kommen dorop zréck.

Ech huelen e puer Elementer aus där Etüd a faasse se ganz kuerz zesummen.

Fir d'éischt: Et gëtt verschidde Facteuren, déi d'Gewaltbereetschaft beaflossen. Facteuren heescht fir mech an dësem Fall d'Schwellen, aus deenen dann déi Violencë kënne kommen. Dat Eent ass natierlech d'Perséinlechkeet. Deen een ass eben anescht wéi deen aneren. Dat Zweet ass dann d'familiär Situatioun doheem. Een, deen doheem net an engem Nascht ass, een, deen doheem net confortabel ass, deen ass och éischter geneigt, fir dee Mangel u Confort an dee Misär, deen hien doheem huet, an déi Gewalt, déi hie gesäit, och no baussen ze droen. Och de soziale Milieu: Ganz bestëmmt ass d'Aarmut och e Facteur, deen éischter méi aggressiv mécht. Dann d'Schoul selwer, d'Erliefnis vun der Schoul. Da gëtt och d'Omnipresenz an den Afloss vun de Medien opgezielt; natierlech heescht dat, den Afloss vun den neie Medien.

Dat zweet Element dann aus där Etüd ass d'Aart vun der Violence, d'Forme vun der Gewalt, esou wéi ee se haut virfënnt. Am schlëmmsten oder am heefegste gëtt gesot, wär de Vandalismus, d'Zerstéierungswut. Eng Roserei, déi sech riicht géint Saachen, déi am Fong fir näischt kënnen. Zweetens dann, och d'Gewalt vun Élèvë géint Élèven; Kanner géint aner Kanner. An dann eppes, wat et nach zu mengen Zäiten als Enseignant kaum ginn ass: d'Gewalt vun den Élèvë géint Enseignanten. An da wéi ëmmer - dat ass et ëmmer ginn - d'Gewalt vun den Enseignantë géint Élèven.

Da gëtt eng Differenz gemaach tëschent psychescher Gewalt a physescher Gewalt. Dir gesitt jo schonn, wat fir eng Terminologie op eemol entstanen ass. D'physesch Gewalt an der Schoul, Dir kennt dat. Ech mengen, am Joer 1845 ass d'Gewalt an der Schoul verbuede ginn. Et war verbueden, datt e Schoulmeeschter engem eng gekroopt oder gehaen huet. D'psychesch Gewalt: Dat geet vu Frechheete bis zu Zynismus. Hei si mer an deem groussen Dëppen, an dat dann alles geschott gëtt. An dann taucht e Begréff op - deen hat ech virdrun nach net kannt - an där Etüd. Dat ass dann d'Violence institutionnelle. Institutionnelle: Dat ass e grousse Begréff. Do gëtt da gesot: Déi Institutioun Schoul inspiréiert, fir gewalttäteg ze ginn.

Wichteg ass awer festzestellen, an dat mierkt een och an de Schoulen, datt déi Akte vun de Kanner als selbstverständlech higeholl ginn. Et ass keng Revolte méi derbäi, wann eppes Schlëmmes geschitt.

Ech ginn Iech ee Beispill: An enger Schoul, déi ech gutt kennen, huet d'lescht Woch een engem e Stull ewechgezunn, bewosst ewechgezunn, d'Kand fält op de Kapp, et war fënnef Minutte vu sech. Do ass deen anere gefrot ginn: Firwat hues du dat gemaach? Äntwert: Well ech et gär gemaach hunn. Dorophin huet de Schoulmeeschter sech gesat, dee wosst net, wéi e sollt dorop reagéieren.

Ech mengen, eent vun deenen allerwichtegsten Elementer an der Schoul ass, datt de Respekt virun deem, dee virun der Klass steet, de Respekt virum Schoulmeeschter, de Respekt virun der Léierin eng ganz aner Form kritt huet, komplett anescht ze kucken ass, wéi dat de Fall war.

Wéi mir ugefaangen hu Schoul ze halen, huet dee Respekt op véier Bee gestanen. Éischtens huet den Enseignant missen iwwer en zolidd Wëssen, e Fachwësse verfügen. Dat ass d'Basis dovun. Zweetens war eleng schonn den Altersënnerscheed tëschent deem, deens de virun der has, an deem, deen an der Bänk soutz, en Element vu Respekt. Drëttens, wat d'Fonctioun vum Enseignant ugeet, d'Fonctiounsstellung vum Enseignant an der Gesellschaft war eng ganz aner wéi déi, déi en haut huet, an ech wëll net soen eng ganz aner, mä si huet sech ënnerscheet a genau dat gëtt jo vun den Enseignantsgewerkschaften inkriminéiert, si wäre gär méi respektéiert. An dann huet nach e véiert Been dozou gehéiert, dat war d'korrekt Behuele vum Schoulmeeschter, d'korrekt Behuele vum Professer vis-à-vis vum Elève. Korrekt Behuelen huet geheescht, gerecht sinn.

Domadder ass een duerch de Bësch komm. Haut ass dat net méi de Fall. Deemools war d'Léierpersoun eng Persoun à part. Haut ass dat net méi de Fall. Haut si se agegliddert an der Gesellschaft a si gi gekuckt wéi jiddfereen, deem d'Kanner op der Strooss begéinen.

Et huet een d'Impressioun, wéi wann d'Léierpersounen an där Diskussioun, déi se féieren iwwert deen dote Problem, sech permanent auserneesetze mat den Elteren a mat de Kanner, a wéi wa se géife probéieren, fir d'Elteren a fir d'Kanner ze änneren. Or sinn d'Liewensbedingungen an d'Liewensopfaassung vun den Elteren a vun de Kanner net aus der Schoul eraus méi ze änneren. Dat ass e Constat. Déi bleiwen dat, wat se sinn. Den Elève modèle, dee gëtt et net méi oder gëtt et kaum méi, oder awer et sinn d'Kanner vun Deputéierten oder vu Professeren a vu Schoulmeeschteren, mä den Elève modèle ass äusserst selte ginn. Et ass deen, deen alles schléckt, deen net rouspétéiert an déi aner och a Rou léisst.

Sozial Problemer gi mat an d'Schoul geschleeft. Wa Kanner an Appartementer liewen, wou se absolut keng Intimitéit hunn, wou se sech net fräi maache kënnen, wou se keng Plaz fir sech hunn, da klappt dat och net an der Schoul. Finanziell Problemer féieren dozou, datt munchmol Racketing virkënnt; Aarmut ass den Nährbuedem vun der Gewalt. Familiär Zoustänn, déi ideal Zoustänn, déi d'Madame Frank am Numm vun der Madame Andrich hei skizzéiert huet, wäerten ëmmer manner heefeg ginn. Waart emol an zéng, 20 Joer, wat dovunner nach Rescht bliwwen ass. Et gëtt keng Groussfamill méi. D'Monnie beim Haus, déi d'Elteren ersat hunn, falen aus.

M. le Président.- Här Scheuer, erlaabt Der eng Tëschefro vum honorabelen Här Mehlen?

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Selbstverständlech.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, ech hunn déi Remarque och héieren, déi d'Madame Frank gemaach huet iwwert déi méi oder wéineger ideal Situatioun, déi mer eis virstellen.

Ech muss soen, da fannen ech et net ganz gutt, wa mir als Politiker oder souguer als international Institutiounen deelweis déi Fraen och nach stigmatiséieren, déi fräiwëlleg d'Entscheedung huelen, fir doheem ze bleiwen a sech ëm d'Kanner ze be-

këmmeren, an domadder deelweis Risiken an och souguer Désagrémenten aginn.

Da soll ee wéinstens awer d'moralesch Unerkennung, wann net och nach e gudde Krack méi wäit goe fir déijéineg, déi deen Effort maachen. Et geet net, datt mer heihinner kommen a fir d'éischt soen, dat wär am Fong geholl den Idealzoustand, dee mer eis alleguer wënschen, an da gi mer hannendrop a mer verkënnegen dann erëm de Contraire.

Ech weess net, ob den Här Scheuer, an dat ass meng Fro, déi Usiicht och deelt.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ech deele se net ganz. Ech kann Iech net soen, wéiwäit ech se deelen. D'Politik ännert an deem dote Fall garantéiert näischt. Guer näischt. Mä mir musse mat de Faiten eens ginn a mir mussen deem Rechnung droen, wat mer net ännere kënnen, an dat ass den Zoustand vun eiser Gesellschaft, ouni awer all déi aner ze diskriminéieren, déi an der glécklecher Lag sinn, fir nach kënnen esou ze liewen, wéi d'Madame Frank dat duergestallt huet.

An da wollt ech nach als anert Element opzielen déi nei Medien, déi nei Spiller, Video etc., dat ass bekannt. Dat alles ass schonn eng Leier.

Ech wëll awer eppes soen zur Positioun vun den Elteren. Ech hunn d'Impressioun, an déi gëtt gedeelt vum Léierpersonal, datt d'Elteren haut hir Kanner schütze virun der Institutioun Schoul. Wann een an Elterversammlung derbäi ass, da stellt ee fest, datt d'Eltere vis-à-vis vun der Schoul eng relativ feindlech, net nëmme kritesch, mä relativ feindlech Attitüd entwéckelen. Dat war virdrun net de Fall. Ech wëll et natierlech net generaliséieren, mä d'Eltere si vill méi kritesch vis-à-vis vun der Institutioun anzestufen, wéi dat fréier de Fall war.

An ech ginn Iech e Beispill. Ech ginn Iech wierklech e Beispill derfir, och fir d'Diskussioun oder d'Atmosphär e bëssen opzelockeren: E Kand hélt an engem Bus eng Schéier a fuchtelt mat der Schéier virun den Ae vun engem anere Kand. D'Léierin, déi den Accompagnement mécht, hélt dem Kand d'Schéier of a seet, deng Mamm soll sech bei mir mellen oder ech wëll mat denger Mamm schwätzen. D'Kand kënnt den aneren Dag an d'Schoul an da seet et zur Léierin, Joffer, wann Dir déi Schéier elo net zréckgëtt, da musst Dir menger Mamm se bezuelen. Domadder hat et sech. Eng Diskussioun huet net stattfonnt, awer dat ass symptomatesch, fir dee Broch tëschent der Schoul an deenen, déi d'Autorité parentale duerstellen, representéieren, fir deen ze dokumentéieren.

D'Schoul ass dann och fir d'Kanner kee Liewensraum, wou se sech wuelfillen. Kee Liewensraum, wou se gär higinn. D'Noutwendegkeet, fir an d'Schoul ze goen, gëtt net agesinn, gëtt net méi esou erkannt, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Et ass eng Plaz ënner aneren, wou een higeet, an do behëlt ee sech dann och esou wéi op där anerer Plaz, wéi an engem Training oder wéi wann een iergendwou spille geet.

Wat maache mer? An dat féiert mech zu deem, wat mer amgaang sinn an der Chamber ze maachen, nämlech politesch Aarbecht.

Mir sinn amgaang Schoulgesetzer ze maachen. An zwar véier Gesetzer, wou deen doten Thema implizit behandelt gëtt, ouni datt den Terme Violence fält. Mir schwätzen iwwert d'Obligation scolaire. Mir schwätzen iwwert den Enseignement fondamental. Mir hunn e Projet „Eis Schoul", deen nach net sprochräif ass. A mer hunn e Projet en place gesat, „nei Schoul".

An all deene Gesetzer gëtt et wéi e roude Fuedem verschidden Elementer, déi mussen a Kraaft trieden an déi musse spillen, wann een deem bedrohleche Facteur Gewalt wëllt entgéintwierken.

Dat eent ass d'Schoul, an dat Allerwichtegst, d'Schoul muss eng Plaz sinn, wou d'Kanner sech wuel fillen. Wa se erauskommen an d'Paus, dann ass der Däiwel lass an der Paus. Si sinn net méi ze kontrolléieren. Ech hunn e Film gesinn, wou e Schoulmeeschter sech op eng Trap gestallt huet, en huet einfach gefilmt. Wat do ofleeft an enger Paus, dat ass et soss ni ginn. Do défouléiere se sech een un deem aneren, op wierklech déi brutaalst Aart a Weis, déi et gëtt. An da gi se nees erageruff, an da geet et net do anescht, mä et geet deelweis esou weider wéi an der Paus.

Ech sinn der Iwwerzeegung, datt déi nei Gesetzgebung, d'Schoulgesetzer déi richteg Äntwert op déi Feststellunge sinn.

An der Primärschoul, wat ass do geplangt? En differenzéierten Unterrecht, e méi individualiséierten Unterrecht. En Unterrecht, deen de Kanner en Erfollegserliefnis vermëttele soll. En Unterrecht, dee Kompetenze schafe soll, deen op der Basis vu Kompetenze fonctionnéiert, an net vun engem idealiséierte Wëssen. Kompetenzen, déi accessibel si fir jiddfereen.

Zweetens, eng positiv Evaluatioun vun deem, wat ee kann, an dann net nëmmen eng Evaluatioun, déi nëmmen hir Defiziter opweist. Dann eng Opgliderung an Zyklen, Zyklen, déi méi Souplesse brénge bei der Promotioun, déi den Échec solle verhënneren. Dat negatiivt Erliefnis, wat jo awer och dozou féiert, datt ee sech défouléiert.

An da ganz wichteg an all deene Gesetzer an och an deem nächste Gesetz, wat mer stëmmen, dem Jonglënster Lycée, deen neie Lycée, deen dohinner kënnt, do gëtt virgesinn, datt d'Léierpersonal encadréiert ass vun Équipen, vun Éducateuren, déi d'Léierpersonal ënnerstëtzen. Éducateuren, déi Uspriechpartner sinn. Éducateuren, déi och Uspriechpartner si fir d'Elteren.

Da schwätze mer vu Projeten, déi d'Schoule kënne realiséieren, wou een alles thematiséiere kann. Da si mer am Beräich vun der Autonomie vun de Schoulen, déi dann Eegeninitiativen entwéckele kënnen.

An dann als leschten oder als anert Element, d'Ganzdagsschoul, déi eben - Madame Frank, Här Mehlen - op déi Defiziter reagéiere muss, déi mer feststellen. Dat ass esou! A mir hunn iwwerhaapt kee Recht, fir ee Wäertuerteel doriwwer ze fällen.

An dann als Allerlescht eppes, wat mir perséinlech um Häerz läit, an dat muss an d'Ausbildung vun den Enseignantë mat eragoen, Madame Minister, eng Educatioun an der Schoul, eng Educatioun iwwert den Ëmgang mat den neie Medien, dat muss an alle Fächer geschéien. Dat mussen d'Enseignanten awer fir d'éischt selwer léieren.

Eng Medienerzéiung, mengen ech, sollte mer och emol eng Kéier an der Chamber thematiséieren, och am Kader vun dëser Debatt oder als Konsequenz vun dëser Debatt.

Dir Dammen an Dir Hären, et kënnt een nach weiderfueren, och de Projet PROCI ass een Element, wat och zu der gudder Atmosphär, déi eng Schoul brauch, bäidréit. Mä weiderféieren och alles dat, wat den Här Adam opgezielt huet: Therapieplaze musse mer méi zu Lëtzebuerg hunn, etc., d'Konsequenzen, déi mussen och festgeluecht ginn. Wann een einfach näischt erreecht mat engem: Kann eng Schoul een erausschmäissen? Soll se een erausschmäissen oder ass de Projet „Mosaik" d'Léisung, wann et net geet, a kann een deen iwwerall applizéieren, hu mer d'Mëttele fir en ze applizéieren?

Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt déi Gesetzer, datt déi nei Strukturen och eng nei Approche vis-à-vis vum Phenomeen Violence ënnert de Jugendleche mat sech bréngen. Dat ass eng Fro vun Asaz. Dat ass och eng Fro vun Initiativ an eng Fro vu Motivatioun vum Léierpersonal a vun den Elteren, an et ass eng Fro vun Opbau vun engem Partenariat, fir hei virunzekommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Henckes. Här Henckes!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt a menger Interventioun méi op déi Form vu Gewalt agoen, déi ënnert d'Strofrecht fält. Et gëtt do wéineg Statistiken, sauf déi, déi d'Police an enger Pressekonferenz 2003 bruecht huet an déi déi Jugendlech betréfft, déi manner wéi 25 Joer al sinn.

An do stellt ee fest, datt 37,5% vu sämtlechen Infraktiounen, déi vun der Police festgestallt gi sinn am Joer 2002, vu jonke Leit, déi manner wéi 25 Joer haten, gemaach goufen. 50% vun hinne ware Lëtzebuerger. Déi aner hu sech op déi verschidden Nationalitéite verdeelt. 86% vun deene wunnen am Land. Bref, et ass dat soziologescht Spigelbild vun eiser Gesellschaft.

Wat een och feststelle muss, dat ass, datt de Gros vun deenen Infraktiounen, 42,6% an der Stad stattfannen, 9,3% zu Esch, an insgesamt ass all déi Gewalt, déi Infraktiounen, déi festgestallt gi sinn, sinn en gros op 20 Gemengen am Land verdeelt.

Déi Haaptproblematik, mat där d'Police an d'Geriichter konfrontéiert sinn, ass d'Drogeproblematik an alles, wat sech domadder uschléisst, wéi alleguerten déi Déifställ mat oder ouni Gewalt.

Wat een och muss festhalen, dat ass, datt d'Affer haaptsächlech, wann net exklusiv, Jonker ënner 18 Joer sinn. Et muss een also festhalen, datt mer hei eng Situatioun hunn, déi net exceptionnel ass fir Lëtzebuerg, mä mat där mer mussen eens ginn, d'autant plus wann ee weess, datt haut schonn den Drogekonsum ganz oft mat 13 oder 14 Joer ufänkt.

An dofir menge mir, datt, wann ee wëllt aktiv ginn um Niveau vum Stat a vun de Gemengen, dann ass dat iwwert d'Preventioun an net iwwert d'Repressioun. D'Preventioun um Niveau vun der Famill, vun der Schoul, vun der Aarbecht a vun der Fräizäit. An all Fongen, déi investéiert ginn, fir där Gewalt entgéintzewierken, fir der Jugend d'une façon générale entgéintzekommen, de Jugendlechen ze hëllefen, besser duerch d'Liewen ze kommen, si gutt investéiert Suen.

D'Ursaache vun där Gewalt bei de Jugendlechen, vun der Jugendkriminalitéit, do gëtt et ganz vill Debatten, an ech hu versicht déi puer Theesen, déi hei op der Uni Lëtzebuerg eng Kéier debattéiert gi sinn, duerchzegoen, an ech hunn der do zwou fonnt:

Eng vun engem däitsche Psycholog, engem Expert, dee gesot huet, et wier haaptsächlech iwwert d'Televisioun an d'Videosspiller, datt d'Gewalt géing un déi Jugendlech erugedroe ginn, well se ganz oft do géing verherrlecht ginn.

Ee franséischen Expert huet au contraire op d'Problemer am Elterenhaus an op den Échec scolaire, op d'Problemer an de Schoulen higewisen.

Ech mengen, et ass e bësse vun allem. Et ass e bësse vun deenen zwee, wat een hei festhale muss. An dofir muss ee kucken, wéi een déi eenzel Phenomeener upake kann. Do schéngt mer eppes dovunner ze sinn, wann ee wëllt eng konkret Mesure ergräifen, datt ganz vill Elteren an Enseignanten, wa se een Ablack mat Gewalt vun hire Kanner, vun hire Jugendlechen, déi se an der Schoul hunn, konfrontéiert sinn, net wëssen, u wie se sech wende sollen.

Vun Eltere gëtt ee ganz oft ugeschwat, si hu gesot, ech hunn e Jong oder e Meedchen, dat ass an der Drogeproblematik dran, dat gëtt gewalttäteg, et gëtt Problemer doheem, si wëssen net, wou se sech hiwende sollen.

Bien entendu kann een, wann een e bësselche sech renseignéiert, op de Wee goen, fir bei der „Jugend- an Drogenhëllef" unzeruffen. Mä vill Leit denken net, datt dat hiren Uspriechpartner wier, an dofir mengen ech, wier d'Regierung gutt beroden, fir ze kucken, fir een nationalen Télefon ze hunn, wou d'Leit kënnen uruffen a wou d'Enseignanten och kënnen uruffen, wa se mat Problemer vu Gewalt oder Droge konfrontéiert sinn, fir ze kucken, wéi een do kann Hëllef bréngen. An dat schéngt mer eng ganz praktesch Mesure ze sinn, déi net deier kascht an déi ganz vill kënnt zur Verbesserung vun de Situatioune bäidroen.

Da muss een och op eng Experienz hiweisen, déi mer an der Stad Lëtzebuerg duerchgezunn hunn, déi ech perséinlech als Conseiller vun der Stad laang Jore gefrot hunn an déi och elo zënter e puer Jore leeft, dat ass fir alleguerten déi Jonk, déi an dem Primärschoulalter sinn a wou ee gesäit, datt se eng Tendenz zu gewalttätegen oder kriminellen Aktivitéiten hunn, datt déi direkt psychologesch a psychiatresch versuergt ginn, datt se an eng Spezialklass kommen, an do gesäit een och, datt, wann een op dee Wee geet, datt do iwwer e puer Méint oder eventuell een oder zwee Joer maximum d'Situatioun geregelt ginn ass.

Et ass just ee Fall mer bekannt, wou Happ a Malz verluer war, well dee Jugendlechen anscheinend souguer esou wäit gaangen ass a sengem Behuelen, datt hien d'Psychologen, d'Psychiateren an d'Enseignanten attackéiert huet, esou datt do net méi vill ze maache war.

Mä bei ganz ville Fäll, bei deene meeschte Fäll konnt awer eng positiv Evolutioun festgehale ginn. Ech mengen, esou Initiative kann ee jo net an all Gemeng virgesinn, mä et ass awer wichteg, datt wéinstens regional kéinten esou Dispositioune bestoen, fir justement op där enger Säit den Dialog mat den Elteren ze hunn, déi Kanner psychologesch a psychiatresch ze betreien, wann et noutwendeg ass, an deen néidegen Encadrement ze ginn.

Da schéngt et ons och wichteg, datt ee muss déi Jonk méi aktiv an onser Gesellschaft eng Roll spille loossen, am soziale Liewen. Notamment geet et och dorëm, fir datt deenen Associatiounen an deene lokalen Autoritéiten, déi de Phenomeen vun der Violence bekämpfen an de Schoulen a bei de Jugendlechen, soll gehollef ginn.

Da kënnt natierlech derbäi- an doriwwer muss een natierlech och schwätzen -, datt et een Deel vu Jugendleche gëtt, vu Jonken, souguer Mannerjähregen, déi ënner 18 Joer al sinn, déi manifestement zu kriminellen Täter ginn, do muss een elo leider feststellen, datt dee Moyen, dee mer elo virgesinn hunn, falsch ass: dat ass, se an de Prisong ze stiechen, wou se am Prinzip net higehéieren.

Déi Situatioun ass esou schlëmm, Madame Ministerin, et sinn der esou vill elo am Prisong, datt déi Jugendlech zwëschent 16 an 18 Joer elo op de Matratze leien. Ech muss soen, do wëll ech ganz staark dergéint protestéieren, datt mer op deem Gebitt näischt oder net séier genuch maachen, fir datt mer eng Lokalitéit fannen. Ech si frou, datt den Här Bauteminister do ass, datt hien ons vläicht ka soen, wou mer mat deene Projeten dru sinn, fir déi ze realiséieren, datt mer dat elo duerchgezu kréien. Well et ass urgent, datt mer do eng Léisung fannen.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- D'Autorisatioune sinn elo endlech do, esou datt ech hoffen, datt mer kuerzfristeg kënne mat deem dote Projet lassfueren; wann dat d'Äntwert op Är Fro ass.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà! Ech si ganz frou, déi Nouvelle do ze héieren, well d'Situatioun ass am Prisong ablacklech skandaléis. Dofir ass et méi wéi Zäit, datt soll reagéiert ginn.

Dat gesot, mengen ech, datt et awer och wichteg ass, datt mer déi néideg Etüde maachen um Niveau vun der Regierung, datt mer méi Donnéeë kréien iwwert dee Phenomeen vu Gewalt, iwwert déi Phenomeener, déi mer an de Schoule kennen. Dee vun den Droge géing ech hei mat an déi Etüd abezéien, well een ëmmer gesäit, datt elo mat 13, 14 Joer schonn den Drogekonsum an onse Schoule ganz staark Proportiounen anhëlt.

Dofir mengen ech, datt déi Debatt hei soll zu deem Positive féieren, datt, wann ee wëllt Politik maachen, wann ee wëllt konkret Mesuren ergräifen, da soll ee fir d'éischt prezis Donnéeën hunn an et soll een dann och op deenen Experienze wéi déi vun der Stad Lëtzebuerg foussen, fir eventuell déi gutt Experienzen an anere Gemengen och kënnen duerchzezéien.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Dann huet als leschte Riedner den honorabelen Här Jaerling d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, wat ech hei feststellen, dat ass, dass sech am Fong absolut näischt geännert huet, well haut sinn d'Kanner net méi aggressiv wéi mir waren. Just deemools si mir an de Wise mat Bounestaangen openee lassgaangen, déi mer beim Noper am Gaart geklaut hunn, an déi Woch drop hu mer Fussball géintenee gespillt. Méi ass net geschitt. Haut sinn déi Jugendlech net méi schlecht, wéi mir waren, an och net méi gewalttäteg.

Dat Wuert Gewalt solle mer emol e bëssen hei aus de Féiss loossen, a vläicht vun e bëssen Aggressivitéit schwätzen. Wa mer vu Gewalt schwätzen, da musse mer och feststellen, dass et net deen Eenzelnen ass, well deen Eenzelnen, deen ass harmlos. Wat ech aus der Erfahrung weess, dat ass, dass haaptsächlech de Gruppeneffekt spillt, wou déi meeschte Gewalt sech ofspillt, well ee méi deen Haarde wëllt markéiere wéi deen aneren.

Ech kann Iech just soen: Wann ech an der Schoul eng fléie gelooss hunn, da sinn ech heemgaangen, an dann hunn ech eng mat mengem Papp senger 75er Schëpp kritt. Da war ech geheelt,...

(Interruption)

...och wann ech da reklaméiert hunn. Mir hate Respekt virum Schoulmeeschter; mä wat nach méi wichteg war, och d'Elteren hate Respekt virum Schoulmeeschter. Haut ass dat iergendwéi net méi de Fall.

Haut gi se Éducateur genannt, an all Éducateur brauch nach geschwënn zwee Psychologen niewent sech, fir mat de Schüler, der Schoul a mat sech selwer eens ze ginn. Esou wäit si mer haut.

Ech soen lech dat heiten: De Problem, dee gëtt geléist an de Familljen. Wann do déi ethesch a moralesch Wäerter de Kanner net bäibruecht ginn, da bréngt och kee Schoulmeeschter a kee Proff hinne se bäi. Ech hunn dat schonn e puermol hei gesot. Dat wäert an Zukunft och esou bleiwen.

Da muss een och oppassen. Hei ass gesot ginn, dass meeschtens déi männlech Kanner gewalttäteg sinn. Ma dat ass ganz oft normal, well se doheem dat vun hire Pappe bäibruecht kréien. Well dee Machismus, dee jo heiansdo nach an eise Familljen ass, an dee jo awer säit iwwer 2.000 Joer vun enger bestëmmter Kultur nach ëmmer gefördert gëtt, gefördert ginn ass...

Une voix.- Très bien!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- ...an haut och nach gefördert gëtt, ech géif mengen, dass mer emol mussen dovun ewechkommen, an dass och net e Kand gesot kritt: Wann s de kräischs, da bass de kee Mann. Dat sinn och all déi Saachen, all déi Effeten, déi sech op d'Kanner erëmspigelen. Da versiche se dat och no baussen erauszedroen, wat se doheem geléiert ginn. Dofir ass den Haaptpunkt eben, d'Preventioun an de Familljen unzefänken an eng aner Mentalitéit an d'Familljen ze kréien.

Et kann een och net driwwer ewechkucken, dass mer eng Rei aner Kulturen, eng Rei aner Mentalitéiten hei am Land bäikritt hunn, déi eng aner Opfaassung hu vum Familljeliewen, enger anerer Opfaassung vun der Hierarchie vun der Famill. Et muss een och doriwwer schwätzen an och kucken, dass dat net op d'Kanner iwwerdroe gëtt, an dass se sech an eiser Gesellschaft esou afügen, wéi mir dat maachen. Dat ass net esou einfach.

Op jidde Fall ass fir mech dat Wichtegst eben de Respekt virun den Elteren, dass d'Eltere mussen derfir suergen, dass d'Kanner Respekt virun hinnen hunn, dass d'Kanner erëm Respekt hu virun deenen, déi se sollen eppes léieren, an dass d'Elteren och Respekt sollen hu virun den Éducateuren, déi hire Kanner eppes solle bäibréngen. Dat sinn déi Haaptakzenter, wou mer mussen usetzen.

Wa mer dat fäerdeg bréngen, da wäerte mer feststellen, dass eis Kanner net méi gewalttäteg sinn, wéi mir waren, mä dass se just eben eng aner Aart a Weis vun Hobbyen hunn, eng aner Aart a Weis vu Liewensaart, wou se net méi mat Bounestaangen openee ginn, mä wou se dann ebe géint virtuell Ritter kämpfen zu zwee oder zu dräi. Och dat ass ee Phenomeen. Fir ze versiche se dovunner ewechzekréien, spillt och eng grouss Roll.

Ech géif mengen, wa mer an déi Richtung schaffen, da si mer um richtege Wee. Mä loosst wann ech gelift eis Kanner a Rou, a marginaliséiert se net méi, wéi et muss sinn. Si sinn net méi schlecht, wéi mir waren.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Angel huet d'Wuert nach gefrot. Här Angel, wann ech gelift.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn haut am Kader vun dëser Interpellatioun scho vill iwwer Gewalt vun de Jonken an a ronderëm d'Schoul héieren. Ech wollt awer kuerz op ee Problem agoen an drun erënneren, dass vill vun där Gewalt schonn am Virfeld vun der Schoul, dat heescht an der Famill, geschitt an och do produzéiert gëtt.

Vill Jonker importéieren déi Violencë vun doheem mat an d'Schoul a projezéiere se dann op aner Schüler. Dofir kann d'Schoul eleng dës Problemer net selwer léisen. Menger Meenung no musse mer dofir och vill méi d'Eltere responsabiliséieren. Dofir wollt ech ënnersträichen, wéi wichteg et ass, Initiativen ze ënnerstëtze wéi d'Elterenschoul, déi mat verschiddene Gemengen d'Eltere forméieren. Dës Initiative sinn, wéi gesot, enorm wäertvoll.

Si hunn, menger Meenung no, awer een Hoken, an dat ass: Et muss ee sech d'Fro stellen, ob se déi richteg Elteren erreechen. Elteren, déi e staarkt Selbstwäertgefill hunn, oder Elteren a Familljen, déi selwer keng Angscht hu virun Autoanalysen, déi fille sech hei ugesprach a benotze vläicht och dës Offer. De Problem stellt sech awer, wéi een un déi Leit erukënnt, déi net d'Gewunnecht hunn, an esou Eltereschoulen ze goen oder dorun ze participéieren.

Do, fannen ech, musse mer nei Weeër goen. Do gëtt et och Etüden. Do gëtt et e Schwäizer Psychiater, de Jean-Claude Métraux, dee bei d'Leit geet, deen d'Experten um Terrain esou forméiert, dass se identifizéieren, wou Eltere mat Problemer sinn. D'Experte gi bei d'Leit. D'Leit kréie kee Bréif geschéckt, dass se sech mussen an engem Service melle mat hirem Kand, mä et geet ee bei d'Leit heem.

Dat gëtt och net als Kontroll emfonnt vun de Leit. Dat soll sech esou ofspillen, dass d'Leit et gutt fannen, dass ee bei se kënnt an emol endlech ee sech fir si interesséiert. Well oft sinn dat Elteren, déi selwer hir Plaz nach an der Gesellschaft net fonnt hunn. Déi brauchen eng Hëllef. Ech fannen, wa mer esou Weeër géinge goen, dat wär eng aktiv preventiv Moossnam niewent deene ville reaktive Moossnamen, déi scho virdrun hei opgezielt gi sinn.

Dat heiten ass eng Moossnam, déi sech un d'Eltere went. Eng aner Moossnam, déi ech ëmmer nëmme kann ënnersträichen, a vun där haut nach net vill geschwat ginn ass, dat ass d'Schoulmediatioun.

Och ganz kuerz wëll ech soen: Hei geet et drëms, d'Kanner niewent dem Savoir-faire och de Savoir-être léiere sollen. Se solle léiere staark Schüler ze ginn, an dat heescht, si sollen hir Sozialkompetenzen esou entwéckelt kréien, dass se a Konfliktsituatioune selwer matenee kënnen ëmgoen. Et gëtt där Projete schonn a ville Schoulen. Ech wollt just haut nach eng Kéier ënnersträichen, dass mer dat solle pousséieren, och an de Gemengen dat ënnerstëtzen an net nëmmen a Lycéeën, net nëmmen a Primärschoulen, mä och an der Spillschoul kann dat schonn ugefaange ginn. Well wat ee méi fréi an déi Kanner investéiert a se méi staark mécht, wat se herno besser Jugendlecher an och besser Aler ginn.

Also, ech wollt dës Debatt ofschléisse mat zwou konkrete Suggestiounen an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Angel. D'Madame Delvaux, Minister zoustänneg fir d'national Erzéiung, huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll Merci soe fir den Débat, dee jo gewisen huet, dass d'Gewalt ee Sujet ass, dee jiddfereen interesséiert, dee jiddferee muss interesséieren.

Et ass e Problem vun eiser Gesellschaft, wéi mer aus deene villen Zitater héieren hunn - et gëtt jo och vill Literatur doriwwer. Ech géif mengen, mir kéinten eis eenegen op eng Definitioun vun der Gewalt, déi do heescht, dass et net nëmmen déi physesch Gewalt ass, mä och déi verbal Gewalt, déi psychologesch Gewalt an déi, déi ech gär géif nennen déi sozio-ekonomesch, dat heescht déi Gewalt, déi produzéiert gëtt, wa Kanner, Grousser ongerecht behandelt ginn, wa se Victime si vun Diskriminatiounen, vun Aarmut. Dat ass een Terrain, wou d'Gewalt sech méi einfach entwéckelt, an duerfir ass mäi Leitmotiv, fir ze soen, mir brauchen eng gerecht Schoul, well dat schonn eng éischt Konditioun ass, fir Gewaltpreventioun ze maachen.

D'Gewalt ass och net abstrakt. Si manifestéiert sech ëmmer an engem Kontext a si huet normalerweis Ursaachen a si huet och Konsequenzen. An oft weess een net, ob d'Ursaach d'Konsequenz ass. Ech denken net nëmmen un déi Leit, déi Victime si vu Gewaltakten. Mä Konsequenze vu Gewalt kënnen och sinn Dépressiounen, dat kann och Gewalt géint sech selwer sinn, wat jo och e Phenomeen ass, dee mer an eiser Gesellschaft kennen. A ganz oft kann och eng Konsequenz vun der Gewalt den Échec scolaire sinn, wat jo och ee groussen Défi ass fir eis Gesellschaft.

Ech mengen och, dass keen der Meenung ass, dass mer eng Gesellschaft schnell géife kréien, déi gewaltfräi wär, och wa mer eis dat wënschen. Ech denken, dass mer mussen dru schaffen, fir d'Gewalt ze prévenéieren a fir se ze reduzéieren. A well esou vill vu Strategië geschwat ginn ass an enger Gesamtstrategie, wëll ech soen, dass fir mech et en exzellent Dokument gëtt, dat ass eng Resolutioun, eng Deklaratioun vun de Ministere vum Conseil de l'Europe vum September 2005.

De Conseil de l'Europe, dee jo ganz vill op dësem Sujet schafft, iwwert d'Citoyenneté, op der Éducation à la Paix, op der Résolution de conflits, a wann een deen applizéiert, mengen ech, dass een e schéine Plan d'action kritt, an ech wéilt da just d'Haaptpunkten eraushuelen.

Dat Éischt ass „détecter la violence". Dat heescht, et geet net drëm, fir e grousst Schweigen drëm ze maachen, mä ze détectéieren. Dat geschitt doduerjer, dass mer Etüde maachen, an hei ass gesot ginn, mir hätten net vill Etüden. Ech géif mengen, datt déi grouss Etüd, déi 2002 publizéiert ginn ass, „Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg", eng grouss, exhaustiv Enquête ass. 2006 ass d'Enquête erëm gelaf. Leider sinn d'Resultater dovunner nach net zur Verfügung. Den Inconvénient vun deene groussen Enquêten ass, dass et immens laang dauert bis een d'Resultater dovunner kritt.

PIRLS ass een Element, wou och ganz vill gefrot ginn ass. Souwuel iwwert de Klima an der Schoul, mä och iwwert d'Gewalterliewe vun de Kanner. A wa PIRLS all fënnef Joer nei widderholl gëtt, kréie mir op Dauer ganz zolidd Daten iwwert dee Phenomeen an déi Situatioun zu Lëtzebuerg.

Deen zweete Punkt ass, dass et net duergeet ze détectéieren. Et muss een et och dénoncéieren. Et ass net, fir dann ze soen, jo gutt, elo hu mer dat festgestallt. Ëmmer erëm muss een de Fanger dropleeën an erausgoen. Dofir fannen ech et gutt, wa vill doriwwer geschwat gëtt. Ech fannen et och wichteg, dass et Comitéë gëtt an Initiativen, a wann dat dann d'Impressioun gëtt, wéi wa mer haut a méi enger gewalttäteger Gesellschaft wären, dann ass dat an deem Sënn net dramatesch, well mer einfach haut alles dat opdecken an et net vertuscht gëtt hannert de Maueren, entweder vun de Familljen oder vun der Schoul oder vu soss enger Institutioun.

Fir mech ass dann deen drëtte Volet, dat och ëmmer erëm no deem Leitmotiv vum Conseil de l'Europe, datt mir demokratesch Schoule musse schafen, «créer des écoles démocratiques». Et geet net duer de Prinzip hei ze priedegen. Mir musse se och schafen an dofir sinn ech frou, et ass och vu verschiddene Riedner gesot ginn, dass mer amgaang sinn déi Gesetzer ze maachen, déi eis et och erlaben, déi Participatioun an der Schoul ze verankeren.

Et geet jo net duer deene jonke Leit ze soen, mir brauche grouss Prinzipien an dir sollt demokratesch sinn. Si mussen dat och liewen. Si mussen et kënne matliewen a si musse kënne mat participéieren. Do wëll ech soen, dat Gesetz vun 2004 iwwert d'Autonomie vun de Lycéeën ass jo en éischte Schrëtt fir déi Participatioun an de Secondairesgebaier; d'Primärschoulgesetz soll dat verankere fir de Primaire.

Ech wëll just dem Interpellant soen, dee behaapt huet, mir géifen eis net d'Ressourcë ginn an d'Ressources humaines, fir d'Schüler ze encadréieren, dass an deem Pak vu Gesetzer, déi d'Gesetz vun 1912 ersetzen, an deem Gesetz iwwert d'Obligation scolaire eng Dispositioun dran ass, dass mer all Joer 20 Educateure kënnen hors Numerus clausus astellen, fir eben dee Mangel ze behiewen, deen ëmmer erëm an der Educatiounskommissioun ënnerstrach ginn ass, wou gesot gëtt, déi nei Lycéeën déi kréie Personnel, Educateure fir den Encadrement, an déi Lycéeën, déi et scho méi laang gëtt, hunn dat net. Fir dee Mangel ze behiewen, hu mer déi Dispositioun an dat Gesetz dragemaach, an ech hoffen, dass dat jo da ka geschwë gestëmmt ginn.

Wichteg an deem Kontext ass och, dass d'Schoule Schoulentwécklungspläng maachen, dass all Primärschoul an Zukunft muss e Plan de réussite scolaire maachen, wou also all déi verschidden Elementer opgezielt ginn.

Dann ass natierlech eppes ganz wichteg, an dat ass d'Aarbecht vum Enseignant. Ech denken, wa mer gären eng demokratesch Schoul hätte mat Participatioun, wou all Schüler eescht geholl gëtt, matgeholl gëtt, wou den Dialog mat den Eltere stattfënnt, dann ass d'Aarbecht vun den Enseignanten dovunner touchéiert an déi mussen eigentlech en anere Profil hunn.

Dat ass jo ee vun den Objektiver gewiescht vun deenen zwee Dokumenter - Profil vum Schoulmeeschter, Profil vum Professer -, déi mer am Ministère ausgeschafft hunn. Wat jo zu enger gewëssener Diskussioun Ulass gelooss huet, wann ee seet, den Enseignant ass net nëmmen e Wëssensvermëttler, mä et ass och ee Pedagog, deen d'Kanner muss um Wee mathuelen an deen aner Aufgaben an der Schoul muss iwwerhuele wéi nëmme Wëssensvermëttlung.

Dann ass et selbstverständlech, dass all Schoul hir Regele brauch, a wann da sech net un d'Regele gehale gëtt, dass d'Konsequenz dovunner dann ass, dass een och muss kënne Mesuren huelen, Moossnamen huelen, fir eben eng Strof ze ginn.

Elo ass bemängelt ginn, ob dat schnell genuch oder net schnell genuch geschitt. Ech muss soen, dat, denken ech, läit un der Schoul, wéi schnell dass reagéiert gëtt. An ech maachen en Appel, fir ze soen, wann ee muss strofen, dann ass dat nëmmen effikass, wann ee schnell strooft, an dass dat e Prinzip ass, deen an der Pedagogie net oft genuch ka widderholl ginn.

Dee fënnefte Punkt ass dee vun de Programmes éducatifs. Och dat ëmmer nach nom Conseil de l'Europe, wann ech deen zitéieren. Déi sinn amgaang an der Kompetenzdiskussioun, wou mer d'Niveaux de compétences definéieren, och ze definéiere wéi eng sozial Kompetenzen, wat sinn déi transversal Kompetenzen, Éducation à la citoyenneté, Éducation aux droits de l'Homme, do ginn och e ganze Koup „best practices" gewisen. Ech wëll just hei dee Courrier de l'éducation nationale weisen, deen dëst Joer erauskomm ass, wou déi Bonnes pratiques aus dem Primaire opgezielt gi sinn.

Deen nächste Punkt, dee sechsten, dat ass - ëmmer nom Conseil de l'Europe - d'Organisatioun en réseau, well d'Schoul eleng jo net alles kann, mä dass déi informell an déi net formell Erziehung eng grouss Roll spillt.

(Coups de cloche de la Présidence)

An och do praktizéiere mer dat jo. D'Schoulen hunn eng Partnerschaft mat villen Institutiounen. Ech zielen haaptsächlech op de Service national de la jeunesse. Mir hunn a praktesch alle Lycéeën dee Projet vun der Mediatioun, wou de Service national de la jeunesse zesumme mat dem SCRIPT schafft.

De Service national de la jeunesse huet eng ganz Rei vu Projeten zur Gewaltpreventioun an de Maisons des jeunes. Ech wëll déi extra hei ernimmen.

Dann hu mer e Partenariat mat der Police. Net méi wéi 965 Stonne war d'Police d'lescht Schouljoer an de Schoulen, fir mat den Enseignanten, mat de Schüler eben iwwert déi Problematik ze diskutéieren.

Mir schafen en neie Service. Deen ass amgaang aus de Kannerschong erauszewuessen. Dat ass e Service de détection et d'intervention précoce, eng Kollaboratioun mam Centre hospitalier vum Kierchbierg, dee jo d'Jugendpsychiatrie huet. Well jo eng vun eise Schwaachstellen ass, dat ass jo och haut de Mëtteg dénoncéiert ginn, dass mer fir vill Jugendlecher, déi en opfalend Verhalen hunn, keng Strukturen hunn, wou mer se kënnen hischécken, probéiere mer, déi Lacune progressiv ze fëllen. Dee Service de détection et d'intervention précoce fonctionnéiert an Zesummenaarbecht mat de SPOSen, mat de Schoulen a mat enger Équipe pluriprofessionnelle vum Kierchbierg.

Dann, mengen ech, ass et wichteg, dass mer weider dee Service décentralisé ausbauen, déi Institutiounen, wou mer déi Jugendlech opfänken ier se gewalttäteg ginn, well oft gi Kanner jo gewalttäteg, well se verhalensopfälleg sinn, well se sech net artikuléiert kréien, a well se net richteg opgefaange ginn. Dofir si mer amgaang zesumme mam Ministère de la Famille nach nei Services décentralisés ze schafen.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, denken ech, dass, wa mer vläicht net alles erreecht hunn, mer awer um Wee sinn, fir eng grouss Palette vu Moossnamen anzeriichten, se auszebauen. Da kënnt ee vläicht och op déi déprimant Feststellung, och wann ee vill mécht, dass et eigentlech ni duergeet, dass et ëmmer ëmmer nach Besoinë gëtt, déi mer mussen ofdecken. Mä ech mengen, an der Politik muss een och realistesch sinn an eent nom anere maachen.

Ech ka just net richteg gëlle loossen, et géif keng Strategie ginn. Ech mengen, et gëtt net eng Recette, well d'Situatioun vun de Jugendlechen a vun de Kanner ass ganz verschidde jee no den Uertschaften, wou se wunnen, jee nom Milieu, an deem se wunnen, jee no hirem Ëmfeld, an deem se liewen. Duerfir mengen ech net, dass et eng Recette miracle gëtt, fir Gewaltpreventioun ze maachen.

Duerfir ass et wichteg, eng grouss Palette ze offréieren, an an de Schoulen, de Maisons de jeunes de Sozialaarbechter „best practices" ze weisen - bonnes pratiques -, wat fonctionnéiert, an dass se sech dat eraussichen, wat op hir Populatioun, op déi Jugendlech, op déi Kanner, mat deene se liewen, passt, an dass et wichteg ass, dass se dat net vun uewen erof dekretéieren, mä dass ëmmer d'Partici-

patioun vun deene jonke Leit derbäi ass. Well nëmmen esou, soen d'Experten, kann eng Preventioun och effizient sinn.

Duerfir, Här President, hunn ech natierlech mat groussem Intérêt d'Motioun, déi den Här Adam déposéiert huet, gelies. Ech muss soen, ech hätt léiwer eppes méi Konkretes gehat. «À faire élaborer un concept global de prévention, de gestion et de médiation dans le contexte des phénomènes de violence», dat schéngt mir immens vaste. Ech weess net, wien dat soll élaboréieren. Ech wär eigentlech méi frou gewiescht, wa mer méi e prezisen Optrag gehat hätten.

Ech mengen, d'Chamber ass selbstverständlech fräi ze maachen, wat se wëllt, mä wann ech déi Motioun hei misst exekutéieren a mat an d'Regierung huelen, wär ech net sécher, wat ech domadder misst maachen. Duerfir wär et vläicht gutt, d'Motioun vläicht eng Kéier an deene verschiddene Kommissiounen ze diskutéieren, fir hir déi néideg Prezisiounen ze ginn, fir dass d'Regierung och weess, wat se dann ze exekutéieren huet.

Dat ass meng Suggestioun. Ech gesinn dem Här Fayot säi Gesiicht. Dir kënnt se awer och oflehnen. Ech kann och domadder liewen.

(Hilarité)

Merci.

Une voix.- Den Här Fayot kuckt ëmmer esou dran. Dat ass näischt Neies.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Den Interpellant, den Här Adam, freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här President, ech wollt just froen, ob ech net nach dierft kuerz Stellung huelen zur Motioun als Reaktioun op d'Madame Minister.

M. le Président.- Selbstverständlech.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här President, Madame Minister, wann d'Oppositioun proposéiert kritt, eng Motioun mat an eng Chamberskommissioun ze huelen, dann ass se eigentlech gutt beroden, si hëlt dat un. Ech wëll awer trotzdeem e klenge Kommentar dozou maachen.

Engersäits, Madame Minister, sot Der, et gëtt net eng Recette miracle. Mir hunn och bestëmmt net dervu geschwat, datt et déi géing ginn, an anerersäits hätt Der gär, datt mer Iech géinge méi prezis eng Recette miracle presentéieren. Dat kënne mer net.

Déi Motioun hei ass am Fong geholl eng Motioun, déi zimlech genau dat erëmgëtt, wat mer am Joer 2000 schonn eng Kéier hei an der Chamber akzeptéiert hunn deemools, a wou mer awer gemengt hunn, mer wieren net genuch drop agaangen. Dir hutt eis als ee Beispill hei de Courrier de l'Éducation nationale - déi Broschür - gewisen; Éducation à la paix. Dat ass eng flott Broschür, mä dat ass awer eng Oplëschtung. Do kann een awer net vun enger Strategie schwätzen. Wann ech och kucken, wéi d'Evaluatioun vun den eenzelne Projeten ass, fannen ech dat erstaunlech.

Dee Saz, wou mer eng national Strategie froen, deen ass aus deem Rapport hei, deen och vun der CSV-Vertriederin zitéiert ginn ass, nämlech «Violences et climat scolaires», wou et eng Konklusioun ass vun deenen zwee Wëssenschaftler, déi sech mam Sujet befaasst hunn. Déi schreiwen hei wuertwiertlech dran, an dee Symposium war Enn 2003: „Erforderlich ist, eine nationale Strategie zum Umgang mit schulischer Gewalt zu erstellen und zu etablieren."

An dat ass am Fong geholl dat, wou mer mengen, datt et wichteg wier, datt mer eis och nach géinge Méi ginn. Ech hu selwer hei déi vill Efforten, déi gemaach ginn am Alldag, och ervirgestrach. Et ass kee Mënsch, deen dat bestreit. Trotzdeem menge mer, datt et un enger national kohärenter Virgehensweis feelt.

M. le Président.- Merci, Här Adam.

Motion 1

Elo stëmme mer of iwwert d'Motioun.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da stëmme mer elektronesch of. De Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, 22 Jo-Stëmmen an enger Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner.

S'est abstenue: Mme Vera Spautz.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum éischte Projet de loi, dee mer haut den Owend um Ordre du jour hunn. Dat ass d'Diskussioun vum Projet iwwert d'Sécherheet am Prisong zu Schraasseg. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Diederich, d'Madame Loschetter an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Clement. An där Sekonn selwer huet den Här Jaerling sech och ageschriwwen. Här Jaerling, Der wiert gutt, wann Der dem President dat géift matdeelen.

8. 5813 - Projet de loi relatif à la modernisation du dispositif de sécurité du Centre pénitentiaire de Luxembourg

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, de Projet, deen ech Iech elo presentéiere wäert, ass op Niklosdag 2007 vum Bauteminister, dem Här Claude Wiseler, déposéiert ginn. De Statsrot huet den 21. Dezember dozou säin Avis ofginn. De 15. Januar, also relativ schnell, hu mer an der Bautekommissioun a Presenz vum Justizminister Luc Frieden an dem Bauteminister Claude Wiseler de Projet an den Avis vum Conseil d'État en détail analyséiert. An därselwechter Sitzung sinn ech dann och zum Rapporteur genannt ginn. Den 21. Januar 2008 hu mer de virleiende Rapport zu dësem Projet dunn ugeholl.

Här President, an dësem Projet geet et drëms, dem Stat d'Erlaabnis ze ginn, de Sécherheetsdispositif am Prisong zu Schraasseg ze moderniséieren. Dat initiaalt Konzept vum Prisong, deen elo geschwë 25 Joer um Bockel huet, staamt effektiv aus de 70er Joren. Och wann no den Evasiounen aus de Jore 95/96 a bei der Vergréisserung 2002 villes verbessert ginn ass, esou ass awer nach ëmmer op den éischte Modell - deem éischte Konzept also - weider opgebaut ginn.

Mir wëssen alleguer, datt et dréngend noutwendeg oder néideg ass, um Site vu Schraasseg en neie performanten a moderne Sécherheetsdispositif ze installéieren, deen den Ufuerderunge vun haut gewuess ass. De Prisong soll, sinn ech der Meenung, keen Héichsécherheetstrakt ginn, mä et soll awer a sech e séchere Prisong ginn.

Ech denken, Här President, sinn déi Mesuren, wéi mer se haut am Projet virschloen, emol bis realiséiert, da kënnen Evasiounen oder Tentatives d'évasion a) besser an éischter détectéiert ginn, a b) och besser verhënnert ginn. Och wa verschidde Leit sech dat net esou kënne virstellen, esou brauch et dach enger fundamentaler Planung an Iwwerleeung, fir esou e Sécherheetskonzept vu Grond op ze erneieren oder op d'Been ze stellen.

Dat, wat elo um Pabeier steet, ass a sech d'Resultat vun Iwwerleeungen, déi am Laf vun de leschte Jore vum Justizministère zesumme mat der Prisongsdirektioun, de Bâtiments publics souwéi de Sécherheetsservicer an der Fonction publique ausgeschafft goufen. Des Weidere sinn nach Experten aus der Schwäiz vun der Risk Management AG zurot gezu ginn, fir datt een och sécher eng kohärent a systematesch Démarche suivéiert.

Et geet hei drëms, datt de Prisong mat deem méiglechst neitsten techneschen Equipement dotéiert gëtt.

Ech kommen elo kuerz zur Beschreiwung vum Projet selwer. Ech denken, et ass normal, datt am Projet selwer weider keng technesch Detailer opgefouert ginn. Vu datt aus evidente Sécherheetsgrënn dat net méiglech ass a sécherlech och net vun Notze wier, ginn aus deeneselwechte Grënn och keng Pläng am Projet opgezeechent.

Aus dëse Grënn erleien en Deel vun deenen neie Sécherheetsmesuren och net de Kritäre vun deenen übleche Marchés-publics-Ausschreiwungen. Fir genee ze sinn, sinn dat dräi Mesuren, déi ënnert dës Klausel falen. Et sinn dat de Brouilleur fir GSMen, d'Videoiwwerwaachung an d'Mesuren, fir Helikopterlandungen innerhalb vum Prisong onméiglech ze maachen oder ze verhënneren. An dësen dräi Fäll ginn d'Opträg iwwer e Marché négocié verginn. Souwisou mengen ech handelt et sech heibäi ëm technesch esou spezifesch Mesuren an Installatiounen, datt just e puer wéineg Fournisseuren a Fro komme wäerten, fir dës Marchéen iwwerhaapt ze kréien.

Hei dann elo déi Haaptposte vun deem neie Sécherheetsdispositif. Éischtens emol d'Ersetze vun der baussenzeger Videoiwwerwaachungsanlag. Dës ass néideg, fir déi ganz Fläch vu 14 Hektar mat engem Bausseperimeter vu méi wéi 1.500 Meter optimal iwwerwaachen ze kënnen. Och hei ass Technik esou séier an esou schnell evoluéiert, datt dat, wat virun zéng Joer nach als neiste Stand vun der Technik ugesi gouf, haut iwwerholl ass an ausgedehnt huet. Ech perséinlech sinn der Meenung, datt et an zéng Joer nees nei Erkenntnisser an aner Techniken an dësem Domän gëtt, esou datt dann d'Politik sech wahrscheinlech erëm muss domadder befaassen.

Zweetens, d'Ersetze vun der Entréespaart fir d'Autoen. Déi gëtt u sech elo méi stabil gemaach, fir ze verhënneren, datt Autoen oder aner Gefierer einfach mat Gewalt kënnen doduerch an d'Enceinte vum Prisong rennen.

Drëttens, d'Ersetze vun der baussenzeger Sécherheetsclôture. Hei si fënnef Meter Héicht virgesinn, fir esou spektakulär Evasioune wéi déi vum Mäerz 2003 oder Februar 2007 ze verhënneren.

Et ass derzou ze bemierken, datt d'Déngschtwunnenge vun de Gardienen net méi an d'Enceinte vum Prisong selwer kommen, wéi dat bis elo de Fall war, mä baussent déi nei Sécherheetsclôture kommen. Dat bréngt awer eng Modifikatioun vum Stroossentracé mat sech, fir bei dës Wunnengen iwwerhaapt ze kommen. Och dës Mesure ass u sech ze begréissen, well et jo hei ënner anerem och ëm d'Sécherheet vun deene Famillje geet, déi an dësen Déngschtwunnenge wunnen.

Véiertens, d'Realisatioun vun engem Anti-Helikopterschutz. D'Experienzen, Här President, aus dem Ausland weisen oder hu gewisen, datt ee sech virun esou Fluchtversich schütze muss, an deemno ginn dräi vun deenen 12 Bannenhäff domadder versinn.

Fënneftens, d'Installatioune vun engem Brouilleur fir Handyen. De Sënn an den Notzen heivunner läit mat Sécherheet op der Hand an ass och fir jiddferee kloer. An der Vergaangenheet sinn zwar schonns emol esou Anlage getest ginn, mä all Kéier als net ganz zefridde stellend befonnt ginn. Haut ass d'Technik verbessert ginn, esou datt ee kann dovun ausgoen, datt de System elo gräift, ouni awer - an dat ass jo u sech de Problem - den Handysgebrauch an den Nopeschgemengen oder an der Ëmgéigend ze stéieren.

Sechstens d'Realiséierung vun enger ganzer Rei méi punktuellen Aménagementer. Ech wëll se net alleguer opzielen, just e puer als Beispill zitéieren. Et geet hei ënner anerem ëm d'Erhéijung vun der Clôture ronderëm de Sportsterrain souwéi d'Kreatioun vun engem Passage fermé et couvert tëschent deenen eenzelne Bléck, an dat Ganzt gëtt dann an enger metallener Struktur gemaach. Déi aner Mesuren an och den Detail vun deene bis elo genannte kënnt Dir am Text oder a mengem schréftleche Rapport noliesen.

Här President, de Conseil d'État huet a sengem Avis d'Wichtegkeet an de Bienfondé vun dëse Sécherheetsmesuren unerkannt, weist awer och drop hin, datt mat dësem Projet aner wichteg Projete vun der Politique carcérale net an d'zweet Rei däerfen delegéiert ginn.

Am Prinzip d'accord weist de Conseil d'État sech dermat, datt aus Sécherheetsgrënn dräi Mesuren net no deenen übleche Marchés-publics-Virschreiwunge sollen ausgeschriwwe ginn, mä iwwer Marché négocié sollen ofgewéckelt ginn. E mécht heizou och d'Remarque, datt d'Gesetz iwwert d'Marchés publics Konditioune fir esou Prozedure mat Sécherheet schaaft, mä datt et besser wier, dës Dispositiounen am Gesetz selwer festzehalen. En huet zu dësem Volet dunn eng Textpropos gemaach, déi esou vun der Kommissioun och akzeptéiert gouf.

Op engem anere Punkt huet d'Kommissioun de Conseil d'État net suivéiert, nämlech op deem, deen den Intitulé ugeet. Hei sot déi héich Kierperschaft, et soll een am Intitulé vum Centre pénitentiaire vu Schraasseg schwätzen, an net vum Centre pénitentiaire du Luxembourg, an dat opgrond vun de Gesetzer vum 13. Juli 1992 a vum 27. Juli 1997.

Mir kruten doropshin awer d'Informatioun, datt de 27. Juli 1997, Här President, an der Chamber zwee Gesetzer iwwer Prisonge gestëmmt goufen. Dat eent «autorisant le chantier d'extension du Centre pénitentiaire de Schrassig», an et ass och dat Gesetz, op dat de Conseil d'État sech berifft. Dat anert Gesetz, wat deen Dag gestëmmt gouf, ass d'Loi portant réorganisation de l'administration pénitentiaire, an do seet den Text am Artikel 1 ganz kloer: «L'administration pénitentiaire comprend: a) un secrétaire général, b) le Centre pénitentiaire de Luxembourg comprenant une section ‹hommes›, une section ‹femmes› et une section médicale spéciale, c) le Centre pénitentiaire de Givenich.»

Mir hunn dunn aus dëse Grënn an der Kommissioun décidéiert, fir hei dem Conseil d'État net ze suivéieren a beim initialen Text vum Intitulé ze bleiwen.

Här President, erlaabt mer, dass ech ofschléissend nach kuerz op dee finanzielle Volet aginn. Dës extrem néideg Mesurë kaschten dann och e ganze Pak Geld. Et si ronn 16 Milliounen Euro virgesinn. Dobäi kommen nach all Joer Frais de consommation vu 17.774 Euro an den Entretien vu 438.000 Euro. Dës Frais de consommation a Frais d'entretien sinn als Zousazkäschten zu deene schonns bestehende Käschten ze gesinn. Si kommen also nach do derbäi. Dat alles si schonns, géif ech soen, bedeitend Montanten, mä si sinn absolut noutwendeg, fir d'Sécherheet am a vum Prisong ze garantéieren.

Dat gesot, Här President, bieden ech d'Chamber dëse Projet, dee jo eng gewëssen Urgence awer huet, an där proposéierter Form dann och ze stëmmen. Ech soen zum Schluss Merci fir d'Nolauschteren a brénge selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Här Clement Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. Ech wëll och der Madame Brasseur Merci soen, dass si mer d'Méiglechkeet hei gëtt, fir iwwert de Projet ze schwätzen.

Déi verschidde Punkten, déi den Här Clement elo soulevéiert huet, déi och amélioréiert ginn, si selbstverständlech och ganz wichteg. Et sinn awer verschidde Punkten, wou ee muss awer insistéieren iwwerhaapt iwwert d'Philosophie vun esou engem Projet. Den Text seet et selwer, «relatif à la modernisation du dispositif de sécurité».

Dispositif de sécurité, dat koum no der Evasioun vum Nuka Kujtim. Dunn ass gesot

ginn: „Elo muss am Prisong iergendeppes änneren a mer mussen e méi séchere Prisong kréien“. Dat heescht, et gëtt ëmmer reagéiert. Et gëtt net agéiert, et gëtt reagéiert vis-à-vis vun enger Situatioun, déi mer haten. Erënnert Iech: Den Här Kujtim wor deen Här, deen dräimol iwwer sechs Meter Mauere gesprong war ouni Hëllef vu baussen, wou awer duerno erauskomm ass, dass et jo eng kleng Maierche war, wou en eriwwergeklomme war. An dat heescht, dass egal ween - an ech mengen, mir si jo mam Här Minister, mam Här Kommissiounspresident dohinner gaangen -, egal wee vun der Kommissioun hätt kënnen iwwert déi Maierchen a Porte coulissante eriwwerklammen.

Plusieurs voix.- Ohhh!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Also, esou schwéier war et net.

(Brouhaha général)

Dat war jo och dat, wat am Ufank gemengt gi war, wéi dunn erauskomm ass, dass do de Prisong, ech wëll net soen, e Gruyère war, mä dass et awer verschidde Lacunë géif ginn um Niveau vun der Sécherheet an dass een do misst dann ebe Bobbo-Therapie maachen, fir ze kucken, d'Sécherheet ze verbesseren, an et ass selbstverständlech dat, wat den Här Minister deemools gesot hat, dass deen Här einfach esou iwwer, wéinst senger Arméisformatioun an Albanien, näischt domadder ze dinn hat an dass et just eng Saach ass vu Kucken.

An et kann ee sech d'Fro stellen - wann ech elo provokativ wär, Här Wolter, well Der mech jo och hei gär provozéiert -, ob den Här Kujtim elo gefrot ginn ass, ob déi Moossnamen duerginn. Et kéint ee jo kucken, wéi laang en et aushält, bis hien och nees dobaussen ass.

Op jidde Fall, et si verschidde Punkten, déi hei wichteg sinn. D'Kamerae si wichteg. Mir hu jo gesi bei där leschter Evasioun: Esoubal Niwwel do ass, ginn d'Kameraen net. Et huet een den Här Kujtim net kënne gesinn, well Niwwel do wär. An ech hoffen, dass eis déi dote Kameraen dann au point de vue Niwwel wäerten hëllefen.

Eng Protection anti-hélicoptère ass wichteg. Et ass a ganz ville Länner gesi ginn, dass mat engem Helikopter ee fortkomm ass, a mer sinn och frou, dass dat gemaach gëtt. D'Fro, déi ee sech awer muss stellen, dat ass déi iwwer: «d'y installer un brouilleur de téléphone portable».

Här President, ech insistéieren: De 14. Dezember 2004 hat ech meng éischt Question parlementaire N°212 un den Här Frieden gestallt, well deemools hat den Här Frieden am Dezember 2004, also viru kenge véier Joer, mä viru méi wéi dräi Joer op RTL gesot, dass hien déi Woch virdru Mesurë geholl hätt, fir dass am Prisong net méi kënnt telefonéiert ginn - Dezember 2004! Den Här Minister huet mer deemools geäntwert, et géif mech näischt ugoen, wat hie gemaach hätt, well dat wier fir d'Sécherheet am Prisong.

(Hilarité)

De 6. Januar 2005 hunn ech dunn awer nees eng Fro misse stellen, well den ILR do, wéi et schéngt, jo gesot hat, et misst een eng extra Autorisatioun froen, fir esou ee Brouilleur ze installéieren.

Dunn huet den Här Frieden, den Här Minister, mer geäntwert: «Afin d'assurer le principe susénoncé, j'ai décidé de faire installer au CP un système d'inhibition de téléphones portables qui bloque les communications émises ou reçues par ces téléphones.» Hien huet och gesot: «Pour des principes de sécurité publique, il est expressément prévu par la loi sur les télécommunications qui prévoit que lorsque la sécurité publique l'exige le Gouvernement peut interdire en tout ou en partie la fourniture d'un service de télécommunications.» An dann: «La phase d'expérimentation technique du nouveau système est prévue à partir de fin mars 2005.» Mäerz 2005! Mir sinn nach net Mäerz 2008, awer net ganz wäit ewech dovunner.

Dunn, den 31. Oktober 2006, d'Question parlementaire 1382, do war d'Fro, wéi et dann elo wier mat deem Service de détection, d'inhibition vun de GSMen. Dunn huet den Här Minister mer geäntwert: Mir haten ee bestallt, mä deen hu mer probéiert, mä dee geet net, an do si mer net zefridden. A seng Äntwert ass: «N'étant pas technicien, je ne peux avancer le délai dans lequel un système de brouillage des communications GSM pourra être installé.» Dat war keen „mea culpa“, hei waren et d'Techniker.

Mä ech soen dann dem Här Wiseler Merci, deen haut dëse Projet de loi installéiert, deen dann dem Här Frieden wäert entgéintkommen, fir dass och elo endlech dee Brouilleur vun Handyen an de Prisong kënnt. Firwat e Brouilleur muss kommen, dat war, dass e ganzen Dossier vun Dealeren aus dem Prisong organiséiert gi sinn. Dat heescht, et ass een Här aus dem Prisong, deen ee ganze Réseau vun Dealeren organiséiert hat an dee vu Schraasseg aus seng Konten dobaussen alimentéiert huet, andeems hie säi Réseau vum Prisong aus organiséiert huet. Eng éischt Saach, déi schonn zimlech penibel ass.

(Interruption)

Op jidde Fall et ass gaangen. Vun do aus hat hie säi Réseau. Hien hat éischtens e Réseau, fir seng Drogen ze verkafen, an hien hat e Réseau fir den Handy, also op jidde Fall hat hien en duebele Réseau.

Dunn, zweetens, an engem Dossier, wou een aus dem Prisong den Zeien ugeruff huet a se erpresst huet a gesot huet: Wann s du muer eppes sees, da finito, basta! Dat geet net! An engem Prisong ass et selbstverständlech net normal, dass ee mat engem Handy telefonéiere kann. Ech si frou, dass vun Dezember 2004 un, do soll een dann awer och d'Wourecht soen, bis elo den 29. Februar 2008...

(Interruptions)

...pardon, den 29. Januar 2008, awer elo de Brouilleur installéiert gëtt. Et huet laang gedauert, mä bon, et si verschidden...

(Interruption)

M. Patrick Santer *(CSV)*.- Här Bettel, et schéngt, wéi wann Dir net an der Commission juridique waart. Mir hunn eewer e puer Mol doriwwer diskutéiert, souguer sur place. Mir kruten déi technesch Erklärungen, an et geet net esou, wéi wann een einfach kéint hei soen, den Här Justizminister hätt näischt gemaach. Mir kruten technesch Erklärungen, firwat dat geschitt ass oder firwat deen Dossier esou laang gedauert huet, well verschidde Systemer installéiert goufen an net fonctionnéiert hunn, well een do gesondheetlech Risiken oder well een do technesch Problemer huet, net datt d'Gemeng Sandweiler...

M. le Président.- Här Santer, wollt Dir eng Fro stellen? Den Här Bettel huet am Moment d'Wuert.

M. Patrick Santer *(CSV)*.- Dofir froen ech mech, firwat, ob den Här Bettel iwwerhaapt an deene Kommissioune war oder huet hien do mam Handy...

(Nuisances sonores dues à un téléphone portable)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ären Handy ass och amgaang ze schellen.

M. Patrick Santer *(CSV)*.- Neen, et ass net mäin.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech wëll just dem Här Santer awer elo soen, dass an deem heite Fall vun Dezember 2004 bis Januar 2008 keng puer Wochen, keng puer Méint, mä e puer Joer dertëschent sinn! A wann de Minister kann am Dezember 2004 soen, dass hien d'Material scho bestallt huet, da soll hien net dat soen a sech engagéieren, dass hie schonn d'Material huet, dass en dat géif combattéieren. Vun Dezember 2004 bis elo ass en Délai gelaf, da kënnegt een net à effets de manches un, ech hunn de Problem am Gréff an ech wäert géint déi Handyen am Prisong Mesurë fannen, wann dat awer bis de Januar 2008 dauert.

Da sinn do och nach déi aner Punkten, déi wichteg sinn. Mä, wéi gesot, ech kréien hei d'Wuert «ridicule» gesot. Ech muss Iech soen, wann ech d'Äntwert vun der Question parlementaire vun Dezember 2004 kucken, déi ass ridicule, Här Santer! Well et soll een net eppes ukënnegen - ech nennen elo keng aner Beispiller, mä dat doten ass elo ee Beispill -, dass een d'Affär am Gréff huet, dass ee wëllt direkt remédiéiere vun Dezember 2004 bis Januar 2008. Mä d'Wourecht deet wéi.

Wat mech awer elo stéiert, Här President, an ech wëll dat zur Konklusioun soen, mir wäerten och de Projet zwar stëmmen, well hei gëtt an d'Sécherheet investéiert. Et gëtt awer net an de Fong investéiert, et gëtt gekuckt, dass keen aus dem Prisong kënnt, mä ze verstoen, dass mer kucken, dass kee méi an de Prisong zréck erakënnt, wier méi wichteg, andeems ee géif de Leit am Prisong eng Formatioun ubidden, fir dass se dobaussen och nees eng Aarbecht kréien. An ech hunn et och scho virdru gesot bei der Gewalt: Wann een de Leit eng Perspektiv gëtt an de Suivi assuréiert, wa se géifen erauskommen, da wier hinne gradesou vill gehollef wéi amplaz ze kucken, dass keen erauskënnt.

Dat heiten ass wichteg. Et si wichteg Mesuren, et sinn nach anerer, déi dobäi sollte kommen, wéi eng Kommunikatiounspolitik bei engem Ausbroch. Mat där heiter Augmentatioun vum Budget an Amélioratioun wäert et selbstverständlech méi schwéier sinn, vu Schraasseg fortzelafen. Wann elo nees een eng Kéier d'Méiglechkeet huet, fir erauszekommen, da wäerte mer herno nees soen: Wat maache mer dann elo, fir nees de Prisong méi sécher ze maachen? Mä et soll een awer och d'Leit dobaussen informéieren. Den Här Halsdorf - Erënnert Iech! - hat jo gesot, wéi déi Problemer mam Waasser waren, et wier jo net schlëmm, wann d'Leit e bësse krank wären, mä iwwer SMSe wier et méiglech...

Plusieurs voix.- Oooohhhhh!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ma ech weess, et deet wéi, mä et ass awer esou gewiescht.

...iwwer SMSen, dat wier eng Méiglechkeet, de Leit Bescheed ze soen. Den Här Schiltz hat dat schonn ugekënnegt. Mir waarden haut nach ëmmer drop, dass esou e Projet duerch ass, dass een d'Leit och informéiere kann: Et ass do eppes geschitt!

Dir wësst et jo selwer, wéi et gaangen ass: Den Nuka Kujtim ass fortgelaf, d'Police huet Barragë gemaach, si wossten net, wien den Nuka Kujtim wier. Si hate keng Foto vum Nuka Kujtim. Si stoungen op der Strooss ze froen: Sidd Dir den Nuka Kujtim, jo oder neen? A wann déi Persoun dann e jugoslaweschen Accent gehat hätt, dann hätt et kënne vläicht louche sinn. Kommt mir halen op! Dat heescht d'Kommunikatiounspolitik muss och seriö gemaach ginn!

Ech soen, dat dote sinn Amélioratiounen, déi wichteg sinn, mä kommt, een „mea culpa“ deet heiansdo gutt an Dir sollt Iech am Spigel heiansdo kucken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den honorabelen Här Diederich huet elo d'Wuert.

(Interruptions diverses)

Här Haupert, et ass den Här Diederich, deen elo d'Wuert huet.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt emol dem Rapporteur Merci soe fir deen ausféierleche Rapport, deen op all wichteg Punkten agaangen ass, iwwert déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn.

Ech kann net op alles agoen, wat den Här Bettel gesot huet. Et sinn eng Rei Froen, déi sécherlech wichteg sinn, mä awer net op dat zoutreffen, wat mer an dësem Projet - wat e bauleche Projet ass - diskutéiere sollen. Déi virgesinne Mesurë wäerten zu enger gréisserer Sécherheet bäidroe souwuel a wéi ronderëm de Prisong.

Wichteg ass och, datt heimat d'Aarbechtskonditioune vum Personal verbessert gi wäerten, dat sech besser op seng schwéier Missioun astelle kann, wann déi baulech Moossnamen him eng Rei vu Suergen ewechhuelen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Och op d'Bild vum Prisong beim Bierger wäerten déi geplangte Mesuren hir Auswierkungen hunn, besonnesch wat d'Akzeptanz vun der Bevölkerung ubelaangt, wann nei Prisongsinfrastrukturen an hirer direkter Noperschaft geplangt an implantéiert solle ginn.

Här President, ech maachen et kuerz. Op d'Noutwendegkeet vun de geplangte Sécherheetsmoossnamen ass de Rapporteur agaangen, hien huet begrënnt, firwat am Laf vun der Zäit eng Rei Mängel festgestallt gi sinn, dass mer mussen drop reagéieren, och wann dat net ëmmer de Leit gefält, mä et ass eng Reaktioun, déi noutwendeg ass, an ech mengen, dass an der Kommissioun an heibannen op alles däitlech higewise ginn ass.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Meng Partei begréisst op alle Fall déi Mesuren, déi elo sollen duerchgefouert ginn, an ech brëngen dofir hei och den Accord vu menger Fraktioun zum Projet.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme le Président.- Merci, Här Diederich. Elo huet d'Madame Loschetter d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, Merci, Madame Presidentin faisant fonction. 16 Milliounen Euro, dovunner nach all Joer plus ou moins eng hallef Milliioun Euro fir d'Sécherheet am Prisong. Dee Projet de loi, deen haut gestëmmt gëtt, huet sécherlech seng Accélératiouh fonnt doduerch, datt ee vu ronn 600 Leit deemools ufanks 2007 eben iwwert d'Mauere gesprong ass an eng spektakulär Fuite gemaach huet, déi fir kuerz Stonnen d'Medien an Otem gehalen huet, an dann och eng ganz Rëtsch Leit vun der Populatioun.

Mir denken awer als Gréng, datt d'Sécherheet am Prisong och d'Sécherheet vun de Leit, déi am Prisong sinn, duerstelle soll, dat heescht och dat Liewen, wat déi Leit am Prisong féieren, awer och nom Prisong. A bäi dem Wuert Sécherheet denken ech och, dass dat och d'Sécherheet vun onser Gesellschaft abegräift.

Mir denke ganz éierlech, datt déi Suen, déi 16 Milliounen Euro, plus déi hallef Milliioun Euro, déi all Joer nach agesat ginn, a puncto Sécherheet besser investéiert gewiescht wäre fir d'Sécherheet vun onser Gesellschaft, an déi 600 Leit betreffen, an net onbedéngt eng Persoun betreffen, an zwar: 1. an der Preventioun - doriwwer ass virdru jo schonn e bësse geschwat ginn -; mä virun allem och 2. Wat geschitt mat de Leit, wa se aus dem Prisong erauskommen?; 3. virun allem och e spezielle Bléck op ons Jugenddelinquenten, déi och am Prisong sinn.

Dofir hei eng Rei Iddien, wou mir ons virstellen, datt d'batter Noutwendegkeet besteet bei der Sécherheet am Prisong an der Sécherheet fir ons Gesellschaft: 16 Milliounen Euro entre autres hätte kënne gutt investéiert ginn a socio-éducatiivt Personal, wat feelt an dësem Domän; sënnvoll Beschäftegung a besser Beschäftegung fir déi Leit, déi am Prisong sinn; Resozialisatiounsprogrammer; Plazmangel, doriwwer wëll ech scho guer net schwätzen; awer och, fir den Encadrement vun all deene Leit virzegesinn, wa se eng Kéier aus dem Prisong erausginn, wann déi Dier dann och op déi richteg Aart a Weis opgeet a si erauskommen, a mer eigentlech wëllen, datt se eng Récidive vermeiden.

Wat geschitt mat deene ronn 600 Leit, déi mer am Prisong hunn, wa se dann eng Kéier erauskommen iwwert dee richtege Wee? Där kommen der méi eraus aus dem Prisong iwwert dee richtege Wee wéi vläicht een all zéng Joer, deen eng Kéier iwwer eng Mauer spréngt. Wuer gi se wunnen? Wou gi se encadréiert? Wou gi se suivéiert? Wat fir eng Ulafstell hu se? Dat feelt eigentlech komplett hei an dësem Land.

Vun de Jugendlechen ass virdru scho geschwat ginn. Mir wëssen, datt mer nach ëmmer eng ganz Rëtsch vu jugendleche Mannerjähregen an onse Prisongen hunn. Muss eng Kéier e Jugendlechen, Här President, aus dem Prisong iwwer eng Mauer eraussprangen, fir datt endlech emol hei e Gesetz gestëmmt gëtt, wat ons jugendlech Mineuren, déi am Prisong sinn, betrëfft?

Dann denke mir och, datt de Wee iwwer Anstalte wéi zu Giwenech, wou dann elo an der Aktualitéit eng Kéier driwwer geschwat gëtt, eigentlech e Wee wär, dee scho längst hätt kënne vergréissert ginn, dee scho längst hätt kënne multiplizéiert ginn, an deen och scho längst hätt kënnen eng Struktur fir Fraen hunn.

Dat, denke mir, Här President, wäre Sécherheetsmoossnamen, déi laangwiereg wierken, déi sech och gutt géingen amortéieren - wann ech mech esou kann ausdrécken -, an déi de concernéierte Leit zegutt géinge kommen, a virun allem och ons Gesellschaft géinge schützen. Dat ass dee beschte Schutz fir Leit, déi am Prisong sinn, a Leit, déi aus dem Prisong erauskommen. An dat ass dee beschte Schutz fir eng Gesellschaft, déi och mat engem Prisong muss liewen, nämlech datt se versicht, datt deene Leit, déi an de Prisong musse kommen, och eng Chance gebuede gëtt, fir erëm aus dem Prisong uerdentlech erauszekommen.

Fir en Zeechen ze ginn, datt eigentlech dës Regierung an déi virdrun och scho lamentabel versot hunn an dëser Optik a sech elo reduzéieren op e puer Adaptatioune vun engem Prisong fir awer e ganz décke Batz Suen, wäerte mir carrément géint dëse Projet hei stëmmen.

Mme le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Madame President. 16 Milliounen Euro. Dat kléngt no net vill. Dat si fir eis aner, déi nach e bëssen un d'Frange gewinnt sinn, ronn 650 Millioune Frang. Dat kléngt da scho ganz anescht. Dat ass en décke Pak, deen hei muss opgewant ginn. Et fänkt un, datt eng Mauer, déi anscheinend an engem miserabelen Zoustand ass, muss erneiert ginn.

Madame President, ech ka mech ëmmer nëmme wonneren. Dat hei ass, wann ech dat richteg gesinn, 1984 a Betrib gaangen. Ech ka mech ëmmer nëmmen driwwer wonneren, wéi séier Gebailechkeeten, oder an dësem Fall eng Mauer, sech an e bal baufällegen Zoustand versetzt, nodeem datt se dann 20 oder 25 Joer a Betrib war. An ech froe mech, wéi et mat der Surveillance vun der Qualitéit vun de Gebaier beim Stat ass.

Ech stellen déi Fro, Här Minister. Dir hutt an der Zäit oft do op der Bänk gesiess, dunn hu mer emol, mengen ech, driwwer geschwat. Zu Giwenech ass eng Kéier e Gebai gebaut ginn, dat war, wann ech mech gutt erënneren, just siwe Joer a Betrib. Ech hunn et gesinn, nodeem datt et schonn zougemaach war. Do huet de Plafong duerchgehaangen. Do ass uewe keng Dier méi op an zou gaangen. Dat war Pfusch vu vir bis hannen, an de Stat huet drop verzicht, fir géint den Entrepreneur, well d'Garantie décennale war nach net ofgelaf, virzegoen.

Hei muss een einfach emol grondsätzlech d'Fro stellen iwwert d'Qualitéit vu verschiddenen Aarbechten, déi op Käschte vum Steierzueler gemaach ginn. Ech soen dat och als e Mënsch, deen e bëssen aus der Praxis kënnt. Ech selwer war jo fréier an engem Beruff, wou och mat Bëtong geschafft ginn ass. Ech kennen där Bëtongssillonen, déi stinn ewell 30 a 40 Joer, déi nach an engem exzellenten Zoustand sinn; Béton armé. Duerfir kann ech mech nëmme wonneren, datt hei Maueren, déi 24 Joer al sinn, sollen esou schlecht sinn, datt se mussen ofgerappt ginn a komplett erneiert ginn. Souwäit zur Qualitéit, wéi heiansdo gebaut gëtt.

Da muss ee sech d'Fro stellen: Muss dee ganze Prisong als Héichsécherheetsprisong ausgebaut ginn? Wär et net méi richteg gewiescht, eng méi kleng Sectioun wierklech als Héichsécherheetstrakt auszebauen, an de Rescht, wat dann d'Persoune betrëfft, déi zwar eng komme gelooss hunn, mä déi awer net gefäierlech sinn, wou een dann hätt kënne mat méi enger niddreger Sécherheetsstuf fueren?

Wat mech stéiert, Här Minister, Dir wësst dat, dat ass, datt dräi déck Posten - dat betrëfft d'Vidéosurveillance mat 3 Milliounen Euro, dat sinn 120 Millioune Frang; e Brouilleur mat 2,1 Milliounen Euro; an d'Protection anti-hélicoptère mat 656.000 Euro; dat si ronn 6 Milliounen Euro - sollen iwwer Marché négocié lafen. Ech hu mer d'Soumissiounsgesetzgebung nach eng Kéier ugekuckt, an ech froe mech: Wär et dann net wéinstens - well bei verschiddene Saache kann een d'Sécherheetsargumenter gëlle loossen - méi richteg gewiescht, wann een awer Minimum eng Soumission restreinte gemaach hätt; dat heescht, verschidde Konkurrenten awer zueneen an Aktioun triede gelooss hätt? Ech mengen, et kann ee jo dann emol kucken, wat deen een oder deen aneren ze offréieren huet.

Ech froe mech jiddefalls, wann Der hei e Marché négocié maacht, no wat fir enge Kritären Dir dann déi Firma eraussiche gitt, déi dann do soll zum Zuch kommen. D'autant plus, wou de Präis jo schonn hei am Projet steet, ass ee wahrscheinlech an enger schwiereger Positioun, wann een dat dann nach soll négociéieren. A wou huelt Der d'Sécherheet hier bei där Firma, déi zum Beispill d'Kameraen installéiert? Déi mécht dat jo mat Personal, wat déi Leit agestallt huet, wat och net éiweg bei där Firma schafft, wou de Patron wahrscheinlech och net kann d'Hand an d'Feier strecken, ob se alleguer honnertprozenteg dicht sinn iwwert dat, wat se dann iwwert déi Installatiounen do un techneschem Detailwëssen hunn.

Mir a mengem Grupp, Madame President, schéngt déi ganz Argumentatioun do net esou ganz stéchhalteg ze sinn. Ech muss och soen, datt mer gebrannte Kanner sinn, well mer hunn alleguer a leschter Zäit dee Projet e-go erlieft, dee mat 3 Milliounen Euro ugefaangen huet. Du sollt e mat 7,4 fäerdeg gemaach ginn. Elo hu mer e Projet virleien, ech mengen, och ëm déi 16 Milliounen. Do ass och mat Marché négocié ugefaange ginn. Et ass gesot ginn: Mir kënnen do net anescht fueren. Dat ass esou spezifesch. Mer kënnen dat net ausschreiwen. Mir kënnen och net nach aner Firme mat erunzéien. Mir si gebrannte Kanner a mer sinn an där Bezéiung op jidde Fall e bësse méi virsiichteg ginn.

Da wollt ech nach e Wuert soen zur Sécherheetssituatioun am Prisong. Et ass ganz kloer, datt d'Surpopulatioun, déi mer de Moment am Prisong hunn, och a sech e Sécherheetsrisiko duerstellt. An da muss ee sech d'Fro stellen: Woufir ass déi Populatioun am Prisong esou ugewuess? Mir ginn net fäerdeg, op dëser Tribün déi falsch Drogepolitik vun dëser Regierung a vun deene virdrun unzeprangeren.

Wann een - ech hunn emol probéiert dat erauszefannen, mä anscheinend gëtt et keng genee Statistiken doriwwer - kuckt, wéi vill Leit am Prisong sëtzen, déi iergendwéi eppes mat Drogen ze doen haten. Do gehéiert an éischter Linn och d'Beschaffungskriminalitéit derzou; dat heescht d'Leit, déi drogenofhängeg sinn, an déi egal wat vu Crimë maachen, fir sech d'Suen ze verschafen, fir kënnen hire Konsum ze finanzéieren. Dann hu mer de Prisong voll sëtzen. Menge Chifferen no wären et e Minimum ëm déi 40%, déi eleng aus deem - délictuelen Ëmfeld kommen.

Da muss ee sech d'Fro stellen: Si mer dann net capabel, anescht ze reagéiere wéi just mat Repressioun, aspären, condamnéieren, erausloossen, duerno erëm afänken, an et geet erëm vir um Enn un?

Mir propagéiere scho ganz laang, op d'Erfahrung am Ausland zréckzegräifen an eng Drogepolitik hei ze maachen, wou ee wierklech medezinesch kontrolléiert a medezinesch assistéiert déi Leit en charge hëlt an hinnen hire Stoff gëtt, woumat, dat huet d'Schwäiz bewisen, d'Beschaffungskriminalitéit emol wéinstens praktesch op null erofgeet.

Madame President, ech hu gesot 16 Milliounen Euro ass vill Geld, fir d'Prisonnéier um Ausbroch ze hënneren. Mir sinn awer domat d'accord, well mer de Moment och keng aner Solutioun gesinn, wéi den Equipement ze moderniséieren, fir fir d'Sécherheet vun de Leit hei am Land ze suergen.

Et muss een awer d'Fro hannendrun hänken, an domadder wëll ech ofschléissen: Wéi vill gëtt gemaach, fir ze verhënneren, datt Jonker iwwerhaapt an de Prisong kommen?

Mir hunn elo grad eng Debatt virdru gehat. Et muss ee scho ganz vir ufänken, net eréischt mengen herno, wa se der 15 oder 16 oder 18 hunn, da kritt ee se nach ëmerzunn. Dann ass den Zuch fort. Dat geet effektiv an der Spillschoul schonn un. Wann ee gesäit, datt eppes schifleeft, do ass nach Zäit, fir ze reagéieren.

Wéi vill investéiere mer do, einfach fir ze verhënneren, datt et zu där Kriminalitéit kënnt? Wéi vill investéiere mer, fir deenen, déi erauskommen, déi hir Strof ofgesiess hunn, de Start an en normaalt Liewen ze erméiglechen an ze erliichteren?

Mir waren elo zu Giwenech a mir hu vun deene Leit erzielt kritt, wéi et mat deene geet, déi fäerdeg sinn, déi gesot kréien, hei d'Dier steet elo op, du kanns elo raus an d'Liewen. Déi owes net wëssen, wou se hire Kapp sollen hileeën, wa se schlofe ginn. Esou kann et jo net fonctionnéieren. Da brauche mer eis net ze wonneren, wann d'Récidivitéit esou grouss ass an doduerch d'Populatioun ëmmer erëm méi uwiisst.

Madame President, Strofvollzuch muss sinn. Et däerf een an deem Zesummenhang, den Här Justizminister ass jo och hei, och d'Fro opwerfen, ob mer net ze vill Prisongsstrofe verhänken. Ob et net och géif zum Deel mat anere Strofe goen, déi net direkt am Zesummenhang mat „am Prisong Strof sëtzen" sinn. Ech verstinn, d'Sécherheet viru Verbriecher muss sinn, mä ouni déi néideg Preventioun a Resozialisatioun a Begleedung ass et eng „end-of-pipe"-Politik, déi extrem deier ass a keng eigentlech Léisung vum Problem duerstellt.

Dat gesot, mir wäerten eis bei dësem Projet enthalen, wéinst der Aart a Weis, wéi déi Marchéen do gemaach ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

Mme le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Madame President. Och dem Rapporteur Merci fir säi Rapport.

Ech ginn hei de Verdacht net lass, dass een, fir an de Prisong eranzekommen, muss international Relatiounen hunn, a fir erauszekommen, brauch ee just vläicht eng Leeder. Mä dat ass awer net esou einfach, well eppes hei an der Diskussioun gëtt nämlech vergiess. Bei all deenen Argumenter, déi hei virbruecht ginn, gëtt vergiess, dass déi organiséiert international Kriminalitéit eis nach ëmmer sechs Meter viraus ass, egal wéi schnell dass mer sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

An et gëtt och e bësse vergiess, wa mer iwwer nei Strukture schwätzen, an ech hunn dat elo an der Lescht an der Zeitung awer verfollegt, dass mer da scho Problemer hunn, fir do emol Siten ze fannen, wou dann déi Strukturen och kënne bleiwen, an dass, egal wou mer se da wëllen himaachen, mer da Biergerinitiative kréien oder Leit, déi sech dann do dergéint verwieren a soen, mir hätten elo déi Struktur gär bei den Noper oder hei.

An där ganzer Diskussioun iwwert d'Strukturen iwwerhaapt feele landesplaneresch Konzepter, déi awer elo - hoffen ech dann - mat där Territorialreform, déi elo soll kommen, awer endlech an där Richtung emol Kloerheet bréngen, fir dass mer net méi esou vill Zäit verléieren. A wann een e Projet kuckt an et seet een, deen huet véier Joer gedauert, esou gëtt et jo awer Projeten, déi vill méi laang gedauert hunn, vill méi laang geschleeft hunn; och aus Ursaachen, déi einfach net vertrietbar waren. Och d'Diskussioun iwwert d'Soumissiounen, déi ausgeschriwwe ginn, do ass ëmmer d'Fro: Wéi gi se ausgeschriwwen? Op wat fir eng Aart a Weis gi se ausgeschriwwen?

Wéisou ass et effektiv méiglech, dass net nëmme bei engem Prisong eng Mauer, mä och wann ee gesäit, dass mer Lycées techniques hunn, déi no 20 Joer zesummefalen, do muss ee sech effektiv Froe stellen, wat do d'Ausschreiwunge waren a wat do de Cahier des charges war. An ech hoffen, dass dat awer och an Zukunft wäert anescht organiséiert ginn an och besser kontrolléiert wäert ginn, scho während dem Oflaf vun den Aarbechten, fir dass dat net méi virkënnt.

Well et ka jo net sinn, dass zum Beispill Lycéeën, déi virun 100 Joer gebaut goufen, haut nach fest do stinn, an anerer, déi virun zéng Joer gebaut goufen, schonn ufänken ze wackelen.

Also richteg ass, d'Sécherheet ass e wichtegen Aspekt. D'Resozialiséierung ass selbstverständlech och e wichtegen Aspekt, mä et kann een déi zwou Saachen elo net mateneen an een Dëppe geheien. Dat eent kascht eppes an dat anert kascht och eppes an d'Resozialiséierung fält an en anere Kontext an déi fënnt och net onbedéngt am Prisong statt, well do d'Strukturen net esou do sinn.

Mä et ass awer effektiv esou, dass am Prisong Méiglechkeete si fir eng Weiderbildung, dass am Prisong och scho Leit erauskomm sinn, déi sech spéider am Liewe konnte behaapten, eben doduerch dass se am Prisong eppes geléiert hunn an och erëm op fest Féiss komm sinn. Dat heescht also, et geschitt vill. Et kann een ëmmer soen, et geschitt net genuch, mä op jidde Fall hu mer eng Säit deen néidegen Invest an d'Sécherheet, an déi aner Säit hu mer eng Verantwortung iwwert d'Resozialiséierung. Dat ass kloer. Mä dat sinn zwou verschidde Saachen an déi soll een net beieneen an een Dëppe geheien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo fir d'Regierung den Här Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. E puer Wuert iwwert déi baulech Aspekter vun dësem Projet. De Justizminister wäert duerno op déi aner Aspekter kuerz agoen.

Ech wëll dem Rapporteur selbstverständlech villmools Merci soe fir dee gudde Rapport, déi schnell Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass an engem Dossier, wou effektiv vun der Regierung gewënscht war, datt en esou schnell wéi méiglech soll duerch d'Prozedure goen, datt mer déi noutwendeg Aarbechten och kéinten esou schnell wéi méiglech ufänken.

E puer Wuert, déi ech wollt iwwert d'Prozedur soen, well dat jo ee vun deene Punkten ass, deen a verschiddene Rieden opgeworf ginn ass.

Dësen Text gëtt eis niewent deem klassesche Bauprojet an der Autorisatioun, fir déi Investissementer ze maachen, déi gesetzlech Basis fir Marchés négociés ze maachen aus Sécherheetsgrënn. Ech hunn an der Kommissioun probéiert, esou kloer wéi méiglech ze erklären, firwat mer dat maachen.

Et ass evident, datt, wa mer esou Froe wéi dat hei, wat den interne Kamerasystem ass, wat en eminente Sécherheetsaspekt vum Fonctionnement vun deem Prisong ass, datt et mer do kaum méiglech ass, fir deen als e klassesche Marché public erauszeginn. Well wann Dir an engem Cahier des charges genau beschreift, wéi a wat Der musst wouhinner setzen, an Dir schéckt dat u jiddfereen, dee wëllt an deem Marché matmaachen, oder haaptsächlech u jiddfereen, deen et wëllt kréien, da versteet jiddfereen, datt do e Sécherheetsproblem kann entstoen.

Mir hunn also hei e Choix geholl, an den Här Mehlen huet d'Fro gestallt: „Sidd Der da sécher, datt bei dëser Firma net alles erausgeet?"

Dat, wat mer hei wollte maachen, dat ass déi Risquen esou minimal wéi méiglech halen an de Sécherheetsfacteur esou héich wéi méiglech eropzesetzen. An déi Prozedur, déi hei gewielt ginn ass, entsprécht - mengen ech - där Zilsetzung.

Ech wëll awer och soen, datt et net eng Prozedur ass, déi einfach hei erfonnt ginn ass, well et eng Prozedur ass, déi an den europäesche Marchés publics duerchaus existéiert. All déi Sécherheetsfroe kënnen iwwert deen do Wee, wat déi europäesch Prozeduren ugeet, gemaach ginn. Mir haten an eiser aktueller Gesetzgebung nëmme stoen, datt déi Sécherheetsfroen, déi vun der Polizei a vun der Arméi gehandelt ginn, haut kënnen iwwert deen do Marchéswee goen.

Mir hunn awer par contre an engem Gesetzesprojet, dee mer déposéiert hu virun engem Joer, relativ prezis deen hei Fall beschriwwen. Do steet als Propositioun dran, datt kann deen Typ vu Marché gemaach ginn „pour les marchés qui servent à la mise en œuvre de moyens techniques particuliers et confidentiels de recherche d'investigation et de sécurisation lorsque la protection des intérêts essentiels de l'État l'exige". Ech mengen, dat entsprécht exactement deem, wat mer hei wëlles hunn. Dat zu deem Aspekt.

Dann ass gefrot ginn: Wéi sicht Der dat eraus? Mä selbstverständlech gëtt gekuckt, wat fir eng Produiten um Marché sinn a wat fir eng Produiten deem entspriechen, wat am beschten där Situatioun entsprécht, där mer hei wëllen entgéintwierken oder déi mer wëllen an de Gréff kréien. Selbstverständlech gëtt virdru gekuckt, wat fir eng Produiten am beschte sinn a wat fir een dee Beschten ass fir déi Situatioun, déi mer elo hunn.

Dann ass eng Fro, déi ech och an der Kommissioun opgeworf hunn, wat am Fong déi initial Fro vum Gesetz war: Brauche mer iwwerhaapt e Gesetz fir dësen Typ vun Aarbechten ze maachen?

Ech kucken elo d'Madame Flesch hei, well si nei Presidentin vun der Commission de l'Exécution budgétaire ass a well dat fir mech als Bauteminister eng essenziell Fro ass, well bei all grousse Bau, dee mer hunn, gi Joer fir Joer Aarbechte gemaach. A wann ech de Cumul maachen, zesummenzielen, wat déi Aarbechten a Schoulgebaier zum Beispill kaschten, wann ech se op zéng Joer zesummerechnen, da kann et héchstwahrscheinlech virkommen, datt mer do bei deem engen oder bei deem anere Projet och iwwer 7,5 Millioune leien, wann een einfach de Cumul vun deenen Dépenses annuelles mécht.

Also wär ech Demandeur, fir wierklech eng Kéier mat Iech zesummen ze kucken, wéi mer dat do uginn, well ech ka mer awer net virstellen, datt mer elo bei all groussem Projet an Zukunft sollen higoen an eis Gesetzgebung iwwer zéng Joer goe loossen, fir d'Réfectiounen an d'Réaménagementer ze maachen. Déi Diskussioun, mengen ech, musse mer féieren, fir et an de Gréff ze kréien. Hei versteet een et, well et e Pak vu Sécurisatiounsmoossnamen sinn, déi elo zur selwechter Zäit a fir deeselwechten Zweck gemaach ginn.

Ech wëll awer nach dozou soen: Mir hunn elo hei de Brouilleur, d'Kamera, d'Entréesdier, den Drot ronderëm - den Anti-Helikopterdrot - an ee Pak geholl, et ginn awer elo momentan och nach aner Aarbechten do gemaach. Zum Beispill si mer amgaang, och den Daach frësch ze maachen. Et ginn zum Beispill och eng Rei Kanalisatiounsaarbechten, Ventilatiounsaarbechten, Aarbechten un der Heizung gemaach, déi elo net heiranner sinn, mä déi ënner «Entretiens courants» lafen. Also, dat si Froen, déi ech wierklech gär an der Kommissioun eng

Kéier gekläert hätt, wéi mer dat sollen zesummen an Zukunft ugoen.

An da soen ech och nach zum Schluss, datt dat net ëmmer esou einfach ass, déi Saachen erauszewielen. Et ass virdrun iwwert de Brouilleur geschwat ginn. Et kann een dat elo einfach hei an engem Saz soen: Mä dat ass eng ganz schwiereg technesch Fro, fir dee richtege System erauszewielen, esou datt en honnertprozenteg am Prisong fonctionnéiert an awer guer keng Influenz huet op dat, wat zu Schraasseg an an de Gemenge ronderëm ass. Ech hoffen, datt mer elo déi richteg technesch Léisung hunn, fir datt dat klappt.

An datselwecht - hunn ech virdru gesot - ass bei de Kameraen de Fall. Dat ass och en extrem techneschen Dossier, wou ee muss ganz genau wëssen, wéi dat soll ausgesinn, wou ee se opriicht, mat wat fir engem System ee se opriicht, wou ee se kontrolléiert, wou een d'Leitunge leet, fir datt se net ufälleg sinn, an esou weider, an dofir brauch een eng ganz genau Descriptioun. Et geet also net hei nëmmen drëm, just innerhalb vun zwou Wochen e puer Kameraen opzehänken. Et ass eng ganz aner Technicitéit vum Problem, déi hei besteet.

Ech denken och hei, datt no laangen Aarbechten, déi gemaach gi sinn, de Cahier des charges elo esou ass, datt mer komplett sinn, an datt mer elo do e System hunn, dee performant ass. Och dat huet awer vill Zäit gebraucht.

M. le Président.- Här Minister, den Här Bettel wëllt lech eng Fro stellen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wollt just froen, ob de Minister mer kéint confirméieren oder op jidde Fall d'Informatioun emol soen, ob hie mam Här Justizminister gekuckt huet, fir dass d'Personal och eng Formatioun kritt, fir mat deem neie Material ëmzegoen, well si hunn elo zum Beispill eng Maschinn, fir Drogen ze fannen, mä et weess keen, wéi se geet.

Dowéinster, et ass gutt, dass mer Maschinnen am Budget stëmmen, mä et wier awer och gutt, d'Personal ze forméieren, fir ganz genau ze wëssen, wéi dat Ganzt fonctionnéiert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Et ass evident, datt, wa mer Installatioune maachen, och de Leit muss gewise ginn, wéi se mat den Installatiounen ëmginn. Ënner wat fir enger Form dat elo hei wäert gemaach ginn, dat kann ech zu dësem Moment net soen, mä dat schéngt mer déi logesch Suite vun der Installatioun vun neien technesche Moyenen ze sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Wiseler. Den Här Justizminister Luc Frieden huet d'Wuert gefrot.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Jo, Här President, wann Der erlaabt, géif ech just gären zousätzlech zum Kolleeg Bauteminister e puer Punkten opzielen.

Ech hat an deene Joren, wou ech zoustänneg si fir de Strofzuch, am Fong dräi grouss Ziler an deem dote Beräich. Dat éischt war, méi Plaz ze schafe fir déi wuessend Zuel vu Gefaangenen. Dat zweet war e besseren Encadrement vun de Gefaangenen ze kréien. An dat drëtt eng besser Sécherheet, dat heescht d'Sécherheet ëmmer ze adaptéieren un nei Erkenntnisser, sief et duerch Evénementer am Ausland, sief et einfach duerch nei Technologien. An ech muss am Fong soen, datt ech déi dräi Ziler erreecht hunn.

Éischtens, méi Plaz. Wéi ech ugefaangen hunn als Justizminister, hate mer ronn 460 Plazen zu Schraasseg. Mir hunn eng Extensioun vu Schraasseg gemaach. Mir hunn haut 600 Plazen. Leider ass an deene leschten dräi, véier Joer d'Zuel vun de Gefaangenen déck eropgaangen, esou datt mer elo erëm zousätzlech Plaze brauchen. Dofir eis Efforten, fir ze kucken, niewent Giwenech, wat mer ausgebaut hunn, och nach eng aner Infrastruktur souwuel fir Détenuë wéi fir Untersuchungshäftlingen ze fannen. Mir hunn also deen éischte Schratt do gemaach mat der Extensioun vu Schraasseg virun e puer Joer.

Zweetens, méi Encadrement. Dat schéngt mer ganz wichteg. Dofir hu mer an deene leschte Jore wesentlech Ännerunge gemaach zu Schraasseg. Mir hunn an der medezinescher Betreiung en Accord gemaach mam Centre hospitalier a mat dem Centre hospitalier neuropsychiatrique, fir souwuel am medezinesche wéi am psychiatresche Beräich e professionellen Encadrement vun de Gefaangenen ze hunn. Mir hunn de sozialen Encadrement verstäerkt a mir fueren op där Schinn weider.

Am Budget vum Joer 2008, deen elo just vun der Chamber gestëmmt ginn ass, sinn eng Dosen zousätzlech Plaze virgesi fir d'Sozialmataarbechter am Prisong, fir datt och dee sozialen Encadrement vun den Détenuen - der wuessender Zuel un Détenuen - besser ka gemaach ginn.

Ech erënneren un de Projet am Beräich vun der Toxicomanie, de sougenannten „Projet Tox", wou sech ëm déi Drogenofhängeg bekëmmert gëtt. Gradesou erënneren ech drun, datt mer eréischt virun e puer Joer agefouert hunn, datt am Prisong fir déi Détenuen, déi dat wëllen, Schoul gehale gëtt. An ech erënneren do drun, datt dat eng gemeinsam Initiativ vun der deemoleger Educatiounsministerin, der Madame Brasseur, a mir war, fir ze kucken, datt d'Enseignantë konnten an de Prisong détachéiert ginn, déi eng exzellent Aarbecht do maachen. Do dobäi hu mer natierlech och d'Personnel de garde an deene leschte Joren an der Zuel erweidert.

Trotzdeem muss een och an de baulechen Infrastrukture méi maachen, an dat ass deen drëtte Punkt: d'Sécherheet. Ech mengen net, hei ass dat e puer Mol gesot ginn, datt dee Projet komm wär no der Evasioun vun engem Gefaangenen. Dat ass falsch! Et ass sécherlech wouer, datt eng Evasioun vun engem Gefaangenen all Kéiers och als Konsequenz huet, datt verschidde Sécherheetsdispositifen iwwerkuckt ginn, mä déi Kameraen ze ersetzen, wat ee vun deenen deiere Punkten an dësem Projet vun der Regierung ass, dat hätte mer souwisou misse maachen, an déi hätte mer och laang virdru missen hunn. Ech soen och, wa mer haut nei Kameraen hei décidéieren, da muss een déi och an zéng Joer erëm eng Kéier iwwerkucken, well d'Technologie nun eemol esou ass; an dat weess ee mat allen technesche Saachen, déi een huet.

Dofir, mengen ech, datt dee Projet hei, ech soen dat och als Budgetsminister, effektiv en deiere Projet ass, mä et ass e Projet, deen inévitabel ass, wann ee wëllt eng räsonnabel Mooss u Sécherheet hunn. Eise Prisong ass keen Héichsécherheetsprisong, mä et ass e Prisong, wou virun allem an deem baussenzegen Deel vum Prisong op d'Sécherheet, esou wäit wéi méiglech, op maximal Sécherheet gesat gëtt. Dofir sinn och de Gros vun den Infrastrukture grad am Ausseberäich hei, wat d'Sécherheet ubelaangt, gemaach ginn.

Och an Zukunft wäert et Incidenten am Prisong ginn an och an Zukunft kann een net ausschléissen, och mat all dësen Dispositifen, datt et eng Kéier zu enger Evasioun kënnt. Dat beweisen och d'Erfahrungen am Ausland. Et muss ee just ëmmer versichen, e Maximum ze maache fir d'Incidenten, déi och duerch d'Villzuel vun den Nationalitéite vun de Prisonnéier bedéngt sinn, awer och duerch d'Populatioun, déi dauernd wiisst, mä och duerch d'Erfahrung, déi mer aus dem Ausland kennen, musse mer e Maximum u Sécherheet maachen. Ech mengen, dëse Projet dréit dozou bäi, an dofir sinn ech , zesumme mam Bauteminister, all deenen Deputéierten aus der Chamber dankbar, déi dëse Projet stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zum Vote iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, bei 4 Abstentiounen a 7 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro (par M. Roland Schreiner), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum Projet de loi iwwert de Contournement vu Jonglënster. Déi Häre Wagner, Scheuer a Mehlen an d'Madame Loschetter si bis elo ageschriwwen.

D'Wuert huet de Rapporteur vun dësem Projet de loi. Och an dësem Fall ass dat den honorabelen Här Clement.

9. 5764 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Junglinster

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech stellen lech elo deen éischte vun zwee wichtege Bauprojeten zu Jonglënster vir. Et handelt sech heibäi ëm d'Realisatioun vum Contournement Jonglënster.

Kuerz, wat d'Antécédenten ugeet. De virleienden Text ass den 30. August 2007 vum Bauteminister hei an der Chamber déposéiert ginn. Knapp ee Mount duerno, de 25. September, huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn. Deeselwechten Dag sinn ech vun der Bautekommissioun zum Rapporteur ernannt ginn an an der Réunioun vum 14. November 2007 hu mer eis mam Text an dem Avis vun der héijer Kierperschaft beschäftegt. Dee virleiende Rapport huet dunn d'Kommissioun an hirer Sitzung vum 17. Dezember 2007 mat enger Abstentioun ugeholl.

Här President, komme mer elo zum Projet, ëm deen et hei geet. Den Text, iwwert dee mer elo sollen ofstëmmen, erlaabt et der Regierung, de Contournement Jonglënster ze bauen. Dëse Projet de loi ass zesumme mam Bauprojet vum neie Lycée zu Jonglënster ausgeschafft ginn. De Site vum Lycée ass a Proximitéit vum Contournement an et gëtt eng ganz Rei vu Synergien tëschent deenen zwee Projeten. Ech wäert mech am weidere Verlaf vu mengem Exposé nach domadder beschäftegen.

Mir wëssen all, datt d'Nationalstrooss N11/E29, déi duerch Jonglënster verleeft, eng ganz wichteg Verkéiersachs tëschent lechternach an eiser Haaptstad ass; dat souwuel fir den nationale wéi och fir den internationalen Trafic. Jiddfereen, dee schonns emol zu Spëtzestonnen op dëser Streck ënnerwee war, weess, datt et hei normalerweis zu enorme Staue kënnt, an dat haaptsächlech op der Héicht vun de Verkéiersluuchten am Zentrum op der Haaptkräizung vu Jonglënster.

Déi folgend Zuele schwätzen do och eng ganz däitlech Sprooch a beweisen zugläich, datt de Bau vum Jonglënster Contournement ee vun deene Contournementer ass, dee sech förmlech opdrängt. Deemno ass en och net vu Muttwëll. Konnten 1990 en moyenne am Dag 10.810 Autoe gezielt ginn, esou waren dat der 2005 an der Moyenne 15.308. Dréckt een dës enorm Progressioun a Prozenter aus, esou ass dat eng Zounahm vun 41,6% vun der Dagesmoyenne; an dat bannen nëmme 15 Joer.

Dës enorm Progressioun, Här President, huet mat Sécherheet och Ursaachen, oder wéinstens verschidden Ursaachen. Eng vun deenen Ursaachen ass déi, trotz verschidde Ralentissementer ufanks dësem Jorhonnert, an der Moyenne awer nach ëmmer héich Croissance économique hei zu Lëtzebuerg. Dëse Gott sei Dank héije Wirtschaftswuesstum bréngt awer mat sech, datt eis Wirtschaft ëmmer méi muss op Frontalieren zréckgräifen, déi eben ënner anerem och aus dem Raum Bitbuerg iwwer lechternach an iwwer Jonglënster an d'Stad oder soss anzwousch an d'Land fuere mussen, fir ze schaffen.

Eng zweet Ursaach ass deen dach awer nach héije Wuelstand hei am Land, wat jo a sech ze begréissen ass. Well et ass net selten, datt dat och mat sech bréngt, wat ech elo soen, datt an enger Famill et méi Autoe gëtt, wéi et Führerschäiner gëtt. Och dat ass eng Ursaach vun ëmmer méi Verkéier.

Här President, de Contournement fänkt östlech vu Jonglënster op der Kräizung N11/CR121, déi an e Kreesverkéier ëmgewandelt gëtt, un, verleeft da Richtung Süden, ëmfiert de Quartier Reiland laanscht de Plateau Heed. Duerch e Viaduc vu 430 m Längt gëtt den Dall vun der Schwaarzer Ernz iwwerbréckt. Duerch e Rond-point gëtt dann d'Zone d'activités Laangwiss un de Contournement ugeschloss. Duerno verleeft dann den Tracé ënnert der N11 erduerch, fir dann zum Schluss an der Entrée vu Gonnereng op den Tracé vun der N11 ze kommen.

D'Gesamtlängt vun dësem Contournement sinn 3.860 m. Konform mat der Europäescher Konventioun zu de groussen internationale Verkéiersachse sinn zwou Bunne vu jee 350 m Breet virgesinn, souwéi zwou Sécherheetsbandë vu jee 70 cm, a Randsträife vu jee 2,50 m breet. Laut de Pläng gëtt fir esou eng Streck eng Vitesse vu 70 km/h virgesinn.

Insgesamt entstinn duerch de Contournement sechs verschidde Bauwierker: éischtens emol eng Passerelle iwwert d'Nationalstrooss; en iwwerdeckten Deel ënnert der RN11; e Viaduc iwwert den CR129, iwwert d'Aessebaach; e landwirtschaftleche Wee an e Vëloswee; e Passage iwwert den Échangeur West, a schlussendlech e Passage fir eng Vëlospist.

Wéi ech schonn ufanks gesot hunn, ass dëse Projet zesumme mat deem vum neie Lycée Jonglënster ausgeschafft ginn. Et gi folglech och enk Verbindungen tëschent deenen zwee Projeten, notamment am Beräich vun der Evakuatioun vum Waasser. E kontrolléiert Oflafe vum Reewaasser ass um Terrain vum Lycée wéinst der geologescher Beschaffenheet net méiglech, esou datt d'Reewaasser bis un de Rand vum Lycéesterrain evakuéiert gëtt an do mat deem vum Contournement zesummeleeft. E gemeinsamt Réckhaltebecken, dat zum Projet vum Contournement gehéiert, stellt sécher, datt d'Waasser kontrolléiert an net ze séier offléisst.

Här President, ech wëll op dëser Plaz net ze vill op déi dach méi technesch Aspekter agoen. Déi Leit, déi dat wierklech interesséiert, kënnen dat mat Sécherheet am Rapport noliesen, a wann net, am Exposé des motifs vum Projet de loi.

Erlaabt mer nach kuerz op den Aspekt vum Ëmweltschutz anzegoen. Tëschent Mee 2003 an Dezember 2004 war de Projet vum Contournement zu Jonglënster Objet vun enger Impaktstudië op d'Ëmwelt an d'Mënschen. Während dëser Zäit ass erëm Récksprooch gehale gi mat den Experte vum Ëmweltministère respektiv vun der Administration des Eaux et Forêts. Esou ass et zum Beispill zu enger Modifikatioun vum initiale Projet komm, fir wäertvoll Biotopen ze erhalen. Dës Modifikatioun kann een als akzeptabele Kompromëss tëschent Ëmweltschutzmoossnamen an Intérêts routiers bezeechnen.

An dësem Kontext ass och eng Etüd zu den Nuisances sonores, also de Schied duerch Kaméidi, gemaach ginn. Et ass virgesinn, datt schonns während der Bauphas am Norddeel vum Tracé e Wall aus Buedem soll dohinner kommen, fir esou dem Kaméidi, deen duerch de Chantier entsteet, entgéintzewierken. Definitiv Antikaméidismoossname sinn och virgesinn, soubal de Chantier ufänkt tëschent Gonnereng a Jonglënster selwer. Den Haaptdeel vum definitiven Tracé ass mat dësen Antikaméidismoossname versinn.

Des Weidere gëtt déi bestehend Transitstrooss, déi duerch Jonglënster selwer féiert, vun dräi Bunnen op zwou Bunnen zréckgefouert. Hei gëtt e Grénggsträifen aménagéiert, fir d'Strooss vun der Vëlospist ze trennen. All dës Mesurë wäerte mat Sécherheet d'Liewensqualitéit vun den Awunner vu Jonglënster ganz zolidd verbesseren.

Den 23. Januar 2006 huet den Ëmweltminister säin Accord zu dësem Projet ginn, an dat op Basis vum Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004. Heizou wier nach ze soen,

datt déi eigentlech Planifikatioun schonns am Mee 1995 ugefaangen huet. Eng Variant Tunnel baséiert sech op eng Etüd, déi schonns 1977 gemaach ginn ass, déi awer dunn net als definitiv zréckbehale gouf.

Dat aus e puer Ursaachen: Et hätte missen éischtens Haiser ofgerappt ginn; den Tracé hätt den Norddeel vu Gonnereng vum Zentrum vun där Uertschaft getrennt - also dovunner ofgeschnidden; et wier e relativ deiert Bauwierk vu 500 m Längt ginn; an der Entrée wéi an der Sortie vum Tunnel wier et wahrscheinlech dann och zu Verkéierskniet komm, déi sech hirersäits net positiv op d'Sécherheet am Tunnel selwer ausgewierkt hätten. Aus haaptsächlech all dëse Grënn, Här President, ass dunn déi Variant Tunnel net zréckbehale ginn.

Ech kommen ofschléissend zum sécherlech net onwichtege Punkt vun de Käschte vum ganze Projet. Insgesamt kascht de Contournement 59 Milliounen Euro. Ech wëll Iech elo net do mat detailléierten Zuele langweilen, duerfir verweisen ech nach eng Kéier op mäi schréftleche Rapport, an deem déi verschidde wichteg Posten dann och opgezielt sinn.

Mir hunn an der Kommissioun dëse Projet ganz am Detail analyséiert. No Diskussiounen iwwert d'Verkéiersproblemer zu Jonglënster, no den Diskussiounen zu de Mesures compensatoires, déi dëse Contournement mat Sécherheet mat sech bréngt, huet d'Commission des Travaux publics sech an hirer Majoritéit fir dëse fir dës Regioun esou wichtege Projet ausgeschwat.

De Conseil d'État huet a sengem Avis wäit ausgeholl mat allgemenge Remarquen. Hien ass a senger Analys bis op 1950 zréckgaangen an hofft virun allem, datt deen neie Contournement net derzou mëssbraucht gëtt, fir nees lénks a riets dervun Haiser ze bauen. Wier dat nämlech de Fall, hätt déi nei Strooss den Numm Contournement net verdéngt a mer wären erëm do, wou mer haut sinn. De Conseil d'État huet verschidde redaktionell Ëmännerungen zum Text virgeschloen an huet och eng Textpropos fir den Artikel 4, wat d'Utilité publique ugeet, proposéiert.

D'Kommissioun huet sech all deem ralliéiert, wat déi héich Kierperschaft virgeschloen huet. Duerfir bieden ech d'Chamber, dësem Bauprojet fir de Contournement Jonglënster, esou wéi en elo virläit, hir Zoustëmmung ze ginn. Ech wëll nach bäifügen, datt de Minister Claude Wiseler eis och informéiert huet, datt d'Terrainen nach net alleguerten am Besëtz vum Stat sinn. Esou datt een do nach muss kucken, sief et iwwer eng Eenegung à l'amiable oder, wann et dann net geet, well d'Utilité publique do ass, muss ee kucken, wéi se do eens ginn. Op jidde Fall wär et wënschenswäert vun dëser Säit aus, datt ee sech kënnt mat de Propriétairen eenegen. Dat ass ëmmerhin eng besser Méiglechkeet wéi déi aner.

Zum Schluss, Här President, soen ech Iech dann alleguerte Merci fir d'Nolauschteren a bréngen den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo fir d'DP-Fraktioun den honorabelen Här Carlo Wagner.

Discussion générale

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „was lange währt, wird endlich gut", seet en däitscht Spréchwuert.

Am Fall vum Contournement vu Jonglënster huet et wierklech laang gedauert bis aus de Gedanken, der Iddi vun deem Contournement endlech Realitéit ginn ass. An och wa mer haut deen entspriechende Gesetzestext wäerte stëmmen, wäerte wuel nach e puer Joer vergoen, ier déi éischt Autoe kënnen iwwert déi nei Strooss fueren an ier d'Liewensqualitéit vun deene Jonglënster Leit wäert spierbar an d'Luucht goen. Dat besonnesch nodeem dass de Rapporteur eis ugekënnegt huet, dass, wéi gesot, nach net sämtlech Parzellen opkaaft sinn.

Ech wéilt net nach eng Kéier op dëser Plaz an den Detail vun där neier Strooss agoen, mä ech wëll kuerz den Historique vun dësem Projet beliichten.

Am Juli '97 hat déi deemooleg Regierung e Plang ausgeschafft mat Kritären, no deene sollt décidéiert ginn, wat fir eng Uertschafte prioritär géife beim Bau vun engem Contournement berücksichtegt ginn. Deemools hat d'Regierung 24 Demandë virleien; dorënner och déi vu Jonglënster.

Am Joer 2000 huet déi deemoleg Ministesch vun den Travaux publics, d'Madame Hennicot-Schoepges, op eng parlamentaresch Ufro geäntwert, an ech zitéieren: «En ce qui concerne le contournement de Junglinster, un tracé a été recherché tenant compte aussi bien des contraintes résultant de l'impact sur l'environnement naturel que des contraintes imposées par les tissus urbains de la localité de Junglinster.» An anere Wierder, den Tracé vun där neier Strooss ass scho jorelaang bekannt an awer huet et - an dat ass wierklech ze bedaueren - bis haut gedauert, ier d'Chamber kann iwwert dëse wichtege Projet ofstëmmen.

Am Mäerz 2004 huet den deemolegen Deputéierte Jeannot Belling nach eng Kéier zu deem Sujet eng Fro gestallt. Deemools gouf him geäntwert, dass am November 2003 mat der Etüd fir en Avant-projet sommaire ugefaange gi wär.

Am Oktober 2004 huet den heitege Bauteminister wësse gelooss, dass de Projet de loi fir de Contournement vu Jonglënster fréistens 2005 géif an der Chamber déposéiert ginn. Ech muss soen, Här Minister, Dir loucht mat Ärer Aschätzung net ganz falsch. Et sollt nach bis den 30. August 2007 daueren, ier deen entspriechenden Text an der Chamber déposéiert ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen, dass, contrairement zu méi radikalen Ekologisten, déi och de Standpunkt vertrieden, et sollt keng nei Strooss méi gebaut ginn, mir an der DP der Meenung sinn, dass de Bau vun neie Stroossen duerchaus ka sënnvoll sinn. Virun allem an deem Fall wéi deen, dee mer haut um Ordre du jour hunn.

An de leschte Joren ass, bedéngt duerch en Zouwuess vun der Populatioun an och duerch eng steigend Zuel vu Frontalieren aus dem Raum Bitbuerg, d'Zuel vun den Autoen, déi all Dag duerch Jonglënster fueren, ganz massiv an d'Luucht gaangen. Den Här Rapporteur ass schonn drop agaangen, an ech kann dat och beleeën unhand vun den offiziellen Zuele vu Ponts et Chaussées.

Do gëtt däitlech, wéi gewalteg dës Evolutioun an de leschte Jore war. 1990 waren et am Schnëtt ronn 10.800 Autoen den Dag, déi do passéiert sinn. 2007 waren et der scho bal 15.900, dat heescht e Plus vu 47%. Zwar muss ee bei dësen Zuele preziséieren, dass et sech bei den Ermiessungen ëm ee Punkt vu Gonnereng handelt, mä dës dierfte sech awer nëmme minimal vun deene vu Jonglënster selwer ënnerscheeden.

E Plus vu 5.000 Autoen am Dag, dat bedeit awer méi wéi nëmme just de Passage vun deenen zousätzlechen Autoen. 5.000 Autoe méi bedeit och méi Kaméidi, méi CO_2-Ausstéiss, méi Gefor fir beispillsweis d'Kanner an esou virun. Virun allem bedeiten awer dës 5.000 Autoe manner Liewensqualitéit fir all Jonglënster Leit a virun allem déi Leit, déi direkt un der N11 wunnen.

Här President, d'Demokratesch Partei begréisst ausdrécklech, dass bei dësem Projet de Bau vun deem neie Lycée zu Jonglënster mat considéréiert ginn ass. Esou konnten tëschent deenen zwee Projete Synergien an der Planung a während der Bauphas realiséiert ginn. Et ass ze hoffen, dass et derzou féiert, dass déi zwee Projeten, déi allen zwee vu grousser Bedeitung fir d'zukünfteg Entwécklung vu Jonglënster sinn, kënnen also ganz schnell realiséiert ginn.

Ofschléissend, Här President, wéilt ech dem Här Rapporteur, dem honorabelen Här Lucien Clement, nach eng Kéier félicitéiere fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Deementspriechend wäert och d'Demokratesch Partei selbstverständlech hiren Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Den honorabelen Här Vizepresident Scheuer huet elo d'Wuert fir d'sozialistesch Fraktioun.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, mir Sozialisten, d'LSAP,…

(Interruptions et hilarité)

…mir begréissen ausdrécklech dëse Projet de loi. Fir d'éischt soen ech dem Rapporteur och Merci a félicitéieren him fir säi Rapport. Dee Rapport ass ausserge-wéinlech detailléiert, an ech félicitéieren och de Beamten aus dem Ministère fir dee gudden Dossier, dee si iwwert deen dote Contournement zesummegestallt hunn. An deem Dossier si wierklech all Aspekter vun esou engem Agréff an d'Natur an enger Verbesserung vun der Liewensqualitéit, awer gläichzäiteg och vun alle Geforen, déi sech doraus erginn, erfaasst.

De Contournement vu Jonglënster ass effektiv e Projet, op dee ganz vill Leit waarden. D'Automobilisten natierlech, awer och d'Awunner vu Jonglënster. Déi ominéis N11 heescht och nach E29, ass also eng europäesch Strooss, déi aus Däitschland an nees zréck an Däitschland féiert, eng Transitstreck, op där ebe Lëtzebuerg läit, Saarbrécken-Köln mengen ech ass et, an et ass urspréinglech nach méi wäit gaangen, an dorauser ergi sech eng ganz Rei vu Contrainten, vu Schwieregkeeten.

Déi Trace vun der E29 huet tëschent Lëtzebuerg an der däitscher Grenz zu Iechternach verschidde Schwaachpunkten. Éischte Schwaachpunkt ass de Gréngewald, de Waldhaff. Ech ka mer net virstellen, datt an absehbarer Zäit oder an onabsehbarer Zäit de Gréngewald dräispureg gemaach gëtt. Dat wäert esou bleiwen. Et gëtt awer an deem Gréngewald op där doter Strooss eng äusserst geféierlech Ausfahrt vun der Autobunn, Här Minister, an et gëtt eng geféierlech Opfahrt op d'Autobunn; a wann ee Contournement vu Jonglënster seet, da misst ee gläichzäiteg awer och iwwert d'Gesamtplanung vun där doter Strooss schwätzen. Mä ech sinn iwwerzeegt, datt den Här Bettel amgaang ass, dem Här Minister déi gutt Rotschléi ze ginn.

(Interruptions)

Den zweete Schwaachpunkt ass da Jonglënster gewiescht. En op d'mannst zwee Kilometer laange Passage mat dräi roude Luuchten duerch eng Uertschaft, an där souwisou vill Betrib ass, eng Strooss, déi d'Uertschaft an zwee schneit, mat enger Serie vu Schikanen, mat enger Serie vu Foussgängerpassagen, mat Offahrten a Richtung Fiels, a Richtung Dikrech. An da komme mer op Iechternach, wou de Grenzverkéier dann den Ursprong huet, eriwwer op d'Sauer, an all Dag kommen Dausende vu Frontalieren. Ech sinn iwwerzeegt, datt méi wéi d'Halschent vun den Autoen, déi do passéieren, oder op d'mannst d'Halschent vun den Autoen, déi zu Jonglënster passéieren, däitsch Autosnummeren droen.

Jonglënster hat eng Chance, an do muss een der Gemeng Komplimenter maachen an de Virgänger vun der Madame Hetto Komplimenter maachen, datt iwwerhaapt eng Trace konnt fonnt ginn, eng Trace, déi net verbaut ginn ass. War dat d'Wäitsiicht vun der Gemeng? Ech weess et net. Quitte datt d'E29 - N11 - um Bord verbaut ginn ass, bal op där ganzer Streck bis uewen op d'Kopp, bleift trotzdeem wouer, datt dee Contournement vun e puer Kilometer elo net op Wunngebitt stéisst an op Schwieregkeeten, déi op anere Plazen net ze léise sinn.

Drëtt Iwwerleeung: Vläicht hat Jonglënster och Chance a kritt den Dossier eben dës Tournure, well zu Jonglënster e Lycée hikënnt. De Bau vum Contournement ass, wann ech dat richteg verstanen hunn, et ass esou ugedeit ginn, d'Conditio sine qua non fir de Bau vum Lycée. Da schloe mer also zwou Mécke mat engem Schlag. Béid Saache si gutt.

Dann eng Fro: Wéi ass et mam Zréckbau vun där aler Trace? Och dat steet am Text vun der Regierung an et gëtt ganz bestëmmt keng Wunnstrooss. Dat wäert net méiglech sinn, mä d'Ästhetik vun der Strooss muss änneren. Et muss zu enger Berouegung kommen, zu enger massiver Berouegung an enger effikasser Berouegung. Wann net gläichzäiteg mam Bau vun enger neier Strooss, vun engem Contournement och eng urbanistesch Planung mat agebonne gëtt, dann erfëllt déi nei Strooss nëmmen deelweis hiren Zweck.

Et muss een och hoffen, datt de Chantier esou konzipéiert gëtt, datt de Verkéier weider fléisse kann. Wa sech aus deem Chantier Schikane fir de Beruffsverkéier erginn, da wäert Jonglënster nach eng Kéier vill ze leiden hunn an deenen nächste Joren, an aus deem Chantier wäerte sech - dat steet och zimlech offen am Regierungstext - Nuisancë fir d'Leit vu Jonglënster erginn.

Politesch interessant wär an dësem Dossier awer och d'Positioun vun deene Gréngen. Den Här Carlo Wagner huet et zimlech cru gesot, hei si mir Gréng dann an der Zwéckmillchen, hien huet dat Fundamentalismus genannt, mä hei si mer an enger Situatioun, wou dann déi...

(Interruption et hilarité)

...gréng Fraktioun, déi Gréng an enger Uertschaft, wou se relativ staark waren,...

Une voix.- Sinn!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Waren! Waren! Et ass liicht de biergof gaangen.

(Interruptions diverses)

...eng ganz zweifelhaft Positioun hunn. A vläicht...

M. le Président.- Kommt, loosst emol den Här Scheuer seng Ausféierunge fäerdeg maachen!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- ...hutt Der gemierkt, wéi Der de Projet gelies hutt - et wäert alt esou sinn, Här Bausch -, datt an deem Projet...

(Interruption)

Huet d'Madame Loschetter e gelies? Där trauen ech et zou!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- A mir net?!

(Hilarité)

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- ...eng ganz Serie vu Kompensatiounsmoossnamen dra sinn an de Schutz vu Biotopen, esou datt d'Regierungsparteien, wéi Der gesitt, net nëmmen um gudde Wee sinn, mä dat maachen, wat all verstännege Mënsch zënter laanger Zäit zu Lëtzebuerg seet: Do, wou mer eppes futti maachen, musse mer kucken, fir esou mann wéi méiglech ze zerstéieren a mir musse kompenséieren, a gläichzäiteg e Gain u Liewensqualitéit schafen, deen dat eent wettmécht.

Chance haten déi Jonglënster och, well se e Contournement baue kënnen, ouni op e grousse kulturelle Patrimoine ze stoussen, wat op der E29 net iwwerall de Fall ass. Do stellt de Choix sech vill méi komplizéiert.

Da wär ech zu Iechternach. Ech soe just nëmmen ee Wuert driwwer. Erwaart elo kee Plädoyer vu mir, Här Minister, fir e Contournement vun Iechternach, ech soe just nëmmen eent: Ech hat laang Zäit, laang Joren d'Méiglechkeet, fir Drock auszeüben, quitte datt et näischt gehollef huet, a fir an deen Dossier eranzekommen, wat och de Fall ass. Et gëtt fir Iechternach keng einfach Léisung. An et soll een ni op de Wee goe vun engem Provisoire, dee méi zerstéiert, wéi e gutt mécht. Et muss eng Käschten-Notzen-Analys gemaach ginn an déi Analys begräift de Patrimoine culturel an d'Urbanisëierung vun der Stad. Gläichzäiteg muss gekuckt ginn, wat vun Autoe wierklech doriwwer goe wäert a wat garantéiert an enger Touristenuertschaft net driwwer geet.

Dowéinst mäin Appel - an ech mengen ech kéint dat am Numm vu ville Kolleegen och aus der Politik zu Iechternach soen, net vun allen, well den Drock ass grouss -: Virsiicht bei där Planung, kee Provisoire a virun allem eng Käschten-Notzen-Analys!

Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vun der sozialistescher, vun eiser Fraktioun fir dee gudde Projet.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. D'Madame Loschetter huet elo fir d'Fraktioun vun deene Gréngen d'Wuert. Madame Loschetter, wann ech gelift.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen also haut de Contournement, an och en zweete Projet, deen direkt hannendrukënnt, well dee Contournement notamment och bei e Lycéesgebai féiert. Mä den Impakt vun dësem Contournement geet méi wäit, wéi déi concernéiert Leit bei hiert Schoulgebai ze féieren.

Dëse Contournement huet en Impakt op d'Lokalitéit vu Jonglënster an hir Awunner an Awunnerinnen, huet awer och en Impakt op aner Lokalitéiten an och op deenen hir Awunner an Awunnerinnen, wéi zum Beispill - an et ass elo just virdru gesot ginn - Iechternach oder aner Stied op der Musel an déi méi kleng Lokalitéite ronderëm dës Stied.

En huet en Impakt op d'Awunner an d'Awunnerinnen notamment déisäits der Musel bei onsen däitschen Noperen, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen. En huet en Impakt op d'Naturëmfeld, notamment zu Jonglënster selwer, wou ëmmerhin en Deel vun der Sumpfgéigend verbaut gëtt, wat erëm en Impakt huet op d'Fauna an op d'Flora.

Den Impakt léisst sech duerch zwou Saachen haaptsächlech determinéieren: éischtens d'zukünftegt Verhale vun de

concernéierte Mënschen duerch dëse Projet an d'Restrukturéierung vun der Natur, vu sech selwer a sengem verännerten Ëmfeld.

Leider war et ons an där zoustänneger Chamberskommissioun net méiglech, en Ableck op den Impact environnemental ze kréien an och net en Ableck iwwert d'Mesures compensatoires.

Ech weess net, Här President, ob den Här Scheuer déi all gesinn huet, well en dat hei och op dëser Tribün gesot huet. Mir kréien an der Travaux-publics-Kommissioun ëmmer erëm verséchert, datt déi zwou Verwaltungen enk matenee schaffen, wat ech och selbstverständlech unhuelen. Mä mir hu keen Ableck bis elo op iergendwellech kompensatoresch Mesuren.

Schued, datt et eleng d'Travaux-publics-Kommissioun ass, déi iwwerflächlech iwwert d'realiséiert Studien an notamment Ëmweltstudien informéiert gëtt, déi am Kader vun der Berechnung vum Impakt op d'Ëmwelt gemaach ginn. Schued och, datt ni iwwert d'Kompensatiounsmoossname geschwat gëtt, a kenger Chamberskommissioun.

Mir hunn allerdéngs och elo an der Travaux-publics-Kommissioun gefrot, fir méi e prezisen Iwwerbléck ze kréien iwwert d'Kompensatiounsmoossnamen, dat heescht, datt mer bei all Bauteprojet respektiv Niddreg-Bau-Projet eng Fiche kréien, wou mer e besseren Ableck kréien an d'Kompensatiounsmoossnamen.

Ech wëll och soen, datt et vläicht net vu Muttwëll wär, och eng zweet Chamberskommissioun an esou Projete mat anzebezéien, notamment d'Ëmweltkommissioun, an ech géif gären de Verglach maachen, Här President, zu Bauteprojete wéi deen nächsten, deen elo kënnt, iwwer e Lycée, wou parallell zum Bauteprojet an zu der Bautekommissioun mer och niewendrun ëmmer och d'Educatiounskommissioun haten, déi sech iwwert den Inhalt vun dësem selwechte Gebai an engem anere Projet beschäftegt. Et kéint ee sech virstellen - an ech wäert och eng Motioun dozou ofginn -, datt zum Beispill eng Ëmweltkommissioun sech mat dem Ëmweltimpakt vun esou Projete kéint beschäftegen.

Mir bedaueren och, datt de Conseil d'État sech baséiert a sengem Avis op politesch international Engagementer, déi Lëtzebuerg da soll schonn an de 50er, an de 60er Jore geholl hunn, betreffend ebe Réseaue vu groussen internationale Stroossen an hir Vernetzung.

Mir sinn awer, Här President, haut an engem ganz anere Film, an engem ganz anere Cas de figure, an ech ka mer net virstellen, datt net och de Statsrot Bescheed weess, wéi eng Erkenntnisser säitdeem éischtens a puncto Liewensqualitéit, Ëmwelt- a Klimapolitik an Tëschenzäit och ons Politik national, europäesch an doriwwer eraus prägen. Mir gesinn doranner contrairement zu de Feststellunge vum Statsrot absolut keng, an ech zitéieren aus dem Avis vum Statsrot: «logique tant des engagements internationaux que des options politiques prises dès le début des années 60».

Haut stellt sech d'Fro jo awer anescht. Si stellt sech éischter an onsen Aen: 1. Wou ass mäi Gesamtkonzept? Dat heescht, meng Wäitsiichtegkeet, souwuel an der Zäit wéi och am Raum, spriech Plan sectoriel «Transports». 2. Wat wëll ech erreechen a wou setzen ech doweinst d'Prioritéiten? 3. Wat fir eng politesch Décisioun huelen ech da schlussendlech?

Zum éischte Punkt, dee vum Gesamtkonzept, de Plan sectoriel «Transports» ass eigentlech de beschte Frënd vun der Logik. E léisst op sech waarden, och de Statsrot stellt dat fest.

Mir stellen dat och fest, Här President, an zwar all Kéiers erëm stelle mer dat fest bei all Stroossebauprojet. Et ass scho bal skandaléis, datt kee Plan sectoriel «Transports» virläit, woubäi esou vill vun deem geschwat gëtt a virun allem wou mer elo dëst Joer op der Prioritéitslëscht vum Bauteminister eng ganz Rëtsch vun impressionnantë Stroossebauprojete stoen hunn.

Här President, mir wieren och frou, dem Minister seng logesch Approche dozou ze héieren, ob hien dat wierklech seriö fënnt, den Deputéierte Stroossebauprojeten zur Ofstëmmung ze presentéieren, ouni datt mir e Gesamtkonzept vun der Regierung kennen. Dat wäert och elo weider esou goen. Mir wäerte weider Stroossebauprojeten hei presentéiert kréien a mir hunn u sech kee Gesamtkonzept, mir hu kee Plan sectoriel «Transports»!

Et ass bal wéi wann een all Kéiers ee Stéck vum Puzzle gëtt, jiddferengem e Stéck vum Puzzle gëtt, all Kéiers erëm eent, ouni ze wëssen, wat fir ee Bild herno dee Puzzle wäert duerstellen, wa mer déi Stécker hunn.

De Modell vum Régime transitoire vun der Impaktstudië huet Inzidenzen op d'Ëmwelt. Déi sinn evaluéiert ginn, a mir musse feststellen, datt d'Approche par rapport zu enger Nullvariant respektiv enger Nullplusvariant séier gekläert war. D'Augmentatioun vum Trafic an zéng Joer ëm 40%, dat heescht vun 10.000 Autoen an zéng Joer op 15.000 Autoen, schléisst direkt d'office déi zwou Varianten aus.

Mir schléissen ons och dem Statsrot senger Kritik un, deen ons am Fong geholl seet, datt keng Differenzéierung vum Trafic gemaach ginn ass. Wéi ass deen Trafic zesummegesat? Vu wou kënnt en hier? Wou geet en hin? Wéivill Frontaliere sinn derbäi an esou weider? Et ass net gekuckt ginn, wat fir en Impakt huet dëse Contournement vu Jonglënster aus nationaler Siicht, voire regionaler Siicht; ech mengen den Här Scheuer huet dat gutt beschriwwe virdrun.

Här President, ech wëll awer eppes kloerstellen, net datt mer falsch verstane ginn. Mir streiden net of, och mir Gréng net, datt dëse Contournement sécherlech wäert eng Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun den Awunner vu Lënster duerstellen. Op alle Fall emol an enger éischter Phas. Mä wat fir een Impakt huet dëst doriwwer eraus? Bleift et och spéider eng Verbesserung vun der Liewensqualitéit? Ass et déi eenzeg an ass et iwwerhaapt déi bescht Variant, fir d'Liewensqualitéit vun de Bierger a Biergerinne vu Lënster ze garantéieren?

Wéi ass et mat de Bierger a Biergerinnen am Osten oder am Zentrum ronderëm d'Stad? Wéi eng Konsequenzen huet de Bau vum Lënster Contournement op déi Regiounen an op hir Leit? Wëlle mer just en aktuellen a lokalen Traficsproblem léisen oder wëlle mer de Bierger a Biergerinnen eng global Verbesserung vun hirer Liewensqualitéit förderen? Eng wesentlech Verbesserung vun den öffentleche Servicer, notamment dem öffentlechen Transport? Wëlle mer dës Regioune vum Osten esou gestalten, datt se hiert wonnerbaart natierlecht Ëmfeld schützen, fir datt d'Awunner an d'Awunnerinnen no bei der Natur wunne bleiwen, de Commerce an den Tourismus kënne promouvéieren, oder wëlle mer Biotopen ënner Contournementsbrécken aspären?

Här President, kréie mer iwwerhaapt nach eng koordinéiert an effikass Transport- a Mobilitéitspolitik op d'Been an dësem Land zum Wuel vun onsen Awunner an Awunnerinnen, wa mer all Kéiers de Problem mat eenzelne Lokalanästhesië behandelen?

Mir hunn dozou ons gréisste Bedenken a Reserven. D'Argument, fir d'Iechternacher Strooss zu Lënster net zréckzebauen, well dru geduecht gëtt, eng Busspur anzeféieren, esou wéi et an dem Procès-verbal och steet, ass scho bal nëmmen nach zynesch ze analyséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir verstinn d'Préoccupatioune vun de Leit zu Jonglënster. Wahrscheinlech kämpfe si och mat de Konsequenze vun enger verpasster Chance vu virun zéng Joer. Déi Chance, fir eng effikass regional Planung, eng national Mobilitéitsplanung an eng virsiichteg Naturschutzplanung mat Zäiten opzestellen. Da géife mer haut net iwwer en décke Stroossebauprojet an dëser Regioun schwätzen, mä wahrscheinlech iwwert déi nächst Offer u Services publics a Saache Mobilitéit oder iwwer en Naturschutzpark „Geizebaach".

Mir wënschen de Jonglënster Leit, datt se sech net mussen à court terme schonn erëm zu Recht bekloen: Well hir Liewensqualitéit ofgeholl huet. Well de Contournement hire Problem awer net geléist huet.

Dëst ass e Phenomeen, an ech wëll Iech drun erënneren, dee mer erliewen de Moment a verschidde Gemengen, déi sech viru siwen, aacht Joer gefreet haten iwwert d'Nordstrooss, awer elo vun der Realitéit iwwerholl gi sinn a musse feststellen, datt déi zoustänneg Regierungen de Problem vun der Mobilitéit kuerzsiichteg analyséiert haten.

Fir dëst an Zukunft wäitgehend ze verhënneren, a fir d'Liewensqualitéit vun de concernéierten Awunner an Awunnerinnen an onsem Land laangfristeg beschtméiglech ze garantéieren, ginn ech am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun of, déi freet, datt mer méi konsequent déi Nullplusvariant considéréieren, dat heescht, déi Variant, wou ee fir d'éischt emol kuckt: Mir hunn e Problem, mir hunn en Tarficsproblem; wéi kënne mer deen anescht léisen, wéi datt mer deenen Autoen, déi den Traficsproblem duerstellen, eben déi adequat Strooss bauen? A virun allem, datt mer méi an der parlamentarescher Aarbecht Diskussiounen iwwert déi Analyse féieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'il ne s'agit pas de mettre en cause l'opportunité de tous les projets de contournement de localités et les objectifs poursuivis par ces projets qui cherchent à diminuer le trafic routier dans les localités;

- que certains projets de contournement de localités, tel celui de Junglinster, ont clairement une incidence sur la mobilité dans toute la région en augmentant principalement l'attractivité du transport individuel;

- qu'en plus du contournement de Junglinster, plusieurs autres projets de contournement sont en cours de planification dans diverses localités, à savoir le contournement d'Ettelbruck/Feulen, le contournement de Diekirch, le contournement à Clervaux, le contournement de Bascharage et le deuxième contournement de Bous;

- que l'ensemble des projets de contournement en voie d'élaboration risque de mettre en péril l'atteinte des objectifs affirmés dans différents domaines politiques, comme par exemple la mobilité respectant un «modal split» de 25/75 de l'IVL, les mesures du premier plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2 pour la protection du climat, la protection de la nature, la biodiversité, etc.;

- qu'il y a lieu de chercher à améliorer la qualité de vie des habitants concernés, non plus, en proposant en premier lieu des projets de contournement mais en renforçant les stratégies visant des solutions pour une mobilité plus durable (amélioration des transports en commun à partir des régions frontalières, couloirs pour bus, etc.);

invite le Gouvernement

- à établir pour chaque projet de contournement de localités, au-delà d'une simple étude d'impact comparative de tracés, une étude incluant des solutions de substitution dites variantes 0+ (alternatives à développer dans le domaine des transports publics et de la mobilité douce);

- à présenter ces analyses dans le cadre des discussions et décisions parlementaires.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Jean Huss.

Dat geschitt awer, mierke mer, trotz dem Impaktstudiëgesetz, ganz wäit ewech vun der parlamentarescher Aarbecht. Wat, denke mir, hautdësdags, wou mer jo awer alleguerte wëssen, wat mer musse beschützen, eigentlech net méi drobar ass. Mir wäerten ons och aus deene Grënn, déi ech Iech elo just matgedeelt hunn, bei dësem Projet enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Fir d'ADR huet elo den Här Mehlen d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Mir hunn haut en deieren Nomëtteg. Wann ech kucken, no deene 16 Milliounen Euro hu mer der elo ronn 60, an duerno kommen der nach eng Kéier 105.

Mir wëllen awer domat net ofstreiden, datt hei eng Noutwendegkeet besteet, fir déi Ëmgehungsstrooss fir Jonglënster ze bauen, mat deene bal 16.000 Gefierer, déi sech all Dag duerch dat Nadelöhr do quälen, och nach op enger Kräizung, mat ville Staue moies an owes, wou och vill Dreck an d'Loft geblose gëtt, wat nach zousätzlech zur Verschlechterung vun der Liewensqualitéit bäidréit.

Richteg ass d'Fro gestallt: Wat fir e Konzept hu mer fir de Verkéier, dee virun allem vu Bitburg eriwwerkënnt? An duerfir, wann een d'N11 kuckt, also déi sougenannt Iechternacher Strooss, da gesäit een, datt nach weider Schwaachpunkten do sinn. Den Här Scheuer huet dat och schonn ugesprach.

Et ass kloer, datt uewen erëm e Fläschenhals ass um Waldhaff. Et ass och gradesou kloer, datt besonnesch zu Iechternach gewalteg Investissementer wäerten noutwendeg sinn, fir datt de Verkéier do ouni grouss Problemer ka laanscht d'Stad lafen an datt och déi Iechternacher déi Liewensqualitéit kréien, déi hinne gradesou zousteet, wéi deene vu Jonglënster.

Duerfir bedauere mir eigentlech e bëssen, datt net eng Alternativ gekuckt ginn ass, déi vläicht e bësse méi deier gewiescht wär, mä wou een déi Streck, déi vu Bitburg erofkënnt, soubal wéi se iwwert d'Grenz ass - d'Bréck ass jo esou gebaut, datt een do virugefuer wär iwwert de Bierg bis erof op d'A1 an do un d'Tréierer Autobunn ugeschloss hätt, dann hätt een de ganz deiere Contournement oder Tunnel vun Iechternach kënne spueren. Et hätt een de Contournement vu Jonglënster kënne spueren an et hätt ee sech vläicht de spéideren Ausbau um Waldhaff och kënne spueren.

Et kënnt nach eng Iwwerleeung hannendrun: Souguer wa mer dat eng Kéier alles realiséiert hunn, Här Minister, dann ass d'Nordstrooss jo wahrscheinlech och fäerdeg an da schëtt déi reforméiert Iechternacher Streck méiglecherweis nach méi Verkéier deelweis och op d'Nordstrooss aus, deen dann och nach weider um Kierchberg uewen erauskënnt. Do muss ee schonn e bëssen Imaginatioun opbréngen, fir sech virzestellen, wéi dat dann herno alles soll fonctionnéieren.

Zur Strooss selwer wëll ech mech net ganz laang ophalen. Ech war net ganz glécklech, Dir wësst dat, ech hunn dat och an der Sitzung gesot, datt dee Rond-point beim Lycée do virgesinn ass. Ech menge mat deem staarken Trafic, dee ganz besonnesch moies ass, Duerchgangsverkéier a gläichzäiteg de Verkéier, dee bei d'Schoul fiert, datt dee Rond-point do wäert iwwerlaascht sinn zu den Haaptverkéierszäiten, datt et do och muttwëlles zu Staue kënnt. Wa mer gesinn, wat hei uewen um Kierchberg passéiert, do ass e grousse Rondpoint, wou et awer Megastaue moies gëtt. Do ass wierklech ze fäerten, datt dat e Schwaachpunkt an där Strooss do ass.

Dann hat ech mech gewonnert, Här Minister, datt mer et hei fäerdeg bruecht hunn, keen Tunnel ze bauen. Et deet engem bal leed, no all deene Pleiten, Pech und Pannen, déi mer mat eise sëllechen Tunnelen haten, hätte mer elo d'Chance gehat, vläicht eng Kéier een ze bauen, bei deem mer net op d'Nues gaange wären. Déi Gréng hätt et sécher arrangéiert, well mer jo da gréisstendeels ënnert dem Buedem bliwwe wären.

(Interruption)

Mä ech mengen d'Statskeess arrangéiert et éier, wa mer hei évitéieren en Tunnel ze bauen, dee mer net onbedéngt mussen hunn. Mir hätten eis gewënscht, dëst wär op anere Plazen och de Fall gewiescht.

Ee Wuert nach zu de Lärmschutzmoossnamen. Mir sinn a bleiwen der Meenung, datt een en Deel Terrain laanscht Strooss soll reservéiere fir Bauschutt, wat erwisenermoossen nëmme Steng a Buedem ass vu propperer Qualitéit, fir do kënnen ofzelageren a fir do Lärmschutz kënnen ze maachen. Da schléit een zwou Mécke mat engem Schlag. Et géif ee kënnen eng ganz Partie där Déchets inertes do oflageren an et géif een an engems de Kaméidi vun den Uertschaften ewechhalen. Mir ass an der Kommissioun gesot ginn, dat wär schwéier mam Naturschutz vereinbar.

Ech muss soen, da soll emol ee mir erklären, ob déi Deponien, déi mer elo soss doruechter an der Landschaft ariichten - an et gi jo scho Leit onglécklech gemaach mat all méigleche Plangen -, da méi naturschutzgerecht sinn, wéi hei, wann een en Hiwwel mécht an et beplanzt een e mat Beem, déi dat herno schéi begréngen an déi de Kaméidi ewechhalen. Do gesinn ech net, datt dat net soll naturschutzgerecht sinn.

Domadder kommen ech zum Schluss: Kompenséieren a renaturéieren, dat ass alles schéin a gutt. De gesonde Mënscheverstand seet engem awer, datt all Quadratmeter, dee mat Makadam zougeluecht gëtt, net méi erëmzekréien ass. Da kann een aus enger schéiner Wiss, wou virdru Kéi drop gegraast hunn a Mëllech ginn hunn, Jénke maachen, wou Fräsche ronderëmsprangen, a mengen, et hätt een dann d'Natur verbessert.

Ech muss soen, och do géif ech mer heiansdo e bësselche méi eng pragmatesch Approche wënschen. Och kënne mir net akzeptéieren, datt dann esou soidisant Kompenséierungsmoossname gemaach ginn, wat awer a Wierklechkeet soss näischt ass, wéi wäertvollt Akerland a wäertvoll Wisen a Suppen ëmzewandelen, wou herno och nach Moustiquë fléien, déi d'Blozongekränkt verbreeden. Esou Kompenséierungsmoossnamen op d'Käschte vun der Landwirtschaft kënne mir jiddefalls net akzeptéieren.

Dat gesot, wäerte mer dësem Projet awer eis Zoustëmmung ginn, well mer gesinn, datt en noutwendeg ass.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. E puer generell Wierder, nodeem ech selbstverständlech dem Rapporteur fir d'zweet haut Merci gesot hu fir déi gutt Aarbecht, déi e geleescht huet. E puer Aussoen awer zu der Aart a Weis, wéi mer un d'Décisioune vum Stroossebau eruginn.

Et ass evident, datt alleguer déi Décisiounen, déi am Kader vum Stroossebau an deene leschte Jore geholl si ginn, deene Konzepter entspriechen, déi mer an der Landesplanung développéiert hunn. Eis Prioritéite sinn doduerch beaflosst an, ob mer Jo oder Neen zu engem Contournement oder zu enger Strooss soen, huelen all hir Argumentatiounen an deem landesplaneresche Konzept, wat Der am IVL erëmfannt.

Et ass aus deem Grond, wou mer wëllen déi Verbindungsstroossen zwëschent deenen dräi grousse Polen - der Stad Lëtzebuerg an Esch, mat der Liaison Micheville, déi un d'Escher Autobunn ugebonne gëtt, mat der Nordstrooss, déi d'Nordstad mat der Stad Lëtzebuerg verbënnt - prioritär maachen. Et ass aus deem Grond, wou mer wëllen all déi Stroossen, déi an den Entwécklungszentre sinn, wéi Belval, wéi de Ban de Gasperich, wéi an Zukunft de Ban de Hollerich, wéi och déi Pläng, déi ausgeschafft gi si fir d'Entwécklung vun der Nordstad, datt mer do wëllen an Zukunft Stroosseféierung maachen.

Et ass aus deem Grond, wou Reflexioune gemaach ginn, wéi de Contournement vum Süden, vun Ettelbréck, vum Norden, vun Dikrech soll gemaach ginn. Et ass aus deem Grond, wou och déi Choixë vu Contournementer, wéi deen hei vu Jonglënster, wéi dee fréier vu Sandweiler, wéi deen och vu Miersch - well mir hunn eng Ouverture virun zwee Deeg gemaach vum Tunnel Gousselerbierg, wat en fait en Deelcontournement vu Miersch ass, an ech hoffen, datt e Miersch och hëlleft an dem Verkéier dobaussen - gemaach ginn.

Esou ass et och mat den Aarbechte vum Plan sectoriel «Transports», wou ech gradesou gär hätt wéi Dir, datt en elo scho géif um Dësch leien; dat ass awer net esou evident. Mä et ass mat deenen dote Prinzipien, wou och dee Plan sectoriel «Transports» amgaang ass, ausgeschafft ze ginn.

Wa mer esou Projeten hunn, wéi dat hei, wou mer e Contournement vun enger Uertschaft maachen, dann ass dat, well mer wëllen, datt déi Uertschaft do, datt Jonglënster an Zukunft Entwécklungspotenzial kritt, méi kritt, wéi et es huet, datt mer Liewensqualitéit wëllen an déi Uertschaft erabréngen, well mer mengen, datt déi sech kann an Zukunft entwéckelen, well mer déi zousätzlech Liewensqualitéit erabréngen. Et ass aus deem Grond, wou mer net nëmmen e Contournement, mä och dohinner wëllen e Lycée setzen, dat heescht, öffentlech Infrastrukturen, déi also e ganzt Konzept maachen an enger IVL-Entwécklung, an enger landesplanerescher Entwécklung, déi mer maachen.

Datselwecht Argument gëllt fir Miersch. Wa mer de Gousselerbierg opgemaach hunn, wann dat als Contournement fir Miersch gëllt, setze mer och dohinner eng Rei Lycéeën iwwert de PPP, wat alles e Gesamtkonzept mécht a wat Sënn mécht, fir deenen Uertschaften eng Entwécklung duerch de Stroossebau op där enger Säit an op där anerer Säit duerch d'Infrastrukturen ze ginn, déi mer dohinner setzen.

A selbstverständlech, wa mer Stroossebau maachen, muss ee wëssen, datt e groussen Deel vum öffentlechen Transport, wou ech der Meenung sinn, datt dee prioritär muss entwéckelt ginn, an Zukunft iwwert d'Strooss wäert fueren. Dat ass esou an dat wäert och an deenen nächste Joren esou sinn. Och do musse mer Plaz maachen, och do musse mer Plaz reservéieren, datt a sech dee Verkéier ka lafen.

De Carlo Wagner huet probéiert mer ze beweisen, datt dat alles vill ze vill laang gedauert hätt - ech kommen elo vun der Madame Loschetter op den Här Wagner -, ier mer endlech un dëse Projet komm wären.

Här Wagner, et hätt een effektiv kënnen de Projet virun zwee, dräi oder véier Joer vläicht, wa mer fäerdeg gewiescht wären, hei an der Chamber déposéieren a stëmme loossen. Mä elo froen ech Iech éierlech: Wat hätt dat eis da gehollef, wa mer dat gemaach hätten?

Well elo feelen eis nach zwee oder dräi oder véier Terrainen, déi mer nach musse kafen, déi mer net kréien, a bis elo, bis Oktober oder November 2007, hat ech keen Expropriatiounsinstrument, fir kënnen, wann et da muss sinn, déi Terrainen an de Besëtz vum Stat ze kréien. An ech baue keng Strooss méi, wa mer den Terrain net hunn. Ech soen Iech dat ganz kloer, well d'Beispiller hu mer wat geschitt, wa mer dat maachen. Et hätt also kee Sënn gehat, d'Gesetz virun zwee, dräi Joer ze stëmmen.

(Interruption)

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Et kann een net d'Terrainen 2004 schonn zesummen hunn. Et ass wahrscheinlech ze spéit ugefaange ginn. Ech hunn Iech gesot, dass trotzdeem déi Planung schonn iwwer zéng Joer dauert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Et sinn eng ganz Rei Terrainen, déi mer schonn eng Zäitchen hunn. Anerer, muss ech soen, déi mer nach ëmmer net hunn, an datt mer déi, egal wéini mer ugefaang hätten, elo nach net hätten. Ech hoffen, duerch dat neit Expropriatiounsinstrument, datt mer déi dann elo relativ kuerzfristeg kënnen an de Besëtz vum Stat kréien.

Wa mer deen Text virun dräi Joer stëmme gelooss hätten, dann hätt ech déi Problemer, déi mer ëmmer mat der Finanzéierung hunn, well ech net weess, wéi et geet bei engem Gesetz, wat ech 2004, 2005 stëmme loossen. Wann déi Strooss an deenen nächsten zwee oder dräi Joer elo gebaut gëtt, dann hunn ech wesentlech méi Schwieregkeeten, de finanzielle Volume an d'finanziell Enveloppe anzehalen, wat d'Distanz zwëschent dem Vote an der Realisatioun méi laang ass. Ech wollt dat och eng Kéier soen.

Ech verstinn, datt een ongedëlleg ass. Ech sinn och all Kéiers ongedëlleg, wann ech gesinn, datt duerch dat eent oder dat anert Argument e Projet am Déifbau oder am Héichbau, dee mer brauchen, net weidergeet. Mä hei hätt et eis net vill gehollef, dat méi fréi ze maachen.

Dir hat och de Réckbau vun der aler Trace ugeschwat. Dee muss selbstverständlech gemaach ginn. Mir hate mat der Madame Buergermeeschtesch vu Jonglënster och genügend Diskussiounen doriwwer. Dat ass e Projet, deen awer eréischt kann ugoen, wann deen hei Projet vun der Ëmgehungsstrooss fäerdeg ass a wou ech soen, datt mer en direkt hannendru mussen evidenterweis realiséieren.

Da kommen ech direkt op déi Fro, déi den Här Scheuer gestallt huet: Wat hu mer elo als Schikanen, wann dee Projet hei realiséiert gëtt?

D'Äntwert ass do, datt mer natierlech net am Atelier kënnen d'Strooss bauen an dann innerhalb vun zwee Deeg op den Terrain implantéieren, dann hätte mer kee Problem. Dee Bau wäert ëmmer Problemer schafen. Elo ass deen hei Bau awer esou, datt déi Problemen awer net an deem Sënn esou riseg sinn, datt mer vill Déviatioune musse maachen an datt mer vill aner Saache musse maachen, fir de Verkéier an de Grëff ze kréien, well et ass just op de Punkten, wou et dann op de Rond-point drustéisst, wou mer eventuell déi eng oder aner Moossnam mussen huelen, fir de Verkéier anescht ze leeden, während de Rescht vun der Trace evidenterweis kann ouni Problem gebaut ginn.

Aus deem Grond musse mer natierlech och déi Jonglënster Streck, esou wéi se elo ass, oploossen, bis de Rescht fäerdeg ass, an eréischt da kënne mer de Réckbau hannendrunhänken.

Mir hunn ausgerechent, haut si mer op 17.000 Autoe ronn, déi do fueren. Also mir denken an de Pronosticen, datt mer der 12.000 dovunner ronn wäerten op dee Contournement kréien, datt der awer nach ëmmer 5.000 wäerten déi aner Trace huelen, well eben och an der Mëtt vu Jonglënster eng Rei Stroossen auserneeginn, fir op aner Destinatiounen ze fueren. Et ass och logesch, datt dee Verkéier natierlech och muss sech säi Wee sichen.

Da soen ech hannendrun, wat d'Prozedur ugeet, datt mer am Kader vun dem Gesetz iwwert de 97/11/CE amgaang sinn, mam Ëmweltminister zesummen, dee noutwendege Règlement grand-ducal ze finaliséieren, dee mer brauchen, fir d'Autorisatiounsprozedur komplett ze maachen. Par contre sinn hei an deem Projet de loi op der Säit 27 vun Ärem Text eng ganz Rei Moossnamen, déi an engem Kapitel „Environnement et aménagement du territoire“ stinn, wou et ëm Tranchéeë geet, ëm d'Buts antibruit geet, ëm Bassins de rétention geet an ëm aner Mesures de compensation, déi deelweis hei opgezielt ginn, mat engem Total vu 5,7 Milliounen Euro, déi also am Gesetz hei mat virgesi si fir dat, wat mer un der Natur do maachen, deelweis kënnen dann op eng aner Aart a Weis erëm hierzestellen.

Et ginn eng ganz Rei Buts antibruit gemaach, déi och boiséiert ginn. Elo ass et esou, datt dat, wat hei ewechgeholl gëtt - wann ech just deen do Aspekt huelen -, net vill Bësch ass respektiv net vill Beem sinn, well der net vill do an där Géigend sinn, an de Reboisement, dee mer wäerte maachen op deene verschiddenen Terrainen, déi dofir virgesi sinn, wäert sécherlech am Potenzial wäit iwwert deem sinn, wat mer mussen ewechhuelen.

(Interruption)

Da kommen ech op d'Motioun vun deene Gréngen, wou ech Schwieregkeete selbstverständlech domadder hunn, well Der hei eng ganz Rei vun deene Contournementsprojeten an de Considéranten opzielt an dohinnerstellt, wéi wa se wierklech net noutwendeg wieren.

Do kënnt eng Diskussioun, do kënnt eng Prozedur am Kader vum 97/11 mat deene verschiddene Varianten, déi mer wäerten hierstellen, mat deene verschiddenen öffentleche Prozeduren, déi musse gemaach ginn, déi eis dann en fin de compte déi Décisioun mat alle Studien, déi mer dofir brauchen, wäert op där enger oder op där anerer Säit méiglech maachen.

Ech mengen, dat, wat Dir am Invite frot, deen éischten Tiret, ass de toute façon eppes, wat d'Gesetz eis automatesch haut freet. Dofir ass deen Tiret iwwerflëssig oder ass d'Motioun iwwerflëssig.

An deen zweete Punkt - à présenter ces analyses dans le cadre des discussions et décisions parlementaires -, wann een et esou freet, dann ass et natierlech, wa mer an enger Gesetzesprozedur sinn, zu engem falschen Zäitpunkt, fir doriwwer ze diskutéieren, well et esou ass, datt déi ganz Décisiounsprozedur, déi jo eng beschriwwe Prozedur ass, déi mat öffentlechen Unhéierungen, mat öffentlechen Diskussioune stattfënnt, selbstverständlech wäit virdru muss stattfannen, ier mer zur Décisioun kommen, wat fir eng Trace, wéi et gemaach gëtt, an da kënnt jo déi ganz Ausaarbechtung vum Projet, wat jorelaang Aarbecht zu engem Deel eréischt ass, an da gëtt de Gesetzesprojet finaliséiert an da komme mer an d'Chamber. Esou datt et sécherlech net an deem Moment ass, wou esou eng Diskussioun an der Chamber muss stattfannen.

Déi Diskussioun muss stattfannen initialement, wa mer déi ganz Projezéierung vun der Planification générale maachen, eventuell am Kader vun enger Diskussioun, déi heibannen iwwer e Plan sectoriel «Transports» stattfënnt, wou iwwert d'Nécessitéit oder d'Netnécessitéit vun eppes muss geschwat ginn, mä sécher net zu deem Zäitpunkt hei, wou all Viraarbechten an all Décisioune schonn duerch sämtlech Prozedure gelaf sinn, déi am Gesetz 97/11/CE virgesi sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a fir déi gutt Aarbecht, déi an der Kommissioun gemaach ginn ass.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5764 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Thiel), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Clement), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich (par M. Ben Fayot), Ben Fayot, Roger Negri, Jos Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

D'Motioun, déi déi Gréng abruecht hunn, stëmme mer elektronesch of.

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 46 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Lucien Clement), Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Thiel), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err (par M. Jos Scheuer), M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri et Jos Scheuer; MM. Eugène Berger (par M. Charles Goerens), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Mir kommen elo zum Projet de loi iwwert de Bau vun engem Lycée zu Jonglënster. Déi Häre Wagner, Scheuer, Mehlen an d'Madame Loschetter, grad wéi virdrun, sinn ageschriwwen, a grad wéi virdrun ass den honorabelen Här Lucien Clement Rapporteur. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Merci, Här Jaerling.

M. le Président.- Iwwert dëse Projet de loi gëtt muer de Mëtteg am Ufank vun der Sitzung ofgestëmmt. Här Clement, Dir hutt d'Wuert!

10. 5765 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée à Junglinster

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech kommen elo zu deem zweete wichtege Projet, dee Jonglënster ugeet. D'Antécédenten erspueren ech Iech alleguerten, well et sinn hoergenee déiselwecht wéi beim Projet virdrun. En ass deeselwechten Dag déposéiert ginn. Alles ass d'nämlecht wéi beem Projet vu virdrun.

(Interruption)

Et ass net deen nämlechte Rapport, Madame Flesch. En ass e bëssen anescht. Et geet hei nämlech ëm de Bau vun engem Lycée zu Jonglënster, net ëm eng Strooss.

Ech wëll kuerz dozou bemierken, datt och de Projet zur Kreatioun vum Lycée de 24. September 2007 vun der Educatiounsministesch déposéiert ginn ass an e gëtt selbstverständlech och an där betreffender Kommissioun analyséiert.

Well de Site vum neie Lycée zu Jonglënster tëschent den Uertschafte Gonnereng a Jonglënster no bei der Zone d'activité „Laangwiss" an nëmmen ee Kilometer vum Zentrum vu Jonglënster ewech läit, ass, wéi ech dat scho virdru gesot hunn, de virleiende Projet zesumme mat deem vum Contournement Jonglënster ausgeschafft ginn. Esou konnten och verschidde ganz interessant Synergië mat ageplangt ginn.

Firwat elo de Site Jonglënster fir een neie Lycée? Fir unzefänken ass de Lycée Jonglënster ee vun deene Lycéeën, déi am Plan sectoriel «Lycées» festgehale sinn. Des Weidere geet de Statec dovun aus, datt bis 2010, dat ass jo net méi ganz laang, am Osten de Besoin u Schoulplazen ëm 600 Unitéite respektiv 600 Schüler an d'Luucht goe wäert.

Ausserdeem ass festgestallt ginn, datt méi wéi d'Halschent vun de Schüler aus dem Osten, déi am Postprimaire ageschriwwe sinn, an den Zentrum oder an den Norden an d'Schoul ginn. Eng Etüd vun 2006 stellt fest, datt vun deenen 3.516 postprimairë Schüler aus dem Osten der 1.423 an e Lycée an der oder ronderëm d'Stad ginn an der ongeféier 400 an e Lycée an d'Nordregioun ginn.

Deen neie Lycée zu Jonglënster erméiglecht also duerch déi zousätzlech Schoulcapacitéiten, déi e schaaft, datt manner Schüler herno musse Richtung Lëtzebuerg-Stad, Ettelbréck oder Dikrech ënnerwee sinn, ergo och manner laang Schoulweeër hunn a manner laang Zäit brauchen, fir an d'Schoul ze kommen.

Et kann een elo dovunner ausgoen, datt d'Schüler am Jonglënster Lycée haaptsächlech herno aus deene fënnef Gemenge wäerte kommen, dat sinn d'Fiels, Hiefenech, Bech, Betzder a Jonglënster selwer. Dozou kënnt nach mat Sécherheet och deen een oder anere Schüler aus de Gemengen Nidderaanwen oder Fëschbech.

Här President, ech kommen elo zum Lycée selwer. Et ass virgesinn, datt deen neie Lycée d'Division inférieure vum secondairen Unterrecht ubidde wäert, en plus de Cycle inférieur an de Régime préparatoire vum Secondaire technique souwéi verschidde Filièrë vum Regime vun der Formation professionnelle. Heifir sinn néng Klasse vun deenen insgesamt 70 Klasse virgesinn.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Des Weidere gëtt et eng Division électronique, eng Sektioun Kommunikatioun, eng Division informatique am Regime vun der Technikerformatioun, eng Sektioun fir Elektroniker an der Kommunikatioun an eng Informatikersektioun am Régime professionnel. Zousätzlech heizou gëtt e kompletten Zyklus an der Technique générale an der Section informatique ugebuede souwéi e Cycle moyen an de Gesondheets- a Sozialberuffer.

Complétéiert gëtt dës scho grouss Offer mat engem Enseignement commercial fir d'Division administrative et commerciale vun der Technikerformatioun souwéi enger Sektioun vun den Employéen an der Divisioun vum Apprentissage commercial am Régime professionnel.

Des Weidere sinn nach zwou Éducation-différenciées-Klasse virgesinn.

Wéi scho gesot, ass déi schoulesch Offer am neie Lycée zu Jonglënster op dat ausgeriicht, wat ech elo opgezielt hunn, esou datt déi Responsabel ugehale sinn, enk mat dem Lycée vun Iechternach a mam Lycée vu Gréiwemaacher zesummenzeschaffen. Duerch dës Zesummenaarbecht ass et sécherlech méiglech, dann och eng komplett Offer am Oste vun eisem Land unzebidden, wat d'Schoul am Postprimairen ubelaangt.

D'Capacitéite vum Jonglënster Lycée leien esou tëschent 1.220 a 1.400 Schüler, an déi si verdeelt op 70 Klassen. D'Experienzen hu gewisen, datt dat eng optimal Gréisst ass, fir e gudde Fonctionnement vun esou engem Lycée ze garantéieren.

Natierlech ass och fir deen néidegen éducativen Encadrement gesuergt. Dernieft muss a soll d'Schoul awer och eng Plaz vun engem gudden Zesummeliewe sinn. Heifir suergen déi néideg Empfangsstrukturen, en Dokumentatiounszentrum, e Liessall an déi néideg Strukture fir Restauratioun. D'Restauratioun begräift nieft enger adequater Kichen e Restaurant mat 200 Plazen, eng Cafeteria mat 100 Plazen, mat Salle de jeu, an dobäi och nach eng Terrass.

Wat elo d'Sportsinfrastrukturen ugeet, fanne mer nieft véier Vestiairen eng Sportshal mat zwou Unitéiten. Dobäi kënnt eng Piscine, déi och mat véier Vestiairen équipéiert ass. Ausserdeem wäerten et permanent Aarbechtsraim an adequat Réuniounssäll ginn, déi et dem Schoulpersonal erlabe sollen, een Deel vun hirer Aarbecht an der Schoul selwer souwéi an der Équipe pédagogique maachen ze kënnen.

Ech wëll kuerz nach op d'Architektur an den technesche Konzept vum neie Gebai agoen. All Klassesäll souwéi d'Büroen an d'Ateliere si Richtung Osten oder Westen orientéiert, wat da mat sech bréngt, datt eng gutt an natierlech Luucht garantéiert ass. De Sportkomplex ass nordwestlech gedréit. De Pausenhaff an d'Kantin sinn am Süden, fir esou e Maximum u Sonn och matzekréien. Déi verschidde Fligele vum Gebai sinn iwwer eng zentral Galerie matenee verbonnen an där d'Schüler op deene verschiddenen Niveauen dann och zirkuléiere kënnen, ouni an de Reen oder an de Schnéi mussen eraus ze goen. Déi droend Elementer vum Gebai besti gréisstendeels aus enger Struktur aus massivem Bëton.

Wéi bei allen neie Konstruktioune gesäit de Stat och hei een nohaltegt Energiekonzept vir, dat duerch verschidde Mesuren ëmgesat gëtt. Nieft verschiddenen Energie spuerende Baumethoden a -mesuren ass ënner anerem virgesinn, datt d'Heizung mat Copeaux de bois alimentéiert gëtt, déi dann och nach, an dat ass wierklech gutt esou, aus den ëmleiende staatleche Bëscher komme sollen.

Ech wëll Iech awer elo net ze vill mat techneschen Detailer zoukippen. Ech hunn dat Wesentlecht ernimmt. Ech mengen déi, déi sech wierklech am Detail interesséieren, et ass nach e Projet an der Educatiounskommissioun a selbstverständlech gesäit och den Exposé des motifs vun dësem Projet all Detailer vir, déi een dozou wësse muss.

Här President, e wesentlechen Deel ass awer nach ëmmer dee finanzielle Volet vun dësem Lycée. D'Gesamtbaukäschte ginn op knapp 105, 104,9 Milliounen Euro chiffréiert. De jährlechen Ënnerhalt inklusiv dem gesamte Personal beleeft sech op 22.920.000 Euro.

Wichteg erschéngt et mer nach ze soen, datt déi kommunal Sportsinfrastrukturen, déi vun der Gemeng Jonglënster also, och vum neie Lycée kënne genotzt ginn. Hei handelt et sech ëm dräi Unitéiten am „Hall Omnisports" vum Centre polyvalent Gaston Stein. D'Contrepartie ass, datt d'Gemeng d'Piscine vum Lycée zu gewëssene Stonne kann an Usproch huelen.

Dat si mat Sécherheet Synergien, déi Sënn maachen a virun allem och nach käschtereduzéierend si fir deen ee wéi fir deen aneren. Dëst Ofkommes gëtt esou duerch eng Konventioun mat der Gemeng festgehalen. Dofir ass souwuel der Gemeng Jonglënster, mat hirer Buergermeeschtesch, dem Françoise Hetto, wéi dem Ministère ze félicitéieren, datt se déi Konventioun an där Form ënnerschreiwe wäerten.

De Minister Claude Wiseler huet eis och an der Kommissioun doriwwer informéiert, datt nach net grad all Parzellen - grad wéi beim Contournement och -, fir de Lycée ze bauen, a staatlecher Hand sinn. Des Weidere si mer gewuer ginn, datt de Gemengerot vu Jonglënster d'Ëmklasséierungsprozedur vum Terrain, ëm deen et hei geet, entaméiert huet. Ausserdeem krute mer an der Kommissioun d'Informatioun, datt d'Ausschreiwung par corps de métier, awer an dräi grousse Bléck, erfollege sollen: éischtens emol de Bau selwer, zweetens deen techneschen Deel an drëttens dann de Finissage vun der Schoul selwer.

Ee Wuert nach zum Avis vum Conseil d'État. Déi héich Kierperschaft ass mam Projet averstanen, huet awer gemengt, den Artikel 3 wier superfétatoire an d'Utilité publique wier d'office ginn, well et sech elei beim Jonglënster Lycée ëm eng Konstruktioun handele géif, déi am Plan sectoriel «Lycées» festgehale gouf, ergo och d'Utilité beanspruche kënnt.

Mir waren awer an der Kommissioun der Meenung - an dat, ech mengen och, fir alle juristesche Problemer aus dem Wee ze goen -, fir den Artikel 3 a senger initialer Form trotz allem bäizehalen an esou de Charakter vun der Utilité publique am Projet nach eng Kéier ze ënnersträichen; e bësselchen, muss ech soen, nom Motto „doppelt genäht hält besser". Ech mengen et steet elo dran an da wësse mer och ëm wat et geet.

Dat gesot, Madame President, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech bréngen den Accord vun der CSV-Fraktioun. Ech wier frou, wann dëse Projet eng grouss Zoustëmmung hei an der Chamber krit.

Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den éischte Riedner ass den Här Carlo Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, et kënnt net esou oft vir, dass an engem an deemselwechten Dag iwwer zwee Projete mat enger grousser Bedeitung fir eng Uertschaft hei an der Chamber ofgestëmmt gëtt. Nach vill manner ass dat de Fall, wann et sech ëm eng Uertschaft aus dem Oste vun eisem Land handelt.

Plusieurs voix.- Aaahhh! Ooohhh!

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Très bien!

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Nom Contournement vu Jonglënster elo viru kuerzem solle mer also hei iwwert de Bau vun engem neie Lycée zu Jonglënster ofstëmmen. Dass de Choix, fir een neie Lycée ze bauen, grad op Jonglënster gefall ass, ass mat Sécherheet keen Zoufall an et ass och ouni Zweifel eng richteg Décisioun.

Jonglënster huet an deene leschte Joren eng ganz rasant Entwécklung matgemaach, an zwar esou, dass et nach just eng Fro vun der Zäit war, bis et sech géif imposéieren, dass do misst e Lycée gebaut ginn.

Fir dëse Choix nach besser ze verstoen, brauch ee sech jo nëmmen d'Entwécklung vun der Awunnerzuel vun der Gemeng Jonglënster an deene leschte Joren unzekucken. Zwëschent 1979 an elo, Enn Dezember 2007, ass d'Awunnerzuel vun 3.500 op 6.100 Awunner eropgaang. Mat engem Bevölkerungswuesstum vun also, kann ee soen, ronn 2.600 Awunner an engem Délai vun 30 Joer, oder anescht ausgedréckt, mat engem Wuesstum vu bal 75% an deene Joren ass Jonglënster net nëmmen eng vun deenen dynameschste Gemengen aus dem Oste vun eisem Land, mä generell eng vun deene Gemengen, där hir Bevölkerung besonnesch séier wiisst.

Madame President, dës Zuele beweisen, dass Jonglënster an der rezenter Vergaangenheet eng rasant Entwécklung matgemaach huet. Déi aktuell Gemeng, déi 1979 aus enger Fusioun vun deenen zwou méi klenge ländleche Gemenge Roudebour a Jonglënster entstanen ass, ass haut souwuel a puncto Superficie wéi och a puncto Populatioun déi gréisste Gemeng hei am Land.

Dës Evolutioun fënnt een och an der Zuel vun den...

(Interruption)

Déi zweetgréisst? Déi drëttgréisst?!

Dës Evolutioun fënnt een och an der Zuel vun de Kanner erëm, déi an der Gemeng Jonglënster an deene verschiddenen Uertschaften an d'Schoul ginn. Am akutelle Schouljoer 2007-2008 sinn dat ëmmerhin insgesamt 635 Kanner. Zousätzlech muss ee soen, dass mer och mat deene Gemenge ronderëm Jonglënster - an den Här Clement, de Rapporteur, hat se éinescht opgezielt: Fiels, Bech, Betzder, Hiefenech a mat Jonglënster derbäi - fënnef Gemengen hunn, wou mer eng grouss Entwécklung hunn.

Ech mengen, dass d'Zuelen duerchaus beweisen, dass de Besoin, fir ee Lycée zu Jonglënster ze bauen, duerchaus reell ass. Vill vun dëse Kanner, och aus den Nopeschgemengen, wäerten also an Zukunft net méi wéi bis elo an d'Stad oder op Iechternach an de Lycée goen. Déi Jonglënster Jugendlech wäerten an e puer Joer also an hirer Gemeng hir schoulesch Carrière fortsetze kënnen.

De Wiessel an eng aner Schoul - den Iwwergank vum Primaire an de Secondaire, dee jo schonn net einfach ass - huet et oft fir vill Kanner do och nach méi schwéier gemaach, an dee wäert domadder ewechfalen.

Madame President, bei deem Text, iwwert dee mer haut hei ofstëmmen - mä ech mengen, Madame, dat ass muer, hutt Der gesot, mä peu importe -, handelt et sech eenzeg an eleng ëm dat neit Gebai, an deem den neie Lycée soll ënnerbruecht ginn.

Dat pedagogescht Konzept vun dem Jonglënster Lycée gëtt an engem aneren Text, mat deem sech d'Educatiounskommissioun nach wäert befaassen, definéiert. Ech wéilt och dofir net an den Detail vun dësem Konzept agoen, mä just ee Punkt vläicht erausgräifen.

Mir begréissen et, dass an deem neie Lycée souwuel den Enseignement classique, du moins wat de Cycle inférieur ugeet, an den Enseignement technique wäerten ënnerbruecht ginn. Mir halen dat fir eng ganz gutt Iddi, wann d'Kanner, och wa se eng ënnerschiddlech schoulesch Ausriichtung aschloen, awer kënnen zesummen an engem Gebai enseignéiert ginn. Esou gemëschte Lycéeë sinn iwwregens och schonn ënnert der Responsabilitéit vum Anne Brasseur entstanen.

Ofschléissend, Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Clement, félicitéieren a Merci soe fir säin exzellenten an detailléierte mënschlechen a schréftleche Rapport.

(Brouhaha général et hilarité)

...mëndlechen a schréftleche Rapport. Meng Fraktioun wäert dann och selbstverständlech hiren Accord zu dësem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Wagner. D'Wuert huet elo den Här Scheuer.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech schléisse mech de prägnante Wierder vu mengem Virriedner un an och natierlech där prägnanter „Captatio benevolentiae" un d'Jonglënster Bierger.

Jonglënster huet d'Chance, zweemol um Ordre du jour ze stoen an zweemol mat ganz flotte Projeten. Jonglënster ass effektiv en Entwécklungszentrum, well se ganz gënschteg leien, just virun der Stad an am Hannerland vum Osten.

De Lycée, dee gebaut gëtt, gëtt gebaut, well en am Plan sectoriel «Lycées» drasteet. Dëst Dokument steet un der Basis vun der Schoulpolitik, déi an de leschte Joren eng aner Nues kritt huet, just duerch de Plan sectoriel, an dat ass eng gutt Saach! Endlech hu mer en Instrument, wat eng rationell Planung zouléisst, eng rationell Planung, déi op novollzéibar Kritäre berout. An déi Kritären hunn erginn, datt op där dote Plaz e Lycée sënnvoll wär.

Et ass awer iergendwéi komesch an et entsprécht net der Realitéit, wann een aus dem Jonglënster Lycée e Lycée aus dem Pôle Est mécht. Jonglënster läit, wéi ech et scho gesot hunn, praktesch un der Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg an et ginn, mengen ech, méi Élèvë vu Jonglënster an d'Stad an d'Schoul, wéi datt der op Maacher ginn, a wahrscheinlech och méi, wéi der op Iechternach ginn. Doduerch ass dee Plan scolaire, dee Prioritéitsplang, deen opgestallt gëtt, nëmme relativ. Wa mer zu deem anere Projet kommen, wäerte mer och doriwwer diskutéieren.

Et ass ze bedaueren, datt mer ewell iwwer e Bauprojet diskutéiere sollen, en fait awer net iwwert de Schoulprojet schwätzen, dee vun der Regierung de 24. September 2007 deponéiert ginn ass. Mir hunn nach ëmmer keen Avis vum Statsrot. Et géif sech awer wierklech opdrängen, esou Projete kombinéiert ze behandelen!

Ee Wuert nach zur Gemeng an zur Auswierkung, déi esou ee Lycée op eng Gemeng kann hunn.

Et muss eng Zesummenaarbecht entstoen tëschent deem Lycée an der Gemeng Jonglënster. Et muss ganz kloer sinn, datt esou ee Gebai, esou ee Bau - den Här Roth lauschtert och - integréiert muss ginn an d'Urbanisatioun, an d'Sozialliewe vun enger Gemeng.

Ee Lycée huet net nëmme Studenten, déi gär zréckkommen op déi Plaz, wou se geléiert hunn, déi sech net nëmme gär do ophale während der Schoulzäit, mä e Lycée wéi deen heiten, dee wäert och 150, 170 Enseignantë kréien, a wann een d'Chance huet, wann et engem geléngt fir déi mat anzeplangen an d'Veräinsliewen, an d'Kulturliewe vun enger Uertschaft, datt se sech fir d'Geschicht vun der Uertschaft interes-

séieren, dann ergëtt sech aus engem Schoulprojet eng Plus-value fir d'ganzt Liewe vun enger Communautéit.

Ech wënschen deene Jonglënster dobäi eng ganz glécklech Hand. Si hunn elo Zäit, fir ze plangen. Déi Wiesselbezéiung muss een Element si vun der Schoulpolitik, an do kënnt ee weiderfuere bis zur Diskussioun, déi mer iwwert d'Violence, iwwert d'Gewalt gefouert hunn.

E lescht Wuert nach: Et huet een esou e bëssen d'Impressioun wéi wann d'Regierung an d'Bâtiments publics déi nei Projeten, et sinn der jo ganz vill komm, aus dem Tirang géifen zéien. An ech froen dann heiansdo an der Kommissioun: Maacht Der och Architektur?

Wichteg ass, datt déi Gebaier et erlabe fir zesummenzeliewen. Do muss den Term Convivialitéit falen. D'Élèvë musse sech wuel fillen, a si musse sech wuel fillen an opgeholl sinn och ausserhalb vun der Schoulzäit. Déi nei Projeten droen deem Rechnung.

Wann een et dann och nach fäerdeg bréngt, datt dat Haus gutt ausgesäit, datt et esou ausgesäit, datt een och en Emblème draus maache kann an datt et onverwiesselbar ass, dann huet een dem Gebai en Déngscht geleescht, et huet een deenen en Déngscht geleescht, déi dra sinn, entweder als Élèven oder als Professeren, an et huet een och en Emblème geschaf fir d'Uertschaft.

Déi Froen, déi elo opstinn, sinn natierlech - wéi ëmmer - d'Fro vum Timing an déi vun der Kombinatioun vun deenen zwee Chantieren.

Ech ginn och dovun aus, Madame Loschetter, datt Dir dëse Projet stëmmt. Sidd Der sécher, datt en ouni de Contournement iwwerhaapt méiglech wär? Esou wéi en elo entstanen ass? Ech zweifelen dodrun. Ech menge souguer, datt de Plan sectoriel «Lycées» deen anere Projet engendréiert huet, oder ëmgedréint; wann dat eent net gewiescht wier, wier dat anert och net gewiescht.

Ech wënschen dem Bauteminister eng glécklech Hand bei der Gestioun vun den zwee Chantieren an der Jonglënster Gemeng vill Succès a vill Liewensqualitéit mat deenen zwee neie Projeten. Domadder schléissen ech do, wou den Här Wagner ugefaangen hat.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Scheuer. D'Wuert huet elo d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Madame Presidentin. An ech fuere weider do, wou den Här Scheuer opgehalen huet,…

Une voix.- En huet lech schéi provozéiert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Neen. …well en eppes gesot huet, wat ech eigentlech och wollt soen - en huet mer d'Wierder aus dem Mond geholl -, mä well et esou wouer an esou richteg ass, géif ech et ganz gär nach eng Kéier widderhuelen.

Wéi einfach ass et, wann een dann e Plan sectoriel huet, an Dir hutt gesot, dann huet ee ganz kloer Kritären, wat, wou a firwat kënnt, an hei genau ass et och esou. Duerfir kënnt och de Lycée Jonglënster op Jonglënster, well en net nëmmen an engem Plan sectoriel «Lycées» ass, mä well en och nach an deem Plan sectoriel als Prioritéit bezeechent ginn ass. An ech denken, wat de Rapporteur virdrun ernimmt huet, beweist och, datt dee Lycée noutwendeg ass.

Pour la petite histoire hoffen ech, datt mer elo zu Réide kee Contournement kréien, well och do kënnt e Lycée, zu Wolz kee Contournement kréien, well och do kënnt e Lycée. Also ech denken net, datt déi Saachen ëmmer mussen zesummelafen.

E Bauteprojet ass ni neutral, an och dëse Bauteprojet ass net neutral, an ech denken, datt dee Lycée esou gebaut ginn ass, datt en effektiv eng gewësse Convivialitéit an eng gewësse Form vu Schoulhalen an Ander-Schoul-sech-Ophalen och ka promouvéieren, an duerfir wënscht déi gréng Fraktioun am Fong geholl dësem Bauteprojet, wann e bis fäerdeg ass, datt e mat flotten Inhalter gefëllt gëtt. Mir wäerten dee Projet och stëmmen.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Madame Loschetter. Leschte Riedner ass den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Madame President. Wa mer hei iwwert de Lycée schwätzen, nodeem datt mer iwwert de Contournement geschwat hunn, da wëll ech fir d'éischt d'Fro opwerfen: Ass de Standuert vun deem Lycée dee richtegen?

Da si mer beim IVL, wou all Mënsch eppes anescht drënner versteet. Tatsaach ass, datt d'Agglomeratioun Jonglënster-Gonnereng sech esou staark entwéckelt huet, datt e Besoin entstanen ass, fir eng Schoul do an där Regioun ze bauen.

Et widdersprécht awer där grousser Linn, déi mer eis emol eng Kéier ginn haten, fir d'Schoulen esou wäit wéi méiglech un d'Eisebunnen ze bauen. Natierlech läit Jonglënster tëschent deenen zwou Strecken. Mir hunn d'Nordstreck am Mierscherdall a mir hunn d'Waasserbëlleger Streck am Syrdall.

Wann een als grousse Prinzip geholl hätt, mir wëlle wierklech bei d'Eisebunne bauen a mir wëllen, datt méiglechst vill vun deenen Uertschaften, déi riets a lénks leien, nëmme just de Minimum un Trafic mam Auto oder mam Bus musse maachen, als Zubringer op d'Zuchstreck, da läit en natierlech op der falscher Plaz. Et sief dann, et géif een drun denken, de gudden ale Charly erëm eng Kéier ze reaktivéieren.

Et war och dat, mengen ech, wann ech d'Madame Loschetter verstanen hunn, si huet e bëssen an Orakele geschwat bei der Strooss, wat si geduecht hat bei der Nullvariant. Dann hätt een de Lycée allerdéngs, wann een de Charly erëm lafe gelooss hätt, missen e bëssen op eng aner Plaz setzen.

(Interruption)

Neen, ech hunn en net méi gesi fueren.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här Mehlen, et wier eng fir déi Gréng schwiereg Konfliktsituatioun gewiescht tëschent Zuch a Vëlo. An déi Entscheedung hätt nach misse getraff ginn.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- De Moment, effektiv.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Um Charly fiert nämlech de Vëlo.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Wiem sot Der et, Här Scheuer!

Ee Wuert och zum Site. Et ass elo gesot ginn, e muss iergendwou och agebonne ginn an d'Uertschaft. Mir begréissen et, datt et e Site ass, deen de Moment roueg ass, deen hoffentlech och e bësse roueg bleift. Well dat, wat hei ënnen um Geesseknäppche geschitt ass, ass sécher net ideal fir Schoul ze halen: eng grouss Akkumulatioun vu Schoulen op enger Plaz, wou enorm vill Verkéier derlaanscht leeft, an deem Mooss, datt souguer d'Fënstere mussen zoubleiwen, fir datt d'Schüler net ze vill schlecht Loft kréien.

Ech géif der Schoul jiddefalls wënschen, datt et op där schéiner Plaz, wou se hikënnt, roueg bleift an datt et sech agréabel do enseignéiere léisst.

Dann den Accès un den Transport public; vu datt den Zuch net derlaanscht leeft. Hei komme spéiderhin tëschent 1.200 a 1.400 Schüler; et kann ee rechnen 80 bis 100 Leit Personal och nach derbäi, an dat geet moies am Prinzip alles mateneen un, mam groussen Trafic, deen duerchleeft - ech hunn et scho gesot gehat - a Richtung Stad oder a Richtung Waldhaff. Ech widderhuelen hei nach eng Kéier meng Bedenken, datt dee Rond-point dat net packe wäert, datt et wierklech do zu Schwieregkeete kënnt.

Eng aner Iwwerleeung ass déi: Mir gesinn, wa mer de Projet kucken, wéi d'Schoul opgebaut ass, wéi d'Besoinë gerechent gi si vun de Säll. Mir wëssen awer, datt d'Schoulhalen an Evolutioun ass, datt deen Typ vu Schoul, dee mer elo envisagéiert hunn, méiglecherweis schonn net méi deen ass, deen da fonctionnéiert, wann déi Schoul eng Kéier fäerdeg ass, oder datt op jidde Fall am ganzen Enseignement Neierungen an Ännerunge kommen.

Ech hoffen, datt déi Raimlechkeeten esou flexibel sinn, datt se sech herno - well déi Schoul ass jo net nëmme fir 20 Joer gebaut, hoffentlech - Méiglechkeete genuch opléisst, fir eisen Enseignement esou flexibel ze gestalten, wéi mer eis dat alleguer wënschen.

Dann nach e Wuert zum Concept énergétique. Selbstverständlech - ech mengen dat muss och eng Selbstverständlechkeet sinn - ginn hei ganz héich Energiestandarden agesat. Et gëtt op dem Standard vun Niddregenergiehaus gefuer. Thermesch Energie, liese mer, do ginn 30 kW-Stonne pro Quadratmeter a pro Joer veranschlagt. Heizung per Holzhackschnitzel - ech hu mech scho gefrot, ob mer zu Lëtzebuerg net solle vläicht Holzmäifel soen, vläicht verstinn d'Leit dat da besser dobaussen.

Wat ech mer gewënscht hätt, Här Minister, dat wär, datt ee bei där Schoul och elektresch Energie produzéiert hätt. Et ass jo och eng Schoul, déi techneschen Enseignement gëtt. Et wär sécher interessant gewiescht fir eng Partie Solarenergie do ze produzéieren, och fir deene jonke Leit virun allem ze weisen, wat et ass, wéi et fonctionnéiert, fir se derfir kënne praktesch ze begeeschteren.

Datselwecht: Ech hunn net gesinn, datt Reewaasser soll opgefaangen an utiliséiert ginn. Dat ass eppes, wat mer haut de Privatleit alleguer priedegen. Wann de Stat dann awer bei neie Gebaier net mam gudde Beispill virgeet, da brauch een sech net ze wonneren, wann d'Privatleit soen, da brauche mir et och net ze maachen. Ganz besonnesch well, wéi gesot, hei jo awer jonk Leit sinn, déi spéiderhin eng Kéier als Bauhären investéiere wäerten, datt se do scho gewise kréien, wéi een dat ka maachen a wéi flott datt dat ka sinn.

Bei engem Käschtepunkt vun 105 Milliounen Euro wär et sécher op eng oder annerhallef Millioun net méi ukomm. Trotzdeem fanne mir, datt et e flotte Projet ass, a mir wäerte selbstverständlech dëse Projet stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Mehlen. Elo huet d'Regierung nach d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Madame Presidentin. Just ganz kuerz zwou Remarquen. Éischtens ass et richteg wat gesot ginn ass, datt d'Architektur vun engem Bauprojet ëmmer e wéineg d'Philosophie erëmspigelt vun deem, wéi do sollt Schoul gehale ginn. Och hei an dësem Projet gesäit een dat ganz gutt. Mir hu probéiert, eng oppen, frëndlech, flexibel Schoul ze maachen, wou d'Architektur genau dat, wat an der Schoul soll geléiert ginn, wéi do soll geschafft ginn, erëmspigelt.

D'Fro ass gestallt ginn: Ass et dee richtege Lieu fir et ze maachen? Hei ass de Plan sectoriel ausgeschafft ginn, wou am Fong déi ganz Stréim vu Schüler, vu wou se hierkommen, wou Konzentratioune sinn, wou momentan déi Schüler, déi an där Géigend wunnen, higinn, opgerechent gi sinn, probéiert a Polen anzedeelen, probéiert och d'Land esou ze organiséieren, datt jiddfer Pol déi Capacitéiten huet, déi e brauch. Duerfir ass Jonglënster gewielt ginn. Et kann een ëmmer alles a Fro stellen, mä ech mengen dat hei ass awer, wat d'Capacitéiten ugeet, wat d'Stréim vu Schüler ugeet, dee Site an déi Schoul do, wou mer se brauchen.

Ech mengen och, wat de Concept énergétique ugeet, do kann een ëmmer soen, et hätt een nach dat hei oder dat anert zousätzlech solle maachen: Mir hunn hei keen energetescht Konzept fir pedagogesch Zwecker gemaach, mä mir hunn en energetescht Konzept gemaach, wat soll effikass sinn, wat soll fonctionnéieren a wat och deem entsprécht, wéi mer an anere Schoulgebaier un déi energetesch Konzepter eruginn. An ech mengen, dat ass effikass a korrekt esou.

Dat war dat, wat ech nach wollt hei dozoufügen. Ech soen all deenen, déi dëse Gesetzesprojet stëmmen, villmools Merci an ech hoffen, datt mer schnell mat där Schoul hei ukommen.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun vun deem Projet ofgeschloss. Wéi de President gesot huet, fënnt de Vote muer de Mëtteg statt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.06 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Mercredi, 30 janvier 2008

SÉANCE 24

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
Mme Colette Flesch, Vice-Président, Mme Lydie Err, Doyenne

Sommaire

1. Interpellation de M. Félix Braz au sujet de l'évolution de notre système de pensions
- *Exposé: M. Félix Braz*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Carlo Wagner (interrompu par M. François Bausch), M. Romain Schneider, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale*

2. Interpellation de M. Jean Huss au sujet de la politique du Gouvernement en matière de pollution de l'habitat et de la qualité de l'air intérieur
- *Exposé: M. Jean Huss (motion 1)*
- *Discussion générale: Mme Martine Stein-Mergen, M. Eugène Berger, M. Marc Angel, M. Robert Mehlen, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Motion 1: M. Jean Huss, M. Eugène Berger (propose une modification de texte), M. Jean Huss*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Interruption)

Här Minister, huet d'Regierung der Chamber eppes matzedeelen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ganz vill, awer haut net.

(Hilarité)

M. le Président.- Dann huele mer Akt dovunner a mir waarde gespaant op déi zukünfteg Deklaratiounen.

Une voix.- Léiwer net!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, haut de Moie steet op eisem Ordre du jour d'Interpellatioun vum honorabelen Här Braz iwwert d'Entwécklung vun de Pensiounssystemer. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Meyers, Wagner, Schneider, Gibéryen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo den Interpellant fir déi gréng Fraktioun, den honorabelen Här Félix Braz.

1. Interpellation de M. Félix Braz au sujet de l'évolution de notre système de pensions

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären: „Mir sinn derbäi, e Verbriechen un der Zukunft ze begoen. E Verbriechen un deene Kanner, déi haut manner wéi fënnef Joer hunn, an un deenen, déi nach op d'Welt kommen." Dat sinn aussergewéinlech schaarf Wierder. Déi sinn däitlech. Déi sinn och e bëssen erschreckend.

D'Thema, op dat sech déi Wierder do bezéien, sinn eis Renten a Pensiounen. An den Auteur vun deene Wierder ass och den Auteur vum Begréff vun der Rentemauer. Et ass eise Premier, de Jean-Claude Juncker!

Hien huet déi Wierder net viru laanger Zäit gebraucht, mä ufanks Mäerz 2007. Ufanks Mäerz 2007 seet de Premier - an hie seet dat am Briefing fir d'Press uschléissend un de Regierungsrot -, mir wieren op deem Datum do amgaangen am Rentewiesen e Verbriechen un eise Kanner ze begoen.

Et ass eng Ausso, mat där hien nach eigentlech eng dropgeluecht huet op seng Aussoen iwwert d'Rentemauer, déi zu Lëtzebuerg usteet. Eng Rentemauer, déi him falschgemaach ginn ass; eng Rentemauer, déi awer mëttlerweil nees opgebaut ginn ass. An och wann d'Wuert „Verbriechen" e ganz staarkt Wuert ass, dann ass awer erstaunlech, dass et op deen Ausdrock keng Reaktioune gouf. Keng, ausser dass déi Gréng deeselwechten Dag eng Demande gemaach hunn, fir eng Interpellatioun un d'Regierung ze adresséieren, fir doriwwer ze schwätzen.

A wann ech e bëssen déi erstaunte Gesiichter elo hei gesinn hunn, wou ech déi Wierder gebraucht hunn, da mengen ech, hat och kaum nach ee vun Iech se an Erënnerung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, mir haten net geduecht, dass mer hei esou e prominente Pressespriecher hätten.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Wa se iwwerhaapt deemools an Uecht geholl gi sinn!

Mir sinn doriwwer net ganz verwonnert, dass et wéineg Reaktioune gouf, well och beim Rentendësch 1 ënnert dem deemolege Minister, dem Carlo Wagner, hunn déi Gréng wëllen iwwer grondsätzlech Froe schwätze vu laangfristeger Ofsécherung a vu laangfristeger Finanzéierung vun eisem Rentesystem. Dat war awer net vun Erfolleg gekréint.

Geschwat gouf beim Rentendësch 1 iwwer eng ganz Rei vun Opbesserungen. De Rentendësch 1 huet och eng Partie Sue kascht. Do waren och eng ganz Partie duerchaus positiv Saachen derbäi, déi mir och ënnerstëtzt hunn. Et waren awer och eng Rei manner positiv Elementer derbäi. Mä déi Debatt wëlle mer haut net nach eng Kéier féieren.

(Interruption)

Déi Debatt, déi mer haut wëlle féieren, ass déi iwwert déi fundamental Froen, déi deemools kee wollt diskutéieren, ausser déi Gréng. Déi Froe sinn: Sinn eis Rente sécher?

Une voix.- Jo.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Wat muss ee maachen, fir se laangfristeg sécher ze halen?

Déi Gréng haten um Rentendësch 1 och de Virschlag gemaach vun engem Zukunftsdësch, wou nieft der Ofsécherung vum Rentesystem och dee méi generelle Kader vum Lëtzebuerger Wirtschaftswuesstum sollt diskutéiert ginn. E Kader, deen een eigentlech net ka lassléise vun der Fro vun de Renten. D'Rente berouen drop, dass d'Ekonomie gutt dréit. An dat verlaangt eng Partie Konditiounen, déi am Beräich beispillsweis vun der Wirtschaftspolitik leien, am Beräich vun der Landesplanung, am Beräich vun der Mobilitéit, fir der ëmmer méi grousser Zuel vu Frontalieren et och ze erlaben, op Lëtzebuerg schaffen a cotiséieren ze kommen.

Mä och dee Virschlag vun de Gréngen ass net ugeholl ginn. Den Zukunftsdësch ass verworf ginn an amplaz koum dat, wat ee genannt huet de Rentendësch 2. Allerdéngs eppes, wat an eisen Aen deen Numm do net verdéngt. Et ass en Aarbechtsgrupp, wou d'Sozialpartner drasëtzen an och d'Regierung. Et ass awer en Aarbechtsgrupp ouni Politik an et ass en Aarbechtsgrupp, deen hannert zouenen Dieren tagt. An dat hale mir fir falsch.

Politik muss schlussendlech Décisiounen huelen. An déi Décisiounen, déi gehéieren öffentlech an an aller Transparenz hei am Parlament diskutéiert. Well et geet ëm primordial Froe vu gesellschaftlecher Solidaritéit hei zu Lëtzebuerg. Et geet ëm grondsätzlech Elementer vun eisem soziale Modell. Déi Choixen, ëm déi et geet, déi kënnen net an engem Aarbechtsgrupp diskutéiert ginn an dann als fäerdege Kompromëss dem Vote virgeluecht ginn.

A wou mer viru mëttlerweil bal engem Joer eis Interpellatioun ugefrot hunn, hate mer eigentlech gemengt, dass deen Aarbechtsgrupp méi séier seng Virschléi géif kënne formuléieren an déi och an d'Öffentlechkeet da bréngen, fir ze diskutéieren. Dat ass net geschitt.

Wann een haut de Moien de Radio gelauschtert huet op RTL, dann huet een ee vun de Partner vun deem Aarbechtsgrupp héieren, de President vum LCGB, de Robert Weber, dee sech Loft gemaach huet an dee seng Onzefriddenheet ausgedréckt huet iwwert dat, wat do geschitt. Et war am Résumé, a senger Aschätzung, e bessere Poterclub, wou sech mat enger gewëssener Nonchalance un den Dësch gesat gëtt a wou déi fundamental Froen net géifen opgeworf ginn, a sengen Aen, a wou och d'Äntwerten op déi méi schwéier Froen net geliwwert ginn.

Den Här Weber huet och ugedeit, dass seng Roserei ëmmer méi grouss gëtt an dass hie souguer net géif ausschléissen, eventuell deen Aarbechtsgrupp do ze verloossen, well et näischt gëtt.

Eis Prognos zu dësem Zäitpunkt, elo wou d'Regierung dräi an en halleft Joer am Amt ass a wou et knapps nach ee Joer virun de Wahlen, also virum Enn vun dëser Legislatur ass, ass, dass op de wesentleche Froen, déi déi Gréng beim Rentendësch 1 wollten diskutéiert hunn an déi net diskutéiert gi sinn, et net wäert zu Äntwerte komme bis zum Enn vun dëser Legislatur.

An Äre Bilan, Här Minister, ass op der Rentefro moer am Moment an e wäert bis zum Enn vun dëser Mandatsperiod och mat Sécherheet moer bleiwen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Är Propositioune sinn och moer.

Une voix.- Déi kommen elo!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Minister, Dir kritt d'Wuert ganz laang haut de Moien. Loosse mer elo dem Interpellant emol nolauschteren!

(Interruption)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Jiddferee freet sech drop, fir iwwert déi eenzel Virschléi ze diskutéieren. Mir sinn der Meenung, dass et an dëser Matière, wann ee wëllt laangfristeg ofsécheren, keng Tabuen däerf ginn, a mir wäerten, wéi an all den Dossieren, Fuerf bekennen. Dovunner kënnt Dir Iech elo schonn eng zolidd Portioun ofschneiden, well dat maacht Dir net. Äre Bilan ass, wéi gesot, bis elo moer an e wäert bis zum Enn vun dëser Legislatur moer bleiwen, an Dir wäert eis net Lige strofen!

Et geet, esou gesäit et aus, nëmmen nach dorëms, ee Joer ze iwwerstoen, a mat de Konklusioune vum Aarbechtsgrupp, deem sougenannte Rentendësch 2, wäerten dann och nach eng Partie politesch Riede kënne gehale ginn. An da war et dat fir dës Legislatur. A mir wäerten ausser an der Fro vum Splitting - dorobber wäert ech herno nach kommen - wéi et ausgesäit net virukomm sinn.

Laangfristeg Ofsécherung, en Thema war dat fir d'LSAP an hirem Wahlprogramm, ganz zu Recht, awer bis haut nach keen Thema fir dës Regierung. Ausser fir Aarbechtsgruppen.

D'Individualiséierung, en Thema fir d'LSAP an hirem Wahlprogramm, ganz zu Recht, bis haut nach keen Thema fir dës Regierung. Ausser fir Aarbechtsgruppen an ausser fir Rapporten.

Et kéint een iwwer villes schwätzen am Kader vun dëser Interpellatioun. Mir hunn eis awer schlussendlech derfir décidéiert fir haut iwwert déi wesentlech Froen, déi fundamental Froen nëmme wëllen ze diskutéieren, déi beim Rentendësch 1 ausgeklamert goufen.

Also manner ëm Froe wéi Préretraite oder dynamesch Carrièren oder Annualiséierung vum Ajustement, wou nach ëmmer Spillraum ass, fir punktuell Verbesserungen ze maachen, mä haaptsächlech ëm d'Evolutioun vun eisem Rentesystem. Stéchwierder wéi Individualiséierung, Stéchwierder wéi Finanzement, déi Themen eben, déi dës Regierung lénks leie gelooss huet an der lafender Legislatur.

Mir wësse jo eigentlech all heibannen, wéi et ëm eis Renten hei zu Lëtzebuerg steet. All d'Etüde soen eis, dass eise System, de Système de répartition, net soll a Fro gestallt ginn an dass déi Rentekeesen haut mat héije Reserve ganz gesond sinn. Dat seet d'Etüd vu '97 vum BIT am Wesentlechen an dat soen och d'Berechnunge vun der Inspection générale de la Sécurité sociale. A wann d'Chamber haut iwwer Renten diskutéiert, da soll och dat an aller Däitlechkeet kloergemaach ginn, fir dass een net d'Gefill dobausse kritt, dass d'Renten an eise Rentesystem komplett um falsche Wee wieren. Dat ass net de Fall.

Eis Rentekeese sinn 2008 op dësem Datum gesond an déi grondleeënd Ausriichtung vun eisem Rentesystem, de Système de répartition, d'Ëmlageverfahren, ass a bleift eiser Meenung no dee richtege System, well dee System de Generatiounevertrag am beschte beinhalt an am beschten op enger exemplaresch solidarescher Aart a Weis vira weiderliewe kann. Dat soll an aller Däitlechkeet gesot ginn, fir dass een net méi a Fro stellt, wéi muss a Fro gestallt ginn. Mä et däerf een eben och net manner a Fro stellen, wéi muss a Fro gestallt ginn.

Mir wësse jo awer och, wat d'Erausfuerderunge sinn - zu Lëtzebuerg, wéi an den aneren industrialiséierte Länner och. D'Populatioune gi méi al; dat ass gutt, mä domadder klammen och d'Usprëch un d'Rentekeesen. D'Demographie ass an de meeschte Länner réckleefeg, an dat mécht et schwéier fir eng Partie industrialiséiert Länner, de wirtschaftleche Wuesstum ze erhalen an domadder och d'Bäiträg héich genuch ze halen, fir d'Leeschtunge kënnen op engem méi héijen Niveau ze garantéieren.

Lëtzebuerg ass vun där schwaacher Demographie manner concernéiert. Duerch d'Immigratioun an duerch déi disponibel Reserv vun Aarbechtskräften an der Grenzregioun si mer op där doter Fro manner concernéiert, wéi aner industriell Länner.

Niewent där ëmmer méi laanger Liewenserwaardung huet eise System awer nach aner Erausfuerderungen. Déi vill Leit, déi all Dag iwwert d'Grenze kommen an déi an de leschten zéng, 20 Joer an hirer Zuel ganz däitlech geklomme sinn, ginn och elo - lues, mä sécher - Rentebezéier, an dat erhéicht nees eng Kéier den Drock op eis Pensiounskeesen.

E puer Zuelen, déi eenzeg, déi ech haut wëll benotzen, fir dass et keng Zuelendebatt gëtt, mä eng Debatt iwwert déi fundamental Erausfuerderungen; just pour mémoire:

1990 hate mer 172.000 Assuréen. 2006 - dat ass dee leschten disponibele Rapport, dee vun 2007, vum Här Di Bartolomeo sengem Ministère, steet nach aus - hu mer 307.000 Assuréen. Dat ass eng Steigerung vun 80%. Dat ass gewalteg.

1990 hate mer ronn 81.000 Pensiounsbezéier. Haut, also 2006, hate mer der ronn 124.000. Dat sinn der och eppes ëm 55% derbäi. D'Verhältnis also tëschent Leit, déi cotiséieren, a Leit, déi d'Pensioun kréien, ass zu Lëtzebuerg net schlecht. Contrairement zu anere Länner si mer op där doter Fro - haut - net schlecht.

D'Dépensë sinn tëschent 1990 an 2006 ganz staark geklommen, ëm iwwer 200%, wat eng Rei Erklärungen huet. Do spillen och Inflatiounselementer mat eran natierlech, wat bei den Zuele vu Cotisanten a Leit, déi an der Pensioun sinn, natierlech net matspillt.

Déi Zuelen - dat sinn d'Berechnunge vun der Inspection générale de la Sécurité sociale - maachen eppes kloer: À législation constante, wa mer also näischt änneren un eisem heutege System, da stéisst d'Viabilitéit vum aktuelle Modell ronderëm d'Joer 2030 u seng Grenzen, seet d'IGSS. Wa mer näischt änneren, à législation constante, an nëmmen an där Hypothees. Da wären d'Reserven opgebraucht an da kéint de System kippen.

Laangfristeg misst en enorme permanente Wirtschaftswuesstum do sinn, fir dass de System kéint dréinen. Dat ass natierlech eng seriö Hypothéik, well déi Wuesstumszuelen an déi Unzuel u Wuesstum bei de Leit, déi cotiséieren iwwert den Aarbechtsmarché, déi kann een net unhuelen als garantéiert iwwer esou e laangen Zäitraum.

Dat ass eng Hypothéik. Dat wär eng Grondlag, déi mat engem relativ héije Risiko verbonne wär.

De Premier sot, wéi gesot, d'lescht Joer am Mäerz: „Mir sinn derbäi, e Verbriechen un der Zukunft ze begoen. E Verbriechen un deene Kanner, déi haut manner wéi fënnef Joer hunn, an un deenen, déi nach op d'Welt kommen." Domadder wollt de Premier, wéi mat der Rentemauer, an an eisen Aen zu Recht, drop hiweisen, dass et am Pensiounswiesen zu Lëtzebuerg ongekläerte Froe gëtt. Froen, déi jiddferee kennt, Froen, op déi awer déi meescht probéiere keng Äntwert mussen ze ginn.

Hien huet och wëllen dorobber hiweisen, dass, wa mer dat weider maachen, d'Rechnung awer wäert ausgestallt ginn, an d'Rechnung wäert da misse bezuelt gi vun där Generatioun, déi elo ufänkt mat schaffen oder déi elo gläich wäert ufänke mat schaffen oder déi elo nach an d'Schoul geet.

Dat ass vläicht fir déi meescht heibanne manner eng perséinlech Suerg, e perséinlecht Uleies, well et kënnt ee jo an der Regel net vill ze jonk hei an d'Chamber eran. Mä fir déi, déi méi jonk sinn, déi sech déi Fro stellen, déi ronderëm 2030 an d'Pensioun kéinte goen, sinn natierlech d'Prognose vun der IGSS an och d'Warnunge vum Premier Saachen, déi denke loossen a wou ee sech wierklech freet, ob mer net op der falscher Pist sinn.

Duerfir e puer Froen un d'Regierung. Dat ass jo de Sënn vun enger Interpellatioun, e puer Froen un d'Regierung:

- Soll et zu Lëtzebuerg beim Ëmlageverfahre bleiwen, dem Système de répartition, oder gi mer eriwwer an e System vu Kapitaliséierung? E System, dee jo eng Partie Leit an der Chamber och scho virgeschloen hunn.

- Bleift et beim héijen Undeel vun engem Drëttel, deen de Stat bäisteiert iwwert d'Fiskaliséierung, oder stellt d'Regierung deen doten héijen Undeel a Fro?

- Wéi ginn an Zukunft d'Leit an d'Betriber, a wéi eng Betriber un de Cotisatioune bedeelegt?

- Wat sinn d'Ännerungen, déi bei de Leeschtunge musse gemaach ginn?

- Ass et eng Fatalitéit, dass d'Cotisatiounen iergendwann eng Kéier mussen eropgoen, d'Leeschtungen erof an de Rentenantrëttsalter an d'Luucht muss goen?

- Wat hëlleft de Splitting, op deem d'Regierung schafft?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Wéini kënnt d'Individualiséierung, wa se da kënnt?

Dat sinn déi siwen Haaptfroen, ronderëm déi et sech eiser Meenung no dréit.

Zu der éischter Fro: Soll et zu Lëtzebuerg beim Ëmlageverfahren, dem Système de répartition, bleiwen…

(Interruption)

…oder gi mer eriwwer zur Kapitaliséierung, dem Système par capitalisation?

Mir, déi Gréng, si ganz kloer derfir, dass mer beim Ëmlageverfahre bleiwen. Et ass dee beschte System. En huet sech bewäert an e wäert sech och weider an Zukunft kënne bewähren. Et huet awer net jiddfereen déi Meenung esou décidéiert, a wa mer wëllen évitéieren, dass mer deenen ze vill Plaz maachen, déi dee wëllen a Fro stellen, da musse mer och beweisen, dass dee System och déi nächst 20 an 30 Joer Hürde gesond a monter ka packen.

Et ass e Generatiounsvertrag vun Ufank un hannert där Iddi vum Ëmlageverfahren, mä bis 2030, wou, wéi d'IGSS eis seet, de System riskéiert ze kippen, wa mer näischt änneren, sinn nëmmen nach 22 Joer. Dat ass am Rentewiese kee laangen Dag. Rentereforme mécht een an der Regel a Generatiounskategorien. Beispill, déi Rentereform, déi gemaach ginn ass bei der Fonction publique. Och déi muss sech iwwer e längeren Zäitraum kënnen adaptéieren an a Plaz setzen. Et ass och do eng Fro vu Generatiounen.

Et muss een also elo handelen an elo doriwwer diskutéieren a sech eens ginn, a wéi engem System dass ee wëllt bleiwen, an dann op där Grondlag déi Décisiounen huelen, déi noutwendeg sinn, fir dass en och kann iwwer laang Zäit viabel bleiwen.

Mir ënnerstellen net, dass d'Regierung wëlles huet, op en anere Wee ze goen, mä et soll elo kloer gesot ginn, an dann och kloer diskutéiert a gehandelt ginn op där doter Basis, an net déi Diskussioun nach laang virun eis drécken, ob mer an deem System wëlle bleiwen oder ob mer net awer d'Dier wëllen opmaache fir d'Kapitaliséierung.

Firwat mer net fir d'Kapitaliséierung sinn, dat läit och dorunner, dass, deen Dag wou mer e Standbee géifen opbauen an der Kapitaliséierung, dat fir déi Leit, déi dee Moment schaffen, näischt Guddes géif heeschen. Well déi kréien dann erkläert, dass de System, dee vun Ufank un am Ëmlageverfahre funktionéiert an deen e gewëssene Rendement huet, e Rendement deen, dat weess een aus internationale Statistiken an Etüden, an der Regel e bësse méi kleng ass, wéi dee vun der Kapitaliséierung; mat Placement um internationale Maart, dat huet an der Regel e relativ héijen a stable Rendement, wann een dat net national, mä international investéiert.

Déi Differenz am Rendement vum Ëmlageverfahren, do ass jo schonn iergendwou e Stéck, dat, wat een nennt Taxe perpétuelle, mat dran. Déi hu se all bezuelt bis haut, all déi, déi schaffen. Da kënnt nach derbäi, dass déi Leit, déi dee Moment schaffen, musse bezuele fir déi, déi an der Pensioun sinn, well déi kënne jo net méi, wa se schonn an der Pensioun sinn, och nach ufänken iergendeppes ze kapitaliséieren. Derniewent misste se dann och fir sech selwer bezuelen an hir eege Kapitaliséierung ufänken opzebauen.

Dat ass fir déi Leit eng Äntwert, déi net akzeptabel ass. Déi missten dann zwee- oder souguer dräimol, wann een deen theoretesche Deel nach mat abezitt, bezuelen an opkommen. Dat kann et net sinn! A well dat et net ka sinn, géife mer och nach riskéieren, do da Léisungen ze sichen, déi nees eng Kéier vun där Generatioun hannendrun - dat sinn déi, déi sech net wiere kënnen, déi, déi elo nach net schaffen, déi, déi elo nach an d'Schoul ginn - misste gedroe ginn.

Mir liewen also op Kredit, wa mer op deen dote Wee ginn. Entweder op Kredit vun deenen, déi hannendru kommen, oder mir belaaschten déi Generatioun, déi dee Moment schafft, wou dat agefouert gëtt, ganz staark. Dat ass fir eis kee Modell.

Duerfir si mer der Meenung, dass den Ëmlageverfahren deen eenzeg richtegen ass. Mä da musse mer och derfir suergen, dass e ka viabel bleiwen.

Zu der zweeter Fro un d'Regierung: Bleift et bei deem héijen Undeel, engem Drëttel, deen de Stat iwwert d'Fiskalitéit zu de Renteleeschtunge bäisteiert?

Mir sinn der Meenung: Jo. Mä da muss awer och eng kloer Steierpolitik dat ausginn an ausweisen. Dat ass awer net dat, wat an de leschte Joren hei zu Lëtzebuerg geschitt ass. Well et ass nach ëmmer modern a politesch gedroen, séier Steiersenkunge virzehuelen an domadder d'finanziell Grondlag och ewechzehuele vum Stat, fir kënnen deen doten héijen Undeel iwwert d'Fiskaliséierung sécherzestellen.

2000 war d'LSAP net an der Regierung, si war an der Oppositioun, mä si huet mat déi Steiersenkungen hei votéiert. Déi Eenzeg, déi déi Steiersenkungen net votéiert hunn, waren déi Gréng, a mir hunn och deemools begrënnt, woufir. Well déi Parteien, déi dat gestëmmt hunn, behaapte jo bis haut, dat wär richteg gewiescht. Mä kuerz drop, an dëser Mandatsperiod, ass de Leit an de Portemonnaie gegraff ginn, wéi ni virdrun! Den Index ass ausgesat ginn; mir hunn d'Kannergeld désindexéiert an där Mesuren nach.

De Minimum, wat ee muss soen, ass, dass sech also do vläicht de Stat vercalculéiert hat, an all déi, déi monter op de Wee vu Steiersenkungen an deem dote Mooss gaange sinn.

Mir sinn der Meenung, dass den héijen Undeel u Fiskaliséierung muss bestoe bleiwen. Dat verlaangt, dass een och bei der Steierpolitik e bësse méi wäit kuckt, wéi nëmme bis zum nächste Wahltermin. Besonnesch wann ee weess, dass beispillsweis d'Kierperschaftssteier hei zu Lëtzebuerg net méi vill evaluéiert, dass se praktesch stagnéiert. Et ass also net egal, wat mer bei der Besteierung vun de Privatpersoune maachen. Dat ass och eng Fro, déi ee sech laangfristeg muss stellen, well si huet en Afloss op d'Iwwerliewe vum Ëmlageverfahre vun eise Pensiounen. Da muss een domadder och anescht ëmgoen.

Déi drëtt Fro: Wéi ginn an Zukunft d'Leit an d'Betriber un de Cotisatioune bedeelegt?

D'Lounniewekäschte sollen niddreg bleiwen. Dat huet mat der Kompetitivitéit ze dinn. Fakt ass awer och, dass d'Betriber, déi net vill Leit beschäftegen, bevirdeelegt sinn. Wou mer de System agefouert hu viru laange Joren, gouf et déi Differenz tëschent aarbechtsintensive Betriber a kapital- oder energieintensive Betriber net. Deemools waren d'Betriber all aarbechtsintensiv. Duerfir war et och einfach ze soen: Jiddfer Betrib bedeelegt sech un deem kollektiven Effort an un deem Generatiounsvertrag, fir derfir ze suergen, dass d'Leit herno eng Rent kënne kréien. D'Leit haten och eng ganz aner Liewenserwaardung wéi haut. Mä d'Betriber hunn all bäigedroen, well se all aarbechtsintensiv waren.

Dat ass haut net méi de Fall. Haut sinn d'Betriber net méi alleguerten aarbechtsintensiv. Et gëtt kapitalintensiv Betriber, et gëtt energieintensiv Betriber, déi ganz vill mat Maschinne schaffen, an et gëtt och nach ëmmer eng Rei Secteuren, déi weiderhin aarbechtsintensiv bleiwen. Déi droe vill méi en héijen Undeel vum Effort, dee muss gestämmt ginn, fir kënne Renten ze finanzéieren. Mä d'Betriber profitéieren awer alleguerten dovun, dass d'Leit Rente kréien a Sue kënnen ausginn. Well all déi Leit, déi eng Rent kréien, ginn déi Suen aus. A si kafe Saachen, net nëmme bei de personalintensive Betriber. Si ginn déi Suen och aus bei energieintensive Betriber, a si gi se aus bei Betriber, déi kapitalintensiv fonctionnéieren an e flotte Benefiss maachen.

Duerfir, wann d'Grondlag, déi zu där Äntwert, déi mer haut ginn, gefouert huet, net méi do ass, da muss ee sech froen, ob d'Äntwert, déi mer haut nach ëmmer ginn an zënter all där Zäit, nach ëmmer déi richteg ass. Mir soen, dass déi Äntwert net méi déi richteg ass an dass et net méi richteg ass, dass déi Betriber ouni vill Leit bevirdeelegt ginn. Well vill Maschinnen a vill Energie, dat heescht ganz wéineg Cotisatiounen, an aarbechtsplazintensiv Betriber heescht vill Cotisatioune vun deenen dote Betriber. An dat geet net, well dat och e permanenten Drock schaaft fir Rationaliséierung, fir Leit duerch Maschinnen ze ersetzen, wat aarbechtsmaartpolitesch net richteg ass.

Duerfir verlaange mir, gedroe vun der Suerg, dass d'Lounniewekäschten net steigen - dat soll ee wierklech probéieren ze évitéieren; et däerf och keen Tabu sinn, mä et soll een et awer évitéieren, wann et nëmme geet, op dee Wee mussen ze goen -, dass als Cotisatiounsgrondlag fir d'Betriber e Mix gemaach gëtt. E Mix vu Masse salariale, vum Benefiss, vum Kapital a vläicht souguer och vum investéierte Kapital, dass een och dat berücksichtegt. Wéi eng Betriber reinvestéieren hire Benefiss zréck an de Betrib a wéi eng maachen nëmmen Ausschëddungen? Do läit eiser Meenung no de Wee, fir an engem Mix vun deenen doten Elementer eng nei Grondlag ze schafen, fir bannent de Betriber och Gerechtegkeet am Rentesystem ze fannen.

Dat sinn net nëmmen d'Grondlage vun enger eeschthafter Reform vum Rentesystem, mä et sinn eigentlech och d'Grondlage vun der ökologescher Steierreform. Do ass se schonn nees, d'ökologesch Steierreform, déi an dësem Land och net vill Leit wëlle féieren. Ënnert dem Strëch keng Méibelaaschtung fir d'Leit, awer méi Recetten insgesamt fir de System, méi Recetten, déi méi gerecht sinn, a méi Recetten, déi méi sënnvoll sinn. An net nëmme blann méi Recetten.

Do niewendru si mer och der Meenung, dass et muss méiglech sinn, dass och d'Leit, wa se wëlle méi héich Pensioune kréien, sech privat weider versécheren. Och dat muss e wichtegt Element ginn. Och do muss de Stat Méiglechkeeten hunn, fir ze hëllefe le cas échéant a Fonctioun vun de Revenuen, fir sech deen doten Deel och kënnen hei zu Lëtzebuerg méi opzebauen.

Zur véierter Fro: Wat sinn d'Ännerungen, déi bei de Leeschtunge musse gemaach ginn?

Och eng schwéier Fro. Och déi Fro muss ee sech ganz éierlech stellen. Ass et wierklech de Rôle vum öffentlechen Ëmlageverfahren, wou also déi, déi schaffen, fir déi bezuelen, déi an der Pensioun sinn, an net wou jiddfereen an der Kapitaliséierung seng eege Pensioun géif opbauen? Ass et wierklech de Rôle vun den öffentleche Pensiounssystemer, Pensiounen auszebezuelen an enger Héicht op den ieweschte Pensiounen, wou ee weess, dass e klengen Deel vun de Leit e relativ groussen Deel - en iwwerproportional groussen Deel - vun de Leeschtunge beansprucht, ausgerechent déi, déi et eigentlech am mannste bräichten, déi kéinten zu engem Deel eleng eens ginn, während dat fir d'Masse vun de Leit bedeit, dass de System, d'Ëmlageverfahren an der Diskussioun steet?

Mir sinn der Meenung - mir soen dat och ganz däitlech -, dass muss kënnen diskutéiert ginn, dass verschidden héich Pensiounen a Fro musse kënne gestallt ginn, an dat...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An alle Secteuren.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- …an all de Secteuren, Här Gibéryen. D'Fro muss sinn: Ass et normal an ass et de Rôle vun den öffentleche Pensiounssystemer, mam Ëmlageverfahre bestëmmte ganz héich Renten auszebezuelen?

(Interruption)

Dozou komme mer nach.

Mir stellen d'Fro, well et ass net richteg, dass e klengen Undeel vun de Leit, déi, déi et am mannste bräichten, en héijen Undeel kréien - en iwwerproportional héijen Undeel vun de Leeschtungen -, déi herno ausgeschott ginn. Elo kënnt Dir natierlech soen, dat wier Iech egal. Eis net! Duerfir, Kierzunge vun de Leeschtunge bei héije Renten, dat ka Jo heeschen als Äntwert. Awer déi normal Renten, déi de Gros vun de Leit och kréien, do mengen ech soll ee soen: D'Kierzung vun de Leeschtungen ass do, eiser Meenung no, dee falsche Wee.

Zur fënnefter Fro: Ass et dann eng Fatalitéit, dass iergendwann eng Kéier d'Cotisatioune mussen eropgoen, d'Leeschtunge mussen erofgoen an de Rentenantrëttsalter an d'Luucht muss goen?

Wa mer näischt änneren: Jo. Wa mer weiderhin d'Aen zoumaache virun de Realitéiten, da kënnt iergendwann eng Kéier dee Moment, wou eng Regierung an eng Chamber wäerte missen décidéieren: Mir mussen en urgence probéiere Saachen ze kitten. Da wäerten déi traditionell Mechanisme spillen: De Rentenantrëttsalter gëtt verlängert, d'Cotisatioune ginn e bësse gehuewe fir jiddfereen, d'Leeschtunge gi gekierzt. Da ginn d'Rechnungen zumindest erëm op. Dem System huet et awer näischt gehollef, an et huet näischt geännert.

D'Cotisatiounen eropzesetzen, dat huet de Problem, dass dann d'Konkurrenzfäegkeet vun de Betriber a Fro gestallt gëtt. De Rentenalter eropzesetzen: Et muss een éierlech sinn, an enger Bevölkerung, déi ëmmer méi al gëtt, däerf et keen Tabu am Gespréich sinn, dass een doriwwer muss kënnen diskutéieren. An déi, déi soen, dass dat net muss sinn, déi sinn net éierlech mat de Leit. Et däerf natierlech keen Tabu sinn, wann de Rentenantrëttsalter méi héich gëtt.

Mä virdru mussen awer nach eng Partie aner Saachen diskutéiert ginn, déi och mam Rentenalter ze dinn hunn. Déi Diskussioune sinn och nach net gefouert ginn. Mir hunn e relativ héijen Undeel vu Leit, déi mat manner wéi 40 Joer an d'Pensiounskeess kënne goen. Mir maachen deelweis iwwert den Ëmwee vun der Préretraite e Stéck Aarbechtsmaartpolitik iwwert d'Pensiounskeesen. Och dat muss erëm eng Kéier déi nächst Generatioun finanzéieren.

D'Aarbechtsmaartpolitik vun haut gëtt herno vun deene bezuelt, déi eréischt ufänke mat schaffen. Dat ass net onbedéngt richteg. Do gëtt et Saachen ze diskutéieren, ier een direkt de Rentenantrëttsalter muss hiewen. Do ass nach e Spillraum, iwwert deen ee kann diskutéieren.

Et ass och nach Spillraum do bei de méi flexibele Modeller. Haut ginn eeler Leit net gären agestallt. Déi hunn héich Paien. Wann ëmmer nees dovu geschwat gëtt, och vu Säite vun de Betriber, dass d'Leit sollte méi laang schaffen: Déi dote Betriber ginn awer net ëmmer mam Beispill vir, déi Leit och am Betrib ze halen, déi méi al sinn, oder Leit anzestellen, déi méi al sinn. Dat muss een deene Leit och soen, déi ëmmer soen: Et muss méi laang geschafft ginn.

Mä Fakt ass awer och, dass mer eis an de leschte Joren net vill Gedanke gemaach hunn, fir méi flexibel Modeller ze fannen, déi et erlaben, mat engem Iwwergank an d'Pensioun ze goen, déi et erlaben, nei Mataarbechter an déi erfuere Mataarbechter eng länger Zäit beieneen ze behalen, wat am Intérêt vum Cotisatiounssystem wier, wat am Intérêt vum Rentesystem wier, wat am Intérêt vum Betrib wier, wat souguer gutt wier fir déi Leit als Privatpersounen, als Mënsche betruecht. Do ass villes ze maachen, fir méi flexibel Modeller ze fannen. Mir hunn eis awer an de leschte Joren hei zu Lëtzebuerg net schrecklech vill do afale gelooss. Déi Diskussioune solle mer och féieren, ouni awer aus der Verlängerung vum Rentenantrëttsalter per se en Tabu ze maachen.

Déi zwou lescht Froen. D'Regierung wäert an dëser Mandatsperiod ee Projet wëllen ofschléissen; esou gesäit et aus. Dat ass d'Fro vum Splitting. Wat hëlleft de Splitting?

Fir eis ass de Splitting eigentlech richteg an och noutwendeg, well et ass net tolerabel, dass am System vun haut an der Regel Fraen, déi mat 50 Joer vun hirem Mann verlooss ginn, déi hiert Liewen doheem verbruecht hu bei de Kanner, virum Näischt stinn. Dat ass net richteg. Dat ass definitiv net richteg, an do brauche mer eng Léisung, déi zumindest - zumindest! - dee Moment d'Pensiounsrechter gerecht verdeelt, wou dat dote geschitt.

(Interruption)

Duerfir sti mir als gréng Fraktioun och do voll derhannert.

Allerdéngs, muss een awer dozou soen, ass de System vun haut insgesamt jo keng richteg Äntwert méi op d'Gesellschaft vun haut. De System, wéi mer en haut hunn, dee vum Chef de famille, dee schaffe geet a fir deem seng Fra a Kanner eng Rei dérivéiert Rechter entstinn, war richteg, grad wéi virdru bei de Betriber bei der Cotiséierung, wou et agefouert ginn ass. Haut ass awer d'Realitéit, dass all zweete Mariage divorcéiert, dass also de Chef de famille en cours de route einfach ewechbrécht. Et funktionéiert also net méi.

Dat mécht jo och duerfir de Splitting noutwendeg am bestehende System an an der bestehender Logik. De Splitting mécht dee bestehende System op deem Punkt do och effektiv méi gerecht. Mä de Splitting erhéicht awer net d'Rentenusprech. De Splitting mécht net ee Cent méi an d'Keess vun deem Stot, déi herno muss gedeelt ginn. En deelt just dat, wat do ass. Dat ass jo kloer. Et huet nawell nëmmen ee cotiséiert, an et muss herno fir zwee Stéck iergendwéi duergoen.

(Interruption)

Duerfir soe mer, un d'Regierung geriicht, zum Splitting: Wéi wëllt Der da gäre splitte bei Leit, déi hiert Liewe laang um Mindestloun cotiséiert hunn? Wat splitt Der do nach vill?

Une voix.- Frot Dir se.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Mir waren d'Hongerrente praktesch lassginn iwwer eng ganz Rei Adaptatioune vun de leschte Joren, a mir wäerten elo riskéieren, iwwert den Ëmwee vum Splitting nees Hongerrenten ze kréien. Well dat, wat gesplitt gëtt, d'Resultat dovunner, wann net vill do war, fir ze splitten, dann ass nom Splitting nach manner, nämlech nëmmen d'Halschent dovunner do. Duerfir, och wann et noutwendeg ass, well et am Moment nach méi ongerecht ass, wat geschitt, ass de Splitting definitiv keng Äntwert a keng Léisung.

Et ass ganz kloer: De Splitting, kommt mir maachen deen, mä mir kucken, dass mer deen Dag drop d'Individualiséierung fäerdeg hunn. Dat ass de Punkt 7, an dozou kommen ech.

(Interruption)

Ech kommen elo zum Punkt 7. De Splitting ass nëmmen eng Iwwergangsléisung, beschtefalls. D'Fro ass, wéi laang dass Der den Iwwergank wëllt gestalten. Wann et eis no geet, wär deen Iwwergank méiglechst kuerz, well de Splitting wäert hei am Land nees Hongerrente schafen, déi mer lass waren. Dat ass d'Realitéit vun deem, wat do derbäi erauskënnt; ofgesi vun deenen aneren Aspekter.

Wéini kënnt dann d'Individualiséierung? Eppes ass sécher: Net mat dëser Regierung. Dobäi wier si déi richteg Äntwert op d'Gesellschaft vun haut. Dat wier e richtege System ouni Rentenaarmut.

(Interruption)

Dat muss ee wëssen: 50% vun de Fraen, déi doheem sinn, hunn haut guer kee Rentenusproch. A manner wéi 10% vun de Fraen - dat sinn déi lescht Zuelen, déi mer haten -, déi fräiwëlleg aus dem Beruff heem ginn oder Temps partiel huelen, cotiséiere weider. Bei de Männer sinn dat bal 100%. Dat sinn d'Zuelen, déi si leider esou.

Individualiséierung heescht, eng eege Rent kënnen opzebauen, ob een doheem ass oder ob ee schafft. Dat heescht net, dass elo all Mënsch muss dobausse schaffe goen. Dat gëtt jo ëmmer nees der Individualiséierung reprochéiert. Dat heescht dat net. Dat huet domadder näischt ze dinn. Dat huet dermat ze dinn, dass déi zwee Partner mussen d'Solidaritéit ënner sech selwer virliewen, an net nëmme kënnen drop waarden, dass de Stat d'Solidaritéit assuréiert, déi se bannent hirer Koppel ënner Ëmstänn net bereet waren ze assuréieren.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wien hënnert se dann am Moment dorun, Här Braz? Wien hënnert iergendeen drun, fir sech weider ze versécheren?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här Di Bartolomeo, vun engem Politiker ass dat doten d'Kapitulatioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Dach!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Vun engem Politiker ass dat doten d'Kapitulatioun,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Et wäert awer net goen, dass de Stat jiddferengem eng Rent gëtt ouni Eegekapital.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- ...well d'Fro ass net, wat d'Rentebezéier kënne fir de Sozialminister maachen, mä d'Fro ass, wat de Sozialminister ka fir d'Rentebezéier maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Dir kënnt Iech also net hannendru verstoppen, dass et Texter gëtt, déi theoretesch alles géifen erlaben, déi awer nëmmen 2% vun de Leit, déi immens informéiert sinn, an där Däitlechkeet och kennen. Fir Iech als Sozialminister muss de Constat sinn: Et mécht keen et.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Egal wat!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Dat muss Äre Problem sinn, an net, dass Der sot: Mir hunn Texter, déi et theoretesch géifen erlaben.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Net theoretesch, praktesch.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här Di Bartolomeo, Dir hutt jo déi Suerg vun der Rent manner wéi aner Leit, an dat ass och gutt esou. Mä schwätzt emol mat Leit, déi an d'IGSS ginn, fir ze kucken, wéi hir Rentesituatioun herno ausgesäit. Ech kann Iech soen: Et ass alles anescht wéi concluant Äntwerten ze kréien. Et ass alles anescht wéi genee erkläert ze kréien, wat ee muss maachen. Probéiert et,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Cotiséiert et.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- ...da gesitt Der emol, wat dobäi erauskënnt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Et ass einfach: Cotiséiert et!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Dir musst ophalen ze waarden, dass d'Leit eppes fir Iech maachen, mä Dir musst als Minister derfir suergen, dass déi Zuelen do einfach änneren, dass se anerer ginn. Da kënnt Der soen, ech hu mäint gemaach.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Soll ech Iech dann elo soen, wat mer maachen? Dir verspriecht just Schiet a Luuchten.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Neen. Mat deenen Zuelen... Ech muss soen, wat Är Leeschtung bis elo betrëfft, ass Schiet dat falscht Wuert. Wat Dir bis elo gemaach hutt, ass sonnekloer, nämlech näischt, op deenen dote Froen. Strictement näischt! An et ass dramatesch. Àert eegent Haus rechent Iech vir, wéi wäit dass mer dovunner ewech sinn, dass de System kippt.

(Interruption)

Duerfir, d'Individualiséierung - ech kommen zum Schluss, well ech hunn nëmmen nach dräi Minutten - heescht, dass jiddfereen ënner sech an der Koppel muss seng eege Solidaritéit virliewen. Bei klenge Revenuen ass och de Stat dann eventuell gefuerdert. Fir Leit, déi méi kleng Revenuen hunn, ech soen emol beispillsweis bis zu annerhallwem Mol de Mindestloun, anzeschreiwen an ze hëllefe bei de Cotisatiounen, do ass nach ëmmer eng Verantwortung beim Fiskaliséieren.

Mir mengen awer, dass dat eng richteg Mesure wär, well dat erhéicht d'Zuel vu Cotisanten. Dat entlaascht erëm eng Kéier de System. Dat ass gutt fir de System, well mir wëllen e jo halen; anerer net, mir jo. Duerfir brauch de Stat awer och steierlech Handlungsfäegkeet. An duerfir brauch de Stat och méi Recetten. Dat kënnt awer net mat dëser Regierung. Et ass just e Rapport komm. Méi wäert et net ginn. D'Problemer sinn also bekannt.

D'Ausgangslag haut ass eigentlech gutt a gesond. Dat solle mer net schlechtrieden. Domat maache mer dem System kee Gefalen. Mä et muss een awer genausou éierlech soen, dass d'Zäit, déi een huet, fir dass de System esou gesond ka bleiwen, wéi en haut ass, gezielt ass. An da muss een handelen, soss kréie mer e Problem.

Fir Leit mat héije Revenuen ass dat kee Problem. Net haut an och net 2030. Deene geschitt näischt, wa Schwieregkeete géife kommen. Déi ginn eens, well déi kënne sech elo schonn all preventiv Leeschtungen erlaben an all Planungen och maachen. Déi kleng Leit, dat sinn déi, déi da keng Chance hunn. Dat sinn déi, déi da wäerten den Effort musse stämmen, oder mir verlageren d'Scholden an de Coût vun deenen Décisiounen, déi da musse geholl ginn, op déi nächst Generatiounen. Mir wëllen, dass dat net geschitt. Dës Regierung huet et net gewollt.

22 Joer ass bei Rentefroe kee laangen Dag, dat geschitt a Generatiounsdimensiounen. Et ass een Tanker um Mier, dee muss beweegt ginn, a kee Schnellboot op der Musel. Mesurë brauche bis zu 40 Joer, fir ze gräifen. D'Beispill nach eng Kéier vun der Reform bei de Statsbeamten. Mir hunn also keng Zäit méi ze verléieren.

Ech widderhuelen de Saz vum Premier nach eng Kéier, fir dass wierklech keen e vergësst. E Saz vum Mäerz 2007: „Mir sinn derbäi, e Verbriechen un der Zukunft ze begoen. E Verbriechen un deene Kanner, déi haut manner wéi fënnef Joer hunn, an un deenen, déi nach op d'Welt kommen." Dat huet de Premier gesot. Hien huet Recht, mä seng eege Regierung reagéiert net, an dat ass och dem Premier seng Verantwortung, an net nëmmen dem zoustännege Minister seng.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Mir hunn d'Regierung interpelléiert, well mer wëlle wëssen, wéi sech d'Regierung déi lescht Méint vun dëser Legislatur virstellt. Wann dat stëmmt, wat de Premier gesot huet, dass dat e Verbriechen ass, dann ass dat, wat seng Regierung mécht, non-assistance à personne en danger.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Dir sidd exakt an der Zäit bliwwen. Den éischte Riedner, deen elo ageschriwwen ass, ass fir d'CSV-Fraktioun den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, wann ech gelift.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et ëm d'Renten an d'Pensioune geet, da soll ee vermeiden, fir Panik opkommen ze loossen an doduerch d'Zukunft ze dramatiséieren.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Wat huet dann de Premier gemaach?

M. le Président.- Här Braz, loosse mer elo emol dem Här Meyers eng Chance ginn, fir hei auszeféieren, an da kommt Dir.

(Interruption)

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, et däerf een awer och an där heiter Fro nach eng perséinlech Meenung hunn.

Une voix.- Et ass net fir d'éischt, datt de Premier falsch verstane gëtt.

(Hilarité)

La même voix.- Och net fir d'lescht.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Ech huelen un, dass den éischte Saz, deen ech gesot hunn, awer net hei zu Contestatioune féiert. Ech hunn et éischter opgeholl, wéi wann de Sall mat där Ausso d'accord wär, Här President.

Et däerf een also net dramatiséieren. Et soll een awer och vermeiden, d'Zukunft méi schéin ze maachen, wéi se wierklech ass. Den Interpellant huet eng Rei Aussoe gemaach, wou ech fir mäin Deel wesentlech méi virsiichteg wëll sinn. D'Pensioune sinn een Deel vun der sozialer Versécherung hei zu Lëtzebuerg. Si sinn agebonnen an där ganzer sozialer Versécherung.

Mir däerfen och net vergiessen, dass d'Sozialversécherung a besonnesch och d'Pensiounen hei am Land, awer och an deenen aneren europäesche Länner, e ganz grousse System vu sozialer Ëmverdeelung duerstellen. D'Pensiounen droe wesentlech zu der sozialer Kohesioun hei zu Lëtzebuerg bäi a mir däerfen net vergiessen, dass se net nëmmen eng Laascht sinn, mä dass se och op där anerer Säit ekonomesch e wichtegen Deel an der Ëmverdeelung duerstellen. Also all Mesure, déi geholl gëtt, huet dee Moment och aner Konsequenzen op d'allgemeng wirtschaftlech Entwécklung. Déi zwou Saachen hänken also enk mateneen zesummen, an ech mengen et däerf een dat och net vergiessen.

Een zweete Punkt ass deen, dass bei eis d'sozial Sécherheet opgebaut ass op d'obligatoresch Abezuele vu Bäiträg, déi e Recht schafen op eng finanziell Leeschtung am Risikofall. Bei de Pensioune steet déi Leeschtung am Verhältnis zu de bezuelte Bäiträg. D'Sozialversécherung an déi Verséchert, déi Bäiträg bezuelen, mussen d'Gewëssheet an d'Sécherheet och duerfir behalen, dass am Fall vum Risiko déi Leeschtungen, mat deene si gerechent hunn, och kënnen ausbezuelt ginn, well wann d'Sécherheet net méi garantéiert wär, da wär natierlech de System en Hohn vun deem, wat e wierklech wëllt ausdrécken.

Duerfir däerf een och net vergiessen, dass also d'Sécherheet, d'Confiance an de System wichteg ass. Dat heescht, et muss een alles vermeiden, fir dass dat Vertrauen ee Moment duerch Aussoen, déi oniwwerluecht an irresponsabel wären, verluer géif goen. Et däerf een also net eppes opkomme loossen, wat wierklech net der Realitéit géif entspriechen.

Dat féiert mech och dozou, fir ze soen, étant donné dass et eng Versécherung ass, dass een, wann een nei Mesuren hëlt, och deene Rechter, deenen Droits acquis muss Rechnung droen, an dass Mesuren, déi getraff ginn, noutwendegerweis ëmmer nëmme kënne fir d'Zukunft gëllen a keng retroaktiv Effete kënnen hunn.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Pacta sunt servanda.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Den Här Wagner huet do een ale Sproch an Erënnerung geruff, deen och hei a mengen Ae bëuecht gi muss.

Wann ech déi puer Allgemengheeten hei an Erënnerung geruff hunn, dann ass dat net fir e puer banal Aussoen ze maachen, mä well ech et als wichteg emfannen, fir dass een, wann een diskutéiert, vun e puer feste Punkte muss ausgoen, an déi, déi ech gemaach hunn, sinn een Deel vun deene feste Punkten op deenen e Konsens bestoe muss, wann een iwwert d'Problematik vun de Pensiounen diskutéiere wëllt.

À propos d'Problematik vun de Pensiounsregimer: Wou leien d'Problemer hei zu Lëtzebuerg?

Wa mer vum Pensiounsregime schwätzen, dann ass et interessant, déi Ausso, déi am leschte Rapport vun der Inspection générale de la Sécurité sociale steet, an Erënnerung ze ruffen, well déi och a mengen Ae richteg charakteriséiert, wéi d'Situatioun wierklech ass.

Ech erlabe mer och déi véier Zeile virzeliesen: «Afin de préserver de manière durable la santé financière solide actuelle du régime général de pension, il faudra garder à l'oeil l'évolution de l'environnement économique, gérer les moyens financiers avec efficience, tout en attribuant des prestations équitables sans perdre de vue que toute cotisation de chaque nouvel assuré d'aujourd'hui génère une dépense au profit du bénéficiaire de pension qu'il sera demain.» Domat ass am Fong geholl alles iwwert dat gesot, wou mer stinn a wou mer solle virugoen.

De Pensiounsregime, an dat rappeléiert déi Ausso, ass opgebaut um Ëmlageverfahren, wat den Interpellant och scho virdru gesot huet. Dee Versécherte vun haut kritt seng Pensioun garantéiert duerch d'Abezuele vun de Bäiträg vun deene Leit, déi haut

schaffe ginn, an der Hoffnung, dass och déi, déi muer a Pensioun ginn, déiselwecht Leeschtunge kënnen erwaarde vun deenen, déi dee Moment schaffen. Dat ass eigentlech de Generatiounevertrag, op deen déi ganz Sécurité sociale a besonnesch de Pensiounsregime opgebaut ass. D'Pensioune sinn also opgebaut op der Solidaritéit vun de Generatiounen.

Allerdéngs stellt dee Prinzip do gewëss Problemer, an zwar besonnesch doduerch, well d'Zuel vun deenen, déi a Pensioun ginn, zouhëlt. Dat ass richteg, mä dat ass och deelweis doduerch, dass de Regime permanent ausgedehnt ginn ass. Et kann een also net noutwendegerweis d'Zuele vun haut mat deene vu gëschter a virgëschter vergläichen. De Problem läit a mengen Aen éischter doran, dass d'Liewenserwaardung permanent an d'Luucht geet, an ech rappeléieren do e puer Zuelen:

D'Liewenserwaardung bei de Frae louch 1980 bei 78,7 Joer. Déi läit haut, oder déi louch 2006 - déi lescht Chifferen, iwwert déi mer verfügen - bei 82,2 Joer; dat sinn dräianenhalleft Joer méi. Bei de Männer louch déi mëttel Liewenserwaardung 1980 bei 72,4 Joer. Haut läit déi bei de Männer bei 76,3; dat si bal véier Joer méi. An déi Liewenserwaardung klëmmt permanent. Wa mer den Aussoe vun eenzelne Leit kënnen trauen, déi eis soen, dass vun deene Leit, déi haut gebuer ginn, all Zweeten d'Chance hätt, fir 100 Joer al ze ginn, da stellt dat fir d'Zukunft effektiv och bei de Pensiounen e gravë Problem duer.

(Coups de cloche de la Présidence)

Wéi kann een do reagéieren? Dat ass ee Problem, deen ee ganz sécher am A behale muss. Wéi kann ee reagéieren? Muss den Alter vun de Pensiounen eropgesat ginn?

Den Interpellant huet déi Fro gestallt. De Rentendësch hat sech schonn d'Fro gestallt an hat do eng Moossnam virgesinn, fir d'Leit, déi Verséchert, ze incitéiere méi laang ze schaffen. Do war eng Mesure am Code des Assurances sociales ageschriwwe ginn, dass déi Verséchert, déi méi wéi 38 Joer verséchert waren an iwwert den Alter vu 55 Joer komm sinn, duerch eng Erhéijung vun dem Multiplikatiounsfaktor bei de Renten eng méi héich Rent kënne kréien. Dee Faktor war 0,01% pro Versécherung an Altersjoer.

Ech wollt do dem Minister d'Froe stellen: Kann esou eng Mesure weider ausgebaut ginn? Wat huet déi Mesure als Effete bruecht? Hat se eng Inzidenz? Ass déi Mesure genuch dobausse bekannt? Well doduerch, dass d'Pensioun jo kann erhéicht ginn, kann et och interessant ginn, fir méi laang schaffen ze goen. Selbstverständlech ass déi Mesure op fräiwëlleger Basis opgebaut. Bon, et huet ee sech keng Wonner vun där Mesure erwaart. Et wier awer interessant ze wëssen, zu wéi engen Effeten dass dat gefouert huet.

De Rentendësch hat och, wat d'Finanzéierungsmoossnamen ugeet, der Regierung virgeschloen engersäits ze ënnersichen, ob et méiglech ass, alternativ Finanzéierungsméiglechkeeten ze ënnersichen an eventuell ze schafen. Dat ass och vum Interpellant ugeschwat ginn. Op där anerer Säit huet awer och de Rentendësch proposéiert, dass eng Politik soll verfollegt ginn, déi am Beräich vun de Placementer vun de Reserven op méi Effizienz erauskéim.

Wat déi alternativ Finanzéierungsquellen ugeet, huet d'ALOS, dat ass d'Association Luxembourgeoise des Organismes de Sécurité sociale, am Oktober 2006 en internationale Forum organiséiert, fir déi Problematik ze ënnersichen. Bedeitend Experten hunn un där Tagung deelgeholl. Wann een déi Rapporten noliest, da stellt ee fest, dass do eng ganz Rei interessant Suggestiounen an Iwwerleeunge gemaach gi sinn. Wann een allerdéngs d'Konklusiounen an d'Quintessenz erauszitt aus deenen Iwwerleeungen, da stellt ee fest, dass et do eigentlech zu kenger definitiver Konklusioun komm ass, obschonn eng Rei Pisten ugedeit gi sinn, wou a mengen Aen och weider muss gekuckt ginn, ob een déi ka suivéieren an zu wéi enge Konsequenzen dass esou alternativ Finanzéierungsméiglechkeete kënne féieren.

D'Regierung selwer huet an dësem Beräich een Aarbechtsgrupp agesat gehat, an de Minister huet bei der Aleedung zu där Tagung gesot, den Aarbechtsgrupp wier zu kenger Konklusioun komm. Ech huelen un, dass en domat wollt soen, zu deem Ablack - well ech mengen et kann ee jo ëmmer nach opgrond vun deenen Erkenntnisser, déi och déi Tagung bruecht huet, deen Aarbechtsgrupp invitéieren, fir weiderzefuere mat sengen Iwwerleeungen. Do wollt ech de Minister froen: Ass dee Sujet definitiv ad acta geluecht oder gëtt nach weider gekuckt a kann een erwaarden, dass och do an där Hisiicht nei Finanzéierungsméiglechkeete kéinte virgesinn an an d'Liewe geruff ginn?

Bei dem Placement vun de Reserve sinn nei Strukture geschafe ginn. Ech wëll net op déi ganz Diskussioun zréckkommen. Hei an der Chamber, wéi mer dee Gesetzesprojet diskutéiert hunn, ass ausgiebeg doriwwer geschwat ginn. Déi Strukture si geschafe ginn an et sinn och Moossname getraff ginn, fir dass d'Reserve besser kënnen ugeluecht ginn, dass se méi Rendement kënne brénge.

Wann een allerdéngs de Rapport vun der IGSS vum Joer 2006 - dat ass dee leschten, deen ech disponibel hat - liest, stellt ee fest, dass de Rendement an de leschte Joren nach ëmmer relativ moderat war. Mir däerfen och net vergiessen - Här President, ech héieren hei en Tëscheruff -, dass bei dem Rendement vun de Reserven een net mat de Reserven däerf spillen. Wann ee gäre méi Rendement hätt, muss een och méi Risiko agoen. A wann ee Risiko ageet, weess een, dass een och dee Moment ka verléieren. Mir liesen dat quasiment all Dag, dass Leit, déi vill Risiko aginn, och kënne Pertë maachen.

Mir verlaangen, an dat ass dee Moment gesot ginn, dass d'Reserve vun de Pensiounskeese sécher sollen ugeluecht ginn, dass net dermat soll gespillt ginn, dass een awer soll probéieren alles erauszehuelen, wat erauszehuelen ass an all Méiglechkeeten ze ënnersichen, fir e méiglechst héije Rendement ze kréien.

Den Interpellant, Här Minister, huet och nach d'Fro vun der Individualiséierung vun de Renten a Pensiounen ugeschnidden. De Rentendësch hat festgestallt, dass eng Individualiséierung vun de Pensiounsrechter eng grouss Inzidenz op d'Strukturen, op d'Finanzéierung vun de Renten hätt. Duerfir war d'Meenung vum Rentendësch, dass déi Problematik am Kader och vun engem Aarbechtsgrupp sollt ënnersicht ginn. Mir hu Mëtt 2006 hei an der Chamber éischt Resultater - ech soen, éischt Resultater - virgestallt kritt.

Deen Aarbechtsgrupp huet drop higewisen, dass et eng ganz Rei Problemer nach gëtt, dass et der nach ganz vill gëtt. Besonnesch muss een och feststellen, dass et, wann et zu enger Individualiséierung géif kommen, compte tenu vun där gesetzlecher Situatioun an och de Faiten, wéi mer se haut hunn, dass eng Individualiséierung, wa mer se haut géifen aféieren, eng ganz Rei Verschlechterunge fir eng Rei Verséchert, besonnesch fir Frae géif mat sech bréngen. An deemno a wéi eng Richtung et da géif goen, wieren och quasiment all Verséchert vun esou enger Individualiséierung betraff.

Duerfir meng Fro: Wëllt d'Regierung och trotz de Schwieregkeete vun der Individualisatioun vun de Pensiounsrechter weider un deem Sujet schaffen? Wëllt se weider probéieren, déi Individualiséierung anzeféieren, oder wëllt se wéinstens bei der Problematik, déi den Interpellant ugeschwat huet am Zesummenhang mat de Scheedungen, dat heescht de Splitting bei de Scheedungen, eng Léisung bréngen, déi engersäits d'Rechter vun deene Pensionéierte garantéiert, op eng anstänneg, op eng équitabel Aart a Weis, wéi de Rapport vun der Inspektioun et seet, ouni dass et zu massive Verschlechterunge kënnt?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn hei, well och d'Zäit bemooss ass, eng Rei vu Froen a Pisten ugeschwat, eng Rei Problemer opgeworf am Kader vun der Renten- a Pensiounsversécherung. Et kann ee selbstverständlech net op all Froen agoen. Et kann een och wéinst der Komplexitéit vun där Matière net op all Problemer agoen.

Ech mengen, et misst ee fir d'Zukunft op deene Pisten, déi ugedeit waren, déi och de Rentendësch ugedeit huet, weiderschaffen, an ech géif mer wënschen, dass een do engersäits déi Prinzipien, déi ech am Ufank genannt hunn, am A géif behalen, dass een awer och géif versichen hei - an dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn, wann ee Léisunge sicht - an engem ähnlechen Dialog mat de Sozialpartner déi Léisungen ze fannen, well ouni deen Accord vun de Sozialpartner ass hei keng Léisung méiglech.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Fir de liberale Grupp huet elo den honorabelen Här Wagner d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eisem Pensiounssystem hei zu Lëtzebuerg geet et de Moment gutt. Bei Reserven, déi haut bei wäit iwwer siwe Milliarden Euro leien, kann ee schlecht de Contraire behaapten. Dëst wëllt awer net heeschen, dass mer eis net solle Gedanke maachen iwwert d'Zukunft vun eisem Rentesystem, well mer jo alleguerte wëssen, dass déi jëtzeg gutt Situatioun net à terme garantéiert ass.

Meng Partei, d'Demokratesch Partei ass deene Froen ni aus dem Wee gaangen an huet d'Entwécklung vun eisem Rentesystem ëmmer am A behalen. Mir hunn an der Vergaangenheet Propositioune gemaach, déi dëse System kéinte verbesseren, wéi beispillsweis d'Kapitaldeckungsverfahren an d'Aféiere vun engem drëtte Pilier, där sougenannter Privatversécherung.

Mir hunn an där leschter Legislaturperiod konkret Mesurë geholl, an dat am Kader vum Rentendësch, fir d'Hongerrenten endlech ofzeschafen. De Rentendësch huet och derzou bäigedroen, fir de Rapprochement tëscht Privatsecteur an der Fonction publique erbäizeféieren, am Sënn vu méi Rentegerechtegkeet. Och hu mer e Gesetz agefouert fir Pensiounsfonge méi professionell unzeleeën an esou e bessere Rendement vun eise Reserven erauszeschloen.

An de Konklusioune vum Rentendësch ass awer 2001 och scho méi wäit gekuckt ginn an et ass festgehale ginn, dass déi Décisioune missten am Kontext vun der ekonomescher an demographescher Evolutioun vun eisem Land kënnen adaptéiert ginn.

Kloer ass, dass hei eng permanent Evolutioun stattfënnt. Manner kloer ass awer, a wéi engem Mooss dës Evolutioun sech beweegt.

Et kann een awer verschidden Zenarien ausmaachen an alles deit drop hin, dass d'Belaaschtung vun de Pensiounskeese méi grouss gëtt, an dat well d'Proportioun vun de Pensionéierte par rapport zu de Beschäftegten an Zukunft wäert zouhuelen.

Jee no Wirtschaftswuesstum, 2,2% oder 3%, gëtt ausgerechent, dass d'Dépensen 2024 respektiv 2028 wäerten d'Einnahmen iwwertreffen, d'Reserve wären 2034 respektiv 2041 erschöpft. Déi Situatioun gëtt nach vill méi delikat, wann ee bedenkt, dass mer ëmmer méi Frontaliere bei eis schaffen hunn an dass déi och wäerten Usproch op eng Pensioun hunn.

Mir wäerten an Zukunft also ëmmer méi Pensioune missen exportéiere fir Leit, déi jo och zum Räichtum vun eisem Land bäigedroen hunn. Freet sech selbstverständlech, wéi déi Evolutioun weidergeet. Kënne mer den Deel vu Pendler, déi dagdeeglech op Lëtzebuerg schaffe kommen, esou weider uwuesse loossen, fir méiglechst vill Aktiver ze hunn, déi an eis Pensiounskeesen abezuelen, déi dann awer och spéider e Recht op eng Lëtzebuerger Pensioun mussen hunn?

Et gëtt net einfach, aus dësem Däiwelskrees erauszekommen. Och wa mer elo nach net kënne mat absoluter Sécherheet soen, wéi eist Land an 30, 40 Joer wäert ausgesinn, esou gesäit et dach awer aus wéi wann déi jonk Leit, déi haut an d'Beruffsliewen aklammen an haut d'Rente vun deene Leit mat finanzéieren, déi haut vun hirer wuelverdéngter Pensioun profitéieren, net sécher sinn, och nach an deem Mooss an de Genoss vun hirer Pensioun ze kommen. Dat däerf een net verstoppen an net verharmlosen. Och däerf een dat awer net einfach esou hinhuelen.

D'Politik ass natierlech gefuerdert a muss dës Evolutioun begleeden an déi néideg Mesuren ergräifen. Hei stelle sech menger Meenung no zwou fundamental Froen. Déi éischt ass déi: Wéini mussen esou Mesuren ergraff ginn? Déi zweet: Wat fir Mesuren ergräift een, respektiv wéi déifgräifend sollen déi Mesurë sinn?

Wat den Timing ubelaangt, esou schéngt et mer fir de Pensionéierten haut schwéier novollzéibar, wann ee géif déifgräifend Mesuren an d'A faassen zu deem Zäitpunkt, wou d'Reserve vun de Pensiounsfongen nach riicht viru massiv klammen. Mir däerfen allerdéngs och net waarde bis mer un d'Limitë gestouss sinn. Et ass kloer, dass mer mussen zur richteger Zäit anticipéieren.

Wat d'Mesurë betrëfft: Et schéngt kloer, dass an enger éischter Phas muss gekuckt ginn d'Pensiounsreserve weider ze konsolidéieren. Mir mussen deemno verhënneren, dass weider an d'Rentekeese gegraff gëtt, fir d'Mammerent beispillsweis oder aner Mesuren, déi näischt mat Rentepolitik ze dinn hunn, ze finanzéieren. Och soll weider gekuckt ginn, fir eis Reserven nach weider ze konsolidéieren, andeems eis Reserve méi professionell investéiert ginn, wat sécher wäert eng Plus-value kuerz- a laangfristeg mat sech bréngen.

Leider sinn - an ech widderhuele mech hei par rapport zu menger Interventioun bei de Budgetsdebatten - op d'mannst zwee wäertvoll Joer verluer gaangen, während deenen d'Evolutioun op de Finanzmäert extrem favorabel war, ier dat Gesetz konnt applizéiert ginn. Ech mengen, et leeft elo vu September leschte Joers un.

De Moment gesäit et leider net esou roseg op de Finanzmäert aus. Mir hunn also, duerch déi Versäumnisser, dee richtege Moment verpasst, fir anzesteigen. Bei all anere Mesurë muss een oppassen, dass een d'Vir- an d'Nodeeler, déi se beinhalten oder mat sech bréngen, richteg ofweit.

Här President, mir wëssen all, an dem Bestriewe fir d'Renten ofzesécherе gëtt et keng honnert Méiglechkeeten. Dës dréinen haaptsächlech ëm sougenannte Bäitragserhéijungen oder Leeschtungsreduktiounen, eventuell d'Décaléiere vu Rentenajustementer, enger Erhéijung vum Âge moyen de la retraite beispillsweis am Kader vun der Invaliditéit an awer och verlängert Aarbechtsperioden.

Wat de leschte Punkt betrëfft, esou gesi mir an der DP dat méi problematesch, wann een d'Realitéit vum Aarbechtsmaart kuckt, wou et jo ëmmer méi schwéier gëtt, fir haaptsächlech fir Leit iwwer 50 Joer nach eng Aarbechtsplaz ze fannen. Et sief dann, d'Situatioun géif sech an deenen nächste 40 Joer drastesch änneren. Den Nodeel vun deem Eropsetze vum Rentenalter ass, dass déi Leit, déi schwéier kierperlechen Aarbechten noginn, net esou flexibel kënne sinn, fir méi laang ze schaffen. Och ginn op déi Manéier Aarbechtsplaze manner séier fräi fir d'Jugend.

Här President, eise Premier huet scho méi wéi eemol virun der Rentemauer gewarnt. Heiansdo hat een den Androck, en hätt se erbäiprophezeit an en hätt souguer e Patentrecht drop. Ech wëll hei net den Term „Rentemauer" gebrauchen, deen a mengen Aen e ganz schlechten Term ass, well e suggéréiert, dass mer elo schonn an enger Sakgaass wären, dass et keen Auswee méi kéint ginn.

Kommt mir schwätzen also vläicht léiwer vun enger „Rentekéier" oder vun enger neier „Renteweich", wou d'Hiewele mussen anescht ugesat ginn. Dat heescht deemno, dass mer och eng Kéier mussen ofbremsen. Keng brutal Vollbremsung vun haut op muer, mä eng progressiv Ofbremsung.

Déi fundamental Fro, déi sech ëmmer nees stellt, ass folgend: Wiem kann ee wéi vill zoumudden, wa mer d'Bremse mussen unzéien? Et däerf net zu engem Generatiounsträit kommen tëschent Aktiven a Pensionéierten. Ech mengen net, dass mer kënnen eesäiteg Mesurë just bei enger Kategorie vu Leit virhuelen. Et gëtt schwéier, den Aktiven ze erklären, dass si eleng missten Effortë maachen, andeems hir Cotisatioune géifen eropgesat ginn, fir esou där eelerer Generatioun hir Pensioune kënnen ze finanzéieren. Gradesou schwéier dierft et awer och ginn, de Pensionéierten ze soen, dass, nodeems se e Liewe laang geschafft hunn, där viregter Generatioun hir Pensioune finanzéiert hunn, elo hir eege Pensioune missten erofgesat ginn.

Et däerf op kee Fall, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu neien Hongerrente kommen, nodeems mer déi um Rentendësch wäitgehend ofgeschaaft hunn.

Bei alle Mesuren, déi ee considéréiert, muss eng anstänneg Basisrent kënne garantéiert ginn. Dat heescht an anere Wierder: Un d'Majorations forfaitaires däerf een net réckele goen.

Wa mer d'Eropsetze vun de Cotisatioune géifen envisagéieren, muss natierlech gekuckt ginn, a wéi engem Rhythmus an a wéi engem Mooss dëst sollt geschéien. Jee no Wirtschaftswuesstum vun 3% oder 2,2% gëtt fir d'Joer 2050 mat Bäitragssätz vu 37 respektiv 49% gerechent. Jo, 49% am schlëmmsten Zeenario, carrément dat Duebelt vun deem, wat mer haut hunn.

Ech mengen, eis gréng Kolleegen, déi jo des Öftere fir e manner staarke Wuesstum plädéieren, sinn trotzdeem mat mir d'accord fir ze soen, dass esou e schwaache Wuesstum net unzestriewen ass.

(Interruption)

Jo, selbstverständlech Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Wou kommt Der dorobber, datt déi Gréng fir manner Wuesstum géifen antrieden? Mir

sinn ëmmer der Meenung, et soll een oppassen, wou ee wiisst a wat fir ee Wuesstum ee brauch, mä och Déi Gréng wëssen, fir datt eng Ekonomie soll funktionéieren, datt een dofir Wuesstum brauch.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Ech hunn net gesot, Här Bausch, dass Dir dergéint wäert, dass d'Ekonomie iwwerhaapt soll wuessen. Mä duerch déi méi selektiv Mesuren, déi Der hutt, kënnt Der automatesch keen esou staarke Wuesstum kréien, wéi en unzestriewen ass.

Une voix.- Dat ass net wouer. Dat ass net richteg.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Dir hutt Är Meenung. Erlaabt mer, dass ech meng hunn.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Wéi eng Secteure wuessen dann an Zukunft?

M. Carlo Wagner *(DP).*- Et sief bemierkt, dass den Duerchschnëttswuesstum iwwregens an deene leschte Joren nach iwwert deem héchste louch, deen am Zeenario vum Rentendësch considéréiert gouf.

D'Fro, déi sech bei de Cotisatioune stellt, ass natierlech déi vun der Répartitioun - dat ass schonn hei de Moien ugeschwat ginn.

Bleiwe mer bei der Opdeelung dräimol een Drëttel, dat heescht jiddfereen am Moment 8%, oder muss den eenzelne Bierger méi déif an d'Täsch gräifen? A wéi wäit kéinten d'Patronë weider belaascht ginn, ouni d'Kompetitivitéit vun eise Betriber a Fro ze stellen? A wéi vill ass dem Statsbudget u Méibelaaschtung zouzetrauen?

Ech wëll hei nach eng Kéier widderhuelen, dass, wann iwwer Mesurë wéi Cotisatiounserhéijungen oder Leeschtungsreduktioune Rieds geet, dat net däerf eleng fir de Privatsecteur de Fall sinn, mä da muss jiddfereen dovunner betraff sinn. Ech mengen, och wa mer net kloer wëssen, wéi a mat wat fir engem Wuesstum een an zéng, 20, 30 oder 40 Joer ka rechnen, dass mer d'Leit awer musse sensibiliséieren an drop virbereeden, dass et riskéiert méi lues ze dréinen an dass se Intérêt hunn, fir sech Gedanken ze maachen iwwert hir eege Versuergung a se sech also sollen eegene Kapital am Hibléck op hir Pensiounszäit uleeën.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Hu mer net éischter d'Flicht, de Leit haut ze soen, si solle virsuergen, wéi dass an 30, 40 Joer déiselwecht Leit op eemol gesot kréien, si misste leider mat däitlech manner Pensiounen auskommen a si hätten an der Vergaangenheet sollen en Apel fir den Duuscht virgesinn?

Och kéint een hei op der Plaz selbstverständlech iwwert d'Opportunitéit vun de Rentenajustementer schwätzen. Mir hu jo dee leschten - wann ech mech gutt erënneren - am Dezember 2006 virgeholl. Sinn déi Rentenajustementer - an dat ass och eng Fro, déi ech un den Här Minister stellen - nach opportun, zumindest esou laang wéi jo iwwert de Wee vun der Indexéierung d'Kafkraaft och vun de pensionéierte Leit op alle Fall assuréiert wär?

Här President, zum Thema Individualiséierung. An enger Zäit, wou ëmmer méi déi zwee Partner schaffe ginn, si mer eigentlech schonn um Wee vun enger Individualiséierung, wou jiddferee seng eege Pensiounsrechter opbaut. Och dat ass de Moien hei scho gesot ginn.

Mir wëssen, dat war och laang net ëmmer de Fall, an haut gëtt et nach eng ganz Rei vu Koppelen, wou ausschliesslech ee Partner - meeschtens de Mann - enger bezuelter Aarbecht nogeet an deemno och eleng an d'Pensiounskeess abezuelt. Wat mat sech bréngt, dass am Fall vun enger Scheedung meeschtens d'Fra da praktesch mat eidelen Hänn dosteet. Et gëllt dës dramatesch Situatioun ze ëmgoen, andeems dass derfir gesuergt gëtt, dass jiddfereen eenzel fir sech virsuergt an esou aus där Existenzofhängegkeet erauskënnt.

D'Fro, déi sech hei nees eng Kéier stellt, ass déi vum Timing. Wéini gëtt esou e System agefouert?

Eng aner Fro, déi sech opdrängt, ass déi vun der Part patronale. Wien iwwerhëlt déi an a wéi engem Mooss am Fall vun engem vun de Partner, deen net schaffe geet?

Et kéint ee soen, dass hei de Stat kéint agräifen, vu dass jo eng Koppel, am Fall wou se Kanner huet an an där ee Partner net schaffe geet, selwer fir d'Kanner suergt, beispillsweis keng Crèchen an Usproch huele géif an esou dem Stat net géif an där doter Matière zur Laascht falen. Et freet ee sech awer, ob dës Rechnung realistesch ass an och opgeet.

Et schéngt mer kloer, dass een de System vun der Individualisatioun net ka vun haut op muer fir d'ganz Populatioun afëieren. Hei muss eng Iwwergangszäit virgesi ginn. Fir déi, déi schonns länger am ale System sinn, misst een dëse System progressiv auslafe loossen. Et kéint ee sech och hei sozial Begleetmesurë vum Stat virstellen, fir déi Fäll, wou ee vun de Partner eleng mat eidelen Hänn dosteet.

E positiven Nieweneffekt vun der Individualisatioun fir d'Pensiounsreserve wär awer deen, dass d'Droits dérivés géife wahrscheinlech ewechfalen an esou kéint munches gespuert ginn. Et wär interessant vum Sozialminister gewuer ze ginn, wat fir eng konkret Konklusiounen aus den Aarbechte vum Groupe de travail ad hoc zur Individualisatioun gezu gi sinn a wéi wäit se schonn an där Matière sinn.

Et gëtt, Här President, niewent dësen Iddien awer och Iwwerleeungen, fir méi laang ze cotiséieren, andeems jiddferee beispillsweis scho mat 18 Joer sollt abezuelen. Mä och hei stelle sech nees eng Kéier eng Rei vu Problemer, beispillsweis de Problem vun de Studenten, déi och dann also sollte scho während hirer Studentenzäit an d'Pensiounskeess abezuelen.

Effectivement geet jo d'Zuel vun deene jonke Leit, déi op d'Uni oder eng Héichschoul ginn, riicht viru konstant an d'Luucht; wat mer alleguerten och ouni Zweifel begréissen. Op deem Wee trieden awer och ëmmer méi Leit méi spéit an d'Beruffsliewen an, ouni dass se awer onbedéngt deementspriechend méi laang schaffen, well d'Studentenzäit jo assimiléiert ass. Et kënnt deemno manner an d'Pensiounskeesen.

Mir wëssen awer, dass grad Studente mat relativ wéineg Sue mussen auskommen an dass déi meescht vun hinnen e Prêt étudiant ufroen, dee se mat engem Taux vun 2% Zënse mussen no hire Studien zréckbezuelen. Och hei kéint een awer d'Iwwerleeung maachen, beispillsweis ob een net kéint eng Léisung fannen, fir iwwert de Remboursement vun deene Prêten zumindest een Deel an d'Pensiounskeesen afléissen ze loossen, op der Basis selbstverständlech vum soziale Mindestloun, fir d'Cotisatioune vun de Studenten ze iwwerhuelen.

Bei der Individualiséierung kéint ee sécherlech vun engem kompletten Neiufank schwätzen, wou ee sech awer och misst Gedanke maachen, ob et net méiglech wär, d'Kapitaldeckung nees anzeféiere fir déi Leit, déi dee Moment ufänke mat schaffen. Fir déi Leit, déi scho länger um Aarbechtsmarché sinn, misst een deen ale System bäibehalen, wou awer selbstverständlech eng ganz Rei vu Berechnungen ze maache wären iwwert d'Konsequenzen, mä et géif drëm goen, fir net d'Désavantagë vun deem jëtzegen Ëmlageverfahren op d'Éiwegkeet ze verlängeren.

Den Här Di Bartolomeo sot an engem Zeitungsinterview den 9. Februar 2006, also viru praktesch zwee Joer, hie géif déi Zäit, déi him géif bleiwen, notzen - an ech zitéieren -, „um wohlüberlegt die nötigen Schritte zur langfristigen Absicherung des Rentensystems einzuleiten". Ech hoffen, dass den Här Minister eis haut ka méi prezis seng Iwwerleeungen exposéieren. Mir waarde mat Spannung drop, Här Minister.

(Interruption)

Ier awer konkret Mesuren ergraff ginn, sollte fir d'éischt Diskussioune stattfannen, an dat am Esprit vum éischte Rentendësch, tëschent Regierung, Sozialpartner an de politesche Parteien.

Une voix.- Dir hutt jo scho selwer d'Äntwert ginn, Här Braz.

(Interruption)

M. Carlo Wagner *(DP).*- Dat awer nodeem ech zwee Joer gewaart hunn, fir Iech d'Äntwert an de Mond ze leeën.

Une voix.- Oh, villmools Merci!

(Interruption)

M. Carlo Wagner *(DP).*- Mä selbstverständlech kommt Dir och mat Äre Propositiounen, well ech wëll hei jo net héieren, dass Der während laanger Zäit fir näischt geschafft hutt.

Keng vun de Parteien huet - loosse mer éierlech sinn - haut déi absolut Äntwert op all déi Froen, déi sech stellen. Et gëtt och wahrscheinlech keng universal Léisung oder Äntwert fir esou e komplexen Dossier. Duerfir kommt, mir ginn alleguer zesummen op dee Wee vun engem Rentendësch 2, fir gemeinsam no deene richtegen Äntwerten ze sichen.

Mme le Président.- Här Wagner, Dir musst zum Schluss kommen. Är Zäit ass opgebraucht.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Madame, wann Der mech net ënnerbrach hätt, da wär ech elo schonn um Schluss.

(Hilarité)

Mme le Président.- Duerfir ginn ech lech nach zwou Minutten.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Dëst ass a bleift d'Fuerderung vun der DP. D'DP ass gäre bereet, zur Ofsécherung vun de Pensiounen à long terme bäizedroen, mä et muss een dann och endlech de Parteien d'Méiglechkeet ginn, fir kënnen um Décisiounsprozess deelzehuelen.

Domadder sinn ech um Schluss, Madame Presidentin. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci villmools, Här Wagner. Deen nächste Riedner ass den Här Schneider.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, wann den honorabelen Deputéierte Félix Braz sech d'Fro gestallt huet iwwert de längerfristege Finanzement vun eise Renten, esou kann ech him vergewësseren, datt mer net op de Startschoss vun der grénger Fraktioun an dësem Parlament gewaart hunn, fir eis duerch sämtlech Fraktiounen dës Froen och ze stellen. Ech mengen, sämtlech Acteure sinn de Moment amgaang, déi Iwwerleeungen an dës Léisungsvirschléi ze maachen.

Wéi eescht och d'Sozialpartner an d'Regierung et an dësem Dossier mengen, beweist d'Décisioun aus der Tripartite vum 28. Abrëll 2006, fir e Groupe de réflexion anzesetzen, dee just dës Viabilitéit soll préiwen an eis all d'Léisungsvirschléi soll maachen. Net méi spéit wéi d'lescht Woch hu mer aus dëser Rententripartite positiv Zuele kënnen héieren. Enn 2007 sinn d'Rentereserven op 7,3 Milliarde geklommen. Eleng 2007 koume bal 635 Milliounen Euro derbäi. Vun 2000 bis 2007 konnten d'Reserven also verduebelt ginn.

Kann dësen duerchaus positive Bilan eis elo komplett berouegen, oder musse mer eis weider Gedanken iwwert d'Ofsécherung vun eisem dach esou favorabele Pensiounssystem hei zu Lëtzebuerg, dee menger Meenung no de beschten an Europa ass, maachen?

Ech mengen, datt et engersäits gutt deet, wann een dës positiv Zuelen héiert, anerersäits mer d'Analys vun der Ofsécherung vun eisem Rentesystem mussen duerchzéie mat och deenen néidege Mesuren, déi dann ustinn.

Dir Dammen an Dir Hären, loosse mer awer vläicht um Ufank eis all an Erënnerung ruffen, wéi eise Rentesystem eigentlech ausgesäit, wat seng Stäerkten an och wat seng Schwächte sinn.

Eise System, an et ass schonn ugeklongen, ass ee Régime-général-System, deen op der Assurance obligatoire, also obligatorescher Assurance berout. Ausser de Stats- a Gemengebeamten, den Établissement-publics-Leit an den CFL falen all déi aner Salariéen ënnert dëse Regime. De Finanzement vum System berout op engem System vu Répartitioun vun de Chargë mat enger Période de couverture vu siwe Joer an enger Réserve de compensation vun 1,5-mol déi jährlech Prestatiounen.

Am Régime général fanne mer - Dir wësst et alleguerten, ech ernimmen et just nach eng Kéier - d'Pension d'invalidité, de vieillesse an de survie erëm. Mir wëssen, ouni an d'Detailer an an Exceptiounen anzegoen, datt ee mat 65, 60 a 57 Joer laut de virgeschriwwenen Assurancenzäiten eng Pensioun ausbezuelt kritt.

Et ass och schonn op dëser Plaz ugeklongen, an ech wëll et nach eng Kéier ernimmen, datt mer an dësem Kontext virun allem och drun erënnere sollen, datt dëse Pensiounsalter vu 65 Joer 1931 festgeluecht gouf, deemools wéi eigentlech d'Liewenserwaardung nach bei 55 a 60 Joer war, an do, wou ee gréisseren Deel vun de Leit, déi abezuelt hunn, iwwerhaapt net an de Genoss oder leider net an de Genoss vun dëse Pensioune konnte kommen.

Hautdësdags schwätze mer vun enger Liewenserwaardung vu 75 bis 81 Joer, dat heescht, all déi Leit wäerten Urecht a kënnen Urecht no laangem Schaffen op eng Pensioun kréie vun zéng bis 16 Joer. All dës Facteure si wichteg Facteuren, déi mer an der Berechnung vun der Ofsécherung vun eisem Pensiounssystem mussen, sollen an och wäerte bedenken.

Fir elo d'Viabilitéit vum System ze ënnersichen, brauch een eng Rei Facteuren:

Éischtens, mengen ech, ass et kloer, datt mer, genau wéi an alle Secteuren, wéi och am Privathaushalt, musse kucken, wat engersäits d'Recettë sinn a wat anerersäits d'Dépensë sinn. Méi schwéier ass et net! Wann d'Dépensen iwwert de Recettë leien, da geet et net op, da ginn all Konten net op.

2004 waren dës Recettes courantes 2,6 Milliarden Euro, dovunner 92%, also 2,4 Milliarden, iwwert d'Cotisatiounen erakomm. Bei den Dépensë waren d'Ausgaben 2,2 Milliarden, dovunner 90%, déi a Prestatiounen ausbezuelt goufen.

Bei där drëtter Période de couverture, där vun '99 bis 2005, dépasséieren d'Recetten d'Dépensen - ech mengen, dat konnt Der an deenen eenzelnen Dokumenter a Berichter noliesen - an doduerch steigt, wéi schonn ugeschwat, de sougenannte Rentefong, e Rentefong, deen iwwregens, laut Aussoe vum Sozialminister Mars Di Bartolomeo, déi ech d'leschte Kéier an der Press gelies hunn, seriö a gutt virbereet ugeluecht ass. Ech mengen, dorop ass jo och schonn den honorabelen Deputéierte Paul-Henri Meyers agaangen, datt mer hei eng ganz seriö Uleeung vun dëse Fongen hunn, déi mat Sécherheet ni honnertprozenteg ka goen, wann een ëmmer erëm d'Evolutioun och um Finanzmaart a Betruecht zitt.

Datt d'Recettë während dëser Period iwwert den Dépensë leien, erkläert sech duerch engersäits déi steigend Zuel vun de Cotisanten, an anerersäits, datt déi Pensiounen och, déi ausbezuelt ginn, niddreg Pensioune sinn, well et zum Deel nëmmen Deelpensioune sinn an och Pensiounen, déi un Immigrés respektiv Frontalieren ausbezuelt ginn, déi meeschtens och mam Mindestloun hei schaffen an engersäits Deelpensioune respektiv niddreg Pensioune kritt hunn.

Wat d'Couverture 2006 bis 2012 ubelaangt, do muss ee selbstverständlech derniewent véier wichteg Facteure mat eranhuelen:

- éischtens, d'ekonomesch Entwécklung, déi och vum Här Braz ugeschwat gouf;

- zweetens, d'demographesch Entwécklung;

- drëttens, d'Evolutioun vun de Salairen a

- véiertens, ech kommen nach eng Kéier drop zréck, e wichtege Facteur, d'Liewenserwaardung vun de Leit, déi schaffe gi respektiv an d'Pensioun wäerte goen.

Fir Aussoen ze maachen, mengen ech, goufen zwee Zeenarien duerchgespillt, den Zeenario 3,0 an den Zeenario 2,2%, wat Begréffer sinn, dat heescht, bei enger Croissance économique ab 2030 vun 3,0 respektiv 2,2%.

Bei deem klenge Wirtschaftswuesstum vun 2,2% sinn no 2023 d'Dépensë méi héich wéi d'Recetten. D'Reserv fält ënnert déi ugeschwaten 1,5 ab 2030 an ass dann épuiséiert 2034, wa keng Erhéijung vun de Cotisatiounen a keng Diminutioun vun de Leeschtunge geschitt.

Beim Zeenario 3,0 ginn d'Dépensen iwwert d'Recetten ab 2027, ënnert déi 1,5 ab 2037, fir vollstänneg épuiséiert ze sinn, wa keng aner Mesurë geholl ginn, ab 2041.

Dir Dammen an Dir Hären, mir constatéieren also, datt et de Moment net heescht, wéi scho vun eenzelne Riedner ugeschwat, a Panik ze verfalen an déi ëmmer zitéiert Rentemauer unzeprangeren. Et heescht kloer Analyse vun eisem System ze maachen. Déi nei geschafe Rententripartite kann dës Aarbecht mat aller Gewëssheet an am Dialog preparéieren. Hei ass et begréissenswäert, datt och vum Minister ugeschwat ginn ass, datt permanent e Link zur Chamber soll stattfannen, wou och déi Konklusiounen, déi Analysen, déi Zwëscherapportë sollen an d'Chamber gedroe ginn, fir déi dann och am Dialog mat sämtleche Fraktiounen a mam Parlament duerchzezéien.

Sécher soll een d'Iwwerleeungen och vum Conseil européen, der Europäescher Kommissioun, dem BIT, der OCDE an och dem FMI, dem Fonds Monétaire International, noliesen a studéieren a gegebenenfalls dës Virschléi eisem System upassen. Ech mengen, mir hunn de Moment ee robuste Pensiounssystem. Mir hunn et an deene leschte Jorzéngte fäerdeg bruecht, den Iwwergank

vum Industriezäitalter an den Zäitalter vun de Servicer fäerdeg ze bréngen, en ze maachen.

Et muss ee sech d'Fro stellen, ob a wéi een à long terme eis Einnahme ka verbesseren. Brauche mer méi nei Einnahmequellen? Vu wou? Ginn eis virgesinne Reserven duer, sprech siwe Joer, 1,5-mol jährlech d'Prestatiounen d'Ofdeckung?

Wat d'Ausgabe betrëfft, muss ee sech d'Fro stellen: Ass d'Berechnung vun de Pensiounen nach zäitgeméiss? Soll den initiale Betrag vun de Pensiounen ugepasst ginn? Enges Dags wäerte mer och déi ugeschwate Liewenserwaardung nach méi mussen a Berücksichtigung zéien an och hei déi néideg Adaptatiounen op dee ganze System maachen.

Kann d'Aféieren zum Beispill vun engem Compte épargne temps net an deem Fall transitoire Moossnamen hëllefen ze kréien? Hei kéinten eventuell Leit, déi vill geschafft hunn, d'Méiglechkeet kréien, éischter a Pensioun ze goen, well vill Iwwerstonnen zu Buch stinn. Op där anerer Säit kéinten nei Leit agestallt ginn, fir dann och komplementar den Iwwergank ze erliichtere vun dem Posten, deen dann dee Moment géif opgoen.

Bei där gesamter Diskussioun wëll ech awer vläicht ee Phenomeen och mat an d'Diskussioun geheien, deen hei vun dëser Plaz aus nach net esou opgeworf gouf, dat ass deen: De Moment, wann effektiv eng Persoun an d'Pensioun geet, ass dat ganz dacks ee brüsken Iwwergank, deen do kënnt. Dat huet ganz dacks domat ze dinn, datt d'Leit domat an Depressioune falen, datt se effektiv krank ginn, an datt indirekt, mengen ech, och erëm d'Krankekeesen domat belaascht sinn.

Solle mer hei net vläicht, genau wéi beim Sport, op ee gewëssene Cool-down-System histeieren? Solle mer net e System, wéi an eenzelne Branchen et schonn ugeklongen ass, aféieren, datt eng éischt Reduktioun vu 25% stattfënnt, no enger gewësser Zäit vu 50%, eng vu 75%, fir da schlussendlech 100% an d'Pensioun ze goen?

Ech mengen, dat kéinten eng Rei Iwwerleeunge sinn, wou de Minister och vläicht kéint herno drop agoen, och dat, wat de Félix Braz ugeschwat huet, déi an Zukunft eis erlaben, datt effektiv de gudde Klima an enger Firma och dozou bäidréit, datt d'Leit méi produktiv sinn, nach méi schaffen. Dee ganze System kéint besser Iwwergäng an deenen eenzelne Secteure mat sech bréngen. Ech mengen, et sollen dat Iwwerleeunge sinn, déi ee vläicht net einfach soll esou am Raum stoe loossen, mä och vläicht eng Kéier mat iwwerdenke soll.

Zréck awer zum Thema vun der längerfristeger Ofsécherung, vum Finanzement vun eisem heitege Pensiounssystem respektiv dem Pensiounssystem an der Zukunft. Ech ënnersträichen nach eng Kéier eis gutt finanziell Situatioun vum Moment vun dësem Pensiounssystem par rapport och virun allem zu eisen Noperen.

Zënter 30 Joer ass den Taux de cotisation stabel hei zu Lëtzebuerg. Eise Pensiounssystem huet seng Preuvë gemaach. Mir sollten also, mengen ech, fir d'éischt d'Stäerkte vun dësem Pensiounssystem nokucken an da selbstverständlech an aller Rou och d'Schwächten analyséieren, fir kënnen drop anzegoen, wéi mer deem kënnen entgéintgoen, fir effektiv och no 2050 eise Kanner an eise Kandskanner dës Pensioune kënnen ënnert deem Niveau ofzesécheren.

D'Méi-spéit-Antrieden op den Aarbechtsmaart, d'Augmentatioun vun der Deelzäitaarbecht, d'Interruptioun während enger Carrière, d'Ufanksgehälter an esou weider si weider Elementer, déi ee muss mat berücksichtegen, wann ee sech op een neie System aléisst a wann ee probéiert, deen heitege System nach ze verbesseren an nach méi zäitlaang ofzesécheren. Ech hunn och an dësem Parlament zu Recht vu kenger Fraktioun eigentlech kloer Aussoe kritt, well ech mengen, datt et de Moment och ze fréi ass, fir dës Aussoen ze maachen.

Et sinn eng Rei Froe gestallt ginn. Et sinn eng Rei Pisten opgezeechent ginn, wat Piste sinn, deenen ee sollt nogoen. Mä ech mengen, et soll een awer waarden, datt mer eng ganz Rei vun neien Analysen, vun neie Berichter, vun Etüde kréien, fir och all deenen Elementer, déi ech ugeschwat hunn, wierklech Rechnung ze droen, fir dann och eng Aarbecht ze maachen, déi genau wéi dëse System längerfristeg kann agesat ginn.

Och wann een eise Rentesystem ni, mengen ech, mat deene leschten Detailer ka garantéieren, well mir wëssen ni, wat an Zukunft souwuel ekonomesch respektiv wat d'Liewenserwaardung ubetrëfft kann antrieden. Alles dat hu mer och virun 30 Joer net gewosst a mir wäerten och net wëssen, wat no 2050 ass.

Ech mengen, mir sollten awer all eis Moyenë benotzen, fir dëse gudde Rentesystem, dee mer de Moment hunn, dësen Niveau vun de Renten, déi de Moment ausbezuelt ginn, och eise Kanner an Zukunft ze garantéieren. Dat ass wichteg an et ass virun allem fir dëst Parlament och eng nobel Aufgab.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Schneider. D'Wuert huet elo den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwer Joren, Jorzéngte géif ech soen, war d'Haaptthema ëmmer Rentegerechtegkeet. Ech géif awer mengen, datt, wa mer zréckkucken no enger Rei vu Gesetzer a punktuelle Verbesserungen, a virun allem vum 1. Januar 1999 un, wou am Fong den Ofschloss war vun all deenen Ännerungen a Verbesserungen, mer gréisstendeels Rentegerechtegkeet hei zu Lëtzebuerg geschafen hunn.

Vum 1. Januar 1999 un hunn all Leit aus dem privaten oder öffentleche Secteur déiselwecht Berechnungsbasis kritt, fir hir Pensioun ze kréien, an zwar op de Konte vun der Cotisatioun, an net méi vum Endgehalt, bezuelen déiselwecht Cotisatioun, hunn deeselwechten Ajustement all zwee Joer. A mir hunn en Iwwergangsregime agefouert fir déi Leit aus der Fonction publique, déi virum 1. Januar 1999 beschäftegt gi sinn, wou och déiselwecht Cotisatioune bezuelt ginn, deeselwechten Ajustement stattfënnt, just datt d'Berechnungsbasis net op d'Cotisatiounen, mä um leschte Gehalt, awer an enger degressiver Iwwergangsphas, berout. An, wat nach aneschters ass an deem Iwwergangsregime, et ass kee Plafond cotisable, wéi mer en am Privatsecteur hunn.

Haut hu mer also, géif ech soen, gréisstendeels Rentegerechtegkeet realiséiert hei zu Lëtzebuerg, quitte datt nach op där enger oder anerer Säit verschidde punktuell Verbesserunge bleiwen.

D'Diskussioun dréit sech also haut net méi a priori ëm Rentegerechtegkeet, mä éischter wat déi laangfristeg Finanzéierung vun eise Pensiounssystemer ubelaangt. An hei wëll ech soen, prinzipiell, an dat ass de Moie mer net genuch hei erauskomm: Wa mer iwwer eng laangfristeg Finanzéierung schwätzen, kënne mer ëmmer nëmmen, eiser Meenung no, iwwert d'Finanzéierung vun deenen zwee Systemer, privaten an öffentleche Secteur, diskutéieren. Mir musse wëssen, datt mer am Privatsecteur héich Reserven hunn, fir d'Pensiounen auszebezuelen, an am öffentleche Secteur hu mer keng Reserven.

Mir haten als ADR proposéiert, wéi mer 1999 deen neie Rentesystem an der Fonction publique agefouert hunn, datt een dunn hätt solle profitéieren, fir am öffentleche Secteur och eng Pensiounskeess unzeleeën, wou d'Cotisatioune vun deenen neien, déi an deen neie Regime falen, an dee Pensiounssystem gaange wieren. Dann hätte mer och Reserven an der Fonction publique geschaf a mir hätten och do kënne vun engem Kapitaldeckungsverfahre schwätzen, well dat jo Leit sinn, déi frësch ugefaangen hätten, also hiert ganzt Liewen hätte kënne cotiséieren, ier se an där Pensiounskeess an d'Keess komm wieren. D'Käschten, déi aus dem ale Regime entfal wieren, déi wiere selbstverständlech um Statsbudget bliwwen.

Deemools war och d'Finanzsituatioun vum Stat nach ganz gutt, 1999, an do hätt een och esou een Iwwergank kënne vill méi liicht verkraaften, wéi dat haut de Fall ass.

Mir hätten also do kënnen e Kapitaldeckungsverfahre fir déi nei, nom 1. Januar 1999 agestallte Fonctionnairen aféieren an dann och domadder eng laangfristeg Garantiehëllef kënne ginn, fir hir Pensiounen ze bezuelen.

D'Entwécklung vun de Pensiounskeese muss een och kucken am Privaten an am Öffentlechen. Beim Stat hu sech d'Pensiounen, wat d'Käschten ubelaangt, am Fong vun 1999 bis de Budget 2008 verduebelt. Si sinn also 100% geklommen. Am Privatsecteur ass de Käschtepunkt vun de Pensioune vun 1999 bis 2006 ëm 57% geklommen. Also et gesäit een do, datt d'Evolutioun vum Käschtepunkt an der Verhältnisméissegkeet am öffentleche Secteur méi séier geet, wéi se am Privatsecteur ass; also musse mer eis och doriwwer Gedanke maachen.

D'Reserven am Privatsecteur sinn '93 vun 2,4 Milliarden, wat deemools eng Deckungsperiod vun 2,43 Joer war, 2008 - wa mer elo fäerdeg sinn - bei 8, 8,5 Milliarden, mat enger Deckungsperiod vun 3,76 Joer. Dat ass enorm vill, wa mer bei eis Nopeschlänner kucken. Déi schwätzen heiansdo vun e puer Deeg, vun e puer Wochen, wou déi eng Deckungsperiod hunn. Mir leien elo bei 3,76.

Et muss een och wëssen, datt mer fréier am Gesetz am Fong e Minimum an e Maximum haten. Mir haten e Minimum vun 1,5-mol d'Joresdépensen als Deckungsperiod an e Maximum vun 2,5. A wéi d'Reserven ugefaangen hunn ze klammen, ware mer an der Situatioun, datt mer am Fong hätte missen d'Cotisatiounen erofsetzen oder d'Leeschtung eropsetzen, mä mir hunn déi richteg Décisioun deemools geholl, wéi mer higaange sinn a mir hunn de Plaffong erausgeholl vun 2,5 an, wéi gesot, haut leie mer bei 3,76.

Wa mer also haut hei diskutéieren iwwert d'Ëmlageverfahren an d'Kapitaldeckungsverfahren, da musse mer wëssen, datt mir gäre beim Ëmlageverfahre bleiwen, mä datt mer awer och schonn een Deel Kapitaldeckungsverfahren hunn. Well wa mer esou vill Reserven hunn, dat ass jo Kapitaldeckungsverfahre vun 3,76-mol d'Joresdépensen. Also hu mer schonn e Mëschsystem, wat mer am Ableck hunn, wou et heescht, op deem auszebauen. Mir sinn op jidde Fall als ADR derfir, fir bei där Situatioun do ze bleiwen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Déi Reserve mussen also gutt ugeluecht ginn, a mir brauchen déi Reserven och, fir eng laangfristeg Finanzéierung vun de Pensiounen ze garantéieren. Déi kommend Generatiounen hunn och e Recht drop, fir gutt Pensiounen ze kréien, an déi massiv Astellungen, déi mer haut hunn an der Ekonomie un Aarbechtsplazen, bedéngen, datt d'Reserven elo an d'Luucht ginn, mä datt déi Leit jo och bekanntlecherweis eng Kéier an d'Keess wäerte kommen.

Et ass haut de Moie gesot ginn: Wat maache mer? Mä wa mer zréckkucken, et ass Verschiddenes scho geschitt, wat méi eng laangfristeg Finanzéierung kann zur Konsequenz hunn.

Ech huelen zum Beispill d'Invaliderent. Et weess jiddfereen, datt haut d'Leit net méi esou séier an d'Invaliderent ginn, wéi dat fréier de Fall war. Ech hunn emol nogekuckt: 1995 waren et 19.989, also ronn 20.000 Leit, déi deemools d'Invalidepensioun kritt hunn. Haut, bei 2007, wäerte mer leie bei 17.500, also 2.300, 2.400 manner Invalidepensiounen, déi an engem Joer accordéiert gi sinn, wéi virun zéng Joer. Obscho mer haut vill méi Leit jo als Assuréën hunn, gi vill manner Leit an d'Invalidepensioun, wat natierlech dann och eng positiv Konsequenz huet op d'Pensiounskeesen.

De Rentenalter gëtt eben och doduerch verännert, datt d'Formatioune méi laang daueren, datt d'Leit méi laang an d'Schoul ginn. Doduerch wäert déi Zuel vu Leit, déi mat 57 Joer, mat 40 Joer Cotisatioun kënnen an d'Pensioun goen, lues a lues och erofgoen an den Alter vu 57 wäert eropgoen. Souwisou huet et kee Wäert, datt mer eis Gedanke maachen ëm de Pensiounsalter, wann et eng Kéier géif esou wäit kommen, dee vu 65 missen ze hiewen. Wa mer eppes géifen hiewen, da misste mer éischter drun denken, dee vu 57 ze héijen, well mat 65 ass scho laang kee méi an der Regel, deen hei zu Lëtzebuerg schafft. Mä mir sinn net esou wäit, et huet also kee Wäert, fir iwwer eng Augmentatioun vu 65 Joer ze diskutéieren; dat hätt iwwerhaapt keen Effet.

Also et si schonn do Moossname geholl ginn, déi laangfristeg wäerten eng positiv Konsequenz op d'Finanze vun de Pensiounskeesen hunn. Mä et sinn awer och Moossname getraff ginn, déi net hätten däerfe getraff ginn, déi awer eng negativ Konsequenz op d'Reserven hunn. Ech denken do, datt d'Préretraite, wat eng aarbechtsmaartpolitesch Moossnam ass, datt déi Dépensen iwwert d'Pensiounskeese bezuelt ginn.

Ech denken un d'Placéiere vun de Reserven. Ech wëll do soen, Här President, datt de Rendement vill ze vill niddreg ass an datt ee muss wëssen, datt mer laang gebraucht hunn. Ech maachen net dëser Regierung de Virworf, well ech hunn nämlech nogekuckt, och am Ausland huet et zwee, dräi Joer gedauert, bis de System, fir d'Gelder ze placéieren, en place war, konnt fonctionnéieren, mä mir hätte scho misse virun zéng, 15 Joer drun denken, fir déi Gelder besser ze placéieren, ouni awer a Spekulatioun ze goen. Déi Gelder musse sécher placéiert ginn, da kënne mer méi kréien. Mä mir kréie sécherlech net de Maximum, well mir däerfen net an eng Spekulatioun goen.

Mä insgesamt, wa mer alles dat kucken, Här President, wat an deene leschten zéng Joer aus de Pensiounskeesen erausgeholl ginn ass - ech hu keng Zäit fir alles opzezielen -, wat awer net zu de Laaschte vun de Pensiounskeese bäidréit, an dat, wat net gutt investéiert ginn ass, kann ee soen, datt de Pensiounskeese während deene leschten zéng Joer ronn 1,5 Milliarden Euro verluer gaange sinn.

Här President, wann eisen Här Statsminister also do ëmmer schwätzt vun enger Rentemauer oder vun engem Verbriechen un eise Kanner, da muss ech soen: Et ass nach ni esou vill an d'Pensiounskeese gegraff ginn, regelrecht - wéi ech dat ëmmer gesot hunn - e Renteklau gemaach ginn, wéi zënter datt den Här Juncker Statsminister ass! D'Gelder sinn an där ganzer Period net gutt ugeluecht ginn, zënter datt hie Statsminister ass. Also, wann eise Statsminister vun enger Rentemauer schwätzt, dann ass dat déi Rentemauer, déi hie selwer amgaangen ass ze bauen. A wann hie vun engem Verbriechen un eise Kanner schwätzt, dann ass et e Verbriechen un eise Kanner, wat hie selwer matsteiert.

Här President, eis Rente si sécher, an et gëtt keng Ursaache fir Verschlechterung. Duerfir war ech och schockéiert, wéi ech haut de Moien an der Zeitung gelies hunn, datt den LCGB-President am Fong fir déi kommend Generatioune Verschlechterunge proposéiert. Hien huet ganz kloer gesot, datt ee misst denken, datt déi nei an déi, déi an de Pensiounssystem kommen, sech misste méi perséinlech versécheren, an et däerften awer keng Verschlechterungen un déi aktuell kommen. Domadder sollen also déi zukünfteg Pensionären aktiv Verschlechterunge kréien. Dat kënne mer ënner kenge Konditiounen hinhuelen.

Här President, meng Riedezäit ass ofgelaf. An enger anerer Debatt wäert ech da versichen nach op eng Rei vu punktuelle Moossnamen zréckzekommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Leider hunn ech bei dësem Thema nëmmen zwou an eng hallef Minutt a muss mech dofir op dat eent oder dat anert Element beschränken.

Menger Meenung no ass dës Interpellatioun vläicht zum falschen Zäitpunkt respektiv zum verfréiten Zäitpunkt komm. Eben doduerch, well mer dem permanenten Drock vun der OECD iwwer eise Rentesystem ausgesat sinn, besonnesch wat eis Fréipensiounéierungen, eis Préretraiten ubelaangt. Awer och, well eng Kommissioun amgaangen ass elo Propositiounen auszeschaffen, déi eis jo wäerten awer iergendwann eng Kéier hei a kuerzer Zäit virgeluecht ginn, esou dass een dann dee Moment hätt kënnen eng Debatt féieren iwwert dat, wat kloer um Dësch läit. Well bis elo ass haut nach net vill Kloeres hei erauskomm, wat ee kéint an Zukunft besser maachen.

Wat mech awer stutzeg gemaach huet, dat ass, dass den Interpellant déi zukünfteg Rentenofsécherung a Verbindung bruecht huet mat der Steierpolitik; wat jo och net esou falsch ass. Hie stellt sech d'Fro, ob de Stat an Zukunft nach fäeg wier, en Drëttel vun de Rentebäiträg ze droen. Et wier eng falsch Steierpolitik bedriwwe ginn, wéi d'Individualbesteierung erofgesat gouf, wat de Stat ëm substanziell Recettë bruecht hätt, wou hie jo och richteg läit.

Deene Gréngen no hätt also d'Individualbesteierung net duerfen erofgesat ginn, fir dass dem Stat genuch Recettë bleiwen, fir d'Rentebäiträg an Zukunft kënnen ze garantéieren. Dofir erstaunt et mech awer, dass déiselwecht Gréng an der Stad - an der Escher Gemeng, wou se an der Majoritéit sëtzen - awer higaange sinn a kee Problem haten, fir den Taux vun der Gewerbesteier erofzesetzen, wat jo net nëmmen de Stat, mä och d'Gemengen ëm substanziell Recettë brengt. Dat ass eng erstaunlech paradox Politik.

Laut deene Grénge sollen also déi kleng Leit méi Steiere bezuelen, d'Betriber awer verschount bleiwen. Elo verstinn ech och,

firwat dass déi Gréng sech ewell gréng-liberal nennen, an net méi gréng-sozial.

(Hilarité et interruption)

M. le Président.- Bleift calme! Den Här Jaerling huet net vill Zäit.

(Hilarité)

Une voix.- Mir ginn him nach e bëssen Zäit.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Ech kann lech just soen, Här President, dass dat awer haut hir Chance ass, dass ech nëmmen zwou an eng hallef Minutt hunn. Dat wëll ech lech awer och soen.

M. le Président.- Dir kritt eng hallef Minutt bäi.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Well ech hu seelen esou e Cumul vu Banalitéiten, déi hei op där Chamberstribün vu sech gi sinn, am Rentewiesen héieren. Déi Eenzeg, déi awer hei an där ganzer Diskussioun erausgelooss gi sinn, dat sinn erëm eng Kéier d'Rentner. Dat heescht, am Fong een Drëttel vun eiser Bevölkerung, déi och jo awer vun deem ganze System betraff sinn an déi och hätte missen iergendwéi hei mat an d'Diskussioun kommen.

Dofir bedaueren ech och, dass meng Gesetzespropositioun iwwer eng Rentnerkummer net a Betruecht gezu ginn ass vun der Regierung. Ech hoffen awer, dass sech do nach aner Leit dat wäerten anescht iwwerleeën, well op jidde Fall hätten dann déi Leit och emol endlech kënne selwer mat décidéieren, wat mat deene Sue geschitt, déi si hiert Liewe laang abezuelt hunn an iwwert déi Suen, iwwert déi haut geschwat gëtt, a wou jiddferee mengt, hien hätt d'Polver erfonnt, fir kënnen dermat ëmzegoen, wéi hie wëllt.

Zum Splitting wëll ech soen: Do kennt Der meng Positioun. Ech sinn einfach der Meenung, dass mer hei net sollen iwwer eng individuell Léisung schwätzen, mä iwwer eng familiär, esou wéi dat och bei de Krankekeesen de Fall ass, dass déi zwee Partner, déi zesummeliewen, och solle fir d'Pensiounswiese gemeinsam ofgeséchert sinn. Dann hätte mer de Problem deelweis geléist. Da bräichte mer nach just déi Problemer ze léisen, déi elo ebe si bei deene Sozialfäll, déi mer hunn. Da bräichte mer net iwwer aner Moyenen ze schwätzen.

Op jidde Fall wäert d'Diskussioun iwwert de Renteproblem nach laang net ofgeschloss sinn. D'Rentenofsécherung wäert en Thema bleiwen. Mir musse just oppassen, dass et net an déi falsch Richtung geet.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, de Sozialminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif aus deenen Debatte vun de Moien eng Haaptkonklusioun zréckbehalen, déi och quasi d'selwecht formuléiert vun deem engen oder anere Virriedner hei op den Dësch vum Haus geluecht ginn ass: An der Rentendiskussioun solle mer Panik vermeiden. An der Rentendiskussioun solle mer net d'Zukunft dramatiséieren. An der Rentendiskussioun solle mer net aus der Hëft schéissen, a mer sollen net engersäits soen, d'Situatioun wär gesond, an op där anerer Säit esou maachen, wéi wa muer alles géif ënnergoen. Dat ass e bëssen dee Widdersproch, wou mer dra sinn.

Mir bescheinegen alleguer deem Renteregime eng zolidd Gesondheet, maachen awer heiansdo esou, wéi wa mer muer d'Renteregimer missten op d'Intensivstatioun setzen. An dat ass falsch! Jiddfereen, deen d'Donnéeën huet, ka sech dovun iwwerzeegen. Dofir musse mer och haut keng Noutoperatioun maachen, mä haut d'Stäerkten an d'Schwächten op den Dësch leeën, fir muer iwwerluecht a richteg ze handelen.

Et kann deen een oder aneren emol méi e staarke Sproch maachen a warnen, fir dass mer net entschlofen. Dat ass och gutt esou. Ech vergläichen dann de Rentesystem, well ech jo Gesondheets- a Sozialminister sinn, mat der öffentlecher Gesondheet oder mat der Gesondheet schlechthin. Wa mer gesond sinn, musse mer oppassen, dass mer gesond bleiwen. Fir gesond ze bleiwen, musse mer eng Rei vu Mesuren huelen; mat Zäit, net eréischt dann, wann d'Kand am Pëtz läit. Fir dat awer ze maachen, muss ee Rou behalen, muss een eng roueg Hand hunn an e kille Kapp.

Et ass virdru gesot ginn, dass hei zu Lëtzebuerg d'Renteproblematik eng ganz héich opgehaange Problematik ass, déi d'Leit hanneru sech huet, wou d'Leit ganz sensibel drop sinn. Well dee Rentesystem, dee mer hunn, ass wierklech e wichtegt Element zur sozialer Kohesioun an zur Solidaritéit. E System, deen net nëmme kascht - an dat ass richteg gesot ginn -, mä deen och Liewensqualitéit a Sécherheet bréngt.

Et ass en ökonomesche Facteur, well eng eeler Generatioun, déi eng gutt Kafkraaft huet, bréngt der Wirtschaft immens vill a spuert dem Sozialstat Suen. Well wann d'Pensiounen net an der Rei sinn, da bezilt de Stat iwwer en anert Dëppen, mä e bezilt. Wann Hongerrenten do sinn, ass et net esou, dass de Stat sech aus der Verantwortung erauszitt. E bezilt dann net aus de Pensiounsfongen, mä e bezilt aus dem Solidaritéitsfong, oder d'Gemenge leeën eppes bäi. Et ass also eng falsch Rechnung, wann ee géif soen, mir musse schneiden, fir ze spueren. Neen, et ass net neutral. Wa mer ze vill schneiden, da bezuele mer et op enger anerer Plaz awer.

Et ass gesot ginn, an ech stellen dat emol esou an de Raum, dës Regierung hätt net genuch gemaach an deem heite Beräich. Et gëtt esou gemaach wéi wa mer misste schnell, schnell operéieren, schnell schéissen. Mär maachen dat net, well dat falsch wär! Dës Regierung, wéi schonn zum Schluss déi lescht Regierung, ass amgaang e Prozess anzeleeden. Dee Prozess ass extrem wichteg, fir e Konsens kënnen ze behalen. Et däerf een net an enger Situatioun am Hauruck-Verfahren handelen, wou d'Messagen no bausse soen: Et ass alles an der Rei, et ass gesond, mir hu massiv Reserven!

Et muss ee soen, wat sinn d'Stäerkten, an et muss een thematiséieren, wat d'Schwächte sinn. An da muss een eng Adhésioun hu vun deene Leit, déi mat diskutéieren a mat décidéieren. Wann een déi Adhésioun net huet, da kréie mer eng onwahrscheinlech Levée de boucliers, an da gëtt et contreproductif, well dann eis Reforme stieche bleiwen.

Dat heescht, an enger Situatioun wou mer wierklech Rou kënne weisen, solle mer eis déi Zäit loossen, fir alles op den Dësch ze leeën, fir dass jiddfereen op deemselwechte Wëssensstand steet.

An ech wëll soen, wou mer hierkommen. An deene leschte Jorzéngten hu mer eist Rentewiese fantastesch verbessert. Fantastesch, wéi a kengem anere Land! Et ass europawäit, weltwäit wahrscheinlech dee generéiste Rentesystem.

Mir hunn 2003 e Rentendësch gemaach, deen op ee Coup d'Ausgaben an de Pensiounsregimer ëm 10% gehéicht huet, wann een déi Moossname mat eranhëlt, déi iwwert de Budget finanzéiert ginn. Et ass den Equivalent vun 10% Erhéijung. 2003 maache mer also eng 10%teg Erhéijung. An 2004, 2005 géife mer de Leit soen: Elo gi mer ënner! Dat wär jo net seriö!

(Brouhaha)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer dat dote géife maachen, géife mer eis eege Glafwierdegkeet a Fro stellen, well da géif jiddferee soen: Ma firwat hutt Der dat doten da gemaach?

Une voix.- Jo, dat ass eng gutt Fro!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- A wann iwwer d'Rentemauer diskutéiert gëtt, déi vläicht eng Kéier sollt kommen, da musse mer esou reell sinn, dass mer zouginn, dass mer zu där Mauer, déi vläicht eng Kéier kéint kommen, wa mer näischt géife maachen, alleguer eppes bäigedroen hunn. Well bei alle Rentemoossname kann ech mech erënneren, dass eng grouss Unanimitéit an dëser Chamber war an dass och d'Regierung ëmmer hannendru stoung. Jiddfereen, deen an där Regierung war, net Eenzelner net. Och déi, déi un der Spëtzt vun der Regierung stoungen, stoungen hannerun deenen dote Moossnamen. Dat muss een eng Kéier ënnersträichen.

Dat heescht, et soll een elo d'Fakten op den Dësch leeën, fir dass jiddferee vun deeneselwechte Basisdonnéeë kann ausgoen, an net déi eng nach mengen, d'Beem géifen an den Himmel wuessen, an déi aner soen, muer géif d'Schëff ënnergoen. A wa mer dat wëlle maachen, solle mer eng wierklech objektiv Stäerkten- a Schwächtenanalys maachen, an déi Stäerkten, déi si bekannt. Ech wëll se awer nach eng Kéier ganz plastesch op den Dësch leeën.

Eis Stäerkt ass, dass mer zënter iwwer 30 Joer Stabilitéit vun de Bäiträg hunn. D'Cotisatioune fir d'Pensiounskeese sinn zënter 1976 net méi verännert ginn: 8% fir den Assuré, 8% fir de Betrib, an zënter '85 ass en neien Alliéierten derbäikomm, de Stat, deen en Drëttel vun deene Cotisatioune bezilt, wat och de Garant fir déi Stabilitéit bis elo war. Do solle mer eis näischt aneschters virmaachen. Well wann de Stat net an dat dote Boot erageklomme wär a sech d'selwecht engagéiert hätt, wéi d'Sozialpartner, dann hätte mer haut eng aner Situatioun.

Zweetens, an ech hunn dat gesot, dat ass och eng Stäerkt vum System, hu mer iwwer Jorzéngte fantastesch Verbesserunge gemaach. Mir hunn eise System ugepasst. A wann den Här Gibéryen virdru gesot huet, dass et wäitgehend Rentegerechtegkeet gëtt, dann ass dat richteg, well mer iwwer 30 Joer d'Pensioune strukturell an och konjunkturell ugepasst hunn.

Drëttens, an dat ass e Facteur, deen et néierens aneschters gëtt, sinn d'Reserve ganz zolidd, 3,3-mol d'Joresausgaben. Dat heescht, d'Rente kéinte weiderbezuelt gi während 3,3 Joer, och wann net een Euro géif abezuelt ginn.

Et muss een emol eng Kéier zréckblécken. 1985 stoungen déi Reserven nach bei 2,2-mol d'Joresausgaben, 2007 bei 3,3-mol d'Joresausgaben. Vun 2000 op 2007 hunn déi Reserve sech verduebelt, vun 3,5 Milliarden Euro op 7 Milliarden Euro. A wann een alleng d'Joer 2007 kuckt, si bei déi Reserve 700 Milliounen Euro derbäikomm, an engem Joer. Dat si Fakten. Eis legal Reserv läit bei 1,5-mol d'Joresausgaben, dat heescht, mir leie bal zweemol d'Joresausgaben doriwwer.

Do kéint ee jo op domm Gedanke kommen, well déi Réserve légale bei 1,5-mol d'Joresausgabe läit. Ech sinn awer frou, dass an deem Land hei keen op déi domm Gedanke géif kommen, fir zum Beispill d'Cotisatiounen ze senken. Dat wär eng ganz grouss Gefor. Och an där Zäit, wou et eis manner gutt gaangen ass, wéi mer hu missen eis ganz seriö Suergen iwwert d'Statsfinanze maachen, wou de Stat och ganz vill Geld doriwwer gespuert hätt, si mer net op déi doten Iddi komm, well mer der Meenung waren, dass déi Reserven zwar héich sinn, mä dass se nach net héich genuch sinn, fir d'Erausfuerderunge vun der Zukunft kënnen ze droen.

Et muss een also ganz kloer soen, bei esou enger héijer Reserv hu mer net e rengen Ëmlagesystem, mä mir hunn ee System vu Kapitaliséierung schonn an deem System dran, net eng individuell Kapitaliséierung, mä eng kollektiv Kapitaliséierung. Mir leeë Geld zréck, fir d'Obligatioune vu muer kënnen ze bezuelen. Et ass also net reng e System vun der Hand an de Mond, wéi en an eenzelne Länner besteet, well et do keng Reserve gëtt. Do muss integral vun de Schaffenden d'Pensioun vun deene bezuelt ginn, déi an der Pensioun sinn.

Véiertens hu mer an deene leschte Joren eng ganz seriö Unnäherung vun de Regimer gemaach, deene privaten an deenen öffentlechen. Weider muss ee ganz kloer soen, dass mer déi exzellent Situatioun fir de Moment engem nohaltege Wuesstum iwwer Jorzéngte verdanken. Wann een zréckkuckt, hu mer tëschent 1985 an 2007 eng Croissance moyenne réelle vum Emploi vun 3,8% gehat. Dat sinn iwwer 22 Joer, wou een eng Moyenne vun 3,8% Wuesstum vum Emploi hat. Wa mer géife vun der Vergaangenheet op d'Zukunft schléissen a mer géifen esou e Wuesstum behalen, ma da bräichte mer eis hei keng Gedanken ze maachen.

Gedanke maache mer eis, well mer fir vill méi bescheide Perspektiven optéiert hunn, déi vill méi niddreg sinn, wéi dee reelle Wuesstum, dee mer iwwer Jorzéngten haten. Dat ass och gutt esou, well et kann een net aus der Vergaangenheet schléissen, dass d'Zukunft ëmmer d'selwecht wäert sinn, mä et muss een esou plangen, wéi wa mer och an der Zukunft wirtschaftlech deen een oder anere Problem an net méi déi héich Wuesstumsraten, souwuel am PIB wéi am Emploi, géife kréien, an dat hu mer gemaach. Déi Perspektiven, déi an der IGSS-Prospektioun dra sinn, dat si realistesch Perspektiven, déi sinn net iwwerdriwwen, besonnesch dann, wann een zréckkuckt, wat iwwer Jorzéngte war.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

Défië gëtt et op där anerer Säit och méi wéi genuch. Den Défi ass, dass mer weider wuessen. Elo kann een de Wuesstum nuancéieren, mä wa mer net wuessen a wa mer net en zousätzlechen Emploi hunn, dann diskutéiere mer net driwwer, ob mer un déi eng oder un déi aner Schrauf e bëssen dréie musse goen, mä dann diskutéiere mer an engem ganz aneren Zeenario, an zimlech schnell.

Net ausschléissen däerf een de Problem vun de Statsfinanzen an de Stabilitéitspakt. Mir ginn dovun aus, dass de Stat staark engagéiert bleift, mä de Stat muss seng Finanzen och an der Rei halen fir kënne staark engagéiert ze bleiwen.

Vill nei Aarbechtsplazen haut, an dat ass een aneren Défi, heescht och vill nei Rente muer. Wa mer haut ganz dynamesch wuessen, wat den Emploi ugeet, an haut, muer an iwwermuer de Finanzement vun de Rente geséchert hunn iwwert deen dote Wee, dann ass et ganz kloer, dass iwwer-, iwwer-, iwwermuer alleguer déi, déi abezuelt hunn, och gär eng Rent kréien, an am Géigesaz zu haut ëmmer méi eng vollstänneg Rent, an net Deelrenten, well se nëmmen e puer Joer hei zu Lëtzebuerg geschafft hunn, mä well se hir ganz Beruffscarrière hei zu Lëtzebuerg wäerte verbréngen.

En anere Problem ass deen, dass ee gudden Deel vun deene Pensiounen, déi hei erschafft gi sinn, net onbedéngt heibleiwen, mä muer do ausgi ginn, wou déi Leit, déi hei geschafft hunn, och wunnen. Ech wëll net soen, dass dat net an der Rei ass, mä dat ass awer ee vun deenen Elementer, déi mer an eisen Diskussioune musse mat abezéien.

Dann, an dat ass richteg gesot ginn, dat liicht och de Leit an an duerfir sinn ech relativ optimistesch, dass een déi Diskussioun iwwert d'Rente vu muer mat rouegem Kapp kann ugoen: d'Entwécklung vun der Liewenserwaardung - de Paul-Henri Meyers huet dat gesot. Mir kréien eng Liewenserwaardung, déi am Rhythmus vun zéng Joer ëm ee bis zwee Joer steigt. Wa mer dat iwwer 50 Joer héichrechnen, da kréie mer siwe bis zéng zousätzlech Liewensjoren derbäi.

Während deene siwe bis zéng Liewensjoren, do gi Pensioune bezuelt, an et kann net esou sinn, an dat ka jiddferee sech ausrechnen, dass een herno 30 Joer schafft fir 40 Joer Pensioun ze finanzéieren, oder dass ee méi al gëtt, mä méi fréi an d'Pensioun geet; dat geet jo net an dat liicht jiddferengem an. Dat liicht scho jiddferengem an, wann en am éischte Schouljoer zesummerechent, dass, wann ee manner uspuert, wéi een herno ausgëtt, dat net opgeet.

Dann ass et ganz kloer, dass et och haut nach eng Rei vun Ursaache gëtt, firwat dass ee méi fréi...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech wëll, Här Minister, de Kolleege vun der CSV a vun deene Grénge soen, dass de Minister amgaang ass eng ganz interessant Ried ze halen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Villmools Merci, Här President.

Da muss een op d'Ursaachen awierken, firwat dass et ëmmer nach ze vill Leit gëtt, déi musse fréizäiteg aus dem Aarbechtsmaart ausscheeden. An dann, just fir dat esou plastesch ze soen: Et muss een och iwwert d'Mentalitéit eng Kéier schwätzen. Wann eis Liewenserwaardung zolidd steigt, kann et dann dat héchste Liewenszil sinn, fir esou fréi wéi méiglech aus dem aktive Liewen auszescheeden?

Dir kënnt lech erënneren, dass an de 70er an an den 80er Joren, wou mer matzen an der Stolkris stoungen, mer d'Prépensioun erfonnt hunn, fir jiddferengem ze erspueren, fir an d'Aarbechtslosegkeet eranzegoen. Dat war eng richteg Moossnam. Si ass och haut nach richteg an deene Secteuren, wou se gebraucht gëtt.

Mä ech mengen, et ass awer e Feelschluss, wann een aus där Kriseregelung elo draus schléisst, dass jiddferee mat 57, mat 55 oder mat 52 an d'Pensioun soll goen, do wou - an ech soen dat och esou - mer haut mat vill méi valide Leit ze dinn hunn zu engem héijen Alter, wéi dat fréier de Fall war. Fréier war ee mat 55 oder 60 Joer al, haut ass ee mat 60, 70 Joer heiansdo méi fit, wéi virun 30, 40 Joer, wann ee schwéier geschafft huet op der Schmelz, wéi ee fréier mat 40 oder 45 Joer war.

(Interruptions)

Duerfir, kommt mir schléissen aus deene Rezepter, déi mer aus Zäiten hunn, wou mer se gebraucht hunn, net, dass dat muer, iwwermuer an iwwer-, iwwermuer nach de Fall muss sinn, mä dass mer sollten Effortë maachen, wa mer eng gutt Pensioun wëllen

hunn, dass mer och d'Prémissen dofir schafen.

Ech wëll net op Pickereien agoen, déi soen, dass dës Regierung net genuch an deem heite Beräich gemaach huet. Ech wëll just soen, dass d'Pensiounsregimer hei an der Chamber de Mëtteg allgemeng eng gutt Note kritt hunn an dass mer eis eens sinn, dass déi gutt Note nëmmen ze halen ass, wa mer eis gutt preparéiere fir gutt kënnen ze handelen.

Duerfir wëll ech am Telegrammstil op déi puer wichteg Saachen agoen.

Op d'Fro, ob mer beim Ëmlageverfahre solle bleiwen oder sollen an d'Kapitaliséierung goen, selbstverständlech d'Bekenntnis zu deem jëtzege System, mat engem Kapitalstandbeen, dat d'Reserve sinn.

Wéi soll den Engagement vum Stat ausgesinn? Staark, esou staark, wéi ee sech dat kann erlaben, a fir dass ee sech dat kann erlaben, musse mer eis Statsfinanzen an der Rei halen a musse mer en anstännege Wuesstum hunn.

Wéi d'Betriber mat eragezu solle ginn? Selbstverständlech, do gëtt et nei Iddien iwwert d'Finanzéierungsmodeller. Mä et muss ee sech bewosst sinn, dass et fir d'Finanzéierung vun de Pensioune keng 26 Solutioune gëtt. Et sinn d'Cotisatiounen oder et sinn d'Steieren, an där enger oder an där anerer Aart a Weis - do dertëschent gëtt et net schrecklech vill -, an et ass de Placement vun de Reserven. Do si mer um gudde Wee.

D'Betriber kënnen awer eppes maachen doduerch, dass se sech op de Vieillissement astellen an dass se net systematesch eeler Mataarbechter erauskomplimentéieren, mä dass se mathëllefen, fir d'Leit esou laang wéi se dat wëllen a kënnen an de Betriber am Aarbechtsprozess ze halen.

Zum Rentenalter: Hei wëll ech soen, dass déi Situatioun, wéi se heiansdo duergestallt gëtt, dass bei eis d'Leit alleguer schonn an der Spillschoul géifen an d'Rent goen, esou net bestätegt ka ginn, well den Duerchschnëttsalter ausserhalb vun der Invaliditéit läit hei zu Lëtzebuerg fir d'Pensioune bei 62 Joer. Wa mer natierlech d'Invaliditéit an d'Prépensioune mat eranhuelen, da geet deen Duerchschnëttsalter op 58 bis 59 Joer zréck.

Et ass och net esou, dass jiddfereen an d'Prépensioun hei zu Lëtzebuerg géif goen. D'Prépensioune stellen 10% vun de Pensiounen insgesamt duer; dat ass also net dramatesch.

Ech fannen och, dass et eng falsch Solutioun wär hei zu Lëtzebuerg, op dee Wee ze goen, wéi mer et an anere Länner gesinn, dass mer einfach géifen de legale Pensiounsalter an d'Luucht setzen. Do, wou drun ze schaffen ass, dat ass, dass de reellen Antrëtt an d'Pensioun méi staark deem entsprécht, wat de legale Pensiounsalter haut schonn ass. Well mat enger theoretescher Erhéijung op 67 oder 68 géife mer näischt erreechen, wann de reelle Pensiounsalter bei 58, 59 oder 62 Joer géif bleiwen. Dat heescht, do hu mer nach e gudden Deel Sputt fir drop anzewierken.

Wat hëlleft de Splitting? De Splitting hëlleft cibléiert eng Rei vu Solutiounen ze léisen, déi wäit zréckleien an déi net méi onbedéngt déi si vun haut. Déi, déi scho gescheet sinn, déi kënnen net vum Splitting profitéieren, well de Splitting jo net retroaktiv ass. Duerfir schaffe mer drun, fir eng Splitting-Formel ze fannen, déi déi Problemer viséiert, déi et nach gëtt, an net allgemeng ronderëm sech schéisst, well dat wär contre-productif. Also eng cibléiert Splitting-Formel, déi kann deenen hëllefen, déi solle gehollef kréien.

M. le Président.- Här Minister, et deet mer leed, mä Dir musst zum Schluss kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kommen zur Konklusioun, Här President. Ech si bal derduerch.

M. le Président.- Jo, mä Dir sitt och scho laang iwwert d'Zäit. Dir musst et elo ganz kuerz maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech maachen dat och ganz kuerz.

Individualiséierung. Hei mengen ech, dass mer op der Schinn sinn an iwwert déi lescht 20 Joer eng Rei vu Moossname geholl hunn, fir och deene Partner, déi hir Beruffstätegkeet ënnerbriechen, hir Pensiounsrechter ze garantéieren: Babyjoren, Educatiounszäiten, Stagezäiten an an an. Dat ass e gudde Fong, op deem mer solle weider opbauen, a mir - d'Sécurité sociale - wäerten an deenen nächste Wochen eng Campagne mam Conseil national des femmes zesumme lancéieren, fir d'Leit ze invitéieren, op kee Fall hir Versécherungszäiten ze ënnerbriechen an e Scheck op d'Zukunft ze zéien. Et soll ee weider cotiséieren, no senge finanzielle Mëttelen, awer op jidde Fall weider cotiséieren, fir sech kënne Rentenusprëch unzespueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn nach eng Rei vu spannende Froen, déi gestallt gi sinn. De Carlo Wagner huet drop higewisen, dass et laang gedauert huet, fir eis Reserven ze placéieren. Vu dass een net mat Reserven däerf spillen, déi eis alleguer gehéieren - et wär einfach gewiescht fir ze spekuléieren -, hu mer dat dote ganz anstänneg preparéiert.

Et ass d'Fro och gestallt ginn, Ajustement an Indexéierung oder deen een oder deen aneren. Dat sinn déi Enjeuen, déi an der Rententripartite a muer mat der Chamber ze diskutéiere sinn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Wa fäerdeg Äntwerten do wären, bräichte mer keng Aarbechtsgruppen, bräichte mer keng Diskussioun mat der Chamber. Ech kommen op dat zréck a menger Konklusioun: Fir déi heite Problemer unzegoen, däerfe mer net verniedlechen, awer och net dramatiséieren, mä musse mer eis déi Zäit ginn, fir Fakten op den Dësch ze leeën, an opgrond vun deene Fakten déi richteg, net déi Aus-der-Hëft-Léisungen ze fannen, wou och dobausse mer de Konsens hunn, dass d'Leit hannendru stinn. Well eng Thematik, déi an 30 Joer oder a 40 Joer antrëtt, kritt ee just seriö behandelt, wann een d'Adhérence, souwuel hei an der Chamber wéi awer och dobaussen, huet.

Här President, ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Minister, Merci fir Är Interventioun. Domat ass dës Debatt ofgeschloss. Mir si mat kenger Motioun konfrontéiert, esou dass mer kënnen direkt zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Interpellatioun vum honorabelen Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

2. Interpellation de M. Jean Huss au sujet de la politique du Gouvernement en matière de pollution de l'habitat et de la qualité de l'air intérieur

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gouf an deene vergaangene Joren ëmmer méi oft iwwer Ëmwelt a Gesondheet an och iwwer ëmweltbedéngten Erkrankunge geschwat. Et ass dat awer meeschtens ëmmer gemaach gi par rapport zu Ëmweltbelaaschtungen, déi een dobausse festgestallt huet, wou Leit och Angscht hate ronderëm eventuell polluéierenden Industrien oder par rapport zu den Ofgase vun Autoen, vu Camionen an esou virun, déi a Relatioun bruecht gi sinn zu Ëmweltkrankheeten. Dat ass jo och ee reelle Problem.

Awer eréischt zënter zwee, dräi Joer gëtt international och ëmmer méi staark geschwat iwwer Ëmweltbelaaschtungen am Indoorberäich, dat heescht, am Innenraumberäich vu privaten Haiser oder vun öffentleche Gebaier. Et gëtt also méi wéi ee Grond, firwat datt ech dës Interpellatioun am Numm vun deene Gréngen d'lescht Joer ugefrot hat.

M. le Président.- Ech wëll soen: Et ass dem Här Huss seng Interpellatioun, Kolleege vun deene Gréngen.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- En éischte Grond ass deen, datt ech mech selwer schonn zënter Joren als Gréngen-Deputéierten, mä och am Kader vun der Associatioun Akut mam Thema Wunngëfter an Ëmweltgëfter am Allgemenge beschäftegt hunn an zesumme mat Ëmweltdokteren a mat der Ëmweltambulanz ëmmer erëm hu misse feststellen, datt vill gesondheetlech Plaintë vu betraffene Leit a Privathaiser, mä munchmol och an öffentleche Gebaier, mat der sougenannter Pollution de l'habitat oder dem sougenannte Sick-Building-Syndrom ze dinn hunn.

Plainten iwwer Gesondheetsstéierungen also, déi haaptsächlech an der eegener Wunneng oder a Bâtiment-publicen oder Schoulen optrieden an déi mat engem belaaschtene Raumklima ze dinn hunn, egal ob dat elo chemesch, mikrobiologesch oder elektromagnéitesch Belaaschtunge sinn oder e Mix vun e puer vun esou Belaaschtungen. Oft geet dann en Deel vun esou Gesondheetsstéierungen no e puer Deeg lues a lues erëm ewech, wann een eng oder zwou Wochen auswäerts lieft, zum Beispill am Congé, an d'Problemer kommen erëm, wann een erëm an de belaaschtene Raumklima doheem zréckkënnt, wat en éischte kloeren Indice ass fir de Fait, datt déi Gesondheetsstéierungen - oft Kappwéi, Schläimhautreizungen, Otemweeprobleme, Asthma, Allergien an esou virun - eppes mat dem schlechte Raumklima ze di kënnen hunn.

Dëse Raumklima kann dann hei zu Lëtzebuerg zimlech performant vun eiser Ëmweltambulanz analyséiert ginn. Vun den Aktivitéite vun der Ëmweltambulanz zënter 1994 wollt ech zweetens duerfir an dëser Interpellatioun e klenge Bilan zéien.

Eng drëtt Ursaach vun dëser Interpellatioun ass an dësem Kontext d'Noutwendegkeet vu méi Informatioun iwwert dës Gesondheetsrisiken. Engersäits, well trotz jorelaanger gudder Aarbecht vun der Ëmweltambulanz nach ëmmer vill ze vill Leit net genuch informéiert sinn iwwert dës Gesondheetsrisiken, an anerersäits well och souguer Dokteren, Architekten oder Bauingenieuren, Handwierker an aner Corps-de-métieren nach ëmmer net oder net gutt genuch iwwert dës Risiken informéiert sinn.

Wann dat Wuert vun der Informatioun a vun der Preventioun an der Santéspolitik haut wierklech e Sënn soll hunn, da wier et dach wichteg, datt de Raumklima - eng wichteg Ursaach vun esou munche Krankheeten, nämlech d'Indoorpollutioun - a Privathaiser oder öffentleche Gebaier, wou Leit wunnen, schlofen oder schaffen, an zwar 80 bis 90% vun all Dag, méiglechst gutt wier an datt en d'Leit - virun allem d'Kanner - net chronesch krank mécht. Eleng och aus dësem drëtte Grond, nämlech der Verstäerkung vun enger preventiver Informatiounspolitik, ass dës Interpellatioun noutwendeg.

Mir mussen eis nämlech kollektiv vun där naiver Virstellung lassléisen, déi mengt, eng geféierlech Ëmweltbelaaschtung a Gesondheetsrisike géife just do bestoen, wou et ronderëm eng Fabrik décke groen oder schwaarze Stëbs oder Damp gëtt. Déi wierklech geféierlech Ëmweltgëfter oder Wunngëfter gesäit een a richt een haut meeschtens nämlech guer net, an trotzdeem si grad si oft immens problematesch, well se a gutt isoléierten a gutt gehëtzten a wéineg gelëftenen Haiser, Wunnraim oder Büroe permanent ausgasen an a Stëbs a Raumloft kënnen accumuléieren.

Insgesamt, esou soen eng ganz Partie vun internationalen Etüden, ass de Raumklima an eisen Haiser an der Moyenne zéngmol méi belaascht, wéi d'Loft dobaussen op der Strooss. An niewent Ausgase vu Chemikalie kënnen, wéi gesot, och nach mikrobiologesch Belaaschtungen, wéi zum Beispill mat Schimmelpilzen, oder elektromagnéitesch Belaaschtungen derbäikommen.

Véiertens, firwat eng méi global Informatiouns- a Preventiounspolitik a Saachen Innenraumbelaaschtung wichteg wier, erkläert sech och dorauser, datt doduerjer preventiv kéint gehandelt ginn, fir Gesondheetsschied verbonne mat ville perséinleche Problemer ganz einfach ze vermeiden; manner esou Krankheeten, manner Käschte fir den Eenzelnen a manner Käschte fir eis Krankekeesen. Och bei öffentleche Gebaier kéinte vill Steiersue gespuert ginn. Wa vun Ufank un, zumindest an de groussen Zich, no baubiologesche Kritäre géif geplangt ginn, da bräicht hanneno net mat groussem Käschtenopwand eventuell erëm sanéiert an nei installéiert ze ginn.

E klengt, net grad witzegt - oder vläicht grad dach witzegt - Beispill sinn déi nei renovéiert Chambersraimlechkeeten, wou mer hei tagen a wou hei an doiwwer d'Chamberspersonal schafft. Et brauch jo net grad bei jiddferengem gläich wéi beim honorabelen Här Wolter d'Gefill opzekommen, datt no annerhallwer Stonn hei am Raum de Kapp géif vun de Schëllere falen. E Fait schéngt allerdéngs ze sinn, datt eng Partie Kolleeginnen a Kolleegen - an et gëtt der, déi méi sensibel si wéi anerer; dat ass genetesch bedéngt - verschidde Problemer mam Raumklima heibannen hunn.

Aereizungen, Haut- a Schläimhautreizungen, méi oft Kappwéi, onerkläerlech Middegkeet an aner Symptomer: Dat sinn nun emol relativ typesch Symptomer wéi se bei Raumloftbelaaschtunge mat Schadstoffer, mat Ëmweltgëfter wéi zum Beispill mat Léisemëttel, mat Flammschutzmëttel, mat Weichmacher oder mat Pyrethroiden, wéi an dësem Fall hei anscheinend virun allem mam Insektegëft Permethrin, kënne bei engem Deel vun de Leit virkommen.

Well dës Interpellatioun elo awer keng spezifesch ass iwwert dës Chambersgebaier, mä iwwert d'Problematik vun den Haiser- a Gebaibelaaschtungen insgesamt, a well et mer elo an dësem Kontext och guer net ëm Scholdfroe geet, mä éischter ëm Léieren, déi een aus esou Geschichte soll zéien, wéilt ech heizou just nach soen, datt mer als Gréng hoffen, datt de Chambersbüro an de Greffe elo vernünfteg Léisungen an Zesummenaarbecht mat de Verantwortleche vum Service de Médecine de l'Environnement an des Bâtiments publics sichen.

Ech wéilt vun dëser Plaz och dem Greffe an dem Büro vun der Chamber félicitéieren duerfir, datt insgesamt vun Ufank un eng wäitgehend Transparenz an dëser Affär garantéiert ginn ass, an datt mer hoffentlech geschwënn also dëse Problem kënne léisen. Ech wéilt allerdéngs eng kleng kritesch Remarque hei ubréngen, well ech mech nach ganz genau kann drun erënneren, datt ech deemools am Numm vun deene Grénge bei der Diskussioun vun de Pläng vun de Renovatiounsaarbechten hei gewarnt hat.

Ech hat ähnlech Beispiller ubruecht vu Gebaier, déi renovéiert gi sinn - och Chambersgebaier am Ausland zu Bonn oder beim bayeresche Landtag oder d'EPA-Gebai an den USA -, wou dunn och esou Gesondheetsproblemer entstane waren, an alles huet erëm missen erausgerappt a sanéiert ginn. Dat war deemools nach ënnert dem Chamberspresident Jean Spautz. Ech ka mech nach ganz genau un Entrevuë mat Verantwortlechen erënneren, wou mer op méiglech Kontaminatiounsgeforen, grad vun Teppecher, opmierksam gemaach haten.

(Mme Lydie Err prend la Présidence)

E fënnefte Grond fir dës Interpellatioun sinn ëmmer méi international Etüde vun Universitéiten a Fuerschungsinstitutiounen, déi mat der Europäescher Ëmweltagentur a mat der Weltgesondheetsorganisatioun OMS zesummeschaffen, an déi zu genau deeneselwechten zum Deel beonrouegenden an alarméierenden Analyseresultater kommen, wéi eis Lëtzebuerger Ëmweltambulanz a wéi se mir och ëmmer erëm vu betraffene Leit bericht ginn.

Eng sechst a lescht Ursaach fir dës Interpellatioun sinn natierlech och d'Aktiounspläng Ëmwelt a Gesondheet vun der Europäescher Unioun a vun der OMS, an déi wichteg nei Prioritéit, déi do neierdéngs op dëse Sujet Indoorpollutioun a Sick-Building-Syndrom geluecht gëtt.

Net méi spéit wéi de leschten 20. Dezember 2007 nach hunn nämlech och zu Bréissel - mä dat ass zu Lëtzebuerg nëmme ganz wéineg bekannt ginn - déi europäesch Ëmweltministeren - dat heescht also, Här Minister, och Äre Kolleeg, den Här Lucien Lux - en interessanten an zimlech positive Konklusiounspabeier ofgestëmmt, an deem et insgesamt ëm d'Santé environnementale an den ëmweltbedéngten Erkrankunge geet, an deem awer och méi spezifesch op d'Wunn- a Raumgëftproblematik higewise gëtt, a wou verlaangt gëtt - an dat ass dat, wat mir als Gréng schonn zënter Laangem verlaangen -, datt endlech méi streng Leitlinne beim Bauen net nëmme fir en ekologescht an energiespuerend Bauen ausgeschafft musse ginn, mä grad och fir e baubiologescht Virgoen a fir méi Sécherheet vu Baumaterialien, -produkter an Innenraummaterial viru chemesche Gëftstoffer an esou virun.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg esou Leitlinne fir ekologescht an energiespuerend Bauen. Mir mengen awer, well am Service de Médecine de l'Environnement d'Kompetenz duerfir sécher do ass, aus deene virdru genannte Grënn, fir Gesondheetsstéierunge scho preventiv kënnen ze begéinen, missten dës Leitlinnen dréngend ëm baubiologesch a gesondheetsrelevant Kritären ergänzt ginn: éischtens am Intérêt vu Privatleit, déi wëlle bauen, zweetens virun allem awer och am Intérêt vu Corps de métiers, vu Bauingenieuren an Architekten, speziell och vun de Bâtiment-publicen, fir datt et ganz einfach zu esou wéineg wéi méiglech Problemer kënnt, wéi mer se elo hei an der Chamber hunn oder zënter den 80er an den 90er Jore mat Asbest, mat Schimmelpilz, mat Léise- oder Flammschutzmëttel, mat Holzschutzmëttel wéi PCP oder Dichlorfluanid an esou munchen öffentleche Gebaier oder Schoulen, och hei zu Lëtzebuerg, ëmmer erëm haten.

Iwwer munch esou Problemer ass an deene vergaangene Jore vläicht öffentlech net ëmmer méi esou vill geschwat ginn, ausser Elteren oder Enseignanten hunn esou Saachen öffentlech an der Press gemaach. An deene meeschte Fäll, déi mir bekannt sinn, konnten duerch d'Interventioun vun eiser Ëmweltambulanz dann och Verbesserungen erreecht ginn.

Fakt ass awer, datt och hei zu Lëtzebuerg et ëmmer erëm zu esou heiansdo gesondheetsrelevante Bauten- a Gesondheetsproblemer kënnt, wou da fir deier Steiersuen heiansdo erëm muss sanéiert ginn, vu méigleche chronesche Gesondheetsschied, déi dauerhaft kënne sinn, net emol ze schwätzen.

A well mer bekanntlech grad an dësen Deeg, Här Minister - dat war gëschter nach beispillsweis de Fall -, vum Bau vun neie Projete geschwat hunn an och nei Bauprojeten, Schoulprojeten an esou viru beschloss hunn, wär et an eisen Aen op jidde Fall wichteg, datt och dës Considératioune vu Baubiologie misste bei esou Projeten erakommen, fir datt mer net a fënnef Joer oder an dräi Joer oder a siwe Joer erëm an deem engen oder anere Gebai Problemer entdecken, datt dann awer erëm eng Kéier muss sanéiert ginn. Käschtepunkt: Gesondheet vun de Leit, Käschtepunkt: Steiersuen, déi een an eisen Aen net soll zu der Fënster erausgeheien.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Dir Dammen an Dir Hären, ënner Lëtzebuerger Présidence vun der EU an ënner Ärer Schirmherrschaft, Här Minister, war viru ronn zwee Joer, 2005, hei zu Lëtzebuerg vun Ärem Service vun der Ëmweltambulanz a vun Akut en internationale wëssenschaftleche Colloque organiséiert ginn iwwer Ëmweltkrankheeten an Ëmweltmedezin engersäits a Baubiologie a Bauen anersäits. E Kongress, deen e groussen Erfolleg war an deem seng Konklusiounen an engem Reader festgehal goufen - hei ass dee Reader, deen och jiddferee sech ka beschafen - an déi ënner däitscher Présidence du virugefouert goufen.

Am Joer 2006 huet zum Beispill och zu Lissabon eng grouss Konferenz vu Wëssenschaftler a Baubiologe getagt ënnert dem Titel „Healthy Buildings", gesond Gebaier, wou zum Beispill - an dat misst jiddferengem ze denke ginn, och Leit, déi u Wirtschaft an u Sozialpolitik interesséiert sinn - eng Professorin vum Massachusetts Institute of Technology op Basis vun enger grouss ugeluechtener wëssenschaftlecher Etüd berechent huet, datt Produktivitéitsverloschter an den USA duerch Krankheeten, déi eleng indoorbedéngt sinn, ronn 5% géifen ausmaachen, eleng duerch Doktesch- a Medikamentekäschten, ouni aner Käschte wéi Krankeschäiner, Verloschter vun Aarbechtsstonnen oder munchmol d'Wiessele vun der Aarbechtsplaz mat anzebezéien.

Op där Lissabonner Konferenz sinn aner interessant wëssenschaftlech Etüde presentéiert ginn. Esou hunn zum Beispill 16 presentéiert international Etüden higewisen op den Zesummenhang tëschent engem positiven, méiglechst natierlechen an natierlech beléftete baubiologesche Raumklima an enger verbesserter Gesondheet, dat heescht, vill manner oder dem Verschwanne vu Kappwéi, vu chroneschem Schnapp, vum Sick-Building-Syndrom an esou virun. Zéng aner international Etüden hu beluecht, datt et an engem gesonden an natierleche Raumklima vu Bürosgebaier zu enger Vergréisserung vun der Produktivitéit tëschent dräi an 18% komm ass an zu enger Diminutioun vun de Krankmeldungen tëschent néng bis souguer 71%, an eenzelnen Etüden.

Esou wäit just e puer Donnéeën iwwert de Problem vu sougenannte Sick-Building-Syndromer, dem Syndrom vun de krankmaachende Gebaier, e Problem, op deen d'OMS schonn 1993 opmierksam gemaach hat, deen awer leider nach laang net bei alle Responsabele vum Baugewerbe, vu Corps de métiers oder de Servicer vun de Bâtiments publics ukomm ze si schéngt.

Hei am Land wär et jiddefalls unhand vun deene virdrun erwähnte Problemer dréngend noutwendeg, datt preventiv méi misst gehandelt ginn, an dat wär och eng Aufgab vun eisem Bauteminister, dem Här Wiseler, dee fir d'Bâtiments publics zoustänneg ass an dee leider elo net hei ass.

Dir hutt, Här Gesondheetsminister, an Ärer Ëmweltambulanz an dëser Hisiicht Kompetenz a Sachverstand. Ech mengen allerdéngs, datt de bisherege Konzept vun der Ëmweltambulanz souwuel personell wéi och vun der Definitioun vu senge Kompetenzen hier misst ganz staark ausgebaut ginn, fir iwwert d'Moosse vu Gëftstoffer an Haiser an och nach eventuell gudde Sanéierungsvirschléi eraus och aneren, dréngend néidegen Aufgabe kënne gerecht ze ginn.

Um preventive Gebitt, wat zum Beispill d'Primärpreventioun betrëfft, wär et an eisen Aen och eng Aufgab, fir zum Beispill um europäesche Gebitt, zum Beispill bei der DG SANCO oder bei der OMS, méi effektiv kënne matzeschaffen un der Recherche iwwer Wunngëfter an iwwer méi sécher Baumaterialien a -produkter, fir do zum Beispill seriö eko- a baubiologesch Labele kënnen auszeschaffen.

Eng weider Missioun misst et zum Beispill sinn, fir hei am Land an Zesummenaarbecht mam CRP-Santé a mat anere CRPe konkret Recherche iwwer gesondheetlech Zesummenhäng tëschent Innenraumpollutioun a Krankheeten an och iwwer méi sécher Baumaterialien a -produiten ze maachen, dat heescht, a Richtung vun enger méi grénger Chemie, vu manner gesondheetsschiedegenden a biologesch ofbaubare Produiten. Dat wär dach och e positive Bäitrag vun Ärer Ëmweltambulanz, wa se personell gestäerkt géif an och méi ambitiéis Missiounen a Saachen Informatioun, Evaluatioun, Recherche a Preventioun géif kréien.

Dat wär engersäits wichteg am Kontext vun zum Beispill der lafender Problematik vu REACH, der neier europäescher Chemikaliendirektiv, déi mer jo elo geschwënn - ech hunn héieren, den Här Krecké hätt dat déposéiert - hei wäerten diskutéieren. Anersäits ass dat jo och souwisou scheinbar eng vun den neie Rechercheprioritéiten, wéi se vum Fonds national de la Recherche elo kierzlech proposéiert goufen.

Mä zréck zu der Problematik vun de Privathaiser - virdrun hunn ech jo elo vun den öffentleche Gebaier geschwat a vum Sick-Building-Syndrom -, déi kënne chemesch, mikrobiologesch oder elektromagnéitesch belaascht sinn an duerfir oft zu Gesondheetsschied kënne féieren. E puer international Zuelen an Etüden dozou:

An enger rezenter Etüd, a 60 nom Zoufallsprinzip ausgewielten Haiser am franséischen Nord-Pas de Calais huet déi offiziell do zoustänneg Agence, d'ADEME, an all deene 60 Haiser problematesch Belaaschtunge mat ville Wunngëfter fonnt, zum Beispill déi problematesch a kriibserregend Substanz Formaldehyd an alle 60 analyséierten Haiser, an dat an der Moyenne iwwer offizielle Grenzwäerter! An och déi neurotoxesch a kriibserregend Substanz Benzol gouf a jiddfer drëtter Wunneng do fonnt, virun allem do, wou d'Garage am Haus selwer war a wou oft mat Faarwen, Lacken, Kliewer an esou viru geschafft oder bricoléiert gouf.

Aner international Etüden, déi Der an der wëssenschaftlecher Literatur kënnt noliesen, weisen ëmmer méi heefeg op Gesondheetsgefore vu chronesche Laangzäit-Expositiounen zu chemeschen oder elektromagnéitesche Belaaschtungen a sougenannten Niddregdosisbelaaschtung a Privathaiser hin. E puer rezent Studië siefen hei nëmme kuerz zitéiert, ganz rezent Studien:

Zum Beispill eng nei Etüd iwwer Otemweeproblemer duerch Indoor-Belaaschtung a Schweden, vum September 2007. Zum Beispill eng japanesch Etüd vum Juni 2007 iwwer Asthma bei Kanner an esou Indoor-Belaaschtungen. Zum Beispill eng amerikanesch Etüd vum Februar 2007 iwwer Indoor-Belaaschtungen a chronesch Allergien. Zum Beispill eng finnesch Etüd iwwer Schimmelpilzer am Haus an Allergien. Zum Beispill eng weider amerikanesch Etüd iwwer Schimmelpilzer an Depressiounen, vum Oktober 2007. Zum Beispill eng Etüd iwwer Asthma bei Kanner an der Expositioun zu Léisemëttel am Haus. Zum Beispill ganz rezent och eng franséisch Etüd, déi sougenannten ESCALE-Etüd, iwwert d'Relatioun tëschent Insektiziden am Haushalt a Bluttkriibs, dat heescht Leukämie bei Kanner. An eng lescht, eng ganz rezent vum Januar 2008, publizéiert dann Environmental Health Perspectives iwwert d'Relatioun tëschent Phthalaten, dat heescht Weichmacher, dem berüchtegten DEHP, am Hausstëbs an Otemweeschwieregkeete bei bulgaresche Kanner a Crèchen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kéint nach laang weiderfuere mat internationalen Etüden. Ech wëll awer gläich zréckkommen op genausou spannend Resultater, déi eis Ëmweltambulanz an deene vergaangene Joren a Lëtzebuerger Haiser oder Gebaier gemooss huet. Déi Moossresultater si jo bekanntlech och nozeliesen an de Rapports d'activités vum Service de Médecine de l'Environnement vun Ärem Gesondheetsministère.

Wann ee mat deene puer Lëtzebuerger Ëmweltmedeziner, déi an der Almen organiséiert sinn, schwätzt, ginn engem och do interessant Zesummenhäng vun esou munche Krankheeten, heiansdo och schwéier Erkrankungen, mat staarke Belaaschtunge vun hiren Haiser däitlech gemaach.

Wann een d'Mesuren an d'Analyse vun der Ëmweltambulanz liest, da gesäit een, datt an de leschte Joren zum Beispill ëmmerhin a 7 bis 8% vun den analyséierten Haiser nach ëmmer DDT oder dat berüchtegt Holzschutzmëttel, wat neurotoxesch ass, Pentachlorophenol fonnt ginn ass. Oft och nach Formaldehyd, wat schläimhautreizend a kriibserregend ass. Munchmol och problematesch Schimmelpilzer oder kombinéiert elektromagnéitesch Belaaschtungen, mä ëmmer méi a ganz heefeg och de Permethrin, dee Stoff, dee mer hei am Teppech sollen hunn, oder aner Pyrethroiden an Teppecher oder Matratzen, an doranner, an Teppecher a Matratzen och ganz oft neurotoxesch Flammschutzmëttel, Phthalaten an esou virun. Ganz heefeg leien och kombinéiert Problemer mat verschidde Belaaschtunge vir, déi dann déi divers Gesondheetsstéierunge kënnen ausléisen.

Si kënnen net nëmmen dozou féieren. Si kënnen déi Gesondheetsstéierungen net nëmmen ausléisen, si féiere ganz konkret och do derzou, well vill Leit, déi bei den Dokteren oder bei Akut fir Berodung komm waren an déi da fir Analyse bei d'Ëmweltambulanz weiderverwise goufen, oft hanneno, no deenen Analysen an no duerchgeféierte Sanéierungen an Zëmmeren, vu Verbesserunge vun hirer Gesondheet a vun hirer Liewensqualitéit bericht hunn.

Esou hunn an esou Berichter d'Leit zum Beispill gesot, ganz konkret, datt déi permanent Sinusiten, Houschtufäll an ORL-Problemer vun hirem klenge Kand, wou keen Dokter konnt hëllefen, séier opgehal hätten, nodeem d'Ursaach dovunner, eng total mat TCPP, dat heescht organo-phosphoréierte Flammschutzmëttel belaaschte Matratz, am Kannerbett ewechgeholl an duerch eng aner ersat ginn ass. Esou einfach kann et heiansdo sinn.

An engem anere Fall si Symptomer vu Schwindel, Kappwéi a Wéi a Muskelen a Gelenker verschwonnen, nodeem eng Partie Belaaschtung mat Permethrin, mat Flammschutzmëttel an d'elektromagnéitesch Belaaschtung duerch en DECT-schnouerlosen Tëlefon ewechgeholl goufen.

En anere leschte Bericht ënner villen aneren, déi mir erzielt goufen, ass de Fall vu Polyneuropathien, vu Verloscht vu Gefill am Aarmberäich a Kribbelen an de Glidder, déi nom Ewechraume vun engem mat PCP staark belaaschtene Schaf am Schlofzëmmer praktesch total verschwonne sinn.

Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt hei am Land, mä och am Ausland, denkt un all déi international Studien, déi ech virdrun zitéiert hunn, nach vill méi esou Beispiller, déi weisen, wéi grouss dëse Problem souwuel fir déi betraffe Leit selwer, mä zweetens och fir d'Santé publique an drëttens fir de Käschtepunkt vun eise Krankekeese ka sinn.

Mir Gréng sinn duerfir der Meenung, datt aus all deene Grënn de Service de Médecine de l'Environnement oder eventuell eng nei ze schafend interdisziplinär Struktur, déi ze iwwerleeë wier, misst personell a logistesch ausgebaut a verstäerkt ginn.

Zousätzlech misste seng Missiounen nei definéiert an ausgeweit ginn, fir a Richtung éischtens vu méi preventiven Informatiounscampagnen, zweetens a Richtung vu baubiologesch Formatioune fir d'Corps de métiers ze goen.

Drëttens en Ausbau och a Richtung an Zesummenaarbecht mat der Almen, fir méi Informatiounen a Formation continue fir Dokteren, fir eventuell d'Zesummenhäng tëschent Ëmweltgëfter a Krankheete kënnen ze diagnostizéieren.

Véiertens a Richtung vun dem Ausbau vun der Recherche an Zesummenaarbecht mat dem CRP-Santé an anere Recherche-Institutiounen, fir Lienen tëschent Wunngëfter a verschiddene Krankheeten, wéi Asthma, Kappwéi oder Allergien an esou virun, wëssenschaftlech méi prezis kënnen ze evaluéieren.

A fënneftens missten och d'Kollaboratioun tëschent allen implizéierten Acteuren, d'Ëmweltdokteren, dem Statslabo an anere Laboen, an d'Kollaboratioun mat internationalen Instanze wéi der OMS an der DG SANCO nach weider ausgebaut ginn, fir och do d'Aarbecht an de Rôle vu Lëtzebuerg méi offensiv kënnen duerzestellen.

Konkret, fir nëmmen e puer klenger noutwendeg Initiativen unzeschwätzen, wier et zum Beispill wichteg, datt an der Bautepolitik - an dat geet de Minister vun de Bâtiments publics speziell un - dee bestehende Leitfade misst duerch baubiologesch a gesondheetsrelevant Informatiounen ergänzt ginn.

Ech huelen emol e ganz aktuellt Beispill: Wa kritesch Enseignanten oder Elteren an enger Partie vun ze renovéierenden oder ze vergréisserende Lycéeën, ech denken u Bouneweg, un den Aline-Mayrisch an esou virun, op eng positiv Aart a Weis preventiv no baubiologesche Garantië froen, dann ass dat an eisen Aen net nëmmen eng Affär vun de Bâtiments publics; et misst dann am Kontext vun enger preventiver Berodungsapproche an eisen Aen och eng Aufgab vun der Ëmweltambulanz sinn, fir do am Interessi vun den Enseignanten, den Elteren an de Kanner mat aktiv ze sinn.

Datselwecht gëllt och wann zum Beispill luewenswäerterweis klenger oder gréisser Privatentreprisë sech bei Akut oder bei der Ëmweltambulanz mellen, fir do eng preventiv Berodung iwwer Baumaterial oder -produiten ze kréien. Wann do de gudde Wëllen ëmmer méi oft schonn do ass, da wier et dach méi wéi noutwendeg, fir och an deem Sënn preventiv aktiv ze ginn.

Aus all deenen Ursaachen, an och nach aus aneren, wier eng Verstäerkung un Ausbau vun der Ëmweltambulanz oder enger anerer Struktur absolut noutwendeg, an an deem Sënn och eng nei Definitioun vun de Missiounen dovunner.

Aus deene Grënn hu mer, fir ofzeschléissen, Här Minister, eng Motioun hei preparéiert, déi zimlech detailléiert op all dës Analysen an op déi Verbesserungs- an Ausbauméiglechkeeten ageet a wou ech hoffen, datt déi Motioun elo hei net verstane gëtt als Kritik un der Regierung.

Dës Motioun ass just de Versuch, ausgehend vun enger seriöer Problematik, fir do néideg Schrëtt no vir ze maachen, fir datt op dësem Gebitt eng wierksam Preventiounspolitik am Interessi vun de Mënschen nach vill méi konkret ka ginn.

Madame Presidentin, hei ass déi Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la priorité donnée à la prévention en matière de santé publique;

- considérant dans ce contexte le rôle de plus en plus important du principe de précaution et de la prévention primaire en matière de santé environnementale;

- considérant les programmes de recherche (CAFE, THADE) et les programmes successifs en matière de santé environnementale de l'OMS, de l'Agence Européenne de l'Environnement et de l'Union Européenne qui insistent de plus en plus sur la qualité de l'air intérieur;

- considérant l'importance accordée à la problématique de la pollution de l'habitat par des produits ou matériaux par la conférence des Ministres de l'Environnement européens, le 20 décembre 2007 à Bruxelles;

- considérant que d'un point de vue scientifique et médical, les organisations internationales ainsi que des études scientifiques de plus en plus nombreuses établissent des liens ou associations entre les milieux intérieurs pollués, les expositions chroniques à faible dose de contaminants chimiques, biologiques ou de radiations diverses et des pathologies chroniques (migraines, infections, allergies cutanées ou respiratoires, asthme, maladies enfantines, etc.);

- rappelant dans ce contexte le colloque scientifique relatif à la qualité de l'air intérieur et à la médecine de l'environnement, organisé sous la responsabilité du Ministère de la Santé pendant la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union Européenne en 2005;

- rappelant par ailleurs les résultats d'analyses effectuées par le Service de Médecine de l'Environnement en collaboration avec le Laboratoire National de la Santé et d'autres laboratoires;

- considérant le fait que nous passons en moyenne 80-90% de notre temps dans les milieux intérieurs et que la qualité du milieu intérieur s'avère donc extrêmement importante;

- considérant le nombre élevé de contaminations diverses constatées dans de nom-

breuses habitations luxembourgeoises par le Service de Médecine de l'Environnement;

- considérant le fait qu'en plus des habitations privées, des contaminations diverses ont aussi été mesurées et constatées dans certains bâtiments publics, y inclus des écoles ou crèches hébergeant des enfants, évidemment plus sensibles;

- considérant que la pollution de l'habitat et le syndrome des bâtiments malsains («sick building syndrome») sont donc une réalité courante aussi dans notre pays;

- considérant d'un côté la qualité des mesures et analyses effectuées par nos services sanitaires;

- considérant d'un autre côté les moyens en personnel limités et le caractère trop limité des missions du Service de Médecine de l'Environnement (SME);

- considérant finalement qu'une politique de prévention en matière de santé environnementale et donc la prévention de troubles sanitaires causés par des milieux intérieurs contaminés ne peut pas uniquement être assuré par le travail du SME, mais devrait inclure des mesures préventives d'information, de recherche et de formation en matière de construction, de choix de matériaux et de sécurité des produits, incluant donc diverses professions et corps de métier du secteur de la construction et l'administration des Bâtiments publics;

invite le Gouvernement à

- évaluer l'expérience acquise dans notre pays dans le domaine de la santé environnementale tant au niveau des analyses d'expositions en milieu intérieur qu'au niveau du traitement médical et de la prise en charge par la Sécurité sociale;

- favoriser des projets de recherche ou projets pilotes basés sur les résultats des évaluations mentionnées ci-dessus;

- favoriser la coopération et la coordination entre les acteurs impliqués dans le domaine de la santé environnementale en leur attribuant les moyens financiers, logistiques et personnels nécessaires pour mener à bien leurs missions;

- sensibiliser et informer le public, mais surtout les professionnels de la construction, en proposant des formations ou informations en matière de matériaux de construction ou de produits usuels;

- prendre soin préventivement, dans tous projets nouveaux de construction ou de rénovation de bâtiments publics, afin que des contaminations de toutes sortes - chimiques, biologiques ou physiques - soient évitées;

- réfléchir à l'offre de nouvelles formations médicales en matière de santé environnementale pour les médecins intéressés et des médecins du contrôle médical;

- participer activement aux programmes internationaux CEHAPE (OMS), NEHAP (UE) et à prévoir l'investigation des milieux intérieurs publics destinés à accueillir les enfants, telle que pratiquée par des projets pilotes dans certains pays voisins.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

Ech wäert herno bei der Begrënnung kuerz nach dorobber zréckkommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Deen nächste Riedner ass d'Madame Stein. Madame Stein, wann ech gelift.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, fir vill vun ons war Ëmweltqualitéit an Ëmweltgëfter an de Gebaier en Thema, iwwert dat mer ons net allze vill Gedanke gemaach hunn, bis no an no festgestallt ginn ass, dass mer eng Heefung vu Symptomer a Krankheeten hunn, déi iwwernatierlech staark an d'Luucht ginn.

Dëst huet natierlech net nëmme mat der Ëmwelt an de Gebaier ze dinn - dat ass nëmmen en Deel vun dësem Thema -, mä och mat der Loftqualitéit dobaussen. Et ass vläicht net ganz gutt, wann een déi Saache strikt trennt. Et ass awer esou, dass an de Gebaier vill méi staark Konzentratioune vu Polluantë kënnen erreecht ginn.

Vun all deenen interessanten Zuelen a Statistiken - den Här Huss huet der schonn eng ganz Rei genannt - wollt ech der just een, zwee eraushuelen. An de leschten 20 Joer huet sech a Frankräich d'Zuel vun den Asthma-kranke Kanner verduebelt. 10 bis 12% vun de Kanner leiden haut un dëser Iwwersensibilitéit vun den Otemweeër. An den USA hu bei de Kanner d'Fäll vu Leukämie a Gehirtumeuren ëm 30 bis 40% zougeholl a 25 Joer an Hodekriibs bis zu 70%.

Dat heescht, de Verdacht, dass Ëmweltgëfter a Loftverschmotzung e groussen Deel schold un dëse Saache sinn, huet sech bei Wëssenschaftler ëmmer méi erhäert.

Effektiv ass et esou, dass a geschlossene Raim vill Risikoquelle kënne sinn. Zum Beispill d'Contaminants biologiques, Chemikalien, Kuelemonoxid, Radon an esou weider. Wat och ënnerschat gëtt an nëmmen op der Plaz ka festgestallt ginn, dat ass d'Zesummespill vun e puer Ëmweltgëfter. Duerfir ass d'Prozedur kloer: Et mussen op der Plaz Prouwe geholl ginn, fir vu Fall zu Fall eng individuell Diagnos ze stellen, an dat ass dat, wat ons Ëmweltambulanz an de Service de Médecine de l'Environnement jo scho säit enger Rei Jore maachen.

E groussen Deel vun der Populatioun verbréngt haut 80% vu senger Zäit a geschlossene Raim. Dat féiert dann och nach zu enger Erhéijung vun der Expositioun an der Zäitachs. Et ass jo esou, dass et keng akut Intoxicatioun ass, déi d'Symptomer ausléist, mä déi repetitiv oder laang dauernd Expositioun. Dëst trëfft dann zumools zou op déi schwaach Undeeler vun onser Populatioun, kleng Kanner, al Leit, Handicapéierter, Kranker.

Bei klenge Kanner ass d'Expositioun géigeniwwer Ëmweltgëfter aus physiologeschen Ursaache méi geféierlech, well si eng relativ méi grouss Kierperuewerfläch hunn an och méi oft a méi déif ootmen, wéi Erwuessener. De Kontakt mat deene Gëfter ass also bei hinne méi grouss.

Onse Service de Médecine environnementale am Ministère vun der Santé ass dann och mat steigender Nofro konfrontéiert. Op där enger Säit grënnt hir Aarbecht op Ordonnancë vun den Dokteren, déi sech eng speziell Symptomatik net kënnen erklären, an da gi si per Ordonnance vum Service en charge geholl. Op där anerer Säit sinn awer och vill Privatleit, déi vum Virwëtz gedriwwe sinn.

Esou eng massiv Demande sprengt dann och geleeëntlech de personelle Kader vun dësem Service. Et soll och esou sinn, dass de Service hei an do abusiv konsultéiert gëtt a Problemer tëschent Locataire a Propriétaire, wann da gestridde gëtt, ob een eng Kautioun erëmkritt oder ob de Schimmel an enger Wunneng op fiicht Maueren, déi schonn an der Wunneng waren, zréckzefëieren ass oder well de Locataire net genuch gelëft huet. Dat si Froen, déi natierlech schwéier ze léise sinn, mä wou et heiansdo ëm vill Geld geet.

De Service vum Ministère ass gratis. Wat d'Leit awer musse selwer bezuelen, dat ass d'Analys vun de Spécimenen, déi d'Equipe vum Ministère prélevéiert; déi iwwregens zu zwee sinn. Entweder toxikologesch an onsem Statslabo, do bezilt een e Forfait vu 50 Euro fir fënnef Prouwen, oder an engem vun onse Privatlaboen, deen d'Kultur haaptsächlech vu Schimmelpilzer iwwerhëlt, do kascht dat dann 90 Euro. An nëmme wa speziell Analyse mussen duerno virgeholl ginn, da ginn d'Spécimenen an d'Ausland an da gëtt et e bësse méi deier.

Et wier ze diskutéieren, ob een et net an deene Fäll, wou eng Symptomatik virläit a wou den Dokter dës Analysen ufreet, iwwert de Remboursement, also wann eng Ordonnance virläit vun deene Leit, kéint iwwerhuelen, am Ënnerscheed zu deene Leit, déi reng aus Virwëtz, a fir dat och emol gemaach ze hunn, an déi keng Symptomen hunn, oder aus juristeschen Ursaachen, d'Käschte selwer misste weider droen.

Déi nächst Fro ass dann déi, déi duerno kënnt: Wat geschitt, wann d'Analyse positiv sinn an den Assainissement vun enger Wunneng méi ass, wéi nëmmen d'Ersetze vun enger Matratz? Woubäi och eng nei Matratz fir verschidde Leit schonn en deieren Investissement ass. Sinn do net déi sozial Schwaach massiv benodeelegt? Duerfir si mer mam Här Huss d'accord, wann hien d'Méiglechkeet afuerdert, Leit ze ënnerstëtzen. D'Fraktioun freet sech awer och: Wéi wäit geet hei d'Responsabilitéit vun Industrie an Handel, déi d'Materialie verkeeft, déi ze vill héich Konzentratioune vun Ëmweltgëfter enthalen?

An Éisträich gëtt et zum Beispill eng Initiativ, mat där d'Länner Weiderbildung fir Handwierker an Händler ubidden, fir sech op dësem Gebitt kompetent ze maachen. Nëmmen op dës Aart a Weis kann een herno och eng Responsabilitéit vun dëse Beruffsgruppen afuerderen. Den Ordre des Architectes et des Ingénieurs huet och an dësem Domän schonn zu Lëtzebuerg Fortbildungen ugebueden.

Déi aner Fro, déi mer ons stellen, ass déi no den Ëmweltgëfter an den öffentleche Gebaier. Den Här Huss ass och schonn drop agaangen. Awéiwäit sinn an de leschte Joren ons öffentlech Gebaier ënnersicht ginn? Ech denken do besonnesch u Schoulen, awer och administrativ Gebaier, wou d'Leit de ganzen Dag draschaffen. Bei enger Sanéierung vun enger Schoul kéint een zum Beispill enger Onmass Kanner op ee Coup hëllefen.

Ëmweltgëfter an eng schlecht Loftqualitéit an den Haiser a Gebaier si ganz oft op Kritäre wéi schlecht oder nëmme seele gelëfte Raim, eng Loftfiichtegkeet, déi ze niddreg oder ze héich ass, zréckzefëieren. Et ass wichteg - dat wësse mer haut alleguerten -, fir e puermol am Dag d'Wunn- an d'Bürosraim gutt ze lëften, fir déi verbrauchte Loft duerch neier ze ersetzen. Dat ass natierlech déi einfachste Method. Et gëtt haut och mat Passivbauweise méi modern, méi effikass, awer och méi deier Methoden. Et soll een dann natierlech aus Energiegrënn während där Zäit d'Heizung ausmaachen.

Ech wollt awer nach eng lescht Fro am Zesummenhang mat dem nationalen Handling vun dëse Problemer stellen. Dat ass déi no enger Handhab fir de Service vun der Ëmweltmedezin, fir wann da massiv Ëmweltbelaaschtunge festgestallt ginn, och kënnen d'Konsequenzen doraus ze zéien. De Service ass net, wéi zum Beispill d'Inspection sanitaire, am Direction-de-la-Santés-Gesetz agedroen. Mir sinn der Meenung, dass ee sech awer doriwwer op d'mannst misst Gedanke maachen.

Wëssend, dass dësen Domän vill méi delikat ass, wéi zum Beispill eng Salmonelle an enger Kichen, well e séchere kausalen Zesummenhang bei Symptomatike meeschtens net ka festgestallt ginn. Mir missten also iwwer international unerkannte Grenzwäerter, op d'mannst wat eng toxikologesch Expositioun ubelaangt, fueren. Dat op d'mannst misst onser Meenung no méiglech sinn. Erausfale géifen hei selbstverständlech d'Allergien, well hei keen Zesummenhang tëschent Quantitéit, dem Ausléiser an der Symptomatik besteet.

Ech wëll och ervirhiewen, dass am Joer 2002 eng Formatioun fir d'Dokteren an der Ëmweltmedezin offréiert gouf, un där ëmmerhin eng 30 Dokteren deelgeholl hunn. Bei der Ëmweltmedezin ass et e bësse wéi bei der Palliativmedezin; et geet hei haaptsächlech ëm en Ëmdenken an eng Sensibiliséierung vun de Professionellen. Ech wëll och hei derzousetzen, dass déi Organisatioun, déi sech ëm d'Fortbildung vun de Generaliste këmmert, d'nächst Joer plangt, eng Formatioun iwwer Ëmweltmedezin ze organiséieren. Si wëlle sech awer net op d'Expositioun an de Gebaier limitéieren, mä och Riedner froen, déi iwwer aner Ëmweltproblemer, déi oft negativ an net ëmmer objektiv an der Öffentlechkeet diskutéiert ginn, wéi elektromagnéitesch Felder, eng wëssenschaftlech fiabel Approche kënne bréngen, wéi dat haut an der „Evidence Based Medicine" gefuerdert gëtt.

Fir de Rescht ass et eminent wichteg, d'Informatioune vun der Populatioun iwwert d'Ëmweltgeforen ze verbesseren. Besonnesch denke mer do u Botz- an u Wäschmëttel, wéi se an all Haushalt benotzt ginn. Da muss een de Leit zum Beispill kloermaachen, dass een eng Toilette net muss desinfizéieren, mä dass de Gebrauch vun engem Desinfektiounsmëttel vill méi Problemer fir Mënsch an Ëmwelt mat sech bréngt, wéi e léist.

E brauchbaart Instrument heizou schéngt mer déi nei REACH- - dat ass: „Registration, Evaluation and Authorisation of Chemicals" - Chemikalieregistréierung, wéi se den 1. Januar 2007 europawäit a Kraaft getrueden ass. D'Hiersteller vu Chemikalie musse Sécherheetsdateblieder, déi méi wäit gi wéi dat, wat mer bis elo haten, fir hir Produitë virleeën. An enger éischter Phas nëmme fir déi, déi an enger Quantitéit vun iwwer 1.000 Tonne pro Joer hiergestallt ginn, an enger zweeter Phas och fir déi, déi a manner grousse Quantitéiten hiergestallt ginn.

Mir mengen, dass et awer haaptsächlech wichteg ass, fir d'Populatioun méi ze sensibiliséieren. Leit, déi bauen oder renovéieren, solle berode ginn, wéi eng Materialien ee ka benotzen, fir kënnen ëmweltfrëndlech an ouni Risike fir déi eege Gesondheet a virun allem fir déi vun hire Kanner ze bauen.

Wann ee bedenkt, wéi onbedenklech déi allermeescht vun ons - an dat gëllt nach vill méi fir déi Generatioune virun ons - virun enger Rei Jore mat ville Produitë geschafft hunn, fir zum Beispill en Haus unzesträichen, ze isoléieren oder Insekten ze vernichten, da ginn engem d'Grujelen aus. Stéchwierder wieren hei den DDT, Atomversucher a Presenz vu Mënschen, wéi dat an den USA passéiert ass, Radon an de Liichtzifferblieder vun den Aueren. An net ze vergiessen - ech mengen, dat ass dat grousst Stéchwuert an dësem Zesummenhang - ass den Asbest, dee während laange Joren als richtegt Wonnermëttel ugesi ginn ass, well e fest war, bëlleg, hëtzt-, feier- a saierebestänneg an och nach exzellent isoléiert huet.

Esou war et kee Wonner, dass den Asbest sech a villen Domänen am Bauwiese konnt duerchsetzen. E puer Joer duerno ass, wéi jiddferee weess, festgestallt ginn, dass e gesondheetsschiedlech a kriibserregend ass. Ganz Gebaier waren asbestverseucht. An ech mengen, och de Stat an d'Stad Lëtzebuerg kënnen e puer Liddercher dovunner sangen.

Mat deem Zäitverglach kann ee soen, dass mer schonn e gewëssene Wee gemaach hunn. Mir si beonrouegt. Mir fuerschen. A mir si vill méi virsiichteg gi bei der Applikatioun vun neie Materialien.

Wat fir ons gëllt, kann een awer leider net vun der Drëtter a Véierter Welt soen. Am Verglach mat ons, treffe mer hei op vill méi enk Liewensraim an den Hütten a Wunnengen, also vill méi Leit, déi zesummen a klenge Raim wunnen; Beheizung oft mat offenem Feier, oft mat organesche Combustiblen, also gedréchenten Dung zum Beispill; inexistent oder schlecht Belëftung als Schutz géint d'Keelt; eng inexistent Kritik an der Approche vun neie Produiten an den ondifferenzéierte Gebrauch dovunner; an da schliesslech manner streng Aféierungsbestëmmungen, staatlech Iwwersiicht an Informatioun vun de Konsumenten.

Hei hu mer also nach e wesentlech méi héije Potenzial fir Ëmweltkrankheeten, wéi bei ons. Et ass sécher eng Responsabilitéit vun onse Länner, déi oft d'Produzente vun dëse Materialie sinn, dëse Méssstänn hëllefe Remedur ze verschafen. Ech erënneren an dësem Zesummenhang un de Pabeier vun der OMS vun 2005 iwwert d'Loftverschmotzung an de Gebaier an d'Gesondheet, deen zwar allgemeng gülteg Regelen opzielt, a senge Beispiller sech awer quasi op Länner vun der Drëtter an der Véierter Welt limitéiert.

Dëst waren e puer Denkustéiss, déi d'CSV-Fraktioun wollt an dës Diskussioun abréngen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Madame Stein. Deen nächste Riedner ass den Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, den Interpellant, den Här Huss, ass e grousse Spezialist an där Matière vun den Indoor-Ëmweltgëfter. Hien huet hei eng ganz ausféierlech Analys vun där Problematik gemaach, souwuel am europäesche Kontext wéi och um nationalen Niveau. Ech wéilt him duerfir Merci soen. Dat erméiglecht mer och, fir meng Interventioun e bësse méi kuerz ze maachen.

D'Ëmweltgëfter an de Gebaier ass e Sujet, deen eis Opmierksamkeet verdéngt. Net eleng wéinst eisem Teppech hei an der Chamber, dee jo an der Aktualitéit ass, mä well et eng Problematik ass, déi sech wahrscheinlech och an enger ganzer Rei vun anere Gebaier stellt - den Här Huss huet och vun där franséischer Etüd geschwat -, a well et hei ëm net méi an net manner geet, wéi ëm eis Gesondheet an d'Liewensqualitéit.

D'Bewosstsi vun de potenzielle Geforen, déi kënnen duerch d'Villfalt vun deene chemesche Produiten ausgoen, ass nach relativ rezent. An der Vergaangenheet, an dat bis an d'70er, 80er Joren, si vill Substanzen ouni Bedenken zum Asaz komm an enger Zäit, wou ee bal blann un de Fortschrëtt gegleeft huet a wou ee voll an d'Chemie vertraut huet. Et ass zum Beispill interessant, deelweis Reklammen aus deene Joren ze kucken - wann een elo hei e Beamer hätt, kéint een et jo och an der Chamber weisen -, wou ee gesäit wou Reklamm gemaach ginn ass fir Asbest am Hausbau.

Mëttlerweil wësse mer awer, datt eng Rei chemesch Substanzen, déi eis ëmginn, sief

dat an de Miwwelen, an den Teppecher, an de Baumaterialien, an de Faarwen an esou weider, kënnen eng ganz Rei Geforen oder en Impakt op eis Gesondheet hunn. Wichteg ass et duerfir, datt een als Bierger eng beschtméiglech Informatioun iwwert déi Substanzen an déi potenziell Gefore kritt a se kann doduerjer wa méiglech vermeiden. Ganz am Sënn vum Principe de précaution.

Dat misst jo eigentlech am Buttek, an der Entreprise, bei den Handwierksbetriber ugoen. Do muss ee feststellen, datt eng ganz Rei Lacunë bestinn. Wann een hautdësdags en Auto keeft, da muss beim Auto derbäistoen, wéi vill CO_2 en ausstéisst. Wann een eng Wäschmaschinn keeft, muss ee kënnen am Virfeld wëssen, wéi vill Energie déi consomméiert. Hei sinn also eng ganz Rei Efforten an der leschter Zäit gemaach ginn, fir iwwert de Klimaschutz insgesamt besser Informatiounen ze kréien.

Une voix.- Och am Auto.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Och am Auto selwer; richteg. Mä och bei deene Produiten, déi een am Haus brauch, ass d'Informatioun, wann een esou Produitë keeft, oft relativ onkomplett. Dach, bei de Faarwen hu mer eng Rei Informatiounen, déi een op den Dëppercher ka fannen. Mä wann ech zum Beispill wëll eng Fotell kafen, kréien ech kaum Informatiounen iwwert dat, wat vu Materialien an deem Miwwelstéck sinn. Et kritt een Informatioune wat fir eng Zort vu Lieder et ass, wat fir eng Zort vu Stoff et ass. Mä ech hunn nach kaum e Geschäft gesinn, wou bei all Miwwel genau steet, wat fir eng chemesch Substanzen dra sinn oder wat fir eng potenziell Gefore vun esou engem Miwwel ausginn.

Wann een en Haus baut, e Parquet leeë léisst, usträiche léisst, an der Regel kritt een do kaum oder ganz wéineg Informatiounen zu deene Produiten, déi verschafft ginn. Dat ass och net onbedéngt de Feeler vum Geschäft oder der Entreprise. Villméi ass et esou, datt déi selwer och oft keng Informatiounen oder Kenntnisser doriwwer kréien oder hunn.

Et wier also gutt, wa mer och géifen zu enger Kultur kommen, wou mer bei all de Produiten, déi mer eis uschafen, déi mer eis verbaue loossen, eng kloer a systematesch Informatioun kéinte kréien, fir datt dann deen eenzelne Bierger och e Choix kéint maache beim Kaf. Hei ass et natierlech kloer, datt een dat net eleng kann zu Lëtzebuerg maachen, mä hei misst een och op europäeschem Niveau zumindest kucken, fir méi e kloeren Étiquetage kënnen anzesetzen, fir datt eben de Konsument sech kann en connaissance de cause fir e Produit entscheeden.

An deem Kontext sief och nach eng Kéier - d'Virriedner hunn et scho gemaach - op d'REACH-Direktiv higewisen, déi ënner anerem als Zil huet, den Iwwerbléck iwwert déi Onmass vu chemesche Substanzen ze behalen an den Impakt op d'Gesondheet an d'Ëmwelt ze evaluéieren an op e Minimum ze reduzéieren. Mäin Zil hei ass et jo, an Zukunft iwwerhaapt ze vermeiden, datt Produiten op de Marché kommen, déi eng Gefor fir d'Gesondheet duerstellen.

Eng Fo, déi ee sech muss hei stellen am lëtzebuergesche Kontext, dat ass: Sinn iwwerhaapt d'Leit hei zu Lëtzebuerg informéiert iwwert de ganze Sujet? Mir wëssen, datt et scho verschidden Initiative gëtt, ënner anerem och Akut, wou och den Här Huss aktiv ass. Déi hunn eng Rei Sensibilisatiounscampagnë gemaach. Do kann een eng ganz Rei vun Informatioune fannen.

D'Fro stellt sech awer och: Wéi ass et hei mam Gesondheetsministère? Misst hei net de Gesondheetsminister méi eng proaktiv Roll an deem Sujet iwwerhuelen? Wat maache mer zum Beispill konkret, wa mer mierken, datt mer gesondheetlech Problemer hunn an datt de Verdacht besteet, datt Ëmweltgëfter am Spill sinn? Et ass och scho virdru gesot ginn: De Service de Médecine de l'Environnement vum Gesondheetsministère ass dann eng vun deenen éischten Ulafstellen. Ech hunn dat dann och versicht emol eng Kéier nozeexercéieren.

Ech hu festgestallt, datt et net esou einfach ass, fir déi Télefonsnummer direkt ze fannen. Do muss ee schonn e bëssen am Télefonsbuch sichen, ier een dat fënnt. Et ass och nach um Internetsite vum Ministère de la Santé, mä ënner enger Sousrubrique vum Laboratoire. Do steet och keng Télefonsnummer derbäi vun deem Service de Médecine de l'Environnement. Also, do muss ee schonn e bëssen Detektiv spillen. Hei kéint ech mer virstellen, datt awer do e bësse méi eng direkt Méiglechkeet wier, fir un déi Servicer ze kommen. Ënner anerem kéint ech mer do eng Hotline virstellen.

Et muss een awer soen, dee Service fonctionnéiert gutt. Do kann een e Rendez-vous froen, fir Analysen a sengem Haus ze maachen, ënner anerem fir Gëfter a Schimmelpilz, a fir e relativ klenge Montant, deen tëschent 50 an 90 Euro variéiert. Dee Sevice besteet aus engem Dokter, engem Ingenieur an dann och nach zwee Employéen. Wann een awer elo wëllt eng Analys maache loossen, dann huet een e Minimum vun Délai vu mindestens zwee Méint. Hei muss ee sech also d'Fro stellen: Wéi gutt ass dee Service équipéiert, fir kënnen all deenen Demanden nozekommen? Sollt een do net och iwwerleeën, fir dee Service opzestocken?

Wann een elo festgestallt huet, datt a senger Wunneng e Problem ass, da stelle sech weider Froen: Wou kritt een da bei der Sanéierung teschnesch Berodung? Do si sécherlech aner Ministèren och gefuerdert. Wéi ass et mat enger finanzieller Ënnerstëtzung? Kann een déi zum Beispill akloen, wann een der Meenung ass, datt ee falsch informéiert ginn ass beim Kaf? Wéi gesäit et aus beim Fall vun engem Locataire? Kann ech e Propriétaire derzou zwéngen, e verseuchten Tapis-plain - fir als Beispill ze huelen - duerch en neien, gesondheetlech onbedenklechen ze ersetzen?

En anere wichtegen Aspekt an dëser Diskussioun ass dee vun der Aarbechtsplaz, vum Lieu de travail, wou mer jo och hei an der Chamber domat konfrontéiert sinn. Wat kann ech ënnerhuelen, wann ech a mengem Büro duerch Ëmweltgëfter krank ginn? Am Fall vun der Wunneng, déi mer selwer gehéiert, do kann ech jo dann nach den Teppech erausgeheien, nei tapezéieren. Op engem Büro op der Aarbechtsplaz kann dat awer méi problematesch sinn. Kann ech also de Patron dozou zwéngen, mäi Büro frëschzemaachen, wann ech beweise kann, datt ech do krank ginn?

Et dierf een op der Aarbechtsplaz zum Beispill net fëmmen - wat ech ganz begréissen -, mä misste mer dann net och konsequent sinn, an och bei aneren toxesche Gasen déiselwecht Mooss uwenden? Dir gesitt, ech werfen hei eng Rei Froen op, wou ech keng kloer an direkt Äntwert konnt fannen. Ech mengen, deene meeschte Bierger hei am Land wäert dat wahrscheinlech d'selwecht goen. Duerfir ass eng vu menge Konklusiounen hei oder eng vu mengen Demanden, datt de Gesondheetsminister gefuerdert ass, fir insgesamt eng vill besser Informatioun an dësem Beräich unzebidden.

Eng éischt Mesure kéint déi zum Beispill sinn, fir e spezialiséierten oder méi e spezifeschen Internetsite ze maachen, wou een eng Rei Informatiounen an eng Rei Äntwerten op déi Froen - et gëtt bestëmmt och nach anerer wéi déi, déi ech elo opgeworf hunn - kéint kréien.

Eng lescht Fro betrëfft nach déi vum Suivi vun de Leit, wann een also duerch Ëmweltgëfter krank ginn ass. D'Virriednerin huet drop higewisen, datt et hei eng Rei spezialiséiert Doktere gëtt am Beräich vun de Krankheeten. Ech wollt insbesonnesch nach no der Ëmweltklinik froen, déi emol eng Kéier um Gaalgebierg vun der viregter Regierung an d'Wee geleet gi war. Ech hu schonn eng Zäitchen näischt méi dovunner héieren. Duerfir wier ech frou, wann de Minister do kéint déi eng oder aner Prezisioune ginn.

Voilà, Madame Presidentin, dat wiere meng Remarquen zum Sujet vun der Interpellatioun vum Här Huss. Ech wéilt och nach kuerz soen, déi Motioun, déi hien hei déposéiert huet, kann d'demokratesch Fraktioun och ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Berger. Deen nächste Riedner ass den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss zouginn, dass d'Thematik vun dëser Interpellatioun vum honorabelen Deputéierte Jean Huss, d'Pollutioun an den Haiser an an de Gebaier, mir virun net allze laanger Zäit nach zimlech onbekannt war. Ech mengen, do stinn ech hei am Sall och net eleng do. Haut ass et dann awer leider esou, dass mer all hei am Haus concernéiert si vun där Pollutioun an dass mer an Zwëschenzäit méi virwëtzeg gi sinn, wéi et dann hei zu Lëtzebuerg mat där sougenannter Ëmweltmedezin steet.

Wann een dat kuckt, da fänkt ee mam Service vun der Médecine de l'Environnement un, wou scho vill driwwer geschwat ginn ass, dee mer jo och d'Ëmweltambulanz nennen. Ech wollt hei an Fong déi gewësse Sonderstellung oder Virreiderroll vum Fonctionnement vun der Ëmweltambulanz par rapport zu ähnleche Servicer am Ausland ervirsträichen. D'Interventioun duerch e Baubiolog hei am Land ass gratis. Eng komplett Analys vun de Wäerter ass zimlech deier, ass awer garantéiert. Deen, deen d'Ëmweltambulanz geruff huet, bedeelegt sech mat nëmme 50 Euro; sougenanntene Frais d'analyse, oder dat kéint een als eng Aart Frais de dossier ugesinn.

Schlussendlech gëtt dann e Rapport mat Kopie un den Dokter an un de Betraffene geschéckt. Dee Rapport beinhaltet dann och eventuell Moossnamen, fir de Schadstoffer entgéintzewierken. Wéi mer gesinn, ass d'Prozedur vun der Ëmweltambulanz zimlech fortgeschratt an dobäi, wéi gesot, och nach ganz präiswäert fir de Patient oder fir de Client par rapport zu den Nopeschlänner.

D'Fro ass och schonn hei opgeworf gi vun der Dokter Stein, mengen ech, dass een hei zu Lëtzebuerg kann d'Ëmweltambulanz ruffen ouni am Fong Symptomer gehat ze hunn, ouni bei engem Dokter gewiescht ze sinn a gesot ze hunn: Ech hu Problemer an ech mengen, et kéint duerch verschidde Materialien am Haus sinn. Do kann ee sech d'Fro stellen, ob do keng Abusë gedriwwe ginn, ob d'Leit net emol einfach probéieren e Service ze ruffen. Do muss ee sech d'Fro stellen, ob een et net soll wéi an anere Länner maachen, dass ee fir d'éischt muss beim Dokter gewiescht sinn an dat verschriwwe kréien, ier een déi Ëmweltambulanz ka ruffen.

De Service vun der Médecine de l'Environnement ass an deene leschte Joren ëmmer méi oft geruff ginn. Och sinn d'Interventiounen an déi Analysen, déi do gemaach ginn, ëmmer méi komplex ginn. Doduerch ginn déi och méi zäitopwändeg. Eleng am Joer 2007 si méi wéi 600 Interventioune gemaach ginn. Eng vun deene 600 Interventioune war och hei an der Chamber, wou de Service sechsmol sur place war an och nach ëmmer net fäerdeg ass. Et gëtt awer nëmmen als eng Interventioun gezielt.

Et schéngt sech also ronderëmzeschwätzen, dass d'Ëmweltmedezin noutwendeg ass an hir Saach och seriö mécht. De Service ass am Fong d'Victime vu sengem Succès ginn. De Problem ass awer, dass déi Ressource-humainen, déi elo an deem Service do sinn, net genuch Zäit hunn, fir och d'Verwäertung vun all deenen Donnéeën, déi do gesammelt ginn, ze maachen. Dat ass e ganz wichtegen Aspekt, deen een net soll ënnerschätzen.

Dee Service huet och nach zwou aner grouss Aufgaben. Dat sinn déi international an europäesch Dossieren ze suivéieren an d'Preventioun. Déi international an europäesch Dossieren, do gëtt zesummegeschafft mat der Weltgesondheetsorganisatioun, an um europäesche Plang mat der Kommissioun. Do ginn Aktiounspläng ausgeschafft. Do ass et och wichteg, dass een do matschafft, well do sinn d'Ëmweltmedeziner um europäesche Plang zesummen. Déi sollen hir Donnéeën zesummebréngen.

Do hu se op där anerer Säit déi grouss Lobby vun der Chemieindustrie, déi ganz mächteg ass. Wa mer op deenen europäeschen Dossieren net zesummeschaffen, dann hu mer net vill Méiglechkeeten, géint déi aner Industrie do unzekommen. Well de Problem ass jo: Och vill vun deene Substanze sinn am Fong haut nach net verbueden, well d'Industrie seet, si wären net schiedlech, an et ass un der Ëmweltmedezin awer ze beweisen, dass se schiedlech sinn. Dat ass um europäesche Plang ganz wichteg.

En zweete Volet, wat dee Service verstäerkt méi maache misst a wou e keng Zäit dofir huet, well net genuch Leit do sinn, dat ass d'Preventioun. Et muss weiderhi verstäerkt an de Schoulen, bei den Elteren, beim Léierpersonal, bei den Doktere virgebeugt ginn an op Problemer vu geféierleche Substanzen opmierksam gemaach ginn. Interessant wär et och, wann dee Service Zäit hätt, fir an d'Ëmweltkommissioun vun de Gemengen ze goen an do Opklärungsaarbecht ze maachen, fir dass och um Gemengeplang, wou jo och vill Gebaier gebaut ginn, virgebeugt kéint ginn.

Och missten eis Ingenieuren an Architekten, sief dat déi aus dem Privatsecteur, aus de Gemengen, mä och déi aus de Bâtiments publics, besser iwwert d'Materialien, mat deene si dagdeeglech schaffen, opgeklärt ginn.

Schliesslech ass et net nëmmen an hirem Intérêt, gesond Haiser a Gebaier ze bauen, mä et geet och drëm, derfir ze suergen, dass onnéideg Renovatioune mussen ënnerholl ginn. Wa mer an e puer Méint wäerten ufänken hei am Gebai e bëssen ze renovéieren, fir Materialien erauszehuelen, déi schiedlech sinn, da wäerte mer jo gesinn, wat dat kascht. An et gëtt och nach aner Beispiller, wou Bâtiments publics huet misse Saache ganz frëschmaachen, déi eréischt viru fënnef Joer restauréiert gi sinn.

Mir hu säit dem 1. Januar fir d'Gebaier en Energiepass agefouert: Wär et do vläicht net eng gutt Iddi och en Ëmweltpass anzeféieren, besonnesch fir déi Gebaier, déi öffentlech Gebaier sinn, wat Schoule sinn a wat Crèchë sinn, déi dem Stat an de Gemenge gehéieren? Dat wär vläicht eng gutt Iddi, wou een driwwer nodenke sollt.

Eng Fro, déi mech besonnesch beschäftegt an déi och scho verschidde Virriedner ugeschwat hunn, ass déi vum Schutz vun de Locataires. Wéi kann een e Locataire verstäerkt a Schutz huelen an de Propriétaire forcéieren, déi noutwendeg Renovatiounen ze maachen, wa festgestallt ginn ass, dass an där Wunneng Gëfter sinn? Bis haut huet do de Locataire net vill Rechter, an ech fannen och do ass vläicht de Ministère vum Logement gefuerdert, sech deem Problem unzehuelen an ze kucken, wéi een dat an eis Législatioun abaue kann.

Bei all deenen Aufgaben an Erausfuerderungen, déi ech elo opgezielt hunn, muss een och bedenken, dass dee Service, wéi gesot, nëmme mat véier Leit schafft: engem Dokter, engem Baubiolog, engem Techniker an engem Sekretär, an dovunner ass nëmmen een am Statut vum Fonctionnaire. Dat schéngt mer net genuch an ech mengen, dat misst haut aus där Debatt hei erauskommen, dass mer do musse kucken an de Minister ënnerstëtzen, dass hien dee Service personell opstocke kann. Well mir gesinn, hir Aarbecht ass wichteg, an ech sinn iwwerzeegt, dass dat Sue sinn, déi mer preventiv elo investéieren, wou mer awer herno vill Suen aspuere kënnen, wa vill manner Leit krank ginn.

Ech wëll ofschléisse mat engem Appel, an dee geet am Fong un eis Kooperatiounspolitik, esou wäit dat méiglech ass. Ech wollt drop opmierksam maachen, dass knaschteg Banneloft weltwäit déi fënneft Doudesursaach ass an den Entwécklungsländer. Weltwäit ass dës Zort vu Loftverschmotzung zoustänneg fir den Doud vun 1,6 Milliioune Leit pro Joer. Meeschtens sinn dat ganz aarm Leit, déi egal wat verbrennen, fir kënnen ze hëtzen an ze kachen. Och do solle mer kucken, dass mer an eiser Kooperatiounspolitik vläicht emol deen een oder deen anere Projet ophuelen, fir och an deem doten Domän eng Aktioun ze starten.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech kann, wéi gesot, de Minister nëmmen ënnerstëtzen, dee Service opzestocken, fir deenen Aufgabe gerecht ze ginn.

Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Angel. Deen nächsten a leschte Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Madame President. Ech wëll och direkt am Ufank hei soen, datt ech d'Interpellatioun vum Kolleeg Huss ausdrécklech begréissen. Et ass ee ganz wichtegen Thema. Mir sinn eis alleguerten driwwer eens, datt d'Gesondheet iwwer allem op dëser Welt steet, an duerfir hu mer, jiddfereen, een individuellen Interessi un dëser Thematik. Wie wëllt net méiglechst laang méiglechst gesond sinn a sech wuel fillen? Dat gëllt net nëmme fir jiddferee selwer, mä och fir déi Leit, mat deenen een zesummelieft a senger Famill a fir seng Frënn.

Mir hunn och ee kollektiven Interessi drun, fir där Thematik hei gerecht ze ginn, well et leschtenenns och enorm Auswierkungen op d'Ekonomie huet - mir hunn hei d'Zuelen héieren - a selbstverständlech och op eis Krankekeesen.

Et ass erstaunlech, wann een aus der Fachliteratur liest, datt d'Loft an de Gebaier vill méi belaascht ass, wéi d'Loft dobaussen. Esou huet d'Bundesgesundheitsamt an Däitschland festgestallt - ech weess net, ob et hei soll vill anescht sinn -, datt d'Schadstoffkonzentratioun an ongelëfte Raimlechkeeten no enger Stonn méi héich wär, wéi op den Haaptstroossekräizungen a Groussstied. Ech mengen, et ass och scho gesot ginn hei, datt praktesch an der

Moyenne 80% vun där Loft, déi mer anootmen, Raumloft, Zëmmerloft ass. Dat ënnersträicht d'Wichtegkeet vun dëser Debatt.

Et gëtt ronn 100.000 chemesch eenzel Substanzen. Et gëtt ronn 1.000.000 chemesch Mixturen, déi aus deenen 100.000 chemesche Substanzen hiergestallt ginn. Et gëtt awer nëmme 400 ausgewise Grenzwäerter fir déi chemesch Mixturen oder eenzel Substanzen, woubäi ee sech heiansdo nach d'Fro stelle kann, ob déi Grenzwäerter dann hirem Usproch gerecht ginn.

Et kommen all Joer 5.000 nei Substanzen op de Maart iwwert deenen hir Risike gréisstendeels näischt oder nëmme wéineg bekannt ass. Schonn 1994 huet déi däitsch Gesellschaft fir Ëmwelt- an Humantoxikologie déi ëmmer méi grouss Influenz vun Ëmweltgëften dofir verantwortlech gemaach, datt an Däitschland all Véierten e geschiedegt Immun-, Nerven- oder Hormonsystem huet an all Drëtten ënner Allergië leit. Schonn 1994, dat si scho 14 Joer hier, a mir wëssen, datt et an Tëschenzäit nach wesentlech méi schlëmm ginn ass.

Wann ee sech mat de Wierkunge vun dëse Substanze befaasst, da ginn engem d'Grujelen aus. Zum Beispill de Permethrin, dee jo hei an der Chamber an engem héije Mooss present ass, dat ass en Nervegëft. Et ass am Irak als Kampfgas agesat ginn, dat muss ee sech emol virstellen! De Saddam Hussein ass ënner anerem wéinst senge Missetaten, wou dat hei och dozougehéiert huet, gehaange ginn, awer de Bierger däerf ongestrooft dësem Gas ausgesat ginn.

Madame Presidentin, mir maachen eis keng Illusiounen, mir liewen an engem Wirtschaftssystem, wou Konkurrenz spillt, wou d'Industrie näischt onversicht léisst, fir eis mat hire Produkten ze beglécken a fir Geld domat ze verdéngen. Mir sollen eis keng Illusioune maachen, d'Industrie huet keng Skrupelen a si kritt och keng. Dat weist d'Geschicht vu villen Ëmweltgëfter, zum Beispill vum Asbest, wat jo awer haut onbestridden ass, duerfir wollt ech deen als Beispill huelen.

Schonn 1900 ass d'Asbestose als Krankheet entdeckt ginn. 1943 ass Longekriibs als Folleg vum Asbest als Beruffskrankheet offiziell unerkannt ginn. 1970 ass déi offiziell Bewäertung komm als kriibserregend Substanz, awer 1981 waren nach 3.000 Uwendunge vun Asbest am Handel, an eréischt 1995, dat heescht praktesch 100 Joer nodeem datt d'Geféierlechkeet erkannt war, ass den definitive Verbuet komm.

Wat kënne mer maachen?

Éischtens, d'Industrie an d'Verantwortung huelen. Dat ass extrem schwéier bei 5.000 neie Substanzen, déi all Joer produzéiert ginn oder erauskommen a wou ganz dacks d'Laangzäitwierkung net bekannt ass a wou et och schwéier ass, d'Laangzäitwierkung festzestellen. Mir wëssen, datt bei Medikamenter laang Tester virgeschriwwe sinn, ier se däerfen op de Maart kommen. Ech froen: Wou besteet den Ënnerscheed, wann een de ganzen Dag forcéiert ass, e chemesche Cocktail anzeootmen? Ass dat net och eng Dosis ähnlech deem, wéi wann ech e Medikament kréien? An ech wollt Iech, wat esou Substanzen ubelaangt, net virun engem Zitat verschounen, wat ech aus enger Fachpublikatioun erausgeholl hunn.

Ech zitéieren: „Einer der aktuellen PCP-Nachfolger heißt Dichlofluanid. Man weiß mal wieder nicht viel vom gesundheitlichen Risiko des Pestizids. Dennoch kommt es auf den Markt, wird tonnenweise produziert. Erste Wissenschaftler“ - dat hei ass elo dräi Joer hier - „und Umweltmediziner mahnen, warnen sogar teilweise lauter als einst bei PCP. Die Muster wiederholen sich. Es passiert nichts. Es gibt noch nicht genug Kranke. Wirtschaftswachstum kommt vor Volksgesundheit.“

Dee Message do, déi seet relativ däitlech, a wat fir enger Fal datt mer dra sinn. Ech wollt an deem Zesummenhang froen, wéiwäit datt mer mat eiser europäescher Konstruktioun REACH där ganzer Erausfuerderung do capabel sinn entgéintzewierken.

E weidere Punkt ass ganz sécher d'Informatioun a virun allem d'Sensibilisatioun vun de Leit, déi ganz dacks krank sinn, sech net wuel fillen, Allergien hunn an all méiglech Reizungen an awer net richteg wëssen, wourop se dat sollen zréckféieren. Wissen ist Macht. Duerfir geet et op jidde Fall dobäi un, datt ee probéiert d'Leit ze informéieren. Do hätte mer ganz vill Méiglechkeeten, och d'Regierung hätt déi. Amplaz datt vill Blödelsendungen iwwert d'Televisioun lafen, kënnt ee sech zum Beispill emol afale loossen, all Dag fënnef Minutten Informatioun iwwert déi Thematik hei iwwert d'Antenn goen ze loossen. Néideg ass och d'Informatioun vun den Handwierker, déi och ganz dacks iwwerfuerdert sinn.

Dann ass jo hei - an ech wëll mech deem ausdrécklech uschléissen - iwwert déi wäertvoll Aarbecht vun der Ëmweltambulanz geschwat ginn. D'Leit mussen allerdéngs wëssen, datt et esou eppes gëtt. Si musse wëssen, wou se d'Ëmweltambulanz fannen a wéi se sech mussen uleeën, fir vun deenen Déngschter kënnen ze profitéieren.

Ech froe mech allerdéngs erëm eng Kéier als een, deen net Expert ass: Et fënnt een am Prinzip ëmmer nëmmen dat, wat ee sicht. Et gëtt jo leider keng Wonnermaschinn, wou een zéng Liter Loft derduerchzitt an da weist déi engem alles un, wat se an där Loft do fonnt huet. An der Analytik ass et normalerweis esou, datt een ëmmer nëmmen dat fanne kann, op wat een ënnersicht. Dat ass souguer anscheinend beim Doping esou. Duerfir ass et wahrscheinlech och erfuerdert, datt déi Installatiounen, déi Geräter, déi zur Verfügung stinn, och déi Leit, déi domat schaffen, permanent ëmmer erëm capabel musse sinn, op déi neisten Entwécklungen ze reagéieren.

Här Minister, et gëtt e franséischt Spréchwuert, wat seet: «Prévenir vaut mieux que guérir.» Ech mengen, mir sinn eis haut alleguer an deem Grondsaz eens. Ech hu mer och geduecht, wa mer wéinstens emol bei neie Gebailechkeeten en Energiepass aféieren, an och bei Gebailechkeeten, déi sollen de Propriétaire wiesselen, déi solle verlount ginn, déi solle renovéiert ginn, ob een net och hei soll esou e chemesche Pass, oder wéi een et och ëmmer wëllt nennen, aféieren. Dat géif wahrscheinlech net d'Welt kaschten, mä et kënnt eiser Bevölkerung awer vill Onheel erspueren.

Dat gesot, wëll ech och soen, datt mir dem Här Huss seng Motioun gutt fannen a se matstëmme wäerten. Ech wënschen Iech, Här Minister, als dem ieweschte Responsabel an dëser Thematik hei am Land, vill Courage a vill Erfolleg bei der Bekämpfung vun all deene Chemikalien, déi eis vill Misär am deegleche Liewe maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo d'Regierung. Här Gesondheetsminister, d'Tribün ass fir Iech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn de Moien eigentlech keng Interpellatioun nom klassesche Stréckmuster gehat, wou en Interpellant eng Rei vu Reprochë mécht an erwaart, dass esou séier wéi méiglech eppes geschitt, mä eng Interpellatioun, déi de Fanger op de Problem leet, drop hiweist, dass et eng ganz Rei vu gudden Initiative gëtt hei zu Lëtzebuerg, dass dee Service oder déi Strukturen, déi an deem Service intervenéieren, eng gutt bis exzellent Aarbecht leeschten.

Déi Interpellatioun huet awer och drop higewisen, dass nach eng ganz Rei vun Aufgaben ze erfëlle sinn an dass, wéi virdru ganz richteg gesot ginn ass, mer riskéieren ëmmer hannendrunzelafen, egal wéi vill Moyenen dass mer eis ginn, wa mer et net fäerdeg bréngen, preventiv ze schaffen. An der Thematik vun der Sécherheet fir d'Gesondheet am Wunnberäich brauche mer kloer Parameteren, kloer Labelen, a mer brauchen all déi Leit, déi am Baue mat intervenéieren, sief dat, dass se d'Material hierstellen, sief dat, dass se d'Wunnenge bauen an zur Verfügung stellen. Mir mussen se hannert dee Konzept kréien, dass, wann ee gesond wëllt wunnen oder gesond Wunnenge wëllt bauen, dat haut duerchaus méiglech ass, wann een op eng Rei vu Saachen oppasst.

Wann een natierlech just nom Motto „Geiz ist geil“ fiert, an net dorun denkt, dass bëlleg haut vläicht deier muer gëtt, dann ass ee sécher op deem falsche Wee.

Déi Messagen, mengen ech, déi vun eisem ëmweltmedezinesche Service mat senge Partner ausginn, si spéitstens an deene leschte Méint hei an der Chamber gehéiert ginn, well een ëmmer dann am sensibelsten ass, wann ee selwer ufänkt betraff ze ginn. Da stellt een heiansdo fest, dass kleng Ursaachen zu grousse Konsequenze kënne féieren.

Et ass virdru gesot ginn, an ech ënnersträichen dat, dass de Service en Affer vu sengem eegenen Erfolleg ginn ass. Dat ass richteg. Mä wann ech vu Service schwätzen, dann heescht dat net, dass et just de Service Médecine de l'Environnement an der Santé betrëfft, mä all seng Partner, am öffentleche Beräich, mä och am private Beräich, déi zesumme ganz vill fir d'Sensibiliséierung gemaach hunn.

Mir hunn also éischtens eise Service Médecine de l'Environnement, deen, richteg gesot, net déi Assisen huet, déi e brauch, fir kënnen an alle Fäll och no de Constaten d'Konsequenzen erbäizeféieren, éischtens, well et eng Rei vun Normen net gëtt, op déi mer waarden, an zweetens, well och déi juristesch Basen net ëmmer ganz evident sinn.

Eise Service Médecine de l'Environnement schafft ganz enk mat engem aneren öffentlechen Institut zesummen, dem Laboratoire national de Santé, mat de Medeziner, méi oder manner spezialiséiert, an an enker Zesummenaarbecht mat der Société civile.

Dat Ugebuet, wat et zu Lëtzebuerg gëtt, gëtt et kaum op enger anerer Plaz. Esou eng vernetzten Approche wéi hei zu Lëtzebuerg muss ee laang sichen. An anere Länner gëtt et zwar och Ugebueter, mä méi disparat. Déi Eenzeg, déi unnähernd un dee System erukommen, sinn déi Däitsch, mat gudden Usätz och an der Belsch an an de skandinavesche Länner. Mä néierens ass et esou vernetzt am öffentleche Beräich, éischter am private Beräich an anere Länner.

Dat heescht also éischtens déi gutt Zesummenaarbecht, zweetens déi Panoplie vun de Parameteren, déi mer kucken, an dann drëttens - an dat ass eppes, wat fir mech immens wäertvoll ass a wou mer och an deene leschte Méint nach eng Kéier, wou Entscheedungen ze huele waren, mengen ech, déi richteg Décisioune geholl hunn - dat ass, dass et accessibel ass fir deen, deen de Service freet. An allen Hisiichte leien d'Participatioune vun de Leit tëschent null a bescheidene Bäiträg, an ech mengen, dat ass eppes, wat den Zougang garantéiert.

De Service fonctionnéiert doduerch, dass och déi betraffe Servicer alleguer ronderëm an der Santé sinn, ënnert der Responsabilitéit vum Ministère de la Santé.

Mir hunn och an der Zwëschenzäit festgestallt, opgrond vun deene villen Analysen, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, dass déi konstant zouhuelen: Vum leschten op dëst Joer sinn d'Visitë vu 430 op 630 an d'Luucht gaangen. An deene leschte Jore sinn dausende Visitë gemaach ginn. Déi Cellule vun der Médecine de l'Environnement huet an deene leschte puer Joer ronn 2.000 Analyse vu Stëbs, 2.500 Analyse vu Materialien a Solvanten, Formaldehyd, Champs électromagnétiques, Analyse vu Schimmelpilzen an esou weider gemaach.

Eise Service beweist, dass eng Rei vu Schadstoffer, wou mer gemengt haten, si wären definitiv gebannt, si wären deleted, ëmmer erëm mat jorelaanger Verspéidung an den Analysen optauchen; ob dat DDT ass, ob dat PCR ass, ob dat TCEP ass oder ob dat aner geféierlech Stoffer sinn.

Ech hunn Iech virdru gesot, dass mer et ronnbréngen doduerch, dass mer eng ganz Rei vu Parameteren analyséieren, fir adequat ze reagéieren; awer net nëmmen op d'Ëmweltgëfter, och op aner Belaaschtungen, elektromagnéitesch Felder an déi, déi quasi akzeptéiert sinn, mä déi awer zu deene geféierleche gehéieren, wéi Tubaksemanatiounen an esou weider, déi heiansdo vergiess ginn an déi mer an den Ëmweltbelaaschtunge kënne feststellen.

Dat, wat interessant ass an den Experienze vun eise Servicer, dat ass, dass se a ganz ville Fäll net nëmme Constate maachen, mä doduerch, dass se d'Leit beroden, zesumme mat de Medeziner, de Leit schnell kënnen effikass Besserunge bréngen. Déi Statistiken, op déi mer kënnen zréckblécken, sinn net representativ, mä à titre d'exemple hu mer eng 50 Fäll erausgegraff. Mir hu bal an alle Fäll sensibel Verbesserunge bis zum Verschwanne vun de Symptomer festgestallt. Dat muss een, mengen ech, och eng Kéier kënne soen.

D'Avantagë vun der Approche si vun de Virriedner ganz kloer gesot ginn. Dat, wat mer hei investéieren, dat spuere mer op anere Plazen an der Sécurité sociale. Wat een awer och muss soen, dat ass, dass mer zwar op der Schinn sinn, mä dass eng ganz Rei vu Moossnamen nach wäerten noutwendeg sinn.

Haut leeschte mer e Bäitrag dozou duerch d'Sensibiliséierung vum Public doduerch, dass mer och wahrscheinlech am grousse Konsens déi Motioun ënnerstëtzen, déi vum Interpellant abruecht ginn ass, fir op d'Wichtegkeet vun der Thematik hinzeweisen.

Mä wat ganz wichteg ass - an dat ass dat, wat virdru vun deene meeschte Riedner och gesot ginn ass -, dat ass, dass mer aus der defensiver Approche an eng offensiv Approche um internationale Plang ginn, wou eng Rei vu wichtegen Décisiounen ustinn, ob dat REACH ass, ob dat d'Standardiséierung vun de Labelen ass, ob dat d'Prioriséierung vun der Thematik iwwert d'Kommissioun ass, international Colloquen, wou mer drun deelhuelen, Aarbechten am Beräich vun der Recherche. Dat ass eng vun deene wesentleche Viraussetzungen, fir an dësem Beräich virunzekommen, och doduerch, dass mer eis Normen an deem heite Beräich ginn.

Dann d'Vernetzung, déi iwwert d'Servicer ewechgeet, déi an deem heite Beräich täteg sinn, déi also de Stempel vun der Ëmweltmedezin hunn, op sämtlech Beräicher, déi intervenéieren am Bau. Dat heescht, déi öffentlech Institutiounen, mä dat heescht awer och déi privat Commercen an d'Handwierker, déi mer mussen u Bord kréien, fir deen heite Phenomeen Meeschter ze ginn.

Recherche, hat ech virdru gesot, wou och eng Rei vu gudden Initiative lafen.

An all deene Bestriewunge sinn eis Servicer, sief dat de Service de Médecine de l'Environnement, sief dat den LNS, sief dat d'Société civile, Akut ënner anerem, ganz staark imbriquéiert. Zesumme mat der Privatinitiativ hu mer zum Beispill dee Colloque 2005 organiséiert, deen och haut nach um internationale Plang unerkannt ass a wou mer mat den Experten déi Rapporten, déi mer haten, publizéiert hunn, déi e ganz groussen Intérêt fonnt hunn.

Et muss een och nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Leit, déi am Service de Médecine de l'Environnement schaffen, absolut unerkannt si bei internationale Fuerschungszentren an Universitéiten, well hir Servicer regelméisseg bei Colloquë gefrot ginn an ech dat och absolut ënnerstëtzenswäert fannen, wa mer eis an esou internationale Prozesser méi staark engagéieren.

Dann tëschent de Ministèren: Et ass drop higewise ginn, dass et extrem wichteg ass, dass et och zu esou enger Vernetzung kënnt, well net nëmmen d'Médecine de l'Environnement oder de Ministère de la Santé, mä de Ministère de l'Environnement, d'Fonction publique, d'Bâtiments publics an eng ganz Rei vun aneren Institutiounen implizéiert sinn. An duerfir ass och d'Formatioun, d'Sensibiliséierung ze ënnerstëtzen.

Fir all dat kënnen duerchzezéien, brauche mer déi noutwendeg Basis a mir brauchen déi noutwendeg Moyenen, tant en personnel wéi an deene finanzielle Gebidder.

Virdru sinn eng Rei vu Froen doriwwer gestallt ginn, wéi ee kéint op déi Feststellungen, déi an den Analyse gemaach ginn, reagéieren. Do brauch een d'Normen, do brauch een d'Assise légale. Dat ass net fir muer, mä dat ass awer hoffentlech fir iwwermuer.

Et ass gefrot ginn, wou d'Ëmweltklinik dru wier. Net nëmmen déi viregt Regierung, och dës Regierung huet sech zum Prinzip vun engem Service national de la Médecine de l'Environnement bekannt, an et gëtt een Interessent, dat ass de CHEM aus dem Süden. Opgrond vun deene Fusiounsbestriewungen, déi am Moment gelaf sinn, war dat net déi éischt Prioritéit vum Haus aus dem Süden. Mä ech ginn awer dovun aus, dass deemnächst déi dote Propositioune wäerte preziséiert ginn.

Dann ass d'Iddi vun engem Ëmweltpass vum Kolleeg Angel op den Dësch geluecht ginn. Dat ass eng ganz interessant Iddi. Et muss een natierlech dat begleede mat de Labelen. Ech mengen, dat ass eng Iddi, déi ee soll creuséieren. Mä och erëm eng Kéier do: Et huet ee gesinn, wéi opwändeg dass et ass, fir esou Initiativen ze schafen. Ech ka mech erënneren, wéi mer de Gebaipass, wat d'Energie ugeet, agefouert hunn, wat dat fir en Opwand war, an an anere Beräicher idem. Mä d'Iddi ass jiddefalls ze creuséieren.

Als Konklusioun soen ech dem Interpellant Merci derfir, dass en iwwert dës Interpellatioun den Thema, de Sujet weider no bausse gedroen huet; dass d'Sensibiliséieren dozou bäigedroen huet, fir de Leit deen dote Service méi visibel ze maachen. Mä, an dat als lescht Wuert: Wann de Service méi visibel gëtt, dann heescht dat och, dass en d'Moyenë muss kréien, fir ze reagéieren, well soss ass et contre-productif.

An deem Sënn ass d'Regierung domat d'accord, fir d'Motioun vum Här Huss och ze akzeptéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Minister. Domadder sinn d'Diskussioune fir haut de Moien ofgeschloss.

Motion 1

De Vote vun dëser Motioun vum Här Huss soll de Mëtteg geschéie mat deenen anere Voten, déi um Ordre du jour stinn.

(Interruptions)

Et ass de Wonsch vum President, dass dee Vote de Mëtteg mat deenen anere Votë global zesummegeholl gëtt.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Ech hunn domadder kee Problem, Madame Presidentin.

Et ass esou, ech sinn och frou iwwer all déi Bäiträg, déi vun de Kolleege komm sinn. Hei ass jo wierklech kee Moment vu Polemik an iergendenger Form an deem Débat gewiescht. Et ass e Problem, wou mer alleguerten ufänken ëmmer méi drop opmierksam ze ginn a wou mer allerdéngs, wa mer wierklech iwwert d'reng Moossen erauskommen an de Leit matdeelen, wat se kënnen a sollen aneschters maachen, feststellen: Dat geet net méi duer. Et si ganz aner Saachen, déi hei an der Approche mussen erbäikommen, dat heescht, fir am Virfeld ze verhënneren, datt et iwwerhaapt zu esou Problemer an Haiser oder an den öffentleche Gebaier kënnt.

Duerfir musse mer a mengen Aen nach méi preventiv Aktiounen huelen. Mir mussen dee Service, mat parallelle Strukturen derbäi, an der Zesummenaarbecht ausbauen. Et ass gesot ginn, okay. Et ass mer allerdéngs opgefall, datt ech bei deenen „Inviten" un d'Regierung zwar inhaltlech all déi Punkte gesot hunn, wat dann deen neie Service misst maachen, mä ech hu selwer vergiess awer an engem Punkt derbäizeschreiwen, datt e soll an deem Sënn opgestockt ginn an eng besser Logistik kréien. Dat hunn ech vergiess ze maachen.

Mme la Présidente.- Merci, Här Huss. Et gëtt nach eng Wuertmeldung, eng lescht Wuertmeldung vum Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Ech wollt och do nach unhaken. Ech hat jo virdru gesot, datt mer kéinten déi Motioun hei ënnerstëtzen. Ech hunn och festgestallt bei deene verschiddene Riedner, datt déi ënner anerem dorobber higewisen hunn, datt dee Service de Médecine de l'Environnement misst verstäerkt ginn, souwuel personell wéi logistesch, an datt och vläicht seng Missioune missten erweidert ginn. Och ënner anerem de Spriecher vun der sozialistescher Fraktioun huet dorobber higewisen.

Duerfir géif ech proposéieren, datt mer nach géifen en Alinea bei „invite le Gouvernement" derbäisetzen. Ech hunn elo hei dat schnell formuléiert; do kann een awer vläicht kucken, dat textuell oder redaktionell nach ze verbesseren. Dat kéint zum Beispill sinn: «à prévoir un renforcement personnel et logistique du Service de Médecine de l'Environnement ainsi qu'une redéfinition plus large de ses missions».

Ech mengen, wann den Här Huss domadder d'accord wier respektiv d'Chamber, da kéint een dat dann nach derbäisetzen.

Merci.

Mme la Présidente.- Ech géif lech da proposéieren, deen Text do tippen ze loossen, dass ofgestëmmt gëtt, wann jiddfereen den integralen Text schréftlech virleien huet.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Also, ech kéint selbstverständlech mat esou enger Formuléierung oder enger ähnlecher d'accord sinn.

Mme la Présidente.- Wonnerbar! Merci.

Domadder ass d'Sëtzung dann opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.30 heures)

Mercredi, 30 janvier 2008

SÉANCE 25

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, au sujet du rapport de l'Inspection générale de la Police
- *M. Luc Frieden, M. Félix Braz*

2. Établissement d'une liste de trois candidats pour un poste de Conseiller d'État
- *Votes par appel nominal*

3. Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement
- *Vote reporté à une séance ultérieure (raisons d'ordre procédural)*

4. 5765 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée à Junglinster (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Interpellation de M. Jean Huss au sujet de la politique du Gouvernement en matière de pollution de l'habitat et de la qualité de l'air intérieur (suite)
- *Motion 1 modifiée: Mme Anne Brasseur, M. Jean Huss, motion 1 modifiée adoptée*

6. 5797 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupert*
- *Discussion générale: M. Charles Goerens, M. Roger Negri*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 5773 - Projet de loi déterminant le principe de la récidive en matière de faux-monnayage et introduisant un article 57-1 au Code pénal
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, Mme Lydie Err*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 5683 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence
- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. John Castegnaro (en remplacement du rapporteur M. Jos Scheuer)*
- *Discussion générale: M. Marcel Sauber, Mme Colette Flesch (interrompue par M. Marcel Sauber et M. Carlo Wagner), M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. Marcel Sauber, M. le Ministre Jeannot Krecké*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 5550 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999
- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture: M. Fred Sunnen*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 5736 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, de la jeunesse et du sport, signé à Zagreb, le 22 février 2007
- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture: M. Marcel Oberweis*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Fernand Boden, Luc Frieden, Jeannot Krecké, Lucien Lux et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Jo, Här President. De Justizminister Frieden huet der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen.

M. le Président.- Den Här Justizminister Luc Frieden wëllt eng Deklaratioun maachen iwwert de Rapport vun der Inspection générale de la Police.

Här Minister Frieden, Dir hutt d'Wuert.

1. Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, au sujet du rapport de l'Inspection générale de la Police

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, no der Interventioun vum Procureur d'État virun der Commission juridique vun dëser Chamber uganks Dezember 2007, hunn ech den 10. Dezember bei der Inspection générale de la Police - dat ass d'Police vun der Police - en administrative Rapport gefrot iwwert den Déroulement vun enger Observatioun, déi am Oktober 1985 gemaach ginn ass op den ehemolege Chef vun der Brigade mobile vun der Gendarmerie, den Här Geiben. Ech hunn d'Inspection générale gefrot, den Déroulement vun där Observatioun ze kucken an ze kucken, ob d'Regelen, déi deemools a Kraaft waren, respektéiert gi sinn.

D'Inspection générale de la Police huet virun allem Auditioune gemaach vu Leit, déi deemools, dat heescht virun 22 Joer, derbäi waren. D'Inspection générale de la Police huet keen Accès zu dem Dossier pénal, deen eleng beim Untersuchungsriichter a beim Procureur ass.

D'Inspection générale de la Police huet hire Rapport ofgeschloss a mer deen iwwermëttelt. Ech géif zu deenen Haaptfroe just e puer Konklusioune virliesen.

Fir d'éischt iwwert d'Fro, ob déi Observatioun eng Autorisatioun gebraucht hätt vun den Autorités judiciaires, schreift d'Inspectioun: «Il y a lieu de répondre que l'observation était une opération de nature policière ne nécessitant pas d'ordre ou d'autorisation des autorités judiciaires.»

Zu der Fro, wien déi Observatioun ordonnéiert huet, kënnt d'Inspectioun zur Konklusioun: «Concernant l'observation nationale,…» - et war nämlech och eng international Observatioun - «…les choses sont nettement moins claires. La hiérarchie de la Gendarmerie en est sans doute l'initiatrice, mais à quel niveau? Le chef du Groupement d'observation et de recherche…» - dat war eng spezial Observatiounseenheet, déi just am Kontext vun der Bommeleeëraffär op d'Bee gesat gi war - «…l'a mise en route, mais à son niveau, cela lui fut plus que vraisemblablement ordonné par l'un de ses supérieurs. Ce dernier a nié être intervenu dans cette décision, dans sa préparation et dans son exécution.»

De Chef vun deem GOR ass den Här Stebens; deem säi Chef ass den Här Reuland.

An der Praxis ass déi Observatioun, ëm déi et geet - et geet ëm *eng* Observatioun - vun dem Geheimdéngscht exekutéiert ginn. Wien den Uerder ginn huet, fir de Geheimdéngscht ze beoptragen, ass an den Ae vun der Inspectioun net erauszefannen.

An iwwert de Rapport, deen no där Observatioun geschriwwe ginn ass, schreift d'Inspectioun: «Un rapport écrit a été dressé par le Service de renseignement. Sa commu-

nication éventuelle à la Gendarmerie demeure incertaine, mais aurait été envisageable dans la mesure où cette dernière était le donneur d'ordre. Il en est de même de la communication orale du résultat de cette observation.»

An iwwert d'Kooperatioun Geheimdéngscht a Gendarmerie schreift d'Inspectioun: «Le Gouvernement au début des années 80 aurait appelé de ses voeux la collaboration entre les forces de l'ordre et le Service de renseignement dans la lutte contre le terrorisme. Il n'existe pas de trace écrite de cette décision.»

D'Konklusiounen also vun der Inspectioun - iwwregens sinn déi motivéiert op enger Dose Säite virdrun - gi keng ofschléissend Äntwert op eng Rei vun deene Froen, déi mer der Inspectioun gestallt hunn no der Interventioun vum Procureur hei an der Chamber. Dat ass, mengen ech, 22 Joer no de Faiten och sécherlech net einfach.

Am Sënn vun enger totaler Transparenz a well ech wëll, well d'Regierung wëllt, datt hei alles opgekläert gëtt, iwwerginn ech, Här President, lech dee Rapport, deen also déi Konklusioune beinhaltet, vun deenen ech elo grad Extraiten hei virgelies hunn.

M. le Président.- Merci.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- De 24. Januar, also virun e puer Deeg, huet den Här Procureur d'État Robert Biever mir e Bréif geschriwwen. Den Här Procureur d'État seet an deem Bréif, datt d'Inspection générale de la Police net alles kënnt wëssen, well si keen Accès hätt zum strofrechtlechen Dossier.

An deem Bréif kënnt den Här Procureur zréck op d'Roll, déi den Här Pierre Reuland an den Här Guy Stebens, heitege Generaldirekter respektiv Generalsekretär vun der Police, bei deenen Observatiounen am Oktober 1985 gehat sollen hunn.

Den Här Procureur kënnt zur Konklusioun, datt bei dëser Observatioun d'Regele vun der Strofprozessuerdnung net observéiert gi wären. An a senge Konklusiounen, och hin op d'Fro, déi gestallt gi war, ob den Netrespekt vun deene Regelen Infractions pénales wären an ob et kënnt zu Poursuitë kommen, schreift den Här Procureur Folgendes:

«Est-ce que les comportements critiqués constituent des infractions pénales? On sait qu'en droit luxembourgeois, le faux témoignage sous la foi du serment devant le juge d'instruction n'est pas punissable. Il est vrai que le projet de loi sur les droits des victimes prévoit une modification fondamentale sur ce point. L'entrave à la justice, qui est donnée en l'espèce, n'est pas punissable en droit luxembourgeois, contrairement au droit français.

En droit anglo-saxon, on se trouverait en présence d'un des cas des plus classiques de ‚contempt of court'. Si les faits énoncés ci-avant étaient des infractions en droit luxembourgeois, les personnes en question auraient maille à partir avec la justice pénale. La justice pénale leur causerait bien des soucis à l'heure actuelle.»

Als Justizminister hunn ech keen Accès zum Dossier pénal. Ech kennen näischt vum Dossier Bommeleeër a war deemools weder Minister nach Deputéierten, mä Student. Déi, déi méi wëssen - duerch hir Fonctiounen -, sinn de Procureur an den Untersuchungsriichter.

De Procureur mécht an deem Bréif vum 24. Januar 2008 hei seriö Reprochë vum Netanhale vu strofrechtleche Prozeduren. Den Här Reuland, deen ech dorobber ugesprach hunn, contestéiert formell, bei der Décisioun, bei der Preparatioun a bei der Exekutioun vun där Observatioun derbäi gewiescht ze sinn.

Den Här Guy Stebens seet mer, datt hien eng Erënnerung un esou eng Observatioun huet an datt hien der Untersuchungsriichterin all Elementer matgedeelt huet, wéi hie viru kuerzem gehéiert ginn ass, wat hie vun deemools nach weess. Hie contestéiert, iergendee Feeler gemaach ze hunn.

Dës Reprochen, déi de Procureur am Bréif mécht, stellen - seet hien - keng Infraction pénale duer. Si sinn och keng disziplinaresch Faiten, well dës nom Disziplinsgesetz an der Force publique dräi Joer no de Faitë verjähren.

D'Police, Här President, huet, mengen ech, eng speziell Roll an eiser Gesellschaft. Si ass den Aarm vum Stat, zesumme mat der Justiz, deen derfir suergt, datt d'Gesetzer, déi heibanne gestëmmt ginn, och respektéiert ginn. Si brauch eist Vertrauen. Hir Autoritéit muss natierlech an novollzéibar sinn. Si muss duerfir incontestabel sinn.

Duerch déi Reprochë vum Procureur, déi ech net aschätze kann, mä déi an deem Bréif stinn, ass déi noutwendeg Serenitéit vun der Policeaarbecht, déi mer wesentlech schéngt, a Fro gestallt. Opgrond vun de schréftleche Reprochen an aus der Suerg ëm d'Vertrauen an d'Institutioune vun eisem Land, hu mer duerfir décidéiert, den Här Pierre Reuland an den Här Guy Stebens vun hiren aktuelle Fonctiounen als Generaldirekter respektiv Generalsekretär vun der Police ze entbannen.

Et deet mer mënschlech leed, dës Décisioun missen ze huelen. Besonnesch, well déi zwee Leit an deene Joren, wou ech hire politesche Chef war, eng gutt Aarbecht gemaach hunn. Mä dëse Bréif vum 24. Januar vum Procureur Biever huet mer keen anere Choix gelooss, fir d'Autoritéit an d'Vertrauen an d'Police ze halen.

Den Här Pierre Reuland kritt Attributiounen am Beräich vun der internationaler Polizeikooperatioun. Den Här Guy Stebens kritt aner Aufgaben an der Police. Iwwer hir genee Affectatioune fannen an deenen nächsten Deeg Gespréicher mat deene Betraffene statt.

Ech wëll, Här President, ënnersträichen, datt den Här Pierre Reuland an den Här Guy Stebens net am Dossier Bommeleeër beschëllegt si ginn. Si sinn net inculpéiert. Dat hei ass net d'Opklärung vun den Attentater vun 1984 an 1985. Duerfir maachen ech e waarmen Appel un de Parquet an un d'Untersuchungsriichter, fir schnell an intensiv weiderzeschaffen, fir datt d'Auteurë vun dësen Attentater fonnt ginn. D'Lëtzebuerger hunn e Recht, datt dës Affär opgekläert gëtt, an dëst ass eleng d'Aufgab vun de Geriichter.

D'Police, ënnert der Autoritéit vun dem Generaldirekter Pierre Reuland, huet an deene leschte Joren eng gutt Aarbecht gemaach, fir déi ech hir an dëse Momenter, déi fir d'Police keng einfach sinn, wëll meng Unerkennung soen.

Lëtzebuerg huet duerch déi vill Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass, eng besser Sécherheetssituatioun wéi eis Nopeschlänner. Dat ass ee wichtegt Stéck Liewensqualitéit.

Ech hätt gären, d'Regierung hätt gären, datt d'Police dës Aarbecht a Rou ka weidermaachen. D'Regierung wäert och weider der Police déi néideg Mëttel an Ënnerstëtzung bei dëser wichteger Aufgab ginn.

Iwwer all deem, wat eis heiansdo trennt, wou et gutt ass, datt et een demokrateschen Débat gëtt, gëtt et eppes, wat eis vereent, wat eis vereene muss, an dat sinn eis Institutiounen; d'Rumm, bannent där mer eis Rechter an eis Flichten ausüben.

Et ass mäi Wonsch, datt mer alles maachen, fir datt d'Leit an eisem Land spieren, datt eis Institutioune gutt fonctionnéieren an datt mer hinne kënne vertrauen. Duerfir hunn ech dës schwéier Décisioun geholl, an duerfir sollte mer all heibannen, mä och dobausse responsabel mat eisen Institutiounen an hire Vertrieder ëmgoen. Net mat Gerüchter a permanentem Mësstraue géint iwwer dem Stat a senge Beamte komme mer virun an eisem Land, mä duerch e fairen demokrateschen Débat vu verschiddenen Iddien.

Merci.

Här President, ech iwwerginn lech selbstverständlech och dee Bréif vum Här Procureur, op deen ech Referenz gemaach hunn.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Justizminister Akt vu senger Deklaratioun a froen, ob heibannen d'Groupes politiques oder d'Sensibilitéite wëllen d'Wuert zu dëser Deklaratioun ergräifen.

Ech gesinn, dat ass net de Fall. Domat ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss.

(Interruption)

Den Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Och wa mer elo näischt direkt dozou soen, well mer natierlech Kenntnis och mussen hu vum Rapport, wär et awer vläicht gutt, wann d'Commission juridique elo scho géif en Datum festleeën, wou mer eis mat deem Rapport do beschäftegen, en présence vun deene Leit. Ech soen dat och un d'Adress vum Patrick Santer, fir dass mer do vläicht ganz séier eng Sitzung aberuffen, well d'Wierklechkeet, dat richtegt Liewe geet virun der Dier dobaussen och weider, an ech mengen, och wann elo net direkt heibanne scho reagéiert gëtt, wär et gutt, wann d'Kommissioun relativ séier sech en détail mat deem Dokument kéint beschäftegen.

M. le Président.- Ech sinn iwwerzeegt, Här Braz, dass Dir mam Här Santer zesummen e ganz schnellen Datum fannt. Et ass jo elo net um Plenum hei, fir Datumer fir d'Commission juridique ze proposéieren.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat ass d'Opstelle vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir e Poste vu Conseiller d'État.

2. Établissement d'une liste de trois candidats pour un poste de Conseiller d'État

Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Reform vum Statsrot an d'Artikelen 120 bis 125 vum Chambersreglement et virgesinn, stelle mer haut eng Lëscht vun dräi Kandidate fir de Poste vun engem Conseiller d'État op. No den Dispositioune vum Artikel 119 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 24. Januar eng Kandidatelëscht mat siwe Persounen arrêtéiert. Dat sinn an alphabetescher Reiefolleg:

1) den Här Maurice Bauer, maître en droit;

2) d'Madame Michèle Boz-Retter, licenciée en droit;

3) den Här Alain Frast, attaché parlementaire;

4) den Här Henri Krischler, commerçant;

5) den Här Roger Molitor, licencié en administration des affaires;

6) d'Madame Sandra Scheer, employée privée, an

7) den Här Nico Schroeder, employé chimiste.

D'Lëscht vun de Kandidaten ass un d'Deputéierte verdeelt ginn. D'Chambersreglement gesäit vir, dass d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration gestëmmt ginn. Nëmmen d'Voten iwwert déi offiziell déposéiert Kandidature si valabel. D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongülteg Wahlziedelen net a Betracht gezu ginn. Et gëtt also fir jiddfer Kandidat eenzel ofgestëmmt.

Mir wielen elo deen éischte Kandidat. Ech géif bieden d'Wahlziedelen auszedeelen.

Vote du premier candidat

Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, dass d'Wahl elo ofgeschloss ass. Mir kommen zu dem Appel nominal, fir d'Wahlziedelen anzesammelen.

Appel nominal

D'Resultat vum éischte Vote ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	51
Blank Wahlziedelen:	1
Ongülteg Wahlziedelen:	0
Gülteg Wahlziedelen:	50
Absolut Majoritéit:	26

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

1) Här Maurice Bauer:	1
2) Madame Michèle Boz-Retter:	11
3) Här Alain Frast:	0
4) Här Henri Krischler:	0
5) Här Roger Molitor:	38
6) Madame Sandra Scheer:	0
7) Här Nico Schroeder:	0

Den Här Molitor huet déi absolut Majoritéit kritt an ass domat als éischte Kandidat gewielt.

Mir wielen dann deen zweete Kandidat.

Vote du deuxième candidat

D'Stëmmziedele gi gläich ausgedeelt.

Appel nominal

Ech denken, dass de Vote ofgeschloss ass. Mir kommen zum Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultat vum Vote ass dat folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	51
Blank Wahlziedelen:	1
Ongülteg Wahlziedelen:	0
Gülteg Wahlziedelen:	50
Absolut Majoritéit:	26

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

1) Här Maurice Bauer:	5
2) Madame Michèle Boz-Retter:	11
3) Här Alain Frast:	0
4) Här Henri Krischler:	0
5) Madame Sandra Scheer:	34
6) Här Nico Schroeder:	0

Domat ass d'Madame Scheer als zweete Kandidat gewielt. Mir kommen elo zu dem Vote vun deem drëtten a leschte Kandidat.

Vote du troisième candidat

Dir Dammen an Dir Hären, en attendant dass déi lescht Stëmmziedele fäerdeg gemaach ginn, wollt ech d'Fraktiounschefe froen, ob se domat d'accord sinn, dass mer de Rapport, deen de Justizminister eis iwwermëttelt huet, fotokopéieren, un d'Fraktiounschefen ausdeelen a pour le reste deenen aneren Deputéierten iwwert de Courrier électronique zougänglech maachen.

(Assentiment)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech géif lech elo bieden zum Vote ze kommen, fir dass mer an der Prozedur virukommen. Huet jiddfereen e Stëmmziedel kritt?

(Assentiment)

Dann zum Vote, an duerno komme mer zum Appel nominal.

Appel nominal

Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultat vum Vote ass dat folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	51
Blank Wahlziedelen:	1
Ongülteg Wahlziedelen:	0
Gülteg Wahlziedelen:	50
Absolut Majoritéit:	26

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

1) Här Maurice Bauer:	39
2) Madame Michèle Boz-Retter:	11
3) Här Alain Frast:	0
4) Här Henri Krischler:	0
5) Här Nico Schroeder:	0

Domat ass den Här Bauer als drëtte Kandidat proposéiert.

D'Lëscht vun den dräi Kandidate fir de Poste vum Statsconseiller presentéiert sech deemno folgendermoossen:

- éischte Kandidat: den Här Roger Molitor

- zweete Kandidat: d'Madame Sandra Scheer

- drëtte Kandidat: den Här Maurice Bauer

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, mir kommen dann nach zu engem Vote, nämlech d'Designatioun vun engem Member fir de Centre pour l'égalité de traitement.

3. Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement

Esou wéi den Artikel 132 vum Chambersreglement et virgesäit, ass d'Chamber dozou opgeruff, e Member ze designéiere fir de Centre pour l'égalité de traitement, deen duerch d'Gesetz vum 28. November 2006 agesat gouf. No den Dispositioune vun den Artikelen 135 an 136 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 24. Januar eng Kandidatelëscht mat zwou Persounen arrêtéiert, an dat sinn den Här Antonio Andrade Lopes Tavares an den Här Christian Scharff. D'Lëscht vun de Kandidaturen ass un d'Deputéierte verdeelt ginn. Mir stëmmen elo a geheimer Wahl of. De Kandidat muss d'absolut Majoritéit kréien. Ech géif bieden d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Et ass ee Problem mat de Stëmmziedelen, duerfir ass d'Sitzung ee Moment ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique entre 15.13 et 15.18 heures)

D'Sitzung geet erëm weider.

Opgrond vun technesche Schwieregkeete gëtt de Vote iwwert de Member vum Centre de l'égalité de traitement op muer verluecht.

Mir kommen elo zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi betreffend de Lycée zu Jonglënster. Dat ass de Projet de loi 5765.

4. 5765 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée à Junglinster (suite)

De Vote iwwert dëse Projet de loi fänkt elo un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5765 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. John Castegnaro), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

5. Interpellation de M. Jean Huss au sujet de la politique du Gouvernement en matière de pollution de l'habitat et de la qualité de l'air intérieur (suite)

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant la priorité donnée à la prévention en matière de santé publique;

- considérant dans ce contexte le rôle de plus en plus important du principe de précaution et de la prévention primaire en matière de santé environnementale;

- considérant les programmes de recherche (CAFE, THADE) et les programmes successifs en matière de santé environnementale de l'OMS, de l'Agence Européenne de l'Environnement et de l'Union Européenne qui insistent de plus en plus sur la qualité de l'air intérieur;

- considérant l'importance accordée à la problématique de la pollution de l'habitat par des produits ou matériaux par la conférence des Ministres de l'Environnement européens, le 20 décembre 2007 à Bruxelles;

- considérant que d'un point de vue scientifique et médical, les organisations internationales ainsi que des études scientifiques de plus en plus nombreuses établissent des liens ou associations entre les milieux intérieurs pollués, les expositions chroniques à faible dose de contaminants chimiques, biologiques ou de radiations diverses et des pathologies chroniques (migraines, infections, allergies cutanées ou respiratoires, asthme, maladies enfantines, etc.);

- rappelant dans ce contexte le colloque scientifique relatif à la qualité de l'air intérieur et à la médecine de l'environnement, organisé sous la responsabilité du Ministère de la Santé pendant la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union Européenne en 2005;

- rappelant par ailleurs les résultats d'analyses effectuées par le Service de Médecine de l'Environnement en collaboration avec le Laboratoire National de la Santé et d'autres laboratoires;

- considérant le fait que nous passons en moyenne 80-90% de notre temps dans les milieux intérieurs et que la qualité du milieu intérieur s'avère donc extrêmement importante;

- considérant le nombre élevé de contaminations diverses constatées dans de nombreuses habitations luxembourgeoises par le Service de Médecine de l'Environnement;

- considérant le fait qu'en plus des habitations privées, des contaminations diverses ont aussi été mesurées et constatées dans certains bâtiments publics, y inclus des écoles ou crèches hébergeant des enfants, évidemment plus sensibles;

- considérant que la pollution de l'habitat et le syndrome des bâtiments malsains («sick building syndrome») sont donc une réalité courante aussi dans notre pays;

- considérant d'un côté la qualité des mesures et analyses effectuées par nos services sanitaires;

- considérant d'un autre côté les moyens en personnel limités et le caractère trop limité des missions du Service de Médecine de l'Environnement (SME);

- considérant finalement qu'une politique de prévention en matière de santé environnementale et donc la prévention de troubles sanitaires causés par des milieux intérieurs contaminés ne peut pas uniquement être assuré par le travail du SME, mais devrait inclure des mesures préventives d'information, de recherche et de formation en matière de construction, de choix de matériaux et de sécurité des produits, incluant donc diverses professions et corps de métier du secteur de la construction et l'administration des Bâtiments publics;

invite le Gouvernement à

- évaluer l'expérience acquise dans notre pays dans le domaine de la santé environnementale tant au niveau des analyses d'expositions en milieu intérieur qu'au niveau du traitement médical et de la prise en charge par la Sécurité sociale;

- favoriser des projets de recherche ou projets pilotes basés sur les résultats des évaluations mentionnées ci-dessus;

- favoriser la coopération et la coordination entre les acteurs impliqués dans le domaine de la santé environnementale en leur attribuant les moyens financiers, logistiques et personnels nécessaires pour mener à bien leurs missions;

- sensibiliser et informer le public, mais surtout les professionnels de la construction, en proposant des formations ou informations en matière de matériaux de construction ou de produits usuels;

- prévoir un renforcement personnel et logistique du Service de Médecine de l'Environnement ainsi qu'une redéfinition plus large de ses missions;

- prendre soin préventivement, dans tous projets nouveaux de construction ou de rénovation de bâtiments publics, afin que des contaminations de toutes sortes - chimiques, biologiques ou physiques - soient évitées;

- réfléchir à l'offre de nouvelles formations médicales en matière de santé environnementale pour les médecins intéressés et des médecins du contrôle médical;

- participer activement aux programmes internationaux CEHAPE (OMS), NEHAP (UE) et à prévoir l'investigation des milieux intérieurs publics destinés à accueillir les enfants, telle que pratiquée par des projets pilotes dans certains pays voisins.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn nach ofzestëmmen iwwert d'Motioun, déi den honorabelen Här Huss haut de Moien déposéiert huet am Kader vu senger Interpellatioun.

Ass de Vote électronique gefrot bei där Motioun, déi vun der Regierung ugeholl ginn ass?

(Brouhaha général)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, den Här Berger hat de Moien nach een Amendement erabruecht.

Plusieurs voix.- Deen ass och ugeholl.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Jo, mä ech wollt awer soen, dass deen an der Motioun mat dran ass. Duerfir, et ass den amendéierten Text.

M. le Président.- Den Amendement...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Wann ech gelift, ech géif awer ëm e bëssen Opmierksamkeet bieden!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här President!

M. le Président.- Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här President, de Moie war nach en Amendement dozou proposéiert gi vum Här Berger, mat deem mer alleguerte konnten d'accord sinn. Och d'Regierung konnt mat deem Amendement d'accord sinn, esou datt mer d'Motioun elo einfach par main levée kënnen ofstëmmen.

M. le Président.- Jo, dat war jo de Moien alles esou festgehale ginn um Enn vun der Sitzung hei, duerfir sinn all Diskussioune superfétatoire a mir kommen zum Vote. Et ass kee Vote électronique verlaangt, duerfir stëmme mer par main levée of.

Vote

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Wien ass géint d'Motioun?

Wien enthält sech?

Ech gesinn, d'Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Mir kommen dann zum Projet de loi iwwert d'Ofännerung vum TVA-Gesetz. De Rapporteur, den honorabelen Här Haupert, huet elo d'Wuert a soss keen!

Här Bettel, bei dem demokratesche Grupp ass den Här Goerens ageschriwwen.

6. 5797 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den urspréngleche Projet 5797 huet dräi verschidden Deeler virgesinn: en éischten Deel, deen d'Ëmsetzen an d'national Gesetzgebung vun dräi europäeschen Direktive virgesinn huet; en zweeten Deel, deen d'Aféierung vun engem Représentant fiscal am Beräich vun der TVA an eis national Gesetzgebung virgesäit, an en drëtten Deel, deen d'Änderung vum Rekursrecht géint de Steierbescheed oder eng Décisioun vun der Verwaltung respektiv vum Verwaltungsdirekter virgesinn huet.

Wat deen drëtten Deel ubelaangt, dee gouf relativ kontrovers an der Kommissioun diskutéiert, an a sengem Avis huet de Statsrot gesot, vu dass eng Urgence bestanen huet, wat d'Ëmsetzung vun den Direktiven ubelaangt, huet hien säin Avis misse relativ schnell huelen an doduerch konnt hien deen drëtten Deel net aviséieren. Doropshin huet d'Kommissioun beschloss, am Averständnis mat der Regierung, deen drëtten Deel, dat heescht d'Änderunge vum Rekursrecht, aus dem Projet erauszehuelen an dass dee bei enger nächster Änderung vun deem TVA-Gesetz géif an enger iwwerschaffter Versioun iwwerholl ginn.

Wat deen éischten Deel ubelaangt, d'Ëmsetze vun deenen dräi europäeschen Direktiven, do ass eng éischt Direktiv, d'Direktiv 2006/98/CE, déi d'Applikatioun vun den Iwwergangsmoossname beinhaltet, déi am Beräich vun der TVA fir déi nei Bäitrëttslänner virgesi sinn, déi virgesäit, dass déi Direktiv op Bulgarien a Rumänien iwwerdroe gëtt.

Dës Iwwergangsmesure gesäit vir, dass déi Wueren, déi virun dem Bäitrëtt vun deenen zwee Länner an d'Europäesch Unioun, a besonnesch dann hei fir Lëtzebuerg an eist Land, ënner engem aneren Douanesregime agefouert gi sinn, mussen an den Iwwergangsbestëmmungen extra behandelt ginn, an dat fir ze verhënneren, dass se entweder zweemol oder guer net géife besteiert ginn. Ech mengen, dës Direktiv concernéiert eist Land ganz minim, well mer bis elo relativ wéineg Wuereverkéier mat deenen zwee Länner haten.

Déi zweet Direktiv, d'Direktiv 2006/69/CE, huet zwee Voleten:

Deen éischte Volet gesäit vir, dass bis den 1. Januar 2008 sämtlech Länner deen Deel, wat eng nei Definitioun vun der Valeur normale ubelaangt, an hir Gesetzgebung obligatoresch mussen ëmgesat hunn.

Deen zweete Volet gesäit méi eng fakultativ Dispositioun vir, dat heescht, dass d'Länner am Zweifelsfall bei enger Besteierung dee Wäert, deen op der Facture steet, duerch d'Valeur normale kënnen ersetzen, an dat a ganz präzise Fäll, déi an der Direktiv extra virgesi sinn.

D'Kommissioun huet am Fong iwwert déi Bestëmmungen och eng kontrovers Diskussioun gefouert. Si huet besonnesch Problemer gesinn, a welleche Fäll deen normale Wäert de Rechnungswäert kéint ersetzen a wat besonnesch déi Valeur normale kéint ausmaachen. Vu dass den zoustännege Minister eis informéiert huet, dass de Moment d'Kommissioun vun der Europäescher Unioun amgaangen ass, iwwer eng nei Direktiv ze bestëmmen, wat d'TVA iwwert d'Finanz- an d'Versécherungsservicer ubelaangt, an dass och nach d'Kommissioun nei Moossname géint d'TVA-Hannerzéiunge virgesinn huet, huet d'Kommissioun doropshin erëm eng Kéier am Averständnis mat der Regierung décidéiert, fir déi fakultativ Dispositioun vun dëser Direktiv de Moment net ëmzesetzen an ze waarden, bis dass déi nei Direktiven an d'Haus géife kommen.

Et gouf och nach eng drëtt Direktiv, dat ass d'Direktiv 2006/112/CE, déi am Fong geholl déi éischt an déi sechst Direktiv vun der TVA ersetzt; dat ass eng allgemeng Direktiv iwwert d'TVA-Gesetzgebung an der Europäescher Unioun, souzesoen eng Directive coordonnée, déi déi verschidden Änneurungsdirektiven aus de leschte Joren an engem Text zesummefaasst. Vu dass Lëtzebuerg, au fur et à mesure wéi déi verschidden Direktiven op eis zoukomm sinn, déi Texter an eis Gesetzer ëmgesat huet, sinn déi meescht Dispositioune vun dëser Direktiv schonns ëmgesat, esou dass am Fong net méi vill iwwreg bliwwen ass, fir eis Gesetzgebung am Liicht vun dëser Direktiv ze änneren.

Den zweeten Deel vun dësem Projet gesäit d'Aféierung an eis Gesetzgebung vun dem Représentant fiscal am Beräich vun der TVA vir. D'Regierung hat eng Etüd an Optrag ginn, fir ze kucken, wéi wäit dass am Fong geholl Lëtzebuerg kéint an de Logistikaktivitéiten, besonnesch am Beräich vun der Aktivitéit, déi d'Cargolux hei zu Lëtzebuerg féiert, wéi déi Aktivitéite kéinte fir Lëtzebuerg eng nei Nisch erschléissen.

Déi Etüd huet erginn, dass et am Fong geholl e ganz attraktive Beräich fir eis Ekonomie wär, besonnesch am Sënn vun der Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft, mä dass een Hoke géif bestoen, nämlech dass déi Länner, déi net an der EU etabléiert sinn, Problemer gesinn hunn, besonnesch fir hir administrativ Aufgaben am Beräich vun der TVA hei ze léisen.

Aner Länner hunn dee Représentant fiscal an hirer Gesetzgebung virgesinn, e Représentant fiscal, deen och iwwert déi Direktiv 2006/112 virgesinn ass, an déi Etüd huet virgeschloen, dass Lëtzebuerg och soll esou ee Représentant fiscal a senger Gesetzgebung virgesinn. Dat gëtt mat dësem Projet de loi virgeholl.

De Projet de loi gesäit d'Konditioune vir fir sech als Représentant fiscal hei zu Lëtzebuerg ze etabléieren a wéi besonnesch de Fonctionnement vun esou engem Fiskalvertrieder hei zu Lëtzebuerg géif iwwert d'Bühn goen.

Dat sinn am Fong geholl déi wichtegst Dispositioune vun dësem Projet de loi. Ech mengen, mir hunn dat an der Kommissioun, wéi gesot, scho kontrovers diskutéiert. Mir hu jo och opgrond vun deenen Diskussioune verschidden Dispositioune vum urspréngleche Projet erausgelooss. D'Kommissioun huet de Rapport vun dem Rapporteur, also mäi Rapport, unanime ugeholl a si schléit och der Chamber vir, fir de Projet, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen.

Ech bréngen och domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den honorabelen Här Goerens huet als éischte Riedner d'Wuert.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt dem Rapporteur Merci soen, deen hei eng zimlech schwiereg Diskussioun résuméiert huet, déi mer an der Kommissioun haten.

Hien huet och dee Volet ugesprach, dee mer aus dem Projet de loi erausgeholl hunn, well mer der Meenung waren, datt deen nach e gewëssene Räifeprozess muss matmaachen; dat ass d'Fixatioun vun der Valeur normale fir verschidden Objeten. Mir waren do der Meenung, et wier besser, et géif een dat emol à tête reposée nach eng Kéier iwwerkucken, ier ee vireileg Décisioune géif huelen.

Compte tenu vun dem Werdegang wéi d'Aarbechten an der Kommissioun waren, hu mer gesot, kéinte mer dee Projet do matdroen. Duerfir wäert ech och den Accord vu menger Fraktioun ouni Bedenke kënne ginn.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den honorabelen Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt op dëser Plaz net méi op all eenzelne Volet vum Gesetzesprojet agoen, dat huet den honorabele Kolleeg Norbert Haupert a sengem schrëftlechen a mëndleche Rapport exzellent gemaach, an ech wëll dem Här Rapporteur ausdrécklech félicitéieren, dass hien an dëser ganz komplexer Matière den Iwwerbléck net verluer huet.

Här President, dofir wëll ech mech op ee ganz spezifesche Volet vum Projet konzentréieren, an zwar op dee vun der Représentation fiscale am Beräich vun der TVA. Wann ech d'Etüd iwwert de Logistiksecteur, wéi se och am Rapport vum Kolleeg Norbert Haupert zitéiert gëtt, richteg an Erënnerung hunn, dann ass et esou, dass mir am Joer 2001, wéi mir d'Direktiv 2000/65/CE an eist nationaalt Recht ëmgesat hunn, méi wäit gaange sinn, wéi eis Nopeschlänner.

Mir hunn deemools d'Représentation fiscale ganz ofgeschaaft, wat an anere Länner als Optioun fir auslännesch ofgabeflichteg Entreprisë bestoe bliwwen ass. Konkret bedeit dat, dass all Entreprise aus engem Drëttland, déi Wueren iwwert de Findel an d'EU aféiert, hei zu Lëtzebuerg beim Enregistrement mat enger eegener TVA-Nummer muss ugemellt sinn, och wa si zu Lëtzebuerg guer keng TVA ze bezuele kritt an och wa si nëmme sporadesch kleng Quantitéite Gidder iwwert de Findel transitéiere léisst.

Dës administrativ Hürd huet, esou schéngt et, schonn déi eng oder déi aner Entreprise dovun ofgehal, de Findel fir hir Geschäfter ze notzen, an den Import ass dunn iwwer Holland oder Frankfurt ofgewéckelt ginn. Dofir begréisst d'LSAP-Fraktioun ausdrécklech dëse Projet de loi, an domadder gi mer eisen Accord dozou.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Domat ass d'Lëscht vun de Riedner épuiséiert. Vu dass d'Regierung sech de Konklusioune vum Rapporteur a vum Här Goerens uschléisst, kënne mer direkt zum Vote vun deem Projet de loi kommen.

(Interruption)

An och deene vum Här Negri, natierlech!

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5797 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider (par Mme Lydie Err), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch (par M. Jean Huss), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 5773 iwwert de Faux-monnayage. D'Madame Doerner ass Rapportrice a si huet elo d'Wuert.

7. 5773 - Projet de loi déterminant le principe de la récidive en matière de faux-monnayage et introduisant un article 57-1 au Code pénal

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an Europa huet sech d'Falschgeldkriminalitéit stabiliséiert. D'Zuel vu falsifizéierte Banknouten ass geréng par rapport zu deenen néng Milliarden echten Euroschäiner, déi momentan am Ëmlaf sinn a läit ënnert der Gesamtzuel vum Falschgeld, dat virun der Aféierung vum Euro zirkuléiert ass an och ënnert dem Chiffer, deen enorm ass, vun den aktuell gefälschten US-Dollar-Bankschäiner. Par contre huelen déi gefälschten Euromënzen zou, obwuel se sech historesch gesinn nach ëmmer op niddregem Niveau bewegen.

Dës Entwécklung ass d'Resultat vun enger europäescher grëndlecher Viraarbecht zum Euro, souwuel op strofrechtlechem wéi op administrativem Niveau, well d'Benennung vun Europol als Zentralstell fir d'Bekämpfung vun der Fälschung vum Euro huet derfir gesuergt, an et beweist och eng ëmfaassend Zesummenaarbecht an der EU wéi och op internationalem Niveau.

Schonn 1998 huet d'Europäesch Kommissioun éischt Virschléi zum Schutz vum Euro veröffentlecht, an dat fir d'Vertraue vun den EU-Bierger a -Biergerinnen an den Euro ze stäerken. An engem éischte Kaderbeschluss vum Mee 2000 sinn déi eenzel EU-Memberstaten opgefuerdert ginn, strofrechtlech Moossname géint de Faux-monnayage an hirem nationale Recht anzeféieren.

Lëtzebuerg huet duerch e Gesetz vum 13. Januar 2002 d'Hierstellung an d'Verbreedung vu Falschgeld mat all senge verschiddenen Niewendelikten an eise Code pénal an an eise Code d'instruction criminelle verstäerkt a moderniséiert ausgedehnt. De Rapporteur 2002 war den honorabelen Här Patrick Santer.

Am Joer 2001 huet eng Décision-cadre d'Réckfällegkeet am Beräich vun den Infraktiounen „faux-monnayage" agefouert, dat heescht, eng fréier Veruerteelung wéinst Falschgeld an engem EU-Memberstat entfaalt bestëmmte Rechtswierkungen an engem aneren EU-Stat, wou de Veruerteelte sech nach eng Kéier fir déi nämlecht Infraktioun strofbar gemaach hat.

Dës zwéngend Berücksichtigung vun der Récidive ass méiglech an Europa, well zënter der Adoptioun vum Kaderbeschluss vun 2000 de strofrechtleche Schutz vum Euro verbessert an och deelweis vereenheetlecht ginn ass. Nom Kaderbeschluss vun 2001 hunn d'Memberstaten also d'Verflichtung, d'Geldfälschung strofbar ze maachen, an dëst onofhängeg vun der Nationalitéit vum Auteur an och vun der Plaz vum Verbriechen.

Duerch de virleienden Text, dee mir haut solle stëmmen, dee sech iwwregens um belsche Modell vum 10. Januar 2005 inspiréiert, gëtt eng nei Dispositioun am Code pénal, an zwar eng eenzeg Dispositioun agefouert, den Artikel 57-1.

Dësen Artikel féiert am lëtzebuergesche Code pénal d'Récidive am Kader vun der Geldfälschung an. Et geet ganz kloer aus dësem Artikel ervir, dass eng Récidive virläit, wann ee sech wéinst Geldfälschung muss viru Geriicht veräntwerten a wann ee schonn eng Kéier wéinst därselwechter Infraktioun vun engem Geriicht vun der EU veruerteelt ginn ass.

De Conseil d'État huet an engem grëndlechen a gutt motivéierten Avis dësen neien Text bewäert an analyséiert. De Prinzip selwer vun der Unerkennung vun der Récidive am Kader vun der Geldfälschung werft keng besonnesch Observatioun vum Statsrot op. Eis Gesetzgebung berücksichtegt schonn an anere strofrechtlechen Texter d'Vergaangenheet vun Auslandsveruerteelten.

Den neien Artikel gesäit ënner anerem vir, den Term „Emprisonnement" duerch eng nei Notioun vun „Peine privative de liberté" ze ersetzen. D'Auteure vun dësem Projet de loi rechtfertegen hire Choix, andeems se den neutralen a generelle Charakter vun dëser Notioun ënnersträichen. Doriwwer eraus gëtt de Wuertlaut vun „Peine privative de liberté" schonn an aneren Domäne vun eisem Lëtzebuerger Recht ugewannt. Dës Notioun fanne mer iwwregens och an aneren internationale Konventiounen, déi mir ëmgesat hunn, erëm.

A sengem Avis vum 9. Oktober 2007 huet de Statsrot dorobber higewisen, dass de Gesetzestext nieft der Fälschung vu Sue verschidde konnex Infractioune viséiert, wéi zum Beispill d'Emissioun an d'Aféierung vu falsche Suen, och d'Tatsaach, falsch Suen an den Ëmlaf ze bréngen, awer och d'Fälschung notamment vu Stempelen.

Vu dass de Gesetzestext Dispositioune vum Code pénal betrëfft, déi sech net strikt op d'Fälschung vu Sue bezéien, huet sech de Statsrot gefrot, ob dat sënnvoll wär. Hien huet suggéréiert, dass den Text nëmmen déi Dispositiounen zréckbehale soll, déi sech effektiv mat der Fälschung vu Sue beschäftegen.

Hie proposéiert d'Unerkennung vun der Récidive op déi Infractiounen ze limitéieren, déi am Artikel 180 an 186 - all Kéiers Tiret 3 bis 6 - viséiert sinn. An deenen aneren Dispositioune vun dësen Artikele geet et nämlech ëm d'Fälschung vu Stempelen, Kreditkaarten an och Suen, déi keng Währung hei zu Lëtzebuerg, mä am Ausland hunn. D'Kommissioun huet den Iwwerleeunge vum Statsrot Rechnung gedroen an dëse Projet esou ëmgeännert.

Eng aner Bemierkung ass déi, dass den initialen Text sech och op den Artikel 170 vum Code pénal, dat wëllt soen d'«Mise en circulation de fausse monnaie» bezitt. E bezitt sech nach ëmmer op dësen Artikel. D'Referenz just um Niveau vum éischte Punkt - an dat op Suggestioun vum Statsrot hin - ass gestrach ginn. A sengem Avis nämlech mengt de Statsrot, dass eng Récidive an dësem Fall net méiglech ass, well d'Sanktioun, déi op den Ëmlaf vu falsche Sue steet, eng einfach Amende ass. Or, fir de Statsrot misst een dës Referenz um Niveau vun alle Punkte vum neien Artikel sträichen. Domadder awer war d'Commission juridique net d'accord; an ech kommen nach op dëse Punkt zréck.

De Conseil d'État gëtt nach ze bedenken, dass no deem adaptéierte Kaderbeschluss vun 2000 d'Memberstaten de Prinzip vun der Récidive no den nationale Konditiounen erkennen. Wann déi national Gesetzgebungen d'Konditioune vun der Récidive festhalen, esou kënne se awer trotzdeem Divergenzen iwwert d'Nomenclature vun de Strofe selbstverständlech ignoréieren.

De Code pénal gesäit eng Rei vun Infractioune vir, déi duerch eng Peine correctionnelle sanktionéiert ginn. Fir dës Strofdote kann et keng Récidive nom Statsrot ginn. Ausserdeem kann et fir verschidde Strofdote kee Concours mat aneren Infractiounen am Kader vun der Geldfälschung ginn. An dëst weist den Text selwer vun der Incriminatioun vir.

De Statsrot huet also suggéréiert, den éischte Punkt vum eenzegen Artikel 57-1 vum Gesetzestext ëmzeänneren. Hie schléit vir, dass dëse Punkt sech nëmmen op déi Artikele vum Code pénal soll bezéien, déi eng Peine criminelle als Sanktioun fir déi jeeweileg Infractiounen - selbstverständlech ëmmer am Kader vun der Geldfälschung - virgesinn. D'Kommissioun huet dëser Propositioun vum Statsrot Rechnung gedroen.

Wat awer elo - ech kommen zréck drop - den Artikel 170 ugeet, deelt d'Kommissioun d'Meenung vum Statsrot net. Si huet zwar opgrond vun enger Propos vum Statsrot am éischte Punkt d'Referenz op den Artikel 170 suppriméiert, mä um Niveau vun de Punkten 2 an 3 si mir der Meenung als Kommissioun, dass dës Referenz bestoe soll bleiwen, well eng kriminell Récidive vun engem Delikt, deen duerch eng Amende sanktionéiert gëtt, ass nämlech méiglech.

Zum Schluss wëll ech soen, dass um Niveau vum Punkt 3 de Statsrot a sengem Avis nach ervirgehuewen huet, dass den initialen Text keen Délai fir déi délictuelle Récidive virgesäit. Fir de Statsrot ass et nämlech net kohärent, am Kader vun der Geldfälschung d'Rehabilitatioun vum Täter net virzegesinn. Eng Persoun, déi am Ausland veruerteelt ginn ass, dierf kënne vun der Réadaptatioun profitéieren an esou net ënnert d'Regele vun der Récidive falen. Et géllt hei keen Ënnerscheed ze maachen tëschent Leit, déi am Ausland condamnéiert goufen, a Leit, déi zu Lëtzebuerg veruerteelt gi sinn. Si hunn déiselwecht Rechter. De Statsrot huet doropshi proposéiert, um Niveau vum Punkt 3 en Délai vu fënnef Joer virzegesinn, an d'Kommissioun huet den Text definitiv esou ofgeännert.

Domadder kommen ech zum Schluss. Am Numm vun der Commission juridique géif ech d'Chamber bieden, dëse virleienden Text ze stëmmen, wou mer d'Réckfällegkeet vum Faux-monnayage gesetzlech regelen. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. D'Madame Flesch huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, fir d'alleréischt wëll ech der Madame Doerner, dem Rapporteur, e grousse Merci soe fir en ausféierlechen an exzellente Rapport. Hei geet et engersäits ëm eng Décision-cadre vun 2001, déi eng Décision-cadre vun 2000 renforcéiert a complétéiert. Mir hunn d'Désicion-cadre vun 2000 schonn an onst nationaalt Recht iwwerdroen. Et ass also normal, dass mer elo de Follow-up maachen an d'Décision-cadre vun 2001 och iwwerdroen.

D'Madame Doerner huet drop higewisen, dass de Conseil d'État e puer Iwwerleeungen an d'Diskussioun bruecht huet, déi gréisstendeels vun der Commission juridique iwwerholl gi sinn. Ech géif also den Accord vun onser Fraktioun zu deem Projet de loi bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Freet nach een d'Wuert?

Madame Err, wann ech gelift.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ee Saz, Här President, fir mech de Félicitatioune vun der Madame Flesch un d'Madame Doerner unzeschléissen engersäits, a fir och ze soen, dass d'sozialistesch Fraktioun kee Problem huet, fir dësen Text matzedroen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech gesinn, dass déi aner Fraktiounen därselwechter Meenung sinn. Duerfir komme mer elo zum Vote vun dësem Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5773 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM.

Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den nächste Punkt op eisem Ordre du jour ass de Projet de loi iwwert d'Konkurrenz. D'Wuert huet den Här Castegnaro, en remplacement vum Här Scheuer, deen op Auslandsmissioun ass. Här Castegnaro, wann ech gelift.

8. 5683 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. John Castegnaro *(LSAP, en remplacement de M. Jos Scheuer, rapporteur).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, esou wéi de President ënnerstrach huet, maachen ech dat stellvertriedend fir den honorabele Kolleeg Jos Scheuer, dee missionaresch..., neen, deen an enger Missioun an Afrika...

(Hilarité)

...ënnerwee ass. Dir wäert muer nach gesinn, dass nach e puer Kolleeginnen a Kolleege versichen dat Onméiglecht ze maachen, nämlech de Jos Scheuer hei op dëser Plaz ze ersetzen. Mä mir ginn eis drun.

An deem Projet de loi, iwwert dee mer hei sollen ofstëmmen, geet et inhaltlech schlicht an einfach drëm, fir d'Insécurité juridique, déi aus dem Gesetz iwwert d'Konkurrenz vum 17. Mee 2004 entstanen ass, bezunn op d'Taxien, ze berengegen, ouni awer - an dat soll een ënnersträichen - fundamental un den eigentlechen Taxiproblem erunzegoen.

Den Taxiproblem ass e komplexen, komplizéierte Problem, well e sech aus ganz ville Komponenten zesummesetzt. Et geet net nëmmen ëm d'Präisfräiheet. Et geet och ëm de libre Choix. Mä et geet och ëm d'Qualitéit vun eisen Taxien, ëm d'Sécherheet, wann ee mam Taxi ënnerwee ass, souwuel de Client wéi de Chauffer. Domat geet et natierlech och, wann een d'Diskussioun déifgräifend wëllt féieren, ëm d'Loun- an d'Aarbechtsbedéngungen engersäits vun de Salariéen an deem Beräich, mä och vun de villen Indépendanten, déi oft 24 Stonnen op 24 musse schaffen, fir ze iwwerliewen, a sech aus deene Situatioune mat Sécherheet erëm eng Kéier eng Sécherheetsfro ergëtt.

Et geet also, wéi ech gesot hunn, ëm d'Berengege vun enger Insécurité juridique, déi sech eigentlech doduerch gebilt huet, well et vum Artikel 2 vum Gesetz iwwert d'Konkurrenz eng verschiddenaarteg Interpretatioun gëtt, an dat net nëmmen am Secteur vun den Taxien, mä insgesamt.

Et geet och ëm en anere Schwaachpunkt, deen hei offegeluecht ginn ass, ëm d'Sanktiounsméiglechkeeten, déi ëmstridde sinn, obwuel, wann ee weess, wéi et um Terrain leeft, se eigentlech missten noutwendeg sinn. Mä et feelt un den néidege Kontroll- a Strofméiglechkeeten. Et weess een och, dass de Parquet, obwuel och do schonn intervenéiert ginn ass, bis elo keng Enquête, souwäit wéi et mir an eis bekannt ass, do ageleet huet.

Mam Vote vun dësem Projet de loi soll also Kloertext geschaf ginn. Dat ass d'Kuerzfaassung eigentlech vun deem, ëm dat et haut geet. Erlaabt mer awer zum Fong e puer Iwwerleeungen hei ze soen.

Éischtens emol d'Feststellung, dass mam Taxi zu Lëtzebuerg fueren esou deier ass, wéi bal néierens um Rescht vun der Welt. Een, dee vill am Ausland ass an deen den Taxi do an Usproch hëlt, dee weess, dass d'Präisser ëm villes méi niddreg sinn, wéi dat bei eis de Fall ass. Iwwerdriwwen Taxispräisser - an ech mengen, do wiere mer eis eens - ass en Iergernes fir all Consommateur.

Et ass net nëmmen en Iergernes, mä et ass och kontraproduktiv. Besonnesch an dësen Zäiten, wou ee weess, dass d'Regierung, a mir och hei, nei Regele getraff hunn, wat den Alkohol um Steier ubelaangt. Wann een e Patt gedronk huet an net méi mam Auto soll fueren an duerfir dann den Taxi - oder den Night Rider, mä och den Taxi - soll huelen, da misst et eigentlech zu engem abordabele Präis kënne méiglech sinn, fir sech bequem heemféieren ze loossen.

Iwwerdriwwen héich Taxispräisser sinn och onsozial. Och dat soll een ënnersträichen, well wann d'Taxifueren ëmmer méi zum Luxus gëtt, da gëtt dat och eng Spaltung vun eiser Gesellschaft, nämlech vun deenen, déi sech et kënne leeschten, an deenen, déi dann net méi derbäi sinn.

Et weess een, dass trotz allem fir vill Mënschen an dësem Land d'Taxifueren net nëmmen eppes ass, wat Luxus bedeit, mä wat noutwendeg ass, fir sech zu bestëmmten Dages- oder Nuetszäiten oder Weekender a bestëmmte Landesdeeler iwwerhaapt kënnen a Bewegung ze setzen. Fir kënnen a gewëssene Situatiounen, wéi nuets, an eng Apdikt oder an e Spidol ze fueren, wann een net onbedéngt d'Ambulanz an Usproch hëlt, dat kann eng ganz deier Saach ginn.

Déi Feststellung do, déi ass jo net nei. Duerfir huet de Législateur scho bei der Reform vum Konkurrenzgesetz 2004 d'Taxien ausdrécklech an d'Lëscht vun deene Beräicher opgeholl, fir déi d'Regierung par règlement grand-ducal Maximalpräisser festsetze kann, esou wéi dat och fir den Dreiwstoff, also Bensin an Diesel, ass a wéi et och fir de Pharmasecteur ass.

D'Zil vun där Ausnahm zum allgemenge Wettbewerbsrecht ass - an där Tatsaach ass Rechnung gedroe ginn -, dass den Taxisecteur eben e Secteur ass, an deem de Wettbewerb net spille sollt, well de Client e captivë Client ass, deen also ausgeliwwert ass, fir et emol esou ze formuléieren, deen net an all Situatiounen déi fräi Wiel huet, wat fir een Taxibetrib, wat fir een Taxi hien dann auswielt, fir en ze benotzen, mä deen deen éischt beschten Taxi muss huelen, fir sech vun der Plaz kënnen ze bewegen. Ech kommen nach eng Kéier op deen net onwichtegen Detail vun der Notioun «client captif» zréck.

Wou läit elo de Problem, dass mer d'Gesetz vun 2004 am Hibléck op den Taxisecteur ännere mussen? Ier ech op déi Fro aginn, wéilt ech just nach kuerz erklären, wat am Gesetz 2004, an hei speziell am Artikel 2 drasteet.

Éischtens, den Alinea 1 consacréiert de Prinzip vun der fräier Konkurrenz um Marché vun de Wueren an Déngschtleeschtungen.

Am Alinea 2 ginn Ausnahme vun dëser Regel erlaabt. Deemno kënne via Règlement grand-ducal Maximalpräisser fixéiert ginn, wann entweder d'Struktur vum Marché oder d'legislativ Dispositiounen oder aner Faiten dozou féieren, dass d'Konkurrenz net spillt.

Den Alinea 3 gesäit Méiglechkeete vir, fir temporär Mesuren ze ergräifen, wann de Marché aus konjunkturellen Ursaachen oder opgrond vun enger Kris net fonctionnéiert.

Den Alinea 4 gesäit vir, dass den zoustännege Minister, zum Beispill wéi am Pëtrolssecteur, sougenannte Contrats de programme kann, an ech betounen: kann, négociéieren, wou och Maximalpräisser kënne virgesi sinn. Weider heescht et am Alinea 4, dass, à défaut vun esou Kontrakter, Maximalpräisser via Règlement grand-ducal festgeluecht ginn.

Den Alinea 5 ass wéi folgt libelléiert: «Il en est de même des produits pharmaceutiques et des courses de taxi.»

Den Alinea 6 gëtt d'Méiglechkeet, fir d'Modalitéite vun der Auszeechnung vun de Präisser via Règlement grand-ducal festzeleeën.

An zu gudder Lescht ginn dann am Alinea 7 d'Sanktiounen definéiert, awer nëmme fir d'Infractioune géint d'Dispositioune vun den Alineaen 2, 3 a 6, also net vun den Alineae 4 a 5, wou de Pëtrolssecteur, Pharmazeutika an d'Taxicoursë viséiert sinn. Déi Strofen, déi do virgesi sinn, bestinn aus enger Amende vun 251 bis 50.000 Euro, nëmme fir dat an Erënnerung ze bréngen.

Am Résumé ass et esou, dass den Agencement an d'Formulatioun vun deem genannten Artikel 2 vum Konkurrenzgesetz vum Mee 2004 zu Meenungsverschiddenheete bei der Interpretatioun gefouert hunn, wéi ech et schonn aganks ënnerstrach hunn. Während déi eng Säit, dorënner d'Regierung, der Meenung war, dass den Text eng genügend Base légale géif bidden, fir iwwert de Wee vun engem groussherzogleche Reglement Maximalpräisser festzesetzen, waren anerer, dorënner notamment eenzel Acteuren aus dem concernéierte Secteur, der Meenung, dass den Text, esou wéi e formuléiert ass, fir d'éischt verlaangt, dass d'Regierung mat dem concernéierte Secteur sougenannte Contrats de programme, wéi am Pëtrolssecteur zum Beispill, aushandelt, wéi se am Alinea 4 fir de Pëtrolssecteur, wéi ech et gesot hunn, virgesi sinn, an zwar, well den Alinea 5 seet, an ech hat en duerfir express zitéiert: «Il en est de même… des courses de taxi.»

Eréischt wann esou Verhandlungen ouni Resultat géife bleiwen, kéint den zoustännege Minister iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal Maximalpräisser fir d'Taxicoursë festleeën. Esou jiddefalls ass déi kombinéiert Interpretatioun vun den Alineae 4 a 5 vun interesséierter Säit gemaach ginn.

Déi genannte Kontrakter sinn effektiv net ausgehandelt ginn, net zulescht well d'Struktur vum Taxisecteur, wou de Minister et mat villen Acteuren, mat engem ganz groussen, mat mëttleren an immens vill klengen, ze dinn huet, dat net méiglech mécht.

Dovun ofgesinn, war d'Regierung der Meenung, dass den Artikel 2 och d'Méiglechkeet gëtt, fir d'Präisser am Taxisecteur via Règlement grand-ducal festzesetzen, ouni virdru Verhandlunge mam concernéierte Secteur gefouert ze hunn, mam Zil, e Contrat de programme ofzeschléissen.

Da gesitt Der, firwat ech ëmmer erëm vun Interpretatiounsproblemer a schlussendlech vun der Insécurité juridique schwätzen. Déi Vue gëtt vun eenzelnen Acteuren am Secteur net gedeelt, an och de President vum Tribunal administratif huet an enger Ordonnance de référé vum 7. August 2006 geschriwwen - an ech zitéieren aus dem Avis vun der Chambre des Métiers: «…qu'il découle a priori d'une analyse sommaire tant du libellé de cette disposition, que des travaux parlementaires afférents que la fixation de prix maxima pour les produits pétroliers et pharmaceutiques et les courses de taxi, par voie d'un règlement grand-ducal, est subordonnée à l'impossibilité préalablement constatée de la conclusion de programme avec les entreprises de ces secteurs».

D'Fro, déi sech d'Regierung an och d'Chamberskommissioun schlussendlech ze stellen haten, war also déi, wéi déi Insécurité juridique kéint eliminéiert ginn an de Règlement grand-ducal op eng sécher Grondlag kéint gestallt ginn, fir ze verhënneren, dass eenzel Taxisentreprisen de Règlement weider géifen ignoréieren an domadder Tariffer applizéieren, déi iwwert den autoriséierte Maximalpräisser leien, wat och an der Praxis de Fall ass.

D'Äntwert op dës Fro gëtt den Artikel 1 vum virleiende Projet de loi, andeems déi explizit Referenz op den Taxisecteur aus dem Alinea 5 gestrach gëtt. Domat ass da kloer, dass d'Fixatioun vun den Tariffer am Taxiwiese sech just nach op den Alinea 2 ka baséieren, wann déi entspriechend Konditiounen erfëllt sinn.

D'Regierung an d'Ekonomieskommissioun sinn iwwregens der Meenung, dass deem esou ass, well den Taxisecteur gesetzlech reglementéiert ass a well de Client als captif kann ugesi ginn.

Déi zweet Fro, déi sech gestallt huet, ass déi no de Sanktiounen. Ech hat éineschters gesot, dass am Alinea 7 vum Artikel 2 nëmme Verstéiss géint d'Dispositioune vun den Alineaen 2, 3 a 6 sanktionéiert konnte ginn. Fir an Zukunft all Equivoque an dëser Fro ze vermeiden, gëtt duerch den Artikel 2 vum Projet de loi generell all Verstouss géint d'Dispositioune vun de Règlements grand-ducaux, déi op der Basis vum Artikel 2 geholl ginn, incriminéiert. Et gëtt guer net méi no eenzelnen Alineaen differenzéiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer wann ech gelift nach eng Kéier op d'Notioun vum «client captif», also dem ausgeliwwerte Client, wéi ech et formuléiere géif, anzegoen, well do déi wesentlech Ursaach läit, firwat dass mir am Taxisecteur weiderhi mat Maximalpräisser fuere mussen.

Wéi aganks erwähnt, ass de Client a ville Situatiounen, an deenen en en Taxi wëllt huelen, «captif», dat heescht, en ass einfach dem Ubidder, dem Taxi, deen dosteet oder dee gefuer kënnt, ausgeliwwert. E ka sech net am gläiche Moment tëschent méi Ugebueter décidéieren. E muss deen Ubidder, deen Taxi huelen, deen him oft an an de meeschte Fäll virgeschriwwen ass, wéi zum Beispill um Flughafen, trotz alle Kläppereien, déi do regelméisseg sinn, oder a senger Gemeng, wou et iwwer Lizenzen a Reglementer geregelt ass. Souguer dann, wann een als Client op der Strooss en Taxi unhält, dee just laanschtfiert, dann hëlt een en oder et hëlt een en net, mä et huet een eigentlech keng Méiglechkeeten, mat deem iwwert de Präis ze verhandelen an ze froen, wat hien dann u Präis ubitt, well en dann ënner Ëmstänn op seng Auer hiweist. Da sëtzt een dran an da fiert een domat. Et huet een also net déi Auswiel, mä et ass een an der Regel frou, dass een iwwerhaapt en Taxi kritt huet.

De Conseil de la Concurrence huet déi Froen a sengem Avis vum leschten November iwwert d'Applikatioun vum Artikel 2 vum Konkurrenzgesetz analyséiert. Ech ginn elo net weider an den Detail op deen Avis an. Déi wesentlech Argumenter sinn am schréftleche Rapport vun eiser Kommissioun résuméiert. Wie sech am Detail mat där Matière wëllt auserneesetzen, deen invitéieren ech, deen iwwregens ganz gudden Avis vum Conseil de la Concurrence ze liesen, och am Hibléck op déi Diskussioun, an do kommen ech op dat zréck, wat ech ganz am Ufank gesot hunn, déi mer nach wäerten a musse kréien, wann dann eng Kéier iwwer eng méi global Reform vum Taxiwiesen an dësem Land geschwat gëtt.

An hiren Avisen hu sech d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers dofir ausgeschwat, de Secteur ganz ze liberaliséieren. Et gëtt an deem Kontext och drop higewisen, dass ronn 90% vun den Taxifahrten am Viraus iwwer Télefon géife gebucht ginn, wou de Client, där Meenung no also, d'Méiglechkeet hätt, sech iwwert d'Tariffer ze informéieren, an deemno wär nëmme méi all zéngte Client e Client captif. Dat kann ee gleewen oder och net, mä et steet emol esou an deenen Avisen. Wat iwwregens ënnersträicht, wéi komplex a komplizéiert d'Matière ass, och vun der Affiliatioun hier vun deene Patronen an där eenzelner Beruffschamber.

D'Iddi, de Secteur nëmme fir déi 10% vun de Situatiounen ze regléieren, wou de Client haaptsächlech captif ass, stellt sech awer och als onpraktikabel eraus. De Conseil de la Concurrence weist zu Recht drop hin, dass dann de Risiko besteet, dass sech d'Offer just nach fir de liberaliséierten Deel vum Marché interesséiert, wat op d'Käschte vun der Offer am reguléierte Segment géif féieren, woubäi ee sech souwisou ka schwéier virstellen, wéi dat dann an der Praxis alles kéint fonctionnéieren.

Vu dass d'Taxisentreprisen awer net nëmme Betriber sinn, déi Benefiss solle maachen, mä och eng Zort öffentlechen Optrag am Interessi vun der Mobilitéit ze erfëllen hunn, kënnt eng partiell Liberaliséierung also net a Fro. Dat gesäit d'Regierung esou an dat huet och d'Chamberskommissioun esou gesinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass bal iwwerflësseg ze soen, dass d'Änneruna vun engem Gesetz, wat ënner anerem d'legal Basis fir d'Fixéiere vu Maximalpräisser am Taxisecteur schaaft, keng reng technesch oder juristesch Diskussioun wäert bleiwen. Wéi ech schonn a menger Introduktioun gesot hunn, ass de Präis vun enger Taxicourse nun eemol en ze vill sensibelen Thema.

Or de Projet de loi 5683, ëm deen et hei geet, huet nëmmen als Objektiv, déi juristesch Onsécherheet, déi am Moment bei der Interpretatioun vum Artikel 2 besteet, ze eliminéieren. Dat ass also e ganz punktuellen Objektiv.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Castegnaro, Dir musst zum Schluss kommen!

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ech si beim Schluss, Här President.

M. le Président.- Dir hutt och scho véier Minutten iwwerzunn, duerfir maacht lech fäerdeg.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ech schwätze fir meng Fraktioun mat.

M. le Président.- Neen, dat geet net.

(Interruptions)

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ah, ech hunn dat haut dräimol héieren, dass dat gaangen ass. Ah, dann ass dat aneschters. Här President, ech sinn direkt fäerdeg.

M. le Président.- Neen, Här Castegnaro, Dir musst schéin ënnerscheeden tëschent Interpellatiounen a Projets de loi.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ech hu mech erausgeriet, Här President.

(Hilarité)

Dat ass mer awer net gelongen, an den Här Gira ass mer an de Réck gefall.

M. le Président.- Et ass an der Rei.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Déi aner Fro, ob et opportun oder iwwerhaapt méiglech ass, den Taxisecteur ganz ze liberaliséieren, ass net d'Aufgab vun dem virleiende Projet gewiescht. Wann eng Diskussioun an déi Richtung géif opgemaach ginn, da missten nach vill aner Acteuren derbäigeruff ginn, wéi verschidde Ministèren, Intérieur, Ekonomie, Mëttelstand, d'Gemengen natierlech; domat hunn ech se net alleguer genannt.

Ech wëll de Kolleeginnen an de Kolleegen aus der Kommissioun Merci soe fir déi äerdeg Mataarbecht. Ech wëll dem Sekretariat Merci soen an ech wëll den Accord vu menger Fraktioun ginn. Ech hoffen, dass den eigentleche Rapporteur mat deem kann d'accord sinn, wat ech a sengem Numm hei versicht hunn ze soen.

M. le Président.- Den Här Scheuer seet Iech Merci an d'Chamber och.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Merci, Här President. Entschëllegt mech.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Et ass näischt. Mir kommen dann zum éischten ageschriwwenen Orateur nom Rapporteur, dem Ersatzrapporteur, dem honorabelen Här Castegnaro, dat ass den Här Sauber. Här Sauber, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dem Rapporteur géif ech fir säi schrëftleche Rapport, dee mat enger ganzer Partie Nuancë verbonnen ass, vun dëser Plaz aus Merci soen. De Frënd Castegnaro huet versicht, esou en Amalgam ze maache vun deem, wat an der Kommissioun gesot ginn ass, a wat hie selwer driwwer denkt, an hien huet dat och mat deem néidegen Drift bruecht, dee mer vun him gewinnt sinn, den 1. Mee.

(Hilarité)

Dat wëllt net heeschen, datt jiddferee muss mat deem d'accord sinn,…

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Merci, Här Sauber.

M. Marcel Sauber *(CSV).*- …haaptsächlech mat deene Saachen iwwert d'Liberaliséierung, déi guer net soll a Fro kommen. Doriwwer ass ni an der Kommissioun geschwat ginn, well de Projet net doriwwer traitéiert. Dat just grad fir dee Punkt emol am Viraus kloerzestellen.

Mä wou ech mat him d'accord sinn: Déi Matière hei ass immens komplex.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Marcel Sauber *(CSV).*- De Projet, wann een deen esou kuckt, da seet een: Majo, wou ass dann do de Problem? Et si jo nëmmen zwee kleng Artikelen, et ginn e puer kleng Saache geännert an domat huet et sech.

Dat kléngt einfach, mä déi zwee kleng Artikelen, déi hunn et effektiv a sech, an zwar an hire Konsequenzen direkter oder och indirekter Natur. Datt d'Pharmacies-Produkter an deenen Texter stinn - ech halen op Iech dronken ze maache mat Alineaen aus deem ale Gesetz an aus deem neien, dat ass genuch geschitt virdrun -, do ass kee Problem. Bei den Taxien, déi sinn erëm erausgeholl ginn aus deem Text wéi e bis elo bestanen huet.

An d'Kommissioun - ech mengen, doriwwer si mer eis all kloer - hat relativ kontroverséiert Diskussiounen, net onbedéngt iwwert dat, wat am Projet stoung, mä iwwert dat, wat ronderëm ass, well eben ee mengt, et soll een och vläicht emol dat Ganzt kucken, d'ganz Problematik vum Taxiwiesen. An déi Problematik, déi ass iwwergräifend net nëmmen eleng op déi zwee Punkten, déi haut am Gesetz sinn, mä dat gräift iwwer op d'Gemengereglementer, d'Stationnementer, d'Têtes de taxis, op de Code de la route an och nach op aner Gesetzer.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Alles an allem huet de Projet, wéi en elo hei virläit, éischter comme tel kee Problem, mä de Problem kënnt, well och e Règlement grand-ducal hannendruläit, e Projet de règlement grand-ducal, deen d'Prix maxima erëm festsetzt, an zwar déiselwecht, wéi scho gehabt déi Jore virdrun, '74 fir d'lescht. De Projet a sech dréit also zu der Léisung vun der Gesamtproblematik näischt Wesentleches bäi, au contraire, e riskéiert souguer, dës Problematik nach e bësse méi ze verschäerfen.

Anstatt, wéi een unhuele kéint, datt elo d'Präisser vun den Taxien erëm fräi wären, well mer se eraushuelen aus der Contrainte, an d'Taxien also gläichgestallt gi mat all aner Betriber dobaussen, dat heescht, dat ass eng Liberaliséierung, wann net elo d'Präisdiktat awer hannendrukéim duerch e Règlement grand-ducal. Vläicht berout dat och op enger Partie Viruerteeler, wou et heescht ënner anerem, de Client hätt kee Choix oder d'Präisser wären ze héich. Ech mengen, dat sinn déi Argumenter, déi hei ugeklonge sinn.

Duerfir huet sech de Minister dann och beim Conseil de la Concurrence an engem Avis bescheinege gelooss, datt de Client captif wär. A wann de Client captif ass, dann ass eng Berechtegung do, fir och d'Prix maxima anzeféieren duerch deen erwähne Règlement grand-ducal.

Mat deem aneren Aspekt vun de Strofbestëmmungen, ech mengen, do ass kee Problem. E Gesetz soll kloer soen, wat strofbar ass a wat net.

Fir mäin Deel wëll ech awer verschidden Iwwerleeungen a Virschléi maachen, wou ech mer d'Fro gestallt hunn: Wéi huet dat sech mat dem Avis vum Conseil supérieur de la Concurrence? Ass de Client captif? An ass eng Opportunitéit oder eng Nécessitéit do, fir d'Prix maxima anzeféieren?

De Conseil d'État huet mech am Fong a sengem Avis e bëssen hellhöreg gemaach. Hie seet, de Projet hei, dee kënnt «en raison de difficultés de faire respecter le règlement grand-ducal fixant des prix maxima pour courses de taxi». Jo. An da seet hien: «Ne connaissant pas le détail des raisons qui motivent le Parquet à refuser toute poursuite…» - bis elo kenne mer déi och nach net; de Projet seet eis déi net, ënnerwee si mer déi och net gewuer ginn, vu kengem. Am leschten Alinea seet de Conseil d'État dann: «Le Conseil d'État n'a pas d'objections quant à la modification proposée. Il tient cependant à souligner que les règlements grand-ducaux pris sur la base de l'alinéa 2 n'échappent pas au contrôle juridictionnel, car ils devront toujours suffire aux conditions fixées par cet alinéa.»

Am Kloertext, iwwerleeën ech mer dann, wa mer d'Taxien elo aus engem Punkt eraushuelen a mer setze se an en aneren, do hänke Konditiounen hannendrun. Déi Konditiounen, fir kënnen e Reglement ze maachen, déi sinn: «lorsque la concurrence par les prix est insuffisante dans des secteurs déterminés en raison, soit de la structure du marché, soit d'une impossibilité pour la clientèle de bénéficier des avantages du marché, soit de dispositions législatives». An deem Fall kënne Präisser oder Margë festgesat ginn.

De Conseil de la Concurrence seet, hie wier befaasst gi vum Minister iwwert d'Fro, «si la clientèle des taxis est à considérer comme clientèle captive qui ne pourrait pas à ce titre bénéficier des avantages du marché, ce qui justifierait alors une fixation de prix sur base de l'article 2» an esou virun.

A senger Konklusioun seet dann de Conseil supérieur de la Concurrence: «Il estime que l'état actuel de la législation et des caractéristiques du marché des services de taxis ne permet pas la libre fixation des prix par le jeu de la concurrence et que partant ce marché remplit les conditions de l'article 2, alinéa 2» vum Gesetz an esou virun, «…de nature à permettre l'adoption d'un règlement grand-ducal fixant les prix ou les marges».

Ech mengen, dat ass d'Base wou driwwer diskutéiert ginn ass, a wann dat esou stëmmt, da wär kee Problem. Wann dat awer elo net esou ass, wann de Client net captif ass, dann hu mer awer e Problem. Mir als Gesetzgeber net, mä dann huet de Pouvoir réglementaire e Problem. An duerfir hunn ech mech elo e bësse méi mat deem Avis ofginn, well ech d'Impressioun hunn: Et ass wuel eng Meenung vun deem Organ oder Organismus do, mä ech hunn d'Impressioun, déi wëssen net, wat um Terrain lass ass. Déi hunn déi Argumenter, déi virdru gesot gi si vun der Handwierkskammer, och net ënnersicht, an dann hu se am Avis selwer eng ganz Partie Reserve gemaach, wou ech mech froen: Wéi kann een opgrond vun all deene Reserven zu esou enger kloerer Konklusioun kommen? Do ass mäin Haaptproblem.

Wann ech elo emol erëm an d'Gesetz kucke ginn, den Artikel 6 vun dem Gesetz vun 2004 iwwert d'Konkurrenz, do gëtt dee Conseil de la Concurrence agesat an do gëtt och seng Missioun beschriwwen. Déi Missioun ass folgend: «Il est créé un Conseil de la Concurrence ci-après dénommé ‚Conseil**?**, autorité administrative indépendante,…» - indépendante, do leeën ech Wäert drop! - «…chargée de veiller à l'application des articles 3 à 5 de la présente loi.»

Indépendant, wat heescht dat? Dat heescht, keen Zwang, an indépendant heescht och, an Zukunft indépendant bleiwen. Wann ech als Organismus en Avis ofginn, da sinn ech net méi indépendant. Ech mengen, dat do hate mer scho bei engem Procola-Uerteel, wou mer zur Reform vum Conseil d'État komm sinn. Also hei komme mer an eng Problematik eran, déi riskéiert, geféierlech ze sinn, du point de vue juridique. Dierf iwwerhaapt esou en Organ wéi dat do esou en Avis schreiwen? Ech gi keng Äntwert drop, mä ech wëll d'Fro emol opwerfen.

Do steet dann als Missioun, «…chargée de veiller à l'application des articles 3 à 5 de la présente loi». Fir mäi Rechtsverständnis hält et domat op bei den Artikelen 3 bis 5, esou datt den Artikel 2 guer net drënnerfält, esou datt dee Conseil de la Concurrence eventuell iwwerhaapt net zoustänneg ass, fir esou en Avis ze ginn. Mä dat sinn elo emol Rechtsiwwerleeungen, wourop ech net weider wëll agoen, mä déi ee muss am Hannerkapp behale fir d'Zukunft.

Meng Froen: Op «quelles références de droit» bezitt sech dee Conseil de la Concurrence, wann e sech a sengem Avis ausdréckt iwwert d'Captivité vun enger Clientèle, d'Justificatioun, doropshin dann e Règlement grand-ducal ze huelen, an de Bien-fondé vun esou engem Reglement? Also do hunn ech Problemer.

Déi Haaptfroe sinn net eleng juristescher Natur, wat an engem Gesetz virgesinn ass, wat a Reglementer virgesinn ass oder wat a Gemengereglementer virgesinn ass, mä dat si wirtschaftlech Froen. Handfest wirtschaftlech Froen: Wéi fonctionnéiert dat Ganzt um Terrain? Déi Analys feelt mer hei an deem Ganzen. An ouni déi Analys do riskéieren ech a Konklusiounen ze kommen, déi falsch sinn, an ech géif souguer woen hei ze soen, déi Konklusioune wäre falsch.

D'Definitioun vun der Clientèle captive ass déi, no dem Conseil de la Concurrence: «À titre liminaire, et dans la mesure où la demande d'avis se réfère expressément à la notion de ‚clientèle captive', il y a lieu de préciser qu'il faut entendre par client captif celui qui n'a pas le choix de son fournisseur, mais est contraint de s'approvisionner auprès d'une entreprise déterminée.» Okay, wat d'Definitioun ubelaangt, hunn ech kee Problem.

Ass de Client elo captif? Huet hie kee Choix? An ass d'Konkurrenz forcéiert?

Wann ech da viruliesen an deem Avis, da mécht e schonn en Aveu, e ganz wichtegen Aveu, wou e seet: «Réglementation et concurrence ne sont pas nécessairement antinomiques» - also widderspréchlech - «et il peut être possible d'examiner les réglementations dans le sens d'une meilleure concurrence entre les taxis.» Jo, an da kënnt et: «Les termes limités de la demande d'avis n'amènent cependant pas le Conseil à se pencher de façon approfondie sur l'ensemble de ces éléments.» Also de Conseil séchert sech selwer of a seet: Mir hunn net alles gekuckt.

An da kënnt an engem anere Punkt: «…les termes de la demande d'avis conduisent par contre le Conseil à considérer la situation législative existante comme donnée invariable», fir da festzehalen, datt d'Konditiounen erfëllt sinn, fir e Reglement ze huelen. Déi Logik, déi muss een novollzéie kënnen; ech kann dat net! «Les diverses restrictions imposées par voie législative et/ou réglementaire ont en fin de compte pour effet de limiter à tous les niveaux», soe se, «le jeu de la concurrence par les prix.» À tous les niveaux, dat heescht iwwerall. Dat ass absolut.

Also Avis aux amateurs, fir d'Logik do nozevollzéien, well da kënnt awer nees erëm e Réckzéier, ee Punkt hannendrun. «Finalement, les restrictions existantes ont pour effet de limiter le libre choix des consommateurs dans un certain nombre de situations…» - virdrun huet e gesot: «à tous les niveaux» - «…dans lesquelles la clientèle peut être qualifiée de captive.» Ech mengen, virdru sinn hei Beispiller gesot gi vum Findel oder op der Gare, «Têtes de taxis» an esou virun, mä de Conseil ass hei och schonn e bësse méi virsiichteg ginn, esou datt dat Ganzt sech drëm dréit, et ass eng Fro vu Proportionalitéit.

Wat ass elo d'Wichtegkeet vun enger Station de taxis, vun engem Règlement grand-ducal? Wéi vill Clientë si captif oder net captif? De Conseil weist op den Avis vun der Handwierkskammer hin, dee gesot huet, 90% vun de Fahrte ginn iwwer Télefon gebucht, dat heescht an anere Wierder, déi Stationnementer, wou de Client effektiv captif kéint sinn, déi maachen 10% aus aus deem Ganzen. Mä wann dat stëmmt, dann hätt een e Problem. Wann déi Ausso elo richteg ass, datt 90% vun de Fahrte fräi wären, dann ass op jidde Fall de Client net méi captif.

Da seet de Conseil: «Le Conseil se doit de constater que les développements de la Chambre des Métiers ne précisent pas la provenance de ce chiffre, ni la méthodologie observée en vue de son établissement.» Esou einfach kann ee sech et maachen! Et hätt een awer och kënne soen: Dir Jongen, da kommt emol hier a sot mer, wou Der Är Zifferen hierhutt! Wéi ass et dann um Terrain? Dat anert ass mer nun awer e bëssen ze vill einfach.

Wann ee sech e bëssen an d'Taxiwiesen eraknéit, an dat hunn ech gemaach, well dat mech interesséiert huet, well et och hei ëm Prinzipiësaache geet, da kënnt een zu folgenden Iwwerleeungen: Wéi ass d'Zuel, wat d'Konkurrenz ubelaangt? Si genuch Betriber do? Mir hunn 2007 137 Betriber. D'Konkurrenz soll iwwer kleng Betriber lafen. Mir hu 64 Einmannbetriber; dat si lauter kleng Betriber. De Gros vun den Taxisbetriber si kleng Betriber. Mir hunn och grousser; iwwer 20 Taxien, do hu mer néng Betriber. Dat si scho grousser. Dat fir emol ze soen, datt schonn eng Mass Betriber bestinn.

D'Zuel vun de Beschäftegten, vläicht kéint dat och eng Donnée sinn, déi een awer als Vertrieder vu Beschäftegten och emol kéint interesséieren: 547 Leit schaffen an deem dote Beruff, dat sinn der och relativ vill, wouvun der 64% a grousse Betriber schaffen. Wat nach interessant ass, dat ass, zënter 2003 sinn 61 Betriber verschwonnen. Net einfach esou, well se midd waren, mä och vläicht well d'Präisser net duergaange sinn. Mir hunn eng ganz Partie Failliten an deenen dote Beruffer. Et sinn awer och 75 Betriber bäikomm. Wch géif soen, d'Zuel vun de Betriber an de Beschäftegten, déi schénge genügend ze sinn, fir hei am Land kënnen op d'Nofro ze reagéieren.

Da vläicht eng Partie aner Fakten, fir och emol d'Konkurrenz ze beschreiwen. Wësst Der, datt haut vun enger ganzer Partie vu Betriber Offere gefrot ginn, Soumissioune gemaach gi bei den Taxisfirmen: Banken, Fiduciairen, Ambassaden? Ech hunn eng Dosen Nimm hei leien. Déi froen am Viraus d'Soumissioun fir d'Joer: „Wéi een Auto hätt ech gären? Wat kascht et?" an esou virun. Dee Marché ass bestëmmt net captif.

Wann ech elo de Flughafe kucken. Ma déi Leit, déi net mam eegenen Auto dohi fueren, déi aus der Belsch, aus Frankräich oder aus Däitschland kommen, déi komme jo mat hirem Taxi, fir hei fortzefléien, an dee freet: Soll ech Iech och erëm siche kommen? Dee Client ass bestëmmt net captif.

Dann hu mer trotzdeem nach eng Partie, déi mussen do en Taxi der Rei no huelen, en Taxi wéi en dann dosteet. Dat ass dann eben esou. A wann een da kuckt, wéi déi dostinn - den honorabelen Här Castegnaro huet op déi Kläppereien higewisen, déi um Findel sinn -, ma déi hu gutt Zäit, soss géife se sech net zerklappen.

(Hilarité)

Dat ass jo de Problem: Déi sinn en surnombre do. Déi auslännesch, déi lueden d'Leit op mat den Auslänner an déi fueren zréck, mä déi meescht Lëtzebuerger fuere mat hirem eegenen Auto zréck oder si gi vun der Famill ofgeholl. Dat ass d'Realitéit um Terrain. Um Findel wäerte kaum iwwer 400 Taxien iwwert déi File de taxis do lafen.

Mir hu geschwat vun den Télefonen. Wéi vill Ufroe mengt Der dann, datt esou e Betrib

kritt? Fir do e bësse méi Kloertext ze schwätzen, hunn ech mech dann an dee Betrib beméit, deen déi meescht Leit beschäftegt an och déi meescht Autoen huet.

Deen huet esou ee sophistiquéierte Computersystem, wouraus dann ervirgeet - ech hunn elo d'Zifferen hei vum Dezember, November an Oktober vum leschte Joer vun den Tëlefonsuriff -, datt an deem Betrib am Dezember 26.776 Tëlefone komm sinn, am November 27.097 an am Oktober 27.597. Dat mécht tëschent 80 a 85% vun de Coursen aus an deem Betrib. Elo kann ee soen, dat do ass elo nach net onbedéngt exhaustiv fir de ganze Beruff, mä et gëtt awer emol eng Iddi. Et soll eis awer ze iwwerleeë ginn, a wéi eng Richtung datt mer ginn, a vläicht kënne mer da mat deenen Donnéeën do eppes ufänken.

D'Präisser! Mir hunn déi héchste Präisser an Europa, huet mäi Virriedner hei gesot, wahrscheinlech net als Rapporteur, well dat hu mer net an der Kommissioun festgehal, mä dann als Deputéierten, wat säi gutt Recht ass. Mä ech géif dann awer och soen, d'Präisser, déi hänken of vun der Sécherheet am Auto, vun der Zouverlässegkeet vum Chauffer, vum Luxus, deen ech froen oder mer wënschen, vun allem Sammelsurium ronderëm, an net ze vergiessen och vun de Léin. An d'Schwankung vun der Betribszuel, 61 manner a véier Joer, gëtt eis jo awer iergendwéi ze iwwerleeën.

An et si bestëmmt net déi kleng, déi sech net un d'Reglement halen. Bekannterweis sinn et déi grouss. Firwat? Mä well et hannen a vir net opgeet. Virdrun ass eng Ordonnance zitéiert gi vun engem Geriicht, mä wann een déi ganz ausliest, da stinn do fir dräi Joer d'Resultater dra vun deem Betrib, wou déi Ordonnance geschwat ginn ass, an déi sinn hautement negativ gewiescht. Esou datt déi Geschicht mat deene Benefisser éischter an eng 1.-Mee-Ried erapasst. Awer dat do soll ee kucken um Terrain, dat ass meng Iwwerleeung.

(Interruption)

Här Castegnaro, ech hu mer et mat opgeschriwwen. Bon, déi héich Präisser sinn net dofir eleng d'Benefisser vun de Betriber.

(Interruption)

Dat ass net de Sënn.

D'Präisser an dat Soziaalt gehéieren och zesummen, 547 Salariés.

An dann, Frënd Castegnaro, an der Zäit hu mer jo och emol eng Convention collective ausgeschafft mat den Taxien. Ech mengen, do waart Dir mat derbäi?!

(Interruptions)

Also souwäit ech déi lescht am Mémorial gelies hunn, si se nach ëmmer a Kraaft, an ech muss soen, d'Salariat huet e gudde Match do gemaach, well et ass deen eenzege Beruff, wou de Salarié um Chiffre d'affaires vum Betrib bedeelegt ass, an zwar mat 36%. 36% vun de Recetten, net vum Benefiss, mä vun de Recetten, vum Chiffre d'affaires, geet un d'Salariat als effektive Loun, wou de Mindestloun derbäi garantéiert ass. An da kommen nach sämtlech Supplémentë fir Travaux de nuit, fir d'Wallissen-Schleefen a fir sonndes derbäi; déi kritt een d'office mat derbäi.

De Präis ass och Fonctioun vum Loun. A wa mir hei zu Lëtzebuerg esou héich Léin hunn, explizéiert dat en partie och e Präis. Vläicht net alles, mä et féiert awer emol an déi do Richtung hin. Wat ech wëll heimat ginn, dat sinn Ustousspunkten, fir ze iwwerleeën: Wéi kënne mer dat Ganzt an de Gréff kréien?

Wësst Der och: Mir hu jo do déi Gemengereglementer op verschiddene Plazen agefouert, a wa mer dann do Leit eng gewësse Parkplaz reservéieren, wou se kënnen op de Client waarden, da muss dat jo och eppes kaschten. Da geet d'Gemeng dohin a si hieft Taxen op. Wann ech dat elo kucke fir d'Stad Lëtzebuerg am leschte Budget, fir 2007, do sti fir d'Stationnementer 77.000 Euro dran. An ech staunen, wann ech da kucken, dat Joer virdru waren et der 57.000. Wien hat dann do an der Zwëschenzäit d'Präisser oder d'Taxen erëm gehuewen? Dat fënnt sech och iergendwéi am Präis erëm. Fir ee Stationnement bezuelt Der de Moment 500 Euro.

Wësst Der och, datt neierdéngs dann - wat mir hei verbrach hunn - d'Taxien der Zirkulatiounssteier ënnerleien? Dat war virdrun och net de Fall. Das ass käschtenerhéijend.

An da kommen ech drop zréck, wann ech dann e Projet de règlement hei bäileeën, wou ech awer copy-paste maache vun deem vu virdrun, mä dann hunn ech awer do e bëssen d'Realitéiten, géif ech soen, verkannt. Da misst een awer do och kucken, wann een esou eppes mécht, datt do awer d'Präisser gekuckt ginn, datt se a Fonctioun vun de Käschte si vun de Betriber. Wa mir hei am Land déi héchste Léin hunn, dann hu mer och plazeweis héich Präisser. Do kënnt een net derlaanscht.

Ech erënneren drun, 2004, do ass den Office des prix ofgeschaaft ginn. Virdru war jo dee ganze System mat Demandes d'autorisation. Dann huet ee missen dohinnerpilgeren a beweisen, datt et net méi duergaangen ass mat de Recetten, fir kënnen d'Präisser an d'Luucht ze setzen.

Dat war ëmmer humiliant a schwéierfälleg, mä duerno ass et awer gaangen, et huet een e Kompromiss fonnt, dee war ëmmer méiglech. Och an deene Beruffer, wou vill Betriber sinn, grouss a kleng, war et ëmmer méiglech, e Präis auszehandelen. Also et soll kee mer soen, et ass net méiglech an deem dote Secteur. Et ass méiglech!

Mä elo stelle mer fest, datt mer erëm nees wëllen an e Präisdiktat eragoen, wat nach ni eppes bruecht huet. En Diktat huet nach ni eppes bruecht! D'Präisfräiheet, wéi et deemools geheescht huet, wéi den Office des prix ofgeschaaft ginn ass, plus op där anerer Säit eng Verhënnerung vu Präisofsproochen a Gesetz géint d'Abusen, ech mengen et ass dat, wat mer an enger sozialer Maartwirtschaft brauchen, an et ass och fir dat, woufir ech plädéieren, an dat huet nach ni eppes geschuet an deem heitege Kontext.

Fir dann zum Schluss ze kommen…

Plusieurs voix.- Ah sou! Ah!

M. Marcel Sauber *(CSV)*.- Oh, et dauert nach e bëssen.

Dir, Här Minister, an Är Conseilleren hunn déiselwecht Bedenken iwwert d'Applikatioun vun der aktueller Legalitéit a vun de Reglementer, Äre Virgänger och. Mä am Fong froen ech mech: Firwat sinn déi Firmen, wou Der festgestallt hutt, datt Präisiwwerschreidung war, net regelrecht ugesicht ginn? Ech mengen, wann ech eng Prozedur aleeden an ech bleiwen derhannert, muss d'Prozedur och virugoen.

Dir hutt am Fong och ni versicht, seriö en Accord de prix mat dem Secteur ofzeschléissen. Da wäert Der nämlech an der Legalitéit gewiescht. A wien déi Kuerbereien an d'Gesetz gesat huet, oder an d'Gesetzer gesat huet, wat hei am Land erlaabt oder verbueden ass bei den Taxien, dat wëll ech léiwer hei an dësem Gremium net ënnersichen.

Well Dir, Här Minister, och weiderhi keen Accord-cadre, wéi haut am Gesetz virgesinn, mam Beruff versicht ofzeschléissen, gëtt eben elo deen anere Wee gesicht, fir dann dach Prix maxima anzeféieren. An dat ass ee vun deenen zwee Grënn firwat dëst Gesetz komme soll an hannendrun de Règlement grand-ducal.

Deen anere Grond, fir d'Gesetz anzeféieren, ass fir d'Strofbedéngunge kloer festzehalen, an ech mengen dat ass och eng gutt Saach.

Wat deen éischte Grond ubelaangt, Här Minister, dat ass Äre Choix. Méi wëll ech dozou net soen.

Als Konklusioune géif ech trotzdeem Folgendes soen: De Projet comme tel, esou wéi en abstrakt hei virläit, kënnt aus enger Situatioun vum Gesetzesplang an um reglementäre Plang hier, déi kengem gerecht gëtt.

Awer wat mech wesentlech stéiert doran, dat ass dat Reglement wat hannendrunhänkt, wou dann erëm iwwert deen dote Wee d'Prix maxima sollen ageféiert ginn, déi dann zweetens och nach déiselwecht sinn, wéi viru 2004, a wou doduerch awer bestëmmt net déi Gesamtproblematik vun den Taxien iergendwéi an de Gréff geholl gëtt oder versicht gëtt, se an de Gréff ze kréien.

Mir kommen dann net derlaanscht ze soen, dat ass virdrun och ugeklongen: Accès à la profession muss anescht gekuckt ginn, wéi et haut ass.

Déi verschidde Gemengereglementer, do musse mer eis och emol eng Kéier an d'Ae kucken: Wéi wäit ass dat do néideg a wéi kéinte mer dat do anescht an de Gréff kréien? Wéi fonctionnéiert dee ganze Marché - Client, Entreprise - an der Praxis? Wat ass d'wirtschaftlech Situatioun vun deene Betriber?

Ech mengen do kënnt een net derlaanscht, ier een an d'Prix maxima geet, emol e Betribsvergläich ze maachen, fir ze kucken: Wat ass dann d'Realitéit vun deene Betriber do? An da muss ee selbstverständlech d'Situation légale a réglementaire och nach eng Kéier iwwerkucken. Well ech mengen, dat, wat virun 20 Joer gutt war, muss haut och net méi gutt sinn.

Also an anere Wierder: Et misst een eng global Analys maachen, wou een dann och déi zoustänneg Leit mat un den Dësch misst kréien, an dat wäre menger Meenung no, interministeriell gekuckt, d'Ekonomie, den Transport, d'Classes moyennes, den Intérieur; d'Gemengen, d'Chambres professionnelles, déi betreffend Federatioun an d'Konsumente missten och derbäi sinn. Dat gëtt natierlech erëm e grousse Gremium, mä domat léisst sech awer schonn eppes maachen.

De Projet de loi huet allerdéngs och dee Mérite, an dat wëll ech hei net verkennen, datt en, esou wéi en elo dosteet, Sécherheet bréngt iwwert d'Strofbestëmmungen, an zweetens, datt en d'Taxie prinzipiell an d'Präisfräiheet hëlt, esou wäit een net op d'Ausnahmebestëmmungen zréckkënnt. Also prinzipiell falen d'Taxien duerch dëst Gesetz, wat mer hei stëmmen, an d'Präisfräiheet. A fir datt kann e Reglement kommen, mussen déi restriktiv Konditiounen aus deem betreffenden Artikel do stëmmen.

Et ass aus deem Grond, well mer hei de Prinzip vun der Präisfräiheet zréckhalen, wou ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun matbréngen zum Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Marcel Sauber Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, vu dass onse Kolleeg Jos Scheuer a parlamentarescher Missioun an Afrika ass, muss ech jo hei direkt en duebele Merci ausspriechen: een un de Jos Scheuer fir säi schréftleche Rapport, wou e sech ganz vill Méi ginn huet, fir e Projet, deen à première vue ganz einfach schéngt, mä deen am Fong ganz komplizéiert ass, am Detail ze beliichten; an zweetens dem John Castegnaro fir säi mëndleche Bericht, wou e wierklech op all déi Punkten agaangen ass, déi e Problem duerstellen.

Am Fong, de Résumé vum Projet de loi ass ganz einfach. Et geet drëm, all Zweifel ze eliminéieren, aus der Welt ze schafen iwwert d'Legalitéit vun engem Règlement grand-ducal, dee Maximalpräisser fir d'Taxicoursë festleet, en vertu vum Artikel 2 vum Gesetz vum 17. Mee 2004 iwwert d'Konkurrenz.

Dat schéngt einfach. En fait ass et, wéi de John Castegnaro et beliicht huet, vill méi komplizéiert, a wéi de Marcel Sauber et elo nach am Detail op anere Volete gemaach huet, vläicht nach vill méi komplizéiert.

Här President, mir wäerten dee Projet de loi stëmmen, ouni Enthusiasmus a mat gemëschte Gefiller. A wann ech onsem Kolleeg Marcel Sauber nogelauschtert hunn, muss ech éierlech soen, dass ech déi éischt 20 oder 25 Minutten d'Impressioun hat, dass d'CSV dee Projet net géif stëmmen. En huet dunn am Kader vun engem Balancement circonspect d'Kéier kritt an ons gesot, si géifen et stëmmen.

(Interruptions)

M. Marcel Sauber *(CSV)*.- D'Connotation libérale ass dran, an déi hunn ech mer net ewechhuele gelooss.

M. le Président.- Här Sauber, stellt Der der Madame Flesch eng Fro?

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Dir sidd schlecht verstane ginn, Här Sauber.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Neen. Den Här Sauber huet eng Bemierkung gemaach.

M. le Président.- Jo, mä dat dierft den Här Sauber eigentlech net maachen. En dierft just eng Fro stellen. Duerfir fuert Dir elo virun, Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, ech hu gesot, mir géifen dee Projet ouni Enthusiasmus a mat gemëschte Gefiller stëmmen; an da frot Der mech woufir.

Ma well dee Projet eng mini Plooschter op engem hëlzene Been ass. An d'hëlzent Been, dat sinn déi echt Problemen, déi am Taxisecteur bestinn. An dat sinn der ganz vill.

Mir hunn engersäits de Präis vun de Coursen am Taxi, an den Här Castegnaro an den Här Sauber hunn drop higewisen: Mir hu mat déi deierst Taxicoursen op der Welt, an dat gefält natierlech dem Konsument net an dat ass och net förderlech fir d'Mobilitéit. Well d'Taxien hu jo och eng Fonction de transport public. An dat geet da mat ze vill héije Präisser natierlech verluer.

Zweetens hu mer eng komplett Opacitéit en matière de tarification.

Drëttens hu mer en Dispositif législatif - an ech schwätzen net hei vun der Konkurrenzgesetzgebung, mä vun der Taxisgesetzgebung -, deen zwar net méi al ass wéi 1997, mä dach total dépasséiert ass, duerch d'Evolutioun vun onser Gesellschaft, déi duerch eng vill méi grouss Mobilitéit geprägt ass. D'Opdeele vum Grand-Duché an esou vill separat mini Secteuren ass doudsécher der Saach net förderlech.

A sengem Avis vum 15. November 2007 huet de Conseil de la Concurrence eng Partie Probleme genannt, déi sech duerch déi aktuell Législatioun an déi aktuell Réglementatiounen op kommunalem Plang erginn. Dat eent, laut Conseil de la Concurrence, ass eng iwwerdriwwe Limitatioun vun der Zuel vun de Konkurrenten um Marché. Dat ass d'Konsequenz vum Artikel 2 an 3 vum Gesetz vum 18. Mäerz 1997 iwwert d'Réglementatioun vun den Taxiservicer an d'Konsequenz och vun de Kommunalreglementer, déi an Applikatioun vun deem Gesetz vum 18. Mäerz 1997 geholl si ginn.

Deen zweete Punkt, deen de Conseil de la Concurrence erwähnt, dat ass d'Limitation géographique de la zone de prise en charge. Déi huet als Konsequenz, dass se sech auswierkt au détriment vun den Entreprisen a vun den Taxifuerer, den Entreprisen, déi net kënne Clienten à charge huelen ausserhalb vun deem Gebitt, fir dat se eng Autorisatioun hunn. Dat ass den Artikel 5 vum Gesetz vum 18. Mäerz 1997.

Déi Limitation géographique wierkt sech och aus au détriment vun de Konsumenten. D'Gesetz an d'Reglementer verbidden den Taxie stallzehalen, fir hir Servicer anzwousch anescht ze offréieren, wéi op deene Plazen, déi expressément duerfir virgesi sinn. Dat ass den Artikel 1, Alinea 5 vum Gesetz vum 18. Mäerz 1997.

Dann hu mer op deenen Emplacements réservés de System vun den Têtes de file. Dat heescht, et muss een den éischten Taxi huelen, deen dosteet. Dat ass eppes, dat gëtt et op ville Plazen. An ech gesinn och net, wéi een dat anescht géif kënne regelen, well soss gëtt et groussen Duercherneen.

Deen nächste Punkt, deen de Conseil de la Concurrence erwähnt, ass de Fait, dass de Consommateur am Fong bei der Prise en charge souguer en dehors des emplacements réservés kee Choix huet. Den Här Castegnaro huet virdrun drop higewisen, dass, wann een en Taxi héléiert - wat een däerf! - 50 Meter ewech vun engem Emplacement réservé, da kann een net ufänken ze verhandelen, wat ass Äre Präis, an da kann een och net soen, mä dann huelen ech lech net, mä ech huelen deen nächsten.

Et kënnt nach eppes derbäi, wann ech d'Situatioun zum Beispill hei an der Stad Lëtzebuerg kucken, dat ass, dass een iwwerhaapt keen Taxi ze héléiere kritt. Déi eenzeg, déi ee vläicht kann héléieren, dat sinn déi, déi op dësem Territoire en maraude sinn, déi komme vun enger anerer Gemeng a stationéiere bei der Haaptpost hei an der Stad oder an der Philippesgaass oder an der Groussgaass a laueren do op Clienten. Wat duerno zu Streidereien an heiansdo Kläppereie féiert, well laut Gesetz natierlech fuere se jo au noir. Si dierften hei net Clienten oplueden. Dat féiert natierlech zu deenen Zeenarien, vun deene mer heiansdo an der Zeitung liesen. Dat alles, wat ech elo beschriwwen hunn, ass eng Konsequenz vum Artikel 5 vum Gesetz vum 18. Mäerz 1997.

De Conseil de la Concurrence kënnt sengersäits op déi Konklusioun, an déi ass hei schonn zitéiert ginn: «…que l'état actuel de la législation et des caractéristiques du marché des services de taxis ne permet pas la libre fixation des prix par le jeu de la concurrence et que, partant, ce marché remplit les conditions de l'article 2, alinéa 2 de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence de nature à permettre l'adoption d'un règlement grand-ducal fixant les prix ou les marges».

De Conseil de la Concurrence huet Recht an deem Sënn, dass de Client captif ass. Dat ass sécher. Mä ech wéilt net op deeselwechte Wee goen, wéi de Conseil de la Concurrence. Ech wëll net fir eng komplett Liberalisatioun plädéieren. Ech kenne keng Stad op der Welt, wou et am Taxisbetrib eng komplett Liberalisatioun gëtt. Mä ech kenne vill Stied op der Welt, wou et eng besser Législatioun a Réglementatioun gëtt, wéi

déi, déi mir hunn. An ech mengen, mir sollten ons dorunner inspiréieren.

Ech wëll och net plädéieren, dass mer solle Prix maxima opginn, an ech wëll och net derfir plädéieren, dass mer sollen all Législatioun oder all Réglementatioun opginn. Mä ech mengen, dass et Zäit wär, dat Gesetz vum 18. Mäerz 1997 op d'Lee ze huelen an ze versichen, do eng besser Léisung ze fannen, an do wenden ech mech un den Här Wirtschaftsminister, mä awer och un den Här Transportminister, deen haut leider net do ass - wat ech verstinn, well et geet jo hei ëm de Konkurrenzberäich, mä nach ass d'Taxisproblematik eng, déi den Transportminister ganz no eppes ugeet.

An der Wahlcampagne 2004 haten ons sozialistesch Kolleegen allgemeng gesot: „Mir paken et un."

Une voix.- Jo.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- D'lescht Joer hunn den Transportminister an de Wirtschaftsminister am Beräich vum Taxiwiese gesot: „Mir paken et un."

Ausser enger Réuniouun vun allen Interesséierten, déi virun zwee oder dräi Méint am Transportministerium stattfonnt huet, ass bis elo do guer näischt geschitt. Ech géif also deenen zwee Ministere soen: Paakt et un! Maacht eppes! Rufft all déi Interesséiert zesummen! Maacht eng Mise à plat vun der bestehender Législatioun a kommt mat Propositiounen an d'Chamber!

Dir fannt hei an der Chamber, an d'Debatten an der Kommissioun hunn et bewisen, e groussen Intérêt an eng grouss Disponibilitéit, fir un enger Léisung matzeschaffen.

Elo sot Der mer, Här President, oder elo soen d'Ministere mer: Jo, mä de Problem ass ganz komplizéiert.

Jo, sécherlech ass de Problem ganz komplizéiert, dat wësse mer alleguer.

Engersäits sinn d'Intérêten, déi en présence sinn, kontradiktoresch. Anerersäits ass de Secteur vun den Taxie vun enger ganz grousser Diversitéit geprägt. Dat ass scho gesot ginn. Engersäits gëtt et eng ganz Partie kleng Indépendanten, anerersäits gëtt et eng Partie Gesellschaften, wouvun eng vill méi grouss ass, wéi all déi aner.

D'Taxischaufferen, d'Taxisentreprisë sinn och duerch zwou Chambres professionnelles vertrueden, d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce.

En passant géif ech wëlle festhalen, an ech mengen den Här Sauber huet et scho gesot, dass déi zwou Chamberen en faveur sinn, an hirem Avis, vun enger allgemenger Liberalisatioun vun de Präisser vun den Taxien an der Abrogatioun vum Règlement grand-ducal fixant d'Prix maxima.

D'Chambre des Métiers seet souguer ganz kloer, si kéint mat deem Projet, deen de Moment hei virläit, net d'accord sinn. D'Chambre de Commerce seet, si kéint mat deem Projet nëmmen d'accord ginn, wann ee géif verschiddene vun hire Suggestioune Rechnung droen, an dat si genee d'Suggestiounen, déi dee jëtzege Projet hei géif vu senger Substanz berauben. Also ass d'Chambre de Commerce och géint deen dote Projet. Dat wëll ech nëmme pour mémoire hei erwähnt hunn.

Wa mer vun deene Leit a vun deenen Instanze schwätzen, déi mussen un enger Diskussioun deelhuelen, da muss ee selbstverständlech och d'Gemengen nennen. Hinne kënnt eng Responsabilitéit zou. Et freet ee sech just, ob déi Responsabilitéit, déi de Moment am Gesetz vu '97 ass, déi richteg ass, déi ee muss de Gemenge ginn. Do ass och eng Diskussioun, déi sech opdrängt.

Schliesslech stelle sech, an dat soen d'Gewerkschaften ons nohalteg, eng ganz Partie Problemen iwwert d'Horairen, Horaires de travail, iwwer Travail au noir, iwwert d'Sécurité sociale an esou weider.

Et ass also e schwierege Secteur, mä nach heescht dat net, dass ee soll d'Waffe strecken.

Iwwregens huet d'parlamentaresch Kommissioun, ënnert der Fieder vum Här Scheuer, dat och festgehalen, well si seet, an ech zitéieren: «La commission tient à souligner que le présent projet de loi ne vise à régler qu'un aspect des problèmes concernant le marché des courses en taxi et soulevés lors des discussions en commission. Partant, la commission invite le Gouvernement à élaborer à court terme un projet de réforme en profondeur du cadre légal et réglementaire du secteur des entreprises de taxis.»

Also en Appel och vun der Kommissioun un déi concernéiert Ministeren: „Strëppt d'Äerm erop a paakt et un!"

Da gëtt et nach eng zweet Ursaach, déi ons dozou féiert, dee Projet ouni vill Enthusiasmus a mat gemëschte Gefiller ze stëmmen. Wéi scho gesot, ass den Zweck vum Projet, den Objektiv vum Projet, all Zweifel ze eliminéieren iwwert d'Legalitéit vum Règlement grand-ducal, dee Maximalpräisser fixéiert.

Wann een den Avis vum Conseil d'État liest, da muss een natierlech d'Ouere spëtzen. Well de Conseil d'État insistéiert, an ech zitéieren hei och: «…à souligner que les règlements grand-ducaux pris sur la base de l'alinéa 2 n'échappent pas au contrôle juridictionnel, car ils devront toujours suffire aux conditions fixées par cet alinéa». An da kommen dobäi nach all déi Bedenken aus dem Konkurrenzrecht, déi den Här Sauber virdrun op dëser Tribün hei am Detail opgeworf huet.

Ofschléissend, Här President, géif ech einfach nëmme soen: Mir wënschen dem Minister, dass deen Text, deen en ons hei virgeluecht huet an dee mer wäerte stëmmen, awer genügend ass, fir dat Zil ze erreechen, wat de Minister sech gesat huet. Well mer dobäi Zweifelen hunn, ass dat eng aner Ursaach, woufir mer dëse Projet zwar wäerte stëmmen, mä ouni Enthusiasmus a mat gemëschte Gefiller.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Flesch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wëll hei fir d'éischt emol deenen zwee Rapporteuren och Merci soen, esou wéi meng Virriednerin, éischtens fir de schréftleche Rapport an da selbstverständlech fir de mëndleche Rapport vum Här Castegnaro. E Rapport, deen op Basis vun engem Avis vum Conseil de la Concurrence an, trotz de Kritike vum Här Sauber iwwer vläicht deen Avis, awer e ganz gudden Iwwerbléck iwwert d'Problematik vum Taxiwiesen hei zu Lëtzebuerg gëtt. Eng Problematik, déi awer aus grénger Siicht mat dësem Gesetz, an dat hunn all meng Virriedner scho gesot, nëmmen op engem Deel geléist ka ginn.

(Interruption)

Mä ech mengen awer, dass eng Deelléisung schonn heimadder bruecht gëtt.

Ech brauch also dofir net erëm ausféierlech op déi eenzel Punkten anzegoen an ech wäert mech och nëmmen op e puer Deeler hei beschränken.

Dëst Gesetz, esou wéi de Wirtschaftsminister dat och an eiser Kommissioun gesot huet, hätt och net den Usproch, fir d'Problematik vun dem ganzen Taxiwiesen hei zu Lëtzebuerg ze léisen. Et gëtt just a sech en Deelaspekt domadder geléist, nämlech eleng d'Anhale vu maximalen Tariffer bei enger Taxisfahrt; wat an der momentaner Situatioun vläicht och net vu Muttwëll ass.

Dës Deelléisung ass awer fir déi Gréng net zefridde stellend. Meng Virriednerin huet dat hei nach eng Kéier ausdrécklech gesot, a mir hunn och zesummen an der Kommissioun nach eng Kéier drop gepocht, dass speziell am Rapport sollt dorop higewise ginn, dass d'Regierung opgefuerdert gëtt, fir endlech eng déif gräifend Reform vum ganzen Taxiwiesen ze maachen.

Et wär nämlech alles wéi just kee Muttwëll, wa méi eng clientsfrëndlech Politik bei esou enger Reform géif erauskommen. Et herrscht nämlech dobaussen eng ganz grouss Onzefriddenheet iwwer éischtens de Service a besonnesch iwwert de Präis vun den Taxisfahrten.

Säit Oktober 2007, an de Rapporteur huet et virdrun och schonn erwähnt, no der Erofsetzung vun der Alkoholpromillegrenz fir d'Chaufferen, ass den Drock vun enger Reform nach méi grouss ginn, mengen ech. D'Politik däerf wuel Gesetzer verschäerfen, huet souguer, wéi am Fall vun der Promillegrenz, och d'Flicht, do eppes ze ënnerhuelen. Si muss awer och gläichzäiteg Alternativen ubidden, an hei besonnesch am Fall vun der Mobilitéit.

Bleiwen déi Alternativen aus, däerf ee sech net wonneren, wann d'Reaktioune vun de Leit emol méi hefteg ausfalen. Dëst gëllt awer net nëmmen an dësem Politikberäich. Och an anere Politikfelder missten Alternative gläichzäiteg presentéiert ginn.

Hei loosse sech eng ganz Rei vu Beispiller opzielen, wou dës Regierung ëmmer nees dëst sträflechst vernoléissegt. Ech nennen do de Logement, Kyoto, d'Autosteier - ganz gutt Beispill! - an och de Kannerbonus, dee vill ze spéit a sträflech schlecht ugepaakt gouf fir auszebezuelen. Also déi Lëscht kéint een nach des Wäiten ausbauen.

Mir wären also all gutt beroden, an do besonnesch d'Regierung, direkt parallell Alternativen auszeschaffen. Loosst Iech also net allze vill Zäit méi, fir dësen Dossier méi déif gräifend ze reformëieren!

Eppes huet dëst Gesetz trotzdeem bewierkt, an dat ass den Avis vum Conseil de la Concurrence. Trotz de Kritiken e bësse virdru vum Här Sauber, mengen ech awer aus deem Rapport emol endlech e Gesamtiwwerbléck erauszeliesen, wéi den Taxisecteur sech dobausse presentéiert. Sécherlech feelen eng ganz Rei vu konkreten Zuelen, déi och an der Kommissioun ni richteg genannt goufen. Et ass do, wou nach ganz groussen Nohuelbedarf muss geschéien, fir kënnen déi Reform och déif gräifend duerchzefëieren.

D'Problematik gëtt jiddefalls op deenen zéng Säiten awer trotzdeem gutt beschriwwen. An och den Oflaf tëschent de Gemengen, dee fir mech bal haarsträubend ass, wéi en effektiv do vir sech geet. Herno an där Reform mussen d'Gemengen och richteg mat an d'Boot geholl ginn, well mer soss net déi richteg Reform kënnen ëmsetzen.

Mir brauchen dofir eng concertéiert Approche vun all de Leit, déi an deem Secteur eppes ze dinn hunn. Et ass alles wéi net zäitgemëiss, wann zum Beispill de Stater Taxiservice op eng Nopeschgemeng eng Hifahrt mat engem Client aus der Stad mécht, mä keen neie Client aus där Gemeng däerf mat zréckhuelen, wann den Taxibesëtzer net och aus där Gemeng eng Konzessioun hat. Sécher däerf nach e Client, dee sech iwwer Tëlefon gemellt huet, matgeholl ginn, mä op den offiziellen Taxisplazen an där jeeweileger Gemeng däerf hie kee weidere Client erëm mat zréckzehuelen. Also fiert en deels eidel zréck an d'Stad, wat jo a sech och am Sënn vun der Kyoto-Bilanzéierung alles wéi just net sënnvoll ass.

Et freet ee sech, ob et da jee ubruecht war, esou eng Restriktioun anzeféieren. Hei weist et sech, dass eng bluttnoutwendeg regional Planung och am Beräich vun den Taxien noutwendeg ass, en ideaalt Beispill, d'regional Zesummenaarbecht mat Liewen ze erfëllen. Wann et beim momentane System bleiwe soll, dann heescht dat natierlech, dass déi Konventiounsgelder och regional géréiert musse ginn, Gelder also, déi de Moment an d'Gemengekeese fléissen.

Et bleift och d'Optioun vun enger totaler Liberaliséierung. Dëst schéngt mir, wéi dat och virdru vu menge Virriedner gesot ginn ass, nach net de richtege Wee ze sinn. Do bleiwen nach eng ganz Rei vu Froen ze klären, esou besonnesch bei de Garë respektiv beim Flughafen, fir nëmmen déi zwou ze nennen, do wou d'Clientë sech net a priori den Taxi däerfe fräi wielen, well se sech un déi éischt an der Rei hale mussen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et gëtt awer och eng Rei vu flotten Initiative vu Restaurateuren, déi zesumme mat Taxisunternehme speziell Servicer schonn ubidden an och speziell Präisser fir d'Weekender fir hir Clienten am Restaurant ubidde kënnen. Initiativen, där nach vill misste kommen, fir d'Mobilitéit, fir eng gutt Alternativ zum Individualverkéier opzebauen.

Ech kommen zum Schluss, well mer jo hei a sech net sollten nach iwwert déi déif gräifend Taxisreform schwätzen, ginn awer mat op de Wee - et ass esou wéi mäi Virriedner dat och scho gemaach huet -, dass d'Regierung dat a sech just nach brauch unzepaken. Ech géif nach een dropsetzen: „Just do it!"

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den honorabelen Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt mäi Merci och un déi zwee Rapporteuren, deem enge fir säi schréftleche Bericht, deem anere fir säi mëndleche Bericht, deen hie mat ganz vill Enthusiasmus hei virbruecht huet.

Wann een den Intitulé vum Projet de loi liest, dann huet een net d'Impressioun, datt et e ganz revolutionären Text wier, mä wann een en herno dann och inhaltlech liest, wann ee gesäit, wat fir eng Debatte mer hei an der Chamber hunn, da gesäit een awer, wéi sensibel esou Gesetzgebunge kënne sinn a wat fir eng Konsequenze se heiansdo op d'alldeeglecht Liewe vu ganz ville Bierger hunn, och wat d'Taxischaufferen an d'Taxisbetriber ugeet.

Mir wëssen alleguerten a mir héieren et, datt d'Leit sech heiansdo Froe stellen, wa se en Taxi huelen an dee relativ deier musse bezuelen. Wann een dat Beispill vergläicht mat engem Vol vu Lëtzebuerg iergendwouhin dausend Kilometer ewech an et bezilt een dofir 129 Euro, an déiselwecht Persoun muss 60 Euro bezuelen Aller-Retour, fir mam Taxi bis bei de Flughafen ze kommen, da werft dat Froen op.

Nach muss een awer och d'Realitéite gesinn a feststellen, datt villes vun deene Präisser absolut justifiéiert ass, mä datt sech awer eng Problematik stellt, op déi een natierlech agoe wëllt.

Mir hunn alleguerte gemierkt an héieren, datt et virum Flughafe ganz oft zu Streidereie komm ass, wann net zu Kläppereien, tëschent deenen Taxischaufferen, déi eng Plaz gelount hunn, déi d'Recht hunn, well se eng Tax bezuelt hunn, fir Clienten um Flughafen opzehuelen, an Taxischaufferen, déi e bësselche méi wäit stinn an déi och versiche Clienten opzehuelen, ouni déi Tax bezuelt ze hunn.

Et ass verständlech, datt dat zu enger gewësser Irritatioun féiert an et féiert desto méi zu Irritatioun, well déi Reglementer an déi Strofen, déi géint esou e Behuele virgesi sinn, net exekutéiert gi sinn. Dofir, mengen ech, datt een déi Problematik hei net däerf op d'liicht Schëller huelen.

Mir mengen, datt déi Analys, fir op de Wee ze goe vun enger totaler Liberaliséierung, op jidde Fall déi falsch ass. Woufir? Well de Client, deen en Taxi hëlt, am Prinzip wësse muss, wat hie maximal ze bezuelen huet au vu vun där Distanz, déi hie mam Taxi fuere wëllt. Wann et esou ass, datt hien iergendeen Taxi ruffen oder huele kann, dee just laanschtfiert, an hie weess net, wat deen him facturéiert, da kann et ganz gutt sinn, datt hien herno méi schlecht ewechkënnt, wéi dat mat deem ablëckleche System de Fall ass. Dofir ass eng total Liberaliséierung op jidde Fall dee falsche Wee.

Souguer wann d'Handwierkerkammer de Prinzip vun enger Liberaliséierung virgesinn huet, esou huet se awer an hirem Avis direkt ganz vill Reserven ausgeschwat, an dat, mengen ech, mat Recht. Mir mussen dovunner ausgoen, datt am Taxispräis pro Kilometer de Präis dran ass vum Auto a vu sengem Amortissement; et ass dee vun dem Entretien, vun dem Bensin respektiv Diesel, deen natierlech och elo an d'Luucht gaangen ass. Et ass och, bien entendu, d'Rémunératiouun selwer vun deem, dee fiert, respektiv vum Patron, deen dat Ganzt organiséiert.

Et ass kloer, datt, wann ee wëllt no Léisunge sichen, da gëtt et der a mengen Aen net ganz vill, sauf déi, datt ee sech vläicht kéint iwwerleeën, ob een net Differenzéierunge misst maachen au vu vun der Gréisst vum Taxi, dem Ënnerscheed tëschent engem klengen Taxi, wou eng oder zwou Persounen ouni Bagage mat draginn, an engem gréisseren Taxi, wéi mer se elo bal alleguerte kennen, wou dräi, véier Leit mat Bagage kënnen dran transportéiert ginn.

Et kéint een an deem Sënn vläicht eng Differenzéierung virgesinn, fir datt de Bierger, deen dobaussen op en Taxi waart, deen en Taxi sicht an dee vläicht net wëllt esou vill ausginn oder net kann esou vill ausginn, deen Ablack awer nach de Choix huet tëschent e puer Tariffer, wéinstens zwee. Dat schéngt mer eng Alternativ ze sinn, wou ech frou wier, wann d'Regierung ons kéint soen, ob dat vläicht ee Punkt wier, iwwert dee se mat den zoustännege Vertrieder vum Taxishandwierk verhandele kéint, fir eventuell och nach aner Solutiounen an deemselwechte Sënn virzegesinn.

Et ass ëmmer schwiereg, fir esou aus dem Stegreif eraus e puer Reforme virzegesinn, ouni datt si mat deenen zoustännege Leit beschwat goufen. Et ass d'autant méi schwéier, well mer jo éischtens e puer gréisser Entreprises de transport de taxi hunn. Dann hu mer och nach ganz vill Individueller, déi also just nuren op sech selwer fueren oder déi nëmmen een oder zwee Chaufferen zu hirer Verfügung hunn. Och do leien Differenzen an den Intérêten. Dofir, mengen ech, wier et gutt, wann een eng Table ronde géif organiséieren, wou alleguerten déi Problemer, déi sech am Taxiwiese stellen, kéinten op engem Dësch zesummekommen a wou kéint doriwwer debattéiert ginn.

Dat gesot, ass et awer elo wichteg, datt mer dëst Gesetz hei stëmmen, fir datt nees déi Gesetzgebung, déi mer gären hätten, soll bleiwen, datt se och respektéiert gi soll, datt dat elo endlech de Fall gëtt. An ech hoffen, datt d'Regierung déi zwou Propositiounen, déi ech gemaach hunn, eventuell wëllt mat an hir Kommentaren afléisse loossen.

Dat gesot, wëll ech soen, datt d'ADR dësem Projet zoustëmme wäert.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Ofschloss vun der Debatt mécht den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. De Problem, deen ech gesinn, dat ass, dass hei verschiddentlech d'Liberaliséierung vum Taxiwiesen ugeschwat ginn ass. Ech weess awer aus der Praxis, dass et näischt gëtt, wat méi liberaliséiert ass, wéi just den Taxisberäich, an zwar liberaliséiert doduerch, dass do systematesch mat Dumpingpräisser geschafft gëtt, systematesch ouni Taximeter gefuer gëtt, an dass doduerjer déi Leit, déi sech am Fong reell un d'Gesetzgebung halen, défavoriséiert sinn.

Dat sinn net nëmme Leit, déi ouni Emplacement fueren. Do gëtt et net nëmmen Taxien, et gëtt och Voitures de location, déi ënner anere Bedéngunge fueren, wéi déi normal Taxien. Da gëtt et Konventioune mat de Spideeler, wou aner Präisser zum Beispill festleien, wéi déi normal Präisser, déi fir déi normal Clientë geduecht sinn. Dat heescht, déi, déi fir d'Dialyse fueren, déi fir d'Sécurité sociale fueren, do gëtt et aner Präisser.

An da kënnt nach an déi Diskussioun eppes derbäi. Dat heescht, wann een an engem Gesetz virschreift, dass Maximalpräisser kënne gefrot gi fir d'Taxien, da kann een net op där anerer Säit higoen an dann de Gemengen et fräi loossen, dass déi eng Gemeng dräimol esou vill fir d'Emplacementer freet, wéi déi aner. Dat heescht, dass am Fong déi Taxischaufferen, déi zum Beispill an der Gemeng Lëtzebuerg en Emplacement hunn, besser ewechkommen, wéi déi zu Esch, well zu Esch duebel esou vill gefrot gëtt fir en Emplacement, wéi an der Stad. Da muss een awer och kucken, dass do eng eenheetlech Regelung kënnt, fir dass déi Taxischaufferen, déi zu Esch sinn, och besser ewechkommen.

Et ass jo ganz normal, dass déi Taxischaufferen, déi deier Plaze musse bezuelen, dann och drainéieren an déi Uertschaften, wou net esou vill bezuelt muss ginn. Ech mengen, do kommen och eng Rei Problemer hier.

Da gëtt et nach e Phenomeen, dee sech besonnesch am Süde vum Land ofspillt, an dat sinn déi Taxien, déi vun auswäerts kommen, déi weder en Emplacement hunn nach eng Autorisatioun, an déi fueren dann och nach méi zu Dumpingpräisser. Do derbäi kënnt nach, dass eng Rei vun Taxisentreprisen - dat muss een dann och soen - Leit beschäftegen niewelaanscht, déi se mat zwou, dräi Stonnen umellen, déi awer aacht Stonne fueren.

Och dat ass Concurrence déloyale, dat sinn all déi Diskussiounen. Wann ee gär wierklech eng Regelung hätt, wou wierklech déi Concurrence déloyale ophéiert, da muss een dat an der ganzer Diskussioun mat féieren an da muss een effektiv och e bësse méi streng duerchgräifen.

Dat heescht, et sinn also eng ganz Rei Saachen, déi hei zur Diskussioun stinn. Mä op jidde Fall, et gëtt kee Secteur, dee méi liberaliséiert ass, wéi dee vun den Taxien, ebe just duerch déi Saachen, déi ech elo hei virbruecht hunn. Et ass do wou muss agegraff ginn, dass emol un alleréischter Stell muss gekuckt ginn, dass an deem Beräich déi Schwaarzaarbecht emol ophéiert. Och bei deenen, déi mat klengen Aarbechtsverträg dee ganzen Dag fueren, muss gekuckt ginn, dass do kee Schmu gemaach gëtt. Da komme mer och e Stéck virun an deem Beräich.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. De Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vu menger Säit Merci fir de John Castegnaro, dee mir et vill méi einfach mécht, heirobber ze äntwerten. Schéckt awer och, wann Der wëllt, Här Castegnaro, meng Wënsch an Afrika fir dee schréftleche Rapport, dee virgeluecht ginn ass. Ech mengen, dass dee schréftleche Rapport jo och Ulass gëtt zu enger ganzer Rei vun Diskussiounen, esou wéi mer dat hei gesinn hunn.

Loosse mer nach eng Kéier kloer soen, dass mer eng Situatioun virfonnt hunn - ech op alle Fall -, déi esou war, dass gesot ginn ass zu engem gewëssenen Zäitpunkt, ech hat knapps ugefaangen: Elo gëtt et der, déi halen d'Präisser net an! D'Präisser vun den Taxien.

Mir hunn doropshin eis Enquêtë gemaach. Dat huet gestëmmt a mir hunn et weiderginn un de Parquet, esou wéi dat sech gehéiert.

Mir hunn dat e puermol gemaach, mä beim Parquet ass keng Äntwert komm. Et ass och net weidergedriwwe ginn. En hat gutt Grënn…

(Interruption)

Mengt Der, déi wiere besser beschäftegt gewiescht an där Zäit.

Mä ech mengen, Regierungsvertrieder kënnen dat weiderleeden un de Parquet, mä ab deem Moment, et deet mer leed, kënne mir net ufänken, Pressioun op de Parquet auszeüben. An et waren Eenzelner, déi duerchblécke gelooss hunn, mir hätten dat net mat der noutwendeger Force gemaach. Ech weess net, wéi et mat der Séparation des pouvoirs hei geholl gëtt, mä ech hu gemengt, dat géif éischtens d'Justiz an zweetens de Parquet betreffen, dee wuel dem Justizminister ënnersteet, mä net dass iergenden anere Minister do den Tëlefon hëlt a seet, fuert emol duer.

Duerfir muss ech soen, dass dat eng Zäitche gedauert huet bis mir gemierkt hunn, dass si systematesch esou Saachen net géifen upaken, a bis mer erausfonnt hunn, dass de Grond dee war, dass se gemengt hunn, d'Base légale wier net genuch fondéiert, fir dass se kéinte virgoen.

Doropshin hu mer dee Projet hei erageréecht.

Selbstverständlech hu mir déiselwecht Diskussioune gefouert wéi déi, déi elo haut hei an der Chamber gefouert gi sinn. All déi Problemer, déi évoquéiert si ginn, sinn och bei eis gefouert ginn. A mir koumen zur selwechter Konklusioun wéi Dir. Well all Riedner hei, déi meescht jiddefalls, hunn nëmme Problemer opgezielt. Ech hu ganz wéineg Solutiounen héieren.

Dat ass précisément, Madame Flesch, de Grond - Dir hutt selwer esou vill Problemer opgezielt, ouni d'Solutioun ze ginn; zu dësem Zäitpunkt hu mir se och net -, firwat dass mer net konnten e bessere Projet virleeën an deem Moment.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Dir musst eppes ënnerhuelen. Dir hutt bis elo rose wéineg ënnerholl.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Madame Flesch, éischtens, ech sinn net rosen, wann Dir sot, rose wéineg.

(Hilarité)

An zweetens kann ech Iech soen, dass mer méi gemaach hu wéi dat, wat Dir bis elo hei vun Iech ginn hutt, wat eis Aarbecht ubelaangt. Mä dat ass awer net schlëmm.

D'Problematik, dat hutt Dir selwer gesot, ass esou komplex, an Dir hutt et an Ärer Ried permanent bewisen.

Mir hunn also geduecht, mir géifen einfach dat, wat déi viregt Regierung - dat do ass net ënner menger Responsabilitéit geschitt, dat Gesetz ass am Mee 2004 gestëmmt ginn - vläicht net prezis genuch definéiert hat, wou mer awer den Esprit vum Gesetz verstanen haten, frësch definéieren.

Wat war dann den Esprit vun deem Gesetz do? Dat war dach net eng Liberaliséierung vun de Präisser! Liest de Gesetzestext, da gesitt Der, dass et d'Prix maxima waren, déi kloer an däitlech vum Législateur hei mat där Majoritéit an op Propositioun vun deem deemolegen Transport- a Wirtschaftsminister virgeluecht gi sinn. Dass dat onkloer war, werfen ech kengem vir, mä mir probéieren hei just Kloerheet ze schafen.

Ob dee Wee, dee mer elo wielen, ëmmer vu jiddferengem gedeelt gëtt, ass eng aner Fro. Mir hätten och en anere Wee kënne wielen. Mir hu gemengt, deen heite wier besser, well e léisst eis d'Méiglechkeet herno, net erëm eng Kéier mussen anzegräifen an elo Mesurë kënnen ze huelen, fir effektiv muer vläicht eng Liberaliséierung vun deem Ganze virzehuelen.

Et ass scho gesot ginn, mir hunn ze di mat enger Insécurité juridique. Wann de Minister mat enger Insécurité juridique ze dinn huet, dann ass en esou gutt an e proposéiert der Chamber dat ze verbesseren, et sief dann, an der Chamber ass een, deen eng Proposition de loi mécht, esou wéi den Här Kox dat elo viru kuerzem gemaach huet, an dee proposéiert dann eppes. Ech hunn awer näischt gesinn, wat aus de Reie vun der Chamber komm ass, an duerfir hunn ech déi hei Propositioun gemaach.

Et muss een och nach wëssen, dass mer am Moment en Ënnerscheed hunn. Den eigentlech Präis um Tarif 1 ass 1,02 Euro pro Kilometer. Eng Rei Betriber, dont notamment dee gréissten, froen 1,21 Euro de Kilometer; dee grousse Betrib hält sech iwwerhaapt net un de Präis a setzt 20% drop.

Wann den Esprit vun där Chamber hei dee war, e maximale Präis festzeleeën, dann erlaabt mir wann ech gelift, dat do ze probéieren erëm hierzestellen doduerch, dass ech éischtens den Artikel 2 änneren an dann duerno e Reglement huelen. Well da maachen ech nämlech just dat, wat déi viregt Chamber décidéiert huet. Déi wollt nämlech Maximalpräisser, Punkt, fäerdeg.

Ech maachen dat, well ech mengen, dass mer fir d'éischt mussen eng Rei Konditiounen hierstellen, ier mer weider Décisiounen huelen. Ech sinn och absolut der Meenung, dass ee soll eng gewësse Liberaliséierung an deem Secteur hei duerchzéien.

Mir schwätze vu Präisser. Deen ee seet, et sinn déi héchste Präisser. Deen anere seet, et si mat déi héchste Präisser. Anerer, déi anscheinend besser Zuelen hu wéi déi, déi mir jee kritt hunn, soen, dat wier net de Fall.

Ech stelle just fest, dass d'Leit alleguerten där doter Meenung sinn. An hei muss déi Chamber och wëssen, dass, wann ech lech e Projet de règlement virleeën, dann ass dat fir Äert Gefill ze kréien. An ech hätt gären, dass déi Chamber mir och eppes mat op de Wee gëtt, wat de Präis ubelaangt. Déi solle mer soen, wat hir Meenung ass!

Dir sot jo indirekt, dass Der effektiv doduerch, dass Der dat hei stëmmt, bereet sidd, erëm eng Kéier e maximale Präis emol anzeféieren; a mir hunn e Präis proposéiert. Den Här Sauber huet sech ganz vill Méi ginn ze erklären, firwat dass dee Präis net méi appropriéiert wier.

Ech géif just gär wëssen, ob den Här Sauber am Numm vun der CSV geschwat huet oder a sengem eegenen Numm. Et kann net sinn, dass et eng Tranche vun der CSV gëtt, déi higeet a permanent schwätzt, dass et e Problem vun der Inflatioun ass, an en aneren Deel, deen d'Präisser an d'Luucht hieft. Hei schwätze mer vun administréierte Präisser.

(Interruptions)

Wollt Der eng Fro stellen?

Ech weess net, wat ech hei soll denken. Ass dat d'Meenung vun der CSV, dass d'Präisser vun den Taxie sollen an d'Luucht goen, Här Sauber? Dat war jo dat, wat Dir hei verdeedegt hutt. Sot mer dat just, dass ech e Gefill hu fir de Projet de règlement grand-ducal.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der eng Zwëschefro vum honorabelen Här Sauber?

(Brouhaha)

Här Henckes, mir hunn eng Zwëschefro vum Här Sauber. Wann Der och eng wëllt stellen, da mellt Iech.

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Här President, ech géif drop opmierksam maachen, datt et eng Zwëschefro ass vum Minister…

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo!

M. Marcel Sauber *(CSV).*- …u mech. Net vu mir un Iech.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, ganz genau.

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Also, wat ech hei gesot hunn, dat ass: Mir sollen effektiv an d'Richtung goe vun enger Liberaliséierung. - Dir gitt jo an d'Richtung vun der Liberaliséierung.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, ech schwätze vum Präis. Hätt Der gär, dass ech de Präis méi héich fixéieren, wéi dat, wat ech Iech proposéiert hunn, jo oder neen?

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Ech hätt gären, datt opgrond vun Dokumenter, déi Der an de Betriber zesummendrot, Der Iech eng Meenung maacht iwwert de richtege Präis. An dat hutt Der net gemaach.

Ech mengen, mir haten déi ganz Diskussioune beim Office des prix, och bei den Taxien. Déi Zäit waren och Prix maxima, an déi sinn agehale ginn, an déi sinn awer och periodesch diskutéiert gi mat deem Office des prix. Mä haut gëtt guer näischt diskutéiert. Déi lescht Upräissung, dat war 2001. Well déi, déi dräi Joer duerno komm ass, déi huet just d'Prise en charge mat erageholl, awer där ganzer Ribambelle vun anere Käschten net Rechnung gedroen. Dorëms geet et mer.

M. le Président.- Dat war d'Äntwert op d'Fro vum Här Minister.

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Voilà.

M. le Président.- Gutt, da schléisse mer d'Froestonn of.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech weess nach wie vor net, ob Der der Meenung sidd, dass e méi héich soll sinn, wéi deen, deen ech proposéiert hunn?

(Brouhaha)

M. le Président.- Mir hunn elo hei keng Froestonn, Här Sauber!

(Brouhaha)

Jo. Dir kläert dat mam Här Sauber no der Sitzung. Elo ass et um Här Minister, fir mat sengen Ausféierunge weiderzefueren.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech wollt dat mam Här Spautz klären. Den Här Spautz…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Bettel, hutt Dir och eng Fro?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- …äussert sech oft zur Inflatioun. Ech wollt mam Här Spautz klären, dass hie mer da vläicht aus senger Siicht seet - dann eben als en Individuum an där Fraktioun -, wat ech mat deene Präisser soll maachen. Mä bon, ech wëll elo net weiderfueren, wéi Dir dat gär gehat hätt.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Maacht dat herno ënnereneen aus!

Une voix.- Huelt Iech Parole après ministre!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mir maachen dat herno.

(Interruptions)

Wa mer zréckkommen op de Gesetzestext, da si mer just amgaang eng Insécurité juridique erauszehuelen, a mir hunn Iech awer zur gläicher Zäit kloer an däitlech gesot, dass mer erëm eng Kéier wëlle Maximalpräisser aféieren. Duerno solle mer d'Diskussiounen uféieren. Ech hu kee Problem, fir éischtens mam Secteur driwwer ze schwätzen - et ass dach evident, dass ech dat maachen -, zweetens mat deene concernéierte Ministeren, well hei sinn der jo e puer concernéiert, plus d'Gemengen.

Ech wëll awer och mat Iech schwätzen, bei Iech an der Kommissioun. Dir hutt Iech jo elo laang heimat befaasst. Da géif ech och gären Ären Avis héieren, ier ech mat engem Projet de loi kommen. Well hei ginn d'Avisë wäit ausenaner, mengen ech, wa mer emol op de Fong vun der Saach kommen. Ech perséinlech mengen nämlech, dass een en Deel roueg kéint liberaliséieren. Mä ech weess awer och, dass en Deel muss reglementéiert sinn.

Wa mer eis d'Fro stellen iwwert d'Präisser, dann ass et net noutgedrongen ëmmer, Här Sauber, dat, wat Dir als Problemer duergeluecht hutt, d'Léin an esou weider. Dann ass et och einfach, wann ee vun Ettelbréck een an d'Stad op de Flughafe féiert an en dierf kee méi mat heem huelen, Richtung Ettelbréck, da brauche mer eis net ze wonneren, dass déi Präisser ze héich sinn. Dat ass esou. Entweder pake mer dat un, oder mir paken et net un. Duerfir…

(Brouhaha général)

Une voix.- Ma da paakt et un!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech spieren, Här President, de massiven Drock

hei vun de Leit fir dat ze maachen. Dat mécht mer Freed.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Ma da maacht et!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech wäert jo och da mierken, wéi deen Drock sech auswierkt, wann ech dann emol en Text wäert heihinnerbréngen, dee genau dat do virgesäit.

Ech hunn nämlech déi nette Impressioun - a wann Dir dat net hutt, da si mer eben anerer Meenung -, dass am Moment de Client captif ass an dass en ebe keng Méiglechkeet huet oder net genuch Méiglechkeeten huet, well ganz einfach d'Konkurrenz net ginn ass an deem Secteur.

Si ass net ginn, an duerfir muss ee fir d'éischt, ier een d'Liberaliséierung en place setzt, d'Konditioune schafen, dass et och e Marché ass, wou tatsächlech Konkurrenz ass. Dat bedéngt awer och, dass d'Offer méi grouss muss ginn. D'Offer muss einfach méi grouss ginn. Si muss méi differenzéiert ginn.

Et ass evident, Här Henckes, dass et mir och kloer schéngt, dass een net nëmme ka mat décke Luxuslimousinen d'Leit ofhuelen, déi guer net dee Besoin hunn, an dass et der sinn, déi Wallissen hunn, déi dat mussen op e Flughafen oder op eng Gare féieren, an dass et der sinn, déi einfach owes e Patt huele ginn oder bei een eppes iesse ginn an dee Besoin guer net hunn. Déi einfach just frou sinn, wa se heemgefouert si ginn. Punkt, fäerdeg.

Duerfir muss een also kucken, dass een déi Offer emol fir d'éischt méi large mécht a se differenzéiert. Dorunner muss ee schaffen. Wann déi Konditiounen erfëllt sinn, wann een dann och emol déi Emplacementer, déi ganz restriktiv gehandelt sinn - well dat ass och einfach, soulaang een eng Rarificatioun vun eppes huet, dann ass et evident, dass deen eenzelnen Objet deier ass. Dat ass e ganz einfache Prinzip an der Ekonomie. Dat ass hei och de Fall.

Da musse mer déi Lizenzen emol sprangen dinn a mir mussen entweder guer keng méi ginn oder déi, déi mer ginn, musse mer vill méi zahlreich ginn. Duerfir musse mer mat de Gemengen effektiv schwätzen, wann d'Gemengen drop halen, dat weiderhin op hirem Punkt ze maachen. Mä ech sinn der Meenung, dass ee flächendeckend dat soll national regelen an dass, wann eng Gemeng nach zwee, dräi Emplacementer wëllt virgesi speziell, da soll se dat maachen, an do soll dann och Prioritéit deem gi ginn, deen en tête ass. Mä soss, géif ech mengen, dass ee misst zweegleiseg fueren.

Op e puer nevralgesche Punkte musse mer menger Meenung no nach ëmmer derfir suergen, dass e reguléierte Präis ass. Dat ass um Flughafen, dat ass menger Meenung no virun der Gare, vläicht nach op zwee, dräi nevralgesche Punkte soll dat de Fall sinn. Mä dat géif awer net verhënneren, dass e puer Meter weider um Flughafen en Emplacement fir Taxien ass, wou deen, dee vun Ettelbréck ee bruecht huet, och erëm ee ka mat op Miersch huelen. Wa mer dat net fäerdeg bréngen, da brauche mer eis net ze wonneren, dass d'Präisser do sinn, wou se haut sinn.

Ech muss och soen, ech hu gekuckt, dee Programme-cadre ass elo an där heiter Fassung net noutwendeg. Ech wäert awer mam Secteur schwätzen iwwert d'Präisser. Ech wollt haut just e Gefill kréien, an ech wäert - entgéint deem, wat Der mengt, Här Sauber - mam Secteur schwätzen, mä ech wäert awer och wëssen, dass d'allgemeng Meenung e bëssen déi ass, dass mer keng inflatiounsdreiwend Präisser am Moment maachen. Duerfir wäert ech et och esou ugoen, wéi ech dat hei bei eenzelne Leit mengen ze verstoen.

Ech muss och soen, Dir sidd e ganz fläissege Mann an Dir hutt eben Zuelen, un déi mir net kommen. Ech stellen dat just fest. Mä bon, ech wäert jo dann an nächster Zäit déi Zuelen alleguerte kréien, an dat ass fir mech dann och kee Problem.

Ech wollt op der Madame Flesch hir gemëschte Gefiller nach agoen.

(Hilarité)

Evidenterweis hutt Dir d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers zitéiert. Deene wäert ech genau déiselwecht Fro stellen. Et geet jo net duer, dass een hei Meenungen äussert, och zum Präis solle se da gefällegst soen, wat se mengen!

Et kann net sinn, dass déiselwecht Chambre de Commerce mir en décke Kapp maache kënnt wéinst der Inflatioun, an op där anerer Säit, déi puer Kéiere wou se dann d'Méiglechkeet huet, hinzegoen an op d'Präisser anzewierken, präisdreiwend ass, just well eenzel Leit, déi bei hinne Member sinn, dann eben zoufällegerweis se dozou incitéieren. Dann hätt ech awer och gären, dass op alle Säite jiddfereen déiselwecht konsequent Haltung huet.

Jo, mir paken et un, ma mir wäerten et och heihinner virun Iech bréngen.

(Interruption)

Mä Dir hutt selwer d'Argumenter ginn, firwat dass een et kann upaken an awer net esou schnell zu Konklusioune kommen.

Ech mengen, ech bräicht op keng aner Froen anzegoen, déi meescht hätt ech beäntwert. Ech si selbstverständlech esou wäit, dass ech fir d'éischt mam Gemengesecteur muss schwätzen, fir dass deen evidenterweis wa méiglech déi Kompetenzen do zu engem groussen Deel opgëtt, fir dass een dat national ka reguléieren. Ech mengen do kann ee jo och Accordë fannen. Et muss een och higoen an an deem Moment d'Präisgestaltung vun deene Lizenzen, wann dann nach Lizenze solle gi sinn, och opmaachen.

Wat de Conseil de la Concurrence ubelaangt, wëll ech Iech just soen, dass am Text, Här Sauber, näischt verhënnert, dass de Minister de Conseil de la Concurrence ëm säin Avis freet. An enger Propositioun, déi ech Iech elo gemaach hunn a Form vun engem Projet de loi, steet dat souguer expressis verbis dran, an dat läit am Moment bei Iech hei an der Chamber. Ech gesinn also net, firwat dass ech déi, déi am meeschte versti vun der Konkurrenz, net dierft ëm en Avis froen, wat d'Konkurrenz ubelaangt.

Ech kann natierlech elo erëm iergendeen anere Consultant vu baussen huelen, an dann huelt Dir erëm een, dann huelen d'Taxisentreprisen een, dann hëlt d'Union luxembourgeoise des Consommateurs een, an dann hu mer erëm véier Meenungen doleien.

Ech hunn effektiv gemengt, et wier eng gutt Saach, et géif een eng independent Institutioun froen, an dat ass nun eben de Conseil de la Concurrence. An deen huet genau Äntwerte ginn op eng ganz Rei Froen, déi hei gestallt gi sinn, an huet eng aner Konklusioun, wéi Dir se geholl hutt, Här Sauber. Mä dat ass dann eben esou.

Ech gleewen éischter hinnen an ech ginn éischter op deen dote Wee. Ech stellen einfach fest, dass dat, wat ëmmer no vir geschobe gëtt - dass de Consommateur Méiglechkeeten huet -, net ginn ass.

Dir hutt déi opgezielt, déi d'Méiglechkeeten hunn, an dat ass ebe genau de Problem.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

D'Fiduciairen hutt Der opgezielt, d'Banken, d'Ambassaden. Dat ass richteg. An deen, dee wëllt owes e Patt drénke goen oder bei een iesse goen, wat en normale Bierger ass, deen huet dat eben net. An déi gutt Präisser hunn herno d'Ambassaden, hunn herno d'Fiduciairen, hunn herno d'Banken, hunn herno déi déck Entreprisen. Jo, dat ass esou.

Ech suergen derfir, dass och déi kleng Consommateure muer d'selwecht kënne behandelt ginn.

M. le Président.- Här Krecké, den Här Sauber wëllt nach eng Kéier eppes soen. Här Sauber, Dir hutt d'Wuert.

M. Marcel Sauber *(CSV)*.- Jo, fir vläicht Parole après ministre, fir op déi lescht Punkten anzegoen.

Sinn et effektiv nëmmen déi Grouss, déi froen? A sinn et nëmmen déi Grouss, déi fueren? Ech kann Iech soen - dat hunn ech nämlech och hannerfrot -, dee grousse Betrib, dat misst jo normalerweis dee sinn, deen d'Soumissioune vun de Fiduciairen an anere wanne misst. Mä dee fiert net do, well déi aner vill méi bëlleg fuere wéi hien, esou datt Der do scho falsch läit am Räsonnement.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hu guer net vum grousse Betrib geschwat. Dir hutt dovu geschwat.

M. Marcel Sauber *(CSV)*.- Neen, neen, neen!

Dat anert, ech sinn och der Meenung, datt ee verschidde Saache soll reglementéieren. Dat hunn ech hei gesot. Ech hunn och gesot, mir sollen déi Gesetzgebung, déi verstëbst ass, wou mer alleguer hei schold doru sinn, ofschafen oder nei iwwerkucken.

Ech mengen, ech si frou, datt Dir meng Propositioun do mat deelt, mä beim Conseil de la Concurrence, do hunn ech Iech eng Partie Unhaltspunkte ginn, déi Iech vläicht sollen ze iwwerleeë ginn. Méi net! Ech mengen, wann ech en Avis kréien, wou dräimol Réckzéier dra sinn, da geheien ech deen an de Pabeierkuerf. Da ginn ech deen net no baussen an där dote Form.

A wann Der mer sot, ech froen en Organ, wat indépendant ass. Ma par définition, en Organ, wat indépendant ass, wann ech dat gefrot hunn, duerno ass et net méi indépendant, well et u säin Avis iergendwéi awer an enger Form gebonnen ass, wann et misst asprangen op deem dote Sujet.

Dat sinn déi Bedenken, déi ech matbruecht hunn, net d'Kritik drun, mä d'Bedenken, déi Iech sollen ze iwwerleeë ginn, vläicht awer ze kucken, datt een anstänneg Argumenter fënnt, fir eng gewësse Libertéit ze halen an eng gewësse Regelung.

Ech weess och, datt et vill méi einfach ass, wann ee seet, vum Findel an d'Stad kascht et esou vill a vun der Gare op de Findel kascht et esou vill. An deen Accord kritt Der bestëmmt beim Beruff. Ech mengen, do gëtt et eng ganz Partie Saachen, déi ee maache kann, an dat léisst sech och maachen. Allen zwee si mer um richtege Wee, loosse mer et emol esou soen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, mä ech puchen awer den Avis vum Conseil de la Concurrence net an de Bac an ech ginn der Chamber e fir hir Réaction autorisée. Dat ass geschitt haut, Här Sauber, an duerfir fannen ech, dass déi Diskussioun zumindest gewisen huet, dass op eenzelne Punkte mer net anerer Meenung sinn, mä awer op enger Rei Punkten därselwechter Meenung. Ech wäert dat mat op de Wee huelen an d'Législatioun an deem Sënn probéieren ëmzeänneren.

Haut wier ech frou, wann Der géift déi Propositioun, déi ech Iech gemaach hunn, fir d'Gesetz ëmzeänneren, fir déi Insécuritéit erauszehuelen, stëmmen.

Merci.

Une voix.- Mir paken et un.

M. le Président.- Mir wäerten, Här Minister, Iech elo gläich dee Gefale maachen, well mir kommen elo zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Dir gesitt, Här Minister, trotz deene liewegen Diskussiounen, déi mer haten, ass d'Chamber d'accord fir Äre Projet eestëmmeg mat 58 Jo-Stëmmen unzehuelen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Jean Huss), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum zweetleschte Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Schutz vun de kulturelle Gidder. Da gi mer dem Rapporteur d'Wuert, fir de Projet virzedroen. Den Här Sunnen huet d'Wuert.

www.chd.lu

9. 5550 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen Iech heimat e Projet de loi vir, mat deem mer eist nationaalt Strofrecht un d'Dispositioune vum zweete Protokoll vun der Konventioun vu La Haye aus dem Joer 1954 upassen. Wourëms geet et?

(Coups de cloche de la Présidence)

Nun, dës Konventioun, déi deemools vu 56 Staten ënnerschriwwe gouf, soll Kulturgidder, déi am Fall vun engem arméierte Konflikt riskéieren zerstéiert ze ginn, onbedéngt schützen an erhalen.

Den zweete Protokoll vun 1999 ass zousätzlech derbäigesat ginn, well e vis-à-vis vun 1954 eng Rei substanziell Verbesserunge bréngt.

Ech wëll mech relativ kuerzfaassen, net well ech dës Konventioun fir net wichteg halen, mä well et am virleiende Projet just drëm geet, fir déi wichteg Dispositiounen an d'nationaalt Recht ëmzesetzen.

Wat ass d'Virgeschicht vun dësem Projet? E gouf den 9. Mäerz 2006 vum Justizminister an der Chamber déposéiert. De 26. September 2006 ass e vum Statsrot aviséiert ginn. An der Réunioun vum 6. Dezember 2007 huet d'Kommissioun vun Héichschoul, Recherche a Kultur mech zum Rapporteur bestëmmt a mir hunn den Dossier an därselwechter Sitzung am Detail analyséiert. De schréftleche Rapport ass dann an der Kommissiounssëtzung vum 16. Januar 2008 eestëmmeg ugeholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer just zwee Wuert iwwert d'Konventioun vu La Haye. Nieft allem anere Misär, deen duerch Kricher a Militäraktiounen am Laf vun der Geschicht vun der Mënschheet entstanen ass, war et och meeschtens esou, datt wäertvoll Kultur- a Konschtschätz muttwëlleg zerstéiert goufen an onwidderrufflech fir ëmmer verluer waren. Dat ass net nëmmen e grousse Verloscht fir déi betraffen Natiounen, mä och fir all dat Wäertvollt, wat d'Mënschheet ervirbruecht huet a wat mer haut ënnert dem Begréff „Weltkulturerbe" verstinn.

Aus dësem Grond huet eng international Konferenz zu La Haye, un där, wéi scho bemierkt, 56 Natiounen deelgeholl hunn, am Joer 1954 eng Konventioun ausgeschafft an ugeholl. Dëst war en Novum, en éischt internationaalt Instrument mat enger universeller Vokatioun, déi ausschliesslech op d'Protektioun vum Patrimoine culturel ausgeriicht war. D'Konventioun gëtt applizéiert bei alle Biens meubles, immeubles, bei Wierker aus de Beräicher Konscht, Architektur a Geschicht, bei archäologesche Siten a bei wëssenschaftleche Sammlunge vun all Genre, ganz egal wou se hierstamen a wien de Propriétaire ass. Esou wéi an all aneren internationalen Traitéë sinn d'Länner, déi ënnerschriwwen hunn, un d'Konventioun an un déi jeeweileg Protokoller gebonnen.

Här President, den éischte Protokoll, dee gläichzäiteg mat der Konventioun vun 1954 a Kraaft getrueden ass, verbitt de Signatairë Kulturgidder aus deene Länner, déi se wéinst engem arméierte Konflikt besetzen, ze exportéieren.

Erlaabt mer hei eng Zwëschebemierkung.

Wa mer dës Konventioun éischter gehat hätten, da wiere mer nach haut am Besëtz vum Codex Aureus, e Manuskript an e Konschtwierk, wat onvergiesslech a vu groussem Wäert fir Iechternach a fir eist ganzt Land ass.

Des Weidere verflichte sech d'Staten, all noutwendeg Mesuren ze huelen, fir esou eng Exportatioun ze verhënneren. D'Zil heivunner war et fir Déifställ, déi am Zweete Weltkrich un der Dagesuerdnung waren, ze verhënneren an ze ënnerbannen.

Den zweete Protokoll ass d'Resultat vu Verhandlungen, déi d'UNESCO 1991 ugefaangen hat. De 26. Mäerz 1999 konnt de Protokoll schlussendlech ugeholl ginn. De Lëtzebuerger Ambassadeur zu Den Haag huet nach deeselwechten Dag seng Paraph drënnergesat an de 17. Mee 1999 huet Lëtzebuerg de Protokoll offiziell ënnerschriwwen.

Dëse Protokoll, wéi uganks scho bemierkt, bréngt eng ganz Rei vu Verbesserunge par rapport zur Konventioun mat deem éischte Protokoll.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer dëse Projet haut stëmmen, da sanktionéiert eist nationaalt Strofrecht vun elo un all Attacken am Kader vun engem arméierte Konflikt op Kulturgidder, déi ënnert dem Schutz vun der Konventioun stinn. Des Weidere ginn d'Auteure vu Militäraktiounen, déi et mat sech bréngen, geschützte Kulturgidder am grousse Stil ze zerstéieren, bestrooft. Gradesou strofbar sinn och d'Klauen, d'Plënnerungen an d'Ënnerschloe vu Kulturgidder oder och nach d'Akte vu Vandalismus am Sënn vun der Konventioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi Der feststelle kënnt, sinn et dës elementar awer wichteg Regelungen, déi et erlaben, de weltwäite Patrimoine culturel ze schützen a fir déi nächst Generatiounen ze erhalen.

Ech bieden Iech dofir, dëse wichtege Projet unzehuelen an ech soen Iech Merci fir Är Zoustëmmung. Ech wéilt heimat och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Huet nach een den Ausféierunge vum Rapporteur eppes bäizefügen? Ech gesinn, d'Regierung ass och d'accord mat den Ausféierungen a wär frou, wa mer dëse Projet stëmmen. Duerfir komme mer zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Madame Statssekretärin, de Projet de loi 5550 ass ugeholl mat 59-Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Stein-Mergen), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Jean Huss), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Kultur- a Sportofkommes mat Kroatien. Den honorabelen Här Marcel Oberweis dréit eis de Rapport vun der Kommissioun vir.

10. 5736 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, de la jeunesse et du sport, signé à Zagreb, le 22 février 2007

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Statssekretärin, an deem virleiende Projet de loi steet e weidere Kooperatiounsvertrag am Mëttelpunkt, deen tëschent der Republik Kroatien a Lëtzebuerg. Den Accord ass an der Haaptstad Zagreb den 22. Februar 2007 ënnerschriwwen an an der Chamber den 18. Juni déposéiert ginn.

De Statsrot huet säi positiven Avis den 9. Oktober eragereecht an d'Chamberskommissioun fir Héichschoul, Recherche a Kultur huet an hirer Sitzung vum 6. Dezember den Accord virgestallt kritt. De Rapport ass an der Kommissioun de 17. Januar eestëmmeg ugeholl ginn.

Mat Datum vum November 2007 hat Lëtzebuerg scho mat 31 Länner esou Kooperatiounsverträg ausgehandelt. Wann och déi wirtschaftlech Accorden tëschent eisem Land an anere Länner fir eise Wuelstand vun Interesse sinn, esou dierf een awer net vergiessen, dass e Plus vun dësen Accorden net ënnerschätzt soll ginn. Fir ons Partnerlänner stelle si sécher eng grouss Beräicherung duer, an dat gëllt bestëmmt och fir d'Republik Kroatien, eng Deelrepublik aus dem fréiere Jugoslawien, mat där mir haut dësen Accord da ratifizéiere wëllen.

Kroatien huet 4,5 Milliounе Mënschen an zeechent sech - dat kënnen e puer Leit heibanne sécher bezeien, déi schonn do waren - duerch eng grouss Variatioun vu Landschaften aus. Dat geet vun dem Adria-Klima bis hin zu wüstenähnleche Géigenden am Hannerland vum Balkan.

Dierf ech drop hiweisen, dass Lëtzebuerg awer scho mat deem fréiere Jugoslawien een Accord am Joer 1973 ënnerschriwwen hat. Awer dunn, no dem Ëmbroch op dem Balkan an der Kreatioun vun neien onofhängege Länner, hu mir gemengt, et wier wichteg mat dëse Länner och erëm nei Accorden auszehandelen. Mat Slowenien, der Slowakei an Tschechien sinn dës Accordë schonn ënnerschriwwen an och ratifizéiert ginn.

D'Haaptelementer vun dem virleienden Accord mat Kroatien leien an de Beräicher Kultur, Educatioun, Wëssenschaften, Jugend a Sport, also eng ganz Palette vun Aktivitéiten. Ech wëll hei net op all d'Detailer vun dem Accord agoen. Dat ass am schréftleche Rapport festgehale ginn. Vläicht e puer erausgepickt.

Éischtens, am Beräich vun der Educatioun soll et zum Austausch vun Experten an och vu Schüler tëschent onse béide Länner kommen. An deem Zesummenhang solle Séminairen a Konferenzen organiséiert ginn, fir dass et zum Austausch vu Wësse kënnt, an dat am Sënn vun der Lissabon-Strategie. Dëse Prozess verlaangt vun ons alleguerten, d'Wëssensgesellschaft vu muer opzebauen, fir dass d'Europäesch Unioun mat deenen anere grousse Wirtschaftsbléck mathale kann.

Am Beräich vun der Kultur sinn eng Rei vu Méiglechkeete virgesinn; esou ënner anerem an de Beräicher Cinéma, Musek, Theater, Literatur an och Konscht. Grad an dem zesummewuessenden Europa ass et wichteg, dass sech ons Jonk aus verschiedene Kulturkreesser begéinen an domat munch Viruerteeler hannerfrot an och ofgebaut kënne ginn.

Zweetens, am Héichschoulwiese soll vill Wäert drop geluecht ginn, dass d'Enseignanten, d'Chercheuren an d'Studenten hiert Wëssen austausche kënnen. Hei ass bestëmmt ons Universitéit gefrot, an déi wäert hei eng Logeplaz anhuelen, fir duerch hir Fuerschungsaktivitéiten d'Kooperatioun mat Kroatien opzebauen. Zum Beispill duerch d'Ausriichte vu Symposien oder Kongresser mat internationalem Charakter.

Am drëtte Beräich, deem vun der Jugend a vum Sport, do kann et och zum Austausch vu Sportsgruppe kommen. Et gëtt am Accord drop higewisen, dass et zu sportlechen Evénementer an onsen zwee Länner soll kommen.

Här President, ouni wëllen hei an d'Geschicht anzegoen, ech hunn et am Rapport geschriwwen, wëll ech awer zwee Punkten aus der rezenter Vergaangenheet eraushiewen. Genau wéi onst Land ass Kroatien och ee Land, dat an der Schnëttstell vun zwee Kulturkreesser läit. Engersäits am westlechen Deel mat dem chrëschtlechen Abendland, op der Ostsäit mat dem ottomanesche Räich. Dat huet mat sech bruecht, dass Kroatien genau wéi mir eng wiesselvoll Geschicht matgemaach huet.

Leider ass Kroatien duerch d'Auserneefale vun dem fréiere Jugoslawien am Joer 1991 duerch eng ganz schwéier Zäit gaangen. De Krich um Balkan huet batter Spuren hannerlooss. Net nëmmen un de Gebaier, mä och an den Häerzer vun de Mënschen.

Lëtzebuerg huet awer schonn en Accord mat Kroatien op dem Gebitt vun dem Déminage den 23. Juli 2002 ënnerschriwwen. Ëmmerhi wore méi wéi 700.000 Landminnen ze sichen an och ze entschäerfen; wuel eng schwéier Hypothéik aus dem Balkankrich. An engem weideren Accord vum 17. Juni 2003 ass déi Kooperatioun nach verdéift ginn.

Vu dass de virleienden Accord de coopération awer mat Liewen erfëllt ka ginn, muss e Comité de coopération an d'Liewe geruff ginn, mat gläich ville Memberen aus onse béide Länner.

Dem Comité seng Aufgab ass et, Projeten auszeschaffen an d'Mënschen dran anzebannen. No fënnef Joer soll den Accord dann tacitement fir weider fënnef Joer virugeféiert ginn. Eng éischt Aktivitéit schonn am Virfeld ass am Februar/Mäerz d'lescht Joer ofgelaf. Dat wor eng Ausstellung vun dem Kënschtler Roger Bertemes a Kroatien.

Vläicht dierf ech och drop hiweisen, dass d'Aussiicht vun der Adhésioun vu Kroatien an d'Europäesch Unioun hei zu Lëtzebuerg am Oktober 2004 ugefaangen huet; an déi jo elo hire weidere Wee mécht. An doniewent ass Kroatien och am Joer 2002 an Aussiicht gestallt ginn, Member vun der NATO ze ginn.

Duerch dësen Accord, dee mir haut mat der Republik Kroatien ratifizéieren, wëllt Lëtzebuerg säin Undeel zur europäescher Kooperatioun an de Beräicher vum Sozialen a Kulturelle leeschten.

Ech bréngen dofir och den Accord vu menger Fraktioun mat a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Och bei dësem Projet gesinn ech, dass d'Fraktiounen alleguerten d'Konklusioune vum Här Oberweis deelen. Duerfir proposéieren ech, dass mer och hei zur Ofstëmmung kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5736 ass eestëmmeg ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Stein-Mergen), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger (par Mme Colette Flesch), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domat um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.47 heures)

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live *an* **integral**

mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Sommaire des séances publiques

Hommage à la mémoire de Mme Marcelle Lentz-Cornette, Députée honoraire page 258

Communications pages 258-259

Octroi du titre honorifique de leur fonction à des anciens députés page 259

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention - Article 63 du Règlement (Prise en considération) page 259

Ordre du jour page 259

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°237 du 29 janvier 2008 de M. Gilles Roth relative à la désindexation des contrats conclus par les communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 259

- Question N°238 du 28 janvier 2008 de M. Romain Schneider relative au contrôle de la qualité des prestations de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale page 259

- Question N°239 du 29 janvier 2008 de Mme Marie-Josée Frank relative à l'installation éventuelle de «maisons médicales» dans la région Est du pays, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale page 260

- Question N°240 du 28 janvier 2008 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la recommandation 1777 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe relative aux agressions sexuelles liées aux «drogues du viol», adressée à M. le Ministre de la Santé page 260

- Question N°241 du 29 janvier 2008 de M. Marco Schank relative à la réforme de la loi électorale et notamment le rapprochement des délais d'inscription sur les listes électorales de la date des élections, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 260-261

- Question N°242 du 28 janvier 2008 de M. Roger Negri relative à l'extension routière du CR34 entre Bertrange et Strassen, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 261

Interpellation de M. Claude Adam au sujet de la violence des jeunes au Luxembourg pages 261-268

5813 - Projet de loi relatif à la modernisation du dispositif de sécurité du Centre pénitentiaire de Luxembourg pages 268-271

5764 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Junglinster pages 271-274

5765 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée à Junglinster pages 274-276 page 291

Interpellation de M. Félix Braz au sujet de l'évolution de notre système de pensions pages 277-284

Interpellation de M. Jean Huss au sujet de la politique du Gouvernement en matière de pollution de l'habitat et de la qualité de l'air intérieur pages 284-289 page 291

Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, au sujet du rapport de l'Inspection générale de la Police pages 289-290

Établissement d'une liste de trois candidats pour un poste de Conseiller d'État page 290

Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement page 290

5797 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée pages 291-292

5773 - Projet de loi déterminant le principe de la récidive en matière de fauxmonnayage et introduisant un article 57-1 au Code pénal pages 292-293

5683 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence pages 293-299

5550 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999 page 299

5736 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, de la jeunesse et du sport, signé à Zagreb, le 22 février 2007 page 300

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1935	M. Aly Jaerling	Financement des cultes religieux
1949	M. Xavier Bettel	Situation sur le marché de l'emploi des éducateurs gradués
1996	M. Ben Fayot	Moulin de Lamadelaine
2033	M. Jean-Paul Schaaf	Cadastre vertical
2078	M. Romain Schneider	Cours d'éducation physique et sportive dans l'enseignement primaire
2086	M. Claude Meisch	Répercussions du départ d'une grande entreprise américaine du secteur du commerce et de la communication électronique
2090	Mme Anne Brasseur	Avis du Conseil Diocésain concernant le «caractère sacré» du dimanche en tant que jour de repos
2106	M. Robert Mehlen	Tunnel Markusbierg
2108	M. Claude Meisch	Organisation du service d'hiver dans l'Administration des Ponts et Chaussées
2111	M. Félix Braz	Fonds Européen pour les Réfugiés et Fonds Européen pour l'Intégration
2116	Mme Anne Brasseur	Éducation aux valeurs
2118	M. Robert Mehlen	Statistiques relatives aux accidents de la route
2121	M. Gast Gibéryen	Décharges sur diverses cotisations de 1996 à 2006 liées à des faillites
2123	M. Xavier Bettel	Centre National de Tactique Policière (CNTP)
2125	M. Marcel Oberweis	Programme «Énergie intelligente pour l'Europe»
2132	M. Jean Huss	Traitement de données des virements bancaires à l'étranger
2133	M. Jos Scheuer	Pollution atmosphérique à Wasserbillig
2134	Mme Anne Brasseur	Experts externes
2137	M. Claude Meisch	Changement de personnel à la tête de l'armée luxembourgeoise - Prise de décision
2139	Mme Marie-Josée Frank	Intégration de la dimension du genre au niveau de la politique locale
2143	M. Robert Mehlen	Programme scolaire Scol'Art sur le projet «Cloaca» de Wim Delvoye
2145	M. Ben Fayot	Opération militaire de l'Union européenne (Eufor Tchad/RCA) en soutien de la Mission des Nations Unies au Tchad et en République centrafricaine (Minurcat)
2146	M. Marco Schank	Future loi sur la chasse
2148	M. Gast Gibéryen	Sites Seveso
2150	M. Lucien Thiel	Reprise par Bertelsmann du groupe RTL
2152	M. Gast Gibéryen	Affaire «Bommeleeër»
2154	M. Jean Huss	Projet de nomenclature pour les actes d'ergothérapie
2155	M. Xavier Bettel	Affaire «Bommeleeër»
2156	M. Félix Braz	Exercice militaire
2158	M. Marcel Oberweis	Projet international Analyses Multidisciplinaires de la Mousson Africaine (AMMA)
2160	M. Lucien Clement	Agrandissement d'une carrière se trouvant entre Palzem et Schloss Thorn en Allemagne
2161	M. Camille Gira et M. Jean Huss	Autorisations pour l'exploitation de stations GSM
2163	M. Carlo Wagner	Rapport de la Commission de Circulation de l'État sur les origines et les répercussions de la circulation des poids lourds en transit
2166	M. Camille Gira	Divisions des cantonnements forestiers
2167	M. Robert Mehlen	Engagements futurs d'enseignants
2168	M. Lucien Clement	Service médical de remplacement diurne dans la région est du pays
2170	M. Claude Meisch	Rapport entre les centrales nucléaires et le risque de leucémie chez des enfants de moins de cinq ans - Étude du «Bundesamt für Strahlenschutz»
2171	M. Jacques-Yves Henckes	Processus de Bologne et recrutement au niveau de la carrière supérieure dans la fonction publique
2172	M. Jacques-Yves Henckes	Condition de nationalité dans le recrutement de fonctionnaires
2177	Mme Martine Stein-Mergen	Collège médical
2181	M. Roger Negri	Quotas laitiers
2183	Mme Anne Brasseur	Mise à disposition des terrains dont l'Église ou une de ses composantes sont propriétaires pour la réalisation du programme gouvernemental en matière de construction de logements sociaux
2184	M. Henri Kox	Information des clients sur l'origine du gaz et de l'électricité
2186	M. Xavier Bettel	Régime d'imposition des avocats et TVA sur les rémunérations des collaborateurs non salariés
2187	M. Robert Mehlen	Protection des mineurs
2189	M. Robert Mehlen	Recalcul de la taxe sur les véhicules automoteurs - Tracteurs agricoles
2190	M. Marc Spautz	Création d'une société commune de service pour faciliter les échanges transfrontaliers d'énergie
2196	M. Robert Mehlen	Détachement d'un colonel de l'armée luxembourgeoise
2204	M. Claude Meisch	Exercice militaire dit «Oesling 84»
2208	M. Henri Kox	Procédure d'infraction contre le Luxembourg en relation avec la directive 2006/32/CE relative à l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et aux services énergétiques
2209	M. Laurent Mosar	Bilan de l'application de la nouvelle loi sur la liberté d'expression dans les médias
2210	M. Laurent Mosar	Marché immobilier
2211	M. Gilles Roth	Examen chimique des cheveux comme moyen de preuve pour déterminer si un conducteur souffre d'alcoolisme
2212	M. Robert Mehlen	Taxe sur les véhicules automoteurs - Tracteurs agricoles
2217	M. Ali Kaes	Possibilité d'exonérer de l'impôt libératoire retenu à la source les produits d'épargne-logement
2218	M. Fernand Etgen	Recalcul de la taxe sur les véhicules automoteurs
2232	M. Xavier Bettel	Enquête sur la série d'attentats perpétrés dans les années1980
2242	M. Carlo Wagner	Extension de l'interdiction de fumer
2253	M. Marc Spautz	Camions bennes sur autoroutes
2301	M. Xavier Bettel	Affaire «Bommeleeër» - Prise de position M. Reuland

Question 1935 (20.8.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **financement des cultes religieux:**

Eng Partei huet am Kontext mat der aktueller Diskussioun iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat eng Alternativ zur Finanzéierung vun de reliéise Gemeinschafte virgeschloen, an zwar eng Aart italienesche Modell.

No deem Modell sollen 8‰ vum Revenu als Steier zréckbehale ginn, fir entweder eng reliéis Gemeinschaft oder e karikativen Zweck ze ënnerstëtzen. De Steierzueler soll selwer entscheede wiem hien déi Souen zoukomme loosse wëllt.

Dës Propos schéngt mer awer, eleng scho wat den administrativen Opwand betrëfft, net realiséierbar.

Kann den Här Finanzminister mer duerfir dës Fro beäntwerten:

1) Wat ass d'Part vum eenzelne Steierzueler, effektiv a prozentual, déi elo als Steier ofgezweigt gëtt, fir d'Religiounsgemeinschaften ze finanzéieren?

2) Wat ass de gesamte Käschtepunkt vun de Bäihëllefen un d'Reliounsgemeinschaften, wann een den Ënnerhalt vun de reliéise Gebailechkeete mat arechent?

3) Wat wier den eventuelle Chiffer, dee vum Stat géif akasséiert ginn, wann den italienesche Modell mat 8‰ Steiersaz pro Revenu géif ugewandt ginn?

4) Ass esou eng Propos, wat den administrativen Opwand betrëfft, iwwerhaapt realiséierbar, wann ee weess, datt d'Steierverwaltung elo schonn deelweis iwwerlaascht ass?

Réponse (10.1.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

1. D'Finanzhëllefe vum Stat un d'Reliounsgemeinschafte sinn net un eng speziell Steier gebonnen, mä lafen iwwert d'Sektiounen 00.7 an 30.7 «Cultes» vum Statsbudget.

2. D'Gesamtausgabe vum Stat iwwert dës Sektioune waren an der rezenter Vergaangenheet déi heiten (a Milliounen Euro):

2000 (Kont):	15,93;
2003 (Kont):	17,65;
2006 (Kont):	20,48;
2007 (Budget):	21,44.

99% vun dësen Ausgabe si Personalkäschten.

Dës Zuele begräifen net d'Ausgabe vum Stat fir den Unterricht an de Primärschoulen. Sou wéi d'Käschte vun de Moralcoursen, gehéiere si zu de Schoulausgaben.

Well déi meescht reliéis Gebaier de Gemenge gehéieren, musse si och fir den Ënnerhalt suergen. De Finanzministère huet keng Zuelen iwwert dës Käschten.

3. Mat enger zousätzlecher Steier vun 8‰ op de Revenu à imposer estiméiere mir, datt de Stat fir 2008 eng Recette vun 105 Milliounen Euro géif encaisséieren.

4. Vu datt d'Steierverwaltung momentan eng Rei Projeten ëmsetzt an ëmsetze wëllt, déi prioritär sinn, bréngt jiddfer zousätzlech Mesure administrative Meiopwand mat sech.

Question 1949 (28.8.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **situation sur le marché de l'emploi des éducateurs gradués:**

Il me revient qu'actuellement nombre d'éducateurs gradués ne sont pas en mesure de trouver un emploi. Cette situation serait due en partie au refus du Ministère de la Famille et de l'Intégration d'accepter pour le secteur conventionné les propositions de candidature des personnes respectives et, par conséquent, l'embauche d'un éducateur gradué pour un poste d'éducateur diplômé.

Or, force est de constater que dans d'autres secteurs beaucoup des postes sont occupés par des personnes disposant d'une qualification différente, voire supérieure, de celle du poste mis au concours. Ainsi, nombre d'infirmiers gradués sont présentement embauchés comme infirmiers diplômés faute de postes adéquats.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les motifs qui empêchent l'embauche d'un éducateur gradué pour un poste d'éducateur diplômé?

Réponse (17.1.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En matière de gestion de ressources humaines, la publication d'une vacance de poste est précédée par l'établissement d'une fiche de poste et d'une fiche de compétences.

La description des tâches pour l'exécution desquelles une personne est recrutée engendre ainsi entre autres une description des exigences posées en matière de qualification. Dans ce contexte, au lieu de parler de qualifications supérieures ou inférieures, il serait plus adéquat de parler de qualifications différentes, étant donné qu'il s'agit de formations différentes qui préparent à des tâches différentes. Il en résulte que l'éducateur est mieux préparé à assumer les fonctions d'éducateur que l'éducateur gradué. Le contrat collectif en vigueur dans le secteur socio-éducatif s'inscrit dans cette même logique, puisque les périodes pendant lesquelles un éducateur gradué a travaillé sur un poste d'éducateur ne sont pas comptées pour sa carrière d'éducateur gradué, considérant qu'il s'agit de deux professions différentes.

C'est pour ces raisons que le Ministère de la Famille et de l'Intégration s'engage en faveur des candidats disposant du diplôme requis pour un poste donné et ne plaide à recourir aux candidats surqualifiés ou sous-qualifiés qu'en cas de pénurie de détenteurs du diplôme adéquat sur le marché du travail, pénurie qui n'est actuellement pas constatée pour la profession de l'éducateur.

Question 1996 (20.9.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **Moulin de Lamadelaine:**

Le Moulin de Lamadelaine, monument protégé faisant partie du domaine de l'État, est à l'abandon. Ce moulin, inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux, avait été acquis en 1987 par un particulier qui l'avait remis en état suivant les instructions du Service des Sites et Monuments. Vendu à l'État en 2002, le bâtiment devait faire partie du Parc industriel et ferroviaire du Fond-de-Gras. Cinq ans plus tard, rien ne se passe vraiment.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Madame la Secrétaire d'État où en sont les réflexions concernant la finalité de cette acquisition, quand il sera possible de la faire revivre par une activité culturelle et si l'immeuble ne risque pas ruine si rien ne se passe.

Réponse (17.1.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Un concept pour l'utilisation du moulin est actuellement en élaboration, en association notamment avec la commune de Pétange. En fonction de ce concept, le Service des Sites et Monuments nationaux adaptera ensuite les locaux du moulin en question, afin qu'ils correspondent aux besoins retenus.

Il est à ce stade envisagé de charger l'a.s.b.l. Parc industriel et ferroviaire du Fond-de-Gras des acticités muséales du Moulin de Lamadelaine, puisque cette association se compose entre autres de représentants de l'État et des communes concernées et qu'elle dispose des ressources humaines nécessaires pour proposer un programme culturel adapté à un public cible.

Comme le bâtiment est inscrit à l'inventaire supplémentaire des Sites et Monuments nationaux, les plans relatifs aux travaux de transformations seront soumis sous peu au Ministère de la Culture pour approbation.

Question 2033 (3.10.2007) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **cadastre vertical:**

Les missions du «Service des immeubles en copropriétés» de l'Administration du Cadastre et de la Topographie consistent dans la détermination de la façon d'identification d'un lot dans un immeuble collectif appartenant à plusieurs propriétaires, tout en ne figurant au cadastre que sous un seul numéro. Une mutation d'un lot ne peut se faire qu'après la désignation cadastrale du lot rendue obligatoire par la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété. Ainsi le législateur veut garantir la sécurité des transactions.

Cela signifie qu'un promoteur immobilier introduit un dossier à l'Administration du Cadastre et de la Topographie concernant un immeuble destiné au régime de la copropriété après qu'il a obtenu l'autorisation de construire de la part du bourgmestre. Selon mes informations, le traitement des dossiers dure actuellement en moyenne six mois. Seulement après la finition du cadastre vertical, le promoteur peut débuter avec la commercialisation des lots et signer des contrats de vente.

La politique actuelle du Gouvernement vise à dynamiser le secteur de la construction, il y a lieu de réduire au maximum les délais pour les autorisations.

Considérant la durée moyenne de traitement du dossier de six mois comme longue, laquelle vient s'ajouter aux délais des procédures PAP, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

1. Est-ce qu'un renforcement des effectifs du service «Cadastre vertical» est prévu?

2. Quelles autres mesures peuvent être envisagées afin de réduire les délais?

Réponse (18.1.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

En 2007, l'Administration du Cadastre et de la Topographie a reçu de janvier à octobre 469 nouvelles demandes concernant les nouvelles constructions en copropriété et les résidences existantes dont il n'existe pas encore de tableaux descriptifs de division en lots privatifs. De même, le Cadastre a enregistré pendant cette période 77 dossiers de copropriété à l'ancien régime (sans plans-étages et sans indication de surface utile).

Si on additionne les demandes de 2007 et les dossiers restants de l'exercice 2006, d'un chiffre approximatif de 120, le total de dossiers présentés convenablement s'élève à 666 unités. Jusqu'au 15 octobre 2007, le service responsable avait déjà liquidé 410 dossiers.

Au 15 octobre 2007, un retard de 256 dossiers était à réclamer. Ce retard est dû aux raisons suivantes:

1. La présentation non soignée, incorrecte et incomplète de beaucoup de dossiers établis par des bureaux d'architectes malheureusement inconscients de leurs missions concernant le dossier du cadastre vertical.

Ainsi huit à neuf dossiers traités sur dix ne peuvent être retenus favorablement et doivent être renvoyés au demandeur avec information écrite sur les éléments à redresser. Un nombre élevé de dossiers doit même être renvoyés plusieurs fois au demandeur. Ainsi en date du 15 octobre 2007, le nombre de dossiers en suspens, renvoyés pour correction et non encore retournés est de 437. Le Service du Cadastre vertical perd évidemment énormément de temps pour traiter ces dossiers mal soignés.

2. L'exécution de modifications des lots privatifs par l'entrepreneur/promoteur sans demander une autorisation supplémentaire ou rectificative auprès du bourgmestre après la signature de l'autorisation de bâtir par la commune.

Le tableau descriptif arrêté et visé par le Cadastre avant la construction est forcément incorrecte dès le départ.

3. Le marché de la construction des copropriétés a connu une évolution importante depuis 1988: le nombre de dossiers arrêtés et visés en 2006 a doublé pour maintenant atteindre le chiffre de 713.

Un éventuel renforcement du service en question devra être examiné par l'Administration par d'éventuelles mesures de réorganisation interne et par le Gouvernement dans le cadre des prochains travaux budgétaires.

Afin de remédier aux carences énumérées aux points 1. et 2., l'Administration du Cadastre et de la Topographie entreprendra une action de sensibilisation auprès des métiers professionnels de la construction (architectes, géomètres officiels).

Question 2078 (29.10.2007) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant les **cours d'éducation physique et sportive dans l'enseignement primaire:**

La formation Bachelor professionnel en sciences de l'éducation organisée par l'Université du Luxembourg prépare les étudiants à enseigner dans l'enseignement primaire. Selon mes informations, les cours relatifs à l'éducation physique et sportive sont non obligatoires et organisés en tant que modules facultatifs.

Vu l'importance du sport à l'école pour le développement des enfants, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Comment la formation d'éducation physique et sportive au sein du Bachelor susmentionné est-elle structurée?

- Quel est le contenu des cours d'éducation physique et sportive?

- Dans le cas où les cours d'éducation physique et sportive sont facultatifs, est-ce qu'un enseignant qui n'a pas suivi ces cours lors de sa formation peut quand même donner des leçons de sport à l'école primaire?

- Dans l'affirmative, est-ce que Madame la Ministre et Messieurs les Ministres n'estiment pas que les leçons de sport devraient être assurées par des enseignants ayant obtenu une formation en la matière?

- Étant donné qu'au niveau de l'enseignement primaire, les leçons d'éducation physique peuvent être assurées par des chargés de cours qui n'ont pas besoin d'une formation quelconque, du moment où ces leçons ne sont pas dispensées par un enseignant, j'aimerais savoir si le Gouvernement envisage de prendre des mesures de revalorisation de l'éducation physique et sportive.

Réponse commune (9.1.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Ad 1 et 2: Le programme de Bachelor Professionnel en Sciences de l'Éducation (BPSE) intègre un modèle de formation innovateur, basé sur une approche transdisciplinaire.

En accord avec les critères du Processus de Bologne, le programme s'est concentré, à partir de son lancement en 2005, sur les apprentissages et le développement intégratif de l'enfant allant de sa petite enfance jusqu'au développement préprofessionnel dans le cadre du régime préparatoire du secondaire technique.

En ce qui concerne l'éducation physique et sportive, le programme intègre le domaine du développement moteur de l'enfant dans une optique intégrative du développement humain, dans le sens que les développements psychomoteur, musical et artistique ainsi que le développement du langage se trouvent réunis et combinés au sein d'une même unité de formation transdisciplinaire qui occupe une place clé dans le curriculum du programme. Cette unité, intitulée «Unit 6: Signs and signifying practices» parcourt la formation dès le premier semestre pour totaliser 44 crédits ECTS sur les 240 crédits du programme. Cette part correspond à un volume de travail total de l'étudiant d'environ 1.100 heures en total.

À part cet ancrage dans ce module spécifique, le domaine du développement moteur de l'enfant, au vu de son importance et de son caractère transversal, se trouve repris également dans d'autres unités structurantes de la formation, notamment à partir du premier semestre dans les unités «Learning as practice», «Educating the generations of tomorrow», «Schooling in a multicultural society», et à partir du troisième semestre dans les unités «Inquiring minds» et «Developing interest». Ces modules reprennent la thématique du développement moteur à chaque fois sous un aspect différentiel en fonction de la thématique abordée.

Les modules, dits obligatoires, du programme assurent que l'étudiant, qui est considéré comme un professionnel qualifié en apprentissage, s'investit de façon significative dans une thématique pédagogique commune, telle que «producing and creating together» ou «Individual pathways of learning», proposée par et répartie sur différents modules et différentes unités d'un même semestre.

En dehors de ces modules obligatoires qui s'élèvent à un volume total de 196 crédits ECTS durant les quatre ans de formation, les étudiants doivent assurer un taux fixe, à savoir 44 crédits ECTS en tout, de modules optionnels dans les différentes unités de formation.

Ces modules optionnels reprennent les dimensions-clés des unités de formation, tout en élargissant les sujets-phares par un éventail plus large de modules proposés. L'étudiant peut donc choisir des options, dites obligatoires, en fonction de ses intérêts et de ses domaines de spécialisation.

En fonction des différentes unités de formations, le programme propose donc:

Learning Unit	Module	Content	Credits
3. Learning as practice	Lernen in Bewegung	Développement psychomoteur	3
4. Educating the generations of tomorrow	Drama in Education	Expressions corporelles	3
6. Signs and signifying practices	Learn to move	Développement psychomoteur, activités sportives	3
8. Developing interest	Abenteuer- und erlebnisorientierte Spiel- und Bewegungsformen in Out- und Indoor-Aktivitäten	activités sportives	1
	Ausdruck, Rhythmik und Bewegung durch Musik & Tanz	Expressions corporelles	1
	Kollektivsportarten	activités sportives	1

Un étudiant intéressé par le domaine de l'éducation physique et sportive peut donc acquérir jusqu'à douze crédits ECTS dans ces modules optionnels, en complément aux contenus offerts dans les modules obligatoires.

Une offre additionnelle de modules peut être envisagée en fonction de la demande des étudiants.

Ad 3: Étant donné que les futurs détenteurs du Bachelor Professionnel en Sciences de l'Éducation auront une formation pédagogique générale (approfondie), et qu'ils auront au suivi des modules d'éducation physique et sportive, rien ne s'oppose à ce que tous les instituteurs, détenteurs du Bachelor professionnel de l'Université du Luxembourg, enseignent la branche d'éducation physique et sportive à l'école primaire.

Ad 4: J'estime qu'il y a effectivement lieu de donner une préférence aux enseignants qui ont obtenu une formation plus approfondie en matière d'éducation sportive sans que pour autant cette formation ne soit une formation exclusive en éducation sportive. Ceci vaut particulièrement pour les enseignants qui ont un cadre plus substantiel de leçons d'éducation physique et sportive.

Ad 5: Il est vrai qu'en raison de la pénurie d'enseignants brevetés dans l'enseignement primaire, un certain nombre de leçons d'éducation physique et sportive sont assurées par des chargés de cours. Il faut toutefois relever que ce volume est relativement restreint puisqu'il appert que plus de 80% des leçons d'éducation physique et sportive sont actuellement prestées par des enseignants brevetés.

Comme la planification effectuée par l'Administration de l'Éducation nationale laisse prévoir que la pénurie d'enseignants brevetés est en train de se résorber, le nombre de chargés de cours sera de toute façon décroissant.

Je voudrais également signaler que la plupart de ces chargés de cours n'ont pas une tâche complète et qu'il n'est pas indiqué de recruter des enseignants dont la tâche serait exclusivement constituée de leçons d'éducation physique et sportive; cela d'autant plus que dans beaucoup de communes, des cadres complets de leçons d'éducation physique et sportive ne sont pas disponibles.

Question 2086 (5.11.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **répercussions du départ d'une grande entreprise américaine du secteur du commerce et de la communication électronique:**

Dans un article paru dans la dernière édition de l'hebdomadaire «Le Jeudi» a été annoncé le départ d'une grande entreprise américaine du secteur du commerce et de la communication électronique pour le 1er avril 2008.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données chiffrées quant à l'envergure de la perte de recettes fiscales engendrée par le départ de l'entreprise en question?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si la décision de l'entreprise en question aura des répercussions sur la stratégie gouvernementale en matière de prospection économique?

Réponse commune (14.1.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

Depuis 2003 AOL Europe s.à r.l. concentrait à Luxembourg la gestion d'activités de fourniture d'accès à Internet.

En 2006 Time Warner, la maison-mère de AOL, a révisé sa stratégie de développement et a décidé de vendre les activités de fourniture d'accès en question à trois acquéreurs différents. Il s'agit d'une décision stratégique du groupe. Il n'y avait et il n'y a aucun rapport entre cette décision et le statut du Luxembourg en tant que siège de diverses activités de AOL.

L'un des trois acquéreurs, en l'occurrence Carphone Warehouse, a d'ailleurs décidé de continuer d'exercer les activités reprises à partir du Luxembourg via la société TPHS. Les deux autres acquéreurs n'ont pas opté en faveur du Luxembourg.

Il y a actuellement toujours une présence de AOL au Luxembourg, même si elle est moins importante qu'auparavant.

L'annonce dont question dans la question de l'honorable Député étant, d'après les informations reprises dans la presse, le fait d'un syndicat. Elle portait sur le plan social pour un groupe d'employés concernés par la vente de AOL l'année passée.

Pour des raisons de secret fiscal, le Ministre des Finances n'est pas à même de fournir des données chiffrées concernant une société précise.

Les éléments qui font l'objet de la présente n'auront pas de répercussions sur la stratégie du Gouvernement dans le domaine de l'e-commerce.

Il n'aura enfin pas échappé à l'honorable Député que, dans la

presse internationale, la décision des ministres des Finances du mois de décembre de maintenir le régime actuel de la TVA jusqu'en 2015/2019 est qualifiée de «réussite» du Luxembourg.

Question 2090 (7.11.2007) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**avis du Conseil Diocésain concernant le «caractère sacré» du dimanche en tant que jour de repos:**

En date du 6 novembre 2007 le Conseil Diocésain des Catholiques a publié un communiqué de presse dans lequel il critique vivement la décision ministérielle du 14 septembre 2007 permettant l'ouverture des magasins les dimanches et jours fériés. Selon le Conseil Diocésain, cette décision porterait «gravement atteinte à la vie familiale, sociale et associative au Luxembourg» du fait que le dimanche perdrait «son caractère sacré de jour de repos».

- Partant, j'aimerais notamment savoir de la part de Monsieur le Premier Ministre si le Gouvernement partage l'avis du Conseil Diocésain concernant «le caractère sacré» du dimanche en tant que jour de repos?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre n'est-il pas d'avis que la décision ministérielle du 14 septembre est contraire à cette vue?

Réponse commune (14.1.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

En date du 21 décembre 2006, Madame Brasseur a demandé, lors d'une session de la Chambre des Députés et plus particulièrement dans le cadre d'une question avec débat, une flexibilisation des heures d'ouverture du commerce. Il est dès lors étonnant qu'elle ait posé la présente question parlementaire.

Je tiens d'emblée à préciser que l'ouverture des magasins le dimanche n'est pas une obligation et que les commerçants ne souhaitant pas ouvrir leurs magasins le dimanche sont libre de garder leurs magasins fermés.

Je tiens également à rappeler que les différentes lois sur les heures de fermeture des magasins de détail permettent déjà depuis au moins 55 ans une ouverture généralisée des magasins le dimanche matin et plus précisément de 6 à 13 heures.

L'honorable Députée n'est certainement pas sans savoir que certaines communes bénéficient par ailleurs d'une dérogation qui permet l'ouverture des magasins également le dimanche après-midi.

Le dimanche n'est donc pas un jour de repos généralisé. N'oublions pas que de nombreux secteurs d'activités travaillent le dimanche. Citons dans ce contexte le secteur de la santé, les forces de l'ordre, les services de secours, les médias, l'hôtellerie et la gastronomie.

Pour ce qui est du droit du travail, le Ministre du Travail et de l'Emploi tient à souligner que le Code du Travail dispose dans son article L.231-4 que les salariés des établissements de vente en détail peuvent être occupés les dimanches pendant quatre heures au maximum.

La possibilité pour les commerçants de faire travailler leurs salariés les dimanches ne requiert dès lors aucune autorisation ministérielle de la part du Ministre du Travail et de l'Emploi.

Néanmoins, dans un souci de protection des salariés potentiellement touchés, le Ministre du Travail et de l'Emploi vient de solliciter auprès de l'Union commerciale en question une liste de ses membres pour pouvoir informer tous les commerçants concernés des contraintes existantes en matière de droit du travail.

Question 2106 (15.11.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **tunnel Markusbierg:**

Beim Bau vum Tunnel Markusbierg ass et zu engem Sträit tëschent dem Stat als Bauhär an der «Association momentanée Markusbierg», déi den Tunnel gebaut huet, komm. Déi Entreprise huet 20 Milliounen Euro oder 800 Millioune Frang als Entschiedegung duerfir gefrot, well se den Tunnel net duerch Sprengung konnt bauen, wéi et anscheinend am Lastenheft stoung, mä méi eng deier Method huet missen uwenden. Laut Ären Aussoe vum 24. Abrëll 2006 an der parlamentarescher Budgetskontrollkommissioun wär sech dunn am Gudden op e Supplément vu 7,7 Milliounen Euro oder 311 Millioune Frang gëeenegt ginn, déi de Stat fräiwëlleg bezuelt huet. An der Sëtzung vun der parlamentarescher Bautekommissioun vum 9. Oktober 2007 huet den Direkter vun der Stroossebauverwaltung an dësem Zesummenhang elo de Chiffer vun 10 Milliounen Euro oder 400 Millioune Frang genannt. Dir verstitt sécher, datt ech an dësem Kontext gären dës Froen un Iech riichte géif:

1. Wou kënnt dës Differenz hier a wat ass elo dee richtege Betrag?

2. Wien ass derfir verantwortlech, wann d'geologesch Realitéit (Fiels) eng aner war wéi d'Etüden erginn hunn?

3. Fannt Dir et normal, datt d'Method wéi en Tunnel soll gegruewe ginn, an dësem Fall Sprengung, an d'Lastenheft geschriwwe gëtt? Misst dës Entscheedung net opgrond vu geologeschen Etüde beim Entrepreneur leien, dee fir de Bau vum Tunnel verantwortlech ass?

4. Wou genee läit de Feeler an dësem Fall, wann de Stat fräiwëlleg esou een décke Betrag méi bezuelt wéi am Kontrakt ofgemaach war?

Réponse (21.1.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

1. Dee richtege Betrag vum Accord, dee mat der «Association momentanée Markusbierg» ausgehandelt gouf, beleeft sech op 311.072.166 Frang, wat 7.711.278 Euro entsprécht an deem Betrag entsprécht, deen an der parlamentarescher Budgetskontrollkommissioun vum 24. Abrëll 2006 gesot ginn ass. An där nämlechter parlamentarescher Kommissioun ass awer och préciséiert ginn, datt d'Regierung décidéiert hat dëse Betrag sou séier wéi méiglech ze bezuelen, fir d'«intérêts moratoires» sou niddereg wéi méiglech ze halen. Wann een dës geschëllten Zënsen, tëschent dem 1. September 2002 an dem 31. Dezember 2005, déi no Virschrëfte vum Marchés-publics-Gesetz gerechent goufen, bei dëse Betrag dobäirechent, da kënnt een net wäit vum Betrag vu ronn 10 Milliounen Euro ewech, sou wéi et an der parlamentarescher Bautekommissioun vum 9. Oktober 2007 vum Direkter vun der Stroossebauverwaltung gesot ginn ass.

2. Verantwortlech fir d'Geologie ass de Maître d'ouvrage, also an dësem Fall den Departement vun den öffentleche Bauten.

3. Ouni eng Method am Lastenheft anzeschreiwen no där den Tunnel soll gegruewe ginn, kann de Bauhär seng Präisser net rechnen, déi am Devis an och an de Gesetzestexter mussen ugi sinn. Et ass och genee aus deem Grond, datt eng finanziell prezis Aschätzung vun dem Typ vu Projet sou schwiereg ass.

4. Et kann een an dësem Fall schwéier vun engem Feeler schwätzen. Et muss ee bedenken, datt d'Bedéngungen am Déifbau, a besonnesch am Tunnelbau, ganz anerer si wéi am Héichbau, wou ee se kloer gesäit. D'Method, fir den Tunnel ze gruewen an déi dann och am Lastenheft ageschriwwe ginn ass, ass no ville geologeschen an geotechneschen Etüden a Proufbuerungen festgehale ginn. Am konkrete Fall konnt den Tunnel trotzdeem net no der virgeschriwwener Method realiséiert ginn.

Question 2108 (20.11.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**organisation du service d'hiver dans l'Administration des Ponts et Chaussées:**

Il me revient que le personnel de l'Administration des Ponts et Chaussées a été assigné que les dispositions du droit du travail prévoyant une durée de travail maximale de dix heures par jour ne doivent pas être dépassées pour effectuer le service d'hiver. Faute de dispositions précises quant à l'organisation du service d'hiver, cette interprétation très stricte du droit du travail pourrait avoir d'importantes conséquences pour le fonctionnement de ce service, comme par exemple un roulement permanent des chauffeurs sur les sableuses.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les responsabilités au cas où un employé de l'Administration des Ponts et Chaussées serait impliqué dans un accident et les limites fixées par le droit du travail auraient été dépassées?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire à qui incombera la responsabilité en cas d'un accident sur une voie publique non desservi pas le service d'hiver?

Réponse (21.1.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le Ministère des Travaux publics est bien conscient du problème rencontré par les agents de l'Administration des Ponts et Chaussées assignés au service d'hiver du fait de la limitation des heures de travail par le Code du Travail. Il importe cependant de préciser que la durée maximale de dix heures par jours n'est pas une interprétation «stricte» du droit du travail mais la seule application possible, à moins que le contrat collectif ne prévoie une dérogation à ce principe. C'est pour cette raison, entre autres, que des négociations ont été menées entre le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le Ministère du Travail et de l'Emploi et les syndicats concernés, en vue d'élaborer un avenant au contrat collectif des ouvriers de l'État visant à déroger, conformément à l'article L.211-13 du Code du Travail, au principe du temps de travail ancré dans le Code du Travail.

Cet avenant a été signé par toutes les parties concernées et est entré en vigueur le 15 décembre 2007. L'avenant prévoit l'insertion dans le contrat collectif d'une annexe 6 stipulant en son point 1, premier alinéa:

«Wenn durch ungünstige winterliche Witterungseinflüsse (Eis und Schnee) eine erheblich verstärkte Tätigkeit bedingt wird, kann für diese Zeiten gemäß den Bestimmungen des Artikels L.211-13 des Arbeitsgesetzbuches die Arbeitszeit bis zu 60 Stunden wöchentlich, jedoch nicht über 12 Stunden täglich verlängert werden, um die Sicherheit der Verkehrsteilnehmer und die Befahrbarkeit des Verkehrsnetzes zu gewährleisten.»

De part cet avenant, toutes les dérogations permises par la législation du travail pourront être utilisées.

En ce qui concerne les questions précises posées par l'honorable Député, les agents des Ponts et Chaussées se sont vus assignés, à partir du 15 décembre 2007, de respecter scrupuleusement le temps de travail élevé à douze heures journalières et 60 heures hebdomadaires en cas d'intempéries.

Il appartient désormais à l'Administration des Ponts et Chaussées d'organiser son service d'hiver de manière à ne pas dépasser la limite des 12/60 heures. Toutes les mesures seront prises pour que les usagers de la voirie étatique puissent, comme tous les ans, s'attendre à trouver des routes traitées contre les intempéries hivernales.

Si malgré tout, un accident se produisait dans les conditions décrites par l'honorable Député, il est évident qu'en tout premier lieu les juges saisis de l'affaire s'appliqueraient à rechercher l'auteur fautif de l'accident. S'il s'avérait que l'accident n'était pas dû à une simple infraction au Code de la Route mais à une fatigue excessive du chauffeur, il se pourrait que la responsabilité des supérieurs du chauffeur soit également mise en cause.

Dans l'hypothèse d'un accident survenu à une tierce personne en raison d'une voie non desservie par le service d'hiver, la responsabilité reviendrait en premier lieu à l'État en tant que gardien de la chose, pour autant qu'il soit évident que le service en charge ait fonctionné de manière déficiente et que l'accident ne soit pas dû à un comportement fautif de la victime.

En application de l'article 35.2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État stipulant que lorsqu'un fonctionnaire assigné devant un tribunal civil en réparation de dommages causés dans l'exercice de ses fonctions soutient que la responsabilité incombe à l'État, le juge ordonne la mise en cause de l'État à la demande de la partie la plus diligente.

Il est cependant évident qu'il reviendra aux tribunaux de rendre les jugements dans les cas évoqués par l'honorable Député et que ce seront les tribunaux qui décideront également de la répartition des responsabilités en fonction des faits relevés.

Question 2111 (20.11.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **Fonds Européen pour les Réfugiés et Fonds Européen d'Intégration:**

Il me revient que le Ministère de la Famille gère le Fonds Européen pour les Réfugiés et le nouveau Fonds Européen d'Intégration.

J'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre:

- Quand les appels à propositions pour les projets 2008 de ces deux fonds seront-ils lancés?

- Dans quels délais les décisions seront-elles rendues?

- Quels moyens et procédures le Ministère de la Famille et de l'Intégration applique-t-il pour éviter les retards de paiement, délais ayant récemment mis en péril un acteur de projet européen?

- Le Fonds Européen d'Intégration couvre aussi l'année 2007. En l'absence d'appel à projets pour l'année en cours, comment les montants prévus, tant dans le budget national luxembourgeois que dans celui de l'UE, seront-ils utilisés?

Réponse (16.1.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Dans la mise en œuvre du Fonds Européen d'Intégration des résidents non communautaires (FEI) 2007-2013 et du Fonds Européen des Réfugiés (FER) 2008-2013 il faut considérer quatre étapes successives:

1. l'envoi à la Commission européenne des programmes pluriannuels 2007/2008-2013 et des programmes annuels 2007 et 2008;

2. la notification par la Commission européenne de l'acceptation des programmes respectifs;

3. la publication de l'appel à projet au Luxembourg;

4. la décision quant à l'acceptation d'un projet au Luxembourg.

Le FEI, nouvellement créé, débute en 2007 tandis que le FER, qui entre dans sa troisième phase, commence en 2008. Ainsi, les dates d'envoi des documents à la Commission européenne pour ces deux fonds diffèrent sensiblement:

1) En ce qui concerne le FEI: Le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers (CGE) a remis en date du 1er décembre 2007 le programme pluriannuel 2007-2013 à la Commission européenne. Celle-ci dispose d'un délai de trois mois à compter du jour de la présentation formelle pour approuver le programme pluriannuel.

À la même date le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers (CGE) a déposé le programme annuel 2007. La Commission dispose d'un délai d'un mois pour faire savoir au Luxembourg si elle l'approuve ou non. Au moment de la finalisation de la présente réponse le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers ne connaît toutefois pas encore la décision de la Commission européenne.

Le programme annuel 2008 pour le Fonds Européen d'Intégration est à envoyer pour le 1er mars 2008.

2) Pour ce qui est du FER: Le programme pluriannuel 2008-2013 et le programme annuel 2008 sont à remettre pour le 1er mars 2008 à la Commission européenne (délai de trois mois à partir de l'adoption des orientations stratégiques du FER par la Commission européenne, à savoir le 29 novembre 2007, décision de la Commission C(2007) 5738).

Il résulte de ce qui précède que:

1. L'appel à projet pour le programme 2007 du FEI se fera dès notification de la réponse de la Commission européenne.

2. Pour ce qui est de l'appel à projet pour l'année 2008 du FEI et du FER, le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers (CGE) attend que la Commission européenne ait donné son feu vert sur les demandes de cofinancement multiannuelles et annuelles 2008, ce qui nous amène au mois d'avril 2008.

Les décisions quant à l'acceptation d'un projet introduit au titre de l'un des deux fonds, par le comité de sélection et de suivi, seront prises dans les deux mois qui suivent la date fixée pour la remise des demandes de cofinancement dans l'appel à projets. Étant donné que la date de publication de l'appel à projet n'est pas encore fixée, il est actuellement difficile de se prononcer sur la date de la décision finale quant à l'acceptation des projets soumis.

En ce qui concerne les retards de payements, il convient de préciser le suivant: Afin d'éviter à l'avenir les retards de payement en ce qui concerne le versement de la première et de la deuxième tranche du

cofinancement communautaire au titre du FER et du FEI, de nouvelles procédures ont été adoptées par l'administration. À partir de 2008 la participation communautaire pourra être allouée au bénéficiaire final avant la réception par la Trésorerie de l'État des montants dus par la Commission européenne.

En ce qui concerne la participation nationale du Commissariat du Gouvernement aux Étrangers (CGE) aux différents projets, un nouvel article libellé désormais «non limitatif et sans distinction d'exercice» permet de verser, à partir de 2008, la part finale au-delà du 31 mars de l'année suivante. Ceci permet tant aux promoteurs de projets qu'à l'administration de disposer du temps nécessaire pour l'établissement et pour le contrôle des comptes finaux des projets annuels.

En ce qui concerne plus particulièrement le programme annuel 2007 du FEI:

Dans le cadre de la mise en œuvre du FEI, les montants prévus pour l'année 2007 sont utilisés de la manière suivante:

Le budget communautaire s'élève à 526.951 € dont:

1. 66.887 € seront réservés au titre de l'assistance technique (audit, évaluation externe…)

2. 460.064 € seront répartis entre tous les porteurs de projets en fonction de la décision du comité de sélection et de suivi suite à l'appel à projets lancé en début de l'année 2008.

Il est à noter que le budget communautaire pour l'année 2007 peut être dépensé jusqu'au 31 décembre 2009.

En ce qui concerne la participation nationale 2007 trois promoteurs de projets vont en bénéficier, à savoir:

1. l'Institut de formation sociale à raison de 4.752,87 €;

2. la Fondation Caritas Luxembourg à raison de 54.188 €;

3. l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés à raison de 100.553,50 €.

La répartition de la participation nationale aux actions au titre de 2007 a dû être avancée, étant donné que tout engagement budgétaire au titre de 2007 devait obligatoirement être fait avant la date du 15 décembre 2007.

Question 2116 (21.11.2007) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**éducation aux valeurs:**

Dans une lettre à l'éditeur dans l'édition du 19 novembre 2007 du quotidien «tageblatt» ont été repris des déclarations du directeur du «Neie Lycée». Selon lui, l'enseignement de l'éducation aux valeurs ne nécessiterait aucune formation spécifique de la part du personnel enseignant.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre partage-t-elle cet avis?

- Dans la négative, Madame la Ministre peut-elle m'expliquer pour quelles raisons l'éducation aux valeurs est apparemment enseignée au sein du «Neie Lycée» par des enseignants sans formation spécifique?

Réponse (9.1.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je rappelle que, conformément au programme que le Gouvernement a défini pour la législature, les missions de l'éducation aux valeurs au «Neie Lycée» sont:

- promouvoir la réflexion et le discernement autonomes des élèves;

- sensibiliser les élèves aux multiples concepts moraux;

- veiller à l'intégration des diversités culturelles, religieuses et philosophiques dans un climat de respect et de tolérance réciproques en tenant spécialement compte des réalités de la société luxembourgeoise;

- transmettre aux élèves une connaissance appropriée des grandes religions et familles de pensée au plan mondial.

Par ailleurs, le «Neie Lycée» en tant que lycée pilote inscrit l'éducation aux valeurs résolument dans son projet pédagogique:

- d'abord l'élève est placé au centre d'une démarche pédagogique qui se fonde prioritairement sur des activités touchant à son vécu et à la réalité de tous les jours;

- ensuite, comme dans les autres écoles, le cours développe des connaissances qui sont indispensables pour la vie d'adulte et de citoyen, mais au «Neie Lycée» l'éducation aux valeurs apprend également à l'élève à s'engager et à participer activement à la vie de la société.

Dès lors, les compétences qui doivent être développées dans le cadre de l'éducation aux valeurs au «Neie Lycée» sont

1. faire usage d'un esprit ouvert et critique

2. comprendre l'autre

3. s'engager.

Au «Neie Lycée» elles font partie des missions de l'école dans son ensemble et personne ne peut donc raisonnablement supposer qu'un cours traditionnel suffise pour les développer.

Les possibilités de faire éclore ces compétences au sein de l'école sont considérables. Il y a d'abord toutes les branches disciplinaires et interdisciplinaires, notamment les langues, la littérature et les sciences qui fournissent les outils indispensables pour «faire usage d'un esprit ouvert et critique».

En second lieu, le développement de ces compétences a également lieu de façon très pratique lorsqu'un professeur est le tuteur de plusieurs élèves qu'il suit étroitement en s'efforçant de les amener à réfléchir sur leur engagement à l'école et dans la société.

Encore faut-il donner de la teneur aux expériences pratiques et les élever pour ainsi dire à un niveau plus abstrait, plus théorique, plus structuré. C'est l'objet essentiel du cours d'éducation aux valeurs proprement dit où les élèves peuvent découvrir les concepts, les valeurs qui sont derrière les expériences quotidiennes, dévoiler les préjugés qui sous-tendent certains jugements, raisonner, argumenter et entendre les autres, notamment lorsqu'ils exposent des positions religieuses, politiques ou économiques.

L'éducation aux valeurs est un moment privilégié pour se pencher sur les valeurs qui motivent les actions des hommes et il est essentiel que les professeurs et les élèves aient ce temps pour s'entendre, pour réfléchir ensemble sur les défis de la vie. Une école à plein temps exige beaucoup de discipline et beaucoup de respect. Un comportement respectueux et vertueux doit être de mise du matin au soir. Cela ne va pas tout seul et l'éducation familiale ne suffit pas pour l'assurer. Il faut que tous les acteurs de l'école s'y attellent, par la pratique et par la réflexion commune.

Au vu de toutes ces considérations, je suis d'avis qu'il est intéressant et utile que tous les enseignants soient impliqués dans l'éducation aux valeurs.

Cette participation de tous, quelle que soit leur formation initiale, exige toutefois un effort de formation continue qui est fourni par les enseignants du «Neie Lycée». La formation continue inclut entre autres une réunion pédagogique hebdomadaire, une demie journée pédagogique toutes les six semaines, une semaine de formation en septembre ainsi qu'une réunion exclusivement consacrée à l'éducation aux valeurs toutes les six semaines.

Question 2118 (21.11.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **statistiques relatives aux accidents de la route:**

Den 20. November hutt Dir een éischte Bilan no der Aféierung vun der 0,5-Promille-Grenz am Stroossеverkéier presentéiert. Bei där Geleeënheet hutt Dir eng Partie Statistike presentéiert a Behaaptungen opgestallt zu deenen ech dës Froen hunn:

1) Wann ee weess, datt d'Zuel vu Verkéiersaccidenter ënner anerem mat de klimatesche Verhältnisser ze dinn huet, déi net all Joer déiselwecht sinn, mengt Der dann net, datt et gewot ass, d'Zuel vun den Accidenter am Oktober 2007 mat deene vun deemselwechte Mount vun deene Jore virdrun ze vergläichen an dann zur Konklusioun ze kommen, datt eleng d'Erofsetze vun der Promillegrenz sech positiv op dës Statistik ausgewierkt huet?

2) Sollt ee mat esou Jubelmeldungen net virsiichteg ëmgoen an ofwaarden, bis datt ee méi Vergläichswäerter zur Verfügung huet?

3) Wann am Oktober dëst Joer 119 Führerschäiner agezu gi sinn, well déi betraffe Chauffeure méi wéi 1,2 Promille am Blutt haten, wéi ass d'Evolutioun vun dëser Zuel iwwert déi lescht 24 Méint? A wéi deelt dës Zuel sech tëschent Résidenten a Frontalieren op?

4) Am Mount Oktober 2007 sinn am Ganzen 180 Führerschäiner agezu ginn. Kënnt Dir mer hei déi betreffend Zuelen iwwert déi lescht 24 Méint, d'Ursaachen dovun an d'Opdeelung tëschent Résidenten a Frontalieren nennen?

5) Äre Statistiken no waren am éischte Semester dëst Joer 16% vun de schwéier Blesséierten am Verkéier op Alkoholkonsum zréckzeféieren. Kënnt Dir mer do déi absolut Zuelen nennen, déi betreffend Evolutioun déi lescht fënnef Joer an d'Opdeelung no Promille Alkohol bei deene schëllege Chauffeuren?

6) Kënnt Dir mer d'Ursaachen no Kategorië vun den Accidenter iwwert déi lescht fënnef Joer an absoluten Zuelen (an net a Prozenter) nennen?

7) Wéi ass an der Statistik iwwert d'Ursaache vun Accidenter déi lescht Zeil ze verstoen, wann et do heescht, datt 28,2% vun de schwéier Blesséierten op Bluttprouwen zréckzeféiere wieren?

Réponse (18.1.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

A senger parlamentarescher Ufro freet den honorabelen Deputéierte Renseignementer zu deem éischte Bilan no der Aféierung vun der 0,5-Promille-Grenz am Stroosseverkéier.

Fir dat gutt Resultat vum Mount Oktober 2007 ze ënnersträichen, hu mir et mat deene vun deene leschte Jore verglach. Dobäi hu mir festgestallt, datt d'Unzuel vun den Accidenter, mä virun allem awer vun de schwéier Blesséierten erhieflech zréckgaangen ass. Während den Total vun den Accidenter am Mount Oktober 2007 ëm 10%, nämlech vu 727 op 654 zréckgaangen ass, sou ass d'Zuel vun de schwéier Blesséierten ëm méi wéi 44% vu 25 op 14 erofgaangen.

Zu kengem Moment géif ech behaapten, datt mir durch d'Aféierung vun der 0,5-Promille-Grenz d'Accidenter op onse Stroosse kéinte ganz verhënneren, mä ech sinn iwwerzeegt, datt duerch dës Mesuren d'Zuel vun den Accidenter generell erof wäert goen an datt sech d'Sécherheet op onse Stroossen nohaltlech verbessert.

Ech hunn a menger Ried op der Pressekonferenz zu deem Sujet kloer an däitlech gesot: «Ech weess, datt et nëmmen eng provisoresch, jo eng fragil Bilanz ass, et ass awer eppes geschitt an ech wëll, datt et dauerhaft bleift.»

Am Pressecommuniqué iwwert d'Bilanz vum Oktober 2007, deen op der Pressekonferenz ausgedeelt ginn ass, steet dofir och: «une des raisons principales de la régression des accidents réside dans l'abaissement du taux d'alcoolémie». Aus deene Grënn kann ech net verstoen, firwat datt den honorabelen Deputéierte mir Saache wëllt ënnerstellen, déi ech net gesot hunn.

Dofir bleiwen ech bei menger Ausso, datt de Bilan vum Mount Oktober 2007 eng Momentopnahm ass, mä eng positiv, an ee vun deene Grënn firwat dat esou ass, ass d'Aféierung vun der 0,5-Promille-Grenz.

Wat d'Opdeelung tëschent Résidenten a Frontaliere betrëfft, déi am Mount Oktober de Führerschäin am Kader vun engem «retrait immédiate» verluer hunn, sou ass festzestellen, dass an deenen 31 Deeg 180 Führerschäiner agezu gi sinn, woubäi dovunner 110 lëtzebuergesch a 70 auslännesch Führerschäiner waren. Allerdéngs ass et mir net bekannt wéi vill Führerschäiner vu Résidenten agezu goufen.

Des Weideren ass et mir onméiglech fir Iech Chiffere vun den agezunnene Führerschäiner iwwert déi lescht 24 Méint ze ginn, well d'Mesure vum «retrait immédiat» eréischt säit dem 1. Oktober 2007 besteet.

Et ass awer dorop hinzeweisen, datt am Joer 2005 331 Persounen, am Joer 2006 447 Persounen, a vum 1. Januar bis zum 17. Dezember 2007 net manner wéi 587 Persoune mat 1,2 Promille oder méi Alkohol am Blutt vun der groussherzoglecher Police ugehale goufen.

Wat d'Statistike vun den Accidenter betrëfft, déi op Alkoholkonsum zréckzeféiere sinn, sou kann ech Iech nëmmen déi absolut Chiffere vum éischte Semester 2007 nennen.

Dobäi ass ze betounen, dass bei 16% vun de schwéier accidentéierte Chaufferen Alkohol am Spill war. Dozou kënnt awer nach de Pourcentage vun deene Persoune bei deene keen Ethylotest applizéiert konnt ginn, mä déi sech hu missen enger Bluttprouf ënnerwerfen. Allerdéngs ass et mir net bekannt a wéi ville Fäll dës Bluttprouf positiv war. Bis elo huet den Transportministère aus Dateschutzgrënn d'Resultater net matgedeelt kritt. De Procureur d'État huet awer elo schonns verséchert, dem Transportministère an Zukunft de Pourcentage vun deene Fäll, déi sech an der Bluttprouf als positiv erausgestallt hunn, matzedeelen.

Et kann een awer dovunner ausgoen, datt de Pourcentage vun de schwéier accidentéierte Chaufferen, wou Alkohol am Spill war, wesentlech méi héich ass wéi déi 16%. Et muss ee considéréieren, datt mir an 28,2% vun de Fäll just wëssen, datt eng Bluttprouf ordonnéiert ginn ass, ouni datt mir d'Resultat dovunner awer kennen.

Doriwwer eraus wëllt den honorabelen Deputéierten nach gäre wëssen, wat d'Ursaachen no Kategorië vun den Accidenter iwwert déi lescht fënnef Joer an absoluten Zuele sinn. Fir den Abléck sinn nëmmen déi présuméiert Ursaache vun den déidlechen Accidenter bekannt. Dir fannt déi am Rapport d'activité vun 2006 vum Transportministère.

Ech si mir bewosst, datt, fir eng anstänneg Analys vun onsen Accidenter kënnen ze maachen, et onabdénglech ass, fir ons Statistike méi fiabel a méi detailléiert ze maachen. Dofir hunn ech d'Verkéierskommissioun ugewise sech deem Aspekt do unzehuelen. An deem Zesummenhang ass een Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff ginn, ënnert der Leedung vun der groussherzoglecher Police, mat ënner anerem Représentantë vum Parquet, dem Statec, dem Transportministère, dem Centre de Formation pour Conducteurs an och der Stroossebauverwaltung.

Des Weideren hat ech en vue vum Bilan semestriel 2007 meng zoustänneg Servicer ugewisen déi présuméiert Ursaache vun den Accidenter vun deenen éischte sechs Méint vun dësem Joer ënnert d'Lupp ze huelen. No Auswäertung vu méi wéi 400 Rapportë vun der groussherzoglecher Police si mir zu de Resultater komm, déi Dir an deem Bilan fannt, deen Dir zitéiert hutt.

Question 2121 (21.11.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **décharges sur diverses cotisations de 1996 à 2006 liées à des faillites:**

All Joer proposéieren déi verschidde Verwaltungen dem Ministère eng Rei vun Déchargen am Zesummenhang mat Cotisatiounen un d'Pensiounskeess, d'Krankekeess, d'Fleegeversécherung an d'Onfallversécherung déi net méi anzedreiwen sinn.

- Ech wéisst gäre vum Här Minister méi prezis wéi vill dës Déchargen op d'Cotisatioune pro Joer vun 1996 bis 2006 op Grond vun Failliten ausgemaach hunn.

Réponse (30.1.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les organismes de sécurité sociale ne procèdent pas à la comptabilisation séparée des décharges de cotisations suivant leur motif et ne sont donc pas en mesure de ventiler leurs montants suivant ce critère. Néanmoins, il est possible d'affirmer que la majeure partie des décharges est accordée après la clôture de la faillite du débiteur de cotisations.

Les autres décharges sont accordées par le comité directeur du Centre Commun de la Sécurité Sociale en raison notamment de l'insolvabilité du débiteur, de son décès ou de son départ à l'étranger sans laisser d'adresse, voire sur base de la prescription quinquennale des cotisations.

Il convient de relever que les débiteurs d'arriérés importants ne peuvent être assignés en faillite que s'ils ont la qualité de commerçants. D'après une statistique établie à l'aide de spécifications introduites récemment dans certains fichiers informatiques, on peut estimer que les décharges imputables à la faillite du débiteur représentent 81,74% du montant total des décharges accordées en 2005 et 91,17% de celles accordées en 2006.

www.chd.lu

Ci-après les détails me fournis par le Centre Commun de la Sécurité Sociale:

Centre Commun de la Sécurite Sociale

Décharges

Année	Assur. pension	Assur. maladie	Assur. Dép.	Assur. accident	Total	Part faillites
2005	2 752 569,34	1 228 493,12	73 658,73	1 059 917,43	5 114 638,62	81,74%
2006	4 667 055,67	2 212 340,93	170 710,70	893 059,73	7 943 167,03	91,17%

Question 2123 (22.11.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **Centre National de Tactique Policière (CNTP):**

Il me revient que Monsieur le Ministre de la Justice envisage de fermer le Centre National de Tactique Policière (CNTP) sis à Verlorenkost et de le délocaliser pour le 1er janvier 2008 vers le Centre national de tir situé au Reckenthal.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les motifs de cette délocalisation?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le nouveau site dispose de l'infrastructure adéquate en vue de maintenir le niveau de qualité de l'instruction actuellement atteint?

Réponse (14.1.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Je me permets d'abord d'informer l'honorable Député que l'organisation pratique des cours relève de la compétence du chef d'administration. Je n'ai donc pris aucune décision concernant le Centre dont question.

On m'informe que, suite aux propositions du conseil de formation, la direction générale de la police a décidé ce qui suit:

La formation tactique de base continuera à être enseignée dans les locaux du Centre National de Tactique Policière (CNTP) à Verlorenkost. Il en sera de même pour certains modules de formations continues spécifiques offertes aux membres des différents centres d'intervention.

Par ailleurs, la formation tactique continue sera complétée, à partir de janvier 2008, soit au Centre national de tir à Reckenthal, soit au Centre de formation pour conducteurs à Colmar-Berg, soit au Centre sportif de la Police grand-ducale, et ce selon les différents types de formation (par exemple contrôles de véhicules, techniques de poursuite etc.) suivis.

Question 2125 (23.11.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **programme «Énergie Intelligente pour l'Europe»:**

L'Union européenne doit maîtriser sa dépendance énergétique, ceci en changeant les habitudes de production et de consommation d'énergie. D'ici 2030, l'Union européenne importera 70% de ses besoins en énergie. Pour le pétrole et le gaz naturel, plus de 90% de sa consommation devra être importée.

Le programme «Énergie Intelligente pour l'Europe» (EIE) a été mis en œuvre en 2003 et la première période portait sur les années 2003-2006. Le but de ce programme ambitieux fut le cofinancement de l'utilisation d'énergie durable (énergies renouvelables, efficacité énergétique, énergies pour les transports). Les quatre domaines du programme furent: les énergies renouvelables (Altener), l'efficacité énergétique (Save), la promotion internationale des renouvelables dans les pays en voie de développement (Coopener) et l'énergie dans les transports (Steer). Les projets misaient à parer les défis du secteur énergétique au moyen d'analyses de marché, d'échanges de connaissances et de campagnes de sensibilisation. En aval une multitude de nouveaux emplois durables furent créés.

Le programme EIE a trouvé sa suite dans une deuxième période programme EIE II portant sur les années 2007-2013. Les montants sont disponibles pour le cofinancement de projets de promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ainsi que la création d'agences de l'énergie régionale. Le programme EIE II continuera à être le programme européen pour le financement d'actions en vue d'obtenir les conditions de marché adéquates pour une Europe plus énergétiquement intelligente.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Combien de projets ont été soumis et cofinancés dans les quatre domaines durant la période de 2003-2006?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur les nouveaux projets soumis au cofinancement pour la période de 2007-2013 et dont la date limite de soumission a été fixée au 28 septembre 2007?

Réponse (24.1.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La décision N°1230/2003/CE du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2003, arrêtant le programme «Énergie Intelligente pour l'Europe» (2003-2006) avait mis en place un nouveau programme pluriannuel pour des actions dans le domaine de l'énergie. Ce programme reflétait les objectifs de l'Union européenne (UE) en la matière, à savoir le développement durable et la sécurité d'approvisionnement. Ce programme assurait la continuité de l'action européenne telle qu'elle a été développée dans le programme cadre sur l'énergie (1998-2002) précédent. Il visait à soutenir financièrement les initiatives locales, régionales et nationales dans le domaine des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, des aspects énergétiques du transport et de la promotion internationale. Le budget était de 200 millions d'euros pour la période 2003-2006. La Commission, assistée par un comité, était chargée de la mise en œuvre du programme. Elle fixait les objectifs et les lignes directrices. Elle était responsable de la sélection des projets, etc.

Afin de répondre aux objectifs de la stratégie de Lisbonne renouvelée, et de stimuler ainsi la croissance et les emplois en Europe, un programme cadre pour l'innovation et la compétitivité (CIP) a été adopté par la Décision 1639/2006/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 2006, établissant un programme cadre pour l'innovation et la compétitivité pour la période 2007-2013. Le programme cadre soutient des actions en faveur de la compétitivité et de la capacité d'innovation au sein de l'Union européenne, en appuyant le développement de la société de la connaissance ainsi que le développement durable reposant sur une croissance économique équilibrée.

Le programme cadre intègre des programmes d'appui communautaires spécifiques, de nouvelles actions ainsi que des synergies avec d'autres programmes. Il répond ainsi aux objectifs de la stratégie de Lisbonne renouvelée en faveur d'une action communautaire plus simple, plus visible et plus ciblée. Afin de tenir compte de la diversité de ses objectifs et d'en assurer la visibilité, le CIP se compose de trois sous-programmes spécifiques dont le programme «Énergie Intelligente - Europe» qui contribue à accélérer la réalisation des objectifs dans le domaine de l'énergie durable. Il soutient ainsi l'amélioration de l'efficacité énergétique, l'adoption de sources d'énergie nouvelles et renouvelables, une plus large pénétration sur le marché de ces sources d'énergie, la diversification de l'énergie et des carburants, l'augmentation de la part de l'énergie renouvelable et la réduction de la consommation énergétique finale. Une attention particulière est accordée dans ce cadre au secteur des transports. Le programme assure donc la continuité du programme «Énergie Intelligente - Europe» (2003-2006) ayant expiré le 31 décembre 2006. La mise en œuvre des actions du programme «Énergie Intelligente - Europe» est confiée à l'«Agence exécutive pour l'énergie intelligente» dont le mandat est étendu à certains instruments du programme pour l'innovation et l'esprit d'entreprise. Elle est chargée de l'exécution des tâches concernant le support communautaire au titre du programme, à l'exclusion de l'évaluation du programme, du monitorage législatif, des études stratégiques et de toute autre action qui pourrait relever exclusivement de la compétence de la Commission.

Le programme cadre pour l'innovation et la compétitivité (CIP) est doté d'un budget de 3,621 milliards d'euros pour toute la durée du programme. En vertu d'une répartition indicative, 20% du budget global (730 millions d'euros) sont attribué au programme «Énergie Intelligente - Europe» (EIE).

À la suite, il est indiqué l'information concernant le programme «Énergie Intelligente - Europe» I (2003-2006) et II (2007-2013). Cette information reprend le nombre total des organisations (coordinateurs + partenaires) faisant partie des projets soumis et cofinancées, ainsi que le nombre des entités luxembourgeoises.

EIE 2003-2006

Nombre total des propositions

État membre	2003	2004	2005	2006	Total
Luxembourg	2	3	1	0	6
Total	1.770	1.610	1.867	2.320	7.567

Nombre total des propositions retenues

État membre	2003	2004	2005	2006	Total
Luxembourg	1	2*	0	0	3
Total	706	907	862	884	3.359

2004:* 1 coordinateur du projet

EIE 2007-2013

Le premier appel d'offre du programme EIE II a été clôturé fin septembre. L'évaluation des propositions est en cours. Parmi les 3.238 organisations (coordinateurs + partenaires) participant à l'appel quatre sont des entités luxembourgeoises.

Question 2132 (28.11.2007) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **traitement de données des virements bancaires à l'étranger:**

Au début de ce mois de novembre 2007, le Service des chèques postaux luxembourgeois et d'autres instituts financiers ont adressé à leurs clients un avis les informant que tout client donnant ordre d'exécuter un virement marque implicitement son accord à ce que toutes les données nécessaires à l'exécution correcte de la transaction peuvent être traitées en dehors du Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Dans quels pays sont traitées les données personnelles? Quels sont le volume et le pourcentage des données traitées dans les différents pays en ce qui concerne les virements des P&T?

- Est-ce que ces traitements à l'étranger ne concernent que certains types de virements (par exemple virements internationaux) ou s'agit-il d'une mesure générale, motivée par des raisons techniques ou économiques?

- S'il s'agit de raisons techniques, n'est-il pas urgent que l'Union européenne crée son propre système de traitement de données bancaires de manière à devenir indépendante de systèmes gérés aux États-Unis d'Amérique ou dans d'autres continents?

- S'il s'agit de raisons économiques, ne vaudrait-il pas mieux créer et garantir des emplois au Luxembourg de manière à donner la priorité à un niveau de protection des données personnelles correspondant à nos standards élevés en la matière?

- Est-ce que cette démarche est conforme à notre droit constitutionnel et à notre législation sur la protection des données personnelles, dans la mesure où l'on impose aux clients de signer en quelque sorte un «chèque en blanc» contrainte d'autant plus forte que le client n'a pas vraiment le choix de s'adresser à un autre établissement bancaire plus respectueux de ses données personnelles?

- Est-ce que la pratique décrite ci-dessus n'est pas en contradiction avec un principe fondamental de notre droit, à savoir que toute personne est présumée innocente jusqu'à preuve du contraire, alors que la pratique décrite ci-dessus relève d'une approche correspondant exactement au contraire?

- D'une manière générale j'aimerais demander à Monsieur le Ministre quelles mesures et quelles actions concrètes il entend entreprendre tant au niveau national qu'européen pour mettre fin à la divulgation de données personnelles de manière incontrôlable, et revenir à des pratiques respectueuses d'une protection élevée des données personnelles?

www.chd.lu

Réponse (14.1.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Les établissements financiers de la place ont récemment envoyé à leurs clients une notice pour les informer que le traitement des données nécessaires à l'exécution des virements d'argent pouvait se faire à l'étranger. Cette notice est précisément l'une des mesures de protection des clients prises par le secteur financier, sur demande des autorités et notamment des autorités chargées de la protection des données, suite à la publicité faite autour de l'accès des autorités américaines aux données traitées par le système de messagerie SWIFT, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Il s'est en effet avéré que le grand public n'était pas suffisamment informé des conséquences de ce que les systèmes de paiement fonctionnent sur une échelle internationale et qu'il fallait pallier à ce manque de publicité.

Les systèmes de traitement des données, que ce soient des messageries comme SWIFT ou des systèmes de cartes de paiement, doivent nécessairement disposer de centres de traitement informatiques multiples et séparés par des distances suffisamment grandes, pour des raisons de sécurité informatique.

À cette contrainte technique s'ajoute le fait qu'à l'intérieur de l'Union européenne, et plus particulièrement de l'espace euro, pour des raisons économiques évidentes et comme corollaire de la monnaie unique, les systèmes nationaux de paiement sont remplacés par des systèmes européens, dans lesquels les opérations ne sont plus traitées au niveau national, mais européen.

Il s'ensuit que d'une façon générale les données afférentes aux paiements - qui sont d'ailleurs systématiquement encryptées - sont forcément stockées et donc accessibles dans plusieurs pays. L'identité et le nombre de ces pays diffèrent de système en système; il n'est pas possible pour le Gouvernement de ventiler sous forme chiffrée la répartition de ces données par pays.

Dans le cas plus particulièrement du système SWIFT, tant les autorités communautaires que nationales ont procédé à un examen approfondi à l'issue duquel aucune violation spécifique notamment de nos lois nationales n'a été retenue. La présomption d'innocence n'a certainement pas été mise en cause.

Toutefois, précisément parce que l'utilisation des systèmes de paiement découle pour les clients de contrats d'adhésion sur lesquels ils n'ont pas d'emprise, les autorités ont obtenu tant de SWIFT que des autorités américaines des améliorations destinées à mieux délimiter les droits et obligations des parties en cause. Les autorités américaines ont ainsi pris des engagements unilatéraux limitant l'usage des données auxquelles elles pourraient avoir accès et SWIFT a rejoint le programme «Safe Harbour» qui restreint l'accès des autorités américaines aux données en provenance d'Europe. Enfin, SWIFT est en train de réorganiser son architecture informatique pour déplacer son second centre de traitement des données des États-Unis en Europe, plus précisément en Suisse, dont la législation en matière de protection des données répond aux standards les plus élevés.

Question 2133 (28.11.2007) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant la **pollution atmosphérique à Wasserbillig:**

Le centre de la localité de Wasserbillig constitue un axe de circulation intense emprunté tant par des poids lourds en transit que par des véhicules en provenance ou à destination de la région de Trèves. Selon un article de presse, des comptages ont relevé le passage de quelque 18.000 voitures par jour dont environ 500 poids lourds. Ce trafic se faufile par la route étroite vers la frontière allemande respectivement, en grande partie, vers les stations de service.

Sur l'initiative de l'administration communale de Mertert, une étude sur la pollution de l'atmosphère sur divers sites de la localité de Wasserbillig a été réalisée. D'après l'article précité, les résultats seraient alarmants en ce sens que sur deux sites près de la route nationale N1, les valeurs recueillies concernant les émissions d'azote dépassent les seuils maxima fixés par la directive européenne 1999/30/CE transposée par le règlement grand-ducal du 24 juillet 2000.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes aux ministres compétents:

- Monsieur le Ministre de l'Environnement a-t-il connaissance des faits dont il est question plus haut? Dans l'affirmative, ne serait-il pas opportun de suivre le règlement grand-ducal du 17 mars 1998 transposant la directive 96/62/CE, qui stipule de faire «établir par l'Administration des Plans ou Programmes, permettant d'atteindre la valeur limite dans le délai fixé»?

- Monsieur le Ministre des Transports peut-il me dire en quoi la responsabilité de l'État est engagée en pareil cas?

- Dans l'immédiat, est-ce qu'une interdiction de circulation peut être déclarée en cas de dépassement des seuils? Dans l'affirmative, qui est en droit d'ordonner cette interdiction?

- Quelles sont les interdictions de circulation pour les poids lourds en transit?

- Considérant que les projets d'infrastructure routière dans la région de Trèves peuvent avoir une incidence sur les problèmes constatés à Wasserbillig, Monsieur le Ministre des Travaux publics peut-il me renseigner sur le dossier «Moselaufstieg» reliant les zones commerciales et les localités situées à l'est de Trèves à l'autoroute Luxembourg-Trèves?

- Qu'en est-il d'un pont supplémentaire sur la Moselle?

Réponse commune (23.1.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement*, de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Ad 1) Le Ministre de l'Environnement a connaissance des faits des dépassements éventuels des valeurs limites de la qualité de l'air du dioxyde d'azote (NO_2) et du benzène (C_6H_6).

De ce fait l'Administration de l'Environnement procède depuis 1996 à des contrôles des valeurs limites annuelles en NO_2 et benzène. Lesdites campagnes s'étendent sur une période d'un an pour être conforme aux normes en vigueur.

À l'issue de la première campagne de mesure prospective en 1997 il a été constaté que les sites les plus exposés à la pollution atmosphérique se situent pour le NO_2 dans la Grand-Rue (centre de Wasserbillig), et pour le benzène dans la zone des stations d'essence (route de Wasserbillig). Une seconde campagne de mesure est en cours et se terminera en août 2008. Tous les mesurages annuels réalisés jusqu'à présent ou en cours de réalisation, sont résumés dans le tableau ci-contre:

En ce qui concerne en particulier le dioxyde d'azote (NO_2) il est à noter que l'Administration de l'Environnement a procédé en 1997 à une première évaluation de la teneur en NO_2. Il en résulte que dans le centre de Wasserbillig (Grand-Rue) un léger dépassement de la valeur limite annuelle de 40 mg/m³ a été déterminé. Une nouvelle évaluation de la situation concernant ce polluant qui est en cours et c'est seulement fin août 2008 qu'un bilan annuel pourra être dressé afin de déterminer la situation actuelle, ceci sur la base de douze mois de mesurages sans interruption. Il est envisageable que la valeur limite annuelle de 40 µg/m² (à respecter sous peu et au plus tard à partir du 1er janvier 2010), est susceptible d'être de nouveau dépassée ou, dans le meilleur des cas, d'être pratiquement atteinte.

Conformément à l'article 6 - Amélioration de la qualité de l'air ambiant - du règlement grand-ducal du 17 mars 1998 portant application de la directive 96/62/CE du 27 septembre 1996 concernant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant, le Ministre fait établir par l'Administration des Plans et Programmes d'action indiquant les mesures à prendre à court terme en cas de risque de dépassement des valeurs limites cibles et/ou des seuils d'alerte, afin de réduire le risque de dépassement et d'en limiter la durée.

À l'issue de la nouvelle évaluation des mesures en cours et vu la date limite 2010 pour ce qui est de l'application de la valeur limite annuelle de 40 µg/m² pour le dioxyde d'azote, le Ministre de l'Environnement fera établir par l'Administration un plan d'action adéquat, ceci conformément à l'article 6 du règlement grand-ducal du 17 mars 1998. Ledit plan comportera:

- une liste des principales sources d'émissions et notamment celles responsables de la pollution,

- une quantité totale d'émissions provenant de ces sources,

- des mesures visant à réduire la pollution en NO_2.

Sans vouloir devancer les analyses concrètes à déterminer dans le cadre du plan d'action, il semble fortement probable que le trafic de passage de poids lourds à travers la localité de Wasserbillig est à considérer comme une source principale pour ce qui est des valeurs élevées en NO_2.

Relevé des campagnes de mesurages des teneurs en NO_2 et en benzène à Wasserbillig réalisées pour le compte de l'Administration de l'Environnement

Remarques concernant la valeur limite annuelle inscrite dans une directive européenne et transposée par un règlement grand-ducal Valeur annuelle de la teneur en NO_2 (µg/m²)	La directive européenne 1999/30/CE du Conseil du 22 avril 1999 (transposée par le règlement grand-ducal du 24 juillet 2000) fixe une valeur limite annuelle pour le dioxyde d'azote NO_2 dans l'air ambiant. Cette valeur limite s'applique à la moyenne annuelle.		Valeur annuelle de la teneur en benzène (µg/m²). La directive européenne 2000/69/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2000 (transposée par le règlement grand-ducal du 25 juillet 2002) fixe une valeur limite annuelle pour le benzène C_6H_6 dans l'air ambiant.	
Valeur limite annuelle à respecter	À partir du 01.01.2010, la valeur limite se situera à 40 µg/m².		À partir du 01.01.2010, la valeur limite se situera à 5 µg/m².	
Période de mesurage	Grand-Rue	Route de Wasserbillig	Grand-Rue	Route de Wasserbillig
fin avril 1996 à début juin 1997	41.3	n.d.	n.d.	7.4
septembre 2001 à août 2002	n.d.	n.d.	3.4.	5.7
Début: fin juillet 2007	en cours	n.d.	en cours	en cours

n.d.: non déterminé

Question 2134 (29.11.2007) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **experts externes:**

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a recours à de nombreux experts externes pour remplir diverses fonctions.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me dire de combien d'experts il s'agit? Quelle a été l'évolution du nombre d'experts au sein du Ministère ces dernières années?

- Dans quels domaines du Ministère ces experts travaillent-ils?

- Quelles sont leurs missions exactes? De quelles qualifications disposent-ils?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur la base de rémunération des personnes en question? Par quel mode et sur quelle base contractuelle sont-elles recrutées?

Réponse (9.1.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le recrutement des experts se fait soit par le biais d'une annonce publiée dans les principaux journaux luxembourgeois, soit par une demande du Ministère à l'adresse de personnes nominalement connues et dont le profil correspond dès le départ aux exigences requises pour l'exécution des tâches à réaliser.

Ils se voient proposés des contrats de travailleurs intellectuels indépendants (dont la durée est limitée à deux ans) s'ils accomplissent un travail régulier correspondant au moins à une demi-tâche mensuelle ou des contrats de prestations de services pour des tâches ponctuelles ou occasionnelles.

Dans la plupart des cas, leur rémunération est basée sur le barème des traitements des fonctionnaires de l'État et correspond au salaire auquel ils auraient droit s'ils remplissaient ces fonctions en tant qu'agent public. Par dérogation aux dispositions précédentes un taux horaire supérieur peut être accordé à des tiers qui peuvent se prévaloir d'une qualification notoire de chercheur.

Le tableau joint fournit les informations demandées sur l'évolution du nombre d'experts, leurs missions et leurs qualifications *(tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Question 2137 (29.11.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **changement de personnel à la tête de l'armée luxembourgeoise - prise de décision:**

Lors du dernier Conseil de Gouvernement en date du 9 novembre 2007, il a été décidé, sur proposition de Monsieur le Ministre de la Défense, de confier au Lieutenant-colonel Gaston Reinig, avec effet au 1er janvier 2008, les fonctions de chef d'état major de l'armée et de charger l'actuel chef d'état major auprès du Ministère de la Défense de la planification dans le contexte des engagements internationaux actuels et futurs du Luxembourg.

- Partant, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Défense si cette décision a été prise d'un commun accord avec toutes les personnes concernées?

Réponse (22.1.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

En réponse aux précisions demandées par rapport à ma réponse du 16 novembre 2008, j'ai l'honneur de joindre en annexe ma réponse de ce jour à une question parlementaire posée par l'honorable Député Monsieur Robert Mehlen le 1er janvier 2008 *(cf. compte rendu N°4/2007-2009 - question parlementaire N°2102 et cf. ci-dessus question parlementaire N°2196)*.

Avec ma susdite réponse du 16 novembre 2007, l'honorable Député devrait maintenant disposer de tous les éléments de réponse. Sur demande, je suis bien évidemment disposé à traduire ma réponse à la question de l'honorable Député Mehlen en langue française.

Question 2139 (30.11.2007) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant l'**intégration de la dimension du genre au niveau de la politique locale:**

Le programme gouvernemental de 2004 prévoit sous le chapitre 8. Ministère de l'Égalité des chances que «le Gouvernement encouragera les communes à créer des services à l'égalité des femmes et des hommes qui fonctionneront en réseau. Ainsi les communes, voire les régions, participeront utilement au gender mainstreaming».

La conférence internationale du 2 juillet 2007 portant sur les politiques communales d'égalité des femmes et des hommes, méthodes, outils et bonnes pratiques, organisée par le Ministère de l'Égalité des Chances dans le cadre du 5e programme communautaire pour l'égalité des femmes et des hommes, relevait la nécessité de légiférer en matière de politique d'égalité des femmes et des hommes afin de pouvoir garantir l'intégration de la dimension du genre dans les actions politiques communales.

Selon mes informations, dans le cadre de la redéfinition de la répartition des compétences entre l'État et les communes, des travaux de réflexion sont en cours en vue de regrouper dans une seule loi toutes les dispositions concernant l'organisation, le fonctionnement et les attributions des communes.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quelles mesures législatives Monsieur le Ministre entend-il introduire pour:

a) assurer l'intégration de la dimension du genre dans les actions de politique locale, et

b) garantir la mise en place de structures nécessaires à l'intégration de la dimension du genre dans les actions de politique locale à savoir les formations des autorités politiques et des fonctionnaires et la création de services communaux ou régionaux à l'élaboration de plans d'action avec état des lieux) suivi et évaluation?

Réponse (12.2.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

À l'heure actuelle, le Gouvernement ne songe pas à initier des mesures législatives spécifiques pour assurer l'intégration de la dimension du genre dans les actions de politique locale et garantir la mise en place de structures spécifiques à ces fins.

En effet, notre Constitution énonce dans son article 11(2) que «Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs. - L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes».

Le Gouvernement a reconnu depuis longtemps que les communes sont un partenaire privilégié pour la mise en œuvre de la politique de l'égalité entre femmes et hommes. Voilà pourquoi il a par le passé lancé plusieurs actions pour sensibiliser les responsables communaux à cette politique et pour les englober activement dans la réalisation de projets et actions concrètes dans ce domaine.

Il est rappelé dans ce contexte que la plupart des initiatives prises dans le but d'intéresser et d'impliquer les communes dans la politique de l'égalité ont été initiées ensemble par le Ministère de l'Égalité des Chances, le Ministère de l'Intérieur et le Syvicol. Ainsi, une circulaire commune a été adressée aux communes le 5 juillet 2005 pour les informer concrètement sur la mise en œuvre de la politique de l'égalité des femmes et des hommes.

Le lancement du prix de la meilleure pratique de politique communale d'égalité des femmes et des hommes a également été fait en commun par les trois partenaires. Il en est de même de l'organisation de la conférence internationale «Réussir la politique d'égalité des femmes et des hommes dans les communes» qui a eu lieu le 2 juillet 2007 à Mamer dans le cadre du projet européen sur la politique de l'égalité des femmes et des hommes au niveau local.

Actuellement le Syvicol est en train de finaliser un guide d'accompagnement à l'élaboration d'un plan à l'égalité des femmes et des hommes pour les communes luxembourgeoises, ceci dans le contexte de la mise en œuvre pratique de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Les services du

Ministère de l'Égalité des Chances et du Ministère de l'Intérieur ont participé à la rédaction de ce guide.

Le Ministère de l'Égalité des Chances élabore une série d'indicateurs qui permettront aux communes de définir les champs d'action et de mesurer les progrès. L'Institut National d'Administration Publique (INAP) prévoit des formations spécifiques pour initier et accompagner le personnel communal dans la mise en œuvre des politiques locales d'égalité des femmes et des hommes.

C'est dans le partenariat avec le Syvicol et l'INAP que le Gouvernement estime réaliser les meilleurs résultats dans l'intégration de la dimension du genre dans les actions de politique locale.

Question 2143 (3.12.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **programme scolaire Scol'Art sur le projet «Cloaca» de Wim Delvoye:**

Aus engem Lieserbréif vum Här Professer Raymond Schaack war dëser Deeg gewuer ze ginn, datt de Ministère vun der nationaler Erzéiung dem Léierpersonal vum Préscolaire an dem Primaire, am Kader vun der Konschterzéihung eng Visite guidée vun der Ausstellung «Cloaca» vum Wim Delvoye recommandéiert hätt. Weider war gewuer ze ginn, datt fir de Secondaire e programme pédagogique interdisciplinaire intitulé «Wat e Schäiss!» géif offréiert ginn, wou e Biologist an e Konschthistoriker déi zwee Aspekter vun dësem «projet artistique» ronderëm d'«création d'excréments» (ech erspueren lech do déi lëtzebuergesch Iwwersetzung) géife kommentéiren. An dësëm Kontext wär ech frou fir vun Iech e puer Explikatiounen zu folgende Froen ze kréien:

1) Kënnt Dir dat, wat an dësem Lieserbréif rapportéiert gëtt, confirméiren?

2) Wa jo, ass dat mat Ärem Wëssen an Accord geschitt? Wat ass Är Appréciatioun vun dëser Initiative?

3) Wat solle Kanner aus dem Préscolaire respektiv dem Primaire a sou enger Ausstellung (ofgesinn dervun, datt all verstännege Mënsch sech datselwecht dierft froen)?

4) Fannt Dir et ubruecht, datt wäertvoll a knapps Schoulzäit soll geaffert ginn, fir sou Saachen wéi «Wat e Schäiss!» kucken ze goen, iwwerdeems mer an deene wierklech wichtege Fächer ëmmer méi de Buedem ënnert de Féiss verléieren?

5) Gëtt et an Ärem Haus kloer Direktiven iwwert d'Ausriichtung an d'Inhalter vun enger wierklecher Konschterzéiung oder kann do egal wat gemaach ginn?

6) Sidd Dir sécher, datt hei net probéiert gëtt, eis Kanner scho vu klengem u fir domm ze verkafen?

7) Am Fall wou déi virgenannte Recommandatioun ouni Ären Accord erausgaangen ass, wat sinn d'Konsequenzen, déi Dir doraus zéie wëllt?

Réponse (8.1.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Zënter dem Ufank vum Kulturjoer huet den Educatiounsministère eng enk Zesummenaarbecht mat «Lëtzebuerg 2007» gefleegt, besonnesch wat de Beräich vun den Animatioune fir Kanner a Jugendlecher ugeet. Et huet sech jo beim Bilan elo erausgestallt, datt virun allem de Kanner- a Jugendprogramm an de Rotonden ee grousse Succès war.

An deem Kontext huet de Ministère regelméisseg Informatiounen un d'Enseignante weiderginn, wéini Ausstellungen, Concerten oder soss Manifestatiounen am Kader vum Kulturjoer organiséiert goufen, virun allem dann, wann déi Manifestatioune vun engem pädagogesche Konzept oder enger Dokumentatioun begleet waren.

Esou war et och bei der Ausstellung Cloaca, bei där de Casino Lëtzebuerg pädagogesch Visiten ugebueden huet. De Ministère huet also déi Ausstellung net speziell recommandéiert, mä d'Enseignanten informéiert, wéi bei aneren Ausstellungen och.

Doriwwer eraus mengen ech, dass mer eis all eens sinn, dass Konschtausstellungen, och wa mer net ëmmer mat dem Inhalt d'Accord sinn, en Ausdrock vun eisem fräiheetleche Liewe sinn an all Enseignant ka selwer jugéieren, ob hie mat senger Klass déi Ausstellung wëllt kucke goen oder net.

Ech mengen, datt et dem Stat definitiv géif schlecht ustoen d'Kultur ze kontrolléieren.

Wat d'Informatioun vun de Schoule betrëfft, ass et esou, datt all d'Inhalter vun de Communicatiounen, déi de Ministère no bausse mécht, vun deene Leit iwwerpréift ginn, déi fir den Dossier zoustänneg sinn.

Wat de saloppe Langage betrëfft, sou war de Casino an der gudder Meenung, d'Schülersprooch ze benotzen, fir den Atelier méi attraktiv fir d'Schüler vum Secondaire ze maachen.

Wat d'Inhalter vun der Konschterzéiung betrëfft, ass prinzipiell eng Zesummenaarbecht mat den offizielle Lëtzebuerger Exposante virgesinn. De Casino schafft - an dat ass seng Roll ganz besonnesch zënter 1995 gewiescht - fir dem Public zu Lëtzebuerg zäitgenëssesch Konscht ze weisen. Et geet de Responsablen drëm, Viruerteeler ofzebaue par rapport zu der zäitgenëssescher Konscht, mä awer och drëm, ze weise wéi d'Konscht haut mat wëssenschaftlechen, politeschen a moraleschen Aspekter vun eiser Gesellschaft ze dinn huet.

Souwuel fir d'Primärschoul wéi och fir de Postprimaire gëtt et ee Plan d'études, respektiv Programmer, déi festleeë wéi eng Ziler mam Konschtunterrecht erreecht solle ginn. De Plan d'études vun der Primärschoul kënnt Dir zum Beispill zu deem Thema ënnert de Publikatiounen op dem Internetsite vum Ministère (www.men.lu) consultéieren.

D'Konsequenz déi ech doraus zéien ass, datt den Auteur vun dem Wierk säin Zil erreecht huet an eng Diskussioun, wann net esou guer eng Polemik déclenchéiert huet. Ech huelen un, datt esou munch Diskussioun bei eise Schüler iwwert d'Konscht, d'Fräiheet vun der Konscht, de Reflet vun eiser Gesellschaft an der Konscht, d'Ziler vun eiser Gesellschaft an d'Reaktioune vun den Autoritéite stattfonnt huet an domadder eis Schüler eng ganz konkret Geleeënheet haten, fir sech als kritesche Bierger ze exerzéieren, dee sech näischt virmaache léisst, weder vun enger Maschinn nach vun enger Konschtautoritéit.

Question 2145 (3.12.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**opération militaire de l'Union européenne (Eufor Tchad/RCA) en soutien de la Mission des Nations Unies au Tchad et en République centrafricaine (Minurcat):**

Récemment, la Commission des Affaires étrangères de la Chambre a donné son aval à la participation du Luxembourg à la mission Eufor à la frontière du Tchad et du Soudan pour assurer la protection des réfugiés victimes du conflit du Darfour. L'objectif essentiellement humanitaire et le caractère de stricte neutralité de cette mission face à la situation interne du Tchad ont emporté la conviction de la Commission de la Chambre d'émettre un avis positif.

À l'heure qu'il est, des combats font rage à ladite frontière, à l'est d'Abéché au Tchad, entre les forces régulières du Tchad et les rebelles tchadiens. La crainte existe que les forces européennes ne soient entraînées dans la guerre civile tchadienne. En tout état de cause, il semble bien que la force européenne qui devait arriver au Tchad, à N'Djamena à la mi-novembre, a déjà pris un sérieux retard.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de la Défense, s'il est vrai, comme l'affirme le journal «Le Monde» dans son édition des 2 et 3 décembre 2007, que la mission n'est pas encore constituée entièrement à l'heure actuelle, qu'il semble difficile de la réunir, et que l'arrivée des premiers éléments à N'Djamena est reportée sine die.

- Qu'en est-il à cet égard des deux membres de l'Armée luxembourgeois et de leur entrée en service au Tchad?

Réponse (14.12.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

Le 25 septembre 2007 le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté, à l'unanimité, la résolution 1778 (2007) dans laquelle, agissant en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, il mandate l'UE à déployer une opération dans l'est du Tchad et le nord-est de la République centrafricaine (RCA).

Le Conseil Affaires Générales et Relations Extérieures (CAGRE) de l'Union européenne a décidé le 15 octobre 2007 de l'envoi d'une force européenne dans l'est du Tchad et dans le nord de la République centrafricaine. L'action commune 2007/677/PESC du Conseil du 15 octobre en précise les modalités.

La durée de la mission sera d'un an à compter du moment auquel l'UE déclarera sa capacité opérationnelle initiale en consultation avec le Secrétaire général des Nations Unies. L'opération militaire de l'UE prend fin au plus tard douze mois après avoir la capacité opérationnelle initiale.

Dans le cadre de la force multidimensionnelle décidée par la résolution 1778 (2007), la force militaire européenne appuiera et complètera la mise en place du dispositif civil des Nations Unies prévu par la même résolution. Cette mission civile des Nations Unies (Minurcat) comprendra un maximum de 300 policiers et 50 officiers de liaison militaire et a pour mandat d'entraîner et de conseiller la police tchadienne pour garantir la protection humanitaire dans les camps de réfugiés et sites regroupant les personnes déplacées.

Les tâches attribuées à l'opération militaire de l'UE aux termes du paragraphe 6 a de la résolution 1778 (2007) sont les suivantes:

- contribuer à la protection des civils en danger, en particulier les réfugiés et les personnes déplacées;

- faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et la libre circulation du personnel humanitaire en contribuant à améliorer la sécurité dans la zone d'opérations, et

- contribuer à la protection du personnel, des locaux, des installations et du matériel des Nations Unies et assurer la sécurité et la liberté de circulation de son personnel.

L'UE travaillera donc activement à l'amélioration de la situation sécuritaire à l'est du Tchad, en contribuant à la protection des camps de réfugiés, des sites de déplacés et des populations civiles en danger, en facilitant la fourniture de l'assistance humanitaire et en aidant à créer les conditions favorables au retour volontaire, sécurisé et durable des personnes déplacés vers leurs lieux d'origine.

Les préparatifs au sein de l'UE en vue de la constitution de l'opération Eufor Tchad/RCA ont été lancés après l'adoption de l'action commune le 15 octobre dernier. Depuis lors, la planification et le processus de génération de forces se sont poursuivis.

Après trois réunions de générations de forces, les conditions matérielles pour lancer l'opération ne sont pas encore réunies. Alors que les besoins en forces sont en bonne voie pour être couverts, les discussions se poursuivent pour combler des lacunes matérielles dans les domaines médical, logistique et de transport stratégique.

Bien que bon nombre d'éléments pointent dans la bonne direction à l'heure actuelle, il est à craindre que les discussions en cours auront un effet sur le calendrier de lancement de la mission et la date de la déclaration de capacité opérationnelle initiale par le commandant de l'opération, le Général Nash.

Les deux membres de l'Armée luxembourgeoise n'entreront en service qu'après la déclaration de capacité opérationnelle dont question à l'alinéa précédent. Leur présence au sein du quartier général de l'opération au Tchad est actuellement prévue pour janvier 2008.

Enfin, j'ajoute que s'il est d'un côté évident que la mission est une mission difficile et que la coordination avec les missions militaire et de police des Nations Unies est un élément clé du succès, on ne peut d'un autre côté rappeler assez souvent que la crise au Darfour est synonyme de crimes contre l'humanité depuis des années et que l'on compte à ce jour plus de 200.000 morts et 2.200.000 personnes déplacées!

Question 2146 (3.12.2007) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **future loi sur la chasse:**

Selon le rapport de la Commission de l'Environnement sur le débat d'orientation, de la chasse, ladite Commission se rallie aux conclusions de l'avis juridique «sur la conformité de l'inclusion forcée des propriétaires dans les syndicats de chasse avec les dispositions de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales».

Ce faisant, la Commission se prononce pour le fait de donner à la nouvelle loi sur la chasse un objectif de contribution au maintien de la biodiversité et à l'équilibre écologique, cette finalité d'intérêt général permettant de maintenir l'inclusion des propriétés non bâties rurales et forestières dans les lots de chasse.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre entend-il suivre dans l'élaboration de la nouvelle loi sur la chasse le raisonnement susmentionné et partant inscrire dans la loi l'inclusion obligatoire de toutes les propriétés dans les lots de chasse ou entend-il donner à chaque propriétaire la possibilité d'exclure par simple lettre ses terrains des lots de chasse?

- Monsieur le Ministre prévoit-il une redéfinition ou une réorganisation des lots de chasse?

- Dans l'affirmative, à quelles conséquences faut-il s'attendre en ce qui concerne l'adjudication du droit de chasse, notamment par relaissement?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prévoir pour assurer une juste représentation de tous les acteurs concernés - propriétaires privés et publics et exploitants de terres - au niveau des syndicats de chasse?

Réponse (21.1.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le Ministère de l'Environnement, en étroite collaboration avec l'Administration des Eaux et Forêts, a entamé l'élaboration d'un projet de loi sur la chasse, conformément aux recommandations de la motion sur la chasse de la Chambre des Députés du 21 juin 2007. Le Gouvernement saisira la Chambre de Députés dudit projet au premier semestre 2008.

En ce qui concerne le point 1, il est renvoyé au communiqué de presse du Ministre de l'Environnement, du 10 juillet 2007, concernant l'arrêté de la Cour européenne de Justice des droits de l'Homme dans l'affaire Schneider contre Luxembourg:

«Dans une affaire concernant la chasse et plus particulièrement le droit de s'opposer à faire partie d'un syndicat de chasse, la Cour européenne des droits de l'Homme a rendu un arrêt le 10 juillet 2007.

Elle constate que la législation actuelle sur la chasse et notamment la loi modifiée du 20 juillet 1925 viole certaines dispositions de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Suites aux discussions récentes de la Chambre des Députés et à la motion adoptée par celle-ci lors du débat d'orientation du 21 juin 2007 invitant le Gouvernement à modifier la législation sur la chasse, le Gouvernement entend élaborer un projet de loi conforme aux principes retenus par la Chambre en plaçant notamment la réforme de la chasse dans le cadre de l'intérêt général.

Ce faisant, après étude approfondie de l'arrêt rendu le 10 juillet 2007 et considérant que cet arrêt constitue un élément significatif, le Ministre de l'Environnement se propose de le prendre en considération lors de l'élaboration dudit projet de loi tout en garantissant que la chasse puisse assurer, à l'avenir, son rôle de régulateur efficace de certaines espèces de gibier.»

Question 2148 (4.12.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **sites Seveso:**

Säit e Samschdeg dem 1. Dezember ass elo och zu Lëtzebuerg eng Lëscht mat de Seveso-Standuerten hei am Land dem Public zougänglech. D'Informatiounen erlaben et awer net fir erauszefanne wéi geféierlech dei eenzel Standuerte wierklech sinn. Ee Beispill ass d'Firma Guardian Luxguard I an II, déi zwëschen Diddeleng a Beetebuerg läit an an der Kategorie «Seveso 2 héich» klasséiert ass.

Kann den Här Aarbechtsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wéi vill Aarte Gas si bei der Luxguard I an II stockéiert?

2. Ëm wat fir ee Gas handelt et sech genee?

3. Wéi explosiv ass de Gas?

4. Wat fir ee Radius wier am Fall vun enger Explosioun betraff?

5. Befanne sech Wunnhaiser, Betriber oder Geschäfter an dësem Radius?

6. Wa jo, gëtt am Fall vun enger Explosioun mat Blesséierten a souguer mat Doudesfäll an dësem Radius gerechent?

7. Sinn déi eventuell concernéiert Leit iwwert dëse Risiko informéiert?

8. Gëtt et een Noutfallplang am Fall vun enger Explosioun oder enger Fuite?

9. Wa jo, wat fir een?

10. Ginn innerhalb vun dësem Radius nach weider Baugenehmegunge fir Haiser, Geschäfter, Betriber oder administrativ Gebaier ausgestallt?

Réponse (9.1.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Virbemierkung:

All Betrib, deen der Seveso-Reglementéierung ënnerläit, muss alles maachen, datt et ni zu engem schlëmmen Onfall komme kann.

Sou mussen esou engem Betrib seng Anlagen dem Stand vun der Technik entspriechen, an de Betrib muss déi néideg Organisatioun hunn, fir alles ze maachen, datt et net zu engem Stéierfall komme kann.

Sollt dat trotzdeem antreffen, esou muss de Betrib een Noutplang hunn, fir schnell a wierkungsvoll kënnen anzegräifen, fir d'Situatioun erëm séier an de Grëff ze kréien.

Zu de Froen 1 an 2: Déi zwee Betriber stockéieren, ausser klenge Quantitéite vun Industriegasen, nëmmen eng Aart Gas, an dat ass Butan, e verflëssegte Gas.

Zur Fro 3: De Butan ass als héich entzündlech aklasséiert.

Zu der Fro 4: De maximale Radius bei deem Verletzunge fir d'Leit, déi sech an deem Radius ophalen, ass:

- fir d'Luxguard I 350 m;
- fir d'Luxguard II 685 m.

Zu der Fro 5: Et befanne sech keng Wunnhaiser an deene Radien. An de Radie leien allerdéngs déi zwee Betriber selwer a jeeweils Deeler vun engem Nopeschbetrib.

Zu der Fro 6: Sollt et trotz alle Sécherheetsmoossnamen zu enger Explosioun kommen, da muss leider mat Blesséierten a souguer Doudesfäll gerechent ginn.

Zur Fro 7: D'Personal vun deenen zwee Luxguard-Wierker muss vun hirem Betrib informéiert ginn.

D'Personal vun den Nopeschbetriber muss vun hirer Direktioun informéiert ginn, nodeem déi jeeweileg Direktioune vun den zoustännege staatleche Verwaltungen ageweit gi sinn.

Zu de Froen 8 an 9: Bei deenen zwee Luxguard-Wierker besteet en internen Noutfallplang. En externen Noutfallplang ass fir déi zwee Betriber praktesch ofgeschloss.

Zu der Fro 10: Laut Artikel 12 vun dem «Seveso»-Reglement däerfen an deenen uewe genannte Radie keng Baugenehmegunge méi erdeelt gi fir Wunnhaiser, fir Gebaier, wou de Publikum Zougang kritt, a fir Betriber, déi eng Gefor, déi vun enge vun de Seveso-Anlagen ausgeet, vergréissere kënnten oder déi d'Konsequenze vun engem schwéieren Onfall verschlëmmere kënnten.

Question 2150 (5.12.2007) de **M. Lucien Thiel** *(CSV)* concernant la **reprise par Bertelsmann du groupe RTL:**

Selon la presse allemande, le groupe Bertelsmann, d'ores et déjà propriétaire à 89,8% de RTL, s'apprêterait à acquérir les 10,2% d'actions restantes et cotées en bourse afin de s'établir en propriétaire unique de RTL.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

- Cette prise en main totale par le groupe Bertelsmann serait-elle compatible avec le contrat de concession qui lie RTL à l'État luxembourgeois?

- Quelles seraient les conséquences d'une telle reprise pour les relations conventionnelles entre l'État luxembourgeois et le groupe RTL, notamment en ce qui concerne les programmes en langue luxembourgeoise?

- Qu'en est-il des répercussions éventuelles sur les activités et la présence d'une partie du groupe RTL au Grand-Duché?

Réponse (14.1.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

D'après nos informations, l'opération à laquelle se réfère la question de l'honorable Député n'aura pas lieu, respectivement les intentions du groupe Bertelsmann ne se sont pas concrétisées.

Les questions de l'honorable Député, avec tout le respect que je luis dois, sont dès lors devenues sans objet.

Question 2152 (5.12.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**affaire «Bommeleeër»:**

Am Zesummenhang mat der Suspendéierung vun den zwee Polizeibeamten am Kader vun der Affär «Bommeleeër» stelle sech nach eng Rei Froen, och wat eng eventuell Implicatioun vu weidere Persounen aus dem direkte berufflechen Ëmfeld vun den zwee Beamten ugeet.

Dofir géif ech dem Här Polizeiminister gäre folgend Froe stellen:

- Wivill Beamte waren zur Zäit vun de Bommenattentater an der Brigade mobile?

- Wéi hu sech d'berufflech Carrièrë vun dëse Beamten einschließlech hirem Chef vun deemools bis haut entwéckelt, woubäi mir keen Interessi un irgendwelchen Nimm hunn?

Réponse (14.1.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Pendant la période de 1984 à 1986, douze fonctionnaires, dont un officier de la Gendarmerie et deux maîtres-chiens ont été affectés à la Brigade mobile. Par ailleurs, un officier a été détaché à la Brigade mobile de la Gendarmerie grand-ducale.

Les deux officiers ont connu un déroulement de carrière normal. Après avoir été Commandant de la Brigade mobile, le premier a consécutivement assuré les fonctions de Commissaire central de la police à Luxembourg, Directeur de l'Instruction et du Personnel au Commandement de la Gendarmerie, Directeur des Opérations à la Gendarmerie et à la Police, avant d'être nommé Directeur général de la police. L'officier détaché a été Commandant d'Arrondissement de la Gendarmerie à Luxembourg. Par la suite il a assuré la fonction de Directeur de l'Instruction, puis Directeur du Personnel à la Police et est actuellement Secrétaire général de la Police grand-ducale.

Les autres membres, tous issus de la carrière du sous-officier, ont connu un développement de carrière normal et portent le grade de commissaire en chef dans la mesure où ils font encore partie du cadre actif de la Police grand-ducale.

Question 2154 (6.12.2007) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **projet de nomenclature pour les actes d'ergothérapie:**

Dans la réponse à ma question parlementaire N°1986 *(cf. compte rendu N°2/2007-2008)*, il est affirmé que l'ALED n'aurait déposé qu'un avant-projet non définitif pour la nomenclature des actes prestés par les ergothérapeutes.

Or, selon les informations qui nous ont été transmises par l'ALED, le document transmis en date du 31 janvier 2006 est bien un document définitif.

Selon cette même source, il apparaîtrait que les traitements d'ergothérapie sont remboursés s'ils sont suivis à l'étranger, mais pas si ces traitements se font au Luxembourg. De plus des listes d'attente significatives existeraient aussi bien auprès du SCAP qu'auprès de tous les ergothérapeutes du pays.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de l'existence de ces listes d'attente?

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer pourquoi l'ergothérapie est remboursée par l'UCM uniquement si elle est suivie à l'étranger?

- Quand Monsieur le Ministre entend-il demander au président de la Commission des nomenclatures de soumettre le projet de l'ALED pour délibération?

Réponse (23.1.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député me demande des explications quant au remboursement par l'assurance maladie des prestations des ergothérapeutes au Luxembourg et à l'étranger.

En ce qui concerne les traitements stationnaires, il ne saurait pas être exclu que des services prestés par des ergothérapeutes salariés dans une institution soient pris en charge par l'assurance maladie dans le cadre d'un système de financement moyennant forfait ou budget.

En ce qui concerne les traitements à l'étranger, la situation est plus compliquée du fait d'une diversité de systèmes pouvant trouver application.

Dans le cadre de la procédure mise en place par le règlement communautaire 1408/71, les demandes d'autorisation de traitements à l'étranger (E112) pour subir un traitement d'ergothérapie sont en principe refusées du fait que l'assuré ne peut pas du fait d'un transfert à l'étranger obtenir plus de droits qu'au Luxembourg.

Dans le cadre de la procédure mise en place par les jurisprudences de la Cour de Justice européenne dans les arrêts Decker et Kohll, il s'agit de prestations dont la prise en charge se ferait exclusivement par remboursement de frais avancés par les assurés. Comme les ergothérapeutes ne disposent à l'heure actuelle pas de nomenclature de leurs actes et services professionnels, un remboursement selon les tarifs et les barèmes applicables au Luxembourg est en principe impossible.

Toutefois l'UCM a pris connaissance de certains cas dans lesquels des actes prestés par des ergothérapeutes établis en Allemagne auraient été pris en charge selon les tarifs et les barèmes applicables aux psychomotriciens. En effet, il semble que les prestations figurant au Luxembourg dans la nomenclature des actes et services des psychomotriciens puissent être dispensées en Allemagne par des ergothérapeutes.

Au Luxembourg, la prise en charge des prestations de psychomotricité est soumise à une autorisation préalable du CMSS et un titre de prise en charge. Si à la suite d'un traitement à l'étranger, l'assuré présente une facture accompagnée d'une ordonnance et d'un accord préalable à la caisse de maladie, il me semble difficilement envisageable que la caisse de maladie tranche un tel cas en défaveur de l'assuré.

Des explications qui m'ont été fournies par le président de la Commission de nomenclature, il ressort que le document transmis au Ministère de la Santé en janvier 2006 en vue d'une élaboration d'une nomenclature spécifique des ergothérapeutes ne saurait être considéré comme définitif, alors qu'en octobre 2007, l'ALED a opéré des modifications de ses propositions initiales. Au cas où ces modifications seraient définitives, le dossier pourra être examiné par la Commission de nomenclature.

Question 2155 (6.12.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**affaire «Bommeleeër»:**

Sur les ondes de RTL 92,5 Monsieur le Ministre de la Justice a affirmé avoir demandé au Directeur de la Police grand-ducale et au Procureur général d'avoir une entrevue au sujet de la non-transmission des résultats de la filature de Monsieur Geiben aux instances judiciaires dans le cadre de l'affaire «Bommeleeër». D'autre part Monsieur le Ministre a indiqué qu'il a mandaté l'Inspecteur général de la police d'une enquête interne pour dégager les responsables de la non transmission des résultats de la filature de Monsieur Geiben au juge d'instruction de l'époque. Dans ce contexte je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

a) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que seul le juge d'instruction a le droit d'entendre des personnes dans le cadre d'une instruction?

b) Hier Monsieur le Ministre m'a indiqué qu'il n'engagerait aucune enquête administrative au sein de la Police grand-ducale. Aujourd'hui Monsieur le Ministre a affirmé avoir chargé l'Inspection générale de la Police grand-ducale d'une enquête administrative relative à ladite filature de l'année 1985. Quelles sont les raisons qui ont amené le Ministre à changer d'avis?

Réponse (23.1.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

a) Comme je l'ai indiqué oralement à la tribune de la Chambre, j'ai fait référence au procureur conformément au Code d'instruction criminelle. Un ministre ne peut saisir le juge d'instruction.

b) Une enquête administrative générale sur l'ensemble de l'affaire est impossible aussi longtemps que l'affaire judiciaire est en cours. Par contre, une enquête administrative sur le respect des règles internes de l'époque dans le contexte de l'observation citée a été ordonnée.

Question 2156 (6.12.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**exercice militaire:**

Selon nos informations, des soldats auraient effectué un exercice militaire le mercredi 5 décembre en matinée dans le village de Useldange. Selon le témoignage de personnes présentes, ces militaires, habillés en tenue de combat et couchés sur le trottoir, auraient pointés leur fusil d'assaut sur des citoyens ainsi que sur des voitures qui circulaient à ce moment.

J'aimerais donc savoir:

- Quelles sont les consignes de l'armée luxembourgeoise lors de tels exercices militaires, notamment à l'égard de la population civile?

- Quelles autorisations sont requises pour pouvoir organiser ces exercices militaires?

- Est-ce que les administrations communales sont informées au préalable?

- Est-ce que l'armée informe la population locale au préalable?

Réponse (22.1.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

- Les consignes de l'armée luxembourgeoises lors de tels exercices portent avant tout sur la sécurité tant en ce qui concerne les participants que les autres personnes susceptibles d'être concernées par un tel exercice. Elles veillent aussi à demander aux participants de limiter à un minimum absolu les inconvénients éventuels envers les personnes extérieures à l'exercice. Elles ont encore pour objet de sensibiliser les participants aux éventuelles dégradations en terrain ouvert par rapport à l'emploi de matériel lourd. Les règles font l'objet d'un rappel systématique avant chaque déploiement.

- Les exercices sont autorisés par le Ministre de la Défense sur demande de l'état-major.

- En amont du déroulement d'une activité militaire à l'intérieur du pays, trois mesures sont prises:

- les administrations communales des communes, dont le territoire est compris dans la zone d'exercice, sont contactées aux fins d'information des habitants et aux fins de recueillir, si nécessaire, des observations sur la mise en œuvre de l'exercice;

- l'Administration des Eaux et Forêts est contactée pour coordonner en cas de besoin les activités de chasse dans la zone d'opérations

et finalement

- la Police grand-ducale est informée à son tour de l'activité militaire prévue.

Ces informations sont communiquées deux semaines à l'avance ce qui permet de recueillir les avis des services concernés pour en tenir compte dans l'organisation de l'activité.

Question 2158 (7.12.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **projet international Analyses Multidisciplinaires de la Mousson Africaine (AMMA):**

Le projet international AMMA (Analyses Multidisciplinaires de la Mousson Africaine) a pour objectif d'améliorer la connaissance et la compréhension de la mousson d'Afrique de l'Ouest qui joue un rôle important dans le climat planétaire en influençant la circulation atmosphérique à l'échelle globale.

Il vise à connaître, grâce à des campagnes d'observations sur toute l'Afrique de l'Ouest, les mécanismes de la mousson africaine pour mieux prévoir ses variations et ses répercussions sur le climat local, régional et global mais aussi sur les populations (conséquences sur la sécurité alimentaire, les ressources en eau, la santé...) des pays d'Afrique de l'Ouest dont le Niger, le Burkina Faso, le Sénégal et le Mali, pays cibles de la coopération luxembourgeoise au développement.

Basée sur une initiative française, le projet AMMA a été lancé par un groupe scientifique international et est financé par de nombreuses institutions implantées notamment en France, au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Afrique. Elle bénéficie également d'une contribution financière majeure accordée par le 6e Programme Cadre de Recherche de l'Union européenne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Le Luxembourg en tant que partenaire des quatre pays cibles susmentionnés va-t-il s'engager dans le programme international AMMA?

- Dans l'affirmative, quelles sont les différentes étapes envisagées en vue d'épauler nos pays cibles de l'Afrique de l'Ouest?

Réponse (14.1.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

Les considérations environnementales sont un des trois aspects définissant le développement durable et elles constituent une préoccupation d'ordre transversal de la Coopération luxembourgeoise.

La sécurité alimentaire est un sujet régulier dans les discussions avec nos pays partenaires d'Afrique de l'Ouest.

La Coopération luxembourgeoise définit ses interventions sur base des requêtes de la part des pays partenaires.

Dans l'état actuel de la programmation avec nos pays partenaires et devant la toile de fond de la Déclaration de Paris, aucune participation de la Coopération luxembourgeoise à AMMA n'est prévue.

Question 2160 (7.12.2007) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant l'**agrandissement d'une carrière se trouvant entre Palzem et Schloss Thorn en Allemagne:**

Selon mes informations, une grande carrière allemande vient de déposer à la «Immissionsschutzbehörde der Kreisverwaltung Trier-Saarburg» une demande d'agrandissement d'exploitation de leur site de 6,19 hectares qui se trouve entre la localité de Palzem et Schloss Thorn.

Sachant que ce site se trouve de l'autre coté de la Moselle vis-à-vis du quartier résidentiel «Cité Buschland» de la commune de Remich, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du projet susmentionné?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il été consulté et le cas échéant quelles sont ses conclusions en la matière?

- Quel va être l'impact de cet agrandissement sur l'environnement et la population avoisinante (qualité de l'air, nuisances sonores, dommages matériels causés aux immeubles par les explosions etc.)

- Est-ce que la commune de Remich a été informée par le Ministère du projet en question?

- Si l'agrandissement de l'exploitation de la carrière était autorisé par les administrations concernées, est-ce que les explosions seront réalisées selon les dernières techniques en la matière?

Réponse (18.1.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'administration allemande (Kreisverwaltung des Landkreises Trier-Saarburg) a adressé au Ministère du Travail le 24 juillet 2007 un exemplaire d'un dossier de demande présenté par la société «Reinhold Hippert GmbH» et sollicitant une autorisation pour une extension de la carrière existante «Schloss Thorn» établie sur le territoire allemand à hauteur de la localité de Remich (Cité Buschland), L'autorisation est sollicitée conformément aux dispositions de la loi allemande BImSchG (Bundes-Immissionsschutzgesetz); législation allemande pouvant être comparée avec la loi luxembourgeoise du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Dans son courrier du 24 juillet 2007, l'administration allemande sollicite endéans un délai d'un mois l'avis des autorités luxembourgeoises en ce qui concerne les informations présentées par le demandeur. En date du 9 août 2007, l'Inspection du Travail et des Mines transmet le courrier en question à l'Administration de l'Environnement pour compétence.

Dans son avis du 30 août 2007, l'Administration de l'Environnement constate que le dossier présenté par la société Hippert doit être complété en ce qui concerne les volets «bruit» et «vibrations». En outre, l'administration allemande a été invitée à informer l'administration communale de Remich du déroulement de l'enquête publique devant être entamée sur le territoire allemand.

Par courriers du 25 octobre 2007 et 20 novembre 2007, l'administration allemande répond aux points évoqués dans l'avis de l'Administration de l'Environnement.

Actuellement, l'administration communale de Remich a été saisie du dossier par l'autorité allemande, Suite à la demande de la Ville de Remich, l'Administration de l'Environnement assiste cette dernière afin d'analyser le dossier et d'élaborer une prise de position.

Question 2161 (10.12.2007) de **MM. Camille Gira** et **Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **autorisations pour l'exploitation de stations GSM:**

En date du 14 novembre 2007 le Tribunal administratif a donné raison à des citoyens de Crauthem concernant leur requête du 29 janvier 2007 tendant à l'annulation de l'autorisation du Ministre de l'Environnement pour l'exploitation d'une station GSM à Crauthem. Cette antenne est équipée de six émetteurs d'ondes électromagnétiques d'une puissance totale supérieure à 2.500 W. Le Tribunal administratif a rejeté l'autorisation d'exploitation qui avait suivie la procédure de la classe 3 pour imposer une procédure suivant la classe 1 (avec consultation publique).

En date du 1er août 2007 le Ministre de l'Environnement modifie, moyennant règlement grand-ducal, la nomenclature et la classification des établissements classés. La modification vise les cas cités en haut (un ensemble d'émetteurs d'ondes électromagnétiques installés sur un même site faisant partie d'un réseau de communication de téléphonie mobile) pour leur imposer la procédure de la classe 3.

Compte tenu des dernières études internationales au sujet des risques pour la santé des ondes électromagnétiques (Bioinitiative Expert Group) et les avertissements récents sur les risques en la matière par l'Agence européenne de l'Environnement, nous nous permettons de poser les questions suivantes:

- Pourquoi Monsieur le Ministre estime-t-il que la procédure publique ne serait plus nécessaire pour les installations de communication de téléphonie mobile?

- Quelles bases scientifiques sont à l'origine de la décision du Ministre de l'Environnement pour cette nouvelle nomenclature des établissements classés et notamment les installations de communication de téléphonie mobile?

Réponse (8.1.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Suivant la nomenclature des établissements classés, un émetteur d'ondes électromagnétiques ou ensemble d'émetteurs d'ondes électromagnétiques installés sur un même site, lorsqu'ils atteignent ou dépassent la puissance isotrope rayonnée de 2.500 W rangent en classe 1 alors que ceux dont la puissance se situe entre 100 W et 2.500 W rangent en classe 3. Les établissements de la classe 1 suivent la procédure d'enquête publique prévue par la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés alors que les établissements de la classe 3 suivent une procédure de publication prévue par la loi du 1er décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse et le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes.

Beaucoup de sites utilisés à des fins d'exploitation d'antennes de la mobilophonie sont exploités par plusieurs opérateurs. Ainsi, en considérant la puissance totale rayonnée par site, c'était généralement le troisième opérateur qui, du fait d'ajouter ses antennes a fait dépasser le seuil de la puissance à partir duquel une procédure de la classe 1 est requise.

Le règlement grand-ducal du 1er août 2007 modifiant la nomenclature des établissements classés, a dérogé au principe pré décrit en faisant ranger les émetteurs d'ondes électromagnétiques faisant partie d'un réseau de communication de téléphonie mobile installé à l'extérieur d'un bâtiment et pouvant produire une puissance isotrope rayonnée maximale supérieure ou égale à 100 W également en classe 3.

Il s'agit d'une procédure administrative simplifiée qui n'a aucune conséquence sur la protection des personnes et de l'environnement à l'égard des ondes électromagnétiques. Elle évite par ailleurs une prolifération inutile de sites d'émetteurs.

L'adoption de ce règlement grand-ducal s'est faite indépendamment de tout recours éventuellement introduit devant les juridictions administratives.

En ce qui concerne l'étude mentionnée par les honorables Députés, il faut relever qu'il existe d'innombrables études concluant soit à l'innocuité, soit au danger des champs électromagnétiques. D'après les conclusions de l'étude citée, une limite de précaution de l'ordre de 0,614 Volts par mètre (V/m) devrait être fixée à l'extérieur. Le «Bundesamt für Strahlenschutz» du Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit de la République fédérale d'Allemagne a publié une prise de position à l'égard de l'étude précitée en soulignant des déficiences notables au niveau scientifique. Sur base de cette étude, l'administration allemande ne voit pas la nécessité de modifier les valeurs-limite («Das BfS hat den sogenannten 'BioInitiative Report' unmittelbar nach dessen Publikation einer ersten Prüfung unterzogen und festgestellt, dass er klare wissenschaftliche Schwächen aufweist: Insbesondere werden Vermischungen der gesundheitlichen Wirkungen von niederfrequenten und hochfrequenten Feldern vorgenommen, die fachlich nicht zulässig sind. Die überwiegende Mehrzahl der dem Report zugrunde liegenden Studien ist nicht neu: Sie wurden bei der Festlegung der derzeit gültigen Grenzwerte bereits berücksichtigt. Im Rahmen des Deutschen Mobilfunk Forschungsprogrammes werden die dem Report zugrunde liegenden Studien und der Report selbst vom BfS aber erneut ausgewertet und bewertet.

Derzeit gibt es keinen Anlass, die Grenzwerte zu ändern. Das BfS empfiehlt aber weiterhin einen vorsichtigen Umgang mit dem Mobilfunk, da die Hinweise auf mögliche gesundheitliche Risiken noch nicht vollständig ausgeräumt werden können. Nach derzeitigem Kenntnisstand gibt es aber unterhalb der Grenzwerte keine gesundheitliche Gefährdung durch den Mobilfunk.»).

Au niveau de l'UE, la Recommandation du Conseil du 12 juillet 1999 relative à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques (de 0 Hz à 300 GHz) dont un des considérants relève qu'il est impératif de protéger le public dans la communauté contre les effets nocifs avérés pour la santé qui peuvent survenir à la suite d'une exposition à des champs électromagnétiques, se réfère à la Commission internationale de Protection contre les Rayonnements non ionisants (ICNIRP), organisation non gouvernementale reconnue officiellement par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), évaluant les résultats scientifiques du monde entier. La Recommandation précitée du Conseil de l'UE fixe les valeurs-limite suivantes:

GSM (900 MHz):	41,25 V/m
DCS (1800 MHz):	58,33 V/m
UMTS (2100 MHz):	61 V/m.

À l'heure actuelle, je n'ai pas connaissance d'une démarche préconisée par l'OMS en vue de faire modifier les valeurs-limite précitées.

Au Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement s'est orienté depuis fin 2000 vers l'application du principe de précaution (voir l'article 174 du Traité de l'Union européenne sur le principe de précaution). Ainsi, en dehors des recommandations de l'UE prémentionnées, une valeur maximale du champ électrique de 3 V/m, engendrée par un émetteur auprès d'un lieu où peuvent séjourner des gens est fixée. Cette valeur-limite est fixée dans le cadre des autorisations d'exploitation requises en vertu de la législation précitée sur les établissements classés. La population est pratiquement protégée à l'égard des champs électromagnétiques à une valeur inférieure au niveau d'1/10e des recommandations de l'UE. Ces valeurs-limite garantissent un haut niveau de protection de l'environnement humain et naturel sans pour autant entraver le fonctionnement de réseaux de téléphonie mobile.

Question 2163 (10.12.2007) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **rapport de la Commission de la Circulation de l'État sur les origines et les répercussions de la circulation des poids lourds en transit:**

Dans sa réponse du 4 octobre 2007 à la question parlementaire N°2004 concernant le problème du trafic de pois lourds dans les localités mosellanes *(cf. compte rendu N°1/2007-2008)*, Monsieur le Ministre avait exposé qu'il aurait chargé un groupe de travail ad hoc auprès de la Commission de la Circulation de l'État d'analyser les origines et les répercussions de la circulation de poids lourds en transit. D'après la réponse de Monsieur le Ministre, ce rapport aurait dû être finalisé au cours du mois de novembre.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si ce rapport a entre-temps été réalisé?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les conclusions de ce rapport concernant le problème du trafic de poids lourds dans les localités situées le long de la N10? Quelles propositions du rapport en vue d'une solution de cette question envisage-t-il de réaliser et dans quels délais?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner s'il entend contacter dans cette question également son homologue rhénan en vue de l'élaboration d'une solution analogue à celle mise au point avec la Sarre, à savoir de concevoir la signalisation de manière à ce que le trafic de camions se trouve automatiquement drainé sur notre réseau autoroutier?

Réponse (21.12.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des renseignements sur le transit des poids lourds, en général et sur le problème du trafic de poids lourds dans les localités mosellanes, en particulier.

Étant conscient de la problématique du trafic de poids lourds au Grand-Duché de Luxembourg, j'avais en effet chargé la Commission de Circulation de l'État d'analyser les origines et les répercussions de la circulation de poids lourds en transit; rapport qui m'est parvenu en date du 12 décembre 2007.

D'après ce rapport, le nombre de poids lourds transitant à travers le Luxembourg a connu une telle évolution que la législation en la matière a dû être adaptée à plusieurs reprises. Malgré ces adaptations, la législation ne semble toujours pas être suffisamment contraignante pour éviter qu'un nombre important de camionneurs empruntent quotidiennement des tronçons de route qui leurs sont formellement interdits.

Le nombre de doléances en provenance de la population et des autorités locales a montré que la réglementation en matière de transit de poids lourds est régulièrement transgressée par les chauffeurs de poids lourds. Cela entraîne une détérioration des conditions de sécurité des usagers de la route et de la qualité de vie des riverains. Le phénomène du non-respect de ladite réglementation a révélé sa véritable envergure depuis que la Police grand-ducale effectue des contrôles systématiques ciblés sur cette problématique.

Afin de remédier à cette situation, le rapport émet nombre de recommandations destinées à endiguer à moyen terme la problématique du trafic de poids lourds au Grand-Duché. Dans ce contexte j'ai l'honneur de vous renvoyer au site Internet du Ministère des Transports où la version intégrale dudit rapport est téléchargeable (www.mt.public.lu), y compris les recommandations.

Par ailleurs, je me permets de vous signaler que j'ai récemment pris certaines mesures visant l'amélioration à court terme du trafic de poids lourds. Il s'agit en l'espèce de l'interdiction de dépassement pour poids lourds sur certains tronçons de l'autoroute, notamment sur le contournement de la ville de Luxembourg en application depuis le 16 avril 2007, et de l'augmentation du montant de l'avertissement taxé en cas d'infraction à la réglementation concernant le transit ou à la réglementation relative aux limitations de la circulation de poids lourds les dimanches et jours fériés de 145 à 250 euros afin de renforcer le caractère dissuasif des réglementations précitées.

Question 2166 (11.12.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **divisions des cantonnements forestiers:**

Notre pays connaît des découpages territoriaux ayant des objectifs différents: Au niveau des subdivisions administratives, le pays est divisé en douze cantons, deux circonscriptions judiciaires, quatre circonscriptions électorales, trois districts et 116 communes. Mais notre pays connaît depuis peu également un découpage en six régions d'aménagement, prévu par le Programme directeur d'aménagement du territoire.

Selon nos informations, un projet de réforme de l'Administration des Eaux et Forêts établirait de nouvelles délimitations des cantonnements forestiers, qui sont actuellement les cantonnements de Diekirch, Grevenmacher, Mersch, Luxembourg-est, Luxembourg-ouest et Wiltz.

Les délimitations seraient modifiées de façon fondamentale vers un agencement qui ne tiendrait cependant pas compte des six régions d'aménagement du Programme directeur.

Dans ce cadre j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Nos informations sont-elles correctes?

- Dans ce cas, pour quelles raisons les nouvelles divisions des cantonnements forestiers ne correspondent-elles pas aux six régions de coopération intercommunale prévues par le Programme directeur d'aménagement du territoire?

Réponse (21.1.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Dans le cadre des travaux préparatoires à la réorganisation de l'Administration des Eaux et Forêts, les responsables de cette Administration ont analysé la compatibilité de la structure de la subdivision régionale prévue par le Programme directeur d'aménagement du territoire avec les spécificités des missions principales de l'Administration des Eaux et Forêts.

Les missions de cette Administration se situant essentiellement au niveau environnemental, il est primordial de retrouver dans la structure régionale de l'Administration des Eaux et Forêts les paysages naturels de notre pays.

Une autre prérogative importante était la volonté d'adapter, pour autant que ce soit possible, les unités régionales de l'administration aux structures environnementales existantes, telles que les parcs naturels, les grands sites Natura 2000, etc.

Ainsi, les propositions actuellement discutées ne diffèrent pas fondamentalement de la sub-division régionale préconisée par le programme directeur.

Question 2167 (11.12.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **engagements futurs d'enseignants:**

Eng Etüd vum Statec vun dësem Joer iwwert de Besoin u Wunnraum bis zum Joer 2020 geet an engem «scénario central» vun enger Populatioun vu ronn 505.000 Leit am Joer 2020 aus. Dat géif jo dann normalerweis och en entspriechend Zouhuele vun der Schülerzuel an alle Beräicher vum Bildungswiese bedeiten.

Virun dësem Hannergrond géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Wéi vill Léierpersoune sollen Äre Prévisiounen no jeeweils an deenen nächsten zéng Joer agestallt ginn:

- am Préscolaire,
- am Primaire,
- am Postprimaire.

2. Wéi gesidd Dir - virum Hannergrond vun dem héije Prozentsaz vu schouleschem Échec bei eisem Nowues - d'Chancen, fir weiderhi genügend qualifizéiert Léierpersonal rekrutéieren ze kënnen?

Réponse (28.1.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. No de Previsioune vum Statec gesäit d'Evolutioun vun eiser Populatioun a schoulflichtegem Alter wéi an dësem Tableau aus, wou schonns déi Kanner, déi an eng Privatschoul ginn, erausgerechent sinn:

	Préscolaire	Primaire
2008	10034	32770
2009	10129	32458
2010	10176	32201
2011	10014	32350
2012	10024	32089
2013	10046	31752
2014	10088	31594
2015	10155	31570
2016	10248	31698
2017	10371	31643
2018	10520	31801
2019	10693	32025
2020	10887	32321

D'Propositioune fir de Recrutement gi vun der Commission de planification op Basis vun engem Fënnefjoresplang geholl (Reglement vum 10 Abrëll 1994).

Op Grond vun deene Previsiounen an am Respekt vun der duerchschnëttlecher Klassegréisst, ass geplangt an deenen nächste fënnef Joer 99 Enseignanten am Préscolaire a 1.474 nei Enseignanten am Primaire ze engagéieren.

Wat de Secondaire ubelaangt, gesäit de Plan de recrutement vun der Regierung vun 2007/2008 bis 2011/2012 am Ganzen 1.025 Postë vir.

2. Am lafende Joer hu sech 337 Kandidate fir de Primaire an 135 Kandidate fir de Préscolaire ugemellt; dat sinn nach méi Aschreiwunge wéi an deene leschte Joren. Am Secondaire hate sech 438 Kandidate fir d'Concours de Recrutement gestallt fir am Ganzen 175 disponibel Posten.

Opgrond vun de gudde Leeschtunge vun eise Schüler an den Ofschlossexame vum Lycée oder Lycée technique gesinn ech och net, datt kee sech méi géif fir de Léierberuff interesséieren.

Question 2168 (12.12.2007) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant le **service médical de remplacement diurne dans la région est du pays:**

Le Gouvernement avait annoncé en février 2007 son intention de procéder à une réforme du système de remplacement diurne dans la région est du pays en recourant à l'organisation d'un service de remplacement sur base de la réglementation prévue dans la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin dentiste et de médecin vétérinaire.

Selon les explications de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale ce nouveau système pourrait être complété par un nouvel aménagement du service de remplacement de nuit et par son extension aux périodes diurnes des week-ends et les jours fériés.

À cet effet, des consultations ont été entamées avec les responsables de l'AMMD et qui devraient aboutir à une solution garantissant la continuité des soins à coté des services d'urgence des hôpitaux de garde et du SAMU.

Au vu du fait qu'un service médical de remplacement efficace dans la région est du pays fait toujours défaut, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce que les pourparlers avec l'AMMD sont déjà achevés?

- Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions des consultations entre le Ministère et les responsables de l'AMMD?

- Quand est-ce que les patients de la région est du pays pourront-ils enfin profiter d'un service de remplacement diurne efficace en médecine générale?

Réponse (15.1.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En réponse à la question de l'honorable Député je puis confirmer que les pourparlers menés au cours de l'année 2007 avec l'AMMD ont abouti à un nouveau concept du service de remplacement.

Ce nouveau concept prévoit d'étendre les périodes nocturnes en avançant le début du service de remplacement à 20 heures et d'ajouter un service diurne pendant les week-ends et les jours fériés.

Plus fondamentalement et à côté des changements d'horaires esquissés, le nouveau concept se caractérise par l'intégration d'un système de maisons médicales qui hébergeront, pendant les heures de fonctionnement du service de remplacement, des consultations des médecins généralistes appelés à assurer le service. Le nouveau système, tout en étant axé sur des consultations dans les cabinets des maisons médicales, est complété par le service des visites à domicile en cas de besoin.

Comme les maisons médicales seront situées idéalement dans la proximité immédiate des hôpitaux de garde afin de faciliter la collaboration entre le service de remplacement et les services d'urgence des hôpitaux, les responsables des hôpitaux concernés ont été invités dès décembre 2007 à participer aux pourparlers.

Dans les semaines et mois à venir il s'agira de trouver des locaux adéquats faisant fonction de maisons médicales et d'arrêter les modalités de fonctionnement du service, de la collaboration entre le service de remplacement des médecins généralistes et le service d'urgence des hôpitaux ainsi que la régulation des appels et la répartition des patients dans les structures adaptées. Il est prévu de lancer le nouveau service avant les grandes vacances.

Question 2170 (12.12.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **rapport entre les centrales nucléaires et le risque de leucémie chez des enfants de moins de cinq ans - étude du «Bundesamt für Strahlenschutz»:**

Une étude récente du «Bundesamt für Strahlenschutz» a suscité des réactions fortes en Allemagne. Les auteurs ont pu démontrer un lien statistique entre la proximité du domicile par rapport à des centrales nucléaires et le risque de leucémie chez des enfants de moins de cinq ans. Ainsi, le nombre d'enfants atteints de leucémie, dans un entourage de cinq kilomètres autour d'une centrale nucléaire, a été plus que deux fois plus haut qu'en moyenne (37 cas entre 1980 et 2003 pour 17 cas en moyenne). Plus important pour le Luxembourg est cependant le fait que même sur une distance de 50 kilomètres le nombre d'enfants atteints de leucémie dépasse celui de la moyenne.

La centrale nucléaire de Cattenom se trouvant seulement à quelques kilomètres de la frontière luxembourgeoise, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est en possession de données qui permettent de confirmer ou de réfuter les conclusions de l'étude du «Bundesamt für Strahlenschutz» pour le territoire du Luxembourg?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur le pourcentage de leucémie chez les enfants de moins de cinq ans a) dans les agglomérations à proximité de la frontière française et b) dans les agglomérations se trouvant dans un périmètre de 50 km autour de la centrale nucléaire de Cattenom?

- Ces résultats dépassent-ils la moyenne nationale respectivement la moyenne constatée dans la précitée étude allemande?

- Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas nécessaire de commanditer au plus vite une étude similaire à celle du «Bundesamt für Strahlenschutz»?

Réponse (14.1.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il y a eu dans le passé de très nombreuses études menées partout dans le monde sur l'incidence des cancers et leucémies infantiles à proximité d'installations nucléaires. Ces études ont conclu tantôt à l'existence d'une corrélation tantôt à l'absence de corrélation.

L'étude dont fait état l'honorable Parlementaire se focalise sur les enfants de moins de cinq ans, qui paraît en effet être le groupe critique par excellence. L'étude a porté sur les enfants habitant à respectivement 5, 10 et 15 km d'une installation nucléaire et a constaté une prévalence de leucémie significativement plus élevée parmi les enfants élevés dans un rayon de 5 km autour d'une telle installation. Cette prévalence diminue si le rayon est étendu à 10 km et encore davantage s'il est porté à 15 km, tout en restant au-dessus de la moyenne nationale. L'étude n'a pas englobé des groupes d'enfants vivant au-delà de 15 km d'une installation nucléaire, mais estime qu'en extrapolant les résultats obtenus la prévalence devrait revenir à la normale à partir d'une distance de 50 km.

L'étude est de nature descriptive, c'est-à-dire que ses auteurs se bornent à constater un phénomène, sans avoir la prétention de l'expliquer. Toutefois l'étude relève que, dans l'état actuel des connaissances, les rejets des installations nucléaires devraient être 10.000 fois supérieurs à ce qu'ils sont pour expliquer les résultats constatés.

Des experts externes ont salué la rigueur de la démarche des auteurs de l'étude et ont attesté son caractère sérieux. L'étude ainsi que l'analyse des experts externes peuvent être consultés sur le site du «Bundesamt für Strahlenschutz».

Au Luxembourg le Registre Morphologique des Tumeurs (RMT) tenu par le Laboratoire National de Santé (LNS) enregistre pratiquement à 100% les tumeurs, étant donné que la division de l'anatomie pathologique du LNS interprète seule les biopsies effectuées. S'agissant cependant du cas particulier des leucémies auprès des enfants, en cas de suspicion révélée à la suite d'un examen sanguin, les jeunes patients sont dans la plupart des cas de suite transférés vers des services spécialisés situés à l'étranger, généralement à Bruxelles, de sorte que les prélèvements en vue de biopsie et l'interprétation des biopsies ne se font pas au pays.

Cela étant, et comme la leucémie n'est pas une maladie à déclaration obligatoire, mes services ne disposent pas de chiffres permettant de mettre en évidence une prévalence accrue de leucémies infantiles dans certaines régions du pays.

D'après les informations obtenues le dossier est loin d'être clos en Allemagne, et mes services suivront attentivement son évolution, tout comme ils suivront les développements en la matière sur le plan communautaire. Je suis disposé à faire participer le Luxembourg à toute étude internationale ou transfrontalière.

Question 2171 (13.12.2007) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **processus de Bologne et recrutement au niveau de la carrière supérieure dans la fonction publique:**

En réponse à ma question parlementaire N°0378 du 29 mars 2005 *(cf. compte rendu N°12/2004-2005)* vous m'avez informé «que le Gouvernement a institué un groupe d'experts appelé à faire une analyse générale, entre autres, du recrutement du personnel de l'État» et «que ce groupe d'experts devra englober dans ses réflexions les conséquences que le processus de Bologne pourra notamment avoir sur le recrutement dans la carrière supérieure des administrations de l'État (...) avant toute décision de changer la réglementation actuelle en matière de recrutement (...)».

Je suppose que le groupe de travail près de trois ans plus tard est arrivé à des conclusions et j'aimerais dans ce contexte vous poser les questions suivantes:

1. Quelles sont les conclusions du groupe de travail quant au recrutement du personnel de l'État notamment dans la carrière supérieure alors qu'un nombre croissant d'étudiants poursuit des études supérieures d'une durée de cinq ans et non plus de quatre ans?

2. Quelle est la solution transitoire envisagée?

3. Quelles sont notamment les conséquences au niveau rémunération, au niveau d'un engagement préférentiel ou encore au niveau des conditions d'accès à la fonction publique?

Réponse (1.2.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire N°2171 du 13 décembre 2007, l'honorable Député Monsieur Jacques-Yves Henckes désire connaître les conclusions du groupe de travail quant au recrutement du personnel de l'État, notamment dans la carrière supérieure alors qu'un nombre croissant d'étudiants poursuit des études supérieures d'une durée de cinq ans et non plus de quatre ans, les solutions transitoires envisagées dans ce cadre ainsi que les conséquences au niveau de la rémunération, au niveau d'un engagement préférentiel ou encore au niveau des conditions d'accès à la fonction publique.

Pour ce qui est de la question relative aux conclusions du groupe de travail quant au recrutement du personnel de l'État notamment dans la carrière supérieure, je voudrais vous laisser savoir que le Gouvernement en conseil a retenu lors de sa séance du 26 octobre 2007 d'organiser l'accès à la carrière supérieure auprès de l'État par rapport aux masters spécialisés respectifs. En d'autres termes, la politique de recrutement actuelle de l'État-patron devra se faire sur la base de profils professionnels bien déterminés et des masters correspondants. Le recrutement au niveau du diplôme de master vaut pour l'ensemble de la fonction publique, donc pour l'administration, pour l'enseignement et pour la magistrature.

Par ailleurs, le Gouvernement a jugé utile également, avant de prendre des décisions définitives à ce sujet, de mener une réflexion avec les milieux concernés sur la place à réser-

www.chd.lu

ver aux titulaires d'un bachelor au sein de la fonction publique.

En ce qui concerne les solutions transitoires envisagées, il peut être ajouté que, dans le contexte des travaux d'adaptation des textes de loi et de règlements d'exécution à entamer prochainement afin de les mettre en conformité avec les exigences du processus de Bologne, il sera aménagée une période de transition pour permettre à tous les étudiants engagés dans des études universitaires avant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation soit de pouvoir terminer leur cycle d'études respectif sur la base des anciennes dispositions valables à l'heure actuelle, soit de présenter un diplôme conforme au processus de Bologne pour l'admission dans la fonction publique.

Finalement, pour ce qui est de la troisième question, il est à relever que parallèlement, et conformément à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004, la Commission sur les traitements déjà en place est appelée à présenter dans ce contexte ses conclusions en la matière.

Question 2172 (13.12.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **condition de nationalité dans le recrutement de fonctionnaires:**

La loi du 17 mai 1999 concernant l'accès des ressortissants communautaires à la fonction publique, transposant une directive européenne, énonce quant aux conditions de recrutement en tant que fonctionnaire ou fonctionnaire communal que

«la condition de la nationalité ne s'applique pas à l'égard des ressortissants des États membres de l'Union européenne qui sont candidats aux emplois dans les secteurs

- de la recherche

- de l'enseignement

- de la santé

- des transports terrestres

- des postes et télécommunications

- de la distribution de l'eau, du gaz et de l'électricité

sauf dans les cas où ces emplois comportent une participation, directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres personnes morales de droit public. Un règlement grand-ducal peut préciser les modalités et critères d'application du présent alinéa.»

Hormis le règlement grand-ducal du 5 mars 2004 précisant que les chargés de cours peuvent être de nationalité étrangère, il n'existe pas, à ma connaissance, d'autre règlement grand-ducal en la matière.

Or, l'État et aussi certaines communes continuent à exiger la nationalité luxembourgeoise pour le recrutement à des emplois notamment dans les domaines de l'enseignement, des transports terrestres de distribution de l'eau, du gaz et de l'électricité et en général pour les emplois dits de fonctionnaire communal.

Il faut s'attendre à ce qu'un recours devant les tribunaux administratifs voire devant les juridictions européennes ne mette en péril une pratique difficilement compatible avec notre droit.

Aussi j'aimerais poser au Gouvernement les questions suivantes:

1. Le ressortissant communautaire disposant d'une connaissance adéquate des trois langues administratives - sauf pour les emplois où une telle connaissance n'est pas prévue par règlement grand-ducal - et remplissant par ailleurs les conditions de recrutement, peut-il postuler, au vu des termes très généraux de la loi, pour tout poste dit de fonctionnaire de l'État ou de fonctionnaire communal dans les domaines cités par la loi?

2. Le Gouvernement entend-il préciser par une nouvelle disposition législative voire par règlement grand-ducal la portée exacte de la loi du 17 mai 1999 précitée ou bien entend-il attendre le résultat d'un recours devant les tribunaux?

3. Le Gouvernement entend-il préciser en attendant les termes de la loi par circulaire?

Réponse commune (23.1.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Par sa question parlementaire du 13 décembre 2007, Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes demande des informations sur la situation des ressortissants communautaires en matière d'accès à la fonction publique luxembourgeoise. Il relève à ce titre que bien que la loi du 17 mai 1999 concernant l'accès des ressortissants communautaires à la fonction publique luxembourgeoise ait procédé à une ouverture du secteur public dans les six domaines de la recherche, de l'enseignement, de la santé, des transports terrestres, des postes et télécommunications et de la distribution de l'eau, du gaz et de l'énergie, sauf pour les emplois comportant une participation à l'exercice de la puissance publique, l'État et les communes continueraient à exiger la nationalité luxembourgeoise pour le recrutement à des emplois notamment dans ces six domaines et en général pour les emplois de fonctionnaire communal.

En réponse, il y a lieu de relever tout d'abord que ni le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, ni le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire n'ont connaissance d'un cas où l'accès à l'un des domaines définis par la loi ait été refusé à un ressortissant communautaire en dehors des conditions légales posées par les textes applicables en la matière.

Ensuite, il convient de noter que la loi du 17 mai 1999 avait prévu deux règlements d'exécution qui ont effectivement été pris au courant de l'année 2004.

Le premier de ces règlements grand-ducaux détermine dans les secteurs prioritaires ouverts aux ressortissants communautaires les postes qui comportent une participation à la puissance publique et qui restent réservés aux Luxembourgeois (directeurs et autres postes dirigeants). Il s'agit en l'occurrence du règlement grand-ducal du 5 mars 2004 déterminant les emplois dans les administrations de l'État et les établissements publics comportant une participation à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres personnes morales de droit public.

Le second règlement a pour but de dispenser les candidats à un emploi de la fonction publique de l'une des trois langues administratives requises lorsque la connaissance de celle-ci n'est pas nécessaire. Il s'agit en l'espèce du règlement grand-ducal du 5 mars 2004 déterminant les emplois dans les administrations de l'État et les établissements publics pour lesquels la connaissance de l'une ou de l'autre des trois langues administratives n'est pas reconnue nécessaire en raison de la nature et du niveau de responsabilité de ces emplois.

Il en résulte qu'il n'est pas nécessaire de préciser davantage les termes de la loi ni par voie de règlement grand-ducal, ni par voie de circulaire.

Il est cependant vrai que dans sa déclaration de 2004, le Gouvernement avait déjà relevé qu'il «envisagera une plus grande ouverture pour l'accès de non nationaux à certaines catégories d'emplois de la fonction publique eu égard notamment aux besoins de recrutement de celle-ci, la connaissance des trois langues administratives du pays restant obligatoire.»

Un projet de réforme du statut est en discussion à ce titre sans que celui-ci ne présente cependant un lien avec les difficultés d'exécution auxquelles fait allusion l'honorable Député dans sa question parlementaire.

Question 2177 (13.12.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant le **collège médical:**

Le collège médical est régi par la loi du 8 juin 1999. Cette loi détermine le mode d'élection, la composition et les missions de cet organe, dans lequel chaque médecin et médecin dentiste, qui exerce au Grand-Duché de Luxembourg, est obligatoirement membre. Vous n'êtes pas sans ignorer que l'«assemblée générale» a récemment augmenté la cotisation.

Dans ce contexte un certain nombre de questions méritent d'être posées.

1. L'assemblée générale est constituée de membres effectifs et de membres suppléants, et non pas, comme dans chaque organisation professionnelle, par l'ensemble des adhérents. Qui plus est, l'adhésion au collège ainsi que le règlement d'une cotisation sont obligatoires. Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que cette constellation, par laquelle les adhérents n'ont aucun moyen d'accès au bilan et budget de cette association, manque de transparence?

2. Le Ministère de la Santé met à la disposition du collège médical une demie tâche administrative pour sa gestion, alors que les missions lui conférées par la loi vont bien plus loin qu'une simple gestion de la profession. En restant dans la philosophie de la loi du 8 juin 1999, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que, au vu de la mission du collège dans le cadre de ses attributions consultatives, en matière d'éthique médicale par exemple, et du fait que les avis à émettre par le collège portent sur des projets et propositions de loi, le collège médical aurait besoin de personnel disposant d'une qualification juridique?

3. Alternativement, ne faudrait-il pas réfléchir à une véritable réforme de façon à créer un collège médical indépendant, dont l'exécutive rendrait compte à une assemblée générale composée de l'ensemble des membres de la profession?

Réponse (15.1.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire commence par constater que l'assemblée générale du collège médical est constituée de membres élus, et non pas de l'ensemble des membres de la profession, et que par ailleurs l'adhésion au collège médical comportant le paiement d'une cotisation est obligatoire pour tout médecin, constellation qui aurait pour conséquence que les médecins «n'ont aucun moyen d'accès au bilan et budget de cette association».

Il est exact que la loi du 8 juin 1999 relative au collège médical dispose que la cotisation à charge de tous les professionnels relevant du collège médical est fixée par l'assemblée générale du collège médical, constituée par les seuls membres élus effectifs et suppléants de cet organisme, et non pas par l'ensemble des professionnels visés. L'on peut certes discuter sur le mode de fixation prérappelé de la cotisation, mais s'agissant de son caractère obligatoire pour l'ensemble des médecins, médecins dentistes et pharmaciens exerçant au pays, je ne puis que rendre l'honorable Parlementaire attentive au fait que le collège médical est pour les professions visées l'équivalent d'une chambre professionnelle, et que toutes les lois organiques des chambres professionnelles prévoient tant l'adhésion obligatoire que le paiement d'une cotisation.

Je ne puis suivre l'honorable Parlementaire lorsqu'elle expose que la «constellation» visée par elle aurait nécessairement pour conséquence l'opacité des bilan et budget du collège médical. Le collège médical est un organisme qui a vu son autonomie largement renforcée par la loi précitée du 8 juin 1999. Le Gouvernement ne l'empêche pas et serait d'ailleurs sans moyen pour l'empêcher de porter d'une façon ou d'une autre ses bilan et budget à la connaissance des membres des professions concernées.

L'honorable Parlementaire prend note ensuite de la demie tâche administrative mise à disposition du collège médical par l'État pour accomplir sa gestion, pour l'estimer insuffisante et soulever dans la foulée la question de l'opportunité d'adjoindre au collège médical un personnel disposant d'une qualification juridique. Ce faisant elle se base sur «la philosophie» de la loi de 1999 et sur les attributions du collège médical en matière d'éthique médicale. Effectivement la collaboration d'un juriste pourrait être utile au collège médical dans l'exercice notamment de ses attributions disciplinaires. Mais il ne découle en rien de la loi que l'État doive mettre à disposition du collège médical l'ensemble des moyens humains qu'il lui faut pour fonctionner de façon optimale. Il résulte bien au contraire de l'article 13 de la loi que le collège médical couvre lui-même ses frais de fonctionnement, hormis la rémunération d'un secrétaire à temps partiel, expressément visée à l'article 14. Ceci étant dit, le collège médical a abordé la question en discussion lors d'une entrevue avec le soussigné. Je suis en train d'examiner si et dans quelle mesure il peut être fait droit à sa demande.

Je ne m'oppose pas à une réforme de la loi allant dans le sens que les membres élus effectifs et suppléants du collège médical doivent rendre compte une fois par an à l'ensemble des membres des professions visées, si telle était la volonté de ces dernières. Pour atteindre le but évoqué par l'honorable Députée, il faudrait toutefois assurer à cette assemblée générale une présence adéquate des membres de la profession.

Question 2181 (17.12.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **quotas laitiers:**

En date du 12 décembre 2007, la Commission européenne a proposé d'augmenter de 2% les quotas laitiers. D'après un communiqué de presse de la Commission, cette augmentation serait répartie équitablement entre les 27 pays membres, ceci à compter du 1er avril 2008, pour répondre à une demande accrue sur les marchés européens et mondiaux. Un aspect encore plus essentiel à ce sujet concerne l'avenir des quotas laitiers après l'expiration du régime communautaire actuel en mars 2015.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la proposition de la Commission européenne du 12 décembre? Quelles sont les conséquences de cette proposition pour le secteur laitier au Grand-Duché?

- Dans le cadre des discussions actuelles sur l'évolution des quotas laitiers après 2015, quelles positions le Gouvernement entend-il défendre au sein du Conseil des Ministres?

- Quelles seraient les conséquences au Luxembourg d'une suppression des quotas telle qu'elle est favorisée par la commissaire européenne chargée de l'agriculture et du développement rural, Mariann Fischer Boel? Monsieur le Ministre est-il d'avis que Madame Fischer Boel pourra s'imposer en cette matière?

- En cas de suppression des quotas à partir de 2015, quelles mesures devraient être prises, tant au niveau luxembourgeois qu'européen, pour assurer l'avenir de la production laitière au Luxembourg? Comment peut-on préparer les exploitants agricoles du secteur?

Réponse (5.2.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question parlementaire de Monsieur le Député Roger Negri a trait à la proposition de la Commission européenne du 12 décembre 2007 visant à augmenter les quotas laitiers de 2% à partir de la période 2008/09 et aux perspectives du secteur laitier au-delà du 31 mars 2015.

Le Gouvernement luxembourgeois entend appuyer la proposition de la Commission même s'il est d'avis que l'instrument d'une augmentation graduelle des quotas laitiers ne doit pas rester le seul instrument à utiliser en vue de préparer les exploitations laitières à la suppression du régime des quotas laitiers en 2015.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg, la proposition de la Commission se traduirait par une augmentation de 5.461.680 kg du quota national, augmentation qui serait répartie sur les producteurs individuels suivant des critères restant à définir.

Quant aux autres instruments devant, de l'avis du Gouvernement luxembourgeois, être mis en place au niveau communautaire dans un laps de temps assez bref en vue d'assurer une transition harmonieuse de l'actuel régime des quotas laitiers vers un régime sans quotas, il y a lieu de citer:

- la diminution progressive et substantielle du montant du prélèvement à payer par les producteurs individuels en cas de dépassement du quota, montant qui est actuellement fixé 0,2783 €/kg;

- l'adaptation du mécanisme de correction appliqué en cas d'augmentation de la teneur en matière grasse du lait livré par rapport aux taux de référence;

- le constat annuel du respect des quotas laitiers au niveau communautaire et non plus au niveau national.

Ces instruments obtiennent la très nette préférence par rapport à celui d'une augmentation graduelle des quotas laitiers parce qu'ils permettent aux producteurs de lait de mieux pouvoir répondre aux besoins du marché à court terme, d'une part, et de s'adapter de façon plus circonstanciée à la libéralisation du marché du lait et des produits laitiers en 2015, d'autre part.

Une diminution marquée du montant du prélèvement entraînerait, par ailleurs, sur le plan national une

baisse substantielle du prix des quotas laitiers payés en cas de transfert et contribuerait ainsi à stimuler le processus de restructuration du secteur laitier toujours indispensable pour préparer les exploitations laitières de manière efficace à la suppression des quotas laitiers.

De l'avis du Gouvernement, les producteurs de lait doivent bien se préparer sur un tel avenir, étant donné que la Commission européenne n'a laissé aucun doute qu'elle est fermement décidée à ne plus présenter au Conseil CE de proposition de reconduction du régime des quotas laitiers au-delà du 31 mars 2015.

Or, il importe de souligner dans ce contexte, qu'en l'absence d'une telle proposition, le régime des quotas laitiers expirera en 2015. En outre, il faut remarquer qu'une proposition de reconduction du régime des quotas au-delà de son échéance actuelle n'obtiendrait plus le soutien requis au sein du Conseil CE. Il résulte des considérations qui précèdent qu'une stratégie du maintien de l'actuel régime au-delà du 31 mars 2015 mène dans le vide.

Au stade actuel il est difficile de prédire avec exactitude les conséquences que comporterait la suppression du régime des quotas laitiers pour les producteurs luxembourgeois. En premier lieu, il importe d'observer que la production laitière détient une place prédominante dans l'agriculture luxembourgeoise compte tenu du manque d'alternatives à cette production, le Luxembourg étant une zone herbagère («Grünlandstandort») se prêtant particulièrement pour ce type de production. Cette prédominance ne se trouvera certainement pas mise en cause par l'abolition du régime des quotas laitiers en 2015.

L'on ne peut certes pas nier que, pour certains producteurs, cette suppression comporterait vraisemblablement l'abandon de la production laitière du fait qu'ils sont déjà actuellement confrontés à toute une série de limitations au niveau de leurs moyens de production (âge avancé, succession non assurée, étable vétuste, moyens financiers modestes) et qu'il est dès lors fort probable qu'ils seraient obligés d'anticiper l'abandon de la production laitière au cas où le régime des quotas laitiers n'était plus prolongé.

Par contre, pour de nombreux autres producteurs, la suppression du régime des quotas laitiers ouvrirait de nouvelles perspectives de développement du fait qu'ils seraient enfin en mesure, après plus de 30 années d'attente, d'utiliser pleinement leur potentiel de production. Il va sans dire que ce groupe de producteurs, fort important au Luxembourg, tirerait nettement profit d'une suppression du régime des quotas laitiers, les avantages que comporterait l'abolition dudit régime l'emportant très nettement sur les inconvénients éventuels.

Tout ceci se trouve confirmé par le fait qu'une part de 94% du quota national disponible est détenue par les producteurs âgés de moins de 55 ans. Dans ce même contexte, il convient de ne pas négliger le fait que les prix payés aux producteurs après l'abolition des quotas laitiers vont certainement diminuer par rapport aux prix actuels qui sont de l'ordre de 50 cts/kg.

Quant aux mesures à prévoir sur le plan national d'ici 2015 en vue de préparer les producteurs à un atterrissage en douceur, il importe de signaler, en premier lieu, qu'il est impératif pour les producteurs qu'ils ne procèdent plus à l'achat de quotas supplémentaires à des prix élevés. Grâce à un régime de transfert flexible des quotas entre producteurs, d'une part, et à un mécanisme d'abaissement progressif du montant du prélèvement à payer en cas de dépassement du quota (mécanisme à mettre en place au niveau communautaire), d'autre part, il devrait être possible de parvenir à cette fin.

En second lieu, il est indiqué d'encourager les producteurs souhaitant procéder à des investissements dans le secteur laitier, à anticiper lesdits investissements et à ne pas attendre l'issue du régime des quotas laitiers pour ce faire de sorte à ce qu'ils puissent pleinement profiter des nouvelles potentialités et des structures de production améliorées dès le moment où le régime des quotas laitiers aura touché à sa fin. La nouvelle loi agraire devrait contribuer à réaliser cet objectif.

D'une manière générale l'on peut dire que la suppression du régime des quotas laitiers en 2015 ne mettra pas dans l'embarras les producteurs de lait luxembourgeois. En effet, beaucoup d'entre eux ont pu se doter dans le passé d'un outil de production apte à faire face aux défis qui les attendent à l'échéance du régime; d'autres vont pouvoir le faire au fil des sept années qui nous en séparent. En utilisant pleinement toutes les potentialités disponibles les producteurs souhaitant continuer la production laitière au-delà du 31 mars 2008 pourront ainsi entrevoir leur avenir avec confiance.

Question 2183 (18.12.2007) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **mise à disposition des terrains dont l'Église ou une de ses composantes sont propriétaires pour la réalisation du programme gouvernemental en matière de construction de logements sociaux:**

Dans une annonce («Wohnen muss erschwinglich werden!») dans l'édition du 15 décembre du quotidien «d'Wort», l'Église catholique luxembourgeoise énonce plusieurs pistes qui à ses yeux pourraient contribuer à aborder le problème des prix immobiliers au Luxembourg. Parmi les actions propagées dans l'annonce figure entre autres la revendication d'une exploitation du sol plus congruente («angemessene Bodennutzung»).

Certaines fabriques d'église, communautés religieuses et autres organisations sont également propriétaires de terrains qui pourraient être mis à disposition pour la construction de logements.

Partant, je souhaiterais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement s'il entend entamer des pourparlers avec les responsables de l'Église catholique luxembourgeoise en vue d'une mise à la disposition des terrains dont l'Église ou une de ses composantes sont propriétaires pour la réalisation du programme gouvernemental en matière de construction de logements sociaux.

Réponse (17.1.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Depuis très longtemps déjà, les Ministres du Logement collaborent étroitement avec les responsables de l'Église catholique luxembourgeoise en matière de mise à disposition de terrains dont l'Église ou une de ses composantes sont propriétaires, ceci dans le cadre de la réalisation du programme gouvernemental en matière de construction de logements sociaux.

Cette collaboration durable et exemplaire a finalement conduit le 8 novembre 2002 à une modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Depuis lors, l'État peut participer jusqu'à concurrence de 75% (soixante-quinze pour cent) du prix de construction ou d'acquisition de logements locatifs réalisés par des associations sans but lucratif, fondations, fabriques d'église, communautés religieuses ayant conclu une convention avec le Gouvernement, hospices civils ou offices sociaux.

Le couvent du Carmel a cédé un terrain au Fonds pour le développement du logement et de l'habitat en vue de réaliser l'important projet commun avec la SNHBM dit «Carmel» au Cents. Le projet pour réfugiés politiques à Eisenborn et le projet de logements pour étudiants dans le couvent au Limpertsberg ont pu être réalisés grâce à la mise sur le marché d'immeubles par des communautés religieuses.

La fabrique d'église d'Echternach a déjà réalisé un petit projet et est en train de préparer le démarrage de trois autres projets.

Aussi, les fabriques d'église de Beckerich, de Holzem et de Differdange sont en train de préparer des projets. La Caritas a réalisé un projet à Wiltz et à Steinfort pour immigrés et prépare actuellement le démarrage d'un projet à Luxembourg-gare.

La Congrégation des Sœurs de la St. Elisabeth est en train de réaliser des logements locatifs pour étudiants à Luxembourg-ville, alors que la Congrégation des Sœurs du Pauvre Enfant Jésus, le Couvent St. Elisabeth et la Maison des Jeunes ont réalisé des projets à Echternach, Mondorf-les-Bains et Esch/Alzette.

Je salue donc vivement la nouvelle initiative de l'Église catholique luxembourgeoise de contribuer plus activement encore que par le passé à la création de logements sociaux et d'aider ainsi à combattre la flambée des prix immobiliers au Luxembourg.

Question 2184 (18.12.2007) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**information des clients sur l'origine du gaz et de l'électricité:**

En date du 11 juillet 2007 lors du vote de la nouvelle ayant comme objet la réorganisation du marché de l'électricité, la Chambre a également accepté à l'unanimité la motion de Madame Hetto-Gaasch et de Messieurs Bodry, Kox, Sauber et Schank par laquelle le Gouvernement a été invité:

- à élaborer les règlements d'exécution prévus aux articles 18, 21 et 49 dans les meilleurs délais afin d'en assurer l'entrée en vigueur pour le 1er janvier 2008,

- à assurer une information très large et uniformisée des clients résidentiels sur l'origine détaillée de l'énergie fournie.

Vu le terme d'échéance pour les mesures prévues en relation avec cette motion et sans vouloir revenir à l'importance de ces mesures demandées, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, les questions suivantes à Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie:

- À quel état d'élaboration se trouvent les règlements d'exécution en question? Quand est-ce que votre Ministère estime pouvoir présenter les propositions de textes en relation avec les règlements d'exécution prévus aux articles susmentionnés?

- Quelles mesures sont prévues pour mettre en œuvre la deuxième partie de la motion en question (deuxième tiret en relation avec l'information aux clients résidentiels)?

- Quand est ce que cette information uniformisée pour clients résidentiels sera assurée?

Réponse (24.1.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En ce qui concerne la première question de l'honorable Député Henri Kox, je me permets de préciser qu'un avant-projet de règlement grand-ducal concernant la diffusion de l'information sur l'électricité et le système d'étiquetage est actuellement en voie de finalisation par mes services.

Il est prévu de soumettre les textes réglementaires en question au Conseil du Gouvernement dans les meilleurs délais et pour mi-février 2008 au plus tard.

Il est prévu que l'avant-projet de règlement grand-ducal précise le détail et le contenu des informations sur l'électricité à diffuser auprès des clients finals, ainsi que le contrôle, la supervision et l'organisation du système d'étiquetage de l'électricité. La nouvelle réglementation a pour but de mettre en place un système d'étiquetage permettant à chaque consommateur de procéder de façon facile à un comparatif entre les mix de produits d'électricité spécifique de différents fournisseurs.

Une application de la nouvelle réglementation ne pourra se faire qu'après la fin de la procédure réglementaire.

Question 2186 (19.12.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **régime d'imposition des avocats et TVA sur les rémunérations des collaborateurs non salariés:**

Dans une circulaire datée du 6 décembre 2007, le Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines abroge la possibilité pour les avocats d'opter pour un régime d'imposition simplifié qui existait depuis 1981. Par cette circulaire, il met également fin à l'accord qui avait été trouvé en 2005 qui permettait de ne pas appliquer la TVA aux rémunérations que l'avocat paye à ses collaborateurs non salariés.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les motifs de cette abrogation?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si des consultations avec l'Ordre des avocats ont eu lieu au préalable de cette décision?

Réponse (10.1.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Par circulaire du 6 décembre 2007, qui constitue une instruction interne à l'administration, le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a abrogé au 1er janvier 2008 un régime d'imposition simplifié, accordé à titre optionnel aux avocats, pour non-conformité de celui-ci avec la législation nationale et la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée. Cette mesure avait été annoncée dans le cadre d'une réunion avec l'Ordre des avocats en date du 26 février 2007.

Confrontée à différentes affaires contentieuses portant sur la caractérisation des activités prestées par un assujetti, dont plus particulièrement le critère «d'indépendance» visé à l'article 4 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la TVA, l'administration s'est vue d'autre part dans l'obligation de définir sa position en la matière. Il va sans dire qu'il appartiendra, le cas échéant, à la justice de se prononcer de manière définitive sur l'interprétation donnée. Pour des raisons d'ordre pratique, il a été convenu avec l'Ordre de suspendre les effets de cette interprétation jusqu'au 1er juillet 2008.

Question 2187 (20.12.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **protection des mineurs:**

Aktuell si bei eisen däitschen Noperen opgrond vun etlech schlëmme Virfäll intensiv Diskussiounen amgaangen, wéi d'Gesellschaft d'Kanner besser kënnt schützen, wann hir Familljen - aus wat fir Grënn och ëmmer - an hirer «Fürsorgeroll» verseet, wat vu renger Vernoléissegung bis zu schwéiere Mësshandlungen a souguer zum Doud ka féiren. Et ass gewosst, datt dat schonn direkt bei der Gebuert vum Kand ufänkt, wou sou Fäll sou fréi wéi méiglech mussen erkannt ginn, mä datt dat sech awer och iwwer déi ganz Erzéiungszäit hinzéit. Well et gewosst ass, datt Lëtzebuerg net viru sou Problemer verschount ass, erlaben ech mer, folgend Froen un lech ze riichten:

1. Wéi héich ass den Undeel vu Kanner zu Lëtzebuerg, déi ënner Konditiounen eropwuessen, déi de Kannerrechter net entspriechen?

2. Gëtt et eng systematesch Approche an e méiglechst «waasserdichte» System vun Iwwerwaachung a Kontroll, dee sou Fäll sou fréi wéi méiglech détectéire kann, a wouranner besteet dëse System?

3. Gëtt et hei zousätzlechen Handlungsbedarf, a wa jo, wat gedenkt Dir an dëser Bezéiung zousätzlech ze ënnerhuelen, fir sou Familljen, déi iwwerfuerdert sinn, ze hëllefe respektiv déi betraffe Kanner ze schützen?

Réponse (29.1.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1) Zu Lëtzebuerg ginn et verschidde Mesuren, fir Kanner a Jugendlechen ze hëllefen, deenen hir gesond Entwécklung a Gefor ass. Dës Hëllefe kënne méi oder manner intensiv sinn, vun de Familllje selwer gefrot ginn oder awer duerch déi zoustänneg Riichter de Familljen imposéiert ginn. Déi geriichtlech Mesurë gi gereegelt duerch d'Gesetz vum 10. August 1992 iwwert d'Protection de la jeunesse. Déi fräiwëlleg an och déi geriichtlech Moossname gi vun enger fachlecher Begleedung vun der Famill bis zum Placement vum Kand aus der Famill eraus an eng Fleegefamill oder an e Foyer.

Eist Land huet e gutt entwéckelt Netz vun ënnerschiddleche Sozialservicer:

- Formatiouns-, Berodungs- an Mediatiounsservicer

- Vakanzservicer

- Foyers de Jour, Crèchen a Maisons Relais fir Kanner

- d'Offices sociaux vun eise Gemengen, de «Service social de proximité» vum Roude Kräiz an de

Chamber TV

an der Stad: um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens) zu Esch: um Kanal S40 (455.25 MHz)
zu Déifferdeng: um Kanal S 29 zu Diddeleng: um Kanal S 32 an der Gemeng Nidderaanven: um Kanal S 29

«Service d'accompagnement social» mat ville regionalen Antennen vun der Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales

- déi sëllechen Angeboter am Kader vun der Éducation différenciée a besonnesch déi regional Bureauë vum «Service de guidance de l'enfance»

- d'«Services de Psychologie et d'Orientation Scolaires» (SPOS) an all Lëtzebuerger Lycée

- eng Abberzuel vu spezialiséierte Sozialservicer (zum Beispill Alkohol- an Drogenofhängegkeet oder Verschëldung); dozou gehéiert och d'«Association Luxembourgeoise pour la Prévention des Sérvices à Enfants» (ALUPSE)

- Servicer, déi doheem an der Famill sozial, edukativ an therapeutesch agräifen (zum Beispill «aide familiale», «accompagnement sociopédagogique» oder «éducation précoce»)

- Médecine scolaire a vill aner Initiative vum Gesondheetsministère

- Placement familial

- Foyeren an Heimer, déi Kanner, Jugendlecher, jonk Erwuessener oder Mammen an Nout mat hire Kanner ophuelen.

Dës Lëscht ass net komplett. Si weist trotzdeem, dass vill Servicer op villen ënnerschiddleche Plazen am Interessi vun de Kanner an hire Familljen aktiv sinn. Net vergiessen däerf een an dësem Kontext de Kannerjugendtëlefon mat der Nummer 12345, deen all Kand op eng anonym Aart a Weis zur Verfügung steet.

Et ginn dorënner staatlech Institutiounen, wéi d'Servicer vun der Éducation différenciée, de «Service Central d'Assistance Sociale» (SCAS) oder d'«Maisons d'enfants de l'État», kommunal Angeboter wéi d'Maisons Relais an et ginn haaptsächlech Strukturen, déi vu privaten Organisatioune geleet ginn a vun ënnerschiddleche Ministèren - dorënner och de Ministère de la Famille et de l'Intégration - iwwer eng Konventioun ganz oder deelweis finanzéiert ginn.

2) Mir verfügen heibäi iwwer eng wichteg Informatioun, déi all Joer am Aktivitéitsbericht vum Familljeministère veröffentlecht gëtt. Et ass dat d'Zuel vun de placéierte Kanner a Jugendlechen. Dëst woren 2006 1% vun den Kanner a Jugendlechen, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Den Tableau hannendrun gëtt en Iwwerbléck iwwert déi verschidde Forme vu Placementer. Et muss ee soen, datt de Prozentsaz vun 1% iwwert déi lescht Joren deeselwechte bliwwen ass.

Type de placement	2001 (31.12.)	2002 (31.12.)	2003 (31.12.)	2004 (31.12.)	2005 (31.12)	2006 (31.12.)	Taux
Centres d'accueil (privés)	305	309	318	321	320	344	37,23%
Foyers d'accueil et de dépannage (privés)	47	47	36	39	38	38	4,11%
Maisons d'enfants (État)	60	64	60	60	60	69	7,47%
Centre socio-éducatif	64	73	79	68	82	65	7,03%
Placement à l'étranger	78	83	103	114	123	149	16,13%
Placement familial	227	224	227	233	249	259	28,03%
Total	781	800	823	835	872	855	100,00%

An de leschte Méint goufen op Initiativ a mat der Hëllef vum Familljeministère eng Rei nei Opfangstrukture geschaf. Domat hu mir net nëmme méi Plazen zur Verfügung, mä dës Foyeren hu sech och spezifisch Ziler gesat. Engersäits gëtt grousse Wäert op méi therapeutesch Interventioune geluecht. Anerersäits geet et ëm eng méi intensiv Elteren- a Familljenaarbecht. Dat ass besonnesch de Fall an der «Maison Françoise Dolto», déi Puppelcher an Nout ophëlt a sech d'Aufgab setzt, paralell dozou d'Elteren (erëm) ze befähegen, selwer hir Kanner doheem opzehuelen.

3) Komme mer nach eemol zréck op d'Gesetz vum 10. August 1992 iwwert d'Protection de la jeunesse. Den Artikel 7 vun dësem Gesetz gesäit vir, datt niewt den Elteren, den Erzéiungsberechtegten an dem Kand oder dem Jugendleche selwer, all Persoun aus dem Beräich vun der Educatioun, der Gesondheet, der öffentlecher Hëllef an all Polizist dem Jugendgeriicht respektiv dem Parquet d'Gefor, an där e Kand senger Meenung no ass, signaléiere kann. Am Fall, wou e graven an direkte Gesondheetsrisiko besteet, kann en Dokter ouni d'Awëllegung vun den Erzéiungsberechtegten all medezinesch Moossnamen huelen, déi noutwendeg sinn. Weider gesäit den Artikel 25 vun deemselwechte Gesetz vir, datt a besonneschen an urgente Situatiounen, sougenannten «mesures de garde provisoires» kënne vum Geriicht geholl ginn an och direkt - wann néideg mat der Interventioun vun der Police - ausgefouert ginn.

4) Selbstverständlech spillt d'Prévention eng ëmmer méi wichteg Roll. Elterebildung an Erzéiungsberodung si sécherlech d'Schlësselelementer vun enger gudder Preventiounspolitik a gi vun enger Partie konventionéierte Servicer ugebueden. Zënter kuerzem bitt ee vun dëse Servicer Eltereformatioun a verschiddene Maternitéën am Land un, fir domat besonnesch jonk Eltere méiglechst fréi ze erreechen. Eng wichteg preventiv Roll spillen och d'«Maisons Relais pour enfants», déi sech an deene leschte Joren a bal alle Gemenge vum Land entwéckelt hunn. Duerch deen enke Kontakt, dee si mat de Familljen an och mat der Schoul hunn, hu si och eng wichteg Aufgab beim Dépistage vu Kanner, déi vernoléissegt oder mësshandelt ginn. De Familljeministère ënnerstëtzt dës Institutiounen, wa si den Elteren Formatioun a Berodung proposéieren.

Well an dësem sensible Beräich selbstverständlech ëmmer erëm Handlungsbedarf besteet, huet de Familljeministère de Gesetzesprojet N°5754 iwwert d'Aide à l'enfance ausgeschafft an déposéiert. Hien huet ënner anerem d'Zil, d'Preventioun an d'Fréierkennung ze revaloriséieren (Dagesbetreiung, Hëllef an der Famill, Eltereschoulung, Berodung, Mediatioun). Och gëtt et am Projet de loi eng Dispositioun, déi all Form vu Gewalt géint Kanner verbitt. Eng weider wichteg Moossnam am Kontext vum Schutz vun den Kanner ass eng besser Zesummenaarbecht a Koordinatioun vun deene verschiddenen öffentlechen a private Servicer, déi rondrëm d'Kanner an hir Familljen intervenéieren. D'Opstelle vun zouverlässege Statistiken iwwert d'Situatioun vun de Kanner a Jugendlechen, deenen hir Entwécklung a Gefor ass, ass ee weidert Uleies an dësem Projet.

Déi däitsch Bundeskanzlerin Angela Merkel schwätzt beim Thema vun der Gewalt géint d'Kanner vun enger «Kultur des Hinsehens». Jidder Bierger gëtt invitéiert, op eng sensibel a respektvoll Manéier säin Deel mat derzou bäizedroen, dass Kanner an Nout éischter gesinn a besser geschützt ginn.

Question 2189 (20.12.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **recalcul de la taxe sur les véhicules automoteurs - tracteurs agricoles:**

Dëser Deeg huet d'Douane hir Zousazberechnung vun der Autossteier (CO_2-Steier) un d'Propriétairë vun de Gefierer geschéckt. Och d'Propriétairë vun de landwirtschaftlechen Trakteren hu sou e Chrëschtdagskado gemaach kritt. Bis elo waren d'landwirtschaftlech Traktere vun der Taxe de circulation befreit an et war och keng Rieds dervun, datt sech dorunner eppes sollt änneren. Am Artikel 41 vum Gesetz vum 22. Dezember 2006 steet, datt Trakteuren, déi exclusiv an der Landwirtschaft, dem Wäibau, der Fëschzuucht an dem Bësch agesat ginn, vun dëser Steier befreit sinn. Duerfir war déi désagréabel Iwwerraschung an deene betraffene Kreesser ëmsou méi grouss, wéi se elo opgefuerdert gi sinn, zum Deel déck Beträg ze bezuelen. Leider muss ee bei dëser Geleeënheet och feststellen, datt d'Datebank vun der Douane manifestement falsch Donnéeë betreffend d'Immatrikulatioun vun dëse Gefierer huet, zum Beispill wat d'Propriétairen ubelaangt.

Duerfir erlaben ech mer folgend Froen un lech ze riichten:

1. Läit et wierklech an der Absicht vun der Regierung, d'landwirtschaftlech Aarbechtsmaschinne mat enger Taxe de circulation ze beleeën oder ass dëst nëmmen en «Accident de parcours» an der Administratioun?

2. Wann dat sou gewollt ass, op wat fir engem gesetzlechen Akt berout dëst Ophiewe vun der bishereger Steierbefeiung?

3. Sidd Dir bereet, sou séier wéi méiglech fir Kloerheet ze suergen?

Réponse commune (27.12.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'article 41 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement, précise que les tracteurs utilisés pour les travaux agricoles, horticoles, viticoles, dans la pisciculture et la sylviculture sont exonérés de la taxe.

L'article 8 de la loi budgétaire du 21 décembre 2007 sur les recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2008, précise d'autre part que:

«Art. 41.- Par dérogation à l'article 40 (1) et 40 (2) les tracteurs utilisés exclusivement pour les travaux agricoles, horticoles, viticoles, dans la pisciculture et la sylviculture, sont exonérés de la taxe, lorsqu'ils circulent sur la voie publique et sont utilisés:

- à la traction de machines, d'instruments aratoires, de remorques ou de chariots chargés ou non, utilisés dans leur exploitation par les personnes qui exercent la profession d'agriculteur, d'horticulteur, de sylviculteur ou de pisciculteur ou par des personnes travaillant à leur service, pour autant que l'utilisation sur la voie publique ait un lien direct avec la gestion de cette exploitation;

- par d'autres entrepreneurs que les personnes susvisées, ou par leur personnel, pour l'exécution de travaux en rapport avec l'exploitation agricole, horticole, forestière ou piscicole de tiers, pour autant qu'aucun transport sur la voie publique de marchandises, de denrées ou d'animaux ne soit effectué autrement qu'entre les lieux d'une même exploitation ou entre la ferme et les terres qui en dépendent et inversement.»

Il est donc clair et incontestable qu'il n'y a aucun changement dans l'énumération des professions et que leurs véhicules sont toujours exemptés.

Les réponses aux questions soulevées par l'honorable Député s'articulent comme suit:

1) L'article 6 (1) du règlement grand-ducal du 22 décembre 2006 portant exécution des mesures d'application de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement, prévoit que le receveur peut exiger le dépôt d'une déclaration de profession (déclaration 108) par le demandeur de l'exonération. Ainsi, en mai 2007 tous les propriétaires de tracteurs (données recueillies de la base de données SNCT) ont été avisés de faire ce dépôt. L'administration reçoit journalièrement entre six à 15 demandes. L'exonération est accordée s'il résulte de la déclaration de profession détenteur du tracteur exerce une des professions susvisés.

Par contre, si le détenteur n'exerce pas une des professions visées cidessus, un recalcul de la taxe leur a été envoyé puisqu'ils ne peuvent plus être considérés comme exonérés d'après la loi du 22 décembre 2006.

9.425 tracteurs immatriculés sont recensés, et le nombre d'exonérations accordées sur base des «déclarations 108» et de 4.480 unités.

2) Il y a lieu de souligner que les données utilisées par le système informatique de l'administration, proviennent du répertoire nationale (RPNI) et de la SNCT (Sandweiler). À l'administration, ces données sont rapprochées pour générer les bulletins et avis.

3) Lors de la création des fichiers servant de base pour le recalcul, quelque 250 propriétaires de tracteurs ont reçu un bulletin non justifié pour diverses raisons imputables aux données enregistrées. Exemples de tels bulletins non justifiés: Le véhicule a été mis hors circulation avant 2007 et la date se trouvant dans la base de données de l'administration était postérieur à 2006. Le tracteur était encore immatriculé au nom d'une autre personne que le propriétaire (père/fils).

Question 2190 (20.12.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **création d'une société commune de service pour faciliter les échanges transfrontaliers d'énergie:**

Dans un communiqué de presse commun, sept gestionnaires de réseaux européens de transport d'électricité ont annoncé la création d'une société de services communs transfrontaliers dénommée CASC-CWE (Capacity Allocation Service Centre for the Central Westeuropean Electricity Market) et implantée au Luxembourg, sous réserve de l'obtention des autorisations d'entreprises et réglementaires adéquates.

Les gestionnaires de réseau de transport Cegedel Net, Elia, EnBW, TNG, E.ON Netz, RTE, RWE TSO et TenneT gèrent les lignes à haute tension de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg.

La CASC-CWE sera une société de services qui agira pour les gestionnaires de réseau de transport susmentionnés, comme point central, chargée d'implémenter et de faire fonctionner les services liés à l'allocation de capacités de transport d'énergie sur les frontières communes aux cinq pays. Cette société va faciliter les échanges transfrontaliers d'énergie ainsi que la fourniture de cette dernière pour toutes les parties impliquées dans le marché de l'électricité de l'Europe du Centre-Ouest.

Le communiqué de presse souligne encore que grâce à cette initiative, la liquidité et la concurrence vont augmenter sur les cinq marchés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quelles sont les conséquences que la création de la société de services communs transfrontaliers susmentionnée va engendrer sur la libéralisation du marché de l'énergie au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette société va empêcher une réelle ouverture du marché de l'énergie telle que souhaitée par la Commission européenne?

- Quel va en être l'impact sur l'effectif personnel de la société Cegedel Net?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre d'emplois qui pourraient être créés au Luxembourg?

Réponse (24.1.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En ce qui concerne la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, je me permets de rappeler que la libéralisation du marché de l'électricité européen concerne l'ouverture à la concurrence de la fourniture et de la production d'électricité. Les réseaux quant à eux sont considérés comme des monopoles naturels. Pour qu'au niveau européen la mise en concurrence de la fourniture et de la production puisse réussir et qu'un véritable marché intérieur de l'énergie puisse émerger, il est absolument nécessaire que les différents réseaux européens collaborent étroitement pour que l'infrastructure électrique puisse être utilisée encore plus rationnellement tout en ne perdant pas de vue l'objectif primaire qui est celui de la sauvegarde de la sécurité d'approvisionnement.

La Commission européenne ainsi que les régulateurs, dont notre ILR, ont constaté que les seules directives de libéralisation (directive 96/92/CE et par après directive 2003/54/CE) ne suffisent pas pour la création d'un marché intérieur de l'énergie. C'est pour cette raison

que différentes initiatives régionales ont été lancées par les gouvernements et les régulateurs qui visent la création d'un marché unique par le biais d'une étape intermédiaire qui consiste à créer d'abord des marchés régionaux qui fusionneraient ensuite dans un seul marché unique européen.

L'initiative correspondante à notre région (BENELUX, F et D) a été initiée par le Pentalateral Energy Forum (PLEF), qui regroupe comme le nom l'indique cinq partenaires à savoir: Les ministères de l'économie ou de l'énergie, les gestionnaires de réseaux, les régulateurs, les bourses d'électricité ainsi que les courtiers en électricité. Le PLEF a élaboré un «Memorandum of Understanding (MoU)», qui a été signé à Luxembourg le 6 juin 2007 et dont le but est la promotion de la création d'un marché régional BENELUX avec la France et l'Allemagne par la mise en route d'un couplage des marchés nationaux sur base des flux d'électricité réellement échangés (Flow Based Market Coupling FBMC) tout en veillant à la sauvegarde de la sécurité d'approvisionnement. Plusieurs groupes de travail internationaux ont été créés pour élaborer les concepts nécessaires à la réalisation des objectifs du MoU.

La société CASC dont la création a été décidée par les sept gestionnaires de réseaux concernés par l'initiative du PLEF a pour but de mettre en pratique les concepts théoriques élaborés par ces groupes de travail.

Au niveau du marché de l'énergie luxembourgeoise la mise en œuvre de ces processus engendrera probablement une plus grande stabilité des prix suite à l'intégration des marchés nationaux. CASC n'empêche donc pas l'ouverture du marché, mais est au contraire une condition pour la création d'un marché réellement ouvert.

Comme CASC gérera toutes les interconnexions des sept TSO participants (RTE, RWE TNS, E.ON Netz, EnBW TN, Elia, TenneT et Cegedel Net) une certaine économie au niveau du futur personnel de Cegedel Net pourra être faite dans la mesure où Cegedel Net ne devra pas engager du personnel pour la gestion de l'interconnexion D-L-B. Pour le reste, l'activité de CASC est indépendante de Cegedel Net et donc également sans effets sur les effectifs de Cegedel Net.

CASC démarrera cette année avec un effectif réduit de trois personnes environ pour aboutir en 2009 respectivement 2010 à environ douze personnes.

Question 2196 (2.1.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **détachement d'un colonel de l'armée luxembourgeoise:**

Am Gesetz iwwert d'Reform vun der Arméi, wat den 19. Dezember 2007 vun der Chamber gestëmmt ginn ass, steet eng Dispositioun (Artikel 25 Punkt 39) duerch déi den aktuelle Chef vun der Arméi «hors cadre» an den Ausseministère détachéiert gëtt, wou hien dem Arméiminister soll bei der Planifikatioun zu Déngschte sinn. Dobäi ass et wichteg ze präziséieren, datt net eng nei Funktioun als sollech geschafe ginn ass, déi duerno mat enger gëeegneter Persoun sollt besat ginn, mä den Arméichef gëtt nominell (Le colonel, dont la nomination (....) a eu lieu en 1977) ofgesat an an den Ausseministère détachéiert.

Et gëtt mir aus zouverlässeger Quell gesot, dat war géint de Wëlle vum Colonel Ries geschitt, deen dës Moossnam och géif als Degradatioun empfannen. Dëse Punkt war nodréiglech per Amendement an d'Gesetz geschriwwe ginn, fir lech géint all Rekurs, dee bei esou enger Zort vu perséinlechen Décisioune méiglech ass, ofzesécheren. Well et hei ëm eng ganz wichteg Fro vum Fonctionnement vun eisem Statswiesen an ëm déi indispensabel korrekt Relatioun tëschent Pouvoir politique an dem politesch neutrale Statsapparat geet, géif ech gär an dësem Kontext dës Froen un lech riichten:

1. Kënnt Dir bestätegen, datt dës «Amtsenthebung» an den Détachement vum Colonel Ries ouni säin Accord a souguer géint säi Wëlle virgeholl gi sinn? Hutt Dir déi betreffend Chamberskommissioun, déi Är Amendementer ënner enormem Zäitdrock huet missen duerchhuelen, iwwert dës delikat an onglécklech Situatioun an d'Bild gesat?

2. Wann dat esou ass, an dës Moossnam verständlecherweis vum Betraffenen als Degradatioun emfonnt gëtt, kënnt Dir preziséiere wat d'Reprochë sinn, déi dem Colonel Ries als Chef vun der Arméi gemaach ginn?

3. Wann dem Colonel Ries näischt Wesentleches virzewerfen an dës Degradatioun géint säi Wëlle virgeholl ginn ass, fannt Dir net, datt esou eng Mesure als «Excès de pouvoir» vu Säite vun der Regierung respektiv engem Regierungsmember muss ugesi ginn, deen och net derzou bäidréit, fir d'Vertraue vum Statsapparat a vun de Bierger an d'Politik ze stäerken?

4. Wéi stellt Dir lech ënnert dëse Konditiounen eng positiv a gewënnbréngend Zesummenaarbecht mat deem Betraffenen a senger neier Funktioun vir?

5. Wann esou ee Planungsservice ausserhalb vun der Arméi wierklech néideg ass, wéisou ass net fir d'éischt dëse Service per Gesetz geschafen an duerno déi entspriechend Nominatioun(e) virgeholl ginn, wéi déi korrekt prozedural Approche dat virgesäit? Wär et iwwerhaapt net méi richteg gewiescht, fir esou ee Service am Kader vun der Arméi an d'Liewen ze ruffen?

6. Wuerfir dës ongewéinlech, persounebezunne Prozedur, déi géint all Regele vun enger gudder Statsféierung verstéisst an elo derzou féiert, datt de Steierzueler zwou Persounen am Rang vun engem Colonel muss bezuelen, wou et mat enger géif duergoen? Wéi ass dat mat där dekretéierter Austéritéitspolitik vun der Regierung iwwereneen ze bréngen?

Réponse (22.1.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

Als Annex 1 zu dëser Äntwert fënnt den honorabelen Deputéierte meng Äntwert vum 16. November 2007 op eng parlamentaresch Fro vum 13. November 2007 vum honorabelen Deputéierte Claude Meisch *(cf. compte rendu N°4/2007-2008)*. Do stinn déi essentiell Elementer dran, wat de Fong ubelaangt. Dat sinn am Iwwregen déi ausschlaggebend.

Als Annex 2 zu dëser Äntwert fënnt den honorabelen Deputéierten den Arrêté betreffend de Colonel Ries. Den Arrêté ass den 11. Januar am Conseil de Gouvernement décidéiert ginn an deeselwechten Dag vum Grand-Duc ënnerschriwwe ginn. Am Arrêté fënnt den honorabelen Deputéierten déi wichtegst legal a réglementaire Basen, déi d'Décisioun fondéieren an an de Kader setzen. Et handelt sech dobäi net nëmmen ëm den Artikel 25-39°, deen an der Fro vum honorabelen Deputéierten erwähnt gëtt. Als Annex 3 fügen ech den Arrêté ministériel fir den «hors cadre» bäi.

Richteg ass, datt déi nei Missioun net dem Colonel Ries säin (éischte) Choix war. Op där anerer Säit huet hie mir méi wéi eng Keier verséchert, datt hie seng nei Missioun géif wouerhuelen, an hie mécht dat och säit dem 16. Januar 2008. Et ass jo eigentlech och keng Onéier fir am direkten Ëmfeld vun engem Minister eng Missioun wouerzehuelen, déi eminent wichteg ass fir d'zukünfteg Plaz a Roll vu Lëtzebuerg a méi wéi enger internationaler Organisatioun.

Wat d'Chamber ubelaangt, sou hunn ech der Kommissioun den 12. November 2007 Explikatioune ginn an duerno nach eng Kéier detailléiert déi eenzel Elementer duergeluecht op méi wéi zwou Säiten a menger Äntwert op d'Fro vum honorabelen Deputéierte Claude Meisch.

De 6. Dezember stoung den Artikel 25 um Ordre du jour vun der Chamberskommissioun. D'Kommissioun huet den Text vum Artikel 25-39° amendéiert, conformément zum Avis vum Conseil d'État. Zur Erënnerung sot de Conseil d'État zu där Fro ënner anerem dat hei:

«La situation du colonel, chef d'état-major actuel, qui sera placé hors cadre et chargé de la planification auprès du Ministre de la Défense semble amplement réglée par les dispositions transitoires envisagées sous l'article 25, point 39°, telles que complétées par l'amendement g), à moins que le Gouvernement n'envisage de créer à terme une pléthore de colonels. Le dernier alinéa envisagé par l'amendement g) est totalement superfétatoire, alors qu'il crée de nouveau la fonction de colonel, chef d'état-major, précédemment abandonnée par les auteurs des amendements.»

D'Kommissioun huet deementspriechend den Amendement g) zréckbehalen, wat deen éischten Alinea vum Amendement ubelaangt - dat ass elo de leschten Alinea vum Artikel 25-39° - a si huet den zweeten Abschnitt vum Amendement g) gestrach, wéi de Conseil d'État dat gefrot huet.

D'Défense stoung och nach um Ordre du jour vun de Sëtzunge vum 13. September, 26. November (um Härebierg), 28. November, 7. Dezember an 13. Dezember 2007.

Finalement gëllt et ze bemierken, datt déi aner Elementer oder Punkten, déi am Kader vun der Fro vum honorabelen Deputéierten ugefouert ginn, net zoutreffen. Ech kann insbesondere net gesinn, wou hei eng «Degradatioun» vu menger Säit aus soll stattfonnt hunn. Et handelt sech hei weder ëm en «Excès de pouvoir» nach ëm eng Violatioun vun den «Regele vun enger gudder Statsféierung» oder Ähnlechem. Reprocher à l'attention vum Colonel Ries hunn ech, wéi aus mengen Explikatiounen ervirgeet, keng ze formuléieren *(annexes à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Question 2204 (7.1.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**exercice militaire dit «Oesling 84»:**

Il me revient par la presse nationale et internationale que le Luxembourg aurait participé en mai 1984 à un exercice militaire dit «Oesling 84» de l'OTAN. Cet exercice se serait déroulé aussi bien sur le territoire luxembourgeois que belge. À l'époque, la presse belge avait écrit qu'une série d'incidents aurait eu lieu lors de l'exercice. Il est question d'attaques sur plusieurs postes de gendarmerie, sur un réservoir d'essence, un poste de relais de la RTBF ainsi que sur la caserne des chasseurs ardennais de Vielsalm. Cette dernière a fait un mort. Récemment un article publié dans la presse nationale a fait référence à une participation éventuelle de la BMG (Brigade Mobile de la Gendarmerie) à l'exercice en question.

- Messieurs les Ministres pourraient-ils me confirmer la participation luxembourgeoise à l'exercice militaire susmentionné?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres pourraient-ils m'informer sur les contingents luxembourgeois de l'armée, de la gendarmerie et de la police ayant participé à l'exercice?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres pourraient-ils particulièrement m'informer sur une éventuelle participation de la BMG (Brigade Mobile de la Gendarmerie), ou de certains de ses membres, à l'exercice susmentionné?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres pourraient-ils m'informer sur les troupes étrangères ayant participé à l'exercice sur le territoire luxembourgeois et belge?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres pourraient-ils m'informer si les contingents luxembourgeois ont été impliqués de près ou de loin dans les incidents précités sur le territoire belge?

Réponse commune (23.1.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Les Ministres de la Justice et de la Défense n'ont pas de connaissance personnelle de cet exercice militaire qui a eu lieu il y a près de 24 ans. À la suite des recherches que leurs services ont pu faire au cours du mois de janvier 2008 pour répondre à la présente question parlementaire, ils peuvent faire part des éléments suivants à l'honorable Député:

- L'armée luxembourgeoise a participé à l'exercice «Oesling 84». Cet exercice, qui avait été annoncé pour voie de presse, s'inscrivait dans le cadre d'un exercice plus général de l'OTAN, l'exercice «Flintlook 84» et dont «Oesling 84» constituait une partie.

La zone de l'exercice des unités luxembourgeoises était strictement limitée au Nord du Grand-Duché de Luxembourg, la limite vers le Sud étant constituée à peu près par une ligne Steinfort-Grevenmacher.

- Du côté de l'armée luxembourgeoise ont participé à l'exercice des éléments du commandement du centre militaire ainsi que de toutes les compagnies de celui-ci. Y ont également participé 20 militaires US des brigades spéciales stationnées en Allemagne.

- Les brigades de gendarmerie de l'arrondissement de Diekirch ont quant à elles participé à la recherche de renseignement dans la mesure où l'objet de l'exercice était de localiser des «éléments de force spéciale» de la partie adverse susceptibles de saboter des points sensibles dans la zone d'opération.

- Nos services n'ont pas trouvé de traces d'une participation de la BMG (Brigade Mobile de la Gendarmerie) à cet exercice.

- La police ne semble pas non plus avoir participé à cet exercice.

Question 2208 (8.1.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **procédure d'infraction contre le Luxembourg en relation avec la directive 2006/32/CE relative à l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et aux services énergétiques:**

La Commission européenne a engagé une procédure d'infraction contre le Luxembourg, qui n'a pas communiqué son plan d'action en matière d'efficacité énergétique avant le 30 juin 2007, comme l'exige la directive de 2006 relative à l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et aux services énergétiques. Ce plan d'action doit présenter des stratégies nationales en vue d'atteindre l'objectif de 9% d'économies d'énergie avant la fin de 2016, et montrer comment les État membres se conforment à d'autres dispositions de la directive.

Dans ce contexte j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, les questions suivantes à Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie:

- À quel état d'élaboration se trouve actuellement le plan national d'action en question? Quelles sont les raisons de ce retard de six mois qui a obligé la Commission à déclencher la procédure d'infraction?

- Quand est-ce que votre Ministère estime pouvoir présenter une première ébauche du plan d'action?

Réponse (5.2.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La directive 2006/32/CE relative à l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et aux services énergétiques prévoit l'établissement par chaque État membre d'un Plan d'Action en matière d'Efficacité Énergétique (PAEE) qui doit définir, d'une part, un objectif indicatif national en matière d'économies d'énergie et, d'autre part, reprendre les mesures permettant une amélioration de l'efficacité énergétique en vue de concrétiser cet objectif.

Au cours des derniers mois, un travail intensif a été entrepris par mes services avec le concours d'experts externes en vue d'établir le PAEE pour le Luxembourg. Au cours de rétablissement du PAEE, il s'est avéré que la définition d'une stratégie cohérente pour le Luxembourg est assez complexe. Il s'agit en effet de choisir des mesures d'efficacité qui seront en ligne avec le futur cadre de réduction des émissions de gaz à effet de serre et du développement des énergies renouvelables dont les nouvelles orientations ont été présentées en janvier 2008 par la Commission européenne.

Le 22 janvier 2008, un workshop a eu lieu avec quelque 60 participants de la société civile et des secteurs professionnels concernés, dont l'honorable Député Henri Kox, pour présenter les éléments principaux du futur PAEE et pour collecter les remarques et suggestions des participants.

Après analyse et synthèse des contributions collectées, le PAEE sera soumis au Conseil du Gouvernement pour approbation et envoyé de suite à la Commission européenne.

Question 2209 (9.1.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **bilan de l'application de la nouvelle loi sur la liberté d'expression dans les médias:**

Lors du vote de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, la Chambre des Députés a voté une motion invitant le Gouvernement:

- «à dresser un bilan de l'application de la nouvelle loi sur la liberté d'expression dans les médias trois années après son entrée en vigueur,

- à envisager, le cas échéant, des adaptations de la loi en tenant compte de la teneur d'un éventuel Code de déontologie des métiers de la presse,

- à élaborer (…) un projet de loi sur l'accès des citoyens et des journalistes aux informations auprès des administrations et services publics, en vue de faciliter et de réglementer cet accès dans le respect des droits fondamentaux des personnes».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministres des Communications:

1. Est-ce que le Gouvernement a dressé ce bilan?

2. Quelles ont été les conclusions du bilan?

3. Quelles dispositions de la loi du 8 juin 2004 seront modifiées?

4. Quand le projet de loi sur l'accès des citoyens et des journalistes aux informations auprès des administrations et services publics sera-t-il déposé?

Réponse (23.1.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

J'ai demandé au Conseil de Presse il y a un certain temps déjà de me saisir des points dont il entend discuter dans le cadre d'une adaptation de la loi du 8 juin 2004, cette loi ayant globalement fait ses preuves. Dès que je serai en possession des éléments afférents, j'examinerai les deux premiers points repris à la motion à laquelle se réfère l'honorable Député.

Le texte du projet de loi sur l'accès à l'information est en voie de finalisation en les services de Monsieur le Premier Ministre.

Question 2210 (9.1.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **marché immobilier:**

Suivant mes informations le marché immobilier connaît actuellement un sérieux ralentissement et un certain nombre de projets sont suspendus du fait de l'absence d'acquéreurs potentiels. La raison de cette accalmie serait moins à rechercher dans le coût des immeubles en question que dans celui des prêts hypothécaires.

Au vu de ce qui précède je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer cet état des choses?

- Quelles en sont les raisons et est-ce que le renchérissement des prêts hypothécaires n'est pas en premier lieu responsable de ce ralentissement?

- Eu égard à cette situation le Gouvernement n'envisage-t-il pas de peser plus sur la politique de la Banque Centrale Européenne afin qu'elle infléchisse sa politique de hausse des taux d'intérêts?

Réponse (30.1.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Je peux informer l'honorable Député que le marché des prêts hypothécaires se porte bien et continue sa progression. En effet, renseignements pris auprès de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, acteur représentatif du marché, le volume des dossiers de prêts hypothécaires accordés a augmenté en 2007, tout comme les années précédentes.

Quant aux taux des prêts hypothécaires, il est évident que leur évolution suit celle des taux directeurs décidés au fur et à mesure par la Banque Centrale Européenne. Si les trois années écoulées ont montré une augmentation constante, mais par petits pas desdits taux, il faut cependant situer cela dans un contexte historique de moyen voire de long terme. Dans une telle approche, on doit souligner que les taux actuels sont encore relativement modérés.

Pour ce qui est des conditions autres que le taux applicables à l'octroi de prêts hypothécaires, je constate que les banques de la place de Luxembourg ont développé des mesures pour maintenir, voire faciliter, l'accès des clients au financement de la propriété immobilière.

Question 2211 (9.1.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**examen chimique des cheveux comme moyen de preuve pour déterminer si un conducteur souffre d'alcoolisme:**

Il s'avère qu'en Suisse le Tribunal fédéral reconnaît l'examen chimique des cheveux pour déterminer si un conducteur souffre d'alcoolisme.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce qu'au regard de la législation actuelle concernant la circulation sur les voies publiques, l'examen chimique des cheveux est accepté au Luxembourg comme moyen de preuve pour apprécier à charge et à décharge d'un titulaire de permis de conduire s'il présente «des signes manifestes d'alcoolisme», cette notion permettant au sens du paragraphe premier de l'article 2 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies le retrait du permis de conduire?

- Dans l'affirmative, est-ce que de tels tests sont pratiqués?

- Dans la négative, est-ce que le Gouvernement entend légaliser de tels examens?

Réponse (25.1.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

De prime abord, il convient de préciser que l'article 12, paragraphe 3, points 1 à 4, de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques dispose que:

«1. S'il existe un indice grave faisant présumer qu'une personne qui aura conduit un véhicule ou un animal se trouve dans un des états alcooliques visés au paragraphe 2, cette personne devra se soumettre à un examen sommaire de l'haleine à effectuer par les membres de la Police grand-ducale.

2. Si cet examen sommaire est concluant, l'imprégnation alcoolique sera déterminée par un examen de l'air expiré au moyen des appareils visés au paragraphe 7, sous 1, ou par une prise de sang.

Si l'imprégnation alcoolique a été déterminée par un examen de l'air expiré, le membre de la Police grand-ducale avise la personne qu'elle peut demander à titre de preuve contraire à être soumise à une prise de sang. Il sera tenu compte d'une élimination adéquate d'alcool par l'organisme entre le moment dudit examen et celui de la prise de sang.

3. En cas d'impossibilité médicale constatée par un médecin de procéder à un examen de l'air expiré ou à une prise de sang, la personne concernée devra se soumettre à un examen médical à l'effet de constater si elle présente des signes manifestes d'ivresse ou d'influence d'alcool.

4. Toutefois en l'absence d'un examen sommaire de l'haleine, d'un examen de l'air expiré, d'une prise de sang ou d'un examen médical, l'ivresse ou l'influence de l'alcool pourra être établie par tous les moyens de preuve prévue en matière pénale.»

L'article 88, point D, de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques dispose notamment que: «L'examen médical ayant pour objet de déterminer si une personne se trouve sous l'emprise d'un des états alcooliques prévus à l'article 12 modifié de la loi du 14 février 1955 précitée, consistera dans un examen clinique exécuté par un médecin autorisé à exercer au Grand-Duché de Luxembourg. Le médecin est tenu de dresser procès-verbal de l'examen médical.»

Suivant les dispositions légales précitées, il n'existe à l'heure actuelle, du moins dans le cadre précité de la conduite d'un véhicule automoteur, pas de possibilité de constater ou non une quelconque imprégnation alcoolique par l'analyse du cheveu.

Au vu de ce qui précède et en tenant compte à la fiabilité des outils de détection qui sont actuellement à disposition des autorités publiques, je n'envisage pas dans l'immédiat d'introduire un nouveau moyen de preuve, en l'occurrence l'examen chimique des cheveux, pour apprécier à charge et à décharge d'un titulaire de permis de conduire s'il présente des signes manifestes d'alcoolisme.

Question 2212 (9.1.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **taxe sur les véhicules automoteurs - tracteurs agricoles:**

Wat déi nei Besteierung vun den Trakteuren ubelaangt, seet den Artikel 41 vum Gesetz vum 22. Dezember 2006, datt Trakteuren, déi exklusiv gebraucht gi fir Aarbechten an der Landwirtschaft, dem Wäibau, der Fëschzuucht an dem Bësch, vun der Tax befreit sinn. Am Gesetz geet keng Rieds dervun, datt ee misst haaptberufflech an enger vun dësen Aktivitéiten täteg sinn. Och den Artikel 8 vum Budgetsgesetz vum 21. Dezember 2007 schreift dës Konditioun net explizit vir.

Eng Parti meescht eeler Trakteure ginn haut nach vu Leit gebraucht, déi zum Beispill fir hire private Gebrauch am Bësch schaffen oder e Bongert exploitéieren. Dës Trakteure sinn an der Regel exklusiv an engem vun de virgenannte Beräicher täteg, entspriechen duerfir och dem Artikel 41 vum Gesetz vum 22. Dezember 2006. Virun dësem Hannergrond géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Wat fir eng gesetzlech Dispositioun schreift vir, datt een als Proprietaire vu sou engem Trakteur misst haaptberufflech an enger vun de virgenannte landwirtschaftlechen Aktivitéiten täteg sinn, fir vun der Exemptioun kënnen ze profitéieren?

2. Wann et keng sou Dispositioun gëtt, missten dann net all dës Trakteure vun der gesetzlech accordéierter Exemptioun profitéieren?

3. Wann dat esou ass, wéi sollen déi betraffe Propriétairë vu sou Gefierer prozedural virgoen, fir kënne vun hirem Recht op Exemptioun Gebrauch ze maachen?

Réponse (23.1.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

L'article 41 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement disposait que les tracteurs utilisés exclusivement pour des travaux agricoles, horticoles, viticoles, dans la pisciculture et la sylviculture sont exonérés de la taxe.

Cette disposition a été modifiée par la loi budgétaire du 21 décembre 2007 et se trouve dorénavant libellé comme suit:

«Art. 41. Par dérogation à l'article 40 (1) et 40 (2) les tracteurs utilisés exclusivement pour les travaux agricoles, horticoles, viticoles, dans la pisciculture et la sylviculture, sont exonérés de la taxe, lorsqu'ils circulent sur la voie publique et sont utilisés:

- à la traction de machines, d'instruments aratoires, de remorques ou de chariots chargés ou non, utilisés dans leur exploitation par les personnes qui exercent la profession d'agriculteur, d'horticulteur, de sylviculteur ou de pisciculteur ou par des personnes travaillant à leur service, pour autant que l'utilisation sur la voie publique ait un lien direct avec la gestion de cette exploitation;

- par d'autres entrepreneurs que les personnes susvisées, ou par leur personnel, pour l'exécution de travaux en rapport avec l'exploitation agricole, horticole, forestière ou piscicole de tiers, pour autant qu'aucun transport sur la voie publique de marchandises, de données ou d'animaux ne soit effectué autrement qu'entre les lieux d'une même exploitation ou entre la ferme et les terres qui en dépendent et inversement».

Depuis le 1er janvier 2008, le lien entre l'exercice de la profession et les travaux cités est ainsi rendu plus clair et plus intelligible. Aussi la taxe à payer pour les tracteurs ne remplissant pas les conditions de l'article 41 nouveau est-elle fixée au montant forfaitaire de 125.- € par tracteur et ne dépend plus du poids à vide.

Pour l'exercice 2007, l'Administration des Douanes et Accises interprètera de façon large les dispositions en vigueur pour ce même exercice.

Afin de pouvoir bénéficier de l'exemption fiscale prévue à l'article 41, une demande (déclaration de profession 108) devra être adressée à l'administration compétente dont je joins copie en annexe *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Question 2217 (11.1.2008) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **possibilité d'exonérer de l'impôt libératoire retenu à la source les produits d'épargne-logement:**

Suivant les termes de l'accord salarial entre le Gouvernement et la CGFP du 5 juillet 2007, «le Gouvernement analysera d'ici la fin 2007 la possibilité d'exonérer de l'impôt libératoire retenu à la source les produits d'épargne-logement».

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres quelle a été la conclusion de cette analyse.

Réponse (28.1.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Dans le cadre des mesures destinées à faciliter l'accès à la propriété, le Gouvernement est favorable à introduire des mesures fiscales encourageant l'épargne-logement.

Un avant-projet de loi afférant sera examiné au Conseil de Gouvernement au cours du premier semestre 2008.

Question 2218 (11.1.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **recalcul de la taxe sur les véhicules automoteurs:**

Point n'est besoin de mettre une fois de plus en exergue les injustices du nouveau mode de calcul de la taxe sur les véhicules routiers et les imperfections criantes en relation avec sa perception. En effet, il me revient que nombre de plaintes concernant le recalcul de la taxe sur les véhicules ont été introduites au cours des semaines passées auprès de l'Administration des Douanes et Accises.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Transports:

- Combien de fonctionnaires sont temporairement ou définitivement affectés au recalcul et à la perception de la taxe? Quel en est l'impact budgétaire en 2007, 2008 et 2009?

- Le Gouvernement envisage-t-il, le cas échéant, de revoir à court terme les aspects insatisfaisants de la nouvelle législation avec l'objectif d'en redresser les erreurs les plus évidentes? Un inventaire a-t-il entre-temps été dressé à ce sujet? Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire quelles sont les erreurs les plus graves constatées et quelles sont les mesures éventuellement envisagées pour les corriger?

- Quelle est l'attitude du Gouvernement face au reproche d'inconstitutionnalité avancé par l'ACL quant à la nouvelle taxe? Le nouveau texte légal a-t-il entre-temps été soumis à une analyse critique quant à sa conformité avec la Constitution? Quelles sont les conclusions de cette étude?

- Concernant les nombreuses demandes de contribuables visant un recalcul de la taxe qui leur est facturée, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer l'ordre de grandeur des plaintes introduites? Quel est l'état de suivi de ces plaintes? Quel est le pourcentage d'interventions justifiées donnant lieu à une correction?

- L'Administration des Douanes et Accises procédera-t-elle à une restitution des sommes payées en trop si une plainte est introduite par un automobiliste après le règlement du montant de taxe qui lui avait été réclamé?

- De nombreuses opérations de recalcul de la taxe effectivement due se soldent par la facturation de montants dérisoires de l'ordre de moins de dix euros. Le coût administratif des ordres de paiement délivrés par l'Administration des Douanes et Accises est-il, de l'avis de Messieurs les Ministres, en rapport avec les rentrées financières en question? Ne serait-il pas plus rationnel de renoncer à cette facturation en question, quitte à prévoir un changement du cadre légal pour ce faire?

- Enfin, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que le fait que les véhicules appartenant à l'État aux communes et aux établissements publics ne paient pas la taxe est psychologiquement contreproductif et financièrement inéquitable vis-à-vis des entreprises privées et des particuliers?

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

Réponse commune (23.1.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement publiée au Mémorial A-239 du 29 décembre 2006, dans son titre 3, porte réforme de la taxe sur les véhicules routiers et abroge la législation antérieure en la matière qui datait, du moins dans ses principes, de 1935. Le barème fixant le taux de la taxe datait de 1984.

Le législateur, en mettant fin à la loi de 1935, le «Kraftfahrzeugsteuergesetz», a voulu moderniser la législation en s'inspirant d'une proposition de directive européenne qui prévoit comme base d'assiette le CO_2, c'est-à-dire la consommation normalisée d'un véhicule suivant un cycle de mesure standardisé au niveau européen.

Ces données sont inscrites dans le certificat de conformité accompagnant chaque véhicule de façon obligatoire depuis le 1er janvier 2001.

Les données relatives aux émissions de CO_2 du véhicule ne sont pas disponibles de façon généralisée pour les véhicules datant d'avant 2001, c'est la raison pour laquelle le législateur a opté pour une double assiette - cylindrée et CO_2 - en fonction de la date de première mise en circulation du véhicule.

Les taux fixés dans le règlement grand-ducal A 244 du 29 décembre 2006 pour les voitures plus anciennes, donc avant 2001 et les voitures immatriculées après le 1er janvier 2001 se trouvent cependant à un niveau très comparable par catégorie de véhicules de sorte que le propriétaire d'une voiture plus ancienne ne soit pas avantagé.

Le législateur a encore prévu une passerelle à l'article 37(2) de la loi en faveur des détenteurs de voitures immatriculées avant 2001 si la taxe calculée d'après les émissions de CO_2, telles que reprises dans le certificat de conformité communautaire ou dans tout autre certificat équivalent délivré par le constructeur du véhicule, s'avère inférieure d'au moins 10.- € à celle calculée d'après la cylindrée.

Il ressort de cette disposition et des taux appliqués aux véhicules après et avant 2001, que le législateur a parfaitement respecté l'égalité du citoyen détenteur d'un véhicule devant la loi fiscale.

Il est donc erroné de qualifier la nouvelle loi disposant à partir du 1er janvier 2007 comme injuste. Bien au contraire tient-elle compte du principe pollueur-payeur en ce que le détenteur du véhicule émettant plus de CO_2, donc consommant plus de carburant, paie une taxe annuelle plus élevée. À noter que cette même loi, dans son article 62, introduit également une «contribution changement climatique» sur les carburants. En application du principe pollueur-payeur, les recettes générées par ce relèvement progressif du taux des accises sur les carburants routiers sont intégralement affectées au Fonds de financement des mécanismes de Kyoto.

Le bureau de recette auto de l'Administration des Douanes et Accises compte dix personnes, sans compter les six personnes supplémentaires affectées temporairement à cette même unité en vue de répondre aux nombreux appels téléphoniques. Les recettes totales de la taxe (40% fonds Kyoto, 40% budget et 20% pour les communs) se chiffrent en 2007 à 70 mio €. Le montant inscrit au budget 2008 est identique.

Comme la taxe s'appliquait à partir du 1er janvier 2007 tandis que la loi date du 22 décembre 2006, le législateur avait prévu à l'article 59 de la loi que la régularisation de la taxe se fera pendant l'année 2007. Même si l'entrée en vigueur de la loi avait été retardée de six, voire de douze mois, un recalcul de la taxe aurait toujours dû être prévu en raison de l'échéance annuelle de la taxe à un jour de l'année déterminé par la première mise en circulation ou par l'introduction sur le territoire d'un véhicule importé.

La principale, sinon l'unique raison des erreurs rencontrées au niveau du recalcul est liée à la taille du fichier de la taxe auto comportant quelque 450.000 inscriptions, sans parler des mutations de véhicules au jour le jour en raison notamment de la vente de celui-ci, du décès du propriétaire ou de la transcription à un autre membre de la famille, voire des différentes raisons pouvant conduire à un changement de nom.

L'Administration des Douanes et Accises n'est que simple utilisateur de ce fichier mis à sa disposition en vue de l'application de la loi précitée essentiellement en raison de son article 58. Les demandes en raison d'inscriptions erronées au fichier ont toutes été redressées à ce jour. Le montant trop perçu est bien évidemment remboursé.

Le montant du recalcul, chaque fois qu'il a été calculé n'a pas donné lieu à contestation. Pour des raisons d'équité devant la loi fiscale, le législateur a prévu le recalcul même pour des faibles montants dépassant 1.- € (26.000 recalculs ont conduit à des montants inférieurs à 1.- € et ont par conséquent été négligés), sachant que l'opération du recalcul est une opération unique qui ne se répétera plus sous l'égide de la loi en vigueur. Ceci étant, 25.974 recalculs pour des montants à payer inférieur à 10.- € pour un montant total de 140.513.- € ont été effectués.

Pour les raisons d'équité fiscale avancées ci-dessus, il n'aurait pas été juste de renoncer à ces paiements même si le coût administratif n'est pas négligeable. Le raisonnement relatif au coût administratif revient dans l'ultime alinéa de la question parlementaire de l'honorable Député et a cette fois-ci été tranché en sens inverse puisque l'opération consistant à faire payer la taxe à l'État et aux communes a été jugée comme opération purement comptable sans valeur ajoutée.

Ces développements me permettent de dire qu'il n'y a ni «injustices» ni «imperfections» en relation avec la perception de cette taxe qui soumet le véhicule à consommation plus élevée à une taxe plus élevée. A contrario permet-elle que le véhicule émettant peu de CO_2 paie une taxe très peu élevée. Ainsi le nombre de recalculs conduisant à des remboursements de la taxe est de 33.643 pour un montant total de 707.218.- €.

Question 2232 (15.1.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**enquête sur la série d'attentats perpétrés dans les années 1980:**

Dans sa conférence de presse du 25 novembre 2007 et lors de l'échange de vues avec la Commission juridique de la Chambre des Députés, Monsieur le Procureur d'État Robert Biever a fait savoir qu'une filature a été organisée dans le cadre des enquêtes sur la série d'attentats perpétrés dans les années 1980 au Luxembourg, sans que le juge d'instruction n'ait ni été informé, ni été mis au fait des conclusions de cette filature.

Suite à ces explications, Monsieur le Ministre de la Justice a chargé l'Inspection Générale de la Police d'une enquête permettant de mettre la lumière sur les faits relatés ci-dessus. Une enquête qui, d'après les explications données par Monsieur le Ministre de la Justice à l'occasion de la séance publique du 11 décembre 2007, doit être assurée par des personnes n'ayant pas été mêlées de près ou de loin à l'affaire.

- Au vu de ce qui précède Monsieur le Ministre, peut-il me confirmer que le rapport de l'Inspection Générale de la Police sera rédigé par des personnes n'ayant pas eu de lien avec les responsables juridiques et politiques en place au moment des faits?

- Étant donné que l'Inspection Générale de la Police devra se prononcer sur l'implication de plusieurs officiers de la Gendarmerie de l'époque ou de la police actuelle occupant des postes à responsabilité, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il aurait mieux valu faire appel à des experts non luxembourgeois pour mener cette enquête?

Réponse (23.1.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Dans ma lettre de saisine de l'Inspection Générale de la Police du 10 décembre 2007, j'ai demandé à ce que le rapport relatif à l'observation menée à l'époque sur Monsieur Geiben soit rédigé par un membre de l'Inspection Générale de la Police n'ayant pas participé, d'une façon ou d'une autre, à l'enquête au moment des faits. Il m'a été confirmé depuis lors que le rapport serait rédigé par un membre de l'Inspection Générale n'ayant pas travaillé pour les forces de l'ordre à l'époque.

Si néanmoins l'honorable Député, ou son groupe politique, n'a pas confiance dans le travail des fonctionnaires ainsi mandatés, je marque d'ores et déjà mon accord à ce que des experts étrangers soient chargés d'une mission et j'invite votre groupe parlementaire à m'indiquer les noms ou profils des experts dans lesquels ils auraient confiance pour cette mission, ainsi que les pouvoirs légaux qui leur seraient accordés pour mener à bien ce travail. Dans un souci d'assurer un maximum de transparence et de confiance dans ce travail, je souhaite que ce travail se fasse sous le contrôle de l'un des présidents d'un groupe parlementaire d'opposition.

Question 2242 (18.1.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**extension de l'interdiction de fumer:**

En date du 5 septembre 2006 est entrée en vigueur la loi relative à la lutte antitabac, par laquelle le Gouvernement voulait en effet marquer une nouvelle étape dans la lutte contre le tabagisme.

Dans un article de presse, Monsieur le Ministre déclare vouloir étendre l'interdiction de fumer au cours de la première moitié de l'année.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces déclarations et, le cas échéant, les préciser? Si oui, est-il notamment prévu d'étendre l'interdiction de fumer aux cafés, discothèques et aux entreprises privées? À quand peut-on s'attendre au dépôt d'un projet de loi en la matière?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si entre-temps une évaluation de la loi en question a été réalisée? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

www.chd.lu

Réponse (12.2.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Tout d'abord j'aimerais insister sur ma conviction qu'un Ministre de la Santé a l'obligation d'assurer la meilleure protection possible aux non fumeurs. La loi du 11 août 2006 constitue une étape importante dans cette direction, étant entendu que d'autres étapes devront suivre. Par le biais du règlement grand-ducal du 26 janvier 2007 fixant les caractéristiques techniques des systèmes d'extraction ou d'épuration des pièces séparées dans les établissements de restauration et les salons de consommation des pâtisseries et des boulangeries et le règlement grand-ducal du 31 octobre 2007 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 5 mars 2004 concernant la santé et la sécurité du travail et le contrôle médical dans la fonction publique et du programme commun du Ministère de la Santé et de l'Union des Caisses de Maladie en faveur du sevrage tabagique, le Gouvernement a d'ailleurs entamé des pas supplémentaires dans ce sens.

Lors de la présentation du programme de sevrage tabagique, j'ai annoncé qu'en collaboration avec le groupe «tabac» je suis en train de mettre au point un plan pluriannuel de lutte contre le tabagisme, accompagné d'un échéancier. Je saisirai le Conseil de Gouvernement au cours de la première moitié de l'année 2008 du projet de plan tabac.

Quant à l'évaluation de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, entrée en vigueur le 5 septembre 2006, je me suis donné deux ans pour y procéder. Les leçons tirées de l'application de cette loi pourront de la sorte être intégrées tout naturellement dans le plan pluriannuel précité.

Question 2253 (22.1.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **camions bennes sur autoroutes:**

On peut souvent observer sur nos autoroutes que des camions bennes et poids lourds non bâchés et chargés de gravier, sable, terre, déchets inertes etc. perdent à cause de leur vitesse une partie de leur cargaison. Cette pluie de gravillons peut sérieusement mettre en cause la sécurité routière. En effet, un petit caillou peut facilement faire endommager le pare-brise d'une voiture et distraire l'attention du chauffeur. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire l'obligation absolue de bâcher les camions bennes, poids lourds, remorques etc. transportant du gravier, sable ou autres matières?

- Dans la négative, quelles autres mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin de résoudre la problématique susmentionnée et de minimiser le risque d'accidents?

Réponse (1.2.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député se renseigne si le Ministre des Transports envisage d'introduire l'obligation absolue de bâcher certaines cargaisons de poids lourds.

En effet, le chargement adéquat des véhicules routiers, et notamment des poids lourds, est un aspect important pour la sécurité routière. Dans l'optique de clarifier les dispositions régissant l'arrimage, j'ai procédé en 2007 à une refonte de l'article 8 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route.

Dorénavant le chargement d'un véhicule ne doit pas seulement être disposé ou fixé convenablement (ancien texte), mais il doit également, selon le cas, être bloqué, verrouillé ou arrimé convenablement. Ledit article 8 prévoit par ailleurs que les équipements amovibles faisant partie intégrante d'un véhicule routier doivent être arrimés à l'instar du chargement de ce véhicule.

Conformément au programme gouvernemental de renforcer «de manière substantielle les mesures et actions en faveur de la sécurité routière» j'entends déposer dans les prochaines semaines un projet de loi transposant une directive européenne prescrivant une formation obligatoire pour tous les conducteurs professionnels. L'enjeu de cette formation initiale et continue est de taille, il s'agit notamment de professionnaliser le secteur du transport routier et de sensibiliser chaque conducteur à la sécurité.

Le volet de l'arrimage, qui représente un des piliers de cette formation, prévoit, outre l'apprentissage des techniques de calage et d'utilisation des moyens de manutentions, également l'enseignement des techniques de bâchage et débâchage.

En considération de ce qui précède, je suis d'avis qu'à court terme l'introduction de l'obligation de bâchage n'est pas de mise et j'escompte que les mesures précitées contribuent considérablement à renforcer la sécurité routière et par conséquent à minimiser le risque d'accidents.

Question 2301 (14.2.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**affaire «Bommeleeër» - Prise de position M. Reuland:**

Dans une prise de position de Monsieur Pierre Reuland sur l'Intranet de la Police grand-ducale en novembre 2007, celui-ci avait jugé l'inculpation de deux policiers par le juge d'instruction «d'intenable». Sur ce, Monsieur le Ministre de la Justice avait ordonné à Monsieur Reuland de ne plus se prononcer sur l'instruction dans l'affaire dite «Bommenleeër».

Au vu de ce qui précède et tenant compte de l'interview que Monsieur Reuland a accordé au quotidien «d'Wort» dans lequel il réitère son soutien inconditionnel envers les deux inculpés et tenant compte de son communiqué de presse dans lequel Monsieur Reuland se prononce largement sur la filature de Monsieur Bernard Geiben, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre avait jugé les propos tenus par Monsieur Reuland en novembre 2007 de «malheureux et inopportuns». Monsieur le Ministre pourrait-il me donner son appréciation sur les prises de positions récentes de Monsieur Reuland?

Réponse (14.2.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

J'ai pris connaissance des déclarations de Monsieur Pierre Reuland relatives aux faits lui reprochés.

J'estime que, dans une société attachée aux droits fondamentaux, toute personne mise en cause publiquement doit avoir le droit de s'exprimer librement pour se défendre soit directement, soit par avocat.

Étant donné qu'entre-temps Monsieur Reuland n'exerce plus les fonctions de directeur général de la police, il dispose désormais des mêmes droits que tout autre fonctionnaire et citoyen.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°9
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

26e	séance, jeudi	31 janvier 2008
27e	séance, mardi	19 février 2008
28e	séance, mercredi	20 février 2008

➤ Oppe Gespréicher mat Police …

Parlamentspräsident empfängt neuen Generaldirektor der Polizei



Nach seinem offiziellen Amtsantritt als Generaldirektor der Polizei stattete Romain Nettgen Parlamentspräsident Lucien Weiler einen Besuch ab.

Bei dem sehr offenen Gespräch ging es vor allem um die Herausforderungen, die sich der Polizei gegenwärtig stellen. Lucien Weiler beglückwünschte Romain Nettgen zu seiner Nominierung und zeigte sich überzeugt, dass der neue Generaldirektor die ihm anvertrauten Aufgaben mit Kompetenz und Verantwortungsgefühl erfüllen werde.

… an Arméi

Generalstabschef der Armee im Parlament

Vor kurzem hat Parlamentspräsident Lucien Weiler den neuen Chef des Generalstabs der Luxemburger Armee Colonel Gaston Reinig empfangen.

Beim Gespräch ging es vor allem um die internationalen Herausforderungen für die Luxemburger Armee im Rahmen der EU- und NATO-Missionen in den derzeitigen Krisengebieten in Afghanistan und dem Kosovo. Auch nationale Themen wurden angesprochen, so zum Beispiel die Reform der Armee, die im Dezember vom Parlament verabschiedet wurde.

Der Parlamentspräsident wünschte Colonel Gaston Reinig viel Glück in seinem hohen Amt.



Colonel Gaston Reinig, bislang Kommandant des Diekircher Armeezentrums, wurde am 21. Januar 2008 in der Abtei Neumünster offiziell in das Amt des Generalstabschefs eingeführt.

➤ Jonk Leit an Europa - déi Drëtt!

Studentinnen a Studente vun der Universitéit Lëtzebuerg hunn den 22. Februar am Chambersplenum mat Lëtzebuerger Deputéierten an Europadeputéierten iwwer Europa geschwat. Et war déi drëtt Auditioun an deem Genre. Virdru war schonn zweemol mat Lycéesschüler aus der Stad a vun Esch-Uelzecht diskutéiert ginn. Koum d'Konstitutioun net ze fréi? - Mat anere Wierder: Waren d'Leit vläicht nach net prett fir eng europäesch Verfassung? Wéi kann een Europa dem Bierger méi no bréngen? Dëst ware Froen, déi d'Studente gestallt hunn. En Échange gouf et iwwer Aspekter wéi d'Delokalisatioun vu Betriber oder d'Mobilitéit vun de Studenten.

D'Auditioun huet sech ageschriwwen an d'Beméiunge vun der aussen- an europapolitescher Chamberskommissioun, bei Geleeënheet vun der Adoptioun vum Traité vu Lissabon nees mat de Leit iwwer Europa an d'Gespréich ze kommen. Den Dialog mat der Jugend war den Optakt; aner Initiativë sollen nokommen.



➤ Winter-Meeting der OSZE-PA

Geteilte Meinungen zur Unabhängigkeitserklärung des Kosovo



Alex Bodry und Patrick Santer nahmen am Winter-Meeting der OSZE-PA teil.

Die luxemburgischen Abgeordneten Alex Bodry (LSAP) und Patrick Santer (CSV) nahmen am Winter-Meeting der Parlamentarischen Versammlung der OSZE am 21. und 22. Februar 2008 in Wien teil.

Mit Spannung wurde die für Freitagnachmittag anberaumte Diskussion über die Unabhängigkeitserklärung des Kosovo erwartet. Die Wortmeldungen waren so zahlreich, dass die Redezeit auf zwei Minuten pro Redner eingeschränkt wurde.

Die Vertreter Serbiens erklärten, dass mit der einseitigen Unabhängigkeitserklärung des Kosovo die territoriale Integrität Serbiens in Frage gestellt sei. Mit der Anerkennung der Unabhängigkeit durch andere Länder werde ein Präzedenzfall geschaffen, der auch andere Regionen zu einer einseitigen Unabhängigkeitserklärung anstiften könne. Die Meinung, dass durch die einseitige Unabhängigkeitserklärung internationales Recht missachtet wird, wurde von verschiedenen ost- und westeuropäischen Delegierten geteilt.

Die Befürworter der Unabhängigkeit des Kosovo führten dagegen an, dass es sich um einen Einzelfall handele, der aufgrund der historischen Gegebenheiten nicht auf andere Länder übertragbar sei. Man dürfe bei der Beurteilung nicht vergessen, dass die Region Kosovo bereits seit 1999 unter internationale Administration gestellt worden sei, betonte ein dänischer Delegierter.

Die Arbeiten des zweitägigen Winter-Meetings dienten zur Vorbereitung der Jahresversammlung der OSZE-PA, die vom 29. Juni bis 4. Juli in Astana, der Hauptstadt Kasachstans, stattfinden wird. Diese Ortswahl soll als Zeichen dafür gelten, dass die zentralasiatischen Staaten weiter in die Arbeiten der OSZE-PA eingebunden werden sollen, sagte der Präsident der OSZE-PA Göran Lennmarker in seiner Ansprache. Auf die Gefahren neuer Trennlinien im OSZE-Raum, die durch ungelöste Probleme entstehen können, wies die Vertreterin der finnischen Präsidentschaft der OSZE hin. Die OSZE biete den Teilnehmerstaaten ein wichtiges Mittel zur Konfliktvermeidung an. Das Bekenntnis zu Sicherheit durch Zusammenarbeit beinhalte auch ein Bekenntnis zu Demokratie und Rechtsstaatlichkeit.

Den 240 Delegierten aus 48 Staaten wurden die Arbeitsberichte seit der letzten Jahresversammlung in Kiew vorgestellt. Ein Hauptarbeitsfeld der OSZE-PA sind die Wahlbeobachtungsmissionen. Bedauert wurde, dass ein Land derartige Einschränkungen auferlegt hat, dass eine Langzeitbeobachtung nach den Kriterien von Kopenhagen nicht möglich sei. Somit müsse die OSZE-PA auf eine Beobachtung der Präsidentschaftswahlen in Russland verzichten.

Stellungnahme des Außenministers Jean Asselborn zur Unabhängigkeitserklärung des Kosovo und anschließende Debatte – siehe Seite 338 des Kammerberichtes.

DANS CE NUMÉRO

Soins palliatifs p. 318

Droit de mourir en dignité p. 327

Indépendance du Kosovo p. 338

Sommaire des séances publiques Nos 26 à 28 p. 351

Sommaire des questions parlementaires p. Q98

Mazedonische Sorgen und Hoffnungen



Der mazedonische Außenminister Antonio Milošoski (Mitte) wurde von Jacques-Yves Henckes, Marcel Glesener, Ben Fayot, Norbert Haupert, Marcel Oberweis und Charles Goerens, Mitglieder des parlamentarischen Außenausschusses, empfangen.

Darf die Ehemalige Jugoslawische Republik Mazedonien sich Mazedonien nennen?

Griechenland stellt dieses Recht in Frage: Mazedonien sei der Name einer griechischen Provinz und könne folglich nicht auch der Name eines Nachbarlandes sein.

Der mazedonische Außenminister Antonio Milošoski, der am 14. Februar im Rahmen seines offiziellen Besuchs in Luxemburg auch mit Abgeordneten des parlamentarischen Außenausschusses zusammentraf, widmete einen großen Teil seiner Ausführungen dem - aus seiner Sicht bedauerlichen - Namensstreit, den er als „unilaterales Problem Griechenlands" darstellte, das keinerlei internationale Dimension habe. Er hoffe auf ein baldiges Ende der Verstimmung, sagte Milošoski, und verwies auf die mazedonische Initiative einer gemeinsamen Erklärung über gutnachbarschaftliche Beziehungen. Der Vorschlag sei Griechenland vor einigen Wochen zugestellt worden; Mazedonien warte nun auf eine Reaktion aus Athen.

Milošoski sprach auch über die europäischen Ambitionen seines Landes: Umfragen hätten ergeben, dass sich 93% der mazedonischen Bevölkerung für einen EU-Beitritt ihres Landes aussprechen. „Wir fühlen uns als Teil Europas und hoffen auf ein baldiges Aufnehmen der Beitrittsverhandlungen", sagte der mazedonische Außenminister. Er sei sich jedoch bewusst, dass sich innerhalb der Europäischen Union eine gewisse Skepsis gegenüber weiteren Beitritten breitgemacht habe. Ein Beitritt Mazedoniens zur NATO scheint indes in Kürze denkbar: Er hoffe, so Milošoski, dass der NATO-Gipfel im April in Bukarest seinem Land die Mitgliedschaft anbiete.

Montenegro: ein kleines Land mit großem Ziel



Vizepräsident Jos Scheuer empfing den montenegrinischen Außenminister Milan Roćen (links).

Der montenegrinische Außenminister Milan Roćen war am 19. Februar zu Besuch in der Abgeordnetenkammer, wo er von Vizepräsident Jos Scheuer empfangen wurde.

Der Außenminister betonte dabei, dass es wichtig sei, dass zwei kleine Länder gute Beziehungen unterhielten, wobei Luxemburg für Montenegro als Musterbeispiel der Demokratie und der Wirtschaftsentwicklung gelte. Luxemburg sei außerdem auch das Land, in dem am 15. Oktober 2007 das Assoziations- und Stabilisationsabkommen zwischen der Europäischen Union und Montenegro unterzeichnet wurde. Der montenegrinische Außenminister hofft, dass Luxemburg dieses Abkommen schnellstmöglich ratifizieren wird.

Montenegro hat ganz klar als Ziel, Mitglied der EU zu werden, und hat angekündigt, noch während der slowenischen Ratspräsidentschaft seine Kandidatur zu stellen. Am 1. Januar dieses Jahres traten des Weiteren die Visavereinbarungen zwischen der EU und den Westbalkanländern, darunter auch Montenegro, in Kraft. Die Tatsache, dass sich eine ganze Reihe von ausländischen Botschaften seit der Unabhängigkeit in Montenegro niedergelassen haben und dass das Land etliche Vertretungen im Ausland zählt, ist ein Beweis für seine Verankerung auf der internationalen politischen Ebene.

In Bezug auf die Verhältnisse zu seinen Nachbarländern erklärte der montenegrinische Außenminister, dass die Unabhängigkeitserklärung des Kosovo die wirtschaftlichen Beziehungen durch die Herstellung einer direkten Verkehrslinie wesentlich verbessern könnte.

Vizepräsident Scheuer nahm zum Schluss noch eine Einladung des montenegrinischen Parlamentspräsidenten entgegen und versprach, sich für einen Austausch zwischen beiden Parlamenten einzusetzen.

«Utilisons notre „carton orange" avec circonspection!»

Tel est le message que M. Laurent Mosar, président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires), a donné à ses homologues lors de la réunion des présidents des commissions des affaires européennes des parlements nationaux de l'Union européenne, des pays candidats ainsi que du Parlement européen, réunion qui s'est déroulée le 18 février 2008 à Ljubljana (Slovénie).

Dans le cadre de leurs travaux, les parlementaires ont analysé le résultat du quatrième test de subsidiarité sur la proposition de décision-cadre du Conseil modifiant la décision-cadre 2002/475/JAI relative à la lutte contre le terrorisme. Plusieurs membres ont mis en garde contre un recours trop fréquent au «carton orange» pour éviter de le banaliser. Suivant ce mécanisme du «carton orange», lorsque la moitié des parlements nationaux émet un avis de non-conformité, le Conseil et le Parlement européen doivent, en première lecture, examiner si la proposition législative européenne est conforme au principe de subsidiarité. Ils peuvent le rejeter à la majorité de 55% des membres du Conseil ou à la majorité des suffrages exprimés au Parlement européen.

«Tout le problème réside dans l'interprétation du principe de subsidiarité et du principe de proportionnalité.», a expliqué M. Laurent Mosar, en insistant sur le fait qu'il s'agit de notions politiques.

Les représentants des parlements ont par ailleurs profité de l'occasion pour procéder à un échange de vues avec M. Franco Frattini, Vice-Président de la Commission européenne en charge de la Justice, de la Liberté et de la Sécurité, qui s'est notamment félicité dans le contexte de la coopération entre la Commission européenne et les parlements nationaux que les membres de la Commission n'aient effectué pas moins de 350 visites auprès des parlementaires nationaux.



Le président de la délégation luxembourgeoise, M. Laurent Mosar, et la secrétaire, Mme Isabelle Barra.

Agenda de Lisbonne

Le bon fonctionnement du marché intérieur et l'appropriation des objectifs de l'agenda de Lisbonne étaient au cœur d'un débat entre députés européens et nationaux, qui se réunissaient pour la quatrième rencontre interparlementaire sur la stratégie de Lisbonne.

Intervenant devant les députés, le Président de la Commission européenne, M. José Manuel Durão Barroso, a souligné que la révision à mi-chemin de la stratégie de Lisbonne en 2005 a permis de s'approcher des objectifs notamment en ce qui concerne la stratégie pour la croissance et l'emploi, mais que des efforts supplémentaires étaient nécessaires.

Pour éviter que la stratégie de Lisbonne ne devienne un simple exercice bureaucratique, la Commission propose une série «d'actions phares», comme par exemple des initiatives destinées à redynamiser le secteur des petites et moyennes entreprises, à encourager une recherche de niveau mondial, à promouvoir l'utilisation de l'Internet à haut débit et à développer une efficacité énergétique accrue.



La délégation luxembourgeoise était composée de M. Alex Bodry, M. Jacques-Yves Henckes et M. Marcel Sauber.

«Muppegesetz»

4985 - Projet de loi relatif aux chiens

Suite à une série d'accidents graves causés en l'an 2000 par des chiens dits d'attaque dans les pays voisins et face au constat d'une propre législation lacunaire en la matière, le Gouvernement a décidé d'élaborer un projet de loi relatif aux chiens. Ce projet vise à répondre à une évolution sociale en ce qui concerne la tenue de chiens de compagnie qui se caractérise par la multiplication, depuis les années 1990, des chiens de races ou de croisements susceptibles d'être dangereux.

Le projet de loi prévoit notamment

a) pour tous les chiens:

- l'introduction de l'identification électronique obligatoire;

- la tenue en laisse obligatoire à l'intérieur des agglomérations, dans les parties communes des immeubles collectifs, dans les transports en commun, sur les stations de service et les parkings ouverts au public;

- la mise en place d'un ensemble d'obligations pour leur détention (déclaration, couverture par une assurance de responsabilité civile, ...);

- le paiement d'une taxe annuelle d'un montant de 10 euros au moins;

- qui sont déclarés dangereux, la possibilité de contraindre son détenteur à certaines mesures (tenue en laisse en tout lieu, muselage, cours de dressage ou de formation).

b) pour les chiens susceptibles d'être dangereux:

- la définition de certaines races et croisements de chiens susceptibles d'être dangereux;

- la mise en place d'un ensemble d'obligations supplémentaires pour la détention de ces chiens, afin de responsabiliser leurs détenteurs;

- la soumission de l'acquisition, de la cession, de l'importation et de l'introduction des chiens d'attaque sur le territoire luxembourgeois à une autorisation spéciale;

- la restriction de la liberté de circulation des chiens potentiellement dangereux;

- la limitation du dressage des chiens au mordant à certaines activités et aux titulaires d'un certificat de capacité.

c) des sanctions pénales:

- afin de pouvoir garantir la bonne exécution du dispositif légal un dispositif pénal complet et plus répressif est introduit;

- un service de fourrière au niveau communal ou intercommunal est instauré, permettant d'accueillir les chiens saisis en exécution de la présente loi.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 04.07.2002

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (Président: M. Marcel Oberweis):

12.09.2002	Désignation d'un rapporteur
18.01.2007	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.01.2007	Échange de vues avec des représentants des pétitionnaires au sujet de la pétition N°276 contre le projet de loi relatif aux chiens
17.04.2007	Échange de vues avec des représentants de la Centrale Luxembourgeoise du Sport pour Chiens d'Utilité
06.06.2007	Échange de vues avec des représentants du «Club Luxembourgeois pour Agility»
30.01.2008	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
13.02.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.02.2008

Pollution causée par les navires

5686 - Projet de loi transposant la Directive 2005/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions et la Décision-cadre 2005/667/JAI du Conseil du 12 juillet 2005 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit luxembourgeois deux textes communautaires visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires.

Le Luxembourg est directement concerné par toute nouvelle législation européenne ou internationale en matière de sécurité maritime et de protection de l'environnement marin du fait qu'il s'est doté, à côté du registre public des navires de plaisance créé par une loi du 23 septembre 1997, par le biais de la loi du 9 novembre 1990, d'un registre public maritime. Depuis la création de ce registre, un nombre toujours croissant de navires commerciaux sillonne les mers et les océans sous drapeau luxembourgeois.

À titre de référence, la flotte marchande battant pavillon luxembourgeois comptait 148 navires (navires de croisière, vraquiers, porte-conteneurs, bateaux citernes, etc.) fin 2007, représentant un tonnage total d'environ 932.000 t.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 16.02.2007

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry):

11.10.2007	Désignation d'un rapporteur
10.01.2008	Présentation du projet de loi et examen des amendements gouvernementaux et des avis du Conseil d'État
24.01.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.02.2008

Partenariat UE - Turkménistan

5769 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Turkménistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 mai 1998

Le projet de loi a pour objet d'approuver l'Accord de partenariat et de coopération que les Communautés européennes ont conclu avec le Turkménistan.

L'Accord a été signé le 25 mai 1998. En attendant l'accomplissement des procédures de ratification, un accord intermédiaire a été signé le 10 novembre 1999, qui prévoyait la mise en vigueur des dispositions commerciales de l'Accord. Or, en raison de la détérioration de la situation des droits de l'Homme au Turkménistan, l'entrée en vigueur de l'accord intermédiaire ainsi que les procédures de ratification de l'Accord furent suspendues. Les réunions du comité conjoint UE-Turkménistan n'ont repris qu'en janvier 2004. Suite à l'élection présidentielle de février 2007, l'Union s'est déclarée prête à mener un dialogue politique avec le nouveau Gouvernement turkmène afin d'aider le pays à mettre en œuvre des réformes.

L'Accord vise à établir un partenariat entre le Turkménistan et l'Union européenne. Il est destiné à régler les relations politiques, économiques et commerciales entre les deux parties et établit les bases pour une coopération sociale, financière, scientifique, technologique et culturelle. Il s'agit d'un accord non préférentiel, qui ne contient pas de clause de «rendez-vous» pour le début de négociations sur l'établissement d'une zone de libre-échange.

Les objectifs de l'Accord sont notamment:

- le soutien à l'indépendance et à la souveraineté du Turkménistan;

- le soutien aux efforts accomplis par le pays pour consolider sa démocratie, pour développer son économie et son infrastructure sociale et pour mener à terme son processus de transition vers une économie du marché;

- la promotion des échanges et des investissements, en particulier dans le secteur de l'énergie.

Comme pour les accords de partenariat conclus avec d'autres pays, une triple structure institutionnelle est mise en place:

- le Conseil de coopération, qui se réunit au niveau ministériel pour superviser la mise en œuvre de l'Accord;

- le Comité de coopération, composé de hauts fonctionnaires, qui en prépare les travaux;

- la Commission parlementaire de coopération, qui constitue une enceinte de dialogue entre des membres du Parlement turkmène et du Parlement européen.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.09.2007

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

17.10.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.02.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.02.2008

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Jeudi, 31 janvier 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président, Mme Colette Flesch, Vice-Président

Sommaire

1. Communication

2. 5380 - Projet de loi sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sur le projet de loi 5380: M. Jean-Paul Schaaf*
- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports sur la proposition de loi 5681: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Carlo Wagner, M. Romain Schneider, M. Henri Kox (motion 1), M. Robert Mehlen, M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*
- *Motion 1: M. le Ministre Fernand Boden, M. Henri Kox, M. Fernand Boden*

3. Ordre du jour

- *M. le Président, M. Aly Jaerling, M. Carlo Wagner*

4. 5748 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

- *Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Fernand Etgen*

5. 5380 - Projet de loi sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques (suite)

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Jean-Paul Schaaf, M. Henri Kox, motion 1 modifiée adoptée*

6. 5748 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique (suite)

- *Discussion générale (suite): Mme Claudia Dall'Agnol (à qui répond M. le Ministre Fernand Boden), M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Ministre; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Ech wëll de Minister Fernand Boden froen, ob d'Regierung der Chamber eppes matzedeelen huet.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Neen, Här President.

1. Communication

M. le Président.- Ech hunn der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen:

«Les ‚listes noires', décidées à l'échelon international, sont un des instruments que nous avons mis au point pour faire face à la menace du terrorisme. Si l'utilité même des listes n'est pas concernée par ce rapport, car elle n'est pas mise en discussion, en revanche l'utilisation des listes est fortement contestée.»

Après ces mots introductifs au débat sur les listes noires du Conseil de Sécurité des Nations Unies et de l'Union européenne, le rapporteur, M. Dick Marty, a expliqué que: «Ces listes ont créé un système où n'existent ni le droit d'être entendu, ni le droit de recours, ni celui de connaître les véritables motifs de l'inscription sur ces listes.

Les conséquences, c'est le gel total de tous les biens dans le monde entier, c'est l'impossibilité de franchir une frontière. En outre, ce système ne prévoit pas de véritable procédure de ‚delisting'.»

Il souligne que le point inquiétant de ce système qui a été mis sur pied en dehors de toute procédure, de toute garantie et de toute légitimité démocratique et sans qu'aucun parlement puisse en discuter et en décider, est celui qu'il se trouve aujourd'hui dans le monde entier des autorités démocratiques pour dire qu'elles doivent l'appliquer au motif qu'il a été décidé dans le cadre international des Nations Unies. Un autre constat très inquiétant qui devrait révolter les membres de l'Assemblée parlementaire consiste dans le fait que «le Conseil de Sécurité a estimé que la lutte contre le terrorisme exige de définir des moyens en dehors de toute légitimité démocratique et de tout système fondé sur la primauté de droit».

Par la suite il invite l'Assemblée à se prononcer clairement sur ce système et son absence de garanties tout en lui rappelant que: «Il est absolument évident que nous devons combattre le terrorisme, mais n'oublions pas qu'un des principaux alliés du terrorisme est l'injustice. Dès lors, il faut combattre aussi l'injustice. Nous en avons la possibilité.»

Son appel a été largement suivi; ainsi la résolution y relative a été adoptée par 101 voix pour 3 contre et 4 abstentions et la recommandation au Comité des Ministres a été adoptée par 110 voix pour et 2 contre et 3 abstentions.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est réunie en première partie de session à Strasbourg du 21 au 25 janvier 2008. Y ont participé la Présidente de la délégation, Mme Lydie Err, les membres effectifs, MM. Marcel Glesener et Charles Goerens, ainsi que les membres suppléants, MM. Jean Huss et Norbert Haupert et Mme Anne Brasseur.

Après l'ouverture de la session par le doyen d'âge, M. Miguel Barceló Pérez, il est procédé à l'élection du Président de l'Assemblée, fonction que revêtira dorénavant M. Lluís Maria de Puig.

Ensuite le Président sortant, M. René Van der Linden, a présenté le rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente.

À ce point à l'ordre du jour étaient joints les rapports des commissions ad hoc du Bureau sur l'observation des élections législatives en Fédération de Russie du 2 décembre 2007 et de l'élection présidentielle en Géorgie du 5 janvier 2008.

En dehors des points précités, figuraient à l'ordre du jour de la session les thèmes suivants:

- les développements concernant le statut futur du Kosovo,

- environnement: discussion commune des deux rapports ayant comme sujet

• réchauffement climatique et catastrophes écologiques,

• protection de l'environnement dans la région arctique,

- relations extérieures de l'Assemblée parlementaire: discussion commune des trois rapports ayant pour titre

• renforcer la coopération avec les pays du Maghreb avec l'intervention de M. Abdelaziz Ziari, Président de l'Assemblée populaire nationale de l'Algérie,

• la situation dans les républiques d'Asie centrale,

• le Conseil de l'Europe et ses États observateurs: situation actuelle et perspectives

- lignes directrices procédurales sur les droits et devoirs de l'opposition dans un parlement démocratique,

- disparition de nouveau-nés aux fins d'adoption illégale en Europe,

- nécessité de préserver le modèle sportif européen avec l'intervention de M. Michel Platini, Président de l'Union des associations européennes de football (UEFA),

- projet de protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine relatif aux tests génétiques à des fins médicales,

- la coopération transfrontalière et

- vidéosurveillance des lieux publics.

L'audience a pu suivre au cours des séances

- le discours de M. Robert Fico, Premier Ministre de la Slovaquie,

- le discours de M. Frans Timmermans, Ministre des Affaires européennes des Pays-Bas,

- le discours de M. Ferenc Gyurcsány, Premier Ministre de la Hongrie,

- la communication de M. Ján Kubiš, Ministre des Affaires étrangères de la Slovaquie et Président du Comité des Ministres,

- la communication de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe sur l'état du Conseil de l'Europe,

- le discours de M. Bamir Topi, Président de l'Albanie,

- le discours de M. Mikhail Saakashvili, Président de la Géorgie, suivi d'un point sur le respect des obligations et engagements de la Géorgie.

Au cours de cette session l'Assemblée a procédé à l'élection de cinq juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre de la Bulgarie, de l'Irlande, de la Lettonie, de la Moldova et de la Turquie.

En outre, il reste à souligner que, d'une part, Mme le Député Anne Brasseur a été nommée Présidente de la Commission de la Culture, de la Science et de l'Éducation et que, d'autre part, certains de nos délégués sont intervenus au cours de cette session, à savoir la Présidente de notre délégation, Mme Lydie Err, lors du débat sur le rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée, M. Jean Huss lors du débat sur les listes noires du Conseil de Sécurité des Nations Unies et de l'Union européenne, et M. Norbert Haupert lors du débat sur la nécessité de préserver le modèle sportif européen.

Lors de cette première partie de session l'Assemblée a adopté dix résolutions et neuf recommandations et un avis en rapport avec les points à l'ordre du jour.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5380 iwwert den Ubau vu genmodifizéierte Planze souwéi zur Proposition de loi 5681 iwwert d'Brevets d'invention. Béid Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Wagner, Schneider, Kox a Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, wann ech gelift.

2. 5380 - Projet de loi sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sur le projet de loi 5380

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, dee mer de Mëtteg hei diskutéieren an ofstëmmen, ass den 10. September 2004 vum Landwirtschaftsminister an der Chamber déposéiert ginn. De Projet ass also quasi geneesou laang heibannen ënnerwee an dëser Chamber, wéi ech selwer. Fir e Projet ass dat jo méi laang. Mir kënnt déi Zäit net esou laang vir - et sinn also gutt dräi Joer.

Ech wëll direkt am Ufank awer a menger Interventioun als Rapporteur e grousse Merci ausdrécken un d'Membere vun der Agrarkommissioun an och un déi vun der Ekonomieskommissioun, iwwert déi laang Zäit, wou mer an där komplexer Matière ganz konstruktiv diskutéiert hunn. D'selwecht un d'Adress vum Landwirtschaftsminister a vu senge Beamten, ëmmer mat der Suerg, e gudden Text hei hinzekréien, dee souwuel den Exigenze vum Maart op där enger Säit wéi awer och de Suerge vun de Leit a vun der Landwirtschaft op där anerer Säit Rechnung droe kann.

Mir hunn eis intensiv mat der Koexistenz ofginn. Dat beweisen net nëmmen déi séllech Kommissiounssëtzungen, déi mer haten - zéng, fir genee ze sinn -, mä och de Fait, dass dräimol Amendementer zu dësem Gesetzesprojet un de Statsrot weidergeleet gi sinn; eng Serie Regierungsamendementer an zwou Serië vun der Kommissioun.

Des Weideren hunn eis gréng Kolleegen am Kader vum Gesetz och Amendementer agereecht, déi hiren Nidderschlag an enger Gesetzespropositioun zum Brevetsgesetz fonnt hunn, déi den Deputéierten Henri Kox duerno nach wäert presentéieren an déi ech als komplementar zu dësem Projet de loi gesinn.

Dee ganze Werdegang vum Projet kann een am schréftleche Rapport noliesen.

Här President, dëse Gesetzesprojet 5380 huet en duebelt Zil:

Éischtens gëtt d'Gesetz vum 9. November 1971 iwwert de Commerce vu Geseems a Planzen ersat. Dëst ass d'Basisgesetz, dat an deene leschte 36 Joer dofir gesuergt huet, fir déi deementspriechend EU-Direktiven an Zortekatalogen ëmzesetzen. Mir passen ons national Gesetzgebung domadder der europäescher Entwécklung, der EU-Gesetzgebung an dem Bannemaart un. Dës Domäner sinn an deene leschte Jore staark evoluéiert. Duerch dëse Gesetzestext gëtt also d'Gesetz vun 1971 duerch een neien a méi kohärenten Text ersat.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat zweet Zil vun dësem Projet ass dat, wat an der öffentlecher Duerstellung déi gréisste Bëuechtung fënnt, d'Regelung vun der Koexistenz, also dem Mateneen oder dem Niewenteneen - jee nodeem! -, vun den dräi méiglechen Ubauformen an der Landwirtschaft. Dat ass engersäits déi traditionell Landwirtschaft, anerersäits déi biologesch Landwirtschaft, an drëttens den Ubau vu genetesch modifizéierten Organismen an eiser Landwirtschaft.

Et ass net fir d'éischte Kéier, dass an der Chamber iwwer genetesch modifizéiert Organismen diskutéiert gëtt. Den 13. Januar 1997 ass d'Gesetz iwwert de Gebrauch an d'Festsetzung vun OGMe gestëmmt ginn. Sechs Joer méi spéit gouf dëst Gesetz erëm op de Leescht geholl a souwuel d'Utilisation confinée vun den OGMe wéi och d'Mise sur le marché goufe méi streng geregelt.

D'Gesetz vun 2004 ass drop ausgeriicht, fir d'Mise sur le marché och zu Lëtzebuerg ze regelen am Fall wou e Produzent vun engem OGM dëse véilt zu an duerch Lëtzebuerg um europäesche Maart zougelooss kréien. Fir dëse Fall ass e Regelwierk fixéiert gi mat den noutwendegen Etüde vum Impakt op d'Gesondheet, op d'Biodiversitéit an d'Émwelt. Et ass am Kader vum Émsetze vun der Direktiv 2001/18/CE, wou dëst geregelt ass.

Wéi gesot, 2004 huet d'Chamber sech heimadder befaasst a sech kloer fir de Principe de précaution ausgeschwat. Deeselwechte Prinzip war och d'Grondlag beim Ausschaffe vum Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut schwätzen, an et war de roude Fuedem duerch déi laang Diskussiounen an der Kommissioun.

Här President, d'Gesetz vun 2004 steet fir méi Sécherheet an eng besser Iwwerwaachung bei der éischter Zouloossung vun OGMen an et gëtt dofir gesuergt, dass de Risiko op e Minimum beschränkt gëtt. Dat wat an deem Gesetz awer net behandelt gëtt, dat ass d'Problematik vun der Koexistenz tëschent der traditioneller a biologescher Landwirtschaft an där mat OGMen. Dës Koexistenz regele mer mam Projet de loi, deen haut zur Debatt steet.

Et ass awer net esou, wéi wa mat dësem Gesetz vun haut den Ubau vun OGMen elo op eemol géif zu Lëtzebuerg méiglech gemaach ginn. Am Moment hu mer keng Regelung an och keng Beschränkung. Et ass also theoretesch méiglech, dass e Bauer haut OGMe kann uplanzen ouni mussen iergendwellech Rücksicht op Nopeschfelder ze huelen.

Da versteet een och d'Angscht an d'Oflehnung vu ville Baueren, well se fäerten, dass d'OGMe sech iwwert de Wee vu Pollen oder iwwer soss een anere Wee op eng onkontrolléiert Aart a Weis ausbreeden an hir gentechnesch fräi Felder contaminéieren. Op laang Siicht géif domadder déi traditionell Landwirtschaft onméiglech gemaach a beispillsweis d'Biobauere géifen hir schwéier erkämpfte Labele verléieren, mat deene wirtschaftleche Konsequenzen, déi sech dorauser erginn.

An enger fräier Maartwirtschaft steet et engem Bauer natierlech awer fräi, déi Aart vu Landwirtschaft ze bedreiwen an déi Zort vu Planzen unzebauen, déi hie wëllt. D'Viraussetzung ass just, dass et Planze respektiv Geseems ass, dat zougelooss ass. Déi Zouloossung gëtt duerch déi europäesch Autoritéit vun der Liewensmëttelsécherheet EFSA kontrolléiert an aviséiert, iert d'Politik hir Zouloossung virhëlt. Ginn also zougelooss respektiv an der europäescher Landwirtschaft agesat nëmmen déi Organismen, déi gesondheetlech als onbedenklech agestuuft goufen.

Ze bemierken an dësem Kontext ass awer, dass Lëtzebuerg ëmmer Nee gestëmmt huet bei der Ofstëmmung iwwert d'Zouloossung vun OGMen an Europa.

Mat dem Gesetz vun haut regele mer also d'Bedéngungen, déi ee beim Uplanze vun engem OGM zu Lëtzebuerg erfëlle muss. Mir kommen domadder och der Fuerderung vun alle Parteien no, déi sech beim Vote vum 2004er Gesetz an enger Resolutioun dofir ausgeschwat hunn, dës Koexistenz, wa méiglech, ze reglementéieren.

Vu dass an Europa de Prinzip vun der libre circulation des biens gëllt an de Fait, dass d'Europäesch Kommissioun virginn huet, dass keng Form vu Landwirtschaft, sief et déi traditionell, déi biologesch oder déi, déi op OGMe berout, ausgeschloss ka ginn, huet sech d'Regierung beim Ausschaffe vun dësem Gesetzesprojet ganz op de Principe de précaution baséiert, esou wéi et an der Regierungserklärung vum 4. August 2004 ugekënnegt gouf.

Ech zitéieren: «En matière de coexistence entre plantes génétiquement modifiées et cultures traditionnelles le Gouvernement se laissera guider par les principes de précaution, de préservation de la diversité biologique naturelle et de la responsabilité économique.»

Här President, de Conseil d'État begréisst a sengem Avis den éischten Objectif vun dësem Projet de loi, deen, fir d'Gesetz iwwert d'Commercialisatioun vu Geseems a Planzen aus dem Joer 1971 duerch en neie kohärenten Text ze ersetzen.

Wat den zweeten Objectif ubelaangt, fir d'Koexistenz tëschent OGMen an den traditionelle Kulturen am Kader vun dësem Projet de loi ze reglementéieren, well d'Gesetz vu '97 dës Problematik net behandelt, esou gëtt dëse Punkt awer net vum Statsrot gedeelt.

Déi héich Kierperschaft ass der Meenung, dass dat Gesetz vu '97 den internationalen europäesche Recommandatioune vun der Kommissioun Rechnung dréit, dass keng Zort vu Landwirtschaft, ob traditionell oder OGM, ausgeschloss ass, och wann d'Fro iwwert de Gebrauch vun OGMen an der Landwirtschaft an deem Gesetz net explizit traitéiert gëtt. Dofir huet de Statsrot sech d'Fro gestallt, ob dëse Gesetzestext vun haut déi richteg Plaz wier, fir d'Fro vun der Koexistenz ze regelen. Hien hätt et léiwer gesinn, wann dës Problematik an der Rumm vum Gesetz vu '97 geregelt gi wier, eng Meenung, déi awer vun der Kommissioun net gedeelt ginn ass.

Ech wëll net nach eng Kéier op de Commentaire des articles souwéi op all aner Remarquë vum Statsrot agoen, ech wëll just soen, dass mer op deene meeschte Punkten de Statsrot suivéiert hunn. Den Detail, wéi gesot, kann een am schréftleche Rapport noliesen.

A Kuerzform awer elo déi Haaptpunkte vum Gesetzesprojet am Résumé:

D'Artikelen 2 bis 11 handelen iwwert de Commerce mam Geseems a mat de Planzen. Dës Artikelen ersetzen also dat aalt Gesetz vun '71 a beschreiwen ënner anerem, wéi eng Kategorien an ënnert wéi enge Konditiounen d'Geseems a Planzen duerfe commercialiséiert, vermaart, etikettéiert an ugebaut ginn. Fir d'Zertifikatioun vu Geseems a Planzen an och déi technesch Kontrollen zeechent hei d'ASTA responsabel. Wann et sech ëm d'Commercialisatioun vu genetesch modifizéierten Organismen handelt, da muss d'ASTA am Virfeld och kontrolléieren, ob déi néideg Autorisatiounen, esou wéi se am modifizéierte Gesetz vu '97 virgesi sinn, virleien.

D'Artikelen 12 bis 15 vun dësem Gesetz betreffen den zweeten Objectif vum Projet, d'Ubaue vu genmodifizéierte liewegen Organismen. Déi wichtegst Dispositiounen an dësem Beräich beschreiwen ech hei aus der Siicht vum Bauer, deen dëse Schrëtt wëllt maachen.

Folgend Etappe sinn elo do néideg:

1. All Importatioune vu genmodifizéiertem Geseems a Planze musse bannen aacht Deeg bei der ASTA deklaréiert ginn.

2. Bei der ASTA muss den Exploitant, also de Bauer, spéitstens zwee Méint ier ausgesëint gëtt uginn, op wéi enge Parzellen dës Kulturen ugebaut solle ginn a wat hir Charakteristike sinn.

3. Wa Felder gepacht sinn, da kann de Bedreiwer vun dëse Felder nëmmen OGMen ubauen, wann en den Accord vum Besëtzer vun dëse Felder huet.

4. An engem öffentlech zougänglechen nationale Register, dee vun der ASTA à jour gehale gëtt, gi souwuel d'Natur wéi och d'Localisatioun vun de Kulture mat OGMen agedroen an eben dem Public zougänglech gemaach.

5. Fir ze verhënneren, dass Nopeschfelder duerch OGMe contaminéiert ginn, fixéiert e Règlement grand-ducal Mindestdistanzen, déi mussen agehale ginn. Dëse Règlement grand-ducal ass ausgeschafft an e gouf och der Agrarkommissioun ënnerbreet.

6. Am selwechte Reglement kritt dann och de Bauer d'Oplag, seng Maschinnen ze botzen no all Benotzen op engem Feld mat OGM-Kulturen.

7. Deen, deen OGMen ubaut, ass wirtschaftlech responsabel bei enger Contaminatioun vun engem Nopeschfeld. Responsable de plein droit, wéi den Text seet. An och bei Veronrengegungen an der Hunneg-produktioun vu Beiestäck, déi an der Noperschaft sinn. Fir dës Responsabilitéit ze couvréieren, muss jiddfereen, dee wëllt OGMen ubauen, eng finanziell Garantie virweisen, déi entweder duerch eng Assurance gedeckt ass oder duerch eng finanziell Participatioun un engem Risikofonds.

Lëtzebuerg huet keen esou e Risikofonds, wäert och ze kleng si fir een ze kréien. D'Participatiounen an auslännesche Risikofondsen, déi existéieren, ass also an Aussiicht gestallt.

Dat sinn déi Konditiounen, déi ee misst erfëllen.

Do dernieft regelt dëst Gesetz nach dräi aner Saachen. Dat eent ass, dass OGMs-Kulturen iwwer e Règlement grand-ducal an Zone kënne verbuede ginn, déi vun engem communautairen Interessi sinn, oder an Naturparken an an nationale Naturschutzzonen.

Zweetens schliesslech gëtt och e Verbuet vun eenzelne genmodifizéierte Kulturen erméiglecht, wann absolut net kann ausgeschloss ginn, dass et zu Veronrengegunge vu konventionelle Kulture kënnt.

A schliesslech kritt mat dësem Gesetz d'ASTA d'Missioun fir ze kontrolléieren an och fir Infraktioune festzestellen. Strofe kënne sech iwwregens tëschent 251 Euro a 750.000 Euro belafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz schaaft eng Regelung fir all déi Zorte vun Organismen, déi zu Lëtzebuerg kënnen ugeplanzt ginn, fir hire Commerce an och fir d'Koexistenz vun deeneselwechten.

D'Suerg vun der Regierung, déi deckungsgläich ass mat der Suerg vun der zoustänneger Chamberskommissioun no enger sécherer Regelung, dréit och de Suerge vun eiser Landwirtschaft a vum Consommateur Rechnung.

Dëst Gesetz erméiglecht net den Ubau vun OGMen zu Lëtzebuerg. Dëst Gesetz regelt endlech den eventuellen Ubau vun elo schonns europäesch zougeloossenen OGMen, an dat op eng Aart a Weis, déi ech zumindest als berouegend - wann ech mer dat als neutrale Rapporteur däerf erlaben - bezeechne géif.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Kox.

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports sur la proposition de loi 5681

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG), auteur-rapporteur.*- Merci, Här President. Am Numm vun der Energiekommissioun stellen ech Iech e Rapport vun enger Gesetzespropos vir, déi ech selwer den 9. Februar 2007 déposéiert hunn.

D'Gesetzespropos betrëfft d'Gesetz vum 20. Juli 1992 iwwert de Régime des brevets d'invention, dat duerch d'Gesetz vum 7. Abrëll 2006 modifizéiert gouf, a beinhalt de juristesche Kader vu biotechnologeschen Innovatiounen.

Dass d'Gesetzespropos direkt nom Rapport vum Här Schaaf iwwert d'Koexistenz vu genmanipuléierten a konventionelle respektiv biologesche Kulture virgestallt gëtt, verwonnert vläicht, ass awer aus deem Grond gewielt ginn, well et eng weider Rechtssécherheet schaaft bei dem Émgang vu genmanipuléierten Organismen.

Eng Rechtssécherheet, déi besonnesch déi konventionell a biologesch Landwirtschaft a Schutz hëlt vis-à-vis vun den onberechtegte Fuerderunge vu Säiten den Hiersteller vu genmanipuléierten Organismen.

Wie genmanipuléiert Organisme seet, seet biotechnologesch Inventioun. Wie biotechnologesch Inventioun seet, seet Patentschutz. Patentschutz ass also direkt mat de genmanipuléierten Organismen enk liéiert. Patentschutz heescht awer och, net méi fräi verfügbar. Oder nëmmen dann, wann eng entspriechend Entschiedegung un de Patentbesëtzer bezuelt gëtt respektiv gouf.

Dës Gesetzesinitiativ huet als Zil, de patentrechtleche Schutz ausser Kraaft ze setzen, wann d'Verletzung vum Patentrecht op Zoufall oder op technesch net vermeidbar Evénementer zréckzeféieren ass. Dësen Zoufall kann zum Beispill duerch de Polleflug ausgeléist ginn.

E Polleflug, deen d'Iwwerdroe vu Genen aus genmanipuléierte Kulturen op konventionell respektiv biologesch Kulturen erméiglecht. Eng Fortplanzungstechnik, op déi d'Planzewelt säit jeeher setzt. Et ass grad déi Technik, besser gesot natierlech Fortplanzungstechnik, déi d'Koexistenz esou schwiereg mécht, fir net ze soen, oft onméiglech, well eng Verseuchung vu konventionellen a biologesche Kulturen net auszeschléissen ass; wat och mat Contaminatioun bezeechent gëtt.

De Bauer kann also vu Patentbesëtzer net zur Rechenschaft gezu ginn an och net fir d'Bezuele vu Patentverletzunge veruerteelt ginn, wa brevetéiert Planzen ugeplanzt goufen, déi duerch Zoufall oder technesch net vermeidbar Émstänn op seng Kulturen iwwerdroe goufen.

Hien hat deemno keng bewosst Awierkung a muss virun de Reklamatioune vum Patentbesëtzer geschützt ginn. Dëse Schutz gëllt awer net, wa bewosst kommerzielle Profit vun esou enger Contaminatioun gemaach gëtt. D'Charge vun dem Beweis läit awer och bei esou engem Fall nach ëmmer beim Patentbesëtzer selwer.

Dës Gesetzesinitiativ reit sech deemno an d'Philosophie vum Koexistenzgesetz an. Si bitt eng weider Rechtssécherheet fir déi konventionell a biologesch Landwirtschaft.

E puer Wuert zur Entstehung vun dëser Gesetzesinitiativ.

Dës Problematik huet sech fir d'éischt 1998 a Kanada gestallt. Hei gouf de Farmer Percy Schmeiser vum Weltkonzern Monsanto ugesicht, well op de Felder vum Här Schmeiser sougenannten „roundup ready"-Raps entdeckt gouf, op deem de Konzern Monsanto e Patent hält. Viru Geriicht huet den Här Schmeiser awer verséchert, dass hien nimools Som vum Konzern kaaft nach wëssentlech ugeplanzt hätt, mä dass säi Feld éischter iwwert de Polleflug contaminéiert gouf an hien dofir och net Lizenzgebühren un d'Firma misst bezuelen. Leider gouf den Här Schmeiser awer an engem denkbar knappen Uerteel verklot, ouni awer musse Schuedensersaz un d'Firma ze bezuelen. Dëst Uerteel huet awer weltwäit eng grouss Well vu Sympathie fir den Här Schmeiser ausgeléist an huet derzou gefouert, dass speziell Klauselen an d'Patentgesetzer a verschiddene Länner, wéi zum Beispill der Schwäiz, Däitschland oder och nach an Éisträich, ageschriwwe goufen.

Dës Klauselen an den auslännesche Patentgesetzer hu mech derzou beweegt, ähnlech Rechtssécherheet fir d'Landwirtschaft an d'Lëtzebuerger Patentgesetz aschreiwen ze loossen. Ech hunn och dofir am Kader vun den Diskussiounen ëm d'Gesetz zum Régime des brevets d'invention, dat jo de 7. Abrëll 2006 dat neit Patentgesetz gouf, en Amendement an deem Sënn formuléiert.

Dëst Amendement konnt awer leider net méi berücksichtegt ginn, well den Délai vun der Transpositioun vun der Direktiv schonns am Joer 2000 ofgelaf war a Lëtzebuerg duerch d'Cour de Justice européenne opgefuerdert gouf, schnellstens d'Direktiv ëmzesetzen.

D'Ekonomieskommissioun huet doropshi virgeschloen, d'Amendementer am Kader vum Koexistenzgesetz ze behandelen, wat virdru jo hei vum Här Schaaf virgestallt gouf. D'Agrarkommissioun huet och zougestëmmt, d'Gesetz iwwert de Brevet d'invention iwwert d'Koexistenzgesetz mat engem neien Artikel ëmzeänneren.

Am Avis complémentaire vum 4. Juli 2006 iwwert d'Koexistenzgesetz huet de Statsrot säin Accord bezüglech dem Fong vun dem Amendement ginn. Wat d'Form awer vun der Propos ubelaangt, huet de Statsrot proposéiert, esou wéi ech dat och beim éischten Amendement geduecht hat, et net iwwert d'Koexistenzgesetz ze maachen, mä direkt iwwer eng Gesetzespropos am Brevetsgesetz selwer. Dëst huet mech schlussendlech zu dëser Gesetzespropos gefouert.

D'Regierung huet an hirer Stellungnahm vum 27. Juli 2007 hiren Accord zu der Gesetzespropos ginn, well ähnlech Dispositiounen och an der däitscher, Schwäizer an éisträichescher Transpositioun vun der Direktiv 98/44/CE ze fanne sinn. An der Debatt zum Brevetsgesetz hat de Wirtschaftsminister schonn deemools säin Accord zu enger eventueller Gesetzespropos ginn.

Just eng redaktionell Ännerung gouf un der Propos virgeholl. Esou gouf „matériel biologique" duerch „matière biologique" ersat, well dësen Term och an der Direktiv selwer benotzt gëtt an eng méi genau Transpositioun vun der Direktiv duerstellt.

Den Term „matériel" gouf awer vu mir an der Gesetzesinitiativ, op Propos vum Statsrot, benotzt, esou dass de Statsrot selwer erëm a sengem Avis vum 9. Oktober 2007 déi nei Terminologie, déi op den Avis vun der Regierung zréckzeféiere war, och akzeptéiert huet.

Bleift nach op den Avis vum Statsrot zum Fong selwer hinzeweisen.

Esou schreift de Statsrot am Avis vum 4. Juli 2006, dass dësen neien Artikel net géint d'Direktiv 98/44 verstéisst a konform zum Artikel 11 vun därselwechter ass.

D'Direktiv selwer schreift zwar näischt iwwert d'Hypothees, dass eng „matière de reproduction brevetée" iwwert den net kommerzielle Wee kéint gehandelt ginn, schléisst awer aus, dass d'Benotze vu brevetéiertem Material, dat iwwert den accidentelle Wee op e Feld komm ass, deemno net explizit verbueden ass.

Och weist de Statsrot nach eng Kéier drop hin, dass Lëtzebuerg duerch dës Initiativ keen „cavalier seul" mécht, well schonns eng Rei Länner esou Artikelen an hire respektive Gesetzer hunn.

Des Weidere weist de Statsrot drop hin, dass den Auteur vun der Propositioun eng breet Protektioun gewielt huet, nämlech net nëmmen eng Protektioun vun den „seules variétés végétales brevetées", mä d'Protektioun op sämtlech „matière biologique" ausweit, esou wéi dat och d'Schwäizer Brevetsgesetz virgesäit.

D'Ekonomieskommissioun huet an hirer Réunioun vum 6. Dezember 2007 eng Analys vun der Gesetzespropos an dem Avis vum Statsrot gemaach an huet déi redaktionell Propos vun der Regierung akzeptéiert. An därselwechter Réunioun gouf den Auteur vun der Propos zum Rapporteur bestëmmt.

An der Réunioun vum 17. Januar 2008 gouf de Rapport dunn eestëmmeg vun der Ekonomieskommissioun ugeholl.

Den Article unique huet folgende Wuertlaut: «La protection visée aux articles 47bis et 47ter ne s'étend pas à la matière biologique dont l'obtention dans le domaine de l'agriculture est due au hasard ou est techniquement inévitable.»

Den Auteur a Rapporteur vun dëser Gesetzespropos seet deene sëlleche Leit en décke Merci fir hir grouss Ënnerstëtzung an d'Gelénge vun dëser Gesetzesinitiativ a wënscht sech eng breet Ënnerstëtzung hei am héijen Haus wéi an der Ekonomieskommissioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Oberweis huet d'Wuert fir d'CSV-Fraktioun.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, Madame Statssekretärin, am Ufank vu menger Interventioun wëll ech dem Fraktiounskolleeg Jean-Paul Schaaf mäi Merci ausschwätze fir de schréftlechen an och de mëndleche Rapport.

Et war sécherlech keng einfach Aufgab, all déi eenzel Elementer aus den Diskussiounen, déi mir während ville Réunioune geféiert hunn, beieneen an e Rapport ze schreiwen. Mir haten eng ganz Rei vun Associatiounen aus dem Agrarsecteur invitéiert, fir hir Doléancen ze lauschteren, well mer wosste jo, dass dëst Gesetz eng relativ wäit Portée géif kréien.

Vum Dépôt vum Gesetz iwwert d'OGMen, den 10. September 2004, bis zum heitege Vote sinn eng ganz Rei vun Ännerungen an de vergaangene Méint erabruecht ginn an zum Deel och an eise Chamberstexter dann agefloss. Derniewent huet e signifikante Wiessel an der Gesellschaft vis-à-vis vun den OGMen a leschter Zäit stattfonnt.

Dëse Gesetzesprojet ass fir eis Landwirtschaft vu grousser Bedeitung, geet et dach engersäits ëm d'Koexistenz tëschent dem konventionellen an dem biologeschen Ubau vu Planzen an anerersäits ëm d'Zouloossung vun de genmanipuléierte Planzen, de sougenannten OGMen.

D'Direktiv 2001/18 vun der Europäescher Kommissioun gesäit vir, dass an den eenzelne Memberlänner Modalitéiten ausgeschafft solle ginn, déi d'Koexistenz vun deenen dräi virdru genannte Kulture virgesäit. Déi Iwwerleeungen huet se och nach eng Kéier an enger weiderer Direktiv 2003/556 verdéift.

D'Koexistenz hänkt awer vun enger ganzer Rei vu Facteuren of, déi och vun enger Regioun zur anerer verschidde kënne sinn. Ënner anerem gëtt se bestëmmt iwwert d'Konditioune vun dem Bueden, dem Klima, der Gréisst vun de Felder oder awer souguer duerch de Fruchtwiessel.

Am Joer 2005 ass vun der Europäescher Kommissioun en Netzwierk COEX-NET kreéiert ginn. Op hirer éischter Sitzung am September 2005 ass festgehale ginn, dass all Memberland deenen anere matdeele muss, wat sech a sengem Land a Saache Koexistenz deet. Esou kënnt et dann zu enger enker Kooperatioun an der Europäescher Unioun. Derniewent soll awer och ganz kloer d'Fuerschung op dësem Gebitt vun den OGMe weidergedriwwe ginn.

D'Regierung huet sech an hirem Gesetzestext kloer fir eng restriktiv Approche ausgeschwat a sech vum Prinzip vun der Précautioun leede gelooss. Déi Approche ass och vun der Baurewelt zum gréissten Deel begréisst ginn a war eng vun de Guidelinë vun onsen Diskussiounen an der Chamberskommissioun.

Een Haaptpunkt vun der Koexistenz ass deen, d'Bauere virun de méiglechen ekonomeschen, awer och ökologesche Konsequenzen ze protegéieren, déi op hire Felder duerch eventuell OGMen ausgeléist kënne ginn.

E klenge Rappel: Am Abrëll 2007 hat d'Weltbevölkerung de Wäert vu 6,6 Milliarden erreecht, 11% dovun an der Europäescher Unioun an a Russland. No den Ënnersichunge vun de Vereenten Natioune klëmmt d'Populatioun vun der Welt awer op 8 Milliarde bis 2025 a méiglecherweis op 9,2 Milliarden 2050. Haut leide bal eng Milliard Mënschen ënner akutem Honger, méi wéi an Europa an a Russland gemeinsam liewen.

Firwat soen ech dat elo? Well sech weltwäit d'Agrarfläch permanent verklengert, gëtt et ëmmer méi schwiereg, all déi hongreg Mënschen ze ernieren. A well dëse Problem och schonn erkannt ginn ass an de 70er Jore vum leschte Jorhonnert, ass d'Fuerschung am Beräich OGMen an Amerika dunn nei Weeër gaangen. Et ass gemengt ginn, déi traditionell Methode géifen net méi duergoen, fir all Mënsch op der Äerd den Honger ewechzehuelen an d'OGMe kéinten do eng grouss Roll spillen.

Loosse mer awer do net blann sinn: Den Honger an der Welt kënne mer domat net léisen, well d'Ongerechtegkeete ganz wou aneschters leien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Do déngen d'OGMe guer näischt. Villméi dreiwe mer d'Baueren an den Tiers-Monde-Länner ëmmer méi an eng grouss Ofhängegkeet vun de grousse Gesellschaften.

Am Joer 1985 konnt awer duerch d'Fuerschung nogewise ginn, dass déi éischte Kéier eng Planz géint een Insekt resistent ginn ass, dat war a China. 1990 ass déi éischte Kéier eng OGM-Planz zum Asaz komm, an zwar am Beräich vun der Tubakindustrie. Dat éischt Geméis op der Basis vun OGMe war eng Tomat am Joer 1994.

Mir schwätzen also hei iwwer Saachen, déi ganz rezent sinn an déi awer eng grouss Portée hu fir d'Ernährungswëssenschaft.

D'Ubaufläche vun den OGMe sinn och bestänneg gewuess. Am Joer 1999 waren et 40 Milliounen Hektar, am Joer 2004 ongefeier 81 Milliounen an am Joer 2006 schonn 102 Milliounen Hektar.

De Soja ass op bal 60 Milliounen Hektar ugeplanzt ginn, de Mais op 26 Milliounen, de Kotteng op 14 Milliounen an de Raps op bal 5 Milliounen. Dat sinn ëmmerhi scho 5% vun der Welt.

Déi Länner mat de meeschten OGM-Planze sinn d'amerikanesch Staten, Kanada, China, Brasilien an och Argentinien. Am Joer 2006 waren eelef développéiert Länner an eelef Drëttweltlänner mam Uplanze vun OGMe beschäftegt.

Notamment Spuenien, e Land, wat ons ganz no läit, huet de Bt176-Mais op bal 60.000 Hektar am Joer 2004 ugeplanzt; ëmmerhi schonn 12% vu senger Ackerfläch. Am Joer 2007 - also d'lescht Joer - ass de Mais MON 810 op 22.000 Hektar a Frankräich an op ronn 100.000 Hektar a Spuenien ugeplanzt ginn. Vläicht dierft ech och drun erënneren, dass dëse MON zënter '98 an Europa ugebaut gëtt.

Dass sech d'Länner an der Europäescher Unioun mam Uplanze vun OGM schwéierdinn, beweist d'Tatsaach, dass am Joer 2005, notamment am Februar, 20 Regiounen aus verschiddene Memberlänner zu Florenz eng Charta ënnerschriwwen hunn. An dëser Charta erkläre si, dass si d'Uplanze vun den OGMen an hire Regiounen oflehnen. Mëttlerweil hu sech eng ganz Rei weider Regiounen dëser Charta ugeschloss.

Och hei zu Lëtzebuerg hu sech d'lescht Joer an enger Ëmfro ronn 83% vun de Leit géint den Ubau vun OGMen ausgeschwat. 89% verlaange souguer den Étiquetage vun den OGMen op de Liewensmëttelen. Doriwwer eraus missten d'OGM-Produkter vun den traditionellen a biologesche Produkter an de Geschäfter getrennt gelagert ginn.

Wann een d'Rapporte vun de Wëssenschaftler an dësem Domän liest, da kritt een awer keng geschlosse Meenung an och keng geschlossen Äntwert. Et kann awer net sinn, dass, eleng well d'Wëssenschaft OGMen entwéckelt, dës och ugeplanzt kënne ginn. Nom Prinzip vun der Liewensmëttelsécherheet muss nogewise ginn, dass d'OGMe keng gesondheetlech Konsequenzen op de Mënsch hunn. An derniewent gëtt et jo och ëmmer nach déi Erhalung vun der biologescher Diversitéit, op där mer dann erëm eng Kéier Planze mussen dropsetzen, fir muer de Moien dann Nahrungsmëttelen ze ernten.

An deem Zesummenhang ass et wichteg, de Cartagena-Protokoll iwwert déi biologesch Sécherheet ze zitéieren. Dëse Protokoll ass ëmmerhin den éischten internationalen Accord, deen deene Länner d'Recht zougesteet, sech géint d'Uplanze vun den OGMen auszeschwätzen, an dat ganz am Sënn vum Principe de précaution.

De Protokoll ass am Joer 2000 ausgehandelt ginn an den 11. September 2003 ënnerschriwwe ginn. Hie weist op d'Gefore vun den OGMe fir de Mënsch a fir d'Ëmwelt hin. An hie berifft sech ganz eendeiteg op d'Deklaratioun vu Rio 1992. Deemools ass festgehale ginn, dass d'Länner an der Rumm vun hire Méiglechkeeten nom Principe de précaution hir Ëmwelt protegéiere mussen. Wa sech erausstelle sollt, dass der Natur duerch eng Aktivitéit schwéier oder bleiwend Schied zougefügt kéinte ginn, da mussen all Mesuren ergraff ginn, dës Gefore vun der Ëmwelt ze verhënneren.

Här President, de Rapporteur ass schonn op déi wichtegst Elementer vum Gesetzesprojet agaangen. Ee wichtege Punkt ass awer ganz sécher d'Distanzen tëschent den traditionellen an de biologesche Kulture géintiwwer den OGMen. Am Règlement grand-ducal sinn d'Distanze festgeluecht ginn, notamment fir de Raps a fir de Mais.

Wichteg ass et awer och, dass de Bauer, deen op senge Flächen OGMen uplanze wëllt, sengen Noperen an der Verwaltung - an deem heite Fall der ASTA - zwee Méint am Viraus doriwwer Bescheed muss ginn. Hie muss all déi Parzellen oplëschten, op deenen hien d'OGMen uplanze wëllt.

Well mir wëssen, dass d'OGM-Planzen iwwer Joren am Buedem verbleiwen, muss dann och nach e Kadaster ugeluecht ginn, wou dann eng Kéier d'OGMen dropstinn. Et läit op der Hand, dass mir hei zu Lëtzebuerg op kee Fall OGMen an eisen Naturparken uplanzen dierfen. Dozou huet sech d'Europäesch Kommissioun kloer ausgeschwat.

Ee weidert wichtegt Element, dat och vun der CSV-Fraktioun gedroe gëtt, ass d'Kreatioun vum Fong. Well et an Europa keng Assurance gëtt, déi déi méiglech Konsequenz aus dem Ubau vun den OGMen ofdecke kann an och wëllt, muss ee Fong geschafe ginn. An dëse Fong mussen dann d'Baueren, déi OGM uplanzen, d'Händler, déi OGM verdreiwen, an d'Produzente vun den OGMen erabezuelen.

Mir hunn an der Kommissioun och mat de Beienziichter geschwat, a mer haten eng interessant Diskussioun. Si hunn eis op d'Gefore vun den OGMe fir hir Beiepopulatioun opmierksam gemaach. Et gouf ons gesot, dass eng Bei bis zu 65 km² Fläch befléie kann an engem Dag. Da kann ee sech jo ausrechnen, wivill Chancen déi Bei huet, op OGMen ze treffen, an dat souguer iwwert d'Grenze vun onsem Land eraus.

Och de Comité des régions huet sech mat den OGMe befaasst an ënnerstrach, dass den ugesatenen Taux vun 0,9%, eng Kennzuel fir de Gehalt vun eventuellen OGMen an de Produkter, ze héich wier; an dat och mat Bléck op d'Sécurité alimentaire.

Ech hat am Ufank vu menger Interventioun drop higewisen, dass et an de vergaangene Joren zu engem Changement an der OGM-Politik an Europa komm ass. De Kommissär vun der Europäescher Kommissioun fir Ëmwelt, den Här Stavros Dimas, huet den 22. November am leschte Joer d'Zouloosse vun zwou OGM-Maiszorte verbueden, well si de Päiperleken an de Beie schiedlech sinn. Si géife senger Meenung no och d'Gläichgewiicht vun den Ekosystemer zerstéieren. Hie schwätzt eng ganz eendeiteg Sprooch. Hie stellt sech virun d'Natur, well si irréversibel Schied duerch d'OGMen erleide kann.

Den Här Stavros Dimas huet awer och d'Wëssenschaftler opgefuerdert, si solle weider um Dossier OGM schaffen. E puer Deeg méi spéit huet och déi däitsch Regierung d'Europäesch Kommissioun opgefuerdert, de System vun den Autorisatioune vun den OGMe vu Grond op ze iwwerschaffen. Et heescht awer am Text, dass d'Roll vun EFSA - dat ass déi Kommissioun, déi d'Zouloossung vun den OGMe regelt - misst nei definéiert ginn.

Déi däitsch Regierung huet och am November 2007 de Moratoire erëm wëllen afeieren, bis eendeiteg Informatioune virleien. Ech wëll drun erënneren, dass mir esou e Moratoire bis 2004 haten, an dunn ass en ofgeschaaft ginn. Dat däitscht Parlament huet awer virun e puer Deeg, wéi Der konnt liesen, d'OGM-Gesetz ugeholl bei sech. Si sinn awer do manner restriktiv mat Distanzen, wéi mir hei. Esou soll d'Distanz vun den OGM-Planze bei hinnen nëmmen 150 m zur konventioneller Landwirtschaft a ronn 300 m zur biologescher Landwirtschaft bedroen. Also manner wéi bei ons.

Och Éisträich an Italien sinn amgaangen hir Positioun ze iwwerdenken. Notamment a Frankräich ass et zu engem Ëmschwong komm. Do ass den OGM-Mais MON 810 an d'Diskussioun komm. Den Ubau vun dësem OGM soll elo verbuede ginn.

Interessant ass eppes, wat ech an de leschten Deeg nogelies hunn: A Kanada ass enger Etüd no festgestallt ginn, dass OGM-Pollen net nëmmen honnerte Metere fléien, mä iwwer 100 Kilometer.

Mir mussen eis awer virun Aen halen, wa mir duerch eist Gesetz d'Uplanze vun den OGMe verbidden, da mussen domat och déi aner europäesch Länner vläicht dovun ausgoen. Vläicht musse mer esouguer mat Repressalië vun der Welthandelsorganisatioun rechnen. Domat musse mer awer da liewe kënnen.

Wat nach méi schlëmm kënnt ginn, ass, dass d'Präisser vun den Net-OGMen, also Net-OGM-Céréalen, déi fir ons Béischte bestëmmt sinn, sech verdeiere kéinten. Op där anerer Säit ginn dann OGM-Fuddermëttelen an engem verstäerkte Mooss an d'Europäesch Unioun importéiert; elo schonn 20 Milliounen am Joer.

Dierf ech och nach hiweisen op d'Initiativ „Lëtzebuerg ouni OGMen". Duerch dëse Schrëtt sollen eis Gemengen dofir gewonne ginn, op de gemengeneegenen Terraine keng OGMen zouzeloossen. Ëmmerhin hu scho 26 Gemengen dëse Schrëtt beschratt, an 190 Bauerebetriber mat am Ganze bal 14.000 Hektar. Derniewent sollen och keng Produkter an de Kantine verschafft ginn, an deenen eventuell OGMen enthale kéinte sinn.

Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass den Ubau vun OGMen eis biologesch Diversitéit schiedegt, an en aval och de Mënsch. Erlaabt mir och drop hinzeweisen, dass ab muer de Moie Lëtzebuerg d'Présidence vun der Groussregioun iwwerhëlt. Ech selwer sinn do President vun der Kommissioun „Landwirtschaft an Ëmwelt", a probéieren da mat de Partenairen an der Groussregioun och drop hinzewierken, dass mer zesummen eis dësem Dossier unhuelen. Ëmmerhi probéieren ech, dass mer eng gemeinsam Sprooch do fäerdeg bréngen.

Mir wëllen eis an de kommende Méint duerfir asetzen, dass mer eben d'OGM-Planzen an d'Diskussioun an eiser Groussregioun kréien. Domat fannen eis Beien, fir nëmmen déi hei ze nennen, keng OGM-Planzen, esou dass d'Contaminatioun géint null geet. Si geet ni op null zou, mä si geet géint null.

Well mir awer net de wëssenschaftleche Fortschrëtt ophale kënnen, wëlle mir eis derfir asetzen, dass d'Fuerschung op dësem Gebitt weidergefouert soll ginn. Soulaang eng Gefor fir d'Gesondheet vum Mënsch an och fir eis Planzen an Déierewelt besteet, sollte mir dat Experiment vun den OGM-Planzen ënnerloossen an eis ëmmer vun dem Principe de précaution leede loossen.

Am Numm vun der CSV, déi sech dem Prinzip vun der nohalteger Entwécklung verschriwwen huet, bréngen ech heimat och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetz a soe Merci fir d'Nolauschteren, a schwenken dann direkt ëm op den zweeten, dem Henri Kox säi Pabeier.

Här President, an der virleiender Proposition de loi, déi den honorabelen Henri Kox hei agereecht huet, geet et ëm d'Modifikatioun vum Gesetz vum 20. Juli 1992, am Speziellen iwwert de Regime vun de Brevets d'invention.

Wéi den Auteur et schonn ugedeit huet, sollen d'Auswierkunge vu brevetéierter Matière an der Landwirtschaft a bestëmmte Fäll net spillen.

De weltwäit bekannte Fall vun dem kanadesche Bauer Percy Schmeiser soll dat illustréieren. Hie war vun enger Gesellschaft, déi OGMen entwéckelt huet, ugeklot ginn, well hie keng Lizenztaxë bezuelt huet.

Wéi koum et dozou? Fir sech dem Klima a Kanada besser unzepassen, hat de Percy Schmeiser nei Rapszorten entwéckelt. Seng Felder sinn awer duerch Dissémination vun OGMen aus den Nopeschfelder contaminéiert ginn. No laangwierege Geriichtsverhandlungen huet de Bauer Recht kritt, keng Lizenzgebühren ze bezuelen, awer seng nei entwéckelt Rapszorte si vun der grousser Firma beschlagnahmt ginn.

Dës Willkür soll duerch déi virleiend Propositioun verhënnert kënne ginn. De Bauer ka sech net géint de Polleflug oder d'Bestäubung vu senge Felder duerch Beien ofsécheren.

Am anere Fall awer, wann de Bauer aus der Dissémination kommerziell Virdeeler erauszitt, dann dierf hien dës Exceptioun net invoquéieren. D'Gesellschaft, déi de Brevet vun den OGMen huet, muss awer dofir de Bewäis erbréngen.

Fir d'CSV-Fraktioun ass dës Propositioun eng wichteg Ugeleeënheet fir eis Landwirtschaft, well se Rechtssécherheet an engem däregen Dossier erabréngt. An dofir bréngen ech och den Accord vun därselwechter eran a soen elo Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den honorabelen Här Wagner huet elo d'Wuert fir d'DP-Fraktioun.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi, dee mer haut zum Vote virleien hunn, soll d'Gesetz vum 9. November 1971 portant réglementation du commerce des semences et plants ersetzen. Dat Gesetz huet d'Basis fir déi sukzessiv Direktiven duergestallt, déi zu Bréissel ugeholl gi sinn an deem doten Domän. No méi wéi 30 Joer ass et awer elo un der Zäit - menge mer op alle Fall -, déi Législatioun ze adaptéieren, well notamment am Kader vum europäesche Bannemaart eng Rei Evolutioune stattfonnt hunn.

Fir elo also e kloren a liesbaren Text ze schafen, huet et sech einfach ugebueden, dat Aalt duerch en neien Text ze ersetzen, deen och den Dispositioune vun der Koexistenz tëschent OGM-Kulturen a konventionelle Kulture Rechnung dréit.

Wat dee sougenannte Koexistenzmodell ubelaangt, esou ass d'Regierung der Meenung gewiescht, dass d'Gesetz vun 1997, dat duerch dat vum 13. Januar 2004 ersat gouf, keng Äntwert géif ginn op d'Koexistenz justement tëschent OGM-Kulturen an traditionelle Kulturen an deene Bestëmmungen, déi do solle gëllen. De Conseil d'État war anerer Meenung, mä de Rapporteur, den honorabelen Här Schaaf, deem ech op dëser Plaz wëll félicitéiere fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, huet dat schonns genuch erläutert.

Här President, de Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, suergt selbstverständlech fir grouss Opmierksamkeet, well de Sujet, deen en traitéiert, ganz aktuell ass a bleift.

D'Biotechnologië kënnen eng Chance fir d'Zukunft duerstellen, mä awer och Risiken, déi een net däerft ze verkennen. Dat heescht net, dass een d'Dier vum Progrès soll zouschléissen, bien au contraire, mä et soll een en la matière mat där néideger Virsiicht virgoen.

D'Biotechnologien, an alles, wat ronderëm se dréit, ass nämlech eng ganz jonk Wëssenschaft an d'Inconnuë sinn esou grouss, wéi d'Erwaardungen, déi een a se setze kann.

Duerfir ass et hei eminent wichteg, d'Saachen net ze iwwerstierzen. Dat riskéiert awer onweigerlech de Fall ze sinn, wa beispillsweis ekonomesch Intérêten d'Primautéit géife kréien. Or, dat wat aus enger reng ekonomescher Siicht an enger éischter Phas sech vläicht ganz gutt ugesäit, dat kann awer herno sech als relativ schlecht erweisen an e sougenannte Bumerang-Effekt mat sech bréngen. Bei all Schrëtt, deen een also an deem Domän mécht, muss d'Wuel vum Mënsch a vun der Ëmwelt am Vierdergrond stoen.

De Fransous Nicolas Hulot huet an engem Artikel vum „Monde" dëse 17. Januar d'Saach op de Punkt bruecht; ech zitéieren: «Certains confondent progrès et performance en oubliant que les racines du mal se nourrissent parfois des meilleures intentions.» E bësselche weider seet en: «La raison, plus que jamais, doit effacer la passion.»

Här President, mir hunn hei zu Lëtzebuerg probéiert, säitdem mer mat dësem Sujet befaasst sinn, de gudde Verstand spillen ze loossen, ouni eis awer dem Progrès ze verschléissen.

An der leschter Legislaturperiod huet sech d'Commission spéciale «Éthique», am Kader vum Projet de loi 4913 modifiant la loi du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés, mat dësem Sujet auserneegesat.

Mat deem Gesetz, dat deemools gestëmmt ginn ass, sollt notamment de Principe de précaution hei zu Lëtzebuerg verankert ginn, deem säi But et ass, ech zitéieren: «de préserver, de protéger et d'améliorer l'environnement ainsi que de sauvegarder la santé des personnes».

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Commission spéciale «Éthique» ass deemools, zesumme mat der Ëmweltkommissioun an der Kommissioun vun der Santé, op Dijon eng Visite bei d'INRA - dat heescht den Institut National de la Recherche Agronomique - maache gaangen. Do sinn Tests grandeur nature op Felder duerchgefouert ginn, fir eventuell Incidencë vun OGM-Felder op konventionell Felder festzestellen. Deemools schonn ass erauskomm, dass et zu enger Pollutioun beim Raps géif kommen. An dat net nëmmen duerch normale Polleflug, mä och duerch Insekten.

Déi Erkenntnisser, déi deemools deene verschiddene Kommissioune virgestallt gi sinn, hunn och d'Commission de l'Environnement vun deemools, déi ënnert dem Virsëtz vum Kolleeg Mil Calmes stoung, derzou beweegt, an hirem Avis zu deem Projet de loi folgend Positioun ze ergräifen; ech zitéieren: «Ainsi, les risques écologiques paraissent importants: la dissémination volontaire d'OGM risque fortement de provoquer des échanges génétiques dans la nature, dus à des transmissions par pollinisation et des croisements intervariétaux qui ne peuvent être contrôlés et qui entraînent ainsi une ‚pollution génétique irréversible'.»

D'Ëmweltkommissioun huet sech also mat Nodrock fir de Précautiounsprinzip ausgeschwat. Si hat och proposéiert, Lëtzebuerg zu enger OGM-fräier Zon ze deklaréieren.

D'Ethikkommissioun ass awer zur Konklusioun komm, dass de Polle selbstverständlech net virun de Grenzen Halt mécht an dass also dat nëmmen eng éischter symbolesch Mesure wier.

Trotzdeem awer muss een drop hiweisen, dass eng ganz Rei vu Gemengen eng Resolutioun ugeholl hunn, an där se deklaréieren, keen OGM wëllen ze planzen, dass se an de Contrats de bail, déi se mat de Baueren ofschléissen, och aschreiwe loossen, dass si op de Gebrauch vun OGM verzichten.

Et ass awer ze begréissen, dass, esou wéi d'DP dat och ëmmer gefuerdert huet, elo iwwert d'Gesetz, duerch e Règlement grand-ducal, Distanze festgeluecht ginn tëschent Felder mat konventionelle Kulturen an OGM-Kulturen, déi selbstverständlech och mussen agehale ginn. Och si mer frou, dass ganz kloer festgehale ginn ass, dass deen, deen OGM-Kulturen uplanzt, derfir responsabel gemaach ka ginn, wann eng sougenannten Dissémination fortuite op e konventionellt Feld geschitt. Dat gëllt och notamment fir den Hunneg.

Här President - den Här Oberweis hat et scho kuerz ugeschwat -, den 9. Januar vun dësem Joer huet Frankräich annoncéiert, dass et géint de Maïs transgénique MON 810 vu Monsanto d'Clause de sauvegarde wëllt spille loossen. Et soll also e Moratoire a Frankräich ginn, wat d'Uplanze vu Mais ugeet, an dee soll esou fréi wéi méiglech antrieden. D'franséisch Regierung huet déi Décisioun geholl, well de Comité de la Haute Autorité sur les OGM d'Risquë vu Pollutioun beim Mais ervirgehuewen huet, Risquen, déi awer - an dat muss een och soen - schonn zënter Längerem bekannt sinn.

Den Artikel 23 vun der Direktiv 2001/18/CE erlaabt de Memberstaten, e Risque fir d'Gesondheet vun de Leit oder vun der Ëmwelt ze invoquéieren a fir provisoresch op hirem Territoire den Ubau vun engem OGM ze verbidden, deen an der Union européenne autoriséiert ass.

Mir hunn déi Direktiv duerch d'Gesetz vum 13. Januar 2004 an eis Législatioun transposéiert. Frankräich huet sech also domadder un Éisträich an Ungarn drugehaangen, déi och Mesures de sauvegarde geholl hunn, well se d'Risquë fir d'Ëmwelt an och en Impakt vun dem MON 810 op verschidden Zorte Päiperleke festgestallt hunn.

De Principe de précaution ass jo deen, op dee mer eis hei zu Lëtzebuerg gëeenegt hunn an deen d'Regierung och zu Bréissel ëmmer invoquéiert huet. De Précautiounsprinzip soll notamment da spillen, wann en Doute iwwert d'Sécherheet vun engem Produkt besteet, et awer duerch wëssenschaftlech Tester schwéier ass, fir mat där néideger Précisioun dat beleeën ze kënnen. An der Praxis ass et awer esou, dass déi Länner, déi de Précautiounsprinzip invoquéieren, meeschtens och mat enger wëssenschaftlecher Preuve kommen, fir d'Clause de sauvegarde ze invoquéieren. Dat heescht also, dass de Précautiounsprinzip apparemment net géif duergoen.

Par ailleurs huet d'EU-Kommissioun probéiert, d'Mesures de sauvegarde vun Éisträich an Ungarn opzehiewen, wat awer bis viru kuerzem net geschitt ass, well déi aner Memberlänner déi zwee Länner am Conseil ënnerstëtzt hunn. An engem vun de leschte Conseilen awer ass elo Éisträich iwwerstëmmt ginn. Si mussen hir Mesures de sauvegarde ophiewen, wat den Import an d'Transformatioun vun deem Mais ubelaangt. Wat den Ubau ubelaangt, gi se fir de Moment nach vun deenen anere Länner ënnerstëtzt.

Also, wann ech kuerz zesummefaassen däerf: Mir hunn de Précautiounsprinzip an eiser Législatioun verankert. Et kann een en och bei der EU-Kommissioun theoretesch invoquéieren, mä praktesch misst ee scho bal op deen Niveau driwwer, dat heescht op d'Clauses de sauvegarde zréckgräifen.

Dogéint stäipt sech dann d'EU-Kommissioun, well deen incriminéierten OGM jo vun der EFSA, dat heescht European Food Safety Agency, autoriséiert ass. Do, wou et sech ofspillt, dat ass also dann am Conseil des Ministres, wou eng politesch Décisioun geholl gëtt, ob een d'Kommissioun suivéiert oder net.

Bis elo kann ee soen, dass dat alles e bësselche komplex ass, mä soulaang d'Memberlänner sech eens sinn, een anert Land ze ënnerstëtzen a senger Démarche, klappt dat bis elo op alle Fall.

Den éisträichesche Fall werft awer d'Fro op, ob dat Regelwierk, dat mer de Moment hunn, nach ëmmer dat gëeegent ass. Hei ass et also a sech d'Politik, déi en fin de compte d'Verantwortung dréit. Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass a puncto Précautiounsprinzip menger Meenung no dat lescht Wuert nach laang net geschwat.

An Amerika, zum Beispill, ass et esou, dass d'Responsabilitéit bei de Producteure läit an iwwert hinne permanent dat berühmtent Damoklesschwert schwieft. Do sinn d'Producteuren an der Flicht, well wann eng Kéier e Problem besteet - ech ginn zou, dat geschitt net allze vill oft, mä wann -, da musse se zolidd an d'Täsch gräifen. Ech erënnere beispillsweis un déi Fäll vu viru kuerzem, wat den Tubak oder d'Medikamenter ubelaangt.

An der EU stellt sech och d'Fro, ob d'Producteuren dat do Damoklesschwert iwwert sech spieren. Wann ee vun der EU-Kommissioun autoriséierten OGM sech spéider als gesondheetsschiedlech erweist, da stellt sech déi berechtegt Fro, ob d'Producteure sech an deem Fall hannert der Autorisatioun vun der Kommissioun verstoppe kënnen, oder ob se awer zu Schuedensersaz verklot ginn.

Här President, ier ech zum Schluss kommen, wëll ech nach just ee Wuert zu der Proposition de loi vum honorabelen Här Kox soen. De Kolleeg Kox huet, an ech wëll him op dëser Plaz Merci soe fir seng Initiativ - op der Musel werfe mir eis jo alt Blummen -,...

(Hilarité)

...dee laange Wee vu sengem Amendement zu dëser Proposition de loi schonn opgezeechent. Mir bleift a sech nach just eng Kéier d'Pertinenz vu senger Proposition de loi ze ënnersträichen, déi jo virgesäit, dass déi ongewollten Dissémination vun OGMen net ënnert d'Législatioun vun de Brevets en matière biologique fält. Déi Proposition de loi fënnt dann och selbstverständlech d'Ënnerstëtzung vu menger Fraktioun.

Ofschléissend dann, Här President, wollt ech soen, dass d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei Jo seet zum Progrès, mä net à tout et à n'importe quel prix, an dass se och Jo seet zum Choix, d'Wuel vun de Mënschen an der Ëmwelt iwwer all aner Considératiounen ze stellen!

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech selbstverständlech am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei den Accord zu dësem Projet de loi.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Carlo Wagner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Schneider agedroen. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt och vu menger Säit aus Félicitatiounen un de Jean-Paul Schaaf als Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport souwéi och un den Auteur a Rapporteur vun der Proposition de loi, den Henri Kox, fir seng Explikatiounen.

No bal véier Joer parlamentarescher Aarbecht ass dëse Projet de loi an der Chamber, fir de Mëtteg votéiert ze ginn. Erlaabt mir e puer Gedanken zu dësem Projet de loi ze maachen an hei vläicht zréckzegräifen op een Artikel, deen ech ganz gutt fonnt hunn, deen e Samschdeg, de 26. Januar, am „Tageblatt" war mat der Iwwerschréft „Felder frei für die Gentechnik?". Hei kann ech d'Aussoe vu mengem gudden an äerdege President, dem Marcel Oberweis, déi ech gelies hunn, Marcel, nëmmen zum Deel awer guttheeschen, obwuel s de virauser eng Rei vun Explikatiounen dozou ginn hues.

Jo, ech ginn him Recht, wann hie richteg seet, datt effektiv den Ubau mat gentechnesch verännertem Saatgut duerch dëst Gesetz méiglech ass, an op där anerer Säit dëse Projet de loi net nëmmen dës Froe regelt, mä virun allem och d'Gesetz regelt an nei ersetzt vum 9.11.1971 an derniewent national Prezisioune gëtt, wat d'Koexistenz tëschent de genmanipuléierte Planzen an der traditioneller Kultur betrëfft. Bis dohinner sinn ech mat mengem Frënd Marcel Oberweis och vollstens d'accord.

Net ganz kann ech allerdéngs seng Ausso - wann hie richteg zitéiert gouf an der Press - deelen, wann hien dovu schwätzt, datt Lëtzebuerg géif mat dësem Gesetz zu deem éischte Land ginn, an deem OGMen net kéinten ugebaut ginn. Et ass zwar richteg, datt et der Agrarkommissioun hir Absicht war, d'Oplagen esou héich wéi méiglech ze maachen, well mir der Meenung sinn, datt Risiken, déi mat OGMe verbonne sinn, haut net ze ënnerschätze sinn. Mir haten awer net d'Méiglechkeet, e Gesetz ze maachen, wat den Ubau vun OGMe vu vireran ausschléisst, well mer soss direkt vun der EU-Kommissioun verklot gi wieren.

Et kann een argumentéieren, datt dëst Gesetz engem De-facto-Verbuet vun OGM-Ubau entsprécht, well et d'Viraussetzungen - d'Ofschléisse vun enger Assurance oder d'Bedeelegung un engem Risikofonds - am Moment alle béid net gëtt. Mä mir sinn awer verflicht, esou e Risikofonds ze schafen, wa mer net ugeklot wëlle ginn.

Ech wëll domat soen, datt mer eis also net berouegt kënnen zrécklehnen am Vertrauen dorop, datt dëse Problem mat dësem Gesetz definitiv geléist wier. Wa mer ënner Drock gesat ginn, e Risikofonds anzeriichten, da gëtt et immens wichteg ze kucken, wéi dee Fonds fonctionnéiere soll, wien doranner abezilt, wat fir eng Risiken domadder ofgedeckt sinn a wat geschitt am Fall, wou net genuch Suen am Fong wieren, fir e Schued ze bezuelen, deen tatsächlech duerch den Ubau vun OGM-Kulture géif entstoen.

Vu datt d'Modalitéite vun dem Risikofonds wäerte festleeën, wéi gutt konventionell a Biobauere wäerte virun enger Contaminatioun geschützt kënne ginn, ass d'LSAP der Meenung, datt Proposen dozou och missten - an dat wäert mat Sécherheet gemaach ginn - mat deene Betraffenen a mat der zoustänneger Chamberskommissioun diskutéiert ginn.

Fir d'LSAP huet de Schutz vun der traditioneller Landwirtschaft, der Biolandwirtschaft an der Beienzucht déi éischt Prioritéit an dësem Dossier, esou wéi ech jo och mengen, datt dat do de Fil rouge souwuel vum Ministère wéi och vun der Agrarkommissioun war. Wichteg ass et elo, datt d'Règlements grand-ducaux, déi villes an där Richtung solle regelen, schnellstméiglech geholl ginn an, esou wéi meng Informatioune sinn, si se jo och esou gutt wéi fäerdeg.

Grouss Punkten heivunner sinn de Mindestabstand zu den traditionelle Kulturen, d'Informatioun un ugrenzend Besëtzer, wat d'Existenz vu genmanipuléierte Planzen ubelaangt, an d'Deelhuelen um geschafene Risikofonds, souwuel fir Händler wéi fir Pro-

duzenten. D'LSAP ass der Meenung, datt hei kee Vide juridique däerf entstoen, well eventuell wichteg Règlements grand-ducaux net mat Zäit do wieren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun huet och eng ganz Rei Diskussioune gefouert - a si goufe vun alle Riedner hei opgezeechent - zesumme mat de Beienziichter, déi sech grouss Gedanken am Kader vun dësem Gesetz gemaach hunn. Duerch d'Amendementer an duerch d'Diskussiounen, duerch den Dialog mat dëse Partner hu mer eng Rei Ännerungen an dësem Projet de loi gemaach, wou selbstverständlech d'Beienziichter net zu honnert Prozent ofgeséchert sinn, mä wou se awer méi berouegt sinn, wat d'Zukunft ubelaangt.

D'Beienziichter, ech erënneren drun, leeschten eng ganz wichteg Aufgab fir eis Gesellschaft, déi zu wéineg Unerkennung gréisstendeels och nach féiert. Et wier méi wéi ongerecht, wann dës Leit net déi néideg Protektioun kéinte kréien, nëmme well si hir Aarbecht éischter aus Hobby wéi aus kommerzielle Grënn maachen.

Fir d'LSAP ass genau wéi fir d'Kommissioun den Asaz an dësem Domän ganz wichteg, an ech soen nach eng Kéier: Wann et keng Beie méi gëtt - et ass dat, wat eis d'Beienziichter gesot hunn -, da gi ganz Ökosystemer zerstéiert. D'Konsequenze fir ons Liewensmëttelproduktioun wieren dramatesch!

D'Kritike vu Greenpeace an aneren Organisatiounen hu mer net ganz aus dem Wee kënne schafen, mä och hei mengen ech, datt mer eng ganz Rei vu wichtegen Amendementer gemaach hunn, fir an déi richteg Richtung ze goen.

Niewent deenen doten Aspekter géif ech awer vläicht op zwee Voleten agoen, déi fir mech, niewent deem Legalen, virun allem an der Praxis eng ganz Rei vu Regelunge kënne bréngen. Ech mengen hei de Volet, wéi mer elo effektiv mat dëser Regelung ëmginn, wéi mer mat dem Gebrauch vun OGMen oder dem Netgebrauch vun OGMen ëmginn.

De Moment gëtt ganz vill Aarbecht geleescht, fir Lëtzebuerg OGM-fräi ze halen. Bis Januar 2008 hu 26 Gemengen an 200 Baueren Nee gesot zu enger OGM-Uplanzung op hirem Terrain oder Terrainen. Déi praktesch Kontroll vun eis all ass de Wee, niewent deene legalen Hürden, déi agebaut sinn.

Fir all Kritiker oder all Zwëscheriff entgéintzegoen, muss ech soen, datt och meng Gemeng de Moment nach net Member vun dëser OGM-fräier Zon ass, mä ech wäert awer dem Gemengerot deemnächst esou eng Délibératioun virleeën, esou wéi dat vill Kolleegen heibanne gemaach hunn an anerer nach net gemaach hunn. Och hei mengen ech, datt deem als Incitatioun Rechnung ze droen ass.

Wichteg Effekter vun OGM-Planzen an -Nahrungsmëttele soll een net vergiessen: Verschmotzung an Zerstéierung vun de Felder an der Ëmwelt; déi ugeschwate Biodiversitéit, déi a Gefor ass; d'Auswierkungen op d'Gesondheet vun den Déieren an dem Mënsch, déi schwéier anzeschätze sinn de Moment.

D'Ëmfroe weisen dann awer derniewent, datt eng grouss Majoritéit vu Konsumenten OGM a Liewensmëttel oflehnen. Mir wëllen d'Vertraue vun de Konsumenten an déi Lëtzebuerger Liewensmëttelproduktioun stäerken. Duerfir solle mer méi op Produits du terroir setzen an dat Vertrauen net duerch den Ubau vun OGMen op d'Spill setzen.

Eng wichteg Roll heibäi wäerten eng Rei Acteure spillen: d'Gemengen, wéi zitéiert, de Stat, d'Gäertnereien a selbstverständlech eis Baueren dobaussen an der Praxis.

Et ass awer wichteg, datt mer d'Baueren iwwerzeegen, datt eng OGM-fräi Landwirtschaft op laang Siicht méi Succès versprécht, an datt dee ganze Secteur riskéiert, dorënner ze leiden, wann och nëmme vereenzelt géifen OGM-Kulturen ugebaut ginn.

Et ass keng Selbstverständlechkeet, datt d'Baueren op den Ubau vun OGMe verzichten. Am Moment ass den Interessi vläicht net ganz grouss, well d'Konsumenten zum groussen Deel OGMen a Liewensmëttel wéi ugeschwat oflehnen. Ganz anescht gesäit et awer am Beräich vun den Energieplanzen aus. Fir de Bedreiwer vun enger Biogasanlag sinn OGM-Planze genausou gutt wéi anerer. Den Ëmweltrisiko ass awer immens a vill méi héich, wéi op där anerer Säit den Notzen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sollten dëst Gesetz also stëmmen, fir engersäits d'Gesetz vun 1971 ze ersetzen an domat déi national Législatioun un d'Evolutioun vun der communautairer Gesetzgebung unzepassen, an anerersäits wichteg Prezisiounen an der nationaler Gesetzgebung ze ginn, wat d'Koexistenz tëschent traditionelle Kulturen a genmanipuléierte Planzen a Kulturen betrëfft. Derniewent awer wéi gesot solle mer an der Praxis alles drusetzen, fir eist Land genfräi ze halen.

An dësem Sënn géif ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Regierung hat bis elo ëmmer eng konsequent Haltung, wann et ëm den Ubau vu gentechnesch verännerte Planze goung. Iwwert dëst Gesetz eraus ass d'LSAP der Meenung, datt eis Regierung um Niveau vun der EU sech wéi bis elo soll derfir asetzen, datt d'Länner, déi den OGM-Ubau wëlle verbidden oder zumindest aschränken, well se der Meenung sinn, datt d'Risike vun den OGMen an der Landwirtschaft vill méi héich sinn, wéi den Notzen, net solle gezwonge ginn, ënnert dem Drock vun der WTO a grousse Lobbyen den Ubau ze erlaben.

Et ass jo och net d'WTO, déi herno de Schued bezilt, wann et sech erausstellt, datt d'OGM-Kritiker Recht haten. Ganz ofgesinn dovunner, datt de Schued un der Biodiversitéit net mat Geld erëm guttzemaachen ass.

Vläicht kënnt op dëser Plaz och, wann ech och weess, datt hien net direkt zoustänneg ass, den Här Minister Fernand Boden amplaz vum Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo op eng Fro schonn éischt Indikatioune ginn, déi de Ben Fayot dem Gesondheetsminister doriwwer gestallt huet, wéi d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung an deem sougenannte Kontext vum Mais Monsanto 810 wier. Wann de Minister Indikatiounen hätt, kënnt hien eis vläicht herno éischt Reaktioune säitens der Regierung ginn.

Zur Proposition de loi. Wéi scho gesot, wëllt d'LSAP déi konventionell Landwirtschaft an d'Biobaueren esou gutt wéi méiglech virun enger Contaminatioun duerch OGM-Kulture schützen.

Vu datt mer den Ubau vun OGM-Planzen net kategoresch verbidde kënnen, bleift awer ee Risiko bestoen. Ob déi gentechnesch Verännerungen un de Planzen eng Verbesserung oder eng Verschlechterung duerstellen, hänkt vum Point de vue of. Wien OGMe verkeeft oder ubaut, ass natierlech der Meenung, et wier eng Verbesserung. Am Ausland gouf et dann och scho Fäll, wou Baueren - a virdrun huet och de Carlo Wagner dat zitéiert -, op deenen hire Felder duerch eng Contaminatioun OGMe wuessen, och nach verklot goufen, well si kee Recht haten, dës patentéiert Planzen unzebauen.

Mir sinn der Meenung, datt dat op jidde Fall net däerf sinn. Et soll kee verklot ginn, well onabsichtlech op senge Felder OGMe wuessen. Fir Patentrechter solle just déi bezuelen, déi bewosst OGMen ubauen a verkafen. Wann et zu enger Uklo kënnt, ass et och net de Bauer, deem seng Felder contaminéiert goufen, dee muss beweisen, datt hien net absichtlech OGMen ugebaut huet, mä deen, deen en uklot, muss de Contraire beweisen, eiser Meenung no.

Et ass just aus Zäitgrënn gewiescht, datt den Text, deen elo als Proposition de loi hei virläit, net direkt mat an d'Gesetz iwwert d'Brevets d'invention mat agefloss war, wou mer et als Lescht geännert hunn. Op Urode vum Statsrot hu mer dëst Element och net an d'Gesetz iwwert d'Koexistenz tëschent OGMen an anere Kulture wëllen abauen.

Wat den Inhalt ugeet, ass dës Modifikatioun awer ganz gutt a wichteg, an duerfir gi mer an dësem Kontext och fir d'Proposition de loi d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Schneider Merci. Als nächste Riedner ass nach eng Kéier den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech fir d'éischt dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport Merci soen. E Rapport, deen den Iwwerbléck iwwer e Gesetz mécht, dat schonns zu munch kontrovers Diskussioune gefouert huet an och nach ëmmer wäert féieren: la commercialisation des semences et plants ainsi que la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques.

Besonnesch den zweeten Deel, nämlech d'Koexistenz tëschent genmanipuléierten an net genmanipuléierte Kulturen, huet et a sech. E Gesetz also, wat net nëmmen den Handel vu Som a Planze soll regelen, mä och d'Uplanze vun ënnerschiddleche Kulturen an der fräier Natur; d'Koexistenz also. Eng Koexistenz, déi suggéréiert, dass souwuel dat eent wéi och dat anert kann erfolgen, ouni deem aneren dobäi an d'Quer ze kommen oder et ze beaflossen.

E Gesetz, wat eng ganz Rei vu Regelen opstellt, déi esou eng Koexistenz erlaben, a versicht d'Grenzen ze definéieren, fir dëst Zesummeliewen ze formuléieren.

Säit Jordausenden huet d'Planzewelt sech duerch géigesäiteg Beaflossung stimuléiert an och weiderentwéckelt. Eng Weiderentwécklung, déi sech haaptsächlech mat der Hëllef vu Wand a vun der Déierewelt perfektionéiert huet. E Perfektionement, dee sech an enger milliounefacher Villfalt an der Natur ëmmer nees op en Neits betruechte léisst. Wie léisst sech net vun der herrlecher Bléiepracht am Fréijoer begeeschteren?

D'Bestäubung iwwert de Polleflug, duerch de Wand oder d'Déierewelt ausgeléist, ass dobäi den ausschlaggebende Faktor. E Polleflug, deen etlech Kilometere kann ausmaachen a wou d'Grenz tëschent Beaflossung an Netbeaflossung nëmme ganz schwéier ze zéien ass. Et ass déi Grenz, déi eis bei dësem Gesetz dat meescht Kappzerbrieches mécht.

Ass et iwwerhaapt méiglech, dës Grenz ze definéieren? Ass et iwwerhaapt méiglech, d'Déierewelt, de Wand esou ze beaflossen, dass keng géigesäiteg Contaminatioun erfollegt?

D'Äntwert heirop ass a sech Neen. Eng Contaminatioun, déi awer de fräiwëllege Verzicht op genmanipuléiert Kulturen, besonnesch fir déi biologesch Landwirtschaft, ganz staark hypothekéiert.

Ass d'Gebot vun der Wahlfräiheet, déi no EU-Recht net dierf ageschränkt ginn, méi grouss, wéi d'Gefor vun enger Contaminatioun an domadder den Aus vun den net genmanipuléierte Kulturen?

Et ass en ongläiche Kampf, deen hei ausgedroe gëtt. Hei priméiert eendeiteg d'Dominanz vu genmanipuléierte Kulturen op d'Wahlfräiheet vun dem Uplanze vu konventioneller oder biologescher Kultur.

D'Gefor vun der Contaminatioun ass net auszeschléissen. Kënne mer iwwerhaapt dann nach vu Wahlfräiheet hei ausgoen?

„Liewen a liewe loossen", ass oft de Sproch, deen een ze héiere kritt, besonnesch dann, wann ëmweltpolitesch Oplage sollen agehale ginn an d'ekonomesch Ziler hypothekéiert ginn, wéi dat a villen Domäner de Fall ass. Wou bleift hei liewen a liewe loossen, wann et net ausgeschloss ass, dass eng Contaminatioun vu konventionellen a biologesche Kulturen duerch genmanipuléiert Kulture méiglech ass?

Eng Koexistenz ass deemno net ginn. Si ass och fir DÉI GRÉNG net méiglech an engem Land, wou iwwer Jorhonnerten op klenge Parzelle ganz ënnerschiddlech Kulturen ugeplanzt goufen.

Ech hunn dofir Bauchwéi fir e Gesetz ze stëmmen, dat wäitreechend Konsequenzen am prakteschen Ëmgang dobaussen um Terrain mat sech bréngt. Eleng de Gedanke vun enger méiglecher Contaminatioun vu biologesche Kulturen duerch genmanipuléiert Kulture wär Grond genuch, sämtlech genmanipuléiert Kulturen ofzelehnen!

Ouni op all déi aner geléisten oder ongeléiste Problemer wëllen hinzeweisen - ech komme méi spéit nach dorop ze schwätzen -, wier et e Réckgang vun der Biodiversitéit, Monokulturen, Auswierkungen op d'Déierewelt, souguer mënschlech gesondheetlech Auswierkungen.

Dass DÉI GRÉNG trotz de ganz ville Bedenke vis-à-vis vu genmanipuléierte Kulturen dëst Gesetz hei matdroen an och mat Jo wäerte stëmmen, ass aus deem einfache Grond, dass mer mat deem heitege Gesetz mengen erreecht ze hunn, esou wéi och schonns meng Virriedner dat gesot hunn, eng Uplanzung vu genmanipuléierte Kulturen nëmmen ënner groussen Oplagen ze erlaben. Oplagen, déi awer esou grouss sinn, dass d'Dier mat enger ganzer Rei vu Schlässer zougespaart gouf, fir ze verhënneren, dass eng Uplanzung vu Genkulture méiglech ass. Am léifste géif ech och d'Schlësselen direkt fortgeheien.

Mir hunn dofir als Gréng versicht, wat och duerch eng ganz Rei vun Amendementer während der ganzer Gesetzesprozedur ënnerluecht gouf, de maximale Schutz aus dësem Gesetz fir déi konventionell a biologesch Kulturen erauszeschloen.

Net nëmmen déi konventionell a biologesch Kulture waren eis wichteg ze schützen, mä och d'Hunnegproduktioun. Eng Rei vun Amendementer, déi ech déposéiert hat, sollen dofir och d'Hunnegproduktioun viru genmanipuléierte Kulture schützen.

Wëssend, dass et net a Mënschenhand läit, de Fluch vun de Beien ze diktéieren, an dat ass och gutt esou, esou soll et awer och mat Hëllef vun dësem Gesetz méiglech sinn, iwwer e Reglement d'Distanze vis-à-vis vu Beiestäck definéieren ze kënnen. Och soll de wirtschaftleche Schutz vun enger méiglecher Contaminatioun vun Hunneg duerch genmanipuléiert Kulturen ofgedeckt kënne ginn.

Wann een awer weess, wéi eng Distanz d'Beie fäeg sinn zréckzeleeën, gëtt et ëmsou méi schwéier, ze verhënneren, dass eng Contaminatioun kann erfollegen.

Dass d'Agrarkommissioun dës Amendementer mat ënnerstëtzt huet, weist, dass ënner sämtleche Parteien e grousse Konsens besteet, och dem Imker déi néideg Schutzmoossnam virun enger Contaminatioun ze gewähren.

E weideren Amendement, wat de Rechtsschutz vis-à-vis vun de genmanipuléierte Kulturen erhéije soll, huet de Schutz vun der konventioneller a biologescher Landwirtschaft virun onberechtegte Fuerderunge vu Säite vun de Patentbesëtzer vu genmanipuléiertem Som oder Kulture betraff. Dëst Amendement huet jo schlussendlech zu enger Gesetzespropos gefouert, wou ech virdrun d'Éier hat, Iech de Rapport kënnen ze presentéieren; déi sougenannte Schmeiser-Klausel.

Dës Gesetzespropos weist awer, wéi schwiereg eng Koexistenz an der Praxis ëmzesetzen ass. De Fall Schmeiser weist och, mat wéi enger Muecht mëttlerweil grouss Agrarkonzerner hir Dominanz iwwert d'Landwirtschaft ausgebreet hunn. Net nëmmen, dass d'Wahlfräiheet vun engem Eenzelnen hypothekéiert gouf, neen, och d'Gefor vun enger flächendeckender Contaminatioun, besonnesch am Fall vum Raps, ass real. Kanada ass e Paradebeispill, wéi wäit d'Dominanz vu genmanipuléierte Kulturen, besonnesch am Raps, ka goen.

De Percy Schmeiser huet säit Jorzéngte konventionelle Rapsubau bedriwwen a wollt och ni eppes mat der Firma Monsanto hirem Genraps ze dinn hunn. Viru Geriicht huet hie verséchert, nimools Som vun der Firma kaaft nach wëssentlech agesat ze hunn. Seng Felder si villméi duerch Polleflug contaminéiert ginn. Dass hien dofir Lizenzgebühren un de Konzern bezuele sollt, huet hien net agesinn. De Percy Schmeiser ass dowéinst bis zum ieweschte Geriichtshaff vu Kanada gezunn, fir säi Recht anzekloen an dobäi en Zeechen ze setzen, fir op déi aggressiv Duerchsetzungspolitik vun de Genfirmen an déi ëmmer méi grouss Ofhängegkeet vun der Landwirtschaft vis-à-vis vun de Multië wéi Monsanto hinzeweisen.

Et gëtt also kee Recht op d'Generalcontaminatioun, mä et gëtt e Recht, virun der Contaminatioun geschützt ze ginn.

D'Gesetzespropos, déi ech Iech virdru presentéiert hunn, huet deemno als Zil, onberechtegt Fuerderunge vu Säite vun de Patentbesëtzer ze verhënneren an déi konventionell a biologesch Landwirtschaft ze schützen.

Dëst Uerteel weist awer och, wéi wäit d'Contaminatioun a Kanada besonnesch beim Raps scho fortgeschratt ass. Mir sollten eis also hidden, genmanipuléierte Raps an Europa, a méi speziell hei zu Lëtzebuerg zouzeloossen. D'Contaminatioun muss net nëmmen iwwert déiselwecht Kulture goen, mä kann och iwwert den Ëmwee vu wëlle Kraider a Kulture goen. E weidere Punkt, deen eng onkontrolléiert Verbreedung vu Genraps begënschtegt.

Etüde weise kloer den negativen Impakt an d'Onkontrolléierbarkeet vum Raps op d'Ëmwelt an d'Biodiversitéit. Rapskäre kënnen doriwwer eraus Joren am Buedem iwwerliewen, wat hir Capacitéit vun der Contaminatioun nach méi grouss mécht. Duerno kann iwwert de Polleflug eng Kräizung mat wëlle Planzen erfolgen, esou zum Beispill mat der wëller Moschterplanz, an doduerch kann eng genetesch Modifikatioun iwwerdroe ginn: eng irréversibel genetesch Pollutioun, déi dobäi ausgeléist ka ginn!

Fir Europa a besonnesch hei zu Lëtzebuerg kann dat zu wäitreechende Problemer féieren, well eis Landwirtschaft op klenge Parzellen opgebaut ass. Dofir kënne jee no Kultur ënnerschiddlech Schutzdistanzen tëschent de Kulture gewielt ginn.

D'Koexistenzgesetz erlaabt iwwer e Règlement grand-ducal déi Distanze festzeleeën. Esou sinn zum Beispill 600 Meter fir de Maisubau, 50 Meter fir d'Gromperen an dräi Kilometer fir de Rapsubau virgesinn. Mir mengen awer, dass och déi dräi Kilometer nach zu eventuelle Contaminatioune féiere kënnen. Sécherlech si mer mat deenen dräi Kilometer Distanz tëschent den ënnerschiddleche Rapskulturen ee vun deene Strengsten hei an Europa. D'Contaminatioun ass awer net ausgeschloss. Dofir ass fir eis de Genraps net koexistenzfäeg a soll vu vireran ni eng Zouloossung kréien.

Net nëmmen ass eng Contaminatioun vu konventionellen a biologesche Kulture méiglech, mä och eng Kräizung mat Kulturen an der Natur ass méiglech. D'Gefor vun enger Contaminatioun iwwert de Raps ass de Moment nach net ginn, well nach kee Genraps an Europa zougelooss ass. Mir sollten do awer drop virbereet sinn, ech denke jo, dass d'Regierung do direkt handele géif, soubal eng Zouloossung op europäeschem Niveau erfollege sollt.

Ech hunn och mat Interessi d'Stellungnahm vun der EU zu eisem Koexistenzgesetz gëschter gelies, speziell och wat d'EU zu den Distanze geschriwwen huet. Ech weess elo net, wéini de Minister oder de Ministère dës Stellungnahm zougestallt krut, ech mengen awer, dass mir déi och éischter hätte kënnen zougestallt kréien. Déi Distanze schéngen awer der EU nach ëmmer déck um Mo ze leien, well si an hirem Avis nach ëmmer verlaangen, ech zitéieren: «de lui transmettre les études scientifiques qui justifient les distances d'isolement». Vläicht kann den Här Boden eis bei senger Stellungnahm kuerz eppes iwwert déi Etüd soen.

Eppes huet mech awer nach méi stutzeg gemaach, wat besonnesch d'Existenz vun der biologescher Landwirtschaft a Fro stellt. Esou ass weider an der Etüd ze liesen, ech zitéieren: «De plus, la Commission rappelle que la dispersion du pollen étant un phénomène naturel, la législation sur la coexistence doit tenir compte du fait qu'il est impossible d'empêcher totalement la présence d'OGM en dehors d'un champ de cultures génétiquement modifiées.» Déi europäesch Législatioun schreift dofir och vir, dass Produiten innerhalb vun engem Seuil vun 0,9% Presenz vun OGMen net brauche gekennzeechent ze ginn. Iwwer e Seuil vun 0,9% OGMe muss dogéint gekennzeechent ginn.

Weider schreift d'Kommissioun, dass: «La coexistence ne devrait pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour garantir une présence de traces d'OGM inférieure aux seuils de tolérance fixés dans la législation communautaire.»

Mir mussen also dovun ausgoen, dass eng genfräi Ëmwelt, soubal mir Genkulturen aféieren, net méi méiglech ass. Den effektiivste Schutz ass deemno en totale Verbuet. Dëst ass bei der momentaner EU-Gesetzgebung awer leider nach net méiglech. De fräiwëllege Verzicht bitt do eng effektiv Alternativ, fir dëst Zil trotzdeem ze erreechen. D'Initiativ vun engem „Lëtzebuerg sans OGM" fënnt dofir och eis voll Ënnerstëtzung.

De Konsument ka maassgeblech matentscheeden, ob Gentechnik op den Teller kënnt oder net. Et ass hilänglech bekannt, dass eng grouss Majoritéit hei zu Lëtzebuerg, vun de Bauere bis hin zu de Konsumenten, mat ëmmerhin 83%, den Ubau vu gentechnesch verännerte Kulturen oflehnt. Et sinn och schonn eng ganz Rei vu Gemengen, bis elo 26 vun 116, a landwirtschaftlech Betriber, déi dëser Initiativ bäigetruede sinn. Bei dëser Initiativ geet et net nëmmen ëm d'Uplanzen, neen, och op den Importverbuet vu Genkulture soll verzicht ginn; och beim Déierefudder.

Déi gréisste Muecht huet nach ëmmer de Konsument. Hie ka bestëmmen, wéi ee Produit hie keeft oder net. Un der Politik ass et awer, déi beschtméiglech Transparenz ze garantéieren, esou dass de Konsument och iwwert d'Kennzeechnung nach ëmmer säi Choix treffe kann. Déi lëtzebuergesch Landwirtschaft soll deemno och scho beim Fudderimport op esou eng Genfräiheet pochen. Souwisou sollte mer eis Landwirtschaft, sprëch eis Ernähreung, méi op en nohaltege Wee ëmgestalten, ouni mussen ze vill op importéiert Fuddermëttel ze setzen, dat oft aus grousse Monokulturen op Käschte vun der Biodiversitéit geet.

Här President, Dir Dammen an Hären, wéi verhält et sech, wann et trotz alle Schutzmoossnamen awer zu enger onkontrolléierter Contaminatioun kënnt? Wéi kann de wirtschaftleche Schued vun der konventioneller a biologescher Landwirtschaft ofgeséchert ginn? Ass et kloer, dass d'Aféierung vu Genkulturen an der Landwirtschaft keng zousätzlech Käschte fir déi duerstellen däerf, déi keng gentechnesch verännert Produkter ubauen nach vermaarte wëllen?

Doraus ergëtt sech, dass sämtlech Käschten, déi duerch déi sougenannte Koexistenz entstinn, prezis ermëttelt musse ginn a vun deenen ze droe sinn, déi Genkulturen ubauen an ubidde wëllen. Bei eventueller Contaminatioun ass deemno de ganze Schued vun deemjéinegen ze iwwerhuelen, deen d'Genkultur an d'Ëmwelt erausbruecht huet. D'Gesetz gesäit dofir am Artikel 15 vir, dass den Uwenner vu Genkulturen entweder eng Versécherung mat enger Versécherungsgesellschaft ofschléisse muss oder sech un engem offiziell unerkannte Fong bedeelegt, deen déi néideg finanziell Ofsécherung garantéiert an d'Responsabilitéit assuréiere kann.

Besonnesch d'Responsabilitéit huet eis an der Kommissioun laang beschäftegt. Fir déi Gréng war et vun Ufank u kloer, dass et sech ëm eng „responsabilité sans faute" handelt, eng Responsabilitéit also, déi och nach muss spille kënnen, wann den Uwenner sech un d'Regele vum Gesetz respektiv vum Reglement hält, besonnesch wat d'Distanze betrëfft. Et ass jo definitiv keng Contaminatioun ausgeschloss. Dës Responsabilitéit gräift souwuel bei der Contaminatioun fir de wirtschaftleche Schued bei den ugrenzende Kulture wéi och bei der Produktioun vun Hunneg an den ugrenzende Parzellen. Och d'Imker sinn deemno mat dësem Gesetz zumindest finanziell ofgeséchert, eng Ofsécherung, déi souwuel vun der Regierung wéi och vun der Agrarkommissioun ënnerstëtzt gouf an och an d'Gesetz ageschriwwe gouf.

Fir d'landwirtschaftlech Betriber, déi sech géint d'Genkulturen entscheet hunn, gëllt awer nach ëmmer, dass si a sech kee Geld vu Versécherungen oder der Genindustrie wëllen, mä schlicht an einfach keng Contaminatioun!

Vläicht awer nach e puer Wuert zu der Versécherung am Speziellen, eng Versécherung, déi nach vu kenger Versécherungsgesellschaft hei an Europa ugebuede gëtt. Et freet ee sech, firwat et bis haut nach ëmmer keng esou eng Assurance gëtt. D'Feele vun esou Assurancë misst eis Warnung genuch sinn, d'Fangere vun der Gentechnik ewechzeloossen. An de Führungsetagë vun den Assurancen ass et deemno bekannt, dass de finanzielle Risiko vun der Gentechnik net ofschätzbar ass. Mir sollten eis also net méi vun der EU-Kommissioun virschreiwe loossen, mam Diktat vun der ökonomescher Wahlfräiheet d'OGMen ze akzeptéieren, wann d'Wirtschaft selwer et net fäerdeg bréngt, den eventuelle Schued wirtschaftlech selwer ofzesécheren. D'Regierung soll do ëmmer nees drop hiweisen.

Parallellen zur Atomindustrie sinn net ze verkennen. Och bei der Atomindustrie ass keng Assurance bereet, de finanzielle Risiko ze iwwerhuelen. D'Léisung, fir eng finanziell Ofsécherung iwwer e Fong ze organiséieren an ze garantéieren, ass aus grénger Siicht dofir och onbefriddegend.

E Fong, deen et fir Lëtzebuerg net gëtt an och kaum entstoe wäert, well d'Masse critique wuel kaum hei duergeet. D'Bedeelegung vun engem auslännesche Fong ass deemno unzestriewen. Och do mussen awer nach eng Rei vu Regelen opgestallt ginn.

E weidere Punkt, deen a sech de prakteschen Ubau deemno hei zu Lëtzebuerg net méiglech mécht. Och dëse Punkt, wat d'Versécherung ugeet, schéngt d'Kommissioun ze beschäftegen, well si och hei vun der Lëtzebuerger Regierung verlaangt, ech zitéieren nach eng Kéier: «La Commission souhaite savoir si un tel contrat d'assurance de responsabilité civile peut être souscrit au Grand-Duché.» A weider: «(...) si un fonds reconnu officiellement a été créé». Och hei meng Fro nach un d'Regierung, wat si gedenkt op dësem Punkt ze äntwerten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen esou lues zum Schluss vu menger Ausféierung. Ech wëll awer nach op ee Punkt opmierksam maachen, nämlech de Verbuet vum sougenannte MON 810, a sech déi eenzeg momentan Genkultur, déi eng Zouloossung um europäesche Marché huet. Eng Zouloossung, déi awer mëttlerweil vun enger ganzer Rei vu Länner a Fro gestallt gëtt.

Als lescht Land huet sech Frankräich dëser Netzouloossung ugeschloss an huet d'Clause de sauvegarde benotzt, déi et engem Land erlaabt, e Moratoire fir d'Uplanzen auszespriechen. Bei dësem Moratoire geet et net nëmmen ëm d'Koexistenzfäegkeet, mä och ëm d'Auswierkungen op d'Ëmwelt am grousse Ganzen an d'Biodiversitéit am Speziellen.

Esou schreift de Comité de préfiguration d'une haute autorité aus Frankräich folgend Sätz - ech zitéieren aus deem Bericht -: «(...) les faits nouveaux suivants sont apparus depuis 1998: (…) - Identification de résistance chez certains ravageurs cibles secondaires; - Eléments nouveaux sur les effets sur la faune et la flore non-cible; - Réduction de la production de mycotoxines.»

Zum Schluss schreift de Comité nach: «Les éléments de portée sanitaire soulevés par le comité s'appliquent également aux événements de transformation autorisés à l'importation dans l'Union européenne. À plus long terme, il sera aussi important de prendre en compte les impacts écologiques des produits autorisés à l'importation.»

Besonnesch de leschte Saz soll nach vill méi an de Vierdergrond gestallt ginn. Bis elo konnt nach keen eis iwwerzeegen, dass Genkulture weder fir d'Ëmwelt nach fir de Welthonger vu Virdeel wieren. Weder dat eent nach dat anert ass de Fall. Dat Eenzegt, wat bis elo stëmmt, ass eng ëmmer méi grouss Ofhängegkeet vun der Landwirtschaft vis-à-vis vun den Agrarmultien. Den Här Oberweis war virdrun ausféierlech do nach eng Kéier drop zréckkomm.

Ech hat dofir probéiert d'Regierung an enger Motioun ze iwwerzeegen, eng ähnlech Démarche ze ënnerhuelen, wéi d'Fransousen. D'Regierung huet awer gemengt, net de wëssenschaftleche Support fir esou eng Démarche ze hunn, esou dass d'Regierung déi Motioun an där Form net kéint ënnerstëtzen.

Ech mengen awer, dass et e wichtegt politescht Signal wär, hei trotzdeem deene Länner déi voll politesch Ënnerstëtzung ze ginn an hinne bei hiren Démarchë géint d'Kommissioun Support ze ginn. Ech déposéieren dofir eng Motioun, déi och am Sënn vun der Regierung kéint deementspriechend matgedroe ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la culture d'OGM implique des risques peu ou pas calculables et aux conséquences irréversibles - notamment de contamination génétique - pour l'environnement, l'apiculture et les agricultures conventionnelle et biologique;

- convaincue que le projet de loi N°5380 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques mettra en œuvre un cadre précis et contraignant pour la mise en culture d'OGM au Luxembourg;

- rappelant que la variété de maïs transgénique MON 810 est actuellement autorisée à la culture sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne;

- insistant sur le fait qu'il n'existe aucune étude à long terme sur les effets indirects de la toxine Bt produite par ce maïs et notamment sur les organismes non ciblés (écosystème aquatique, insectes du sol, papillons, etc.) ainsi que sur la résistance potentielle que pourrait développer l'insecte cible, la pyrale du maïs;

- rappelant qu'il existe suffisamment d'éléments scientifiques pour amener l'Autriche à interdire le MON 810 en 1998, rejointe par la Grèce et l'Hongrie en 2005, par la Pologne en 2006 et tout récemment par la France;

invite le Gouvernement

- à maintenir et promouvoir le principe de précaution en matière d'autorisation de semences et plants génétiquement modifiés, aussi bien au niveau national qu'au niveau européen;

- à intensifier sa collaboration avec les autres gouvernements de l'Union et les autres autorités et associations plus critiques face aux possibles conséquences négatives de l'utilisation de plants et semences génétiquement modifiés.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss.

DÉI GRÉNG bréngen also, esou wéi a mengen Ausféierunge gesot, den Accord zu deenen zwee Gesetzer, déi, wann et no eis soll goen, a sech ni däerften zur Applikatioun hei zu Lëtzebuerg gelaangen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kox Merci. Als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, den Objet vum Projet de loi 5380 sinn der eigentlech zwee. Den éischte Volet ass, de gesetzleche Kader ze erneiere fir den Handel mat Geséims. Do versti mer drënner Céréalen, Rommelesom, Fudderplanzen - dozou gehéiere virun allem Mais, Bounen, Gras, Lisär, Kléi -, Uelechplanzen, Faserplanzen a Gromperen. Op dësem Volet ass sech haut iergendwéi verständlecherweis net ganz laang opgehale ginn. Ech wëll awer zum Deel drop agoen.

Den zweeten Deel behandelt den Ubau vu genetesch verännerte Planzen, an haaptsächlech d'Koexistenz vun esou genetesch verännerte Planze vis-à-vis vum konventionellen Ubau.

Zum éischte Volet. Et ass wichteg fir d'Landwirtschaft an de Geméisbau, datt gesonden a kontrolléierte Som zur Verfügung steet, deen och un eis klimatesch Gegebenheeten ugepasst ass. Déi Konditiounen an och d'Lëscht vun den Zorten, déi unerkannt sinn, gi regelméisseg a Règlements granducaux publizéiert. A wéi den Zoufall et esou wëllt, war haut d'Lëscht vun de Variétéiten am Mémorial.

Dat ass eng Wëssenschaft fir sech. Et kann een ëmmer nëmme staunen, wivill Texter datt produzéiert ginn eleng am Zesummenhang mat all deem, wat d'Planzen, Planzenhandel, Planzesom ubelaangt. Ech wëll och ënnersträichen, datt Zorteversucher, déi mir jo och deelweis hei am Land maachen, wichteg sinn, fir ze kucken, ob d'Planzevariétéiten op eis spezifesch Gegebenheeten hei, a ganz besonnesch op eist Klima, ugepasst sinn.

Den unerkannte Saatbau hei zu Lëtzebuerg fonctionnéiert relativ gutt. Dat war fréier net ëmmer de Fall. Et ass d'Saatbaugenossenschaft, déi sech domat ofgëtt. Eng Genossenschaft, déi gutt fonctionnéiert, déi leider awer Problemer huet do, wou se de Moment operéiert. Problemer mat der Cepal, wou se gelount huet, déi leider - muss ech soen - iwwer Joren iwwerhéichte Loyeren huet misse bezuelen, ouni sech eng eegen Assise kënnen ze schafen. Problemer sinn an der Lescht souguer mat der Energieversuergung gewiescht, well d'Cepal d'Rechnungen net méi bezuelt huet.

Aktuell schéngt et, datt d'Saatbaugenossenschaft amgaang wär ze kucken op eege Féiss stoen ze kommen an och op der Sich wär no enger neier Solutioun. Ech wëll och bei där Geleeënheet en Appel un d'Regierung maachen, d'Genossenschaft an deem Bestriewen esou ze ënnerstëtzen, wéi se dat an der Vergaangenheet ëmmer vis-à-vis vun der Cepal bewisen huet.

Une voix.- Dir verstitt awer näischt.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- An deem Zesummenhang, Här President, kommen ech net derlaanscht, d'Fro vun der Propriétéit vum Agrocenter hei opzewerfen. Dat Gesetz an dat Reglement aus där Zäit seet ganz kloer, datt d'Propriétéit vum Silo «reviendra à la Chambre d'Agriculture», an net «à la Centrale paysanne faisant fonction de Chambre d'Agriculture».

Deemools sinn d'Bauere per Gesetz forcéiert ginn, de Finanzement dovun ze droen. Dat heescht, et kann net sinn, datt haut eng Aktiegesellschaft, déi relativ onduerchsiichteg ass, als Propriétaire dosteet. Wann dat elo sollt verkaaft ginn, da muss ganz kloer juristesch ënnersicht ginn, wiem dat Geld, wat do realiséiert gëtt, zousteet.

Vläicht kënnt dat Geld och dozou bäidroen, datt esou eng wichteg Genossenschaft wéi d'Saatbaugenossenschaft en Deel vun hirem Finanzement kéint iwwert dee Wee bewerkstellegen. Op jidde Fall muss ech soen, datt déi juristesch Interpretatioun vum Ministère iwwert déi Texter esou falsch ass, datt e Jurastudent mat esou enger Aarbecht am Exame glat géif duerchfalen.

Här President, den Artikel 5 seet, dass d'ASTA, d'Administration des Services Techniques de l'Agriculture, chargéiert ass mat der Zertifizéierung an den technesche Kontrollen am Zesummenhang mat der Produktioun vu Saatgut. Am Paragraph 2 steet, datt de Minister Organisme vun der Profession agricole kann agrééieren, fir un dëser Missioun deelzehuelen. Bis elo - zënter Laangem - war dat de Fall duerch d'Bauerenzentral. Och dëst Joer steet am Budget e Crédit non limitatif an der Héicht vun 205.674 Euro.

Et däerf ee sech natierlech d'Fro stellen: Woufir mécht d'ASTA dat net selwer? Well si ass derfir équipéiert. D'Äntwert huet mer

virun enger Zäit e fréieren Direkter vun der ASTA geliwwert. Deen huet gesot, e fréiere Minister - et war kee Bloen; da kann ee sech d'Faarf liicht virstellen - hätt gesot: „Et muss een hinnen - dat heescht, der Bauerenzentral - heiansdo eng Schank dohinner geheien, fir se bei gudder Laun ze halen." Dat war d'Erklärung, woufir datt en Deel vun där Kontroll iwwert d'Geséims an där Exekutioun bei d'Bauerenzentral gaangen ass. Ech muss soen, dat ass eng Attitüd, déi an eisen Aen total inakzeptabel ass.

Da liese mer weider am Gesetzesprojet: «(...) l'organisme doit présenter les garanties nécessaires d'honorabilité et de qualification professionnelle». Iwwert d'Qualification professionnelle wëll ech mech net ausloossen, mä d'Honorabilité gëtt mer awer ze denken! «L'honorabilité s'apprécie» - liese mer weider - «sur base des antécédents judiciaires des personnes chargées de la gestion et de la direction de l'organisme.» Dat steet jo schéin do! Mir hunn elo déi lescht Deeg vill an de Kommissiounen iwwert de Begréff «Honorabilité» am Zesummenhang mat Gesetzer diskutéiert.

Da stellen ech d'Fro: Kritt d'Bauerenzentral dann elo endlech dësen Agrément ewechgeholl? Ech erënneren drun, datt et um Geriicht zu Prisongsstrofe vun zweemol fënnef Joer komm ass an engem Prozess wéinst schwaarze Konten, wou iwwer 700 Milliounë Lëtzebuerger Frang gelaf sinn. D'Affär ass leschtenenns ënnert dem Teppech gelant, well e gnädege Procureur général d'Saach einfach klasséiert huet, wéi se sollt an Appel goen.

De Virstand vun där Organisatioun, déi elo mat der Exekutioun beoptraagt ass, huet gesot, si géife geschlosse fir déi Schëlleg an de Prisong goen. Dat heescht, si sinn och an där Bezéiung op deeselwechten Niveau ze stellen.

Ech wëll och nach drun erënneren, datt déiselwecht Leit d'Justiz an engem Mooss attackéiert hunn, datt d'Riichter sech genéidegt gesinn hunn, an hirem Syndikat, dem Groupement des Magistrats, am Mäerz '85 heftegst géint déi Aart a Weis do ze protestéieren.

Doriwwer eraus ass déi Firma bilanziell an der Faillite.

Ech liesen aus dem Extrait vum Rapport vum Réviseur vun der Cepal vun 2005: «Toutefois au 31 décembre 2005» - dat ass déi lescht konsolidéiert Bilanz, déi virläit, - «le passif exigible du groupe était supérieur de 5,5» an eppes weider Milliounen Euro, dat sinn 224 Milliounen där aler Frang «au total de l'actif». Dat ass eng bilanziell Faillite, an ech froe mech: Bitt esou eng Firma d'Viraussetzung, fir eng offiziell Missioun ze iwwerhuelen? Mir soe ganz kloer Neen a mir verlaangen, datt alles bei d'ASTA zréckkënnt, wou et vun der Verwaltung selwer soll kontrolléiert ginn. Esou wäit zu deem Thema.

Kapitel 3, do kommen ech da bei dat, wat eis haut de Mëtteg hei am meeschte beschäftegt huet, den Ubau vu genmodifizéierte Planzen. Éischt Fro: Brauche mer esou Planzen?

D'Gentech-Industrie seet Jo. Dat brauch een net extra ze wonneren. D'Ëmweltschützer soen Neen. Dat wonnert een och net.

De Konsument seet, an dat schéngt mer op d'mannst gradesou wichteg ze sinn: Ech wëll dat net. A Frankräich huet eng Ëmfro erginn, datt 87% vun de Leit et net wëllen. Hei zu Lëtzebuerg läit de Prozentsaz ähnlech héich, an ech huelen och un, datt dat queesch duerch d'ganz Europäesch Unioun esou ass.

D'Wëssenschaft ass gedeelter Meenung. Op jidde Fall kann een emol d'Fuerschung virundreiwen. Mä brauche mer et aktuell? Ech mengen net. D'Meenungen doriwwer ginn auserneen.

D'Meenunge ginn och an der Landwirtschaft auserneen. A Frankräich gëtt et dräi Landwirtschaftssyndikater, dovunner ass dee gréissten derfir an déi zwee méi klenger dergéint. Hei zu Lëtzebuerg sinn d'Meenungen och net unanime. Déi eng si ganz dergéint, déi aner soen: Oh, mir mussen awer emol kucken, vläicht kënnt jo awer eppes, wat eng Kéier vun Notzen ass.

Zweet Fro: Wat bréngt et? Méi Ertrag? Ech ka mech all deenen nëmmen uschléissen, déi dat virdrun hei esou gesot hunn: Et ass kee Wee, fir den Honger an der Welt ze bekämpfen, well do, wou Honger an der Welt ass, sinn et praktesch ëmmer...

(Interruption)

...- dat hunn ech och scho gesot -, sinn et meeschtens politesch Zoustänn an deene Länner, politesch Konflikter an Ëmwälzungen, déi dozou féieren, datt d'Leit Honger leiden. Et hänkt och ganz dacks dorun, datt einfach kee Geld do ass, fir sech Nahrungsmëttel ze kafen.

Ech ginn dem Här Gira net ganz Onrecht, datt mer eis Liewensgewunnechten och mussen änneren, well et ginn effektiv vill planzlech wäertvoll Nahrungsmëttel doduerch verbëtzt, datt deelweis iwwerdriwwe vill Vereedelungsprodukten, notamment Fleesch, konsuméiert ginn. Do géif dat och kengem eppes schueden.

Op jidde Fall ass et sécher, datt déi sougenannt „eierlegende Wollmilchsau" net d'Léisung vun der Zukunft wäert sinn, well souguer wann et dat eng Kéier géif ginn, dee Moment, wou een d'Hame brauch, ass et mat den Eeër a mat der Mëllech souwisou eriwwer.

Den Effet vun enger Verbreedung vun esou genmodifizéiertem Saatgut wäert och sinn - dat ass hei scho gesot ginn -, datt d'Ofhängegkeet vun de Baueren an der ganzer Welt vis-à-vis vun de Saatgutkonzerner ëmmer méi grouss gëtt - an dat ass jo dat, wat vun deene Konzerner an éischter Linn gewollt ass.

Eng zweet Fro, déi domat zesummenhänkt, ass d'Krankheets- an d'Schädlingsresistenz. Mir gesinn och am Asaz mat chemesche Schädlingsbekämpfungsmëttel, datt dat ëmmer nëmmen iwwer eng gewëssen Zäit geet an datt sech da Resistenzen ausbilden.

Mir hunn et gesi bei deem Mais, dee Monsanto entwéckelt huet, dee resistent ass géint en Totalherbizid, wat Roundup heescht. Am Ufank war bei de Baueren eng Begeeschterung doriwwer. Dat ass jo och flott: Mir setze Mais, mir loossen en oplafen, a wann d'Kraut da matkënnt, da sprëtze mer d'Stéck of, d'Kraut geet futti, de Mais bleift stoen. Dat war jo den Trick. Domadder verkafen ech net nëmmen dee genmodifizéierte Mais, mä gläich d'Sprëtzmëttel mat.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Dorëms geet et!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Et huet awer net laang gedauert, dunn hunn déi éischt Resistenze sech gewisen. Mir wëssen haut, datt beim Roundup eng ganz Partie Resistenzen do sinn, datt et net méi gräift. Da musse mer eis erëm eppes Neies afale loossen. Dat belieft jo och d'Geschäft.

Datselwecht wäert och passéiere mat deene Maiszorten, déi resistent si géint verschidden „saugende und beißende Schädlinge". Ganz sécher sinn der dann erëm - well d'Natur ass ganz erfinderesch dodran -, déi Resistenzen entwéckelen. An dann ass déi Saach och schonn erëm um Enn, dat heescht, da musse mer alt schonn erëm déi nächst huelen, an déi kaschte jo dann erëm. Iergendwou wäert een dann erëm Leit fannen, déi dat dann och kafen.

Mä mir gesinn, datt et am Enn kee Wee ass, fir deene Problemer ze begéinen. Dat muss geschéien duerch en intelligenten Ëmgang mat der Natur an duerch Ubaumethoden, déi déi Schädlingen op eng natierlech Aart a Weis a Schach halen. Dat anert ass eng Spiral ouni Enn, wou de Bauer ëmmer de Verléierer dobäi ass.

En anere wichtegen Aspekt, deen hei och scho vu menge Virriedner ugesprach ginn ass, ass dee vun den Auswierkungen op d'Insekten a virun allem op d'Beien. Als selwer fréieren Hobby-Beienziichter weess ech, wéi kriddelech dat ass, an ech wëll drop hiweisen, datt mer de Moment an enger Partie Länner e rätselhaft Beiestierwen observéieren, notamment an den USA an a Spuenien, wou jo manifestement genmodifizéiert Planzen ugebaut ginn.

Et ass net bewisen, datt et dohier kënnt, mä et soll eis awer weisen, wéi sensibel dat Ganzt ass a wéi séier datt een eppes provozéiert huet, wat herno vläicht net méi guttzemaachen ass.

Net nëmmen d'Beienziichter, mä och d'Wëssenschaftler soen, datt, wann d'Beie verschwannen, d'Auswierkungen op d'Natur esou grouss sinn, datt leschtenenns de Mënsch deen ass, deen als Allerleschte vläicht verschwënnt, mä deen awer ganz sécher dann och verschwënnt.

Et muss een d'Fro stellen: Wéi éierlech sinn d'Konzerner?

Ech wëll do als Beispill huelen de Mais MON 863 vu Monsanto, deen zwar nëmmen als Nahrungsmëttel huet däerfen importéiert ginn. Monsanto huet deen a sengen Untersuchungen als onbedenklech deklaréiert. Et huet sech awer erausgestallt, datt et net wouer war, datt an deenen Tester, déi gemaach gi sinn, wesentlech Veränneren am Bluttbild vun de Versuchsdéieren, Auswierkungen op d'Nieren, einfach ënnerschloe gi sinn. Dat beweist, datt een och ganz villen Avisen, déi kommen, net onbedéngt vertraue kann, an datt, wann ee schonn op dee Wee geet, dat absolut vun onofhängegen Institutiounen duerchgefouert gi muss.

D'Strategie vun deene Konzerner ass kloer. Mat allen Tricke probéiere se hiert modifizéiert Saatgut eraus an d'Natur ze bréngen, wéi och ëmmer, a wann d'Dissémination dobausse bis geschitt ass an d'Vermëschung mat bestehende konventionellen an och mat wëlle Planze bis geschitt ass, dann heescht et: Jo, mir kënnen et jo elo souwisou net méi ophalen. Wat wiert Dir lech dann dergéint? Et ass jo elo souwisou dobaussen an der Natur verbreet.

Drëtt Fro: Ass d'friddlech Koexistenz iwwerhaapt méiglech?

Mir soen als ADR ganz kloer: Neen! Wann déi sougenannt Büchse der Pandora eng Kéier op ass, dann ass se op an Dir kritt se net méi zou. D'Vermëschung mat de Planzen an der Natur wäert inévitabel sinn. D'Verschleefung iwwer grouss Distanzen, an dat ass jo alles hei schonn ugesprach ginn, ass net ze évitéieren. Mir hu bei der INRA zu Dijon gesinn, datt besonnesch mam Raps, wat e ganz renge Som ass, déi Verschleefung enorm séier geet, beim Transport, well ëmmer erëm e bëssen där renger Kären erausfalen, laanscht d'Weeër kéngen a wuessen, an da schonn erëm an deene Géigenden, wou dat dann ass, fir Contaminatioun suerge wäerten.

Besonnesch beim Raps ass et kriddelech. D'Beie fléie bis zu dräi Kilometer, esou datt och déi Dräi-Kilometer-Zon, vun där mer schwätzen, net duergeet. Wann nämlech e Beievollek an der Mëtt dertëschent ass, da geet dat vun zwou Säiten, dat heescht, dann hu mer schonn e Radius vu sechs Kilometer.

Problemer fir déi konventionell Landwirtschaft, ganz sécher, wa se wëllt gentechfräi Produkter ubidden. Problemer virun allem fir d'Biolandwirtschaft, déi inévitabel sinn. Et kann een nëmme soen an deem Thema hei dat berühmte Spréchwuert: „Die ich rief, die Geister, werd ich nun nicht los!" Dat ass eppes aneschters wéi den Asaz vu Chemikalien, wou mer och scho vill Léiergeld ginn hunn. Do kann een ëmmer soen, elo gëtt et gestoppt, an da sinn nach vläicht e puer Joer Nowierkungen do, mä iergendwann eng Kéier huet dat sech verzunn an dann ass dat eriwwer. Wann hei awer esou modifizéiert Genen an der Natur zirkuléieren, déi kritt een net méi agefaangen.

Véiert Fro: Ass d'Europäesch Unioun verflicht, hire Maart opzemaachen? Dat ass eppes, wat ee revoltéiert! Mir soen aus politescher Siicht ganz kloer: Neen! An ech si revoltéiert, wann ech liesen, datt d'Europäesch Unioun géif riskéieren, vun der WTO zu Honnerte vu Milliounë Strofzoll verdonnert ze ginn, well Éisträich de Monsanto-Genmais net géif zouloossen a well d'WTO esou en Importverbuet fir onzoulässeg erkläert huet.

Ech froen: Wien huet esou eppes ausgehandelt? D'Europäesch Kommissioun oder de Ministerrot? Ass d'Populatioun, déi an hirer iwwerwältegender Majoritéit géint genmanipuléiert Planzen an Nahrungsmëttel ass, iwwerhaapt gefrot ginn? Kann d'Politik géint d'Bevölkerung agéieren, well Monsanto & Co dat gären hätten?

Mir kennen den EU-Mechanissem, datt, wann Oneenegkeet am Ministerrot ass, leschtenenns d'EU-Kommissioun d'Décisioun hëlt, wat keng glécklech Dispositioun ass.

Wat dat heescht, wësse mer. An déi, déi et net wëssen, déi sollen am Buch vum François d'Aubert «Main basse sur l'Europe» liesen, wéi dat bei der Kommissioun fonctionnéiert a wéi d'Lobby do operéiert.

Fënnefte Punkt: Musse mir dat zu Lëtzebuerg akzeptéieren? Mir soen nach eng Kéier als politesch Äntwert: Neen, wann d'Ëmwelt an d'Gesondheet vun de Leit a Gefor sinn, an dat ass hei de Fall. Hei gëtt d'Handelsfräiheet virun de Prinzip vun der Précautioun, dat heescht de Vorsorgeprinzip gestallt. Wie Jo seet, stellt de Prinzip vun der nationaler Souveränitéit an enger liewenswichteger Saach a Fro.

Esou eng Europäesch Unioun, Dir Dammen an Dir Häre, gëtt vun der ADR net akzeptéiert. Aner Länner sinn elo beim Mais MON 810 endlech virgaangen. Misst dat net fir all Land de Prinzip sinn, datt et fir sech d'Fräiheet hätt, do ze entscheeden, wat et fir richteg a wat et fir falsch fënnt?

Lëtzebuerg hat ëmmer eng restriktiv Haltung a soll op deem Wee virugoen a soll och hei datselwecht maachen. Well eng Onbedenklechkeetsgarantie gëtt et net.

Aus dëse grondsätzlechen Iwwerleeungen, Här President, wäerte mir eis bei dësem Projet de loi enthalen. Mir wäerten awer d'Proposition de loi 5681 matstëmmen, well se dach an deem Fall, wou dat eng Kéier soll ugebaut ginn, en zousätzleche Schutz fir d'Bauere bedeit.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'éischt emol Merci dem Rapporteur Jean-Paul Schaaf, dee sech vill Méi an dëser komplexer Matière ginn huet; Merci och dem Henri Kox, dee Rapporteur ass vu senger Proposition de loi, an all deenen, déi hei intervenéiert sinn. Ech soe virun allem och Merci fir déi zimlech breet Ënnerstëtzung, déi d'Regierung hei kritt huet an hirer Haltung a puncto OGMen, an och fir déi ganz breet Zoustëmmung zu dem Koexistenzgesetz.

Wéi den Intitulé et scho seet, besteet dëse Projet de loi aus zwee verschiddene Voleten. Am éischte ginn d'Rahmebedéngunge fir d'Produktioun an den Handel vu Semencë festgeluecht an am zweeten Deel gëtt d'Koexistenz tëschent genmodifizéierten a konventionelle respektiv biologesche Kulture geregelt. Esou eng Regelung huet bis elo nach net bestanen a besteet och iwwregens haut nach an deene meeschten europäesche Memberstaten net, obschonn iwwerall erlaabte genmodifizéiert Kulturen dierften ugebaut ginn.

Wat elo den éischte Volet vun dësem Projet de loi ugeet, wëll ech drop hiweisen, datt e ganz wichteg ass, och besonnesch fir déi Lëtzebuerger Landwirtschaft. Et hu jo eenzel Riedner dorobber higewisen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e ganz dynamesche Saatgutsecteur. Et handelt sech heibäi ëm eng Qualitéits- an eng Nischeproduktioun mat enger vergläichsweis héijer Plus-value fir d'Produzenten. Dës Produktioun ass ganz en ligne mat der Politik vum Landwirtschaftsministère, dee schonn ëmmer versicht huet, d'Schinn vun der Qualitéitsproduktioun ze förderen an nach méiglechst auszeweiden.

Am Joer 2007 sinn hei zu Lëtzebuerg op 3.100 Hektar Saatgut produzéiert a vermehrt ginn. Et handelt sech jo och, wéi gesot ginn ass, hei virun allem ëm Céréalen, Gräser an ëm Setzgromperen. Zënter 1990, also an de leschte 17 Joer, konnten d'Saatgutvermehrungsflächen ëm 50% gesteigert ginn, an d'Saatgutproduktioun hei zu Lëtzebuerg ass am Verhältnis zu anere Länner wäitaus méi bedeitend. Si bitt ville Lëtzebuerger Baueren en zousätzlecht Akommes. Dat Saatgut, wat mer hei produzéieren, ass natierlech net nëmme fir den inländesche Marché geduecht, soss wier esou eng grouss Produktiounssteigerung och net méiglech gewiescht. Mä et gëtt zu engem groussen Deel an aner Länner bis iwwert d'Grenze vum europäesche Kontinent eraus exportéiert.

Fir dës Débouchéen net ze verléieren, brauche mer eng modern, brauche mer eng effikass Législatioun, déi de Saatgutsecteur encadréiert an dat och mat adequate Qualitéitskontrollmechanismen. Doriwwer eraus muss eis Loi-cadre iwwert den Handel vu Semencen, déi vun 1971 ass, deene verschiddenen EU-Direktiven iwwert dësen Handel ugepasst ginn, besonnesch och fir de Bestëmmunge vum Bannemaart Rechnung ze droen. Mir hu gemengt - an dat ass och esou approuvéiert ginn -, déi einfachsten Aart a Weis, fir dat ze erreechen, wär d'Gesetz vun 1971 ofzeschafen an et duerch deen heitege Projet de loi ze ersetzen.

Et muss een natierlech zouginn, datt déi europäesch Gesetzgebung iwwert d'Semencen, op där nun emol déi vu Lëtzebuerg baséiert, zimlech komplex a komplizéiert ass. Déijéineg, déi an der Kommissioun matgeschafft hunn, hunn dat gemierkt. Och de Statsrot huet seng Problemen heiansdo gehat mat deene schwieregen Texter. D'Europäesch Kommissioun huet dat erkannt, an ënnert dem Impuls vum Conseil vun den Agrarministeren an och konform zur Lissabon-Strategie ass d'Kommissioun amgaangen, un enger Simplification administrative fir de Saatgutsecteur ze schaffen.

D'Kommissioun wëllt also am Kader vun der Initiativ „Better Regulation" an den nächste Joren d'EU-Saatgutdirektive weider vereinfachen, wat mir natierlech begréissen an och ënnerstëtzen.

Des Weidere wëll ech och drop hiweisen, datt zu Bréissel e Projet de directive vum Conseil guttgeheescht ginn ass, deen déi bestehend Saatgutlégislatioun ëmännere soll, fir dem Besoin vun der biologescher Landwirtschaft entgéintzekommen, mä och fir d'Erhale vun der Biodiversitéit an de genetesche planzleche Ressourcen ze garantéieren. Allerdéngs konnt dëse Projet de directive bis elo nach net ëmgesat ginn, obschonn e wéi gesot eestëmmeg vum Agrarministerrot ugeholl ginn ass, well d'Europaparlament nach Problemer huet mat eenzelne Bestëmmungen. Mir hoffen natierlech, datt dat méiglechst schnell kann iwwert d'Bühn goen an och ëmgesat ginn.

Da kommen ech zum zweeten Deel vum Gesetzesprojet, iwwert dee jo méi diskutéiert ginn ass, dat ass dee vun der Koexistenz tëschent konventionellen, biologeschen a genmodifizéierte Kulturen. Ech wëll awer direkt betounen, datt et bei dësem Gesetz iwwert d'Koexistenz kengesfalls ëm d'Zouloossung vun OGMe geet. D'Zouloossung vun OGMen, déi gëtt iwwert d'Gesetz vum 13. Januar 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés geregelt, an dat ënnert der Kompetenz vum Gesondheetsminister. Hei geet et nëmmen dodrëm, d'Konditioune festzeleeë fir den Ubau vun deenen OGMen, déi vun der EU fir den Ubau an Europa zougelooss sinn.

Zënter enger Dose Joren, géif ech soen, si genmodifizéiert Planzen hei um Marché. Mëttlerweil gi weltwäit iwwer 100 Milliounen Hektar mat genverännerte Kulturen ugebaut. Dat ass absolut betruecht en immense Chiffer, mä am Verhältnis mat der weltwäiter Agrarfläch ass et awer manner wéi 1%. Den Ubau vun OGMen ass zurzäit haaptsächlech op verschidde Länner wéi d'USA, Kanada, Argentinien, Brasilien, China, Indien konzentréiert a concernéiert och nëmmen e puer Planzenaarten, un éischter Stell géif ech soen de Soja, mä awer och aner Planzenaarte wéi de Mais, de Raps, de Kotteng, de Räis, Tomaten, Gromperen. Dat ass jo hei och schonn ugedeit ginn.

An der EU ass am Moment just ee bestëmmte gentransforméierte Mais fir den Ubau zougelooss, iwwert deen hei jo och méi diskutéiert ginn ass. Duerfir wëll ech och e bësse méi dorobber agoen; et ass jo och ënner anerem vum Här Schneider gefrot ginn. Dësen OGM ass resistent géigeniwwer dem sougenannte Maiszünsler. De Maiszünsler ass dee bedeitendste Maisschädling an Europa, deen allerdéngs zu Lëtzebuerg wéinst eisem Klima nach net allze vill verbreet ass.

De MON 810 gëtt virun allem a Spuenien kultivéiert op 50 bis 80.000 Hektar, variabel jee no de Joren. E gëtt och a Portugal, Rumänien, der Tschechescher Republik an an Däitschland op e puer dausend Hektar ugeplanzt.

Och a Frankräich sinn d'lescht Joer 22.000 Hektar MON 810 ugebaut ginn. Déi franséisch Regierung huet awer wëlles - wéi et jo och hei gesot ginn ass -, een zäitlech begrenzte Moratoire fir den Ubau vum MON 810 anzeféieren, bis d'EFSA, déi europäesch Liewensmëttelsécherheetsagentur, mä och déi franséisch Haute autorité, dësen Dossier evaluéiert hunn. Dës Evaluatioun misst am Laf vun dësem Joer geschéien, well all zougeloossenen OGM muss no zéng Joer nei evaluéiert ginn. 1998 ass de MON 810 fir d'éischt an Europa ugebaut ginn. E muss also am Laf vun dësem Joer evaluéiert ginn. Déi franséisch Regierung wëllt déi Evaluatioun ofwaarden.

D'Situatioun a Frankräich ass net déi nämlecht wéi hei zu Lëtzebuerg - ganz a guer net -, wat d'OGMen ubelaangt. A Frankräich gëtt et am Géigesaz zu Lëtzebuerg nach ëmmer kee Gesetz iwwert d'Disséminatioun vun den OGMen. Lëtzebuerg huet dat Gesetz säit 1997. Dat Gesetz gouf da jo och 2004 hei an der Chamber nogebessert.

Frankräich huet och kee Gesetz iwwert d'Koexistenz. Par contre gëtt a Frankräich de MON 810 ugebaut, wat zu Lëtzebuerg net de Fall ass. Dir gesitt also, d'Situatioun ass ganz verschidden tëschent Frankräich a Lëtzebuerg. Zwar hätt kënnen zu Lëtzebuerg deen OGM zënter véier Joer ugebaut ginn, mä dozou ass et awer ni komm, well Gott sei Dank engersäits eis Baueren - a mir hu se doranner ënnerstëtzt - dem Ubau vun OGMe souwisou ganz kritesch géigeniwwerstinn, an anerersäits de MON 810 eiser Landwirtschaft näischt bréngt, well de Maiszünsler net vill Schued hei zu Lëtzebuerg uriicht.

Menger Meenung no wäerten och an Zukunft, op d'mannst an nächster Zukunft, hei zu Lëtzebuerg keng OGMen ugebaut ginn, a scho guer net, wann eist Koexistenzgesetz deemnächst a Kraaft wäert sinn. Mat dësem Gesetz schafe mer nämlech e Kader, fir déi konventionell a biologesch landwirtschaftlech Betriber effizient virun der onerwënschter Presenz vu genmodifizéierten Organismen ze schützen. Esou erhale mer de libre choix vun de Produzenten an och vun de Konsumenten. Dat wäert eis, menger Meenung a menger Iwwerzeegung no, mat dësem Gesetz an och mat deem Règlement grand-ducal, iwwert dat jo och e puermol geschwat ginn ass, wou mer verschidden Ausféierungsbestëmmungen iwwert den Ubau vun transgene Planze fixéieren, ganz gutt geléngen.

Mir haten zwar esou munch Meenungsverschiddenheeten - dat kënnt Der och am Schréftwiessel feststellen - mat der EU-Kommissioun. Mir sinn eis och haut nach net an alle Punkte mat der Kommissioun eens, mä eist Gesetz ass am Endeffekt dach zimlech restriktiv, wat den Ubau vun OGMen ubelaangt. Et ass ganz am Sënn, wéi och hei zu Recht gefrot ginn ass, vum Principe de précaution, dee wichteg ass bei dëser Problematik, an et bitt deene Filièren, déi fräi vu Gentechnik wëlle bleiwen, e gréisstméigleche Schutz.

Dëse Projet de loi baséiert also op dem Principe de précaution; an dat kombinéiert mat enger ganz grousser Transparenz, wat den Ubau vun transgene Kulturen ubelaangt. All Import vu genverännertem Saatgut op Lëtzebuerg muss der Administration des Services Techniques de l'Agriculture, der ASTA, matgedeelt ginn. Wann e Bauer wëllt OGMen uplanzen, da muss hien der ASTA zwee Méint am Viraus doriwwer Informatioune liwweren. D'ASTA publizéiert dann dës Donnéeën, notamment déi exakt geographesch Lokalisatioun. Dat an engem nationale Register, dee permanent aktualiséiert gëtt an dee besonnesch iwwer Internet jiddferengem zougänglech ass. Doriwwer eraus däerfen och nëmmen op gepachte Flächen OGMen ugeséit ginn - mir hunn hei am Land jo ronn 50% Pachtland -, wann de Propriétaire säi schréftlechen Accord dozou ginn huet.

Des Weidere gesäit dëse Projet de loi vir, iwwer e Reglement d'Mindestofstänn tëschent genmodifizéierten a konventionellen oder biologesche Kulture festzeleeën. Dëse Projet de règlement grand-ducal ka schnell a Kraaft trieden, well e schonns vum Conseil d'État aviséiert ginn ass. Isolatiounsofstänn sinn eng ganz effikass Moossnam, déi net nëmmen d'Kontaminatioun vun den traditionelle Kulture mat OGM verhënnere kann, mä déi och den Ubau selwer vun OGMe ganz staark aschränke wäert.

An der EU gëtt et zu dësem Punkt ganz grouss Divergenzen. D'Mindestdistanze variéiere ganz staark an deenen eenzelne Länner. Beim Mais zum Beispill, well dat jo déi eenzeg OGM-Kultur ass, déi iwwerhaapt bis elo duerf an Europa ugebaut ginn, tëschent 25 a 600 Meter. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg wëlles, fir de genmodifizéierte Mais Isolatiounsofstänn vu mindestens 600 Meter anzeféieren.

D'Kommissioun an och munch aner Memberstate gesinn dat e bëssen anescht. Si fannen dat, wat mir als Oploe maache wëllen, iwwerdriwwen an och ze vill restriktiv. Mä ech wëll lech soen, zumindest soulaang wéi d'Kommissioun oder besser gesot d'EU keng Schwellewäerter fir déi zoufälleg Veronrengegung vu konventionellem a biologeschem Saatgut - an déi gëtt et nach net - mat OGMe festgeluecht huet, wëlle mir un dëse strengen Trennofstänn festhalen. Dat heescht konkret zum Beispill, datt jiddfereen, dee genverännerte Mais ubaue wëllt oder wéilt, sech esou organiséiere misst, datt säi Mais mindestens 600 Meter vun all anerem Mais, deen net genmodifizéiert ass, ewechbleift.

Lëtzebuerg ass mat senger Mindestdistanz vu 600 Meter beim Mais bei Wäitem méi streng wéi déi meescht aner Memberstaten. Mir wëllen och de Principe de précaution an deem Punkt weider staark respektéieren, esou wéi d'Chamber dat jo och gären hätt.

Déi Europäesch Kommissioun ass net ganz glécklech iwwert déi grouss Divergenzen, déi an de Memberstate bestinn, wat d'Koexistenzbestëmmungen ubelaangt. Duerfir gëtt deemnächst vun der Kommissioun aus e sougenannte Bureau européen de coexistence an d'Liewe geruff. All Land ass an deem Comité, an deem Büro do vertratt. Dëst Gremium soll an enger éischter Phas opgrond vu wëssenschaftlechen Donnéeë speziell Koexistenzmoossname fir de genmodifizéierte Mais ausschaffen. Allerdéngs wëll ech och soen, datt et zurzäit vun der Kommissioun net virgesinn ass, fir de Konklusioune vun dësem europäesche Koexistenzbüro e rechtlech bindende Charakter ze ginn.

An deem Kontext wëll ech awer drun erënneren, datt Lëtzebuerg säit Joren net nëmme vun der Kommissioun d'Aféierung vu Saatgutschwellewäerter fir d'Présence accidentelle vun OGMen a konventionellem oder biologeschem Saatgut fuerdert, mä datt Lëtzebuerg sech och ëmmer fir europawäit gülteg Koexistenzregelen agesat huet. Mir ënnerstëtzen also déi Beméiungen, fir an Europa op e Konsens ze kommen, dee wëssenschaftlech ënnerluecht ass.

Fir erëm op de Projet de loi zréckzekommen, wëll ech och drop hiweisen, datt et via Règlement grand-ducal och méiglech ass, Mindestentfernunge virzegesinn tëschent transgene Kulturen a Beiestäck. Et ass jo hei gesot ginn, datt mer méi laang och iwwert d'Problematik vun de Beien a vum Hunneg diskutéiert hunn. Mir hu wëlles vun dëser Méiglechkeet Gebrauch ze maachen, sollte wëssenschaftlech Erkenntnisser virleien, déi aussoen, datt d'Presenz vun OGM am Hunneg riskéiert iwwert deem festgeluechte Mindestschwellewäert ze leien. Wéi Der wësst, ass 0,9 den aktuell vun der EU festgeluechte Schwellewäert, fir d'Presenz vun OGMen a Fuddermëttel oder a Liewensmëttel mussen ze kennzeechnen.

Sollt sech des Weideren opgrond vu wëssenschaftlechen Donnéeën erausstellen, datt bei verschiddenen Aarte vu genmodifizéierte Kulture keng Koexistenz mat Nopeschkulture méiglech ass, dann erlaabt eis dëse Projet de loi, dës bestëmmten Aart vun OGM via Règlement grand-ducal ze verbidden. Ech denken do - an dat ass jo och hei gesot ginn - un éischter Linn un de Raps, wou et trotz deene strenge Mindestofstänn, déi mir virgesinn, opgrond vu villem Ausfallraps ganz schwéier wäert sinn, d'Proliferatioun vum genmodifizéierte Raps ze ënnerbannen.

Zurzäit ass allerdéngs keen transgene Raps an der EU fir den Ubau zougelooss, mä déi Koexistenzklausel do ass virun allem geduecht eventuell, fir och kënnen dergéint virzegoen, wann dat sollt anescht ginn. Fir esou Verbueder verlaangt d'Kommissioun wëssenschaftlech gutt motivéiert a gutt ënnerluechte Beweggrënn, déi mer der Kommissioun musse virleeën, fir esou Verbueder kënnen auszespriechen a fir datt si och hiren Accord dozou gëtt.

De Projet de loi gesäit och vir, datt den Ubau vun OGMen an Naturschutzgebidder ka verbuede ginn iwwer Règlement grand-ducal. Och do ass et déi nämlecht Konditioun: Et muss wëssenschaftlech ënnermauert a gutt beluecht ginn, fir datt d'Kommissioun hiren Accord géif ginn.

Dann ass och d'Problematik vum ekonomesche Schued e puermol hei opgeworf ginn. Also wann den Ubau vun OGMen ekonomesche Schued mat sech bréngt, sief dat op Nopeschparzellen oder sief dat bei der Produktioun vun Hunneg, da muss deejéinegen derfir opkommen, deen d'OGMen ugeplanzt huet, och wann e sech strikt un d'Regele vum Gesetz gehalen huet. Et gëtt also eng Responsabilité sans faute oder de plein droit.

Deejéinegen, deen OGMen ubaut, ass fir all ekonomesche Schued, deen duerch déi genverännert Sotplanzen entsteet, verantwortlech. A fir datt en eventuellen Ubauer vun OGMen an engem Fall vum ekonomesche Schued finanziell net iwwerfuerdert gëtt, muss jiddfereen, dee genverännert Kulturen ubaue wëllt, entweder eng speziell Assurance ofschléissen, oder awer an de Fonds cotiséieren, dee fir de Schued, deen duerch den Ubau vun OGMen entstoe kéint, opkënnt.

Mir wëssen, datt d'Assurancen do relativ retizent sinn, fir esou Assurancen ofzeschléissen. Duerfir hu mer och déi zweet Méiglechkeet, wéi gesot, agefouert, datt ee kann an de Fong cotiséieren.

Lëtzebuerg ass ze kleng, fir esou e Fong ze schafen. Op internationalem Plang gëtt et esou Fongen. Da muss een also versichen, sech un esou e Fong unzeschléissen. D'Kommissioun huet jo och begréisst, datt mer niewent der Méiglechkeet vun der Assurance och d'Méiglechkeet vun der Cotisatioun an esou e Fong elo virgesinn hunn.

Wéi gesot, duerch dëse Projet de loi schléisse mir eng Gesetzeslück. Zënter véier Joer war et theoretesch méiglech, och wann dat ni de Fall war, zu Lëtzebuerg OGMen unzebauen. Elo kritt dëse potenziell méiglechen Ubau vun transgene Planzen ee gesetzleche Kader, dee contraignant Regelen an Oploen dofir virgesäit. Alles an allem bitt dëst Gesetz deene Baueren, déi näischt mam Ubau vun OGMen ze di wëllen hunn, ee maximale Schutz, dee sengesgläichen an aneren EU-Länner sicht.

Den Ubau vun OGMen zu Lëtzebuerg gëtt duerch dat heite Koexistenzgesetz - dat wëll ech och kloer soen - mat Sécherheet net favoriséiert, esou wéi Verschiddener dat wëllen an de Raum stellen; just de Géigendeel ass de Fall.

Ee Wuert vläicht nach zum Gesetzesvirschlag N°5681 vum Här Kox.

Ech mengen, jiddfereen ass mat dem Prinzip vun dëser Dispositioun averstanen. Wat den Text ubelaangt, huet den Här Deputéierte Kox jo a sengem Gesetzesvirschlag dee vum Statsrot virgeschloenen Text wuertwiertlech iwwerholl. D'Regierung huet eng kleng textlech Ännerung virgeschloen, déi vun der Chamberskommissioun d'ailleurs jo och ugeholl ginn ass. Duerfir ënnerstëtzt d'Regierung dëse Gesetzesvirschlag a géif et begréissen, wann d'Chamber e géif ënnert där vun der Chamberskommissioun virgeschloener Form stëmmen.

E Wuert zur Motioun. Ech wëll hei ganz kloer soen, datt d'Zouloossung vun OGMen ënnert der Kompetenz ass vum Gesondheetsminister. Ech denken, datt duerfir jo och den Här Kox versicht huet, mam Gesondheetsminister Kontakt opzehuelen am Kader vun dëser Motioun, well en huet dat net mat mir gemaach. Et ass och richteg esou, well d'Autorité compétente an dëser Matière, wat d'Zouloossungen ubelaangt, ass de Gesondheetsminister.

Mä well mer haut d'Koexistenz geregelt hunn an d'Motioun jo d'Zouloossung am Fong regele soll, duerfir hunn ech e bësse Problemer, well den Här Fayot huet jo eng Question parlementaire gestallt un de Gesondheetsminister an dëser Problematik, an ech hat gemengt, et wär vläicht dann och gutt gewiescht, fir déi genee Äntwert vum Gesondheetsminister ofzewaarden, ier ee sech an esou enger Motioun…

M. le Président.- Här Minister, Dir misst esou lues zum Schluss kommen!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Ech si bal um Schluss.

M. le Président.- Wonnerbar!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Ech hunn d'Motioun matgeholl.

M. le Président.- Da maacht elo de Schluss!

(Hilarité)

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Okay.

Et hätt een also, mengen ech, d'Äntwert vum Gesondheetsminister sollen ofwaarden, fir méi Detailer iwwert dës ganz Problematik vum MON 810 nach ze kréien, iwwert déi eraus, déi ech versicht hunn lech ze ginn. Wéi gesot, DÉI GRÉNG hunn an hirer Motioun elo net méi virgesinn, fir de MON 810 ze verbidden, duerch de Réckgréff op d'Clause de sauvegarde, esou wéi am Fong Greenpeace dat gäre gehat hätt. Ech muss och soen, et wär och net logesch gewiescht, dat esou ze maachen.

De MON 810 ass - an dat ass och hei gesot ginn - deen eenzeg erlaabten OGM, deen an der EU kann ugebaut ginn. Wann also elo gefrot gëtt, just an direkt nom Vote vum Koexistenzgesetz, wat jo déi ganz Koexistenz soll regelen, datt iwwer Clauses de sauvegarde géif erëm deen eenzeg erlaabte MON 810 zäitweileg ausser Kraaft gesat ginn, datt dee Verbuet géif iwwer eng Clause de sauvegarde gemaach ginn, da géif am Fong d'Chamber direkt nom Vote vum Gesetz soen: Elo setze mer d'Effete vun dësem Gesetz emol zäitweileg erëm ausser Kraaft. Ech mengen, et wär e bësse widderspréchlech, wa kuerz nom Vote vum Gesetz d'Chamber gefrot hätt, fir d'Clause de sauvegarde unzewenden, fir…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Kox lech nach eng Fro

stellt? An da misst Der awer wierklech zum Schluss kommen!

(Hilarité)

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Also, Här President, ech war schonns zweemol bal fäerdeg.

M. le Président.- Mä den Här Kox wëllt Iech nach eng Fro stellen.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Et ass an der Rei.

(Interruption)

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här Boden, ganz kuerz, nämlech: Et ass wuel en Ënnerscheed awer hei. D'Koexistenzgesetz regelt just d'Koexistenz, wéi d'Wuert scho seet, dat heescht, d'Uplanze vu genmanipuléierten an net genmanipuléierte Planzen. Hei beim MON 810 geet et jo méi wäit, well et ass jo festgestallt ginn, dass et e Problem schaaft fir d'Ëmwelt, fir verschidden Insekten, an dass dat misst méi genee ënnersicht ginn.

Et ass dat, wat mer verlaange mat där Motioun, dass méi déifgräifend Analyse solle gemaach ginn. Vu dass Lëtzebuerg dat net fäerdeg bréngt, verlaange mer eben, dass mer eis un déi Länner uschléissen, déi dee wëssenschaftleche Background hunn, fir dat kënnen unzegoen.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Jo, mä Dir wollt méi verlaangen. Dir wollt de Réckgréff op d'Clause de sauvegarde verlaangen.

(Interruptions diverses)

Dir hutt jo gesot, datt Dir d'Regierung do net iwwerzeege kéint. Dat heescht, Dir konnt de Gesondheetsminister net iwwerzeegen.

Wann ech elo einfach interpretéieren, mengen ech, wat de Gesondheetsminister hei géif soen zu där Motioun, déi elo virläit, wou dat gestrach ginn ass, da géif ech soen, déi wär am Fong sans objet.

Well an der Motioun frot Der: «maintenir et promouvoir le principe de précaution».

Dat hu mer ëmmer gemaach, wäerte mer och an Zukunft maachen. D'Regierung huet dat ëmmer erkläert a wäert et och weider maachen.

Dir frot am zweeten Alinea: «intensifier sa collaboration avec les autres gouvernements».

Dat hu mer ëmmer gemaach, wäerte mer och weider maachen. Dat heescht, Dir fuerdert am Fong d'Regierung op, eppes ze maachen, wat se ëmmer gemaach huet.

Wéi gesot, ech wëll hei net soen, Dir sollt derfir oder dergéint stëmmen; d'Chamber soll dat souverän jugéieren. Mä ech mengen dat, wat elo an der Motioun steet, ass am Fong eng Bekräftegung an en Encouragement vun der Regierungspolitik. Wann et esou gesi gëtt, hunn ech kee Problem, datt se ka gestëmmt ginn.

M. le Président.- Ech soen dem Här Minister Merci. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss a mir komme méi spéit zum Vote iwwert dee Projet de loi.

(Interruption)

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5748 iwwert d'Infrastruktur fir den Tourismus. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht.

(Interruptions diverses)

Mir stëmmen awer eréischt méi spéit doriwwer of, Här Wagner.

Plusieurs voix.- Firwat dann? Wat ass d'Ursaach?

Une voix.- Mir sinn dach hei.

M. le Président.- Mir stëmme méi spéit doriwwer of an elo komme mer zum Projet de loi 5748.

(Brouhaha général)

Eng Rei vun Äre Kolleege sinn an engem Läichendéngscht an ech mengen et ass normal, datt een och e bësselche Respekt huet, datt ee waart bis déi Kolleegen erëm sinn.

(Interruptions)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, ech hunn d'Wuert gefrot.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Jaerling.

3. Ordre du jour

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, ech hunn d'Wuert gefrot zur Prozedur hei. Ech war de Moien an der Conférence des Présidents an do ass gesot ginn, wa genuch Deputéierten do sinn, fir de Quorum ze erfëllen, da soll ofgestëmmt ginn.

Am anere Fall, wann der net genuch do sinn, da soll de Vote reportéiert ginn. Awer wann der genuch hei sinn, ass gesot ginn, soll ofgestëmmt ginn.

Den Här Braz war och an der Conférence des Présidents derbäi, wéi dat do gesot ginn ass.

M. le Président.- Gutt, ech war net derbäi. Ech géif just soen, aus Respekt virun deene Kolleegen, déi an deem Läichendéngscht sinn, solle mer herno dee Vote do maachen.

(Interruptions)

Et hu sech also zu deem Projet de loi ageschriwwen: den Här Schank, den Här Etgen, d'Madame Dall'Agnol, den Här Kox an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Lucien Clement.

Une voix.- Vill Respekt virun Ärer Fraktioun, Här President.

Une autre voix.- Et wier jiddefalls ze wënschen, dass déiselwecht...

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, wou steet déi Prozedur, déi Dir hei uwennt? Déi steet a kengem Reglement!

M. le Président.- Här Wagner, ech mengen, et muss een e bësselche Respekt och virun deenen anere Kolleegen hunn.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Dir sidd deen éischte President, deen hei eege Gesetzer applizéiert!

(Hilarité et interruption)

M. le Président.- Sou, Här Bettel, elo huet ganz eleng den Här Clement d'Wuert.

(Interruption)

4. 5748 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President.

Une voix.- Et ass traureg, dat do!

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Ech weess net, ob ech der DP nach soll e puer Minutte loossen, fir sech ze berouegen, ier ech ufänken. Wann dat dann de Fall ass, da géif ech ufänke mat deem Projet 5748, deen elo zur Diskussioun steet.

Geet et? Ass en net un, Här President? Geet et elo?

(Brouhaha général)

Ech weess net, ob et elo geet, soss muss ech méi haart schwätzen.

Also, am Projet de loi 5748, deen elo zur Diskussioun steet, geet et ëm d'Exekutioun vum aachte Fënnefjoresplang am Beräich vun den Tourismusinfrastrukturen.

(Interruption)

M. le Président.- Sou, ech bieden lech ëm e bësselche méi Opmierksamkeet - et ass e wichtege Projet -, fir dem Här Rapporteur Lucien Clement nozelauschteren.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Iwwert den Tourismussecteur gëtt am politeschen Alldag an der Regel hei zu Lëtzebuerg net allze vill geschwat an diskutéiert, an dat menger Meenung no awer e bësselchen zu Onrecht. Den Tourismussecteur mat all senge vir- an nogelagerten Aktivitéite steiert dach en net onwesentlechen Deel zum ekonomesche Wuesstum vu Lëtzebuerg bäi. Et gëtt geschat, datt den Tourismussecteur am leschte Joer 9,7% vum PIB duergestallt huet. E Prozentsaz, dee laut de rezenten Etüde bis 2017 op gutt 10% vum PIB klamme kéint.

Well déi ganz Branche och nach richteg aarbechtsintensiv ass, ass den Tourismussecteur mat Sécherheet och nach e Créateur d'emploi par exellence. Wann ee kuckt, wat an de leschte Joren un Tourismusinfrastrukture bestanen huet, da stellt ee fest, datt 2005 laut den Ziffere vum Projet de loi 2.600 Etablissementer am Secteur touristique bestanen hunn. Si hunn zesummen e Chiffre d'affaires vun net manner wéi 900 Milliounen Euro realiséiert.

Wa mer an den Detail ginn, da stelle mer Folgendes fest, an dat laut Statec: 2006 hate mer 284 Hotelen, Aubergen a Pensiounen a plus/minus 7.474 Better an 100 Campinge mat enger Capacitéit vun 48.000 Persounen. Et fält awer op, wann een déi Zuele kuckt, datt d'Unzuel vun den Etablissementer lues mä konstant zréckfält, anererséits awer d'Capacitéite vun deenen Etablissementer, déi bleiwen, stabil bleiwen, wat heescht, datt deen eenzelne Betrib méi grouss ginn ass.

D'Unzuel vun den Iwwernuechtungen an den Hotelen, Aubergen, Pensiounen, Jugendherbergen a Campinger ass an de leschten zéng Joer op 2,7 Millioune geklommen, mat engem Duerchschnëttsopenthalt vu knapp zwou Nuechten an der Hôtellerie a 5,5 Nuechten an de Campingen. Dës Zuele waren iwwert déi dräi lescht Jore plus/minus awer konstant. Schätzungen no schaffen eng 25.000 Persounen direkt oder indirekt an dësem Secteur. Eng Zuel, déi bis 2017 op 32.000 Leit an d'Luucht goe soll.

Dat, Här President, si mat Sécherheet ganz impressionnant Zuelen, deenen ee sech net ëmmer esou bewosst ass, wann een hei zu Lëtzebuerg iwwer Tourismus schwätzt. Mä et sinn Zuelen, déi awer d'Wichtegkeet vun dësem Secteur an eiser nationaler Ekonomie op eng ganz effikass Manéier däitlech maachen an déi statistesch och beluecht sinn.

De Secteur vum Tourismus ass an deene leschte Jorzéngten aktiv an intensiv vum Stat duerch déi successiv Fënnefjorespläng begleet a gefördert ginn. Déi verschidden uneneegereite Fënnefjorespläng hunn zënter 1973 den Tourismus a sengem Développement gefördert an hu gehollef, him dee Stellewäert ze ginn, deen hien haut huet. Mir ginn duerfir och am Ausland zu Recht geschätzt a respektéiert.

Dat heescht awer net, oder dat soll awer net heeschen, datt een elo alles erreecht huet a mat deem Erreechte soll zefridde sinn. Mir befannen eis hei zu engem groussen Deel am Secteur privé. Do gëtt et keen Ausrouen op de Lorbeeren. Do muss ee sech ëmmer erëm an all Dag nei beweisen an et muss ee sech och all Dag d'Fro stellen: Wat kann ech besser maachen, oder wat hunn ech net richteg gemaach?

Fir mat der Evaluatioun an dësem Secteur matzehalen, mussen ëmmer erëm nei innovativ Iddien op den Dësch kommen, dat souwuel vu staatlecher Säit wéi selbstverständlech och aus dem Privatsecteur selwer. Dës Iddië gëllt et dann en musique ze setzen an duerfir ass esou e Fënnefjoresplang e ganz gëeegent Instrument a stellt mat Sécherheet och e ganz gëeegente Kader dozou duer.

Wann een elo déi verschidde Fënnefjorespläng analyséiert, gesäit een, wéi den Tourismus hei zu Lëtzebuerg um nationalen, regionalen a lokale Plang an deene leschte 35 Joer evoluéiert huet.

Duerch deen éischte Fënnefjoresplang, dat war 1973, hunn d'Gemengen an d'Syndikater Subventione vum Stat kritt, fir Equipementer an nei Infrastrukturen ze realiséieren. Et ass schonn deemools erkannt ginn, dass mer e groussen Nachholbedarf am Beräich vun dësen Infrastrukturen haten.

Am zweete Fënnefjoresplang gouf et zousätzlech zu deem, wat ech virdru gesot hunn, och Hëllefe fir d'Hôtellerie, wann d'Hôtellerie sech moderniséiert, rationaliséiert oder erweidert huet.

1983 sinn dunn awer zwou nei Zilsetzungen derbäikomm. D'Subventioune goufe verdeelt fir den Aménagement vu Gîtes ruraux a fir d'Konservatioun an d'Mise en valeur vun eisem nationale kulturelle Patrimoine.

Am véierte Plang si véier nei Initiativen derbäikomm: finanziell Hëllefe fir Privatpromoteuren, déi Projete realiséieren, déi eng regional Wichtegkeet hunn; Hëllefe fir d'Konstruktioun an der Hôtellerie oder fir privat Campingen, an zu gudder Lescht Hëllefe fir d'Syndikater, déi sech informatiséiert hunn oder sech anert audiovisuellt Material ugeschaaft hunn.

Am fënnefte wéi och am sechste Plan quinquennal gouf de Recommandatioune vun der ETI-Etüd vun 1992 Rechnung gedroen, déi deemools eisen Tourismussecteur analyséiert hat a wou och eng ganz Rei vu Richtlinnen a Suggestioune festgehale goufen.

Esou ass zum Beispill festgehale ginn, datt mer hei zu Lëtzebuerg en Tourismussecteur wëllen hunn, deen d'Liewensqualitéit an d'Qualitéit vum Tourismus selwer als prioritär ugesäit. D'Qualitéit an d'Durabilitéit sinn also Stéchwierder vun eisem Tourismus ginn. Den Akzent gouf virun allem op Kongress- a Kulturtourismus geluecht.

2001 huet den Tourismusminister Fernand Boden eng nei Etüd beim ETI, dem Europäeschen Tourismus Institut op der Uni Tréier, an Optrag ginn, an dat fir ze kucken, wéi den Tourismussecteur sech bis dohinner entwéckelt hat. Dës Etüd beschäinegt, datt d'Zilsetzungen, déi ufanks den 90er Jore gesat goufen, zu engem groussen Deel erreecht gi sinn. Souwuel déi infrastrukturell Offer wéi d'Equipementer kruten en internationalen Niveau vun där Etüd do attestéiert.

Op där anerer Säit seet dës Etüd awer och, datt nach zousätzlech Efforten ze maache sinn, wat d'Organisatioun, d'Formatioun an de Marketing vun an am Tourismus ugeet. Esou goufen zum Beispill d'Schafe vu regionalen Tourismusagencen oder den Développement vu spezifesche Formatioune proposéiert. Deene Propositiounen an aneren Iddië si mer am siwente Fënnefjoresplang nokomm. Konzepter an Etüde sinn ausgeschafft ginn, fir e Stéck méi Professionalismus an den Tourismussecteur eranzebréngen.

Här President, deen neie Fënnefjoresplang befaasst sech mat der konkreter Ëmsetzung vun dëse Konzepter an Etüden. Selbstverständlech ginn all déi Projete weiderfinanzéiert, déi fir den 1. Januar 2008 nach net fäerdeg gestallt waren an déi hiren Ursprong am siwente Fënnefjoresplang haten a souzesoen à cheval mat deem neie Fënnefjoresplang leien.

Ausserdeem gëtt et méiglech, eng Rei Projete finanziell ze begleeden, dat net nëmmen um Investissement vun den Infrastrukturen, mä och un hirem Fonctionnement. Dat Ganzt geschitt en vue vun engem méi grousse Professionalismus an dësem Secteur. Y compris déi lokal Tourismussyndikater. Dësen neie Plang couvréiert d'Joren 2008 bis 2012 an huet eng Enveloppe ze finanzéiere vun net manner wéi 50.296.000 Euro. Dat ass eng Augmentatioun par rapport zum leschte Fënnefjoresplang vu 34%. Eng Augmentatioun, déi eisem Tourismus wäert an deenen nächste fënnef Joer mat Sécherheet ganz guttdoen.

Well et sech awer hei ëm eng ganz zolidd finanziell Enveloppe handelt, wëll ech dann net nëmmen de Ressortminister Fernand Boden dofir begléckwënschen, mä ech wëll och dem Budgetsminister Luc Frieden mat Merci soen, datt hie sech dorunner bedeelegt huet. Dat beweist och, datt d'Tourismusbranche e gewëssene Stellewäert an der Regierung genéisst.

Des Weidere sollen dës Suen ënner anerem an d'Modernisatioun an an den Ausbau vun den Tourismusinfrastrukture fléissen. Nei Projete si virgesinn: esou de Bau vun enger neier Schwämm am Osten; d'Moderniséierung vun de Schwämme Réimech a Gréiwemaacher; och nach de Bau vun enger Jugendherberg am Minett, oder d'Revalorisatioun vum Mäerchepark zu Beetebuerg, fir nëmmen déi puer hei ze nennen. Nieft dëse Projete ginn awer och Moderniséierungsefforten an der Hôtellerie, de Jugendherbergen an de Campingen ënnerstëtzt, geneesou wéi weiderhi Fonctionnementsfraisë bei verschiddene Projete kënnen iwwerholl ginn.

Nei ass awer, datt duerch dëst Gesetz och Investissementer a Qualitéitszertifikatiounsprogrammer ënnerstëtzt ginn. Hei geet et kloer drëm, d'Qualitéit am Tourismus ze verbesseren an dat weiderzefeieren, wat säit den 90er Joren am Tourismus amgaangen ass.

Ech kënnt elo nach laang weiderfueren an am Detail alles erzielen, wat duerch deen neie Fënnefjoresplang am Beräich vum Tourismus soll ëmgesat ginn. D'Applikatioun vun deem Fënnefjoresplang gëtt ganz genau an deene verschiddene groussherzogleche Reglementer beschriwwen. Dës Reglementer waren och beim Projet de loi annexéiert. Hei ka sech jiddfereen en exakt Bild maachen, wéi déi nun awer trotzdeem

héich Finanze wäerte verdeelt ginn a wien ënner wat fir engen Ëmstänn a Konditiounen dovunner profitéiere kann.

Souwuel d'Chambre de Commerce wéi och de Statsrot begréissen alle béid dëse Projet an ënnersträichen an hire jeeweilegen Avisen d'Wichtegkeet vun dësem Instrument fir den Développement vun der Tourismusbranche. Déi eenzeg Kritik, déi d'Chambre de Commerce mécht, betrëfft dee Punkt, dee seet, datt bei verschiddene Bauprojete wéi beim Iwwerhuele vun de Fonctionnementsfraisë verschidden Tauxen ugewannt ginn, wann et sech ëm Frais privés oder Frais publics handelt. Si plädéiert an hirem Avis fir en eenheetlechen Taux, egal ob den Initiateur d'öffentlech Hand oder e privaten Investisseur ass.

D'Kommissioun huet doriwwer laang diskutéiert, ass awer net onbedéngt därselwechter Meenung wéi d'Handelskummer, well et sech bei deem méi héijen Taux de subvention dach éischter ëm Investissementer oder Projeten handelt, wou den Investisseur privé net onbedéngt ganz schaarf drop ass, fir esou Projeten ze realiséieren. Si sinn einfach finanziell net interessant fir de Privatsecteur an duerfir och net realisabel mat engem Taux de subvention, wéi en an de Classes moyennes nun eben üblech ass a wéi en och vu Bréissel an deem Secteur virgi gëtt.

À titre d'exemple wëll ech do just déi touristesch Infrastrukturen zu Munzen oder zu Rëmeleng zitéieren. Et geet hei eenzeg an eleng drëm, dës Infrastrukturen ze hale mat dëse méi héije Subventiounen. Et geet mat Sécherheet net drëm, datt den öffentleche Secteur hei soll a privat Konkurrenz mam Secteur privé trieden.

Här President, d'Kommissioun begréisst dëse Projet de loi a proposéiert duerfir der Chamber och den Text an där virleiender Form ze stëmmen. Als Rapporteur soen ech Merci fir d'Nolauschteren a wënsche mer selbstverständlech, datt dëse Projet en héijen Taux vun Zoustëmmung kritt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Lucien Clement Merci. Als éischte Riedner ass den Här Marco Schank agedroen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut iwwert den aachte Fënnefjoresplang fir den Tourismus fir d'Period vun 2008 bis 2012 of. D'Progressioun ass ganz däitlech. De Rapporteur huet et gesot: 34% Progressioun. Dat mécht eppes iwwer 50 Milliounen Euro insgesamt. Wann dee siwente Fënnefjoresplang gehollef huet, fir eng Rei Viraussetzungen ze schafen, datt mer nei Strukturen am Tourismus kréien - ech soen herno e puer Wuert dozou -, da wäert dëse Fënnefjoresplang hëllefen, dës Strukturen an d'Praxis ëmzesetzen.

Ech gräifen ee vun de leschte Sätz op vum Kolleeg Lucien Clement, nämlech dee vun der Qualitéit: qualité de vie et qualité du tourisme. Ech mengen, datt dat e Leitmotiv vun eisem Tourismus ass. Dat ass och d'Leitmotiv vum Koalitiounsaccord, wou eng Rei wichteg Politikfelder drastinn.

Am Kontext Tourismus ginn ech vläicht e puer Stéchwierder: d'Schafe vun attraktive Produiten; d'Verbessere vum Marketing - eppes, wou mer stänneg dru schaffen -; effikass Strukturen; dann ee ganz wichtege Sujet, d'Dimensioun Kultur an der touristescher Offer no 2007 verstäerken, mat der Abezéiung vun der Groussregioun - dozou wollt ech méi spéit eppes soen -; dann natierlech d'Klassifizéierung; iwwerhaapt een nohaltegen Tourismus entwéckelen, wou de ländlechen Tourismus och ee vun de Problemkanner ass de Moment. Och dorop wëll ech zréckkommen.

Just am Ufank, Här President, zwou, dräi Zuele vum Statec. Zwou positiv Zuele virewech. Déi éischt ass déi, datt nach ëmmer - do freeë mer eis all driwwer - vill Touristen op Lëtzebuerg kommen. 2006 louch Lëtzebuerg mat 352 Arrivéeë pro Kilometer carré an Europa un éischter Plaz. Duerno kommen Holland an Zypern mat 258 respektiv 242 Arrivéeën. Datselwecht 2006, wann een den Tourismus europawäit kuckt. Bei den Arrivéeë pro Awunner läit Lëtzebuerg u fënnefter Plaz no Island, Zypern, Éisträich a Kroatien.

Ech widderhuelen déi Zuelen net vum Lucien Clement. Insgesamt ginn d'Arrivéeën an d'Luucht vun 2004 bis 2006; d'Nuitéeë gi liicht erof. Mir sinn nach ëmmer op engem héijen Niveau, awer - an dat muss een och däitlech soen - mir hu regional ganz grouss Ënnerscheeder a mir hunn an deene verschiddene Segmenter ganz grouss Ënnerscheeder. Wann ech de Businesstourismus huelen an ech huelen de Fräizäittourismus, hu mer effektiv grouss Ënnerscheeder. Dozou nach e puer Wuert.

Wann ech d'Hotele kucke vun 2005 bis 2006, da gi mer an den Ardenne beispillsweis vun 160.000 op 148.000 erof, am Mëllerdall, der Petite Suisse, ëmmerhi vun 103.000 op 89.000. Do muss ee reagéieren.

Vläicht ee Saz zum Tourismus an der Haaptstad. Mir kënne frou sinn, datt mer an der Stad Lëtzebuerg mam LCTO insgesamt eng Lokomotiv hu fir eisen Tourismus. Et ass e ganz ausgeprägte Citytourismus, dee ganz professionell a ganz clever organiséiert gëtt. Et soll een och eng Kéier däitlech soen, datt do gutt Aarbecht gemaach gëtt.

Ech wollt awer dann op déi regional Ënnerscheeder kommen, déi ech virdru schonn ugedeit hunn. Wa mer den Tourisme de loisirs huelen, also de Fräizäittourismus insgesamt, zum Beispill an den Ardennen an am Mëllerdall, der Petite Suisse - muss ee jo elo derbäisoen -, awer och op Deeler vun der Musel respektiv am Äischdall, da muss ee sech awer eng Partie Froe stellen. Et muss een och eng Partie Äntwerten op déi Froe fannen.

Deen Tourismus ass natierlech ganz staark geprägt duerch de Campingtourismus. En ass natierlech doduerch och méi staark wiederofhängeg. Bei de Campinge gëtt et och grouss Ënnerscheeder, awéiwäit d'Betriber investéieren. Ech wollt op jidde Fall soen, datt mer weider Investissementer souwuel am Indoor- wéi am Outdoorberäich brauchen.

Ech bleiwen ee Moment beim Outdoor. Beim Nordic Walking si mer frou, datt mer elo och Parken hunn. Et huet awer ganz laang gedauert bis mer déi iwwert d'Land verdeelt haten; mir erëm eng Iddi ze laang. Si sinn awer ganz gutt gemaach. Da ginn et och ëmmer weider Héichseelgäert. Si investéieren. Dat ass gutt. Wann ech iwwerhaapt d'Adventure-Aktivitéite kucken am Tourismus, da geschéien eng Partie Saachen. Wou een natierlech frou wier, dat wier wa mer beim Canoë-kayak och géife Solutioune fannen; eng definitiv Regelung, wou déi Leit, déi do investéiert hunn oder investéiere wëllen, och genee wëssen, wou se dru sinn.

Bei den Indooraktivitéite gëtt elo awer déi lescht Zäit relativ vill investéiert. Ech denken u Schwämmen, Erlebnisbäder, Spillplazen, Bowling. Dat heescht, Spillplazen ënnerdaach natierlech, eng Partie Attraktioune brauche mer, besonnesch wa mer wëllen och de Familljentourismus ukuerbelen; dozou wollt ech herno nach eng Propositioun maachen.

D'Acteuren am Tourismus maache sech also ganz vill Gedanken am Kontext Fräizäittourismus. Am ONT an an den ORTen, déi nei gegrënnt goufen, zesumme mam Ministère, sinn d'Viraussetzunge geschaf gi fir eng Stäerkten-Schwächten-Analys an deem Kontext, besonnesch wéi gesot Ardennen, Mëllerdall, kleng Lëtzebuerger Schwäiz, an och Musel, Äischdall, fir och do d'Stäerkten erauszesträichen, an ech wäert och gläich eppes zu de Stäerkte soen.

Déi ass am ländleche Raum natierlech d'Landschaft. Dat sinn d'Produiten am ländleche Raum, dat ass awer och de kulturelle Patrimoine insgesamt, de geschichtlechen, den architektonesche Patrimoine. Och do hunn d'Naturparken däitlech gemaach iwwer europäesch Projeten, datt se wëllen en neit Leitbild dobausse propagéieren, datt ee seet, verstäerkt Aktiv- a Genossregioun ze ginn; eppes wat och op der Musel en Deel-Leitbild elo schonn ass oder probéiert gëtt ëmzesetzen. Ech mengen, datt een dat brauch, an dozou natierlech awer och eng zesummenhängend Vermaartung.

Nei Strukturen, ech hunn et gesot, den 22. respektiv de 24. Oktober sinn den ORT-Ardennen respektiv den ORT-Mëllerdall gegrënnt ginn. Eng laang Fuerderung vu ville Leit am Tourismusberäich, well mer e Strukturproblem haten, wou awer elo déi Lücken zum Deel combléiert ginn.

Mir haten de Problem, ech widderhuelen dat nach eng Kéier, datt mer den ONT hunn, deen awer net do ass fir touristesch Politik an Entwécklungen ze maachen, mä an éischter Linn do ass fir Promotioun ze maachen - esou steet et an de Statuten -, währenddeem de Ministère fir déi entspriechend Politik zoustänneg ass, an dertëschent feelt et oder huet et och ëmmer gefeelt un entspriechenden „task force"n, net nëmmen an de Regiounen, mä och iwwergräifend.

Zumindest dat ännert sech elo. Elo ginn d'Kräfte gebündelt, elo sëtzen all d'Acteuren un engem Dësch an net jiddfereen a sengem Eck mécht seng Zëppchen. Dat ass awer e Fortschrëtt, och wa mer nach net do sinn, wou mer gär hikommen, mä ech mengen, datt et awer e ganz wesentleche Fortschrëtt ass, datt een net nëmmen déi éierenamtlech Acteuren, mä och déi professionell Acteuren zesummen un engem Dësch huet.

Ech widderhuele se nach eng Kéier: d'Syndikater natierlech duerch hir Ententen, d'Gemengen, d'Stied, d'Naturparken a virun allem och de Secteur professionnel, deen do mat um Dësch sëtzt, wéi Horesca, Camprilux a wéi se alleguerten heeschen am Hébergement.

Effikass Strukturen, dat ass een Deel vun där däitlecher Opdeelung vun den Aufgaben, déi och den ETI scho viru Jore verlaangt huet. Duerfir mengen ech, datt mer do virukommen.

Och ee Saz nach zu den Naturparken. Ech hu viru knapp zwee Joer gesot, datt am Mëllerdall sech eppes deet, am Mëllerdall, där klenger Lëtzebuerger Schwäiz. Ech mengen, datt do elo ganz flott Effortë gemaach ginn, och um Niveau vun dem Leadergrupp, datt dee ganz vill Impulser bruecht huet an deem Eck an datt eben och lues a lues den Naturpark am Mëllerdall eben op d'Schinn kënnt.

Ech wollt dann och eng konkret Propositioun maachen, wat ech menge wat de ländlechen Tourismus kéint dynamiséieren. Dat ass d'Iddi fir am Kontext Familljentourismus déi eng oder aner Initiativ ze huelen. Familljje mat Kanner, déi sichen Destinatioune mat Landschaft, mat Natur a virun allem eben och mat Indoor-Aktivitéiten. D'Proximitéit zu groussen Agglomeratiounen, direkt un eise Grenzen, gëtt eis do e wichtegen Atout. Et gëtt eng Partie auslännesch „tour operators" an och Éditeuren, déi soen: Mir wëllen esou e Segment vermaarte fir d'Familljen.

Och wann ee mengt, datt Lëtzebuerg an éischter Vue manner Offeren do hätt, muss een awer soen, datt Offer do ass. Et muss ee se just entspriechend bündelen a se dann och richteg ureegen, d'Kreatioun ureege vun engem spezielle Label, eppes wat et schonn am Ausland gëtt, esou eng Aart Familiengütesiegel, wat een aus dem Ausland kennt. Zum Beispill déi Familljen, déi scho viru Joren an och haut nach an d'Schwäiz, an Éisträich, an Däitschland ginn an déi Familljenhotels, an déi Kinderhotels, wou et an Zwëschenzäit Verbänn gëtt, déi déi Kritären ëmmer erëm à jour setzen, déi een do muss erfëllen, wann een ee Betrib aus dem Hébergement ass, ob dat elo Camping ass oder Hotel oder Auberge, fir deem ze entspriechen.

Dat kann een net eleng maachen. Do brauch een d'Acteuren alleguerten. Do brauch een och d'Hëllef vum Ministère, wou een d'Modalitéite studéiert, fir d'Viraussetzungen ze schafe vun esou Konzeptiounen, vun där Mise en place vun esou engem Label. Duerfir dat, wéi gesot, als Ureegung, mat u Formatioun gebonnen. Ähnlech wéi et elo beim Q-Label leeft, Formatioun vun de Betriber an dann och en entspriechenden Accueil an alles wat dodrunner hänkt, fir dat ze professionaliséieren.

Ech mengen, datt ee vum Familljentourismus och séier bei de Campingen ass. Ech wollt och eppes zu dem Campingtourismus soen. Do ass an der Vergaangenheet Gott sei Dank eng substanziell Verbesserung a Richtung Qualitéit geschitt.

Ee Saz just och zum Campingcar-Tourismus: D'lescht Joer 2007 war dat éischt Joer, wou méi Campingcaren ugemellt goufe wéi Caravanen. Dat heescht, et muss een de Betriber soen, hei passt op, vergiesst net, datt Der spezifesch un déi Clientèle denkt, well dat ass eng Clientèle, déi ganz dacks relativ vill Suen am Porte-monnaie huet an och dann doduerch eng Partie Sue bei eis géif loossen.

Dann ee Saz nach zu der Refinanzéierung vum Tourismus. Ech ginn elo net op d'Evaluatiounsetüd vum ETI vun 2001 an, si ass virdru schonn ugeschnidde ginn. Mä eppes zur Refinanzéierung. Do ass et wichteg, datt mer endlech och Modellen ëmsetzen. Et geet net duer fir vu Modellen ze schwätzen. Et héiert ee sech jo ëmmer déiselwecht Saache soen.

Zumindest si mer elo méi wäit, wéi déi Motioun, déi mer virun zwee Joer adoptéiert hunn, datt d'ORTen, déi ganz kloer en Optrag hunn an - ech ginn elo net op déi zwee Modeller an -, mä mer zwee Modeller och um Dësch leien hunn, fir verstäerkt och déi verschidden Acteuren, ënner anerem och d'Gemengen, de Stat souwisou, mä och d'Betriber, iwwert hir Vertriedungen, an dat Boot ze kréien. Well fir mech mécht eng Taxe touristique nëmme Sënn, wann een dee ganze Secteur, dee vum Tourismus profitéiert, och mat an d'Boot kritt.

Dat ass net einfach. Dat ass duerch den Inhalt, wat ee gäre fäerdeg bréngt, net einfach, an doduerch brauch dat méi laang. Ech mengen awer, datt d'ORTen dat dote kéinte fäerdeg bréngen, fir en eenheetleche Modell op den Dësch ze kréien.

Ee Saz zum professionelle Guidage, well dat esou wichteg ass; just zwou Zuelen. Ëmmerhin, an der Stad huet den LCTO 2007 252.000 Participanten an de geféierte Visitë gehat. Dat sinn der enorm vill. Dat ass ëmmerhin och eng Progressioun vu 50.000 Visiteure par rapport zu 2006. D'A.s.b.l. Guides du Nord huet ëmmerhin 2007 iwwer 22.000 Touriste guidéiert. Och dat ass eng Progressioun. Dat weist, datt mer eng professionell Betreiung vun den Touriste brauchen, well déi dat froen, an och d'„tour operators" froen dat.

Ech wollt dann zu engem anere Segment kommen. Ech hu vum ländlechen Tourismus, vum Fräizäittourismus a vum Bannentourismus geschwat. De Businesstourismus - just ee Saz dozou, obwuel mer immens frou kënne sinn, datt mer deen hunn -: Den ONT huet virun engem Joer eng Ëmfro gemaach. Do ass dann erauskomm, datt net manner wéi 48% iwwert d'ganzt Land Businesstouriste sinn. An der Stad an am Süde 70 bis 80%. Do profitéiert och Munneref, fir een Uert ze nennen dovunner. Natierlech ass et ee wichtege Pilier, deen och mam Bankesecteur direkt zesummenhänkt.

Ech wollt mech dann nach méi laang awer beim Kulturtourismus ophalen. 2007 ass laanscht an däerf awer och net laanscht sinn. Den definitive Bilan steet nach aus. Dir wësst, datt eng Etüd amgaang ass gemaach ze ginn; déi wäert och deemnächst op den Dësch kommen. Gutt, déi Zuelen, déi kennt Der: 2,5 Millioune Visiteuren, 450 Projete mat 5.000 Manifestatiounen.

Ech mengen, datt d'Zesummenaarbecht zwëschent der Kultur an dem Tourismus nach ni esou enk war, wéi eben dat lescht Joer, am Virfeld an och elo weider, an d'Kooperatioun zwëschent deene béide misst stänneg an nohalteg verbessert ginn, wa mer Lëtzebuerg als kulturtouristesch Destinatioun méi staark wëlle positionéieren.

Mir hunn aussergewéinlech Infrastrukturen. Ech brauch déi net opzezielen. Dat geet vun der Philharmonie iwwert de Mudam, d'Stater Muséeën - déi genial sinn op engem relativ klengen Territoire -, d'Rockhal, de CAPe, de CUBE douewen zu Munzen, alles dat gëtt eis eng Partie Méiglechkeeten. Mä et wier awer och gutt, wann déi Kulturhaiser an all déi, déi ech genannt hunn an nach anerer, och géife verstäerkt op spezialiséiert Salone goen an och sech an enger Partie Reesprogrammer vun deene spezifeschen „tour operators" erëmfannen, déi Kulturreesen organiséieren.

An dann, mäin Dadda, ech soen et nach eng Kéier: Et ass wichteg, datt all déi Kontakter, déi Netzwierker, déi opgebaut goufen 2007, datt dat bestoe bleift, datt ee sech déi Moyenen dofir weiderhi gëtt. Ech si frou, datt déi politesch Verantwortlech och gesot hunn, si géife sech an der Grande Région weider treffen. Dat ass enorm wichteg an do hänkt nach eppes drun.

Do hänkt déi Incoming-Agence drun, déi mer jo kruten, deen „tour operator" duerch 2007, eng laang Fuerderung och vun engem ONT a vun aneren Acteuren. Ech kéint mer virstellen, datt een esou en „incoming operator" kéint an engem Groupement économique agliddere mat all de Partner, dem Ministère an - wéi se alleguerten heeschen - d'Horesca, d'Luxair, d'CFL, Luxexpo, fir datt een esou en „tour operator" bestoe léisst an effektiv dat fäerdeg bréngt, wat mer virun zwee Joer och an enger Motioun hei gestëmmt hunn am Kontext Kulturjoer. - Natierlech soll een awer d'Evaluatioun ofwaarden.

Ech erënneren och un déi iwwer 20 spezifesch Moossnamen, déi den ETI als Virbereedung vum Kulturjoer op den Dësch geluecht huet. Doraus ass eng Moossnam och elo viru kuerzem ëmgesat ginn: Dat ass den Innovatiounspräis am Tourismus, deen och Impulser soll ginn, fir innovativ am Tourismus ze wierken, mat Konzepter, neie Projeten an esou weider. Mir hoffen, datt dat och dee Rôle spillt, dee mer eis do virstellen.

Vläicht ee Wuert zum kulturellen Event-Tourismus. Wann ee kuckt, datt d'Konstantin-Ausstellung zu Tréier deenen Tréierer 50.000 Nuitéeë mat 250.000 Visiteure bruecht huet, dann ass dat enorm. Héichwäertege kulturellen Event-Tourismus ass och bei eis méiglech an huet e grousst Potenzial, wann ech un de Willibrord denken, dee mer feieren, wann ech u Veianen denken an aner Events, déi et gëtt, besonnesch och am Kontext mat der UNESCO, mat zum Beispill der Festung Lëtzebuerg, mat der Sprangprozessioun, mat dem Mëllerdall - der Petite Suisse - oder och der Family of man. All dat gëllt et effikass ze vermaarten, an do sinn a mengen Aen eng ganz Partie Reserven dran.

Wann een déi Ëmfroe kuckt, déi mer fir 2007 gemaach hunn, da gëtt däitlech, datt ëmmerhi landeswäit 33% vun den Hotele gesot hunn, si hätte vum Kulturjoer profitéiert. An der Stad waren et iwwer 70%. Wann een da weess, dat d'Segment Kulturtourismus nëmme 14% international ausmécht, ass dat scho ganz erheblech.

Den Internet ass net nëmmen nach wie vor, mä gëtt nach ëmmer méi wichteg, well en nach ëmmer net voll ausgenotzt gëtt am Tourismusberäich. Och do eng Zuel: 400.000 Reesen op Lëtzebuerg sinn 2006 iwwer Internet reservéiert ginn. Also, sech informéiere mécht de Gros vun de Leit, awer dat ass d'Zuel vun de Reesen, déi reservéiert gi sinn.

Op d'LuxembourgCard wëll ech net weider agoen. Dat ass nach wie vor eng „success story", wat gutt ass, a wou et och gutt ass, datt mer d'Groussregioun zimlech vun Ufank u mat abezunn hunn.

Ech wollt awer nach ee Moment beim Vëlostourismus bleiwen. Och dat ass ee ganz wichtegt Segment an do sinn an der Vermaartung nach Verbesserungen op jidde Fall méiglech. Ech si frou, datt zënter Dënschdeg, hunn ech mer soe gelooss, op dem Ministère vun de Classes moyennes eng Demande läit fir d'Grënnung vun enger neier Sociétéit, fir ebe genau dat ze maachen, wat dacks feelt: d'Plangen, d'Ausschaffen, d'Organiséiere vu Vëlostier, d'Vente vu Vëlostier mat Accessoiren, souwuel bei de Randonnéeë wéi och beim Vëlosgeschier selwer, a Verbindung och mam Wandertourismus. Ech hoffen, datt an deenen nächste Méint dann déi Entreprise do och wäert schaffen. Et ass gutt, datt d'Privatwirtschaft sech dem Sujet Vëlostourismus unhëlt.

Ee Wuert nach zum „Dynamic Packaging" - eppes, wat ëmmer méi wichteg gëtt. Dat ass, Dir kennt dat, déi client-orientéiert Zesummesetzung vun Deeler vun enger Rees, esou e Baukastesystem, wou een eng Rei vu Kontingenter huet fir de Fliger, den Hotel an esou weider. Och do musse mer matspillen, dat heescht, datt een e Mix brauch vu Points d'attrait, Gastronomie, Kultur, Sport an Natur, wat een och als „Package" kann ubidden.

Op de Q-Label wëll ech net weider agoen, well dat soss ze laang gëtt. Ech huelen un, datt de Minister dat mécht. Dat ass eng ganz flott Saach. Vill Betriber maachen do mat. Dee Q-Label ass nom Schwäizer Modell konzipéiert ginn, deen d'Evaluatioun vu Soft- an Hardware beinhalt a wou och d'Mataarbechter forméiert ginn, fir dem Client entspriechend den Accueil ze maachen, wat enorm wichteg ass, gekoppelt un „mystery checks" an dat, wat och soss do noutwendeg ass.

Wat eng gutt Noriicht ass, dat ass och, datt d'Fiche-d'hébergementen deemnächst kommen. Och eng laang Fuerderung. Ech hu mer soe gelooss, datt de Projet prett ass an datt en aller Viraussiicht no Enn Februar wäert kënnen hei an der Chamber gestëmmt ginn.

Firwat ass deen esou wichteg? Ma, well een d'Fiche d'hébergement brauch, fir eng uerdentlech Maartfuerschung ze maachen, an duerfir si mer frou, datt dat och elo kënnt.

Zum Schluss ee Saz zur Kooperatioun um Benelux-Niveau, well ech déi och als ganz wichteg ugesinn an déi onbedéngt soll oprechterhale ginn. Ech wënsche mer och, datt am Kontext vun der Neiausschaffung vum Benelux-Traité d'Kooperatioun um touristesche Plang net vergiess gëtt.

Här President, ech hu probéiert, ee kuerzen Iwwerbléck ze ginn. Ech mengen och, an dat wollt ech positiverweis soen, datt de Ministère mat den Acteure verstanen huet, am Virfeld vun 2007 an och während 2007 Lëtzebuerg dobausse richteg ze positionéieren an och eng Aart nationale Profil ze gi fir eis Destinatioun. Dat ass immens wichteg gewiescht. Méi kompetitiv kënne mer sécher och nach ginn a musse mer och ginn.

Ech wëll awer soen, datt mer 2005 eng gutt Note krute vum World Economic Forum, wou mer déi néngte Plaz weltwäit ageholl hunn, wat d'Wettbewerbsfäegkeet am Tourismus ubelaangt, ëmmerhin nach viru Frankräich, Spuenien an emol eng Kéier virun de skandinavesche Länner - dacks ass et jo ëmgekéiert.

Am Résumé ganz kuerz: Mir brauche weider eng konsequent Professionaliséierung an alle Beräicher, e Qualitéitsmanagement fir d'Betriber - ech hunn dat gesot - respektiv och fir d'Points d'attrait an eng konsequent Offer an der Animatioun an och an der Betreiung vun den Touristen, well dat ëmmer méi gefrot gëtt.

Eppes, wat mir ëmmer wichteg ass, ech héiere mech och dat ëmmer erëm soen a soen et dann och nach eng Kéier zum Schluss, dat ass d'Kooperatioun tëschent den Acteuren. Dat ass eng ganz wesentlech Geschicht. Dat ass net ëmmer esou einfach, ech weess dat, an trotzdeem musse mer ëmmer erëm kucken, datt mer dat fäerdeg kréien.

Ganz zum Schluss wollt ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Marco Schank Merci. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen.

Ech wollt Iech just drop opmierksam maachen, datt mer no der Interventioun vum Här Etgen iwwert de Projet de loi an d'Proposition de loi wäerten ofstëmmen, esou géint Véierel vir sechs.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, virewech gëllt en opriichtege Merci dem Rapporteur vum aachte Fënnefjoresplang, dem Här Lucien Clement, fir säin engagéiert virgedroene mëndleche Rapport a säi prezis strukturéierte schréftleche Rapport.

Mat 50,296 Milliounen Euro ass am aachte Fënnefjoresplang eng considérabel Enveloppe virgesinn, fir während där Period 2008 bis 2012 den Tourismussecteur ze ënnerstëtzen, e Secteur, deen zu den Aktivpiliere vum Mëttelstand hei zu Lëtzebuerg gehéiert.

De Fënnefjoresplang, deen 1973 vun engem DP-Tourismusminister an d'Liewe geruff ginn ass, ass haut wéi deemools e wichtegt an nëtzlecht Instrument, fir en touristesche Gesamtkonzept ëmzesetzen an den zäitlechen Evolutiounen, den Erausfuerderungen an de verännerte Besoinë vun enger ëmmer méi usprochsvoller a kritescher Clientèle gerecht ze ginn.

Et ass een Instrument, fir ze reagéieren, ze agéieren an awer och fir ze innovéieren. Et ass d'Geleeënheet, fir Defiziter ze behiewen, Kurskorrekture virzehuelen an Akzenter fir déi no an déi mëttelfristeg Zukunft ze setzen.

Här President, wann ech am Commentaire des articles liesen: «Le huitième programme quinquennal est la continuation logique du septième et s'inscrit dans la transposition du concept stratégique global retenu en 1992 et actualisé depuis lors en 2001», da gesäit een direkt, wou de Schong dréckt. Hei gëtt just reagéiert an net innovéiert.

Plusieurs voix.- Oh!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Am neie Fënnefjoresplang gëtt just opgeschafft, wat an der Vergaangenheet leie gelooss ginn ass.

(Brouhaha)

D'Resultat vun der Etüd vun 2001 hätt scho missen am siwente Fënnefjoresplang ëmgesat ginn. Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg einfach ze laang,...

(Interruptions)

...fir d'Konklusioune vun Etüden...

M. le Président.- Den Här Etgen huet ganz eleng d'Wuert!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- ...an engem räsonnabelen Zäitraum ëmzesetzen, an och dem Här Schank huet et ze laang gedauert, an hien huet dat virdrun hei präziséiert.

Och wa mer an der Regel alleguer mat dëse Konklusioune vun deenen Etüden do d'accord sinn, esou verkommen awer d'Diskussiounen iwwert d'Zukunftsgestaltung vun der Tourismusbranche zu enger Oplëschtung vu Constaten, déi mer schonn zënter Jore kennen.

Et gëtt gesot, wat mer kënnen, missen oder hätte solle maachen. Mat all deem, wat gesot gëtt, kann een och bal zu honnert Prozent d'accord sinn. Eenzeg an eleng ze beanstanden ass d'Tatsaach, an dat ass méi wéi bedauerlech, datt déi gutt Iddien net ëmgesat gi sinn.

Heiansdo huet een d'Impressioun, et hätt sech am Tourismusministère am Laf vun deene ville Joren ënner engem an deemselwechte Minister eng gewësse Lethargie ageschlach. De Fënnefjoresplang ass zu enger Routineübung ginn, där quasi all Innovatiounspotenzial feelt an iwwert déi all fënnef Joer an der Chamber ouni gréisser Diskussiounen ofgestëmmt gëtt.

Duerfir ass et eng gutt Iddi, fir en Innovatiounspräis fir Tourismus 2007 hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, well et feelt u kreativen Iddien an zukunftsweisenden Akzenter.

Och am neie Fënnefjoresplang feelt et un den entscheedenden Impulser, fir d'Tourismusbranche ze dynamiséieren. Trotz villen Etüden, trotz enger ëmmer méi moderner Konzeptioun, engem moderne Marketing, kriteschen Analysen, huet een dach d'Impressioun, datt et un engem touristesche Gesamtkonzept feelt. Ee Konzept, dat mir ëmsou méi opgrond vun de Schwaachpunkte vun eiser Tourismusbranche drëngend bräichten.

Här President, eng vun de Schwächte vum Lëtzebuerger Tourismus ass a bleift d'Wieder. Doriwwer kënne mer alleguer laang lamentéieren, dergéint maache kënne mer awer trotzdeem näischt. Wa mer dat kéinten, wier wahrscheinlech alles e gutt Stéck méi einfach.

Une voix.- E schéine mediterrane Klima!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Säit Jore schwätze mer jo scho vu méi Indoormëiglechkeeten. Grad ee Fënnefjoresplang kéint ideal sinn, fir all puer Joer ee grousse Projet ze ënnerstëtzen.

A puncto Piscinnen ass villes a Bewegung komm mat neien Infrastrukturen, haaptsächlech am Zentrum an am Weste vum Land. Ech wëll hei als Beispill just déi Réidener Schwämm zitéieren, déi net zulescht op den Asaz vu mengem Virgänger, dem Emile Calmes, a vum Camille Gira zréckzeféieren ass. Am Norde bräichte mer och nach esou eppes wéi en Aquadrom, ee Spaßbad, ee Fräizäitpark, eng Inland-Skatepist oder Ähnleches. Mam Marco Schank hoffen ech, datt de Projet an der Fuussekaul eppes gëtt.

Wa keen Investor fir esou oder ähnlech Projeten ze begeeschteren ass, muss ee sech nei iwwerleeën, ob een net soll op en Tourismus zréckgräifen, dee säi Wee hei zu Lëtzebuerg nach net gemaach huet, nämlech dee vun de sougenannte Center Parcs. Dëser Deeg hunn ech am „Wort" gelies, datt esou ee Projet mat 4.080 Better op 400 Hektar an der Lorraine 2010 Realitéit wäert sinn. Mir brauche sécherlech keng dausende vu Better, mä eng Struktur, déi d'Méiglechkeete vun der Regioun an hiert Fonctiounskonzept mat abënnt. Zum Beispill wann ee gutt fonctionnéierende Päerdsstall an der Géigend ass, soll deen an de Programm vum Fräizäitpark mat erageholl ginn.

Esou Projete wéi och vill aner Fräizäitparke géifen eiser Meenung no mat Sécherheet gutt vun enger Lëtzebuerger Kliantell, vu Lëtzebuerger Famillje mat Kanner, déi manner wéi eng Stonn vun doheem een Dag oder e puer Deeg Vakanz wëlle maachen, akzeptéiert ginn. Et wier dëst och déi passend Äntwert op déi feelend Capacitéit vun Iwwernuechtungsméiglechkeeten am ländleche Raum.

Här President, esou Signaler vun engem konkrete grousse Projet sinn an deem virleiende Fënnefjoresplang net ze erkennen. Mir mierken a gesinn et och unhand vun den Zuelen, datt do, wou an deene leschte Joren Akzenter gesat goufen, nämlech an der Stad Lëtzebuerg, positiv Resultater net ausbleiwen. D'Entwécklung am Zentrum an am Süde weist eng Croissance vun Iwwernuechtungen op, während am Norden an am Osten dës Zuele stagnéieren, jo souguer deelweis réckleefeg sinn.

Et ass impressionnant ze gesinn, wéi de Citytourismus sech an eiser Haaptstad opgrond vun enger zilorientéierter Politik vun der Stad Lëtzebuerg an dank engem gutt fonctionnéierenden LCTO entwéckelt huet! Déi nei Investissementer wéi d'Philharmonie, de Mudam, d'Abtei Neumünster, déi exzellent konzipéiert Muséeën, sinn iwwer all Kulturjoer eraus Garant fir laangfristeg positiv Effekter.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur*.- Et war näischt Positives derbäi. Hahaha!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Jo, Här Clement.

Awer och d'Kasematten, de Palais, d'Stadbild, eng schéi propper an attraktiv Stad droen derzou bäi, datt eis Haaptstad fir den Tourist interessant ass an interessant wäert bleiwen.

D'Stad Lëtzebuerg wousst och ëmmer hire wichtegsten Atout, nämlech hire Patrimoine, ze respektéieren, auszebauen an an d'Fënster ze stellen. D'Stad Lëtzebuerg huet ëmmer een offene Geescht gewise mat neien innovativen Eventer op deene verschiddensten Niveauen. Ech wëll der nëmmen e puer als Beispill zitéieren: d'Nuecht vun de Muséeën; de Kultur-Rallye; de Rockfestival um Knuedler; d'Animatioun ronderëm den Nationalfeierdag, oder de Stadmarathon, dee bei senger zweeter Editioun net manner wéi 7.800 Participantë konnt ziele mat engem positiven Impakt op d'Iwwernuechtungen.

Här President, besonnesch am Norden, awer och am Mëllerdall an op der Musel feelt et u groussen touristeschen Attraktiounen, u sougenannte Projets-phares. Et gëtt ze vill kleng Offeren, déi sech deelweis iwwerschneiden, ze vill du déjà-vu et -vécu. Et feelt einfach u grousse publikumsträchtegen a wierklech innovative Lokomotiven. Et ass richteg, datt och am Norden an am Osten am Kader vum siwente Fënnefjoresplang wichteg a richteg Projete massiv ënnerstëtzt goufen, wéi zum Beispill den Domaine touristique zu Munzen, en neie Sessellift zu Veianen, eng nei Jugendherberg zu Iechternach oder den Aménagement vu Wanderweeër a Vëlospisten.

À propos Vëlospisten. D'nächst Joer ginn et zéng Joer, datt mer d'Gesetz iwwert den nationale Réseau vu Vëlospiste gestëmmt hunn. Et wier also un der Zäit, een Inventar ze maachen, wou mer haut dostinn a wat vun den 1999er Ambitiounen ze maache bleift. No zéng Joer misst dëse Réseau och enger kompletter Revisioun ënnerzu ginn an deenen neie lokalen a regionale Gegebenheeten ugepasst ginn.

Den Adventure Park mat Klotergaart an der Fuussekaul ass interessant, well en an der direkter Proximitéit vun engem grousse Camping läit. En ass awer och interessant fir de Bannentourismus an d'Lëtzebuerger Schoulen, déi do den idealen Terrain fannen, fir uspriechend Aktivitéite géint de Bewegungsmangel vun de Schüler ze maachen.

Strukture wéi de Cornelyshaff oder de Buttek vum Séi zu Heischent lackele keen zousätzlechen Tourist op Lëtzebuerg. Si droen awer - an dat däerfe mer net vergiessen - derzou bäi, de ländlechen Tourismus opzewäerten.

Et gëtt nach eng Rei vu strukturelle Schwaachpunkten, wéi beispillsweis d'Feele vun engem Mëttelklassehotel am Raum vun der Nordstad. An der Nordstad hapert et awer och un enger moderner zäitgerechter Jugendherberg an et feele kanner- a familljefrëndlech Hotelen.

Trotz dem Manktum u wichtege groussen Infrastrukture kann den Tourismus am Éislek awer ee groussen Erfolleg erliewen, nämlech dann, wa ganz konkret op d'Stäerkte vum Éislek opgebaut gëtt. Net nëmmen an deenen zwee Naturparken Uewersauer an Uer, mä am ganzen Éislek bitt déi traditionell Kulturlandschaft d'Grondlag, fir een exzellent Tourismusprodukt ze vermaarten. Vläicht e puer Stéchwierder, fir ze illustréiere wat hei gemengt ass:

Aktiven Naturtourismus: D'Méiglechkeeten, déi mer am Éislek a puncto Wanderen, Mountainbike, Nordic Walking, Vëlo, Kajak, Kanu, Segelen, Tauchen, Schwammen oder Fëschen hunn, ginn net genuch genotzt oder awer vläicht net genuch vermaart.

Kulturtourismus: Investitioune wéi de CAPe zu Ettelbréck an de CUBE 521 zu Maarnech musse verstäerkt an der touristescher Offer nieft dem Veianer Schlass an der Fotoausstellung vu Klierf erëmzefanne sinn. Datselwecht gëllt fir déi gutt opgestallte Muséeën, wéi den Autosmusée zu Dikrech an déi zwee Krichsmuséeën zu Ettelbréck an zu Dikrech.

Historeschen Tourismus: D'Schlässer an d'Buergen am Éislek brauche méi eng rationell a koordinéiert Promotioun. Et gëllt d'Maartelenger Leekaulen touristesch a kulturhistoresch ze erschléissen.

Business- a Kongresstourismus: Wat an der Stad gutt fonctionnéiert, misst och an den Zentren Nordstad, Veianen, Wolz a Klierf promouvéiert ginn.

A last but not least eng diversifiéiert gastronomesch Offer mat den entspriechende regionale Produkter.

Mir hunn am Norden an am Oste mam Stausee, den Éisleker Koppen, der Sauer, dem Mëllerdall an d'ganz Musel erof eng natierlech schéin an uspriechend Landschaft. Mir mussen einfach kucken, wéi mer dës Regioune kënnen opwäerten an touristesch besser notzen.

Här President, d'Grënnung vun den neien Offices régionaux touristiques Ardennen a Mëllerdall, wou déi bénévol a professionell Acteure konkret zesummeschaffen, muss eng „success story" ginn. Och wa mer ëmmer méi Professionalitéit wëllen, däerfe mer déi fräiwëlleg Acteuren net an den Eck drécken. Alle béid hu jo schliesslech gemeinsam Ziler: den Opbau vun enger koordinéierter Promotioun, d'Ausschaffe vun neien touristesche Projeten, eng professionell Begleedung vu groussen Eventer, den Ausbau vun de Guides touristiques, d'Initiatioun vu grenziwwerschreidende Projeten.

Här President, eppes, wat am ganze Land a ganz besonnesch am Éislek fir den Tourist kaum interessant ass, ass den öffentlechen Transport. Déi sougenannt Linnestrecke si keng Äntwert op dem Tourist seng Besoinen. Hei proposéiere mir e Shuttle-Bus - ähnlech wéi de Wäistrooss-Bus laanscht d'Musel -, deen an der Haaptsaison e puermol am Dag am Rundkurs déi wichtegst touristesch Zentre wéi Clierf, Veianen, Dikrech, Ettelbréck, d'Fuussekaul, Esch-Sauer, Wolz an anerer géif usteieren, dat Ganzt mat engem professionelle Guide. Esou kënnt een dem Tourist quasi déi komplett touristesch Offer zu engem räsonnabele Präis ubidden. Esou eng Initiativ passt och an de Kader vun engem qualitativen an nohaltegen Tourismus. Dëse Shuttle-Bus misst awer och déi ländlech Regioune mat der Stad Lëtzebuerg verbannen. Op dës Manéier kéint een eiser Meenung no een optimaalt a fir vill Leit op d'Mooss zougeschniddent Produkt ubidden.

Mir mussen awer och probéieren, de Veränderungen am globale Verkéierssecteur Rechnung ze droen. Hei muss eis Opmierksamkeet de Bëllegfluglinne gëllen oder de Punkt-zu-Punkt-Transportdéngschter. Dat heescht, mir mussen Uschloss fannen u Flughäfe wéi Hahn oder Charleroi, ouni datt mer eisem eegene Flughafen ze vill Konkurrenz maachen. Den auslänneschen Tourist muss d'Méiglechkeet hunn, vun dëse Punkten aus op Lëtzebuerg ze kommen, fir an eisem Ländche Vakanz ze maachen. Et gëllt och op dëse Plaze mat där néideger Publizitéit aktiv ze ginn.

Här President, ech wëll och nach e puer Wierder verléieren iwwert deen immense Patrimoine hei zu Lëtzebuerg, dee menger Meenung no touristesch net genuch genotzt gëtt, nämlech de reliéis-kulturelle Patrimoine. Eis Lëtzebuerger Kulturlandschaft ass staark geprägt vum Chrëschtentum. Dat gesäit een an eise Stied an Dierfer mat hire ville Kierchen a Kapellen, déi an der Regel exzellent mat öffentleche Suen an d'Rei gesat goufen, awer fir den Tourist zougespaart bleiwen.

(Interruptions diverses)

Sollen dës Gebaier mat hirer kënschtlerescher Ausstrahlung net touristesch valoriséiert ginn?

Hei gëtt et herrlech Konschtschätz ze kucken, déi een a wöchentlechen Itinérairen duerch bedeitend sakral Gebaier deem interesséierten Tourist an der Haaptsaison méi no kënnt bréngen. Op dës organiséiert Manéier kéint een och d'Sécherheets- an Iwwerwaachungsproblemer léisen, andeem datt een op aviséiert bénévol Kräfte géif zréckgräifen. Et soll ee vun der Experienz vun der Journée du patrimoine profitéieren, wou an engem Itinéraire op engem Dag dem Lëtzebuerger Public d'Kierchen opgespaart goufen.

Dee richtegen Impuls, Här Tourismusminister, an dësem Sënn kann 2008 dat 1.350. Gebuertsjoer vum hellege Willibrord ginn, wat 2008 lechternach maßgeblech wäert prägen.

Här President, ech hat virdru jo erwähnt, datt eis Kulturlandschaft een onschätzbaren Atout vu ganz Lëtzebuerg ass. Dëst Potenzial ass nach ausbaufäeg. Lëtzebuerg huet trotz sengem klengen Territoire eng erstaunlech landschaftlech an natierlech Villfalt. An dësem Sënn geet den IVL dovun aus, datt 60% vun der Landesfläch net solle verbaut ginn. Mir mussen oppassen, datt déi landschaftlech a biologesch Villfalt hei zu Lëtzebuerg net verluer geet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Duerfir wëll ech ausdrécklech betounen, datt Tourismus net konträr ass zum Naturschutz an datt den Naturschutz net nëmmen der Natur déngt, mä gläichzäiteg eppes zum sozialen a wirtschaftlechen Erfolleg vun enger Gesellschaft an zur Beräicherung vun der touristescher Offer ka bäidroen.

Et gëllt also eng Gemeinschaftsstrategie fir d'Erhale vun der Aartevillfalt ze entwéckelen, vun där engersäits d'Natur eppes huet, déi awer op där anerer Säit och vun Notze fir den Tourismus ass. Et gëllt, d'Natur als kollektiivt Gutt vun eis all ze schützen, ze kultivéieren an ze développéieren. Och dat ass aktiv Tourismuspolitik. D'Natur brauch keng Touristen, awer d'Touriste brauchen d'Natur.

Et ass haut scho vill iwwer Qualitéitstourismus geschwat ginn. Zu engem qualitativ héichwäertegen Tourismus gehéiert awer och eng qualitativ héichwäerteg Ëmwelt. D'Qualitéit vum Waasser vun enger ganzer Rei Flëss aus attraktiven touristesche Géigende léisst allerdéngs staark ze wënschen iwwreg. De Bau vu Kläranlagen op der Musel, awer net nëmmen do, muss endlech konsequent virugedriwwe ginn. D'Waasserschutzpolitik muss endlech och hei am Land zu enger politescher Prioritéit erkläert ginn. Och dat ass eiser Iwwerzeegung no aktiv Tourismuspolitik.

Lëtzebuerg huet leider kee Mier, duerfir ass eise Fräizäittourismus staark ofhängeg vum Waasser a senge sportlechen a rekreative Méiglechkeeten. Proppert Waasser, an deem een ouni Gesondheetsrisiko schwammen oder Kanu fuere kann, ass een exzellent Argument fir dem Tourist säi Choix, wou en déi nächst Vakanz verbrénge wëllt.

Här President, vläicht nach e puer Wuert iwwert de Campingstourismus, deen zënter Jore réckleefeg ass, engersäits bedéngt duerch d'schlecht Wieder grad an de Vakanzwochen, anersäits well den Tourist ëmmer méi bequem gëtt an e gewëssene Confort sicht. An dach spillt de Campingstourismus hei zu Lëtzebuerg, wann een d'Zuele vun den Iwwernuechtunge kuckt, nach eng considérabel Roll.

Vill vun eise bestehende Campinger leie laanscht eise Fléissgewässer. Or, wann ech de Projet vum Waasserschutzgesetz kucken, fäerten ech e bëssen, datt duerch eng Panoplie vu Verbueder de Campingstourist seng rekreativ Méiglechkeeten ageschränkt kritt.

Ech wëll duerfir den Tourismusminister froen, wat hie gedenkt ze ënnerhuelen, fir dem Campingstourismus erëm eng nei Chance ze ginn.

Här President, den Tourismus zu Lëtzebuerg als wirtschaftlech Aktivitéit läit zum gréissten Deel an der Hand vu private Betriber, an zwar Klengst-, Kleng- a Mëttelbetriber.

Et ass haut schonn e puermol ugeklongen, datt Tourismusbetriber sech musse permanent moderniséieren a weiderentwéckelen. Déi grouss Bürokratie lähmt awer dëse fir dës Branche immens wichtege Prozess. Eis Tourismusbetriber si veronséchert, well si ganz oft net duerch den Dschungel vu Gesetzer, Reglementer, Virschréften, Paragraphen an Instruktioune gesinn.

Sou wéi an der Mëttelstandspolitik am Generelle brauche mir speziell am Tourismus manner Bürokratie, manner Virschréftewirrwarr a manner administrativ Schikanen. Mir brauchen einfach a verständlech Prozeduren.

D'Fro vum Ofbau vun der Bürokratie, vun de bürokrateschen Hindernisser, déi an deene leschte Joren éischter zougeholl hunn, anstatt datt se ofgebaut gi sinn, muss endlech aktiv ugepaakt ginn. Et geet net nëmmen duer, vun Entfesselung ze schwätzen an Aarbechtsgruppen zu deem Sujet anzesetzen. De Bürokratieofbau muss och endlech fir d'Acteuren um Terrain ze spiere sinn.

Wann ech virdru vun enger gewëssener Lethargie am Tourismusministère geschwat hat, da gëllt dat sécherlech och fir d'Classes moyennes - zwee Ministèren, déi scho jorelaang ënnert der Responsabilitéit vun engem an deemselwechte Minister stinn an déi sech leider duerch keng allze grouss Dynamik auszeechnen.

Et muss erëm Freed maachen, fir fräien Tourismusacteur ze sinn a fräien Tourismusacteur ze bleiwen.

(Interruption)

Och dat ass aktiv Tourismuspolitik, Här Minister.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, erlaabt mer zum Schluss drop hinzeweisen, datt mer a puncto Tourismus hei zu Lëtzebuerg dach awer vill Positives opzeweisen hunn,...

Plusieurs voix.- Ah!

M. Fernand Etgen *(DP).*- ...quitte vun deene regionalen Ënnerscheeder, vun deenen ech virdru geschwat hunn. Am Vergläich mat anere Länner sti mer guer net esou schlecht do. Mir mussen awer oppassen, datt mer no e puer grousse grenziwwerschreidenden an internationalen Eventer wéi dem Tour de France, wéi der Présidence 2005, wéi dem Kulturjoer 2007 - wat mer iwwregens mat der Iddi vum bloen Hirsch exzellent am Ausland vermaarte konnten - net mat engem Retour an d'Normalitéit dësem Secteur seng Dynamik nees ausbremsen.

Den Tourist vun haut huet duerch seng gesteigert Reesexperienz héich Erwaardunge géintiwwer den Déngschtleeschtungsprovideren an der Tourismusbranche. Et gëllt dës Erwaardungen ze erfëllen, well nëmmen een zefriddenen Tourist kënnt dat Joer drop nees zréck an ass eventuell bereet, Lëtzebuerg als Vakanzdestinatioun ze recommandéieren. Mir brauchen duerfir einfach, prezis a virun allem verständlech Kommunikatiounsregelen. Professionell Frëndlechkeet a kompetent Berodung sinn d'Mots d'ordre fir all Tourismusinfo.

Grousse Wäert muss awer och op d'Zilgrupp vun deene jonke Leit geluecht ginn, ouni dobäi déi eeler Clientèle ze vernoléissegen. D'demographesch Verännerungen an eiser Gesellschaft wäerten och d'Trends an d'Nofro am Tourismussecteur an Zukunft staark beaflossen. Den Undeel vun de Leit iwwer 60 Joer wäert an deenen nächste Jore bis op een Drëttel an d'Luucht goen. Dës Leit fille sech vu Gesondheetsprogrammer, Kuren, Fitnessaktivitéiten ugezunn, bleiwen an der Regel méi laang a kënne besonnesch an der Vir- an an der Nosaison d'Investitioune rentabiliséieren.

Den aachte Fënnefjoresplang kéint de Kader bidden, fir all dësen Iwwerleeungen, Virschléi an Ureegunge Rechnung ze droen. Leider mécht en dat an eisen Aen net genuch respektiv nëmmen hallefhäerzeg.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert de virleienden Text awer stëmmen,...

Plusieurs voix.- Oh!

M. Fernand Etgen *(DP).*- ...well mir nach ëmmer vun der Richtegkeet vun dem Konzept vun de Fënnefjorespläng iwwerzeegt sinn. Eis grouss Hoffnung besteet awer doran, datt d'Instrument vun de Fënnefjorespläng nees eng nei Dynamik kritt an datt mir 2013 net nees ähnlech Discoursë musse féieren, wéi haut.

Ech fir mäin Deel soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général et hilarité)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, wann ech dat richteg verstanen hunn a wa jiddferee sech berouegt huet, da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5380.

Et wär zwar relativ einfach. D'Presidentekonferenz huet sech haut de Moie ganz laang driwwer ënnerhalen, wéini mer haut de Mëtteg sollen ofstëmmen, well ganz vill Kolleeginnen a Kolleegen um Begriefnis vun der Madame Lenz waren. Duerfir verstinn ech net, dass dat konnt zu esou groussen Diskussiounen hei féieren iwwert de Moment, wéini mer dee Vote solle virhuelen. Da maache mer deen elo.

(Brouhaha général)

Et ass an der Presidentekonferenz, wou all Grupp dra vertruede war, diskutéiert ginn.

(Interruptions)

Dach, et war jiddfereen do vertrueden. Mä loosse mer elo domadder ophalen! Mir stëmmen elo of.

5. 5380 - Projet de loi sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (suite)

Mir stëmmen of iwwert de Projet de loi 5380.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5380 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Clement), MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Haupert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Eugène Berger), Paul Helminger (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Jean Huss).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir stëmmen dann of iwwert d'Proposition de loi 5681 vum honorabelen Här Kox.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Proposition de loi 5681 ass eestëmmeg ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Lucien Thiel et Lucien Weiler;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn nach d'Motioun, déi vum honorabelen Här Kox déposéiert ginn ass. Ass de Vote électronique verlaangt?

(Brouhaha général)

Den Här Schaaf huet d'Wuert.

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV), rapporteur.*- Ech wollt just proposéieren, bei deem zweeten Tiret ënner „invite le Gouvernement" éischtens emol hanner „Union" dat Wuert „européenne" derbäizesetzen an dann awer „et associations plus critiques" ewechzeloossen. An da mengen ech, géife mir deen Text op alle Fall verstoen als eng Confirmatioun vun där gudder Regierungsaarbecht, déi mer selbstverständlech och kënne matstëmmen.

Plusieurs voix.- Oh!

(Hilarité)

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG), auteur-rapporteur.*- Ech deelen natierlech de Gros vun Ären Äusserungen an ënnerstëtzen d'Regierung bei hirer gudder Aarbecht an dësem Dossier weiderhin. Merci.

Plusieurs voix.- Ah!

Une voix.- Très bien.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que la culture d'OGM implique des risques peu ou pas calculables et aux conséquences irréversibles - notamment de contamination génétique - pour l'environnement, l'apiculture et les agricultures conventionnelle et biologique;

- convaincue que le projet de loi N°5380 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques mettra en œuvre un cadre précis et contraignant pour la mise en culture d'OGM au Luxembourg;

- rappelant que la variété de maïs transgénique MON 810 est actuellement autorisée à la culture sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne;

- insistant sur le fait qu'il n'existe aucune étude à long terme sur les effets indirects de la toxine Bt produite par ce maïs et notamment sur les organismes non ciblés (écosystème aquatique, insectes du sol, papillons, etc.) ainsi que sur la résistance potentielle que pourrait développer l'insecte cible, la pyrale du maïs;

- rappelant qu'il existe suffisamment d'éléments scientifiques pour amener l'Autriche à interdire le MON 810 en 1998, rejointe par la Grèce et l'Hongrie en 2005, par la Pologne en 2006 et tout récemment par la France;

invite le Gouvernement

- à maintenir et promouvoir le principe de précaution en matière d'autorisation de semences et plants génétiquement modifiés, aussi bien au niveau national qu'au niveau européen;

- à intensifier sa collaboration avec les autres gouvernements de l'Union européenne et les autres autorités face aux possibles conséquences négatives de l'utilisation de plants et semences génétiquement modifiés.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss.

M. le Président.- Ech géif den Här Schaaf bieden, dem Greffe déi Proposition de texte eranzeginn, net dass mer herno erëm musse rätselen, wou wat bäigesat gëtt.

Kënne mer par main levée ofstëmmen iwwert déi Motioun?

(Assentiment)

Vote

Wie fir d'Motioun 1 ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Déi modifiéiert Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Mir fueren da weider mat der Debatt, déi mer amgaange waren. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol.

6. 5748 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique (suite)

Discussion générale (suite)

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, dass elo eng kleng Paus dertëschent war an d'Gemidder sech erëm berouegt hunn nom Vote, well et wier ganz schwéier gewiescht, nom Här Etgen ze schwätzen.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Bettel, Dir kënnt et bal net wëssen, well Dir waart déi meeschten Zäit um Télefon.

(Interruption)

Jo, um Handy.

(Interruptions et hilarité)

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Jo, Här President, ech hat gemengt, ech ganz eleng hätt elo hei d'Wuert?

M. le Président.- Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Här President, d'Chamber hat sech jo am Kader vun enger Interpellatioun am Juni 2006 schonn eng Kéier méi intensiv mat der Tourismuspolitik hei zu Lëtzebuerg befaasst. Haut steet dann am Fong net eng allgemeng Diskussioun iwwert den Tourismus op eisem Ordre du jour, mä e ganz konkrete Gesetzesprojet, mat deem d'Regierung vun der Chamber soll autoriséiert ginn, fir den aachte Fënnefjoresplang fir d'Verbesserung vun der Tourismusinfrastruktur ze subventionéieren.

An awer, dee Programme quinquennal kann natierlech net lassgeléist vun der gesamter Tourismuspolitik hei am Land gekuckt ginn, an duerfir ass et noutwendeg, dee Projet de loi, dee mer haut wäerte stëmmen, an ee méi breede Kontext vun eiser Tourismuspolitik ze setzen.

Ech wëll awer trotzdeem der Rei no fueren a fir d'éischt e puer Bemierkungen zum Fënnefjoresplang selwer maachen, ier ech dann e puer Iwwerleeungen zur Ausriichtung an zum Fonctionnement vum Tourismussecteur hei am Land wëll virdroen.

Vläicht kuerz nach eng Kéier fir ze résuméieren: Den aachte Fënnefjoresplang fir d'Verbesserung vun der Infrastruktur am Tourismussecteur leeft vun 2008 bis Enn 2012. De Programm ass mat engem Gesamtbudget vun eppes méi wéi 50 Milliounen Euro dotéiert. Dat sinn nominal ronn een Drëttel méi, wéi am siwente Programm ageschriwwe waren.

Am Artikel 1 gëtt opgezielt, wat fir Zorte vu Projeten éligibel sinn, fir eng Subventioun vum Stat ze kréien. Ech ziele se elo net all nach eng Kéier op. Ech weise just dorop hin, dass vis-à-vis vum siwente Programm d'Méiglechkeet bäikomm ass, fir Subventioune beim Ministère unzefroe fir Zertifikatiounsprogrammer, déi mat engem Qualitéitslabel sanktionéiert ginn.

Erlaabt mer vläicht an deem Kontext och drop hinzeweisen, dass den Intitulé vum Gesetzesprojet nach ëmmer vun engem Programm am Interesse vun den touristeschen Infrastrukture schwätzt. An der Tëschenzäit ass et awer esou, dass iwwert de Wee vun de Fënnefjorespläng net méi eleng d'Infrastrukturen ënnerstëtzt ginn, mä och Fonctionnementskäschten a Frais-d'étuden iwwerholl ginn. Dat just fir ze soen, dass dee Plang mat der Zäit iwwer säin initialen Objektiv eraus evoluéiert huet an den Tourismussecteur domat och ëmmer méi breet ofdeckt.

Fënnefjorespläng fir den Tourismus, déi et iwwregens zënter 1973 gëtt, hu mat Sécherheet vill dozou bäigedroen, déi touristesch Infrastruktur hei am Land ze entwéckelen an och op en internationale Standard ze hiewen. Dat seet net nëmmen den zoustännege Minister; dat gëtt och vun onofhängeger Säit - zum Beispill vum Europäeschen Tourismus Institut zu Tréier - unerkannt. Ech mengen, mir kënnen eis och alleguerte selwer dovunner iwwerzeegen, wann ee ronderëm am Ländchen ëm sech kuckt.

Mä, Här President, et ass trotzdeem net alles Gold, wat blénkt. Ech hunn als Preparatioun fir meng Ried nach eng Kéier de Rapport spécial vun der Cour des Comptes vun 2005 iwwert d'Exekutioun vum sechsten a siwente Programme quinquennal nogelies an och d'Konklusiounen, déi d'Comexbu an hirem Rapport vum Januar 2006 dozou zréckbehalen huet.

D'Cour hat do trotz allem eng Rei seriö Froen opgeworf an eng Rei kritesch Bemierkungen zur Exekutioun vun de genannte Programmer gemaach, déi deemools am Kader vun der Procédure contradictoire vum Minister deelweis réfutéiert, deelweis awer och confirméiert gi sinn, a wou de Minister versprach hat, dass och do géif Remedur geschafe ginn. Do waren notamment d'Prozeduren an och d'Kritäre vun der Allocatioun vu Subside viséiert.

Eng weider Kritik huet d'Lëscht vun de Projete betraff, déi am Laf vun der Fënnefjoresperiod sollten ënnerstëtzt ginn. D'Cour hat deemools festgestallt, dass vun de 57 Projeten, déi am sechste Programm ageschriwwe waren, der 25 net realiséiert gi sinn. Dat entsprécht engem Taux de nonréalisation vu ronn 44%; wat jo awer trotzdeem e ganz héijen Taux ass.

Natierlech ass et net esou, dass all Projet, deen op déi Lëscht kënnt, onbedéngt muss realiséiert ginn, mä d'Cour huet awer - a mir fannen, ganz zu Recht - ze bedenke ginn, dass eventuell aner Projeten net berücksichtegt gi sinn, well se net prioritär waren, fir herno ebe festzestellen, dass vun deene Projeten, déi als prioritär ugesi gi sinn, bal d'Halschent awer net konnt ëmgesat ginn.

D'Cour des Comptes schreift dann och an hirem Rapport - an ech zitéieren -: «Aussi la Cour propose-t-elle que dans d'éventuels prochains programmes quinquennaux les projets à réaliser et les résultats à obtenir soient davantage à exprimer sous forme d'objectifs à atteindre plus clairs et plus précis avec les incidences financières respectives.» Fin de citation. Dat bedeit an der Konsequenz och, dass nëmmen nach Projete géifen op déi Lëscht kommen, déi schonn an hirer Planung wäit genuch fortgeschratt wären, fir eben an deem Zäitraum vu fënnef Joer kënnen ëmgesat ze ginn.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Ausserdeem - an do zitéieren ech dann nach eng Kéier aus dem Rapport spécial vun der Cour, well ech et och eigentlech net besser ausdrécke kéint, wéi si et gemaach hunn - geet et och ëm méi Transparenz a besser Kontrollméiglechkeeten duerch eng méi prezis Budgetisatioun. D'Cour schreift hei: «La Cour donne à considérer qu'il importe de disposer d'une répartition quinquennale de l'enveloppe financière par genre de projet ainsi que des dépenses imputées sur chacun des projets en la matière. Pareille organisation à mettre au point au niveau du contrôle interne devrait permettre d'assurer ultérieurement le contrôle des aides d'État financées par l'intermédiaire du Fonds.» Mat „Fonds" ass natierlech de Fonds pour la promotion touristique gemengt.

Ech wär frou, wann d'Chamber vum Minister géif Opschloss doriwwer kréien, wat sech an der Gestioun vum siwente Programme quinquennal zënter deem Rapport vun der Cour des Comptes verbessert huet, ob déi Prozeduren a Kritären, déi de Minister deemools versprach hat schrëftlech ze fixéieren, mëttlerweil existéieren, an ob sech de Minister un deene Recommandatiounen, déi d'Cour deemools ausgesprach hat, inspiréiert huet fir d'Opstelle vun deem Plang, dee mer haut wäerte stëmmen.

(Interruption)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech wéilt direkt drop äntwerten.

Mme le Président.- Jo, sécher.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- D'Madame Dall'Agnol zitéiert elo ëmmer de Rapport vun der Cour. Se huet awer gesot, duerno wier ee Contradictoire gewiescht, wou de Minister dozou Stellung bezunn huet. Et ass finalement e Rapport komm vun der Comexbu.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Dat hunn ech jo och gesot.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo, mä Dir zitéiert awer net dat. Well do ass gesot ginn, dass am siwente Programm schonn dat Wesentlechst redresséiert gi wär vun deem, wat am sechste reprochéiert gi wär.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Dat hutt Dir jo dann nogeholl.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo, mä Dir musst jo och dann dat Richtegt soen. Soit.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Schliesslech wéilt ech awer och nach drop hiweisen, dass eng Rei vu Projeten, déi vum Tourismusministère kënnen ënnerstëtzt ginn, à cheval sinn; dat heescht tëschent dem Tourismusministère engersäits, an zum Beispill dem Sportsministère oder dem Landschaftsministère anerersäits. Esou gesäit och zum Beispill dat neit Agrargesetz d'Méiglechkeet vir, fir de ländlechen Tourismus ze förderen. Ech froe mech respektiv de Minister, wéi de méigleche Cumul vun esou Subsiden aus verschiddene Keese gehandhaabt gëtt. Gëtt et do Anticumulbestëmmungen? Gëtt et do eng Koordinatioun tëschent deenen eenzelnen implizéierte Ministèren? Oder ginn déi Aidë ganz onofhängeg dovunner octroyéiert?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Madame Dall'Agnol, dat do gëtt et. Ech hu schonn an de Kommissiounen erkläert, wéi dat fonctionnéiert. Et steet och schonn am leschten Agrargesetz esou dran. Duerfir verstinn ech déi Remarque am Fong net.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Da maacht et nach eng Kéier, fir dass och de Grand public, deen lech elo herno wäert nolauschteren, weess, wéi dat gehandhaabt gëtt.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech soen et elo net. Ech hunn et schonn oft genuch gesot.

(Interruption)

Mme le Président.- D'Madame Dall'Agnol huet d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci, Madame Presidentin.

Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, esou vill zum Gesetzesprojet iwwert den aachte Programme quinquennal. Ech hat jo schonn a menger Introduktioun gesot, dass een dee Plang awer trotz allem net kéint isoléiert kucken, mä dass e sech an eis national Tourismuspolitik aschreift. Duerfir wéilt ech dann hei och kuerz eng Kéier eng Rei Froen opwerfen, déi eis Tourismusstrategie am Allgemenge betreffen an déi en Impakt op d'Valorisatioun vun den Infrastrukturen hunn, déi mer mat Hëllef vun de successive Fënnefjoresprogrammer jo opgeriicht hunn.

Et geet am Tourismussecteur, genau wéi an deenen anere Wirtschaftssecteuren, net duer, dass ee gutt Infrastrukture bereetstellt an dass duerno alles ganz vun eleng rullt, mä och a besonnesch an deem menger Meenung no héich konkurrenziellen Tourismussecteur muss ee permanent investéieren, innovéieren an awer och animéieren, wann een als Tourismusdestinatioun den Uschloss net verpasse wëllt.

Am Rapport d'activité vum Tourismusministère - an dann zitéieren ech dorauser - fir d'Joer 2006 steet e Saz, dee ganz richteg ass: «S'il est vrai que la meilleure promotion touristique se situe en porte-à-faux par rapport à la réalité quand elle ne peut s'appuyer sur des infrastructures et des équipements valables, la politique d'investissement la mieux intentionnée se révèle inopérante si elle n'est pas valorisée par la création d'une image de marque appropriée.» Domat ass eng vun den zentralen Erausfuerderunge vun eiser Tourismuspolitik ugeschwat, nämlech d'Fro, wéi mer eist Land als attraktiv Tourismusdestinatioun verkafen, nach besser kënne verkafen, haaptsächlech am Ausland, mä awer och heiheem.

Wéi verkafe mer eis also? Op der Vakanzefoire ass mir perséinlech opgefall, dass aus dem noe Grenzgebitt, aus Rheinland-Pfalz, dem Saarland, der Lorraine, dem Elsass, natierlech der Belsch vun den Ardenne bis un d'Côte vill Regioune fir sech Promotioun gemaach hunn. Vill Privatbetriber haten do och hir Stänn. Op Lëtzebuerger Säit waren awer haaptsächlech Touropérateurë present.

Ech stelle mer d'Fro, wéi d'Zukunft vun där Foire ausgesäit an ob se eigentlech och esou konzipéiert ass, dass se dem sougenannten Inlandtourismus eppes ka bréngen. Firwat profitéieren eis Lëtzebuerger Tourismussyndikater an -ententen net, fir hir Regioun mat all hiren Atouten hei de Lëtzebuerger Clienten ze weisen, déi jo awer massiv dohinner ginn? Dat wär vläicht genausou wichteg, wéi op enger Foire - kommt, mir huelen eng eraus, déi am Rapport zitéiert war - zu Berlin vertrueden ze sinn.

Une voix.- Et waren der eng Partie do.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Jo, eng Partie waren der do.

La même voix.- Um Stand vum ONT waren der eng ganz Partie do.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Dat stëmmt.

Wat eis Presenz op auslännesche Foiren am Allgemengen ubelaangt, wéisst ech och emol gären, ob een eigentlech den Erfolleg vun der Promotioun vun der Destinatioun Lëtzebuerg Chiffres à l'appui moosse kann? Am Rapport d'activité vum Ministère ass zwar minutiéis opgefouert, op wat fir enger Foire mer waren, wivill Prospekter och do verdeelt goufen, mä doraus léisst sech jo natierlech net erkennen, wivill Leit herno opgrond vun eiser Presenz op där Foire och tatsächlech op Lëtzebuerg komm sinn.

Eng Iddi, déi mer esou direkt afält, wär zum Beispill déi, dass ee kéint higoen an op deene Foirë Bonge verdeelen, déi d'Leit dann op hirer Rees hei zu Lëtzebuerg kéinten aléisen. Doduerch wär et jo och méiglech erauszefannen, wivill Leit vun deenen, déi e Bong kritt hunn, dann och tatsächlech herno op Lëtzebuerg gereest komm sinn. Domat kéinte mer och de Succès vun där respektiver Foire, wou mer present waren, moossen.

Déi vläicht wichtegst Erausfuerderung vun eisem Tourismussecteur ass awer déi vu sengem Opbau a vu senge Strukturen. Wéi ass eise Secteur iwwerhaapt organiséiert? Wa mer elo emol de Privatsecteur einfach ausklammeren, da gesäit d'Struktur folgendermoossen aus:

Un der Basis hu mer d'Syndicats d'initiative, déi fréier Verschéinerungsveräiner, déi haut awer trotzdeem en enorm wirtschaftlechen Impakt hunn. Da kommen d'Ententes des syndicats; dat sinn d'regional Strukturen. Dozou kommen déi nei ORTen; wat och éischter regional Strukture sinn. Dann d'LEADER-Regiounen, déi fir hir Projete jo awer enorm Gelder deblockéiere kënnen aus staatlechen, mä awer och aus europäesche Fongen. Wann ech richteg informéiert sinn, sinn dat jeeweils nach eng Kéier 40 bis 20% vun de Gemengen. Dodrop grefféiert sech den Office national du tourisme. Da kommen d'Auslandsbüroen, an enfin de Ministère, dee sécherlech net genuch Personal huet, fir seng Roll als déi wichtegst Instanz am Tourismussecteur effikass ze erfëllen.

Do dernieft intervenéieren dann natierlech och nach déi verschidde Beruffsorganisatiounen, wéi d'Vereenegung vun de Campingsbesëtzer an natierlech och dee grousse Verband vun der Horesca. Ech mengen, meng Virriedner haten déi hei schonn eng Kéier all opgezielt.

Dir gesitt also, dass den Tourismussecteur parcelliséiert a menger Meenung no och oniwwersiichtlech ass. Vill Käch kachen um selwechte Bräi, an der LSAP no gi mer och vill ze vill lues a Richtung vun enger Professionaliséierung vum Secteur touristique. Fir de Moment hu mer eng sëlleche Gruppen, wou een deem aneren op d'Plate-banden trëppelt. Déiselwecht Volontären hu verschidden Hitt un a sinn en plus dann nach eng Kéier d'Chefe vun de Profien, déi vum Stat bezuelt ginn. Mir wiere frou, wann de Minister eis op dëser Plaz soe kéint, wéi hien d'Struktur an de Fonctionnement vun eisem Tourismussecteur an Zukunft gesäit, zum Beispill d'Verbindung tëschent dem ONT an den Ententen.

Fir ofzeschléisse mengen ech awer soen ze kënnen, dass mer, och wann et vläicht op den éischte Bléck no baussen net esou ausgesäit, genuch touristesch Attraktiounen ze bidden hunn. Net nëmmen eis Haaptstad, d'Éislek, de Mëllerdall, d'Musel, mä och eis industriell Vergaangenheet léisst sech weisen. Ech nennen d'Héichiewen, de Musée national des Mines zu Rëmeleng, de Fond-de-Gras, d'Leekaulen, d'Kofferminn an esou weider an esou fort. Dat ass e ganz wäertvolle Patrimoine, deen nëmmen drop waart, fir engem nach méi grousse Publikum zougänglech gemaach ze ginn, an ech mengen, genau dat soll d'iewescht Zil vun enger erfollegräicher Tourismuspolitik fir Lëtzebuerg sinn.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen Iech, Madame Presidentin, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. D'Wuert huet elo den Här Kox.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, am Numm vun der gréngger Fraktioun wëllt ech dann och fir d'éischt dem Rapporteur - ah, hien ass aus dem Sall de Moment - Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. E Rapport, deen den Iwwerbléck iwwert den aachte Plan quinquennal vum Tourismusministère mécht. E Plang, deen a sech de Kader fir Investitiounshëllefe setzt, deen an den nächste fënnef Joer am Tourismusberäich hei zu Lëtzebuerg ëmgesat gi soll.

Mäi Virgänger an der grénger Fraktioun, dee sech vill an oft mam Tourismus beschäftegt huet, den Här Garcia, huet bei den Debatten iwwert de siwente Plan quinquennal gesot - dëst war awer éischter als Witz geduecht -, déi Pläng wären ee vun de leschte Relikter vun der Planwirtschaft aus dem Ostblock. Deemools war dat awer net esou richteg ukomm, well et jiddefalls zu heiteren Diskussioune gefouert huet.

Ech wëll déi Diskussiounen hei net erëm opwerfen, och mir gesinn et schonn als Virdeel un, dass een e Fënnefjoresplang fir Infrastrukturen an och fir Programmer a Labele vum Tourismus hei ofvotéiere kann. Mir wäerten dofir och dëse Projet als gréng Fraktioun mat ënnerstëtzen, wëssend, dass mer eis awer vläicht eng aner oder besser gesot eng nei Approche, wat d'Entstoe vun esou engem Plang ugeet, hätte virstelle kënnen.

D'Ëmsetzung vun esou engem Plang kéint ech mer och anescht virstellen. Meng mëttlerweil zweejähreg Erfahrung als klenge bescheidene Gemengenacteur aus enger méi oder manner bekannter Lëtzebuerger Tourismushéichbuerg weist, dass et awer net esou einfach ass, sech dat néidegt Gehéier ze verschafen, an et och net ëmmer direkt novollzéibar schéngt, wéi a wéini elo eng Infrastruktur ënnerstëtzt gëtt oder net ënnerstëtzt gëtt. Oder besser, aus Siicht vum Ministère gekuckt, mat wéi enger Héicht e Projet schlussendlech subventionéiert gëtt oder net.

De Kader, deen hei deemno mat dësem Plang ëmrass soll ginn, ass herno an der Praxis net méi esou richteg ze gesinn. Mir gesinn dëse Projet dofir eigentlech just als en Instrument vun enger méi konsequenter Tourismuspolitik. An déi konsequent Politik, fanne mir, feelt nach ëmmer oder ass nach ëmmer net richteg op de Schinnen.

Dës Kritik hu mir och scho viru fënnef Joer formuléiert. Déi Kritik ass och haut nach ëmmer gülteg. Ech probéieren dat och ganz kuerz op e puer Beispiller ze explizéieren.

Fir d'éischt awer nach e Wuert iwwert déi finanziell Rumm vun dësem aachte Plan quinquennal, oder soll ech vläicht éischter soen, de Plein quinquennal? Firwat Plein? Ma et gëtt hei iwwer fënnef Joer e gudde Batz Suen iwwert d'Land verstreet, Suen, mat deenen een deen een oder anere méi oder manner glécklech maache kann. D'Steigerung vum siwenten op den aachte Plang ka sech weise loossen. Et ass dat eng Steigerung vu mëttlerweil 34%, gemëttelt, oder et ass dat déi héchste Steigerung vun de leschten dräi Pläng. De siwente Plang hat nach nëmmen eng Steigerung vun 28% an de sechste souguer nëmmen eng vun 11%. Dëst ëmmer verglach zu deene Pläng vu virdrun.

Als absolut Zuel ëmmerhin iwwer 50 Milliounen Euro. Dat si vill Suen, déi do ënnert d'Leit musse bruecht ginn. Suen, déi natierlech hongreg maachen. En Honger, dee bei villen ukënnt an dee gestoppt muss ginn. Wann ech mer d'Lëscht vun deene sëlleche Projeten ukucken, da fäerten ech awer, dass mer deen décken Honger net wäerte ganz stoppe kënnen. Oder awer et gëtt der eng Rei, déi gutt sat ginn, an anerer, déi weiderhin hongreg op hire Projete sëtze bleiwe wäerten.

Firwat dës Kritik? Well ech d'Impressioun hunn, dass vill Projeten, déi an deene sëlleche Reglementer zréckzefanne sinn, einfach emol esou dropgesat goufen. Ech sinn net onfrou iwwert d'Tatsaach, dass all Projeten, déi mir als Réimecher Gemeng eragereecht hunn, och op iergendenger Lëscht zréckzefanne sinn. Ech sinn och frou, de Projet iwwert de Vëlo, dee mir als Gemeng eragereecht hunn, erëmfonnt ze hunn, well besonnesch laanscht d'Musel - an dat ass scho virdrun ugeschwat ginn - am Vëlostourismus nach villes ënnerholl gi muss, wann op der Musel esou e Vëlosverleih a Kombinatioun mat der Schëfffahrt, wéi zum Beispill d'Marie-Astrid, kéint realiséiert ginn; wat e ganz positiven Impakt op den Tourismus hätt!

Ech ka mer gutt virstellen, dass esou Vëlossystemer, esou wéi dat zu Esch oder och nach an der Stad ass - esou wéi deen, deen elo gëschter virgestallt gouf -, laanscht d'Musel duerchaus exzellent fonctionnéiere kéinten. Wann aner Gemengen awer ähnlech virgaange sinn, an dat schéngt och esou de Fall ze sinn, ass et wuel eng Politik, déi vun ënnen no uewe gesteiert schéngt ze sinn, mä eng grouss Kohärenz vun enger geplangtener Touristepolitik ass dat net. Ech ka mech jiddefalls net erënneren, a wéi engem Gremium ech als Gemengevertrieder als Demandeur vun esou Projeten oder als Vertrieder och aus enger Touristekommissioun sollt derbäi gewiescht sinn, wou dat hätt kënnen diskutéiert ginn.

Et ass do, wou mir mengen, dass eng méi konsequent Touristepolitik muss ugesat ginn. Dëst awer net grad ëm fënnef vir zwielef, ier zum Beispill en neie Plan quinquennal gestëmmt gëtt, mä dëst muss laang virdru geschéien. Dëst setzt natierlech och viraus, dass méi an engem regionale Gedanken d'Touristepolitik geplangt muss ginn, an dann ass et natierlech eriwwer mat där sougenannter Kierchtuermspolitik.

Dorunner ass de Minister net eleng schold. D'Responsabilitéit läit och do bei deene sëlleche Lokalpolitiker. De Minister misst awer da méi eng aktiv Roll um Niveau vun der Koordinatioun iwwerhuelen, fir bei der Zesummenaarbecht och als Katalysator kënnen ze wierken. Mir hunn och als Gréng am Kader vun der Territorialreform eng ganz Rei vun esou Virschléi ausgeschafft.

Vläicht kréie mer jo duerch déi nei ORTen eng nei Dynamik a méi eng professionell Struktur, esou wéi dat schonn an der sougenannter ETI-Etüd vun '92 suggéréiert gouf, fir dass méi eng koordinéiert Infrastrukturpolitik am Tourismus entstoe kann. Da mussen awer déi Regiounen, déi do zesummegestallt ginn, och mat aneren IVL-Regiounen, och wou aner Regiounen nach iwwerall sinn, iergendwéi eng Koordinatioun hunn.

Wann déi koordinéiert Infrastrukturpolitik bis steet, ass duerno d'Ëmsetzung vun deene sëlleche Projeten op jidde Fall méi einfach an och méi séier transparent a gerecht. Et ass schonn ustrengend, fir sech dat néidegt Gehéier an Ärem Ministère ze verschafen.

Esou ass zum Beispill am Rapport vum Här Clement ze liesen, dass d'Réimecher Schwämm eng Infrastructure touristique régionale soll sinn. Ech muss Iech awer soen, dass dat an der Praxis net esou einfach ass. Hätte mer de Projet no Lëtzebuerger Normen a Praxis gebaut, wäre mer haut nach ëmmer nëmme bei enger Subventioun vu 25%. Dobäi ass d'Subventioun vum Tourismus a vum Sport zesummegeluecht ginn. Eng Schwämm wëllen ze sanéieren, déi e regionale Charakter soll hunn, ass ënner esou Konditiounen net méiglech.

Gläichzäiteg gëtt awer verlaangt, nach weider touristesch Infrastrukturen ze realiséieren, déi dann deels souguer gekoppelt betruecht a behandelt ginn. Esou och erëm de Fall vu Réimech, wou mir säit Jore gedrängt ginn, e Camping ze realiséieren, wëssend, dass fir esou Infrastrukturen et nëmme maximal 15% Subventioune ginn. Bei der momentaner Finanzsituatioun vun de Gemengen ass dat also kaum virstellbar.

Dëst si Beispiller, déi ech ganz konkret déi lescht zwee Joer materlieft hunn an déi vill onnéideg Zäit an Usproch geholl hunn; Zäit, déi ech léiwer fir aner Projeten investéiert hätt. Dëst ass awer keen Eenzelfall. Ähnlech Beispiller krut ech vun anere Kolleegen erzielt.

Dës Problemer kann een awer nëmmen dann an de Gréff kréien, natierlech virausgesat, et wëllt een eppes do änneren, duerch méi eng koordinéiert Infrastrukturpolitik. De Plan quinquennal ass deemno d'wichtegst Instrument, wann d'Ëmsetzung duerno ka schnell, effizient, transparent an no novollzéibare Kritären erfollegen.

Wéi scho gesot, Här Minister, Dir sidd net do eleng gefuerdert, och déi sëlleche Lokalpolitiker sinn hei opgeruff, méi déi regional Zesummenaarbecht unzestriewen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht nach e puer Wuert zur Kritik, déi d'Chambre de Commerce - net fir d'éischt - bei esou engem Plan quinquennal an hirem Avis formuléiert huet. Eng Kritik nämlech, déi duerch d'Subventiounspolitik fir d'öffentlech Hand, besonnesch fir d'Gemengen, d'Syndikater an esou weider, ausgeléist gëtt an als eng Diskriminatioun op d'Käschte vun der privater Touristebranche ugesi gëtt. Eng Kritik, déi ech wuel novollzéie kann, déi een awer net ganz kann deelen.

Et gëtt sécherlech Projeten, wou d'Grenz net ëmmer esou einfach ze zéien ass. Ech mengen awer, dass de gréissten Deel vun den Investitiounen, déi an d'öffentlech Hand fléissen, Projete sinn, déi vu privater Säit net hätten oder och kaum hätte kënne realiséiert ginn.

Ech kommen dofir schonn zum Schluss vu mengen Ausféierungen iwwer e Gesetz, wat de Plein am Tourismus an den nächste Jore wäert maachen. Mir wënschen dem Minister awer beim Fëlle vun deene sëllechen hongregen Touristebäich, woubäi der och eng ganz Rei, wéi scho gesot, heibanne sëtzen, méi eng cibléiert, novollzéibar a glécklech Händchen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Kox. Den nächste Riedner ass den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, e Plan quinquennal fir den Tourismus bedeit natierlech, datt mer elo décidéieren, nees eng etlech Suen an den Tourismus an ënnert d'Leit ze bréngen, esou datt et also vum Prinzip hier, mengen ech, wäert Eestëmmegkeet hei an der Chamber ginn, fir op dee Wee do ze goen, an ech wëll och duerfir den Accord vun der ADR zu dësem Projet prinzipiell bréngen.

Nach ass et awer och d'Geleeënheet, fir verschidden Debatten, verschidde Problemer unzeschwätzen, an een ass schonn ugeschnidde ginn, dat ass dee vum Rapport vun der Cour des Comptes. Duerfir wollt ech froen, wéi dann elo déi Situatioun evoluéiert huet.

Ech hunn esou d'Impressioun, datt déi Kritiken, déi vun der Cour des Comptes komm sinn an déi zum Beispill bemängelt hunn, datt Demanden accordéiert gi sinn, datt Subsidien accordéiert gi sinn, nodeem den Invest scho gemaach war, respektiv datt net genau kontrolléiert ginn ass, ob d'Montanten da géife korrespondéieren, datt dat natierlech formaljuristesch an administrativ richteg ass, datt ee kontrolléiert, wéi déi Suen erausgi ginn.

Mä ech hunn awer och gemengt, datt et eng gewësse Souplesse misst ginn, fir kënnen de Leit an de Betriber ze hëllefen. Duerfir wier ech frou - wéi hei scho meng Virriednerin, d'Madame Dall'Agnol, gesot huet -, Här Minister, wann Der nach eng Kéier déi nei Aart a Weis, wéi Der elo wëllt d'Dossiere behandelen an Zukunft fir deen neie Plan quinquennal, wéilt kuerz erklären.

Déi aner Fro, déi mech beschäftegt, ass ze wëssen, wéi vill Demanden elo ufälleg sinn, déi elo kënnen an deem nächste Plan quinquennal behandelt ginn. Wéi vill mussen der zréckgoen oder refuséiert ginn? Ass do e gewëssene Prozentsaz mat dran, deen aus budgetäre Grënn net ka geholl ginn? Oder sinn do keng Contrainten dran? Kënnen nach zousätzlech Projete kommen?

Da muss een awer och soen, datt mer u verschiddene Problemer ze kämpfen hunn an notamment ons Hôtelleriesbranche, an dat sinn déi Klassifizéierunge vun den Hotelen.

A Frankräich an zu Lëtzebuerg hu mer Een-, Zwee-, Dräi- a Véier-Stären-Hotelen. An anere Länner gëtt et Een-, Zwee-, Dräi-, Véier- a Fënnef-Stären-Hotelen. An dat mécht relativ Konfusioun. Ech hunn héieren, datt Leit no engem Fënnef-Stären-Hotel zu Lëtzebuerg sichen. Si fanne keent. Si soen: Wéi ass dat méiglech? Datselwecht gëllt och fir Frankräich. A Frankräich huet d'Regierung elo décidéiert, fir dëst Joer och op Fënnef-Stären-Hotelen ze goen an ze kucken, datt déi Klassifizéierungen och effektiv eng Realitéit sinn an datt se periodesch kontrolléiert ginn.

Duerfir wollt ech d'Regierung froen, ob se net gewëllt ass, well mer elo ëmmer méi Länner hunn, och ronderëm ons, déi am Fënnef-Stäre-Gebitt sinn, op deem Gebitt och eng Evolutioun ze maachen an eng Astellung op fënnef Stären ze maachen. Respektiv ob se och net wëllt um europäesche Gebitt derfir intervenéieren, datt endlech sollt versicht ginn, eng europäesch Norm ze kréie fir alleguerten déi Hotelen.

Well et ass fir den Tourist relativ schwéier, fir do Differenzéierungen ze maachen, wann et vu Land zu Land aner Kritäre gëtt.

Da gesäit een, datt mer am Land natierlech Een- bis Véier-Stären-Hotelen hunn, mä ech hunn awer d'Impressioun, datt et relativ wéineg Zwee- bis Dräi-Stären-Hotele gëtt, an et gesäit een, datt vill Leit, déi zum Beispill an der Stad esou en Hotel sichen, do keent fannen oder bal keent fannen an datt se mussen ausserhalb vun der Stad wunne goen.

Duerfir froen ech mech, ob et net opportun wier, fir ze kucken, datt och Investitiounen an der Stad Lëtzebuerg vun esou Zwee- bis Dräi-Stären-Hotele kéinte subventionéiert ginn, datt do Hëllefe kéinte kommen. D'autant plus datt ee gesäit, datt de Käschtepunkt vu verschiddenen Hotelinfrastrukturen, reng de Bau, bei fënnef bis sechs Milliounen Euro läit fir zéng, 20 Kummeren. Do gesäit een, datt dat considérabel Montantë sinn an datt der ëmmer méi vu Säite vun der Privatindustrie, vun der öffentlecher Hand net ze schwätzen, net méi wëllen op dee Wee do goen, well d'Risquë relativ grouss sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat ass just eng Iwwerleeung, wou ech mengen, datt d'Regierung gutt berode wier, fir dee Phenomeen an der Stad Lëtzebuerg ze kucken.

Well d'Resultat, dat gesi mer elo schonn. Net nure wéinst der Hotelinfrastruktur an der Stad, mä och wéinst där allgemenger Situatioun. No sechs Auer an der Stad Lëtzebuerg gëtt et den Ausdrock vum „Couvre-feu après 18 heures". Dat heescht, datt mer bal no 18 Auer hei an der Stad Lëtzebuerg mengen, et wier e krichsähnlechen Zoustand an et wier eng Ausgangssperr, well keen ee méi do ze fannen ass.

(Brouhaha)

An ech mengen do muss och vu Säite vun der Regierung geschwat a gekuckt ginn, wat fir eng Initiativen ee gegebenenfalls mat der Stad Lëtzebuerg kann ënnerhuelen, fir datt mer nees den Zentrum vun der Stad belieft kréien.

D'Gare ass vläicht belieft, mä héchstwahrscheinlech e bësselchen ze vill…

(Hilarité)

…a mat engem Tourismus, deen net onbedéngt deen ass, deen déi meescht Leit sech hei zu Lëtzebuerg erwaarden.

(Interruptions diverses)

Ech loosse verschidden Experte vläicht herno schwätzen.

(Brouhaha et hilarité)

M. le Président.- Kommt, mir bleiwe beim Sujet!

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dat gesot, Här President - ech gesinn, datt Der remplacéiert gi sidd -, mengen ech, datt de Projet de loi, wéi en elo virläit, ons Zoustëmmung fënnt, quitte datt mer e puer Reserven hunn, wat d'Applikabilitéit an d'Applikatioun vun de Reglementer ugeet, vun deene mer Connaissance geholl hunn, mä déi awer vläicht net haut en tant que tel bei ons als Chamber ënner onse Kompetenzen zur Debatt stinn.

Fir de Rescht wollt ech awer den Accord vun der ADR-Fraktioun zum Gesetzesprojet bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes.

(Interruptions diverses)

Merci, Här Jaerling. Dann ass et un der Regierung. Den Här Tourismusminister Fernand Boden huet d'Wuert.

(Brouhaha général)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mäi Merci och un de Rapporteur Lucien Clement, dee mat vill Engagement versicht huet, hei dee Fënnefjoresplang an d'Regierungspolitik gutt ze verdeedegen. Merci all deenen, déi hei intervenéiert sinn, an och alleguer deenen, déi dëse Projet stëmmen. Ech mengen, dat wären alleguer, déi heibanne sinn. Mir haten och eng konstruktiv Debatt, wéi dat ëmmer beim Tourismus de Fall ass.

Et sinn och eng Partie Froen opgeworf ginn, op déi ech wëll agoen. Ech wëll fir d'éischt nach eng Kéier soen, datt dëse Fënnefjoresplang fir den Tourismus, esou wéi et hei och ënnerstrach ginn ass, an der Linn vu senge Virgänger läit. Mir hu versicht, an deenen eenzelne Fënnefjorespläng eist Konzept ëmzesetzen, dat vun 1992 datéiert. Dat Konzept ass 2001 revidéiert ginn.

An, Här Etgen, schonn am siwente Fënnefjoresplang sinn déi Recommandatioune vum ETI fir d'éischt ëmgesat ginn, an elo, an dësem Fënnefjoresplang, ginn nach weider Recommandatioune vum ETI, op déi ech och wäert agoen, ëmgesat.

Ech muss och soen, datt dës Etüd vum ETI - an dat ass och hei schonn ervirgestrach ginn - Lëtzebuerg eng international gutt Qualitéit am Beräich vun den touristeschen Infrastrukturen attestéiert huet. Dat ass net zulescht bedéngt eben duerch d'Ëmsetzung vun deene verschiddene Fënnefjorespläng fir d'Verbesserung vun der touristescher Infrastruktur. Si hunn also net - wéi Dir gesot hutt, Här Etgen - keng Impulser ginn, mä si hu ganz wichteg Impulser ginn, fir déi touristesch Infrastruktur ze verbesseren.

Ech muss och soen, Här Etgen, Dir hutt lech e bësse widdersprach: Am Ufank war alles schlecht, an op eemol hutt Der ugefaangen, eng Abberzuel vu Projeten ze ernimmen, déi gutt gewiescht wieren an déi duerch d'Fënnefjorespläng realiséiert gi sinn, an zum Schluss hutt Der och gesot, mir géifen awer net esou schlecht dostoen.

Da wëll ech awer soen, da...

(Interruption)

...kënnen den Tourismusministère an deene laange Joren, wou ech d'Verantwortung hunn, an all déi vill aner Leit, déi am Tourismus kräfteg matschaffen a vill Suen a vill Zäit a vill Fräizäit engagéiert hunn, also net alles esou schlecht gemaach hunn, wéi dat emol duergestallt gëtt.

(Interruption)

Mir hunn och 2007, dat wëll ech soen, net nëmmen déi gutt Notë vum ETI nach eng Kéier confirméiert kritt. Den ETI ass jo en europäescht Tourismusinstitut, wat attachéiert ass un d'Universitéit vun Tréier, wou mir och selwer Gesellschafter mat dra sinn. Do kënnt ee jo och soen, déi maachen dann heiansdo esou Etüden, déi vläicht e bëssen ze vill favorabel sinn. Neen, och de World Economic Forum, deen 2007 124 Länner examinéiert an en Index opgestallt huet, wat d'Konkurrenzfäegkeet am Tourismus an am Reesberäich ubelaangt, attestéiert Lëtzebuerg am Total déi ausgezeechent néngte Plaz.

Dat ass haaptsächlech doduerch bedéngt, datt mer am Beräich vun der touristescher Infrastruktur op déi sechst Plaz ënner, wéi gesot, 124 Länner komm sinn. Dëse World Economic Forum seet, datt Lëtzebuerg am Grupp vun de sougenannte Reise- und Touristikchampions niewent Länner oder hanner Länner wéi, wann ech d'Europäesch Unioun huelen, Éisträich an Däitschland op der drëtter Plaz ass. Insgesamt also, wat d'Kompetitivitéit ubelaangt am Tourismus an am Reessecteur. Wann ech elo Europa huelen, ass Lëtzebuerg hannert der Schwäiz, Éisträich, Däitschland an Island op der fënnefter Plaz.

Also esou schlecht sti mer net do! Mir hu gutt Noten dofir kritt, datt mer vill Effortë gemaach hunn, fir déi touristesch Infrastruktur wesentlech ze verbesseren an och aner Saache wesentlech ze verbesseren, fir datt mer kënnen international konkurrenzfäeg sinn.

Ech wëll awer net verheemlechen, datt mer nach eng Rei vu Problemer hunn an datt mer et nach besser kënne maachen. Dat ass jo och de Sënn vun deem, wat mer wëlle realiséieren. Besonnesch ass gesot ginn, am Beräich vun der touristescher Organisatioun wier nach munches ze verbesseren, am Beräich vun der Formatioun an och vum Marketing. Dat si just déi dräi Beräicher, déi jo net an d'Kompetenz vun den Tourismus-Fënnefjorespläng gefall sinn. Dofir ass versicht ginn, fir lues a lues Dieren opzemaachen, fir datt mer och an deene Beräicher kënne méi staark mat agräifen.

Den ETI hat Moossnamen an dëse Beräicher hei virgeschloen. Ech wëll nach eng Kéier dorunner erënneren. Dat éischt ass d'Kreatioun vu sougenannten Offices régionaux de tourisme, den ORTen, vun deene jo eng Partie Leit hei geschwat hunn. Mir hunn déi Strukturen an de Regioune vun den Ardennen an dem Mëllerdall, der klenger Lëtzebuerger Schwäiz, elo viru kuerzem ulafe gelooss.

Ech sinn d'accord mat deenen, déi gesot hunn, datt dat nëmmen e Succès gëtt, wann all déi Acteuren un engem Strang zéien. Dat ass och de Sënn dovun.

De Bénévolat huet ganz vill Mériten am Tourismus, e stéisst awer allze oft u seng Grenzen. Duerfir muss een ebe kucken, dem Professionalismus méi Chancen ze ginn, fir datt dee Bénévolat gutt encadréiert ka ginn duerch Professioneller, an duerfir brauch een och eng Masse critique vu Gelder. An d'ORTe sollen ebe just kucken, datt déi Masse critique vu Gelder zesummegedroe gëtt. De Ministère wäert seng Aufgab do erfëllen an eng ganz Partie Suen, oder de Gros vun de Suen doranner stiechen.

D'Gemengen, déi aus dem Norden an déi aus dem Osten, hu sech och bereet erkläert, fir Sue pro Awunner an den ORT ze stiechen. An da brauche se natierlech och Gelder vun dem Privatsecteur, dee vum Tourismus profitéiert. Ech muss soen, do erwaarden ech nach e bësse méi, wéi elo um Dësch läit, mä do si mer amgaange lues a lues Modeller ze erstellen, fir datt och déi hire Bäitrag leeschten a fir datt an den ORTen eng Masse critique vu Gelder zesummekënnt. Net nëmme fir Leit ze bezuelen, fir datt se sollen do schaffen, mä och fir Packagen ze maachen, fir gutt Produiten ze erstellen, déi dës Regioun, an där se täteg sinn, vermaarte kënnen an déi d'Regioun och méi attraktiv kënne maachen.

Zweetens huet dann den ETI d'Kreatioun proposéiert, virun allem duerch dës ORTen, vu méi touristesche Produkter, déi attraktiv sinn, déi de Wënsch an Usprëch vun de Clienten entspriechen.

Drëttens huet e proposéiert, eng méi staark „unique selling proposition" fir Lëtzebuerg ze realiséieren. Mir mussen also méi kloer ervirsträichen, wouranner mer eis vun eise Konkurrenten ënnerscheeden, wat mir am Fong vun Eemolegem, vun deem, wat „outstanding" ass, vun deem, wat ervirsteet, unzebidden hunn.

An deem Zesummenhang wëll ech och der Madame Dall'Agnol soen, datt mer just op der Vakanzefoire dëst Joer eng nei „corporate identity" virgestallt hunn. En neie Stand op der Foire, wou ganz vill Vertrieder drop waren, déi versicht hunn, Lëtzebuerg ze verkafen, an déi nei „corporate identity" - mengen ech - huet och vill a gudden Uklang fonnt. Et geet also drëm, am In- an am Ausland eis op eng modern, attraktiv Aart a Weis duerzestellen an och méi nei an attraktiv Imagebroschüren ze erstellen, déi op där Foire d'ailleurs presentéiert gi sinn, an och konkret touristesch Produkter, déi attraktiv sinn, un de Mann ze bréngen.

Den Här Schank huet drop higewisen, datt mer do Nordic-Walking-Parke virgestallt hunn. Dat ass d'ailleurs eng Kreatioun vu ganz ville Partner zesummen, déi ganz interessant ass, mat där een am Ausland werbe kann. Eis VTT-Circuiten an eis national Wanderweeër si virgestallt ginn. Et sinn extra Broschüre gemaach ginn, fir och am Ausland op de Foirë méi e schaarft Bild vu Lëtzebuerg als Tourismusdestinatioun kënnen ze weisen.

Véiertens huet den ETI virgeschloen, den Ausbau vun der Formatioun vun dem professionellen Tourismussecteur ze maachen. Dat ass ganz wichteg. Mir si ganz gutt an den Infrastrukturen. Mir hu vläicht nach Retarden an der Déngschtleeschtung; duerfir geet et also elo drëm, d'Déngschtleeschtung méi staark ze pousséieren. Dofir eis Initiativ Q-Label, Service Qualitéit Lëtzebuerg. Dat ass also eng Qualitéitsoffensiv am Déngschtleeschtungsberäich, an ech wäert nach e bëssen dorobber agoen, well dat jo och ee vun den neien Akzenter vun dësem Fënnefjoresplang ass.

Et ass hei och scho gesot ginn: Eis Visioun, eist Konzept ass nach ëmmer Liewensqualitéit an Tourismusqualitéit. Dat soll ënnersträichen, datt den Tourismus a seng Infrastrukturen éischtens d'Liewensqualitéit vun de Lëtzebuerger Bierger an Awunner ka verbesseren an domadder och d'Akzeptanz vun hinne vum Phenomeen Tourismus, dee jo och heiansdo gewëssen Nodeeler mat sech bréngt fir si.

Zweetens soll dat awer och drop hiweisen, datt mer wëllen eisen Tourismus qualitéitsorientéiert gestalten, nohalteg gestalten, an datt duerch déi Gestaltung och déi Touristen, déi bei eis kommen, en Deel vun der Liewensqualitéit, déi zu Lëtzebuerg herrscht, kënne materliewen. Och dat ass eppes, wat ganz vill Leit op Lëtzebuerg zitt.

Fir vläicht op e puer Zuelen anzegoen: Den Tourismus ass weltwäit e formidabele wirtschaftleche Secteur. 2005 sinn 808 Milliounen Arrivéeë vun Touristen ausgemaach ginn, an déi hu 682 Milliounen US-Dollar generéiert. Deen Trend geet weider. Den Tourismus ass e Wuesstumssecteur. Hei an Europa wiisst en net gradesou schnell wéi weltwäit, mä et gesäit een awer, datt an Europa den Tourismussecteur staark um Wuessen ass.

Ech wëll och do just eng Zuel soen: 6% vun der aktiver Bevölkerung schaffen direkt am Tourismus. Dat sinn zéng Milliounen Leit! Heiansdo a vill ze oft gëtt den Impakt vum Tourismus fir d'Wirtschaft insgesamt an och fir d'Beschäftegung ënnerschat. Mir mussen also och kucken, kompetitiv ze sinn an och hei zu Lëtzebuerg eben ze versichen, fir vun deem Wuesstum vum Tourismussecteur ze profitéieren. Dat ass och an de leschte Jore geschitt.

Mir hunn zesumme mat der WTTC geschafft. Dat ass de World Travel and Tourism Council, en internationale Gremium, deen am Fong den Impakt vum Tourismus fir déi verschidde Länner miesst. Mir hunn deenen den Optrag ginn, fir zu Lëtzebuerg ze moossen: Wat ass de Wäert vun der Tourismusindustrie? Dat heescht, nëmmen dat, wat direkt vum Tourismus ofhängeg ass; Hébergement a Restauratioun. Do dréit d'Tourismusindustrie 2,9% zum PIB bäi hei am Land.

Wa mer awer elo d'Tourismusekonomie huelen - dat ass dat, wat direkt an indirekt vum Tourismus ofhängeg ass -, da mécht dat net nëmme méi 2,9% vum PIB aus, mä 9,4% vum PIB gëtt duerch den Tourismus generéiert am Tourismussecteur selwer an och an anere Wirtschaftssecteuren, déi vum Tourismusphenomeen profitéieren.

De WTTC huet och eng Perspektiv gemaach: Wéi kann dat sech zu Lëtzebuerg entwéckelen? Déi ass ganz positiv. Um Horizont 2016, hu se gesot, kéint d'Tourismusekonomie - also dat Gesamt - bis zu 16,3% vum Emploi duerstellen an 10,8% vum PIB. Also, do hu mer eng Chance, déi mer mussen notzen.

Dëse Fënnefjoresplang soll jo am Fong de Kader setzen, datt mer déi Chancen och kënnen optimal notzen, eis Stäerkten ausspillen, besonnesch am Kongress- an Incentive-Tourismus de Kongress- a Geschäftstourismus ass e Secteur, deen iwwerall um Wuessen ass - an do hu mer vill Trëmp, vun deene mer kënne profitéieren -, an awer och an deem méi allgemenge Fräizäittourismus.

De staarke Wuesstum wäert et ouni Weideres erlaben, datt nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, datt aner Wirtschaftszweigen och kënne vum Tourismus profitéieren, an zweetens kann den Tourismus och e regional wirtschaftlechen Ausgläich tëschent Stad a Land erreechen. Den Här Schank, dee jo och déi Problematik vum Tourismus am ländleche Raum opgeworf huet, weess, datt mir als Tourismusministère ons der Problematik bewosst si vum sougenannte Stad-Land-Gefälle am Tourismus.

Mir si gewëllt, deem Trend entgéintzesteieren, zesumme mat den ORTen aus dem Mëllerdall, der klenger Lëtzebuerger Schwäiz, an aus den Ardennen. Zesumme mat deene si mer amgaangen, eng Etüd ze maachen, fir konkret Solutiounen a konkret Denkustéiss ze kréien, wéi mer dem sougenannte Fräizäittourismus am ländleche Raum nees op d'Spréng kënnen hëllefen. Dës Etüd soll eng konkret Analys maache vun den Erwaardunge vum Client, vun deem senge Wënsch, a konkret Aktioune virschloen, wéi mer deene Wënsch an deenen Demandë vum Client kënne besser Rechnung droen.

Am Fräizäittourismus am ländleche Raum spillt natierlech de Familljentourismus eng ganz wichteg Roll. D'Famillje sinn e groussen Undeel vun de Clienten am ländleche Raum. Mir mussen also och kucken, fir de geziilte Wënsch vun de Famillje kënne besser Rechnung ze droen. Déi Ureegung, déi gemaach ginn ass, ze kucken, ob een net kéint iwwert d'Schafung vun engem Familljegütesiegel fir Hébergementsstrukturen nodenken, ass ganz interessant a kann och am Kader vun der Etüd ganz sécher analyséiert ginn.

Et ass e puermol op d'Enveloppe budgétaire higewise ginn. Mir hunn effektiv déi Kéier e gudde Sprong gemaach. Mir kréie 34% bäi, éischtens emol, well mer nach e gewëssenen Iwwerhang hu vu Projete vum siwente Fënnefjoresplang, a well och e puer nei gréisser Projete geplangt sinn am Kader vun deem aachte Fënnefjoresplang. Ech si ganz frou doriwwer. Ech sinn och frou, datt Dir dës Meenung deelt. Mir wäerten och weiderhin de Privatsecteur staark ënnerstëtzen an encouragéieren ze moderniséieren, well mer festgestallt hunn, datt iwwerall do, wou erneiert ginn ass, wou nei Infrastrukture geschaf gi sinn, wou Hotelen ausgebaut goufen, e Wellnesssecteur ugebueden hunn, och gutt Resultater gemaach ginn.

Ech wëll och deenejéinegen, déi gemengt hunn, d'PMEe kéinten nach méi staark ënnerstëtzt ginn, soen, datt mir hei am Land déi stäerksten Ënnerstëtzung fir d'PMEen an dësem Beräich, besonnesch an der Hôtellerie, ubidden.

Et muss een och kucken: Wou waren déi finanziell Schwéierpunkte vum siwente Fënnefjoresplang? Dat wäert am aachten d'nämlecht bleiwen. Iwwer 20% vun der Gesamtenveloppe sinn am siwente Fënnefjoresplang an d'Hôtellerie gestach ginn. Dat ënnersträicht och den Investitiounswëlle vun eisen Hotelieren, dat ass och iwwerliewenswichteg.

Mir gesinn, datt am ländleche Raum vill kleng Hotele verschwannen. Déi Better, déi verschwannen, mussen ersat ginn duerch gréisser Strukturen, wou bestehend Hotele sech vergréisseren, sech moderniséieren oder och neier geschafe ginn. Duerfir wäerte mer och am Kader vum aachte Fënnefjoresplang déi Investitiounen an déi Hotelinfrastruktur weider ganz staark ënnerstëtzen.

15% vun de Sue sinn an Infrastrukturmoossname gaangen, déi vu Syndicat-d'initiativë geschafe goufen. Do gesäit een och: D'Roll vun de Syndicat-d'initiativen ass net nëmmen, fir Animatioun an Aktivitéiten ze maachen, mä si investéieren och ganz vill an Infrastrukturen. Och dat soll weider ënnerstëtzt ginn.

Mä iwwer 55% vun der Enveloppe ass u Gemenge gaangen, déi an touristesch Projeten investéiert hunn. Also iwwer 55%! Duerfir wëll ech och deenen ze bedenke ginn - d'Chambre de Commerce awer och eenzel Deputéierten hunn dat, wann net haut hei, mä op anere Plaze gemaach -, déi gemengt hunn, den Taux d'intervention fir den öffentleche Secteur misst gläichgestallt gi mat deem vum Privatsecteur.

Den Här Clement huet drop higewisen, datt de Privatsecteur maximal mat 15% duerf duerch d'Bréisseler Bestëmmunge subventionéiert ginn. Wa mir de Gemengen och nëmme 15% géife subventionéieren, fir Piscinnen ze bauen, fir Muséeën ze schafen, fir d'Duerfverschéinerung, fir Centre-touristiquen, fir Centre-créativen, Parken, Piste-cyclablen ze maachen, da géifen déi net gemaach ginn. Or, déi Investitiounen droen e wesentleche Bäitrag zur Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Tourismusdestinatioun bäi. Duerfir ass et wesentlech, datt mer fir déi doten Infrastrukturen, déi net vum private Secteur géife gemaach ginn, awer och kënne weiderhi méi héich Subventioune ginn, sou wéi dat och bis elo de Fall war.

Vläicht e puer Wuert zur Prozedur, den Här Kox huet déi Problematik ugeschwat, éischtens emol: Wéi kommen déi Projeten, déi d'Gemenge maachen, op déi Lëscht? An: Wéi gëtt dat gehandhaabt?

Laang iert de Fënnefjoresplang kënnt, Här Kox, ginn d'Gemengen ugeschriwwen. Si ginn op d'mannst zweemol ugeschriwwen. Si solle sech Gedanke maachen - an annerhallwem Joer kéim en neie Fënnefjoresplang -, wat si sech wéilten u Projete realiséieren, datt se och Zäit hunn, dat mam Gemengerot ze diskutéieren, a mat Bureau-d'étuden eventuell zesummenzekommen dowéinst. Da kënnt dat eran, an da kënnt e Comité interministériel, an deem all déi concernéiert Ministèren dra vertratt sinn. Deen examinéiert dat. Do huet den Tourismusministère eng Koordinatiounsroll. Opgrond vun deem sengem Avis gëtt dann e Règlement grand-ducal ausgeschafft, dee vun der Regierung muss guttgeheescht ginn.

Do ass absolut Transparenz. A wann heiansdo monéiert gëtt, gewësse virgesinne Projete géifen net realiséiert ginn - d'Madame Dall'Agnol huet dat jo vum Rapport vun der Cour des Comptes zitéiert - esou hunn ech do awer och déi Erklärung gi gehat, datt, wann eng Gemeng entre-temps Gemengerotswahlen hat, oder de Schäfferot changéiert, oder si huet finanziell aner Prioritéiten, wéi si se virdrun hat, da realiséiert se dee Projet eventuell net, deen um Fënnefjoresplang steet. Duerfir kann nun awer net den Tourismusminister.

Et ass jo och ganz kloer, datt dee Règlement grand-ducal kann ugepasst ginn. Dat heescht, wann e Projet ewechfält, kann een aneren, dee virdru vläicht net geholl ginn ass, amplaz kommen. Do ass also eng Méiglechkeet, datt mer flexibel sinn. Do ginn der also net vun Ufank un eliminéiert à tout jamais. Mä ech verstinn heiansdo, datt eben och aner Zwäng an enger Gemeng kommen, datt se net all déi Projeten, déi se vläicht wëlles haten ze realiséieren, och realiséieren.

Da kënnt den Honger heiansdo derbäi, vun deem Dir geschwat hutt, Här Kox. Do ass Réimech kee gutt Beispill. Dir hutt mer zwou Saache reprochéiert: Réimech géif gedirengelt ginn, si missten e Camping maachen. Réimech hat e Camping. Si si bei mech komm, ob ech bereet wär, datt se dee Camping géife verschwannen doen an do e Parking maachen. Et wier wichteg, datt se niewendrun am Zentrum...

Une voix.- Abee jo!

(Interruption)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- ...kënnten eng zentral Plaz maachen, déi d'Leit géif an den Zentrum unzéien. Ech war averstanen ënnert der Maßgab, datt awer e Camping géif erëmkommen. Vläicht ënner anerer Form; e Campingcars-Camping eventuell, dat ass mir och nach egal. Ech mengen also net, datt ech se direngelen. Dat ass am Fong e Verspriechen, dat d'Gemeng Réimech gemaach huet. Ech war nëmmen ënnert där Konditioun d'accord, fir déi Parkplazen ze subventionéieren, fir och ze hëllefen, datt déi Plaz konnt realiséiert ginn.

An dann ass d'Saach vun der Piscine. Zu Réimech gëtt et d'Patinoire an d'Piscine. Do hunn ech e Projet gehat fir d'Patinoire; fir d'éischt sollt se realiséiert ginn; da sollt se erëm net méi realiséiert ginn; da sollt se erëm anescht realiséiert ginn. Dat mécht d'Planung net einfach fir den Tourismusminister. Bei der Piscine, mengen ech, ass den Devis verduebelt ginn, Här Kox. Dir hutt mer selwer zougestanen, datt se vill ze vill deier wär. Ech hu jo gesot: Ech ginn Iech e gewëssene Prozentsaz bis zu engem Plaffong an Dir sollt kucken, datt dee Projet méi bëlleg gëtt.

Mir hunn och eng Etüd maache gelooss vun engem Expert, dee gesot huet: Déi Réimecher Piscine ass vill ze vill deier. Déi muss anescht gemaach ginn. Wat ass d'Resultat? Se gëtt elo méi bëlleg, Här Kox. Also, ech hunn Iech gehollef Suen ze spueren, andeems ech Oplage gemaach hunn. Duerfir mengen ech schonn, datt ee muss heiansdo den Honger vu gewësse Leit bremsen. Dat ass ganz richteg!

Gutt. Ech si frou, datt déi Réimecher Projeten, déi se fir dëse Fënnefjoresplang virgeschloen hunn, drop komm sinn. Ech sinn dervun ausgaangen, datt déi Projete vu Réimech gutt iwwerluecht wären, datt Der net einfach esou Projeten elo dropgesat hutt.

(Interruption)

Duerfir huet dee Groupe interministériel gemengt, déi Projeten, déi vu Réimech komm wären, wären akzeptabel a kënnten dropkommen. An ech hoffen, datt se och realiséiert ginn.

D'Schwéierpunkte vum aachte Fënnefjoresplang - dorop hunn ech nach eng Kéier higewisen -: Kongress- a Geschäftstourismus, Tourismus am ländleche Raum, Kulturtourismus a Bannentourismus. Mir wäerte konzentréiert an déi véier Geschäftssailen do investéieren.

D'Neierungen, déi kommen, sinn zum Deel schonn ernimmt ginn. Ech wëll just nach eng Kéier soen, datt mer wëlle versichen an der Hôtellerie eng Ouverture ze maache fir en neien Typ vun Hotelen, deen ëmmer méi besicht gëtt. Dat ass den „art and design"-Hotel. Dee ka méi en héijen Taux kréien, gradesou wéi dat zum Beispill fir e Wellness- oder fir e Sporthotel de Fall ass. Wann en Hotel geziilt an de Sport oder an de Wellness investéiert, da ginn do ganz genee Kritäre festgeluecht, wat do geschéie muss; oder och elo an „art and design"-Hotelen. Da kann een e méi héijen Taux kréien, wéi wann een einfach nëmmen Zëmmer renovéiert an déi moderniséiert. Dat ass e Créneau, dee sech entwéckelt, a mir wollten deem Créneau och hei zu Lëtzebuerg eng Chance ginn.

Dann ass d'Servicequalitéit e wichtegt neit Element an dësem Fënnefjoresplang. Mir wëlle versichen, fir d'Déngschtleeschtung ze verbesseren. Mir hunn also do, wéi gesot, dee Schwäizer System iwwerholl, dee sech bewäert huet, fir eben och d'Qualitéit an de Betriber ze verbesseren. Den Här Schank huet driwwer geschwat; ech wëll also net an den Detail goen.

Mä wat mech impressionnéiert huet, dat ass, datt schonn an deene puer Méint, wou dat elo ugelaf ass, iwwer 120 Leit bereet waren, eng Formatioun fir déi éischt Stuf vun deem Q-Label do matzemaachen. Dat sinn d'Multiplicateuren. Déijéineg, déi do eng Formatioun kréien, déi sollen an hirem Betrib derfir suergen, datt d'Qualitéitsgedanken an -denken an deem Betrib sech méi breetmaachen. Dono gi Mystery-Checkë gemaach, da kréie se déi zweet Stuf. An der drëtter Stuf kënne se dann och eng ISO-Zertifizéierung kréien.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, ech wëll Iech opmierksam maachen, dass Der wierklech musst zum Schluss kommen. Dir sidd schonn dräi Minutten iwwert d'Zäit.

(Brouhaha général)

Jo, Här Wagner, ech si gär bereet, de Minister soulaang schwätzen ze loossen, wéi hie wëllt, mä Dir haalt och ëmmer drop, dass d'Zäiten agehale ginn. Ech halen och Är Zäiten an.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Mä haut schwätzt de Minister esou gären.

M. le Président.- Jo. Kommt!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Nach zwou Minutten.

M. le Président.- Jo.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Merci, Här President. Ech maachen an zwou Minutte Schluss.

Am Campingssecteur kënnt och eng wesentlech Neierung. Mir hu festgestallt, datt de Locatif am Camping ëmmer méi wichteg gëtt, datt ëmmer méi Leit wëllen dovunner profitéieren. Dee war bis elo net subventionnabel. Duerfir gesi mer elo vir, datt deen och an Zukunft subventionnabel ass, an datt am Kader vum Tourisme de passage, dee muss 75% vum Camping duerstellen, och 25% kënne locatif sinn. Dat hëlleft de Campingen, datt se zum Beispill och kënne Gäscht empfänken, déi wëllen an e Mobilhome kommen, déi wëllen an e Chalet goen, deen awer muss fir den Tourisme de passage zur Verfügung stoen. Et duerfen also net Leit sinn, déi permanent doranner wunnen.

An der Hôtellerie wéilt ech nach eng Kéier drop hiweisen, datt d'Reglement kloer Kritäre festleet, fir datt een iwwerhaapt gehollef kritt. Et kritt net jiddfer Hotel gehollef, deen eppes investéiert, mä do musse kloer Kritären, déi am Reglement festgehale gi sinn, erfëllt sinn. Duerfir mengen ech, datt mer am Tourismus grouss Transparenz hunn. Dat huet d'Comexbu och esou akzeptéiert an honoréiert. Dat heescht, dat, wat d'Cour des Comptes gesot huet, ass am Fong vun der Comexbu herno als net richteg erkannt ginn. Et ass net alles, wat si gesot hunn, richteg gewiescht. Besonnesch d'Transparenz am Tourismus ass méi grouss, wéi a munch anere Secteuren.

Voilà! Da soen ech Iech alleguer finalement nach eng Kéier Merci fir Är konstruktiv Ureegungen. Mir wäerte versichen, déi esou gutt wéi méiglech zur Kenntnis ze huelen an ëmzesetze mat allen Acteuren. Merci nach eng Kéier fir déi grouss Zoustëmmung fir dëse Projet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote vum Projet de loi.

(Interruption)

Pardon?

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Ech hat just virdrun e fuerchtbare Faux pas gemaach, fir deen ech mech offiziell wëll entschëllegen. Ech hat vergiess dem Rapporteur Merci ze soen. Dat wëll ech nohuelen.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. le Président.- Kommt, elo hale mer eis net méi laang op. Elo komme mer zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5748 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Fernand Etgen), Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.01 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Mardi, 19 février 2008

SÉANCE 27

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président, Mme Colette Flesch, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

2. Ordre du jour

- *Proposition de reporter à une date ultérieure le vote sur la proposition de loi 4909: M. Gast Gibéryen, M. François Bausch, M. Ben Fayot, M. Carlo Wagner, M. Michel Wolter, M. Aly Jaerling (dépose une motion), M. Gast Gibéryen, Mme Marie-Josée Frank, M. le Président*
- *Vote (proposition rejetée)*

3. 5584 - Projet de loi relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et modifiant:

1. le Code des assurances sociales;
2. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
3. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
4. le Code du Travail

- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Carlo Wagner, M. Alex Bodry, M. Jean Huss, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, Mme Marie-Josée Frank, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 4909 - Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité

- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydie Err, M. Jean Huss*
- *Discussion générale: Mme Martine Stein-Mergen (à qui s'adresse Mme Lydie Err), M. Carlo Wagner, M. Alex Bodry, M. Jean Huss, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, Mme Marie-Josée Frank, Mme Colette Flesch, M. Marc Angel, Mme Martine Stein-Mergen, Mme Lydie Err, M. Michel Wolter*
- *Motion de M. Aly Jaerling: irrecevable*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.29 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5836** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 31 janvier 2003 sur les transports par route de marchandises dangereuses

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 30.01.2008

2) **5837** - Projet de loi de loi relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges et ayant pour objet de compléter et de modifier: - le Nouveau Code de procédure civile; - le Code civil; - la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; - la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat, et - la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 31.01.2008

3) **5838** - Projet de règlement grand-ducal portant application: 1. de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) N°3820/85 et (CEE) N°3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil; 2. de la directive modifiée 95/50/CE du Conseil du 6 octobre 1995 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route; 3. des conditions de contrôles prévus par la directive modifiée 2000/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2000 relative au contrôle technique routier des véhicules utilitaires circulant dans la Communauté

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 31.01.2008

4) **5839** - Projet de loi modifiant: 1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension; 2. le Code des assurances sociales; 3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État; 4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales; 5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 01.02.2008

5) **5840** - Projet de loi portant: a) création de l'Administration des Enquêtes techniques; b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 07.02.2008

6) **5841** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2007

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.02.2008

3. En date du 15 février 2008 fut remise la pétition N°288 en vue d'actions à poursuivre afin d'obtenir un redressement des inégalités discriminatoires qui entachent notre régime fiscal sur le revenu.

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz de 14. Februar Folgendes proposéiert:

Haut de Mëtteg fänke mer u mam Projet de loi 5584 iwwert d'Palliativmedezin nom Modell 2. Uschléissend diskutéiere mer d'Proposition de loi 4909 vun der Madame Lydie Err an dem Här Jean Huss iwwert déi aktiv Stierfhëllef. Den Ordre du jour vun haut gëtt evakuéiert, och wann d'Sitzung no hallwer siwen erausgoe sollt.

Muer um hallwer dräi diskutéiere mer de Projet de loi 5686, eng Direktiv iwwert d'Pollutioun, dann e Partnerschaftsofkommes tëschent den EU-Länner an Turkmenistan, a schlussendlech de Projet de loi 4985 iwwert dat neit Hondsgesetz. Mir hunn och nach Naturalisatiounen um Ordre du jour.

En Donneschdeg ass keng Sitzung.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir als ADR froen eng Ännerung vum Ordre du jour. Mir hunn haut um Ordre du jour zwee Projete stoen: eng Kéier e Projet de loi iwwert d'Palliativmedezin, an op där anerer Säit d'Proposition de loi iwwert déi aktiv Stierfhëllef.

Wann een déi zwee Texter kuckt - an ech mengen, et geet eis hei net ëm de Fong vun der Saach, mä et geet eis ëm d'Prozedur -, da gesäit een, datt déi zwee Texter op verschiddene Punkten a Kontradiktioun stinn. A wann de Projet de loi an d'Proposition de loi géife gestëmmt ginn, dann ass et also kloer, datt déi Gesetzer allen zwee net kéinten a Kraaft trieden oder zumindest eent net kéint a Kraaft trieden.

Esou geet zum Beispill am Projet de loi vun enger Directive anticipée Rieds, an an der Proposition de loi vun engem Testament de vie. Am Projet de loi steet, datt déi Direktiv beim Auteur bleift an datt se an den Dossier médical kënnt; an der Proposition de loi steet, datt se géif an engem Kader enregistréiert ginn, an engem institutionelle System. Am Projet de loi steet zum Beispill dran, datt Donnéeën iwwert d'Begriefnis an esou virun net kéinten an der Directive anticipée stoen; an am Testament de vie - op där anerer Säit an der Proposition de loi - steet, datt esou Donnéeë kéinte mat am Testament de vie stoen.

Et ass also kloer, datt déi zwee Gesetzer, nëmme fir op déi dote Punkten anzegoen, kontradiktoresch sinn an net allen zwee kënnen a Kraaft trieden. D'Fro, déi mir eis duerfir musse stellen, an och d'Konklusioune vun der Kolleegin Err an dem Kolleeg Huss zu hirer Proposition de loi; si kommen an hirem Rapport selwer zu de Konklusiounen - ech zitéieren: «Or, il est évident que d'un point de vue purement formel, une approbation par la Chambre des Députés de la proposition de loi rendra nécessaire une adaptation de l'actuel projet de loi sur les soins palliatifs afin de le compléter voire modifier sur certains points, notamment la terminologie et le contenu de la directive anticipative, mais avant tout une modification du Code de déontologie.»

Also si selwer kommen zur Konklusioun, wann ee géif d'Proposition de loi stëmmen, datt dat géif eng Ännerung vum Gesetz iwwert d'Palliativmedezin no sech zéien. D'Fro, déi mir eis awer mussen als Chamber stellen: Wa mer fir d'éischt géifen d'Gesetz iwwert d'Palliativmedezin stëmmen an dann duerno d'Proposition de loi 4909 diskutéieren a géife stëmmen, wëssend, datt dat a Kontradiktioun zu deem Gesetz virdru steet, wat mer jo gestëmmt hunn, kënne mir dat iwwerhaapt als Chamber maachen?

Mir soe ganz kloer: Neen. Wann een dat géif maachen, da misst ee sech och virdrun eens ginn, wat d'Konsequenze vun der Prozedur wieren, déi do géifen hannendru kommen.

Déi éischt Fro stellt sech, ob d'Chamber zu deenen zwou Propositiounen iwwerhaapt kéint d'Décharge gi vum zweete Vote constitutionnel. Wann d'Chamber dat souguer géif maachen, dann hätt se d'Décharge zu Gesetzer, déi net kéinten a Kraaft trieden. Da gi mer de Ball bei de Conseil d'État virun, vläicht an der Hoffnung oder net an der Hoffnung, datt deen dann d'Proposition oder de Projet de loi net géif vum zweete Vote constitutionnel entbannen.

Wou sti mer dann? Da sti mer an enger Situatioun, wou mer eventuell géife soen: Ma da kënne mer no dräi Méint erëm driwwer en zweete Vote huelen, ouni datt mer dann awer eng Korrektur gemaach hätten. Oder mir soen: Mir maachen dann elo en neie Projet de loi, deen eben déi zwee Projeten an engem zesummeféiert.

Duerfir menge mir: Wann d'Chamber higeet a se stëmmt de Projet de loi 5584, da kann d'Chamber d'Proposition de loi Err/Huss hannendrun net stëmmen, well déi a Kontradiktioun mat deem éischte Vote steet. Da misst am Fong déi Proposition de loi deementspriechend amendéiert ginn, ier se zur Diskussioun steet, datt se konform mat dem éischte Vote ass.

Duerfir proposéiere mir, Här President, datt een haut de Punkt 2 - d'Proposition de loi Err/Huss - soll vum Ordre du jour erofhuelen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Ech géif d'Press bieden, elo zum Schluss vun hirer Aarbecht ze kommen.

Wëllt nach een d'Wuert zum Ordre du jour?

Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, meng Fraktioun ass der Meenung, datt een den Ordre du jour haut de Mëtteg soll esou si loossen, wéi e vun der Conférence des Présidents geplangt gouf; dat aus zwou ganz gudden Ursaachen.

Déi éischt ass déi, datt mer déi Debatt, déi mer haut féieren iwwer een Thema, wat eis heibannen alleguerte sécherlech déifstens beréiert, mä mat Sécherheet och d'Gesellschaft déiftens beréiert, hei solle féieren an och tranchéieren doriwwer. Dat war iwwregens och de Wonsch vum Statsminister bei der Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun.

Déi Fro, déi mer hei mussen tranchéieren, dat ass eng politesch Fro. Sécherlech gëtt et do hannendrun eng ganz Rei juristesch - et kann een déi och nennen - Kontradiktiounen oder Froen, déi een duerno muss klären, jee nodeem wéi déi Voten haut ausginn.

D'Conférence des Présidents hat am Fong de Choix, wéi se den Ordre du jour opgestallt huet, hei zwou Saachen ze maachen. Den Här Gibéryen seet hei: Kommt, mir huelen de Punkt 2 vum Ordre du jour erof, nämlech d'Proposition de loi. Mir kéinte jo och soen: Kommt, mir huelen de Punkt 1 vum Ordre du jour erof.

Une voix.- Dat wär méi logesch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat wär méi logesch an der Konsequenz, well dat ass dat, wat am wäitste geet.

Mä d'Conférence des Présidents wollt net hei - a mir wëllen dat och haut net hei; dat hoffen ech zumindest fir meng Fraktioun - e Spillche maache mat enger vill ze vill eeschter Problematik. Mir wollten déi roueg, sachlech diskutéieren an tranchéieren haut. Wa mer se haut tranchéiert hunn, wat ech am Numm vu menger Fraktioun hoffen, datt dat geschitt, da bleift eis, jee nodeem wéi et

ausgeet, effektiv genuch Zäit als Législateur, fir deementspriechend de part et d'autre nozelégiférëieren. Mir gesinn do absolut keng Schwieregkeeten. Et ass iwwregens net fir d'éischt an der Geschicht vum Parlamentarismus, wou dat virkënnt.

Ech mengen awer, datt et wesentlech ass, datt een déi zwou Diskussioune vuneneen trennt. Firwat? Mä en éischte Grond ass emol deen, datt zum Fong vun der Palliativmedezin zumindest meng Fraktioun dat zu 100% dréit a mer dee Projet de loi wahrscheinlech à l'unanimité mat 60 Stëmme wäerten ofstëmmen.

Mir wësse jo alleguer, datt et ënnerschiddlech Meenungen oder Aschätzunge kënne ginn - an dat ass mënschlech - zum zweete Punkt. Mir wëssen och, datt mer eis alleguer d'Wuert ginn haten, op Ufuerderung vum Premierminister, datt mer do net de Fraktiounszwang solle spille loossen, datt mer sollen eng roueg Debatt féieren, an am Kader dann no enger roueger Debatt och hei eng Décisioun huelen.

Duerfir: Kommt, mir maachen dat haut! Kommt, mir spillen net hei. Et geet hei net ëm politesch Spillereien ee géint deen aneren. Et geet ëm e ganz eeschte Sujet. Kommt, mir diskutéieren dat a Rou; kommt, mir tranchéiere politesch a Rou an a Serenitéit, wéi et sech fir en Dossier wéi deen heite gehéiert!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech erënnere mech, dass mer an der Conférence des Présidents iwwert den Ordre du jour vun haut de Mëtteg kee Problem haten. Mir hu kloer gesot, mir wéilten zwee Débaten: een iwwert de Projet de loi iwwert d'Soins palliatifs, wat e wichtegt Gesetz ass, wou eng grouss Majoritéit hei an der Chamber wäert derfir sinn, an duerno eng Proposition de loi iwwert den Droit de mourir dans la dignité.

Do war och keen Zweifel an der Conférence des Présidents, dass dat sollt en extraen Débat ginn, awer zesummen deeselwechten Dag, deen ee fir d'éischt an dann deen aneren. Dat war d'Absicht vun der Conférence des Présidents, fir also déi zwou Saachen noeneen ze maachen - net beieneen, mä noeneen.

Ech mengen, déi Absicht ass absolut richteg, a mir wollten hei als Fraktioun soen, dass mer deen Ordre du jour wëlle behalen an net mat enger Modifikatioun vum Ordre du jour d'accord sinn.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, iwwert déi Offensiv vun der ADR sinn ech op där enger Säit e bësselchen iwwerrascht, op där anerer Säit awer och net. Iwwerrascht sinn ech, wann ech bedenken, dass mer an der leschter Sëtzung vun der Commission de la Santé honnertprozenteg averstane ware mat där Prozedur, déi elo effectivement och vun der Conférence des Présidents proposéiert ginn ass. Net iwwerrascht sinn ech, wann ech bedenken, dass kee Vertrieder vun der ADR an där Kommissiounssëtzung war a si dat also vläicht net konnte wëssen.

Ech mengen, et wier besser gewiescht, besonnesch bei esou engem wichtege Projet, dass een haaptsächlech och an där leschter Réunioun vertruede gewiescht wier. Mä nach eng Kéier: Mir vun der DP mengen, dass mer solle bei deem bleiwen, wat souwuel an der Commission de la Santé décidéiert wéi och vun der Conférence des Présidents zréckbehale ginn ass.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Den Här Wolter huet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, mir fänken déi Diskussioun hei net de Mëtteg un; et ass eng Diskussioun, déi sech elo säit Joren a säit Méint intensiv an der Chamber an och dobausse féiert.

Mir sinn eis eens ginn tëschent alle Parteien op eng Démarche, fir déi ze féieren. Mir sinn eis eens ginn. Schonn de leschten Dag oder haut a gëschter hat een ëmmer méi déi Impressioun, dass mer géife probéieren, dat Ganzt aus der Parteipolitik erauszehalen an an engem propperen Débat iwwert d'Bühn ze kréien. Mir sinn eis eens driwwer, dass mer déi zwou kontradiktoresch Meenungen am selwechten Dag géife mateneen diskutéieren. Da kommt, mir maachen dat a kucken, wat dobäi erauskënnt!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Wann elo d'Kommissioun ugeschwat ginn ass, esou wëll ech awer drop hiweisen, dass do keng Ofstëmmung stattfonnt huet. Dat wëll ech emol kloer hei soen.

(Interruption)

Dat ass ganz expressis gesot ginn, an den Ordre du jour ass vun der Presidentekonferenz ofgestëmmt ginn, an net vun der Kommissioun vun der Santé.

Här Wagner, Dir waart selwer derbäi, also misst Dir dat och wëssen.

Här President, am Kontext vun der heiteger Dagesuerdnung sinn ech och iwwert de Punkt 2, iwwert d'Euthanasie, zur Iwwerzeegung komm, dass d'Fro vun der Stierfhëllef eng eescht Fro ass an all Bierger hei am Land betrëfft, an dass esou eng Entscheedung iwwer Liewen an Doud menger Meenung no net eleng der Gewëssensfräiheet vu 60 Deputéierte kann iwwerlooss ginn.

All Bierger hei am Land, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, missten d'Méiglechkeet kréien, fir sech doriwwer ze äusseren.

An deem Sënn, Här President, hunn ech mer och d'Méi gemaach, hei eng Motioun ze entwerfen, mat där d'Chamber d'Regierung soll opfuerderen, e Referendum ënner alle Bierger hei am Land ze organiséiere mat der klorer Fro, ob se eng Legaliséierung vun der Stierfhëllef wëllen oder net.

An deem Kontext ënnerstëtzen ech och den Antrag, fir d'Ofstëmmung iwwert de Punkt 2 vun der heiteger Dagesuerdnung ze vertagen, bis eben e Referendum stattfonnt huet an d'Resultat dovunner bekannt ass.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass all déi Leit, déi op dat Resultat gepocht hunn, dass 80% vun de Leit hei am Land mat der Stierfhëllef d'accord sinn, jo dann net e Referendum brauchen ze fäerten an da meng Motioun hei wäerten ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Motion

D'Volleksvertriederkummer,

sech bewosst,

- dass d'Fro vun der Legaliséierung vun der Stierfhëllef all Bierger hei am Land betrëfft;

- dass esou eng Entscheedung iwwer Liewen an Doud net eleng kann der Gewëssensfräiheet vu 60 Volleksvertrieder iwwerlooss ginn;

- dass all Bierger hei am Land muss d'Méiglechkeet kréien, fir mat doriwwer ze befannen;

fuerdert d'Regierung op,

- e Referendum ënner alle Bierger hei am Land ze organiséiere mat der klorer Fro, ob se eng Legaliséierung vun der Stierfhëllef wëllen oder net.

(s.) Aly Jaerling.

M. le Président.- Den Här Gibéryen huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt fir d'éischt dem Kolleeg Carlo Wagner soen, datt hien awer misst wëssen, datt d'ADR kee Member an der Kommissioun huet an duerfir och kee vun eis do war. Dat just zur Erënnerung an zur Fairness.

Une voix.- Et ka jiddfereen an eng Kommissioun goen.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hu kee Member an där Kommissioun an duerfir ass et och normal, datt keen an där Kommissioun war.

Ech wéilt awer nach just, Här President, de Kolleegen aus der Presidentekonferenz soen, wann déi sech eens waren, fir déi zwee Projeten haut hei zur Diskussioun ze stellen an zur Ofstëmmung kommen ze loossen, da ginn ech awer och dovun aus, datt d'Presidentekonferenz sech Gedanke gemaach huet fir de Fall, wou déi zwee Projete géife gestëmmt ginn, wat dat u Konsequenzen a wat dat fir Suiten hätt. Da misste se eis awer zumindest soen, wann déi zwee Projete gestëmmt ginn, wat fir eng Suite, prozedural gesinn, do hannendru géif kommen.

Ech mengen, dat ass awer dat mannst, wat een, ier een esou eng Debatt an ier een esou e Vote hëlt, muss virdru wëssen: Wat geschitt dann, wann déi zwee Projete mat Jo gestëmmt ginn? Wat geschitt dann hannendrun?

M. le Président.- D'Madame Frank huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir kennt meng Astellung. Ech hu säit jehier dofir gekämpft, datt mer e gutt Palliativgesetz solle kréien, an ech fannen et net korrekt, nom Palliativgesetz een Euthanasiegesetz zum Vote ze stellen.

Ech hu bis déi lescht Woch gekämpft, fir datt mer net déi zwee Gesetzer deeselwechten Dag hei zum Vote sollte stellen, well an hirer Philosophie, an de Grondgedanken an an hirem Wiesen déi zwee Gesetzer a mengen Ae sech radikal trennen. D'Iddi, déi d'ADR elo hat, och wann ech oft mat den Iddie vun der ADR net averstane sinn, kann ech awer haut honnertprozenteg deelen.

D'Euthanasiegesetz géif e fuerchtbare Schiet op dat herrlecht Palliativgesetz werfen, wat mir haut hei stëmmen.Ech war immens frou, datt mer an der Kommissiounssitzung vun alle Fraktiounen eng unanime Zoustëmmung zum Projet de rapport vum Palliativgesetz haten.

D'Euthanasiegesetz géif eist Land an eist Vollek an eng ganz falsch Richtung féieren an d'Fro vum Doud, vun de Mëttelen an de Méiglechkeeten, den Doud bewosst erbäizeféieren, banaliséieren an am Wesentlechen den erbäigefouerten Doud legaliséieren. Dat ass et, wat d'Euthanasie vum Palliativgesetz trennt, fundamental trennt...

M. le Président.- Entschëllegt, Madame Frank, mir schwätzen de Moment iwwert den Ordre du jour an net iwwert de Fong hei vun der Problematik. Mir hunn Är Propositioun matkritt: Dir sidd d'accord mat der ADR, dass mer hei net sollen déi zwou Saachen haut mateneen ofstëmmen.

Dir entschëllegt, mä ech mengen, et wier elo un der Chamber, fir hir Décisioun ze huelen.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Jo, Här President, mä ech sinn awer der Meenung, datt dat, wat d'ADR d'éinescht gesot huet, keng politesch Spillerei war.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Elo hu mer d'Meenungen zur Kenntnis geholl. Mir kommen elo zum Vote. Mir hunn d'Propositioun vun der Sensibilitéit vun der ADR, fir den Ordre du jour ofzeänneren an haut net iwwert d'Proposition de loi vun der Madame Err an dem Här Huss ze diskutéieren.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Gutt, da maache mer de Vote électronique.

Vote

Wie mat der Propositioun vum honorabelen Här Gibéryen d'accord ass, dee stëmmt mat Jo; wien net domat d'accord ass, stëmmt mat Neen.

D'Propositioun vum Här Gibéryen ass ofgelehnt mat 52 Nee-Stëmmen, bei 6 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Marie-Josée Frank;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Marcel Glesener et Fred Sunnen.

Domadder bleift den Ordre du jour esou, wéi e proposéiert ginn ass.

(Interruption)

Här Fayot, ech mengen, mir zwee sinn eis eens.

Ech wollt der Chamber matdeelen, dass den Här Ausseminister Jean Asselborn d'Demande un d'Chamber geriicht huet, fir muer de Mëtteg eng Deklaratioun hei ze maachen iwwert d'Onofhängegkeet vum Kosovo. Mir maachen dat selbstverständlech.

Mir maachen dat am Ufank vun der Sitzung an d'Groupes politiques hunn och d'Geleeënheet, grad ewéi d'Sensibilitéiten, fir no der Deklaratioun vum Här Ausseminister dorobber ze äntwerten.

Mir hu schonn e puermol iwwert déi Fro diskutéiert. Ech menge mir kéinten eis eens maachen, dass d'Gruppen an d'Sensibilitéite fënnef Minutten hätten, fir dorobber ze äntwerten.

Ech froen dann nach eng Kéier d'Chamber, ob se mat deem Ordre du jour d'accord ass, esou wéi d'Presidentekonferenz e proposéiert huet?

(Assentiment)

Ech gesinn, dat ass de Fall.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5584 iwwert d'Palliativmedezin. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Meyers, den Här Wagner, den Här Bodry, den Här Huss, den Här Gibéryen an d'Madame Frank.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Den Här Jaerling ass och ageschriwwen.

3. 5584 - Projet de loi relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et modifiant:

1. le Code des assurances sociales;

2. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4. le Code du Travail

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zënter 1998, deem Joer, wou duerch d'Gesetz iwwert d'Établissements hospitaliers d'Palliativmedezin formell zu Lëtzebuerg erméiglecht gouf, huet sech villes um politesche Plang gedoen. Zweemol, 1999 an 2003, gouf et an der Chamber en Débat d'orientation zum Thema Palliativbehandlung, Euthanasie an Acharnement thérapeutique.

Op déi zwee Débaten hin hu mer Resolutioune gestëmmt, déi ënner anerem virgesinn hunn, e Liewenstestament anzeféieren, wou jiddferee ka festhalen, ënner wat fir Konditiounen hien am Fall vun enger onheelbarer Krankheet wëllt behandelt ginn.

Och gouf an dëse Resolutioune festgehalen, dass d'Offer vun der Palliativbehandlung generell misst ausgedehnt ginn. Dobäi muss ee wëssen, dass dës Behandlung zwar scho vun 1994 u bei eis praktizéiert gëtt - dunn ass nämlech am Escher Spidol, dem heitege CHEM, déi éischt Palliativstatioun entstanen -, allerdéngs gëtt et bis haut keen explizite gesetzleche Kader an domat och keng prezis Regelung, wat erlaabt ass a wat net.

Fir et anescht auszedrécken: D'Palliativmedezin huet sech déi lescht Joren hei zu Lëtzebuerg praktesch an enger Grozon beweegt an d'Législatioun ass vun der gesellschaftlecher a medezinescher Situatioun um Terrain carrément iwwerholl ginn.

Am Rand sief och bemierkt, dass d'Aféiere vun der aktiver Stierfhëllef, och Euthanasie genannt, zweemol ganz knapps - 1999 op véier Stëmmen an 2003 op eng Stëmm - an enger Resolutioun ofgelehnt ginn ass.

An der Belsch an an Holland ass entretemps d'Euthanasie 2002 respektiv 2001 dépénaliséiert ginn an déi éischt Evaluatioune leien haut och vir.

Am Februar 2002 ass och bei eis eng Proposition de loi „pour le droit de mourir en dignité" - iwwert d'Euthanasie also - an der Chamber déposéiert ginn. Dat ass elo dee Gesetzesvirschlag, dee mir haut am Uschloss un de virleiende Gesetzesprojet diskutéieren an ofstëmmen.

Här President, wat ass Palliativmedezin a wat ass se net? Wat ëmfaasst d'Palliativbehandlung a wéi wäit däerf se goen? Wat sinn d'Rechter vum Patient a wou huet de perséinleche Wëlle seng Limiten? Wéi eng Garantien huet een, dass een an enger auswegloser Situatioun net onnéideg leide muss a wéi ginn d'Dokteren ëm mat deene Situatiounen?

Dës an aner Froe ronderëm d'Liewensenn vun engem Mënsch gi vill an och kontrovers an der Öffentlechkeet hei am Land diskutéiert an d'Aarbechten an der zoustänneger Santéskommissioun sinn e Spigelbild vun dësen Diskussiounen a Reflexiounen.

Et ass och dës Kommissioun, déi sech an hirer grousser Majoritéit mat dofir agesat huet, dass souwuel de Gesetzesprojet iwwer Palliativbetreiung wéi och d'Gesetzespropositioun iwwer aktiv Stierfhëllef an enger gemeinsamer Chamberssëtzung thematiséiert an ofgestëmmt kënne ginn. A mengen Aen net an enger sech entgéintgesatener, sech widderspriechender Logik, mä als zwou Facettë vun enger komplexer Froestellung, déi eis alleguerten ugeet.

Well d'Gesondheetsorganisatioun schwätzt am Zesummenhang mat der Palliativmedezin vun enger aktiver, ganzheetlecher Behandlung vu Patiente mat enger viruschreidender, wäit avancéierter Erkrankung, mat enger begrenzter Liewenserwaardung, déi net méi op eng heelend Behandlung usprécht. An dësem Fall sollen d'Behandlung vun der Péng, d'Wënsch an d'Befanne vum Patient am Mëttelpunkt stoen an net d'Verlängerung vun der Iwwerliewenszäit ëm all Präis.

De Soulagement vum Leiden an d'Ënnerstëtzung vum Patient hu scho ganz fréi zu den Haaptaufgabe vun engem Dokter gehéiert, déi e franséischt Spréchwuert aus dem 16. Jorhonnert zesummefaasst: «Guérir - quelquefois, soulager - souvent, consoler - toujours.»

Mat der Entwécklung vun der moderner Medezin ass dës Grondastellung zum Deel relativéiert ginn, andeem oft medezinesch Mesuren och dann nach ugebueden an applizéiert goufen, wa keng Aussiicht op Heelung oder Verbesserung vum Krankheetszoustand méi bestanen huet. Oft waren d'Patienten och ganz eleng mat hirer Péng a mat hirer Angscht virum Doud.

Virun dësem Hannergrond gouf 1967 - also viru méi wéi 40 Joer - zu London de St. Christopher's Hospiz op Initiativ vun der Cicely Saunders gegrënnt, d'Käimzell vun der moderner Palliativmedezin.

1983 ass déi éischt däitsch Palliativstatioun an der Kölner Universitéitsklinik entstanen an 1986 zu Paräis am Ancien Hôpital universitaire, dem heitegen Institut Mutualiste Montsouris.

Am Abrëll 1994 gouf, wéi gesot, déi éischt Palliativstatioun bei eis am Land am Escher Spidol, dem heitege CHEM, gegrënnt an haut sinn et sechs Statiounen am Land, mat am Duerchschnëtt zéng Better pro Unitéit, déi fonctionnéieren.

Zënter 1990 hunn iwwer 600 Infirmieren, Infirmièren an aner Fleegeberuffer an iwwer 100 Doktere Formatioune gemaach a Coursë beluecht, déi vun Omega 90 respektiv der AMMD an aneren Acteuren duerchgefouert goufen an de Beräicher vun de Soinen, vun der psychosozialer Kompetenz, der Teamaarbecht an och an der konkreter Stierfbegleedung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Palliativmedezin ass keng Stierfmedezin a palliativ Betreiung ass keng aktiv Stierfhëllef.

Vill Konflikter an Diskussiounen erstinn awer grad doduerch, dass fir vill Leit et e moraleschen Ënnerscheed gëtt tëschent erlaabter, indirekter Stierfhëllef - doduerch, dass mat dësem Gesetz en Dokter mam Accord vum Patient beispillsweis e Medikament dierf ginn, dat wuel dem Patient seng Souffrancë soulagéiert, mä awer als Nieweneffekt kéint hunn, fir méi e schnellen Doud zur Folleg ze hunn - an enger aktiver Stierfhëllef, wéi d'Proposition de loi se erméigleche wëllt.

Dës aktiv Stierfhëllef ass déi vun engem Mënsch bewosst gewollten Ënnerstëtzung duerch eng aner Persoun bei der Erbäiféierung vum eegenen Doud, eng Verfügung, déi am virleiende Gesetz iwwert d'Soins palliatifs net virgesinn ass. Dat muss een hei och nach eng Kéier ganz däitlech betounen.

Ech wëll awer op dëser Plaz och nach eng Kéier ganz ausdrécklech soen, dass fir mech perséinlech, och wann ech selwer der Proposition de loi wäert zoustëmmen, d'Oflehne vun dëser Méiglechkeet net den zwéngende Bewäis vun enger konservativer Grondastellung ass, och wann een ëmmer erëm soll rappeléieren, dass och bei der aktiver Stierfhëllef keen a sengem Grondrecht gehënnert ass, selwer gegebenenfalls net dorobber zréckzegräifen.

Här President, wéi war d'Entwécklung um legislative Plang dann elo bis haut?

En éischte Gesetzesprojet war am Februar 2004 vum deemolege Gesondheetsminister, dem Carlo Wagner, déposéiert ginn. Allerdéngs huet de Statsrot a sengem Avis gemengt, et misst ee fir esou eng delikat Matière e seriöen Débat à tête reposée féieren - wat bekanntlech a Virwahlzäite méi schwéier fir eis all ass - a schrëttweis virgoen.

Vu dass e puer Méint duerno Wahle waren, ass de Projet de loi net méi traitéiert ginn, ier e spéider vum heitege Gesondheetsminister iwwerschafft an de 7. Juni 2006 déposéiert ginn ass; dee Projet, iwwert dee mer elo haut schwätzen an och ofstëmmen.

À propos Wahlen. En neie Moment gouf et 2004 nach während de Verhandlungen zu deem neie Regierungsprogramm. Grad zu där Zäit huet a Frankräich d'„Affaire Vincent Humbert" héich Welle geschloen - d'Schicksal vun deem Jong, dee vum Hals u querschnittgelähmt war an deen, op säin eegene Wëllen hin, vu senger Mamm gehollef kritt huet fir ze stierwen.

Doropshi gouf bei eisen Noperen déi sougenannten „Loi Léonetti", d'Gesetz vum 22. Abrëll 2005 iwwert den „droit des malades et à la fin de vie" gestëmmt. Dat hat natierlech en Afloss op eis Meenungsbildung hei zu Lëtzebuerg, och an deem Sënn, dass haut allgemeng akzeptéiert ass, dass staark Medikamenter géint d'Péng kënne verofreecht ginn, déi als - ënner Guillemeten - „Niewewierkung" liewensverkierzend kënne si respektiv den Doud vum Patient kënnen erbäiféieren.

Ech wëll domacht méi prezis op dat neit Soins-palliatifs-Gesetz agoen. E Gesetz, wat menger Meenung no - an ech sinn net eleng - net nëmmen een enorm wichtegt Gesetz ass, mä och e ganz gutt Gesetz ginn ass. An der Kommissioun gouf och gutt Aarbecht geleescht. Ech wëll duerfir alle Memberen e grousse Merci soen, och de Membere vun der Educatiounskommissioun, mat deene mer zum Deel zesummegeschafft hunn.

E grousse Merci an och mäi Respekt fir déi disziplinéiert a korrekt Aart a Weis, fir mat esou engem schwieregen, oft mat ganz villen Emotioune verbonnenen Thema ëmzegoen an zu Konklusiounen ze kommen; well mir si jo zu Konklusioune komm. Wuel waren d'Meenungen heiansdo gespléckt. Dat ass normal. Wuel huet dat derzou gefouert, dass laang a breet oft kontrovers argumentéiert gouf an och oft mat Argumenter, wou et kee Richteg a kee Falsch gëtt a wou eng Iwwerzeegung esou respektabel ass, wéi déi aner. Et ass mat dëser konstruktiver Grondastellung an och mam Support vum Minister a senge Mataarbechter, wou eng ganz Rei vu wichtegen Amendementer zum Projet konnten ausgeschafft ginn.

E grousse Merci geet och un all déi betraffen Acteuren an Associatiounen, déi eis op dem Hearing, dee mer den 1. Mäerz 2007 als Kommissioun organiséiert hunn, wäertvoll Iwwerleeungen an Informatioune vum Terrain mat op de Wee konnte ginn, an dat zum Deel och nach an eegene schréftlechen Avisen.

D'Palliativbehandlung, wéi se am Gesetzesprojet virgesinn ass, besteet deemno aus enger aktiver, kontinuéierlecher a koordinéierter Behandlung vun der physescher a psychescher Péng vun enger Persoun, déi um Enn vun hirem Liewen ukomm ass, mat enger multidisziplinärer Equipe, déi dës lescht Liewensphas begleede soll. Den Traitement kann entweder an engem Spidol, an engem Heem oder doheem stattfannen. Dee Choix muss garantéiert sinn, och wann d'Spideeler an der Regel besser équipéiert sinn, an déi méiglech Kollaboratioun mam Spidol soll assuréiert bleiwen.

Wéi schonns ugesprach, gesäit d'Gesetz ausdrécklech vir, e Mënsch en phase terminale esou ze behandelen, dass och a Kaf geholl gëtt, dass opgrond vun där Behandlung d'Liewe ka verkierzt ginn. An deem Fall muss den Dokter de Patient informéieren an imperativ och seng Zoustëmmung kréien. D'Recht op den Zougang zu enger Palliativbehandlung huet all Persoun, déi an engem avancéierten oder Endstadium vun enger schlëmmer oder onheelbarer Krankheet ass.

D'Palliativmedezinsformatioun fir d'Dokteren an d'Personal huet vill Froen opgeworf, déi nach net alleguerte geléist sinn. Well Lëtzebuerg keng komplett Universitéitsformatioun fir Dokteren huet, an et schwiereg ass, fir op de Contenu vun deene Formatiounen am Ausland Afloss ze huelen, gesäit d'Gesetz vir, dass de Stat sech prioritär ëm komplementar Formatiounen um nationalen Niveau këmmere soll.

Et sief heizou kuerz gesot, dass d'Dispositioun zur Formatioun vun enger formeller Oppositioun vum Statsrot gekennzeechent war, där d'Kommissioun Rechnung gedroen huet. Esou si souwuel d'Objektiver an d'Konditioune wéi och d'Modalitéite vum Règlement grand-ducal iwwert d'Formatioun ausdrécklech opgelëscht ginn, déi d'Organisatioun vun de medezinesche Formatiounen am Beräich vun der Palliativmedezin fir Dokteren an aner Beruffer aus dem Gesondheetsberäich betreffen. Dat ass och gutt esou.

Souwisou ass et d'Meenung vun der ganzer Kommissioun gewiescht, dass weder d'Palliativmedezin nach d'Palliativbehandlung ouni obligatoresch Formatioun kënnen a solle fonctionnéieren. Hei muss eis Regierung do, wou se kann, intervenéieren, fir op europäeschem Plang ze erreechen, dass eng Ausbildung an der Palliativmedezin fir all Medeziner an alle Gesondheetsberuffer zum Package an enger Medezin gehéiere muss an eigentlech obligatoresch misst an d'Ausbildung integréiert ginn.

Et sief och gesot, dass d'Käschte vun der Palliativbehandlung bei eis am Land vun der Krankekeess respektiv deelweis vun der Fleegeversécherung iwwerholl ginn.

Eng aner Neierung ass, dass d'Gesetz d'Doktere viru pénalen an zivile Poursuitë schützt, fir de Fall, wou si therapeutesch Mëttelen net uwende wëllen, déi zwar d'Liewe verlängere kéinten, d'Liewensqualitéit an d'Liewensperspektiven awer net verbessere géifen.

Vill diskutéiert gouf an der Kommissioun och de Prinzip vun der Directive anticipée, déi schonn 1999 an 2003 an enger Resolutioun gefuerdert gi war. An dësem sougenannte Liewenstestament ka jiddferee souwuel d'Konditiounen an d'Limitë wéi och d'Ënnerbriechung vun enger Behandlung prezisiére fir de Fall, wou dës Persoun un enger onheelbarer Krankheet géif leiden a gegebenenfalls hire Wëllen net méi zum Ausdrock kéint bréngen. An deem Fall soll den Dokter alles drusetzen, fir dem Wëlle vum Patient Rechnung ze droen, woubäi hien op eng Vertrauenspersoun, déi vum Patient am Liewenstestament ernimmt gëtt, zréckgräife kann a muss.

Net zréckbehale vun der Kommissioun goufen d'Detailer iwwer eng eventuell Organspend oder den Oflaf vun der Bestattungszeremonie an der Directive anticipée, wéi et de Statsrot virgeschloen hat. Obwuel jiddfereen natierlech fräi ass, an d'Directive anticipée ze schreiwen, wat hie wëllt, sinn dës zwou Ajouten net maassgeblech an deem Kontext, well d'Liewenstestament sech op dat Essenziellt bezéie soll.

Ze betounen ass doriwwer eraus, dass d'Kommissioun zréckbehalen huet, dass eng Directive anticipée net zentral enregistréiert muss ginn; wat eng vun de Verfügungen ass, déi net mat der Proposition de loi iwwert déi aktiv Stierfhëllef iwwereneestëmmen. Deemno misst et ëmgeännert ginn - dat ass evident - am Fall vun engem positive Vote vu béide Gesetzer haut. Dat wësse mer jo eigentlech alleguer an doriwwer hu mer och geschwat an der Kommissioun.

D'Liewenstestament soll an enger éischter Hisiicht als eng Privatsaach ugesi ginn an den Doud vun engem Mënsch soll net op engem administrative Plang, mam Risiko vun ze ville Formalitéiten, institutionaliséiert ginn. Sollt et awer an der Zukunft zu Komplikatiounen an der Praxis féieren oder sollt d'Bilanzéierung zu anere Konklusioune féieren, esou gesäit d'Gesetz e Règlement grand-ducal vir, dat d'Zentralisatioun vum Liewenstestament kéint aféieren. Dat wier och déi richteg Formule.

Och d'Roll vum Dokter bei der Ausféierung vum Liewenstestament war net onëmstridden. Éischtens ass sech d'Fro gestallt ginn, wéi grouss den Handlungsspillraum vum Dokter soll sinn. Soll hien absolut an onageschränkt dem Wëlle vum Patient follege missen? Oder soll hie gegebenenfalls Aspekter a Froen opwerfe kënnen, wann hien déi medezinesch Situatioun anescht aschätzt, wéi de Patient oder wéi den direkten Entourage vum Patient, dee jo och an der Praxis mat wëllt schwätzen?

D'Kommissioun ass schlussendlech zur Usiicht komm, dass den Dokter déi reell Intentioune vum Auteur vun der Direktiv op jidde Fall kenne muss, an domat och ausweise muss, awéiwäit d'Instruktiounen an der Direktiv mat der gewollter Situatioun vum Patient iwwereneestëmmen.

Ganz sécher keng einfach Situatioun, weder fir déi betraffen Dokteren, déi sech an de Patient eraversetze mussen, nach fir de Patient selwer a fir seng Famill, déi grad an dëser Situatioun all Hëllef brauchen, déi si nëmme kënne kréien.

Dobäi stellt sech och d'Fro: Wat geschitt, wann den Dokter sech aus eegenen Iwwerzeegungen oder opgrond vu Gewëssenskonflikter net méi weider ëm de Patient kann oder wëllt këmmeren?

Hei wëll ech als Rapporteur nach eemol - an ech hunn dat an der Kommissioun oft gemaach - betounen, dass mir am Kontext vun dësem Gesetzesprojet vun enger Stierfbegleedung, an net vun enger aktiver Stierfhëllef schwätzen!

Souwuel bei der Stierfbegleedung wéi och bei der aktiver Stierfhëllef ass virgesinn, dass en Dokter net forcéiert ass, dem Patient sengem Wonsch nozegoen, och wa grad dësem Aspekt bei der Proposition de loi nach eng vill méi grouss Bedeitung zoukënnt.

Fir de Fall, wou den Dokter aus eegener Iwwerzeegung eraus sech net méi wëllt ëm de Patient en phase terminale këmmeren, huet hien am ursprünglechen Text innerhalb vu 24 Stonne misse mat Hëllef vun der Vertrauenspersoun oder der Famill e Confrère sichen.

Ze bedenken ass, dass den Transfert vun engem Patient an esou enger Situatioun mat ville Risiken an och Obligatioune verbonne wier an et eigentlech falsch wier, déi eenzeg an eleng op dem Dokter senge Schëlleren ze beloossen. An dësem Sënn ass d'Kommissioun och dem Statsrot entgéintkomm, dee proposéiert huet, dass d'Famill oder den direkten Entourage fir en Transfert vun engem Patient zoustänneg ass, an Zesummenaarbecht mam Dokter. An dat ass och eng richteg Formule, déi fonnt ginn ass.

An dësem Kontext ass déi rezent Etüd interessant, déi d'AMMD bei hiren eegenen affiliéierten Doktere gemaach huet an déi e Spigelbild vun deem Gewëssenskonflikt ass, dee si an hirem Beruff bestëmmt oft begleet.

Et sief och nach erwähnt, dass dat neit Gesetz e Congé aféiert, de Congé spécial pour l'accompagnement d'une personne en fin de vie. Wéi den Numm et scho seet, erlaabt dëse Congé enger Persoun, fënnef Deeg pro cas a Joer op e Certificat médical hi fräizefroen, fir sech ëm e Stierwenden ze këmmeren, meeschtens am direkte familiären Entourage, an dësen a senge leschte Momenter ze begleeden. Dëse Congé gëtt vun der Krankekeess en charge geholl, dat heescht, et ass keen onbezuelte Congé d'accompagnement, wéi dat nach an engem separate Gesetzesprojet vun 2003 virgesi war.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen dann zum Schluss. Wa mer dëst Gesetz iwwert d'Palliativmedezin am Detail betruechten, da kënne mir ouni Zweifel an ouni Aschränkunge behaapten, dass mir e ganz gudden a klore Kader geschaf hunn, fir d'Palliativbehandlung ze regelen an an der Zukunft weider auszebauen.

Eens si mer eis all, dass dëst Gesetz virrangeg am Patient sengem Intérêt ass an duerfir en noutwendegen an iwwerfällege Schrëtt ass. Geneesou wichteg ass et, fir sech mat därselwechter Convictioun anzesetzen, fir op Basis vun dësem Projet d'Palliativbehandlung kontinuéierlech ze verbesseren an no de Besoinë vun de Patienten ze adaptéieren an der Zukunft.

Et ass der Gesondheetskommissioun gelongen, eng gesond Balance ze fannen, fir souwuel de Patienten hire Besoinen um Enn vun hirem Liewe Rechnung ze droe wéi och den Dokteren deen néidege Respekt ent-

géintzebréngen an dem Fleegepersonal, wa si hiert Bescht maachen, fir hiren Iwwerzeegungen och gerecht ze ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wënschen eis eng konstruktiv a korrekt Debatt, souwuel iwwert de Projet de loi iwwert d'Soins palliatifs wéi och um Uschloss dozou iwwert d'aktiv Stierfhëllef.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. Als éischten ageschriwwenen a mandatéierte Spriecher vun der CSV schwätzt elo den Här Paul-Henri Meyers.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt, dass ech am Ufank vu menger Interventioun der Madame Rapportrice villmools Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport, awer och besonnesch fir déi Aart a Weis, mat där se d'Débaten an der Kommissioun geféiert huet. Si huet de Projet duerchdiskutéiert mat de Membere vun der Kommissioun. Jiddferee konnt zu Wuert kommen. Et ass op eng digne Aart a Weis, esou wéi et och an enger Demokratie noutwendeg ass, iwwert de Projet de loi iwwert d'Palliativmedezin diskutéiert ginn. Duerfir nach eemol villmools Merci!

D'Chamber soll haut duerch gesetzlech Bestëmmunge Problemer enger Léisung entgéintféieren, déi am direkten Zesummenhang sti mat dem Liewensenn a mat dem Doud. Si soll gesetzlech Norme festleeën, fir besonnesch deene Mënschen entgéintzekommen, déi um Enn vun hirem Liewen ukomm sinn.

D'Liewensenn an den Doud si villsäiteg an ënnerschiddlech vu Mënsch zu Mënsch. Kënnen dofir gesetzlech Bestëmmungen deene villen eenzelne Fäll genügend Rechnung droen?

Kann ee Gesetz eng Äntwert ginn op déi vill Froen, op d'Angscht, op d'Leed an d'Schmäerzen, d'Verzweiflung an - loosst mech et soen - och oft oder heiansdo op d'Verlaangen, fir engem Liewe vun entsetzlecher Péng en Enn ze maachen?

Wéi wäit kann, soll an däerf de Gesetzgeber goe bei der Schafung vun engem juristesche Kader, deen dem Kranke méi Rechter gëtt an zugläich och den Dokteren an anerem medezinesche Personal fest Unhaltspunkte setzt am Ëmgang mat deem kranke Mënsch?

Bei der Virbereedung op dee virleienden Text hu sech vill Froe gestallt. D'Virbereedung huet hir Zäit gebraucht. D'Chamber an d'Regierung hunn an där heiter Matière net iwwerstierzt gehandelt.

D'Chamber selwer huet schonn den 21. November 1996 een Débat geféiert iwwert déi medezinesch Begleedung um Liewensenn. Deen Débat huet zu der Schafung vun der Commission spéciale «Éthique» geféiert, déi hir Aarbechten an engem Rapport vum 2. Februar 1999 festgehalen huet.

No der Diskussioun an der Plénière vum 16. Mäerz 1999 an der Chamber sinn niewent enger Resolutioun iwwer en Testament de vie an den „accompagnement en fin de vie" dräi Motioune festgehale ginn:

An enger éischter Motioun huet d'Chamber d'Regierung invitéiert, engersäits d'Palliativsoinen zu engem feste Bestanddeel ze maache vu qualitativ héichwäertege Servicer fir de schwéier kranke Patient a seng Familljen, an op där anerer Säit d'Formatioun vun den Dokteren an dem Fleegepersonal am Palliativberäich weiderzedreiwen.

An der zweeter Motioun gëtt d'Regierung gebieden, déi méiglech pénal Sanktioune géint den Dokter auszeschléissen, wann hien am Fall vun engem onheelbar kranke Mënsch mat dem medezineschen Traitement um Enn vum Liewen ophält.

An enger drëtter Motioun gëtt d'Regierung gebieden, national Programmer fir Palliativsoinen an d'Wee ze leeden.

Véier Joer méi spéit, den 19. Februar 2004, huet d'Regierung an der Chamber e Projet de loi deponéiert iwwert d'Palliativsoinen an iwwert den „accompagnement en fin de vie".

No deem zimlech kriteschen Avis vum Statsrot vum 4. Mee 2004 war d'Chamber der Meenung, de Projet de loi sollt iwwerschafft ginn, wat dozou gefouert huet, dass déi nei Regierung de 7. Juni 2006 de Projet de loi N°5584 deponéiert huet, deen d'Chamber haut diskutéiert.

Ech wollt déi puer Etappe vun dem Werdegang vun dem Projet de loi iwwert d'Palliativsoinen an Erënnerung ruffen, fir ze weisen, dass d'Regierung duerch dëse Projet den Iwwerleeungen an den Oploe vun der Chamber nokomm ass.

D'Madame Rapportrice huet de Projet a senge ville Facetten duergeluecht. Ech wollt duerfir den Text kuerz analyséieren am Hibléck op d'Rechter vun deem Kranken, well dee Kranken am Mëttelpunkt steet.

D'Suerg ëm de schwéier kranke Mënsch, deen um Enn vu sengem Liewen ukomm ass, steet am Mëttelpunkt vun dem Projet de loi.

Déi eenzel Moossnamen hu sech och zum Deel erginn aus de prakteschen Erfahrunge vun deene leschten zéng Joer.

Esou hu mer zum Beispill schonn am Gesetz vum 28. August 1998 den Artikel 37, dee virgesäit, dass all Patient am Spidol Zougang zu de Palliativsoinë misst hunn.

No der Aféierung vun der Fleegeversécherung hu verschidde Réseauen, op der Basis vu Konventioune mat dem Familljeministère, ugefaang, de Kranken doheem déi néideg Palliativsoinen ze ginn.

Dat neit Gesetz erlaabt, déi bis elo geleeschte Soinen auszebauen a qualitativ am Intérêt vun dem Kranken ze verbesseren.

Wat sinn déi Haaptmoossnamen am Intérêt vun deem Kranken am neie Gesetz?

Ech géif se an néng Punkten ernimmen:

1. All Kranken, deen d'Bedéngunge vum Gesetz erfëllt, huet Zougang zu de Palliativsoinen.

De Regierungstext hat virgesinn, de Kranken hätt e Recht op Palliativsoinen. De Statsrot huet drop higewisen, dass de Projet als Zil huet, fir spezifesch Strukturen an Instrumenter ze schafen, fir Palliativsoinen unzebidden. De Projet schaaft an där Hisiicht keen neit Recht. D'Gesetz erméiglecht, dass Palliativsoinen an Zukunft vun der sozialer Sécherheet gedroe kënne ginn.

Wann den Text virgesäit, dass een onheelbar Kranken Zougang zu de Palliativsoinen huet, da bedeit dat, dass d'Soinë mussen ugebuede ginn. Et muss dofir Suerg gedroe ginn, dass an de Klinike genuch Palliativbetter zur Verfügung stinn an dass och d'Réseauen, déi Fleeg doheem organiséieren, dat erfuerderlecht a forméiert Personal kënnen astellen, fir déi Palliativsoinen doheem unzebidden.

2. D'Palliativsoinë ginn assuréiert an der Klinik oder doheem bei dem Kranken. Et kann een dovun ausgoen, dass de Kranken a seng Famill an aller Fräiheet kënnen entscheeden, ob se an d'Klinik wëlle goen oder doheem wëlle bleiwen.

D'Kliniken an déi Organismen, déi d'Palliativsoinen doheem ubidden, musse selbstverständlech, esou wéi d'Gesetz dat virgesäit, ganz enk zesummeschaffen. Déi Zesummenaarbecht ass haut schonns ganz wäit gefächert a si ass geregelt duerch Konventiounen, déi tëschent de Réseauen aus dem Fleegeberäich an de Kliniken ofgeschloss gi sinn.

De Kranke muss d'Méiglechkeet hunn, aus der Klinik heemzegoen a vun doheem erëm an der Klinik opgeholl kënnen ze ginn, wann et noutwendeg ass, mat der Garantie vu gläichwäertegen, qualitativ héichwäertege Soinen.

3. D'Palliativsoinë mussen allen Usprëch, alle Besoinë vun deene kranke Mënsche Rechnung droen, ouni Ënnerscheed, ob se psychescher, physescher oder spirituellter Natur sinn. D'Soinë musse praktizéiert gi vun enger Équipe pluridisciplinaire, déi zesummegesat ass aus Dokteren, Fleegepersonal, Psychologen an och aner Experten.

4. Zu de Palliativsoinë gehéiert den Traitement vun der Péng a vun de Schmäerzen. D'Gesetz ernimmt ausdrécklech déi psychesch Leiden, wou dem Kranke muss gehollef ginn.

De physesche Schmäerz kann nach erofgesat oder erliichtert ginn. De Patient brauch awer och eng psychesch Stäip. Soulaang hien uspriechbar ass, brauch hien Zousproch. Hie muss iwwer säin Zoustand mat anere kënne schwätzen. Hie brauch Matmënschen, besonnesch aus der Famill, déi him an där schwéierer Situatioun bäistinn.

Hie muss spieren, dass hien a sengem Leed an a senger Péng net eleng gelooss gëtt. Eng besonnesch Verflichtung bei der Erliichterung vun der Péng kënnt dem Dokter zou.

Den Artikel 3 seet, dass den Dokter déi physesch a psychesch Péng vun dem Kranken op eng wierksam Aart a Weis muss erliichteren.

Déi ugewannte Mëttelen, fir d'Péng ze erliichteren, kënnen eventuell als Nieweneffekt hunn, dass de Kranke méi séier stierft. Wann den Dokter dat weess, muss hien de Kranken doriwwer informéieren a seng Awëllegung froen.

5. Bei dem Kranken, deen net méi geheelt ka ginn, deen nëmmen duerch technesch Instrumenter an duerch eng inappropriéiert medezinesch Behandlung um Liewe gehale gëtt, ouni dass no medezineschen Erkenntnisser eng Hoffnung op eng Verbesserung vu sengem Zoustand besteet, kann den Dokter mat der medezinescher Behandlung ophalen oder se ënnerbriechen.

Den Text vum Artikel 2, deen déi Moossnam virgesäit, schléisst fir den Dokter all pénal Strof oder eng zivil Aktioun op Schuedenersatz aus.

Wann ee bei enger éischter Lecture vun deem Text kéint mengen, déi Bestëmmung wier haaptsächlech geduecht, fir dass den Dokter stroffräi bleift, sou muss een awer bei enger geneeër Analys feststellen, dass déi Bestëmmung och op de Kranken zoutrëfft. Well gewosst ass, dass d'Medezin an deene leschte Jorzéngten immens Fortschrëtter gemaach huet, déi et erlaben, d'Liewen och ouni Aussiicht op eng Heelung ze verlängeren, hu munech Mënschen d'Angscht fir ënner onmënschlechen Ëmstänn um Liewen erhalen ze ginn.

De Kranken, deem säi Liewen zu Enn geet, huet d'Recht op eng Aart a Weis ze stierwen, déi senge Virstellungen a senger Würd vu senger Persoun entsprécht.

De Refus vun engem inappropriéierten oder disproportionéierte medezineschen Traitement däerf awer net dozou féieren, dass dem Kranke seng Besoinen net géife respektéiert ginn. Déi Besoinë sinn an der Fleegeversécherung als „actes essentiels de la vie" qualifizéiert: dem Kierper déi néideg Nahrung a besonnesch déi erfuerderlech Flëssegkeet ze ginn an de Kranken och déijéineg Soinen zoukommen ze loossen, fir nëmmen déi puer ze nennen.

6. Souwuel bei der Ënnerbriechung vun dem medezineschen Traitement vun enger onheelbar kranker Persoun wéi och bei der Schmäerzbehandlung, déi den Doud ka beschleunegen, muss dee Kranken informéiert ginn, esou wäit dat méiglech ass, an e muss zu där Entscheedung säin Averständnis ginn.

Kann de Kranken net méi oder ass de Kranken net méi an der Lag, säi Wëllen ze äusseren, muss den Dokter sech un eng Vertrauenspersoun vum Kranken oder un all aner Persoune wenden, déi de Wëlle vun dem Kranke kennen.

7. Eng wichteg Neierung an dësem Gesetz ass déi sougenannt „directive anticipée", vun där scho laang geschwat gëtt, déi dobaussen och bei de Leit als „Patienteverfügung" oder als „testament de vie" bekannt ass.

D'Directive anticipée gëtt all Mënsch d'Méiglechkeet, schréftlech festzeleeën, wéi hien um Enn vu sengem Liewe medezinesch behandelt wëllt ginn, besonnesch am Zesummenhang mat der Schmäerzbehandlung an dem Ofbrieche vun dem medezineschen Traitement.

Den Dokter, deen de Kranke behandelt, muss dem Wëlle vun dem Kranke Rechnung droen, esou wéi deen en an der Directive anticipée festgehalen huet. Wann d'Entscheedung, déi ze huelen ass, vun dem behandelnden Dokter net kann duerchgeféiert ginn, well se onvereenbar wär mat sengen etheschen Opfaassungen, da muss dee behandelnden Dokter de Kranken un en aneren Dokter iwwerweisen, dee bereet ass, de Wëlle vun deem Kranken ze respektéieren.

8. Eng wichteg Roll bei de palliative Soinë kann d'Famill erfëllen. Fir de Kranke sinn déi Leit, déi him am Liewe ganz no waren, déi hie gär haten, eng wichteg Stäip. Duerch hir Presenz, duerch hir Hëllef, duerch hir lescht Zäertlechkeete beweise si, dass si zu him stinn. De Kranke wëllt oft net eleng gelooss ginn, hie wëllt oft net eleng stierwen. Wann dat awer de Fall wär, dass hien eleng wéilt gelooss ginn, misst een och dee Wëlle respektéieren, wat awer meeschtens net de Fall ass.

D'Gesetz ënnersträicht d'Wichtegkeet vun der Famill bei de palliative Soinen a gëtt de Familljememberen d'Méiglechkeet, sech fräizemaachen, fir wéinstens zäitweileg bei dem Kranken ze bleiwen. Duerch de Congé d'accompagnement kann e Salarié am Privatsecteur wéi och am öffentleche Secteur fënnef Deeg Congé pro Joer a pro Fall kréien, fir beim schwéier kranke Partner, engem vun den Elteren oder bei engem Kand ze bleiwen, wat schwéier krank ass.

9. Eng lescht Innovatioun vun dem Projet de loi sinn déi finanziell Moossnamen. Palliativ Soinë gi vun de Krankekeese gedroen, entweder duerch Kreditter, déi d'Kliniken an hirem Budget aushandelen, oder duerch Konventiounen, déi d'Union des Caisses de maladie mat de Réseauen ofschléisst.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert d'palliativ Soinen ass een zesummenhängend Konzept vu Moossnamen, déi haaptsächlech dem Intérêt vum Kranken entspriechen. Déi Moossname bauen op Initiativen op, déi elo scho bestinn. Si stellen e gudde gesetzleche Kader, fir d'palliativ Fleeg weider auszebauen a qualitativ ze verbesseren.

D'Gesetz awer eleng geet net duer. Et feelen e puer wichteg Ausféierungsreglementer.

Eng onëmgänglech Viraussetzung vun der Palliativmedezin ass d'Formatioun vum Personal. Mir hoffen dofir, dass déi Formatioun an där allgemenger Formatioun vun dem medezinesche Personal kann integréiert ginn an dass och déi Formatioun séier ka kommen.

En zweet Reglement betrëfft de Carnet médical. Elo stellt d'Fro sech, ob et net besser wär, et géif een endlech den informatiséierte Patientendossier aféieren an en obligatoresch maache fir all medezinesch Servicer. D'Fro stellt sech och, wann deen Dossier médical informatisé kënnt, ob dann dee Carnet médical, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, nach noutwendeg ass. An den Dossier médical gehéiert och d'Directive anticipée oder wéinstens en Hiweis, dass esou eng Direktiv besteet.

E leschte Wonsch un den zoustännege Minister oder d'Ministeren ass fir d'Informatioun, déi de Gesondheetsministère an de Familljeministère no dem Akraafttriede vun dem Palliativgesetz maache mussen. Et besteet nach eng grouss Demande op eng genee Opklärung iwwert d'Bestëmmunge vun dësem Gesetz.

Wichteg ass, dass och déi zoustänneg Ministèren eng Virlag schafen, déi et de Patienten erlaabt, hir Directive anticipée esou ze redigéieren, dass se och dem Sënn vun dem Gesetz entsprécht an dass do keng aner Dispositiounen drakommen, déi näischt mat dem Liewensenn a mat der Aart a Weis, wéi de Kranke wëllt behandelt ginn, ze dinn hunn.

Ech warnen ausdrécklech dovir, dass an där Directive anticipée déi Krank och nach eventuell Bestëmmunge géifen eranhuelen, déi normalerweis an hiert Testament géife gehéieren, esou wéi de Code civil et virgesäit. Et däerf een déi zwee Dokumenter net matenee vermëschen. Dat ass net am Intérêt vum Patient, fir dat ze maachen, dofir ass do eng ganz grouss Opklärung noutwendeg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn am Ufank vu menger Interventioun d'Fro gestallt, ob e Gesetz d'Moossnamen iwwert d'Liewensenn kéint alleguer festleeën. Dat kann et ganz sécher net. Mä d'Gesetz iwwert d'palliativ Soinen ass e gudde Kader. Déi lescht Ausféierungen hänke vun enger qualitativ gudder Palliativmedezin a vu kompetentem Personal of, déi och vis-à-vis vun dem Kranke vill Verstees-demech an och besonnesch Mënschlechkeet weisen.

De Projet de loi, esou wéi e virläit, gëtt vun der CSV matgedroen, an ech kann och hei soen, dass d'CSV dee Projet wäert stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt der Rapportrice, der honorabeler Madame Lydia Mutsch, félicitéiere fir deen exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Si war esou komplett, dass ech mengen, dass et net méi néideg ass, fir op all Detailer anzegoen.

Fir d'éischt, Här President, awer trotzdeem e Wuert iwwert d'Prozedur, déi haut doranner besteet, d'Diskussiounen zu deenen zwee Texter, grad wéi d'Voten och, vuneneen ze splitten. Et kann ee menger Meenung no déi Diskussiounen net lassgeléist eng vun där anerer féieren. Wa mer vu Palliativmedezin schwätzen, da kënne mer de Volet Stierfhëllef net einfach ignoréieren, an

ëmgedréint gëllt datselwecht selbstverständlech och.

Ech hoffen, dass Dir, Här President, Verständnis hutt bei dësem Projet de loi, wann ech och emol dat Wuert „Stierfhëllef" an de Mond muss huelen, an d'selwecht och bei der Diskussioun zur Proposition - Här Huss - iwwert d'Palliativmedezin schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Mënsch huet en fait ee grousse Point commun bei der Gebuert. Dat heescht, mir kommen alleguerte plus ou moins d'selwecht op d'Welt. Do, wou mer eis awer carrément differenzéieren, dat ass dat Schicksal, wat deen een oder deen aneren huet, wann hie muss aus deem Liewen hei eraustrieden. Mir wësse ganz genau, déi eng Leit, déi hunn esou vill Chance, dass se owes schlofe ginn a moies net méi waakreg ginn, also absolut näischt matkritt hunn. Mir hunn aner Leit, déi mussen op eng erbäermlech Aart a Weis stierwen an heiansdo ganz, ganz laang leiden, ier se erléist sinn.

Mir diskutéieren an entscheeden haut deemno iwwer zwee Texter, déi sech mam Liewensenn oder besser gesot mat der Aart a Weis, wéi mer dat Enn envisagéieren, befaassen. Et ass dat e Sujet, deen net ganz esou einfach unzegoen ass. Hei spillen eng ganz Rei Gefiller an Emotioune mat. Hei muss ee sech mat sengem eegene Liewen an Doud auserneesetzen. Et tauchen existenziell, philosophesch, reliéis Froen op, ob déi een net onbedéngt ëmmer eenzeg an eleng déi richteg Äntwert huet.

Den Doud an d'Froe ronderëm den Doud sinn och oft en Tabusujet an eiser Gesellschaft, Froen, déi een Tendenz huet, ze évitéieren. Sief dat, well domadder traureg Erënnerunge verbonne sinn duerch den Doud vun engem Familljemember oder soss engem, deem ee ganz nostoung, sief dat awer och vläicht, well een Angscht huet virum eegenen Doud.

Et soll een d'Aen awer net zoumaache virun esou wichtege Froen. D'Gesellschaft an d'Politik musse sech kënnen äusseren, an dat geschitt jo och. Esou ass an deene leschte Joren a ganz besonnesch an deene leschte Wochen a Méint ganz intensiv iwwert dës Thematik diskutéiert, jo verschidde Mol souguer gestridde ginn.

Mat deenen Diskussiounen an Décisioune vun haut, egal wéi se ausginn, ass déi Debatt awer sécherlech net ofgeschloss. Et ass och net fir d'éischt, dass mer hei an der Chamber zur Palliativmedezin an zur Euthanasie Stellung bezéie respektiv diskutéieren, wann ech nëmmen un déi zwee Débats d'orientation däerf erënneren, déi de 16. Mäerz 1999 an den 12. Mäerz 2003 hei an der Chamber stattfonnt hunn.

Wéi bei all Ethiksfroe stoussen och hei verschidde Konzeptiounen, verschidde Philosophien, verschidde Weltanschauungen openeen.

Ech erënneren an deem Kontext un d'Debatten an de 70er Joren zum Avortement, wou virun allem déi konservativ Kreesser, an hir Press och besonnesch, sech net mat Ruhm bekleckert hunn, an un d'Debatten zur Ofschafung vun der Doudesstrof Enn de 70er Joren. D'Demokratesch Partei stellt sech an huet sech an der Vergaangenheet deene Froen och nach ëmmer ouni dogmatesch an ideologesch Scheiklappe gestallt; wat ee vläicht net ka vun all Partei heibanne behaapten.

Här President, ech wäert sécherlech keen heibannen iwwerraschen, wann ech soen, dass et bei eis an der Fraktioun kee Fraktiounszwang gëtt, weder an dëse Froen nach an aneren. Jiddfereen entscheet no sengem Gewëssen. Ech perséinlech - erlaabt mer awer, dass ech virgräifen - gesinn déi zwee Texter, mat deene mer haut konfrontéiert sinn, als complémentaire a wäert deemno och déi zwee Texter stëmmen.

Wat elo méi prezis de Regierungstext zu de Soins palliatifs betrëfft: Jo, mir brauchen ouni Zweifel e systemateschen Ausbau vun der Palliativfleeg hei zu Lëtzebuerg. Do besteet och heibannen e ganz largë Konsens. Als Auteur vum Gesetzesprojet N°5303 iwwert d'Soins palliatifs, deen ech iwwregens op den Dag genau viru véier Joer hei déposéiert hunn an op deen de Projet de loi 5584 vun haut gréisstendeels opbaut, kann ech deem nëmmen zoustëmmen.

D'Parentéit tëschent deenen zwee Texter geet souguer esou wäit, dass den Exposé des motifs an deenen zwee Fäll identesch ass. Déi jëtzeg Regierung huet deemno net vill an net laang missen dokteren, fir en neien Text ze preparéieren a fir also kënnen hire Projet de loi hei ze déposéieren.

Entre-temps sinn awer véier Joer vergaangen, an dat gëtt ze bedenken! Well alleguer si mer eis heibannen eens, dass mer esou e Gesetz ganz séier brauchen, jo scho laang missten hunn. Ech stelle fest, dass et véier Joer gedauert huet, bis et elo endlech zum Vote kënnt. Dee Retard kann een den Défenseurë vun der Stierfhëllef net ukräiden. Et sinn net si, déi dëse Projet gebremst hunn; ganz am Contraire. D'Proposition de loi Err/Huss läit scho säit sechs Joer um Dësch an huet an der zoustänneger Chamberskommissioun net vill Zäit an Usproch geholl, esou dass een net kann der Proposition Err/Huss dëse Retard imputéieren.

Ech wëll elo hei net méi, esou wéi ech et schonn ugedeit hunn, op d'Eenzelheete vun deem engen oder aneren Text agoen; dat ass mëttlerweil scho gemaach ginn. Ee Punkt, deen een awer muss ervirsträichen, ass deen, dass dëse Gesetzestext sech awer - géif ech bal soen - wesentlech vun deem vun der viregter Legislatur ënnerscheet, och wann iwwer 90% dovunner identesch sinn.

Et handelt sech ëm de Fait non négligeable, dass schonn am éischten Artikel vum neien Text eng Ajoute komm ass, déi an deenen Artikelen duerno ëmmer erëm zréckkënnt. War am Text vun der viregter Regierung Rieds vun - ech zitéieren -: «toute personne atteinte d'une maladie ou d'une affection, qui, au vu des acquis de la science, est sans espoir de guérison ou de rétablissement», esou steet ewell am Text - ech zitéieren och -: «toute personne en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable». Wat natierlech d'Bénéficiairen, déi e Recht op Palliativmedezin hunn, trotzdeem aschränkt.

Wéi jugéiert ee konkret, wéi wäit dës Krankheet fortgeschratt ass, wéini e Patient also e Recht op Palliativfleeg an op en Apaisement vu senge Schmäerzen huet?

D'Santéskommissioun huet déi Aschränkung nach ënnerstrach, andeem se systematesch duerch de ganzen Text «la personne en fin de vie» derbäigesat huet. Dat heescht also, dass ee scho muss e laange Calvaire hannert sech hunn a scho praktesch um Enn vum Liewen ukomm sinn, fir iwwerhaapt kënnen e Recht op Palliativmedezin ze hunn.

E Kranke wéi den Här Vincent Humbert - d'Madame Lydia Mutsch hat deen aarme jonke Mënsch scho virgestallt -, dee querschnittsgelähmt war vum Fouss bis zum Kapp, hätt deemno iwwerhaapt kee Recht op Palliativfleeg. Dat solle sech emol déi Leit duerch de Kapp goe loossen, déi ëmmer erëm behaapten, d'Palliativmedezin géif duergoen, d'Palliativmedezin géif all Problemer léisen, d'Palliativmedezin géif d'Stierfhëllef iwwerflësseg maachen, mir bräichte jo guer keng Stierfhëllef!

Och wann deen neie Regierungstext par rapport zum ale Regierungstext e bësse verbessert gouf, esou beinhalt en awer nach eng ganz Rei ganz positiv Elementer, wéi de Fait, dass d'Fleegehëllef zu engem Recht erhuewe gouf fir déi Leit, fir déi et um Liewensenn keng Hoffnung méi gëtt, andeems och akzeptéiert gëtt, dass den Doud méi séier wéi op natierlechem Wee kann antrieden.

Wann ech hei vläicht op déi nächst Debatt däerf virgräifen: Hei akzeptéieren also och d'Géigner vun der Stierfhëllef, déi jo d'Onantastbarkeet vum Liewe préconiséieren, dass e Mënsch éischter wéi natierlech verscheet, mä si gesinn - oder wëlle sech dat virmolen! - dësen Doud nëmmen als eng Niewewierkung, souzesoen als e Kollateralschued vun der Palliativfleeg. Den Ënnerscheed awer besteet doranner, dass de Patient a säin Entourage méi laang wéi bei der Stierfhëllef mussen op eng Erléisung waarden.

E positiven Aspekt ass awer sécherlech och deen, dass de Refus vis-à-vis vun der Obstination déraisonnable oder dem Acharnement thérapeutique - wéi mer et genannt haten - net kann zu Poursuitë féieren. Dat entsprécht och dem gesonde Mënscheverstand. En Traitement, deen dem Kranken näischt méi brénge kann, wou keng Hoffnung besteet, dass deejéinege ka geheelt ginn, erbréngt ganz einfach kee Sënn. Hei spille keng finanziell oder wirtschaftlech Iwwerleeunge mat, et geet hei virrangeg ëm d'Würd vum Mënsch, deen net soll zum Spillball vun der Medezin degradéiert ginn.

Zur Directive anticipée wéilt ech fir d'éischt emol soen, dass mir als Demokratesch Partei et begréisst hätten, wann do awer virgedréckte Formulairë wieren oder géifen opgestallt ginn, wëssend, dass ganz vill Leit Schwieregkeeten hunn, fir kënne selwer esou en Text opzesetzen. Dat ass also ouni Zweifel nach e Punkt, deen ee sech misst iwwerleeën.

Déi Directive anticipée war iwwregens och schonn am fréiere Regierungstext virgesinn, mam Ënnerscheed, dass dës soll regruppéiert ginn an der Direction de la Santé; wat de Virdeel hat, dass een op déi Manéier sécher a séier en Accès zu dësem Dokument gehat hätt, mat alle Contrainten natierlech, wat d'Protection des données ubelaangt. Et wär net esou gewiescht, wéi wann hei egal wien Accès zu deenen Donnéeë gehat hätt, mä eenzeg an eleng de concernéierten Dokter.

Hei eppes iwwert d'Bestattungswënsch oder den Don d'organes dranzesetzen, hätt - an do ware mer eis alleguerten an der Kommissioun eens - dëse Kader gesprengt. Deen éischte Volet gehéiert ouni Zweifel an e richtegt Testament. Deen zweete Volet ass vum Gesetz ofgedeckt, nämlech doduerch, dass jiddfereen eigentlech d'office Donneur ass; wier hien dat net, misst hien dat ausdrécklech soen. Dat kann een och dokumentéieren, andeems een d'Käertche bei sech dréit. Oder firwat net et an Zukunft op d'Kaart vun der Sécurité sociale kënnen andrécke loossen?

Op de Congé pour l'accompagnement des personnes en fin de vie wëll ech nëmme kuerz agoen. D'Fro ass opgeworf ginn, ob déi fënnef Deeg Congé, op déi ee Recht huet, duerginn oder net. De Fait, dass nëmmen en Total vu fënnef Deeg pro Fall während enger bestëmmter Period Recht op dee Congé huet, kann een och kritiséieren a sech froen, ob et hei net zu onnéidegem Gestreits tëschent Familljemembere kënnt an engem Moment, dee jo awer soll esou besënnlech si wéi nëmme méiglech. Et ass zwar virgesinn, dass méi Leit sech dee Congé kënne während enger gewëssener Period deelen, mä mat engem Maximum vu 40 Stonnen.

Nach ee Wuert zur Formatioun. Et ass kloer, dass grouss Effortë musse gemaach ginn op dësem Niveau, fir e beschtméiglechen Encadrement vun de Patiente kënnen ze garantéieren. Ech wëll drop hiweisen, dass an der leschter Kommissiounssitzung den Här Minister eis awer do konnt matdeelen, dass dee Règlement grand-ducal op alle Fall amgaang wär ausgeschafft ze ginn, zumindest wat d'Infirmièren an d'Infirmieren ubelaangt.

Wou et effectivement méi schwéier ass, dat ass wat d'Formatioun vun den Dokteren ubelaangt, well mer do vun den auslännesche Kliniken an Universitéitskliniken ofhänken. Mir hoffen awer, dass mer och an deem doten Domän esou schnell wéi méiglech virukommen, well dat ass ouni Zweifel ee vun den Eléments clés vun dësem Gesetzesprojet.

Här President, mam Zoustëmmen zu dësem Projet de loi wäerte mer deemno e wichtege Schrëtt maachen, deen eng Verbesserung duerstellt, awer a mengen Aen nëmmen eng onkomplett Verbesserung ass, well wéi gesot d'Palliativmedezin nëmmen eng Komponent vun deem Ganzen ass a complémentaire zu der Stierfhëllef ze gesinn ass, well net all Fäll kënne vun der Palliativfleeg couvréiert ginn.

Duerfir ass et a mengen Ae wichteg, dass mer och deen zweete Schrëtt maachen an dass elo gläich d'Vertrieder vun der LSAP och bei der nächster Proposition de loi nach ëmmer zu deem stinn, wat se an enger Motioun gesot haten - notamment déi Häre Bodry a Krecké hate se ënnerschriwwen -, well se sech do awer engagéiert hunn.

D'Argument, déi zwee Texter wären onkompatibel, kann ech net gëlle loossen. Ech hoffen, mir bréngen et fäerdeg, verschidden Argumenter vun den Euthanasiesgéigner ze widderleeën an esou deen een oder deen aneren nach iwwerzeegt ze kréien.

Fir ofzeschléissen, wat dëse Projet de loi ubelaangt, hunn ech Vertrauen a meng Kolleege vun der Demokratescher Partei, déi - wéi gesot - kënne stëmmen esou wéi se wëllen. Mä ech sinn awer néanmoins iwwerzeegt, dass mer wäerten hei an der Chamber e ganz large Konsens kréien.

Ech soen Iech Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen no deem exzellenten an ausféierleche Rapport vun eiser Fraktiounskolleegin, der Madame Lydia Mutsch, brauch ech net méi op den Detail vum Projet de loi u sech anzegoen. Dat ass ausféierlech in extenso gemaach gi vun hir respektiv och vun deene Riedner, déi duerno am Numm vun den eenzelne Fraktioune geschwat hunn.

Ech wëll just hei am Numm vun der sozialistescher Fraktioun eis Freed doriwwer ausdrécken, dass et endlech esou wäit ass!

Vill vun eis hei, déi scho méi laang derbäi sinn, waren derbäi '99, waren derbäi 2003, wou all Kéiers erëm no ville Kommissiounssitzungen, no Sitzungen an Debatten an der Plénière, no Ofstëmmungen zu Motiounen a Resolutiounen d'Thematik ronderëm d'Stierfhëllef an d'Stierfbegleedung diskutéiert ginn ass.

Et sinn Absichtserklärungen ausgedréckt ginn duerch d'Chamber, déi weidergereecht gi sinn un d'Regierungen, mä et huet bis haut - elo Februar 2008 - gedauert, bis endlech éischt Konklusioune gezu ginn aus deenen Debatten, déi hei an der Chamber an och dobaussen iwwert déi Thematik gefouert gi sinn.

Endlech ass et esou wäit, dass mer Neel mat Käpp maachen an dass mer déi politesch Absichtserklärungen, déi geäussert gi sinn, ëmsetzen a rechtlech verbindlech Texter!

Dat ass fir eis e grousse qualitative Fortschrëtt par rapport zu deem, wat mer vun Debatten an der Vergaangenheet an der Lëtzebuerger Politik ronderëm deen äusserst sensibelen, äusserst komplexen Thema vu Stierfbegleedung a Stierfhëllef haten.

Dee Regierungstext ass den éierleche Versuch, fir op där enger Säit d'Recht op d'Liewen, de Schutz vum Liewe vereinbar ze maache mat anere Rechter: d'Recht op Eegebestëmmung vum Patient, deen onheelbar krank ass.

Et ass net einfach. All Länner di sech schwéier mat där doter Fro a sécherlech huet keen den Anspruch, d'Patentléisung ze hunn, déi eleng richteg wär.

Dëse Gesetzesprojet vun dëser Regierung, déi de Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo abruecht huet, ass dann och de Versuch, fir e bësse méi Rechtssécherheet an en Domän eranzebréngen, dee legitimerweis d'Privatsphär, d'Intimitéit vun dem Kranken a sengem Ëmfeld betrëfft, respektiv d'Relatiounen tëschent Patient an Dokter; wou et ganz schwiereg ass, fir vu baussen era wëllen anzegräifen an deen dote Beräich. Dat erkläert och, firwat dass et esou laang gedauert huet, dass mer elo eréischt gesetzlech aktiv ginn op deem dote Plang.

Och an Zukunft, dat ass ganz kloer, wäerte Grozone bleiwen. Egal wat fir eng gesetzlech Regelung mer hei festleeën, kann och net alles geregelt ginn, well mer der Meenung sinn, dass a Froe vu Stierfbegleedung a vun indirekter Stierfhëllef - dat si jo déi zwee Domänen eigentlech, déi iwwert deen Text vun der Regierung matbehandelt ginn - net alles kann an däerf am absoluten Detail geregelt ginn. Esou grondverschidde sinn déi eenzel Situatiounen, wéi se sech kënnen um Terrain presentéieren, dass et onméiglech wär, de Versuch ze woen, dat am Detail wëllen alles an en normative Kader eranzekréien.

Et ass awer wichteg, dass probéiert gëtt, méi Liicht an dat Ganzt eranzebréngen an dass mer aus enger Zon vum Non-droit, wou mer e bëssen dra sinn, mat ganz wéinegen Ausnahmen, dach awer duerch deen heite Regierungstext an e gesetzlech reglementéierten, graffe Kader erakommen.

A Froe vu Liewen an Doud léisst sech net alles an Norme festleeën. Och muss een derfir Suerg droen, dass een déi néideg Flexibilitéit an deene gesetzleche Bestëmmungen drabehält, wat déi praktesch Ëmsetzung vun deene festgeluechte Regele betrëfft. Ech géif drëm bieden, vläicht och emol, wann een un déi dote Froen denkt, Vertrauen ze hunn an déi, déi dagdeeglech mussen déi Problemer do géréieren a léisen, an net ëmmer bei allem eng Suerg no méiglechem Mëssbrauch an de Vierdergrond ze stellen.

Dësen Text, an dat ass säin absolut grousse Fort, trëfft op eng breet politesch Zoustëmmung. En ass largement inspiréiert vun deem franséischen Text, der Loi; elo net déi, déi mer als Gesetz nach net kannt hunn, wéi mer d'Koalitiounsverhandlungen haten am Joer 2004, well d'Gesetz eréischt 2005 gestëmmt ginn ass, mä wou awer schonn d'Proposition de loi sengerzäit fäerdeg war.

Mir hunn an de Koalitiounsverhandlungen zesummen - d'LSAP an d'CSV - festgeluecht, dass mer an deem heite Fall net géi-

fen tel quel stoe bleiwe bei deem Projet de loi, deen déi viregt Regierung op den Instanzewee ginn hat, mä dass mer dee géifen ëmänneren, fir eben deenen neien Elementer Rechnung ze droen, déi sech international gemaach hunn an der Tëschenzäit, an notamment där franséischer Initiativ, déi an deem Sënn jo interessant war, dass et eng Initiativ „transpartis“ war, déi iwwert d'Parteiegrenzen erausgaangen ass - an ech géif mer wënschen, dass mer déi Diskussioun och géife probéieren an deem Kader hei ze halen.

Dëse Projet, an dat begréisse mer ausdrécklech als sozialistesch Fraktioun, geet méi wäit wéi de Projet vun der viregter Regierung. Dat a véier Punkten, déi an eisen Aen net onwesentlech sinn.

Fir d'éischt emol gesäit en ausdrécklech am Artikel 3 d'Hypothees vir, wou e palliatiivt Traitement als secondaire Effeten eng Verkierzung vum Liewe vum Patient ka mat sech bréngen. Mir wëssen, dass dat an der Praxis eng Hypothees ass, déi duerchaus spillt, déi net also rengen theoretesche Charakter huet. Et ass also ganz wichteg, dass déi Hypothees méiglechst kloer an engem Gesetzestext geregelt gëtt. Dat geschitt an deem Text vun dëser Regierung.

Zweeten Ënnerscheed zu dem Här Wagner sengem urspréngleche Projet de loi ass deen, dass de Versuch hei gestart gëtt, fir all méiglech administrativ Hürden ewechzehuelen an engem heiklen Domän, wou och schnell a confidentiel muss gehandelt ginn a wou et net gutt ass, dass een ze vill Verfahren, ze vill a schwéierfälleg Prozedure virgesäit. Duerfir ass d'Regierung och dozou iwwergaangen, net méi virzegesinn, dass all Testament de vie, all Directive anticipée - wéi se elo heescht - muss enregistréiert ginn op enger bestëmmtener Plaz. Si gesäit d'Méiglechkeet vun engem fakultativen Enregistrement vir.

Als sozialistesch Fraktioun fanne mer et och gutt, dass d'Persounen d'Méiglechkeet hätten, op enger neutraler Plaz hir Directive anticipée ze hannerleeën, fir dass och sécher ass, dass se, wa se gebraucht gëtt, dann och beim richtegen Destinataire ukënnt.

Drëtt Differenz zum Projet de loi vum deemolege Minister Wagner, dat ass d'obligatoresch Formatioun vun de Professionnels de la santé a vun den Dokteren am Beräich Palliativmedezin, déi ausdrécklech an deem heiten Text virgesinn ass.

Véiert a lescht Differenz ass, dass dee spezielle Congé, deen iwwert deen heite Gesetzesprojet agefouert gëtt, elo e bezueltene Congé gëtt. Dat ass an eisen Aen och eng gutt Saach an eng Verbesserung par rapport zu deem, wat an der Diskussioun war virun e puer Joer.

Ech kann also soen, dass mer als LSAP begréissen, dass iwwert deen heite Wee zu Lëtzebuerg e Recht op Palliativbetreiung agefouert gëtt. Nach musse mer elo dofir suergen, dass mer dat Recht och konkret ëmsetzen; nach musse mer dofir suergen, dass a puncto Infrastrukturen, a puncto Servicer, a puncto Ausbildung och alles gemaach gëtt, fir dass dat Recht net en eidelt Recht bleift, mä dass wierklech all Eenzelnen, deen an der Situatioun ass, och kann op dat Recht do zréckgräifen an et och praktesch akloe kann.

Als LSAP begréisse mer och d'Aféierung an d'Regelung vun der Directive anticipée, déi net en einfachen Text ouni Effeten ass, mä wou d'Gesetz och kloer seet, wat eigentlech déi konkret Effete si vun esou enger Direktiv, wéini dass se gülteg ass, an dass den Dokter muss deem Rechnung droen, wat an deem biologeschen Testament vum Patient festgeluecht ginn ass.

Schliesslech begréisse mer och d'Aféierung vun engem Congé d'accompagnement, esou wéi en am Gesetz virgesinn ass.

Fir eis als Fraktioun ass dëse Gesetzesprojet en däitleche Schrëtt no vir par rapport zu deem, wat mer hei zu Lëtzebuerg als Regelung kennen, en däitleche Schrëtt och no vir par rapport zu deene politeschen Diskussiounen, déi mer iwwert déi lescht zéng Joer zu där doter Fro haten. Dësen Text bréngt méi Liicht, e bësse méi Rechtssécherheet an d'Behandlung vum Patient, deen um Enn vu sengem Liewen ukomm ass, an e respektéiert d'Rechter an d'Flichte vun deene concernéierte Persounen an deem ganzen Zesummenhang vun der Stierfbegleedung a vun der Stierfhëllef.

Och zu deem heite Punkt hu mer selbstverständlech, wéi déi aner Fraktiounen och, Ofstëmmungsfräiheet, Gewëssensfräiheet bei eisen Deputéierten. Ech kann Iech awer soen, dass all sozialistesch Deputéiert dee Regierungstext hei wäerte stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt mech am Numm vun der grénger Fraktioun haut hei zum Thema Palliativmedezin a Soins palliatifs relativ kuerz halen, an dat virun allem aus véier Grënn:

Éischtens, well déi honorabel Madame Lydia Mutsch, d'Rapportrice vun deem virleiende Gesetz, an hirem Rapport op eng ganz iwwersiichtlech Aart a Weis déi wichtegst Dispositiounen dovunner erkläert an duergeluecht huet.

Kuerz och - zweetens -, well viru mir schonn dräi bis véier aner Riedner, besonnesch den honorabelen Här Meyers, déi wichtegst Dispositiounen an Erneierunge vum Gesetz nach eng Kéier sachlech widderholl a kritesch gewürdegt hunn, an ech selbstverständlech och keng Loscht hunn, hei Widderhuelungen a Widderhuelungen ze maachen.

Kuerz, well ech - drëttens - selwer am Numm vun deene Gréngen an enger Interpellatioun am Joer 1996 schonn op d'Wichtegkeet vun der Förderung vun der Palliativmedezin higewisen hat, an dat och 1999 an 2003 am Kader vu parlamentareschen Orientéierungsdebatte widderholl an ënnerstrach hat.

A véiertens, kuerz, well grad och eis Press an eis Medien an de vergaangenen Deeg a Wochen den Aspekt Soins palliatifs bei der Debatt ëm Stierfhëllef a Stierfbegleedung relativ kloer a verständlech no baussen duergestallt hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, ënner engem palliative Gesamtkonzept versteet een am Wesentlechen, medezinesch betruecht, engersäits eng méiglechst effikass Schmäerzbekämpfung mat Hëllef vu verschiddene Medikamenter, an anerersäits, wann net méi ze heelen ass, wann et kurativ austherapéiert ass, eng ëmfaassend a beschtméiglech Fleeg, also Soins palliatifs, fir dee Stierwenden op sengem leschte Wee ze begleeden an him nach eng relativ Liewensqualitéit ze sécheren, obschonn een do beim Begréff Liewensqualitéit selwer sécher scho gravéierend Aschränkunge muss maachen.

Als Gréng hate mir dës Konzepter vu Schmäerzbekämpfung a Fleeg net eréischt an eiser Interpellatioun vun 1996 ënnerstëtzt, mä mir haten eis scho vill méi fréi d'Fro gestallt, wéisou grad eng wierksam Bekämpfung vu Péng a Leed net schonn zënter vill méi laangem zur Haaptprioritéit an der Medezin gezielt huet, well fir jiddfer Kranken evidenterweis net nëmme säi krankt Organ vu Wichtegkeet ass, mä vill méi oft haaptsächlech déi kierperlech Péng, déi domadder ka verbonne sinn.

An esou wéi mer eis also elo doriwwer wonneren, wéisou et esou laang gedauert huet, bis endlech lues a lues an nach laang net iwwerall eng wierksam Schmäerzbekämpfung sech schéngt duerchzesetzen, esou wonnert et eis eigentlech genausou staark, wéisou et huet misse bis Februar 2008 daueren, bis mer elo haut endlech e gewësse legale Kader dofir solle schafen. Well laang gedauert huet et ganz kloer!

D'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité an Omega 90 si gegrënnt ginn an de Joren 1989 an 1990 an hir Fuerderunge sinn also zënter 18 Joer bekannt. Zënter eiser grénger Interpellatioun doriwwer am Joer 1996 sinn an der Tëschenzäit bis haut schonn erëm eng Kéier zwielef Joer verstrach, an deene vun eise Regierunge virdru bäi Wäitem net genuch gemaach ginn ass, esou datt zum Beispill ee vun de grousse Pionéier vun der Palliativmedezin hei zu Lëtzebuerg, den Dokter Bernard Thill, viru kuerzem nach geschriwwen hat, d'palliativ Soinë géife sech hei zu Lëtzebuerg nach an engem „état embryonnaire“ befannen.

Dir Dammen an Dir Hären, net alles stëmmt sécherlech un där Ausso. Wat awer un där Ausso sécher stëmmt, ass de Fait, datt haut leider nach ëmmer esou munch Leit hei am Land net schmäerzfräi dierfe stierwen an datt et weiderhi Fäll gëtt, och haut, wou de Stierfprozess nach laang net esou schmäerzfräi verleeft, wéi et eigentlech zënter laangem scho misst de Fall sinn. Doriwwer hunn nach viru kuerzem d'Comitésmembere vun der Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité an deene vergaangenen een, zwee Méint esou munch Témoignagë kritt.

Et stëmmt also sécherlech, datt d'Palliativmedezin hei zu Lëtzebuerg leider nach net staark genuch entwéckelt ass, obscho virun allem zënter zwee, dräi Joer - géif ech emol soen - elo awer op enger ganzer Rei vu Plazen endlech eng Partie Effortë gemaach gi sinn; e wéineg méi um Plang vun de Spideeler insgesamt - do schéngt et elo besser ze goen -, mä wou et virun allem nach e wéineg hapert, dat ass um Niveau vun de sougenannte Structures extrahospitalières. Dat heescht, doheem, do bleift nach esou munches ze maachen.

Eng wëssenschaftlech Evaluatioun doriwwer, wéi wäit d'Palliativmedezin hei am Land entwéckelt ass, steet eis leider zurzäit net zur Verfügung. An eng zousätzlech Schwieregkeet besteet och nach doranner, datt tëschent verschiddene Palliativmedeziner oder -servicer keng total, keng ganz wäitgehend Eenegkeet doriwwer besteet, wéini, wéi ëmfaassend a wéi wäitgehend d'Palliativmedezin soll an däerf agräifen, fir de Krankheets- a Stierfprozess ze begleeden.

Et dierft duerfir och aus all deenen ugeféierte Grënn esou sinn, datt mer am Projet de loi eigentlech keen absolut, individuell aklobaart Recht op Palliativmedezin stoen hunn, mä just en Droit d'accès zu esou Soins palliatifs, wann déi Soins palliatifs dann iwwerall bestinn.

Dir Dammen an Dir Hären, nach e lescht Wuert zu dëser Fro, firwat d'Palliativmedezin hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer net esou wäit entwéckelt ass, wéi et eigentlech misst sinn. Zënter datt et Omega 90 gëtt, also zënter 18 Joer, ass vu munche Palliativmedeziner oder awer och vu Géigner vun der Dépénaliséierung vun der Euthanasie ëmmer erëm behaapt ginn, wann d'Euthanasie géif dépénaliséiert ginn, da wier dat fir de Stat méi bëlleg, an duerfir géif d'Palliativmedezin net genuch gefördert ginn.

Dat gouf also schonn zënter ronn 18 Joer ëmmer erëm behaapt, mä et gouf awer bis haut am Joer 2008 leider nach keng gesetzlech Dépénaliséierung vun der Euthanasie. Un der Euthanasie kann et also ganz sécher net gehaangen hunn, wann d'Palliativsoinen hei am Land nach ëmmer net wäit genuch entwéckelt sinn. D'Responsabilitéit dofir läit sécher bei anere Considératiounen a bei aneren Ursaachen, mä doriwwer wéilte mer haut op esou engem wichtegen Dag keng Scholdzouweisunge maachen.

Wichteg ass elo an eisen Aen éischtens, datt elo am Joer 2008 endlech dee legale Kader geschafe gëtt. A wichteg ass an den Ae vun deene Gréngen zweetens, datt d'Palliativmedezin an d'Soins palliatifs elo endlech déi noutwendeg finanziell, logistesch, formatiounsbezunnen an infrastrukturell Méiglechkeete kréien, fir datt se méiglechst schnell a méiglechst flächendeckend kënnen organiséiert ginn, souwuel an de Spideeler wéi am Extrahospitalier.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng sti ganz kloer fir d'Recht vum Eenzelnen, fir mënschewierdeg a selbstbestëmmt kënnen ze stierwen. Dozou gehéiert selbstverständlech d'Recht op Schmäerzbekämpfung an d'Recht, wann dat vum Eenzelnen esou gewënscht ass, op Stierfbegleedung.

Mä esou wéi et dobäi an eisen Aen e Recht, en Usproch, eng engem zoustehend Offer muss sinn, esou kloer muss et ëmgekéiert an eisen Aen awer och sinn, datt aus deem Recht keng Obligatioun dozou däerf entstoen, zum Beispill eng Flicht sech beim Stierfprozess mussen, sief et duerch Famill, Psychologen oder Paschtouer, begleeden ze loossen. Well an eisen Ae beim Krankheets- wéi beim Stierfprozess den ausdréckleche Wëlle vum Patient a säi Recht op Selbstbestëmmung ëmmer am Vierdergrond muss stoen, sollt et fir de Betraffenen och just eng méiglech Optioun sinn, fir um Enn vum palliative Wee de Wee vun der sougenannter Sédation terminale kënnen ze akzeptéieren, dat heescht, de Wee vun ëmmer méi héich doséiertem Morphium an anere Schmäerzmëttelen, déi dann als Niewewierkung den Doud kënne méi schnell erbäiféieren.

Dës Sédation terminale als ee méigleche Wee um Liewensenn, sollt also an eisen Aen eng seriö Optioun sinn, mä et dierft awer ëmgekéiert keen automateschen Zwang ginn. Och do muss also - an dat ass u sech positiv um Gesetz - de Patient iwwert déi Méiglechkeeten, mä awer och iwwer eventuell Begleiterscheinunge vun deenen ëmmer méi héich doséierte Medikamenter informéiert ginn. De Betraffene muss dann awer och mat dësem sedative Wee, dee sech munchmol iwwer e puer Deeg oder méi laang kann erstrecken, d'accord sinn.

Wat awer, wann dee stierwende Patient an enger eventuell deeglaanger Agonie kee Sënn méi gesäit an da léiwer méi schnell, méi direkt wëllt erléist ginn? Dorobber a fir déi Leit gëtt d'Palliativgesetz leider keng satisfaisant Äntwert. Dat ass allerdéngs eng éischt méi inhaltlech Kritik un dësem Gesetz.

Positiv ass natierlech am virleiende Gesetz, datt en Dokter, deen en onsënnegen Acharnement thérapeutique refuséiert, pénal net méi ka bestrooft ginn. Mä ganz nei ass dat jo awer och net, well dat jo awer schonn am Spidolsgesetz vun 1998 kloer verankert gi war.

Awéiwäit et iwwregens am Eenzelfall, an dat trotz Code de déontologie vun den Dokteren, trotzdeem nach zum Acharnement thérapeutique a munche Fäll kënnt, och doriwwer hu mer heiansdo just Angaben, déi mer kréien, mä mer hu leider awer keng offiziell Chifferen an Estimatiounen doriwwer.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ee mam Prinzip a mam konkreten Akraafttriede vun engem Palliativgesetz also sécherlech d'accord ass, da bedeit dat awer net, datt een total kritiklos mat alle Bestëmmunge vun Artikelen an esou engem Gesetz muss d'accord sinn. Ech hat mech an der Kommissioun am Numm vun deene Gréngen duerfir och a munche Punkten enthalen, well dobäi munch Onkloerheete bleiwen, well munches eis ze restriktiv schéngt oder well Insuffisancë virleien. A Stéchwierder nëmmen:

Beim Artikel 1 - ech hunn et scho gesot, et ass och vum honorabelen Här Meyers gesot ginn - gëtt also just nach vun engem Accès zu deene Soins palliatifs geschwat, an net méi vun engem aklobare Recht.

Zweetens, dëst Gesetz beschränkt sech op d'Phase avancée ou terminale vun enger schwéierer Krankheet. Wat awer geschitt mat all deenen aneren, vun deenen och schonn de Kolleeg Carlo Wagner geschwat huet, déi theoretesch a praktesch nach vill méi laang kéinte liewen, esou wéi de Vincent Humbert, déi also guer net an enger Phase terminale sinn? Zum Beispill déi Leit, déi eventuell schonn zënter Joren total querschnittsgelähmt sinn an déi individuell no enger gewësser Zäit einfach kee Sënn méi an esou engem Weiderliewe gesinn.

Déi Leit, déi d'RTL-Sendung um Fernseh gesinn hunn, kënne sech vläicht erënneren, datt do eng Infirmière vun esou enger Situatioun bericht huet, wou e Patient sechs oder aacht Joer scho komplett tétraplégique war, deen där Infirmière no schonn zënter Jore gesot huet, hie wéilt net méi viruliewen.

Wat kéint dëst Gesetz zum Beispill - dat huet den Här Carlo Wagner richteg gesot - am Fall vum Vincent Humbert maachen? Wou et bekanntlech iwwerhaapt net ëm d'palliativ Schmäerzbekämpfung gaangen ass an deen trotz optimaler palliativer Begleedung - well déi war gutt zu Berck an deem Spidol, wou hie war - net méi esou wollt weiderliewen oder a sengem Fall eventuell vegetéieren, well hie war net nëmme querschnittsgelähmt, hie war och nach blann an hat nach aner Problemer. D'Äntwert ass kloer, datt d'Palliativgesetz an deem dote Fall net vill kéint maachen.

Wat kann d'Palliativgesetz maachen an aneren esou Fäll wéi déi leschte Wochen - déi leschte Wochen, betounen ech - zum Beispill vu grausame Multiple Sklerosen oder Amyotrophe Lateralsklerosen, vu muskuläre Dystrophien an anere schlëmmen Erkrankungen, wou et net ëm kierperlech Schmäerzbekämpfung geet, mä vill méi ëm brutal Angscht- a Panikattacken, well déi Leit herno permanent a besonnesch nuets Angscht hu mussen, ze erstécken?

Et kéint een nach munch aner Situatiounen uféieren, och vun Tumeuren, vu Kriibsen, déi fuerchtbar mutilant sinn, wou eventuell nach d'Péng kann ënnerdréckt ginn, mä net méi déi Situatioun, déi vun deene Leit aus gesinn fir si onerdréiglech an onwürdeg ginn ass, an där sech déi Leit dann heiansdo befannen.

Et ass an eisen Aen also kloer, datt op dësem Punkt d'Palliativgesetz ze kuerz gräift an am Interessi vun all deene geschilderte Leit a Situatioune misst ergänzt ginn. Dat geschitt zum Beispill bei der Proposition de loi iwwert d'Dépénaliséierung vun der Euthanasie, déi d'Madame Err an ech haut hei virleeën.

Onkloerheete bestinn - ech hat et am Ufank schonn ugedeit - och bei der Fro, wien ab wéini ënner wat fir enge Konditiounen Accès zu de Soins palliatifs soll kréien, well do munches jo och nach iwwer Règlement-grand-ducale soll geregelt ginn. Duerfir bleiwe wéi zum Beispill bei der Fro vun der Formatioun, wéi déi Formatioun soll ausge-

sinn a wien déi Formatioun soll finanzéieren, insgesamt bei der Finanzéierung och nach munch Onkloerheeten.

Et gëtt gesot, d'Assurance maladie an d'Assurance dépendance sollen déi palliativ Fleegeakte finanzéieren, mä et ass bis haut net ganz kloer, awéiwäit an no wat fir enge Kritären an Normen zum Beispill de Contrôle médical bereet ass, de Verschreiwungswënsch vun den Dokteren entgéintzekommen. Ze verhandele bleiwe jo och nach d'Tarificatiounen an déi sougenannte Lettre-cléen do dervun, esou datt am Moment och de finanzielle Volet vun dësem Projet e wéineg nebulös bleift. Als Gréng, well mir awer kloer fir eng gutt a fir eng human Palliativmedezin antrieden, plädéiere mir natierlech fir grousszügeg a géint just minimal Léisungen do derbäi.

Eng aner Kritik bezitt sech op déi virleiend Dispositions de fin de vie, well do an eisen Ae keng wierklech Selbstbestëmmung vum Patient virgesinn ass. Hien däerf zwar soen, wat hien als Behandlung oflehnt, mä wann hien zum Beispill fir gewësse Situatioune schreift, an esou gewësse Situatiounen hätt hie gären eng direkt a schnell Stierfhëllef, dann hätt dat iwwerhaapt keng Bedeitung, keng Valeur, well jo dëse Wonsch no direkter Stierfhëllef laut Palliativgesetz net virgesinn ass.

Eng klenger Kritik, dorobber hat den honorabelen Här Carlo Wagner schonn higewisen, op déi ech och net länger wëll agoen, bezitt sech op d'Durée vum Congé vu fënnef Deeg fir e Member vun der Famill, deen eis e wéineg ze kuerz ass, virun allem net flexibel genuch ass. Mä dat si jo Saachen, déi an de kommende Méint oder Jore relativ schnell kéinten nogebessert ginn.

E leschte Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, deen ech hei och just wollt erwähnen, well ech bei der Proposition de loi nach vill méi genee wäert dorobber agoen, dat ass déi ethesch Problematik bei der sougenannter „sédation terminale", déi an eisen Ae vergläichbar etlech Froen a Problemer opwerft, wéi bei der Fro vun der Euthanasie. De Patient muss informéiert ginn a muss dozou säin Accord ginn. Wéi soll dat zum Beispill geschéien? Wier et net néideg, datt deen Accord och schréftlech misst fixéiert ginn? Wéi steet et mat der Kontroll a mat der Evaluatioun vun esou Sédations terminales? Dorobber wäert ech herno nach eng Kéier zréckkommen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen als Gréng, datt kee Gesetz wierklech perfekt an optimal ass, a mir sinn duerfir der Meenung, datt een elo dësem Gesetz wierklech emol eng Chance sollt ginn, fir sech kënnen ze bewähren. Mir hunn duerfir och elo haut net schréftlech Amendementer abruecht - ech hunn eng Rei Kritike gemaach; mir hätte jo kënnen Amendementer derfir bréngen. Mir hunn dat ganz bewosst net gemaach, mir hu keng schréftlech Amendementer virgesinn a wäerten och keng erabréngen, fir dëse Gesetzesprojet ze verbesseren, well et géif jo nëmmen drëm goe fir en ze verbesseren. Obschonns esou Amendementer relativ schnell aus dem Tirang ze zéie wieren.

Mir wäerten also hanneno als Gréng, trotz enger Partie Kritiken an trotz enger Rei vu Bedenken, geschlossen derfir stëmmen, an der Hoffnung, datt duerno och d'Proposition de loi iwwert d'Dépénaliséierung vun der Euthanasie, déi fir eis ee Complément ass zu dësem Gesetz, eng Majoritéit wäert fannen. Ganz fräi nom Motto: Jo zu engem generéisen Ausbau vun de Soins palliatifs, mä parallell dozou och Jo zu den Ziler vun der Propositon de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Huss. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt vläicht eng Virbemierkung. Ech hat am Ufank vun der Sitzung vun haut eng Modifikatioun vum Ordre du jour verlaangt, an ech hat zum Schluss vun där Debatt eng Fro opgeworf, ob een da kéint eng Äntwert kréien, wann de Projet de loi an d'Proposition de loi haut gestëmmt géife ginn, wéi dann d'Prozedur hannendru géif geschéien.

Ech stelle fest, datt ech keng Äntwert op déi Fro kritt hunn. Déi war vu menger Säit aus net iergendwéi parteipolitesch geduecht, mä dat war eng formaljuristesch Fro, well ech einfach der Meenung sinn, datt eng Chamber, wa se eng Debatt féiert iwwer Projets de loi a Propositions de loi an och driwwer ofstëmmt, sech misst am Viraus doriwwer kloer sinn, wat herno d'Konsequenze vun deenen zwee Votë wieren. Ech stelle just fest, datt mer zu dësem Zäitpunkt dat net wëssen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Gesetz iwwert d'Palliativmedezin wëll ech och vun eiser Säit aus fir d'éischt der Kolleegin Lydia Mutsch villmools Merci soe fir hire schréftlechen an exzellente mëndleche Bericht, dee se haut gemaach huet, wat eis erlaabt, datt mer net méi brauchen op all Detailer anzegoen. Wann een als sechste Riedner drukënnt, dann hunn d'Virriedner quasi déi Nuancen, déi nach ervirzesträiche waren, alleguer gemaach.

Dëse Projet huet eng laang Virgeschicht. Den Dépôt ass gemaach ginn de 7. Juni 2006, a während enger Rei vu Sitzungen huet d'Kommissioun sech mat de concernéierten Organisatiounen hiren Avisë beschäftegt. Et war en Hearing. Et ass also eng breet Diskussioun gefouert ginn, wou all concernéiert Leit mat abezu gi sinn an déi an enger ganzer Rei vu Sitzungen zum Schluss och zum Deel respektéiert si ginn doduerch, datt d'Kommissioun Amendementer virgeholl huet, déi dunn en Afloss an de Projet kritt hunn. Ee Projet, deen e Rapport zum Schluss hat, deen elo de 14. Februar an der zoustänneger Kommissioun eestëmmeg ugeholl ginn ass.

Här President, mam Doud huet d'Mënschheet sech nach ëmmer schwéiergedoen, obschonns ee kéint soen, et wier dat Normaalst vun der Welt an och vläicht dat Gerechste vun der Welt, well keen dervu verschount bleift. Duerfir ass et een Thema, wat déi grouss Majoritéit léiwer verdrängt. Déi wéinegst Leit stierwe gären a keen huet gären, wann e Mënsch vun engem geet, deen ee gären hat oder deen ee gutt kannt huet an deen engem nostoung.

Niewent dem Doud selwer beschäftegt déi meescht Mënschen awer doriwwer eraus, wéi se dee Schrack, deen definitive Schrack vum Liewen an den Doud maachen. De schéinen Doud, wéi mer en esou schéin am Volleksmond nennen, wou mer no engem schéinen Owend an d'Bett ginn, gemittlech aschlofen a moies net méi waakreg ginn, ass a bleift d'Ausnahm.

Ganz oft sinn déi lescht Stonnen, Deeg, Wochen, jo Méint vum Liewe vun engem Mënsch déi batterst, déi schmäerzlechst, un éischter Stell fir déi betraffe Persoun selwer, awer och fir déi Leit, déi hir nostinn.

De medezinesche Fortschrëtt, deen net ze ëmstreiden ass, léisst eis engersäits wuel méi al ginn, awer och vill méi Leit ginn duerfir um Schluss vun hirem Liewen zu engem Fleegefall, mat all senge Konsequenzen.

Gott sei Dank huet am Laf vun der Zäit d'Mënschheet sech méi oppen, méi fräi mat deem Thema beschäftegt. Et ass keen Tabuthema méi. Jiddfereen ass sech der Problematik bewosst a jiddferee weess, datt et net nëmmen deen aneren, mä och hie selwer treffe kann. Duerfir huet d'Gesellschaft sech ëmmer méi mat där Problematik beschäftegt.

An deenen enge Länner méi fréi, an deenen anere Länner méi spéit, huet sech net nëmmen um Niveau vun der Medezin, mä och an der Gesellschaft, an der Mentalitéit selwer an domadder um politesche Plang eppes geännert. Hei zu Lëtzebuerg ass d'Debatt am Fong 1996 ugelaf, an duerch d'Gesetz vum 28. August 1998 iwwert d'Établissements hospitaliers ass eng éischt Referenz op d'Palliativmedezin gemaach ginn.

D'Chamber hat eng spezial Ethikkommissioun agesat, fir een Débat d'orientation de 16. Mäerz 1999 iwwert d'Médecine palliative, den Acharnement thérapeutique an d'Euthanasie ze preparéieren.

D'Madame Rapportrice huet an hirem schréftleche Rapport am Detail souwuel d'Gesetz wéi deen Débat d'orientation nach eng Kéier erkläert. Prinzipiell musse mer awer aus deem Débat d'orientation festhalen, datt e ganz grousse Konsens bestoung, d'Ugebuet un der Palliativmedezin ze verstäerken an auszebauen, genausou iwwert d'Aféierung vun engem Testament de vie.

Dëse breede Konsens huet d'Chamber dunn och a Motioune festgehalen. Kee Konsens bestoung an der Fro iwwert d'Euthanasie, wou d'Kolleegin Lydie Err an de Kolleeg Jean Huss de 5. Februar 2002 eng Proposition de loi deponéiert hunn.

De Projet de loi 5584 iwwert d'Palliativmedezin, dee mer elo hei diskutéieren, dréit de Recommandatiounen, wéi d'Chamber se an hire Motiounen nom Débat d'orientation de 16. Mäerz 1999 festgehalen huet, Rechnung, an duerfir fënnt och dëse Projet d'Zoustëmmung vun der ADR.

Objektiverweis muss een awer ernimmen, datt de fréiere Gesondheetsminister Carlo Wagner den 19. Februar 2004 och schonns e Projet de loi deponéiert hat, dee gréisstendeels an déiselwecht Richtung gaangen ass, deen awer no de Chamberswahle vun der neier Regierung iwwerschafft ginn ass. De Kolleeg Carlo Wagner huet elo éinescht hei bedauert, datt et véier Joer gedauert huet no sengem Projet de loi, bis dann haut en neie Projet de loi hei zur Ofstëmmung kënnt.

Ech wëll dem Kolleeg Carlo Wagner an aller Frëndschaft soen, datt hie véier Joer an aacht Méint Minister war, bis hien e Projet de loi deemools fäerdeg bruecht hat, an en dräi Méint virun de Chamberswahlen, also kuerz virun de Chamberswahlen deponéiert huet, wëssend, datt en net méi kéint virun de leschte Wahle gestëmmt ginn, a wëssend, datt en automatesch géif an dës Legislaturperiod iwwergoen. Hie war also e bësse méi lues, wéi den neie Gesondheetsminister.

(Interruption)

Jo, mä en huet awer trotzdeem laang gebraucht.

Wat elo d'Objektiver vun dësem Projet de loi ubelaangt,…

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här Gibéryen, wann Dir eng Kéier an d'Regierung kommt, Dir maacht alles dat éischt Joer!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Wagner, mir maachen et sécherlech net méi schlecht, wéi Dir et versicht hutt ze maachen.

Wat elo d'Objektiver vun dësem Projet de loi ubelaangt, esou huet d'Madame Rapportrice déi am Detail presentéiert, esou datt ech nach just punktuell Bemierkungen eisersäits brauch ze maachen.

De Projet de loi gëtt eis déi legal Basis, fir d'Instrumenter, wat d'Organisatioun an d'Finanzéierung vun der palliativer Fleeg ugeet, ze iwwerhuelen, dat am Kader vun der bestehender Législatioun, esou wéi se vun der Union des Caisses de maladie applizéiert gëtt.

Dëst Gesetz féiert doriwwer eraus d'Directive anticipée an, oder den Testament de vie, wéi mer et bis elo am Prinzip genannt hunn. Dës Directive anticipée gëtt der eenzelner Persoun d'Méiglechkeet, am Fall wou si onheelbar krank géif ginn an zu deem Zäitpunkt net méi à même wier, selwer hire Wëllen zum Ausdrock ze bréngen, am Viraus hire Wonsch zum Ausdrock ze bréngen, wat fir Traitementer si ganz oder guer net an deem Fall wëllt kréien.

Am Fall, wou dat antrëtt, versicht den Dokter, de Wëlle vun där Persoun ze erfëllen. Duerfir muss den Dokter awer déi Vertrauenspersoun, déi an der Direktiv festgehale ginn ass, konsultéieren.

Wann also eng Direktiv besteet, ass den Dokter am Prinzip gehale festzestellen, ob déi an der Direktiv festgehale Situatioun och esou agetratt ass, an ass da gehalen, dem Wonsch vun der Persoun nozekommen.

D'Zil vun der Palliativmedezin ass d'Begleeden an den Doud, wa méiglech schmäerzlos. Duerfir ginn am Prinzip keng medezinesch Akte méi gemaach, déi e Verlängere vum Liewen als Konsequenz hätten, mä wéi gesot, et gëtt alles gemaach, fir de Mënsch schmäerzlos stierwen ze loossen. Den Dokter ass also net méi, wéi dat bis elo de Fall war, laut dem Code de déontologie vun den Dokteren an der Gesetzgebung verflicht, alles ze maachen, fir de Mënsch um Liewen ze erhalen, a kann och net méi duerfir strofrechtlech verfollegt ginn.

Dës Moossnam entsprécht enger laangjähreger Fuerderung vun den Dokteren, déi sech bis elo a solche Situatiounen an enger schwiereger rechtlecher Lag befonnt hunn.

Här President, ech hu virdru gesot, datt et d'Zil vun der Palliativmedezin wier, déi betraffe Persoun wann nëmme méiglech schmäerzlos an den Doud ze begleeden, mä net nëmmen déi Persoun selwer soll begleet ginn, mä och déi Leit, déi hir nostinn. Duerfir féiert dëst Gesetz e Congé spécial vu fënnef Deeg pro Joer a pro Fall an. Dëse Congé kann an enger Kéier geholl ginn oder am Accord mam Patron och fractionnéiert ginn. Dëse Congé gëtt wéi e Krankeschäi betruecht an och vun der Krankekeess bezuelt.

Sécherlech kann een d'Fro stellen, ob fënnef Deeg duerginn an ob eng Famill sech eens gëtt. Mä wéi bei all Gesetz ass et en Ufank, an d'Erfahrung wäert eis weisen, ob déi Regelung hei gutt ass oder ob se muss nogebessert ginn.

Genausou gutt wéi bei de Krankeschäiner hu mer och hei de Problem vun de Fräiberuffler, den Indépendanten, déi sécherlech an dësem Fall net op esou eng gesetzlech Moossnam kënnen zréckgräifen.

D'Palliativmedezin ass also e Ganzt. Et kéint ee soen, eng Teamaarbecht. Et ass un éischter Stell déi betreffend Persoun selwer, hiert Ëmfeld, d'Famill, Frënn, Bekannten, d'Dokteren, dat paramedezinescht Personal a vill Fräiwëlleger, déi sech an d'Palliativmedezin abréngen.

D'Palliativmedezin huet a kritt Erfolleg, wann engersäits dat ëmgesat gëtt, wat an dësem Gesetz festgehalen ass, a wann anerersäits d'Politik bereet ass, déi finanziell Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir d'Palliativmedezin och flächendeckend an eisem Land ze offréieren an de Spideeler an a Strukture wéi Alters- oder Fleegeheemer, bei der Betreiung vun handicapéierte Mënsche bis hin zur Fleeg doheem.

Et ass och eng personalintensiv Fleeg, an déi mer bereet musse sinn, ze investéieren, souwuel an d'Aarbecht an an den Equipement wéi och an eng geziilten a spezialiséiert Formatioun vun den Dokteren an dem paramedezinesche Personal.

Wann ech soen, Här President, datt et eng deier Investitioun ass, da musse mer als Gesellschaft bereet sinn, dat ze bezuelen.

Ech war de Moien e bëssen enttäuscht, wéi ech am Radio eng Madame héieren hunn, déi Psychologin war, déi eng Ausso gemaach huet, déi mech am Fong e bëssen opgereegt huet. Si huet gesot: „Et ass e wéineg eng Vermëschung vun ethesche Problemer, déi eigentlech an ethesch Kommissioune gehéieren, mat politeschen, voire finanziellen Intérêten. Ech mengen, och eng Medezin, déi laang stierwend Leit begleet, ass eng ganz deier Medezin." An da relativéiert se dat e bëssen hannendrun, andeem se seet: „Mä dat soll natierlech net fir oder géint eng Stierfhëllef benotzt ginn."

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Och d'ADMD - de Kolleeg Huss huet se virdrun hei ernimmt - huet de 14. Februar am „Tageblatt" an engem Artikel geschriwwen: „‚Das Leben hat keinen Preis, aber die Pflege hat ihre Kosten', gibt er zu bedenken. Es sei schon erstaunlich, dass keinerlei Schätzungen über die Kosten bestehen, die mit der gesetzlichen Einführung der Palliativmedizin auf das Gesundheitswesen zukommen."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn der Meenung, wa mer als Parlament hei eng Palliativmedezin aféieren - an ech sinn iwwerzeegt, datt mer dat Gesetz de Mëtteg hei eestëmmeg stëmme wäerten -, dann däerf et net eng Fro vun de Finanze sinn. A wa mer esou Diskussioune féieren, wat de Käschtepunkt ass am Kader vun der Palliativmedezin, da kritt ee Gedanken, déi vill méi wäit engem ze denke ginn, datt déi Leit op eemol sech Gedanke maachen, wat aner Leit hei am Land kaschten, wa se krank ginn.

An ech denken och do u Leit...

(Interruption)

Ech sinn direkt fäerdeg, Här Huss.

Ech denken och do u Leit, déi...

Mme le Président.- Här Gibéryen, däerf den Här Huss eng Fro stellen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Selbstverständlech, wann et eng Fro ass.

Mme le Président.- Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här Gibéryen, Dir hutt mech do zitéiert aus engem Artikel, mä...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn net Iech zitéiert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Dir hutt eppes zitéiert. Ech wollt awer kloer soen, a menger Ried hunn ech hei gesot, datt mir derfir sinn, datt d'Soins palliatifs grousszügeg missten équipéiert sinn. Also eis kënnt Der keng Gedanken ënnerschieben, eis géif et ëm ekonomesch Saachen hei goen.

Mme le Président.- Merci, Här Huss. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll dem Här Huss soen, datt ech net den Här Huss hei

zitéiert hunn. Ech hunn hei en Artikel vun der ADMD zitéiert, wou dat drasteet, an ech hu gesot, och Dir hutt d'éinescht déi Organisatioun ernimmt.

Wann ech allerdéngs deen Artikel liesen, da gesinn ech, datt do steet: „...aus deren Reihen auch die beiden Abgeordneten Lydie Err und Jean Huss kommen...", an da muss ech dat awer vläicht fairerweis hei derbäisoen. Op där Pressekonferenz ass eben déi Fro vun der Finanzéierung vun der Palliativmedezin opgeworf ginn.

Ech wëll net méi wéi dat hei festhalen, well wann ech mer d'Fro stellen, wat d'Palliativmedezin kascht, da maachen ech mer meng Gedanken, datt och Leit op Gedanke komme kéinten, wat aner Krankefäll hei kaschten. Ech denken dann u Leit, déi handicapéiert vläicht op d'Welt kommen an e ganzt Liewe laang gefleegt musse ginn. Dat kascht vill méi, an dat schéngt mir awer dat Normaalst vun der Welt ze sinn, datt mer fir d'Finanze vun där Fleeg opkommen.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Mir schéngt dat och esou.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Duerfir kommen ech zum Schluss. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'Palliativmedezin kréie mer net ëmsoss. Mä ech mengen, datt eng Investitioun an e mënschewierdegt Liewe sech lount an eng ganz nobel Missioun vun enger Gesellschaft misst sinn, un éischter Stell am Interessi vun der betraffener Persoun selwer, hirer Famill an hire Bekannten. Doriwwer eraus gereecht et enger Gesellschaft zur Éier, wa se sech net nëmmen ëm Mënsche bekëmmert, wa se gesond an dichteg sinn, mä virun allem dann, wa se krank a schwaach sinn, an dat bis zu hirem leschte Moment.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Madame Presidentin. Ech mengen, wat an dëser Diskussioun wichteg ass a wat och an der Kommissioun wichteg war, dat ass déi Serenitéit, mat där déi ganz Diskussioun gefouert ginn ass. Duerfir mäi Gléckwonsch un all déi, déi an der Kommissioun matgeschafft hunn, fir hinnen ze soen, dass se eng phantastesch Aarbecht gemaach hunn, an dass dat Gesetz hei awer elo praktesch deem entsprécht, wat all Leit, déi mat implizéiert waren, do gewënscht hunn. Och wann elo vun där enger oder vun där anerer Säit nach gesot gëtt, et hätt nach kënnen nogebessert ginn.

Natierlech ass kloer bei esou engem Gesetz, dass dat eng Ulafzäit brauch, wou een no enger bestëmmter Zäit muss kucken, wat een do ka verbesseren, wat een infrastrukturell a besonnesch wat ee personalméisseg ka verbesseren an och an der Formatioun.

Ech mengen, dat weess een elo alles net. Et ass jo kloer, dass dat hei emol en Départ ass zu enger Aktioun, déi awer dem Mënsch et erméiglecht, ganz wierdeg ze stierwen.

Ech sinn awer absolut net der Meenung, dass d'Euthanasie komplementar ass zur Palliativmedezin. Dat si fir mech zwou verschidde Welten. D'Palliativmedezin ass do, fir dem Mënsch ze hëllefen an aller Würd ze stierwen. D'Palliativmedezin erméiglecht et och, op den Acharnement thérapeutique ze verzichten. Dat heescht, an der Palliativmedezin sinn u sech all Méiglechkeeten op, esou dass ee menger Usiicht no net brauch méi wäit ze goen an net nach en zousätzlecht Gesetz, wat anscheinend komplementar soll sinn, brauch derbäizemaachen. Ech verstinn net, wat komplementar soll sinn, wann een engem de Krunn zoudréint. Ech gesinn do keng Komplementaritéit.

Wichteg fir mech ass op jidde Fall, dass mat dësem Gesetz den Départ do ass, fir de Mënschen ze hëllefen, dass och d'Méiglechkeet do ass, fir de Mënschen doheem ze hëllefen, dass d'Méiglechkeet do ass, fir dass d'Famill an déi Begleedung mat erakënnt, dass Moyenen do sinn, fir hinnen ze hëllefen och kënnen derbäi ze sinn, dass all Méiglechkeeten op sinn, wat och beruffsméiglech do ass. Ob elo d'Längt vum Congé d'accompagnement fënnef Deeg oder méi ass, dat hänkt dervun of, well hei geet et jo haaptsächlech ëm Leit, déi am Fong an enger Phase de fin de vie sinn, wou een da ka soen: Bon, ob dat elo fënnef Deeg sinn oder zwee Deeg oder e puer Deeg weider.

Natierlech wann een awer elo e Gesetz vun der Euthanasie géif virschécken, da bräicht een iwwerhaapt kee Congé d'accompagnement, dann ass et jo séier eriwwer. Duerfir verstinn ech net, dass een dann hei kann hikommen a soen, de Congé d'accompagnement wär net laang genuch.

Hei ass et esou, de Mënsch, deen an enger Phase terminale ass, soll gehollef kréie würdeg ze stierwen, net méi an net manner. Fir mech geet dat Gesetz hei duer. Mir sinn um richtege Wee. A wann et muss sinn, da muss een eben an engem, zwee Joer kucken, wat een nach kann nobesseren. Mä op jidde Fall ass dat hei e gutt Gesetz. Ech sinn och iwwerzeegt, dass dat hei eestëmmeg iwwert d'Bühn geet.

Ech soen Iech Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Madame Frank.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll virop der Rapportrice e grousse Merci ausschwätzen, wéi se déi ganz Sitzunge geleet huet, wat ganz oft net einfach, et kann ee souguer soe komplizéiert war.

Ech wëll awer och dem Paul-Henri Meyers als eisem mandatéierte Spriecher Merci soen. Här Meyers, Dir hutt ganz a menger Intentioun fir eis Fraktioun geschwat. Ech däerf dann elo a mengem eegenen Numm schwätzen a wahrscheinlech als dat Eenzegt heibannen, wat als Parlamentarierin déi meeschten Erfahrungen mat Stierweskranke gemaach huet, well honnerte Mënschen hunn ech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an den Doud begleet.

Haut, den 19. Februar 2008, ass och duerfir fir mech e ganz besonneschen Dag a fir Lëtzebuerg en historeschen Dag. Mir stëmmen haut of iwwert d'Gesetz vun der Palliativmedezin, op dat mir scho säit bal zwee Jorzéngte waarden. «C'est une loi pour faire vivre et laisser mourir», seet den Här Jean Léonetti. De Projet de loi iwwert d'Palliativmedezin, dee mir haut diskutéieren an zum Vote stellen, concernéiert fréier oder spéider sécher e groussen Deel vun eis alleguerten. Dëse Projet de loi gëtt jiddfer Eenzelnem d'Recht op e würdegt Stierwen.

Den Artikel 1 vun der EU-Grondrechtecharta seet: D'Würd vum Mënsch ass onantastbar. Si ass ze uechten an ze schützen. Och dat steet am Grondsazprogramm vun der CSV an dat hu mir an de Wahlprogramm 2004 mat integréiert.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Déi konstant Presenz vum Doud matzen am Liewe beträfft eis hautno an erënnert eis un eis eegen Endlechkeet, Hifällegkeet a Stierflechkeet. Den Doud ass ëmmer ze gesinn an der Dialektik tëschent Revolt a Resignatioun. Den Doud weist eis Ofhängegkeet vun der Natur. Firwat esou vill Leit Ängschten a Schwieregkeeten hunn, sech mat Stierwen an Doud ze konfrontéieren, léisst an eiser moderner, egoistescher Welt vill Froen op.

Déi heiteg Astellung zum Liewen, zum Stierwen an zum Doud an eiser Gesellschaft ass zwiespälteg, jo souguer widderspréchlech.

Op där enger Säit kënne mir eng wäitgehend Tabuiséierung vum Stierwen a vum Doud feststellen. Den Doud entsprécht net méi dem Idealbild vum heitege Mënsch: fit a gesond. D'Gesellschaft huet den Doud verdriwwen.

Op där anerer Säit ass den Doud an de Medien omnipresent. Schonn an den éischte Liewensjore ginn d'Kanner duerch Film an Televisioun all Dag mat Dosende vun Doudege konfrontéiert. Dobäi geet et net ëm en alldeegleche Stierffall, mä ëm Mord, Suicide, Autosaccidenter an esou weider. Et kann ee sech froen, wat fir e Bild vum „normalen" Stierwen d'Kanner, déi Jugendlech an eis Gesellschaft iwwerhaapt nach hunn. Well doheem ze wéineg Leit kënne stierwen, wat fréier einfach ganz normal war.

Mir kënnen also vun enger ambivalenter Haltung schwätzen. Den Doud ass an de Medien omnipresent, d'Tabuiséierung vum Doud awer verstäerkt sech, wat eigentlech pervers ass. Mä all Mënsch lieft, ob dat esou gewollt ass oder net, wéi een op Däitsch seet „im Angesicht des Todes".

Datt mer alleguerte stierwen, dat wësse mer, mä wéi, dat ass ongewëss. Ech kann lech jiddefalls soen: Kee Mënsch stierft einfach. Stierwen ass net norméierbar. Aus menger laangjähreger Experienz als Infirmière an am Soin palliatif weess ech, datt et vill Leit gëtt, déi och konnte schéi stierwen. Duerfir erlaabt mer e ganz kuerzt Zitat, wou ech ëmmer Buch gefeiert hunn iwwer schéint Stierwen, awer och iwwer Leit, déi schlecht gestuerwe sinn.

En Zitat vun enger Damm. Wou se eng Stonn virum Stierwe gefrot hat, fir de Paschtouer ze kréien a wollt versi ginn, du sot se: „Ech hu keng Péng méi. Ech hunn ausgelidden. Ech sinn esou glécklech, fir ze stierwen. Huelt mech elo! Si waren all hei. Ech hunn haut nach de Rousekranz gebiet. Ech brauch näischt méi ze iessen, näischt méi ze drénken, hu keng Péng méi. Et ass alles genuch hei op dëser Welt. Loosst mech goen a bleift a Fridde mateneen zesummen an der Famill."

Do kann ech lech soen, Kolleeginnen a Kolleegen, wann een e Mënsche während Wochen a Méint an de leschte Phase vum Liewen intensiv begleet huet an et kritt een dat als Merci, dat ass dee schéinste Merci, deen ee vun engem Mënsch ka kréien! An der Politik, muss ech awer feststellen, ass dat ganz, ganz aneschters.

Wann ech elo grad vun deem schéine Stierwe geschwat hunn, da kann ech awer och drop hiweisen, datt et ganz, ganz vill Leit gëtt, déi schlecht gestuerwe sinn an och nach schlecht stierwen, och well d'Familljen dacks net gutt genuch mat agebonne waren an d'Famill an déi Iwwerliewend schlecht Erfahrunge mat Stierwen, Doud an Trauer gemaach hunn. Mir brauchen duerfir flächendeckend eng Palliativmedezin a -fleeg.

D'Philosophie vun de Soins palliatifs ass déi schéinst, déi nobelst an déi würdegst Philosophie, déi et gëtt. Géint all Gesetzer vun der wirtschaftlecher Rentabilitéit hält se fest, datt een nach villes ka maachen, wa bal näischt méi ze maachen ass. An do sinn ech Zeien. Si ass en Acte gratuit, besonnesch fir déi Leit, déi als net méi rentabel ugesi ginn, ënner anerem eis behënnert an dement Matbierger an nach vill anerer. Si mécht keng Diskriminatioun vu kenger Aart. Si weist, datt e Liewe ka bis zum längste Moment liewenswäert sinn.

Eng Gesellschaft gëtt dorunner gemooss, wivill si mécht fir déi, déi schwaach sinn a fir déi, déi sech selwer net wiere kënnen. Och duerfir ass den Ausbau vun der Palliativfleeg e wichtegen Indice an deem Kontext, gradesou wichteg wéi d'Bruttosozialprodukt. Si hélt all Mënsch seriö. Si garantéiert d'Hoffnung bis zum leschte Moment.

Firwat brauche mer den Ausbau vun der Palliativmedezin am Kader vun deem neie Gesetz?

1. Well ech éinescht gesot hunn, dass et vill Leit gëtt, déi schlecht gestuerwe sinn. Firwat? Well vill ze vill oft de Moment verpasst gëtt, fir vun der kurativer an déi palliativ Phas iwwerzegoen an onnëtz weidertherapéiert ginn ass a gëtt, anstatt en optimale Plan de soins anzeleeden. Mä duerfir brauche mir engagéiert Dokteren a Soignantspersonal a Soins palliatifs.

2. Well nach ëmmer net genuch Dokteren a Soignantspersonal d'Méiglechkeete vun der heiteger Palliativmedezin notzen.

3. Well nach allze oft keng individuell ugepassten optimal Schmäerztherapie ugewannt gëtt, well vill Dokteren net en connaissance de cause vun där heiteger Schmäerztherapie sinn.

4. Well d'Famill net oft genuch an d'Betreiungskonzept integréiert gëtt.

Firwat sinn iwwerhaapt weltwäit palliativ Bewegungen entstanen?

Si sinn ze gesinn als Reaktioun op Inhumanitéit an eng ausschliesslech Techniséierung a Medikaliséierung vum Stierwen an de Kliniken.

Eng echt Palliativkultur ze institutionaliséieren, ass eng gesellschaftspolitesch Aufgab. Doheem, am Spidol, an den Alters- a Fleegeheimer, an an noer Zukunft am Hospice zu Hamm, genannt „Haus Omega", wou all Mënsch eng gläichwäerteg, individuell ugepasste Prise eng charge garantéiert kritt, fir déi verbleiwend Liewenszäit mat esou vill Liewensqualitéit wéi méiglech ze erfëllen.

Mir brauchen an eisem Land eng Palliativkultur, e palliative Reflex bei alle Kranken an an alle Stadië vun hirer Krankheet. E ganzheetlecht Betreiungskonzept stellt enorm Ufuerderungen un dat behandelnd Team, wat zur interdisziplinärer Zesummenaarbecht muss fäeg sinn.

Déi verschidden Disziplinen däerfen net nieftenee schaffen, mä si musse wéi Zännrieder aneneegräifen. Viraussetzung ass eng offe Kommunikatioun mam Patient, esou wäit wéi dat méiglech ass a wéi de Patient et wëllt, mä och mat der Famill a besonnesch am Team. Ass dëse Kommunikatiounsprozess gestéiert, da scheitert d'palliativ Konzept. Duerfir brauche mer och Supervisioun fir déi, déi grad an deem Beräich schaffen, fir datt se net fréizäiteg ausbrennen.

Säit 1990, der Grënnung vun Omega 90, huet hei zu Lëtzebuerg dank der Pionéieraarbecht vum Dokter Bernard Thill mat villen engagéierten an iwwerzeegte Kämpfer an deene leschte Jorzéngten ugefaang, sech eng Palliativkultur ze entwéckelen.

Omega 90 huet an all deene Jore verschidde Formatioune fir honnerte vun Infirmièren an Dosende vu Bénévolen ugebueden, wou ech och d'Chance genotzt hunn, mech weiderzebilden, fir besser a méi professionell stierweskrank Mënschen ze begleeden.

Omega huet vill Öffentlechkeetsaarbecht geleescht. D'Palliativstatioun am Escher Spidol ass en Aushängeschëld fir Lëtzebuerg vun engem superen Encadrement en fin de vie, wou déi stierweskrank Mënsche mat alle Souffrancen, de kierperlechen, de séileschen, de psycheschen, de spirituellen a soziale Souffrancen en charge geholl ginn, wou selbstverständlech och d'Facteure Professionalitéit, Mënschlechkeet an Zäit eng enorm wichteg Roll spillen.

An der Tëschenzäit hunn déi eenzel Kliniken am Land an och Alters- a Fleegeheimer mat anere Modeller Unités de soins palliatifs ugefaangen a sinn amgaang se auszebauen.

Fir eng optimal Palliativfleeg ze erreechen, ass eng zolidd Formatioun den A an den O vun enger garantéierter Prise en charge. Dat bezeien all Acteuren um Terrain, déi sech säit Jore fir d'Weiderentwécklung an d'Fleeg vun der Palliativmedezin asetzen. An do vergiessen ech och all déi net, déi dobaussen an den ambulante Servicer täteg sinn. Och si verdéngen e grousse Respekt a solle weider esou schaffen.

Et geet awer och drëms, datt all déi Acteuren, déi am Beräich vun dem Soin palliatif schaffen, net nëmmen d'Dokteren, mä och all déi Leit bis zu deenen, déi d'Iesse bréngen, mussen an déi Formatioune laangfristeg mat agebonne ginn, well all si sinn en aktiven Acteur um Terrain bei Leit en fin de vie.

Am Gesetz steet am Artikel 1, datt de Stat d'Responsabilitéit vun der Formatioun iwwerhëlt. Ech leeën deenen zoustännege Ministeren un d'Häerz, datt se esou schnell wéi méiglech Formatiounszyklen definéieren an organiséieren, souwuel an der Formation initiale wéi an der Formation continue, fir d'Soignantspersonal. Mä och d'Dokteren däerfe sech hire Responsabilitéiten net entzéien an et misst een derfir suergen, datt all Dokter, deen zu Lëtzebuerg praktizéiert a concernéiert ass mat Personnes en fin de vie, déi noutwendeg Formatiounsstonnen noweise muss, fir eng Autorisation d'exercice ze kréien an dee spezielle Forfait a Rechnung ze stellen.

Well ech kann Iech soen - an dat deele vill Infirmièrë mat mir -, datt mer einfach ze vill Dokteren hei am Land nach hunn, déi net genuch en connaissance de cause sinn! Ech ginn net midd dat ze widderhuelen.

Wann ech bis elo vun de Responsabilitéite vu Stat, Dokteren, dem Personnel encadrant geschwat hunn, da wëll ech elo iwwert d'Responsabilitéit vu jiddfer eenzelne Bierger schwätzen.

Ech maachen e waarmen Appel: Jiddfereen als responsabele Bierger soll sech fréi genuch mat sengem eegene Liewensenn auserneesetzen an eng Patienteverfügung schréftlech hannerleeën.

Nëmmen esou ass et méiglech, datt deen eegene Wëllen, wann dee Kranken net méi selwer matbestëmme kann, esou wäit wéi méiglech erfëllt gëtt.

Ech kann Iech soen, et lieft sech einfach vill besser, wann ee mat sengem Vertrauensdokter oder mat senger Personne de confiance dat am Viraus an am beschte schréftlech regelt.

Sécherlech ass zur Directive anticipée oder Patienteverfügung, wéi mer et nennen, nach vill Iwwerzeegungsaarbecht ze leeschten. Do denken ech misst och de Ministère Formateuren ausbilden, fir deenen Hëllefstellung unzebidden, wa se net selwer kënnen eng Patienteverfügung formuléieren.

Eng Patienteverfügung ass awer kee Sécherheetsgurt, well een net all méiglech Situatiounen am Viraus detailléiert ka virausgesinn. An dach ass se dat bescht Hëllefsmëttel fir den Dokter an déi Concernéiert.

E weidere wichtege Pilier am Projet de loi ass de Begleedungsurlaub, mat deem

d'Membere vun der Famill vu stierwende Mënschen d'Recht op e Congé vu maximal fënnef Deeg kréien.

Wann een dat viru Jorzéngte gefuerdert hätt, dat hätt kee verstanen, well et einfach selbstverständlech war, datt een déi néidegst Zäit sech hëlt fir senger Famill en fin de vie bäizestoen. Haut ass dat eben anescht, an duerfir ass et och gutt, datt mer e Congé d'accompagnement en fin de vie hei mat an d'Gesetz integréiert hunn.

Ech kommen zum Schluss.

Loosse mer dem Palliativgesetz eng Chance ginn! Loosse mer weiderbauen op deem, wat säit bal zwee Jorzéngte sech hei entwéckelt huet. Et lount sech, sech fir d'Liewen an de Schutz vum Mënsch anzesetzen!

Keng Politik a Gesellschaft kann hire Memberen e mënschewierdegt Stierwe garantéieren, wa se net bereet ass, déi finanziell Moyenen, déi ee fir den Ausbau vun der Palliativmedezin brauch, zur Verfügung ze stellen. An enger Gesellschaft, an där d'Virstellunge vun engem gudde Liewensenn esou individuell wéi déi eege Liewenserwaardunge sinn, bleiwen Hospiz- a Palliativbewegungen déi mënschlechst Äntwert op d'Leide vu Schwéierstkranken.

Wéi wier et, wa Lëtzebuerg um Gebitt vun der Palliativfleeg e Musterbeispill fir d'Ausland kënnt ginn? Eng Kultur vum Liewen, vun der Solidaritéit, vum Zesummestinn an Zesummesinn. Ech soen: Du kanns dech op mech verloossen, ech loossen dech net am Stach, du bass bei mir gebuergen, du bass net eleng, ech halen deng Hand.

Et geet hei ëm d'Fundamenter vun engem humanistesche Weltbild, esou wéi ech den Humanismus gesinn a wéi ech e liewen: eng sozial Verflichtung géintiwwer all deenen, déi onnëtz leide mussen, och nach am 21. Jorhonnert. Et geet schliesslech ëm d'sozial Kohesioun an eiser Gesellschaft an ëm d'Dignitéit als engem vun deenen elementaarste Mënscherechter.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Regierung huet elo d'Wuert. Fir d'éischt den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet iwwert d'Palliativfleeg, d'Stierfbegleedung an de Congé d'accompagnement, deen den Zougang zu enger qualitativ gudder Betreiung vum Liewensenn soll garantéieren, ass e gudde Projet.

E setzt kloer Signaler, e schaaft e Recht, fir dass de Mënsch op sengem leschte Wee wierdeg gehollef kritt an anstänneg begleet gëtt. Och wann um kurative Plang näischt méi ze maachen ass, gëtt et nach ganz villes, wat ze maachen ass, fir d'Liewensqualitéit an deene leschten Deeg ze verbesseren an de Schmäerz, d'Leiden esou wäit wéi méiglech ewechzehuelen.

Dat Gesetz schaaft eng zolidd Basis, fir d'Moyenen ze gi fir den Ausbau vun dem Palliativugebuet, a fir de Leit ze hëllefen, fir besser kënnen ze stierwen. Den Doud als lescht Etapp vum Liewe gëtt domat definitiv aus der Tabuzon erausgeholl an et gëtt unerkannt, dass och dës Etapp an eisem Gesondheets- a Sozialsystem eng Prioritéit verdéngt.

Dat Gesetz erkennt un, dass de Mënsch a senge leschten Deeg déi beschtméiglech Fleeg, eng aner Fleeg wéi déi, déi mer gewinnt sinn, zegutt huet. Dat Gesetz ass eng Unerkennung fir déi Leit, déi Institutiounen, déi op dësem Gebitt iwwer laang Jore Pionéieraarbecht geleescht hunn an duerfir déif Unerkennung verdéngen, well si eigentlech déi Diere grouss opgemaach hunn, duerch déi mer haut ginn.

Dat Gesetz ass en Duerchbroch, an ech soen dat ganz kloer an haart, well an deene leschte Wochen den Débat e bësse laanscht dëse Projet gelaf ass. Dat ass schued, well dee Projet eng ganz Rei vu wichtegen, neien Akzenter setzt. Dee Projet wäert alle Leit, déi um Stierwe leien, an hire Famillje vill bréngen, onofhängeg wéi déi Diskussioun iwwer aktiv Stierfhëllef ausgeet, déi mer elo an enger Stonn wäerte féieren. Dee Projet huet seng voll Tragweit, egal wéi an deem zweete Volet vun der Diskussioun ofgestëmmt wäert ginn.

Vill Leit hu bei dësem Gesetz mat ugepaakt. Ech soen hinnen en häerzleche Merci, well si hunn alleguer dozou bäigedroen, dass iwwer wäit Strecken d'Serenitéit bei dëser Diskussioun gehale ginn ass, mat där enger oder anerer Entgleisung, mä déi awer net iwwerwien huet. Et ass d'Serenitéit, déi an dëser Diskussioun largement iwwerwien huet.

D'Grondlag fir dëst Gesetz, wat zwee Voleten huet, ass bei de Verhandlungen iwwert d'Regierungsbildung 2004 geluecht ginn, wou déi zukünfteg Partner sech eens gi sinn, fir déi zwee Projeten, déi ënnert der viregter Regierung deponéiert gi waren, nach eng Kéier ze iwwerschaffen, enger Opposition formelle vum Conseil d'État bei engem Volet Rechnung ze droen, a bei deem anere Volet, deem vun der Palliativbegleedung, deem Rechnung ze droen, wat amgaang war ze passéieren an eisen Nopeschlänner, besonnesch a Frankräich, wou eng Eenegung amgaange war iwwert d'Parteien eraus an deem dote Beräich.

Mir sinn op de Wee geschéckt ginn, fir deem Rechnung ze droen, a mir hunn dat gemaach a laangen, ganz seriöen Diskussiounen. Firwat dat esou laang gedauert huet? Ma well mer déi hei Diskussioun mat aller Seriositéit ugaange sinn a jiddferee gehéiert hunn, dee mer hu missen héieren, fir eis en definitiivt Bild an dëser komplexer Matière kënnen ze maachen.

Hei huet jiddferee matgeschafft: vun der Regierung iwwert d'Parlament, iwwert déi Leit, déi am Gesondheetssecteur schaffen, bis hin zu der Société civile. Si hu sech alleguer d'Méi gemaach, fir all Elementer ofzeweien, an hunn, mengen ech, alleguer dozou bäigedroen, dass mer hei e gudden, ausgegorenen, komplette Projet kënnen an d'Parlament bréngen.

Ech hu virdru gesot, dass eigentlech den Ustouss an de Koalitiounsverhandlunge komm ass, mä ech wëll awer net de Verdéngscht vu mengem Virgänger, fir d'Basis vun dësem Projet geschaf ze hunn, vergiessen.

Et ass richteg, dass eng Basis do war an dass mer net hu misse bei null ufänken, mä ech soen awer och ganz kloer: Déi Diskussiounen, déi mer gefouert hunn, hunn dozou bäigedroen, dass mer dat Gesetz an enger Rei vun essenzielle Punkte weider konnte verbesseren, dass mer dat Gesetz och méi einfach konnte maachen, andeem mer déi méi bürokratesch Elementer erausgeholl hunn.

Déi wesentlech Punkte vum Gesetz sinn an der Diskussioun hei opgezielt ginn. Ech brauch net am Detail dorop anzegoen.

Eent vun den Haaptverdéngschter vum Gesetz wäert sinn, dass eng anstänneg Palliativfleeg fir de Mënsch an deene leschten Deeg vu sengem Liewen net méi dem Zoufall iwwerlooss gëtt. Well haut ass et nach esou, dass déi Servicer ënnerschiddlech gutt opgebaut sinn, an dass, wann ee vill Chance huet, een an e ganz performante Service kënnt, a wann ee manner Chance huet, an e manner ausgebaute Service kënnt oder iwwerhaapt keng Palliativfleeg kritt. Dat ass net gutt, dat soll net esou sinn.

Wat déi Palliativmedezin u Plus-value bréngt, dat ass bewise ginn um Terrain. Duerfir, well den Terrain et bewisen huet, dass dat eng ganz seriö Plus-value ass, muss se kënne jiddferengem garantéiert ginn, dee se brauch. Et ass also e Recht; et ass e gesécherten Accès zu qualitativ gudden, multidisziplinäre Soinen am Spidol, an de Strukture fir eeler Leit an doheem. De Choix läit bei de Patienten, wann de Choix nach geholl ka ginn, jee nodeem wéi wäit fortgeschratt d'Situatioun ass a wéi schwéier déi Soinë sinn, déi parallell zu der Palliativbegleedung gebraucht ginn. De Mënsch selwer kann also mat senger Famill wäitgehend matbestëmmen, wou e gefleegt gëtt, wou e stierwe wëllt.

Wann ech soen, et ass en Zesummewierke vun deene verschiddene Strukturen, dann hu mer an der Diskussioun ganz intensiv doriwwer diskutéiert, well kee vun eis erëm eng vun deenen traditionelle Rivalitéiten an deem dote Beräich wëllt, wéi et hei zu Lëtzebuerg üblech ass. Mä déi verschidde Servicer, déi verschidden Institutiounen, déi verschidde Prestatairë mussen, sollen hei am Intérêt vum Patient zesummeschaffen. Do sollen och Brécke gebaut ginn. Ënner anerem ass de Carnet de soins ee vun deene Mëttelen, duerch déi déi Koordinatioun soll begënschtegt ginn.

Hei geet et net drëm, fir deenen eenzelne Servicer e Gefalen ze maachen, mä hei geet et drëm, dass de Patient do gefleegt gëtt, wou en am beschte ka gefleegt ginn.

De Projet soll eng regelrecht Palliativkultur erméiglechen an - an dat ass ee vun deene wichtegen Elementer, déi vläicht net genuch ervirgestrach ginn - de Projet soll den notzlosen Acharnement, déi onnéideg, déi onvernünfteg, déi sënnlos Soinë verhënneren an dem Fleegepersonal déi noutwendeg Ofsécherung ginn, wa se sënnlos Soinen - erniddregend Soinen - net prestéieren. Net well se et net wëllen, mä well déi Soinen net méi hëllefen, well se näischt bréngen.

Et geet bei dësem Gesetz also net drëm, fir d'Liewen ënner allen Ëmstänn ze verlängeren, egal wat vun notzlose Moyenen agesat ginn, mä et geet drëm, fir déi Deeg, déi nach bleiwen, an d'Liewensqualitéit an deenen Deeg, déi nach bleiwen, besser ze maachen, fir kënnen ënner gudde Konditiounen Abschied ze huelen. Dat ass e ganz wichtegt Element vun deem Gesetz. Dat muss een och ënnersträichen.

Well déi Stierfbegleedung esou gutt an esou professionell wéi méiglech soll sinn, gëtt d'Noutwendegkeet vun der Formatioun an der Formation continue vun den Dokteren an dem Fleegepersonal am Gesetz verankert.

Well d'Fleeg um Liewensenn ass net déiselwecht, wéi déi aner Fleeg. Duerfir soen ech och erëm eng Kéier ganz kloer an däitlech, dass all déi, déi matmaache wëlle bei der Begleedung a bei der Betreiung zum Liewensenn, sech där Formatioun musse stellen. Fir Dokteren a Fleegepersonal ass nun emol déi Situatioun zum Liewensenn - wéi soll ech soen - eng verkéiert Welt. Si hunn an hire Studien an an hirer Praxis geléiert, wéi een de Leit soll hëllefen, wéi ee se kann heelen. Fir si ass dat hei eng ongewinnte Situatioun, wou et net méi ëm d'Heele geet, mä wou et drëm geet, fir deene Leit ze hëllefen, esou gutt wéi méiglech aus der Welt erauszegoen.

Dat ass een net gewinnt, an duerfir muss jiddfereen, deen do matmécht, sech op déi dote Situatioun kënnen astellen. Do fält och kee Meeschter vum Himmel. Och dat ass ze léieren, entweder a laanger Praxis oder awer duerch eng Formation continue. Där Formation continue muss ee sech stellen. Ech sinn och duerfir frou, dass am Budget Mëttele virgesi sinn an dass och déi Sociétéite vun den Dokteren - och vun de Generalisten - amgaang sinn, esou Offeren unzebidden. Och eis traditionell Partner wéi Omega 90 wäerte bei där Formatioun wichteg Partner sinn.

De Projet de loi stellt de Patient an de Mëttelpunkt a schaaft mat der Directive anticipée d'Instrument, fir mat Hëllef vu Famill respektiv Vertrauenspersounen de Wëlle vum Stierwende kënnen ze respektéieren. Dat ass eng wichteg Hëllef och fir d'Dokteren a fir d'Fleegepersonal, fir ze wëssen, wat de Patient wëllt, wat hien op kee Fall wëllt, wann hien dat net méi haart ka soen.

Och do hu mer d'Optioun geholl, fir net de bürokratesche Wee ze huelen - nämlech den Enregistrement vun där Directive anticipée bei der Direktioun vun der Santé -, mä dat ass eng Affär tëschent dem Patient, tëschent dem Mënsch a senger Vertrauenspersoun. Mir sammelen do Erfahrungen. Wa sech sollt weisen, dass eng Enregistrementsprozedur noutwendeg ass, da kann ee selbstverständlech doriwwer diskutéieren.

Iwwerhaapt - an ech hunn dat virdru gesot - huet dee Projet d'Optioun geholl, fir net a Bürokratismus ze verfalen, well eng Bürokratiséierung vum Doud sécher net dat ass, wat mer wëllen. La mort administrée, dat ass net esou wéi ech mer déi lescht Deeg virstellen. Dat ass och an dësem Gesetz net gemaach.

Ech wëll och op dat Argument oder dee Reproche agoen, deen dem Projet gemaach ginn ass. Iwwregens war ech onglécklech driwwer, dass dee Projet zwar iwwer laang Strecke ganz positiv begleet ginn ass vu quasi jiddferengem, mä esou just kuerz virum Torschluss op eemol Argumenter op den Dësch geluecht gi sinn, wou gesot ginn ass: Oh, dee Projet huet awer do an do Lacunen, an de Projet misst méi Kontrollmechanisme virgesinn, oder en huet keng Kontrollmechanismen.

Dat ass eng falsch Vue, well mer an deem heite Projet an enger anerer Philosophie dra sinn. Mir sinn hei net an enger Philosophie vu Liewe bewosst zum Enn féieren. Mir sinn hei an enger traditioneller Fleegphilosophie, wou mer soen: Mir hëllefen de Leit. Mir entlaaschten d'Leit. Mir ginn hinne Soinen, aner Soinen.

Duerfir, wa mer do komplizéiert Kontrollmechanisme misste maachen, da misste mer se bei sämtlechen anere Soinë maachen, well wann hei Abusen an där Soins-Approche kënne passéieren, da kënne se selbstverständlech och bei all deenen anere Beräicher geschéien. Hei geet et drëm, fir d'Liewensqualitéit esou laang wéi méiglech ze erhalen. Déi Differenz kënnt kloer eraus.

D'Zil vum Projet ass net, fir den Doud ze provozéieren. D'Zil ass, fir besser kënnen ze stierwen. Dat Gesetz seet ganz kloer - an dat ass nei vis-à-vis vun deem Projet, deen ënnert der viregter Regierung deponéiert gi war -, dass een alles muss maachen, fir de Leit Leiden, Schmäerze physescher a psychescher Natur ze erspueren, souguer dann, wann doduerch d'Liewe verkierzt géif ginn.

En ass also ganz kloer akzeptéiert, deen double Effet - deen duebelen Effet, dat heescht, entlaaschten, och wann dat eng Lieweverkierzung ka mat sech zéien -, och wann een objektiverweis muss soen, dass dat a seltene Fäll geschitt, well deen Dosage ass awer relativ gutt ze maachen. Et soll een net soen, dass systematesch duerch d'Palliativbetreiung, duerch d'Palliativsédatioun d'Liewe géif verkierzt ginn. Dat ka geschéien. An dat ass och akzeptéiert.

Hei ass et also eendeiteg, dass d'Zil net ass, den Doud ze provozéieren, mä den Doud kann a verschiddene Fäll d'Resultat vun der Sédation palliative, vun der palliativer Médicatioun sinn. Dat ass eng vun deene groussen Differenzen tëschent dem Gesetzesprojet an der Proposition de loi.

Et muss een och soen, dass bei enger ganz gudder Palliativmedezin, déi systematesch gemaach gëtt, de Wonsch, fir d'Liewe verkierzt ze kréien, zréckgeet. Wat déi Palliativbetreiung besser ass, wat dee Wonsch, fir fréizäiteg aus dem Liewen erausgeholl ze ginn, méi zréckgeet.

Dat heescht also, déi aner Differenz, déi et tëschent dem Gesetzesprojet an der Proposition de loi gëtt, dat ass, dass de Projet de loi d'Majoritéit - bal all Stierwenden - ka betreffen, an dass d'Proposition de loi extrem Ausnahme betrëfft. Et ass wichteg, dass een déi Nuance och eriwwerbréngt. Deen heite Projet ka jiddfer Eenzelne betreffen a betrëfft wahrscheinlech déi grouss Majoritéit vun de Leit, well mer an der Zwëschenzäit an der Situatioun sinn, dass mer alleguer vill méi al ginn an dann am héijen Alter déi Palliativbetreiung vill méi systematesch wäert ginn.

Am Débat ass d'Fro vum Käschtepunkt gestallt ginn. Hei ass eng ganz kloer Äntwert: Een, deen A seet, muss och B soen. Wa mer déi heiten nei Leeschtung schafen, da musse mer eis och d'Moyenë ginn, fir se progressiv opzebauen. Dat geet net mat engem Zauberstab. Een, deen elo mengt, muer wär an der Palliativmedezin alles perfekt, dee stellt sech eppes Falsches vir. Mir bauen déi Palliativmedezin aus, déi schonn zum Deel besteet a wou exzellent Aarbecht geleescht ginn ass.

Ech kennen ee gutt Beispill aus menger Regioun zu Esch - fir net den Numm ze nennen. Selbstverständlech gëtt et och e ganze Koup anerer, déi opgebaut gi sinn an déi gutt Aarbecht leeschten. Mä vu dass dat mer e bësse méi no ass, däerf ech dat och soen. Mir wäerten och déi Moyenë fannen an der Krankekeess, iwwert d'Statuten an der Assurance dépendance, iwwert de Règlement grand-ducal.

Ech kommen esou lues zur Konklusioun. Bei all positiver Approche zu dësem Gesetz kann ee sech d'Fro stellen: Si mer dann elo mat dësem Gesetz um Zil ukomm, oder ass et eng ganz wichteg, eng essenziell, eng extrem wichteg Etapp? Do deele sech d'Meenungen. Fir déi eng ass et d'Zil, fir déi aner ass et eng wichteg Etapp, wou eppes hannendru misst kommen.

Ech muss soen, ech soen dat esou, wéi ech dat emfannen: Et gëtt sécher Situatiounen, a mir hunn der - dat sinn déi, déi am meeschte mediatiséiert och gi sinn - gesinn, do sinn net all Problemer mam Palliativgesetz ze léisen. Dat ass esou. Dat muss een esou kënne soen. Do gëtt d'Palliativmedezin net all Äntwert.

Ech hu ganz déiwe Respekt vis-à-vis vu Leit, déi soen, no där doter Etapp ass eng weider Etapp noutwendeg. Alles anescht géif Iech och vu mir wonneren, well ech sengerzäit mat villen anere Parlamentarier eng Resolutioun an déi Richtung gestëmmt hunn.

D'Regierung - an da kommen ech zum Schluss - huet an dëser Problematik e Wee gewielt, wou se net op Anhieb wosst, wou se géif landen. Si wosst net, wat fir eng Resultater bei wat fir engem Vote géifen erauskommen. An ech fannen, dass dat déi richteg Approche war, well mer alleguer dovun iwwerzeegt sinn, dass dat hei en extrem wichtege gesellschaftspoliteschen Débat

ass. Eng wichteg Diskussioun, wou jiddferengem seng Iwwerzeegungen a säi Gewëssen am Spill ass. An dat hu mer gemaach.

Duerfir: Wann hei esou Bemierkunge gemaach ginn, wou gesot gëtt: Elo kucke mer awer emol, wéi déi eng Partei sech verhält oder wéi déi aner Partei sech verhält, da sinn dat Ausrutscher.

Well wann ee vu Gewëssensfräiheet schwätzt, dann ass déi ondeelbar. An d'Gewëssen ass net nëmme fräi, wann et een arrangéiert, mä d'Gewësse muss och fräi sinn, wann et een net arrangéiert. Duerfir maachen ech en Appel u jiddfer Eenzelnen, deen hei an deem Sall sëtzt, d'Meenung vun deem aneren ze respektéieren an net erëm op déi parteipolitesch oder Politique-politiciennes-Schinn ze goen. Hei kann et net drëm goen, fir engem politesche Géigner eng auszewëschen.

Ech géif dovir warnen! Respekt ass eppes, wat ee sech net kann einfach zurechtleeën!

Dann déi lescht Fro, déi vläicht gestallt gëtt, an ech beäntwere se dann direkt: Wat passéiert, wann dat heite Gesetz à l'unanimité gestëmmt gëtt, a wat geschitt, wa gläichzäiteg d'Proposition de loi gestëmmt géif ginn?

Do kann een all formalistesch Diskussioun féieren an déi gëtt mat Sécherheet gefouert, well ech Iech ganz sécher soen: Egal wéi de Vote ausgeet, lant déi heiten Diskussioun erëm eng Kéier am Parlament an da musse mir doriwwer diskutéieren, wéi et weidergeet.

Ech kann Iech just soen, wann deen éischte Vote geholl ass, da wäert d'Regierung deen demokratesche Vote respektéieren, a wann deen zweete Vote positiv oder negativ ausgeet, da wäert d'Regierung dee Vote och respektéieren. A wann de Vote positiv bei der Proposition de loi ausgeet, da wäert d'Regierung och alles maachen, fir demokratesch Voten an d'Praxis ëmzesetzen. Eppes aneschters géif Iech wuel iwwerraschen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Qualitéit vun der Diskussioun bis elo.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann huet d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs d'Wuert. Madame Jacobs, wann ech gelift.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mech wëllen dem Merci an de Félicitatiounen uschléissen, souwuel fir d'Rapportrice an d'Presidentin d'Madame Mutsch wéi och fir déi ganz Kommissioun, an ech mengen och, datt mer kënnen dem Sekretär vun der Kommissioun e grousse Merci soen, dem Här Bisenius, deen et och net ëmmer einfach hat, fir erauszefannen, wat dann elo gemengt wier a wat fir e Wuert elo misst duerch wéi eent ersat ginn. Duerfir si mer frou, datt mer haut deen Text hei zur Verfügung hunn.

Här President, d'Chamber steet haut viru wichtegen Ofstëmmungen: eng Kéier de Projet de loi vun der Regierung iwwert d'Palliativfleeg, an de Vote iwwert de Gesetzesvirschlag Err/Huss, fir zu Lëtzebuerg d'Euthanasie ze legaliséieren.

Trotz vill Opklärungsaarbecht vun der Press an an der Press, stellen ech ëmmer nach fest, datt vill Leit den Ënnerscheed net maachen tëschent dem Acharnement thérapeutique oder der Obstination déraisonnable an der Euthanasie. Si soen, ech si fir d'Euthanasie, a wann een da freet, wat verstees de dorënner, da kritt ee ganz dacks als Äntwert: Ech wëll mäi Liewen net kënschtlech verlängert kréien; ech wëll net herno nach vill Péng mussen ausstoen.

Mam Gesetz iwwert d'Palliativfleeg, an och ewell virauser mam Gesetz iwwert d'Organisation hospitalière vun 1998, konnt den Acharnement thérapeutique fir Leit mat onheelbarer Krankheet, déi an hirem Endstadium ukomm waren, vum Patient refuséiert ginn. An den Dokter, dee keen Acharnement thérapeutique dobäi gemaach hat, konnt och net strofbar gemaach ginn.

Palliativfleeg ass eng aktiv Fleeg, déi vun enger pluridisziplinärer Equipe gemaach gëtt, am Respekt vun der Würd vun der Persoun, déi gefleegt gëtt. Palliativfleeg ëmfaasst all physesch, psychesch a spirituell Bedierfnesser vum Mënsch, dee gefleegt gëtt, an och vu senger Famill, déi ronderëm hien ass. Hei ass Schmäerzbehandlung abegraff, grad ewéi och datt psychescht Leide gelindert gëtt.

Palliativfleeg kann een am Spidol, am Alters-, am Fleege-, am Behënnertenheem kréien, kann an enger spezifescher Institutioun oder och doheem gemaach ginn.

Schmäerzbekämpfung duerch héich Dose vu Morphium kann zur Folleg hunn, datt dem leidende Mënsch säi Liewe verkierzt gëtt. Fir dem Mënsch säi Liewensenn ouni Péng oder schwéier Péng méiglech ze maachen, gëtt déi eventuell Verkierzung vun der Liewenszäit a Kaf geholl.

Bei der Euthanasie kritt de Mënsch eng Piqûre oder soss Medikamenter, déi zur Folleg hunn, datt e stierft. Den Doud ass déi direkt a gewënscht Folleg vun der Zouféierung vun de Medikamenter. Dat ass eng direkt Hëllef zu dem Doud.

Här President, esou wéi eng ganz Partie aner Deputéierten an och aner Acteuren hätt ech mer gewënscht, datt mer haut d'Gesetz iwwert d'Palliativfleeg gestëmmt hätten, dësem Gesetz seng Zäit ginn hätten, fir an all senge Komponenten a Kraaft ze trieden, an no enger Zäit evaluéiert hätten, wat gutt géif fonctionnéieren, wou Problemer géife bleiwen, wat fir eng Problemer et wieren, déi sech am alldeeglechen Ëmsetze vum Gesetz géife stellen. Ob déi finanziell Moyenen duerginn an ob se op där richteger Plaz ugewannt géife ginn, ob mer genügend forméiert Dokteren a Personal hätten, ob den Hospice géif fonctionnéieren, ob d'Familljen déi Hëllef, déi se bräichten, doheem während dem Stierwe vun dem Patient géife kréien an och duerno. An dann hätte mer gesinn, ob vill a wéi vill Fäll géife bleiwen, deenen opgrond vun der Palliativfleeg ongenügend gehollef kéint ginn, an dann, no deem Bilan, hätte mer gesinn, wat nach op legislativem Plang néideg gewiescht wier.

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dës Démarche hätt ech besser fonnt, wéi haut iwwert déi zwee Projeten, eng Kéier iwwert d'Palliativfleeg an dann iwwert d'Euthanasie, mateneen ofzestëmmen.

Ech hu Respekt viru jiddferengem senger Meenung, besonnesch an dëser äusserst schwiereger Fro, wou et awer net nëmmen och iwwer eist eegent Liewensenn geet, mä och iwwert d'Liewensenn vun alle Biergerinnen a Bierger hei zu Lëtzebuerg. Well am Rapport vun 1999 steet, datt se unanime ware fir ze soen: Weder deen, dee fir d'Euthanasie ass, nach deen, dee fir d'Palliativfleeg a géint d'Euthanasie ass, keen ass méi e groussen Humanist, wéi deen aneren.

Et gëtt verschidden Approchen, fir d'Liewensenn virzegesinn.

Ech weess, datt d'Autrice an den Auteur vun der Proposition de loi aus hiren eegenen Erfahrungen an Iwwerzeegunge fir d'Euthanasie sinn, an engem gesetzleche Kader, an nëmme wann et de Wonsch vun där betraffener Persoun ass. Dës Meenung respektéieren ech selbstverständlech.

Ech wëll awer soen, datt ech eng aner Meenung doriwwer hunn, aus eegene berufflechen an och aus reliéisen Erfahrungen an Iwwerzeegungen.

Ech hunn och während laange Joren als Infirmière an als Infirmière-Anästhesistin geschafft, an dovu ganz laang Joren an der Reanimatioun. An ech muss soen, datt ech an all deene Joren net ee Patient fonnt hunn, dee mer gesot huet, hien hätt gär eng Piqûre gemaach oder soss Medikamenter, fir séier ze stierwen. Sécher gouf et Leit, déi gesot hunn: Wier et gutt eriwwer! Mä dat ass net fir mech eng Nofro no Euthanasie.

Mir goufen och als Infirmière an och ewell doheem geléiert, datt d'mënschlecht Liewen dat Héchst wär, wat et géif, an duerfir och all Schutz misst kréien. „Leben retten und erhalten; Schmerzen lindern", dat waren esou déi Ausdréck, déi mer bäibruecht kritt hunn an déi engem a Fleesch a Blutt iwwergaange sinn a bis haut do sinn.

Duerfir deelen ech och d'Meenung vum Statsrot, dee seet, ee Mënsch mat oder ouni seng Zoustëmmung doutzemaachen, la mise à mort délibérée, ass net vereinbar mat der Deontologie an dem Exercice vun der Medezin an der Majoritéit vun de Länner op der Welt.

De Conseil d'État seet virun, d'Medezinstudië gesinn net vir, eng Léier ze maachen, fir Mënschen ze eliminéieren. Déi, déi den Doud ginn, egal aus wéi engem Grond, sinn net ze rekrutéieren a Beruffer, déi ausgebilt gi fir ze heelen an ze fleegen. Domat ass fir mech och kloer, an dat ass och virgesinn an der Proposition de loi, datt keen Dokter an och soss kee Member aus de Gesondheetsberuffer ka forcéiert ginn, Euthanasie ze maachen, och wann d'Gesetz et erlaabt.

Ech weess, datt ech et net kënnt maachen an et och ni géif maachen. An ech stelle mer d'Fro, well ech 1970 zu Stroossbuerg an der Réanimation respiratoire geschafft hunn, an natierlech vill Patienten do waren, déi un de Beootmungsapparater waren, a Visiteure komm sinn an de Professer gefrot hunn: Firwat maacht Dir deen Apparat net aus? Dann huet de Professer gesot: Ma, da maacht Dir en aus! An dunn hunn d'Leit dorobber geäntwert: Ah, ma mir awer net! An dann huet de Professer gesot: A firwat ech dann?

Ech mengen, dat ass d'Fro, déi jiddferee sech och muss stellen: Wann ech eppes selwer net fäerdeg kréien, mudden ech dann engem aneren zou, et maachen ze mussen?

Niewent dësen Iwwerleeunge bleift fir mech och de Risiko, datt aner Liewe manner geschützt si wéi virdrun. Ech kréie ganz dacks gesot vu Fraen, déi erwaarden a bei deenen de Risiko besteet, datt e Kand op d'Welt géif komme mat engem Handicap, datt se gewalteg ënner Drock géife gesat ginn, fir dat Kand ofzedreiwen.

Ech fäerten den Drock op schwéier Fleegefäll, op eeler Leit, déi fir eis Gesellschaft op eemol eng Kéier riskéieren ze deier ze ginn. Ech weess och, datt dat net gewollt ass an der Proposition de loi Err/Huss. Ech kennen de Rapport aus der Belsch, an deem keng esou Fäll virkomm sinn. Ech weess awer aus Holland vu Leit, déi ech kennen, datt do, well och net genügend Palliativfleeg besteet, vill Spidolsbetter ofgebaut si ginn, also keng Méiglechkeet do ass, fir iwwer länger Zäit am Spidol ze bleiwen, e ganz groussen Drock do war, fir Euthanasie gemaach ze kréien.

Och do huet de Statsrot eis dorobber opmierksam gemaach, datt mer nach net iwwer all Mëttelen a Personal an der Palliativfleeg verfügen, an duerfir solle mer och net en neit Recht aféieren, mä den Accès garantéieren zu der Palliativfleeg. Dat ass fir mech eigentlech en drëtte Grond, fir haut nach net iwwert d'Euthanasie ze entscheeden.

Mir sinn och net déi Lescht an Europa, déi d'Euthanasie nach net agefouert hunn. Frankräich mat verschiddene parteipolitesche Konstellatiounen, grad wéi Däitschland och, huet bis haut d'Euthanasie net legaliséiert, a viru kuerzem huet en SPD-Politiker mer gesot, datt an Däitschland parteiiwwergräifend e Konsens géint d'Euthanasie géif bestoen.

Ech weess, an ech si mer däers och bewosst - esou wéi och de Minister Di Bartolomeo elo grad gesot huet -, vun dramatesche Fäll, deene mat Palliativfleeg net ganz oder net ka gehollef ginn. Mä ech fäerten awer, opgrond vun eenzelne Fäll ze légiféréieren.

Ech weess, datt dat keng Äntwert ass fir si. Mä hu mir soss ëmmer fir jiddfereen eng Äntwert? An dës Fäll sollten eis als Politiker, als Medeziner, als Chercheuren interpelléieren, fir fir déi Krankheete Medikamenter ze fannen, Hëllefsmëttelen ze entwéckelen an duerch eng mënschlech Prise en charge dëse Leit ze hëllefen.

E lescht Argument géint d'Legaliséierung vun der Euthanasie ass fir mech, datt all Gesetz e generelle Charakter huet, mä all Liewensenn a jiddfer Eenzelnem säin Doud esou perséinlech an eenzegaarteg ass, datt kee Gesetz drop passt.

Ech hu vill Leit kannt, déi ëmmer an hirem Liewe gesot hunn, si wéilten herno net e schwéiere Fleegefall ginn, a Patienten, déi schwéier krank waren an dacks vill Péng haten an awer net wollte stierwen. Wann ee gesond ass, dann denkt een aneschters, wéi wann ee krank ass. Et denkt een aneschters, wann ee krank ass, wéi wann ee weess, datt ee stierft.

Ech weess haut, datt ech keen Acharnement thérapeutique gemaach wëll kréien; ech wëll och Palliativfleeg a Schmäerzbekämpfung mat alle Konsequenzen, mä ech weess net, wat ech wëll, wa mäi Liewensenn kënnt. An ech weess och net, ob een, dee gesond ass, dat wierklech weess. Duerfir sinn dës Froen esou schwéier ze beäntwerten, besonnesch, wann ee se net nëmme fir sech selwer beäntwert.

Duerfir ass ouni Zweifel déi Gewëssensfro esou déif gräifend, déi sech fir Iech, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, stellt, an ech wënschen Iech, datt Dir déi Entscheedung huelt, mat där Dir duerno kënnt liewen. Duerfir kann och an dësem Vote jiddfereen nëmmen no sengem Gewëssen an no senger Iwwerzeegung stëmmen, fräi vun allem Fraktiounszwang.

Wann 1999 ewell déi éischt Debatt an der Chamber iwwer Palliativfleeg an Euthanasie war, da well am Koalitiounsprogramm vun 1994 d'Aféierung vu Palliativfleeg virgesi war. Et goufen duerno déi aner Debatte gehalen, an elo si mer 14 Joer méi spéit a stëmmen haut iwwert dat Gesetz. 14 Joer awer och, wou vill geännert huet, wou mer geléiert hunn, datt net alles méiglech muss gemaach ginn, wat medezinesch, technesch zur Verfügung steet, fir d'Liewe mussen ze verlängeren. Ech denken u Reanimatioun bei Häerzstëllstand vun engem Kriibspatient a sengem Endstadium.

All concernéiert Leit - d'Medeziner, d'Juristen, d'Ethiker a souguer Vertrieder vun deene verschiddene Reliounen - si sech eens, datt d'Schmäerzbekämpfung an der Palliativfleeg d'Liewe ka verkierzen an datt deen Effekt vun der schmäerzfräier oder erträglecher Péng dës eventuell Liewensverkierzung berechtegt. Mir wëssen och, datt, wann d'Palliativfleeg bal ëmmer d'Liewensenn ouni Schmäerz a physesch Leide ka sécheren, eenzel Fäll ganz schwéier bleiwe fir déi Betraffen.

An deene leschte Joren ass den Doud duerch d'Palliativbewegung aus dem Tabu erauskomm. Am Rapport vun 1999 steet nach, datt mer den Doud institutionaliséiert hätten doduerch, datt bal jiddfereen am Spidol oder am Alters- oder Fleegeheem géif stierwen. Obwuel mir all wëssen, datt jiddferee muss stierwen, gouf probéiert, den Doud ze verdrängen. Den Doud huet net an eis Liewesplanung gepasst. An eng Welt, wou nëmmen Erfolleg, Schéinheet a Jugend gefrot war, do war keng Plaz fir den Doud.

Huet net grad dës Opfaassung eis Begéinung mam Doud, déi jiddferee vun eis muss maachen, vu léiwe Mënschen, vill méi schwéier gemaach? Ech wëll och heibäi erënneren, datt och Kanner a Jugendlecher, déi aneschters trauere wéi déi Erwuessen, Hëllef musse kréien, wann hire Papp, hir Mamm, e Brudder oder eng Schwëster stierft, an datt déi Hëllef och an engem Service vun Omega 90 ugebuede gëtt.

Niewent der Angscht virum Doud selwer an deem, wat nom Doud kënnt, ass et sécher och d'Angscht virun de Schmäerzen, déi mer hu bei eisem Liewensenn. An déi Angscht kënne mer duerch eng gutt Palliativfleeg ofbauen. Net nëmmen d'Péng, mä aner Symptomer wéi Erbriechen, keen Otem kréien, schlecht sinn, ginn effikass behandelt. Mä och psychologesch, sozial a spirituell Froen a Problemer gi behandelt.

Et geet ëm déi lescht Liewensqualitéit fir de Patient a seng Familljen. D'Palliativfleeg steet zum Liewen a gesäit am Doud en normale Prozess. Et geet drëm, dem Patient säi Confort a säi séilescht a geeschtegt Guttgoen ze erhalen. Mir gesinn de Mënsch a senger Ganzheet an net nëmmen een Deel, dee krank ass. D'Dignitéit vum Mënsch muss bis zum Schluss erhale bleiwen.

D'Famillje muss mat begleet ginn, well fir si stelle sech Froe wéi, wéi d'Liewe virugeet, wann de Papp oder d'Mamm, de Mann oder d'Fra, d'Kand, de Frënd gestuerwe sinn; d'Trauer an de Verloscht, mä och Existenzängscht stelle sech an, an duerfir hält och d'Palliativfleeg net op mam Doud, mä begleet d'Familljen doriwwer eraus.

Vläicht huet deen een oder anere sech gefrot: Firwat schwätzt dann elo d'Familljeministesch zu deem doten Thema? Mä ganz einfach, well d'Palliativbewegung an domat d'Aféierung vun der Palliativfleeg zu Lëtzebuerg finanziell a moralesch ënnerstëtzt gouf vun Ufank u vum Familljeministère.

Et war de Fernand Boden, dee virun ongeféier 17 Joer erkannt huet, wéi wichteg fir déi krank a stierwend Leit, mä och fir hir Familljen d'Palliativfleeg wier. An et war de Familljeminister, deen zu Esch am Spidol gehollef huet finanzéieren, fir datt och do déi Statioun, iwwert déi de Mëtteg ewell esou vill hei geschwat ginn ass, iwwerhaapt konnt ageriicht ginn.

Omega 90 ass gegrënnt ginn duerch d'Amiperas, d'Caritas an d'Croix-Rouge, an an deene Joren duerno ass d'Fondatioun contre le cancer, d'Fondatioun Hëllef doheem an d'A.S.B.L. Doheem versuergt derbäikomm. Et war de Grondstee fir verschidden Aktivitéiten am Beräich vun der Palliativfleeg.

Omega huet bis haut eng Konventioun mam Familljeministère, an ech wëll alle Verantwortlechen aus dem Verwaltungsrot, dem Direkter an alle professionelle Mataarbechterinnen a Mataarbechter an och deene ville Bénévolen Unerkennung, Respekt a Merci soen. Fir si all sollen de Bernard Thill an de Michel Keilen hei perséinlech ervirgestrach

ginn. Si hu Pionéieraarbecht gemaach, déi schwéier war an déi besonnesch schwéier ass an esou engem delikate Beräich, wéi deem vum Doud a vum Stierwen.

D'Palliativfleeg huet am Laf vun der Zäit hire Wee an d'Spideeler, mä och zum Deel an d'Alters- an d'Fleegeheemer fonnt. Hei muss mat aller Konsequenz d'selwecht wéi och an de Behënnertefoyeren d'Palliativfleeg fir all eeler a behënnert Mënschen, wann dat hire Wonsch ass, méiglech sinn.

Ech denke besonnesch och un demenzkrank Leit, iwwert déi viru Joren an Éisträich eng Etüd gemaach gouf a festgestallt gouf, datt Leit, déi Alzheimer haten oder aner Demenzkrankheeten, am Fall, wou se mat enger Hëftfraktur dolouchen, nëmmen en Drëttel vum Morphium kritt hunn, déi en anere Patient kritt huet. Net well déi Leit manner wéi haten, mä well se sech net méi oder net méi esou gutt konnten ausdrécken.

Verschidden Haiser maachen hei zu Lëtzebuerg eng ausgezeechent Aarbecht an dëser Richtung. Ech denken zum Beispill un den Hospice civil vun der Stad Lëtzebuerg, mä och un nei Servicer fir Stierwend, zum Beispill Pontalize zu Ettelbréck oder och den Alzheimercentre zu Ierpeldeng. An dësen zwee Haiser, mä och an aneren, sinn Oasen amgaang ze entstoen no engem Schwäizer Modell. Et ass e grousse Raum, wou méi Patiente beienee sinn, déi permanent vu Personal betreit ginn. An der Oas ass eng ganz friddlech Atmosphär, keng Hektik a keen nervöse Betrib. Hei kënnen déi eeler Leit roueg an ouni Péng stierwen. Hir Famill kann zu all Zäit bei si kommen.

Mat engem däitsche Spezialistebüro evaluéiere mer d'Resultater vun dëse speziellen Unitéiten, an dat och op Wonsch vun deenen zwee Haiser. Mat Omega 90 huet och de Familljeministère eng Bautekonventioun ënnerschriwwen, fir zu Hamm um Terrain vum Hospice civil vun der Stad Lëtzebuerg, deen den Terrain zur Verfügung gestallt huet, en Hospiz ze bauen. Ech wéilt och Merci soe fir dëse kostbaren Terrain.

Ech traue mech och elo, fir dat Haus „Hospiz" ze nennen, well de Buergermeeschter Paul Helminger bei der Grondsteeleeung dësen Ausdrock gebraucht huet. Virdrun hu mer ëmmer vun engem „Centre d'accueil pour personnes en fin de vie" geschwat. Et war éischtens net liicht, dee Centre iwwerhaapt emol hei ze kréien, an zweetens en och nach „Hospiz" ze nennen, well dat wier de Lëtzebuerger net zouzetrauen.

D'Haus ass amgaang gebaut ze ginn. Mir rechnen, datt et 2009 am Laf vum Joer seng Dieren opmécht. Hei sti Better zur Verfügung fir Leit, déi un hiert Liewensenn ukomm sinn an déi net méi an engem Spidol brauchen oder wëlle sinn, déi vläicht net ëmmer ganz kënnen doheem bleiwen, well se eleng sinn - an där Leit gëtt et jo ëmmer méi -, well d'Familljen net méi déi ganz Zäit doheem ass oder zäitweis iwwerfuerdert ass. De stierwende Mënsch kënnt fir kuerz oder méi laang Zäit dohinner.

An dësem Haus ass eng pluridisziplinär Equipe vu Personal, déi extra fir dës Aufgab formëiert gouf. D'Famill an d'Frënn kënne 24 Stonnen op 24 Stonne kommen oder bleiwen, well et sinn och Zëmmere fir si virgesinn. Et ass méiglech do ze kachen, souwuel am Dag wéi an der Nuecht. Hei ass net méi déi medezinesch Betreiung un éischter Plaz, mä d'Solidaritéit an d'Affektioun fir dee stierwende Mënsch, deen hei Serenitéit fënnt, fir seng lescht Etapp vum Liewen an Dignitéit a Fridden ze beschléissen. D'Atmosphär vu Rou, Frëndlechkeet, Fridden a souguer Freed wäerten dësem Haus, esou wéi et och am Ausland de Fall ass, säi Succès garantéieren.

De Klaus Jensen, den Oberbuergermeeschter vun Tréier, sot mer, wéi an den 90er Jore vill Kliniksbetter ofgebaut goufen, hätten all Klinikträger a Gemenge gefrot, fir esou eng Statioun bei sech ze kréien. Tréier hat een Hospiz mat aacht Better. Duerfir war den Här Jensen ëmsou méi erstaunt, datt et hei zu Lëtzebuerg net selbstverständlech war, datt mer esou eng Institutioun ewell laang hätten; wou een och gesäit, datt wann et net wäit ewech ass - d'Distanzen -, awer ganz aner Meenunge bestinn.

Mir haten och als Familljeministère bis elo mat engem ambulante Service eng Konventioun, fir d'Prise en charge vu Palliativfleeg doheem méiglech ze maachen. D'Ambulanzservicer aus de Spideeler, zum Beispill elo de Saint-Louis vun Ettelbréck, an d'Servicer vun der ambulanter Fleeg erlaben, datt ëmmer méi Leit kënnen doheem stierwen. Hiren Asaz an hir fachlech a mënschlech Kompetenze maachen dat méiglech fir dee stierwende Mënsch a seng Familljen.

E puer Deeg iert d'Marcelle Lentz, déi fréier Deputéiert, gestuerwen ass, hat si mech geruff a gesot, ech soll lech soen, wéi gutt a wichteg d'Palliativfleeg an d'Servicer wiere fir kënnen doheem ze bleiwen. D'Marcelle war ganz kloer. Hatt sot, hatt hätt kee Wéi, et géif gutt Otem kréien an et wier frou, fir nach um Liewen ze sinn. D'Marcelle huet mat grousser Geloossenheet iwwer säin Doud geschwat, op deen hatt selwer, mä och soss alles gutt preparéiert war. D'Marcelle sot: Ech hat ewell meng Gebuert verpasst, ech wëll net och nach mäin Doud verpassen. D'Marcelle wollt eis mat op de Wee ginn, datt déi lescht Momenter vum Liewen äusserst kostbar sinn an et schéin ass, si ze deele mat sengem Mann, mat senger Famill a senge Frënn.

Fir mech war dës Begéinung eng ganz wichteg Erfahrung, vun Trauer jo, well ech wousst, datt ech d'Marcelle net méi géif erëmgesinn, mä och vun dankbarer Freed e Mënsch ze gesinn, deen ouni Angscht a mat aller mënschlecher Dignitéit op säin Doud gewaart huet. Ech hoffen, datt ech lech konnt vermëttelen, wat d'Marcelle lech eigentlech wollt soen.

Fir gutt Palliativfleeg ze maachen, brauch een eng gutt Formatioun. Et ass des Öfteren hei gesot ginn. Omega 90 souwuel wéi d'AMMD maachen dat säit Joren; Formatiounen op verschiddenen Niveauen a fir déi verschidde Beruffsgruppen. Si sinn och prett, fir dat unzebidden, wat gebraucht gëtt.

D'Uni Lëtzebuerg hat déi Formatioune vun Omega 90 evaluéiert a se als ganz positiv bewäert. Et gëtt Iwwerleeungen, fir ee Master an der Palliativmedezin op der Uni anzeféieren. Dat ass awer natierlech nëmme méiglech, wa mer dat an der Groussregioun kënne maachen, d'selwecht och wéi d'Formation continue an dësem Beräich.

Wichteg ass, datt méiglechst vill Leit Palliativformatioune maachen. E gutt Beispill huet d'interkommunaalt Altersheem vu Clierf ginn, wou vun der Direktioun iwwert d'Administratioun, d'Hauspersonal an d'Fleegepersonal - jiddfereen - eng Formatioun a Palliativfleeg gemaach huet. Domat gëtt d'Kultur vun der Palliativfleeg vu jiddferengem gedroen.

Här President, doduerch, datt dem Wëlle vum Mënsch u sengem Liewensenn mat der Directive anticipée, mat all deene Mëttelen, déi zur Verfügung gestallt ginn, besser Rechnung gedroe gëtt, denken ech, datt och e weidere Wee gemaach gëtt, fir et de Leit ze erméiglechen, deen Doud oder dat Liewensenn ze kréien, wat se sech éischter wënschen. Meng Kolleegen a vill vun de Virriedner sinn dorobber agaangen, duerfir wëll ech doriwwer näischt méi soen.

De Congé d'accompagnement, also en onbezuelte Congé, war an der leschter Regierung duerch de Familljeministère erabruecht ginn. De Conseil d'État hat dorobber eng Opposition formelle gemaach, mam Argument, et wier ongerecht, well deen ee sech dann dee Congé kënnt leeschten an deen aneren net. Duerfir féiert dës Regierung e Congé d'accompagnement vu maximal fënnef Deeg, dee bezuelt gëtt, an. Ech mengen, et wier e gudde Start. Ob en dann herno ausgebaut gëtt, dat ass eng aner Fro.

Ech wëll zum Schluss kommen, Här President, an e Wuert soen iwwert déi Bénévol, déi an de Spideeler, an den Alters-, an de Fleegeheemer an an de Famillje sinn. Hir Zuel gëtt bestänneg méi grouss. Si sinn e wichtegt Bindeglied tëschent dem Kranken a senger Famill an der Equipe. Si sinn net un d'Zäit gebonnen. Si riichte sech no deem Kranken oder der Kranker.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Lauschtert emol! D'Mikroe vum Riednerpult fonctionnéieren net gutt, duerfir géif ech bieden, fir dass och déi douewen eppes kënnen héiere vun deem, wat d'Madame Jacobs seet, ëm e wéineg Disziplin!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Tëschent deene Fräiwëllegen an de Kranken entstinn dacks ganz intensiv Relatiounen, déi Plaz maache fir Gespréicher, déi engem ganz dacks eng Laascht aus sengem Liewe kënnen ofhuelen. Gesten, wéi engem d'Hand ze halen, do ze sinn. Hir Formatioun, hiert Engagement zesumme mat déiwem Respekt virun deem kranken a stierwende Mënsch si fir eis Gesellschaft vun onschätzbarem Wäert.

Aus ville Gespréicher weess ech, datt si soen, datt si méi géife kréien, wéi dat, wat si géife ginn. Ech wëll hinnen an all deenen, déi sech an der Palliativmedezin a -fleeg asetzen, mäin déiwe Respekt a Merci soen. Den Doud bleift ëmmer en Abschied vun engem Mënsch, deen ee gären hat an en deet ëmmer wéi, mä et ass méi einfach ze verkraaften, wann een dee léiwe Mënsch am Stierwe konnt begleeden a bei him oder hir sinn. Ech denken, datt mer dat mat dësem Gesetz besser kënne maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Jacobs.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote. Den honorabelen Här Jaerling huet gemengt, déi Motioun, déi hien déposéiert huet, misst elo zum Vote kommen. Ech wëll dozou zwou Remarquë maachen: Éischtens ass déi dote Motioun de Moment nach net recevabel, do musse mer emol genuch Ënnerschréften hunn; an zweetens betrëfft déi Motioun éischter d'Proposition de loi, déi mer elo am Uschloss diskutéiere wäerten. Esou dass ech géif proposéieren, dass mer herno dorobber zréckkommen, wann da genuch Ënnerschréften drop sinn.

Mir stëmmen elo iwwert de Projet de loi of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5584 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vun der Proposition de loi 4909 iwwert déi aktiv Stierfhëllef. Et si bis elo ageschriwwen: déi Damme Stein, Frank a Flesch, den Här Wagner, den Här Bodry, den Här Angel, den Här Huss an den Här Mehlen.

(Brouhaha)

Une voix.- An den Här Jaerling och.

M. le Président.- D'Wuert huet elo fir d'éischt déi honorabel Madame Lydie Err, Auteuse-rapporteuse vun der Proposition de loi. Duerno huet den Här Huss d'Wuert. Madame Err, wann ech gelift.

4. 4909 - Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydie Err *(LSAP), auteuse-rapporteuse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech ginn dovunner aus, dass Dir mat eis alleguerten esou generéis an der Zäit sidd, wéi Der mat der Familljeministesch waart, an dass mer alleguerte kënnen duebel esou laang schwätzen, wéi dat, wat virgesinn ass.

M. le Président.- Madame Err, d'Presidentekonferenz hat arrêtéiert, dass hei jiddferee kann esou laang schwätzen, wéi e wëllt.

Mme Lydie Err *(LSAP), auteuse-rapporteuse.*- Et ass ëmmer gutt ze wëssen, wann et fir jiddferee gëllt.

Ech wollt fir d'éischt emol, fir unzefänken, menger Satisfaktioun Ausdrock ginn, dass deen Text iwwert d'Palliativmedezin unanime ugeholl ginn ass. Ech mengen, dass dat och am Sënn ass vum Jean Huss a vu mir selwer, déi ëmmer gesot hunn, dass d'Palliativmedezin an d'Stierfhëllef komplementar sinn a sech net opposéieren. Mir sinn duerfir frou, well et ass zweifelsohne esou, dass dat e Fortschrëtt duerstellt par rapport zur Situatioun wéi mer se haut hunn, och dann, wa se eiser Meenung no net esou wäit geet, wéi mir et fir eis gären hätten.

Ech wëll duerfir ganz kuerz virstellen, wat an eisem Text steet an an der Introduktioun soen, dass eisen Text iwwert d'Stierfhëllef sech jo ganz kloer distinguéiert vun deem virdrun, deen, wéi d'Rapporterin et gesot huet, iwwert d'Stierfbegleedung gaangen ass. Mä eis Stierfhëllefpropositioun ass kee Fräibréif fir een ëmzebréngen, keng „licence to kill", wéi dat provokativ emol formuléiert ginn ass. Et ass keen Text fir d'Krankekeesen ze entlaaschten an et ass keen Text fir éischter un eng Ierfschaft erunzekommen, wéi ouni Stierfhëllef.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Oh!

Mme Lydie Err *(LSAP), auteuse-rapporteuse.*- D'Verkierzung vum Stierwen ass den Zweck vun eiser Proposition de loi, d'Verkierzung vun der Agonie, vum Kampf géint den Doud, souzesoen.

Wann een deenen Etüden aus verschiddene Länner, déi déi Législatioune scho méi laang hunn, ka gleewen, da féiert an deene Länner d'Stierfhëllefgesetz dozou, dass d'Liewen an der Regel nëmmen ëm Deeg verkierzt gëtt, wann net ëm Stonnen. Et geet also ganz kuerz net emol am Prinzip ëm eng Verkierzung vum Liewen, mä ëm eng Verkierzung vum Stierwenskampf, vun der Agonie, souzesoen.

Kengesfalls a generell generaliséiert eis Proposition de loi d'Stroffräiheet fir Dokteren, mä nëmmen d'Stroffräiheet fir Dokteren ënner gewëssene Konditiounen. An deem Zesummenhang wëll ech der Madame Ministesch eng Remarque maachen: Et ass e Fortschrëtt, wann ee behaapt, dass nëmmen Doktere solle kënne Stierfhëllef leeschten, well si d'Experten an där Matière sinn.

Ech wëll Iech drop hiweisen, dass an der Schwäiz beispillsweis all Mënsch kann deen Text benotzen, fir Stierfhëllef ze leeschten, an dass dat natierlech keng Garantie gëtt fir déi Patienten, déi wëlle gehollef kréien, schmäerzlos hirem Wonschdoud entgéintzefëieren. Duerfir ass et normal, dass nëmmen Doktere kënne vun der Stroffräiheet profitéieren, well den Zweck vun der Stierfhëllef, wéi mir se gesinn, ass jo deen, fir net d'Leit egal wéi stierwen ze loossen, déi stierwe wëllen, mä de Leit ze hëllefen ze stierwen ouni Schmäerzen, op hiren eegene Wonsch hin, a vu Fachleit begleet, an déi sinn nun eemol d'Dokteren eleng.

Ech denken, dass et och wichteg ass ze soen an an deemselwechte Kontext der Madame Ministesch ze äntwerten, dass, wann d'SPD an Däitschland seet, mir wëlle keng Euthanasie, dat absolut näischt ausseet, well an Däitschland gëtt et, wéi Der alleguerte vläicht wësst, souwisou schonn „Beihilfe zum Freitod". An déi Leit, déi sech nach vläicht un déi Dokter-Hackethal-Affären erënneren, déi wëssen, dass an Däitschland probéiert gëtt, iwwert d'Bäihëllef zum Selbstmord am Fong aktiv Euthanasie ze maachen, ënner engem falsche Label.

Dat ass eppes, wat mir zu Lëtzebuerg - de Jean Huss an ech jiddefalls - net wëllen. Mir hätte gäre Kloertext, e kloere Kader, Kontroll an Transparenz.

Kengesfalls wëlle mir och hunn, dass d'Patienten de Wëllen opgedrängt kréien, deen de Moment an engem Gesetz eleng steet, oder opgedrängt kréien, wat de Moment am Code de déontologie vun den Doktere steet. Wou elo drasteet, dass et verbueden ass fir en Dokter, de Patienten ze hëllefen ze stierwen.

Mir hätte gären, dass an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat eng Demokratie ass, e Gesetz dat erëmgëtt, wat d'pluralistesch Gesellschaft mengt, an et jiddferengem soll erlaben, no senge Virstellungen aus dem Liewen ze goen. Dat setzt viraus, dass Mee-

nungsfräiheet a Gewëssensfräiheet net nëmmen zoustänneg si fir d'Deputéierten heibannen, well déi décidéieren en fait net nëmme fir sech selwer, déi décidéieren och dat, wat muer dobaussen erlaabt ass oder net.

An déi Leit, déi mengen, dass dat, wat mer bis elo gemaach hunn u Stierfbegleedung, duergeet - dat ass sécherlech eng Meenung, déi ze respektéieren ass, soulaang déi Meenung sech op si selwer bezitt. Wa si domadder d'Prétentioun hunn ze soen, wat déi aner ze maachen hunn oder net ze maachen hunn, dann ass dat fir mech inakzeptabel.

Ech maachen en Appel un all Kolleegen heibannen, fir sech därer Verantwortung bewosst ze sinn, dass d'Meenungsfräiheet fir d'Deputéierten eigentlech och misst heeschen, Meenungsfräiheet dobausse beim Doud fir jiddfereen, dee virun deem Doud do steet!

De Moment ass et esou: Et ass jo net esou, wa mir kee Gesetz iwwer Stierfhëllef kréien, dass dat géif heeschen, et géif keng Stierfhëllef hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn.

Ech weisen drop hin, dass an engem Questionnaire, deen 1992 vun der ADMD gemaach ginn ass an deen un d'Doktere geschéckt ginn ass, d'Dokteren, déi do geäntwert hunn, largement gesot hunn, dass se Stierfhëllef gefrot kréien, dass se Stierfhëllef praktizéieren an och dass si selwer bereet wieren, Stierfhëllef ze praktizéieren, wann d'Gesetz et géif erlaben.

Esou wäit zu den Tatsaachen. Well mir mussen eis keng Illusioune maachen: Wa mir kee Gesetz iwwer Stierfhëllef kréien, dann heescht dat net, dass keng gemaach gëtt. Dann heescht dat just, dass se gemaach gëtt ouni Kontroll an ouni Transparenz.

Jiddfereen ass da fräi sech ze determinéieren, wat da besser ass: e prezise Kader mat alle Konditiounen a mat enger Kontroll, oder einfach Ontransparenz, wéi mer se de Moment hunn a wou de Patient ni sécher ass, dass zu sengem Liewensenn dat passéiert, wat hie selwer wëllt.

Mir ginn dovunner aus, dass all Mënsch, deen net gefrot gëtt, wann e säi Liewe kritt, misst e Matsproocherecht hunn, wann en zum Liewensenn kënnt, a mir hu probéiert an där Proposition de loi all Dispositioun aus der Mënscherechtskonventioun ze respektéieren: engersäits d'Liberté d'opinion et de religion, déi jiddferengem et erlaben, ze gleewen an ze denken, wat e wëllt; d'Protection de la vie privée, déi och natierlech den Doud abegräift an déi jiddferengem misst erlaben, säin Doud esou ze liewen, wéi e wëllt; a virun allem - an dat ass vläicht manner evident - d'Egalitéit vun de Bierger net nëmme virum Gesetz, mä wierklech virum Doud; well mir wëssen, dass während dem Liewen déi Gläichstellung virum Gesetz éischter Theorie ass.

Mir fannen, an ech erklären Iech wéisou, dass d'Gläichstellung virum Doud de Minimum wier, deen esou e Gesetz misst mat sech bréngen.

Firwat zum Beispill soll et Leit aus engem gewëssene Beruffszweig erlaabt sinn, no hirem Wësse kënnen ze stierwen? Firwat gëtt zum Beispill de Selbstmord oder d'Selbstmordtentative net bestrooft, wann ee se selwer kann eleng exekutéieren? Firwat soll et weider verbuede sinn, engem ze hëllefen, dee wierklech net méi kann an deen d'Konditioune vun eiser Propositioun erfëllt, ze stierwen, ouni sech mussen aus der Fënster ze geheien, ouni musse mat engem Auto an e Fiels ze rennen, mä dass e kann op Hëllef rechnen, am Kader vun engem Gesetz, fir sengem Doudeswonsch a gewëssene Konditioune kënnen nozegoen?

Firwat ass et wichteg, iwwert dat eraus, wat mer haut gestëmmt hunn, ze légiféréieren?

Et ass wichteg, well den Ënnerscheed tëschent deem, wat de Moment an eisem Strofgesetzbuch steet, an deem, wéi d'Evolutioun vun der Medezin weidergeet, all Dag méi grouss gëtt. Et ass net normal, dass endlos dee Gruef tëschent dem Droit pénal an der medezinescher Wëssenschaft sech méi grouss mécht.

Déi zweet Ursaach ass och, well e Gesetz ëmmer soll dat erëmginn, wat et vun Diversitéit an enger Gesellschaft gëtt, an an der Diversitéit vun der Gesellschaft ass de Moment - an dat beweise Sondagen - ganz kloer e Wonsch no Stierfhëllef, fir jiddferengem et ze erlaben, no senge Virstellunge kënnen aus dem Liewen ze goen.

Kee Gesetz iwwer Stierfhëllef heescht net, dass keng Stierfhëllef gemaach gëtt, getätegt gëtt, mä beweist am Fong just, heescht just, dass et keng Kontroll gëtt. Kee Gesetz iwwer Bäihëllef zum Selbstmord heescht net, dass et manner Selbstmord gëtt; dat heescht, dass et Selbstmorde gëtt, déi ënner ganz schreckleche Konditiounen ouni medezinesch Hëllef vonstatteginn, an dat ass sécherlech och net gutt.

E Kader ass och noutwendeg fir eng aner Ursaach, fir restriktiv Konditiounen ze schafen, déi all zesumme kumulativ mussen erfëllt ginn, an déi kënnen herno kontrolléiert ginn, fir ze kucken, ob d'Gesetz respektéiert ginn ass. Ech wëll och duerfir herno ganz kuerz op déi Konditiounen agoen, fir festzestellen, dass déi Konditiounen, déi an eiser Proposition de loi stinn, an deem enge Fall wéi an deem anere Fall kumulativ mussen erfëllt sinn.

Mir brauchen och e Gesetz fir déi an déi 5 oder 6% vun deene Leit, déi iwwert d'Palliativmedezin net kënne gehollef kréien - an dat soe selwer déi Dokteren, déi an der Palliativmedezin schaffen -, fir doriwwer eraus déi Hëllef méiglech ze maachen.

Et ass och e Gesetz noutwendeg fir Stierfhëllef fir déi Leit iwwert d'Vitesse eraus kënnen ze praktizéieren, par rapport zu deem, wat elo drasteet. Well mir wësse jo, dass d'Méiglechkeet vun enger Accélératioun vum Doud iwwert d'Gesetz vun der Palliativmedezin nëmmen als „Kollateralschued" akzeptéiert ass, wéi et hei formuléiert ginn ass. Mir hätte gären, dass, wann d'Leit et wëllen, dat kann och méi schnell goen, wéi dat iwwert d'Palliativmedezin kéint goen.

Mir sinn och der Meenung, dass Politik a Relioun verschidden Domäne sinn an dass d'Politiker, déi eng Décisioun hei huelen, mussen der Koexistenz vu verschiddene Meenungen an eiser Bevölkerung Rechnung droen; Meenungen, déi sech an deenen diverse Sondagen - op déi ech ganz kuerz oder op déi de Jean Huss nach vläicht ganz kuerz kann agoen - ganz kloer zum Ausdrock kommen.

Leschtendlech soll e Gesetz näischt fixéieren, wat nëmme vun engem klengen Deel vun enger Bevölkerung gedroe gëtt. Duerfir wëll ech hei eng Zitatioun ubrénge fir all déi, déi fir sech selwer eng aktiv Stierfhëllef refuséieren. Ech zitéieren ouni ze iwwersetzen, well se op Franséisch sécherlech vill besser eriwwerkënnt, wéi wann ech se elo probéieren ze iwwersetzen: «Si l'homme n'a aucun droit sur sa vie, s'il croit que la vie est à Dieu ou à la société, il est juste qu'il le croit et qu'il refuse pour lui d'abréger sa vie, mais il est inadmissible que sa morale puisse s'imposer à tous.»

Ech wëll dorobberhi ganz kuerz op déi Sondagen agoen, déi et zënter den 90er Joren hei gëtt. Ech hu verschidde Saachen doriwwer matbruecht - an ech ginn Iech se, Här President, fir hei elo net déi ganz Versammlung opzehalen -, fir ganz kuerz ze soen, wat zu Lëtzebuerg um Niveau vun der Opinion publique geschitt ass.

1988 ass d'ADMD gegrënnt ginn. Si kritt also elo dëst Joer 20 Joer, an ech profitéieren dovunner, fir hirem éischte President, dem Dokter Henri Clees, Merci ze soe fir säin Asaz, mat deem hie sech bei senge Beruffskolleegen och net ëmmer beléift gemaach huet.

1989 ass deen éischte Sondage am „Tageblatt" vun der ILReS publizéiert ginn, an deemools schonn ass gesot ginn, dass 71% vun de Leit gesot hätten, si wiere fir eng Stierfhëllef.

1990 ass Omega 90 gegrënnt ginn, an 1992 ass vun der ADMD e Questionnaire ënnert den Dokteren erauskomm, deen och ganz kloer seet, dass Stierfhëllef bei hinne gefrot gëtt, dass se praktizéiert gëtt an dass si zu 72% bereet wieren, se ze praktizéieren, wa se net ënnert dem Strofgesetz géif stoen.

Och ënnert de Juristen ass eng Ëmfro gemaach ginn, an deemools schonn, ënnert der heiteger Gesetzgebung, ass gesot gi vu méi wéi 60% vun de Juristen, dass e Stierf- oder Liewenstestament eng Validité juridique hätt fir deen Eenzelnen, well et onzweifelhaft de Wëlle vu sengem Auteur erëmgëtt.

91% vun de Juristen hunn 1994 gesot, si wieren der Meenung, dass jiddferee misst kënnen décidéieren um Enn vu sengem Liewen, wéi en ze stierwen huet.

D'Association des Médecins et Médecins Dentistes huet jo och elo viru kuerzem bei hire Leit eng Ëmfro gehalen, an interessant ass et festzestellen, dass, wann eng Majoritéit géint d'Stierfhëllef ass, wa se als Dokter, an hirer Qualitéit als Dokter schwätzen, awer dann eng Majoritéit vu 54% derfir ass an hirer Qualitéit als Bierger oder als Patient. Och dat sprécht Bänn, op déi een hei net muss weider agoen.

Dee leschte Sondage war de leschte Samschdeg am „Tageblatt". Ech wëll am Fong just den Haaptprozentsaz hei nach eng Kéier répétéieren, deen dobäi erauskomm ass: Et sinn dräi Véierel vun der Bevölkerung derfir, dass et méiglech soll ginn, Stierfhëllef ze kréien!

Jiddfereen, dee fir sech haut Problemer huet, fir dat fir sech ze wëllen, soll déi Prozenter mat a Kont huelen a sech froen, ob et normal ass, dass en als Deputéierten net nëmme fir sech décidéiert, mä fir 74% vun de Leit mat, déi eigentlech eppes aneschters wëllen.

Zum Contenu vun der Proposition de loi. Fir d'éischt ganz kuerz d'Konditiounen. D'Konditioune gëllen net nëmme fir d'Euthanasie, dat heescht fir d'Stierfhëllef, mä och fir d'Bäihëllef zum Suicide.

Et muss ee majeur sinn oder Mineur émancipé; et muss een an enger Situation de santé sinn, déi absolut ouni Hoffnung ass, ouni Hoffnung op Verbesserung; et muss een esou vill Schmäerzen hunn, dass een net méi an deene Konditioune wëllt weiderliewen; et muss ee ganz kloer säi Wëllen ausgedréckt hunn; den Dokter muss een informéiert hunn, och iwwert déi Méiglechkeeten, déi et gëtt; an den Dokter, deen ee behandelt, muss vun engem Spezialist sech confirméiere loossen, dass de Gesondheetszoustand vun deem betreffende Patient irrémédiablement compromis ass, dass en also keng Aussiicht op Verbesserung huet.

Den Testament de vie, dee kann natierlech contrairement zu deem, wat am Palliativmedezinsgesetz steet, verlaangen, dass een ënner gewëssene Konditioune wierklech soll gehollef kréien, fir ze stierwen op eng Aart a Weis, déi et ouni Schmäerzen erlaabt an an enger anerer Vitesse, wéi dat am Palliativgesetz méiglech wier.

Dat Testament gesäit och vir, dass ee kann draschreiwen, wéi ee wëllt begruewe ginn. An dat Testament, wat een do mécht, soll enregistréiert ginn op der Direction de la Santé.

Firwat geet et net duer fir eis, nëmmen esou en Testament ze schreiwen?

Mir iwwerhuelen am Fong domadder eppes, wat am Projet vum Exminister Wagner drastoung, well mer dovunner ausginn, dass en Testament de vie oder eng Directive anticipée net automatesch an de Patientendossier kënnt an dass ee muss derfir suerge kënnen, dass ee sech renseignéiere kann, ob et esou eng Direktiv gëtt, wann dann ee Patient a senger Agonie läit.

Mir hunn och contrairement zum Gesetz a logescherweis eng Kommissioun agesat, déi soll kontrolléieren, wann eng Stierfhëllef geschitt ass, ob d'Konditioune vum Gesetz consciencieusement respektéiert gi sinn.

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Häre heibannen, déi herno sollen op de Knäppchen drécken, dass dat eng immens wichteg Garantie ass, fir dass näischt passéiert, wat d'Rumm vum Gesetz sprengt, an d'Rumm vum Gesetz ass esou enk geschnürt, dass et menger Meenung no kee Risiko méi gëtt, fir hei vun Abusen ze schwätzen.

Etüden, Evaluatiounen aus dem Ausland ginn a déiselwecht Richtung a beweisen och, dass dat, wat gefaart gëtt, dass et iwwert dat heite Gesetz géif antrieden, an der aktueller Situatioun, wou mer kee Gesetz hunn, vill méi eng grouss Gefor ass, wéi dat ënner enger Gesetzgebung méiglech ass.

Ech wëll ganz kuerz erklären, wat d'Differenze sinn tëschent de Soins palliatifs an der Stierfhëllef.

D'Médecine palliative an d'Stierfhëllef sinn, wéi gesot, an eisen Ae komplementar a si opposéiere sech net. D'Soins palliatifs sinn en Accompagnement en phase terminale, deen do ass, fir de Patient ze erliichteren, ze soulagéieren, an domadder gëtt a Kaf geholl, dass en eventuell méi schnell stierft, wéi e géif stierwen, wann en déi Medikamenter géint d'Péng net géif kréien.

De Wonsch, fir ze hëllefen ze stierwen, ass also do nëmmen accessoire do. Dat bréngt och mat sech, dass den Doud ënnert deene Konditioune méi lues viru sech geet, wéi dat bei enger aktiver Stierfhëllef ka sinn.

D'Stierfhëllef a sech, déi verstoppt sech net hanner engem medezineschen Numm, déi seet ganz kloer, dass se gemaach gëtt ënner gewëssene Konditiounen, fir engem Patient, deen net méi gutt gëtt an deen et gefrot huet a seng Meenung dozou geäussert huet, ze hëllefen, méi schnell ze stierwen, wéi d'Progrèsë vun der Medezin et géifen erlaben.

Eigentlech kéint een och - an de Sproochgebrauch ass jo heiansdo ganz wichteg - d'Stierfhëllef Hëllef zur Selbsterléisung nennen, da géif et vläicht och fir gleeweg Chrëschte méi akzeptabel ginn als Phenomeen, wéi Stierfhëllef oder Hëllef zum Selbstmord.

Assistance au suicide, firwat ass dat noutwendeg?

Ech mengen, dass et noutwendeg an indispensabel ass, fir Fäll wéi de Vincent Humbert och mat eranzehuelen an d'Stierfhëllef.

Wat ass speziell bei engem Fall wéi dem Vincent Humbert, oder bei engem Mënsch, deen, wéi mir an enger Versammlung virun enger Woch gesot ginn ass, probéiert huet, sech ëmzebréngen, mat engem Auto an e Fiels gerannt ass, deen doduerjer komplett handicapéiert ass, sech net méi ka bewegen, dee kënschtlech ernährt gëtt, dee kënschtlech op d'Toilette geet, deen net méi schwätze kann, deen näischt méi gesäit an deen zënter Joren esou um Bett läit?

Dee kann ni ënnert deene Konditiounen, soulaang wéi en nach lieft, ënnert d'Konditioune vun der Palliativmedezin falen.

Mir sinn der Meenung, wann dee Mënsch sech ausgedréckt hätt, an deem Sënn, wéi e Stierftestament, wéi mir et gesinn, et erlaabt, dass esou Leit ka gehollef ginn.

Wat gradesou kloer ass, dat ass, wann de Mënsch selwer et net gesot huet, ni en aneren - wéi d'Elteren an deem Fall hei zum Beispill - sech kënnen der Volontéit vum Patient selwer substituéieren a fir en aneren décidéieren, wat fir hien ze passéieren huet.

Mä d'Méiglechkeet ass op, fir net nëmme Leit, déi am Doudeskampf sinn, ze hëllefen ze stierwen, wa si selwer et wëllen, mä och deene Leit, deenen hiert Liewen am Fong nach just e medezinescht ass - kann ee vläicht soen -, ee vegetatiivt Dasein ass.

Ech denken, dass och esou Fäll missten iwwer e Gesetz geléist kënne ginn. Firwat?

Fir dass ee kontrolléiere kann, dass déi Konditiounen, déi am Gesetz stinn, wierklech erfëllt sinn. Dass ee kann zum Beispill kontrolléieren an deem Fall do, ob dee jonke Mënsch, dee getraff ginn ass, selwer scho jee eng Meenung ausgedréckt huet, an dass een évitéiere kann, dass Elteren, déi et net méi packen, dee Misär do mat unzekucken, eng Tentatioun kéinten hunn, fir ze kucken deem Liewen do, dat fir si och e Cauchemar ass, en Enn ze setzen.

Wichteg ass, fir ze soen, dass ni een an eiser Proposition de loi ka fir en aneren décidéieren; dass jiddfereen, deem säi Wëllen net kloer ass, Pech hat, souzesoen; dass jiddfereen also, wann eist Gesetz géif gestëmmt ginn, opgefuerdert ass, d'Responsabilitéit fir säin eegenen Doud a seng eegen Hänn ze huelen, kloer Dispositiounen ze hannerloossen, an der Hoffnung, dass dat, wat haut hei erauskënnt, him et erlaabt - wat haut net erlaabt ass, mä vläicht muer méiglech ass -, och esou ze stierwen, wéi et net fir jiddfereen akzeptabel ass, mä wéi et senge Konzeptiounen, senger Relioun a senger Philosophie entsprécht.

Ech wëll duerfir och, wann dat Gesetz, wéi et elo hei virläit, gestëmmt gëtt, e Wuert zur Prozedur soen, well et ass jo elo hei ugeklongen, dass et nach net ganz kloer wier, wat passéiert, wann déi zwee Texter géife gestëmmt ginn. Wann déi zwee Texter gestëmmt ginn, ass et ganz kloer:

Deen éischten trëtt en vigueur, well deen évidemment vum Statsrot eng Dispens vum zweete Vote kritt.

Deen zweeten Text huet de Statsrot iwwregens net eleng stiefmütterlech oder stiefväterlech behandelt, wéi eis Proposition de loi. Hien huet net am Detail d'Dispositioune vun eiser Proposition de loi akzeptéiert. Hien huet sech just drop limitéiert, fir ze soen, verschidden Dispositioune wieren inkompatibel. An dat stëmmt!

Inkompatibel sinn: de Contenu vum Testament de vie - an deem engen an an deem anere Fall ass dee verschidden -; den Enregistrement vum Testament de vie; de Code de déontologie, deen eppes verbitt, wat an eisem Testament misst erlaabt ginn; an och déi Kontrollkommissioun, déi an eisem Text steet, déi am Text vun der Regierung net dran ass.

Da muss ee sech op deene véier, fënnef Froen eens maachen, wat an deene Froe geschitt. Vu dass mer dat de Moment net sinn, vu dass de Statsrot sech doriwwer net ausgedréckt huet, ass et evident, dass keng Dispens vum zweete Votum vum Statsrot fir déi zweet Proposition de loi kënnt. Mir hunn also duerno Zäit - mir, d'Regierung -, fir ze

kucken eis op e gemeinsamen Nenner ze bréngen, fir muer de Leit d'Méiglechkeeten ze ginn, en toute liberté de conscience jiddferee fir sech dat ze maachen, wat hie fir sech richteg fënnt.

Mä och dann, Dir Dammen an Dir Hären, an domadder wëll ech ophalen, ass et ganz kloer, dass, wann déi zwee Texter gestëmmt ginn, a wa mer et duerno - et mécht ee jo keng Politik, wann een net en Optimist bleift - fäerdeg bréngen, e Konsens ze fannen op deene véier, fënnef Froen, wou mer elo Schwieregkeeten hu mat deenen zwee Texter, mer dann e Gesetz hunn, wat Méiglechkeeten opmécht, eng Stierfhëllef ze kréien.

Dat obligéiert keen Eenzelne vun Iech, Dir Dammen an Dir Hären, besonnesch déi, déi hei riets vu mir sëtzen an e bësse méi erop bei der Regierung, wann dat fir Iech net richteg ass, dat ze maachen! Dat forcéiert kee vun deenen Dokteren, déi douewen nolauschteren, dat ze praktizéieren, wa se et net wëllen! Dat gëtt just deene Leit, déi et fir sech gären hätten, an deenen Dokteren, déi et fir sech kënnen akzeptéieren, d'Méiglechkeet, no hire Virstellungen ze agéieren.

Engem dat ze verwieren, fannen ech net an der Rei an enger Demokratie, wou et net normal ass, dass e minoritären Deel vun der Bevölkerung - e majoritären Deel an enger Chamber - enger Majoritéit vun der Bevölkerung virschreift eppes ze maachen, wat fir si net richteg ass.

Duerfir wéilt ech Iech opruffen, iwwer Äre Schiet ze sprangen an - och wann Dir dat fir Iech selwer net wëllt - deene Leit, déi eppes aneschters wëlle wéi Dir, d'Geleeënheet ze ginn, dat muer, iwwermuer ze kréien.

Ech wëll ophale mat enger Zitatioun vum François de Closets, dee seet: «La loi n'a pas à trancher le débat pour ou contre l'euthanasie, car c'est une question de choix personnel et elle doit le rester.» An dat schéngt mer evident. «La loi n'a de justification que pour permettre à chacun d'exercer sa dernière volonté.»

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err.

Mme Lydie Err *(LSAP), auteuse-rapporteuse.*- Neen, ech hunn elo nach ee Saz vergiess, Här President,...

M. le Président.- Jo.

Mme Lydie Err *(LSAP), auteuse-rapporteuse.*- ...een eenzege Saz, an zwar, dass ech alles, wat ech zënter der ADMD iwwert dëse Projet vun Effortë gemaach hunn, vu Frechheeten hu missen héieren, am Fong wëll zwee Leit dédiéieren: an zwar menger Mamm, där ech versprach hunn op hirem Doudesbett, ech géif derfir suergen, dass kee méi misst esou stierwen, wéi si huet misse stierwen, obscho si et net wollt; an zweetens engem Frënd vu mir - dem Heng -, deen zënter 20 Joer drop waart, dass e Gesetz wéi dat heite kënnt, fir an där schwéierer gesondheetlecher Situatioun, an där hien dran ass, eng Hëllef ze gesinn, wann et wierklech ënner senge Konditiounen net méi fir hie méiglech ass, weiderzeliewen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. Den honorabelen Här Huss huet elo d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), auteur-rapporteur.*- Merci, Här President. Ech wéilt dës Presentatioun hei elo relativ kuerz halen, zum Éischten, well meng Kolleegin, d'Madame Err, jo schonn am Fong de Gros gesot huet, wat an der Proposition de loi drasteet, an zum Zweeten, well ech jo als Rapporteur oder Corapporteur bei dëser Presentatioun just kann op de Sënn, op den Historique, op déi wichteg Inhalter an op Ënnerscheeder mam Palliativgesetz agoen. Déi politesch Ausenanersetzung do ronderëm mat den Argumenter a Géigenargumenter wëll ech a menger zweeter Interventioun als Fraktiounssprecher vun deene Grénge maachen.

D'Madame Err an ech haten, wéi scho bekannt, dës Proposition de loi viru ronn fënnef, sechs Joer zesummen ausgeschafft, nodeem scho méi wéi zéng Joer virdrun d'Diskussioun do ronderëm hei zu Lëtzebuerg ugaange war.

Et war um Enn vun den 80er Joren, wéi d'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité an och Omega gegrënnt gi waren. Nodeem an Holland, an der Belsch an deelweis an der Schwäiz ähnlech Gesetzer a Kraaft getruede waren, hat et eis dunn am Joer 2002 endlech och un der Zäit geschéngt, parteiiwwergräifend dës Proposition de loi ze schreiwen.

Zënter deem Moment huet sech déi öffentlech Diskussioun ronderëm d'Palliativmedezin an d'Euthanasie ëmmer méi intensivéiert. Et ass zu enger ganzer Rëtsch vun Tables rondes a vu Konferenzen doriwwer komm. Finalement stoung eng Partie Méint virun de Wahle vun 2004 och eng Resolutioun hei zur Debatt vun LSAP- a Gréngen-Deputéierten, déi du mat deem knappste vun alle méigleche Resultater - mat 28 géint 27 Stëmmen, bei e puer Enthalungen - verworf gouf.

Eis Proposition de loi blouf dunn awer an der Diskussioun, och an der Diskussioun vun där zoustänneger Santéskommissioun, ganz einfach, well een d'Fro vun der aktiver Stierfhëllef hautdësdags a kengem Land méi ënnert den Teppech ka kieren:

Éischtens, well d'Mënschen an eisen opgekläerten a pluralistesche Gesellschaften an enger kloerer Majoritéit eng Liberté de choix an d'Recht op Selbstbestëmmung wëllen hunn, besonnesch wann et ëm total intim a perséinlech Froen, wéi den eegene Wee an den Doud, geet.

En zweete Grond ass sécherlech deen, well regelméisseg an den europäesche Medien iwwer esou tragesch Fäll bericht gëtt, wéi de Fall vum Vincent Humbert a Frankräich, de Fall Pretty an England, de Fall Jean-Marie Lorand an der Belsch, de Fall Welby an Italien, de Fall Sampedro a Spuenien an nach esou munch anerer.

En drëtte Grond ass deen, datt d'Leit dobausse wëssen, datt an esou Fäll, déi guer net esou rar sinn, d'Palliativschmäerzbekämpfung a -fleeg zimlech hëlleflos sinn, well et jo eigentlech guer net dorëm geet, mä vill méi ëm déi tragesch Situatioun, irréversibel bis un d'Liewensenn am eegene Kierper wéi an engem Prisong agespaart ze sinn, ouni déi geréngsten Hoffnung op Änderung vun dëser tragescher Situatioun.

E leschte Grond dofir ass, datt heibannen an dobausse kee weess a kee wësse kann, ob net grad och vläicht hie selwer no engem Accident, dee ka virkommen, no engem Hireschlag, dee ka virkommen, oder am Endstadium vun enger béisaarteger Tumeur an esou eng dramatesch Situatioun ka geroden.

Aus all dëse Grënn ass d'Majoritéit vun der Bevölkerung an dëser Fro kloer fir d'Recht op Selbstbestëmmung, fir eng Liberté de choix, fir souwuel kënnen de Wee vun der Palliativmedezin ze goen, mä an Noutsituatiounen och kënnen zréckzegräifen op eng méi schnell, méi direkt Stierfhëllef, déi awer nëmmen da méiglech gëtt, wann d'Euthanasie oder d'Assistance médicale au suicide hei am Land esou wéi an der Schwäiz, an der Belsch oder an Holland dépénaliséiert gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Dépénaliséierung vun engem Dokter, deen dem ausdréckleche Wonsch vun engem virdrun informéierte Patient wëllt nokommen, ass awer keen totale Fräifahrtschäi fir d'Euthanasie, wéi dat d'Madame Err scho richteg gesot huet, well eng Rei vu konkrete Konditiounen erfëllt musse sinn, fir datt et zu enger aktiver Stierfhëllef a Form vun der Euthanasie oder vum Suicide médicalement assisté ka kommen.

Et gëtt also eng Partie vu Konditiounen a Restriktiounen, vun deenen déi wichtegst déi folgend sinn - a Stéchwierder just -:

- éischtens, d'Mündegkeet an e kloere Verstand bei der Demande: keng Pressioun vun iergendenger Säit, eng kloer formuléiert an noutfalls répétéiert Demande;

- zweetens - absolut wichteg och -, datt net nëmmen de betraffenen Dokter, mä och en zweete Spezialist vun där Pathologie muss onzweifelhaft gefrot ginn an dokumentéieren, datt keng Heelung méi méiglech ass an datt d'Souffrancen, ob kierperlech oder psychesch oder séilesch Péng, net méi ze bewältege sinn; woubäi

- drëttens, awer net eleng wéi beim Palliativgesetz de Stade avancé oder terminal um Enn vun enger schlëmm evaluéierender Krankheet gemengt ass, mä eben och d'Situatioun, wéi déi vum Vincent Humbert, deen net méi wollt gezwonge ginn, deen awer nach theoretesch hätt kënnen 20, 30, 40 Joer an deem degradanten Zoustand, an deem hie war, viruliewen;

- véiertens, an dëser Proposition de loi gëtt och kloer drop higewisen, am Géigesaz zu deem, wat vu munchen Euthanasiegéigner, och Dokteren, an Artikelen oder Interviewe virun e puer Deeg nach gesot ginn ass, datt keen Dokter géint säi Wëlle gezwonge gëtt, eng Assistance au suicide ze maachen oder direkt selwer eng aktiv Stierfhëllef ze leeschten.

Keen Dokter, Dir Dammen an Dir Hären, och net am Kontext vum Stierftestament oder den Dispositions de fin de vie, gëtt géint säi Gewëssen dozou gezwongen. Hie gëtt net, wéi dat dobaussen en Dokter geschriwwen huet, zum einfachen Exécutant vun iergendengem Patientewëllen!

Dat Eenzegt, wat ass: Hie muss dann, wann e selwer mat sengem Gewëssen domadder net eens gëtt, zesumme mat der Vertrauenspersoun kucken, den Dossier un en anere Medeziner virunzeginn. A well et an der Fro vun der Euthanasie - no den Ëmfroen, déi vun der AMMD gemaach gi sinn, mä och no Aussoen, déi et vu Lëtzebuerger Doktere gëtt an déi schréftlech an Zeitunge stoungen - ënnerschiddlech Meenunge gëtt, a vu datt et e gréisseren Deel och vun Doktere gëtt, déi fir eng Dépénaliséierung vun der Euthanasie sinn - ech ginn elo net op déi Zuelen hei an, d'Madame Err huet se virdru schonn zitéiert -, dierft dat jo dann och wahrscheinlech kee Problem sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, wat nach wichteg ass an dëser Proposition de loi, dat ass engersäits natierlech den Inhalt vum sougenannte Stierftestament, wou de Patient virun allem och d'Recht kritt, schréftlech no enger Euthanasie ze froen, wann hie selwer irréversibel inconscient wier a fir hien, fir seng Virstellungen, eng inakzeptabel Situatioun géif antrieden. Wann dës Proposition de loi net gestëmmt gëtt a mer just beim Palliativgesetz bleiwen, dann huet kee Mënsch dobaussen e wierklecht Recht op Selbstbestëmmung an och keng reell Liberté de choix, déi an eisen Aen an enger demokratescher a pluralistescher Gesellschaft awer noutwendeg ass.

Da wier et weiderhin esou, datt en Deel vun der Gesellschaft der grousser Majoritéit vun der Bevölkerung seng ethesch, seng zum Deel reliéis Doctrinen - ech soen, zum Deel reliéis Doctrinen! - géif opzwéngen.

Dës Proposition de loi mécht dogéint just de Géigendeel. Ganz einfach ausgedréckt: Si mécht et méiglech, datt jiddfereen no senge Virstellungen aus dem Liewe goe kann, a si zwéngt keen dobäi zu iergendeppes, deen dat net wëllt.

E leschte Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, op deen ech hei bei dëser Presentatioun kuerz wollt agoen, ass an dëser Proposition de loi déi sougenannte Commission d'évaluation et de contrôle, déi un dat bestehend belscht Gesetz ugelehnt ass an déi d'Applikatioun vun de strikte Konditioune vum Gesetz soll evaluéieren an iwwerwaachen.

Am éischten Entworf vun eiser Proposition de loi haten d'Madame Err an ech versicht, e Schrëtt a Richtung op déi Euthanasiegéigner ze maachen, déi virginn hunn, et wier virun allem wéinst dem Risiko vun Abusen a Mëssbräich, datt si géint eng Dépénaliséierung wieren. Am Ënnerscheed zum belsche Gesetz hate mer dofir bei eisem éischten Entworf gemengt, dës Commission de contrôle sollt schonn am Virfeld aktiv ginn, ier et zur Euthanasie géif kommen.

Mir hunn dunn awer Amendementer am Juni vun dësem Joer zu eiser Proposition de loi gemaach a mir hunn dat alt erëm eng Kéier geännert an déi belsch Formule vum Contrôle ex post, also de Contrôle duerno iwwerholl, virun allem aus dräi Grënn:

Éischtens, well eis Dokteschorganisatiounen an hiren Avisë geschriwwen hunn, déi Démarche vun enger Kontroll virdru wier absolut net realistesch am Eenzelfall a bürokratesch.

Zum Zweeten, well mer hu misse feststellen, datt dee Schrëtt a Richtung Euthanasiegéigner, déi gereechten Hand, illusoresch war.

An drëttens virun allem, well d'Rapporte vun der Commission d'évaluation et de contrôle an der Belsch absolut kloer waren, datt et a kengem eenzege Fall vun iwwer 1.500 Fäll an deene vergaangene véier bis fënnef Joer zu Mëssbräich oder Abusë vun de gesetzleche Virschrëfte komm war. Aus dëse Grënn also hate mer am Juni dës Amendementer zur eegener Proposition de loi gemaach.

Ech muss zwar soen, datt et relativ cocasse ass - ech hat net méi spéit wéi virun zwou, dräi Stonnen an engem Face-à-face mat engem Lëtzebuerger Palliativmedeziner op RTL am Radio folgend Erliefnes: Do hunn ech dann erëm eng Kéier de Géigendeel virgeworf kritt, firwat datt mer déi Commission d'évaluation et de contrôle net virdru gesat hätten. Et gëtt also alles op dëser Welt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt d'Madame Err an ech heimadder déi wichtegst Dispositioune vun dëser Proposition de loi elo hei kuerz duergeluecht hunn. Wa mer eventuell elo bei der Presentatioun dat eent oder dat anert vergiess hätten, den Text vun der Proposition de loi ass jiddferengem heibanne bekannt an ech mengen an der Tëschenzäit och deene meeschte Leit dobaussen, well d'Press do jo awer eng relativ gutt Aarbecht gemaach huet fir dat ze presentéieren.

An den Ae vun deene Grénge brauche mer e gutt an ausbaubaart Palliativgesetz, a parallell dozou complémentaire am Intérêt vun de betraffene Leit, oder vun den zukünfteg betraffene Leit, mä och am Intérêt vun den Dokteren eng Dépénaliséierung vun der Euthanasie a vum Suicide assisté, dat heescht vun der Bäihëllef zur Selbsterléisung.

D'Zäit derfir ass längst och zu Lëtzebuerg räif, a wann een déi rezent ILReS-Ëmfro-Resultater analyséiert, da gesäit een net nëmmen déi ganz grouss Zoustëmmung vu ronn dräi Véierel vun de Lëtzebuerger Leit fir dës Proposition de loi; et gesäit een ëmgekéiert souguer nach vill méi däitlech, wéi eng relativ kleng Minoritéit - tëschent 14 a maximal 18% insgesamt - Problemer mat dëser Proposition de loi huet a se oflehnt. 18% wëllen zum Beispill, datt d'Dokteren, déi op Wonsch vum Patient Euthanasie praktizéieren, misste pénal verfollegt ginn, mä dat sinn allerdéngs nëmmen 18%.

Dat gesot, géif ech elo mat dëser Presentatioun hei ophalen. Ech wäert herno, wéi gesot, als Spriecher vun deene Grénge méi an den Detail, haaptsächlech op d'Géigenargumenter dozou Punkt fir Punkt agoen. Mä ech mengen awer, an domadder wëll ech d'Presentatioun ofschléissen, datt déi 78% Zoustëmmung zu dëser Proposition de loi an der Bevölkerung jiddferengem heibannen eigentlech missten ze denke ginn.

78%, dat ass keng kleng Majoritéit, dat ass och net nëmmen eng zolidd Majoritéit, dat ass eng ganz grouss Majoritéit vu Leit, déi derfir sinn, déi déi Proposition de loi also ënnerstëtzen. Ech hoffen, datt mer herno an der Diskussioun nach dat eent oder anert kënne soen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Huss. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Martine Stein-Mergen ageschriwwen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Carl Friedrich von Weizsäcker huet Folgendes zum Thema Doud gesot: „Wahrscheinlich ist keine Menschheit je dem Tode gegenüber so ratlos gewesen, wie die heutige."

Mir hunn an de leschte Jorzéngten, mat de Fortschrëtter vu Wëssenschaft a Medezin, engem kloren Defizit u Spiritualitéit an engem iwwerhandhuelende Materialismus, den Doud aus dem Liewe verdrängt; e sëtzt an onse Käpp an enger Hannerstiffchen. Et ass awer net esou, wéi wann de Gedanken un den Doud schéi brav ëmmer géif do sëtze bleiwen. E kënnt ëmmer erëm eraus luussen, an dës Momenter si fir déi meeschte Leit mat Ängschte verbonnen a mat méi Froe wéi Äntwerten.

Déi Ängschten, wat engem Mënsch säin eegent Stierwe betrëfft, ginn essenziell an zwou, zum Deel entgéigegesate Richtungen: Déi éischt ass déi fir elendeglech ze leiden, ier et esou wäit ass; déi zweet ass awer déi, dass engem eng Décisioun ofgeholl gëtt, déi ee léiwer selwer géif huelen, an zwar dann, wann een nach dozou amstand ass.

An dësem Zesummenhang, wa mer de Gedanke weiderspanen, stelle sech sécher och vill Mënschen d'Fro, ob se dann an enger anerer onerwaarter Situatioun net hir Meenung wéilten änneren. Op dëse Sujet wëll ech awer méi no am Kapitel iwwert d'Patientenverfügung zréckkommen.

Am Palliativgesetz hu mer ons grëndlech befaasst mat der Angscht, ze leiden. Mir hunn e Wee opgewisen, mat dëser spezieller, zimlech neier Disziplin an der Medezin an an de Soinen, wéi ee Leiden erliichtert, an op all Akten, déi d'Liewe just verlängeren, awer d'Liewensqualitéit net verbesseren, verzicht ka ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Wéi soll den Environnement ausgesinn, fir dass en doudkranke Mënsch um Schluss vu sengem Parcours net eleng dosteet? Wéi mat pluridisziplinären Equipen an Zesummenhëllef mat Familljen a Frënn derfir suergen, dass och dës Phas vum Liewen, déi jo dozou gehéiert - zum Liewen -, e würdegen Décours ka kréien?

D'Opfaassung nämlech, dass een de Leit hiren Doud net däerf stielen, huet sech an de leschte Joren an der Praxis wäitgehend duerchgesat. Haut däerf een och emol erëm doheem stierwen oder a senger Institutioun. An enger bestëmmter Institutioun an der Stad stierwen haut aacht vun zéng Leit an hiren Zëmmeren, an hirer Umgebung, an net am Spidol. Viru 15 Joer war d'Situatioun genau ëmgekéiert, do sinn aacht vun zéng Leit an d'Spidol gefouert gi fir ze stierwen.

Déi heite Proposition de loi geet dann awer e Schrëtt méi wäit a fuerdert, dass ee soll d'Recht kréien, sech vun engem Dokter doutmaachen ze loossen, ënnert deene Konditiounen, déi d'Verfaasser vun der Proposition schonn opgefouert hunn: dass et an engem medezineschen Zoustand ass, dee ka physesch oder psychesch oder souguer séilesch sinn, ouni Auswee; d'Leide muss konstant an net auszehale sinn; et soll keng Aussiicht op Besserung bestoen.

Ech wëll net nach eng Kéier am Detail op déi Konditiounen agoen. Si sinn um Modell vum belsche Gesetz calquéiert.

Ech sinn iwwregens iwwerzeegt, dass dës Nuance, nämlech déi vum volontären Akt vum Doutmaachen, an d'Alternativ, déi d'Palliativmedezin dozou ze bidden huet, nach ëmmer net iwwerall kloer sinn, obwuel an de leschte Wochen a Méint immens vill Tënt gefloss ass. Jee nodeem, wéi een d'Fro stellt, kritt een nämlech dës oder déi aner Äntwert. D'Terminologie gëtt nach ëmmer mëssbräichlech gebraucht a verstanen.

Ech wëll iwwregens och der Madame Err rappeléieren, dass „Stierfhëllef" eleng mer an dem Kader vun dëser Proposition de loi eigentlech net duergeet, an ech wier frou, wann een da géif iwwer „aktiv a wëllentlech Stierfhëllef" schwätzen.

(Interruption)

Et ass awer doutmaachen.

Une voix.- Oh!

Une autre voix.- Fir lech!

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- D'Haaptjustificatioun vun der Proposition de loi ass, dass de Mënsch soll fräi sinn, iwwer sech selwer ze bestëmmen, an domat och iwwert d'Aart a Weis, wéi e wëllt stierwen.

Elo stellt Iech emol esou e Mënsch vir an där Situatioun, wéi se konditionell bestoe muss, fir dass d'Euthanasie dépénaliséiert ka ginn. Da stellen ech mer déi wesentlech Fro, déi hei ze stellen ass: Wéi fräi ass esou e Mënsch dann, fir dës Entscheedung ze huelen? Ass hien net au contraire an enger Situatioun, déi e komplett ofhängeg mécht vu sengem Entourage, sengen Dokteren a Fleeger, senge Medikamenter?

Mir hate leschte Mount eng Table ronde, wou e belsche Philosophieprofesser geschwat huet, dee selwer implizéiert ass an deenen Institutiounen, déi hir Uni matbetreit. An hie seet ganz däitlech, fir hien ass dat Schlëmmt net d'Euthanasie u sech; dat Schlëmmt fir hien ass d'Drocksituatioun, an där dës Leit sech befannen, an d'Absence vun all Fräiheet.

D'Schafung vun der Méiglechkeet, sech doutmaachen ze loossen, wäert ganz kloer a verschiddene Fäll de Patient an d'Situatioun versetzen, dass hie säin Dosinn muss rechtfertegen, net no baussen, net virun engem Geriicht, mä sech selwer, an dat ëmmer erëm.

Dat ass sécher net fir all Patienten de Fall. Sécher net fir déi, déi an hirem Familljen- a Frëndeskrees ëmmer erëm gewise kréien, wéi wichteg et ass, dass si nach e Stéck Wee kënnen zesumme maachen. Mä déi Leit, déi eleng sinn, déi op Friemer ugewise sinn - woubäi dës Leit, och wa se professionell eng gutt Aarbecht maachen, net ëmmer kënne vermëttelen, dass hinnen um Patient an un der Persoun geleeën ass -, déi komme sécher an dës Situatioun. Dat muss net ausgesprach ginn, dat ass schrecklech subtil, kann iwwer Verhalen a Kierpersprooch, iwwer Zouwendung oder Netzouwendung vermëttelt ginn.

Iwwert dës Fäll, an hir effektiv Heefegkeet an deene Länner, wou d'Euthanasie erlaabt ass, do gëtt et keng Statistiken. Doriwwer kann och keng Kommissioun befannen. D'Kommissioun schafft op Basis vun Dossieren ex post, net vun de Mënschen. Och wann an de Rapporte vun der belscher Kommissioun an alle Fäll vun den Doktere richteg gehandelt ginn ass, et kann een déi Betraffen net méi froen, well déi sinn net méi do.

Déi Leit, déi also aus esou Ursaachen eraus een Euthanasiewonsch entwéckelen, iwwert déi gëtt et ebe keng Statistiken. Et ass eben och genee dësen Aspekt, deen ech géif wëllen ernimmen, wann ech deen oft vun Euthanasiegéigner benotzte Begréff vun den „slippery slopes" nennen. D'Angscht, wann d'Euthanasie an de Gebrauch iwwergeet, wann den Doud e Konsum kéint gi wéi een aneren, wann d'Offer bis do ass, dass dann déi Indikatioune méi wäit kënne gestallt ginn, dass de Schrëtt méi einfach, méi banal gëtt.

Dës Euthanasiegéigner géif ech mech dann och net trauen, an de Camp vun den hoffnungslos Réckstännegen ze setzen. En fait ass et de Professer Twycross, Begrënner vun der Hospizbewegung an England a vun der Europäescher Associatioun fir Palliativmedezin, deen dës Begréffer - „slippery slopes" an Hospizbewegung - geprägt huet.

Ech wëll duerfir och nach e puer aner Stëmmen zitéieren, déi sech an dës Richtung expriméieren:

2005 huet d'Association médicale mondiale widderholl, dass den délibéréierten Akt vun der Euthanasie konträr ass zur medezinescher Ethik. Am selwechte Sënn dréckt sech 2004 de Comité permanent vun den europäeschen Dokteren aus. Déi setzen nach hannendrun, dass si recommandéieren, dass d'Dokteren net sollen dobäi participéiere fir aktiv Stierfhëllef ze maachen, och wann national Gesetzgebungen d'Euthanasie dépénaliséieren.

Ech géif selbstverständlech wëlle verweisen op d'Avisë vun der Association des Médecins vum Collège médical, déi Der all kennt; och net vergiessen, dee franséischen Décisiounsprozess ze rappeléieren, deen haut schonn e puermol ugeschwat ginn ass an deen och am Avis vum Statsrot ugefouert ass.

A Frankräich gëtt déi heiten Diskussioun, wéi an deene meeschten europäesche Länner, säit enger Rei vu Jore gefouert, jiddferee kennt de Fall „Humbert", mä de franséische Législateur ass zum Schluss komm, dass en eben net wëllt, oder net elo wëllt de Wee vun der Dépénaliséierung vun der aktiver Euthanasie goen.

D'parlamentaresch Assemblée vum Europarot huet de 7. Juli 2007 eng Recommandatioun iwwert de Schutz vun de Mënscherechter an d'Dignitéit vun den onheelbar Kranken an de Stierwenden ugeholl, déi recommandéiert, d'absolut Verbuet oprechtzeerhalen, fir wëllentlech d'Liewe vun onheelbar Kranken a Stierwenden ze bëenden.

Dir wësst, dass och onse Lëtzebuerger Code de déontologie médicale den Dokteren Euthanasie ënnerseet. De Code de déontologie kann ee menger Meenung no net duerch e Fiederstréch ausser Kraaft setzen. Hei geet et net ëm politesch Intérêten, mä villméi ëm eng Interpretatioun vum Dokteschberuff, un déi mer ons all ze halen hunn.

An der Kommissioun war gesot ginn, dat wier alles kee Problem, well ee Gesetz jo iwwert dem Code de déontologie stéing, da géif deen ebe séier geännert ginn.

Et war net ëmmer esou, dass d'Dokteren de Respekt vum mënschleche Liewen iwwer alles gesat hunn, an déi Beispiller, déi et fir esou ee Verhale gëtt, sinn net dozou ugedoen, ons hir Widderhuelung oder Imitatioun erstriewenswäert erschéngen ze loossen. Esou Saache loosse sech menger Meenung no net politesch dekretéieren.

D'medezinesch Deontologie an hir Iwwerwaachung ënnerläit an éischter Linn der Appréciatioun vum Beruff. Dat si Leit, déi am Serment d'Hippocrate schwieren, Liewen ze retten, Krankheet ze bekämpfen, an net Liewen ze huelen. Souguer wann esou en Usaz géif gesetzlech verfügt ginn, zweifelen ech drun, dass et de medezinesche Beruffer géif esou einfach falen, vu Prinzipien ofzeréckelen, déi iwwer eng schrecklech laang Zäit fir gülteg an noutwendeg gehale goufen.

Ech wëll hei och virdru warnen, dass mer duerch esou e Gesetz de Beruffsstand vun den Dokteren op en Terrain ausserhalb vum Strofgesetz stellen. Een doutmaachen ass strofbar. Euthanasie dépénaliséiere bedeit, dass eng Beruffskategorie ënner bestëmmte Konditioune vun dësem allgemeng gültege Grondsaz befreit ass. Wou op där enger Säit e Bestriewen no Transparenz, no enger Demokratiséierung vun deem, wat mat engem Patient geschitt oder ze geschéien hätt, eng Tendenz vun onser Zäit ass, kritt duerch d'Dépénaliséierung vun der Euthanasie den Dokter esou vill Muecht, wéi e gesetzlech bei ons nach ni hat.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Wat wier am Fong e Gesetz iwwer aktiv Stierfhëllef, wa mer net schonn eent, an zwar e gutt, rezent, iwwer palliativ Betreiung vu stierwenskranke Mënschen hätten? Et wier e Gesetz fir Grenzfäll. Grenzfäll si par Definitioun eppes méi Rares, a mir kënnen an dësem Fall dovun ausgoen, dass mat der flächendeckender Verfügbarkeet vu palliativer Betreiung wierklech nach just eng Handvoll vu Situatioune sech géife presentéieren, wou e Patient no aktiver Euthanasie freet. Et mécht een awer a priori keng Gesetzer fir Grenzfäll.

De Statsrot huet zu dësem Thema Folgendes geschriwwen; ech zitéieren aus sengen Avis complémentaire vum 20. Dezember d'lescht Joer: «Or, le projet de loi sous avis tel qu'il a été amendé par la commission parlementaire met dans son article 3 le médecin dans l'obligation de soulager efficacement la souffrance physique et psychique de la personne en fin de vie, même s'il fallait appliquer un traitement ayant pour effet secondaire d'avancer sa fin de vie, avant de l'en avoir informé et d'avoir recueilli son consentement. Cette disposition implique en cas de nécessité le recours à des techniques d'anesthésie entrant dans le cadre d'une sédation palliative, dont la profondeur sera guidée par le contrôle des symptômes.

Le Conseil d'État ne conçoit pas quelle pourrait être, dans le respect conséquent de cette disposition du projet de loi, l'applicabilité concrète de la condition énoncée dans la proposition de loi et notamment les critères d'évaluation de l'inefficacité d'une sédation palliative, alors que ces critères devraient être à la base d'un jugement objectif du médecin amené à provoquer délibérément la mort du patient concerné aux termes de la proposition de loi sous rubrique.»

Dat seet eigentlech alles, wat muss gesot ginn zur Noutwendegkeet vum Légiféréieren iwwer Stierfhëllef. Nämlech, dass se net méi ginn ass an deem Moment, wou de Patient, deen d'Kritäre vun der Uwendbarkeet vun der Euthanasie no der Proposition de loi erfëllt, kann op eng ëmfaassend palliativ Prise en charge zielen, déi em en Doud an der Dignitéit erméiglecht.

Rechtlech stelle sech och eng ganz Partie Froen am Zesummenhang vun engem eventuelle Vote vun der Proposition de loi. An zwar jenseits vun deem fir mech scho genannte problemateschen Exercice, deen dra besteet, dass eng bestëmmte Kategorie Leit, déi dann elo Medezin studéiert hunn, aus dem allgemenge strikte Verbuet entlooss ginn, engem Mënsch säin Doud kënne bewosst erbäizeféieren.

A sinn et nëmmen Dokteren? Den Tiers, dee laut Proposition de loi kann eng Euthanasie praktizéieren, muss deen Dokter sinn, oder kann et eventuell och en anere sinn? Ech mengen d'Beispill vun der Schwäiz ass haut ugeschwat ginn, wou iwwregens net d'Euthanasie dépénaliséiert ass - dat huet den Här Huss net richteg gesot -, mä et gëtt am Schwäizer Gesetz e Kapitel an der Bäihëllef zum Suicide, dat seet, wann een net a sengem perséinlechen Intérêt handelt, dann ass dat net strofbar. Déi Fro ass jiddefalls fir ons net ofschléissend gekläert.

Et ass och net esou, dass Projet a Propositioun just complémentaire wiere respektiv kéinte sinn. Dee gestëmmten Text vum Projet an dee proposéierten Text, dee mer elo diskutéieren, sinn op enger Rei Punkten inkompatibel. Wat zu cocassë Situatioune kéint féieren, géif dann dës Proposition de loi gestëmmt.

Ech well där Punkten nëmmen zwee diskutéieren. Do geet et éischtens ëm e wichtege Prinzip. Mir hunn elo just en Text gestëmmt, dee virgesäit, dass bestëmmte Verhale vun Doktere stroffräi ginn, mä eent eben net, an dat ass d'Erbäiféiere vum Doud vun engem Mënsch duerch en individuellen, bestëmmten Akt.

Mat engem positive Vote vun der Chamber fir d'Proposition de loi wier dat bedeitungslos, well dann och genee dës Zort vun Akt explizit erlaabt ass. Regierungsvirlag an Deputéierteproposition gi prinzipiell vun anere Grondlagen aus. An där enger Welt bleift d'Doutmaachen, och op Verlaangen, strofbar, an an där anerer ass d'„Tötung auf Verlangen" - wéi dat op Däitsch heescht - erlaabt. Fir mech ass dat net complémentaire, fir mech ass dat contradictoire.

Zweetens hu mer e Problem beim Inhalt vun der Patientenverfügung, wéi déi zwee Texter se virgesinn. Ob Directive anticipée oder Testament de vie wier à la rigueur nach egal, mä natierlech gëtt et bei deem, wat an esou engem Dokument soll stoen, méi quokeleg. De Regierungsprojet, also dat Gesetz, wat mer elo grad gestëmmt hunn, beseet, dass déi Directive anticipée sech kann iwwert d'Aart a Weis ausloossen, wéi e Mënsch wëllt stierwe gelooss ginn.

Den Testament de vie vun der Proposition de loi geet do vill méi wäit a gesäit vir, dass eng Persoun soll kënnen anticipativ festleeën, dass hirem Liewe soll en Enn gesat ginn, wa se an enger bestëmmter Situatioun wier, also net méi fäeg, dat selwer ze froen, entweder duerch eng Pathologie oder an enger duerch en Accident erbäigefouerter medezinescher Situatioun, an där et nom aktuelle Stand vun der Wëssenschaft keng Heelung a kee Rétablissement ka ginn.

Gemäss der Proposition de loi kann e Mënsch also froen, fir doutgemaach ze ginn, a gemäss dem Palliativgesetz just, fir stierwe gelooss ze ginn. Do gëtt et genee dee feinen Ënnerscheed, deen eis an dëser Debatt scho jorelaang begleet an deen d'Essenz vun onsem Dissens ausmécht.

Des Weidere kann den Testament de vie vun der Propositioun och d'Bestëmmung iwwert d'Begriefnis an d'Organspend beinhalten, wat bei der Directive anticipée vum gestëmmte Gesetz net de Fall ass.

Ech wëllt hei op laang Diskussiounen an der Kommissioun zréckgräifen, well mer ähnlech Verfügungen och am Projet stoen haten. Et wier sécher kontraproduktiv fir d'Organspenden hei zu Lëtzebuerg - Dir wësst, dass vill Leit verzweifelt op Organer waarden -, wann dëst an esou enger Patienteverfügung stéing, well mer eben, an dorëm beneiden ons vill vun onsen Nopeschlänner, e Gesetz iwwer Organspenden hunn, dat virgesäit, dass e Patient sech muss ausdrécklech géint e Prélèvement ausgesprach hunn, fir net prélevéiert ze ginn. Ech wëll aus praktesche Grënn dozousetzen, dass d'Patienten, déi de Konditioune fir eng Euthanasie géifen entspriechen, wahrscheinlech och net a Fro kéime fir eng Organspend.

Onst Palliativgesetz kennt och keen obligatoreschen zentralen Enregistrement vun de Patienteverfügungen, wéi d'Propositioun e fuerdert. Och dat hate mer an der Kommissioun zimlech ausféierlech debattéiert. En zentralen Enregistrement ass praktesch onheemlech schwéier duerchzezéien, well: Wou géif dat gemaach ginn? Wien hätt wéini an a wellecher Situatioun en Zougréff? Wat geschitt nuets an de Weekend, wann déi allermeescht zentral Plazen net zougänglech sinn, d'Kliniken an d'Dokteren awer nach riicht viruschaffen?

Et ass duerfir am Palliativgesetz eng méiglech Regelung iwwer Reglement virgesinn. Mir waren iwwerzeegt, dass een dee Moment, wou den Dossier informatisé du patient besteet, vun deem haut och scho geschwat ginn ass, iwwert deen Dossier, iwwert dem Patient seng elektronesch Kaart kann zwou Informatioune matdeelen: éischtens, ob en eng Directive anticipée hannerluecht huet; an zweetens, wie seng Personne de confiance ass.

Dir gesitt - an dat ass wierklech problematesch -, dass déi zwee Texter fir ons net kompatibel sinn. Et gesäit een och der Proposition de loi of, dass se weder an der Kommissioun nach am Statsrot diskutéiert an nogebessert ginn ass.

Dir hutt et alleguerten héieren, d'Association des Médecins huet bei hire Memberen eng anonym Ëmfro gemaach. Si ass schonn e puermol zitéiert ginn, an déi eng zitéiere léiwer déi eng Chifferen, déi aner léiwer déi aner. D'Resultat, wat d'Bereetschaft vun der Professioun ubelaangt, selwer Euthanasie un de Patienten ze praktizéieren, läit bei ongefeier engem Drëttel vun den Dokteren, an do misst een nach déi eraushuelen, déi egal wéi net sollicitéiert wären, fir esou Akten ze setzen.

Mir wëllen ons nämlech haut wann ech gelift hei näischt virmaachen, Kolleeginnen a Kolleegen: D'Décisioun, déi lescht Décisioun, déi läit weder bei enger pluridisziplinärer Equipe nach bei der Famill nach bei enger Personne de confiance nach bei engem Testament de vie, a ganz oft net bei deem aarmen, hëlleflose Patient!

Déi final Responsabilitéit fir den Akt - an ech schwätzen hei net vun der juristescher Responsabilitéit -, déi läit beim Dokter selwer.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Am Exposé des motifs gëtt ugefouert, dass eng vun den Ursaachen, Euthanasie a Bäihëllef vum Selbstmord ze dépénaliséieren, wier, well souwisou an all Länner, also och bei ons, Euthanasie géif praktizéiert ginn.

Ech wëll net behaapten, dat wier a verschiddene Fäll net wouer. An alle Länner, wou Ëmfroe gemaach ginn, gëtt ëmmer erëm vun der Professioun ugefouert, et wier hinne virkomm, Patienten ze erléisen, wa keng aner Méiglechkeet méi bestoung. Elo kann awer haut keen hei behaapten, et géif oder et géif keng aktiv Euthanasie an onsem Land gemaach ginn, well mer keng Donéeën hunn.

Ech géif awer wëllen an dësem Zesummenhang e Confrère, den Dokter Georges E. Müller zitéieren, deen an engem Artikel gesot huet: «Je ne fais aucun reproche aux confrères ayant pratiqué des euthanasies en âme et conscience, car il persiste des situations heureusement exceptionnelles,…» - do hu mer erëm den Ausnahmefall - «...où une telle décision peut paraître inévitable. Aucun médecin luxembourgeois n'a jamais été accusé d'euthanasie, mais c'est peut-être dû à l'absence d'accusation ou à la sagesse de notre justice. Je reste convaincu que les progrès de la médecine palliative, sous toutes ses formes, finira par rendre toute euthanasie superflue.»

Ech wëll och ze bedenke ginn, dass dës jo dann illegal Praktiken och duerch eng Dépénaliséierung vun der Euthanasie net verschwannen. Au contraire. An Holland gi weiderhin an ëmmer méi Euthanasië laanscht d'Modalitéite gemaach, déi d'Gesetz virgesäit, wann eben d'Konditiounen net richteg kënnen erfëllt ginn.

Et gëtt an Holland Euthanasie praktizéiert, wa keng Demande vum Patient virläit. Zwee Drëttel ginn op Demande vun de Famillje gemaach. 38% vun den Doktere ginn als eent vun de Motiver un, déi hiert Handele steieren, firwat dass si eng Euthanasie gemaach hunn un engem Patient, dass d'Familljen d'Situatioun net konnt erdroen.

De Stat huet dann och mëttlerweil opginn, Euthanasie ausserhalb vum strikte Gesetzeskader ze verfollegen. Hien huet resignéiert an huet de Status quo ugeholl, wéi e virun der Aféierung vun de Gesetzer bestanen huet.

Dir hutt vläicht héieren, dass an Holland eng Ouverture besteet, Euthanasie och u Mannerjähregen a souguer Neigebuerenen ze praktizéieren. Hei geet et meeschtens ëm schwéier Handicapéierter. Dat steet zwar net esou am Gesetz, mä och dat gëtt net méi verfollegt. Hei doe sech da Welten op, déi mer gehofft haten, an Europa definitiv ofgeschloss ze hunn.

Schlussendlech wëll ech nach eppes ze bedenke ginn, wat fir mech e gravë Problem mat der Teneur vun der Proposition de loi duerstellt. Dat huet ze di mat där Iwwerwaachungskommissioun, déi d'Euthanasië soll genehmegen.

Ech wëll just um Rand bemierken, dass déi Délaien, an deenen dës Kommissioun soll entscheeden, eigentlech zimlech surreal sinn. Schliesslech sinn déi Situatiounen, ëm déi et hei geet, där, déi ganz dacks bannent deem engen oder aneren Dag souwisou net méi existéieren, well déi concernéiert Patienten da scho gestuerwe sinn. Mä dat ass net mäin Haaptproblem.

Den Haaptproblem, dee betrëfft d'Zesummesetzung vun där Kommissioun. Do sollen dräi Doktere siégéieren, dräi weider Vertrieder vun „Betraffenen" mat „End-of-life"-Situatiounen - dat sinn da wuel Membere vun deenen anere betreienden Equipen - an dräi an der Zivilgesellschaft engagéiert Leit.

Emol ganz dovun ofgesinn, dass ech net weess, wat deen zivilgesellschaftlechen Engagement do soll sinn a wat esou Leit soll iergendeng Legitimatioun ginn, fir iwwer Liewen an Doud vun anere Mënschen ze entscheeden, sinn also hei zwee Drëttel vun de Membere vun där Kommissioun keng Dokteren. Netdokteren, déi, andeem se den Doktere sollen d'Euthanasie erlaben oder verbidden, am Fong eng Dokteschaarbecht maachen. Dat geet net! Dat ass onerlaabten Exercice vun der Medezin an deen ass strofbar.

Wa mer dës Iwwerleeung dann nach e bësse weiderféieren, da froen ech lech: Wat geschitt, wann emol e juristesche Recours géint eng Décisioun vun dëser Kommissioun soll geholl ginn? Et kann ee sech virstellen, dass emol e Familljemember, dee vläicht net implizéiert war an déi Décisioun, géif eng Klo féiere wéinst Homicide. An zwar géint den Dokter, deen d'Euthanasie duerchgefouert huet, an da klorerweis och géint d'Kommissioun, déi dem Dokter seng Décisioun sanktionéiert huet.

An där Kommissioun sëtzen elo awer ausser dräi Memberen, déi géifen duerch d'Proposition de loi d'Méiglechkeet kréien, Euthanasien duerchzeféieren, nach sechs anerer, déi dat awer net däerfen. Déi wiere jo an deem Fall, egal wéi d'Décisioun vum Geriicht ausfält, schëlleg un engem Homicide.

Et ass an dësem Zesummenhang net ze verstoen, dass d'Auteure vun der Proposition de loi net de Wee gaange sinn, déi d'Belsch an dësem Gesetz gaangen ass, wou soss dach den Text largement vum belsche Gesetz inspiréiert ass.

An der Belsch besteet d'Kommissioun aus 16 Memberen - bal duebel esou vill. Dovunner sinn d'Halschent Dokteren an dovunner erëm sinn d'Halschent Unisproffen, an dann hu mer nach véier Droitsprofesseren a schliesslech véier Memberen aus Beruffer, déi mat onheelbare Krankheete befaasst sinn. Mir sinn also wäit vun der Zivilgesellschaft, déi bei ons soll iwwer Liewen an Doud kënne mat entscheeden.

Déi ugefouert Problemer mat der Proposition de loi sinn esou gravéierend, dass, souguer wa mer géife majoritär d'Rechtfertegung vun der aktiver Stierfhëllef akzeptéieren, dës Proposition de loi net dozou gëeegent ass, se op eng akzeptabel Aart a Weis ze organiséieren an ze encadréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären! „Euthanasie gëtt vu reaktionäre Kreesser ofgelehnt an et ass duerch d'Blockéierung vun de Konservativen, dass mer nach keng esou eng Gesetzgebung hunn." Dat sinn esou Aussoen, déi an de leschte Wochen doruechter gegeeschtert sinn op Tableronden, an Diskussiounen an Artikelen.

Ech soen Iech awer: Fortschrëtt bedeit, jiddefalls an der Medezin an an der Wëssenschaft - an ech mengen, et géif der Politik och ganz gutt ustoen -: dat fir sech ze beusprochen, e Problem erkennen, analyséieren, remédiéieren; a wann dat mat de Moyens du bord net oder nach net méiglech ass, da fuerscht ee virun, fir Erkenntnisser a Methoden ze entwéckelen, fir dësen Zoustand ze änneren a fir et besser ze maachen.

Dat ass d'Approche vun der Palliativmedezin, der Onkologie an all deene Spezialitéiten - ech denken nach un d'Neurologie -, déi sech mat chroneschen an terminale Krankheeten ofginn.

Wann awer de Fait, fir e Problem einfach aus der Welt ze schafen, andeem een dem Patient hëlleft ze stierwen, soll progressiv sinn, dann hunn ech op iergendenger Plaz den Asaz net verstanen.

Ech wéilt all déi vun ons heibannen, déi wëlle fir dës Proposition de loi stëmmen, bieden emol ze probéiere sech an engem Dokter seng Haut ze versetzen. Ech hunn nämlech de leschte Samschdeg nach eng Fro gestallt krut, déi ee vun onse Confrèren engem vun den Auteure vun der Proposition de loi gestallt hat, wéi dat da mat den eegene moraleschen an ethesche Prinzipien ass, fir esou eng Décisioun mam Dokter ze deelen. Firwat soll net ee vun ons heibannen eng Kéier an de Fall gesat ginn, d'Sprëtz ofzedrécken oder d'Décisioun einfach praktesch an der Situatioun ze huelen? Well mir sinn haut bereet, oder déi, déi wëllen déi Proposition de loi stëmmen, dem Dokter esou eng Situatioun ze octroyéieren.

An et ass en haarden Ausdrock: octroyéieren. Et ass e puermol gesot ginn, dass den Dokter net gezwongen ass, fir dësem Wonsch och nozekommen a fir selwer eng Euthanasie ze praktizéieren. Mä et gëtt tëschent dem Dokter an dem Patient e Vertrauensverhältnis. Dat féiert hien dozou, sengem Patient wëllen ze hëllefen.

Mécht hien also géint seng Iwwerzeegung eng Euthanasie u sengem Patient oder léisst hien en am Stach? Ass dat eng einfach Décisioun, fir e virunzeginn un e Confrère, vun deem hien an iergendwann eng Kéier nach vill aner Leit wëssen, dass e bereet ass, aktiv Euthanasie ze maachen, och u Patienten, wou hien d'Fäll net esou gutt kennt?

Et gëtt awer och ëmmer erëm praktesch Situatiounen, dass grad Leit, déi sech a verzweifelten Zoustänn befannen - dat ass och oft an der Press gesot ginn; et ass och e Fait - an déi vläicht zu deem engen oder anere Moment de Wonsch ausdrécken, wëllen ze stierwen, hir Meenung nodréiglech änneren. Well all Dokter dat schonn emol erlieft huet, si mir nawell ganz virsiichteg an dëse Froen.

Dat heiten ass zesummefaassend d'Opfaassung vun onser Partei. Well mir traditionell der Meenung sinn, dass an esou wichtege Froen, wann et ëm perséinlech Décisioune geet an esou engem eeschten Thema wéi Liewen an Doud, jiddferee soll fir sech selwer seng Décisioun huelen, duerfir gëtt et an der Ofstëmmung vun dëser Proposition de loi fir d'CSV-Deputéierte Gewëssensfräiheet.

Mir sinn och dovun iwwerzeegt, dass dësen Débat, egal wéi d'Décisioun haut fält, net ofgeschloss ass an dass den Thema aktiv Stierfhëllef, dee jo weiderhin an allen europäeschen an anere Länner fir Diskussioune suergt, wäert missen etappeweis weider diskutéiert ginn. Ech mengen, dass mer déi franséisch Diskussioun vun enger Situation d'exception musse kënnen novollzéien, wat awer fir ons eng ganz aner ass, wéi déi vun der Proposition de loi. Et huet eng ganz aner Nues, ob eng Kommissioun am Virfeld vun enger Décisioun e Fall genee analyséiert an dann zu enger Konklusioun kënnt, wéi dat, wat an dëser Kommissioun, déi haut hei usteet, soll décidéiert ginn.

M. le Président.- D'Madame Err wëllt eng Fro stellen, Madame Stein.

Mme Lydie Err *(LSAP), auteuse-rapporteuse.*- Madame Stein, wann Der hei iwwer eng Proposition de loi schwätzt, da wier et gutt, wann Der déi lescht Versioun géift kucken. Déi Kommissioun, vun där Dir schwätzt, hu mer iwwer Amendement erausgeholl a se, wéi am belsche Gesetz, wéi Dir et gär gehat hätt, hannendru gesat. Esou vill just zu Ärer Kenntnis vum Dossier.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Dann huelen ech dat selbstverständlech zréck. Ech hunn déi lescht Amendementer nach eng Kéier gesicht, fir sécher ze sinn. Mä dann ass et effektiv esou.

Une voix.- Peinlech!

Une autre voix.- Dat doten ass regelméisseg.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Ech hunn nach ee Saz, da sinn ech fäerdeg.

Mir hätten et also léiwer gesinn, dass mer dem Gesetz iwwert d'Palliativmedezin eng Chance ginn hätten, ier mer zur nächster Etapp iwwergaange wieren. Dëst ass jo och d'Opfaassung vum nationalen Ethiksrot, dee fonnt huet, ons Gesellschaft wier haut an elo net zeideg, dës Décisioun ze huelen.

Mir wäerten an därselwechter Majoritéit an aus deenen Ursaachen, déi ech elo ugefouert hunn, géint d'Proposition de loi stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Den nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'alleréischt emol den Auteure vun där heiter Proposition de loi, der honorabeler Madame Err an dem honorabelen Här Huss, félicitéieren a Merci soe fir deen onermiddlechen Asaz, dee se un den Dag geluecht hunn, an dat zënter 2002.

Ech hat mer erlaabt an der viregter Diskussioun schonn drop hinzeweisen, dass ech der Meenung sinn, dass d'Palliativmedezin an d'Stierfhëllef sech ergänzen. Dat eent schléisst dat anert net aus. Palliativmedezin ass kee Remède universel, contrairement zu deem, wat d'Géigner vun der Euthanasie ëmmer erëm wëlle gleewen dinn. Et sinn och an de leschte Wochen a Méint vill Onwouerechte vun de Géigner vun der Proposition de loi Err/Huss verbreet ginn, notamment an enger grousser Dageszeitung, déi eigentlech ugëtt fir d'Wourecht anzetrieden.

Et si vun den Auteure vun dëser Proposition de loi schonn eng Rei Argumenter widderluecht ginn. Ech erlabe mer mengersäits op verschidde Punkten anzegoen.

Fir d'alleréischt bedaueren ech, dass eng gewëssen Intolérance bei den Euthanasiegéigner un den Dag geluecht gëtt an oft verbal Attacke lancéiert ginn, déi eigentlech an esou engem Débat guer näischt verluer hunn. Et ginn Onwouerechte verbreet an et gëtt bewosst eng gewësse Konfusioun hiergestallt. Esou gëtt heiansdo d'Wuert „Euthanasie" aus sengem eigentleche Kontext erausgerappt a probéiert, fir em méi eng pejorativ Konnotatioun ze ginn. Et misst awer kloer sinn, dass, wa mer hei vun Euthanasie schwätzen, mer vu Stierfhëllef schwätzen, an net vun Ausrotte vu liewensonwäertem Liewen. Dat op kee Fall!

D'Géigner schwätzen ëmmer erëm, sief et fir ze provozéieren oder aus soss welche Grënn, vu Mord an töten. Dobäi ass jo awer kloer, dass mer ënner Mord oder déiden en Akt verstinn, dee ganz kloer géint de Wëlle vum Opfer geriicht ass. Dat ass bei der Stierfhëllef awer manifestement net de Fall. Hei gi prezis a strikt Konditiounen erfëllt, an dat op explizite Wonsch vum Patient selwer, dee sengem Leiden, sengem Misär, jo senger Qual wëllt en Enn setzen.

Et gëtt gesot: Mir maachen d'Medeziner zu Handlanger, zu Komplizen, jo souguer zu Mäerder. Dobäi ka keen Dokter obligéiert ginn, en Euthanasieakt duerchzeféieren, wann dat géint seng Convictioun geet.

De Sondage vun der AMMD huet gewisen, dass wuel eng Partie, nämlech 36% vun de Medeziner an als Medeziner sech fir d'Euthanasie ausgeschwat hunn, esou dass mer doudsécher och Doktere fannen, wann also sollt e Fall vun Euthanasie exekutéiert ginn; och wann déi Medeziner, déi Dokteren, dat doudsécher net wäerten de gaieté de cœur maachen. Natierlech riicht sech de Bléck op d'Medeziner, wann de Wonsch vun Euthanasie bei engem Patient besteet. Bei der Palliativmedezin ass dat guer net anescht. Hei gëtt och op d'Medeziner an op d'Spidolspersonal zréckgegraff, à condition, dass se déi richteg Formatioun hunn.

Da gëtt ëmmer erëm vun der Onantastbarkeet vum Liewe geschwat, haaptsächlech a chrëschtleche Kreesser. Ech wëll elo net op d'Debatte kommen, déi hei an de 70er Joren zu den Themen Avortement an Doudesstrof gefouert goufen. Mä et war komescherweis d'CSV, déi jo haut esou gären d'Inviolabilitéit vun de Leit, vum Liewen ervirhieft, déi op alle Fall beim Ofschafe vun der Doudesstrof net do war an dat Ofsetzen net ënnerstëtzt huet, also forcément akzeptéiert huet, dass ee Mënsch engem anere Mënsch säi Liewen ewechhëlt, an dat natierlech géint deem säi Wëllen. Kënnt een hei net éischter vu Mord oder vun Déide schwätzen?

Mir wëssen, an ech hunn et schonn éinescht ugeschwat, dass och d'Palliativmedezin zum Doud féiert. Mä hei gesinn d'Géigner vun der Euthanasie manner e Problem, well d'Intentioun eng aner ass; eng nobel an hiren Aen. Ass dat da bei der Euthanasie net de Fall? Gëtt éieren engem Dokter, deen engem Patient hëlleft, hie vu sengem Leiden ze befreien, eng onéierlech oder onmënschlech Intentioun ënnerstallt? Hunn nëmme just d'Verfechter vun der Palliativmedezin an d'Géigner vun der Euthanasie de Monopole du cœur?

Et gëtt och nach gesot, eng Dépénalisatioun vun der Euthanasie hei zu Lëtzebuerg géif d'Dier fir Abusen opmaachen. Mir wëllen ebe just grad, andeems mer e legale Kader setzen a strikt Konditioune festleeën, d'Méiglechkeet vun Abusë maximal reduzéieren. Och wann ëmmer erëm de Géigendeel gesot gëtt vu passionéierte Verfechter vun eleng der Palliativmedezin, gëtt et haut scho Fäll vun Euthanasien, déi awer illegal, verstoppt, hannert zouenen Diere stattfannen. Dat ze niéieren, ass einfach d'Realitéit vum Terrain verkennen.

An erlaabt mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass ech hei den Dokter Bernard Thill zitéieren. Ech mengen, Dir kennt en alleguerten. Et ass en eminente Spezialist a Palliativmedezin, dee ganz, ganz vill Mériten an deem Domän huet. Hien huet e Freideg, de 15. Februar, am Lieserbréif ënnert dem Titel „Brauchen wir wirklich eine Legalisierung der Euthanasie?" vun den Doktere geschwat.

Hie seet beispillsweis, ech kommen op déi Zitatioun, déi ganz interessant ass: „Wer Schwerstkranke und Sterbende betreut, weiß, dass er wie jeder Arzt gut beraten ist, sich ständig fortzubilden, um immer auf dem neusten Wissensstand zu sein und sich somit immer vor Gericht rechtfertigen zu können, auch dann, wenn er einmal gezwungen sein sollte, bei einem Schwerstkranken in einer Extremsituation eine Therapie in die Wege zu leiten, die den sofortigen Tod herbeiführen würde."

Also, Dir Dammen an Dir Hären, loosse mer net soen, just bei der Euthanasie géifen déi doten Akte gesat ginn. D'ailleurs, de Bilan bei eise belschen Noperen huet gewisen, dass et net zu Abusen an deene Jore säit der Dépénalisatioun vun der Euthanasie komm ass.

D'Zuelen allgemeng weisen och, dass relativ wéineg Euthanasië getätegt goufen. Vun deem Dammbroch kann also guer keng Rieds sinn.

D'Verfechter eenzeg an eleng vun der Palliativmedezin a Géigner vun der Stierfhëllef soen awer, dass déi Fäll, bei deenen d'Palliativmedezin näischt géif bréngen, extrem rar wären. Et géif sech hei ëm Ausnahmefäll handelen, an dowéinst bräicht ee kee Gesetz.

Dat ass dee Räsonnement, deen ech mam beschte Wëllen net novollzéie kann. Mir wëssen all, dass d'Stierfhëllef net eng Majoritéit vu Patiente wäert betreffen, mä et gëtt awer Fäll, wou d'Demande no Stierfhëllef wäert Sënn maachen, an ech hunn d'éinescht scho bei menger éischter Interventioun de Fall vum Vincent Humbert a Frankräich zitéiert.

Solle mer déi Fäll einfach ignoréiere mam Argument, et wären Ausnahmen?!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer awer wëlles hätten, op dee Wee ze goen, da missten hei am Land eng ganz Rëtsch vu Gesetzer ofgeschaaft ginn, well se net eng gewësse Masse critique vu Leit concernéieren.

Mir stellen hei d'Fro: Déi Leit, déi esou räsonnéieren, verlaangen déi éieren och nach, dass mer sämtlech Efforten astellen, déi mer maachen, fir Maladies rares kënnen ze heelen? Solle mer och déi Moyenë stoppen?

Ech mengen, dat eent gehéiert zu deem aneren!

Mat der Dépénalisatioun vun der Euthanasie gëtt d'Stierfhëllef och net obligatoresch, weder fir deen eenzelne Patient nach fir deen eenzelnen Dokter, mä et iwwerléisst een him de Choix.

Et ass jiddferengem säi gutt Recht, säi leschte Wee ze goen, esou wéi et deemjéinege senger Opfaassung entsprécht. Mir respektéieren de Choix vun deenen, déi aus reliéise Grënn oder anere Grënn wëlle bis zum Enn hiert Kräiz droen.

Et gëtt awer och Leit an eiser Gesellschaft, déi net onbedéngt wëllen oder bereet sinn, oder d'Kraaft opbréngen, fir op dee Wee ze goen. L'imitation de Jésus-Christ ass net jiddferengem seng Philosophie. Vill Leit, an dozou zielen ech mech och, plädéieren éischter fir de Libre arbitre, fir sech selwer entscheeden ze kënnen, wat mat engem geschitt.

Hei ass awer eng Minoritéit amgaang, enger Majoritéit vu Bierger de Choix wëllen ze verbidden, a si versicht hir Vue, hir Weltanschauung ze imposéieren. Ech wëll erënneren un dee leschte Sondage vun e Samschdeg vun der TNS ILRES, bei deem erauskomm ass, dass ongeféier 78% - oder eppes Klenges driwwer souguer - vun de Leit hei zu Lëtzebuerg fir d'Euthanasie sinn.

Eng Dépénalisatioun vun der Stierfhëllef obligéiert kee Mënsch dozou, dës an Usproch ze huelen. Grad ewéi haut kee Mënsch forcéiert gëtt, sech scheeden ze loossen, wann en dat net wëllt - och wa mer ee Gesetz hunn, dat him dat erlaabt.

An engem Artikel an enger grousser Dageszeitung hunn ech viru kuerzem gelies als Argument géint d'Stierfhëllef, kee Mënsch géif nëmme fir sech eleng liewen, jiddferee wär méi wéi een Individuum, wär ëmmer een Deel vun der Gesellschaft.

Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann déi Opfaassung deelen. De Mënsch kann also net eleng op sech gestallt sinn. Richteg! Wëllen awer net just grad déiselwecht Leit, déi géint d'Stierfhëllef sinn - an hei muss ee vläicht nach emol dat Wuert „Hëllef“ ënnerstréichen -, wëllen net grad déi Leit de Mënsch mam Doud éischter eleng loossen?

Wéi gesäit et aus mat der chrëschtlecher Nächsteléift, wann e Mënsch no Hëllef rifft, fir kënnen erléist ze ginn, an et ass awer keen do, deen him hëlleft?

Bei allem Respekt nach eng Kéier fir déi perséinlech Opfaassung vu jiddferengem, mengen ech, dass d'Zäit awer elo komm ass fir en Ëmdenken op deem Plang. Bei aller Unerkennung fir déi grouss Efforten, déi mir um Niveau vun der Palliativmedezin gemaach hunn: Si kann net ëmmer alles, och wann hir Mériten enorm sinn.

D'Palliativmedezin an d'Stierfhëllef sinn net inkompatibel. Si schléisse sech net géigesäiteg aus. Neen, si si komplementar, si ergänze sech.

Grad déi, déi ëmmer d'Würd vum Mënsch ervirhiewen, solle sech froen, ob et mënschewierdeg ass, eng Persoun bis zum batteren Enn a géint hire Wëlle leiden ze loossen.

Et ass am Virfeld vun dësen Debatte vill an heiansdo hefteg diskutéiert ginn, a mir wëssen nach net genau, wéi d'Décisioun haut wäert ausfalen. Do hänkt villes vum Vote vun de Vertrieder vun der LSAP of, déi - ech muss nach eemol drun erënneren - an hirem Wahlprogramm 2004 stoen haten, an ech zitéieren: „Der Arzt, der dem Wunsch eines Patienten nach Sterbehilfe nachkommt, darf nicht länger strafrechtlich verfolgt werden.“

Ech erënneren och nach eng Kéier un d'Resolutioun, déi vun den Hären Huss, Bausch, mä awer och Krecké a Bodry zesumme mat der Madame Err ënnerschriwwe gouf a wou et heescht - ech zitéieren: «La Chambre des Députés se prononce en faveur d'une dépénalisation de l'euthanasie volontaire sous certaines conditions, éventuellement par le biais d'une justification légale ou d'une excuse.»

De Sozialisten hir Positioun schéngt deemno kloer, a si missten eigentlech d'Propositon de loi stëmmen, déi vun hirer Fraktiounskolleegin Lydie Err matgeschriwwe gouf. Et sief dann, d'LSAP brécht ënnert dem Drock vun hirem grousse Koalitiounspartner an d'Knéien an ënnerstëtzt dëse Projet net geschlossen...

(Interruption)

...oder majoritär net.

Här Bodry,...

(Interruption)

M. le Président.- Loosst den Här Wagner seng Iwwerleeung zu Enn féieren, wann ech gelift!

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här Bodry, ech hunn dat ugedeit, wëssend awer, dass ech - mengen ech - Vertrauen an Iech kann hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fadenscheineg Argumenter wéi déi vum Statsrot, déi zwee Texter wären inkompatibel, kënne mir net gëlle loossen.

Och d'DP huet sech 2004 an hirem Wahlprogramm fir eng gesetzlech Regelung vun der aktiver Stierfhëllef engagéiert - ech zitéieren: „Wir werden uns weiterhin für eine gesetzliche Regelung betreffend die aktive Sterbehilfe einsetzen. Unser Glaube an die Freiheit bedingt, dass jeder Mensch in jeder Situation frei über sich verfügen können muss. Wir wollen uns für eine einfache, aber strenge gesetzliche Regelung einsetzen, die die Würde sowie den Willen des unheilbar Kranken und Sterbewilligen, aber auch des Arztes respektiert. Wir denken, dass unser gleichmäßiger Einsatz für die Palliativmedizin und für die Sterbehilfe den freien Willen jedes Betroffenen zu jedem Moment respektiert.“

Bei der CSV wësse mer, dass et méi wéi schwiereg gëtt, hir Volleksvertrieder vum Bien-fondé vun esou enger Léisung ze iwwerzeegen. Offiziell besteet bei hinnen och kee Fraktiounszwang, gleeft een den Aussoe vun eisem Premier, mä wéi gesot, herno beim Vote wäerte mer gesinn, wéi et dee Moment mat de Vertrieder vun der CSV ass, oder ob se nach ëmmer getrei sinn dem Motto: „Konservativ an de Prinzipien, fortschrëttlech an de Positiounen“ - egal wat dat och ëmmer heesche soll.

Mir sinn op alle Fall gespaant op dëse Vote. Fir mäin Deel wëll ech awer nach eng Kéier ënnerstréichen, dass an eisen Ae jiddfereen d'Recht huet, iwwer sech selwer entscheeden ze kënnen, dat besonnesch um Liewensenn, an dat am Sënn vun enger Eegebestëmmung.

Ech wëll zum Schluss, Här President, och nach de latäinesche Philosoph Seneca zitéieren. De Seneca huet sech ëmmer agesat fir d'Liberté politique a fir d'Justice sociale. Hien huet als Penseur notamment och esou Leit inspiréiert wéi de Saint Augustin an de Montaigne. Ech zitéieren de Seneca: «La mort est quelquefois un châtiment; souvent c'est un don; pour plus d'un, c'est une grâce.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, während dem Vote hoffen ech op alle Fall, dass vill Leit heibanne sinn, déi och un déi Leit denken, fir déi den Doud une grâce ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Bodry. Här Bodry, wann ech gelift.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Debatt iwwert den Doud an iwwert d'Liewen ass ni eriwwer. Ech deele ganz gären déi Ausso vun eisem Premierminister. Hien huet se virun e puer Joer gemaach. D'Debatt iwwer Doud an iwwer Liewen ass och net eriwwer mat der Ofstëmmung iwwert de Regierungstext iwwert d'Stierfbegleedung an déi indirekt Stierfhëllef, déi mer grad eestëmmeg virgeholl hunn.

D'Debatt iwwer Doud a Liewen ass net eriwwer an der Öffentlechkeet. Si ass net eriwwer bei deene ville Leit, déi occasionnell oder dagdeeglech duerch hire Beruff mat doudkranke Patienten, mat Froen also vu Liewen an Doud, ganz konkret befaasst sinn. Déi Debatt geet vläicht net an der Chamber weider, mä dobausse geet se all Dag virun.

An deenen dote Froen däerf et a mengen Aen och keng Tabutheme ginn. Themen, déi een net däerf uschwätzen, déi een net däerf behandelen, zemools wann et Theme sinn, déi awer enger Realitéit um Terrain entspriechen.

Et ass gutt, dass iwwert d'Gesetzespropositioun Err/Huss d'Fro och vun der aktiver Stierfhëllef thematiséiert gëtt, zemools och, well - an dat weess jiddfereen, och wann en dat vläicht net zougëtt - d'Grenze vun enger sougenannter indirekter Stierfhëllef op eng sougenannt aktiv Stierfhëllef äusserst ongenau an äusserst flou sinn. Si sinn oft fléissend. Mëssbräich sinn a béide Fäll méiglech. Si sinn ni zu 100% auszeschléissen.

Am Fall vun dëser Gesetzespropositioun gëtt awer e Kontrollmechanismus virgesinn, deen am Regierungstext bei der sougenannter indirekter Stierfhëllef net virgesinn ass. Dëse Gesetzesvirschlag - an d'Lydie Err huet et ganz däitlech gesot - ass kee Fräischäin, fir doutzemaachen, wéi dat dobaussen an och heibannen ënnerschwelleg probéiert ginn ass duerzestellen.

Dës Propositioun stellt villméi de Versuch duer, d'Recht op d'Selbstbestëmmung vum Eenzelnen an de Vierdergrond ze stellen. D'Recht vum Eenzelnen, deen onheelbar krank ass - ech betounen dat nach eng Kéier -, säi Liewen an och säin Doud esou ze organiséieren, wéi hien dat fir richteg fënnt.

Trotz immense Fortschrëtter an der Palliativmedezin, bei de Schmäerztherapien, trotz Verbesserunge vun der Betreiung och vum eenzelne Patient, besonnesch och hei zu Lëtzebuerg, gëtt et nach wie vor Fäll, Hypotheesen, wou een engem Mënsch säi Recht ze bestëmmen, wéi e stierft, net däerf huelen an een dat Recht net däerf an esou engem Fall am Endstadium eigentlech vu sengem Liewen an d'Hänn vun Drëtte ginn. Dat muss e Recht sinn, wat deen Eenzelne fir sech behält.

D'Recht op d'Liewen, op d'Verflichtung Liewen ze schützen, dat ech deelen, hält allerdéngs do op, wou den Eenzelnen dat Recht selwer a seng Hand hélt a wëllt bestëmmen, wéi hien d'Enn vu sengem Liewe gestalt. Den Eenzelne soll e Choix behalen - hei kritt keen e Choix imposéiert - an e soll besonnesch och an der leschter Phas vu sengem Liewen net entmündegt ginn.

Dës Gesetzespropositioun setzt der Stierfhëllef e strengen, e ganz enke Kader. Dee Kader betrëfft d'Konditiounen, an deem Stierfhëllef ka geleescht ginn. Dee Kader betrëfft de Krees vun deene Betraffenen, déi iwwerhaapt a Fro kommen. Dee Kader, deen d'Proposition de loi festleet, betrëfft och de Respekt vum Wëlle vum Patient: Wéi muss dee Wëlle sech artikuléieren? Wéi ass ee sécher, dass dat wierklech de Wëlle vum Patient ass? Et betrëfft och d'Kontrollen, déi virgesi sinn.

Ech si perséinlech zefridden, och wann et aneren Deputéierten hei entgaangen ass, dass d'Proposition de loi vun den Auteuren an deem Sënn ëmgeännert ginn ass, dass dee Kontrollmechanismus ex post ass, dee préalablen, dee virgesi war, erausgeholl ginn ass, well ech vun Ufank un der Meenung war, dass dat zu enger Iwwerbürokratiséierung gefouert hätt vun deem ganze System, zu ze ville Prozeduren, déi et praktesch onméiglech gemaach hätten, dass dat Gesetz an der Praxis hätt kënne voll zur Geltung kommen. Duerfir sinn ech frou, dass d'Auteuren déi dote Bestëmmungen aus hirer ursprünglecher Propositioun erausgeholl hunn a mer elo och méi no um belschen Text sinn; och wat deen dote Punkt ugeet.

Euthanasie däerf also nëmme praktizéiert ginn, wann e Patient dat ausdrécklech verlaangt. Wann hien net méi à même ass, dee Wëllen auszedrécken, da ka sech op eng testamentaresch Bestëmmung beruff ginn. Et zielt also eenzeg an eleng de Wëlle vun deem Doudkranken. Et zielt net de Wëlle vun der Famill oder de Wëlle vum Ëmfeld.

Et ass mäin Uleies - ech wëll dat och hei besonnesch ervirsträichen, an ech si sécher, dass d'Auteure vun der Proposition de loi dat Uleies deelen -, dass eppes, wat als absolut Ausnahm geduecht ass - d'aktiv Stierfhëllef -, net däerf zu enger Selbstverständlechkeet an net däerf zum Regelfall ginn. D'aktiv Stierfhëllef muss eng absolut Ausnahm fir Ausnahmesituatioune bleiwen. Dat ass och dee Kader, deen d'Proposition de loi hei festleet.

Duerfir bedaueren ech, dass hei och an der Ried vun der CSV-Vertriederin esou ënnerschwelleg dach awer Ënnerstellunge gemaach gi sinn, wéi wann dat heiten elo den Einstieg wär an eppes vill méi Dramatesches. Dat wëll ech op jidde Fall net, an ech si sécher, dass och d'Auteure vun der Proposition de loi dat net wëllen.

Villes ass individuell an net ze norméieren. Dat hunn ech gesot beim Gesetzestext vun der Regierung. Dat gëllt selbstverständlech och fir dës Proposition de loi. Et bleift awer, dass de Gesetzesvirschlag duerch seng strikt Konditiounen, déi e setzt, an duerch den obligatoreschen enke Kontakt an déi enk Begleedung tëschent dem Patient an dem Dokter, déi virgeschriwwe sinn, wou eng Informatiounsflicht och vum Dokter besteet, fir de Patient op alles hinzeweisen, wat et vu Méiglechkeeten, vun Therapië gëtt a wat eventuell d'Konsequenze vu sengem Wëlle sinn, fir mech eng ganz Rëtsch vu Garantië beinhalt; genuch Garantien, fir ze verhënneren, dass déi Stierfhëllef kéint iergendwéi zu engem Regelfall ginn. Et bleift eng Ausnahmesituatioun.

D'Prioritéit bleift an alle Fäll - an ech stinn do zu deem Vote, dee grad gemaach ginn ass, virun enger gudder Stonn - den Ausbau vun der Palliativmedezin hei zu Lëtzebuerg. Et soll alles gemaach ginn, dass et net muss zu enger aktiver Euthanasie kommen. Ech mengen, dass mer awer nach net esou wäit hei zu Lëtzebuerg sinn.

Loosse mer virun allem awer och d'Hypocrisie net ze wäit dreiwen. A loosse mer et ganz kloer gesinn - a bal jiddferee kéint vläicht aus sengem Familljekrees oder Frëndeskrees och hei Beispiller nennen -, dass et Euthanasie, ob se elo aktiv oder indirekt ass - wéi gesot, déi Definitioune si ganz fluctuant - ëmmer ginn ass, och haut nach gëtt an och an Zukunft wäert ginn, egal wat fir een Text schlussendlech hei an der Chamber gestëmmt gëtt, oder wat fir eng Texter an der Chamber gestëmmt wäerte ginn.

Loosse mer och berücksichtegen, dass par rapport zu deem Zäitpunkt, wou déi Proposition de loi vum Lydie Err a vum Jean Huss hei déposéiert ginn ass, een elo scho kann op eng praktesch Uwendungszäit zréckkucken. An der Belsch, wou praktesch deeselwechten Text elo eng Rei vu Joren en vigueur ass a wou déi Bilanen, déi gezu gi sinn, weisen, dass déi Ängschten, déi geäussert gi sinn, déi Risiken, mat deene gerechent ginn ass, sech net agestallt hunn an der praktescher Ëmsetzung vun deem heite Gesetzestext.

Et kéint een och an aner Länner goen. Ech hunn e bëssen nogeschloen. Och am Oregon zum Beispill - deen eenzegen amerikanesche Stat, deen eng ähnlech Bestëmmung kennt - sinn Etüde gemaach ginn. Déi weisen, dass och do déi Angscht zum Beispill, déi och geleeëntlech hei zum Ausdrock kënnt, fir ze soen: Do gëtt dat dote benotzt, fir eng Kategorie vu Patienten ze liquidéieren - loosse mer dat emol esou ganz haart soen -, sech net bewahrheitet huet.

Dat ass zueleméisseg ganz beschränkt bliwwen. Ee vun dausend Doudesfäll ass op Euthanasie zréckzeféieren an deem amerikanesche Bundesstat. Et huet sech erausgestallt, dass déi Leit, déi dovunner Gebrauch maachen, Leit sinn, déi en héije Bildungsstand hunn, also net Leit sinn, bei deenen ëmmer gefaart ginn ass, dass déi bei esou engem System vläicht géifen ënnert d'Rieder kommen, well se sech net kéinte wieren.

Et beweist also, dass an deene Länner - ech gi gären zou, dat sinn der net vill; d'Majoritéit vun de Länner huet keng esou eng Regelung -, wou déi Regelung do besteet, an notamment déi, déi ähnlech Texter hu wéi dat, wat hei proposéiert ass, déi praktesch Erfahrung net deene Recht gëtt, déi viru Risike warnen, mä éischter deene Recht gëtt, déi mengen, dass dat heiten eng zolidd Rumm wär, wou een och kéint an deenen nächste Jore praktesch drop schaffen.

D'Linderung vu Leed, Schmäerztherapie, Stierfbegleedung a Stierfhëllef als Aufgab

vum Dokter a vun der medezinescher Versuergung sinn net kloer vuneneen ofzegrenzen. Et ass e Ganzt an et ass ënnerenee verstréckt. Si sinn a mengen Aen och als Ganzt mat der Ethik vum Dokter vereinbar. Duerfir ass et fir mech och net kontradiktoresch, wann ech virdrun de Gesetzesprojet vun der Regierung gestëmmt hunn, deen een Deel vun deenen Aspekter ofdeckt, a wann ech elo soen, dass ech wëll d'Proposition de loi vum Lydie Err a vum Jean Huss stëmmen, déi en aneren Deel vun deem ganzen Domän do ofdeckt.

Et ass sécherlech noutwendeg, wann deen Text hei ugeholl gëtt, dass Adaptatioune gemaach ginn. Ech sinn awer iwwerzeegt dovunner, dass de Mechanismus vum Second vote constitutionnel, wéi mer en hei zu Lëtzebuerg kennen - well eigentlech ass dat heiten elo en éischte Vote, dee mer nëmme virhuelen -, et méiglech mécht, déi dote Froen an engem räsonnabelen Délai ze tranchéieren, ze regelen, esou dass fir mech do eigentlech keen oniwwerwindbare Problem besteet.

Ech wäert also, dat hutt Der erausfonnt, hei mat Jo stëmmen. Jiddferee vun eiser Fraktioun mécht dat, wéi hien dat fir richteg fënnt, well dat heiten eng Gewëssensfro ass.

Ech sinn e bëssen erstaunt, dass grad de Vertrieder vun der Demokratescher Partei, wou bei hinne jo anscheinend bei näischt Fraktiounsdisziplin besteet a wou nëmmen d'Gewëssen zielt, enger anerer Partei géif virwerfen, dass se d'Gewëssensfräiheet an enger ethescher Fro virun hire Wahlprogramm géif stellen. Dat ass fir mech ganz erstaunlech fir e Vertrieder vun enger Demokratescher Partei!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den nächste Riedner ass den Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Dir Dammen an Dir Hären, nodeem ech als Corapporteur virdru schonn déi wichtegst Punkte vun der Proposition de loi kuerz erkläert hat an op eng Rei vun Ënnerscheeder mam Palliativgesetz higewisen hat, wou eis Proposition de loi méi wäit geet, wéilt ech als Fraktiounssprecher fir déi Gréng hei elo nach eng Kéier erklären, firwat déi Gréng souwuel d'Soins palliatifs an d'Schmäerzbekämpfung a gläichzäiteg awer och, ënner gesetzlech festgeluechte Konditiounen, d'Dépénaliséierung vun der aktiver Stierfhëllef a vun der Bäihëllef zur Selbsterléisung, also vum Suicide, ënnerstëtzen.

Fir eis sinn déi zwou Approchen net nëmme complémentaire, si sinn allen zwou gläich respektabel.

Dir Dammen an Dir Hären, deemno wéi de Vote heiriwwer awer herno an der Chamber ausgeet, kréien d'Leit dobaussen dës lescht Fräiheet, dat elementaart Recht op Selbstbestëmmung, oder et bleift alles beim Alen, bei där aktueller Gesetzgebung, an där eng bestëmmten Doctrine a Philosophie all deene villen anere Mënschen, deene meeschten dobaussen, dat Mënscherecht op Selbstbestëmmung net wëllt zougestoen!

Dir Dammen an Dir Hären, mir Gréng verstinn, datt ee bei esou Froe kann onsécher ginn, datt ee kann zécken. Grad dofir gëtt et jo schonn zënter Joren - wierklech zënter Jore schonn! -, mä besonnesch an deene vergaangene Wochen a Méint eng ganz intensiv Diskussioun iwwert de Pro an de Kontra an der Press, bei Radio an Televisioun an an de Medien insgesamt.

Ech wéilt vun dëser Plaz och grad all deenen, ob kathoulesch Theologen oder Dokteren, Merci soe fir hir Bäiträg zu dëser Diskussioun, obscho mer natierlech op enger ganzer Rei vu Punkten enger komplett anerer Meenung bleiwe wéi si, wéi zum Beispill dem Standpunkt vun der kathoulescher Theologie, wéi e relativ eesäiteg ëmmer erëm am „Wort" zum Ausdrock koum. Insgesamt huet dës Diskussioun jiddefalls gewisen, datt eng positiv Sträitkultur net nëmmen hei an der Chamber, mä och dobaussen an der Société civile méiglech ass.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat haut de Mëtteg schonn op eng Rei Ënnerscheeder tëschent dem Palliativgesetz an dëser Proposition de loi higewisen, an dobäi virun allem op zwou Insuffisancen:

Éischtens, am Palliativgesetz - ech maachen dat just nach eng Kéier kuerz, well et sech do just op de Stade avancé oder terminal vun enger Krankheet beschränkt - hunn ech d'Fro opgeworf: Wat geschitt awer mat all deenen anere Fäll, mat all deene Vincent-Humberten, déi et gëtt? Ech hunn do scho virdru gesot, datt fir all esou Fäll de Regierungsprojet keng Léisung bréngt, mä am Contraire an eisen Aen esou Leit eleng léisst, am Stach léisst, och wa vereenzelt Palliativmedeziner - mä et sinn europawäit just vereenzelter - behaapten, si géifen och esou Situatiounen an de Grëff kréien, Euthanasie wier also komplett iwwerflësseg.

Si hunn allerdéngs bis haut net seriö erkläre kënnen, wéi se esou Fäll da wierklech mënschewierdeg an dem Wëlle vun dem Betraffenen entspriechend an de Grëff géife kréien. Elo zitéieren ech nach eng Kéier datselwecht, wat virdru schonn den Här Carlo Wagner zitéiert huet, aus engem Artikel am „Tageblatt" vun engem Lëtzebuerger Palliativmedeziner - Zitat -: „(...) ausser wenn er gezwungen sein sollte, bei einem Schwerstkranken in einer Extremsituation" - si erlaben et dann dem Dokter - „eine Therapie in die Wege zu leiten, die den sofortigen Tod herbeiführen würde".

Dir Dammen an Dir Hären, „eine Therapie in die Wege zu leiten, die den sofortigen Tod herbeiführen würde": Wat ass dat dann? Ass dat iere keng Euthanasie? A wann dat keng Euthanasie ass, wat ass et dann, „den sofortigen Tod herbeizuführen"? Ech muss soen, Dir Dammen an Dir Hären, datt ech als einfache Stierflechen dës Logik net ka verstoen, wann an deemselwechte Bäitrag deeselwechten Dokter sech dann erëm eng Kéier géint d'Euthanasie ausschwätzt, well dat „töten" wier.

Dir Dammen an Dir Hären, och de Collège médical a sengem Avis vun 2002 gëtt zou, datt et Situatioune gëtt, déi vum Palliativgesetz net ofgedeckt sinn, wann hie schreift - ech zitéieren -: «Il se présentera sans doute des cas exceptionnels où le médecin sera confronté à une situation désespérée, où malgré tous ses efforts, il se trouvera dans l'impossibilité de refuser le geste attendu et fatal: douleurs non maîtrisées en dépit des moyens disponibles, personnes totalement ou définitivement dépendantes des machines pour survivre, personnes irrémédiablement privées des capacités relationnelles, nouveaux-nés porteurs de malformations neurologiques extrêmes et incurables dont les parents ont été informés, pour ne citer que ces quelques exemples.»

Ech kann net de ganzen Text zitéieren; da seet de Collège médical virun: «Les médecins qui auront accompli un acte d'euthanasie ou de suicide assisté dans une situation exceptionnelle devront être prêts à en rendre compte, le cas échéant, devant la justice.»

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt och nach gesot, esou en Dokter wier dann net fautif. Ech kucke wou ech dat elo hei am Text hunn. Hei steet dat: «(...) le médecin, conscient de sa lourde responsabilité, devrait agir en âme et conscience et ne pas être considéré comme fautif». Et kléngt ganz gutt, datt en net «considéré comme fautif» wier, mä laut där bestehender Gesetzgebung, wa mer déi Gesetzgebung haut net änneren, wier deen Dokter dann awer fautif, an net nëmme fautif, mä e misst sech am Fong viru Geriicht wéinst Assassinat veräntwerten.

E bekannte Lëtzebuerger fréiere Psychiater a Géigner vun der Euthanasie hat nach an engem Artikel viru kuerzem ähnlech argumentéiert, wéi hie geschriwwen hat - ech zitéieren: „Einverstanden, extreme, jeder Therapie unzugängliche, tragische Fälle wird es immer noch geben, aber es ist besser, dann einige Ärzte, die in jeder Hinsicht ihr Bestes getan haben und in der Euthanasie die einzige Lösung sahen, sich vor Gericht verantworten zu lassen und, wie auch immer, die Straflosigkeit zu sichern."

Dir Dammen an Dir Hären, ech widderhuelen dat nach eng Kéier: dem Dokter „die Straflosigkeit dann zu sichern". Mä, Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat d'Madame Err an ech hei virschloen an eiser Proposition de loi, dat ass genau dat!

Et geet ëm eng Dépénaliséierung vun engem Dokter, deen an engem extreme Fall dem Wonsch vum Patient entsprach huet, deen da kéint viru Geriicht kommen an deen an esou extreme Fäll, wéi se hei am Text virgesi sinn, dann net pénal méi géif verfollegt ginn, deen also net méi kënnt dofir bestrooft ginn. Et geet also drëm, engersäits ënner gesetzlech fixéierte Konditiounen a verzweifelte Situatiounen engem Patient eng Méiglechkeet opzemaachen, an anerersäits awer och den Doktere Rechtssécherheet ze ginn, wat erlaabt ass a wat net.

Dir Dammen an Dir Hären, wat gouf nach alles géint déi Proposition de loi hei geschriwwen a behaapt! Et gouf geschriwwen, elo géifen d'Dokteren nach just zum automateschen Exécutant vum Wëlle vum Patient ginn an et wier eng Frechheet - dat stoung virun dräi, véier Deeg vun engem Lëtzebuerger Dokter nach am „Wort" -, en Dokter wëllen zur Euthanasie ze zwéngen. Mä d'Realitéit vun der Proposition de loi ass eng ganz aner! Do steet ganz kloer dran, datt den Dokter Gewëssensfräiheet huet, datt déi voll erhale bleift an datt also kee gezwonge gëtt zu enger Euthanasie, wann hien dat net ka maachen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Da gëtt gesot - an dat ass och virdru vun der Madame Stein hei gesot ginn -, d'Vertrauensverhältnis tëschent Dokter a Patient géif duerch dëst Gesetz zerstéiert ginn.

Eiser Meenung no, Madame Stein, ass éischter de Géigendeel de Fall. Grad wann e Patient weess, datt hien um Enn eng Liberté de choix huet, datt hien also net am Stach gelooss gëtt an datt hie selwer nach herno entscheede kann, grad da sinn esou Patiente souguer éischter rassuréiert, wat d'Vertrauensverhältnis zu hirem Dokter ubelaangt. Dat Vertraue gëtt also héchstens nach verstäerkt. An esou Situatioune kann et da souguer virkommen, datt e Patient, dee vläicht am Ufank geduecht huet, hie wéilt Euthanasie hunn, herno seet, neen, wann en de Choix huet an d'Vertrauen zum Dokter, da wëllt hien herno awer net zur Euthanasie méi gräifen.

Da gëtt gesot als Reproche, d'Patiente wéilten iwwerhaapt keng Euthanasie. Kee Kranke wéilt säi Liewe wierklech opginn, si géifen dat just ageriet kréien. Si géifen dat agetrotert kréie vu Politiker, déi ganz aner Absichten hätten, eventuell souguer ganz donkel Absichten hätten, ass a munche Bréiwer geschriwwe ginn.

Fakt ass awer, datt all Joer och grad hei zu Lëtzebuerg net wéineg Leit selwer hirem Liewen en Enn setzen, sech also suicidéieren. Vill ze vill Leit maachen dat hei am Land. Munche vun deene Leit hätt och sécherlech kënnen aneschters gehollef ginn. Et hätt hinne missen aneschters gehollef ginn! Mä bei anere wier dat och vläicht net méi méiglech gewiescht, well fir si hir Situatioun vill ze vill verzweifelt a vill ze vill hoffnungslos war.

Fakt ass och, datt verzweifelt Leit aus villen europäesche Länner an d'Schwäiz fueren, fir do erléist ze ginn, well dat an hire Länner verbuede bleift.

Fakt ass schliesslech, datt iwwerall d'Mënschen d'Recht op Euthanasie oder op Hëllef bei der Selbsterléisung wënschen. Net nëmmen an der Belsch oder an Holland, wou dat erlaabt ass, a wou dat och all Joer e puer honnertmol geschitt, mä d'Euthanasie geschitt, dat huet d'Madame Err hei kloer gesot, evidenterweis an all Land heemlech an illegal, och hei zu Lëtzebuerg, wou dat bis elo verbuede bleift.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, kommen ech zu engem anere Géigenargument, wat eigentlech praktesch am heefegsten ëmmer erëm gebraucht oder méssbraucht ginn ass. Nämlech eng Dépénaliséierung vun der Euthanasie géif zu ëmmer méi Abusen, zu Méssbräich a souguer zur Eliminatioun vu ganz alen a fleegebedürftege Mënschen a Fleegeheimer féieren.

Dorobber gëtt et e puer Äntwerten. Et gëtt éischtens, wéi scho gesot, an alle Länner ouni Zweifel noweisbar illegal Euthanasien a grad do hannert de Kulissen an der Illegalitéit ass de Risque vun Abusen, vu schlëmme Méssbräich vill méi grouss. Dat war esou am Virfeld vun den europäeschen Avortementsdebatten an de 70er Joren an dat ass haut genausou bei den Euthanasiedebatten. E méigleche Méssbrauch, well jo keng Kontroll besteet, kéint zum Beispill sinn, datt do hannert de Kulissen heemlech falsch Euthanasien eventuell géint de Wëlle vum Betraffene kéinten duerchgefouert ginn.

Mir kënnen eis awer nëmme wonneren, datt dës Tatsaachen d'Géigner vun eiser Proposition de loi net vill schéngen opzereegen!

Zweetens, a Saache Méssbrauch gëtt dann och ëmmer mat Schreckenszuelen aus Ëmfroe bei hollänneschen Doktere vun 1990 oder 1995 operéiert, während awer déi rezentest Ëmfroergebnisser bei deeneselwechten hollänneschen Doktere vum Mee 2007 als Suite vum hollännesche Gesetz, wat eréischt 2001 votéiert ginn ass - well virdrun ass just eng Toleranz gewiescht -, weisen, datt d'Zuele vun den Euthanasien an Holland souguer liicht zréckgaange sinn, an zwar vun 2,8 op 1,8% am Joer 2005.

Dat heescht, et ass net zu enger Zounahm weder vun Euthanasien nach vun Abusen an Holland komm, an ëmgekéiert - och do gëtt et Zuelen - sinn d'Sédations palliatives an Holland an d'Luucht gaangen.

Drëttens, an eisem Nopeschland, der Belsch, un där hir Gesetzgebung vun 2002 mir eis an eiser Proposition de loi ugelehnt haten an déi esou wéi mir eng Commission d'évaluation et de contrôle an hirem Gesetz hunn, do sinn déi éischt offiziell Rapporten doriwwer bis Enn 2005 publizéiert ginn. Hei ass de Rapport détaillé aus dem Joer 2005 vun der Commission d'évaluation et de contrôle an der Belsch, wou all eenzelne Fall prezis an detailléiert dokumentéiert ass: wéi al d'Leit waren, wat fir eng Krankheet se haten, a wat fir engem Stadium déi Krankheet war, wien den zweete gefrote Spezialist an Dokter war.

Dat ass alles also vun engem éischten Dokter constatéiert ginn, datt do näischt méi ze maache war; et huet missen e Spezialist vun der Pathologie mat derbäikommen. Déi Dokteren, esou wéi dat geschildert ass, déi hu souguer gesot, obschonn et am Gesetz net virgeschriwwe war, datt se an deene meeschte Fäll souguer nach en drëtte Palliativmedeziner oder souguer eng Palliativéquipe zousätzlech gefrot hunn, ier et dann zur Euthanasie komm ass. Also, méi prezis a méi detailléiert a méi kontrolléiert kann een dat net maachen.

Wat dobäi interessant ass an deem Bericht vun der belscher Kommissioun, dat ass och nach Folgendes: Dat ganzt Geschwätz, déi ganz Ënnerstellung, elo géifen déi al Leit, déi Fleegebedürfteg, no esou engem Gesetz vun der Dépénaliséierung ëm den Eck bruecht ginn, dat huet d'belsch Praxis gewisen, datt dat komplette Kabes ass. Well 75% vun alle Fäll, déi hei dokumentéiert sinn, ware Fäll tëschent 40 an 79 Joer. Dat heescht, déi écrasant Majoritéit hat strictement näischt mat esou Fleegefäll, mat esou héichbetagten, fleegebedürftege Leit ze dinn.

Et ass also wäitgehend méiglech, iwwer esou eng Gesetzgebung Abusen auszeschléissen.

Déi Leit, déi behaapten, et kéinten awer niewent deenen dote Kontrollen och an der Belsch nach ëmmer heemlech inoffiziell illegal Euthanasië stattfannen, déi eben net gemellt wieren, déi Leit späize sech an eisen Aen eigentlech just op hiren eegene Kënn, well evidenterweis de Risque vun Abusen do am gréissten ass, wou esou Situatioune verbuede sinn, dat heescht, datt de Risque vun Abusen also doduerjer méi grouss gëtt.

Dann e lescht Wuert zu der Madame Stein nach, wat d'Kompositioun ubelaangt vun där Commission d'évaluation et de contrôle an eisem Gesetz. Do hunn ech awer wierklech elo schonn déi komeschste Saachen héieren!

Dir hutt elo beklot, datt do am Ënnerscheed zu der Belsch, wou 16 Memberen dra sinn, hei an dëser Kommissioun nëmmen néng Memberen dra sinn. Éischtens si mer vill méi e klengt Land wéi d'Belsch, an zweetens hu mer ëmgekéiert scho virgeworf kritt, do wiere vill ze vill Leit dran. Vun Dokteren hunn ech virgehäit kritt, do wiere mat deenen néng Leit vill ze vill Leit an där Kommissioun vertrueden.

An doriwwer, wien do dran ass: Et sinn evidenterweis Dokteren; et si Vertrieder vun den Associatiounen, also ënner anerem Omega 90 als Beispill, an da Vertrieder vun der Société civile. Bei der Société civile ass weder vun der Madame Err nach vu mir gemengt ginn, dat wieren de Jempy an de Misch vun der Strooss. Do ass wierklech d'Société civile gemengt ginn, Philosophen, Juristen an esou virun, déi et och an der belscher Proposition de loi gëtt. Déi si just net do genannt ginn, mä et ass awer kloer de Sënn vun deem, wat mer wollte soen.

Am Kontext vun dësen Diskussioune stellt sech dann awer och déi ethesch Fro an eisen Aen, awéiwäit - an dat ass an eisen Aen esou - eng am Fong onerdréiglech Hypocrisie, wéi se haut virherrscht, kann oprechterhale ginn, oder ob et net besser wier, kloer rechtsstaatlech Regelungen ze kréien, déi dem Patient eng Liberté de choix an dem Dokter Rechtssécherheet géife ginn.

A wa scho vu munche Säite permanent d'Gespenst vun Abusen un d'Wand gemoolt ginn ass, ass et da vum reng medezinesche Standpunkt hier betruecht net esou, datt et och bei de sougenannte Sédations palliatives, de Sédations terminales och emol zu Abusë bei der Steigerung vu Morphiumsdosissen oder Medikamentendoséierung kéint kommen? Ass dat dobaussen um Terrain - a Spideeler vläicht net - wierklech esou ausgeschloss?

Doriwwer gëtt dann allerdéngs net gär geschwat, well jo do ëmmer iwwerall zu honnert Prozent nëmmen eng absolut edel Intentioun virausgesat gëtt, während Euthanasie anscheinend ëmmer nëmmen doutmaachen, morden, ka bedeiten, obschonn d'Konditioun bei der Euthanasie déi ass, datt de Betraffene jo selwer bewosst a widderhuelt duerno huet misse froen oder duerno huet misse biedelen.

À propos doutmaachen a Mord. Wéi, Dir Dammen an Dir Hären, virun allem vun der CSV, an der Belsch virun e puer Joer d'Gesetz iwwert d'Dépénaliséierung vun der Euthanasie déi leschte Kéier virum Vote komme sollt, hunn an deene leschten Deeg virum Vote déi dorteg chrëschtlech-sozial Volleksparteien - CSC huet se deemools geheescht, béi där flandrescher weess ech net méi auswendeg, wéi den Numm war - op eng Kéier gesot, si kéinten eventuell d'accord si mat der Euthanasie. Wa se nëmmen an der Phase avancée oder an der Phase terminale géif stattfannen, da kéinte si mat der Euthanasie d'accord sinn. Dat ass schrëftlech nozeliesen an de parlamentaresche Berichter vun der Belsch.

Dat ass natierlech vun där deemools blorout-grénger Majoritéit net akzeptéiert ginn, well et jo awer och ëm all déi aner Fäll geet. Mä et weist awer erstaunlecherweis, datt Euthanasie fir eng chrëscht-kathoulesch Partei anscheinend also dach ënner gewësse Konditiounen akzeptabel kéint sinn. Woubäi ee sech dann allerdéngs d'Fro muss gefale loossen, firwat eppes an enger bestëmmter Situatioun eventuell kéint akzeptabel sinn, an an enger anerer, gradesou dramatescher an tragescher Situatioun net akzeptabel kéint sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Et bleiwe sécher nach vill Saachen ze soen. Ech konnt hei nëmmen op déi wichtegst vun de Géigenargumenter agoen. Ech wéilt dofir hei nach eng Kéier am Numm vun de Grénge kloer betounen, datt mir Gréng antriede fir eng Liberté de choix am Intérêt vun de Leit dobaussen an och fir e Selbstbestëmmungsrecht vum Eenzelnen. Natierlech ënner gesetzlech fixéierten, kloere Konditiounen, esou wéi se an der Proposition de loi vun der Madame Err a vu mir selwer drastinn.

Dat heescht - ech hunn dat virdru gesot -, mir setzen eis kloer a fir e grousszügegen a schnellen Ausbau vun der Palliativmedezin, mä mir setzen eis och an - an dobäi bleiwe mer - fir d'Dépénaliséierung vun der Euthanasie a vum Suicide médicalement assisté.

Et ass also kloer, esou wéi mer virdrun ofgestëmmt hunn, datt mer gesot hunn, mir wiere kloer fir den Ausbau vun der Palliativmedezin, mat allem wat dat bedeit. Ech wëll dat hei nach eng Kéier soen, well den Här Gibéryen mer do Saachen esou indirekt wollt..., oder ech konnt mengen, datt hie mer dat hätt wëllen ënnerstellen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat hätt ech do an d'Diskussioun erabruecht.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här Gibéryen, ech hunn hei kloer um Pult gesot, wat d'Haltung vun der Fraktioun vun deene Grénge zum Ausbau vun der Palliativmedezin ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hat déi Gréng guer net ernimmt.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Da wëll ech awer nach eng Kéier däitlech soen, datt ech hei betount hunn, datt déi Gréng net fir e minimalen Ausbau vun der Palliativmedezin antrieden, mä fir en optimalen Ausbau vun der Palliativmedezin. Dat heescht, en optimalen Ausbau, wat souwuel déi logistesch wéi déi finanziell wéi déi infrastrukturell Konditioune betrëfft, mä och d'Konditioune beispillsweis, fir datt mer genügend Dokteren a genügend Infirmierspersonal kréien, déi eng seriö Ausbildung kréien.

Dat kascht natierlech Suen. Och do si mer der Meenung, datt dat eng Aufgab vum Stat ass an datt dat op eng seriö Aart a Weis muss gefördert ginn.

Dat ass also vun eis aus ganz kloer. Ech wëll dat hei just nach eng Kéier betounen, datt keen eis soll no baussen ënnerstellen, mir wéilten d'Palliativmedezin iergendwéi awer net esou richteg.

An enger Interpellatioun, déi ech 1996 gemaach hunn, waren déi éischt Wierder déi, datt ech gesot hunn: Déi Gréng trieden a souwuel fir Schmäerzbekämpfung, fir Soins palliatifs, an derniewent och a gewëssene Situatiounen op Wonsch - nëmmen op ausdréckleche Wonsch! - vum Patient fir eng Dépénaliséierung vun der Euthanasie.

Wat heiansdo och do derbäi vergiess gëtt: Et gëtt jo och déi zweet Méiglechkeet, nämlech de Suicide médicalement assisté. Woubäi jo am Fong den Ënnerscheed dertëschent just deen ass, datt an deem enge Fall den Dokter engem Patient, deen net méi liewe wëllt, Medikamenter kann zur Verfügung stellen, mä an deem Fall muss dee Patient de Geste nach selwer maachen.

Dat ass vläicht eng Situatioun, déi fir en Dokter sécherlech méi einfach ass. An der Schwäiz gëtt dat gemaach. A wann Der schonn emol Fernsehfilmer gesinn hutt, wéi zum Beispill een am belsche Fernseh; do ass e Film gewise ginn iwwert d'Situatioun an der Schwäiz.

Do hutt Dir en Dokter gesinn, dee bei enger schwéier kriibskranker Fra, déi praktesch ëm 90 Joer al war, gehollef huet, déi Assistance au suicide ze maachen. Dat war eng Situatioun, déi vun enger Dignitéit, vun enger Würde war, wéi ee sech dat net anescht ers ka virstellen.

(Interruption)

Dat ass déi Situatioun, wéi se am belsche Fernseh an engem Film, deen elo am Dezember gewise ginn ass, vum Dokter Jérôme Sobel, dem President vun EXIT Suisse romande, praktizéiert ginn ass. Do ass bis zu Lescht ëmmer erëm nach gefrot ginn: Madame, sidd Der ganz sécher, datt Dir gären hätt, datt ech Iech déi Medikamenter ginn? D'Fra konnt nach selwer zum Becher gräifen. Et war ganz kloer, dat huet ee schéi gesinn, well et war och eng Begleedung derbäi. Déi Fra huet dunn awer de Geste selwer gemaach, obschonn den Dokter gesot huet: Wann Dir elo Nee sot, da ginn ech elo heem, dann ass kee Problem. Ech huelen d'Medikamenter mat an et ass keen, deen Iech zwéngt, dee Suicide ze maachen.

Generell wëll ech dofir och hei nach eng Kéier Folgendes soen, well och do künstlech heiansdo d'Palliativmedezin an d'Stierfbegleedung entgéintgesat gëtt zur Dépénaliséierung vun der Euthanasie. Mä, Dir Dammen an Dir Hären, och Leit, déi herno an engem gewëssene Moment eng Euthanasie oder eng Aide au suicide froen, si selbstverständlech Leit, déi virdrun och gäre Schmäerzbekämpfung an eventuell och Soins palliatifs wëllen hunn. Dat ass ganz kloer.

Soins palliatifs a Stierfbegleedung ass net nëmmen de Fall am Gesetz vun der Palliativmedezin. Och virun enger Euthanasie huet dee Patient selbstverständlech d'Recht begleet ze sinn, wann hien et wëllt. An hien huet selbstverständlech d'Recht och op Schmäerztherapien.

Wou den eenzegen Ënnerscheed läit tëschent deenen zwee Weeër, dat ass nach just dee leschte Geste déi lescht Deeg, wou dat eent vill méi schnell a vill méi kuerz geet, den doucen Doud, an op där anerer Säit, wou et eventuell 48 Stonnen oder vläicht e puer Deeg kann daueren, ier dann dat Liewen definitiv beendet gëtt. Mä soss ass am Fong an deem, wat virdrun ass, praktesch alles datselwecht. Déiselwecht Konditioune gëllen do. Dat ass net nëmmen op där enger Säit esou.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, kommen ech zum Schluss. Mir trieden als Gréng a fir eng Liberté de choix. Dat heescht, d'Mënschen, d'Leit dobaussen - an net nëmme mir heibannen, mä virun allem d'Leit dobaussen; fir déi solle mer jo légiféréieren - sollen de Choix hunn, esou kënnen ze stierwen, aus dem Liewen ze goen, wéi jiddfer Eenzelnen dat wëllt, an net wéi se dat vun där enger oder där anerer Säit virgeschriwwe kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Huss. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, och ech wëll mech de Mercien un d'Auteure respektiv d'Rapporteure vun dëser Proposition de loi uschléissen.

Här President, d'Froen iwwert d'Liewen an d'Stierwe si Froe vun enger grousser Sensibilitéit. Si verlaange vun eis alleguer, datt mer mat där néideger Dezenz domat ëmginn.

Et ass nun eemol esou, datt duerch lafend Fortschrëtter vun der Wëssenschaft a vun der Medezin déi Froen, déi sech och de Politiker stellen, ëmmer méi komplizéiert ginn an d'Äntwerten drop ëmmer méi schwéier ze fanne sinn. Dat betrëfft och d'Wëssenschaftler a Chercheuren, déi een zu deem Zweck konsultéiert. Mä et si leschtendlech d'Politiker, déi an esou Fäll d'Décisiounen ze huelen hunn.

Mir sinn elo an esou enger Situatioun, well d'Fro vun der Euthanasie ass eng vun dëse Froen. Et wär fir eis aner gutt, wann een eng allgemeng gülteg ethesch Guideline hätt, un där ee sech an esou Fäll kéint orientéieren. Mä ech fäerte ganz, dat ass bal onméiglech respektiv dat wäert e fromme Wonsch bleiwen.

Ech wëll am Ufank vu menger Interventioun soen, datt mir als Partei weder an eisem Wahlprogramm nach an eisem Grondsazprogramm eng breet Ausso zu dëser Thematik gemaach hunn.

Mir soen an eisem Grondsazprogramm, datt Froe wéi déi heite vun enger grousser Sensibilitéit sinn an datt mir als Partei de politesche Mandatsträger d'Fräiheet loossen, no hirem Gewëssen ze entscheeden. Dat wäert och an dësem Fall bei eis zoutreffen.

Déi grondsätzlech Fro, Här President, ëm déi et hei geet, ass déi vum Recht vum Individu, fir iwwert d'Enn vu sengem eegene Liewen ze décidéieren. Dozou wéilt ech folgend Iwwerleeung maachen:

Kee vun eis ass gefrot ginn, ob en iwwerhaapt wëllt op dës Welt kommen. Keen ass gefrot ginn, wou e wëllt op d'Welt kommen, a wat fir Konditiounen an a wat fir eng Famill. Wa mir net iwwer eisen Ufank ze décidéieren haten, hu mir dann awer d'Recht, fir iwwer eist Enn ze bestëmmen?

Dat ass eng philosophesch Fro, op déi et wahrscheinlech keng definitiv Äntwert gëtt. Wie vun enger reliéiser Basis aus räsonnéiert, seet méiglecherweis: Neen. Mä wann een dovun ausgeet, ass dann net all medezineschen Agréff en Agréff an d'Schicksal, wat jiddferengem virgezeechent ass?

Déi definitiv Äntwert op d'Fro vum Recht, fir iwwer säin eegent Stierwen ze décidéieren, ass grondsätzlech: Jo. Et kann ee kengem Mënsch vum Grondsaz hier dat Recht ofstreiden. Et kënne reliéis Motiver ginn, fir eventuell Neen dorop ze äntwerten, mä mir hunn och scho festgestallt am Laf vun der Zäit, datt souguer d'kathoulesch Kierch hir Attitüd vis-à-vis vun deene Leit, déi sech selwer d'Liewen huelen, radikal geännert huet.

Kann de Gesetzgeber duerfir dëst Recht aus reliéise Grënn verweigeren? Mir mengen, sécher net, well reliéis Iwwerzeegung eng Saach vu jiddfer Eenzelnem ass. An trotzdeem, de Schrack, fir determinéiert op Wonsch vun deem Concernéierten dem Liewe vun engem Mënsch en Enn ze setzen, ass e Schrack iwwer eng Demarkatiounslinn, deen een net esou ouni Weideres mécht. Et stellt sech - an dat ass de kruziale Punkt - an alle Fäll déi ganz delikat Fro vun der Fräiwëllegkeet, vun der wierklech gewollter Fräiwëllegkeet vun dësem Wonsch.

Här President, ech hu viru laanger Zäit eng Kéier gelies vun engem Naturvollek an Nordamerika - et war virun der Zäit, ier déi Wäiss do hiert Onwiese gedriwwen hunn -, wat an enger äermlecher, kärglecher Biergregioun gelieft huet, wou d'Ernährungsbedéngunge ganz prekär waren a wou et zur Iwwerliewensstrategie gehéiert huet, datt déi al Leit, déi net méi zum Nahrungserwerb konnte bäidroen, sech fräiwëlleg an eng déif Schlucht gehäit hunn, fir hiren Nokommen d'Iwwerliewen ze erméiglechen. Si hunn dat fräiwëlleg gemaach. Et däerf een awer d'Fro hannendrunhänken: Wéi grouss war déi Fräiwëllegkeet?

An dat ass de kruziale Punkt. Dat ass dee Punkt, deen ëmmer erëm a leschter Zäit opgeworf ginn ass. Dës Fro huet hir grouss Berechtegung. An enger Gesellschaft, wou mer riskéieren, opgrond vun der demographescher Entwécklung, datt fir déi jonk Generatioun d'Charge an och d'Fleeg vun deenen Eeleren, déi sech net méi hëllefe kënnen, ëmmer méi schwéier gëtt, an enger Gesellschaft, wou déi sozial Kontakter ëmmer méi ënnert d'Rieder geroden, wou och d'Leit an de Familljen ëmmer manner Zäit fireneen hunn, ass dat eng ganz schwiereg Fro.

Géif e Mënsch, deen de Wonsch no Euthanasie geäussert huet, deen och oprechterhalen, wann d'Aart a Weis, wéi hien a sengem leschte Liewensabschnitt begleet gëtt, eng aner wär? Ass dat, wat ech gëscht selwer fir mech décidéiert hunn, muer nach wouer?

Här President, ech doe mech selwer schwéier, fir eng valabel Äntwert op dës Fro ze ginn. Eis Kultur soll grondsätzlech eng Kultur vun Zouwendung, Hëllef a Begleedung sinn, och a virun allem fir déi Persounen, déi grad dëse mënschlechen Encadrement vermëssen. Dat ass net einfach, wéi mer alleguer wëssen. Dat kascht vill Zäit an och Geld, an et passt net esou richteg an eis modern Welt, an ee rationellt a profitorientéiert Denken.

Mir mengen, datt d'Palliativmedezin op all Fäll misst kënne flexibel agoen. Et soll an däerf kee Mënsch onnéideg leiden. Mä et soll och kee Mënsch d'Gefill kréien, hie wär et der Gesellschaft oder vläicht senger Famill schëlleg, fir sengem Liewen en Enn ze maachen. Wéi gesot, just dat ass dee kruzialen a schwierege Punkt.

Dat ass de grousse Problem, wann dës Dier opgestouss gëtt. Den Dokter Thill, deen hei schonn e puermol ugefouert ginn ass, seet: Wie Schwéierstkranker a Stierwender betreit, weess ëm d'Stäerkt vu senger Positioun als Dokter an déi domat verbonne Gefor, Schwéierstkranker, déi sech him uvertraut hunn, ze beaflossen, hinne seng Usiicht iwwert de Wäert oder d'Wäertlosegkeet vum Liewen anzerieden.

Hie seet awer och - an dat ass hei contestéiert gi vun anerer Säit -, datt et keng Situatioun géif ginn, wou d'Palliativmedezin net hëllefe kéint.

Den Testament de vie: Eng Kéier ënnerschriwwen, ass et en Uerder un den Dokter, wann de Patient an eng Situatioun geréit, wou hie sech selwer doriwwer net méi äussere kann. Dat ass eppes, wat vun den Dokteren als relativ inakzeptabel emfonnt gëtt. Den Dokter gëtt zum einfachen Exécutant vun dësem Euthanasieuerder, an net zu engem verantwortlech handelnde Medeziner, deen an der Regel weess, wéi hien an esou engem Fall ze handelen huet.

Här President, ech wollt aus deem villen, wat déi lescht Zäit geschriwwe ginn ass, en Zitat eraushuelen. Ech weess, datt et selbstverständlech, deemno wou ee steet, net onëmstridden ass, mä et weist awer op d'Sensibilitéit vun deem Schrëtt, wou ech gesot hunn, deen ee mécht, wann een déi Demarkatiounslinn do iwwerschreit, hin.

Ech zitéieren: „Die mögliche Einführung der Euthanasie öffnet den Spalt der Tür, durch den Misstrauen und Angst in das Krankenhaus, in die Ärzte und Pflegende eindringen. Müsste man nicht mindestens der Umsetzung der Regierungsvorlage eine Chance geben, bevor man wieder neu über Euthanasie diskutiert? Die Humanisierung des Sterbens wird sich nicht unter der Androhung der Euthanasie durch einen willensfähigen oder willig gemachten Menschen erreichen lassen. Sie wird nur im Vertrauen zwischen Patienten, Ärzten und Pflegenden zu erreichen sein. Ärzte und Pflegende sollen Anwälte des Lebens und der Hoffnung bleiben, für die töten unter keinen Umständen erlaubt ist."

Här President, keng Situatioun gläicht där anerer an duerfir ass et esou schwéier - fir net ze soen, onméiglech - alles ze reglementéieren. Ech selwer si weder Expert nach kann ech op eng ëmfaassend eegen Erfahrung zréckgräifen. Duerfir ass fir mech an och fir d'Leit vu menger Fraktioun d'Meenung vun de Medeziner, déi all Dag domat ze dinn hunn, ganz wichteg.

Wat soen d'Dokteren?

Majoritär, an nach méi majoritär déijéineg, déi speziell mat Leit schaffen, déi an der Schlussphas vun hirem Liewe sinn, soe si, datt si mam Gesetz iwwert d'Palliativmedezin praktesch op all d'Situatiounen individuell kéinte reagéieren an datt si d'Dépénalisatioun vum Suicide assisté als problematesch ugesinn. D'Dokteren hu studéiert, fir Leit ze heelen, fir hinnen hir Gesondheet erëmzeginn, oder hir Krankheeten, wa se dann net ze heele sinn, dach awer ze erliichteren. Duerfir hu mir vollt Verständnis, datt d'Majoritéit vun den Dokteren net fir dës Dépénalisatioun vun der Euthanasie ass.

Ee Wuert zur Inkompatibilitéit tëschent dem Projet, dee mer elo gestëmmt hunn, an dëser Proposition de loi. Dat huet näischt mat engem politesche Manöver ze dinn, mä et ass effektiv e seriöe juristesche Problem. Et ass och falsch, wann hei gesot ginn ass, datt mir schonn dacks esou eng Situatioun gehat hätten. Fir mech ass déi Situatioun hei unique, datt mer hannereneen zwee Projete stëmmen, an deenen Dispositioune stinn, déi net matenee kompatibel sinn. Och de Statsrot huet ganz däitlech op d'Inkompatibilitéit tëschent deenen zwee Texter higewisen.

Duerfir wëll ech hei ganz kloer an däitlech soen, datt mir et bedaueren, datt d'Interventioun vum Gast Gibéryen, deen nëmme just drop higewisen a logescherweis verlaangt huet, datt, wann d'Gesetz géif gestëmmt ginn, een da soll d'Proposition de loi zréck-

halen an nach eng Kéier driwwerkucken, hei vun eenzelne Leit quasi als politescht Manöver duergestallt ginn ass. Dat war et ganz sécher net!

Mir sinn a bleiwen awer der Meenung, datt een hätt sollen d'Effetë vum Palliativgesetz ofwaarden, ier een nach eng Kéier iwwert dës Propositon de loi geschwat hätt.

Grondsätzlech wëll ech soen, datt mir all Meenung respektéieren, datt mir eis aus all Polemik wëllen eraushalen. Mir respektéiere selbstverständlech och d'Meenung vun den Auteure vun dëser Proposition de loi. Dat hei ass eng Problematik, do schwätzt munches derfir an et schwätzt munches dergéint, a jiddferee muss en âme et conscience wëssen, wat en herno beim Vote mécht.

Ob mer haut eng Stärstonn vum Lëtzbuerger Parlament erliewen, doriwwer wäerte vläicht spéider Generatiounen uerteelen. Mä ech géif awer soen, mir erliewen eng Stärstonn vum Parlamentarissem, well effektiv nieft engem Projet vun der Regierung eng Propositioun, déi vun zwee Deputéiertekolleegen ausgeschafft ginn ass, hei zur Diskussioun kënnt, seriö diskutéiert gëtt, wou et zum Vote kënnt, a wou fir eng Kéier een net weess, wéi dee Vote ausgeet.

Selbstverständlech spillt och bei eis d'Gewëssensfräiheet fir jiddfer Eenzelnen, ouni Zwang. Ech ka mer net verknäifen dozou ze soen, datt dat jo eigentlech den Normalzoustand misst sinn. Wann een den Artikel 50 vun eiser Verfassung kuckt, dann huet all Deputéierten am Intérêt vum Land - an ech mengen dat wär och den Intérêt vun de Bierger hei am Land - ofzestëmmen an en huet vu kengem Weisungen entgéintzehuelen.

Duerfir wäert och vun eisem Grupp jiddferee no senge Virstellungen a sengem Gewësse stëmmen.

Ech muss zum Schluss soen, datt eise Kolleeg Koepp, wéi jiddferee weess, gesondheetlech Problemer hat an duerfir haut nach net kann hei present sinn; datt mir, well et eng Gewëssensentscheedung ass, net vun dem Recht op Prokuratioun wäerte Gebrauch maachen, dat heescht, datt hien duerfir och kee Vote hei zu dëser Proposition de loi ofgëtt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Aly Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. No all deem, wat elo hei an den Diskussiounen ervirbruecht ginn ass, hunn ech meng Meenung nach net brauchen ze änneren.

Ech sinn a bleiwe bei der Meenung, dass hei net eleng 60 Leit kënnen an enger gewëssener Gewëssensfräiheet iwwer Liewen an Doud bestëmmen an dass dat hei eng Fro ass, déi all Bierger hei am Land betrëfft an duerfir misst virun all Bierger zum Vote gestallt ginn, an net nëmme vu 60 Leit heibannen, egal wat fir enger Meenung dass se sinn.

Ech wëll awer Respekt weise virun der Aarbecht vun deenen zwee Deputéierten, déi sech déi Aarbecht do gemaach hunn, déi och iwwerzeegt sinn, dass se richteg leien. Ech sinn eben iwwerzeegt, dass se falsch leien, an ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Euthanasie net komplementar ass zu der Palliativmedezin.

Wann ech och hir Aarbecht respektéieren, sou wëll ech awer elo op de Contenu vun där Proposition de loi do agoen.

Wéi ech deen éischte Saz gelies hat vun där Proposition de loi, dunn hätt ech am Fong scho kënnen ophalen, well do steet eppes, wat wierklech mat den Hoer erbäigezunn ass! Do steet: «Depuis longtemps, l'euthanasie et l'assistance au suicide sont des actes qui sont pratiqués tous les jours…»

Also, wann ech dat scho liesen, da gëtt et engem jo schlecht! Dann hu mer jo hei an de Spideeler praktesch lauter Mäerder sëtzen. Ech mengen, wa schonn eng Proposition de loi esou ugeet, dann ass se menger Meenung no scho guer net méi ganz eescht ze huelen.

Wann een da gesäit, dass mer op dëser Welt iwwer 200 Länner hunn, an elo hei als Beispill just fënnef Länner geholl ginn, fir ze soen, déi hunn eng Gesetzgebung iwwert d'Euthanasie, dann ass dat ganz minim. A well et ganz genau gewosst ass, dass et awer eng Rei weider Länner gëtt, déi awer Gesetzgebungen iwwert d'Palliativmedezin hunn, déi ganz gutt funktionéieren, an déi Länner och domadder zefridde sinn.

A wann ech dann nach gesinn, wéi Parteie wéi DÉI GRÉNG oder d'Sozialisten, déi awer ëmmer op China an op Kolumbien erëmklappen, well déi d'Mënscherechter net respektéieren, dann elo hei China a Kolumbien just als Beispill huele fir d'Euthanasie, a wann een da weess, dass an deenen dräi Länner, déi se hei zitéieren, och nach d'Doudesstrof besteet, dann ass do d'Euthanasie nëmmen eng Complémentaritéit zu der Doudesstrof, awer garantéiert net zu der Pallativmedezin.

Ech wëll dat emol kloer soen.

Wat elo d'Madame Err ubelaangt, déi hei behaapt huet, si hätt Frechheete gemaach kritt vu Leit, déi géint d'Euthanasie sinn: Dat ass bedauernswäert, mä ech wëll Iech awer och soen, dass et aner Leit gi sinn, déi sech och ganz schlëmm Frechheeten hu misse gefale loosse vu Vertrieder vun der Euthanasie.

Also duerfir, op deenen zou Säiten hu vill Emotioune matgespillt. Et soll een dat elo net ze vill op d'Wo leeën an dat iergendwann eng Kéier no dëser Debatt vergiessen. Jiddfereen huet hei seng Meenung, jiddfereen huet hei seng Gewëssensfräiheet.

Wann ech dann héiere vum Ofschafe vum Fraktiounszwang, da kann een dat schonn hei als historesche Moment betruechten. Ech géif da soen, dass mer dat awer elo hei mat dëser Gesetzgebung dann definitiv agefouert hunn. Et gëtt kee Fraktiounszwang, et ass es nach ni ginn an et dierf es och ni méi ze ginn hunn. Wann dat d'Konsequenz vun dësem Gesetz ass, da war dat hei schonn e ganz gudden Débat.

Ech op jidde Fall, vu menger Säit aus, an dat weess jiddferee vun Ufank un, gi kengem d'Recht, iwwer Liewen an Doud ze entscheeden. Ech stinn an der éischter Rei, wann et ëm d'Doudesstrof geet, an ech ginn och hei op dëser Tribün a mat dëser Ofstëmmung kengem d'Recht, iwwer Liewen an Doud ze entscheeden.

Ech mengen, dat soll jiddferee gesinn, d'Liewe soll jiddferengem helleg sinn. Ech si ganz bestëmmt kee Katholik, ech sinn och ganz bestëmmt der CSV net no - heiansdo, Här Biltgen -, mä an der ënneschter Convictioun weess ech awer, dass ech hei bei deem Vote, dass ech hei zu där Propositioun Nee soen. Ech maachen dat mat ganz rouegem Gewëssen an et wäert mer och ni leed doen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank, wann ech gelift.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Den Dag vun haut, dee geet an d'Geschicht an als en Dag, wou Lëtzebuerg sech e Gesetz ginn huet, wou all Mënsch a Würd an a Fräiheet an d'Éiwegkeet begleet ka ginn. Mä duerfir brauche mir déi entspriechend finanziell Moyenen.

Här President, bei allen Ausféierungen, déi elo hei gemaach gi sinn, hunn ech mech ganz oft gebremst fir net ze intervenéieren, well ech mat villen Aussoen net averstane war. Mä aus Respekt zu deenen, déi hei geschwat hunn, wëll ech och hunn, datt ech elo a menger Interventioun respektéiert ginn.

Zu deene Statistiken am „Tageblatt": Fir mech sinn dat Iwwerrumpelungsmanöveren. Et si keng kontrolléiert Ëmfroen an et sinn och onqualifizéiert Froe gewiescht.

Et ass fir mech net méi an net manner, wéi wann een zu mir seet: Wëlls de e Stéck Taart, mat oder ouni Schlagsahn? Méi sinn déi do Ëmfroe fir mech net wäert. Duerfir wier ech och ganz frou, wann déi Parlamentarier, déi nach net décidéiert sinn, sech nëmmen net géife vun deenen Ëmfroen ëmstëmme loossen!

Zu den Terminologien, do wëll ech soen, datt an där leschter Zäit, an nach ëmmer, wann ee mat de Leit schwätzt, ganz, ganz villes verwëscht gëtt. D'Leit dobaussen, déi sech fir Jo oder Neen ausschwätzen, si ganz oft net en connaissance de cause, wéi wäit datt eist Palliativgesetz geet; an dann déi Wierder vun aktiver a passiver Stierfhëllef, dat verwëscht a mécht ganz oft d'Leit onsécher.

Ee perséinlechen Zeien, dee mech haut de Mëtteg nach ugeruff huet, en Dokter, dee 46 Joer praktizéiert huet, 32.000 Patiente betreit huet, fir dee war ni eng Euthanasie a Fro komm. An och ech als Infirmière war bei ville schwierege Situatiounen derbäi. An ech ka mat fräiem Gewësse soen, datt ech nimools bei enger aktiver Euthanasie derbäi war.

Ech ginn zou, datt ech och schwiereg Situatioune materlieft hunn. Ee Beispill: Dat war ee Patient, deen Aids hat. E war 32 Joer al, en huet nach 18 Kilo gewien, ier e gestuerwen ass, an et war kloer an däitlech mat de Wëlle vun der Famill, datt d'Schmäerzmëttel kontinuéierlech eropgesat sollte ginn, fir déi verbleiwend Zäit nach esou liewenswäert wéi méiglech ze garantéieren. Also d'Zil war, deem Mënsch ze hëllefen, fir gutt ze stierwen, awer net, fir bewosst duerch eng Doudessprétz sengem Liewen en Enn ze setzen.

Zu deenen Ëmfroen an Holland: Obwuel an Holland en Euthanasiegesetz besteet an d'Fäll offiziell gemellt musse ginn, gëtt et nach ëmmer 20%, déi an enger confidentieller Ëmfro soen, si géifen d'Euthanasie net mellen.

An dat, Dir Dammen, Dir Hären, léif Politikerinnen a Politiker, muss eis alleguerten ze denke ginn, wa mer elo an hei esou e wichtegt Gesetz sollen zum Vote stellen.

Da froen ech mech: Firwat solle mir dat drëtt Land an der Europäescher Unioun sinn, no Holland an der Belsch, dat iwwer en Euthanasiegesetz légiféréiert? De Wonsch no Euthanasie, wësse mer alleguerten, ass vill, vill méi kleng, do wou sech eng gutt Palliativmedezin entwéckelt huet.

D'Euthanasie ass eng Transgressioun zum Doutmaachen hin, ee Passage vum laisser mourir zum faire mourir, wéi de Jean Léonetti, den Initiator vum franséische Gesetz iwwert d'Fin de vie, seet.

Wann d'Dier vun der Euthanasie opgemaach gëtt, da fäerten ech, komme ganz geschwënn nach ganz aner Fuerderungen. Da geet et net nëmmen ëm den onheelbar Kranken, mä ëm Leit, déi liewensmidd sinn, déi mussen en charge geholl ginn, an net duerch eng Doudessprétz ofgesprétzt ginn.

An eis behënnert Matbiergerinnen a Matbierger, malforméiert Kanner, déi ewechgesprétzt ginn - loosse mir duerfir léiwer d'Dier zou!

De Statsrot seet, déi zwee Texter wären inkompatibel, a si sinn och a mengen Aen nimools komplementar, an dat solle mer net vergiessen. De Projet vun der Regierung huet eng ganz aner Konzeptioun vum Dokter, vum Patient, vun der Medezin an am Endeffekt och vun der Gesellschaft.

De Regierungstext gesäit de kranke Mënsch am Dialog mat der Gesellschaft, mat senger Famill, senge Bekannten, dem Fleegepersonal, den Dokteren. De Patient gëtt net eleng gelooss. Dat gëtt an der Directive anticipée ënnerstrach.

Den Testament de vie an der Proposition de loi Huss/Err geet awer aner Weeër. Et gëllt hei eleng de Wëlle vum Patient; hien diktéiert, wat gemaach gëtt. Den Dokter féiert aus.

Wann d'Gesetz iwwert d'Euthanasie a Kraaft géif trieden, da bräicht et déi voll Ënnerstëtzung vun den Dokteren, dem Fleegepersonal an dem Collège médical. Et kënnt derbäi, an dat solle mer och net négligéieren, datt e Mësstraue souwuel bei de Patiente wéi bei dem Personal opkomme kann, well kee méi weess, wou en drun ass.

Elo scho froe Leit sech: „Wat geschitt mat mir, wann ech emol schwéier krank sinn?" An da kënnen och bei deene Patiente Scholdgefiller entstoen, wéi: „Ech wëll menger Famill, menger Ëmwelt net méi zur Laascht falen." Oder souguer: „Ech ginn ze deier." Fir alles dat ze verhënneren, kann ech nimools fir eng Euthanasie sinn.

D'Dignitéit vum Mënsch gëtt fir mech am beschte respektéiert do, wou mir mat dem schwéier kranke Mënsch éierlech, häerzlech, also mënschlech ëmginn, bis zum Enn vu sengem Liewen. Dat ass fir mech eng Mënschlechkeet, wourobber jiddfereen e Recht huet.

D'Dignitéit ka fir mech ni doranner bestoen, datt een deem aneren hëlleft zum Stierwen, mä d'Hand reecht beim Stierwen.

Et geet net eleng ëm d'Medezin; et geet och ëm eng ganzheetlech Approche vun der Krankheet. Et ass esou, wéi ech mir eng Gesellschaft virstellen: Mir soen net zu deene kranke Leit: „Mir begleeden dech, bis mir op däi Wonsch hin dengem Liewen en Enn maachen" - mä: „Mir si bei dir, bis däi Liewen zu Enn geet." An ech soen et nach eng Kéier: „An ech halen deng Hand."

Et gëtt oft gesot, den Ënnerscheed tëschent Sédatioun an Euthanasie wär kleng. Dat stëmmt menger Meenung no net. Et gëtt einfach eng aner Opfaassung vum Liewen, eng aner Kultur vum Liewen a senge Wäerter. Dat eent ass hëllefe beim Stierwen, an dat anert ass bewosst hëllefen zum Stierwen.

Op där enger Säit eng Gesellschaft, déi op d'Rechter vum Individuum pocht a sech iwwert d'Gesellschaft stellt. Dat ass eng relativ nei Entwécklung an der europäescher Geschicht. Op där anerer Säit gëtt et eng aner Opfaassung vun enger Gesellschaft, an dat ass déi, déi ech deelen: eng Kultur vum Liewen, vun der Solidaritéit, vum Zesummesinn - och um Liewensenn. A fir déi hunn ech bis elo gekämpft.

Et geet wierklech ëm eng aner Opfaassung vu Liewenskultur. Et geet am Endeffekt ëm d'Definitioun vun enger humaner Gesellschaft. Et geet ëm d'Definitioun vun der Dignitéit vum Mënsch, net nëmme vum Eenzelnen als Individu, mä och ëm d'Dignitéit als Grondprinzip vun enger humaner Gesellschaft, an där et drëms geet, alles ze maachen, wann nach vill ze maachen ass.

Ech hunn Angscht virun enger Gesellschaft, déi op de Maximum vu Profit aus ass, an där Mënschen, déi net méi rentabel sinn, als Laascht considéréiert ginn, déi een net méi brauch. Wou d'Barrièrë fale vun deem, wat an enger humaner Gesellschaft net als erlaabt ugesi gëtt. Wann et der Ekonomie net méi esou gutt geet, ass den ekonomeschen Aspekt vun eiser Diskussioun net vun der Hand ze weisen. An esou enger Gesellschaft wëll ech net liewen!

Et geet also bei dëser Debatt vun haut net nëmmen ëm d'Dignitéit vun deene Leit, déi um Stierwe leien - neen, et geet ëm Dignitéit vun eiser ganzer Gesellschaft.

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- An duerfir wier ech frou wa mer haut keng Majoritéit zu där Proposition de loi géife kréien.

Den Europarot ass nämlech och net fir d'Euthanasie! Jo, mir stinn also mat eiser Euthanasiedebatt zimlech eleng an Europa! Dat alles muss dach iwwerzeegen!

Firwat solle mir dann net dem Statsrot follegen, dee refuséiert en Avis ofzeginn, well e seet, datt d'Palliativmedezin an d'Euthanasie mateneen net vereinbar sinn?

Hoffentlech kritt d'Euthanasiegesetz keng Majoritéit. Well schonn dacks an der Geschicht hu verharmlost Gesetzer, vun deenen een d'Folgen net beduecht huet, herno ganz grousst Onheel erbäibruecht.

Ech schléisse mat engem Zitat vum Här Léonetti: «L'euthanasie active, ce n'est pas aller plus loin, ce n'est pas un ‚plus loin', c'est un ailleurs.»

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Frank. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Colette Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ausser bei engem Punkt hunn ech net wëlles an den Detail vun den Artikele vun der Proposition de loi eranzegoen. D'Corapporteuren an d'Coauteuren hunn dat vill besser gemaach, wéi ech et kéint maachen. Verschidde Spriecher, déi viru mir op dëser Tribün waren, souwuel an där éischter wéi an där zweeter Debatt, hunn och verschidde speziell Aspekter vun där Proposition de loi beliicht.

Mir hunn am Laf vum Mëtteg iwwer zwee schwiereg Texter diskutéiert, déi sensibel an delikat sinn, déi wichteg sinn. Wat ee vun deene betrëfft - an dat ass deen, dee mer elo diskutéieren -, hu Verschiddener vun ons sécherlech misse mat sech selwer zu Kouer goen, bis dass se zu enger definitiver Meenung komm sinn.

Et ass aussergewéinlech selten am Liewe vun engem Parlamentarier, mat Texter konfrontéiert ze sinn, déi direkt mat Liewen an Doud ze dinn hunn, déi direkt un esou fundamental Froen eruginn. Déi vun ons, déi virun '79 an dëser Chamber waren - a si sinn net méi ganz zahlreich; wann ech richteg nogekuckt hunn, sinn déi zwee lescht Mohikaner, déi hei am Sall sinn, den Här Boden, deen op der Regierungsbänk sëtzt, an ech selwer -, déi Parlamentarier hu sech schonn zweemol an der Vergaangenheet missen déterminéieren à l'égard vu Gesetzestexter, déi ongeféier déiselwecht Natur hate wéi déi, déi mer haut diskutéieren: am Juli 1978 beim Vote vum Projet de loi iwwert

d'Liberalisatioun vum Avortement; am Mee 1979 beim Vote vum Projet de loi zum Ofschafe vun der Doudesstrof.

Ech wëll an deem Zesummenhang e puer Bemierkunge maachen iwwert den Artikel 50 vun onser Verfassung an der Fro vun der Discipline de vote. Den Artikel 50 gesäit vir: «Les Députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché.» Dat heescht an anere Wierder: D'Constitutioun garantéiert dem Deputéierten de libre arbitre a gesäit nëmmen eng Restriktioun vir, dat ass den Intérêt général vum Land.

An dach kenne mer an dësem Haus, wéi an alle Parlamenter an an all de Fraktiounen, d'Discipline de vote. Ech gesinn an där Tatsaach am Allgemenge keng Contradictioun. Jiddferee vun ons, dee sech Wahle gestallt huet, huet dat gemaach opgrond vun engem Programm vun enger Partei. A jiddfereen, deen an der Majoritéit an d'Chamber komm ass, deen ass erakomm op Basis vun engem Accord de coalition.

Et ass also normal, wa mer wëlle kredibel bleiwen, dass mer déi Engagementer respektéieren, déi mer selwer geholl hunn. Dat sinn Engagementer, déi si public, déi si bekannt. Dat legitiméiert a mengen Aen d'Discipline de vote, indépendamment och nach vum Argument vun der gudder Organisatioun vun der Aarbecht vun engem Parlament; mä dat ass zweetrangeg.

Et gëtt awer Projeten oder Propositions de loi, wéi déi, déi mer elo diskutéieren, déi op Froen aginn, déi fir jiddferee vun ons eng philosophesch, eng reliéis, eng ethesch Dimensioun hunn, déi mer net kënnen an de Moule vun der Discipline de vote eranzwéngen. An der Demokratescher Partei hu mir, souwäit ech et materlieft hunn, ons ëmmer un dee Prinzip gehalen. Bei de Voten iwwert d'Liberalisatioun vum Avortement an d'Abolitioun vun der Doudesstrof - ech war deemools Fraktiounspresident - hunn ech all eenzelnen Deputéierte vu menger Fraktioun opgesicht, fir hien ze iwwerzeegen, dass déi doten zwee Projete justifiéiert waren a si solle se wann ech gelift stëmmen.

Mä ech hu refuséiert, d'Discipline de vote ze imposéieren. Ech hunn hinnen alleguerte gesot: Dir stëmmt do of, wéi Dir et fir richteg haalt. Ech muss net esou iwwerzeegend gewiescht sinn, wéi ech et gehofft hat, well beim Vote iwwert d'Liberalisatioun vum Avortement hunn zwee vu menge Kolleegen dergéint gestëmmt, a beim Ofschafe vun der Doudesstrof gouf et nach schlëmmer: Do hunn der sechs dergéint gestëmmt an een huet sech enthalen. Mir waren awer deemools méi zahlreich an onser Fraktioun, wéi mer et haut sinn.

(Hilarité)

Nach soen ech Iech, Här President, an ech gebrauchen eng Formule vum Edith Piaf: Je ne regrette rien. Ech regrettéieren iwwerhaapt net, dass ech gesot hunn, d'Discipline de vote kann an däerf an deenen dote Froen net spillen. Ech betruechten déi zwee Voten, déi Gott sei Dank gutt ausgaange sinn, vu menger Siicht aus, als déi schéinste Momenter vu menger parlamentarescher Tätegkeet.

Wa mer elo iwwert d'Proposition de loi Err/Huss schwätzen, dann hu mir ons an onser Fraktioun un deeselwechte Prinzip gehalen: Jiddferee vun ons wäert an âme et conscience ofstëmmen. An deem Sënn freeën ech mech och iwwert d'Deklaratioun vum Premierminister, dee virun enger gewëssener Zäit schonn an der Öffentlechkeet annoncéiert huet, dass et eng Liberté de vote och bei de Membere vun der CSV-Fraktioun wäert ginn.

Geneesou freeën ech mech iwwert déi relativ Serenitéit vun där Debatt, déi mer am Kontext vun dësen zwee Gesetzer vun haut de Mëtteg gefouert hunn. Sécher huet d'kathoulesch Kierch Positioun bezu géint d'Proposition de loi, genee wéi verschidde Milieuen, déi hir nostinn. An d'Défenseure vun der Proposition de loi hunn och hir Positioun genügend bekannt gemaach. Mä zu kengem Moment huet déi Diskussioun déi Héichten erreecht, déi mer kannt hunn, notamment bei der Diskussioun iwwert d'Liberalisatioun vum Avortement. Dat gëllt ganz besonnesch fir d'kathoulesch Kierch an hir Alliéiert. Ech mengen, och dat muss een an aller Fairness soen.

D'kathoulesch Kierch veruerteelt, condamnéiert d'Proposition de loi Err/Huss. Dat ass an hirem Chef eng logesch Attitüd, an also och eng legitim Attitüd. Si berout op der Iwwerzeegung, dass d'Mënscheliewen inviolabel ass an dass d'Autoritéit iwwert d'Liewen net dem Mënsch zoukënnt, och net deem, deen an onerdréiglechem Leed muss all Dag kämpfen an dohisiichen, mä dass d'Autoritéit enger Autorité suprême - also Gott - zoukënnt.

Dat ass eng Attitüd, déi ech respektéieren, mä déi ech selwer net deelen. Par ailleurs sinn ech der Meenung, dass am Kader vun enger demokratescher Gesellschaft d'Gesetzer net duerch d'Kierche gemaach ginn, net duerch déi eng an net duerch déi aner, mä duerch d'Parlamenter.

Verschidde Kolleegen, an notamment déi honorabel Madame Frank, hunn ons gesot - scho virdrun an och nach haut -, si kéinten déi Proposition de loi net stëmmen. Et ass eng Attitüd, déi ech respektéieren, mä déi ech net deelen. Ech hoffen, dass ech mer kann datselwecht vun der Madame Frank erwaarden; dass se meng Attitüd net deelt, mä dass si se awer respektéiert. Duerfir hunn ech mech e bësse gewonnert iwwert de Wortlaut vun hirer Interventioun, déi mer viru kuerzem hei hu missen nolauschteren.

Här President, erlaabt mer vläicht an deem Kontext drun ze erënneren, wat e Journalist den 21. Dezember 2007 an engem Editorial vum „Lëtzebuerger Land" geschriwwen huet. De Journalist war de Romain Hilgert. Hien huet geschriwwen: Et si genee déi politesch Kreesser, déi haut d'Liewen als dat kostbaarst Gutt histellen, déi 1979 wollten, dass d'Doudesstrof soll erhale bleiwen, dat heescht den Doud „von Staats wegen".

Dat ka paradoxal schéngen, mä dee Paradox ass menger Meenung no nëmmen apparent an explizéiert sech duerch d'Primautéit, déi der Autorité supérieure zouerkannt gëtt, an dem Refus d'Décision individuelle an deene Froen ze respektéieren.

Mir hunn als Liberal eng aner Approche zu deene Froen. Mir mengen, esou wéi mäin exzellente Kolleeg Jean Hamilius et haut an enger Lettre ouverte am „Journal" geschriwwen huet - an ech zitéieren -: «Personne n'a le droit moral de dicter à autrui en vertu de ses convictions personnelles quelles dispositions il est en droit de prendre pour pallier une fin de vie insupportable. Le législateur a par contre le devoir de rendre l'exercice de ce droit respectueux à la fois de la volonté des intéressés et de la valeur de la vie humaine.»

De Jean Hamilius geet dann an op déi liberal Prinzipië vun Toleranz a vu Respekt vun de Convictioune vun aneren an e schléisst mat deene Wierder: «Laissons à chacun le droit de vivre et de préparer sa mort à sa façon, aussi longtemps que les droits légitimes d'autrui et de notre société ne sont pas en cause.»

An anere Wierder: Als Liberal si mir der Meenung, dass an der Equatioun Recht um Liewen a Recht un der Autodéterminatioun d'Autodéterminatioun muss Prioritéit kréien. Mir sinn der Meenung, dass jiddferee vun ons d'Recht huet ze décidéieren, insofern et hie selwer concernéiert, wat fir hien déi Wierder bedeiten „mourir dans la dignité".

Fir dass dat méiglech ass, muss natierlech de Législateur de legale Kader schafen, fir dass dat effektiv kann esou geschéien. Dat ass also och woufir et evident ass, dass, wa mer am Gesetz d'Méiglechkeet vun enger Interruption de vie virgesinn, eng Dépénalisatioun - an net, wéi oft fälschlecherweis gesot gëtt, eng Décriminalisatioun -, also eng Dépénalisatioun, déi an hirer Portée begrenzt ass, da musse mer se encadréiere mat Garde-fouen, déi och am Gesetz agebaut sinn.

An anere Wierder geet et hei drëm - wéi en hollänneschen Expert, de Professer Johan Legemaate an engem Colloque sot, deen 2006 hei organiséiert gi war vun der Commission nationale d'éthique, vun der Section des Sciences morales et politiques a vun der Section des Sciences médicales vum Institut grand-ducal -, d'Praxis vun der Interruption de vie ze kontrolléieren a se net onkontrolléiert exerzéiert loossen, an der Clandestinitéit, mam Wee also op zu allen Abusen.

Déi Approche ass a mengen Ae vill méi gerecht a vill méi éierlech. Dat ass dat, wat d'Proposition de loi hei mécht. Ech weess, dass et fir en Dokter - ech sinn zwar weder Dokter nach Infirmière - net einfach ass, eng Euthanasie virzehuelen, an dass et och souguer net einfach ass heiansdo bei de Soins palliatifs. Si hunn eng enorm Responsabilitéit, déi mir hinnen an onser Gesetzgebung net kënnen ewechhuelen. Mä wann den Dokter muss zu enger Euthanasie schreiden, oder zu enger Assistance au suicide, dann ass et wichteg, dass e weess, dass e keng Infractioun begeet, wann en derfir suergt, dass déi véier Konditiounen, déi am Artikel 2, Paragraph 1 vun der Proposition de loi stinn, respektéiert sinn a wann en d'Konditiounen an d'Procédurë vum Gesetz respektéiert.

De Paragraph 2 gesäit weider nach vir, dass den Dokter muss dem Patient eng Partie Informatioune ginn. E muss sech assuréieren, dass d'Leiden, physesch oder psychesch, persistéiert, dass de Patient säi Wëllen expriméiert huet. E muss en aneren Dokter konsultéieren, e muss sech mam Patient iwwert deem seng Demande ënnerhalen. E muss sech mat der Équipe soignante ënnerhalen a mat den „Proches désignés par le patient", an e muss sech vergewësseren, dass de Patient och d'Geleeënheet hat, sech iwwer seng Demande mat deene Persounen ze ënnerhalen, déi e wollt gesinn.

Den Dokter, deen dann zu enger Euthanasie mengt missen ze schreiden, gëtt an den nächste véier Deeg en Document d'enregistrement of, dee vun der Proposition de loi virgesinn ass, bei der Commission nationale de contrôle et d'évaluation, déi jo aus néng Membere besteet, déi hei vun der Chamber bezeechent ginn.

Dat Dokument huet zwee Voleten. Deen éischte Volet huet méi faktuell Informatiounen, deen zweeten huet méi personell a medezinesch Informatiounen. D'Kommissioun kuckt dann dat Dokument a vérifiéiert, ob d'Konditiounen an d'Prozeduren, déi am Gesetz virgesi sinn, effektiv respektéiert sinn. Wa se en Zweifel huet, kann d'Kommissioun de Médecin traitant froen, hir all déi Elementer ze ginn, déi am Dossier médical sinn.

Wann dann d'Kommissioun der Meenung ass, dass sämtlech Bedéngungen, déi am Gesetz virgesi sinn, net respektéiert sinn, muss se bannent zwee Méint eng Décision motivée huelen, déi se dem Médecin traitant zoustellt an - loosse mer dat net vergiessen - si schéckt eng Kopie vun hirer Décisioun och un de Parquet, deen dann dee Moment kann aschreiden, wann en et néideg fënnt.

Et ass also am Kader vun där Décisioun ex post - well et ass jo och vill diskutéiert ginn iwwer ex ante oder ex post - en Encadrement, dee vollstänneg ass, dee seriö ass an deen och dissuasif ass. Bei deem Colloque, vun deem ech virdru geschwat hunn, hu souwuel déi belsch wéi déi hollännesch Dokteren, déi do waren, an dat ware keng Onbekannten - den Hollänner war wéi gesot de Johan Legemaate, Professor of health law, Vrije Universiteit, Amsterdam, Legal counsel, Royal Dutch Medical Association, an de Belsche war den Dokter Marc Englert, Professeur à l'Université Libre de Bruxelles, Membre de la Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de l'euthanasie -, allen zwee gesot, dass d'Aféiere vun esou enger Gesetzgebung an hire Länner do net zu Abusë geféiert huet.

Den Hollänner formuléiert et esou: „Every now and then a case occurs in which the physician has neglected one or more of the requirements mentioned in the law, but evidence for abuse on a larger scale is lacking." An de Belsch seet: «Appliquée depuis près de quatre ans, la loi n'a pas donné lieu à des difficultés particulières: les médecins qui ont pratiqué des euthanasies ont respecté la loi et aucun cas d'abus ne s'est produit.»

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Ech sinn iwwerzeegt, wa mir ons déiselwecht Gesetzgebung ginn, da komme mer op deeselwechte Wee.

Ee Wuert nach, Här President, zu deem wat de Conseil d'État gesot huet.

De Conseil d'État, et ass schonn dovu geschwat ginn, huet e ganz fouilléierten Avis ofginn iwwert d'Gesetz vun de Soins palliatifs. E weist drop hin, dass et Similitudë gëtt an den Objektiver, souwuel vun de Soins palliatifs wéi vun der Euthanasie, a kënnt dann zur Konklusioun «que la sédation palliative retenue par le projet de loi retire à la proposition de loi sa motivation».

Et sief mir erlaabt, Här President, ze soen, dass datselwecht Räsonnement kann dozou féieren, dass d'Soins palliatifs an d'Euthanasie complémentaire sinn. D'Soins palliatifs kënne wuel prodiguéiert ginn, ier de Patient wëllt op d'Euthanasie zréckgräifen. An de Professer Englert huet ganz kloer gesot, dass «les soins palliatifs ont leurs limites et connaissent des échecs». An da kënnt et natierlech un déi nächst Etapp; esou bedauerlech dat och ass.

Här President, vläicht sollt ech och nach soen, dass Belgien 2002 am Fong dräi Gesetzer ugeholl huet: eent iwwert d'Loi relative au droit du patient, ee Gesetz relative aux soins palliatifs an ee Gesetz relative à l'euthanasie. De Bilan dovunner ass positiv. Dat ass hei scho gesot ginn. Ech hunn et répétéiert. Et sinn do keng Abusë geschitt.

Ech mengen also, dass d'Adoptioun vun der Proposition de loi eng richteg Amëliratioun am Domän vun der Stierfhëllef wäert zu Lëtzebuerg bréngen an ech wäert ouni Bedenken an ouni Hésitatioun fir déi Proposition de loi stëmmen.

Meng Kolleege wäerten hirem Gewëssen no stëmmen, wéi si et fir richteg halen.

Ech wëll nach vläicht zwee Punkten am Telegrammstil opwerfen, an dat ass och hei scho gesot ginn. Wa mer wëllen, dass souwuel dat Gesetz iwwert d'Soins palliatifs wéi och dat iwwert den Droit de mourir en dignité hir Objektive kënnen erreechen, da musse mer derfir suergen, dass d'Dokteren an all déi Professionell, déi an deem Secteur aktiv sinn, effektiv déi noutwendeg Formatioun kréien. Ech weess, dass dat schwiereg ass, notamment fir déi, déi hir Studien am Ausland maachen op auslänneschen Universitéiten. Mä et gëtt jo och Kritären, déi ee ka fixéieren, an et gëtt jo och eng Formation continue, déi ee kann offréieren.

Anerersäits sinn ech der Meenung, dass d'Réseaux de soins, ob se am Milieu hospitalier sinn, am Centre de Soins oder bei Soins à domicile, esou ausgebaut musse ginn, dass effektiv déi zwee Projete kënnen eng Realitéit ginn.

Här President, ech wéilt net ofschléissen, ouni de Rapporteure vun deenen zwee Texter, der Madame Lydia Mutsch, dem Här Jean Huss an der Madame Lydie Err, souwéi all onse Kolleegen aus der Santéskommissioun Merci ze soen.

Spéitstens ab dem 5. Februar 2002 fir zwee vun hinnen, spéitstens ab dem 9. November 2006 fir se alleguerten hu se eng exzellent Aarbecht gemaach. Et ass dank där Aarbecht, dass mir haut konnten eng Debatt féieren, déi seriö war an déi konnt an der Serenitéit gefouert ginn. Dat ass bei esou engem Projet eppes besonnesch Wäertvolles.

Ech kann nëmmen hoffen, dass déi Proposition de loi ka gestëmmt ginn, well dat wär a mengen Aen eng ganz wichteg Etapp an der Mise au diapason vun onser Gesetzgebung mat dem Fortschrëtt vun der Wëssenschaft a vun der Medezin a mat der Evolutioun vun onser Gesellschaft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als leschte Riedner erlaben och ech mer ze soen, wéi frou ech doriwwer sinn, mat wéi enger Serenitéit an Dignitéit d'Debatten haut den Owend ofgelaf sinn.

Ech wëll och gläich soen, dass ech fir d'Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité stëmme wäert. Et ass sécher fir eis all keen einfache Vote, well et ëm den Doud geet, an den Doud ass ebe leider nach ëmmer fir vill an eiser Gesellschaft en Tabuthema.

Ganz perséinlech wëll ech mengem Papp, deen iwwer 40 Joer als Dokter geschafft huet, Merci soe fir déi vill a gutt Diskussiounen, déi ech hat mat him iwwert dat Thema vum Stierfprozess. Dës Diskussiounen hu mir vill gehollef a mech iwwerzeegt, dës Proposition de loi ze stëmmen.

Iwwerzeegt hu mech natierlech och d'Argumenter vun den Auteuren, vum Jean Huss a vum Lydie Err, a vu villen aneren, besonnesch elo zum Schluss och nach d'Colette Flesch, fir hei déi Propositioun ze stëmmen.

Ech war och kierzlech op enger öffentlecher Versammlung, wou meng Kolleegin Lydie Err dës Proposition de loi virgestallt huet a mat de Leit am Sall duerchdiskutéiert huet. D'Froen, d'Reaktiounen, d'Diskussiounsbäiträg an awer och d'Témoignagë vun de Leit, vun deenen e groussen Deel eeler Matbierger waren, hu mech impressionnéiert, an och dat do huet mech iwwerzeegt, dës Proposition de loi ze stëmmen.

No där Erfahrung, déi ech also d'lescht Woch op där öffentlecher Biergerversammlung gemaach hunn, huet mech d'Resultat vun dem TNS-ILRES-Sondage am leschten „Tageblatt" net gewonnert.

Ech wëll hei just der Madame Frank soen, dass ech mat hiren Aussoen net d'accord sinn iwwert déi „Statistiken", wéi si dat nennt - ech nennen dat Sondagen. Déi si wuel an enger Zeitung publizéiert ginn, mä si si vun engem onofhängegen Institut duerchgeféiert ginn.

78,3% vun de Gefrotene sinn derfir, dass aktiv Stierfhëllef méiglech gëtt. 14,2% sinn dergéint. Deem géigeniwwer soen awer 67% vun deeneselwechte gefrotene Leit, dass si perséinlech am Fall vun enger onheelbarer Krankheet op eegene Wonsch d'aktiv Stierfhëllef fir sech wëlle beusprochen.

Ech wëll, nodeems ech dës Zuelen zitéiert hunn, ervirsträichen, dass et also och en Deel Leit gëtt, fir déi perséinlech déi aktiv Stierfhëllef net a Fro kënnt, déi awer anere Matbierger e fräie Choix iwwer hiren Doud wëllen erméigleche loossen.

Et kann een also zum Beispill parfaitement fir sech selwer d'Euthanasie oflehnen, ouni awer dofir deenen anere Leit eng Dier zouzemaachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fannen et och enorm wichteg nach eng Kéier ze widderhuelen, dass duerch dës Proposition de loi keen Dokter ka forcéiert ginn, aktiv Stierfhëllef ze praktizéieren. Genau wéi d'Patiente fräi sinn, aktiv Stierfhëllef ze froen - natierlech am Kader vum Artikel 2 aus der Proposition de loi -, esou sinn och d'Doktere fräi. Och si hunn de Choix.

Ech insistéieren och nach eng Kéier, dass eenzeg an eleng de kranke Mënsch selwer fir sech aktiv Stierfhëllef froe kann. Dat heescht, weder e Partner nach eng Partnerin, weder d'Elteren nach d'Kanner nach soss iergendeen a scho guer keen eventuellen Ierwen - wéi dat esou oft fälschlecherweis gefaart gëtt - ka sech bei deem Choix substituéieren.

Här President, léif Frënn, mir huelen elo hei zu 60 Deputéierten eng wichteg Décisioun, déi all eenzelne Matbierger aus dësem Land ka betreffen. Dofir fannen ech perséinlech, muss een heiansdo Abstractioun maache kënne vu senger perséinlecher philosophescher oder reliéiser Astellung zum Liewen an och zum Doud.

Fir mech ass dat Wichtegst, dass jiddfer eenzelne Bierger vun eisem Land no senger eegener Iwwerzeegung ka liewen an dat bis zum Enn vu sengem Liewen, also och selwer iwwer säin Doud ka bestëmmen a befannen.

Bei all Respekt fir déi Leit, déi d'Liewe fir onantastbar halen, plädéieren ech fir eng gesetzlech Verankerung vun der Selbstbestëmmung vun all Mënsch an dësem Kontext. Eng Selbstbestëmmung, déi, wa mer dës Proposition de loi stëmmen, e strikte Kader kritt.

Och ech wëll deene ville Rapporteure vun dësen zwee Projeten, déi mer haut diskutéiert hunn, an och all deenen anere Kolleeginnen a Kolleegen, egal wéi hir Meenung war, Merci soe fir hir Bäiträg an ech soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Angel. Et sinn elo nach zwee Kolleegen, déi mer d'Wuert gefrot hunn, fir ganz kuerz. Madame Stein, Dir hutt fir d'éischt d'Wuert.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll just nach eng Kéier op déi Diskussioun vun der Kommissioun zréckkommen, déi ech virdrun hat, währenddeem ech geschwat hu mat der Madame Err.

Ech hat nämlech ni gesot, déi Kommissioun wier ze grouss oder ze kleng, Här Huss. Ech hat just festgestallt, dass d'Kompositioun vun der Kommissioun, esou wéi se an der Belsch ass, zur Halschent aus Dokteren, dovunner d'Halschent Unisproffen, zu engem Véierel aus Juristen, an zwar Droitsproffen, an zum leschte Véierel aus Professionellen, déi am End-of-life-Prozess implizéiert sinn, besteet.

Ech hunn d'Madame Err, wéi se mer eigentlech déi Fro gestallt huet, falsch verstanen, nämlech dass si nach spéiderhin déi Kompositioun vun där Kommissioun geännert hätt. Wat mech awer gewonnert hätt, well dat nämlech net an dem Rapport an der Kommissioun gesot ginn ass. Duerfir hunn ech eng relevant Ausso zréckgezunn. Dat ass awer net de Fall. D'Kommissioun, esou wéi se hei proposéiert ass, besteet nach wie vor aus néng Leit, dräi Dokteren, dräi Professioneller an dräi Leit aus der sougenannter Zivilgesellschaft.

Ech halen also déi zwou Aussoen oprecht, déi ech gemaach hunn: Fir d'éischt dass an enger Kommissioun eng Zweedrëttelmajoritéit net Doktere sinn, dass fir mech also déi Leit en Exercice illégal de la médecine beginn; a fir d'zweet dass déi sechs Memberen, déi dann net opgrond vun der Proposition de loi d'Méiglechkeet hunn, fir Euthanasie ze bedreiwen, wann zum Beispill an dëser oder an enger anerer Zesummesetzung eng falsch Décisioun geholl gëtt, dem Homicide sech kéinte schëlleg maachen.

Et ass ganz kloer eng Saach vun Interpretatioun vu mir. Et ass menger Meenung no och eng Saach vun Interpretatioun bei der Madame Err, mä ech géif meng Ausso trotzdeem wëlle stoe loossen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Madame Err huet mer nach d'Wuert gefrot.

Mme Lydie Err *(LSAP), auteuse-rapporteuse.*- Merci fir d'Wuert. Ech wollt nach op e puer Punkten agoen. Souwisou mengen ech, dass déi Haaptsaache gesot sinn. D'Madame Flesch huet déi prinzipiell Froen hei alleguerte gekläert. All déi aner Dispositiounen, déi am Detail elo kritiséiert ginn, d'Kompositioun vun der Kommissioun, Exercice illégal de la médecine an esou weider, déi stinn zur Diskussioun. Wann den Text gestëmmt ass a wa Propositiounen do kommen iwwer Detailfroen, déi doranner sinn, da kann iwwer alles diskutéiert ginn.

Wat op jidde Fall falsch ass, dat ass fir ze soen, egal wéi déi Kompositioun do ausgesäit, souguer wann nëmmen Dokteren dra wieren, dass dat eppes mam Exercice de la médecine ze dinn hätt, well wat do kontrolléiert gëtt an där Commission d'évaluation, dat si keng medezinesch Kritären, dat ass de Respekt vun de Konditioune vum Gesetz.

Mä ech wëll net méi op déi doten Diskussioun agoen, och net op déi Interpretatioun vun der Madame Frank, zu där villes ze soe wier, wou ech zu dëser spéider Stonn mech wëll zréckhalen, well déi Haaptsaache gesot gi sinn, a well ech mengen, dass beim Rescht souwisou alles zur Diskussioun steet, wa mer dann an engem nächste Stadium zu de prezisen Detailer vun deene Modifikatioune kommen, déi ee Jo-Stëmmen zu dëser Gesetzespropositioun géif mat sech bréngen.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Den Här Wolter freet d'Wuert nach.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech géif eng Explikatioun zur Liberté de vote wëlle ginn, wann Der erlaabt. Nom Vote ass dat relativ schwéier fir ze maachen, well ech eng Meenung dozou hunn.

Et ass vill diskutéiert ginn iwwert déi Fro hei, et ass jo och vill kontrovers diskutéiert ginn iwwert déi Fro hei, an ech géif soen, dass mir an eiser Partei eis déi Diskussioun net einfach gemaach hunn. Mir hunn alleguerten, egal op wat fir engem Bord dass mer stinn, Erfahrunge gemaach. D'Froe vum Liewen a vum Doud sinn héchstwahrscheinlech déi komplizéiertst Froen, déi een am Liewe ka begéinen.

Et ass gesot gi vu ville Leit, dass et sech ëm eng Gewëssensfro handelt, an ech géif bieden, dass d'Meenung vun deenen engen a vun deenen aneren, esou wäit se an deem Beräich sinn, och respektéiert géife ginn. Et ginn der an dësem Domän, déi wësse méi wéi anerer, et ginn der, déi wëssen alles, déi hunn eng fest Meenung, an et ginn der, déi zweifelen. Ech perséinlech gehéieren zu deenen, déi zweifelen. Vill zweifelen. An ech hu bei ville vu menge Kolleege gemierkt, dass vill vun hinnen och zweifelen, well a Fonctioun vun der Situatioun, an där een dran ass, een zu dëser oder zu där Konklusioun ka kommen.

Duerfir hu mer à un certain moment als CSV-Fraktioun décidéiert, an ech géif dat liicht rektifizéieren, wat d'Madame Flesch gesot huet; et war keng Décisioun vum Statsminister, et war op Propositioun vum Statsminister wou d'CSV-Fraktioun décidéiert huet, fir an deem heiten Dossier d'Liberté de vote auszeschwätzen.

All Deputéierte vu menger Fraktioun kann an dësem Vote stëmmen, esou wéi hien et mat sengem Gewësse ka veräntwerten. Mir hunn am selwechte Moment décidéiert, dass kee vun eise Kolleegen, egal wéi e stëmmt, doduerch aus der Partei oder aus der Fraktioun géif erausgehäit ginn.

Et sinn den Owend zwee vun eise Kolleegen net hei, well se aner Verflichtungen hunn: d'Madame Marie-Thérèse Gantenbein an d'Madame Françoise Hetto. Si hunn hirem Fraktiounspresident eng kloer Indication de vote ginn, esou datt se och vu Kolleegen aus beim Vote wäerte vertruede ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter.

Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Ech denken, dass d'Regierungsvertrieder, d'Familljeministesch Madame Jacobs an den Här Gesondheetsminister Di Bartolomeo, kloer gesot hunn, wat si vun där Propositioun halen, déi elo zum Vote steet. Si hunn och gesot, dass d'Regierung selbstverständlech, egal wéi dëse Vote ausgeet, de Vote vun der Chamber respektéiere wäert. A si hu gesot, dass, le cas échéant a wann et sollt noutwendeg sinn, d'Regierung der Chamber zur Säit steet, an d'Chamber der Regierung zur Säit steet, fir dat ze maachen, wat muss gemaach ginn, deemno zu wéi engem Vote mer kommen.

Motion

Fir awer korrekt ze sinn, komme mer un d'Motioun, déi den Här Jaerling proposéiert huet. Wann do fënnef Ënnerschrëften drop sinn - bis elo ass nëmmen eng do -, kënne mer driwwer ofstëmmen.

Wa soss kee se méi ënnerschreift, wat jo schéngt de Fall ze sinn, dann deet et mer leed, Här Jaerling, dann ass d'Motioun net zoulässeg.

Mir kéimen elo, Dir Dammen an Dir Hären, zum Vote vun der Proposition de loi vun der Madame Err an dem Här Huss.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Proposition de loi 4909 vun der Madame Err an dem Här Huss ass ugeholl mat 30 Jo-Stëmmen, bei 26 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mmes Claudia Dall'Agnol, Lydie Err, M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein et Jos Scheuer.

(Applaudissements)

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll Iech Merci soe fir den Eescht, de Seriö an d'Dignitéit, mat där mer dës Debatt haut de Mëtteg hei gefouert hunn. Et war eng Debatt, déi à la hauteur vun där sensibeler Problematik war, déi mer ze diskutéieren haten. Dat war eng gutt Debatt an duerfir soen ech Iech Merci.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.52 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

SÉANCE 28

Mercredi, 20 février 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la déclaration d'indépendance du Kosovo, suivie d'un débat

- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*
- *Débat: M. Ben Fayot, M. Laurent Mosar (à qui répond M. Jean Asselborn), M. Charles Goerens (résolution), M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Jean Asselborn*
- *Résolution: Aly Jaerling, Charles Goerens, résolution adoptée*

2. 5686 - Projet de loi transposant la Directive 2005/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions et la Décision-cadre 2005/667/JAI du Conseil du 12 juillet 2005 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires

- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. Jos Scheuer*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 5769 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Turkménistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 mai 1998

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 4985 - Projet de loi relatif aux chiens

- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: M. Carlo Wagner (à qui répond M. Fernand Boden), M. Romain Schneider, M. Henri Kox, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, M. Camille Gira, Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Demandes en naturalisation

- *Adoption en séance non publique de 121 demandes en naturalisation avec dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Ministre; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.29 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Här Ausseminister, huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Als éischte Punkt hu mer haut de Mëtteg eng Deklaratioun vum Här Ausseminister iwwert d'Onofhängegkeetserklärung vum Kosovo um Ordre du jour. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

1. Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la déclaration d'indépendance du Kosovo, suivie d'un débat

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den 12. Dezember d'lescht Joer hunn ech hei aus menger Siicht an der Chamber versicht Iech en Iwwerbléck ze ginn iwwert d'Situatioun an an ëm de Kosovo. Ech hunn Iech och gesot, wou déi international Gemeinschaft dru wier am Prozess, deen zur Léisung vun der Statusfro vun deem Territoire féiere soll, dann och e wéineg firwat de Stëllstand - de Status quo, also näischt maachen - fir d'ganz Balkanregioun eng fatal Konsequenz hätt.

Haut si mer iwwert de Stëllstand ewech. De Prozess vun der Léisung vun der Statusfro, dee mer am Kader vun der Europäescher Unioun säit Jore begleeden, huet de leschte Sonndeg een décisivë Schrëtt kannt, andeems d'Parlament zu Priština d'Onofhängegkeet vum Kosovo deklaréiert huet. E Méindeg vun dëser Woch du sinn d'Ausseministere vun der EU, wéi Der wësst, zu Bréissel zesummekomm an hunn och gemeinsam op dës Onofhängegkeetserklärung vu Priština reagéiert.

Dobäi goung et net drëm, esou wéi dat heiansdo duergestallt ginn ass, eng gemeinsam Positioun iwwert d'Unerkennung vun deem neie Stat ze formuléieren. Dat ass eng souverän Décisioun vun all Land. D'Europäesch Unioun als solch kann de Kosovo net unerkennen. Dat ass all Stat vun der Unioun virbehalen; an och all Stat ausserhalb vun der Unioun. Et war also och ganz kloer vu virera gewosst, dass et an nächster Zukunft souguer mëttelfristeg zwee Länner géif ginn, virun allem Zypern a Rumänien, déi de Kosovo net géifen unerkennen.

Et goung e Méindeg vill méi drëm, gemeinsam ze reagéieren, eis op dësen neien Développement ze positionéieren en ligne mat eiser besonnescher Responsabilitéit um Balkan an eisen Engagementer vis-à-vis vum Kosovo a vun der ganzer Regioun. Dir wësst, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, een Text zu 27 - eng gemeinsam Linn also - ze verabschieden.

Déi gemeinsam Plattform, déi mer also à l'unanimité ugeholl hunn, hält engersäits de kloeren Engagement vun de kosovareschen Autoritéiten zum Opbau vun engem demokrateschen, multiethnesche Stat ënner internationaler Opsiicht fest. Ech betounen: ënner internationaler Opsiicht.

Zweetens réaffirméiert dës Plattform d'Bereetschaft vun der Europäescher Unioun, eng führend Roll an der Stabilisatioun vun der Regioun ze spillen. Dësen Engagement gëtt och ënnerstrach duerch d'Entsende vun enger Police- a vun enger Rechtsstatsmissioun an duerch d'Nominatioun vun engem spezielle Représentant. Et ass en Hollänner, vun deem ech elo den Numm vergiess hunn. Ech wollt d'Madame Lucas nach froen: Här President, Dir hutt mech verhënnert, mä ech soen Iech en dann awer herno.

D'Ausseministeren hunn doriwwer eraus d'Europäesch Kommissioun gefrot, d'Moyenen, déi hir zur Verfügung stinn, ze benotzen, fir den ekonomeschen a politeschen Développement vun der Regioun - net nëmme vum Kosovo, mä vun der ganzer Regioun - virunzedreiwen a konkret Mesuren ze proposéieren, déi der Regioun op hirem Wee an d'Europäesch Unioun hëllefe sollen, op der Basis ënner anerem vum Conseil européen senger Décisioun vun 2003 zu Thessaloniki.

An hirer Onofhängegkeetserklärung hunn d'Kosovaren hire Wonsch, zur europäescher Famill ze gehéieren, wierklech ënnerstrach. D'gemeinsam Plattform réaffirméiert awer och iwwert den éischte sui generis-Fall vum Kosovo d'Attachement zu de Prinzipië vun der Charta vun der UNO an och zu de Prinzipien an zu de Konklusioune vum Acte final vun Helsinki. Prinzipien, wéi ënner anerem dee vun der territorialer Integritéit. Dës Réaffirmatioun war verschiddenen EU-Länner wéinst hirer spezifescher interner Situatioun - ech verroden och do kee Geheimnis, wann ech do speziell Zypern, Spuenien an och zum Deel Rumänien ervirsträichen - besonnesch wichteg.

De Conseil huet schlussendlech - ech hunn et grad schonn erwähnt - op der gemeinsamer Plattform seng Iwwerzeegung ënnerstrach, dass et sech beim Kosovo ëm een eenzegaartege Fall, ëm ee sui generis-Fall handelt. Ech wëll mech vläicht e puer Minutten domadder ophalen.

Wann Der mech frot, firwat d'Europäesch Unioun a mat hir de Groussdeel vun der internationaler Communautéit de Kosovo als eenzegaartege Fall, als Fall sui generis ugesinn, esou läit d'Äntwert ëmmer erëm an deenen historeschen Entwécklunge vun deem Land.

De Kosovo krut no der jugoslawescher Constitutioun 1968 als Provënz eng wäiträichend Autonomie. 1974 gouf en op eng Stuf gestallt mat deenen anere jugoslawesche Republiken. De President Milošević huet dunn awer 1989 dës jugoslawesch Constitutioun violéiert, andeems hien d'Autonomie vum Kosovo drastesch ageschränkt huet. Hien huet dat kosovarescht Parlament a Gouvernement opgeléist an d'Liewenskonditioune vun den Awunner vum Kosovo, déi albanescher Ofstamung waren, bewosst verschlechtert. D'Albaner hate keng Spideeler méi am Kosovo. D'Albaner sinn aus der Schoul erausgeflunn. Et huet missen e komplette Parallellregime am Kosovo opgebaut ginn, ënnert - een Numm, deen Der bestëmmt kennt - dem President Rugova, dee jo viru kuerzem gestuerwen ass.

300.000 Albaner si schonn deemools - dat heescht direkt no '89 - aus dem Kosovo geflücht. '91 huet de Milošević de Kosovo zu enger Provënz vu Serbien ënner enger neier Jugoslawescher Federalrepublik gemaach. '98 huet hien dunn dat Fataalt gemaach, nämlech eng Militärcampagne géint de Kosovo lancéiert. Et koum zu ethnesche Säuberungen. Et koum zu sommairen Exekutiounen an och enger massiver Zerstéierung. 800.000 Leit sinn deemools aus dem Kosovo geflücht. Ech kann Iech soen, gëschter war den Ausseminister vu Montenegro bei mir, an dee sot, an engem Dag sinn deemools 100.000 Leit eleng a Mazedonien opgeholl ginn, déi aus dem Kosovo geflücht sinn.

Nom Échec 1999 vun de Friddensgespréicher zu Rambouillet huet d'NATO dunn agegraff, fir de Milošević derzou ze zwéngen, sech aus dem Kosovo zréckzezéien an der humanitärer Katastroph an der Verletzung vun de Mënscherechter een Enn ze setzen. Den 10. Juni '99 huet den UNO-Sécherheetsrot d'Resolutioun 1244 ugeholl, déi de Kosovo ënnert d'Administratioun vun der UNO gestallt huet an d'NATO beoptraagt huet, fir d'Sécherheet vum Kosovo ze suergen.

Här President, ech hu gesot, ech géif mech e wéineg méi laang mat deem Fall sui generis ophalen, well sech och vläicht bei Iech Froe stellen am Kontext vu Südossetien oder Abchasien, och nach Transnistrien, wat jo ëmmer genannt gëtt. Duerfir ass et vläicht gutt, dass mer dat direkt vu virera kläre.

Huele mer emol Südossetien an Abchasien. No der Onofhängegkeet vu Georgien huet Südossetien sech wëlle mat der Regioun Nordossetien, wat a Russland läit, verbannen, also uschléissen. Dat huet zu engem Konflikt gefouert. '92 ass e Waffestëllstand komm. D'Abchase wollte sech '92 onofhängeg erklären, wat och zu engem bluddege Konflikt gefouert huet. A béide Fäll war also à la base de Wonsch, fir noutfalls mat Gewalt zu enger Onofhängegkeet ze kommen. Dat heescht, déi Regioune wollte mat Gewalt eng Onofhängegkeet kréien.

Beim Kosovo - an dat mécht den Eenzelfall vum Kosovo ganz däitlech - war dat net de Fall. De Wonsch vun Onofhängegkeet ass gebuer ginn als Reaktioun op d'Oferkenne vum Kosovo senge konstitutionelle Rechter duerch de Miloševiċ an och d'Atrocitéiten, déi de Kosovo-Albaner duerch dës Ënnerdréckung widderfuer sinn. Dat ass also e fundamentalen Ënnerscheed.

E weidere groussen Ënnerscheed ass: Weder Südossetien nach Abchasien stounge jeemools ënnert der Administratioun vun der UNO, wéi dat zënter 1999 am Kosovo de Fall ass. Am Kosovo gouf et och am Kader vun der UNO ee Prozess, dee vun Ufank un ausdrécklech op eng Definitioun vum Statut vum Kosovo higeschafft huet an deen am Kader eng international superviséiert Onofhängegkeet an Aussiicht gestallt huet, zënter '99. Vergläichbares gëtt et weder a Südossetien nach an Abchasien.

Léif Leit, ech wëll Iech och nach ee Wuert iwwer Transnistrien soen. Et gëtt jo och hei zu Lëtzebuerg Leit, déi mengen, dass do Ähnlechkeeten ze gesi wieren. Ech soe ganz kloer: No der Onofhängegkeet vu Moldawien 1991 ass et an Transnistrien - dat ass eng autonom Regioun vu Moldawien, déi zur östlecher Säit läit - zu engem ganz bluddege Konflikt komm, dee vu russeschen Truppe gestoppt gouf. Déi russesch Truppe si bis haut jo present an Transnistrien.

Fir d'Relatiounen tëschent Chişinău an Tiraspol ze regelen, ënnerstëtze mir als Europäesch Unioun - Lëtzebuerg selbstverständlech - d'Négociatioune vum sougenannten „Five plus two". Et ass e Format, wou Russland, d'Ukraine, d'OSZE Moldawien, Transnistrien an da selbstverständlech och d'Vereenegt Staten an d'EU als Observateuren dra sinn. Mir ënnerstëtzen déi Grupp, déi et soll fäerdeg bréngen, fir dee Konflikt do ze léisen.

An Transnistrien gëtt et zënter '92 en autoproklaméiert Gouvernement. Dat ass awer vu kengem Land vun der Weltgemeinschaft unerkannt ginn. Ech wëll nach eng Kéier soen, dass et och an Transnistrien ni zu enger UNO-Presenz komm ass, fir d'Administratioun vun deem Land ze maachen. Et war just eng UNO-Presenz do, déi gekuckt huet, fir op de Grenze Sécherheet ze behalen.

Och an Ossetien an an Abchasien ware Wahlen. Déi Wahle sinn emol net vu Russland - dat eenzegt Land, wat jo Südossetien an och Abchasien zimlech nosteet - unerkannt ginn. Duerfir wollt ech mech elo hei e wéineg domadder ophalen, Här President. Ech hoffen, Dir verzeit mer dat. Mä et ass ee wichtege Punkt, dass mer wëssen, dass de Cas vu sui generis fir de Kosovo wierklech esou eppes ass. Wann een dat an de Mond hëlt an et mécht ee Vergläicher mat anere Situatiounen, muss ee sech gutt iwwerleeën, ob dat passt.

Ech wëll elo hei guer net vu Korsika oder vun anere Regiounen a Länner, déi mer kennen, schwätzen; d'Baskeland oder selbstverständlech och Katalonien. Dat ass net de Fall. Duerfir, dee Cas sui generis hieft dat op. A wann d'Spuenier insistéiert hunn, fir eng Remarque an déi gemeinsam Plattform ze kréien, dann ass dat selbstverständlech och am Kontext vun de Wahlen, déi stattfannen a Spuenien, ze gesinn. Dat solle mer domadder kënnen ofrënnen.

Ech wëll vläicht domat weiderfueren, Här President, a soen, dass d'Resolutioun 1244 1999 provisoresch déi kosovaresch Institutioune geschaf huet, wéi zum Beispill en demokratesch gewieltent Parlament. Zu dësem Zäitpunkt liewen am Kosovo ëm déi 10% Serben, déi haaptsächlech am Norde wunnen. No sechs Joer ënner internationaler Administratioun kënnt am Hierscht 2005 dunn den Envoyé vum deemolegen UNO-Generalsekretär Kofi Annan zur Konklusioun, obwuel net all Standarden, déi 2002 definéiert goufen, erfëllt sinn, dass de Status quo net méi haltbar wier, well en zu ethnesche Spannungen, zu ökonomescher Stagnatioun an zu politescher Isolatioun gefouert huet.

De Kosovo - ech widderhuelen et nach eng Kéier - ass zwou Millioune Leit. D'Halschent vun de Leit si ganz jonk Leit, praktesch ënner 20 Joer. Mir musse wëssen, dass all déi Leit am Kosovo keng Perspektiv hunn, weder eng sozial nach eng wirtschaftlech Perspektiv. Duerfir: De Status quo am Kosovo bäibehalen, wier wierklech näischt maachen, just de Contraire maachen, fir d'Interesse vun deenen zwou Millioune Leit op eng ganz aner Stuf ze stellen.

Här President, am November 2005 huet de Kofi Annan dunn de fréiere finnesche President Martti Ahtisaari gefrot, fir mat Hëllef vum Kontaktgrupp d'Négociatioun zum Statut ze leeden. No 15 Méint Négociatiounen tëschent de Parteie kënnt de Martti Ahtisaari zur Konklusioun, dass een international iwwerwaachten, onofhängege Kosovo, ee multiethnesche Kosovo, an deem d'Rechter vun de Minoritéiten an dee kulturellen a reliéise Patrimoine besonnesch geschützt ginn, déi eenzeg viabel Léisung ass.

Hei musse mer och wëssen, dass also 15 Méint versicht ginn ass - vun der EU virun allem -, dass béid Parteien, d'Kosovaren an d'Serben, zesummen hätte solle sëtzen - dat hu se leider net gemaach; nëmme ganz wéineg zu Wien -, fir selwer eng Léisung ze fannen. Mir hunn ëmmer gesot: Wann déi zwou Parteien net selwer eng Léisung fannen, ass et eben dee Moment d'international Communautéit, déi muss trancheieren. Op deem Punkt si mer jo elo.

Den Ahtisaari-Plang gesäit vir, dass eng EU-Rechtsstatsmissioun dem Kosovo ënnert d'Äerm gräift an dass d'KFOR, also d'NATO-Truppen, provisoresch am Kosovo bleiwen, fir fir d'Sécherheet ze suergen. De Rapport vum UN-Sondergesandten ënnersträicht, wéi scho virdrun den Eide-Rapport, dass de Status quo net haltbar ass, well hien de Fridden an d'Stabilitéit an der ganzer Regioun op d'Spill stellt.

D'Europäesch Unioun huet sech jo vun Ufank un eestëmmeg fir den Ahtisaari-Plang ausgeschwat. Si huet dee Moment nach gehofft, dass et méiglech wär, de Statusprozess am Kader vun der UNO, wou jo och dee Prozess ageleet ginn ass, zu Enn ze bréngen an den definitive Statut vum Kosovo duerch eng Resolutioun vum Sécherheetsrot ze endosséieren. Dat war déi zweet Méiglechkeet.

Wann et net soll geléngen, tëschent de Parteien en Accord ze fannen, war et déi zweet Méiglechkeet. Déi ideal Léisung wier gewiescht, dat an der UNO fäerdeg ze bréngen. Dat war, wéi Der wësst, net de Fall, wéinst der Oppositioun virun allem vu Russland, dat sech carrément hannert déi serbesch Interesse gestallt huet, déi eng Onofhängegkeet vum Kosovo strikt ofgelehnt hunn an net mat diskutéiert hunn, wat een eigentlech kéint als eng viabel Alternativ ubidden.

Op Initiativ vun der Unioun ass dunn nach am August 2007 eng Troika, bestoend aus der Europäescher Unioun, de Vereenegte Staten a Russland, agesat ginn, fir ee leschten Effort ze ënnerhuelen, eng négociéiert Solutioun tëschent Belgrad a Priština ze fannen. No véier Méint hu mer missen och hei den Échec constatéieren. Et war den Här Ischinger, den däitschen Ambassadeur zu London, dee federführend do war. Och hei ass et net méi tëschent deenen dräi grousse politesche Muechte fir d'Europäesch Unioun, déi implizéiert waren, zu engem Erfolleg komm.

Et gouf also kloer, dass op deem Wee keng Solutioun ze fanne wier, sief et am Dialog oder sief et bei der UNO, well d'Parteien net vun hire Positioune wëllten ofwäichen. Kee Geréngeren awer - an do hu mer de Lien mat der UNO - wéi den UNO-Generalsekretär Ban Ki-moon huet dorobberhi festgestallt, dass de Status quo net méi tenabel wier. Mir hunn also eng kloer Ausso vum Generalsekretär vun der UNO, dee seet, de Status quo fir de Kosovo, wat de Statut ugeet, ass net tenabel.

Wa mer eis eens sinn, Här President, dass de Status quo also net däerf bestoe bleiwen an dass och d'EU eng besonnesch Responsabilitéit um Balkan huet, da musse mer och entspriechend handelen. Fir d'Lëtzebuerger Regierung heescht dat engersäits, eis Part vun der Responsabilitéit droen an eis aktiv bedeelegen un där gemeinsamer Rechtsstatsmissioun, déi de 15. Februar lancéiert gouf, an anerersäits d'Konsequenzen aus de Positiounen, déi mer an de leschte Jore verdeedegt hunn, ze zéien an d'Onofhängegkeet vum Kosovo unzeerkennen.

Ech hat d'Chance elo grad an Ärer Kommissioun ze sinn, Här President Fayot, wou mer och den Aval kritt hu vun der Kommissioun vun der Chamber, fir bei där Rechtsstatsmissioun definitiv ze participéieren. Den Här Vic Reuter ass jo de Porte-parole vun der Police hei zu Lëtzebuerg. Hie gëtt elo Porteparole vum Commandement vun der gemeinsamer Police- a Rechtsstatsmissioun. Hie steet dann dem Generol de Kermabon zu Priština zur Säit. Dat ass eng Positioun, déi eng grouss Visibilitéit wäert mat sech bréngen. Do hu mer och mam Här Reuter e Mann, dee weess, wat hie seet a Saache Polizei. Ech sinn och iwwerzeegt, dass hie seng Aarbecht do, déi iwwert d'ganz Welt verspreet gëtt, och ganz gutt mécht an dobäi och Lëtzebuerg Éier verschaaft.

Mir wäerten och an deenen nächste Wochen a Méint d'Chamber nach eng Kéier saiséieren, well den zoustännege Minister, deen d'Polizei ënner sech huet, den Här Luc Frieden, ass och bereet, fir nach zwee bis dräi Offizéier an déi Missioun ze delegéieren. Dat deet eisem Land gutt. Mir sinn natierlech och an der KFOR, also bei der NATO, nach mat 23 Zaldote present, déi selbstverständlech dobleiwen.

D'kosovaresch Autoritéite sinn an hirer Onofhängegkeetserklärung op all d'Demanden, déi d'international Gemeinschaft, a besonnesch och d'Europäesch Unioun formuléiert hunn, agaangen. Hir Deklaratioun referéiert sech explizit op den Ahtisaari-Plang an all déi Garantien, déi een doran erëmfënnt. An der Deklaratioun gëtt de Kosovo deemno als eng demokratesch, sekulär a multiethnesch Republik beschriwwen, geleet vun de Prinzipië vun der Netdiskriminatioun an enger gläicher Protektioun no rechtsstaatlechen Normen.

D'Deklaratioun gesäit vir, dass all d'Rechter vun alle Communautéiten am Kosovo geschützt a gefördert ginn an dass déi Communautéiten um demokratesche Prozess am Kosovo kënnen deelhuelen. D'Deklaratioun gesäit och vir, wat den Här Ahtisaari proposéiert huet, dass de Kosovo eng international zivil Presenz assuréiert; d'Rechtsstatsmissioun vun der Europäescher Unioun. D'Presenz vun der NATO gëtt guttgeheescht an der Deklaratioun vu Priština. Des Weidere wënsche sech déi kosovaresch Autoritéiten den Etablissement vu gudde Relatioune mat hiren Noperen, wat wichteg ass, dorënner och un éischter Stell d'Serben.

Déi Assurancë ginn nach emol ausdrécklech ënnerstrach an engem Bréif, an deem de President Sejdiu aus dem Kosovo an de Premierminister Thaçi Lëtzebuerg offiziell virgëschter d'Onofhängegkeetserklärung matgedeelt hunn. Mir hei als Lëtzebuerger Regierung - well et jo eng Kompetenz ass vun der Lëtzebuerger Regierung, mä dat soll net gemaach ginn ouni den Aval vun der Chamber, op jidde Fall dee politeschen Appui vun der Chamber - wäerten och op déi Demande agoen an eis Unerkennung muer duerch d'Transmissioun vun deene relevanten Dokumenter un d'Autoritéiten zu Priština formuléieren.

Här President, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar ageschriwwen. Pardon, den Här Fayot. Loosse mer hei am Haus déi gutt Traditioune wahren!

Den Här President vun der aussepolitescher Kommissioun, den honorabelen Här Ben Fayot, huet elo d'Wuert.

Débat

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, als President vun der aussepolitescher Kommissioun sinn ech ausseruerdentlech frou, dass d'Presidentekonferenz d'accord war fir dem Ausseminister seng Deklaratioun op den Ordre du jour ze huelen.

Ech fannen et wichteg, dass d'Chamber - déi zwar d'Aussepolitik net mécht, mä déi d'Aussepolitik awer kontrolléiert an och eng Partie Befugnisser doranner huet, wann et zum Beispill drëm geet, Missiounen ofzeseenen - an esou engem wichtege Moment wéi dësem, wou en neit Land an Europa entsteet, och an der Plénière iwwer esou eppes schwätzt.

Den Ausseminister huet jo a senger Deklaratioun duergestallt, dass et beim Kosovo ëm zwee Problemer geet. Engersäits geet et ëm d'Unerkennung vum Kosovo als onofhängege Stat, an anerersäits geet et ëm déi nei politesch Lag um Balkan, an Europa an an der Welt, no der Onofhängegkeet vum Kosovo.

Den éischte Problem, dat ass kloer gesot ginn, dee vun der Unerkennung vun dem neie Land, betrëfft all Land eenzel, an net d'EU a sech. Et gëtt jo bekanntlech Länner an der EU, déi de Kosovo direkt unerkennen, anerer, déi et méi spéit maachen, an anerer, déi deklaréiert hunn, dass se et fir den Ableck net wëlle maachen.

Dat wäert sécher net einfach ginn, och fir d'EU, fir an Zukunft mat engem Land zesummenzeschaffen, wat net all EU-Memberstaten unerkennen. Duerfir mengen ech wier et wichteg, dass den Ausseminister ons, sief et hei oder sief et an der aussepolitescher Kommissioun, an deenen nächste Woche géif soen, wéi dat praktesch géréiert gëtt, wéi d'EU déi relativ extra Situatioun praktesch wëllt géréieren.

Wéi gesot, bei ons ass et d'Regierung, déi iwwert d'Unerkennung vun engem neie Stat décidéiert. D'Lëtzebuerger Regierung huet déi Décisioun geholl fir de Kosovo unzëerkennen an huet d'Parlament doriwwer informéiert elo duerch den Ausseminister, a si huet natierlech - ech ënnersträichen dat - d'Eleganz, fir Priština dat eréischt matzedeelen, nodeem dass dës Chamber sech doriwwer ausgeschwat huet.

Ech wëll soen, dass mer an der aussepolitescher Kommissioun net fir d'éischt iwwert de Kosovo geschwat hunn. Mir waren andauernd vum Ausseminister informéiert, hunn och mat him schonn am Laf vum Joer 2000 iwwert d'Situatioun an deem Land geschwat. Duerfir mengen ech schonn erkennen ze kënnen, dass et keng Oppositioun géint déi Unerkennung vum Kosovo gëtt.

Fir d'LSAP - fir deen Deel op jidde Fall - wëll ech soen, dass déi Unerkennung vun der Onofhängegkeet aus véier Ursaachen akzeptabel ass:

Déi éischt ass, dass dat Land eng laang Leidensperiod vu Verdreiwung an Ënnerdréckung vun den Autoritéite vun deem Land erlidden huet, zu deem et bis de 17. Februar 2008 gehéiert huet, an dass säi Bestriewen no Onofhängegkeet absolut ze verstoen ass.

Déi zweet Ursaach ass, dass ee kee Land forcéiere kann, an enger Situatioun vu Blocage ze bleiwen, well an esou enger Situatioun war de Kosovo, mat wéineg internationalen Investissementer an ouni politesch Sécherheet.

Déi drëtt Ursaach ass, dass déi Onofhängegkeet international iwwerwaacht gëtt, an zwar no de Bestëmmunge vum Ahtisaari-Plang, deen op Wonsch vun der UNO opgestallt ginn ass an och wäitgehend international Zoustëmmung fonnt huet.

An déi véiert Ursaach ass, dass d'EU Verantwortung fir dat Land iwwerhëlt, a laanscht déi Verantwortung kënnt keen, dee sech ëm Stabilitéit um Balkan an also och an Europa beméit.

Här President, den Här Ausseminister huet et gesot, et gëtt sécher Suergen an der internationaler Communautéit iwwer e méiglechen Dominoeffekt vum Beispill Kosovo. Et ass sécher net gutt insgesamt, wa weider Opspléckungen um Kontinent géife geschéien. Mir sinn natierlech als Lëtzebuerger déi Lescht, déi sech iwwer Kleinstaterei kënne bekloen. Mä d'Stabilitéit gëtt op jidde Fall net duerch weider national Bestriewunge favoriséiert. Allerdéngs mengen ech och, dass ee muss e klore Kapp behalen a bedenken, dass, wann d'Katalunier oder d'Basken onofhängeg wëlle ginn, dat net wéinst dem Kosovo ass. An all national Konflikter an Europa bis hin zu den Ostgrenze vu Russland besti schonns laang virum Kosovo.

Wann nun d'international Communautéit fir déi kontrolléiert Onofhängegkeet vum Kosovo ass, dann huet dat mat der serbescher Politik vis-à-vis vun där Provënz ze dinn. De Kosovo sollt duerch eng Politik vun Ënnerdréckung a Verdreiwung vum President Milošević gefügeg an echt serbesch gemaach ginn.

D'Leed, wat duerch déi nationalistesch Politik entstanen ass, den Déracinement vun honnertdausende Mënschen, d'Flüchtlingsstréim iwwer ganz Europa bis no Lëtzebuerg, d'Entstehe vun enger militärescher Resistenz, déi allerdéngs hirersäits wéineg zëmperlech mat de Serbe vum Kosovo war, dat alles huet de Kosovo op eng entscheedend Manéier vu Serbien entfriemt.

Nach, Här President, jäize mer net Hurra, an den 18. Februar 2008 war d'Welt am Kosovo fir déi einfach Leit net anescht wéi de 17. Februar. D'Onofhängegkeet vum Kosovo léist kee Problem. Si schaaft der héchstens neier. Een dovunner ass natierlech d'Oppositioun vu Russland, dat d'Serben op seng Säit wëllt zéien, also en neie Konfrontatiounspunkt an Europa.

En anere Problem ass de Kosovo selwer. E bleift elo nach praktesch a materiell vu Serbien ofhängeg. De Kosovo ass weider och e klengt Land, enclavéiert tëschent verschidden aner oft problematesche Länner. D'Géigend ass zerrappt vun ethneschen, reliéisen, historeschen a politesche Géigesätz. Zwar wëllt d'Regierung vum Kosovo e multiethnesche Stat - et ass jo hei gesot ginn - vu Serben an Albaner, mä ob dat geléngt, sief dohinnergestallt.

Mir héieren oft, wa mer hei Leit empfänken aus där Géigend an der Chamber, dass déi ons versécheren, dass si dem Nationalismus ofgeschwuer hunn an dass se Demokratie, Toleranz a Matenee wëllen. Mä den Nationalismus als machtpolitescht Instrument ass iwwerall e beléiftend Instrument. A Bosnien-Herzegowina ass dat esou. Am Kosovo selwer hu Serben an Albaner nëmmen dank der Presenz vun enger 16.000 Mann staarker internationaler Trupp niewentenee gelieft. Dass et klappe kann, weist Mazedonien, bis zu engem gewëssene Grad an einstweilen emol. A mir wëllen och hoffen, dass et geléngt, an där Géigend Fridden, Wuelstand a Stabilitéit doduerch erbäizeféieren.

Dat ass wichteg och fir déi Leit aus dem Kosovo, déi zu Lëtzebuerg sinn an déi ganz bestëmmt och do eng nei Perspektiv als Heemecht kréien.

Den zweete Problem, Här President, ass dee vun der internationaler Lag no der Onofhängegkeetserklärung vum Kosovo. D'EU-Ausseministeren hunn e Méindeg zu Bréissel fäerdeg bruecht, eng gemeinsam Haltung fir de weidere Verlaf festzeleeën. Et muss een dat absolut begréissen, dat ass net näischt, wat do geschitt ass an der europäescher Aussepolitik. Europa fänkt endlech un, selwer d'Problemer vu sengem Kontinent ze géréieren.

Här President, d'Ausseministeren hunn dat fäerdeg bruecht, well d'Europäesch Unioun sech net iwwert d'Unerkennung vun der Onofhängegkeet ausschwätzt, wat se als solch jo och net kann. Si hëlt weider den neie Kosovo-Stat an d'Flicht, déi Prinzipië vu Mateneen an Toleranz ze respektéieren, déi e sech ginn huet.

De Kosovo bleift also e Protektorat. Dat heescht, dass d'EU wëllt hëllefen d'Land opzebauen. Mä d'Befugnisser dobäi, wëll ech och soen, gi relativ wäit. Zum Beispill wäert d'Missioun Eulex bei der Verfolgung vu Krichsverbriechen, der Bekämpfung vun der internationaler Kriminalitéit oder vun ethnesche Konflikter exekutiv Befugnisser kréien.

Sécher - dat muss een och wëssen - huet e Protektorat Nodeeler. Eng friem Besatzung gëtt ni gär ganz laang gesinn a fréier oder spéider ofgestouss. Duerfir muss d'Europäesch Unioun sech och permanent iwwerleeën, wéi laang dee Protektorat dauere soll.

Ech mengen, et kann een och nach derbäifügen, dass et gutt ass, dass den Accord intérimaire mat Serbien besteet. Et ass ze hoffen, dass dat Land do deen Accord schnell ënnerschreift an dass et endlech, och wat déi Krichsverbriecher Mladić a Karadžić betrëfft, senger Flicht nokënnt.

Et bleift och d'Obligatioun vun deem Land Serbien, no vir ze kucken, d'Zukunft opzebauen, amplaz ëmmer erëm an der glorräicher Vergaangenheet d'Ursaache fir en iwwerdriwwenen Nationalismus ze sichen.

Mir begréissen och - fir ofzeschléissen, Här President -, dass Lëtzebuerg seng Responsabilitéit dobäi hëlt. Mir hu jo elo éinescht an der aussepolitescher Kommissioun onsen Avis favorable gi fir den Envoi vum Här Reuter, deen d'nächst Woch, de 25. Februar, seng Missioun am Kosovo ufänkt.

Ech mengen, mir kënnen hei soen, dass de 17. Februar 2008 an der Geschicht vum Balkan en neien Dréi bruecht huet. Wou deen Dréi hiféiert, ob e Fridden a Stabilitéit bréngt a festegt, hänkt och virun allem vun onsem Engagement of.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den honorabelen Här Laurent Mosar huet d'Wuert elo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Sonndeg, de 17. Februar, ass dat geschitt, wat mer am Fong alleguer zënter Méint erwaart hunn: D'Autoritéite vum Kosovo hunn d'Onofhängegkeet vun hirem Territoire proklaméiert. Doriwwer freeë sech déi eng an iergere sech déi aner.

Déi eng, dat sinn natierlech déi albanesch Kosovaren, iwwer 90% vun der Populatioun vum Land, d'Vereenegt Staten an déi aner Haaptsponsore vun der kosovarescher Souveränitéit. Déi aner, dat sinn déi kosovaresch an all déi aner Serben, d'Autoritéite vun der Republik Serbien, Russland, China an déi Memberstate vun der Europäescher Unioun, déi fäerten, datt en onofhängege Kosovo e potenziell geféierlechen Dominoeffekt kéint schafen.

Esou oder esou: Mir hunn et hei mat enger UDI ze dinn, enger „Unilateral Declaration of Independence", an esou Phenomeener maachen ni d'Unanimitéit. Dee Begréff gouf eigentlech geprägt, wéi Rhodesien sech 1965 vu Groussbritannien onofhängeg erkläert huet; eng Onofhängegkeet, déi als kriminellen Akt deemools bezeechent gouf. Wouzou et laangfristeg gefouert huet, datt déi deemoleg rhodesesch Féierung kriminaliséiert gouf, gesi mer jo am Simbabwe vun haut.

Wéi déi Vereenegt Staten dat 1776 gemaach hunn, huet et siwe Joer an e Krich gedauert, bis déi fréier britesch Kolonialmuecht dës Onofhängegkeet unerkannt huet.

Mä dat war nach zu kolonialen Zäiten. Méi rezent Onofhängegkeetserklärunge geschéien üblecherweis am Kader vun der Opléisung vun engem gréissere Statswiesen, esou wéi et um Enn vun den 80er Joren zum Beispill de Fall an der zerfalender Sowjetunioun war, oder och am Kader vum fréiere Jugoslawien.

De Kosovo ass de siwente Stat, deen um fréiere jugoslaweschen Territoire entsteet. Et kann een et awer dréinen a kéieren, wéi ee wëllt: Unilateral Onofhängegkeetserklärunge sinn net dee Wee, deen an der moderner Welt soll beschratt ginn. Well all UDI bedeit, datt am Konflikt tëschent de Völkerrechtsprinzipië vun der territorialer Integritéit vun de bestehende Staten, engersäits, a vum Selbstbestëmmungsrecht vun de Völker, anerersäits, d'Selbstbestëmmungsrecht ëmmer gewënnt. Op d'Käschte vum Prinzip vun der territorialer Integritéit vun existéierende Staten, versteet sech.

Am Fall vum Kosovo gëtt et d'Resolutioun vum Weltsécherheetsrot N°1244, déi kloer bestëmmt, datt Kosovo zu Serbien gehéiert an datt déi territorial Integritéit vu Serbien net zur Dispositioun steet.

Et kann een natierlech elo spëtzfindeg erausfannen, datt d'Resolutioun sech net wierklech op dat heitegt Serbien bezitt, wat et deemools nach net gouf, mä op d'Bundesrepublik Jugoslawien, déi et haut net méi gëtt. Egal wéi: D'Resolutioun 1244 gëtt dem Prinzip vun der territorialer Integritéit d'Primautéit iwwert dee vum Selbstbestëmmungsrecht a wëllt Kosovo mëttelfristeg eng substanziell Autonomie am Kader vun engem iwwergéuerdnete Statswiesen zougestoen.

Genau déi Autonomie huet Serbien dëse Wanter am Detail proposéiert, calquéiert op dem Modell vun den Oland Inselen, déi formell zu Finnland gehéieren, awer eng quasi 100%eg schwedesch Populatioun hunn. Mä dës serbesch Offer huet näischt gedéngt an de sougenannte Verhandlungsprozess tëschent deenen zwou Säiten, dee sech iwwert d'ganzt Joer 2007 gezunn huet, war am Fong en Dialogue de sourds.

Fir Serbien koum eng kosovaresch Onofhängegkeet ni a Fro, fir de Kosovo koum ni eppes aneschters a Fro wéi d'Onofhängegkeet vu Serbien. Wéi dat alles ausgaangen ass, wësse mer haut an elo. Einstweilen huet de Prinzip vun der fräier Selbstbestëmmung d'Iwwerhand kritt.

Här President, deen eenzege Grond - an duerfir sinn ech och mam Ausseminister d'accord -, woufir een am Fong näischt Definitives ka géint d'Souveränitéit vum Kosovo hunn, ass deen, datt et am Fong zënter 1999 en UNO-Mandatsterritoire war, iwwert dee Serbien kengerlee Zort vun Autoritéit oder Handhab méi hat. An et ass nun emol esou, zënter Völkerbondszäiten, d'Gescheck vun de Mandatsterritorien, datt se iergendeng Kéier zu onofhängege State ginn.

Dat, Här Ausseminister, a just dat, ënnerscheet Kosovo vun Taiwan, Transnistrien, Abchasien, Südossetien, Nagorni-Karabach, Nordzypern a Somaliland. Dat si fir de Rescht lauter Territorien, deenen hiren objektiven Usproch op Eegestatlechkeet méi reell, méi fundéiert a besser dokumentéiert ass, wéi dee vum Kosovo.

An deem Kontext kommen ech net ronderëm ze fannen, et misst iergendeng Kéier duergoe mat deenen dueble Standarden. Et gëtt kee verstännege Grond, fir dem Kosovo eppes ze ginn, wat een deenen anere siwe genanntene selwer proklaméierte State refuséiert. Keen, Här Ausseminister!

Et ass dann elo och ze befierchten, datt et wäert en etleche Misär ginn no där kosovarescher Onofhängegkeetserklärung. Wou steiere mer hi mat dem Associatiouns- a Stabilisatiounsofkomme mat Serbien, an deem diplomateschen Deadlock, an deem mer eis zënter e Sonndeg befannen? Wou ass d'Eenegkeet vun der Europäescher Unioun, wann e Véirel vun hire Memberen d'Onofhängegkeet vum Kosovo refuséiert? Wéi wëlle mer de Kosovo un d'Europäesch Unioun eruféieren, als potenzielle Bäitrëttskandidat, wann ee Véirel vun den EU-Memberstaten dëse Stat emol net wëllt unerkennen?

Wat maache mer, wann d'Republika Srpska fënnt, elo géif et dann awer Zäit gi fir d'Zesummeleeung vun de serbeschen Territorien an engem serbesche Gesamtstat? Wat maache mer da mam Rescht vu Bosnien-Herzegowina, wat souwisou eigentlech e Stat ass, dee versot huet an deen ouni de wirtschaftlechen Apport vun der Republika Srpska geneesou ekonomesch onviabel ass wéi de Kosovo?

Froen iwwer Froen, op déi sécherlech den Ausseminister haut och keng Äntwerte ka ginn.

À propos Viabilitéit: Dat ass zwar keng noutwendeg Bedéngung vun der unerkannter Statlechkeet - soss géifen et an Afrika an op anere Plazen net ganz vill Staten -, mä vun Onofhängegkeet eleng keeft ee sech net vill. Am Kosovo hunn d'Halschent vun alle Männer keng Aarbecht, 90% vun de Frae sinn am selwechte Fall. Ouni jorzéngtelaang finanziell Ënnerstëtzung, eigentlech éischter Alimentatioun, virun allem duerch d'Europäesch Unioun, ass de kosovareschen Dram vun der Onofhängegkeet séier ausgedreemt.

Kosovo gëtt e Clientsstat, wéi dat an der statsrechtlecher Léier heescht. Dat Eenzegt, wat déi albanesch Kosovare bis elo gedriwwen an zesummegehalen huet, war den Haass op Serbien an den Dram vun der Onofhängegkeet vu Serbien. Elo doe mer hinnen dee Gefalen, datt deen Dram sech kann erfëllen. Et muss ee sech allerdéngs objektiv froen, Dir Dammen an Dir Hären, wéi een Déngscht mer domadder de Kosovare leeschten.

An dann: Wie regéiert dann am Kosovo? E Premierminister, deen als Verbriecher bekannt, gesicht a veruerteelt ass, mat enger Clique, déi déiselwecht Verbriechе begaangen huet, mat him. An zwar Verbriechen, déi souwuel déi klassesch Kriminalitéit betreffen - Heroin- an Drogeschmuggel - wéi de Volleksbefreiungskrich vun der UÇK, där hire politesche Chef den Hashim Thaçi war, wéi och Krichsverbriechen.

Ech soen Iech, Här President, wann a Serbien Leit mat der Biografie vum Här Thaçi um Pouvoir wieren, da léich Serbien nach ënner Sanktiounen!

Am Kosovo ass dat alles ganz aneschters. Nees eng Kéier duebel Standarden. Nees eng Kéier e Bewäis fir d'„sui generis"-Theorie vum Kosovo, déi kenger rigoréiser Beliichtung a Betruechtung standhält. Am Kosovo akzeptéiere mer Zoustänn a Virgoensweisen, déi mer soss néierens guttheeschen. Dat ass dach eigentlech e gelungene Virgank.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President!

M. le Président.- Här Mosar, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Minister Asselborn?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Also Här Mosar, ech sinn zënter dräi an en halleft Joer elo gewinnt mech ze packen, als Diplomat.

Ech stellen Iech just eng Fro hei: Schwätzt Dir am Numm vun der CSV?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Sécher!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Schwätzt Dir am Numm vun deene Leit, wou de Statsminister eng Linn huet an där Fro, wou de Verteidegungsminister eng Linn huet an där Fro, wou de Justizminister eng Linn huet an där Fro? Schwätzt Dir fir déi Partei hei iwwert de Kosovo an iwwer Serbien?

M. le Président.- Här Minister!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Wann dat de Fall ass…

M. le Président.- Här Minister, Dir kënnt Iech am Toun awer mässegen!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Ech schwätzen hei wéi ech gewinnt sinn!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Eh bien, also!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Wann dat doten de Fall ass, Här Mosar, da soen…

M. le Président.- Dat do ass awer net ganz vill Respekt vis-à-vis vum Parlament, Här Minister! Dat muss ech awer soen.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- …ech Iech ganz éierlech, da verstinn ech d'Welt net méi, an och d'CSV net méi!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech muss soen, datt ech dat doten net ganz dee richtegen Toun fannen. Ech hunn hei d'Recht mech zu där Problematik do auszedrécken. Ech mengen, den Här Ausseminister kann herno dorobber äntwerten.

Ech hunn him nogelauschtert. Ech fannen dat mannst ass, datt och den Ausseminister hei den Deputéierten nolauschtert.

Ech fueren also virun.

Kosovo ass elo onofhängeg. Lëtzebuerg erméiglecht oder verhënnert dat net, scho guer net eleng. Duerfir sollte mer och net mengen, déi Debatt vun haut géif eppes un deem änneren.

Mir sollen eis awer bewosst sinn, datt am Parlament zu Priština de leschte Sonndeg eng Dynamik lassgeléist gouf, déi hir weider Ramificatioune wäert riskéieren an déi eis net nëmmen op eng agréabel Manéier wäert beschäftegen. Mir hunn och als Europäesch Unioun eisen Deel dozou bäigedroen, dës Pandora-Box opzemaachen, déi mer soubal - fäerten ech - net méi wäerten zoukréien.

Dat gesot, wësse mer, datt mer als klengt Land keen anere Choix hunn,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Mosar, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- …wéi d'Onofhängegkeet vum Kosovo unzëerkennen, a sief et och nëmmen aus Solidaritéit mat der Majoritéit vun de Länner aus der Europäescher Unioun. Mir droen duerfir d'Entscheedung vun der Regierung mat, maachen dat awer ouni Begeeschterung.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- War dat doten den Här Engel, dee geschwat huet, oder d'CSV?

M. le Président.- Oh, Här Minister!

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech muss Iech soen, dat do kann ech net méi akzeptéieren!

Une voix.- Et huet jo jiddferee Gewëssensfräiheet!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hunn hei eng Ried gehalen; den Här Ausseminister kann domadder averstanen oder net averstane sinn, mä deen doten Toun brauch, mengen ech, keen Deputéierte sech hei gefalen ze loossen!

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn haut mat enger Debatt befaasst, déi net ganz einfach ass. Dat hu mer och elo grad héieren. Ech muss och éierlech soen, ouni mech wëllen am Toun ze vergräifen, ech sinn net wéineg erstaunt iwwert dem Här Mosar seng Deklaratioun hei an der Chamber. Ech sinn dervun ausgaangen, datt mer hei awer eng konsensfäeg Positioun kënnen hunn, mais la vérité est plus réelle. Ech si bereet jiddferengem säi Standpunkt ze respektéieren.

Wat hu mer net schonn alles héieren iwwert déi dote Géigend! A wann d'Zuel vun de gudde Réit an den einfache Virgehensweisen ausschlaggebend wier, dierfte mer scho laang net méi mam Problem…

M. le Président.- Ech géif wëlle bieden ëm Opmierksamkeet fir den Här Goerens!

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President.

M. le Président.- Dierft ech hei ëm d'Opmierksamkeet fir den Här Goerens bieden!?

M. Charles Goerens *(DP).*- Wann d'Zuel vun de gudde Réit an de Virgehensweisen ausschlaggebend wier fir dauerhaft Léisungen an där doter Regioun, dann dierfte mer scho laang net méi mat engem Problem vum westleche Balkan konfrontéiert sinn. Vläicht bréngt, obschonn datt d'Land méi am Oste läit, awer e rumänescht Spréchwuert d'Saach op de Punkt, wat seet: Rumänien hat ëmmer zwee gutt Noperen: Serbien an d'Schwaarzt Mier.

D'Ironie an deem doten Dicton ass net ze verkennen, mä gëtt awer ganz gutt d'Stëmmung erëm aus där doter Géigend.

Elo gëtt et vill Lecturë vun der Situatioun iwwert d'Onstabilitéit um westleche Balkan. Et kann een et einfach festhalen, andeems datt een zréckbléckt op d'Situatioun esou wéi se eis vun 1989 u wéi e Film ofleeft.

Déi, déi deemools an där Géigend do gelieft hunn, déi 20 Joer al waren, déi hunn der haut 37, 38. Déi, déi deemools 37, 38 Joer haten, déi sinn haut praktesch am Pensiounsalter. Déi hunn eng ganz Generatioun verluer. Eng ganz Generatioun, wou se mat eidele Floskelen, eidele Gespréicher, vill Prinzipiëreiderei iwwert d'Zukunft vertréischt goufen, an en fait huet sech d'Situatioun, wa scho geännert, awer vill ze vill lues verbessert.

Et gëtt och keng konsensfäeg Propositioune säit 1989 an där Géigend. Kee Konsens iwwert d'Situatioun a Bosnien-Herzegowina. Mir wëssen, datt dat 230.000 Leit d'Liewe kascht huet, datt dat iwwer 30.000 Violë bedéngt huet an iwwer zwou Milliounen déplacéiert Persounen. Well d'international Communautéit deemools e risege Feeler gemaach huet: Si huet gemengt, dat mat e puer einfachen Iddien an dem Respekt vun e puer ale Prinzipië regelen ze kënnen, déi doudsécher näischt vun hirem Wäert verluer hunn, mä wou et awer mat deene Prinzipien eleng net duergaangen ass.

De fréieren däitschen Ausseminister Fischer huet et emol eng Kéier op de Punkt bruecht, andeems e gesot huet: Wann een ufänkt d'Prinzipien iwwert d'Mënschen ze stellen, da kritt een e Problem.

Wann een nëmme just de Prinzip kennt vun der Inviolabilitéit vun de Grenzen a vun der Unantastbarkeet vun der Integritéit vun engem sengem Territoire, dann ass een zwar a Conformitéit mam internationale Recht, mä wann een nëmme just déi Grenz gesäit, an et steet een och nach derbäi, déi een net däerf violéieren, an et kuckt een iwwert d'Grenz ewech, an et gesäit een hannendrun de pickegen Drot a Kazetter, an et kann een deenen, déi do stinn, d'Rëpper zielen, da kann ee mat deem einfache Prinzip eleng d'Situatioun net an de Gréff kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Goerens *(DP).*- An do huet d'international Communautéit schrecklech vill Zäit gebraucht, vill versot a sech matschëlleg gemaach un där Situatioun, déi

mer kennen, well se ebe vill ze vill spéit agegraff huet.

An esou ass et och e bëssen an där Situatioun hei. Am Kosovo sinn zwar och leider nach 11.000 bis 13.000 - jee nodeem wéi een d'Berechnung mécht, mä och mat Arithmetik eleng kritt een d'Saach net op de Punkt - Victimen, mä et hätten der nach méi kënne ginn, wann net awer trotzdeem 1999 agegraff gi wier.

Deen Agréff vun 1999 huet nëmme kënnen zum Präis vun der Violatioun vum internationale Recht gemaach ginn. Mä wann een dee Feeler net gemaach hätt, hätt ee vläicht nach méi ee grousse Feeler gemaach.

Wann een also mengt, et kënnt een als Gutmensch un d'Analys vun där Situatioun erugoen a mat enger einfacher a fixer Iddi dat do an de Grëff kréien, da kënnt ee sech emol gewalteg iren an dem Spréchwuert gerecht ginn: datt de Wee an d'Häll pavéiert ass vu gudden Intentiounen an - fir de Saz nach e bësse méi ze paraphraséieren - mat dem Glawen un einfach Prinzipien.

Den De Gaulle huet emol eng Kéier gesot: «Vers l'Orient compliqué, je me suis envolé avec des idées simples.» Hien hätt emol net brauchen an den Orient compliqué ze goen, et wier schonn duergaangen, wann hien eng Stonn östlech vu Paräis gelant wier, fir sech vun der Komplexitéit vun enger Situatioun e gerecht Bild kënnen ze maachen.

Elo kann ee vun der EU schrecklech villes soen. A si huet scho ganz vill Leit onwahrscheinlech enttäuscht. Mä si ass awer nach besser wéi alleguer déi aner, ouni Ausnahm, déi versichen, an där Géigend eppes ze bréngen. A si huet et fäerdeg bruecht, aus de Lektioune vun den 90er Joren ze léieren an deementspriechend d'Weiche richteg ze stellen. Wat hätt se da kënne maachen?

De Bernard Kouchner, deen ech e puermol besiche gaange sinn déi Zäit, wéi hie Représentant spécial war vum Kofi Annan a Serbien, huet gesot, dat Éischt, wat hien huet misse maachen, wéi en an de Kosovo komm ass, dat war, mat enger vu sengen Iwwerzeegunge briechen. Hien hat nämlech gemengt, et kënnt een direkt e Kosovo multiethnique op d'Bee stellen. Dat Éischt, wat hien huet misse maachen, dat war sech der Tatsaach bewosst ginn, datt een d'Communautéite misst séparéieren, fir se besser kënnen ze schützen.

Säithier ass awer op enger Toile de fond de très grande misère économique eppes geschitt. Och wann de Chômage haut nach ëmmer 50% ausmécht, och wann d'wirtschaftlech Schwieregkeeten nach enorm grouss sinn, muss een dat bëssen, wat passéiert ass, awer unerkennen, an dat och als Mérite deenen ukräiden, déi dat assuméieren, wat ee schlechthi mam Wuert „Protektorat" ëmschreift. E Protektorat, deem een net ze vill eng negativ Konnotatioun soll unhafte loossen, well wa mir an där Situatioun wieren, bräichte mer och Protektioun.

Ech weess net, ob mir op enger Toile de fond de misère économique, wéi se do am Kosovo ass, vill vun eise Prinzipien, déi mer héich an helleg an eisen Emblèmen droen, kënnten oprechterhalen.

Här President, mir verkennen d'Schwieregkeeten net, an deene verhandelt ginn ass, a mir ënnerschätze beileiwen de Wëllen net vu Leit wéi dem Martti Ahtisaari, an net vun der Europäescher Unioun, déi par ailleurs involvéiert war, a vun der internationaler Communautéit, déi versicht huet, hiert Bescht ze maachen.

Ech mengen, datt déi, déi hei bereet sinn, enger komplexer Situatioun eng nei Issue ze verschafen, eng Wett op d'Zukunft maachen, an déi musse mer hëllefe wannen.

Déi Ausso, déi ech hei maachen, situéiert sech och an der Kontinuitéit vun deenen, déi d'Demokratesch Partei virdru gemaach huet. Mir sinn der Meenung, datt, wann d'Indépendance vum Kosovo proklaméiert ass, een där Indépendance eng Chance muss ginn, an et soll een dat direkt dokumentéieren doduerch, datt een direkt bei deenen Éischten ass, fir dat unzeerkennen.

Mir als klengt Land sollen déi Allerlescht sinn, déi sech abilden, datt een enger Provënz op éiweg Zäite misst d'Recht ofstreiden, indépendant ze ginn, well wat ware mir dann aneschters, ier mer indépendant gi sinn, wéi eng Provënz? Mir ware genau datselwecht!

Duerfir si mer schlecht gestallt, fir do vill Lektiounen ze ginn.

Gewëss, Dominoeffekter gëtt et ëmmer, kann et der och ginn. Wéi gesot, et ass eng Chance, et ass en neien Ufank. Et ass keng Garantie.

Dat, wat muss geschéien, dat ass, datt d'Kosovo-Albaner mat de Serben, mat de Romaen, mat de Sintien a mat alle Minoritéiten an d'Lag versat ginn, sech selwer kënnen ze hëllefen. Op Dauer ass déi Situatioun vum Protektorat net duerchzehalen.

Et soll och kee soen, zwou Millioune wiere keng kritesch Mass, fir kënnen indépendant ze sinn. Fir kënnen indépendant ze sinn an déi Indépendance och kënne richteg ze géréieren, gi jo och nach Ouverturen opgemaach. Ech denken zum Beispill un d'Vocatioun, déi de Kosovo och unerkannt kritt, fir iergendwann der Europäescher Unioun bäizetrieden.

Zum Schluss, Här President, mir sollen an dëser Operatioun, an dat huet d'Europäesch Unioun och versicht ze verhënneren, net verkennen, datt Serbien déck Problemer huet. An där Géigend do kann ee mat Nationalismus Kricher verléieren - et ass keen eenzege Krich gewonne ginn - a Wahle gewannen. De Krich ass menger Meenung no keng reell Perspektiv méi, well ech och net méi gesinn, wéi et elo mat Ausnahm vu sporadeschen Onrouen zu engem allgemenge Flächebrand kéint kommen. Duerfir mengen ech, wier d'Vocatioun...

(Coups de cloche de la Présidence)

...an d'Unzéiungskraaft vun der Europäescher Unioun ze grouss. Mir sollen awer Serbien, dat a sengen Aen eng Serie vun Humiliatiounen erlieft huet, net d'Gefill ginn, datt et hei verluer hätt, well et och duerch déi nei geschafe Perspektiv ka gewannen.

Wann d'Situatioun net esou eescht wier, da géif ech nach e Wuert soen iwwert de Fändel. An Norde vum Kosovo gëtt refuséiert, deen neie Fändel op d'Gebaier ze setzen. Mir als klengt Land kéinten och do mat eiser Experienz déngen an hinne vläicht recommandéieren, en zweeten ze huelen, da wier jiddfereen zefridden. Dat hu mir fäerdeg bruecht.

Ofschléissend, Här President, wollt ech awer och opgrond vun där Debatt, wéi se bis elo verlaf ass, der Chamber d'Méiglechkeet ginn, sech duerch e Vote iwwert d'Reconnaissance vun der Indépendance auszeschwätzen, an duerfir wollt ech lech déi Resolutioun hei iwwerreechen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant le débat sur l'indépendance du Kosovo

- se prononce en faveur de la reconnaissance immédiate de l'indépendance du Kosovo.

(s.) Charles Goerens, François Bausch, Ben Fayot, Norbert Haupert, Jacques-Yves Henckes.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den honorabelen Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Och déi gréng Fraktioun wëllt hei hir Zoustëmmung bréngen fir déi Décisioun vun der Regierung, dass Lëtzebuerg d'Onofhängegkeet vum Kosovo unerkennt.

Mir sinn der Meenung, dass dat eng richteg Décisioun ass, well se der heiteger Realitéit vun deem Land eiser Meenung no entsprécht. Och mir wëllen drop hiweisen, dass zënter der Schafung vum Protektorat 1999 et schonn esou war, dass déi heiteg Autoritéite vu Belgrad iwwert déi dote Regioun keng Autoritéit méi haten. An zu deem Zäitpunkt war och eppes scho kloer, nämlech dass et net déi wahrscheinlechst Hypothees wier, dass de Wee géif zréckgoen dohinner, wou en hierkomm ass.

Et war also am Prinzip schonn deemools e Wee an eng Richtung tracéiert, déi eventuell hätt kënnen opgehale ginn, mä wou awer déi wahrscheinlechst Hypothees net onbedéngt déi dote war.

Déi heiteg Realitéit, déi begrënnt sech och mat der Geschicht, a virun allem och mat der rezenter Geschicht, mat der Geschicht zënter den 90er Joren an deem, wat deemools geschitt ass. Mir mengen och, dass dat heiten eigentlech nëmmen déi lescht Konsequenz, net déi éischt, mä déi lescht Konsequenz an och net eenzeg Konsequenz dorauser ass.

Mir mengen dach, dass een net kann op dat äntwerten, wat do ass a wat do war, mam Verweis op méiglech Dominoeffekter an anere Géigenden an an anere Länner. Dat kann een zwar vun uewen esou betruechten, mä fir déi Leit do op der Plaz, fir hire Vécu an hir Realitéit ass dat keng Äntwert.

Déi Leit wëllen net onofhängeg si wéinst de Korsen oder wéinst de Basken oder wéinst der ungarescher Minoritéit an der Slowakei. Hiert Uleies an hir Suergen an hir Realitéit an hire Misär si begrënnt mat aneren Argumenter, an et kann een hinnen duerfir net mat dem Verweis dorobber äntwerten.

Mir mengen och, dass et domadder ze dinn huet, dass dee Wee, deen elo mat senger leschter Etapp ofgeschloss gëtt, och dohier kënnt, dass déi Autonomie, déi fonctionnéiert huet, ageschränkt ginn ass. Et war net den onbedéngte Wëlle virun enger Rei Joren, fir esou wäit ze goen, wéi se haut gaange sinn am Kosovo. Dat huet awer domadder ugefaangen, dass déi Autonomie, déi se haten - an den Ausseminister huet virdrun drop verwisen - ageschränkt ginn ass. Dat war den Ausléiser.

Wann et an anere Géigende vun Europa ähnlech gelagert Diskussioune gëtt, da si se dach eiser Meenung no fundamental anescht, an et ënnerläit als Éischt der Responsabilitéit vun där gréisserer Entitéit vun deem Land, esou mat hire Minoritéiten ëmzegoen, dass déi doten Diskussiounen net den Auswee sinn, mä dass een d'Problemer léist duerch aner Instrumenter. Dat ass jo dat, wat hei vu vir bis hannen net richteg gelaf ass. Dat ass jo dat, wat hei op eng brutal Aart a Weis falsch gemaach ginn ass, an dat ass den Ausléiser dovunner, dass mer haut op deen dote leschte Wee musse goen.

Ech muss och soen, dass och déi gréng Fraktioun e bëssen iwwerrascht war iwwert d'Ausféierunge vun der CSV-Fraktioun. Mir mengen, wann op déi doten Aart a Weis an de leschte Wochen, Méint a Joren argumentéiert gi wier, wéi hei argumentéiert ginn ass op deem doten Dossier, da géife mer haut iwwer eppes ganz aneschtes diskutéieren.

Wann et méiglech war, e relative Fridden an eng relativ Stabilitéit ze hunn; wann et méiglech war, eng Partie Saachen ze diskutéiere ronderëm den Dësch, och wa se ouni Konsens ausgaange sinn, a wann et vläicht méiglech ass, dat doten an den nächste Méint a Joren esou ze begleeden, dass net Misär derbäikënnt, mä dass een et fäerdeg bréngt, zu enger reeller Stabiliséierung an zu enger reeller Kooperatioun mat all de Länner, déi do involvéiert sinn, ze kommen, dann nëmmen, wa mer eis anescht uleeën, wéi dat an der Ried vum Kolleeg vun der CSV gemaach ginn ass.

Mir däerfen awer net vergiessen, wien hei wien deemools ugegraff huet, wien hei den Agresseur war a wien net. An och wann ee wëllt de Bilan zéien an d'perséinlech Responsabilitéiten zéie vun eenzelne Leit, da soll een awer net vergiessen, wie mat den Aggressiounen ugefaangen huet. Well et ass awer ëmmer nach e wichtegt Element, wann och net dat eenzegt, dat ee muss an esou Fäll a Betruecht zéien.

Wat awer bestoe bleift, dat ass trotzdeem e gewëssene Malaise. Dee Malaise war an ass och nach ronderëm de Rôle, deen d'Europäesch Unioun spillt. Well et alles anescht wier wéi dat, wat ee muss soen, wann ee géif der Europäescher Unioun hei eng aktiv Roll wëllen zouschreiwen.

D'Europäesch Unioun huet an dësem Konflikt, an an deem, wat haut den Dossier ass, zënter den 90er Joren net déi éischt Roll gespillt, obwuel et virun eiser Hausdier stattfënnt. D'Europäesch Unioun huet an den 90er Joren eng Roll gespillt, déi hannert den Amerikaner hiergelaf ass. D'Europäesch Unioun spillt och elo deels, wat d'Unerkennung betrëfft, erëm eng Kéier de Rôle vum zweeten Acteur hannert den Amerikaner.

Dat ass keng zefridde stellend Roll. Et ass awer d'Realitéit. Och op dësem Dossier hei hunn d'Amerikaner e Rôle gespillt, deen d'Europäer hätte kënnen, jo hätte misse spillen, net nëmmen an den 90er Joren, mä och haut. Déi international Kritik, déi et um Rôle vun der Europäescher Unioun gëtt, ass eiser Meenung no och berechtegt.

Wann de Ben Fayot virdrun op dat higewisen huet, wat e Méindeg diskutéiert an décidéiert ginn ass als gemeinsam Route um Niveau vun den Ausseministeren, da kann een deem sécher positiv Säiten ofgewannen. Et muss een awer och trotzdeem soen, dass eng gemeinsam Haltung dach eppes anescht misst sinn, wéi dat doten.

Et ass e Méindeg vill Konsens fonnt ginn dorobber, dass ee sech op ville Punkten net eens ass. Et ass ee groussen Deel vum Konsens gewiescht, dass ee sech op ville Punkten net eens ass an dass een am Moment nach kann drop verweisen, dass et net eng originaire Missioun ass vun der Europäescher Unioun, de Kosovo unzëerkennen, mä dass dat eng weider Responsabilitéit ass vun den Nationalstaten.

Fakt ass awer, dass et keng eenheetlech Positioun gëtt. Fakt ass och, dass déi noutwendeg Kooperatioun, déi elo virun der Europäescher Unioun steet, viru Problemer steet, déi eis och den Ausseminister haut de Mëtteg net konnt beäntwerten, wéi dat dann am Praktesche soll fonctionnéieren tëschent Länner, déi de Kosovo unerkannt hunn, an tëschent Länner, déi dat nach net gemaach hunn, a mat Länner, déi et och vläicht nach méi laang net wäerte maachen. Eng gemeinsam Haltung ass dat eiser Meenung no net.

Mir setzen duerfir och als gréng Fraktioun Hoffnungen an deen neien Traité vu Lissabon, deen eis vläicht e Stéck weider wäert bréngen; och op Froe vun der gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik, well den Zoustand vun der Europäescher Aussepolitik, wéi mer et haut um Dossier Kosovo musse constatéieren, ass mat Sécherheet een, wou d'Glas net hallef voll ass, mä méi wéi zur Hallschent net gefëllt ass, nëmmen zu engem klengen Deel gefëllt ass, och no deem Accord, deen e Méindeg um Niveau vun den Ausseministere fonnt ginn ass.

Fakt ass och fir eis, dass d'Legalitéit vun deem, wat amgaangen ass ze geschéien, an och d'Zesummespill vun der Europäescher Missioun, zu där mer eis Zoustëmmung och hei op der Tribün wëlle widderhuelen, par rapport zur KFOR-Missioun net kloer ass. Et ass legal net ganz kloer wat dohanne geschitt. Et ass och duerfir keen Zoufall, dass den Ausseminister virdrun éischter op eng Deklaratioun vum Generalsekretär vun der UNO verwisen huet, dem Här Ban Ki-moon. Well op eng legal geséchert Situatioun vum UNO-Sécherheetsrot ze verweisen, ass him am Moment net méiglech.

Dat bedéngt natierlech och erëm eng Kéier, dass ee sech mat der Fro beschäftegt vun där Reform vun deem Organ; wat och hei weist, dass et net méi adequat ass, fir kënnen op all international Krisen eng Äntwert ze ginn. Mä et bleift, dass do eng Partie Saachen ouni zefridde stellend Äntwert bleiwen.

Mir mengen och duerfir, dass d'Europäesch Unioun sech an deenen nächste Méint wäert misse ganz staark derfir asetzen, dass dat, wat déi kosovaresch Autoritéite sollen deklaréiert hunn, dass se besuergt wären ëm dee multikulturelle Kosovo, net nëmme Wierder sinn, mä dass dat och eng Realitéit gëtt. Dat gëtt net einfach. Mä mir mengen, dass dat déi richteg Deklaratioune waren an dass dat och dee richtege Wee soll sinn, deen d'Europäesch Unioun soll begleeden.

Dat bedéngt awer och héich Investitiounen an net nëmme moraleschen a politesche Support. Dat wäert iwwer eng laang Zäit - dorop ass och scho verwise ginn - héich Investitioune bedeiten. Och do muss awer d'Europäesch Unioun sech d'Fro stelle vun der Zomm vun de Verspriechen, déi se an där Géigend vum Kontinent scho gemaach huet. Do si mer scho ganz vill verbal Engagementer agaangen an deene leschte Joren, fir do zur Stabiliséierung bäizedroen. D'Europäesch Unioun muss sech awer och esou lues d'Fro stellen, wéi se déi Engagementer da wëllt kënne respektéieren, wéi mir déi anhalen. Dat gi laangfristeg Engagementer op engem ganz héijen Niveau, och wat d'Investitioune betrëfft.

D'Schlussremarque vun eis: Mir wëllen drop hiweisen, dass mer elo mat der Unerkennung vum Kosovo och e Stéck déi politesch Schold, déi d'Europäesch Unioun an deem doten Dossier huet zënter den 90er Joren, mat aléisen. Et ass och éierlech wann een zougëtt, dass een dat och domadder wëllt iwwerhuelen.

Da gi mir awer deeselwechte Moment och eng nei Verantwortung an, net nëmme par rapport zum Kosovo, mä och par rapport zu den Autoritéite vu Belgrad. Par rapport zu deene si mer mat der Unerkennung vum Kosovo op eng ëmgedréint Aart a Weis awer och en Engagement agaangen, wat mer och musse respektéieren.

Och dat Engagement muss d'Europäesch Unioun elo kënnen assuréieren, ouni awer - an dorop leeë mir als gréng Fraktioun Wäert - aus den Aen ze verléieren, dass et trotz deem neien Engagement weiderhi fir d'Autoritéite vu Belgrad gëllt, mam Tribunal vu La Haye zesummenzeschaffen, dass et och trotz deem Engagement an trotz deem Beméien ëm een neie Konsens mat den Autoritéite vu Belgrad op där doter Fro keng

Zweifel däerf un der Haltung vun der Europäescher Unioun ginn, dass mer weiderhi wäerte Wäert drop leeën, dass mam Tribunal vu La Haye muss zesummegeschafft ginn, an dass mer do net mat eis négociéiere loossen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat fréiert Jugoslawien war fir vill Leit zur Zäit vum President Tito e Musterbeispill, wéi verschidden Nationalitéiten an Ethnië kéinten zesummeliewen. Mir hu gesinn, wéi et evoluéiert huet nom Doud vum President Tito an zu wat fir enger Situatioun mer komm sinn.

Haut, bei der Onofhängegkeetserklärung vum Kosovo, sinn all d'Albaner aus dem Kosovo natierlech méi wéi glécklech gewiescht iwwert déi Méiglechkeet, fir sech elo nees onofhängeg a fräi bewegen ze kënnen a fräi iwwer hir Zukunft kënnen ze décidéieren.

Nach muss een awer soen, datt duerch esou eng Onofhängegkeetserklärung d'Problemer net geléist sinn. Hei gëtt vu Säite vun der Regierung gesot, et wier eng Léisung sui generis. Et wier also eng Aart Spezialgesetz vis-a-vis vun deem generelle Gesetz, wat seet, datt am Prinzip d'Länner sech net kënne vun hire Staten oftrennen, datt mer net esou separatistesch Iddië géifen ënnerstëtzen, well dat soss queesch uechtert d'Welt géif Schoul maachen.

Ech géif der Regierung soen, datt een déi Argumenter, déi virbruecht gi sinn, kéint esou soen: „Die Botschaft hör' ich wohl, allein mir fehlt der Glaube" un der Argumentatioun, déi hei virbruecht gëtt.

Mä nach ass et och ee Beispill, datt een awer da vläicht muss déi Loi générale ëmänneren a soen, do wou et iwwer indépendant State geet, do wou e Referendum vun der zoustänneger Bevölkerung gemaach gëtt, wou sech eng Majoritéit fir d'Indépendance ergëtt, oder wou sech am Kader vu Legislativwahlen esou eng Indépendance ergëtt, datt een dann natierlech och all Kéiers jee no Fall datselwecht kann diskutéieren. Et ass also e geféierleche Wee, op deem d'EU hei geet, wa se bis ufänkt esou spezial Situatioune wëllen ze beliichten.

Dat ass och eng Situatioun, wou mer manifestement mengen, wann elo d'Onofhängegkeetserklärung vum Kosovo unerkannt gëtt, datt domadder all d'Problemer geléist wären: Dat ass absolut net de Fall. Well et ass kloer, datt dat Land, esou wéi et elo dosteet, net kann eleng liewen. Et muss mat sengen Noperen zesummeliewen an awer eng Aart Union économique ronnbréngen.

Or, mir si wäit dovunner ewech. Et gesäit een, datt nach ëmmer a verschiddene Käpp d'Iddi vun engem Groussalbanien besteet, wat misst mat Waffegewalt realiséiert ginn. Mir hate virun e puer Deeg nach hei an der Chamber e Gespréich mam Ausseminister vu Mazedonien, deen ons gesot huet, datt seng Regierung huet missen agräifen a Mazedonien, fir do e Waffelager vun albaneschen Terroristen - wéi dat Wuert gebraucht ginn ass an der Sprooch - opzehiewen. Do gesäit een, datt also déi ganz Problematik vun de Kosovo-Albaner absolut net geléist ass mat enger Unerkennung vun der Onofhängegkeet.

Mir begréissen, datt elo versicht gëtt vun der Europäescher Unioun aus, fir eng Missioun dohinner ze schécken, fir wéinstens um juristesche Plang an och wat d'Situatioun selwer vun de Bierger, wat d'Sécherheet ugeet, ze intervenéieren.

Mä mir kréien domadder de Problem nëmme vertagt. E muss och iwwert de Fong geléist ginn. An et ass do, wou ech méi wéi skeptesch sinn, datt mer dat nach wäerten hikréien.

Ech wënschen der Missioun alles Guddes, mä ech huelen awer un, datt mir méi wéi eng Kéier nach wäerten op dës Problematik missen zréckkommen, an datt d'Europäesch Unioun an och d'Amerikaner iwwert déi sougenannte Loi spéciale oder dee Cas sui generis wäerten a ganz ville Fäll nach Diskussiounen hunn.

Ech wëll nëmmen drop hiweisen, datt déiselwecht Situatioun sech och kéint fir den türkeschen Deel vun Zypern stellen, an do gesäit een, a wat fir eng Problematik mer erakommen, wa mer do deeselwechte Prinzip géifen zréckbehalen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. D'Fro, déi ech mir hei an deem Zesummenhang gestallt hunn, ass: Kann een enger Natioun, engem Stat oder engem Vollek seng Onofhängegkeet aus politesche Grënn oder aus soss Grënn iwwerhaapt verweigeren? Hu mir iwwerhaapt e Recht, eis do anzemëschen? Ass net d'Onofhängegkeet vun engem Vollek, wann et dat wëllt, en elementaart Recht, e Recht op Eegebestëmmung, wou Mënschen de Wëllen hunn, hiert Schicksal selwer an d'Hand ze huelen?

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

D'Onofhängegkeet vun engem Vollek oder Stat ass en neien Ufank, dee begleet muss ginn, zumools wann dës Situatioun sech afënnt an enger Regioun, déi vu Krise betraff ass.

Den Här Mosar huet hei gemengt, et wier eng geféierlech Onofhängegkeet, well deen neie Stat géif eventuell vun net kredibele Leit gefouert ginn. Dem Här Mosar seng Interventioun huet mir äusserst negativ geschéngt, mä wann dat seng eege Meenung ass, dann ass déi ze respektéieren.

Wann awer elo d'Regierung anerer Meenung ass an eis réit, de Kosovo unzëerkennen als eegestännege Stat, da misst se awer vläicht am Virfeld hir Leit besser briefen.

Fir mech ass et op jidde Fall wichteg, net nëmme wéinst där Regioun, mä och, wat net hei ugeschwat ginn ass, well mir vill Mënsche vun dohannen hei bei eis opgeholl hunn, dass endlech Rou dohinner kënnt, well déi Mënsche ganz sécher och d'Bedürfnis hunn, fir an hiert - friddlecht - Land zréckzegoen. Mir mussen hëllefen, derfir ze suergen, dass och all demokratesch Grondsätz elo dohanne respektéiert ginn an ebe just déi obskur Kräften, déi anscheinend elo do d'Soen hunn, net méi d'Soe behalen.

Et muss och onbedéngt derfir gesuergt ginn, an Europa muss do eng Hand upaken, dass och d'Minoritéiten do awer respektéiert ginn, wat héchstwahrscheinlech wäert kënnen zu engem Problem ginn.

Well ech kennen e Land ganz gutt, wat seng Onofhängegkeet 1960 erklärt huet, an haut nach ëmmer drënner leit, datt net kredibel an ondemokratesch Gestalten dat Land Jorzéngten am Gréff haten, an dat mat Ënnerstëtzung vun internationalen, politeschen, obskure Kräften.

(Interruption)

Mir sinn amgaangen!

Et ass awer nëmmen opgrond vun der Hëllef an der Ënnerstëtzung vun Europa, dass et an dësem Land endlech zu demokratesche Wahle komm ass. Och wann déi net esou ausgaange sinn, wéi ech mir dat virgestallt hunn, ass op jidde Fall de Grondsteen geluecht gi fir eng zukünfteg demokratesch Entwécklung.

Am Kosovo sinn ech der Meenung, dass mir éischter mussen agräifen, méi musse begleeden, fir dass et net esou laang dauert, besonnesch fir esou séier wéi méiglech Rou do ze kréien. Duerfir muss Europa och geschlossen dostoen a sech zesummendinn, fir do ze hëllefen, an an deem Sënn ass et wichteg, dass mir och d'Onofhängegkeet vum Kosovo respektéieren duerch eng Unerkennung a se ënnerstëtzen.

Wéi gesot, d'Onofhängegkeet ass en éischte Schrëtt fir dat Vollek. Déi weider Schrëtt, déi kënne mir nëmmen zesumme mat hinne gestalten, wa mir wëllen, dass et friddlech iwwert d'Bühn geet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Ausseminister huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, ech wëll vläicht dem Här Braz äntwerten op dat, wat hie vun der Unitéit vun Europa gesot huet.

Mir hunn zu 27 Länner um Conseil européen déi zivil Missioun beschloss. Do sinn och Länner derbäi, déi jo gesot hunn, déi de Kosovo net unerkennen! Et si souguer Länner bei där Missioun, déi un der Missioun participéieren, ouni de Kosovo unzëerkennen.

Dat heescht, déi Unitéit, déi mer trotzdeem hunn, fir sur place um Zivilrechtlechen ze hëllefen, gëtt a ganz Europa gedeelt.

Ech wëll Iech och soen, wann Der eis Konklusioune liest vun e Méindeg, da steet do dran, dass d'Kommissioun den Optrag kritt als Kommissioun, fir der ganzer Regioun, net nëmmen dem Kosovo, mä och Montenegro, Mazedonien a Serbien selbstverständlech ze hëllefen. Dat ass, wat hei vu Verschiddenen - ech mengen, den Här Goerens war et virun allem - ënnerstrach ginn ass.

Ech hunn net dovunner geschwat, mä selbstverständlech wësst Der dat, dass op jidde Fall aus menger Siicht mir keng Rou kréien, keng Stabilitéit, wa mer et net och fäerdeg bréngen, erëm mat Serbien op e ganz aneren Niveau ze kommen an eis Hand ze reechen. An dat maache mer jo och, souwuel als Lëtzebuerger wéi als Europäer.

Här President, ech wëll Iech nach soen, an der Aussepolitik ass heiansdo Feier dran, dat ass esou. Ech mengen, fir all Ausseminister a selbstverständlech och fir mech, zënter dass ech d'Éier hunn, Lëtzebuerger Ausseminister ze sinn, si fir de Kosovo Tonnen Energien dropgaangen.

Mir sinn och an enger Regierung, wou et op deem Gebitt absolut fair ofleeft, wou ee fir deen anere schafft, ob dat de Verteidegungsminister ass, ob et de Justizminister ass, ob et de Premierminister ass. Duerfir war ech e wéineg erstaunt iwwert dat, wat gesot ginn ass vum Här Mosar. Ech mengen, dat tëschent dem Här Mosar a mir kläre mer an engem private Gespréich.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Très bien!

(Brouhaha)

Résolution

Ass ee géint d'Resolutioun, déi den Här Goerens abruecht huet?

(Négation)

Ech gesinn, dass dat net de Fall ass. D'Resolutioun ass à l'unanimité ugeholl.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech hu se nach net gesinn.

(Hilarité)

M. le Président.- Si ass awer ausgedeelt ginn. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech géif virschloen, Dir sollt dem Här Jaerling nach d'Méiglechkeet ginn, déi Resolutioun op sech awierken ze loossen an dann d'Entscheedung ze huelen.

M. le Président.- Also, Här Goerens, ech wëll Iech soen, dass déi Resolutioun esou kuerzgefaasst ass, dass den Här Jaerling net laang Zäit brauch, fir dat zur Kenntnis ze huelen.

Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also, vu que dass et nëmmen zwou Zeile sinn, hunn ech se och verstanen a ka se akzeptéieren.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

Vote

M. le Président.- Fir awer de Bon ordre anzehalen, géif ech froen, dass, wie mat der Resolutioun d'accord ass, d'Hand an d'Luucht hieft.

Elo maache mer d'Géigeprouf. Wie géint d'Resolutioun ass, ass gebieden, d'Hand elo an d'Luucht ze hiewen.

Et bleift derbäi, dass d'Resolutioun à l'unanimité ugeholl ass, Här Goerens.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Projet 5686, eng Direktiv iwwert d'Pollutioun duerch d'Schëffer. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Vizepresident vun der Chamber Jos Scheuer.

2. 5686 - Projet de loi transposant la Directive 2005/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions et la Décision-cadre 2005/667/JAI du Conseil du 12 juillet 2005 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa gëschter eng Schëffskatastroph gewiescht wär, da wär dat hei ee Projet, deen all Mënsch hei an der Chamber géif interesséieren.

(Hilarité)

Dat war net de Fall, dowéinst wäert dee Projet hei als Fait divers vun de Kolleegen ugesi ginn.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Et hänkt ganz dovunner of, wat Der draus maacht.

M. le Président.- Jo, wann Der elo géift dem Här Rapporteur nolauschteren!

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Déi eeler Kolleegen, déi sech nach un d'Joer 1967 erënnere kënnen, deene seet de Numm Torre Canyon eppes. Deemools war déi éischt grouss Schëffskatastroph, déi wierklech weltwäit fir Opreegung gesuergt huet. Duerno sinn eng ganz Serie nokomm.

Ech erënneren un d'Amoco Cadiz 1978, an dann elo am Joer 2007 - ganz no - eng Katastroph vun engem Schëff am Dezember 2007, dem Hebei Spirit, wou 10.000 Tonne Pëtrol an d'Mier gefloss sinn.

Déi Katastrophen hu weltwäit fir Opreegung gesuergt, hunn d'Parlamenter beschäftegt, hunn d'Regierunge beschäftegt, hunn d'Assurancen an d'Ëmweltschützer beschäftegt. D'Fauna an d'Flora sinn nohalteg, munchmol op laang, laang Zäit gestéiert a futti gemaach ginn. Den ökonomesche Schued ass oft grouss. Déi Naufragë vu bestëmmte Schëffer hunn zu engem regelrechten Trauma gefouert, an déi zwee Texter, déi elo a Lëtzebuerger Gesetzer ëmgesat ginn, sinn d'Resultat vu Reflexiounen iwwert d'Pollutioun, déi am Mier verursaacht gëtt.

Pollutioun heescht, absichtlech Dreck produzéieren an ofstoussen; absichtlech erbäigefouert Pollutioun oder Pollutioun, déi a Kaf geholl gëtt. Am Joer 2005 hunn d'Europaparlament an de Conseil eng Direktiv verabschiet - d'Direktiv N°2005/35 - a gläichzäiteg huet de Conseil eng Décision-cadre geholl - d'Décisioun 2005/667 -, fir ebe géint d'Pollutioun awierken ze kënnen.

D'Virgeschicht vun deenen zwee Texter ass relativ laang. Dat soll een net verstoppen. Et ass dru geschafft ginn, bezeechnenderweis scho vun 1983 un, a Form vun enger Konventioun: d'Convention de Londres. An der Ofkierzung ass dat déi Konventioun, déi mat „MARPOL" bezeechent gëtt. An där Konventioun si Produkter determinéiert ginn, déi eben zur maritimer Pollutioun féieren. 1990 huet Lëtzebuerg dann de Registre public maritime luxembourgeois agefouert. Domadder ware mir och direkt concernéiert vun der europäescher Législatioun, vun der internationaler Législatioun a Saache Pollutioun.

Déi Konventioun vun 1983 hat verschidde Schwächten. An zwar sinn an där Konventioun d'State gefrot ginn - d'Signatairë vun där Konventioun -, fir Strofe festzeleeën, ouni datt awer prezis gesot ginn ass, wéi déi Strofe sollten ausgesinn. Dat huet derzou gefouert, datt Divergenze vu Stat zu Stat entstane sinn. Dat huet zu enger Législatioun gefouert, déi net harmoniséiert war.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéini war dat?

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- 1983.

Dohier ass dann d'Direktiv aus dem Joer 2005 entstanen. Déi Direktiv leet international Regele fest iwwert d'Rejeten.

Wann Dir eng Fro hutt, Här Gibéryen, sinn ech gär bereet, fir Iech op d'Säit hinzeweisen, wou Der se beäntwert kritt.

(Hilarité)

D'Décision-cadre zwéngt d'Staten elo, fir Sanktiounen dann och ze huelen. D'Zil ass d'Harmoniséierung vun de Gesetzgebungen an d'Harmoniséierung virun allem vum Droit pénal an der EU.

De Résumé vun der Direktiv 35 nun. Déi Direktiv seet dat heiten: Wann Hydrocarburen - dat heescht Dreifstoff, Pëtrol an aner Chemikalien, déi Der an den Annexen opgezielt kritt - absichtlech oder op eng onvirsiichteg Aart a Weis oder och op eng noléisseg Aart a Weis an d'Waasser kommen, an den Environnement kommen, da sinn d'Verursaacher haftbar dofir.

Dat bezitt sech op all d'Schëffer; egal ënner wat fir engem Pavillon déi Schëffer fueren. Et bezitt sech awer net op d'Krichsschëffer an et bezitt sech net op Schëffer, déi vun engem Stat exploitéiert ginn. Haaptsächlech viséiert sinn d'Handelsschëffer.

D'Ausnahmen, déi fir all Schëff gëllen, sinn déi heiten: Wa Gefor besteet fir d'Schëff selwer, wann eng Havarie ze befierchten ass, oder wa Gefor besteet fir d'Liewe vun de Leit um Schëff, da kënnen natierlech Mesurë geholl ginn, déi och d'Ëmwelt an deem Fall schiedegen.

Ech wëll eng Parenthèse opmaachen: En englescht Geriicht - High Court of Justice - huet déi Direktiv contestéiert. Awer et ass eng reng formal Contestatioun, esou wéi mir gesot ginn ass, déi keen Effet suspensif huet. De Procureur huet och gesot, datt déi Direktiv a Kraaft bleift.

Dann de Résumé vun der Décision-cadre 667 vun 2005. Hei ginn d'Sanktioune festgeluecht fir physesch Persounen, déi géint dee Code verstoussen. D'Memberstate ginn obligéiert, fir déi Schëlleg ze bestrofen. Si kënne bestrooft gi mat Prisong. Si kënne bestrooft gi mat Geldstrofen. All déi Sanktioune si gestaffelt jee no der Gravitéit.

A si kënne bestrooft gi mat Lizenzentzuch fir déi Personnes physiques, déi sech schëlleg gemaach hunn. Dat wär an deem Fall de Kapitän; dat wären d'Ingenieuren; dat wär d'Besatzung. Vläicht kann een an dësem Kontext schonn drop hiweisen, datt d'Chambres professionnelles zu Lëtzebuerg gesot hunn - virun allem d'Chambre de Travail an och d'Chambre des Employés privés -, datt et am Fong ëmmer nëmmen dee Klengen trëfft an datt een och misst un d'Hannerleit kommen, déi eben un deem dote Commerce a munchmol och un enger Havarie nach Geld verdéngen, oder wann e Schëff Mazout ofléisst oder seng Chargen an d'Mier werft. Also, et sollten net nëmmen d'Personnes physiques viséiert ginn, mä och d'Personnes morales.

Da stellt sech d'Fro vun der Responsabilitéit vun enger Personne morale. Eng Personne morale ass e Grupp. Eng Personne morale ass eng Kollektivitéit, déi leschtenenns responsabel ass fir den Zoustand vum Schëff. Och si kënnen zur Rechenschaft gezu ginn, zum Beispill duerch den Entzuch vun der Lizenz fir Commerce ze bedreiwen. Och do gëtt et e Katalog vu Sanktioune vis-à-vis vun enger Personne morale.

Wéi ass d'Positioun vu Lëtzebuerg an dësem Kontext, am Kader vun dësem Gesetz?

Mir hunn 1990 e Pavillon maritime luxembourgeois geschaf. 1997 hu mer nach eng Kéier légiféréiert. Mir hunn de Registre public fir Bateaux de plaisance geschaf. Enn 2007 - dat ass awer interessant - sinn 148 Schëffer ënnert dem Lëtzebuerger Pavillon op de Weltmierer geschwommen. 148 Schëffer mat engem Total vun 932.000 Bruttoregistertonnen. Also, Lëtzebuerg ass gebieden dës Législatioun ëmzesetzen, well mir mussen déi Leit, déi ënner eisem Pavillon fueren, och kënnen zur Rechenschaft zéien. Dat gëllt och wann tëschent Stengefort an dem Nordmier nach ëmmer d'Belsch läit, esou wéi den Ausseminister dat ëmmer seet.

Mä an der Direktiv gëtt et eng Serie vun Artikelen, déi nëmmen déi Länner betreffen, déi e Littoral hunn an déi en internationalen Hafen hunn. Den Hafe vu Mäertert ass also an dësem Fall net concernéiert. Déi Décision-cadre gesäit da pénal Sanktioune vir an och eng Serie vun Dispositiounen, déi sech nëmmen op d'Verbindung mat der communautärer Administratioun bezéien an net op d'Administratioun respektiv op d'Justiz vun den eenzelne Länner.

Déi Décision-cadre ass am Oktober 2007 annulléiert ginn, mä nëmme provisoresch. Si gëtt nees eventuell - dat hu mer gesot kritt - an enger neier Directive-cadre iwwerholl, well hannert deem ganzen Opbau, hannert där Konstruktioun vun Décision-cadre an Directive stécht jo d'Iddi, datt een net nëmmen d'Pollutioun bekämpfe soll, mä datt een och an engem Text Sanktioune virgesi soll wa Pollutioun geschitt.

D'Regierung hat beschloss, déi zwee Texter mateneen ëmzesetzen, virun allem well et e Ganzt ass.

De Conseil d'État huet zu dësem Gesetz zwee Avisen ofginn, mat enger Opposition formelle. Ech liesen Iech de Saz vir, deen déi Opposition formelle begräift: «La responsabilité pénale d'une personne morale n'est en l'état actuel prévue par aucune de nos lois et il n'y a aucune raison pour l'introduire dans le cadre du présent projet, alors que le projet de loi introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle, (…) entend précisément établir un cadre général pour la responsabilité des personnes morales. Aussi le Conseil d'État s'oppose-t-il formellement à l'introduction, en l'état et dans une matière spéciale, d'une dérogation à un des principes fondamentaux de notre droit pénal.»

De Justizminister huet de Projet de loi den 20. Abrëll 2007 schonn deponéiert a mir hunn, souwäit ech weess, nach ëmmer den Avis vum Conseil d'État net. Dat hei ass jo also och eng Opfuerderung fir dee Projet de loi iwwert d'Responsabilité pénale vun der Personne morale ëmzesetzen am Lëtzebuerger Droit.

E Wuert nach zu de Sanktiounen. Dir fannt déi, Här Goerens, am Artikel 4, Säit 8 um Dokument, wat Der virun Iech hutt.

M. Charles Goerens *(DP).*- Et ass awer e wichtege Projet, well Dir sidd schonn iwwer Är Zäit!

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Neen, neen, et ass nach ëmmer giel.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir sidd schonn dräi Minutten iwwert d'Zäit. Schléisst elo of, wann ech gelift.

M. Charles Goerens *(DP).*- Da sidd Der faarweblann.

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Wat d'Wichtegkeet vum Projet ugeet: Wann eng Katastroph gëschter gewiescht wär, Här President, hätt Der mer d'Wuert gelooss.

(Hilarité)

Si ka muer sinn, Här President!

(Interruption)

D'Sanktioune begräife fënnef bis zéng Joer an d'Strofe vu 5.000 bis 200.000 Euro.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat zur Essenz vun engem Projet, deen trotzdeem wichteg ass an deen och kéint fir Lëtzebuerg vu Wichtegkeet sinn; dat ass nëmmen d'Essenz dovun. Ech iwwerbréngen dann d'Zoustëmmung vun der LSAP.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Är Ausféierunge waren esou iwwerzeegend; ech gesinn, dass all déi aner Fraktiounen Iech voll zoustëmmen an domadder och den Accord an de Merci un Iech bréngen. Mir stëmmen elo of, well d'Regierung ass, wéi ech gesinn, och ganz zefridde mam Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5686 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den nächste Projet, dee mer um Ordre du jour hunn, ass e Partnerschaftsofkommes tëschent den EU-Länner an Turkmenistan. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel.

3. 5769 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Turkménistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 mai 1998

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet an dësem Projet de loi ëm en Accord de partenariat et de coopération zwëschent den Europäesche Communautéiten an hire Memberstaten op där enger Säit, an der Republik Turkmenistan op där anerer Säit.

Wéi et zu esou engem Accord komm ass, ass vläicht interessant ze erwähnen.

1989 hunn d'Europäesch Communautéiten en Accord iwwert de Commerce an d'Coopération commerciale et économique mat der Sowjetunioun ënnerschriwwen. No der Desintegratioun vun der Sowjetunioun sinn d'Effete vun deenen Accordë prolongéiert gi mat deene Staten, déi dunn onofhängeg gi sinn. An am Mäerz 1992 huet dunn de Conseil des Affaires générales der Europäescher Kommissioun den Uerder ginn, nei Accorden auszeschaffen.

Dës nei Accordë sinn eben déi APCen, déi Accords de partenariat et de coopération, vun deene mer haut schwätzen. Wat eng nei Form vun Accordë war, déi - wat ech wëll ënnersträichen - net esou wäit ginn, wéi déi aner klassesch Accorden, déi mer oft hei ofstëmmen, déi sougenannt ASAen, déi Accords de stabilisation et d'association, déi mer haaptsächlech mat osteuropäeschen an zentraleuropäesche Länner ofgeschloss hunn.

D'Accords de stabilisation et d'association, am Ënnerscheed zu den Accords de partenariat et de coopération, beinhalten nämlech och nach eng Clause de libre échange a mentionnéieren och d'Méiglechkeet fir der Europäescher Unioun bäizetrieden. D'APCen - an dësem Fall wou mer eng Partnerschaft mat Turkmenistan besigelen - gesinn dat selbstverständlech net vir.

D'APCe sinn och Accords mixtes, dat heescht si couvréieren Domäner, déi d'Europäesch Unioun uginn, an et ginn awer och Handlungsfelder, déi ënner national Kompetenze falen. Dofir musse mir och haut déi Accorden hei approuvéieren.

Et si schonn där APCe mat zéng Länner ënnerschriwwe ginn: Russland, Ukraine, Armenien, Aserbaidschan, Georgien, Kasachstan, Kirgisien, Usbekistan, Moldawien an de 5. Abrëll 2006 hate mer hei am Haus den APC mat Tadschikistan approuvéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt nach eng perséinlech Remarque maachen. Ech hoffen, dass d'EU an Zukunft och en zwieleften APC kann ënnerschreiwen, an dat mat Wäissrussland, wann do eng Kéier demokratesch Verhältnisser herrschen. Ech hoffen och, dass den internationalen Drock op déi Diktatur do weider unhält an dass déi demokratesch Kräften do ënnerstëtzt ginn, fir dass mer deen Exercice, dee mer haut hei mat Turkmenistan maachen, och mat deem Land kënne maachen.

Den Accord, iwwert dee mer haut ofstëmmen, huet also als Zil, eng Partnerschaft zwëschent Turkmenistan an der EU opzebauen, an dofir gesäit e vir, déi politesch, ekonomesch a kommerziell Relatiounen ze regelen. Dësen Accord ass eng Basis fir eng Kooperatioun an Domäner wéi zum Beispill dat Soziaalt, d'Finanzen, d'Wëssenschaft, d'Technologie an awer och d'Kultur.

An dem Préambule vun dësem Accord ass och nach de Wëlle festgehalen, d'Lienen zwëschent Turkmenistan an der EU an hire Memberlänner ze festegen an doduerch zu Fridden an zu Sécherheet bäizedroen.

An dësem Accord gëtt genau wéi an all deenen aneren APCen de politeschen Dialog groussgeschriwwen.

Här President, léif Frënn, a mengem schréftleche Rapport sinn ech am Detail op déi rezent Geschicht a politesch Entwécklung vun Turkmenistan agaangen. Dofir erlaben ech mer dat elo hei ganz kuerz mëndlech ze résuméieren.

Turkmenistan ass e Land vu 488.100 Quadratkilometer, et ass also 189-mol méi grouss wéi Lëtzebuerg, an an deem Land wunne 4,9 Milliounen Awunner, praktesch zéngmol méi wéi hei. D'turkmenesch Autoritéiten estiméieren hir Populatioun awer op sechs Milliounen Awunner.

Turkmenistan huet Grenze mat Usbekistan, Kasachstan, Afghanistan, Iran a mam Kaspesche Mier. Mir befannen eis hei also an engem Raum, deen, mengen ech, geopolitesch a geostrategesch enorm wichteg ass, besonnesch wann ee bedenkt, dass Turkmenistan Grenzen huet zum Iran an och zu Afghanistan.

Turkmenistan huet, am Géigesaz zu deene meeschten aneren zentralasiatesche Länner, vum ethnesche Standpunkt gesinn eng ganz homogen Bevölkerung; 98% vun der Gesamtbevölkerung sinn Turkmenen. Et kann een do vläicht soen, dass säit 2003 den deemolege President Niazov d'Zuel vun där russescher Bevölkerung erofgesat huet, andeems en d'Duebelnationalitéit ofgeschaaft huet an andeems en de Russen, déi an Turkmenistan gelieft hunn, et ganz schwéier gemaach huet fir sech um Aarbechtsmaart ze etabléieren. Du si ganz vill Russen zréck a Russland gaangen.

Säit senger Onofhängegkeet vun der Sowjetunioun am Joer 1991 bis an den Dezember 2006 gouf dat Land vum President Niazov quasi diktatoresch gefouert.

An engem Referendum 1991 huet sech d'Bevölkerung vun Turkmenistan zu 95% fir d'Ofspaltung vun der Sowjetunioun ausgeschwat a säitdeem huet sech och de President Niazov den Titel gi vum „Turkmenbashi", dat ass iwwersat de Papp vun den Turkmenen.

1994 huet hien duerch e Referendum d'Presidentewahlen, déi fir '97 virgesi waren, annulléiere gelooss an huet d'Constitutioun esou ännere gelooss, dass hien hätt kënne bis 2010 - bis zu sengem 70. Gebuertsdag - un der Muecht bleiwen.

2006 ass en awer dunn am Dezember gestuerwen, an déi Zäit, wou hie regéiert huet, ass net duerch Demokratie a Fräiheet gekennzeechent.

No sengem Doud koum et am Februar 2007 zu relativ ondemokratesche Wahlen, no deenen de fréiere Vizepremier Berdymukhammedow zum neie President gewielt gouf. Bei dëse Wahle war d'Oppositioun, déi am Exil war, net zougelooss.

Laut engem Bericht vun „Journalistes sans frontières" läit Turkmenistan, wat d'Pressefräiheet ugeet, op Plaz 167 vun 168 Länner. Wat Korruptioun ubelaangt, klasséiert „Transparency International" Turkmenistan als 162. Land op enger Lëscht vun 179. Och amnesty international zeechent ee ganz däischtert Bild, wat d'Situatioun vun de Mënscherechter ugeet.

An deem Kontext hunn och de Comité des droits de l'enfant an de Comité pour l'élimination de la discrimination vun der UNO inquiétant Rapporte virgeluecht.

Am Rapport mondial 2007/2008 iwwert den Développement humain ass d'Land op der 109. Positioun vun 177 Länner, wat den Indicateur vum Développement humain ugeet.

D'Aussepolitik vun Turkmenistan charakteriséiert sech duerch seng Neutralitéit, déi offiziell vun de Vereenten Natiounen unerkannt ass. Säit August 2005 ass Turkmenistan och net méi Member vun der CEI, der Communauté des États Indépendants. Turkmenistan wollt do just nach de Statut vum Observateur behalen.

D'Land ënnerhält awer ganz gutt Relatioune mat Russland a mat der Ukraine. Dat huet natierlech domat ze dinn, dass Russland d'Gazoducen, déi duerch dat Land ginn, kontrolléiert.

E wichtegen aussepolitesche Chantier ass de Statut vum Kaspesche Mier, wat jo laang nëmmen zwësche Russland, dann der Sowjetunioun an dem Iran gedeelt war, dat awer elo fënnef Urainerstaten zielt. Dës fënnef Länner kënne sech net iwwert de Statut vum Kaspesche Mier eenegen.

Et geet nämlech dorëm, festzeleeën, ob dat Kaspescht Mier e Mier ass oder e Séi. Dat ass eng wichteg Fro, well am internationale Recht gëtt et do grouss Differenzen, wat d'Exploitatioun vun deenen natierleche Ressourcen ugeet.

Zréck zum Accord wollt ech Iech nach soen, dass laut dësem Accord zwou Institutiounen agesat ginn, fir d'Mise en œuvre vun deem APC ze iwwerwaachen; eng op der exekutiver Säit, dat ass de Conseil de coopération, deen zesummegesat ass duerch d'Membere vum Conseil vun der Unioun a vun der Europäescher Kommissioun an natierlech och vu Membere vun der turkmenescher Regierung. Derniewent gëtt et och d'Commission parlementaire de la coopération, déi aus Membere vum Europaparlament a selbstverständlech aus Parlamentarier aus Turkmenistan zesummegesat ass.

Onse Statsrot erënnert a sengem Avis, dass mir als Europäer all Intérêt hunn, eis Presenz am Häerz vun Zentralasien ze renforcéieren. De Conseil d'État erënnert awer och un den Artikel 3 vun dësem APC, vun dësem Accord, wou drasteet, dass déi regional Kooperatioun soll favoriséiert ginn. An deem Kontext erënnert en un déi schwiereg Relatiounen, déi zwëschent Turkmenistan an Usbekistan bestinn.

Dir Dammen an Dir Hären, eng regional Kooperatioun, déi iergendwann eng Kéier zu enger regionaler Integratioun féiert, ass - mengen ech - eng ganz wichteg Saach. Mir hunn dat virdrun héieren, wéi den Ausseminister iwwert de Westbalkan geschwat huet, an och an dëser Regioun ass dat eng wichteg Fro.

Zum Ofschloss wollt ech Iech froen, genausou wéi de Statsrot eis dat recommandéiert, dëse Projet de loi ze approuvéieren. Ech wollt hei och den Accord gi fir dëse Projet de loi vun der LSAP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur, am Numm vun alle Gruppen heibannen. Ech géif proposéieren, dass mer dann zum Vote vum Projet de loi kéimen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5769 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Lucien Thiel), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 4985 relatif aux chiens. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Wagner, Schneider, Kox, Mehlen a Jaerling. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Marcel Oberweis.

4. 4985 - Projet de loi relatif aux chiens

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Statssekretärin, de virleiende Projet de loi 4985 relatif aux chiens, am Volleksmond och nach „Muppegesetz" genannt, gouf de 4. Juli 2002 vun deem deemolege Landwirtschaftsminister an der Chamber déposéiert.

Am Laf vun de Jore sinn awer dräimol Amendementer nogereecht ginn, an eis Chamberskommissioun huet a véier Sitzungen de Gesetzestext an och d'Avisë vum Statsrot diskutéiert.

De Projet baséiert op enger Rei vun Accidenter, déi an de leschte Joren, notamment an den 90er Joren, mat Hënn passéiert sinn. Et ass an der Chamberskommissioun gesot ginn, dass mir ronn eng Dosë bis 20 Accidenter - méi graver - hei am Land hunn, mä déi meescht nach ëmmer bannent de véier Wänn an de Wunnengen. Mir haten och Chance: Et koum zu kengem Doudesfall bei dësen Accidenter.

Och ass d'Unzuel vun de sougenannte geféierlechen Hënn - si ginn och gäre Kampfhënn genannt - zënter dem Ufank vun den 90er Jore staark an d'Luucht gaangen. Dat ass e Fait, dee fir Onsécherheet bei ville Leit an eiser Gesellschaft gesuergt huet. Derbäi kënnt awer, dass et heefeg zu bluddegen Tëschefäll tëschent méi groussen Hënn an och méi klenge Muppe komm ass.

Implizéiert waren awer wéi gesot bestëmmten Hënn, déi psychologesch oder psychesch Charakteristiken opweisen. Opgrond vun dësen Erkenntnisser huet déi deemoleg Regierung gemengt an décidéiert, am Beräich vun der Hondshaltung ze légiféréieren an de legale Kader un d'Gegebenheete vun onser Zäit unzepassen.

De Projet ass wéi gesot am Joer 2002 an d'Chamber komm. Par rapport zum initiale Gesetzestext sinn eng ganz Rei vun Dispositioune geännert ginn.

Virgesi war zum Beispill am deemolegen Text niewent der obligatorescher Kennzeechnung vun allen Hënn den allgemenge Léngtenzwang, an dat op allen öffentlech zougängleche Plazen, wéi Stroossen, Trottoiren, Parken, Bëscher an esou weider.

Fir déi sougenannte geféierlech Hënn waren awer nach extra Dispositioune virgesinn, zum Beispill dat obligatorescht Droe vum Maulkuerf. Och war dat progressiivt Verschwanne vun dësen Hënn virgesinn.

A sengem Avis vum Dezember 2002 huet de Statsrot sech net dem Prinzip widdersat, ze légiféréieren, awer en huet drop higewisen, dass de Projet a munche Punkten ze wäit an an aneren net wäit genuch géif goen.

Dësen Déséquiliber berout dem Statsrot no virun allem dorop, dass de Gesetzestext iwwert d'Hënn alleguer gehandelt huet, an net extra op déi sougenannte geféierlech Hënn agaangen ass. D'Zil misst et jo sinn, just gewësse Rassen ze reglementéieren oder ze verbidden do, wou gewosst ass, dass dës geféierlech Rassen ee Problem an der Gesellschaft duerstellen.

De Statsrot schreift och a sengem Avis vun deemools: „D'Geféierlechkeet vun engem Hond ass an de meeschte Fäll keen objektive Parameter, mä eendeiteg d'Verhale vun dem Hondsbesëtzer an deem säi Sënn fir Responsabilitéit."

An hie schlussfolgert deemools, et wier éischter beim Hondsbesëtzer ze légiféréieren an net beim Hond, well dee vun Natur net geféierlech wier. Den Hond kann een net fir säi Verhale responsabel maachen. Am Fall vun engem Accident ass d'Responsabilitéit villméi beim Propriétaire ze sichen. A well mir schonn eng ganz zolidd Gesetzgebung hunn am Fall vun Accidenter mat den Hënn, huet de Statsrot ënnerstrach, dass nëmmen op vereenzelte Punkte soll nogebessert ginn.

Am Code pénal hu mir den Artikel 556 mat sengen Nummeren 2 an 3, an am Code civil den Artikel 1385. An deem Sënn huet den deemolege Conseil d'État proposéiert, den Text vum Gesetz nach eng Kéier op de Leescht ze huelen an deen no véier Kritären ze beliichten.

En huet gefrot:

1. D'Dispositiounen, déi fir all Hënn gëllen, sollten nach eng Kéier iwwerduecht ginn, virun allem d'Fro vun der Proportionalitéit vun de pénale Sanktiounen an natierlech den administrativen Démarchen. Et sollt hei den Opwand fir d'Gemengen op engem räsonnabelen Niveau gehale ginn.

2. Am Fall vun engem Accident sollten d'Hondsbesëtzer méi responsabiliséiert ginn.

3. De Léngtenzwang sollt nëmmen do ugewannt ginn, wou en och ze justifiéiere wier. Hie schreift dozou: «Tout interdire revient à tout permettre.»

4. Et soll mat alle Moyenë versicht ginn, d'Chiens d'attaque ze verbidden, genee wéi hir Zuucht an den „Dressage au mordant".

Et koum dann zu der Grënnung vun der Petitiounslëscht „Mënschen mat Muppen", op där 16.500 Mënschen ënnerschriwwen haten.

D'Regierung huet an deene folgende Joren den Observatioune vum Statsrot Rechnung gedroen, andeems se ëmmer erëm nei Amendementer ausgeschafft huet.

Den 18. Januar 2007 sinn de Gesetzestext, d'Amendementer vun der Regierung an och den Avis vum Statsrot vum Dezember 2006 an der Agrarkommissioun op de Leescht geholl ginn. Mir hunn och eng ganz Rei vun interessanten a konstruktive Gespréicher a Réunioune gehat mat de concernéierte Leit vum Terrain. Esou hate mir empfaangen: d'Centrale Luxembourgeoise du Sport pour Chiens d'Utilité, de Lëtzebuerger Agility Club, d'Déiereschutzliga an och d'Delegatioun, déi d'Petitioun „Mënschen mat Muppen" eragereecht hat.

Opgrond vun dësen Iwwerleeungen ass et dann zu enger zweeter Serie vun Amendementer säitens der Regierung komm, wou eben och d'Bedenke vun den Associatiounen zum Deel awer konnten ausgeraumt ginn.

Och huet de Statsrot a sengem zweeten Avis complémentaire vum 27. November 2007 zu dësem Gesetzestext da Folgendes geschriwwen: «Le Conseil d'État constate que le dossier sous avis a évolué considérablement depuis le dépôt du premier projet en 2002 et il souligne que, s'il a toujours émis de sérieuses réserves par rapport à bon nombre des dispositions proposées, il n'entend pas faire obstacle à un dispositif approprié et proportionnel, pour autant que les mesures à prendre sont effectivement susceptibles de produire un résultat, à savoir qu'il y ait moins d'accidents impliquant des chiens et surtout que certains propriétaires adoptent un comportement plus responsable.»

Dëse Saz résuméiert dann och de Kader an d'Zilsetzunge vun dësem Projet.

Den Avis vum Statsrot ass den 30. Januar 2008 analyséiert ginn an de Rapport ass vun der Chamberskommissioun den 13. Februar ugeholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach e puer Aussoen zu de wichtegsten Dispositioune vun dem Gesetzesprojet ze ginn.

Den Artikel 1 gesäit vir, dass all Hond an Zukunft duerch en elektroneschen Chip enregistréiert muss ginn, an dat bannent véier Méint vu senger Gebuert. Déi Donnéeë ginn alleguer an enger Datebase gespäichert.

Den Artikel 2 definéiert déi Plazen, wou d'Hënn an d'Léngt geholl musse ginn. An dat sinn: bannent den Uertschaften, am öffentlechen Transport, an öffentleche Gebaier, op de Parkingen, bei den Tankstellen, während de Manifestatiounen, op de Sportsterrainen, de Vëlospisten an de Lafparcoursen.

Op all deenen anere Plazen, also an de Bëscher, op der fräier Gewan, de Feldweeër, do dierfen d'Hënn fräi lafen. Awer ëmmer ënnert der Viraussetzung, dass si vun hirem Besëtzer ëmmer erëm bei sech gepaff kënne ginn an ënner Kontroll geholl kënne ginn.

Bannent den Uertschafte kënnen d'Gemenge souguer exceptionnellement Plazen ausweisen, wou den Hond da fräi lafe gelooss gëtt. Awer och ëmmer esou, dass de Besëtzer säin Hond ënner Kontroll huet.

Ausserhalb vun enger Uertschaft kann d'Gemeng och Plazen ausweisen, wou den Hond dann an d'Léngt muss geholl ginn. Dat ass op deene Plazen, wou sech vill Leit begéinen. Zum Beispill op beléiften Trëppelweeër oder an Ecker a Plazen am Gréngen, wou d'Leit da gären hire Picknick maachen.

D'Artikelen 3 bis 5 beschreiwen, wien en Hond a wéini an der Gemeng umelle muss. Bei der Umeldung muss och e Certificat virgeluecht ginn, aus deem ervirgeet, wellecher Rass den Hond ugehéiert. Och muss de Propriétaire e Certificat presentéieren iwwer eng valabel Assurance Responsabilité civile. Déi deckt am Normalen héich Kierperschied a Sachschied of.

Et gëtt och kloer definéiert, wéi ee virgoe muss, wann den Hondsbesëtzer d'Gemeng wiesselt oder wann en Hond de Besëtzer wiesselt.

D'Artikele 6 bis 8 behandelen dann déi Hondstax, vun där ëmmer erëm diskutéiert gëtt, an och hire Montant, dee mindestens zéng Euro muss bedroen.

Den Artikel 9 ass ganz interessant - domat hu mer eis laang beschäftegt -, well e gëtt ënner anerem all Persoun elo d'Recht, déi mengt, den Noper hätt e béisen Hond, eppes ze soen awer och ze schreiwen.

E muss dem Buergermeeschter eng Note schreiwen, wou en da matdeelt, firwat den Nopeschhond dann elo e béise kéint sinn. Mä domat geet et net duer. Da muss de Buergermeeschter déi Deklaratioun weiderreechen un d'Verwaltung vun de Vétérinairen. Déi bestëmmen dann zum Beispill e Véidokter, deen da kontrolléiert.

An deem Fall wou den Noper Recht huet iwwert dee béisen Hond, muss de Mann, deem den Hond gehéiert, speziell Coursë matmaachen. Am schlëmmste Fall souguer muss den Hond e Maulkuerf ugedoe kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Net de Mënsch, mä den Hond.

(Hilarité)

De Propriétaire muss eventuell och en Trainingsprogramm mat dem Hond duerchzéien.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Am Fall awer, wou sech géif erausstellen, dass den Noper dat doten als Ulooss geholl hätt, muss hien déi Fraisën droen. Am anere Fall muss déi de Propriétaire selwer droen. Also wollt och de Gesetzgeber domat d'Abusën ënner Noperen e bëssen ausschalten.

Am zweete Chapiter ginn d'Artikelen 10 bis 20 behandelt. Do geet Rieds vun den Hënn, déi sech no der Vétérinairesverwaltung als geféierlech Hënn erweisen.

Net mir hunn dat gesot gehat, mä dat ware Leit, déi e bësse méi Ahnung hunn, wéi onsereen. Ech selwer fäerten d'Hënn, kann also guer net matschwätzen do. Am Spezielle gesäit de Gesetzestext eng Rei vu Mesurë vir, fir déi Leit, déi dat anhale mussen, déi Rassenhënn hunn.

Déi Rassen, déi am Artikel 10 opgelëscht sinn, mussen op alle Plazen un der Léngt gefouert ginn, ausser et gëtt duerch en Diplom nogewisen, dass se dat net brauchen.

Am Artikel 14 gëtt gesot, dass ee bei der Vollekszielung de 15. Oktober muss e Certificat hannerleeën, aus deem ervirgeet, dass de geféierlechen Hond kastréiert ass. Domat wëllt een dann och probéieren, dass déi Rasse verschwannen.

D'Besëtzer vun den Hënn mussen obligatoresch eng erfollegräich Formatioun matgemaach hunn a si musse mindestens 18 Joer al sinn.

Den Artikel 16 erkläert eendeiteg, wien dann esou Dressage-Coursen duerchféieren dierf. An dësem Kontext sief och gesot, dass nëmmen déi Leit, déi am Besëtz vun den néidegen Diplomer sinn, esou en Hond kafen an och importéieren dierfen.

An den Artikelen 18 an 19 gëtt kloer iwwert den „Dressage au mordant" geschwat, an och vun den Exceptiounen.

Et gëtt eendeiteg festgeschriwwen, wéini dësen Dressage duerchgeféiert dierf ginn

an zu wellechen Zwecker: notamment am Hondssport a fir déi Hënn, déi sech am Training befannen, zum Beispill fir de Sauvetage, d'Iwwerwaachung oder den Transport vu wäertvolle Saachen, fir d'Hondsstaffele vun der Arméi, der Polizei an der Douane.

An der Chamberskommissioun huet awer een Deel vun de Membere sech derfir ausgeschwat, dass den Training vu Juegdhënn net um Gibier vivant duerchgeféiert dierft ginn.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass schonn am Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz 2000 festgeluecht ginn ass, an ech zitéiere kuerz: «le dressage des chiens ne peut être réalisé moyennant l'usage d'animaux vivants».

Wann am Artikel 2 vun dem Léngtenzwang geschwat ginn ass, esou gesäit den Artikel 19 awer eng Rei vun Dispositioune vir, wou dësen Zwang da gelackert ka ginn: bei sportlechen Aktivitéiten oder Trainingsübunge fir den Hond, an och während der Juegd. An och bestëmmt fir den Hond, dee bei de Kéi op der Wiss ass, do wäert och kee Léngtenzwang musse sinn, well wéi géif den Hond soss de Kéi nolafe kënnen? Och dat ass erlaabt ginn.

De Chapitre 3 handelt dann iwwert de Strofekatalog, am Fall wou en Hondsbesëtzer sech net un d'Spillregele vun dësem Gesetz hält.

D'Strofen am Artikel 21 si ganz villfälteg a variéieren och jee nom Delikt.

Wann een zum Beispill d'Dispositioune fir déi sougenannte geféierlech Hënn net erfëllt, kann ee mat enger Geldstrof tëschent 25 Euro bis zu 20.000 Euro rechnen a maximal zwee Joer Prisong riskéieren. An der éischter Virlag war d'Mindeststrof nach 250 Euro. Derniewent kënnen d'Agente vun der Polizei, der Douane, den Eaux et Forêts och e Procèsverbal schreiwen, wa sech net un de Gesetzestext gehale gëtt.

Am schlëmmste Fall - a mir hoffen, dat trëtt net an - kann den Hond souguer ageschléifert ginn. Duerfir muss awer vum Procureur d'État eng Autorisatioun virleien.

All dës Mesuren an Oplage souwéi dee strenge Strofekatalog sollen derzou bäidroen, dass d'Hondsbesëtzer méi responsabiliséiert ginn. Domadder soll awer och ënnerbonne ginn, dass verschidde Leit dës Hënn just als Statussymbol mëssbrauchen an net am Interessi vun der Rass handelen.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Am Artikel 24 gëtt och vun de Fourrièrë geschwat. All Gemeng sollt esou eng Ariichtung hunn. Wa se awer keng huet, da ka se bei der Nopeschgemeng mat profitéieren oder awer Servicer zum Beispill vum Déierenasyl an Usproch huelen.

Den Artikel 26 gesäit da vir, dass all Besëtzer vun Hënn, déi méi al wéi véier Méint sinn, d'Aufgaben, déi mat dësem Gesetz verbonne sinn, bannent néng Méint nom Akraafttriede vum Gesetz durchféiere mussen.

D'Asetze vun engem Elektrochip zum Beispill muss dann duerchgeféiert ginn. Mä den Hond muss gechipt ginn an net de Mënsch.

(Hilarité)

Zum Schluss vu mengen Ausféierunge kommen ech awer net derlaanscht, nach eng Kéier ze widderhuelen, dass et net den Hond ass, deen hei am Viséier vum Gesetzestext ass, mä villméi dee Mënsch, deen hannert der Léngt steet.

Och den Hondsbesëtzer muss sech virun Aen halen, dass hien eng grouss Responsabilitéit dréit, well a priori all Hond vun Natur net geféierlech ass, ausser e gëtt duerch Dressage vum Mënsch dozou gedriwwen. Dat heescht, den Hondsbesëtzer muss och da responsabiliséiert ginn, wann hie sengem Déier, dat jo anscheinend säi beschte Frënd ass, dat alles undeet an en zu engem geféierlechen Objet géif degradéieren.

Ech hoffen, dass et duerch dëse Gesetzesprojet zu engem méi grousse Versteesdemech tëschent de Mënsche mat Muppen an deenen ouni Muppe kënnt.

Am Numm vun der Fraktioun vun der CSV bréngen ech den Accord hei eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci. Als éischte Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren, handelt et sech ëm een Text, dee laang um Instanzewee war. Et pour cause!

Et geet hei ëm een Text, dee regele soll, wéi een d'Leit virun den Hënn protegéiere kann. Dat ass schonn a sech eleng eng Kontradiktioun, stellt den Hond dach an den Ae vun eis all, a ganz speziell fir déi Leit, déi en Hond besëtzen, en treie Weggefährten duer. Dat ass dat Bild, wat mer bis dato a bis virun e puer Joer hate vun de Muppen.

Or, et ass an de leschte Joren ëmmer méi heefeg virkomm, datt Leit an, nach vill méi schlëmm, Kanner vun engem Mupp ugegraff gi sinn. Dat hat als Konsequenz, datt och hei am Land huet misse reagéiert ginn an décidéiert ginn ass, déi aktuell Gesetzestexter, wat d'Haltung vun de Muppen ubelaangt, ze adaptéieren.

Déi Fro, déi ee sech awer an deem Kontext stelle muss, ass déi, firwat - net op eemol, well esou Fäll vun Ugréff ass et sécher an der Vergaangenheet och ginn -, mä firwat elo esou heefeg. Et vergeet net eng Woch, wou een net an den auslännesche Medien héiert oder liest, datt e Mënsch vun engem Hond ugegraff ginn ass, wat nach méi schlëmm ass, wéi gesot, wann et sech dobäi ëm e Kand handelt.

Déi Erklärungen, déi opgefouert ginn, sinn dann déi, déi eis zur Genüge bekannt sinn. Do gëtt geschwat vun Iwwerziichtung, besonnesch bei verschiddene Rassen, wéi se och elo am Projet de loi opgefouert sinn. Ech brauch net méi alleguerten dës Dénger opzezielen, de Rapporteur huet dat scho gemaach a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport, fir deen ech dem honorabelen Här Oberweis hei wëll félicitéieren a Merci soen. Hien huet eis hei mat senger üblecher Begeeschterung a professioneller Aart a Weis dee Projet de loi virgeluecht.

Et ass jo och scho laang debattéiert ginn iwwert d'Hierarchisatioun an der Oplëschtung vun deene Muppen, déi geféierlech sinn oder geféierlech kënnte sinn. Am Endeffekt ass zréckbehale ginn, datt déi Hënn, déi susceptibel sinn, geféierlech ze sinn, opgelëscht ginn.

Ausserdeem gesäit deeselwechten Artikel dann awer och Dispositioune vir, wou vum Veterinärsamt festgestallt ka ginn, ob en Hond geféierlech ass.

Wann een elo zréckkuckt an d'Evolutioun vun deem Text, deen eis elo virläit, analyséiert, da stellt ee fest, datt en à l'origine an engem wesentleche Punkt verschidde war, an dat ass, datt e fir all Muppen, also egal vu wéi enger Rass, méi restriktiv war.

Et ass en effet net richteg ze behaapten, datt ee Mupp méi schlecht ass wéi deen aneren. De Mupp entwéckelt sech esou, wéi e gezillt gëtt. Ech mengen, mir sinn eis doriwwer heibannen alleguerten eens.

Et kënnt een elo laang doriwwer diskutéieren, ob déi sëlleche Kräizungen - zum Beispill Staffordshire, fir dann nëmmen déi ze nennen - bewierkt hunn, datt se vun de Genen hier en Aggressivitéitspotenzial matbréngen, dat méi grouss ass, wéi dat bei anere Muppen de Fall ass.

Tatsaach awer ass a bleift, datt verschidde Muppe vun hirer Morphologie hier méi geféierlech si wéi anerer. Duerfir si se och elo expressis verbis am Text opgelëscht. Mä et ass awer e Fait - an do kommen ech erëm zu den Ursaachen, firwat elo esou heefeg Leit a Kanner vun Hënn ugegraff ginn -, datt ze fäerten ass, datt eis Gesellschaft eng Evolutioun kennt, wou deen een ëmmer manner Rücksicht op deen aneren hëlt.

Vill Leit si sech och zum Deel net bewosst, wat fir en Engagement se aginn, wa se e Mupp an hire Foyer ophuelen. Dat ass eng grouss Verantwortung an de Weggefährten, vun deem ech virdru geschwat hunn, verlaangt, datt ee sech richteg ëm e këmmert. Hei kënnt dann och dat an d'Spill, wat ech elo just gesot hunn. Wa verschidde Leit schonn ëmmer manner Rücksicht een op deen aneren huelen, da fäerten ech, gëtt et och schwéier, fir en Hond, e Mupp richteg ze erzéien.

Leider ginn oft déi elo als geféierlech agestuufte Rassen och vu Leit mëssbraucht, fir sech e gewëssene Respekt dobaussen ze verschafen. Besonnesch elo, wou Accidenter bekannt sinn oder déi Hënn leider negativ opgefall sinn, huet een d'Impressioun, datt dee Phenomeen méi heefeg ginn ass.

Jiddferengem heibannen, behaapten ech elo emol, ass schonn eng Kéier opgefall, datt, wann eng Persoun mat engem sougenannte geféierlechen Hond enger anerer Persoun iwwert de Wee gelaf ass, déi dann net ganz berouegt laanschtgaangen ass oder e grousse Bou ronderëm deen Hond gemaach huet.

Et kann natierlech och net sinn, datt ee sech net méi fräi bewege kann a fäerte muss - à tort ou à raison -, datt ee vun engem Hond ugegraff gëtt. Duerfir ass et wichteg, datt déi als geféierlech agestuufte Rasse permanent un der Léngt gefouert musse ginn.

Et ass och dann an därselwechter Logik richteg, datt déi Leit, déi esou e Mupp hunn, e spezielle Stage matmaache mussen, groussjähreg musse sinn an net däerfe virbestrooft sinn. Natierlech mussen déi Hënn och selwer dresséiert sinn an natierlech den Ufuerderunge vun deene Coursë gerecht ginn.

De Fait, fir et méi schwéier ze maachen, fir an de Besëtz vun engem Hond ze kommen, dee susceptibel ass geféierlech ze sinn, gëtt och nach doduerch verschäerft, datt, wann een esou en Hond aus dem Ausland huele wëllt, een eng Autorisation spéciale vum Minister muss hunn. Domadder ass natierlech bewierkt ginn, datt et e bësselche méi schwéier gëtt, fir esou en Hond an d'Land ze kréien, an datt also an Zukunft manner där Hënn wäerten hei sinn.

Wéi gesot, dat Ganzt vun haut ass a sech eng Debatt, déi ech ganz schued fannen. Et weess een, datt een iergendwou légiféréiere muss. Mir mussen eis op d'mannst bewosst sinn, datt mer haut esou wäit sinn, well et eis eege Schold ass, awer sécher net déi vun den Hënn!

Här President, dëse Projet de loi traitéiert jo net nëmme vun deene sougenannte geféierlechen Hënn oder, wéi den Text seet, «des chiens susceptibles d'être dangereux.»

Mat dësem Text, deen haut hei gestëmmt soll ginn, ginn d'Fräiheete vun den Hënn an deene Leit, déi en Hond hunn, am Allgemengen ageschränkt.

Wann den initialen Text zréckbehale gi wier, dann hätten d'Muppen alleguer bal iwwerall un der Léngt geféiert misse ginn. Wat an deem Kontext mir perséinlech, als engem, dee selwer zwee Muppen huet, net oft genuch ervirgestrach ginn ass, ass de Fait, datt een d'Hënn net onbedéngt manner aggressiv mécht, andeem ee se permanent un der Léngt féiere muss.

E Mupp...

(Interruption)

Gelift?

M. le Président.- Här Wagner, erlaabt Der, datt den Här Minister Boden Iech eng Fro stellt?

M. Carlo Wagner *(DP).*- Jo.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här Wagner, Dir wësst jo, datt dat, wat Dir elo gesot hutt, net richteg ass. Dir waart selwer an der Regierung.

(Interruption)

Wéi dee Projet de loi ausgeschafft ginn ass, war guer net geduecht, datt ausserhalb vun den Agglomeratiounen iwwerall soll verbuede ginn, datt d'Hënn géife lafen. Dir wësst dat parfaitement. Den Text war vläicht e bësse mëssverständlech, dat ginn ech souguer zou, mä Dir wësst, datt et ni esou geduecht war.

Dir waart selwer an der Regierung, Dir hutt also dee Projet do mat ënnerstëtzt. Duerfir misst Dir och vläicht e bësse méi objektiv doriwwer schwätze kënnen.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Neen, ech fannen, Här Boden, Dir waart fir eng Kéier erstaunlech schnell, well ech kommen nach dorobber ze schwätzen.

(Hilarité)

E Mupp, deen un enger Léngt ass an deen an eng méi speziell Situatioun geréit, riskéiert automatesch méi aggressiv ze sinn, well e sech bedroht fillt an agëenkt fillt. Fir e Mupp ass et net natierlech, ugestréckt ze sinn. Et geet en fait géint seng Natur a géint säin natierlechen Instinkt. Duerfir muss een him och déi néideg Fräiheete schafen, fir sech kënne fräi ze bewegen.

Et ass aus deem Grond, Här Minister, dann och ze begréissen, datt ausserhalb vun den Uertschaften d'Muppe weiderhi fräi lafe kënnen. Innerhalb vun den Uertschafte kënnen d'Gemengenautoritéiten och Zone virgesinn, wou d'Muppen och fräi lafe kënnen. Et ass awer och de Gemengen iwwerlooss ze décidéieren, ob se ausserhalb vun den Uertschaften op hirem Territoire op bestëmmten, vill fréquentéierte Plazen d'Léngt obligatoresch maache wëllen.

Eng Neierung ass dann och déi, datt déi, déi sech vun engem Hond bedroht fillen, dat schréftlech der Gemeng matdeele kënnen. Et ass gutt, datt e puer Hemmschwellen agebaut gi sinn, fir ze évitéieren, datt et hei géif zu Abusë kommen. Wéi gesot, et gëtt d'Méiglechkeet vun enger Déclaration oder Réclamation écrite, mä et ass awer och e Fait, datt, wann d'Veterinärsverwaltung feststellt, datt déi Beschëllegungen net begrënnt sinn, dann d'Fraisën ze bezuele si vun deem, dee sech zu Onrecht beschwéiert huet.

Mat dësem Text soll dann och den Chip obligatoresch agefouert ginn, wat ouni Zweifel eng exzellent Mesure ass. Wéi déi Identifikatioun soll gemaach ginn, sollt iwwer e Règlement grand-ducal festgehale ginn, dee leider awer nach net an der Kommissioun examinéiert konnt ginn, well ee sech anscheinend nach net ganz kloer ass, wéi dat fonctionnéiere soll.

De Fait, datt et dat Reglement nach net gëtt, ass ouni Zweifel net glécklech, well mer hei eng Dispositioun unhuele sollen, vun där mer elo emol nach net wëssen, wéi mer se sollen an d'Praxis ëmsetzen.

Den Här Minister oder d'Madame Statssekretärin kënnen eis awer vläicht duerno heiriwwer Detailer ginn an eis soen, wéi wäit se mat dem Ausaarbechte vun deem Reglement sinn.

Et ass awer ze begréissen, datt d'Geldstrofe par rapport zu där éischter Mouture op alle Fall méi de Realitéiten ugepasst si ginn.

Och gesinn d'Dispositioune vum Text vir, datt déi Leit, déi e Mupp besëtzen, eng Haftflichtversécherung mussen ofschléissen, déi da spillt, wann en Hond e Schued verursaacht. Do ass awer an der Kommissioun och effectivement preziséiert ginn, an ech mengen och am Exposé des motifs oder an der Erklärung zu verschiddenen Artikelen, datt een net eng speziell Haftflicht brauch fir en Hond, mä datt déi allgemeng Haftflicht gëllt an deem Fall.

Des Weidere sinn eng ganz Rei vu Prozedure virgesinn, wat d'Umellen an d'Ofmelle vun den Hënn an deene jeeweilege Gemengen ubelaangt. Do sinn och eng ganz Rei vu Pièces justificatives virgesinn. Ech brauch hei net méi an den Detail ze goen, de Rapporteur huet dat scho gemaach.

Här President, ier ech zum Schluss kommen, wëll ech dann och op eng Saach ze schwätze kommen, déi an der Kommissioun diskutéiert ginn ass, an dat ass déi, datt ee preziséiere soll, datt beim Dresséiere vu Juegdhënn drop verzicht gëtt, datt déi trainéiert ginn, liewegt Wëld ze joen. Also, fir ganz kloer ze sinn, si sollen net op Hetzjuegd trainéiert ginn, wat an eisen Aen alleguerten Tierquälerei ass.

Et ass eis awer och effectivement gesot ginn an der Kommissioun, datt schonn e Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz 2000 dat formellement verbitt.

Här President, wann ech dësen Text Revue passéieren, muss ech Iech soen, datt et mer schwéierfält, en eenheetleche Jugement ofzeginn, besonnesch well heivunner all Hond betraff ass, also och déi gutt a brav Hënn, déi Hënn, déi anstänneg erzu sinn.

Mir stelle fest, datt mer op där enger Säit d'Fräiheet vun de Leit, déi e Mupp hunn, an och besonnesch dem Mupp seng Fräiheet aschränken. Genausou richteg ass et awer och, datt d'Fräiheet vun där Persoun, déi den Trottoir beispillsweis wiessele muss aus Angscht virun engem Hond, och ageschränkt ass.

Mir stelle fest, datt, op d'mannst wat d'Morphologie vun den Hënn ubelaangt, bestëmmte Rasse méi geféierlech si wéi anerer an duerfir och am Text opgelëscht sinn.

Mir stellen awer och fest, datt praktesch all Mupp à la rigueur geféierlech ka sinn oder geféierlech ka gemaach ginn, an duerfir hu mer Regele fir all Mupp festgehalen.

Mir stelle weider fest, datt et de Muppen hir Schold net ass, mä éischter eis eegen, oder besser gesot, vereenzelte Muppebesëtzer hir, datt mer iwwerhaapt haut mussen hei op där Plaz légiféréieren.

Mir stellen also fest, datt mer als Gesellschaft net à même sinn, eis richteg ëm en Hond ze bekëmmeren, an duerfir leeë mer eis elo Contrainten op. Mir gehéieren also un d'Léngt. A well mer eben esou sinn, wéi mer sinn, huele mer den Hond mat drun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net einfach fir e Liberalen, sech un eng

Léngt huelen ze loossen oder Gesetzer ze stëmmen, déi d'Fräiheet aschränken. Mä e Liberale weess och, wat fir eng Verantwortung hien huet vis-à-vis vu sech an awer och vun deenen anere Leit, an duerfir, Här President, wäert d'Demokratesch Partei dësem Gesetz mat gemëschte Gefiller zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Carlo Wagner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Romain Schneider agedroen. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif mech fir d'éischt beim Marcel Oberweis, dem Rapporteur, bedanke fir säi mënschlechen, awer och mëndleche Rapport, deen hien de Mëtteg hei gemaach huet, niewent sengem exzellente schréftlechen, deen hien eis ofgeliwwert huet an deen déi ganz Problematik vum Hondsgesetz erëmgespigelt huet.

Am Rapport fanne mer ganz genau d'Originen erëm, déi un der Basis louchen, fir dëst Gesetz opzebauen, dat sougenanntent Hondsgesetz. E Gesetz, mat deem mer eis hei de Mëtteg eng ganz wichteg legal Basis schafen, fir éischtens Mëssbräich entgéintzewierken an zweetens virun allem fir schwéier Accidenter probéieren ze évitéieren.

Och wa mer - de Marcel Oberweis huet et zitéiert an de Carlo Wagner zum Deel och - hei zu Lëtzebuerg mat Wëssen nach keng ganz schwéier Fäll vun déidlechen Attacken haten, esou wësse mer awer alleguerten aus eisem Bekanntekrees, datt et och hei zu Lëtzebuerg u Kanner respektiv u Leit esou eng Attacke gi sinn a meeschtens dës Leit oder dës Kanner virun allem fir hiert Liewen entstallt sinn.

Och dat soll gewosst sinn, wa mer hei iwwert dëst Hondsgesetz schwätzen. A wa mer och hei zu Lëtzebuerg Gott sei Dank eng Press hunn, déi esou eng Faiten net esou grouss opspillt, wéi dat am Ausland de Fall ass, wou dann all Kéiers op där éischter Säit grouss Fotoen ofgemoolt sinn an dat och derniewent zitéiert ass, solle mer hei schonn dës Basis schafen, fir deem entgéintzewierken. Well meng Devise ass déi, datt selbstverständlech jiddfereen zu sengem Recht soll kommen.

Ech hunn déi grouss Chance, selwer en Hondsbesëtzer ze sinn, a freeë mech och all Dag mat deem Déier kënnen zesummen ze sinn, wéi och eng ganz Rei vun Deputéierten heibannen an dausende vu Leit dobaussen. Mä derniewent muss een och all Mënsch hei zu Lëtzebuerg an och am Ausland d'Recht zougestoen, datt hien effektiv Angscht virun engem Déier kann hunn, datt e Respekt virun deenen Déieren huet.

Hei muss eis Gesellschaft och wierklech virbildlech ëmgoen domat, fir och ganz einfach där Angscht vun de Leit virun den Déieren, virun den Hënn entgéintzewierken.

Duerfir mengen ech och, datt mer dëst Gesetz esou opgebaut hunn. No der éischter Revisioun vum Statsrot hu mer alles gemaach als Kommissioun, alles gemaach als Fraktiounen, alles gemaach als Politiker, fir eenzel Organisatiounen ze empfänken, fir eis mat deenen zesummenzesetzen, fir ze probéieren, e Gesetz ze maachen, dat eis all Méiglechkeete vu Strofe respektiv Restriktiounen opmécht, mä dat derniewent awer och all deenen dausende Leit, déi korrekt mat hiren Hënn ëmginn, d'Méiglechkeet gëtt, weiderzefonctionnéieren an deem Sënn, an deem se eigentlech och hiert Déier ugeschaaft hunn, aus Déiereléift souzesoen, als Frënd vum Mënsch, deen - mengen ech - och a schwéiere Situatiounen de Leit Bäistand ka ginn.

Derniewent awer wéi gesot hu mer deen anere Phenomeen, datt eng ganz Rei vu Leit - et ass eng minimal Zuel - effektiv Hënn benotzen, éischtens, fir ganz einfach Mëssbrauch domat ze maachen, fir anzeschüchteren an derniewent awer och fir Gewalt auszeüben.

Dat kënne mer eis als Gesellschaft net erlaben. Mir mussen och als Politiker hei d'Verantwortung iwwerhuelen, fir e Gesetz ze maachen, mat deem mer déi legal Basis schafen, fir deem entgéintzewierken, wann dat de Fall ass. Dat war bis elo net méiglech, an duerfir ass et gutt, datt mer esou e Gesetz schafen.

Et ass och gutt, datt mer no deene Gespréicher, déi mer mat deenen eenzelnen Organisatiounen haten, e flotte Wee fonnt hunn, fir dat ze ëmgoen an eigentlech e gudde Cumul ze fannen tëschent enger praktescher Handhabung an enger theoretescher Applikatioun.

Wéi gesäit elo deen nogebesserte Projet de loi aus? - An ech betounen hei effektiv noge„bessert", well ech wierklech fannen, datt dee Projet, deen elo de Mëtteg zur Ofstëmmung hei virläit, e verbesserte Projet ass par rapport zum Projet, dee mer am Ufank haten, dee sech awer och erginn huet opgrond vun enger Rei Experienzen, déi och am Ausland waren, awer och virun allem opgrond vun enger Rei Aussoen, déi mer vun Organisatiounen a Groupementer kritt hunn.

Deen neie Projet de loi gesäit also vir - an deem stëmmen ech ganz zou, well et wichteg ass -, datt mer déi elektronesch Erfaassung kréien. Am Ausland ass dat jo ganz dacks de Fall. Mir wëssen, wa mer heiansdo mat den Hënn an d'Vakanz ginn, da muss ee schonn esou een Chip hunn, fir en Hond kënne matzehuelen. Et ass also gutt, datt mer eis och hei ulehnen un déi international Regelen, déi et generell an dësem Beräich gëtt.

Derniewent ass d'Léngt awer och wichteg. Et war jo och eng ganz grouss Diskussioun an der Press, an der geschwatener an an der geschriwwener Press, doriwwer, wat de Léngtenzwang betrëfft. Ech mengen, hei hu mer eng flott Formel fonnt, andeem et effektiv do, wou eng grouss Usammlung vu Leit ass, wierklech eng Obligatioun ass, den Hond un d'Léngt ze huelen. Wou awer keen an der Géigend ass, wou effektiv den Hond sech ka fräi bewegen, wou effektiv kee muss den Hond fäerten, jiddfereen och d'Recht huet, sech fräi ze bewegen, do besteet d'Méiglechkeet, och den Hond lafen ze loossen, den Hond sech défouléieren ze loossen, esou wéi mir dat als Mënschen...

(Hilarité)

...och heiansdo gäre selwer maachen. Déi Fräiheet, mengen ech, muss een den Déiere loossen an déi gi mer hinne gären.

Derniewent musse mer alleguerten eis Verantwortung iwwerhuelen. Hei zitéieren ech virun allem de Propriétaire, dee seng Verantwortung muss iwwerhuelen, andeem hien drop oppasst, wann eng Persoun him entgéintkënnt, an dann einfach den Hond direkt un d'Léngt hëlt an effektiv direkt déi éischt Angscht virun enger Attack respektiv virun engem Beschnupperen ewechhält, well deen anere jo net wësse kann, ob den Hond geféierlech ass oder net. Dat Recht muss ee jiddferengem zougestoen.

Et ass och gutt, datt mer d'Zorte vun de Rassen op e Minimum reduzéiert hunn. Mä vun deene Rassen, déi hei zitéiert ginn, krute mer och ganz kloer vun Experte gesot, datt se effektiv am Fong méi geféierlech sinn, wéi aner Rassen.

Selbstverständlech gëtt am Prinzip all Hond esou geféierlech, esou aggressiv, wéi en effektiv vu sengem Propriétaire gemaach gëtt. Mä dat hei sinn effektiv verschidde Rassen, wou dat awer méi no läit.

Et ass och wichteg ze soen, datt, och wa mer am éischten Text eigentlech d'Roll vum Buergermeeschter nach vill méi agëenkt haten, mer eng nei Formel fonnt hunn. Ech géif awer och selwer op dëser Plaz soen, och als Buergermeeschter vun enger Stad, datt och hei déi politesch Verantwortlech hir Responsabilitéit mussen iwwerhuelen.

Et kann net sinn, datt, wann op Plazen d'Leit no Sécherheet froen, d'Leit no Appui froen, fir effektiv a Sécherheet kënnen ze liewen, de Buergermeeschter net eng Verantwortung muss iwwerhuelen. Hien ass selbstverständlech net déi Persoun, déi driwwer jugéiere kann, ob en Hond dann elo aggressiv ass oder net, dat schéngt mer kloer. Mä hie muss awer déi Persoun sinn, déi als Éischt ka kontaktéiert ginn, fir dat dann ebe weiderzeginn un déi Verwaltung, déi duerfir Spezialisten huet, fir dat doten ze ënnersichen.

Ech fannen, datt mer hei zesummen e flotte Kompromëss fonnt hunn, wou op där enger Säit d'Responsabilitéit bewahrt bleift, an op där anerer Säit d'Kompetenz awer och ganz kloer verdeelt ass.

D'Gemenge kréien an deem Kontext och eng ganz Rei vun Aarbechten derbäi. Dat ass gewosst. Mir mussen och am Ufank probéieren, zesumme mam Innenminister eng Circulaire auszeschaffen, déi dat eise Gemengebeamte verständlech eriwwerbréngt.

Mir mussen och Kontakt ophuele mat dem zoustännege Syndikat, dem SIGI, fir e Formulaire auszeschaffen, deen uniform ass, e Formulaire-type fir d'Umeldung vun den Hënn, respektiv och mat all de Pièce. De Marcel Oberweis huet zitéiert, wat alles derbäigehéiert zu esou engem sougenannte Carnet, zu esou enger Umeldung, an derniewent och zitéiert, wat derbäigehéiert beim Transfert vun der Adress vun engem Hondsbesëtzer mat sengem Hond. All déi Saache mussen am Virfeld ganz kloer mat de Gemengen ofgecheckt ginn.

Mir haten an der leschter Kommissioun och déi Diskussioun doriwwer, an déi Bereetschaft ass direkt komm, fir op dee Wee ze goen, wéi et eigentlech ëmmer bei Gesetzer ass, déi iwwergräifend op d'Gemenge sinn.

Wat d'Strofe betrëfft, wësse mer, datt se zum Deel reduzéiert goufen, datt se zum Deel virun allem e repressiven, pénale Charakter kritt hunn. Och hei ass et e Wee, deen eng Rei Méiglechkeeten opmécht.

Eng gutt Léisung hu mer och fonnt fir d'Fourrièren, wou fir d'éischt geduecht war, datt jiddfereen esou eng Fourrière misst stellen, awer datt dat relativ onméiglech ass, wësse mer alleguerten. Et kënnen net de Moment 116 Gemenge sech eng Fourrière uleeën. Hei gesäit de Projet elo ganz kloer vir, datt mer eis e Syndicat intercommunal de fourrières kënne virstellen, respektiv iwwert den Déierenasyl zesumme kënnen ausschaffen, wéi eng Méiglechkeete bestinn, déi Déieren dann dee Moment ënnerdaach ze bréngen, wann et effektiv muss sinn.

Dat meescht iwwert de Fong vum Gesetz, dat meescht iwwert déi eenzel Dispositiounen ass gesot gi vum Rapporteur an och ergänzend vum Carlo Wagner. Ech mengen nach eng Kéier zum Ofschloss, datt mer wierklech eng wichteg legal Basis hei schafen, déi eis géint Mëssbräich schützt an déi op där anerer Säit awer virun allem der Freed um Déier kee Stopp gëtt, mä éischter en neien Impuls gëtt, fir eigentlech och hei eis Gesellschaft esou ze forméieren, datt mer, wéi ech gesot hunn, op där enger Säit deenen engen d'Recht ginn, eng Gefor ze gesi respektiv Angscht ze hu virun den Déieren, an op där anerer Säit awer och probéieren, datt mer déi 95%, déi wierklech gutt bis elo konnten domat liewen, och virun esou ënnerstëtzen.

An deem Sënn géif ech och säitens der LSAP den Accord zu dësem Gesetz ginn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Schneider Merci. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech fir d'éischt och dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport Merci soen.

Dës Gesetzespropos huet jo schonn zu ganz villen Diskussioune gefouert, net nëmmen innerhalb vun der Agrarkommissioun, mä och dobaussen, an dat besonnesch ënnert den Hondsbesëtzer. Schliesslech ass et jo och zu enger Petitioun komm. Dem Chamberspresident goufen - mengen ech - iwwer 16.000 Ënnerschréften iwwerreecht.

Dës Gesetzespropos huet souguer e fréiere Minister dozou verleet, ze schreiwen, datt mir hei zu Lëtzebuerg just nach iwwer Muppe géife schwätzen an déi eigentlech Problemer net méi géife léise respektiv déif gräifend Debatten net méi géife féieren.

Ech hoffen, datt de gudde Mann duerch déi Debatten, déi mer gëschter hei an der Chamber gefouert hunn, enges Besseres beléiert gouf.

(Interruption)

Och d'Muppen däerfen a musse kënnen an engem Parlament behandelt ginn, besonnesch dann, wann et sech erausstellt, datt et jo a sech net den Hond ass, dee gemengt ass, mä éischter dem Hond säi Meeschter oder d'Meeschtesch, déi cibléiert sinn.

Och wa mer haut, sechs Joer nom Dépôt vun dësem Gesetz, elo zum Vote hei kommen, sinn déi Gréng mat dësem Gesetz awer nach net averstanen. Sécherlech sinn eng ganz Rei vun Ännerungen agefloss, wouriwwer mir och frou sinn. Et bleiwen awer nach eng ganz Rei vu Punkten an dësem Gesetz, déi mir net kënne matdroen, an duerfir wäerte mir och net eis Ënnerstëtzung dozou ginn.

Besonnesch dräi Punkte wéilt ech hei méi am Detail behandelen: Dat ass, éischtens, d'Andeelung vun de Muppen a gutt an a vermeintlech geféierlech Hënn, zweetens, d'Ausbildung au mordant an drëttens d'Exceptioune fir d'Juegdhënn.

E weidere Punkt, deen een nach hei derbäi kann huelen, ass den administrativen Opwand, deen d'Gemenge mat dësem Gesetz wäerte kréien. Sécherlech sinn eng ganz Rei vu Verbesserungen duerch d'Aarbechte vun der Kommissioun erreecht ginn, et bleift awer nach ëmmer e groussen Deel bei de Gemengen hänken.

Et geet hei ëm e Gesetz, wat beim Dépôt viru sechs Joer nach e ganz restriktiven Ëmgang mat de Muppe virgeschriwwen hat. Dobäi huet besonnesch deen allgemenge Léngtenzwang fir d'Muppen zu där grousser Mobiliséierung ënnert den Hondsbesëtzer bäigedroen. Eng Mobiliséierung, déi schlussendlech och zu enger neier Hondsassociatioun gefouert huet. Eng Associatioun, déi sech vill Méi gemaach huet, fir méi eng differenzéiert Approche

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

vis-à-vis vun de Muppen unzehuelen. Si huet jiddefalls de Mérite, datt eng ganz Rei Elementer aus dësem Gesetz méi déif gräifend behandelt goufen an och deelweis geännert konnte ginn; net nëmme wat d'Léngteflicht ugeet, mä och beim allgemengen Ëmgang mam Hond selwer.

Mä et waren net nëmme si, déi mir gesinn an héieren hunn. Mir hunn eis relativ oft a laang mam Hondsgesetz beschäftegt. Besonnesch op Initiativ vun eisem äifrege Kommissiounspresident hu mir net nëmmen déi nei Associatioune vun de Muppen, déi sougenannten MMMen, gesinn, mä och eng ganz Rei aner Associatiounen, déi sech ëm d'Muppe këmmeren. Associatiounen, déi e méi oder manner positiivt Bild innerhalb vun der Kommissioun hannerlooss hunn. Mat dëser Meenung stinn ech och net eleng bei menge Kommissiounsmemberen do.

Et ass sécherlech net üblech bei engem Gesetz, sämtlech Leit zu Wuert kommen ze loossen a Meenungen ze lauschteren. Géife mer deeselwechten Opwand bei anere Gesetzer bedreiwen, wéi dat hei beim Hondsgesetz de Fall war, kéime mer ni zu engem Vote an der Chamber.

Ech muss awer eisem Kommissiounspresident Merci soen, datt mer eis awer esou vill Zäit gelooss hunn an datt mer esou ville Leit konnten an der Kommissioun zu dësem Gesetz nolauschteren. All déi Debatten an der Chamberskommissioun hu mech an eis Fraktioun dora bestätegt, datt et a sech jo net den Hond ass, deen de Problem duerstellt, mä datt et eleng de Mënsch ass, deen duerch säi positiivt oder negatiivt Verhalen am Ëmgang mam Hond dee gréissten Ausléiser vum Geforepotenzial a sech ass.

Et war scho spannend ze erliewen, wéi sech déi eenzel Associatiounen innerhalb der Kommissioun presentéiert an duergestallt an hir Philosophie duergeluecht hunn, wéi si mam Hond ëmginn a wéi si sech mat him beschäftegen. Bei dëser Feststellung - an dat hunn ech scho virdru gesot - stinn ech net eleng do.

Erlaabt mer, datt ech hei e Verglach benotzen, deen och schonn an aneren Debatte gebraucht gouf an nach ëmmer gebraucht gëtt. Dëse Verglach gëtt besonnesch bei der Réforme territoriale benotzt: Wéi verhält sech de Mënsch haut beim Ëmgang mam Hond a mat den Déieren am Allgemengen?

Do weist et sech, datt et der gëtt, déi sech nach ëmmer am Postkutschenzäitalter befannen, an där, déi schonn am 21. Jorhonnert ukomm sinn, wou d'Déiere mëttlerweil hir Plaz an der Verfassung fonnt hunn.

Et geet nämlech bei der Debatt vum Hondsgesetz respektiv ëm d'Hënn am Allgemengen net dorëms, géint den Hond ze schaffen, mä mat dem Hond. Et geet drëms, mam Déier an net géint d'Déier virzegoen. Déi Erkenntnis ass leider nach net an eiser esou héich entwéckelter Gesellschaft bei jiddferengem ukomm.

Et ass grad dee fundamentalen Ënnerscheed, dee fir déi Gréng ausschlaggebend war an dee schlussendlech och zu enger oflehnender Bewäertung vun dësem Gesetz gefouert huet. Déi sëlleche Gespréicher, déi mir an der Kommissioun gefouert hunn an déi ech och selwer nach konnt féieren, hu mech ëmmer nees an dëser Aschätzung bestätegt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Duerfir ass et och fir déi Gréng ganz kloer, datt mir eng Ausbildung au mordant oflehnen an och net akzeptéiere kënnen. Eng Ausbildung oder och nach sougenanntene Sport, déi fir eis ganz kloer net méi an d'Bild vum 21. Jorhonnert passen. D'Philosophie, datt all Hond en aggressiivt Verhalen a sech schlummeren huet an nëmmen da ka sécher beherrscht ginn, wann déi Aggressivitéit eng Kéier aktivéiert gouf, kënne mir net deelen. Dëst Verhalensmuster gëtt och vu ganz villen Experte souwuel hei am Land wéi och am Ausland net gedeelt.

Et geet net drëm, fir géint den Hond virzegoen, mä mam Hond ze schaffen. D'Verhältnis vun Herr a Max, wat jo oft bei den Hënn gebraucht gëtt, léisst sech och mat ganz...

Une voix.- Net nëmme bei den Hënn.

(Hilarité)

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- ...anere Moyenë verwierklechen, ouni mussen eng sougenannte schlummernd Aggressivitéit ze aktivéieren. Eng Aggressivitéit, déi ganz kloer bei der Ausbildung au mordant ee vun den Haaptbestanddeeler ass an duerfir och vun deene Gréngen ofgelehnt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee vun de wichtegste Punkte vun dësem Gesetz war an ass nach ëmmer d'Klassifikatioun vun den Hënn a sougenannt gutt oder potenziell geféierlech Hënn. Eng Klassifikatioun, déi déi Gréng bis haut nach ëmmer net als néideg ugesinn.

Sécherlech, déi opräisseresch Biller, déi duerch d'Medië gaange sinn, wou e sougenannte potenziell geféierlechen Hond e Kand verletzt, souguer doutgebass huet, léisen och bei mir eng Oflehnung vun esou engem Hond aus. Mä all Etüde weisen, datt dëst Verhalen net eigentlech dem Hond zouzeschreiwen ass, mä d'Verhalensmuster vum Mënsch vis-à-vis vum Hond den Ausléiser ass.

Et konnt mir bis haut nach keen eng Statistik dohinnerleeën, déi drop hiweist, datt duerch eng Klassifikatioun vun den Hënn de Problem vum aggressive Verhalensmuster an de Grëff ze kréien ass. Och am Ausland, wou et schonn esou Gesetzer mat enger Klassifikatioun gëtt, gëtt et keng Statistik - jiddefalls konnt kee mir esou eng an der Kommissioun virweisen -, déi dat soll beweisen.

Grad de Contraire ass de Fall. D'Auswäertung vun der Meldeflicht vu Bëss duerch Hënn an der Schwäiz weist eppes ganz aneschters aus. Et beweist och fir déi Gréng, datt eng Klassifikatioun net de richtege Wee ass an och nëmmen no baussen e falschen Aktivismus virtäuscht.

E puer Zuelen aus där Etüd: Esou ass schonn emol direkt festzestellen, datt bei den „Hundebisse bei Menschen", wou iwwer 1.000 Fäll ënnersicht goufen, d'Opfer oft dem Hond bekannt ass. 50% vun deenen Hënn sinn direkt doheem, wou d'Onfäll passéieren. Et kënnt nach derbäi, datt d'Virfäll am öffentleche Raum oft dann net gemellt gi respektiv och net weidergi ginn.

Zweetens: „Kinder sind besonders gefährdet." Dat ass och scho virdru gesot ginn. „So betreffen 18% der gemeldeten Vorfälle Kinder bis zehn Jahre", wann e Bëss geschitt; oft doheem an net am öffentleche Raum.

Wou ginn d'Kanner natierlech verletzt? Bei de Kanner, well se sech an der Héicht vum Hond bewegen, ass et zu iwwer 50% am Beräich vum Gesiicht respektiv vum Hals.

Si kommen zur Konklusioun, zu dësem Deel jiddefalls: „Die Angabe verdeutlicht die Bedeutung der Prävention. Kinder haben nicht nur ein höheres Risiko, gebissen zu werden, als Erwachsene, die Verletzungen sind zudem schwerwiegender. Die Prävention" - an dat ass ee vun deene wichtegste Voleten och bei dësem Gesetz - „muss deshalb bei den Kindern ansetzen und Hundehalter wie Eltern mit einbeziehen, damit sie Risikosituationen zu erkennen lernen." Dat zumindest zu de Bëss.

Wat sinn dann elo déi Hondstypen, déi déi Bëss ausléisen? Sinn et déi Astufungen, déi mer hei virgeholl hunn an dësem Gesetz?

„Über 200 verschiedene Hundetypen waren in den Meldungen vermerkt." Wann ech d'Klassifikatioun kucken, esou sinn 28,8% bei 1.319 gemellte Fäll „Schäferhunde, inklusive Mischlinge". Dat heescht, duerno komme Mischlinge mat 11,7%, mat 10,5%: zum Beispill Appenzeller, Berner Sennenhond, Großer Schweizer. Op véierter Plaz kommen zum Beispill mat 11,1% eréischt all déi Rassen, déi mir an eisem Hondsgesetz elo identifizéiert hunn an entspriechend do festgehalen hunn. Et gëtt där jo och manner. De Problem läit net bei der Rass, mä e läit scho virdru beim Ëmgang mat den Hënn vun de Leit.

Dës Etüd weist, datt eng Klassifikatioun vun den Hënn a gutt an a potenziell geféierlech net den eigentleche Problem léist. Dir fannt also bei villen Hënn Verhalensmuster, déi zu Accidenter kënne féieren. Et weist sech och weiderhin, datt, esou wéi schonns e puermol hei gesot gouf, et u sech de Mënsch ass, deen de gréisste Problem duerstellt.

Bei der Ausféierung stelle sech zu där Klassifikatioun awer och nach eng ganz Rei vun anere Froen.

Wéi ass et mat der Assurance? All Hondsbesëtzer muss jo bekanntlech schliesslech eng Haftflicht virweisen. No mengen Informatioune gëtt et eng Rei Assurancen, déi dëst fir déi klassifizéiert Hënn net méi wëllen ubidden.

Wat passéiert, wann en Tourist mat engem klassifizéierten Hond an d'Land erakënnt? Och dat ass net festgehalen. Muss den Tourist dann direkt an eng Formatioun oder muss den Tourist d'Land direkt erëm verloossen? Oder muss vläicht den Hotelier nach kontrolléieren, ob alles mam Hond an der Rei ass?

Wien ass zoustänneg fir déi sougenannte Wesenstester duerchzeféieren? Si genuch ausgebilte Leit do, fir esou Tester kënnen auszeféieren? Wie mécht déi praktesch Ausbildung um Terrain? Sinn och do genuch Ausbilder ze fannen?

Wat passéiert mat de klassifizéierten Hënn an den Déierenasyler? Wien iwwerhëlt do d'Flicht vun der Ausbildung? Oder sinn déi all elo zum Doud veruerteelt?

Froen, déi, niewent dem Fakt, datt iwwerhaapt eng Klassifikatioun muss gemaach ginn, net all geléist sinn; duerfir lehnen DÉI GRÉNG och dësen Artikel of.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e weidere Punkt, oder besser gesot eng Rei vu Punkten aus dësem Gesetz, déi mir net guttheeschen, sinn d'Exceptioune fir d'Juegdhënn.

Och hei gesi mir net méi an, datt déi Exceptiounen nach ëmmer kënnen am 21. Jorhonnert oprechterhale ginn. Och dat ass e Relikt aus dem Postkutschenzäitalter.

Ass et iwwerhaapt nach fir eng ziviliséiert Gesellschaft kompatibel, datt et haut nach erlaabt ass, datt Déieren ausgebilt ginn, fir op aner Déiere lassgelooss ze ginn? Eng Ausbildung, déi zwar - esou gesäit et emol e Gesetz respektiv e Règlement vir - net däerf um liewegen Déier ausgeübt ginn. Op der Juegd awer gëtt deen Hond op aner lieweg Déiere lassgelooss.

Dës Praxis kënnen a wäerten DÉI GRÉNG weiderhin net akzeptéieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Firwat en Déiereschutzgesetz an e Vermierk an der Verfassung, wann esou Praktiken nach ëmmer gedult ginn?!

DÉI GRÉNG bleiwen derbäi, datt esou Praktiken am 21. Jorhonnert näischt an enger sougenanntener fortschrëttlecher Gesellschaft ze sichen hunn, woufir mir och déi Exceptiounen am Hondsgesetz fir d'Juegdhënn net kënnen ënnerstëtzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz huet awer och eng Rei vu positiven Elementer, déi mir mat ënnerstëtzen.

D'elektronesch Identifikatioun vun all Hond ass zum Beispill e Punkt, dee mir hei an dësem Gesetz mat ënnerstëtzt hunn. Wann dës Identifikatioun och nach derzou féiert, datt mir och hei zu Lëtzebuerg endlech eng Statistik kënnen opbauen, fënnt dës Mesure ëmsou méi eis Ënnerstëtzung.

Mir hunn nämlech d'Gefill, datt mir hei - wéi esou oft hei zu Lëtzebuerg - eng Navigation à vue maachen, an der Hoffnung richteg gehandelt ze hunn, well keng eng Statistik iwwer Bëss hei am Lëtzebuerger Land de Moment ze fannen ass.

Och de Prinzip vun der Léngteflicht kënne mir matdroen. Mir mengen awer, datt och do nach esou munech Diskussiounen dobausse wäerte kommen. Besonnesch d'Ëmsetzung an de Landgemenge wäert nach zu Komplikatioune féieren.

E puer Iwwerleeungen awer nach zu de Gemengen. Hei ass oft a vill iwwert de Rôle vun de Gemengen an der Kommissioun debattéiert ginn. Och wann e puer Erliichterungen duerch d'Interventioun vun der Agrarkommissioun konnten erreecht ginn, esou zum Beispill, datt et net de Buergermeeschter ass, deen d'Entscheedung trëfft, ob en Hond geféierlech ass oder net, mä dëst iwwert d'Vétérinairen, esou bleiwen awer nach eng ganz Rei vun neien Aufgabe fir d'Gemeng iwwreg. Nei Aufgaben, déi vill administrativen Opwand bedeite wäerten. Ech hoffen, datt och déi néideg Hëllefstellunge vu Säiten der Vétérinairesverwaltung nach wäerte kommen, fir déi sëlleche Regelungen, déi bei de Muppe musse gemaach ginn.

Datt net méi all Gemeng eng Fourrière muss hunn, mä sech zesumme kann doe mat anere Gemengen, ass och e positiivt Element. Et stellt sech awer nach ëmmer d'Fro, ob d'Déierenasyler déi néideg Moyenen a Leit hunn, fir déi Aufgab ze iwwerhuelen. Si si net deelweis iwwerfuerdert, well déi néideg finanziell Ënnerstëtzung oft net duergeet?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen zu engem Gesetz, wat mir an där Form net kënne mat ënnerstëtzen. Besonnesch dräi Punkte stéieren eis an dësem Gesetz: 1. d'Klassifikatioun, well d'Etüden aus der Schwäiz eis dozou Recht ginn; 2. an 3. Punkt, de Mordant an d'Juegdhënn, well dat ee Relikt aus dem Postkutschenzäitalter ass.

Wichteg bleift, an dat hunn all meng Virriedner hei ënnerstrach, datt mer eng offensiv Campagne vis-à-vis vun all den Hondsbesëtzer an Nethondsbesëtzer maachen, fir e richtegen a gudden Ëmgang mat den Hënn kënnen ze verwierklechen.

Dozou ass dann näischt méi bäizefügen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Mehlen huet elo d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Déi Diskussioun iwwert dee Projet hei huet keng gesellschaftspolitesch Dimensioun, wéi dat gëscht de Fall war, an trotzdeem ass et e Projet, dee sécher ganz vill Leit betrëfft an dobaussen interesséiert.

Iwwert d'Noutwendegkeet fir ze légiféréiere ginn d'Meenungen net allze wäit auserneen. Mir hunn am Ausland eng Partie Fäll erlieft, wou Persounen, virun allem Kanner, duerch Hënn agresséiert gi sinn. Dat ware Virfäll mat schwéiere Verletzungen an deelweis souguer Doudesfäll, déi mer alleguer an der Press gesinn hunn. Dat ass jo eppes, wat dann d'öffentlech Meenung ëmmer erëm a Bewegung brëngt, och wann et, wann een dat zum Beispill un de Verkéiersaccidenter gemooss kuckt, awer leschtenenns déi grouss Exceptioun ass.

Mir si Gott sei Dank bis elo wäitgehend virun esou Fäll verschount bliwwen, mä eng gewëss Gefor besteet sécherlech och bei eis, dass et déi eng oder aner Kéier zu esou engem schwéieren Tëschefall kënnt.

Et ass awer eng Gefor, déi och dann nach besteet, wann dat Gesetz hei gestëmmt ass, well et ass eng Gefor, déi een och net duerch d'Gesetz zu 100% eliminéiert kritt. Duerfir soll dëst Gesetz esou wäit wéi et méiglech ass e preventive Charakter hunn, deen esou Virfäll esou wäit wéi méiglech soll virgräifen. Dat ass eng Approche, mat där mir als ADR am Prinzip d'accord sinn.

Déi Preventioun, déi soll erreecht ginn - ech ernimmen dat eng Kéier ganz kuerz - duerch verschidde Moossnamen. Den elektroneschen Enregistrement, dee bewierkt sécher keng Preventioun, mä doduerch, datt den Hond emol registréiert ass, erkennbar ass, kann en identifizéiert ginn, wann eppes virgefall ass. Duerfir huet dat och an engem gewëssene Sënn sécher e preventive Charakter.

Den Artikel 2 regelt de Léngtenzwang. Dat war jo do, wou op eng Kéier d'Gemidder a Wallung gerode sinn a wou d'Lieserbréiwer geschriwwe si ginn; an ech mengen och net zu Onrecht. Den Hond ass effektiv, wéi och virdru schonn hei gesot ginn ass, e Wiesen, wat vun Natur aus sech gäre fräi beweegt, wat muss Auslaf hunn, an et geet sécherlech net, fir e permanenten a flächendeckende Léngtenzwang ze verhänken. Duerfir hu mer jo och Léisunge fonnt, déi méi oder wéineger praktikabel sinn.

Trotzdeem muss ee sech nach Froe stellen. Wann dosteet „à l'intérieur des agglomérations", da wësse mer alleguer, datt dat net esou genee ze determinéieren ass. Wa gesot gëtt, dat geet u beim Stroosseschëld: Et sinn och Weeër, déi aus den Uertschaften erausféieren, wou kee Schëld steet. Muss dann elo d'Gemeng dee Perimeter ganz genau definéieren, wat à l'intérieur de l'agglomération ass a wat net?

Ech hoffen och, datt d'Leit selwer eng gewëss Souplesse fannen, fir domadder ëmzegoen. Et gëtt och Uertschaften, déi nëmmen aus e puer Haiser bestinn, wou vläicht dräi, véier Bauerenhäff beienee sinn. Ech mengen och do muss een dat da vläicht net esou ganz enk gesinn.

Wichteg schéngt mer och ze sinn, datt et op de Vëlospisten - well et ass jo net onbedéngt esou, datt een Hond ee muss bäissen; et geet jo och schonn duer, datt een engem Cycliste an de Vëlo spréngt, datt et kann zu engem relativ schwéieren Accident kommen - och gëllt, obschonn dat och nach net déi leschte Garantie ass. Een, dee mam Vëlo gewinnt ass op de Pisten ze fueren, weess, datt och Hënn, déi u Léngte gehale ginn, wa se net ganz kuerz gehale ginn, dee Moment kënnen awer op eng Kéier eng Reaktioun hunn, mat där kee gerechent huet, an da rabbelt et.

Et ass eng Regelung, déi sécher an der Applikatioun och nach weiderhin hir Froe wäert opwerfen.

Den Artikel 9 ass e wichtegen Artikel, well en handelt vun deenen Hënn, déi am Verdacht stinn, geféierlech ze sinn. Ech mengen, datt déi Regelung, déi mer do fonnt hunn, eng gutt Regelung ass. Et sinn

effektiv déi Hënn, déi susceptibel sinn, déi opfälleg sinn. Wann een do zur Zäit intervenéiert, dat géif am Prinzip duergoen, fir deene schwéieren Accidenter virzegräifen, datt do ka Meldung gemaach ginn, ouni datt mer awer an en Denunziantentum ounigläiche verfalen.

Duerfir gëtt et jo och déi Regelung, wann een esou eng Meldung mécht, déi wierklech un den Hoer erbäigezunn ass - an dat ka jo am Fall vun engem Noperschaftssträit virkommen -, datt dann deejéinege selwer muss fir d'Fraisë vum Examen opkommen.

Dann déi passionnant Fro vun de Rassen oder Kräizungen, déi als geféierlech agestuuft ginn. Mir deelen och déi Meenung, datt keng Rass per se geféierlech ass. Mä mir wëssen awer, datt déi sougenannte Kampfhënn duerch d'Bank eng vill méi staark Bäisskraaft hunn, dat heescht, wann ee vun deenen agresséiert an e léisst net méi lass, dann ass dat effektiv an deem Sënn méi geféierlech, wéi e klenge Mippchen, dee vläicht aggressiv ass.

Richteg ass och onbestridden, dat huet sech jo och aus deenen Entrevuen erginn, déi mer mat de Fachleit haten, datt eigentlech d'Erzéiung vum Hond determinant ass fir säi Verhalen. Et gëtt ganz sécher sougenannt Kampfhënn, déi absolut friddlech sinn, well se eng gutt Erzéiung kritt hunn a well se och op d'Wuert follegen, an et kann een e klengen Terrier hunn, deen eng - wéi een et op gutt Lëtzebuergesch seet - rose Louder ka sinn, déi ee bal net an de Gréff kritt.

Et stellt een och ganz dacks fest, datt de Charakter vum Hond oder seng Aggressivitéit ganz dacks och op de Charakter vu sengem Meeschter zréckzeféieren ass.

Den Artikel 15 seet - an ech muss soen, mir sinn doriwwer net onbedéngt mat deene Gréngen enger Meenung -, datt ee Mesuren ergräift fir déi geféierlech Hondsrassen, andeem, wann een esou eppes wëllt importéieren, duerfir eng spezial Autorisatioun vum Minister muss kommen. Domadder kann een et op d'Längt fäerdeg bréngen, fir déi Rassen dach awer lues a lues auszedréchnen hei zu Lëtzebuerg.

Ech mengen, jiddfereen, deen en Hond hale wëllt, huet e risegrousse Choix vu Rassen a souguer vu Baaschterten, wat och net ëmmer déi Schlechst sinn. Et muss jo net onbedéngt dann esou en Hond sinn, deen duerch seng Morphologie awer e bësse méi geféierlech ass wéi anerer.

Da kann ech mer net verknäifen, e Wuert zum Artikel 23 ze soen. Do steet dann dran, wann en Hond wahrhafteg net an de Gréff ze kréien ass an einfach geféierlech ass, da kann duerch Ordonnance vum Procureur zur Euthanasie procédéiert ginn.

Wéi ech dat gelies hunn, am Réckgréff op déi Sitzung, déi mer gëschter haten, hunn ech den Ausdrock éierlech gesot net ganz glécklech fonnt. Datt een eng Mise à mort mécht ënnert deene Konditiounen, wéi d'Déiereschutzgesetz dat virschreift, dat hätt ech éier richteg fonnt, mä, wa mer an deem enge Kontext schwätze vu Stierfbegleedung a vun enger Hëllef, dann ass et hei jo awer ganz sécher net de Wëlle vun deem Concernéierten, fir datt dat soll duerchgeféiert ginn. Ech ka mer wéi gesot déi Remarque net ganz verknäifen.

Här President, de Pro a Kontra zu dësem Gesetz: Mir sinn d'accord, datt de Problem net grondsätzlech beim Hond läit, mä wéi gesot bei sengem Meeschter. Duerfir ass et wichteg, datt Wäert op eng uerdentlech Erzéiung vun den Hënn geluecht gëtt. Dat fanne mer zum Deel am Gesetz erëm.

D'Kohabitatioun tëschent deene Leit, déi Hënn hunn, an deenen, déi keng hunn, déi heiansdo Angscht hunn oder, wéi gesot, déi mam Vëlo ënnerwee sinn an esou, gëtt wäitgehend geregelt. Dat si sécher positiv Aspekter vum Gesetz.

Et gëtt der och, déi mir net esou positiv gesinn. Virun allem hätte mir eis gewënscht, datt dëst Gesetz wesentlech méi einfach hätt kënnen ausgefouert ginn. Zum Bürokratieofbau, dee mer jo awer bei all Geleeënheet hei prônéieren, dréit dëst Gesetz ganz sécher net bäi.

Här President, wa mer schonn en zentralen Enregistrement vun den Hënn maachen iwwer en elektroneschen Chip, da gëtt dat jo och eng zentral Datei. Woufir dann net all déi Froen, déi d'Hënn betreffen, an enger spezieller Abteilung - well d'Veterinärsinspektioun souwisou hei involvéiert ass -, dat Ganzt zentral op enger Plaz bei der Veterinärsinspektioun ënnerbréngen? Eventuell souguer beim SANITEL déi ganz Enregistrementsgeschicht maache loossen, dee jo duerfir outilléiert ass, dee jo domadder a vill méi engem grousse Mooss gewinnt ass ëmzegoe bei de Béischten?

Et ass jo och net esou, datt d'Randbéischten, d'Päerd oder d'Schwäin och alleguer mussen op der Gemeng registréiert ginn, gemellt ginn, ëmgemellt ginn, ofgemellt ginn, an ech weess net, wat nach alles.

(Interruption)

D'Aarbecht muss esou oder esou gemaach ginn. Et wär wahrscheinlech méi rationell, wann een dat alles an enger Hand zesummegefouert hätt.

E Wuert zu der Tax. De Projet seet, eng Tax, wat minimal zéng Euro wären, géif agefouert ginn. D'Hondssteier geet, wann ech gutt informéiert sinn, ganz, ganz wäit an der Geschicht zréck. An trotzdeem, déi lescht Zäit ass déi Diskussioun jo opkomm: Woufir muss eigentlech e Mënsch, deen en Hond huet, dorop eng Steier bezuelen?

Dat ass eng Fro, déi ee sech awer emol grondsätzlech ka stellen.

Et sinn der vläicht, déi en Hond fir Luxus halen. Ech weess net, ob et esou e Luxus ass. Mä et sinn awer och Leit, déi eleng wunnen, déi vläicht Angscht hunn, a fir déi den Hond en Alarminstrument ass. Mir wëssen, dass Hënn, déi wuechtsam sinn, déi e Laut ginn, ganz effikass kënne sinn, wann Abriecher sech ronderëm d'Haus oder um Haus ze schafe maachen. Muss een dann elo op d'Sécherheetsanlagen an Zukunft och Taxe bezuelen?

Et gëtt Leit, déi eleng wunnen, fir déi den Hond de stännege Begleeder ass. E Liewensgefährte soi-disant. A mir kenne Geschichte vun Hënn, déi, wéi de Meeschter gestuerwen ass, sech effektiv op d'Graf geluecht hunn an net méi do gewach sinn. Et si scho Saachen, déi émouvant sinn. Muss een dann elo op esou engem treie Weggefährten och nach eng Tax bezuelen?

Ech muss soen, effektiv déi Fro sief emol eng Kéier hei gestallt. Et steet esou am Gesetz, an ech fannen et éierlech gesot net ganz glécklech. Datt een en Onkäschtebäitrag muss bezuele fir dat, wat et reell kascht, wa muss registréiert ginn an esou, dat kann ee jo novollzéien, mä wat eng Steier um Hond betrëfft, déi zwar en historeschen Hannergrond huet, do kann ee sech wierklech Froen iwwert d'Berechtegung stellen.

Allgemeng ass dat, Här President, wéi gesot, vill ze vill e groussen administrativen Opwand fir zegdausende vu sougenannten Hundehalter, fir e puer méiglech Dérapagë vun Accidenter ze verhënneren. Dat ass och d'Meenung vum Conseil d'État gewiescht, deen dat kritiséiert huet.

Nach eng Kéier: Eng honnertprozenteg Sécherheet gëtt et net, a wa mer souguer d'Gesetz nach vill méi restriktiv gemaach hätten.

Da muss een och soen, datt, mat deem ganzen Opwand, deen elo bedriwwe gëtt - ech soen dat e bëssen als Anekdot -, mer d'Hënn am Land elo besser erfaasst hunn, wéi eis Populatioun. Well mir hu festgestallt, zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg, datt et an de Bevölkerungsstatistike riseg Differenze gëtt tëschent deenen engen an deenen aneren.

Bei den Hënn, Här President, däerf dat op jidde Fall an Zukunft dann net méi de Fall sinn.

Zum Schluss nach...

(Interruption)

Gelift?

(Interruption et hilarité)

Ah, déi si méi trei!

(Hilarité)

Här President, zum Schluss nach eent. Hei kënnt jo awer dat eent oder dat anert op d'Leit zou. Et sinn der vill dobaussen, déi betraff sinn.

Ech wollt den Här Minister dann och nach froen, wéi et mat der öffentlecher Informatioun vun de Leit iwwert dat Gesetz hei ass, wat jo awer en ëmfangräicht Gesetz ass, wou ganz vill Dispositiounen drastinn, fir datt och jiddferee weess, u wat hie sech ze halen huet. Mir soen hei «nul n'est censé ignorer la loi», mä trotzdeem gëtt et däers Gudden awer e bësse vill, an duerfir wär eng uerdentlech Informatioun, eng verständlech Informatioun fir d'Leit och net verkéiert.

Ech wär domadder um Enn vu mengem Discours, Här President. Mir wäerten eis bei dësem Gesetz enthalen, well et eis einfach ze vill e grousse bürokrateschen an administrativen Opwand bedeit fir dat, wat viséiert gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling agedroen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Och dem Här Rapporteur Félicitatioune fir säin explizite Rapport. Wann ech awer als net Betraffenen dee Projet hei analyséieren, da fält et mer op, dass sech duerch dat Gesetz awer haaptsächlech op d'geféierlech Hënn focaliséiert gëtt, wéinst enger Rei Accidenter am Ausland an och hei am Land.

Ech si perséinlech der Meenung, dass en Hond oder en Déier iwwerhaapt, genau wéi de Mënsch, vun Natur aus net geféierlech ass. All Hond a souguer all Déier kann awer geféierlech ginn, wann en an eng falsch Richtung dresséiert gëtt, provozéiert oder och souguer gepéngegt gëtt; wat jo awer och alt emol de Fall ass. Menger Usiicht no riichten d'Mënsche bei den Déiere méi Schued un, wéi d'Déiere bei de Mënschen.

Et ass selbstverständlech dramatesch, wann en Hond e Mënsch agresséiert. Mä ass dat dann elo dem Hond seng Schold oder net éischter dem Besëtzer vum Hond seng Schold, dee meeschtens net mat engem Hond kann ëmgoen oder e souguer an eng falsch Richtung dresséiert huet? Oder dee sech souguer en Hond oft zu sengem eegene Schutz uleet, well hien net fäeg ass, sech eegestänneg selwer ze behaapten? Oder well hie souguer - an dat ass och ganz oft de Fall - an engem geféierleche Milieu zirkuléiert?

Et ginn och vill Hënn - an dat ass hei net zur Diskussioun bruecht ginn - als Spillsaach fir d'Kanner zougeluecht an dann herno vernoléissegt. Och dat sollt zur Diskussioun gehéieren. Et soll och emol eng Kéier kloer gesot ginn, dass och Leit an deem Sënn méi Verantwortung sollen iwwerhuelen a sech och bewosst sinn, wa se hire Kanner en Hond zouleeën, dass se dann och selwer mat eng gewësse Verantwortung iwwerhuelen, dass et dann herno net ass, fir den Hond ofzeschieben. Am Gesetzesprojet gëtt ervirgehuewen, dass mat dëse Mesurë just sollen déi responsabiliséiert ginn, déi net mat Hënn kënnen ëmgoen, déi geféierlech Hënn hunn oder d'Hënn falsch erzéien.

D'Gesetz gesäit och eng Kategoriséierung vun Hondsrassen a méi oder wéineger geféierlech Rasse vir. Ech froe mech just: Wéi kann een esou Kategorien definéieren? Wéi kann ee se iwwerhaapt rechtfertegen?

Kann een dat, andeem een eng Rass vun Hond als geféierlech erkläert, well eng Kéier een Hond aus där Rass eng Persoun ugegraff huet, oder well souguer dësen Hond nëmmen doduerch aggressiv ginn ass, well e vu sengem Besëtzer falsch dresséiert, provozéiert oder gepéngegt gouf, oder souguer onbewosst eng Kéier verletzt ginn ass? Stellt Iech emol vir, ech trëppelen engem Hond op de Schwanz, dann dierf ee sech net wonneren, wann deen aggressiv gëtt. Mä ech mengen awer, dass een déi Kategoriséierung do net kann esou stoe loossen.

Sinn déi an dësem Gesetz opgezielten Hënn dann elo vu Gebuert aus geféierlech? Wie kann dat definéieren? Oder gi se eréischt geféierlech duerch mënschlech Awierkung oder Iwwerziichtung, wéi dat hei gesot ginn ass? Dat ass d'Fro. Oder souguer duerch d'Dressur zur Juegd, wou se aggressiv gemaach ginn, fir op aner Déiere lasszegoen; wat jo och nach ëmmer hei erlaabt ass? Dat ass eben hei d'Fro.

Wann een et zur Flicht mécht, dass d'Hënn aus den opgezielte Rasse mussen op alle Plazen an der Léngt gehale ginn, well se eben anscheinend esou geféierlech sinn, da froen ech mech awer, ob dann net éischter e Maulkuerf ubruecht wier, fir déi Gefor op e Minimum ze reduzéieren, besonnesch a Géigewaart vu Mënschen oder op Plazen, wou Kanner spillen, fir dann all Geforen ze vermeiden. Dat ass eng Diskussioun, déi een hätt kënne féieren. Mä dat wier natierlech alt erëm eng Kéier eng Péng fir den Hond. Dat wier natierlech alt erëm eng Kéier den Hond responsabel gemaach fir eppes, fir dat en net responsabel ass.

Wat elo d'Léngt betrëfft, esou geet an dësem Gesetz keng Rieds, wéi laang dann esou eng Léngt dierft sinn. Et ginn Hondslängten, déi sinn 20, 30, 40 Meter laang,…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- …fir dem Hond e Maximum vu Spillraum ze loossen. Dat ass Fakt. Et ginn där auszéibar Längten. Dann huet een den Hond elo an der Léngt an domat huet et sech.

(Interruption)

Ech kann Iech vun engem Accident zielen op enger Vëlospist. Do ass de Mann riets gaangen, den Hond lénks an dee Mann mam Vëlo huet an der Mëtt iwwert d'Léngt de Kopplabunz geschloen.

(Hilarité)

Dat ass och schonn an Uertschafte geschitt, wou Leit gaange sinn an dann op eemol den Hond eriwwergaangen ass an da louche se de laange Wee op der Nues.

Besonnesch bei sougenannte geféierlechen Hënn misst awer kloer definéiert ginn, dass den Hond muss ganz kuerz gefouert ginn an en a Géigewaart vu Mënsche souguer muss bei Fouss gefouert ginn. Dat léiert ee jo an all deenen Dressurcoursen. Den Hond gëtt dat matgeléiert. Mä wéi gesot - an dat huet den Här Kox scho gesot -: Wie mécht déi Coursen? Wou si se zougängeg? Wien ass verantwortlech? Wien organiséiert dat? Dat ass alles och mat dësem Gesetz iwwerhaapt nach guer net kloer.

Egal wéi gutt en Hond dresséiert ass, wann en an der Léngt laang gehale gëtt an e gesäit eng Spillsaach oder e gesäit iergendwéi en aneren Hond dorëmmer lafen, da kënnt Der sécher sinn, dann ass et net einfach, en an der Léngt ze halen; a besonnesch net e Pitbull, dee schonn anerer matgeschleeft huet wéi mech.

(Hilarité)

Dat ass eben a senger Natur.

Eng weider Fro, déi ech mer stellen, déi awer och schonn hei ugeklongen ass, dat ass déi vun der Hondstax. Et gëtt déi Hondstax scho länger. Den Här Mehlen huet elo hei gesot, dat hätt historesch Hannergrënn. Ech kenne se net. Ech weess och net op wat déi Hondstaxe berouen an och op wat dass déi heiten Hondstax berout. Op e Gesetz? Jo, mä awer firwat? A firwat ass se vun Notzen? Dat weess keen. Et ass eng Gemengentax, déi d'Gemengen anhuelen, mä et weess keen, aus wat fir enger Ursaach.

Och geet zum Beispill aus dësem Gesetz net ervir, wat jo a ville Gemengen eng Fro ass, wat d'Verschmotzung vun den Hënn op den öffentleche Plazen ugeet; op de Stroossen oder iwwerall. Esou hätt ee kënnen an dësem Gesetz och emol eng Diskussioun féieren, wat dann do elo kéint gemaach ginn.

Engersäits hunn d'Leit mat den Hënn d'Recht spadséieren ze goen, mä musse se dat onbedéngt an enger Uertschaft? A wa se dat maachen, si se dann net verantwortlech, fir deen Dreck, deen op der Strooss läit, opzerafen? Et gëtt Länner, do gëtt et bis zu 5.000 Dollar Strof, wann een et leie léisst an net opreeft. Et gëtt vill Leit - an zemools a Foussgängerzonen, an de Gemengen -, déi sech déi Froe stellen.

Och konnt bis elo kee mir soen - an ech hoffen, dass den Här Minister mer dat da ka soen -, firwat dass dann elo nëmme bei Hënn als Hausdéier Taxen erhuewe ginn an net bei allen Hausdéieren a firwat dass och nëmmen d'Hënn elektronesch erfaasst ginn an net all d'Hausdéieren. Ech huelen un, dass den Här Minister ganz bestëmmt aus senger laanger Erfahrung eraus eng kloer Äntwert wäert fannen.

Här President, ech sinn net iwwerzeegt, ob mer mat dësem Gesetz d'Problemer mat den Hënn all kënne léisen, well ech der Meenung sinn, dass et vu Grond op keng geféierlech Déiere ginn, mä dass sech d'Déiere meeschtens duerch d'Awierkung vum Mënsch anormal behuelen. Ech weess aus menger Erfahrung: Et lafe méi geféierlech Ochsen dorëmmer wéi Hënn.

Här President, well dëst Gesetz awer zumindest d'Richtlinne beinhalt, fir Mënsch an Hond deelweis viru sech selwer ze schützen, wäert ech net géint dëst Gesetz stëmmen, mä mech enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Här Gira, wann ech gelift.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, well e puer Kolleegen hei d'Fro opgeworf hunn iwwert d'Berechtegung vun der Hondssteier a well zoufälleg gëschter am „Journal" e ganz interessanten Artikel iwwert déi Steier war, erlaben ech mer ganz einfach de Kolleegen dann ze soen, dass déi Steier zréckgeet op e kinnekleche Beschloss vum 3. Oktober 1825 an dass et primär drëm gaangen ass, d'Zuel vun den Hënn an den Uertschaften ze reduzéiere wéinst der Tollwutgefor. Esou wäit nach eng

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Kéier e Bewäis zur Aktualitéit vun der kommunaler Taxgesetzgebung!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Vu wéini war de Beschloss, Här Gira?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Vum 3. Oktober 1825.

M. le Président.- Elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Hunn déi Kinneklech dat dann net och misse bezuelen?

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.*- Neen, déi sinn dervukomm.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen et war sécherlech ni esou de Moment wéi grad elo fir heibannen ze soen: Hënn, déi billen, déi bäissen net. Déi Geleeënheet huet een net dacks, duerfir sinn ech frou, datt ech dat elo hei ka mat ubréngen. Ech hunn awer keng Léngt matbruecht.

Une voix.- Ech sinn awer do net esou sécher.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.*- Ech hunn nach kee bäisse gesinn. Oder wëllt Der ufänken?

Une voix.- Da brauche mer eng Iwwersetzung.

Une autre voix.- Wat wëllt Der domat soen?

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.*- Mä ech wollt domadder soen,...

M. le Président.- Loosst d'Madame Statssekretärin ausféieren!

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.*- …datt ech net fir d'Veranschaulechung eng Léngt heihinner matbruecht hunn an och kee Maulkuerf, net datt nach eventuell ee sech deen hätt wëllen undoen. Ech weess net, vu wéi engen anere schwéiere Véierbeenegen ee Moment geschwat ginn ass.

Wat ech jiddefalls ka soen, Här President, dat ass, datt dat hei natierlech e Gesetz ass, wou jiddferee ka matschwätzen, well e jo entweder en Hond huet oder ebe keen huet, oder se fäert oder frou mat hinnen ass. Also ass et schonn emol ganz kloer, datt een och eppes dovunner kennt. Dat ginn dann och ëmmer ganz interessant Diskussiounen.

Ech wëll jiddefalls där gudder Aarbecht, déi de Président-rapporteur, den Här Oberweis, gemaach huet, en Hommage ginn an him Merci soe fir dat, wat hien an der Kommissioun gemaach huet, an och fir déi Detailer, déi hien hei scho virbruecht huet. Domatt kann ech Iech déi erspueren.

(Interruptions)

Et gëtt e Koup Prinzipien, déi deem Gesetz hei ënnerleien an déi awer wichteg sinn. Och wa se vläicht net esou interessant sinn, wann een Iech esou nogelauschtert huet.

(Interruptions)

Däerf ech schwätzen, Här President, oder solle mer e bëssen…?

M. le Président.- Ech géif ëm Är Opmierksamkeet bieden!

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.*- Merci!

Ee Koup Prinzipien, Här President, si wichteg bei dësem Gesetz, an ech mengen et muss ee sech däers bewosst sinn an déi am Kapp behalen, fir richteg anzeschätzen, wat mat deem Gesetz hei geduecht ass an néideg war.

Dat Éischt sinn d'Rechter vum Mënsch an d'Fräiheet vum Déier.

Dat Zweet si Verantwortung a Preventioun.

Dat Drëtt ass d'Subsidiaritéit an de Respekt vun der Gemengenautonomie.

An dat Véiert ass d'Lieserlechkeet, d'Uwendbarkeet an d'Proportionalitéit vum Text.

1. Wa mer schwätze vu Rechter vum Mënsch, a Fräiheet vum Déier, esou ass et ganz kloer, datt deen Text hei geduecht ass an néideg war fir d'Zesummeliewe vu Mënsch an Déier ze regelen, well wann e Problem sech stellt, da kënnt een iergendwéi eng Kéier op dee Punkt wou een eppes muss regelen, souguer wann een et vläicht léiwer net géif maachen.

D'Zesummeliewe vu Mënsch an Déier an awer och de Schutz vum Mënsch, well wéi hunn ech ëmmer gesot, e Mënsch muss och d'Recht hunn, en Hond ze fäerten. Schutz vum Mënsch an awer och Déiereschutz. En Hond muss och plazeweis fräien Auslaf kënnen hunn. A mir hu probéiert, déi Saachen all ënner een Hutt ze bréngen an an deem Text ze regelen

2. Verantwortung a Preventioun ass en anere Prinzip. Verantwortung vum Hondsbesëtzer - e muss den Hond an der Gitt hunn -, Coursen, Haftflicht, dat si vill wichteg Elementer vun dësem Text, an d'Verantwortung vum Hondsbesëtzer ass d'Haaptachs vum Gesetz. Dat liest een och ganz kloer doraus eraus, wann een dat wëllt doraus erausliesen. D'Preventioun ass en anert Element, wat gläichzäiteg matgeet.

3. Subsidiaritéit a Respekt vun der Gemengenautonomie ass och ee vun de wichtege Prinzipië gewiescht. Gemengenautonomie heescht natierlech och Verantwortung.

Hei kënnen d'Gemengen op der enger Säit selwer entscheeden, wou se wëllen a wou se net wëlle plazeweis opmaachen, obscho se op där anerer Säit och eng Handhab hu fir ze wëssen, wou se sech kënnen, wa se wëllen, un allgemeng Richtlinnen halen.

4. An eppes wat ganz wichteg dobäi ass, dat ass en Text, dee lieserlech ass - duerfir kann een iwwregens och esou gutt mat driwwer schwätzen, well e lieserlech ass -, en Text, deen uwendbar ass an deen och proportional ass.

Et sinn e puer Ännerungen nogeschoss ginn, well gesi ginn ass, datt mam éischten Text Konfusiounen entstane sinn, déi net esou drastoungen an net esou geduecht waren, mä déi awer esou gelies gi sinn. Dann ass et besser, et mécht een déi Saache méi lieserlech.

Et ass en Text, deen op seng Uwendbarkeet hi gepréift ginn ass, an deem seng Proportionalitéit garantéiert ass bei verschiddene Punkten: fir unzefänken am Strofmooss. Och dat hunn d'Leit net richteg verstanen, wéi se déi éischte Kéier d'Strofmooss gelies hunn. Allerdéngs war et méi erstaunlech, datt och vläicht heibanne gemengt ginn ass, dat wär net esou; well ech mengen de Législatif, dee weess wuel wéi een en Text vun de Pénalitéiten ze liesen huet an datt en och Vertrauen an d'Riichter soll hunn, déi wëssen, wéi ee Mooss se uwende sollen aus där Schéier, déi duerch esou en Text virgi gëtt. Iwwregens kréie mer meeschtens virgeworf, si wären net streng genuch.

De Maulkuerf ass als eng individuell Moossnam agesat ginn an net als eng allgemeng, just wann et au cas par cas sech erwisen huet, datt dat néideg wär.

Uwendbarkeet läit och an de Formalitéiten, déi esou gestalt gi sinn, datt se mat anere Saachen zesummefalen, wou souwisou muss eng Formalitéit gemaach ginn, sou datt se gläichzäiteg kënnen duerchgefouert ginn.

Vereinfachung bei de Rassen hate mer och gemaach. Dat Ganzt wäert och iwwer eng Circulaire un d'Gemenge goen, mat Ausféierungsbestëmmungen, déi mer an der Maach hunn, déi nach erkläert ginn a mer doduerch och eng Lieserlechkeet an eng Uwendbarkeet garantéiert kréien.

Dëst Gesetz ass eigentlech ee grousst Gemengereglement. A maacht Iech keng Illusiounen, maacht Iech näischt vir, well et si vill Gemengen, déi drop waarden. Vill Spillraum ass och hei fir déi Gemengeverantwortlech, déi och Verantwortung huele mussen, well de Pouvoir de police ass déi ureege Kompetenz vum Buergermeeschter. Ech war elo e bësse verwonnert iwwer verschidden Aussoen heibannen, déi am Fong geholl gemaach hunn, wéi wann de Buergermeeschter déi Kompetenz net méi sollt hunn. Wat mech nawell ganz gewonnert huet.

D'Gemenge kréien och hei mat deem Text eng Handhab, wann eppes virkënnt duerch en Hond. Eng Handhab, déi se bis ewell net haten. D'Datebasis, d'Datei, wäert och garantéieren, datt mer endlech Zuele kréien; Zuelen, déi bis ewell net konnte geliwwert gi vun de Gemengen, déi einfach net amstand waren, déi allgemeng zesummenzedroen. Esou wéi iwwerhaapt den Text eng Handhab gëtt bei verschidden Obligatioune vun de Gemengen, och deelweis mat de Formalitéiten, well déi hinne méi einfach a méi kloer kënne gemaach ginn, a well se sech kënnen op allgemeng Virgabe stäipen an d'Rad net an all Gemeng eenzel nei erfannen ze brauchen.

Och hei am Haus ass op verschiddene Plazen op deen Text hei gewaart ginn. Och wa verschidde Leit elo hei aner Aussoe gemaach hunn, esou hu se dacks op dëser Tribün Froe gestallt, wou dann elo dee Projet dru wier, wéini en endlech géif kommen, well erëm vun iergendwou eng Noriicht komm war, datt en Hond aggressiv gi war, ob am Ausland meeschtens oder heiansdo am Inland.

Also déi Froen däerf een och net vergiessen; ech weess och nach wien déi gestallt huet.

Et sinn iwwregens och - maacht Iech och do näischt vir - ganz vill Leit dobaussen, déi anerer Meenung si wéi dat, wat zum Deel elo hei vu Riedner gesot ginn ass, déi mengen, den Text géif ze wäit goen. Déi Schrëften hutt Dir vläicht net gelies, ech weess dat net. Mä et sinn och ganz vill Zouschrëften a Bréiwer komm, wou Leit gesot hunn, mir mussen eng streng Regelung kréien.

Mir hu probéiert eng Regelung ze fannen, déi fir jiddfereen a fir d'Zesummeliewe géif kënne liefbar sinn.

Och d'Opzielung vun de Rassen, a besonnesch vun de Kräizungen, (déi jo méi wichteg an dësem Kontext sinn, well déi Hënn méi gefëierlech sinn, well se extra op gewësse Charakteristiken hi geziicht ginn, op gewëssen Tendenzen, déi domadder wëlle staark ënnerstrach ginn), déi Rasselëscht ass och keng Erfindung, déi mir hei gemaach hunn. An de Gesetzer am Ausland besti se, an et sinn deels vill méi staark, vill méi schaarf a vill méi streng Lëschten, wou vill méi Rassen dropstinn, wéi dat hei de Fall ass.

Well eent maache mer net: Mir klasséieren net d'Leit an. Hätt Der dat léiwer gehat?

Wann ech verschidden Aussoen esou héieren hunn, hätt een dat jo bal kënne mengen! Ech muss soen, ech war ganz verwonnert. Ech hunn ausser Kritik un där Saach net een eenzege Géigevirschlag dozou héieren, dee liefbar gewiescht wär.

Déi Lëschte sinn och en Deel vum preventive Virgoen. Et muss ee jo iergendwou usetzen. Et ginn och soziologesch Ursaachen do derfir. Wou ass dann de Problem, wann ech gelift? Datt een dann an eng Formatioun muss goen? Déi normal a verständneg Hondsbesëtzer hunn domat iwwerhaapt kee Problem. Si waren zu engem Deel schonn an engem Cours an an deem Fall ass jo och eng Exemptioun méiglech; dat steet am Text vum Gesetz dran.

Iwwerhaapt ass d'Formatioun en Deel vun der Preventioun a vun dem Schutz, deen hei iwwert dësem Gesetz wichteg ass. Preventioun ass och d'Haftflichtversécherung, déi ee per normal Quittung ka beleeën.

Da si ganz verschidden a komplett falsch Aussoen ze héiere gewiescht iwwert d'Juegd.

En Déier ass keng Saach! Et gëtt Déiereschutzkonventiounen. Den Déiereschutz ass an d'Verfassung ageschriwwe ginn, zejoert am Mäerz. Heiansdo mengt een, et wär net gewosst. De „Mordant sportif" ass scho virun etleche Jore per Reglement verbuede ginn mat liewegen Déieren ze maachen, an et ass och net op d'Wëld ausgeriicht. Ech hunn dat och e puermol an der Chamberskommissioun scho gesot. Et war am Ufank iwwerhaapt net an Uecht geholl ginn. Ech sinn awer ganz frou, datt et déi leschte Kéier dann awer gemierkt ginn ass, datt et tatsächlech verbueden ass.

D'elektronesch Identifikatioun gëtt vu ville Säite begréisst. Et ass eng Sécherheet fir den Hondsbesëtzer. Et gëtt eng europäesch Flicht vun 2011 un, a mir hu laang genuch Iwwergangszäite gelooss. D'Reglement dozou ass esou gutt wéi fäerdeg. Dir wësst, dat ass eng Aufgab vun der Exekutiv an net vun der Legislativ.

Här President, dat hei ass e Gesetz, dat d'Verantwortungsbewosstsinn an de Vierdergrond stellt, Verantwortungsbewosstsinn wat wichteg ass. Ech wëll och en Appel maachen un de gesonde Mënschenverstand, Leit, Besëtzer, Autoritéiten, fir dat Gesetz hei esou unzewenden, wéi et geduecht ass, fir d'Ratio legis net ze vergiessen, fir d'Proportionalitéit am Kapp ze halen, an op där anerer Säit allerdéngs och op deene Plazen et anzesetzen, wou Risiken a Gefore kéinte sinn.

Wa weiderhi Problemer géifen entstoen oder bestoen, misste mer d'Gesetz op eemol méi streng maachen.

Kuckt, nach virun dräi Méint ass a Frankräich erëm nach vill méi streng nogeschoss gi bei engem Hondsgesetz, wat scho vill méi streng ass wéi eist.

Dat hei ass en ausgeglachent Gesetz, et ass e Gesetz esou ausgeglach wéi méiglech, mä ouni Flichte geet et net. An däers muss ee sech och bewosst sinn an déi däerf een och net a Fro stellen.

Ech mengen och, wa mer gëschter oder virgëschter nach eng Noriicht kréit hätten, datt e Kand vun engem Hond gebass gi wär, da wär vläicht ganz aneschters diskutéiert ginn.

Ech verstinn, datt ee sech et mat kengem verdierwe wëllt an datt een duerfir esou an esou schwätzt, mä dat hei ass e Gesetz, wat esou ausgeglach wéi méiglech ass.

Mir hunn eng differenzéiert Léngteflicht agefouert. Mir hu proportional an ugepasste Moossnamen. De Schutz vum Mënsch ass ganz wichteg, an dat Ganzt zum beschte Wuel vun der Koexistenz tëschent dem Mënsch an dem Hond. Freed a Verantwortung kënne matenee goen a sollen och matenee goen.

Ech si sécher, datt déi allermeeschte Besëtzer absolut keng Schwieregkeete mat deene Moossnamen hei hunn, datt se déi souwisou schonn uwenden, datt se hiren Hond ënner Kontroll hunn an an der Gitt hunn.

Dat Ganzt ass also e Gesetz, fir datt weiderhin den Hond dem Mënsch an all Mënsch säi beschte Frënd ka bleiwen.

Merci fir Är grouss Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Mir kommen dann zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 4985 ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, bei 7 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes

Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: Mme Anne Brasseur;

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

5. Demandes en naturalisation

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zu den Naturalisatiounen. Duerfir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Brouhaha général)

Ech géif bieden, Dir Dammen an Dir Häre vun der Tribün!

(Hilarité)

De Huis clos ass ausgesprach.

(Le huis clos est prononcé à 17.51 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 17.59 heures.)

Mir huelen déi öffentlech Sitzung erëm op.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 121 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat siwen Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 20 février 2008

1. ACHOUR Mounir, né le 17 février 1973 à Sidi-Bel-Abbès (Algérie), demeurant à Luxembourg

2. ALIĆ Dzevad, né le 21 mai 1977 à Novi Pazar (Serbie), demeurant à Heiderscheid

3. ALMEIDA DE ABREU Marie Cidalina, née le 18 août 1962 à Vale de Remigio/Mortagua (Portugal), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de ABREU Maria Cidalina.

4. BALAJ Tringa, née le 23 juin 1977 à Belgrade (Serbie), demeurant à Pétange

5. BALKAN Fehim, né le 18 décembre 1935 à Velje Polje/Tutin (Serbie), demeurant à Bastendorf

6. PALAMAREVIĆ Stojanka, née le 20 avril 1948 à Godovo (Serbie), demeurant à Bastendorf

7. BAUTISTA AGUILAR José Miguel, né le 1er mars 1986 à Trujillo (Pérou), demeurant à Dalheim

8. BAZAZAN Majid, né le 1er janvier 1955 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg

9. BEKTESHI Myzejene, née le 29 septembre 1965 à Shkoder (Albanie), demeurant à Echternach

10. BENSLIMANE Houyem, née le 6 septembre 1974 à Sousse (Tunisie), demeurant à Consthum

11. BIESIADECKA Karolina Agnieska, née le 3 février 1984 à Tychy (Pologne), demeurant à Hamiville

12. BOUNAIRA Ammar, né le 10 septembre 1948 à Emir Abdelkader (Algérie), demeurant à Luxembourg

13. BOUCEKKINE Samia, née le 18 février 1953 à Bejaia (Algérie), demeurant à Luxembourg

14. BOUNAÏRA Wafa, né le 10 avril 1979 à Sidi Mhamed (Algérie), demeurant à Luxembourg

15. BREZULEANU Anca, née le 15 décembre 1962 à Brasov (Roumanie), demeurant à Hobscheid

16. BRUCCOLERI Calogero, né le 2 septembre 1975 à Wadern (Allemagne), demeurant à Differdange

17. BUNUSEVAĆ Miodrag, né le 20 août 1963 à Zaječar (Serbie), demeurant à Bertrange

18. COSIĆ Jusuf, né le 12 mai 1967 à Junuzovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nocher

19. IMAMOVIĆ Ferida, née le 30 octobre 1975 à Perovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nocher

20. CRÉOLA Audrey Marie Françoise Cany, née le 17 août 1979 à Bastogne (Belgique), demeurant à Saeul

21. CRNIĆ Enes, né le 10 août 1975 à Berane (Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

22. CEMAN Sanela, née le 5 juin 1978 à Berane (Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

23. DA CRUZ RAMOS João, né le 22 mai 1968 à Santo Crucifixo/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Diekirch

24. DELAPORTE Pierre Hoche Maurice Ghislain, né le 28 juin 1966 à Maubeuge (France), demeurant à Wormeldange

25. DEZSÖ Marianna Eva, née le 8 janvier 1968 à Szerencs (Hongrie) demeurant à Weyer

26. DOS SANTOS RODRIGUES Susana Marlene, née le 3 avril 1981 à Lavos/-Figueiredo da Foz (Portugal), demeurant à Differdange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de RODRIGUES Susana Marlene.

27. DOS SANTOS DIAS Abilio Nascimento, né le 9 mai 1968 à Santo Antão (Cap-Vert), demeurant à Bissen

28. DRAGAN Edith Maria, née le 27 novembre 1975 à Caransebes (Roumanie), demeurant à Niederkorn

29. DULAC Fabrice Richard, né le 20 janvier 1974 à Paris (France), demeurant à Diekirch

30. DZOGOVIĆ Mersud, né le 3 décembre 1981 à Peć (Kosovo), demeurant à Dudelange

31. ÉVORA LIMA Vanda, née le 13 octobre 1970 à Nossa Senhora Da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Rumelange

32. FECCHI Maurizio, né le 25 novembre 1948 à Gubbio (Italie), demeurant à Bettange-sur-Mess

33. GARCIA Morgane, née le 21 octobre 1988 à Mantes-la-Jolie (France), demeurant à Luxembourg

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

34. GAROT Damien, né le 19 juillet 1976 à Séoul (Corée du Sud), demeurant à Luxembourg

35. GASHI Ramadan, né le 14 janvier 1966 à Prishtinë (Kosovo), demeurant à Echternach

36. GEOFFROY Nadine Marie Christine, née le 15 juillet 1963 à Phalsbourg (France), demeurant à Mullendorf

37. GRULIĆ Jovica, né le 20 août 1960 à Zaječar (Serbie), demeurant à Luxembourg

38. HAJJAOUI Youssef, né le 14 mars 1974 à Rabat (Maroc), demeurant à Bertrange

39. HODZIĆ Refika, née le 10 septembre 1963 à Brcve/Bijelo Polje (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bissen

40. HU Yi, née le 1er mai 1986 à Hangzhou/Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

41. IAMPOLSKI Mihail, né le 8 juillet 1988 à Tiraspol (Moldova), demeurant à Luxembourg

42. IBRAIMI Rusina, née le 9 novembre 1972 à Wels (Autriche), demeurant à Larochette

43. IBRIĆ Zlata, née le 25 soût 1971 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Moesdorf/Mersch

44. JOLDIĆ Edina, née le 22 avril 1971 à Rujnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

45. JOLDIĆ Emir, né le 9 mars 1983 à Rujnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

46. KALABIĆ Ramo, né le 21 octobre 1969 à Rujnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nocher

47. CATIĆ Saliha, née le 6 janvier 1974 à Gostovic (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nocher

48. KAMBERI Merita, née le 8 juin 1980 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Howald

49. KOCAN Alma, née le 15 avril 1983 à Podgorica (Monténégro), demeurant à Ettelbruck

50. KOLA Dorela, née le 25 mai 1988 à Burel-Mat (Albanie), demeurant à Luxembourg

51. KRASNIQI Zeqir, né le 3 août 1975 à Deçan (Kosovo), demeurant à Luxembourg

52. KRIUKOV Sergei, né le 15 août 1988 à Bichkek (Kirghizistan), demeurant à Peppange

53. KRYVOROT Vira, née le 19 juillet 1988 à Sumy (Ukraine), demeurant à Differdange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de ROT Vera.

54. LI Xiaoqing, née le 25 octobre 1962 à Kunming/Yunnan (Chine), demeurant à Luxembourg

55. LIANG Haoxing, né le 18 octobre 1971 à Guangzhou (Chine), demeurant à Luxembourg

56. LIMA CORREIA Roberto Carlos, né le 21 mai 1967 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Diekirch

57. DOS SANTOS DIAS Silvina Antónia, née le 28 janvier 1970 à São João Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Diekirch

58. LI Lujiao, née le 10 août 1982 à Kunming/Yunnan (Chine), demeurant à Erpeldange (Bous)

59. LOPES Teodora Joana, née le 14 septembre 1973 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Niederkorn

60. LÜBBERS Carmen Rita Barbara, née le 3 août 1966 à Trier (Allemagne), demeurant à Wasserbillig

61. LUCA Ervis, né le 19 mai 1981 à Durrës (Albanie), demeurant à Fentange

62. MALUNGU NKIAMBI Michel, né le 22 janvier 1978 à Kinshasa (République Démocratique du Congo), demeurant à Mamer

63. MARTINS DOS SANTOS Deolinda Maria, née le 25 juin 1969 à Vila Franca de Xira (Portugal), demeurant à Schifflange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MARTINS Linda.

64. MAVER Aurélia Marie Patricia, née le 11 mai 1983 à Arlon (Belgique), demeurant à Steinfort

65. MILENKOVIĆ Milorad, né le 18 novembre 1949 à Zrenjanin (Serbie), demeurant à Soleuvre

66. MIRANDA Gertrudes Helena, née le 20 avril 1971 à Ribeira Grande/Nossa Senhora do Rosário (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

67. MITREA Catalin, né le 31 janvier 1969 à Piatra Neamt (Roumanie), demeurant à Esch-sur-Alzette

68. MOHAMMAD Alla, né le 1er janvier 1965 à Baglan (Afghanistan), demeurant à Ettelbruck

69. MONTEIRO ROCHA Maria de Fatima, née le 18 juin 1963 à São Pedro Apóstolo/Santo Antão (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

70. MOSK Dennis Cornelis Louris, né le 28 janvier 1978 à Schagen (Pays-Bas), demeurant à Lamadelaine

71. MUJANOVIĆ Nesib, né le 5 septembre 1969 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

72. MUJKIĆ Sanela, née le 17 août 1976 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

73. MUKIĆ Almir, né le 1er juillet 1983 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Remich

74. MURATOVIĆ Sanela, née le 27 mai 1979 à Podgorica (Monténégro), demeurant à Schieren

75. NAGHI Dan, né le 30 août 1967 à Ploiesti (Roumanie), demeurant à Schifflange

76. NASCIMENTO ANDRADE Joana, née le 9 janvier 1967 à Santo Crucifixo (Cap-Vert), demeurant à Grevenmacher

77. NAZZARO Renato, né le 19 janvier 1981 à Solothum (Suisse), demeurant à Remich

78. NEBRIAGA Mary Grace Delim, née le 18 septembre 1977 à Malabon/Rizal (Philippines), demeurant à Luxembourg

79. NIKOLOVSKI Blagoj, né le 3 avril 1961 à Titov Veles (Macédoine), demeurant à Echternach

80. SOBEVSKA Roza, née le 22 mai 1965 à Bitola (Macédoine), demeurant à Echternach

81. NORKOULOV Joumanazar, né le 10 avril 1965 à Outchtepa (Ouzbékistan), demeurant à Linger

82. OPPEL Pia, née le 13 octobre 1984 à Bochum (Allemagne), demeurant à Mamer

83. PAÇARADA Ardian, né le 28 juin 1972 à Prishtinë (Kosovo), demeurant à Dudelange

84. PERUGINI Sandro, né le 17 septembre 1961 à Macerata (Italie), demeurant à Lehrhof

85. Bouton Nathalie Evelyne, née le 11 mars 1967 à Uccle (Belgique), demeurant à Lehrhof

86. PINTO GONÇALVES José Avenlin, né le 10 février 1962 à Carva/Murça (Portugal), demeurant à Pettingen

87. PIRES MEDINA Davitson Baptista, né le 24 juin 1988 à São João Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Diekirch

88. PIRES SANTOS Lauridania Jacira, née le 4 février 1989 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Dudelange

89. PJANIĆ Hariz, né le 19 juin 1960 à Gornji Rainci (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Berchem

90. PROSKURINIKOVA Iryna, née le 22 janvier 1970 à Nijne-Grayvoronka (Russie), demeurant à Altwies

91. QUEIRÓS RIBEIRO Manuel Agostinho, né le 12 janvier 1978 à São Gonçalo/-Amarante (Portugal), demeurant à Echternach

92. RAIZADA Vijay, né le 16 décembre 1949 à Kanpur (Inde), demeurant à Strassen

93. RAMSHAD Yasmin Alexandra, née le 21 mai 1966 à Berlin (Allemagne), demeurant à Luxembourg

94. RASTEIRO AMORIM Marta Isabel, née le 25 mai 1980 à Lavos/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Dudelange

95. REKA Mimoza, née le 18 avril 1960 à Tirana (Albanie), demeurant à Luxembourg

96. REXHAJ Labinot, né le 29 octobre 1981 à Mitrovicë (Kosovo), demeurant à Wasserbillig

97. RIBEIRA SILVA Carina Isabel, née le 29 juin 1984 à Sintra (Portugal), demeurant à Diekirch

La personne préqualifée est autorisée à porter les nom et prénoms de RIBEIRO Carina Isabel.

98. RODRÍGUEZ TREJO Julia Beatriz, née le 12 avril 1966 à Matanzas (Cuba), demeurant à Crauthem

La personne préqualifée est autorisée à porter les nom et prénom de RODRÍGUEZ Béatrice.

99. ROSAS DAS NEVES Ana Elisa, née le 26 septembre 1978 à Coimbra (Portugal), demeurant à Canach

100. SANTOS DUVAL Helen Elizabeth, née le 7 novembre 1977 à San Jan de la Maguana (République Dominicaine), demeurant à Luxembourg

101. SCHNEIDER Melitta, née le 17 janvier 1950 à Siersburg (Allemagne), demeurant à Luxembourg

102. SHARMA Devki Devi, née le 14 mai 1972 à Delhi (Inde), demeurant à Luxembourg

103. SHIOMURA Jorge Luis, né le 17 septembre 1960 à Lima (Pérou), demeurant à Steinfort

104. SINANOVIĆ Mirnes, né le 20 janvier 1988 à Jelovo Brdo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Mersch

105. SINUNOVIĆ Nurdin, né le 20 octobre 1982 à Jelovo Brdo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Pétange

106. SKAPUR Adisa, née le 15 février 1977 à Andernach (Allemagne), demeurant à Luxembourg

107. SOGOLJ Almira, née le 15 juillet 1983 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

108. STOFFELS Kurt, né le 26 février 1968 à Malmedy (Belgique), demeurant à Bascharage

109. TER BRUGGEN Jimmy Leonardus Jacobus, né le 22 décembre 1944 à Amsterdam (Pays Bas), demeurant à Osweiler

110. STRENZLER Felicitas Angelika, née le 10 mai 1961 à Bitburg (Allemagne), demeurant à Osweiler

111. THOMMES Yvan, né le 10 novembre 1972 à Arlon (Belgique), demeurant à Hautcharage

112. ANSIAUX Catherine, née le 24 mai 1972 à Saint-Mard (Belgique), demeurant à Hautcharage

113. TLEMCANI Zahra, née le 4 octobre 1966 à Oujda (Maroc), demeurant à Luxembourg

114. TRINLEY Rinpoche, né le 22 juin 1981 à Mandong (Tibet), demeurant à Meispelt

115. UY Pun Ha, née le 9 septembre 1961 à Hong Kong (Chine), demeurant à Huldange.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de UY Pun Ha Teresa.

116. VANLAETHEM Nicolas Pierre Emmanuel, né le 15 février 1978 à Woluwe-Saint-Lambert (Belgique), demeurant à Strassen

117. WASSON Muriel Marie Jeanne Renée Georgette, née le 25 mars 1977 à Verviers (Belgique), demeurant à Luxembourg

118. VELOSO FONTENELLE BEZERRIL Nicole, née le 19 juin 1985 à São Paulo (Brésil), demeurant à Strassen

119. XHAFA Merita, née le 23 juillet 1973 à Bastogne (Belgique), demeurant à Wolwelange

120. XIA Mei, née le 17 octobre 1984 à Hecheng/Zhejiang (Chine), demeurant à Mondercange

121. YE Xiuwei, née le 21 novembre 1981 à Zhejiang (Chine), demeurant à Differdange

* * *

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. Déi nächst Sitzung ass fir den 11. Mäerz programméiert. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech matgedeelt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.00 heures)

Sommaire des séances publiques

Communication page 301

5380 - Projet de loi sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques

et

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention pages 301-309
pages 312-313

Ordre du jour page 309

5748 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique pages 309-312
page 313

Communications page 317

Ordre du jour pages 317-318

5584 - Projet de loi relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et modifiant:

1. le Code des assurances sociales;

2. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4. le Code du Travail pages 318-327

4909 - Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité pages 327-337

Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la déclaration d'indépendance du Kosovo, suivie d'un débat pages 338-342

5686 - Projet de loi transposant la Directive 2005/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions et la Décision-cadre 2005/667/JAI du Conseil du 12 juillet 2005 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires pages 342-343

5769 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Turkménistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 mai 1998 pages 343-344

4985 - Projet de loi relatif aux chiens pages 344-350

Demandes en naturalisation pages 350-351

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2093	M. Alexandre Krieps	Examen prénuptial
2099	Mme Marie-Josée Frank	Cours pour jeunes parents
2105	M. Marc Spautz	Assurances «Tous Risques Chantiers»
2128	M. Marcel Oberweis	Constitution d'une plate-forme eurorégionale Meuse-Rhin
2133	M. Jos Scheuer	Pollution atmosphérique à Wasserbillig
2135	Mme Claudia Dall'Agnol	Protection des mineurs
2142	M. Félix Braz	Année européenne du dialogue interculturel
2147	M. Marc Angel	«Électricité verte» dans les bâtiments publics
2149	M. Claude Adam	Suppléants dans l'éducation précoce et dans l'enseignement primaire
2153	M. Henri Kox	Bilan des aides pour l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables
2169	M. Camille Gira	Aménagement d'une voie réservée aux transports en commun sur la N6 (Steinfort - Luxembourg-ville)
2173	Mme Claudia Dall'Agnol	Carrière du bibliothécaire dans la fonction publique
2174	M. Marc Spautz et M. Fred Sunnen	Renaturation de l'Alzette
2176	M. Marc Spautz	Avertissements taxés en cas de stationnement non réglementaire
2179	M. Robert Mehlen	Contournement Echternach voie Charly
2185	M. Marcel Oberweis	Place N°52 du Grand-Duché du Luxembourg dans le classement index du climat German Watch 2008
2191	M. Claude Meisch	Boni pour enfants pour personnes non résidentes au Luxembourg
2192	Mme Marie-Josée Frank	Coût des prothèses dentaires
2193	M. Eugène Berger	Protection contre le bruit
2194	M. Roland Schreiner	Maisons relais
2197	M. Aly Jaerling	Feux d'artifice
2198	M. Robert Mehlen	Restructuration du secteur des abattoirs et de la transformation de la viande
2199	M. Aly Jaerling	Droits d'auteur
2200	M. Marcel Oberweis	Valorisation de l'énergie hydraulique par des centrales au fil de l'eau dans le cadre du développement durable
2202	M. Laurent Mosar	Mouvements de nuit des avions de fret et de passagers
2203	M. Gilles Roth	Allocation de subsides au profit des communes en rapport avec la réalisation d'infrastructures scolaires
2206	M. Marco Schank	Construction d'un lycée à Clervaux
2216	M. Xavier Bettel	Incident technique d'une machine de la compagnie MK Airlines
2220	M. Charles Goerens	Éleveurs de porcs luxembourgeois
2223	M. Camille Gira	Phénomène du «Tanktourismus»
2224	M. Camille Gira	Projet d'établissement d'un centre commercial à Wickrange
2226	M. Aly Jaerling	Reclassement des salariés du site de l'aciérie Arcelor-Mittal de Gandrange (France)
2227	M. Robert Mehlen	Réduction des émissions de CO_2 par un mode de conduite économe
2228	M. Robert Mehlen	Lutte contre le gui dans les vergers
2233	M. Marcel Oberweis	Pesticides
2234	M. Ben Fayot	Avis favorable de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) pour l'autorisation du maïs MON 810 en UE
2236	M. Claude Adam	Assurance continuée et assurance facultative
2238	M. John Castegnaro	Personnel de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE)
2243	M. Robert Mehlen	Vaccins contre la fièvre catarrhale
2244	M. Laurent Mosar	Subventions dans le cadre de délocalisations
2246	M. Carlo Wagner	Nouveau plan hospitalier
2247	M. Fernand Diederich	Faillite civile
2252	M. Gast Gibéryen	Site «Koibestrachen» et normes Seveso
2255	M. Laurent Mosar	Arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme sur le droit d'adoption d'une personne célibataire homosexuelle
2257	M. Marcel Oberweis	Organisation d'un Sommet annuel de la Jeunesse de la Grande Région
2262	M. Lucien Thiel	Application de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur les voies publiques telle que modifiée par la loi du 18 septembre 2007
2263	M. Roger Negri	Mise en oeuvre de l'espace unique de paiements en euros SEPA (Single Euro Payments Area)
2265	M. Fernand Etgen	Recalcul de la taxe sur les véhicules automoteurs
2276	M. Ali Kaes	Réglementation de la vitesse maximale autorisée hors agglomération
2280	M. Xavier Bettel	Médicaments antiviraux
2311 urgente	M. Xavier Bettel	Partage d'une cellule au Centre pénitentiaire de Schrassig par plusieurs des mineurs

Question 2093 (8.11.2007) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant l'**examen prénuptial:**

L'examen prénuptial visait à l'origine à prévenir, contrôler et éduquer les couples sur l'hygiène de vie, les maladies sexuellement transmissibles, la contraception, etc. De nos jours cette consultation se limite souvent à faire des recherches, en vue d'une grossesse, sur la rubéole et la toxoplasmose pour les femmes de moins de 50 ans. À cela s'ajoute la détermination des groupes sanguins afin de dépister d'éventuels problèmes d'incompatibilités de ceux-ci.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre croit-il que l'examen prénuptial a toujours sa raison d'être en l'an 2007?

- Ne pense-t-il pas que cet examen devrait être aboli à l'instar de ce qui a été fait en France étant donné que 80% des couples se fréquentent très longtemps avant le mariage et que plus de 50% des enfants naissent hors mariage?

- Quel a été le nombre des résultats anormaux dans le cadre des examens prénuptiaux lors des 20 dernières années et quel a été le coût annuel des examens prénuptiaux pratiqués?

Réponse (14.12.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Je commencerai par fournir à l'honorable Parlementaire des éléments sur les résultats des examens faits dans le cadre de l'examen prénuptial.

Entre mars 2006 et octobre 2007 un seul cas de tuberculose-maladie a été découvert grâce à l'examen prénuptial, ceci pour un total de 11.457 tests par intradermoréaction, suivis de 1.404 radiographies de contrôle.

Les données disponibles pour les années 1990 à 2007 pour les autres examens révèlent que 27,6% des jeunes femmes étaient positives pour la toxoplasmose (donc examen de contrôle pendant la grossesse plus nécessaire) et 7,3% étaient négatives pour la rubéole (donc susceptibles d'être vaccinées).

Il faut cependant relever que depuis le début des années 2000 nous avons atteint un taux de couverture par la vaccination contre la rubéole de plus de 95% ce qui va fortement diminuer le nombre de femmes séronégatives au moment de l'examen prénuptial.

Sur la même période nous avons constaté que 0,4% des candidats (hommes et femmes) au mariage présentaient un BW positif lors de la recherche de la syphilis, mais sans préjuger du stade de cette maladie.

Mes services sont en train de réfléchir sur une prise en charge «préventive» plus globale de la population avec bilans de santé ciblés à des âges-clé. L'opportunité du maintien de l'examen prénuptial sera examinée dans le cadre de cette étude. Mais d'ores et déjà je pense pouvoir dire que le dépistage de la tuberculose spécifiquement fait en vue du mariage ne se justifie plus.

Question 2099 (13.11.2007) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant les **cours pour jeunes parents:**

Depuis la fin du mois d'octobre 2007, des cours pour jeunes parents sont organisés à la Clinique Bohler au Kirchberg. À partir de l'année prochaine, ces cours devraient également être proposés au sein de la Maternité Grand-Duchesse Charlotte à Luxembourg-Ville et la maternité du Centre hospitalier Emile Mayrisch à Esch/Alzette.

Ces cours sont actuellement organisés par la «Fondation Kannerschlass» et l'école parentale Janusz Korczak.

L'objectif de ces cours est d'aider et de soutenir les jeunes parents dans leurs nouvelles missions éducatives en les sensibilisant sur les besoins de leur enfant. Il s'agit sans aucun doute d'une initiative très importante au regard du bien-être des enfants et qui peut s'inscrire dans une démarche de prévention primaire.

Or, ces cours, contrairement aux cours proposés aux futurs parents par l'association «Liewensufank» qui sont en partie subventionnés par des fonds étatiques, ne bénéficient d'aucune subvention et sont exclusivement financés par des dons privés.

Au vu de ce qui précède, j'aurais aimé poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas pouvoir subventionner à l'avenir et au moins pour partie l'organisation de ces cours pour jeunes parents?

Réponse (7.2.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La «Fondation Kannerschlass» est bénéficiaire de trois conventions signées avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, mettant à sa disposition des crédits investis dans le fonctionnement du centre d'accueil pour enfants, du centre d'accueil en milieu ouvert et du centre de formation pour parents «Eltereschoul Janusz Korczak».

La convention attribuée pour les activités de l'«Eltereschoul Janusz Korczak» se base sur la loi ASFT, réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, et sur le règlement grand-ducal du 29 novembre 2006, réglant l'agrément à accorder aux centres de formation et de conseil sociofamilial.

La convention assure une participation forfaitaire aux activités de l'«Eltereschoul Janusz Korczak». Le montant de la subvention, couvrant les frais de personnel et les frais administratifs du service en question est en augmentation constante depuis 2006: 120.049 euros en 2006, 148.296 euros en 2007 et 207.340 euros pour l'année 2008.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration soutient particulièrement les activités de formation sociofamiliale de l'«Eltereschoul Janusz Korczak» et avait proposé l'ajout d'un poste d'éducateur gradué dans la convention établie pour l'année 2008, proposition dont la Chambre des Députés a tenu compte par le vote de la loi budgétaire. De par là, l'«Eltereschoul Janusz Korczak» bénéficie depuis le 1er janvier 2008 d'un renforcement de son équipe pédagogique, ce qui permet la prise en charge entière des frais de personnel, qui représentent 75% du total des dépenses du service. Par ailleurs, le montant supplémentaire de 5.133 euros par an permet la prise en charge de frais administratifs.

De même, l'«Eltereschoul Janusz Korczak» bénéficie d'une convention avec la Ville de Luxembourg, mettant à disposition des fonds, alloués à la rémunération d'un éducateur gradué réalisant des activités de formation sur le territoire de la ville de Luxembourg ainsi que des localités propres.

De plus, l'«Eltereschoul Janusz Korczak» dispose de recettes propres provenant des honoraires du personnel éducatif intervenant au sein des communes ainsi que de la participation aux frais des parents inscrits dans certains cours et formations.

Il y a lieu de noter que le Ministère de la Famille et de l'Intégration participe aux frais de fonctionnement et aux frais de personnel d'activités de formation parentale gérées par d'autres institutions telles notamment le Familljen-Center CPF, le Mouvement luxembourgeois pour le Planning familial et l'Éducation sexuelle, l'Action familiale et populaire ou l'Info-Video-Center.

Question 2105 (14.11.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **assurances «Tous Risques Chantiers»:**

L'assurance «Tous Risques Chantiers» garantit, pendant la période de construction, l'indemnisation des dommages matériels à l'ouvrage en cours de réalisation et aux autres biens assurés (ouvrages provisoires, biens existants). Ces dommages peuvent résulter notamment d'événements fortuits (incendie, explosion, foudre, dégâts des eaux, événements naturels, effondrement total) ou être consécutifs à la maladresse, la négligence, la malveillance etc. Cette police d'assurance pourra, en outre, sortir ses effets pendant la période d'entretien qui suit la réception provisoire. La responsabilité civile des différents intervenants au chantier (entreprise générale, architecte, sous-traitant, bureau d'étude) y est également assurable, pour des dommages causés à des tiers et imputables à l'exécution des travaux assurés.

En pratique, beaucoup d'entreprises d'assurances de droit étranger font des offres attractives pour ce type de produits. Après la finition des chantiers, ils chargent des experts étrangers aux expertises douteuses. En cas de contestation de ces expertises par des propriétaires lésés, ces derniers sont forcés de commander des expertises à leurs propres frais.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

1. Est-ce qu'il ne faut pas changer la législation afin de mieux garantir les droits des personnes lésées?

2. Ne faudrait-il pas établir une liste d'experts agréés?

Réponse (21.2.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

L'assurance «Tous Risques Chantiers» est une forme d'assurance complexe qui comporte à la fois des garanties de protection des biens assurés (incendie, dégâts des eaux, effondrement des terrains, inondations, etc.) et des garanties de responsabilité civile pour cause de malfaçons tant à l'égard du maître de l'ouvrage que des tiers. Ces garanties jouent en règle générale pendant la phase de construction proprement dite et pendant la période de garantie décennale ou biennale imposée par la loi aux architectes, entrepreneurs et autres corps de métiers impliqués dans la construction et dans le parachèvement d'un immeuble.

L'assurance «Tous Risques Chantiers» présente une très grande utilité tant pour le maître de l'ouvrage pendant la période de construction que pour les propriétaires de l'immeuble pendant la période de garantie après l'achèvement. Elle met ces personnes à l'abri d'un défaut d'indemnisation par un architecte, un entrepreneur ou un autre corps de métier qui, tout en étant légalement responsable d'une malfaçon pendant la période décennale ou biennale, se trouverait néanmoins en état d'insolvabilité au moment de la survenance du sinistre. La conclusion d'un contrat d'assurance «Tous Risques Chantiers» est de ce fait, et à raison, présentée par les promoteurs d'immeubles comme un argument de vente supplémentaire à l'égard de leurs clients.

Malgré l'utilité évidente de l'assurance «Tous Risques Chantiers», sa conclusion reste toutefois facultative. Il en résulte que les conditions générales et spéciales des polices peuvent être librement négociées entre parties, dans le respect des dispositions impératives résultant de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance pour les immeubles situés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Cette loi ne comporte pas de dispositions impératives concernant la désignation et la qualification des experts en cas de sinistre. Il en résulte qu'il est laissé aux soins des parties de déterminer les procédures de désignation des experts et de l'évaluation des dommages.

En règle générale il est prévu que l'entreprise d'assurance désigne son expert et que la partie lésée désigne le sien. En cas de désaccord entre les experts des parties il est souvent prévu de désigner un tiers arbitre, soit d'un commun accord, soit par voie judiciaire.

Le Gouvernement n'a pas d'informations concernant la qualité des experts ainsi désignés. Si une modification législative s'avérait nécessaire à la lumière d'informations plus précises, il y a lieu de noter qu'elle devrait nécessairement tenir compte du principe communautaire de la libre prestation des services.

Question 2128 (27.11.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **constitution d'une plate-forme eurorégionale Meuse-Rhin:**

La coopération à caractère territorial concerne la coopération en matière d'aménagement du territoire, de communications et de transports et d'infrastructure. Au sein du Benelux la coopération transfrontalière territoriale poursuit son chemin et en 2006 la création d'une plate-forme eurorégionale des transports publics a été envisagée, une étude visant à fixer les potentialités de transports entre les régions du Benelux et d'autres eurorégions ayant été lancée.

Cette étude devra servir de base à l'établissement d'un plan eurorégional des transports publics constituant le fondement contraignant pour une extension future du réseau de transport transfrontalier. La déclaration d'intention commune a été envisagée d'être signée durant le premier trimestre 2007 en vue de rassembler les acteurs du domaine des transports publics et ceci premièrement pour l'Euroregio Meuse-Rhin. En aval d'autres plates-formes pourront être créées.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Est-ce que la déclaration d'intention de l'Euregio Meuse-Rhin a déjà été signée?

- Quelles sont les retombées pour le Luxembourg de ce plan eurorégional concernant le réseau de transport transfrontalier?

Réponse (14.2.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Comme le Grand-Duché ne fait pas partie de l'Euregio Meuse-Rhin, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a dû se procurer les éléments de réponse via ses contacts avec la Communauté germanophone de Belgique, qui entretient une coopération transfrontalière tant dans Saar-Lor-Lux que dans l'Euregio Meuse-Rhin.

La déclaration d'intention commune, d'après les renseignements obtenus, est en phase de signature. Il s'agit d'un processus lourd, puisqu'elle comporte 26 signatures.

La Déclaration a pour objectif de réaliser dans l'Euregio Meuse-Rhin un système de communication intégré de transports en commun transfrontalier, en procédant avec diligence, d'une part, à l'amélioration de la qualité et de la fiabilité des services ferroviaires et d'autobus transfrontaliers existants, et d'autre part, à l'élimination des obstacles techniques, opérationnels, commerciaux et structurels. Les mesures restent cependant générales.

Dans une annexe, la Déclaration fait état de projets déjà entamés ou sur le point de l'être. On y retrouve l'amélioration des dessertes à partir de Liège (point d'entrée, venant de Luxembourg, dans le système de transport de l'Euregio Meuse-Rhin) vers Maastricht, Bruxelles et Aix-la-Chapelle.

D'autres répercussions ne peuvent pas être détectées en ce moment.

Question 2133 (28.11.2007) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant la **pollution atmosphérique à Wasserbillig:**

Le centre de la localité de Wasserbillig constitue un axe de circulation intense emprunté tant par des poids lourds en transit que par des véhicules en provenance ou à destination de la région de Trèves. Selon un article de presse, des comptages ont relevé le passage de quelque 18.000 voitures par jour dont environ 500 poids lourds. Ce trafic se faufile par la route étroite vers la frontière allemande respectivement, en grande partie, vers les stations de service.

Sur l'initiative de l'administration communale de Mertert, une étude sur la pollution de l'atmosphère sur divers sites de la localité de Wasserbillig a été réalisée. D'après l'article précité, les résultats seraient alarmants en ce sens que sur deux sites près de la route nationale N1, les valeurs recueillies concernant les émissions d'azote dépassent les seuils maxima fixés par la directive européenne 1999/30/CE transposée par le règlement grand-ducal du 24 juillet 2000.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes aux ministres compétents:

- Monsieur le Ministre de l'Environnement a-t-il connaissance des faits dont il est question plus haut? Dans l'affirmative, ne serait-il pas opportun de suivre le règlement grand-ducal du 17 mars 1998 transposant la directive 96/62/CE, qui stipule de faire «établir par l'administration des plans ou programmes, permettant d'atteindre la valeur limite dans le délai fixé»?

- Monsieur le Ministre des Transports peut-il me dire en quoi la responsabilité de l'État est engagée en pareil cas?

- Dans l'immédiat, est-ce qu'une interdiction de circulation peut être déclarée en cas de dépassement des seuils? Dans l'affirmative, qui est en droit d'ordonner cette interdiction?

- Quelles sont les interdictions de circulation pour les poids lourds en transit?

- Considérant que les projets d'infrastructure routière dans la région de Trèves peuvent avoir une incidence sur les problèmes constatés à Wasserbillig, Monsieur le Ministre des Travaux publics peut-il me renseigner sur le dossier «Moselaufstieg» reliant les zones commerciales et les localités situées à l'est de Trèves à l'autoroute Luxembourg-Trèves?

- Qu'en est-il d'un pont supplémentaire sur la Moselle?

Réponse commune (23.1.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement*, de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Ad 1) Le Ministre de l'Environnement a connaissance des faits des dépassements éventuels des valeurs limites de la qualité de l'air du dioxyde d'azote (NO_2) et du benzène (C_6H_6).

De ce fait l'Administration de l'Environnement procède depuis 1996 à des contrôles des valeurs limites annuelles en NO_2 et benzène. Lesdites campagnes s'étendent sur une période d'un an pour être conforme aux normes en vigueur.

À l'issue de la première campagne de mesure prospective en 1997 il a été constaté que les sites les plus exposés à la pollution atmosphérique se situent pour le NO_2 dans la Grand-Rue (centre de Wasserbillig), et pour le benzène dans la zone des stations d'essence (route de Wasserbillig). Une seconde campagne de mesure est en cours et se terminera en août 2008. Tous les mesurages annuels réalisés jusqu'à présent ou en cours de réalisation, sont résumés dans le tableau ci dessous:

Relevé des campagnes de mesurages des teneurs en NO_2 et en benzène à Wasserbillig réalisées pour le compte de l'Administration de l'Environnement

Remarques concernant la valeur limite annuelle inscrite dans une directive européenne et transposée par un règlement grand-ducal	Valeur annuelle de la teneur en NO_2 (µg/m³). La directive européenne 1999/30/CE du Conseil du 22 avril 1999 (transposée par le règlement grand-ducal du 24 juillet 2000) fixe une valeur limite annuelle pour le dioxyde d'azote NO_2 dans l'air ambiant. Cette valeur limite s'applique à la moyenne annuelle		Valeur annuelle de la teneur en benzène (µg/m³) La directive européenne 2000/69/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2000 (transposée par le règlement grand-ducal du 25 juillet 2002) fixe une valeur limite annuelle pour le benzène C_6H_6 dans l'air ambiant	
Valeur limite annuelle à respecter	À partir du 01.01.2010, la valeur limite se situera à 40 µg/m³		À partir du 01.01.2010, la valeur limite se situera à 5 µg/m³	
Période de mesurage	Grand-Rue	Route de Wasserbillig	Grand-Rue	Route de Wasserbillig
fin avril 1996 à début juin 1997	41.3	n.d.	n.d.	7.4
septembre 2001 à août 2002	n.d.	n.d.	3.4.	5.7
Début: fin juillet 2007	en cours	n.d.	en cours	en cours

n.d.: non déterminé

En ce qui concerne en particulier le dioxyde d'azote (NO_2) il est à noter que l'Administration de l'Environnement a procédé en 1997 à une première évaluation de la teneur en NO_2. Il en résulte que dans le centre de Wasserbillig (Grand-Rue) un léger dépassement de la valeur limite annuelle de 40 mg/m³ a été déterminé. Une nouvelle évaluation de la situation concernant ce polluant qui est en cours et c'est seulement fin août 2008 qu'un bilan annuel pourra être dressé afin de déterminer la situation actuelle, ceci sur la base de douze mois de mesurages sans interruption. Il est envisageable que la valeur limite annuelle de 40 µg/m³ (à respecter sous peu et au plus tard à partir du 1er janvier 2010), est susceptible d'être de nouveau dépassée ou, dans le meilleur des cas, d'être pratiquement atteinte.

Conformément à l'article 6 - Amélioration de la qualité de l'air ambiant - du règlement grand-ducal du 17 mars 1998 portant application de la directive 96/62/CE du 27 septembre 1996 concernant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant, le Ministre fait établir par l'Administration des Plans et Programmes d'Action indiquant les mesures à prendre à court terme en cas de risque de dépassement des valeurs limites cibles et/ou des seuils d'alerte, afin de réduire le risque de dépassement et d'en limiter la durée.

À l'issue de la nouvelle évaluation des mesures en cours et vu la date limite 2010 pour ce qui est de l'application de la valeur limite annuelle de 40 µg/m³ pour le dioxyde d'azote, le Ministre de l'Environnement fera établir par l'Administration un plan d'action adéquat, ceci conformément à l'article 6 du règlement grand-ducal du 17 mars 1998. Ledit plan comportera:

- une liste des principales sources d'émissions et notamment celles responsables de la pollution,

- une quantité totale d'émissions provenant de ces sources,

- des mesures visant à réduire la pollution en NO_2.

Sans vouloir devancer les analyses concrètes à déterminer dans le cadre du plan d'action, il semble fortement probable que le trafic de passage de poids lourds à travers la localité de Wasserbillig est à considérer comme une source principale pour ce qui est des valeurs élevées en NO_2.

Éléments de réponse (14.2.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le projet du «Moselaufstieg», dénommé entre-temps «Westumfahrung Trier», figure actuellement dans le «Bundesverkehrswegeplan» sous la rubrique «weiterer Bedarf», de sorte que le financement de ce projet n'est actuellement pas assuré du côté allemand. Le transfert de ce projet dans la rubrique «vordringlicher Bedarf» du prochain «Bundesverkehrswegeplan» (2009) est un préalable à la réalisation du projet.

La question concernant la réalisation éventuelle d'un nouveau pont supplémentaire sur la Moselle se réfère sans doute au pont projeté aux abords du port de Mertert assurant une liaison directe à l'autoroute A1. Sa réalisation n'est programmée qu'à moyen terme et il ne peut, bien évidemment, être construit qu'avec l'accord et la collaboration des autorités allemandes. Actuellement une étude initiée par l'Administration des Ponts et Chaussées analyse si les deux projets du «Moselaufstieg» et du nouveau pont supplémentaire sont concurrentiels ou complémentaires.

Question 2142 (30.11.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**Année européenne du dialogue interculturel:**

2008 a été déclarée Année européenne du dialogue interculturel.

1. Quel est le dispositif mis en place au Grand-Duché pour répondre à cette volonté politique communautaire?

2. Quelles sont les grandes lignes du programme?

3. Y a-t-il eu ou y aura-t-il un appel à projets?

4. Quels sont les moyens budgétaires nationaux et communautaires affectés à cette année européenne?

Réponse (20.2.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En vertu de la décision N°1983/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006, l'année 2008 a été proclamée Année européenne du dialogue interculturel (AEDIC). La promotion du dialogue interculturel doit en effet permettre aux citoyens européens et à tous ceux vivant dans l'Union européenne, riches de leurs diverses identités culturelles et croyances, à explorer les avantages de notre patrimoine culturel et à s'ouvrir sur nos différentes traditions culturelles. Car «le dialogue interculturel est intimement lié à l'ambition fondamentale de la construction européenne, qui consiste à rapprocher les peuples d'Europe».

1. L'Année européenne du dialogue interculturel (2008) a été entérinée par la décision N°1983/2006/CE du 18 décembre 2006. Dans le cadre des préparatifs pour l'Année, la Commission européenne a demandé aux États membres:

- d'élaborer des stratégies nationales exposant le contexte national et identifiant les défis et priorités y afférentes pour l'année 2008,

- de désigner un organe coordinateur pour la mise en œuvre effective.

En réponse à cela, le Luxembourg a tout d'abord nommé le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Mcesr) en tant qu'organe coordinateur; c'est en effet ce Ministère qui avait - au niveau du groupe de travail communautaire en charge des questions culturelles - participé aux négociations menant à ladite décision.

Par ailleurs, le Mcesr a procédé à l'élaboration d'une stratégie nationale (disponible sur le site http://ec.europa.eu/culture/eac/dialogue/strategies_fr.html), ayant notamment consulté pour cela un certain nombre d'organisations directement concernées par la question. En vertu de cette stratégie nationale et en concordance avec les objectifs généraux et particuliers stipulés dans la décision N°1983/2006/CE, le Luxembourg a dès lors choisi de décliner l'Année européenne du dialogue interculturel selon trois angles:

- la coexistence et le dialogue entre un nombre important de communautés étrangères au Luxembourg,

- le dialogue et la relation avec les frontaliers,

- le dialogue entre cultures intergénérationnelles.

2. En vertu de la décision N°1983/2006/CE, «les objectifs généraux de l'Année européenne du dialogue interculturel sont de contribuer à:

- promouvoir le dialogue interculturel en tant que processus par lequel l'ensemble des personnes vivant dans l'UE peuvent améliorer leur capacité de maîtriser un environnement culturel plus ouvert, mais aussi plus complexe, où diverses identités culturelles et croyances coexistent dans les différents États membres et au sein de chacun d'eux;

- mettre en exergue le dialogue interculturel comme une occasion de contribuer à une société diverse et dynamique et d'en tirer parti, non seulement en Europe, mais également dans le reste du monde;

- sensibiliser toutes les personnes vivant dans l'UE, en particulier les jeunes, au fait qu'il est important de développer une citoyenneté européenne active et ouverte sur le monde, respectueuse de la diversité culturelle et fondée sur des valeurs communes de l'UE, telles qu'énoncées à l'article 6 du traité UE et dans la charte des droits fondamentaux de l'UE;

- mettre en lumière l'apport des différentes cultures et expressions de la diversité culturelle au patrimoine et aux modes de vie des États membres.»

En ligne avec ces objectifs généraux, la stratégie nationale luxembourgeoise pour l'Année a identifié les trois défis décrits plus haut et en a fait ses priorités.

À partir de ces constats, le projet proposé a comme objectif de créer une plate-forme de réflexion et d'action pouvant aller jusqu'à déboucher sur un plan d'action concret et durable pour que la dimension interculturelle devienne partie intégrante des débats sociétaux et politiques. Pour ce faire, il est proposé d'organiser une suite de journées d'activités, l'accent étant mis sur le caractère interactif et flexible de ces réunions qui doivent permettre un dialogue vivant et au plus près des participants, ouvert à un certain nombre de projets y relatifs. Dans un esprit de continuité, ces événements en eux-mêmes sont sensés former un ensemble, tout en étant espacés dans le temps, ce qui doit permettre de marquer des pauses de réflexion, de réaliser des évaluations intermédiaires et d'incorporer les réactions, d'intégrer en cours de route les nouveaux éléments et personnes intéressées qui pourraient surgir et se manifester etc.

3. La Commission européenne a lancé deux types d'appels à projets:

1) Appel de propositions ouvert dont le but est de cofinancer un nombre limité d'actions emblématiques d'envergure européenne (8 à 10 projets). Le délai pour ce type de projets (dont la subvention peut aller jusqu'à 80% des coûts totaux) était fixé au 31 juillet 2007.

2) Appel de propositions restreint dont l'objectif est de cofinancer une action nationale par État membre. Par conséquent, la participation à cet appel d'offres était réservée aux organismes nationaux chargés de la coordination de l'année 2008 dans chaque État membre et le délai pour ces demandes était fixé au 14 septembre 2007.

À la lumière de ce qui précède, il faut remarquer que l'Année a dû et doit être préparée sous certaines contraintes temporelles: dépendant de la prise de décision (retardée, comme on le sait) sur le cadre financier communautaire 2007-2013, la décision sur l'Année européenne du dialogue européen n'a en effet elle-même pu être prise qu'avec un certain retard par rapport au temps de préparation souhaitable pour une telle année. Cela a mis beaucoup d'États membres dans un certain dilemme par rapport au calendrier interne des prévisions budgétaires et a aussi entraîné qu'il était quasi impossible de procéder à un appel à projets national (considérant en outre que Luxembourg était Capitale européenne de la culture en 2007...). Il est à noter par ailleurs que le cofinancement communautaire pour l'activité nationale est réservé à l'organisme national de coordination.

Sachant en outre que les moyens budgétaires auxquels on pouvait s'attendre au niveau communautaire étaient plutôt réduits (voir ci-dessous), le Mcesr a choisi dès lors de ne pas procéder à un appel à projets national, mais d'inclure autant que possible les nombreuses associations et organisations déjà actives dans le domaine du dialogue interculturel en vue de l'établissement d'un état des lieux/inventaire, ce qui correspond par ailleurs au souhait exprimé par un certain nombre d'organismes au cours des consultations menées pour l'élaboration de la stratégie nationale.

4. Au niveau communautaire, l'enveloppe financière pour l'exécution de l'Année européenne du dialogue interculturel est établie à 10.000.000 EUR pour la période s'étendant du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2008. Ce montant se répartit comme suit:

- cofinancement d'actions à l'échelle communautaire (cf. appel de propositions ouvert mentionné ci-dessus) environ 30% du budget total alloué seront consacrés à ces actions et celles-ci peuvent être subventionnées jusqu'à concurrence de 80% de leur coût total sur le budget général de l'Union européenne;

- cofinancement d'actions à l'échelle nationale (cf. appel de propositions restreint mentionné ci-dessus): environ 30% du budget total alloué seront consacrés à ces actions qui peuvent être subventionnées jusqu'à concurrence de 50% de leur coût total sur le budget général de l'Union européenne;

- actions à l'échelle communautaire (campagne d'information, coopération avec le secteur privé, les médias etc., conception d'un logo, enquêtes, études...): les ressources y consacrées «ne dépassent pas 40% du budget total alloué».

Il est à noter dans ce contexte que les décisions d'octroi de subventions sont prises par la Commission européenne et que la répartition du budget alloué au titre du cofinancement d'actions à l'échelle nationale se fait au prorata du nombre de voix dont dispose chaque État membre au sein du Conseil. Le Luxembourg disposant de six voix, le montant maximal du cofinancement est de 34.782 EUR. Au niveau national, une enveloppe pour l'Année européenne du dialogue interculturel est prévue au budget 2008 au titre de frais d'organisation de colloques, séminaires, stages et journées d'études (étant entendu que 34.782 EUR sont prévus au titre des 50% de cofinancement requis du côté national pour l'obtention du cofinancement communautaire).

Question 2147 (3.12.2007) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant l'**«électricité verte» dans les bâtiments publics:**

Dans son discours sur l'État de la nation en date du 9 mai 2007, Monsieur le Premier Ministre avait informé sur la volonté de l'État d'utiliser de l'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables, dite «électricité verte», dans les bâtiments publics.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Y a-t-il des projets plus concrets en matière d'utilisation d'électricité verte dans les bâtiments publics? Quels sont les objectifs concrets du Gouvernement dans ce domaine?

- Depuis le discours de Monsieur le Premier Ministre, y a-t-il eu des progrès en ce qui concerne l'approvisionnement des bâtiments publics en électricité verte?

- Dans la négative, quels sont les obstacles qui freinent l'utilisation d'électricité verte dans les bâtiments publics?

- Quel est, qu'il s'agisse d'un chiffre exact ou d'une estimation, actuellement la proportion d'électricité verte dans la consommation totale d'électricité dans les bâtiments publics? Ou bien, quelle est la proportion de bâtiments publics approvisionnés en électricité verte?

Réponse (22.2.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Monsieur le Premier Ministre lors de son discours sur l'État de la nation en date du 9 mai 2007 a fait part de la volonté de l'État d'avoir recours à de l'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables, dite «électricité verte», pour l'alimentation des bâtiments publics.

En ce qui concerne la volonté de l'État d'avoir recours à de l'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables dite «électricité verte» il convient de relever que les responsables de l'Administration des Bâtiments publics ont élaboré avec leurs fournisseurs d'électricité actuels les modalités d'acquisition de l'énergie verte.

À partir de 2008 la fourniture en électricité verte est à 100% en ce qui concerne l'alimentation des bâtiments gérés par l'Administration des Bâtiments publics.

Cependant, il échet de préciser à ce sujet que depuis la décentralisation des frais d'électricité et des taxes par le biais de la gestion séparée adoptée par toute une série d'administrations et notamment par la majorité des lycées, l'Administration des Bâtiments publics n'est en charge du payement de ces frais que pour les ministères, les bâtiments administratifs (copropriétés), une partie des institutions internationales (Centre de conférences et annexes, Hémicycle, et Bâtiment Tour) ainsi que pour divers autres services (immeubles domaniaux etc.). Il s'agit en l'occurrence d'environ 20% de la totalité du coût de l'électricité afférent figurant au Budget de l'État.

Le Gouvernement en Conseil a récemment décidé d'inviter les autres départements ministériels qui gèrent des articles budgétaires pour frais d'électricité à acquérir de l'électricité verte.

Question 2149 (5.12.2007) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **suppléants dans l'éducation précoce et dans l'enseignement primaire:**

Le programme de «Bachelier Professionnel en Sciences de l'Éducation» propose des études qui visent la formation des enseignants de l'éducation précoce et préscolaire et de l'enseignement primaire. Les enseignements s'articulent autour d'une alternance entre des temps de formation à l'Université et des temps de formation sur le terrain. Les étudiants et étudiantes ne peuvent cependant pas pour autant directement travailler en tant que suppléant dans l'éducation préscolaire ou l'enseignement primaire durant leur temps libre. Pour cela ils doivent suivre une formation comportant surtout une partie pratique qui leur permettra d'obtenir l'attestation habilitant à faire des remplacements dans les écoles primaires et préscolaires.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Les personnes qui suivent la formation de Bachelier Professionnel en Sciences de l'Éducation ne pourraient-elles pas obtenir cette attestation après un certain nombre de semestres accomplis?

- Dans la positive, quelle démarche les deux Ministres comptent-ils entreprendre afin d'éviter ce doublement de la formation aux étudiants et étudiantes intéressés?

Réponse (20.2.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le stage organisé en vue de l'obtention de l'attestation de remplacement dans les classes primaires et préscolaires est lié à certaines conditions, dont la gestion de classe en présence du titulaire de classe, patron de stage, ainsi que l'évaluation d'une leçon par l'inspecteur de l'enseignement primaire concerné et la rédaction d'un rapport de stage.

La formation de bachelor professionnel organisée par l'Université du Luxembourg comprend des stages qui sont fondés dans un premier temps sur l'observation et les réflexions des étudiants. Ce n'est que par la suite que ceux-ci sont davantage orientés vers la pratique. Partant, le collège des inspecteurs ne saurait accorder automatiquement aux étudiants en question une attestation habilitant à faire des remplacements dans les écoles préscolaires et primaires. Cela ne pourrait se faire tout au plus que sur vu de dossier, une dispense partielle ou totale du stage s'avérant également possible selon les cas.

Par ailleurs rien n'empêche les étudiants de l'Université du Luxembourg d'accomplir le stage organisé par le collège des inspecteurs en vue de l'obtention de l'attestation de remplacement, pour autant que leur emploi du temps leur permette d'assurer des remplacements dans l'éducation préscolaire et/ou dans l'enseignement primaire.

Question 2153 (6.12.2007) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **bilan des aides pour l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables:**

Par le règlement grand-ducal du 3 août 2005 a été institué/modifié le régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables. Ce règlement prendra fin le 31 décembre 2007 et sera remplacé par un nouveau régime. Parallèlement a été institué/modifié la prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, de la biomasse et du biogaz.

Afin de pouvoir juger du succès des régimes et primes actuels et conformément à notre règlement, je me permets de poser la question suivante à Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.

- Pouvez vous me renseigner du nombre et de l'envergure des projets ainsi que des aides étatiques payées depuis août 2005 sur base des règlements grand-ducaux susmentionnés, ceci dans les domaines suivants:

1. Utilisation rationnelle de l'énergie (Nombre de projets, le cas échéant la puissance totale, montant total des aides):

- Raccordements à un réseau de chaleur;

- Pompes à chaleur à des fins de chauffage;

- Cogénérations;

- Ventilations contrôlées munie d'un système de récupération de chaleur;

- Chaudières à condensation.

2. Mise en valeur des sources d'énergie renouvelables (Nombre d'installations, surface active des collecteurs solaires respectivement puissance installée totale, montant total des aides):

- Installations solaires actives thermiques;

- Installations solaires actives photovoltaïques;

- Mise en valeur de l'énergie solaire passive dans les immeubles neufs et existants;

- Réservoirs saisonniers;

- Chaudières à gazéification de bûches de bois;

- Chaudières à copeaux de bois;

- Chaudières et d'un poêle à granulés de bois.

3. Nouvelles habitations à performance énergétique élevée (Nombre de projets, surface habitable totale, montant total des aides):

- dites «à basse énergie»;

- Maisons dites «passives».

4. Réduction de la consommation énergétique et de la mise en valeur de l'énergie solaire passive dans les maisons d'habitation existantes (Nombre de projets, tonnes de CO_2 réduites, montant total des aides).

5. Conseils techniques (Nombre de concepts réalisés, montant total des aides).

6. Prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite sur le territoire national et destinée à alimenter le réseau électrique d'un gestionnaire de réseau établi sur le territoire national (Nombre d'installations, puissance totale installée, montant total des aides par an):

- Installations pour exploiter de l'énergie éolienne;

- Installations pour exploiter l'énergie hydraulique;

- Installations pour exploiter la biomasse et le biogaz.

Réponse (31.1.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Ci-après le nombre et l'envergure des projets et des aides étatiques payées depuis août 2005 sur base des règlements grand-ducaux relatifs aux aides en capital et aux primes d'encouragement écologiques.

Nombre et subventions accordés par type d'installation depuis septembre 2005 selon le règlement grand-ducal du 3 août 2005 (situation au 31.12.2007)

Utilisation rationnelle de l'énergie	Nombre	Puissance thermique (kW)	Subvention accordée (€)
Raccordement à un réseau de chaleur	20	340	7.715,00
Pompe à chaleur	31	310	133. ( )797,60
Ventilation contrôlée avec récupération de chaleur	22	-/-	66.000,00
Échangeur géothermique	7	-/-	3.500,00
Chaudière à condensation	2.939	64.658	339.300,00
Total	3.019	65.308	550.312,60

Mise en valeur des sources d'énergies renouvelables (Bois)	Nombre	Puissance thermique (kW)	Subvention accordée (€)
Chaudière à gazéification de bûches de bois	118	3.601	309.993,75
Chauffage central à copeaux de bois	70	3.309	274.630,35
Chauffage central à granulés de bois	241	5.932	970.280,44
Poêle à granulés de bois	7	68	14.709,11
Total	436	12.910	1.569.613,65

Mise en valeur des sources d'énergies renouvelables (solaire thermique)	Nombre	Surface totale (m^2)	Subvention accordée (€)
Collecteurs thermiques - eau chaude sanitaire	654	5.283	1.913.197,14
Collecteurs thermiques - chauffage et eau chaude	108	1.289	566.067,25
Total	762	6.572	2.479.264,39

- 4.242 dossiers de demandes ont été introduits depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal modifié du 3 août 2005 pour une des mesures susmentionnées.

- 370 dossiers de demande concernant une des mesures susmentionnées sont à considérer comme incomplet; lesdits dossiers sont tenus en suspens en attendant l'introduction d'informations supplémentaires.

- Il y a lieu de remarquer qu'un dossier de demande peut concerner plusieurs installations.

Mise en valeur des sources d'énergies renouvelables (solaire photovoltaïque)	Nombre	Puissance électrique (kW)	Subvention accordée (€)
Capteur photovoltaïque collectif	12	44,06	39.652,95

- 38 dossiers de demandes ont été introduits depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal modifié du 3 août 2005.

- 26 dossiers de demande de ces demandes sont à considérer comme incomplet; lesdits dossiers sont tenus en suspens en attendant l'introduction d'informations supplémentaires.

Nouvelles habitations à performance énergétique élevée	Nombre	Surface totale (m^2)	Subvention accordée (€)
Maison passive	2	464,41	50.755,20
Maison à basse énergie	4	1.326,31	53.600,00
SOMME	6	1.790,72	104.344,20

- 93 dossiers de demandes ont été introduits depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal modifié du 3 août 2005.

- 87 dossiers de demande de ces demandes sont à considérer comme incomplet; lesdits dossiers sont tenus en suspens en attendant l'introduction d'informations supplémentaires.

Réduction de la consommation énergétique et la mise en valeur de l'énergie solaire passive dans les maisons d'habitation existantes	Nombre	t CO_2 réduites	Subvention accordée (€)
Assainissement maison individuelle	2	20,09	30.135,00

- 44 dossiers de demandes ont été introduits depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal modifié du 3 août 2005.

- 42 dossiers de demande sont à considérer comme incomplet; lesdits dossiers sont tenus en suspens en attendant l'introduction d'informations supplémentaires.

Conseils techniques et autres subventions	Nombre	Subvention accordée (€)
Analyse d'étanchéité	9	2.250,00
Concept énergétique	7	5.387,50
Thermographie	8	2.000,00
Conseil technique	18	1.565,00
SOMME	42	11.162,50
GRAND TOTAL	4.279	4.784.536,29

Prime d'encouragement écologique depuis septembre 2005 selon le règlement grand-ducal du 3 août 2005 (situation au 31.12.2007)	Nombre	Puissance (kW)	Énergie (kWh)	Prime accordée (€)
Centrale hydroélectrique	2	82	300.895	7.522
Installation fonctionnant au biogaz	3	850	7.061.300	176.533

Question 2169 (12.12.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**aménagement d'une voie réservée aux transports en commun sur la N6 (Steinfort - Luxembourg-ville):**

Malgré plusieurs réalisations, notamment entre le croisement en direction de Hagen/Kleinbettingen et le rond-point Windhof, la situation ne s'est point améliorée. Bien au contraire, les différentes lignes d'autobus (250, 248, 222, transports scolaires) qui utilisent cette route nationale affichent aux heures de pointe régulièrement un retard de 15 à 20 minutes sur l'horaire. Les voyageurs ont de plus en plus de difficultés à comprendre l'inactivité et l'absence de mesures concrètes sur le terrain et manifestent leur tendance à réutiliser leurs voitures privées.

Compte tenu de ces faits, je me permets, conformément au règlement de la Chambre des Députés, de poser ces questions parlementaires à Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports:

- Giratoire Windhof (retard de +/- 5 minutes): À quel stade d'avancement se trouve le projet de réaménagement de ce carrefour giratoire? Quelles mesures sont envisagées pour accorder une priorité au bus?

- Giratoire à la sortie de Capellen (retard +/- 5 minutes): Quelles mesures sont envisagées pour accorder une priorité au bus face au trafic en provenance du CR d'Olm qui ralentit systématiquement les bus sur la N6 à l'entrée du giratoire? Est-ce qu'une solution à l'aide de feux rouges est envisagée dans ce carrefour?

- Montée du Tossebierg (retard de +/- 5 minutes): Devant les feux rouges au croisement, il y a trois voies permettant d'aller dans les trois directions. Pourquoi n'est-il pas possible de réserver un couloir pour donner priorité aux transports en communs?

- Tronçon sortie Autoroute - carrefour Maternité (retard de +/- 5 minutes): Pour quelles raisons une voie réservée aux transports en commun n'est pas réalisable immédiatement?

Réponse (22.2.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Les questions posées par le député, Monsieur Camille Gira, ont été débattues au sein du groupe de travail interministériel «Couloir pour Bus» qui a élaboré les propositions afférentes.

En ce qui concerne le giratoire Windhof, il n'y a pas de projet visant le réaménagement proprement dit de ce giratoire. Il existe cependant des projets de réaménagement de la voirie d'approche de ce giratoire. Ainsi le groupe «Couloir pour Bus» propose de prolonger le couloir pour bus sur la N6 en venant de Steinfort, jusqu'à l'approche directe du giratoire. Dans ce contexte la réalisation d'un by-pass du giratoire dans la direction N6-N13 en direction de l'échangeur autoroutier est examinée. En sortant ce flux très important du trafic du giratoire on peut augmenter l'efficacité de ce dernier, occurrence qui vient aussi à profit de l'avancement des bus.

Dans le cadre de l'extension et de la densification de la zone d'activités du Windhof l'aménagement d'une bande de tourne à droite sur l'accès actuel devrait permettre d'augmenter la fluidité du trafic sur la N13.

De même l'assise de la N6 pourra être réaménagée dans le cadre de l'extension des activités de la ZA de Windhof pour y aménager un couloir pour bus en direction du giratoire et de permettre aux bus de dépasser les files d'attente qui se forment à l'approche du giratoire.

En ce qui concerne le giratoire à la sortie de Capellen, il faut examiner la réalisation d'un couloir pour bus continu entre la sortie de Capellen et le couloir déjà existant à l'entrée de la localité de Mamer. Aux abords du carrefour giratoire existant (N6/CR109) un by-pass pourra être réalisé pour le bus. Un by-pass est également projeté sur le nouveau giratoire à réaliser dans le cadre du doublement du CR102 donnant accès à la zone d'activités «Pafebruch/Hierebësch».

Une solution à l'aide de feux rouges n'est pas opérable sur un giratoire.

Pour ce qui est de l'approche par le CR109 en venant de Olm, le groupe de travail «Couloirs pour Bus» propose de faire une étude de faisabilité technique pour l'aménagement d'un couloir pour bus le long de cette route.

Il est évident que tous les aménagements qui nécessitent des interventions constructives ne peuvent être réalisés sous condition que les autorisations nécessaires soient accordées et les emprises éventuellement nécessaires soient disponibles.

Dans la montée du Tossebierg les travaux de réalisation d'un couloir pour bus vont démarrer sous peu. Aux abords du carrefour près du

château d'eau, une des trois voies sera sacrifiée en faveur de l'avancement du couloir pour bus jusqu'aux feux où les bus bénéficient d'une phase préférentielle leur permettant de partir avant le trafic individuel.

Enfin, en ce qui concerne le tronçon de la N6 entre la sortie Autoroute et le carrefour Maternité, il y a un accord entre la Ville de Luxembourg et la commune de Strassen pour réaliser un couloir pour bus dans la direction Luxembourg-Strassen, ceci dans la logique du couloir pour bus déjà existant sur la N6 sur le territoire de la Ville de Luxembourg. Par ailleurs les carrefours «Maternité» et «sortie Autoroute» seront dotés d'un sas pour bus, permettant à ceux-ci de pouvoir partir avant le trafic individuel.

Question 2173 (13.12.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **carrière du bibliothécaire dans la fonction publique:**

Il ressort de la classification des fonctions de l'administration générale que les bibliothécaires, les bibliothécaires adjoints et les bibliothécaires documentalistes sont classés respectivement aux grades 8 et 9.

Or, selon mes informations, la rémunération diffère selon que le bibliothécaire en tant que tel est employé par une bibliothèque de l'État ou une bibliothèque communale.

- Est-ce que Monsieur le Ministre de la Fonction publique peut confirmer cet état des choses pour la carrière du bibliothécaire, classé au grade 9? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent des écarts éventuels?

- Est-ce qu'il existe au Ministère de l'Intérieur un relevé du personnel occupé par les bibliothèques communales, renseignant sur le taux de bibliothécaires proprement dits, donc de personnes revêtant ce titre?

- Quelles possibilités existent au Grand-Duché en matière de formation continue dans le domaine de la bibliothéconomie pour la formation des bénévoles dans le nombre croissant des bibliothèques publiques associatives du pays?

Réponse commune (25.2.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire N°2173 du 13 décembre 2007, l'honorable Députée Madame Claudia Dall'Agnol désire savoir d'abord s'il existe une différence au niveau de la rémunération de la carrière du bibliothécaire, selon qu'il est employé par une bibliothèque de l'État ou une bibliothèque communale, et dans l'affirmative quelles en sont les raisons, ensuite si le Ministère de l'Intérieur dispose d'un relevé du personnel occupé par les bibliothèques nationales, renseignant sur le taux de bibliothécaires proprement dits et finalement quelles sont les possibilités qui existent au Grand-Duché en matière de formation continue dans le domaine de la bibliothéconomie pour la formation des bénévoles.

Pour ce qui est de la question relative aux écarts éventuels entre bibliothécaires employés par une bibliothèque de l'État ou une bibliothèque communale, il est à relever dans un premier temps qu'en exécution du règlement grand-ducal modifié du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes, à ceux des fonctionnaires de l'État, le classement et le développement de carrière des fonctionnaires communaux occupant un poste de bibliothécaire sont fixés en fonction de la qualification des agents visés.

Ainsi le bibliothécaire remplissant les conditions d'études pour accéder à la carrière supérieure est classé dans la carrière de l'attaché administratif.

Le bibliothécaire ne remplissant pas les conditions d'études pour accéder à un poste de la carrière supérieure, mais qui peut se prévaloir d'au moins trois années d'études post-secondaires, sanctionnées par un diplôme dans la spécialité de son emploi, jouit d'une carrière qui s'étale du grade 10 au grade 14 tel que prévu par le règlement grand-ducal du 7 septembre 1987 portant modification de la législation sur les traitements, sur les pensions et sur les conditions d'admission aux emplois des fonctionnaires communaux.

Au cas où cet agent remplit les conditions d'études requises en vue de l'accès à la carrière moyenne, il est classé dans la carrière du rédacteur.

La rémunération des bibliothécaires engagés sous le statut de l'employé communal est définie en exécution du règlement grand-ducal modifié du 15 novembre 2001 concernant la rémunération des employés communaux, moyennant leur classement dans une carrière répondant à leur niveau respectif de qualification, tandis que la fixation de la rémunération d'un bibliothécaire engagé comme employé privé au service d'une commune relève de la compétence du conseil communal, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur, en tenant compte des principes généraux régissant la rémunération du personnel public.

Quant au secteur de l'État, il est à relever qu'aussi bien le bibliothécaire que le bibliothécaire documentaliste sont classés aux grades 9 à 13. Ils bénéficient d'un premier avancement en traitement au grade II après trois années de grade et d'un deuxième avancement en traitement au grade 13 après douze années de grade.

Par ailleurs, il y a lieu de relever que le ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ne dispose pas de données statistiques relatives au personnel communal occupant des postes de bibliothécaire et ne dispose pas non plus d'informations spécifiques relatives aux formations dont bénéficient les bénévoles qui travaillent pour des bibliothèques publiques associatives.

Cependant, il est à indiquer qu'en matière de formation continue, l'Institut National d'Administration Publique organise depuis plusieurs années pour le personnel de la Bibliothèque nationale et du réseau des bibliothèques luxembourgeoises géré par la Bibliothèque nationale des formations en:

- Indexation (analyse documentaire, construction des vedettes, recherche, contenu et architecture des répertoires RAMEAU / RVM / LCSH / DDC)

- Initiation à ALEPIJ 500 - Version 16.00 (cours d'initiation générale destiné aux nouveaux catalogueurs et bibliothécaires)

- Perfectionnement du catalogage dans ALEPH 500 - module 1 (approfondissement des connaissances en matière de catalogage dans les domaines des ouvrages à volumes multiples, des notices analytiques, des périodiques, des collections, des publications électroniques

- Perfectionnement du catalogage dans ALEPH 500 - module 2 (approfondissement des connaissances en matière de catalogage dans les domaines de la gestion des fichiers d'autorité et dans le choix, la forme et la structure des vedettes)

- Perfectionnement du catalogage dans ALEPH 500 - module 3 (approfondissement des connaissances en matière de catalogage dans les domaines des publications spéciales et des non livres)

Question 2174 (13.12.2007) de **MM. Marc Spautz** et **Fred Sunnen** *(CSV)* concernant la **renaturation de l'Alzette:**

Au cours des dernières années les communes d'Esch/Alzette et de Schifflange ont préfinancé les projets de renaturation de l'Alzette. L'objectif principal de ces projets est de redonner au cours d'eau une partie de son espace naturel et de recréer des zones humides et amphibiennes. Parallèlement, la renaturation permet également de renforcer la capacité d'auto-épuration de l'Alzette et ainsi améliorer la qualité de l'eau.

La renaturation du lit de l'Alzette ne peut cependant atteindre ses objectifs écologiques que si des efforts sont mis en oeuvre par toutes le communes.

Or, selon mes informations, les eaux résiduaires d'un grand lotissement dans la commune de Bettembourg sont évacuées directement dans l'Alzette sans être traitées dans la station d'épuration,

Conscients du développement durable et de la nécessité de protéger notre environnement et les ressources naturelles nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que les eaux usées du lotissement susmentionné sont directement versées dans l'Alzette?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre peut-il expliquer ou justifier cette situation?

- Depuis quand cette pratique a-t-elle lieu à Bettembourg?

- Quelles sont les suites que Monsieur le Ministre entend réserver au présent dossier et comment Monsieur le Ministre entend-il intervenir afin de remédier à la situation?

Réponse (14.2.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Dans la question parlementaire, les honorables Députés Marc Spautz et Fred Sunnen évoquent que les eaux usées du lotissement Fankenacker, situé dans la localité de Bettembourg, ne sont pas raccordées à la station d'épuration de Bettembourg, mais que celles-ci se déversent directement dans l'Alzette.

Dans ce contexte il y a lieu de préciser que le lotissement en question a été aménagé en 1992 et dispose d'un réseau d'égouttage mixte et que la station de pompage existante construite dans les années 80, ne permet pas de refouler toutes les eaux usées et pluviales dans le collecteur de la station d'épuration situé sur l'autre rive de l'Alzette.

Les agents de l'Administration de la Gestion de l'Eau ont pris connaissance de cette situation insalubre en 2006, lors de la présentation d'une version préliminaire de l'étude générale du réseau d'assainissement de Bettembourg. À cette occasion, la commune a été invitée d'apporter des solutions. Dés lors la commune a immédiatement chargé un bureau d'études pour élaborer un projet afin de remédier à cette situation.

La solution retenue prévoit de poser un siphon en dessous de l'Alzette et de traiter les eaux usées et pluviales dans le bassin d'orage central de Bettembourg dont les travaux vont débuter cette année.

En vue d'assurer la protection des eaux de l'Alzette à court terme, une solution provisoire a été mise en place dans l'immédiat. Cette mesure assure l'évacuation de la majorité des eaux usées du lotissement Fankenacker par le collecteur de la station d'épuration, en attendant la réalisation de la solution définitive mentionnée ci-dessus.

Question 2176 (13.12.2007) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* les **avertissements taxés en cas de stationnement non réglementaire:**

En cas d'avertissement taxé pour stationnement non réglementaire ou en relation avec des contraventions au Code de la Route, les réclamations sont à adresser soit directement à l'agent verbalisant, soit à la police, soit aux autorités judiciaires compétentes.

Dans la pratique, en cas de réclamation, on invite d'office les gens à présenter leurs doléances devant les juridictions compétentes en partant de l'hypothèse que ces personnes sont dans leur tort. Cette suspicion systématique va si loin que les agents de police doutent des preuves matérielles rapportées à l'appui des contestations telles que par exemple des tickets de stationnement.

Force est de constater aussi que les personnes qui ne souhaitent réclamer contre un avertissement taxé ne peuvent le faire tous les jours. En effet, suivant les informations figurant sur les avertissements taxés, les réclamations doivent être portées à la connaissance de la police les lundis, mercredis et vendredis!

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas que la procédure en place n'est plus à jour et qu'il faudrait permettre aux personnes qui veulent réclamer contre un avertissement taxé de le faire directement au niveau de la police elle-même sans devoir passer par des autorités judiciaires?

- Dans le même contexte, ne faudrait-il pas modifier la charge de la preuve et éventuellement introduire le principe de la charge partagée en l'espèce, le réclamant devant justifier le bien-fondé de sa réclamation et la police devant prouver à son tour qu'il n'y a pas eu de faute dans le chef du verbalisant?

- En tout état de cause, le Gouvernement peut-il expliquer comment il est possible de nos jours que les réclamations ne peuvent se faire qu'à des jours fixes et que les réclamants soient systématiquement suspectés de mauvaise foi y compris quand ils présentent des tickets de stationnement valables?

Réponse (14.2.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La procédure de réclamation en cas d'avertissement taxé prévoit que le contrevenant s'adresse à la police, soit en se présentant au commissariat territorialement compétent, soit en adressant une lettre de réclamation à cette unité ou à la direction générale de la police. En principe, une enquête administrative est diligentée et le contrevenant est informé des conclusions: soit l'avertissement taxé est annulé, soit l'intéressé est invité à payer l'avertissement taxé.

En application de l'article 154 du Code d'instruction criminelle, les constatations faites par les membres de la police valent jusqu'à preuve du contraire. Le Gouvernement n'entend pas apporter des modifications à ce principe de procédure pénale.

Les personnes voulant présenter une réclamation au commissariat de proximité peuvent le faire endéans les heures d'ouverture au public.

Question 2179 (17.12.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **contournement Echternach voie Charly:**

Mat dem Vote vum Gesetz iwwert de Bau vun engem Contournement zeechent sech mëttelfristeg eng Léisung vun der Verkéiersproblematik zu Jonglënster of. Dat gëllt awer net fir d'Stad Iechternach, déi weiderhin ënner staarkem Transitverkéier ze leiden huet, dee mat der Eliminatioun vum Knuet zu Jonglënster éischter nach zouhuele wäert.

Dir hutt an Ärer Finanzplanung fir 2008 e Betrag vu 500.000 Euro fir de «Contournement Echternach voie Charly» virgesinn. An Ärem Rapport d'activité vun 2006 schreift Dir, d'Étude générale an d'Etüd betreffend d'Projeten vun der «Voie Charly» a vum Tunnel Prince Henri (laanscht d'Sauer) asw. wäre virugefouert ginn.

Dat féiert mech derzou an dësem Kontext dës Froen un Iech ze riichten:

1. Wéi steet et aktuell ëm de Projet vum Contournement vun Iechternach? Besteet de Wëllen an e Konzept, fir de Verkéiersproblem zu Iechternach op eng wierklech valabel Aart a Weis ze léisen?

2. Wat ass konkret geplangt a wéi gesäit de viraussichtlechen Zäit- a Finanzplang aus?

3. Wéi steet et ëm déi archeologesch Gruewungen, déi sollten um Tracé vum Tunnel duerchgefouert ginn?

Réponse (22.2.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Fir de Verkéiersproblem zu Iechternach op eng valabel Aart a Weis ze léisen huet d'Stroossebauverwaltung an Zesummenaarbecht mat de Gemengenvertrieder e «Projet d'ensemble» ausgeschafft, fir de Reamenagement vun der Waasserbëllegerstrooss u bis de «Kack», vum Kack iwwert d'Bréckestrooss op d'Maartplaz a vun der Lëtzebuergerstrooss bis bei d'Kräizung Knepper.

Et ass virgesinn, dësen «Plan d'ensemble» an dräi Etappen ze realiséieren. De «Projet d'Exécution» vun der éischter Etapp ass fäerdeg an d'Aarbechte kënnen ausgeschriwwe gi soubal d'Genehmegunge vum Émweltministère virleien. Déi éischt Etapp begräift den Amenagement vun engem Kreesverkéier op der Kraizung N10/N11a mat dem Reamenagement vun der Strooss bis bei d'al Bréck.

Dëse Kreesverkéier erlaabt och den Parking, deen d'Gemeng finanzéiert, sécher un d'Stroossennetz unzeschléissen. De Stroosseprojet gëtt iwwert den Budget bezuelt.

Gläichzäiteg gëtt gekuckt fir de Kär vun Iechternach och vum Verkéier, dee vun Dikkrech erfort kënnt, ze entlaaschten, an zwar andeems den Tracé Charly ausgebaut soll ginn. Wéi den éierbaren Députéierte Robert Mehlen richteg an senger Ufro bemierkt huet, sinn an der Finanzplanung vum «Fonds des routes» Kreditter vergesinn, fir déi Aarbechten ze finanzéieren. Wann et keng Problemer säitens den Terrainukeef an aner Autorisatioune gëtt, wäert et méiglech sinn Enn 2008 d'Aarbechten auszeschreiwen.

Wat elo den Tunnel Prince Henri ugeet, weess den éierbaren Deputéierte Robert Mehlen, dee jo och an der Chamberskommisioun vun den öffentlechen Aarbechten ass, datt duerch d'Gesetz vum 21. No-

vember 2007 d'europäesch Direktiv (2004/54/CE vum 29. Abrëll 2004) iwwert déi minimal Sécherheetsmoossnamen an den Tunnellen an dat nationaalt Recht ageschriwwe ginn ass. Och wann den Tracé vum eventuellen Tunnel Prince Henri net am transeuropäesche Stroossennetz ass, huet d'Gesetz vum 21. November 2007 virgesinn, datt dës minimal Sécherheetsmoossnamen och Tunnellen, déi net um TERN leien, operluecht kënnen ginn.

Et ass kloer, datt och den Tunnel Prince Henri ënnert dës Tunnelle fält, an dofir d'Konzept, dat an den 90er Joren ugeduecht ginn ass, haut net méi d'selwecht ëmsetzbar ass.

Den Tunnel Prince Henri muss net nëmmen en Tunnel ginn, deen all dëse Sécherheetsbedingunge Rechnung dréit, mä e muss och den historesche Site vun Iechternach respektéieren, sou wéi eventuell archäologesch Ausgruewungen erméiglechen a schlussendlech de Problem vum Héichwaasser mat aberechnen. All dës Etüden, fir souwuel d'Machbarkeet mat den heitegen Oplagen, wéi och d'Käschten-Notze-Berechnung, sinn amgaang bei der Stroossebauverwaltung ausgeschafft ze ginn.

Fir ofzeschléisse wëll ech nach drop hiweisen, datt de Problem vum Transitverkéier an dem Ënnergrupp «Stroossebau» vum Grupp «Transport» an der Groussregioun thematiséiert wäert ginn, fir mat den däitschen Autoritéiten ze kucken, wéi den Transitverkéier aus Iechternach méi erausgeholl kéint ginn.

Question 2185 (18.12.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **place N°52 du Grand-Duché du Luxembourg dans le classement index du climat German Watch 2008:**

La conférence sur le climat à Bali s'est terminée en invitant les 190 pays présents à écrire une feuille de route pour le futur accord climatique international, l'après Kyoto 2012. Le Luxembourg aussi fut présent et s'est engagé à tenir la promesse de réduire ses émissions des gaz à effet de serre de -28% jusqu'en 2012 par rapport à 1990.

Les rapports des scientifiques disent que les émissions des gaz à effet de serre sont responsables de l'augmentation des températures depuis la révolution industrielle. Les concentrations atmosphériques des niveaux d'anhydride carbonique ont atteint leur plus haut niveau en 650.000 ans et sont plus de 35% plus élevées qu'au début de la révolution industrielle.

Selon le 4e rapport du GIEC publié à Valencia en novembre, les changements climatiques pourraient affecter les courants et le niveau des océans, la précipitation régionale et créer davantage de déserts.

Cependant, l'étude récente de German Watch a présenté un classement des pays les plus engagés dans la voie du développement durable. La Suède figure en position N°1, l'Allemagne étant N°2, la Belgique N°12 et la France N°18 tandis que Luxembourg occupe la place N°52, l'Arabie Saoudite figurant en dernière position. Cet index du climat classifie les 56 pays faisant partie du traité 1992 de climat et tient compte des tendances d'émissions, des niveaux d'émissions actuelles et de la politique de climat.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la position de notre pays dans le classement de l'étude en question?

- Quelles sont les mesures les plus importantes que le Luxembourg entend mettre en œuvre afin d'avancer dans le classement de l'index du climat?

Réponse (30.1.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Marcel Oberweis, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Luxembourg occupe la 52e place au classement établi par German Watch. Il convient néanmoins de préciser que ce classement se base sur un certain nombre de critères, lesquels ne reflètent pas forcément de manière adéquate la situation du Luxembourg. Les commentaires suivants s'imposent concernant les critères utilisés:

1. Les tendances d'évolution des émissions par habitant, en comparant les chiffres de 1998-2000 avec ceux de 2003-2005 sont pris en considération, avec un poids de 50%. Il n'est pas surprenant que l'application de ce critère contribue au «mauvais» classement du Luxembourg, tant que nos spécificités nationales, telles que la taille de notre économie et l'impact d'une nouvelle source d'émission sur les émissions totales, l'importance croissante des exportations de carburants, l'augmentation du nombre de frontaliers ainsi que de la population résidente, ne sont pas prises en compte. À titre d'exemple, entre 2000 et 2003, l'installation de Twinerg est entrée en opération, ajoutant en moyenne 960.000 tonnes de CO_2 à nos émissions totales. Les nouvelles installations Arcelor mises en service en 2003/2004 ont également eu un impact important sur le total de nos émissions. À cela s'ajoute la croissance de la cogénération résidentielle et industrielle, avec pour le Luxembourg un impact négatif sur notre bilan Kyoto, au vu de la méthodologie du GIEC.

2. Les niveaux des émissions, avec un poids de 30%. Sont considérées les émissions de CO_2 par unité d'énergie primaire, la consommation d'énergie primaire par unité de PIB, la consommation d'énergie primaire par habitant. Étant donné les ventes de carburants ces dernières années ainsi que l'évolution dans le secteur industriel, il n'y a pas à s'étonner du classement du Luxembourg en application de ce critère.

3. La politique en matière de changement climatique, aussi bien au niveau national qu'au niveau international, avec un poids de 20%. Il est surprenant que le Luxembourg soit considéré plus mauvais que certains autres États membres qui ont adopté des objectifs de limitation de leurs émissions dans le cadre du protocole de Kyoto et non pas un objectif de réduction comme le Luxembourg. Il semble que German Watch ait avant tout pris en compte des mesures qui produisent des réductions immédiates des émissions. Il se peut ainsi que le fait que le potentiel de réduction mobilisable à court terme au Luxembourg soit relativement limité ait joué en notre défaveur.

Je tiens néanmoins à rappeler que le Gouvernement s'est doté en avril 2006 d'un ambitieux plan d'action de réduction des émissions de gaz à effet de serre, renforcé au printemps 2007 par dix «composantes» supplémentaires. La mise en œuvre de ce plan d'action, ainsi que les ressources dont dispose le fonds de financement des mécanismes de Kyoto, alimenté en grande partie selon le principe du pollueur-payeur, devraient permettre au Luxembourg d'améliorer son classement.

Question 2191 (20.12.2007) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **boni pour enfants pour personnes non résidentes au Luxembourg:**

En date du 19 décembre 2007 la Chambre des Députés a adopté le projet de loi 5801 qui modifie la législation fiscale sur plusieurs points. Selon les dispositions du projet de loi en question, tous les parents travaillant au Luxembourg auront droit dès l'année 2008 à une prime de 922,50 euros par enfant, prime qui remplacera la modération d'impôts existante.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées quant au nombre de personnes non résidents au Luxembourg qui jusqu'ici ont pu profiter de cette modération d'impôts? Dans quel ordre de grandeur se situait l'envergure financière de cette mesure?

- Enfin, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de personnes, respectivement d'enfants non résidents au Luxembourg qui à partir du 1er janvier 2008 auront droit à la nouvelle prime? Monsieur le Ministre peut-il déjà chiffrer ce montant?

Réponse (19.2.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Pour l'année 2007, le nombre de ménages non résidents ayant pu bénéficier de la modération d'impôt pour enfant s'élevait à 25.000, dont 8.500 n'ont en bénéficié que partiellement. En 2007, le déchet fiscal de la modération d'impôt pour enfant concernant les contribuables non résidents s'élevait à 30 millions d'euros.

Selon les informations reçues de la Caisse nationale des Prestations familiales, le boni pour enfant introduit à compter de l'année 2008 a été attribué au mois de janvier 2008 pour 64.272 enfants non résidents (coût de 59.290.920 euros).

S'y ajoute encore le complément différentiel versé probablement au mois de juillet 2008 pour des enfants non résidents. Il s'agit de la différence entre les allocations françaises, belges et allemandes et le maximum du montant des prestations octroyées au Luxembourg.

Question 2192 (21.12.2007) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant le **coût des prothèses dentaires:**

Beaucoup de citoyens se plaignent des coûts énormes dans le domaine des prothèses dentaires. En effet, il me semble que les prestations fournies par les caisses de maladie ne correspondent plus au coût réel desdites prothèses.

Ainsi les patients ayant besoin d'une couronne, d'une prothèse ou d'un implant doivent souvent débourser des sommes importantes afin de recevoir les traitements nécessaires.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement estime-t-il que les montants remboursés par les caisses de maladie pour les prothèses dentaires correspondent au coût réel?

- Le Gouvernement pourrait-il prévoir des mesures afin que les personnes à revenu faible puissent aussi profiter de tous les traitements dentaires utiles et nécessaires?

Réponse (19.2.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans le dossier évoqué par l'honorable Députée, l'Union des Caisses de Maladie avait chargé un expert étranger d'examiner la nomenclature des médecins dentistes actuelle et de proposer d'éventuelles adaptations des positions au progrès de la médecine dentaire.

Or, il s'est avéré que les propositions soumises sont difficilement transposables telles quelles dans la nomenclature existant actuellement.

Deux alternatives s'offrent aux parties en cause: soit l'élaboration d'une nomenclature radicalement nouvelle, soit la création de nouvelles positions et l'adaptation des tarifs existants.

Le choix appartient en premier lieu aux partenaires sociaux et au groupement professionnel des médecins que j'ai encouragés à maintes reprises à faire avancer ce dossier qui me tient à cœur. Voilà pourquoi j'aurais tendance à suggérer aux parties en cause de procéder à une adaptation de la nomenclature par étapes, en prenant en compte une amélioration immédiate de l'intervention des caisses de maladie dans des chapitres sélectionnés des prestations d'orthodontie (comme par exemple les soins afférents pour enfants et adolescents) et prothétiques.

Question 2193 (21.12.2007) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **protection contre le bruit:**

Dans l'objectif de protéger la population contre les effets nocifs du bruit, la Chambre des Députés a voté le 5 septembre 2006 la loi sur la lutte contre le bruit qui transposait en droit national la directive 2002/49/CE. Une des mesures les plus importantes prévues par la loi était l'élaboration d'une cartographie stratégique.

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le degré d'avancement de ce projet?

En outre la Chambre des Députés avait invité le Gouvernement dans une motion du 11 juin 2006 à fixer d'ici 2008 des valeurs limites d'exposition au bruit et d'élaborer un catalogue de mesures à prendre en considération si ces valeurs limites sont dépassées.

- La date venant à échéance, je me permets de demander à Monsieur le Ministre de m'informer si de telles valeurs limites d'exposition au bruit ont été fixées par le Ministère?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les éléments ayant servis à fixer ces valeurs limites?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les motifs l'ayant amené à négliger les recommandations de la Chambre des Députés?

D'après la directive 2002/49/CE les autorités compétentes sont tenues d'établir des plans d'action visant à gérer et si nécessaire de réduire le bruit sur leur territoire jusqu'au 18 juillet 2008.

- Compte tenu du fait que ces plans d'actions présupposent l'élaboration d'une cartographie du bruit ainsi que d'un système de valeurs limites, Monsieur le Ministre peut-il m'informer, s'il prévoit de respecter les échéances fixées par la directive?

Réponse (14.2.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'Administration de l'Environnement est en train de finaliser les cartes stratégiques du bruit en provenance des infrastructures de transport routiers, ferroviaires et aéroportuaires, ceci selon les critères déterminés dans le cadre du règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Lesdites cartes pourront être transmises à courte échéance à la Commission européenne.

En ce qui concerne la motion de la Chambre des Députés du 11 juin 2006 invitant le Gouvernement à fixer d'ici 2008 des valeurs limites d'exposition à l'instar des autres pays de l'Union européenne et à élaborer des un catalogue de mesures à prendre en considération si ces valeurs limites sont dépassés, il y a lieu de noter que l'élaboration de valeurs limites est également en phase de finalisation. Ils vont être présentées sous peu. Ont été prises en considération les valeurs indiquées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) visant à protéger la population contre les nuisances de bruit, les valeurs limites appliquées par les autres pays de l'Union européenne et les valeurs limites déjà appliquées au Luxembourg pour de projets concrets relatifs aux infrastructures de transport nécessitant une autorisation d'exploitation.

Sur la base de la cartographie stratégique du bruit et les valeurs limites déterminées, tous les efforts nécessaires seront mis en œuvre pour établir les plans d'action requis, aux fins que les délais fixés par la directive soient respectés.

Question 2194 (21.12.2007) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant les **maisons relais:**

Il ressort de la réponse à une question parlementaire N°0747 du député Ben Fayot qu'en 2005 le nombre de structures d'accueil dite «maisons relais» bénéficiant d'une convention avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration s'élevait à 87 *(cf. compte rendu N°5/2005-2006)*.

- Connaissant les efforts du Gouvernement et des communes pour élargir cette offre, j'aimerais savoir de Madame la Ministre combien de communes disposent fin 2007 d'une telle maison relais. Combien de ces maisons relais offrent un encadrement à journée continue, c'est-à-dire allant de 07.00 heures du matin à 19.00 heures du soir?

- Par ailleurs, combien de communes offrent plusieurs maisons relais à l'instar de la Ville d'Esch/Alzette?

- Sachant qu'il existe trois modes de gestion différents pour les maisons relais et considérant que des 87 maisons relais existantes en 2005, 18 étaient gérées par des associations sans but lucratif, quatre étaient gérées par des syndicats intercommunaux et 65 étaient gérées par des administrations communales, est-ce que Madame la Ministre peut m'informer sur la répartition actuelle tenant compte des maisons relais créées depuis 2005?

- En outre, la convention type pour les maisons relais prévoit l'institution d'un groupe de travail permanent, composé de représentants du Syvicol, du Ministère de la Famille et de l'Entente des Foyers de Jour, «chargé de suivre le dossier des MRE et de soumettre aux décideurs toute proposition éventuelle de modification à la convention».

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Madame la Ministre quelle est l'évolution des travaux de ce groupe de travail et s'il a déjà émis des propositions? Dans l'affirmative, lesquelles?

Réponse (30.1.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La Déclaration gouvernementale d'août 2004 prévoit de promouvoir, dans le cadre d'une meilleure harmonisation entre la vie familiale et la vie professionnelle, l'extension de l'offre flexible de structures d'accueil pour enfants scolarisés en dehors des heures de classe.

Depuis la création en 2005 du concept «Maison Relais pour Enfants» (MRE), l'offre en matière d'accueil des enfants a constamment augmenté pour répondre aux besoins réels des familles aussi bien au niveau du nombre de places disponibles qu'au niveau de la flexibilité proposée.

Fin 2007, le pays compte 100 MRE organisées autour de 202 antennes ou unités, avec une capacité totale de 11.751 places. Sept MRE, pour une capacité de 326 places, accueillent des enfants non scolarisés (âgés de trois mois à trois ans).

1. Le nombre de communes disposant fin 2007 d'une MRE s'élève à 96. 16 autres communes prévoient la mise en place d'une MRE dans les années à venir. Le nombre de places supplémentaires qui sont créées d'après les projets soumis au Ministère de la Famille et de l'Intégration, s'élève à 5.446. Il comprend aussi bien la création de nouvelles institutions que l'extension des mesures existantes.

2. Le nombre de MRE offrant un accueil à journée continue pendant toute l'année (y compris les vacances scolaires) est évalué à 55, ce qui correspond également à un taux de 55%. Il y a lieu de noter que les sept MRE accueillant des enfants non scolarisés sont comprises dans ce chiffre.

3. Le nombre de communes disposant sur leur territoire de plusieurs antennes ou unités s'élève à 31, soit 32% des 96 communes qui se sont dotées d'une MRE.

4. En ce qui concerne les différents modes de gestion, la répartition actuelle est la suivante:

- 20 MRE sont gérées par des associations sans but lucratif qui assurent également les prestations socio-éducatives;

- 6 MRE sont gérées par des syndicats intercommunaux, dont trois assurent eux-mêmes les prestations socio-éducatives et trois autres les délèguent à des associations sans but lucratif;

- 74 MRE sont gérées par des administrations communales, dont 48 sont elles-mêmes prestataires et 26 confient les prestations socio-éducatives à des associations diverses.

5. Le groupe de travail permanent institué par l'article 4 alinéa 8 de la convention pour les MRE est composé de représentants du Syvicol, de l'Entente des Foyers de Jour et du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Ce groupe de travail est un organe consultatif qui se voit régulièrement afin d'aviser tout projet ayant un impact direct ou indirect sur les MRE ainsi que toute modification à la convention signée entre l'État et l'organisme gestionnaire. À titre d'exemple, les modalités de participation financière à demander aux parents telles qu'elles sont arrêtées par l'article 4 de la convention ont fait l'objet d'échanges répétés au sein dudit groupe de travail.

Question 2197 (2.1.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **feux d'artifice:**

Während dem Sylvesterowend ass et bei ville Privatfeieren Traditioun ginn, fir Freedefeier lass ze loossen. Et gëtt awer verschiddentlech och schon am Nomëtteg mutwëlleg ugefaange Knallkierperen ofzeschéissen.

Dëst féiert derzou, datt d'Rou vun de Matbierger, besonnesch an der Géigend vu Spideeler, onnéideg gestéiert gëtt. Och ass et esou, datt dat Geknalls bei verschidden Déieren, wéi zum Beispill bei Hënn, déi e ganz feint Gehéier hunn, grouss Problemer mat sech bréngt, a se drënner leiden.

Et wier deemno ubruecht, déi Freedefeier zäitlech absolut ze begrenzen, fir d'Rou vun de Matbierger awer och d'Liewesqualitéit vun den Déieren ze respektéieren.

Och ass et esou, datt all Joer, trotz alle Preventivmesuren, méi oder wéineger schlëmm Accidenter duerch Freedefeier geschéihen.

A verschiddene Stied an Europa sinn d'privat Freedefeier verbueden.

Kënnen déi zoustänneg Ministeren mer duerfir dës Fro beäntwerten:

1) Wier et net sënnvoll, d'Zäite während deene privat Freedefeier kënne lassgelooss ginn, strikt ze begrenzen, fir datt d'Rou vun de Matbierger, awer och d'Liewesqualitéit vun den Déieren net ze vill perturbéiert gëtt?

2) Wier et net ze iwweleeë mat de Gemengen ofzespriechen nach just een offiziellt Freedefeier an de Stied ze autoriséieren, an all déi privat Freedefeier ze ënnerbannen, ganz besonnesch dat Geknalls, wat schonns vun nomëttes un lassgeet?

Réponse commune (14.2.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Den 18. Dezember 2002 hat den deemolegen Deputéierten, den Här Mars Di Bartolomeo, a senger parlamentarescher Fro N°1973 schonns Froe gestallt am Zesummenhang mat de Freedefeier, déi Privatpersounen op Sylvesterowend lassloossen *(cf. compte rendu N°10/2002-2003)*.

Wéi viru fënnef Joer sinn och haut nach d'Rou vun de Matbierger an awer och d'öffentlech Sécherheet, déi bei dëse Spektakelen am Spill sinn, an der Kompetenz vun eise Gemengen. Et ass deemno un all Gemeng fir op hirem Territoire déi néideg Moossnamen ze huelen, fir d'Bierger beim Lassloosse vu Freedefeier ze schützen.

D'Stad Lëtzebuerg huet zum Beispill e Reglement op Grond vun deem fir all Freedefeier eng Autorisatioun vum Buergermeeschter muss virleien. Dës Autorisatioun setzt dann d'Konditioune fest an deenen d'Freedefeier däerf ofgeschoss ginn. Hei kann zum Beispill eng Sécherheetszon définéiert ginn, déi ofhängeg ass, engersäits vun der Plaz wou d'Freedefeier stattfënnt, an anerersäits vun der Gréisst vun de Feierkierperen, déi benotzt ginn. Aner Konditioune kënnen den Ëmstann no imposéiert gi fir d'Sécherheet an d'Rou vun de Bierger ze garantéieren.

Am Respekt vum Prinzip vun der Gemengenautonomie gräift d'Regierung net an dëse Beräich an, an zielt op d'Gemengeresponsabel fir déi noutwendeg Dispositiounen am Interesse vun hire Bierger ze huelen.

Et sief nach erwähnt, dass um 31. Dezember 2007 an um 1. Januar 2008 bei der Police ronn 20 Appeler agaange sinn, déi de Gebrauch vu Freedefeier oder soss Knupperte betraff hunn, woubäi et sech awer a kengem Fall ëm e schwéieren Incident gehandelt huet.

Question 2198 (2.1.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **restructuration du secteur des abattoirs et de la transformation de la viande:**

An Ärer Äntwert vum 17. Mäerz 2005 op meng parlamentaresch Fro N°0303 iwwert déi geplangte Restrukturatioun am Schluechthaus- a Fleeschveraarbechtungssekteur zu Lëtzebuerg hutt Dir op eng Etüd higewisen, déi vun auslänneschen Experte géif gemaach ginn, a wou éischt Resultater géife Mëtt 2005 virleien *(cf. compte rendu N°8/2004-2005)*. Virun dësem Hannergrond géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Ass dës Etüd fäerdeg, a wann neen, wat sinn d'Ursaachen, a fir wéini ass mam Ofschloss ze rechnen?

2. Wa se fäerdeg ass, wat sinn déi haaptsächlech Konklusiounen?

3. Besteet d'Bereetschaft bei deene wichtigsten Akteuren, fir op Basis vun der Etüd matzeschaffen? Sinn an där Bezéiung well Initiative geholl ginn?

4. Wéi héich sinn d'Käschte vun der Etüd fir de Lëtzebuerger Stat, a woura gesitt Dir déi konkret Plusvalue, déi sech aus der Etüd ergëtt?

Réponse (5.2.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député fait référence à une question parlementaire de mars 2005 pour demander des informations supplémentaires sur une étude qu'a fait réaliser ce Ministère par un bureau d'études et portant sur le secteur agroalimentaire et plus particulièrement sur la filière de la fabrication des viandes et des produits de viande.

L'objectif de cette étude, réalisée par des experts étrangers en collaboration avec les administrations afférentes de mon Ministère, était de mieux cerner les points faibles de ce secteur aux fins de prospecter des pistes générant une plus-value de la production animale de nos cheptels tout en répondant mieux aux demandes du marché de la viande et aux attentes du consommateur.

Les conclusions de cette étude ont été présentées au secteur agroalimentaire début octobre 2007 avec les recommandations de s'orienter vers une exploitation rationnelle des établissements opérant dans le secteur de la viande, de prévoir une chaîne fermée de la production primaire jusqu'à la vente au consommateur, d'orienter d'une manière plus conséquente la production vers des produits de qualité et de développer une stratégie performante de commercialisation par la création d'un «marketing board» regroupant les différents maillons de la chaîne de la production animale.

Ces recommandations ont déjà été partiellement prises en considération par la mise en place de synergies dans nos abattoirs dans l'objectif d'une exploitation plus efficace des capacités d'abattage existantes.

La filière de la fabrication des produits de viande est dans une phase de réflexion concernant les moyens et les adaptations à mettre en œuvre pour mieux répondre aux demandes d'un marché de viande de plus en plus exigeant.

Une accélération du processus d'actualisation de certains labels de qualité est la résultante d'une enquête auprès du consommateur qui s'est exprimé en faveur de produits de qualité et d'origine connue.

La mise en place dans le secteur agroalimentaire d'une stratégie performante de commercialisation sous la forme d'un «marketing board» est en cours.

Quant au coût de cette étude, il résulte d'une convention conclue entre ce Ministère et le bureau d'études que celui-ci est limité à un montant maximum de 70.000 euros.

Finalement, il échet de relever que cette étude a mis en évidence le potentiel des moyens et des capacités de notre secteur agroalimentaire ainsi que les demandes du consommateur. Les opérateurs sur le terrain, conscients des exigences du marché, sont appelés à en tenir compte et à s'y investir d'une manière efficace et rationnelle en concertation avec les administrations concernées de ce Ministère.

Question 2199 (2.1.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **droits d'auteur:**

Laut Gesetz mussen d'Geschäfter eng jährlech Tax vu 55 Euro fir Autorenrechter fir d'SACEM bezuelen. Déi Geschäfter, déi un eng Gemeinschaftsantenn ugeschloss sinn, mussen iwwert déi nach eemol Autrorenrechter mat bezuelen, also zweemol.

Et kann awer net sinn, datt ee fir deeselweschte Service zweemol bezilt.

Et ass och einfach net tragbar, datt an engem Geschäft, wéi zum Beispill bei engem Coiffeur, mussen nach extra Aurotrenrechter bezuelt ginn, wann ee säin eegene Radio lauschtert, deen un eng Gemeinschaftantenn ugeschloss ass.

Kann den Här Minister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wéisou mussen d'Geschäfter, wa se hiren eegene Radio lauschtere wëllen, eemol eng Tax fir d'SACEM bezuelen, an dann nach eemol iwwert d'Gemeinschaftsantenn, wa se dorunner ugeschloss sinn?

2) Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dës ongerecht Taxéierung ofzeschafen?

Réponse (30.1.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Well et hautesdags fir en Auteur aus praktesche Grënn quasi onméiglech ass, seng Urheberrechter selwer ze geréieren, ass et Usus, datt en déi Rechter enger Verwertungsgesellschaft uvertraut.

D'Verwertungsgesellschaft geréiert an administréiert dem Auteur seng Rechter a sengem Numm. Zu Lëtzebuerg sinn et d'SACEM Luxembourg an d'AGICOA, déi um Gebitt vun der Musék an dem Audiovisuellen täteg sinn.

Den Artikel 4, Alinea 1 vun der «loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données» gesäit vir, datt «L'auteur d'une œuvre jouit du droit exclusif d'autoriser sa communication au public par un procédé quelconque, y compris sa transmission par filou sans fil, par le moyen de la radiodiffusion, par satellite, par câble ou par réseau.»

Jiddereen, dee Wierker, déi um Répertoire vun enger Verwertungsgesellschaft stinn, öffentlech diffuséiert, muss eng Autorisation dofir hunn an eng Gebühr bezuelen. Aus dësem Grond ass déi Gebühr och net als Tax ze bezeechnen; duerch d'Gebühr bezilt een d'Recht, duerch droits d'auteur geschützte Wierker ze reproduzéieren oder en public ze diffuséieren.

D'Verwertungsgesellschafte leeden dann d'Gebühren un d'Auteure weider.

D'Radioen, d'TV-Sender an d'Diskothéike mussen d'Verwertungsgesellschaften informéieren, wéi eng Stecker si wéi oft gespillt hunn, fir datt all Auteur déi Zomm kritt, déi him zousteet. Wat ee Wierk méi oft gespillt gëtt, wat dem Auteur vun deem Wierk méi bezuelt gëtt.

D'Geschäfter bezuelen e Forfait pro Joer, dee méi héich gëtt, wat d'Gesamtfläch vum Buttek an d'Luucht geet.

E Coiffeur muss Urheberrechter bezuelen, fir dei öffentlech Verbreedung vu geschützte Wierker a sengem Geschäft.

De Kabelnetzbedreiwer muss Urheberrechter bezuelen, fir dei öffentlech Verbreedung vu geschützte Wierker iwwer säi Réseau.

Alle béid kënnen en Deel vun deene Käschten als Chargë vun de Steieren ofsetzen.

E Coiffeur bezilt also net zweemol droits d'auteur mä nëmmen eemol, an zwar un d'SACEM. Un de Kabelbedreiwer bezilt hie just säin Abonnement. An dem Abonnement ginn d'Käschte vum Kabel matverrechent, ënner anerem d'Urheberrechter.

Question 2200 (4.1.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **valorisation de l'énergie hydraulique par des centrales au fil de l'eau dans le cadre du développement durable:**

Le Luxembourg s'est engagé à augmenter la part des énergies renouvelables dans la production nationale de l'énergie électrique. À part l'énergie éolienne, la géothermie et l'énergie solaire, il existe encore l'utilisation de l'énergie hydraulique.

Durant les années 1996 à 2000, le Luxembourg a pu moderniser une série de microcentrales hydroélectriques dans le cadre du programme communautaire Thermie, mis au point et coordonné par l'Agence de l'Énergie. La réactivation des 21 micro-centrales a connu le succès escompté et elles participent à la production nationale de l'énergie électrique renouvelable. L'utilisation d'énergie de sources hydrauliques plutôt que celle provenant de sources non renouvelables est globalement positive pour l'environnement. Le bilan en gaz à effet de serre des systèmes hydroélectriques est nettement positif.

En décembre 2007, la Ville de Luxembourg a présenté le projet de la revalorisation de la centrale hydro-électrique au fil de l'eau «Hasteschmillen» sise aux abords de la Pétrusse produisant 500.000 kWh par an, projet qui s'intègre dans la politique du développement durable.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- À part cette centrale hydro-électrique au fil de l'eau «Hasteschmillen», existe-t-il encore d'autres endroits où de telles centrales hydroélectriques au fil de l'eau pourraient être revalorisées?

- Dans l'affirmative, l'Agence de l'Énergie ne devrait-elle pas procéder à l'évaluation du potentiel énergétique et à la réactivation de telles centrales hydroélectriques au fil de l'eau?

Réponse (14.2.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministre de l'Environnement ont présenté en mars 2007 une étude de potentiel sur les sources d'énergies renouvelables au Luxembourg (LUXRES) qui définit un cadre pour la promotion des énergies renouvelables au Luxembourg.

La production des installations hydroélectriques s'est chiffrée en 2006 à quelque 108 GWh, dont environ 5 GWh proviennent des 27 micro-centrales installées au Luxembourg.

L'étude LUXRES conclut, pour ce qui concerne le potentiel réalisable dans le domaine de l'énergie hydraulique, qu'il existe encore différents sites sur le territoire national qui se prêteraient à l'implantation de micro-centrales et qui pourraient être activés jusqu'en 2010 respectivement 2020. Vu le potentiel relativement réduit des sites concernés, la production supplémentaire ne permettra qu'une augmentation de façon relativement modeste de la production totale à partir des installations hydroélectriques.

Afin de pouvoir activer les différents sites, le Gouvernement a procédé en général à une adaptation des mesures de soutien dans le domaine des énergies renouvelables et a en particulier procédé à une adaptation des tarifs d'injection pour l'électricité produite à partir des énergies renouvelables. Le règlement grand-ducal y relatif est en procédure réglementaire et sera publié sous peu.

L'Agence de l'Énergie s'impliquera certainement dans la réalisation du potentiel dans le domaine des énergies renouvelables et particulièrement dans le domaine de l'énergie hydraulique ou ceci s'avère opportun et utile.

Question 2202 (7.1.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **mouvements de nuit des avions de fret et de passagers:**

Selon mes informations, les riverains de l'aéroport et autres habitants de la ville de Luxembourg se plaignent d'un manque de transparence en ce qui concerne le nombre de vols de nuit dont les mouvements ne cessent d'augmenter. Force est de constater que le site Internet du Ministère des Transports renseignant sur les mouvements de nuit des avions de fret et de passagers a particulièrement mal fonctionné en 2007. En effet, seuls les vols de nuit jusqu'à la fin de juillet 2007 étaient comptabilisés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quel service est compétent pour mettre à jour le site Internet en question?

- Ne serait-il pas possible, avec les moyens technologiques actuels, de communiquer les mouvements des avions de nuit mois par mois, et au plus tard dans les huit jours près le mois écoulé, ceci afin que les riverains puissent exercer éventuellement des vérifications?

- Quel est le nombre exact de vols de nuits (vols passagers et vols fret) pendant toute l'année 2007?

Réponse (14.2.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La responsabilité de la mise à jour de ce site Internet et des statistiques de mouvements aériens incombe à l'Administration de la Navigation aérienne qui a succédé à l'Administration de l'Aéroport.

En ce qui concerne la procédure actuelle de publication de ces statistiques, il convient de rappeler que tous les mouvements aériens sont vérifiés individuellement lors de l'élaboration des factures adressées régulièrement aux opérateurs aux fins de paiement des redevances afférentes. C'est sur base de cette validation que la compilation du nombre de mouvements aériens et donc également des vols de nuit est effectuée par la direction de l'Administration. Suite à cette compilation les services techniques de l'Administration de la Navigation aérienne assurent la publication des chiffres afférents sur le site de l'Administration.

Les statistiques diffusées reposent donc sur des mouvements aériens qui ont été dûment comptabilisés.

En raison des procédures comptables afférentes, il est normal qu'un certain temps soit nécessaire pour assurer la publication du nombre des mouvements aériens, y compris des vols de nuit, sur le site Internet de l'Administration de la Navigation aérienne. Il s'ajoute que pour l'année 2007 la publication de ces données a connu des retards liés à des difficultés de disponibilité des ressources humaines. Il y a toutefois lieu de préciser que l'Administration de la Navigation aérienne s'efforçant de limiter les délais au minimum a pu évacuer ces retards au début de cette année de sorte que les statistiques des vols de nuit pour l'ensemble de l'année 2007 sont désormais accessibles sur le site de celle-ci.

Il convient encore de noter que l'Administration de la Navigation aérienne s'est dotée depuis le début de cette année d'un nouvel dispositif comptable et est en train de mettre en place un système de facturation plus performant, de sorte qu'à terme une réduction des délais de publication des mouvements aériens est à prévoir.

Le nombre des vols de nuit (entre 23.00 et 06.00 heures locales) comptabilisés en 2007 s'élève à 1.377 unités.

Question 2203 (7.1.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**allocation de subsides au profit des communes en rapport avec la réalisation d'infrastructures scolaires:**

Il s'avère que le paiement des subsides étatiques au profit des communes ayant réalisé des infrastructures scolaires s'étale actuellement sur une période dépassant les quatre années après la mise en service desdites infrastructures.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

1. Quels sont les motifs qui font que la liquidation des subsides s'échelonne sur une si longue durée?

2. Quels sont les critères en fonction desquels l'échéancier du paiement de ces subsides est fixé?

3. Est-ce que les mêmes critères s'appliquent à l'ensemble des communes?

4. Pour quelles raisons les subsides ne sont pas liquidés en fonction de la règle «first in - first served» alors qu'en raison de l'approbation de tout projet par l'autorité de tutelle les délais d'achèvement des infrastructures en question sont généralement connus d'avance?

Réponse (19.2.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En réponse à la question parlementaire N°2203 du 7 janvier 2008 de Monsieur le Député Gilles Roth, j'ai l'honneur de vous informer que les aides allouées par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire aux communes ayant investi dans des projets relevant du domaine de leurs missions obligatoires et concernant entre autres les constructions scolaires sont à considérer comme des aides financières ayant pour but de rétablir une certaine marge de manœuvre au budget communal et non pas comme soutien d'un projet précis. Voilà pourquoi le taux varie en fonction de la situation financière de la commune et la liquidation n'est pas étroitement liée à la progression du chantier, ni à la présentation de factures.

L'engagement concret et précis de l'aide a lieu seulement après le début des travaux et le paiement de l'aide s'étale en principe sur quatre ou cinq exercices budgétaires, la première tranche ne représentant souvent qu'un montant symbolique et le solde de 20% de l'aide n'étant liquidé qu'après réception du décompte définitif des travaux dûment approuvé par le conseil communal. Le MIAT tente toutefois de verser la dernière tranche dans un délai rapproché après la présentation du décompte des travaux. Cette façon de procéder s'applique bien évidemment à toutes les communes.

L'échéancier de liquidation est fixé en tenant compte du crédit annuel à disposition du MIAT sur l'article budgétaire en question.

Malgré une certaine anticipation, l'évolution des crédits en question n'est pas toujours en phase avec le nombre et l'ordre de grandeur des projets réalisés par les communes. L'équilibre de cet article peut se trouver entravé par la mise en œuvre de projets d'une certaine envergure par une ou plusieurs communes. Il va sans dire que dans ce cas le MIAT sollicite une alimentation plus généreuse de l'article en question par une adaptation des paramètres du programme pluriannuel.

Le début des travaux a été retenu comme critère déclencheur de l'aide étant donné que le vote d'un projet par le conseil communal et son approbation par l'autorité de tutelle ne donnent pas forcément lieu à la réalisation de ce projet, ni à sa mise sur chantier dans un délai précis. Par ailleurs, les projets dont le coût est inférieur à 250.000 euros HTVA ne sont pas soumis à l'approbation par l'autorité de tutelle de sorte que le MIAT est obligé d'attendre le début des travaux pour se prononcer sur l'enveloppe financière à réserver à ce moment-là.

Question 2206 (8.1.2008) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **construction d'un lycée à Clervaux:**

Le plan directeur sectoriel «lycées», entré en vigueur en 2005, répartit le pays en quatre pôles d'enseignement - Nord, Sud, Est et Centre - et dans chaque pôle, la meilleure coordination possible est recherchée entre les exigences fonctionnelles des lycées existants et des nouveaux lycées. Chaque pôle scolaire doit offrir la totalité des formations courantes.

En juillet 2007, le Conseil de Gouvernement a approuvé, sur proposition du Ministre des Travaux publics, la liste des avant-projets de loi relatifs à un certain nombre de projets pour lesquels la Chambre des Députés a par après autorisé l'imputation des dépenses pour frais d'études et des frais d'élaboration d'un avant-projet détaillé sur les moyens budgétaires du Ministère des Travaux publics en 2007/2008. Sur cette liste, le site de Clervaux a été retenu pour l'implantation d'un nouveau lycée.

Vu les développements ci-dessus j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quel est l'état d'avancement du projet d'un lycée au Nord du pays?

- Le Gouvernement a-t-il analysé le site de Clervaux en vue de la construction d'un nouveau lycée?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement a-t-il déjà entamé des démarches afin de pouvoir acquérir des terrains éventuels respectivement mené des négociations avec les propriétaires concernés?

Réponse (14.2.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le projet du lycée de Clervaux a fait l'objet d'une étude préliminaire de la part de l'Administration des Bâtiments publics.

L'étude en question comporte trois chapitres consacrés respectivement à la constructibilité du terrain, au programme de construction et à l'enveloppe budgétaire.

Ladite étude a été soumise en date du 24 janvier 2008 pour un premier examen à la Commission d'analyse critique, ceci conformément à la nouvelle procédure adoptée par la Chambre des Députés.

Le projet fera maintenant l'objet de l'élaboration d'un APS (avant-projet sommaire) et d'un APD (avant-projet détaillé), le dernier servira de base à l'élaboration du projet de loi correspondant.

En ce qui concerne l'acquisition des terrains, il convient de noter que Monsieur le Ministre des Travaux publics, au vu des conclusions de l'étude d'évaluation précitée, a demandé au comité d'acquisition d'entamer les démarches nécessaires pour acheter en plus des terrains initialement prévus, les terrains adjacents supplémentaires.

Question 2216 (10.1.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**incident technique d'une machine de la compagnie MK Airlines:**

Il me revient que suite à un incident technique apparu après le décollage d'une machine de la compagnie MK Airlines, l'avion en question a dû interrompre son vol en direction du Nigeria et retourner à l'Aéroport de Luxembourg.

La compagnie MK Airlines est connue pour les nombreux incidents techniques subis au cours des dernières années par sa flotte d'avions.

Dans ce contexte j'aimerais savoir poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle est la fréquence des vols opérés par ladite compagnie à partir de notre aéroport?

- De combien d'incidents techniques, voire d'accidents impliquant la compagnie ses services ont-ils eu connaissance au cours des dernières quinze années?

- Quelles ont été les causes à l'origine de ces incidents et accidents?

- Quelles ont été les initiatives prises par les autorités luxembourgeoises pour empêcher la reproduction de tels incidents à l'avenir?

- Quelles sont notamment les mesures envisageables pour éviter que l'aéroport ou ses corridors d'approche et de décollage ne soient prochainement le théâtre d'une nouvelle défectuosité aux conséquences fatales?

Réponse (22.2.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Le 10 décembre dernier, peu de temps après son décollage de l'Aéroport de Luxembourg à destination d' Abuja, au Nigeria, le commandant de bord du vol MKA 813 de la compagnie MK Airlines effectue sur un Boeing 747-200 cargo de ladite compagnie immatricule au Royaume-Uni a pris la décision de faire demi-tour pour revenir se poser à Luxembourg, alors qu'il se trouvait à 6.000 m d'altitude, en raison d'une indication de surchauffe sur le circuit de dégivrage de la nacelle moteur numéro 3. Conformément aux procédures en vigueur le pilote a dû délester l'avion d'une partie de son carburant en vol à 5.500 m au-dessus des Vosges, afin d'éviter de se poser en surcharge par rapport à la masse maximale certifiée à l'atterrissage sur ce type d'avion long-courrier.

L'atterrissage a eu lieu 30 minutes plus tard sur la piste 24 à Luxembourg, avec le moteur n°3 au régime ralenti, mais non coupé, les paramètres de température étant revenus dans les limites. Les services de sécurité de l'aéroport ont été mis en alerte mais n'ont pas eu à intervenir.

Créée en 1990 au Ghana, la compagnie MK Airlines opère exclusivement des vols cargos essentiellement entre l'Afrique et l'Europe, en particulier sur Ostende-Bruges, sa base principale, Luxembourg et Manston, dans le Kent. Ayant dû faire face à plusieurs accidents dont un ayant fait sept morts au décollage de Halifax au Canada, le 14 octobre 2004, et qui avait mis en évidence de sérieux problèmes de sécurité dans la compagnie, la direction a décidé de recentrer le coeur de ses opérations sur le Royaume-Uni avec le siège social à Hartfield dans le West-Sussex. Depuis septembre 2006, les vols sur l'Europe sont opérés dans le cadre d'un AOC (Certificat de transporteur aérien) de classe A délivré par les autorités de l'aviation civile du Royaume-Uni selon les dispositions applicables à toutes les compagnies exploitant des avions pouvant transporter plus de vingt passagers. La flotte MK Airlines pour l'Europe est composée de huit Boeing 747-200 cargos, tous immatricules au Royaume-Uni et qui font fait l'objet d'un suivi de navigabilité conforme aux exigences européennes sous la supervision des autorités britanniques.

Le programme des vols à destination de l'Aéroport de Luxembourg fait l'objet d'une approbation mensuelle par la Direction de l'Aviation Civile avec, en moyenne, environ 100 atterrissages et 100 décollages par mois.

Depuis sa création, en novembre 1990, la compagnie MK Airlines a eu quatre accidents ou incidents graves, dont trois, en 1992, 1996 et 2001, au Nigeria, ayant fait au total une seule victime, et le dernier, en octobre 2004, sans aucun survivant, à Halifax. Depuis cette date et surtout depuis le transfert de l'AOC, des avions et des pilotes sous la supervision des autorités britanniques, la compagnie n'a plus eu d'accident ni d'incident grave. Lors des trois premiers accidents, l'avion a heurté le sol avant la piste, essentiellement en raison de l'absence d'un système de guidage aux instruments sur les aéroports desservis au Nigeria. L'enquête sur l'accident de Halifax en 2004 a mis en évidence que l'équipage n'avait pas corrigé dans le système informatique la masse du fret embarqué lors de l'escale (53 t), ce qui a conduit à l'utilisation de paramètres de pousser des réacteurs et de vitesses de décollage trop faibles. Le décollage ayant eu lieu de nuit, l'équipage ne s'est pas rendu compte de ses erreurs et l'avion a touché de la queue le sol ce qui a provoqué un incendie. À la suite de cet accident, l'équipe dirigeante a été profondément remaniée pour pouvoir obtenir un AGe britannique.

Néanmoins, en tant que compagnie opérant à la fois sur l'Afrique et sur l'Europe, MK Airlines continue de faire l'objet d'inspections régulières, en particulier dans le cadre du programme SAFA (Safety Assessment of Foreign Aircraft) conduit sur tous les aéroports européens sous l'égide de la Commission européenne. En 2006 et 2007, la compagnie a été contrôlée au moins tous les deux mois par plusieurs États et n'a pas révélé de manquement grave aux règles de sécurité. En fonction des informations reçues de la part des autres autorités, la Direction de l'Aviation

Civile a maintenu un rythme d'une inspection tous les deux mois en ce qui concerne MK Airlines, à l'arrivée ou au départ de l'Aéroport de Luxembourg.

Il faut toutefois préciser que, dans le cas de l'incident du 10 décembre 2007, toutes les procédures ont été scrupuleusement respectées et la sécurité n'a pas été mise en cause.

Tout en continuant de renforcer ses effectifs avec des personnels qualifiés et expérimentés, afin de respecter intégralement ses engagements internationaux et notamment européens en matière de certification et de supervision de la sécurité de l'aviation civile, tant vis-à-vis des opérateurs luxembourgeois que des compagnies étrangères desservant l'Aéroport de Luxembourg, la Direction de l'Aviation Civile a recruté et forme parallèlement un certain nombre d'inspecteurs susceptibles de détecter les manquements par rapport à la réglementation internationale qui contribuent à mettre en place le dispositif d'interdiction des compagnies «dangereuses» sur les aéroports de l'Union européenne, baptisé «Liste noire». Dans le même temps, la Direction de l'Aviation Civile est régulièrement auditée (six audits tous domaines confondus sur les douze derniers mois) par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale et par l'Agence Européenne de la Sécurité Aérienne, afin de détecter d'éventuels manquements ou carences en matière de supervision de la sécurité de l'aviation civile. La Direction de l'Aviation Civile s'est ainsi engagée dans une démarche qualité et un processus d'amélioration continue visant à garantir un haut niveau de sécurité et une efficacité propres à favoriser le développement harmonieux de l'aviation civile et du transport aérien au Luxembourg.

Question 2220 (11.1.2008) de **M. Charles Goerens** *(DP)* concernant les **éleveurs de porcs luxembourgeois:**

Récemment les éleveurs de porcs luxembourgeois ont déclaré dans un communiqué de presse que leur situation s'était aggravée considérablement ces derniers temps suite à une situation de concurrence accrue sur le marché et une dégradation consécutive des prix de la viande de porc.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement a déjà prévu des initiatives afin de soutenir les éleveurs de porcs luxembourgeois? Dans l'affirmative, de quelles mesures s'agit-il concrètement?

- Quel est l'avis de Monsieur le Ministre quant aux modèles instaurés en Grande-Bretagne et en Suède où des supermarchés soutiennent les éleveurs de porcs régionaux en achetant leurs produits à un prix supérieur à celui du prix de marché. Monsieur le Ministre pense-t-il qu'un tel modèle serait envisageable au Luxembourg et, le cas échéant, sous l'impulsion du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural?

Réponse (19.2.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Comme le relève à juste titre l'honorable Député, le secteur de la production de viande porcine se trouve actuellement confronté à une situation de marché difficile et ce pour le double motif suivant.

D'une part, suite à une extension de la production au niveau de l'Union européenne, les prix payés aux producteurs ont fortement diminué en 2007. À noter que cette évolution s'inscrit dans le cadre des variations cycliques des prix de la viande porcine et fait suite à des augmentations de prix notées au cours de la période 2004-2006.

D'autre part, l'évolution des cours des céréales a sensiblement augmenté les prix des aliments pour animaux et cette augmentation impacte fortement les coûts de production des élevages porcins sans pouvoir être répercutée dans le prix de vente.

Ceci dit, je voudrais souligner que le Gouvernement a fait réaliser récemment une étude sur le secteur de la viande, incluant donc la filière porcine et qui comporte une analyse de toute la chaîne alimentaire de la production à la consommation et englobe tous les acteurs au niveau de la transformation et de la commercialisation des produits viandeux. Cette étude, qui a été présentée à tous les acteurs du secteur en novembre 2007, a notamment démontré que l'amélioration de la situation du secteur de la viande passe par la création d'un «Marketing Board» traitant toutes les questions en relation avec la production, la transformation et la commercialisation et mettant en relation étroite tous les acteurs de la chaîne viandeuse. C'est précisément ce modèle qui est pratiqué en Grande-Bretagne et en Suède, où les acteurs de la chaîne se concertent pour fixer la qualité et les prix des produits viandeux.

La Chambre d'agriculture, la société coopérative Convis et le groupement des producteurs porcins Cochy travaillent actuellement à la mise en place d'un tel «Marketing Board». Le Ministère de l'Agriculture avec les administrations concernées ne manquera pas d'accompagner et de soutenir le Marketing Board dans ses démarches.

Question 2223 (14.1.2008) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **phénomène du «Tanktourismus»:**

Les discussions autour du protocole de Kyoto et les engagements du Luxembourg ne cessent de se concentrer sur les émissions en relation avec le phénomène dit «Tanktourismus». Or, outre les influences sur notre bilan des émissions de CO_2 et sur les recettes du budget de l'État, le phénomène «Tanktourismus» a certainement encore d'autres effets notamment sur la qualité de l'air avec des conséquences pour la santé humaine, l'écosystème ou encore pour les constructions. En plus, le surplus de circulation entraîne inévitablement des dépenses en relation avec l'infrastructure routière, les services publics y relatifs, etc. sans oublier les accidents routiers. Économiquement ce phénomène a certainement une influence sur le marché de l'emploi et le PIB. Afin de mener la discussion autour de ce phénomène dans un cadre objectif, il est indispensable de pouvoir chiffrer ou évaluer les effets susmentionnés.

Dans ce contexte la Chambre avait adopté le 23 février 2005 une motion (I-2004-O-M-0417-01(253)) invitant le Gouvernement à faire une étude d'évaluation sur les conséquences économiques, écologiques et financières du phénomène «Tanktourismus» et à élaborer une stratégie concrète permettant de freiner la consommation de carburants d'ici 2012.

Les mesures du 1er plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2 mises en œuvre et notamment la contribution spéciale Kyoto moyennant un prélèvement progressif du taux des accises sur les carburants routiers, touchent certains aspects de cette étude notamment les recettes fiscales du «Tanktourismus».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, les questions suivantes à Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

- Est-ce que tous les aspects mentionnés au premier alinéa en relation avec le phénomène «Tanktourismus», notamment en ce qui concerne les frais engendrés, ont été étudiés?

- Dans l'affirmative, quels sont les résultats de cette étude? Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de présenter cette étude devant la Commission de l'Environnement?

- Quelles répercussions a eu la contribution spéciale Kyoto sur la vente de carburants et le phénomène «Tanktourismus»?

Réponse (21.2.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Camille Gira, je tiens à préciser que, lors des travaux préparatoires au 2e plan national d'allocation de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, le Gouvernement a étudié et discuté en détail avec l'ensemble des acteurs concernés les impacts directs de l'exportation de carburants en termes de recettes du budget de l'État.

Il convient néanmoins de rappeler que le Luxembourg, en raison de sa situation géographique et de son réseau autoroutier, est un pays de transit, ce qui a indéniablement un effet sur le volume du trafic au Luxembourg. Ainsi, la grande majorité des véhicules traversant le Grand-Duché parcourraient notre pays même s'ils ne s'y approvisionnaient pas en carburant. Il en vaut de même pour les frontaliers, dont la majorité se rend à son lieu de travail en voiture et qui ne font pas non plus des détours pour la simple raison de profiter du carburant bon marché. Seule une petite fraction des carburants exportés est attribuée au phénomène du «tourisme à la pompe» au sens strict du terme, i.e. à des automobilistes qui se déplacent spécialement au Luxembourg pour y acheter entre autres du carburant. Les nuisances et frais engendrés pouvant être attribués directement à l'exportation de carburants se limitent donc en principe à ces courses supplémentaires.

Il s'avère que les impacts économiques, écologiques et financiers mentionnés par l'honorable Député sont difficilement quantifiables.

En dehors des prix des carburants - ce qui inclut les taxes et accises - un grand nombre d'autres facteurs a ainsi une influence sur la demande en carburants au Luxembourg. Il s'agit entre autres de la croissance du trafic international, de l'augmentation de la population et du nombre de frontaliers, du progrès technologique, et évidemment des prix dans nos trois pays voisins. Le poids de ces nombreux facteurs ne peut pas être quantifié de façon précise.

Qui plus est, les modèles de calcul appliqués pour les grandes économies, peu exposées à des facteurs externes, ne se laissent pas transposer à des pays comme le Luxembourg dont l'économie est petite et ouverte. Vu ces difficultés, les impacts mentionnés ci-dessus n'ont pas pu faire l'objet d'une étude approfondie à ce stade.

Quant aux répercussions de la contribution au changement climatique sur la vente de carburants, elles ne pourront être évaluées que d'ici une année, car le relèvement supplémentaire de 1,25 cent du taux des accises sur le diesel n'a été opéré qu'au 1er janvier 2008. On peut néanmoins déjà affirmer que les hausses opérées au 1er janvier 2007 (2 cent/litre essence; 1,25 cent/litre diesel) ont provoqué une stabilisation voire un très léger recul des ventes.

Question 2224 (14.1.2008) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **projet d'établissement d'un centre commercial à Wickrange:**

La zone d'activité à Wickrange et le projet récent du centre commercial qui y est prévu ont fait couler beaucoup d'encre en 2007. Selon mes informations, l'autorisation ministérielle pour l'extension de la zone, fut donnée à condition que les activités futures sur la nouvelle zone aient un lien direct avec la firme déjà établie sur le site limitrophe. Or, le projet actuel - à savoir le centre commercial pour entre autres articles de mode - n'est plus en relation directe avec les activités de base de la firme précitée qui se situent dans le domaine de la construction.

En relation avec ce qui précède, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, les questions suivantes à Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Est-ce que nos informations en relation avec l'autorisation d'extension de cette zone d'activité sont correctes?

- Si oui, quelles sont les conséquences pour l'évolution future dans ce dossier?

Réponse (14.2.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En vue d'exposer le plus clairement la situation actuelle, je tiens à faire un bref rappel des faits:

En 1999 la commission d'aménagement s'est vue adresser une demande d'extension du périmètre d'agglomération de la commune de Reckange-sur-Mess, ainsi qu'un projet d'aménagement particulier couvrant les fonds visés par la demande d'extension du périmètre d'agglomération.

Les pièces versées en cause ne laissent aucun doute quant à l'objet du dossier ainsi introduit, à savoir permettre au propriétaire des fonds concernés la construction d'un hall de stockage, lequel avait effectivement un lien direct avec la société établie sur le site limitrophe.

En date du 13 avril 1999, le conseil communal de Reckange-sur-Mess a adopté provisoirement le projet de modification du plan d'aménagement général de la commune de Reckange-sur-Mess et le projet d'aménagement particulier. Le vote définitif a eu lieu en date du 14 décembre de la même année.

En date du 4 février 2000, le Ministre de l'Intérieur a approuvé le projet d'extension du périmètre d'agglomération, ainsi que le plan d'aménagement particulier, sans pour autant émettre de condition explicite relative aux activités futures sur les fonds concernés.

Force est d'abord de constater que le Ministre de l'Intérieur en tant qu'autorité de tutelle des communes ne peut rien ajouter, ni retrancher à la décision soumise à son contrôle de sorte qu'il n'a pu que procéder à une approbation pure et simple de la décision du conseil communal qui lui été soumis. Comme la tutelle administrative ne permet pas au Ministre de l'Intérieur de s'immiscer dans la gestion des communes et de substituer sa propre décision à celle des autorités communales, il n'a dès lors pas pu émettre de condition relative aux activités futures sur le site concerné.

Il n'en reste pas moins que le Ministre de l'Intérieur a approuvé tant le projet de modification du plan d'aménagement général de la commune de Reckange-sur-Mess, que le projet d'aménagement particulier couvrant les fonds concernés par l'extension.

Le plan d'aménagement particulier renseigne sans équivoque sur l'implantation des constructions projetées, leur emprise au sol et leurs prescriptions dimensionnelles, l'aménagement des espaces verts, de même que sur la forme de la toiture. Le dossier approuvé tant par les autorités communales que par le Ministre de l'Intérieur contient encore un plan de situation et de coupes.

Bien que ledit plan d'aménagement particulier n'ait jamais été réalisé, il n'en reste pas moins qu'il est toujours en vigueur et couvre une partie des fonds sur lesquels le centre commercial est projeté.

Il va sans dire que projet de construction actuellement prévu ne correspond pas au plan d'aménagement particulier approuvé en date du 4 février 2000, de sorte qu'à l'heure actuelle, aucune autorisation de construire ne peut être délivré en vue de la réalisation du centre commercial.

Ainsi, et avant tout progrès en cause, il appartiendra dès lors au propriétaire des fonds d'entamer une procédure de modification du plan d'aménagement particulier en vue de procéder à son abrogation.

Par courrier du 20 décembre 2007, j'ai d'ailleurs clairement exposé la situation à Monsieur le Bourgmestre, lequel m'a certifié par la suite qu'il inviterait le propriétaire des fonds d'entamer une procédure de modification du plan d'aménagement particulier.

Si ledit plan d'aménagement particulier serait effectivement abrogé, il appartiendra à Monsieur le Bourgmestre de la commune de Reckange-sur-Mess de décider s'il délivre une autorisation de construire en vue de la réalisation du centre commercial, lequel devra en tout état de cause être en tous points conforme au plan d'aménagement général.

À ce moment, toute personne intéressée sera libre d'exploiter les voies de recours dont elle dispose.

Question 2226 (14.1.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **reclassement des salariés du site de l'aciérie ArcelorMittal de Gandrange (France):**

De Verwaltungsrot vun der Stolgrupp ArcelorMittal huet d'Schléissung vun hirem Site zu Gandrange a Frankräich bestätegt an domadder och d'Oschafe vun ëm déi 700 Aarbechtsplazen.

D'franzéisesch Gesetzgebung gesäit vir, datt wann eng multinational Gesellschaft Produktiounssitë suppriméiert an Aarbechtsplazen ofschaaft, déi Salariéën, déi betraff sinn, an anere vun hire Wierker muss beschäftegen.

Wéi eng Mëtteleisestrooss vun ArcelorMittal am noe Frankräich zougemaach hat, ware schon déi betraffen 250 Beschäftegt op d'Mëtteleisestrooss op ARBED-Belval iwerwise ginn. Dëst ass deemno och an dësem Fall méiglech.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) Ass et méiglech oder souguer scho virgesinn, datt déi entloosse Leit vu Gandrange respektiv en Deel vun hinnen op Lëtzebuerger Sitë vun ArcelorMittal beschäftegt ginn?

2) Wéisou kënne gesetzlech Bestëmmungen aus Frankräich eis Beschäftegungspolitik dominéieren oder gëtt et an dem Kontext europäesch Direktiven?

3) Hunn iwwerhaapt nach Leit, déi bei eiser ADEM ageschriwwe sinn,

eng Chance fir en Job bei ArcelorMittal ze kréien?

Réponse commune (1.2.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Zur éischter Fro verweisen ech den Här Deputéierten op d'Äntwert vum Här Wirtschaftsminister vu virun e puer Deeg op seng eege parlamentaresch Ufro N°2219 *(cf. compte rendu N°7/2007-2008).* An dëser Äntwert sinn all Elementer dran, déi och am Kader vun der éischter Fro an dëser parlamentarescher Ufro wichteg sinn.

D'Aarbechtsrecht ass territorial applikabel. Dat heescht, datt op franséischem Territoire franséischt Aarbechtsrecht unzewenden ass, ëmsou méi vill aarbechtsrechtlech Dispositiounen «d'ordre public» sinn. Dat wëllt also soen, datt all Situatiounen, déi op dem Territoire vun engem Land entstinn, wéi hei d'Fermeture vun engem Stolwierk, am Beräich vum Aarbechtsrecht ënnert d'Recht vun dësem Land falen. Et ass also normal, datt hei déi franséisch Gesetzer iwwert d'Schléissung vu Siten duerch multinational Gesellschaften unzewende sinn. Dat bedeit, datt ArcelorMittal kucke muss déi Leit an anere Siten ënnerdach ze kréien, egal wou dës Sitë leien. Dat sinn iwwregens ganz ähnlech Dispositioune wéi bei eis am Kader vum «plan de maintien dans l'emploi» oder och am Kader vum «plan social», wou fir d'éischt muss gekuckt gi fir Entloossungen ze verhënneren, ënner anerem duerch d'Affektatioun vun de Beschäftegten op aner Plazen.

Dat heescht jo absolut net, datt hei franséisch Beschäftigungspolitik prioritär zur Lëtzebuerger Beschäftigungspolitik ass, wéi den Här Deputéierte fälschlecherweis undeit. Dat grenziwwerschreidend Element kënnt hei nëmmen dran, well de Betrib ënner anerem d'Méiglechkeet huet, seng Leit op engem Site net wäit vu Gandrange ënnerdaach ze kréien. Dat misst den Här Deputéierten eigentlech appréciéieren, well heiduerch an der Groussregioun massiv Entloossunge verhënnert kënne ginn.

Déi europäesch Direktiven, déi hei mindestens mussen agehalen ginn, sinn déi iwwer kollektiv Entloossungen an och iwwer Betriebsiwwergäng.

D'ADEM ass a permanentem Kontakt mat ArcelorMittal. Sou huet de Betrib 2007 58 vakant Plaze gemellt, fir déi Ateliere mat Chomeure stattfonnt hunn. Fir jidderee vun dësen Ateliere waren 30 Leit ouni Aarbecht selektionéiert ginn. 19 Chomeure sinn dunn un ArcelorMittal vermëttelt ginn. Doniewt huet de Betrib 97 Leit agestallt, déi bei WSA, TDK, Technicolor a Villeroy hir Plaz verluer hunn. Iwwer 100 Leit vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart sinn also bei ArcelorMittal ënnerdaach komm. D'Zuel vun de vakante Postë bei ArcelorMittal ass net erofgaangen. Den nächsten Atelier mat Chomeuren ass den 29. Januar. Am Prinzip ass iwwregens fir dëse Betrib een esou een Atelier pro Mount. Beim Recrutement vun de Chomeure spillt natierlech - wéi dat souwiesou de Fall ass, och ouni déi aktuell Evenementer -, d'Qualifikatioun vun den disponible Leit par rapport zu den ze besetzende Plazen a par rapport zu de Qualifikatiounen, déi aner Leit hunn, déi sech fir dës Plaze bewerben, déi entscheedend Roll.

Question 2227 (14.1.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **réduction des émissions de CO_2 par un mode de conduite économe:**

Den Autosverkéier ass fir Lëtzebuerg eng vun de gréisste Quelle vum CO_2-Ausstouss. Et ass evident, datt et duerfir an dësem Secteur grouss Potenzialer gëtt, fir de Verbrauch vu fossilen Energieträger, dat heescht vu Bensin an Diesel an domat och den Ausstouss vun CO_2 ze reduzéieren. Nieft dem Bau vu Moteure mat engem spezifesch niddrege Verbrauch ass virun allem d'Aart a Weis wéi gefuer gëtt entscheedend fir den Duerchschnëttsverbrauch. Bei entspriechenden Tester am Ausland ass festgestallt ginn, datt am Schnëtt bis zu 2 Liter op 100 Kilometer duerch eng spuersam Fuerweis kuerzfristeg kënne gespuert ginn, wat eng enorm Reduzéierung (ouni grouss technesch Innovatioun) duerstellt. Duerfir géif ech lech, Här Minister, gären dës Froe stellen:

1. Gehéiert dëse Volet fir lech zur nationaler CO_2-Reduktiounsstrategie, a wa jo, wat fir eng Bedeitung huet hie fir lech?

2. Wann Dir hei e bedeitend Reduktiounspotenzial gesitt, wat fir Mesurë wëllt Dir an d'Wee leeden, fir op dësem Gebitt zu konkrete Resultater ze kommen?

3. Wäer et - ënner anerem - net wichteg, fir besonnesch bei dem Führerschäinapprentissage och e Volet «spuersam Fueren» mat ze enseignéieren? Sinn eventuell scho konkret Schrëtt an déi Richtung an d'Wee geleet?

4. Wat haalt Dir vun der Iddi, fir bei Autoen, déi eng elektronesch Verbrauchsmiessung hunn, bei engem entspriechend niddregen Duerchschnëttsverbrauch eng Reduktioun op der Autosteier zouzegestoen an domat en zousätzlechen Ureiz fir e spuersaamt Fueren ze schafen?

Réponse (20.2.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1. Op déi 1. Fro vum honorablen Députéierten Robert Mehlen ass d'Äntwert ganz kloer jo. D'Sensibiliséierung zu enger méi spuersamer Fuerweis ass e wichtegen Aspekt deen, niwent dem Ureiz fir méi spuersam Autoen a selbstverständlech weideren Efforte fir den öffentlechen Transport auszebauen an ze verbesseren, onerlässlech ass fir den CO_2-Ausstouss aus dem Transportsekteur ze reduzéieren.

2. Viru sechs Méint hunn ech meng Servicer ugewise sech emol am Ausland e geneet Bild iwwert de Sujet vun der «Conduite écologique» ze maachen, fir ze kucke wéi een hei zu Lëtzebuerg eng méi ökologesch Fuerweis kéint promovéieren.

Op Grond vun den Erkenntnisser, déi mir op internationale Konferenzen zu Paräis op dem internationalen Transport Forum an zu München am Kader vun engem Workshop zum Thema «Ecodriving» gesammelt hunn, hunn ech verschidde Mesuren zu deem Sujet an d'Wee leede gelooss.

Wat dat not Ausland ugeet, sou si virun allem ons hollännesch Noperen ee Virreider a Saachen «Conduite écologique». Mat verschidde Publicitéitscampagnen a mat einfache Recommandatiounen, hu si probéiert d'Bierger iwwert de Potenzial vun enger méi ökologescher an ekonomescher Fuerweis opzeklären. Dobäi hu si och op d'Virdeeler a punkto Verkéierssécherheet higewisen, déi sech duerch eng anitcipativ Fuerweis opdoen.

Ausserdem erlaben ech mir fir lech ze informéieren, datt den Transportministère zesumme mat der staatlecher Verkéierskommissioun den 8. Mee 2008 ee Séminaire speziell zum Thema «Conduite écologique» wäert organiséieren.

Dëse Séminaire soll deene verschiddenen involvéierten Acteure grad wéi dem breede Public een Iwwerbléck iwwert d'Virdeeler vun der «Conduite écologique» ginn a gläichzäiteg d'Bierger fir de Sujet sensibiliséieren.

Doriwwer eraus soll och déi nächst «Semaine de la Mobilité», déi am September stattfënnt, ganz am Zeeche vun der ökologescher Fuerweis stoen. Och hei sinn déi éischt Gespréicher an Organisatiounsaarbechten ugelaf. Nëmmen andeems mir ons mat enger Villzuel vu concernéierten Acteuren zesummesetzen, kënne mir bei engem Maximum vun de Bierger een Émdenken erreechen.

Dofir sinn ech der Meenung, datt mir duerch déi genannten Initiativen éischt konkret Resultater um Gebitt vun der «Conduite écologique» kënnen erzielen. Gläichzäiteg sinn ech mer awer bewosst, dat déi Mesuren alleng net wäerten duergoen a mir nach weider Efforten ënnerhuele mussen.

3. Aus dem Grond hunn ech meng Servicer ugewisen ze analyséiere wéi een de Volet vun der «Conduite écologique» kann an den Apprentissage vum Führerschain, souwuel an d'Theorie, wéi och an d'Praxis, mat afléisse ka loossen. Et ass kee Geheimnis, dat eng Refonte vum Apprentissage net nëmmen noutwendeg, mä och opwendeg ass. Den Aarbechtsgrupp, dee sech mat dar Refonte beschäftegt, huet schonns mat der Aarbecht ugefaangen. Ech hu Wëlles, datt de Volet vum spuersame Fueren à moyen terme ee Pilier vun eiser Führerschäinsausbildung gëtt.

Et soll een awer och net vergiessen, dat elo schonns am Kader vum theoreteschen Examen eng Partie vu Froe sech op eng méi spuersam Fuerweis bezéien. Mä vir och der Importenz vun der «Conduite écologique» Rechnung ze droen, soll een extrat Kapitel dozou am nächste Code de la Route populaire erschéngen.

Gläichzäiteg hunn ech d'Examinateuren ugewisen, sech am Ausland an der Technik vun der «Conduite écologique» forméieren ze loossen. Si wäerten déiselwecht Formatioun absolvéieren, wéi d'Fahrlehrer, déi och schonns hir Bereetschaft ugekënnegt hu fir sech dem Sujet unzehuelen.

Fir awer och dem Bierger d'Geleeënheet ze bidde fir sech elo schonns mat den Technike vun der «Conduite écologique» vertraut ze maachen, hunn ech mam Direkter vum Centre de Formation pour Conducteurs ofgemaach fir esou Formatiounen an Zukunft op hirem Site zu Colmar-Berg unzebidden, woubäi déi genee Detailer dovunner awer nach ze kläre bleiwen.

Als weidere konkrete Schrëtt wëll ech nach erwähnen, datt an der Formatioun vun de professionelle Chaufferen, déi ab September 2008 fir Bus-, an ab September 2009 fir Camionschaufferen obligatoresch gëtt, d'«Conduite écologique» ee wesentleche Bestanddeel wäert sinn. Besonnesch bei der Kategorie vun de Poids lourds ass den Aspuerpotenzial vu Bensin respektiv Diesel, a sou mat och vun Emissiounen, héich.

4. Ofschléissend wollt ech bemierken, datt menger Ansicht no eng elektronesch Verbrauchsmiessung zwar e sënnvollt Instrument ass fir den Automobilist op seng méi oder manner spuersam Fuerweis opmierksam ze maachen, anerersäits awer keng valable Basis duerstellt, fir eventuell Reduktiounen op der Autostéier zouzegestoen.

Question 2228 (14.1.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **lutte contre le gui dans les vergers:**

An der aktueller Naturschutz- a Biodiversitéitspolitik vun der Regierung spillt d'Erhale vun den traditionellen Uebstbongerten eng wichteg Roll. D'Fleeg an den Ënnerhalt vun dëse Bongerten ass an deene leschte Joren aus ekonomesche Grënn leider ëmmer méi vernoléissegt ginn. Eng vun de Suiten dovun ass, datt de planzleche Schmarotzer «Mëspelt» (Viscum album) sech onheemlech op den Uebstbeem breetgemaach huet a kuerzfristeg déi gréisst Gefor fir eis Uebstbongerten duerstellt.

Well d'Bekämpfung respektiv d'Ewechmaache vum Mëspelt awer enorm aarbechtsintensiv ass an déi wéinegst Proprietairen Zäit hunn, fir sech domat ze ameséieren, sinn eis Bongerte gréisstendeels zum Doud veruerteelt, wann net ganz séier an energesch géint dës Schmarotzer virgaange gëtt. Niewelaanscht sief bemierkt, datt een ëmmer méi Mëspelt och op anere Bamzorte gesäit, wou es fréier kaum ze gesi war. Virun dësem Hannergrond wollt ech lech, Här Minister, dës Froe stellen:

1. Ass dës Situatioun lech bekannt, a wéi gesitt Dir dëse Problem?

2. Sidd Dir gewëllt an dëser Fro mat Determinatioun eppes ze ënnerhuelen oder mengt Dir éier, et sollt een der Natur hire fräie Laf loossen?

3. Wann Dir gewëllt sidd géint d'Iwwerhandhuele vum Mëspelt virzegoen, wéi gesäit déi betreffend Strategie aus?

Réponse (20.2.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Les vergers à haute tige représentent un élément caractéristique de nos paysages et constituent des biotopes d'une diversité animale et végétale d'une importance particulière pour nos régions. Suite à une perte de rentabilité de l'exploitation des vergers par rapport à d'autres utilisations des sols, notamment l'agriculture, la construction de logements, l'aménagement de zones d'activité etc., la superficie totale des vergers a diminué fortement au cours des trente dernières années, comme en témoignent les résultats du monitoring paysagers, réalisés pour le compte du Ministère de l'Environnement et présenté en 2006. En effet, entre 1962 et 1999, les vergers ont diminué de plus de 58% en surface. En parallèle, l'abandon progressif de l'entretien des vergers, dû notamment à des changements des habitudes alimentaires du consommateur, fait que les vergers subsistants encourent un vieillissement et une dégradation inévitables.

La propagation du gui est la conséquence logique de cette évolution et la lutte contre le gui doit s'inscrire d'une part dans les efforts proactifs de préservation et de gestion des vergers ainsi que dans le cadre d'une valorisation des produits issus des vergers sur le territoire national.

La plantation, la préservation et la gestion de vergers sont subventionnés à travers le règlement Grand-ducal du 22 mars 2002 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique et le règlement grand-ducal du 22 octobre 1990 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel. Un projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 22 octobre 1990 est actuellement en cours de procédure visant notamment une adaptation des subsides visant la plantation de vergers. À noter également que les vergers font partie intégrante des biotopes répertoriés dans le cadre du cadastre des biotopes, prévu par le Plan national concernant la protection de la nature.

La valorisation des produits issus des vergers est assurée à travers de nombreux projets, dont l'initiative «Bongert» mise en œuvre dans le cadre du programme Leader dans les régions du Müllertal et de la Moselle. Les bienfaits pour l'homme et la nature des produits des vergers fera partie intégrante d'une campagne de sensibilisation en faveur de la préservation de la biodiversité et qui sera lancée au deuxième trimestre 2008 dans le cadre de l'initiative «Countdown 2010», visant à enrayer la perte de la diversité biologique d'ici 2010.

Question 2233 (16.1.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **pesticides:**

L'article «Les pesticides favorisent l'asthme chez les agricultrices» paru dans le quotidien «Le Monde» du 10 janvier 2008 évoque que le contact avec les pesticides au cours des travaux agricoles augmenterait le risque d'asthme d'origine allergique chez les personnes travaillant dans les exploitations agricoles.

Cet article se réfère à l'étude publiée de l'«American Journal of Respiratory and Critical Care Medicine». L'étude en question élaborée par une équipe américaine dirigée par Jane Hoppin de l'Institut national des sciences de la santé environnementale met en lumière un lien entre le fait d'employer des pesticides et la survenue de cette affection.

Les auteurs concluent que l'exposition précoce aux pesticides dans les exploitations agricoles module le risque d'asthme allergique. Le risque est même majoré de près de 50% chez les femmes appliquant ou mélangeant les pesticides. D'après ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Est-ce que le Ministère a connaissance de cette étude?

- Dans l'affirmative, quelles sont les premières conclusions à tirer en vue de protéger au mieux les agriculteurs des effets si nuisibles des pesticides?

Réponse (14.2.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'étude dont fait référence l'honorable Député s'intitule «Pesticides and Atopic and Nonatopic Asthma among Farm Women in the Agricultural Health Study» et a été publiée dans l'«American Journal of Respiratory Critical Case Medicine 2008; 177:11-18».

L'objectif de l'étude était d'évaluer l'exposition professionnelle aux pesticides comme facteur de risque de l'asthme chez l'adulte de sexe féminin.

L'étude a mis en évidence que le fait de passer son enfance dans une exploitation agricole confère une certaine protection contre l'asthme allergique et, à un degré moindre, contre l'asthme non allergique. En effet, sur l'ensemble des 25.814 femmes inclues dans l'étude, le taux de prévalence d'asthme allergique le plus faible a été constaté chez les agricultrices n'appliquant jamais de pesticides.

Par contre la prévalence d'asthme allergique a été trouvée par l'étude plus élevée chez les agricultrices employant des pesticides que dans la population normale de référence. Cette constatation ne s'est cependant pas vérifiée pour l'asthme non allergique.

L'étude a porté sur 16 insecticides, 11 herbicides et quatre fongicides. Elle a révélé que ce sont surtout les organophosphorés qui engendrent une hyperréactivité bronchique. Cinq des produits considérés dans l'étude sont constitués d'organophosphorés. Or il s'avère que, conformément aux dispositions communautaires en la matière, appliquée au Luxembourg, quatre de ces produits sont interdits d'application et de vente au Luxembourg depuis le 1er septembre 2006, et cela tant à usage ménager qu'à usage agricole.

L'interdiction pour le cinquième de ces produits sera d'application à partir du 22 août 2008.

Question 2234 (17.1.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**avis favorable de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) pour l'autorisation du maïs MON 810 en UE:**

La France vient d'activer la clause de sauvegarde sur le maïs Monsanto 810, permettant d'interdire provisoirement la culture de cet organisme génétiquement modifié (OGM) autorisé par Bruxelles. Elle rejoint ainsi l'Autriche et la Hongrie, qui ont pris des mesures de sauvegarde contre le même maïs en invoquant la protection de l'environnement et l'impact du maïs MON 810 sur certaines espèces de papillons.

Pour justifier sa décision, la France fait état d'éléments scientifiques nouveaux qui concernent la pollinisation croisée entre les cultures et les effets sur la faune. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des conclusions des études scientifiques récentes sur lesquelles le Gouvernement français base sa décision?

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il que l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) ait donné un avis favorable pour autoriser le maïs MON 810 en Union européenne, tandis que des études scientifiques de trois pays membres de l'Union en viennent à la conclusion que cette culture représente un risque environnemental?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à la décision française?

Réponse (19.2.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Mes services ont connaissance de l'avis sur lequel les autorités françaises se sont basées pour invoquer la clause de sauvegarde et interdire provisoirement la culture du maïs MON 810. Cette étude peut être consultée sur le site du Ministère de l'Écologie de Développement et de l'Aménagement durables (http://www.developpement-durable.gouv.fr/).

En relation avec la publication de plusieurs faits scientifiques nouveaux, l'avis fournit des points plutôt défavorables à ce produit, mais relève également des points favorables. Parmi les points défavorables l'avis cite que la dissémination et la persistance de la toxine Bt ont été démontrées. Pour la faune, notamment la «faune non cible», l'avis cite des études qui documentent «la possibilité d'effets toxiques avérés à long terme» sur les lombrics, isopodes, les nématodes et sur les papillons monarques. Parmi les éléments favorables, l'avis cite qu'il n'y a «pas de fait nouveau sur les insectes cibles principaux (pas de résistance démontrée)».

La lignée de maïs génétiquement modifié MON 810 a été mise sur le marché par décision de la Commission (98/294/CE) du 22 avril 1998 sous la directive 90/220/CEE. À l'époque la Commission avait recueilli de la part du comité scientifique des plantes un avis concluant qu'il n'y avait pas lieu de penser que la mise sur le marché du produit aurait des effets indésirables sur la santé humaine ou sur l'environnement. Le même comité scientifique avait conclu lors de l'invocation de la clause de sauvegarde par l'Autriche en 1999 que les informations soumises par ce pays n'étaient pas nouvelles par rapport à celles déjà antérieurement considérées. Suite aux modifications de la législation communautaire en matière d'OGM, en l'occurrence la directive 2001/18/CE et le règlement 1829/2003/CE, et à la mise en place de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), cette dernière a été chargée d'émettre les avis relatifs à l'invocation de la clause de sauvegarde de deux États membres, la Hongrie en 2005 et la Grèce en 2006.

L'invocation de la clause de sauvegarde par la Hongrie en 2005 et la Grèce en 2006 a subi le même sort. Il faut cependant dire que ces pays se sont basés sur la littérature scientifique connue et publiée plutôt que sur des études nationales nouvelles.

Lors du vote intervenu en avril 1998, le Luxembourg avait émis un vote négatif. Toutefois, contrairement à la France et à l'Espagne, la lignée de maïs MON 810 n'est pas mise en culture au Luxembourg. Ce maïs secrète une protéine insecticide Bt (une toxine produite naturellement par Bacillus Thuringiensis) ciblant les chenilles de la pyrale et de la sésamie. Ces deux ravageurs de mars qui peuvent créer d'importants dégâts, sont plutôt présents dans les régions du sud de l'Europe. La pyrale n'a été que rarement détectée dans notre pays. Bien que certaines variétés de culture du maïs MON 810 puissent pousser sous les conditions climatiques prévalant au Luxembourg, l'intérêt agronomique de la mise en culture de ce maïs produisant un insecticide contre un ravageur absent sur le terrain, n'est pour l'instant pas donné.

En ce qui concerne la dernière question de l'honorable Député, le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé à maintenir et promouvoir le principe de précaution en matière d'autorisation de semences et plants génétiquement modifiés, aussi bien au niveau national qu'au niveau européen. Il collabore d'autre part intensément avec les autres gouvernements de l'Union européenne et les autres autorités face aux possibles conséquences négatives de l'utilisation de plants et semences génétiquement modifiés.

Question 2236 (17.1.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**assurance continuée et l'assurance facultative:**

Suite à ma question parlementaire N°1474 du 21 décembre 2006 *(cf. compte rendu N°7/2006-2007)*, Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a précisé que ses «services sont sur le point de finaliser le texte d'un projet de règlement grand-ducal qui devrait s'inspirer largement des règlements grand-ducaux des 29 janvier 1988 déterminant les conditions et modalités relatives à la mise en compte des périodes prévues à l'article 172 du Code des assurances sociales, et du 5 mai 1999 concernant l'assurance continuée, l'assurance complémentaire, l'assurance facultative, l'achat rétroactif de périodes d'assurance et la restitution de cotisations remboursées dans le régime général d'assurance pension».

Ce règlement grand-ducal n'est actuellement toujours pas en vigueur malgré sa base légale de 1998. Il s'en suit que les fonctionnaires intéressés se trouvent en conséquence toujours dans un vide juridique qui complique la conciliation de leur vie professionnelle et privée.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre le règlement grand-ducal nécessaire à l'exécution de la loi de 1998?

Réponse (25.2.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Le projet de règlement grand-ducal auquel se réfère l'honorable Député Claude ADAM fait partie d'une série de règlements d'exécution à prendre une fois que les nouvelles dispositions inscrites au projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension seront en vigueur.

Mes services viennent d'apprendre que le projet de loi visé vient d'être engagé dans la voie législative. Or c'est dans le sillage de ce projet de loi que tous les textes des règlements grand-ducaux d'exécution concernant l'assurance volontaire ont été élaborés de concert avec les instances compétentes du régime de pension général. Comme les deux règlements concernant respectivement le régime général et les régimes spéciaux sont intimement liés, la saisine des instances des textes en cause se fera sous peu et de manière simultanée par les deux départements concernés, à savoir, le Ministère de la Sécurité sociale et le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

À noter que par rapport à la situation de décembre 2006 où l'honorable Député Claude Adam avait introduit une première question parlementaire portant sur le même sujet, une seule demande portant sur l'assurance volontaire est venue s'ajouter aux cinq demandes recensées à ce moment-là.

Question 2238 (17.1.2008) de **M. John Castegnaro** *(LSAP)* concernant le **personnel de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE):**

Le 14 février 2007, par le biais d'une circulaire, la direction générale de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État a décidé de changer les modalités d'attribution des grades de substitution tout en se basant sur un arrêté ministériel du 23 mars 1992.

Dans ce contexte j'aimerais connaître l'avis de Monsieur le Ministre sur l'application d'un arrêté qui ne correspond plus à l'actualité, car entre-temps presque la totalité des fonctions énumérées dans cet arrêté n'existent plus dans l'organigramme de la BCEE.

Par ailleurs, il me revient que la direction générale refuse de communiquer au personnel et à ses associations la teneur exacte de l'arrêté précité.

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état des choses et, dans l'affirmative, m'éclaircir sur les raisons de ce refus? Est-ce que Monsieur le Ministre n'est pas d'avis que ce document devrait parvenir aux associations du personnel, sachant que le statut général des fonctionnaires de l'État stipule notamment dans son article 36 que «la représentation du personnel a pour mission de se prononcer, dès l'élaboration, sur les modifications à apporter au régime de service du personnel de l'administration qu'elle représente ainsi qu'aux règlements relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services»?

- Quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre sur ces manières de faire qui n'avaient plus cours au sein de cet établissement bancaire depuis la réforme de 1989?

- Par ailleurs, j'aimerais savoir pour quelles raisons et selon quelles procédures les modalités d'attribution des grades de substitution, certes prévues par le règlement grand-ducal du 27 avril 1987, n'ont pas été appliquées pendant plus de 20 ans et pour quelles raisons la direction générale décide d'un coup de les appliquer sans pour autant respecter les modalités et procédures précises prévues, notamment dans le cadre des points 1 et 2 de l'article 5 du règlement grand-ducal précité?

- D'autre part, pourquoi la teneur de l'alinéa 2 de l'article 6 du même règlement grand-ducal, stipulant que le Ministre procède sous forme d'arrêté à la désignation des fonctionnaires pouvant accéder aux grades de substitution, n'a-t-elle pas été respectée dans le cas de figure sous rubrique?

- Pour des raisons de transparence et d'information du personnel, ne faudrait-il pas publier la liste précise des fonctions éligibles pour un grade de substitution correspondant au nouvel organigramme de la BCEE par l'intermédiaire d'un arrêté ministériel conformément au règlement grand-ducal précité?

Réponse (20.2.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Les modalités d'accès aux grades de substitution sont déterminées par le règlement grand-ducal afférent du 26 avril 1987 et par l'article 22 section VII de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

C'est en exécution de ces textes que le Ministre du Trésor a, pour la dernière fois par un arrêté ministériel du 23 mars 1992, désigné les emplois à responsabilité particulière dans la carrière du rédacteur à la BCEE. Par la suite, en vertu de l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 16 octobre 1993 fixant les conditions générales du statut des agents de la BCEE, la compétence pour désigner les emplois à responsabilité particulière auprès de la BCEE a été transférée du Ministre au comité de direction de la BCEE. L'arrêté ministériel du 23 mars 1992, n'ayant plus de base légale, a ainsi été implicitement abrogé par l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 16 octobre 1993 et a été explicitement abrogé par la suite.

Depuis lors, le comité de direction de la BCEE désormais compétent, partant des emplois désignés par l'arrêté ministériel de 1992, a élargi et adapté la liste des emplois à responsabilité particulière auprès de la BCEE.

De nombreux agents de la Banque, occupant un éventail de fonctions très diverses et bien plus large que celui retenu par l'arrêté de 1992, ont ainsi pu bénéficier des grades de substitution, conformément aux articles 2, alinéa 2, et 6 du règlement grand-ducal précité de 1987 et de l'article 2 de celui de 1993, précité à son tour. L'attribution des grades de substitution a ainsi suivi la croissance des activités de la banque, étant entendu que, dans une entreprise commerciale, l'organigramme fonctionnel et les structures de vente sont en évolution constante, de sorte que les fonctions à responsabilité évoluent à leur tour, en nombre et en nature. À chaque fois que le comité de direction de la BCEE a pris une décision en la matière, soit en bloc soit ad hoc, et sur base des compétences qui sont les siennes, il a désigné le ou les emplois à responsabilité afférents, et a nommé par voie de décision le ou les agents audit emploi et, le cas échéant, au grade de substitution. Il convient à cet égard de rappeler que la nomination à un emploi donné rend simplement éligible à l'accès à un grade de substitution, sans y conférer un droit automatique, ainsi qu'il ressort nécessairement, mais clairement, des articles 2 et 6 précités du règlement grand-ducal de 1987.

La circulaire du 14 février 2007, visée par l'honorable Député, n'a en rien modifié la liste des emplois à responsabilité particulière auprès de la BCEE. En procédant au fur et à mesure à de nombreuses nominations d'agents à des fonctions à responsabilité, et en leur conférant, le cas échéant, des grades de substitution, la direction de la BCEE a donné une publicité implicite à cette liste. Je peux toutefois informer l'honorable Député que le comité de direction de la BCEE envisage d'arrêter et de publier très prochainement un relevé de fonctions qui, eu égard à l'organisation actuelle de la Banque, sont éligibles pour l'accès aux grades de substitution au titre des textes applicables.

La circulaire visée par l'honorable Député confirme et précise l'application large que la direction de la BCEE fait des textes relatifs aux grades de substitution. En effet, d'après l'article 7 du règlement grand-ducal du 26 avril 1987, le fonctionnaire qui cesse d'occuper un emploi à responsabilité particulière, perd de plein droit son grade de substitution le premier jour du mois suivant. La circulaire incriminée accorde un délai de 18 mois afin de permettre aux agents concernés de présenter leur candidature pour les multiples postes et fonctions soumis à la procédure de l'appel de candidatures internes.

Cette approche favorable, que la question de l'honorable Député ne semble pas vouloir mettre en cause, a pu être mise en œuvre sans recourir aux procédures prévues à l'article 36 du statut général des fonctionnaires invoqué par l'honorable Député. En effet, elle ne constitue pas une modification du régime du personnel ni des règlements relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services.

Question 2243 (18.1.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **vaccins contre la fièvre catarrhale:**

D'Blozongekränkt bei de Randbéischten a Schof huet am vergaangene Joer an de Betriber fir vill Misär a Schued gesuergt. Et muss trotz der kaler Period am Dezember gefaart ginn, datt dës vu Musticken iwwerdroe Viruskränkt och an dësem Joer erëm optrëtt an Onheel uriicht. Duerfir géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Wéi steet et de Moment ëm d'Entwécklung vun engem Impfstoff, deen eng Immuniséierung kënnt bewierken? Wéini steet esou en Impfstoff viraussichtlech zur Verfügung, respektiv wéini ass mat senger Zouloossung ze rechnen?

2. Wéi schätzt Dir d'Chance vun sou engem Vaccin an, fir d'Blozongekränkt wierksam kënnen ze bekämpfen? Wéi laang dauert et bis den Impfschutz wierksam gëtt a wéi laang hält d'Immunitéit un?

3. Huet d'Regierung wëlles, am Fall, wou de Vaccin rechtzäiteg verfügbar ass, eng flächendeckend Impfaktioun duerchzeféiren, a wa jo, wéi steet et ëm d'Finanzéierung vun esou enger Aktioun?

4. Ass dru geduecht ginn, eng genügend grouss Quantitéit vu Vaccin fir eist Land ze reservéieren?

Réponse (14.2.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

La question parlementaire a trait à la programmation, en 2008, d'une campagne de vaccination du cheptel contre la Fièvre Catarrhale Ovine (FCO).

Rappelons de prime abord que la FCO est une maladie virale émergente des ruminants, transmise par un moucheron piqueur et contre laquelle l'homme est insensible.

L'épidémie de la FCO en 2007 a provoqué une haute morbidité dans nos cheptels entraînant une mortalité de quelque 1.000 bovins et de 1.200 ovins.

Un monitoring, effectué durant la saison hivernale sur les bovins adultes, a mis en évidence une séro-prévalence de 93,3%, confirmant ainsi la haute morbidité du cheptel durant la phase active du virus de la FCO.

Bien que les résultats sérologiques laissent prévoir une évolution épidémiologique plutôt favorable de la FCO durant la saison estivale 2008, il convient de prendre en compte, à l'égard de cette maladie émergente, le manque d'expérience documenté notamment par quelques interprétations divergentes des scientifiques à l'égard de la durée et de l'efficacité de l'immunité acquise par les animaux infectés antérieurement.

Finalement, aux fins de prévenir les séquelles dévastatrices vécues lors de l'épidémie 2007, j'ai opté, en concertation avec l'Administration des Services vétérinaires, pour une stratégie de vaccination en masse de notre cheptel sensible, décision qui est en ligne avec les recommandations de la Commission européenne et qui trouve également l'aval de nos éleveurs.

Les objectifs de cette campagne de vaccination sont multiples et visent notamment une immunisation efficace des animaux sensibles contre le virus de la FCO, une réduction de la circulation virale et par là une régression des pertes d'animaux ainsi que le maintien d'un échange commercial allégé des ruminants.

Dans l'objectif de disposer dans les meilleurs délais d'un vaccin sûr, efficace et en quantités suffisantes, l'Administration des Services vétérinaires est entrée en contact avec l'industrie pharmaceutique concernée, dès le début du mois d'octobre 2007, avec le résultat qu'une première charge de 100.000 doses de vaccin inactivé, actuellement en développement, sera disponible au cours de la 2e quinzaine du mois de mai et que le reste du vaccin sera livré au mois de juin. Une procédure accélérée de l'autorisation pour la mise sur le marché du vaccin inactivé FCO 8, en application de la réglementation européenne afférente pour l'activation de laquelle la Commission européenne s'est, en principe, déclarée favorable, devrait permettre à l'industrie pharmaceutique de respecter les délais de livraison convenus.

Au vu de ce calendrier échelonné de la livraison du vaccin, une stratégie de vaccination, basée sur une analyse des risques, devrait assurer dès le mois de mai la protection antivirale du jeune bétail, dépourvu d'immunité acquise, et dans une 2e phase de la campagne une immunisation vaccinale du bétail adulte. Cette immunité vaccinale prendra 15 jours pour se développer dans l'organisme et est censée protéger l'animal vacciné pendant douze mois pour autant que les bovins soient soumis à une vaccination de rappel endéans trois à quatre semaines.

Cette campagne de vaccination, placée dans le cadre d'une vaccination d'urgence à caractère obligatoire, profitera du cofinancement de la Commission européenne couvrant la majorité des coûts d'acquisition du vaccin alors que les frais de la vaccination sur le terrain seront répartis entre la Commission, l'État et les éleveurs.

Question 2244 (18.1.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **subventions dans le cadre de délocalisations:**

Le plus grand constructeur mondial de téléphones cellulaires vient d'annoncer qu'il allait fermer, d'ici six mois, son usine de Bochum en Allemagne.

La fermeture de cette usine, qui fabrique des cellulaires destinés au marché européen, causera la perte de 2.300 emplois dont la plupart seront transférés en Roumanie, pays de l'Europe qui offre une main-d'œuvre moins coûteuse.

À côté de la firme de Bochum, un certain nombre d'entreprises sous-traitantes, dont au moins une localisée au Luxembourg, devront faire face à des pertes importantes.

L'exemple cité ci-dessus ne constitue qu'un parmi plusieurs cas où des entreprises, par ailleurs également au Luxembourg, ont profité de subventions pour délocaliser par après leur production vers d'autres pays européens.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Le Gouvernement peut-il me renseigner si une entreprise qui se déplace d'un pays européen vers un autre pourra à nouveau profiter de subventions européennes dans le cadre de cette délocalisation?

- Le cas échéant, afin d'éviter des abus éventuels, ne devrait-on pas légiférer au niveau européen de manière à ce que des subventions, aussi bien nationales qu'européennes versées doivent être remboursées en cas de délocalisation?

Réponse (19.2.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La problématique de la délocalisation des entreprises est traitée dans deux règlements communautaires à savoir dans le règlement sur les lignes directrices de la Commission européenne concernant les aides d'État à finalité régionale pour la période 2007-2013 (2006/C54/08) publié au Journal officiel de l'Union européenne le 4 mars 2006 et le règlement (CE) N°1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) N°1260/1999 (publié au Journal officiel de l'Union européenne le 31 juillet 2006).

En ce qui concerne les aides d'État à finalité régionale:

L'aide est subordonnée au maintien de l'investissement dans la région considérée pour une période minimum de cinq ans après son achèvement. En outre lorsque l'aide est calculée sur la base des coûts salariaux, les emplois doivent être pourvus dans les trois ans de l'achèvement des travaux et chacun des emplois créés grâce à l'investissement doit être maintenu dans la région considérée pour une période de cinq ans à compter de la date à laquelle l'emploi a été pourvu pour la première fois.

Dans le cas où l'entreprise décide d'arrêter ses activités après la période de cinq ans, il n'y a pas de contrainte pour les États membres de demander un remboursement de l'aide. Si la délocalisation a lieu avant la période de cinq ans, les États membres doivent demander le remboursement de l'aide.

Dans la mesure où l'entreprise réalise des investissements nouveaux dans un autre pays de l'Union européenne, cet État membre pourra subventionner le projet d'investissement sur base de son propre régime d'aide régional conformément aux lignes directrices.

En ce qui concerne les subventions versées dans le cadre des fonds structurels, le règlement précité dans son article 57 précise le principe de la pérennité des opérations et demande que l'État membre s'assure que la contribution des fonds communautaires reste acquise à l'opération uniquement si dans un délai de cinq ans à compter de son achèvement, l'opération cofinancée ne connaît pas de modification importante, comme par exemple l'arrêt d'une activité de production. S'il y a modification importante il y a rapport à la Commission qui en informe tous les autres États membres. Les sommes indûment versées doivent être recouvrées par les soins de l'État membre ayant cofinancé l'opération critiquée.

Question 2246 (18.1.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **nouveau plan hospitalier:**

Le dernier règlement grand-ducal établissant le plan hospitalier national date du 18 avril 2001. Depuis 1982 le plan hospitalier national s'est vu périodiquement révisé. Dans sa réponse datant du 16 octobre 2006 à ma question parlementaire N°1292 *(cf. compte rendu N°2/2006-2007)*, Monsieur le Ministre affirme que le plan hospitalier de 2001 «ayant atteint ses objectifs, devra être adapté ou remplacé par un nouveau plan contenant des dispositions qui devront orienter l'évolution tout en énonçant les objectifs à atteindre dans les années à venir». En collaboration avec ses services concernés, Monsieur le Ministre aurait entamé et les réflexions et les discussions afférentes.

Lors de la législature précédente, le LSAP avait réclamé que le plan hospitalier ne soit plus émis sous forme de règlement grand-ducal, mais fasse l'objet d'un projet de loi. Aussi, le parti socialiste s'opposait-il véhément contre la réduction du nombre de «lits aigus» à un taux de cinq lits pour 1.000 habitants prévue dans le plan hospitalier de 2001.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Où en sont les réflexions et les discussions relatives au nouveau plan hospitalier entamées il y a de cela plus d'un an?

- Quand est-ce qu'un nouveau plan hospitalier sera présenté, sachant que le dernier plan date de 2001 et qu'il est d'usage d'en présenter un nouveau tous les cinq ans?

- Qu'est-ce qui explique ce délai supplémentaire de déjà presque deux ans?

- Monsieur le Ministre va-t-il élaborer un nouveau plan hospitalier sous forme de projet de loi?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Le nouveau plan hospitalier prévoit-il un relèvement du nombre de «lits aigus» à un taux supérieur à cinq lits pour 1.000 habitants? Pourquoi?

Réponse (20.2.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les réflexions et discussions au sujet du nouveau plan hospitalier ont abouti et la rédaction du plan est en cours. Je compte le soumettre à court terme aux organes consultatifs.

Ni la loi de base ni le plan hospitalier actuellement en vigueur n'assignent au plan une durée de validité déterminée, de sorte que la question du «délai supplémentaire» dont s'inquiète l'honorable Parlementaire me semble sans objet. L'honorable Parlementaire remarquera d'ailleurs que l'actuel plan, publié en avril 2001 par les soins du précédent Gouvernement, est intervenu sept ans après le précédent plan remontant à mai 1994. Ce n'est donc pas sur ce précédent que l'honorable Parlementaire a pu se baser pour faire état d'un usage voulant que le plan hospitalier soit renouvelé tous les cinq ans.

De toute manière il n'aura pas été inutile de suivre et d'attendre les mouvements en cours en matière de regroupements, de fusions et de redéfinitions des missions de certains établissements. Ces mouvements, certes induits et favorisés par la législation hospitalière, les plans hospitaliers précédents, ainsi que les lois de financement successives intervenues dans le secteur hospitalier, ont cependant été déclenchés par les établissements eux-mêmes. La recomposition du paysage hospitalier résultant de ces mouvements, encouragés par le Gouvernement, est d'autant mieux acceptée par le secteur qu'il ne l'a pas subie, mais y a activement participé. Le plan à intervenir tiendra compte des changements intervenus et, d'après le principe de la subsidiarité, renforcera le mouvement là où ce sera nécessaire.

Après avoir mûrement réfléchi le pour et le contre je compte présenter le nouveau plan sous forme de règlement grand-ducal et non sous forme de loi, comme j'ai d'ailleurs déjà eu l'occasion de le dire à la tribune de la Chambre. Certaines options fondamentales seront inscrites dans la loi hospitalière lors d'une prochaine révision. Le règlement grand-ducal est cependant l'instrument adéquat pour les options plus concrètes. Il offre aussi la souplesse requise pour procéder à des renouvellements successifs, voire à des adaptations ponctuelles pouvant s'avérer nécessaires en cours de route. Du reste, dans les pays qui nous entourent, les instruments équivalant à notre plan hospitalier sont arrêtés soit par le Gouvernement, soit par une autorité décentralisée, soit par le Ministre du ressort, mais nulle part par le législateur.

La question du nombre de lits, soulevée par l'honorable Parlementaire, ne se pose plus dans les mêmes termes qu'en 2001. En effet, vu le progrès médical en la matière, les traitements en ambulatoire présentent un potentiel considérable et rendent ainsi obsolètes la plupart des discussions précédemment menées autour du nombre de lits.

Question 2247 (21.1.2008) de **M. Fernand Diederich** *(LSAP)* concernant la **faillite civile:**

Le programme gouvernemental d'août 2004 avait déjà prévu un examen de la possibilité d'introduire le principe de la «faillite civile» pour les personnes privées. Suite à la publication du rapport quinquennal concernant la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement, la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse de la Chambre des Députés, en présence de Madame la Ministre, s'est consacrée fin 2006 pendant plusieurs réunions au sujet du surendettement qui inclut les questions de la faillite civile.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Madame la Ministre quelles ont été les suites que le Gouvernement a finalement réservées aux différentes propositions contenues dans le rapport quinquennal mentionné.

- Est-ce que Madame la Ministre entend toujours inclure dans la législation sur le surendettement quelques articles sur la faillite civile (cf. rapport de la Commission de la Famille du 18 octobre 2006)?

- Dans l'affirmative, quand est-ce qu'un projet de loi sera disponible et sur quel modèle - allemand («privates Insolvenzverfahren») ou autre - la faillite civile reposera-t-elle?

Réponse (14.2.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

L'accord de coalition prévoit 1. «de procéder à une modification des procédures prévues dans le cadre de la loi du 8 décembre 2000 concernant la prévention du surendettement» et 2. «d'examiner la possibilité d'introduction d'un principe de la 'faillite civile' pour les personnes privées».

En avril 2006 et en exécution de l'article 31 de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement, le Gouvernement a présenté dans le cadre de son rapport quinquennal pour la Chambre des Députés ses réflexions quant à une réforme de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement et quant à l'introduction éventuelle d'un système de faillite civile dans notre législation applicable en matière du surendettement.

Le rapport quinquennal a fait l'objet d'une discussion au sein de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse au cours des séances en date des 21 septembre 2006, 18 octobre 2006 et 5 décembre 2006.

Un groupe de travail a été mis sur pied au sein du Ministère de la Famille et de l'Intégration en vue d'élaborer une proposition d'avant-projet qui est sur le point d'être finalisé et qui fera ensuite l'objet d'un examen conjoint avec le Ministère de la Justice en vue de l'élaboration d'un avant-projet de loi qui sera soumis au Conseil de Gouvernement avant la fin du premier semestre de l'année 2008 pour être ensuite déposé à la Chambre des Députés.

En ce qui concerne le volet «faillite civile» de l'avant-projet de loi à élaborer, le modèle à adopter s'inspire d'avantage des systèmes français et belge, au vu du profit que le droit luxembourgeois saura tirer de la jurisprudence belge et française dans le domaine du surendettement et compte tenu de la proximité du droit commun luxembourgeois aux droits français et belge du fait de leur appartenance aux pays ayant adopté le Code napoléonien.

Question 2252 (22.1.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **site «Koibestrachen» et** les **normes Seveso:**

Op meng parlamentaresch Ufro N°2148 betreffend de Sevesosite Luxguard I an Luxguard II zu Diddeleng huet den Här Aarbechtsminister mer op d'Froen N°4 an N°10 Folgendes geäntwert: «De maximale Radius bei deem Verletzunge bei de d'Leit, déi sech an deem Radius ophalen ass: fir d' Luxguard I 350 m fir d'Luxguard II 685 m». «Laut Artikel 12 vum Seveso-Reglement däerfen an deenen uewegenannte Radien keng Baugenehmegungen méi erdeelt gi fir Wunnheiser, fir Gebaier wou de Publikum Zougang kritt a fir Betrieber déi eng Gefor, déi vun enge vun de Sevesoanlagen ausgeet, vergréissere kënnten, oder déi d'Konsequenze vun engem schwéieren Onfall verschlëmmere kënnten».

De Bau vum neie Statslabo ass tëschent Diddeleng a Beetebuerg um Site, genannt «Koibestrachen» virgesinn. D'Gemeng Diddeleng hutt an deene leschte Joren op dësem Site Terraien opkaf fir dem Stat zur Verfügung ze stellen. Wann een dovun ausgeet, datt eng Explosioun sech an der Mëtt vun de Gebaier Luxguard I a Luxguard II ereegent, kann en domat rechnen datt e groussen Deel vum Site «Koibestrachen» an de Radius vun der Explosioun fält.

Kann den Här Aarbechtsminister mer duerfir dës doraus resultéirend Froe beäntwerten:

1. Sinn déi Gemengen, déi Terraien an dëse Radien leien hunn, wéi zum Beispiel d'Gemeng Diddeleng an eventuell och Beetebuerg, iwwert dës Situatioun informéiert?

2. Wa jo, wéini a vu wiem sinn dës Gemengen informéiert ginn?

Réponse (21.2.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Virbemierkung:

Déi zwee Butan Lagere vun de Luxguard Wierker sinn aus Sécherheetsgrënn op eng Distanz vun zirca 500 m vun deenen zwee Wierker ewech gebaut ginn, sou datt et net realistesch ass vun enger Explosioun auszegoen, déi sech an der Mëtt vun deenen zwou Fabriken ereegent.

Zu de Froen 1 an 2:

Déi betreffend Gemenge si bei der «Commodo»-Prozedur Enn vun den 80er Jore respektiv ufanks vun den 90er Joren iwwert déi betreffend Sécherheets-Radien informéiert ginn; d'Risiko-Studie mat de Sécherheets-Radien waren deemools an deenen zwee Commodosdossieren.

Déi betreffend Gemenge ginn awer nach eng Kéier déi nächst Woche vun dem Ministère de l'Intérieur an Zesummenaarbecht mat der Inspection du Travail et des Mines informéiert.

Question 2255 (22.1.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme sur le droit d'adoption d'une personne célibataire homosexuelle:**

La Cour européenne des droits de l'Homme vient de condamner la France pour violation de l'article 14 combiné avec l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales pour avoir rejeté une demande d'agrément en vue d'adopter un enfant présentée par une personne célibataire homosexuelle en raison de son orientation sexuelle. Désormais, la France ne peut plus refuser un agrément d'adoption à une personne célibataire au motif qu'elle est homosexuelle. Cette décision de la Cour de Strasbourg devrait s'imposer aux juridictions françaises, ainsi qu'à celles des pays européens qui autorisent l'adoption par un/une célibataire.

Dans ce contexte, et alors que le Gouvernement entend - sauf erreur - reformer le droit de l'adoption, j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelles sont les incidences de cet arrêt au niveau de la reforme projetée du droit de l'adoption?

Réponse (14.2.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il va sans dire que l'avant-projet de loi en élaboration relatif à l'adoption devra tenir compte de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Il y a lieu de situer l'arrêt cité avant tout dans le contexte du Code civil français qui ne prévoit pas la distinction opérée par la décision administrative critiquée par la Cour de Strasbourg.

Les travaux en cours tiendront évidemment compte des dispositions de la Convention européenne des droits de l'Homme et de la jurisprudence de la Cour, qui, dans d'autres arrêts, dans cette matière sensible de l'adoption, laisse une large marge d'appréciation aux autorités de chaque État. Dans ses réflexions, le Gouvernement tiendra également compte des avis demandés du comité national d'éthique et de l'Ombudscomité pour les droits de l'enfant.

Question 2257 (23.1.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**organisation d'un Sommet annuel de la Jeunesse de la Grande Région:**

Lors du 7e Sommet de la Grande Région, qui s'est tenu en juin 2003, une étude sur le développement à long terme de la Grande Région proposant des orientations stratégiques en matière d'action afin de faire de la région frontalière une communauté régionale performante et compétitive intitulée «Vision 2020» a été présentée. La mise en place d'un sommet annuel de la jeunesse dans le but de familiariser les jeunes très tôt avec les relations sociales transfrontalières figure parmi les projets clés proposés.

Or, sauf erreur de ma part, aucun sommet regroupant les jeunes de la Grande Région n'a été organisé à ce jour.

Dans ce contexte j'aurais souhaité poser une série de questions à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles aucun Sommet annuel de la Jeunesse de la Grande Région ne s'est tenu à ce jour?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il soit opportun de mettre en place un tel sommet?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'autres mesures pour entre autres favoriser le rapprochement des jeunes des différents pays de la Grande Région et les familiariser avec les réalités sociales souvent complexes caractérisant la Grande Région?

Réponse (25.2.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Au niveau de la Grande Région, trois forums de jeunes ont eu lieu jusqu'à cette date, le quatrième forum est prévu pour 2008.

L'organisation du forum incombe, conformément au mandat du 7e Sommet des Chefs des Exécutifs de la Grande Région, au groupe de travail «Jeunesse» de la Commission régionale dont la présidence est assurée par le Grand-Duché de Luxembourg. Lors du 9e Sommet de la Grande Région tenu le 1er juin 2006 à Trèves, les Chefs des Exécutifs ont décidé qu'un forum jeunesse se tiendrait par période de présidence du Sommet (tous les 18 mois). Les conclusions des forums devront régulièrement être présentées lors des Sommets.

- Placé sous le thème du volontariat et du bénévolat, le premier forum s'est déroulé au mois de novembre 2004 à Welschbillig (Trèves). Les entités partenaires ont décidé de nommer le forum pour les jeunes de la Grande Région «JugendForumJeunesse», dénomination qui combine les trois langues officielles parlées dans la Grande Région.

- Le deuxième forum a eu lieu en mars/avril 2006 à Namur: autour du thème de la culture, il réunissait des jeunes et des responsables de structures. Cette formule a permis de mieux assurer un suivi des conclusions des jeunes et de mieux les soutenir dans leurs projets.

- Le troisième forum, placé sous le signe de l'année culturelle, a eu lieu à Luxembourg en novembre 2007. Il rassemblait les personnes du domaine de la pédagogie des jeux.

- Le Grand-Duché de Luxembourg ayant repris la présidence du 11e Sommet de la Grande Région, le prochain (quatrième) forum sera organisé en 2008 et ce à nouveau au Luxembourg. Le forum abordera le thème des préjugés au sein de la Grande Région, s'insérant ainsi dans les grands axes d'action de la coopération et surtout dans le cadre de l'Année européenne du dialogue interculturel.

La coopération interministérielle, réalisée par le groupe de travail précité, existe déjà depuis de nombreuses années. La coopération en matière de jeunesse dans le cadre de la Grande Région se base sur:

- la «Charte de coopération dans le domaine de la jeunesse de l'espace de coopération Sarre, Lorraine, Rhénanie-Palatinat, Communautés française et germanophone de Belgique, Grand-Duché de Luxembourg», signée en juillet 2002;

- le mandat de la Commission régionale, attribué lors de sa réunion du 18 novembre 2005 à Mayence.

Le groupe de travail «Jeunesse» définit ses priorités d'action en proposant et en abordant de nouveaux chantiers concrets et précise sa coopération dans le cadre d'un plan de travail renouvelé pour chaque période de présidence de la Grande Région.

Outre l'organisation régulière d'un forum jeunesse, les priorités retenues englobent le soutien au volontariat des jeunes, la mise en réseau des structures d'information du secteur jeunesse, l'organisation de la formation pour animateurs interculturels et le soutien aux projets transfrontaliers. Elles peuvent être globalement résumées sous le titre: «Favoriser les échanges entre jeunes et le dialogue au sein du secteur jeunesse dans la Grande Région». Il est à noter que le groupe de travail considère qu'il est important de non seulement opérer directement avec les jeunes, mais d'œuvrer activement envers l'échange et la coopération des structures de jeunesse.

Question 2262 (28.1.2008) de **M. Lucien Thiel** *(CSV)* concernant l'**application de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur les voies publiques telle que modifiée par la loi du 18 septembre 2007:**

L'application concrète de la loi du 14 février 1955 telle que modifiée par la loi du 18 septembre 2007 pose apparemment un certain nombre de problèmes d'interprétation.

À titre d'exemple, l'alinéa 2, deuxième phrase du paragraphe 1er de l'article 13 ne précise pas le cas de récidive visée. Le Conseil d'État avait à l'époque attiré l'attention sur cette problématique et demandé qu'il soit spécifié dans le texte de loi qu'il doit s'agir d'une récidive précise, c'est-à-dire subordonnée à la commission de la même infraction que celle pour laquelle la précédente condamnation a été encourue. La référence au niveau de l'article 1ter au paragraphe 1er, alinéa 2 ne semble pas avoir dissipé les malentendus. En effet, selon mes informations, certains juges ont une interprétation stricte de l'alinéa 2, deuxième phrase du paragraphe 1er de l'article 13. Pour eux, la récidive est donnée quelle que soit le délit de dépassement de vitesse. Il en résulte qu'un simple dépassement de quelques kilomètres/heure, qui en temps normal serait sanctionné par un avertissement taxé, peut constituer une récidive en cas de condamnation précédente. Cette interprétation ne correspond pas à la volonté du législateur. À noter que pour les infractions liées à la consommation d'alcool en grande quantité les cas de récidive sont précisés.

Par ailleurs, on peut se demander pourquoi le délai de récidive est de deux ans en cas de condamnation pour consommation d'alcool en grande quantité ou conduite en état d'ivresse, alors qu'il est de trois ans en cas de condamnation du chef d'un délit en matière de dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse. Conduire en état d'ivresse est autant condamnable que conduire sans respecter les limitations de vitesse. Cette inégalité de traitement des délits au Code de la Route est d'autant moins compréhensible que la récidive joue en matière de dépassement de la vitesse quelque soit la gravité de l'infraction[1].

La pratique montre également que la limitation de la faculté accordée jadis au juge de moduler l'interdiction de conduire est contreproductive en ce sens que les juges accordent maintenant systématiquement le sursis y compris dans les hypothèses où sous l'empire de la législation antérieure, ils prononçaient une interdiction de conduire tout en aménageant des exceptions par exemple pour les trajets professionnels. Cette faculté avait le mérite de tenir compte de chaque situation et de prononcer des sanctions en fonction de la gravité de l'infraction. Par ailleurs, une modulation de la sanction peut être très dissuasive.

Le catalogue des points mériterait également à mes yeux d'être revu dans la mesure où certaines infractions ne sont pas sanctionnées à leur juste valeur. À titre d'exemple, l'omission de céder le passage aux piétons est sanctionnée par le retrait de deux points alors que le défaut du port d'une ceinture de sécurité est sanctionné par un retrait d'un point. Il me semble que la deuxième infraction soit nettement plus grave que la première et mériterait d'être sanctionnée par un retrait de deux points, alors que l'omission de céder le passage pourrait être sanctionnée par le retrait d'un point seulement.

En tout état de cause, il semblerait que la loi du 14 février 1955 telle que modifiée par la loi du 18 septembre 2007 pose un certain nombre de problème d'interprétation et d'application aux praticiens du droit ainsi qu'aux forces de police.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Un simple avertissement taxé pour dépassement de vitesse peut-il constituer une récidive au regard de la deuxième phrase de l'alinéa 2 du paragraphe 1er de l'article 13? En cas de réponse affirmative, le Gouvernement pense-t-il qu'une telle situation soit justifiée?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il faille harmoniser les délais de récidive précités?

- Ne faudrait-il pas réinstaurer la faculté pour le juge de moduler les interdictions de conduire qu'il est éventuellement amené à prononcer?

- Ne faudrait-il pas aussi revoir le catalogue des points?

- Le Gouvernement est-il au courant des difficultés d'application et d'interprétation de la loi du 18 septembre 2007 précitée? Dans l'affirmative quelles sont les mesures qu'il entend prendre? Réfléchit-il à une modification voire à une refonte de la loi du 14 février 1955 telle que modifiée afin que les praticiens du droit et les forces de police, mais aussi les citoyens, puissent disposer d'un texte clair et précis?

Réponse (12.2.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur l'application concrète de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques modifiée par la loi du 18 septembre 2007.

Ainsi, Monsieur le Député souhaite savoir si le décernement d'un simple avertissement taxé pour dépassement de vitesse peut-il constituer une récidive au regard de la deuxième phrase de l'alinéa 2 du paragraphe 1er de l'article 13.

Le deuxième alinéa du chiffre 3. de l'article 11bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques prévoit que «Sera toutefois punie d'une amende de 500 à 10.000 euros et d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un an ou d'une de ces peines seulement toute personne qui aura commis de nouveau un dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse de plus de 50% du maximum réglementaire de la vitesse autorisée, la vitesse constatée étant d'au moins 20 km/h supérieure à ce maximum, lorsque l'infraction en question aura été commise avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir du jour où une précédente condamnation du chef d'une contravention grave ou d'un délit en matière de dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse est devenue irrévocable ou à partir du jour où l'intéressé s'est acquitté d'un avertissement taxé encouru du chef d'une même contravention grave (…).»

L'article 7 de la loi modifiée du 14 février 1955, précitée, énumère outre les infractions suivantes, qualifiées de «graves»:

une «vitesse dangereuse selon les circonstances ainsi que l'inobservation de la limitation réglementaire de la vitesse, la vitesse constatée étant supérieure à plus de 15 km/h à la vitesse maximale autorisée en agglomération, à plus de 20 km/h à la vitesse maximale autorisée en-dehors des agglomérations ou à plus de 25 km/h à la vitesse maximale autorisée sur autoroute, sans préjudice des dispositions du chiffre 3. de l'article 11bis (…)».

Au vu des développements susmentionnés, il y a récidive (considérée comme délit de grande vitesse) si une personne commet un excès de vitesse par rapport à la vitesse maximale autorisée qui dépasse d'au moins 50% le plafond réglementaire (l'écart constaté devant en tout cas être supérieur à 20 km/h) et ceci endéans les 36 mois qui suivent une première contravention grave ou une condamnation pour un délit en matière de dépassement de la limitation de vitesse.

Soucieux de mettre à disposition des citoyens, des juges ainsi que des membres de la Police grand-ducale un texte législatif compréhensible et clair permettant une application appropriée, mes services se concertent actuellement avec le Parquet, le Ministère de la Justice et avec la Police grand-ducale pour pallier les incongruités du texte actuel.

Partant, je peux vous confirmer que j'envisage de déposer dans les semaines à venir un projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 susmentionnée ayant, entre autres, pour objet de réinstaurer la faculté pour le juge de moduler certaines interdictions de conduire.

En ce qui concerne le catalogue des points inscrit à l'article 2bis de la loi modifiée du 14 février 1955, précitée, je me permets de vous signaler que j'ai chargé un bureau d'études avec l'analyse du permis à points. De cette étude, je m'attends qu'elle soumette également des propositions pour une adaptation, voire une actualisation du catalogue des points.

Question 2263 (28.1.2008) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **mise en oeuvre de l'espace unique de paiements en euros SEPA (Single Euro Payments Area):**

Lors de sa réunion du 22 janvier 2008, le Conseil «Affaires écono-

[1] voir paragraphe précédent

miques et financières» (ECOFIN) de l'UE a retenu ses conclusions au sujet de la mise en œuvre du SEPA (Single Euro Payments Area, espace unique de paiements en euros), en rappelant notamment le rôle de catalyseur que peuvent jouer les autorités publiques pour contribuer à faire avancer le processus de migration vers SEPA.

Ainsi, le Conseil ECOFIN encourage les autorités publiques à adopter rapidement les instruments de paiement SEPA, compte tenu de leur contribution positive à la modernisation de l'administration publique et au plan d'action pour l'administration en ligne. De même, le Conseil de l'UE invite les ministres des finances des États membres, en coopération avec les banques centrales nationales, à continuer d'assurer le suivi de l'évolution du SEPA au niveau national, en particulier en ce qui concerne l'adoption du SEPA par les autorités publiques.

Au vu de ces recommandations, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Finances:

- Comment le Gouvernement accompagne et soutient-il le processus de migration vers SEPA? Le Gouvernement envisage-t-il une transposition rapide de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur?

- À quels niveaux l'administration publique sera-t-elle elle-même concernée par la mise en œuvre du SEPA? Quel est le potentiel de simplification et de modernisation administratives dans le cadre de SEPA? Comment le Gouvernement exploitera-t-il ce potentiel?

Réponse (21.2.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le Gouvernement soutient les efforts du secteur bancaire visant à assurer une mise en œuvre rapide et sans heurts des standards SEPA au Luxembourg. L'ABBL assure la coordination du processus de migration vers le système SEPA. La BcL et la CSSF sont représentées en tant qu'observateurs dans le comité national de coordination.

Des représentants du Ministère des Finances suivent le processus de migration vers SEPA.

Le délai de transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur est fixé au 1er novembre 2009.

Le Gouvernement respectera cette date butoir. Il est prévu de soumettre dès octobre 2008 au Conseil de Gouvernement un projet de loi portant transposition de la directive 2007/64/CE de sorte que le Conseil d'État et la Chambre des Députés devraient disposer d'un an pour se prononcer sur le texte. Il conviendra notamment de clarifier d'un point de vue juridique la manière de régulariser les ordres/mandats de domiciliation de créances aux moindres charges administratives.

Tous les services de l'administration publique qui sont appelés à effectuer ou à recevoir des paiements seront concernés par le système SEPA. Il en va ainsi notamment de la Trésorerie de l'État, des administrations fiscales, de la Caisse des prestations familiales, des caisses de pension. Il s'avère difficile de se prononcer à ce stade sur le potentiel de simplification et de modernisation administratives dans le cadre de SEPA. Le potentiel semble cependant être moins important au Luxembourg que dans d'autres États membres de l'Union européenne dans la mesure où l'utilisation des codes IBAN et BIC est d'ores et déjà obligatoire pour les virements domestiques.

Question 2265 (29.1.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **recalcul de la taxe sur les véhicules automoteurs:**

La loi du 22 septembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité routière et de politique d'environnement a instauré un nouveau système pour le calcul de la taxe sur les véhicules automoteurs. Les recalculs de la taxe effectués au cours des dernières semaines par l'Administration des Douanes et Accises ont provoqué de vives réactions, voire de nombreuses contestations non seulement dans les milieux concernés, mais également au sein de la population.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelle est l'attitude du Gouvernement face au reproche d'inconstitutionnalité avancé par l'ACL quant à la nouvelle taxe? Le nouveau texte légal a-t-il entre-temps été soumis à une analyse critique quant à sa conformité avec la Constitution? Quelles sont, le cas échéant, les conclusions de cette étude?

- Concernant les nombreuses demandes de contribuables visant un recalcul de la taxe qui leur est facturée, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer l'ordre de grandeur des plaintes introduites? Quel est l'état de suivi de ces plaintes? Quel est le pourcentage d'interventions justifiées donnant lieu à une correction?

- L'Administration des Douanes et Accises procédera-t-elle à une restitution des sommes payées en trop si une plainte est introduite par un automobiliste après le règlement du montant de taxe qui lui avait été réclamé?

Réponse commune (20.2.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En complément à mes informations que j'ai eu l'honneur de vous transmettre à l'occasion de la réponse à la question parlementaire N°2218 *(cf. compte rendu N°8/2007-2008)*, veuillez trouver ce qui suit:

L'ordre de grandeur «des plaintes» introduites est de quelques centaines de lettres. Vu qu'il ne s'agit pas dans la très grande partie des cas de recours contre la fixation de la taxe, mais plutôt contre l'opportunité de celle-ci (par exemple calculs erronés, fausses dates, faux CO_2, etc...) l'Administration des Douanes et Accises appliquera les dispositions prévues par les textes légaux et réglementaires.

Par contre une demande en remboursement justifiée fera bien entendu l'objet d'un remboursement, pièces à l'appui, des sommes réclamées, sans tarder. Quelques 800 lettres ont ainsi été adressées à l'Administration par les propriétaires de tracteurs agricoles, qui, après avoir reçu un recalcul de la taxe à payer, se sont rappelés qu'il fallait introduire une demande pour bénéficier de l'exonération.

Suivant le service concerné de l'Administration, le pourcentage d'interventions justifiées peut être chiffré à 1% sur quelque 450.000 véhicules enregistrés.

Vu que la taxe sur les véhicules routiers est assimilée en tous points à une accise, la seule condition pour profiter d'un remboursement justifié (sommes indûment perçues) consiste dans le respect du délai de trois ans qu'il faut respecter pour introduire une demande.

Finalement, quant au reproche d'inconstitutionnalité que d'aucuns lancent à l'encontre de la loi du 22 décembre 2006, je ne peux que réitérer qu'il s'agit d'une loi fiscale disposant pour le futur (applicable à partir du 1er janvier 2007) traitant ceux qui mettent en circulation un véhicule sur un pied d'égalité quelque soit la date de première mise en circulation en tenant compte dans la mesure du possible, des données disponibles relatives à l'émission du véhicule, ceci avec une option disponible pour les véhicules datant d'avant 2001. Cette loi porte abrogation de l'ancienne législation qui n'est plus en vigueur à cette même date.

Ceci étant, j'estime que cette loi claire respecte entièrement les dispositions constitutionnelles en vigueur. Il appartient d'ailleurs à la seule Cour constitutionnelle, juridiction spécialisée d'apprécier la conformité de la loi à la Constitution.

Pour de plus amples développements, j'ai l'honneur de renvoyer l'honorable Député aux développements avancés dans ma réponse fournie à la question parlementaire N°2218 à l'honorable Député en la matière.

Question 2276 (31.1.2008) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **réglementation de la vitesse maximale autorisée hors agglomération:**

Le Code de la Route définit l'agglomération comme un «Espace de fonds bâtis comprenant au moins dix maisons d'habitation rapprochées et disposant chacune d'au moins un accès individuel à la voie publique. Les limites de l'agglomération sont constituées par le premier et le dernier groupe de trois maisons qui sont distantes les unes des autres de moins de 100 mètres. (...)»

En plus, il précise que la vitesse maximale autorisée à l'intérieur des agglomérations est fixée à 50 km/h pour tous les véhicules. En dehors des agglomérations même en l'absence d'une signalisation ad hoc, cette dernière est limitée à 90 km/h pour tous les véhicules et à 75 km/h pour les autobus les autocars, les ensembles de véhicules couplés ainsi que pour tous les véhicules routiers dont la masse maximale autorisée dépasse 7.500 kg.

Selon mes informations, ces textes sont momentanément appliqués à la lettre causant à certains endroits de vrais problèmes de sécurité routière. En effet, dans des petites localités ou des lieux-dits qui ne tombant pas sous la définition de l'agglomération la vitesse maximale autorisée est passée de 50 à 90 km/h. Si cette adaptation est justifiée à certains endroits, elle peut poser de réels problèmes de sécurité à d'autres.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire de revoir la réglementation en la matière? Plus particulièrement, ne faudrait-il pas analyser au cas par cas si une adaptation de la vitesse maximale hors agglomération se justifie ou pas au regard de la sécurité routière?

Réponse (12.2.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

ans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer si une révision de la réglementation de la vitesse maximale autorisée, notamment son application dans les petites localités qui ne correspondent pas à la définition d'une agglomération, ne s'avère pas nécessaire.

Je me permets de vous informer que j'ai chargé un groupe de travail de la Commission de Circulation de l'État de réviser le règlement grand-ducal modifié du 29 mars 2004 concernant les limitations de la vitesse dérogatoires sur les voies publiques faisant partie de la voirie de l'État située en dehors des agglomérations et d'examiner si, le cas échéant, une adaptation du terme «agglomération», défini à l'article 2 du Code de la Route, est de mise.

Question 2280 (1.2.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **médicaments antiviraux:**

Afin de se prémunir contre l'arrivée d'une épidémie de la grippe aviaire, le Luxembourg a constitué une réserve nationale de l'antiviral Tamiflu.

Le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies de Stockholm vient de signaler dans un communiqué que les résultats préliminaires d'une étude sur l'efficacité des médicaments antiviraux pour lutter contre la grippe saisonnière montrent que certains virus de la souche A (H1N1) en circulation actuellement, présenteraient une résistance à l'oseltamivir, l'antiviral commercialisé sous le nom de Tamiflu. Le réseau européen Virgil a testé 148 échantillons du virus H1N1 isolés dans dix pays européens. Il a été montré que sur ces 148 échantillons, 19 (dont 16 provenant de Norvège) présentaient une résistance à l'oseltamivir.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des résultats de ces études?

- Quelles mesures envisage-t-on?

- Quel est actuellement le volume du stock en Tamiflu de la réserve nationale?

- À quels intervalles ce stock se voit-il renouvelé?

Réponse (21.2.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Mes services ont connaissance de l'étude dont fait état l'honorable Parlementaire. Ils sont en contact avec le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies ainsi qu'avec l'OMS et suivent de près l'évolution en la matière.

Comme spécifié sur le site du Centre la surveillance est intensifiée pour mieux cerner le problème et décider ensuite d'éventuelles actions à entreprendre. Dans cette attente aucune mesure n'est encore à ce stade recommandée aux autorités sanitaires nationales.

Sur base des observations faites lors des grandes pandémies l'OMS recommande de tenir en réserve un stock permettant de traiter environ 25% de la population. Le stock national actuel suffit pour prendre en charge 35% de la population. Le supplément de réserve est destiné entre autres à la prophylaxie post-exposition des médecins et autres professionnels de la santé.

Les stocks nationaux sont constitués en partie sous forme de gélules et en partie sous forme de poudre. Le fabricant garantit la stabilité du produit-gélule pour cinq ans et la stabilité du produit-poudre pour dix ans.

Question urgente 2311 (19.2.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **partage d'une cellule au Centre pénitentiaire de Schrassig par plusieurs des mineurs:**

Il me revient que plusieurs mineurs doivent actuellement se partager une cellule au Centre pénitentiaire de Schrassig. En plus, leur situation se caractériserait par l'absence d'activité au cours de la journée et un programme sportif réduit (trois heures hebdomadaires).

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons de cette situation?

Réponse (19.2.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Actuellement, une unité de vie de trois cellules, strictement séparée des adultes, est réservée à l'hébergement des mineurs.

En date d'aujourd'hui, le CPL héberge cinq mineurs (garçons), dont un est logé seul dans une cellule, les autres étant logés à deux.

Quatre des cinq mineurs sont nés en 1990, l'autre étant né en 1992.

Le programme des activités pour les mineurs comprend

- des cours d'enseignement adapté individuellement leurs niveaux et besoins, du lundi au samedi, d'une durée de deux à quatre heures par jour;

- du lundi au vendredi, une heure d'activité sportive;

- du lundi au vendredi, repas de midi pris en groupe en présence d'un éducateur gradué;

- du lundi au vendredi, une heure d'activité dirigée en présence d'un éducateur gradué;

- tous les jours, une heure de promenade au prévu à l'air libre;

- tous les jours, de 14.00 à 17.00 heures et de 18.30 à 21.00 heures, les cellules restent ouvertes permettant aux mineurs de circuler librement à l'intérieur de l'unité de vie et de faire usage de la salle commune.

Chaque mineur dispose d'une télévision en cellule.

Chambre des Députés LUXEMBOURG

d'Chamber online op www.chd.lu

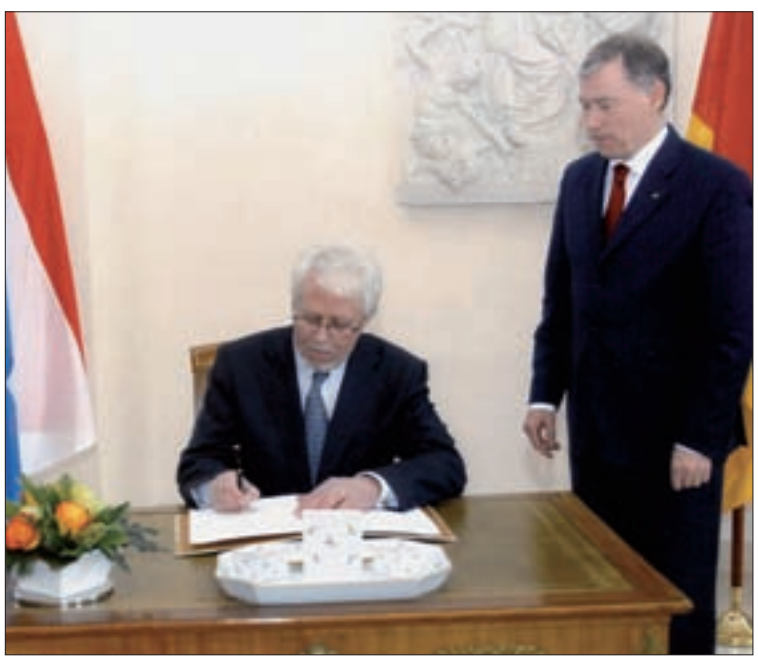
Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°10
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

29e	séance, mardi	11 mars 2008
30e	séance, mardi	18 mars 2008
31e	séance, mercredi	19 mars 2008
32e	séance, jeudi	20 mars 2008

Offizieller Besuch in Berlin



Lucien Weiler von Bundespräsident Horst Köhler empfangen.

Parlamentspräsident Lucien Weiler war am 5. und 6. März in Begleitung einer Abgeordnetendelegation auf offiziellem Besuch im Bundestag.

Der europäische Integrationsprozess war eines der Themen der hochrangigen politischen Gespräche. Die Rolle kleinerer Staaten und insbesondere die des Großherzogtums Luxemburg und seiner führenden politischen Persönlichkeiten wurde gleich zu Anfang der Visite, bei Gelegenheit des offiziellen Abendessens, hervorgehoben.

Europa kam auch beim Empfang des Bundespräsidenten Horst Köhler auf Schloss Bellevue zur Sprache. Aus den Gesprächen mit dem Parlamentspräsidenten Dr. Norbert Lammert ging hervor, dass es im deutschen Bundestag eine große Mehrheit zugunsten des Lissabonner Reformvertrages gibt und dass er, aller Voraussicht nach, noch vor den Sommerferien ratifiziert werden wird.

Die Liechtensteiner Steuerhinterziehungsaffäre war zum Zeitpunkt des Besuchs im Bundestag eines der Hauptthemen in den Schlagzeilen und zugleich ein wichtiger Bestandteil der Arbeiten des Parlamentarischen Kontrollgremiums, also auch eines der Themen der Gespräche mit den Luxemburger Abgeordneten Michel Wolter, Ben Fayot, Charles Goerens und François Bausch.

Der Austausch mit den Mitgliedern des parlamentarischen Kontrollgremiums war den Luxemburger Abgeordneten wichtig, weil es, im Unterschied zum entsprechenden Ausschuss der Chambre des Députés, über eine langjährige Erfahrung verfügt.

Nach dem Treffen verlautete es von Seiten der Luxemburger Abgeordneten, die ja momentan mit den Arbeiten zur 'Bombenlegeraffäre' beschäftigt sind, sie würden ihre Art und Weise, nach außen zu kommunizieren, überdenken. Es würde möglicherweise nicht reichen, einen Bericht der Arbeiten an den Staatsminister zu übermitteln.

Vielmehr könnte man auch ins Auge fassen, sich direkt an die Öffentlichkeit zu wenden.

Die von Parlamentspräsident Lucien Weiler angeführte luxemburgische Delegation traf noch den Vorsitzenden der Deutsch-Belgisch-Luxemburgischen Parlamentariergruppe, Markus Löning, den Vorsitzenden des Ausschusses für Europaangelegenheiten, Gunther Krichbaum, sowie den Staatsminister für Europa im Auswärtigen Amt, Günter Gloser.

Die diversen Unterredungen ermöglichten der Abordnung des Luxemburger Parlamentes Einblick in das Parlamentsgeschehen eines großen Landes zu bekommen und so Anregungen für die Organisation der eigenen Arbeiten mit nach Hause zu nehmen.



Die luxemburgische Delegation beim Empfang von Parlamentspräsident Dr. Norbert Lammert.

Die Großregion im Konkreten

Aus der „SaarLorLux"-Region der 70er Jahre ist heute die „Großregion" geworden. Die institutionalisierte Zusammenarbeit umfasst neben dem Saarland, Lothringen und Luxemburg auch Rheinland-Pfalz und Wallonien (mit der französischen Gemeinschaft Belgiens und der deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens).

Die politischen Strukturen der Teilregionen sind sehr unterschiedlich. Das Großherzogtum Luxemburg ist ein souveräner Staat. Das Saarland und Rheinland-Pfalz sind als Bundesländer in die föderalen Strukturen der Bundesrepublik Deutschland eingebunden. Zwischen der Region Wallonien, der französischen Gemeinschaft Belgiens und der deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens besteht eine Aufteilung der Kompetenzen je nach Bereichen. Die Befugnisse der Gemeinschaften reichen von kulturellen Angelegenheiten über das Unterrichtswesen bis zur zwischengemeinschaftlichen und internationalen Zusammenarbeit. Die Region Lothringen ist einerseits in den französischen Zentralstaat eingebunden, andererseits haben die Departements Meurthe-et-Moselle und Moselle eigene politische Institutionen: die Conseils généraux. Um bei dieser strukturellen Vielfalt auf einen Nenner zu kommen, besteht bei der multilateralen Zusammenarbeit in der Großregion das Prinzip der Einmütigkeit. Entscheidungen werden im gegenseitigen Einverständnis getroffen.



Die luxemburgische Delegation des Interregionalen Parlamentarierrates

Ein grenzüberschreitender Arbeitsmarkt

Das auffälligste Merkmal der Großregion ist das Bestehen eines grenzüberschreitenden Arbeitsmarktes. Dabei zieht vor allem das Großherzogtum Luxemburg Arbeitskräfte aus Frankreich, Belgien und Deutschland an. Aber auch zwischen Lothringen und dem Saarland sowie in geringerem Maß zwischen Lothringen und Rheinland-Pfalz bzw. Lothringen und Wallonien besteht ein Austausch von Arbeitskräften.

Neben den positiven Effekten bringt der grenzüberschreitende Arbeitsmarkt auch Nachteile mit sich. Vor allem Luxemburg leidet unter der Tatsache, dass 90% der rund 130.000 Grenzgänger das private Auto benutzen, um zur Arbeitsstätte zu gelangen. Der Ausbau des öffentlichen Transports gehört daher zu den großen Herausforderungen. Mit verschiedenen Gemeinden im deutschen Grenzraum sowie in Lothringen wurde die Einrichtung von Buslinien nach Luxemburg vereinbart. Die Anschaffung von modernen Doppelstockwaggons hat die Bahn attraktiver gemacht und ihre Kapazität vergrößert. Über weitere Maßnahmen wird von den Transportministern der Großregion beraten.

(Fortsetzung Seite 2)

DANS CE NUMÉRO

Changement climatique (Débat d'orientation) p. 355

Lycée dans la région Nordstad (Heure d'actualité) p. 373

Grande Région (Débat d'orientation) p. 378

Sommaire des séances publiques Nos 29 à 32 p. 406

Sommaire des questions parlementaires p. Q112

Die Großregion im Konkreten

(Fortsetzung von Seite 1)

Die hohen Immobilienpreise in Luxemburg bringen mit sich, dass zunehmend auch luxemburgische Staatsangehörige, die ins benachbarte Ausland ziehen, zu Grenzgängern werden. Deshalb werden auch die Landesplanung und der Wohnungsbau in der Großregion thematisiert.

Umweltschutz und Tourismus

Im Bereich des Umweltschutzes und des Tourismus bestehen seit Jahren gemeinsame grenzüberschreitende Initiativen. Im Rahmen des INTERREG-III-Programms wurden Projekte zur Entwicklung des Tourismus im Dreiländereck zwischen Belgien, Deutschland und Luxemburg unterstützt. Auf der Basis der guten Zusammenarbeit zwischen dem Naturpark Our auf luxemburgischer Seite und dem deutschen Naturpark Südeifel wurde ein gemeinsames Renaturierungsprojekt der Our entwickelt.

Kooperation der Hochschulen und Schengen-Lyzeum

1984 haben die Hochschulen der Großregion eine gemeinsame Hochschulcharta gegründet. Das Programm der Hochschulcharta sieht unter anderem die Einrichtung von Netzwerken der Lehreinrichtungen vor, gemeinsame Postgraduierten-Ausbildungen, eine Angleichung der Promotionsordnungen und die Förderung des Studentenaustausches.

Seit August 2007 gehen 130 deutsche und luxemburgische Schüler gemeinsam im Schengen-Gymnasium in Perl zur Schule. Ihre Abschlüsse werden in Deutschland und Luxemburg gleichermaßen anerkannt. Die Stundenpläne sind auf beide Schulsysteme abgestimmt. Begonnen wurde mit Klassen des 5. Schuljahres. Jahr für Jahr werden weitere Klassenstufen hinzukommen, bis mit Abschluss des 12. Schuljahres die ersten Schüler des Schengen-Lyzeums ihr Abitur machen werden. Bis dahin soll die Zahl der Schüler auf bis zu 1.300 konstant wachsen.

Das Haus der Großregion

Die multilaterale Zusammenarbeit in der Großregion wird im Haus der Großregion in Luxemburg koordiniert. Eine erste gemeinsame Koordinationsstelle wurde am 4. November 1999 im Bahnhofsviertel eröffnet. Seit dem 4. November 2007 besteht das Haus der Großregion im Stadtzentrum an der Adresse 25, rue Notre-Dame. Dort ist das Sekretariat zur Begleitung der Präsidentschaft der Großregion untergebracht, das auch eine Internet-Seite zur Großregion verwaltet (www.granderegion.net). Außerdem sind im Haus der Großregion die Sekretariate des Wirtschafts- und Sozialrates der Großregion sowie des INTERREG-IV-Programms untergebracht.

Wirtschaftliche Zusammenarbeit

Die Förderung grenzüberschreitender Synergien im Bereich der Cluster und Kompetenzzentren der fünf Partnerregionen zählte zu den Prioritäten der vergangenen, wallonischen Präsidentschaft der Großregion. Drei Bereichen wurde dabei Vorrang eingeräumt: den Informations- und Kommunikationstechnologien, dem Ökobau (in Verbindung mit dem Maschinenbau) und als dritter Bereich der Logistik und dem Transport. Ein Kompetenzzentrum ist die Kombination von Unternehmen, Ausbildungszentren sowie öffentlichen und privaten Forschungseinrichtungen innerhalb eines bestimmten geografischen Gebiets. Kompetenzzentren funktionieren auf der Grundlage eines partnerschaftlichen Konzepts.

Kultur und Sport

Die Ausweitung der „Europäischen Kulturhauptstadt" 2007 auf die Großregion hat die kulturelle Zusammenarbeit auf professioneller Ebene ein Stück nach vorne gebracht. Eine dauerhafte Struktur soll die kulturelle Koordination in der Großregion weiterführen. Im Bereich des Sports hat sich neben den Initiativen zahlreicher Vereine, die Kontakte innerhalb der Großregion pflegen, ein Jugendfußballturnier etabliert, das von der jeweiligen Präsidentschaft der Großregion ausgerichtet wird. Die „luxemburgische" Ausgabe wird am 30. und 31. August 2008 in Sanem stattfinden.

Préparation du sommet de Bucarest

M. Marc Spautz, Président de la délégation luxembourgeoise, a représenté la Chambre des Députés lors de la réunion de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) qui s'est réunie le 29 mars 2008 à La Haye. Les parlementaires des États membres de l'Alliance y ont discuté notamment sur l'adhésion de nouveaux pays à l'Alliance et sur le rôle de l'OTAN en Afghanistan, sujets également à l'ordre du jour du sommet de l'OTAN du 2 au 4 avril 2008 à Bucarest.

La Commission permanente avait décidé lors d'une réunion précédente que l'Assemblée formulerait des idées destinées à figurer dans un nouveau concept stratégique de l'OTAN qui permettrait aux Gouvernements des États membres «de faire la synthèse des progrès considérables réalisés dans la transformation et le champ d'activités de l'OTAN, mais aussi de mieux définir le rôle à jouer par l'Alliance face aux menaces du XXIe siècle», comme l'avait expliqué M. José Lello, Président de l'Assemblée, en mai 2007. Les parlementaires ont commencé les discussions en décidant de préparer un aide-mémoire pour délimiter les travaux.

Les membres de la Commission permanente ont également procédé à un échange de vues sur les relations entre l'Assemblée et la Russie. Les parlementaires russes sont des membres associés à l'AP-OTAN et ont le droit de participer à la plupart des activités de l'Assemblée, mais sans avoir le droit de vote.

La prochaine réunion de la Commission permanente se déroule dans le cadre de la session de printemps de l'Assemblée qui aura lieu du 23 au 27 mai 2008 à Berlin.

Le Benelux après 2010



M. Roger Negri (à droite), Président, et M. Ludy Michiels, Secrétaire général du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

C'est autour de ce thème central que se sont déroulés, les 7 et 8 mars 2008 à Luxembourg, les travaux en séance plénière du Parlement Benelux, actuellement présidé par M. Roger Negri.

Traité Benelux

À cette occasion, M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères, a fait un plaidoyer engagé pour le Benelux qui, selon lui, est à adapter aux nouvelles données institutionnelles et politiques dans ses États membres. La renégociation en cours du Traité Benelux, qui date de 1958, devra tenir compte du rôle de laboratoire d'idées que le Benelux joue au sein de l'Union européenne où il entraîne parfois d'autres membres dans ses élans et peut jouer une position clé notamment dans la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne. Ainsi, c'est le Benelux qui, avec la France et l'Allemagne, fut à l'origine de l'accord de Schengen qui vise à simplifier les contrôles aux frontières des États qui y adhèrent. Selon le Ministre, le Benelux n'a pas vieilli et devra continuer à rechercher une coopération intensifiée et plus rationnelle dans les domaines qui étaient jusqu'ici de sa compétence, mais aussi sur de nouveaux chantiers.

Le Ministre a évoqué la coopération policière, la coopération judiciaire, les questions environnementales et le développement durable, domaines où il faudra définir des priorités et rendre la coopération plus opérationnelle en réagissant mieux aux réalités d'aujourd'hui. M. Schmit a encore souligné que le nouveau Traité Benelux, dans le but de repolitiser le Benelux et de permettre aux trois pays d'agir plus efficacement au niveau européen, prévoit une réunion du Comité des Ministres une fois par an - il ne s'est plus réuni depuis 2004! - avec une présidence d'un an au lieu des six mois actuels.

Agriculture

L'Assemblée parlementaire a suivi avec un même intérêt l'intervention faite au nom de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, empêché, par Mme la Secrétaire d'État Octavie Modert sur l'évolution du secteur agricole au Luxembourg. L'accent y fut mis entre autres sur les mesures susceptibles d'encourager les jeunes à reprendre ou à créer des entreprises agricoles, viticoles ou horticoles, mesures dont les aides progressives au démarrage sont une composante importante. La protection de la biodiversité en milieu rural et la conservation de l'espace étaient d'autres thèmes traités par Mme Modert.

Infrastructures

M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, a quant à lui présenté la situation du trafic à l'échelle nationale, les défis liés au développement économique et la stratégie et les actions du Gouvernement en matière de développement du territoire. Ce sera sur base d'un plan d'aménagement du territoire axé sur trois pôles urbains - capitale, «ville du Nord» et pôle du Sud - que seront délimitées les zones de développement économique et prévues les nouvelles infrastructures réservées à l'enseignement. Les autoroutes amenant frontaliers et vacanciers de Belgique et de France au Luxembourg passeront de deux à trois bandes de circulation. Toutefois, une priorité sera accordée aux transports en commun, notamment au chemin de fer.

Lutte contre les catastrophes

Le Parlement Benelux, lors de sa session de printemps, a également pris connaissance et débattu du 51e Rapport commun des trois Gouvernements sur la coopération dans le domaine de la politique extérieure, avant d'avoir des débats animés sur la coopération transfrontalière en matière de lutte contre les catastrophes, où de nombreux problèmes subsistent. C'est ainsi que les ambulances belges venant au secours des Néerlandais proches de la frontière ne sont pas autorisées à donner les premiers secours aux victimes d'infarctus. Une proposition de recommandation est en préparation et sera proposée au vote du Parlement Benelux après examen de la situation à la frontière belgo-luxembourgeoise.

Lutte contre les stupéfiants

En matière de lutte contre les stupéfiants, le Conseil interparlementaire, dans le cadre d'un projet de recommandation, s'est félicité de la concertation récemment initiée et a formé le vœu qu'on puisse rapidement trouver des solutions à ce fléau. Toutefois, un nouvel exemple du «suivi» souvent mauvais des travaux du Parlement Benelux par le Comité des Ministres a été donné par le thème de la lutte contre les trafiquants de stupéfiants. Des recommandations pour préciser de quelle manière la structure du «Joint Hit Team» pourra servir d'exemple pour l'approche d'autres formes de criminalité en région frontalière et pour partager les meilleures pratiques sur le plan politique en la matière sont restées sans réponse jusqu'à ce jour.

Coupe du monde 2018

L'organisation de la Coupe du monde de football en 2018, dans laquelle les pays du Benelux s'efforcent de jouer un rôle, a elle aussi donné lieu à des débats animés. Après l'Afrique du Sud en 2010 et le Brésil en 2014, l'organisation de la Coupe devrait revenir à un pays européen. Malgré que l'Angleterre, ayant beaucoup d'atouts, soit sur les rangs, le Benelux est candidat à l'organisation de cette grande manifestation. Les retombées économiques d'un tel événement pourraient être importantes. Bien que le Ministre luxembourgeois ne se soit pas montré trop enthousiaste face à cette candidature, le président de la Fédération luxembourgeoise de football a donné son accord fin février. Le Grand-Duché ne devrait pas construire de stade à l'occasion, mais organiser par exemple le congrès de la FIFA et/ou tout autre événement.

Péage routier

L'éventuelle introduction d'un péage routier et d'une vignette autoroutière dans les pays du Benelux était également à l'ordre du jour. Les opinions à ce sujet divergent en Belgique et aux Pays-Bas. Chacun convient quand même qu'une taxe sur l'usage d'une voiture et d'un camion est plus juste qu'une taxe sur la possession d'un véhicule. L'on pourrait s'inspirer en la matière des systèmes suisse et autrichien qui ont fait leurs preuves. Tous ces sujets ont donné lieu à des interventions de la part de membres de la délégation luxembourgeoise, présidée par M. Marcel Oberweis, avant que l'Assemblée n'adopte les comptes de 2007, n'ajuste le budget de 2008 et ne vote le projet de budget 2009.

Assemblée Balte

Comme dans le passé, une importante délégation de l'Assemblée balte a assisté à la session. Son Président, M. Velliste, s'est adressé à l'Assemblée à la fin des débats et a fait part du souhait des Baltes de mieux lutter contre la cybercriminalité et d'accroître la coopération avec le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie). L'Assemblée balte organisera en outre à Riga en avril 2008 une conférence consacrée au problème de la traite des êtres humains, en présence d'une délégation du Conseil nordique et du Parlement Benelux.

En marge de la session une rencontre entre la délégation luxembourgeoise, le Secrétaire général du Benelux et les responsables du Conseil économique et social luxembourgeois a eu lieu au sujet du futur statut du Conseil consultatif économique et social du Benelux.

L'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) s'engage contre le réchauffement climatique



(de gauche à droite) S.E. M. Conrad Bruch, Ambassadeur du Luxembourg auprès de la République hellénique, Mme Lydie Err, Mme Martine Stein-Mergen et M. Xavier Bettel

Mme Lydie Err, présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APEM, Mme Martine Stein-Mergen et M. Xavier Bettel ont représenté la Chambre des Députés à la quatrième session annuelle de l'APEM qui s'est tenue du 27 au 28 mars 2008 à Athènes sous la présidence de M. Dimitrios Sioufas, Président en exercice de l'APEM et du Parlement de la République hellénique.

Avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne (UE) en 2007, l'assemblée est passée de 240 à 260 membres. 130 députés représentent l'UE (49 députés européens et 81 députés nommés par les parlements des 27 États membres de l'UE) et 130 représentants des parlements nationaux des partenaires méditerranéens non membres de l'UE: Algérie, Égypte, Jordanie, Israël, Liban, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie et Turquie.

Après la réunion des commissions du 27 mars 2008, M. Kostas Karamanlis, Premier Ministre de la République hellénique, a officiellement ouvert les travaux de la séance plénière en présence entre autres de: M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, M. Dimitrios Sioufas, Président du Parlement hellénique, M. Fouad Mebazaâ, Président de la Chambre des Députés de la République tunisienne, M. Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen, M. Ahmed Fathy Sorour, Président de l'Assemblée du Peuple de la République Arabe de l'Égypte, M. Lluís Maria de Puig, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Dušan Lesjak, Secrétaire d'État au Ministère de l'Éducation supérieure, des Sciences et de la Technologie de la République de Slovénie, M. Yannis Valinakis, Ministre adjoint des Affaires étrangères de la République hellénique, M. Stavros Dimas, Commissaire européen pour l'Environnement.

M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, a rappelé qu'au dernier Conseil européen la Méditerranée a été tant pour le nord que le sud de la Méditerranée désignée comme priorité absolue.

M. Hans-Gert Pöttering, le président du Parlement européen, a souligné le rôle important qui incombe à l'APEM dans le contexte de la planification en vue de la création d'une Union pour la Méditerranée, en insistant sur l'importance des thèmes principaux de la 4e Session de l'APEM. Ces thèmes étant l'énergie et l'environnement, ils concernent en effet la Région entière par le biais des problèmes y relatifs, à savoirs: la déforestation, le manque d'eau, la pollution de la mer et le maintien de l'équilibre écologique. M. Pöttering a indiqué que les deux rives de la Méditerranée doivent œuvrer ensemble sur les questions environnementales touchant la région et qu'il est indispensable d'améliorer avec vigueur l'efficacité énergétique.

Mme Err a participé aux travaux de la commission des affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme ainsi qu'aux travaux de la commission ad hoc sur les droits de la femme dans les pays euro-méditerranéens.

Mme Martine Stein-Mergen a assisté aux travaux de la commission pour la promotion de la qualité de la vie, les échanges entre les sociétés civiles et la culture ainsi qu'à une réunion informelle du groupe de travail des experts sur les questions d'énergie et d'environnement.

M. Xavier Bettel a représenté la Chambre des Députés à la commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation.

Lors de l'élection des bureaux des commissions parlementaires, Mme Lydie Err a été élue vice-présidente de la nouvelle commission des droits de la femme dans les pays euro-méditerranéens et M. Xavier Bettel vice-président de la commission des affaires économiques, financières, des affaires sociales et de l'éducation.

Les discussions qui ont eu lieu au sein des commissions et groupes de travail ont abouti à des recommandations et à une déclaration finale dont il résulte notamment:

«L'APEM appelle à la création d'une Communauté de l'énergie euro-méditerranéenne (CEEM), afin de contribuer à la sécurité de l'approvisionnement énergétique, d'attirer les investissements et de renforcer la compétitivité.

L'APEM se félicite du nouvel élan donné au partenariat euro-méditerranéen par le projet d'Union pour la Méditerranée adopté par le Conseil européen au Sommet de Bruxelles des 13 et 14 mars 2008 et demande à la Commission européenne d'intégrer l'APEM en tant qu'organe parlementaire de ladite Union.

L'APEM invite les pays de la région euro-méditerranéenne à renforcer les conditions de libre-échange tant en matière de biens et services qu'en matière de circulation des personnes et appelle à la mise en œuvre des engagements pris dans le domaine de la coopération universitaire et scientifique, en vue de faciliter la mobilité des étudiants et des scientifiques en provenance du Sud vers les établissements européens, en accélérant la mise en route des programmes communautaires TEMPUS et ERASMUS MUNDUS avec les pays partenaires.

L'APEM invite instamment les États membres de l'UE et les pays partenaires qui ne l'ont pas encore fait à s'assurer que des peines dissuasives et efficaces puissent être infligées en vertu de leur code pénal pour toute forme de violence à l'encontre des femmes et enfants, notamment en cas de mariage forcé, crime d'honneur et mutilations génitales, et à promouvoir la sensibilisation des autorités policières.»

À la fin de la session, l'APEM a désigné son bureau. M. Hans-Gert Pöttering présidera l'APEM pendant la période 2008-2009.

Site Internet de l'APEM:
http://www.europarl.eu.int/president/euromed/fr

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Op Besuch an der Chamber

De 7. Abrëll huet de Chamberspresident Lucien Weiler de President vun de Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer empfaang.

Bei dëser Entrevue hunn déi zwee Presidenten déi aktuell Problemer, mat deenen déi Lëtzebuerger Landwirtschaft konfrontéiert ass, diskutéiert, an dat virun allem am Kontext vun deem neien Agrargesetz.

D'Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer sinn eng Organisatioun, déi jonk Baueren a Wënzer regroupéiert fir hir perséinlech Talenter ze förderen, hire sozialen Engagement ze stäerken an hir professionell Intressien no baussen ze vertrieden.

De Chamberspresident huet dem Här Christian Hahn a senger ganzer Équipe félicitéiert a Merci gesot fir déi objektiv a konstruktiv Manéier, mat där si d'Diskussioun ëm d'Agrarfroen uginn.



Sécurité de l'aviation civile

5713 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant la sécurité dans les aéronefs des pays tiers empruntant les aéroports communautaires

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans la stratégie communautaire visant à établir et à maintenir un niveau élevé uniforme de sécurité de l'aviation civile dans la Communauté européenne. Il introduit dans la législation luxembourgeoise les règles et les procédures harmonisées inhérentes aux inspections au sol des aéronefs des pays tiers atterrissant à l'aéroport de Luxembourg.

Les dispositions matérielles sont tirées de la directive (CE) N°2004/36 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant la sécurité des aéronefs des pays tiers empruntant les aéroports communautaires amendée à son tour par le règlement (CE) N°2111/2005 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2005 concernant l'établissement d'une liste communautaire de transporteurs aériens qui font l'objet d'une interdiction d'exploitation dans la Communauté et l'information des passagers du transport aérien sur l'identité du transporteur effectif, et abrogeant l'article 9 de la directive (CE) N°2004/36, dit «SAFA».

L'acronyme SAFA provient du programme d'évaluation de la sécurité des aéronefs étrangers «Safety Assessment of Foreign Aircraft» mis en place en 1996 par la Conférence européenne de l'aviation civile et dont la gestion initiale avait été confiée aux Autorités conjointes de l'Aviation civile (Joint Aviation Authorities - JAA).

La directive SAFA instaure l'obligation pour les États membres de mettre en place un mécanisme approprié pour collecter les informations jugées utiles pour réaliser l'objectif primaire: l'amélioration et le maintien d'un niveau élevé de la sécurité de l'aviation civile en Europe. Par ailleurs, il incombe à chaque État membre l'obligation de procéder systématiquement à des inspections au sol en ce qui concerne les aéronefs des pays tiers.

Par ailleurs les analyses approfondies issues des rapports d'inspection constituent un facteur déterminant lors de la mise à jour de la liste communautaire des transporteurs aériens qui feront l'objet d'une interdiction d'exploitation dans la Communauté, désignée «liste noire» des compagnies aériennes interdites de voler au départ ou à destination d'aéroports situés dans la Communauté.

Il a été retenu de transposer le plus fidèlement les prescriptions de la réglementation communautaire conformément à la méthode «la directive et rien que la directive».

Sur le plan national, il revient à la Direction de l'aviation civile d'assumer les obligations découlant de la directive SAFA.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 16.04.2007
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Transports
(Président: M. Roland Schreiner):

26.02.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi, de l'avis de la Chambre de Commerce et de l'avis du Conseil d'État
12.03.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2008

„Agrar-Gesetz"

5762 - Projet de loi concernant le renouvellement du soutien au développement rural

L'objet de la loi sous rubrique est de reconduire le régime de soutien au développement rural tel qu'il avait été mis en place par la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural, selon les principes de la Politique Agricole Commune (PAC).

Il s'agit de mettre en œuvre le Plan de Développement Rural (PDR), établi sur base d'un Plan Stratégique National (PSN), afin de se mettre en conformité avec les exigences du règlement (CE) N°1698/2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Le texte déposé est le fruit des analyses et conclusions du plan stratégique national, exercice auquel le secteur agricole, les partenaires économiques, sociaux et environnementaux ont été associés étroitement.

Ce dispositif légal vise à promouvoir une agriculture multifonctionnelle, durable et compétitive tout en assurant un développement intégré des zones rurales.

Les aides étatiques en faveur du secteur agricole sont valables pendant la période allant du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2013 et l'enveloppe budgétaire totale est estimée à 415,5 millions d'euros, tout en notant que sur ce total quelque 90 millions d'euros seront pris en charge par le budget communautaire. Cette enveloppe budgétaire est nettement supérieure à celle de 2001.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 29.08.2007
Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
(Président: M. Marcel Oberweis):

26.09.2007	Désignation du rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
27.09.2007 15.10.2007 22.10.2007	Examen du projet de loi
17.01.2008 23.01.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.03.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.03.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.03.2008

Administration des Enquêtes Techniques

5840 - Projet de loi portant

a) création de l'Administration des Enquêtes Techniques

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et

c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer

Le projet de loi sous rubrique crée une Administration des enquêtes techniques et abroge la loi du 8 mars 2002 qui a jusqu'alors encadré les enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports fluviaux et maritimes et des chemins de fer.

Sous l'influence de diverses réglementations européennes et internationales tendant à éviter des conflits d'intérêts et à garantir la nécessaire indépendance des entités d'enquêtes techniques, des changements structurels sont devenus nécessaires.

En effet, l'entité d'enquêtes actuelle ne dispose pas d'une structure juridique adéquate. C'est la raison pour laquelle le présent projet de loi vise à consolider le cadre législatif dans lequel s'effectuent les enquêtes techniques. Plusieurs options ont ainsi été envisagées pour faire droit, d'une part, à la nécessité de disposer d'une entité avec une réelle structure administrative et une forme juridique conçues par le droit administratif et, d'autre part, à l'article 21 de la directive 2004/49/CE qui retient que: «*dans son organisation, sa structure juridique et ses décisions, cet organisme est indépendant de tout gestionnaire de l'infrastructure, entreprise ferroviaire, organisme de tarification, organisme de répartition et organisme notifié, et de toute partie dont les intérêts pourraient être en conflit avec les tâches confiées à l'organisme d'enquête. Il est en outre indépendant fonctionnellement de l'autorité de sécurité et de tout organisme de réglementation des chemins de fer.*»

Par ailleurs ce projet s'inscrit dans le cadre des mesures de transposition du deuxième paquet ferroviaire, adopté par le Parlement européen et le Conseil et en particulier de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la sécurité ferroviaire.

La nouvelle administration sera placée sous l'autorité du ministre ayant les transports dans ses attributions.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 07.02.2008
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Transports
(Président: M. Roland Schreiner):

26.02.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.03.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2008

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

SÉANCE 29

Mardi, 11 mars 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président, M. Jean Huss, Doyen

Sommaire

1. Communications

2. Composition des commissions parlementaires

- *Proposition de changement adoptée*

3. Ordre du jour

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°243 du 11 mars 2008 de M. Marco Schank relative aux services de conseil en énergie et le rôle futur de l'Agence de l'Énergie en la matière, adressée à M. le Ministre de l'Environnement
  - *M. Marco Schank - M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*
- Question N°244 du 10 mars 2008 de M. Claude Meisch relative au renouvellement du CR110 entre Bascharage, Clemency et Grass, adressée à M. le Ministre des Travaux publics
  - *M. Claude Meisch - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- Question N°245 du 10 mars 2008 de M. Fernand Diederich relative à la gestion et au fonctionnement des Centres intégrés pour personnes âgées, le contrôle de l'agrément et la qualification du personnel, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
  - *M. Fernand Diederich - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- Question N°246 du 11 mars 2008 de M. Gast Gibéryen relative à l'octroi d'une aide financière aux personnes physiques pour la promotion des voitures à faibles émissions de CO_2, adressée à M. le Ministre de l'Environnement
  - *M. Gast Gibéryen - M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*
- Question N°247 du 11 mars 2008 de M. Gilles Roth relative à l'aménagement de parkings d'accueil P&R dans l'ouest du pays (axe Steinfort-Luxembourg), adressée à M. le Ministre des Transports
  - *M. Gilles Roth - M. Lucien Lux, Ministre des Transports*
- Question N°248 du 11 mars 2008 de M. Eugène Berger relative à la mise en œuvre des plans de gestion relatifs aux zones «habitat», adressée à M. le Ministre de l'Environnement
  - *M. Eugène Berger - M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*
- Question N°249 du 11 mars 2008 de M. Romain Schneider relative à la présentation publique d'une initiative gouvernementale en matière de communautés urbaines, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
  - *M. Romain Schneider - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- Question N°250 du 11 mars 2008 de M. Charles Goerens relative aux relations entre l'Union européenne et les pays partenaires de la Méditerranée du Sud, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
  - *M. Charles Goerens - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*

5. Débat d'orientation sur le changement climatique

- *Exposé: M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*
- *Débat: M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Henri Kox, M. Robert Mehlen, M. le Ministre Lucien Lux*

6. 5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution

- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *Second vote constitutionnel*

7. 5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hunn der Chamber folgend Matdeelungen ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5842** - Projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et modifiant: - les dispositions concernant les lettres de gage dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - loi modifiée du 15 juin 2004 relative la Société d'Investissement en Capital à Risque (SICAR); - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 21.02.2008

2) **5843** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO)

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 22.02.2008

3) **5844** - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 22.02.2008

4) **5845** - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route nationale 31 et le projet routier afférent sur le territoire français

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 27.02.2008

5) **5846** - Projet de loi introduisant des dispositions pour permettre aux communes opérant dans les domaines de l'électricité ou du gaz de se réorganiser dans le contexte du marché libéralisé de ces énergies

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 27.02.2008

6) **5847** - Projet de loi portant modification: 1. de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques, b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation, c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Éducation; 2. de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques; 3. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 28.02.2008

2. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt: An hirem Bréif vum 19. Februar huet d'DP-Fraktioun virgeschloen, dass den Här Claude Meisch an der Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle duerch den Här Eugène Berger ersat gëtt.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 4. Mäerz huet d'Presidentekonferenz virgeschloen, dass d'Chamber haut mat folgendem Ordre du jour siégéiert:

Fir d'éischt hu mer eng Froestonn un d'Regierung, duerno op Ufro vun der LSAP-Fraktioun eng Orientéierungsdebatt iwwert de Klimawandel. Uschléissend hu mir am Second vote constitutionnel de Revisiounsvirschlag 5673 iwwert d'Aféierung vun engem neien Artikel 32 bis vun eiser Verfassung; a schlussendlech als leschte Projet haut e Gesetz, wat eng Ofännerung vun eisem Code d'instruction criminelle bedeit.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Mir kommen elo zur Froestonn un d'Regierung. Dir wësst, dass laut eisem Reglement d'Deputéierten zwou Minutten Zäit hunn, fir hir Froen ze stellen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun.

Déi éischt Fro ass déi vum honorabelen Här Schank relative aux services de conseil en énergie et le rôle futur de l'Agence de l'Énergie en la matière, déi sech un den Här Ëmweltminister adresséiert. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°243 du 11 mars 2008 de M. Marco Schank relative aux services de conseil en énergie et le rôle futur de l'Agence de l'Énergie en la matière, adressée à M. le Ministre de l'Environnement

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn e puer Froen un den Ëmweltminister; an zwar hätt ech déi Froen och nach zousätzlech un den Energieminister an un de Logementsminister stelle kënnen. Et geet ëm déi nei Reglementer an déi nei Förderprogrammer am Kontext vu méi Energieeffizienz: dat Reglement vum 30. November iwwert d'Performance énergétique respektiv den Energiepass; dann dat neit Reglement vum 21. Dezember iwwert d'rationell Notzung vun der Energie respektiv erneierbaren Energien.

Do ass et esou, datt - dat wësst Der alleguerten - dobaussen en immens groussen Informatiouns- a Berodungsbedarf ass. Dat ass däitlech. Alles dat, wat mat Energieeffizienz, Bauen a Wunnen ze dinn huet, ass eng ganz wichteg Problematik am Moment. D'Leit froen dat, besonnesch déi Leit, déi wëlle baue respektiv nei baue respektiv wunnen. D'Leit hu vill Froen an et ass och net esou einfach, fir sech doran erëmzefannen. Duerfir hunn ech och eng Partie Froen. Ganz kuerz:

Wéi gëtt an Zukunft zu Lëtzebuerg zesummenhängend, dat heescht geuerdnet an och strukturéiert, d'Berodung an deem dote Beräich gemaach? Wie mécht beispillsweis d'Berodung fir déi Professionell, d'Handwierker an esou weider? Wie mécht d'Berodung fir d'Privatleit? A wat ass den zukünftege Rôle vun der Agence de l'Énergie?

Dat heescht an der Zesummefaassung: Wie mécht an Zukunft wéi eng Berodung zu Lëtzebuerg? Wéi gëtt se strukturéiert, och nieft deene kommunale Förderprogrammer a Berodungen, déi et scho gëtt? Dat ass d'Fro un de Minister.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Den Här Lucien Lux, Ëmweltminister, huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech emol meng

Satisfaktioun ausdrécken, dass de Förderregime, deen den 1. Januar 2008 jo nei a Kraaft getratt ass, effektiv dee grousse Succès huet, wéi de Kolleeg Marco Schank et elo gesot huet, wat derzou féiert, dass bei der Agence de l'Énergie d'Rendez-vousë fir déi nächst dräi, véier Méint ausgebucht sinn, fir d'Leit, déi Haiser bauen oder sanéieren, kënnen ze beroden. Duerfir ass seng Fro an deem Mooss ganz berechtegt, well et wierklech drop ukënnt, dass mer niewent de Förderreglementer och e professionellen an effikasse Berodungssystem kréien.

An der Regierungserklärung war an deem Sënn eng Revisioun oder eng Reform vun der Agence de l'Énergie och ugeduecht a proposéiert ginn. Dir wësst, dass mer den Ëmweltinstitut vum Vorarlberg beoptraagt haten, fir eis an deem Mooss iwwert d'Berodungsstruktur eng Etüd ze maachen, déi d'lescht Joer och mat den Acteuren diskutéiert ginn ass. Net méi spéit wéi e Freideg huet d'Regierung och déi grouss Orientéierunge vun deem, wat se wëllt maachen, zréckbehalen.

Net nëmmen hu mir fir d'éischt am Budget 2008 eis d'Moyenen an deem Beräich, souwuel fir de Ministère de l'Économie wéi och fir dee vum Environnement, déi an der Agence de l'Énergie jo „fifty-fifty" zesummen Träger sinn, ganz substanziell an d'Luucht gesat - bal eng Millioun Euro zousätzlech Moyenen. Domat kann och zousätzlecht Personal, wat an deene leschte Woche schonn agestallt ginn ass, mat untrieden.

Mir hu wëlles an Zukunft dann eng duebel Struktur ze maachen:

Engersäits, d'Agence de l'Énergie als S.A. bestoen ze loosse mat deenen Trägeren, déi mir bis haut hunn. Dobäi géifen nach eng Rei vun anere mat un den Dësch gezu ginn. Mä grondsätzlech bleift dat; déi Trägeren, déi mer haut hunn. Déi S.A. wär haaptsächlech zoustänneg, fir - ech géif et elo emol nennen - déi professionell Berodung ze maachen, och fir d'Ausbildung, d'Formatioun, fir de Kontakt also éischter mat de Professionellen, d'Projektbedeelegungen, d'Energieberodung och fir d'Regierung oder fir aner Trägeren ze maachen.

Mir géifen dann derniewent e GIE schafen, dee sech ëm d'Berodung an d'Informatioun vun de Particulieren, vun de private Leit dobausse géif këmmeren. Dee GIE géif sech och zesummesetzen aus deenen Trägeren, déi mer kennen, wou awer an enger Koordinéierungsstruktur och all déi haut bestehend Acteuren um Terrain scho mat géifen erugezu ginn.

Dir wësst, dass et haut schonn eng ganz Rei vun Initiative gëtt, déi Virreider an deene Beräicher waren. Ech denken zum Beispill un de Réidener Kanton, wou et schonn esou eng Struktur gëtt. Et gëtt anerer. Déi wëlle mer natierlech net ausschléissen, mä an déi Koordinatioun do mat eranhuelen, fir dass mer eis och do kënnen ofstëmmen iwwert dat, wat mer maachen.

Derbäi géifen och d'ONGe kommen, aner Trägeren. De Ministère du Logement géif derbäikommen, dee jo och do eng Aufgab ze maachen huet. Dee GIE géif sech dann ëm déi Aarbecht, déi haut scho gemaach gëtt, këmmeren, fir dobaussen de Particulieren ze hëllefen.

An där duebeler Struktur menge mir, dass mer am effikasste kënnen deenen zwee Haaptgedanke vun der Agence de l'Énergie an der nächster Zäit gerecht ginn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den honorabelen Här Meisch huet eng Fro un den Här Bauteminister. Hien hätt gär Informatiounen iwwert d'Erneierung vun der Streck Nidderkäerjeng-Kënzeg-Grass. Den Här Meisch huet d'Wuert.

- Question N°244 du 10 mars 2008 de M. Claude Meisch relative au renouvellement du CR110 entre Bascharage, Clemency et Grass, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et ass kee Geheimnis, datt déi Strooss tëschent Käerjeng, Kënzeg a Grass an engem dach zimlech schlechten Zoustand ass, datt duerch de Fait, datt déi Strooss och relativ enk ass an immens vill Kéieren an deem Tracé do sinn, se duerchaus als gefëierlech ze bezeechnen ass.

De Bauteminister huet och an der Äntwert op eng Question parlementaire am Joer 2005 schonn eemol ugedeit, datt hie bereet wär, mat op de Wee ze goen, fir den CR110, ëm deen et hei geet, nei ze maachen. Mä mëttlerweil kann een awer feststellen, datt nach kee Projet de loi déposéiert ass.

Ech wollt also d'Fro stellen: Duerch wat fir eng Ursaachen ass et nach net zu engem Dépôt vun engem Projet de loi komm? Wéini kann een domat rechnen, datt e Projet de loi an deem dote Sënn géif déposéiert ginn?

Misst ee sech net vläicht d'Fro stellen - bis elo déi Aarbechten do eng Kéier gemaach wären, well wann e Projet de loi kënnt, wësse mer jo, datt nach net ugefaange gëtt mat schaffen -, ob een net eng Rei vu Moossnamen awer méi schnell kéint maachen, fir d'Sécherheet op där doter Streck ze verbesseren, an ob ënner anerem net och misst gekuckt ginn, datt de Schwéiertransport géif ënnerbonne ginn, soulaang wéi déi Streck do net verbreedert ass?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Claude Wiseler, Bauteminister, huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech wëll vläicht e puer Saache méi preziséieren, méi prezis soen, wat ech 2005 dem Här Jaerling op eng Question parlementaire geäntwert hunn. Do hunn ech geäntwert, éischtens, datt déi sougenannte Kéier op der Schack geféierlech wär an datt effektiv Aarbechten op där Kéier misste gemaach ginn, fir dee Sécherheetsfacteur do eranzekréien. Et ware sengerzäit eng Rei Accidenter do.

Ech hunn zweetens drop geäntwert, datt déi Streck tëschent Kënzeg a Grass - an net déi tëschent Kënzeg a Käerjeng - net deeene leschte Sécherheetsnorme géif entspriechen an datt mer amgaang wären, oder missten e Projet do ausschaffen.

Op déi Froen, déi den Här Meisch gestallt huet, wëll ech éischtens soen, datt déi Aarbechte bei der Kéier op der Schack - also d'Question parlementaire war am Abrëll 2005 - gemaach sinn, an zwar scho säit zwee Joer, datt mer am Oktober, November 2005 déi Kéier entschäerft hunn, datt mer de Radius vergréissert hunn, d'Kéier redresséiert hunn an datt domat eng nei Geometrie drakomm ass, déi se wesentlech manner geféierlech mécht, wéi se sengerzäit war.

Da frot Der mech, firwat nach kee Gesetzesprojet déposéiert ginn ass fir de Rescht vun der Streck. Mä ganz einfach, well kee Gesetzesprojet brauch déposéiert ze gi fir de Rescht vun de Streck. Et ass e Projet, dee ronn 1,6 Milliounе kascht an deen also wäit ënnert deem läit, fir wat mer mussen e Gesetzesprojet déposéieren. Ech hunn och ni geäntwert, datt mer missten e Gesetzesprojet déposéieren.

D'Äntwert op meng parlamentaresch Fro war, datt mer e Projet géifen ausschaffen. Dat heescht natierlech am Bauteministèrejargon, e Bauteprojet, net e Gesetzesprojet. Dat ass och gemaach ginn. Dee Projet ass och vu mir approuvéiert ginn den 31. Oktober 2007 an ass och elo an der ganzer Prozedur. D'Commission d'acquisition zesumme mat der Gemeng Kënzeg si chargéiert, fir déi noutwendeg Emprisen opzekafen. Den Ëmweltministère ass och saiséiert, souwäit dat ënnert seng Attributioune fält, well et eng bestehend Strooss ass, déi muss ganz erneiert ginn, fir déi noutwendeg Autorisatiounen ze ginn. Also, dat ass fir den CR110 tëschent Grass a Kënzeg.

Wat deen aneren Deel vun der Streck ugeet, tëschent Käerjeng a Kënzeg, do ass et esou, datt en an engem akzeptabelen Zoustand ass an datt och net geduecht ass, do e Camionsverbuet momentan ze maachen. Wann deen anere Projet awer uleeft tëschent Grass a Kënzeg, dann ass et esou, datt wahrscheinlech eng Déviatioun muss gemaach ginn, fir dee Projet duerchzeféieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Un d'Madame Marie-Josée Jacobs, Famillejeministesch, adresséiert sech d'Fro vum honorabelen Här Diederich iwwert d'Gestioun vun den Altersheemer. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°245 du 10 mars 2008 de M. Fernand Diederich relative à la gestion et au fonctionnement des Centres intégrés pour personnes âgées, le contrôle de l'agrément et la qualification du personnel, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Merci, Här President. Madame Minister, ech erlabe mer eng Fro ze stellen am Zesummenhang mat dem Fonctionnement vun de CIPAen, den Altersheemer. Ech wëll net hei generaliséieren. Ech zielen awer och keng Eenzelfäll op. Ech wëll wëssen, wéi den Agrément vun deenen Haiser kontrolléiert gëtt, besonnesch wat d'Zuel an d'Qualifikatioun vum Personal betrëfft, well oft dobaussen iwwer Mangel u Personal geklot gëtt oder gesot gëtt, datt Leit, déi fortginn, net ëmmer séier genuch ersat kënne ginn.

Ech wëll zousätzlech och drop hiweisen, datt mer op wéineg Lëtzebuerger Fleegepersonal kënnen zréckgräifen, an ech wéilt wëssen, wat mer an deem Kader vun där esou wichteger Beruffsorientéierung kënne maachen, fir dësen Zoustand ze verbesseren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. D'Madame Jacobs, Familljeministesch, huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President. Ech wëll op déi lescht Fro vum Här Diederich äntwerten, datt ech iwwert d'Beruffsorientatioun selbstverständlech keng Äntwert ka ginn. Dat ass eng Fro, déi den Här Diederich éischter der Educatiounsministerin misst stellen.

Ech kann awer probéieren ze äntwerten op d'Fro vum Agrément a wéi déi Kontrolle gemaach ginn.

Éischtens muss selbstverständlech opgrond vum ASFT-Gesetz de Service am Viraus dohinner goen, ier en Haus däerf fonctionnéieren, fir ze kontrolléieren, éischtens ob d'Infrastruktur an der Rei ass, dat heescht, déi Zëmmeren déi néideg Gréisst hunn, ob genuch Duschen an Toiletten do sinn, ob all déi Sécherheetsnormen erfëllt sinn. Deen zweete Punkt ass deen, datt selbstverständlech och Personal a genügender Zuel muss do sinn, fir ebe kënnen déi Fonctionnementer ze assuréieren.

Am Joer 2007 hu meng Servicer an deenen 33 Centres intégrés pour personnes âgées, déi mer hunn, 30 Visitë gemaach. Dat heescht, generell eng Kéier am Joer ginn alleguerten déi Servicer kontrolléiert, ob dat Personal do ass, wat se brauchen, an och an där Qualifikatioun do ass, déi se brauchen.

A well Dir och dovu geschwat hutt, datt ganz vill Personal do ass, wat keng Lëtzebuerger sinn, soen ech, datt mir alleguerten déi Haiser zoumaache kéinten, wa mer déi Leit net hätten. Dat musse mer dankenswäerterweis soen: Wann déi alleguerten aus dem Ausland net do wieren, da kënnt kee Spidol a keen Altersheem oder soss och näischt fonctionnéieren.

Mä vun deene Leit alleguerte gëtt verlaangt, datt se Lëtzebuergesch kënne schwätze respektiv mussen a Lëtzebuergesch-Coursë goen.

Här President, 80% vun deene Leit, déi do schaffen, mussen eng Qualification professionnelle hunn, déi entweder mat Diplomer oder mat Certificaten unerkannt ass, plus da selbstverständlech déi Responsabel, déi mussen do sinn. Wann et ëm Leit geet, déi méi wéi esou vill Stonne Fleeg brauchen, mussen et der sinn, déi diplomiéiert sinn als Infirmier. Wat alleguerten déi Konditioune sinn, ginn ech gären dem Här Diederich schréftlech. Ech mengen net, datt déi Detailer de Leit eppes Zousätzleches bréngen.

Mä dat, wat wichteg fir mech ass, dat ass, datt ëmmer erëm regelméisseg kontrolléiert gëtt, ob déi Konditiounen agehale ginn, a wa Kloen do sinn, datt da selbstverständlech och zousätzlech kontrolléiert gëtt, ob dat, wat beanstant gëtt, an der Rei ass oder ob et net an der Rei ass.

Ech denken och, wa mer eng Kéier an dat ASFT-Gesetz ännere ginn, datt mer och da jeeweils entweder am Ministère oder awer an deene jeeweilegen Haiser mussen eng Centrale des plaintes, oder wéi een et och ëmmer nennt, ariichten, wou d'Leit sech kënnen hiwenden, wa se Beschwerden hunn, fir datt dat dann och ka kontrolléiert ginn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Jacobs. Den Här Minister Lux ass e gefrote Minister haut de Mëtteg. Eng vun deene ville Froen an déi nächst vum honorabelen Här Gibéryen riicht sech un hien a betrëfft d'Subventionéierung vun deenen CO_2-aarmen Autoen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°246 du 11 mars 2008 de M. Gast Gibéryen relative à l'octroi d'une aide financière aux personnes physiques pour la promotion des voitures à faibles émissions de CO_2, adressée à M. le Ministre de l'Environnement

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Duerch de Règlement granducal vum 5. Dezember 2007 sinn Aiden agefouert ginn, fir d'Autoen, déi wéineg CO_2 ausstoussen, ze subventionéieren.

Gëschter Owend war op RTL-Lëtzebuerg eng Reportage doriwwer, wéi déi Subventioune sech am Kader vum Autofestival op d'Vente vun den Autoen ausgewierkt hunn.

Laut de Garagisten, déi do ausgesot hunn, war et eng äusserst positiv Répercussioun, déi déi Subventiounen do op de Verkaf vun den Autoe beim Festival haten. Si hunn allerdéngs e Wonsch geäussert gëschter Owend op der Televisioun, an zwar hu se am Fong de Wonsch un de Minister gestallt, fir datt och d'Betribsautoen, wat zu menger Iwwerraschung mat 43% e relativ héije Prozentsaz war, ënnert déi Subventioune sollte falen.

Meng Fro ass duerfir un den Här Ëmweltminister, wéi hie gedenkt op déi Demande vun de Garagisten ze äntwerten.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Minister Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, ech hu wéi den Här Gibéryen gëschter Owend mat Satisfaktioun dem Bilan nogelauschtert, deen d'Garagisten iwwert den Autofestival 2007 gemaach hunn. Dee Bilan weist, dass dat Konzept vu Fuerderen a vu Förderen, dat mer an deene leschte Méint gaange sinn, de richtege Wee war. An e weist, dass souwuel bei de Konsumente wéi awer och bei de Produzenten an och bei deenen, déi dertëschent leien, effektiv de Reflex sech mécht, fir an de Segmenter méi schadstoffaarm Autoen ze wielen an domadder dat ze erreechen, wat mer herno am Débat d'orientation nach eng Kéier wäerten diskutéieren.

Wat d'Fro ubelaangt vun de Firmeween, ass et richteg, dass mer déi beim Règlement grand-ducal iwwert de Subsid vu 750 Euro net mat virgesinn haten, well de Corollaire vun der Finanzéierung vun deem Subsid jo eben och d'Autosteier ass.

Dir wësst, dass een Deel vun der Autosteier an de Klimaschutzfong geet an dass aus dem Klimaschutzfong dann och dee Subsid bezuelt gëtt. Vu que dass awer bei der Autosteier bei de Firmeween e groussen Deel kann ofgesat gi vun der Steier - wat jo eng Diskussioun war, déi mer hei an der Chamber an an der Finanzkommissioun gefouert hunn iwwert dee Pak vun der Ofsetzbarkeet am Zesummenhang eben och mat den CO_2-Emissioune vun de Firmeween oder vu geleastene Ween -, hu mer deemools dovunner ofgesinn.

Ech hu mer de Moien nach eng Kéier d'Zuelen ugekuckt, déi ganz interessant sinn an deem Mooss, dass 2007 vu 6.090 Autoen, déi kaaft gi sinn an ënner 120 g pro Kilometer CO_2-Emissioune produzéieren, der 2.980 vu Privatleit sinn, déi also vum Subsid kéinte profitéieren, an 3.110 vu Firmeween, déi vum Subsid net kënne profitéieren. Wat also weist, dass souguer iwwert d'Halschent Firmeween waren, déi 2007 kaaft gi sinn.

Ech mengen, dass dat eng interessant Zuel ass, wann een dat also gesäit, och an de Segmenter, wat ech am Ufank net geduecht hat, well ech geduecht hunn, bei de Firmeween wär dat éischter a méi grousse Segmenter, wéi dat effektiv an den Zuele sech ausweist.

Esou dass ech de Mëtteg hei wëll soen, dass ech op si fir ze kucken, à partir vum 1. Januar 2009 de Subsid och opzemaache fir Firmeween. Allerdéngs musse mer et dann och fäerdeg bréngen, fir de Corollaire dozou, nämlech déi Fro, dass d'Autosteier net méi kann ofgesat gi bei de Fraisë vun den Autoen, och ze klären. Dat ass jo en Deel vun deem Pak, dee mer nach ze diskutéieren hunn.

Ech ka mech erënnere just an dësem Sall hei, dass déi zwou Kommissioune vun der Ëmwelt a vun der Ekonomie zesumme waren, fir iwwert déi Froen ze diskutéieren, an dass et eng Demande virun allem vun der Chamber, vun den Deputéierten deemools war, fir nom Gerechtegkeetsprinzip ze soen, dass, wann een d'Autosteier no ökologesche Kritäre mécht, ee muss Suerg derfir droen, dass net nëmmen d'Privatleit

se bezuelen, mä dass och d'Firmen, ob Firmeween oder geleaste Ween, hir Autosteier solle bezuelen. Wat de Corollaire also wär vun der Finanzéierung vum Subsid, vun deem se haut net profitéieren.

Wann een also dat eent mécht, an ech si bereet fir déi Diskussioun unzegoen, da muss een och derfir suergen, dass mer dat anert maachen. Nonobstant all déi aner Froen, déi bei der Ofsetzbarkeet nach am Raum stinn, mä wéinstens derfir Suerg droen, dass d'Autosteier integral och vun deene Leit bezuelt gëtt. Da si mer als Regierung bereet, och deen anere Wee ze goen. Dat sinn also Diskussiounen, déi mer déi nächst Woche musse féieren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Iwwert de Bau vun Opfangparkingen op der Achs Stengefort-Lëtzebuerg wëllt den honorabelen Här Gilles Roth eng Fro un den Här Transportminister stellen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°247 du 11 mars 2008 de M. Gilles Roth relative à l'aménagement de parkings d'accueil P&R dans l'ouest du pays (axe Steinfort-Luxembourg), adressée à M. le Ministre des Transports

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, an dem Dokument „mobil 2020 - Mobilitéit, déi beweegt" gëtt niewent enger allgemenger Verbesserung vun dem öffentlechen Transport proposéiert, ee Park&Ride-Parkplazennetz ze schafen. Konkret sollen d'Leit derzou beweegt ginn, vun hirem privaten Auto op den öffentlechen Transport ëmzeklammen, laang ier se d'Stadzentren erreechen.

Park&Ride-Parkplaze solle besonnesch an der Géigend vun Zuch- a Busgaren amenagéiert ginn. Een éischte Rang vun Opfangparkplaze soll dobäi direkt op de Grenzen ageriicht ginn, en zweete Réseau vun Opfangparkingen am Beräich vun dem Regionalverkéier.

Dës Iddi wëll ech ausdrécklech begréissen.

Meng Froen an dësem Kontext un den Transportminister: Wat fir konkret Pläng bestinn do fir Opfangparkingen am Weste vum Land op der Achs Stengefort-Lëtzebuerg? A wat fir enger Zäitschinn sollen déi realiséiert ginn, well de Pendlerverkéier aus Richtung belscher Grenz all Dag zouhëlt? Gëtt an deem Sënn och iwwert d'Schafe vun enger Tramslinn Stengefort-Stad Lëtzebuerg nogeduecht?

M. le Président.- Merci, Här Roth. Den Här Minister Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, ech mengen, dass déi Fro mech drun erënnert fir vläicht hei ze rappeléieren, dass mer e Sonndeg jo zesumme waren och mam belschen Transportminister, fir ënner anerem och iwwert dat ze schwätzen, wat um Niveau vum Ferroviaire an der Groussregioun, virun allem um Niveau vun de Frontalieren, mä och doriwwer eraus mat Eurocap-Rail, soll geschéien, an dass mer do fir Lëtzebuerg e ganz positiven Accord konnten ënnerschreiwen; an zweetens dann derfir suergen, dass mer mat deem Park&Ride-Konzept, deen engersäits jo virgesäit, direkt op de Grenzen, an dann awer zweetens och eng Kéier tëschent der Grenz an der Haaptstad en zweete Cordon vu Park&Ride ze maachen, virukommen.

Et ass eng Aarbecht, déi mer mam Bauteminister zesumme maachen. Mir éischter fir dat Konzeptuellt, wann ech esou ka soen, an de Bauteminister duerno fir d'Realisëierung um Terrain.

Ech kann och soen, dass an där Achs Stengefort-Lëtzebuerg, déi Iech elo haaptsächlech interesséiert, véier Projeten an der Pipeline sinn, fir an d'Realisëierung ze goen. Dat ass engersäits op den Héichte vu Mamer-Capellen-Géisselbond - dat seet Iech vläicht méi direkt eppes, wou dat genau ass -, da Mamer-Capellen-Hunneschwanz, dann d'Extensioun zu Stengefort vum Park&Ride bei der Gare selwer, wat jo och eng interessant Saach ass, an dann och datselwecht fir Klengbetten, wat och d'Extensioun ass vun deem Park&Ride, dee mer haut hunn.

Ech mengen, dass mer iwwert dee Wee weiderkommen. Natierlech gëllt dat och fir all déi aner Plazen, du côté och vun der franséischer Säit, wou et virun allem wichteg wär. Mä do scheitert et vill un Terrainsproblemer, fir mat der franséischer Säit kënnen eppes ze maachen. Ech mengen, et wär relativ wichteg fir do virunzekommen, grad wéi mat der däitscher.

Mir hunn an enger Studië, déi IVV gemaach huet, e bësse méi genau déi eenzel Park&Ride-Systemer. Ech géif Iech déi Studië iwwerginn, well dat eis elo ze wäit géif féieren, fir elo an d'Detailer vun deenen eenzelnen Aarbechten ze goen.

Déi drëtt Fro war déi am Zesummenhang mam Tram. Elo mengen ech, dass mer do emol schéin der Rei no fuere sollen. Ech mengen, dass sécherlech wat d'Tramsprojeten ubelaangt et ganz evident ass - dat geet aus dem Konzept „mobil 2020", mä och aus der Regierungserklärung an aus der Motioun vun der Chamber vum leschte Joer ervir -, dass d'Prioritéit op esou Projeten deen huet, dee mer am Moment an der Stad scho relativ wäit an der Diskussioun hunn an - wann ech et gutt am Kap hunn - wou mer den 20. Mee ofgemaach hunn, fir an der Transportkommissioun am Detail doriwwer ze diskutéieren. Och iwwer all déi Froen, déi sech an deem Zesummenhang stellen.

Dir wësst, dass mer gläichzäiteg an engem Groupe de travail am Süde mat de Gemengen amgaange sinn ze diskutéieren iwwer esou e Konzept, och wat de Süden ubelaangt.

Drëttens wäerte mer - deen Aarbechtsgrupp ass amgaang constituéiert ze ginn - och kucken, wéi an der Nordstad an der Fro vun der Antenne ferroviaire Ettelbréck-Dikrech, och am Zesummenhang mat Trams- oder Train-Trams-Konzepter fir d'Zukunft, Léisunge fir d'Mobilitéit vun der Nordstad kënne fonnt ginn. Domadder wëll ech net soen, dass esou e Projet jiddefalls emol eréischt u véierter Plaz géif kommen. Mä ech mengen awer, dass et hei Prioritéiten nach virdru gëtt, déi mer mussen attackéieren, ier mer zu esou engem Projet kéinte kommen.

M. le Président.- Merci, Här Lux. Den honorabelen Här Berger huet eng Fro iwwert d'Opstellung vun de Gestiounspläng fir Wunnengsgebidder. Si adresséiert sech och un den Här Minister Lux.

- Question N°248 du 11 mars 2008 de M. Eugène Berger relative à la mise en œuvre des plans de gestion relatifs aux zones «habitat», adressée à M. le Ministre de l'Environnement

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech hunn och eng Fro effektiv un den Ëmweltminister am Bezuch op d'Direktiv «habitat», déi jo och an eisem Naturschutzgesetz vun 2004 verankert ass.

Méi speziell geet et hei ëm de Réseau Natura 2000. Zu Lëtzebuerg sinn an deem Kontext 38 Zonen ausgewise ginn, déi sougenannten Habitat-Gebidder. Fir all Gebitt muss e Gestiounsplang ausgeschafft ginn. Déi Aarbechte sinn 2003 vun der Forstverwaltung an Ugréff geholl ginn.

Meng Froe wieren déi hei: Wou sinn déi Aarbechten dru mat de Gestiounspläng vun deene verschiddene Gebidder? Wéi vill Gebidder si mëttlerweil ofgedeckt mat Gestiounspläng? Respektiv wéi vill Gebidder a wéi vill Zäit ass nach néideg, fir datt de ganze Réseau Natura 2000 hei zu Lëtzebuerg da mat Gestiounspläng ofgedeckt ass? Kann de Minister eis soen, ob et do eventuell Schwieregkeeten an deene Prozedure gëtt?

M. le Président.- Merci, Här Berger. Eng leschte Kéier huet den Här Minister Lux d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, déi Fro vum Kolleeg Eugène Berger geet effektiv zréck op déi Konzepter, déi entwéckelt gi sinn an der Ëmsetzung vun deene jeeweilegen Direktiven am Joer 2003. Een Deel vun der Äntwert op dat, wat e gesot huet, ass, dass mer am Laf vun der Zäit, haaptsächlech am Zesummenhang vun der Diskussioun iwwert den nationalen Naturschutzplang, de Plan national iwwert d'Protection de la nature, e bëssen en anert Konzept erausgewielt hunn an dass mer en anere Wee gaange si wéi deen, deen am Ufank gewielt gi war.

Wann ech dat grosso modo kéint vereinfacht soen: Et ass am Ufank haaptsächlech geduecht gi fir Pläng ze maache fir méi grouss Gebidder, a manner achséiert a fokusséiert op eenzel Aarte respektiv op konkreten Naturschutz. Am nationalen Naturschutzplang war vun allen Acteuren an deenen Tables rondes, déi mer haten, an dat ass och am Text zréckbehale ginn, haaptsächlech de Wonsch geäussert ginn, fir sech an deene Gestiounspläng méi ze konzentréieren op prezis Aarten an op prezis Liewensraim, manner wéi op grousssflächeg Gebidder.

Dorauser ass entstanen, dass mer - dat war Är zweet Fro - an der Zuel, wann ech dat elo gutt opgeschriwwen hunn, 47 Habitat-Gebidder hunn, 13 Vulleschutzgebidder. Aus deenen zesummegerechent - well et do der gëtt, déi sech iwwerschneiden - entsti 45 Gestiounspläng, déi misste gemaach ginn. Vun deene Gestiounspläng sinn der 17 amgaange realiséiert ze ginn. Aacht dovunner sinn ofgeschloss. Ofgeschloss waren - et kéint een déi opzielen, ech kann Iech déi awer och schrëftlech esou hannerloossen - haaptsächlech déi vun der Vallée vun der Sauer, der ieweschter Sauer, der Vallée vun der Mamer a vun der Äisch, Diddeleng-Haard an och déi Fiichtgebidder vu Biissen a vum Fënsterdall.

Véier anerer sinn amgaangen ëmgesat ze ginn, esou dass mer do elo an enger gudder Planung sinn am Kader vun der Ëmsetzung vum nationalen Naturschutzplang.

Mir hunn och ofgemaach, dass déi 17 éischt, déi elo fäerdeg wäerte sinn, ier mer weiderfueren, fir d'éischt sollten eng Evaluatioun gemaach kréien innerhalb vum Observatoire, fir dem Observatoire vun deem Gesetz, dem Partenariatsgesetz, wat jo nach vun Iech deponéiert ginn ass a wat mer duerno gestëmmt hunn, d'Geleeënheet ze ginn, tëschent den Acteuren an och mat Wëssenschaftler zesummen eng Evaluatioun ze maachen, ier mer da weiderfueren.

Wéi gesot, 17 Stéck si gläich fäerdeg, et gëtt eng Evaluatioun dovunner gemaach, an da kënne mer weiderfueren, fir déi 45 insgesamt ze realiséieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den honorabelen Här Schneider huet eng Fro un den Här Innenminister iwwert d'Communautés urbaines. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°249 du 11 mars 2008 de M. Romain Schneider relative à la présentation publique d'une initiative gouvernementale en matière de communautés urbaines, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Merci, Här President. Meng Fro geet un den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf. Haut am spéide Mëtteg um hallwer sechs ass an der Nordstad, besser gesot zu Bettendorf, eng Informatiounsversammlung säitens dem Innenministère, wou eng Presentatioun an eng Diskussioun iwwer een Avant-projet iwwert d'Communautés urbaines stattfënnt.

Mir wëssen, datt dat doten eng Diskussioun ass, déi de Moment och an der zoustänneger Chamberskommissioun, der sougenannter RTL-Kommissioun, hefteg zënter Méint diskutéiert gëtt, an d'Chamberskommissioun deemnächst och elo wäert zu Konklusioune kommen.

Duerfir meng Fro un den Innenminister, zu deem Pabeier, deen als Avant-projet ausgeschafft ass, deen - an dat stéiert mech e bëssen drun - och zitéiert, datt hei nach just „légères modifications" kënne geholl ginn am Kader vun dësem Avant-projet de loi, wéi wäit d'Iwwerleeunge säitens der RTL-Kommissioun respektiv och wéi wäit d'Verbindungen zum Syvicol sinn, an och wéi wäit den Avis vun der Gewerkschaft vun de Gemengen do an dëse Projet elo nach soll afléissen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Den Här Jean-Marie Halsdorf, Innenminister, huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dës Démarche, déi mer an der Nordstad ënnerhuelen, huet sécherlech keen Effet op d'Aarbechte vun der Spezialkommissioun «Réorganisation territoriale». Dat eventuellt Aféiere vun enger Communauté urbaine ass villméi e wesentleche Schrëtt a Richtung Réorganisation territoriale. Wa mer wëllen den IVL hei zu Lëtzebuerg Realitéit loosse ginn, wa mer dee seriö huelen, da musse mer déi grouss Prinzipië wouerhuelen, déi wëllen, dass eist Land jo organiséiert gëtt iwwert de Süden, iwwert d'Haaptstad an iwwert d'Nordstad.

Mir hu kierzlech éischt Resultater kritt vum Monitoring, an déi weise ganz kloer, dass d'Nordstad eng wichteg Roll ze spillen huet an eisem Land an dass se sech muss Moyenë ginn, fir dat ze maachen. An eng Communauté urbaine, déi mer elo proposéieren, kéint esou en Instrument sinn.

Déi Démarche, déi ech hei hunn, baséiert sech op en Dokument, wat ech an der Spezialkommissioun am Mee 2005 presentéiert hunn, dee sougenannte Concept intégratif. Ee Bestanddeel dovunner ass déi Communauté urbaine, an et gëtt e Konsens an alle Parteien iwwert de Prinzip vun esou engem Instrument. Mir brauchen eng Communauté urbaine fir déi Regiounen, wou Musek gemaach gëtt. Dat heescht, déi sougenannt zentral Uertschafte vun héchstem Niveau. Dat ass d'Stad Lëtzebuerg, da ronderëm d'Stad Esch a ronderëm d'Stied Dikrech an Ettelbréck.

Duerfir hu mer hei en neit Instrument, wat net am Widdersproch steet zu deem, wat an der Kommissioun geschitt, a wat och ënnerstëtzt gëtt, wat och en Accord huet an der Regierung. Et geet elo drëm, fir dat Instrument ëmzesetzen. Well et en neit Instrument ass, dat Neiland bedeit, well keng Erfahrungen do sinn, ass et wichteg, esou ee Projet pilote oder esou en Test ze fueren. A wéi kann een dee besser fueren, wéi mat de Leit, déi concernéiert sinn, mat de Gemengen, fir dass een emol e Gespier kritt als Politiker: Wat ass dat Dokument do wäert? Wat ass esou eng Iddi wäert?

Duerfir hu mer dee Wee gewielt. Mir hu schonn e bëssen, géif ech soen, geübt, well mer eng Konventioun mat deene Gemengen ënnerschriwwen hunn, wou mer eis eng Strategie wëlle ginn, fir dëse wichtege Raum vum Land ze organiséieren. Awer och d'Gemengen hunn agesinn, dass dës Konventioun net duergeet an dass mer en anert Instrument brauchen.

Dës Communauté urbaine soll dat da maache partnerschaftlech - ech betounen dat - an ech schwätzen och net vun engem Dépôt vun engem Projet de loi, mä ech schwätzen dovun, fir ebe sech en Instrument ze ginn, an dat soll den Owend dann diskutéiert ginn.

D'Inhalter vun där Communauté urbaine, déi sinn déiselwecht wéi an deem Dokument, wat ech am Mee 2005 virgestallt hunn. Dat heescht, déi Regioun misst sech organiséieren an hire PAGen, an hire Zone-d'activitéen an am Transport oder an der Mobilitéit. Dat soll diskutéiert ginn. Fir mech ass den Owend déi Sitzung hei eng wichteg Tëschenetapp an eng Ëmsetzung vun der Réorganisation territoriale.

Dat Ganzt kéint eng Signalwierkung hunn. Ech géif gär dovu profitéieren, fir deene Gemengepolitiker vun där Regioun Merci ze soe fir deen offensive Geescht, dee se hei weisen. Ech mengen, si hu verstanen, dass mer mussen handelen an dësem Beräich. An dat geet sécherlech en phase mat deem, wat an der Spezialkommissioun vun der Chamber gemaach gëtt.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Minister Halsdorf. Déi lescht Fro adresséiert sech un den Här Ausseminister a kënnt vum honorabelen Här Goerens, deen den Här Ausseminister wëllt befroen iwwert d'Bezéiungen tëschent de Länner vun der Europäescher Unioun an de Partnerstaten aus dem südleche Mëttelmierraum.

- Question N°250 du 11 mars 2008 de M. Charles Goerens relative aux relations entre l'Union européenne et les pays partenaires de la Méditerranée du Sud, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Meng Fro huet Bezuch op d'Union pour la Méditerranée. Et kënnt een och soen, et handelt sech hei ëm eng Séquelle aus der franséischer Campagne présidentielle. Den aktuelle franséische President hat nämlech an der Wahlcampagne ugekënnegt, fir esou eng Union pour la Méditerranée ze schafen, woubäi deemools scho Froen opkomm sinn iwwert d'Opportunitéit vun enger solcher, well mir kenne jo de Processus de Barcelone, dee jo d'Zesummenaarbecht tëschent der Europäescher Unioun an den Urainerstate vum Mëttelmier regelt.

Meng Fro un den Här Ausseminister ass also déi: Ass dat hei just ale Wäin an neie Schläich? Oder gëtt et effektiv eng Plus-value, ass eng Plus-value geplangt an deem Projet, iwwert deen de franséische President an déi däitsch Bundeskanzlerin och viru kuerzem matenee geschwat hunn a wou se sech och konnten eenegen op den Numm?

Ech wollt duerfir de Minister froen, wéi hien dat gesäit, éischtens.

An zweetens gëtt mer och zougedroen an de leschten Deeg, et wier zu Barcelona eng

Konferenz gewiescht vun den Hauts fonctionnaires chargés du Processus de Barcelone tëschent der Europäescher Unioun an den Urainerstate vum Mëttelmier. Dat schéngt sech allerdéngs net an der allerbeschter Atmosphär ofgeweckelt ze hunn.

Ech wollt froen, indépendamment vun engem Projet Union pour la Méditerranée, oder wann et beim aktuelle Prozess bleift: Sinn net eng Partie fundamental Problemer do, déi musse geléist ginn?

Wéi gesitt Dir d'Weiderentwécklung vun der Zesummenaarbecht tëschent der Europäescher Unioun an deenen anere Staten, déi wéi gesot un d'Mëttelmier grenzen?

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Ausseminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech vläicht soen, dass de Barcelona-Prozess, wat den Här Goerens gutt weess a gutt kennt, 1995 lancéiert ginn ass. An der Euromed sinn all d'Länner vun der Europäescher Unioun dran an d'Länner vum südleche Mëttelmier.

Et ass virun allem deen eenzege Forum, deen et gëtt weltwäit, wou Israelien, Palästinenser, Syrer a Libanesen zesummesëtzen. Net nëmmen zesummesëtzen, mä och kënnen zesummen diskutéieren, a selbstverständlech net nëmmen iwwert de Moyen-Orient, iwwert de Friddensprozess, mä iwwer alles, wat déi Länner interesséiert a wat Europa interesséiert.

De Barcelona-Prozess huet véier Voleten: dee politeschen, dee kulturellen, deen ekonomeschen, awer och dee finanziellen. Als Beispill kann ee soen, d'Anna Lindh Foundation ass jo e Produkt vun der Euromed, vum Barcelona-Prozess. Ënner eiser Présidence 2005 ass jo zu Alexandria déi Anna Lindh Foundation etabléiert ginn.

Da wëlle mer och Associatiounsofkommes maache mat alle Mëttelmierlänner als Europäesch Unioun. Dat ass déi Euromed-Fräihandelszon, déi ugestrieft gëtt, déi selbstverständlech nach net gemaach ass, mä awer ugestrieft gëtt.

Lëtzebuerg hält grouss Stécker op dee Prozess, an dee Prozess muss een onbedéngt och oprechterhalen.

Mir hunn 2005 während eiser Présidence eng Konferenz gehat um Kierchbierg vun all deene Länner, an et war déi éischte Kéier zënter 1995, dass mer net eng Déclaration présidentielle gemaach hunn, mä dass mer wierklech de Konsens fäerdeg bruecht haten op engem Text, wou alleguerten déi Länner, d'Palästinenser an also och d'Israelien an déi aner arabesch Länner, domadder d'accord waren.

Dat ass also e Bewäis, Här Goerens - ech mengen dat ass jo och de Sënn vun Ärer Fro -, dass och e Land, wat net un d'Mëttelmier ustéisst, kann e groussen Entrain duerstellen an och e grousse Bäitrag leeschten, fir d'Zesummeliewen ze verbesseren zwëschent der Europäescher Unioun an de südleche Mëttelmierlänner.

D'lescht Woch - Dir hutt dat ugeschnidden; do hutt Der ganz Recht - war eng Réunioun vun héije Fonctionnairen, net zu Barcelona, mä zu Bréissel. Dat ass ee ganz normalen Déroulement am Kader vum Euromed-Prozess, wou iwwer all Volet geschwat gëtt.

D'arabesch Säit huet do deklaréiert, dass si sech net kéint bereet erklären, fir iwwer eppes anescht ze schwätzen, wéi iwwert dat, wat a Gaza geschitt. Dat muss een akzeptéieren. Et muss een dat verstoen. Mä mir wëssen awer och, an dat ass jo och d'Äntwert, déi mer ëmmer musse ginn: Et ass net de Barcelona-Prozess, dee kéint e Forum sinn, fir de Konflikt vum Moyen-Orient ze léisen. Et ass eng Rumm, wou mer kënne matenaner schwätzen, mä et ass natierlech net do, wou e ka geléist ginn.

Wat elo d'Initiativ vun eise Kolleegen a Frënn aus Frankräich ugeet, dem Här Sarkozy seng Initiativ - wann ech esou däerf soen -, dann ass se nach net virgestallt ginn. An zu Bréissel, dës Woch um Conseil européen, soll se elo emol virgestallt ginn, déi Iddi. Dat heescht, et gëtt net driwwer décidéiert, et gëtt virgestallt.

D'Fro - do hutt Der ganz Recht; dat emfannen ech och esou - vun der Valeur ajoutée, do ass et schwéier ze beäntwerten, wat dat soll sinn.

Mir hunn eis hei zu Lëtzebuerg net eleng déi Fro gestallt. Déi ass a villen Haaptstied gestallt ginn, och zu Berlin zum Beispill.

Ech menge kënne mat der Chamber hei ze soen, dass éischtens emol all Initiativ, déi kënnt, am Kader vun der Zesummenaarbecht mat de Länner vum Mëttelmier, muss kompatibel si mam Euromed-Prozess; dat ass dat Alleréischt, dat Wichtegst. Dat Zweet ass, et muss eng Valeur ajoutée bréngen, effektiv. An dann dat Drëtt: All 27 Länner vun der Europäescher Unioun mussen implizéiert sinn. Well Dir wësst, dass all 27 Länner och participéieren um Fonctionnement vun der EU, och finanziell. Just fir dat nëmmen ze soen hei.

Ech ka mer net virstellen, dass mer kënnen eng Plus-value bréngen an den Euromed-Prozess, ouni och déi finanziell Aspekter do ze berücksichtegen.

Dir wësst, dass d'Fransousen an déi Däitsch, dat heescht de President Sarkozy an d'Madame Merkel, den 3. Mäerz zu Hannover zesumme waren. Do ass en „Embryo" vun engem Kompromëss virgestallt ginn. Esou kéint een dat, mengen ech, soen.

Wann déi Virstellung elo dës Woch geschitt, da gëtt gerechent, dass mer am Abrëll wäerten d'Texter hunn. Déi Texter ginn dann am Conseil diskutéiert a si ginn och mat den Euromed-Partner diskutéiert. Wat derbäi erauskënnt, weess ech net. Affaire à suivre.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun dësem Punkt vum Ordre du jour ukomm.

Mir kommen elo un den Débat d'orientation iwwert de Changement climatique, dee mer féieren op Ufro vun der Fraktioun vun de Sozialisten.

D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Ech ginn dervun aus, dass d'Fraktiounen alleguer dermat d'accord sinn, dass den zoustännege Minister fir d'éischt d'Wuert kritt.

(Interruptions)

Sinn d'Fraktiounen alleguer dermat d'accord, dass den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux, fir d'éischt d'Wuert ergräift a mer duerno d'Debatt féieren?

(Assentiment)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ass dat esou verstanen, op alle Säiten?

(Assentiment)

Och bei der CSV-Fraktioun?

(Interruption)

Gutt! Dann huet den Här Ëmweltminister Lucien Lux d'Wuert.

5. Débat d'orientation sur le changement climatique

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen et ass gutt, dass mer, esou wéi mer et an der Ëmweltkommissioun scho virun enger Zäit diskutéiert hunn, wéi de Paquet virgeluecht ginn ass, no der Initiativ déi leschte Kéier vun der Demokratescher Partei, haut op Initiativ vun der LSAP nach eng Kéier d'Geleeënheet kréien, iwwert dee Paquet méi am Detail ze diskutéieren a vun de Fraktiounen ze héieren, wat fir eng Appréciatioun si dozou maachen.

Ech wëll d'Meenung vun der Regierung zu deem Paquet vun der Kommissioun a véier Punkten direkt emol am Ufank ëmgräifen:

Éischtens si mer a bleiwe mer der Meenung, dass d'Bekämpfung vum Klimawandel eng gradesou noutwendeg wéi gradesou positiv Erausfuerderung fir déi nächst Joren duerstellt.

Zweetens seet d'Regierung e grondsätzleche Jo zum Paquet vun der Kommissioun fir déi Period vun 2012 bis 2020. Et ass en ambitiéisen, jo couragéierte Paquet, mä en ass konform zu den Noutwendegkeeten, och wann am Detail - an heiansdo och am wichtegen Detail - villes nach ze diskutéieren an an deenen nächste Wochen och ze berode bleift.

Drëttens ass d'Regierung der Meenung, dass d'Prioritéit muss bei den nationalen Aufgabe sinn. Villes ass an deene leschte Wochen a Méint - an ech kommen herno drop zréck - ëmgesat ginn, munches ass erfloss, munches bleift ze décidéieren. Mä ech mengen, dass mer de richtege Wee hei ageschloen hunn.

Une voix.- Très bien.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Véiertens, schlussendlech: Lëtzebuerg ass am Rumm vun den Effortë vun 2012 bis 2020 bereet, iwwer seng reell, objektiv Potenzialer erauszehandelen, verlaangt duerfir awer am Rumm vum Paquet déi noutwendeg Moyenë wéi och déi néideg Flexibilitéit, souwuel bei der Fro vun der Reduktioun vun den CO_2-Emissioune wéi och beim Undeel vun den erneierbaren Energien. Dat ass och dee Punkt, dee mer an deenen nächste Wochen haaptsächlech wäerten diskutéieren.

Zu deem éischte Punkt, deen ech genannt hunn, de Klimaschutz weiderhin als eng dréngend Noutwendegkeet, awer virun allem och als eng Chance ze gesinn:

Net méi spéit wéi virun zwou Wochen huet d'OECD, déi jo an deene leschte Joren net onbedéngt bekannt war, Ökoaktivistin ze sinn, eng Studië virgeluecht, déi kloer weist, dass Näischtmaachen am Beräich vum Klimawandel heescht, d'Basis fir den ökonomesche Wuelstand onwidderrufflech ze schiedegen. Dass Inaktivitéit op deem Gebitt heescht, d'Treibhausgasen ëm 50% an d'Luucht ze setze bis 2030 an domadder eng Äerderwärmung ze kréie vu +2,4°C par rapport zum Ufank vun der Industrialiséierung.

Dass dat heescht an den Ae vun der OECD hire Berechnungen, dass eng Milliard Mënsche wäerte vum Waassermangel betraff sinn. Dass dat heescht, Hëtzewellen, Iwwerschwemmungen, Stierm an esou weider. Dass dat heescht, Déieren- a Planzenaarten a Fro ze stellen, déi ausstierwe wäerten, grave Konsequenzen op d'Landwirtschaft, Verloscht u Biodiversitéit an iwwerhaapt d'Gefor virum Verloscht vun engem funktiounsfäegen Ökosystem.

Ech soen dat virun allem fir drop hinzeweisen, wien an deene leschte Méint a Joren am Beräich vum Klimaschutz sech zu Wuert gemellt huet. Effektiv sinn dat Wëssenschaftler a Wëssenschaftsakademië praktesch aus der ganzer Welt, Nobelpräisträger, Polar-, Klima- a Mieresfuerscher, d'IPCC, d'OECD, d'Kommissioun zu Bréissel, d'Weltbank, déi renomméierst Versécherungsgesellschaften, d'ONGen, an ech géif souguer bal soen d'blousst A, wa mer kucken, wéi d'Gletscheren amgaang sinn ze schmëlzen an d'Schnéikappen amgaang sinn ze verschwannen.

Ech mengen, dass mer an deem Débat, deen amgaangen ass och dobaussen, all Meenungen an deem Beräich sollte respektéieren, och déi, déi méi skeptesch sinn, heiansdo souguer insgesamt déi Fro vum Klimawandel net wëlle gesinn; dass mer keen Däiwel un d'Wand solle molen, awer dass mer als Politiker virun deem wëssenschaftleche Konsens, deen et an där Fro dierft ginn, d'Hänn net däerfen an de Schouss leeën. Dann, mengen ech, misst een eis spéider aspäre virun där Verantwortung, déi mer do geholl hätten.

Ech wëll och drun erënneren, dass nach gëschter de Bericht vun der Europäescher Kommissioun a vum Här Solana un de Conseil européen vun en Donneschdeg an e Freideg fir d'éischte Kéier am Zesummenhang mat der Äerderwärmung schwätzt vun engem Sécherheetsrisiko, deen domadder fir d'Welt an deenen nächste Jore verbonne wär.

Ech hu gesot, dat ass gläichzäiteg eng Chance fir iwwer eng nei Liewensqualitéit ze diskutéieren, Ressourcë méi schounend ze gesinn, net nëmmen am Beräich vun der Energie, mä och am Beräich vum Waasser, an doriwwer eraus och de Problem vun der Pollutioun vun der Loft méi eescht ze huelen.

Dat ass d'Chance, e Generatiounepakt hierzestellen tëschent eiser Generatioun haut an deenen, déi am meeschte vum Klimawandel wäerte betraff sinn.

Dat ass awer och d'Chance ze gesinn, dass no de Calculë vun der Kommissioun dee Paquet do 0,45% vum PIB bis d'Joer 2020 wäert kaschten, an dass de Sir Nicholas Stern a sengem Rapport zur Konklusioun komm ass, dass d'Inaktivitéit an deemselwechten Zäitraum tëschent 5 an 20% fir Reparaturkäschte vum PIB wäert kaschten.

Ech mengen also, dass d'Transitioun zu enger energieeffizienter Ekonomie de Schlëssel ass fir zukünfteg Wuesstums- an Entwécklungspotenzialer an dass d'OECD hei zu Recht am Zesummenhang mat de Chancen, fir de Klimawandel ze bekämpfen, vun enger „window of opportunities" schwätzt, an dass et kloer ass, dass et bei alle Léisungsvirschléi kee Coup de baguette magique gëtt, dass et keng Léisunge gëtt, wou ee seet: „il n'y a qu'à...", an dann ass alles an der Rei, mä dass een u ville Schrauwe muss dréinen, Innovatiounsdrock op allen Niveaue muss maachen, Energiespueren, Energieeffizienz, Verursaacherprinzip, Reguléierungen nom Prinzip vum Fuerderen a Förderen - an dat souwuel bei de Produzente wéi och bei de Konsumenten -, an um Niveau vum Ausbau vum Emissiounshandel, dem Ausbau vum öffentlechen Transport, energiespuerende Wunnengsbau, Sanéierung vu bestehende Gebaier an esou virun an esou fort.

Mir kënnen dee Wee do zu där „window of opportunities" goen. Mir ginn deen haut scho méi oder manner zögerlech, heiansdo méi oder manner engagéiert, mä no deene ville Kritiken, déi een an de leschte Wochen héieren huet, zum Beispill am Zesummenhang mat der ökologescher Gestaltung vun der Autosteier, de Resultater vum Autofestival, déi mer virdru schonn diskutéiert hunn, an och de Reaktioune vum Secteur, soe mir, dass deen Usaz bei deene meeschten dobausse scho verstane gëtt an dass et Ënnerstëtzung gëtt, fir op dee Wee do ze goen, sech d'Moyenen ze ginn, an op där anerer Säit fir déiselwecht Moyenen och erëm anzesetzen, fir Politiken an deem Beräich ze maachen.

82% vun de Lëtzebuerger hunn an engem Sondage viru kuerzem gesot, dass se sech am Ëmweltschutzberäich konkret Aktiounen erwaarden, net nëmme grouss Theorien a Rieden, mä och wierklech Aktiounen, fir ze kucken dat och ëmzesetzen.

D'Förderung bei den Autoen, d'Förderung bei den erneierbaren Energië sinn eng Chance fir nei Aarbechtsplazen, sinn eng Chance, fir nei Mäert opzemaachen. Ech mengen, dass d'Europäesch Unioun an hir eenzel Memberslänner déi Chance sollten notzen.

Konkret heescht et awer och, nohalteg Entwécklung wierklech virzeexerzéieren, andeem een an deem Beräich wéi a kengem aneren derfir ka suergen, dass engersäits ökologesch Equilibren erhale bleiwen, dass mer awer och en ekonomesche Wuesstum kënne behalen, och wann et da méi e qualitativen ass, wéi dat vläicht bis elo de Fall war.

Äntwerte musse mer awer och op déi Fro vum drëtte Pilier, deem vun der sozialer Kohesioun. An ech mengen, dass hei de Coût vun den Energiepräisser, déi an d'Luucht ginn aus diverse Grënn, fir déi sozial Schwaach eng Fro ass, déi mer méi thematiséiere mussen, dass mer zum Beispill eng Fro wéi den Heizkostenzuschuss vläicht musse weiderentwéckelen als en Zuschuss, dee generell fir Energiepräisser muss sinn. Jiddefalls déi Fro vum Rôle vum Stat a vun de Gemengen an där doter Fro bleift weider bestoen.

Zweet Bemierkung ass déi also: Jo, zum Paquet vun der Kommissioun, och wann Ännerungsbedarf a ville Froe bleift. Dee Paquet ass konform zu den EU-Beschlëss vum Mäerz 2007, déi vun der Regierung ënnerstëtzt gi sinn. En ass konform och, mengen ech, zu der Virreiderroll, déi d'Europäesch Unioun an där Fro wëllt huelen, nodeem Bali wierklech d'Chance opgemaach huet, fir zu engem multilateralen Accord ze kommen.

Ech wëll virun allem dräi positiv Punkten aus deem Paquet ervirsträichen. Dat ass d'Referenzjoer 2005, mat deem mer d'Compteure fir all Memberslänner erëm op null setzen, an net bei 1990 bleiwen. Och wa mer wëssen, dass bei eis - net bei anere Länner - 1990 an 2005 zwar an den Emissioune praktesch d'selwecht sinn, ass et trotzdeem e ganz anere Kuch, deen haut dosteet, wéi dee vun 1990.

1990 war den Tanktourismus 15%; haut ass e bal d'Halschent. Deemools war d'Industrie de ganz grousse Secteur; haut ass se deen - wéi gesot - net méi. Duerfir gëtt et, mengen ech, an där Fro vun deem positive Jugement vun engem neie Referenzjoer wéinstens ee klengen negative Punkt fir Lëtzebuerg, nämlech deen, dass jo Lëtzebuerg wéi all déi aner Memberslänner no der Héicht vu sengen ETS-Emissiounen am Joer 2005, also sengen Industrie- a Stroumemissiounen, Emissiounsrechter kritt. Hätte mer déi op 1990 kritt, dann hätte mer Emissiounsrechter als Land kritt, fir ze verkafen herno, an Héicht vu 7,6 Milliounen Tonnen. Elo, op 2005, kréie mer se just nach - wann een dat esou ka soen - op 2,6 Milliounen. Et ass also e klenge Bémol ze maachen an deem neie Referenzjoer, mä trotz allem menge mer, dass dat de richtege Wee ass.

Zweetens, wat begréissenswäert ass, ass d'Fro, dass den Industrie- an Energiesecteur net méi an nationalen Allocatioune gekuckt gëtt, mä dass en europäiséiert gëtt an enger europäescher Benchmark. Mir mengen, dass dat dee richtege Wee ass.

Drëttens, positiv ass ouni Zweifel och d'Ambitioun, fir bei den erneierbaren Energië wierklech weiderzekommen an domadder e groussen Innovatiouns- a Wuesstumsschub ze provozéieren, deen et erlaabt, an deem Secteur do och wierklech virunzekommen.

Et bleiwen eng ganz Rei vu Froen. Ech wëll der e puer skizzéieren. Am Beräich vun dem Energie- a Stroumsecteur, dem ETS-Secteur also, brauche mer virun allem Äntwerten, wat d'Fro vun der Auktionéierung vun den Emissiounsrechter ubelaangt.

Et gëtt e Konsens doriwwer, dass 100% sollen ersteigert gi vun den Emissiounsrechter am Secteur vun der Stroumproduktioun, do wou Delokaliséierungen net probabel sinn, well se schwéier ëmzesetze sinn.

Mä mir brauchen och Äntwerten, an d'Secteure vun der Industrie brauchen och Äntwerten dorobber, wéi d'Auktionéierung ausgesäit, wéi vill Prozent an a wat fir enger gradueller Entwécklung an a wat fir enge Secteuren déi an deenen nächste Joren iwwert d'Bühn soll goen. Duerfir ass dat eng Suerg, fir wierklech derfir ze suergen, dass d'Fro vun der Konkurrenzfäegkeet vun deene Secteure par rapport zu deene Länner, déi nach net mat am Boot sinn, geregelt gëtt. Dat ass eng wichteg Suerg, well et hei och ëm d'Fro vun Delokaliséierunge geet. Et ass also eng Fro vun Ofbau vun Aarbechtsplazen, déi mer eescht sollten huelen.

Déi zweet Fro, déi mer eis stellen, ass déi Fro vun der Transparenz bei de Berechnungsmodellen, ëm déi et geet.

Dir wësst, dass dee Modell virun allem och setzt op d'Fro vum PIB. Elo ass et esou, dass am Calcul vun der Kommissioun de PIB fir Lëtzebuerg mat 65.100 Euro op de Kapp gerechent ginn ass. Dat ass eng streitbar Basis, iwwert déi ee kéint diskutéieren, well mer wëssen, dass eleng duerch den Apport vun de Frontalieren natierlech e ganz héije Pro-Kapp-PIB vun de Résidenten hei ka gerechent ginn.

Sécherlech gesäit een och, dass d'Kommissioun iwwer Lëtzebuerg seet, dass de Käschtepunkt vum Paquet fir Lëtzebuerg bei 0,7% vum PIB géif leien. Allerdéngs ginn hir Berechnungen nëmme bis 0,7%, wat ganz komesch ass, well si berechne fir d'Belsch och 0,7%, déi awer vill méi e klengt Reduktiounszil hu wéi Lëtzebuerg, sou dass ech mengen, dass eise Coût héchstwahrscheinlech awer e gudde Strapp driwwer a jiddefalls bei 1% wäert leien.

Mä, et muss een op där anerer Säit awer och soen, dass bei deenen zwee anere Länner, déi och e Reduktiounszil vu minus 20% hunn, à savoir Irland an Dänemark, Irland e Pro-Kapp-PIB huet vun 39.300 an Dänemark ee vun 38.400, dat par rapport zu 65.000 bei Lëtzebuerg, sou dass ech woen ze soen, dass, souguer wann een d'Frontaliere géif erausrechnen, Lëtzebuerg nach ëmmer mat an der Géigend vu 40- bis 45.000 Euro op de Kapp géif un éischter Stell stoen.

Ech mengen also, dass déi Fro vum PIB eng ass, déi een aus där enger an aus där anerer Siicht kéint kucken.

Virun allem mengen ech awer, dass de Fokus generell am Paquet vun der Kommissioun fir Lëtzebuerg nämlech deen ass, dass si seet: Dir hutt déi finanziell Capacitéiten, fir méi ze maachen. Well se nämlech gläichzäiteg an hirem „impact assessment" kloermécht, dass mir objektiv déi Reduktiounszilpotenzialer net hunn, wéi anerer se hunn.

Wann een nämlech kuckt, dass d'Kommissioun seet, mir hätten e Potenzial vu minus 7% um Niveau vun den CO_2-Emissiounen, an op där anerer Säit rechent se fir d'Europäesch Unioun e Reduktiounspotenzial vun 21% am net CO_2-Beräich, dat heescht am Beräich vum Methan oder vun de Fertilisanten, deen awer zu Lëtzebuerg nëmme 5% vun eisen insgesamten Emissiounen ausmécht, da gëtt d'Kommissioun praktesch zou an hirem „impact assessment", dass mir déi Reduktiounspotenzialer net hunn an deem Mooss wéi déi Propositioune vu minus 20%, déi mer gemaach kréien.

Dat gesäit een och, wann een an der Prozedur oder an der Virgehensweis vun dem Scénario Coût-Efficacité feststellt, dass an der Gläichbehandlung vun deenen eenzelne Memberslänner vun engem PIB ausgaange gëtt vun 39.000 Euro op de Kapp, deen awer bei eis wéi gesot bei 65.000 Euro läit.

Sou dass ech, well et mer wichteg schéngt, nach eng Kéier widderhuelen, dass d'Kommissioun eis déi finanziell Capacitéiten zouerkennt - déi hu mer ouni Zweifel - an dass d'Kommissioun gradesou seet, dass mer d'Reduktiounspotenzialer objektiv net hunn. Mir hätte gär, dass d'Kommissioun bis zu Enn denkt an an der leschter Konsequenz eis dann och d'Moyenen an d'Flexibilitéit gëtt, fir mat deene finanzielle Capacitéite méi ze maachen - an dozou bekenne mer eis ausdrécklech - wéi dat, wat opgrond vun eisen objektive Reduktiounspotenzialer méiglech ass.

En drëtte Punkt, iwwert dee mer mussen diskutéieren, ass dee vun de Biocarburanten. Ouni an den Detail haut ze goen, ass d'Lëtzebuerger Regierung ganz skeptesch, fir net ze soen negativ par rapport zu deem Zil vun den 10%.

Mir hunn d'Tendenz eis unzeschléissen un déi Resultater vum Avis vum Conseil supérieur vum Développement durable, deen an nächster Zäit hei an der Chamber diskutéiert wäert ginn. Dee wäerte mer och an der Regierung diskutéieren, well mer mengen, dass et hei ze vill egoistesch wär, ze soen: Mir huelen déi 10%, well déi 10%, wa se dann ëmgesat sinn, bedeiten an engem Land, wat vu sengen Emissioune 50% um Niveau vum Sprit huet, automatesch, dass domadder 5% vun eisem Potenzial vun 11% realiséiert wären.

Sou egoistesch wëlle mir dat net kucken. Duerfir menge mer schonn, dass hei all déi Studien, déi virleien, och vun der Kommissioun - och déi britesch Regierung an anerer soen eis, dass déi all néfaste Effeten hunn op nei Monokulturen, op d'Nahrungskette, op d'Entwécklung vun de Präisser op deem Gebitt - ganz eescht musse geholl ginn, an dass mer hei vläicht musse ganz kräfteg op d'Brems drécken, ier mer an déi Richtung ginn.

Dat sinn dräi vun de wesentleche Punkten, déi mer an deenen nächste Wochen a Méint diskutéieren: déi nächst Deeg am Conseil européen an da méiglecherweis bis Enn des Joers oder vläicht souguer bis d'nächst Joer, bis mer da kënnen ofschléissen.

Den drëtte Punkt, deen ech gesot hunn: Eis Hausaufgaben hei zu Lëtzebuerg sti fir eis un éischter Stell. Am Eurobarometer - an deem Sondage -, deen ech eleng am Zesummenhang mat der Aschätzung vun der Politik vun de Lëtzebuerger an der Politik an der Groussregioun gekuckt hunn, soen 88% vun de Lëtzebuerger, dass se de Klimaschutz an d'Klimaschutzproblematik och gären an der Politik vun der Groussregioun dran hätten. Et gëtt hei eng grouss Attente, där mer musse gerecht ginn.

Ech hunn am Ufank scho gesot: Mir hu munches op de Wee bruecht. Ech hunn de Moien den Aktiounsplang vun der Regierung aus dem Mee 2006 nach eng Kéier ganz op de Métier geholl. An deem Aktiounsplang stounge 47 Moossnamen, déi och gréisstendeels de Konsens vun allen Acteure kritt haten. Vun deene 47 Moossname sinn der bis haut op den Dag 27 realiséiert, 16 sinn amgaang realiséiert ze ginn an nëmme véier dovunner si bis haut net ugepaakt ginn.

Duerfir wëll ech soen, dass ech, am Géigesaz zu deenen, déi eis dobaussen duergestallt hu wéi wa mir eng Regierung wären, déi géif schlofen, déi lescht Wochen a Méint éischter dobaussen héieren hunn, dass d'Leit mengen, mir - an ech am Besonneschen - wären hyperaktiv, wéi dass se menge mir géife schlofen. Dës Regierung schléift ganz a guer net! De Bilan vun deem Aktiounsplang weist ganz kloer, dass mir eis Hausaufgaben do gemaach hunn. Wann een och kuckt wat dat um Niveau vun der Reduktioun bedeit, um Niveau vun deem, wat een net am Territorialprinzip, mä am Konsumprinzip diskutéiert, da gesäit een dat ganz däitlech.

Wat sinn - esou musse mer jo an deenen nächste Wochen a Méint un d'Aufgab erugoen - éischtens eis Haaptpotenzialer?

Eisen éischten a gréisste Potenzial - 70% - ass den Transport, ass de Sprit. Vun deene 70% sinn 18% Résidencesprit. Ech mengen, dass mir eis um Niveau vun deene Mesuren, déi mer geholl hunn um Niveau vum nationale Fuerpark - sief dat bei der Autosteier, sief dat beim Kyoto-Cent, sief dat bei der Förderung vun de 750 Euro, sief dat och um Niveau vun deenen héijen Investitiounen, déi mer amgaange sinn ze realiséieren um Niveau vum öffentlechen Transport; an och de Projet de loi iwwert d'Gare périphérique vum Houwald si mer amgaang an deenen nächste Wochen ze finaliséieren -, am Mee an d'Lag versetzen, am Rumm vum GIE zesumme mat der Stad Lëtzebuerg den Accord virzeleeën iwwert den Tram hei an der Stad.

Déi Froen an dat, wat mer fäerdeg bruecht hunn an der Groussregioun, souwuel du côté vun der däitscher Regierung wéi der belscher Regierung, an och dat, wat mer am Beräich vu Frankräich maachen, wou mer den 1. Mee fir d'éischte Kéier komplementar zu deem, wat um Zuch scho geschitt, och nach eng éischt Buslinn maachen, fir vun Thionville aus der Regioun vun der Vallée de la Fensch och op Lëtzebuerg an op de Kierchbierg ze kommen; dat, wat mer dëst Joer geplangt hunn un Aktivitéiten um Niveau vun der Écoconduite weist, dass mer dat wierklech eescht huelen an och konkret ëmsetzen.

Déi zweet Fro am Rumm vum Transport natierlech ass a bleift den Tanktourismus, deen, wann den ETS-Secteur elo europäiséiert gëtt, 50% a souguer liicht méi vun all eisen Emissiounen ausmécht. Ech hunn et déi leschte Kéier schonn hei gesot: Dat nächst Land, wat esou eng Tanktourismusproblematik huet, ass Éisträich. Do läit den Undeel vum Tanktourismus bei 9%; bei eis bei 50%.

Och hei ass et ganz evident, dass ee gesäit, dass mer an där Politik - souwuel um Niveau vun der Steierharmoniséierung wéi och op deem vum Kyoto-Cent, deen den 1. Januar 2008 nach eng Kéier an d'Luucht gaangen ass op 2,5 Cent - vun 2005, 2006 an 2007 eng Stagnatioun - ech géif bal soen, endlech eng Stagnatioun - um Niveau vum Verkaf am Beräich vum Spritexport feststellen an dass mir hei, esou wéi mer et ëmmer gesot hunn, an enger éischter Phas e Stopp vun der Entwécklung an d'Luucht an duerno graduell iwwerluecht eng Entwécklung no ënne solle maachen.

Mir mussen och eng Reflexioun maachen, déi vu ville Kolleegen hei ëmmer erëm ervirgestrach ginn ass. Mir mussen och an der Affektatioun vun de Recetten aus dem Tanktourismus eng Iwwerleeung an deenen nächste Jore maachen. Mir mussen déi Suen zweckgebonnen u Politiken am Beräich vu Klimaschutz/Energiepolitik huelen, anstatt se ze huele fir d'Tilgung vun den Dépenses courantes. Et wär schonn ee grousse Paradigmewiessel, wann een dat an der nächster Zäit géif fäerdeg bréngen.

Nach eng Kéier: Déi Problematik vum Tanktourismus ass och wichteg, déi, wann ech dat och par rapport zu de Frënn vu Greenpeace gesinn, jo praktesch déi eenzeg Divergenz ass, déi mer hunn. Wéi gi mer mat där Problematik Tanktourismus ëm?

Déi eng soen, mir solle ganz drastesch, ganz massiv dee Potenzial notzen, fir zu eise Reduktiounsziler ze kommen, an déi aner soen - an dobausse sinn dat déi meescht -: Ob déi Emissioune vun deene Literen, déi do getankt ginn, nach iwwer Lëtzebuerg an d'Atmosphär ginn oder hanner Thionville oder hanner Arel, ass am Prinzip dem Planéit relativ egal. Tëschent deenen zwou Meenungen do muss et eng Méiglechkeet ginn, eng Strategie an dësem Land opzebauen, déi graduell un déi Fro erugeet a virun allem d'Fro vun der Affektatioun vun de Moyenë kuckt.

Ech hu mer de Moien nach eng Kéier ugekuckt, wéi sech opgrond vun den Aarbechte vum FiFo-Institut deen Tanktourismus - dee mir „Tanktourismus" nennen - zesummesetzt. Et gesäit een an deem, wat mir verkafen u Bensin an un Diesel, dass dat, wat Résident ass, wat also Binnennachfrage ass, 16% vun deem Ganzen ausmécht. D'Pendleren - d'Frontalieren, déi also heihinner schaffe kommen; an ech mengen, dass een do net vun Tourismus ka schwätzen - maache 15% aus vun deem, wat verkaaft gëtt. Dat, wat um Niveau vum Transit ass, also an engem Land, wat nun eemol geographesch esou läit, wéi et do läit, mécht 55% vun deem Verkaf aus.

Wat de FiFo-Institut - ech zitéieren deen also - och wierklech als Tanktourismus bezeechent, also Leit, déi voluntaristesch extra op Lëtzebuerg kommen, fir vun deem bëllege Präis ze profitéieren, mécht 14% aus vun deem, wat de Verkaf ass. Et ass also op deem Gebitt, wou mer musse kucken, wéi mir den Aspekt vum Tanken uginn, an och wëssen, dass, wa mer eng voluntaristesch Politik maachen, mer ëmmer tributaire wäerte bleiwe vun deem, wat u Steierharmoniséierung um europäesche Plang gemaach gëtt, a virun allem och tributaire bleiwe vun der onofhängeger Fiskalpolitik vun eisen dräi Nopeschlänner op deem Gebitt.

Ech erënneren nach eng Kéier drun, dass just dee Moment, wou mir hei de Kyoto-Cent agefouert hunn um Bensin an um Diesel, déi Däitsch hir TVA ëm 3% an d'Luucht gesat hunn. Dat heescht, do, wou mir den Differenzial méi kleng wollte maachen, ass en duerch eng eegestänneg däitsch Décisioun, déi mir net ze kommentéieren an ze kritiséieren hunn, am Prinzip erëm méi grouss ginn, esou dass et net esou evident ass, och hei ze soen: Et brauch een et nëmmen esou ze maachen an da kréie mir déi moderat Entwécklung no ënnen, déi mer gären hätten. Et ass also e bësse méi reng wéi dat.

Mä op där anerer Säit soen ech mer, dass dat, wat de Paquet fir Lëtzebuerg duerstellt an de Reduktiounsmoossnamen hei zu Lëtzebuerg, an op där anerer Säit och an deem, wat mer un Emissiounsrechter mussen akafe goen, de gerechten, de legitime Präis ass zu deem, wat Lëtzebuerg als säi Bäitrag gëtt, wat mir an deenen nächste Joren hei musse maachen.

Déi Recettë vum Tanktourismus sinn eben net méi brutto/netto, si sinn an Zukunft just nach netto ze kucken. Ech fannen, dass dat e gerechte Präis ass zu deem, wat den Apport vun engem Land, wat dach awer déi finanziell Capacitéiten huet, och an Zukunft kann ausmaachen.

Eisen zweete grousse Potenzial ass an 10% Héicht dee vun den Haiser, vun de Gebaier. Hei hu mir déi néi Wärmeschutzverueerdnung gemaach. Hei hu mir den 1. Januar nei Förderreglementer op den Dësch geluecht, wou mer e Konsens hunn, dass se wierklech gutt sinn an dass se och zu Ziler kënne féieren. Hei hu mir eis am Bauteministère an am Klimaschutzfong substanziell - awer wierklech substanziell - Moyenë bis zu 380 Milliounen Euro ginn, fir wierklech och op dem Niveau vun der Sanéierung vun öffentleche Gebaier weiderzekommen.

Den drëtte Potenzial ass an Héicht vu 5% d'Landwirtschaft, wou ech net weess, wéi grouss d'Potenzialer sinn. Mir kéinten all zu Vegetarier ginn a manner Fleesch konsuméieren, da géif dat sécherlech derzou bäidroen. Mä ech weess net, ob mer hei déi Potenzialer hunn, déi esou grouss sinn, dass mer grouss Schrëtt kéinte maachen.

Ech géif also déi Moossnamen do och ureien un dat, wat ech virdru gesot hunn um Niveau vum Energieberodungskonzept, wat mer am Abrëll wäerte virstellen a wat mer amgaang sinn ëmzesetzen; den „Oeko-Topten", dee mer mam Mouvement écologique a mam Ökofong gemaach hunn, fir d'Informatioun vun de Leit ze verbesseren. Mir mussen och um Niveau vum grénge Stroum dach awer soen, dass déi Décisioun, fir d'Eisebunn an d'öffentlech Gebaier vun der Regierung op grénge Stroum ze setzen, wierklech e markante Fait ass an deem, wat mer do kënne maachen.

Mir hunn am Laf vun deenen nächste Méint och geplangt mat Greenpeace zesummen a mat aneren un esou Campagnen ze schaffen an eis Ënnerstëtzung fir déi ze ginn, fir do weiderzekommen, well och um Niveau vum Spueren d'Spuercampagnen an aner Campagnen enorm wichteg sinn, fir d'Gewunnechten, fir d'Espritë bei de Leit kënnen ze verbesseren. Ech wëll zum Schluss och den zweeten Allocatiounsplang nennen, dee mer gemaach hunn, deen och d'Industrie méi ënner Drock setzt, wéi dat jee virdrun de Fall war.

Ech wëll zum leschten a véierte Punkt kommen. Dee Punkt, deen ech scho virdrun an deem Fokus tëschent de finanzielle Capacitéite vu Lëtzebuerg op där enger Säit a senge Reduktiounspotenzialer op där anerer Säit genannt hunn, an deem, wat am Workshop, dee mer virun zwou Wochen organiséiert hu mat allen Acteuren, iwwert de Paquet ganz däitlech ginn ass, och an deem, wat de Professer Ewringmann, de Beroder vun der Regierung op deem Gebitt, gesot huet.

Ech wëll et an engem Saz ganz kloer soen: Lëtzebuerg ass bereet, fir iwwer seng reell Potenzialer, souwuel bei den CO_2-Emissioune wéi bei den erneierbaren Energien, méi ze maachen, wéi déi reell, objektiv Potenzialer. Mä ech géif der Kommissioun wierklech vun hei aus soen: Mä de grâce gitt eis d'Moyenen, gitt eis déi néideg Flexibilitéit, fir doriwwer erauszegoen!

Ech wëll net soen, dass et esou wéi an dëser Period 2008/2012 ass, wou mer integral 100% vun eise Reduktiounsziler kënnen akafe goen. Ech mengen net, dass een an enger zweeter Period esou eng illimitéiert Basis nees kann duerstellen. Ech kéint mer et an enger Basis „fifty-fifty" tëschent natio-

nale Reduktiounen an op där anerer Säit méi Bedeelegung u flexibele Mechanisme ganz gutt virstellen. Mä déi 3%, déi elo virleien, wat a Wierklechkeet 300.000 Tonne si par rapport zu bal 4 Milliounen Tonnen, déi mer haut kënnen akafe goen, sinn - also vu bal 100% op 3% - e Wee, deen net verstänneg ass.

En ass och, wann een en nocalculéiert, net richteg. D'Kommissioun gëtt net midd ze soen: Dat ass een Drëttel vun Äre Reduktiounsziler. Dat ass richteg am europäeschen Duerchschnëtt vu minus 10%. Mä Lëtzebuerg huet minus 20%. An do ass 3% net een Drëttel, mä dat ass iwwer ee Sechstel. Duerfir ass et schonn emol einfach och vun der mathematescher Formule net richteg. Mir mengen, dass een duerfir eng Diskussioun muss féieren, fir iwwert dee Wee do nach an deenen nächste Wochen a Méint ze diskutéieren.

(M. Jean Huss prend la Présidence)

Iwwregens hu mer an deene leschte Stonnen haart diskutéiert iwwert d'Konklusioune vum Conseil européen. An deene Konklusioune vum Conseil européen, déi natierlech nach en Donneschdeg an e Freideg vun de Stats- a Regierungschefe mussen ugeholl ginn, steet ganz kloer elo dee Saz, dass d'Kommissioun soll Rechnung droe souwuel dem Point de départ vun deenen eenzelne Länner, mä och - ech zitéieren - de „Particularitéiten" an de „Potenziellen" vun deenen eenzelne Memberslänner. Si muss kucken, fir hir definitiv Zilsetzunge kloerzemaachen.

Ech wëll och hei soen, dass nach wie vor Flexibel-Mechanismen-Projete realiséiert ginn an anere Länner; a Rumänien oder an Chile oder an El Salvador oder a Russland oder an Indien oder a China. Et ass nach wie vor konform zu de Regelen an zum Esprit vum Kyoto-Protokoll, dass déi Reduktiounsziler, déi mer do kënnen erreechen, och fir de Klimawandel richteg sinn.

Ech loosse mer net arieden, dass ech e schlecht Gewësse muss hunn, wann ech iwwert dee Wee do Reduktiounsziler erreechen, well dat net richteg ass. Wann een zu Bali war, wann een zu Buenos Aires war an op all deene Plazen, da weess een, dass déi Länner do vun deene flexibele Mechanisme wëlle profitéieren, net nëmmen a Form vu Reduktiounen, déi se kënne maachen, mä och a Form vun Technologietransferten, déi fir déi Länner do vun enger grousser Wichtegkeet sinn.

Ech sinn och net der Meenung, dass et richteg ass, dass mer hei e bëssen Affer gi mat deenen 3% vun der Verhandlungsstrategie vun der Europäescher Kommissioun, fir zu Poznań an zu Kopenhagen par le biais vun der Drohung vun den 3% déi Länner do ënner Drock ze setzen, fir zu engem multilateralen Accord ze kommen. Och dat wär net de richtege Wee, deen ee soll goen.

Schlussendlech gëtt et och um Niveau vun den erneierbaren Energien déiselwecht Problematik. Mir hunn oft genuch gesot, dass d'Europäesch Kommissioun an deene leschte Joren eng Politik am Energieberäich gemaach huet vu Liberaliséieren, vun Öffnung vun de Mäert, vun Öffnung vun de Grenzen, vun Ofschafe vun de Barrièren, vun den Hindernisser, vun de Schranken, déi et do gëtt. An elo am Beräich vun den erneierbaren Energië gi mer just an déi aner Richtung: Mir maachen iwwerall Hürden, Schranken, Barrièren, en neie Protektionismus.

Och hei soe mer: Loosst eis ënner kloeren, objektiven, transparente Kritären déi Méiglechkeet ginn, fir vu Certificats d'origine kënnen ze profitéieren no de Regele vum Marché intérieur innerhalb vun der Europäescher Unioun. Well mir gesi ganz kloer, dass mer haut Tanktourismus inclus 2% erneierbar Energien a Wierklechkeet hunn, dass mer e Potenzial - wéi ausgerechent an der Studië, déi mer virgeluecht hunn - vu 4,5% Tanktourismus inclus hunn an déi Zilsetzung vun 11% erreechen, wa mer déi Moyenen do kréien, déi mer brauchen, fir natierlech un éischter Stell hei zu Lëtzebuerg weider an deene Politiken ze fueren, mä op där anerer Säit déi Méiglechkeete kréien, fir dat och innerhalb vun der Europäescher Unioun kënnen ze maachen.

Ech wëll also résuméieren, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mer Jo soen zu deem Paquet an dat och an deenen nächste Wochen a Méint wäerten ënnerstëtzen, mä dass mer op déi zwou Particularitéiten objektiv wëllen agoen an eis d'Méiglechkeete ginn an dass mer als Regierung bereet sinn, an deene finanziellen an ekonomesche Capacitéiten, déi mer hunn, fir iwwert déi objektiv a reell Potenzialer erauszegoen, fir an deenen nächste Jore matzehëllefen, dass mer déi Zilsetzungen erreechen, déi mer eis am Conseil européen ginn hunn. Mir sinn décidéiert an der Regierung, an zwar all déi Ministeren, déi dovunner betraff sinn de près et de loin, de Wee op déi Aart a Weis konsequent weiderzegoen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Wuert huet elo den honorabelen Här Roger Negri als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat 108,21 Dollar huet gëschter de Barrel en neie Präisrekord erreecht. Esou deier huet e Faass vun 159 Liter Pëtrol bis elo nach ni kascht. Schonn eleng déi ëmmer méi héich Pëtrolspräisser mussen eis alleguer interpelléieren, fir an der Klima- an Energiepolitik Neel mat Käpp ze maachen.

D'LSAP huet dës Debatt zum Thema Klimaschutz ugefrot, well mir, um internationalen Niveau gekuckt, an enger, wéi de Minister elo gesot huet, décisiver Phas ukomm sinn; dat schonn dës Woch, den 13. an de 14. Mäerz, mam Sommet vun den europäesche Stats- a Regierungschefen zu Bréissel. Eng décisiv Phas, net nëmme fir de globale Klimaschutz, mä och doriwwer eraus fir eist Land am Allgemengen.

Viru bal engem Joer haten eis Stats- a Regierungschefen aus der EU um Sommet zu Bréissel festgehalen, dass d'Europäesch Unioun et bis zum Joer 2020 misst fäerdeg bréngen, hir CO_2-Emissiounen ëm 20% ze senken an den Undeel vun erneierbaren Energien an Energiemix op 20% unzehiewen. De Conseil huet sech bereet erkläert, am selwechten Zäitraum d'CO_2-Emissioune souguer ëm 30% ze senken, wann déi aner Industrienatiounen d'accord wieren, fir matzezéien. Des Weidere sollt d'Energieeffizienz ëm 20% gesteigert ginn.

Den 23. Januar vun dësem Joer huet d'EU-Kommissioun e ganze Package vu Mesurë virgeluecht, wéi dës nei Obligatiounen an de Joren no der Kyoto-Period, also ab 2013, sollen ëmgesat ginn. Bis Enn 2009 solle sech d'EU-Memberstaten zu Kopenhagen dann hoffentlech definitiv op d'Modalitéite vun dësem Package eenegen. Domat hätt d'EU dann och par rapport zu deenen aneren internationale Partner eng ganz zolidd Verhandlungsgrondlag, well am Klimaschutz bekanntlech wéineg erreecht gëtt, wann net all aner Industrienatiounen an déi sougenannten „pays émergents" wéi China an Indien sech mat engagéieren. Par rapport zu de Verflichtungen, déi all Memberstat am Moment am Kader vum Kyoto-Protokoll erfëlle muss, gesäit d'Propos vun der EU-Kommissioun eng ganz Rei Ännerunge vir.

Här President, ier ech dozou kommen, wëll ech e puer Remarquen am Allgemengen iwwert de Klimaschutz maachen. D'Wëssenschaftler diskutéieren zënter Joren iwwert de Klimawandel. D'Meenungen doriwwer ginn auserneen. Wat dat konkret fir d'Zukunft bedeit a wien derfir verantwortlech ass, ass net evident. Mä de Fakt, dass d'Klima sech schnell verännert an dass dat fir grouss Deeler vun der Mënschheet enorm Problemer mat sech bréngt, ass haut net méi ëmstridden.

Et ass vläicht net ganz sécher, a wat fir engem Mooss d'Industrialiséierung an domat de Mënsch responsabel ass fir dëse Klimawandel. Et gëtt awer haut kaum nach een, deen dovun ausgeet, dass d'Entwécklung vun der moderner Gesellschaft net zumindest e seriöe Bäitrag zum Klimawandel geleescht huet.

Onofhängeg vun der Fro, ob de véierten IPCC-Bericht vun de Vereenegten Natioune vum 17. November 2007 éischter ze optimistesch oder ze vill alarmistesch ass, gëtt et keen Zweifel dorun, dass mir eis weltwäit mussen asetzen, fir de Klimawandel esou wäit wéi méiglech ofzeschwächen.

D'EU-Strategien an dësem Beräich baséieren um Objektiv, fir déi duerchschnëttlech Erwäermung vun der Äerd op zwee Grad Celsius ze limitéieren. Dat heescht, dass mir d'Emissioune vun Zäre-Gasen, virun allem vum CO_2 reduzéiere mussen.

Dobäi musse mir eis bewosst sinn, dass den CO_2-Ausstouss enk verbonnen ass mam Wirtschaftswuesstum a mam Wuelstand an eiser Gesellschaft. Wa mer vun der Reduktioun vum CO_2-Ausstouss schwätzen, da schwätze mer automatesch iwwer eise Liewensstil, iwwer eng Konsumgesellschaft, déi op e konstante Wirtschaftswuesstum ugewisen ass, an iwwert d'Fro, ob a wéi mer eisen héije Liewensstandard hale kënnen. Dobäi geet et net nëmmen dorëm, op deen een oder deen anere Luxus ze verzichten oder sech méi e spuersamen Auto ze kafen. Klimaschutzmesuren hunn e seriöen Impakt op d'Ekonomie a kënnen domat, wa se schlecht duerchduecht sinn, eise ganze Sozialsystem a Fro stellen. Wa mir eis allerdéngs net konsequent genuch asetzen, riskéiere mir, dass de Schued, deen entsteet duerch déi ëmmer méi geheeften Iwwerschwemmungen, Drécheperioden, Stierm, verännert Ökosystemer an esou weider, bäi Wäitem méi deier gëtt, wéi all fräiwëlleg Sacrificen, déi mer besser elo bereet solle sinn, ze maachen.

Ofgesinn dovunner, dass mer déi eng oder aner Gewunnecht mussen änneren, musse mer d'Relatioun tëschent dem Wirtschaftswuesstum an dem Ausstouss vu klimaschiedleche Gase genau analyséieren. Well Klimaschutzmoossname mussen net noutgedrongen en negativen Impakt op d'Ekonomie hunn.

D'Ekonomie muss sech allerdéngs ëmmer méi staark der Tatsaach upassen, dass natierlech Ressourcë just begrenzt zur Verfügung stinn an dass Ëmweltschied och hire Präis hunn, wéi déi héich Pëtrolspräisser dat an aller Däitlechkeet jo weisen.

Déi Acteuren, déi dat am schnellsten erkennen an am flexibelste reagéieren, wäerte spéider déi sinn, déi de Konkurrenzkampf gewannen. An enger Iwwergangsphas wäerten déi néideg Efforten awer och mat seriöen Investitioune verbonne sinn. An am Alldag vun de Leit wäerten d'Ëmweltkäschten an Zukunft eng wichteg Roll spillen.

Hei ass et un der Politik, d'Mesuren esou ze gestalten, dass eng méiglech grouss Akzeptanz kann erreecht ginn, dass Ëmweltschutz also net eng Fro vun Ideologie ass, mä eng Fro vum Erhale vun eise Liewensgrondlagen.

Hei musse mer en Equiliber fannen tëschent engersäits de Klimawandel eescht huelen an deementspriechend handelen, an anerersäits net dauernd Katastrophenzeenarien duerstellen a mat der Angscht vun de Leit spillen. Dat Lescht wëlle mir als LSAP ganz sécher net.

Duerfir musse mer Effortë maachen, fir de Klimawandel ze bremsen, mä zugläich och Rücksicht op aner elementar Interessen an der Gesellschaft huelen. Mir brauchen e Konsens doriwwer, wéi mer an Zukunft eis Prioritéite setzen, a mir brauchen eng Strategie, fir déi Erausfuerderungen ze packen, déi op eis duerkommen.

Mir hunn en duebelen Interesse, schnell a gutt iwwerluecht ze handelen. Am Kader vum Klimaschutz hu mir eng Rei vun Obligatiounen ze erfëllen, mä doriwwer eraus ass den CO_2-Ausstouss zum Deel gekoppelt un de Verbrauch vu fossiler Energie.

Mir wëssen all, dass dës Energiequellen net onendlech sinn an dass mer e groussen Intérêt hunn, eis Ofhängegkeet an dësem Beräich ze reduzéieren. Dës Tatsaache solle mer ëmmer am Hannerkapp hunn, wa mir iwwert de Kyoto-Protokoll an iwwer eis international Verflichtunge schwätzen, déi mer och no 2012 wäerten erfëlle mussen.

Am Moment gi grouss Debatten doriwwer gefouert, wéi eng Oplagen d'Memberstate vun der Europäescher Unioun no 2012 erfëlle mussen. D'Resultat vun där Diskussioun ass fir eist klengt Land vun existenzieller Bedeitung. Mir brauchen eis keng Illusioun doriwwer ze maachen, dass mir als Lëtzebuerger bestëmmen, wéi de Kompromëss um Enn ausgesäit, mä mir mussen alles drusetzen, fir dass e gewëssene Spillraum fir eis nach bleift.

Spillraum bedeit an deem Fall net, dass et näischt fir de Klimaschutz ze maache gëllt an dass mer dat och net wëllen. Mir mussen dat. Wat mer brauchen, ass Flexibilitéit, fir dass déi Suen, déi mer investéieren, tatsächlech dem Klimaschutz zeguttkommen an net nëmmen einfach verpolvert ginn, fir sech rigiden internationalen Normen unzepassen.

Zu Lëtzebuerg léisst dat sech konkret ganz gutt ënnermaueren. Déi grouss Ziler, deene sech d'EU wëllt verflichten, ënnerstëtzt Lëtzebuerg voll a ganz, an dat soll och an Zukunft esou bleiwen.

Jee nodeem awer wéi staark d'Méiglechkeeten, fir national Ziler ëmzesetzen, ageschränkt ginn, kann et fir Lëtzebuerg enorm schwéier ginn, dës Ziler ze erreechen.

Här President, de Kyoto-Protokoll, wéi mer e vu Bréissel verrechent kréien, musse mer awer emol kritesch hannerfroen, fir virun allem besser op déi nei Post-Kyoto-Reglementéierung ab 2013 am Virfeld reagéieren ze kënnen.

Bei Kyoto kréie mir engersäits eis Stroumimporter net ugerechent, an awer anerersäits eis Bensin- an Dieselexporter voll ugerechent. Dëst entsprécht deemno souwuel fir dat Éischt an och dat Zweet net de reelle CO_2-Emissiounen hei am Land selwer.

Wa mer, an dat fanne mer am Dokument vum zweeten nationalen Allocatiounsplang, emol ënnersichen, wat d'Urechne vum Import vu Stroum an d'Ofrechne vum Tanktourismus ausmécht, da komme mer zu engem erstaunleche Resultat. Zielt een 1990 de Stroumimport vun 3,68 Milliounen Tonnen CO_2 derbäi, an zielt een den Tanktourismus vun 1,85 Milliounen CO_2 of, da komme mer op e Gesamtwäert vu 14,45 anstatt déi ugerechent 12,68 Milliounen Tonnen CO_2. Fir 2004 - och erëm nom Allocatiounsplang - wären 2,63 Milliounen Tonnen CO_2 fir Stroumimporter derbäikomm a 5,17 fir den Tanktourismus ewechkomm, esou dass d'Gesamtbilanz fir 2004 vun 12,77 op 10,24 Milliounen Tonnen CO_2 zréckgeet.

Vergläicht een elo déi inlandsberengegt Gesamt-CO_2-Bilanz, da komme mir vum Joer 1990 mat 14,45 op 10,24 Milliounen Tonnen CO_2 am Joer 2004. Dat si ronn 30% manner CO_2-Emissiounen; dann hätte mer eist Zil erreecht. Mä dat zielt awer zu Bréissel no Kyoto net.

Aus där Zuelespillerei solle mer awer als Konklusioun zéien, dass mer an Zukunft net méi alles wéi et vu Bréissel kënnt als Dogma unhuelen an eis mat Zäit géint Obligatioune wieren, déi mer net kënnen anhalen. Wéi solle mer dann op 20% erneierbar Energien hei am Land kommen?

De Moment leie mer bei ronn 3%. Eng Potenzialetüd - wéi de Minister gesot huet - vum Mäerz 2007 huet maximal ronn 8% estiméiert, déi mer hei am Land erreeche kënnen. Mir leien nun emol net um Mier, wou mer grouss Wandkraaftwierker kéinten asetzen. Duerfir musse mer d'Méiglechkeete kréien, an aneren EU-Memberstaten an effizient Anlage kënne mat ze investéieren an dat no engem kloere Mechanismus och ugerechent kréien.

De Biofuel: Déi sougenannten Agrokraaftstoffer sollen zu 10% bis 2020 an den Autoen agesat ginn. Hei ass den Impakt op d'Landwirtschaft an de Problem vun der Welternährung nach guer net richteg ofzegesinn. Et ass ze fäerten, dass d'Liewensmëttel hei an eise Länner nach vill méi deier ginn an dass an deenen aarme Länner - an deene wierklech aarme Länner - duerch Raubbau un den Agrarprodukter wéi Mais an Zockerrouer den Honger an der Welt nach vill méi héich gëtt. Dat ass op kee Fall ze akzeptéieren!

Hei muss Bréissel méi op déi spezifesch Particularitéite vun de reelle Méiglechkeete vun de Länner agoen. Dat gëllt och fir déi onmoosseg 20% CO_2-Reduktioune bis 2020, nëmme well eise BIP duerch d'Frontalieren héichgedriwwen ass. Mir sinn hei zu Lëtzebuerg gär bereet, e groussen Effort fir de Klimaschutz ze maachen, mä da musse mer awer och d'Moyenen dozou erlaabt kréien. Duerfir ziele mir op d'Asiicht vu Bréissel, ier 2009 zu Kopenhagen den Energiepackage bis 2020 geschnürt gëtt. Op déi Asiicht ziele mer och schonn dës Woch um Sommet vun den europäesche Stats- a Regierungschefen zu Bréissel.

Här President, wat bedeit d'Propos, déi d'EU-Kommissioun Enn Januar 2008 virgeluecht huet, fir Lëtzebuerg? Bis 2020 sollen d'CO_2-Emissiounen ëm 20% par rapport zum Referenzjoer 2005 gesenkt ginn. Wéi staark déi eenzel Memberstaten hir CO_2-Emissiounen drossele mussen, soll ënner anerem vun der Héicht vum BIP ofhänken. Fir Lëtzebuerg ass dëse Kritär ongënschteg, well d'Frontalieren an engem ganz wesentleche Mooss zur Héicht vun eisem BIP bäidroen an eng Pro-Kapp-Berechnung der Realitéit net gerecht gëtt.

D'Iddi ass awer hei, dass déi räich Länner sech méi staark mussen engagéieren, wéi déi aarm. Mat deem Prinzip si mir hei zu Lëtzebuerg och averstanen. Et misst een dat da just u Kritäre festmaachen, déi net esou staark duerch national Particularitéite verzerrt sinn.

Ech wëll drun erënneren, dass Lëtzebuerg sech 1997 am Kader vum Kyoto-Protokoll verflicht hat, bis zum Joer 2012 seng CO_2-Emissiounen am Verglach zu 1990 ëm 28% ze reduzéieren. Am Débat d'actualité vum 22. Oktober 1997 hei an der Chamber goung nach Rieds vun engem Reduktiounsziil vun 30%, dat och esou ugeholl ginn ass!

Dat neit Referenzjoer 2005 géif bedeiten, dass mir eng nei Chance kriten, eise Verflichtungen nozekommen, ouni dass eis Effortë vu vireran doduerch hypothekéiert wieren, dass mer bis elo eis Ziler um nationalen Niveau net erreecht hunn a staark hu missen op flexibel Mechanismen zréckgräifen.

Nei par rapport zum Kyoto-Protokoll an zur Kyoto-Period ass dergéint elo, dass de Gebrauch vun de flexibele Mechanismen - wéi de Minister gesot huet - op maximal 3% ageschränkt soll ginn. Ënnert deenen aktuelle Bedéngunge wier dat quasi onméiglech.

Wat d'erneierbar Energie ugeet, esou soll Lëtzebuerg bis 2020 en Undeel vun 11% erneierbar Energien a sengem Energiemix erreechen. Och dat iwwerschreit eist Potenzial, wa mir net sollten d'Méiglechkeet kréien, am Ausland an d'Produktioun vun erneierbaren Energien ze investéieren an eis dat no engem kloer definéierte Mechanismus kënnen urechnen ze loossen.

Positiv ze bewäerten ass dergéint, dass den Emissiounshandel, dee verschidden energieintensiv Industriesecteure betrëfft, reforméiert soll ginn an dass d'Reduktiounsziler an d'Zoudeelung vun Emissiounsrechter un déi betraffe Betriber an Zukunft soll um europäeschen Niveau geregelt ginn. Esou e System schéngt eis méi fair wéi deen aktuellen. Mir ginn och dovun aus, dass d'Lëtzebuerger Entreprisen, déi an deene leschte Jore vill Effortë gemaach hunn, fir d'Energieeffizienz ze verbesseren, och doduerch vill méi kompetitiv wäerte sinn, wéi hir europäesch Konkurrenten. Mir begréissen et och, dass den Drock op d'Industrie, fir innovativ ze sinn, wann et ëm d'Energiespuere geet, no an no op méi Secteuren ausgedehnt gëtt.

Wéi komplizéiert awer déi Problematik ass, weist dat Beispill vun der Twinerg, vun engem GuD - Gas- und Dampfturbinenkraftwerk -, wat mer zu Esch gebaut hunn. Bei Kyoto war d'Industrie dran; elo, also no 2012, net méi. D'Politik ass vun den Ëmweltschutzorganisatiounen allgemeng, an haaptsächlech vun enger ganz staark kritiséiert ginn, d'Twinerg wär ze grouss, well se ronn eng Millioun Tonnen CO_2-Emissioune fräisetzt.

Elo an där neier Konstellatioun, déi Bréissel proposéiert, fält den Industriesecteur an domat och d'Twinerg aus der nationaler Lëscht eraus. Do musse mer feststellen, dass d'Twinerg ee vun deene modernsten an ëmweltfrëndlechste Stroum- an Heizkraaftwierker wäit a breet iwwer eis Grenzen eraus ass.

Et ass och dat mat e Grond firwat mer déi Bréisseler Décisiounen an Zukunft vill méi kritesch vun Ufank un hannerfroen a wéi hei, wann néideg, och contestéiere mussen. Angscht maache kann engem an där ganzer Debatt d'Tatsaach, dass et enorm schwéier ass, tëschent esou ville Länner en akzeptabele Kompromëss ze fannen. Do ass de Risiko grouss, dass am Eenzelfall net vill Rücksicht kann op déi praktesch Situatioun um Terrain geholl ginn.

Fir Lëtzebuerg kann dat schrecklech deier ginn, ouni dass mir dem Zil vum Klimaschutz domadder méi no kéimen. Hei muss vun der EU ganz ferm drop gedrängt ginn, fir déi grouss aner Länner mat an d'Klimaboot ze kréien, well soss Lëtzebuerg, an Europa am Allgemengen, sech massiv der Gefor vun der Delokaliséierung aussetzt.

Allgemeng muss gesot ginn, dass, wann an Zukunft déi aner grouss Länner wéi d'USA, Australien, China an Indien net matzéien an deenen nächsten neie Protokollen, déi no 2013 kommen, Europa ni eleng déi Limitatioun op zwee Grad méi Opwäermung vun der Äerdatmosphär kann erreechen. Also Europa eleng kann dat net, wann déi aner grouss Länner net matzéien!

Une voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Do solle mer als EU zwar eis Virreiderroll voll spillen, mä awer och oppassen, dass déi aner eis net eleng loossen. Hei dierfe mer net naiv sinn. Do muss knallhaart verhandelt ginn, well an Zäite vun der Globaliséierung kënnen esou fromm Strategien dann awer och knallhaart an d'A goen. Hei sinn eis europäesch Statsa Regierungschefe gefuerdert.

Här President, mir musse mat rouegem Kapp un d'Klimaproblemer erugoen an et ass kloer, dass mir musse weider Efforten op deem Gebitt maachen. Ech wëll emol eng Partie vun Zuelen hei ernimmen, fir de Klimaproblem hei zu Lëtzebuerg objektiv duerzestellen. Dobäi baséieren ech mech op den nationalen Allocatiounsplang fir d'Period vun 2008 bis 2012 vum 18. Juli 2006.

Ech huele ganz bewosst dëst Dokument, well dëst Dokument dat ass, wat eis an der Kyoto-Phas bis 2012 bënnt an och esou vu Bréissel akzeptéiert ginn ass. De Kyoto-Protokoll, dee sech op d'Referenzjoer 1990 bezitt, hat fir Lëtzebuerg 28% CO_2-Reduktioune gefuerdert. Am neie Protokoll vun 2009, deen zu Kopenhagen ënnerschriwwe soll ginn, soll sech op d'Referenzjoer 2005 bezu ginn. Un 2005 gi mir also elo an allen Hisiichte gemooss, wat mer bis 2020 erreeche mussen. Duerfir wëll ech dann elo kucken, wéi d'Situatioun sech vun 1990 op 2005 verännert huet.

1990 waren eis CO_2-Emissiounen 12,68 Milliounen Tonnen CO_2. 2005 hate mer 13,08 Milliounen Tonnen CO_2-Emissiounen. Dat sinn 0,4 Milliounen Tonne méi CO_2 respektiv 3,15% méi CO_2. Mir hunn also déi 28% Reduktioun net erreecht.

Gutt. Dat ass e Constat. Do gëtt et keen „Wenn und Aber".

Et ass trotzdeem awer interessant ze kucken, wéi sech déi verschidden Energiesecteuren an Zuelen entwéckelt hunn. Am Industrieberäich si mer 1990 vu 7,2 Milliounen op 2,5 Milliounen am Joer 2005 erofgaangen. Dat si 65%. Dëst ass virun allem duerch d'Ëmstellen op d'Filière électrique an der Stolindustrie zréckzeféieren, mä awer och op vill Efforten, déi eis aner Industriebetriber an deene 15 Joer vun 1990 bis 2005 gemaach hunn.

D'Industrie huet am Klimaschutz also hir Hausaufgab gemaach. Dozou soll ee se emol félicitéieren, well se domat och d'Weiche gestallt huet, fir am internationale Kontext kompetitiv ze bleiwen an domat zur Ofsécherung vun industriellen Aarbechtsplazen, déi mer hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer brauchen, e grousse Bäitrag geleescht huet!

Dësen Effort vun der Industrie ass besonnesch wichteg gewiescht, well an der Post-Kyoto-Phas ab 2013 den Industrieberäich, wéi gewosst, aus der nationaler Statistik erausgeholl gëtt an d'Industriesecteure sech um EU-Niveau ënnerenee moosse mussen.

Am Transportsecteur, wa mer den Inland- an den Auslandsecteur, dat heescht den Tanktourismus emol separat kucken, da gesi mer, hei zu Lëtzebuerg selwer hunn d'CO_2-Emissioune vun 0,74 Milliounen am Joer 1990 op 1,7 Milliounen Tonnen CO_2 bis 2005 zougeholl. Dat sinn 130% Zouwuess. Wat mer am Ausland also als Tanktourismus ugerechent kréien, si mer ab 1990 vun 1,85 op 5,41 Milliounen Tonnen CO_2 bis 2005 gewuess. Dat sinn 192% Zouwuess.

Här President, am Transportsecteur läit also eisen Haaptproblem. Engersäits musse mir hei zu Lëtzebuerg grouss Effortë maachen am öffentlechen Transport, fir op deen ugestrieften „modal split" vu 25 zu 75 ze kommen; dat heescht wou da 25% vun de Leit mam öffentlechen Transport fueren. Dësen Taux läit elo bei ronn 14%.

Eis Populatioun zu Lëtzebuerg - nëmmen als Hiweis - ass vun 1990 vun 385.000 op 460.000 bis haut geklommen. D'Zuel vun eise Frontalieren ass vun 1990 vu 35.000 op 170.000, wéi haut am „Tageblatt" steet, geklommen.

Aus deem Grond musse mir fir no 2012 bis 2020 an doriwwer eraus an der Transportproblematik an deenen nächste Joren, nodeems dass déi grouss Projeten, un deene mer jo amgaang sinn ze plangen an ze schaffen, realiséiert ginn, an deene Joren duerno also musse mer eis iwwerleeën, wéi mer déi grouss Fluxë vum Autosverkéier verstäerkt op den öffentlechen Transport kréien.

Hei wëll ech just ernimmen, dass haut scho ronn 65.000 Fransousen, zu allermeescht aus dem sougenannten „Sillon Mosellan", also vun Thionville a Metz op Lëtzebuerg kommen. An am Joer 2020 wäerte sécher méi wéi 100.000 Pendler aus Frankräich op Lëtzebuerg kommen.

Do musse mer eis froen, an et ass eng Propos fir bis 2010/2012 doriwwer nozedenken, ob mer net vu Lëtzebuerg-Beetebuerg an dann a Richtung Thionville nach zousätzlech Infrastrukture fir d'Schinn brauchen, wou un dësen Achse bis op Metz souwuel op der Grenz wéi virun an hannert Thionville a Metz grouss Opfangparkhaiser gebaut solle ginn.

Och a Richtung Däitschland, Stéchwuert Saarbrécken, an an d'Belsch, Stéchwuert Eurocap-Rail, mat oder ouni Pendolino, mussen d'Projeten an deem Sënn reconsidéréiert ginn. Mir mussen nämlech do usetzen, wou déi grouss Fluxë sinn, well do jo bekanntlech déi gréissten CO_2-Emissiounen an d'Loft geblose ginn.

Här President, deen anere Problem ass den Tanktourismus, wou mer wëssen, dass mer mat der Zäit dovunner ewechkomme mussen, well och hei op laang Weil mer net géint d'Präisharmoniséierungsbestriewunge vu Bréissel ukomme wäerten. Mä dat muss graduell geschéien, also lues a lues, well mer alleguerte wëssen, dass mer de Moment ronn 1,4 Milliarden Euro an d'Statskeess kréien, déi direkt oder indirekt vum Tanktourismus ofhänken.

Elo, wou den Industriesecteur aus der nationaler Berechnung erauskënnt, gëtt d'Pondératioun zu Ongonschte vum Transport nach vill méi héich - den Transportminister huet elo grad d'Wäerter genannt - an den Tanktourismus spillt nach méi eng wichteg a strategesch Roll a wäert eis deemno an deenen nächste Joren nach vill Kappzerbrieches maachen.

Entweder eis Präisser op den Tankstelle leien ënnert deenen an eisen Nopeschlänner, an dann hu mer de Phenomeen Tanktourismus, oder eis Präisser leie méi héich, an dann tankt kee méi zu Lëtzebuerg oder mir selwer ginn an d'Ausland tanken, an da geet nach manner an d'Statskeess.

Do dertëschent gëtt et net ganz vill Spillraum. Vu dass mir och keen Afloss op d'Präisser an den Nopeschlänner hunn, maache mir am Moment e schwierege Balanceakt, fir d'Attraktivitéit, fir Ëmweeër ze fueren, fir heihinner tanken ze kommen, e bëssen ze reduzéieren, ouni déi ganz Einnahmen, déi jo awer drun hänken, op d'Spill ze setzen.

Wa mer vun haut op muer opgrond vun internationale Verflichtunge gezwonge ginn, eis CO_2-Emissioune staark ze reduzéieren ouni dierfen op flexibel Mechanismen zréckzegräifen, bedeit dat, dass mir nach just d'Wiel hunn, dës Obligatiounen net ze erfëllen an ze hoffen, dass d'Sanktiounen duerfir net ze héich ausfalen, oder awer op d'Recetten, déi iwwert d'Tankstellen an eis Keess fléissen, ze verzichten. Vu dass dat schätzungsweis tëschent 10 a 15% vun eisem gesamte Statsbudget ausmécht, wier domat d'Kris perfekt an d'Budgetsdebatte kriten dann eng ganz aner Qualitéit.

Mir schwätzen dauernd vun de Plus-valuë vun eisem Statsbudget, wouduerch den Androck entsteet, eise Stat géif am Geld schwammen. Fakt ass awer, dass dës Recetten a Fongen, déi agespeist ginn, net méi genuch Suen enthalen, fir all déi Engagementer ze finanzéieren, déi mer elo scho geholl hunn.

An der heiteger Situatioun kéinte mir eis et net leeschten, op d'Recetten aus dem Tanktourismus ze verzichten. De Moment musse mer substanziell Zommen a Klimaschutzprojeten am Ausland investéieren, fir eis national Ziler ze erreechen. Si maachen awer nëmmen e Brochdeel vun deem aus, wat eis Tankstellen erabréngen.

Trotzdeem musse mir eis um europäeschen Niveau engagéieren, fir dass mir dës Méiglechkeet an Zukunft behalen. Mä ganz egal wéi de Klimaschutzpaquet herno ausgesäit, musse mer domat rechnen, dass d'CO_2-Emissiounen, déi iwwert de Verkaf vu Pëtrolsprodukter entstinn, fréier oder spéider esou deier ginn, dass dat ekonomesch keng Optioun méi ass. Ganz ofgesi vum Image-Schued, dee mer international a Kaf huele mussen, wa mer eise Klimaverflichtungen net géifen nokommen.

Als LSAP si mir der Meenung, dass mer net sollte virun de Won sprangen an net sollten op wesentlech Recetten an eisem Statsbudget verzichten, soulaang et net wierklech noutwendeg ass. Well nëmmen esou kënne mer eisen héije Sozialsystem erhalen, dat heescht d'Finanzéierung vun eise Kranken- oder besser elo Gesondheetskeesen, eisem Pensiounssystem, eiser Fleegeversécherung, eiser Altersversuergung an eise Käschte fir d'Maisons relais fir eis Kanner.

Mir mussen eis awer drop virbereeden, dass mir vun där Tanktourismusnisch net éiweg wäerte kënne profitéieren a musse ganz konkret iwwer verschidden Ausstiegszeenarien diskutéieren. Mir mussen evaluéieren, wéini de Punkt erreecht ass, wou d'Vir- an d'Nodeeler vum Tanktourismus sech géigesäiteg ophiewen. Wat mer eis éischter drop virbereeden, wat besser.

Ech hu bis elo just vun de Käschte geschwat, déi eis iwwert den europäeschen „burden sharing" operluecht ginn, mä déi nëmme bedéngt zur Bekämpfung vum Klimawandel bäidroen. Ob hei zu Lëtzebuerg oder an eisen Nopeschlänner getankt gëtt, mécht um ekologesche Plang schliesslech iwwerhaapt keen Ënnerscheed.

Dovun ofgesi musse mer iwwerall do, wou mer en Afloss drop hunn, seriö Effortë maachen. Wann et eis geléngt, eis hausgemaachten Emissiounen däitlech ze reduzéieren, kënne mer vun deene positiven Effekter profitéieren, déi jo eigentlech d'Zil vun der ganzer Politik sinn. Mir spueren Energie an domat Geld an droe gläichzäiteg zum Klimaschutz bäi. Ausserdeem stäerke mir eis Kredibilitéit op internationalem Plang a verbesseren esou eis Chancen, déi eng oder aner Sonderregelung kënne vun der EU-Kommissioun zougestanen ze kréien.

Här President, d'Weiche fir esou eng Politik si gestallt. Allerdéngs misste mer alles drusetzen, fir schnell um Terrain Fortschrëtter ze erreechen.

Am Bausecteur ass de gesetzleche Kader elo ginn, fir bei der Albausanéierung Energie anzespueren, mä et dauert natierlech seng Zäit, bis dat wierklech zum Droe kënnt. Datselwecht gëllt fir den öffentlechen Transport. E kohärent Konzept, dat e massiven Ausbau vum Schinneverkéier virgesäit, läit vir. Finanziell Mëttelen, fir dëst Konzept ëmzesetzen, stinn och zur Verfügung, esou dass enger Realiséierung näischt méi am Wee steet.

Dat kascht alles Suen. Mä et gëtt eis um Enn méi deier, wa mer den Zuch verpassen an net schnell genuch handelen. De Rhythmus, an deem mer Fortschrëtter maache mussen, bestëmme mer nämlech net méi selwer, mä dee gëtt eis vu baussen operluecht. D'Quittung derfir, dass weltwäit net éischter Effortë gemaach goufen, kréie mer souwisou presentéiert. Well all déi Ustrengungen, déi mir elo ënnerhuelen, wäerten de Klimawandel, dee mer haut scho spieren, beschtefalls bremsen, mä net ophalen.

Mir mussen awer probéieren, genuch Afloss op dës Entwécklung ze huelen, fir dass d'Konsequenze vum Klimawandel net esou dramatesch ausfalen. Eng wichteg Fro bleift dobäi nach ze klären, dat ass wéi gesot: Wie soll dat alles bezuelen?

Um internationale Plang schéngt et gerecht, dass déi räich Länner, déi souwisou eng grouss Responsabilitéit droen, méi Effortë maache mussen, wéi déi aarm. Domat steet Lëtzebuerg ganz uewen op der Lëscht vun deenen, déi hir Emissioune musse reduzéieren. Déi Investitiounen, déi néideg sinn, dréit de Stat.

De Lëtzebuerger Stat ass grondsätzlech an der Lag, fir dat ze verkraaften. Wa mir beispillsweis um Niveau vum Transport grouss Projete realiséieren, kascht dat zwar vill Suen, mä wa mer ëmmerhin domadder méi Energieeffizienz an eng besser organiséiert Mobilitéit erreechen, kënnt dat eisem Land och ekonomesch zegutt. Wa mer dergéint näischt maachen, gëtt dat eis um Enn méi deier.

Et ass deemno gerechtfertegt, dass während deenen nächste Joren d'Transport- an d'Energiepolitik Prioritéit kréien iwwer anerer, wa se dozou bäidroen, de soziale Wuelstand vu muer ofzesécheren. Och schéngt et an deem Konzept räsonnabel, fir weiderhin d'Investitiounen op engem relativ héijen Niveau ze halen.

Grad hei schränken d'Décisiounen, déi um EU-Niveau getraff ginn, eisen Handlungsspillraum awer deelweis an. Zum engen drängt d'EU op eng Harmoniséierung, wéi a villen Domänen, well ënnerschiddlech Steiersätz natierlech zu enger Wettbewerbsverzerrung féieren; zum anere gëtt fir ëmmer méi Leeschtungen, déi fréier staark vum Stat subventionéiert goufen, de Käschtendeckungsprinzip zur Regel erkläert.

Am Allgemenge sinn d'Argumenter fir déi eng oder aner Contrainte meeschtens nozevollzéien. Mä am Resultat leeft et awer dorop eraus, dass d'Liewe fir d'Leit am Alldag méi deier gëtt. An esou sënnvoll wéi verschidde Forme vun Ökotaxen och kënne sinn, esou dreiwe se dach d'Inflatioun mat un.

Problematesch gëtt et, wann zum Beispill d'Präisser vun de Liewensmëttel an d'Luucht ginn, well ëmmer méi e groussen Deel vun de landwirtschaftleche Fläche fir d'Produktioun vun Energie, dem sougenannten „biofuel", zur Verfügung stoe mussen.

De Biofuel, déi sougenannten Agrokraaftstoffer, sollen zu 10% bis 2020 an den Autoen agesat ginn. Dozou wëll ech nach eng Kéier soen: Hei ass den Impakt op d'Landwirtschaft an op de Problem vun der Welternährung nach guer net gekläert. Et ass ze fäerten, dass d'Liewensmëttel wéi gesot nach vill méi deier ginn an et wierklech zu

engem Raubbau kënnt fir déi aarm Länner, an deenen doduerch den Honger ëmmer méi grouss gëtt.

Och hei kann deemno en ze staarken Drock vu verbindlechen EU-Ziler nëmme kontraproduktiv sinn. Wann d'Liewensmëttel, d'Waasser, d'Energie fir ze heize méi deier ginn, kréien dat virun allem déi sozial Schwaach ze spieren. D'Standardäntwert vun EU-Säit op dëse Problem ass: Et ass jo all Memberstat iwwerlooss, Sue vun uewen no ënnen ëmzeverdeelen. Soulaang et sozial Tariffer gëtt, fir gewësse liewensnoutwendeg Saachen ze finanzéieren, ass de Risiko reduzéiert.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir hunn, wéi gesot, och do vun der Aarmutsfal geschwat. Als LSAP wëlle mir eis asetzen, dass d'Zuel vun de Leit, déi drop ugewise sinn, op den Office social ze goen, well si hire Gas oder Stroum oder an Zukunft wa méiglech hiert Waasser net méi kënne bezuelen, esou kleng wéi méiglech bleift.

Här President, zum Schluss: Klimaschutz an Ëmweltpolitik am Allgemenge mussen net nëmme mat eiser Wirtschaftspolitik ofgestëmmt ginn. Mir mussen och derfir suergen, dass nei Belaaschtungen, déi op eis duerkommen, solidaresch kënne gedroe ginn. Esou wéi um internationale Plang räich Länner méi Obligatioune mussen iwwerhuelen, wéi anerer, mussen och an der Gesellschaft déi Vulnérabelst, déi souwisou haart un der Aarmutsgrenz oder souguer drënner liewen, besonnesch geschützt ginn.

Duerfir setzt d'LSAP-Fraktioun sech hei an der Chamber an, mä duerfir muss sech och eis Regierung um EU-Niveau asetzen, wann nei Direktiven a Moossnamen décidéiert ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, de Rapport vun de Wëssenschaftler zum Klimachangement a seng Konsequenze fir de Mënsch an ons Äerd aus dem leschte Joer sinn ons nach gutt an Erënnerung, a scho steet erëm eng Kéier de Klimachangement am Mëttelpunkt vun eisen Diskussiounen hei an der Chamber! Och d'Europäesch Unioun huet sech dësem Dossier ugeholl an éischt Mesuren op dem Sommet vum Mäerz d'lescht Joer geholl.

Bis 2020 sollen d'Dreifhausgasemissiounen an der EU ëm 20% reduzéiert ginn, a wa China, Indien, Brasilien a Mexiko matmaachen, souguer ëm 30%. Derniewent gëtt probéiert d'Energieeffizienz ëm 20% unzehiewen. 20% méi erneierbar Energien an 10% Agricarburanten: Dat sinn aner Défië fir ons Gesellschaft bis 2020.

Dës wichteg an ambitiéis Ziler sollen dozou déngen, d'Temperaturerhéijung vun eiser Äerdatmosphär ëm net méi wéi zwee Grad Celsius eropzehiewen, an dat bis Enn vum Jorhonnert. Dann ass kee vun ons méi derbäi, mä eventuell kéinten ons Enkelkanner dat awer matmaachen.

Derniewent musse mir ons och seriö Gedanke maachen iwwer eng sécher Energieversuergung. Hunn net d'Spannungen d'lescht Woch tëschent Russland an der Ukraine ons virun Ae gefouert, wéi vulnérabel ons Äerdgasversuergung a Westeuropa ass? Ee Problem bei hinnen dohannen a si kéinten ons à la rigueur de Krunn ofspären.

Virun e puer Deeg hunn ech et matkritt am Benelux-Parlament: Och d'Hollänner, ons Frënn, sinn amgaangen nozedenken och bei sech hiren Äerdgasschatz am Buedem fir sech ze behalen, well se soen: No eis kommen och nach Hollänner an da gëtt net gedeelt. Also, effektiv hu mer Perspektiven, déi net ëmmer ganz schéi sinn.

Une voix.- Well d'Hollänner kommen?

(Hilarité)

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- D'Fro ass a sech: Wouhinner dreift eis déi Ofhängegkeet vun Äerdgas an Äerduelech? Niewent der nohalteger Entwécklung vun eiser Gesellschaft muss deemno och niewent der Ëmweltpolitik dës Woch d'Energiepolitik am Mëttelpunkt vun onsen Iwwerleeunge stoen. Den Äerduelechpräis vun haut - 108 Dollar de Barrel - an d'Ofhängegkeet vun e puer Liwwerante bréngen et mat sech, dass mir alleguer heiheem dëst Thema mussen thematiséieren.

Derniewent wësse mir awer och, dass déi fossil Energieträger - Kuel, Äerduelech an Äerdgas - nun dach zäitlech begrenzt sinn. Et ginn der zwar all Dag fonnt, mä ëmmer manner gëtt fonnt, wéi es am Dag erausgeholl gëtt. Nëmmen nach mat enormem Kapitalopwand ginn nei Äerduelech- an nei Äerdgasfelder fonnt.

Ech erënneren nëmmen un ee klengt Beispill d'lescht Joer. Dunn huet Brasilien op der Nordostsäit, am Atlantik, ee grousst Äerduelechlager fonnt. Si hunn deen Dag drop en U-Boot op dat Äerduelechlagerfeld am Mier gesat, fir ze soen: Dat ass onst Äerduelechfeld! Also, och déi Saache ginn engem ze bedenken, wéi eis Welt ufänkt sech ze polariséieren.

Wat d'Auswierkungen op d'Ëmwelt betrëfft: Ech géif lech gären invitéieren eng Kéier mat mir an d'Provënz Alberta a Kanada ze fueren.

Une voix.- Jo!

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Jo, jo. Ech huelen lech mat dohin, wou se den Äerduelechsand eraushuelen. Do gesitt Der Moundlandschaften, nëmme fir eng nei Zort vun Uelech ze gewannen. Dat muss ee gesinn!

Gitt eng Kéier kuerz mat mir an den Eck vun Oochen-Weisweiler, wou mer d'Braunkuel eraushuelen. Do hu mer et fäerdeg bruecht, Renaturéierung ze maachen. Mä gitt net mat mir a Bulgarien oder an d'Türkei. Do musse mer nach villes maachen, bis d'Natur erëm eng Kéier hire Wäert zréckkritt, dee se virdrun hat.

(Interruptions, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

Alles dat, fir dass e puer Räicher kënnen hëtzen a fueren! Ech soen dat hei, well ech dat esou bannendra verspieren. Wéi Dir dat da gesitt, ass eng aner Saach.

M. le Président.- Et si seriö Themen!

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Den OCDE-Generalsekretär, den Ángel Gurría, huet dës Woch Folgendes gesot: Déi räich Länner missten nëmmen 1% vun hirem PIB asetzen, da wär d'Ëmwelt gerett. De PNUE, eng Ëmweltautoritéit, huet d'lescht Woch eng Publikatioun erausginn a gesot: Déi 16.000 Avionen, déi am leschte Joer ronderëmgeflu sinn, hunn déiselwecht Mengt CO_2 ausgestouss, wéi all d'Awunner vum Kontinent Afrika.

Duerch d'Verbrenne vun de fossilen Energieträger emittéiere mir grouss Mengen un Dreifhausgasen. Et waren der ronn 28 Milliarden Tonnen am Joer 2007 an d'Experte soen eis: Wa mir esou virufuere wéi haut, komme mir op 42 Milliarden Tonnen am Joer 2020. Derniewent wierken de Methan an d'Stickoxiden ëmmer méi verheerend am Klimawiessel.

Zënter 1870 ass d'Temperatur ëm 0,8 Grad eropgaangen, dovunner 0,65 duerch de Mënsch an 0,15 duerch d'Natur selwer. Hei an Europa hu mir mëttlerweil schonn 1 Grad Erhéijung. Wa sech näischt ännere wäert, musse mer bis d'Enn vum Jorhonnert fäerten, sinn et jee no Regioun tëschent 1,4 a 5,8 Grad. Notamment den Nordpol, Grönland an och d'Antarktis kréien am meeschten dovunner mat.

Mat dëser Temperaturerhéijung klëmmt och de Mieresniveau. Ech hunn et schonn hei gesot: Déi éischt Mënsche mussen an Indonesien an am Pazifik réckelen. De rezenten Etüden no ass d'Erwiermung um Nordpol vill méi séier gaangen, wéi mir et geduecht haten. D'Zuel vun de Gletschere misst eis am Norde vun Europa jo net interesséieren, mä déi meescht vun ons, déi emol eng Kéier an d'Schwäizer an an d'Éisträicher Alpe gaange sinn, hu festgestallt, dass do d'Gletscheren zréckginn.

Dat misst eis jo weider net interesséieren, well mer nëmmen eng Woch dorower ginn, mä déi Mënschen, déi do liewen, kréie komplett aner Verhältnisser. D'Schwäiz huet an enger Etüd erausginn, dass dee rekordverdächtege Wanter 2006 bis 2007 et mat sech bruecht huet, dass 88 vun den 91 Gletscheren zréckgaange sinn; Verschiddener ëm 1,5 Kilometer zënter dem leschte Jorhonnert.

Derniewent musse mer och feststellen, dass dat rabiat Ofholze vum Reebësch - a mengen Aen eng vun den dramateschste Situatiounen an der Welt - et mat sech bréngt, dass mer ganz einfach de Sauerstoffspender vun onser Äerd futti maachen, sief et a Brasilien, sief et am afrikanesche Mittelgürtel oder sief et an Indonesien.

Dee schlëmmste Problem - et ass schonn hei ugeschwat ginn - ass de Waasserproblem. Mir kënnen nach esou vill Uelech an Äerdgas hunn, dee kënne mer net drénken. Mä Waasser musse mer hunn.

Dës Woch gëtt de Rapport iwwert d'Folge vum Klimawandel, deen ënnert dem Virsëtz vum Javier Solana mat der Europäescher Kommissioun ausgeschafft ginn ass, och um Sommet virgestallt. De Rapport weist dramatesch drop hin, dass d'Sécherheet vun Europa prekär gëtt, well d'Ëmweltkatastrophen an d'Energieproblemer de Weltfridde schwéier belaaschte wäerten.

Elo leide schonn 1,2 Milliarde Mënschen ënnert dem Waassermangel. A sollt d'Temperatur ëm zwee Grad eropgoen, da wäerten tëschent 2,4 an 3,1 Milliarden dëse Mangel erleiden. Mir kënnen eis jo gutt ausmolen, wat da geschitt: Déi Leit huele Sak a Pak a ginn dohinner, wou anerer sëtzen an nach e bësse Waasser hunn.

Am Rapport steet och ganz kloer: Europa muss sech op e staarke Migratiounsdrock vun deene Mënschen astellen, déi hir Heemecht verloosse mussen, well do d'Konditiounen, fir ze liewen, net méi gi sinn. Si gi bei déi, déi et verbrach hunn. Eleng d'Tatsaach, dass ons nokommend Generatioune vill méi staark vum Klimawiessel belaascht ginn, fuerdert ons op, ons hei mat Nodrock anzesetzen.

Den 23. Januar 2008 huet sech d'Europäesch Kommissioun mat hirem Paquet Ëmwelt an Energie befaasst. Dozou huet de President José Manuel Barroso Folgendes gesot: D'Lutte géint de Klimawandel ass eng wichteg Ugeleeënheet fir d'Zukunft vun onsem Planéit. De Klimaschutz bitt Europa zwar Chancen a Méiglechkeeten. Un ons ass et awer, déi Chancen ze notzen. D'Kommissioun schätzt d'Käschte vun dëser Ëmweltschutzpolitik op manner wéi 0,5% vum europäesche BIP. Dat si bis 2020 ronn 60 Milliarden Euro oder - fir et mat de Wierder vum Kommissiounspresident José Manuel Barroso ze soen - dräi Euro op de Bierger an Europa pro Woch.

Wa mir also näischt wëllen un d'Rulle bréngen, da kascht ons d'Reparatioun vill méi deier - esou huet den Nicholas Stern a sengem Rapport gesot -; e Multipel vun de Montantë vun haut. D'Ëmweltstrategie vun der Europäescher Kommissioun bis 2020 gëtt vun dësen Iwwerleeunge gedroen. Éischtens, d'Reserve vun de fossilen Energië reduzéiere sech, an hire Verbrauch wiisst notamment duerch déi nei Partenairë China, Indien, spéiderhi Brasilien, Mexiko.

Nëmmen en einfache Fait: Dëser Deeg zéie mir 88 Millioune Fässer Äerduelech aus dem Äerdbuedem eraus. 88 Milliounen! Déi gi verbrannt mat ronn 25% Effizienz. De Rescht gëtt geholl, fir d'Atmosphär opzeheizen. D'Experte soen ons, dass mer mussen dovun ausgoen, dass mer an zwielef Joer bei 120 Millioune Fässer leien, wa mer se dann nach fannen. Nëmmen, da si se esou deier, dass sech ëmmer manner Leit se kënne leeschten.

Den Undeel vun den erneierbaren Energië läit haut an der Europäescher Unioun bei 8,5%. Si wëllen et op 20% eropdreiwen bis 2020. Duerfir mussen awer héich Investitioune getätegt ginn. Dat bedeit, dass dës Energien op der Basis vu Sonn, Wand a Waasser an der Biomass hei an Europa produzéiert musse ginn an net mussen importéiert ginn.

Et ass awer gewosst, dass net all Memberstat d'Chancen huet, fir bei sech doheem dësen Niveau ze erreechen. D'Europäesch Kommissioun huet an hirer Berechnungsmethod fir d'erneierbar Energië festgeluecht, dass d'Halschent vun dësen Ufuerderungen zu gläichen Deeler vun alle 27 Memberlänner opgedeelt muss ginn. Fir déi aner Halschent awer gëtt dann nom Pro-Kapp-PIB gekuckt. Dat heescht, déi räich Länner mussen da méi erdroen.

Déi scho gemaachten Investitiounen a puncto erneierbar Energië ginn och an de Calcul eragezunn. Am Spezielle weist d'Kommissioun awer drop hin, dass am Verbrauch vum Transportsecteur mëttlerweil schonn 100% Ofhängegkeet vun Äerduelech vorhanden ass. Duerfir huet si jo och den Undeel vun 10% Agricarburanten am gesamte Bensin- an Dieselverbrauch bis 2020 virgeschriwwen.

Da just e puer Zuelen, fir emol hei ofzeschléissen. D'Kommissioun seet: Éischtens, an de Ménagë musse mer ronn 87% spueren; am Tertiärberäich ronn 30%; am Verkéier ronn 26%; an den Industrien an an de PMEe ronn 25%.

Wat bréngt dann dëse Paquet elo fir Lëtzebuerg? Dat kann ech direkt virausschécken: Lëtzebuerg huet net gewaart, bis d'Kommissioun diskutéiert hat. Mir hu scho Saachen an d'Wee geleet; de Minister ass dorobber agaangen.

Zënter dem Januar 2008 leien dräi Reglementer vir: déi sougenannte Wärmeschutzverueerdnung an déi zwee Reglementer fir d'Notzung an d'Subside vun den erneierbaren Energien. Mir mussen déi vun der Kommissioun virgeschriwwen Ziler erreechen. Dat ass kloer. Awer duerch d'Gréisst vun onsem klenge Land wäerte mir esou munch Problemer a Schwieregkeete kréien.

Wat elo d'Reduktioune vun den Dreifhausgasemissiounen ëm 20% bis 2020 ubelaangt, esou musse mir ons permanent den Tanktourismus virun Aen halen - d'Kolleegen hunn dat schonn hei virdrun ënnerstrach -, well dovunner de gréissten Deel jo ervirgeruff gëtt.

Am Joer 1970 - dat ass scho laang hier - hate mir en Ausstouss vu 17,2 Milliounen. Am Referenzjoer fir Kyoto - 1990 - hate mer 13,1 Milliounen; et ass schonn erofgaangen. Am Joer 2005 - dem Referenzjoer elo erëm eng Kéier - hu mer nach 13,2 Milliounen. Fir 2006, ass gesot ginn, sinn déi Zuele stabil bliwwen.

No de Berechnunge vu Bréissel musse mir d'Dreifhausgasemissiounen op 10,5 Milliounen Tonne bis 2020 reduzéieren. Wa mer d'Industriepartner do eraushuelen, da leie mer bei 8,5 Milliounen Tonnen.

Et wäert och fir onst Land net einfach ginn, déi gefroten 11% erneierbar Energië bis 2020 ze erreechen. Wann ee weess, dass d'Kommissioun fir ons als Ausgangspunkt e Wäert vun 0,9 ugesat huet, da kënne mer ons virstellen, wellech schwierege Wee dëst Land muss goen, fir 11% ze erreechen. De Réckgréff op déi CDMen, dat si Mechanismen am Kyoto-Protokoll, sinn ons nëmmen op 3% limitéiert ab 2013. Och do hu mer net ganz vill Chancen.

Dierf ech awer hei op d'Problemer hiweisen, déi all déi Leit begéinen, déi dobaussen um Terrain an d'Sonn an an de Wand hei am Land investéiere wëllen? Wéivillmol kréien déi Leit awer vun aneren de sougenannten NIMBY-Effekt „Not In My BackYard" virgehalen? Hei geschitt guer näischt.

D'CSV ass sech mat de Wirtschaftspartner eens, dass mer de Wäert vun 11% zu Bréissel musse rediskutéieren. Dëse Wäert vun 11% setzt sech zesummen aus den 0,9% wéi bis elo, dann der Halschent vun 11%, dat ass 5,5%, an dem Bäitrag iwwert de PIB, dat ass 4,5%. D'LUXRES-Etüd huet gesot: Hei am Land hu mir maximum 4%. A si soen ons 11%! Heiansdo mengen ech och, wann ech dat esou liesen, d'Kommissioun wär am falsche Film.

Da muss ee soen, dass mer de Usaz vum PIB - ech sinn och ganz frou, dass de Minister dat ugeschwat huet - och musse rediskutéieren, well et kann een och vläicht emol eng Kéier an d'Waagschal werfen, dass mir duerch onse Wuelstand ville Mënschen an der Groussregioun och Wuelstand bréngen. Also wär et och rechtens, emol eng Kéier de PIB vu 65.000 Euro op de Kapp ze rediskutéieren.

Eng aner Fro, déi ech mer gestallt hunn: Et gëtt permanent hei iwwert den europäesche Marché geschwat, deen ëmmer erëm prônéiert, mir mussen an dem Europa vu 27 zesumme liewen. Firwat dierfe mir dann net, wann ech gelift, an Ungarn an d'Biomass investéiere goen? A Spuenien an d'Fotovoltaik investéiere goen? An Holland oder an England an d'Wandmillen investéiere goen? Misst net hei och den europäesche Marché emol eng Kéier fir déi Kleng spillen?

Duerch all dës Projete ginn awer honnertdausende vun Aarbechtsplazen an Europa geschafen a mir kréien dat am Sënn vun der Lissabon-Strategie och emol eng Kéier op d'Rei. Derniewent ginn an Europa Technologien entwéckelt, mat deene mir an d'Welt kënne goen, fir dann aneren ze hëllefen, Projeten ze développéieren.

An dësem Zesummenhang ass et och wichteg, heiheem d'Energieeffizienz eropzehiewen an domadder d'Emissiounen erofzesetzen. Ganz besonnesch musse mir hei den Tanktourismus op méi nohalteg Bunne bréngen. De Roger Negri ass drop agaangen, wat den Impakt dovun ass, mä dat empêchéiert jo net, dass mer an den nächste Joren driwwer nodenke mussen.

Hei muss et zu engem kloeren Ëmdenke kommen, an dat - ech soen lech dat och a mengem perséinlechen Numm hei - onofhängeg vun de Faarwe vun onse Parteien. Vläicht soll ee sech och emol eng Kéier kuerz de Barcelona-Vertrag aus dem Joer 1995 rappeléieren. Do steet e Passus dran,

dass et eng enk Kooperatioun muss ginn an der Energie mat de Maghreb-Staten.

Déi Länner wiere frou, wa mir hinne géifen hëllefen, duerch e seriöen Technologietransfert eng Energieversuergung op der Basis vun der Sonn an dem Wand an der Biomass opzebauen. De Surplus vun der elektrescher Energie kéinte si dann an Europa exportéieren. Ech wëll drop hiweisen: Déi Technologië si schonn do. Et gi mëttlerweil schonn a Spuenien an an Afrika Leitunge vun 2.000 Megawatt Iwwerdroungsenergien.

An ech erënneren drun: Am Joer 1975 ass de Cabora-Bassa-Staudamm gebaut ginn. Deen huet seng elektresch Energie bis a Südafrika - iwwer 1.300 Kilometer - iwwer eng Héichspannungs-Gläichstroum-Iwwerdroung geliwwert. Déi Zäit war dat faszinéierend. Haut misst een emol eng Kéier nodenken, ob een net mat de Maghreb-Länner en Accord fanne kéint. Ech denken, et wär och emol un der Zäit, dass een dat géif eng Kéier undiskutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- An der Dreifhausgasaspuerstrategie ginn d'Industriebetriber elo erausgeholl ab 2013, well fir si en extrae Modus entwéckelt gëtt. Fir dës Betriber ginn Emissiounscertificater agefëiert, an iwwert dëse Wee musse si hir Emissiounen ersteeën. Dat heescht also, déi Zäit vun dem gratis Verdeelen ass eriwwer. Déi aner Entreprisë ginn och schrëttweis doranner agebonnen.

Europa wëllt iwwert dëse Wee d'Emissiounen ëm 21% par rapport zu 2005 reduzéieren. Mir mussen ons awer bewosst sinn, dass mer géifen higoen an d'Kand mam Boot ausschëdden, wa mer déi Firmen, Chemie-Industrien oder Kuelekraaftwierker aus Europa erausdreiwen. Vergiesse mer net, dass an Däitschland eng Diskussioun doriwwer entfacht ass, ob mer nach nei Kuelekraaftwierker kënne bauen.

Lëtzebuerg muss, ouni d'Industriepartner, 2,2 Milliounen Tonnen CO_2 weider aspueren, fir bis 2020 d'Zil ze erreechen. De Stat, d'Gemengen, d'PMEen, den Handel, de Verkéierssecteur, d'Haushalter a jiddfer Eenzelnen, si all mussen hei e kloert Bekenntnis zum Energiespueren ofginn.

Mir mussen d'Energie méi effizient asetzen, méi op erneierbar Energië setzen, fir d'Atmosphär net weider opzehëtzen. Dat kann awer nëmmen iwwert de Wee vun enger intensiver Berodung goen. Mäin honorabele Frënd, de Marco Schank, hat schonn eng parlamentaresch Fro gestallt. Et ass gutt, dass d'Berodung gemaach gëtt, well vill Leit dobaussen drop waarden, fir bei sech doheem och an d'Energiespueren ze investéieren. Well d'Leit mierke jo awer, mat héijen Energiepräisser ass all Investitioun ee gudde Schrëtt.

Enger Etüd vun eiser Universitéit no gi 70% vun der Energie an Europa fir d'Hëtze vun onse Gebaier verbraucht. 70% vun der Energie! A 14% weider fir d'waarmt Waasser.

Der Etüd no kann ee folgend Informatiounen zum Energieverbrauch an onsen Haiser enthuelen. Et sinn nëmmen 100 Haiser aus de Joren 1970 bis 2007 ënnersicht ginn.

Den Energieduerchschnëtt louch bei 131 kWh op de Meter carré op d'Joer. Dat sinn 13 Liter op de Meter carré. Am Joresverbrauch vun elektrescher Energie hu mer da 6.000 kWh.

D'Fuerscher soen an hire Konklusiounen, wat mir längstens kloer war duerch meng fréier Zäit als Professer: 30 bis 40% läit de Verbrauch hei am Land méi héich, wéi an der Schwäiz an an Däitschland. Dat seet genuch! Mir gaspilléieren ons Energie!

Duerfir nach eng Kéier, Här Minister, Courage fir d'Berodung dobaussen um Terrain!

Fir déi gewënschte Reduktioun ze kréien, musse mir staark d'Fotovoltaik, d'Sonnekollektoren an d'Biomassnotzung asetzen iwwert de Wee vu Biogasanlagen, duerch Passiv- an Niddregenergiehaiser. An der Albausanéierung läit e grousst Aspuerpotenzial virun ons.

Beim Niddregenergiehaus gëtt gesot, mir leien nach bei sechs Liter Mazout op de Meter carré a bei dem Passivhaus 1,5. Et kann ee jo nëmmen all déi Leit begléckwënschen, déi elo higinn a sech esou en Haus bauen, och wann et e puer Prozent méi deier ass. Si si manner ofhängeg vum Äerdgas a vum Mazout.

Schonn eleng dës Iwwerleeunge missten eis derzou encouragéieren, dass mer vun dësem héijen Haus aus d'Signal no bausse ginn, dass et elo Zäit ass, Energie ze spueren.

Derniewent kënnen doduerch d'Handwierksbetriber jonke Mënschen eng Aarbechtsplaz ginn: Lissabon léisst gréissen. Wéi vill jonke Leit kënne mer esou eng dauerhaft Aarbechtsplaz ubidden?

En interessante Punkt ass och de grénge Stroum. Et ass elo grad vum Minister gesot ginn. Och d'CFL, d'Eisebunn fiert domat. Ech si ganz houfreg dorop als fréieren Eisebunner.

Une voix.- Wéini war dat?

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Et ass scho laang hier.

2003 ass de grénge Stroum agefouert ginn. Just 46 Clienten hate sech bereet erkläert, deemools matzemaachen. Haut mellen déi Gesellschaften, déi dat hunn, dass iwwer 3.000 Clientë mëttlerweil do sinn.

Wat faszinéierend ass - ech hat vun de Gemenge geschwat -, déi hu sech längst dozou bekannt. Mëttlerweil hu mir 33 Klimabündnis-Gemengen, déi sech bereet erkläert hunn, op deem Wee matzegoen. 40 Gemengen hunn de grénge Stroum an hirer Gemeng opgeholl. Bewäis also derfir, dass de Gedanke fir d'Ëmwelt dobausse ganz grouss ass; e muss just begleet ginn.

Et ginn iwwert de grénge Stroum vill Froe gestallt. De grénge Stroum ass certifiéiert, hie besteet aus Biomass, Wand-, Solar- a Waasserkraaft. Wann déi Nofro no där Energie ugehuewe gëtt, dann trëtt an Europa - wéi soll ee soen? - esou eng Massebewegung an, da gëtt iwwerall an dësem Beräich investéiert.

Ech hu gesot hei, den Tanktourismus ass onst Suergekand, well mëttlerweil 50% vun de ganzen Dreifhausgasen do zu Buch schloen. Wa mer elo d'Industriepartner erausrechnen, an dat musse mer ab 2013, da klëmmt de Wäert op vläicht 60 bis 65%. An ech sot virdru schonn eng Kéier, da misste mer ons hannerfroe mat deenen 3% CDMen. Da geet guer näischt méi op. Duerfir musse mer ons iwwerleeën, wéi mer dat solle maachen.

Dann zu den Agricarburanten. Ech ginn net midd ze soen, dass dat e Faass ouni Buedem gëtt. Déi Net-ETS-Secteuren, also d'Haushalter an d'Gebaier, mussen 12% erneierbar Energie asetzen, wa mer d'Agricarburantë mat 10% am Verkéier asetzen, well 11% erneierbar Energie virgeschriwwe sinn. Wa mer dat net packen an nëmmen op 6% Agricarburantë kommen, da wäerten déi aner Secteure 17% erreeche missen.

Mä nach eng Kéier - et ass ugesprach ginn, mä ech widderhuelen dat nach eng Kéier: Mir mussen ophéieren ze mengen, Agricarburantë wären dat gëllent Ee. Agricarburantë vun der éischter Generatioun sinn eng Katastroph. Duerfir musse mer mat der Fuerschung alles drusetzen, dass déi zweet Generatioun kënnt, d'Zellulos, ganz Beem, déi mer kënne planzen, fir dann Energie ze kréien.

Et wier dann net ze veräntwerten, wann elo awer Europa géif soen, mir maachen näischt am Agricarburant. Well da passéiert Folgendes: Da gëtt aus Indonesien, aus Brasilien an aus anere Géigenden d'Biomass heihinner bruecht an hei maache mir ons dann de schéine Männchen, hëtzen domat a fuere mat der Energie vun anere Länner.

(Interruptions)

An dësem Zesummenhang huet den UN-Rapporter Jean Ziegler dës Woch gesot, et misst een onbedéngt derfir suergen, déi nächst fënnef Joer keng Agricarburantë méi unzeplanzen, wa mer net wëllen, dass den Honger am Gesiicht vun anere Mënschen esou grouss gëtt, dass se op d'Barrikade ginn. Well et si jo just déi aarm Leit, déi aarm Mënschen, deene mir iwwert dëse Wee hir Liewensmëttele klauen an ewechhuele ginn.

Ech hat d'lescht Woch op de Fall vum Mais a Mexiko higewisen. Vläicht hutt Dir dat gelies: Virun e puer Deeg hunn d'Amerikaner gemellt, d'US-Amerikaner, dass si vun hirer Käreproduktioun 16% geholl hunn, fir Ethanol hierzestellen, fir am eegene Land kënnen domadder ze fueren. Wuelwëssend, dass den Honger an der Welt permanent klëmmt!

D'FAO huet nach just fir véierzéng Deeg Produkter doleien, fir eng Hongersnout ze verhënneren, an da gi verschidde Länner hin a maachen aus Kären, déi d'Natur gëtt, Ethanol, fir ze fueren. Ech géif mengen, dat ass ethesch schwéier nozevollzéien.

(Interruption)

M. le Président.- Pardon, den Här Goerens huet eng Fro.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech wollt dem Här Oberweis eng Fro stellen.

Ech verstinn dat, wat hien do gesot huet, mä wann hien awer engersäits vun der Europäescher Unioun ëmmer verlaangt, datt se net soll Agrarprodukten exportéieren an Entwécklungslänner, fir do net d'Marchéë futti ze maachen, da muss een awer mat deene Flächen, op deenen hei awer Rohstoffer, nowuessend Rohstoffer entstinn, kënnen eppes Sënnvolles maachen. An an deem Sënn, wéi déi Rohstoffer kënnen nohalteg hiergestallt ginn, ass näischt dergéint anzewenden, datt een domadder och „biofuel“ mécht.

M. le Président.- Ech hunn d'Fro awer elo nach net verstanen, Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt den Här Oberweis froen, dee bis elo eng exzellent Ried gehalen huet, ob hien déi Appréciatioun do deelt?

M. le Président.- Här Oberweis, Dir hutt erëm d'Wuert. Op eng kloer Fro eng kloer Äntwert.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech muss dem Här Goerens Merci soe fir seng Fro. Ganz kloer - ech hunn ee Wuert dra gesot: Nohalteg muss et sinn. Ech hu gesot virdrun, wa mir an Ungarn z.B. op nohaltegem Wee Biomass uplanze kënnen, ass näischt dergéint anzewenden.

Ech hunn nach gëschter gelies, en Detail nëmmen, et gëtt vun enger Planz Jatropha geschwat, déi ons hëllefe kënnt, d'Versteppung ze ënnerdrécken.

Vläicht e lescht Beispill an deem Zesummenhang, well dat mer esou dramatesch schéngt. Mir hu jo all Dag hei de Bauch voll mat Iessen. Virun dräi Wochen huet d'Weltpress Folgendes gemellt: Op Haiti, ee vun den äermste Länner vun der Welt, hunn déi aarm Leit keng Sue méi, fir sech Iesswueren ze kafen. Si sinn higaangen an hu sech Leembuedem geholl an hunn e bësse Salz an e puer Kraider dragemaach. Dann dréchne si et an der Sonn an iessen dat.

Ech kann nëmmen all Mënsch heibannen datselwecht soen: Maacht dat, wat ech owes gemaach hunn, schmaacht emol eng Kéier Buedem. A mengen Aen, an an Ären Ae bestëmmt och, ass dat eng ethesch Katastroph fir dës Welt.

Ech kommen zum Schluss. Dir Dammen an Dir Hären, Här President, well de Verkéier onst Suergekand an dësem Dossier ass, musse mir also nei Weeër goen.

Huele mer emol déi vill Stauen op onsen Autobunne während de Spëtzenzäiten. Ech froe mech ëmmer wann ech am Bus sëtzen, wéi déi Leit et alleguerten aushalen dat matzemaachen an deem Stau. Stop and go. Si ootme jo permanent de Kuelemonoxid vum Noper an, dee virdru fiert; well wann ee lues fiert, gëtt méi Kuelemonoxid wéi Kuelendioxid erzeugt.

Duerfir mäin Appel - an et ass vum Roger Negri gesot ginn -: Mir mussen den Transport komplett op aner Bunne kréien, fir eben dann och - an do awer ganz sécher - mat der Groussregioun ze kooperéieren. Mir kréien d'nächst Woch jo Zäit, am Kader vun der Diskussioun iwwert d'Groussregioun op dëse Punkt anzegoen.

Mir musse grouss Opfangparkingen un d'Grenze setze fir déi 142.000 Grenzpendler, vun deene bis elo nëmme 6% den öffentlechen Transport huelen. 6% nëmmen! Ech géif souguer soen, et misst een hinnen eng Blumm schenken, e Kaffi an eng Zeitung ginn, dass se moies den Zuch huelen, fir an d'Land ze kommen. Well si hunn nämlech keng Liewensqualitéit méi, a mir hunn herno och keng méi.

Et si schonn e puer gutt Usätz ugeschwat ginn. D'Eisebunn huet hei scho gutt Schrëtter gemaach, elo muss awer déi direkt Verbindung - ech nennen se „Direttissima“ - Esch-Lëtzebuerg gebaut ginn. Déi muss ganz séier réusséiert ginn, well dës Eisebunnslinn ass d'Réckgrat vun eisem öffentlechen Transport.

Mir sollen den Auto net verdäiwelen. Dat bréngt och guer näischt. Mä mir sollen him eng aner Aufgab zouféieren. Et dierf ee jo hannerfroen - wéi ech elo gelies hunn -, dass Lëtzebuerg-Stad bis 2020 dovu muss ausgoen, dass se iwwer 400.000 Autobewegunge muss kréien. Da muss ee Lëtzebuerg-Stad och froen, wéi si dat do meeschtere wëllt. Et heescht also hei ganz kloer de vernetzten Zesummenhang tëschent der Energie an der Ëmwelt mat der Landesplanung an déi regional Entwécklungspläng an eis Diskussioun eranzeféieren.

Ech wier awer net komplett, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, wann ech net den Dossier vun den CDMen nach eng Kéier hei géif uschwätzen. Et läit mer nämlech ganz um Häerz. Wa mir an engem Entwécklungsland en CDM-Projet opbauen, duerch deen do Dreifhausgasemissioune reduzéiert ginn, well si an deem Projet keng fossil Energië brauchen anzesetzen, da kann dës Meng ons ugeschriwwe ginn. Dat hëlleft hinnen an et hëlleft ons.

Ech dierf vläicht drop hiweisen, dass déi däitsch Regierung den 8. Dezember 2005 mam Land Mexiko esou en Accord fir CDMen ofgeschloss huet. Dat kënne mir och maachen.

De leschte Punkt. Eis Jugend muss iwwert de vernetzten Zesummenhang tëschent dem Energieverbrauch an der Energieëmweltbelaaschtung informéiert ginn. Si muss duerch hiert nohaltegt Verhalen derzou bäidroen, déi agesaten Energië méi effizient a méi spuersam anzesetzen. Ons Universitéit kann duerch hir Fakultéit vun der Wëssenschaft an der Technik och hei e groussen Deel bäisteieren.

Herno, well déi kommend Generatioune vill méi staark duerch de Klimachangement belaascht ginn duerch onst Fehlverhalen, si mir all gefuerdert hei matzemaachen - ech betounen „mir all“ -, fir hinnen net d'Wüst ze hannerloossen. Vill Zäit verbleift ons awer net méi, fir eng engagéiert Äntwert op de Klimawiessel ze liwweren.

Ech halen ëmmer hei mat der Ausso vun dem Friddensnobelpräisträger Jonathan Granoff op; hien huet dëse Saz gesot an deen ënnersträicht ons Aufgab: „Mir sinn déi éischt Generatioun, déi duerch hir ethesch Entscheedunge bestëmme muss, ob si eventuell och déi lescht wäert sinn.“

D'CSV wäert sech op alle Fall an dësem Prozess mat Nohaltegkeet engagéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, véier Rapporte vum IPCC an onzähleg wëssenschaftlech Studië beleeë kloer, datt op eisem Planéit d'Klima amgaangen ass sech rapid ze veränneren an datt de Planéit mat enger signifikanter Äerderwäermung konfrontéiert ass. Et besteet och keen Zweifel méi dorunner, datt de Mënsch mat sengem massive Verbrauch vu fossile Brennstoffer duerfir maassgeblech verantwortlech ass.

Et besteet och keen Zweifel méi dorunner, datt, wa mer déi Tendenz net kënnen inversëieren, mer mat engem globalen Temperaturustieg vu mindestens zwee bis fënnef Grad Celsius am Duerchschnëtt kënne rechnen. Dat géif bedeiten, datt mer massiv Verännerungen an eisen Ökosystemer géife provozéieren, mat net manner dramatesche Konsequenze fir Millioune vu Mënschen, besonnesch an den Drëttweltlänner.

Moossnamen, fir d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren, sinn duerfir eng absolut Noutwendegkeet aus der Siicht vum Klimaschutz, mä och aus dem Bléckwénkel vun der Nohaltegkeet, déi jo bekanntlech och déi sozial an ekonomesch Komponent soll an den Equiliber mam Ëmweltschutz bréngen.

Et gëtt nach ëmmer Leit, déi d'Aen zoumaache virun de Fakte vun der Klimaerwäermung. A Lieserbréiwer an den Zeitunge kënne mer dat jo och all Woch feststellen. Déi wäerte mer och sécher net haut an hei iwwerzeegt kréien. Mä deene kann een awer och aus engem anere Bléckwénkel kloermaachen, datt mer e konsequent Ëmdenken an eisem Handelen an an eise Politike musse bewierken.

Eng progressiv Reduktioun vun de fossile Brennstoffer ass och eng zwéngend, well dës Ressourcë begrenzt sinn an och iergendeng Kéier opgebraucht sinn. D'Energiefro an déi laangfristeg Energieofsécherung kann also och nëmmen iwwer aner Weeër geléist ginn. Dat wëllt heeschen: erneierbar Energien an Energie spueren.

Energieeffizienz an erneierbar Energië si schonn elo einfach eng wirtschaftlech Noutwendegkeet, well wann et ee Facteur gëtt,

deen haut d'Konjunktur vun der Wirtschaft bremst, dann ass et de Präis vum Pëtrol. Mat 105 Dollar pro Barrel - virdrun ass scho vun 108 Dollar geschwat ginn - huet de Präis vum Pëtrol en neien Héichstand erreecht. A wéinst enger steigender Nofro vun de grousse Marchéë wéi China an Indien, wäert dee Präis och an Zukunft héchstwahrscheinlech nach weider an d'Luucht goen. De Consommateur mierkt jo och schonn haut beim Tanken a virun allem beim Kafe vun Heizuelech d'Auswierkunge vun dëser Präisspiral.

Här President, d'Reduktioune vun CO_2-Emissiounen an d'Förderung vun erneierbaren Energien - déi ech elo nëmme kuerz skizzéiert hunn an déi sécherlech net vollstänneg sinn, déi awer och vun eise Virriedner scho relativ detailléiert explizéiert gi sinn - an och de Kampf géint d'Klimaveränneruge sinn aus dëse Grënn eng vun deene wichtegsten Erausfuerderungen, där sech d'Politik haut muss stellen.

Ech hunn dat schonn 2001 hei op der Tribün gesot, mä sécherlech war deemools de Sënn fir déi Problematik nach net esou geschäerft. Besonnesch déi industrialiséiert Länner mussen hir Verantwortung iwwerhuelen an eng Virreiderroll spillen. Well et ass jo och esou, datt déi Länner am meeschten CO_2-Emissioune produzéieren an datt se also och eng Responsabilitéit hu vis-à-vis vun Drëttweltländer, déi jo am schlëmmste musse mat Konsequenze rechnen, wa mer déi Courbe net kënnen inversëieren. E ganz bekannt Beispill fir dat ze illustréieren ass jo dat vun der Insel Tuvalu.

Mir begréissen als Demokratesch Partei d'Initiativ vun der EU-Kommissioun, fir verbindlech Ziler an dësem Beräich fir all EU-Memberstate festzeleeën. Och Lëtzebuerg muss seng Verantwortung iwwerhuelen, wa mer de Klimaschutz seriö wëllen huelen. Mir mussen och kënnen zu engem ambitéisen Zil stoen.

Mat der Propositioun vun der EU-Kommissioun leien elo nei Ziler vir, och fir d'ganz EU an och fir Lëtzebuerg, déi mer haut hei diskutéieren. Besonnesch steet elo de Secteur non industriel am Vierdergrond, nodeem jo schonn eng Direktiv méi spezifesch d'CO_2-Reduktioune bei groussen Industrieanlage regléiert. Mat den aktuelle Propositioune vu Bréissel ginn och elo méi spezifesch d'Secteure vun Transport, Kleng- a Mëttelbetriber an de Stéit an Ugréff geholl.

Mat der Propositioun vun der EU-Kommissioun sollen EU-wäit d'CO_2-Emissiounen ëm ronn 20% erofgesat ginn. Fir dee Fall, datt een och international Ofkommesse kann derbäisetzen, sollen et souguer 30% ginn. D'Fro, déi mer diskutéieren, ass déi, ob dës nei Ziler realistesch si fir Europa an och méi speziell hei fir Lëtzebuerg. Ech muss soen, datt ech haut de Mëtteg awer nach e bëssen op mengem Honger bliwwe sinn, fir dorop Äntwerte vum Minister ze héieren.

Hei kënnt een natierlech och net derlaanscht, fir de Mechanismus, deen d'Kommissioun gewielt huet, fir den „burden sharing" festzeleeën, kritesch ënnert d'Lupp ze huelen. D'EU-Kommissioun huet eng „top-down"-Approche gewielt, an där den Haaptfacteur de Wuelstand vum Land a Form vum PIB pro Awunner ass. D'Fro, déi sech opdrängt, ass: Wéi eng Relatioun besteet tëschent dem PIB vun engem Land an der Reduktioun vun CO_2-Emissiounen?

Et ass sech ze froen, ob et net méi sënnvoll a realistesch gewiescht wier, fir hinzegoen a fir d'éischt d'Aspuerpotenzialer am Beräich vun den net industriellen CO_2-Emissioune vun all Land ze analyséieren an doropshin dann d'Ziler festzeleeën, also eng Approche „bottom-up". Sief et och, datt dat géif ganz exigent Ziler festsetzen, mä awer Ziler, déi mat engem Maximum vun Efforten och konkret ze realiséiere wieren hei zu Lëtzebuerg.

Sécherlech ass och schonn oft an de Klimaschutzdebatte gesot ginn, datt et och nun emol e Fait ass, datt Lëtzebuerg als klengt Land eng speziell Situatioun, eng atypesch Situatioun aus verschiddene Bléckwénkele kennt. Zum Beispill kenne mir am Géigesaz zu anere Länner kee Réckgang vun der Bevölkerung, mä e Wuesstum vu ronn 8.000 Awunner pro Joer. Eis Bevölkerung ass zënter dem Referenzjoer 1990 vum Kyoto-Protokoll ëm bal 100.000 Awunner gewuess. Dat si ronn 25% vun eiser gesamter Populatioun.

Da muss een och der Tatsaach Rechnung droen, datt all Dag iwwer 120.000 Frontalieren op Lëtzebuerg schaffe kommen, déi an deem Calcul net berücksichtegt ginn. Mir hunn also éischter eng Situatioun vun enger Groussregioun wéi vun engem Land.

An - et ass och schonn haut de Mëtteg méi wéi eng Kéier gesot ginn - no Zuele vum Ëmweltministère mécht den Tanktourismus eleng 50% vun den Emissiounen an dem net industrielle Secteur aus. Op där anerer Säit musse mer awer och seriö analyséieren, wat fir eng Mesuren déi sënnvollst an effizientst sinn, fir déi Ziler, déi elo hei diskutéiert ginn, kënnen ze erreechen oder fir esou no wéi méiglech derbäizekommen.

Eng, oder déi wichteg Fro ass also: Wann déi nei Energieeffizienzkritären am Wunnengsbau a bei der Albausanéierung, den „modal split" vu 25/75 am öffentlechen Transport, d'Förderung vun erneierbaren Energien no deenen neie Reglementer, all déi aner Mesuren, déi am Aktiounsplang ugekënnegt gi sinn, wann dat alles dann eng Kéier géif realiséiert ginn, ka mat deene Mesuren eng Reduktioun vun den CO_2-Emissioune vun 20% hei zu Lëtzebuerg erreecht ginn?

Mir wëssen et net! Eis feelen einfach d'Zuelen, fir dëst kënnen ze bewäerten. An dat ass ee vun deene grousse Schwaachpunkten an der Démarche vum Ëmweltminister.

Eis feelen einfach Zuelen doriwwer, wat déi bestehend Moossname vun der Regierung a puncto Reduktioun vun den CO_2-Emissioune bedeiten. Dat heescht konkret: Wéi vill Tonnen CO_2 kënne mer mat deenen eenzelne Mesurë spueren an a wat fir engem Zäitraum?

Kuckt ee sech dee Plan d'action vun 2006 un, deen deemools vum Ëmweltminister virgestallt ginn ass, da gesäit een doranner ganz vill Mesuren, déi zum Beispill Sensibiliséierungsmesurë sinn, wat sécherlech sënnvoll ass, mä wou een awer net ka kloer soen, esou eng Mesure bedeit iwwer zwee, dräi, fënnef, zéng Joer eng Reduktioun vun esou vill CO_2.

Fir ee Beispill - dat ass vläicht elo en extreemt Beispill - ze nennen, do steet dran, datt ee soll och kucken, de Fahrschüler Coursen ze ginn, fir méi ekologesch ze fueren. Dat ass schéin a gutt gemengt. Dat geet an déi richteg Richtung. Mä wat bedeit dat ënnert dem Strëch herno an der Rechnung? Wéi vill Reduktioun vun CO_2 kann een domadder erreechen?

Et sinn och eng Rei Mesuren, déi wahrscheinlech eréischt wäerten no 2010 oder 2012 realiséiert ginn. Et kéint een elo all déi Mesuren aus dem Plang hei op de Leescht huelen an ëmmer nees ass et déiselwecht Fro, déi ee sech muss stellen. Déi Mesurë sinn net kloer chiffréiert an dann ass et natierlech och schwéier, fir an eng zolidd Diskussioun mat der Kommissioun zu Bréissel eranzegoen.

Sécherlech ass och d'Feele vun esou kloren Zuele bei den Efforten, déi solle gemaach ginn an déi mer och vun de Leit erwaarden, net ugedoen, fir d'Akzeptanz vu verschiddene Mesurë bei der Bevölkerung ze verstäerken.

Bei deene Mesuren, déi an der leschter Zäit ëmgesat gi sinn, wéi zum Beispill der Autosteier, freet ee sech, wat se bis elo bruecht huet respektiv wat se och nach wäert an den nächste Méint a Jore bréngen.

Och hei, wann au départ d'Absicht ze begréisse war, fir méi polluant Autoen nom Prinzip pollueur-payeur méi staark ze besteieren, esou muss ee feststellen, datt déi Mesure net an eng sënnvoll Gesamtstrategie agebonne war, wéi dat jo och de Mouvement écologique kritiséiert huet, mä et ass eng eenzel Mesure, vun där vill Leit net déi ekologesch Vernetztheet a Konsequenz kënnen novollzéien. Kënnt dann natierlech den Hickhack nach derbäi vum Nobezuelen, vun enger Ofrechnung zu engem Mount, wou d'Leit nach vill aner Ausgaben hunn, geréit déi Mesure schnell a Verruff. Mir hu jo och gesinn, wéi dat sech a verschiddene Lieserbréiwer oder anere Rubriken erëmgespigelt huet.

Ech mengen, d'Resultat vun esou enger Mesure oder vun der Manéier, wéi se ëmgesat ginn ass, ass, datt elo vill Leit éischter negativ vis-à-vis vun enger gutt gemengter Mesure am Sënn vum Klimaschutz agestallt sinn, an domadder ass der Iddi an der Akzeptanz vum Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg e Bierendéngscht geleescht ginn.

Här President, bei deene Mesuren, déi richteg an d'Gewiicht géife falen, schéngt d'Regierung nach kee Konzept fonnt ze hunn. Besonnesch beim Tanktourismus.

D'FiFo-Institut kënnt jo och zum Schluss, datt d'Ziler vun der EU-Kommissioun net wäerte kënnen erreecht ginn ouni eng däitlech Verréngerung vun de Bensinsexporter. An och den Ëmweltminister an déi aner Sprecher hu jo schonn dorobber higewisen, datt eis Suergen a puncto CO_2-Emissiounen alleguerte geléist wieren, wann et den Tanktourismus net géif hei zu Lëtzebuerg ginn. D'Regierung huet awer nach ëmmer keng konkret Äntwerten an deem Dossier virzeweisen.

Ech wier frou, wann een awer méi prezis Informatioune géif kréien, e Rapport vläicht kéint kréie vum Ëmweltminister iwwert den État vun deenen Aarbechten, Iwwerleeunge vun der Regierung, net nëmmen deene vum Ëmweltminister, mä vun der gesamter Regierung, vum Premierminister, vum Finanzminister an esou weider.

Greenpeace zum Beispill huet viru kuerzem virgerechent, datt eng Erhéijung vum Bensinspräis vu siwe Cent de Liter eng Reduktioun vu ronn 1,3 Milliounen Tonnen CO_2 bedeite géif, ouni datt dëst gréisser Auswierkungen op de Statsbudget géif kréien.

Wat seet d'Regierung zu esou enger Propositioun? Och hei, wann ech soen: Wat seet d'Regierung? - da riichten ech mech net nëmmen un den Ëmweltminister, mä och un aner Membere vun der Regierung, déi och an deem Dossier implizéiert sinn.

Extrem wichteg wier et och, fir emol eng Kéier genau kënnen ze wëssen, wéi de Käschten-Notzen-Effekt ass vum Tanktourismus. Dat ass och schonn an der Vergaangenheet gefrot ginn. Wat ass de globalen Impakt vum Tanktourismus?

Ech wëll u verschidde Motiounen erënneren. Ech hunn där och hei matbruecht. Ech mengen, dat si Motiounen, déi, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, och souguer hei an der Chamber eng Majoritéit fonnt hunn, zum Beispill vun 2003, wou d'Regierung invitéiert gi war, fir eng Etüd ze maachen iwwert d'Evolutioun vun deene verschiddene finanziellen Impakte vum Verkaf vum Bensin a fir dann och eng Strategie an deem Beräich, wat den Tanktourismus ubelaangt, auszeschaffe bis 2008. Mir sinn elo 2008.

Respektiv gëtt et och eng Motioun vun der Demokratescher Partei vun 2006, wou mer och gefrot hunn, datt den Nohaltegkeetsrot soll Stellung huele respektiv säin Avis ginn zu där ganzer Problematik, wéi mer kënnen nohalteg eis Finanzen ëmgestalten an net méi esou op den Tanktourismus ugewise sinn.

Gëtt et also déi Studien elo iwwert d'Auswierkung vun engem Ausstieg aus dem Tanktourismus op d'Lëtzebuerger Ekonomie? Gëtt et Studien, wéi een dës Konsequenze kéint verhënneren oder offiederen? Sinn aus dem Tanktourismus finanziell Récklage gemaach ginn, fir erëm nei Aktivitéiten ze förderen, fir de Fall, datt den Tanktourismus eng Kéier wäert ophalen?

Wat huet d'Regierung wëlles an dësem Dossier ze maache respektiv wat fir eng alternativ Konzepter wëllt se proposéieren?

D'DP plädéiert scho säit enger gewësser Zäit fir de virtuellen Ausstieg aus dem Tanktourismus, andeem keng Ausgabe vum Stat méi op den Tanktourismus opgebaut an d'Recetten an e Fong verséiert ginn. D'DP plädéiert derfir, datt esou séier wéi méiglech Ausweeër aus dem Tanktourismus gesicht ginn.

An dësem Kontext - well ech beim Bensin sinn - wëll ech och kuerz e Gedanke maachen u verschidden nei Propositiounen, zum Beispill de Beräich vum Kerosin bei de Fligeren. Do si jo och Propositiounen zu Bréissel, déi do circuléieren. Et wier och interessant ze wëssen, wéi d'Regierung zu deene Propositioune steet.

D'Diskussioune ronderëm den Tanktourismus sollen awer och net vergiessen dinn, datt och an anere Beräicher a bei anere Mesuren, wéi zum Beispill dem Energiespueren, der Energieeffizienz, der Energieberodung, nach weider Handlungsbedarf besteet. Mir mussen den Aktiounsplang seriö ënnert d'Lupp huelen, fir ze kucken, ob dat déi adequat Äntwert op déi gefuerdert Ziler sinn.

Nach eng Kéier: All déi Mesurë musse kloer chiffréiert ginn, fir datt ee gegebenenfalls och ka Korrekture virhuelen an och d'Méiglechkeet huet, déi Mesuren an domat e groussen Deel vun der Lëtzebuerger Klimaschutzpolitik richteg ze evaluéieren.

Här President, bei all deenen Diskussioune wëll ech awer och betounen, datt Lëtzebuerg seng Hausaufgaben am Klimaschutz prioritär heiheem soll maachen.

Flexibel Mechanisme sinn ëmmer déi lescht Optioun, an déi Propositioune vu Bréissel si jo och esou fixéiert oder esou formuléiert, datt nëmmen 3% fir dee Beräich hei fir Lëtzebuerg virgesi sinn. Realistescherweis an opgrond vun deene verschiddene Projektioune wäerte mer net derlaanschtkommen, op déi Mechanisme mussen zréckzegräifen. Och hei wier et interessant ze héieren, wou déi verschidden Dossieren dru sinn.

Ech hunn an den Dokumenter gelies vum leschte Joer vun den Débaten iwwert de Klimaschutz, datt do vu Projete Rieds war vu Wandmillen a China souwéi vun anere Projeten an Indien; et wier also interessant ze wëssen, wou d'Regierung mat verschiddene Projete vun „joint implementation" respektiv CDMen drun ass, wat do dee leschte Stand der Dinge ass.

Här President, am Zesummenhang mat den erneierbaren Energien ergëtt sech e ganz ähnlecht Bild. D'EU-Kommissioun schléit vir, datt Lëtzebuerg den Undeel un erneierbaren Energië bis 2020 op 11% erweidert. Haut leie mer allerdéngs nëmme bei 3 bis 4%, an nodeems wat een aus dem Wirtschafts- an Energieministère héiert, huet eng Potenzialstudië erginn, datt een zu Lëtzebuerg maximal en Undeel vun 8, 9% un erneierbaren Energië kann erreechen.

Logescherweis hätt een och elo nach missen eng Wirtschaftlechkeetsstudië maachen, mat där een hätt kënne feststellen, wéi vill Prozent dovun dann och wirtschaftlech rentabel wieren. Esou eng Studië läit elo net vir. Och hei plädéiert d'DP derfir, datt Lëtzebuerg seng Hausaufgabe mécht an erneierbar Energien no alle Méiglechkeeten hei zu Lëtzebuerg ënnerstëtzt.

D'Tendenz schéngt awer déi ze sinn, datt vill op d'Certificater respektiv op Import vu gréngem Stroum aus dem Ausland gesat gëtt. Ech kann op alle Fall hei och net eng kloer, pertinent Strategie erkennen, fir de Maximum vum Potenzial am Beräich vun den erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg konsequent ëmzesetzen.

E lescht Wuert an dësem Kontext, Här President, zum „biofuel". De Virschlag vun der EU-Kommissioun gesäit vir, datt den Undeel u Biosprit um Verbrauch bis 2020 EU-wäit bei 10% soll leien. D'Hiersteller musse sech zwar verflichten, keng Reebëscher oder aner geschützte Flächen ze zerstéieren. De Biosprit bleift trotzdeem problematesch an eisen Aen. Dëst huet och jo viru kuerzem den Nohaltegkeetsrot ervirgehuewen.

D'Energiebilanz vum Biosprit ass net optimal. Den Ubau vun Energieplanze féiert zu engem Verlosch vun Ubaugebidder fir Nahrungsmëttel, an et besteet de Risiko vu Monokulturen an enger Verseuchung vu Grondwaasservirkommen duerch den Asaz vun Düngemëttel a Pestiziden.

Mir sinn op alle Fall der Meenung, datt de Biosprit duerfir nëmmen ënner nohaltege Bedéngunge sollt hiergestallt ginn, wouduerch sech eng Begrenzung vun der Produktioun ergëtt.

De Biosprit kann an eisen Aen nëmmen am Kontext vun enger Diversifizéierung vun den Energiesourcen ënnerstëtzt ginn, mä ouni awer him déi wichteg Roll zouzestoen, wéi dat d'EU-Kommissioun mécht.

Här President, den 23. Mee 2007 huet den Ëmweltminister hei an der Chamber gesot, nach ni waren d'Zäite fir eng konsequent Klimaschutzpolitik zu Lëtzebuerg esou gënschteg wéi haut. Nach ni waren eis Bierger esou bereet, matzehëllefen. Mir hunn haut effektiv d'Chance, eng grouss Sensibilitéit bei de Leit kënnen opzebauen.

Mä de Moment ass d'Gefor och ganz grouss, datt mir d'Vertraue vun de Leit verléieren. D'Vertraue vun de Leit doranner, datt de Bäitrag zum Ëmwelt- a Klimaschutz, dee mir vun hinne verlaangen, och wierklech dozou bäidréit, déi Ziler ze erreechen, déi mir international agaange sinn.

Nach ni war d'Gefor esou grouss, datt d'Leit resignéiert ginn duerch Mesuren, déi schlecht ëmgesat gi sinn, oder déi net kënne kloer opweisen, datt se effektiv am Sënn vum Klimaschutz sinn.

Viru kuerzem huet den Ëmweltminister och am „Tageblatt" gesot - et war grouss an der Iwwerschrëft: „Nach den großen Reden müssen Taten folgen."

Deem kann ech ganz zoustëmmen. Et geet also net eleng duer, fir d'Ziler festzeleeën; d'Regierung muss och méi kloer soen, wéi mir déi Ziler kënnen an a wat fir engem Zäitraum konkret erreechen, an do muss ech soen, do hunn ech awer haut de Mëtteg kloer Dote respektiv kloer Äntwerte vermësst.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Häre:n:

„Gemessen an ökonomischen Parametern ist das Wirtschaftswachstum in Luxemburg zufrieden stellend, gemessen an ökologischen Parametern ist es nicht nachhaltig, und gemessen an sozialen Parametern nicht effektiv."

Dëst ass eng Ausso vum Dr. Joachim H. Spangenberg während dem Hearing iwwert d'Lissabon-Strategie de leschte Mëttwoch hei an der Chamber. Eng Lissabonner Strategie, déi jo bekanntlech bis 2010 aus der EU dee beschten, wëssensbaséierende Wirtschaftsraum vun der Welt soll maachen.

Ech zitéieren e weidere Passage aus dem Virtrag vum Här Spangenberg:

„Nicht nachhaltige Entwicklungen beeinträchtigen demnach auch die erfolgreiche Umsetzung der Lissabon-Strategie. Auf Grundlage der Analyse der EU-Kommission für die Revision der EU-Nachhaltigkeitsstrategie für Luxemburg konnten eine Reihe von nicht nachhaltigen Entwicklungen identifiziert werden, die politischer Reaktionen bedürfen:

- ungebremste Klimaänderung, vor allem durch wachsenden Energieverbrauch

- Übernutzung der natürlichen Ressourcen, Verlust der biologischen Vielfalt

- anhaltende Zunahme des Transports mit negativen Folgen für Energie- und Flächenverbrauch sowie für die Verkehrssicherheit..."

An esou weider. Ech kéint nach eng ganz Rei vu weideren net allze positiven Aussoe vum Här Spangenberg um Lissabon-Hearing hei zitéieren.

Eng wirtschaftlech Entwécklung ass am 21. Jorhonnert nëmmen dann zukunftsfäeg, wann d'Ëmweltpolitik, spriech de Klimaschutz niewent de Sozialfroe gläichberechtegt mat de wirtschaftlechen Aktivitéite verbonne gëtt. Alles aneschters féiert fréier oder spéider zum Kollaps. E Kollaps, deen, wa mir näischt ännere wäerten, éischter fréier wéi spéider wäert optrieden.

Et sinn awer net nëmmen d'Ëmweltexperten, déi virun engem Kollaps warnen. Ëmmer méi sinn et héichrangeg Wirtschaftswëssenschaftler, déi op e Wandel an eisem Wirtschaftssystem hiweisen.

Et war den Nicholas Stern, briteschen Ekonom a fréiere Vizepresident vun der Weltbank, dee mat sengem Bericht iwwert de Klimawandel an d'wirtschaftlech Entwécklung androcksvoll bewisen huet, datt et ëmmer méi wichteg gëtt, sech deem Wandel unzeschléissen.

Ouni wëllen a mussen hei Zuelen ze nennen, stécht awer eng Ausso ëmmer nees ervir: nämlech déi vun engem schnellen a resolute Wandel vun eisem Wirtschaftssystem op eng méi nohalteg Ausriichtung.

Wat mer méi laang waarden, wat et fir d'Ëmwelt wéi och fir d'Wirtschaft ëmmer méi deier gëtt. Déi Deirecht wäert sech awer net nëmmen am Wirtschaftleche bemierkbar maachen, mä wäert och zu ville soziale Konflikter féieren.

Uelechpräisser, déi sech lues a lues iwwert der Barre vun 100 Dollar de Barrel apendelen, misste Warnung genuch sinn. Uelechpräisser, déi net an éischter Linn op d'Spekulatioun zréckzeféiere sinn, wéi deels tëschent den Zeilen ëmmer nees ze liesen ass, mä haaptsächlech op de schnellen Enn vun den Uelechreserven hiweisen.

Mir verbrennen haut an engem Dag esou vill Kuel, Gas an Uelech, wéi d'Natur a 500.000 Deeg ugesammelt huet. Dëst huet net nëmmen ëmmer méi en héijen Energiepräis zur Folleg, mä eng ëmmer méi grouss Beschleunegung vum Klimawandel.

De Franz Alt schreift zum Beispill: „Wenn die Menschen so tun, als gäbe es die Natur nicht, wird die Natur bald so tun, als gäbe es uns Menschen nicht."

Beschleunegend kënnt nach derbäi, datt um Enn vun den Uelechreserven haaptsächlech a Länner wéi China, Indien, Südafrika oder och nach Brasilien den Uelechkonsum massiv an d'Luucht geet. Den Uelech kann deemno nëmme méi deier ginn, alles aneschters ass eng puer Illusioun, déi mir eis net méi länger leeschte kënnen. Besonnesch vis-à-vis vun deenen, déi deen deieren Uelech net méi kënne bezuelen, ass dat net méi ze verantworten.

Mä et ass net nëmmen een Nicholas Stern, deen eis op eng Ännerung opmierksam mécht. Net méi spéit wéi leschte Mëttwoch huet d'OECD e Bericht publizéiert, dee sech mam Klimawandel, mam Waassermangel an der Ëmweltverschmotzung beschäftegt. An deem Ëmweltausbléck bis 2020, 2030 stuuft d'OECD d'Käschte vun dësem néidege Wandel als bezuelbar an. D'Ausgabe fir d'Bewältegung vun den akuten ökologeschen Aufgaben op knapp 1% vun der globaler Wirtschaftskraaft am Joer 2030. Dëst ass en niddrege Präis, sou de Generalsekretär vun der OECD.

Wat awer nach wichteg war, an dat gouf ausdrécklech bei der Presentatioun zu Oslo vum OECD-Generalsekretär betount, ass - ech zitéieren: „Die Kosten werden aber sehr viel höher ausfallen, wenn die Lösungen der größten Umweltprobleme nicht zügig angegangen werden."

Wa keng nei Politikmoossname gemaach ginn, lafe mer also Gefor, dat ökologescht Fundament fir en dauerhafte wirtschaftleche Wuesstum an den nächste Jorzéngten onëmkéierbar ze schiedegen. Dëst ass keng Ausso vu Greenpeace. Neen, et sinn dës Aussoe vun enger OECD, déi als éischter traditionell wirtschaftskonservativ bezeechent gëtt a sech jo bekanntlech aus den 30 féierenden Industrielänner zesummesetzt.

Déi Länner, déi sech haut scho konsequent op de Wandel astellen, sinn déi Länner, déi spéiderhin d'Nues wäerte vir hunn. Eng Ausso, déi eise Wirtschaftsminister leschte Mëttwoch um Lissabon-Hearing hei an der Chamber gemaach huet. Ech hoffen, datt de Wirtschaftsminister dat och endlech gesamtwirtschaftlech betruecht an déi dräi Piliere vun der Nohaltegkeet zesumme berücksichtegt. Ech mengen awer, datt dat leider nach net esou richteg bei eisem Wirtschaftsminister ukomm ass.

D'Europäesch Unioun schéngt et erkannt ze hunn. Vill Länner an Europa hunn et erkannt. Lëtzebuerg och? Ech hunn do meng Zweifel. Berechtegt Zweifel, wann ech mer d'Discoursen nach eng Kéier Revue passéiere loossen, déi ech während dem Atelier de travail iwwert de Paquet «climat/énergie» héieren hunn. En Atelier de travail, dee vum Ëmweltminister de leschten 28. Februar an der Chambre de Commerce organiséiert gouf.

Déi vun der EU virgeschloe Moossname wéilt ech kuerz nach eng Kéier widderhuelen: 20%, jo souguer 30% manner CO_2 bis 2020 am Verglach zu 1990; eng 20%eg Erhéijung vun der Energieeffizienz; en 20%egen Undeel vun den erneierbaren Energien um Gesamtenergieverbrauch, an en 10%egen Undeel u Biokraaftstoffer am Transportberäich. Wa mer mat deenen engen oder anere Moossnamen nach net ganz zefridde sinn, wéi zum Beispill d'Problematik vun de Biokraaftstoffer oder besser gesot Agrarkraaftstoffer, esou ginn awer insgesamt déi Virschléi an déi richteg Richtung.

Datt dëst e gesamteuropäescht Zil ass, ass hei och scho gesot ginn. Eenzel Länner hunn da méi oder manner, jee no hiren historeschen Efforten a geleeschte Klimaschutzmoossnamen, ënnerschiddlech Zilsetzunge kritt. Fir Lëtzebuerg läit deemno um Dësch: 20% CO_2 par rapport zu 2005; eng 9%eg Steigerung vun der Energieeffizienz; 11% Undeel vun den erneierbaren Energien um Gesamtverbrauch, an 10% Agrarkraaftstoffer.

D'Zuele vu Lëtzebuerg waren nach net richteg hei zu Lëtzebuerg ukomm, dunn ass awer d'Gebrëlls schonn erëm lassgaangen: Dat kënne mir ni erreechen! Déi Zuele mussen direkt revidéiert ginn! D'Ziler sinn ze héich gegraff! Der Lëtzebuerger Spezifissitéit gëtt net genuch Rechnung gedroen! An esou weider, an esou fort.

Am Atelier de travail an der Chambre de Commerce hunn ech näischt vun deem héieren, wat den Här Stern oder och nach den Här Gurría, den OECD-Generalsekretär, seet. Näischt, nach emol näischt, nëmme vill Gejéimers. Keng Opbrochstëmmung, kee positive Message. Neen, nëmmen nach Ënnergangsstëmmungen. Näischt ze héiere vun engem „Mir paken et un".

Si mir da wierklech um Enn vum Uelechzäitalter dem steigenden Uelech- a Bensinspräis hëlleflos ausgesat? Hu mer keng aner Visioun, wéi just nach um leschten Uelechfuedem ze hänken an der Hoffnung, datt en nach ëmmer duerhält? Neen, ech mengen net. Iwwerhaapt net!

„Just do it", misst de Motto heeschen. Mir all kënne schonn haut e méi klengen Auto fueren; iwwerhaapt manner Auto fueren. Wie verbitt eis eigentlech eng Solarkollektoranlag op den Daach ze setzen? Keen! All Kris hat nach ëmmer hir Chance. Mä et muss ee se erkennen a konsequent notzen. Op wat waarde mer eigentlech? Handelen ass jiddefalls besser, wéi ëmmer nëmmen ze jéimeren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre:n:, kommt mir schwätzen dach endlech och vun de Chancen! Chancen, déi de Klimaschutz mat sech bréngt. Chancen, déi eng nohalteg Wirtschaftspolitik mat sech bréngt. Chancen, déi eng aner Energiepolitik mat sech bréngt. Chancen, déi eng aner Siedlungspolitik mat sech bréngt. Chancen, déi eng aner Transportpolitik mat sech bréngt. Chancen, déi eng aner Landwirtschaftspolitik mat sech bréngt. Chancen iwwer Chancen!

Ech hu leider bis elo nach relativ wéineg Stëmmen héieren, déi vun neien Aarbechtsplaze geschwat hunn, déi vun neie Wirtschaftssecteure geschwat hunn, déi vun enger manner Ofhängegkeet am Energiesecteur geschwat hunn, déi vun enger anerer Liewensqualitéit geschwat hunn. Näischt hunn ech bis elo héieren!

Jo, de Klimaschutz rechent sech. E rechent sech op ville Plazen. E rechent sech souwuel finanziell wéi e sech och duerch eng besser Liewensqualitéit rechent. Ech kann lech versécheren, datt duerch meng Solaranlag doheem um Daach d'Sonn mir bis elo nach keng Rechnung ausgestallt huet. Weder huet si dat virun zéng Joer gemaach nach wäert si dat an der Zukunft maachen.

D'Sonn schéckt keng Rechnung a si kann och net duerch en Drëtte monopoliséiert ginn. Ofgesi vun ënnerschiddlecher Intensitéit op der Welt, gehéiert si jiddferengem. Si gehéiert souwuel deene Räiche wéi virun allem och deenen Aarmen. D'Léisung vum Energieproblem steet um Himmel. Sämtlech erneierbar Energië sinn direkt oder indirekt erreechbar iwwert d'Solarenergienotzung oder iwwer Ëmweeër wéi d'Wandenergie, d'Waasserenergie oder och nach d'Biomassenergie.

An Däitschland sinn op Basis vum erneierbaren Energiegesetz schonn iwwer 200.000, souguer 250.000 nei an dauerhaft Aarbechtsplaze geschaf ginn, mat steigender Tendenz. Haut scho méi wéi an der Kuelenindustrie.

Mä Kolleeg Camille Gira huet an der Klimadebatt vum leschte Joer och schonn eng ganz Rei vu weidere positive Beispiller opgezielt. Erlaabt mer nach eng Kéier der e puer ze widderhuelen.

Wann Dir eng Stad vun 10.000 Leit mat fossile Brennstoffer hëtzt, da séchert Der mëttel- a längerfristeg néng Aarbechtsplazen. Wann Dir datselwecht mat Biomass maacht, da séchert Der 135 Plazen. E Rapport vun néng Aarbechtsplazen zu 135!

Wa mer alles op fossilen Energieträger opbauen, da geet 80% vun deem investéierte Kapital an d'Ausland an 20% bleift an der Regioun. Wa mer awer eng Wirtschaft opbauen, déi op alternativen Energien an op Energieeffizienz opgebaut ass, dann ass et genau de Géigendeel: 80% bleift an der Regioun an 20% geet an d'Ausland. Besonnesch Lëtzebuerg soll sech a misst sech duerch nei intelligent Finanzinstrumenter un dësem Prozess aktiv bedeelegen.

Hei kéint een nach weider Beispiller opzielen, déi e positiven Impakt souwuel op eis Wirtschaft, Sozialpolitik wéi och Ëmwelt hunn. Et kann an däerf net sinn, datt mer tatenlos nokucken, wéi den Uelechpräis ëmmer weider an d'Luucht geet. Wann den Uelech net 107 oder 108 Dollar de Barrel kascht, wéi gëschter, mä 150 Dollar an nach méi wäert kaschten, wäerte vill Haushalter mat klenge Revenuë sech keng 20 Grad an hirem schlecht isoléierten Appartement méi kënne leeschten. Ech wënsche mer duerfir keng Ënnergangsstëmmung, mä eng Opbrochstëmmung, fir dësen Défi kënnen unzehuelen. Ech wënsche mer duerfir méi positiv Messagen.

A sech misst ech elo ophalen, well alles dat, wat ech elo wäert soen, hu meng gréng Kolleegen - awer net nëmme si - schonn des Öfteren hei gesot. D'Ziler, déi fir Lëtzebuerg zu Bréissel proposéiert goufen, sinn ze packen. Si musse schonn eleng aus deem Grond erreecht ginn, well mer eis ze laang, vill ze laang schonn aus der Verantwortung ëmmer nees gestuel hunn.

Zu deenen zwee éischten Ziler: 20% CO_2-Reduktioun bis 2020 an 9% Erhéijung vun der Energieeffizienz. Déi 20%eg Reduktioun vun eisem CO_2-Ausstouss vis-à-vis vum Referenzjoer ass vläicht par rapport zu anere Länner méi en héicht Zil. D'Fro stellt sech awer hei: Firwat? A sech ganz einfach. Déi Länner, déi an der Vergaangenheet eppes gemaach hunn, mussen, relativ gesinn, manner maachen, esou wéi dat de Fall bei Dänemark ass. Déi Länner, déi nach näischt gemaach hunn, mussen natierlech elo méi ënnerhuelen, esou wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Ech brauch a sech hei net onbedéngt op d'Zuelen anzegoen, mä de Referenzwäert vun CO_2 fir d'Joer 2020 läit iwwert dem Objektiv, wat mir eis innerhalb vum Kyoto-Accord fir 2012 gesat haten. Ech mengen net, datt mer eis do nach sollten opreegen an ëmmer nees jéimeren. Mir sollten eis éischter schummen. Schummen iwwer eist Onvermëigen, d'CO_2-Problematik endlech seriö unzepaken.

Ech ka mech ganz gutt erënneren, datt déi Gréng 1997 eng Konferenz am Kader vum Kyoto-Accord gemaach hunn. Eng ganz Rei vun Zuelen an Diagrammer hat ech deemools zesummegestallt. Wat war de Message vun deemools, also virun iwwer zéng Joer? '97 hate mir eis Ziler erreecht. Deemools hu mer gesot, datt onbedéngt Instrumenter ausgeschafft musse ginn, fir eng Stabiliséierung vum CO_2-Ausstouss ze erreechen. Mir hunn drop higewisen, datt, wa mer näischt ënnerhuelen, den CO_2-Ausstouss monter erëm an d'Luucht géif goen.

Wat ass geschitt säitdeem? Näischt ass geschitt! Den CO_2 ass eis regelrecht fortgelaf. Sécherlech ass e groussen Undeel Tanktourismus, deen dozou bäigedroen huet. Mä et ass net nëmmen den Tanktourismus, deen eis fortgelaf ass. Och den inländeschen Individualtransport ass eis fortgelaf. Säit 1990 huet sech den Undeel verduebelt, nämlech vun 0,8 op iwwer 1,6 Milliounen Tonnen CO_2.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Vläicht nach e Passage vum Här Spangenberg um Lissabon-Hearing: „Die Automobildichte in Luxemburg ist die höchste in Europa, mit rund 650 Autos pro 1.000 Einwohner. Zirka 30% über dem Durchschnitt der EU-15. Und dabei ist der Automobilbestand der Berufspendler…", deen een a sech och misst zu der Lëtzebuerger Ekonomie matzielen, „…noch nicht mitgezählt." A weider: „Die Folgen sind Luft- und Lärmbelästigung, Gesundheitsgefährdung und Unfälle. Fragmentierung der Landschaft und Verlust der biologischen Vielfalt. Verkehrsreduzierung muss eine zentrale politesche Aufgabe werden, zunehmende Verkehrsvolumina sind auch ökonomisch disfunktional."

D'Verkéiersproblematik bleift de Secteur, deen eis am meeschte wäert nach belaaschten. Besonnesch elo, wou en neie Calculatiounsmodus déi grouss Industrien engem eegene Regime ënnerleet, mécht den Undeel vum Gesamttransport hei a Lëtzebuerg eleng iwwer 70% vum gesamten CO_2-Ausstouss aus! Net schlecht, kann ee just soen. Gutt geschafft! Tendenz och nach ëmmer steigend.

Mir hunn net vill ënnerholl, fir dësen Trend ëmzedréien. Mir hunn eis op d'Fräikafe verlooss, obschonns mer all genee wossten, datt an der Post-Kyoto-Diskussioun d'Fräikafe staark reduzéiert géif ginn. Op eemol das böse Erwachen: nëmmen nach 3% Fräikafe méiglech! A schonns geet d'Gebrëlls erëm lass: Onméiglech! Net mat eis! Kënne mer net!

Wéi laang wëlle mer dat Spillchen dann nach dreiwen? Wéi laang solle mer dann nach nokucken? Ech weess net, wéivill Initiative mäi Frënd Camille Gira hei schonns ënnerholl huet, fir d'Problematik vum Tanktourismus endlech seriö unzepaken. Ech weess net, wéivill Resolutiounen, Motiounen a Questions parlementaires hie gestallt huet, fir endlech déi richteg Zuelen, d'Auswierkungen, d'Käschten, Käschten-Notzen a villes méi wëlle gewuer ze ginn. Et gëtt weder ee längerfristegen Ausstiegszeenario nach gëtt et seriö Etüden iwwert d'Niewewierkungen op d'Ëmwelt an op d'Gesondheet nach iwwer méiglech Alternativen zu den Accisen, déi dann an der Statskeess wäerte feelen.

An engem gudde Joer huet och erëm dës Regierung et fäerdeg bruecht, näischt vun all deem virzeleeën.

Mä wéi virdru gesot, ass et an der Transportpolitik jo net eleng den Tanktourismus, deen eis op de Kapp wäert falen. Och beim inländeschen Individualtransport sti mer kuerz virum Kollaps. Rechent een och nach déi 136.000 Pendler, wéi gëschter an der Zeitung stoung, derbäi, déi zu 95% mam Auto kommen, ass de Chaos perfekt. Keng Alternativen, keng Visioun!

Ech muss leider mäi Frënd Camille Gira nach eng Kéier ernimmen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Interruptions diverses)

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ech weess och hei net, wéivill Initiativen hie schonns ënnerholl huet, fir flächendeckend Busspuren anzeféieren. Mir brauche schnellstméiglech Alternativen, fir och d'Pendler méiglechst scho fréi mat Bussen eranzekréien. Mir brauche weider nei an innovativ Mobilitéitskonzepter. Konzepter, wéi se elo an der Stad Lëtzebuerg ëmgesat ginn. D'Kombinatioun mat Auto, Vëlosverleih an öffentlechen Transport ass gefrot.

(Brouhaha)

Villes an nach méi Méiglechkeete mussen nach kommen. Ech freeë mech op den 21. Mäerz hei an der Stad.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, niewent dem Transport sinn et awer och d'Haushälter, déi souwuel Energieeffizienzsteigerunge wéi och CO_2-Aspuerpotenzialer opweisen. Déi nei Wärmeschutzveruerdnung ass do sécherlech schonns emol en Usaz. Fir déi Gréng ass et nach ëmmer eng Prioritéit, datt mer net nëmmen déi nei Gebaier no der neier Wärmeschutzveruerdnung maachen, mä och eng absolut Prioritéit setze fir d'Albausanéierung. Mä mir mussen awer och a grad de Mietwunnengsbau mathuelen, well et oft de Propriétaire eigentlech net interesséiert, fir d'Geld an d'Isolatioun ze investéieren, well et säi Locataire ass, deen d'Rechnung muss bezuelen.

Hei bleiwen awer nach vill Froen ze beäntwerten, déi mer a villen Informatiounsversammlungen, wou ech de Moment derbäi war, gestallt kritt hunn, niewent deene sëlleche Questions parlementaires, déi nach ënnerwee sinn.

Fir dëst awer alles ëmzesetzen, brauche mer eng staark Berodungsstruktur. Eng Berodungsstruktur, déi sämtlech Acteuren zesummeschléisst. Wou bleift d'Offensiv vun der Berodung?

Une voix.- Oh!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Elo, wou d'Reglementer do sinn an eng regelrecht Offensiv am Beräich vun der Energieberodung misst lafen, hunn ech dat och selwer ausprobéiert. Hallo, ass een do? Hallo, ech hätt gär eng Berodung? - Jo, awer eréischt an dräi, véier, souguer fënnef Méint. Dëst ass keen Erfolleg, dëst ass en totalen Échec!

Resultat: décke Frust dobaussen um Terrain. Ech kann lech e Liddchen dovu sangen, well ech hunn eng ganz Rei Uriff dozou kritt.

Dës Regierung huet et verschlof, am Virfeld zu den neie Reglementer déi néideg Struktur a Koordinatioun an der Energieberodung opzebauen. Nom Chaos vläicht an der Autosteier, vläicht nach e Chaos an der Energieberodung derbäi. Et ass Plaz fir staatlech, fir parastaatlech, fir privat Berodungsorganer. Eng Rei Betriber hu schonns iwwer Joren eng exzellent Erfahrung am Beräich vun der Berodung gesammelt. Dëst besonnesch och am Zesummespill mat de Gemengen.

Ech vermëssen awer d'Koordinatioun, d'Zesummespill, d'Ënnerstëtzung vu sämtlechen Acteuren, och fir d'Gemengen, vu Säiten der Regierung. Eng Agence de l'Énergie huet sécher hir Mériten. Mä si ass a bleift och de Moment nach ëmmer eng S.A., eng Société anonyme, déi déi staatlech Suen, déi dragepompelt ginn, an dat sinn der nawell vill, net däerf a soll fir eng Verdrängung um Marché ze gebrauchen, mä fir eng Koordinatiounsroll.

D'Aarbecht ass esou grouss, datt nach vill méi Acteure mussen op deem Feld do täteg ginn. An dat esou séier wéi méiglech! Duerfir plädéiere mer nach ëmmer fir en Établissement public mat ausräichender Personaldecken, dee gläichzäiteg Denkfabrik, Organisator a Koordinator fir d'Ëmsetzung vun nationale Klimaschutz- an Effizienzprogrammer ass. An dëser Struktur huet sécherlech och eng Agence de l'Énergie hir berechtegt Plaz a Roll ze spillen. En Établissement public, deen och da méi wéi néideg Berodungsnetzer organiséiert. E Berodungsnetz, dat dezentral zesummen an de Regioune mat de Gemenge fonctionnéiere muss. D'Gemenge si prett matzehëllefen.

Berodung muss awer och fir d'PMEe gemaach ginn. D'Aspuer- an d'Effizienzpotenzialer a Kleng- a Mëttelbetriber sinn net ze ënnerschätzen.

Fir dës Berodung effikass an zilorientéiert kënnen duerchzeféieren, mussen awer och endlech klimaschutzrelevant Statistiken an Zuelen op den Dësch. Mat ganz kloerem Monitoring an Evaluatiounen. Hei si mer schonns laang krank. Och e Statec muss sech deemno mat esou klimaschutzrelevante Statistiken auserneesetzen. Et ass evident, datt klimarelevant Daten ëmmer méi zu wichtege Wirtschaftsdate ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu den Zilsetzunge bei den erneierbaren Energien: 11% bis 2020 um Gesamtenergieverbrauch. Ech hunn et virdru schonns eng Kéier gesot, d'Léisung vum Energieproblem steet fir mech um Himmel. Eng Sonn, déi all Dag 1.500-mol méi Energie op eis Welt schéckt, wéi all Mënschen zesummegerechent verbrauchen. Dëst ass gutt fir eise Porte-monnaie, gutt fir d'Ëmwelt an doriwwer eraus schaaft et vill an néideg zukunftsfäeg Aarbechtsplazen.

Ech sinn awer traureg, fir net ze soen, rosen iwwert d'Entwécklung am Beräich vun den erneierbaren Energien iwwert déi lescht véier Joer!

(Interruptions)

Säit iwwer 20 Joer beschäftegen ech mech ganz aktiv mat den erneierbaren Energien. Denken un e Solarmobil, un e Solartuerm, wou haut d'Formatioun iwwer Solarenergie ofgehale soll ginn. Denken u Projete mam Mouvement écologique, wéi „Huelt lech d'Sonn an d'Haus". Denken un déi sëllechen Aktioune mat Eurosolar. Et huet iwwer Joren ewech eng regelrecht Opbrochstëmmung geherrscht. Et war eng steteg Evolutioun um Terrain do ze beobachten, mat neien Technologien, mat neien Anlagen, mat neien Acteuren, mat neien Aarbechtsplazen, zukunftsfäeg Aarbechtsplazen. Mat neie begeeschterte Verbraucher.

Dës Regierung huet et awer fäerdeg bruecht, innerhalb vun e puer Joer net nëmme sämtlechen Acteuren d'Flemm anzedreiwen, mä si huet et fäerdeg bruecht, e ganze Secteur praktesch zum Stëllstand ze bréngen. E Stëllstand, deen ee schwaarz op wäiss um Site vum ILR kann nokucken. Et si praktesch, säit dës Regierung am Amt ass, keng nei Wandmillen; bal keng nei Biogasanlag, vun neie Fotovoltaikanlagen emol guer net ze schwätzen; keng nei Waasserinstallatiounen, kaum nei Cogénératiounen entstanen. Déi eenzeg Anlagen, déi en Zouwuess kannt hunn, wat mech natierlech awer freet, waren d'Solarkollektoren, also Anlagen, déi d'Sonnenenergie direkt a Wäermt ëmwandelen am Beräich vun den Holzheizungen.

Firwat ass dat esou? Firwat hu mer missen Enn 2004 eppes futti maachen, wat um gudde Wee war, fir ze wuessen, fir elo ze jéimeren, datt d'Zil vun 11% un erneierbaren Energien um Gesamtenergiekonsum bis 2020 net kéint erreecht ginn?

Et gëtt händeringend op alle Säiten no enger Ofsécherung vun eisem Energiekonsum iwwer fossil Energieträger gekuckt. A wann emol erneierbar Energien derbäi sinn, da wann ech gelift am Ausland, wéi d'Beispill vun der Wandmillen an der Nordsee an Holland beweist. Gläichzäiteg gëtt awer kee Grond ausgelooss, den Undeel vun erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg ze marginaliséieren: „ze deier, net effektiv, net ausgeräift, Undeel ze kleng, zu Lëtzebuerg bréngt et näischt, net Kyoto-konform, wirtschaftsfeindlech" a villes méi a weider.

Et rächt sech, esou wéi dat och scho bei den CO_2-Reduktiounsziler de Fall ass, just nëmmen op d'Kyoto-Zil vun 2012 gekuckt ze hunn. D'Rechnung duerfir, just nëmmen op wäermegefouert erneierbar Energieträger gesat ze hunn, well stroumgefouert erneierbar Energieträger net am Kyoto-Protokoll bis 2012 berücksichtegt gi sinn, muss haut deier bezuelt ginn.

Esou wéi haut den Energiemix aus Kuel, Gas, Uelech an Atom besteet, muss a wäert den zukünftegen Energiemix aus Sonn, Waasser, Wand a Biomass bestoen. Duerfir sinn all erneierbar Energieträgeren no hirer Stäerkt ze förderen.

Et war gewosst, datt net d'Kyoto-Zil vun 2012 eis Aufgab ass a war, mä de Klimawandel an d'Ofhängegkeet vis-à-vis vun de fossilen Energieträger. Eng Aufgab, déi méi e längerfristegt Denke verlaangt. Et geet dorëm, e Paradigmewiessel an der Energieversuergung anzeleeden.

Dës Regierung huet keng Visioun entwéckelt, fir endlech de Wee aus dem fossilen Energiezäitalter opzeweisen. Wéi deier muss de Pëtrol dann nach ginn, fir endlech ze erkennen, datt mer um Holzwee sinn?

Haalt endlech op, ze lamentéieren; haalt endlech op, stänneg no hannen ze kucken; haalt endlech op, alles wëllen déi aner maachen ze loossen an nëmmen näischt wëllen heiheem ze maachen!

Laang kënne mer eis dës Entwécklung net méi erlaben. Mir hu Potenzialer hei zu Lëtzebuerg. Och wann d'Potenzialetüd iwwert d'erneierbar Energien, déi sougenannte LUXRES-Etüd, nëmme wëllt 8% ausgemaach hunn - ech gleewen nëmmen där Statistik, déi ech selwer gefälscht hunn! -, esou mussen all Efforten ënnerholl ginn, fir dëst Potenzial auszeschöpfen.

Ech gesinn awer do nach ëmmer keng Opbrochstëmmung vu Säiten der Regierung. Ech gesi keen Unzeechen, wéi mer zum Beispill dat realiséierbaart Potenzial an der Wandenergie bis 2010 verduebelt kréien, esou wéi dat an der LUXRES-Etüd nozeliesen ass. Keng Promotioun vun der Wandenergie a Siicht! Kee Gespréich mat den zoustännege Leit um Terrain. Näischt! Just Gelamentéiers! Esou kënne mer jiddefalls déi 11% hei zu Lëtzebuerg net erreechen.

Mir hätten eis do méi proaktiv Aktioune vun der Regierung gewënscht, statt ëmmer nëmme vu sougenannte Méikäschten ze schwätzen. Definitiv gëtt et keng Méikäschten! Den Här Stern souwéi den Här Gurría vun der OECD hunn et jeeweils an hire respektive Berichter op internationalem Niveau bewisen.

Wien haut schnell an effikass investéiert, ass de Gewënner an der Zukunft. D'Käschte sinn ëmsou méi kleng, jee éischter domat ugefaange gëtt.

Dobäi hutt Dir all Ursaach, och hei zu Lëtzebuerg nach méi staark an d'erneierbar Energien ze investéieren. D'LUXRES-Etüd selwer gëtt lech deeselwechten Zuelebewäis op nationalem Niveau wéi déi vum Stern oder Gurría op internationalem Niveau. Nozeliesen op de Säiten 219 an 220 vun der LUXRES-Etüd.

Ech zitéieren: „Es zeigt sich bei allen drei Fällen eine positive Bilanz seitens des Ausbaus erneuerbarer Energien." - Déi dräi Fäll beschreiwen dee méi oder manner staarken Ausbau vun den erneierbaren Energien. - A weider: „Den in den Jahren bis 2020 vermehrt anfallenden Kosten steht ein monetär betrachtet hoher Nutzen gegenüber, welcher vor allem in den Folgejahren nach 2020 sich zu Buche schlägt."

Ass dat net Bewäis genuch, fir endlech de Straussekapp aus dem Sand erauszezéien?

Ech wëll awer net leugnen, datt et déi eng oder déi aner momentan Méikäschte gëtt. Dës Méikäschte si jiddefalls ze droen. Et sief dann, mir maachen eng Politik, bei där déi kleng Verbraucher musse bezuelen an déi grouss verschount bleiwen.

Nozeliesen an den „ECONEWS" vun der Chambre des Employés privés iwwert de Stroumpräis hei zu Lëtzebuerg. E Stroumpräis, dee fir déi kleng Verbraucher iwwerduerchschnëttlech méi héich ginn ass par rapport zum EU-Duerchschnëtt, fir d'Groussverbraucher dergéint awer méi kleng ginn ass.

(Interruption)

Vun der Groussindustrie emol guer net ze schwätzen. D'Méikäschten, déi vum Fonds de compensation géréiert ginn, ginn deemno zum gréissten Deel vun de Klengverbraucher gedroen. Dobäi bezilt d'Groussindustrie zéngmol manner fir d'Kilowattstonn wéi d'Klengverbraucher. Nozeliesen och erëm um ILR. „Mir paken et also un." Also och déi sozial Froen?

Nach e puer Wuert zur Fotovoltaik. Am neie Reglement ginn Anlage bis zu enger Héicht vun 30 Kilowatt pro Site subventionéiert. Et steet wäit a breet näischt iwwer eng Bindung mam ale Reglement do. Och op Siten, wou schonn eng gréisser Anlag installéiert ass, huet een Urecht op eng Subventioun, wann d'Anlag ënnert 30 Kilowatt bleift.

Här Minister, et kann net sinn, datt d'Ëmweltverwaltung hei schonn erëm ufänkt ze bremsen an deene Leit, déi schonn eng gréisser Anlag hunn, elo eng weider wëllt refuséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum leschte Punkt vun de Klima- an Energieobjektiver bis 2020. 10% Biokraaftstoffer oder besser gesot Agrarkraaftstoffer. Ier mer vu Biokraaftstoffer schwätzen, mussen emol fir d'éischt déi entspriechend Sozial- an Ëmweltkritäre kloer definéiert ginn. Dëst ass awer leider nach net de Fall.

Vum Landwirt zum Energiewirt - mir stinn och weiderhin zu dëser Ausso. Villes kann a muss an der Regierung gemaach ginn. Déi lokal Wirtschaft ass op ville Pläng déi am effizientesten. Duerfir fannen d'Initiativen, déi sech um lokalen Niveau ofspillen, a besonnesch am Energieberäich, eis voll Ënnerstëtzung. D'Standbee vun der Energie an der Landwirtschaft dréit zu enger weiderer Diversifizéierung souwéi zu enger méi grousser Demokratiséierung vun der Energieproduktioun bäi.

D'Empfehlungen aus dem Bericht „Nachhaltige Politik zur Nutzung von Biomasse" vum Conseil supérieur pour un développement durable ass e gutt Basisdokument, fir d'Entwécklung vun der Biomass ze begleeden. E Basisdokument, dat virun allem awer och Richtlinne gëtt fir eis Landwirtschaft.

De gesamtenergetesche Bilan war an ass och fir déi Gréng nach ëmmer de wichtegste Kritär bei der Notzung vun der Biomass. Och d'Bewirtschaftungsform ass fir déi Gréng wichteg. Dobäi ass déi biologesch Landwirtschaft beim Uplanze vun Energieplanze ganz kloer der konventioneller Landwirtschaft virzezéien.

Et gëllt awer och bei der Biomass, esou wéi dat allgemeng bei der Notzung vun den erneierbaren Energien de Fall ass, e gesonden Energiemix hierzestellen. E Mix, deen op ënnerschiddlechen Notzungen opgebaut ass. An deem Mix fënnt och de Biokraaftstoff seng Plaz, wann en - an dat ass eis Fuerderung - éischter an ausschliesslech just an der Landwirtschaft soll genotzt ginn.

Deen, deen awer mengt - an dat schéngt déi wichtegst Aufgab vun der Politik bei der momentaner Diskussioun ze sinn -, datt duerch d'Substitutioun vun den traditionelle Kraaftstoffer duerch d'Agrarstoffer de Problem geléist gëtt, ass um Holzwee. Et kann net sinn, datt mer weiderhin eng Autoflott hunn, déi nach ëmmer ze vill Bensin oder Diesel verbraucht a sech just den Ëmweltmäntelchen duerch sougenannten Agrarkraaftstoffer unhänkt. Ouni eng substanziell Reduktioun an Effizienzrevolutioun am gesamten Transportberäich kann och de beschte Biokraaftstoff kee Bäitrag zum Schutz vum Klima bäidroen.

Et sinn an Zukunft awer och nach ganz aner Iwwerleeungen ze féieren, Iwwerleeungen, déi an eng ganz aner Richtung kënne goen. Esou zum Beispill iwwert den Elektroundriff mam Ökostroum...

M. le Président.- Här Kox, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ech kommen un déi lescht dräi Sätz.

Mir sollten eis deemno déi Optioun am Transportberäich oploossen an net just op Biokraaftstoffer setzen.

Duerfir dräi Fuerderungen:

1) Reduktioun vum Verbrauch,

2) Energiebilanzéierung duerchféiere mat ganz klore Kritäre souwéi d'Aféierung vun enger Certifizéierung no sozialen an ökologesche Kritären,

3) Ustriewe vun engem gesonde Mix an der Biomassnotzung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Klimaschutz ass Wirtschaftspolitik a Sozialpolitik. Eng nohalteg Wirtschaftspolitik mat ville Chancen, Chancen a ganz ville Beräicher.

Wie sech mat Zäit op eng éierlech a konsequent nohalteg Wirtschaftspolitik ëmstellt, wäert gewannen. Wien den Ökozuch vun der Zäit verpasst, gëtt ofgehaang. „Wer zu spät kommt, den bestraft das Leben."

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, kommt, mir verpassen net den Zuch. Kommt, mir sprangen drop a loossen eis an eng besser, an eng sécher, an eng liewenswäert Zukunft féieren. Kommt, mir huelen d'Leit mat, kommt, mir weisen hinnen net de Fanger, mä reechen hinnen d'Hand.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kox Merci. Als leschte Riedner ass den Här Roby Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et deet engem eigentlech leed, datt net all Kéiers dann, wa mir hei iwwert de Klimaschutz diskutéieren, eis Consommatioun ëm 1% erofgeet, soss hätte mir eist Zil vun der Reduktioun vun 20% scho laang erreecht a vläicht souguer schonn iwwerschratt. Mä tatsächlech, mir musse feststellen, et huet sech an där ganzer Zäit net allze vill beweegt.

Ech wëll eng Kéier ganz kuerz rappeléieren, datt mir wierklech an enger Zwangslag sinn - Kyoto hin oder hier. De Klimawandel geet virun, mir spieren en. Mir hunn de Stern-Report, deen och e puermol hei schonn ernimmt ginn ass, deen eis seet, a wat mer erarutschen, wa mer näischt dergéint ënnerhuelen.

Déi fossil Energië ginn zu Enn, ob mer et wëllen oder net. An ob dat elo zéng Joer méi laang oder manner laang dauert, dat ännert iwwerhaapt näischt un der Situatioun.

Gläichzäiteg klëmmt den Energieverbrauch weltwäit drastesch. Dat kréie mer och net esou ouni Weideres ugehalen. D'Resultat dovun ass, datt d'Energiepräisser onheemlech séier klammen. D'Zuele si jo hei genannt ginn: De Barrel kascht scho wäit iwwer 100 Dollar, an dat wäert och wahrscheinlech esou virugoen.

D'Europäesch Kommissioun huet den 23. Januar hire Plang virgestallt a baséiert sech op haaptsächlech zwou Schinnen. Dat eent, dat ass d'Reduktioun vum CO_2-Ausstouss, an op där anerer Säit ass et d'Förderung vun den erneierbaren Energien.

D'Ziler bis 2020 sinn definéiert. Wat d'Reduktioun vum CO_2-Ausstouss betrëfft, sou sollen et 20% Reduktioun neierdéngs par rapport zum Joer 2005 sinn. D'Referenz ass net méi 1990. Wa mir 2005 een Ausstouss haten, deen eis ugerechent gëtt, vun 10,7 Milliounen Tonnen, da bedeit dat, datt mir mussen 2,2 Milliounen Tonnen erofgoen, an zwar op 8,5 Milliounen Tonnen - do, wou de Moment d'Tendenz nach ëmmer no uewe weist.

Wann een zréckkuckt, da gesäit een, datt d'Evolutioun eigentlech eng relativ favorabel war, wéi d'Schmelzen ugefaangen hunn, mat Elektroiewen ze produzéieren. Mir haten 1990 nach 13,3 Milliounen Tonne Gesamtausstouss, dovunner sinn der nëmmen zwou aus dem Tanktourismus komm. Dunn ass et 1998 erofgaang op 7,7. 2001 ass et erëm geklommen op 9,2; 2002 op 10,2; 2005 op 13,3 - an dovunner kommen der dann awer scho 5,7 aus dem Tanktourismus. Dat weist eis ganz kloer d'Richtung.

Wann een d'Secteuren och kuckt, déi fir deen Ausstouss verantwortlech sinn, da gesi mer, datt d'Industrie an d'Energieproduktioun mat ronn 3,5 Milliounen Tonne bedeelegt sinn, d'Ménagen an déi kleng Anlage mat 1,5 Milliounen an de ganzen Transportsecteur mat ronn aacht Milliounen Tonnen.

Nach eng Kéier: Beim Tanktourismus läit eisen Haaptproblem.

An do hänkt direkt d'Fro hannendrun: Gëtt et da fir Lëtzebuerg een Ausstiegszeenario aus dem Tanktourismus?

Ech hunn aus enger Etüd, déi vum finanzwëssenschaftleche Forschungsinstitut vun der Uni vu Köln am Mäerz 2006 gemaach ginn ass, erausgelies, datt, wa mir eng Tax vu fënnef Cent pro Liter géifen aféieren, dat eng Reduktioun vun 0,7 Milliounen Tonne géif bewierken, ouni datt finanziell Auswierkungen op de Budget dobäi géifen erauskommen. Bei enger zousätzlecher Tax vu siwe Cent hätte mer eng Reduktioun vun eisem Ausstouss vun 1,4 Milliounen Tonnen, mat minimalen Auswierkungen op de Budget. A bei zéng Cent zousätzlech hätte mer eng Reduktioun vun 2,7 Milliounen Tonnen, an da kéime mer eisem Zil jo scho ganz no. Do gëtt awer iwwert d'Auswierkungen op de Budget näischt gesot.

Mir brauchen, Här President, dréngend fiabel Chifferen an dësem Domän. An et muss een, wa mer hei scho bilanzéieren, der Regierung de Reproche maachen, datt mer zwar iwwert déi ganz Zäit iwwert dee Problem do diskutéieren, mä datt mer nach wie vor mat kenge konkrete Propositioune konfrontéiert sinn, datt et nach wie vor keng fiabel Chiffere gëtt an och kee konkreten Zeenario gëtt, wéi een dann an deem Domän do soll virgoen.

Wa mer beim Transport sinn, e Wuert zum öffentlechen Transport. Do sinn d'Zilvorgabe jo bekannt. Ee Véierel soll an Zukunft iwwert den öffentlechen Transport lafen. Dat ass dee berühmten „modal split" vu 25 zu 75. Dat wäert nach laang Zäit e fromme Wonsch bleiwen.

Ee fromme Wonsch - woufir? Well einfach net hei mat deem richtege Konzept geschafft gëtt. Et soll zwar vill investéiert ginn. Mir gesi jo och déi ganz Investitiounsplangen. Deelweis si gutt Initiativen derbäi, wéi den Ausbau vun enger Partie Streckennetzer.

Elo grad ass gefrot ginn: Woufir gëtt net méi op der Nordstreck gemaach? Ech muss soen, ech ka mech ëmmer nëmme wonneren. Wann een d'Geschicht vun der Eisebunn liest, da gesäit een, wéi d'Décisioun fir d'Nordstreck bis gefall war, wou se sollt lafen - am Ufank war jo Rieds, datt se eventuell sollt iwwert d'Héicht goen, dunn ass da fir den Dall optéiert ginn -, du war se mat deene Moyenë vun där Zäit praktesch bannent zwee Joer fäerdeg. An haut di mir eis schwéier, mir kréien d'Kéier net, fir déi Tunnelen e bësse méi grouss ze maachen, fir dann déi ganz Streck zweegleiseg kënnen ze bedreiwen.

Dat ass eppes, wat een einfach net begräift. D'autant plus, wann ee gesäit, wat mir alles u Strossentunnele bauen, déi vill, vill méi deier sinn an déi mer op ville Plazen net gebraucht hätten.

Mä nach eng Kéier: Do, wou et zielt, ass d'Konzept falsch. Ech wëll dat bei dëser Geleeënheet hei nach eng Kéier widderhuelen. Et gëtt ganz besonnesch hei, wou mir jo de Stau hunn och am öffentlechen Transport fir an d'Stad eran an an der Verdeelung an der Stad, nëmmen ee valabelt Konzept, wat och an engem räsonnabelen Délai duerchzefëieren ass: Dat ass de sougenannte Schummer-Plang. An zwar mat den Zich, esou wéi se aus dem Ëmland kommen a souguer och aus dem Ausland, collectéieren direkt bis an d'Stad eran an ënnert der Stad erduerch.

Mir si méi laang amgaangen, d'Infrastrukturen an der Stad ëmzetässelen, fir datt den Tram iwwerhaapt kann op deenen Tracéë fueren, wéi mer bräichten, fir den Tunnel ze bueren.

Et ass onbegräiflech - well da fonctionnéiert souwisou iwwerhaapt näischt méi -, datt ëmmer nach un der falscher Strategie festgehale gëtt! An et muss ee jo laachen, wann een dat déi lescht Deeg héieren huet, datt douewen erëm den hallwe Kierchbierg muss ewechgerappt ginn, fir datt den Tram soll d'Kéier kréien. Do gëtt einfach nëmmen droplassgewurschtelt, ouni d'Konsequenzen ze gesinn, déi hannendru kommen.

Reduktiounspotenzial - wa mer dovunner schwätzen, da muss een och e Wuert verléieren iwwert d'Cogénératiounszentral, déi zwar sécher an enger gudder Intentioun gebaut ginn ass, mä wann ech liesen, datt dat 10% vun de Lëtzebuerger Emissioune bedéngt, da kann een awer wierklech nëmmen de Kapp rëselen a soen, et war ganz kloer e falschen Investissement am Sënn vun eiser Klimastrategie, grad wéi d'Fotovoltaik och.

Ech wëll net soen, datt d'Fotovoltaik falsch war, mä wa mer soen, d'Geldmëttel vum Stat si limitéiert, da musse mer se do asetzen, wou se manifestement am meeschte bréngen an - mir sollen och net fäerten, fir dat ze soen - do, wou se am meeschte bréngen an eiser CO_2-Bilanz. Dat ass hei ganz sécher net de Fall. Hei ass schrecklech vill Geld investéiert ginn. Et ass awer kee positiven Impakt do, oder an dësem Fall vun der Cogénératiounszentral ass souguer en negativen Impakt op eis CO_2-Bilanz do.

Ech soen hei ganz offen, datt ech och kee grousse Frënd vun den Atomzentrale sinn. Mä Cattenom gëtt och net ofgeschalt, ob mir de Stroum do huelen oder ob mir en net do huelen. Mir hunn et halt virun der Dier, an et wär fir Lëtzebuerg besser gewiescht, mir hätten de Stroum vu Cattenom bezunn, a mir hätte mat deem ville Geld, wat d'Cogénératiounszentral kascht huet, all déi Projete realiséiert, déi eis wierklech an der CO_2-Bilanz eppes bruecht hätten. Do hätte mer enorm vill kënne maachen an och eise private Consommateuren enorm vill kënnen hëllefen, fir an hiren Haushälter, an hirem private Verbrauch zu enger besserer Bilanz ze kommen.

D'Wärmenetz, wat elo geplangt ass, ass gutt - ganz sécher -, mä et ass an där Bezéiung och nëmmen eng Plooschter op en hëlzent Been.

Här President, déi Konzeptlosegkeet an deene leschte Joren och an deem Domän ass sträflech, an et kann een dat net dacks genuch widderhuelen.

Zu den erneierbaren Energien, wat jo déi aner Schinn ass, déi d'Europäesch Kommissioun préconiséiert. D'Zil vu Lëtzebuerg, wat mir virgi kritt hunn, sinn 11% vum Gesamtverbrauch. An anere Länner gëtt nach méi verlaangt. Mir leien de Moment bei 2%. Dat heescht, mir missten do nach 9% bäileeën. Dat ass enorm. D'LUXRES-Etüd seet, datt nëmmen 8% méiglech wären. Ech kann dat eigentlech och net esou akzeptéieren, Här President, an ech sinn iwwerzeegt, den Här Minister gëtt mer net Onrecht.

Theoretesch kann ee bal alles maachen. Mä et muss een awer d'Fro no der Sënnhaftegkeet stellen. Et muss een och d'Fro stellen no deem, wat et leschtenenns kascht a wat et dann an der Bilanz herno beweegt. Et muss een d'Fro stellen: Wat ass da leschtenenns ekologesch sënnvoll?

Mir mussen d'öffentlech Hëllefe geziilt op d'Effizienz asetzen. Och op d'Effizienz bei der Produktioun vun erneierbaren Energien. Do behaapten ech nach eng Kéier, datt zum Beispill d'Fotovoltaik zwar eng interessant Geschicht ass, mä datt et e schrecklech héijen Invest ass fir dat relativ Wéinegt, wat awer do als Rendement hannen erauskënnt.

D'Wandenergie - dat wësse mer - ass limitéiert. Et gëtt sécher vill besser Standuerter dohier. Duerfir hu mir och kee Problem domat, wann op anere Standuerter, déi vill méi ergiebeg sinn, Wandenergie produzéiert gëtt, déi mer kënnen op eise Kont urechnen. An deem Zesummenhang kann een och uschwätzen: Et sinn nei Entwécklungen amgaang vu Mikrozentralen, déi, ouni ze stéieren, och kënne bei den Haiser opgeriicht ginn. „Kleinvieh macht auch Mist", seet dat däitscht Spréchwuert. Ganz vill kleng Anlage kënnen och insgesamt vill derzou bäidroen.

Bei der Biomass ass ëmmer gesot ginn, an dat ass och wahrscheinlech richteg, datt dat eist gréisste Potenzial un erneierbaren Energien ass. Wichteg ass bei der Biomass, datt dat richtegt Konzept fonnt gëtt. Ech ënnerstëtzen och dat, wat d'Virriedner hei gesot hunn, datt mer ganz grouss Efforten an der Fuerschung an an der Entwécklung vun der Notzung vun der Biomass musse maachen. Virun allem mussen déi enorm Quantitéite vun Offallstoffer, déi jo net a Konkurrenz zur Nahrungsproduktioun stinn, sënnvoll genotzt ginn.

Ech sinn, Här President, iwwerzeegt, datt et laangfristeg a Richtung Waasserstofftechnik geet; och nach aus anerere Grënn. Mir kënnen iwwert de Waasserstoff och nei Antriebstechnologien entwéckelen oder bedreiwen, déi ganz interessant sinn, well se vill méi spuersam fonctionnéieren. Ech kommen nach kuerz dorop zréck.

Mir mussen, wéi gesot, d'Fuerschung an d'Entwécklung virundreiwen. Biogas, soen d'Wëssenschaftler eis, ass net ganz ofzelehnen, mä et ass wahrscheinlech wéinst dem Rendement éischter ze limitéieren op Gülle. Et muss schonn hannerfrot ginn, wann ee Planzen ubaut, fir Biogas ze produzéieren, awéiwäit datt do den ökologesche Rendement stëmmt. Duerfir, an och dat kann ee mat zwou Hänn ënnerschreiwen, mussen Nohaltegkeetskritäre fir d'Biomass entwéckelt ginn. Si mussen och méi streng gefaasst ginn, esou wéi d'Europäesch Kommissioun dat och proposéiert.

Den Ökostroum sief kuerz ernimmt; erneierbar Energiezertifikater. Selbstverständlech ass dat e Wee, dee mir matdroen an deen een och soll an deem Mooss notze wéi et méiglech ass.

Wa mer bei den erneierbaren Energië sinn a bei der Biomass, e Wuert zum Agrosprit. Och mir sinn der Meenung, datt een do ganz virsiichteg muss virgoen. Déi 10% Agrosprit-Bäimëschung fir Lëtzebuerg aus eegene Ressourcë si ganz sécher onrealistesch a kontraproduktiv. Dat ass arbiträr festgeluecht ginn a muss iwwerduecht ginn, well et am Sënn vun der Nohaltegkeet net opgeet.

Mir wëssen, datt Agroenergie a Liewensmëttel zueneen a Konkurrenz stinn. Mir hate jo scho kuerz e klengen Intermezzo hei dowéinst. Et ass do richteg, wou et Sënn mécht a wou mer d'Liewensmëttel net muttwëlleg verdeieren a virun allem verknappen, well dat gëtt e Problem.

Et gëtt awer onofhängeg dovun e Problem - ech wëll dat an engem Zwëschesaz soen -, well an deem Mooss, wou déi fossil Energie méi deier gëtt, a si klëmmt jo nach weider, wäerten och onofhängeg dovunner d'Liewensmëttelpräisser matklammen, well d'Liewensmëttelproduktioun zu engem Deel un de Präisser vun der fossiler Energie drunhänkt. Dat ass net oder ganz schwéier dovunner lasszekoppelen. Dat wäert sécher weltwäit - a mir liesen dat jo och elo schonn - Problemer mat sech bréngen.

Duerfir muss een oppassen, wat ee mécht, an net op Däiwel komm eraus soen: D'Zil ass elo dat vun 10% Bäimëschung, da si mer op der gewonnener Säit. Mir sinn der Meenung, datt d'Effizienzsteigerung am Transportsecteur dat gréisste Potenzial huet. Mir wëssen awer och, datt eisen Hiewel hei zu Lëtzebuerg relativ kuerz ass, fir do eppes ze bewegen.

Wann een dann esou virgeet wéi d'Regierung virgaangen ass mat der Automobilstax, da kann et souguer kontraproduktiv sinn, well d'Leit hannen um Enn net méi bereet sinn oder net esou bereet sinn, mat op de Wee ze goen, wéi ee sech dat géif wënschen, well et als ongerecht emfonnt gëtt a well et och virun allem als retroaktiv emfonnt gëtt an deem Mooss, wou déi Leit, déi Autoe kaaft hu virun engem, zwee oder dräi Joer, dat jo net an Erkenntnis vun där Tax gemaach hunn, déi agefouert ginn ass.

Den Transportsecteur ass en immens wichtege Secteur. Mir soe ganz kloer, datt mussen Direktivë fir d'Autosindustrie kommen. Et weess ee jo net, wat een do nach soll gleewen. Et sinn och souguer Leit aus deem Fach, déi soen, et léichen eng ganz Partie Projeten an den Tiräng vun den Uelechkonzernen, well esou séier wéi nei Technologië kommen, déi effektiv Sënn géife maachen, géife se opkaaft ginn a géife se souzesoe broochgeluecht ginn, well dat jo der Uelechindustrie net géif an de Krom passen. Wann dat géif stëmmen - ech kann et bal net gleewen -, da wier dat jo eng eenzeg Katastroph.

Mä ech widderhuelen, wat ech schonn emol eng Kéier hei gesot hunn: Den Explosiounsmotor, och mat alle Raffinessë vun haut, datéiert vu ronn 1880 an et kritt een net méi wéi 35 bis 37% Bewegungsenergie erausgekëddelt. En ass einfach iwwerlieft. Mir brauchen e Quantesprong. Dee läit héchstwahrscheinlech an der Waasserstofftechnologie iwwer Brennstoffzellen, wou een och virun allem Récupératioun vun Energie ka maachen a wou ee souguer um Auto kann iwwer Fotozellen um Daach Energie tanken, well d'Waasserstofftechnologie jo iwwer elektreschen Antrieb fonctionnéiert.

E Wuert zu de Mécanismes flexibles. Do ass jo virgesinn, datt dat an enger zweeter Phas soll op 3% limitéiert sinn. Mir hannerfroen och d'Sënnhaftegkeet vun dëser Dispositioun. Mir si grondsätzlech d'accord, datt ee soll probéieren déi meeschten Effortë bei sech selwer ze maachen. Mä wichteg ass, datt global eppes geschitt, an duerfir fanne mir, datt och Investissementer an anere Länner gradesou sollen a Considératioun gezu ginn. Et ass dem Weltklima leschtenenns egal, wéi a wou CO_2 agespuert gëtt, wichteg ass, datt en agespuert gëtt. D'Viraussetzung ass einfach d'Nohaltegkeet.

E Wuert zum CO_2-Quotenhandel. Vun 2013 u soll jo de System vum Versteeë vun den CO_2-Quote fir d'Industrien am Kader vun enger europäescher Bourse agefouert a progressiv gesteigert ginn. Dat ass mat Sécherheet en effikasse Mechanismus. Et ass jo och eréischt dann, wann et richteg ufänkt ze gräifen. Et däerf een awer d'Auswierkungen op d'Präisser vun de Wueren hannerfroen, well dat jo automatesch d'Produktiounskäschten an d'Luucht dreift, a virun allem de Problem vun der Konkurrenzverfälschung, bei deem jo och d'FEDIL fäert, datt eng Délocalisatioun a Länner ausserhalb vun der Europäescher Unioun kéint kommen.

Duerfir ënnerstëtze mir och d'Iddi vun enger CO_2-Importtax fir Importer aus Länner, déi do net matmaachen. Och an deem Zesummenhang eist Onverständnis dowéinst, wou esou vill Fluchverkéier onnëtz duerch d'Welt doruechter ass, well de Sprit esou bëlleg ass, well deen net besteiert gëtt, an datt dat och net soll - wéinstens elo - an de System mat erakommen.

Här President, ech kommen zur Konklusioun. Och Lëtzebuerg ass an dësem Domän virun eng gewalteg Erausfuerderung gestallt. Et ass eng vun deene gréisste vun deenen nächste Joren. Eng kloer Reduktiounsstrategie feelt. De Bensinstourismus ass den Haaptknackpunkt. Do wäerte mer eis d'Zänn, wann net ausbäissen, mä awer jiddefalls nach wéi kréien, wa mer do druginn. D'erneierbar Energieressourcë bleiwe limitéiert. Duerfir brauche mer eng intelligent an effizient Strategie an der Biomassenergie.

Der Regierung kann een, wann een zréckkuckt, keng gutt Zensur ausstellen. Lëtzebuerg huet vill ze laang geschlof. Eng kloer erkennbar Strategie gëtt et net. Et gëtt keng kloer quantifizéiert Zilsetzung. Et gëtt keng kloer erkennbar Approche Richtung Tanktourismus. Et ass an der Vergaangenheet zum Deel falsch investéiert ginn. Et huet de Steierzueler vill Geld kascht an et ass net vill derbäi erauskomm.

Déi bishereg Bilanz - Här President, et deet mer leed, ech géif dem Här Minister gären eppes anescht soen - ass miserabel. Et bleift bal nach alles ze maachen, an esou traureg wéi et ass, et bleift um Enn d'Hoffnung, datt déi Energiepräisser, déi an deem Mooss klammen, wéi dat elo de Fall ass, vläicht méi bewierken, wéi d'Regierunge vun der Vergaangenheet beweegt hunn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Elo huet d'Regierung nach eng Kéier d'Wuert. Den Här Ëmweltminister Lux, wann ech gelift.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert zum Schluss vun där Debatt elo net de Feeler maachen an de Versuch starten, fir hei op all Remarquen, op all Suggestiounen, op all Kritiken ze äntwerten, well dat géif eis ganz vill Zäit huelen.

Ech mengen dat och besonnesch, well jo de Mëtteg iwwert de Paquet vu Bréissel haaptsächlech soll geschwat ginn. Allerdéngs nom Débat «je reste sur ma faim», fir genau ze wëssen, wat dann déi eenzel Fraktiounen eis fir déi nächst Wochen a Méint mat op de Wee op Bréissel ginn. Eenzelner sinn dorop agaangen, anerer hunn net vill doriwwer geschwat.

Ech wëll och net op dat agoen, wat ech zum Deel fir Iwwerdreiwungen halen. Virun allem hunn ech fonnt, dass den Här Kox jo Recht huet, wann hie seet, mir brauchen dobaussen eng Atmosphär, déi net eng Atmosphär ass vu Gejéimers. An dann hält en awer eng Ried, déi am Prinzip vun uewe bis ënnen eng Ried war vu Gejéimers,...

(Brouhaha général)

...vun Negativem, vum Dénigréieren a vum Versichen, wierklech all déi positiv Usätz, déi et a ville Beräicher gëtt, schlechtzerieden.

Besonnesch an der Fro vun der Energieberodung, der Berodungsoffensiv, vun där ech virdru geschwat hunn, fir déi mer eis eleng am Budget 2008 eng Millioun zousätzlech Mëttele ginn hunn, kéint ech och soen, dass ech an deene leschten Deeg a Wochen Dosende Leit begéint sinn, déi sech belobigend doriwwer ausgeschwat hunn, dass se deen Nummer vun der Energieberodung gedréint hunn a se zwou Wochen duerno ee virun der Dier haten, deen den Energiecheck gemaach huet.

Et kann een also ëmmer schwätze vun deenen Zich, déi ze spéit fortfueren, an net schwätze vun deene villen Zich, déi an deene leschte Méint an där Politik hei zur Zäit fortgefuer sinn. Dat ass dat, wat mech am Prinzip e bëssen enttäuscht no deem Débat hei.

An dat Zweet, wat mech enttäuscht, dat ass, wa vill Riedner hei zum Schluss gesot hunn, et gëtt an deene Punkten do keng Etüden, keng Zuelen, keng Visiounen. Da mengen ech wierklech, ech wär net derbäi gewiescht, wéi mer a sechs Workshopen - sechs! - zesumme waren, wou all Kéiers d'Membere vun der Chamber mat invitéiert waren, wou mer all eenzel Potenzialer schréftlech vum FiFo-Institut virgeluecht a studéiert hunn, fir kloerzemaachen, wat mer an deenen eenzelne Beräicher eis un Zilsetzunge ginn; dass mer eng Studië virgeluecht hunn iwwert d'erneierbar Energie, déi déi ganz Potenzialer kloermécht; dass mer an der Potenzialstudië all eenzel Reduktiounspotenzialer awer wierklech bis op 50.000 Tonnen erofgerechent hunn, wat mer an deenen nächste Méint a Joren an deene Beräicher wëlle maachen; dass mer viru véierzéng Deeg an der Regierung de Plang iwwert d'Energieeffizienz ugeholl hunn an op Bréissel geschéckt hunn, dee wierklech bal bis hannert dem Komma däitlech mécht, wat mer an deenen eenzelne Punkten a Potenzialer wëllen erreechen, wéi vill dass mer kënnen erreechen a wéi mer dat wëlle fäerdeg bréngen.

Och um Niveau vum öffentlechen Transport, och wa mer mam Här Mehlen a mam ADR eben déi Divergenz hunn iwwert d'Konzept, respektéieren ech déi Meenung, déi si hunn.

Firwat gëtt déi Meenung dénigréiert, déi véier aner Fraktiounen hei fir den öffentlechen Transport hunn, wou mer dach do e Konsens an deene leschte Méint fäerdeg bruecht hunn op deem Punkt vum „Mobil 2020“, wou mer kloer wëssen, wéi mer an deenen nächste Jore wëlle virgoen?

Ech wëll och soen - ech mengen, hien huet dat zum Schluss gesot -, dass d'Fro vun der Effizienz, vun dem Käschten-Notzen-Rechne vun eisen eenzelne Moossname jo awer däerf erlaabt sinn.

Ech sinn dee Leschten, deen hei net wëllt nach eng Kéier kloermaachen, Här Kox, dass mir och déi Tatsaach, dass mer Enn 2004 an e Lach gerode si bei den erneierbaren Energien an dem Subventiounsreglement, nach haut leed deet, dass dat esou geschitt ass.

Duerfir gëtt et Erklärungen, déi ee kënnt maachen. Ech hu mech bis elo gehitt, fir déi Zuel iwwerhaapt eng Kéier ze nennen. Mä ech wëll dat awer hei soen, well dat vun e puer Riedner gesot ginn ass. Mir mussen déi Rechnung awer maachen!

Um Niveau vun der Fotovoltaik sinn ech dee Leschten, deen hei géif higoen, fir menge Virgänger, dem Charles Goerens an dem Eugène Berger, iergendwéi e Virworf ze maache fir déi Reglementer, déi se 2001 gemaach hunn, well et de richtege Wee war, fir aus der Fotovoltaik - och wann dat net Kyoto-relevant war! - dat Meescht eraushuelen.

Ech muss awer feststellen, dass trotz allem déi 0,3% um Stroumkonsum, déi aus deem Fotovoltaiksprogramm erauskomm sinn, de Lëtzebuerger Stat an deenen nächste Joren insgesamt - mir hunn dat genau op den Euro gerechent - 250 Milliounen Euro,...

(Interruption)

...dat heescht zéng Milliarden aler Frang kascht.

Déi Rechnung musse mer awer maachen, fir ze kucken, op wéi vill d'Käschte sech belafen, wa mer dat héichrechnen op 11%, a mir musse bis 11% kommen. Fir en Taux vun 0,3% vun dem Stroumkonsum musse mer scho mat zéng Milliarden aler Frang förderen. An do kënnt jo dann nach net den Undeel vun de Leit derbäi, déi jo och nach eppes bezuelt hunn.

Da musse mer awer déi Rechnunge maachen, an duerfir soen ech, mir hunn an all deenen Etüden awer versicht déi Rechnungen do ze maache mam Professer Ewringmann zesummen, mam FiFo-Institut, mat all deenen aneren Instituter, déi mer eis gesicht hunn, fir op deem Niveau weiderzefueren.

Eng drëtt Remarque wëll ech maachen um Niveau vum Tanktourismus. Ech weess, et gëtt sech jo do verstoppt hannert där Fro, dass hei eenzel Fraktioune gären hätten, dass mer beim Tanktourismus eng Etüd solle virleeën, fir genau ze rechnen, wat dann d'Recetten an d'Dépensë sinn. Wat ass déi Berechnung, déi een do ka maachen?

Ech weess, a jiddfereen heibanne weess, dass dat enorm schwiereg ass. Ee Beispill nëmmen: Solle mer fir deen Transitverkéier, dee mer hunn, solle mer do d'Dräispuregkeet vun der Autobunn vu Capellen op d'franséisch Grenz als e Coût vum Tanktourismus zielen, dee mer berechnen? An esou kann ee bei all eenzel Ausgab sech d'Fro stellen: Gehéiert dat doran oder net?

En fin de compte ass déi Fro vum Tanktourismus eng politesch Fro. Ech soen lech, soulaang wéi hei net e Riedner sech dohinnerstellt, fir ze soen, dat Potenzial vum Tanktourismus ass eenzeg an eleng duerch eng massiv Bensins- an Dieselpräiserhéijung ze attackéieren, soulaang mengen ech kann ee ronderëm de Bräi rieden. En fin de compte geet et an där Ausenanersetzung just ëm déi Fro, ob mer bereet sinn, dat ze maachen oder net.

An ech mengen, dass heibannen déi Meescht, méi oder manner däitlech ausgeschwat, dat net wëlle maachen. Déi eng schwätze vu virtuellem Ausstieg, déi aner soen, mir mussen eis iwwerleeën - an dat kënnt e bëssen op déiselwecht Fro eraus -, wat fir eng Affektatioun vun deene Mëttele mer an deenen nächste Jore maachen.

Tatsaach ass, dass mer kloer an däitlech bei der Fro vum Tanktourismus sollen doriwwer mateneen diskutéieren, wéi mer dat an deenen nächste Joren upaken.

Mir gefält déi Strategie nach ëmmer am beschten, déi seet, dass mer eng moderat Entwécklung no ënnen iwwert de Kyoto-Cent, iwwert d'Steierharmoniséierung sollen ugoen an dass mer do derniewent eis sollen d'Fro stellen, wéi esou oft hei bemierkt ginn ass: Wat maache mer mat deene Recetten? Solle mer déi net lues a lues affektéiere fir aner Politiken, an eise Budget net an d'Ofhängegkeet dovunner stellen?

Dat ass en fin de compte - mengen ech - dat, wat heibannen e bëssen de Konsens ass vun deem, wat mer an deene leschte Méint ëmmer hei gesot hunn.

An dann eng lescht Fro zu dem Paquet. Ech hat heibannen d'Gefill, dass mer an der Fro vum Paquet eis dach awer eens sinn, fir ze soen, dass mer déi Flexibilitéit brauchen.

Här Kox, et ass net richteg, dass mer direkt den 23. Januar, wéi de Paquet virgeluecht ginn ass, mat Gejéimers ugefaangen hunn. Ech hunn hei d'Notizen nach vun der Pressekonferenz, déi ech ofgehalen hunn. Si ginn un domadder - esou wéi haut -, dass ech gesot hunn, de Paquet vun der Kommissioun ass e richtege Schrëtt, e richtege Schrëtt an déi Richtung, wéi mer se gären hätten, a mir sinn als Lëtzebuerger Land bereet, dee Wee do matzegoen.

Mä ech mengen, wann ech hei gesot hunn, dass d'Kommissioun an hirem „impact assessment“ selwer seet: „Dir sidd e Land mat héije finanzielle Capacitéiten, Dir sidd awer gläichzäiteg e Land mat wéinege Potenzialer“, da soe mir just ganz kohärent dorauser: „Ma da loosst eis déi Fakultéit, fir mat deene finanzielle Capacitéiten och iwwert déi aner reell objektiv Capacitéiten a Potenzialer erauszegoen.“

Dat ass déi Linn, déi mer wëllen an deenen nächste Wochen a Méint zu Bréissel goen.

Ech géif iwwert d'Autosteier an iwwert den Débat vum Dezember 2006 jo nach esou gär…

M. le Président.- Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Jo. Dat maachen ech.

Ech géif just iwwert déi Diskussioun am Dezember nach esou gären eppes soen, an iwwert d'Positiounen, déi hei ageholl gi sinn. Ech soen lech just, dat steet och - an ech hunn dat am Ufank gesot - am Zesummenhang mat der Fro vum Autofestival.

Gleeft mir, dass eng Majoritéit bei alle Streidereien iwwer Recalculen am Dezember - ech mengen net, dass et Politiker waren, déi décidéiert hunn, fir dat unzeriichten - an dass bei allem bürokratesche Schlamassel en fin de compte eng grouss Majoritéit vun de Leit ganz kloer gesäit, wat fir eng Politik mir wëlle maachen: déi vum Forderen an déi vum Förderen. D'Resultater vum Autofestival an deem Potenzial vum résidentë Fuerpark sinn amgaang do hir Friichten ze droen. Mir sollten dee Wee och konsequent weidergoen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Ëmweltminister Merci. Domadder ass dëse Punkt ofgeschloss.

Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel vum Revisiounsvirschlag 5673 iwwert d'Aféierung vun engem neien Artikel 32bis an eiser Verfassung. D'Chamber hat eng éischte Kéier de 5. Dezember 2007 doriwwer ofgestëmmt. Et sief nach eng Kéier drun erënnert, datt bei dëser Proposition de révision nom Artikel 114 vun eiser Verfassung ofgestëmmt gëtt, dat heescht mat enger Zweedrëttelmajoritéit, an de Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de révision, den honorabelen Här Alex Bodry.

6. 5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et handelt sech ëm den zweete Vote. Ech ka mech also hei relativ kuerzfaassen. Nach mengen ech, dass, wa mer eng Verfassung änneren, dat jo awer keen alldeegleche Moment ass hei an der Chamber. Duerfir besteet awer d'Noutwendegkeet, fir nach e puer Wuert vun Explikatioun zu där Modifikatioun hei ze soen.

Et geet drëm, dass mer d'politesch Parteien an eisem Verfassungstext veränneren duerch d'Schafung vun engem neien Artikel, den Artikel 32bis. D'Zil vun där heiter Revisioun ass et, fir déi legal Welt oder Verfassungswelt mat där realer Welt an Aklang ze bréngen. Eis Verfassung geet zu engem gudden Deel nach op d'Mëtt vum 19. Jorhonnert zréck. Eng Zäit also, wou et d'politesch Parteien nach net gi sinn. Duerfir gesäit och eise Verfassungstext a sengen Urspréng d'politesch Parteien net vir.

Et ass relativ erstaunlech, dass et bis 2008 gedauert huet, bis mer deen dote Schrack maachen an déi politesch Realitéit vun de politesche Parteien och an eisem Verfassungstext verankeren. De Parteie kënnt eng zentral Roll zou am Fonctionnement vun enger parlamentarescher Demokratie. Dat an näischt méi wëlle mir och an eiser Constitutioun verankert wëssen.

D'politesch Parteie sinn och an eisen Ae méi wéi nëmmen d'Resultat vun der praktescher Uwendung vun der Vereenegungsfräiheet. An engem System besonnesch och vun der representativer Demokratie, wou eist Land sech jo voll a ganz derzou bekennt, sinn d'politesch Parteien, ob een déi elo positiv beuerteelt oder net, den Dréi- an Aangelpunkt vum ganze Fonctionnement vun esou engem politesche System.

Et ass net nëmme bei der Fro vun der Opstellung vu Kandidatelëschte bei deene verschiddene Wahlen, bei der Duerchféierung vun de Wahle selwer oder och bei der Regierungsbildung, wou déi politesch Parteien eng Roll spillen, déi reell ass, mä si hunn och eng grouss Verantwortung: d'Verantwortung, fir och zur öffentlecher Meenungsbildung bäizedroen.

Och duerch hir Verschiddenheet stelle si de politesche Pluralismus an enger Demokratie duer. D'Existenz vu politesche Parteien eleng ass awer keng Garantie fir eng vollwäerteg Demokratie. D'Demokratie lieft nieft der Aktivitéit vun de Parteien och zu engem ganz groussen Deel duerch déi effektiv Participatioun vun den Eenzelnen an och vun net politesche Gruppéierungen an der Gesellschaft.

D'Parteie mussen onofhängeg sinn. Si musse selwer intern demokratesch fonctionnéieren. Hir Ziler, déi si sech setzen, an déi Instrumenter, déi si sech ginn, fir déi Ziler ze erreechen, musse geschéien am Respekt vun de Gesetzer a vun den unerkannte Rechter a Fräiheeten.

Dat gesot, hu mir awer dovunner ofgesinn, fir an iergendenger Form eng Kontroll vun de Parteie virzegesinn, sief et am Verfassungstext, sief et och herno a Gesetzer, déi och Deelaspekter vun de Parteie begräifen.

Mir hunn awer d'Optioun geholl, fir eng kuerz Formulatioun virzegesinn, déi sech ausschliesslech op d'Definitioun an d'Missioune vun de politesche Parteie konzentréiert. Eng Formulatioun och, déi net mat sech zitt, dass de Législateur muss aner Gesetzer huelen, fir d'Aspekter vum Parteieliewen ze regelen. Déi Definitioun, déi mer schlussendlech gewielt hunn, ass déi, wéi se am Gesetz vun 1999 iwwert de Remboursement partiel vun de Wahlkampfkäschten och scho virgesi war. Den neien Artikel 32bis inspiréiert sech also un där doter Definitioun.

Lëtzebuerg ass net dat éischt Land, wat deen dote Wee geet. An Europa si ganz vill Länner deen dote Wee scho laang virun eis gaangen. Dat ass de Fall fir Frankräich, Däitschland, Italien, Spuenien, Griichenland a Portugal. Oft Länner allerdéngs, déi eng Experienz vun enger Diktatur, vun engem totalitäre Stat haten, an déi sech vläicht méi wéi aner Länner bewosst gi sinn, wéi wichteg e gutt fonctionnéierende Parteiesystem fir eng Demokratie ass.

Mir maachen also mat deem heiten zweete Vote e weidere Schrëtt a Richtung Modernisëierung an Aktualisëierung vun eisem Verfassungstext, wou mer och bis zum Enn vun dëser Period nach munch Kéieren, esou hoffen ech, hei d'Geleeënheet wäerten hunn, op aner Punkte vun der Revisioun vun eisem Verfassungstext ze schwätzen ze kommen.

Ech liesen lech zum Schluss nach eng Kéier deen Text vir, iwwert deen elo ofgestëmmt soll ginn. Et ass also en Text, deen integréiert gëtt an d'Kapitel iwwert d'Puissance souveraine, den Artikel 32bis, dee wéi folgt formuléiert ass:

«Les partis politiques concourent à la formation de la volonté populaire et à l'expression du suffrage universel. Ils expriment le pluralisme démocratique.»

Ech géif mer am Numm vun der ganzer Kommissioun wënschen, dass dee Vote esou kloer an eestëmmeg géif ausfalen, wéi déi éischte Kéier.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Wëllt elo nach een dozou d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Wann dat net de Fall ass, ass domadder d'Diskussioun ofgeschloss. D'Chamber stëmmt dann elo am zweete Vote constitutionnel iwwert d'Proposition de révision 5673 of. Et gëtt keng Procuratioun.

Second vote constitutionnel

D'Resultat ass dat folgend: 47 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Domadder ass déi Proposition de révision ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Lucien Thiel et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Charles Goerens, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. François Bausch, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5597, eng Ofännerung vum Code d'instruction criminelle. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner.

7. 5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dëse Gesetzesprojet soll zwou punktuell Reforme vun eisem Strofprozessrecht aféieren. Op där enger Säit hu mer fir d'éischt d'Formalitéit vum Rapport écrit et motivé vum Juge d'instruction an der Uklophas. Deen zweete Punkt ass déi nei Praxis vum Jugement par défaut.

Eng Virbemierkung zu de parlamentareschen Aarbechten. De Conseil d'État huet zu dësem Projet dräi Avisen ofginn an d'Commission juridique huet dëse Gesetzesprojet zweemol substanziell amendéiert. Duerfir wäert ech am Laf vun dësem Rapport op déi verschidden Avisen zréckkommen.

Mir kommen zur éischter Reform. Fir d'Noutwendegkeet vun engem Rapport écrit et motivé vum Juge d'instruction kënnen ze bewäerten, duerchlafe mer elo ganz schnell déi verschidde Phasë vum Ufank vun engem Strofverfahren.

Bei engem Tatverdacht kann de Procureur d'Ouverture vun der Instructioun beim Untersuchungsriichter froen. Dëse sammelt all d'materiell-rechtlech Beweiser à charge et à décharge, déi zur Opklärung noutwendeg sinn.

All seng Handlunge gi schréftlech niddergeschriwwen. Wann den Untersuchungsriichter säin Dossier komplett erleedegt huet, sprécht hien eng Ordonnance de clôture de l'instruction a kommunizéiert den Dossier un de Procureur, un de Parquet, dee sengersäits d'Chambre du Conseil aschalt, déi déi delikat Aufgab huet, d'Faiten, déi aus dem Juge d'instruction sengem Dossier erausginn, ofzeschätzen an ze qualifizéieren.

Vun dësem Zwëscheverfahren hänkt also d'Schicksal net nëmme vum Beschëllegten, mä och vun alle Bedeelegte vun der Instructioun of. Zum Beispill d'Riichtere vun dëser Juridiction d'instruction décidéieren, ob d'Strofverfahre soll ophalen, dat wëllt soen, en Non-lieu soll gesprach ginn, oder awer si verweisen d'Affär un d'Juridiction de jugement.

Bis haut war de Modus deen, dass nom aktuellen Artikel 127, Paragraph 5 d'Chambre du Conseil am Kader vun der Ordonnance de renvoi nëmmen op Basis vun engem schréftlechen a motivéierte Rapport vum Untersuchungsriichter statuéiert, an dat sous peine de nullité. Dat soll elo ëmgeännert ginn.

(Brouhaha général)

De virleienden Text, esou wéi mir en elo wëlle stëmmen, differenzéiert tëschent enger Demande de renvoi virun d'Chambre criminelle respektiv der Demande de renvoi devant le Tribunal correctionnel.

An der éischter Hypothees bleift de schréftleche Rapport obligatoresch; falls d'Affär awer virun d'Chambre correctionnelle géif renvoyéiert ginn, huet nom neien Text den Untersuchungsriichter elo d'Méiglechkeet, e Rapport ze schreiwen. Hie muss et awer net. An deenen zwee Fäll brauch de Rapport net sonnerlech motivéiert ze sinn.

Par contre huet de Juge d'instruction, Här Bettel, nach ëmmer d'Obligatioun, e schréftleche Rapport ofzeginn, wann d'Chambre du Conseil iwwer eng Demande de mise en liberté provisoire statuéiert.

Wéi ech dat virdrun ugekënnegt hunn, huet eis parlamentaresch Kommissioun den initialen Text vun der Regierung zweemol amendéiert. No dësem Text, esou wéi e vun der Regierung proposéiert ginn ass, sollt d'Formalitéit vum schréftlechen a motivéierte Rapport vum Untersuchungsriichter carrément ofgeschaaft ginn, ëmmer erëm à l'exception vun der Demande de mise en liberté provisoire.

Déi initial Auteure waren der Meenung, dass de schréftleche Rapport vum Untersuchungsriichter eng reng Formalitéit géif duerstellen, vu dass an der Praxis den Untersuchungsriichter sech meeschtens un d'Réquisitioune respektiv un d'Instructioune vum Parquet uschléisst. Et kéint een also d'Exigenz vun engem schréftleche Rapport fale loossen a fir iwwerflëssteg befannen. Fir hir Démarche ze justifiéieren, hunn d'Auteure vum Gesetzentworf op d'Genèse vun den aktuellen Dispositiounen opmierksam gemaach.

Fir d'Rechter vun all de Bedeelegten ze verdeedegen, an dat selbstverständlech nom Prinzip vun der Gewaltendeelung, ass den Untersuchungsriichter net Deel vun der Chambre du Conseil. Dëst ass kloer 1973 virgesi ginn, andeems d'Fonctioune vum Untersuchungsriichter mat deene vun engem Riichter, deen an der Chambre du Conseil sëtzt, als inkompatibel erkläert goufen.

Zënter deem tagt d'Chambre du Conseil, déi eng kollegial Formatioun vun dräi professionelle Riichter ass, ouni den Dossier virdrun ze kennen. A vu dass se den Dossier net kennen, ass d'Formalitéit vun engem Rapport vum Untersuchungsriichter festgehale ginn.

Dëse Rapport hat an huet nach ëmmer als Zil, d'Riichtere vun der Chambre du Conseil iwwert den Dossier ze informéieren. D'Riichteren also vun der Chambre du Conseil hunn eng Zäit laang verschidde Fonctiounen iwwerholl an hunn niewent hirer Fonctioun als Riichter an der Chambre du Conseil och um Correctionnel siégéiert.

Do war et also vu Bedeitung fir d'Chambre du Conseil, sech op e schréftleche Rapport kënnen ze verloossen. Si hunn immens Zäit domadder gewonnen.

Or, zënter 1973 ginn d'Riichtere vun der Chambre du Conseil kenger anerer Aarbecht no wéi där, déi hinnen am Kader vun der Chambre du Conseil zoufält. No den Auteure vum Gesetzesprojet fält mat dëser Reform also d'Exigenz vun engem schréftleche Rapport vum Untersuchungsriichter. D'Riichtere vun der Chambre du Conseil hu jo elo - mengen d'Auteure vun der Regierung - genuch Zäit, sech selwer an den Dossier anzeschaffen.

Ech kommen elo zu der Commission juridique. Déi huet dës Approche vun den Auteuren net gedeelt. Mir mengen, dass d'Suppressioun vum Rapport an allen Hypotheesen net am Intérêt vun dem Beschëllegten ass a souguer de Beschëllegten doduerch kéint benodeelegt ginn.

A verschiddene Fäll, wann den Dossier komplex ass, ass et gutt, wann d'Chambre du Conseil e Rapport virfënnt, deen op déi verschidde rechtlech an och net rechtlech Aspekter vun der Affär ageet.

An dësem Kontext ass nach ervirzehiewen, dass, wann a ville Fäll den Untersuchungsriichter sech effektiv de Réquisitiounen oder den Instructioune vum Parquet uschléisst - dat ass jo d'Haaptargument vun den Auteuren, fir dëse Rapport écrit ofzeschafen -, d'Praxis awer esou ausgesäit, dass a villen anere Fäll de Riichter wéinst der komplexer Natur vum Dossier en detailléierten a motivéierte Rapport schreift, mam Objet, d'Chambre du Conseil am beschten ze informéieren.

Duerfir huet d'Kommissioun dësen Text amendéiert a proposéiert ze differenzéieren tëschent dem Renvoi virun d'Chambre criminelle respektiv correctionnelle.

De Statsrot elo hat a sengem éischten Avis d'Suppressioun vun der Formalitéit vum Rapport, esou wéi d'Auteure vum Projet de loi et virgesinn haten, approuvéiert. Deementspriechend bedauert de Conseil d'État a sengem Avis vum 3. Juli 2007 d'Initiativ vun eiser Kommissioun, déi Formalitéit vum Rapport partiel nees anzeféieren.

De Statsrot vertrëtt d'Meenung, dass vun deem Moment un, wou d'Instructioun ofgeschloss ass, den Untersuchungsriichter näischt méi am Dossier verluer hätt. D'Exigenz, e Rapport virzeleeën, vereinbart sech schlecht mat de Verflichtunge vun enger Ermëttlung. D'Notioun selwer vun engem schréftleche Rapport ass an den Ae vum Statsrot kontradiktoresch. E Rapport soll, net méi an net manner, déi verschidde Flichten oplëschten, déi am Kader vun enger Affär geleescht gi sinn. E brauch dowéinst net motivéiert ze sinn. De Statsrot huet sech géint en Amendement ausgeschwat, en Amendement, deen iwwregens de Géigestand vun enger Opposition formelle ass.

An hirer Réunioun vum 21. November 2007 huet awer d'Commission juridique d'Entscheedung getraff, den Amendement trotz der Opposition formelle vum Conseil d'État bäizebehalen.

Plusieurs voix.- Ah!

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Eenzeg Modifikatioun: De Rapport brauch am Kader vun engem Renvoi virun déi zoustänneg Chambre du Conseil net méi motivéiert ze sinn.

Ech géif awer gären hei ervirhiewen an ënnersträichen, dass d'Entscheedung vun der Commission juridique, d'Exigenz vun engem Rapport bäizebehalen, zumindest deelweis enger Fuerderung vun den Untersuchungsriichtere selwer entsprécht.

A sengem leschten Avis huet de Statsrot nees seng Opposition formelle widderholl. Mä d'Kommissioun huet sech entscheet, fir den Text, esou wéi si en amendéiert huet, der Chamber - also lech - ze ënnerbreeden.

Per Natur si kriminell Saache komplex. Den Untersuchungsriichter soll hei weider verflicht sinn, der Chambre du Conseil e Rapport ofzeginn. Fir déi aner Affäre soll den Untersuchungsriichter selwer décidéieren op Basis ënner anerem vun der Komplexitéit vum Dossier, ob oder ob net e Rapport noutwendeg ass.

Et gëtt do nach verschidden aner Artikelen. Ech kéint nach op den Artikel 2 agoen. Ech wëll just soen...

(Interruptions diverses et hilarité)

Da kommen ech direkt zu der zweeter grousser Innovatioun. Dat ass dat sougenanntent Abwesenheitsverfahren. Do ass et wichteg festzehalen, dass d'Comparutiounsméiglechkeete virum Geriicht komplett revidéiert ginn. De Beschëllegten, deen net selwer perséinlech viru Geriicht erschéngt, huet elo zwou Méiglechkeeten. Entweder hie léisst sech entschëllegen a freet, dass d'Audience op an aneren Dag verluecht gëtt. An dësem Fall appréciéiert d'Geriicht d'Validitéit vun der Excuse, an dëst och, wa géif e Certificat médical virleien.

Mä wat ganz wichteg ass a wat agefouert gëtt, dat ass: De Beschëllegte kann elo den Affekot beoptragen, deen hie viru Geriicht ze vertriede respektiv ze verdeedegen huet.

Mat dësem Gesetzesprojet verzicht een elo an Zukunft op déi obligatoresch perséinlech Presenz vum Beschëllegten. Dat ass e grousse Schratt viraus. Well dat sougenanntent Abwesenheitsverfahren, dee Jugement par défaut, ass nämlech ënner verschiddenen Aspekter net méi zäitgemëiss

Ech wëll drop hiweisen, dass dës Reform ënnert dem Impuls vun der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff fir d'Mënscherechter vu Stroossbuerg agefouert ginn ass. No dëser Jurisprudenz ass d'Recht, tatsächlech effectivement vun engem Affekot verdeedegt ze ginn, eent vun de fundamentaalsten Elementer vun engem équitabele Prozess. An den Ugeklote kann dëst Recht net verléieren eleng duerch den Ëmstand vu senger Non-comparution.

Ech wollt awer nach just bemierken, dass de Statsrot a sengem Avis vum 13. Februar 2007 festgehalen huet, dass dëse Gesetzesprojet verschidden Nuancen tëschent deenen zwou Forme vun der Comparutioun erabréngt. Den Affekot géif - nom Statsrot - net säi Client representéieren, hie géif nëmmen déi Verdeedegungsmoyenë virdroen.

An dësem Kontext huet de Statsrot sech gefrot, ob dann en Affekot kéint, zum Beispill am Fall vun enger Enquête sociale, hie vertriede respektiv ob hie kéint, wann eng

www.chd.lu

Peine de substitution géif gesprach ginn, domadder averstane sinn.

De Statsrot ass der Meenung, dass all dës Froen am Beräich vun der Verdeedegung falen, mä fir all Zweifel aus dem Wee ze raumen, suggéréiert de Conseil d'État d'Referenz op den Affekot an den Artikele 620 a 621 vum Code d'instruction criminelle och an där Weis auszedehnen.

D'Kommissioun huet dëser Propos vum Conseil d'État zougestëmmt souwéi och der Suggestioun, den éischten Alinea vum Paragraph 4 vum Artikel 185 nei ze libelléieren. Mir hunn deenen Notize Rechnung gedroen.

Déi aner Artikele werfe weider keng Froen op.

Ech kéim zur Konklusioun. Dat hei sinn zwou Reformen, déi fir all Parteie vun engem Prozess vu grousser Wichtegkeet sinn, net nëmme fir de Beschëllegten, mä och fir d'Partie civile. Duerfir géif ech bieden, bis mer eng nei Codificatioun vum Code d'instruction criminelle eng Kéier kréien, dëse Projet ze stëmmen. En huet den Accord och vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Rapportrice Merci. Ech mengen, si war esou kloer, datt keng Froe méi opstinn, ausser den Här Bettel schéngt e Besoin irrésistibel ze hunn, fir eng Fro ze stellen.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, firwat ech d'Wuert wëll ergräifen: Ech mengen, et ass wichteg, op de Rapport vum Untersuchungsriichter just zréckzekommen.

Et ass net, dass den Untersuchungsriichter ëmmer e Rapport gemaach huet. Hien huet ganz einfach geschriwwen: «se rapporte aux conclusions et au réquisitoire du Parquet». Dat war e Rapport, deen net motivéiert war, an et ass de Manque de motivation vum Parquet, deen an engem Arrêt vun der Cour d'appel an der Affär Bezzah-Lousada renvoyéiert ginn ass, déi Ordonnance de renvoi, well den Untersuchungsriichter nämlech net säi Rapport motivéiert hat. Doduerch ass dunn eng Décisioun komm, fir dee Renvoi ganz falen ze loossen.

Mir hunn als Commission juridique - an ech war och ganz frou, dass mer op dee Wee gaange sinn -, beschloss, dass mer de Rapport solle bäibehalen. Den Untersuchungsriichter ass eng Pierre angulaire an engem Strofverfahren. Hien ass déi Persoun, déi à charge an à décharge soll e Prozess dirigéieren an d'Devoirë soll dirigéieren. Duerfir ass et och ganz wichteg, dass bäi enger Affaire criminelle op jidde Fall den Untersuchungsriichter d'Obligatioun huet, e Rapport ze maachen, a bäi enger Affaire correctionnelle en net ze maachen.

Dann deen zweete Punkt, deen hei gesot ginn ass. Et ass net, dass et eng grouss Ännerung ass, et ass einfach d'europäesch Jurisprudenz, Här President, déi hei soll applizéiert ginn. Et sinn zeg, zeg, zeg Arrêtë vu Stroossbuerg, déi d'Länner condamnéiert hunn, ob dat d'Belsch sinn.

Hei zu Lëtzebuerg, wësst Der, wann Der op d'Geriicht gitt an Dir sot, ech géif gär e Client representéieren, ass et bei där enger Sektioun gaangen a bei enger anerer Magistratin oder Magistrat, dat ass jo egal, krut ee gesot: „Maître Bettel, et ass eis egal, wat zu Stroossbuerg décidéiert gëtt, hei si mer zu Lëtzebuerg!"

(Brouhaha)

Dat heescht, dowéinst kritt een dat da geäntwert. Ech mengen, mir sollen eis Gesetzgebung konform zu den europäeschen Décisioune vun der Cour européenne des Droits de l'Homme hunn an net à porte à faux si mat den europäeschen Dispositiounen.

An et soll een net vergiessen, dass den Artikel 6, Paragraph 1 vun der Convention européenne des Droits de l'Homme dat virgesäit. Dowéinst solle mer eis just konformëieren. Et ass net eng grouss Evolutioun hei, et ass just, dass mer eis ebe konformëieren.

Selbstverständlech wäert eis Fraktioun dat och stëmmen.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci fir seng wichteg Prezisioun. Elo komme mer zum Ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5597 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Lydie Err), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roland Schreiner), M. Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn elo um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 18., den 19. an den 20. Mäerz. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

Ech wëll nach drop opmierksam maachen: Mir hunn hei en Autosschlëssel BMW fonnt. Wann dee Kolleeg oder déi Kolleegin net wëllt mam Vëlo den Owend heemfueren, solle se de Schlëssel hei ewechhuelen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.27 heures)

Mardi, 18 mars 2008

SÉANCE 30

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

2. Composition des commissions parlementaires
- *Proposition de changement adoptée*

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°251 du 18 mars 2008 de M. Gilles Roth relative à la définition de sites potentiels pour déchets inertes - état du dossier, adressée à M. le Ministre de l'Environnement
- *M. Gilles Roth - M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*

4. Ordre du jour

5. Heure de questions au Gouvernement (suite)

- Question N°252 du 17 mars 2008 de M. Fernand Etgen relative à l'énergie dite «verte» fournie aux CFL, adressée à M. le Ministre des Transports
- *M. Fernand Etgen - M. Lucien Lux, Ministre des Transports*

- Question N°253 du 17 mars 2008 de M. Ben Fayot relative aux événements au Tibet, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

et

- Question N°254 du 18 mars 2008 de M. Xavier Bettel relative aux démarches du Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration auprès des autorités chinoises pour leur faire part de son inquiétude face aux récents événements au Tibet, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
- *M. Ben Fayot - M. Xavier Bettel*

6. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar
- *M. Laurent Mosar*

7. Heure de questions au Gouvernement (suite)
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, répond aux questions Nos 253 et 254*

8. Motion de M. Laurent Mosar relative au Tibet
- *Discussion générale: M. Félix Braz, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, M. Charles Goerens*
- *Vote: motion adoptée*

9. Heure de questions au Gouvernement (suite)

- Question N°255 du 17 mars 2008 de M. Claude Adam relative au réaménagement de la rue Grande-Duchesse Charlotte à Mersch, adressée à M. le Ministre des Travaux publics
- *M. Claude Adam - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

- Question N°256 du 17 mars 2008 de M. Roger Negri relative au réaménagement urbanistique par exhaussement au-dessus des voies de la Gare de Luxembourg à des fins d'habitation et commerciales dans le cadre d'un plan directeur dénommé «Central Park», adressée à M. le Ministre des Transports
- *M. Roger Negri - M. Lucien Lux, Ministre des Transports*

- Question N°257 du 17 mars 2008 de M. Robert Mehlen relative à l'attitude du Luxembourg lors du Conseil Agriculture et Pêche à Bruxelles relative à l'augmentation des quotas laitiers, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural
- *M. Robert Mehlen - Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural*

- Question N°258 du 17 mars 2008 de M. Fernand Diederich relative à l'organisation des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- *M. Fernand Diederich - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

- Question N°259 du 17 mars 2008 de M. Xavier Bettel relative à la libre circulation à l'extérieur des personnes internées au Centre hospitalier neuropsychiatrique d'Ettelbruck (CHNP), adressée à M.le Ministre de la Santé
- *M. Xavier Bettel - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

- Question N°260 du 18 mars 2008 de M. Ben Fayot relative aux troubles ayant actuellement lieu au Kosovo, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
- *M. Ben Fayot - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*

- Question N°261 du 17 mars 2008 de M. Camille Gira relative à la mise en place des commissions des loyers instituées pour les communes de moins de 6.000 habitants, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- *M. Camille Gira - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

- Question N°262 du 17 mars 2008 de M. Charles Goerens relative à l'élargissement de l'OTAN et plus particulièrement des candidatures d'ex-pays soviétiques, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
- *M. Charles Goerens - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*

- Question N°263 du 17 mars 2008 de M. Robert Mehlen relative au bruit dans les discothèques, adressée à M. le Ministre de l'Environnement
- *M. Robert Mehlen - M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*

10. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet des structures scolaires postprimaires dans la région Nordstad
- *Exposé: M. Claude Adam*
- *Débat: M. Jean-Paul Schaaf, M. Fernand Etgen (déposant une motion), M. Fernand Diederich, Robert Mehlen, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Motion 1 rejetée*

11. 5713 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant la sécurité dans les aéronefs des pays tiers empruntant les aéroports communautaires
- *Rapport de la Commission des Transports: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 5840 - Projet de loi portant

a) création de l'Administration des Enquêtes Techniques
b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et
c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer
- *Rapport de la Commission des Transports: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Ali Kaes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hunn der Chamber folgend Matdeelungen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. **5848** - Projet de loi portant modification: 1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil; 3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.03.2008

2. **5849** - Projet de loi (1) portant approbation du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York le 18 décembre 2002 et (2) modifiant la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.03.2008

3. **5850** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.03.2008

4. **5851** - Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, ouverte à la signature à New York, le 14 septembre 2005

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.03.2008

5. **5852** - Projet de loi portant approbation du Protocole N°4, signé à Montréal, le 25 septembre 1975, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie, le 12 octobre 1929, amendée par le Protocole fait à La Haye, le 28 septembre 1955

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.03.2008

6. **5853** - Projet de loi portant: 1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs; 2. modification du Code du Travail

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 14.03.2008

7. **5854** - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Protocole, signé à Perl, le 4 décembre 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le «Landkreis Merzig-Wadern» sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que les dépenses courantes du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», signé à Luxembourg, le 26 février 2008

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.03.2008

8. **5855** - Projet de loi relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

Dépôt: M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 18.03.2008.

2. Composition des commissions parlementaires

An engem Bréif vum 11. Mäerz 2008 huet d'Fraktioun vun deene Grénge virgeschloen, den Här Claude Adam ebenfalls fir de Volet „Medien" zoustänneg ze maachen, innerhalb vun der Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Här Adam, dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass d'Froestonn un d'Regierung. Laut eisem Reglement hunn d'Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir hir Fro ze stellen; d'Ministere véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit a vun der Oppositioun.

Déi éischt Fro stellt den honorabelen Här Gilles Roth un den Här Ëmweltminister iwwer potenziell Sitë fir Bauschuttdeponien. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°251 du 18 mars 2008 de M. Gilles Roth relative à la définition de sites potentiels pour déchets inertes - état du dossier, adressée à M. le Ministre de l'Environnement

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, duerch ee Règlement grand-ducal vum 9. Januar 2006 gouf de Plan sectoriel fir d'Bauschuttdeponien obligatoresch erkläert. Dëse Plan sectoriel weist fir déi verschidde Regiounen am Land eng Rei vu Siten aus, wou Bauschuttdeponië schonns bestinn oder sollten ageriicht ginn.

D'Erstaune war op enger Rei vu Plazen am Land grouss, wéi niewent deenen am Règlement grand-ducal schonns festgehale Siten d'Ëmweltverwaltung am September 2007 zousätzlech aner potenziell Deponieplazen ausgewisen huet an dobäi déi betreffend Gemengen ëm hiren Avis gefrot huet. Dësen Avis gouf an der Regel am Laf vum Dezember 2007 ofginn.

Meng Froen an dësem Kontext un den Ëmweltminister: Wéi evoluéiere generell d'Capacitéite fir de Bauschutt ze lageren hei am Land? Wat ass an deem Kontext de Suivi an dem Dossier vun neie potenzielle Siten, wou zu Enn vum Joer 2007 déi betreffend Gemengen hiren Avis ofginn hunn? Schliesslech wollt ech froen, wéi wäit d'Anhale vun deem sougenannte Principe de proximité kontrolléiert gëtt, deen an dem Règlement grand-ducal festgehalen ass an dee seet, dass de Bauschutt vun engem Chantier op déi nächstgeleeën Décharge muss gefouert ginn.

M. le Président.- Merci, Här Roth. Den Här Ëmweltminister Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt op d'Fro vun de bestehende Capacitéiten, déi mir am Moment hunn: Ech mengen, et sinn eng zéng Bauschuttdeponien, déi am Moment a Kraaft sinn. Bei deenen hu mer actuellement eng Capacitéit vun 33.080.807 Tonne fir déi nächst Joren. Wa mer dovun ausginn, dass mer am Joer 2007 insgesamt 5,7 Milliounen Tonnen deponéiert hunn - an ech géif dovun ausgoen, dass een déi Mëllechrechnung kéint maachen, fir dat dann an déi nächst Jore weider ze extrapoléieren -, dann hätte mer am Moment eng Capacitéit an eise Bauschuttdeponië vu 5,8 d'Joer.

Mä ech warnen dovir - duerfir soen ech, et ass eng Mëllechrechnung -, well een natierlech relativ staark Schwankungen am Laf vun der Zäit huet an och well Der dat gefrot hutt am Zesummenhang mat dem Principe vun der Proximitéit, wou et och relativ grouss regional Schwankunge gëtt. Natierlech bei enger Masse critique, wéi eist Land et duerstellt, wann een do een oder zwee oder dräi grouss Projete beieneen huet, kënnen d'Capacitéite ganz wäit auserneeleien.

Bei der Mise en œuvre vun dem Plan sectoriel hu mer jo effektiv eng Rei vu Gemengen ugeschriwwen. Wann ech soen „mir", dann ass dat no de Regele vun dem Gesetz a vum Règlement grand-ducal an där Phas ganz genau d'Ëmweltverwaltung an dee Comité de suivi, deen doranner virgesinn ass, an deem iwwregens de Syvicol als Vertrieder a Porte-parole vun de Gemengen och mat derbäi ass.

Ech mengen, dass dee Sondage, dee gemaach ginn ass - wann ech dat emol diplomatesch esou ausdrécken -, erginn huet, dass, niewent deem, dass mer dat den 3. September 2007 de Gemengen zoukomme gelooss hunn an den „Hallo" natierlech relativ grouss war, déi negativ Äntwerte méi schnell komm sinn, wéi mer se a sech erwaart hätten oder - misst ech soen - wéi ee se a sech hätt misse kënnen erwaarden, dass dat géif esou ausgoen.

An deem Zesummenhang wëll ech awer soen, dass d'Ëmweltverwaltung an deene meeschte Gemengen och Réuniounen hat, sief et mat de Gemengeréit, Schäfferéit, Ëmweltkommissiounen oder esou; dat hu se mat all deenen duerchdiskutéiert. Vun deene jeeweilege Gemengen, wëll ech och soen, dass nëmmen zwou Gemengen eng positiv Äntwert ofginn hunn, dat waren Hiefenech a Jonglënster, déi positiv reagéiert hunn op d'Propositiounen. Fir déi positiv Äntwert wëll ech hinnen och ausdrécklech Merci soen. An eng Gemeng, d'Gemeng Iermsdref, huet hir Décisioun nach reportéiert, obschonn d'Date délai fir d'Avisen am Prinzip de 6. Dezember d'lescht Joer war.

All déi aner Äntwerte waren negativ. D'Argumenter, firwat dat esou war, an dat konnt ee jo an de Berichter vun de Gemengerotssëtzungen och liesen, ware Problemer vum Trafic, vun der Accessibilitéit, vun der Proximitéit un der Agglomeratioun, vun der Destruktioun vu Landschaften, Problemer vun dem Impakt op d'Landwirtschaft, Impakt op den Tourismus, op d'Aktivitéiten am Beräich vun der Fräizäit an esou virun.

Déi nächst Etappe wäerte sinn, dass dee Comité amgaangen ass, all déi eenzel Avisen ze evaluéieren, an opgrond vun där Evaluatioun gëtt eng Pondératioun gemaach an ee Klassement gemaach, fir erauszefannen, wat fir eng Siten dann als prioritär kënnen zréckbehale ginn.

Woubäi ech nach eng Kéier vun der Geleeënheet wëll profitéieren, fir ze soen, dass bei der Ëmweltverwaltung a mir selwer an deem ganzen Dossier nëmmen objektiv, transparent Kritären zielen. All Virworf, dass hei al Kamelle géife mat géréiert ginn, egal wéi sauer déi Kamelle vläicht och waren, ass mat Sécherheet net wouer.

Déi nächst Regioun, déi mer wäerten an Ugréff huelen, ass déi vum Nordwesten, wou mer opgrond vum Prinzip vun der Proximitéit déiselwecht Prozedur elo wäerte maachen.

Woubäi ech als Léier vun där éischter Prozedur, déi mer elo hannerun eis hunn, vläicht erauszéien, der Ëmweltverwaltung als Oplag ze ginn, dass se dës Kéier fir d'éischt soll eng Réunioun mat ale betraffene Gemenge maachen, fir d'éischt eng Kéier exposéieren, wat sinn d'Kritären, wéi dass een einfach esou par lettre de poste engem eppes zoustellt; wat sécherlech schonn dozou bäigedroen huet, dass et eng Rei vu Problemer gi sinn a vun negative Reaktioune komm sinn.

Ech mengen, dorauser wäerte mer eng Rei vu Konklusiounen zéien.

Plusieurs voix.- Très bien!

4. Ordre du jour

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Obschonns meng gewëssenhaft Assistentin mech virun der Sitzung drop opmierksam gemaach hat, ech soll hei näischt iwwersprangen, ass mer awer d'Ongléck passéiert, dass mer keen Ordre du jour hei arrêtéiert hunn. D'Reglement gesäit awer vir, dass dat muss de Fall sinn.

Duerfir, mengen ech, solle mer dat schnell nohuelen.

Um Ordre du jour vun haut hu mer: d'Froestonn un d'Regierung als éischte Punkt; duerno e Projet iwwert d'Sécherheet vun de Fligeren an d'Schafung vun enger Administration des Enquêtes Techniques.

Muer de Mëtteg, um hallwer dräi: d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Grande Région; an uschléissend designéiere mer ee Member fir de Centre pour l'égalité de traitement an ee Réviseur d'entreprises fir d'Post.

Iwwermuer um hallwer dräi: de Projet iwwert d'landwirtschaftlech Entwécklung an iwwert de Konsumenteschutz.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Etgen un den Här Transportminister iwwert déi gréng Energie bei der Eisebunn. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure de questions au Gouvernement (suite)

- Question N°252 du 17 mars 2008 de M. Fernand Etgen relative à l'énergie dite «verte» fournie aux CFL, adressée à M. le Ministre des Transports

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, säit Wochen ass ze héieren, datt d'CFL och elo mat Nova Naturstroum fiert, wat jo eng gutt Saach ass. Mä et muss ee feststellen, datt d'Zesummesetzung vun dësem Stroum aus engem aneren ekologesche Mix besteet, wéi dat fir den Ökostroum fir d'Stéit a fir d'Betriber de Fall ass.

Duerfir wollt ech e puer prezis Froen un den Transportminister stellen: Ass et normal, datt zwee ënnerschiddlech Produiten een an deeselwechten Numm „Nova Naturstroum" droen? Sinn et just ekonomesch Grënn, firwat dee Mix net deeselwechten ass? Bei dem CFL-Naturstroum gëtt et zum Beispill keng Biomass, keng Fotovoltaikanlag. Oder wat sinn hei d'Ursaachen?

Wann zwee verschidde Produiten deeselwechten Numm hunn, bréngt dat de Verbraucher duerjerneen an domadder ass och d'Crédibilitéit vum Produit a Fro gestallt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den Här Minister Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, ech wëll dem Här Etgen soen, dass ech him zwar sécherlech d'Recht net ofschwätzen, sech Gedanken iwwert d'Crédibilitéit vun de Labelen ze maachen, mä seng Suerge sinn onberechtegt, well alles hei e ganz normale Wee huet. Hie schéngt och d'Äntwert op d'Fro scho selwer ze wëssen, vu dass hie seet: Mir hu bei deem Mix vun den erneierbaren Energië bei de privaten Haushalter eng Zesummesetzung vu 86% Waasserkraaft, 11% Loft/Wand, 2% Biomass an 1% Fotovoltaik.

Beim Naturstroum, dem grénge Stroum vun der Eisebunn, ass opgrond vun den enorme Capacitéiten - den drëttgréisste Stroumkonsument, dee mer iwwerhaapt am Land hunn; 25.000 Volt, déi verlaangt si fir d'Tractioun vun de Maschinnen - déi Capacitéit net do, esou dass sech de Mix hei aus 95% Waasserkraaft a 5% Wand zesummesetzt. Esou ass also dorauser kloer erkenntlech, dass bei deenen zwee Stréim - et kann een dat esou soen - 100% erneierbar Energië geholl ginn an duerfir am Konzept vun der Zesummesetzung just aus Grënn vu Capacitéit en Ënnerscheed ass.

Iwwregens, fir Iech ze berouegen, kann een och soen, dass an där Charte de qualité, déi de Fournisseur „Greenpeace Energy" erausginn huet, souwuel deen ee wéi deen aneren de Label als Naturstroum kritt huet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn elo zwou Froen, eng vum honorabelen Här Fayot an eng vum honorabelen Här Bettel iwwert d'Situatioun am Tibet. Et gëtt mer signaléiert, dass den Här Mosar wëllt eng Motioun iwwert dës Evénementer déposéieren.

Ass d'Chamber d'accord, dass mer déi Saache mateneen huelen: den Här Fayot exposéiert, den Här Bettel exposéiert, den Här Mosar déposéiert seng Motioun an den Här Minister äntwert op déi dräi Froen?

(Assentiment)

D'accord. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°253 du 17 mars 2008 de M. Ben Fayot relative aux événements au Tibet, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

- Question N°254 du 18 mars 2008 de M. Xavier Bettel relative aux démarches du Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration auprès des autorités chinoises pour leur faire part de son inquiétude face aux récents événements au Tibet, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'lescht Woch, de leschte Freideg zum

Joresdag vun der Besetzung vum Tibet, sinn zu Lhasa ganz gewaltsam Ausenanersetzunge gewiescht zwëschent Tibetaner an der chineesescher Police. Bei deenen Ausenanersetzunge sinn zwëschent zéng an 80 Tibetaner respektiv Chineesen ëm d'Liewe komm.

Wéi et genee an deem Land elo ausgesäit, ass fir den Ableck schwéier ze iwwerkucken, well jo keng Noriichte vun do aus kommen. Et ass sécher, dass et sech hei ëm en Opstand géint déi chineesesch Besetzung handelt.

Ech menge schonn, dass et wichteg wär, dass mir als Chamber géife kloer Wierder och vun der Lëtzebuerger Regierung op deem Gebitt héieren. Mir si géint all Ënnerdréckung. Mir si géint all gewaltsam Ënnerdréckung vu Meenungsfräiheet. Mir sinn och fir e fräien Dialog zwëschent de Leit an engem Land an hirer Regierung.

Besonnesch an engem Joer, wou d'Olympesch Spiller zu Peking stattfannen, ass et onwahrscheinlech wichteg, dass d'Regierung vu China déi Garantië gëtt, dass an deem Land d'Mënscherechter respektéiert ginn. An deem Zesummenhang ass natierlech dësen Opstand am Tibet extrem an erregt ons Besuergnis. Duerfir wëlle mir hei als Chamber och ons Suerg doriwwer ausdrécke vis-à-vis vun deem, wat am Tibet geschitt.

Duerfir wär ech frou, wa mer och vun onsem Ausseminister kloer Wierder kréichen, déi souwuel d'EU wéi och onst eegent Land un d'chineesesch Regierung wäert riichten.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Fayot huet elo schonn erkläert, wéi d'Situatioun am Moment am Tibet ass. Déi ass erschreckend. Wann een haut de Communiqué vun de Sportsministere liest, da seet dee jo, dass selbstverständlech e Boykott vun de Spiller net déi richteg Léisung wär an dass een net op politesch Problemer soll mat Sportsargumenter äntwerten.

Ech hunn och héieren, dass den Här Ausseminister sech iwwert de Radio iwwert d'Situatioun am Tibet geäussert huet. Hien huet gesot, dass d'Gewalt doudsécher net déi richteg Äntwert wär op déi Manifestatiounen am Tibet. Den Här Ausseminister huet och deemools gesot, dass hie géif déi chineesesch Regierung invitéieren, doweinst en Dialog mam Dalai-Lama ze hunn.

Mir deelen och déi Meenung als Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Mir wollten elo wëssen, ob dann den Här Ausseminister och Démarchë bei de chineeseschen Autoritéite geholl huet, fir dass déi chineesesch Autoritéite mam Dalai-Lama sollen en Dialog féieren an dass et esou séier wéi méiglech zu engem Schluss an dëser Situatioun kënnt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Mosar huet d'Wuert.

6. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng zwee Virriedner hunn hei schonn esou munches gesot, wat ech ka mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

Ech wollt am Numm vun allen hei an der Chamber vertruedene Fraktiounen eng Motioun deponéieren, wou ech och op eng Rei vun deene Punkten zréckkommen, déi elo scho vun den Häre Fayot a Bettel ugeschwat gi sinn.

Et ass wichteg, datt dee Konflikt hei gewaltfräi geléist gëtt. Duerfir fannen ech och, datt dee Signal, deen haut den Dalai-Lama ginn huet, andeem hie mat senger Demissioun gedroht huet, wann d'Gewalt net géif ophéieren, e ganz wichtege Signal ass, besonnesch vis-à-vis vun den Tibetaner. Duerfir hoffen ech och, datt mer mat deem Message e bësse virukommen.

Et ass wichteg ervirzesträichen - an dat ass och scho virdrun ugeklongen -, datt e Land, wat d'Olympesch Spiller organiséiert, och eng ganz besonnesch Verantwortung huet, wat de Respekt vun de Mënscherechter betrëfft. China kann an deenen nächste fënnef Méint weisen, wéi eescht de Respekt vun deene Mënscherechter och fir seng Regierung ass.

Eng drëtt Observatioun, déi ech wollt maachen - déi schéngt mer och wesentlech ze sinn -: Mir mussen och drop pochen, datt hei d'Transparenz spillt. Wat d'Transparenz betrëfft, kann et net esou sinn, datt déi ganz Géigend ëm Lhasa an iwwerhaapt grouss Deeler vum Tibet der Press einfach zougemaach ginn. Dat ass net de Wee, wéi et zu enger Transparenz kënnt.

Duerfir ass et och wichteg, datt d'Regierung insistéiert an intervenéiert, datt do och an Zukunft international Observateuren, awer och déi international Medien Zougang an den Tibet kréien, fir do och a voller Transparenz iwwert déi Evénementer ze berichten. An deem Sënn géif ech, wéi gesot, eng Motioun hei deponéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

constatant:

- que, selon des informations concordantes, la situation au Tibet s'est dégradée depuis le 10 mars dernier, date à laquelle des moines tibétains se sont rassemblés à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement de 1959 et de l'exil forcé du Dalaï-lama pour manifester contre l'autorité de Pékin;

- que les manifestations se sont rapidement étendues au-delà de la capitale tibétaine et qu'elles ont été réprimées violemment par les autorités chinoises, faisant de nombreuses victimes;

- que les autorités chinoises ont, pour des «raisons de sécurité», interdit depuis samedi dernier l'entrée de Lhassa à tous les étrangers, y compris les journalistes, sauf ceux qui ont pu y accéder avec un permis spécial avant le début des manifestations;

- que la situation au Tibet demeure des plus inquiétantes et appelle à la vigilance de tous;

invite le Gouvernement:

- à exhorter toutes les parties à mettre fin immédiatement à tout acte de violence dirigé contre des personnes;

- à condamner le recours à la violence pour répondre à des actions de protestation;

- à rechercher d'urgence des clarifications auprès des autorités chinoises quant à la situation au Tibet et à appuyer au sein des instances internationales les efforts qui visent à faire toute la lumière sur les récents événements;

- à appuyer dans les instances onusiennes l'envoi d'une mission civile chargée de la rédaction d'un rapport indépendant sur les récents événements au Tibet;

- à appuyer une implication de l'Union européenne à travers la désignation d'un émissaire spécial pour le Tibet;

- à soulever de façon suivie la question tibétaine et des droits de l'Homme lors des contacts politiques bilatéraux avec les autorités chinoises;

- à souligner, dans ce contexte, son attachement à la liberté d'expression qui comporte le droit à protester pacifiquement;

- à œuvrer, au sein de l'Union européenne ou d'autres instances internationales, pour promouvoir le dialogue entre les autorités chinoises et les émissaires du Dalaï-lama afin d'aboutir à une solution durable et acceptable pour toutes les parties qui respecte pleinement la culture, la religion et l'identité tibétaines, entourée des garanties nécessaires.

(s.) Laurent Mosar, Félix Braz, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Charles Goerens.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den Här Ausseminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

7. Heure de questions au Gouvernement (suite)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat am Tibet geschitt, ass selbstverständlech beonrouegend. Déi Friddensmärsch hu jo den 10. Mäerz ugefaange bei der Geleeënheet vum 49. Anniversaire vum Soulèvement, dee géint China geriicht war, zu Lhasa. D'Situatioun ass dunn Enn der Woch, wéi mer wëssen, degradéiert an et ass zu Violencë komm. Déi chineesesch Autoritéiten hu mat Gewalt do d'Manifestantë répriméiert.

Iwwert d'Zuel vun de Victimë gëtt et verschidden - wéi dat ëmmer de Fall ass, wann eng Géigend komplett isoléiert an ofgespaart gëtt - Approchen. Dat eent ass 16 Doudeger fir de Gouverneur vun der Provënz Tibet an 80 Victimë fir d'Exil-Tibetaner.

Déi Revolt schéngt sech och eventuell auszedehnen op d'Nopeschprovënzen, an de Gansu, an den Qinghai an och Sichuan. Lhasa ass ofgerigelt an et ass immens schwéier, richteg Informatiounen ze kréien.

Wat eis Reaktioun als Lëtzebuerger Regierung ugeet: An enger éischter Reaktioun hunn ech effektiv, wéi den Här Bettel gesot huet, opgeruff, dass een d'Violence soll direkt stoppen an dass een den Dialog soll encouragéieren. Dir wësst, dass Lëtzebuerg eng kloer Linn huet a Saache Mënscherechter a China, dass mir wëllen hëllefen, mat alle Moyenen, déi mer hunn, fir d'Mënscherechter do ze verbesseren.

Mir haten am leschte Februar eng ganz engagéiert an detailléiert Diskussioun doriwwer, wou d'Relatioun China-Lëtzebuerg, mä och d'Relatioun China-Europäesch Unioun um Ordre du jour waren.

Fir direkt dem Här Bettel ze äntwerten: Et muss ee wëssen, dass mer selbstverständlech nëmme kënnen eppes erreechen, wa mer als Lëtzebuerg eis abréngen an d'europäesch Filièren. An dozou kann ech lech soen, dass tëscht der Unioun a China e Kontakt schonn d'lescht Woch opgebaut gewiescht war, an dee Kontakt geet och virun, fir Clarificatiounen ze kréien.

Gëschter huet och d'Présidence vun der EU eng Deklaratioun gemaach, wou ganz kloer drasteet, dass mer eis Préoccupatiounen iwwert d'Evénementer am Tibet ausdrécken, dass mer effektiv d'Victimë regrettéieren, dass een direkt muss ophale mat der Violence an dass een net ka mat Violence géint pazifistesch Protester virgoen.

Mir hunn och als Europäesch Unioun - wann ech soen „mir", da mengen ech also d'Europäesch Unioun - d'Efforten ënnerstrach, fir d'Réconciliatioun tëscht den Autorités chinoises an och dem Dalai-Lama erëm unzekierpen. Ënner eiser Présidence ware verschidden Usätz do, déi awer leider ofgebrach sinn. Ech mengen, dass eleng en Dialog, dee substanziell a konstruktiv ass, hëllefe kann, fir à long terme d'Kultur, d'Reliioun an och d'Identitéit vun den Tibetaner a China och mat China ze réconciliéieren.

Deen Dialog encouragéiere mer also, an dat schéngt mer och dat Allerwesentlechst ze sinn. Vun der chineesescher Säit héiert een, dass se bereet sinn, dat ze maachen ënner enger Konditioun. Natierlech däerf een, wann ee wëllt virukommen, net ze vill héich Konditioune stellen, well och do kënne mer iwwert d'Definitioun vum Wuert „Autonomie" hei an eiser Chamber laang debattéieren. Mä de Wëlle muss do sinn, de politesche Wëlle vu béide Säiten, fir kënnen Négociatiounen opzehuelen.

Dir wësst och, dass de Secrétaire général vun der UNO, den Här Ban Ki-moon, gëschter ganz kloer d'Autorités chinoises, also d'Chineesen, zur Retenue opgeruff huet an hinnen och gesot huet, dass een alles muss maachen, fir nei Violencen ze ënnerbannen.

De chineesesche Premierminister Wen Jiabao huet gesot, dass fir d'auslännesch Medien och erëm géif déi Regioun vu Lhasa opgemaach ginn. Hien huet awer keen Datum genannt. Mir hoffen, dass dat direkt ass.

Ech wëll awer och nach e Saz soen iwwert d'Roll vu China a Burma/Myanmar. Dat war virun e puer Méint, e puer Wochen, do hunn d'Chineesen effektiv eng konstruktiv, apaisant Roll gespillt. Ech sinn och iwwerzeegt, mat e wéineg guddem Wëlle brénge se dat an hirem eegene Land och fäerdeg.

Wat d'Olympesch Spiller elo ugeet, vläicht do nëmmen zwee Sätz. Mir hunn des Laangen an des Breeden och mam Norbert Haupert, dee Member ass vun der Kommissioun an och eppes kennt vum Comité olympique, well hien hei zu Lëtzebuerg President war, doriwwer geschwat. Hien huet eis och Opschloss ginn iwwer 1980, wéi dat war hei zu Lëtzebuerg, wat d'Reaktioune waren, wat d'Resultat war, a mir sinn alleguerten zur Konklusioun komm, dass de Boykott keng Solutioun ass.

Firwat? Wann een d'Kanäl ofschneit, mengen ech, huet ee keng Méiglechkeete méi, fir kënnen ze intervenéieren. De Jacques Rogge huet datselwecht gesot. Hien huet gesot, dat, wat am Tibet geschitt ass, ass eng schlecht Publicitéit fir d'Olympesch Spiller zu Peking am August. Mä den Här Rogge huet och gesot, dass de Boykott näischt géif léisen, an domadder huet hien honnertprozenteg Recht.

Déi Motioun, déi den Här Mosar déposéiert huet an déi vun alle Fraktiounen, wann ech dat richteg verstanen hunn, gedroe gëtt, wëll ech fir d'Regierung komplett ënnerstëtzen. Ech hu kee Kommentar dozou ze maachen. Dat, wat do drasteet, dat, zu deem Der d'Regierung opfuerdert, ass, deenen Obligatiounen nozekommen, déi mer als Regierung hunn an déi mer och gären anhale vis-à-vis vun de chineeseschen Autoritéiten an och vis-à-vis vun deem Konflikt, deen elo besteet an dee mer och wëlle mathëllefe léisen. Wéi gesot, am beschte selbstverständlech am Kontext vun der Europäescher Unioun.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Den Här Braz huet kuerz d'Wuert zur Motioun an da stëmme mer direkt doriwwer of.

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

8. Motion de M. Laurent Mosar relative au Tibet

Discussion générale

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt just zwou Remarquen, zwee Kommentaren nach hannendrunhänken, och zum Stéchwuert Boykott. De Fait, dass et am Tibet eng Repressioun gëtt, ass jo net nei an huet net ugefaange mat den Olympesche Spiller, déi sollen dohinner kommen. Mä, wat awer elo geännert huet, ass, dass duerch d'Olympesch Spiller zu Peking 2008 natierlech eng méi grouss Visibilitéit vun deenen Evénementer do ass. An ech sinn och mat deenen d'accord, déi soen, dass e sportleche Boykott net vill géif bréngen, och aus deem Grond, dass grad déi Olympesch Spiller jo eng gewësse Visibilitéit deem Phenomeen ginn, an dat ass eigentlech eng positiv Saach, wann een déi Olympesch Spiller sportlech stattfanne léisst.

Iwwregens ass China dat Land an der olympescher Geschicht, wat selwer am oftesten de Boykott praktizéiert huet. Vun all de Länner, déi et op der Welt gëtt, bei all den olympesche Spiller confondu, huet kee Land selwer méi oft déi Olympesch Spiller aus politesche Grënn boykottéiert wéi China. Mä trotzdeem hale mer et net fir richteg, fir elo e sportleche Boykott ze maachen, well dat gëtt grad elo där ganzer Fro vun de Mënscherechter eng Visibilitéit, déi net schiedlech ka sinn.

Par contre kann een awer iwwer e politesche Boykott vun den Olympesche Spiller schwätzen, an do sinn, mengen ech, awer och all d'Regierunge gefuerdert an och déi Lëtzebuerger, sech ze iwwerleeën, awéiwäit dass se politesch wäerten duerch hir Presenz d'Olympesch Spiller an domadder och d'Invitatioun vum Regime vu Peking honoréieren. Dat ass eng Fro, déi eiser Meenung no vun der Lëtzebuerger Regierung och muss beäntwert ginn a Fonctioun vun deem, wat an den nächsten Deeg, Wochen a Méint ënner anerem am Tibet wäert geschéien. Dat ass eng Fro, déi eiser Meenung no d'Regierung sech gutt iwwerleeë soll!

China refuséiert jo beispillsweis am Moment, déi international Experten an d'Land ze loossen, fir en onofhängege Bericht iwwert dat ze maachen, wat geschitt ass. Wann de chineesesche Premier zum Beispill seet, den Dalai-Lama géif hannert deenen Onroue stiechen, da gëtt et just eng Method, fir dat erauszefannen: doduerch, dass se Leit an d'Land eraloossen, onofhängeg Leit, déi en onofhängege Rapport vun de Faitë géife maachen. Da gesäit een, esou gutt wéi et geet, wat da reell dohanne geschitt ass. Mä dat klasséiert Peking dann of ënner „Affaires internes"!

Mir sinn der Meenung, wann een d'Olympesch Spiller bei sech huet, dann ass näischt meng eng Affaire interne; wann ee sech der Olympescher Charta verflicht als Land a wann ee bereet ass, d'Welt bei sech opzehuelen, da kann een net méi vun Affaires internes schwätzen. An där Logik muss Peking och bereet sinn, intern Kontrollen an Analysen zouzeloossen.

A Fonctioun dovunner an a Fonctioun vun der Haltung, déi Peking zu deenen doten internationalen Erwaardungen anhëlt, si mir der Meenung, dass och d'Lëtzebuerger Regierung sech d'Fro muss stellen, net vum

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

sportleche Boykott vun de Spiller, mä wuel déi vum politesche Boykott.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Ausseminister huet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Ech hunn de Message verstanen. Ech wëll dat och elo net definitiv kommentéieren oder einfach ewechdrécken. Mä wa mer wëllen um politesche Plang, och bilateral an och an der Europäescher Unioun, Influenz behalen, musse mer jo just dat Instrument vun der Diplomatie, dee politeschen Dialog mat de Chineesen oprechterhalen, fir kënnen a Saache Mënscherechter virunzekommen.

Duerfir, ech hunn dee Message do verstanen, mä ech mengen, dat Haaptinstrument, wat mer hunn, si menger Meenung no manner déi kommerziell Bezéiunge mat China, mä et si virun allem déi politesch Bezéiunge mat China. Wa mer elo géifen op de Wee wëlle goe vun engem politesche Boykott vun den Olympesche Spiller, wéi den Här Braz dat ausgedréckt huet, musse mer awer och d'Konsequenzen dovunner akzeptéieren, déi vläicht awer - op jidde Fall zu dësem Zäitpunkt - absolut net am Intérêt sinn, fir den Dialogue politique a fir d'Pressioune weider am Sënn vun de Mënscherechter kënnen ze verbesseren.

M. le Président.- Den Här Goerens huet nach d'Wuert gefrot.

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Ganz kuerz. Mir mussen hei ënnerscheeden tëschent Mëttel an Zil, tëschent Zweck a Mëttel. Den Zweck ass deen, datt mer natierlech versichen, d'Mënscherechter esou gutt wéi méiglech ze respektéieren. D'Mëttel ass dee vum Dialog. Wann een eng Partie Alternativen zum Dialog ausschléisst, da muss ee fir den Dialog sinn. Wichteg ass, datt d'Strategie stëmmt an datt am Kader vun där Strategie keng Kompromësser gemaach ginn.

Ech erënneren drun, datt d'Europäesch Unioun, déi Zäit wou se nach net Europäesch Unioun geheescht huet, duerch eng Politik vu klenge Schrëtt, awer agebett an enger gudder Strategie, et awer esou wäit bruecht huet, datt d'Helsinki-Akte konnten adaptéiert ginn, op déi à la fin du compte eng ganz Partie Leit an europäesche Staten, wou d'Mënscherechter an d'Demokratie net respektéiert waren, sech konnte baséieren an dunn e Mouvement en place gesat hunn, dee bis haut nach net definitiv ofgeschloss ass. Déi Demokratiséierungsprozesser sinn nach ëmmer amgaang.

Et ass duerch dee Prisma gekuckt, wou mir och als demokratesch Fraktioun dëser Motioun eis Zoustëmmung ginn.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Mir stëmmen dann of iwwert d'Motioun. Ech mengen, mir kënne par main levée ofstëmmen.

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun vum Här Mosar?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech gesinn, d'Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Déi nächst Fro am Kader vun der Froestonn un d'Regierung ass déi vum honorabelen Här Adam un de Minister vun den Travaux publics iwwert d'Rue Grande-Duchesse Charlotte zu Miersch. Här Adam, wann ech gelift.

9. Heure de questions au Gouvernement (suite)

- Question N°255 du 17 mars 2008 de M. Claude Adam relative au réaménagement de la rue Grande-Duchesse Charlotte à Mersch, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Och mir fält et net ganz liicht fir elo vum Tibet zréck an d'Miercher Geschäftsstrooss ze kommen.

Trotzdeem, Här Minister, schonn zënter 1994 gëtt vu Mierscher Säit aus regelméisseg nogefrot, wéini datt de Réaménagement vun der Rue Grande-Duchesse Charlotte dann elo an Ugréff geholl gëtt.

Fir d'éischt huet et geheescht, de Contournement vu Miersch misst nach fäerdeg gebaut ginn. Wéi de Contournement fäerdeg war, dunn huet et geheescht, elo musse mer nach dat Stéck bis an d'Kléck fäerdeg stellen. A wéi dat fäerdeg war, huet et geheescht, elo musse mer nach de Giratoire beim Cactus bauen. Do sinn elo d'Soumissiounen eraus; am September soll et lassgoen.

An do froen déi Mierscher sech: Musse mer elo nach waarden, bis d'Bréck iwwert d'Eisebunn nei gebaut gëtt oder eventuell bis déi ganz Nordstrooss fäerdeg ass?

Duerfir meng Fro, Här Minister: Wéini gëtt den CR102 zu Miersch, also d'Rue Grande-Duchesse Charlotte, vun enger Duerchgangsstrooss zu enger foussgängerfrëndlecher Geschäftsstrooss zréckgebaut? Sinn zumindest d'Pläng schonn ausgeräift? Wéini ginn d'Aarbechten un?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech fänke mat der genereller Remarque un, Här Adam, datt ech mech freeën, datt Dir Iech freet, datt de Contournement vu Miersch fäerdeg ass an datt déi Nordstrooss do weiderkomm ass, an datt dat eis erlaabt elo zu Miersch an déi nächst Phas ze goe vun den Aarbechten, déi mer zu Miersch, fir intern Miersch maache wëllen.

(Interruption)

M. le Président.- Här Adam, loosst elo den Här Minister seng Ausféierunge maachen!

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Also, fir elo prezis ze äntwerten, wëll ech soen, datt den Avant-projet vum Réaménagement vun der Grande-Duchesse-Charlotte-Strooss um Tronçon zwëschent der fréierer Gemeng an der Place de l'Étoile an Ausaarbechtung ass, zesumme mat de Gemengenautoritéiten.

E comportéiert en outre de ganze Réaménagement vun der Strooss, deen elo méi urban soll gestalt ginn, awer och de Remplacement vun der sämtlecher Infrastruktur ënnert der Äerd, den Aménagement vun den Trottoiren an de Raccord vun all deenen existéierende Gebaier, déi an der Strooss sinn.

Par ailleurs ass och geplangt, fir d'Superstruktur vun der Bréck, déi iwwert d'Äisch do geet, och mat frëschzemaachen.

Den Avant-projet kann am Prinzip vun de Ponts et Chaussées dem Ministère presentéiert ginn; Schluss Juli 2008 misst dat pour Approbatioun fäerdeg sinn, fir souwuel an de Ministère wéi op d'Gemeng dann ze kommen, fir do kënnen approuvéiert ze ginn. Duerno kann dann de Projet d'exécution lassgoen, fir dee fäerdeg ze stellen, datt mer duerno kënnen an d'Soumissioune goen.

Et ass awer virgesinn, datt mer zu Miersch mat enger anerer Aarbecht elo prioritär fueren. Dat heescht, mir hunn elo ausgeschriwwen, fir a sech virun der Bréck dee ganze Rond-point ze maachen, deen op der N7, dem CR118 an dem CR123 zu Bierschbech ass. Dat huet eis eng prioritär Aarbecht elo momentan geschéngt. Eng Aarbecht, déi eis och erlaabt de Verkéier duerno besser an de Gréff ze kréien. Direkt uschléissend zu där Aarbecht soll déi aner Aarbecht kënnen hannendru gemaach ginn.

Déi Aarbechten iwwert de Rond-point, do ass d'Mise en adjudication elo scho gemaach. Esou datt ech denken, datt mer mam Rond-point am September 2008 kënnen ufänken an datt déi Aarbechten dierften am Mäerz/Abrëll 2009 fäerdeg sinn. Uschléissend da kënnen déi aner gemaach ginn - wa mer esou weiderkommen, wei et elo ausgesäit, datt mer géife weiderkommen. Dat gesäit awer relativ gutt aus momentan.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Wiseler. Den Här Negri huet eng Fro un den Här Transportminister iwwert d'Neigestaltung vun der Gare. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°256 du 17 mars 2008 de M. Roger Negri relative au réaménagement urbanistique par exhaussement au-dessus des voies de la Gare de Luxembourg à des fins d'habitation et commerciales dans le cadre d'un plan directeur dénommé «Central Park», adressée à M. le Ministre des Transports

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'lescht Woch an den Zeitunge war een Artikel iwwer e flotte Projet vun der Gare Lëtzebuerg, deen zu Cannes op der Foire MIPIM presentéiert ginn ass. Hei geet et ëm d'Iwwerbauung vun de Gleiser vun der Gare Lëtzebuerg. Dee Projet ass immens flott, an ech wollt d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung froen. Hei soll Plaz gemaach gi fir 5.700 Aarbechtsplazen, Büroen, Geschäfter an och Wunnenge fir 1.700 Leit.

Ech mengen, dëse Projet wär wierklech eng Valoriséierung vum Quartier vun der Gare, an och haaptsächlech fir den Haaptknuedepunkt vum öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg. Dofir wär ech frou, wann den Här Transportminister mir géif dorop äntwerten.

Merci.

M. le Président.- Den Här Minister Lux äntwert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, d'Fro vum honorabele Kolleeg Roger Negri bezitt sech op dee Concours d'idées d'urbanisme, deen am Abrëll 2005 vun der Stad Lëtzebuerg, dem Transportministère, der Eisebunn an de Ponts et Chaussées gemeinsam lancéiert ginn ass.

D'Zil dovunner war, effektiv, d'Attraktivitéit generell vun der Gare an der Stad ze verbesseren; virun allem och d'Fluxen, déi jo och do, wéi op anere Plazen, Gott sei Dank ëmmer méi zouhuelen, besser kënnen ze organiséieren; derfir ze suergen, dass och deen zukënftege Projet vum Tram sech kann integréieren, niewent de Busse vum RGTR a vun der Stad Lëtzebuerg, an dat gesamturbanistescht Bild vun der Gare. Trotz der Tatsaach, dass déi Gares périphériques an och den Tram natierlech zu engem Désenclavement solle bäidroe vun deene Fluxen, déi do kommen, déi awer an deenen nächste Jore wäerten an d'Luucht goen.

An natierlech war d'Zil och, gradesou wéi bei deenen anere Gares périphériques vum Houwald, vun Zéisseng a vum Kierchbierg, déi an deenen nächste Jore wäerten entstoen, ze kucken, wéi ee bei deene Konzepter primordial un d'Mobilitéitsfro ze denken huet, mä awer och derfir ze suergen, dass dorauser natierlech Attraktivitéitspolen entstinn, wou kommerziellt, ekonomescht, soziaalt, gesellschaftlecht Liewe stattfënnt, also och Äntwerten ze ginn op déi Froen do.

Woubäi et bei der Gare Lëtzebuerg och niewent all deene Froen do ëm d'Fro geet: Wéi kann déi Coupure, déi entstanen ass duerch d'Rocade, iwwerwonne ginn? An dorauser entsteet jo hei bei där Iddi déi Iwwerdaachung vun dem gesamte Réseau ferroviaire op der Gare, an dräi Phasen, vun de Rotonden u bis ënne bei d'Bréck.

Ech hoffen iwwert dee Wee vun der Iwwerdaachung, an duerch d'Méiglechkeet, dorobber en Espace vert ze maachen, niewent Commercen an aneren Aktivitéiten, Geleeënheet ze kréien, déi Coupure, déi effektiv an deene leschte Joren duerch d'Rocade zum Quartier vu Bouneweg entstan ass, ze iwwerwannen.

Natierlech ass dat eng finanziell Kraaftustrengung, déi do ze geschéien huet. Duerfir och d'Iddi fir dat ze kucken an deenen nächste Joren, an duerfir och d'Presenz zu Cannes.

D'Iddi ass ze kucken, dass een och do privat Financierë mat an d'Boot ka kréien, fir esou e Projet ze finanzéieren. An natierlech op där anerer Säit och an deenen eenzelen Echéancieren ze kucken, wéi dat mat der Fro vun der Eisebunn a vum normalen Oflaf vun der Eisebunn ka geschéien.

Zum Beispill hu mer jo do och nach den Atelier vun der Eisebunn, dee jo awer soll ofgerappt ginn, spéitstens da wann den neie Centre de maintenance, dee jo amgaangen ass ze entstoen - ech mengen dat gesäit ee jo, wann een erof an de Süde fiert, dass mer do gutt weiderkommen -, dohinner kënnt an een dann also Plaz kritt, fir dat Konzept do ze realiséieren.

De 27. an den 28. Oktober 2005 - Abrëll 2005 hate mer dat lancéiert - huet de Jury vun 48 Kandidaturen zwielef Projeten zréckbehalen a schlussendlech dann dee Projet do Enn 2005 zréckbehalen, deen ech lech elo a ganz graffen Zich versicht hunn ze exposéieren. Deen ass natierlech am Laf vun der Zäit 2006 an 2007 och nach op ville Punkten ugepasst ginn, fir dann definitiv an d'Pläng vun der Stad Lëtzebuerg kënne mat integréiert ze ginn; dat och op der Basis vu Mobilitéitssuergen, déi mir abruecht hunn, Ännerungen, déi komm sinn, ënner anerem wéinst dem Tram, wéinst de Bussen, wéinst der Aart a Weis vun der Intermodalitéit tëschent deenen eenzelne Mobilitéitsträger, déi do esou gutt wéi méiglech sollten iwwert d'Bühn kënne goen.

Den 18. Dezember 2007 hate mer eng gemeinsam Réunioun, de Bauteminister Claude Wiseler a meng Wéinegkeet, mat der Stad Lëtzebuerg, fir iwwert de Projet ze schwätzen. Ech menge kënnen ze soen, dass mir am Numm vun der Regierung e Préjugé favorable fir dat ganzt Konzept ze ginn hunn, moyennant natierlech, dass all déi Froe vum Echéancier, vun der Finanzéierung, vun de Coûten an esou virun natierlech elo an den nächste Phasë misste genau gekuckt ginn.

Mir hunn och ofgemaach an där Réunioun, dass den Transportministère de Projet soll offiziell ënnerbreet kréien, fir en dann och mobilitéitsméisseg ze analyséieren; natierlech un éischter Stell mat der Eisebunn zesummen. Duerfir hunn ech de 4. Mäerz 2008 - also viru kuerzer Zäit - offiziell vun der Stad Lëtzebuerg de Projet deponéiert kritt. Mir sinn am Moment amgaang en auserneenzehuelen - dat ass elo kee pejorativen Term -, fir ze kucken, wéi en an all deenen eenzelne Komponenten ze realiséieren ass.

Dann hu mer, wéi gesot, déi Froe vun der Finanzéierung a vun der Échéance ze kucken. Ech wëll drun erënneren, dass e sech areit an eng ganz Rei vu Projeten - ech hunn déi aner Gare-périphériquen opgezielt -, esou dass een also och do Priorisiéierunge muss maachen, an natierlech

och bei de Finanze muss kucken, wou een aner Finanzträgere fënnt, déi hei eng Hand kënne mat upaken.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro adresséiert sech dann un d'Madame Statssekretärin fir den Akerbau iwwert d'Festsetzung vun de Mëllechquoten am Kader vum Agrarconseil zu Bréissel. Den honorabelen Här Mehlen stellt d'Fro.

- Question N°257 du 17 mars 2008 de M. Robert Mehlen relative à l'attitude du Luxembourg lors du Conseil Agriculture et Pêche à Bruxelles relative à l'augmentation des quotas laitiers, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hunn déi Fro un d'Madame Statssekretärin geriicht, well den Här Minister gëschter um Agrarconseil war, an ech weess net, ob hien nach net erëm ass oder aus engem anere Grond verhënnert ass. Ech denken, si hu matenee geschwat, esou datt si och amstand ass drop ze äntwerten.

Gëscht ass décidéiert ginn, d'Mëllechquoten am kommende Quotejoer europawäit ëm 2% ze héijen. Dat kënnt zousätzlech zu deenen 0,5%, déi schonn décidéiert waren am Kader vum „midterm review". Dat féiert derzou, datt an der ganzer EU d'Mëllechopkommes vun 143 Milliounen Tonnen op 146,4 Milliounen Tonnen eropgeet.

Dës Décisioun ass wahrscheinlech geholl gi virum Hannergrond vun de Präissteigerunge vun 2007, déi notabel waren, awer och noutwendeg, well d'Mëllechproduzentepräisser iwwer Jore réckleefeg waren a se elo emol erëm e bëssen an d'Rentabilitéitszon komm sinn.

Allerdéngs muss ee soen, datt de Moment de Maart schonn erëm réckleefeg ass an effektiv gefaart gëtt op der Säit vun de Mëllechproduzenten, datt et erëm op déi al Situatioun zréckgeet, wuelwëssend, datt de Käremaart weiderhi ganz stabil ass an dobäi d'Kraaftfudder - an dat gehéiert jo zu de Produktiounskäschten - an Zukunft jiddefalls wäert ganz deier bleiwen.

Duerfir ass et aus der Siicht vun de Produzenten net gutt, datt déi Décisioun esou geholl ginn ass. Dat ass och, wann ech zu Lëtzebuerg d'Zeitunge consultéieren, d'Meenung vun de Bauerenorganisatioune gewiescht. Ech hunn an den Zeitunge gelies, datt Lëtzebuerg derfir war.

Duerfir wollt ech d'Froen un d'Madame Statssekretärin riichten: Woufir huet Lëtzebuerg derfir gestëmmt? Stoung déi Meenung virdru fest oder huet déi sech eréischt am Laf vum Conseil erauskristalliséiert? Ware virdru Consultatioune vun de Vertrieder vun de Landwirtschaftsorganisatiounen? An déi lescht Fro: Wéi gëtt dës Erhéijung hei zu Lëtzebuerg applizéiert?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Madame Octavie Modert, Statssekretärin, huet d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.*- Här President, ech schwätzen hei fir de Landwirtschaftsminister a probéieren an deene puer Minutten, déi mir hunn, Äntwerten ze ginn. D'Regierung huet éischtens emol gëschter zu Bréissel am Agrarrot quasi d'selwecht ofgestëmmt wéi all déi aner. Si hat also eng Mainstream-Haltung; just zwee Länner haten net derfir gestëmmt.

Dës Haltung huet d'Regierung och net eréischt an der Lescht festgeluecht. Dee Virschlag vun der Kommissioun, fir déi 2% bäizeginn, ass och net eréischt an der Lescht komm, mä deen datéiert nach vu virun de rezente Präissteigerungen am Mëllechsecteur. Der Regierung hir Haltung datéiert och vu virdrun.

Mir hu mat de Landwirtschaftsorganisatiounen an deene leschte Méint ëmmer erëm doriwwer geschwat an hunn hinnen och ëmmer eis Meenung duergeluecht. Well eis Meenung ass wesentlech doduerch beaflosst, datt gewosst ass, datt mer alleguerte mussen eng „douce Landung" virbereede fir d'Ofschafe vun de Mëllechquoten, wat onweigerlech wäert kommen. Mir wëssen, datt mer net derlaanscht kommen. Ech weess och, datt et Associatioune gëtt, déi ëmmer derfir plädéiert hunn, datt déi Quote sollten ofgeschaaft ginn. Et muss ee sech also progressiv upassen: Dat heiten ass een Element dovunner.

Dat ass also eis Haltung fir de Moment, an och am Gesondheetscheck, eng Haltung déi bekannt ass. Mir insistéieren, datt et net duergeet mat Mëllechquoten e bëssen unhiewen, glad a guer net, mä datt onbedéngt nach d'Erofsetze vun der Supertax derbäikënnt, plus selbstverständlech eng Fettkorrektur, mat nach aneren Detailer, vu datt et och wichteg ass, no de benodeelegte Gebidder weiderhin ze kucken an déi net ze vergiessen.

D'Kommissioun huet och gëschter eng Deklaratioun gemaach, wou se gesot huet, se géif och no deenen dote Saache kucken an nach zousätzlech Elementer zu der Mëllechquotesteigerung mat eranhuelen, an dat am Kader vum „health check" respektiv fir herno, wann da richteg diskutéiert gëtt, wat geschéie soll, wann d'Quoten eng Kéier net méi do wären. Dat konnt dann och ganz vill Länner iwwerzeegen. Och eist ass domadder gehéiert ginn.

Et ass jo och gewosst, datt mir hei am Land iwwersträichen an duerfir déi Bauere gestrooft ginn, déi ze vill sträichen. Dann hätte mer och iergendwou e schwéiere Stand zu Bréissel, wa mer géife soen, mir géifen hei géint dës Quotenerhéijung stëmmen. Datselwecht géif fir d'Supertax och gëllen. Si géifen eis dann net méi fir glafwürdeg ukucken. Ausserdeem gëtt de Maart et och fir de Moment hier. Et ass also eng Chance fir performant Betriber, déi dat dote steiere kënnen a wäerten hikréien.

Eis Haltung ass bekannt. Mir hu se och duergeluecht, och viru kuerzer Zäit nach an enger Question parlementaire vun engem Deputéierte vun der Majoritéit, op déi mer geäntwert hunn. Wat d'Verdeelung vun deenen zousätzleche Quoten ubelaangt, esou wäerte mer ganz nächstens de Virschlag formal dem Regierungsrot maachen, fir datt mer en och kënne fir dat nächst Mëllechquotejoer applizéieren.

De Virschlag läit de Moment scho bei der Landwirtschaftskammer. Déi wäert an deenen nächsten Deeg hiert Gutachten dozou ofginn. Mir wäerten u ville vun deene Prinzipië festhalen, déi mer ëmmer hei haten: Déi Jonk, déi sech nei installéieren, musse Méiglechkeete kréien, gläichzäiteg doriwwer eraus wëlle mir awer och derfir suergen, datt esou vill wéi méiglech jiddferee sollt heivunner kënne profitéieren.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Modert. Déi nächst Fro wennt sech un den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf. Den honorabelen Här Diederich huet eng Fro iwwert den Noutdéngscht.

- Question N°258 du 17 mars 2008 de M. Fernand Diederich relative à l'organisation des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, wat d'Reorganisatioun vun de Services de secours ubelaangt, hat den Här Minister am Dezember gesot, dass Enn Januar eng Entrevue géif stattfanne mat der Pompjeesfederatioun an der Administration des Services de secours. Duerno géifen déi noutwendeg Ausféierungsreglementer ausgeschafft an der Kommissioun virgeluecht.

Ech wéilt haut just froen, wou mer mat dësem Dossier dru sinn a wéi et an Zukunft weidergeet, Här Minister.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Eng kuerz a prezis Fro. Ech hoffen, dass och eng kuerz a prezis Äntwert kënnt.

Här Gesondheetsminister, berouegt Iech. Dir kommt gläich drun.

(Hilarité)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gradesou konstruktiv, wéi déi Fro vum honorabelen Deputéierten Här Diederich war, ass och déi Réunioun gewiescht, déi tatsächlech Enn Januar stattfonnt huet. Et hunn duerno nach Réunioune stattfonnt. Dee ganze Prozess, fir déi groussherzoglech Reglementer op d'Schinn ze kréien, ass doduerch e bësse gestoppt ginn, well mer e Stierffall haten am Ministère vun enger Persoun, déi an deem Dossier involvéiert war.

Ech ginn awer dovun aus, dass déi zukünfteg Gespréicher, déi nach wäerten an deenen nächste Woche mam Comité des sages, mam Inspektorat a mat der Federatioun stattfannen, am Mee kéinten dës Règlement-grand-ducalen op den Instanzewee schécken. Ech kann och hei scho soen, dass, wat déi berühmte Problematik vun der Désincarcératioun ugeet, mer do e Konsens fonnt hunn an dass ganz konstruktiv geschafft gëtt, wat ech ganz positiv fannen.

Duerfir, Här Diederich, deemnächst wäerte mer da méi konkret a méi kloer hei kënnen artikuléieren, wat déi Problemer ugeet. Merci fir Är Fro.

M. le Président.- Merci, Här Halsdorf. Här Minister Di Bartolomeo, et ass elo esou wäit. Déi nächst Fro adresséiert sech un Iech. Et ass déi vum honorabelen Här Bettel iwwert de Centre hospitalier neuropsychiatrique vun Ettelbréck. Här Bettel, wann ech gelift.

- Question N°259 du 17 mars 2008 de M. Xavier Bettel relative à la libre circulation à l'extérieur des personnes internées au Centre hospitalier neuropsychiatrique d'Ettelbruck (CHNP), adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, déi lescht Deeg huet eng Fuite vun enger Persoun, déi am Centre neuropsychiatrique vun Ettelbréck internéiert war, fir vill Onroue gesuergt. Fir d'éischt, dass een net informéiert war, dass een duerch spuenesch Zeitungen am Fong hei zu Lëtzebuerg an engem Artikel vum „Wort" sech référéiert huet, dass ee matgedeelt huet, dass dës Persoun awer wéinst Mord op jidde Fall um Geriicht condamnéiert ginn ass, awer nom Artikel...

(Interruption)

Jo, nom Artikel 71.1. En ass condamnéiert ginn, en ass net responsabel...

(Interruption)

M. le Président.- Ech hat Iech gebieden, Iech ze packen. Dir däerft elo geschwënn eropkommen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- En ass fir net responsabel erklärt ginn, dat wëllt ëmmer nach net heeschen, dass een net condamnéiert gëtt, Här Minister. En ass condamnéiert gi fir Mord, awer fir net responsabel erklärt ginn, well den Artikel 71.1 vun de Riichteren zréckbehale ginn ass.

An zur Surprise générale gëtt matgedeelt, dass en net erëmkomm ass.

Do, Här President, muss ee sech awer e puer Froe stellen:

Wien décidéiert, wie spadséieren däerf goen? Ass et normal, dass an dësem Fall dës Persoun huet kënne fräi spadséiere goen? Wéi ass dat ganz genau geschitt?

Wéi geet dat iwwerhaapt mat de Pëllen? Gëschter huet ee jo nach matgedeelt kritt, dass e mat Pëllen op de Wee geet. An da seet den Dokter och nach, fir e puer Deeg wäert dat nach hëllefen an duerno wär awer keng Garantie, wat mat deem Jong kéint geschéien oder wéi e kéint reagéieren. Wat wëllt dat heeschen?

Virun allem awer och, well den Här Minister Frieden - also net den Här Gesondheetsminister, mä den Här Minister Frieden - gëschter matgedeelt huet iwwert d'Ondë vun RTL, dass et normal wier, dass et keng Informatioune géif ginn, dass och keen Numm genannt géif ginn an och kee Portrait do wär: Deelt den Här Gesondheetsminister déi Meenung, dass bei Leit, déi esou schlëmm Crimen awer gemaach hunn, dat net soll communiquéiert ginn, während awer am Ausland, ob dat am „Mundo" oder an aneren auslännesche Presseartikele war, den Numm an d'Foto do waren? Hei ass awer keen informéiert ginn. Wéi fënnt den Här Minister virun allem, dass mir eréischt informéiert ginn, nodeems d'spuenesch Press schonn en Artikel doriwwer gemaach hat?

Et ass och gëschter gesot ginn, dass, soulaang deen Här déi Pëllen hëlt, en nach roueg ass. Wat geschitt elo, wann en déi Pëllen net méi kritt? Dat kann de Minister eis just soen.

Här President, ech kréien ëmmer de Virworf gemaach, ech géif mech ëmmer iergeren, wann zu Schraasseg ee géif fortlafen. Selbstverständlech! Do soll och kee fortlafen. Mä wann een awer internéiert gëtt fir esou schlëmm Crimen, fannen ech et awer och net normal, dass esou eng Persoun fräi ronderëmleeft, an zweetens, Här President, d'Bevölkerung net informéiert gëtt an duerch d'Press aus dem Ausland esou eng Informatioun kritt.

Den Här Minister seet, dat wier normal.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech bieden Iech ofzeschléissen an d'Wuert dem Här Di Bartolomeo weiderzeginn!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hätt gär eng Äntwert op all déi Froen, déi ech gestallt hunn.

M. le Président.- Dovunner gi mer aus. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Bettel stellt sech elo zënter véier Deeg déiselwecht Froen. Hien huet mer dee leschte Freideg eng schréftlech Fro mat genee deenen dote Froe gestallt. E stellt mer se de Mëtteg nach eng Kéier. Ech wier nawell frou ze wëssen, ob, wann ech dann déi Froen haut beäntwerten, ech se nach eng Kéier schréftlech muss beäntwerten.

Wann dat esou gewënscht ass, wäerte mer eis selbstverständlech Méi ginn, dem Här Bettel dat zweemol matzedeelen. Da kritt en och vläicht den Ënnerscheed mat zwëschent enger Condamnatioun an engem Placement vun engem Mann, deen den Dout vun enger zweeter Persoun verursaacht huet an deen an eng zouen Anstalt placéiert, awer net condamnéiert ginn ass. Da kritt Der vläicht déi Differenz mat.

(Interruption)

En ass zwangsplacéiert, mä en ass net condamnéiert ginn. Déi Nuance misst Dir als Jurist kennen.

Mä ech wëll hei net déviéieren. Ech hunn och scho bei viregte Geleeënheete gesot, dass ech net appréciéiert hunn, wéi am Detail deen dote Fall géréiert ginn ass. Ech hunn och an deem dote Fall eng Enquête ordonnéiert, fir an allen Hisiichte Kloerheet ze kréien, wéi et dozou komm ass.

Ech wëll net déi Behaaptunge widderhuelen, dass et sech bei deem Mann hei ëm e Schwéierverbriecher handelt, well wann et e Schwéierverbriecher gewiescht wier, dann hätt d'Geriicht hien an de Prisong gestach. Et ass e Patient, dee placéiert ginn ass an eng zoue Struktur. An dee Mann soll och an där zouener Struktur behandelt ginn.

Den Tribunal huet de Mann als irresponsabel erklärt an en ass laut Artikel 71 vum Code pénal an de CHNP placéiert ginn. Ech wëll drop insistéieren, dass ech net Direkter vum CHNP sinn. Dat ass en Établissement public, deen zwar ënnert der Tutelle vum Minister steet, mä wou de Minister net an d'Tagesgeschehen intervenéiert.

Dee Mann stoung ënner engem medezineschen Traitement, vun deem mer vun den Doktere matgedeelt ginn ass, dass e länger Zäit unhält. Wéi laang kann ech Iech net soen, duerfir sinn ech net Fachmann genuch.

Ech kann Iech och soen, dass déi Sortie, vun där de Mann profitéiert huet, net am Kader vun deene Prozedure gelaf ass, déi dofir virgesi sinn. Et muss ee sech selbstverständlech och d'Fro vun der Opportunitéit vun där stellen, mä doriwwer eraus och vun der Legalitéit vun där zäitweileger Fräisetzung vun deem Mann. Dat gëtt och an all Detail gekläert, well et ass nämlech esou, dass de Médecin traitant eng Sortie nëmme kann autoriséieren, wann eng Commission spéciale, déi aus Magistraten an Doktere respektiv soss Fachleit zesummegesat ass, hiren Accord dozou gëtt.

Dat ass an dësem Fall net geschitt, an dat - muss ech och soen - bedaueren ech. Aus deem dote Fall musse Léiere gezu ginn. E Psychiater ass net onbedéngt e Spidolswärter, mä wa gesetzlech Reglementéierungen do sinn, muss e sech dorun halen.

Wat d'Prozedure bei der Informatioun ugeet, huet de Justizminister gesot, dass et zu de Gepflogenheete gehéiert fir de Schutz vu psychiatresche Patienten, fir net all Detailer präiszeginn. Ech muss awer soen, an do deelen ech och d'Meenung vum Justizminister, dass et an deem heite prezise Fall, wou e Mann awer den Dout vun enger zweeter Persoun verursaacht huet, erlaabt muss sinn, fir iwwert déi Informatiounsprozedur nozedenken.

Ech wëll Iech soen, dass ech och aus der Press dovu gewuer gi sinn. Ech war iwwerhaapt net amüséiert.

Also Konklusioun: Hei ass en Incident passéiert, deen net esou ze veränwerten

ass. An deenen nächsten Deeg - net an deenen nächste Wochen a Méint! - gi Konklusiounen aus där interner Enquête gezunn an och Konsequenzen.

Just ee lescht Wuert: Et muss een awer och wëssen, dass, wann een op där enger Säit fir de Schutz vum psychiatresche Patient antrëtt, een och muss a Kaf huelen, dass bei enger psychiatrescher Anstalt ëmmer nach eng Differenz bleift zu engem zouenen, total gesécherte Prisong an dass esou Zwëschefäll ëmmer kënne passéieren. Dat ännert awer näischt dorunner, dass een déi richteg Konsequenzen doraus muss zéien an och iwwer all Detailer vum Placement judiciaire an de CHNP muss nodenken.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Elo hu mer d'Fro vum honorabelen Här Fayot un den Här Ausseminister iwwert d'Situatioun am Kosovo. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°260 du 18 mars 2008 de M. Ben Fayot relative aux troubles ayant actuellement lieu au Kosovo, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ee Mount nodeem d'Onofhängegkeet vum Kosovo erkläert ginn ass, hu sech dëser Deeg zu Mitrovica am Norde vum Kosovo, am serbeschen Deel, biergerkrichsähnlech Zeenen ofgespillt, ganz gewaltsam Zeene mat Handgranaten, Molotowcocktailen, Schëss, déi gefall sinn, wou och ënner aneren d'UNMIK, also d'UNO-Verwaltung vum Kosovo, attackéiert ginn ass vun Dausende vu Serben. D'UNMIK hat ënner hirer Police eng ganz Partie Blesséierter. Déi Police huet sech zréckgezunn an d'Situatioun ass du vun der KFOR erëm hiergestallt ginn. D'Situatioun am Norden, am serbeschen Deel vum Kosovo, ass extrem ugespaant.

Erstaunlech ass, dass de Premierminister vu Serbien, den Här Koštunica, déi Gewaltzeenen eigentlech entschëllegt huet. Och Russland huet sech verständnisvoll fir déi Situatioun gewisen. Dat ass alles héchst beonrouegend, muss ech soen - d'autant plus, wou et éischtens emol un de Grenze vun der Europäescher Unioun ass, an zweetens an engem Land, wou mer säit Jore probéieren, zwëschent den ethnesche Gruppe Fridden erbäizefréieren, well wat déi Leit do interesséiert, dat ass normal ze liewen, ze schaffen, eng Zukunft ze hunn.

Duerfir wëll ech wësse vum Här Ausseminister, wéi dann och elo d'Europäesch Unioun vis-à-vis vu Serbien virgeet, well et ass jo net ze akzeptéieren, dass e Land wéi Serbien, deem d'Europäesch Unioun offréiert, fir eng europäesch Perspektiv ze hunn, dass dat Land fir extremen Nationalismus optéiert, amplaz fir eng europäesch Ouverture. Ech fannen dat perséinlech héchst beonrouegend an ech wär frou, wann den Här Ausseminister ons géif soen, wéi d'Europäesch Unioun, wéi d'Ausseministere vun der EU dat gesinn.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Elo kënnt de Chef vun eiser Diplomatie, den Här Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Merci, Här President vun der Chamber. Also, wann een d'Sécherheetslag am Kosovo kuckt, da war dat jo bis déi lescht Deeg eng gespaante Situatioun. Allerdéngs wat geschitt ass virun zwee Deeg, ass selbstverständlech ganz beonrouegend.

Fir et kloer ze ëmschreiwen: D'UNO huet am Norde vu Mitrovica zwee Geriichter. Dovunner ass eent de leschte Freideg vu serbeschen Demonstrante besat ginn. Dat si Geriichter, déi fir d'Rechtsstaatlechkeet am Kosovo ze suergen hunn. Domadder war dat also eng Attack, kann ee soen, op d'Rechtsstaatlechkeet.

Déi Besatzung vun deem Geriicht gouf och vun der internationaler Gemeinschaft, notamment och vun eis, vun der Europäescher Unioun, schaarf kritiséiert. Gëschter am fréie Moien hunn dunn d'UNO-Missioun, also d'UNMIC, an och d'NATO-Missioun, also d'KFOR, zesummen eng Operatioun ënnerholl, fir d'Kontroll vum Geriicht nees ze iwwerhuelen an d'Besetzer vun deem Geriicht erauszesetzen a festzehuelen. Dat war moies um hallwer sechs.

Dobäi konnten eng Rei serbesch Demonstranten - et gëtt elo vun 32 geschwat; dat soll déi Zuel sinn, déi fix ass - gewaltlos - ech insistéieren op „gewaltlos" - festgeholl ginn. Dat ass och bestätegt gi vun Demonstrante selwer, déi dat och affirméiert hunn. Si sinn och alleguerten erëm gëschter Owend fräigelooss ginn.

D'Aussoe vu verschiddene serbesche Responsabelen, no deenen d'UNMIC an d'KFOR Gewalt ugewannt hätte bei der Iwwernahm vum Geriicht, wat also net der Realitéit entsprécht, hunn dunn awer eng Reaktioun vun de Kosovo-Serbe provozéiert; wat jo och normal ass. De Convoi, deen déi verhafte Serbe sollt op Priština bréngen, ass vun Demonstranten ugegraff ginn. Dat war ongefeier moies um siwen Auer. Bei deem Ugréff goufen eng Rei Polizisten an Demonstrante verletzt. Mir wëssen elo vun de Moien un, dass leider een UNO-Polizist, e Jong aus der Ukraine, säi Liewen de Moie verluer huet.

Déi serbesch Demonstranten - et ware meeschtens jonk Leit - si mat Explosiven, dat heescht mat Molotowcocktailen a mat Granaten, op d'Autoe lassgaangen. Et waren also Handwaffen derbäi. Et si Steng gehäit ginn an och, wéi gesot, Granate geschoss ginn. D'Polizei huet doropshin Tréinegas agesat. Et hu sech du ganz séier e puer dausend Kosovo-Serben ëm d'Geriichtsgebai versammelt. Et gouf och eng Ambulanz blockéiert mat engem KFOR-Zaldot dran. D'Onrouen hu sech och ee gewëssene Moment op aner Deeler vun der Stad ausgebreet; meeschtens am Norde vum Floss Ibar, mä awer och zum Deel am Süden.

Et ass schwiereg, Här President, an där Situatioun fiabel Zuelen haut op den Dësch ze leeën. Wat schéngt sécher ze sinn, dat ass Folgendes: 22 franséisch Militärleit vun der KFOR si blesséiert ginn; 29 Poliziste vun der UNMIC a siwe serbesch Zaldote si verletzt ginn.

Zivil Blesséierter: Et war ee Moment gëschter um ZDF gemellt ginn, et wieren der iwwer 100. Et ass awer haut de Moien eng Bestätegung komm aus deenen Informatiounsquellen, déi mir hunn, wou mer eis kënnen drop verloossen, dass keng zivil Blesséierter sollen derbäi sinn.

D'UNMIC huet sech doropshin aus Mitrovica zréckgezunn an um Terrain ass elo d'KFOR fir d'Sécherheet zoustänneg.

D'Situatioun um Terrain mécht et natierlech fir déi Missioun vun der EULEX, déi europäesch Missioun, ganz, ganz schwéier, sech am Norde vum Kosovo ze installéieren. Gespréicher tëschent der NATO, der UNO an der Europäescher Unioun lafen, fir ze kucken, wéi d'international Communautéit hir Presenz am Norden am beschten organiséiert. An der Zwëschenzäit ass et un der KFOR, fir weider Gewaltausbréch ze verhënneren oder se anzedämmen. D'KFOR huet sech jo expressis verbis duerfir bereet erklärt.

Kee besser wéi mäi Kolleeg, de Minister vun der Défense Jean-Louis Schiltz, weess, dass mir jo 23 Zaldoten affectéiert hunn an der KFOR, déi och am Norde sinn, an dass dat eng extrem wichteg a schwéier Missioun ass. Am Numm vun eis hei géif ech dem Minister vun der Défense och soen, dass hien all eis Ënnerstëtzung kritt fir d'Jongen an och fir d'Fraen, déi um Terrain sinn.

Ech si frou, dass sech d'Situatioun zënter gëschter schéngt effektiv berouegt ze hunn. Jiddferee wousst, dass et géif e laangen a schwéiere Prozess ginn, ier de Kosovo zur Rou an zur Stabilitéit ka kommen, fir erëm eng ekonomesch Entwécklung opzebauen.

Den Här Fayot huet gefrot: Wat geschitt an deem Kontext mat Serbien? Wat Serbien ugeet, muss ee wëssen, dass den 11. Mee do Wahle sinn. No de Presidentschaftswahle kommen elo d'Parlamentswahlen. Bis den 11. Mee wäert a Serbien kee Millimeter Bewegung dra sinn an eng positiv Richtung.

Mir hunn awer als Europäesch Unioun - dorobber wëll ech och insistéieren - de Serbe jo wierklech eng Perspektiv ugebueden, fir d'éischt mam ASA, mat deem Accord de Stabilisation et d'Association, dee leider net konnt ënnerschriwwe ginn. Dunn hunn ech och als Ausseminister jo e politeschen Dialog ugebueden, eng intérimaire Solutioun bis mer den ASA kënnen ubidden. Och dat war net méiglech, och net no de Presidentschaftswahlen.

D'Dier fir d'Serbe bleift all Moment op als Europäesch Unioun fir déi ausgestreckten Hand, fir dat oppent Ouer, fir dat Rapprochement am Dialog hierzestellen. Dat ass evident; souguer och an aneren Organisatiounen, wou mir Member sinn. Ech kommen elo gläich drop ze schwätzen, wat nach uläit.

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zwar elo zum Schluss kommen!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Jo, ech sinn direkt fäerdeg, Här President.

Ech hoffen, Här President, dass duerch déi Fro, déi den Här Fayot gestallt huet iwwert d'Serben, dass d'Serbe wëssen, dass hir Zukunft an der europäescher Famill ass an dass hir Zukunft net soll determinéiert gi vun de Geeschter vun der Vergaangenheet.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Entschëllegt, dass ech esou laang geschwat hunn.

M. le Président.- Et ass guer näischt.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Et ass e komplext Thema.

M. le Président.- Dir hat och wäit ausgeholl. Den honorabelen Här Gira huet elo d'Wuert fir eng Fro un den Här Innenminister iwwert d'Loyerskommissiounen.

- Question N°261 du 17 mars 2008 de M. Camille Gira relative à la mise en place des commissions des loyers instituées pour les communes de moins de 6.000 habitants, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dat neit Mietgesetz vum September 2006 gesäit fir all d'Gemengen ënner 6.000 Awunnerinnen an Awunner regional Mietkommissioune vir. Ech hat mer dunn erlaabt am Januar 2007 an enger schréftlecher Question parlementaire nozefroen, wou mer dru wiere mat der Implantatioun vun dëse Kommissiounen, a krut geäntwert, de Règlement grand-ducal fir déi geographesch Opdeelung géif all Moment publizéiert ginn. Dunn huet et nach e gutt Joer gedauert, a viru 14 Deeg ass dann endlech dee Règlement grand-ducal publizéiert ginn.

Wat stellt een do fest? Et wäert zwielef regional Mietkommissioune ginn; fir all Kanton eng. Elo kann een dat jo logesch fannen, an och kohärent. Ech géif mer awer erlaben, Här President, ze froen, firwat mer annerhalleft Joer brauchen, fir op d'Iddi ze kommen, an all Kanton eng Mietkommissioun ze maachen?

Mä domadder sinn déi Mietkommissiounen nach net aktiv. D'Distriktskommissäre mussen elo d'Gemengeréit zesummeruffen, Kandidaturen opruffen. Duerfir meng zweet Fro: Wéi gi mer elo weider vir? Wat ass virgesinn? A wéini kann ee verstännegerweis domat rechnen, dass déi nei Mietkommissiounen - déi an Zäite vu Wunnengsnout awer wichteg sinn, quitte dass mer eng Iwwergangsbestëmmung haten, fir déi kommunal Mietkommissiounen oprechtzeerhalen - en place gesat ginn?

Just nach eng Klammer, Här President. Den Här Innenminister an den Här Logementsminister mussen awer hir Règlement-granducalen nach eng Kéier frësch publizéieren. Well wann een déi genee liest, da stellt ee fest, dass d'Gemeng Houschent vun der Landkaart verschwonnen ass an d'Gemeng Habscht neierdéngs zweemol existéiert, eemol am Kanton Dikrech an eemol am Kanton Kapellen. Et wier gutt de Règlement eng Kéier richteg ze publizéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, dass ech och hu misse richteg kucken, wéi ech déi Fro gestallt kritt hunn, well ech hunn ee Moment gemengt, mäi Kolleeg aus der Regierung, de Fernand Boden, wier concernéiert, wat déi Fro hei ugeet. Well dee Règlement grand-ducal ass jo vu senge Leit ausgeschafft ginn, mat eiser Koresponsabilitéit; mir sinn an enger Regierung.

An dat stëmmt, wat Der gesot hutt, dass virun zéng Deeg dee Reglement am Mémorial war. Dee Moment hunn och direkt déi Leit, déi do um Ball waren - dat sinn déi dräi Distriktskommissären -, sech zesummegesat a si hunn dunn esou séier wéi méiglech eng Circulaire fäerdeg geschriwwen. Déi Circulaire ass virgëschter erausgaangen. Gëschter hunn emol verschidde Gemenge se kritt. Ob se se all kritt hunn, weess ech net. Ech hu se och derbäi.

(Interruption)

Ech kann Iech se och zoukomme loossen, Här Gira, wann Dir se nach net sollt hunn. Mä déi sinn erausgaangen.

Do steet dran, dass déi Gemengen, déi méi wéi 6.000 Leit hätten, well d'Gemenge mussen an dësem Gesetz délibéréieren, hir Kommissioun bestätege sollten. Virdrun ass déi Kommissioun jo bestätegt gi vum Distriktskommissär. Haut geschitt dat dann an deene grousse Gemengen einfach iwwert de Schäfferot.

An dann, wéi Der uschwätzt, déi Gemengen ënner 6.000 Leit, déi hunn eng separat Circulaire kritt, an do ass et esou wéi Dir sot, ee Comité pro Kanton. Si musse bestätegen.

D'Situatioun ass elo folgend: Dee Règlement grand-ducal misst a sech Ufank Abrëll a Kraaft trieden. D'Distriktskommissären hunn awer gemengt, si missten déi Saach pragmatesch ugoen. Duerfir hu se de Gemenge fënnef Wochen Zäit ginn, bis den 30. Abrëll, fir am Fong geholl hir Leit ze nennen. An da fonctionnéiert et jo an deem heite Gesetz esou wéi beim Syndicatsgesetz. Dat heescht, da mussen d'Gemengen all zesummekommen an eng Décisioun huelen, wéi déi Kommissiounen ausgesinn.

Dat ass d'Démarche, déi elo virgeschriwwen ass. Mir erwaarden eis, dass dat bis den 1. Juni iwwert d'Bühn ass. Mir hunn eis och, fir dass keng Rechtsonsécherheet kënnt, mat den Distriktskommissariaten ofgeschwat, dass, wann Demandë vu Loyere kommen, déi zréckgehale ginn, déi puer Wochen - dräi, véier Wochen oder esou -, an da gi se dee Moment och an d'Gemenge geschéckt, esou dass dat misst klappen. Et ass richteg, dass et eng gewëssen Zäit gedauert huet bis et lassgaangen ass, mä fir den 1. Juni misst dat iwwert d'Bühn sinn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den honorabelen Här Goerens adresséiert sech mat enger Fro un den Här Ausseminister iwwert d'NATO-Erweiderung. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°262 du 17 mars 2008 de M. Charles Goerens relative à l'élargissement de l'OTAN et plus particulièrement des candidatures d'ex-pays soviétiques, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, d'Fro ass extrem kuerz. Ech wollt den Ausseminister froen, wat d'Lignes directrices si vun der Lëtzebuerger Aussepolitik à propos vum Élargissement vun der NATO?

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Här Ausseminister, wann ech gelift.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, léif Kolleegen, d'Fro ass natierlech vaste, mä ech versichen - och fir eisem President Freed ze maachen - esou schnell wéi méiglech derduerchzegoen.

Fir d'éischt muss ech awer eng Explikatioun ginn. Sot elo net, ech géif ze vill wäit aushuelen! Wann ech dat net maachen, versteet keen eppes.

Fir Member ze gi vun der NATO, muss ee véier Stufe gesinn: Dat Éischt, dat ass den „partnership for peace", wou zum Beispill elo Serbien dran ass. Dat Zweet, dat ass den intensivéierten Dialog; dat ass wou elo d'Ukraine dran ass, wou Georgien dran ass. An da kënnt de MAP, dat ass den „membership action plan", wou elo Kroatien an Albanien dra sinn, wou och déi fréier jugoslawesch Republik vu Mazedonien dran ass, déi sech awer elo Mazedonien nennt. Véiertens gëtt een da Member vun der NATO, dat ass den „membership".

Elo géif ech mengen, fir rationell ze äntwerten, hu mer zwee Pläng. Mir hunn de Plang vum Balkan a mir hunn de Plang vu Georgien a vun der Ukraine.

Wat de Balkan ugeet, muss een dat ënnerdeelen. Éischtens, Kroatien, Mazedonien an Albanien. Dir wësst, mat Kroatien ass kee

Problem. Mat Albanien och net, wat d'Substanz ugeet. Mat Mazedonien hu mer nach e Problem, an dat ass virun allem de Problem, deen Der kennt, mam Numm, tëschent Griichenland an der fréierer jugoslawescher Republik, déi sech elo Mazedonien nennt.

Iwwert dee Problem huet gëschter nach den Här Nimitz op der UNO zu New York mat deenen zwou Säite geschwat. Et ass ee komposéierten Numm elo am Gespréich, wéi „Nouvelle Macédoine" oder „Upper Macedonia" oder, ech weess net, „Macedonia Skopje" - ech ginn elo nëmme Beispiller, mä bis elo ass awer nach kee richtege Fortgang do ze verzeechnen.

Et muss een och wëssen, dass jo a Mazedonien eng Mannerheetsregierung zënter e puer Deeg elo um Rudder ass. Et muss een also do ofwaarden. Do wäert virum Sommet näischt geschéien. Et muss een also waarden, wat um Sommet do sech zoudréit.

Allerdéngs musse mer wëssen, dass, wa Mazedonien net kéint Member ginn, dat eng Répercussioun kéint eventuell kréien op Albanien, an dat wier net gutt.

Dir hutt d'Lignes directrices gefrot: Mir sinn derfir, dass déi dräi Länner vum MAP, vum „membership action plan", an d'Memberschaft vun der NATO kënnen opgeholl ginn.

Da kënnt deen zweeten Niveau ganz séier: Bosnien-Herzegowina, Montenegro a Serbien. Do si mer eis och eens an der Lëtzebuerger Regierung, dat hu mer och esou plädéiert an deene Réuniounen an der NATO, dass Bosnien-Herzegowina a Montenegro solle kënne komme vum PFP, „partnership for peace", an den Dialogue intensifié, also an déi zweet Stuf.

An da kënnt dat méi Komplext, dat sinn d'Ukraine a Georgien. Dir wësst, an der Europäescher Unioun gëtt et zwou Tendenzen. Dat muss een esou gesinn. Wann een d'Zeitung liest, da mierkt een dat. Dat ass kee Geheimnis. Et gëtt déi eng, déi soen, mir wëllen, dass direkt d'Ukraine a Georgien d'Memberschaft kréien. Dat ass zum Beispill Polen, déi dat promouvéieren. An da gëtt et der, wou Lëtzebuerg ganz kloer derbäi ass, awer och de ganze Benelux derbäi ass, wou Frankräich derbäi ass, wou Däitschland derbäi ass, Spuenien, Italien - et gëtt der nach -, déi soen, kommt mir ginn ee Signal positif un déi zwee Länner, ouni dass mer awer elo de Schrëtt scho maachen, fir de MAP ze accordéieren.

Elo wësse mer, an der NATO geet et wéi an der Europäescher Unioun op villen Domänen, dass de Konsens muss gesicht ginn. An ech kéint mer virstellen, dass och e Konsens do fonnt gëtt. Nämlech deen, dass mer een Dialogue intensifié plus accordéieren, dat heescht, méi wéi dat, wat se elo hunn, ouni awer de MAP ze ginn. Dat kéint een Dialogue d'intensification nennen. Dat wier dann e Plan du dialogue d'intensification, wou ee géif an deem Plang kucken, alles wat am ID stécht, also am „intensified dialogue", emol auszeschöpfen.

Well dat ass eng vun de Kritiken am Dialogue intensifié. Deen ass net ausgeschöpft, do sinn nach vill Possibilitéiten, souwuel bei der Ukraine wéi och bei Georgien.

Dir wësst, an der Ukraine ass d'NATO net grad populär, nach ëmmer. 65% vun de Leit - no leschten Ëmfroen - wëllen net Member gi vun der NATO. Gutt. Un der öffentlecher Meenung an der Ukraine muss nach vill geschafft ginn.

A Georgien kenne mer de Problem vun Abchasien a vu Südossetien. Mir wëssen och, dass dat e Land ass, wou nach virun e puer Wochen den État d'urgence ausgeruff war.

Dir wësst awer och, Här President, dat wëll ech soen, dass, wann ee Land Member gëtt vun der NATO, dat muss ratifizéiert gi vun alle Memberlänner vun der NATO, also och hei am Parlament. Ech mengen net, dass mer esou wäit elo zu dësem Moment op jidde Fall sinn. Déi meescht Länner, och d'Bundesrepublik Däitschland, souwuel d'Madame Merkel wéi och den Här Steinmeier, hunn eng ganz kloer Sprooch geschwat, dass een elo soll méi gi wéi dat, wat se hunn, mä net dee Schrëtt maachen, fir elo de MAP ze ginn.

M. le Président.- Här Minister, Dir musst ofschléissen!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Jo. Dat heescht, Här President, a leschter Konklusioun, dass mer wierklech probéieren um Balkan déi Länner, déi kënnen do avancéieren, och Member ginn ze loossen, dass mer dat ënnerstëtzen, an dass mer bei der Ukraine a bei Georgien wëllen ee Plus ginn, ouni dat ze ginn, wat elo gefrot gëtt, an op där Schinn och virufuere mat klenge Schrëtt, fir ze kucken, wéi d'Evolutioun an deene Länner och geschitt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi lescht Fro ass déi vum honorabelen Här Mehlen un den Här Ëmweltminister iwwert de Kaméidi an den Diskothéiken.

- Question N°263 du 17 mars 2008 de M. Robert Mehlen relative au bruit dans les discothèques, adressée à M. le Ministre de l'Environnement

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech muss éierlech zouginn, datt et scho laang hier ass, datt ech fir d'lescht an enger Disco war. Mä et héiert ee jo awer, datt et an Tëschenzäit éier nach méi haart do erofgeet, an och op verschiddene Baler, wéi dat an der gudder aler Zäit de Fall war.

Donnéeë schwätze vu bis zu 120 Dezibel. Dat ass de Kaméidi, deen en Jumbo mécht wann e start. Mir wëssen, datt dee relativ séier fort ass. Eis Jonk gi stonnelaang deem Kaméidi ausgesat. Souguer 100 Dezibel si gläich Kaméidi vun engem Lofthummer aus zéng Meter Distanz. Ech mengen, mir wëssen alleguer, wéi schwéier datt dat ze erdroen ass.

Eis Gesetzer hunn e Schutz etabléiert fir déi Leit op der Aarbecht, déi Kaméidi ausgesat sinn. Souwäit ech weess gëllt dat awer net fir d'Fräizäit. Jiddferee ka jo fräiwëlleg dohinner goen oder net.

(Interruption)

D'Garçonen och.

D'Auswierkunge sinn awer fatal. An Däitschland ass zum Beispill festgestallt ginn, datt jiddfer véierte Jonken haut seriö Problemer mam Gehéier huet, jiddfer zéngten e bleiwende Schued behält.

Et muss een och wëssen, datt déi Schied net heelbar sinn, datt dat Nodeeler fir d'ganzt Liewe fir déi Leit ergëtt an datt et virun allem jo och ganz erheeblech Fraisë fir d'Gesondheetswiesen no sech zitt.

Mengen Informatiounen no ass an Däitschland eng fräiwëlleg Richtung ënnert den Diskobedreiwer etabléiert ginn, fir ënner 100 Dezibel ze bleiwen. Dat ass nach héich.

Ech wollt Iech duerfir froen, Här Ëmweltminister - Dir sidd jo fir de Kaméidi zoustänneg, fir de Schutz virum Kaméidi, loosse mer et dann esou ausdrécken, an dat huet natierlech och e gesondheetlechen Aspekt -: Wéi ass d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg? Gëtt et Miessungen an deenen Etablissementer iwwert de Kaméidi? Gëtt et Donnéeën iwwert d'Schiedegungen - déi missten zwar dann un Äre Kolleeg Minister vun der Gesondheet geriicht ginn? Wat envisagéiert d'Regierung gegebenenfalls dergéint ze ënnerhuelen?

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. De Minister, zoustänneg fir de Kampf géint de Kaméidi, den Här Lucien Lux, huet d'Wuert.

(Hilarité et interruptions diverses)

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, ech ginn zou, dass et bei mir nach net esou laang hier ass, dass ech den Test an der Diskothéik gemaach hunn.

(Interruption)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Sidd Der dofir heiansdo esou schwerhörig?!

(Interruption et hilarité)

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- An ech hu mer de Moien déi Législatiounen nach eng Kéier ugekuckt, déi à la base sinn.

Ech wëll och direkt soen, dass mir um Niveau vun der Ëmweltverwaltung all Kéier dann agéieren a Miessunge maachen, éischter au coup par coup, wa Reklamatioune kommen. Där sinn der och lafend, géif ech soen, wourobber mer dann op Plaze ginn an dat kontrolléieren.

Ech mengen, doriwwer eraus gëtt et jo an der Ëmsetzung vun der Direktiv 2002/49 e Gesamtbild. Den Här Berger grinst schonn dobäi, well hie mech harceléiert mat Question-parlementairen, wat d'Ëmsetzung dovunner ubelaangt. Mir wëlle jo den 8. Abrëll an der Kommissioun och doriwwer dann de Point maachen, well mer prett sinn, d'Prozeduren och dozou kënnen ze lancéieren.

Zu der Fro hei vun dem Kaméidi baséiere mer eis op d'Gesetz vum 21. Juni 1976. Dat Gesetz huet de 16. November 1978 e Règlement grand-ducal kritt, Här Mehlen, wou genau d'Limitatioune fir den Niveau de bruit, och wat d'Diskothéiken ubelaangt, dra festgeluecht sinn. An deen Niveau ass innerhalb vun der Diskothéik festgeluecht ginn op 90 Dezibel, déi net ze dépasséiere sinn.

Wat oft natierlech a virun allem contestéiert gëtt, ass jo net de Kaméidi an den Diskothéiken. Op jidde Fall kréie mer doriwwer keng Reklamatiounen, well Dir zu Recht gesot hutt, déi Leit, déi dohinner ginn, maachen dat jo a priori fräiwëlleg, a wann et hinnen ze haart ass, kënne se virun d'Dier goen oder doheem bleiwen.

Wat natierlech méi oft contestéiert gëtt, ass de Kaméidi engersäits à l'intérieur vun de Wunnengen, déi an der Ëmgéigend vun esou Diskothéike sinn. Och do gesäit de Règlement grand-ducal kloer Maxima vir, an zwar 35 Dezibel à l'intérieur vun Haiser also, vu Wunnengen oder anere Lokaler, déi am Voisinage vun Diskothéike sinn.

Zweetens gëtt et dann de Règlement grand-ducal vum 13. Februar 1979, nach ëmmer baséierend op dem Gesetz vum 21. Juni 1976, wat dann d'Fro vum Kaméidi an der Ëmgéigend vun esou Etablissementer, also dobaussen, à l'extérieur, festhält. Do géif ech lech emol dee Richtwäert ginn, deen am meeschte contestéiert gëtt. Dat ass natierlech an Zonen, déi mixte sinn, wou et also méiglech ass, souwuel Wunnenge wéi och esou Etablissementer ze hunn, well an Zonen, déi souwisou kloer Zone si fir ze wunnen, ass a priori esou en Etablissement souwisou net ze autoriséieren. An esou enger Zon sinn d'Wäerter am Moment dobausse 60 Dezibel den Dag a 45 Dezibel fir d'Nuecht.

Dat sinn also déi Wäerter, déi dobausse gëllen, an dobaussen heescht am Prinzip direkt niewendrun am Gaart, op der Terrass, an der Agglomeratioun. Dat ass natierlech e Moyenneswäert, dee gerechent gëtt iwwer eng gewëssen Durée. Ech maachen et elo net ze vill komplizéiert, mä ech kënnt lech am Detail awer och do déi néideg schrëftlech Ënnerlage ginn.

Da gëtt et en drëtten Niveau innerhalb vun der Kommodosautorisatioun. Et kënnen, sief et duerch de Buergermeeschter, wann et eng Klass 2 ass - also bei tëschent 100 an 1.000 Leit, déi an där Diskothéik do Plaz fannen -, sief et duerch den Ëmweltminister, wann et eng Klass 1 ass - also iwwert dausend Leit Plaz fannen - nach aner Valeurs limites festgeluecht ginn, déi méi e spezifesche Charakter hunn an doriwwer erausginn. Si mussen dann natierlech all Kéier där Meilleure technique disponible entspriechen an och eng gewësse Verhältnismëissegkeet hunn, fir natierlech och op där anerer Säit vun de Patronë vun esou engem Etablissement och viru Geriicht kënne standzehalen.

Dat sinn also déi dräi Niveauen, déi ee bei der Autorisatioun vun Diskothéiken dobannen oder dobausse muss kënnen autoriséieren an och anhalen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech wëll dem Här Minister an all deenen anere Ministere soen, dass se d'Questions parlementaires vun den Deputéierten net als en Harcèlement sollen emfannen, mä als eng Éier, déi weist, wéi wichteg d'Deputéierten d'Aarbecht emfannen.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Ganz richteg, Här President!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech si frou fir all Question parlementaire, déi den Här Berger mer stellt.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Jo, ech hu mech, Här Minister Lux, un d'ganz Regierung gewannt.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Heure d'actualité, déi vun deene Gréngen ugefrot ginn ass. D'Riedezäit ass nom Artikel 84.2 festgehalen: zéng Minutte fir deen, deen d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, a fënnef Minutte fir d'Fraktiounen an d'Sensibilité politique. D'Regierung huet eng Véirelstonn Zäit.

Mir héieren elo fir d'éischt den honorabelen Här Adam als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

10. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet des structures scolaires postprimaires dans la région Nordstad

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer de 5. Juli 2007 an der Chamber iwwert den neie Lycée Nordstad diskutéiert an eis eestëmmeg fir d'Schafung vun dësem Lycée ausgeschwat haten, wosste mer alleguer, datt mir mat deem provisoresche Gebai keng Léisung fir d'schoulesch Situatioun an der Regioun Nordstad fonnt hätten, mä just eng kuerzfristeg Entlaaschtung vum Ettelbrécker Lycée technique an d'Wee geleet hunn.

Mir brauchen an der Nordstad net nëmme Plaz fir den neien Nordstad-Lycée, mir brauchen nach ganz vill Plaz fir Sportaktivitéiten, well all deene Schoule feelt et u Sportinfrastrukturen, an dat ass relativ dramatesch. Mir brauchen och Plaz fir den CNFPC, deen och zu Ettelbréck ass an deen aus allen Néite platzt. Och do hu mer riseg Demanden, fir Coursen ze offréieren. A mir brauchen och nach méi Plaz fir d'Professions de santé.

Esou huet d'Madame Minister vun der Éducation nationale de 5. Juli 2007 hei an der Chamber geschwat. A wat am Juli 2007 richteg war, ass haut am Mäerz 2008 genausou richteg an nach méi urgent.

D'Madame Minister hat och gesot, si géif all Sitë kucken, déi d'Gemengen Ettelbréck, Dikrech, Bettenduerf, Ierpeldeng, Schieren a Colmar-Bierg, dat heescht all Gemengen, déi zur Nordstad gehéieren, géifen zur Verfügung stellen.

Déi Gréng wëllen dann haut an der Heure d'actualité gewuer ginn, wéi et ëm déi zousätzlech Sitë fir déi dréngend gebrauchte Schoul- a Sportinfrastrukturen am Raum vun der Nordstad steet.

Wann een den Historique vun den Démarchë kuckt, déi am Raum Ettelbréck gemaach gi sinn, fir de Schüler an den Enseignanten anstänneg Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen, da stellt sech d'Fro, ob ee sech net sollt un d'Guinnessbuch vun de Rekorder wenden, fir all déi Ufroe mat deenen zum Deel ganz widderspréchlechen Äntwerten androen ze loossen.

Et schéngt jo dann awer elo esou ze sinn, datt de Lycée technique agricole op Gilsdorf gebaut gëtt. Wann alles guttgeet, da misst en a fënnef, sechs Joer fäerdeg sinn. Op déi Problemer mam Zougang fir d'Schüler ginn ech elo net an. Ech wier awer frou, vum zoustännege Bauteminister confirméiert ze kréien, datt d'Planungen esou lafe wéi geduecht an datt den Timing viraussiichtlech agehale ka ginn.

Wat kënnt dann elo op de Site vun der Ackerbauschoul? Eisen Informatiounen no soll de ganzen Nordstad-Lycée dohinner kommen. Dat fanne mir keng gutt Iddi. Et ass net Plaz genuch op deem Site, fir all déi néideg Klassesäll a virun allem och déi néideg Spezialsäll, déi esou e Lycée brauch, hei ze bauen.

Et kann dach net sinn, datt am Norden déi jonk Leit déi Beruffer musse léieren, déi kaum speziell Infrastrukture brauchen. Anscheinend ass awer eisen Informatiounen no och mëttlerweil op de Ministèren erausfonnt ginn, datt engersäits déi urspréinglech Planung, wat een alles géif brauchen, fir e spezialiséierte Lycée fir technesch Beruffer ze bauen, an anerersäits dat, wat een op dësem Site, op dësem Terrain hikritt, als net kompatibel agestuuft gi sinn.

Wat sinn déi neist Erkenntnisser vum Ministère, wat den aktuelle Site vun der Ackerbauschoul ugeet?

Wann een zwee da vläicht éischter kleng Lycéeë beieneesetzt, dann huet een d'Nodeeler vun engem grousse Schoulcampus, mä d'Virdeeler vun enger gemeinsamer Planung an Notzung huet een awer net. Dat mécht an eisen Ae wéineg Sënn.

Et ass och esou, datt d'Verkéierssituatioun an der Avenue Salentiny haut schonn esou miserabel ass, datt de Bau vun engem

www.chd.lu

eegestännegen Nordstad-Lycée op deem Site vun engem méi klenge spezialiséierte Lycée keng valabel Léisung ka sinn.

Mir geséichen d'Plaz vum Lycée technique agricole besser als Reserv fir de Lycée technique Ettelbréck.

Den Nordstad-Lycée misst op en neie Site kommen. De Charles Goerens hat op dëser Plaz schonn eng Kéier de véier Hektar groussen CFL-Terrain vis-à-vis vun der Ettelbrécker Gare proposéiert. Huet d'Regierung dës Méiglechkeet analyséiert? Oder ass eventuell schonn d'Décisioun gefall, datt hei soll den CFNPC nei Raimlechkeete kréien?

Mir geséichen den Nordstad-Lycée selbstverständlech do, wou d'Nordstad en och gesäit, um Site vun der Laduno. Mir fannen et positiv, wa sechs Gemenge sech eens sinn an eng Zukunftsperspektiv mat Hëllef vun enger Consultation rémunérée entwéckelen. Et ass awer frustrant, wann dës Gemengen da musse feststellen, datt se vun der Regierung, déi mat ville Ministèren um Zukunftsdësch derbäisouz, net eescht geholl ginn. Wat notzt dee schéinste Projet, wann d'Regierung net derhannert steet?

Weider froe mer eis: Wat geschitt mat där aler Ettelbrécker Klinik? Kommen hei d'Klasse vum Lycée technique pour professions de santé ënnerdaach? Wa jo, wéini? Wann net, firwat net?

Wéi steet et dann elo mat den dréngend gebrauchte Sportinfrastrukturen? Eng ganz Rei Kanner aus der Nordstad kréien zum Beispill net déi Schwammstonnen, déi hinnen zoustinn, well net méi genuch Plaz an der Dikrecher Schwämm ass. D'Schüler vum Ettelbrécker Lycée ginn an d'Däichhal turnen. Alt véier Gruppe mateneen, obschonn d'Hal nëmmen an dräi opgedeelt ka ginn. Et ass haut schonn esou, datt déi Spezialsäll am Ettelbrécker Lycée ausgebucht sinn. Wéi gesäit et dann eréischt aus, wann déi Klassen aus dem Cycle inférieur vum Nordstad-Lycée an de Lycée technique Ettelbréck kommen?

Am Ettelbrécker Lycée muss och den Daach vun de Pavillone rafistoléiert ginn. Dat ass eng ganz schwiereg Entreprise an enger iwwerfëllter Schoul. D'Chemies- an d'Physikssäll si voll beluecht. Et ass schonn tragesch, wann eng Schoul sech praktesch muss freeën, wa se nëmmen eng Douzième générale huet. Well wa se der zwou hätt, da wier net Plaz genuch an den Infos- an an de Chemiessäll.

Wéi ech meng Informatioune gesammelt an dës Heure d'actualité preparéiert hat, hunn ech un eisem grénge Optimismus gezweifelt. Ech si mer net esou sécher, ob den Dossier vun de Structures scolaires postprimaires an der Regioun vun der Nordstad schonn zeideg ass, fir vun der Petitiounskommissioun erëm zréck an d'Educatioun ze kommen. Ech hoffen, datt Dir eisem Optimismus erëm neien Opdriff gitt an och de Leit um Terrain erëm méi Optimismus kënnt maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, wann ech gelift.

Débat

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn eigentlech net ondankbar fir déi Froen, déi haut de Mëtteg déi gréng Fraktioun am Kontext vun de Lycéeën an der Nordstad gestallt huet. Net ondankbar, well dat ebe Froe sinn, déi souwuel d'Politiker aus deem Eck, d'Gemenge besonnesch, mä awer och déi aner grad wéi d'Schoulresponsabel, d'Enseignanten, d'Schüler ganz staark beschäftegt an interesséiert.

Am Raum Dikrech/Ettelbréck hu mer aacht postprimaire Schoulen: fënnef zu Ettelbréck, dräi zu Dikrech. Et wäerten - ech hu se net gezielt - awer iwwer 5.000 Schüler all Dag do enseignéiert ginn. Dee Raum huet sech also och virum IVL an ouni eigentlech d'Landesplanung schonn zu engem Zentrum entwéckelt, an deem d'Regioun ronderëm profitéiert vun deene Servicer, déi do ugebuede ginn.

Fakt ass awer, dass déi aktuell Capacitéiten, besonnesch bei de wuessende Bevölkerungszuelen, an der Zukunft net wäerten duergoen. Fakt ass och, dass déi aktuell Gebaier dësem Wuesstum net an alle Punkte gerecht ginn. Ech wëll awer net soen, dass se all schlecht sinn. Si mussen zum Deel moderniséiert an ausgebaut ginn. Et ass awer och kloer, dass nëtzlech a gutt provisoresch Léisungen an deene leschte Jore gemaach gi sinn. Ech wëll dem Bauteminister Merci soen, zesumme mat der Schoulministesch, fir eben och déi dote Léisungen, déi awer eng wesentlech, eng kuerzfristeg Verbesserung bréngen. Mä Fakt ass awer och, dass et ebe provisoresch Léisunge sinn. A si sollen net derzou déngen, dass een da vergësst, fir déi Suite hannendrun ze ginn, déi mer awer brauchen.

Provisoresch Léisunge sinn zum Beispill: zousätzlech Klassesäll fir d'Akerbauschoul; nei Zären; e provisoreschen Ausbau vum Lycée fir Gesondheetsberuffer duerch e Containerubau zu Waarken; de Bau vum Nordstad-Lycée an enger ganz korrekter Infrastruktur; d'Planungen och vun der Akerbauschoul; d'Renovéierung vum Lycée classique vun Dikrech, déi schonn zéng Joer amgaangen ass. Ech weess net, ob se dëst Joer, esou wéi d'Gesetz et virgesinn huet, kann ofgeschloss ginn. Dat sinn awer alles positiv Elementer.

Aus der Siicht vun enger staark betraffener Gemeng Ettelbréck just awer e puer Bemierkungen zu dësem dach awer relativ komplexen Thema. De Claude Adam huet gesot, déi sechs Gemenge schaffen zesummen. Mir maachen och an dëse Momenter e gemeinsame PAG, deen iwwergräifend ass iwwert déi sechs Gemengen. Et wier fir eis wichteg ze wëssen, ob d'Regierung gesäit, dass een an der Zukunft nach zousätzlech zu deene Lycéeën, déi elo do sinn an am Gespréich sinn, iergendwann a méi wäiter Zukunft ee Lycée brauch. Well da muss een elo d'Terrainen esou klasséieren, dass dat méiglech ass.

Zum CNFPC vun Ettelbréck wëll ech d'Meenung deelen, dass effektiv d'Raimlechkeeten net méi den Usprécher gerecht ginn. Eleng 1.400 Leit waren an Erwuessenebildungscoursen innerhalb vun engem Joer an deem CNFPC, nieft deene ronn 120, 130 Schüler, déi all Dag do sinn. Et geet am Fong geholl net méi duer. Mir hu keng aner Solutioun - de Minister huet vläicht eng besser - wéi déi, fir ze soen, dat Gebai, wat nëmmen ee Stack an nëmmen eng Hal huet, kann een och duerch e Gebai vun zwee oder dräi Stäck op deem Site, deen eigentlech grouss genuch ass, ersetzen.

Beim Lycée fir Gesondheetsberuffer ass et esou, dass - an et ass ugeschwat ginn - dat aalt Kliniksgebai zu Ettelbréck nach an dësem Joer wäert ofgerappt ginn. Da gëtt deen Terrain sanéiert an da steet en zur Verfügung. Mir hunn der Educatiounsministesch d'lescht Joer och geschriwwen. Mir hu gesot, wann dat eng Optioun vun der Regierung ass, da wiere mir bereet, wann et méiglech ass - dat muss ee jo dann am Detail kucken -, op deem Site Terrainë fir een neie Lycée fir Gesondheetsberuffer zur Verfügung ze stellen. Mir mussen also gesinn, ob dat eng Méiglechkeet ass. Et ginn, dat weess ech, och nach anerer gekuckt.

Wann d'Akerbauschoul Ettelbréck verléisst, da ginn do Raim fräi, fir den Nordstad-Lycée definitiv ze implantéieren. Ech hoffen, dass déi Étude de faisabilité eis an deem Sënn och zefridde stellt an dat och als méiglech ugesäit. Sollt dat net goen, huet d'Gemeng Ettelbréck d'Bereetschaft festgehalen, fir zousätzlech Terrainen, wa se noutwendeg sinn, an eng ugrenzend aktuell Zone de réserve ëmzeklasséieren, fir dass eben och dee Lycée awer herno déi Plaz kann anhuelen, déi e brauch. Do waarde mer, dass mer Prezisiounen an deem Sujet kréien.

Et bleift, dass een op deem Site selwer elo scho kéint eng Rei Spezialsäll, Sportinfrastrukturen, Saachen, déi hanneno vun deenen zwee Lycéeën, deen déi eng an dann déi aner Säit vun der Strooss läit, kéinte genotzt ginn, maachen. Well déi Suerg, déi ech och hunn, an dat deelen ech mam Claude Adam, ass déi, dass den Nordstad-Lycée ze kleng ass. No Neuvième, an dat ass an zwee Joer, dann hu mer d'Schüler do. Dann ass dee Lycée ze kleng an da mussen déi auswäichen op aner Lycéeën.

Op de Lycée technique vun Ettelbréck brauch een net méi anzegoen. Do weess jiddfereen, dass mussen eng Rei Saache gemaach ginn. Déi Erliichterung, déi den Nordstad-Lycée bruecht huet, ass eng kleng par rapport zu de Besoinen, déi do sinn.

Ech wëll also duerfir ofschléissend just d'Regierung invitéieren, an deem Elan, dee spierbar war wéi et ëm d'Délocaliséierung vun der Akerbauschoul goung, dee wierklech flott war, dee mer alleguerten appréciéiert hunn, weiderzefueren. Eng kloer Visioun - dat ass dat, wat d'Acteuren um Terrain froen a gären hätten - fir d'Planung, fir och déi laangfristeg Noutwendegkeete vun de Säite vum Educatiounsministère ze presentéieren an dann dem Bauteminister den Optrag ze ginn, déi Visiounen a Bëton ze géissen. Da si mir zefridden.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schaaf. Den Här Etgen huet als Nächsten d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Term Provisorium bezeechent am Prinzip eng fir ee bestëmmten Zäitraum ageriichte Saach, woubäi déi zäitlech begrenzten Notzung vu vireran awer festgeluecht ass. Déi allgemeng Erfahrung widdersprécht dësem Prinzip awer, well oft erweise sech Provisorien als zimlech dauerhaft. Esou gëtt aus engem Provisorium ganz dacks ee Profidurium. Nëmme wat provisoresch ass, hält éiweg, denkt sech anscheinend och dës Regierung. Dofir sinn hir Äntwerten op d'Besoinen, wat d'Schoulinfrastrukturen am Raum Nordstad ugeet, dann och wierklech provisoresch.

An den Ae vun der Regierung hunn offensichtlech d'Schüler aus dem Raum Nordstad net déiselwecht Opmierksamkeet verdéngt, wéi all aner Kanner aus dem Land. Zënter Jore sinn d'Problemer bekannt: Plazmangel; Wanderklassen; almoudesch Atelieren, déi weder de Sécherheetsbestëmmungen nach den Ufuerderunge vun enger zäitgeméisser moderner Beruffsausbildung entspriechen; fehlend oder mangelhaft Sportinfrastrukturen.

Uganks 2007 huet d'Regierung Land a Leit gleewe gedoen, elo géifen endlech Neel mat Käpp gemaach ginn: d'Akerbauschoul op Gilsdref; ee provisoreschen Nordstad-Lycée op Dikrech; eng Étude de faisabilité fir de Lycée technique um Site vun der Akerbauschoul auszeweiten. Déi éischt Usätz sinn awer séier verpufft. Derbäi kënnt, datt fir den CNFPC an de Lycée technique pour professions de santé keng schlësseg Äntwert konnt presentéiert ginn.

Zënterhier herrscht alt nees Stëllstand an dësem Beräich an et ass wäit a breet keen horizontaalt Zesummeschaffen tëschent Schoulministesch, Bauteminister, Landesplanungsminister an och Finanzminister - zoustänneg fir déi néideg Terrainen opzekafen - ze gesinn.

Et feelt un engem Gesamtkonzept, fir am Raum Nordstad d'Schoullandschaft esou ze bündelen, datt mer hei eng Offer vun alle méigleche Formatioune fir de gesamten Nordbezierk kënnen ubidden.

Wuel ass den Nordstad-Lycée am September 2007 - provisoresch, wuel verstanen - lancéiert ginn a fonctionnéiert dëst Joer mat 540 Schüler, verdeelt op ronn 40 Klassen, wat awer näischt respektiv nëmmen eng kuerzfristeg Besserung vun der Situatioun am Lycée technique Ettelbréck mat sech bruecht huet. A spéitstens zwee Joer wäerte mer awer erëm genau op deem Punkt sinn, wou mer Enn 2006 waren.

Am Lycée technique - eng Schoul gebaut fir 1.000 Schüler - hu mer momentan 1.450 Schüler, zwar ronn 335 Schüler manner wéi d'Schouljoer virdrun, haaptsächlech am Cycle inférieur. All Indicateure weisen awer drop hin, datt kuerzfristeg eppes muss passéieren, well d'Zuele fir de Cycle moyen an de Cycle supérieur eropginn.

Deeselwechten Zeenario fënnt een erëm beim CNFPC, een délabréiert Gebai, Atelieren, ouni déi néideg Sécherheetsstandarden, Mängel bei de sanitären Anlagen an esou weider. An dobäi misst an Zäite vu steigendem Chômage a vu gestiegener Bedeitung vun der berufflecher Weiderbildung dëse Centre endlech déi noutwendeg Infrastrukture kréien, fir sengen Ufuerderunge gerecht ze ginn.

An dësem Zesummenhang wëll ech drop hiweisen, datt d'DP am Februar 2007, an der Persoun vum Anne Brasseur, eng Motioun an der Chamber déposéiert hat, wou ënner anerem den Ausbau vum CNFPC zu Ettelbréck gefrot gouf. Dës Motioun gouf deemools vun enger Majoritéit hei an der Chamber ofgelehnt. D'Argument vun der Educatiounsministesch war deemools, si hätt keng Terrainë fir esou ee Projet ze realiséieren.

D'Regierung mécht sech et awer einfach, wa se ëmmer nëmmen d'Fro vun den Terrainen ufeiert, fir dréngend noutwendeg Projete schleefen ze loossen.

Här President, de Schoulchaos an der Nordstad ass momentan stabil, well keng Besserung an Aussiicht ass. Au contraire, a spéitstens zwee Joer wäert d'Situatioun sech drastesch verschlëmmeren. Et muss ee sech wierklech froen, ob dëser Regierung net méi un der Zukunft vun eise Kanner aus der Nordstad läit.

Hei geet et och ëm e politesche Message: De Raum vun der Nordstad als ee wirtschaftlecht a soziaalt Ganzt ze gesinn, an hei gëllt et eng vollstänneg Schouloffer unzebidden, wéi et sech fir eng Haaptstad vun enger Regioun gehéiert, an dat konform zu den Ziler vum Aménagement du Territoire. Fir d'Nordstad an hirer Funktioun als Wunn- an Aarbechtsschwéierpunkt, awer och als Déngschtleeschtungszentrum ze stäerken, muss och fir de Lycée technique pour professions de santé eng definitiv Léisung a Proximitéit zur neier Klinik fonnt ginn.

Här President, an der DP si mer der Meenung, datt den aktuelle Site vum Lycée technique agricole weder gëeegent ass fir den Nordstad-Lycée opzehuelen nach fir eng Erweiderung vum Lycée technique. Dëse Standuert zitt zousätzlech de Verkéier an de Stadzentrum, ganz besonnesch an déi elo schonn iwwerlaaschten Avenue Salentiny. Nei Infrastrukture gehéieren op d'Zentralachs Nordstad, op d'Achs Ettelbréck-Dikrech.

Hei schéngt et awer esou ze sinn, datt de Stat sech nëmmen hallefhäerzeg ëm den Ukaf vun deenen néidegen Terrainë beméit huet. Zënter Jore proposéiere mir als DP als Standuert vu Schoulinfrastrukturen den CFL-Terrain vis-à-vis vun der Ettelbrécker Gare, dee souwuel den IVL-Kritären entsprécht a mat deem gläichzäiteg och den Ettelbrécker Lokalstolz gerett géif.

(Coups de cloche de la Présidence)

Wann een d'Zoustänn am Lycée technique kennt, da muss een eng Léisung an d'Ae faassen, déi direkt an net eréischt an aacht, zéng Joer ka realiséiert ginn. Ech mengen och de Site bei der Laduno huet natierlech eng éischt Prioritéit. Ee Site, deen och vum Comité politique Nordstad ëmmer erëm favoriséiert ginn ass.

Et huet ee wierklech den Androck, datt d'Regierung d'onzoumuttbar Zoustänn am Lycée technique verkennt, op d'liicht Schëller hélt a ganz einfach net eescht hélt. D'Mooss ass voll! Kee Gepléischters méi, kee Geplécks méi, kee Chaos méi a virun allem keng provisoresch Léisunge méi!

M. le Président.- Här Etgen, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, ech kommen dann zum Schluss.

Et gëtt Zäit, datt d'Schüler am Nordstad-Raum ënner gradesou gudde Konditioune kënne léieren, wéi déi Jugendlech an deenen anere Regioune vum Land.

Här President, a puncto Schoulinfrastrukture vun der Nordstad ass dës Regierung sëtze bliwwen. All dat, wat ech elo gesot hunn, zesumme mat mengem Kolleeg vun der grénger Fraktioun, dem Claude Adam, hu mer an enger gemeinsamer Motioun festgehalen, déi ech Iech dann elo wëll iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le nombre croissant de jeunes et d'adultes inscrits dans les établissements scolaires de l'enseignement secondaire de la région «Nordstad»;

- constatant que les infrastructures scolaires existantes, et plus particulièrement les bâtiments du Lycée technique d'Ettelbruck, ne permettent plus d'assurer un enseignement dans des conditions répondant aux exigences d'un enseignement de qualité;

- relevant que le nombre de demandeurs d'emploi ou de chômeurs voulant bénéficier d'une mesure de formation professionnelle a presque doublé au cours de la dernière décennie;

- notant que les infrastructures existantes du Centre de formation professionnelle continue d'Ettelbruck ne peuvent plus accueillir tous les demandeurs et que les équipements techniques ne répondent plus aux critères de sécurité et aux besoins actuels;

- considérant la proposition des six communes concernant l'emplacement pour le Lycée Nordstad sur le site Laduno;

invite le Gouvernement

- à élaborer un concept cohérent afin de parer à l'évolution future de l'offre scolaire dans la région «Nordstad» tout en respectant les critères retenus par l'IVL;

- à élaborer et à réaliser dans les meilleurs délais un projet visant l'agrandissement ainsi que la modernisation des infrastructures du Lycée technique d'Ettelbruck;

- à élaborer et à réaliser dans les meilleurs délais un projet visant l'agrandissement ainsi que la modernisation des infrastructures du Centre de formation professionnelle continue d'Ettelbruck;

- à soutenir les six communes dans leur choix du site pour le Lycée Nordstad.

(s.) Fernand Etgen, Claude Adam, Eugène Berger, Camille Gira, Charles Goerens.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, Madame Minister, Här Minister, sécher kënnen d'Décisiounen, déi d'lescht Joer geholl goufen, wat d'postprimaire Schoulen an der Nordstad ubelaangt, net kuerzfristeg all Problemer léisen. Mä et war scho richteg a wichteg, leschten Hierscht schnell de provisoreschen Nordstad-Lycée a Betrib ze huelen; dëst am Interessi vu villen neie Schüler.

Bleiwen awer, wéi elo grad scho gesot ginn ass, eng Rei Problemer ze léisen. Esou wäerten am September 2010 eng Rei Schüler den Nordstad-Lycée op Neuvième verloossen an et muss derfir gesuergt ginn, datt dann déi néideg Ateliere zur Verfügung stinn. Een Ausbau am Lycée technique Ettelbréck ass awer aus Plazmangel kaum méiglech. Vläicht ass dru geduecht, um Site vum aktuelle Lycée agricole een Deel vun de Gebaier kuerzfristeg an Ateliere ëmzebauen, ier den definitiven Transfert vun der ganzer Akerbauschoul op den neie Campus zu Dikrech stattfënnt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

De Mangel un Ateliere besteet schonn haut, wann ee weess, datt den CNFPC zwee Raim, ee fir de Lycée technique Ettelbréck an ee fir den Nordstad-Lycée, zur Verfügung stellt a selwer schonn net iwwer genuch Plaz verfügt, fir déi ronn 300 Schüler deeglech opzehuelen. Eng Zuel, déi an den nächste Joren dierft op 500 klammen. Hei muss dréngend fir den CNFPC een neit Gebai geplangt a realiséiert ginn.

Och am Lycée pour professions de santé, deen a vergréisserte Containerstrukturen ënnerbruecht ass, besteet Mangel u Plaz, esou datt maximal 300 Schüler kënnen do opgeholl ginn. Wann och deen nei geplangte Lycée pour professions de santé an der Stad deemnächst all Spezialformatioune wäert ubidden, esou wär et awer wichteg, regional am Norden, an der Nordstad, Formatioune vum Infirmier a vum Aide-soignant kënnen unzebidden.

Grouss Besoinë gëtt et och op deenen zwee Sitë wat d'Sportinfrastrukturen ubelaangt, dëst a puncto Sportshalen, besonnesch awer wat d'Schwämmen ugeet. Esou mussen zu Dikrech zum Beispill dräi Lycéeë vum Campus - Lycée hôtelier, Nordstad-Lycée a Lycée classique - sech déi Stonnen opdeelen, déi no der Notzung duerch d'Primärschoul vun Dikrech iwwreg bleiwen. Eng Décisioun muss och iwwert den eventuelle Bau vun enger Sportshal um Site vum Lycée agricole zu Dikrech falen.

Wann och net all Konstruktiounen an der Rekordzäit vum provisoreschen Nordstad-Lycée kënne realiséiert ginn, esou däerf et awer op kee Fall méi esou laang daueren, wéi dëst de Fall war bei den Aarbechten um Lycée classique Dikrech, do wou ausserdeem keng Sportshal ageplangt an de Restaurant scolaire ze kleng konzipéiert gouf.

Wichteg bleiwe weider d'Froe vum Accès souwéi d'Problemer, déi mat der Sécherheet op der Busgare zesummenhänken.

Wann déi provisoresch Verbesserungen an de leschte Joren och wichteg waren, fir de Fonctionnement vun der Schoul ze garantéieren, esou waarden d'Bierger an der Nordstad - d'Elteren, d'Schüler an d'Enseignanten - awer op ee globaalt Konzept. D'Planung soll séier virugoen an zu enger definitiver Léisung féieren, dëst am Interessi vum postprimairen Unterrecht an der ganzer Regioun.

Positiv ass op alle Fall, datt no laange Jore Bewegung an den Dossier Nordstad komm ass, datt éischt Entscheedunge gefall sinn an datt dës Dynamik fir déi Problemer, déi nach ausstinn, wäert Solutioune proposéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech kann natierlech an deenen zwou Minutten, déi ech hunn, net op alles dat agoen, wat meng Virriedner schonn ugesprach hunn. Ech wëll hei awer déclaréieren, datt d'Wichtegkeet vum Enseignement fir dat Land hei absolut Prioritéit muss hunn. A wann ee seet, absolut Prioritéit, da gehéiert och dozou, datt gutt, ausräichend a modern Infrastrukturen duerfir zur Verfügung stinn, net nëmmen am Norden, mä an allen Deeler vum Land. An dat ganz besonnesch an engem vun deene räichste Länner op der Welt.

Ech ka mech duerfir, Här President, nëmme wonneren, wann ech d'Vertrieder vun de jëtzegen a fréiere Regierungsparteien - CSV, LSAP an DP - der Rei no gesinn hei defiléieren an déi lamentabel Zoustänn, déi mer hei am Land an eisem Schoulwiesen an den Infrastrukturen hunn, öffentlech bekloen. Dat ass awer nu wierklech vis-à-vis vun der Öffentlechkeet net méi ganz seriö ze huelen.

Wann ech déi Argumenter gesinn, déi ëmmer virbruecht ginn - wéi gesot, meng Zäit ass wierklech limitéiert -, zum Beispill datt et schwéier ass, e Bauterrain ze fannen an dëser Zäit, wou d'Bauland rar an deier ass! Mä eng Regierungspolitik, déi virausschauend ass, déi suergt derfir, datt Reserven ugeluecht ginn. Do, wou Bauland fräi gëtt, wou Méiglechkeete bestinn, do soll de Stat zougräifen, fir datt e Reserven huet!

Mir hunn de Moyen, fir en cas d'utilité publique e Remembrement duerchzeféieren, dat heescht dann och, Bauland, wat een an der Reserv huet, probéieren op esou Plazen ze kréien, wou een et gären hin hätt.

Mir hu kierzlech eis Législatioun a Saachen Utilité publique an Zwangsenteegnung e bëssen à jour gesat, esou datt een och néidegerfalls dorobber muss kënnen zréckgräifen. Alles dat ass während all deene Joren esou verschleeft ginn, datt mer elo an där Situatioun sinn, déi leider ze bekloen ass.

Ech géif der Regierung wierklech un d'Häerz leeën, Damp ze maachen, fir datt mer esou séier wéi méiglech aus där Situatioun erauskommen, well mir kënne laang iwwert d'Verbesserung vun eisem Unterrecht diskutéieren: Wann d'Infrastrukturen dat net ausweisen, da wäert dat och zum Deel ëmsoss bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Ech ginn dovun aus, datt der zwee schwätzen? Schwätzt den Här Wiseler eleng?

(Interruptions)

D'Regierung huet eng Véirelstonn Zäit.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Mir probéieren eis dat anzedeelen, Här President.

Déi Heure d'actualité hei gëtt engem d'Geleeënheet effektiv, emol eng Kéier de Round-up ze maache vun deem, wat an der Nordstad als Konzept besteet an décidéiert ginn ass, a fir och nom Round-up de Follow-up ze maachen vun deem,...

(Interruption)

...wéi d'Décisioune bis elo sinn.

Ech probéieren uerdnungsgemäss, well et effektiv vill eenzel Projete sinn, fir e wéineg an enger Logik derduerchzefueren.

Dat Éischt, wat ech wëll soen, dat ass, datt mer virun engem Joer effektiv frou waren, datt mer duerch déi Décisioun, fir de Lycée technique agricole zu Gilsdref ze implantéieren, d'Méiglechkeet haten, fir relativ kuerzfristeg gutt placéierten Terrain do ze kréien, an esou en Dossier deblockéiert hunn, dee scho säit Joren a Jorzéngten…

Une voix.- Ooohhh!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- …blockéiert war, an datt mer en endlech weider kritt hunn an engem ganzen Dominospill, wat sech dorauser konnt erginn.

Wourauser entstanen ass, datt mer op där éischter Säit e Provisoire konnten dohinner baue fir de Lycée technique Ettelbréck, deen duerno zum Nordstad-Lycée ginn ass; fir duerno dann deen neie Lycée technique agricole ze bauen; fir no deem neie Lycée technique agricole ze kucken, datt mer deen ale Lycée technique agricole ëmbauen; an Zwëschenzäit awer scho mat enger Faisabilitéitsetüd kucken, wat mer provisoresch fir deen ale Lycée technique Ettelbréck dohinnerkréien; Reparaturaarbechte maachen un deem ale Lycée technique agricole an dann och nach déi ganz Sportinfrastrukturen zu Dikrech beim Campus Dikrech hinzekréien; an an Zwëschenzäit - an dorobber kommen ech nach eng Kéier zréck - ze sichen, wat da méiglech wär, fir déi Sportinfrastrukturen och zu Ettelbréck ze kréien, a wat méiglech wär, mam Lycée technique des professions de santé a mam CNFPC zu Ettelbréck ze maachen.

E ganze Komplex, dee mer d'Méiglechkeet haten ze déclenchéieren, well mer zu Gilsdref konnten ufänken a well dat dat ganzt Spill do a Bewegung bruecht huet.

Ech fänken also mam Lycée technique agricole Gilsdref un. Wou si mer do drun?

Den Terrain hu mer. Et ass och säit November 2007, nodeem datt am Juli de Programme de construction méi oder wéineger festgehale ginn ass, eng Équipe de maîtrise d'œuvre dropgesat ginn; dat heescht, all d'Ingenieuren, d'Architekten, no Appels de candidature, fir datt mer och konnte ganz Konkretes elo an deem Dossier maachen. D'Études d'implantation et de fonctionnalité hunn am Dezember 2007 ugefaangen.

Momentan ass d'Ponts et Chaussées amgaang, déi wichteg Fro vun der Accessibilitéit vum Campus duerchzekucken, well do komme jo vill Schüler zesummen. Dat muss och an der Logik fonctionnéieren, dat muss och esou fonctionnéieren, datt déi Leit, déi ronderëm wunnen, och mat deem Verkéier, deen dohinner kënnt, kënne liewen.

An der nächster Etapp ass och eng Levée topographique, déi mer amgaange sinn ze maachen, fir ze kucken, wéi d'Liaisoun, d'Korrespondenzen zwëschent deene Lycéeën, déi dann e wéineg méi uewe sinn, an deene Lycéeën, déi wäerten ënne sinn, mateneen harmonéiere kënnen; dat heescht, d'Faisabilitéit vum ganze Campus, fir datt mer eppes dohinnerkréien, wat a senger interner Logik, a sengen interne Kommunikatiounsweeër och ka matenee fonctionnéieren a matenee klappen.

Et sinn och eng ganz Rei Réuniounen zwëschent den Transportministère, dem Educatiounsministère an dem Travaux-publics-Ministère amgaang ze lafen, fir definitiv d'Problematik vum ganzen Transport, Bustransport an aneren Transport, ze probéieren an de Gréff ze kréien, fir ze décidéieren, wéi mer dee maachen.

Dir wësst vläicht, wann Der Kontakt mat den Enseignanten, mat den Direktioune vun de Schoulen douewen hutt, datt eng Diskussioun amgaang ass, wou mer dann déi Busquaië solle maachen, well gesot gëtt, déi eng hätte se gär uewen, déi aner hätte se gär ënnen a jiddfereen hätt gär säin.

Ech mengen, et muss een hei an der Logik vun enger Faisabilitéit bleiwen: Wat ass sënnvoll? Wat ass net sënnvoll?

Et ass net sënnvoll, fir duebel Bussen iwwerall fueren ze loossen, well mer duebeler net brauchen, a wa mer géifen duebeler brauchen, da wär et jo nach logesch, der ze maachen. Mä genau dat si mer amgaang ze kucken.

Eng Solutioun wär zum Beispill, fir se alleguer ukommen ze loosse bei den eenzelne Schoule selwer, mä fir den Départ awer nëmme bei engem Campus ze maachen, well d'Attente ass dat, wat am meeschte Plaz erausbréngt. Mä dat si mer amgaang logesch ze studéieren, fir dee Campus do hinzekréien.

Also déi Projete lafen. Déi Etüde lafen alleguer. Et muss ee just wëssen, datt et komplex ass. Mir wëllen hei en uerdentleche Campus, dee fonctionnéiert, kreéieren. Duerfir brauche mer op all déi eenzel Froen, déi sech do stellen, och déi richteg Äntwerten.

Den APS vun deem Projet vun dem Lycée wäert och fäerdeg sinn dëst Joer nach, an da kënne mer 2009 an déi nächst Etapp, den Dépôt, eragoen. Esou ass op jidde Fall eis Planifikatioun momentan nach ëmmer um Lafen.

Et muss een awer och wëssen, datt niewent dem Lycée jo och nach déi ganz Fro vum Internat a vum Laboratoire derbäi ass. Déi Fro si mer selbstverständlech amgaang och mat ze kucke souwéi och d'Méiglechkeet vun eventuelle Büroe fir d'Chambre d'Agriculture op e Site, wou dann déi ganz Landwirtschaft an d'Horticulture vertruede kënne ginn, wat menger Meenung no e ganz flotte Projet douewe ka ginn.

Deen zweeten Deel, wann ech dann erofginn, awer nach ëmmer zu Dikrech, Gilsdref bleiwen, dann ass et esou, an dat ass ugeschwat ginn, datt mer déi ganz Sportkomplexe mussen an de Gréff kréien. Do sinn eng ganz Rei Demanden do; Demandë vun der Éducation nationale, fir dee ganze Campus ze desservéieren; Demandë selbstverständlech och vun der Gemeng Dikrech an och Demandë vu Gemengen, déi ronderëm leien, déi a sech soen: Mä wann do eng Piscine gebaut gëtt, wann do aner Sportinfrastrukture gebaut ginn, kënne mer dann net eppes gemeinsam maachen?

D'Iddi vun der Gemeinsamkeet liicht mer och an. Duerfir wëlle mer och op dee Wee goen. Mir hunn elo d'Demanden an d'Besoinen alleguer zesummen a mir sinn amgaang ze kucken, ob dat alles op dee Site geet.

Dir wësst awer och, d'selwecht wéi bei de Parkingen, datt och do nach eng Diskussioun an der Schoul leeft, well jiddfer Schoul gär seng eenzel Turnsäll hätt an déi vun uewen hätten och gär eng uewen, déi vun ënnen hätten och gär eng ënnen. Dat Ganzt muss awer och do an der Logik vun der Faisabilitéit vun eise Besoinë leien: Wat ass sënnvoll? Wat ass machbar? An dat sinn déi haaptsächlech Froen, déi mir eis an den Travaux publics stellen, fir doropshin eng Décisioun ze huelen.

D'Diskussioune mat der Stad Dikrech lafen, fir déi Implantatioun och ënne kënnen hinzekréien a fir ze kucken, ob déi Plaz, déi mer ënne bei de Lycéeën hunn, duergeet oder ob mer nach zousätzlech eppes Nächstes brauchen.

D'Équipe de maîtrise d'œuvre ass do och am November 2007 designéiert ginn, fir dee Projet do weiderzeféieren - just fir Iech ze soen, datt och do scho konkret Schrëtt ënnerholl gi sinn, fir an d'Realitéit vun deene Saache weiderzekommen.

Da muss ee soen, datt mer jo schonn ënnen um Site eng ganz Rei Saachen installéiert hunn. Mir hunn elo um Site Dikrech vum Lycée classique 720 Schüler, vum neien Nordstad-Lycée 565 Schüler a vum Lycée technique hôtelier 300 Schüler. Duerfir hu mer och Aménagementer fir d'Busquaien, fir d'Parkingen ënne gemaach, esou datt dat och elo an där provisorescher Phas harmonesch ka fonctionnéieren.

Ech kommen dann eriwwer op de Lycée technique Ettelbréck. Beim Lycée technique Ettelbréck muss een einfach wëssen, datt mer an deene leschte Joren eng ganz Rei Investissementer gemaach hunn. Zwëschent 2001 an 2006 sinn 3,7 Milliounen Euro an de Lycée technique Ettelbréck investéiert ginn. Ech kann Iech déi eenzel Punkten opzielen, wann Der wëllt, wat mer do alles dra gemaach hunn, mä dat géif eis nëmmen elo vill Zäit ewechhuelen.

Et ass och nach geplangt, datt mer Aarbechten an der Piscine an am Amphi fir d'Physik wäerten am Joer 2008 maachen. Am Budget si ronn 650.000 Euro d'Joer virgesi fir Renovatiounsaarbechten am Lycée selwer ze maachen.

Dann ass et esou, datt ech awer elo selbstverständlech och e puer Wuert wëll soen iwwert deen ale Lycée agricole, dee jo dann déi lescht Phas ass. Wann de Gilsdrefer Lycée gebaut ass, kommen déi Schüler jo eraus an et sollten da Schüler vum provisoresche Lycée zu Dikrech an déi al Akerbauschoul erakommen. Déi muss also dofir ëmgebaut ginn. Och do si mer amgaang ze probéiere bei där Planifikatioun emol fir d'éischt de Programm definitiv fäerdeg ze kréien.

Et ass an et war eng Diskussioun, haaptsächlech ob dat mat de Surfacen, déi mer do hunn, duergeet. Ech wëll Iech zwou Zuelen nennen.

D'Étude de faisabilité, déi mer gemaach hunn, léisst eis schléissen, datt et vun der Surface hier misst ouni Problem duergoen, fir dat dohinnerzekréien, wat mer brauchen, wa mer wëllen e Lycée vu ronn 1.000 oder 800 Schüler dohinnerkréien.

De Lycée technique vun Ettelbréck niewendrun huet 1,7 Hektar. Déi Plaz, déi mer hei disponibel hunn, dat sinn 3,65 Hektar. De Lycée technique Ettelbréck niewendrun huet elo 1.400 Schüler. Mir wëllen der 800 bis 1.000 niewendru kréien.

Une voix.- Dat sinn awer Zoustänn, Här Minister!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Jo, mä et waren der wesentlech méi. Mir hunn der elo schonn 300 erausgeholl.

Une autre voix.- Et kann een dat net als Verglach huelen.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Neen, ech huelen och duerfir nach en anere Verglach duerno. Déi Proportiounen, fir ze soen 1.300, 1.400 op 1,7 a mir hunn der 3,65 disponibel, do ass meng Ausso just, datt dat vun der Plaz awer misst duergoen, fir e Lycée vun 800 Schüler - also wesentlech manner, wéi deen aneren, deen elo do ass - dohinnerzekréien.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

En anert Vergläichsbeispill. Déi Étude de faisabilité huet eis gesot, wa mer elo eng Rei vun deene Saachen, déi am Lycée technique agricole sinn, ewechhuelen, ofrappen, dann hale mer nach eng Surface brute restante vu ronn 10.000 Meter carré, déi mer net ofrappen. Déi schéi Gebaier vum Lycée technique agricole, déi bleiwe selbstverständlech stoen. Et bleiwen 10.000 Meter carré stoen, a mir hunn nei Surfacen, déi mer kënne bauen, fir ronn 20.000 Meter carré Disponibilitéit vum Terrain. Dat mécht eis also zesummen eng Surface brute totale disponible vun 30.000 Meter carré.

Well ech wousst, datt Dir mer elo déi Fro do géift stellen, hunn ech natierlech gekuckt, wéi vill Meter carré mer da beim Lycée zu Réiden hätten, wou mer 1.200 Schüler drakréien. Do hu mer 33.000 Meter carré Surface; ech géif jo awer mengen, ënner gudde Konditiounen. Also soen ech mer, wa mer do 33.000 Meter carré Surface ënner gudde Konditiounen hunn, da misste mer mat enger Surface disponible vun 30.000 Meter carré och 800 bis 1.000 Schüler heihinner erakréien. Dat schéngt zumindest eng logesch Konsequenz dovunner ze sinn.

An anere Wierder, dee Programm muss elo definitiv festgehale ginn: Wat fir eng Typë vu Klassen? Wat fir eng Atelieren? A wéi soll dat goen? Da kënnt den Architekt, deen do definitiv kann d'Pläng maachen. Et ass eréischt wa mer definitiv d'Pläng hunn, datt mer kënnen duerno décidéieren, wat mer dann elo direkt scho kënne maachen. Well ech ka jo direkt näischt maachen, wann ech net weess, wéi et duerno definitiv soll ausgesinn, au risque, datt ech dat, wat ech elo direkt maachen, erëm misst duerno ofrappen.

Déi lescht Fro, déi ech nach wollt beäntwerten - ech hu jo nach e wéineg Zäit -, dat ass déi vun de Lycées pour professions de santé an dem CNFPC zu Ettelbréck. Et ass richteg, datt mer och do mussen Effortë maachen. Mir hunn och fir am Dezember scho beim Lycée technique pour professions de santé eng Rei Klassesäll derbäigesat. Mir hunn, wa meng Souvenirë gutt sinn, sechs Klassesäll zousätzlech derbäigesat, datt deen och méi Raum soll hunn - dat war virun zwee Méint -, fir kënnen do ze fonctionnéieren.

Mä wéi gesot, dat ass provisoresch. Also musse mer effektiv eng definitiv Léisung fannen. D'Regierung ass momentan amgaang op zwee Siten ze kucken, wat méiglech ass a wat dee beschten dovunner ass.

Dir passt mer elo e wéineg mam Datum vun där heiter Heure d'actualité net an d'Konzept, mä ech si selbstverständlech frou Iech trotzdeem däerfen drop ze äntwerten. Firwat passt Der mer net an d'Konzept eran? Mä well mer an der Faisabilitéit, mat där mer elo amgaange sinn, nach net mat der Gemeng Ettelbréck a mam Buergermeeschter vun Ettelbréck konnte schwätzen. Esou datt dat, wat ech hei soen, nach net mat der Ettelbrécker Gemeng ofgeschwat ass. Mä ech hoffen, datt hie mer elo net ze béis ass, wann ech ongefeier dat soen, wat ech dann, wann d'Étude de faisabilité definitiv fäerdeg ass, mat him wëll uschwätze goen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här Wiseler, si hu vum Virgänger vum jëtzegen Ettelbrécker Buergermeeschter keng Baugenehmegung zu Ettelbréck krut.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Majo, genau. Duerfir hunn ech hei eng Précaution oratoire geholl, fir mer déi Basen do ofzesécheren. Si wëssen awer ëm wat et geet.

Mir sinn hei amgaang op zwee Siten ze schaffen.

Den éischte Site ass dee vum Hôpital St-Louis, wou effektiv gekuckt gëtt: Wat ass méiglech? Do hu mer jo eng ganz Rei Problemer; och vum Bauterrain, well op där enger Säit hu mer eng Gréngzon an op där anerer Säit hu mer eng Zone inondable mat all deene Problemer. Wat do derzwëschent ass, dat ass net esou grouss. Mir sinn amgaang ze kucken: Wat geet dohinner?

An deen zweeten Terrain - ech weess net méi wien et ass, den Här Etgen oder Dir, deen et elo gesot huet -, dat sinn déi Terrainë bei der Gare, wou mer och scho mat der CFL geschwat hunn, fir ze kucke wat méiglech ass. Dat ass awer net einfach esou bebaubar, well et muss een och wëssen, datt d'CFL nach eng Rei Saachen do sur place huet an een do muss eng aner Plaz fannen, fir déi Saachen dann dohinnerzesetzen, éier een deen heiten Terrain dann als bebaubaren Terrain ka considéréieren. Da muss dat natierlech och nach an de ganzen Entwécklungsplang vun der Stad Ettelbréck erapassen.

Déi Étude de faisabilité ass elo quasiment fäerdeg. Ech hunn déi éischt Versioun virun e puer Deeg op mäi Pult kritt. No der Ouschtervakanz wäerte mer dat direkt mat der Gemeng Ettelbréck respektiv mat deenen anere Gemengen, déi concernéiert sinn, duerchkucken an dann doropshin d'Décisioun huelen, op wat fir enger Schinn mer wäerte weiderrullen.

Ganz zum Schluss wëll ech nach eppes zu deene soen, déi mer ee Reproche gemaach hunn. Et si jo vill Saachen, déi ech als Reproche unhuelen. Mä ech huelen net als Reproche un, datt mer fir déi Kanner am Norden näischt géife maachen, well dat, wat mer elo maachen, dat ass en Dossier, deen esou laang blockéiert war, deblockéieren. Mir hunn hei esou vill Projeten op d'Schinne bruecht, déi mir och net schnell genuch ginn, mä déi awer esou schnell ginn, wéi kënne Bauprojete schnell goen.

Niewent all deem, wat ech elo gesot hunn, wëll ech Iech awer just soen, datt de Réidener Lycée wäert am September fir 1.200 Schüler seng Dieren opmaachen, datt mer am Clierfer Lycée amgaang sinn dee Rahmeprogramm esou auszeschaffen, datt mer duerno d'Étude-préliminairë maachen, datt mer Terrainë kaaft hunn, datt mer elo nach zousätzlech amgaange sinn nei Terrainen ze kafen, datt mer och nach fir d'Zukunft Reserven zu Clierf wäerten hunn, datt mer de Lycée vu Wolz amgaange si ganz frësch ze maachen, wou enorm Effortë gemaach gi sinn.

Mir hate Problemer op deem Chantier. Problemer op de Chantieren huet ee jo ganz oft. Mä mir kommen awer virun op deem Chantier an ech denken, datt mer 2009/2010 wäerte fäerdeg sinn.

Miersch, Dir sot, dat läit net am Norden. Fir ee Stater ass et awer schonn um Wee fir an den Norden. Zumindest sprécht et eng Populatioun un, déi awer kann am ënneschten Norde wunnen. Mir wäerten do zwee Lycéeën hibauen. Och zu Dikrech hu mer während Joren déi Ëmstrukturéierung vun deem Lycée gemaach. Déi lescht Phas wäert fir d'Rentrée fäerdeg sinn.

Mir hunn also, muss ech soen, all Gebai aus dem Norde vum Land fundamental ëmgeännert. Mir hunn eng ganz Rei nei Plazen do geschaaft. Am Kader vum Plan sectoriel «Lycées», esou wéi en ausgeschafft ginn ass mat deene Missiounen, déi eis do gestallt waren, wa mer all déi Saachen, déi ech elo gesot hunn, dann um Wee hunn - an mir sinn um gudde Wee, fir zu engem Schluss ze kommen -, huet nach ni een esou vill fir d'Schüler, den Enseignement an d'Educatioun am Norde vun eisem Land gemaach.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Motion 1

Mir hunn dann d'Motioun, déi déposéiert ginn ass vum Här Etgen. Wëllt nach een dozou Stellung huelen? Madame Delvaux, wann ech gelift.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech hätt och gären eppes gesot, mä ech mengen d'Zäit vun der Regierung ass eriwwer. Den Temps de parole, wëll ech soen!

(Hilarité)

Mä ech kéint vläicht dann d'Geleeënheet notzen, fir eppes zur Motioun ze soen.

M. le Président.- Madame Minister, Dir hutt opgrond vun der Motioun fënnef Minutten Zäit, fir ze schwätzen.

(Interruption)

Da muss d'Regierung sech eens ginn.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, ech wollt dann d'Geleeënheet notzen, fir ze soen, dass d'Zesummenaarbecht mam Minister vun den Travaux publics exzellent ass, dass ech mech doriwwer freeën an dass ech mat him zesummen natierlech bedaueren, dass d'Saachen net esou schnell viruginn, wéi ech dat gären hätt a wéi hien dat sécher och gär hätt, a wéi haaptsächlech d'Schüler an d'Enseignantë vun all de Lycéeën et gär hätten.

Ech wëll ee Wuert zu de Chiffere soen. Mir hunn am Pôle Nord ronn 7.500 Schüler. Vun deene sinn der 4.700 an der Nordstad. Wann ech nach d'École privée Sainte-Anne derbäizielen, déi nach eng Kéier 850 Schüler an haaptsächlech Schülerinnen huet, da komme mer op 5.500 fir d'Nordstad. Ech sinn der Meenung, an dat ass och déi Optioun, déi mer geholl hunn, dass mer d'Schülerzuel an der Nordstad net sollen nach eropsetzen. Ech mengen, dass mer déi Capacitéit vu 5.500 Schüler, déi de Moment an der Nordstad scolariséiert sinn, net sollen eropsetzen.

Dat ass och d'Ursaach, firwat ech der Meenung sinn, dass mer zum Beispill net solle soen, mir missten en Agrandissement hu vum Lycée technique Ettelbréck. Mir hunn d'Optioun geholl, fir en zweete Lycée ze bauen niewent dem Lycée technique Ettelbréck; den Nordstad-Lycée. Déi zwee Lycéeë missten zesummen d'Capacitéit hunn, fir genügend Schüler opzefänken. A wat wichteg ass, ass, dass se och déi ganz Offer sollen offréieren fir all Schüler ze scolariséieren. Dat ass jo och am Gesetz festgehalen.

De Lycée technique Ettelbréck kritt alles, wat zum Domaine professionnel technicien an deene Filières administratives a commerciales gehéiert, während deen neien Nordstad-Lycée all déi Filierë wéi Mécanicien, Elektriker, Sanitaire - also alles wou mussen nei Ateliere gebaut ginn - kréie soll. Mat deenen zwou Schoulen zesummen, déi eng mat 1.000 bis 1.100 Schüler an déi aner mat ongefeier 800, gi mer net iwwert déi Zuel vun 1.900 Schüler eraus.

Ech wëll och ze bedenke ginn, dass de Réidener Lycée opgeet, dass mer mussen ofwaarden, wat dovunner d'Répercussioune sinn a wéi eng Schüler op Réiden zéien. En neie Lycée ass ëmmer attraktiv, an ech denken, dass se och e flott Konzept hunn. - Souwäit zu de Lycées techniques.

Dem Dikrecher Kolléisch seng Capacitéit gëtt sécher och net méi grouss. Wou mer e Bauprojet fäerdeg hunn, wou also de Programm fäerdeg ass, dat ass fir d'Professions de santé. Do soll d'Capacitéit nach eropgoen, déi hunn ongefeier 200 Schüler. Do hu mer e Programm gemaach fir ronn 400 Schüler.

Wou mer en urgentë Besoin hunn, dat ass effektiv fir den CNFPC. Och do hu mer e Bauprogramm fäerdeg gemaach, fir net op deem Emplacement, wou en elo ass, nach ze pléischteren, mä fir en neien CNFPC ze maachen. Ech hoffen, dass en op déi Terrainë vun der Eisebunn do ka kommen, wann dann alles riichtgeet. Mir hunn do e Bauprogramm fir eng Capacitéit vu ronn 500 Leit. Dat si jo à la fois Adulten an och jonk Leit, déi do an eng Formatioun ginn. - Dat also zu dem Programm.

Also, ech fannen, dass mer e kohärente Programm hunn, sou dass ech net wëll de Lycée technique vun Ettelbréck ausbauen, an dofir géif ech Iech froen, déi Motioun vun deene Gréngen, déi och ënnerschriwwe ginn ass vun der DP, net ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen elo zum Vote vun der Motioun. Ass de Vote électronique gefrot?

(Assentiment)

Da stëmme mer elektronesch of.

Vote

D'Motioun 1 ass mat 38 Stëmmen ofgelehnt, bei 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marc Spautz), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert (M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Domat ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour erleedegt. Mir kommen elo zur Diskussioun vun deem éischte Projet de loi, dee mer haut de Mëtteg um Ordre du jour hunn. Dat ass de Projet de loi 5713 iwwert d'Sécherheet vun de Fligeren. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

11. 5713 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant la sécurité dans les aéronefs des pays tiers empruntant les aéroports communautaires

Rapport de la Commission des Transports

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi handelt et sech ëm eng Transpositioun vun enger Direktiv vum Abrëll 2004. Déi Direktiv gëtt SAFA-Direktiv genannt, dat steet fir Safety Assessment of Foreign Aircraft.

Et geet dorëms, d'Sécherheet an de Fligeren, déi aus Drëttlänner kommen an op Flughäfen hei an der Unioun landen, ze garantéieren. Dee ganze Projet de loi schreift sech an déi europäesch Strategie an, fir e ganz héijen Niveau an och en uniformen Niveau vu Sécherheet an der ziviler Aviatioun ze festegen.

Et geet also elo hei dorëm, an déi national Législatioun harmoniséiert Regelen a Prozeduren anzeschreiwen am Kontext vun den Inspektiounen um Buedem vun de Fligeren aus Drëttlänner, déi hei bei eis um Findel landen.

Wichteg ass et nach ze soen, dass d'Direktiv, déi mer haut hei ëmsetzen, am Dezember 2005 schonn amendéiert gouf duerch e Reglement, e Règlement CE vum Europaparlament a vum Conseil. Deemools gouf déi sougenannt schwaarz Lëscht geschaaft, déi déi Transporteurs aériens oplëscht, déi an der EU net méi däerfe landen a starten.

D'Direktiv SAFA, déi mer jo elo ëmsetzen, obligéiert also d'EU-Länner, e Mechanissem ze schafe fir d'Kollekt vun allen Informatiounen, déi wichteg sinn, fir deen héije Sécherheetsniveau vun der europäescher ziviler Aviatioun bäizebehalen a souguer ze verbesseren.

Derniewent mussen all d'Länner vun der EU, also och mir, systematesch Inspektioune vu Fligeren aus Drëttlänner duerchféieren. Dës Inspektioune solle sech haaptsächlech fokusséieren op Fligeren, wou et Indicë gëtt, dass hiren Zoustand net gutt ass. Et kënnen awer och Inspektiounen duerchgefeiert ginn op d'Fligeren, wou dee Soupçon net besteet.

Dës Direktiv gëtt de Länner och en Outil juridique am Fall wou d'Fligeren net konform sinn. Si kënnen dës Fligeren immobiliséieren, bis d'Prouf erbruecht ass, dass kee Risiko besteet.

D'Tatsaach, dass ee kann e Fliger immobiliséieren; d'Méiglechkeet, déi Fluggesellschaft op déi sougenannte schwaarz Lëscht ze setzen, an och d'Tatsaach, dass d'Fluggesellschaften, déi sech net un déi Sécherheetskritären halen, keng Autorisation d'exploitation kréien, sinn dräi ganz wichteg Moyenen, fir déi Gesellschaften ze incitéieren, alles ze maachen, fir dass hir Fligeren an der Rei sinn.

Déi dräi Moyenë sinn nämlech wichteg an déi incitéiere si, well duerch déi dräi Moyenë wierklech wirtschaftlech Perten entsti fir déi Firmen.

Dat ganzt Konzept vun där Direktiv baséiert op véier Pilieren:

1) d'Kollekt vu wichtegen Informatiounen iwwert d'Fluggesellschaften,

2) d'Kontroll vun der Duerchféierung vun den internationalen Norme vun der Flugsécherheet duerch Inspektioune vun deene Fligeren um Buedem,

3) den Informatiounsaustausch mat den Instanze vun der EU an och den Austausch zwëschent den EU-Länner souwéi och den Drëttlänner, wou déi Fligeren immatriculéiert sinn, an

4) d'Duerchzéie vu Moossname wéi zum Beispill der Immobilisatioun, vun där ech virdru scho geschwat hunn.

Um nationale Plang muss hei zu Lëtzebuerg d'Direction de l'aviation civile d'Obligatioune vun dëser Direktiv assuméieren, an dat ass och ganz am Detail am zweete Kapitel an den Artikelen 3 a 4 beschriwwen. D'Direction de l'aviation civile huet och schonn an deene leschte Méint Leit ausgebilt, fir déi Inspektioune gutt ze maachen.

De Projet de loi erlaabt et och der Direction de l'aviation civile, Experten aus dem Ausland erunzezéien, wa se dat brauch. D'Inspektere brauchen och en adequaten Equipement. Doriwwer fannt Dir Informatiounen an der Fiche financière, déi dësem Projet de loi bäiläit.

Mir sinn de 26. Februar an der Transportkommissioun am Detail duerch dëse Projet gaangen an hunn eis besonnesch mam Avis vum Conseil d'État beschäftegt. De Conseil d'État ass mam Fong d'accord. Wat d'Form ugeet, hat de Statsrot eis proposéiert, dëse Projet de loi ze integréieren an d'Loi modifiée vum 19. Mee 1999, dat ass d'Loi de base iwwert d'Organisatioun vun der Aviation civile hei zu Lëtzebuerg. D'Kommissioun war net där Meenung an huet sech also den Auteurë vun dësem Text ralliéiert.

Wat d'Artikelen 13 a 15 ugeet - dat ass d'Immobilisatioun um Buedem vun deene Fligeren -, huet de Conseil d'État gemengt, mir hätte vergiess, pénal Sanktioune virzegesi fir déi Fluggesellschaften, déi sech net un déi Sécherheetsvirschréften halen. Dozou huet d'Kommissioun nach eng Kéier dorun erënnert, dass déi dräi Mëttelen, déi ech opgezielt hunn - d'schwaarz Lëscht, d'Immobilisatioun um Buedem an och de Fait, keng Autorisatioun ze kréien -, Strofe genuch sinn. Domadder hate mer d'Analys vum Projet gemaach. Et ass e Projet, dee sechs Kapitelen huet a 15 Artikelen. Weider Detailer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fannt Dir a mengem schréftleche Rapport.

Zum Ofschloss wëll ech dann hei den Accord vu menger Fraktioun ginn zu deem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur Angel. Den honorabelen Här Schaaf huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e Projet, deen - mengen ech - ganz séier d'Unanimitéit eigentlech misst fannen, well mer alleguerte jo dat Gefill hunn, wa mer an e Fliger klammen, dass mer eis ausgeliwwert hunn, an dat ass esou en Emfannen, wou ee sech seet, dass ee Vertrauen an d'Technik muss hunn, mä awer och an d'Sécherheet, déi hannendru stécht, Vertraue selbstverständlech an de Pilot, mä awer och an d'Apparaten, an d'Technik an an d'Kontrollen, déi hannendru sinn.

Duerfir hu mer hei e Projet virleien, deen, obwuel en e bësse spéit drun ass - mir krute jo schonn de béise Fanger gemaach vun der Kommissioun -, awer um Terrain scho quasi applizéiert ginn ass, wou ganz vill Préparativë gemaach gi sinn, wou d'Direction de l'aviation civile ganz vill Viraarbecht gemaach huet, esou dass dat e Projet ass, dee sprochräif a muer schonn applicabel ass, esou dass mer eigentlech dann déi Sécherheet, déi mer jo alleguerte gären hätten an der Aviatioun, ee Stéck weiderbruecht kréien.

Dorauser entsteet, dass déi Kritären, déi mer eis selwer operleeën, dann och automatesch e bësselche fir déi Apparaten, déi aus Drëttlänner kommen, operluecht ginn, well se, wa se de Kritären net gerecht ginn, dann eben den Zougang zum europäesche Loftraum an zu de Flughäfen an der Europäescher Unioun verbuede kënne kréien. Dat ass jo den Enjeu, wourëms et geet, mat deem een eigentlech ee wesentleche Bäitrag zur Flugsécherheet leescht.

Wichteg ass an dësem Kontext eben ze soen, dass mer och hei mierken, dass nëmmen eng europäesch Regelung - well de Loftraum ass näischt Nationales - eis weiderbréngt. Et ass also e gutt Stéck Europa, wat eis hei presentéiert gëtt. Et hëlleft de Biergerinnen an de Bierger aus der ganzer Europäescher Communautéit. Wann ee kuckt, dass op deene schwaarze Lëschten 150 Fluggesellschaften dropstinn, dann ass dat jo eppes, wat een awer erstaune muss. Duerfir gëtt et hei ëmsou méi Handlungsbedarf fir Kontrollen.

Ech wëll dat, wat de Rapporteur Marc Angel a sengem exzellente Rapport gesot huet, fir deen ech him Merci soen, net nach eng Kéier hei opwiermen. Ech wëll just soen, dass mer hei déi Kontrolle kënnen um Buedem duerchféieren, dass mer och drastesch Moossnamen - d'Immobilisatioun ass eng drastesch Moossnam - kënnen ergräifen. Et ass also eng Aart Sandweiler - déi geographesch Proximitéit ass jo gutt, fir deen Numm ze gebrauchen - am Loftbetrib gemaach gi mat dëser SAFA-Direktiv. Esou dass ech et ganz kuerz maachen an hei den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, wann Der alleguerte mat den Ausféierunge vum Här Angel a vum Här Schaaf d'accord sidd an d'Regierung och domat d'accord ass, da kéime mer zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5713 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marc Spautz), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den honorabelen Här Marc Angel ass och de Rapporteur vun deem nächste Projet de loi, dee vun der Schafung vun enger Administration des Enquêtes Techniques. Den Här Angel huet elo d'Wuert.

12. 5840 - Projet de loi portant

a) création de l'Administration des Enquêtes Techniques

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et

c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer

Rapport de la Commission des Transports

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir bleiwen an dësem Projet de loi deelweis och bei der Loftfahrt, awer mir ginn och iwwer op d'Schinn an op eis Schëffer op de Flëss an op de Mierer. Et geet an deem Projet de loi hei ëm d'Kreatioun vun der Administration des Enquêtes Techniques. Mir modifizéieren och d'Loi modifiée vum 22. Juni 1963 iwwert de Régime des traitements vun de Fonctionnaires de l'État. A mir abrogéieren d'Gesetz vum 8. Mäerz 2002 iwwert d'Entités d'enquêtes techniques, déi sech mat Accidenter oder graven Incidenter beschäftegen, wat d'Aviation civile, den Transport maritime an d'Eisebunn ugeet.

D'Gesetz vum 8. Mäerz 2002 regelt am Fong déi ganz technesch Enquêtë vun deenen Accidenter a vun deenen Zwëschefäll. Mir wëllen elo - mir abrogéieren dat Gesetz jo - mat dësem Projet de loi vun haut d'Preventioun vun esou Accidenter nach verstäerke fir all Mode-de-transporten a fir all Typ vu Réseau, fir iwwerall a fir all den Usageren déiselwecht Sécherheetsbedéngungen ze garantéieren.

D'Zil ass et also: 1. d'Transportinfrastrukturen ze sécheren; 2. aus den Erfahrunge vun Accidenter ze léieren, an 3. ze verhënneren, dass d'Katastrophe sech widderhuelen. Et geet och drëms, Interessekonflikter ze verhënneren an déi néideg Onofhängegkeet vun den Déngschter, déi déi technesch Enquêten duerchféieren, ze garantéieren. De Projet de loi schreift sech och deelweis an d'Ëmsetzung vum zweete Paquet ferroviaire an; an och d'Direktiv 2004/49 iwwert d'Sécurité ferroviaire.

Et huet sech och erausgestallt, dass dat aktuellt Enquêtenorgan net iwwert déi adequat juristesch Strukture verfügt. Dofir viséiert dëse Projet de loi de legislative Kader iwwert d'technesch Enquêten ze konsolidéieren.

Et goufen an deem Kontext verschidden Optiounen. Déi, déi festgehale ginn ass, ass eben déi vun der Kreatioun vun esou enger staatlecher Administration des Enquêtes Techniques, déi ënnert der Autoritéit vum Transportminister steet. Well mer jo all hoffen, dass et zu kengen Accidenter kënnt, gëtt dat och keng grouss Administratioun. Am Noutfall kann déi Administratioun och Recours huelen, genau wéi an deem Projet virdrun, op Experten, falls e Besoin entsteet. Et ass virgesinn an enger éischter Zäit just een Directeur d'administration ze hunn, deen dann assistéiert gëtt vun engem Agent aus der Carrière moyenne.

Mir hunn och de 26. Februar dëse Projet an der Kommissioun analyséiert an eis haaptsächlech mam Avis vum Statsrot beschäftegt. De Statsrot war net iwwerzeegt, dass d'Schafung vun enger Administratioun, déi chargéiert gëtt, déi technesch Enquêten duerchzeféieren, de richtege Wee wär. De Statsrot hätt am Fong léiwer gehat, wann am Transportministère e Service geschafe gi wär, dee sech domadder géif beschäftegen. D'Kommissioun huet dat awer net fonnt, mä huet och fonnt, dass mir et solle maache wéi déi meescht aner europäesch Länner an eng Administratioun schafen. De Statsrot seet jo och a sengem Avis, dass e mat där Approche ka liewen.

Zum Libellé vun deene verschiddenen Artikelen huet de Statsrot keng Observatioune formuléiert, mat Ausnahm vun enger Remarque zum Artikel 11, deen iwwert déi pénal Dispositiounen handelt. Den Artikel 11 schreift vir, dass d'pénal Dispositiounen applicabel sinn, an de Statsrot seet, dass hei nëmmen zwee Typë vun Infraktioune virgesinn a preziséiert ginn. Et wären awer och aner Fäll, op déi ee vläicht misst agoen.

E berifft sech dann op en Avis, deen hie gemaach hat zu deem Projet de loi, deen dunn d'Gesetz ginn ass vun 2002. D'Kommissioun war dunn d'accord deen Text ze iwwerhuelen. Mir hunn e Bréif un de Statsrot geschéckt. Mir hunn net considéréiert, dass et sech do ëm Amendementer géif handelen. Dat ass och esou ugeholl ginn.

Och bei dësem Rapport kritt Der ganz genau Detailer. Déi kënnt Der am schréftleche Rapport noliesen. Ech soen Iech elo op jidde Fall Merci fir d'Nolauschteren. Ech ginn och heimadder nach eng Kéier den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur Angel. Den honorabelen Här Kaes huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ëmmer erëm héiere mer vu schwéieren Accidenter an uergen Zwëschefäll an der Welt, déi an der ziviler Aviatioun, op de Schëfftransporter oder och bei den Eisebunne geschéien. Och mir zu Lëtzebuerg waren a sech déi lescht Joren

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

Affer vu schroen Accidenter. Ech erënneren nëmmen un d'Fligeraccident vun der Luxair oder och nach d'Zuchaccidenter zu Hollerech oder d'lescht Joer zu Zoufftgen.

D'Fro, déi ee sech bei deenen Zwëschefäll, bei deenen Accidenter ëmmer erëm stellt, ass déi vun der Ursaach a virun allem, ob dës Tragödien hätte kënne verhënnert ginn. Et ass also wichteg, datt an all deene Fäll grëndlech ënnersicht gëtt, wat fir eng Ursaachen zu deenen Accidenter oder Zwëschefäll gefouert hunn.

Et geet net drëm, d'Feeler respektiv d'Responsabilitéiten ze klären. D'Zil ass primär d'Preventioun. Well nëmmen duerch d'Erkenntnisser aus deenen Ënnersichunge kann een an der Zukunft weider Onfäll oder Zwëschefäll vermeiden.

D'Preventioun an d'permanent Sécherheetsverbesserung an de Beräicher Aviatioun, Schëfffahrt an Eisebunn mussen d'Prioritéit vun der Politik sinn. Deem gëtt mat dësem Gesetz Rechnung gedroen, well et verbessert den Dispositiv fir d'Preventioun vun Accidenter an Zwëschefäll. D'Sécherheet an de Beräicher Aviatioun a Schëfffaart gëtt méi performant gestalt.

Ouni wëllen op d'Eenzelheeten anzegoen, déi de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel, souwuel a sengem schréftleche wéi och a sengem mëndleche Rapport duergeluecht huet, fir deen ech him am Numm vun der CSV-Fraktioun Merci soen a félicitéieren, wëll ech trotzdeem op e puer Punkte vun dësem Gesetz hiweisen.

D'Onofhängegkeet, d'Onbefaangenheet an eng entspriechend héich Qualifikatioun vun den Enquêteure sinn essenziell, fir seriö Enquêtë kënnen auszeféieren an duerno Recommandatiounen ze formuléieren, fir an Zukunft Accidenter an de Beräicher Aviatioun, Schëfffahrt an Eisebunn ze verhënneren oder de Risque ze minimiséieren.

Duerch d'Gesetz vum 8. Mäerz 2002 goufen zu Lëtzebuerg d'Entités d'enquêtes techniques geschaf, déi am Fall vun engem Accident d'Ënnersichunge sollen aleeden an och iwwerwaachen.

Et ass een op de Wee gaang fir eng einfach Struktur ze schafen, amplaz vun enger Administratioun, well mer zu Lëtzebuerg jo glécklecherweis net heefeg mat schwéieren Accidenter konfrontéiert sinn.

Mä opgrond vun internationalen an europäesche Reglementatiounen, fir Interessenskonflikten op deem Niveau ze vermeiden, notamment duerch Dispositiounen aus dem zweete Paquet ferroviaire - wéi et scho virdru vum Rapporteur erwähnt ginn ass -, a fir sécherzestellen, dass déi Entités d'enquêtes techniques hir Onofhängegkeet behalen, hu misse strukturell Changementer virgeholl ginn, déi hiren Nidderschlag an dësem Gesetz fonnt hunn. Dat Ganzt ënnert der Form vun der Schafung vun enger Administration des Enquêtes Techniques.

Duerch d'Schafe vun dëser Administratioun, déi dem Transportminister ënnerläit, gëtt d'Onofhängegkeet an d'Qualitéit vun den Enquêten assuréiert a verstäerkt. Dat Ganzt an der Optik, Preventioun a Sécherheet an de verschiddenen Transportberäicher weiderzeféieren an ze verbesseren. Mir passen heimadder eis Gesetzgebung ganz einfach un déi europäesch Virschréften un.

D'Administration des Enquêtes Techniques ass a bleift eleng responsabel fir technesch Enquêtë bei Accidenter oder Zwëschefäll an deenen entspriechende Beräicher. Si designéiert am Eeschtfall d'Enquêteuren a kann awer och op auslännesch - wat ganz wichteg ass! - Organismen zréckgräifen.

Här President, un éischter Stell muss bei dëser Administratioun, nieft hirer absoluter Onofhängegkeet, ëmmer d'Sécherheet stoen. An hiert Zil muss et sinn, permanent dës Sécherheet ze verbesseren. Dëst am Interessi vun deene Leit, déi dës Transportmëttele benotzen, a vun deene Mënschen, déi am Ëmfeld vu Katastrophen, wéi zum Beispill bei engem Fligeraccident, kënnen a Matleedenschaft gezu ginn.

D'CSV begréisst an ënnersträicht duerfir d'Wichtegkeet vun dëser neier Struktur, hofft awer, dass se net dacks muss agéieren.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Och bei dësem Projet denken ech, dass d'Ausféierunge vum Rapporteur a vum honorabelen Här Kaes méi extensiv waren, esou dass alles gesot ass. Duerfir komme mer bei dësem Projet elo zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5840 ass mat 58 Jo-Stëmmen ugeholl, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marc Spautz), MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Ali Kaes), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domat, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.36 heures)

SÉANCE 31

Mercredi, 19 mars 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. 5831 - Débat d'orientation sur la Grande Région
- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture: M. Marcel Oberweis (motions 1 à 4)*
- *Discussion générale: M. Lucien Thiel, M. Fernand Etgen, M. Roland Schreiner, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen (à qui répond M. Marcel Oberweis), M. Aly Jaerling, M. Romain Schneider, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- *Motions 1 à 4 adoptées*

2. Dépôt d'une proposition de loi
- *Mme Lydie Err*

3. Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement
- *Appel nominal: candidatures rejetées*

4. Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et des Télécommunications

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst, dass mer haut de Mëtteg eng Orientéierungsdebatt féieren iwwert d'Groussregioun. Déi Debatt ass an den zoustännege Kommissioune preparéiert ginn. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Thiel, Etgen, Schreiner, Adam, Gibéryen a Schneider.

(Interruption)

Här Jaerling, da setzen ech Iech och op d'Lëscht.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Orientéierungsdebatt, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

1. 5831 - Débat d'orientation sur la Grande Région

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, d'Groussregioun, iwwert déi ech dësen Débat d'orientation hei an der Chamber ugefrot hunn, stoung am leschte Joer - 2007 - am Mëttelpunkt vun dem gesellschaftlechen a kulturelle Liewen.

Si war zesumme mat Lëtzebuerg d'Kulturhaaptstad vun Europa; mat ageschloss deemools war d'Stad Sibiu a Rumänien. Et war dat déi éischte Kéier an der Geschicht vun de Kulturstied hei an Europa, wou e ganzt Gebitt, an dësem Fall ee Land a seng Grenzregioun, dës Éier hat.

Wann ee sech ons Groussregioun, an där Lëtzebuerg agebonnen ass, ukuckt, dann dierf ee soen, Lëtzebuerg lieft an der, mat der a fir d'Groussregioun.

Fir dësen Débat awer seriö ze preparéieren, si Gespréicher mat de Chamberskommissiounen „Héichschoulwiesen, Fuerschung a Kultur", „Aménagement du Territoire", „Classes moyennes, Tourisme et Logement", „Wirtschaft an Energie", „Ëmwelt" an „Transport" geféiert ginn.

Wann een op déi rezent Vergaangenheet vun der Groussregioun zréckkuckt, da gesäit een, dass ënnert dem Virsëtz vun dem Éierestatsminister, dem Här Jacques Santer, d'Etüd „Visioun 2020" am Joer 2003 duerchgeféiert ginn ass.

Si enthält eng Rei vun Iwwerleeunge vun der deemoleger Situatioun an huet och Weeër opgezeechent, wéi sech d'Groussregioun bis haut oder bis 2020 entwéckele soll. Ons Groussregioun huet sech zu enger Modellregioun fir déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht mat de belschen, franséischen an däitschen Noperen entwéckelt.

Eng Rei vu bilateralen a multilateralen Accorden ënnersträichen de liewege Charakter vun dëser europäescher Integratioun.

Am Joer 1969 ass de Begréff Saar-Lor-Lux - de Virleefer vun eiser Groussregioun - vum Dokter Hubertus Rolshoven, dem deemolege President vun dem „Intercommunautairen Institut", kreéiert ginn.

Éischt Iwwerleeunge fir dës grenziwwergräifend Kooperatioun sinn dunn zu Metz den 22. Februar 1978 geholl ginn. Den 21. Mäerz 1980 ass den Accord intergouvernemental tëschent Frankräich, Däitschland a Lëtzebuerg zu Kaiserslautern presentéiert ginn. A kuerz méi spéit dann, de 16. Oktober am selwechte Joer, war et dann esou wäit; et koum zur Kreatioun vun der Groussregioun. An den 90er Jore vun dem leschte Jorhonnert sinn dunn nach d'Wallonie an déi däitschsproocheg Gemeinschaft an der Belsch derzoukomm.

Déi wichtegst Ziler ware vun Ufank u kloer ëmrass: déi wirtschaftlech, kulturell, touristesch a sozial Entwécklungen an engem grenziwwerschreidende Charakter zesummen ze organiséieren a weider auszebauen.

Fir dass d'Politik sech awer net aus dësem dach wichtegen europäeschen Integratiounsprozess ausklénke kann, gouf op dem éischte Sommet vun der Groussregioun zu Mondorf den 20. September 1995 festgehalen, dass e Sommet vun der Groussregioun organiséiert sollt ginn. Déi eenzel Regioune sollten d'Présidence an engem Turnus vu jeeweils 18 Méint iwwerhuelen.

Lëtzebuerg huet dës Présidence zu Namur den 1. Februar 2008, also virun e puer Wochen iwwerholl, an déi dauert bis den 31. Juli d'nächst Joer.

Eis Groussregioun ëmfaasst Lëtzebuerg, Louthréngen mat véier Partneren - der Präfektur, dem „Conseil Région" an deenen zwee „Conseils généraux" vun „Moselle" an „Meurthe-et-Moselle" -, d'Saarland, Rheinland-Pfalz, d'Région Wallonne mat der franséischsproocheger Communauté an der däitschsproocheger Gemeinschaft.

Lëtzebuerg ass awer doran deen eenzege souveräne Stat, an da geet et en décroissance bis zum Beispill déi véier wäitgehend weisungsgebonnen Départementer an der Lorraine.

D'Groussregioun ass politesch och gekennzeechent duerch eng Rei vun Organismen, déi ganz gutt um Terrain matschaffen. Ech denken hei speziell un den IPR - den Interregionale Parlamentarierrot -, d'„Maison de la Grande Région" an de „Comité économique et social" vun der Groussregioun.

E puer Faiten iwwert d'Groussregioun. Si weist eng Superficie vu ronn 65.400 km² op a si läit tëschent véier Flëss: Musel, Maas, Saar a Rhäin. An der Ostwestachs weist si 400 km op, an der Nordsüdachs 350 km. An där Regioun liewen 11,4 Milliounе Mënschen, dat sinn 2,5% vun der gesamter Populatioun vun Europa vu 27. An onst Land hei, mat senge ronn 475.000 Mënschen, stellt nëmme 4,10% vun der gesamter Groussregioun duer.

Lëtzebuerg als Capitale européenne stellt mat hire ronn 84.000 Mënschen net déi gréisste Stad duer. Dat ass Charleroi, an déi läit ganz am Weste vun der Groussregioun, mat 205.000 Mënschen.

Ons Haaptstad awer wäert sech bis 2020 op vläicht 120.000 Mënschen entwéckelen an ass dann nach ëmmer eng relativ kleng an der Groussregioun.

Ech soll awer hei drop hiweisen, dass d'Entwécklung momentan a Richtung geet vun enger polizentrescher Groussregioun. Dat heescht, et gëtt keen eendeitegen Zentrum ausgewisen, mä eng Rei vun Zentren, déi awer da virtuell a reell matenee verbonne sinn.

D'Mënschen, déi an der Groussregioun liewen, schwätzen dräi Sproochen. Mä wann ee ganz genau hilauschtert, dann héiert een eng ganz Wull vu Sproochen, déi all déi Mënsche schwätzen, déi bei ons an de leschte Jorzéngten, d'lescht Jorhonnert bäigestouss sinn, awer doduerch och der Groussregioun e flotten, multikulturellen Touch ginn.

Ons Groussregioun ass, dat ass gewosst, duerch déi industriell Rekonversioun vun eiser Eisen- a Stolindustrie an duerch d'Schléissung vun de Kuelen- an Äerzmine bedéngt.

Duerch den Engagement vun de Bierger zeechent sech awer ons Groussregioun duerch eng ganz staark Wirtschaft aus. Ongeféier 3% vum Bruttoinlandsprodukt vun der ganzer Europäescher Unioun ginn hei an dëser Regioun ervirbruecht.

D'Produktivitéit läit awer hei am Land ronn 40% iwwert der Moyenne vun der Groussregioun. Lëtzebuerg beweist domadder, dass Lëtzebuerg zum dreiwende Motor op der europäescher Landkaart hei am Weste vun Europa ginn ass.

Dës Performance rifft deelweis awer zu Onrecht bei muncherengem Jalousie ervir.

D'Groussregioun ass haut duerch eng wirtschaftlech Diversitéit markéiert, notamment duerch eng ganz Rei vu performanten Industrien, kompetitiv Kleng- a Mëttelbetriber, e staarkt Handwierk, en dynamesche Commerce an, wat interessant ass, een Netz vun 111 Héichschoulen an Héichinstituter, an derniewent eng sëllech Fuerschungszentren.

Déi Performance bedeit och Wuelstand fir all déi Leit an der Groussregioun. Kuckt ee sech awer emol eng Kéier d'Revenuen un - do gëtt et en interessante Kritär; dat ass de PIB pro Kapp - do läit Lëtzebuerg am Joer 2006 mat ronn 72.000 Euro, an der Groussregioun louch an deem Joer awer d'Moyenne bei ongeféier 25.000 Euro. Ech sot jo, dat bréngt gäre Jalousie ervir.

Wann een awer, als klengt Beispill emol, géif higoen a soen, dee Wuelstand, dee mir erschaffen hei, gëtt och mat onse Frontalieren erschafft, déi och doheem erëm eng Kéier Leit erniere mat hirer Pai, da misst een a sech de Bruttoinlandsprodukt duerch all déi Mënschen dividéieren, an da kënnt een op eng bescheide Moyenne vun nëmmen 43.000 Euro, also wäit manner, wei dat ëmmer an d'Fënster gestallt gëtt.

Duerch den Accord vu Schengen gëtt de Begréff vun der Groussregioun méi déif an de Käpp vun de Mënsche verankert. An enger Ëmfro vum leschte Joer, wou gefrot gi war: „Seet Iech de Begréff Groussregioun oder Saar-Lor-Lux eppes?“, hunn 72% vun de Saarländer Jo gesot, awer nëmmen 12,4% a Louthréngen, an hei am Land 65%.

Also mir gesinn eng nette Differenz vun der Conceptioun vun eiser Groussregioun.

Ganz besonnesch fanne mir an eise Géigenden awer eng grouss Palette vu Kulturelementer, well d'Groussregioun ee Kräizungspunkt war an der Geschicht. Hei erliewen d'Mënsche wat et heescht, an der europäescher Heemecht ze liewen, ze studéieren, ze schaffen a sech ze erhuelen.

Här President, fir den Débat awer op eng uerdentlech Bunn ze leeden, wëll ech elo e puer Realisatiounen aus der rezenter Vergaangenheet opweisen. A mengem Rapport schréftlechersäits hunn ech dat méi am Detail gemaach. Dat géif hei d'Rumm sprengen.

Éischtens: um Plang vun den Héichschoulen an der Fuerschung. Fir sech der grenziwwerschreidender Erausfuerderung ze stellen, hunn de 25. Oktober 1984 siwen Universitéiten zu Pont-à-Mousson d'Charte vun der universitärer Kooperatioun ënnerschriwwen. Den Austausch vu Fuerscheren, Professeren a Studente stellt de Beweis duer, dass dës Kooperatioun dach eng lieweg an effikass ass. Déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht bréngt awer dann d'Verstäerkung vun der Fuerschungslandschaft, den intensiven Austausch an der Rumm vun der Innovatioun mat de PMEen, a soll och doriwwer eraus d'Wirtschaft mat Bléck op d'Lissabon-Strategie beieneerafen an och ënnerstëtzen.

Zweetens: um wirtschaftleche Plang. Et gëtt leider - an dat ass an der Chamberskommissioun och gesot ginn - eng sëlleche Barrièrë fir eng gutt Zesummenaarbecht; entre autres, d'Netkënne vun deem anere senger Sprooch, d'Netwësse vu Gesetzer, Reglementer a Prozeduren. Dovunner kënne munch Entreprisen hei am Land e Lidd sangen, déi hir Fangere wollten iwwert d'Grenzen ausstrecken, fir do emol Projeten ze maachen.

D'Etüd vu PricewaterhouseCoopers vum September 2007 hält awer fest: Zu Lëtzebuerg soe 70% vun de Betriber, dass d'Groussregioun den Espace fir si ass, wou si e grousst Potenzial fir hir Expansioun gesinn. Dee virtuelle gratis Wirtschaftsportail, de www.saarlorlux.biz, soll allen ekonomeschen Acteuren d'Méiglechkeet ginn, déi grenziwwerschreidend Kooperatioun ze verdéiwen.

De Portail mat mëttlerweil schonn iwwer 8.000 Industrie- an 1.800 Handelsbetriber soll et de Betriber erlaben, Partner ze sichen, wa si wëllen iwwert d'Grenzen eraus e Projet maachen. Dass et e liewege Portail ass, beweist, dass all Mount ongefëier 15.000 Zougréffer drop gemaach ginn. Et ass och mëttlerweil eng Broschür erstallt ginn an den dräi Sprooche vun onse Géigenden hei, fir d'Grenz- oder d'Groussregioun nach besser dobaussen duerzestellen; bannent de Grenzen an och baussent de Grenzen.

D'Kreatioun vu Plattforme soll doriwwer eraus den innovativen Esprit d'entreprise an d'Schafung vun neie Betriber erméiglechen. Der Ceps-Etüd no huet sech d'Zuel vun den Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg tëschent 1975 an 2005 op ronn 300.000 erhéicht - méi wéi verduebelt -, zum groussen Deel awer vun Netlëtzebuerger besat. Wann een d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg méi genee ënnert d'Lupp hëlt, da stellt ee fest - doriwwer war ech och e bëssen iwwerrascht -: vun 100 Salariéë sinn der 32 Lëtzebuerger, 27 Netlëtzebuerger, déi hei am Land wunnen, an 41 Frontalieren.

Et gëtt awer leider och Beispiller, wou mir et net geschafft hunn, eng dauerhaft Verbesserung vun der Wirtschaft virunzebréngen. Et war, ech erënneren drun, de Pôle européen de développement am Südweste vun onsem Land, deen deemools an den 90er Jore gebaut a kreéiert ginn ass an deen derfir suerge sollt, deemools wéi d'Rekonversioun an deem Eck bei Rodange, Péiteng-Athus komm ass, dach ze probéieren d'Wirtschaft unzekuerbelen. Et ass net derzou komm. Mir hunn et net fäerdeg bruecht. Mir hoffen op alle Fall, dass d'Rekonversioun vun de Belval-Frichen awer méi Erfolleg wäert hunn. Déi éischt Usätz si jo schonn do.

Den drëtte Punkt: um Plang vun der grenziwwerschreidender Polizeiaarbecht. Eng vun de wichtegsten Aufgaben ass d'Lutte géint d'Kriminalitéit, sief dat am Mënschenhandel oder am Drogeschmuggel; oder awer och d'Kontroll vun den LKWen an de Bussen. Fir dës Aarbechten ze erliichteren, ass den Accord vu Prüm ausgeschafft ginn. Duerch dee ginn déi méi néideg Datebanke geschafen. Déi erlaben eng schnell Rechercheaarbecht fir d'Polizei an och fir d'Douanen.

Véiertens: um Plang vum Aménagement du Territoire, der Energie, der Ëmwelt an dem Transport. Am IVL-Dokument waren d'Auteure vum Awunnerzeenario ausgaangen. Et war deemools gemengt ginn, d'Frontaliere géifen no bei hirer Aarbechtsplaz och eng Wunneng bezéien. Leider, well d'Präisser vum Logement an de leschte Joren eng rasant Entwécklung no uewe matgemaach hunn, koum et net zu dëser Tatsaach. D'Konsequenze fir d'Liewensqualitéit a fir d'Ëmwelt gesi mir all Dag op en Neits.

Mir stellen och fest - mat engem batteren A, kann ee bal soen -, dass eng Rei vu Lëtzebuerger Familllje mëttlerweil iwwert d'Grenze wunne ginn, well d'Terrainspräisser an och d'Logementer fir si hei ze deier ginn. Hiren Domicile bezéie si an der Groussregioun, wuelwëssend all déi Problemer, déi op déi Familljen zoukommen.

Am schréftleche Rapport hunn ech déi lescht verfügbar Daten notéiert. Do stellt een zum Beispill fest, op der däitscher Muselsäit ass e staarkt Uklamme vun de Logementer; méi wéi eng Verduebelung an Zäit vu fënnef Joer. Haut hu mir 142.000 Frontalieren. Déi stellen 42% vun alle Salariéen hei am Land duer, a si generéieren iwwer 50% vum Beruffsverkéier. Nëmme schätzungsweis 4 bis 6% huelen den öffentlechen Transport. E groussen Nodeel.

Une voix.- De Rescht kënnt mam Vëlo.

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Oder si ginn zu Fouss.

An der sougenannter Kyoto-Bilanz sinn d'Frontalieren nëmme mat 16% un den Dreifhausgasemissioune responsabel. Ech hat vun de grenziwwerschreidende Projete geschwat. Interessant sinn déi Interreg-Projeten. Den Interreg III, dee mer elo ofgeschloss hunn, hat an de Joren 2000-2006 93 dëser Projeten, wou Lëtzebuerg dran implizéiert war, opgebaut. Si si verwierklecht ginn. Et gëtt sech mat Sujete wéi ënner anerem Biodiversitéit, Bëschbewirtschaftung a Protektioun vun onse Grenzgewässer beschäftegt.

Fënneftens, an dësem kleng Virspann: um Plang vun der Schoul an der Kultur. Am Spezielle wëll ech hei d'Kreatioun vum binationale Schengen-Lycée zu Pärel ervirhiewen. Hie stellt a mengen Aen eng zolidd Plus-value duer an e gëtt der Groussregioun e wichtegt Element vum europäesche Gedanken. Duerch d'Méisproochegkeet ginn hei nei Weeër opgezeechent. Dovunner profitéieren elo schonn 130 Schüler. Den Nei- an Ausbau vum Lycée - dat ass jo virgesi bis 2010 - soll mat sech bréngen, dass dann 1.300 jonk Leit an déi Schoul kënne goen. Esou Schoule bestinn awer schonn tëschent dem Saarland an dem franséischen Noper.

Iwwert déi gemeinsam Sprooche kënnt et sécherlech hei zu engem méi breede Bildungs- awer och Kulturversteesdemech. Och wier et ze begréissen, wann et géif zur Grënnung komme vu Jumelagen tëschent Schoule vu béide Grenzen. Do sinn ons Gemengepappen a Gemengemammen opgeruff dat emol vläicht an d'Wee ze leeden.

An deem Zesummenhang wier et och gutt sech Gedanken ze maachen, ob et net kéint sinn, dass déi nei Lycéeën no bei der Grenz Esch/Belval a Réiden och esou eng Kooperatioun iwwert d'Grenz kéinten agoen.

Et géif och hei d'Rumm vun der Debatt sprengen, wann ech nach eng Kéier géif am Detail op d'Kulturjoer 2007 agoen.

Ee ganz flotte Punkt wëll ech awer erausshiewen. Ech wëll op de Saar-Lor-Lux-Héichschoulprojet Dräigroschenoper vum Bertolt Brecht an zwou Sproochen hiweisen. Dat war e Bühnesteck, dat déi europäesch Integratioun schéin duergestallt huet. Et war nämlech hei, dass jonk Studenten iwwert d'Grenzen eraus e Stéck produzéiert an och opgefouert hunn. De groussen Uklang war hinne jo ganz gewëss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, no dësem dach kuerz geraffte Réckbléck wëll ech unhand vu fënnef ausgewielten, awer dach vernetzte Beräicher op eng Verdéiwung vun onsen Aktivitéiten an de weideren Ausbau vun der Groussregioun agoen. Zesumme mat den Acteuren um Terrain erbréngt dat dann déi gefrote Masse critique, aus där duerch eng kohärent vertikal an horizontal Struktur de Mehrwert fir ons Groussregioun geschafe gëtt. Déi fënnef Punkten:

Nummer 1: Den Aménagement du Territoire, d'Verkéiersweeër an d'Telekommunikatiounen.

Et ass dee wichtegste Punkt, dee mer hei uschwätze mussen. Wann ee sech mam Dossier «Aménagement du Territoire» auserneesetze wëllt, da fält op, dass den IVL - dat integratiivt Verkéiers- a Landesplanungskonzept - eng wichteg Stäip vun den zukünftegen Iwwerleeunge fir eng harmonesch Entwécklung vun der Groussregioun muss ginn. Iwwert d'Grenzen eraus musse mer mat deem IVL fueren.

Schonn eleng de wuessende Verkéier duerch d'Frontaliere seet ons, dass eppes geschéie muss. Den Aussoe vun den Experten no, déi mer an der Kommissioun gelauschtert hunn, musse mir mat 240.000 bis 290.000 Pendleren am Joer 2030 rechnen. Dat si vun hei aus nach 22 Joer. Mir hunn der haut 142.000.

Et si schonn Ustrengunge gemaach ginn an der Vergaangenheet. Ech denken do zum Beispill un d'Eisebunnsstreck Virton-Athus. Mir hunn d'Eisebunn no Wuermeldeng ausgebaut; mir diskutéieren zurzäit Fontoy/Däitsch-Oth, an den Ausbau op der Eisebunn hei am Land ass voll amgaang.

Den TGV ass eng gelonge Saach a mengen Aen. En huet ons iwwert d'Grenzregioun méi no un d'europäesch Partner erubruecht. Elo musse mer nach onbedéngt kucken, dass mer Bréissel schnell realiséiert kréien, dat heescht d'Eisebunnsstreck Eurocap-Rail an dann nach d'Verbindung mat Koblenz. Do ass jo gesot ginn, bis 2012 géif sech eppes bewegen. Gëschter ass och festgehale ginn, dass déi nei Verbindung Lëtzebuerg-Mäerzeg-Saarbrécken opgebaut soll ginn, net mat der Eisebunn, mä am Virfeld elo mam Bus.

Mir kommen awer net derlaanscht, un de Grenze vun onsem Land nach weider Opfangparkingen ze bauen an d'Pendler fir den öffentlechen Transport ze gewannen. Déi nëmme 5% haut ginn net duer, wa mer am Joer 2020 en „modal split“ vu 25/75 wëlle packen. Parkinge wéi deen zu Mesenich oder Sirzenich un der däitscher Grenz sinn hei gutt Beispiller.

Och wär et wäertvoll ze kucken, dass een en „copy-paste“ géif maache vum Grouss-Hettinger Parking. Do war mat Gelder aus dem Interreg-III-Programm e Parking ugeluecht ginn, fir dass d'Leit aus der Regioun dann den Zuch konnten huelen, fir op Lëtzebuerg ze kommen.

Ënner Lëtzebuerger Présidence organiséiere mer den 19. Mee eng Konferenz, an där och iwwert d'Schafung vun enger grenziwwerschreidender Mobilitéitszentral vun der Groussregioun Rieds geet. Am Joer 2006 hate mer schonn esou eng Konferenz, leider ouni grouss Resultater.

Une voix.- En décke Flop!

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Duerch eng grenziwwerschreidend Regionalplanung musse mer all Entscheedungsträgeren, sief et d'Politiker, sief et d'Verkéiersexperten, sief et d'Patronatssäit an d'Pendleren un een Dësch kréien. Nëmmen dann hu mer eng Chance, fir virunzekommen.

Ech géif als e gelongent Beispill vun esou enger Kooperatioun eng aner europäesch Regioun ufëieren, dat ass d'Euroregioun Meuse-Rhein, déi beim Dräieck läit Maastricht, Eupen an Oochen. Do ass zum Beispill, wat ee begréisse muss, den Euregio-Ticket agefouert ginn tëschent der Belsch, Holland an Däitschland, deen et dem Voyageur erlaabt, mat engem eenzegen Ticket iwwert d'Grenze kënnen ze fueren, sief dat en Dagesticket, e Wochen-, Monats- oder Joresticket. Esou kann also de Voyageur seng Groussregioun besser erliewen.

Fir den Aménagement du Territoire awer iwwert d'Grenzen eraus ze koordinéieren, musse mer quasiment genau nom Beispill wéi d'Fransousen et elo kierzlech gemaach hunn e Groupement européen de coopération transfrontalière grënnen. Do mengen ech, kënnte mer et fäerdeg bréngen, an onsen dräi Grenzen esou Groupementer ze maachen, wou dann déi Iwwerleeunge vun där Konferenz vum 19. Mee a Mënz a Musek ëmgesat kéinte ginn.

Esou Denkfabrike sollen de Wee weisen, wellech ekonomesch Aktivitéiten an de verschiddenen Entitéite vun der Groussregioun duerchgefëiert solle ginn. Dës Iwwerleeungen am Ufank vun engem Décisiounsprozess kënnen da Faitë wéi den Ikea - erlaabt mer, dat hei ze soen - un onser Grenz mat der Belsch verhënneren. Et kann dann zu där gewënschter Win-win-Situatioun fir all d'Acteuren an der Groussregioun kommen.

Dat verlaangt awer bei muncherengem - ech ënnersträichen dat - en nohaltegt Ëmdenken an ee vläicht manner kuerzfristege Gewënn.

Zweetens: Wirtschaft, Beschäftegung a Logement. D'Groussregioun, e Kräizungspunkt tëschent véier Länner, rassembléiert vill Virdeeler vun dem europäesche Bannemaart a ka sech op e respektaabelt Kafpotenzial stäipen.

Lëtzebuerg ass en attraktiven Zentrum an der Groussregioun an zeechent sech duerch en héijen ekonomesche Wuesstum aus. Dat ënnersträicht och dann direkt am leschte Joer d'Kreatioun vun iwwer 13.000 neien Aarbechtsplazen, wuelwëssend, dass 70% dovunner un ons Frontaliere gaange sinn.

Niewent der ekonomescher Komponent dierf ech awer net déi sozial an déi ëmweltbewosst Dimensioun vergiessen. Eng wichteg Aufgab vun der grenziwwerschreidender Politik muss et ginn, d'Entreprisen op d'Erausfuerderunge vun der globaliséierter Konkurrenz virzebereeden.

Esou sollen all Acteuren aus der Groussregioun déiselwecht Chancë kréien, an do denken ech am Speziellen un den dyna-

mesche Secteur vun de Kleng- a Mëttelbetriber souwéi d'Handwierk an och de Commerce. Si brauchen awer, fir ze bestoen, gutt Mataarbechter mat enger héijer Qualifikatioun.

Ee klengt Beispill do, wat och nach verdéift ka ginn: Ech mengen, ee wichtegen Diplom wier de Meeschterbréif. An do wär et un der Zäit, dass déi eenzel Chambere sech beieneesetzen, fir iwwert d'Grenzen eraus nei Ausbildungsweeër ze goen.

D'Abannung vun de Kleng- a Mëttelbetriber an déi applizéiert Fuerschung op onsen Unien an an de Fuerschungszentre muss e „Must" ginn an der Zäit vun engem neien Entwécklungsprozess.

Nei Beräicher - Automatiséierungstechnik, Biotechnologie, Logistik, Medezintechnik, erneierbar Energien, modern Kommunikatiounstechnologien - stelle ganz nei Aarbechtsfelder duer. Hei muss et zur Kreatioun komme vun engem grenziwwerschreidende Parc artisanal mat ugelagertem interregionalem Innovatiounszentrum. Soss kréie mer dat net ëmgesat, wat d'Lissabon Strategie vun ons verlaangt.

Ech wëll op den Interreg IV hiweisen, e wäertvollen Outil, wou verschidde Partnere sech iwwert d'Grenzen zu gemeinsame Projete verbanne kënnen.

A senger Recommandatioun huet den Interregionale Parlamentarierrot de 15. Dezember 2006 och d'Kreatioun vun der Schoul vun der zweeter Chance ugereegt. Wuelwëssend, dass vill jonk Schoulofgänger keng Ausbildung hunn a si esou net fit fir den Aarbechtsmarché sinn, kann dës Schoul eng reell Chance fir si duerstellen. Mir kënne si fit a flott maache fir den éischten Aarbechtsmarché.

Duerfir, dat muss ee virausschécken, brauche mer awer en Zesummeschloss vun allen Acteuren aus der Wirtschaft, aus der Educatioun an aus der Weiderbildung. E klengt Beispill: A Rheinland-Pfalz hu se esou e Beispill, wat mat ganz vill Erfolleg duerchgezu gëtt, awer si hunn - esou hu se mer gesot - eng ganz staark sozialpedagogesch Betreiung derniewent.

Nëmmen deen, ech hunn et schonn e puermol hei gesot, deen haut genuch Fachwësse virweise kann, gëtt net esou séier ewechgespullt vun de Welle vun der Globaliséierung.

Drëtte Punkt: Energie, Ëmwelt a Biodiversitéit. D'lescht Woch op dëser Plaz hei hu mer de Paquet Energie/Environnement vun der Europäescher Kommissioun diskutéiert, an dee stoung d'lescht Woch am Mëttelpunkt vun den Diskussiounen um europäesche Sommet zu Bréissel.

D'Europäesch Unioun an domat och Lëtzebuerg hu sech fir deen nohaltege Wee entscheet. Derniewent ass awer d'Liberaliséierung vun den Energiemäert e weidert Element, fir dass déi erneierbar Energien, déi virun onser Hausdier genotzt kënne ginn, och staark dozou bäidroe kënnen, ons Ofhängegkeet vun de fossilen Energien ze reduzéieren.

Fir awer elo dat technescht an ekonomescht Potenzial vun den erneierbaren Energieressourcen an der Regioun ze ermëttelen, brauch et awer d'Héichschoulen an d'Fuerschungszentren, an déi mussen hei an engem vernetzte Plang zesummeschaffen.

An deem Zesummenhang wëll ech hei op den europäeschen Diplom an den Ëmweltwëssenschaften hiweisen. Dat ass e fächeriwwergräifenden Héichschouldiplom, wou siwen Universitéiten aus véier Länner mateneen, gemeinsam schaffen.

D'Notzung vun den Energieressourcë stellt eng wäertvoll Plus-value fir ons eenzel Deelregiounen duer a kann awer hei masseg Aarbechtsplazen am ländleche Raum schafen.

Am Kader vum Schutz vun onser Ëmwelt soll och vläicht drop higewise ginn, dass mir och schonn Naturparken opgebaut hunn, ee mat den däitschen Noperen an ee mat de belschen Noperen.

Zu Schengen hunn am Dezember d'lescht Joer déi wichtegst Acteuren am Beräich Naturschutz eng Konventioun fir eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht an de Beräicher Natur- a Landschaftsschutz ënnerschriwwen. De But dovun ass ganz eendeiteg, Projeten opzebauen am Kader vun Interreg IV.

Véiertens: Héichschoulfuerschung an Entwécklung. D'Groussregioun ass e wichtegen Acteur am Héichschoulwiesen - ech hunn et scho gesot -, an der Recherche an dem Développement.

Mir wëssen all, dass si bei hirer Kreatioun nach deemools staark vun der Eisen- a Stolindustrie geprägt war. Duerch d'Globaliséierung bedéngt, hu sech awer och aner Länner op der Welt Know-how ugëeegent, an ons Industrien a PMEe stinn haut am Konkurrenzkampf mat deenen dynamesche Partner aus deene Länner.

Dat bedeit fir ons Betriber een Ëmdenken an eng nei Ausriichtung vun hiren ekonomeschen Aktivitéiten. Ech denken, duerch d'Schafung vu Fuerschungszentren an dem weideren Ausbau vun den Universitéiten - net reell, mä virtuell - ass et zu engem Erneierungsprozess komm. An un deem mussen d'Entreprisen och deelhuelen.

Nei Beräicher - ech hunn et scho gesot - wéi den Automobilssecteur, d'Nano- an d'Materialwëssenschaften, d'Finanzwiesen, déi mussen hei no vir gedriwwe ginn. Virun allem hunn d'Partner an der Groussregioun erkannt, dass et fir si besser ass, wa se sech a Réseauen zesummeschléissen, a sougenannte Clusteren, fir an der chargéierter Welt vun haut a vu muer eng Chance a méi Gewiicht ze hunn.

Mir mussen nach méi Pôles d'excellence schafen, wou nei Iddien, déi op Universitéiten erfuerscht ginn, an de Start-upen oder an de Spin-offen ëmgesat ginn. Dës innovativ Betriber kënnen also och e Stéck grenziwwergräifend ekonomesch Politik matmaachen.

Et ass virun allem wichteg hei - an do beharren ech dann drop -, dass et zum Transfert vu Wësse muss kommen.

Duerch europäesch Projete wëlle mer d'Universitéiten, d'Fuerschungszentren an d'Industriepartner beieneebréngen. 111 Universitéiten an Héichschoulinstituter mat iwwer 200.000 Mënsche sinn ee risegt Potenzial vun „human resources" hei an eiser Groussregioun.

Grad wou de Bologna-Prozess hei verankert ass, gëtt et einfach, de Bachelor, de Master, den Doktorat an onser Groussregioun duerchzeféieren. Hale mer ons virun Aen: Am Europa vun de 27 bleiwen nëmmen déi Regiounen op laang Siicht kompetitiv, déi sech resolut dësem Innovatiounsprozess ënnerwerfen.

Ons Regioun brauch deemno Entreprisen, déi mat Wäitbléck op d'Changementer reagéieren. Fir dass all déi Acteuren deeselwechte Wëssensstand awer hunn, an der Héichschoul, an der Fuerschungslandschaft, musse mer awer eng Banque de données schafen, schnell à disposition setzen an dat Wëssen no bausse bréngen.

Ons Universitéit, eng vu villen an der Groussregioun, déi eenzel Centres de recherche publics an den Ausbau vun der Fuerschungslandschaft op Esch/Belval kënnen e wichtege Partner an dësem Zesummespill sinn.

An enger Resolutioun vum Dezember 2006 huet sech den Interregionale Parlamentarierrot fir eng méi kloer Ofstëmmung tëschent de Studienoffertë vun den eenzelnen Héichinstituter ausgeschwat. Jiddferee soll vläicht méi an de Vierdergrond stellen, wat en opweises huet.

Dass scho gutt Usätz gemaach gi sinn, beweist de Projet vun der virtueller Entwécklung an der Groussregioun aus dräi Achsen:

1) D'Kompetenze vun der Groussregioun kenne léieren, déi sozial a wirtschaftlech Kohesioun verdéiwen an doraus d'Entwécklung vun der Groussregioun weiderféieren.

2) D'Kultur an d'Wëssen esou duerleeën, dass d'Mënschen d'Gefill kréien, dass si an engem gemeinsame Raum liewen.

3) D'Ausbildung an d'Recherche soll den eenzelne Bierger op déi kommend Erausfuerderunge gutt preparéieren.

Ee flott Beispill dozou ass de Projet „Les sciences à la rencontre de l'école". Hei sollen déi Jonk un déi Wëssenschaften, déi si interesséieren, erugeféiert ginn. D'Unië vu Kaiserslautern, Lëtzebuerg an Nanzeg maache mat.

D'Wëssensgesellschaft verlaangt eng liewenslaang Weiderbildung, déi sech op déi éischt Formatioun grefféiert vun deem eenzelne Mataarbechter. Hei kënne sech d'Héichschoulen och e bësse méi staark erabréngen.

Och dierfe mer net vergiessen, dass d'Groussregioun hire Bléck och iwwert d'Grenzen an dat neit Europa an souguer an aner Kontinenter werfe muss.

Fënneftens: Kultur an Tourissem. Dat zesummewuessend Europa verlaangt och méi eng grouss Konzeptioun vun de kulturellen an historesche Wäerter bei de Mënschen. Duerch dës Konzeptioun kann et zu enger Entwécklung op verschiddene Pläng kommen: dem wirtschaftlechen, dem sozialen an och dem gesellschaftlechen.

Éischt Schrëtt an dës Richtung si scho gemaach ginn. Ech wëll op de Quattropole tëschent de véier Stied Lëtzebuerg-Stad, Metz, Saarbrécken an Tréier hiweisen, an derniewent och op de LELA$^+$ tëschent der Haaptstad Lëtzebuerg, Esch, Arel a Lonkech; mëttlerweil dozougestouss si Metz an Diddenuewen.

D'Haaptpunkte vun esou enger Zesummenaarbecht sinn ënner anerem den Aménagement du Territoire, d'Notzung vun de Kommunikatiounsmedien, den Tourismus an och d'Kultur. Ëmmer méi muss een awer feststellen, dass Punkte wéi Migratioun an Integratioun an eise Stied an de Mëttelpunkt musse réckelen.

En interessante Fait, dee weider guer net zur Kenntnis geholl ginn ass, ass d'Kreatioun vun enger Landkaart vun der Groussregioun. Wéineg Leit wëssen dat. Et ass eng Kaart wou alles dropgezeechent ass, wou een dann, wann een an d'Groussregioun wëllt goen, Kulturelles an Historesches fënnt.

Am Joer vun der Kulturhaaptstad 2007 huet sech kloer erwisen, dass déi kulturell grenziwwergräifend Zesummenaarbecht ee wichtege Bäitrag an de Bausteen vun onser regionaler Entwécklung duerstellt.

Fir dass dës Groussregioun awer gutt fonctionnéiere kann - ech kommen zum Schluss -, ass d'Maison de la Grande Région, mat Sëtz hei zu Lëtzebuerg, am Joer 1998 kreéiert ginn. Si stellt déi Plattform duer, wou sech déi verschidden Acteure beieneesetzen, fir d'Groussregioun mat Liewen ze erfëllen.

Hei sollen och d'Mënschen, déi an hir wunnen, Äntwerten op hir Froe kréien. D'Kreatioun vun engem Guichet unique kéint hei zum Beispill eng wäertvoll Hëllef sinn.

Niewent dem geschafene Sekretariat vun dem Interreg-IV-Programm, wier et och wënschenswäert, e Sekretariat vun der Groussregioun an d'Liewen ze ruffen, deen ënner anerem da kéint d'Gestioun vun deene geschafene Réseauen - Quadropol, LELA$^+$ an esou virun - iwwerhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ier ech dann zu mengem Schlusssaz kommen, wollt ech nach gäre véier Motiounen iwwerreechen.

Véier Motiounen hunn ech zesummegestallt. Här President, ech iwwerreechen lech déi dann, wann ech gelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que malgré l'existence d'une grande diversité de coopérations universitaires, une meilleure coordination de la politique dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche permettrait de mieux valoriser le potentiel de la Grande Région;

- considérant qu'il devient dès lors nécessaire de développer, voire d'approfondir la coopération dans ces domaines;

- considérant que les citoyennes et citoyens devraient davantage être sensibilisés à leur appartenance à la Grande Région;

- considérant que l'existence de réseaux de transmission performants est un atout important pour la construction de la société des connaissances;

- considérant la Charte de Coopération universitaire signée par onze instituts de formation universitaire en 1984;

- considérant la Recommandation du 15 décembre 2006 du Conseil Parlementaire Interrégional visant le Développement de la coopération des universités dans la Grande Région;

invite le Gouvernement

- à promouvoir une meilleure valorisation des réseaux de transmission électronique existants, notamment par la voie de projets communs de recherche respectivement d'enseignement;

- à continuer à encourager une coopération plus poussée des organismes de l'enseignement supérieur et de la recherche par le biais de projets communs de recherche, développés notamment dans le cadre du programme INTER du Fonds national de la Recherche;

- à encourager et à soutenir en priorité la mise en œuvre de la Recommandation précitée du CPI qui demande de «continuer à faire le point des activités communes de recherche et d'enseignement dans l'objectif de dresser un bilan global de la coopération des universités de la Grande Région et de la mise au point d'un concept global pour la répartition des tâches entre les établissements en fonction de leurs spécificités».

(s.) Marcel Oberweis, Claude Adam, Fernand Etgen, Ben Fayot, Gast Gibéryen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- convaincue que les multiples activités se déroulant au niveau de la Grande Région méritent d'être portées à la connaissance du grand public;

invite le Gouvernement

- à se concerter avec les instances officielles concernées dans la Grande Région, afin que soit créé, au sein de la Maison de la Grande Région, un guichet unique qui met à disposition des citoyens des informations sur le marché du travail, les domaines de la santé et de la sécurité sociale et notamment sur le système des pensions dans la Grande Région.

(s.) Marcel Oberweis, Claude Adam, Fernand Etgen, Ben Fayot, Gast Gibéryen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- convaincue que «Luxembourg et Grande Région, capitale européenne de la Culture 2007» a constitué une initiative importante en vue de la sensibilisation du grand public aux activités culturelles et créatrices;

- considérant que le tourisme renferme un potentiel de coopération transfrontalière;

invite le Gouvernement

- à informer la Chambre des Députés des résultats de l'évaluation des activités de l'année culturelle 2007;

- à développer, sur bases de ces résultats, des initiatives pour des activités culturelles et créatrices futures;

- à favoriser le développement des ententes touristiques régionales existantes en favorisant une harmonisation de leurs activités;

- à informer la Chambre des Députés, de manière régulière, sur la mise en place de la structure culturelle créée au 10e Sommet de la Grande Région qui s'est tenu à Namur le 1er février 2008.

(s.) Marcel Oberweis, Claude Adam, Fernand Etgen, Ben Fayot, Gast Gibéryen.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- convaincue que les développements récents au niveau de l'Union européenne en matière de développement territorial notamment en ce qui concerne la cohésion territoriale désormais inscrite dans le nouveau traité de Lisbonne, l'adoption du premier programme d'action relatif à la mise en œuvre de l'Agenda territorial et la signature de la Charte de Leipzig sont autant d'éléments positifs et favorables au renforcement et au développement de la coopération transfrontalière au sein de l'Union européenne;

- convaincue que les multiples projets menés au niveau de la Grande Région méritent d'être portés à la connaissance du grand public;

- convaincue que les nombreuses initiatives du Gouvernement luxembourgeois menées dans le cadre de la coopération transfrontalière, soit bilatérale soit multilatérale, nécessitent une concertation interministérielle;

- considérant que le développement territorial et socio-économique du Grand-Duché de Luxembourg ne peut se faire qu'en étroite coopération avec les entités partenaires de la Grande Région en matière d'aménagement du territoire dans une approche intégrative par ailleurs soulignée à juste titre dans l'examen territorial sur le Grand-Duché de Luxembourg réalisé par l'OCDE;

- considérant que la présidence luxembourgeoise du 11e Sommet de la Grande Région se donne dans son programme de travail comme objectif principal la création progressive d'un vaste réseau de villes de dimension métropolitaine afin de répondre aux principes du développement durable et de garantir, à terme, un niveau élevé de la qualité de vie des habitants de la Grande Région à travers une concurrentialité européenne mieux appréhendée;

- considérant que la coopération transfrontalière au sein de la Grande Région tant bilatérale que multilatérale nécessite une plus grande concertation, une meilleure visibilité et un agencement accru au niveau

du Sommet des Chefs des Exécutifs de la Grande Région;

invite le Gouvernement

- à soutenir la présidence luxembourgeoise du 11e Sommet dans la mise en œuvre des deux principaux objectifs énoncés dans son programme de travail sous le volet l'«Espace»:

- dégager à court terme une démarche cohérente et intégrative en matière de développement territorial et de planification territoriale tant de l'espace urbain que de l'espace rural

et

- mettre en place à plus long terme et de façon progressive et structurée un concept d'une métropole polycentrique transfrontalière capable de se mesurer avec les grandes métropoles européennes en développant un réseau des grandes villes de la Grande Région respectivement des porteurs de fonctions urbaines en matière de culture, de tourisme, d'enseignement, de recherche, des transports et de santé;

- à créer une structuration juridique commune, de préférence, sous forme du nouvel instrument juridique mis en place par l'Union européenne dénommé Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) permettant d'assurer la mise à disposition:

- d'un budget transfrontalier commun

et

- d'un personnel qualifié engagé soit à durée déterminée (2 ou 4 présidences) soit à durée indéterminée;

- à développer dans le cadre de ce GECT, la Maison de la Grande Région en tant que cheville ouvrière de la coopération transfrontalière au service du grand public et des administrations nationales et régionales regroupant un ensemble d'infrastructures et d'instances déjà existantes ou à créer;

- à réfléchir aux moyens et mesures nécessaires afin de structurer la coopération transfrontalière soit bilatérale soit multilatérale de l'ensemble des ministères luxembourgeois.

(s.) Marcel Oberweis, Claude Adam, Fernand Etgen, Ben Fayot, Gast Gibéryen.

Zu Namur huet Lëtzebuerg de Virsëtz iwwerholl vun der Groussregioun den 1. Februar 2008. D'Aktivitéite vun den 18 Méint, déi virun ons leien - sechs Woche si schonn hannerun ons -, sollen haaptsächlech duerch déi dräi Vernetzeckpunkter duergestallt ginn. Dat ass de Raum, dat ass de Mënsch an dat ass d'Wëssen. Déi dräi Elementer mussen an engem ganz noe Spill zesummekommen.

Nëmmen esou kann d'Politik vun der grenziwwerschreidender Kooperatioun dem Bierger méi no bruecht ginn. An da gewënnt hien och dat Gefill vun Zesummegehéiregkeet iwwert d'Grenzen eraus. Et gouf drop higewisen, dass d'Situatioun vu Lëtzebuerg als e Carrefour an der Groussregioun ambivalent ass.

An Chamberskommissioun ass folgenden Sujet opgeworf ginn.

Engersäits gewënnt Lëtzebuerg duerch déi gutt Verkéiersubannungen, reeller oder virtueller, däitlech op wirtschaftlechem Plang. Anerersäits awer musse mer befierchten, dass duerch dës Ubannungen aner Metropolen ausserhalb vun der Groussregioun och doraus e groussen Notzen zéien.

Un ons ass et also, den europäesche Geescht an der Groussregioun wierken ze loossen. Op déi Manéier si mer méi no beim Bierger an et kënnt zu der gewënschtener Win-win-Situatioun fir all bedeelegt Acteuren.

D'Lëtzebuerger an hir Nopere solle verstoen, dass ons an hir Groussregioun och ee Stéck Heemecht duerstellt an deem groussen Europa. Ons Groussregioun huet an der Vergaangenheet batter Stonnen erlieft. D'Mënschen hunn awer agesinn, dass si aus der Geschicht léiere sollten an de Bléck no vir riichte mussen, an dat neit Europa, an doriwwer eraus an aner Kontinenter.

Wier et net un der Zäit, an onser Groussregioun op enger Universitéit, egal welcher, een Institut ze schafen, an deem d'Geschicht vun onser Groussregioun opgeschafft gëtt an no bausse bruecht gëtt?

Ech hunn ugefaang mat engem wichtege Saz an ech halen och domadder op: Lëtzebuerg lieft an der Groussregioun, mat der Groussregioun an duerch d'Groussregioun.

Dat huet ganz treffend d'Aarbechtsgemeinschaft vun den europäesche Grenze folgendermoosse beschriwwen - ech zitéiere se: „Grenze si keng Plaz vun Trennung, villméi sinn et Raim fir sech ze begéinen."

Eng lescht Ausso hunn ech vun der amerikanescher Schrëftstellerin, déi blann, daf a stomm war, der Helen Adams Keller. Si huet geschriwwen: „Eleng kënne mir esou wéineg maachen, zesumme kënne mir alles maachen."

Ech mengen, dat ënnersträicht genuch dee Gedanken, deen ech hei wollt virdroen.

Ofschléissend muss ech awer - ech halen drop - deene Leit Merci soen, notamment an der Fraktioun, am Greffe, d'Maison de la Grande Région an d'Mataarbechter vun dem Ministère vun dem Aménagement du Territoire, fir hiren Esprit, dee se hate fir mir ze hëllefen, alles beieneenzekréien. An e Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Rapporteur fir seng Ausféierungen. Mir kommen dann zur Generaldebatt. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Lucien Thiel ageschriwwen. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Merci, Här President. No esou engem enthusiasteschen Héichflug wéi dee vu mengem Frënd Marcel ass et natierlech elo schwéier, et nach besser ze maachen - also ech hu guer net den Usproch dorop. Ech probéieren dann, e bësse méi niddreg ze fléien.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, méi wéi e Véirelsjorhonnert ass et hier, datt Lëtzebuerg mat sengem däitschen a sengem franséischen Noper eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht op regionalem Plang ausgemaach an den Ustouss fir déi sougenannte Saar-Lor-Lux-Groussregioun ginn huet, zu där entretemps och nach d'Belsch mat der Wallonie gestouss ass. Dat ass souzesoen als Äntwert op Europa geschitt. Well an deemselwechte Mooss, wéi d'europäesch Integratioun déi traditionell national Grenzen opgeweecht huet, ass de Besoin no enger neier Raumdimensioun verspiert ginn, déi dës Kéier manner vu politeschen Iwwerleeungen, mä méi vu praktesche Considératiounen am Hibléck op méi Effizienz an eng besser Notzung vun de Ressourcë gedroe gouf.

Wat am Laf vun de Joren doraus entstanen ass, spiere mir all Dag um eegene Leif. Den Zentrum vun der Groussregioun - natierlech Lëtzebuerg - huet sech zu enger regionaler Metropol entwéckelt, déi aus allen Néit platzt an an där geschwë méi Grenzgänger wéi Agebuerener schaffen. Esou war et wuel net geduecht, mä esou huet et sech nun eemol erginn, mat allem, wat dat u Vir-, awer och un Nodeeler fir deen neien Nuebel vun der Regioun tëschent Rhäin a Meuse mat sech bréngt.

Schonn eleng duerfir ass de Moment komm, fir e Bilan vun der Entwécklung vun der Groussregioun ze zéien a sech iwwert d'Orientéierung fir d'Zukunft Gedanken ze maachen. Mir wëssen, datt dee Sonderstatut, op deem eist Land sech an der Groussregioun stäipe kann, net ganz onschëlleg un där Konzentratioun bei eis ass. Als souveräne Stat an als Vollmember vun der Europäescher Unioun hu mir en enormen Avantage op déi aner Partner an eiser Groussregioun, déi nach laang net ëmmer op eege Fauscht handele kënnen an deenen duerfir dee Gestaltungsspillraum feelt, mat deem mir eist Land zu engem vun deene räichste wäit a breet gemaach hunn.

Och wann déi europäesch Integratioun lues awer sécher eis traditionell Standuertvirdeeler ofhuwwelt, well d'Spillregelen op alle Pläng harmoniséiert ginn, wäert sech nawell an nächster Zäit net vill un där Situatioun änneren. Dat heescht, d'Beschäftegung wäert weider zu Lëtzebuerg klammen an domat och d'Zuel vun de Pendler, déi, wéi de Marcel Oberweis elo grad erënnert huet, entre-temps iwwer 140.000 geklommen ass. Mat hinne wäert och de Stau sech all moies an all owes op eisen Autobunnen nach verfestegen; op deenen Autobunnen, déi längst vill ze vill enk fir dee sëllechen Trafic gi sinn.

Mä dat ass nach laang net de ganze Präis, dee Lëtzebuerg fir säin ekonomesche Succès bezuele muss. D'Terrainspräisser, déi esou geklomme sinn, datt haut gläich zwou Generatiounen un der Finanzéierung vun enger an därselwechter Wunneng knae mussen, an eng Wuesstumsdynamik, déi eis ëmmer méi déif an den Däiwelskrees dreift, wa mir d'Rentemauer évitéiere wëllen, och dat sinn d'Konsequenze vun där fulguranter Entwécklung. Eng Entwécklung, déi mir jo ouni de Réservoir un Aarbechtskraaft an der Groussregioun ni gepackt hätten.

Deen eigentleche Revers vun der Medail ass awer dat Ongläichgewiicht, dat an der Groussregioun entstanen ass. Eis Lëtzebuerger dréckt dat net sonderlech, well mir si jo déi, déi voll vun deem Déséquiliber profitéieren, derbanst déi aner derfir bleche mussen.

Esou wéi mir mat eisem Tanktourismuscréneau ganz Grenzregiounen zur Versuergungswüst gemaach hunn, hu mir mat eiser ekonomescher Attraktivitéit d'Groussregioune ronderëm eis ausgesuckelt an zu engem eenzege groussen Dortoire gemaach. Net fir näischt gi mir déisäits vun der Musel emol als Bluttsauger, wéi den Här Scheuer elo kierzlech zu Tréier huet missen erfueren, betitelt. An net vun ongeféier huet de laangjährege Metzer Buergermeeschter, den Här Rausch, sech elo am kommunale Wahlkampf, deen hie bekanntlech verluer huet, misse virwerfe loossen, hien hätt seng Stad zu enger Schlofgemeng vu Lëtzebuerg verkomme gelooss.

Mir kréien dat net ëmmer esou mat bei eis, well d'Frontalieren natierlech net iwwert déi hierfale wëllen, bei deene si hire Bifdeck verdéngen. Mä wa se de Réck gedréint hunn, da kann et dach scho virkommen, datt si hirer heemlecher Roserei doriwwer Loft maachen, datt si hiert Liewen net gradesou gutt doheem verdénge kënnen, wéi zu Lëtzebuerg. Esou Iwwerleeunge si genausou verständlech, wéi d'Jalousie vun de Lokalpolitiker an der Grenzregioun, deene schliesslech etlech Millioune Lounsteier laanscht d'Nues ginn, déi si ganz gutt bei sech doheem gebrauche kéinten.

Och dat, Här President, si Considératiounen, déi an dës Diskussioun gehéieren. Mir Lëtzebuerger mussen eis iwwerleeën, wéi wäit mir deen Déséquiliber nach dreiwe wëllen, nëmme well hien eis esou herrlech arrangéiert. Domat soll beileiwen net gesot sinn, mir sollten elo op eise Wirtschaftswuesstum verzichten, wéi dat elo kierzlech an enger anerer Enceinte ugeklongen ass, ouni dat mir bekanntlech muer eis Pensiounen einfach guer net méi bezuele kéinten.

Engersäits wëlle mer jo weiderhin op d'mannst esou gutt liewe wéi mir dat haut gewinnt sinn. Anerersäits waarde genuch Konkurrenten drop, fir eis ofzeléisen, an eiser Roll als Finanzzentrum zum Beispill. Wouvun am Endeffekt net nëmme mir Lëtzebuerger, mä och eis Frontaliere betraff wieren. Gehollef wier mat esou enger Ofbremsung vun eiser Wirtschaft leschtenenns kengem; mat Ausnahm natierlech vun eise Konkurrenten.

Et wier duerfir genausou onsënneg, vun engem Rééquilibrage bannent der Regioun iwwert de Wee vun engem Wirtschaftsralentissement ze dreemen. Et wier awer genausou dernieft, fir vun engem Grouss-Lëtzebuerg ze dreemen; wat manner bei eis, mä bei deem engen oder anere Partner an der Groussregioun an de Käpp erëmgeeschtert.

Amplaz eis Zäit mat esou Gedreems ze verléieren, solle mir dervu profitéieren, datt mir an all deene Joren - an deene 25 Joer - an der Alldagspraxis d'Stäerkten an d'Schwächte vun der Groussregioun, esou wéi se elo opgestallt ass, in extenso studéiere konnten, fir elo ouni iwwerdriwwenen Optimismus, awer och ouni onnëtz Resignatioun un d'zukünfteg Ausriichtung vun der Groussregioun ze goen.

Mir wëssen, datt enger duerchorganiséierter Groussregioun wéinst hirer ënnerschiddlecher Zesummesetzung Grenze gesat sinn an datt een duerfir net ze vill Hoffnung op eng administrativ Integratioun setze soll. Mir wëssen och, datt déi Grenzen, déi zwar aus der europäescher Landschaft verschwonne sinn, nach ëmmer an de Käpp nowierken an datt et nach e gutt Stéck Wees brauch bis zu deem Zesummegehéiereregkeetsgefill, dat aus esou engem zesummegepuzzelte Raum eréischt eng wierklech integréiert Regioun mécht; wann et dann iwwerhaapt jee zu esou engem Espace ka kommen, an deem ëmmerhin dräi verschidde Sprooche geschwat ginn.

Mir wëssen och, datt bei all gemeinsamen Interessen an der Groussregioun d'Regele vun der Konkurrenz weider spillen a kaum ee bereet ass, mat deem aneren oder mat deenen aneren ze deelen, wat hie sech erschafft an opgebaut huet. Domat mengen ech emol net onbedéngt eleng d'Kompetitioun am Wirtschaftsberäich, mä och esou verongléckte Projete wéi dee vun enger Euro-Uni, deen deemools geduecht war, fir déi sechs Universitéiten an der Groussregioun zesummenzeschléissen an zu enger Aarbechtsdeelung ze bréngen an dee kläglech gescheitert ass, well jiddfereen awer weider säi Match wollt fir sech maachen.

Loosse mer realistesch bleiwen an eis Ambitiounen net ze héich ophänken! D'Groussregioun bitt och esou eng Hällewull vun Opportunitéiten, déi een elo propper eraussiften a fir déi een dann en Entwécklungskader schafe soll, dee vu jiddferengem - vu jiddferengem! - an der Groussregioun akzeptéiert a matgedroe ka ginn.

Wat gehéiert an esou e Kader? A sengem Joresbericht vun 2000 hat eise Wirtschafts- a Sozialrot sech grad iwwert déi Fro eng Rei Gedanke gemaach. Si gëlle gréisstendeels och nach haut. Esou huet deemools den CES festgehalen, datt d'Groussregioun sech virun allem prêtéiert:

- éischtens fir gewësse Wirtschaftsaktivitéiten, deenen hire Wierkungsradius mam geographesche Raum iwwereneeklappt. Wéi zum Beispill d'Handwierk, dat sech vläicht am Ufank net an deemselwechte Mooss d'Groussregioun zunotze gemaach huet wéi seng Konkurrenz vun déisäits der Grenz. Oder den agroalimentairë Secteur, deem jo awer entre-temps - schéngt et - de Sprong an d'Groussregioun zum Deel gegléckt ass. Oder och nach eisen Eenzelhandel, dee sech zwar am ënneschte Segment mat zimlech aggressive Konkurrenten déisäits vun der Grenz erëmschloe muss, deen duerfir awer am Beräich vun de grousse Markenartikelen - gitt emol eng Kéier duerch d'Groussgaass, da gesitt Der et - ganz eendeiteg d'Nues an der Groussregioun vir huet.

Dann huet den CES fir eng méi rational Organisatioun vun der medezinescher Versuergung plädéiert, déi ëmmer méi op eng Économie d'échelle ugewisen ass, well déi sëllechen Apparater, déi hautdësdags agesat ginn, esou sophistiquéiert an esou deier sinn, datt se méiglechst dacks a vill benotzt musse ginn, wann d'Krankekeess sech net doru ruinéiere soll. Grad am Beräich vun der Medezin géif eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht Sënn maachen, well d'Spezialiséierung haut esou wäit gedriwwen ass, datt mir mat eise lokale Léisungen net méi mathale kënnen.

A schliesslech hat den CES sech och fir eng méi enk Zesummenaarbecht am Beräich vun der Ausbildung ausgeschwat, an där sech allerdéngs d'Saachen e bëssen anescht entwéckelt hunn, wéi dat erwaart gi war.

Um ieweschten Niveau, deem vun der Uni, ass et, wéi gesot, net gradesou gelaf, wéi een hätt kënnen hoffen. Mä d'Hoffnung bleift jo awer nach, datt mer et vläicht awer eng Kéier hikréien, wann ech de Wierder vu mengem Kolleeg Marcel Oberweis richteg nogelauschtert hunn.

Duerfir huet awer déi nei Migratioun, nämlech d'Auswanderung vun de Lëtzebuerger an d'Grenzgebidder Problemer am Beräich vun der Erzéiung opgeworf, deene mir elo mat gemëschte Schoulen an de Grenzregioune bäizekomme versichen.

Iwwert déi vum CES opgefeierte Beräicher eraus gëtt et nach eng etlech anerer - de Marcel Oberweis huet se genannt -, mat deenen ee sech ofgi muss, wann dat net scho geschitt ass.

Do wier emol an alleréischter Hisiicht den Transportproblem, deen eis ëmmer méi Kappzerbrieches mécht, dee mir awer onbedéngt an de Gréff kréie mussen iwwer eng besser Notzung vu Bus a Bunn, en zweete Réng vun Opfangparkinge mat Ubannung un d'Schinnennetz...

(Interruption)

Fuert Dir emol bis op Saarbrécken mam Vëlo, da kucke mer emol, wéi Dir dann erausgesitt!

(Hilarité)

...a mat méi breeden Autobunnen,...

(Interruption)

...déi absolut néideg sinn.

Et léisst sech och nach munches iwwert d'Zesummenaarbecht...

(Interruption)

Ech fuere mam Auto hannendrun, Dir kënnt da virfueren!

(Hilarité et interruptions)

Et léisst sech och nach munches iwwert d'Zesummenaarbecht am Ëmweltberäich,

am Tourismus, am kommunale Kontext an um Gebitt vun der Sécuritéit soen.

Mä do, wou mir wierklech den Hiewel usetze missten, ass bei der sougenannter Raumplanung. De Marcel Oberweis huet och schonn drop higewisen. Mir hunn an der leschter Zäit bei eis vill um Aménagement du Territoire geschafft. Mir hunn e gudden IVL entwéckelt a sinn amgaang, eisen Territoire ëmzekrempelen, fir en op déi heiteg Konditiounen ze trimmen.

D'Fro, déi sech do stellt, ass déi, wéi wäit datt d'Plangen net och an de Kader vun der Groussregioun erageheiert a wéi wäit ee sech mat den Noperen ofstëmme misst, fir datt dat Ganzt och openeepasst, fir datt eng optimal Notzung vum Raum vun der Groussregioun méiglech gëtt.

Vläicht geléngt et eis dann, wa mer dat maachen, deen Déséquiliber, dee riskéiert nach méi grouss ze ginn - mat allem, wat dat vun désagréabele Konsequenze kann hunn -, e bëssen ofzebauen a fir méi en harmonescht Zesummeliewen an der Groussregioun ze suergen, an dat, ouni datt mir Lëtzebuerger dofir grouss op eppes verzichte mussen, op eise Wuelstand verzichte mussen, dee mir - et sief drun erënnert - jo net nëmmen eisem besonnesche Genie verdanken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den honorabelen Här Etgen huet d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat de successiven Élargissementer vun der Europäescher Unioun huet de Begréff „Europa vun de Regiounen" ëmmer méi u Bedeitung gewonnen.

Kohesiounspolitik soll et erlaben, d'Ënnerscheeder, déi tëschent de Regioune bestinn, wat hir Entwécklung ubelaangt, ze reduzéieren. Et ass kloer, datt an engem Europa vun haut 27 Länner tëschent deenen eenzelne Länner an dann och hire jeeweilege Regiounen zum Deel grouss Ënnerscheeder bestinn. Wann d'europäesch Integratioun weider e Succès soll sinn, dann hänkt deen och onweigerlech vun de Regiounen of.

Eng europäesch Integratioun iwwer Bréissel ze dekretéieren, ass utopesch, an trotzdeem huet een heiansdo d'Gefill, datt et batter Realitéit ass.

Mir schwätzen haut iwwert d'Groussregioun, wäerten eis op d'Schëller klappen, wat mir als Lëtzebuerg an och als Groussregioun zesumme mat eise franséischen, däitschen a belsche Frënn schonn alles realiséiert hunn, sou datt mer bal ee Vorzeigemodell, wann net iwwerhaapt dee Modell si fir de Rescht vun der Europäescher Unioun.

D'Fro, déi sech awer stellt, ass déi, ob dat - elo emol Hand aufs Herz, wéi eis däitsch Frënn géife soen - och effektiv de Fall ass. Jo, et ass onweigerlech luewenswäert, datt ee Prozess, deen 1970 ugefaangen huet mat Frankräich, Däitschland a Lëtzebuerg, dem sougenannte Saar-Lor-Lux, dee sech du bis an d'Belsch ausgedehnt huet, e wäite Wee zréckgeluecht huet.

Dat war net ëmmer ee Wee, deen ouni Hindernisser auskomm ass. Dee Wee ass och zäitweileg zimlech holpereg ginn, esou datt e bal net méi begehbar war. 1995 huet deen éischte Sommet vun der Groussregioun stattfonnt. Et ass d'Saarland, dat 1998 d'Demande formuléiert huet, fir en Haus vun der Groussregioun ze schafen. Dat Haus vun der Groussregioun huet als Missioun, d'Sommetë vun der Groussregioun virzebereeden an och d'Aarbechte vun den Aarbechtsgruppen ze koordinéiere souwéi déi vum Conseil économique et social.

Lëtzebuerg huet elo no deem bekannten Turnus vun 18 Méint den 1. Februar d'Présidence vun der Groussregioun iwwerholl. Lëtzebuerg huet sech en ambitiéise Programm ginn, deen ee mat zwou Hänn ënnerschreiwe kann.

Dee Programm huet bekanntlech dräi Voleten:

- d'Landesentwécklung an d'Landesplanung,

- d'Wirtschafts- an Héichschoulentwécklung,

- d'Ënnerstëtze vun engem Sentiment d'appartenance.

Dat héiert sech elo ganz gutt un, mä wann ee sech da Gedanke mécht, wéi een dat soll a Musek ëmsetzen, dann ass dat net esou evident.

Et ass schonn hei erläutert ginn, datt um Niveau vun der Groussregioun souwuel um multilaterale Plang geschafft gëtt genausou wéi um bilaterale Plang. Déi Manéier, fir am Konsens eng Marschroute ze décidéieren an dann um bilaterale Plang vereenzelt Komponenten ëmzesetzen, ass pragmatesch a liicht am éischten Abléck an.

Mir mussen eis awer bewosst sinn, mat wat fir enge Froe mer konfrontéiert sinn a wéi mer eis uleeë wëllen, fir eng Äntwert op déi Froen ze ginn.

D'Groussregioun bedeit, datt all Dag 178.000 Leit eng Grenz passéieren. Déi Zuele si vun 2006. Eleng 142.000 Leit sinn am Februar vun dësem Joer op Lëtzebuerg schaffe komm. Eleng d'Populatioun vun eiser Stad veduebelt sech carrément am Laf vum Dag also vu 84.000 op 170.000. Mir wëssen all, wat dat bedeit a puncto Transport, Ëmwelt an Aarbechtsmaart. D'Landesplanung englobéiert all dës Froen.

Ech wéilt an deem Kontext op dem Här Oberweis säi Rapport hiweisen, deem ech op dëser Plaz wëll Merci soe fir seng Aarbecht a säin Engagement, datt d'Europäesch Unioun am Mee 2007 ee Programme d'action, fir eng Agenda territoriale vun der Europäescher Unioun ëmzesetzen, ugeholl huet.

Duerfir soll dann à court terme eng kohärent Démarche ausgeschafft gi fir d'grenziwwerschreidend Landesentwécklung an d'Landesplanung. D'Iddi ass, aus de Regiounen e Centre métropolitain urbain ze maachen. Do ass et natierlech evident, datt een eng integréiert Strategie, wat d'Landesentwécklung ubelaangt, ausschafft, déi den Transport, d'Zones d'activités économiques an dägläiche wéi och de Logement an d'Ëmwelt a Betruecht hëlt.

Wat en somme der Groussregioun feelt, dat ass en IVL.

Ier ech dann zu deenen Deelaspekter vun der Landesplanung a Landesentwécklung kommen, wéilt ech awer e puer Iwwerleeungen zu der Method maachen, dat heescht, wéi ee sech momentan um Niveau vun der Groussregioun organiséiert, fir déi Ziler, déi ee sech gesat huet, ze erreechen, well et muss een effektiv trotz deene luewenswäerten Objektiver d'Realitéiten um Terrain kucken.

Wa mir gären esou en IVL erstellen, da geet et net duer, 21 Aarbechtsgruppen ze schafen, esou wéi ech dat an engem Interview vum Innenminister gelies hunn. Prinzipiell sinn ze vill Aarbechtsgruppen net gutt. D'Europäesch Unioun huet a verléiert sech nach ëmmer an enger Hällewull vu Groupes de travail, an dat ass net ëmmer déi effikasst Manéier ze schaffen. Et muss een d'Kräfte bündelen an d'Kompetenze vereenen an net alles esou verdeelen, datt eng Koordinatioun bal onméiglech gëtt.

Et geet dann och net duer, just eng Maison de la Grande Région ze hunn, wou ee Représentant vu Lëtzebuerg Multitasking-Funktioune muss iwwerhuelen an e Grapp voll Leit aus deenen eenzelne Regioune vun hire Verwaltungen détachéiert sinn.

Et muss ee sech dann och Froe stellen iwwert de Fonctionnement allgemeng vum Sommet vun der Groussregioun. Da muss een noutgedronge vun enger bilateraler Approche ewechkommen a kucken, wéi een um multilaterale Plang Décisiounen erbäiféiere kann.

Ech si mer wuel bewosst, datt mir als Lëtzebuerg et an deem Sënn e gudde Krack méi einfach hu wéi eis Noperen, well mir net nach vun enger anerer nationaler Entitéit ofhängeg sinn. Mä fir mech gëtt et awer à long terme, wa mir dee Projet vun der Groussregioun weiderbrénge wëllen, wa mir wierklech eppes Kohärentes fir all eis Matbierger an der Groussregioun maache wëllen, keng aner Méiglechkeet.

Also stellt sech hei d'Fro, ob mir eis dat néidegt institutionellt Gefüge wëlle ginn. Et schéngt evident, datt deen alleréischte Schrëtt op deem Wee ee gemeinsame Budget muss sinn. Wann d'Europa vun de Regiounen d'Zukunft ass, dann däerf et net esou sinn, datt déi Responsabel virun esou engem gemeinsame Schrëtt zréckschrecken. Da muss ee sech och vläicht zu Bréissel d'Fro stellen, wéi een un deen doten Dossier erugoe wëllt.

Et geet dann och net duer, datt all Entitéit kuckt, an hirem Budget e puer Su erausschloen, fir déi eng oder déi aner gemeinsam Aktioun um Niveau vun der Groussregioun mat ze finanzéieren, an ee soss frou ass, datt een iwwert den Interreg fuere kann.

Mir brauchen dann och net iwwer e Sentiment d'appartenance ze reflektéieren: D'Politik muss nämlech esou ee Sentiment d'appartenance emol fir d'alleréischt virliewen. Dat fänkt bei eis un.

Ass an de Ministèren zum Beispill de Wëllen do, fir sech an engem Comité interministériel ze koordinéieren? Dat heescht ganz kloer, datt déi concernéiert Départementer enk zesummeschaffen. Wa mir vu Landesplanung, vu Zones d'activités, Transport, Emploi an esou weider schwätzen, da missten déi Ministèren zesummen un engem Strang zéien.

Wéi gesot, de Bilateralismus ass pragmatesch. Jo, ech weess, heiansdo kritt een d'Saache méi schnell a méi einfach op d'mannst emol mat engem vun eisen Nopere realiséiert. Mä vläicht sollte mir net ëmmer direkt iwwert d'Grenz kucken an emol fir d'alleréischt kucken, wat mir bei eis heiheem kënne maachen.

Ech hunn d'Gefill, datt mir och bei eis emol fir d'éischt déi Iddi vun der Groussregioun virliewe mussen, an dat fänkt do un, wou d'Décisioune falen.

Här President, et geet mir hei sécher net dorëms, nëmme Kritik ze üben, well déi Leit, déi sech mat deem Dossier befaassen, maachen dat mat ganz vill Engagement, mat ganz vill Enthusiasmus, an dovunner hunn ech mech dierfen iwwerzeegen. Mä hei geet et einfach dorëms, ob mir dee politesche Wëllen hunn, aus der Groussregioun och dat ze maachen, wat mir soen.

Ech wéilt da kuerz déi eenzel Sujeten ëmräissen am Kontext vun der Landesplanung an der Landesentwécklung. Konkret, wa mir Lëtzebuerg kucken, da musse mir all Dag en Trafic vun 142.000 Frontaliere géréieren. Et ass jo net, wéi wann dës Problematik eis net bekannt wier.

Den Henri Grethen hat als Transportminister déi Saach kloer erkannt. Mat mobilitéit.lu - haut nennt den Här Lux se „mobil 2020" - si kloer Pisten opgezeechent ginn, wéi mir deem Trafic Meeschter kënne ginn.

An der leschter Legislaturperiod ass notamment d'Zuchstreck vun Diddeleng op Volmerange-les-Mines ausgebaut ginn, fir op der Grenz ebe schonns d'Leit dozou ze kréien, op den öffentlechen Transport iwwerzeklammen. Domadder évitéiert een dann natierlech eng Iwwerlaaschtung vun eisem Verkéiersnetz. Och sinn Opfangparkingen zu Audun-le-Tiche a Gouvy, an ech kéint der nach eng ganz Rei opzielen, realiséiert ginn, fir eng Ceinture ronderëm eis Grenzen ze leeën, wou d'Frontalieren op den öffentlechen Transport kënnen iwwerklammen.

Duebeldeckesch Zich si bestallt ginn ënnert dem Henri Grethen a sinn elo a Betrib, fir e Maximum vu Frontaliere kënnen opzehuelen. Et ass evident, datt d'Verbindunge mat de Stied aus der Groussregioun, sief dat iwwer Bus oder Zuch, permanent mussen ausgebaut ginn, an och regelméisseg gekuckt muss ginn, ob d'Offer vum öffentlechen Transport och der Demande entsprécht.

Duerfir ass et och ze begréissen - fir emol eppes Positives, wat de Fonctionnement vun der Groussregioun ubelaangt, ze soen - , datt elo eng Verkéierskonferenz oder eng Mobilitéitskonferenz op Lëtzebuerger Initiativ soll stattfannen, wou dann déi Responsabel aus deene verschiddene Regioune sech zesummen un een Dësch setzen, fir déi Problematik ze erläuteren. Et wier wënschenswäert, datt dee Schrëtt zu méi Multilateralismus op aner Ressortë kéint ausgeweit ginn.

Et kënnt een och am Kontext vum Transport net derlaanscht, fir och transeuropäesch Verkéiersverbindungen unzeschwätzen. Den Här Oberweis huet dat schonns ausféierlech gemaach. Wat d'Verbindung duerch den TGV vun den dräi europäeschen Haaptstied, dat heescht Stroossbuerg, Lëtzebuerg a Bréissel, ubelaangt, wollt ech just e puer Wuert soen.

Ech mengen, ech brauch heibanne kee vun der Importenz vun deem Projet ze iwwerzeegen. Leider ass et awer esou, datt trotz dem Fait, datt dee Projet fir d'Streck Lëtzebuerg-Bréissel, also den Eurocap-Rail, vu Bréissel als prioritäre Projet festgehale ginn ass, elo just eng deelweis Erneierung vun der Streck dobäi erauskomm ass. Dat ass bedauerlech, well während Jore si grouss Efforten op déi Realisatioun hin ugestrengt ginn.

Här President, wie Landesplanung a Landesentwécklung seet, dee seet och Zones d'activités économiques. Wou kommen der hin? Wou maache se Sënn? Hei misst ee jo ganz kloer esou verfueren um Niveau vun der Groussregioun, datt ee wéi bei eis Plans sectoriels erstellt. Dat verlaangt natierlech och erëm eng gemeinsam Concertatioun.

Wa mir vu Zones d'activités économiques a Pôles de compétitivité schwätzen, da läit onweigerlech de Gedanken no, fir d'Héichschoul an d'Recherche mat an déi Iwwerleeungen anzeschléissen. Dat heescht also, datt eng Kollaboratioun mat deene verschiddenen Unien aus der Groussregioun stattfënnt. Mir konnte gewuer ginn an der Commission de l'Enseignement supérieur, datt schonns esou Kollaborationsverträg tëschent eiser Uni an den Unien aus der Groussregioun ënnerschriwwe gi sinn.

Aus dem Rapport sur le développement de la coopération entre les institutions de l'enseignement supérieur de la Grande Région geet notamment ervir, datt déi verschidde Ressortministeren aus der Groussregioun, déi zoustänneg si fir d'Héichschoul, sech nach ëmmer net regelméisseg an engem institutionelle Kader gesinn.

Et gëtt och allgemeng monéiert, datt et ausser der Maison de la Grande Région keng développéiert Strukture gëtt um Niveau vun der Groussregioun. Déi eenzeg Institutioun, wat d'Héichschoulkooperation ubelaangt, dat ass d'Commission régionale Saar-Lor-Lux-Trèves/Palatinat Occidental-Wallonie.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Wa mir 3% vun eisem PIB an d'Recherche an den Développement wëllen investéieren, da misste mir awer och hei kucken, méi koordinéiert virzegoen. Hei spillen de Centre de recherche public Gabriel Lippmann an de Centre de recherche public Henri Tudor eng wichteg Roll, déi sech och e Réseau opgebaut hu mat Universitéiten aus der Groussregioun, dee se och weider ausbaue wëllen. Do bestinn och Programmer fir Boursen, fir Recherche ze maachen.

Mä wat och hei wichteg ass, dat ass, datt ee kloer definéiert, a wéi engen Domäne mer wëlle Recherche bedreiwen, an da konsequent no Kollaboratioune sicht. Et kann net sinn, datt sech ëmmer alles iwwer isoléiert Aktiounen ofspillt.

Wien Héichschoul a Recherche seet, muss natierlech och un déi Etapp virdrun denken. An der viregter Legislaturperiod huet d'Anne Brasseur mat hire franséischen an däitsche Kolleegen de Projet vum Lycée vu Schengen lancéiert.

Dat ass natierlech e formidabele Projet, wou Schüler aus dräi Länner deeselwechten Diplom kréien. Dat ass ee formidabelt Beispill vun europäescher Integratioun eben am Kader vun där Kohesiounspolitik.

D'Schoulpolitik féiert mech dann zur Aarbechtsmaartpolitik. Mir sinn hei an enger Situatioun zu Lëtzebuerg, déi schonns speziell ass. Eis Ekonomie wiisst a wiisst; mir schafen all Joer méi Aarbechtsplazen, a mer hunn awer e Chômage, dee fir lëtzebuergesch Verhältnisser héich ass an dee mer net an de Gréff kréien.

Meng Partei huet dat hei schonns oft genuch ugeschwat. D'ADEM muss zu enger Weiderbildungsagentur ginn an de Service de placement muss opgestockt ginn. Deeler vun enger sougenannter „flexicurity" mussen diskutéiert ginn an esou weider an esou fort.

Fir op d'Groussregiounen zréckzekommen, do ass et jo esou, datt d'ADEM zu dem OIE, dem Observatoire interrégional du marché de l'emploi, gehéiert. Dat ass e Réseau, deen um Niveau vun der Groussregioun Statistiken opstellt iwwert de Marché de l'emploi. Dat schéngt wierklech eng pousséiert Kollaboratioun ze sinn, déi een dann awer verstäerkt misst asetzen, fir ze definéieren, wat fir eng Activité économique een an deene verschiddene Regioune soll förderen.

Här President, ee Sujet, deen een net an eisen Diskussiounen zu der Groussregioun däerf vernoléissegen, ass dee vum Wunnengsmaart. De Rapporteur Marcel Oberweis huet jo déi impressionnant Präisentwécklung an deem Domän hei zu Lëtzebuerg ugeschnidden. Mir mussen eis bewosst sinn, datt déi Lëtzebuerger, déi ee verstoe kann, wa se de Schrëtt iwwert d'Grenz maachen, d'Präisser an eisen Nopeschlänner an d'Luucht dreiwen. Dat dréit da forcément net zum Sentiment d'appartenance bäi. Mir musse kucken, datt eis Leit erëm kënnen an eisem Land liewen.

Une voix.- Sehr gut!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- De Pacte «Logement» wäert déi Situatioun awer net verbesseren. D'Regierung wäert mat hirer

Politik, fir d'Mëttelschichte konsequent bei d'Lisette ze loossen, d'Kafkraaft vun deeneselwechten net steigeren. D'DP huet och heizou hir konkret Propositioune gemaach; ob dat am Kader vun der Familljepolitik ass mam Wunngeld, ob dat um Niveau vun de Prozeduren ass, déi nach ëmmer ganz einfach ze laang sinn.

Här President, wa mer vum Wunne schwätzen, dann ass natierlech och d'Liewensqualitéit een Thema. Ee vun den Haaptfacteuren dovunner ass den Ëmweltschutz. D'Biodiversitéit an d'Naturschutzzone sinn an der Groussregioun ee Sujet. Mä wa mir och vun engem Développement économique schwätzen, deen tant soit peu koordinéiert ass, da musse mer och onweigerlech d'Fro vun eiser Ëmwelt uschwätzen a se och an eng kohärent Approche um Niveau vun der Groussregioun abetten.

Datt dat méiglech ass, an datt eist Land do eng Virreiderroll spille kann, hu mer an der Vergaangenheet scho bewisen. D'Beispill vun der Waasserwirtschaft illustréiert ganz gutt, wat de Rapporteur prosahaft gesot huet, wat d'Groussregioun misst sinn. D'Gewässer sinn nämlech net Raim, déi trennen, mä Raim déi verbannen.

1956 gouf den Ausbau vun der Musel als Schëffsstrooss tëschent Lëtzebuerg, Däitschland a Frankräich décidéiert, wat vill Aarbechtsplaze geschaf huet.

1959 gouf och dat deemools gréisste Pompelspäicherwierk vun der SEO zu Veianen an d'Wee geleet, dat d'Industrie vun der Groussregioun mat Spëtzestroum versuergt an dat bis haut nach ëmmer e Succès ass, wat sech duerch hir stänneg Vergréisserung gewisen huet.

1975 gouf zu Iechternach déi éischt international Kläranlag an Europa ageweit. Wat alt erëm Geschicht fir d'Groussregioun ass, wéi och d'Musel an d'Rheinschutzkommissioun, wou Lëtzebuerg Partner ass.

An engem ähnleche Sënn ass och 1996 zu Maarteleng déi international Kläranlag gebaut ginn, déi haaptsächlech d'Ofwaasser aus der Belsch rengegt, fir datt d'SEBES zu Lëtzebuerg proppert Drénkwaasser kann hierstellen. Weider méi rezent Beispiller sinn international Kläranlagen zu Bëttel, Stolzebuerg a Reisduerf, wéi och an der Handelszon zu Huldang op der Schmatt, an dat am Kader vun Interreg-Projeten.

A puncto Héichwaasser gëtt och concertéiert an der Groussregioun zesummegeschafft, wou ee Virwarnsystem op d'Bee gestallt ginn ass, mam Zil fir gréisser Schied duerch preventiivt Handele bei schnellem Héichwaasser ze verhënneren.

D'Waasser ass een Deel vum Naturschutz, an esou sinn och déi grenziwwerschreidend Naturparke vun der Uewersauer an der Uer, wéi och déi nei Waasserpartnerschaften an deene Géigenden ze nennen. An der Groussregioun gëtt awer och op der Basis zesummegeschafft wéi beispillsweis den ugepeilte Bäitrëtt vun der Verbandsgemeinde Neuerburg beim Ofwaasserverband SIDEN; och een Novum an Europa.

Här President, mir hunn elo festgestallt, datt an der Groussregioun vill geschitt ass. Mä leider hu mer och misse feststellen, datt vill isoléiert geschitt; sécher mat de beschten Intentiounen, mä trotzdeem feelt e Gesamtkonzept. Natierlech kann een och, wat den Tourismus ubelaangt, déi Propositiounen ënnerstëtze vun engem Circuit vun der UNESCO an der Groussregioun, mä alt erëm ass et eng eenzel Mesure zu engem Sujet vu villen.

Wann d'Zukunft vun Europa réellement an de Regioune läit, wat ech mer duerchaus virstelle kann, da musse mer och de politesche Wëllen opbréngen dat ze maachen; heiheem, bei eise Frënn an Däitschland, Frankräich an an der Belsch, an doriwwer eraus bei all eise Frënn an Europa. Mir hunn hei d'Chancen emol eng Kéier richteg konkret ze ginn an de Leit Europa méi no ze bréngen.

Kommt, mir halen op, Floskelen ze dreschen, datt mer zesummen esou vill erreeche kënnen! Kommt, mir halen op, alt fir déi x-te Kéier d'Politik vun deene klenge Schrëtt ze luewen, déi sécher bis zu engem gewësse Punkt richteg war! Kommt, mir maachen endlech, datt dat Europa vun de Regioune Realitéit gëtt! Da gëtt nämlech Europa bei de Leit och Realitéit.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Débat, dee mer haut iwwert d'Groussregioun féieren, ass e ganz wichtegen, net nëmme well Lëtzebuerg elo fir 18 Méint d'Presidentschaft dervun huet an och well Lëtzebuerg - an dat ass schonn hei gesot ginn - eng ganz aktiv, eng ganz dynamesch Roll an dëser Groussregioun spillt, mä virun allem well et héich Zäit gëtt, dass mer konkret Projeten développéieren an ëmsetzen, déi aus dëser Regioun eng sozial an ekonomesch europäesch Modellregioun par excellence maache kënnen. Eng Regioun awer och, déi fir d'Leit visibel ass.

A senger Introductioun betount de Rapport vun der Chamberskommissioun - an ech wëll hei dem Kolleeg Marcel Oberweis ausdrécklech Merci soe fir seng Aarbecht a säi perséinlechen Engagement -, dass d'Debatt, déi mer haut féieren, sech op d'Etüd „Zukunftsbild 2020" baséiert, déi schonn am Juni 2003 zu Saarbrécken am Kader vum siwente Sommet vun der Groussregioun presentéiert gouf.

Schonn deemools waren d'Acteure sech alleguer eens, dass d'Zäit effektiv räif wier, fir e Projet „Groussregioun" ze realiséieren. Déi rasant Wandlungsprozesser an d'Zesummewuesse vum erweiderten Europa stellen eis Regiounen ëmmer méi virun nei, viru grouss Erausfuerderungen. Gläichzäiteg bidden dës Prozesser dëser Regioun awer och nei Chancen, fir sech weiderzeentwéckelen.

De globalen interregionale Wettbewerb gëtt ëmmer méi schaarf a verlaangt ëmmer méi Innovatioun, Flexibilitéit a Kooperatioun an alle Beräicher. Fir eis Groussregioun bedeiten dës Erausfuerderungen nei Chancen, déi mer notze sollen an déi mer notze kënnen. Dat geléngt eis awer nëmmen, wa mer de Wëllen an d'Kraaft opbréngen, all zesummen, eis Regiounen als gemeinsamen Handlungsraum ze verstoen an e mat de konkreten Inhalter ze fëllen, wou d'Leit sech och konkret kënnen dran erëmfannen.

Här President, méi wichteg wéi d'Visiounen, déi deen een oder deen aneren dovun huet, wéi d'Groussregioun an zéng oder 20 Joer kann ausgesinn, schéngt mir wierklech d'Fro no der Plus-value ze sinn, déi d'Groussregioun ka brénge fir déi Leit, déi hei wunnen an déi hei schaffen.

Et ass natierlech eng gutt Saach, all Forme vun Échange an der Groussregioun ze ënnerstëtzen, mä als LSAP si mir awer net onbedéngt der Meenung, dass mir et eis zur absoluter Missioun sollte maachen, de Leit coûte que coûte eng gemeinsam Identitéit opzezwéngen, déi et an där Form souwisou net gëtt. Mir sollten duerfir an éischter Linn haut driwwer schwätzen, wat fir eng Virun Nodeeler et huet, an enger Regioun ze liewen, déi duerch national Grenzen ënnerdeelt ass an an där verschidde Rechtssystemer, verschidden ekonomesch Bedéngungen, mä awer och verschidde Sproochen a Kulturen openeentreffen.

Duerfir musse sech all politesch Responsabel an dësem Kader drëm beméien, dass d'Virdeeler ënnerstëtzt an d'Nodeeler, déi zum Beispill duerch institutionell Hürden entstoe kënnen, ofgebaut ginn. D'Groussregioun bitt duerfir sécher en ideale Kader. Allerdéngs ass dat net ëmmer déi eenzeg Méiglechkeet, fir eppes ze verbesseren.

Konkret Problemer kënnen oft och genausou gutt bilateral geléist ginn. De Groupement européen de coopération territoriale - oder dee Modell - ass schonn hei fir d'ganz Regioun ugeschnidde ginn. Ech muss soen, dass de Moment eng Rei vu Südgemengen amgaange sinn, och mat Gemengen aus Frankräich - ech soen dat hei ënnert dem Contrôle vum Minister vun der Landesplanung - sech an esou engem Groupement européen de coopération territoriale zesummenzedoen, fir just a speziellen an a punktuelle Beräicher déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht ze promouvéieren an an d'Wee ze leeden, fir an enger Rei vun Domäner do weiderzekommen.

Duerfir ass dat eng Iddi, déi ee muss ënnerstëtzen an och weider soll développéieren. An eenzelne Fäll gëtt och d'Harmoniséierung europawäit an an der Regioun iwwert d'EU-Recht virugedriwwen. Dat Wichtegst sollt duerfir net sinn, enger institutionaliséierter Groussregioun méiglechst vill Gewiicht a Visibilitéit ze ginn. Duerfir warne mer och als LSAP virun der onendlecher Schafung vun ëmmer neien Instituter an neien Agencen, déi wuel heiansdo eng Léisung kënnen duerstellen, awer ganz oft et vläicht un der néideger Konsequenz vermësse loossen, fir konkret Iddien och an d'Praxis herno ëmzesetzen.

Et muss an éischter Linn dorëm goen, dass konkret Problemer ugepaakt a geléist ginn, egal op wat fir engem Niveau dat am Endeffekt geschitt. D'Groussregioun ass an deem Sënn och net ouni Widdersprech. Zum Deel schafen d'Ënnerscheeder tëschent deene verschiddenen Deelregioune Schwieregkeeten. Gläichzäiteg sinn et awer och d'Ënnerscheeder, déi d'Groussregioun attraktiv maachen.

Esou ass et zum Beispill fir Geschäftsleit net ëmmer einfach, sech ze behaapten, wann déi direkt Konkurrenz ënner anere Konditioune schafft, wat d'Loyeren, d'Salairen, d'Öffnungszäiten, d'TVA an esou weider ugeet; fir hir Clienten ass awer grad dat de Virdeel. Si kënnen do akafe goen, wou d'Offer am interessantesten ass.

D'Frontalieren - an do schléissen ech d'Lëtzebuerger mat an, déi an d'Grenzregioun wunne ginn, awer zu Lëtzebuerg schaffen - notzen et och aus, dass zu Lëtzebuerg d'Situatioun um Aarbechtsmaart besser ass wéi an den Nopeschlänner, a gläichzäiteg profitéiere se dovun, dass d'Wunnen an der Grenzregioun awer méi bëlleg ass.

Et gëtt ganz sécher Méiglechkeeten an der Groussregioun, fir gemeinsam besser kënnen zesummenzeschaffen an och esou op déi Manéier besser kënnen zesummenzewuessen.

Dobäi soll een awer net ganz vergiessen, dass d'Acteuren an der Groussregioun letztendlech och ëmmer erëm Konkurrenten ënnerenee sinn. Et stëmmt, dass d'Partner an der Groussregioun zum Deel déiselwecht Problemer hunn. Dat heescht awer net automatesch, dass si och ëmmer gemeinsam Interessen hunn.

Et ass richteg, dass sech net nëmmen d'Lëtzebuerger, mä och eis Nopere mat der Rekonversioun zum Beispill vun den Industriebrooche beschäftegen. Wann dat mat vill Engagement a Succès - an dat ass och gutt esou - op Esch-Belval geschitt, ass dat awer net onbedéngt vu Virdeel fir eis Nopeschregiounen.

Wann et Ongläichheete gëtt, gëtt et liicht och Ongerechtegkeeten. D'Groussregioun ass duerfir e wichtege Forum, wou doriwwer diskutéiert ka ginn, wann e Partner sech staark benodeelegt fillt, oder wann een och emol eng Kéier iwwerméisseg d'Gefill huet, een anere géif vun engem selwer profitéieren.

Frëndschaftlech Relatiounen an e faire Ëmgang mateneen erméiglechen déi Flexibilitéit, déi an der Praxis gebraucht gëtt, fir onbürokratesch am Intérêt vun de Bierger aus der Groussregioun ze schaffen.

Här President, de Rapport vun der Kommissioun hieft dann och e puer Beräicher besonnesch ervir, an deenen d'Groussregioun ka Fortschrëtter bréngen, déi déi eenzel Partner eleng, jiddferee fir sech, net kënnen erreechen.

Ganz wichteg - an dat ass schonn hei gesot ginn an och ënnerstrach gi vum Rapporteur - sinn all déi Froe ronderëm den Aménagement du Territoire, deen awer letztendlech an all Froen, an all Beräicher eraspillt a wou et effektiv muss dorëm goen, dass mer et fäerdeg bréngen, dass déi Philosophie, déi den IVL développéiert huet, och e Modell ka gi fir d'ganz Regioun.

Dann all Froe ronderëm d'Mobilitéit, déi direkt hannendrunhänken. Et leeft jo näischt méi haut och am ekonomesche Beräich, am Tourismus, am kulturelle Beräich, am wirtschaftleche Beräich, ouni eng Mobilitéit, déi tëscht de Regiounen, tëscht de Leit fonctionnéiert. Duerfir si gutt Verkéiers- an Transportinfrastrukture fir all Acteuren aus der Groussregioun immens wichteg. Et ass ee Facteur, deen iwwert d'Kompetitivitéit vun enger Regioun mat entscheet. Dat gëllt wierklech grad besonnesch fir Lëtzebuerg, dat e staarke Wirtschaftswuesstum huet. Dat gëllt awer och fir déi aner Deelregiounen.

Qualitativ héichwäerteg Transportverbindungen zu auslännesche Stied a Wirtschaftszentren an der Regioun sinn aus wirtschaftlechen, sozialen a kulturellen Iwwerleeungen einfach onerlässlech. Duerfir sollt alles drugesat ginn, fir déi an enger grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht ze realiséieren.

An eiser Regioun ass et wierklech virun allem de Persounentransport, deen eis viru ganz grouss Erausfuerderunge stellt. D'Groussregioun wiisst bekanntlech ëmmer méi zu engem gemeinsamen Aarbechtsmaart zesummen. Mir hunn haut - mir hunn et héieren - 140.000 Frontalieren, déi all Dag eriwwer bei eis kommen. Bis zum Joer 2020 sollen an der gesamter Regioun bis zu 220.000 Leit dagdeeglech als Frontalieren hir Aarbechtsplaz opsichen.

Haut sinn et vun deenen 140.000 praktesch just nëmme 6%, déi mat dem öffentlechen Transport, mat Bunn a Bus fueren; all déi aner benotzen de Privatauto.

Elo musse mer awer alleguer dorun interesséiert sinn, net zulescht och aus ëmweltpoliteschen Iwwerleeungen, fir d'Mobilitéit an der Regioun méiglechst staark iwwert den öffentlechen Transport ze organiséieren.

Et läit op der Hand, dass et hei de Schinneverkéier ass, dee gréisstméiglech Capacitéite kann ubidden. An deem Sënn ass et och duerfir absolut noutwendeg, dass mer mat aller Konsequenz den Ausbau vun de Schinneninfrastrukturen an der Regioun entaméieren an hir interregional Koordinatioun a Vernetzung als eng herausragend Aufgab vun enger wirtschafts- a verkéierspolitesch effizienter a sozial verantwortlecher Politik fir d'Leit aus der Groussregioun ugesinn.

Dat bréngt natierlech ganz grouss Investitioune mat sech, déi ouni grenziwwerschreidend Accordë wéineg Sënn maachen. Lëtzebuerg huet hei e groussen Intérêt, well eis Verkéiersnetzer haut schonn iwwerlaascht sinn, mä och fir d'Bierger aus den Nopeschregioune bréngt et e Gewënn u Liewensqualitéit.

An duerfir, och well se rezent sinn, sinn déi Accorden e gutt Beispill, déi eisen Transportminister virun eppes méi wéi enger Woch - ganz rezent also - mat sengem belschen Homolog, deen haut belsche Premierminister ass, ënnerschriwwen huet, ebe fir Verbesserungen am belsch-lëtzebuergeschen Eisebunnsverkéier unzestriewen.

D'Verbindung mat Virton ass schonn ugeschnidde ginn. Doriwwer eraus gëtt et natierlech den Eurocap-Rail, wou et elo och Engagementer konkreter Natur vu belscher Säit gëtt, Stroossbuerg-Lëtzebuerg-Bréissel. Mä virun allem ass et jo dann hei d'Streck Lëtzebuerg-Bréissel, déi viséiert ass. Et gëtt och Engagementer, déi wichteg sinn, fir d'Verbesserung vun de Relatiounen a Richtung Léck, fir dass mer do och en anstännegen Uschloss un déi Regioun am Norden iwwer eis Grenz eraus kréien, mä och eng Ubannung un den Thalys erméiglecht gëtt, deen eis da weider ka féieren an Norddäitschland oder a Südholland.

Niewent der Infrastruktur gëtt et awer och nach vill aner Argumenter, déi doriwwer décidéieren, ob d'Leit bereet sinn, op den öffentlechen Transport ëmzeklammen. D'Verbindunge musse schnell sinn an an engem héijen Takt bestoen. Pünktlechkeet ass wichteg, de Confort an de Präis musse stëmmen. Hei ass nach vill ze maachen um regionale Plang.

De Fait, dass besonnesch de schinnegebonnene Verkéier op nationalem Niveau organiséiert gëtt, schaaft technesch an administrativ Hürden, déi eng effikass Organisatioun natierlech net méi liicht maachen. Déi Problemer si sécher net einfach ze léisen, mä just an dësem Punkt kann d'Groussregioun effektiv eng ganz seriö Plus-value schafen.

An enger éischter Phas misst et emol méiglech sinn, fir d'Clientë gutt ze informéieren iwwert d'Horairen, d'Präisser an esou weider. Haut gëtt et u sech mam Internet e bequeemt Instrument, fir dat kënnen ze realiséieren. Mä et gëtt hei och nach ëmmer Defiziter, zumools wann et drëms geet, fir verschidden Transportmëttele mateneen ze vergläichen oder online ze buchen.

D'Fro stellt sech allerdéngs, ob mer duerfir en neit Institut oder eng nei Agence brauchen. Et geet jo am Fong geholl just ëm d'Verwaltung vun Daten an hir Bereetstellung iwwer Internet - eppes, wat eise Verkéiersverbond haut jo scho mécht. D'Zil muss et duerfir sinn, fir d'Horairë besser openeen ofzestëmmen, méi Direktverbindungen ze schafen, net nëmmen un d'Frontalieren ze denken, mä zum Beispill och de Weekend e räsonnabelen Taktverkéier unzebidden.

Duerfir kann een och ëmmer nëmmen déi Fuerderungen oder Virschléi, déi de Wirtschafts- a Sozialausschuss vun der Groussregioun gemaach huet, ënnerstëtzen, déi drop erauslafen, dass mer den Opbau vun engem elektronesche Fahrplang brauchen, méi attraktiv Fahrpläng brauchen. Mir brauchen eng grouss Tarifzon mat engem eenheetlechen Tarifsystem, mat engem eenheetleche Billjee. Den Euregio-Ticket ass genannt ginn. An dat Ganzt virum Hannergrond - an dat sollt d'Endzil si vun

deem ganze Prozess - vun der Schafung vun engem regionale Verkéiersverbond, dee grenziwwerschreidend ass an dee sech prezis verkéierspolitesch Ziler ka setzen am Beräich vum Linnennetz, am Beräich vun der Tarifgestaltung an och am Beräich vun der Finanzéierung.

A well eise Verkéiersverbond sech jo scho bereet erkläert huet, fir d'Aarbechte vun engem elektronesche Fahrplang ze koordinéieren an der Groussregioun, kéint ee sech jo och virstellen, dass och dëse regionale Verkéiersverbond säi Kär hei zu Lëtzebuerg kéint hunn.

Als prakteschen Astieg an d'Verwierklechung vun esou engem Verbond wëll ech hei d'Iddi vum Interregionale Parlamentarierrot opgräifen, dee virgeschloen huet zum Beispill, fir de Schüler an de Studenten en eenheetleche Semesterticket zur Verfügung ze stellen, deen an allen Deeler vun der Groussregioun gülteg wier. Et wier op alle Fall ee Beispill, e Signal, en ausgezeechent Signal, mengen ech, och fir déi jonk Leit, fir an déi richteg Richtung konkret ze denken.

Mir sollen awer och elo net esou maachen, wéi wa bis elo nach näischt an deem Beräich geschitt wier. Ech wëll hei ausdrécklech - an et ass schonn zum Deel hei gesot ginn - déi vill Initiativen ervirhiewen, déi vun deene jeeweilegen Transportministeren, dann och ganz rezenterweis vum heitegen Transportminister Lucien Lux, ergraff goufen.

Ech hunn éinescht vun den Accordë mat der Belsch geschwat. Ech denken awer och un d'Verhandlungen, déi lafen - a konkret lafen -, fir d'Verbindungen a Richtung Koblenz, a Richtung Rheinland-Pfalz ze verbesseren; de Projet Eurocap-Rail ass genannt; oder d'Etüd, fir eng besser Ubannung mat Saarbrécken an doriwwer eraus ze kréien, wou jo och dann eng Variant eng direkt Linn via Mäerzeg ka sinn. Alles dat sinn nëmmen e puer Beispiller vun Initiativen, déi scho lafen an déi de Wee weisen, wou et soll higoen.

Et ass och esou, wat d'Linn op Saarbrécken ugeet, dass do menges Wëssens elo de Cahier des charges fäerdeg ass, fir d'Étude de faisabilité kënnen ze maachen, fir esou eng Linn an d'Wee ze leeden. Dat soll d'Fernzil sinn.

Ech hu gëschter héieren, dass d'Verbindunge mam Bus an d'Saarland solle verbessert ginn. Dat ass sécher luewenswäert. Mir gefalen awer d'Verbindungen iwwert d'Schinn vill besser. Et ass sécher komplementar. Et dauert och heiansdo méi laang, fir anstänneg Zuchverbindungen op d'Been ze kréie wéi Busverbindungen. Mir sollten iwwert déi konkret Verbesserunge mam Bus ewech awer dat anert am Hannerkapp behalen a konkret dru schaffen, fir d'Verbindungen iwwert d'Schinn wesentlech ze verbesseren.

Ech mengen, déi Schrëtt, déi elo entaméiert gi sinn, weisen an déi richteg Richtung a sollen een och encouragéieren. Déi Transportkonferenz den 19. Mee hei zu Lëtzebuerg, déi de Kolleeg Marcel Oberweis ernimmt huet, soll eis och d'Geleeënheet ginn, fir doriwwer nach eng Kéier déi Schrëtt weiderzedéveloppéieren, déi an déi do Richtung ginn.

Här President, natierlech ass och fir d'Weiderentwécklung vun der Groussregioun d'Bildung, d'Weiderbildung an déi ganz Wëssensgesellschaft vu grousser Bedeitung. D'Groussregioun ass haut effektiv nach wäit ewech vun enger koordinéierter Politik am Beräich vum Enseignement supérieur a vun der Recherche.

Et gëtt zwar eng ganz grouss Diversitéit u Kooperatiounen tëschent verschiddenen Universitéiten. Et schéngt awer noutwendeg, a Beräicher wéi den Ëmwelttechnologien, och dem Aménagement du Territoire, der Logistik, den Nano- an de Biotechnologien déi Kooperatioun weider ze verstäerken. Et besti sécher Synergiepotenzialer, fir an der Groussregioun Regionalfuerschung ze maachen, zum Beispill am Aménagement du Territoire, mä dat ka sécher och an engem interregionalen Institut geschéien.

Mä och an anere Beräicher, déi a priori net vun der geographescher Proximitéit vun den Universitéiten a Fuerschungsinstituter ofhänken, wier et gradesou wichteg, dass mer déi Kompetenz an déi Komplementaritéit, déi et vläicht do gëtt, sichen, dass mer eis also net nëmmen op d'Groussregioun auf Biegen und Brechen konzentréieren a versichen eis do a regional Strukturen a Kooperatioune wëllen eranzezwängen. Mir sollen d'Kompetenzen an d'Komplementaritéit do sichen, wou se ass, an d'Unien och do fräi décidéiere loossen ënnereneen, mat wiem se wëlle kooperéieren a wou se d'Kompetenze kënne fannen, fir sech weiderzedéveloppéieren.

Wann zum Beispill d'Uni Saarbrécken e Centre d'excellence fir d'Nanotechnologien an d'Materialwëssenschaften ass, tant mieux, da soll een d'Kooperatioun do sichen, mä wann net, da mécht et méi Sënn, seng Partneren elo eben ausserhalb vun der Groussregioun ze sichen. Déi aner däerf een och do dann net vergiessen.

D'Politik kann do sécher e Coup de pouce ginn a si soll dat och maachen, wann dat nëtzlech ass, mä fir de Rescht - ech hunn et gesot - sollen d'Universitéite fräi sinn an hiren Décisiounen.

An där Logik ass et och net onbedéngt sënnvoll, fir sech ausschliesslech op eng Université de la Grande Région ze fokusséieren. Mir mengen, dass et méi nëtzlech wier a méi sënnvoll wier, op Kooperatioun an deene verschiddene Beräicher ze setzen.

Wat den Enseignement primaire a secondaire betrëfft, esou muss ee feststellen, dass an der Groussregioun verschidden national Educatiounssystemer openeentreffen, déi sech ganz staark vuneneen ënnerscheeden. Och an dësem Beräich muss ee sech ganz genau iwwerleeën, wou d'Groussregioun eng Plus-value par rapport zu de bilaterale respektiv europäesche Kooperatiounsplattforme kann duerstellen.

D'Unerkennung vun den Diplomer ass wéi am Enseignement supérieur haaptsächlech um europäeschen Niveau geregelt. Ech denken do zum Beispill un de Cadre européen des certifications, de Système de crédit pour la formation et l'enseignement professionnels oder och nach den Europass.

Am Beräich vun de Sproochen huet de siwente Sommet vun der Groussregioun festgehalen, d'Sproochepotenzial vun der Groussregioun besser auszeschöpfen. Franséisch an Däitsch goufen als Haaptsprooche vun der Groussregioun deklaréiert an d'Lëtzebuerger Sprooch krut éischter e Rôle complémentaire particulier zougesprach, a jiddferee sollt d'Sprooch vum Nopeschland léieren.

Wat ass bis elo konkret geschitt? Ech mengen, do ass ganz kloer - dat ass och schonn hei ervirgestrach ginn - de Schengen-Lycée ze nennen, deen den Hierscht 2007 seng Dieren opgemaach huet. An dësem Lycée sinn Elementer aus dem däitschen an dem lëtzebuergesche Schoulsystem iwwerholl ginn. D'Coursen am Schengen-Lycée ginn haaptsächlech op Däitsch a Franséisch gehalen. Mä och Lëtzebuergesch ass op d'mannst zwee Joer obligatoresch dobäi an duerno da fakultativ. Englesch kënnt ab engem gewëssenen Alter och derbäi. Esou hunn all d'Schüler, déi erfollegräich dëse Lycée ofschléissen, a véier Sproochen eng méi oder wéineg zolidd Basis, wou sech dann drop opbaue léisst.

De Schengen-Lycée ass am Fong geholl e Musterbeispill dofir, wéi d'Sproochepotenzial aus der Groussregioun optimal ka gefördert ginn a wéi d'Visioun 2020 vun der Groussregioun am Sproocheberäich eent zu eent ëmgesat ka ginn.

Ofgesi vum Schengen-Lycée muss een awer déi national Gegebenheete kloer am A behalen. Déi franséisch, déi belsch an déi däitsch Schüler léieren als éischt Friemsprooch meeschtens Englesch, och wa verschidde Schoulsystemer hinnen d'Méiglechkeet offréieren, Däitsch respektiv Franséisch als éischt Friemsprooch ze wielen. Dat ass einfach e Fakt, deen een net kann ignoréieren.

An der zweeter Friemsprooch dréit een an der Belsch, a Frankräich an an Däitschland, wann iwwerhaapt, nëmme Basisnotiounen dovun. D'Visiounen 2020 wäerten duerfir am Sproocheberäich, ofgesi vum Schengen-Lycée, nach eng laang Zäit - fäerten ech - Visioune bleiwen, well och do en Ëmdenke muss an deenen eenzelne Länner kommen, wann ee sech op d'Groussregioun wëllt fokusséieren.

Wat kéint een elo nach zousätzlech um Niveau vun der Groussregioun an deem Beräich realiséieren? Nom groussen Ufankssuccès vum Schengen-Lycée géif et sech ubidden, méi grenziwwerschreidend Schoulstrukturen ze förderen, dat och am Hibléck op déi vill Lëtzebuerger, déi duerch déi héich Immobiliepräisser hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi an d'Grenzgebidder wunne ginn an hir Kanner do och an d'Schoul schécken. Dat sinn haut scho ronn 3.000 Stéck.

Da sinn iwwer Konventioune verstäerkt Sproochecoursen an der Grenzregioun unzebidden, do wou eng reell Demande besteet. An da wier et och wichteg, den Austausch vun de Sproocheproffen ze förderen, esou dass d'Friemsprooche verstäerkt vun engem sougenannten „native speaker" kënnen enseignéiert ginn.

Här President, wa mer vu Groussregioun schwätzen, dann ass natierlech och den touristeschen a kulturellen Aspekt e ganz wichtegen. Tourismus ass e ganz wichtegen ekonomesche Facteur, deen och e grousse Potenzial u grenziwwerschreidender Kooperatioun beinhalt. Hei muss et dorëms goen, fir iwwer e qualitativ héichwäertege Marketing de Leit am Allgemengen d'touristesch Atoutë vun der Groussregioun méi no ze bréngen, och wann et wichteg ass, fir d'Awunner aus der Regioun selwer fir d'touristesch Offer an de jeeweilegen Nopeschlänner ze interesséieren. Mä do si mer dann awer erëm eng Kéier, wa mer vu Groussregioun schwätzen, och wat den Tourismus ugeet, oft Konkurrenten ënnereneen.

Mir hätte jo selwer gären, och hei zu Lëtzebuerg, an dat sécher net zu Onrecht, dass den Inlandstourismus gefördert gëtt. D'Lëtzebuerger sollen entweder mat eiser nationaler Fluggesellschaft op Mallorca fléien oder am Éislek Vakanz maachen, awer wann ech gelift net onbedéngt...

Une voix.- Voilà!

(Interruptions)

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Zum Beispill op der Uewersauer, awer net nëmmen,...

(Interruptions)

...awer net onbedéngt dann an der Eifel oder am Elsass.

(Interruptions)

Och zu Baastenduerf ass et schéin.

(Interruption)

Et muss virun allem dorëms goen, fir d'Groussregioun als Ganzt iwwert d'Grenzen eraus ze promouvéieren. Weder Lëtzebuerg nach d'Saarland, Tréier, d'Lorraine oder d'belsch Ardennen hu schonn eleng genuch ze bidden, fir sech dobaussen als attraktiv Touristendestinatioun ze verkafen an aneren Destinatiounen eng seriö Konkurrenz ze maachen.

Am Kader vun enger gemeinsamer Agence touristique wier esou e Marketing sécher denkbar. Et misst ee just kucken, ob et och an der Praxis fonctionnéiert an och ob zum Beispill Rheinland-Pfalz an d'Saarland op enger auslännescher Tourismusfoire bereet wieren, e gemeinsamen däitsche Stand ze verloossen, fir mat Lëtzebuerg oder der Lorraine zesumme Publizitéit fir d'Groussregioun ze maachen.

Derniewent däerfe mer och net vergiessen, niewent all Engagement an deem Beräich an der Groussregioun, och bei eis, wat den Tourismus ugeet, eis Hausaufgabe weider ze maachen, den Tourismus och bei eis als Secteur nach weider ze professionaliséieren an och ze regionaliséieren.

Här President, e ganz wichtege Volet, deen och schonn ugeschnidde ginn ass hei, ass dee vun der Gesondheetspolitik an der Groussregioun. Och hei hu mer ganz kloer Nachholbedarf, wat déi grenziwwerschreidend Kooperatioun ugeet. Ee vun de Problemer ass jo och do just déi juristesch Onsécherheet, déi besteet am Beräich vun der Mobilitéit vun de Patienten, och vun de Professionels de la santé, a méi am Allgemengen och am Beräich vun de grenziwwerschreidende Prestatiounen. Dës Onsécherheete kënne mer natierlech net an der Groussregioun léisen. Dat kann nëmmen um europäesche Plang geschéien.

Mir sollen also versichen eis op aner Themen an deem Beräich ze konzentréieren, déi mer interregional kënne steieren a beaflossen. E gutt Beispill vun enger grenziwwerschreidender Kooperatioun ass de Projet LUXLORSAN, bei deem et drëms geet, um Niveau vun der Province de Luxembourg, der Lorraine an dem Grand-Duché déi bestehend sanitär Moyenen a Besoinen ze detektéieren.

Esou eng Démarche kann ee sech natierlech och fir d'ganz Regioun virstellen, mat zum Beispill der Analys vun der grenziwwerschreidender Organisatioun vun der Aide médicale urgente, vun de bestehende Strukturen, den heefegste Pathologien, dem Accueil an der Prise en charge vun den handicapéierte Persounen oder vun den eelere Leit an esou weider.

D'Groussregioun huet fir de Moment dräi Filièren zréckbehalen, wou d'Kooperatioun soll verstäerkt ginn an deem Beräich. An zwar déi vun de Grand-brûléen, vun der Neurochirurgie an den Traumatismes multiples. Dës Zesummenaarbecht achséiert sech an éischter Linn op d'administrativ Accessibilitéit, d'Informatioun, d'Rechter vum Patient an esou weider.

D'recherchéiert Zil vun der Groussregioun misst et sinn, eng regelrecht Promotioun vun enger grenziwwerschreidender Gesondheetspolitik ze maachen. Hei ass d'Zesummenaarbecht tëscht de Spideeler an der Regioun e wichtegt Element. Hei misst et méiglech sinn, Synergien op d'Been ze stellen, déi et erlabe géifen, d'Servicer an den techneschen Equipement flächendeckend an der Regioun op eng ökonomesch Aart a Weis zur Verfügung ze stellen an op déi Manéier Double-Emploien ze vermeiden.

Duerch esou e Regruppement wier et méiglech, d'Qualitéit an d'Proximitéit vun de Fournitures de soins ze verstäerken, fir d'Leit aus der Grenzregioun alleguer dervu profitéieren ze loossen. En anere positiven Effet wier och eng erhéichten Attraktivitéit fir d'Dokteren an aner Leit, déi an dësem Secteur schaffen.

Här President, e weidere ganz wichtege Volet ass natierlech och dee vun der Beschäftegungspolitik an der sozialer Sécherheet aus der Groussregioun. Mäi Kolleeg Romain Schneider wäert herno dorop agoen.

Ech wëll nach just och an engem Wuert soen, wat d'Haus vun der Groussregioun ugeet - dat säit 1998 fonctionnéiert -, dass mer hei eigentlech eng ganz gutt Plattform hunn, fir Regionalpolitik ze maachen, awer och eng Politik, déi fir d'Leit muss visibel sinn. Wann ech dann an engem Artikel liesen, dass d'Zuel vun den Aarbechtsgruppen an deene leschte Jore vun néng op 22 an d'Luucht gaangen ass, dann ass dat sécher sënnvoll, well ganz vill Acteuren do ganz sécher eng ganz gutt Aarbecht maachen. Wat awer esou als Rendement vun deenen Aarbechtsgruppen erauskënnt, ass fir jiddfereen net ëmmer esou visibel an direkt erkennbar. Do hu mer ganz vill Defiziter.

Wa mer wëllen den europäesche Gedanken och an der Groussregioun virundreiwen, da musse mer e fir d'Leit verständlech a visibel maachen. Do kann d'Haus vun der Groussregioun ganz sécher Akzenter setzen an e gutt Instrument sinn. Mir mussen et awer och dann esou outilléieren an em dann och déi Missioune ginn, déi em et erlaben, fir och kënnen an déi Richtung ze schaffen.

Ech wëll domadder soen, dass mer an der Groussregioun nëmme weiderkommen, wann déi eelef Millioune Leit, déi an dëser Regioun wunnen, och d'Virdeeler vun esou enger Regionalpolitik erkennen a sech dran erëmfannen. Duerfir brauch d'Groussregioun effikass Institutiounen, mä virun allem och eng global politesch Visioun. No ville Jore vu Virbereedungen, vu ganz sécher ganz grousser Virbereedungsaarbecht, ass awer elo de konkreten Handlungsbedarf do, dass mer schnell a konkret Aktioune kënne weiderdéveloppéieren.

Eis Groussregioun huet de Potenzial, fir dee Modell an Europa vun enger grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht ze ginn, mat engem sozialen Equiliber vu ganz héijer Qualitéit. Kommt, mir ginn eis d'Moyenen, fir et och kënnen ëmzesetzen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den nächste Riedner ass den Här Adam. Här Adam, wann ech gelift.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt emol wëll ech dem honorabele Kolleeg Marcel Oberweis félicitéiere fir seng Initiativ, déi hien hartnäckeg a géint munch Widderstänn duerchgefouert huet an déi de Grond ass, datt mer dësen Débat d'orientation haut hunn. Genau wéi den Här Oberweis a sengem Rapport geschriwwen huet, sinn och mir der Meenung, datt et korrekt ass ze behaapten: «Le Grand-Duché de Luxembourg vit dans, avec et par la Grande Région.» Heiansdo kéint een eventuell och nach derbäisetzen: «et malgré la Grande Région».

Den Här Oberweis schreift a sengem Rapport, datt den Débat hei an enker Zesummenaarbecht mam Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

preparéiert gouf. Dat ass bestëmmt gutt a richteg esou. Mech wonnert da just, datt de Rapport zu dësem Débat an der Kommissioun vum Enseignement supérieur, der Recherche an der Kultur diskutéiert an ugeholl ginn ass. Dat war anscheinend de Wonsch vun der Conférence des Présidents. Wéi gesot, et wonnert mech, et stéiert mech net; am Géigendeel. Well wann de Rapport an d'Intérieurskommissioun komm wier, dann hätt ech jo net de Plëséier, fir haut däerfen ze schwätzen.

Den Débat vun haut baséiert op der Etüd «VISION 2020», een interessant Dokument, dat um siwente Sommet vun der Groussregioun den 30. Juni 2003 zu Saarbrécken virgestallt gouf. E Pabeier, deen interessant a pertinent Froe stellt, deen awer bei eis net déi riseg Begeeschterung ausléist, well en dach awer eng euphoresch Vue vun der Entwécklung an der Groussregioun virmoolt, déi mir net ëmmer novollzéie kënnen. Ausserdeem riskéiert dëse Rapport an engem ënneschten Tirang ze verstëbsen.

Well d'Entwécklung vun der Groussregioun vital ass fir d'Lëtzebuerger Land, begréisse mer den Débat vun haut. Mir hoffen, datt et net bei engem eemolegen Débat bleift, zemools wou mer riskéiere bei där grousser Spannwäit, déi mer eis haut op de Menu gesat hunn, eis an den Detailer ze verléieren an zum Schluss keen Iwwerbléck méi ze hunn. Mir riskéiere vu lauter Beem kee Bësch méi ze gesinn. Am Rapport heescht et, mir géifen den Akzent setzen op folgend Sujeten: d'Entwécklung vun de Kommunikatiounsréseauen, d'Entwécklung vun der Wirtschaft an dem Emploi, den Transport, de Logement, d'Energie an d'Ëmwelt, d'Wëssensgesellschaft, den Tourismus an och nach d'Zukunft vum Haus vun der Groussregioun.

Do ass kee Sujet derbäi, deen onwichteg ass. Et mécht bestëmmt och Sënn, fir hei am Haus eng Kéier iwwer Gott an d'Welt ze schwätzen, mä mir riskéieren awer hannen um Enn näischt Gräifbares iwwreg ze hunn. Ech halen et dann do och mam Kolleeg Etgen, datt ech et net glécklech fannen, wa mer nach just op eemol nëmme Floskelen hei dreschen.

Ech wäert dann och net probéieren op alles anzegoen, mä just eng Rei éischter méi allgemeng Iwwerleeungen iwwert d'Wunnen an d'Schaffegoen an der Groussregioun ubréngen, fir dann iwwert d'Schoulen an d'Héichschoulen ze schwätzen an dann awer och - an ech bedaueren e bëssen, datt et net als wichtege Sujet am Rapport ernimmt gëtt - op d'Kultur an der Groussregioun anzegoen. Zumindest eisen Innenminister huet um Sommet vun der Groussregioun den 1. Februar 2008 zu Namur op de Succès vum Kulturjoer higewisen. Ech wäert zum Schluss vu menger Ried och nach dorobber zréckkommen.

Datt an der Groussregioun esou ënnerschiddlech Partner zesummesëtzen, ass scho vu menge Virriedner gesot ginn. Et ass och besonnesch vum Här Thiel gewarnt ginn, fir d'Groussregioun ze idealiséieren. D'Groussregioun ass ee grousse Marché mat villen Opérateuren, déi sech un éischter Stell emol ënnerenee Konkurrenz maachen. Jiddferee wëllt dee Gréissten, dee Stäerkste sinn. Dat gëllt souwuel fir d'Unië wéi fir d'Akafszentre wéi fir d'Flughäfen an all aner Beräicher.

De Fait, datt mir et hei mat méi oder manner ofhängege Regioune vu Länner ze dinn hunn a just mat engem Nationalstat - Lëtzebuerg -, dee mat sengem ganzen Territoire betraff ass, mécht d'Zesummeschaffen zwar net méi einfach, weist awer éischtens, datt Lëtzebuerg nach méi un enger gudder Zesummenaarbecht an enger gemeinsamer Entwécklung misst interesséiert si wéi déi aner Länner, an zweetens kann dat och een Avantage sinn, well mir méi flexibel an engagéiert misste sinn, fir Décisiounen ze huelen an an eng ugepeilte Richtung ze steieren.

Et ass net esou wéi wann et keng politesch Zesummenaarbecht géif ginn. Den Här Oberweis ass a sengem schréftlechen an a sengem mëndleche Rapport drop agaangen. Net vergiessen däerf een awer an deem Kontext, datt all déi Mesurë vu Kooperatioun an engem fräiwëllege Kader geholl ginn. Dat heescht, et muss e Konsens vun alle Partner bestoen, mat de Virdeeler an den Nodeeler, déi dat ëmmer mat sech bréngt. An - dat ass och méi wéi een Detail - keng Struktur huet e Budget, deen iwwert dat rengt Bestreide vun de Frais de fonctionnement erausgeet.

Ech wëll hei just op ee Gremium vun der Kooperatioun agoen, well et deen ass, deen ech selwer an deene leschten zwee Joer e bësse besser kennen a schätze geléiert hunn: de Conseil Parlementaire Interrégional, den CPI. Dëse Conseil setzt sech aus Membere vum Conseil régional de Lorraine, vum Landtag vu Rheinland-Pfalz an deem vum Saarland, vun de belsche Parlamenter a Vertrieder aus der Lëtzebuerger Chamber zesummen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et den CIP net scho géif ginn, da misste mer en onbedéngt schafen! Eng Plattform, wou Parlamentarier aus der Groussregioun sech regelméisseg treffen a sech iwwert d'Sujeten austauschen, déi se alleguer betreffen, dat ass dach eppes Immenses.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass awer elo esou, datt mir den CPI hunn a mir stelle fest, datt en net onbedéngt all Hoffnungen erfëllt, déi mir an e setzen.

Dat huet domat ze dinn, datt d'Partner, déi sech zesummesetzen, ganz ënnerschiddlech Encadrementer hunn. Esou sinn zum Beispill d'Kolleegen aus der Lorraine ganz schwéier ze bewegen, sech an deem Gremium ze engagéieren, et pour cause! Hiren Aktiounsradius ass nobäi null an dat gëllt eigentlech och fir all déi aner Vertrieder, faute de moyens budgétaires.

Trotzdeem fannen ech, datt verschidde Kommissioune vum CPI hire bescheidene Mëttelen no flott a konstruktiv Aarbecht maachen. Ech denken do virun allem un d'Kommissioun 5 - Schoul, Ausbildung, Fuerschung a Kultur -, déi ënnert dem Virsëtz vum Här Dieter Burgard eng ganz Rei flott Diskussiounen ugereegt huet. Zum Beispill iwwert d'Entwécklung vun den Héichschoulen an de Schoulen an der Groussregioun.

Domat wëll ech selbstverständlech d'Aarbecht vun deenen anere Kommissiounen, besonnesch der Kommissioun 4 - Ëmwelt a Landwirtschaft -, wou den honorabelen Här Oberweis de Virsëtz huet, net ofwäerten.

Zum Thema ekonomesch Entwécklung an der Groussregioun ass schonns villes gesot ginn. Wat d'Ekonomie ugeet, do schéngt et kloer, datt Lëtzebuerg ee vun den Haaptmotoren an der Groussregioun ass. Dat weisen déi stolz Zuele vun neien Aarbechtsplazen, déi mir all Joers schafen. Dat weisen och d'Zuel vun de Frontalieren an der Groussregioun an de Prozentsaz vun deenen, déi sech all Dag moies op Lëtzebuerg zoubewegen an owes vun hei fort.

Dat bréngt natierlech eng ganz Rei Avantagë mat sech, wéi zum Beispill en héicht Akommes fir vill Leit, e gewëssene Wuelstand fir vill Leit, eng gutt sozial Ofsécherung fir déi meeschte Leit. Awer och eng Rei Nodeeler, wéi e schwéier kontrolléierbaren a géréierbaren Trafic, héich Loyeren, eng relativ grouss Zuel vu Globaliséierungsverléierer, eng relativ héich Zuel vu Leit hei am Land, déi dem Risque de pauvreté ausgesat sinn, an esou weider.

Wat déi ekonomesch Entwécklung ugeet, do si schonns Bestriewunge vun enger Harmoniséierung erkennbar. Et gëtt och eng Tendenz zur Vereinfachung, mä d'Differenzen tëschent de Memberstaten, notamment wat d'Fiskalitéit an d'Sozialregimer ugeet, bleiwe bestoen, a vu que datt d'Intérêten esou verschidde sinn, wäerten dës Differenzen och nach eng Zäit bestoe bleiwen.

Esou ass et ee Problem, wann zum Beispill eng Bauentreprise zu Lëtzebuerg e Frontalier a säin Heemechtsland schaffe schéckt. Dat ass natierlech net verbueden, mä awer mat Komplikatioune verbonnen. Esou datt vun der Lëtzebuerger Chambre des Métiers de Rot kënnt, datt ee Patron et sollt wa méiglech évitéieren, fir en däitsche Mataarbechter an Däitschland schaffen ze schécken, ee Fransous a Frankräich an e Belsch an d'Belsch.

Net ganz einfach ass och de Fait, datt all Land aner TVA-Tauxen huet an eng Rei Konditioune vu Land zu Land verschidde sinn. A Frankräich ass et virun allem déi obligatoresch Garantie décennale fir d'Gros œuvres an aner Aarbechten um Bau, déi fir net franséisch Entreprisen e Problem ass.

Et mécht keen eng Assurance vu Lëtzebuerg aus fir Lëtzebuerger Betriber, déi a Frankräich schaffe ginn. D'Ursaachen heifir sinn éischter ontransparent. An Däitschland ass et d'Cotisatioun beim spezielle Congésregime mam Bau bei der SOKO-Bau, déi fir Komplikatioune beim Détachement vu Mataarbechter suergt. Bei de Belsch heescht et, d'Instanze wiere wéineg kooperativ, wat den Détachement vu Lëtzebuerger Aarbechtskräften ugeet, an den ONSS, Organisme national de la sécurité sociale, géif iwwerdriwwe vill kontrolléieren, woubäi dëst lescht Argument zweeschneideg ass.

Dat sinn alles Problemer, déi d'grenziwwergräifend Schaffen an der Groussregioun komplizéiert maachen.

Mir sollten awer net vergiessen, datt och déi Betriber, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, sech un eis Législatiounen hale mussen, an datt et an der Lescht och eng ganz Rei vu Mesurë gi sinn, déi den Austausch erliichtert hunn. Zum Beispill d'Ofschafe vun de Grenzposten an d'Aféierung vun enger gemeinsamer Währung. Dat ass jo och nach net esou laang hier.

Och den neie Réseau vun Enterprise Europe Network, deen de 5. Mäerz 2008 vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers a Luxinnovation lancéiert gouf, schéngt eng wichteg Hëllef fir d'Entreprisen, virun allem d'PMEen an der Groussregioun a selbstverständlech och doriwwer eraus ze ginn.

D'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ass natierlech eng besonnesch Erausfuerderung fir den öffentlechen Transport an de Wunnengsbau. Wéi gutt oder wéi schlecht mir mat dësen Erausfuerderungen eens gi sinn, dat ass schonns de Mëtteg méi oft hei beschwat ginn. Dat kënne mer och all Dag selwer hei am Land feststellen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wa mir dann dovun ausginn, datt mer am Joer 2020 mat wäit iwwer 200.000 Frontalieren all Dag ze rechnen hunn, datt mir eis schonns laang vun all IVL-Awunnerzeenario verabschit hunn, datt mir eis immens schwéierdi mat enger Réforme territoriale an eisem eegene Ländchen, datt mir hei awer missten, ech zitéieren de Rapport vum Här Oberweis, «concevoir et construire des réseaux en tant que pont pour le développement territorial et socio-économique durable du continent, voire des régions, et ceci d'après le slogan ‚changing minds, building bridges'», da gëtt dee grousse Bierg Aarbecht, dee mir nach ze bewältegen hunn, iwwerdäitlech, an e gëtt net méi kleng, wa mer e méi laang virun eis drécken, ganz am Géigendeel.

Doduerch, datt mir e Wirtschaftswuesstum hunn, deen däitlech iwwert deem vun eisen Nopeschlänner läit, schafe mir eis Räichtum a Problemer. Well bei eis d'Bauen an d'Wunnen immens deier ginn ass, sinn net nëmmen ze wéineg Frontalieren drun interesséiert, op Lëtzebuerg wunnen ze kommen, wat haut virun allem ee Problem vum Verkéier ass, mä deemnächst och e Problem vu Geldtransferte gëtt, wann déi haut nach meeschtens jonk Frontalieren an de Rentenalter kommen.

Doriwwer eraus hunn och eng ganz Rei Leit, déi zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, eng Wunneng am noen Ausland gesicht. D'Zuel vun de Lëtzebuerger Frontaliere klëmmt permanent.

Datt déi Rechnung, fir säi Gléck am Grenzgebitt ze fannen, net ëmmer opgeet, ass mëttlerweil bekannt. Integratiounsproblemer ass net just eppes fir Auslänner zu Lëtzebuerg; dat beréiert och Lëtzebuerger am Ausland. Spéitstens wann et ëm d'Aschoulung vun de Kanner geet, da stelle sech eng Rei Problemer, déi eventuell eréischt spéit erkannt ginn.

An der Groussregioun begéine sech véier national Schoulsystemer, deenen hir Verschiddenheet och nach duerch regional Spezifissitéite verstäerkt gëtt. Am Saarland an a Rheinland-Pfalz ginn d'Kanner schonns nom véierte Schouljoer opgedeelt op Realschule, Hauptschule, Gymnasium; an der Belsch an zu Lëtzebuerg nom sechste Schouljoer; Frankräich setzt op de Collège unique bis déi Jugendlech 15 Joer al sinn. Selbstverständlech sinn och d'Programmer verschidden, a wann och mëttlerweil all Land op d'Méisproochegkeet setzt, esou ass dach déi Méisproochegkeet néierens esou wäit virugedriwwen, wéi zu Lëtzebuerg.

Dat beweegt dann och vill Elteren, déi wéinst méi gënschtegem Bauland an d'Ausland wunne gaange sinn, hir Kanner awer op Lëtzebuerg wëllen an d'Schoul ze schécken. Dat ass fir keng Säit einfach, net fir d'Elteren an net fir d'Kanner, awer och net fir d'Gemenge ronderëm d'Grenzen, egal op wéi enger Säit vun der Grenz.

Duerfir begréisse mir och esou Initiative wéi de Schengen-Lycée zu Pärel, eng däitsch-Lëtzebuerger Gesamtschoul op däitschem Territoire, wou jee d'Halschent Schüler aus Däitschland an déi aner Halschent aus Lëtzebuerg kommen. Mir sinn der Meenung, datt mir vill méi konsequent dëse Wee vun enger grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht am schoulesche Beräich musse goen. Mir brauchen eng Zesummenaarbecht och mat eise belschen a franséischen Noperen, wat d'Schoulen ugeet. Dat ass am Intérêt vun eise Kanner a vun eisem Land.

Doriwwer eraus brauche mir och eng Reform vun der Aart a Weis, wéi mir eise Schüler hir Leeschtungen zertifizéieren. Wann ee weess, datt mir haut bal genausou vill Homologatioune vun auslänneschen Diplomer ausstellen, wéi mer selwer Schoulcertificaten ausstellen, da schéngt et eis kloer ze sinn, datt mer d'Schüler an de Lëtzebuerger Schoulen net wéinst hirer Sproochevillfalt däerfe bestrofen, mä mir musse se éischter belounen. Mir hunn net genuch Schüler, déi eise Schoulsystem duerchlafen an dann eng Berechtegung hunn oder zertifizéiert kréien, fir op eng Héichschoul oder eng Uni weiderstudéiere kënnen ze goen, an et gëtt ganz däitlech Ënnerscheeder, wat ee vu Matière a vu Fächer muss bestreiden, fir en däitscht Abitur zum Beispill ze maachen, oder am Verglach dozou eng Lëtzebuerger Première.

Do derbäi hu mir och nach vill ze vill Schüler, déi ouni Diplom aus der Schoul kommen.

Une voix.- Voilà!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Den Aarbechtsmaart schwätzt hei eng däitlech Sprooch. Mir brauche qualifizéiert an héich qualifizéiert Leit. 55% vun den nei geschafenen Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg verlaangen een Héichschouldiplom. Zu Lëtzebuerg sinn et just zurzäit 35% vun de Jugendlechen, déi esou en Ofschloss hunn, wa se aus der Schoul kommen. Den Aarbechtsmaart freet net no enger Nationalitéit an net nom Wunnuert, mä no der Qualifikatioun an no der Motivatioun.

An trotzdeem, wa mer net wëllen, datt dee ganze wirtschaftleche System implodéiert, da musse mer Effortë maachen an eisem Land an eisem Schoulsystem. Mir kënnen net just op den Import vu Wëssen aus der Groussregioun an doriwwer eraus setzen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Wa mir wëllen, datt 50% vun de Jugendlechen zu Lëtzebuerg en Niveau BAC oder eppes Gläichwäerteges kréien, da musse mer eis druginn, da musse mer eis Schoulstrukture reforméieren an an eis Schoulen investéieren.

Eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht am Primärschoulberäich ass zurzäit nach inexistent. Am postprimairen Unterrecht ass se mat engem Projet wéi dem Schengen-Lycée zumindest ugeduecht, versprécht Erfolleg, mä ass awer zurzäit nach just eng Drëps op de waarme Steen. Am Héichschoulberäich sinn d'Gedanken zumindest scho méi wäit gefouert. Esou spillt selbstverständlech d'Aféierung vum ECTS - European Credit Transfer System - och am Kader vun der Zesummenaarbecht vun den Héichschoulen an der Groussregioun eng wichteg Roll.

Et gëtt och eng ganz Rei Initiativen, fir déi regional Zesummenaarbecht ze förderen an ze strukturéieren. Et gëtt geschwat vu multinationale Synergien, vun enger Mise en réseau de la recherche, vun Transfert scientifique. D'Bilanz vun all dësen Efforten ass awer zimlech ernüchternd; et ass och schonn de Mëtteg gesot ginn.

Bei den Unië schéngt éischter d'Konkurrenzdenken d'Regel ze sinn, wéi de Wonsch no Kooperatioun. Metz wëllt méi grouss si wéi Nanzeg an ëmgedréint. Zu Tréier a Saarbrécken kéinten eng Kéier Schoulmeeschteren ausgebilt ginn. Da géif et, well et jo och nach Virton a Baaschtnech gëtt, enk gi fir Walfer.

D'Uni Lëtzebuerg huet eng Rei bilateral Kooperatiounsverträg mat Unien aus der Groussregioun ofgeschloss, fir d'Mobilitéit vun de Studenten ze erliichteren. Et gëtt och eng ganz Rei bilateral Ofkommessen tëschent Unien an der Groussregioun. Déi multilateral Zesummenaarbecht ass schonn éischter d'Ausnahm. Dës Zesummenaarbecht ass awer och normalerweis d'Resultat vun Initiativen, déi vun eenzelne Chercheuren a Professeren ausgaangen ass, a manner d'Resultat vun enger geziilter Kooperatioun.

Esou steet och an der Äntwert vum Minister Biltgen op eng rezent Question parlementaire vum Marcel Oberweis, datt déi Erwaardungen, déi d'Auteuren an d'Charte de coopération universitaire de la Grande Région gesat haten, net erfëllt gi sinn. An der Äntwert heescht et lapidar - an et spiert

een de Frust förmlech eraus -: «Il faut constater des réticences de la part des universités de s'engager dans une vision commune de ce qui pourrait être l'enseignement supérieur de la Grande Région.»

Mir mengen awer, datt mer d'Visioun vun engem besser koordinéierten Héichschoulraum an der Groussregioun net sollten opginn. Mir mengen, datt grad just d'Uni Lëtzebuerg hei eng flott Roll ze spillen huet. Eis kleng Uni, déi op de Multilinguismus, eng obligatoresch Mobilitéit vun de Studenten an eng international Zesummesetzung souwuel vun de Studente wéi vun den Enseignanten an de Chercheure setzt, kéint sech hei gutt positionéieren. Mä hei kann och d'Politik näischt forcéieren.

D'Rahmebedéngunge si vu Lëtzebuerger Säit aus gekuckt éischter gutt. Mir brauchen Zäit an Ausdauer. Wann d'Rahmebedéngunge stëmmen, an déi verbessere mer jo elo nach eng Kéier, wa mer deemnächst de Projet de loi 5733 iwwert d'Formation-recherche stëmmen, da mécht et virun allem Sënn, an d'mënschlech Relatiounen ze investéieren.

Domat kommen ech zu mengem leschte Punkt bei dësem Débat, der Kultur an der Groussregioun. Besonnesch dankbar ass natierlech bei dëser Diskussioun, datt mir kënnen op d'Erfahrunge vum Kulturjoer 2007 zréckgräifen. Och wann den definitive Bilan vum Här Garcia nach net virläit - deen ass eréischt fir de Mee ugekënnegt -, eng ganz Rei Punkte si kloer. Den Här Garcia huet och selwer een Tëschebericht, den 22. Februar 2008 fir d'Kommissioun 5 vum CPI zu Pärel gemaach.

Déi Gréng sinn der Meenung, datt nach keen anere Projet esou e positiven Impakt op d'Groussregioun hat, wéi d'Décisioun, d'europäesch Kulturhaaptstad 2007 op déi ganz Groussregioun auszeweiden. Esou huet de Coordinateur général Robert Garcia sech och am Allgemengen zefridde mam Kulturjoer gewisen. Besonnesch zefridden, jo souguer ganz enthusiastesch ass hien awer, wann hien iwwert déi 133 grenziwwerschreidend Projete schwätzt.

D'Ambitioune vum Kulturjoer mat grenziwwergräifendem Charakter ware kloer: dat kreatiivt Potenzial vun enger Stad an enger Regioun opweisen, mat enger spezieller Valeur ajoutée wéinst dem Kulturjoer, an d'Zesummebrénge vum regionale Produit mat deem beschte vun der internationaler kreativer Zeen. Niewent enger Rei kënschtlecher Zilsetzunge waren och Ziler formuléiert, déi exakt an d'Rumm vun dësem Débat passen. Mam Kulturjoer sollt sech d'Groussregioun op der europäescher Landkaart positionéieren a mam Kulturjoer wollte mer eis op eng europäesch Experienz aloossen.

3,3 Millioune Visitë sinn am Kader vum Kulturjoer gemaach ginn; 43% vun den erwuessene Lëtzebuerger hunn op d'mannst eng Veranstaltung besicht; 23% vun de Saarlänner an de Rheinland-Pfälzer aus der Grenzregioun hunn dat gemaach; 17% aus de wallouneschen a louthréngesche Grenzregiounen.

D'Kulturjoer huet all Alterskategorien ugesprach. Zum Schluss vum Kulturjoer woussten 80% vun de Leit, datt déi ganz Groussregioun am Kulturjoer implizéiert war. 75% vun de Leit waren zefridde mam Kulturjoer. D'Leit zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun hu fonnt, datt 2007 däitlech zu enger Verbesserung vum kulturelle Liewe bäigedroen huet. D'Dépensë fir d'Kultur sinn an deem Zäitraum an d'Luucht gaangen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- An de bloen Hirsch huet d'Blozongekränkt an d'Land bruecht.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Natierlech hunn net all Regiounen d'selwecht vill investéiert. Eenzel Regioune musse sech d'Fro stellen, ob se net vläicht einfach ze wéineg investéiert hunn.

Ee positiivt Resultat vum regionale Kulturjoer ass den Opbau vun Netzwierkaktivitéiten. Wichteg ass et zum Beispill ze wëssen, datt bei Interreg-Projeten all Regioun hiren Input muss ginn. D'Sue vu Bréissel ginn net an d'Regiounen, mä an déi iwwerregional Struktur. Hei sollen och eng, zwou, eventuell dräi Persounen agestallt ginn, fir dëst Netzwierk, wat opgebaut ginn ass, fonctionnéieren ze dinn.

Manner positiv sinn d'Erfahrungen, déi mat der Schafung vun engem gemeinsame Kulturfong gemaach goufen. Do sollte jee eng Millioun aus all Regioun kommen a véier Milliounen aus Lëtzebuerg. Déi Sue sollte fir gemeinsam Projete genotzt ginn. Do wollten déi eenzel Regiounen, obscho se rechneresch eng Plus-value gemaach hätten, net esou vill Muecht ofginn. De Kulturfong ass net zustane komm. Dat ass schued. Esou e gemeinsame Kulturfong wier e grousse Fortschrëtt, fir datt sech eng regional Approche vu Kultur kéint entwéckelen.

En anere gemeinsame Projet schéngt och net ze realiséiere sinn: den Opbau vun enger regionaler Struktur, fir Kënschtler aus der Groussregioun ze promouvéieren oder - ganz brutal ausgedréckt - fir Kënschtler an der Groussregioun gemeinsam ze vermaarten. Et wier bestëmmt vun Avantage fir déi eenzel Kënschtler, wa se op europäeschen an internationale Konschtfoiren iwwer ee regionale Promotiounsbüro kéinte vermëttelt ginn. Doraus schéngt näischt ze ginn, mä Lëtzebuerg wäert do awer de Wee vun engem eegene Promotiounsbüro goen.

Am provisoresche Bilan vum Kulturjoer heescht et, d'Kulturjoer wier e Succès gewiescht. D'Kulturjoer huet vill Leit mobiliséiert; och a besonnesch grenziwwerschreidend an der Groussregioun. D'Leit ware gréisstendeels zefridden an d'Kulturjoer huet derzou bäigedroen, datt Lëtzebuerg ee positiven Image ënner anerem och an der Groussregioun kritt huet. D'Kulturjoer hat och eng positiv Retombée op d'Zuel vun den Touristen, déi eis besicht hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, um Beispill vum Kulturjoer gëtt däitlech, datt d'Zesummeschaffen an der Groussregioun duerchaus kann Erfolleg hunn, datt eng kreativ Dynamik kann ugestiwwelt ginn, datt Netzwierker kënnen ugereegt ginn. Vläicht wier et un der Zäit, fir sech nom Kulturjoer Gedanken ze maachen, ob mer net missten en Ëmweltjoer, e Mobilitéitsjoer, e soziaalt Joer an der Groussregioun an d'A faassen a plangen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleeg Marcel Oberweis fir säi Rapport, deen hien zu dësem Débat gemaach huet an de Mëtteg och hei virgedroen huet. Ech mengen, datt d'Groussregioun eng wichteg Roll fir eis alleguer op ekonomeschem Plang, awer och am Zesummeliewe vun deenen eelef Millioune Leit, déi an der Groussregioun wunnen, spillt, ass jiddferengem heibanne bewosst.

Et ass och jiddferengem bewosst, datt et net liicht ass, d'Groussregioun strukturell oder politesch ze organiséieren, eben duerch d'Diversitéit vun deenen eenzelne Länner hire politesche Strukturen. Lëtzebuerg ass als e ganzt Land an der Groussregioun, als e souveräne Stat dran. Däitschland ass vertrueden duerch Rheinland-Pfalz an d'Saarland, wou déi politesch Kompetenzen opgedeelt sinn tëschent dem Bund an de Länder. D'Belsch ass mat der Wallonie dra vertrueden, wou et och eng Opdeelung vun de Kompetenzen tëschent dem Stat an de Regioune gëtt. Frankräich ass e relativ zentralistesche Stat, wou d'Lorraine an der Groussregioun vertratt ass a wou d'Pouvoiren net allze vill grouss an déi eenzel Regioune weidergeleet ginn.

Opgrond vun där Tatsaach ass et schwéier, fir eben och um politesche Plang effikass Strukturen am Kader vun der Groussregioun kënnen opzebauen. Duerfir gëtt et ganz dacks bilateral Kontakter tëschent Deeler vun där Groussregioun, déi bilateral Accorden treffen, esou wéi och gëschter en Treffen tëschent eiser Regierung an der Regierung vum Saarland war, fir ebe spezifesch Problemer, déi an deene Länner Saarland a Lëtzebuerg kéinten op ee gemeinsamen Nenner bruecht ginn a vu gemeinsamem Interesse kéinte sinn, virzebréngen.

Et ass also och eng Groussregioun - kann ee soen - mat zwou Vitessen, wou bilateral tëschent Regioune geschafft gëtt a wou ganz wéineg am Fong um ganze Groussregiounsplang geschitt.

D'Saarland a Lëtzebuerg si flächeméisseg déi zwee klengste Länner mat 4% vun der Fläch vun der Groussregioun. Et ass och vläicht duerfir, well op enger Aenhéicht, zumindest wat d'Fläch ubelaangt, ka geschwat ginn. D'Wallonie kënnt scho mat 26%, Rheinland-Pfalz huet 30% an d'Lorraine 36% vun der ganzer Groussregioun.

Lëtzebuerg spillt awer, trotzdeem mer nëmme 4% vun der Fläch duerstellen, eng wichteg ekonomesch Roll. Si stellt am Fong de Motor an der Groussregioun duer. An d'Statistike vun de Frontaliere beweisen dat jo och ganz kloer, deen Drang, deen hei op Lëtzebuerg vun Aarbechtskräften ass, well ebe Lëtzebuerg Viraussetzungen huet, déi ekonomesch interessant sinn, e grousse Wirtschaftswuesstum huet an duerfir vill Aarbechtskräften hei op Lëtzebuerg hinzitt.

Den Här Rapporteur war a sengem mëndleche Rapport de Mëtteg méi aktuell wéi am schréftleche Rapport, well am schréftleche Rapport si Chifferen opgefouert, wat d'Frontalieren ubelaangt, vun 2002. Wat relativ e bësse wäit hannen ass, well, wa mer kucken, 2002 hate mer 96.000 Frontalieren, déi hei an d'Land schaffe komm sinn, an haut - de Chiffer ass de Mëtteg schonn e puermol genannt ginn, de Rapporteur huet en och genannt - hu mer der 142.000. Dat si 47% méi Frontalieren, vun 2002 bis haut. Dat ass also eng enorm Progressioun, déi do komm ass mat hire Vir- a mat hiren Nodeeler, déi dat fir déi Leit respektiv och fir d'Leit hei bedeit, a mat all de Problemer, op déi ech nach wäert ze schwätze kommen.

Ech wéilt hei e puer Problemer opwerfen, Här President. Wann ech soen 142.000, da sinn eis franséisch Nopere mat 70.000 déi am stäerkste vertrueden. Da kommen der 36.000 aus der Wallonie, an aus Rheinland-Pfalz an dem Saarland zesumme kommen iwwer 33.000 all Dag hei op Lëtzebuerg schaffen.

D'Fro muss ee sech awer an deem Kontext och stellen, ob wierklech déi Leit och alleguer hei am Land schaffen. Net méi spéit wéi virun e puer Deeg huet d'Chambre des Métiers e Rapport erausginn, an deem se gesot hunn, wéi vill nei Betriber sech hei zu Lëtzebuerg niddergelooss hunn, wouraus ervirgaangen ass, datt am Fong de Gros vun deenen neie Betriber sech am Oste vum Land laanscht d'däitsch Grenz niddergelooss hunn an datt dat och an der Regel däitsch Betriber sinn, déi sech hei op Lëtzebuerg délocaliséiert hunn.

D'Fro muss ee sech stellen, firwat datt däitsch Betriber sech no Lëtzebuerg délocaliséieren. Sécherlech ass et dat steierpolitescht Ëmfeld, wat hei vu Virdeel ass. Sécherlech ass et awer och eise Sozialversécherungssystem, dee mir hei zu Lëtzebuerg hunn an dee vill méi virdeelhaft ass. Dat ass souguer haaptsächlech de Grond.

Mä da muss ee sech awer och d'Fro stellen, ob déi Betriber, déi an der Regel - an dat geet och doraus ervir - mat hirem Personal eriwwer op d'Lëtzebuerger Säit komm sinn, dann och zum gréissten Deel hei a Lëtzebuerg schaffen, oder ob se heihinner komm sinn an erëm zréck an Däitschland schaffe ginn an am Fong just domadder hei vun eise virdeelhafte sozial- a steierpolitesche Kritäre profitéieren, a vläicht déi Leit och emol guer net hei an d'Land kommen, mä direkt doiwwer an hirem Land déi Aarbechte verriichten.

Ech mengen, et soll een dat och emol eng Kéier méi no kucken, well wa mer wëssen, datt mer d'lescht Joer 14.000 Aarbechtsplazen, statistesch gesinn, netto weider hei am Land geschaf hunn, huet een dach awer seng Zweifel, ob déi 14.000 och wierklech reell hei zu Lëtzebuerg schaffen.

Ech mengen, et wier eng Missioun vun der Regierung, fir dat emol eng Kéier genau ënnert d'Lupp ze huelen, fir ze kucken, ob déi Aarbechtsplazen dann och wierklech hei zu Lëtzebuerg geschaf si ginn, oder ob dat just eng Deviatioun ass, fir vun eiser Steier- a Sozialgesetzgebung ze profitéieren, an ob et an deem Fall da fir eis nach interessant bleift, well mir jo och wëssen, datt de Stat e groussen Deel bei de Sozialversécherunge muss bäidroe respektiv herno och zu deem, wat d'Pensiounen ubelaangt.

Ee weidere Problem, dee sech mat deem groussen Zouhuele vun der Zuel vun de Frontalieren hei zu Lëtzebuerg stellt, ass ouni Zweifel d'Verkéiersproblematik. An dat ass net nëmmen, datt mer gesinn hei am Land, datt d'Staue vun Dag zu Dag méi grouss ginn, mä d'Staue ginn och an der Grenzregioun bei eisen Noperen all Dag méi grouss.

Mir gesi jo och elo, datt Initiative vu Gemengen aus de Grenzregiounen ëmmer méi staark ginn, déi och wéi mir hir Problemer mam Verkéier hunn, an datt moies och bei deenen alles steet. Et ass also net nëmmen hei am Land, wou mer déi Stauen hunn, mä mir hu se och an der Groussregioun.

Duerfir soe mir ganz kloer, datt mer musse méi an den öffentlechen Transport investéieren an datt den öffentlechen Transport net däerf nëmmen op nationalem Plang gekuckt ginn, mä e muss am Kader vun der Groussregioun gekuckt ginn, souwuel wat den Zuch wéi och wat de Bus ubelaangt.

An ech kommen nach eng Kéier drop zréck, fir ze soen, datt déi Propositioun, déi mir als ADR ënnerstëtzen, nämlech vun dem Schummerplang, fir an der Stad mat dem Zuch ënnert der Stad erduerchzefueren, sécherlech och do géif de Problem léisen.

Mir hunn a priori net e Problem mam Verkéier an der Stad selwer, mä mir hunn e Problem mat dem Verkéier moies, fir an d'Stad ze kommen, respektiv owes, fir aus der Stad heemzefueren. Moies ass de Stau Richtung Stad, awer net an der Stad, an owes ass de Stau Richtung Grenzen, net an der Stad, mä an de Stied an an den Uertschafte queesch duerch d'Land.

Wa mer géifen dee System maachen, deen den Här Schummer proposéiert, fir ënnert der Stad erduerchzefueren, da kéinten d'Leit mat hiren Zich direkt aus der Grenzregioun bis an den Zentrum vun der Stad op déi Plaze kommen, wou se musse schaffen. Si bräichten net ëmzeklammen. Dat wier en effikasst Transportmëttel an et géif de Problem léisen.

Duerfir soe mer, et ass och net un der Stad Lëtzebuerg, eiser Meenung no, fir kënnen eleng doriwwer ze décidéieren. Et ass en nationale Problem, deen och op nationalem Plang muss geléist ginn. Wéi gesot ass de Plang Schummer doudsécher dee richtegen, an et si jo ëmmer méi Meenungen, déi déi Iddi ënnerstëtzen. Neierdéngs gëtt et jo och en neien Avis, deen de Minister oder d'Regierung nach net public gemaach hunn, mä deen awer d'Press schonn huet, deen am Fong och schonn déi Iddi, fir mam Zuch ënnert der Stad erduerchzefueren, weider ënnerstëtzt.

Mir mussen duerfir och higoen, datt mer déi Park&Ride-Anlagen anescht verdeelen. Am Ufank hate mer eng Tendenz, déi éischt Park&Ride-Anlage ronderëm d'Stad ze bauen. Dunn hu mer opgrond vun der Erfahrung gesot: Firwat esou no bei d'Stad?, a mir hu se ronderëm d'Land op d'Grenzposte gebaut. Haut, mengen ech, si mer erëm e Schrëtt méi wäit, andeem datt mer soen: Mä déi Park&Ride-Anlage kënne mer och scho méi an d'Grenzregiounen erabauen - Grousshetteng ass virdrun hei genannt ginn -, wat och déi richteg Manéier ass, fir d'Leit esou fréi wéi méiglech op den öffentlechen Transport ze kréien. Also solle mer och esou fréi wéi méiglech déi néideg Park&Ride-Anlagen doruechter bauen.

Mir plädéieren och derfir, datt ee sollt niewent dem Zuch eng zousätzlech Busverbindung maachen, an zwar vun Thionville iwwer Hetteng, Fréiseng an d'Stad. Mir stellen haut fest - an déi Buergermeeschteren hei vir aus der franséischer Grenzregioun maache sech och duerfir staark derfir -, datt d'Zuchverbindungen net gutt genuch sinn, fir déi Leit alleguer op den Zuch ze kréien, an datt duerfir d'Zouhuele vun den Autoen enorm ginn ass.

Ech wëll Iech drun erënneren, datt, wéi 1981 d'Diddelenger Autobunn opgaangen ass, an engem Eck, wou ech mech jo gutt auskennen, nämlech zu Fréiseng, vun enger Minutt op déi aner keen Auto méi gefuer ass. Fréiseng hat vill Bensinsstatiounen. Déi Bensinsstatioune sinn eng no där anerer zougemaach ginn. An deene leschte fënnef, sechs Joer sinn déi Bensinsstatioune quasi erëm alleguerten opgemaach ginn.

(Interruption)

Haut hutt Der an deem Eck moies kilometerwäit Stauen a Frankräich vu Leit, déi wëllen an d'Stad fueren, an owes hutt Der kilometerwäit Staue vun der Stad Richtung Frankräich.

Ech wëll just soen, wéi eben dee Verkéier zougeholl huet. Duerfir spillt sech dat net nëmme méi haut op de Stroossen of, do kommen d'Niewestroossen derbäi, dat geet bis an d'Feldweeër, déi profitéiert ginn, wann d'Leit aus Frankräich, aus der Belsch an Däitschland hei an d'Land erakommen an owes och erëm versichen esou séier wéi méiglech heemzekommen.

Duerfir plädéiere mir derfir, datt och do soll eng nei Busverbindung vun Thionville kommen, vu datt mer jo vun der Grenz u bis an d'Stad schonn eng Busspur hunn, fir d'Bussen heihinnerzefëieren, an och de Park&Ride Fréiseng, dee jo elo scho voll ass an deen och elo an enger neier Etapp, wéi de Minister et zougestanen huet, wäert vergréissert ginn.

Mä och d'Autosstroosse musse vergréissert ginn. Mir plädéieren och duerfir derfir, datt d'Autobunn tëschent Diddeleng a Stengefort sollt dräispureg ausgebaut ginn.

(Interruption)

Ech weess, datt déi Gréng eppes géint d'Autoen hunn. Mä och d'Autoe fueren. Mir wëssen och, datt mer do esou vill Transitverkéier vu Camionen hunn, déi do fueren, mat villen Accidenter. Et wär irresponsabel, fir där Situatioun net ze begéinen! Duerfir misst een déi Streck op dräi Spuren ausbauen.

Mä och ekonomesch musse mer grenziwwerschreidend denken. Mir schwätzen esou vill vum IVL hei am Land. Mir kënnen elo geschwënn iergendwéi eng akademesch Sitzung iwwert den IVL ofhalen, well mir schwätze schonn zéng Joer driwwer! Mä wa mir dat wéilten eescht huelen, dann ass jo och ee vun den Haaptpunkten am IVL, datt d'Schaffen an d'Wunnen am Fong sollt esou no wéi méiglech beienee sinn. Da misste mir als gutt Europäer - wéi mer et jo als Lëtzebuerger wëlle sinn - och iwwert d'Grenzen eraus denken.

Mir hunn hei am Land verschidden - ech denken elo emol net un de Bankesecteur - Industriebetriber, déi mer gebaut hunn an déi quasi zu iwwer 90% Leit beschäftegen, déi aus der Grenzregioun kommen. Dat heescht, mir bauen hei Betriber, wëssend, datt mer d'Aarbechtskräften net hunn an datt mer déi praktesch mussen zu 100% importéieren. Do stellt sech dann d'Fro, ob een net kéint am Kader vun der Groussregioun Industriezone schafen, wou een och kéint esou Industrien an d'Grenzregioun setzen, wou d'Leit sinn, datt d'Leit do, wou se wunnen, och kéinte schaffe goen. Dat géif eis sécherlech gutt zu Gesiicht stoen.

Ech weess, datt et net einfach ass. Wann een hei am Land iwwer Gemengen eraus eng regional Industriezon mécht, da kann ee sech, wat d'Verdeelung vun de Steierrecetten ubelaangt, eens ginn. Dat ass sécherlech net esou einfach, wann een dat grenziwwerschreidend mécht. Mä wann een deen IVL-Gedanken eescht hélt, dann däerf een am Fong net en Industriebetrib oder soss e Betrib hei am Land implantéieren, wann ee weess, datt een d'Leit, déi do schaffen, och alleguer muss iwwert d'Grenze komme loossen.

Här President, ech wollt nach e puer Wuert iwwert d'Kultur, d'Schoulwiesen oder d'Sécherheet verléieren. Mä well ech just nach fënnef Minutten hunn, wollt ech nach op en anere Problem agoen. Well d'Groussregioun sinn net nëmmen déi Problemer, déi mer doduerch hunn, datt mer virun allem Verkéiersproblemer mat de Frontalieren hunn, mä d'Groussregion bedeit och neierdéngs e Réservoir fir Lëtzebuerger, fir an d'Groussregioun wunnen ze goen.

Mäi Kolleeg Jean-Pierre Koepp huet den 9. Februar 2007 an déi Richtung emol d'Fro un d'Regierung gestallt, wéi vill Leit hei vu Lëtzebuerg am Fong an d'Grenzregioun emigréieren, also auswanderen. D'Regierung huet deemools drop geäntwert, datt déi Progressioun Richtung Grenzregioun ëmmer méi séier géif goen an datt d'Accélératioun am gréisste wier Richtung Saarland a Rheinland-Pfalz. Eng Progressioun an déi Richtung, déi souguer an deene leschten zwee Joer iwwer 20% war, géigeniwwer 10% an de Joren 2000-2005. A mir haten eng Progressioun vun 2% an de Joren 1995-2000.

An der Wallonie gesi mer bal eng similaire Tendenz, wat d'Zuel vun de Leit ubelaangt, awer mir hunn dohinner praktesch eng Stagnatioun iwwer eng Rei vu Joren. Iwwer Frankräich gëtt et op Lëtzebuerger Säit keng Chifferen, wéi vill Leit Richtung Frankräich ausgewandert oder emigréiert sinn.

A Rheinland-Pfalz hate mer 1995 1.394 Lëtzebuerger wunnen, 2006 hu mer der 3.192; dat ass also méi wéi eng Verduebelung an zéng Joer. Am Saarland hate mer der 1995 581 a mir hunn der elo 1.340. Dat sinn d'Chiffere vun 2006. An der Wallonie hate mer der 1995 2.445. 2006 si mer do op 2.545 komm; d'Zuel ass also an zéng Joer nëmmen ëm 100 Stéck an d'Luucht gaangen. Am Total hu mer a Rheinland-Pfalz, Saarland a Wallonie vu '95 op 2006 eng Progressioun vu 4.420 op 7.051 Leit, déi an déi Regiounen ausgezu sinn.

A Frankräich gëtt et just eng Informatioun vun 1999. Deemools waren an der Lorraine 1.288 Lëtzebuerger, déi do gewunnt hunn. Wann een elo déiselwecht Progressioun an der Moyenne hélt, wéi an deenen anere Länner, da kënnt een op ongeféier 2.000 Lëtzebuerger, déi haut an der Lorraine wunnen. Am Total kann ee soen, datt haut bal 10.000 Lëtzebuerger an der Grenzregioun - wat mir hei Groussregioun nennen; ausser Lëtzebuerg - wunnen.

Den Haaptgrond fir de Schrëtt iwwert d'Grenzen ass sécherlech de Wunnengsbau. E Problem, deen hei zu Lëtzebuerg ass, wou d'Präisser nun emol fir d'Normalbierger net méi esou sinn, datt d'Leit sech hei nach kënnen eng Wunneng kafen. Wat am Fong hei am Land iwwer Jorzéngten dat Normaalst war, datt jiddfereen - bis den Aarbechter hin - sech konnt eng Wunneng leeschten, dat ass haut net méi d'Normalitéit. Et ass duerfir déi gréisste Blamage - fir mech dat Schlëmmsten, wat an deene leschten zéng, 20 Joer geschitt ass -, datt dat Land hei et net méi fäerdeg bréngt, datt seng Leit heiheem bei sech nach kënnen eng Wunneng kréien!

Do muss d'CSV, déi elo scho quasi iwwer Jorzéngten de Wunnengsbauminister stellt, sech de Virworf gefale loossen, datt dat Resultat d'Resultat vun hirer Politik ass. Elo si mer erëm geschwënn um Enn vun enger Legislaturperiod, a mir gesinn dee Projet vum Pacte logement, deen de Wunnengsbauminister deponéiert huet, a mir kennen elo erëm déi neiste Versioun vum Avis vum Conseil d'État.

(Interruption)

Dat ënnersträicht am beschten, wou d'Schold läit vun där katastrophaler Situatioun, déi mer hei am Land am Wunnengsbau hunn. Do brauch een net laang ze sichen, et brauch een och net no ville Schëllegen ze sichen.

M. le Président.- Här Mehlen, ënnerbriecht den Här Gibéryen net!

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech ënnerstëtzen hien.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bei allem Respekt, Här President, a Wierklechkeet hutt Dir mech elo ënnerbrach.

Wéi gesot, ech sinn awer frou, vun alle Säiten Ënnerstëtzung ze kréien, well wa mer hei an där doter Problematik wierklech no engem Schëllege sichen - dat war dee Saz, mat deem ech amgaange war -, da brauche mer net laang ze sichen. Da gëtt et nëmmen een an dat ass d'CSV. Vu wiem gëtt dee besser verkierpert, wéi vum Wunnengsbauminister, dem Här Fernand Boden, deen ech bei dëser Geleeënheet wëll hei begréissen?

(Hilarité et interruption)

Här President, mir maachen eis hei am Land vill, vill Gedanken iwwert den Déséquiliber, dee mir hunn tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger. Mir ginn och souguer hin, datt mer elo d'duebel Nationalitéit aféieren, fir deen Déséquiliber e bëssen auszegläichen.

Wa mir géifen eng Wunnengsbaupolitik maachen, wou d'Lëtzebuerger kéinten hei zu Lëtzebuerg bleiwen, fir ze wunnen, dann hätte mer och eng gutt Léisung fonnt. Dann hätte mer vläicht 10.000 Lëtzebuerger weider hei am Land wunnen, déi elo hu missen an d'Grenzregioun goen. Déi géifen dann nach hei zu Lëtzebuerg wunnen an da géifen eis Statistike weider zur positiver Säit lafen.

Mä d'Zuel vun de Frontaliere geet an d'Luucht. Duerfir ginn och ëmmer méi Lëtzebuerger an d'Grenzregioun.

M. le Président.- Entschëllegt, Här Gibéryen. Är Zäit ass och an d'Luucht gaangen. Si ass nämlech elo ofgelaf.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech huele mer nach eng Minutt, déi ech ënnerbrach si ginn.

M. le Président.- Dir sidd net ënnerbrach ginn. Dir hutt dat provozéiert. Mir wëssen dat. Dir hutt Iech selwer ënnerbrach.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wëll nach just d'Fro un d'Regierung stellen, Här President - an dann halen ech awer gären op -, ob d'Regierung och Effortë mécht, zum Beispill wat d'Problemer vun de Schoulen an der Groussregioun sinn, datt och do de Schoulsystem e bëssen ugepasst gëtt un d'Fuerderunge vun eise Leit, déi an déi Regioun dohinner wunne ginn, esou wéi mir dat och hei am Land mat Recht maache bei deene Kanner, déi heihinner wunne kommen.

Ech wëll och nach eng zweet Fro un d'Regierung stellen: ob d'Regierung Effortë mécht, datt déi Lëtzebuerger, déi elo an der Grenzregioun wunnen, informéiert ginn, wat hir Rechter sinn, fir och d'nächst Joer bei de Chamberswahle kënne wielen ze goen.

M. le Président.- Här Gibéryen, elo hutt Der et esou wäit, dass den Här Oberweis Iech gär eng Zwëschefro stellt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President. Ech sinn domadder averstanen, wann Dir domadder averstane sidd.

M. le Président.- Selbstverständlech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da kann den Här Oberweis déi Fro selbstverständlech stellen,...

M. le Président.- Här Oberweis, wéi ass Är Fro?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...nodeem ech mäi Saz awer fäerdeg gesot hunn, fir ze froen, ob d'Regierung och do Effortë mécht, fir déi Leit ze informéieren, wéi se beschtméiglech kënnen d'nächst Joer hei zu Lëtzebuerg als Frontalier un de Chamberswahlen deelhuelen.

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Ech wollt den Här Gibéryen just eppes froen. Hien huet virdrun un d'Adress vum honorabele Rapporteur - dat ass meng Wéinegkeet - gesot, ech hätt am Pabeier d'Date vun 2002 geschriwwen. Wann den Här Gibéryen de Rapport ganz gelies hätt - ech vermuten hien huet net alles gelies -, hätt hien e Bild gekuckt. Et ass op der Säit 11 e Bild, eng Graphique. An op der Säit 14 stinn d'Datumen 2006 an elo.

M. le Président.- Très bien, dann ass dat domadder gekläert, Här Gibéryen.

(Interruption et hilarité)

Dir braucht elo kee Classeur méi. D'Saach ass gekläert.

(Interruption)

Ech géif elo dem Här Jaerling d'Wuert ginn, deen den nächste Riedner ass. Merci, Här Gibéryen.

(Hilarité)

Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- En huet net alles gelies, en huet d'Biller gekuckt.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Och dem Här Rapporteur Félicitatioune fir säin explizite Rapport.

(Interruption)

Gelift?

M. le Président.- Här Jaerling, schwätzt e wéineg méi haart, den Här Goerens versteet Iech net.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech muss an déi kleng Lächer hei schwätzen, gell?

(Hilarité et brouhaha)

Här President, wann elo alles dat, wat meng Virriedner hei proposéiert hunn, net gräift, da weess ech och net, wat mer solle maachen, fir d'Groussregioun an de Gréff ze kréien.

(Hilarité)

Wann ech dat Ganzt vu menger Säit aus beliichten, da ginn ech esou de Verdacht net lass, wéi wa jiddfereen an der Groussregioun esou e bëssen zefridden ass mat deem, wat en huet.

Mir hu mat Lëtzebuerg en ökonomesche Magnéit an der Mëtt mat engem positive Pol fir Betriber a praktesch 150 Kilometer ronderëm wirtschaftlech negativ Poler. Lëtzebuerg arrangéiert dat an déi ronderëm eis och, well mir récupéréiere jo d'Aarbechtskräfte bei hinnen an deemno och hir Chômeuren. Dat huet negativ Konsequenze vun enger Konzentratioun vum Chômage ronderëm an domadder Aarbechtskräften, déi massiv op eisen Aarbechtsmaart drécken.

D'Groussregioun liwwert eis glécklecherweis déi Aarbechtskräften, déi mer brauchen, fir eiser ökonomescher Entwécklung kënne Rechnung ze droen a bréngt och de Regiounen, aus deenen déi Aarbechtskräfte kommen, eng grouss Plusvalue u Kafkraaft.

Richteg ass, dass déi Aarbechtskräfte wierklech zu eiser ökonomescher a sozialer Entwécklung bäidroen. Mä awer net nëmme si. Och d'Lëtzebuerger Aarbechtskräften droen awer e bëssen dozou bäi. Dat gëtt anscheinend hei ëmmer e bësse vergiess.

Mä an deem ganze Kontext vun eben deem Chômage-Tourismus bleiwen eis Chômeuren hei am Land awer e bëssen op der Streck, an do hu mer och nach net allze vill Léisungen unzebidden.

Wat awer net däerf vergiess ginn, dat ass, dass déi Aarbechtskräfte besonnesch am Industrieberäich an am Commerce laangfristeg gesinn e Loundumping mat sech bréngen, deen ëmmer méi flagrant gëtt. Well nei Industrie- an Handwierksbetriber zum Beispill schafe just nach Aarbechtsplazen zum Mindestloun a souguer och bei héich qualifizéierte Betriber ass eng Qualifikatioun scho laang net méi dat wäert, wat se eng Kéier war.

Och déi sozial Ofsécherung vun deene Leit, déi bei eis schaffe kommen, ass net esou ideal, wéi dat ausgesäit, trotz ville bilateralen a multilateralen Accorden tëschent deenen eenzelne Länner. Ech denken einfach do nëmmen un de Chômage, wou Leit zum Beispill, déi zéng, 15, 20 Joer hei am Land schaffen an dann an hiert Land zréckginn, de Chômage kréien aus hirem Land, wat mir wierklech sozial net méi vertrietbar erschéngt.

Fir eis eege Betriber ass et dann och wéinst villen administrative Schikane bal onméiglech, an der Groussregioun Opträg ze kréien. Souguer och hei am Land ass et geschwënn duerch déi international Ausschreiwungen kengem Handwierksbetrib oder souguer Entrepreneur méi méiglech, Opträg am eegene Land ze kréien.

Ech mengen, dat sinn déi negativ Konsequenze vun der Groussregioun, net nëmme vun der Groussregioun, mä och vun Europa, well ebe menger Usiicht no an de Gremien, déi duerfir zoustänneg sinn, vill erageet, mä awer meeschtens näischt erauskënnt.

Dat zielt och fir d'Mobilitéit, wou vill iwwert d'Schinn gebraddelt gëtt, am Endeffekt awer doraus nach net vill Schinnen erauskomm sinn. Ech denken och zum Beispill do un de Micheville-Tunnel op Belval, wou alles elo blockéiert ass, well op der franséischer Säit duerch déi zentralistesch Strukturen nach ëmmer kee weess, wien dann elo de Finanzement garantéiere soll. Vläicht waarde se op eis, dass mir dat iwwerhuelen, ech weess et net.

Wat d'Ëmweltfro betrëfft, do hänke mir awer wierklech déi dauernd Diskussiounen iwwert den Tanktourismus zum Hals eraus! Wa mir de Leit keng konkret Alternativ zum Auto kënnen ubidden, da solle mer och mat deem aneren Theater do ophalen! Wa mer soss keng Alternativ hunn, wéi de Pëtrolspräis un eis Noperen unzepassen, fir dem Tanktourismus entgéintzewierken, da si mer wierklech méi blöd wéi e getéitschtent Kallef, well dann hu mer näischt geschafft.

Mir behalen d'Pollutioun, well den Aarbechtstourismus bleift, an d'Recettë kréien eis Noperen, déi da mathëllefen eis ze polluéieren,…

(Interruption)

…awer dofir mat deene Suen nach näischt an hir Regioun investéieren.

Duerfir solle mer och ophale mat deem Quatsch an endlech Neel mat Käpp maachen a konkret Projeten ausschaffen.

D'Groussregioun ass eng Chance fir eis all, wa mer et fäerdeg bréngen, alles gerecht opzedeelen, souwuel déi wirtschaftlech Entwécklung, déi sozial, awer och déi ekologesch.

De Partikularegoismus an de Regioune muss an den Hannergrond gestallt ginn. Mir mussen och emol et fäerdeg bréngen, Betriber dohinner ze drainéieren, wou d'Chômeure sinn, wou d'Leit sinn, déi Aarbecht sichen, a mussen och op de Wee goen, onbedéngt…

M. le Président.- Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech si fäerdeg, Här President.

Mir mussen och an dëser Groussregioun emol versichen, e Maximum u Produiten hierzestellen, déi an dëser Regioun gebraucht ginn, fir dass mer Verschiddenes net brauche vu wäithier anzeféieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Schneider agedroen. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een als leschte Riedner schwätzt, ass selbstverständlech scho villes virdru gesot ginn. Ech géif vu menger Plaz aus dem Marcel Oberweis och Merci soe fir seng Sisyphusaarbecht, déi hien an deene leschte Méint gemaach huet, fir dësen Débat ze preparéieren an alle Voleten, andeem hien duerch déi eenzel Kommissioune gaangen ass, fir d'Informatiounen ze kréien, fir d'Themen duerchzediskutéieren.

Et war dat e gudden Exercice, deen eng Kéier huet misse gemaach ginn, fir eis och d'Definitioun vun dëser Grande Région festzesetzen. Och de Mëtteg, mengen ech, huet een eigentlech nach erausgespuert, datt jiddfereen e bëssen eng aner Definitioun vun där Grande Région gesäit.

Hu mer fréier et als Saar-Lor-Lux ugesinn, sou sinn haut Gebidder wéi d'Wallonie an den Tréierer Raum mat derbäikomm. Ech gesi selbstverständlech och d'Province de Luxembourg an déi däitschsproocheg Gemeinschaft vun der Belsch an där grousser Regioun mat dran.

Duerfir géif ech mer och erlaben, op e puer Punkten anzegoen, déi déi ganz Grande Région mat beinhalt a selbstverständlech och déi dote Gebidder e bësse méi beliicht.

Un éischter Plaz emol géif ech soen, datt fir eis Fraktioun dem Roland Schreiner senger Ried näischt bäizefügen ass, wat den Transport, d'Educatioun an d'Santé betrëfft - déi Beräicher also, déi hien opgezielt huet.

Ech géif awer mat engem praktesche Beispill weisen, wéi een och an enger Groussregioun kann eenzel Problemer direkt léisen. Mir hunn zesummen an de Stied am Norden tëschent Ettelbréck a Wolz, zesumme mat der Province de Luxembourg mat Baaschtnech an iwwer eng Rei Gemengen, déi op der Streck leien, wéi ënner anerem Feelen, Heischent an esou weider, e Projet gestart mat enger Buslinn, déi a véier Voleten direkt pro Dag schafft.

Déi Linn schafft éischtens am Gesondheetsberäich, andeem se déi dräi Klinike matenee verbënnt: d'Klinik vun Ettelbréck, vu Wolz a vu Baaschtnech. Derniewent verbënnt se awer och d'Schoulen, d'Lycéeën aus der Nordstad mat de Lycéeë vu Wolz a mat dem Lycée vu Baaschtnech selwer. Da fiert se awer virun allem och op d'Schinn, fir déi dausende vu Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg kommen, sief et an d'Regioun vun der Nordstad, sief et an deen ieweschten Deel vum Norden, op déi eenzel Aarbechtsplazen ze kréien, fir eben ze erlaben, den öffentlechen Transport, deen hei an dëser Géigend nach ganz dacks ganz schwéier ass, méi einfach ze kréien.

Esou hu mer et eigentlech och de Leit erméiglecht, ouni hiren Auto kënnen op hir Aarbechtsplaz ze kommen. Dat ass eng ganz flott Initiativ gewiescht, och säitens vum Transportminister, deen dat doten ënnerstëtzt huet a säit enger Rei vu Méint dës Linn agefouert huet.

Ech géif mech dann awer op zwee Volete begrenzen, no all deene Voleten, déi hei ugeschwat gi sinn. Een, deen nach net ugeschwat ginn ass - an ech si frou, datt de President vun eiser Delegatioun vum Comité des régions, de Paul-Henri Meyers, och present ass -, ass d'Zesummenaarbecht, déi mer hunn am Comité des régions, wou mer an de Regioune probéieren eis zesummenzedinn a wou mer och schonn an enger Rei vu Beräicher iwwert d'Grenzen eraus, iwwert d'Länner eraus, iwwer politesch Parteien eraus een Avis commun geholl hunn, fir eng Rei vun Avisen, déi am Comité des régions zur Propositioun louchen, ëmzeänneren an am Sënn vun der Groussregioun ze formuléieren.

Et ass dat eng ganz flott Zesummenaarbecht, déi mer hei hu mat dem Saarland, mat der Lorraine, mat der däitschsproocheger Gemeinschaft, mat der Wallonie a mat Lëtzebuerg selbstverständlech, wou mer och een Turnus dran hunn, wou mer regelméisseg dës Présidence dréine loossen a wou de Moment d'Présidence ebe vun der Lëtzebuerger Delegatioun ënnert dem Paul-Henri Meyers assuréiert gëtt, a wou mer och an Zukunft zu Bréissel erëm am Comité des régions wäerte konkret Schrëtt maachen.

Deen zweeten Domän ass den Domän vun der Sécurité sociale a vum Emploi, wou ech eigentlech aus der Praxis eng Rei Elementer wollt mat op de Wee ginn. Et gouf villerorts hei gesot, datt déi 142.673 - fir genau ze sinn am Januar 2008 - Frontalieren, déi all Dag hei zu Lëtzebuerg schaffen, sech opdeelen op e bësse méi wéi 70.000 Fransousen, 37.000 Belsch an eppes méi wéi 30.000 Däitscher, ouni déi eng ganz Rei vu Beräicher och zu Lëtzebuerg net méi kéinte fonctionnéieren, sief dat de Commerce, sief dat d'Industrie oder sief dat och d'Bankewiesen, wou mer wierklech déi Main-d'œuvre aus der Groussregioun brauchen, fir eis Ekonomie um Schaffen ze behalen.

Et ass wichteg ze soen, datt dat doten awer och implizit bedéngt, datt eng Rei Problemer opdauchen. Problemer, déi mer alldeeglech spieren, déi alldeeglech an der Praxis erauskommen. Duerfir - ech kommen herno derzou - begréissen ech och déi Motioun, déi mer presentéiert hunn, déi de Marcel Oberweis hei déposéiert huet, säitens enger Schafung vun engem Guichet unique fir Citoyenen aus der Groussregioun, wou déi eenzel Problemer ebe sollen opgezielt ginn. Ech ginn nach eng Kéier kuerz op déi an.

Wa mer déi 140.000 Frontalieren hei hunn, da musse mer jo och wëssen, datt selbstverständlech genau wéi eis Salariéen och si betraff si vu Krankmeldungen, si betraff si vun de Reclassementer, si betraff si vu Chômage. Hei ass gewosst, datt dat an der Praxis nach ëmmer Problemer duerstellt, fir déi néideg Formularen, fir déi néideg Pabeieren erbäizekréien. Mir wëssen an der Zwëschenzäit zum Beispill, datt 40% vun de Leit, déi e Reclassement externe kruten, Leit sinn, déi Frontaliere sinn, wat also Netlëtzebuerger sinn.

Déi si laut Gesetz gezwongen, sech iwwert d'Incapacité de travail regelméisseg op den Arbeitsämter ze presentéieren. Si sollte vermëttelt ginn. Heiriwwer eraus sollen awer nach derniewent Kontrolle säiteg deenen anere Grenze sinn. Hei musse mer Méiglechkeete fannen, fir dat méi flexibel a vill méi einfach ze maachen, fir och wierklech de Sënn vun engem Reclassement externe net nëmmen iwwer e Contrôle lafen ze loossen, mä en och duerno an en aktive Placement eriwwerzeféieren.

An deem Kontext géif ech och uschneiden, datt mer och nach ëmmer an administrative Prozedure sinn, déi laang vereelst sinn, wat E301en an E311en ugeet, fir einfach d'Chômage-Allocatiounen hei zu Lëtzebuerg kënnen ze kréie respektiv se vun engem Land mat an dat anert ze huelen. Hei sinn einfach Zoustänn, déi och an enger Groussregioun hautdësdags net méi kënnen esou fonctionnéieren, mä déi musse verbessert ginn, wa mer och wierklech déi Groussregioun praktesch wëlle gesinn.

Derniewent ass ugeschnidde gi vum DP-Deputéierte Fernand Etgen, datt et e flotten Organ gëtt mat deem Observatoire. Ech muss soen, datt en Observatoire eppes ass, wat mer um Pabeier fannen, mä datt an der Praxis e ganz anert Instrument fonctionnéiert.

Dat ass dee sougenannten «EURES-Transfrontalier». Dee besteet, wou déi eenzel Agencë vum Emploi - dat heescht op Lëtzebuerger Säit d'ADEM; op belscher Säit de FOREM; op franséischer Säit den ANPE an op däitscher Säit d'Bundesanstalt für Arbeit - konkret mat de Gewerkschaften, dem LCGB, dem OGB-L an der FEDIL, an engem Gremium zesummeschaffen a wou an der Praxis déi eenzel Problemer ugepaakt ginn, net nëmme mat Publikatiounen, mä wou all eenzelne Fall eng Hëllefstellung ka kréie säitens dësem Organ, dem EURES, deen europawäit besteet, mä virun allem hei den EURES-Transfrontalier, deen exzellent Aarbecht mécht an och iwwergräifend virun allem ganz einfach Léisunge ka fannen.

Déiselwecht Hürde fanne mer an der Sécurité sociale erëm, wou nach ëmmer d'Systemer net d'selwecht sinn, wouvu virdru geschwat gouf, datt selbstverständlech an deenen eenzelne Länner och nach déi eenzel Regioune sinn, mä wou mer virun allem am Pensiounssystem ganz ënnerschiddlech Regimer hunn, wou et also och schwéier ass, herno Prorata-Rechnungen an deenen eenzelne Länner ze maachen, do wou herno d'Pensioune geschëlt ginn. Och hei musse mer déi Saach an Zukunft besser verschaffen. Genausou gutt wéi et och an de Gesondheetskeesen nach ëmmer Problemer gëtt bei Iwwerweisungen an aner Länner, fir einfach den Traitement ze kréien, dee vläicht heiansdo besser ass och nëmme kuerz iwwert d'Grenz eraus an der Groussregioun.

Uschwätze wéilt ech dann och eng Saach, déi mer ëmmer erëm zu Ouere kënnt, wa mer all moies gesinn, wéi vill Betriber an eist Land schaffe komme säitens der Groussregioun a wa mer d'Réckmeldung vun deene kréien, datt et ganz einfach ass hei zu Lëtzebuerg ze schaffen. Mir hu Ministèren. Mir hunn de Ministère des Classes moyennes, dee ganz administrativ Prozeduren huet. Et ass schued, datt den zoustännege Minister Fernand Boden elo net hei ass, well et effektiv och eng Bonne note fir hie wier an och fir eis Regierung a sech.

Mir maachen et de Firmen eigentlech relativ einfach, eriwwer schaffen ze kommen. Par contre ass et awer ganz schwéier fir Lëtzebuerger Firmen, eriwwer schaffen ze goen an d'not Ausland. Hei si ganz dacks onüberwindbar Hürden, déi ze léise sinn. Och dat wier eng Opfuerderung an dësem Débat, datt mer dës Hürde méi niddreg kriten, fir och eise Lëtzebuerger Firmen d'Méiglechkeet ze ginn, an d'Grenzregioune schaffen ze goen.

Zum Schluss hunn ech gesot, datt ech éischter eng Groussregioun gesinn, déi vum Bierger lieft, déi mam Bierger lieft. Duerfir musse mer eben an der Praxis och dem Bierger all déi Hürden, déi de Moment virun allem op administrativer Basis sinn, probéieren aus de Féiss ze huelen. Duerfir solle mer och de Virschlag vun engem Guichet unique pour citoyens aus der Groussregioun opgräifen an do eigentlech direkt déi Informatiounen, déi Formularen, déi néideg Renseignementer ginn, déi se brauchen. An deem Sënn mengen ech och, datt mer déi grouss Force, déi dës Grande Région duerstellt, sollen notzen, fir och an Zukunft kënnen eng gutt Zesummenaarbecht mat deenen eenzelne Regiounen ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et si Leit heibannen, déi mengen, ech soll et esou kuerz wéi méiglech maachen...

(Hilarité)

...betreffend eis Groussregioun. Da musst Der awer Versteesdemech hunn, dass, wann een un d'Groussregioun gleeft - an dat maachen ech -, een dat net méi kuerz maache kann, wéi et ebe muss sinn. Duerfir wier ech frou, wann Der mer géift e bëssen nolauschteren, fir ze verstoen, dass deen ambitiéise Programm, deen d'Regierung sech ginn huet, fir d'Presidentschaft vun der Groussregioun an den nächste 14 oder 15 Méint ofzeschléissen, wierklech eng Plusvalue, e Méiwäert bréngt fir eist Land a fir eis alleguerten.

Duerfir wollt ech fir d'alleréischt emol dem Rapporteur Marcel Oberweis Merci soe fir déi Initiativ, fir eis justement an där Zäit, wou mir eben déi Presidentschaft hunn, do d'Méiglechkeet ze ginn, eis an der Chamber als Regierung mat Iech zesummen ze artikuléieren, fir och am Fong geholl ze weisen, dass dat Dokument, wat Dir als Basis geholl hutt - «VISION 2020» vum Saarland; de Jacques Santer war jo do Rapporteur -, och net onbedéngt eng eidel Hüls wäert bleiwen. Well déi nächst Presidentschaft, dat wësst Der jo, ass déi vum Saarland. Déi hunn - gëschter hu mer dat kënnen zesummen diskutéieren - de Wëllen, och Elementer anzebauen an de Mateneen, dee mer eis wëllen an der Groussregioun opbauen.

De Marcel Oberweis huet als Rapporteur e flotte Portrait vun der Groussregioun gezeechent, fannen ech, mat adequate Schwéierpunkten an, et kéint ee soen, ville klenge wichtege Schrëtt. Dat gëtt dann eng méi grouss Regioun. Dat ass och e bëssen déi Visioun, déi ech vun deem Ganzen hunn. Hien huet och Beispiller illustréiert.

De Lucien Thiel war natierlech duerno e bësse méi kritesch vläicht, oder hien huet déi Saach e bëssen anescht gesinn. Hien huet vun Ongläichgewiichter geschwat. Ech muss him awer zum Beispill zur Communauté de communes vu Cattenom eppes soen. Do hat ech d'Chance, wéi déi hiren zéngten Anniversaire gefeiert hunn, dat ass e gutt Joer hier, dass de President mer gesot huet, hie wär ganz houfreg op Lëtzebuerg. Dat wär am Ufank net esou gewiescht. Virun - ech weess net - zéng, 15 Joer war e bësse méi dee Konkurrenzgeescht do. Haut gesi si d'Plus-value vu Lëtzebuerg. Si gleewen un de Modell Lëtzebuerg. Duerfir muss een dat och e bëssen esou kucken. Déi eng gesinn et vläicht méi negativ, déi aner méi positiv. Déi Cattenomer allzäit gesinn dat ganz positiv.

Ech sinn d'accord, dass mer d'Ambitioun net sollen ze héich stellen. Et sollt een en Entwécklungskader maachen, deen adequat ass. Dat ass ganz richteg. Ech deele sécherlech och d'Meenung vum Lucien Thiel, fir den Hiewel bei der Raumplanung unzesetzen, well dat ass am Fong geholl d'Häerzstéck vun eiser Strategie.

De Fernand Etgen fir sech huet am Fong geholl de Fonctionnement, d'Zuel vun den Aarbechtsgruppen e bësse kritesch beluecht. Et sinn och anerer, déi dat nach gemaach hunn. Ech deele seng Meenung, well déi Diskussiounen hu mer och selwer gefouert um Sommet. Mä et ass esou, dass virun 18 Méint eng Reorganisatioun stattfonnt huet. Mir waarden elo of wat dat gëtt. Da gëtt eventuell och nach eng Kéier eng Restrukturéierung vun deenen Aarbechtsgruppe gemaach. Well et kann net sinn, dass een Aarbechtsgruppe mécht, fir Aarbechtsgruppen ze maachen. Et muss konkret ginn. Et däerf net nëmme waarm Loft sinn.

Dir hutt d'Iddi vum gemeinsame Budget opgeworf. Ech kommen herno drop zréck. Do kënnt eppes derbäi eraus. Mä ech géif soen, Dir hutt Iech och trotzdeem positiv am grousse Ganzen zu deem Ganze gesat.

Dir hutt zwar d'Iddi vun der Appartenance opgeworf. Do wëll ech Iech soen: D'Fransousen hu fonnt, mir misste lauter Uertsschëlder maachen an der Groussregioun, wou mer da géifen drënnerschreiwen: «Grande Région» oder „Großregion“ oder „Groussregioun“. Ech weess net, ob mer dat solle maachen. Mä et kann ee mat einfache Mëttelen heiansdo munches bewierken. Dir hätt also eng Positioun gehat, déi ech och als net onbedéngt negativ gesinn.

De Roland Schreiner huet méi den interregionale Wettbewerb ervirgestrach. Hien huet gesot, mir bräichten ee gemeinsamen Handlungsraum. Dat ass richteg. Mir hätte Gemeinsamkeeten. Déi hu mer och. Mir hunn och Diversitéit. Hien huet awer och nees eng Kéier gesot, dass den Aménagement du Territoire an alle Beräicher spillt; wat mir och mengen. Hien huet d'Schinn - de Schinneverkéier - als Plattform, fir deen ze förderen, och ervirgestrach. De Modell vun enger grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht huet hie gewürdegt, esou dass ech och dem Roland Schreiner säi Kommentar zu deem Ganzen als positiv géif bewäerten.

De Claude Adam huet am Fong geholl éischter d'Komplexitéit vum grenziwwergräifende Schaffen ervirgestrach. Hien huet sech besonnesch mat der Erfahrung vum Kulturjoer 2007 befaasst an huet dat Kulturjoer ganz positiv bilanzéiert, wat mir och maachen. Hie sot, 75% vun de Leit sinn zefridden an d'Zesummeschaffe kann erfollegräich sinn. Mir baue jo och déi ganz Iddi vun der Kultur aus.

Deen nächste Riedner, deen no him geschwat huet, war de Gast Gibéryen. Hien huet och ervirgestrach, dass sech jiddfereen där wichteger Roll vun der Groussregioun bewosst wier, an huet am Fong geholl d'Wichtegkeet vun de bilateralen Accorden ervirgestrach.

Mir mengen och, dass dat wichteg ass an dass doraus effektiv mëttelfristeg eng Groussregioun à deux vitesses ka kommen, net am negative Sënn vum Wuert, mä einfach, dass déi, déi méi no beienee sinn, méi matenee schwätzen, wéi déi, déi méi wäit ausernee sinn.

Dann hate mer nach den Här Jaerling. Souguer hien huet d'Groussregioun als eng Chance fir eis all erausgestrach.

Zum Schluss huet de Romain Schneider geschwat. Hie gleeft un d'Groussregioun, wann ech dat richteg verstanen hunn. Hien huet de Volet vun der Sécurité sociale beliicht an huet gemengt, dass ee soll dee Guichet unique bréngen, wat ech och eng gutt Saach fannen. Ech muss him och dozou soen, dass de Ministerpresident vun der däitscher Communautéit vun der Belsch, de Karl-Heinz Lambertz, déi Iddi schonn développéiert huet elo op deem leschte Sommet, esou dass mer och do schaffen, konkret schaffen, och wann dat vläicht net expressis verbis an eisem Programm steet.

Ech sinn heihinner komm, fir Iech och e bëssen eise Programm virzestellen, dee mer den 1. Februar lancéiert hunn zu Namur beim 11. Sommet, wou mer vill Asaz wëlle beweisen. Eis Ambitioun ass déi, fir e virbildleche Modell vu grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht ze maachen, deen a mengen Aen en phase ass mat deem, wat haut de Mëtteg hei gesot ginn ass.

Mir wëlle sécherlech d'Aarbechte weiderféiere vun deene Présidencë virdrun a wëllen den Erwaardunge vun deenen 11,4 Milliounen Awunner, déi an der Groussregioun wunnen, gerecht ginn, well wa mer wëlle wierklech eppes kréien, qui tient la route - wéi een esou schéi seet -, da musse mer eng solidaresch, eng sozial, eng kompetitiv an eng staark Groussregioun kréien. Si muss staark sinn an hirem Raum, mä och staark an Europa.

Ech wëll gären déi Wierder widderhuelen, déi eise Statsminister gëschter zu Saarbrécken gesot huet betreffend d'Groussregioun. Hie sot, mir brauchen een attraktiven, liewenswäerten, wirtschaftlech dynamesche gemeinsame Liewens- a Wirtschaftsraum. Dat ass seng Definitioun vun der Groussregioun, an ech gleewen och un déi a mengen, dass mir déi missten ustriewen.

Mir kennen d'Erausfuerderungen. Si sinn haut de Mëtteg ugeschwat ginn. Mir wëllen hinne begéinen, an duerfir hu mer dësen éiergäizegen Aarbechtsprogramm op d'Bee gestallt.

D'Organisatioun ass esou, dass de Statsministère zesumme mam Landesplanungsministère dann dat Ganzt an Ugréff hëlt. D'Haus vun der Regioun ass eng Schlësselstruktur, si soll mat hirem Lëtzebuerger Vertrieder d'Koordinatioun maachen. Dat wëllt awer net heeschen, dass déi aner Ministèren net sollten eng Hand mat upaken. Si si gradesou gefuerdert. Mir sinn am Fong geholl alleguerte gefuerdert. Dat ass och zum Ausdrock komm am Regierungsrot vum 25. Januar 2008, wou den Aarbechtsprogramm ugeholl gouf, dee mer op d'Bee gestallt hunn.

Ech wëll och gäre vun där Geleeënheet hei profitéieren, fir am Fong geholl d'Ministeren, d'Buergermeeschteren, d'Deputéierten, si alleguerten opzeruffen, sech an enger grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht ze engagéieren, an zwar net nëmmen elo während eiser Presidentschaft, mä och duerno, well déi grenziwwergräifend Kooperatioun, ob se elo bilateral, trilateral, multilateral ass, muss eng Prioritéit bleiwen. Eng Prioritéit vun der Regierung, awer och eng Prioritéit - ech wëll dat hei ënnersträichen - vu ville Gemengeresponsabelen. Duerfir wëlle mer och an deenen nächste Wochen a Méint op véier Plazen am Land zesumme mam Europaminister Nicolas Schmit de Gemenge Pisten opweisen, wéi se kënne Politik maachen an der Groussregioun an an Europa. Dat ass eng Dimensioun, déi ganz wichteg ass.

Gradesou wichteg ass et, de Conseil économique et social de la Grande Région anzebannen. De Moment huet do den Norbert Geisen d'Presidentschaft. Déi wëlle mer och aktiv mat abannen, sief et iwwer eng direkt Participatioun oder iwwer spezifesch Mandater.

An dann, last but not least, spillt och Är Kooperatiounsstruktur, den CPI - Conseil Parlementaire Interrégional -, eng grouss Roll.

(Interruption)

De President sëtzt hei hannendrun. An de President huet säi Programm oder Äre Programm zu Namur virgestallt. Ech war ganz Ouer an hunn héieren,...

(Interruption)

...dass dee Programm, deen Dir Iech hei ginn hutt als Parlament, am Fong geholl en phase ass mat deem, wat mir och als Regierung wëlle maachen. Duerfir wollt ech dann och dem Lucien Weiler als President Merci soe fir dee gudde Rapport, deen hie gemaach huet zu Namur bei der Geleeënheet vum leschte Sommet.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Dir Dammen an Dir Hären, d'Schwéierpunkte vun eisem Programm leie jo dann op där enger Säit um Weiderféiere vun den Aarbechte vum 10. Sommet, mat engem zentralen Thema awer, dat Dir schonn ugeschwat hutt de Mëtteg, nämlech der grenziwwergräifender territorialer Entwécklung a Planifikatioun.

Een anere wichtege Schwéierpunkt bleift awer och d'Zougehéieregkeetsgefill vun de Bierger vun der Groussregioun, dat mer wëlle stäerken, well vun deem ganze Package, dee mer eis presentéieren, menge mer, et misst een en als Ganzt duerchbréngen, fir déi néideg Effeten ze kréien.

Am Detail huet eise Programm dräi Voleten, zwou Haaptachsen:

Deen éischte Volet beschäftegt sech mam Raum an zwar mat der territorialer Entwécklung a mat der Planifikatioun. Deen zweete Volet beschäftegt sech mat dem Wirtschaftswuesstum a mat der Entwécklung vun der Héichschoullandschaft, an deen drëtte mam Zougehéieregkeetsgefill an harmonesche Liewenskonditiounen.

Ier ech elo am Detail op dës Voleten aginn, wollt ech nach e puer Remarquë maachen, déi et mer wichteg schéngt virzeschécken. An de leschten zwee Joer huet den Exekutiv vun der Groussregioun e gemeinsamen Interreg-Programm fir d'Groussregioun 2007-2013 op d'Bee gesat. Dëse Programm ass vun der Europäescher Kommissioun approuvéiert ginn an ass dotéiert mat net manner wéi 106 Milliounen Euro. Dat heescht, d'EU gëtt eis 106 Milliounen Euro. Déi aner Partner kréien och 106 Milliounen Euro. Mir hunn also hei 212 Milliounen Euro, déi um Dësch leien, fir verschafft ze ginn.

D'Sekretariat vun dësem Programm ass hei zu Lëtzebuerg am Haus vun der Groussregioun. An ech mengen, d'Ariichte vun dësem Sekretariat ass e kruziale Schrëtt an och eng grouss Chance a Richtung Entwécklung a Stäerkung vun der Groussregioun.

Meng zweet Bemierkung ass déi folgend: Mir soen alleguerten, mir brauchen eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht. Si ass noutwendeg. Mir brauchen eis Groussregioun, fir dass eis wirtschaftlech Entwécklung harmonesch bleift. Mir brauche se an alle Beräicher, ob dat den Tourismus ass, d'Kultur, d'Héichschoulwiesen, d'Recherche, d'Santé, d'Ëmwelt, den Transport oder d'Ausbildung.

Mä d'Groussregioun brauch eis och!

A wann dat soll fonctionnéieren, da kann dat nëmmen esou sinn, dass mer dat, wat och schonn ugeklongen ass, nämlech eng Win-win-Situatioun kréien, dat heescht, dass deen een an deen anere bei der Zesummenaarbecht Gewënner sinn.

Beim Beispill Ikea, wat ugefouert ginn ass vum Marcel Oberweis, deelen ech déiselwecht Vuen.

Mä et kann een d'Groussregioun awer, an et muss ee souguer d'Groussregioun aus zwou verschiddene Perspektiven ugoen: déi Lëtzebuerger Perspektiv, wat éischter eng bilateral Perspektiv ass, an déi groussregional Perspektiv, déi ass da multilateral.

Déi Lëtzebuerger Perspektiv artikuléiert sech natierlech ronderëm déi Problematiken, déi eist Land an eist Vollek betreffen, dat sinn - a si si schonn ugeschwat ginn - virun allem den Transport an de Logement.

Et geet elo haut net dorëm, fir d'Problemer vum Verkéier a vum Verkéier vun de Frontalieren - deen am Joer 2007 bei 139.000 louch - hei ze diskutéieren. Et geet och net dorëm, d'Defiziter, déi mer am Logement hunn, dat heescht d'Deierecht vun den Immobilien an esou weider, fir dat haut ze kommentéieren.

Mä et geet dorëm, an d'Lëtzebuerger Regierung ass sech deene Problemer bewosst, Weeër, Méiglechkeeten, Léisungsvirschléi opzezeechnen, jo auszeschaffen, fir dës zwou Thematiken an de Gréff ze kréien. An dës Thematike stinn dofir an eisem Aarbechtsprogramm.

Wann ech den Transport huelen, dann ass do scho vill geschitt, mä et muss nach munches gemaach ginn. Déi negativ Auswierkunge vum klammende Frontaliersverkéier hunn Effeten op eis Liewensqualitéit, bedeiten eng zousätzlech Ëmweltbelaaschtung. Hei kënne mer nëmme Léisunge fannen, wa mer zesummeschaffen.

Am Logement ass et d'selwecht. Dat Thema gouf nach ni thematiséiert op engem Sommet. Mä d'Lëtzebuerger Présidence wëllt hei gemeinsam Léisungen ustriewen. Mir wëssen, dass et keng Zauberformel gëtt. D'Problemer si jo ugeschwat gi vum Här Etgen a vum Här Oberweis.

Eng drëtt Bemierkung, déi ech wëll virausschécken, ass déi, dass mer am Dezember 2007 - ech mengen, et war de 6. Dezember d'lescht Joer - d'Revue territoriale vun der OCDE iwwer eist Land virgestallt hunn. A si kënnt zu deeneselwechte Konklusiounen am Beräich Transport a Logement.

Well nieft der Feststellung, dass d'Lëtzebuerger Politik, wat den Aménagement du Territoire ugeet, innovant ass an ambitiéis genuch wär, fir dës Erausfuerderungen an de Beräicher Transport a Logement unzegoen, schreift d'OCDE - an ech wëll Iech dat gären zitéieren: «Toutes les actions menées, qu'il s'agisse d'infrastructures ou de services de transports ou encore de logements ont nécessairement une dimension Grande Région, ce qui signifie que leur succès suppose non seulement une coopération étroite avec les régions voisines au niveau de leur mise en œuvre mais encore un consensus en amont sur les grands objectifs poursuivis. Or, force est de constater que, pour l'instant, les stratégies innovantes conçues par le Grand-Duché n'ont que peu de prolongements réels vers les territoires voisins, alors que les hypothèses de ces stratégies elles-mêmes reposent sur les perspectives d'évolution économique et démographique de la dite Grande Région dans son ensemble.»

An d'OCDE justifiéiert eng méi enk Zesummenaarbecht an der Groussregioun mat der Situatioun vun enger «étroite interdépendance des économies de la Grande Région, en particulier en matière de marchés de l'emploi» - a weider - «qui ne peut que faire sentir de plus en plus fortement ses effets sur les infrastructures et l'environnement, requérant une coordination bien plus étroite en la matière que celle qui existe aujourd'hui».

Weiderhin ass d'OCDE der Meenung - an ech zitéiere se nach eng Kéier -: «(…) la prise en compte de la logique IVL» - an ech betounen dat - «au niveau de la Grande Région faciliterait sa mise en œuvre dans le Grand-Duché tout en permettant de mieux coordonner les différentes politiques poursuivies en la matière dans cette partie de l'Europe».

Si schléit also vir, eng Aart IVL mat deenen aneren Instanze vun der Groussregioun ze maachen.

Une voix.- Da sot deenen dat.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Si wëssen dat schonn. D'OCDE huet och staark insistéiert - an dat zitéieren ech nach eng Kéier -: «(...) la mise en œuvre, le suivi et l'adaptation permanente de ce dispositif requièrent des moyens humains suffisants, faisant appel à des compétences spécifiques (...)», iwwerdeems les «effectifs réduits actuels de la DATer ne peuvent assurer cette mission.» Dat heescht ganz kloer, déi Leit, déi am Ministère sinn, déi ginn net duer.

Schlussendlech betount se och nach: «(...) les composantes de la Grande Région, au premier rang desquelles figure le Grand-Duché, ne peuvent véritablement faire valoir leurs atouts et leur complémentarité que conjointement. L'innovation en matière d'aménagement du territoire, telle que développée au Luxembourg, pourrait ainsi être consolidée tout en bénéficiant utilement aux régions voisines.» Dat dote si kloer Wierder.

Eng véiert a lescht Bemierkung. Zënter Juli 2006 gëtt et een neit juristescht Instrument an der EU, dat grenziwwerschreidend, international an och interregional Kooperatioun erméiglecht. Et handelt sech - den Term ass schonn ugeschwat ginn - ëm de Groupement Européen de Coopération Territoriale, de GECT. De Projet de loi vum GECT gouf déposéiert. Ech géif mir jo wënschen, dass mer e geschwë kéinten hei an der Plénière stëmmen.

De GECT erlaabt eis e ganze Koup grenziwwergräifend Dossieren, zumools op bilateralem Niveau, natierlech awer och op multilateralem Niveau virunzedreiwen. Hien ass eng performant Struktur, contrairement zum Beispill zu där Struktur, déi mer hate wéi de PED gegrënnt ginn ass am Raum Rodange.

Mir sinn och amgaangen - dat ass och schonn ugeschwat ginn - mat engem GECT mat eisem louthréngesche Partner um Site Belval konkret ze ginn. Mir denken och un aner Projete mat eisen däitschen a belsche Partner. Gëschter hu mer nach zu Saarbrécken beim Regierungstreffen och invoquéiert, fir e GECT mam Saarland ze maachen. A last but not least denke mer och drun, e GECT ze maache fir déi ganz Groussregioun. Dat géif eis finanziell a personell Moyenë garantéieren an e Budget ginn, fir op engem klengen Niveau zesummen Aktiounen ze maachen. Dat ass dat, wat den Här Etgen virdrun ugeschwat huet.

Och hei gi mir, wat déi Démarche do ugeet, ermontert vun der OCDE. Si schreift: «(...) la systématisation d'une telle démarche sur des projets majeurs, même bilatéraux mais situés dans une perspective Grande Région». Dat kann ech nëmmen ënnerschreiwen. Dir gesitt also, hei si Virgabe von enger unerkannter, kompetenter Organisatioun. A mir wëllen eis gären un déi halen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zur Presentatioun vum Programm vun der Lëtzebuerger Présidence. Deen huet dräi Voleten - hat ech gesot - an zwou Haaptachsen.

Ech wëll fir d'éischt emol de raimleche Volet développéieren. D'Groussregioun huet eng Fläch vu 65.401 km² - dat ass 25-mol eist Land; dat ass och bedeitend - an iwwer eelef Milliounen Awunner. Dat hu mer gesot. Si ass geographesch vu Mëttelgebirgsketten ëmschloss, sou dass deelweis d'Haaptachse vun eise wichtegen europäesche Pole vun der wirtschaftlecher Entwécklung ausgeschloss sinn. Dat ass d'Rhäin-Achs oder de Ballungsraum vu Paräis an och London. Déi sinn ebe wäit vun eis ewech; loosse mer et esou soen.

Eng aner Charakteristik vum Groussraum oder vun der Groussregioun ass déi Polycentrique, déi och schonn ugeschwat ginn ass. Well am Verglach zu aneren europäesche Metropolregioune sinn eis Stied kleng. Eis Stied leien tëschent 100.000 an 200.000 Leit. Déi richteg Groussstied hunn awer 500.000 Leit an nach méi. An ebe fir dës onkammoud, suboptimal geographesch Situatioun auszegläichen a fir dass d'Groussregioun sech zu engem Raum mat engem grousse wirtschaftlechen a soziale Wäert entwéckelt, musse mir eis Zesummenaarbecht am Beräich vun der territorialer Entwécklung a Planificatioun verbesseren, fir dass mer kënne mat deene groussen europäesche Metropolregiounen an Aenhéicht fonctionnéieren.

An den Ensembel vun de Moossnamen am Volet „Raum", dee mer an eiser Présidence opgefouert hunn, schreiwe sech justement déi jéngsten Entwécklungen op EU-Niveau an. Do gëtt et nei Momenter. Am Vertrag vu Lissabon steet d'Territorialkohesioun nieft der wirtschaftlecher a sozialer Kohesioun als ee Vecteur, als ee Pilier vum Fridden, vun de Wäerter a vum Wuelgefill vun eise Bierger a Biergerinne vun der Europäescher Unioun. Dat ass een neie Moment. Datselwecht gëllt fir d'Charta vu Leipzig an och den territorialen Agenda vun der Europäescher Unioun.

Dës zwee Instrumenter sinn a mengen Aen den Ausdrock vun enger neier ambitiéiser territorialer Kohesiounspolitik an och enger moderner Städtepolitik. A grad an dësem prezisen a fir d'Entwécklung vun eiser grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht gënschtege Kader wëlle mir eben als Présidence kuerzfristeg eng kohärent an eng integrativ Démarche, e bësschen esou wéi am IVL, am Beräich vun der territorialer Entwécklung a Planificatioun definéieren.

Dat ass eng Aktioun, déi sech souwuel op d'Stied wéi och op de ländleche Raum bezitt, op déi schonn existent Statsréseauen, wéi de Quadropol an de LELA+, an op där anerer Säit op d'Réseaue vun den Naturparken.

(Interruption)

Wëllt Dir mer eng Fro stellen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen. Et ass ganz interessant.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ech si frou, wann Dir et interessant fannt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wëll Iech beileiwen net ënnerbriechen.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Et mécht mer awer Freed, dass Der esou interesséiert sidd, Här Gibéryen. Dat mécht mer wierklech vill Freed. Duerfir fueren ech elo mat vill Freed weider.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Freet Iech elo net!

M. le Président.- Här Gibéryen, ech géif Iech bieden!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, den Här Minister huet mech ënnerbrach.

(Hilarité)

Une voix.- Den Här Gibéryen huet mech ënnerbrach am Näischtsoen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech gouf provozéiert.

Une autre voix.- A senger Freed.

(Hilarité)

M. le Président.- Kéinte mer d'Seriositéit, déi mer de ganze Mëtteg haten, bis zum Schluss bäibehalen?!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech halen drop!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Kuerzfristeg hunn ech lech eis Zilsetzunge gesot. Längerfristeg geet et eis fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg - an dat, menge mer, wär vu fundamentaler Bedeitung – drëm, ee progressiven a strukturéierten Opbau vun enger grenziwwergräifender, polyzentrescher Metropol ze organiséieren. Dat ass net einfach. Dat sinn technesch Wierder. Mä mir wëssen, wat mer wëlle maachen. Mir mussen elo ufänken déi grouss Stied vun der Groussregioun verstäerkt ze vernetzen an d'Institutiounen an de Beräicher Kultur, Enseignement a Santé méi enk mateneen ze verstrécken.

Mir wëllen dann duerch Kooperatioun mat ähnleche grenziwwerschreidende Metropolraim an Europa zesummeschaffen, fir Feeler ze vermeiden an dann erfollegräich Praktiken hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen. Duerfir hunn oder wëlle mer een ESPON-Projet lancéieren. Lëtzebuerg ass d'Autorité de gestion vum ESPON, deen zu Esch säi Sëtz huet. Et ass dee sougenannten - op Franséisch - Observatoire en Réseau de l'Aménagement du Territoire européen.

Do wëlle mir also mat de Schwäizer, den Däitschen, de Fransousen an de Belsch e Projet maachen. Deen hat ech ënnert der portugisescher Presidentschaft op den Azore proposéiert. Déi Länner waren d'accord e Projet ze maachen, dee mer lech dann eng Kéier wäerten, wa mer eng Bilanz hei maachen, presentéieren. Mir erwaarden eis hei, dass mer am Fong geholl d'Kooperatioun an der Groussregioun domat kënne performéieren.

Da wëlle mer och eng nohalteg an équilibréiert sozioekonomesch Entwécklung vun de ländleche Gebidder kréien. Dat geet awer nëmmen, wa mer vun de Komplementaritéite profitéieren, déi mer am ländleche Raum an am städtesche Raum hunn, fir eben déi spezifesch Ressourcen ze valoriséieren. Dat heescht, déi sozioekonomesch Entwécklung muss iwwer grenziwwergräifend ländlech Kompetenzpole ronderëm d'Naturparken ausgebaut ginn.

Wat dee Volet ugeet, kommen ech elo zum Ëmsetze vun de Prioritéiten am Volet „Raum". Mir hunn dat „déi territorial Entwécklung" genannt. Hei musse mer eng Strategie kréien op dräi Niveauen: am Beräich vun de Verkéiersinfrastrukturen, am Beräich vun de wirtschaftlechen Aktivitéitszonen an am Beräich vum Logement.

Stroossen a Schinneverkéier. D'Erreechbarkeet muss an deem Beräich verbessert ginn. Dat schéngt op der Hand ze leien. Dee Moment sinn de Persounentransport an de Güterverkéier concernéiert. Duerfir wëlle mer Neel mat Käpp maachen am Beräich Transport. Duerfir wëlle mer eng zweet Verkéierskonferenz vun der Groussregioun am Mee organiséieren a wierklech konkret Iddien développéieren. Déi éischt Konferenz war 2006 zu Tréier. Mir wëllen och zesummen eng grenziwwerschreidend Agence vum öffentlechen Transport vun der Groussregioun grënnen.

Schliesslech wëlle mir déi aner zwee Beräicher nach ugoen, déi bis elo knapps oder guer net zur Sprooch komm sinn - ech hunn et schonn eng Kéier gesot -: déi wirtschaftlech Aktivitéitszonen an de Logement.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen zweete Volet vun eisem Programm beschäftegt sech mat der wirtschaftlecher a mat der universitärer Entwécklung vun der Groussregioun.

Déi wirtschaftlech Entwécklung soll op dräi Beräicher focaliséiert ginn: de Clustering, d'Entwécklung an d'Vernetzung vun de Kompetitivitéitszentren an den internationale Rayonnement.

Déi wirtschaftlech Attraktivitéit vum Standuert Groussregioun muss erhéicht ginn. Dat entsprécht jo och der Lissabon-Strategie. Duerfir brauche mir gemeinsam Moossnamen. Mir wëllen zum Beispill am Beräich Handwierk eng Analys iwwert d'Entwécklungspotenzial vum Handwierk an der Groussregioun maachen, fir ze kucken, ob et do Potenzialer gëtt vu Kooperatiounsméiglechkeeten. Well dëse Secteur ass ee vun de villfältegsten an der Groussregioun. 2005 hunn net manner wéi 156.000 Betriber mat méi wei 753.000 Beschäftegten hei geschafft. Dat maachen 19% vun de Beschäftegten aus. Mir erwaarden eis hei Resultater.

Datselwecht bei der Clusterbildung. Do leeë mir den Akzent op d'Entwécklung vum Beräich Transport a Logistik. Hei wëlle mer eng Austausch- an Informatiounsplattform schafen. D'Sozialpartner, notamment de Comité économique et social vun der Grande Région, hunn hei bis elo eng ganz gutt Viraarbecht geleescht.

Am internationale Rayonnement wëlle mer och mat gemeinsamen Optrëtter vun der Chambre de Commerce op internationale Foirë weiderfueren - dat ass bis elo geschitt -, fir d'Exportchancë vun eise Betriber ze verbesseren. Duerfir muss ee sech déi Iddi, déi développéiert ginn ass, fir eng gemeinsam Agence touristique ze entwéckelen, iwwerleeën, well dat war jo am Prinzip eppes Ähnleches, wéi dësen Optrëtt am Beräich vum Commerce.

D'Entwécklungskooperatioun ass fir Lëtzebuerg därmoosse wichteg, dass mer zesumme mat eise Partner iwwert d'Schafung vun engem Réseau vun der Mikrofinanz an der Groussregioun nodenken. Well zënter 2005, wéi déi Vereent Natiounen dat Internationaalt Joer vun der Mikrofinanz ausgeruff hunn, ass eist Land an deem Kader aktiv. Duerfir gouf jo och den 13. November 2007 an der Stad d'Haus vun der Mikrofinanz gegrënnt. Dëst ass een eenzegaartegt Informatiounszenter an der Groussregioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zur universitärer Entwécklung. Hei geet et ëm d'Entwécklung an d'Stäerkung vum Héichschoulwiesen. Dat sinn am Ganzen 111 Etablissementer. Mir wëllen, dass dës Thematik eng weider Prioritéit vun der Présidence bleift. Déi ugefaangen Aarbechte solle weidergefeiert ginn a Beispiller wéi d'Mobilitéit vum Léierpersonal a vun de Studenten, d'Erléiere vun der Sprooch vum Noper oder Projete fir gemëschte Klassen a Schüleraustausch weisen, wéi mer kéinte fonctionnéieren.

Mir wënschen eis och eng besser Informatioun iwwert déi universitär Offer am Raum vun der Groussregioun. Dëst soll iwwer Broschüren, Internet-Säiten an Informatiounszentre geschéien.

D'Charte de coopération, déi ugeschwat ginn ass haut de Mëtteg, wou en éischter reservéierte Bilan gemaach ginn ass, hënnert eis net drun, dass mer wëllen eng éischt Foire universitaire vun der Groussregioun organiséieren. Dës Foire soll d'Héichschoulen, d'Fuerschungszentren oder d'Fuerschungsinstituter, d'Ekonomie an d'Studenten zesummeféieren.

Am Schoulberäich wëlle mer och d'Promotioun vu weidere grenziwwerschreidende Schoulen nom Muster vum däitsch-lëtzebuergesche Schengen-Lycée zu Pärel weiderféieren. Déiselwecht Iwwerleeunge wëlle mer eventuell am Primärschoulsecteur ustellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo kommen ech zum drëtte Volet vun eisem Programm, dat ass dee vum Zougehéieregkeetsgefill a vun der Liewensqualitéit.

Wann ee vu Liewensqualitéit schwätzt, gëtt dat oft vun eise Bierger mat Aarbecht a Weiderbildung, mat Gesondheet a mat Sécherheet verknäppt. Eben an dëse Beräicher brauche mer eng méi grouss Concertatioun. Mir wëllen déi Themen ugoen an engem grenziwwerschreidende Kontext.

Als éischt Thema d'Santé. Do gëtt et en enorme Potenzial an dee Potenzial ergëtt sech duerch d'Vereelsung vun eiser Bevölkerung, duerch deen demographesche Wandel. Ech hunn nogekuckt: Am Joer 2020 hätte mer 27,72% vun de Leit, déi méi wéi 60 Joer al wären, am Joer 2030 souguer 31,4%. Wann ech elo déi Leit kucken, déi haut zu der aktiver Bevölkerung gehéieren, dann hätte mer am Joer 2020 nach 51,82% vun eiser Bevölkerung, déi an där Alterskategorie géife leien, an 2030 wären dat 48,61%.

Dës Zuele maachen eis däitlech, dass hei mussen Iwwerleeunge gefeiert ginn, dass en État des lieux muss gemaach gi vum Gesondheetswiesen, vun de Potenzialer, vun de Manktumer an dësem Secteur. Mir musse kucken déi grenziwwerschreidend Moossnamen ze erfaassen an der Fleeg, oder och d'Iddi vu Synergië vu Spideeler sollt een iwwerpréiwen, fir en Aktiounsplang oder en Aktiounsprogramm ze entwéckelen.

Am Beräich Sécherheet, deen eis och um Häerz läit, hu mer dräi Objektiver: Mir wëllen déi gemeinsam Police- an Douaneszentere verstäerken duerch eng Harmonisatioun vun de Kollaborationsprozeduren. Mir wëllen am Kader vun der Gewaltpreventioun eng verstäerkt Zesummenaarbecht tëschent deene verschiddenen Uerdnungsdéngschter an der Groussregioun. Dëst kéint iwwert d'Schafung vun engem internationalen an interregionale Réseau vun de kompetente Servicer passéieren. A mir wëllen och gemeinsam Sensibilisatiounscampagnen an de Schoule maache fir déi jonk Leit.

Eng aner Iddi wier déi fir e grenziwwerschreidenden Dag vun der Gewaltpreventioun mat Informatioun a Sensibilisatioun ze organiséieren. A schlussendlech wëlle mer och nach den Austausch vu jonke Polizeibeamte vun der Groussregioun organiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Présidence wäert konkret an nohalteg Moossnamen ergräifen, fir sämtlech Kategorië vun der Populatioun vun der Groussregioun op d'Existenz vun dësem Kooperatiounsraum ze sensibiliséieren, fir déi gemeinsam Identitéit an d'Zougehéieregkeetsgefill ze stäerken. Esou ass et noutwendeg, dass déi Zivilgesellschaft Groussregioun net nëmmen als e wirtschaftlechen a politesche Kooperatiounsraum considéréiert gëtt, mä och als Kooperatiounsraum fir d'Beräicher Kultur, Tourismus a Fräizäit.

Duerfir wëlle mer am Beräich Kultur, an dat ass jo schonn ugeklongen, déi positiv Synergien, déi am Kader vun „Lëtzebuerg a Groussregioun, europäesch Kulturhaaptstad", entstane sinn, weider profitéieren an ausbauen duerch d'Weiderbestoe vum Réseau vun de Kulturacteuren. Dat bleift eng Prioritéit, et muss eng Prioritéit vun der Lëtzebuerger Présidence an net nëmmen der Lëtzebuerger Présidence bleiwen. Mir kréien zwar kee Kulturfong, wéi elo ugeschwat ginn ass. Mir kréien duerfir awer eng liicht Structure culturelle. Si soll de Garant sinn - och mat Geld, zwar manner Geld - fir d'Pérennitéit vun dëser flotter Initiativ.

Mir ënnerstëtzen och d'Présidence an der Décisioun, fir dass déi Kulturverantwortlech sech all 18 Méint treffe sollen. Well do wëlle se d'Haaptlinne vun hirer gemeinsamer Politik definéieren. Och dës Iddi, dës Initiativ deet gutt, huet gutt gedoen a féiert eis dozou, fir Iwwerleeungen ze féieren, weider konkret Ministerkonferenzen am Kader vun der Groussregioun ze maachen hei beim Kulturminister. Mir stellen eis vir, dass mer och an anere Politikberäicher, wéi zum Beispill am Transport, an der Landesplanung oder och am Gesondheetswiesen, kéinten esou Konferenze maachen.

Am Beräich vum Tourismus wëlle mer d'Iddi vun engem Mois du patrimoine an der Groussregioun ausbauen an och eventuell de Circuit touristique du patrimoine mondial UNESCO zu engem gudden Enn bréngen.

Am Sport wëlle mer déi drëtt Editioun vum Jugendfussballcup, déi den néngte Sommet a Rheinland-Pfalz war, déi dat organiséiert hat, och nach eng Kéier maachen. Mir wëllen e Mount vum Jugendsport organiséieren an eventuell eng Vëloscourse fir Jonker.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir stellt also fest, den Aarbechtsprogramm, dee mer gemaach hunn, ass breet gefächert, en ass éiergäizeg. D'Objektiver awer kënne mer nëmmen zesummen erreechen, wa Regierung, Parlament, Zivilgesellschaft, all Mënsch eng Hand mat upeekt. Mä eng vun de wichtegste Bedéngunge fir den Erfolleg ass déi, dass och déi lëtzebuergesch Ministeren alleguerten un engem Strang zéien,…

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat ass net esou einfach.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- ...dass am Fong geholl jiddfereen an déiselwecht Richtung geet. Duerfir wëlle mer eis och Moyenë ginn, duerfir plädéieren ech fir en interministériellë Réseau Groussregioun ze schafen, wou déi Beamten, déi verantwortlech si fir déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht, zesummeschaffen. Dat sinn a mengen Aen „key player", a si kënne vill Viraarbecht maachen, déi herno kann afléissen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Och beim Un-engem-Strang-Zéien, Här Minister, hänkt et dovun of, ob se all an eng Richtung zéien.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Dat ass ganz richteg, Här Mehlen. Ech gesinn, Dir lauschtert och gutt no.

Mir wëllen den interministériellë Réseau animéieren duerch den Aménagement du Territoire, mat der Ënnerstëtzung vun dem Haus vun der Groussregioun. Dëst soll eng Cellule gi vu grenziwwergräifender Kooperatioun. Esou kënne mer d'Prioritéite besser festleeën, d'Effikassitéit vun eiser Regierungspolitik besser duerstellen.

Dëst soll net am Fong geholl een Aschneide si vu ministerielle Kompetenzen, mä et soll eng besser Artikulatioun si vun eise Prioritéiten, eng besser Visibilitéit vun eiser Aarbecht, an duerfir och dee GECT, wou ech lech virdru gesot hunn, vun der Groussregioun, wou mer Geld a Personal kréien, fir multilateral eng Gesamtstruktur nieft dem Haus vun der Groussregioun opzebauen an dann do konkret Projeten unzegoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als eenzege souveräne Stat, dat ass och schonn ugeklongen, spillt Lëtzebuerg sécherlech eng primordial Roll. Si muss de Motor, awer net nëmmen de wirtschaftleche Motor vun der Groussregioun sinn, fir dass mer eng Kéier nieft der wirtschaftlecher och eng sozial Dimensioun kréien, ee Raum, deen an Europa eng Bedeitung kritt, an deem sech d'Bierger wuel fillen.

Mat der Ënnerstëtzung vun eisem Premierminister an och deenen anere Regierungs-

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

membere wäerte mer eis beméien, dass Lëtzebuerg weider de Motor vun der Groussregioun bleift. Fir dëst Objektiv ze erreechen, brauche mer konkret Aktiounen. Ech hunn Iech där e ganze Koup opgezeechent. Dir wësst genau, dass Pabeiertigere gedëlleg sinn, dass déi näischt bréngen. Nëmme konkret Aktioune wäerten eis dat bréngen, wat mer dann an 18 Méint bilanzéieren.

Wat elo d'Motiounen ugeet, wëll ech soen, dass ech schätzen, dass déi vun alle Parteien ënnerschriwwe gi sinn, an ech wär frou, wann déi alleguerte kéinten ugeholl ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motions

M. le Président.- Ech soen dem Här Minister Merci fir seng Ausféierungen. Domat si mer um Enn vun enger ganz konsensueller Debatt ukomm. Wann ech dat richteg gesinn, da sinn déi véier Motioune vun alle Fraktiounen ënnerschriwwen, esou dass ech denken, dass mer se kënnen alleguerte par main levée ofstëmmen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun 1, déi den honorabelen Här Oberweis déposéiert huet.

Vote

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Ass een dergéint?

D'Motioun 1 ass à l'unanimité ugeholl.

Motion 2

Vote

D'Motioun 2 ass mat grousser Unanimitéit ugeholl.

Motion 3

Vote

D'Motioun 3 ass ebenfalls mat grousser Unanimitéit ugeholl.

M. Charles Goerens *(DP).*- Kënne mer se net all mateneen huelen, Här President?

M. le Président.- Dat erlaabt leider eist Reglement net, Här Goerens, esou dass mer dat schéin der Rei no musse maachen.

Motion 4

Vote

D'Motioun 4, ass do och Eestëmmegkeet derfir?

(Assentiment)

Voilà. Ech gesinn dat.

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- Domadder hu mer en zolitte Programm definéiert. Loosse mer hoffen, dass mer deen an deenen nächsten 18 Méint op d'Schinne kréien!

Elo huet, ier mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, d'Madame Err d'Wuert fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

2. Dépôt d'une proposition de loi

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt hei eng Propositon de loi iwwert d'Prostitutioun déposéieren, déi scho bei verschiddenen Debatten hei ugekënnegt ginn ass an déi och d'lescht Woch der Press virgestallt ginn ass.

Ech ginn déi of, fir dass jiddferee sech ka par rapport dozou positionéieren, wann ech gelift.

- Proposition de loi 5857 sur la prostitution

M. le Président.- Merci, Madame Err. Déi Proposition de loi geet un déi zoustänneg Instanze weider.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo, esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, zu der Designatioun vun engem Member fir de Centre pour l'égalité de traitement.

3. Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement

No den Dispositioune vun den Artikelen 135 an 136 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 24. Januar eng Kandidatelëscht vun zwou Persounen arrêtéiert, an dat sinn den Här Antonio Andrade Lopes Tavares an den Här Christian Scharff.

D'Lëscht vun de Kandidaturen ass un d'Deputéierte verdeelt ginn. Mir stëmmen elo a geheimer Wahl of. De Kandidat muss déi absolut Majoritéit kréien, fir gewielt ze sinn. Ech géif lech bieden, d'Wahlziedelen auszedeelen, an da maache mer den Appel nominal, fir Stëmmziedelen anzesammelen.

Ech denken, dat ass elo geschitt, also kënne mer direkt den Appel nominal maachen.

(La séance publique est interrompue durant l'appel nominal.)

* * *

(La séance publique est reprise.)

Dir Dammen an Dir Hären, d'Wahlresultat huet erginn, dass kee vun de Kandidaten déi noutwendeg Stëmme kritt huet, fir gewielt ze ginn. Domat kënnt et zu engem neien Appel de candidature.

Une voix.- Très bien!

4. Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et des Télécommunications

M. le Président.- Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Den Artikel 22 vum Postgesetz vum 10. August 1992 gesäit vir: «Le réviseur ou les réviseurs d'entreprises sont nommés pour un terme ne dépassant pas trois ans par la Chambre des Députés et sur proposition du conseil. Leur mandat est renouvelable.»

Opgrond vun dësem Artikel huet d'Post der Chamber an hirem Bréif vum 29. Februar 2008 proposéiert, d'Mandat vun hirem aktuelle Réviseur, der Firma Pricewaterhouse-Coopers, fir dräi Joer ze verlängeren, an dat fir d'Joren 2008 bis 2010. Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.00 heures)

Jeudi, 20 mars 2008

SÉANCE 32

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Communication

2. Ordre des travaux

- *Proposition de M. Charles Goerens rejetée*

3. 5762 - Projet de loi concernant le renouvellement du soutien au développement rural

- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Charles Goerens, M. Romain Schneider, M. Henri Kox (à qui répond M. le Ministre Fernand Boden), M. Robert Mehlen, M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5699 - Projet de loi déterminant les organes compétents et les sanctions nécessaires à l'application

1) du Règlement (CE) N°2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs et du Règlement (CE) N°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le Règlement (CEE) N°295/91

2) des mesures de transposition et d'application des directives et du règlement de l'annexe du règlement (CE) N°2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs et portant modification

1. de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

2. de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection des consommateurs

3. de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commande

4. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

5. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

6. de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation

7. de la loi modifiée du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours

8. de la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers

9. de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique

10. de la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité

11. de la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance

12. de la loi du 19 décembre 2003 fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation

13. de la loi du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels portant transposition de la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation et modifiant la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur

14. de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence

15. de la loi du 18 décembre 2006 portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance, de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique et de l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. Alex Bodry*
- *Échange de vues: M. Alex Bodry, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. le Président*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Claude Adam*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden et M. Jeannot Krecké, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Neen, Här President.

1. Communication

M. le Président.- Ech hu folgend Matdeelung un d'Chamber ze maachen:

Opgrond vum Artikel 11 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert d'Schafung vun engem Centre pour l'égalité de traitement an opgrond vun den Artikelen 132 bis 134 vun hirem Reglement ass d'Chamber dozou opgeruff, ee Member vun dësem Centre ze proposéieren, deen duerch de Grand-Duc ernannt gëtt.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens den 30. Abrëll 2008. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Bei der Kandidatur muss e Liewenslaf leie mat de Beleeër, déi beweisen, dass d'Konditioune vum Gesetz erfëllt sinn an dass d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschloss vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Statsrot a vun der Regierung.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëllt als Avis officiel a gëtt an der Press veröffentlecht.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5762 iwwert déi ländlech Entwécklung. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Clement.

Den Här Goerens freet nach d'Wuert virdrun.

2. Ordre des travaux

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech wollt der Chamber e Virschlag maachen zur Organisatioun vun den Debatten. Et ass normal, datt de Rapporteur elo direkt de Projet de loi hei erläutere kënnt. Ech géif awer och mengen, well dobaussen d'Agrargesetz bewäert gëtt net nëmmen iwwert dat, wat am Text steet, mä och iwwert dat, wat an den Ausféierungsbestëmmunge steet, datt de Minister, dee jo awer mat de Bauereverbänn an där doter Fro verhandelt huet, géif direkt nom Rapporteur eis de leschte Stand iwwert d'Ausféierungsbestëmmunge matdeelen.

Da kéinte mer en connaissance de cause iwwert de Gesamtpaquet an iwwert d'Gesamtausriichtung an och den Impakt vun där ganzer Gesetzgebung, déi enorm wichteg ass, haut schwätzen. Soss riskéiere mer, wa mer do Informatiounen eréischt um Enn vun der Debatt kréien, datt mer alleguerten an déi falsch Richtung schwätzen.

Ech hätt léiwer a meng Fraktioun hätt eng Preferenz, datt mer dat vun Ufank u klären. Duerfir géif ech proposéieren, datt den Ordre vun den Orateuren esou wier, datt also den Här Clement fir d'éischt schwätzt an duerno den Här Boden, an dann déi normal Reiefolleg, wéi se an de Prozedure virgesinn ass, agehale gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Propositioun vum Här Goerens ass zwar ongewéinlech, mä prinzipiell: Wat seet d'Regierung dozou, Här Minister?

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Jo, Här President, mir hunn an der Chamberskommissioun schonn iwwert d'Reglement diskutéiert. Dat heescht, et louch e Reglementsprojet vir an et ass driwwer diskutéiert ginn. Ech hat och gesot, dass ech nach eng Entrevue hätt mat der Chambre d'Agriculture. Déi huet stattfonnt virun e puer Deeg. Do musse mer natierlech elo nach kucken, wat mer doraus als Konklusiounen zéien. Also, dat ass nach net definitiv, dat Reglement steet net definitiv. Et ass jo och net Usus, dass een am Detail hei seet, wat an d'Reglement stoe kënnt, ier eng Debatt an der Chamber kënnt iwwer e Projet de loi.

Ech ka just soen, dass ech d'Impressioun hat, dass no där Entrevue d'Chambre d'Agriculture net ganz onzefridde war. Dat heescht, et geet ëm d'Problematik vun de Maschinnen, virun allem vun deene Maschinnen, wou gesot ginn ass, dass se net méi an deem Reglement hei dra wären.

Mir hunn d'Lëscht vun de Maschinnen duerchgekuckt. Mir si bereet, eenzelner dranzehuelen, anerer kënne mer leider net dranhuelen.

Ech weess awer net, ob et elo Sënn géif maachen, fir iwwer all Maschinnen, vun deene schonn an där Entrevue geschwat ginn ass, hei nach eng Kéier ze diskutéieren an ze soen, vläicht déi do jo, an déi do neen.

Ech mengen, d'Essenz vum Reglement ass largement bekannt. Ech hunn och schonn eng Kéier hei dem Här Goerens op eng Question parlementaire geäntwert, wat d'Optik ass vun der Regierung, wéi se wëllt virgoen am Kader vun deene Maschinnen do. An ech mengen net, dass ee virdrun elo nach eng Kéier laang driwwer misst diskutéieren.

Ech wär frou, wann ech Suggestioune vläicht kréie vun den Deputéierten am Kader vun den Debatten, wat si da mengen, wat fir Maschinnen eventuell nach missten dropkommen, oder wat fir eng Investitiounen net gutt behandelt gi wären; da kann ech dozou Stellung bezéien, wéi ech dat appréciéieren.

M. le Président.- Merci, Här Boden. Den Här Braz huet d'Wuert gefrot.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Mir wollten dem Här Goerens säi Virschlag awer ënnerstëtzen. Et kënnt jo seele genuch vir, dass esou eppes hei gefrot gëtt, an dass d'Regierung elo esou sturazeg reagéiert an och e bësse probéiert, lächerlech ze maachen, wat den Här Goerens gesot huet, fanne mer net an der Rei.

Mir kënnen natierlech och alleguerten herno Parole après ministre froen an da ganz laang duerno schwätzen. Mä dat ass jo net de Sënn dovunner. Wann esou e Virschlag vum Parlament un de Minister geriicht gëtt, an et ass jo ausnahmsweis, dass dat de Fall ass, dann denken ech, kéint d'Regierung dat ouni Problem unhuelen. Dann hätte mer déi Debatt och esou gefouert, wéi d'Parlament sech dat virgestallt huet. Duerfir hätte mir éischter d'Tendenz, dat do ze ënnerstëtzen.

M. le Président.- Also, Här Braz, ech muss soen, ech hunn zwar net eraushéieren, dass de Minister hei sturazeg gehandelt hätt respektiv versicht hätt, den Här Goerens lächerlech ze maachen. Ech mengen, mir mussen awer hei mat zwee Féiss um Buedem bleiwen.

Ech stelle just fest, dass de Minister gesot huet, dass dat Reglement, souwäit wéi et als Projet virläit, an der Kommissioun schonn diskutéiert ginn ass, dass déi lescht Fignolementer ebe gemaach wäerte ginn, wann all Consultatioune fäerdeg sinn.

Duerfir stellen ech d'Fro un déi aner Fraktiounen, wat si vun der Propositioun vum Här Goerens halen.

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, ech sinn der Meenung, datt mer sollen den Ordre du jour oflafe loossen, wéi dat virgesinn ass. D'autant plus datt den Här Minister schonn an der Chamberskommissioun gesot huet, datt een Deel vun de Reglementer scho fäerdeg wär an de Conseil de Gouvernement passéiert hätt. Awer hei geet et haaptsächlech, dovunner ginn ech aus, ëm déi Reglementer, wou Maschinnen abezu ginn, wéi eng solle subventionéiert ginn.

Ech mengen, wann dat nach an der Diskussioun ass mat der Chambre d'Agriculture, wéilt ech net, datt hien elo hei soe kënnt, wéi wäit et géif goen, well hie jo dann duerno net méi mat der Chambre d'Agriculture ze schwätze brauch.

M. le Président.- Gutt. Mir hunn elo zwou Proposen: déi vum Här Goerens, fir dass de Minister soll direkt nom Rapporteur schwätzen, an d'Propos, fir d'Aarbechten esou oflafen ze loossen, wéi se ëmmer oflafen.

Här Goerens, Dir hutt d'Wuert nach eng Kéier.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, mir sinn hei an engem politesche Prozess. Theoretesch gëtt d'Chamber net gebraucht, fir iwwert d'Ausféierungsbestëmmungen ze schwätzen.

(Interruption)

Mir hate konstruktiv Debatten an der Agrarkommissioun. Mir hunn och ëmmer gesot, mir géifen d'Ekonomie vun deem Agrargesetz do als Fraktioun deelen. Mir géifen awer gär de Gesamtimpakt an och de prezisen Impakt dovunner op d'Bauere kennen.

Den 1. Januar 2007 hätt dat Agrargesetz theoretesch kënnen a Kraaft sinn. Mir kennen eng Partie Grënn, déi dozou féieren, datt mer awer eréischt elo am Mäerz 2008 driwwer schwätzen.

Ech hunn den Här Minister näischt Onméigleches gefrot. Ech wollt just de leschte Stand vu sengen Diskussioune mat de Bauereverbänn iwwert déi do Fro an Erfahrung bréngen a kucken, op wat sech de Moment schonn eens ginn ass. Da kënne mer eng besser Bewäertung maachen an och a sengem Intérêt méi eng fondéiert Kritik maachen un deem Text, iwwert dee mer haut diskutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn dann zwou Propose virleien, iwwert déi mer mussen ofstëmmen.

Vote

Wie mat der Propositioun vum Här Goerens d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dat sinn der aacht.

Wien ass dergéint?

Dat ass déi grouss Majoritéit. Deemno verfuere mer nom Ordre du jour, esou wéi e virläit. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

3. 5762 - Projet de loi concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut iwwert de Projet 5762, dat heescht iwwert dat neit Agrargesetz. Dat heescht awer och, datt mer iwwert d'Zukunftsperspektive vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft diskutéieren.

Eis Landwirtschaft ass a bleift mat Sécherheet e Garant fir d'Produktioun vu qualitativ héichwäertege Liewensmëttel an huet dernieft nach eng grouss Responsabilitéit fir d'Erhalen an d'Fleeg vum Paysage naturel.

Dat neit Agrargesetz ersetzt d'Gesetz vum 24. Juli 2001 iwwert d'Entwécklung vum ländleche Raum.

Den Haaptobjet vun dësem neien Text ass et, fir e groussen Deel vun de Bestëmmungen aus deem ale Gesetz weiderzefëieren, déi, wéi mer alleguerte wëssen, den 31. Dezember 2006 ausgelaf sinn.

1999 war mat Sécherheet en entscheedend Joer fir déi europäesch Landwirtschaft, well d'Moossnamen, déi an der Agenda 2000 décidéiert goufen, mat déi gréisst Changementer an der Geschicht vun der gemeinsamer Agrarpolitik duergestallt hunn.

No der Agenda 2000 huet d'Communautéit dunn an hirem Reglement 1257/99 och nach eng nei Politik fir d'Entwécklung vum ländleche Raum definéiert, de sougenannten zweete Pilier vun der Politique agricole commune.

Dës nei Politik huet dräi Objektiver virgesinn:

1) d'Schafen an d'Ënnerstëtze vun engem liewensfäegen an op Nohaltegkeet ausgeriichte Secteur agricole et forestier,

2) d'Schafe vun deenen noutwendegen territorialen, ekonomeschen a soziale Konditiounen, déi d'Kompetitivitéit vum ländleche Raum verbesseren, an

3) d'Erhale vun der Ëmwelt, de Landschaften an dem Patrimoine rural am ländleche Raum.

Dës dräi Punkte waren dann och d'Basis vun engem nationale Plan de développement rural, dee säin Nidderschlag dunn am Agrargesetz vun 2001 fonnt huet.

Här President, wat elo déi künfteg Ausriichtung vum zweete Pilier fir d'Period vun 2007 bis 2013 betrëfft, esou huet d'Europäesch Kommissioun folgend dräi Objektiver fixéiert:

1) d'Verbesserung vun der Kompetitivitéit am Secteur agricole et forestier, an dat duerch Ënnerstëtzungen an de Beräicher Restrukturatioun vun de Betriber, Développement vun de Betriber an der Innovatioun;

2) d'Verbesserung vun der Ëmwelt am ländleche Raum, an

3) d'Verbesserung vun der Liewensqualitéit am ländleche Raum souwéi d'Diversifikatioun vun de wirtschaftlechen Aktivitéiten duerch spezifesch Moossnamen, déi sech un de Secteur agricole an och un aner Acteuren am ländleche Raum riichten.

Dës Politik, wéi se vun der Kommissioun virgezeechent gëtt, fënnt hiren Nidderschlag am Reglement 1698/2005 iwwert d'Ënnerstëtzung vun der ländlecher Entwécklung duerch de Fonds européen pour le développement rural. Dëst Reglement, wat sech a véier thematesch Achsen ënnerdeele léisst, stellt dann och en zolitte Kader fir d'Duerchféierung vun dëser Politik an deenen eenzelne Memberstaten duer.

(Interruption)

M. le Président.- Ech géif awer bieden!

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- D'Regierung huet op Basis vun dëse véier themateschen Achsen e Plan de développement rural ausgeschafft, esou wéi en am europäesche Reglement virgesinn ass. Am Virfeld dovunner ass awer fir d'éischt nach e Plan stratégique national - PSN - ausgeschafft ginn, fir op Basis vun dësem kënnen de Plan de développement rural opzestellen.

De PDR, wéi de Plan de développement rural ofgekierzt genannt gëtt, beméit sech ëm eng kohärent an effikass Ëmsetzung vun der Politique communautaire iwwert déi ländlech Entwécklung, esou wéi se am Reglement 1698/2005 virgezeechent gëtt.

(Interruption)

M. le Président.- Ech géif awer wierklech bieden, fir den Télefon auszemaachen! Et ass awer onméiglech heibannen!

(Interruption)

Mä neen, de Moment geet erëm een, well soss ass dee Kaméidi an der Technik net dran. Mir hu jo awer vill Méiglechkeeten, fir ze telefonéieren. Et muss jo awer net onbedéngt heibanne sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- De PDR, Här President, gouf vum Landwirtschaftsministère an Zesummenaarbecht mat alle concernéierten Acteuren aus dem Secteur ausgeschafft a gëllt fir d'Period 2007 bis 2013; also am Ganze fir siwe Joer.

De PDR ass vum Regierungsrot den 10. November 2006 approuvéiert ginn, mä d'Europäesch Kommissioun huet en eréischt den 19. Oktober 2007 guttgeheescht; also praktesch ee Joer duerno. Ee Joer huet d'Europäesch Kommissioun gebraucht, fir en ze approuvéieren.

D'Regierung proposéiert véier strategesch Achsen an dësem Plang, déi dann och d'Basis vun dësem neien Agrargesetz duerstellen. Et sinn dat:

1) d'Verbesserung vun der Kompetitivitéit am Secteur agricole et forestier;

2) d'Verbesserung vun der Ëmwelt am ländleche Raum;

3) d'Verbesserung vun der Liewensqualitéit am ländleche Raum souwéi den Encouragement zur Diversificatioun;

4) d'Ëmsetzung vu lokale Strategien am Beräich vun der ländlecher Entwécklung, dat Ganzt am Kader vun der Approche LEADER.

Dës Zilsetzunge si wesentlech an d'Ausaarbechten an an d'Gestaltung vun dësem neien Agrargesetz agefloss.

Ech kommen elo op déi eenzel Hëllefen a Mesuren ze schwätzen, déi am neien Agrargesetz virgesi sinn.

An dësem Kontext wëll ech drop hiweisen, datt déi finanziell Enveloppe vun dësem Gesetz op iwwer 415 Milliounen Euro fir déi siwe Joer geschat gëtt, wouvun der eng 90 Milliounen aus dem europäeschen Dëppe komme sollen.

Och ass ze soen, datt de Gros vun de Mesuren aus dem Gesetz vun 2001 weidergefouert gëtt, verschidden anerer awer op eenzelne Punkten adaptéiert oder komplettéiert ginn. Anerer si ganz nei; op déi kommen ech am Laf vu menger Interventioun nach zréck.

Här President, déi éischt Serie vu Mesurë soll der Verbesserung vun der Kompetitivitéit vum Secteur agricole et forestier déngen. D'Agrargesetz gesäit zum Beispill staatlech Hëllefe fir déi eenzel Betriber vir, ënnerscheet dobäi awer zwëschent zwee verschiddene Regimen. Dat sinn:

- éischtens emol eng Kéier fir déi Betriber, déi à titre principal klassesch Bauerebetriber sinn an déi wichteg Investitiounen tätege mussen, fir kompetitiv ze bleiwen;

- zweetens fir déi Baueren oder Persounen, déi à titre accessoire Landwirtschaft bedreiwen. Hir Betriber sinn an der Regel eppes manner kompetitiv an och manner grouss an hir Infrastrukturen an Equipementer normalerweis och manner performant an aarbechtsintensiv. Hir finanziell Besoinë sinn an der Regel duerfir och manner voluminéis, also méi kleng, well hir Investissementer dann och méi bescheiden ausfalen.

Fir éligibel ze sinn, mussen d'Baueren eng Partie vu Konditiounen erfëllen. Konditiounen, déi awer och schonn am Gesetz vun 2001 virgesi waren.

D'Gesetz leet Maximaltauxë fest fir Investitiounen, déi vun de Betriber à titre principal getätegt ginn. Dës Tauxë sinn hei op 35% fir Immobilië festgeluecht ginn an op 20% fir - esou wéi den Text dat dann och seet - «les autres biens». Dës Tauxë ginn awer ëm 10%-Punkten an d'Luucht, wann d'Betriber an enger Région défavorisée leien. Ass dat de Fall, da leien d'Tauxë bei 45% fir Immobilië respektiv 30% fir Biens meubles.

Doriwwer eraus kënnen dës Tauxen nach eng Kéier ëm maximal 10% gehéicht ginn, wann d'Betriber Investitiounen tätegen, déi ëmweltschounend sinn, déi Bioenergie produzéieren oder Energie aspueren, de Bien-être des animaux garantéieren oder verbesseren, zu méi Transparenz a méi Qualitéit an der Produktioun féieren oder d'Gebailechkeeten ästhetesch opwäerten.

Et ginn och nach aner Investitiounsberäicher, wou dës 10%eg Augmentatioun spillt. Si si ganz genee am Artikel 5, Paragraph 3 vun dësem Gesetz opgelëscht.

Fir déi Betriber, déi nëmmen accessoirement Landwirtschaft bedreiwen, gesäit d'Gesetz Tauxë vu 25% fir Immobilien a 15% fir Biens meubles vir. Dës Tauxë kënnen awer ëm 5% op 30% respektiv op 20% gehéicht ginn am Fall wou sech d'Exploitatioun, wéi virdrun och schonn, an enger défavoriséierter Zon befënnt. Dës Tauxë kënnen nach eng Kéier ëm maximal 10% gehéicht ginn, wa Betriber an deene Beräicher Investitiounen tätegen, déi ech virdrun ernimmt hunn.

Wat elo de Plaffong vun dësen Investissementer ugeet, also déi Investissementer, déi als éligibel gëllen, esou ass ze bemierken, datt fir Investitiounen, déi vun de Betriber à titre principal getätegt ginn, kee Plaffong méi gëllt. Dat ass eng grouss - Neierung par rapport zum ale Gesetz.

De Plaffong ofzeschafen, Här President, war och eng vun den Haaptfuerderunge vum Secteur beim Gesetz vun 2001. Mam Ophiewe vum Plaffong kënnt d'Regierung dëser Fuerderung no, beweist awer zugläich och de Wëllen, fir strukturell staark a performant Betriber hei zu Lëtzebuerg ze hunn.

Fir déi Betriber, déi accessoirement Landwirtschaft bedreiwen, bleiwen d'Investissementer awer weiderhi plafonéiert. De Maximum vun den Investissementer, déi als éligibel gëllen, läit fir déi nächst siwe Joer bei 187.500 Euro pro Betrib.

Am Artikel 5, Paragraph 4 sinn des Weidere speziell Subventioune virgesinn, wann de Betrib an enger Zone verte wëllt bauen oder renovéieren. Et gëtt kloer festgehalen, datt dës Subventiounen nëmmen da fléissen, wann de Surcoût, deen entsteet, zum Beispill duerch Oplage säitens dem Environnement fir eng méi traditionell Bauweis, net méi wéi 10% vum initiale Käschtepunkt ausmécht.

All supplementar Käschten, déi iwwer 10% erausginn, ginn deemno net méi mat deem méi héijen Taux, wéi en am Gesetz virgesinn ass, subventionéiert. Ze bemierken ass awer, datt dësen Taux d'aide par rapport zum leschte Gesetz op 75% zréckgefouert gouf.

En anere wichtege Punkt sinn d'Hëllefe fir d'Jongbaueren. D'Regierung beweist mat dëser Gesetzesvirlag de feste Wëllen, fir déi jonk Bauere richteg ze ënnerstëtzen. Dës Jongbauere kann ee mat rouegem Gewëssen als Créateurs d'entreprise bezeechnen, well ganz dacks gëtt no der Iwwernahm vun engem Betrib duerch e Jonken de Betrib total ëmgekrempelt. Et gëtt och deemno ganz zolidd investéiert.

D'Prime de première installation bedréit 25.000 Euro. Wann de jonke Bauer eng speziell Formatioun matgemaach huet - an ech géif soen, Här President, dat hu se haut bal all -, da kommen nach eng Kéier 5.000 Euro derbäi.

Nieft der Installatiounsprime kréien déi jonk Baueren och nach eng Bonifikatioun vum Zënssaz op de kontraktéierten Emprunt, deen déi Première installation ubelaangt. Dës Bonifikatioun dierf awer 25.000 Euro net iwwerschreiden an och net méi wéi eng 50%eg Reduktioun vum initialen Taux d'intérêt ausmaachen. Des Weideren ass den integrale Remboursement vun den Droits d'enregistrement et de transcription duerch de Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture an dësem Gesetz virgesinn.

En neie Punkt ass den Artikel 10. Wann e jonke Bauer wëllt de Betrib vu sengem Papp iwwerhuelen, de Papp awer nach net direkt aus dem Betrib ausscheede wëllt, da kënne se e Contrat d'exploitation mateneen ofschléissen. An dësem Fall profitéiert de Jongbauer vun enger Prime d'installation vun 12.500 Euro, déi nach eng Kéier ëm 2.500 Euro ka gehéicht ginn, wann hien eng zousätzlech spezifesch Formatioun ofgeschloss huet.

De Kontrakt huet eng maximal Dauer vu fënnef Joer. Wann de Jongbauer virum Oflaf vun dësem Kontrakt d'Kritäre vum Artikel 9 erfëllt - dat ass, Här President, deen Artikel, deen d'Konditioune setzt am Fall wou een e Betrib direkt iwwerhëlt -, da kritt dee jonke Bauer nach eng Kéier déiselwecht Montantë vun 12.500 respektiv 2.500. Also, hie gëtt à niveau égal gesat mat deem, deen de Betrib direkt iwwerholl huet.

An dësem Kontext ass och nach ze soen, datt d'Prime d'installation vu 25.000 Euro respektiv d'Prime vun 12.500 fir Jongbauere mat engem Contrat d'exploitation vum Impôt sur le revenu befreit sinn. Och profitéiere se nach vun engem speziellen Abattement fiscal.

Et gëtt awer nach eng Mesure, déi beweist, datt d'Regierung fest entschloss ass, de jonke Bauere bei der Betribsgrënnung oder Weiderféierung vun engem Betrib zolidd ënnert d'Äerm ze gräifen. Wann Investissementer innerhalb vu fënnef Joer no der Neigrënnung oder no der Iwwernahm vun engem Betrib getätegt ginn, an de Jongbauer nach keng 40 Joer huet, da profitéiert e vu méi héijen Hëllefstauxë bei den Investissementer fir d'Immobilien an och bei de Biens meubles.

Den Taux fir d'Investissementer bei den Immeubles gëtt ëm 10% majoréiert, dee fir d'Biens meubles ëm 5%. Nei ass do d'Augmentatioun en faveur vun den Investissementer a Biens meubles; déi Bäihëllef war am alen Agrargesetz vun 2001 nach net virgesinn. Am Kloertext heescht dat, datt de Jongbauer, wann en all d'Bestëmmunge vum Gesetz erfëllt, a well déi Hëllefen, déi dee Jonke kritt, och nach cumulabel sinn, op e maximalen Taux vu 65% ka komme bei den Immeublen an op 45% bei de Biens meubles.

Ech erkläre mech kuerz: Dat si 45% d'office, dat ass deen normalen Taux; plus Zone défavorisée 10%; wann een a Bioenergie, Bien-être des animaux an Ëmwelt investéiert, nach eng Kéier 10% fir dee jonke Bauer, da komme mer zesummen op 65%. Ech mengen net, datt een do kann dovu schwätzen, datt d'Regierung der Meenung ass, fir déi Jonk net ze ënnerstëtzen.

Här President, den Artikel 14 gesäit eng Neierung vir, fir de Fall wou de Bauer während enger bestëmmter Zäit, bedéngt duerch Krankheet, Schwangerschaft, Stierffall an der Famill oder soss aner perséinlech Grënn, net a sengem Betrib ka schaffen. Fréier huet de Bauer sech misse selwer ëm säi Remplacement këmmeren. Elo huet en d'Méiglechkeet, sech en agréémierte Service de remplacement ze organiséieren, dee sech ëm all dës Démarchë këmmert. Dat ass e grousse Virdeel fir de Bauer, souwuel um organisatoresche wéi och um administrativen Niveau.

Hei gi 75% vun de Käschten iwwerholl am Fall vun enger Krankheet, Schwangerschaft oder Stierffall a 50%, wann aner perséinlech Ursaache virleien. Dës Hëllefe ginn dann awer direkt un de Service de remplacement ausbezuelt.

Nei sinn och staatlech Hëllefe fir Groupementer vu Baueren, déi als Zil eng gemeinsam a méi rational Notzung vun de landwirtschaftleche Maschinnen a Gebailechkeeten hunn. D'Coopération économique et technique tëschent an ënnert eenzelnen Exploitatioune soll doduerch verstäerkt ginn; dat fannt Der alles am Artikel 15.

Am Gesetz sinn och verschidden Hëllefe virgesinn, wa Bauere Formatiounen a Perfectionnementscoursen an de Beräicher Landwirtschaft, Ëmwelt a Bëschbau matmaachen, fir sech esou berufflech weiderzebilden. D'Koordinatioun an d'Organisatioun vun dëse Coursen a Formatioune lafen ënnert der Verantwortung vun der Chambre d'Agriculture.

Och ginn et Bäihëllefen, wann am Beräich vun der Landwirtschaft an d'Recherche investéiert gëtt. D'Koordinatioun an d'Programmatioun ginn och hei erëm vun der Chambre d'Agriculture assuréiert.

Duerch den Artikel 19 iwwerhëlt de Stat en Deel vun de Käschten, wa souwuel Baueren wéi och Sylviculteuren op extern Berodungsstrukturen zréckgräifen, mam Zil, d'Resultater vun hire Betriber fortgehend ze verbesseren. Bis zu 70% vun dëse Käschte kënnen hei iwwerholl ginn, plafonéiert op maximal 700 Euro fir dat éischt Joer. Fir déi folgend Jore läit dësen Taux bei 50% mat maximal 500 Euro.

Am Artikel 20 gi Regimer agefouert fir d'Informatioun an d'Promotioun vu qualitativ héichwäertege landwirtschaftleche Produkter. Dës Bäihëllefe gi mat 50% vum Coût total subventionéiert. Si gëllen haaptsächlech fir d'Organisatioun vu Foiren oder der Kommunikatioun op anere Points de vente a gëllen nëmme fir Groupementer vu Producteuren.

Am Artikel 21 si Bäihëllefe virgesinn, déi, wann d'Kritären all erfëllt sinn, bis zu 35% vum Invest ofdecken. Hei sinn Entreprisë viséiert, déi sech ëm d'Collecte, de Stockage, d'Transformatioun, d'Commercialisatioun an d'Afëiere vun neien Techniken an der Produktioun këmmeren.

D'Indemnité compensatoire annuelle fir landwirtschaftlech Aktivitéiten an den défavoriséierte Géigende gëtt ebenfalls verlängert. Dat fannt Der am Artikel 24.

Den Artikel 28 gesäit Aidë bis zu 50% vir fir d'Aménagéiere vun Zougangsweeër, fir an déi eenzel Stécker oder Wéngerten ze kommen. Vun dësen Aidë kënnen nieft de Wënzer oder Baueren och Gemenge profitéieren.

Fir d'Wirtschaftlechkeet vun de Bëscher ze steigeren, si folgend Moossname virgesinn: Programmer fir d'Opforstung an d'Neibeplanzung vu Bëscher virunzedreiwe bleiwe bestoen, genee wéi och weiderhin d'Opforstung vun den Agrarflächen an d'Uleeë vu Bëschweeër duerch Hëllefsregimer ënnerstëtzt ginn. Dat alles fannt Der an den Artikelen 32, 33 a 34. All dës Mesurë sollen eng besser Qualitéit vun de Ressources forestières garantéieren.

D'Artikele 35 bis 38 féiere verschidde fiskal Mesurë weider oder definéieren nei Mesuren.

Här President, eng aner Serie vu Mesurë soll d'Liewensqualitéit am ländleche Raum verbesseren an dozou bäidroen, déi ländlech Wirtschaft ze diversifiéieren. Et handelt sech hei ëm déi drëtt strategesch Achs vum PDR.

Folgend Mesurë goufen hei festgehalen: Staatlech Hëllefe fléissen, wann am ländleche Raum an net landwirtschaftlech Projeten investéiert gëtt. Déi Projeten, déi hei viséiert sinn, si Projete fir d'Diversificatioun vun der ländlecher Wirtschaft virunzedreiwen, wéi zum Beispill d'Schafen um Bauerenhaff vu Raimlechkeete fir kleng Fester ze organiséieren, fir Direktvermaartung ze promouvéieren, nei Infrastrukturen ze schafen, fir d'Produktioun vun erneierbaren Energien an esou weider. Dat alles ass am Artikel 39 festgehalen.

Des Weidere gëtt et Hëllefe fir d'Schafen an den Développement vu Mikroentreprisen oder fir Aktivitéiten am Domaine touristique. Den Artikel 42 ënnerstëtzt Projeten, déi als Missioun hunn, de soziokulturellen an de sozioekonomeschen Développement vum ländleche Raum virunzedreiwen. Ënnerstëtzt ginn zum Beispill Accueil- a Garde-Offere fir Kanner, Mobilitéitsprojeten oder och nach aner generell Formatiouns- an Aktivitéitsangeboter fir d'Leit. D'Aide en capital läit an dëse Fäll bei maximal 45% vun den Dépensen.

D'Gelder fléissen och weiderhi fir Projeten, déi Dierfer solle renovéieren a revaloriséieren, wéi och fir Projeten, déi als Zil d'Erhale vum Patrimoine rural naturel hunn. Dat sinn d'Artikelen 43 a 44.

Här President, déi véiert Achs ass déi vun der Approche LEADER. Hei sinn Aiden an der Héicht vu maximal 80% virgesinn, an dat fir Aktivitéiten am Beräich vun der Mise en œuvre des stratégies locales de développements, fir d'Realisatioun vu Projets de coopération interterritoriale ou transnationale oder de Fonctionnement vu Groupes d'action locale.

Op dës lescht Punkten, an och op déi vun der Approche LEADER, kann ech aus zäitleche Grënn net weider agoen a verweisen duerfir op dee geschriwwenen Text. Mäi Fraktiounskolleeg a President vun der Kommissioun Marcel Oberweis wäert sech a senger Interventioun awer méi genee mat dësen Artikele befaassen.

Här President, erlaabt mer zum Schluss nach op de Werdegang vun dësem Gesetz anzegoen. De Projet de loi gouf den 29. August 2007 vum Landwirtschaftsminister, dem Här Fernand Boden, hei an der Chamber déposéiert. De Projet gouf souwuel vun der Chambre d'Agriculture wéi och vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers aviséiert. Déi responsabel Chamberskommissioun huet den initiale Gesetzestext a véier Réuniounen analyséiert.

Aus zäitleche Grënn ginn ech elo net weider am Detail op d'Avisë vun deenen eenzelne Beruffschamberen an a verweisen och hei op mäi schréftleche Rapport. Ee Wuert just muss ech awer zum Avis soe vun der Chambre d'Agriculture, déi sech am grousse Ganzen zefridde weist mat deem virgeschloenen Text, allerdéngs bemängelt, datt net grad iwwerall dee méigleche finanzielle Spillraum ausgenotzt ginn ass, a si weist sech an där Logik och net zefridde mat deem 5%tegen Erofsetze vum Taux vu verschiddene Bäihëllefe par rapport zum leschten Agrargesetz.

Souwuel d'Chambre des Métiers wéi och d'Chambre de Commerce sinn am Prinzip mam Projet averstanen, weisen awer alle béid bei deene sëlleche Bäihëllefen drop hin, datt et net zu enger Concurrence déloyale däerf kommen.

De Statsrot huet säin Avis den 21. Dezember agereecht. Dësen Avis huet d'Chamberskommissioun dunn an zwou Sitzungen analyséiert.

Ech wëll soen, datt de Statsrot wierklech e ganz ausféierlechen Avis ofgeliwwert huet an datt déi héich Kierperschaft am grousse Ganzen d'Dispositiounen an och d'Virgehensweis vun den Auteure vum Projet de loi begréisst huet. Do wou de Statsrot net mam Regierungstext averstane war, huet déi héich Kierperschaft nei Propositioune gemaach. E groussen Deel vun dëse Propositioune sinn dunn och vun der parlamentarescher Kommissioun zréckbehale ginn. Och déi aner Remarquë quant au fond et à la forme goufe guttgeheescht.

D'Chamberskommissioun huet awer och eng Serie vun Amendementer ausgeschafft fir den Oppositions formelles an anere Kritike vum Statsrot, do wou keen Text virlouch, Rechnung ze droen.

Esou hu mer zum Beispill am Artikel 2 d'Notioun vun de Mikroentreprisen definéiert. Am Artikel 3 fuerdert de Statsrot „sous peine d'opposition formelle", datt souwuel d'Finalitéit, d'Konditiounen an d'Modalitéiten, wéi d'Services de gestion hir Aktivitéiten auszeüben hunn, am Gesetz selwer definéiert ginn. Déiselwecht Opposition formelle mécht de Statsrot och bei den Artikele 5 a 7.

Ähnlech gelagert ass de Problem mam Artikel 14, wou de Statsrot verlaangt, „sous peine d'opposition formelle", datt souwuel d'Konditioune wéi d'Modalitéite vum Agrément vum Service de remplacement am Gesetz selwer definéiert ginn. Datselwecht verlaangt d'héich Kierperschaft fir den Agrément vun de Berodungsservicer, dat am Artikel 19.

All dëse Fuerderunge si mir an der Kommissioun mat enger Serie vun Amendementer nokomm. Datselwecht gëllt fir verschidde Règlements d'exécution, déi am initialen Text fakultativ waren, elo awer obligatoresch sinn, well de Statsrot et esou gefuerdert hat.

Här President, dës an nach aner Amendementer goufen de 4. Mäerz 2008 vun der héijer Kierperschaft aviséiert. Den Avis complémentaire gouf den 10. Mäerz analyséiert. D'Kommissioun huet deene wéinege Remarquen, déi dunn nach rescht bliwwe sinn, déi de Statsrot formuléiert hat, zum Deel Rechnung gedroen.

De schréftleche Rapport vun der Kommissioun ass den 13. Mäerz 2008 bei enger Enthalung ugeholl ginn.

Ech wëll awer nach drun erënneren, datt de Kolleeg Henri Kox dräi Amendementer agereecht huet. Ech denken, hie geet herno selwer a senger Interventioun dorobber an, esou datt ech dat net elo brauch ze maachen.

Des Weidere ware mir an deem Kontext och nach mat enger Textpropositioun vun der CONVIS konfrontéiert. D'Kommissioun huet, nodeems se laang driwwer diskutéiert hat, sech an hirer Majoritéit awer géint déi eenzel Amendementer hei ausgeschwat.

Des Weideren hu mer och nach eng Delegatioun vum Ëmweltministère an der Kommissioun gesinn, an dat fir weider Informatiounen zu verschiddenen Dispositioune vum Gesetz ze kréien, notamment zu den Artikele 5 a 7, Paragraph 4 iwwer obligéiert Méikäschte beim Bau an enger Zone verte.

Ech kommen elo zum Schluss vu mengem mëndleche Rapport, obschonn nach vill zu deem engen oder anere Punkt ze soe wier. Fir den Detail vum Projet verweisen ech op de Commentaire des articles vu mengem schréftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat neit Agrargesetz läit ganz an der Linn vu senge Virgänger. Et schaaft en zolitte Kader, fir déi Lëtzebuerger Landwirtschaftspolitik ëmzesetzen, ze ënnerstëtzen an och ze erneieren do, wou et fir néideg ëmfonnt gëtt, an dat ëmmer ënnert dem Bléck vun der communautairer Agrarpolitik.

Mat dësem Gesetz ginn nieft dem Bauer och ëmwelttechnesch Initiativen ënnerstëtzt souwéi déi ländlech Entwécklung op all hiren Niveauen.

Dat hei ass och e Gesetz, zu deem et e ganze Koup vun Ausféierungsbestëmmunge gëtt. Ech mengen, mir hu kuerz wéi d'Sitzung ugaangen ass doriwwer diskutéiert.

Den Här Minister huet och Stellung dozou geholl. Ech hunn och vollt Vertrauen an den Här Minister, datt déi Ausféierungsbestëmmungen esou séier wéi méiglech kommen, well d'Gesetz ass net applikabel, wa mer déi Ausféierungsbestëmmungen net hunn, an et déngt dann de Baueren net an och dem Ministère net, wann e säi Gesetz net an där Form kann uwennen, wéi hien dat wëllt maachen.

Ech ginn dovun aus, datt den Här Minister herno och nach vläicht e puer Explikatiounen dozou gëtt.

Ech wëll awer hei vun dëser Plaz aus och nach all deene Leit Merci soen, déi un deenen Texter matgeschafft hunn. Ech wëll hinne fir hiert grousst Engagement Merci soen.

Ech wier frou, Här President, wann dëse Projet, e Projet, deen eis Bauerewelt awer brauch an op dee se waart, mat grousser Majoritéit heibanne géif gestëmmt ginn.

Zum Schluss wëll ech dann nach all deenen, déi hei waren a mer nogelauschtert hunn, Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, Madame Statssekretärin, am Ufank vu menger Interventioun wëll ech dem Fraktiounskolleeg Lucien Clement fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport Merci soen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Et geet hei ëm e Gesetz, dat der Landwirtschaft, dem Wäibau an der Bëschwirtschaft fir déi kommend Joren net nëmmen eng zolidd finanziell Sprëtz gëtt, mä doriwwer eraus och déi néideg a gewënschte Planungssécherheet.

Dee virleiende Gesetzestext berout op der Direktiv vum Europäesche Rot vum 20. Februar 2006. Do sinn d'Akzenter iwwert déi strategesch Ausriichtung vun der Entwécklung vum ländleche Raum fir d'Joren 2007 bis 2013 ausgeschafft ginn.

D'Haaptprioritéit läit an der Reform vun der éischter Sail vun der Europäescher Gemeinsamer Agrarpolitik, der PAC, an dat am Zesummenhang mat der Ëmsetzung vun der Strategie vu Lissabon engersäits, an anerersäits den Iwwerleeunge vum Göteborger Sommet. Do sinn nämlech d'Nohaltegkeetsziler och ageschriwwe ginn.

Den Dréi- an Aangelpunkt vun där Reform läit an deenen dräi Begréffer: Modulatioun, Entkoppelung an „cross compliance".

Am Spezielle ginn duerch d'PAC folgend Ziler ugepeilt:

1) Mir brauchen eng erhéichte Performance vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an der Bëschwirtschaft an dat no nohaltege Kritären.

2) Mir mussen d'Fuerschung an den Développement virundreiwen.

3) Mir sollen ons gewuesse Landschaften erhalen an derniewent d'Liewensqualitéit erhéijen.

4). Des Weidere soll d'Diversifizéierung vun der Ekonomie am ländleche Raum ausgebaut ginn, fir dass speziell jonk Leit do Aarbecht fannen an och am ländleche Raum wunne bleiwen.

E puer Zuele virewech sollen den Impakt vun der Landwirtschaft ënnersträichen.

De ländleche Raum stellt an der Europäescher Unioun 92% vun der gesamter Landfläch duer. 77% vun der ganzer EU-Surface ginn entweder landwirtschaftlech oder bëschwirtschaftlech genotzt. 53% vun alle Salariée schaffen an dëse Beräicher an droen domat 45% zum Bruttoinlandsprodukt vun der Europäescher Unioun bäi - bal 50% eleng an dëse ländleche Raim.

Ons Landwirtschaft ass duerfir ee staarken ekonomesche Secteur, och wa bei ons net ganz vill Leit dra schaffen. Mä si muss awer multifunktional, konkurrenzfäeg an nohalteg ausgeriicht ginn.

Wat d'Zukunft vun der Landwirtschaft ubelaangt, do ass et kloer, do musse mer a kënne mer nëmme mat der Jugend virukommen. De Rapporteur ass hei scho ganz staark op déi eenzel Aiden agaangen. Ech erspueren ons dat hei.

Sécher ass op alle Fall, d'Bauere kënnen awer nëmmen da fir eng héich Qualitéit vun hirer Produktioun suergen, wa si, genau wéi déi aner schaffend Mënschen, fir hir Produkter de gerechte Präis kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Hir Aarbecht muss honoréiert gi vun der gesamter Gesellschaft. Et ass wichteg, dass si hir Produkter duerch e performante Marketing hei am Land an och an der Groussregioun vermaarte kënnen.

(Interruption)

Dat kënnt Dir herno an Ärer Interventioun nach soen.

(Interruption)

Ee klenge Liichtbléck kann d'Landwirtschaft awer elo scho vermellen, allerdéngs nëmmen en Deel vun der Landwirtschaft. D'Präisser vun de landwirtschaftleche Produkter sinn am Moment relativ héich, op engem Niveau wéi scho laang net méi. Si waren awer laang genuch op engem ganz déiwen Niveau. Elo kréien d'Baueren emol vun deem nogeschëppt, wat hinne jorelaang verluer gaangen ass.

Dat mierken awer och déi Baueren op där anerer Säit, déi vu Fuddermëttel ofhänken an awer méi héich Präisser bezuele mussen. Also, et ass net fir jiddfereen eng Win-win-Situatioun entstanen.

Duerch déi nei Agrarpolitik, déi europäesch op alle Fall, kënnen d'Baueren elo fräi entscheeden, wat si produzéiere wëllen. Dat heescht, wat am beschten an hirem Stall oder hirem Betrib erwirtschaft ka ginn.

D'„cross compliance" zielt op eng ekologesch Vernetzung vun der Ëmwelt mat der Landwirtschaft a soll dee Kader opspanen, wou um Bauerenhaff no de Prinzipië vun dem Ëmweltschutz, vun der Landschaftsfleeg a vum Déiereschutz geschafft ka ginn.

E puer Zuelen aus der Landwirtschaft, fir emol eng Kéier d'Rumm opzespanen, an där mer ons hei bewegen.

D'Lëtzebuerger Landwirtschaft huet am Mee vum leschte Joer nach 2.352 Betriber gezielt an et hu ronn 8.000 Mënschen dora geschafft. Dës Betriber bewirtschaften eng Surface agricole vu ronn 126.000 ha, mat enger Moyenne pro Betrib vun nëmme 55 ha. Dat ass net ganz vill, wann ee mat anere vergläicht, mä mir hu jo e klengt Land, da kënne mer och keng esou grouss Moossstäb hunn.

Mir mussen awer d'Fro stellen, wéi dës Betriber an der gesamter Wirtschaft vu muer nach kënne weiderexistéieren. Sécher ass, dass et do zu enger enker Kooperatioun tëschent der Landwirtschaft engersäits an dem Natur- an Ëmweltschutz anerersäits muss kommen.

Mäi Fraktiounskolleeg, den honorabelen Här Lucien Clement, huet a sengen Ausféierunge ganz staark d'Achsen 1 an 2 vun dësem Gesetz beliicht. Ech wëll mech da vläicht, wann Der erlaabt, op d'Achs 3 an op de LEADER-Programm beschränken.

Fir de ländleche Raum sti fir d'Achs 3 ronn 15,5 Milliounen Euro aus dem Ministère zur Dispositioun a 6,2 Milliounen Euro aus dem europäesche Landwirtschaftsfong ELER. Dat fir d'Zäitschinn 2007 bis 2013.

An der Achs 3 sollen am ländleche Raum nei Aufgabefelder, ënner anerem d'Kreatioun vu Mikroentreprisen an de weideren Ausbau vun dem - ech nennen en den „soften" - Tourismus opgesicht ginn. Am Spezielle muss derfir gesuergt ginn, dass de Commerce och am ländleche Raum erhale bleift.

D'Weiderbildung an d'Entwécklung vun neie Kompetenze stelle weider Elementer vun dëser Achs duer.

Derniewent gëtt vill Wäert op déi nohalteg Duerferneierung an Duerfentwécklung geluecht. Wann an enger Gemeng am ländleche Raum esou en Duerfentwécklungsplang erstallt gëtt, da kann de Stat bis zu 50% dozou bäidroen. Also kann ee just nëmmen d'Gemengen invitéieren, op dëser Schinn matzegoen.

(Interruption)

Wat soll erreecht ginn domadder? Et soll erreecht ginn, dass am ländleche Raum déi flott Landschaften, déi mer vun onse Virfahre geierft hunn, erhale bleiwen. Dat wäert schwéierfalen, wann een op de Bauboom kuckt an op déi nei Infrastrukturen, déi musse kommen.

Mä dat hëlleft awer näischt, d'Landschaft muss erhale bleiwen, soss hu mer geschwë keng Plaze méi, wou nach Sauerstoff produzéiert gëtt.

Däerf ech an deem Zesummenhang drun erënneren, dass méi wéi 90% vun de landwirtschaftleche Betriber hei am Land eng Landschaftsfleegeprime ugeholl hunn, an dat op 23% vun der gesamter Agrarfläch? Bewäis méi, dass esou vill Mënschen dee Wee matgaange sinn, an dat op fräiwëlleger Basis!

Eng wichteg Aufgab an der Achs stellt den Opbau vu Strukturen duer, duerch déi ons Landwirtschaft sech der Notzung vun den erneierbaren Energien unhuele kann. D'Europäesch Kommissioun wëllt gären 20% erneierbar Energien hu bis 2020. Iwwert de Wee vun der Notzung vun den organeschen Offäll kënne mir an onse Betriber Biogas hierstellen an domat Wäermt an och elektresch Energie, an dat op enger dezentraler Basis. Well d'Baueren d'Offäll aus dem Stall an d'Biogasanlag erabrénge kënnen, kënne si no der Fermentatioun ee besseren Dünger op d'Felder bréngen an domat och ee wichtege Bäitrag bréngen zu enger manner grousser Nitratbelaaschtung vum Grondwaasser. Och ee vernetzte Gedanke bei de Baueren.

Den Asaz vu Rohstoffer vun der éischter a vun der zweeter Generatioun ass hei schonn e puermol ugeschwat ginn. Nach d'lescht Woch hu mer dovu geschwat gehat. D'Agrikraaftstoffer vun der éischter Generatioun ginn aus uelechhaltegen an aus zockerhaltege Planzen hiergestallt, déi mat deene Planze konkurréieren, déi mer brauche fir ze iessen.

E klengt Beispill: 200 kg Mais gi just duer, fir en Tank vu 50 Liter vun engem Auto ze fëllen. Déiselwecht Mengt Mais geet duer, fir e Mënsch e Joer laang ze ernieren.

Well déi Bréisseler Kommissioun et virschreift, dass am Verkéierssecteur 10% Agribrennstoffer agesat solle ginn, musse mer hei seriö Ustrengungen an der Recherche maachen. An dësem Zesummenhang ass et och wichteg, op d'UN-Etüd hinzeweisen, déi d'Entwécklung vun der Weltbevölkerung, den Agrarflächen an der Pro-Kapp-Fläch op dëser Äerd ënnersicht. Dat sinn a sech, dat wäert hei keen esou wäit stéieren, trotzdeem dramatesch Zuelen, wann ee bis de Bléck an d'Welt werft:

Am Joer 1950 ware mer zu 2,5 Milliarde Mënschen, am Joer 2000 zu 6,1 Milliarden an 2025 vläicht zu 8 Milliarden. D'Ubauflächen an där Zäit si vun 1,3 Milliarden ha op 1,5 Milliarden ha gewuess, d'Populatioun huet sech awer bal verdräifacht. An dat Schlëmmst ass derbäi, dass déi pro Kapp zur Verfügung stehend Fläch vun 52 Ar op 25 Ar a vläicht 19 Ar am Joer 2025 fält. Dir gesitt also, mir kréie Sträit ëm d'Waasser a mir kréie Sträit ëm d'Fläch, wou mer Planzen dropsetze fir ons ze ernieren.

Wann deemno d'Uwuesse vun der Weltbevölkerung unhält an d'Agrarflächen duerch Erosioun a Versteppung ëmmer méi ofhuelen, a wa mer de Waasserproblem net an de Grëff kréien, da musse mer nei Weeër sichen, fir all d'Mënschen ze ernieren.

An dann, d'Agribrennstroffer vun der zweeter Generatioun, och déi wëlle mer am Land hei förderen, mä déi berouen op den organeschen Offäll wéi Stréi, Offallprodukter, Schilfgras, Holzreschter oder mannerwäertegt Holz. Mir kënnen awer och schnell wuessend Planzen oder Hölzer op Fläche setzen, déi bis elo broochlouchen.

Déi Planze verbesseren zwar zum Deel d'CO_2-Bilanz, ganz am Géigesaz zur éischter Generatioun, wou vill fossil Energie agesat ginn ass, fir ze planzen a fir ze récoltéieren.

Ech wëll awer hei ganz gären op de Rapport hindeiten, dee viru kuerzem vum Conseil supérieur pour un développement durable, dem CSDD, virgestallt ginn ass. Déi hunn de 25. Februar een dach a mengen Ae kritesche Rapport erausginn, wou se drop hiweisen, dass och net do alles Gold ass, wat glänzt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

An hire 17 Recommandatiounen hu se ons kloer gesot an och geschriwwen, dass mer nodenke sollten iwwer nun dach esou eng euphoresch Stëmmung mat der zweeter Generatioun vun den nowuessende Rohstoffer. Duerfir sollte mer gutt oppassen, wéi mer do virginn a vläicht elo net op d'Importressourcë setzen, fir hei Kraftstoffer fir ze fueren hierzestellen.

Der rezenter Etüd vun der hollännescher Ëmweltagence no, déi d'lescht Woch erauskomm ass, misste mer fir déi gefuerdert 10% Agribrennstoffer, déi d'Europäesch Kommissioun verlaangt, ronn 20 bis 30 Milliounen ha Agrarfläch an der Europäescher Unioun bereetstellen, fir dach nëmmen 10% am Joer 2020 ze hunn.

Een Deel vun der nowuessender Holzmass aus onse Bëscher kéinte mer awer energetesch notzen an domadder d'Achs 3, nohalteg Aarbechtsplazen am ländleche Raum, schafen.

Och am Beräich vum Drénkwaasserschutz sinn ons Baueren hirer Responsabilitéit ganz bewosst ginn. Derniewent weise mir mëttlerweil och schonn 200 ha Flächen aus, déi als eng extensiv Fläch genotzt kënne ginn. Do schaffen dann dräi Ministèren zesummen, d'Landwirtschaft, d'Ëmwelt an den Intérieur. D'Haaptuleies vun dëser Aktioun läit doran, dem Verloscht vun der Biodiversitéit entgéintzewierken. Hei muss een deene Leit Merci soen, déi duerch hir jorelaang Aarbecht déi iwwer Jorhonnerte gewuesse Landschaften erhalen.

Och fir d'Biolandwirtschaft ass an onsem Gesetzestext hei e Raum virgesi ginn. Am Joer 1988, also virun 20 Joer, hate mir nëmmen aacht Betriber hei am Land, an dat mat genau 370 ha. Haut awer, no 20 Joer, hu mer der schonn 78, an dat op 3.200 ha. Also och do gëtt et eng ganz flott Entwécklung. Dat sinn awer nëmmen 2,7% vun der Agrarfläch. Mir wëllen awer, an dat ass vun den Auteure vum Gesetz festgehale ginn, dës Agrarfläch an der Biolandwirtschaft vun haut 3.000 ronn op 6.000 ha erophiewen, an dat och bis 2013.

Hale mer awer direkt fest: Wann de Konsument agesäit, dass et wichteg ass, Liewensmëttel aus onse Regiounen ze kafen, géigeniwwer Produkten, déi aus Géigende kommen, wou net déiselwecht Soinen ugeluecht ginn, wéi bei ons, dann huet ons Landwirtschaft eng grouss Chance.

D'Qualitéitslabelen an de Wonsch no enger seriöer Traçabilitéit hëllefen onser Landwirtschaft, hir Part de marché ze behalen engersäits a souguer weider ze erhéijen anerersäits. A wann endlech emol méi Éierlechkeet kënnt bei den Energiepräisser, da wäerte mir net méi Fleesch, Uebst a Geméis aus ferne Géigenden importéieren, mä onse Bléck vläicht méi op Produkter werfen, déi aus onsem Land an aus der Groussregioun kommen.

De véierte Volet vum Agrargesetz behandelt dann de LEADER-Programm. Duerfir stinn am Programm 5,2 Milliounen Euro fir d'Zäitschinn 2007 bis 2013 zur Dispositioun, géintiwwer nëmmen 2,1 Milliounen Euro an dem leschten Zäitraum 2000 bis 2006. Dat ass also eng substanziell Erhéijung fir de Programm LEADER.

D'Ziler vun dësem Programm, deen an de leschte Jore vill Zoustëmmung vun de

Partner am ländleche Raum fonnt huet, si vu verschiddener Zort. Et geet haaptsächlech drëm, Innovatioun, Ëmwelt, Liewensqualitéit an Diversifizéierung mateneen ze kombinéieren. Am Spezielle solle virun allem déi natierlech Liewensraim an déi kulturhistoresch Elementer vun onser Vergaangenheet protegéiert ginn.

Ganz besonnesch wëlle mir duerch eng „bottom up"-Prozedur déi aktiv Kräften am ländleche Raum fir d'Entwécklung an d'Duerchféierung vu Projete gewannen. Duerch d'Zesummeschaffe vu lokalen Aktiounsgruppen am Land an iwwert d'Grenzen eraus kann et dann zu konkrete Schrëtt an Aktioune kommen. Virun allem gëtt gewënscht, dass d'Mënschen hei zesummefannen, fir eben an der Groussregioun och mateneen ze schaffen.

Ons Landwirtschaft ass vu monolithescher Struktur, dat wësse mer, well si besteet haaptsächlech aus den dräi Elementer, der Mëllech, dem Rëndvéi an de Kären. Mir mussen deemno probéieren, niewent dës Elementer nei wirtschaftlech Nischeproduktiounen opzebauen. Duerfir wär et ze begréissen, wann d'Liewensmëttelen Eeër, Gromperen, Geméis an Uebst aus onsem Land oder der Groussregioun ugeplanzt kéinte ginn. A mir sollten och deemno d'Mënschen ënnerstëtzen, déi sech dem Ubau vu Geméis unhuelen oder an Uebstbongerten investéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

Ech hunn et schonn ugedeit: Nëmmen duerch eng zolidd Ausbildung kritt ons Landwirtschaft déi jonk Mënschen, déi si brauch, fir sech weiderzeentwéckelen. Duerch dës Ausbildung um Terrain gëtt hinnen de Wee an d'Aarbechtswelt gewisen an eng Liewensperspektiv opgezeechent. Doriwwer eraus gëtt hinnen och matgedeelt, dass dës Ausbildung nëmmen déi éischt Etapp ass op engem laange Beruffswee.

Duerfir wëll ech a kann ech de Responsabele vum Lycée technique agricole nëmmen e grousse Luef ausschwätzen. Dëst Joer feiert dëse Lycée 125 Joer Bestoen. Wann eng Schoul, déi am Ufank zu Iechternach, elo zu Ettelbréck an deemnächst zu Gilsdref hir Dieren opmécht, esou vill jonk Mënschen aus dem Agrarsecteur op dee Wee geschéckt huet, da bedeit dat eben, dass sech dës Schoul dem permanente Wiessel vun der Wirtschaft gutt ugepasst huet.

Während den Diskussiounen zum Agrargesetz hu mir mat de Vertrieder aus dem Agrarsecteur och dee geplangte Centre de Compétences ugeschwat. Et ass ons gesot ginn, dass d'Landwirtschaft an de Lycée technique agricole dës Kreatioun begréissen an och d'Recherche sech gär géif aklinken.

Et ass an deem Zesummenhang och drop higewise ginn, dass den Diplom aus der Akerbauschoul nëmmen den Agangsticket zum Beruff duerstellt. Deemno muss also e jonke Bauer sech enger permanenter Weiderbildung unhuelen, an dat nom Motto: „Wie stoe bleift, dee fält zréck".

De Bauer, deen iwwer eng Panoplie vu Kenntnisser verfüge muss, fir säi Betrib fit a flott ze halen, muss a soll Zousazstudien ugebuede kréien.

De schonn zitéierte Meeschterbréif stellt esou eng flott Mesure duer. Sécher sinn et der net ganz vill, déi dës Mesure wéilten ergräifen, awer mir sollten déi ënnerstëtzen, déi dëse Wee wëlle goen.

Mir brauchen hei all Acteuren op dem Terrain. Jiddfer Eenzelne muss hei seng Responsabilitéiten iwwerhuelen. Och d'ASTA, d'Verwaltung vun den techneschen Déngschter fir d'Landwirtschaft, feiert dëst Joer hir 125 Joer. Si stellt der Landwirtschaft déi néideg Déngschter duer, fir sech eben unzepassen un ëmmer nei Momenter vun onser Landwirtschaft.

D'ASTA an d'Akerbauschoul hëllefen der Landwirtschaft, dem Wäibau an der Bëschwirtschaft, de kulturelle Patrimoine vun onse Landschaften ze erhalen.

Ech wëll meng Interventioun ofschléisse mat engem Zitat vum Erwin Ringel, dee gesot huet: „Et gëtt keen Niewenteneen a scho guer kee Géinteneen, et gëtt just nach ee Mateneen." An dat gëllt besonnesch hei am Agrarsecteur.

D'CSV-Fraktioun ass sech der Wichtegkeet vun onser Landwirtschaft, dem Wäibau an och der Bëschwirtschaft voll bewosst, ënnerstëtzt si och tatkräfteg. Ech bréngen duerfir och den Accord vu menger Fraktioun eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den honorabelen Här Goerens huet d'Wuert. Här Goerens, wann ech gelift.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt bei der Diskussioun iwwert d'Agrargesetz dräi Virbemierkunge maachen.

Éischtens, ech si selwer am Haaptberuff Bauer. Eenzel Dispositioune vun dësem Gesetz kënnen also fir mech oder wäerte fir mech och applicabel ginn. Ech wollt dat hei soen am Zeeche vun der Transparenz, esou wéi mer dat och opgrond vun eisen „us et coutumes" hei an der Chamber gewinnt sinn.

Déi zweet Virbemierkung ass déi iwwert de Rapporteur. Den Här Clement huet eng Aarbecht gemaach, déi ech als irréprochabel géif bezeechnen. E war an der Kommissioun déi ganzen Zäit fir Diskussiounen op, an ech muss och soen, datt en eng perfekt Maîtrise hat vu sengen Aarbechten an där ganzer Kommissioun. Ech wëll em dat Kompliment am Numm vu menger Fraktioun maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Goerens *(DP)*.- Déi drëtt Virbemierkung: Wann ech de Rapporteur an der zweeter gelueft hunn, da muss ech awer eng kleng Kritik ubréngen un deem, wat en d'éinescht am Ufank vun eisen Debatte gesot huet. Ech sinn nach wie vor der Meenung, datt mer besser gehat hätten, mir hätten de Minister direkt no Iech héieren, fir iwwert - ech soen et nach eng Kéier! - de leschte Stand a säi leschte Wëssensstand a puncto Ausschaffe vun den Ausféierungsbestëmmunge vum Agrargesetz ze héieren.

Mir hu wuel an der Kommissioun schonn driwwer geschwat. Ech wéisst gär wat de leschte Stand wier. Wat huet sech geännert säit eise leschten Diskussiounen? Well dat ass net onwesentlech. Wann ee wëllt eng prezis Bewäertung maache vum Gesetz oder eng tant soit peu prezis Bewäertung vum Gesetz, da soll een och all Elementer kennen, an dozou gehéieren d'Ausféierungsbestëmmungen.

Dat ass normal an ech verstinn och net déi Zréckhalung, déi hei bekannt ginn ass, ëmsou méi wéi de Rapporteur selwer de Minister invitéiert huet, dat dann duerno ze maachen, wat ech am Fong wollt virdru maachen. Mä loosse mer net laang driwwer streiden. Dat ass dann eng Geleeënheet, déi net konnt genotzt ginn.

Meng Fraktioun geet awer, esou wéi se dat vun Ufank un an dësem Gesetz gemaach huet, mat enger konstruktiver Approche an déi Diskussioun hei eran.

D'Agrargesetz a sengem Gesamtkonzept ass dat éischt Stéchwuert, wat ech mer selwer ginn an dëser Interventioun. Mir mussen dat Gesetz natierlech a sengem Gesamtkonzept gesinn. Wuel huet dat Gesetz virun allem mat Investissementer an de Bëtong, an Installatiounen, a Maschinnen, an Transformatiounsariichtungen ze dinn. Wuel huet dat Gesetz hei ze di mat Dispositiounen iwwer Prozenter, Prozeduren, Einheitswäerter, technesch Finessen aller Aart an Délaien an esou weider. Dat ass alles richteg. Dat wësse mer och vun deene Gesetzer virdrun.

Nach musse mer wëssen, datt d'Agrargesetz, wat mer haut diskutéieren, sech an e Kontext placéiert, deen en aneren ass, wéi bei deem Gesetz, wat virun annerhallwem Joer oder virun engem Joer an dräi Méint ausgelaf ass, wat erëm eng Kéier e komplett anert Gesetz war, wéi dat, wat mer viru 15 oder 20 Joer haten.

Virun allem bewäerte mer awer dëst Gesetz op seng Capacitéit fir Äntwerten ze liwweren op folgend Froen: Wéi vill Zukunft ass an dësem Gesetz? Wéi vill mécht dëst Gesetz d'Landwirtschaft zukunftsfäeg? Gëtt dëst Gesetz den Erausfuerderungen, déi sech der Lëtzebuerger Landwirtschaft stellen, gerecht? Dat sinn eng Partie berechtegt Fuerderungen, déi ee muss einleitend zur Bewäertung vun deem Gesetz hei soen, wëssend, datt d'Erausfuerderunge folgend sinn.

D'Lëtzebuerger Landwirtschaft huet hir Plaz an Europa ëmmer erëm ze behaapten an ze verdeedegen. D'Lëtzebuerger Landwirtschaft ass a wesentleche Produktiounen op den europäesche Bannemaart, op d'Ofsazméiglechkeeten, déi deeselwechte bitt, ugewisen. Wéi ass et mat deene Perspektive kuerz-, mëttel- a laangfristeg?

D'Landwirtschaft a Liewensmëttelsécherheet ass een anert Gebitt, wat ganz staark wäert d'Situatioun vun den aktive Bauere bestëmmen. D'Roll vun der Politik a besonnesch vun der Agrarpolitik, awer net nëmme vun hir, als Rahmengestalter musse mer hei beliichten.

D'Landwirtschaft an d'Ëmwelt ass e weidert Thema, wat och scho meng Virriedner ugeschnidden hunn. D'Landwirtschaft an d'Energiewirtschaft huet an dësem Gesetz e ganz anere Stellewäert, wéi dat an deene Gesetzer virdrun de Fall war, well mer och haut mat ganz neien a bis viru kuerzem nach net gekannten Erausfuerderungen ze dinn hunn.

A wa mer dann all déi Froen iwwert der Landwirtschaft hir Roll am Zesummenhang mam Naturschutz, mam Waasserschutz, mam Klimaschutz behandelt hunn, stellt sech och d'Fro nom Produzenteschutz.

De Bauer als Produzent schafft an engem Ëmfeld, wou ganz vill Facteuren op seng Situatioun awierken, déi hien awer nëmmen zum Deel kontrolléiert.

Jo, mir brauchen e Produzenteschutz. Mir hunn eng kritesch Zuel, ënnescht Zuel vu Baueren erreecht a mir wëssen, datt eng ganz Partie Betriber keen Nofolger hunn. A mir wëssen och, all Kéiers wann eng seriö Pann, en Accident oder e Stierffall an engem Betrib ass, datt dat dee Betrib zum Deel oder oft ganz a Fro stellt. Esou datt mer eis och elo mussen ufänke Froen ze stellen, déi mer eis an de Gesetzer virdrun net hu misse stellen.

Ech wëll och drun erënneren, datt, wa mer iwwer Produzenteschutz schwätzen, mer et am Baueremilieu säit Joren - an dat ass net nëmmen hei zu Lëtzebuerg de Fall, mä och iwwert d'Grenzen eraus - mat enger ëmmer erëmkommender Fuerderung ze dinn hunn, dat ass déi vun der Akommesparitéit. An doraus ergëtt sech aus der Lecture vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft eng duebel Erausfuerderung.

Akommesparitéit heescht, dem Bauer erméiglechen, duerch seng Aarbecht datselwecht ze verdéngen oder annähernd datselwecht ze verdéngen, wéi dat, wat den Duerchschnëtt vun all deenen anere Leit verdéngt, déi hei am Land schaffen an déi net Bauer sinn.

Et ass eng berechtegt Fuerderung, dat ëmsou méi, wéi de Beruff, deen de Bauer ausübt, e schwierege Beruff ass, e schwéiere Beruff ass, awer och ee Beruff, deen déi meescht maachen, well se einfach dovunner passionnéiert sinn. Vun der Passioun eleng lieft een awer net. Et muss awer och nach e bëssen Uelech am System sinn. An duerfir, mengen ech, bleift d'Akommesparitéit den Dréi- an den Aangelpunkt vun den Diskussiounen, wa mer iwwert de Produzenteschutz schwätzen.

Ech hu gesot, et wier en duebelen Handicap. Eis natierlech Konditioune sinn déi, déi se sinn. Si sinn awer am Vergläich mat anere Regiounen net onbedéngt besser. Eenzel Konditioune si souguer carrément schlechter - wat zum Beispill d'Buedembeschafenheet ubelaangt -, wéi dat am europäeschen Ëmfeld de Fall ass.

Eng zweet Particularitéit kënnt derbäi, wann een iwwert d'Akommesparitéit schwätzt. Dat ass, datt den Duerchschnëtt vun de Lëtzebuerger an hirem Akommes wäit iwwert deem leien, wat den Duerchschnëtt vum Akommes ass an deene bei eis ugrenzende Regiounen.

Et ass awer nun emol normal a legitim, datt jiddferee seng Situatioun vergläicht mat deenen aneren hir an datt e besonnesch dann exigent gëtt, wann hien d'Gefill huet, datt seng Situatioun manner gutt ass.

Ech mengen, et muss ee kucken, ob dëst Gesetz deenen Erwaardunge gerecht gëtt. Dat Gesetz hei ass net d'Äntwert op all déi Froen, déi ech opgeworf hunn, mä et kann awer en Deel, an e groussen Deel vun der Äntwert sinn, déi ech am Kader vu menge Virbemierkungen hei opgeworf hunn.

Duerfir wollt ech och un eng Partie konnex Froen erënneren, déi mer am Virfeld als demokratesch Fraktioun och gestallt hunn, zur Diskussioun iwwert dëst Gesetz.

Mir haten zwou Pressekonferenzen, an deene mer am Fong geholl u Folgendes erënnert hunn:

Éischtens, mir bräichten dréngend eng Agrarkonferenz.

Mir wëssen, datt dëst Gesetz diskutéiert gëtt zu engem Zäitpunkt, wou mer et a gewëssene Sparte mat enger Embellie ze dinn hunn um Niveau vun de Präisser, wou souguer an eenzelne Sparten d'Präisser ëm e Wesentlecht gekomme sinn am Laf vum leschte Joer.

Déi Präishausse, déi mer am Mëllechsecteur festgestallt hunn an och am Käresecteur, däerf awer net zu falsche Konklusioune leeden. Déi Hausse huet op jidde Fall fäerdeg bruecht, datt zu engem gewëssenen Zäitpunkt eng Euphorie opkomm ass, a matzen an där Euphorie, mengen ech, hu mir souguer stéierend gewierkt, wéi mer folgend Fro opgeworf hunn: Wéi ass et da mat der Dauer, mat der Nohaltegkeet vun där Präishausse?

Déi ass awer schonn zum Deel am Mëllechsecteur erëm a Fro gestallt! Ech hoffen net definitiv. Mä ëmmerhin ass awer deen Trend, deen Eenzelner gemengt haten, net méi kënnen no uewen un d'Halen ze komme gesinn, elo erëm eng Kéier an enger Tendenz, déi éischter préoccupant ass.

Ech soen dat, well een net soll op eng kuerzfristeg Embellie spekuléieren, fir laangfristeg Engagementer ze huelen. Well déi laangfristeg Engagementer musse bezuelt ginn, an et ass evident, datt, wann een investéiert an d'Strukturen an Infrastrukturen, een déi Investissementer op eng Period vu mindestens aacht oder zéng Joer muss ofschreiwen.

Et kann een also net dat, wat een elo kuerzfristeg weider am Porte-monnaie gesäit, laangfristeg fir boer Mënz huelen.

Duerfir hätte mer gäre gehat, datt d'Lëtzebuerger Landwirtschaft sech och am Kader vun den Diskussioune ronderëm d'Agargesetz hätt kënnen ausschwätzen iwwer eng Partie fundamental Froen. Zum Beispill déi vum Ophiewe vun de Quoten.

Ass et der Lëtzebuerger Landwirtschaft hire Wonsch, fir d'Quoteregelung ab dem Joer 2015 endgülteg opzeginn, jo oder neen?

Ech weess, datt et net eleng déterminant ass, wat d'Lëtzebuerger Landwirtschaft seet. Mä et wier awer fir eis interessant gewiescht, wann d'Bauereverbänn sech op där doter Fro artikuléiert hätten oder sech hätte kënne artikuléieren am Kader vun enger Agrarkonferenz.

Mir wéissten och gär als Politiker, wéi dann elo defintiv d'Erwaardunge si vun deem Secteur. Wëlle mer an Zukunft renoncéieren op maartreguléierend Mechanismen?

Wëlle mer an Zukunft renoncéieren op eng Kontingentéierung an der Mëllechproduktioun, déi, wa se richteg ugepaakt gëtt, zur Akommesparitéit an zu enger Präisverbesserung ka féieren?

Et kann een och dat Instrument manipuléieren. Dat ass dat Gefill, wat mer éischter elo hunn. Mir mengen net, datt d'Madame Fischer Boel, déi europäesch Kommissärin zoustänneg fir d'Agrarpolitik, interesséiert drun ass, datt déi Präishausse am Mëllechsecteur sech nach weider entwéckelt respektiv sech op deem Niveau, dee se erreecht hat, op hirem Héchststand stabiliséiert.

Mir hunn dat Gefill net. Well hir Virschléi ginn an eng Richtung, déi awer trotzdeem och diskutabel ass. Wann een elo 2% op de Quote bäileet, da muss ee wëssen, datt dat net neutral ass op d'Präisgestaltung vun der Landwirtschaft.

Ech soen dat, well mir riskéieren eis am Débat ze iren an ëm 1% oder e puer Prozent ze feilschen an am Fong d'Konsequenze vun anere politeschen Entscheedungen ënnerzebewäerten. Duerfir ass dat do extrem wichteg.

Ech wéisst wierklech gär, wat do gewollt ass a wat mer och politesch kënnen droen, wa mer dat am Konsens wëlle maache mat der Landwirtschaft.

Ech sinn der Meenung, et soll ee ganz virsiichteg un d'Ofschafe vu Maartreguléierungsmechanisme goen, well wann d'Situatioun eng Kéier déi ass, wéi mer se virun e puer Joer haten!

Et weess jo keen, ob an Zukunft de Mëllechpräis iwwert déi Period, wou dëst Agrargesetz sech ofwéckelt, méi no bei 50 Cent de Liter ass oder méi no bei 30 Cent de Liter ass. Dertëschent läit natierlech ganz villes, wat awer d'Choixë vun der Landwirtschaft impactéiert, an duerfir menge mer, esou eng Agrarkonferenz hätt kënnen eng Partie Elementer fir d'Diskussioun liwweren, déi indispensabel sinn.

Zweetens, de Guichet unique schéngt mer och fundamental ze sinn.

Ech wëll hei net all eenzel Dispositioune vum Gesetz nach eng Kéier zerplécken. Ech mengen, den Här Clement huet dat ganz gutt gemaach. Ech wëll him nach eng Kéier duerfir Merci soen. Hien huet erläutert, wat alles u Méiglechkeeten a Potenzialitéiten am Gesetz dran ass. Mir soen awer och, datt net all Méiglechkeet an hirer ganzer Breet ausgeschafft ginn ass. Mir bedaueren dat. Mä enfin!

Mir ginn awer, dat soen ech och, dësem Gesetz als demokratesch Fraktioun eis Zoustëmmung. Mir hunn ëmmer drop gedrängt, datt et soll séier kommen, datt mer et solle schnell a Kraaft setzen, mat deene Virbemierkungen, déi ech och virdru gemaach hunn.

Ech hu gesot, d'Agrarkonferenz ass also eng verpasste Geleeënheet, well se net stattfonnt huet.

Mir hunn eng zweet Fuerderung gehat: déi vun dem Guichet unique.

Dir kënnt lech erënneren, mir hate kuerz nodeem dës Regierung an d'Amt getrueden ass eng Diskussioun iwwert d'Lissabon-Strategie. Mir haten deemools als demokratesch Fraktioun an engem Débat gefuerdert, datt mer och sollen en Entfesselungsprogramm maache fir d'Landwirtschaft, den Inventaire vun den Dispositioune maachen, esou wéi all Mënsch dat an all Sonndesried seet an och gewéinlech, wann hien de Schluss vu senger Interventioun a voller Harmonie ausklénge léisst, nach eng Kéier drun erënnert, datt et wierklech wichteg ass, datt een där Fuerderung nokënnt. Mir wollten dat, wat mer ëmmer erëm soen, emol op de Métier huelen a kucken, wat mer dann effektiv kënnen u Prozedure vereinfachen.

Mir hunn och do gemengt, d'Schafung vun engem Guichet unique kéint eng Léisung sinn oder eng Deelléisung wéinstens op déi Froen. Mir hätten am léifsten, datt mer all déi Prozeduren, déi mussen duerchlaf ginn, am Kader vun dësem Agrargesetz besser meeschteren. Dat ëmsou méi, well awer elo scho 15 Méint säit dem theoreteschen Akraafttriede vum Gesetz vergaang sinn. Et geet am Fong geholl net méi dorëm, fir nach Zäit ze verléieren.

Mir hätte gär, datt déi Prozeduren, déi den Eenzelne bei sengen Investissementer muss maachen, esou kuerz an esou kleng an esou knapp gehal gi wéi noutwendeg.

Dat ass natierlech éischter gesot wéi gemaach. Am Kader vun der Landwirtschaftschamber hätt dat awer, a wann nëmmen a Form vun engem Pilotprojet, ulafe kënnen.

Natierlech muss ee sech, wann een investéiert, mat sengem zoustännege Ministère oder mam Service technique de l'agriculture auserneesetzen. Dat ass normal. Et muss een, jee nodeem wou een investéiert, eng Autorisatioun hu fir eng Construction en zone verte.

Et ass oft awer eng Sisyphusaarbecht, bis een esou wäit ass. Do geet extrem vill Zäit verluer. Et brauch an eenzel Fäll eng vereinfacht Kommodo-Inkommodo-Prozedur, an anere méi eng komplizéiert. Et gëtt beim Kommodo Délaien, an nach gëllen déi Délaien eréischt, wann den Dossier komplett ass. Bei den Naturschutzautorisatioune gëtt et déi Délaien an där Form net.

Ech fannen, dat ass net gutt. Well mir musse wëssen, wat mer wëllen. Wann d'Bauere quasi gedrängt ginn, fir an d'Gréngzon investéieren ze goen, ass et, well se am Duerf selwer ëmmer op méi grouss Akzeptanzschwieregkeete stoussen. Also ass et normal - wa se am Duerf selwer net méi gelidde ginn -, datt een dann awer hëlleft, datt se sech wéinstens ausserhalb vum Duerf kënnen etabléieren.

Wann ee weder dat eent nach dat anert wëllt, da mécht ee sech praktesch zum Kompliz vun engem Beruffsverbuet. Dat wëlle mer jo och net. Dat gesi mer besonnesch bei de Schwäistall, wou heiansdo awer nach déi staatlech Stellen - wëll ech awer och emol soen - méi couragéiert sinn, wéi eenzel Buergermeeschteren. Och de Fait, datt eenzel Buergermeeschtere ganz déif an der Bauerewelt verwuerzelt sinn, erliichtert net ëmmer d'Obtentioun vun enger Baugenehmegung fir e Schwäistall. Heiansdo sinn et och d'Gemengen, déi souguer bei den Dispositiounen, déi oft vun der Bauerewelt als schwiereg a schwéierfälleg ugesi ginn, nach en Zannt dropleeën; fir et emol gelënd auszedrécken.

Aus all deene Grënn wier et gutt gewiescht, wann een e Guichet unique gehat hätt, wou dann de Bauer hätt kënne ganz rapid berode ginn iwwer seng Méiglechkeeten an iwwer seng Rechter.

Ech wollt och do eng prezis Recommandatioun un de Minister ginn, wat d'Construction agricole en zone verte ubelaangt. Mir mengen et wier gutt, wann déi Kommissioun, déi sech zesummesetzt aus Vertrieder, déi senger Tutelle an och där vum Ëmweltminister ënnerstinn, sech an enger Kommissioun géifen zesummefannen an direkt mam Bauer op den Terrain géife goen an deeselwechten Dag de ganzen Dossier duerchkucken, an op der Plaz no enger kontradiktorescher Diskussioun d'Décisioun huelen, amplaz datt korrespondéiert gëtt.

D'Prozedur ass normalerweis déi heiten: Et gëtt ugefrot an da gëtt gewaart bis ee kënnt. Da gëtt telefonéiert, firwat datt nach kee komm ass. A wann da kee komm ass, da gëtt den Deputéierten ageschalt. Da geet dee bei de Minister, oder hie geet bei deen anere Minister.

Et wier dach vill méi einfach, déi zwee géife soen: Déi Kommissioun geet op d'Plaz a kuckt, ob den Objet kann akzeptéiert ginn, opgrond vun den Appréciatiounen, déi oft subjektiv sinn, an da weess de Bauer wéinstens, wou hien drun ass. Dann ass et Jo oder Nee fir de Jong oder d'Meedchen. Mä jiddefalls, eng Äntwert muss kommen, an dat a räsonnabelen Délaien. Mir mengen, datt dat am Giron vum Guichet unique kéint mat organiséiert ginn. Wa mer de Geescht vu Lissabon richteg verstan hunn, menge mer, datt mer net ze vill falsch léichen, wa mir dat doten an deem Esprit géife gesinn.

Mir wieren natierlech drun interesséiert, wa mer eis géifen - an dat gehéiert einfach zu enger méi professioneller Approche an der Bewäertung vun enger Politik - Dossieren uleeën a kucken, ne fût-ce que pour les interprétations statistiques spéider, wéi et mat den Délaië war, ob mer et besser geschafft hunn, ob mer méi performant waren oder net. Mir kommen net derlaanscht, fir hei och eng Evaluatioun anzekloen, déi sech unhand vun objektive Kritären orientéiert. Déi Kritäre si relativ einfach. Dat sinn Datumen. Dat si Fristen. Dat si Wochen, Méint, heiansdo Joren, déi verginn, bis esou Autorisatiounen zustane kommen.

Well siwe Joer ass an engems e laangen Zäitraum, awer och e kuerzen. Et si scho vun där Period, op déi sech dat Agrargesetz hei applizéiert, 15 Méint eriwwer; dat hunn ech gesot. An da stelle sech souwisou nach eng Partie wichteg Froen.

En Investissement ass ni einfach. En dehors vun den Démarchen, déi ee muss maache bei Verwaltungen, muss sech de Bauer och nach vu sengem Banquier an d'Ae kucke loossen. Well déi Wéinegst hunn d'Suen, fir cash ze bezuelen, wat se investéieren. Och do ass et net ëmmer schrecklech einfach.

D'Aarbecht geet also elo eréischt un, an deene puer Remarquen, déi ech elo gemaach hunn. D'Aarbecht geet awer och un, well mir a gewësse Secteuren nach net ganz kloer gesinn, wat elo effektiv d'Potenzialitéite vun dësem Gesetz kënne ginn.

Ech wëll hei ausdrécklech net deene gesetzlechen Dispositiounen, déi mer haut kommentéieren, dee Virworf maachen, wann ech elo zum Beispill op d'Landwirtschaft an d'Energiewirtschaft ze schwätze kommen. Mir hunn, an den Här Oberweis huet elo grad drun erënnert, d'lescht Woch en Avis zur Kenntnis geholl vum nationalen Nohaltegkeetsrot, dee sech éischter kritesch iwwer gewësse Verwäertunge vun Agrarerzeugnisser geäussert huet.

Mä ech wëll awer emol prinzipiell dat heite soen: Wann d'Präisser, déi mer jo elo allgemeng als héich ugesinn, deen Niveau erreechen, dee se hunn, da musse mer drun erënneren, datt mer elo zum Beispill bei de Kären um Niveau vun de Präisser vun 1978 sinn. Dat an absoluten Zuelen; net relativ gesinn, mä an absoluten Zuelen. Wann een d'Inflatioun also géif mat berücksichtegen, da léiche mer an de Käre-präisser - déi weltwäit als extrem, als exorbitant héich ugesi ginn - ënnert dem Niveau vun 1978. Dat muss een awer soen, wann een elo d'Landwirtschaft op eemol responsabel mécht fir d'Inflatioun. Vergiess dobäi gëtt, datt d'Produktiounsmëttel immens deier goufen. Mä dat ass net mäin Haaptpunkt.

Mäin Haaptpunkt ass deen: Wat kënne mer maachen, fir der Landwirtschaft an hirer duebeler Funktioun als Liewensmëttelproduzent an als Energieproduzent zu enger nohalteger Approche an Démarche ze verhëllefen?

Oder et kann een d'Fro och anescht stellen: Wann, wéi virun zwee Joer, eenzel Kärenaarten nëmmen zéng Euro d'100 Kilo kaschten, ass et dann engem ze verdenken, wann e sech mam Gedanken ofgëtt, déi an enger Biogasanlag ze verwäerten? Et ass net d'Vocatioun vun enger Käreproduktioun, fir an enger Biogasanlag verwäert ze ginn. Mä ass et awer net en normale Reflex, wann de Maart e Produit quasi präislech gesinn als Dreck behandelt, datt een dann och domat an eng Biogasanlag geet?

Esou wäit si mer komm, wa mer enger Braderie an engem vun de wichtegste Produktiounszweiger fréie Laf ginn! Dat ass also normal. Ech soen dat ëmsou méi, well ausgeschloss gëtt duerch d'Engagement, dat d'Europäesch Unioun scho geholl huet am Kader vun der Welthandelsorganisatioun, fir net méi mat Subventiounen Agrarprodukter op drëtt Mäert ofzesetzen.

Et ass also dann och eriwwer, fir Agrarprodukter zu Schleiderpräisser an Entwécklungslänner ukommen ze loossen. Wa mer alleguer d'accord sinn, datt mer net méi an Afrika oder an Asien, a Schwellelänner oder an Entwécklungslänner d'Agrarpräisser bradéiere ginn duerch europäesch Exporter, da muss een awer der europäescher Landwirtschaft d'Méiglechkeet loossen, dat, wat net giess gëtt, op eng aner sënnvoll Manéier, déi och nach déi Verwäertung mat Klimaschutzziler verbënnt, ze verwäerten.

Wa mer dat net wëllen, da wësse mer net, wat mer wëllen. De Wee, fir dohinner ze kommen, muss natierlech een nohaltege sinn. Et gëtt Méiglechkeeten, fir dat och erauszeschielen, mä déi Diskussioun gëtt net einfach. Mir mussen eis nach eng Kéier ganz déif an d'Ae kucken, wat dee beschte Wee ass; ouni Scheiklappen, awer mat Determinatioun, well d'Landwirtschaft huet do eng grouss Roll ze spillen.

Esou ass et nieft der einfacher Lecture vun den Dispositioune vun esou engem Gesetz am Fong méi wichteg, datt ee Konzepter entwéckelt, déi eng optimal Verwäertung, Exploitatioun au bon sens du terme vun deenen Dispositiounen erméiglechen. Et ass am Fong an där Approche, wou mer un d'Analys vun dësem Gesetz erugaange sinn.

Ech wollt awer och ee Wuert zur Reduktioun vun den Taux-d'aidë soen, déi een natierlech och muss éierlecherweis awer gesi mam Ewechfale vum Plaffong an dësem Agrargesetz. Dat ass nach net genuch ënnerstrach ginn. Ech wollt dat awer soen, well zu enger objektiver Bewäertung gehéieren déi zwee Aspekter.

Dat arrangéiert natierlech eng Partie Betriber, déi méi grouss Investissementer virhuelen. Ech soen dat nach eng Kéier ënnert der Maassgab an dem Virbehalt, datt d'Eenheetswäerter, no deenen d'Prozentsätz gerechent ginn, korrekt sinn an och vergläichbar si mat deenen am Gesetz virdrun. Dat bedéngt natierlech och, datt de Bauer déi Suen, déi hie kritt, zu engem räsonnabelen Zäitpunkt kritt.

Ech wéisst och gär vum Minister, wéini datt d'Investissementer, déi elo scho kënne vum 1. Januar 2007 un an d'Realiséierungsphas kommen, kënne mat deenen éischten Aidë rechnen. Mir haten och an der Agrarkommissioun ee Moment d'Fro opgeworf, ob een net soll Intérêt-moratoirë virgesinn, well dat doten ze laang dauert.

Ech wollt och de Minister froen, wéi et domadder ass, ob et do eng Méiglechkeet gëtt fir deenen, déi musse méi laang op hir Sue waarden, entgéintzekommen. Ech soen dat och ëmsou méi, well d'Taux-d'intérêten an dëser Phas, an dësem Agrargesetz awer elo schonn erkennbar méi héich sinn, wéi an deem Agrargesetz virdrun.

Bei gläichen Taux-d'aidë wier et also scho manner wéi et war, wann ee misst eng länger Period op seng Sue waarden. A bei Tauxen, déi drënner sinn, gëtt dat nach renforcéiert. Duerfir ass déi Fro enorm wichteg. Déi gehéiert och zur Bewäertung vum Impakt vun dësem Gesetz.

Mir hätten am léifste gesinn, et hätt een e Sockelbetrag gemaach, deen am Fong am Prozent-, also Förderungssaz d'selwecht gewiescht wär, wéi am ale Gesetz. Do hätt ee sech kënnen op 200.000 oder 250.000 Euro eenegen. Eng Partie Betriber, déi vläicht net méi déi ganz grouss Investissementer maachen, hätten am Fong geholl no ähnleche Konditioune vum Gesetz profitéiere kënnen, wéi dat am alen de Fall war. An dann hätt ee fir déi, déi doriwwer investéieren, kënne mat deene Prozentsätz, wéi se elo virgesi sinn, weiderfueren. Dat schéngt jo awer elo net méi méiglech ze sinn.

(Interruption)

Wat gelift?

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Käschtenneutral?

M. Charles Goerens *(DP).*- Neen, dat hätt e bësse méi kascht. Ech ginn dat zou.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Ech mengen och.

M. Charles Goerens *(DP).*- Natierlech, jo, jo.

Ech wëll awer eppes soen, Här Minister: Mir schwätzen hei wuel iwwer eng Enveloppe, an ech mengen, et muss ee sech och no enger Enveloppe riichten. Mir wëssen awer och, wéi et an all deenen anere Sparte geet, wou mer et mat Ausgaben ze dinn hunn; och do envisagéiere mer Enveloppen. A wann ech gesinn, wéi déi oft gesprengt ginn, soe mer dat hei: Déi Landwirtschaftssituatioun ass eng Ausnahmesituatioun, dat hei gëllt fir all aner Beräicher, iwwert déi mer diskutéieren.

Ech hunn awer keng Kritik gemaach, déi elo kéint Ären Ierger ervirruffen, Här Boden. Ech hunn alles Guddes gesot, wat ech am Gesetz fonnt hunn.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Neen, ech wollt just eng Fro stellen.

M. Charles Goerens *(DP).*- Et ass net käschtenneutral, neen, neen.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Et hätt ee sech jo och kënne virstellen, wann ee gesot hätt, mir setzen dann d'Tauxen e bësse méi wäit erof, déi éischt, an dann déi aner…

M. Charles Goerens *(DP).*- Neen, neen, dat wëll ech ausdrécklech net.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Jo, okay. Ech wollt just duerfir froen. Dat kascht méi Geld dann, oder net?

M. Charles Goerens *(DP).*- Mäi Virschlag, Här Minister, wär - nach eng Kéier, duerfir sinn ech jo esou virsiichteg a menger Bewäertung vun deem Gesetz -: Wann ech all Elementer weess an ech hu sämtlech Éléments de comparabilité, da kann ech mer méi een definitiivt Uerteel erlaben. Wann Der also eisem Wonsch nokomm wiert an Dir hätt eis iwwert d'Ausféierungsbestëmmungen an d'Bild gesat, virun dëser Diskussioun, kéint ech mer elo scho méi prezis Uerteeler erlaben. Duerfir fält mäi Jugement e bësse méi reservéiert aus, wéi dat de Fall gewiescht wär, wa mer am Ufank - wat eng ganz normal Prozedur gewiescht wär - an d'Bild gesat gi wieren.

Här President, ech kommen zum Schluss. Wéi gesot, ech wëll net alles kommentéieren, wat schonn de Rapporteur gemaach huet. En huet ganz vill iwwert d'Installatioun vun de jeunes agriculteurs geschwat. Och do wënsche mer, datt e Maximum vu jonke Baueren an de Benefiss komme vun deenen Dispositiounen. Mir wëssen och, datt mer et do mat enger kriddelecher Fro ze dinn haten, och well do eng Fuerderung ganz breet gedroe ginn ass vun de Jongbaueren, virun allem fir nach vill méi strikt Kritären anzesetzen an d'Gesetz a puncto Formatioun.

Mir mengen, wann een dat ze vill strikt applizéiert, leeft dat och quasi op ee Beruffsverbuet eraus, wann een do ze vill strikt ass mat den Exigenzen, déi een a puncto Formatioun un d'Leit stellt. Dat hënnert eis net drun, fir d'Angebot a Formatioun an deem Ausmooss, wéi et elo ass, oprecht ze hale respektiv auszeweiten an auszebesseren, besonnesch den „life-long learning".

Ofgesinn dovunner ginn eng Partie Aktivitéiten aus der Landwirtschaft haut aus de Betriber geoutsourced, wann ech dat kann esou ausdrécken, esou datt ee Bauer och, dee vläicht net an allen Diszipline vu sengem Fach „up-to-date" ass, awer kann zu performante Resultater kommen, wann e sech mat deene richtege Conseilen entouréiert.

Här President, mir sinn also un der Schwell vun enger neier Investitiounsperiod an der Landwirtschaft. Ech wënschen, datt de Contenu vun all deene Remarquen, déi ech gemaach hunn, souwuel iwwert d'Gesetz wéi och iwwert d'Ëmfeld, an deem dat Gesetz sech hei applizéiert, kann zum Beschte vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft ausgefouert ginn. An ech hoffen och, datt mer eis, an domat wëll ech ophalen, eng Capacité d'anticipation ginn, an dësem Beräich, wéi och a villen aneren, fir zukünfteg Entwécklungen éischter ze verstoen, éischter ze kennen, an och an der politescher Rahmegestaltung relativ fréi, an engem fréie Stadium ze behandelen.

Ech wëll et nach eng Kéier soen, fir och duerch e Beispill ze dokumentéieren, wéi

wichteg datt et ass: Ech war 1983 am Europaparlament, ce qui ne me rajeunit pas, mä deemools hat ech als Noper an der Agrarkommissioun vum Europaparlament e Chercheur, e Professer vum Centre de recherche vu Wageningen sëtzen, dat war virun der Aféierung vun de Mëllechquoten deemools. En hat esou en Dossier doleien, an dunn huet e mer am Fong gewisen, wat fir een Zeenario, an deene verschiddenen Zeenarien, déi ee sech en amont vun der Aféierung vum Quotesystem konnt virstellen, senger Meenung no géif zréckbehale ginn.

Seng Marge d'erreur war och relativ kleng. Ganz vill Leit vu sengem Centre de recherche, déi hunn zu Bréissel geschafft, an der Kommissioun. En hat also do en Informatiounsvirsprong op esou e Jonke vum Land wéi ech an e konnt engem am Fong du schonn op eng plausibel Manéier, mat enger Avance vun e puer Méint, soen, wat géif zréckbehale ginn. Ech wéilt, mir hätten déi Capacité d'anticipation deemools gehat!

An ech wéilt, mir hätte kënne mat där Berechenbarkeet un deen Dossier erugoen, wéi d'Hollänner dat gemaach hunn!

Do hätte mer eis e Potenzial kënnen opbauen an de Mëllechsecteur wier een aneren, wéi deen, dee mer haut hunn.

Mir streiden dann nach 20 Joer laang doriwwer, an och elo nach bei der 2%eger Erhéijung vun de Mëllechquote gesi mer, datt an där Diskussioun nach ëmmer Séquellen opkommen, déi op 1983 zréckginn. Ech menge mir sollen alleguer dozou bäidroen, datt mer dee wëssenschaftlechen Ënnerbau an eiser Politik kréien.

Wann dat elo keng Kritik u keen ass, da kann ech och net soen, datt et keng Kritik un eis alleguer ass.

Mir musse kucken, datt mer de Modell Lëtzebuerg, mat deene bescheidene Moyenen, déi mer hunn, awer esou gestalten, datt mer och kënnen, opgrond vun där Capacité d'anticipation, eis Marge d'erreur an der Zukunft e bësse méi kleng halen.

D'Lëtzebuerger Landwirtschaft wäert e Secteur sinn, deen absolut op den Ausbau vun der Qualitéit ugewisen ass. Dat gëtt duerch dëst Gesetz erméiglecht. Et sinn eng ganz Partie Potenzialitéiten dran. Ech géif och wënschen, datt déi kënnen optimal ausgenotzt ginn, well wann een op d'Quantitéit setzt, mengen ech, ass een definitiv fort.

Dat gëtt et net, an dat och nach an enger Phas, wou eenzel Sparten éischter d'Tendenz hunn, fir nach extensifiéiert ze ginn. Dat ëmsou méi, well souwuel de Buedem wéi och d'Zuel vun de Leit, déi an deem Secteur schaffen, d'Tendenz hunn zréckzegoen. An och dee Réckgank nach vun der Populatioun erkläert bal gradesou vill d'Augmentatioun vum Revenu an der Landwirtschaft, wéi déi Präisembellie, déi sech zejoert - am Joer 2007 - bemierkbar gemaach huet.

Dat nëmme just fir ze relativéieren, datt et och nach gerechtfertegt ass an Zukunft, fir iwwer eng Partie staatlech Mëttelen de Baueren ze hëllefen, déi Period vu Restrukturatioun, déi op eis duerkënnt, mat beschtem Kënnen a Wëssen a Mëttelen ze meeschteren.

Ech wënschen dësem Gesetz, compte tenu vun enger Partie Reserven, déi ech hei formuléiert hunn, an der Ausféierung an och um Niveau vun den eenzelne Bauerebetriber eng glécklech Hand.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Schneider. Här Schneider, wann ech gelift.

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och vun der Geleeënheet profitéieren, als Éischt dem Lucien Clement Merci ze soen, éischtens fir säi Rapport, souwuel schréftlech wéi och mëndlech, an dann awer och - an et gouf schonn hei ugeschwat - fir déi ganz flott Féierung duerch déi eenzel Kommissiounssitzungen, déi mer haten, a virun allem deen ugestrieften Echange, dee mer mat deenen eenzelnen Organisatiounen a Partner haten, wat d'Agrargesetz betréfft. Et ware ganz flott Echangen, déi mer haten, wou eng ganz Rei vu Punkten, déi am Prinzip schréftlech Kritike waren, ganz séier aus de Féiss konnte geraumt ginn, wann een am Dialog mat deenen eenzelne Partner vum Secteur ass.

Ech géif och direkt soen, datt et mer selbstverständlech eng Freed och ass hei ze schwätzen als een, deen och aus engem ländleche Raum kënnt, deen och selwer op engem Bauerenduerf wunnt an dee gesäit, mat wéi enger Suergfalt, mat wéi enger Villfalt, awer virun allem och mat wéi engem Fläiss d'Bauerebetriber haut nach fonctionnéieren, wou jiddfereen, mengen ech, dat Bescht fir de Secteur wëllt.

Mir kréien de Mëtteg also en neit Gesetz fir d'Landwirtschaft, fir de Wäibau an och fir d'Forstwirtschaft. Mir gesinn, datt fir déi 2.300 landwirtschaftlech Betriber, wou ëmmerhin nach e bësse méi wéi 4.000 Leit an deem Secteur beschäftegt sinn, eng ganz Enveloppe fir d'Joren 2007 bis 2013 - et ass schonn ugeschwat ginn - vun ëmmerhi 415,5 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt gëtt, déi mer musse richteg asetzen, fir déi wichteg Domäner, déi hei ugeschwat ginn, och gutt virun ze ënnerstëtzen an och d'Wichtegkeet vun der Landwirtschaft fir eist Land, mä och europawäit ze ënnerstëtzen.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt dëst Geld, dat an deenen eenzelne Secteuren - ech komme méi spéit op déi véier Achsen zréck - eigentlech ganz gutt geplangt ass, och richteg investéiert ass.

Mir mussen an Zukunft eiser Landwirtschaft och déi Moyenë ginn, fir eng gutt Sécurité alimentaire ze garantéieren, fir virun allem och an d'Qualitéit an an d'Villfalt vun de Produkter ze investéiere souwéi derniewent selbstverständlech an den Déiereschutz, an da fir virun allem awer och déi nei Kritäre vun der Ëmwelt ze respektéieren an ze fleegen an och Naturschutz ze bedreiwen.

Hei kann ee soen, datt säit jeehier de Bauer deen ass, deen eis Ëmwelt dobausse fleegt, deen ass, deen um Terrain all Dag ass, fir hei eng gutt an néideg Aarbecht ze maachen, dat och am Sënn vun enger nohalteger Naturschutzfleeg.

Mir mussen awer och bedenken, datt d'Roll vun der Landwirtschaft prioritär déi muss bleiwe vun der Liewensmëttelversuergung. Et ass fir mech ganz kloer, datt haut, wou mer doriwwer ganz dacks diskutéieren, virun allem de Bauer och vill muss investéieren oder soll investéieren a Weeër goe vun der Produktioun vun Energieträger. Et gouf hei och scho vum Charles Goerens mat ugeschwat an och vun anere Riedner, datt dat awer net kann déi prioritär, éischt Aufgab si vun eise landwirtschaftleche Betriber. Déi muss nach ëmmer d'Produktioun vu Liewensmëttel bleiwen. Well mir kennen déi Konflikter, déi optauchen; mir wëssen, datt weltwäit no Léisunge vun dëse Konflikter gesicht gëtt.

Hei wëllt d'LSAP och kloer soen, datt fir eis an deenen nächste Joren e ganz klore Kader muss gesat ginn, fir datt een déi doten Tendenzen nach virun am Gréff behält. Prioritär muss d'Landwirtschaft do sinn, fir eng gutt a virun allem eng sécher an eng propper Landwirtschaft ze bedreiwen, mat deene Produkter, déi an deem Moment och erauskommen.

Dat geet bei der Liewensmëttelproduktioun vu Fleesch iwwer Mëllech, iwwer Eeër, awer och Getreide, Geméis, Uebst. Virun allem awer ass et, mengen ech, och an deem Zesummenhang wichteg, de Wäibau mat ze ernimmen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Virun allem kënne mer hei zu Lëtzebuerg bis elo houfreg sinn - an ech mengen, dat ënnerläit alle Partner, déi hei eng Hand mat ugepaakt hunn -, datt mer bis elo nach ëmmer eng propper a virun allem eng gutt Landwirtschaft gemaach hunn, wouduerjer mer och gréisstendeels vu grousse Skandaler aus dem Ausland verschount bliwwe sinn. Ech denken hei zum Beispill un de BSE-Skandal, dee mat Sécherheet während enger Zäit och der Lëtzebuerger Landwirtschaft geschuet huet, a wou et eng Zäit gebraucht huet, bis effektiv och hei erëm d'Seriositéit an e gutt Liicht komm ass. Wat mat Sécherheet awer net d'Schold vun de Lëtzebuerger Bauere war, mä éischter vu baussen - europäesch - eragedroe ginn ass.

Ech mengen, datt mer de Moment awer erëm op engem wichtegen Trip sinn, deem de Konsument ze versécheren, dem Konsument Qualitéit unzebidden, gutt Produkter unzebidden. Ech mengen, déi Produkter, dat sollen net nëmme Bioprodukter sinn. Well mer wëssen, datt d'Bioprodukter ganz dacks präislech nach méi héich sinn, solle mer ganz einfach generell Produkter ubidden, déi och eng gutt Qualitéit hunn an déi dann och fir jiddfer Mënsch erschwénglech sinn.

Zum Beispill denken ech hei och un de Lëtzebuerger Wäin. De Lëtzebuerger Wäin kritt jährlech immens vill Präisser op europäeschem Niveau am Ausland. Derniewent awer och eng Fro un de Minister, awéiwäit och viru soll op d'Marque nationale gesat ginn, fir datt och hei virun allem d'Qualitéit vun eise Produkter viru ka garantéiert sinn.

D'Ëmsetze vum Agrargesetz ass jo virun allem gréisstendeels ausgeriicht op véier thematesch Achsen. Déi éischt Achs ass déi vun der Verbesserung vun der Kompetitivitéit vum Secteur, déi zweet d'Verbesserung vum Schutz vun der Ëmwelt, déi drëtt d'Liewensqualitéit am ländleche Raum an déi véiert Strategië fir d'Verbesserung vun dësem ländleche Raum a virun allem hei an éischter Linn de Kader, wat de LEADER-Projet betréfft.

Ech géif mer dann erlaben, eng Kéier kuerz duerch déi véier eenzel Beräicher ze goen, fir da vläicht éischter deenen eenzelne LEADER-Projeten e bësse méi Gewiicht ze ginn, déi ech als eng exzellent Initiativ bewäerten, fir am ländleche Raum nei Méiglechkeeten ze schafen, nei Iddien auszeriichten, nei Iddien opzebauen.

Den éischte Punkt: d'Kompetitivitéit. Hei gouf ganz vill geschwat iwwert d'Investissementer, d'Investissementer souwuel an d'Gebailechkeete wéi och an d'Maschinnen, déi solle geleescht gi säitens vun de Baueren. Et ass selbstverständlech ganz wichteg, datt och an Zukunft déi néideg Infrastrukturen do sinn, fir datt an der Landwirtschaft respektiv am Wäibau eng gutt a korrekt Aarbecht gemaach ka ginn.

Selbstverständlech sinn an dësem Gesetz, an dat ass och gutt esou, och Investissementer an d'Biolandwirtschaft virgesinn, wou ech och gutt Piste fannen, déi hei lafen.

Dann awer - an et ass scho vun enger Rei vu Riedner ugeklongen - läit eis Zukunft och an dësem Beräich ganz kloer bei eiser Jugend. Hei ass et wichteg, datt mer jonk Leit viru motivéieren, an der Landwirtschaft ze bleiwen, d'Betriber ze iwwerhuelen, oder dee flotte Beruff, deen d'Landwirtschaft ka sinn, ze léieren. Bei deem Beruff ass selbstverständlech um Terrain eng schwéier Aarbecht ze leeschten, mä et huet awer och Virdeeler, dee flotte Beruff vun der Landwirtschaft ze léieren. Mir wëllen déi, déi Bauer wëlle ginn, och virun ënnerstëtzen, fir esou eng Kontinuitéit an deenen eenzelne Betriber ze erreechen.

Hei spillt selbstverständlech bei der Ausbildung de Lycée technique agricole vun Ettelbréck eng ganz wichteg Roll. Jiddferee vun eis konnt sech och vun der Seriositéit vun dësem Lycée iwwerzeegen. Hei gesi mer jo och, datt Expansiounen de Moment och säitens der Regierung ugeschnidde ginn, fir nach besser Schoulinfrastrukturen ze schafen, virun allem och Schoulinfrastrukturen, déi nach vill méi a Praxis schaffen an deenen nächste Joren.

Mir mussen och wëssen, datt dës Formatioun net nëmmen u Jonker ka goen, mä selbstverständlech och un all déi, déi de Moment an dësem Secteur schaffen. Och hei ass Weiderbildung, ass Formation continue ugesot, wat e wichtegt Standbeen ass vum Weiderbestand vun enger grousser Qualitéit vun den Aarbechten, déi um Terrain geleescht ginn.

Genausou gutt wéi dat och mat der Gestioun vun eise Bëscher de Fall ass, well och hei ass et wichteg, datt mer eng professionell Aarbecht leeschten, fir eis Bëscher an Zukunft gesond ze erhalen.

Den zweete Punkt ass dee vun der Ëmwelt a vum Naturschutz. Hei hunn ech virauser gesot, datt de Bauer vu jeehier deen ass, deen als Éischten um Terrain ass an als Éischten en aktiven Naturschutz an Ëmweltschutz bedreift.

Hei ass et kloer gewosst, datt mer de Bauer viru mussen initiéieren, ëmweltschounend Produkter ze notzen, fir säin Ubau ze bedreiwen. An hei stinn och an deenen eenzelne Regioune ganz gutt professionell Beroder zur Verfügung, déi gréisstendeels iwwert déi eenzel Naturparken, zum Beispill bei eis douewen am Eck, zur Verfügung gestallt ginn an déi eng gutt Berodung de Baueren um Terrain kënne ginn.

Eppes gouf hei ugeschnidde vum Charles Goerens, an ech hat an der Kommissioun dorop insistéiert, wéi mer déi Diskussioun kruten iwwert de Bau vun deenen neien Häff, vun de Scheieren, vun de Ställ, datt mer hei och sollen op de Landschaftsschutz oppassen. Fir deem Konfliktstoff aus de Féiss ze goen, war mäin Appel deemools, direkt den Ëmweltminister zesumme mat senge Mataarbechter an d'Kommissioun anzelueden. Dat ass och geschitt.

An där Kommissiounssitzung, wou ech leider net konnt derbäi sinn, ass e ganz gudden Echange gelaf. Elo gëllt et um Terrain - wat och de Charles Goerens zwëschent den Zeile gesot huet - de gesonde Mënscheverstand spillen ze loossen, wann esou Problemer optauchen, dat ausgeriicht op d'Noutwendegkeet, datt och e gudden Naturschutz säitens vun de Gebailechkeeten, e gutt Aplanzen an eis Landschaft dozou bäidréit, datt mer och hei méi héichwäerteg a flott Bauerenhäff a Ställ kënne kréien, déi an dat ganzt Konzept vun engem Naturschutz kënnen erapassen.

Dorop ass an der Kommissioun dacks higewise ginn. Ech sinn iwwerzeegt, datt dat och an Zukunft systematesch wäert gemaach ginn, well e gudden Echange zwëschent dem Landwirtschaftsministère an dem Ëmweltministère fonctionnéiere muss, fir dësem Problem och an Zukunft méi massiv kënnen aus de Féiss ze goen.

Derniewent gesäit d'Gesetz och d'Erhéijung vun der Liewensqualitéit am ländleche Raum vir. Hei sinn eng Rei Punkten, déi och schonn an deene leschte Joren ëmmer erëm ugeschnidde goufen an déi och gefördert goufen. Et sinn dat all déi Beräicher fir den Tourismus ze förderen am ländleche Raum. Hei gëtt et eng Rei Méiglechkeeten. Hei ass ganz vill an deene leschte Jore geschitt. Et ass gutt, datt dëst Gesetz och virun dës Standbeener erlaabt, fir och am ländleche Raum en aktiven Tourismus ze bedreiwen. Mir wëssen, datt hautdësdags ganz vill Leit op dësen Tourismus am ländleche Raum, op dësen aktiven Tourismus zréckgräifen, fir eist Land ze besichen.

Et gëtt awer och Initiativen am ländleche Raum, wat den Emploi vu Frae betréfft. Och hei fannen ech et gutt, datt mer an dësem Gesetz déi finanziell Méiglechkeete ginn hunn, fir och virun d'Fraen am Secteur aus dem Secteur erauszekréien a virun allem an d'Beruffswelt eranzeféieren. Hei si jo Initiativen, déi scho fréier gelaf sinn, iwwert d'Télé-Aarbecht, déi och viru solle pousséiert ginn, wou ech eng ganz gutt Méiglechkeet gesinn, och en neit Standbeen opzestellen; genausou wéi d'Iddi vun der Kreatioun vun de Mikroentreprisen och ganz wichteg ass.

Selbstverständlech wäert d'Landwirtschaft sech awer och wéi aner Beräicher, wéi aner Branchë mussen un neien Technologien orientéieren. Och hei si jo Akzenter gesat ginn, esou wéi och - an ech hunn et schonn eng Kéier gesot - déi wichteg Ausbildung, déi mer brauchen am Verschaffe vun eise Bëscher, am Verschaffe vun eise Beem an den Aarbechten, déi do musse geleescht ginn.

Ech kommen dann zum véierte Punkt, wat ech speziell erauszéien aus de Strategië vu Verbesserungen am ländleche Raum. Ech géif mech hei virun allem op de LEADER-Projet focaliséieren. Een, deen aus dem méi héije Land kënnt, aus dem Norden, kennt dës LEADER-Projeten zënter laangem. Eng ganz Rei vun eis hunn un dëse LEADER-Projete matgeschafft. Ech kennen d'Projete LEADER 1, LEADER 2 a virun allem och de LEADER +.

Ech sinn iwwerzeegt vun deenen Aarbechtsdokumenter, déi vun deenen eenzelne LEADER-Gruppe virleien. Do hu mer jo och eng nei LEADER-Grupp bäikritt - soss hate mer der jo ëmmer nëmmen zwou -, de LEADER Wolz-Réiden. Mam LEADER Veianen-Clierf ass eng nei bäikomm am Osten. Duerfir ass et jo esou, datt een net ka soen, datt de Budget méi grouss ass an deem Beräich, mä datt mer selbstverständlech nei Beräicher oder nei Gebidder bäikritt hunn, déi och Initiativen huelen, déi och nei Projeten eraginn.

All déi Projeten, déi op jidde Fall jiddferee vun eis an och de Bierger virun allem am ländleche Raum konnt spieren, ware Projeten, déi gréisstendeels Kapp a Fouss haten, déi erlaabt hunn, Iddien ze entwéckelen, Startschëss ze ginn duerch finanziell Mëttelen, awer virun allem och duerch den Know-how vu professionelle Mataarbechter um Terrain. Da goufen eng ganz Rei vun Initiative lancéiert, déi sech an der Tëschenzäit zu feste Gréissten etabléiert hunn, déi och lassgeléist vu Subsidë kënne fonctionnéieren an déi neit Liewen an de ländleche Raum bruecht hunn.

Et goufen zum Beispill an deene leschte Méint - dat am Kader vum LEADER +-Programm, dee jo ausleeft, deen eigentlech iwwerlappend op deen neie leeft - nach eng Rei vu Gelder investéiert am Kader vun Etüden, awer och am Kader vu grousse Projeten, wat d'Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger betréfft am länd-

leche Raum; virun allem och eng Rei flott Initiativen am Beräich vun der Jugend, am Beräich vum Zesummeschaffen och vun de Jugendhaiser. Dat och iwwerlappend op de Ministère de la Jeunesse.

Hei goufen awer och eng ganz Rei Initiative geholl, fir d'Veräiner am ländleche Raum ze ënnerstëtzen, fir ganz dacks deene Strukturen, déi gefeelt hunn, déi praktesch Bäihëllef ze ginn, fir de Veräiner souzesoen ze hëllefen och besser ze fonctionnéieren. E Beispill, dat besteet, ass dat iwwert d'Veräinswerkstatt, déi geschafe gouf, déi de Veräiner all Äntwerte gëtt, wat d'Statute betrëfft, déi och selwer den A.s.b.l.en hëlleft Statuten opzebauen.

Dat si wichteg Elementer, déi ee selbstverständlech an engem klenge Raum opbauen an duerno och eriwwerprojezéiere kann op aner Raimlechkeeten. Well déi doten Ufroe komme vun alle Gebidder. Et ass gutt, datt se an dësem Secteur, an dësem Beräich konnten eng éischte Kéier opgegraff ginn. Esou wéi och an de LEADER-Projete jo ëmmer ganz vill iwwert déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht geschitt. Gëschter hu mer hei iwwert d'Grande Région geschwat. Hei wieren eng ganz Rei vu Beispiller ze nennen, och virun allem an dëse LEADER-Projeten. Déi transfrontalière Zesummenaarbecht fonctionnéiert mat konkrete Beispiller.

Dës véier Achsen, déi ech ugeschnidden hunn, sinn also ze exploitéieren. Déi finanziell Moyenë si ginn, datt och an Zukunft d'Landwirtschaft ka fonctionnéieren, datt se eng gutt Aarbecht ka leeschten; derniewent och de Wäibau an d'Forstwirtschaft. Mir wëssen, datt déi dräi ganz wichteg Playere sinn an der Liewensqualitéit vun eisem Land, awer virun allem och an der Identifikatioun vun eisem Land, wat ëmmerhin dach nach awer ee grousse ländleche Charakter huet.

Mir mussen also och an Zukunft eng geséchert Liewensmëttelproduktioun garantéieren. Mir mussen derniewent en Natur- an Ëmweltschutz bedreiwen. A mir mussen, wéi gesot, eng besser Liewensqualitéit viruförderen am ländleche Raum an an eisen Dierfer.

An dësem Gesetzesprojet goufen déi eenzel Ënnerscheeder zwëschent deem fréiere Gesetz an deem heitege vum Rapporteur kloer opgezielt. Ech ginn net nach eng Kéier drop an. Hien huet dat ganz flott gemaach, andeem hien d'Ënnerscheeder vum fréiere Gesetz op dat heitegt a sengem Rapport opgezielt huet. Dir hutt dat alleguerte gesinn. Hei gesi mer och wou déi eenzel Ofwäichunge sinn, déi eis awer an der Kommissioun - an all Riedner huet et ënnerstrach - och logesch erschéngt hunn an novollzéibar waren.

Selbstverständlech huet d'Gesetz eng Rei vu Reglementer, déi musse geholl ginn. De Minister wäert jo herno dorop agoen a wäert eis och de Stand vun dëse Reglementer soen.

Dann ass et och esou, datt mer déi Froen, déi de Charles Goerens opgehäit huet, mat den Investissementer, dem Kapital, dem Léine vun de Suen, fir dës Investissementer ze maachen, an deem dote folgend och d'Zënsen, musse klären. Hei hate mer jo eng Diskussioun. Och hei kënne mer vläicht eng Äntwert vum Minister kréien, wat d'Zënse betrëfft, déi bezuelt ginn, ob och hei kann eng nei Positioun geholl ginn, oder ob déi Positioun, déi an der Chamberskommissioun war, déi ass, déi viru bestoe bleift.

Mir sollen all d'Méiglechkeeten an d'Rumm stellen, datt d'Baueren och viru motivéiert bleiwen, datt d'Leit motivéiert bleiwen, virun allem Jonker, fir sech an dësem Job ze investéieren an dëse flotte Beruff och virunzemaachen an eenzel Betriber, déi a Familljenhand sinn, och an Zukunft virunzefëieren.

Mir als LSAP, mir als Sozialiste wäerten dëst Agrargesetz op jidde Fall stëmmen. Mir sti virun allem als Sozialisten hanner enger multifonctionneller an nohalteger Agrarpolitik, wat déi rout Linn duerch dëst Gesetz ass.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Den nächste Riedner ass den Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech fir d'éischt dem Rapporteur, dem Här Clement, fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport Merci soen. De Rapporteur huet eis virdrun a sengem mëndleche Rapport déi grouss Linne vum neien Agrargesetz duergeluecht. En Agrargesetz, dat d'Richtung vun der Lëtzebuerger Agrarpolitik iwwert déi nächst Jore virgëtt, woubäi sech déi Period iwwer siwe Joer - nämlech vun 2007 op 2013 - erstreckt.

Déi europäesch Prozeduren, vermëscht mat den net manner luese Prozeduren zu Lëtzebuerg, bréngen et mat sech, dass mer eigentlech 15 Méint nom Akraafttriede vun der neier Period dëst Gesetz eréischt hei ofstëmmen. Dësen Ëmstand bréngt mat sech, dass d'Versteesdemech dobaussen um Terrain betreffend der Ëmsetzung an der Lenteur administrative natierlech net op grouss Begeeschterung stéisst.

D'Gesetz definéiert dobäi véier Achsen: d'Verbesserung vun der Kompetitivitéit; d'Verbesserung vun der Ëmwelt am ländleche Raum; d'Verbesserung vun der Liewensqualitéit an der Diversificatioun am ländleche Raum respektiv d'Ëmsetzung vun der lokaler Strategie am Bezuch zur ländlecher Entwécklung, och nach LEADER genannt. De Rapporteur ass virdru schonn ausféierlech op déi véier Achsen agaange mat all den entspriechenden Aiden. Duerfir wéilt ech aus Siicht vun de Grénge méi prinzipiell Iwwerleeungen zum Agrargesetz an zur allgemenger Agrarpolitik maachen.

Weider wichteg, wann net dat wichtegst Element vun dësem Gesetz sinn d'Ausféierungsbestëmmungen. Ausféierungsbestëmmungen a Form vu Règlement-granducalen, déi a sech de Lien tëschent der europäescher Agrarpolitik an der Ëmsetzung zu Lëtzebuerg um Terrain duerstellen. Mat dëse Reglementer kann ee villes falsch, awer och villes richteg maachen.

D'Fro stellt sech, ob déi véier definéiert Achsen déi richteg Äntwert op d'Problemer respektiv d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft duerstellen. D'Fro ass also erlaabt, ob dëst Gesetz den ënnerschiddlechen Erwaardungen dobausse gerecht gëtt. Erwaardungen, déi sech net nëmmen op den Agrarsecteur eleng bezéien.

Dës Erwaardunge kann een a fënnef Kategorien andeelen:

- aus Siicht vun de Konsumenten: sécher a gesond Liewensmëttel an ausräichender Quantitéit;

- aus Siicht vum Déiereschutz: aartgerecht Déierenhaltung an Déierentransport;

- aus Siicht vun Natur- an Ëmweltschutz souwéi dem Schutz vun der Kulturlandschaft: produzéieren ouni d'Ëmwelt dobäi a Matleedenschaft ze zéien;

- aus Siicht vum Klimaschutz: Wat kann, wat muss, wat soll d'Landwirtschaft bäidroen?

- An natierlech aus Siicht vun der Landwirtschaft selwer: Ass de Liewensënnerhalt fir d'landwirtschaftlech Bevölkerung garantéiert?

Froen, déi net nëmmen hei zu Lëtzebuerg musse gestallt ginn, mä och um europäeschen Niveau.

Déi grouss Linne vun dëser Politik gi jo bekanntlech zu Bréissel bestëmmt a koordinéiert. Den Handlungsspillraum op Lännerniveau ass deemno ageschränkt. Dëst verhënnert awer net, d'Ausriichtung vun der europäescher souwéi vun der Lëtzebuerger Landwirtschaftspolitik ëmmer nees a Fro ze stellen an och nei ze bestëmmen.

Dës grouss Linne sinn hei zu Lëtzebuerg am sougenannte PDR - et ass virdru schonn eng Kéier drop agaang ginn - festgehalen, deen de 7. September 2007 vun der Kommissioun akzeptéiert gouf.

D'Gesetz selwer ass a groussen Zich d'Resultat vum PDR. All spéider Ännerung um Gesetz bedéngt eng nei Prozedur zu Bréissel, déi d'legislativ Aarbecht vum Deputéierten op e Minimum reduzéiert, fir net ze soe bal iwwerflësseg mécht.

Éier ech mech mat der Agrarpolitik am Allgemengen a mam Agrargesetz am Spezielle wëll beschäftegen, wëll ech awer nach eng Kéier op déi virgenannte fënnef Kategorien agoen.

Déi virgenannte fënnef Punkte sinn d'Leitbild vun enger grénger Agrarpolitik. Enger Agrarpolitik, wou eng Landwirtschaft am Déngscht vun der Gesellschaft op Multifunktionalitéit berout. Multifunktionalitéit bedeit dobäi, dass niewent der Grondaufgab vun der Landwirtschaft, nämlech der Produktioun vu sécheren a gesonde Liewensmëttel, nei gesellschaftlech Aufgaben derbäikommen, wéi aktive Landschafts- an Naturschutz, aktiv Bedeelegung bei der Produktioun vun erneierbaren Energien, nom Motto „vom Landwirt zum Energiewirt“, souwéi pedagogesch, touristesch an therapeutesch Ugebueter.

Dëse Sprong an eng multifunktionell Landwirtschaft gëtt duerch eng zilorientéiert Politik begleet, mat klore Virgaben an Hëllefstellungen, déi duerch gesellschaftlech Transfertgelder Ënnerstëtzung fannen. Dobäi spillt eng flächendeckend Berodung hin zu enger nohalteger Landwirtschaft d'Leitbild.

Niewent dësen Hëllefstellunge gëtt verstäerkt op besser Aus- a Weiderbildungsméiglechkeete gesat. Eng Landwirtschaft, wou d'Wettbewerbsfäegkeet fir d'éischt op engem Wëssensvirsprong an op enger Wëssensuwendung berout. Keng Landwirtschaft, déi eng industriell Logik verfollegt an ëmmer méi sech spezialiséiert, mä déi op eng Vielzahl vu Produkter a Servicer zréckgräift.

Renaturéierung, Remembrement, Natura 2000, Waasserrahmerichtlinn, Biodiversitéit, alles Begréffer, déi zu kenge Spannungen tëschent der Landwirtschaft an den Natur an Ëmweltschützer féieren däerfen. Esou gëtt zum Beispill a sämtlech nationale Quellen- a Waasseranzuchsgebidder konsequent op biologesche Landbau gesat. D'Stadtwerke vu München setze scho säit den 90er Joren op biologesche Landbau an hiren Drénkwaasseranzuchsgebidder, mat exzellente Resultater. Ech zitéieren aus enger Publikatioun: „Der Rückgang der Nitratwerte seit 1989 wird von 15 mg/l auf unter 10 mg/l im Jahre 2004 verzeichnet. Sämtliche ermittelten Pflanzenschutzmittel-Werte in diesem Gebiet sind unterhalb der Nachweisgrenze.“

Den aktive Klimaschutz spillt dobäi och eng wichteg Roll. Duerch geännert Produktiounsmethoden, de gréisstméigleche Verzicht op kënschtlech Düngemittel op Uelechbasis souwéi Importfuddermëttel hëlleft d'Landwirtschaft aktiv bei der Bekämpfung vum Klimawandel. Biologesch Villfalt, Biodiversitéit souwéi d'Humusbildung sinn de Garant fir eng équilibréiert an nohalteg Nährstoffbilanzéierung op de landwirtschaftleche Betriber.

D'Landwirtschaft ass aktiv un der Produktioun vun erneierbaren Energië bedeelegt, nom Motto „De Landwirt zum Energiewirt“. Och d'Biomass spillt dobäi eng wichteg Roll, ouni d'Liewensmëttelproduktioun weder ze verdrängen nach ze beanträchtegen.

Zu gudder Lescht iwwerhëlt d'Landwirtschaft e wichtege Rôle a Bezuch zu der Ëmweltbildung. Eng Ëmweltbildung, déi eng aktiv Wëssensvermëttlung an dem Zesummenhang tëschent Ëmweltschutz a Liewensmëttelproduktioun mécht. Dës sozial Déngschtleeschtung gëtt duerch d'Politik aktiv begleet, fir en Netz vu landwirtschaftleche Strukturen opzebauen, fir dem Konsument de richtege Wäert vu landwirtschaftleche Produkter ze vermëttelen.

Dës Froen a Siichtweise féieren automatesch zu engem Katalog vu Kritären. Kritären, déi méi oder manner staark Gewiichtung hunn, fir eng zukunftsfäeg an nohalteg Agrarpolitik ze begleeden.

D'Ëmsetzung vun dëse Kritären erfollegt mat entspriechenden Instrumenter a Moossnamen, déi der Landwirtschaft bei alldeeglechen Aarbechten hëllefen. Dës Instrumenter a Moossname sinn awer a sech kee Selbstzweck a mussen duerch e Monitoring an Evaluatioun kontinuéierlech op hir Wierksamkeet iwwerpréift an ugepasst ginn.

D'Landwirtschaft brauch duerfir nei Visiounen. Dës nei Visioune bilde Chancen. Chancë fir eng Landwirtschaft, déi hir Plaz och an enger héich moderner Déngschtleeschtungsgesellschaft huet.

Eis Politik wëllt begleeden. Eis Politik wëllt hëllefen. Eis Politik wëllt do usetzen, wou mer krank a schlecht sinn, wou mer méi falsch wéi richteg maachen, wou mer net zilorientéiert an ondifferenzéiert handelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt dat neit Agrargesetz dëse Visiounen eng Chance? Eng Chance, fir dass sech eng nohalteg Landwirtschaft kann duerchsetzen? Eng Chance, de Klimaschutz och aktiv unzegoen? Dëst a villes méi wäerten a ginn duerch entspriechend Ausféierungsbestëmmunge begleet. Ausféierungsbestëmmungen, déi Moossnamen an Instrumenter definéieren, fir d'Politike vum Agrargesetz an der Period vun 2007 bis 2013 ëmzesetzen.

Mir mengen net. Och dëst Gesetz wäert op ville Pläng versoen. E Versoen, dat besonnesch a Bezuch zum Natur- an Ëmweltschutz wäert sech bemierkbar maachen. Et ass a sech net d'Gesetz, dat schlecht ass. Villes kënne mir an dësem Gesetz och matdroen a weist an déi richteg Richtung.

Besonnesch d'Ëmsetzung um Terrain mécht eis awer Suergen. Mir sinn nämlech net iwwerzeegt, dass d'Instrumenter an d'Moossnamen an deene sëlleche Règlements grand-ducaux zu enger nohalteger Landwirtschaft wäerte bäidroen. Règlements grand-ducaux, déi nach net all beim Vote - wéi ech scho virdru gesot hunn - vun dësem Gesetz virleien. Duerfir hu mir kee Vertraue méi an d'Politik vum Här Boden.

Eng Politik, déi nach ëmmer un ale Klischeeë festhält, dass den Ëmwelt- an Naturschutz der Landwirtschaft méi schuet wéi bréngt.

Eng Politik, déi um Prinzip festhält, dass eleng d'Landwirtschaft sech selwer kontrolléiert. Ech denken dobäi besonnesch un d'Waasserschutzzonen.

Eng Politik, déi nach ëmmer net proaktiv Aktiounen am Beräich vum biologesche Landbau ënnerhëlt. Wou bleift zum Beispill den Aktiounsplang fir de biologesche Landbau? Éisträich weist do de Wee. Duerch eng aktiv Roll vun der Politik ass den Undeel haut schonns bei iwwer 15% vun all de Betriber. De Konsument ass bereet, dëst och ze honoréieren. D'Etüde weisen an Éisträich, dass d'Konsumente méi oft op regional respektiv Bioprodukter zréckgräifen a bereet sinn, méi ze bezuelen.

Eng Politik, déi sech nach net aktiv zur Roll vun der Landwirtschaft am Klimaschutz geäussert huet. Jo, d'Landwirtschaft huet hire Bäitrag ze maachen. Si ass de Moment net nohalteg. Och si muss sech deemno upassen.

Déi brutal an nüchtern Zuele weisen nach ëmmer an déi falsch Richtung. Leider! Eng Richtung, déi mir net kënnen a wëlle matdroen.

Um Hearing vun der Lissabon-Strategie virun zwou Wochen hei an der Chamber gouf net mat Kritik vis-à-vis vun der Ëmweltpolitik gespuert. Och d'Landwirtschaft ass betraff. Si muss sech domat méi eeschthaft ausenanersetzen an net de Kapp an de Sand stiechen.

Bei dësem Hearing goufen eng Rei vu Bemierkunge gemaach, déi eis awer ze denke ginn. Aussoen, déi ech och schonns d'lescht Woch zu der Klimadebatt benotzt hunn. Ech zitéieren nach eng Kéier aus dem Virtrag vum Här Spangenberg: „Nicht nachhaltige Entwicklungen beeinträchtigen demnach auch die erfolgreiche Umsetzung der Lissabon-Strategie. Es konnten eine Reihe von nicht nachhaltigen Entwicklungen identifiziert werden, die politischer Reaktiounen bedürfen: ungebremste Klimaänderung vor allem durch wachsenden Energieverbrauch; Übernutzung der natürlichen Ressourcen, Verlust der biologischen Vielfalt; anhaltende Zunahme des Transports mit negativen Folgen für Energie- und Flächenverbrauch sowie für die Verkehrssicherheit.“

Eng wirtschaftlech Entwécklung ass am 21. Jorhonnert nëmmen dann zukunftsfäeg, wann d'Ëmweltpolitik, sprécht de Klimaschutz, niewent de Sozialfroe gläichberechtegt mat de wirtschaftlechen Aktivitéite verbonne ginn. Alles aneschters féiert fréier oder spéider zum Kollaps. Dëst gëllt natierlech och fir d'Landwirtschaft. Och wann eng Landwirtschaft an enger Déngschtleeschtungsgesellschaft, gemooss um Bruttosozialprodukt, ëmmer méi marginaliséiert gëtt, esou behält si nach ëmmer e wichtege Rôle an eiser Gesellschaft. E Rôle, deen d'Landwirtschaft op ville Pläng muss iwwerhuelen.

Nach en Zitat aus dem Bericht vum Här Spangenberg: „Die letzten Jahre sind von einer ambivalenten Entwicklung geprägt: Zum einen ist ein rapider Verlust an biologischer Vielfalt festzustellen, zum anderen sind mit dem Naturschutzplan wichtige Schritte zu ihrem Erhalt getan worden. Was jedoch fehlt, ist der Naturschutz in der Fläche durch Ökologisierung der Landwirtschaft. Luxemburg hat nach Belgien den zweithöchsten Düngemitteleinsatz pro Hektar in der EU 15 und liegt auch beim Pestizideneinsatz knapp 15% über dem Durchschnitt, bei gleichbleibender Tendenz der Einsatzmenge.“ A weider: „Der Nitratgehalt in Flüssen ist der höchste in Europa. 80% über dem EU-Durchschnitt. Im Grundwasser liegt er knapp über dem EU-Durchschnitt. Der Phosphatgehalt der Flüsse ist der vierthöchste in Europa, ein Viertel über dem EU-15-Durchschnitt.“

Dëst sinn Zuelen, déi mir net akzeptéiere kënnen. Iwwert d'Héicht vun den Zuele kënne mer natierlech streiden. Fakt ass awer, dass eis Auswierkungen op d'Ëmwelt net nohalteg sinn.

Et stëmmt och - an dat muss ech hei och ganz haart betounen -, dass et d'Landwirtschaft net eleng ass. Och eng CFL benotzt op hiren Zuchstrecken nach ëmmer vill ze vill Pestiziden. Hei soll an hei muss den Ëmweltminister endlech eng Kéier mam Transportminister schwätzen. Et sinn och sécherlech nach aner Secteuren auszemaachen, mä mir kommen awer net derlaanscht, dass d'Responsabilitéit och bei der Landwirtschaft läit.

All déi Zuele weisen, dass e Monitoring respektiv eng Evaluatioun vun den Instrumenter a Moossname méi wéi bluttnoutwendeg ass. Eng richteg an éierlech Evaluatioun heescht nämlech net: weider esou; wéi dat dëst Gesetz a besonnesch d'Ausféierungsbestëmmungen deelweis suggéréieren. Eng kritesch Ausenanersetzung ouni Scholdzouweisung heescht eppes aneschters.

Et ass net de Bauer, de Wënzer oder Gäertner, deen hei viséiert ass. D'Resultater sinn op eng verfeelten Agrarpolitik zréckzeféieren. Dëst ass awer net nëmmen eng Kritik eleng vun deene Gréngen, mä och de Statsrot schreift a sengem Avis: «(…) le Conseil d'État regrette cependant une nouvelle fois que les auteurs du projet de loi aient omis de procéder à une évaluation systématique de la mise en œuvre du régime légal à remplacer, évaluation qui aurait à son avis pu contribuer à mieux identifier les axes prioritaires de la programmation 2007 à 2013 (…).»

M. le Président.- Den Här Minister wëllt intervenéieren, Här Kox.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Ech wollt just dem Här Kox soen, datt hien déi dote Problematik och an der Kommissioun schonn opgeworf huet an datt ech him do erklläert hunn, datt eng Evaluatioun gemaach ginn ass. Déi muss nämlech gemaach ginn. All Kéiers wann en neie PDR ausgeschafft gëtt, muss eng Evaluatioun ex ante gemaach ginn. Déi ass also gemaach ginn.

Ech sot, datt de Statsrot also do net richteg géif leien. Mä Dir fuert awer weider, dat nämlecht erëm eng Kéier ze erzielen. Ech verstinn am Fong net, woufir Dir net deem Rechnung drot, wat een lech seet, a firwat Der nach eng Kéier dat nämlecht sot, wéi Der virdru gesot hutt. An Dir hutt gesot kritt, datt et falsch wär.

Une voix.- Well den Här Kox dat net verstanen huet.

(Hilarité)

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Dat war net iwwerzeegend genuch fir mech, well d'Resultater um Terrain leider am Beräich vun den Ëmweltmoossnamen eppes aneschters opweisen.

Une autre voix.- Hien ass elo net beleidegt wéi eng Tomat.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Och eng Landwirtschaftskummer bedauert zum Beispill d'Feele vun esou Evaluatiounen; och am Ëmweltberäich, zwar vläicht aus engem anere Bléckwénkel. Mä och si stelle sech berechtegt Froen iwwert déi eng oder aner Moossnam. Hei gëllt et zesummen aktiv déi ëmzesetzen no kloere Virgaben an och ze handelen.

D'Paradebeispill ass a bleift fir eis awer nach ëmmer d'Beispill vun der Landschaftsfleegeprime. Eng Moossnam, déi ëmmer nees staark kritiséiert gëtt a gouf. Eng Prime, déi nach ëmmer ze vill ondifferenzéiert iwwert d'Land ausgeschott gëtt. De Begréff „Landschaftsfleegeprime" ass schonn irreführend genuch an huet mat Landschaftsfleeg a ville Fäll wahrlech net allze vill méi um Hutt. Hei muss méi eng restriktiv Handhabung vun dësem Instrument duerchgefouert ginn.

Ech hoffen, dass de Kritärekatalog, wéi zum Beispill d'Abezéiung vu Strukturelementer an esou weider an der Landschaft an aner Moossnamen, esou séier wéi méiglech ausgeschafft gëtt an zur Uwendung kënnt. Heibäi kann och d'Landwirtschaft nëmme gewannen.

Esou wéi de Rapporteur et virdrun och schonn ernimmt huet, hat ech och selwer e puer Amendementer eraginn, fir besonnesch ëmweltpolitesch Moossnamen am Beräich vun der Ofwaasserproblematik op der Musel ze förderen. Eng Moossnam, déi punktuell méi eng héich, eng cibléiert Ënnerstëtzung fir e puer Joer virgesinn hätt; dëst fir Waasserspuerprogrammer respektiv Ofwaasserbehandlungsmoossname speziell an de Kellereie kënnen duerchzeféieren.

Dës Instrumenter mat kloer definéierte Kritären an novollzéibare Resultater si Moossnamen, déi mir och am Beräich vun der Landschaftsfleegeprime gäre gesinn. Leider si meng Amendementer net ugeholl ginn an net an d'Agrargesetz ageschriwwe ginn. Ech hoffen awer, dass mer nach aner Léisunge fir déi Problematik fannen.

Här President, Dir Dammen an Hären, eng grouss Erausfuerderung bleift awer fir eis nach ëmmer ze bewältegen: Dat ass de Klimaschutz. Och d'Landwirtschaft huet eng grouss Verantwortung do ze iwwerhuelen. Si net eleng, och d'Gesellschaft am Ganzen ass do gefuerdert. D'Klimadebatt, besonnesch d'Diskussiounen ëm d'Agrarkraaftstoffer, weisen eendeiteg op, dass et sech net nëmmen ëm e Problem vun den Agrarkraaftstoffer handelt, mä et stellt sech och e Problem bei der allgemenger Landwirtschaft. Vläicht e puer Wuert zu den Agrarkraaftstoffer selwer.

Ech wëll hei nach eng Kéier kuerz op déi puer Aussoen zréckkommen, déi ech och am Débat d'lescht Woch iwwert de Klimaschutz gemaach hunn. De Landwirt zum Energiewirt: Jo, mir stinn och weiderhin zu dëser Ausso. Villes kann a muss an der Regioun gemaach ginn. D'Lokalwirtschaft ass op ville Pläng déi am effizientesten. Duerfir fannen d'Initiativen, déi sech um lokalen Niveau ofspillen, a besonnesch am Energieberäich, eis voll Ënnerstëtzung.

D'Standbee vun der Energie an der Landwirtschaft féiert zu enger weiderer Diversifizéierung souwéi zu méi enger Demokratiséierung vun der Energieproduktioun. D'Empfehlung aus dem Bericht „Nachhaltige Politik zur Nutzung von Biomasse" vum Conseil supérieur pour un développement durable ass en exzellent Dokument, fir d'Entwécklung vun der Biomass ze begleeden.

De gesamtenergetesche Bilan war an ass och fir déi Gréng nach ëmmer e wichtege Kritär bei der Notzung vun der Biomass. Och d'Bewirtschaftungsform ass fir déi Gréng wichteg. Dobäi ass déi biologesch Landwirtschaft beim Uplanze vun Energieplanze ganz kloer der konventioneller Landwirtschaft virzezéien. Et gëllt awer och bei der Biomass, esou wéi et allgemeng bei der Notzung vun erneierbaren Energien de Fall ass, e gesonden Energiemix hierzestellen.

Awer dee mengt - an dat schéngt déi wichtegst Aufgab vun der Politik bei der momentaner Diskussioun ze sinn -, dass duerch d'Substitutioun vun den traditionelle Kraaftstoffer duerch Agrarstoffer de Problem geléist ass, deen ass um Holzwee. Ouni eng substanziell Reduktioun an effizient Revolutioun am gesamten Transportberäich kann och de beschte Biokraaftstoff kee Bäitrag zum Schutz vum Klima bäidroen.

D'Debatt iwwert d'Biokraaftstoffer a besonnesch d'Iwwerleeunge vum Conseil supérieur pour un développement durable - vläicht als Ënnerscheed zu menge Virriedner, zum Beispill dem Här Oberweis - hëlleft eis och vläicht endlech d'Agrarpolitik méi déif gräifend nei ze iwwerdenken an och a Fro ze stellen. Eis Agrarpolitik ass weder nohalteg nach bréngt se de Moment e Bäitrag zum Klimaschutz. Si huet éischter e verstäerkende Faktor.

Dëst gëllt awer net nëmme fir déi Lëtzebuerger Agrarpolitik, mä och fir déi europäesch. Esou wéi eisen héijen Energieverbrauch hei zu Lëtzebuerg net op d'Welt iwwerdrobar ass - duerfir ass nämlech net genuch Energie zur Verfügung -, esou sinn och eis Landwirtschaft respektiv eis Ernährungsgewunnechten net op d'Weltbevölkerung ze iwwerdroen. Duerfir ass och net genuch Fläch zur Verfügung.

Eng Ernährung, déi ëmmer méi op Basis vun déierechen Eewäisser berout an ëmmer méi op héijen Input vun zousätzlecher Energie, besonnesch fossil Energie respektiv Fuddermëttel, berout, ass net nohalteg. Dëst ass net nëmmen eng Responsabilitéit vum Agrarminister eleng, mä eng Responsabilitéit vun der gesamter Regierung. Mir brauchen duerfir och keng Campagne iwwer méi Bewegung a méi gesond Iessen ze maachen, wa mer eis Ernährungspyramid net grondleeënd a Fro stellen. Eis déierech Eewäissproduktioun wéi Fleesch, Eeër, Mëllech, do wou Lëtzebuerg ganz staark ass, fir eis Ernährung ze decken, ass net am Endeffekt nohalteg.

Mir verbrauchen duerfir iwwerduerchschnëttleche Raum, méi wéi eis landwirtschaftlech Fläch hiergëtt. De sougenannten ökologesche Foussofdrock schwätzt eng däitlech Sprooch. Zesumme mat der Belsch ass deen dräimol méi héich wéi mer selwer zur Verfügung hunn.

Dëst setzt natierlech och viraus, dass d'Bevölkerung sech bereet erkläert, hire Konsum u Fleesch a Fleeschprodukter däitlech anzeschränken. D'Gesondheet wäert lech dobäi sécherlech och Merci soen. Vill vun de sougenannten Zivilisatiounskrankheete sinn op eng falsch an eesäiteg Ernährung zréckzeféieren. Duerfir si mer all als Konsument hei besonnesch gefuerdert.

All Betrib muss awer och an der Zukunft sech méi speziell ëm seng Bilanzéierung këmmeren. Dobäi sollte sämtlech Energie- an Nährstoffbilanzéierunge respektiv Düngepläng opgestallt ginn. Beispiller wéi déi vu CONVIS - fir nëmmen déi ze nennen - sinn dobäi en éischten Usaz. Aus der Bilanzéierung ergeet automatesch eng Kontroll, net nëmmen iwwert d'Liewensmëttelproduktioun um Betrib, mä och eng iwwer eventuell Biomasseproduktiounen an hir Folgeprodukter.

Bei dëser Bilanzéierung kënnt sécherlech een Element ëmmer erëm an d'Spill, an dat gëtt an der heiteger landwirtschaftlecher Praxis leider fir eis net genuch berücksichtegt. Dat ass d'Humusbildung. Dobäi spillt sech alles an där relativ dënner Humusschicht am Buedem of.

Iwwer Nährstoffhaushalt, Waasserspäicher, mikrobiologesch Villfalt, CO_2-Späicher a villes méi. Villes vun den natierleche Regeneratiounsméiglechkeete gëtt net méi berücksichtegt. Vill vum Wëssen iwwert den natierlechen Haushalt ass verluer gaangen, duerch déi eesäiteg Produktiounsphilosophie vun eiser Landwirtschaft op Basis vu fossilen Energien. Duerch déi kënschtlech Düngung ass villes zerstéiert ginn. Hei gëllt et erëm, verstäerkt op d'Humusbildung anzegoen.

Dëst erlaabt mer e puer Wuert iwwert de Remembrement ze verléieren. Remembrement huet och mat Humusbildung respektiv Zerstéierung ze dinn, besonnesch op der Musel. Vill Wéngerten, wou Remembrements duerchgefouert goufen, weisen haut nach en Defizit un Humusbildung op. D'Zerstéierung vun der Buedemstruktur ass a bleift ëmmer nach e groussen Agréff an d'Natur.

Prinzipiell stinn DÉI GRÉNG och zum Remembrement. E Remembrement, deen op ville Plazen eng Verbesserung duerstelle kann. Dëst awer nëmmen am gesonden Zesummespill mat Natur- an Ëmweltschutz.

E Remembrement, deen erëm méi hefteg dobausse kommentéiert an diskutéiert gëtt. D'Polemik a sech, no dem Remembrement vu Schwéidsbeng - den Här Goerens kann lech jo nach munches dovun zielen -, huet sech geluecht, well souwuel den Ëmweltminister wéi de Landwirtschaftsminister mam Office national du Remembrement jeeweils Waasser an hire respektive Wäi geschott hunn. Och duerch d'Interventioun vun der Chamberskommissioun gouf e gemeinsame Konsens tëschent landwirtschaftlechen Usprréch an Natur- an Ëmweltschutz erreecht.

Leider muss een awer feststellen, dass sech awer bei der Realisatioun vum Schwéidsbenger Remembrement, „hanner Fels" genannt, net un d'Spillregele gehale gouf. Leider eesäiteg vum ONR. Dëst ass och e Vertrauensbroch vis-à-vis vun de Chamberskommissiounen, déi sech dem Dossier d'lescht Joer ugeholl haten.

Dëst däerf a kann net sinn. Dësen Ëmstand kann net zu engem géigesäitege Versteesdemech féieren. De Moratoire, dee verschidden Ëmweltorganisatiounen elo erëm fuerderen, ass deemno berechtegt, wa sech net un d'Ofmaachunge gehale gëtt. D'Landwirtschaft muss sech domat auserneesetzen, ouni - an ech betounen - och do den ideologesche Mäntelchen unzebehalen. Do sidd Dir als Minister nach eng Kéier gefuerdert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Landwirtschaft huet och fir DÉI GRÉNG eng grouss Zukunft viru sech. D'Landwirtschaft kann, d'Natur kann duerch hir Fäegkeet, Sonnenenergie ze späichere respektiv CO_2 ze späicheren, eng ganz grouss Roll beim Klimaschutz spillen. Si huet eng grouss Responsabilitéit am Zesummenhang mam Klimawandel. Si verdéngt awer do voll Ënnerstëtzung vun der Politik. Eng Ënnerstëtzung hin zu méi enger nohalteger Landwirtschaft, wou den natierlechen Oflaf vun der Natur erëm méi an de Vierdergrond gestallt gëtt.

Déi 17 Empfehlunge vum Conseil supérieur pour un développement durable iwwer „Nachhaltige Politik zur Nutzung von Biomasse" weisen aus eiser Siicht an déi richteg Richtung. Eng Rei wéilt ech hei nach eng Kéier zitéieren:

- Landnutzung an globale Biokapazität anpassen: Mir däerfen déi global Biocapacitéit net iwwerstrapazéieren.

- D'Reduzéierung vum Verbrauch: Mir hunn nëmmen eng Welt. De Lëtzebuerger Modell, och an der Landwirtschaft, ass net op d'Welt iwwerdrobar.

- Stoff- an Energiestréim optiméieren: De Ressourcëverbrauch ass vill ze grouss. D'Regeneratioun vun der Natur ass ze kleng, fir dee Ressourcëverbrauch opzehuelen.

- Eng nohalteg Landwirtschaft endlech förderen, mat Asätz vu vill manner Produktiounsmëttelen; Buedemfruchtbarkeet endlech seriö huelen an eng besser Stoffoptiméierung. Domadder kann och nëmmen d'Wirtschaftlechkeet um Betrib gefördert ginn.

- Den Ernährungsstil iwwerdenken: De Konsum vun déierechen Nahrungsmëttel, wéi mir en hei a Lëtzebuerg maachen, ze iwwerdroen op d'ganz Welt, ass net méiglech an ass net nohalteg.

An zu gudder Lescht: - D'Biodiversitéit muss dobäi erhale bleiwen.

Dës nëmmen e puer Empfehlunge vum Conseil supérieur pour un développement durable weisen, dass mer nach e ganz wäite Wee virun ons leien hunn.

Mir sinn net der Iwwerzeegung, dass mat der jëtzeger Agrarpolitik hei zu Lëtzebuerg konsequent an déi Richtung geschafft gëtt. Duerfir kënne mer och eis Zoustëmmung zu dësem Gesetz esou net ginn a wäerten eis enthalen. Mir ginn awer d'Hoffnung net op a wäerten duerfir och an der Zukunft konstruktiv mathëllefen, fir eng nohalteg Landwirtschaft, zumindest vläicht no 2009, ze realiséieren.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut um Gréngen Donneschdeg dëst Gesetz um Ordre du jour hunn, da ginn ech emol dovun aus, datt dat net war fir deene Gréngen ee Gefalen ze dinn, mä well et awer gutt bei de grénge Secteur passt. Wann et dann och vläicht nëmmen Zoufall ass. Ech muss dann, wéi den Här Goerens, fir unzefänken och eng Deklaratioun vu liichter Befaangenheet hei maachen, well ech haaptberufflech Bauer sinn a mäi Betrib an enger Betribsgemeinschaft bewirtschaften.

Här President, fir unzefänken och dem Rapporteur e Merci fir déi vill a gutt Aarbecht, déi e gemaach huet. Ech wëll e kuerze Bléck zréckgeheien op d'europäesch Agrarpolitik, well mer alleguer wëssen, datt d'lëtzebuergesch Agrarpolitik ganz staark an d'europäesch Agrarpolitik agebonnen ass.

D'Agrarpolitik ass deen eenzege Beräich um europäeschen Niveau, dee voll integréiert ass, an dat ënnersträicht och fir d'europäesch Gemeinschaft d'Wichtegkeet vun dësem Secteur.

D'Zil war vun Ufank un eng grouss Produktivitéitssteigerung, verbonne mat enger gewalteger Restrukturatioun. Ech erënneren an deem Zesummenhang un dee berühmte Mansholt-Plang Enn vun de 60er Joren, deen deemools fir vill Diskussiounen an Onrou gesuergt huet.

Haut, wann een zréckkuckt, kann ee soen, datt wäit iwwert d'Zil erausgeschoss ginn ass. Et ass en europawäiten onnéidege Massaker u ville Bauerebetriber geschitt, deen dozou gefouert huet, datt mer haut schonn Dierfer hei zu Lëtzebuerg hunn, wou net een eenzege Bauerebetrib méi funktionéiert.

An eisen Aen ass dat eng total falsch Politik gewiescht, a mir behaapten, datt eng aner Politik méiglech gewiescht wär. Mä mir wëssen alleguer, datt d'Agrarindustrie zu Bréissel eng besser Lobby huet, wéi d'Bauerebetriber.

Fir d'éischt muss ech, wéi mäi Virriedner och schonn, bedaueren, datt mer esou e grousse Retard an der Ëmsetzung hunn. Et ass elo ee Joer, zwee Méint an zwanzeg Deeg, datt dat aalt Agrargesetz ofgelaf ass.

Dat ass näischt Neits. Mä et kann ee sech natierlech d'Fro stellen: Hätte mer et dann net awer besser kënnen oder méi séier kënnen ëmsetzen?

Ech sinn nach wie vor iwwerzeegt, datt een déi ganz Aarbecht hätt kënne fäerdeg maachen. Mir hätten et scho kënnen duerchhuelen, mam Avis vum Conseil d'État, an dann déi Contrainten, déi mer vu Bréissel eventuell kritt hätten, per Amendement kënnen ëmsetzen. Mir hätte vill Zäit gespuert gehat, mä dat ass elo souwisou net méi ze änneren.

E Wuert och zur Consultatioun vun de Bauerenorganisatiounen. Do sinn ech e bësse verwonnert. Déi zwou grouss Organisatiounen - d'Bauerenzentral an de Fräie Lëtzebuerger Bauereverband - bekloe sech batter, datt am Virfeld net genuch mat hinnen doriwwer geschwat gi wär. D'Bauerenallianz ass méi eng kleng Organisatioun, déi do e bëssen eng aner Meenung vertrëtt. Ech wollt dat awer bei där Geleeënheet hei ernimmen.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bedaueren ech och, datt mer eis net méi intensiv mam Avis vun der Landwirtschaftskummer auserneegesat hunn. Et sinn haaptsächlech déi puer Punkten, déi de Statsrot monéiert huet, op déi mer agaange sinn an deene mer dann och deelweis Rechnung gedroen hunn.

Ee Wuert zur aktueller Situatioun an der Landwirtschaft an am Wäibau hei zu Lëtzebuerg. Mir erliewen zënter 50 Joer en déif gräifende Strukturwandel, dee sech wie folgt ausdréckt: Viru 50 Joer - 1958 - hate mer ronn 9.500 Betriber; haut hu mer der nach ronn 2.000. D'Moyenne vun de Betriber iwwer 2 ha waren 1958: 14,5 ha. Haut sinn et der ronn 64. D'aktiv Persoune waren der deemools 25.000, haut sinn et der nach ongeféier - vollzäitbeschäftegt - 4.600.

D'Contrepartie dovu sinn enorm Investissementer, awer fir déi Leit, déi an der Landwirtschaft bliwwe sinn, en enormen Aarbechtsdrock.

De Strukturwandel geet weider. Mir gesinn haut mat grousser Besuergnis, datt d'Succession an ongeféier zwee Drëttel vun de Betriber absolut a Fro gestallt ass. D'Ursaache sinn nach ëmmer, datt d'Akommes am Landesverglach ze niddreg ass, besonnesch wann een d'Aarbechtsstonnen an de Kapitalasaz mat berücksichtegt. Mä och: Aarbechtsiwwerlaaschtung; wéineg Fräizäit, wann iwwerhaapt; wéineg oder net genuch sozial Ofsécherung, a generell méi en niddrege soziale Status wéi de Rescht vun der Populatioun hei am Land.

Iwwert déi zukünfteg Roll vum Agrarsecteur hu meng Virriedner jo ganz vill gesot. Ech ziele se just op, well meng Zäit staark limitéiert ass:

- d'Nahrungssouveränitéit sécheren. Dat ass e Recht vun all Natioun. Et ass och e Recht vu Lëtzebuerg, d'Ernährung vu senger eegener Populatioun sécherzestellen;

- Wäert op d'Qualitéit vun den Nahrungsmëttel leeën;

- och d'Villsäitegkeet vun der Nahrungsproduktioun, déi haut a ville Secteuren net méi garantéiert ass. Et ass laang Zäit - eigentlech vun Ufank un, wéi d'europäesch Agrarpolitik ëmgesat ginn ass - ze vill eesäiteg op Fleesch a Mëllech gesat ginn, während Geméis an Uebst, Gefliggel, Eeër an och de Fësch, deen enorm u Bedeitung gewonnen huet, hei vernoléissegt gi sinn;

- dann d'Roll vun der Landwirtschaft am Naturschutz, am Waasserschutz;

- d'Biodiversitéit, och am Sënn vun der Nohaltegkeet, datt vill méi e staarke Wäert muss geluecht ginn op Energiebilanzen, Düngebilanzen an den Erhalt vum Humus. Mäi Virriedner huet dat schonn hei duergeluecht.

An deem ganze Komplex vun Aufgaben, deene sech de Bauerebetrib haut entgéintgesat gesäit, muss hie rentabel wirtschaften a soll hien och nach Mënsch derbäi bleiwen a sech net vum Bürokratismus ënnerkréie loossen.

D'Fro, ob d'Gesetz dëser Zilsetzung gerecht gëtt, kann een nëmme bedéngt mat Jo beäntwerten, well et am Fong geholl eng Fortschreiwung ass vun där Politik, déi iwwert déi ganz Zäit gemaach ginn ass, déi d'Restrukturatioun zwar fördert. Mä - mir hunn et gesinn, wa mer zréckkucken - am Kader vun där Restrukturatioun kënnt de Mënsch ëmmer méi ënnert d'Rieder.

Ech wollt mech, Här President, mat e puer Punkte vun dësem Gesetz auserneesetzen. Fir d'alleréischt beklot d'Landwirtschaft - a menger Meenung no net zu Onrecht -, datt eng Attitude dirigiste vu Bréissel iwwert deem ganze Gesetz hei läit, well Bréissel fir sech den Usproch stellt oder d'Bestriewung huet, alles bis an den Detail ze reglementéieren.

An ech muss soen: Et ass dat, wat engem ëmmer erëm opstéisst. Mir plädéieren hei regelméisseg fir de Respekt virum Subsidiaritéitsprinzip, an da gesäit een, datt sech heiansdo ëm Klengegkeete gekëmmert gëtt, wou ee just de Kapp kann driwwer rëselen; wat och näischt mat Konkurrenzverzerrung ze dinn huet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'Amélioratioun vum Revenu ass ee vun den Haaptziler. Duerfir kann een nëmme bedaueren, datt den Taux vun den Aidë bei den Investissementer erofgesat gëtt, anerersäits awer vermehrt Saache subventionéiert ginn, déi am Entferntesten näischt méi mat der Landwirtschaft ze dinn hunn. Mir gesinn, datt d'Subventionnement vun den Investissementer an der Région défavorisée - dat ass jo praktesch duerch dat ganzt Land - erofgeet op 45% fir Immobilien an 30% fir Maschinnen. Dat si 5% manner. Dat ass eng däitlech Verschlechterung par rapport zu deem Gesetz vu virdrun.

Och an deem anere Regime - ech nennen en emol «simplifié» - am Artikel 7 sinn 30% respektiv 20%. Dat sinn och 5% manner.

Et muss ee sech wierklech froen: Woufir net de Maximum, dee méiglech ass, wa mer scho gesinn, wéi schwéier d'Landwirtschaft et huet, sech hei zu Lëtzebuerg nach ze behaapten? Mir wëssen, datt d'Bauen hei zu Lëtzebuerg méi deier ass wéi anerwäerts, datt d'Oploen och zu engem Deel méi héich si wéi anerwäerts an datt et enorm schwéier ass, d'Akommesparitéit zu deenen anere Beruffsstänn ze halen.

Zu de Lëschte vun de Maschinnen, déi subventionéiert ginn. Et war geplangt - ech weess net, d'Reglementer si jo nach net definitiv a Kraaft -, eng Partie Maschinnen erofzehuelen, déi awer wichteg sinn, ënner anerem wat d'Gréngland ubelaangt, op dat jo vill Wäert hei geluecht gëtt; vläicht och net zu Onrecht. Et ass dann net ze verstoen, wann do eng Partie Maschinne solle gestrach ginn, déi bis elo gefördert gi sinn.

Da stellt sech d'Fro vun der realer Aschätzung vun de Präisser, déi à la base vum Subventionnement sinn. Do gëtt jiddefalls vu Säite vun de Bauerenorganisatioune gesot, datt dat haut net géif der Realitéit entspriechen. D'Präisser missten och, well se awer relativ séier evaluéieren, periodesch ugepasst ginn. Duerfir ass et noutwendeg, wa mer schonn iwwert d'Reglementer schwätzen, datt se an der Agrarkommissioun duerchgeholl ginn an zwar mam Avis vun der Landwirtschaftskummer.

Ee Wuert zu de Fusiounen. Do gëtt de maximalen Alter fir d'Membere festgeluecht. Dofir besteet eigentlech haut keng Berechtegung méi, well jo d'Quote kënne méi oder wéineger fräi gehandelt ginn. Och d'Konditioun, fir ee Joer virum Investissement eng Kontabilitéit unzefänken, géif fir déi Investissementer, déi 2007 gemaach si ginn, eng Retroaktivitéit bedeiten, déi eigentlech esou net ze toleréieren ass.

D'Subventioun vun der Bioenergie - ech muss virumaachen, well meng Zäit schonn hallef eriwwer ass -, do stellt sech wierklech am heitege Kontext d'Fro: Gëtt do den Nohaltegkeetseffekt mat analyséiert bei der Autorisatioun, well ee gesäit, datt net alles sënnvoll ass, wat do eventuell gefördert gëtt?

Dann de Punkt vum Asaz vun den traditionelle Materialien duerch Oploen, déi d'Betriber kréien, besonnesch wa se an der Gréngzon bauen. Dee Bäihëllefesaz ass vun 90 op 75% erofgesat ginn. Mir froen eis woufir. Dat versteet kee Mënsch, well dat ass och keen esou en décke Chiffer, deen do insgesamt spillt.

Et ass eng Limitatioun vum Subsid op 10% bei der Berechnungsbasis vun de Baukäschten. Och wann dat dann, wat do méi verlaangt gëtt, iwwert déi 10% driwwergeet, wie garantéiert eis, datt do ëmmer Fouss bei Mol gehale gëtt? Well do si mer wierklech am Arbitraire absolu. Mir wëssen och, datt den Entretien vun deene Saache meeschtens méi deier ass traditionell, wéi wann normal Materialien agesat ginn, an d'Liewensdauer dacks méi kuerz ass.

Och e Wuert zu deene Betriber, déi aussiedelen. Ech hunn och e puermol an der Kommissioun opgeworf, mä kee Gehéier fonnt, datt d'Infrastrukturkäschten do nëmme bei de Schwäin- an Héngerställ iwwerholl ginn. Do stellt ee sech och wierklech d'Fro mat der Landwirtschaftskummer: Woufir net och fir déi aner Betriber, déi ganz dacks - wéi richteg hei gesot ginn ass - an den Dierfer net méi oder ganz schwéier toleréiert ginn?

Ee Wuert zur Successiounsproblematik. Eng allgemeng Considératioun: Mir gesinn, datt ganz wéineg jonk Leit bereet sinn, d'Betriber ze iwwerhuelen. Mir gesi jo wéi wéineg Reprisen am Joer nach stattfannen. Dat ass entweder drop zréckzeféieren, well keng Nofolleg do ass, oder wa Kanner do sinn, datt se einfach net méi wëllen.

Et muss een och feststellen, datt dat eng Konsequenz ass vun der Lëtzebuerger Realitéit, déi dora besteet, datt 90% vun eise jonke Leit wëlle bei de Stat oder bei d'Gemenge goen. Et ass jo och wesentlech méi einfach, den elterleche Betrib ze verpachten a vun enger sécherer Plaz aus d'Leit an hire Betriber iwwer alles a jedes ze kontrolléieren an heiansdo ze schikanéieren, wéi de Betrib selwer ze iwwerhuelen, Schold ze maachen a sech alle méigleche Repressalien auszesetzen.

Bei der Reprise vum elterleche Betrib gëtt et ganz dacks Sträit an de Familljen. Mir wëssen dat. Kee Wonner! D'Landpräisser sinn erëm geklommen.

Här President, mir sinn de Moment mat engem Uerteel vun der Cour constitutionnelle befaasst. Do gëtt et e Problem. Ech hunn net gemierkt, datt de Ministère sech do eppes soll afale gelooss hunn.

Et ass eng enorm Käschtebelaaschtung fir déi jonk Leit, wa se de Betrib iwwerhuelen. Meeschtens ass dat och nach mat neien Investitioune verbonnen. Duerfir ass et immens wichteg, datt déi Betribsiwwernahm ganz staark ënnerstëtzt gëtt, logistesch, an do misst e spezielle Service geschafe ginn, dee sech vill méi intensiv dorëm géif bekëmmeren, an och finanziell.

Am Projet vum Agrargesetz si Bäihëllefe bei der Installatioun virgesinn. Déi si begrenzt, Maximalalter 40 Joer, wann ee gär géif dovu profitéieren. Dat ass och esou en Arbitraire, deen een eigentlech net ka guttheeschen. An d'Hëllefen, dat ass e ganz wesentleche Punkt, ginn nëmmen accordéiert, wann de Betrib bannent fënnef Joer ganz iwwerholl gëtt. Dat ass bürokratesch verréckt a kontraproduktiv. Amplaz d'Installatioun ze förderen, gëtt se éier doduerch opgehalen. Et wär dann, mir géifen eis dozou duerchréngen, deemjéinegen, deen nach jonk ass an deen de Betrib u säin Nofolger ofgëtt, eng Fënnefsechstel-Pensioun vun engem mëttlere Statsbeamtegehalt ze accordéieren, da géif et vläicht éier goen.

Bei der Limitatioun vun enger Prime pro Betrib - dat war am Gesetz vu '86 anescht - muss ee sech wierklech froen: Wéisou ass dat esou gemaach ginn? Woufir kënnen net, wa sech der méi op engem Betrib installéieren, déi och méi Installatiounsprimë kréien?

D'Landwirtschaftskummer leet Wäert drop, datt de Betrib, d'Gebaier an d'Land, als Propriétéit och an Zukunft soll kënnen iwwerholl ginn. Mir wëssen awer, datt déi finanziell Chargen ëmmer méi héich ginn, wat d'Betriber méi grouss ginn. Duerfir ass déi leschte Kéier scho virgeschloe ginn, eng nei Gesellschaftsform fir landwirtschaftlech Betriber ze schafen.

Dat hätt den Avantage, datt eng besser Adaptatioun un déi jëtzeg Realitéiten an de Betriber kéint stattfannen. D'Iwwernahm géif méi einfach gemaach ginn. Och Netfamilljemembere kéinten eventuell eraklammen. De Betrib géif jiddefalls als Unitéit kënnen erhale bleiwen. Et géif wahrscheinlech manner Sträit ënnert de Geschwëster ginn; manner Belaaschtung fir deen, dee virufiert; an et kéint een déi Fënnef-Jores-Klausel am Kader vun esou enger Gesellschaft ganz ewechloossen. Dat dozou.

Ee Wuert zur Landwirtschaftskummer, déi jo och eng Roll ze spillen huet am Kader vun dësem Gesetz. Hir Missioun ass jo haaptsächlech, fir d'Koordinatioun vun der Formation continue ze maachen, Coursen a Stagen, an, wann dee Brevet de maîtrise dann endlech kéim, och do mat derbäi ze sinn.

Ech muss soen, datt mir, an ech hunn dat scho verschiddentlech hei gesot, eng ganz aner, vill méi wäit gefaasste Vue vun der Landwirtschaftskummer hunn. Mir missten eis dach endlech dorobber kënnen eens ginn, datt mer der Landwirtschaftskummer als alleineg Vertriedung vum ganze Bauerestand déi Missioune kéinten iwwerdroen. Da misste mer hir awer och d'Moyenë ginn, datt se dat kéint ausféieren.

Ech zielen déi Missioune kuerz op: Berodung an Hëllef bei der Applikatioun vun dësem Gesetz bei all deenen Hëllefen, och an anere Gesetzer a Reglementer, wat onheemlech komplizéiert ass; Assistenz bei Konflikter mat der Verwaltung an de Kontrollorganer; e Service fir d'Reprise vun de Betriber, wat ëmmer e schwieregen a komplizéierten Akt ass - Dir kënnt vläicht driwwer laachen -; Ariichtung vun engem Service détresse: An Däitschland ass e Service détresse ageriicht ginn, an Holland och, souwäit ech weess, well et eng ganz Partie Leit an deene Situatioune gëtt, déi et net méi packen; Service juridique unique fir se alleguer; Berodung an Hëllef bei Iwwerschëldung: Mir hunn der eng ganz Partie, déi an där Situatioun sinn; Entwécklung a Mise en œuvre vun neie Créneauen.

Et kéint ee wierklech aus där Landwirtschaftskummer als Vertriedung vum ganzen Agrarsecteur vill méi maachen, a mir gesinn et och éier bei der Landwirtschaftskummer, wéi bei iergendwelleche staatleche Servicer.

Hei ass scho geschwat ginn iwwert dee Problem, dee CONVIS opgeworf hat; ech weess och net, wéi een dee ka léisen. Dee Punkt ass ze ëmgoen, wann een eng Relation commerciale huet an et mécht ee Berodung, wann een dat dann trennt. Iergendwou wëll ech hei menger Hoffnung Ausdrock ginn, datt d'Regierung dat dann awer an de Gréff kritt.

Ee Wuert zu deem Deel, deen d'Veraarbechtung an d'Vermaartungsbetriber, déi sougenannt Industrie agro-alimentaire ubelaangt. Wann een do zréckkuckt, da muss ee soen, datt kaum ee Land op der Welt esou vill Geld - öffentlech Gelder, Steiergelder - an dee Secteur gepompelt huet, wéi Lëtzebuerg. An datt a kengem Beräich esou vill Geld zur Fënster erausgehäit ginn ass, wou wierklech herno d'Resultat null war, wéi hei zu Lëtzebuerg. Dat muss ee soen, wann een elo viru sech kuckt.

Den Agrocenter, ech weess net, wat en de Lëtzebuerger Stat kascht huet. Mä wann een emol alles zesummenhëlt, mam Kuelbecherhaff, da wäerte mer no bei 2 Milliarden där aler Frang sinn. A wann een haut gesäit, datt quasi nëmme Ruinen dostinn an den Impact bénéficiaire fir d'Lëtzebuerger Agriculture praktesch null war, da muss ee sech d'Fro stellen: Wat geschitt dann elo an Zukunft?

Ech géif der Regierung un d'Häerz leeën, all Projeten, déi kommen, genauestens ënnert d'Lupp ze huelen, an net nach weider virun esou ze wurschtelen, wéi et elo de Fall war. Et ass eréischt kierzlech investéiert ginn an elo soll de ganze Krom ewechgerappt ginn; ech fannen dat skandaléis!

Här Minister, Dir hutt mer geäntwert, si missten et zréckbezuelen, wann déi Frist do net sollt ofgelaf sinn.

Et ass wierklech ze bedaueren, datt de Lëtzebuerger Stat esou vill Geld dodran investéiert huet an eis Landwirtschaft haut esou schappech dosteet! Do ass op där ganzer Linn versot ginn. An ech stelle mer d'Fro: Wou sténg eisen Agrarsecteur haut do, wa mat deem ville Geld, wat dodra gestach ginn ass, e bësse méi verstänneg ëmgaange gi wär a mir hätten d'Halschent nëmmen dovunner an eng besser Formatioun, an eng besser Berodung, an eng besser Entwécklung vun eise Bauerebetriber gestach? - Ech ka mer et net verknäifen, bei dëser Geleeënheet dat ze soen.

Här President, ech gesinn, meng Zäit leeft esou lues hei of. E Wuert zum Environnement an zur Biodiversitéit.

Do gëtt bedauert, datt de Waasserschutz - d'Waasserschutzgesetz ass jo de Moment a Berodung - net dran enthalen ass.

Développement rural. Och nach e Wuert, wann ee kuckt, wat alles do drasteet: Activités non agricoles, Tourismus am ländleche Raum, Verbesserung vu ländleche Strukturen an Infrastrukturen, Erneierung an Entwécklung vun den Dierfer, Erhalung a Valoriséierung vum natierleche ländleche Patrimoine, Formatioun an Informatioun vun ekonomeschen Acteuren am ländleche Raum - do hunn ech mech gefrot, ob dat och déi Leit vun Astra betrëfft, well zu Betzder sëtze se jo am ländleche Raum -, Développement vun Info- a Kommunikatiounstechnologien an esou weider.

Et ass eng Géisskan sonnergläichen, wou ech mech wierklech froen, an engem Land wou de ländleche Raum esou gutt développéiert ass wéi hei zu Lëtzebuerg, bal besser wéi den urbane Raum, wat dat do nach soll. Datt et fir Rumänien en Avantage huet, dat kann ech mer gutt virstellen. Fir Lëtzebuerg hei ass et einfach dernieft.

Ee Saz zum landwirtschaftleche Pensiounswiesen. Do hu mer eis accordéiert, datt mer dorop géifen zréckkommen, duerfir wëll ech dat hei elo net weider opwerfen.

Ech kommen dann domat, Här President, zur Konklusioun: D'Gesetz ass ze spéit, awer néideg. Leider gëtt net de Maximum erausgeholl, deen dra gewiescht wär. D'Chance ass verpasst ginn, fir d'Landwirtschaftskummer als Centre d'assistance et de développement auszebauen. Mir si mat munchem an dësem Gesetz net d'accord, mä mir soen awer: „Oui, mais…"; dat heescht: „Jo, mä..."

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Domat ass d'Debatt iwwert dëse Projet ofgeschloss. D'Regierung huet elo d'Wuert. Den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden, wann ech gelift.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soe fir d'éischt emol Merci fir déi gutt Diskussioun, déi mer haten, déi deelweis de Kader vum Agrargesetz iwwerschratt huet, well d'Agrargesetz jo keng Maartpolitik soll maachen, mä d'Entwécklung vum ländleche Raum, den zweete Peiler vun der europäescher Landwirtschaftspolitik, soll festleeën, e Kader dofir soll setzen.

Et war eng gutt Debatt an ech stelle fest, datt d'Gesetz, wat haut soll gestëmmt ginn, eng breet Zoustëmmung kritt, net vun alle Säiten, mä vun deene meeschte Säiten. Wéi de Rapporteur gesot huet, ass et e Gesetz, wat an der Linn vun deene vu virdru läit, mat enger ganzer Rei vun Neierungen, dat en zolitte Kader setzt, fir datt d'Landwirtschaft sech kann an den nächste Joren hei gutt entwéckelen.

Ech soen d'ailleurs dem Rapporteur Lucien Clement en häerzleche Merci fir déi vill Aarbecht, déi e gemaach huet, fir dëst Gesetz hëllefe virunzedreiwen, an dann och der ganzer Kommissioun, dem President an alle Memberen.

Et ass vill an zolidd an där Kommissioun geschafft ginn an ech denken, datt mer do gutt Diskussiounen haten, déi och ganz sécher nach wäerten a solle weidergefouert ginn.

Et sinn eng Partie Riedner hei op den Zäitplang agaangen. Ech wëll nach eng Kéier soen, datt deen Zäitplang e laangen ass an datt fir d'éischt emol e reglementaresche Kader vun der Europäescher Unioun muss gesat ginn. Deen hu mer Gott sei Dank ënner Lëtzebuerger Presidentschaft geschaf, soss hätt et nach méi laang gedauert. Duerno muss jiddfer Land eng national Strategie entwéckelen, duerno e Programme de développement rural.

Dat muss op Bréissel geschéckt ginn. Déi mussen d'accord domat sinn. An Dir wësst, datt se sech praktesch e Joer Zäit gelooss hunn, ier se hiren Accord markéiert hunn. Mir hunn awer versicht, fir méi schnell virunzegoen. Mir hunn d'Gesetz schonn déposéiert, ier Bréissel säin Accord ginn hat, fir eben Zäit ze gewannen. An zweetens hu mer versicht, dee PDR do am Partenariat auszeschaffen.

Ech kann net akzeptéieren, wann hei gesot gëtt, mir hätten net genuch mat de Leit aus dem Beruff geschwat, wéi och mat aneren. Mir haten e Partenariat agesat, wou jo och d'Chamberskommissioun mat invitéiert war.

Ech wëll lech och nach eng Kéier drun erënneren, datt ech den 31. Oktober 2006 - den 31. Oktober 2006! - der zoustänneger Chamberskommissioun de ganze PDR an och déi national Strategie zoukomme gelooss hunn. An deem PDR sinn och d'Detailer, déi an d'Reglement solle kommen, zum groussen Deel mat dra gewiescht. Mir hunn also scho laang offen an transparent gespillt.

Mir hunn iwwregens och an der Chamberskommissioun doriwwer diskutéiert. Mir hunn och ganz oft mat de Partner aus dem Beruff iwwert déi Problematik diskutéiert. Also, mir hu scho versicht, dat esou wäit wéi méiglech am Partenariat ze maachen. Ech verstinn, datt d'Gewerkschaften ëmmer gäre méi hätten, wéi dat, wat een hinnen zougesteet. Dat ass de bonne guerre, mä finalement, wann een dat Gesamt kuckt, muss ee soen, datt dëst Gesetz e gudde Kader setzt...

(Coups de cloche de la Présidence)

...fir d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft.

Mr hunn och net geknéckt. Ech wëll och nach eng Kéier dorun erënneren. D'Dépensen an deene siwe Joer - 2007 bis 2013 - ginn estiméiert op 415 Milliounen Euro. Dovunner dréit de Lëtzebuerger Stat 325 Milliounen Euro an d'Communautéit der 90. Dat sinn 100 Milliounen Euro méi, wéi am Gesetz 2000-2006. Dat heescht, mir spueren net. Mir hunn ebe versicht, aner Akzenter ze setzen a prioritär Saache méi staark ze förderen, wéi dat virdrun de Fall war.

Ech ernimmen och nach zum Beispill d'Ofschafung vun de Plaffongen, wat ganz sécher wesentlech ass, fir déi grouss Betriber ze förderen, a wat och ganz sécher ganz vill Geld wäert kaschten. Och op anere Pläng hu mer versicht, fir zousätzlech Efforten ze maachen.

De Charel Goerens huet gefrot, wéi vill Zukunft an dësem Gesetz wär. Mir hu versicht, an dësem Gesetz d'Entwécklung vun de Betriber ze förderen, iwwer relativ grousszügeg Investitiounsbäihëllefen, an et sinn eng ganz Rei vun Akzenter gesat ginn, fir déi jonk Leit ze encouragéieren, e Bauerebetrib ze iwwerhuelen. Si ginn dobäi vill besser beroden, wéi dat virdrun de Fall war. Si musse sech och besser Connaissancen uneegnen, fir déi Bäihëllefen ze kréien.

Mir versichen Investitiounen an d'Qualitéit an d'Innovatioun ze förderen. Duerfir gëtt et méi héich Subside wéi fir aner Investitiounen. Mir hu versicht, d'multifonctionell Roll vun der Landwirtschaft zum Droen ze bréngen. Besonnesch zielen dorënner och déi Agrarëmweltmoossnamen, déi ganz grousszügeg gemaach gi sinn, wou ganz vill Programmer opgeluecht ginn. Ech ka guer net d'accord si mam Här Kox, wann hie seet, hei géif guer keng nohalteg Agrarpolitik gemaach ginn. Just de Contraire ass hei am Land de Fall. Dat gëtt duerch dëst Gesetz nach verstäerkt.

D'Diversificatioun gëtt gefördert. Mir sinn eben e Land, wat muss op d'Qualitéitsproduktioun an op d'Nischeproduktioun pochen. Dat ass eis Chance. Déi gëtt heiranner méi héich subventionéiert wéi déi aner Investitiounen.

Ech si frou, datt Der unerkennt, datt d'Landwirtschaft schonn e grousse Bäitrag leescht zum Klimaschutz an zu den alternativen Energien. An dësem Gesetz ginn eng Rei vun neien Akzenter gesat, fir d'Baueren ze encouragéieren, op deem Wee nach méi staark virunzegoen.

Dann ass e Volet do, fir d'Liewensqualitéit am ländleche Raum ze förderen. Och dat ass wichteg. Ech sinn net d'accord mam Här Mehlen, wann hie seet, eise ländleche Raum wär schonn ze gutt bedéngt. Mir brauchen do Aktiounen. Mir musse kucken, datt mer och do d'Liewensqualitéit verbesseren, datt mer och deene Bierger am ländleche Raum déi nämlecht Chancë ginn, wéi deenen aneren, an datt d'Ekonomie do diversifiéiert gëtt. A wa mer do eng diversifiéiert Ekonomie hunn, wëllen d'Leit erëm méi staark um Land liewe bleiwen. Dovunner profitéiert dann och direkt d'Landwirtschaft. Do ass eng Wiesselwierkung, déi ganz wichteg ass.

Wann am ländleche Raum eng wirtschaftlech Aktivitéit ass, da liewe Leit do. Déi Leit consommëieren an d'Bauere kréien Déngschtleeschtungen ze maachen, déi se virdrun net ze maache kritt hunn. Si kënne Produkter maachen, Selbstvermaartung zum Beispill, déi ganz sécher méi attraktiv ass, wa vill Leit do liewen, wéi wa keng Leit am ländleche Raum liewen. Dat ass vu jiddferengem unerkannt; just eben net vum Här Mehlen.

Vläicht eng Parenthèse, déi ech wëll opmaachen. Den Här Goerens huet zwee Préalablë genannt. Dat eent war, datt d'DP eng dréngend Agrarkonferenz gefrot hätt, fir sech Gedanken iwwert d'Zukunft vun der Landwirtschaft ze maachen. Ech wëll dem Här Goerens just soen, datt mer zwou där Konferenzen organiséiert hunn, d'Landwirtschaftskammer mam Landwirtschaftsministère zesummen.

Bei där éischter Konferenz ass et just ëm den „health check" gaangen, ëm d'Zukunft vun de Mëllechquoten, ëm déi zukünfteg Agrarpolitik. Mir haten dee Mann do, deen déi Reglementer ausschafft, also den héchste Beamte vun der DG Agri, deen an deem Beräich schafft. Och d'Chamberskommissioun war invitéiert. Déi meescht Parteie waren och do, mä si waren net all do. Also, mir hu scho versicht, där Demande do Rechnung ze droen. Ech si ganz gäre bereet, datt jiddfereen - och d'Deputéiert - soll déi beschten Informatioune vun deene beschte Leit kréien iwwert déi Zukunftsgestaltung, déi sech am europäesche Raum mécht.

Et war eng zweet Konferenz. Do huet e Mann vun enger grousser Industrie iwwert déi méi präispolitesch Problemer geschwat. Hien huet och iwwert d'OGMe geschwat. Do wär et och interessant gewiescht, wa vläicht méi Leit aus der Agrarkommissioun do gewiescht wären, well hien och nei Problemer an Horizonter opgemaach huet, déi ganz sécher nach am politesche Raum méi oft wäerte mussen diskutéiert ginn. Mir hu versicht, där Demande vun der DP Rechnung ze droen. Et ass also net, datt do eng Chance verpasst gi wär.

Dann ass gesot ginn, et wär en Entfesselungsprogramm fir d'Landwirtschaft virgeschloe ginn. Ech soen, datt bei all deenen Diskussiounen, déi mer um europäesche Plang féieren, Lëtzebuerg ëmmer nees derfir plädéiert, fir eng Simplificatioun, eng Entbürokratiséierung ze kréien.

Et ass och munches geschitt. De Paiement unique, deen agefouert ginn ass, vereinfacht wesentlech d'Demanden, déi d'Bauere musse maachen, fir déi direkt Bäihëllefen ze kréien. Mir hunn éischt Schrëtt gemaach, fir d'„cross compliance", wou iwwerdriwwe Fuerderunge waren an nach bestinn, méi einfach gemaach ze kréien. Do hunn de Conseil an d'Kommissioun éischt Décisioune geholl. An zweet Décisioune sinn amgaange virbereet ze ginn.

Eng vun de Prioritéiten, op déi praktesch all Minister gepocht huet, ass, datt mer musse kucke bei deem „health check" d'Chargen, déi op de Baueren an och op den Administratioune leien, ze vereinfachen. Ech denken an ech hoffen, datt et och an déi Richtung virugeet.

Mä et sinn eng Rei vun anere Problemer hei opgeworf ginn; besonnesch d'Relatiounen tëschent Ëmwelt a Landwirtschaft. Ech wëll soen, datt mer fir den Artikel 17 no laangen a vehementen Diskussiounen awer konnten eng Léisung fannen, déi vun alle Säiten akzeptéiert ginn ass. Mir hu beim Remembrement och no laangen Diskussioune finalement e Konsens fonnt.

Ech kann och net soen, datt deen elo eesäiteg gebrach gi wär vum ONR. Do huet sech e Problem gestallt. Deen ass och duerno geléist ginn. Ech si frou, datt d'Chamberskommissioun do aktiv matgehollef huet. Mir hunn Intérêt dorunner, wann déi Ministèrë vun Ëmwelt a Landwirtschaft gutt matenee schaffen, mä ech wëll awer nach eng Kéier soen, datt d'Kompetenzen duerch Gesetzer geregelt ginn.

Den Ëmweltminister huet gewësse Kompetenzen am Naturschutzgesetz. Wann ee gären hätt, datt do soll eppes méi schnell goen, datt do solle Saache vläicht méi mat gesondem Mënscheverstand - wéi vun engem gesot ginn ass - gemaach ginn, da muss ee vläicht dat eent oder dat anert Gesetz ëmänneren a kucken, datt och an déi Gesetzer ageschriwwe ginn, datt et méi schnell geet.

Mä et ass awer op d'mannst op ville Pläng versicht ginn, fir méi eng enk Zesummenaarbecht tëschent dem Ëmweltministère an dem Landwirtschaftsministère an hire Verwaltungen ze kréien. Datt do periodesch nach Hickhacke kommen, dat ass wahrscheinlech net auszeschléissen. Et läit och oft u Persounen. Déi muss een dann eben erëm eng Kéier aus der Welt schafen.

Mä ech sinn d'accord mat jiddferengem, dee seet, et misste munch Prozedure vereinfacht ginn, fir an der Grëngzon duerfe Landwirtschaft ze bedreiwen an do och ze investéieren. Ech si ganz sécher op jiddferengem senger Säit, dee versicht do matzehëllefen, gewësse Reglementatiounen ze änneren, fir datt dat kann ënner bessere Konditiounen nach méi schnell geschéien, wéi dat bis elo de Fall war.

(Coups de cloche de la Présidence)

Da vläicht zum Problem vun den Investitiounsbäihëllefen, déi jo hei am meeschten ervirgestrach an ernimmt gi sinn. Et ass eis Strategie, fir de Betriber ze hëllefe bei hire Restrukturéierungen. D'Betriber si méi grouss ginn, wäerten och an Zukunft nach méi grouss ginn, wa se wëlle kompetitiv bleiwen. Duerfir hu mer versicht fir besonnesch déi méi grouss Betriber, déi performant Betriber net ze benodeelegen, wéi dat virdrun de Fall war.

Vill Betriber hate virzäiteg hire Plaffong erreecht an déi hunn duerno bei allen Investitiounen, déi se gemaach hunn, 0% Bäihëllef kritt. Ech sinn iwwerzeegt, datt ganz vill Betriber, déi, fir iwwerliewensfäeg ze sinn, sech mussen erweideren, vun dësem Gesetz wesentlech profitéieren, datt se net méi fir gewëssen Investitiounen, déi se tätegen, 0% kréien. Bei de Maschinne war dat virdru fir eng ganz Rei vu Betriber de Fall.

Dat heescht, déi Ophiewung vun deem Plaffong ass eng wesentlech Neierung, déi de Strukturwandel begleet a gréissere Betriber eng Chance gëtt, fir virunzefueren. Wa mer dee Plaffong net opgehuewen hätten, hätten d'Fusiounsbetriber direkt kënnen apaken. Déi hätten nach e Prozentsaz vu Subventioune kritt, deen en Drëttel vun deenen anere Betriber gewiescht wär, well och d'Bréisseler Konditiounen do geännert hunn.

E Betrib gëtt als ee Ganzt betruecht. Dann däerf een net méi dee Plaffong, dee mer haten, mat esou ville Betriber multiplizéieren, wéi an der Fusioun dra waren. Dat ass net méi erlaabt. Dat heescht, wa mer de Plaffong net opgehuewen hätten, wären déi Betriber ganz schlecht dru gewiescht. Mir hunn ebe versicht, wéi gesot, deene grousse Betriber ze hëllefen.

Ech sinn d'accord domat, datt deen normale Plaffong ëm 5% erofgesat ginn ass. Wat awer net gesot gëtt, dat ass, datt bei enger ganzer Rei vun Investitiounen 10% derbäikommen. All déi Investitiounen, déi an den Ëmweltschutz, an den Déiereschutz, an innovativ Technologië gemaach ginn, do kommen 10% Subsiden derbäi. Dat heescht, déi 5%, déi erofgesat ginn, ginn do duerch eng Augmentatioun vun 10% méi wéi ausgeglach.

Zweetens wëll ech derbäisoen, datt mer och wollten déi jonk Leit encouragéieren, e Betrib ze iwwerhuelen, an déi kréie méi héich Subsiden, wéi déi aner. Wann en normale Betrib 45% kritt, wann en an e Gebai investéiert, da kritt e Jonke 45 + 10, 55%. A wann hien dann nach investéiert an eng nei Technologie, an Ëmweltschutzmoossnamen, an Déiereschutzmoossnamen, da kritt hien der nach eng Kéier 10 derbäi. Dat heescht, dee ka 65% Subside kréie vun deem, wat en investéiert.

Ech hunn et schonn hei gesot, ech soen et nach eng Kéier: Dovunner kënnen déi aner Secteuren an d'Baueren an eisen Nopeschlänner nëmmen dreemen!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Et muss een dat och eng Kéier soen.

Also, ech wëll mir net de Reproche gefale loossen, mir géifen hei net grousszügeg virgoen: Mir gi vill méi, wéi all déi aner Länner. An dat misst och d'Konkurrenzfäegkeet vun de Lëtzebuerger Baueren éischter stäerken, wa se richteg, gutt a geziilt investéieren a sech och dobäi berode loossen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Et gëtt awer nach vill aner Saachen, déi Der och kënnt mat deenen anere Länner vergläichen, Här Minister.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Am landwirtschaftleche Beräich, wat d'Bäihëllefen ubelaangt?

Une voix.- D'Lounkäschten.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Wat d'Bäihëllefen ubelaangt? Do géif ech awer gäre soen, mat wiem solle mir eis do vergläichen, wou eppes Besseres dra wär?

Diskussioune goufen et jo virun allem bei de Maschinnen, well gesot ginn ass, do géifen eng ganz Rei vu Maschinnen ewechfalen an d'Tauxe fir d'Maschinne géifen och ëm 5% erofgoen. Och do ass et esou, datt, wann et Maschinnen oder Deeler vu Maschinne sinn, déi innovativ Technologien hunn, déi am Intérêt vum Ëmweltschutz sinn an zum Beispill eng geziilt an doséiert Sprëtzmëttelausdeelung erméiglechen, da kréie se 10% bäi. Dat war virdrun net esou de Fall. Dat heescht, si kréien 10% bäi, wann innovativ Technologië bei de Maschinnen ugewannt ginn. Dat och fir d'Baueren ze encouragéieren, geziilt an déi do Richtung ze investéieren.

Wat d'Maschinnen ubelaangt, wëll ech awer och nach eng Kéier soen, datt et an der Belsch 0% gëtt fir d'Maschinnen, a Frankräich 0% gëtt fir d'Maschinnen, a Rheinland-Pfalz waren et 10%, ech weess net wat et elo gëtt. Bei eis sinn et der wesentlech weider. Duerfir mengen ech, datt een och muss räsonnabel sinn.

Ech verstinn, wann eng Gewerkschaft fënnt, 5% erofgoen allgemeng, dat wär net ganz gutt; datt se dergéint reklaméieren, dat verstinn ech. Mä et muss een dat Ganzt kucken, an am Verglach zum Ausland si mir

ganz gutt, géif ech soen, sti mir vill, vill besser do, wéi dat do de Fall ass.

Mir haten och eng - ech hunn et schonn eng Kéier gesot - Buchstellentagung. Do hate mer e bayreschen Expert. Deen huet eis och iwwert d'Maschinnesubventionéierung geschwat. Deen huet gesot, a Bayern ass de Beruff selwer bei de Minister gaang an huet gesot: Schaaft d'Subventiounen op de Maschinnen of! Mir hätten dat gären. Déi Suen, déi Der do spuert, investéiert déi op enger anerer Plaz. D'Resultat ass, datt d'Maschinne méi bëlleg gi sinn, well net méi déi héich Subventiounen drop waren, datt de Maschinnepark net iwwerdimensionéiert bliwwen ass, wéi et virdrun de Fall war, datt d'Resultat vun de Betriber besser ginn ass, an déi Leit sinn alleguer ganz zefridden.

Et muss een och soen, datt mir hei am Land en iwwerdriwwene Maschinnefuerpark hunn, et gëtt ze vill doranner investéiert, an zum Deel ass de Fait, well mer déi ganz héich Subventiounen hunn, vläicht dorunner schold. Duerfir ass eng Berodung wichteg an néideg.

Mir hunn och Obligatioune kritt vu Bréissel, dat wëll ech och nach eng Kéier soen, dat wësst Der da jo och: E simple Remplacement vun enger Maschinn ass net méi subventionnabel. Dat heescht, wann eng Maschinn ausgeleiert ass, a si gëtt duerch eng nei Maschinn ersat, dann däerf déi nei Maschinn net subventionéiert ginn. Et sief dann, datt eng substanziell technologesch Verbesserung derbäi ass. Mir hunn dat ganz grousszügeg ausgeluecht.

Fir dann op dat Reglement ze kommen, wou de Charel Goerens jo gäre gehat hätt, datt mer sollen am Virfeld driwwer schwätzen. Ech wollt dat net maachen, well ech hunn elo oft mat dem Beruff geschwat iwwert d'Agrargesetz, wat jo e wesentleche Kader setzt. Dat, wat virun allem ëmmer nees gefrot ginn ass, war: Woufir ass déi Maschinn net derbäi, déi Maschinn net derbäi an déi Maschinn net derbäi?

Ech wollt déi Diskussioun net hei och an der Chamber kréien. Mä ech hat Iech an der Chamberskommissioun gesot, nodeem datt mer den Avis vun der Landwirtschaftskummer haten, datt mer géife mat hinnen nach eng Kéier zesummekommen, datt mer géife kucken, wou berechtegt Uleiesse wären, fir deene Rechnung ze droen.

Hei ass e puermol gefrot ginn: Ginn Intérêts moratoires ausbezuelt? Mir hunn hinnen zougestanen, datt mer bereet wären, doriwwer nozedenken, a mir mengen, datt mer dat och solle maachen, well effektiv de Verzuch vum Gesetz méi laang ginn ass, wéi mer dat gemengt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Natierlech muss ee jo wëssen, datt déijéineg, déi elo investéiert hunn, manner Contrainten haten, wéi déi, déi herno investéieren, wa se mussen all Oplagen erfëllen. Dat heescht, mir wëllen deen Intérêt moratoire op 3,5% wahrscheinlech festleeën, wou si dann ebe vun deem Zäitpunkt un, wou se déi lescht Facture bezuelt hunn, Intérêts moratoires kréien. Dat ass also e Gest, dee jo och hei vun der Chamberskommissioun a vun der Chamber gefrot ginn ass.

Wat d'Maschinnen ubelaangt, do hu mer véier Säiten am Reglement vu Maschinnen, déi subventionéiert ginn. Véier Säiten! Do ass et ëm eng Partie Maschinne gaangen, déi eventuell net dra wären, déi nach sollten drakommen. Ech wëll soen, datt mer do diskutéiert hunn iwwer eng Sprëtz, déi kann un den Trakter ugehaange ginn.

Ech sinn d'accord domat, wann déi Sprëtz esou ass, datt se awer och d'Sprëtzmëttel doséiert verspreet. Dat heescht, wann do eppes Innovatives derbäi ass, sinn ech och bereet, fir duerfir 10% weider ze ginn. Esou eng Sprëtz huele mer dran.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat misst awer haut dat Normaalst vun der Welt sinn.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Jo, et ass awer net ëmmer esou. Da muss een dat och an d'Reglementer draschreiwen.

Wat de Véiunhänger ubelaangt, do sinn och nei Obligatioune komm, dat ass richteg, duerch verstäerkten Déiereschutzbestëmmungen. Ech sinn also och bereet, esou Véiunhänger ze subventionéieren.

Et ass vum Kipper geschwat ginn. Och do si mer bereet, dee mat eranzehuelen. Da gëtt et speziell Maschinnen am Gromperesecteur a speziell Maschinnen am Geméisubau. Och do si mer bereet, fir esou speziell Maschinne mat dranzehuelen. Déi waren deelweis schonn indirekt virdru mat dran. Do waren heiansdo Saachen, déi net 100%teg richteg ausgeluecht gi sinn. Also och do si mer bereet dat ze maachen.

En Düngerstreeër mat enger Wo drun, deen also och déi Dünger op eng ekologesch Aart a Weis verstreet, si mer och bereet dranzehuelen.

Da wëll ech och nach soen, datt mer och bereet sinn - an dat hu mer d'ailleurs scho virdru gesot gehat -, datt, wann „Precision Farming" gemaach gëtt, ech hunn dat e puermol ernimmt, do 10% fir déi Instrumenter derbäikommen. Fir eben d'Leit ze encouragéieren, an déi Richtung ze investéieren a sech ëmweltschounend Maschinnen unzëeegnen an innovativ Technologien unzewenden.

Wat d'Eenheetspräisser ubelaangt, déi si jo och hei ugeschwat ginn, géif ech soen, datt déi korrekt sinn. Do si keng Luxus-, awer och keng Schrottmaschinnepräisser gekuckt ginn. Dat si räsonnabel, festgeluechte Präisser, a mir hunn déi Katalogpräisser ëm 15% reduzéiert, aus engem Grond - dat hu mer och ëmmer gesot.

Okkasiounsmaschinnen, déi gi jo dann erëm verkaaft, wann eng nei Maschinn kaaft gëtt. Dee Präis, deen ee kritt fir eng Okkasiounsmaschinn, dee gëtt net défalquéiert vum Akafspräis vun där neier Maschinn. Mir droen deem also guer net Rechnung. Am Schnëtt mécht dat 20% aus, wann een dat kuckt, vun all de Maschinnen. Dat heescht, wann een d'Einheitspräisser hëlt minus 15%, mengen ech, léiche mer räsonnabel, an ech géif soen, déi Einheitspräisser sinn och anstänneg.

Mir haten ee Problem, dat war bei den Equipementer vun der Mëllechkummer. Do hu mer d'Einheitspräisser och ugehuewen, net gradesou héich wéi d'Chamber dat gär gehat hätt, mä do hu mer eng Hausse gemaach, fir och deene Reprochen entgéintzegoen. Dat also zu deem, wat dat Reglement do ubelaangt.

Ech wëll dem Här Goerens och nach eng Kéier soen, datt mer jo méi wéi ee Reglement ze maachen hunn. Mir hunn e Reglement iwwert d'Indemnité compensatoire, dat ass jo och schonn aviséiert vun der Chambre d'Agriculture. Do wëll ech soen, datt mer eis géint déi Bréisseler Bestëmmungen, fir déi ofzeschafen oder se méi kleng ze maachen, gewiert hunn. Déi bleift integral an där Héicht bestoen, wéi dat virdrun de Fall war. Dat mécht 15 Milliounen Euro pro Joer aus, déi un d'Landwirtschaft ginn iwwert déi Indemnité compensatoire.

Zur Landschaftsfleegeprime hu mer e Reglement gemaach. Dat ass amgaang aviséiert ze gi vun der Chambre d'Agriculture. Déi Landschaftsfleegeprime ass net, esou wéi den Här Kox seet, eppes wat mat der Géisskan géif ausgedeelt ginn. Et sinn eng ganz Rei vu strenge Kritären a Konditiounen, déi doranner festgehale sinn. Ech muss scho bal soen, datt dat eng Frechheet ass vis-à-vis vun de Baueren.

(Interruption)

Well wann ech als Tourismusminister hei däerf schwätzen. Wann een d'Touriste freet: Woufir kommt Der op Lëtzebuerg? Dat éischt Argument, wat se soen, ass: Ma Dir hutt eng herrlech Landschaft.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Déi Landschaftsfleegeprime dréit derzou bäi, datt mer eng nohalteg Landwirtschaft kréien insgesamt, integral, an datt d'Landschaft och erhale gëtt.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Ofschloss kommen!

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Normalerweis wann de President dat zu mir seet, da sinn ech héchstens 30 Sekonnen iwwert der Zäit.

M. le Président.- Jo.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Jo, mä ech muss soen, datt d'Zäit ongerecht verdeelt ginn ass.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Et kritt een 20 Minutten, fir zum Agrargesetz Stellung ze bezéien, plus zu 100 Froen, déi gestallt gi sinn. Ech versichen et awer esou schnell wéi méiglech ze maachen.

M. le Président.- Här Goerens?!

(Brouhaha général)

Da lauschtert elo no!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech hat jo e Virschlag gemaach, datt den Här Boden besser mat senger Zäit géif auskommen. Dat, wat hien do seet, hätt hie jo kënnen am Ufank soen.

(Hilarité)

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Déi Zäit hätt Der mer dann ugerechent, Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP).*- Neen, neen, neen!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Mir kennen Iech!

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech géif also ausdrécklech proposéieren, Här President, fir dem Här Minister nach e bësse méi Zäit ze ginn, well hie soll kënnen op all Fro äntwerten.

(Interruptions)

M. le Président.- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hätte jo awer gären, datt dat ophält.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Ech maachen esou schnell wéi méiglech.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Gibéryen net ganz Onrecht. Mir mussen hei ee behandele wéi deen aneren an dat ass net ëmmer ganz einfach. Speziell awer op engem Gesetz wéi deem heiten, mat enger gewëssener Envergure also, gesti mer dem Här Minister nach eng kuerz Zäit zou. Da maache mer den Ofschloss. Här Minister, wann ech gelift.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Wat d'Landschaftsfleegeprime ubelaangt, weess ech, datt dat jo en Dar an den Ae vun der Grénger Partei ass an och vu gewëssen Ëmweltschutzorganisatiounen. Do hu mer mat deenen ofgemaach, datt mer éischtens emol eng Différentiatioun maachen tëschent Grénglan an Ackerland. Dat ass an déi Richtung gaangen, déi si gär gehat hätten. Mir hunn deem scho Rechnung gedroen.

Zweetens hu mer gesot, wann eng Biotopkartéierung fäerdeg ass - an domadder si se also selwer opgefuerdert, et esou schnell wéi méiglech ze maachen -, da si mer bereet, déi Strukturelementer mat engem gewëssene Prozentsaz ze subventionéieren. Do hu mer also nach e gewëssene Sputt gehalen, fir deem och kënne Rechnung ze droen, an dat Verspriechen ze honoréieren. Also si mer schonn an déi Richtung do gaangen.

Da wëll ech soen, wat d'Biodiversitéit ubelaangt, do gëtt och e Programm opgeluecht, dee vill méi wäit geet, wéi dat virdrun de Fall war. Bei der Biolandwirtschaft, woufir jo näischt gemaach gëtt, wéi hei vum Här Kox gesot gouf, ass d'Zil,...

Une voix.- Vergläicht de Pourcentage zu Lëtzebuerg par rapport zu deenen aneren!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- ...fir déi ze verduebelen; fir vun 3.000 ha op 6.000 ha ze goen. Dat gëtt och duerch erhéichte Bäihëllefen encouragéiert.

Mir kënne kee Bauer forcéieren, Biolandwirtschaft ze maachen. Mä amplaz datt do eng Limite vu 70 ha bei Biobetriber ass, ass dat fräiginn. Wa mer e Biobetrib hu vun 120 ha, da kritt en op deenen 120 ha seng Extraprime, déi iwwert déi aner Primen erausgeet.

Bei deenen aneren Ëmweltprogrammer - déi spezifesch Ëmweltprogrammer, wéi Ackerrandsträifen oder Landsträife laanscht d'Baachen; besonnesch Programmer, fir manner ze düngen - gi mer och, wat d'Areal ubelaangt, wat dorënner fält, vun 3.000 ha op 6.000 ha. Och do ass also eng Verduebelung vun der Fläch fir déi Programmer virgesinn.

Dat heescht, mir setzen eng ganz Rei vun Akzenter fir d'Förderung vun Agrarëmweltmoossnamen. Ech wëll lech och soen, datt déi 17 Milliounen Euro pro Joer als Subsiden ausmaachen. 17 Milliounen Euro pro Joer! Et ass elo net, datt mer näischt géife maachen, fir d'Landwirtschaft ze encouragéieren an ze incitéieren, an d'Richtung vun enger nohalteger an ëmweltschutzgerechter Landwirtschaft ze goen.

Och wat d'Waasserproblematik ubelaangt, si mam Waasserwirtschaftsamt zesummen eng Rei vu Moossname proposéiert ginn, déi an eis Programmer opgeholl gi sinn an déi also och subventionéiert ginn. Do ginn d'Baueren encouragéiert, och an déi Richtung ze schaffen.

Da vläicht just e lescht Wuert zu deem anere Peiler, dem sougenannten normalen Développement rural. Ech wëll och soen, datt do d'Moossnamen ausgebaut a verstäerkt ginn. Do gëtt och am Partenariat geschafft. Besonnesch d'LEADER-Gruppen, déi eng ganz gutt Aarbecht leeschten, gi gestäerkt. Och déi Gelder, déi an d'LEADER-Gruppe gestach ginn, gi méi wéi verduebelt.

Mir sinn der Meenung, datt d'LEADER-Gruppen eng ganz wichteg Aufgab erfëllt hunn, well do vun ënnen erop innovativ Iddien an Initiative kommen, fir am ländleche Raum Qualitéitsproduktioun ze maachen. Mir verduebelen do also dee Programm, fir och déi LEADER-Initiativen ze stäerken, déi ouni Zweifel wichteg Akzenter setze fir d'Beliewung vum ländleche Raum.

Ech wëll nach eng Kéier soen, datt et eist Uleies ass, fir am ländleche Raum derfir ze suergen, datt e soll gestäerkt ginn, datt e soll méi vital ginn. Do huet d'Landwirtschaft eng grouss Roll derbäi ze spillen, mä och déi Leit, déi am ländleche Raum wunnen. Déi Moossnamen, déi virgesi sinn, wäerte menger Meenung no derzou bäidroen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Mehlen huet d'Wuert gefrot. Här Mehlen, wann ech gelift.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Et ass just fir zwou Minutten, fir all Mënsch hei ze berouegen. Ech muss dem Här Minister soen, datt seng Remarque iwwert d'Iwwermechaniséierung hei zu Lëtzebuerg, gelënd ausgedréckt, e Manktum u Respekt virun deene Leit ass, déi mat ganz wéineg Persounen, mat engem enormen Opwand vu Mechaniséierung déi vill Aarbecht musse maachen.

Här Minister, ech géif Iech wënschen, Dir misst eng Kéier an engem verreente Kuerschnatt, wou dann op eng Kéier d'Fënster opgeet an aacht Deeg gutt Wieder ass, d'Käre versichen uerdentlech ënnerdaach ze bréngen, oder an engem verreenten Hierscht, wann de Mais regelrecht an de Stécker ersäift, kucken deen an d'Siloen ze kréien. Da géift Der vläicht Är Meenung änneren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Mir sinn elo um Ofschloss.

(Interruption)

Jo, Här Minister.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här President, ech géif gär e puer Wuert dozou soen. Also, ech weess, datt d'Bauere Maschinne brauchen. Mä mir encouragéiere bei dësem Gesetz och, datt se d'Maschinne gemeinsam notzen an datt se méi e rationellen Akaf vu Maschinne maachen. Si sollen dobäi och eng Berodung kréien, déi och ausgebaut gëtt.

Ech wëll awer soen, datt den Dokter Pfadler bei deem Referat klipp a kloer gewisen huet, wéi staark d'Mechaniséierung hei zu Lëtzebuerg ass a wéi staark dat beim Resultat vum Betrib en Afloss huet. Hien huet Vergläicher gemaach tëschent Mëllechbetriber, 300.000 bis 400.000 Quoten, a Bayern an hei zu Lëtzebuerg.

Zu Lëtzebuerg maachen déi performant Betriber 20.000 Euro Benefiss. Déi Mëttelbetriber: null Euro Benefiss, wann ech d'Subsiden ofrechnen, déi se kréien.

A Bayern ass dat ganz anescht. Do maachen och déi Mëttelbetriber nach méi en héije Benefiss, wéi bei eis déi performant Betriber. Dat kënnt doduerch, well d'Amor-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

tissementskäschten an d'Fixkäschtebelaaschtung vun de Betriber hei zu Lëtzebuerg méi wéi duebel esou héich sinn, wéi dat a Bayern de Fall ass.

Also, et ka kee soen, datt mer hei an der Fixkäschtebelaaschtung net aus der Rei géifen danzen. Dat kënnt op all Buchstellentag, bei alle Kontabilitéiten, déi do evaluéiert ginn, zum Virschäin.

Dat heescht, mir wëllen d'Leit encouragéieren, fir wuel ze moderniséieren, wuel ze mechaniséieren, awer opzepassen, datt dat och ekonomesch rentabel ass.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir hunn de Message héieren. Ech muss lech soen, et ass schwiereg hei wann een tolerant mat der Zäit ass. Déi eng, déi fille sech ongerecht behandelt, déi aner, déi komme sech bevirzugt vir. Dat wäert vum nächste Projet de loi un erëm ophéieren. Mir hunn e Reglement an et gëtt hei an Zukunft nom Reglement verfuer.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5762 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Sylvie Andrich-Duval);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryren) et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, de Projet de loi iwwert de Konsumenteschutz. De Rapporteur, den honorabelen Här Alex Bodry, huet d'Wuert.

4. 5699 - Projet de loi déterminant les organes compétents et les sanctions nécessaires à l'application

1) du Règlement (CE) N°2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs et du Règlement (CE) N°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le Règlement (CEE) N°295/91

2) des mesures de transposition et d'application des directives et du règlement de l'annexe du règlement (CE) N°2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs et portant modification

1. de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

2. de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection des consommateurs

3. de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commande

4. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

5. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

6. de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation

7. de la loi modifiée du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours

8. de la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers

9. de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique

10. de la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité

11. de la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance

12. de la loi du 19 décembre 2003 fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation

13. de la loi du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels portant transposition de la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation et modifiant la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur

14. de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence

15. de la loi du 18 décembre 2006 portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance, de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique et de l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, och wann ech elo vun eenzelne Kolleegen hei gedirängelt ginn, fir lech direkt opzefuerderen den Text hei ze stëmmen, géif ech awer mengen, dass och op dësem Donneschdeg Nomëtten et dierft erlaabt sinn, fir net ze vill am Detail, awer an de grousse Linnen op deen heite Gesetzesprojet anzegoen, well et ass e Projet, dee schonn am Beräich Konsumenteschutz nei Weeër opzeechent an deen duerfir, mengen ech, der Méi wäert ass, dass mer eis och an der Chamber deen Text hei e bësse méi genau ukucken, wéi mer dat och an der zoustänneger Kommissioun an deene leschte Méint gemaach hunn.

Ech menge reng formal gesinn, geet et hei ëm d'gesetzlech Ëmsetzung vun engem europäesche Reglement CE, Nummer 2006 vun 2004, iwwert d'Verwaltungskooperatioun tëschent den zoustännegen Autoritéite vun de Memberstate vun der EU, wat de Konsumenteschutz ugeet. Et geet also drëms ze regelen, wéi déi administrativ Autoritéiten an den eenzelne Memberstaten…

M. le Président.- Ech géif ëm e bësse méi Opmierksamkeet fir de Rapporteur bieden.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Dem Rapporteur ass et zimlech egal, mä ech mengen den Text verdéngt e bëssen Opmierksamkeet hei vun der Chamber, soss wëssen déi meescht net wat se eigentlech hei ofstëmmen.

Ech mengen also, dass mer bei der Informatioun hei an der Chamber sollten ufänken, an et wär och wichteg wann deen heiten Text den Accord vun der Chamber fënnt, dass duerno och d'Regierung géif déiselwecht Informatioun weiderginn un de Konsument, och un déi wirtschaftlech Acteuren, dat heescht all déi, déi herno mat deem neien Text an der praktescher Ëmsetzung ze di kréien.

Et geet also méi wäit, wéi nëmme fir Verwaltungen hei ze bestëmmen, déi sollen op europäeschem Plang zesumme schaffen, wa Froe vu Konsumenteschutz a Verstéiss géint d'Konsumenteschutzgesetzer virleien. Heimadder gi mer ganz nei Weeër, wat d'Recherche an d'Bestrofung vu Verstéiss géint d'Konsumenteschutzgesetzer ugeet.

Et ass eigentlech eng kleng Revolutioun an der Approche, déi iwwert deen heite Gesetzestext an d'Lëtzebuerger Législatioun erakënnt.

Wéi war et bis elo? Wéi ass d'Situatioun haut?

Haut ass et esou, dass wann e Konsument e Sträitfall huet mat engem Verkeefer oder engem Produzent, dann ass dat an éischter Hisiicht eng zivilrechtlech Affär. Dee Konsument ass, wann e wëllt Recht kréien, gehale fir bei Zivilgeriichter ze goen, fir ze kloe géint deejéinegen, deen em eppes verkaaft huet oder deen him eng Déngschtleeschtung ugebueden huet a wou en net zefridden domadder ass, wou e mengt, dass do Bestëmmunge vu Konsumenteschutz net respektéiert wären.

An exceptionnelle Fäll ginn esou Affären och vun de Strofgeriichter behandelt, doduerjer dass een eng Plainte mécht beim Parquet, beim Untersuchungsriichter, fir doduerjer derfir ze suergen, dass u sech d'Justizorganer aktiv ginn, fir Verstéiss géint Konsumenteschutzbestëmmungen ze ahnden.

An deem heite Fall kënnt et elo esou, dass an Zukunft eng national Autoritéit eng allgemeng Zoustännegkeet kritt, fir Reklamatiounen, fir Plainten entgéint ze huelen, wa gemengt gëtt, dass e Verstouss géint d'Konsumenteschutzbestëmmunge virläit. Déi Autoritéit huet och Agenten, huet also Instrumenter fir dofir ze suergen, dass um Terrain déi néideg Inspektiounen, Enquêten duerchgefouert ginn, fir dass Verstéiss géint d'Konsumenteschutzbestëmmunge kënne festgestallt an och bestrooft ginn.

Et ass also eng fundamental Ännerung, déi sech hei opdeet. Mir ginn eraus eigentlech aus der klassescher zivilrechtlecher Filière, déi bis elo d'Relatioune vu Konsument, Verkeefer a Fournisseur régléiert huet, a mir féiere parallell dozou an, ouni dass déi aner Filièren elo net méi géife weider bestoen, eng administrativ Prozedur fir aktiv géint Verstéiss, géint de Konsumenteschutz kënne virzegoen.

Dat ass also mengen ech e ganz wichtege Punkt, deen hei geregelt gëtt an deen eigentlech iwwert och de rengen Objet vun deem europäesche Reglement erausgeet, well sech Lëtzebuerg och hei wierklech d'accord erklärt huet, fir bei der Ëmsetzung kloer op deen dote Wee ze goen, de Wee vun der Neierung ze goen, an net well versicht gëtt, dat an de bestehenden Opbau vum Konsumenteschutz eranzequëtschen.

Wat geschitt mat deem heite Reglement? Wat sinn am Fong d'Ursaachen iwwerhaapt, firwat dass d'Chamber befaasst gëtt mat engem europäesche Reglement, dee jo normalerweis d'application directe ass a wou dat u sech net onbedéngt eng Interventioun vum Législateur erfuerdert?

An deem heite Fall sinn et zwou Ursaachen. Fir d'éischt, well mer mussen eis Legislatur, déi national zoustänneg Lëtzebuerger Autoritéite fir de Konsumenteschutz bestëmmen; an zweetens musse mer och iwwert e Gesetz d'Pouvoire vun deenen Autoritéiten an hiren Agente festleeën. Dat kann d'Regierung net eleng maachen. Dat muss hei zu Lëtzebuerg iwwert de legislative Wee geschéien.

D'Regierung huet sech fir eng breet, eng extensiv Ëmsetzung vun deem europäe-

sche Reglement ausgeschwat, an dat ass och e Wee wou d'Kommissioun d'accord war fir matzegoen.

Déi extensiv Ëmsetzung vun deem europäeschen Text weist sech an zwee Domänen. Éischtens um Uwendungsberäich, dat heescht d'Champs d'application vun deem heiten Text, an zweetens och wat d'Pouvoire vun de Verwaltungsautoritéiten ugeet.

De Champs d'application ass esou, dass do d'Regierung net nëmmen déi nei Bestëmmungen, déi nei Prozeduren, déi méiglech Aktioune vun den neier Autoritéit beschränkt op Verstéiss vun de d'Konsumentschutzgesetzer, déi en internationale Charakter hunn, déi also grenziwwerschreidend Elementer hunn, mä d'Regierung huet kloer d'Optioun geholl, an dat festgeschriwwen an deem heiten Text, dass och reng Lëtzebuerger Konsumenteschutzaffären iwwert deen heite Wee wäerten an Zukunft kënnen ofgewéckelt ginn.

Wann also, am Kloertext, e Konsument mengt, dass e Verstouss géif virleie géintiwwer de Législatiounen, déi de Konsumenteschutz betreffen, da kann deen eng Plainte maache bei där oder deenen nationalen Autoritéiten hei zu Lëtzebuerg, déi zoustänneg sinn. E kann déi maachen, net fir den individuelle Fall geregelt ze kréien, mä e kann et maachen, wann dee Verstouss och aner Konsumente betrëfft, dat heescht, wann et allgemeng Konsumenteninteresse betrëfft.

An deem dote Fall kënnen, wéi gesot, direkt déi national zoustänneg Autoritéite siégéiere mat deem doten Dossier, an déi kënnen dann direkt mat deene Leit, déi hinnen zur Verfügung stinn, mat deene Pouvoiren, déi se duerch deen heiten Text kréien, aktiv ginn an déi néideg Investigatiounen an Enquêtë féieren, fir géint esou Verstéiss géint d'Konsumenteschutzgesetzgebunge kënne virzegoen.

Wat sinn also déi national Autoritéiten? Fir d'éischt gëtt an deem heiten Text festgeluecht, ween eigentlech de Bureau de liaison ass, dat heescht ween also d'Kontaktstell ass vun deenen aneren nationalen Autoritéiten an der Europäescher Unioun, wat de Konsumenteschutz betrëfft. Do seet den Text, dass dat de Minister ass, dee fir de Konsumenteschutz d'Kompetenzen huet hei zu Lëtzebuerg; momentan ass dat de Wirtschaftsminister.

Zweetens, wat sinn déi national Autoritéiten, déi an Zukunft déi nei administrativ Pouvoiren an deem heite Beräich kréien, fir kënnen direkt géint d'Konsumenteschutzverstéiss virzegoen? Fir d'éischt ass dat eng allgemeng national Autoritéit. Dat ass erëm eng Kéier de Minister, dee fir de Konsumenteschutz zoustänneg ass. An dann niewendru sinn et dräi sektoriell national Autoritéiten, déi a spezifesche Beräicher Kompetenz hunn, fir géint Verstéiss, déi de Konsumenteschutz regelen, virzegoen.

Dat ass d'CSSF, dat heescht also Commission de surveillance vum Secteur financier, déi ausschliesslech fir Verstéiss am Beräich Finanzsecteur Zoustännegkeeten huet; wéi dat am Gesetz vum 23. Dezember '98 festgeluecht ass. Et ass de Commissariat aux assurances fir de Beräich vun de Assurancen; an et ass de Gesondheetsminister an deem klengen Deelberäich wat d'Publicitéit vun dee Medikamenter betrëfft.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Déi befugten Agente vun deene verschiddenen Autoritéite kréien déi néideg Pouvoire fir ze enquêtéieren. Déi Agente vum Konsumenteschutzministère kréien d'Qualité vum Officier de police judiciaire. Se kréien also all Moyenen, all Instrumenter an d'Hand fir wierklech eng wierksam Enquêtenaarbecht, eng Investigatiounsaarbecht um Terrain ze féieren, opgrond vu Plainten, déi se kritt hunn.

Mir wëssen awer, dass do vill Regelen ze respektéiere sinn, dass een och mam néidege Fangerspëtzegefill muss kënne virgoen. Duerfir hu mer hei an där Diskussioun, och bei eis an der Kommissioun, nach an den eenzelnen Avisen erëm d'Diskussioun kritt: Weem gi mer déi dote Pouvoiren? Pouvoiren, déi ganz wäit ginn, wou och Mëssbräich méiglech sinn, wann ee sech net u gewësse Regelen hält. Mir hunn hei optéiert, fir dat am Prinzip op d'Carrière supérieure ze limitéiere respektiv op Agente vun der Carrière moyenne vun deem Ministère, déi awer mindestens de Rang vum Inspekter mussen hunn. Déi mussen also schonn eng Anciennetéit vu mindestens zéng Joer hunn, fir kënnen déi dote Pouvoiren ze kréien.

Bei den Agente vun deenen Deelautoritéiten, déi hei d'Zoustännegkeet kréien, sinn et déi Fonctionnairen, déi an deene Ge-

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

setzer bestëmmt si mat deene Pouvoiren. Et sinn ausschliesslech Leit aus der Carrière supérieure, déi also kënnen an deene verschiddene Beräicher - Finanzen, Assurancen a Publicitéit fir Medikamenter - dann och aktiv ginn.

D'Pouvoire si ganz breet ugelehnt. Dat heescht also, déi Agente kënnen am Kader vun der Exekutioun vun hire Missiounen all d'Dokumenter akucken. Déi mussen hinnen zougänglech gemaach ginn. Si musse Renseignementer kréien. Si kënnen Descentë maachen op déi eenzel Plazen, wou se mengen, dass Beweiser géife virleie fir e Verstouss. A si kënnen och Saisien ausféieren.

Wichteg ass awer ze soen, fir och verschiddene Kritike Rechnung ze droen, déi hei formuléiert gi sinn, dass déi Agenten do, déi am Kader vu Verstéiss géint Konsumenteschutzgesetzer aktiv ginn, dat net vu sech aus eleng kënne maachen. Mä déi Aktiounen, déi se maachen, kënne se nëmme maachen opgrond vun enger ausdrécklecher Genehmegung vum President vum Bezierksgeriicht, dat jeeweileg zoustänneg ass.

Et ass och festgehalen, dass déi doten Enquêtë musse motivéiert sinn. A virun allem ass et wichteg, dass se, notamment wat d'Saisien ugeet, gerechtfertegt sinn an dass se proportionéiert sinn. Dat heescht, et muss vu Fall zu Fall gekuckt ginn, ob déi Mëttelen, déi agesat ginn, an der Enquête och an engem gesonde Verhältnis stinn zu deem Zil vun där Enquête. All dat dote gëtt awer gewëssen Aschränkungen a Sécherheete géint eventuell Mëssbräich, déi emol kéinte vu Fall zu Fall optrieden.

Wichteg ass bei deem Ganzen och d'Inspektioun an d'Saisie, déi ënnert der Autoritéit an der Kontroll vum Riichter geschéien, an dass d'Rechter vun der Verdeedegung iwwerall gewährleescht bleiwen.

No eisen Aarbechten ass eis och en Avis vum Conseil de l'ordre vun den Affekoten zoukomm. Mir bedaueren, dass dat esou spéit geschitt ass. Nach hu mer déi Froen, déi do opgeworf sinn, awer an enger zousätzlecher Sitzung diskutéiert. Mir hunn och eng schréftlech Stellungnahm vum Wirtschaftsministère kritt zu deene Froen, déi opgeworf si ginn. Mir mengen, dass do keng Argumenter dra sinn, fir eis legislativ Prozeduren hei ze stoppen oder auszesetzen, mä dass deen Text, wéi e virläit, awer d'Streck hält an dass et net néideg ass elo nach a leschter Minutt do Modifikatioune virzehuelen.

Wat den Affekote besonnesch um Häerz läit - ech muss soen, do si si awer net eleng am Fall; duerfir musse mer och eng allgemeng Regelung fannen -, dat ass de Respekt vum Beruffsgeheimnis. Respektiv sinn och, wann d'Administratiounen Enquêtë maache bei Leit, déi Détenteur si vun engem Beruffsgeheimnis, gewësse Regelen ze respektéieren.

D'Affekoten hätte gären, dass net nëmmen de Bâtonnier muss present sinn oder bäigeruff ginn, notamment wann eng Saisie gemaach gëtt, dass deen dann och ka seng Observatioune maachen - dat ass haut geltend Recht; dat hu mer och hei an den Text ausdrécklech erageschriwwen -, mä si hätten och gären, dass de Bâtonnier sech souguer kéint enger Saisie opposéieren an dass dann iwwer e riichterleche Beschloss d'Oppositioun vum Bâtonnier kéint opgehuewe ginn. Dat geet - dat soen ech ganz kloer - ganz wäit.

Ech mengen, dass mer déi dote Fro mussen allgemeng diskutéieren. Déi Fro gehéiert an den allgemengen Text vun den Affekoten. Doriwwer eraus mengen ech och, dass dat eng Fro ass, bei där och misst gekuckt ginn, ob déi net och misst anescht geregelt gi bei anere Beruffssparten oder anere Leit, déi an engem ähnleche Fall si wéi den Affekot.

Duerfir ware mir der Meenung, dass een déi Diskussioun soll aus deem heiten Text eraushalen. Mir sinn der Meenung, dass zum Beispill d'Commission juridique vum Parlament sech elo kéint mat där doter Fro befaassen, well mer souwisou eng Rei vu Projete momentan an Diskussioun hunn, déi de Beruff vum Affekot betreffen. Da wär dat doten de Moment, fir déi dote Fro am Allgemengen ze diskutéieren. Well an eisen Ae kann et net sinn, dass wann elo eng Enquête gemaach gëtt iwwer iergendee wichtege Punkt - e Verstouss géint e Gesetz -, dass et dann dovunner ofhänkt wien d'Enquête mécht, fir ze kucke wat d'Pouvoire sinn.

En Officier de police judiciaire - et ass egal, ob dat e Polizist ass oder e Beamten - misst eigentlech ëmmer no deeneselwechte Prozedure kënne seng Investigatiounen um Terrain maachen. Duerfir ware mir der Meenung, dass een hei also sollt oppasse wat ee mécht. Duerfir bleiwe mer hei bei eisem Text.

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo. Ech kann natierlech och herno nach eng Kéier erëmkommen als LSAP-Spriecher.

M. le Président.- Jo. D'Presidentekonferenz hat dat esou festgehalen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat geet jo net.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Et sollt een awer hei de Projet uerdentlech duerleeën. Ech muss ganz éierlech soen: 15 Minutte ginn net duer, fir dee Projet hei duerzeleeën.

M. le Président.- Jo, da muss d'Presidentekonferenz aner Modeller arrêtéieren.

Une voix.- Dann huelt de Modell 2, Här President.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo, de Problem ass, dass et hei méi en technesche Problem ass, wou et wichteg wär, dass een allgemeng op d'Dispositiounen ageet a wou wahrscheinlech politesch net herno de Problem ass, wou Fraktioune vill Zäit brauchen. Dat ass hei deen typesche Fall, mä wann d'Chamber net wëllt wësse wat drasteet, dann halen ech haut direkt op an ech wëll net méi derzou schwätzen.

Une voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Här Minister, wann ech gelift.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo. Ech hunn an deem Reglement och matgewierkt an do gëtt et eng Flexibilitéit. Här President, ech fannen, dass et wierklech en technescht Gesetz ass. Ech verzichten natierlech dann drop all déi Saachen ze erklären, déi elo de Rapporteur erkläert. Duerfir hätt ech och Intérêt, dass de Rapporteur kéint bis zum Schluss fueren. Da gëtt mäin Discours - dat verspriechen ech lech - ganz kuerz.

M. le Président.- Jo, Här Minister. Ech verstinn dat jo alles. Mä Dir hutt bei deem Projet virdru gesinn, a wat fir eng Schwieregkeeten dass d'Présidence kënnt, wa se jiddferengem hei Zäit léisst. Mir hunn einfach Spillregelen, déi mussen agehale ginn. Et deet mer leed. Déi gëlle fir deen een a se gëlle fir deen aneren. Här Bodry, wann ech gelift.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, ech soen nach just eppes. Dir hutt virdrun engem Minister 5, 10 Minutte méi ginn. Da geschitt datselwecht engem Rapporteur net. Maacht lech vläicht driwwer Gedanke wat Är Haltung ass a wat d'Wichtegkeet vun der Aarbecht hei an der Chamber ass.

M. le Président.- Här Bodry, ech hu virdru gesot...

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Ech soen näischt méi zu deem heiten Text, Här President.

M. le Président.- Ech hu virdru gesot, wéi schwiereg dass et ass, wann een tolerant hei uewen ass, wat d'Riedezäiten ugeet. Ech hunn doropshi gesot, dass ech mech dorun hale wäert, wat mer hei arrêtéiert hunn, wéi d'Reglement ass. Wann ech mech net dorunner halen, da ka sech jiddfereen heibanne beschwéieren, well deen ee méi Zäit kritt hat wéi deen aneren. Mir sollen dat elo bäibehalen.

Wann d'Chamber domat d'accord ass, da soll den Här Bodry elo hei seng Ausféierunge fäerdeg maachen. Mä ech géif wierklech drëm bieden, well et schwiereg ass jiddferee gerecht heibannen ze behandelen, datt mer eis dono un déi Zäiten halen, déi gi sinn. Här Bodry, maacht Är Ausféierunge fäerdeg.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Ech maachen et vun hei aus, da schwätzen ech eben am Numm vu menger Fraktioun weider. Et ass jo esou, dass e Rapporteur an net méi wéi 15 Minutten en technesche Projet hei däerf duerleeën.

Une voix.- Firwat hutt Der net de Modell 2 geholl?

Une autre voix.- Et war d'Conférence des Présidents.

M. le Président.- Loosst den Här Bodry elo seng Ausféierunge maachen!

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- De Problem ass, dass et keng politesch Diskussioun ass, déi ënner eis wier. Et ass just d'Schwieregkeet, fir en technesche Projet, deen awer relativ wichteg ass, hei duerzeleeën.

D'Chamber muss sech d'Fro stellen, ob se net fir esou spezifesch Fäll, wou et méi e Problem ass vum Duerstelle vun engem Projet, an der politescher Diskussioun misst méi Minutte virgesi fir de Rapporteur, fir dee Projet kënne virzestellen, a vläicht manner Minutte fir déi politesch Debatt hannendrun. Well d'politesch Debatt wäert net stattfannen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Bodry, ech versti wat Der sot. Ech verstinn allerdéngs net, wann Der dofir der Présidence d'Schold gitt. Dat verstinn ech net. Mä bon, maacht Är Ausféierungen elo fäerdeg, wann ech gelift, dass mer kënnen d'Diskussioun weiderféieren!

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Ech stelle fest, dass jiddfereen den Text gelies huet. Ech géif proposéieren, dass mer elo normal weiderfueren.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. le Président.- Voilà! Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi meescht Propositiounen huet den Här Bodry jo elo erkläert an et steet jo och a sengem schréftleche Bericht. Jiddferee wäert jo dann och de Bericht gelies hunn. Duerfir kann ech mech op e puer Remarquë beschränken.

Mat dësem Gesetz gëtt awer nach e weidert Reglement ëmgesat: dat vun de Rechter vun de Flugpassagéier. Hei gëtt gekuckt wéi een eenheetlech d'Passagéier ka beim Refus d'embarquement, der Annulatioun a bei grousse Retardë schützen.

D'Ëmsetzung vun dësem Reglement gëtt zënter September 2005 vun der Direction de la consommation am Wirtschaftsministère assuréiert. Dës Direktioun ass zoustänneg, fir d'Kritiken an d'Contestatioune vun de Passagéier entgéintzehuelen. Si ass awer bis haut an hirem Aktiounsradius zimlech begrenzt.

Vu datt d'Sanktiounen, wéi se am Reglement virgesi sinn, bis haut keen eenzege gesetzleche Kader hunn, kënnen d'Fluggesellschaften och net vun der Direction de la consommation belaangt ginn. D'Passagéier konnte wuel kloen an op hir Rechter pochen, hunn awer bis haut ni eng Entschiedegung vun de Fluggesellschafte gesinn, well d'Direction de la consommation si net dozou zwénge konnt. Dat ännert sech elo glécklecherweis mat dësem Projet de loi. Wann d'Direction de la consommation eng Décisioun zu Gonschte vun de Passagéier hëlt, da mussen d'Fluggesellschaften dëser Rechnung droen, soss kéint dat emol zu Buch schloen.

Am Kontext vun der Ëmsetzung vun deem Reglement, stellen ech awer nach e puer Froen. Meng Kolleegin Martine Stein-Mergen huet an der Froestellung un d'Regierung vum 24. Abrëll 2007 schonns eng Kéier eng Rei vun Onklorheeten opgeworf, well d'Dispositioune vun deem Reglement bei de Geriichter ganz ënnerschiddlech interpretéiert ginn. Et ass notamment de Problem vun enger Distinctioun zwëschent Verspéidung an Annulatioun. Et ass net kloer definéiert, wat dat eent a wat dat anert ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Transportminister huet der Chamber deemools matgedeelt, datt eng Rei vu Memberlänner déiselwecht an och aner Froen un d'Bréisseler Kommissioun geriicht hunn.

Doropshin huet d'Kommissioun décidéiert, eng large Consultatioun ze maachen, fir d'Applicatioun vum Reglement genau ze kucken an, wa méiglech, Ännerunge virzehuelen. Dofir wollt ech beim Minister nofroen, ob dës Consultatioun schonns ofgeschloss ass an ob eppes am Reglement geännert gëtt oder net.

Ech wollt elo net weider op de Projet agoen; dat huet de Rapporteur Alex Bodry a sengem schréftleche Bericht gemaach, beim mëndleche war et méi schwiereg. Ech soen him awer Merci fir déi gutt Aarbecht, déi hie gemaach huet, am Numm vun der CSV-Fraktioun.

Ech beliichten awer nach kuerz eppes vum Verbraucherschutz. D'Strategië vum Europaparlament fir d'Joren 2007 bis 2013 leie jiddefalls zënter dem leschte Joer um Dësch. D'EU-Kommissarin Meglena Kuneva huet an engem Aktiounsprogramm eng 20 Moossname presentéiert, fir den Eenzelhandel um europäesche Bannemaart weider ze stäerken.

D'Zil vun dëser verbraucherpolitescher Strategie ass et, d'Vertrauen an de Bannemaart an d'Rechter vun de Konsumente weider ze stäerken. Zu de Prioritéite gehéieren zum Beispill d'Moderniséierung vum legislative Kader iwwert de Konsumenteschutz. Do soll ënner anerem iwwer eng Direktiv fir d'Aféierung vu Sammelkloen nogeduecht ginn.

De Minister kann eis vläicht kuerz erläuteren, wéi eng aner Initiativen am Beräich vum Konsumenteschutz an den nächste Joren op eis duerkomme wäerten. Ech ginn domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den Här Adam, wann ech gelift.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech fir d'éischt dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport Merci soen. De Rapporteur huet eis virdrun a sengem mëndleche Rapport déi grouss Linne vun dësem Gesetz duergeluecht an hat och ugefaangen, ausféierlech op déi eenzel Artikelen anzegoen.

Wann d'libre circulation ee communautairen Acquis ass, sou muss och d'Protektioun vum Consommateur op deeselwechten Niveau gestallt ginn. De Consommateur kritt also duerch d'Interventioun vum Stat bei Verstéiss géint eng ganz Rei vu kommerziellen Aktivitéiten zousätzleche Support. Och DÉI GRÉNG kënnen deem Gesetz deemno nëmmen zoustëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Merci. Ech soe sämtleche Fraktioune Merci fir déi Aarbecht, déi an der Kommissioun geleescht ginn ass, a selbstverständlech haaptsächlech dem Rapporteur.

Mir sinn hei an engem Domän, wou mer wahrscheinlech nach bei Iech zréckkommen. Mir sinn an Ausaarbechtung an ech ginn dovun aus, dass ech an eng, zwou Wochen an der Regierung de Code de la Consommation ka virstellen. Hei konnte mer net waarden, well dat hei gëtt Bestanddeel vum Code de la Consommation. Mir konnten net waarden, wéinst dem Drock, dee mer vu Bréissel hunn, fir dat do ëmzesetzen. Et ass d'Ëmsetzung vun der Autoritéit an et ass d'Ëmsetzung ebe just vun de Méiglechkeeten, déi mer hunn, fir eventuell elo op d'Fluggesellschaften anzewierken.

Et muss een och soen, dass déi Lëtzebuerger Fluggesellschafte bis elo keng Problemer gemaach hunn an deem doten Domän an dass et haaptsächlech anerer sinn, déi natierlech drop waarden, dass mir Pouvoiren hunn, an éischter net bougéieren.

Ech wëll och drop hiweisen, dass déi Diskussioun, déi elo opkomm ass iwwert d'OPJ's-Pouvoiren, déi heiranner virgesi sinn: Wann do e Problem sech sollt stellen, wat de Secret professionnel ubelaangt, ech mengen da solle mer déi Regelen esou maachen, dass et an all deene Sparten a wéi déi eenzel Gruppéierungen, déi dem Secret professionnel ënnerleien, fir se all d'selwecht gëtt.

A selbstverständlech, Här President, géife mir dann d'Gesetz och nach eng Kéier ëmänneren, wa sech dat géif weisen.

Fir de Rescht weisen ech drop hin, dass mer amgaange sinn op europäeschem Plang de ganzen Acquis communautaire um Niveau vun de Konsumenten nach eng Kéier ze iwwerkucken an dass dat net politesch onwichteg gëtt.

Dat gëtt net nëmmen einfach fir Lëtzebuerg eppes, wat ee locker kann hinhuelen. Well mir stelle fest, dass e klengt Land ëmmer méi oft ewell de Problem huet, dass jee nodeem wéi déi Regelen ausfalen, mir eise Konsumenten herno eng Aschränkung opbrummen, vis-à-vis vu Produkter a Servicer, un déi se net méi kënne kommen.

Ech muss soen, dass ech meng Bedenken hu vis-à-vis vun enger Rei Démarchen - déi wuel gutt gemengt sinn - an der Kommissioun, déi seet: Mir maachen eng extrem Protektioun um Niveau national fir de Consommateur. Mä déi mat sech bréngt, dass fir esou ee klenge Marché wéi Lëtzebuerg herno eng ganz Rei Gesellschaften iwwerhaapt net méi interesséiert sinn, fir sech ze amëséieren, extra Conditions générales fir Lëtzebuerg ze maachen, extra Formulairë fir Lëtzebuerg ze maachen. Dee Marché loosse se lénks leien an domat kënnt eise Konsument schlecht ewech.

Dat ass eppes wat mech beängschtegt, wou ech nach eng Kéier wäert erëmkommen. Vläicht och wann et zeideg gëtt, dass mer doriwwer schwätzen zu Bréissel. Mä ech maachen haut schonn d'Chamber drop opmierksam, dass ee wachsam soll sinn, soufern d'Chamber dorunner interesséiert ass.

Fir de Rescht soen ech nach eng Kéier Merci fir déi vill Aarbecht, déi an der Kommissioun geleescht ginn ass. Ech muss soen, dass de Rapporteur an all déi Leit, déi do waren, wierklech probéiert hunn, dee Projet hei weiderzedreiwen, an dat gëtt also Bestanddeel vum Code de la Consommation. Ech soen Iech Merci, wann Der géift dat hei stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5699 ass mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Norbert Haupert), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Alexandre Krieps), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.08 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 29 à 32

Communications page 352
Composition des commissions parlementaires page 352
Ordre du jour page 352
Heure de questions au Gouvernement
- Question N°243 du 11 mars 2008 de M. Marco Schank relative aux services de conseil en énergie et le rôle futur de l'Agence de l'Énergie en la matière, adressée à M. le Ministre de l'Environnement pages 352-353
- Question N°244 du 10 mars 2008 de M. Claude Meisch relative au renouvellement du CR110 entre Bascharage, Clemency et Grass, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 353
- Question N°245 du 10 mars 2008 de M. Fernand Diederich relative à la gestion et au fonctionnement des Centres intégrés pour personnes âgées, le contrôle de l'agrément et la qualification du personnel, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 353
- Question N°246 du 11 mars 2008 de M. Gast Gibéryen relative à l'octroi d'une aide financière aux personnes physiques pour la promotion des voitures à faibles émissions de CO2, adressée à M. le Ministre de l'Environnement pages 353-354
- Question N°247 du 11 mars 2008 de M. Gilles Roth relative à l'aménagement de parkings d'accueil P&R dans l'ouest du pays (axe Steinfort-Luxembourg), adressée à M. le Ministre des Transports page 354
- Question N°248 du 11 mars 2008 de M. Eugène Berger relative à la mise en œuvre des plans de gestion relatifs aux zones «habitat», adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 354
- Question N°249 du 11 mars 2008 de M. Romain Schneider relative à la présentation publique d'une initiative gouvernementale en matière de communautés urbaines, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 354
- Question N°250 du 11 mars 2008 de M. Charles Goerens relative aux relations entre l'Union européenne et les pays partenaires de la Méditerranée du Sud, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 354-355
Débat d'orientation sur le changement climatique pages 355-365
5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution pages 365-366
5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code pages 366-367
Communications page 368
Composition des commissions parlementaires page 368
Heure de questions au Gouvernement
- Question N°251 du 18 mars 2008 de M. Gilles Roth relative à la définition de sites potentiels pour déchets inertes - état du dossier, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 368
- Question N°252 du 17 mars 2008 de M. Fernand Etgen relative à l'énergie dite «verte» fournie aux CFL, adressée à M. le Ministre des Transports page 368
- Question N°253 du 17 mars 2008 de M. Ben Fayot relative aux événements au Tibet, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
et
- Question N°254 du 18 mars 2008 de M. Xavier Bettel relative aux démarches du Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration auprès des autorités chinoises pour leur faire part de son inquiétude face aux récents événements au Tibet, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 368-369
- Question N°255 du 17 mars 2008 de M. Claude Adam relative au réaménagement de la rue Grande-Duchesse Charlotte à Mersch, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 370
- Question N°256 du 17 mars 2008 de M. Roger Negri relative au réaménagement urbanistique par exhaussement au-dessus des voies de la Gare de Luxembourg à des fins d'habitation et commerciales dans le cadre d'un plan directeur dénommé «Central Park», adressée à M. le Ministre des Transports pages 370-371
- Question N°257 du 17 mars 2008 de M. Robert Mehlen relative à l'attitude du Luxembourg lors du Conseil Agriculture et Pêche à Bruxelles relative à l'augmentation des quotas laitiers, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural page 371
- Question N°258 du 17 mars 2008 de M. Fernand Diederich relative à l'organisation des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 371
- Question N°259 du 17 mars 2008 de M. Xavier Bettel relative à la libre circulation à l'extérieur des personnes internées au Centre hospitalier neuropsychiatrique d'Ettelbruck (CHNP), adressée à M.le Ministre de la Santé pages 371-372
- Question N°260 du 18 mars 2008 de M. Ben Fayot relative aux troubles ayant actuellement lieu au Kosovo, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 372
- Question N°261 du 17 mars 2008 de M. Camille Gira relative à la mise en place des commissions des loyers instituées pour les communes de moins de 6.000 habitants, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 372
- Question N°262 du 17 mars 2008 de M. Charles Goerens relative à l'élargissement de l'OTAN et plus particulièrement des candidatures d'ex-pays soviétiques, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 372-373
- Question N°263 du 17 mars 2008 de M. Robert Mehlen relative au bruit dans les discothèques, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 373
Ordre du jour page 368
Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar page 369
Motion de M. Laurent Mosar relative au Tibet pages 369-370
Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet des structures scolaires postprimaires dans la région Nordstad pages 373-376
5713 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant la sécurité dans les aéronefs des pays tiers empruntant les aéroports communautaires pages 376-377
5840 - Projet de loi portant
a) création de l'Administration des Enquêtes Techniques
b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et
c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer pages 377-378
5831 - Débat d'orientation sur la Grande Région pages 378-391
Dépôt d'une proposition de loi page 391
Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement page 391
Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et des Télécommunications page 391
Communication page 392
Ordre des travaux page 392
5762 - Projet de loi concernant le renouvellement du soutien au développement rural pages 392-403
5699 - Projet de loi déterminant les organes compétents et les sanctions nécessaires à l'application
1) du Règlement (CE) N°2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs et du Règlement (CE) N°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le Règlement (CEE) N°295/91
2) des mesures de transposition et d'application des directives et du règlement de l'annexe du règlement (CE) N°2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs et portant modification
1. de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments
2. de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection des consommateurs
3. de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commande
4. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques
5. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat
6. de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation
7. de la loi modifiée du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours
8. de la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers
9. de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique
10. de la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité
11. de la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance
12. de la loi du 19 décembre 2003 fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation
13. de la loi du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels portant transposition de la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation et modifiant la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur
14. de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence
15. de la loi du 18 décembre 2006 portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance, de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique et de l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier pages 403-406

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2076	M. Gast Gibéryen	Policier condamné pour actes de torture
2140	M. Félix Braz	Regroupement familial
2144	M. Robert Mehlen	Jugement du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg État/Fonctionnaire de la Bibliothèque nationale
2175	M. Camille Gira	Pollution due au mal fonctionnement des bassins de rétention à l'aire de Berchem
2180	M. Félix Braz	Initiatives législatives en matière de participation politique des non-Luxembourgeois
2195	M. Roger Negri	Accidents de travail graves survenus dans le domaine ferroviaire
2201	M. Marcel Oberweis	Conférence de haut niveau «Beyond GDP» et les conclusions à tirer pour le futur calcul du Produit Intérieur Brut
2207	M. Marcel Oberweis	Coopération universitaire dans la Grande Région
2213	M. Marc Angel	Campagne d'information et de sensibilisation à l'attention des étrangers en vue de leur inscription sur les listes électorales
2214	M. Gast Gibéryen	Prise en charge de frais d'avocat par l'État
2215	M. Claude Adam	Évalutation du concept pédagogique «offener Unterricht»
2221	M. Marcel Oberweis	Insecticide Cruiser
2225	M. Carlo Wagner	Construction d'un pont frontalier aux environs de Grevenmacher
2231	M. Carlo Wagner	Stade Josy Barthel
2235	M. Félix Braz	Bilan de l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous
2237	M. Gast Gibéryen	Nouveau Laboratoire National de Santé et normes Seveso
2239	M. Claude Adam	Site universitaire à Walferdange
2241	M. Xavier Bettel et M. Fernand Etgen	Transports en commun pour frontaliers belges
2245	M. Marcel Oberweis	Activités en vue de sensibiliser les étudiants pour «2008 Année internationale de la planète Terre»
2248	M. Marc Spautz	Bulletin officiel des décisions du conseil communal

Question 2076 (26.10.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **policier condamné pour actes de torture:**

Wéi an der Lëtzebuerger Dagespress ze liese war, ass den 18. Oktober e Polizeibeamte virun der Strofkummer veruerteelt ginn.

An dësem Uerteel ass festgehale ginn, datt de Beamte sech mat senger Dod am Sënn vun der Genfer Konventioun der Folter schëlleg gemaach huet. Well dat jo awer besonesch fir e Polizeibeamten e schwéiert Vergehen ass, muss ee sech d'Fro stellen ob esou e Beamten déi noutwendeg moralesch Viraussetzungen huet fir weiderhin am Polizeidéngscht täteg ze sinn.

Kann den Här Minister vun der öffentlecher Funktioun mer duerfir dës Froe beäntweten:

1. Sinn intern disziplinaresch Moossnamen an esou engem Fall virgesinn?

2. Wa jo, wat fir eng?

3. Bleift esou e Beamte weiderhin am Polizeidéngscht?

4. Wa jo, bleift e weiderhin am Aussendéngscht?

Réponse (27.2.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Par jugement du 18 octobre 2007 un policier a effectivement été condamné pour coups et blessures volontaires pour des faits qui se sont déroulés en juin 2005. Le tribunal a acquitté le policier de la prévention d'avoir commis des actes de torture au sens de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Le policier en question a interjeté appel contre ce jugement qui n'est dès lors pas encore définitif.

La procédure disciplinaire suivra la procédure pénale.

Par décision du chef hiérarchique du policier, compétent en la matière, le policier n'est plus affecté au service extérieur et n'a donc plus de contact avec les citoyens en attendant le jugement définitif.

Question 2140 (30.11.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **regroupement familial:**

Pour le moment, il n'y a pas encore de législation précise en matière de regroupement familial au Luxembourg. La Direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères accorde le droit au regroupement familial selon des critères très peu transparents.

Dans le but de pouvoir apprécier l'envergure du regroupement familial au Luxembourg, j'aimerais savoir:

- Quel était le nombre de demandes de regroupement familial pour les années 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006?

- Combien d'autorisations ont été accordées? Combien pour des autorisations de regroupement familial concernant les conjoints, respectivement des enfants et pour des ascendants?

Le Gouvernement a conduit, lors des mois récents, des actions privilégiées en matière de regroupement familial envers les capverdiens, communauté nombreuse au Luxembourg.

- Combien de demandes de regroupement familial ont été sollicités ainsi que d'autorisations accordées en faveur de ressortissants capverdiens (conjoints, enfants et ascendants) pour les années 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006?

Réponse (10.3.2008) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Je regrette de ne pas pouvoir fournir des données suffisamment fiables sur le nombre de regroupements familiaux effectués pendant la période indiquée. En effet, la Direction de l'Immigration de mon Ministère ne dispose actuellement pas d'un système informatique adapté à l'élaboration de données statistiques de ce type. Il n'a donc pas été possible de rassembler les données souhaitées. Dans le cadre de l'élaboration du projet de la «loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration», le Centre informatique de l'État a été invité à assister la Direction de l'Immigration moyennant la mise en place d'un nouveau programme informatique permettant dorénavant l'élaboration de données statistiques telles que sollicitées dans la question parlementaire. Un tel outil statistique est indispensable à la mise en œuvre d'une politique d'immigration telle que prévue par le projet de loi.

Concernant la politique de regroupement familial, il faut noter que si la législation actuellement en vigueur et ses règlements d'exécution ne connaissent point de disposition spécifique en cette matière, il est toutefois inexact de dire que la Direction de l'Immigration de mon Ministère accorde le droit au regroupement familial selon des critères très peu transparents. La Direction de l'Immigration sur l'instruction du Ministre, applique les critères prévus par les dispositions de la directive 2003/86 du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial. Les conditions à respecter et les procédures à suivre peuvent être consultées en toute transparence sur le site du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration (cf. http://www.mae.lu/mae.taf?IdNav=1300).

Le Gouvernement attache en effet une priorité en matière de regroupement familial envers les ressortissants du Cap-Vert. D'ailleurs, il entend intensifier les efforts dans ce domaine, notamment à travers la participation active du Luxembourg au partenariat pilote pour la mobilité UE - Cap-Vert. Afin de faciliter les conditions d'intégration des descendants directs de citoyens capverdiens immigrés et séjournant régulièrement au Luxembourg, il s'agit d'encourager le regroupement familial des enfants dès le plus jeune âge. Une coopération plus étroite avec les autorités capverdiennes a été également engagée dans ce but.

Question 2144 (3.12.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **jugement du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg État/Fonctionnaire de la Bibliothèque nationale:**

Viru kuerzem ass de Lëtzebuerger Stat vum Bezierksgeriicht Lëtzebuerg derzou veruerteelt ginn, engem Fonctionnaire, Conservateur an der Nationalbibliotéik, deen ënner Violatioun vun de gesetzlech a reglementaresche Bestëmmunge bal fënnef Joer laang senger Funktioun enthuewe war, eng Entschiedegung vun 20.000 Euro ze bezuelen. Ofgesi vun dem Skandal, deen doranner besteet, datt de Stat iwwert dës Zäit eng Pai bezuelt huet fir e Fonctionnaire, deen dru gehënnert ginn ass, fir senger Aarbecht nozegoen, muss de Steierzueler elo nach eng Kéier dofir an d'Täsch gräifen. Virun dësem Hannergrond géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Wien ass ursächlech fir dës Dysfonctionnementer responsabel, politesch wéi administrativ?

2. Hutt Dir, als Vertrieder vum Stat, eng Regressméiglechkeet géint déijéinech, déi fir dës Vergeudung vu Steiergelder responsabel sinn, a wa jo, hutt Dir wëlles, vun dësem Recht Gebrauch ze maachen?

3. Wa keng Regressméiglechkeet besteet, misst se dann net geschafe ginn, fir sou Affären entgéintzewierken?

4. Wat misst doriwer eraus ënnerholl ginn, fir datt sou skandaléis Dysfonctionnementer sech an Zukunft net méi widderhuelen?

Réponse (10.3.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Fir d'éischt géif ech wëllen den Dossier an de Kontext setzen, dee virun zéng Joer an der Nationalbibliothéik bestanen huet. Et war eng Situatioun, wou d'Regierung huet missen eng schwéier Kris an der Nationalbibliothéik geréieren. Vermeintlech berufflech Insuffisancen, e vermeintleche Verloscht vun Autoritéit vun der Direktioun, vermeintlech Verstéiss géint gesetzlech a reglementaresch Bestëmmungen, Onzefriddenheet beim Personal an eng Atmosphär vun Zerstriddenheet hunn d'Bild deemools geprägt. No der Opfaassung vun den deemools Verantwortleche waren disziplinaresch Moossnamen onbedéngt néideg, fir eenzel Leit ze interpelléieren.

Am Dossier vum Conservateur, deen den honorabelen Deputeierten uschwätzt a géint deen esou eng Moossnam ergraff gi war, huet den Disziplinarrot vum öffentlechen Déngscht am Februar 2000 zréckbehalen, datt dës Moossnam reng vum prozedurale Standpunkt hier net an der Rei war. Iwwert de Fong vum Dossier gouf net statuéiert.

Déi politesch Responsabel vun deemools hunn du festgehalen, datt d'Suspensioun vum Conservateur sollt oprechterhale bleiwen, dëst fir der Nationalbibliothéik eng Chance ze ginn, fir hir Kris ze iwwerwannen.

Haut, bal zéng Joer duerno a véier Joer no der Reintegratioun vum viséierte Conservateur an d'Nationalbibliothéik, kann ee behaapten, datt eis Nationalbibliothéik an dar Atmosphär ka schaffen, déi hirer würdeg ass. Dësen Zoustand gouf schonns méi laang erëm retabléiert an dat ass de Verdéngscht vun der heiteger Directrice a vun hirem Personal.

D'Zivilgeriicht huet festgehalen, datt d'Suspensioun e moralesche Schued fir de Conservateur mat sech bruet huet an datt dëse Schued misst entschiedegt ginn. D'Geriicht huet och festgehalen, datt d'Elementer vum Dossier net géifen d'Schlussfolgerung zouloossen, datt express a wëssentlech Gesetzer ëmgaange gi wieren. D'Regierung huet sech dësem Uerteel ënnerworf.

Question 2175 (13.12.2007) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **pollution due au mal fonctionnement des bassins de rétention à l'aire de Berchem:**

Début décembre 2007, suite à un mal fonctionnement des bassins de rétention pour hydrocarbures sur l'aire de Berchem, de grandes quantités de mazout se sont déversées dans les prés du lieu-dit «Unter dem Bongert» à Berchem. Dimanche, le 9 décembre 2007, après plusieurs jours d'exposition de cette pollution, celle-ci a été constatée par des riverains qui ont averti les sapeurs-pompiers de Bettembourg et de Roeser ainsi que la police de Dudelange qui a dressé procès-verbal.

Vu que cet incident n'est pas le premier du genre en relation avec ces bassins de rétention et vu que la contamination par les hydrocarbures a une lourde incidence sur la faune et la flore, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, les questions suivantes à Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement et à Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

- Quelles sont les raisons du mal fonctionnement répété des bassins de rétention? Existe-t-il un système d'alerte lié avec remplissage des bassins de rétention? Si oui, en cas d'un déclenchement de l'alerte, qui endosse la responsabilité pour prévenir les services de maintenance?

- Qui doit supporter les frais de réparation de cette pollution (nettoyage des bassins de rétention, nettoyage des terres aux alentours)?

Les cours d'eaux pollués traversent des surfaces prévues pour un grand projet de lotissement et les sols sont contaminés par des hydrocarbures. Si ce projet était réalisé, les eaux polluées par les hydrocarbures en provenance des bassins de rétention seront canalisées jusqu'à la station d'épuration de Bettembourg.

- Quelles mesures sont prévues pour parer à des inconvénients pour les futurs propriétaires des terrains de ce lotissement? Qui supportera les frais en relation avec l'assainissement des terres contaminées par les hydrocarbures?

- La station d'épuration de Bettembourg sera-t-elle aménagée pour assainir les eaux contaminées par des hydrocarbures? Qui supportera les frais supplémentaires pour cette technologie?

Réponse commune (10.3.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le 9 décembre 2007, la permanence des Ponts et Chaussées à Bertrange a été alertée, par les pompiers de Roeser qu'il y aurait un problème de pollution sur l'aire de Berchem. Un technicien des Ponts et Chaussées s'est déplacé sur le site où il a retrouvé les responsables de la commune de Roeser, les pompiers de Roeser, les responsables de Shell avec le bureau Enviro-Services.

Sur place on a pu constater que le bassin de rétention et les déshuileurs fonctionnaient correctement et qu'il n'y avait pas eu d'alerte chez Shell, qui surveille l'installation (convention entre l'État et le concessionnaire). Les automates de l'installation n'avaient pas enregistré de défauts ni d'alertes.

De minimes substances de couleur noire, de nature et de provenance inconnue, ont été détectées à la surface du ruisseau. Shell a chargé

le bureau Enviro-Services de prendre des échantillons de l'eau pour faire des analyses. Les résultats des analyses de ces échantillons sont conformes aux normes et ne présentent pas de traces de polluants hydrocarbonés. Ils ont cependant montré que la substance noire n'était pas du mazoute mais de la poussière.

La police de l'environnement a fait une inspection du site le lundi 10 décembre 2007 et mardi 11 décembre 2007 mais n'a pas pu constater d'anomalies.

Comme il n'y a pas eu de pollution la question sur les frais de réparation ne se pose pas. Pour votre gouverne je vous signale cependant que la société Shell fait un entretien régulier du bassin de rétention et des déshuileurs.

En ce concerne les cours d'eau réceptrices des eaux de surface de l'aire de Berchem, il y a lieu de mentionner qu'il n'est pas prévu de raccorder ces eaux à la station d'épuration de Bettembourg. En effet ces eaux de surface sont traitées dans les séparateurs d'hydrocarbures récemment renouvelés et qui respectent les normes applicables pour un rejet direct dans un cours d'eau. Pour remédier à l'entraînement des matières en suspension présentant une couleur noirâtre il est prévu de remettre en service un bassin de rétention situé en aval des séparateurs d'hydrocarbures qui permet de sédimenter ce mélange de substances composé notamment de poussières, graviers et de caoutchouc de pneus et de prévenir ainsi tout souillement des berges du cours d'eau récepteur.

Question 2180 (20.12.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **initiatives législatives en matière de participation politique des non-Luxembourgeois:**

À plusieurs reprises, le Gouvernement a annoncé publiquement qu'il allait lancer des initiatives législatives en matière de participation politique des non-Luxembourgeois avant la fin de cette année 2007.

J'aimerais donc avoir des explications concernant les points suivants:

1. Liste électorale pour les élections européennes

1.1. Qu'est ce que le Gouvernement entend faire concernant les délais d'inscription des citoyens de l'Union européenne voulant participer aux élections européennes de 2009?

1.2. Dans quels délais un projet de loi pourra être déposé sachant que d'après la législation en vigueur les inscriptions devront se faire le 31 mars 2008 au plus tard?

1.3. Quand la campagne d'information pour l'inscription sur les listes électorales des européennes des communautaires non luxembourgeois débutera-t-elle?

2. Le droit de vote communal

2.1. En l'absence d'une proposition de modification avant la fin 2007, j'aimerais savoir quel est le calendrier que le Gouvernement s'est fixé pour agir et faciliter l'accès au droit de vote communal.

2.2. Comme le traité de Maastricht prévoit de donner le même droit de vote communal aux résidents non nationaux, je voudrais savoir si le Gouvernement a étudié la situation belge, situation dans laquelle l'intéressé peut encore s'inscrire sur la liste des électeurs à quelques mois des élections?

3. Les commissions consultatives communales pour étrangers

3.1. Le Gouvernement a annoncé une réforme de ces organes consultatifs: quel en est le calendrier?

3.2. Est-il envisagé que la composition de ces commissions suive par analogie ce qui est prévu au niveau national pour le CNE?

Réponse commune (25.2.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le questionnaire de Monsieur le Député Félix Braz porte sur différents aspects de la participation des résidents non luxembourgeois à la vie politique dans notre pays.

1. Liste électorale pour les élections européennes

Les services compétents du département de l'Intérieur sont en train de finaliser l'élaboration d'une procédure qui permettra l'inscription des citoyens de l'Union européenne sur les listes électorales pour les élections européennes jusqu'à trois mois avant le jour du scrutin.

Le projet de loi, qui ne se limite pas à cet aspect de la loi électorale, mais qui modifie d'autres dispositions de cette même loi dont l'expérience a montré qu'elles sont peu adéquates, sera déposé à la Chambre des Députés au courant du mois de mars 2008. L'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, au cas où elles trouveront l'accord de la Chambre des Députés, se fera certes après le 31 mars 2008. Cela impliquera que, dès cette entrée en vigueur sera ouvert un nouveau délai pendant lequel les ressortissants des pays membres de l'Union européenne pourront se faire inscrire sur les listes électorales en vue de participer aux élections européennes qui auront lieu en 2009. L'inscription pour une participation à ces élections pourra alors se faire jusqu'à trois mois avant la date de ces élections.

En ce qui concerne la campagne d'information du Gouvernement, pour laquelle un crédit se trouve inscrit au budget 2008 du Ministère de la Famille et de l'Intégration, elle sera faite vers la fin de l'année en cours, en partant de l'hypothèse que le vote de la loi par la Chambre des Députés aura lieu en automne.

2. Le droit de vote communal

La procédure d'inscription annoncée au point 1 ci-dessus sera également applicable aux étrangers qui veulent se faire inscrire sur les listes électorales pour les élections communales.

Par ailleurs, la procédure de révision annuelle des listes électorales sera parallèlement abolie. Les listes électorales seront à l'avenir arrêtées environ trois mois avant le jour où ont lieu des élections, qu'il s'agisse d'élections législatives, européennes ou communales. Une procédure de réclamation et de recours contre les inscriptions et les omissions d'inscriptions sur les listes électorales, qui se déroulera au cours des trois mois précédant chaque élection, sera introduite.

Les services compétents du département de l'Intérieur ont étudié la législation belge applicable à l'inscription des étrangers sur les listes électorales. Ils ont cependant opté pour une procédure plus réaliste dans les délais et mieux adaptée aux spécificités de notre système juridique et électoral.

3. Les commissions consultatives communales pour étrangers

Le règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers sera modifié dès que la loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg aura sorti ses effets. L'article 39 du projet de loi 5825, déposé le 31 décembre 2007 à la Chambre des Députés par Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, prévoit qu'à l'avenir chaque conseil communal constituera une «commission consultative d'intégration chargée globalement du vivre ensemble de tous les résidents de la commune et plus particulièrement des intérêts des résidents de nationalité étrangère». Des résidents luxembourgeois et étrangers en feront partie et un règlement grand-ducal fixera l'organisation et le fonctionnement de ces commissions.

Question 2195 (27.12.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **accidents de travail graves survenus dans le domaine ferroviaire:**

Deux accidents de travail très graves se sont produits ces derniers jours dans le domaine ferroviaire. À Belval, un ouvrier d'usine a été coincé entre une locomotive et un wagon vendredi, le 21 décembre. Un autre ouvrier a été tué par une poutrelle d'acier lors du chargement d'un wagon dans la nuit du 23 au 24 décembre. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Quelles sont, d'après les premiers constats de l'Inspection du Travail et des Mines, les causes de ces deux accidents tragiques?

2. Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et Monsieur le Ministre des Transports sont-ils d'avis qu'une culture de la sécurité qui inclut la formation, l'initiation, la formation continue et le contrôle est assez ancrée dans le domaine ferroviaire?

3. Comment pourrait-on prévenir de tels accidents à l'avenir?

Réponse commune (27.2.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Ad 1:

Les causes des deux accidents tragiques survenus fin 2007 sur deux sites d'ArcelorMittal Luxembourg sont multiples, dont la non-observation de règles de sécurité.

L'accident survenu la nuit du 23 au 24 décembre 2007 n'est pas survenu dans le domaine ferroviaire et ne comporte pas d'implication, ni des CFL, ni de CFL Cargo.

Ad 2:

En ligne avec la culture de sécurité de ses actionnaires CFL et ArcelorMittal, CFL Cargo a promulgué sa propre charte de sécurité où la direction s'engage à donner la plus haute priorité à la sécurité et à la santé de ses collaborateurs.

En plus, la mise en place du système de gestion de la sécurité (SMS) propre à CFL Cargo est en cours avec l'assistance du TÜV Rheinland. Il est prévu de recevoir la certification du système au cours du deuxième trimestre 2008.

En attendant les procédures propres pour CFL Cargo, les procédures et règlements en vigueur auprès des CFL et ArcelorMittal sont appliqués.

Les formations et les instructions des agents CFL Cargo opérant sur le réseau primaire sont celles prescrites par les CFL.

Sur le réseau tertiaire les procédures sont les suivantes:

Les conducteurs accrocheurs du réseau tertiaire, fonction exercée par la victime de l'accident du 21 décembre 2007, suivent une formation durant plusieurs mois, puis sont soumis à un examen pour la délivrance d'un permis de conduire.

Chaque année, quatre conférences sécurité, d'une durée unitaire de quatre heures, sont organisées par le formateur CFL Cargo pour l'ensemble des conducteurs accrocheurs avec les sujets suivants: information sur les derniers incidents et accidents (causes, mesures prises), rappel des consignes de sécurité, des procédures, du port des équipements de protection individuelle, etc.

De plus, au début de chaque tournée, le chef d'équipe fait une minute sécurité aux conducteurs accrocheurs présents. Suivant l'actualité du service, par exemple par temps humide ou suite à un incident ou accident, il traite un sujet pris dans une liste qui est remise à jour. Ces sujets ont été définis suivant les problèmes déjà rencontrés.

Les rapports d'incident ou d'accident sont aussi transmis aux conducteurs accrocheurs avec le récit, les causes et les mesures prises pour l'éviter à l'avenir. Une traçabilité assure qu'ils ont tous reçu l'information.

Ad 3:

Immédiatement après les accidents, les informations ont été transmises aux salariés concernés. Un rappel à la vigilance a été adressé à tout le personnel concerné, en rappelant qu'il s'agissait de garantir sa sécurité et celle des autres salariés.

Des flashs sécurité ont été diffusés au personnel concerné.

Durant les conférences sécurité du début d'année, les accidents ont été expliqués au personnel concerné avec les détails du déroulement, les bonnes pratiques qui auraient dû être appliquées, le rappel des consignes de sécurité, l'importance de signaler les incidents, accidents et toute constatation de non-conformité.

La formation actuelle pour les conducteurs accrocheurs du réseau ferroviaire tertiaire sera complétée désormais par une formation théorique de «dirigeant de manœuvre» permettant d'approfondir encore d'avantage le sujet sécurité.

Question 2201 (4.1.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **conférence de haut niveau «Beyond GDP» et les conclusions à tirer pour le futur calcul du Produit Intérieur Brut:**

Le Produit Intérieur Brut (PIB) est l'indicateur le plus souvent retenu pour évaluer la production de biens et services d'un pays pendant une année. Il illustre l'importance de l'activité économique d'un pays ou encore la grandeur de sa richesse générée. La notion de croissance économique repose encore toujours sur l'idée que la satisfaction des besoins humains est d'autant plus grande que le produit national augmente.

Hélas, cette approche ne correspond plus à notre époque, le Produit Intérieur Brut mesure certes le revenu national mais ne tient pas compte d'éléments tels la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité, portant ainsi atteinte au développement durable souhaité. En aval, la qualité des ressources naturelles l'air, le sol et l'eau, se détériore et entraîne des effets graves sur la santé humaine.

La conférence de haut niveau «Beyond GDP», organisée par la Commission européenne, a eu lieu à Bruxelles du 19 au 20 novembre 2007. Le but de cette conférence consistait à explorer un ensemble élargi d'indices en vue de mieux mesurer les liens entre l'économie, l'environnement et le progrès sociétal, ceci dans le souci de revoir la valeur économique du Produit Intérieur Brut tout en tenant compte de l'internalisation des coûts externes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Est-ce que notre pays a participé à la conférence de haut niveau «Beyond GDP»?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les premières conclusions à tirer pour le futur calcul du Produit Intérieur Brut?

3. Ne devrait-on pas associer le Conseil supérieur pour le développement durable à ce dossier à teneur économique?

Réponse (4.3.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. Le Luxembourg est représenté et participe activement aux nombreuses manifestations autour de la mesure de la richesse et du bien-être grâce à l'Observatoire de la Compétitivité et du Statec (Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur). La conférence «Beyond GDP» de la Commission européenne s'inscrit dans un ensemble d'initiatives prises ces dernières années principalement par la direction générale des statistiques de l'OCDE. Le Luxembourg était représenté au: «Statistics, knowledge and policy» à Palerme, «Measuring Well-being and societal progress» en juin 2006 à l'Université Cattolica à Milan, le colloque sur le bien-être à l'Université Tor Vergata à Rome (avril 2007) et enfin le deuxième Forum mondial de l'OCDE en juin 2007[1] à Istanbul.

Le Forum d'Istanbul a été clôturé par la «déclaration d'Istanbul», suite à laquelle l'OCDE va mettre en œuvre avec d'autres organismes internationaux une nouvelle approche permettant de mesurer la manière dont les sociétés évoluent, au moyen de nouveaux indicateurs fiables et pertinents. Il sera ainsi possible d'évaluer le progrès des sociétés dans un large éventail de domaines influant sur la qualité de vie des citoyens. Le Statec a signé la déclaration d'Istanbul et s'est engagé à contribuer à la mise en place d'indicateurs alternatifs. Il s'agit en effet d'améliorer la disponibilité d'indicateurs économiques, sociaux et environnementaux et leur dissémination aux citoyens pour contribuer à la promotion de la bonne gouvernance et à l'amélioration de processus démocratiques et pour renforcer la responsabilité de politique publique[2] avec comme objectif de mesurer le progrès vers les «Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)[3]».

Finalement, en novembre 2007 l'Observatoire de la Compétitivité a également participé à la conférence internationale à Bruxelles «Beyond GDP[4]» évoquée dans la question parlementaire. Cette conférence a été organisée par la Commission européenne, le Parlement Européen, le «Club de Rome», le WWF, et l'OCDE. Cette conférence a initié au débat relatif à la détermination du progrès et du bien-être par des moyens alternatifs au PIB. Cette conférence se situe au début d'un processus qui amènera la Commission européenne à publier en 2008 une communication qui soulignera la nécessité de mesurer davantage que le PIB pour évaluer le bien-être.

[1] Pour plus de détails: http://www.odc.public.lu/actualites/2007/06/forum_oecd/index.html

[2] Pour plus de détails: http://www.oecd.org/dataoecd/14/46/38883774.pdf

[3] Pour plus de détails: http://www.un.org/french/millenniumgoals/

[4] L'ensemble des papiers de références et des présentations sont disponibles sur le site http://www.beyond-gdp.eu/index.html

Prenant très à cœur la mesure du bien-être, objectif ultime de toute recherche de compétitivité, l'Observatoire de la Compétitivité a organisé en juillet 2006, en collaboration avec la Chambre des Employés Privés (CEP-L), un colloque intitulé «Vers de nouveaux indicateurs de richesse[5]». Lors de ce colloque, des experts internationaux et nationaux ont fait un état des lieux en matière de mesures alternatives du bien-être et de leur possible application au cas luxembourgeois[6].

2. Le Produit Intérieur Brut (PIB) est victime d'une fétichisation à outrance et d'un usage abusif par les médias. On ne répétera sans doute jamais assez que la comptabilité nationale s'est donnée des objectifs plus modestes d'enregistrement de l'activité économique et du circuit des biens et services. Le PIB n'est qu'un agrégat dans le système de comptes intégrés parmi une série de grandeurs économiques pertinentes comme les exportations, les soldes publics, l'investissement, la consommation etc.

L'établissement des comptes nationaux et donc le calcul du PIB sont strictement codifiés dans le cadre de la réglementation communautaire (SEC) et les conventions internationales (SNA). Ils ne peuvent donc pas être modifiés au gré des modes intellectuelles ou de conceptions politiques. Ces conventions internationales et la réglementation communautaire se développent et perfectionnent progressivement le système des comptes au cour du temps, de manière harmonisée. Le système des comptes offre de nombreuses possibilités comme, par exemple, la création de comptes multidimensionnels satellites. À titre d'illustration, à la demande du Ministère des Classes moyennes, le Statec a commencé une étude de faisabilité sur les comptes satellites du tourisme. Le Statec suit ces travaux au niveau d'Eurostat et de l'ONU et procède régulièrement à des révisions en profondeur des systèmes des comptes.

Il n'est donc pas question de remplacer le système des comptes nationaux, dont le PIB, mais plutôt de chercher des indicateurs «alternatifs» ou complémentaires non monétaires.

L'Observatoire de la Compétitivité prend soin de suivre les indicateurs structurels de type Lisbonne ou développement durable.

3. La recherche d'indicateurs complémentaires pour appréhender la situation économique, sociale et environnementale du Luxembourg est réalisée chaque année par l'Observatoire qui calcule chaque année un «Tableau de Bord Compétitivité» de l'économie luxembourgeoise sous forme d'indicateurs synthétiques. Le Tableau de Bord Compétitivité, agréé par les partenaires sociaux, comprend 86 indicateurs répartis en dix catégories: performances macroéconomiques (y inclus le taux de croissance du PIB ainsi que le RNB[7] par habitant en PPA); emploi; productivité & coût du travail; fonctionnement des marchés; cadre institutionnel et réglementaire; entrepreneuriat; éducation & formation; économie de la connaissance;cohésion sociale; environnement. Ces indicateurs sont compatibles avec ceux mis au point dans le cadre du Plan pour le développement durable et utilisent aussi les agrégats de la comptabilité nationale.

L'Observatoire de la Compétitivité du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, qui a été mis en place par le Gouvernement en 2003, est un outil de détermination de la position compétitive du pays avec comme missions principales de collecter, analyser et de comparer les informations existantes, au niveau national, régional et international afin d'aider le Gouvernement et les partenaires sociaux à définir les orientations et le contenu de politiques favorables ou/et compatibles avec une compétitivité à long terme, source de croissance et de bien-être. Il collabore étroitement avec le Statec sur toutes les questions statistiques et méthodologiques. L'Observatoire de la Compétitivité et le Statec ont déjà signalé au Conseil du développement durable qu'ils sont à sa disposition pour toute initiative dans ce domaine.

Question 2207 (8.1.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **coopération universitaire dans la Grande Région:**

Lors du 9e sommet des exécutifs de la Grande Région à Trèves le 1er juin 2006, la compétitivité de la Grande Région au sein de l'Union européenne dans le cadre de la stratégie de Lisbonne se trouvait au centre des discussions. Il a été retenu d'encourager surtout les activités de recherche et de développement, et leur mise en réseau ainsi que la qualification des ressources humaines.

Les conclusions de l'étude du Comité économique et social de la Grande Région sur le transfert ciblé de connaissances ont été également présentées. En aval de ce sommet, il a été décidé de se mettre d'accord sur une mise en réseau renforcée des établissements d'enseignement supérieur, des instituts de recherche et des instituts scientifiques de la Grande Région afin de rendre la formation et la recherche plus compétitives. Ainsi la croissance économique et le développement d'emplois seraient favorisés.

La «Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften» a été - désignée coordinatrice de cette coopération universitaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quel est l'état actuel de la coopération des établissements d'enseignement supérieur, des instituts de recherche et des instituts scientifiques de la Grande Région ceci dans le cadre de la charte de coopération universitaire de la Grande Région?

- Quels sont les domaines dans lesquels une coopération s'est établie?

Réponse commune (10.3.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

L'Université du Luxembourg a signé un certain nombre d'accords de coopération bilatéraux avec des universités de la Grande Région, et ce pour favoriser la mobilité des étudiants. Par ailleurs, comme le montre la publication réalisée par la «Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften» ou encore les études faites dans le cadre du Conseil régional de Lorraine des projets de recherche sont menés de façon bilatérale ou parfois multilatérale dans un certain nombre de domaines scientifiques.

Ces coopérations sont, pour la plupart d'entre elles, basées sur l'initiative des chercheurs et des professeurs. En effet, force est de constater qu'une stratégie de coopération en matière d'enseignement supérieur et de recherche fait défaut, les activités de la dernière décennie s'étant limitées à dresser un inventaire des coopérations bilatérales ou trilatérales.

La charte de coopération universitaire de la Grande Région n'a pas répondu aux attentes de ces initiateurs; ainsi, il faut constater des réticences de la part des universités de s'engager dans une vision commune de ce que pourrait être l'enseignement supérieur de la Grande Région.

Question 2213 (10.1.2008) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **campagne d'information et de sensibilisation à l'attention des étrangers en vue de leur inscription sur les listes électorales:**

La ligne budgétaire 12.191 (Commissariat du Gouvernement aux Étrangers) du budget 2008 prévoit 100.000 € pour l'organisation d'une campagne d'information et de sensibilisation à l'attention des étrangers en vue de leur inscription sur les listes électorales.

Comme les résidents européens souhaitant participer aux élections européennes de juin 2009 au Luxembourg doivent s'inscrire sur les listes électorales avant le 31 mars 2008, il paraît judicieux de lancer cette campagne dans l'immédiat, sachant que les intéressés doivent s'acquitter d'une série de formalités nécessitant quelque peu de temps.

- Madame la Ministre compte-t-elle lancer cette campagne d'information sous peu et en quoi consistera-t-elle?

Réponse (4.3.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Je me permets de vous renvoyer en premier lieu à la réponse commune de Monsieur le Premier Ministre, de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à la question parlementaire N°2180 de Monsieur le Député Félix Braz du 20 décembre 2007 relative aux - initiatives législatives en matière de participation politique des non luxembourgeois *(cf. ci-dessus)*.

Le nouveau projet de loi qui sera déposé sous peu permettant l'inscription des citoyens de l'Union européenne sur les listes électorales pour les élections européennes jusqu'à trois mois avant le jour du scrutin, la campagne d'information et de sensibilisation sera lancée après le vote du projet de loi.

Cette campagne sera menée en étroite concertation et collaboration avant tout des associations d'étrangers et des associations œuvrant en faveur des étrangers, mais aussi des Ministères, services et autres institutions concernés.

Question 2214 (10.1.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **prise en charge de frais d'avocat par l'État:**

An der Sendung «Den Nol op de Kapp» vum 7. Januar 2008 op RTL gouf iwwert de Fall vun engem Polizist bericht, dee seng Virgesetzten an engem Rechtsstreit am Zesummenhang mat der Unerkennung vun engem Aarbechtsaccident, verkloe wëllt. Fir seng Rechter duerchsetzen ze kënnen, huet de betraffene Beamten ënner anerem eng Demande un de Justizminister geriicht, fir en Affekot gestallt ze kréien an gläichzäiteg och d'Iwwernahm vun de Käschten, déi doraus entstinn duerch de Stat accordéiert ze kréien.

An dësem Kontext géif ech dem Här Minister gäre folgend Froe stellen:

- Wéi ass déi allgemeng Prozedur fir an de Genoss vun esou enger Käschteniwwernahm ze kommen?

- A wéi enge Fäll huet den Beamten Urecht op eng «assistance juridique» an a wéi enge Fäll net?

- Erfëllt de virgenannte Fall d'Konditiounen, fir datt d'Käschten, déi aus dësem Rechtsstreit resultéieren, duerch de Stat iwwerholl ginn?

Réponse (14.3.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1) Conformément à l'article 32 paragraphe 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, «L'État protège le fonctionnaire ou l'ancien fonctionnaire contre tout outrage ou attentat, toute menace, injure ou diffamation dont lui-même ou les membres de sa famille vivant à son foyer seraient l'objet en raison de sa qualité ou de ses fonctions ainsi que contre tout acte de harcèlement sexuel et tout acte de harcèlement moral à l'occasion des relations de travail. Dans la mesure où il l'estime nécessaire, l'État assiste l'intéressé dans les actions que celui-ci peut être amené à intenter contre les auteurs de tels actes.»

L'applicabilité de la disposition précitée est donc liée à plusieurs conditions cumulatives, à savoir l'existence d'une attaque ainsi que le fait que l'acte doit obligatoirement présenter un lien avec les fonctions de l'intéressé. Il s'ensuit qu'il doit viser le fonctionnaire à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et non pas dans sa vie privée.

2) Concernant les règles d'ordre procédural à respecter afin d'obtenir un remboursement des frais d'avocat exposés par les fonctionnaires de l'État dans le cadre de litiges, il convient de remarquer que la décision d'appliquer l'article 32 paragraphe 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État est prise par le Ministre du ressort sur avis préalable du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Le fonctionnaire concerné devra adresser une demande écrite et motivée par voie hiérarchique à son Ministre du ressort.

Finalement, aucune protection ne sera accordée si la demande n'a pas été présentée ab initio c'est-à-dire au préalable avant toute autre démarche (notamment avant la consultation d'un avocat ou l'engagement d'une action en justice). Il s'ensuit que sauf le cas d'extrême urgence, l'article 32 paragraphe 4 ne sera appliqué que si le fonctionnaire invoque préalablement à toute démarche la protection de l'État, le terme protection engendrant le caractère préalable de la demande.

3) Au vu des considérations qui précèdent, le cas d'espèce dont il est fait état ne rentre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 32 paragraphe 4 précité.

4) Pour être complet, il y a lieu de noter que l'article 32 paragraphe 4 ne s'entend pas comme visant exclusivement la protection sous forme de remboursement des frais d'avocat, mais également toute autre mesure de protection qui consisterait à faire cesser les attaques en question.

Question 2215 (10.1.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**évaluation du concept pédagogique «offener Unterricht»:**

Le tableau en annexe à la réponse à la question parlementaire N°2134 de l'honorable Madame Brasseur mentionne qu'un psychologue a occupé un poste à mi-temps afin d'assurer la mise en œuvre du projet de recherche «Évaluation de l'efficacité des classes fonctionnant d'après le concept pédagogique 'offener Unterricht' au Grand-Duché de Luxembourg» *(cf. compte rendu N°8/2007-2008)*.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quelle était la définition du concept pédagogique «offener Unterricht» soumis à l'intérêt de recherche?

- Quels ont été les résultats de ce travail s'étalant sur deux ans?

- Est-ce que ce projet a permis de tirer des conclusions quant à l'organisation future de nos classes scolaires, notamment en ce qui concerne la différentiation et l'individualisation de l'enseignement?

Réponse (4.3.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Remarque préliminaire:

Le projet de recherche «Évaluation de l'efficacité des classes fonctionnant d'après le concept pédagogique 'offener Unterricht' au Grand-Duché de Luxembourg» a fait l'objet d'une convention de collaboration scientifique entre le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques (SCRIPT), l'Institut Supérieur d'Études et de Recherches Pédagogique (ISERP) et le Service de Pédagogie expérimentale de l'Université de Liège.

Un rapport en deux volumes intitulés «Quand les enseignants du primaire décrivent leur pratique et leurs difficultés quotidiennes…» et «Évalutation de l'efficacité des classes ouvertes» a été publié. Un Executive summary de la première partie du rapport a en outre été rédigé à l'attention des enseignants. Celui-ci est disponible sur le site Internet du SCRIPT à l'adresse:

http://www.script.lu/activinno/projet_descriptif_classes_ouvertes.phtml

1. Il n'existe pas de définition univoque du concept d'«enseignement ouvert» («offener Unterricht»), bien que le mot soit d'usage courant dans les écoles primaires. L'évaluation du fonctionnement et du rendement de ces classes ouvertes s'est inscrite dans le cadre d'une recherche du type «processus-produit». Plus précisément, l'étude a consisté à étudier l'influence des processus mis en œuvre dans un panel contrasté de pratiques de classe sur les apprentissages.

[5] Il reste à noter que l'Observatoire de la Compétitivité a présenté dans son Bilan Compétitivité 2007 une première esquisse d'un Indice de Santé Sociale Luxembourgeois (ISSL) sur base des indicateurs relevants inclus dans le Tableau de Bord Compétitivité.

[6] «Le PIB n'est pas une 'eierlegende Wollmilchsau'(…)». De plus, «(…) il n'y a pas que le PIB mais tout un système de comptes (…)». HAAS J., Le PIB: un indicateur mal compris face à des attentes démesurées, présentation lors du colloque 'Vers de nouveaux indicateurs', 12 juillet 2006.

[7] Il est judicieux de se poser la question si le PIB/habitant du Luxembourg est comparable avec celui d'autres pays. En effet, cet indicateur ne tient pas compte du fait que plus d'un tiers des travailleurs au Luxembourg est formé de frontaliers non résidents. Pour une petite économie ouverte comme le Luxembourg il est donc plus utile de s'attacher au Revenu National Brut (RNB) qu'au PIB. Ainsi pour analyser le PIB/habitant au Luxembourg, il faut notamment retrancher l'apport des frontaliers (des non-résidents). Pour plus de détails, Cfr. Bilan Compétitivité 2006, p.24

'Les indicateurs synthétiques de niveau de vie, de cohésion sociale et de développement durable'.

Les processus d'enseignement ont été liés à la manière de faire de l'instituteur, l'organisation du travail en classe et, dans la mesure du possible, les processus d'apprentissage appliqués par les élèves. Les produits de l'apprentissage ont été quant à eux envisagés selon trois dimensions: une première dimension a recouvert le rendement scolaire proprement dit en termes de gains d'apprentissage (compétences et connaissances), la deuxième dimension a concerné la vitesse d'apprentissage et la troisième dimension s'est attaché aux caractéristiques affectives des élèves (motivation scolaire, image de soi,…).

2. Dans le cadre de l'étude, une large enquête par questionnaire a pu être menée auprès des enseignants du primaire. Le taux de participation fut considérable pour ce genre d'enquête anonyme (30%) traduisant la volonté de beaucoup d'enseignants de s'exprimer sur leurs pratiques et leurs difficultés quotidiennes.

Au niveau des résultats, on peut retenir trois constats principaux:

- Sur la base des déclarations des enseignants, il est possible d'identifier une série d'indicateurs concrets traduisant le degré d'orientation plutôt ouvert ou traditionnel de l'enseignement dispensé.

- Il apparaît à la lecture des déclarations des enseignants que l'opposition que l'on a toujours voulu faire entre des classes traditionnelles et des classes actives est tout à fait réductrice. On observe plutôt un continuum de pratiques combinant à des degrés divers des approches traditionnelles et ouvertes.

- En termes d'efficacité des classes ouvertes, les résultats concernant les compétences des élèves qui ont été mesurées dans le contexte du projet n'ont pas pu montrer une relation évidente entre les pratiques déclarées des enseignants et les progrès d'apprentissage réalisés.

3. Le projet a permis de montrer la grande diversité des approches pédagogiques adoptées dans l'école primaire et il a également permis de montrer que les approches dites de «pédagogie ouverte» sont plutôt minoritaires dans l'école primaire luxembourgeoise. Il faut néanmoins tenir compte du fait qu'il s'agit bien de pratiques déclarées et non pas de pratiques directement observées. Comme cela a déjà été mentionné plus haut, les résultats expérimentaux produits par le projet n'ont pas permis de statuer d'une manière claire sur la supériorité de l'une ou l'autre méthode pédagogique en ce qui concerne les progrès d'apprentissage obtenus. Forts de ce constat, l'intérêt d'un dispositif de monitoring longitudinal est mis en évidence. De telles données sont en effet indispensables, si on veut donner aux écoles la possibilité de juger eux-mêmes si leurs efforts de différenciation et d'individualisation portent leurs fruits et amènent effectivement les résultats attendus en ce qui concerne les apprentissages des élèves. Un tel système de monitoring basé sur des données longitudinales est actuellement mis en place par le Ministère de l'Éducation nationale en collaboration avec l'Université du Luxembourg.

Question 2221 (14.1.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**insecticide Cruiser:**

L'article intitulé «Les apiculteurs s'inquiètent pour leurs abeilles après l'autorisation d'un nouvel insecticide» et publié dans le quotidien «Le Monde» du 10 janvier 2008, évoque l'autorisation de l'insecticide «Cruiser» dans 80 pays, y compris certains pays de l'Union européenne.

L'utilisation de cet insecticide, destiné à lutter contre un ravageur du maïs, a été autorisée dans le but de protéger le maïs destiné à l'alimentation animale. Or, ce type d'insecticides, faisant partie de la famille des insecticides «Gaucho» et «Regent», est soupçonné dans le milieu des apiculteurs d'être à l'origine de l'affaiblissement des peuples d'abeilles, fait déjà constaté dans maintes régions du monde. Les apiculteurs se sont prononcés contre cette autorisation qu'ils jugent irresponsable.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Quelles sont les garanties fournies par l'État français en cas de contamination de nos peuples d'abeilles, sachant que le rayon de vol de ces dernières leur permet de se déplacer jusque dans le territoire français?

- Quels autres pays limitrophes ont encore autorisé cet insecticide «Cruiser» respectivement les insecticides «Gaucho» et «Regent»?

Réponse (27.2.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

1. Le produit phytopharmaceutique «Cruiser» est un insecticide dont la substance active est le Thiamethoxam. Cette substance a été évaluée au niveau communautaire en 2006 et incluse à l'annexe I de la directive 91/414/CE concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques par la directive 2007/6/CE. Lors de cette décision le risque pour les abeilles a été jugé acceptable.

Ce produit n'est pas agréé au Luxembourg. Cependant, en application de la législation communautaire, des semences qui ont été traitées dans un pays où le produit est agréé, peuvent être importées et utilisées au Luxembourg.

2. Le produit «Cruiser» est actuellement agréé en France, en Allemagne et en Belgique pour le traitement des semences de maïs ou de betteraves.

Le produit «Gaucho» à base d'imidaclopride est agréé en Allemagne et en Belgique. Une décision communautaire concernant cette substance active est prévue pour 2008.

Le «Régent» à base de fipronil est autorisé en Belgique pour le traitement des semences de maïs. La substance active a été incluse à l'annexe I de la directive 91/414/CE par la directive 2007/52/CE avec un usage limité au traitement des semences. Cette décision a été prise, bien que les études sur les effets sur les abeilles ne soient pas finalisées.

Question 2225 (14.1.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **construction d'un pont frontalier aux environs de Grevenmacher:**

Dans sa réponse du 14 décembre 2007 à une question parlementaire concernant un chantier sur le pont frontalier de Remich, Monsieur le Ministre des Travaux publics avait fait savoir que des travaux de réhabilitation comprenant un assainissement complet et un renforcement en sens transversal et longitudinal seraient prévus et débuteraient sous peu *(cf. compte rendu N°6/2007-2008 - question parlementaire N°2075).*

Sachant que le pont frontalier actuel de Grevenmacher se trouve dans un état nécessitant la construction d'un nouvel ouvrage de 205 m à côté de l'édifice actuel et que ce projet débutera probablement au cours de cette année, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer comment il entend dévier le trafic transfrontalier? Est-il notamment prévu d'orienter le trafic vers le pont de Wormeldange qui est déjà surchargé, notamment aux heures de pointe? Dans la négative, quelles autres solutions sont envisagées par les services compétents? Quelle est la durée des mesures envisagées?

Réponse (11.3.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur la déviation du trafic transfrontalier dans le cadre des travaux effectués au pont frontalier de Grevenmacher. Il s'interroge également sur les solutions envisagées par les services compétents.

L'Administration des Ponts et Chaussées a constaté, lors d'une inspection, que le pont frontalier de Grevenmacher présente des déficiences. Des considérations économiques plaident en faveur d'une reconstruction du pont, plutôt que de procéder à une réhabilitation du pont existant.

Un pont du type Bow-string est la solution retenue. Elle permet d'enjamber en une seule travée le chenal navigable de la Moselle et constitue une solution élégante pour ce site exposé au bord de la ville de Grevenmacher. Un nouveau pont sera construit à côté de l'ouvrage existant et sera mis en place par ripage après la démolition de l'ancien pont. Cette méthode de construction a été choisie parce qu'elle permet de réduire le temps de fermeture du pont à un strict minimum.

Au moment du remplacement de l'ancien pont à Grevenmacher par le nouveau pont, la déviation du trafic devra se faire par le pont de Wormeldange, tout comme la déviation de ce trafic s'est faite par le pont de Grevenmacher au moment des travaux de réhabilitation du pont transfrontalier de Wormeldange.

Pour la durée de cette déviation, il faut compter trois mois suivant la programmation actuelle, basée sur une phase de développement encore précoce du projet.

Question 2231 (15.1.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **Stade Josy Barthel:**

Dans un reportage diffusé par RTL Télévision en date du 12 janvier 2007, Monsieur le Ministre des Sports avait déclaré qu'à son avis le Stade Josy Barthel présentait nombre d'inconvénients pour les spectateurs et que, par conséquent, la construction d'un nouveau stade était de mise.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Quels sont précisément les aspects qui, aux yeux de Monsieur le Ministre, rendent le stade si inconfortable pour les spectateurs? Monsieur le Ministre peut-il préciser en quoi consiste dans ce contexte exactement le désavantage des installations athlétiques et notamment de la piste en tartan?

- Monsieur le Ministre est-il également d'avis que le stade dans son état actuel n'est plus adéquat pour les besoins des athlètes?

- Au cas où un nouveau stade sans installations athlétiques serait construit, quelle alternative Monsieur le Ministre entend-il maintenir pour l'entraînement et les compétitions des athlètes?

Réponse (10.3.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Je suis surpris de l'étonnement de l'honorable Député Carlo Wagner parce que je considérerais comme n'étant plus appropriés au Stade Josy Barthel le fait que les spectateurs sont exposés aux intempéries, les carences au niveau de la restauration et divers autres manques d'attrait pour le public.

Pour ce qui est des préoccupations exprimées quant à la continuation des entraînements et compétitions d'athlétisme, en particulier du CAL-Spora Luxembourg (CSL), je les considère comme ayant été dissipées par la récente interview de l'échevin des sports de la Ville de Luxembourg qui a déclaré que le Stade Josy Barthel va rester en service en cas de déménagement de l'équipe nationale de football.

Question 2235 (17.1.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **bilan de l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous:**

L'Année européenne de l'égalité des chances pour tous vient de se terminer.

Les objectifs visés par cette année européenne et présentés le 7 mai 2007 étaient:

1. la recherche de synergies avec d'autres grandes manifestations et campagnes d'envergure nationale qui auront lieu tout au long de 2007 et qui visent le grand public dans son ensemble. Des synergies visibles et durables ont ainsi été identifiées;

2. le lancement d'un débat public par l'organisation de nouvelles activités bien visibles;

3. l'utilisation d'événements organisés depuis des années toujours dans le but de garantir une bonne visibilité de l'Année;

4. la mise en réseau voire la coopération entre différents partenaires concernés notamment les associations, non encore habituées à travailler ensemble dans ce domaine;

5. la poursuite des efforts visant l'acquisition d'une expertise nationale dans le domaine.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de la part de la Ministre:

- Les objectifs annoncés le 7 mai 2007 ont-ils pu être réalisés? Dans la négative, quels ont été les obstacles à l'accomplissement de ceux-ci?

- Il avait été prévu de mettre en place des activités en partenariat entre plusieurs organisations. De quels partenariats s'agissait-il ou s'agit-il?

- Les réalisations et projets lancés en 2007 auront-ils un suivi et des retombées en 2008 et les années suivantes?

Réponse (4.3.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Oui, les objectifs annoncés le 7 mai 2007 ont pu être réalisés dans l'ensemble grâce à la collaboration des porteurs des dix projets sélectionnés et soutenus par l'Année. Une quinzaine d'autres événements notamment la Conférence Nationale pour Étrangers ont reçu le label de l'Année. Sur les dix projets cofinancés, deux ont été organisés par le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers en tant qu'organe national de coordination de l'Année, trois ont visé le milieu du travail, un les praticiens du droit, trois ont visé les arts, deux les jeunes et un la création d'expertise.

En outre, conformément aux objectifs retenus par la stratégie nationale, les projets soutenus et/ou labellisés ont permis la réalisation des synergies recherchées avec d'autres grandes manifestations et campagnes telles que Luxembourg et Grande Région: Capitale européenne de la culture et encore la campagne du Conseil de l'Europe «tous différents, tous égaux».

Afin de faire naître une prise de conscience au sujet de la problématique au courant de l'Année - conformément aux exigences de la Commission européenne -, la stratégie nationale visant en premier lieu d'encourager les associations actives dans le domaine «antidiscriminatoire», associations ayant agi jusqu'à présent chacune dans son coin pour son motif spécifique, à réfléchir ensemble à une stratégie commune et aux points communs dans leur travail pour assister les victimes. Par ce travail de coopération entre associations, la stratégie nationale aspirait à l'abandon de la hiérarchisation des motifs de discrimination et à la prise de conscience que le travail cloisonné ne répond pas aux besoins des personnes victimes de discrimination multiple.

- Certains porteurs de projets ont travaillé avec des associations représentant des victimes de discrimination différant des motifs visés par leur propre association, d'autres, dans le but de réfléchir comment atteindre une nouvelle population, ont établi un partenariat avec des représentants de la société civile au niveau national. Ainsi, ce travail en réseau a permis de lancer de nouvelles initiatives voire d'adapter le projet, afin qu'il puisse au mieux traiter la question de l'égalité des chances pour toutes et tous.

- Oui, les projets et réalisations lancés en 2007 auront leurs retombées dans le futur. L'Année a permis de lancer de nouvelles initiatives, de créer de nouveaux outils. Le National Implementing Body (NIB) a proposé par conséquent aux porteurs de projets lors de la dernière réunion de consultation de l'Année, le 13 février 2008, la présentation des résultats de l'Année dans le cadre d'un stand lors du prochain Festival des Migrations, des Cultures et de la Citoyenneté (14-16 mars 2008).

Par ailleurs, «un des acquis de l'Année» ayant été la conception de projets couvrant plusieurs motifs de discrimination et un partenariat entre associations n'ayant pas eu l'habitude de travailler ensemble dans le passé. Le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers souhaite maintenir ces critères de sélection pour les projets à soumettre à la Commission européenne dans le cadre du programme communautaire «PROGRESS» pour l'année 2009.

Question 2237 (17.1.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **nouveau Laboratoire National de Santé et** les **normes Seveso:**

Op meng parlamentaresch Ufro N°2148 *(cf. compte rendu N°8/2007-2008)* betreffend de Seveso-Site Luxguard I an Luxguard II zu Diddeleng huet den Här Aarbechtsminister mer op d'Froen N°6, N°4 an N°10 Folgendes geäntwert:

«Sollt et trotz alle Sécherheetsmoossnamen zu enger Explosioun kommen, da muss leider mat Blesséierten a souguer Doudesfäll gerechent ginn.» «De maximale Radius bei deem Verletzunge fir d'Leit, déi sech an deem Radius ophalen, ass: - fir d'Luxguard I 350 m; - fir d'Luxguard II 685 m.» «Laut Artikel 12 vun dem Seveso-Reglement däerfen an deenen uewegenannte Radie keng Baugenehmegunge méi erdeelt gi fir Wunnhaiser, fir Gebaier, wou de Publikum Zougang kritt, a fir Betriber, déi eng Gefor, déi vun enge vun de Seveso-Anlagen ausgeet, vergréissere kënnten oder déi d'Konsequenze vun engem schwéieren Onfall verschlëmmere kënnten.»

De Bau vum neie Statslabo ass tëschent Diddeleng a Beetebuerg um Site, genannt «Koibestrachen» virgesinn. D'Gemeng Diddeleng huet an deene leschte Joren op dësem Site Terrainen opkaf, fir dem Stat zur Verfügung ze stellen. Wann een dovun ausgeet, datt ang Explosioun sech an der Mëtt vun de Gebaier Luxguard I an Luxguard II ereegent, kann een domat rechnen, datt e groussen Deel vum Site «Koibestrachen» an de Radius vun der Explosioun fält.

Kann den Här Bauteminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Fält den neie Statslabo an dëse Radius?

2. Wa jo, wéi ass dat méiglech, datt de Stat trotz dem Artikel 12 vum Seveso-Reglement de Statslabor an dësem Radius vun 685 m baut?

3. Si vum Stat aus nach weider Bauprojeten innerhalb oder no un dësem Radius virgesinn?

4. Wa jo, wat fir eng?

Réponse (27.2.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Den honorabelen Deputeierten Här Gibéryen hat, am Kader vun enger viregter parlamentarescher Ufro, der N°2148, betreffend de Seveso-Site Luxguard I an II zu Diddeleng schonns e puer Äntwerte vum Aarbechtsminister krut.

Elo wëllt den honorabelen Deputeierte vum Bauteminister wëssen, ob de Labo zu Diddeleng an de maximale Sécherheetsradius fält, deen duerch d'Seveso-Reglement fixeiert ginn ass, respektiv ob de Stat Bauprojeten innerhalb oder no un dësem Radius virgesäit.

Den neie Statslabo läit net an der Zon, déi duerch e Radius vun 685 m ronderëm d'Gas-Reservoirë vu Luxguard II délimitéiert ass, a fält deementspriechend och net ënnert den Artikel 12 vun der Seveso-Direktiv.

Den Emplacement vun deene stockéierte Produkter, déi vum Seveso-Reglement betraff sinn, befënnt sech 500 m nördlech vun deene Gebaier vu Luxguard II, dat heescht méi wäit wéi 1.000 m vum Site «Koibestrachen».

Zurzäit sinn och keng weider staatlech Bauprojeten am Radius vu 685 m virgesinn an der Noperschaft vun de Reservoirë Luxguard II.

Question 2239 (17.1.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **site universitaire à Walferdange:**

Rassembler différentes facultés sur un site unique a l'avantage de pouvoir renforcer l'interdisciplinarité et les synergies entre les intervenants de différentes disciplines. Sur le site de Walferdange, la FLSHASE organise actuellement des études en vue de l'obtention du bachelor en sciences de l'éducation et du bachelor en sciences sociales et éducatives.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quelles synergies ou interdisciplinarités sont rendues possibles entre les étudiants et étudiantes en sciences de l'éducation et ceux et celles en sciences sociales et éducatives? Ont-ils des cours ou des projets de recherche en commun?

- Est-ce qu'il y a des synergies et une collaboration structurée entre les enseignants de ces deux formations offertes sur le site de Walferdange?

- Vu la tendance croissante de la collaboration entre les professionnels détenteurs de l'un ou l'autre bachelor susmentionné, par exemple à travers le projet de loi sur l'enseignement fondamental ou le projet de loi sur l'école primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive, quelles mesures sont prévues afin de renforcer les synergies existantes ou de combler celles qui sont manquantes?

Réponse commune (10.3.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Les deux formations qui font l'objet de la question de Monsieur le Député ont des objectifs différents et sont basées sur des profils différents. Ainsi, le profil de l'enseignant du primaire a été défini par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Pour ce qui est du bachelor en sciences sociales et éducatives, ce dernier est basé sur le profil de l'intervenant social pour lequel le travail en milieu scolaire ne constitue qu'un domaine d'action parmi d'autres. Les thèmes abordés lors de cette formation sont les suivants: handicaps et inclusion sociale; pauvreté, précarité, chômage; délinquance, violence, maltraitance; inégalités sociales, prévention et promotion de la santé; interculturalité et diversité. Le public cible de l'intervention sociale est le suivant: petits enfants et enfants; adolescents et jeunes adultes; hommes et femmes adultes et leurs familles; seniors et personnes âgées.

Il en ressort que les bachelors dont question sont des formations à visées différentes et que c'est un malentendu que de croire qu'un terrain d'action commun dans l'enseignement demande une formation commune.

Ceci tant, lors de la mise en place des deux formations, il y a eu un processus de concertation en termes de profils et de champs de travail; tel a été plus particulièrement le cas pour l'éducation différenciée. Par ailleurs, d'un point de vue méthodologique, les deux formations utilisent des outils communs et il est envisagé de créer un module commun concernant le travail en équipes pluridisciplinaires et le travail en réseau.

Question 2241 (18.1.2008) de **MM. Xavier Bettel** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **transports en commun pour frontaliers belges:**

Quelque 4.000 salariés frontaliers belges de la région de Gouvy-Vielsalm - Trois-Ponts connaissent actuellement des problèmes pour trouver dans les gares proches de leurs domiciles des trains en adéquation avec l'horaire de travail. À titre d'exemple, le premier train en partance de la gare de Trois-Ponts arrive à Luxembourg à 9h45.

Un autre problème se pose à la gare de Troisvierges. Le parking de la gare est arrivé à sa saturation.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles sont les mesures envisagées par Monsieur le Ministre afin de remédier à cette situation? Monsieur le Ministre entend-il notamment entamer des discussions avec son homologue wallon au sujet de cette problématique?

- À quand peut-on s'attendre à la réalisation de solutions concrètes (changement de l'horaire des trains et/ou agrandissement du parking à Troisvierges)?

Réponse (27.2.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Les derniers mois les CFL et la SNCB ont, suite à ma demande, analysé la question et ont établi un tableau des dessertes possibles.

Toutefois, tous les trains ne pourront avoir Trois-Ponts comme origine ou destination en raison de la voie unique entre Vielsalm et Trois-Ponts.

Par ailleurs, et suivant les chiffres de l'Inspection générale de la Sécurité sociale, seulement 810 personnes résidant dans les communes de Gouvy, Vielsalm et Trois-Ponts ont un emploi au Grand-Duché de Luxembourg.

Vu le très faible potentiel en clientèle j'ai invité les CFL d'analyser la faisabilité de la construction d'un parking d'accueil P&R à grande capacité, voire d'une maison de parking dans l'extrémité nord du pays le long de la ligne ferroviaire.

Parallèlement j'ai invité les CFL à analyser en coopération avec la SNCB l'amélioration de l'offre ferroviaire sur la ligne 42 surtout en vue de la mise en service complète de la ligne ICE/Thalys Bruxelles/Liège Guillemins/Aachen/Köln à l'horizon 2010.

Question 2245 (18.1.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **activités en vue de sensibiliser les étudiants pour «2008 Année internationale de la planète Terre»:**

L'environnement, un élément clé du développement durable, fait indéniablement partie du patrimoine mondial qu'il faut transmettre aux générations futures. À partir du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, en passant par la conférence de la réduction des gaz à effet de serre de Kyoto en 1997 au Sommet de Johannesburg en 2002, le monde s'est aperçu que les répercussions sur l'environnement pèsent lourdement sur la biodiversité.

La prise de conscience liée aux problèmes environnementaux, aux changements climatiques et à la crise énergétique, suscite un regain accru d'intérêt de l'opinion publique. Afin de sensibiliser, le public pour le développement durable, les Nations Unies ont décidé de proclamer 2008 «Année internationale de la planète Terre».

Prenant conscience de cet engagement, il nous fait promouvoir le dialogue éducatif et scientifique afin que les citoyens acquièrent les connaissances nécessaires, leur permettant de maîtriser les effets négatifs sur l'environnement. En outre, il faut les rendre attentifs à la réduction des risques et avant tout encourager les jeunes à étudier les sciences de la terre.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quel est l'organisme ayant en charge l'«2008 Année internationale de la planète Terre»?

- Quelles sont les activités que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle envisage de mettre en oeuvre dans l'éducation primaire et l'enseignement secondaire en vue de sensibiliser au mieux notre jeunesse?

Réponse (14.3.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'Année internationale de la Planète Terre a été proclamée par les Nations Unies en 2005 et est considérée comme une contribution majeure au développement durable. Au Luxembourg, le Service géologique du Ministère des Travaux publics a été chargé de mettre en place un comité national qui a pour mission de planifier et de coordonner les activités en relation avec l'Année internationale.

Pour ce qui est de la sensibilisation des jeunes aux enjeux de l'environnement et du changement climatique, il importe tout d'abord de relever que de nombreux thèmes y relatifs sont ancrés dans les programmes scolaires de l'enseignement primaire et de l'enseignement postprimaire. À l'école primaire, le sujet est abordé sous différents points de vue notamment dans les cours d'éveil aux sciences et de sciences naturelles. À l'enseignement postprimaire, des sujets d'actualité liés à la protection de l'environnement (conséquences potentielles du réchauffement de la planète suite au renforcement de l'effet de serre dû aux activités anthropiques, risques de désertification aux bords des zones arides, répartition inégalitaire de l'eau, gaspillage et pollution, conflits d'intérêt, égoïsmes nationaux, etc.) sont intégrés dans différentes branches comme la géographie, la biologie, la connaissance du monde contemporain, la chimie, la physique, etc.

L'éducation à l'environnement se fait également par le biais d'activités réalisées en dehors des programmes scolaires proprement dits. En octobre 2007 mon département et le Ministère de l'Environnement ont lancé le concours Klimaquiz, dont l'objectif a été de sensibiliser les jeunes élèves des classes de la 4e, 5e et 6e année d'études primaires au défi du changement climatique. Outre le jeu concours, c'est surtout la mise à disposition, aux enseignants ainsi qu'aux élèves, de fascicules fournissant des informations fondées sur le changement climatique pour la préparation des leçons et des projets en classe, qui mérite d'être soulignée.

L'intégration de l'éducation à l'environnement et au développement durable dans le contexte scolaire est également inscrite dans des plans d'action nationaux. D'une part, le plan national pour la protection de la nature prévoit l'intégration de l'éducation à l'environnement naturel dans les programmes d'enseignement scolaire, et notamment la définition d'un curriculum minimal permettant l'accès de chaque enfant, tout au long de son cursus scolaire, à une éducation à l'environnement et au développement durable. Par ailleurs, un groupe de pilotage pour l'éducation à l'environnement sous la tutelle du Ministère de l'Environnement, dans lequel mon département est représenté, se charge de la formulation de critères de qualité concernant les divers acteurs dans le domaine de l'éducation à l'environnement. D'autre part, l'éducation au développement durable sera inscrite, dans toutes ses dimensions, comme objectif stratégique au plan national pour le développement durable. L'objectif sera d'élaborer une démarche cohérente et transversale pour l'intégration de l'éducation au développement durable à tous les niveaux du système éducatif. Cette démarche devra notamment aboutir à la définition des compétences que les élèves devront acquérir en matière de développement durable, à la définition de domaines d'action et à l'élaboration d'un catalogue de mesures.

Question 2248 (22.1.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **bulletin officiel des décisions du conseil communal:**

La plupart de communes informent les citoyens par le biais d'un bulletin officiel des décisions du conseil communal. Dans les mêmes bulletins sont souvent publiés les procès verbaux des réunions ou encore les règlements du conseil ou du collège des bourgmestre et échevins.

Or, il s'avère que de plus en plus souvent ces bulletins officiels sont utilisés comme organe des partis majoritaires. Au lieu d'informer la population d'une manière claire et neutre, l'on peut souvent y retrouver des prises de position politiques ou des attaques contre les partis de l'opposition.

Le même état des choses peut être constaté sur les sites Internet de certaines communes.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Sachant qu'il n'existe pas de réglementation en la matière, le Gouvernement n'estime-t-il pas que des abus tels que décrits ci-dessus sont intenables et contraires à toute éthique politique?

- Le Gouvernement n'est-il pas d'avis que l'on devrait légiférer en la matière afin d'éviter de tels dérapages?

Réponse (27.2.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Il est vrai que le bulletin communal, que beaucoup de communes ont pris l'habitude de distribuer gratuitement à tous les ménages, n'est pas réglementé par la loi. Les autorités communales sont donc libres d'établir un tel bulletin et de le faire parvenir à leurs habitants ou alors de renoncer à ce genre d'information. Elles sont également libres, au cas où elles décident de recourir à pareille publication, d'en déterminer le contenu et la forme. L'autonomie communale trouve sa pleine expression dans le domaine de l'information du citoyen.

Une disposition légale fait toutefois référence au bulletin communal. C'est l'article 82 de la loi communale aux termes duquel une mention de chaque règlement communal dûment adopté et de sa publication dans la commune est à faire, à côté de la publication au Mémorial, ou bien dans au moins deux quotidiens publiés et imprimés dans le Grand-Duché de Luxembourg, ou bien dans un bulletin communal distribué périodiquement à tous les ménages. Encore ce texte laisse-t-il aux autorités communales le choix de faire la publication des règlements soit dans des journaux, soit dans un bulletin communal.

Le Gouvernement est d'avis qu'il n'y a pas lieu de légiférer dans ce domaine. En effet, il appartient aux autorités communales de décider en toute autonomie de la manière dont elles informent les habitants de la commune sur les affaires communales et sur l'activité des organes communaux.

Afin d'éviter dans la mesure du possible que naissent des problèmes de l'ordre de ceux soulevés par Monsieur le Député Marc Spautz, différents conseils communaux ont pris l'initiative de réglementer dans leur règlement d'ordre intérieur tant le contenu que la procédure d'élaboration du bulletin communal. De pareils règlements prévoient, par exemple, que les membres du conseil communal obtiennent communication du projet de bulletin avant son impression. Ils disposent alors d'un certain délai pour proposer des rectifications. Passé le délai prévu, le projet est réputé approuvé et il est procédé à l'impression du document. Cette façon de procéder donne à chaque membre du conseil communal l'occasion de se prononcer sur le contenu projeté du bulletin et de le faire redresser, le cas échéant.

Plutôt que de légiférer en la matière, il est dès lors préférable, dans le respect de l'autonomie communale, de laisser aux conseils communaux la liberté de réglementer la confection éventuelle d'un bulletin communal périodique de la manière qui leur semble la plus adéquate.

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

33e séance, mardi 22 avril 2008
34e séance, mercredi 23 avril 2008

DANS CE NUMÉRO

Heure d'actualité sur le don d'organes p. 411

Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur p. 413

Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire p. 422

Sommaire des séances publiques Nos 33 et 34 p. 407

Sommaire des questions parlementaires p. Q117

„Kein Wachstum ohne sozialen Zusammenhalt“



Zweite öffentliche Anhörung über die Lissabon-Strategie im Plenarsaal des Parlamentes.

Dies betonten gleich mehrere Teilnehmer der zweiten öffentlichen Anhörung über die Lissabon-Strategie im Plenarsaal des Parlamentes. Gleich zu Beginn der Sitzung hob Wirtschaftsminister Jeannot Krecké die Armut als ein Hauptproblem unserer Gesellschaft hervor. Robert Urbé von der Caritas vertrat die Meinung, dass die Indexmodulierung die Lage der sozial Schwachen verschärfe, worauf Jeannot Krecké erwiderte, zur Armutsbekämpfung müssten andere Instrumente als der Index eingesetzt werden.

Zu wenig höhere Schulabschlüsse seien Ursache weiterer Probleme und besonders die Kinder der ausländischen Mitbürger blieben im Bildungssystem auf der Strecke, mahnte Beschäftigungsminister François Biltgen. Pol Wagner vom Institut Universitaire International wies, wie auch Herr Biltgen, auf Besonderheiten des Luxemburger Arbeitsmarktes hin: Von 1985 bis heute habe die Zahl der Arbeitsstellen im Land von 150.000 auf 340.000 zugenommen. Viele Personalchefs seien Ausländer und stellten verständlicherweise manchmal eher Leute der gleichen nationalen Herkunft ein.

Die Herausforderungen sind groß: Claude Wehenkel vom CRP Henri Tudor sieht Chancen im Ausbau der Biotechnologien und anderer Umweltindustrien.

Die EU-Strategie von Lissabon für Beschäftigung und Wachstum empfiehlt eine Senkung des Verwaltungsaufwandes: Die gleiche Forderung wurde am 10. April nochmals von Michel Brachmond von der Handwerkerkammer und Robert Urbé von der Caritas vorgetragen.

Die Frauenbeschäftigungsquote liegt in Luxemburg mit 55% unter den von der Lissabon-Strategie empfohlenen 60%, wobei ein großer Teil der Stellen Teilzeitstellen sind. Karin Manderscheid vom Nationalen Frauenrat setzte sich für Lohngleichheit zwischen Männern und Frauen ein, was dann auch den Arbeitsmarkt für Frauen attraktiver machen würde. Der Ausbau der Auffangstrukturen sei eine wichtige Voraussetzung, um Berufs- und Familienleben vereinbaren zu können.

Mehrmals wurde das Renten- und Pensionswesen Luxemburgs als nicht nachhaltig kritisiert und der Vertreter der Vereinigung der Luxemburger Unternehmen (UEL) Pierre Bley plädierte für selektiveren Sozialausgleich.

Abschließend dankte der Vorsitzende des Wirtschaftsausschusses Alex Bodry allen Teilnehmern der Anhörung: Ihre Beiträge seien der Regierung eine bedeutsame Orientierungshilfe beim Aufstellen des nationalen Aktionsplanes für die Jahre 2008 bis 2010.

Die Lissabon-Strategie

Beim Frühjahrsgipfel der Europäischen Union in Lissabon im Jahre 2000 wurde eine wirtschafts- und sozialpolitische Agenda beschlossen, die sogenannte Lissabon-Strategie. Erklärtes Ziel ist es, bis 2010 „die Union zum wettbewerbsfähigsten und dynamischsten wissensbasierten Wirtschaftsraum in der Welt zu machen - einem Wirtschaftsraum, der fähig ist, ein dauerhaftes Wirtschaftswachstum mit mehr und besseren Arbeitsplätzen und einem größeren sozialen Zusammenhalt zu erzielen“.

Nach anfänglichen Schwierigkeiten wurde die Lissabon-Strategie im Jahr 2005 vereinfacht und neu auf den Weg gebracht. Es gibt zwei Hauptziele: Die Beschäftigungsquote (der Anteil der Beschäftigten an der europäischen Bevölkerung im erwerbsfähigen Alter) soll bis 2010 auf 70% steigen und bis 2010 sollen 3% des europäischen Bruttoinlandsproduktes in Forschung und Entwicklung investiert werden.

Der erste Dreijahreszyklus des reformierten Lissabon-Prozesses lief von 2005 bis 2008, der zweite begreift die Jahre 2008 bis 2010.

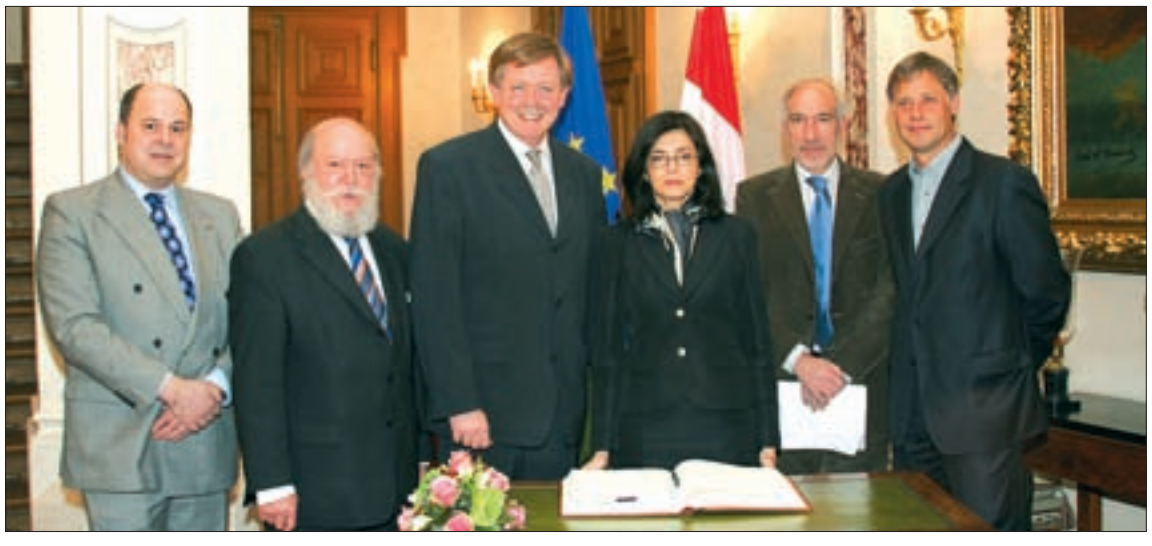
Binnenmarkt der Konsumenten

Die EU-Kommissarin für Verbraucherschutz Meglena Kunewa möchte dem Binnenmarkt auch in ihrem Zuständigkeitsbereich zum Durchbruch verhelfen. „Es gibt noch viel zu tun“, sagte die Bulgarin anlässlich einer Unterredung mit dem wirtschaftspolitischen Ausschuss der Abgeordnetenkammer am 21. April in Luxemburg. Mit der Umsetzung der sogenannten UCP-Direktive über unfaire Handelspraktiken sei ein wichtiger erster Schritt getan worden. Im Herbst soll mit der Vorlage einer Rahmenrichtlinie über Vertragsrechte ein weiterer folgen.

Kunewa sprach sich mit Nachdruck für ein einheitliches europäisches Vertragsrecht aus. Dieses müsse besser, konsistenter und kohärenter werden. Zudem hob sie hervor, dass eine Harmonisierung des Vertragsrechts den Verbrauchern sehr zugutekäme, da das Verbraucherschutzrecht weitgehend auf Vertragsrecht basiere. Derzeit gebe es in der EU 27 Minimärkte mit 28 unterschiedlichen Zivilrechtssystemen. Sie beurteilte dies als Hindernis für die Unternehmen.

Ein weiteres Thema war das Warnsystem RAPEX, mit dem die EU-Kommission sich darum bemüht, Verbraucher auf Mängel und Risiken von Produkten aufmerksam zu machen, indem sie eine schwarze Liste dieser Produkte im Internet führt. Wichtigste Zuträger von Informationen über giftige Substanzen und brüchige Einzelteile sind neben den nationalen Behörden die Konsumenten selbst. Denn mancher, der sich selbst nach dem Einkauf mächtig geärgert hat, meldet seine kritischen Beobachtungen an das Gewerbeaufsichtsamt, das die Warnung nach Brüssel weiterreicht.

Die Zahl der in der EU vom Markt genommenen gefährlichen Produkte sei 2007 (gegenüber 2006) um 53% gestiegen, sagte Kunewa. Diese Zunahme verdeutliche, dass die Marktüberwachungsmechanismen der Mitgliedsstaaten von Jahr zu Jahr besser würden und zeige gleichzeitig, dass die Verbraucher in Europa heute besser geschützt seien als je zuvor. Die mit Abstand häufigsten Warnmeldungen betrafen im Jahr 2007 Spielzeug. Erneut war China das Land, aus dem der größte Teil der für gefährlich befundenen Produkte stammte (700 von 1.605 Meldungen). Dies läßt sich zum Teil durch die hohe Zahl von aus China in die EU importierten Produkten erklären, aber auch durch die stärkere Überwachung durch die chinesischen Kontrollbehörden nach den massiven Rückrufaktionen im letzten Sommer.



EU-Kommissarin für Verbraucherschutz Meglena Kunewa mit den Vertretern des wirtschaftspolitischen Ausschusses der Abgeordnetenkammer Marc Spautz, Marcel Sauber, Alex Bodry, Marcel Oberweis und Henri Kox (von links nach rechts).

Europa braucht Zusammenhalt



Mitglieder des außenpolitischen Ausschusses empfangen die ungarische Außenministerin Kinga Göncz und ihre Delegation.

„Die Integration neuer Länder in die Europäische Union war ein wichtiger Schritt!" Dies hob die ungarische Außenministerin Kinga Göncz anlässlich ihres Besuches im außenpolitischen Ausschuss des Parlamentes hervor. Die Anpassungen müssten unbedingt weitergetrieben werden und deshalb müsse die europäische Kohäsionspolitik erhalten bleiben. Die Regeln sollten die gleichen bleiben und auch beim Aufstellen eines nächsten Haushaltes dürfe es keine Kürzungen geben. Die ungarische Außenministerin unterstrich die Notwendigkeit guter nachbarschaftlicher Beziehungen zu den Staaten, die direkt an die EU grenzen: Gute Kontakte könnten eine wirtschaftliche und ideologische Annäherung nach sich ziehen und seien direkt im Interesse der EU.

Ungarn investiert sich, als neuer EU-Mitgliedsstaat, voll und ganz in eine Weiterentwicklung der Union: So war Ungarn gleich im Dezember das erste Land, das den Reformvertrag von Lissabon unterschrieben hat.

Im Gespräch mit den luxemburgischen Abgeordneten wurden auch die Beziehungen zu China angesprochen. Ein Boykott der Eröffnungszeremonie der Olympischen Spiele ist in den Augen von Frau Göncz kein geeignetes Mittel, um China positiv zu beeinflussen. Ungarn wählt einen anderen Weg: Es bietet China an, die demokratischen Institutionen Ungarns vor Ort zu studieren. China hätte schon ins Auge gefasst, einige der Modelle selbst zu übernehmen.

Altengerechtes Wohnen

Der familienpolitische Ausschuss der Abgeordnetenkammer informierte sich am 15. April in Ulflingen über ein neuartiges Konzept für Wohnen im Alter: „Dieser Wohnkomplex ist der erste, der das Prädikat ‚altengerecht' auch wirklich verdient!", sagte François Thoma, Generaldirektor von SERVIOR, den Parlamentariern bei der Vorstellung des Konzeptes. Bis dato beschränkte sich die Tätigkeit seiner öffentlichen Einrichtung auf das Betreiben klassischer Alten- und Pflegeheime (zwölf CIPA und vier Maisons de soins in Luxemburg). Mit der Résidence Senior im hohen Norden des Landes betrat sie vor Jahresfrist Neuland.

Das im Juni 2007 eröffnete Haus umfasst insgesamt 30 Wohnungen verschiedener Größen, die an ältere Menschen - Paare oder Alleinstehende - über 60 Jahre vermietet werden. 24 Appartements sind bereits bewohnt. Das Haus wurde barrierefrei gebaut, so dass die dort lebenden Menschen selbst im Falle einer plötzlich eingeschränkten Mobilität problemlos im Haus bleiben können. Die Bewohner treffen sich mittags zum gemeinsamen Essen im Restaurant mit Bistro, um sich anschließend wieder in ihre eigenen vier Wände zurückziehen zu können. Zur Innenausstattung jeder Wohnung gehören eine kleine Einbauküche, ein behindertengerechtes Badezimmer sowie ein abgetrenntes Schlafzimmer.



Die Mitglieder des familienpolitischen Ausschusses mit den SERVIOR-Verantwortlichen vor der Ulflinger Residenz.

Tagsüber sorgt eine Gouvernante für das Wohl der Bewohner. Über das Tele-Alarm-System in jedem Zimmer kann nachts schnelle Hilfe herbeigerufen werden. In einem angrenzenden Pavillon ist eine Tagesstätte untergebracht: Dort können zum Beispiel Demenzkranke tagsüber beaufsichtigt werden - eine große Entlastung für den womöglich gesunden und rüstigen Partner.

In Bascharage wird eine ähnliche Residenz gebaut werden. Dort sollen auch Wohnungen zum Verkauf angeboten werden. „Der Luxemburger mag traditionell das Wohneigentum", erklärte François Thoma. „Sein Eigenheim zu verlassen, um woanders zur Miete einzuziehen, fällt ihm doppelt schwer." Nur müsse gewährleistet bleiben, dass die Wohnung auch nach dem Tod des Besitzers als Altenwohnung benutzt werde.

Parlamentarische Versammlung des Europarates

Immigration aus Afrika und Abtreibung

Die Parlamentarische Versammlung des Europarates fordert die Mitgliedsstaaten auf, einen Zugang „zur legalen und risikolosen Abtreibung" zu gewährleisten. „Die Entscheidungsfreiheit der Frau muss gewährleistet sein", heißt es in einer Mitte April verabschiedeten Entschließung. Es gehe nicht darum, den Schwangerschaftsabbruch zu fördern, sondern Bedingungen zu schaffen, die den Frauen eine freie und durchdachte Wahl ließen.

Lydie Err, die Vorsitzende der luxemburgischen Delegation bei der parlamentarischen Versammlung des Europarates, warf in ihrer Rede die Frage auf, „weshalb nur Frauen (bei einer Abtreibung) gerichtlich belangt werden, wenn keine Schwangerschaft ohne männliche Mitwirkung entstehen kann?". Politik und religiöse Anschauung dürften in diesem Punkt nicht vermischt werden, meinte Lydie Err. „In den Niederlanden werden regelmäßig Abtreibungen an in Luxemburg wohnhaften Frauen vorgenommen. Weshalb? Weil die Niederlande eine gute Gesetzgebung haben - und: die niedrigste Abtreibungsrate!" Die luxemburgische Vertreterin bemängelte zudem „eine unzulängliche Erziehung zu Partnerschaft und Sexualität sowie eine unangemessene Verhütungspolitik und eine ungeeignete Rückerstattung der Verhütungsmittel" in ihrem Land.

Im Rahmen ihrer Frühjahrssitzung vom 14. bis zum 18. April befasste sich die Parlamentarische Versammlung auch mit dem Thema „Immigration aus Afrika". Charles Goerens wies in seiner Rede darauf hin, dass der weitaus größte Teil (nämlich 90%) der jungen afrikanischen Auswanderer innerhalb der Grenzen des afrikanischen Kontinents emigrierten, und nur 10% nach Amerika und Europa auswanderten. Ein weiterer Irrtum sei es anzunehmen, nur Mittellose würden Afrika verlassen. In Wahrheit habe der Durchschnittsauswanderer Abitur, sei Familienoberhaupt, aber ohne Perspektive im eigenen Land. Charles Goerens rief dazu auf, Afrika durch eine gezielte Entwicklungspolitik zu helfen, seine Möglichkeiten besser auszuschöpfen.

Weitere Höhepunkte der Sitzungswoche waren Reden der deutschen Bundeskanzlerin Angela Merkel, der ukrainischen Premierministerin Julia Timochenko und des französischen Aussen- und Europaministers Bernard Kouchner.



Die luxemburgische Delegation bei der parlamentarischen Versammlung des Europarates: (von links nach rechts) Anne Brasseur, Jean Huss, Lydie Err, Marcel Glesener und Charles Goerens.

Op Besuch an der Chamber

Viru kuerzem huet de Chamberspresident Lucien Weiler de President vun der Lëtzebuerger Landjugend empfaang.

Bei dëser Entrevue hunn déi zwee Presidenten iwwert déi aktuell Projeten diskutéiert, fir déi d'Lëtzebuerger Landjugend sech engagéiert. D'Lëtzebuerger Landjugend ass 1970 aus dem Mouvement vun de Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer ervirgaangen. Si regruppéiert Jonker aus dem ländleche Milieu, déi keng landwirtschaftlech Aktivitéit ausüben, a bitt hinnen e Kader, an deem si Fräizäitaktivitéiten organiséieren a sech fir Projeten engagéiere kënnen, déi mat der Verbesserung vun der Liewensqualitéit um Duerf ze dinn hunn.



De Chamberspresident huet dem Här Remy Harpes a senger ganzer Equipe félicitéiert a Merci gesot fir hiert Engagement am Déngscht vun der Landjugend.

Konferenz über Menschenhandel in Riga



Marcel Oberweis mit dem Vorsitzenden der Baltischen Versammlung Trimi Velliste.

Anlässlich einer Konferenz in Riga am 25. April 2008 beschäftigten sich Mitglieder der Baltischen Versammlung, des Nordischen Rates und des Benelux-Parlaments, zusammen mit Sachverständigen aus verschiedenen Ländern, mit den Fortschritten im Kampf gegen den Menschenhandel und den Möglichkeiten einer verstärkten Zusammenarbeit der betroffenen Länder auf diesem Gebiet.

Die Teilnehmer bemühten sich in ihren tiefgründigen Beiträgen, eine allgemein anerkannte Bezeichnung des Menschenhandels als kriminellen Akt zu erreichen und ihn in allen Ländern des Schengenraumes als solchen zu bestrafen, die Hintermänner zu verfolgen und die Opfer, größtenteils Frauen und Kinder, zu betreuen.

Der Kampf gegen den Menschenhandel ist national und international ein sehr ernst zu nehmendes Thema, besonders was die öffentliche Wahrnehmung betrifft. Menschenhandel ist ein tiefer Eingriff in die Würde des Menschen und in die ihm zustehenden Rechte und Freiheiten.

Die Bekämpfung des Menschenhandels und der sexuellen Ausbeutung ist nicht Sache eines einzelnen Landes, sondern kann nur erfolgreich sein, wenn alle betroffenen Nationen sich zusammentun und gemeinsam versuchen, ihre Gesetzgebung den Umständen anzupassen und durch eine verstärkte Zusammenarbeit alle Hindernisse aus dem Weg zu schaffen.

Hierbei müssen besonders die gesellschaftlich schwachen Schichten in Schutz genommen werden und alles getan werden, damit der sexuellen Erniedrigung von Frauen und Kindern ein Riegel vorgeschoben wird.

Marcel Oberweis (CSV), der bei dieser äußerst interessanten Konferenz im Namen des Präsidiums des Benelux-Parlaments das Wort ergriff, betonte in seiner Ansprache, dass dieser Themenkomplex sehr vielschichtig sei. Vor allem müsse anerkannt werden, dass die Menschenrechte für alle gelten und versucht werden, den gesetzlichen Rahmen im Kampf gegen das organisierte Verbrechen aufzuspannen.

Damit die Menschen ihre angestammte Heimat nicht verlassen müssen und in ihrer Armut den Verlockungen der skrupellosen Menschenhändler erliegen, sollen die reichen Länder alles in ihrer Macht Stehende unternehmen, den Wohlstand in den Drittländern zu verbessern.

Als besonders verabscheuungswürdig bezeichnete der Redner den Sexhandel mit Kindern. Tausende Kinder würden aus Afrika, Asien und Lateinamerika verschleppt und im Sexgeschäft eingesetzt. Die Riga-Konferenz sollte des Weiteren einen Appell an die Weltgemeinschaft richten, damit anlässlich der 60. Wiederkehr der Verkündung der Menschenrechte am 10. Dezember 2008 insbesondere dem traurigen Schicksal der ausgebeuteten Frauen und Kinder besondere Bedeutung geschenkt werde.

Girls' Day an der Chamber



Och 2008 huet d'Chamber sech nees um „Girls' Day - Boys' Day" bedeelegt. Et war déi 5. Participatioun vum Parlament un där Initiativ vum Cid-femmes, där hiert Uleies et ass, Meedercher sougenannt Männerberuffer virzestellen, a Jonge fir Aarbechten ze sensibiliséieren, déi gemengerhand éischter vu Frae gemaach ginn.

D'Chamber huet sech deen Dag just u Meedercher adresséiert. Zu hirer eelef hu si de Moie vum 22. Abrëll um Krautmaart verbruecht. No enger Aféierung an de Fonctionnement vun der parlamentarescher Institutioun, hate si während enger Stonn Geleeënheet, sech mat Politikerinnen iwwert d'Participatioun vu Fraen an der Politik, iwwert de Beruff vun der Deputéierter an iwwer aktuell Sujeten - nët nëmmen, mä och am Zesummenhang mat der Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra - auszetauschen. Mat enger Visite vum Chambersgebai - besonnesch der Plénière an den techneschen Installatioune vu Chamber TV - ass de „Girls' Day - Boys' Day", deen an der Chamber e renge „Girls' Day" war, op en Enn gaang.

Bayrische Landtagsabgeordnete im Parlament



Am 7. April 2008 empfing Parlamentspräsident Lucien Weiler eine Reihe Abgeordneter des Bayrischen Landtages. Sie diskutierten gemeinsam über ganz verschiedenartige Themen, so zum Beispiel über die Perspektiven und Bedingungen einer einheitlichen europäischen Ausländer- und Asylpolitik sowie die steigenden Energie- und Lebensmittelpreise und die wirtschaftliche Entwicklung im Allgemeinen. Anschließend fanden Gespräche mit dem Vorsitzenden des Ausschusses für Inneres und Landesplanung Marco Schank und dem Vorsitzenden des Ausschusses für Justiz Patrick Santer statt.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hiefenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Institut de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et de la qualité des produits et services

5516 - Projet de loi

- relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et à la création d'un cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant

*** la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures,**

*** la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et accises,**

*** la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, et**

*** la loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, et**

- abrogeant la loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport

Le projet de loi sous examen vise à regrouper pour des raisons de complémentarité, d'efficacité et de simplification administrative, dans une seule administration, des missions qui sont jusqu'à présent dans les attributions de plusieurs structures publiques:

- la normalisation, la surveillance du marché dans le domaine des équipements électriques et de télécommunication, la gestion des concessions pour électriciens (autorisations dans le nouveau projet) ainsi que l'exécution de la procédure d'information dans le domaine des normes et règles techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information sont actuellement dans les attributions du Service de l'Énergie de l'État;

- la surveillance du marché des jouets est réalisée par l'Inspection du Travail et des Mines;

- l'accréditation et la sécurité générale des produits sont dans les attributions du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur;

- la métrologie légale est un service de l'Administration des Contributions directes;

- la notification d'organismes au sens de la législation luxembourgeoise transposant les directives communautaires élaborées selon la technique législative dite «de la nouvelle approche» est répartie entre le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, le Ministère de la Santé, le Ministère du Travail et de l'Emploi et le Ministère des Transports.

Le projet de loi réorganise également la surveillance du marché au sens de la législation luxembourgeoise transposant les directives communautaires élaborées selon la technique législative dite «de la nouvelle approche» en attribuant à l'Institut un rôle de coordination au niveau national et en créant un cadre général de la surveillance du marché des produits commercialisés au Luxembourg.

Dans la même optique l'Institut va coordonner la vérification des bonnes pratiques de laboratoire attribuée à l'Administration de l'Environnement, au Laboratoire national de santé, à l'Inspection du Travail et des Mines et à l'Administration des Services techniques de l'agriculture.

Le projet vise également à adapter le droit national au règlement du Parlement européen et du Conseil fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 16.11.2005

Rapporteur: M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

26.01.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
15.03.2007	Examen des propositions d'amendements
22.03.2007	idem
19.04.2007	Adoption des propositions d'amendements
08.11.2007	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.11.2007	Continuation de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
29.11.2007	Élaboration d'une série d'amendements
28.02.2008	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
20.03.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2008

Protection des biens culturels en cas de conflit armé

5550 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999

Le projet de loi sous rubrique a comme objet l'adaptation du droit pénal luxembourgeois aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye le 26 mars 1999.

Le droit pénal luxembourgeois sanctionnera désormais le fait de s'attaquer dans le cadre d'un conflit armé à un bien culturel sous protection renforcée au sens de la Convention ou encore de l'utiliser à l'appui d'une action militaire, de détruire sur une grande échelle des biens culturels protégés par la Convention, de commettre un vol, un pillage ou un détournement de biens culturels protégés par la Convention, de commettre des actes de vandalisme dirigés contre les biens en question, etc.

www.chd.lu

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.03.2006

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

06.12.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.01.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2008

Contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement

5585 - Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement

Le projet de loi a pour but, d'une part, de doter notre pays d'un système efficace, adapté aux nouvelles technologies, pour le contrôle de sécurité des voyageurs, et, d'autre part, d'introduire les moyens d'une statistique valable des arrivées et des nuitées dans les établissements d'hébergement touristique, tels que les hôtels, campings, auberges de jeunesse, gîtes ruraux et autres. Par ces nouvelles dispositions, la loi du 16 août 1975 sur le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement est abrogée.

Dans l'optique d'une simplification administrative pour les tenanciers d'établissements d'hébergement, ainsi que d'un renforcement du contrôle de sécurité, le projet de loi innove en introduisant l'obligation pour les établissements d'une certaine envergure, respectivement la possibilité pour les établissements de taille modeste, d'une saisie et d'une transmission électronique des données à la fois vers la Police grand-ducale et vers le STATEC.

Une autre innovation introduite par la loi sous avis consiste en la réintroduction de l'inscription des membres d'un groupe sur une fiche commune, disposition qui avait été introduite en 1968 et révoquée en 1975 (voir lois des 28 mai 1968 et 16 août 1975 sur le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement). Les auteurs du projet de loi estiment que les effets négatifs de cette formule qui avaient été constatés entre 1968 et 1975 devraient pouvoir être enrayés aujourd'hui grâce aux nouvelles technologies.

En outre, le projet de loi sous avis s'inscrit dans la lignée de la directive 95/57/CE concernant la collecte de données statistiques dans le domaine du tourisme dont l'article 13 obligeait les États membres à prendre «les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour (s'y conformer) avant le 23 novembre 1996».

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 12.06.2006

Rapporteur: Mme Françoise Hetto-Gaasch

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

(Président: M. Norbert Haupert):

18.10.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.01.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.01.2008	Examen et adoption du projet de rapport
20.03.2008	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
09.04.2008	Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2008

Garantie internationale portant sur les biens aéronautiques, le matériel roulant ferroviaire et le matériel d'équipement spatial

5698A - Projet de loi portant approbation de la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et de son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques

Le projet de loi 5698 comporte deux volets. Le premier volet a pour objet d'autoriser l'adhésion du Luxembourg à la Convention du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles ainsi qu'à son Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens d'équipements aéronautiques. Le deuxième volet modifie la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef pour certaines catégories de biens aéronautiques.

Il a été décidé de donner suite à l'avis du Conseil d'État du 19 février 2008 qui propose de scinder le projet de loi en deux parties.

Le projet de loi 5698A vise l'approbation de la Convention du Cap et du Protocole aéronautique. Le principal objectif de la Convention est de poser des règles efficaces pour faciliter le financement des matériels d'équipements mobiles. Le Protocole applique ces dispositions aux biens aéronautiques (cellules d'aéronefs, moteurs d'avion et hélicoptères). La Convention et le Protocole créent une «garantie internationale» pour assurer l'exercice de mesures d'exécution adaptées et propres à ne pas rompre la continuité d'exploitation du bien, son immobilisation dans le cadre des procédures d'exécution habituellement employées étant en dernière analyse préjudiciable pour l'ensemble des parties impliquées.

L'adhésion à la Convention et au Protocole permet une modernisation de la législation et l'établissement d'un meilleur équilibre entre les intérêts des établissements de crédit qui financent les aéronefs et les intérêts des compagnies aériennes nationales, qui

peuvent faire des économies substantielles dans leurs programmes d'acquisition d'aéronefs, notamment par la possibilité d'assurer un financement en de bonnes conditions auprès d'organismes spécialisés.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.03.2008

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

25.02.2008 Désignation d'un rapporteur

10.03.1008 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.04.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2008

Benelux: Protocole dans le domaine de la coopération administrative et judiciaire et concernant les impôts

5751 - Projet de loi portant approbation du Protocole, modifiant le Protocole additionnel relatif aux impôts annexé à la Convention concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 29 avril 1969 et de la Déclaration des trois Gouvernements, signés à Bruxelles, le 17 avril 2007

Le projet de loi a pour objet l'approbation d'un Protocole modifiant le Protocole additionnel relatif aux impôts signé à La Haye, le 29 avril 1969. Ledit Protocole est annexé à la Convention concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benelux.

Le but est de mettre à la disposition des administrations fiscales des pays du Benelux un instrument commun supplémentaire de lutte contre la fraude fiscale transfrontalière. La modification étend le champ d'application du régime de responsabilité solidaire du pays où la TVA est due aux deux autres pays. Cette extension permettra au pays où la TVA est due d'invoquer la responsabilité solidaire d'une personne physique ou morale partie à la transaction et domiciliée ou établie dans un autre pays partenaire selon les règles en vigueur dans le premier pays. Ceci implique la reconnaissance des dispositions relatives à la responsabilité solidaire en vigueur dans le pays où la TVA est due par les deux autres pays ainsi que la possibilité pour la personne incriminée de contester dans le pays où la TVA est due la redevabilité de la taxe et l'application de la responsabilité solidaire.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.08.2007

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

25.02.2008 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.04.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2008

Information et consultation des travailleurs dans la Communauté européenne

5788 - Projet de loi portant: 1. modification du chapitre IV du titre premier du livre IV du code du travail; 2. transposition de la directive 2002/14/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne

Le projet de loi transpose en droit luxembourgeois la Directive 2002/14/CE établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne. Il se limite à cette finalité, alors que les discussions sur une réforme globale du dialogue social à l'intérieur des entreprises sont reportées. En effet, dans le paquet global retenu par la tripartite dans ses conclusions du 28 avril 2006, la priorité a été mise sur l'introduction d'un statut unique du salarié de droit privé. Cette introduction comprendra une harmonisation en matière de délégations et de comités mixtes. Dès lors il est logique que la réforme fondamentale qualitative du dialogue social interne aux entreprises ne puisse être entamée que par la suite.

La Directive fixe un cadre commun relatif à l'information et à la consultation des travailleurs. Elle vise plus particulièrement l'information et la consultation sur des situations et des décisions d'ordre économique ayant des incidences sur la vie et le fonctionnement de l'entreprise. En effet, le texte de la proposition de Directive était élaboré sous l'impression de l'affaire dite Vilvoorde, concernant la restructuration d'une grande usine automobile ayant eu lieu sans véritable information et consultation - en temps utile - des représentants du personnel. Il s'agit donc de fixer des standards européens minima de dialogue social en matière économique. Ceux-ci doivent notamment s'appliquer, et c'était un des objectifs principaux de la Directive, en cas de restructuration. Cette Directive doit par ailleurs être vue ensemble avec les dispositions concernant l'information et la consultation dans le cadre des comités d'entreprise européens et du Statut de la Société européenne. Il y a donc désormais en droit communautaire du travail un système cohérent.

La démarche du projet de loi 5788 est la suivante:

- les compétences prévues par la directive en matière d'information et certaines compétences prévues en matière de consultation sont ajoutées aux attributions des délégations existantes dans les entreprises de 15 salariés au moins à 150 salariés au plus;

- les compétences spécifiques des directives prévues en matière de consultation des salariés seront instituées auprès des comités mixtes fonctionnant dans les entreprises occupant 150 salariés au moins.

Le projet prévoit également les conditions aux termes desquelles l'obligation de confidentialité peut être attachée aux informations que le chef d'entreprise doit en principe divulguer et une procédure en cas de désaccord. De la même manière, une procédure est prévue au cas où le chef d'entreprise estime que la divulgation d'informations ou la durée de la procédure sont préjudiciables à l'entreprise ou compromettent une opération projetée. Le texte prévoit encore qu'en cas de litige sur ce point, le directeur de l'Inspection du travail et des mines est saisi et que sa décision est susceptible d'un recours devant le Tribunal administratif.

Le projet met fin à une situation discriminatoire - déclarée par ailleurs inconstitutionnelle par un arrêt de la Cour constitutionnelle du 18 juin 2004 - consistant dans le fait que les employés privés au service d'un employeur du secteur public ne sont actuellement pas autorisés à participer, ni activement, ni passivement aux élections des délégations du personnel. Pour les explications très techniques y relatives, il est renvoyé aux développements détaillés figurant dans l'exposé des motifs.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 04.10.2007

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

13.11.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi par M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen

Échange de vues général

12.02.2008 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

08.04.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2008

5820 - Projet de loi relative à la transformation et à la rénovation du Centre Marienthal

Les origines du monastère de Marienthal remontent à 1232 dont la dernière destination avant de devenir la propriété de l'État en 1974 était de servir de centre de formation pour jeunes missionnaires.

En 1999, l'État a également acquis la ferme adjacente.

En 2002, le site de Marienthal a été classé monument national.

Depuis l'acquisition du site par l'État, il a été réservé aux activités du Service national de la jeunesse, qui a dû le libérer en 1999 en vue de pouvoir y accueillir les réfugiés ayant fui le Kosovo, à l'époque théâtre d'un conflit militaire. Depuis que les besoins de logement d'immigrés ont diminué, le Service national de la jeunesse a récupéré les lieux, et les travaux prévus sont destinés à adapter le site aux besoins d'un centre de logement, de formation et de loisirs pour jeunes, géré par ledit Service national de la jeunesse.

En cela, le projet fait suite à une motion de la Chambre des députés de fin 1995 dans laquelle celle-ci avait invité le Gouvernement «à accélérer les travaux de transformation, de modernisation et d'extension des trois centres d'Eisenborn, de Marienthal et de Hollenfels».

Il permet l'organisation de stages pour des classes de l'enseignement secondaire, de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement primaire, l'accueil de groupes entendant utiliser le Centre comme base pour des activités de loisirs, l'offre de stages de formation pour animateurs et éducateurs, la réalisation de travaux d'intégration sociale et d'insertion professionnelle.

À cet effet, il est prévu de rénover et de moderniser les infrastructures du site en vue de mieux les adapter aux exigences de la palette des activités offertes par le site.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 12.12.2007

Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

15.01.2008 Désignation du rapporteur

28.02.2008 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

18.03.2008 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2008

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live *an* **integral**

mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

Mardi, 22 avril 2008

SÉANCE 33

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président, M. Marc Spautz (au sujet de la question parlementaire N°2302), M. le Président, Mme Colette Flesch (invoque l'article 80 (5) du Règlement de la Chambre pour sa question parlementaire N°2371 et demande par conséquent une modification de l'ordre du jour), M. le Président*

2. Retraits du rôle des affaires

3. 5857 - Proposition de loi sur la prostitution
- *Déclaration de recevabilité*

4. 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution, Article 63 du Règlement
- *Prise en considération*

5. Composition des commissions parlementaires
- *Proposition de changement adoptée*

6. Ordre du jour
- *M. le Président, Mme Colette Flesch, M. le Ministre Lucien Lux, M. Marc Spautz, M. le Président, M. Xavier Bettel, M. le Président*

7. Dépôt d'un projet de loi
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration dépose le projet de loi 5874*

8. Dépôt d'une proposition de loi
- *M. Gast Gibéryen dépose la proposition de loi 5875*

9. Heure de questions au Gouvernement

Question N°264 du 22 avril 2008 de M. Gilles Roth relative au cadre réglementaire applicable à l'implantation d'éoliennes, adressée à M. le Ministre de l'Environnement
- *M. Gilles Roth - M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*

Question N°265 du 22 avril 2008 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- *M. Eugène Berger - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

Question N°266 du 21 avril 2008 de M. Roland Schreiner relative à l'introduction d'une pension complémentaire dans la fonction publique, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- *M. Roland Schreiner - M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*

Question N°267 du 22 avril 2008 de M. Camille Gira relative à l'organisation des services de secours et notamment des règlements grand-ducaux à prendre en exécution de la loi du 12 juin 2004, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- *M. Camille Gira - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

Question N°268 du 22 avril 2008 de M. Ali Kaes relative au remboursement du vaccin contre les infections à HPV (Human Papilloma Virus), adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- *M. Ali Kaes - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

Question N°269 du 21 avril 2008 de M. Jacques-Yves Henckes relative aux récents jets de pierre de ponts autoroutiers, adressée à M. le Ministre de la Justice
- *M. Jacques-Yves Henckes - M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*

Question N°270 du 21 avril 2008 de M. Roger Negri relative à une proposition de directive de la Commission européenne augmentant le taux du biofuel à 10% en tant qu'additif dans l'essence et le diesel jusqu'à l'an 2020, adressée à M. le Ministre de l'Environnement
- *M. Roger Negri - M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*

10. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet du don d'organes
- *Exposé: Mme Martine Stein-Mergen*
- *Débat: M. Alexandre Krieps, M. Marc Angel, M. Jean Huss, M. Jacques-Yves Henckes et M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

11. 5804 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2006-2007)
- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Camille Gira (dépôt d'une motion et d'une résolution)*
- *Débat: M. Patrick Santer, M. Xavier Bettel (à qui répond M. le Ministre François Biltgen), Mme Lydie Err, M. Robert Mehlen, M. Romain Schneider et M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Motion 1 et résolution 1 adoptées*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, d'Sitzung ass op.

Ech wëll d'Regierung, déi vertrueden ass duerch den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf, froen, ob si eis eng Matdeelung ze maachen huet?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.-*

Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

Här Spautz?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, ech wollt froen: Do si Questionparlementairen derbäi u Regierungsmemberen, déi schonn iwwer 30 respektiv 60 Deeg erausginn, déi nach ëmmer net dorop geäntwert hunn. Déi Regierungsmembere sinn awer och elo net hei. Dofir ass meng Fro, wéini mer dann déi Äntwerten awer géife kréien.

M. le Président.- Ech kann Iech just versécheren, Här Spautz, dass vun der Verwaltung vun der Chamber d'Regierung permanent opgefuerdert gëtt a rappeléiert gëtt, déi parlamentaresch Ufroen, déi nach net beäntwert sinn, endlech ze beäntwerten. D'Madame Flesch huet d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, vu dass den Här Spautz déi Fro gestallt huet, wollt ech wann ech gelift zum Ordre du jour froen, geméiss dem Artikel 80, Paragraph 5 vun onsem Reglement, dass ech meng Fro 2371, déi op Ärer Lëscht vum 17. Abrëll steet, wou den Délai schonn iwwerschratt ass, kéint elo en session publique un de Minister, un den Här Lux, stellen. Ech froen also domat eng Modifikatioun vum Ordre du jour.

Une voix.- Déi gëtt accordéiert.

M. le Président.- Madame Flesch, wa mer bis beim Ordre du jour ukomm sinn, dann décidéiere mer och iwwer Är Demande, fir den Ordre du jour ze modifizéieren. Elo kucke mir emol fir d'éischt wéi eng Kommunikatiounen nach ze maache sinn:

2. Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5856** - Projet de loi relatif à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 07.03.2008

2) **5858** - Projet de loi portant modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 25.03.2008

3) **5859** - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 25.03.2008

4) **5860** - Projet de loi relatif à la traite des êtres humains, (1) portant approbation: (a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et (b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005; (2) modifiant le Code pénal; et (3) modifiant le Code d'instruction criminelle

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 26.03.2008

5) **5861** - Projet de loi portant approbation de l'Amendement de la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, adopté lors des 109e et 110e sessions du Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.04.2008

6) **5862** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong, le 2 novembre 2007

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.04.2008

7) **5863** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au débat suite à une déclaration gouvernementale selon l'article 80 de la Constitution

Dépôt: Monsieur Gast Gibéryen, le 08.04.2008

8) **5864** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi

Dépôt: Monsieur Gast Gibéryen, le 08.04.2008

9) **5865** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République démocratique populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.04.2008

10) **5866** - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'Institut forestier européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.04.2008

11) **5867** - Projet de loi relatif à la responsabilité parentale

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 11.04.2008

12) **5868** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO)

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 11.04.2008

13) **5869** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 16.04.2008

14) **5870** - Projet de loi portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 17.04.2008

15) **5871** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 13 septembre 2006 concernant la participation du Luxembourg au renforcement de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 18.04.2008

16) **5872** - Projet de loi relative à la profession de l'audit et: - portant transposition de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE

et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil, - portant organisation de la profession de l'audit; - modifiant certaines autres dispositions légales, et - portant abrogation de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.04.2008

17) **5873** - Projet de loi portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.04.2008

3. Par lettre du 21 avril 2008 Monsieur le Député Ben Fayot a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de la Bibliothèque nationale.

4. En date du 24 au 27 mars 2008 se sont tenues des réunions de la Commission sur la dimension civile de la sécurité de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO) à Istanbul et à Ankara (Turquie). La Chambre des Députés y était représentée par M. Marc Angel, Vice-Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, et par Mme Lydia Mutsch, Membre de la délégation luxembourgeoise.

À l'ordre du jour figuraient notamment le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, l'ambition de la Turquie de devenir une plate-forme énergétique et son rôle dans la sécurité énergétique de l'Europe, la controverse suscitée par une décision de lever l'interdit sur le port du voile à l'université, le recours juridique visant à interdire l'AKP, la situation de la population kurde, la récente intervention militaire de la Turquie contre le PKK dans le nord de l'Irak ainsi que la lutte contre le terrorisme.

5. En date du 27 au 28 mars 2008 s'est tenue la 4e session annuelle de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) à Athènes.

La Chambre des Députés y était représentée par Mme Lydie Err, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APEM, Mme Martine Stein-Mergen, Vice-Présidente et M. Xavier Bettel, Membre de la délégation luxembourgeoise.

À l'ordre du jour figuraient notamment des discours de M. Kostas Karamanlis, Premier Ministre de la République hellénique, M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, M. Stavros Dimas, Commissaire européen pour l'Environnement et M. Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen.

Mme Err a participé aux travaux de la commission politique, de sécurité et des droits de l'Homme ainsi qu'aux travaux de la commission ad hoc sur les droits de la femme dans les pays euro-méditerranéens.

Mme Martine Stein-Mergen a assisté aux travaux de la commission pour la promotion de la qualité de la vie, les échanges humains et de la culture ainsi qu'à une réunion informelle du groupe de travail des experts sur les questions d'énergie et d'environnement.

M. Xavier Bettel a représenté la Chambre des Députés à la commission des affaires économiques, financières, des affaires sociales et de l'éducation.

Lors de l'élection des bureaux des commissions parlementaires, Mme Lydie Err a été élue Vice-Présidente de la nouvelle commission des droits de la femme dans les pays euro-méditerranéens et M. Xavier Bettel Vice-Président de la commission des affaires économiques, financières, des affaires sociales et de l'éducation.

6. En date du 28 au 30 mars 2008 s'est tenue une réunion de la Commission Permanente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO) à La Haye (Pays-Bas). La Chambre des Députés y était représentée par M. Marc Spautz, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

À l'ordre du jour figuraient notamment les relations avec la Fédération de Russie, le statut des délégations non membres et l'intégration de nouveaux pays.

2. Retraits du rôle des affaires

Zwee Projete goufe vum Rôle vun den Affäre gestrach: de Projet de loi 5778, eng Ofännerung vum Postgesetz, an de Projet de règlement grand-ducal 5688, eng Direktiv iwwert d'Gemengewahlen.

3. 5857 - Proposition de loi sur la prostitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 17 Abrëll huet d'Presidentekonferenz virgeschloen, dass d'Proposition de loi 5857 iwwert d'Prostitutioun fir recevabel erkläert wär.

Une voix.- Oh, neen!

M. le Président.- Dës Proposition de loi gouf den 19. Mäerz vun der Madame Err, dem Här Angel, dem Här Castegnaro an der Madame Dall'Agnol déposéiert.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution, Article 63 du Règlement

Ech wéilt d'Chamber froen, ob si sech fir d'Prise en considération ausschwätzt vun zwee Virschléi iwwer eng Verfassungsännerung: d'Propositioun 5595 iwwert den Artikel 10 an d'Propositioun 5672 iwwert den Artikel 9, 1. Alinea. Et handelt sech heibäi ëm eng Décisioun, déi noutwendeg ass opgrond vun enger Dispositioun aus dem Chamberreglement.

Ass d'Chamber d'accord domat?

(Assentiment)

Dann ass et och do esou décidéiert.

5. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission de la Santé an der Sécurité sociale ubelaangt, huet d'CSV-Fraktioun virgeschloen, dass bei der Instruktioun vum Projet de loi iwwert d'Palliativmedezin an der Proposition de loi iwwert d'Recht an Dignitéit ze stierwen déi Damme Marie-Josée Frank an Nancy Arendt ersat ginn duerch déi Häre Jean-Paul Schaaf a Patrick Santer.

Ass d'Chamber och domat averstanen?

(Assentiment)

Une voix.- Neen!

M. le Président.- Dann ass et esou décidéiert.

(Hilarité)

6. Ordre du jour

Wat déi parlamentaresch Aarbechte fir dës Woch ubelaangt - Madame Flesch, mir kommen elo zum Ordre du jour, deen Dir virdru schonn ugesprach hat -, gouf folgenden Ordre du jour virgeschloen: haut de Mëtteg eng Froestonn un d'Regierung, eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Organspenden an eng Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport d'activité vum Médiateur. Den Ordre du jour gëtt evakuéiert, och wann d'Sitzung iwwer hallwer siwen erausgeet.

Muer um hallwer dräi steet op eisem Ordre du jour: d'Deklaratioun vum Här Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz iwwert d'Entwécklungshëllef mat uschléissender Debatt, de Projet de loi 5516 iwwert d'Schafung vun engem Institut luxembourgeois de normalisation an de Projet de loi 5585 iwwert d'Gestioun vun den Donnéeën am Beräich vum Tourismus.

En Donneschdeg um dräi Auer - net um hallwer dräi, mä um dräi - hu mer de Projet de loi iwwert de Centre Mariendall, dann d'Question avec débat vum Här Bettel iwwert d'Presenz vun Observateuren am Fall vun Ausweisungen an de Projet de loi 5698, eng Konventioun iwwer international Garantië fir Matériels d'équipement mobiles. Dann nach de Projet de loi, wat eng Konventioun ass, géint d'Fraude fiscale, a schlussendlech eng Konventioun iwwert de Schutz vu Kulturgidder. Um Enn vun där Sitzung hu mer nach d'Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Sous réserve, dass d'Madame Flesch eppes gefrot huet. Wann Der mir nach eng Kéier wéilt rappeléieren, wourëms et geet.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, et geet ëm meng Fro 2371 iwwert den „General Aviation Terminal" um Findel, deen an Ärer Lëscht vum 17. Abrëll figuréiert, bei deene Froen, wou den Délai fir d'Beäntwertung dervun dépasséiert ass. Ech beruffe mech op den Artikel 80, Paragraph 5 vun onsem Reglement, dat virgesäit, dass, wann de Minister am Délai vun engem Mount net op eng Fro geäntwert huet, se an der éischter Séance publique de la semaine suivant l'expiration du délai de réponse gestallt ka ginn.

Ech hunn de Moien an elo nach de Mëtteg bei der Chamber vérifiéiert, ob d'Äntwert ukomm wär. Dat, ass mer gesot ginn, ass net de Fall. Ech sinn der Wourecht awer schëlleg, dass den Här Lux elo virdru bei mech gelaf komm ass a gesot huet, hien hätt d'Äntwert gëschter ënnerschriwwen. Nach ass se anscheinend net hei agelaf, duerfir géif ech gär meng Fro stellen.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Dat ass déi modern Technik.

M. le Président.- Dir hutt elo esou laang gewaart, Madame Flesch,...

(Hilarité)

...elo géif et vläicht och net méi op een Dag ugoen. Mä wann Dir se awer wëllt stellen, dann ass et laut dem Reglement Äert gutt Recht. Wat seet den Här Minister Lux? Hie ka vläicht seng schréftlech Äntwert virliesen.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Hien huet se och net!

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Ech hu se och net hei. Ech wäert der Madame Colette Flesch nach bis zum Enn vun der Heure de questions d'Äntwert schréftlech iwwerreechen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Très bien. Wann dat gekläert ass, dann denken ech, wäert d'Madame Flesch och zefridde gestallt sinn.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Ech verzichten, Här President, op dat Recht, wat d'Reglement mir zouerkennt.

M. le Président.- Très bien. Dann ass déi Fro vum Ordre du jour geléist.

Den Här Spautz freet d'Wuert. Här Spautz, wann ech gelift.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, bei där Fro, déi mäi Kolleeg Ali Kaes an ech de 14. Februar gestallt hunn un de Minister vun der Gesondheet betreffend de Bilan vun enger Motioun, déi mer den 21. Dezember 2004 an der Chamber geholl hunn iwwert de Reclassement externe a Reclassement interne, do waarde mer och elo zënter dem 14. Februar op eng Äntwert. Dat ass elo schonn e bëssche méi laang hier.

De Minister ass awer elo net do. Do gëtt et jo dann zwou Méiglechkeeten: Entweder ass et en anere Regierungsmember, deen drop äntwert, respektiv mir leeën et dann e bësse méi spéit, während der Heure de question. Ech weess et net, mä et wier och wichteg, dass mer eng Äntwert kréien.

(Interruption)

M. le Président.- Loosse mer elo hei schéin der Rei no fueren. Här Spautz, Är Fro war och vläicht e wéineg komplizéiert. Duerfir soll een der Regierung och déi noutwendeg Zäit ginn.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech hunn nach eng vum leschte Joer vum Här Frieden net beäntwert kritt, Här President!

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Bettel, hutt Dir d'Wuert gefrot?

(Hilarité)

Et ass Äert Recht, fir d'Wuert ze froen, mä da maacht dat a geuerdneter Form!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, just fir ze soen, et stëmmt, dass verschidde Froen net beäntwert gi sinn. Et sinn der ganz, ganz vill an deem leschte Relevé, dee mer kritt hunn. Iwwer 30 Froe sinn net beäntwert ginn an do och nach zwou vum leschte Joer an do ass eng vu mir derbäi. Ech wier awer frou, wann d'Regierung mer iergendeng Kéier kéint eng Äntwert ginn. Dat wier awer interessant an ech mengen dat wier och héiflech vun der Regierung vis-à-vis vun der Chamber.

M. le Président.- Gutt. Also de Wonsch nach eng Kéier un d'Regierung, am nächste Regierungsrot driwwer ze beroden, wéi een et kéint maachen, fir och déi komplizéiert Froe vun den Deputéierten an tant soit peu räsonnabelen Délaië beäntwert ze kréien.

Här Spautz, ech denken, dass mer Är Demande elo emol zréckstellen a bei deem bleiwen, wat mer hei hunn. Ech wëll d'Chamber elo emol froen, ob se d'accord ass mat deem Ordre du jour, deen ech virdru virgedroen hunn?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zu der Heure de questions un d'Regierung. Dir wësst, wéi ëmmer, d'Deputéierten hunn zwou Minutten Zäit, d'Regierung véier Minutten Zäit, fir ze äntwerten. Ier mer dozou kommen, ginn ech der Madame Marie-Josée Jacobs, Famillje-ministesch, d'Wuert fir den Dépôt vun engem Projet de loi.

7. Dépôt d'un projet de loi

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci, Här President. De Grand-Duc huet mer erlaabt, de Projet de loi ze déposéieren iwwert d'Assistenz an d'Hëllef vun Affer, déi aus dem Mënschenhandel kommen.

5874 - Projet de loi portant sur l'assistance et la protection des victimes de la traite des êtres humains modifiant le code de procédure civile

M. le Président.- Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi, deen un déi zoustänneg Chamberskommissioun verwise gëtt. Den Här Gibéryen signaléiert mer, dass hien och geschriwwen huet. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

8. Dépôt d'une proposition de loi

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Et wier och fir den Dépôt vun enger Proposition de loi ze maachen iwwert d'Erëmaféiere vum integralen Indexsystem hei zu Lëtzebuerg. Ech wier frou, wann déi Proposition de loi géif ganz séier traitéiert ginn, well d'Land, dat waart dorop.

5875 - Proposition de loi

a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes

b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et

c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant, et de ce fait

1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements

2) modifiant

a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements

b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge

c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance

d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité

e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales

f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire

g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation

h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales

i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation

j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants

M. le Président.- Ech si frou, Här Gibéryen, dass Dir drop renoncéiert hutt, d'Proposition de loi elo hei ze presentéieren, well dat eisem Reglement net entsprach hätt.

9. Heure de questions au Gouvernement

Mir kommen dann un déi éischt Fro haut de Mëtteg un d'Regierung. Et ass déi vum honorabelen Här Roth un den Här Ëmweltminister, eng Fro betreffend d'Wandmillen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°264 du 22 avril 2008 de M. Gilles Roth relative au cadre réglementaire applicable à l'implantation d'éoliennes, adressée à M. le Ministre de l'Environnement

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, laut dem Rapport d'activité vum Ëmweltministère ass am Joer 2007 een neie Wandpark autoriséiert ginn. Am Ganze si bis haut eelef Wandparken am Land genehmegt ginn, woubäi der zwee net an d'Exploitatioun gaang sinn, well den Délai vun der Autorisatioun ofgelaf war.

Zu Lëtzebuerg gëtt et menges Wëssens keng spezifesch Reglementatioun wat d'Opstellung vu Wandmille betrëfft. Et ass d'Kommodos-Gesetz aus dem Joer 1999, wat och d'Fro vun de Wandparke regelt. Dozou kënnt jee nodeem d'Gesetz iwwert den Naturschutz.

Um Niveau vun de Verwaltungsgeriichter gëtt et eng Rei vu Jurisprudenzen, déi de Caractère d'utilité publique vun de Wandmillen als Quell vun erneierbar Energien zréckbehalen hunn. D'Fro vun der Legalitéit vun engem graphesche Plang, dee verschidde Zones de réserve fir Wandmille feststellt, war do schonns méi ëmstridden. An der Belsch, notamment an der Wallonie, gëtt et fir d'Opriichte vu Wandmillen ee sougenannte Cadre de référence.

An dësem Kontext wollt ech den Ëmweltminister froen: Gedenkt d'Regierung och eng spezifesch Reglementatioun fir d'Opstelle vu Wandmillen hei zu Lëtzebuerg auszeschaffen? Wat fir ee Stellewäert miesst d'Regierung der Wandenergie an Zukunft bäi, besonnesch fir déi europäesch Virgab a Saachen erneierbar Energie ze erfëllen, déi seet, dass bis d'Joer 2020 11% vum nationalen Energieverbrauch duerch erneierbar Energien ofgedeckt musse ginn?

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Roth. Den zoustännege Minister huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, dem honorabele Kolleeg Gilles Roth seng Fro betrëfft virun allem de schwierege reglementaresche Kader an deem mer eis befannen. Den Innen- a Landesplanungsminister hat sech virun enger Zäit proposéiert gehat, e Plan sectoriel extra ze maache fir de Beräich vun de Wandparken. Hien huet déi Iddi, well et och eng schwéierfälleg Prozedur ass, fale gelooss a gesäit am Moment éischter de Wee fir am Rumm vun der Diskussioun iwwerhaapt iwwert d'Kompetenz vun de Gemengen am Beräich vun der Energie- an der Klimaschutzpolitik op e Règlement-type erauszegoen, am Zesummenhang mat de Bautereglementer vun deenen eenzelne Gemengen, fir also esou e Kader an Zesummenaarbecht mam Syvicol auszeschaffen an domadder de Gemengen eng Méiglechkeet ze ginn, op deem Kader ze schaffen.

Bleift, dass an deem reglementare Beräich eng ganz Rei vun Autorisatiounen, och nach ëmmer, wann dat do geléist ass, nach wäerte spillen. Dat ass wouer natierlech fir de Kommodos-Beräich, fir all déi Aspekter, déi mat Kaméidi ze dinn hunn, och mat de Schied ze dinn hunn, déi hei spillen, an och Distanzen, déi ze respektéiere sinn. Dat ass wouer och fir de Beräich vun der Aviation civile, wou mer eng Rei vu Problemer haten am Zesummenhang mat Trajectoiren, déi ze respektéiere si fir de Beräich vun der Aviatioun. An dat ass natierlech wouer fir den Naturschutzberäich an all Dispositiounen aus deem Gesetz.

Esou dass ech also géif mengen, an enger éischter Phas soll een op déi do Fro d'Äntwert ginn, dass mer zesummen dee Règlement-type ausschaffen, fir wéinstens déi Fro um Niveau vun deem, wat d'Gemenge betrëfft, geléist ze kréien.

Wat déi zweet Fro, de Stellewäert vun der Wandenergie, ubelaangt, esou mécht se am Moment an där Produktioun vum Stroum, déi gemaach gëtt iwwer erneierbar Energien, ongeféier 10% aus. Largement un der Spëtzt läit natierlech ëmmer d'Biomass, déi eppes Klenges méi wéi d'Halschent ausmécht aus der Produktioun vun erneierbaren Energien. Mä an deem, wat d'Effikassitéit ubelaangt, par rapport zu deem, wat d'Förderung ubelaangt, spillt d'Wandenergie och fir déi nächst Joren eng grouss Roll, wann ee weess, dass d'Capacitéiten zum Beispill um Niveau vum Waasser praktesch ausgenotzt sinn, ausser vläicht nach kleng Projeten, an um Niveau vun der Fotovoltaik ëmmer dee Problem bleift, dass dat eis an eiser Klimaschutzbilanz direkt net vun Notzen ass, mä trotzdeem awer nach ëmmer gefördert gëtt, ech mengen Dir wësst dat, souwuel iwwert de Beräich vun enger Infrastruktursubventioun wéi och iwwert déi Produktioun, déi geleescht gëtt.

Wat mer am Moment hunn, si 55,9 Megawatt, déi hiergestallt ginn. Wann ech d'Potenzialstudië kucken, da sinn eng Rei vu Projeten - Réiden, Käl, Suessem a Garnech mat akalkuléiert - nach realiséiert ze ginn. Dat wär nach eng zousätzlech Capacitéit vun 28 Megawatt, déi géifen derbäikommen. A wann ech kucken, dass an deem Zäitraum duerno, vun 2010 bis 2020, haaptsächlech dat gemaach gëtt, wat genannt gëtt e Repowering vun deene bestehenden Anlagen, dass also do d'Capacitéiten erneiert ginn an och an d'Luucht gesat ginn, wat nach eng Kéier 35 Megawatt ausmécht, an zousätzlech Anlagen an där Period vun 31 Megawatt gerechent gi sinn, wa mer déi bis 2020 fäerdeg bréngen, da komme mer insgesamt op 150 Megawatt, wat also eng Verdräifachung wär vun deem, wat mer haut hunn.

Dat heescht also, dass een de Cadre réglementaire sécherlech muss besser gestalten, harmoniséieren, och kucken, op déi eenzel Opérateuren, déi Projete wëlles hunn, wierklech zouzegoen, fir hei vläicht Guichet unique ze maachen an derfir ze suergen, dass dat aus engem Goss zesumme geet. Wa mer dat fäerdeg bréngen, da sinn dat doten déi Capacitéiten, déi mer an deenen nächste Jore kéinte fäerdeg bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Punkt op d'Sekonn hutt Der d'Zäit agehalen, dat freet mech an och all déi aner heibannen. Den Här Berger stellt dem Här Innenminister eng Fro iwwert d'Plans sectoriels. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°265 du 22 avril 2008 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Am Juli 2005, méi prezis de 26. Juli 2005 huet den Innenminister de Plan sectoriel «Lycées» virgestallt. An deem Kontext huet dunn den Innenminister och gesot, datt e géif de Plan sectoriel «Transports» an d'Plans sectoriels «Logement» an «Grands ensembles paysagers» preparéieren. Ech zitéieren do och vun der Internetsäit vun der Regierung vum 26. Juli 2005, wou steet: «Aux dires de Jean-Marie Halsdorf, le projet de loi sur le plan sectoriel ‚Transports' sera présenté avant la fin de l'année 2006, alors que les projets de loi Logement et Grands ensembles paysagers seront prêts pour 2007.»

Här President, mëttlerweil si mer Abrëll 2008. Duerfir wollt ech froen, well déi Pläng nach net virleien, wou déi Aarbechten dru wieren, respektiv ob eis den Innenminister ka méi prezis soen, wéini dann déi dräi verschidde Plans sectoriels prett sinn, fir datt se kënnen an d'Prozedur goen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den Här Jean-Marie Halsdorf, Innenminister, huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, dass ech am Juli vum Joer 2005 déi Ausso do gemaach hunn, mä ech muss feststellen, dass mer déi Zäit ze vill optimistesch waren. Mir hu wierklech gemengt, déi Plan-sectorielë kéinten aus engem Goss ëmgesat ginn. Et muss een awer feststellen, dass et déi éischte Kéier ass, dass mer Plan-sectoriel-primairë maachen.

Well dat ass dee ganz groussen Ënnerscheed par rapport zu engem Plan sectoriel «Lycées», wat e Plan sectoriel secondaire ass. Do ass d'Matière vill méi komplex. D'Envergure ass vill méi grouss. Et muss méi am Detail gekuckt ginn. Déi Diskussiounen tëschent de Ministere musse méi am Fong gemaach ginn.

Wa mer net esou gutt weiderkomm sinn, dann ass et net, well déi eenzel Ministeren net wollte matschaffen, mä dann ass et éischter, well einfach den Däiwel och am Detail ass: Wéi sinn déi verschidden Optioune festzeleeën? Wéi sollte mer plangen? Dat ass ee vun de Grënn, firwat dass mer nach net méi wäit sinn, wéi mer elo sinn.

Deen zweete wichtege Grond ass dee vun de juristesche Froen, déi sech opwerfen am Kader vun engem Plan sectoriel. Net méi spéit wéi virun e puer Méint hu mer am Kader vum POS Findel gesinn, wéi wichteg déi juristesch Aspekter sinn. Déi sinn och ganz komplex. Hei muss och wierklech bis an de leschten Detail gekuckt ginn, fir d'Risiken, fir dass eng Annullatioun ka stattfannen, ze minimiséieren.

Drëttens, dat ass och en Aspekt, deem mer eis am Ausaarbechte bewosst si ginn. Mir hu jo véier sougenannte Plan-sectoriel-primairen: dee vum Logement, dee vun de Zone-d'activité-économiquen, vun de Grands ensembles paysagers a vum Transport. Et geet drëm, déi véier mateneen ze vernetzen. Juristesch géif ech bal soen, an och wat déi technesch Aspekter ugeet: Et ass eng integrativ Approche. Déi ass och immens, immens komplex. Duerfir komme mer och - loosse mer soen - nëmme „step by step" weider. Mir versichen elo déi véier an engem gewëssene Parallellismus fäerdeg ze kréien.

Doriwwer eraus hu mer nach en aneren Aspekt, deen och opgetrueden ass, deen awer gewosst ass. Dat ass déi sougenannten Direktiv 2001/42/CE vum 27. Juni 2001. Déi gesäit vir, dass mer mussen eng strategesch Ëmweltprüfung maachen, eng sougenannte SUP. Déi muss och nach fir alleguerten déi Projete gemaach ginn.

Esou gesitt Der, dat ass net esou einfach, well do hu mer och keng Valeur-de-référencen. Aus deem Grond eraus wäert et elo esou sinn, dass mer nach virum Summer de Plan sectoriel «Transports» an de Plan sectoriel «Grands ensembles paysagers» wäerte presentéieren. Da gëtt duerno déi sougenannte SUP op deene Projete gemaach. An duerno wäerte mer dann déi zwee aner Plan-sectorielen, dee vum Logement a vun de Zones d'activités économiques, virleeën.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den honorabelen Här Schreiner huet eng Fro un de Minister vun der Fonction publique an der Réforme administrative iwwert d'Introduction d'une pension complémentaire dans la Fonction publique. Här Schreiner, wann ech gelift.

- Question N°266 du 21 avril 2008 de M. Roland Schreiner relative à l'introduction d'une pension complémentaire dans la fonction publique, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Minister vun der öffentlecher Fonctioun eng Fro stellen am Zesummenhang mat der eventueller Aféierung vun enger Zousazpensioun an der Fonction publique, esou wéi et se am Privatsecteur och scho gëtt.

An engem Communiqué huet d'CGFP - d'Statsbeamtegewerkschaft - eis d'lescht Woch wësse gelooss, dass eng Entrevue beim Minister erginn hätt, dass d'Regierung - ech zitéieren - „eng oflehnend Haltung" an dëser Fro ageholl hätt. Dat, obscho se sech am Accord salarial vum 5. Juli 2007 engagéiert hätt an och huet, d'Faisabilitéit vun der Schafung vun engem Zousazpensiounsregime - wéi et en am Privatsecteur gëtt, ech hunn et gesot - ze studéiere fir déi Leit, déi nom 31. Dezember 1998 beim Stat agestallt goufen oder nach ginn. Entspriechend Konklusioune sollten da virum Juli 2008 virleien. Dat ass de Wortlaut vum Accord salarial.

Ouni elo d'Opportunitéit vun esou enger Mesure hei bewäerten ze wëllen, wollt ech de Minister froen, ob hien déi Aschätzung vun der CGFP esou confirméiere kann. A wa jo, wat respektiv wéi eng Elementer d'Regierung dozou verleet hunn, dës oflehnend Haltung, wéi d'CGFP et formuléiert huet, anzehuelen. Ech erënneren och drun, dass schonn am Joer 2000 an der Folleg vum deemolege Gehälteraccord eng Kommissioun an d'Liewe geruff gouf, déi esou eng Zousazpensiounsuerdnung fir den öffentlechen Déngscht sollt ausschaffen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den Här Minister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Ech muss mat der Explikatioun vun deem, wat elo gefrot ginn ass, zréckgoen op den Text genau esou wéi en am Accord salarial d'lescht Joer ofgemaach ginn ass. Den Accord salarial seet, datt d'Regierung bereet ass, d'Faisabilitéit ze studéieren op Basis vu Propositiounen, déi vun der CGFP erabruecht gi si vun der Kreatioun vun engem Régime de pension complémentaire an datt déi Konklusioune vun där Etüd solle fir Juli 2008 disponibel sinn.

Déi Propositioun, déi vun der CGFP erakomm ass, wëll ech elo net an all Detail résuméieren. Mä déi huet grosso modo doranner bestane fir ze soen, datt an esou engem Régime de pension complémentaire kéinten déi Statsbeamten, déi no '98 an de Statsdéngscht komm sinn, sur base volontaire eppes erabezuelen. Da géif de Stat e Complément ginn op deenen, déi sur base volontaire erabezuelen.

Déi Etüd, déi mer iwwert déi Propositioun gemaach hunn, esou wéi se par ailleurs am Accord salarial steet, ass eng Etüd gewiescht, déi haaptsächlech d'juristesch Basis dovunner gekuckt huet. Or, wann een d'juristesch Basis kuckt, esou wéi se am Gesetzestext vum Juni 1999 festgehalen ass, ginn déi Pensiounssystemer an dräi Pilieren ageglidd ert.

Dovun ass den zweete Pilier dee vun der sougenannter Betribsrenteversécherung, déi sech awer haaptsächlech doduerch charakteriséiert, datt se op der Volonté patronale baséiert an datt, wann eng Volontéit vum Patron do ass, fir eng privat oder fir eng Pension complémentaire ze bezuelen, dann och d'Obligation légale do ass, fir déi equivalent Kontributioune fir sief dat dat sämtlecht Personal ze maachen, sief dat spezifesch Kategorië vum Personal, mä dann an der Globalitéit. D'Initiative patronale ass also, wann ee sech am zweete Pilier befënnt, eng Obligatioun.

Dee System, deen hei vun der CGFP proposéiert ginn ass, huet a sech dat ëmgedréint gemaach an huet eng Volontéit vun deem Eenzelne virausgestallt, fir datt de Patron soll nobezuelen. Dat ass also, esou wéi et hei an där Propositioun definéiert ass, mam Gesetz, dat mer iwwert d'Complémentairepensiounen hunn, net méiglech, fir dat am Cadre légal actuel ze maachen. Dat ass dat, wat d'Regierung hei gesot huet.

Mir hunn och gekuckt: Wéi ass et am drëtte Pilier? Jo, do ass et evident. Den drëtte Pilier ass dee vun der Privatvorsorge, dat heescht, wou just privat abezuelt gëtt, wat jo natierlech jiddfereen - inklusiv d'Statsbeamte selbstverständlech - ka maachen. De Fait fir ze froen, datt dann de Patron en Zousaz hannendru gëtt, dat ass am Fong vun der Definitioun hier net konform mam drëtte Pilier.

Dat géif eis automatesch schonn an den zweete Pilier reklasséieren. A wa mer am zweete Pilier sinn, dann ass d'gesetzlech Logik eng ëmgedréint. Mir hunn also der CGFP matgedeelt, esou wéi mer et gesot hätten am Accord salarial, datt op Basis vun där juristescher Faisabilitéit dee System, esou wéi en elo virgeschloen ass, net méiglech war. Méi war och net an deem Accord salarial ofgemaach ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Gira un den Här Innenminister iwwert d'Noutdéngschter. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°267 du 22 avril 2008 de M. Camille Gira relative à l'organisation des services de secours et notamment des règlements grand-ducaux à prendre en exécution de la loi du 12 juin 2004, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ganz kuerz: Ech wollt den Innenminister froen, wou mer dru si mat de Règlements grand-ducaux als Exekutioun vum Gesetz vum 12. Juni 2004 iwwert d'Services-de-secours-s-Ausféierungsbestëmmungen, ob déi dobausse mat Schmäerzen, souwuel bei de Pompjeeë wéi bei der Protection civile, gemaach ginn.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Kuerz Fro. Kuerz Äntwert vum Här Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz esou kuerz kréien ech et vläicht net hin. Mä d'Situatioun ass folgend: Un deene Gesetzer si mer scho méintelaang amgaang ze dokteren an ze schaffen an ze finaliséieren. Si wären och elo schonn - dat géif ech lech garantéieren - an der Prozedur. Mir hate leider e Stierffall am Ministère an deem Service. Doduerch hu mer nach eng Kéier missen eng Ronn dréinen. Ech wollt se am Fong geholl dëst Joer am Januar déposéieren.

Mir hunn eng lescht Ronn gedréint mat deene Concernéierten, dat heescht mam Comité des Sages, mat den Inspekteren zesummen, natierlech mat eiser Verwaltung an och mat der Federatioun. Ech ginn also dovun aus, dass et eminent ass, dass se déposéiert ginn.

Wat gëtt déposéiert? Et gi sechs Règlements grand-ducaux déposéiert: een iwwert d'Formatioun; een iwwert d'Protection civile; een iwwert de Service d'incendie, wéi déi sollen organiséiert sinn; een iwwert de sougenannte Congé sapeur; een iwwert de Contrôle médical, an nach een iwwert de Conseil supérieur des services de secours. Déi sechs sinn déi, déi wäerten deemnächst déposéiert ginn.

Da bleiwen nach zwee anerer, déi mer och mussen duerno déposéieren. Een iwwert déi sougenannte privat Ambulanzen. Do hat ech och scho Gespréicher mat deene Leit vum Terrain. Ech ginn dovunner aus, dass mer dat Enn des Joers hikréien. An nach e Leschten iwwert déi sougenannte Kleedungen am Rettungswiesen, iwwert d'Insignien an esou weider. Also deemnächst gëtt dat eppes, Här Gira.

M. le Président.- Merci, Här Minister Halsdorf. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Kaes un den Här Gesondheetsminister. Et geet hei ëm d'Impfung géint d'HPV-Infektiounen.

- Question N°268 du 22 avril 2008 de M. Ali Kaes relative au remboursement du vaccin contre les infections à HPV (Human Papilloma Virus), adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer eng Fro un de Minister vun der Gesondheet ze stellen am Kontext vun der Impf-Campagne géint de Gebärmutterhalskriibs bei de jonke Meedercher. Den 1. Mäerz 2008 ass d'Campagne ugelaf, fir d'Meedercher am Alter vun 11 bis 12 an dann och nach vun 13 bis 18 Joer dozou opzeruffen, sech géint d'HP-Viren impfen ze loossen, déi a sech allgemeng als Ursaach vu ville Gebärmutterhalskriibse gëllen. Déi Meedercher, déi a Fro kommen, kënne sech elo zënter dem leschten 1. Mäerz gratis impfe loossen, wa se e Rezept vun engem Dokter hunn. Dës Campagne ass ganz kloer eng Preventivmoossnam, déi ganz sécher ze begréissen ass.

Et gëtt awer eng Rei Leit, Här Minister, déi net gewaart hunn, bis d'Sensibiliséierung ugelaf ass, an déi hir Kanner schonn am Laf vum leschte Joer impfe gelooss hunn. Dat och, well soss d'Kanner den entspriechenden Alter dépasséiert hätten.

Vu dass dëst jo am Sënn vun der preventiver Medezin ass, misst et jo och méiglech sinn, dass déi Leit an de Genoss vun engem Remboursement vun de Fraisen an Héicht vun zirka 130 Euro kommen.

Meng Fro ass also, Här Minister: Gëtt et eng Méiglechkeet, fir dass och dës Leit vun engem Remboursement kënne profitéieren?

Dës Leit hu jo u sech näischt aneschters gemaach wéi dat, wat elo vum Gesondheetsministère propagéiert gëtt. Dowéinst solle se also net dorënner leiden, dass si a sech méi schnell gehandelt hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Den Här Mars Di Bartolomeo, Gesondheetsminister, huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, selbstverständlech kléngt déi Propositioun vum Deputéierten Ali Kaes op den éischte Bléck ganz attraktiv. Et ass allerdéngs esou, dass bei där Impfung, déi den Ali Kaes uschwätzt, Lëtzebuerg souwisou zu deene Länner gehéiert, déi de Remboursement am schnellsten agefouert hunn, an am Géigesaz zu villen anere Länner de Remboursement zu 100%.

Ech däerf just drun erënneren, dass d'Commercialiséierung vun deem Vaccin, deen extrem deier ass an deen d'Industrie mat extreme Pressioune versicht huet, vis-à-vis vun alle Länner duerchzesetzen, extrem rezent ass. Dat ass e gutt Joer hier, an Dir wäert och verstoen, dass, ier mer esou eng Impfung op eise Programm setzen an e Programm mat de Keese maachen - e Programm, deen de Statsbudget ganz staark belaascht -, mer eis Assurancë wëllen huelen.

Mir hunn duerfir ofgewaart, bis dass mer den Avis vum Conseil Supérieur d'Hygiène haten. Mir hunn ofgewaart, bis dass mer d'Recommandatiounen hate vun dem europäeschen Zentrum fir ustiechend Krankheeten. Mir hunn ofgewaart, wéi vergläichbar organiséiert Nopeschlänner sech dozou positionéiert hunn.

Eréischt wéi all déi dote Parameteren op gréng stoungen, hu mer d'Négociatiounen, d'Diskussioune mat de Krankekeesen opgeholl, selbstverständlech och um Regierungsniveau, a mir hunn dunn och ugekënnegt, am Laf vun deenen Diskussiounen, dass eng Prise en charge vum Vaccin virun der Dier géif stoen.

Elo ass et esou, dass eng Rei vu Familljen, well se och sensibiliséiert gi si vun den Doktere respektiv vun där Diskussioun, déi dobausse war, dat gemaach hunn, ier de Programm effektiv war, an net nëmmen 130, mä bal 400 Euro ausginn hunn am Intérêt vun hire Kanner. Dat ass ganz verständlech.

Ech muss Iech awer soen, dass mer dee Programm hei agefouert hunn, bei deem Käschtepunkt vum Vaccin, fir dass jiddferee sech dat hei zu Lëtzebuerg ka leeschten, deen dat wëllt, ouni Ënnerscheed vu sengem Revenu, well wa mer et gemaach hätte wéi an Nopeschlänner, mat enger relativ héijer Participatioun, da wär dat zimlech exklusiv gewiescht vis-à-vis vun deene Familljen, déi keen anstännege Revenu hunn.

Duerfir als Konklusioun zu der Fro vum Ali Kaes: Mir hu misse beim Remboursement vun deem Vaccin eng Rei vu Limiten asetzen, zum Beispill wéini dass et uleeft a bis wat fir een Alter dass et geet. Well wa mer et esou géife maachen, wéi den Ali Kaes proposéiert, da géife mer net nëmme retroaktiv déi rembourséieren, déi et virdru gemaach hunn, mä mir missten och soen, wann d'Virbedéngungen erfëllt sinn - an hei gëtt jo kloer gesot, dass dee Vaccin am wierksaamsten ass, wann nach kee Geschlechtsverkéier war -, majo déi, déi iwwert deen Alter, dee mer elo festgeluecht hunn, eraus sinn an déi dote Konditiounen erfëllen, déi kréien dat och rembourséiert.

Duerfir komme mer op dee Punkt, dee mer ëmmer musse setze bei enger Campagne: Mir musse Limitë setzen. Déi hu mer gesat, an ech wëll soen, dass éischtens mer keng Budgetskreditter am Moment hunn, fir dat retroaktiv kënnen ze finanzéieren, well et iwwert de Statsbudget finanzéiert gëtt, an och d'UCM net virgesäit,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...fir dat dote retroaktiv ze rembourséieren, esou dass et mer leed deet, mä mir mussen déi Deadlinë respektéieren, déi mer eis an deem heite grousszügege Programm ginn hunn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister, fir Är Äntwert. Den honorabelen Här Henckes huet eng Fro un den Här Justizminister iwwert déi Tëschefäll, bei deene mat Steng op d'Autobunne geworf gouf. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°269 du 21 avril 2008 de M. Jacques-Yves Henckes relative aux récents jets de pierre de ponts autoroutiers, adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, an de leschte Woche sinn e puermol vu Brécke Steng op Autoe geworf ginn. Et sinn e puer Persounen do blesséiert ginn. Am Ausland huet ee gesinn, datt dat schonn eng Zäitchen och floréiert, datt e puer esou Incidentë komm sinn, an et ass mer op jidde Fall ee Fall an Däitschland bekannt, wou eng jonk Fra op Basis vun esou engem Steeworf gestuerwen ass.

Duerfir sinn och d'Bierger hei ängschtlech a froe sech: Wat ass do lass? Wat kann een dergéint maachen?

Meng zwou Froen: Wat huet d'Regierung wëlles, fir um Gebitt vun den Enquêten ze maachen? Wat kann do gemaach ginn?

Zweetens, wat ass d'Méiglechkeet fir preventiv ze schaffen? Wat gesäit d'Regierung do vir, fir eventuell verschidde Preventiounsmoossnamen oder -installatioune virzehuelen?

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Minister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, d'Regierung verurteelt schäerfstens dat absolut inakzeptabelt Verhale vun deenen, déi vun Autobunnsbrécken erof Steng op Autoe geheien!

Dat ass net eppes, wat een als Spaass ka verstoen. Dat si schlëmm kriminell Doten, well, esou wéi den Här Henckes zu Recht gesot huet, et si scho Leit blesséiert ginn. Et riskéiere Leit Accidenter ze hunn, et riskéiere Leit leien ze bleiwen, an duerfir ass dat schäerfstens ze veruerteelen.

D'Police huet opgrond vun deenen Incidenten - et si fir de Moment eng zéng esou Incidentë bekannt - verstäerkt Patrouillë gemaach. Mir hu gefrot, datt dat soll mat alle Mëttelen an op verschidde Façone verstäerkt ginn, verschidden Observatioune vun esou Brécke solle gemaach ginn, fir datt mat alle Mëttele versicht gëtt, am preventive Beräich Leit, déi déi do Saache wëlle maachen, ze empêchéieren, se kënnen ze maachen.

Et muss een allerdéngs wëssen, datt mer zu Lëtzebuerg eng ronn 100 Stroossen an Eisebunnsbrécken iwwer Autobunnen hunn. Dat ass also net näischt. Dat heescht, et kann een net permanent op all Bréck Leit stoen hunn, déi do oppassen. Mä et ass eis Intentioun, fir déi Patrouillen do verstäerkt virunzefëieren, a selbstverständlech si mer och zesumme mam Bauteminister amgaang ze kucken, ob et méiglech ass, op där enger oder anerer Plaz vläicht och aner Moossname baulecher Natur bäizemaachen. Mä dat geet selbstverständlech net bei alle Brécken am Land.

Derbäi kënnt, datt et noutwendeg ass, datt een och nach eng Kéier deen Appel un d'Leit rappeléiert, datt, wa se Leit, déi sech komesch behuelen, op Brécke gesinn, se der Police dat mellen, datt déi kann, wa se schonn an der Géigend ass, och schnell agräifen. Mir hoffen, datt et der Police geléngt, deen een oder deen aneren Täter ze kréien an datt dee vun engem Geriicht zu enger strenger Strof veruerteelt gëtt. Och dat géif dozou bäidroen, datt anerer, sollten et der e puer sinn, net op déi nämlecht schrecklech Iddië kommen.

Ech hoffen, datt d'Leit, déi och am Erzéiungsberäich aktiv sinn, och ëmmer erëm déi, déi vläicht méi op esou Dommheeten an Iddië kommen, warne virun de schreckleche Konsequenzen, déi esou Saache kënnen no sech zéien. Ech weess net, wat fir eng Alterskategorie déi dote sinn. Heiansdo am Ausland waren et Jugendlecher, déi wollten e Spaass maachen. Et sinn awer och heiansdo Eelerer gewiescht. Et weess een also net, mat wiem een et hei ze dinn huet. Mä jiddferee soll och hei säin éducativë Rôle mat gebrauchen, fir drop hinzeweisen, datt dat hei net e Kavaléiersdelikt ass, mä eng schlëmm kriminell Dot.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Frieden. Déi lescht Fro ass déi vum honorabelen Här Negri un den Här Ëmweltminister iwwert de Biodiesel.

- Question N°270 du 21 avril 2008 de M. Roger Negri relative à une proposition de directive de la Commission européenne augmentant le taux du biofuel à 10% en tant qu'additif dans l'essence et le diesel jusqu'à l'an 2020, adressée à M. le Ministre de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Propositioun vun der EU-Kommissioun vum 23. Januar 2008, fir den Undeel vum Biosprit bis zum Joer 2020 op 10% ze erhéijen, stéisst op ëmmer méi Widderstand an Onverständnis. Mat dëser Virgab gëtt d'Ernährungssécherheet, déi en international unerkannt fundamentaalt Mënscherecht ass, dramatesch a Fro gestallt an ass kontradiktoresch zu dem Millenniumszil, fir d'Aarmut weltwäit bis 2015 ëm d'Halschent erofzesetzen.

Mat dem verstäerkten Ubau vun Agrokraaftstoffer wéi Raps a Mais an aner Zorten, fir doraus Biosprit ze fabrizéieren, gëtt Raubbau un der Natur gemaach. Wann op de Felder Agrofuelplantagen entstinn, fir dass een Deel vun der Mënschheet weider esou mam Auto fuere kann an doduerch deen aneren Deel vun der Mënschheet aarm gëtt oder aarm bleift an an Hongersnout geréit, da schafe mer sozial Ongerechtegkeeten, déi d'Mënschheet a katastrophal Konflikter féiere wäerten.

Déi éischt Revolte si schonn a Mexiko an an Haiti ausgebrach. Duerch déi elo scho weltwäit Verdeierung vun den Ernährungsmëttel hu sech 16 Lëtzebuerger ONG-Organisatiounen zesummegedoen an den 11. Abrëll Bréiwer u verschidde Ministeren a Kommissiounspresidente verschéckt, fir dës Problematik verstäerkt ze thematiséieren.

An deem Sënn organiséiere mir als Ëmweltkommissioun zesumme mat der Agrarkommissioun den 20. Mee en Échange de vues mat de Vertrieder vun den ONGen. Heifir wollt ech den Ëmweltminister froen, wéi d'Regierung gedenkt mat der Propositioun vun der EU-Kommissioun vun 10% Biospritundeel bis 2020 ëmzegoen.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Wuert huet elo den Här Ëmweltminister Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, ech hunn net méi spéit wéi haut de Moien eng Stellungnahm zu dem Pabeier vun deenen Organisatiounen aus dem kierchleche Beräich, awer och vun den Ëmwelt- an Entwécklungsorganisatiounen erausginn, déi ech och den Deputéierten zoukomme gelooss hunn, well ech mengen, dass dat och e Bestanddeel wäert si vun där Debatt, déi muer de Mëtteg hei wäert stattfannen zu der Kooperatioun. Ech hunn och haut de Moie gesinn, dass déi liberal Fraktioun eng Aktualitéitsstonn ugefrot huet zu därselwechter Problematik, déi da wuel d'nächst Woch, wann den Ordre du jour dat zouléisst, och hei an der Chamber kéint diskutéiert ginn.

Ech mengen, dass dat eng wesentlech Fro ass, fir och keng Vermëschung ze kréie vun de Responsabilitéiten, wéi se am Moment kéint stattfannen. Duerfir muss een un éischter Stell soen, dass an alle Fäll gëllt, dass d'Lutte géint de Klimawandel ee Stéck vum Mosaik ass vun enger wierksamer a konsequenter Bekämpfung vun der Aarmut an der Ënnerentwécklung op der Welt. Dass hei Antagonismen amgaange sinn ze entstoen, dat musse mer relativ schnell kucken aus dem Débat public erauszekréien, awer och natierlech um sachleche Plang diskutéieren.

Datselwecht gëllt, wat Der och hei gesot hutt, dass et jo scho bal eng moraleschethesch Fro ass, dass an der Fro vum Klimawandel wéi der Ënnerentwécklung virun allem déi Länner an déi Populatiounen un alleréischter Stell betraff sinn, haut scho betraff sinn, déi am mannsten, fir net ze soen am allermannste responsabel si fir dee Klimawandel, dee stattfënnt, deen duerch déi Dreifhausgasen entsteet, déi virun allem mir an eisen industriellen éischter Wuelstandsdeeler vun dëser Welt an deene leschte Jore produzéiert hunn. Duerfir ass déi Solidaritéit vis-à-vis vun deene Populatiounen an där enger wéi an där anerer Lutte vun enger grousser Bedeitung.

Ech komme vläicht drop zréck fir ze soen, wat d'Positioun vun der Regierung ass. Ech selwer hunn déi drëtt Woch Januar, wéi de Paquet vun der Kommissioun virgestallt

www.chd.lu

ginn ass, an enger éischter Kommentéierung kloergemaach, dass mir eng éischter skeptesch Attitüd hätte vis-à-vis vun där 10%teger Bäimëschung vum Biosprit.

An den 11. Mäerz, wéi mer hei an der Chamber driwwer diskutéiert hunn, hunn ech mer dat nach eng Kéier ugekuckt an nach eng Kéier ganz kloer gesot, dass d'Lëtzebuerger Regierung „ganz skeptesch ass", ech zitéieren, „fir net ze soen negativ par rapport zu deem Zil vun deenen 10%" a weider och drop higewisen, dass een déi - ech zitéieren nach eng Kéier - „néfaste Effeten, déi dat op nei Monokulturen, op d'Nahrungsketten an op d'Entwécklung vun de Präisser op deem Gebitt huet", muss kucken an och vläicht gezwonge gëtt, fir ganz kräfteg op d'Brems ze drécken.

Dat heescht also, déi Positioun, déi haut vu villen ageholl gëtt, war eng Positioun, déi d'Regierung vun Ufank u gesinn huet. Mir hunn net méi spéit wéi e Freideg am Regierungsrot nach eng Kéier iwwert déi Fro diskutéiert a sinn eis och ënner alle betraffenen - ech betounen: alle betraffenen - Ministeren eens ginn. An dat hunn ech e Sonndeg och gemaach, fir eis Représentanten an der Représentation permanente zu Bréissel unzestellen, vun dëser Woch un nach méi wéi virdrun eis Skepsis, fir net ze soen eis negativ Haltung duerzeleeën, souwuel wat d'Fro vun de Kritären ugeet - well et gëtt jo vun der Kommissioun elo ofgeschoben un d'Fro fir déi 10% ze hänken un ökologesch respektiv u sozial Kritären, wat enorm schwiereg ass, besonnesch déi sozial Kritären.

Mir mengen awer virun allem, dass et och eng Fro iwwert déi 10% selwer soll ginn, en sachant bien, dass dat och kéint bedeiten, dass mer eis Zilsetzung am Zesummenhang mat den erneierbaren Energien, déi mer operluecht kritt hunn zu Bréissel, och mussen a Fro stellen.

Well wa mer aus reng egoistescher Siicht dat Ganzt géife kucken, da géife mer net nëmmen 10% Bäimëschung froen, mä da géife mer der 20 froen, well dat fir Lëtzebuerg heescht, dass dat, duerch de Fait, dass 50% vun eisen Emissiounen aus dem Dreifstoff kommen, automatesch d'Halschent all Kéier fir eis um Undeel vun erneierbaren Energien duerstellt. Dat heescht, 10% Bäimëschung heescht 5% Undeel vu Lëtzebuerg un erneierbaren Energien.

(Coups de cloche de la Présidence)

Obwuel dat esou ass, si mer der Meenung, dass déi skeptesch Froen, déi mer ze stellen hunn, wann net souguer d'Afrostellung vun deenen 10% d'Positioun vun der Regierung an deenen nächste Wochen zu Bréissel wäert sinn.

M. le Président.- Merci, Här Minister Lux. Domat ass d'Froestonn un d'Regierung ofgeschloss.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Aktualitéitsstonn, déi ugefrot ginn ass vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Organspenden. Laut eisem Reglement huet déi Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, zéng Minutten Zäit, déi aner Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, d'Sensibilité politique zwou Minutten an d'Regierung eng Véirelstonn. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Krieps, Angel, Huss an Henckes. D'Wuert huet elo d'Madame Martine Stein-Mergen vun der CSV-Fraktioun.

10. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet du don d'organes

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wa jiddferee sech géif als potenzielle Receveur d'organes betruechten, amplaz als potenziellen Donneur, da wier dësen Débat d'actualité zwar nach ëmmer néideg, well et an dësem Thema och iwwer Ännerung vun engem Gesetz an deenen entspriechende Règlement-grand-ducalë geet, mä d'Diskussioun wier wesentlech manner dramatesch.

Et ass elo e Joer hier, dass mer hei op Ufro vu mengem Confrère Krieps iwwert d'Transplantatioun zu Lëtzebuerg diskutéiert hunn. Mir waren ons eens an enger ganzer Rei vu Punkten, dass et eng Pénurie de greffons gëtt, dass mer eng negativ Entwécklung vun der Disponibilitéit vun dëse Greffonen de Moment matmaachen, dass et dréngend noutwendeg wier, ons Situatioun ze änneren, well mer mussen e vollwäertege Partner vun Eurotransplant kënne bleiwen, engem formidabelen Instrument wat d'Disponibilitéit vun Organen an Europa ugeet en vue vun hirer Kompatibilitéit mat de Receveuren.

D'Regierung war dee Moment en attente vun engem Avis vum nationalen Ethiksrot. Dësen Avis ass entre-temps gelant. En ass op den 30. Januar 2008 datéiert an en handelt iwwert d'Diagnosstellung vum Doud am Zesummenhang mat der Organspend. Si hu bal zwee Joer dru geschafft an erauskomm ass en exzellent Dokument, an Zesummenaarbecht iwwregens mat deene betraffene Servicer an Organer - also Organer am abstrakte Sënn gemengt.

Et geet ënner anerem ëm dee méi technneschen Deel, deen iwwer medezinesch Kritäre vun der Feststellung vum Doud natierlech, an awer och den Zoustand vun dem Transplantatiounsdomän hei zu Lëtzebuerg.

D'Definitioun vum Doud ass also duerch déi technesch a medezinesch Fortschrëtter évolutif.

Allgemeng war an ass gülteg, dass den Doud dann agetraff ass, wann d'Gehir opgehalen huet ze fonctionnéieren, woubäi an dësem Fall Häerzaktioun an Ootmung mat Maschinne kënnen oprechterhale ginn. Mir schwätze vun engem Coma dépassé.

Et ass net méi üblech, wat ëmmer nach fälschlecherweis gebraucht gëtt, hei vun Häerzdoud oder Gehirdoud ze schwätzen, well dës Begréffer Netfachleit kënnen duerjenanermaachen. De Patient kann nach d'Impressioun ginn, net dout ze sinn, well d'Maschinnen nach weider fonctionnéieren.

Dëse Coma-dépassé-s-Begréff ass dann an ons Gesetzgebung an haaptsächlech och an e Règlement grand-ducal vun 1983 iwwerholl ginn - mä dozou nach eng Kéier spéider.

Wann den Doud festgestallt ass, da kënnt et zum Don d'organes. Selbstverständlech ass dat gratis an dat muss et och bleiwen.

Een oder e puer Organer gi prélevéiert an engem gëeegnete Kranken transplantéiert. Dës Technike sinn och selbstverständlech amgaange verbessert ze ginn. D'Zuel vun den Organer an Zellen, déi sënnvoll kënnen transplantéiert ginn, hélt dauernd zou. Domadder hélt awer och d'Hoffnung zou vu ville Kranken, dass si kënne mat engem friemen Organ weiderliewen.

Et gëtt also engersäits doduerjer eng Steigerung vun der Demande, mä leider och eng ëmmer méi kleng Zuel vun Donneuren, déi net nëmme bei ons am Land, mä an engem besonnesch dramateschen Ausmooss an onsem Land zu enger Diskrepanz féiert tëschent der Zuel vun den Organer, déi disponibel si fir d'Tansplantatioun, an dem Besoin.

Domat kënne mer also nëmme méi op eng méi limitéiert Indikatioun zréckgräife bei potenzielle Receveuren, méi laang Listes d'attente an domadder och méi Doudesfäll op dëse Listes d'attente.

Den nationalen Ethikscomité huet d'Ursaach vun dëser spezieller lëtzebuergescher Situatioun probéiert ze cernéieren. Si stelle fest, dass bei onser Populatioun dës Prozeduren op wéineg Akzeptanz stoussen, dass bei ons am Land keng Transplantatiounskultur besteet.

Si hunn och erausfonnt, dass et, well entspriechend Protokollen an de Spideeler vum Land feelen, an domat dréngend néideg Kommunikatioun, ebe just dozou féiert, dass déi néideg Zesummenaarbecht an der Praxis net kann esou duerchgezu ginn, wéi dat misst sinn, wéi wann ee géif effektiv wëlle schaffen.

Et sinn och déi Equipen, déi sech ëm d'Koordinatioun vun den Transplantatioune bekëmmeren, dramatesch ënnerbesat. Dës Feststellung wäert dës Leit, déi hir Aarbecht mat engem immensen Engagement maachen, awer ënner zimlech prekären Ëmstänn, natierlech an Hoffnung versetzen, dass déi Equipen opgestockt ginn an dass hir Situatioun verbessert gëtt.

Ech mengen och, dass mer hei misste mentionnéieren - an dat hat ech schonn d'lescht Joer gesot -, dass ee sech muss op e Generatiounswiessel vun dësen Equipë preparéieren an dass dat, wann een déi Perséinlechkeete kennt, déi déi Aarbecht de Moment maachen, net esou einfach wäert sinn.

Ech wéilt elo zu deem kommen, wou mer schonns d'lescht Joer diskutéiert hunn, an dat ass d'Inklusioun vun den „non heart beating donors" an de Krees vun den Donneuren. Dëst misst iwwer eng Ännerung vum Gesetz geschéien.

Ech wëll net an all Detail op d'Klassifikatioune vu Maastricht agoen, mä am Prinzip geet et hei ëm déi Persounen, déi opgrond vun enger Krankheet oder engem Accident am Arrêt cardiaque sinn, entweder ouni Reanimatioun virdrun oder no Reanimatioun ouni Erfolleg.

Dës Leit haut ze prélevéieren ass net no - onsem Gesetz méiglech, well mer am Paragraph 11, Absatz 2 stoen hunn: «La mort ayant eu lieu, le prélèvement peut être effectué même si les fonctions de certains organes autres que le cerveau sont maintenues artificiellement»; wat an dëse Fäll eben net de Fall ass an duerfir misst dëst Gesetz, onser Meenung no, dréngend geännert ginn.

Parallell dozou missten eng Rei aner Mesurë getraff ginn, seet den nationalen Ethiksrot, déi dozou géife féieren, dass d'Méfiance, déi ëmmerhin 20 bis 30% vun de Famillje vun de Verscheeten dozou bréngt, op e Prélèvement net anzewëllegen, aus dem Wee geraumt gëtt.

Dozou gehéiere rigouréis Protokollen, eng besser Zesummenaarbecht an e Réseau tëschent de Spideeler an - ganz wichteg - eben d'Sensibiliséierung vun onse Bierger.

Et ass lech sécher all opgefall, dass schonns éier den Avis vum nationalen Ethiksrot eraus war eng Publicitéitscampagne ugelaf ass vun der Regierung, fir dës Sensibiliséierung ze erreechen. Déi Campagne u sech fannen ech net falsch, au contraire fannen ech se relativ originell. Ech fanne just den Zäitpunkt relativ onglécklech, well bis elo deen eigentlechen Débat, nämlech ob a wéini dëst Gesetz soll geännert ginn a wéi wäit dass d'Dier opgemaach gëtt fir „non heart beating donors", net gefouert ginn ass.

D'Campagne proposéiert, d'Leit dozou ze bewegen, Donneur ze ginn, an ignoréiert eigentlech de Fait, dass jiddferee vun ons potenziell Donneur ass, wann e sech net géigendeeleg ausgedréckt huet.

Et ass richteg, dass mer haut eng soft Interpretatioun vum Consentement présumé an der Praxis uwenden, an et ass och gradesou richteg, dass iwwert dës Campagne eng ganz Rei vu Leit an onsem Land déi Organspenderkäertchen erëm bei sech droen; ech hat nach déi al Versioun an der Täsch.

Si mer bereet, d'Prélèvementer opgrond vun de Käertercher, och wann d'Famill dergéint ass, ze maachen? A wéi wäit wëlle mer esou d'Selbstbestëmmung vum Donneur respektéieren, esou wéi dat am Protocole additionnel vun der Konventioun vun Oviedo virgesinn ass?

Ech wëll dann zum Schluss nach e Wuert soen iwwert déi dréngend noutwendeg Ännerung vum Règlement grand-ducal vun 1983 iwwert d'Feststellung vum Doud.

D'Fachleit sinn der Meenung, dass déi fënneft Konditioun an dësem Règlement grand-ducal, nämlech déi vun enger negativer Artériographie cérébrale oder en negativ-kontrast-IRM vum Gehir, kéint zu enger Erhéijung vun den Donneuren ëm 30% féieren; et ass och esou, wéi et an onsen Nopeschlänner duerchgeféiert gëtt.

Wier et net denkbar, Kolleegen a Kolleeginnen, Här Minister, an enger éischter Phas de Règlement grand-ducal an deem Sënn ze änneren an dann awer och esou schnell wéi méiglech iwwer eng Neierung vum Prélèvementsgesetz ze diskutéieren, an zwar am Sënn vum Avis vum nationalen Ethikscomité, dee verlaangt, dass hei och iwwert d'Konditiounen, déi un Intervenantë gestallt ginn, iwwert de Constat vum Assentiment vum Patient oder senger Famill an iwwer e Procès-verbal diskutéiert gëtt an dës Punkten am Gesetz sollte verankert ginn?

Ech huelen un, dass Der Är Käertchen alleguerte bei lech hutt - ech hu se bei mer. Ech wëll zum Schluss just nach d'Bemierkung maachen, dass et menger Meenung no méi wichteg wier, dass, wa mer dann déi Carte à puces kréien, déi all Patient soll an der Täsch droen, dat och eppes wier, wat misst dorobber vermierkt sinn an dass dat an der Praxis vill méi wäert wier wéi d'Käertercher, déi ee jo awer da vläicht am Noutfall net do an da fënnt, wann ee se brauch.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Den éischte Riedner ass den honorabelen Här Alexandre Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech soen der Madame Stein-Mergen Merci, dass se dee Sujet do hei an der Chamber nach eng Kéier relancéiert huet. Et ass e Sujet, deen och an der Literatur vun der Medezin permanent weltwäit, speziell säit zwee Joer opgegraff gëtt.

Hei si mer elo, wat d'Donneuren ubelaangt, bei meeschtens Leit, déi an de Reanimatioune leien, gewéinlech niewent deene Leit, déi Receveure vun deenen Organer sinn, an dat stellt schonn heiansdo e Problem duer. Duerfir wär et schonn aganks wënschenswäert, dass net déi nämlecht Leit sech drëm bekëmmere géifen an doudsécher net déi Leit, déi an der Transplantatiounsmedezin aktiv sinn. Dat géif scho verschidde Bedenken ausraumen.

Et geet also hei drëm: Behandelt een d'Organer, déi ee wëllt prélevéieren, oder behandelt een de Patient, deen amgaang ass ze stierwen, bis zum Schluss?

Dat ass oft eng ganz schwiereg Décisioun. D'lescht Joer war a Kalifornien e schwéiere Skandal, wou zwee Transplantatiounschirurge versicht hunn, den Doud vun engem Patient ze accéléréieren, fir kënnen Organer ze prélevéieren, an trotz Morphine a Berouegungsmëttel ass dat hinnen net gelongen an huet ebe mat sech bruecht, dass den FBI hinnen e Bonjour matbruecht huet.

Esou Dérivë muss een op alle Fall vermeiden!

D'Madame Stein huet zu Recht gesot, mir brauchen national Protokoller, mir brauchen national Standarden. D'Gesetz steet nach ëmmer iwwert den Ausféierungsbestëmmungen. Duerfir muss en Deel vum Gesetz vun 1982 och verbessert ginn. Et geet net duer fir nëmmen e Règlement grand-ducal, dee vun 1983 staamt, ze faceliften. Dat geet net duer!

Op der Donneurskaart muss de Patient och kënne seng Prioritéit ausspriechen, ob en Donneur ass oder ob en „end-of-life care" wëllt hunn, ob e wëllt Soins palliatifs hunn.

Nodréiglech elo, wou ech dat do nach eng Kéier gekuckt hunn, war ech verwonnert, dass mer an der Santéskommissioun, wéi mer d'Soins palliatifs diskutéiert hunn, iwwert deen do Aspect guer net geschwat hunn. Esou dass et ganz wichteg ass, well a verschiddenen nordamerikanesche Staten oder an nërdleche Länner an Europa, wann de Patient säin Donneurswëllen ausgedréckt huet, gëtt en an där Optik behandelt. An dat ass eppes, wat ganz wichteg ass ze séparéieren.

Wat och sécher ass a wou ech ganz d'Meenung vum Conseil national d'éthique deelen, dat ass, dass déi „dead donor rule" agehale muss ginn. Ech kommen herno kuerz dorobber zréck.

De Patient, deen nach lieft, muss also geschützt ginn. Mir sollen och net vergiessen, dass, wéi d'Madame Stein et gesot huet, de Grand public e grousst Mësstrauen huet.

D'Positioun vun de Familljen ass schwiereg, well Dir wësst jo, dass no dem Moment, wou décidéiert gëtt, de Patient net méi mat der Assistance cardiorespiratoire iwwer Waasser ze halen, et ganz séier geet, bis den Doud erkläert gëtt a bis d'Organer prélevéiert ginn. Oft fänkt dat no zwou bis fënnef Minutten un. Dat muss ee sech also virstellen. Da muss een och nach un d'Famill komme kënnen. Et ass also ganz wichteg, dass een déi Délaië respektéiert.

Gewéinlech an Nordamerika, wann een eng Donneurskaart huet, kann d'Famill och de Wëlle vum Donneur net réckgängeg maachen. Dat sinn och Considératiounen, déi ee muss am A behalen.

Déi Organspenderkaart geséich ech gären ersat duerch e Vermierk am Führerschäin oder an der Carte d'identité. D'Leit lafe scho mat 36 Kreditkaarten duerch d'Géigend. Duerfir géif ech net wëllen, dass nach eng Kaart derbäikéim. Mä an der Carte d'identité oder am Führerschäin misst dat markéiert ginn.

D'Santé wier gutt beroden, fir en offizielle Web ze maachen iwwert d'Organspenden, fir d'Leit iwwert d'Konditiounen ze informéieren, ënnert déi se fale géifen. An der Schoul misst dat an der Éducation sanitaire integréiert ginn. Mat iwwer 40% auslännesche Résidentë misst dat och a verschiddene Sprooche verfaasst sinn. Déi amerikanesch Regierung huet och en Donor-Site, do kënnt Der liesen, wéi vill Leit deen Dag transplantéiert gi sinn.

Déi technesch Saache wëll ech lech net elo hei virliesen.

D'Famillje ginn och ënner Drock gesat, fir dass d'Leit hir Organer ginn. Dat muss een och iergendwéi kënne reduzéieren - deen Drock op d'Familljen.

Wat sécher ass: Jiddfereen ënnerstëtzt d'Anonymat, ass géint den Trafic an ass dofir, dass den Don gratis ass.

Et ass scho virkomm, dass Leit, déi Organer kritt hunn, d'Prélèvementer hu misse bezuelen. D'Formatioun vum Personnel an den héije Standard professionnel si wichteg.

Ech muss leider an dësem wichtegen Débat - et wieren nach esou vill Saachen ze soen - no fënnef Minutten elo ophalen. Här President, déi heite Fro wär eng Kéier eng laang Debatt wäert.

(Interruption)

Ech mengen, ier de Progrès médical an déi sozial a gesetzlech Wiesselen, déi elo nach kommen, Fait-nouveauë brëngen, musse mer refuséieren, dass mer d'Definitioun vun der Mort cérébrale méi breet maachen. Dat musse mer fir de Moment refuséieren, a mir musse refuséieren, dass manifestement Netdoudeger hir Organer geholl kréien...

(Coups de cloche de la Présidence)

...am Syndrome chronique apallique, an engem vegetativen Zoustand oder bei minimaler Conscience.

M. le Président.- Här Krieps!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Jo, Här President.

Als leschte Saz wollt ech Iech da soen, dass ech den CNE-Rapport gutt gelies hunn, an déi en Intérêt hu fir d'Cellule-souchen - an ech froen Iech domadder eng Interpellatioun iwwert d'Stammzellen un, well dat ass och vu Virdeel fir d'Transplantatiounsmedezin.

Mä loosse mer d'Konklusioun hei net vergiessen: Och de Mënsch, dee stierft, bleift e Mënsch.

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann ech absolut der Meenung sinn, dass deen étofféierten Avis vun der nationaler Ethikskommissioun et verdéngt huet, ënnert d'Lupp geholl ze ginn, bedaueren ech, dass esou e wichtegt Thema wéi d'Organspenden an all déi medezinesch, mënschlech an ethesch Facetten, déi domadder zesummenhänken, an esou engem isoléierten an zäitlech begrenzte Kader wéi deem vun enger Aktualitéitsstonn zur Sprooch kënnt.

Ech erënneren drun, dass deen Avis am Abrëll 2006 vum Gesondheetsminister op konkrete Punkten, nämlech d'Upassunge vun de Kritären zu der Mort cérébrale an d'Upassung vum 83er Reglement, ugefrot ginn ass, an dass mer entre-temps awer am Juli - meng Virriedner hunn dat jo ugeschwat - d'lescht Joer eng ganz ausféierlech Interpellatioun hei am Haus haten, wou och eng Rei vun deene Konklusioune festgehale goufen, déi mer elo am Avis erëmfannen.

Niewent eenzelne Propositiounen, déi déi eenzel Spriecher d'lescht Joer am Kader vun där Debatt gemaach hunn, huet och meng Kolleegin Lydia Mutsch sech an hirer Qualitéit als Presidentin vun der Santéskommissioun engagéiert, spéitstens wa mer d'Oviedo-Konventioun an hir Zousazprotokoller ëmsetzen, d'Thematik vun den Organspenden an den Transplantatiounen nach eng Kéier intensiv op de Leescht ze huelen, an zwar och am Dialog mat deene betraffene Milieuen an Organisatiounen.

Zum Fong e klenge Rappel vun deene wichtegste Constaten, déi mer am Juli scho gemaach hunn: Lëtzebuerg bilt an der Europäescher Unioun d'Schlussliicht, wat d'Organspenden ugeet. No Aussoe vum Transplantatiounskoordinator vu Luxembourg-Transplant stinn ongeféier 20 Leit vu Lëtzebuerg op der Waardelëscht vun der Eurotransplant-Datebank. Am Ganze sinn et an där Eurotransplant-Datebank ongefëier 16.000 Leit, woubäi dat net déi eenzeg Datebank ass, déi et gëtt. An der Europäescher Unioun waarde souguer 60.000 Leit op e liewensrettend Organ. Dat si vill eenzel Schicksaler, mä dat weist op Handlungsbedarf hin, och hei zu Lëtzebuerg.

D'Enquête Eurobarometer vum Mee 2007 huet gewisen, dass vu 500 gefrotene Leit hei zu Lëtzebuerg zwar ronn 73% fir d'Ausstellung vun engem Spender-Pass sinn, dass awer just knapps 14% och tatsächlech een hunn. Doniewent hu mer awer e Gesetz vun 1982, dat allgemeng als gutt an oppen emfonnt gëtt, well de Législateur vun deemools de Choix gemaach huet, keng Awëllegung fir e Prélèvement virauszesetzen. Dat heescht, dass een hei am Land net viru sengem Doud den Accord muss ginn hunn, dass däerf prélevéiert ginn, mä et muss een en Désaccord manifestéieren, wann een net wëllt, dass Organer entholl ginn.

D'Ursaache vun där Kluft si vill an intensiv hei an der Chamber diskutéiert ginn an eng Rei Riedner hunn dat ugedeit, wat mer och an de Konklusioune vun der nationaler Ethikskommissioun erëmfannen: Mir mussen d'Definitioun vun der sougenannter Mort cérébrale un d'medezinesch Erkenntnisser vun deene leschten 20 Joer upassen. Mir mussen also kucken, wat mer net nëmmen am Gesetz, mä och un de Règlements d'exécution a méi prezis um Règlement grand-ducal vum 10. August 1983 mussen änneren a beschtefalls um europäesche Plang mussen harmoniséieren. Ech si sécher, de Gesondheetsminister kann d'Chamber doriwwer opklären, awéiwäit hien amgaang ass un engem Projet de loi an deem Sënn ze schaffen.

Den Eurobarometer huet ënner anerem awer och gewisen, dass eleng déi Tatsaach, dass ee mat senger Famill a senge Prochen iwwert d'Organspende schwätzt, sech positiv op déi individuell Entscheedung auswierkt. Dorauser kann ee schléissen, dass bei eis am Land net genuch iwwert de Sujet geschwat gëtt oder geschwat ginn ass.

De Gesondheetsminister huet - wéi mer et vun him kennen - schnell reagéiert an net méi spéit wéi de 25. Februar dëst Joer eng breet gefächert Sensibiliséierungscampagne duerchféiere gelooss ënnert dem Motto: «Il y a une vie après la mort - Don d'organes, don de vie».

Ech erënneren drun, dass dat och eng Fuerderung war vun den Debatten am Juli d'lescht Joer an och eng Fuerderung vun der nationaler Ethikskommissioun. Vläicht kënne mer beim Ëmsetze vun der Oviedo-Konventioun och schonn en éischte Bilan vun dëse Moossnamen zéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Organspend kann d'Liewensqualitéit vu schwéier kranke Patiente verbesseren, si ka Liewe verlängeren a si ka Liewe retten. Natierlech kann d'LSAP-Fraktioun d'Ambitioun, eng „Culture du don d'organes" ze schafen - wéi déi national Ethikskommissioun dat schreift -, voll ënnerstëtzen.

Mir halen och un der Gratuitéit vun den Organspenden an um Anonymat vun de Spender fest, a mir wäerten all eis Efforten dorop konzentréieren, fir jeeglechen Organhandel ze ënnerbannen. Ech si sécher, dass mer ënnert deene Viraussetzungen an en vue vun engem weideren Débat iwwert dee Sujet hei an der Chamber et kënne fäerdeg brëngen, esou eng Organspenderkultur hei a Lëtzebuerg ze erreechen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Dann huet d'Wuert den honorabelen Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Mir haten d'lescht Joer jo schonn eng Debatt iwwert déi Problematik. Et ass däitlech ginn aus deene bisherege Bäiträg, datt et am Fong tëschent eis hei keng gréisser Kontrovers an dëser Fro schéngt ze ginn. Ech ka praktesch allem, wat d'Madame Stein gesot huet, zoustëmmen.

Den Avis vun der Commission nationale d'éthique ass kloer. E weist op eng Rei vu Problemen hin.

Wann et esou ass, wéi den Här Angel elo gesot huet, datt no enger Statistik just nëmme 14% vun de Leit géifen iwwer e Spender-Pass verfügen, dann ass dat awer scho relativ bedenkenswäert.

Hei ass esou e Spender-Pass. Ech hu mäin eegenen derbäi. Do steet dann och drop, wann ech géif stierwen, datt meng Organer alleguerten, wa se nach gutt wieren, selbstverständlech verwennt ginn, déi nach sënnvoll wieren. Et ass nach deen alen, mä ech mengen deen zielt - meng Ënnerschrëft ass drop - nach ëmmer.

Dat Eenzegt, wat een am Fong am problemateschste ka gesinn am Kontext vun Transplantatiounen a vu Spenden, ass jo a sech net dat, wat hei am Land passéiert.

Do wou een eventuell e puer kritesch Bemierkunge ka maachen, dat ass dat wat an enger Rëtsch vun äermere Länner, besonnesch och Tiers-Monde-s-Länner, wat a Brasilien oder Rumänien geschitt, wou carrément e kriminellen Handel gemaach gëtt, wou Leit praktesch gewaltsam Nieren oder aner Organer erausgeholl kréien, fir a räich Länner transportéiert ze ginn.

Dat ass zum Deel och dorop zréckzeféieren, well an deene räiche Länner net genuch Organspenden do sinn, well soss bräichten esou Saachen iwwerhaapt net ze sinn an da bräicht och keen esou en Handel doriwwer ze sinn. Kloer ass op jiddfer Fall, dass mir als Gréng och déi Campagne vum Ministère vun der Santé ënnerstëtzen, fir eng besser Organspendekultur och hei am Land ze schafen.

Eent vun deene wichtegsten Elementer an esou enger Campagne, déi mer a mengen Ae gemeinsam virun der Chamber misste féieren, ass, fir d'Leit wierklech drop opmierksam ze maachen, datt jiddfereen dobaussen an all Moment kann ugewise ginn op eng Organspend, sief dat duerch eng Krankheet, déi een op eng Kéier kritt, sief et duerch en Autosaccident oder en aneren Accident. Et ka jiddfereen eng Kéier an der verzweifelter Situatioun sinn, datt e géif biedelen drëm fir wann ech gelift en neit Organ ze kréien, wat em hëlleft ze iwwerliewen.

Et soll ee beispillsweis op esou Fäll opmierksam maachen, wou Leit op de Waardelëschte sinn, fir op en Organ ze waarden, a finalement keen Organ kritt hunn, well der net genuch do waren, an da selwer stierwen, well se keen Organ zur Zäit spendéiert kritt hunn. Et sinn esou méi emotional Messagen, déi mer och an d'Bevölkerung solle lancéieren, fir datt méi eng grouss Spendekultur kann entstoen.

Ech gesi perséinlech - ech schwätzen awer elo just fir mech selwer - kee Problem doranner; wann ech dout sinn, da sinn ech dout, a wa meng Organer dann nach iergendengem kënnen nëtzen, ech mengen, tant mieux. Dann hunn ech wierklech nach eppes gemaach, wann ech gestuerwe sinn, dann hunn ech dach wierklech eppes gemaach fir engem anere säi Liewen ze erliichteren.

Et sinn am Fong déi méi einfach, simpel an emotional Messagen, déi mer an der Bevölkerung solle verankeren, fir datt deen Taux vu méigleche Spenden an d'Luucht geet.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Huss. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Henckes agedroen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der EU gëtt et eng 50.000 Leit, déi op Organspende waarden. 15 bis 30% vun deene Leit stierwen, well keen Organ disponibel war.

An Europa hunn 80% vun de Leit en Organspenderpass, zu Lëtzebuerg nure 14%. Mä bei därselwechter Enquête, déi europawäit gemaach ginn ass, ass awer och erauskomm, datt zu Lëtzebuerg 73% vun de Lëtzebuerger déi Iddi vun engem Organspenderpass gutt fannen. An 62% si bereet, selwer Organspender ze ginn.

Duerfir ass et wichteg, Här Minister, datt d'Regierung higeet a si mécht eng Informatiounscampagne, déi et wierklech derwäert ass a bei d'Bevölkerung geet.

Ech weess, datt Der heiansdo esou Saache maacht, mä dat kënnt net wäit. Ech hu selwer hei nach esou en Ziedel vum Organspenderpass, mä deen datéiert vun Anno Tubak, an anscheinend gëtt et nei Saachen, mä et ass just keen, deen et weess. An et ass dat, wat muss besser an der Bevölkerung erauskommen.

Dat anert, wat och geschitt ass gëschter, dat ass, datt d'Europaparlament sech ausgeschwat huet, datt soll eng nei Direktiv, datt soll eng Direktiv iwwerhaapt op deem Gebitt do kommen.

Duerfir wollt ech froen, wéi d'Regierung sech prinzipiell zu esou enger Initiativ stellt. Well ech mengen et wier net schlecht, wann déi eenzel Législatiounen um europäesche Gebitt sech géife méi no kommen, datt se méi eens wieren an datt och deen Ablack déi Organspenden europawäit méi liicht kéinte goen.

Fir de Rescht ass d'ADR der Meenung, datt d'Regierung mat deene Recommandatiounen, déi vun der nationaler Ethikskommissioun gemaach gi sinn an hirem Avis vum Januar dëses Joers, déi néideg Reforme soll iwwert d'Gesetz ausschaffen an dem Parlament virleeën.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Wichtegkeet vum Thema Organspende gëtt doduerch ënnerstrach, dass mer innerhalb vun e puer Méint eng ganz Rei vu gudde Geleeënheeten haten, fir ze thematiséieren an ze diskutéieren.

Et ass ugaang mat der Interpellatioun vum Alexandre Krieps am Juli vum leschte Joer, et ass weidergaang mat der Campagne, déi mir initiéiert hunn, et ass weidergaang mat dem Avis vum CNE, an haut fir d'véierte Kéier e grousse Rendez-vous zu deem Thema, dat eis interesséiert.

Ech sinn all deenen dankbar, déi dozou bäidroen, fir den Intérêt vun der Transplantatioun a vum Don d'organes ervirzehiewen, well et an der Zwëschenzäit eng exzellent, sécher Therapie ass, déi fir vill Liewensqualitéit bei deene garantéiert, déi se kréien, an dozou bäidréit, dass, wann ee stierft, een doduerch Liewe ka retten. Bon, ech mengen et ass e moeren Trouscht, mä et ass heiansdo en Trouscht fir d'Famill, wann nom Doud nach eppes weidergeet.

Ech sinn e bëssen erstaunt, dass déi Diskussiounen net sollte bei de Leit ukomm sinn wéi ee Virriedner gemengt huet. Ech si ganz frou doriwwer, dass eng Rei vun Organismen, dass eng ganz Rei vu Gemenge sech zu Multiplicateure gemaach hu vun där Aktioun, déi mer am Rumm vun der Campagne gemaach hunn, fir d'Leit ze encouragéiere fir e Spenderpass ze huelen, dass se matgemaach hunn. Dee Mouvement geet och weider. Ech kann och all déi berouegen, déi en ale Spenderpass hunn; deen ass nach wie vor gülteg an et kommen eben neier derbäi.

Mir hu selwer am Ministère dem CNE den Optrag ginn, fir deen Avis hei ze maachen, well mer an deene leschte Jore festgestallt hunn, dass mer ëmmer méi zu der Lanterne rouge am europäeschen Zuch gi sinn, an dass mer zwar gutt placéiert ware bei den Transplantatiounen, mä lues awer sécher ofgehaange gi si bei den Dons d'organes.

Dat heescht also, mir hu relativ fréi reagéiert, wéi mer d'Problemer gesinn hunn, och bei Geleeënheete wéi d'40-Joer-Feier vun Eurotransplant, wou mer derbäi sinn, fir dat Ganzt ze relancéieren, well mer fest dovun iwwerzeegt sinn, dass dat hei eng gutt Therapie ass.

Selbstverständlech kann een driwwer diskutéieren, ob een net dat eent oder dat anert hätt vir misse maachen. Mä ech hunn Iech gesot, mir hunn den Avis virun zwee Joer gefrot a mir wossten net genee, wéini dass e géif kommen.

Eng Campagne preparéiert een och net vun enger Woch op déi aner. Déi Campagne ass preparéiert gi mam Terrain, a wéi se prett war, hu mer se lancéiert. Well mer der Meenung sinn, dass Diskussiounen iwwer Reglementer, iwwer Gesetzer eis net drun hënneren, fir d'Leit dobaussen ze sensibiliséiere fir d'Thematik, well wann eis Gesetzer respektiv eis Reglementsännerunge prett sinn, da sinn d'Leit och prett.

Et ass jo net esou, dass dat eng Evolutioun vun haut op muer kënnt. Wann ee sech haut déclaréiert, dass een Organspender ass, am gënschtegste Fall trëtt de Fall jo ni an. A wann en antrëtt, da kann dat an e puer Joer antrieden, esou dass déi Sensibiliséierungsaktioun op jiddfer Fall e Sënn ergëtt.

Ech wëll och soen, dass den Avis vum CNE eng ganz Rei vu gudde Pisten enthält, vun deenen der eng Rei am Laf vun deene leschten zwee Joer schonn zum Deel realiséiert sinn, well mer eben och gesinn hunn, wou en Handlungsbedarf géif bestoen.

Fir d'éischt zu där Informatiounscampagne, wouzou ech nëmmen dat ka widderhuelen, wat meng Virriedner gesot hunn. Och wa mer e Gesetz hunn, dat op enger Widdersprochsregelung baséiert - dat heescht, dass am Prinzip jiddfereen, deen net Nee gesot huet, e potenziellen Donateur ass -, ass et wichteg, dass ee sech als solchen ausweist, well d'Praxis an eise Spideeler an och vun de Koordinatoren ass, dass een zwar vun der Widdersprochsregelung ausgeet, mä dass ee sech awer réckverséchert a Gespréicher mat der Famill, an do ass en Donateur-Pass extrem wichteg, well een dann net laangwiereg Recherchë muss maachen.

Maacht et also esou wéi ëmmer méi vun eis: Gitt Iech dee Pass sichen oder schreift d'Santé un, da kritt Dir een. Et sinn der genuch do.

Dann ass richteg gesot ginn, dass dee Réseau vun de Koordinatoren hei zu Lëtzebuerg bis dato relativ kleng gesponne war a mer net déi Norme méi erfëllt hunn, déi um europäesche Plang virgesi sinn, dat heescht, zwee Koordinatoren op d'Millioun Awunner. Mir haten en hallwen, deen a Véierel opgedeelt war. Mam Budget 2008 huet d'Chamber och de Feu vert ginn, fir déi Zuel ze verduebelen. Dat heescht, an Zukunft wäerte mer fir all déi grouss Zentren, wou och Organentnahme gemaach kënne ginn, am Prinzip ee Koordinator zur Verfügung stoen hunn, wou d'Relatioun da mat den Haiser, mat den Equipen och verbessert ka ginn, wat extrem wichteg ass.

An deenen Diskussiounen, déi mer haten, an och am Avis vum CNE, ass ëmmer drop higewise ginn, dass déi Relatiounen tëschent deene verschiddenen Equipë misste verbessert ginn. Och do hu mer gehandelt. De 5. Mee komme mer mat de Koordinatoren, mat de Spideeler, mat den Dokteschverbänn zesummen, fir ze kucken, wou et dann heiansdo nach klemmt a wat mer kënne maachen, fir dass, wann eng potenziell Organentnahm ka gemaach ginn, déi och ka realiséiert ginn. Also, och do si mer amgaang ze reagéieren.

Da geet aus dem Avis vun der Commission nationale d'éthique ervir, dass entweder Gesetz- oder Reglements- oder awer Gesetz- a Reglementsännerungen noutwendeg wären.

Et ass esou, dass eng verschidde Liesweis besteet vun dem Artikel 11, deen och d'Madame Stein ugeschwat huet. Déi eng liesen en, dass dat net esou restriktiv ass. D'Commission nationale d'éthique liest en e bësse méi restriktiv. Et ass u sech net gutt bei engem Gesetz, dass et verschidde Liesweisen zouléisst. Ech sinn och der Meenung, dass, wann een eng Prezisioun dozou ka bréngen, een dat bei passender Geleeënheet op jidde Fall soll maachen. Där Geleeënheete wäerte mer an nächster Zäit bei aneren Diskussioune kréien.

Wat awer och richteg ass, dat ass, dass mer net onbedéngt solle waarden, bis dass mer d'Gesetzännerung hunn, fir eng Upassung vun der Reglementatioun unzegoen, de Reglement unzegoen, mä dat soll een esou schnell wéi méiglech maachen. Mä et soll een dat awer mat Bedacht maachen, well sech do net nëmmen eng Rei vu juristesche Froe stellen, mä medezinesch Froen, a wann ee mat zwee esou komplexe Gebidder ze dinn huet wéi der Juristerei an der Medezin, dann huet een Intérêt, dass ee mat deene Richtege schwätzt.

Ech wëll awer soen, dass do och schonn eng ganz Rei vu gudde Propositiounen an der Zwëschenzäit um Dësch leien. D'Commission nationale d'éthique, zesumme mat deene Responsabele vun Eurotransplant, zesummen och mat der Société de neurologie, huet konkret Propositiounen op den Dësch geluecht. Mir wäerten eis Méi ginn, déi zesumme mat de Responsabele vun der Justiz a mat de Leit vum Terrain esou schnell wéi méiglech an d'Praxis ëmzesetzen.

Ech mengen, op där Sich no engem nationale Konsens si mer an deene leschte Méint erëm e gutt Stéck virukomm, well wann ee sech während enger gewëssener Zuel vu Joren net esou intensiv ëm eppes bekëmmert, vun deem een ausgeet, dass et jo misst rullen, well mer e Gesetz hunn, dat ëmmer zu deenen oppensten iwwerhaapt gehéiert huet, da geet et ebe just net domat duer, dass een der Meenung ass, dass d'Viraussetzunge geschaf sinn, mä et muss ee sech dorëm bekëmmeren, a just dat si mer am Moment amgaang ze maachen.

Mir sinn och amgaang eis ëmzekucken, wat d'Sensibiliséierung vun de Leit dobaussen ugeet, wat eigentlech déi „best practices" sinn. Well do gëtt et eenzel Regiounen, eenzel Länner an Europa, déi an därselwechter Situatioun ware wéi mir, an déi duerch eng massiv Sensibiliséierungsinitiativ et fäerdeg bruecht hunn, fir elo am Spëtzepeloton erëm ze sinn.

Do geet et net dorëm, fir elo d'Konditiounen onverantwortlecherweis esou labber ze maachen, dass eigentlech jiddferee géif drënner falen. Dat wär irresponsabel an dat wëlle mer mat Sécherheet net maachen, mä kloer Konditioune schafen an dann déi Étapes-clés kucken, wou een un d'Leit erukënnt. An do gëtt et där Étapes-clés eng Rei, a mir sinn amgaang a Partnerschaft mat anere Kolleegen ze kucken, wou déi Étapes-clés sinn. Zum Beispill bei der Sécurité sociale, wou een net onbedéngt muss op d'Kaart markéieren, dass een Donneur ass, mä wou een awer, wann ee sech umellt, ka vun der Geleeënheet profitéieren, fir d'Leit mat där doter Problematik ze konfrontéieren.

Et gëtt aner Geleeënheeten, wou een en administrative Gang mécht oder muss maachen, wou een dat heite kann thematiséieren. Ouni dass et op eng Carte d'identité oder op e Pass soll kommen, sinn dat awer Geleeënheeten, wou, wann d'Leit Informatioune virfannen iwwert d'Dons d'organes, iwwert d'Transplantatiounen, se sech domat auserneesetzen.

Ech wollt zum Ofschloss der Chamber e ganz häerzleche Merci dofir soen, dass se déi Bestriewungen ënnerstëtzt, fir an deem heite Beräich weiderzekommen, op eng ganz nuancéiert Aart a Weis an - mengen ech - mat deem noutwendege Gespier dofir, ëm wat dass et hei geet.

Mir wäerten op där doter Lancée weiderfueren an hoffentlech schnell a mat der Zesummenaarbecht vun der Chamber kënnen déi reglementaresch an, wann noutwendeg, och legislativ Ännerunge maachen. Ech si ganz frou, dass an der Chamber och d'Meenung breet gedeelt gëtt, dass mer dat, wat am einfachsten ass, fir d'éischt solle maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass och dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt. Dat ass d'Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport d'activité vum Médiateur. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Santer, Bettel, Schneider, Mehlen an d'Madame Err. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Camille Gira als Rapporteur.

11. 5804 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2006-2007)

Rapport de la Commission du Règlement

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kënnt net all Dag vir, dass e Land sech eng nei Institutioun gëtt. Wann dat dann de Fall ass, dann ass et wichteg, dass een no enger gewësser Zäit déi Institutioun evaluéiert, kuckt, ob déi Ziler, déi ee mat dëser Institutioun wollt erreechen, och erreecht si ginn, an analyséiert, ob dës Institutioun déi Hoffnungen, déi a si gesat si ginn, erfëllt.

D'Chamber huet de 16. Juli 2003 déi nei Institutioun Médiateur agesat, an duerfir ass et gutt, dass d'Chamber haut eng éischt Evaluatioun vun der Institutioun Médiateur mécht.

Déi Debatt vun haut ass an der Petitiounskommissioun preparéiert ginn, an ech däerf Iech als Rapporteur d'Resultat vun deenen Aarbechten elo hei virdroen.

Ech wéilt och direkt am Ufank e ganz häerzleche Merci soen, un éischter Stell de Memberen aus der Petitiounskommissioun fir hir konstruktiv Mataarbecht an hir pertinent Bäiträg zu dësem Rapport, Iech all fir déi jeeweileg Kontributiounen an deenen anere Kommissiounen, Avisen, déi och agefloss sinn an dësen Débat d'orientation, dem Här Fischbach a senge Servicer fir déi gutt Kollaboratioun a schlussendlech der Madame Moris vum Greffe fir hir effikass Mataarbecht beim Ausschaffe vun dësem Pabeier.

Ech wéilt vläicht, fir unzefänken, e bëssen no hannen den allgemengen Historique vun der Institutioun Médiateur kucken. Si geet zréck op eng Schafung vum Justitieombudsmann a Schweden 1809. Duerno huet et iwwer 100 Joer gedauert bis en anert Land - nämlech Finnland - eng ähnlech Institutioun an d'Welt gesat huet. Mä et ass eigentlech eréischt an der zweeter Halschent vum 20. Jorhonnert, wou se lues a lues an anere Länner opkomm ass: Dänemark 1955; Norwegen '62; England '67; Frankräich '73; Holland '81; Belsch '95.

Zu Lëtzebuerg ass eigentlech d'Institutioun vun engem Médiateur mat enger allgemenger Kompetenz précédéiert gi vun der Kreatioun vun enger Mediatioun mat méi Partikularcharakter, nämlech duerch d'Gesetz vum 25. Juli 2002 iwwert den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand. Virdru war awer schonn eng Kéier zu Lëtzebuerg eng Initiativ geholl ginn, fir eng Institutioun ze schafen, nämlech 1976 mat dem Dépôt vun engem Projet de loi iwwert d'Institutioun vun engem Commissaire général au contrôle de la gestion administrative de l'État et des communes. Dee Projet ass awer ni iergendwou bei engem Zil ukomm.

Eng zweet Initiativ ass du komm duerch eng Proposition de loi vun der Kolleegin Madame Lydie Err iwwert d'Instauratioun vun enger Ombudspersoun, déposéiert hei den 9. Mee 2001, e puer Méint virum Dépôt vum Projet de loi 4832, dee schlussendlech de Médiateur agesat huet.

Ab dësem Moment ass et vläicht gutt op den Ënnerscheed opmierksam ze maachen tëschent den Notioune vun „Médiateur" an „Ombudspersoun". Währenddeem de Médiateur eigentlech nëmme Reklamatiounen unhëlt vu Bierger a Biergerinnen, wat de Fonctionnement vu staatlechen a kommunale Verwaltungen ubelaangt an den Affären, wou Bierger sech ongerecht behandelt fillen, geet d'Aktioun vun der Ombudspersoun e gudde Krack méi wäit, well se sech dernieft och asetzt fir d'allgemeng Verdeedege vun de Grondrechter a Fräiheete vun de Leit, wéi se duerch eis Verfassung, mä och duerch international Traitéen assuréiert sinn.

Esou dass eigentlech, och wann deen Term sech ëmmer méi abiergert dobaussen, am Public besonnesch, de korrekten Term fir déi Lëtzebuerger Institutioun éischter déi vun „Médiateur" ass. Well d'Regierung hat Positioun bezunn opgrond vun der Proposition de loi vun der Madame Err de 24. Oktober 2002 an huet gesot, dass se léiwer zu Lëtzebuerg e Médiateur hätt, wéi eng Ombudspersoun.

Am Kontext vum Projet de loi ass zu Lëtzebuerg natierlech iwwert déi generell Opportunitéit vun esou enger Institutioun diskutéiert ginn. Den Exposé des motifs vum Document parlementaire seet: An engem Rechtsstat misst een - ech zitéieren - «créer les conditions permettant à chacun de jouir des droits universels et des libertés fondamentales». Et misst een deemno op neutral Mediatiounsinstanzen zréckgräifen.

Sécherlech hat Lëtzebuerg schonn '78 d'Procédure administrative non contentieuse agefouert, a virun allem '95 déi administrativ Juridictioune mat engem Double degré de juridiction, mä d'allgemeng Meenung war awer, dass dës Prozeduren a Geriichtsinstanzen net géifen duergoen, fir de Leit an alle Fäll Satisfaktioun ze ginn.

Mir wëssen alleguerten, dass vun enger Säit deemools ganz grouss Skepsis ugemellt gi war, nämlech d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet fonnt, dass et net néideg wier, zu Lëtzebuerg esou eng Institutioun anzeféieren, well mer esou e klengt Land wieren a well jo hei jiddferee jiddferee géif kennen an deementspriechend och onkomplizéiert zu sengem Recht géif kommen.

De Conseil d'État huet dat awer och ganz anescht gesinn a war der Meenung, dass esou eng Institutioun absolut justifiéiert wier, well, och wa mer e klengt Land wieren, d'Prozeduren dofir awer net manner komplizéiert wieren, wéi a grousse Länner, an dass och an enger klenger Verwaltung kéinten Iertëmmer virkommen.

Als Zweet wéilt ech dann e bëssen de Médiateur a Relatioun mat deenen aneren Institutioune kuerz beliichten. Wat de Médiateur prägt, dat ass, dass hien eng onofhängeg Autoritéit ass, neutral ass, deem seng Missioun dra besteet, individuell Reklamatiounen opzehuelen, wat de Fonctionnement vun öffentleche Verwaltungen ubelaangt, a Solutiounen ze proposéieren, ouni dass se obligatoresch sinn, am Respekt natierlech vun de Gesetzer an de Reglementer.

Och wann de Médiateur vum Grand-Duc op Propositioun vun der Chamber nominéiert gëtt, esou steet hien ënner kenger anerer Autoritéit. Dat ass wierklech dat, wat hien auszeechent an och ënnerscheet vun aneren Administratiounen a Servicer. Seng Onofhängegkeet ass dat, wat hien auszeechent. Hien huet vu kenger anerer Autoritéit iergendwellech Uerderen ze empfänken.

De Médiateur huet natierlech ganz speziell Relatioune mat der Chamber. Op déi wäert ech méi spéit nach eng Kéier zréckkommen.

Eigentlech huet hie keng direkt Relatioun mat der Regierung oder mat de Verwaltungen. Natierlech kann hie se awer zu all Moment abordéieren, fir Léisungen ze sichen, wann hie Reklamatiounen iwwert déi jeeweileg Ministèren oder Verwaltunge kritt huet.

De Médiateur ass och kee Riichter, dee Konflikter léist, andeem hie Recht walte léisst. Hie ka seng Missioun ausüben an Affären, wou eng geriichtlech Léisung méiglech ass, awer och an Affären, wou esou eng Léisung net oder net méi méiglech ass. Am Géigesaz zum Riichter proposéiert de Médiateur eng Léisung. An deem Sënn ginn d'Pouvoirë vum Médiateur eigentlech méi wäit wéi déi vum Riichter, well hien och Reklamatioune kann opgräifen, déi sech net op juristesch Argumenter baséieren.

Natierlech kann de Médiateur net a lafend Prozesser agräifen. An och e Geriichtsuerteel kann hie selbstverständlech net a Fro stellen. Hie kann trotz allem awer nach saiséiert ginn, souguer wann all Rechtsweeër virum Riichter épuiséiert sinn.

Hie kann awer och - an och dat ass interessant - am Fall vum Netausféiere vun engem Geriichtsuerteel déi betraffen Instanz opfuerderen, dat Uerteel an engem Délai auszeféieren, deen de Médiateur selwer ka festleeën. Wann dann nach ëmmer keng Reaktioun kënnt, da kann hien e Rapport spécial un d'Chamber riichten an am Mémorial publizéieren. Allgemeng ënnerbrécht d'Saisine vum Médiateur net d'Délaië virun de Geriichter; och dëst natierlech e fundamentalen Ënnerscheed mat engem Recours juridictionnel.

All déi elo grad zitéiert Dispositioune sinn natierlech vun der Suerg gedroen, fir eng kloer Trennung ze maachen tëschent de Pouvoirë vum Médiateur an deene vum Riichter. De Médiateur kann an däerf sech net an d'Kompetenze vun de Riichteren amëschen.

Mir hunn zu engem gewësse Moment an der Petitiounskommissioun och driwwer geschwat an diskutéiert, ob mer dann elo sollten de Médiateur an d'Lëtzebuerger Verfassung aféieren. Do waren ënnerschiddlech Meenungen. Mir sinn awer insgesamt zur Konklusioun komm, dass, well de Médiateur en Organ vun der Chamber ass, et awer net néideg wier, hie spezifesch an der Verfassung ze erwähnen.

Ech kéim dann zu deene méi spezielle Relatiounen an intensive Relatiounen tëschent dem Médiateur an eiser Chamber. Déi Relatioune si relativ kloer am Gesetz vum 22. August 2003 festgeluecht, wat d'Nominatioun an d'Révocatioun ubelaangt, och d'Saisine vun de Reklamatiounen, d'Publikatioun vum Rapport an de Recommandatiounen en relation mat Modifikatiounen am gesetzleche Beräich.

An deem Zesummenhang ass et och vläicht interessant ze erwähnen, dass am Projet de loi eng eigentlech enk Relatioun tëschent dem Médiateur an der Petitiounskommissioun virgesi war. Mä do huet de Statsrot sech formell opposéiert, well hie gesot huet: Dat geet net, well d'Kompetenze vun der Petitiounskommissioun an d'Aart a Weis wéi se Petitiounen entgéintzehuelen huet an och nach wéi eng Petitiounen entgéintzehuele si sinn am Artikel 67 vun der Verfassung festgeluecht. An dat, wat Dir hei wëllt maachen, dat ass net konform zu deem, wat an deem Artikel steet.

Dat ass du gestrach ginn. A vläicht - dat ass e bëssen eng perséinlech Interpretatioun - ass dat, well dunn net kloer gesot gi war, wéi dann, wann de Médiateur bis seng Aarbecht ugefaangen hätt, elo déi konkret Zesummenaarbecht tëschent him an der Chamber ze sinn hätt. Duerfir huet et och e bëssen Zäit gebraucht, ier mer e Modus vivendi fonnt haten tëschent deenen zwou Institutiounen. Gehollef huet no engem gewëssen Hin an Hier e positiven Austausch tëschent dem Médiateur an der Conférence des Présidents de 16. Abrëll 2007.

No där Entrevue sinn eng Rei Lignes directrices festgehale ginn, wou mer gesot hunn: Kommt, mir probéieren déi emol e Joer, annerhalleft Joer. A wann déi sech da confirméieren, wann ee gesäit, dass dat Sënn mécht wéi mer virginn, dann ass d'Iwwerleeung do, fir déi Fonctionnementsaart a -weisen och an engem Reglement vun der Chamber definitiv festzehalen.

Dat geet u mat der Presentatioun vum Rapport vum Médiateur. Do hu mer déiselwecht Prozedur gewielt wéi déi wann de Budget déposéiert gëtt. Dat heescht, et ass wuel eng öffentlech Veranstaltung, mä et ass keng öffentlech Sitzung. D'Press gëtt invitéiert an de Médiateur presentéiert säi Rapport an dësem Raum.

De Suivi vum Rapport huet d'Conférence des Présidents un d'Petitiounskommissioun delegéiert, déi soll en Débat d'orientation iwwert de Rapport veranstalten. Dat ass dat wat mer haut maachen.

Mä et ass natierlech kloer, dass déi Aarbecht nëmme ka gemaach ginn an enker Zesummenaarbecht mat deenen anere

Kommissiounen. Datselwecht geschitt mat deenen eenzelne Recommandatiounen, déi de Médiateur esou séier wéi méiglech soll der Chamber zoukomme loossen. De President gëtt se weider un d'Petitiounskommissioun. Mir analyséiere se. Wa mir der Meenung sinn, dass mir selwer eppes kéinten domat maachen oder derfir suergen, dass se ëmgesat ginn, da bekëmmere mir eis selwer drëm. Wann net, an dat ass ganz oft de Fall, gi mer se weider un eng sektoriell Kommissioun.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

De Budget vum Médiateur ass am Statsbudget festgesat. D'Interpretatioun vun der Chamber ass awer folgend, dass eigentlech dee Volet vum Statsbudget virdru misst vum Büro vun der Chamber approuvéiert ginn, an och d'Konte vum Médiateur gi vun der Chamber kontrolléiert an apuréiert.

Mir hu mat Freed festgestallt, dass de Médiateur sech souwuel qualitativ wéi quantitativ zefridde stellt mat sengem Personal. Wann een och d'Vitesse kuckt mat där e Reklamatiounen traitéiert, mengen ech, muss ee feststellen, dass déi Aarbecht ganz schnell erledegt gëtt, esou dass et de Moment op jidde Fall net ausgesäit wéi wann do Personalmangel wier.

Och wa mir eis als Petitiounskommissioun géife virdrun hidden, an d'Rekrutementspolitik vun dem Médiateur anzegräifen, esou war awer d'Meenung opkomm, a mir wollte vläicht dem Médiateur de Message ginn, ob nieft deene ville Juristen, déi en huet, déi en natierlech brauch, et net awer utile wier, an Zukunft vläicht driwwer nozedenken, ob net och aner Beruffsbiller, wéi zum Beispill Soziologen, Psychologen, a senger Equipe kéinte vertruede sinn. Dat géif där ganzer Aarbecht sécherlech och nach kënnen dénglech sinn.

Mir hunn do gemengt als Petitiounskommissioun, et wier gutt eng Évaluation quantitative vun de Reklamatiounen an de Reklamanten ze maachen. Ech ginn net an den Detail vun deene Chifferen an. Dir fannt déi am schrëftleche Rapport. Et kann ee mengen ech no e puer Joer soen, dass d'Zuel vun de Reklamatioune sech méi oder wéineger bei 900 apendelt.

Wat awer interessant ass, wann een emol de Bilan vun engem Joer kuckt, da wëll ech eppes ervirhiewen, wat vläicht net dacks an der Diskussioun zum Virschäi kënnt: Wann een d'Zuele vun de Réclamations non fondées, Désistement du réclamant, Demandes irrecevables a Refus d'examiner zesummenzielt, dann ass ee bal op 50% vun de Reklamatiounen. Fir awer och ze soen, dass ganz vill Leit, déi bei de Médiateur ginn, eigentlech onberechtegt Kritiken un der Verwaltung hunn. Vläicht ass den Effet, dass déi Leit dat Gefill hunn, vun enger neutraler Stell gesot ze kréien, dass se Onrecht hunn, gradesou wichteg, wéi de Fait, dass de Médiateur a Fäll, wou d'Leit wierklech Recht hunn, eng Léisung ze fannen huet. Et soll een deen hei Aspekt vun deene ganzen Démarchen net ënnerschätzen.

Mir wieren als Petitiounskommissioun frou gewiescht, wa mer e bëssen eng Analys hätte kënne maachen iwwert d'Kategorië vun de Leit, déi Reklamatioune maachen: d'Nationalitéit, d'Geschlecht, den Alter an d'Qualitéit. Mir hunn awer du misse feststellen, dass bis op Weideres op jiddfer Fall de Médiateur net systematesch all déi Qualitéiten enregistréiert.

Mir hunn em proposéiert, dat an Zukunft vläicht ze maachen; natierlech ënner vollem Respekt vum Dateschutz an dem Anonymat.

Wat een awer ka soen, ass, dass vu ronn 3.700 Reklamatiounen der 3.200 ronn vu Résidents aus dem Land gemaach si ginn an ëmmerhin awer praktesch 500 vu Leit, déi net hei wunnen. Et kann een dovun ausgoen, dass dat virun allem Grenzgänger sinn.

Wat awer interessant och nach ass, dat ass d'Klassifikatioun vun der Qualitéit vum Reklamant. Et ass nämlech esou, dass vu ronn 3.700 Reklamatiounen der 3.500 ronn vu Particulieren déposéiert si ginn, véier eigentlech nëmme vun Deputéierten an 158 si vu Personnes morales déposéiert ginn. E bëssen erstaunlech ass dat schonn, dass net méi Deputéierten dës Institutioun ewell notze fir hir Roll als Médiateur, déi se dach awer oft dobausse maachen, dass déi Roll net méi oft geholl gëtt, well si ass ausdrécklech am Gesetz virgesinn.

Ech kann de Kolleeginnen a Kolleege wierklech dee Paragraph vun deem Gesetz nëmme recommandéieren an aus eegener Erfahrung soen, dass domadder ganz schnell eng Rei Saache kënnen evakuéiert ginn.

Natierlech hu mer och eng qualitativ Evaluatioun vun de Reklamatioune gemaach a mir waren der Meenung, dass een déi vill Reklamatiounen, déi iwwert déi Jore komm sinn, a siwe grouss Kategorië kann aklasséieren.

Déi éischt ass de schlechte Fonctionnement vun de Verwaltungen. Hei reechen d'Reklamatioune vun Neterreechbarkeet um Télefon bis zu kenger Äntwert an dem Verléiere vun Dossieren.

Déi zweet Kategorie ass de Mangel u Kollaboratioun tëschent eenzelne Ministèren a Verwaltungen. Hei kënnt dat klassescht Ping-pong-Spillen tëschent de Verwaltungen zum Virschäin.

Drëtte Punkt: Mangel u Personal bei eenzelne Verwaltungen. Als Beispill kann een hei erwähnen: d'Caisse nationale des Prestations familiales, den Enregistrement beim Erëmbezuele vun der TVA um Logement. Hei kënnt eppes zum Virschäin, dass mir hei - et muss ee fairerweis soen, op Instigatioun vun der Regierung - ganz oft Gesetzer stëmmen, déi dobausse bei de Wieler a Wielerinne ganz oft ganz gutt ukommen, mä mer eis net oft genuch Froe stellen, ob dann déi jeeweileg Verwaltung, déi mam Ausféiere vun deem Gesetz a ganz oft besonnesch vum Ausbezuele vu Primë concernéiert ass, och deementspriechend déi néideg Leit kritt huet.

Also wann do Verwaltungen heiansdo an e schlecht Liicht kommen, ech mengen, da misste mir an d'Regierung als Alleréischt sech ganz oft selwer mat der Nues huelen.

Véiert Kategorie, dat sinn déi spezifesch Problemer, déi spezifesch Kategorien aus eiser Populatioun begéinen. Esou hunn ech scho gesot, dass eng ganz Rei Reklamatiounen awer vu Grenzgänger a Grenzgängerinne kommen. Natierlech hunn déi an eenzelnen Dossiere ganz spezifesch Problemer. Et konnt een awer och feststellen, dass eng net negligeabel Proportioun vu Reklamatioune vun Demandeurs d'asile erakomm sinn.

Déi fënneft Kategorie wéilte mer nennen: „d'Evolutioun mat der Gesellschaft". Bannent där Kategorie gesi mer zwou Zorte vu Problemer, déi optauchen. Engersäits huet een d'Gefill, dass eis Législatioun net ëmmer mat der gesellschaftlecher Realitéit an der Mentalitéit dobausse Schratt hält. An dat Zweet ass, dass Reklamatioune kommen, déi mat Schwieregkeeten ze dinn hunn, wéi eng Rei Gesetzer a Reglementer op nei Situatiounen an der Gesellschaft applicabel sinn. Ech denken hei u Scheedungsfäll an och u Ménages recomposés wou ee feststellt, dass e groussen Deel vun eiser Législatioun nach relativ ausgeriicht ass op déi klassesch Famill an nach net onbedéngt alle Situatiounen, vu Familles recomposées zum Beispill, Rechnung dréit.

Sechst Kategorie: Hei stelle mer fest, dass, och wann dat nëmme punktuell ass, dat eent oder anert Lëtzebuerger Gesetz net oder nach net konform ass zu internationale Konventiounen. Mir denken hei un den Droit de vote vu Veruerteelter oder den anonymen Accouchement.

A schlussendlech, lescht Kategorie: Problemer, déi mam Fonctionnement vun de Geriichter ze dinn hunn, haaptsächlech wat d'Lenteur procédurale ubelaangt.

Mir hunn dunn och am Detail déi eenzel Recommandatiounen natierlech analyséiert, an Zesummenaarbecht mat deenen anere Kommissiounen. Ech wëll drun erënneren, dass de Médiateur bis op den Dag vun haut 31 Recommandatioune veröffentlecht huet. An eisem Rapport hu mir der 28 behandelt. Déi aner dräi sinn duerno komm. Mir hunn natierlech déi Recommandatiounen an déi eenzel sektoriell Kommissioune geschéckt an déi Avisen ageholl. Déi eenzel an detailléiert Avisë kënnt Der an der Annex vum schrëftleche Rapport fannen.

Ech muss Iech awer gestoen, dass mer absolut positiv iwwerrascht waren a mat grousser Zefriddenheet festgestallt hunn, wéi séier an och wéi pertinent d'Avisë vun deenen eenzelne Kommissiounen erakomm sinn. Ech hu schonn ähnlech Prozeduren hei erlieft, déi net esou séier ofgeschloss waren a wou ee sechs Rappelen huet misse schreiwen, bis dann déi féierend Kommissioun sämtlech Avisen zesummen hat.

Ech mengen net, dass dat do en Zoufall ass. Fir eis war dat do de Bewäis derfir, dass an Tëschenzäit mir alleguerten hei als Deputéierten de Sënn vun dëser Institutioun agesinn hunn an all Kommissioun sech am Detail mat deene Recommandatiounen auserneegesat huet.

Och déi Recommandatiounen hu mer a Kategorien aklasséiert an et ass natierlech kee Wonner, dass een e gewëssene Parallellismus tëschent de Recommandatiounen an de Reklamante fënnt. Et ass jo och kloer, dass de Médiateur probéiert d'Reklamatiounen ze sammelen an dann, wann en der genuch an enger Kategorie zesummen huet, eng Recommandatioun erauszeginn. Mir hunn awer hei eng Kategorie weider. Mir hunn hei aacht Kategorië gemaach.

Fënnef Recommandatioune géife mer an déi éischt Kategorie astufen, wat d'Verbesserungsvirschléi vun eenzelnen Administratiounen ubelaangt.

Zwou Recommandatiounen an déi zweet Kategorie: Dat betrëfft éischter d'Koordinatioun vun eenzelne Ministèrë respektiv Verwaltungen.

Fënnef Recommandatiounen an déi drëtt Kategorie: Dat ass eng Opstockung vum Personal an enger Rei spezifesche Verwaltungen.

Sechs Recommandatiounen an déi véiert Kategorie: Dat si Verbesserungen an Änderunge vun eenzelne Gesetzestexter, fir se un d'Realitéit vum 21. Jorhonnert an och un d'Mentalitéit an d'Gebräich vun dobaussen unzepassen.

Dräi Recommandatiounen an déi fënneft Kategorie. Do geet et e bëssen ëm d'Flexibilitéit an d'Empathie vun de Verwaltungen am Sënn vun enger Besserung vum Verständnis vun de Bierger a Biergerinnen, fir dass d'Bierger an d'Biergerinnen e bësse méi verstinn, firwat dann eenzel administrativ Décisiounen an eng gewësse Richtung geholl ginn.

Dräi Recommandatiounen an déi sechst Kategorie. Do geet et wierklech ëm d'Adaptatioun vun eenzelne Gesetzer un international Konventiounen. Dat sinn der net schrecklech vill, mä gutt, dat muss een awer och eng Kéier maachen.

Fënnef Recommandatiounen an déi siwent Kategorie. Do geet et ëm d'Verbesserung vum Fonctionnement vun de Geriichter.

Sechs Recommandatiounen an déi aacht Kategorie: e bessere Respekt vun de Rechter vun de Biergerinnen a Bierger.

Am nächste Kapitel hu mir da probéiert, den Impakt vun de Recommandatioune bei hirer Transpositioun ze analyséieren. Et muss een ëmmerhi feststellen, dass vun deenen 28 Recommandatiounen, déi mir analyséiert hunn, der zéng schonn total bis haut ëmgesat sinn. Et muss ee ganz kloer soen, dass d'Regierung insgesamt ganz séier a ganz positiv op déi Recommandatioune reagéiert huet.

Mir hunn eis jo och duerfir net laang opgehalen am Rapport mat deene Recommandatiounen, déi schonn ëmgesat sinn. Mir wëllen natierlech als Petitiounskommissioun virun allem hannert deene bleiwen, déi nach net ëmgesat sinn, respektiv wou nach Divergenzen tëschent de Vuë vum Médiateur a vun der Regierung sinn.

Ech kommen dann zu deene Recommandatiounen, déi bis haut nach net oder net ganz ëmgesat sinn. Mir wäerten eis och hidden, iwwerall als Petitiounskommissioun iwwert de Fong vun deene Recommandatioune Remarquen ze maachen, mä ech mengen, dass mir awer konnte feststellen an der och e puer konnten erausschielen, wou mir der Meenung sinn, dass awer en nationalen Débat néideg ass.

Mir denken do certes virun allem un eenzel Blocagë par rapport zu Recommandatioune vum Médiateur am Kontext vum Fonctionnement vun de Geriichter. Mir sinn hei ganz virsiichteg, mir wëssen, dass mer eis hei op dënnem Äis bewegen, well mir natierlech déi Lescht wëlle sinn, déi d'Séparation des pouvoirs net wéilte respektéieren; mä näischt verhënnert awer, dass do ganz kloer Defiziter sinn. Duerfir muss een awer och doriwwer diskutéiere kënnen.

Mir stellen awer och fest, dass, wann am Ufank de Médiateur a senger Aarbecht ganz vill Schwieregkeeten hat, fir do ee Feedback vun de Geriichter ze kréien, hien a sengem leschte Rapport schreift, dass d'Situatioun sech awer schonn e bësse verbessert huet.

D'Membere vun de Kommissiounen hunn d'Vuë vum Médiateur akzeptéiert, mat Ausnahm vun eenzelnen Avisë vläicht - ech denken do un d'Commission du Travail et de l'Emploi, déi vläicht am skepteschste war vis-à-vis vun där enger oder anerer Recommandatioun vum Médiateur.

Et kann een awer feststellen, dass duerch d'Bank déi parlamentaresch Kommissiounen d'Meenungen an d'Kritike vum Médiateur gedeelt hunn. An - wat ganz flott ass - eenzel Kommissioune si souguer bei der Analys vun de Recommandatioune méi wäit gaangen an hu selwer eigentlech nach zousätzlech Virschléi op dat geluecht, wat de Médiateur eigentlech scho gemaach huet. Sou kann ech als Beispill d'Commission juridique zitéieren, déi selwer och eng Rei Virschléi gemaach huet, fir d'Geriichtsprozeduren, besonnesch d'Instruktiounen, méi séier ze maachen.

Mir zéien doraus d'Konklusioun, dass de Médiateur wierklech de Fanger an d'Wonn geluecht huet vun enger Rei wichtege Problemer a mer feststelle kënnen, dass hien duerch d'Bank vun der Chamber suivéiert gëtt, an dass déi eenzel Chamberskommissioune sech ganz kloer engagéiert hunn, fir an deenen nächste Méint a Joren do, wou mir gefuerdert sinn, fir eventuell eng Rei legislativ Upassungen ze maachen, och eng Hand mat unzepaken.

Da kommen ech zu deene Recommandatiounen, déi nach net ganz ëmgesat sinn, mä bei deenen awer eigentlech e Consensus politique besteet. Dat sinn der 14. Et géif wierklech ze wäit féieren, fir hei an den Detail ze goen. Natierlech wäerte mir als Petitiounskommissioun grad déi Recommandatiounen am A behalen a bei de jeeweilege Regierungsmembere respektiv Chamberskommissiounen nohaken, fir dass se net am Sand verlafen.

Da schlussendlech déi Recommandatiounen, wou zumindest bis haut nach kee Konsens fonnt ginn ass. Dat sinn der bis elo nëmme véier. A wann ech soe kee Konsens, dann heescht dat och net, dass d'Regierung oder d'Chamber d'Pertinenz net agesinn hätt, mä éischter, dass nach Differenzen iwwert de Wee bestinn, wéi een dann dem Médiateur sengen Empfehlunge ka Rechnung droen.

Bei zwou Recommandatioune geet et ëm deen ëmmer erëm optauchende Problem vun der Dauer vun de Geriichtsprozesser an ëm d'Roll vun den Untersuchungsriichter. Eng aner handelt vun de Moyenen, déi d'Police gebraucht, bei Ausweisungen, an deene Mineurë concernéiert sinn. An déi lescht huet mat de Geriichtsexperten ze dinn, woubäi ee fairerweis muss soen, dass déi Recommandatioun relativ rezent ass, sou dass de Justizminister nach wéineg Zäit hat, ze reagéieren.

Fir dass och all déi Recommandatiounen, besonnesch déi, déi nach net ganz ëmgesat sinn, net a Vergiessenheet geroden, géif ech mir erlaben, am Numm vun der Petitiounskommissioun an och ënnerschriwwe vun alle Fraktiounen a Gruppéierungen, eng Motioun eranzereechen, fir dass d'Regierung och net vergësst, dass do eng Rei Recommandatiounen ëmzesetze sinn.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur, adoptée à l'unanimité en date du 16 juillet 2003;

- considérant que le Médiateur a débuté ses travaux au printemps 2004 et qu'il a, depuis lors, transmis chaque année un rapport d'activité à la Chambre des Députés;

- considérant que le Médiateur a par ailleurs publié vingt-neuf recommandations;

- considérant que les problèmes mis en exergue par le Médiateur dans ses rapports et dans ses recommandations sont des problèmes réels et font, pour la plupart, ressortir que certains groupes sociaux minoritaires au sein de la société luxembourgeoise ont plus de difficultés que d'autres à faire valoir leurs intérêts;

- considérant qu'un nombre important de recommandations ont d'ores et déjà été transposées dans la pratique par voie réglementaire ou législative;

- considérant qu'un consensus politique a été trouvé en vue de la transposition de la plupart des autres recommandations, mais qu'elles n'ont à ce jour pas encore été entièrement transposées;

- considérant qu'aucun consensus n'a encore pu être trouvé pour d'autres recommandations;

invite le Gouvernement

- à prendre les mesures nécessaires afin de transposer, dans les meilleurs délais, les recommandations N°6, N°7, N°8, N°11, N°14, N°17, N°18, N°20, N°21, N°22, N°23, N°24, N°25 et N°26;

- à se concentrer plus particulièrement sur les problèmes manifestes dans le fonction-

nement de l'administration judiciaire et, partant, à reconsidérer les recommandations N°9, N°16, N°27 et N°28 dans le but d'une mise en œuvre concrète des solutions préconisées par le Médiateur.

(s.) Camille Gira, Xavier Bettel, Lydie Err, Robert Mehlen, Patrick Santer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu menge Konklusiounen. D'Petitiounskommissioun war der Meenung, et sollt ee vun der Geleeënheet vun dësem Débat iwwert de Rapport vum Médiateur profitéieren, fir en éischte Bilan iwwert den Notze vun dëser neier Institutioun ze zéien. Mir waren iwwerzeegt, dass véier Joer nom Start vun den Aarbechte vum Médiateur deen néidege Recul do wier, fir dat ze maachen.

E Bilan mécht een am einfachsten, hu mir eis geduecht, andeem ee kuckt, wéi eng Ziler sech da gesat gi waren. Am Exposé des motifs vum Projet de loi vun deemools fënnt een der haaptsächlech dräi.

Éischtens, d'Asetze vun enger neutraler Instanz tëschent der Verwaltung an de Biergerinnen a Bierger.

Hei stellt d'Petitiounskommissioun mat Satisfaktioun fest, dass de Médiateur ville Leit konnt hëllefen, déi eng Décisioun vun der Verwaltung contestéiert hunn. Et ass een Dialog entstan tëschent de Verwaltungen an de Leit, an domat ass de Stat an eisen Aen erëm méi no bei d'Biergerinnen an d'Bierger bruecht ginn.

Et kann een och ganz kloer feststellen, dass de Médiateur d'Ulafstell, jo deelweis souguer d'Sproochrouer ginn ass vun enger Rei spezifesche Gruppen, déi éischter zu de Minoritéiten am Land gehéieren, déi vläicht kee kennen, deen ee kennt. Ech denken do zum Beispill un d'Demandeurs d'asile, un d'Prisonnéier, un d'Frontalieren a nach aner Kategorien an eiser Gesellschaft.

Zweeten Objektiv, dee sech deemools gesat gi war: d'Realisatioun vun engem méi effikasse Petitiounsrecht. Och wann de Médiateur aner Missiounen a Kompetenzen huet wéi mir als Petitiounskommissioun, sou hu mir dach festgestallt, dass seng Aarbecht eis eegen Aktioune ka verstäerken.

Ech ginn lech e ganz gutt Beispill: Dat ass d'Reform vum Règlement grand-ducal vum 16. November 1998 iwwert d'Berechnunge vum Loyer an de Sozialwunnengen.

Hei ware mir als Petitiounskommissioun befaasst mat enger Petitioun an de Médiateur mat enger Reklamatioun iwwert deeselwechte Sujet. Ech menge kënnen ze soen, dass mir duerch eng concertéiert Virgehensweis vun der Petitiounskommissioun, vun der Commission des Classes moyennes a vum Médiateur schlussendlech et fäerdeg bruecht hunn, dass dee responsabele Minister, deen - ouni elo hei meng neutral Roll als Rapporteur ze verloossen - mengen ech net esou ganz begeeschtert war, un dee Reglement änneren ze goen, dach awer agesinn huet, dass eng Rei Verbesserungen an Ännerungen néideg wieren. A mir hu mat Satisfaktioun festgestallt, dass viru kuerzem am Mémorial en neie Règlement grand-ducal publizéiert ginn ass.

Ech mengen och kënnen ze soen, dass et keen Zoufall ass, dass zënter dass de Médiateur do ass d'Zuel vun de Petitiounen, déi bei eis an der Petitiounskommissioun agereecht ginn, sensibel zréckgaangen ass.

Ech menge kënnen ze soen, dass virdru Leit, déi eigentlech eng eenzel Doléance mat eenzelne Verwaltungen haten, sech zu e puer zesummegedoen hunn, fir dass si iwwerhaapt d'Méiglechkeet haten, eng Petitioun un d'Chamber ze riichten. Et ka keen Zoufall sinn no véier, fënnef Joer, dass mer där Petitiounen, déi an d'Chamber erageregecht ginn an déi awer och besonnesch mat Problemer an de Verwaltungen ze dinn hunn, bal keng méi hunn. Dass déi Zuel vun deene Petitiounen esou zréckgaangen ass, ass keen Zoufall. Och dat ass e positiivt Resultat.

A schlussendlech drëtt Zil: d'Stäerkung vun der Demokratie an d'Entwécklung vun enger partizipativer Gesellschaft. Den Exposé des motifs ass vum Prinzip ausgaang, dass an enger Demokratie déi öffentlech Verwaltungen de Rechtsregelen ënnerworf sinn, an dass e moderne Stat seng Biergerinnen a Bierger misst u sengen Décisiounen deelhuele loossen.

Well awer festgestallt ginn ass, dass dat üblecht Zréckgräifen op de Contrôle judiciaire et net erlaabt, séier an effikass op all Aspekter vum Fonctionnement vun den öffentleche Verwaltungen ze reagéieren, wollten d'Auteure vum Gesetz eng neutral Mediatioun asetzen, fir tëschent den heiansdo ënnerschiddlechen Interesse vun de Verwaltungen an de Verwalteten ze schlichten.

Hei stelle mir als Petitiounskommissioun fest, dass d'Institutioun vum Médiateur et de Leit erlaabt huet, vill méi einfach, méi séier, méi bëlleg a méi flexibel Mechanismen ze benotzen, wéi wa si hiert Recht op de Geriichter missten akloe goen.

Ausserdeem ass de Médiateur, ech hunn et scho gesot, e Sproochrouer gi vun de Leit an e Moyen, méi aktiv un den Décisiounen, déi si betreffen, deelzehuelen, also novollzéien ze kënnen.

Doriwwer eraus stellt d'Petitiounskommissioun mat grousser Zefriddenheet fest, dass de Médiateur dobaussen eng grouss Glafwierdegkeet genéisst, well d'Bevölkerung verstanen huet an appréciéiert, dass hien iwwer alle politesche Clivagë steet an de Fonctionnement vum Stat an aller Objektivitéit beuerteelt.

Och stelle mer fest, dass déi Kritiken an déi Ängschten, déi virun allem vun der Chambre des Fonctionnaires publics geäussert gi sinn, onberechtegt waren. Am Géigendeel, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kann ee feststellen, dass dem Médiateur seng Aarbecht éischter derzou bäidréit, vun enger allgemenger „Staatsbeamtenschelte" ewechzekommen. Amplaz weist hien op déi punktuell Problemer hin, déi an eenzelne Verwaltungen existéieren.

A wann hien dat mécht, da gëtt ganz oft kloer, dass déi Mëssstänn net un eenzelne Beamten oder Beamtinnen hänken, mä éischter un enger schlechter Organisatioun vun der Verwaltung oder dem Service respektiv dass kloer Instruktioune vun uewe feelen. Jo, de Médiateur huet sech an enger ganzer Rei Fäll kloer op d'Säit vun der Verwaltung gestallt, andeem hien drop higewisen huet, dass en akute Personalmangel herrscht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Petitiounskommissioun wëllt awer trotzdeem drop hiweisen, dass trotz enger Rei Fortschrëtter, déi de Médiateur an där kuerzer Zäit bruecht huet, säi Wierke schlussendlech un de Suitë gemooss wäert ginn, déi seng Recommandatiounen no sech zéien. Well eleng kann de Médiateur näischt bewierken. Hien ass op d'Asiicht an de gudde Wëlle vun der Regierung an op d'Ënnerstëtzung vun der Chamber ugewisen.

Et ass un eis, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an eiser Kontrollfunktioun vun der Regierung, déi verschidde Recommandatioune vum Médiateur ze ënnerstëtzen. Och wann eng ganz Rei Recommandatioune schonn ëmgesat sinn oder nach amgaang sinn ze ginn, wëlle mir als Petitiounskommissioun ofschléissend op e puer Punkten hiweisen, déi eis ganz besonnesch um Häerz leien an déi esou séier wéi méiglech solle Suitë kréien.

Dat Éischt ass d'Asetze vun engem Conseil supérieur de la Justice. Mir maachen en Appel un d'Regierung, esou séier wéi méiglech e Projet de loi an deem Kontext auszeschaffen. Mir maachen awer och en Appel un eis als Chamber selwer, fir sech eege Gedanken an deem Kontext ze maachen an déi Gedanke vläicht der Regierung zoukommen ze loossen. Duerfir hu mer eng Resolutioun ausgeschafft, déi an deem Sënn soll wierken.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant que le Médiateur a publié la recommandation N°21, dans laquelle il recommande à la Chambre des Députés et au Gouvernement l'institution d'un Conseil supérieur de la Justice;

- constatant que la Commission juridique s'est d'ores et déjà exprimée en faveur de l'institution d'un Conseil supérieur de la Justice dans le rapport qu'elle a établi dans le cadre du débat d'orientation sur la sécurité intérieure au Luxembourg;

- constatant que la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle marque un grand intérêt pour la proposition du Médiateur et se rallie aux développements contenus dans le rapport de la Commission juridique sur la sécurité intérieure au Luxembourg;

- prenant acte du fait qu'un consensus politique a été trouvé en vue de la transposition de cette recommandation. En effet, par courrier du 30 avril 2007, le Ministre de la Justice a informé le Médiateur que le Gouvernement continue sa réflexion sur l'institution d'un Conseil supérieur de la Justice. Par ailleurs, dans la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays du 9 mai 2007, le Premier Ministre a confirmé que le Ministre de la Justice veut, dans le dialogue avec tous les acteurs de la justice, promouvoir l'idée d'un Conseil supérieur de la Magistrature;

- constatant cependant qu'à ce jour ladite recommandation n'a pas encore été transposée;

invite la/les commission(s) parlementaire(s) compétente(s):

- à mener une réflexion approfondie sur l'introduction au Luxembourg d'un Conseil supérieur de la Justice, afin d'assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, un contrôle de la sélection des candidats à la magistrature et des promotions des magistrats ainsi que l'exercice du pouvoir disciplinaire au sein de l'administration judiciaire, tout en veillant à éviter d'instaurer un contrôle politique sur celle-ci et de remettre en question les principes constitutionnels de l'indépendance des juges et de la séparation des pouvoirs;

- à se pencher sur les grandes lignes à fixer en vue de l'institution éventuelle d'un Conseil supérieur de la Justice, et ceci dans le but de guider le Gouvernement dans l'élaboration d'un projet de loi fixant notamment la composition, les compétences et les modalités de fonctionnement de ce conseil.

(s.) Camille Gira, Xavier Bettel, Lydie Err, Robert Mehlen, Patrick Santer.

Den zweete Punkt ass wierklech d'Opstocke vum Personal vun der Caisse nationale des Prestations familiales, dat eigentlech ëmmer proportional zu den Zuele vun de Bénéficiairë misst an d'Luucht goen.

An drëttens a spéitstens wa mer erëm héieren, wat eis zu Stroossbuerg eventuell bevirsteet am Kontext mam Luxairs-Accident, da gëtt et wierklech héich, héich Zäit, dass mer eis Gedanke maachen iwwer lafend Affäre viru Geriicht; haaptsächlech iwwert d'Beschleunegung vun den Instruktioune vun esou Prozesser.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wëll ech soen, dass d'Commission des Pétitions déi positiv Dynamik, déi d'Institutioun vum Médiateur zënter hirer Mise en place bewierkt huet, begréisst. Dës Dynamik kënnt schlussendlech souwuel de Bierger a Biergerinne wéi och dem Stat selwer zegutt. Well eng vun den Haaptkonklusiounen, déi mir wëllen ervirhiewen, ass d'Tatsaach, dass déi eenzel Institutiounen am Land méi a besser zesummeschaffen, fir zesumme Konflikter ze léisen.

Ofschléissend, an dat ass net dat Mannst, stelle mer fest, dass de Médiateur sech a kuerzer Zäit eng grouss Kredibilitéit erschafft huet a seng Plaz am institutionelle Gefüge vu Lëtzebuerg fonnt huet. Derniewent dréit hien, wa mir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëllen, zur Emanzipatioun vun der Chamber vis-à-vis vun der Regierung bäi.

An engem Saz, wéi an allem: Wann et de Médiateur net géif ginn, da misste mer en erfannen!

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Patrick Santer. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Patrick Santer *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wéilt ech dem Rapporteur, dem Här Gira, fir seng ausféierlech schréftlech a mëndlech Rapporte félicitéieren. Déi Berichter gi kloer d'Diskussiounen, déi an der Petitiounskommissioun stattfonnt hunn, an d'Aarbechte vun därselwechter a vun de Fachkommissiounen erëm. Erlaabt mer an deem Kontext e puer Ausféierungen zu der Ausaarbechtung vun dëser Debatt.

Well et fir d'éischt ass, wou mer esou eng Debatt virzebereeden haten, hu mer eis an der Petitiounskommissioun och zur Prozedur Gedanke gemaach, wéi mer de Rapport vum Médiateur an dës Debatt sollte preparéieren. Mir hunn do eng éischter pragmatesch Léisung fonnt. Mir hunn déi parlamentaresch Kommissiounen zu Rot gezunn an deenen déi Recommandatioune vum Médiateur geschéckt, déi an hir respektiv Kompetenze falen.

Aus den Äntwerte vun de Fachkommissiounen - a si hu sech all un déi Délaië gehalen, déi mer hinne ginn haten - hu mer an der Petitiounskommissioun d'Schlussfolgerunge gezunn, wéi et da mat enger eventueller Ëmsetzung vun deene verschiddene Recommandatioune wier. Et ass, wéi gesot, eng pragmatesch Léisung, déi och bei deenen nächsten Debatten iwwert d'Rapporte vum Médiateur soll weidergefouert ginn.

Duerch e Gesetz vum 22. August 2003 hu mer d'Institutioun vum Médiateur geschaf. Et ass also eng zimlech rezent Institutioun, déi, och wann dat Gesetz unanime an dësem Plenum ugeholl ginn ass, net ouni Retizenze vu verschiddene Säiten ugesi war.

Besonnesch huet deemools d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics d'Noutwendegkeet vun dëser Institutioun net agesinn. Esou huet déi Chambre an hirem Avis geschriwwen: «La Chambre n'est toujours pas convaincue de la nécessité de la mise en place d'un Médiateur dans notre pays, dont les structures ne sont pas du tout comparables à celles de nos voisins du fait que l'exiguïté du territoire et l'envergure relativement peu importante de sa fonction publique sont à la base de circuits administratifs extrêmement réduits.»

De Médiateur war ni - an d'Praxis huet dat och bestätegt - geduecht, fir der Verwaltung eng Scholdzouweisung ze maachen oder Mëssstraue géigeniwwer der Verwaltung auszedrécken. Am Contraire. Et goung drëms, fir de Bierger der Verwaltung méi nozebréngen an ëmgedréint; fir déi Relatiounen ze vereinfachen an ze verbesseren. D'Prozedure sinn heiansdo extrem komplex, d'Gesetzgebung och, an et ka virkommen, datt d'Bierger sech net einfach esou doran erëmfannen.

Dobäi kann een d'Gefill hunn, datt d'Verwaltung mat de Kenntnisser, déi se gesammelt huet, an der Praxis, déi se opgebaut huet, als déi méi staark Partei - well ebe méi Erfahrung - optrëtt an datt eng neutral Instanz muss geschafe ginn, fir als Vermëttler tëschent Verwaltung a Bierger ze fungéieren; zemools well d'Affären, déi un de Médiateur erugedroe ginn, net noutwendegerweis zu enger Geriichtsprozedur Ulass ginn.

Et muss een net all Affär, wou ee mat der Verwaltung net eens ass oder wou een d'Positioun vun der Verwaltung net als richteg ugesäit oder nach wou ee sech vun der Verwaltung benodeelegt fillt, direkt op d'Geriicht huelen. De Médiateur bilt déi neutral alternativ Ulafstell, wou déi zwou Säiten - de Bierger an d'Verwaltung - kënnen hir Positioun duerleeën a wou se ugehéiert ginn, fir eng Léisung erbäizefëieren.

Datt d'Délaien, fir eng administrativ Décisioun um administrative Geriichtswee ze huelen, net duerch d'Saisine vum Médiateur ënnerbrach ginn, hätt kënnen d'Gefor mat sech bréngen, datt d'Bierger dës Délaië kéinte vergiessen an net méi anhale kéinten, wa se de Médiateur bis saiséiert hunn. Dës Gefor schéngt sech awer net realiséiert ze hunn.

Mä net nëmmen hat d'Institutioun vum Médiateur am Ufank mat enger gewëssener Skepsis ze rechnen. Och de Médiateur, den Här Fischbach, hat am Ufank mat op d'mannst dräi Zorte vu Problemer eens ze ginn.

Éischtens, deen Term „Organisatioun". Wéi den Här Fischbach genannt ginn ass, huet hie missen eng Organisatioun opbauen, intern Prozeduren opstellen an dat néidegt Personal sichen. Och wann hien hei op Erfahrunge vun anere Médiateuren oder similären Institutiounen am In- oder Ausland konnt zréckgräifen, war et bestëmmt net einfach, dës éischt Schrëtt ze huelen, fir souzesoen d'Institutioun mat Liewen ze fëllen.

Dat huet hien och gutt gemaach. Ech sinn erfreet, datt de Médiateur souwuel qualitativ wéi quantitativ mat senger Equipe zefridden ass. Et soll een et dem Médiateur an him eleng iwwerloossen, wéi hie sech ze organiséieren huet. Dat huet hien och mat enger gewëssener Retenue gemaach.

Den zweete Problem - vläicht een, déi méi wéidoe kann - war de Choix, den Här Fischbach als Médiateur ze nennen. Dee Choix war vu verschiddene Säite kritiséiert an den Här Fischbach attackéiert ginn. Et ass gesot ginn, hien hätt keng spezifesch Ausbildung, hien hätt keng Kompetenz an dëser Matière, seng Nominatioun wär skandaléis an et wär e schlechten Ufank fir d'Institutioun vum Médiateur an dësem Land.

Esou Attacke sinn och net ëmmer perséinlech gutt ze verkraaften. Si loossen engem emol net Zäit, fir op seng Aktioun jugéiert ze ginn. Hei huet och den Här Fischbach mat senger Aarbecht an deene leschte fënnef Joer déi Lige gestrooft, déi hie perséinlech net fir déi Fonctioun adaptéiert gesinn hunn. Et soll een am Fong geholl d'Leit beuerteelen op dat, wat se schaffen, an net esou en Délit de sale gueule oder de sale appartenance politique schafen.

Kann ee behaapten, datt den Här Fischbach mat senger Aarbecht der Institutioun vum Médiateur e schlechten Déngscht erwisen hätt? Kann ee behaapten, datt den Här Fischbach an deene leschte fënnef Joer senger Missioun net gerecht gi wier oder datt hien dës Institutioun an e schlecht Liicht gefouert hätt? Op all dës Froen ass d'Äntwert ganz kloer: Neen! De Médiateur huet seng Aarbecht esou verriicht, wéi d'Chamber sech 2003 déi Institutioun virgestallt huet.

Dee leschte Problem - an net där mannster - ass deen, wéi de Médiateur sech géigeniwwer der Verwaltung a besonnesch de Justizautoritéiten ze positionéieren huet.

De Rapport vum Médiateur a seng Recommandatiounen, op déi ech nach wäert zréckkommen, beweisen, datt de Médiateur eng realistesch a pragmatesch Approche mat der Verwaltung hat. Et ass him wierklech net drëms gaangen, d'Verwaltung ze attackéieren, mä am Contraire eng Léisung ze sichen, déi am Aklang mat de Gesetzer ass an och eng équitabel Léisung fir all Parteien duerstellt.

Am Ufank hat de Médiateur och méi Problemer mat de Justizautoritéiten, an dat, mengen ech, aus guddem Grond. D'Justiz ass net eng Verwaltung wéi eng aner. D'Justiz ass onofhängeg an et gëtt de Prinzip vun der Gewaltentrennung. Dëse Prinzip applizéiert sech och un de Médiateur.

Dem Gesetz no kann en net a Prozesser agräifen a kann nëmme bei der Ausféierung vun Uerteeler géigeniwwer der Verwaltung e Rapport spécial schreiwen, wat en awer bis elo nach net gemaach huet. Mä d'Justizautoritéite sinn net am Gesetz vun 2003 ausgeschloss ginn. Esou hunn d'Justizautoritéiten an de Médiateur missen eng Léisung fannen, fir op där enger Säit dem Prinzip vun der Gewaltentrennung Rechnung ze droen an op där anerer Säit zur selwechter Zäit d'Aarbecht vum Médiateur mat anzebannen.

Aller Anfang ist schwer. An esou huet de Médiateur sech des Öftere missen iwwert de Mangel u Kollaboratioun vu Säite vun de Justizautoritéite bekloen, an d'Justizautoritéiten hunn och beklot, datt de Médiateur sech ze vill an hir Affäre géif amëschen.

A sengem leschte Rapport huet awer de Médiateur ënnerstrach, datt d'Relatioune sech verbessert hunn. An ech hoffen, wa mer bis endlech eng Gesetzgebung iwwert den Afferschutz hunn - déi sougenannt Arlésienne vun der Commission juridique, déi nach ëmmer op en Avis vum Statsrot waart -, datt d'Aarbecht vum Médiateur sech da wäert wesentlech vereinfachen, well do Plainten, déi bei der Justiz déposéiert ginn, och anescht wäerten traitéiert ginn an d'Aarbecht vun der Justiz sech och verbessere wäert.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wa mer iwwert d'Justizautoritéite schwätzen, wéilt ech awer e klenge Bémol bei der Aarbecht vum Rapporteur an dëser Debatt afléisse loossen. De Médiateur huet zwou Recommandatioune gemaach iwwer lafend Geriichtsaffäre strofrechtlecher Natur. Déi géifen, sot de Médiateur, ze laang daueren. Et kann een dat eventuell verstoen, mä et ass weder un der Chamber nach un der Regierung, sech mat Recommandatiounen auserneenzesetzen, déi mat lafende Geriichtsaffären ze dinn hunn. Eng generell Recommandatioun, déi u keng spezifesch Geriichtsaffär geknëppt wier an déi net géif Elementer vun esou Affären opgräifen, wier hei méi ubruecht gewiescht.

Fir de Rescht ass et um Riichter, d'Längt vun der Prozedur mat a Kaf ze huelen, an et gëtt nach ëmmer de Wee op Stroossbuerg. Duerfir hu mer och an der Commission juridique generell Remarquë gemaach a wollten eis net mat dësen zwou Geriichtsaffäre beschäftegen. Dat wäert an dat muss och esou bleiwen. Duerfir ginn ech vun hei aus dem Médiateur mat op de Wee, datt e keng Recommandatioun méi soll maachen iwwer lafend Geriichtsprozeduren.

Här President, wat d'Reklamatiounen ugeet, esou muss ee feststellen, datt an der Period vum 1. Oktober 2006 bis den 30. September 2007 790 Dossiere vum Médiateur ofgeschloss goufen, dovunner méi wéi d'Halschent entweder vum Médiateur verworf goufen, als irrecevabel agestuuft goufen oder wou de Plaignant sech désistéiert huet.

An 180 Fäll huet de Médiateur eng Léisung fonnt, a 45 Fäll huet en eng Deelléisung fonnt an an nëmme 64 Dossiere koum et zu kenger Eenegung mat der Verwaltung.

Dat ass vun deene Fäll, déi de Médiateur als recevabel ugesinn huet a wou de Plaignant seng Reklamatioun bäibehalen huet, nëmmen e klenge Prozentsaz, wat d'Effikassitéit vun der Aarbecht vum Médiateur a gläichzäiteg och seng Noutwendegkeet ënnersträicht.

Ech wëll elo net zu alle Recommandatiounen, déi de Médiateur agereecht huet, Stellung huelen. Déi eenzel Fachkommissiounen hu sech schonn dozou ausgeschwat. Festzestellen ass, datt och eng ganz Rëtsch vun de Recommandatioune vu Säite vun der Regierung ënnersicht an ëmgesat goufe respektiv amgaange sinn ëmgesat ze ginn.

Ech wëll mech nëmme mat zwou Recommandatioune befaassen: déi eng, déi vun der Commission de la Fonction publique an déi aner, déi vun der Institutiounskommissioun an da béid vun der juristescher Kommissioun analyséiert goufen.

Déi éischt ass eng, a mengen Aen, fundamental: Wéi sinn d'Relatiounen tëschent de Bierger an hire Verwaltungen ze verbesseren? Dat ass jo eng vun den Haaptaufgaben, wann net iwwerhaapt déi wesentlech Missioun vum Médiateur.

D'Recommandatioun N°18 ass hei besonnesch wichteg. D'Membere vun der Chamber, déi méi dacks mat der Verwaltung ze dinn hunn, sollte sech déi Recommandatioun och op d'Long huelen an duerno d'Stellungnahm vun der Commission de la Fonction publique liesen: extern iwwerpréifte Verwaltungsprozeduren; uginn, wien um Dossier schafft, mat den Télefonsnummeren; besseren telefoneschen Accès bei verschidde Verwaltungen; Ariichtung bei verschidde Verwaltungen - der Sécurité sociale oder der Immigratioun - vun engem zentraliséierte Bureau d'accueil, och wann de Guichet unique net ëmmer einfach anzesetzen ass wéinst der Komplexitéit vum Dossier; sech Délaië ginn, an deenen den Dossier soll verschafft ginn; e bessere mënschleche Kontakt, an dat och mat an d'Formatioun abannen; e Guide des meilleures pratiques administratives an och e Code de déontologie ausschaffen.

Dat sinn all d'Iwwerleeungen, déi de Médiateur proposéiert huet an déi och vun der Commission de la Fonction publique iwwerholl gi sinn.

D'Verwaltunge solle sech och selwer evaluéieren, fir erauszefanne wou et hapert, wat ka verbessert ginn. Wou kann dem Bierger besser gehollef ginn? Wat brauch eng Verwaltung? Wéi kann d'Verwaltung sech un d'Besoinë vun de Bierger upassen? Wat kann ee vereinfachen oder duerch e méi groussen Zougrëff op d'Informatik, am largste Sënn vum Wuert, verbesseren?

Dat si Pisten, déi sollen, déi mussen iwwerduecht ginn an déi och vun der Regierung an Ugrëff geholl gi sinn. E Service public muss sech senger Zäit upassen. D'Bierger och. Mä an enger Zäit vun der Evolutioun a ganz ville Beräicher ka weder de Bierger nach d'Verwaltung sech op Prozedure behaapten, déi vläicht virun 20 Joer gülteg waren. Eng modern Verwaltung fir e moderne Stat, dorëms geet et.

Ech wollt och nach op eng aner Recommandatioun zréckkommen.

D'Recommandatioun N°21 iwwert de Conseil supérieur de la Justice ass eng extrem wichteg Recommandatioun, well et geet ëm d'Verwaltung vun der Justiz. Datt d'Justiz onofhängeg ass a mat där Onofhängegkeet muss weider hir Aarbecht verriichten, ass evident a soll a kann net a Fro gestallt ginn. Et ass ee vun deene wichtegste Prinzipien an engem Rechtsstat.

D'Fro ass awer, wéi d'Justiz sech soll intern organiséieren. Soll dat de Justizministère maachen? Soll dat de Procureur général d'État maachen? All dës Léisungen hunn hir Nodeeler. Duerfir huet de Médiateur de Conseil supérieur de la Justice virgeschloen, deen zum Deel aus Riichteren, zum Deel aus Netriichtere bestoe soll. De Conseil supérieur de la Justice wier zoustänneg ënner anerem fir d'Nominatiounen, d'Astellung, d'Promotioune vu Riichteren ze iwwerpréiwen a fir d'Plaintë vum Bierger zum Fonctionnement vun der Justiz entgéintzehuelen.

Hei huet de Médiateur sech beim belsche Modell, deen an der Folleg vun der Dutroux-Affär opgesat gouf, inspiréiert. Natierlech gëtt et och aner Modeller. De Conseil supérieur de la Magistrature zum Beispill a Frankräich: Wann do nëmmen ee Wuert ännert, Magistratur amplaz Justiz, ass a Frankräich dee Gremium nëmme mat Riichtere besat an un der Spëtzt, wéi wier et och anescht, de President vun der Republik.

Et gëtt och nach aner Modeller. A Schweden, an Holland an an England gëtt et eng eege Verwaltung mat engem eegene Budget fir d'Justiz. Also d'Justiz administréiert sech selwer, sief dat finanziell, materiell, personaltechnesch, an huet och derfir riichtzestoen.

Et gëtt also en déif gräifenden Ënnerscheed tëschent dem belsche Conseil supérieur de la Justice an dem franséische Conseil supérieur de la Magistrature.

An der Debatt iwwert d'Sécurité intérieure, déi mer am Juli 2007 haten, huet sech déi juristesch Kommissioun fir de belsche Modell, also dem Médiateur seng Propos ausgeschwat. Natierlech misst een do nach e puer kleng Korrekture maachen. Wéi zum Beispill de Pouvoir de nomination, deen de Médiateur der Chamber an dem Statsrot gëtt. Dat wier menger Meenung no net ganz mat der Onofhängegkeet vun der Justiz kompatibel. Mä dat sinn nëmmen Detailer, déi näischt mam Prinzip ze dinn hunn.

Et kann ee sech och d'Fro stellen, an déi muss natierlech gekläert sinn: wéi vill Netriichteren? Wéi ass d'Proportioun tëschent den Netriichteren an de Riichteren an deem Conseil supérieur de la Justice? Oder ob déi Membere vun deem Conseil, déi net an der Magistratur sinn, op alle Froe wierklech e Stëmmrecht hunn, oder ob een d'Stëmmrecht ka jee no Fäll adaptéieren.

Dat sinn awer nëmmen Detailer, wéi ech sot. An d'Commission juridique souwéi d'Commission des Institutions souwéi elo zum Schluss d'Commission des Pétitions hu sech fir de Prinzip vum Conseil supérieur de la Justice ausgeschwat.

Den Här Justizminister, deen amgaangen ass, dës Problematik an der Conférence nationale de la Justice mat Riichteren an anere Justizberuffer ze diskutéieren, kennt d'Positioun vun der Chamber, well mer och dee Conseil supérieur de la Justice an enger Motioun am Juli 2007 stoen haten.

Duerch dëse Conseil soll d'Onofhängegkeet vun der Justiz gestäerkt ginn. Et geet bestëmmt net dorëms, d'Justiz ënnerdréckt ze kréien. D'Geriichter bleiwen onofhängeg. Eng Mise au pas ass duerch dëse Conseil supérieur de la Justice net ersehnt an d'Alternativ vun engem Conseil supérieur de la Magistrature bréngt d'Zilsetzung hei zu Lëtzebuerg net weider. Et sief dann, datt dëse Conseil supérieur de la Magistrature och déi intern Verwaltung personal-, finanziell- an immobilientechnesch iwwerhëlt, wat eise Gepflogenheete vun öffentleche Finanzen an och soss net entsprécht, entgéint deene vun anere Länner, zum Beispill vun den angelsächseschen oder nordesche Staten.

Duerfir soll an der Chamber a besonnesch och an de Fachkommissiounen, sief dat déi vun den Institutiounen oder d'Commission juridique, eng méi déif gräifend Reflexioun gefouert ginn, wéi esou e Conseil supérieur de la Justice - oder mir kënnen en och anescht nennen - soll ausgesinn.

Duerfir hunn ech och déi Resolutioun, déi den Här Gira elo grad deponéiert huet, ënnerschriwwen.

Här President, d'Recommandatioune vum Médiateur sinn an där Hisiicht wichteg, well de Médiateur virschléit, wéi een d'Verwaltung ka besser gestalten, fir hiren Déngscht um Bierger méi effizient kënnen ze verriichten. Et ginn och Fuerderunge gemaach, fir eis Gesetzgebung unzepassen, do wou et néideg ass, fir den internationale Verflichtunge besonnesch hisiichtlech de Mënscherechter Rechnung ze droen.

Et muss een net op allem Punkt mam Médiateur eens sinn - ob dat Detailer sinn oder ob et sech ëm méi fundamental Saachen handelt. Mä wichteg ass awer, datt vu Säite vun der Regierung a vu Säite vun dëser Chamber dem Médiateur seng Recommandatiounen analyséiert ginn. Dat maache mir hei an der Chamber am Kader vun dëser Debatt. Dat soll och d'Regierung weiderhi maachen an eng öffentlech Positioun huelen, wat d'Recommandatiounen ugeet, déi bis elo net ëmgesat goufen. Dat ass och Zil an Zweck vun der Motioun, déi mer hei déposéiert hunn an och wäerten ofstëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, no bal fënnef Joer, zënter deenen et dës Institutioun zu Lëtzebuerg gëtt, kann ee vun engem Succès schwätzen. De Médiateur gehéiert net nëmmen zu eiser Verwaltungsan Institutiounslandschaft, hien ass e wesentleche Bestanddeel vun eiser Demokratie. Duerfir begréissen ech schlussendlech, datt de Médiateur weider Kompetenze kritt.

Säit engem gudde Joer ass hie schonn an Zesummenaarbecht mam Här Justizminister an dem Direkter vum Prisong vu Schraasseg och am Prisong present, well et muss een och wëssen, datt am Prisong Bierger sinn an datt een net, well een agespaart ass, seng Qualitéit vu Bierger verléiert.

Am Projet de loi 5849, deen den 13. Mäerz 2008 deponéiert gouf an deen de Protocole facultatif zur UNO-Konventioun géint d'Torture ëmsetzt, gëtt de Médiateur als Kontrollinstanz vum Strofvollzuch agesat.

Dat kann een nëmme begréissen an dat steet och, Här President, an der Motioun an an deem Rapport iwwert d'Sécurité intérieure, dee mer am Juli gestëmmt hunn a wou och nach ganz aner flott Saachen drastinn.

Schlussendlech Merci villmools fir Är Gedold, Merci villmools dem Médiateur fir seng Aarbecht an datt hien esou weiderfiert - et ass et wäert.

Ech soen lech Merci.

M. Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Lydie Err. Entschëllegt, den honorabelen Här Bettel ass nach Riedner virun der Madame Err. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wëll och fir d'éischt hei dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport.

Wat ass den Zweck an de Sënn vun dësem Exercice vun haut? Et geet jo dorëms, den Aktivitéitsbericht 2006/07 ënnert d'Lupp ze huelen, dat heescht och dem Médiateur seng Recommandatiounen, déi hien an där Period formuléiert huet, ze analyséieren a le cas échéant Konklusiounen dorauser ze zéien.

D'Recommandatioune si jo schonn an deene meeschte Kommissiounen diskutéiert, debattéiert ginn, a jee no Beräich si jo och Konklusioune gezu ginn.

Dësen Débat ass d'Resultat vun der Diskussioun iwwert d'Relatioun tëschent der Chamber an dem Médiateur, enger Relatioun, déi ufanks net ganz kloer war. D'Conférence des Présidents hat schliesslech zréckbehalen, spéitstens sechs Méint no der Veröffentlechung vum Rapport esou en Débat an der öffentlecher Sitzung ofzehalen.

D'Chamber, un déi de Médiateur jo dem Gesetz no rattachéiert ass an op déi de Médiateur...

M. le Président.- Ech bieden ëm e bëssen Opmierksamkeet fir de Riedner!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President.

…ugewisen ass, fir eppes beweegt ze kréien, notzt dës Geleeënheet awer och, fir eng Synthèse ze maachen an och eng Aart Bilan no véier Joer Institutioun Médiateur ze zéien.

Et gëtt gekuckt, ob d'Ziler, déi mat der Aféierung vum Médiateur ugestrieft goufen, erreecht sinn, ob d'Kritiken, déi am Virfeld geäussert goufen, nach relevant sinn oder sech als iwwerdriwwen erwisen hunn, an ob sech entre-temps och schonn eppes beweegt huet um Niveau vun enger verbesserter Relatioun tëschent de Bierger an der Verwaltung, a wat op dem Terrain nach ze maache bleift. Et soll och gekuckt ginn, wéi d'Fonctioun vum Médiateur eventuell an der Zukunft misst evoluéieren.

Ier een op déi verschidde Recommandatiounen ageet, kann een en Tëschebilan zéien, ouni am Detail op de ganzen Historique vum Schafe vum Médiateur wëllen anzegoen. Et kann een dorun erënneren, dass de Médiateur ënnert där leschter CSV/DP-Majoritéit agefouert gouf an an der Chamber hei och eestëmmeg den Accord kritt huet.

D'Zil war et dozou bäizedroen, d'Relatiounen tëschent dem Bierger - dem Administré - an der Verwaltung ze verbesseren.

Ouni ze ënnerstellen, dass dës fundamental schlecht waren, ass awer gewosst, dass op deem Gebitt Verbesserungspotenzial besteet, och nach haut.

Et soll e Moyen geschafe ginn, fir et dem Bierger ze erlaben, op méi eng einfach Manéier zu sengem Recht ze kommen, ouni dass hie muss op d'Geriichter goen. Duerch d'Analys vun deene verschiddenste Plainten, déi beim Médiateur agereecht ginn, sollt och gekuckt ginn, wou allgemeng de Schong dréckt a wéi een deem kéint entgéintwierken.

Finalement soll och eng nei Philosophie entstoen, déi ënnert dem Drock vum Médiateur, och wann dat begrenzt ass, soll dozou féieren, dass d'Verwaltungen, awer och d'Gemenge méi en oppent Ouer fir d'Bierger kréien.

D'Aféierung vum Médiateur kann een deemno och als e Baustee vun der Réforme administrative considéréieren.

Ech mengen, haut kann ee feststellen, dass an där kuerzer Zäit de Médiateur villes bewierkt huet, zum Positiven, versteet sech, an dass d'Skepsis notamment vun der Beamtekummer sech als iwwerdriwwen erwisen huet.

Et ass net dorëms gaangen, fir de Verwaltungen an de Beamte stänneg de Prozess ze maachen, si géifen iergendeppes falsch maachen, mä et soll och dozou bäidroen, hir Aarbecht kënnen ze verbesseren an och vläicht ze erliichteren. Esou stellt de Médiateur fest, dass eng ganz Rëtsch vu Retarden oder soss Schwieregkeeten an der Kommunikatioun mat de Bierger op ze mann Personal an deene verschiddene Servicer hindeiten, sief dat an der Steierverwaltung oder bei der ADEM zum Beispill, wat d'DP jo schonn zënter ganz laang uprangert. Andeems d'Politik op esou Problemer hiweist, ka si dozou bäidroen, d'Aarbechtskonditioune vun deene Beamten an Employéen ze amélioréieren.

E Médiateur kann een also als eng Aart Arbitter gesinn, deen heiansdo eng Giel Kaart weist, ouni awer kënnen ee vum Terrain ze geheien. Hien ass op de politesche Wëlle vun deene Responsabelen ugewisen. Leider huelen dann awer och duerno déi politesch Responsabel sech dem Médiateur seng Remarquen net deementspriechend zu Häerz.

Ech schwätzen zum Beispill vun der ADEM, wou den Här Minister Biltgen nach weess, dass ganz vill Aarbecht ass. A wann een d'Recommandatioune vum Médiateur liest, dann huet den Här Biltgen nach op jidde Fall genuch Aarbecht an deem Beräich.

De Médiateur weist och op eng mangelnd Kooperatioun tëschent deene verschiddene Servicer, Verwaltungen a Ministèren hin.

M. le Président.- Här Bettel, den Här Minister wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Hie wollt keng Fro stellen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wollt just eppes feststellen. Ech hunn de Rapport vun der Chamber gelies, an dass do festgestallt ginn ass, dass mer zu all deene Recommandatioune vum Médiateur eng Äntwert ginn hunn, andeem mer entweder tel quel dat gemaach hunn, wat de Médiateur gesot huet, oder op där anerer Säit eng Äntwert ginn hunn, vun där d'Chamber gesot huet, dat dote wär eng adequat Äntwert.

Dat wëllt net soen, dass mer net nach an Zukunft Aarbecht hunn, an ech sinn och iwwerzeegt, dass de Médiateur eis nach an Zukunft Recommandatioune gëtt. Mä op déi Recommandatiounen, déi de Médiateur ginn huet iwwert d'ADEM, hu mer reagéiert, an esou huet de Bericht vun der Chamber dat och festgehalen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech wollt Iech soen, Dir hutt herno Zäit, fir d'Wuert ze ergräifen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mir gesi just, Här President, dass, wann ee bei der ADEM eppes wëllt froen, déi dann ëmmer ze vill Aarbecht hu fir déi wéineg Leit, déi do schaffen, an et nach ëmmer net duergeet. Ech mengen, dat war eng vun den Demanden, eng vun den Haaptdemandë vun de Recommandatiounen.

Den Här Minister Biltgen kann net beim Här Budgetsminister Frieden vläicht ze vill zéien, fir méi Moyenen ze kréien, mä et wier flott, wa se an der Regierung kéinten eens ginn, well d'ADEM awer eng Institutioun ass, an déi d'Leit ginn, déi net ëmmer agréabel ass, vun där déi Leit awer wierklech Hëllef brauchen. Wann déi iwwerlaascht sinn, dann ass dat net am Sënn, fir kënnen de Chômage hei zu Lëtzebuerg op déi eng oder op déi aner Manéier ze bekämpfen, op jidde Fall de Leit ze hëllefen, déi am Chômage sinn, fir eng nei Aarbecht ze fannen.

De Médiateur weist och op eng mangelnd Kooperatioun tëschent deene verschiddene Servicer, Verwaltungen a Ministèren hin, eng Kritik, déi d'Demokratesch Partei och schonn an hirem 33-Punkte-Programm formuléiert hat. Ech zitéieren:

„Verwaltungsreform sorgt für mehr Effizienz. Die DP ist der Meinung, dass eine Straffung der Organisation und prozeduralen Abläufe innerhalb der Regierung und Verwaltungen geboten ist. Besonders die Verwaltungsbereiche, die zwar unterschiedlichen Ministerien unterstehen, in Wirklichkeit aber einen Bereich gemeinsam abdecken, müssen besser zusammenarbeiten, sich gegenseitig zuarbeiten indem bestehende Prozeduren und die Organisation überdacht werden. Hier ist beispielsweise an die Zusammenarbeit bei Betriebsgenehmigungen zu denken. Daneben drängen sich weitere Fragen in diesem Zusammenhang auf: Warum brauchen wir ein Wirtschaftsministerium und ein Mittelstandsministerium? Warum brauchen wir mehrere Steuerverwaltungen? Ein Ministerium für Soziale Sicherheit und eins für die Nationale Solidarität? Warum haben wir keine klarere Kompetenzabgrenzung zwischen Staat, Gemeinden und dem konventionierten Sektor, wo oft mehrere Anbieter mittels verschiedener Finanzierungswege sich gegenseitig konkurrenzieren?“

Den Här Angel wollt eppes soen, Här President.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Vu wat schwätzt Der?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hunn eisen 33-Punkte-Programm, deen d'Demokratesch Partei presentéiert huet, zitéiert. Do hutt Der elo matkritt, dass, wa mer deen hätte kënnen duerchkréien, op jidde Fall d'Situatioun haut scho besser wär.

(Interruption)

Net nëmmen a senger Fonctioun als Knoutermann, mä och als Berodungsservice: informer, conseiller, réorienter; dat ass dem Médiateur a sengem Service seng Devise. Hei fënnt de Bierger, dee sech am Reglementendschungel verluer fillt, en oppent Ouer fir seng Problemer. Schonn eleng dowéinst ass d'Existenz vum Médiateur a sengem Service méi wéi berechtegt.

Et wär allerdéngs begréissenswäert, wann déi eenzel Verwaltunge kéinten hiren eegene Berodungsservice aféieren an d'Bierger, déi e Problem oder soss Froen hunn, an hirem Service empfänken an hinne Ried an Äntwert stoen. D'Gemeng Lëtzebuerg geet mat hire wöchentleche Spriechstonnen dënschdes moies vun aacht bis néng fir d'Bierger hei mam gudde Beispill vir.

(Interruption)

Neen, neen. Här President, den Här Fayot huet vum City Breakfast geschwat. Mir hunn dat all dënschdes vun aacht bis néng. Da steet de ganze Schäfferot mam Buergermeeschter de Bierger zur Verfügung wa se iergendeng Fro hunn. Dat ass och wat een nennt: Dialog mam Bierger an direkt Kommunikatioun.

(Interruption)

Leider, Här President, sinn eis Verwaltungen nach ze vill hermetesch zou. Et kéint ee sech wënschen hei verschidden Diere méi grouss opzemaachen.

Wat de Choix vun der Persoun, déi d'Fonctioun vum Médiateur verkierpert, betrëfft, esou sinn déi Leit, déi un der néideger politescher Impartialitéit vun dëser Persoun gezweifelt hunn, berouegt. Anerer, déi gehofft haten, si hätten et hei mat engem relativ bequeme Partner ze dinn, si mëttlerweil vläicht manner roueg ginn.

Et ass e Fait, dass hien, och wann déi Persoun aus de Reie vun där stäerkster Partei kënnt a selwer laang an der Regierung war, also an deem Camp, deen hien elo soll ënnert d'Lupp huelen, net zéckt, haart an däitlech ze soen, wou d'Kromm an der Heck läit. Fir verschidde Leit ze kloer a souguer ze däitlech. D'Fro bleift op, ob eventuell e politesch méi onbefaangene Médiateur nach méi onbequem wär.

Ouni elo dem Médiateur eng Zensur wëllen auszestellen, kann een awer soen, dass seng Aarbecht bis elo positiv ze bewäerten ass, woubäi een awer och muss eng Rei Remarquë formuléieren.

De Médiateur huet dem Gesetz no d'Flicht, doduerch, dass hien un d'Chamber rattachéiert ass, dës prioritairement ze informéieren an hir - méi genau der Petitiounskommissioun - seng Recommandatiounen zoukommen ze loossen. Ouni wëllen dem Médiateur seng Liberté d'expression a Fro ze stellen, mengen ech awer, dass een als Médiateur en enke Lien mat der Chamber net soll a Fro stellen an een net soll fir d'éischt emol an d'Press an an d'Medië goen an dann eréischt d'Chamber informéieren. De Médiateur soll nëmmen net zu engem Nol-op-de-Kapp-bis ginn.

Dem Médiateur seng Prärogative si per Gesetz kloer festgeluecht, wou et notamment heescht, dass de Médiateur sech weder kann an e lafende Prozess amëschen nach eng Décision juridictionnelle a Fro stellen. Hien ass kee Riichter. An dowéinst, wann een haut d'„Luxemburger Wort“ liest, kann ee liesen, dass an där Affär vun deem Ongléck mat der Luxairs-Maschinn de Médiateur jo reagéiert hat. Ech verstinn, dass een op där enger Säit, wann ee saiséiert gëtt vun Demandë vu Leit, do och wëllt reagéieren, mä et ass wierklech net dem Médiateur seng Roll, fir an oppene Prozesser Commentairen ze maachen iwwer Aarbechte vu Riichteren. Ech wäert nach zum Schluss dorobber zréckkommen.

Wann een de Rapport 2006/07 kuckt, wéi eng Verwaltunge vu Reklamatioune betraff waren, gesäit een, dass d'Sécurité sociale mat 130 Affären op „Number one“ war; virun der Fiskalitéit op der Nummer zwee mat 122; der Immigratioun - mam Permis de travail, Visaen, Pass - mat 105 Affären; d'Gemengen insgesamt mat 75 Affären; d'Caisse nationale des Prestations familiales mat 67 Affären, an d'ADEM mat 50 Affären.

Ech weess net, wat ee vun enger detailléierter Kategorisatioun vun de Réclamanten no Geschlecht, Nationalitéit, Alter a Qualitéit soll halen. Ech war net begeeschtert; ech hat dat och schonn an der Kommissioun gesot.

Wann een d'Reklamatioune kuckt, esou kann een och feststellen, dass oft eng gewëssen Inadaptatioun vun eiser Gesetzgebung par rapport zur Evolutioun vun eiser Gesellschaft besteet, notamment wat d'gläich Rechter fir aner Forme vun Zesummeliewe betrëfft, wat nei Familljereforme betrëfft an esou weider. Hei mécht sech e Besoin no enger neier Gesellschaftspolitik däitlech. En Terrain, wou d'Chrëschtlech-Sozial Volleksparteі sech bekanntlech schwéierdeet.

(Interruption)

Concernant le Conseil supérieur de la Justice an de la Magistrature, schléissen ech mech de Wierder vum Här Santer un: Et wier wichteg, dass een an der Magistratur kéint en Organ hunn, fir kënne Sanktiounen ze huelen, wann iergendeppes net geet oder fir en Uerder ze ginn. Mä wéi gesot, dat ass net d'Roll vum Médiateur.

Här President, d'Regierung huet 2001 an hirem Gesetzesprojet fir de Médiateur e bewosste Choix gemaach. De Médiateur soll ebe keen Ombudsmann, wéi e virun allem an de skandinavesche Länner besteet, ginn. D'Madame Err hat eng Proposition de loi gemaach, déi an déi Richtung vum Ombudsmann gaangen ass. D'Chamber huet déi deemools jo net ugeholl. An der Prise de position vun der Regierung zur Positioun vun der honorabeler Madame Err huet d'Regierung deemools argumentéiert, dass dës Fonctioun scho vun der Commission consultative des droits de l'Homme garantéiert géif.

Mä net nëmme wat de Champ d'action vum Médiateur betrëfft, ënnerscheet dëse sech vum Ombudsmann, mä och vu senge Rechter. Am Géigesaz zum skandinaveschen Ombudsmann kann de lëtzebuergesche Médiateur sech net selwer saiséieren an hie ka keng contraignant Mesuren ergräifen. An trotzdeem gi béid Begréffer permanent matenee verwiesselt, wouzou eise momentane Médiateur net onwesentlech bäidréit. Geet een zum Beispill op den Internet www.Mediateur.lu kucken, kritt een eng Feelermeldung. Dës Säit gëtt et net. De richtegen URL ass nämlech www.Ombudsmann.lu. Wann Der et dréckt, hutt Der och Ombudsmann als Titel: Le médiateur au service des citoyens.

Dëst wier jo nach alles net der Ried wäert, wann een net den Androck géif kréien, dass och inhaltlech béid Konzepter no an no géife matenee vermëscht ginn. Mam Gesetzesprojet 5849 soll nämlech d'Aufgabegebitt vum Médiateur ausgedehnt ginn. Mat der Ratifikatioun vum Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants soll de Médiateur elo alleguerten d'Lieux de détention iwwerpréiwen. Dat heescht, d'Prisongen, de Centre de rétention, d'Établissements psychiatriques, d'Cellule d'arrêt an de Centre socio-éducatif. D'Zil vu senger Missioun wier «d'assurer le respect des droits fondamentaux dont les personnes privées de liberté demeurent titulaires».

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen eis ee fir allemol eens ginn, wat mer wëllen. Wëlle mer den Ombudsmann oder e Médiateur? Wëlle mer e Vermëttler bei administrative Reklamatiounen oder wëlle mer eng Institutioun, déi d'Anhale vun eise grondleeënde Mënscherechter iwwerwaacht? Déi schlechtste Léisung wier, wann deen een d'Aufgabe vun deem anere misst assuréieren.

Här President, et entbehrt net enger gewësser Komik, dass am Team vum Médiateur haut och keen eenzegen diplomëierte Médiateur ass; wou et déi Formatioun jo awer och gëtt. Et handelt sech ausschliesslech ëm Juristen. Wann et bei der Aarbecht vum Médiateur prioritär ëm administrativ Virgäng geet, ass dat jo och kee Problem. Soll de Médiateur awer an Zukunft och fir d'Anhale vun de Mënscherechter an de Centres de détention zoustänneg ginn, bräicht een dann net och e Psycholog, e Médiateur oder en Dokter an deem Team?

Här President, wann een de Gesetzesprojet 5849 vun der Regierung duerchliest, kritt een den Androck, dass se net genau wëssen, wat do op de Médiateur wäert zoukommen un Aarbecht. Dëst wäert net ouni weider finanziell a personell Opstockung goen.

Mä net nëmmen um Niveau vum Médiateur deet sech eppes. Den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand weist säit Méint zu Recht op seng prekär finanziell Situatioun hin. Si hunn hire Wonsch zum Ausdrock bruecht, fir eng ähnlech Struktur ze kréie wéi de Médiateur. Mir haten eng Diskussioun an der Commission de la Famille, wou den Här Adam och eng Propositioun gemaach huet, wou mer awer och nees eng Kéier gespuert hunn, dass déi gréisste Partei hei an deem Parlament e bësse frileux wär vis-à-vis vun enger Locatioun direkt elo. Fir dass den ORK kéint selbstständeg fonctionnéieren, wier et nämlech opportun, esou e Comité an engem Familljeministère ze integréieren, fir eng Indépendance kënnen ze garantéieren. Ech zweifelen drun.

D'Commission consultative des droits de l'Homme huet och hire Wonsch zum Ausdrock bruecht, fir eng legal Basis ze kréien an domadder endlech dem Principe de Paris entspriechen ze kënnen, deen d'UN '93 festgeluecht huet fir déi national Mënscherechtsgremien.

Här President, dëst weist, wéi néideg mer eng kohärent Approche am Beräich vum Schutz vun den individuelle Rechter vun de Bierger bräichten. Dëst weist och, wéi wichteg eng enk Kollaboratioun vun dësen Instanze wier. Dëst weist och, wéi wichteg et wier, e gemeinsame Pool vu Kompetenzen opzebauen. Engem Kand, dat zu Schraasseg sëtzt, ass et egal, ob seng Rechter vum Médiateur oder vum Ombudscomité vertruede ginn. Mir musse just garantéieren, dass esou gutt wéi méiglech seng Rechter garantéiert ginn. Et ass him egal, wie sech dorëms këmmert.

D'DP huet den allergréisste Respekt virun den Aarbechten, déi bis elo an dëse Gremië geleescht goufen. Ech wëll just erënneren un déi exzellent Avisë vun der Commission consultative zum Centre de rétention oder vum Ombudscomité zum Office national de l'enfant. Grad duerfir ënnerstëtze mir d'Fuerderung no enger klorer legislativer Basis, no enger absoluter Onofhängegkeet an enger approuvéierter finanzieller a personeller Ausstattung fir dës Gremien.

Mir sinn awer och der Meenung, dass am Intérêt vun de Bierger eng effizient Kollaboratioun tëschent deenen Institutioune muss stattfannen an e gemeinsame Pool u Kompetenz muss opgebaut ginn.

Här President, ech wëll ofschléisse mat enger Remarque zur Positioun vum Médiateur an der politescher Diskussioun. An der Prise de position vun der Regierung am Joer 2002 gëtt de Médiateur als Conciliateur neutre bezeechent. Bei senger Fonctioun ass et och wichteg, dass déi neutral soll bleiwen.

No all deem Luef, dat ech awer elo vis-à-vis vum Médiateur hat, muss ech eng Kritik

äusseren. Déi Kritik baséiert sech op d'Affär Bommeleeër. Um Datum vum 31. Januar 2008 war nämlech ze liesen um „wort.lu“: „Fischbach kritisiert Vorgehen der Staatsanwaltschaft. Ombudsmann Marc Fischbach hat in der ‚Bommeleeër-Affäre' für mehr Sorgfalt und Augenmaß bei den Ermittlungen plädiert.“

Ech zitéieren den Här Fischbach: „‚Es beängstigt mich, dass Politiker wie Henckes, Bettel und Co. die Ermittlung führen', sagte der ehemalige Justizminister am Donnerstag im Wort-Gespräch.“

(Interruptions diverses)

Déi eng kënnen hei soen: Wou hie Recht huet, huet hie Recht.

(Interruptions diverses et hilarité)

Une voix.- Den Här Colling, dee sot dat.

(Interruptions, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech soen elo net, wat den Här Colling gesot huet, mä an den CSV-Reien ass vill Onrou oder op jidde Fall vill Diskussioun an deem Dossier.

Ech fanne just, Här President, wann ee selwer Justizminister war au moment des faits, wann ee selwer haut Ombudsmann ass a sech net soll an d'Justiz amëschen, wann ee selwer jo awer net soll d'Aarbecht vun den Deputéierten an d'parlamentaresch Aarbecht kritiséieren, well dat och net seng Roll ass, firwat huet en Ombudsmann an enger Zeitung, am „Wort“, also um „wort.lu“, um Datum vum 31. Januar 2008 esou en Interview ginn?

Ech muss Iech soen, et war en Interview rapide oder éclair. Net rapide, well et séier geschriwwe ginn ass, mä et war net laang do. Et war nämlech mëttes ze liesen um Internet, a wéi ech dat gesinn hunn, sot ech: Ma dat dote geet jo awer net, dat doten ass jo awer net d'Roll vum Médiateur, dat ka jo net sinn! Dunn hunn ech eisem Chamberspresident e Bréif geschriwwen, an deem ech gesot hunn: Här President, dat dote geet net! Wat ass do lass? Den Här Fischbach huet sech do net anzemëschen. Den Här Fischbach huet do net de Procureur ze kritiséieren.

Den Här Fischbach huet och net ze soen: „‚Unmöglich', findet es Fischbach, wenn Staatsanwalt Biever bereits am Samstagabend eine Pressekonferenz für den folgenden Sonntag einberuft, als die Verhöre der zwei Verdächtigen noch liefen.“

Jiddferee kann eng Meenung hunn. Mä als Médiateur maachen ech keen Interview, wou ech selwer net an de Prozess soll agräifen iwwert deen dote Fall, wou ech selwer jo awer Justizminister war. Dat geet net!

Duerfir hunn ech dunn dem Här Chamberspresident e Bréif geschriwwen.

(Hilarité)

Dunn huet missen iergendeppes geschéie bei „wort.lu“. Well nämlech um Site - ech hat et Gott sei Dank geprint - war den Artikel fort.

An dunn hunn ech mer geduecht: Wat ass dann elo lass? Dat dote ka jo awer net sinn. An en plus hunn déi aner Presseorganer wéi RTL dunn och gesot: Wat ass bei „wort.lu“ lass?

(Hilarité)

Den Artikel war drop an op eng Kéier war en net méi drop. Dunn owes, um hallwer néng, war en neien Artikel iwwert den Artikel do.

(Hilarité)

Deen Artikel iwwert den Artikel huet gesot, dass den Här Fischbach dat „record off“ gesot hat. Dat war esou e Smalltalk-Gespréich, awer net geduecht, fir gedréckt ze ginn.

Smalltalk hier, Smalltalk her, et ass mir egal, Här President, ech hu fonnt, dass dat doten op jidde Fall e Faux pas war. A bei all deem Luef, dat ech fir den Här Fischbach awer elo während bal 17 Minutten hat, war ech elo zwou Minutte vläicht manner fein mat him an hunn dat dote missen zitéieren.

Ech si frou, dass d'Conférence des Présidents, de Chambersbüro sech där Affär och ugeholl huet a gesot huet, dass de Médiateur an Zukunft vläicht eng gewësse Retenue bei Entretien-publicë misst hunn, fir dass op jidde Fall net méi esou Fäll kënne geschéien. Ech soen Iech Merci, well dat confortéiert mech awer a menger Positioun, dass en Ombudsmann sech net soll an esou Fäll amëschen.

M. le Président.- Här Bettel, ech wëll Iech allerdéngs soen, dass d'Positioun vun der Conférence des Présidents respektiv vum Büro e wéineg méi nuancéiert war wéi dat, wat Dir elo gesot hutt.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dir hat e Kompromëss. Bon, ech wëll do net insistéieren,...

M. le Président.- Dat ass och besser esou.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- ...mä de Rapport seet kloer: «Monsieur le Président suggère aux membres du Bureau d'aborder la question des déclarations susmentionnées lors d'une prochaine entrevue avec le Médiateur et de le prier entre-temps de faire preuve d'une certaine retenue lors d'entretiens publics.»

Dat kënnt ongeféier awer och eraus op dat, wat ech gesot hunn.

Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Dann ass d'Wuert elo un der Madame Err, fir zum Rapport Stellung ze huelen.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Här President, Här Médiateur, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt schwéier nom Xavier hei unzetrieden an ze probéieren, erëm op de Buedem vun den Texter a vun de Realitéiten zréckzekommen. Déi si bedeitend manner amüsant wéi déi Geschichten, déi hien eis hei erzielt huet.

Ech wëll am Fong ufänken, andeem ech géif e puer Grondgedanken zur Médiatioun an deene leschte véier Joer maachen a probéieren, Saachen ze soen, déi - an dat kënnt mer net oft vir - een als fënnefte Riedner ka soen, ouni dass se schonn dräimol virdru gesot gi sinn.

Duerfir probéieren ech dann elo déi Saachen erauszehuelen, a wann dat dann net méi esou ganz beienee klappt, wéi dat geplangt war, dann huet dat den Avantage, dass et duerfir och méi kuerz ass.

De Médiateur ass ouni Zweifel en Instrument oder eng Institutioun, déi et nëmmen an enger Demokratie gëtt a si berout natierlech op der Gewaltentrennung an dem Respekt vun de Grondrechter vun de Bierger.

D'Geriichter sinn zoustänneg, fir Gesetzer ze interpretéieren am Intérêt vun de Rechter an de Flichten, déi d'Bierger vun dëse Gesetzer kréien. Mä wat passéiert, wann ee vun de Pouvoiren aus dem Stat selwer ze kritiséieren ass? U wie wennt ee sech, wann ee Problemer huet mam Fonctionnement vun aneren Institutiounen, mat Verwaltungen, mat soss Organisatiounen, déi dem Stat bei der Exekutioun vu senge Missiounen hëllefen?

Dass et do net ëmmer op de Geriichter läit an dass dat net ëmmer dee beschtméigleche Wee ass, ass eng vun den Ursaachen, firwat d'Iddi vum Médiateur gebueren ass.

Et ass an deem Fall, dass haut de Bierger also en matière administrative net nëmmen de Choix huet, op e speziellen Tribunal ze goen, fir sech ze beschwéieren iwwer Prozeduren, déi net a sengem Sënn gehandelt gi sinn, mä hien huet en anere Wee, méi en einfachen, méi en onkomplizéierten, méi e bëllegen - op jidde Fall fir dee Betreffenden - a vläicht och heiansdo méi en effikassen, wéi dat um Geriicht de Fall ass.

Duerfir ass et och logesch, dass an enger Demokratie, an enger moderner Demokratie op jidde Fall, de Médiateur en onëmgänglechen Acteur am Zesummespill vun den Institutioune ginn ass. Well et muss ee wëssen, an de President oder de Rapporteur vun haut, dee weess dat: Och wann et an der Chamber eng Petitiounskommissioun gëtt, dann ass et kloer, dass déi nëmme ka kollektiv Demanden traitéieren an dass d'Pouvoire vun der Petitiounskommissioun zwar um Pabeier relativ extensiv sinn, an der Praxis et awer bal net erlaben, sech wierklech an zur Zefriddenheet vun de Leit, déi eng Petitioun ofginn, domadder kënnen auserneenzesetzen. Schonn eleng duerfir, well d'Chambersreglement seet, dass ëmmer dann, wann eng aner Chamberskommissioun, eng Spezialkommissioun sech mat engem Thema befaasst oder e Gesetz ënnerwee ass, d'Commission des Pétitions muss déi Petitioun an déi Spezialkommissioun weiderginn.

Et ass duerfir kloer, dass net nëmmen duerch d'Existenz vum Médiateur, mä och duerch d'Gesetzgebung an d'Reglement iwwert d'Petitioun, d'Aarbecht vun der Petitiounskommissioun erofgaangen ass.

Aneschters wéi de Riichter, dee kuckt, wie Recht huet par rapport zu engem Gesetz an engem Konfliktfall, huet de Médiateur als Schlichtungspersoun eng Léisung net nëmmen en droit, mä en équité ze fannen. Ech mengen, dass dat den Haaptavantage ass an der Virgehensweis vum Médiateur par rapport zu de Geriichter, ausserhalb dem Fait natierlech, dass et eng Prozedur ass, déi méi einfach ass.

Gesetzer, dat wësse mer alleguerten, sinn net ëmmer ideal, mä e Riichter ass dru gehalen, Recht ze applizéieren, méi oder manner extensiv ze interpretéieren, mä hie ka seelen eppes an e Gesetz eraninterpretéieren, wat net dran ass. De Médiateur kann dat och net, mä hie kann interpretéieren, dass e Gesetz en équité misst zu engem anere Resultat féieren, wéi dat an der Justiz de Fall wier, an dat ass, denken ech, e groussen Avantage fir d'Léit.

Et gëtt - an déi Fro ass am Fong hei opgeworf ginn engersäits vun eisem Rapporteur an anerersäits vu mengem Virriedner - en Ënnerscheed zwëschent engem Médiateur an engem Ombudsmann. Ech wëll hei net op déi Polemik vun der Dénominatioun agoen. D'Ënnerscheeder sinn hei scho vum Rapporteur gemaach ginn.

Et ass awer interessant, wéi ee par rapport zum Gesetz a vun der Praxis gesäit, wat dann d'Roll an d'Aarbecht vum Här Fischbach zu Lëtzebuerg sinn a wéi ee se soll korrekt betitelen.

Den Term „Ombudsmann“, dat ass gesot ginn, kënnt aus dem Schwedeschen. Et ass de Vertrieder vum Vollek, deen agefouert ginn ass, fir dem Kinnek seng Pouvoiren zwëschent de Parlamentssitzungen ze beschneiden an derfir ze suergen, dass d'Rechter vun de Bierger net kënne vum Kinnek, deen dee Moment allmächteg war, violéiert ginn.

Haut gi mer vun enger anerer Praxis, enger constitutionneller Monarchie aus. Et bleift, dass an der Traditioun vun den Ombudspersounen a Skandinavien déi Leit, déi déi Chargen hunn, méi Pouvoiren hu wéi déi, déi bei eis am Gesetz iwwert dem Médiateur stinn. Dat kënnt ganz einfach aus der Tatsaach, dass déi historesch gewuess sinn an engem Kader vun enger Demokratie, déi net där gläicht, déi mir haut hunn.

De Médiateur - contrairement zum Ombudsmann - ass do, fir Reklamatioune vun de Bierger entgéintzehuelen, déi de gudde Fonctionnement vun de Statsadministratiounen, Gemengen an och vun den Établissements publics ubelaangen oder déi déi a Fro stellen. De Médiateur ass en neutrale Mëttelsmann a Saachen - kéint ee soen - „mal-administration“.

Ech mengen, dass no deem, wat mer elo no véier Joer feststellen, kee kann ofstreiden, dass hien déi Fonctioun assuméiert, an dat generell zur Zefriddenheet vun de Leit, déi sech un hie wenden.

Eng Ombudspersoun awer ass net nëmmen do, fir d'Rechter vun de Bierger par rapport zu den Administratiounen ze kontrolléieren, mä e verdeedegt doriwwer eraus de Respekt vun de Grondrechter an de Mënscherechter. Eng Ombudspersoun hëlt Partei fir d'Leit souzesoen als Affekot vun de Bierger oder als Volksanwalt, wéi en a Spuenien an an Éisträich heescht.

E Médiateur ass net kompetent, fir a Sträitfäll zwëschent Fonctionnairen an Administratiounen ze intervenéieren. Dat ass beim Ombudsmann de Fall. De Médiateur intervenéiert op speziell a perséinlech Ufro vun engem Bierger. Hie ka sech also net selwer befaasse mat enger Administratioun, déi net richteg fonctionnéiert. Eise Médiateur huet keen Droit d'autosaisine, och wa mer wëssen, dass hien iwwer eist Gesetz, par personne interposée, iwwer en Deputéierten dëse Manktum kompenséiere kann.

Eng Ombudspersoun an de skandinavesche Länner kann - an ech mengen, dat ass e groussen Ënnerscheed par rapport zu eisem Gesetz - en Avis ginn iwwer eng Geriichtsentscheedung a kann an enger Affär enquêtéieren, déi gläichzäiteg och vun engem Tribunal traitéiert gëtt, wat bei eisem Médiateur onvirstellbar ass.

Wat ass dann elo genee déi Aarbecht, déi den Här Fischbach ënnert dem Numm vum Médiateur respektiv vum Ombudsmann mécht? Ass hien dat eent oder ass hien dat anert? Den Numm ass a sech relativ irrelevant, méi wéi eng Spillerei. Mä et muss ee wëssen, dass deen Numm, deen am Gesetz stoung, e Médiateur heescht, dass dat en Titel ass, deen handelt vun der Médiatioun.

Wat ass d'Médiatioun? Dat ass e Moyen alternatif de résolution des conflits (MARC), an ech géif lech bieden lech dee Begréff ze mierken, well mir bräichten deen no deenen Erfahrungen, déi mer elo mam Médiateur respektiv mam Ombudsmann hunn, sécherlech och nach op anere Plazen.

E Moyen alternatif de résolution des conflits, dat ass engersäits d'Médiatioun, mä net nëmmen. Dat ass och Conciliatioun, Transactioun, Négociatioun, Arbitrage, an et kéint een och nach soe Verhandlung a Strofsaachen an Ähnleches.

Mat Médiatioun kann een op eng Léisung vun engem Konflikt hischaffen. Mä net nëmmen. Eng Médiatioun am Sens strict du terme hëlleft och, an dat ass dat Interessant derbäi, Konflikter ze prévenéieren.

D'Kritäre vun der Médiatioun si ganz spezieller. Et muss een ëmmer, wann zwou Parteien e Problem hunn, wéinstens zu dräi si mat engem neutralen Drëtten. Deen neutralen Drëtten, dee Médiateur ass, muss komplett onofhängech an neutral sinn. Déi Kritären si bei eisem Médiateur erfëllt. Ee Médiateur däerf och kee Pouvoir de décision hunn. Och dat stëmmt bei eisem Médiateur, esou wéi och d'Confidentialitéit vun der Aktioun. Mä da kënnt, dass eng Médiatioun e Processus propre soll hunn, deen an der Médiatioun soll ugewannt ginn. Bei eis ass dat Element an der Praxis net erëmzefannen.

De Médiateur bei eis fonctionnéiert also no véier Kritäre vun der Médiatioun vun deene fënnef, déi an der Médiatioun existéiren, mä dee Kritär vum Processus propre ass sécherlech net erfëllt. Dat ergëtt sech engersäits aus senger Aarbechtsweis an anerersäits och aus der Kompositioun vu senger Equipe.

Et ass kloer - an de Xavier Bettel huet et ugeschwat an aneren Termen, déi net onbedéngt mam Begréff eppes ze dinn hunn -, dass eng pluridisziplinär Approche zu de Problemer, déi him ënnerbreet ginn, sécherlech géif dozou bäidroen, dass seng Aktiounen a seng Resultater net onbedéngt méi wäit géife goen, mä besser verstane géife ginn.

Ech hu gëschter déi Artikelen nogelies, déi an der Press iwwert d'Fäll vum Médiateur publizéiert gi sinn. A wéi bei de Recommandatioune muss ee sech heiansdo ganz staark konzentréieren, well ganz vill Juristerei an deene Schréften ass.

De Médiateur schafft haaptsächlech schréftlech, während bei enger richteger Médiatioun normalerweis probéiert gëtt d'Leit un een Dësch ze setzen an als neutralen Drëtte ze probéieren, déi Leit an där Problematik, déi se hunn, selwer dozou ze bréngen, Léisunge fir hir Problemer ze fannen. Dat ass eng passiv Haltung vun deem Drëtten.

De Médiateur an dësem Fall kritt vun eisem Gesetz a vun de Kommentare vum Gesetz souzesoen d'Missioun, fir méi aktiv Propositiounen ze maachen, fir zu engem Resultat ze kommen. Dat féiert natierlech zu engem Prozess, dee vill méi effikass gëtt wéi wann d'Leit selwer sech mussen de Kapp zerbriechen, wéi se kéinte mat hirem Problem eens ginn. Dat géif méi laang daueren, wéi wann de Médiateur Propositioune bei Hand huet, déi d'Leit kënnen unhuele wéi hir eegen.

Et bleift awer, dass am Fong bei där Manéier fir ze schaffen eppes verluer geet, an zwar déi Fonctioun vum Lien social, deen ouni Zweifel duerch d'Resultater erreecht gëtt, mä duerch déi Manéier, wéi déi Resultater zustane kommen, sécherlech net.

Zum Beispill iergeren ech mech heiansdo iwwer Klengegkeeten. Wéi zum Beispill d'Tatsaach, dass ech heiansdo mol vergiessen, während enger Woch meng Steieravancen op den Dag genee ze bezuelen, well ech fort war, a se da bezuele mat där nächster Avance zesummen. Dat empêchéiert net, dass ech dann eng Woch duerno vun der Steierverwaltung geschriwwe kréien, ech misst elo Zënse bezuelen op deem Montant, deen ech eng Woch ze spéit bezuelt hunn, ouni awer drun ze denken, déi ze kompenséiere mat deenen Zënsen, déi ech normalerweis

zegutt hätt, wann ech meng Avancen am Viraus bezuelen. Esou e Fall wéi vill anerer sinn eng Saach vu Versteesdemech oder Kommunikation. Da géif ee kënne probéieren, direkt ze communiquéieren.

Ech sinn iwwerzeegt, dass wann een de Médiateur géif befaassen, géif hien och op seng Manéier eng Léisung kënnen do fannen. Mä eigentlech geet et net nëmmen dorëm, dass d'Resultat geännert gëtt. Eigentlech geet et dorëm, dass deejéinegen, dee mat an deem Konflikt oder an där Schwieregkeet dran ass, agesäit, dass een esou net soll mat Leit ëmgoen, dass een am Gespréich zesumme mat Mëttelsmann probéiert drunzegoen, dass een d'Leit net anescht an der Administratioun behandelt, wéi een an engem Privatbetrib ee Client géif behandelen.

Ech mengen, da si mer och schonn um Kärstéck vun de Resultater, déi aus de Berichter ervirkommen. Ganz oft ass et den Accueil oder de Versteesdemech, den Emgang an eise Verwaltungen, deen ze wënschen iwwreg léisst. Et ass d'Haltung, déi wichteg ass, an et ass eben déi Haltung, déi sech - fäerten ech - an den Administratiounen net ännert, wann de Médiateur net probéiert dee Versteesdemech oder dat Emfanne vun de Bierger oder vun den Administréen eriwwerzekréien.

Et wier eng ganz aner Saach, wann een als Betraffene selwer kéint mat de Leit aus de Verwaltungen a mat engem neutralen Drëtten zesummekommen, fir ze probéieren e Problem aus der Siicht vum Betraffenen ze gesinn.

Vläicht ass dat ee vun de Punkten, déi beim Médiateur, wéi en an eisem Gesetz steet, net zefridde stellend behandelt ginn, well dee Lien social, dat heescht d'Versteesdemech net onbedéngt eriwwerkënnt.

Dat ännert fir d'Leit net d'Welt. Dat ännert awer an der Konzeptioun vun de Beamten, mat deenen e verhandelt, sécherlech eppes. Duerfir géif ech et perséinlech begréissen, dass Dir, Här Médiateur, bei Saachen, déi récurrent erëmkommen, géift probéieren, geleeëntlech mat de Leit un engem Dësch zesummen ze schwätzen, fir dat Versteesdemech vum Administrateur par rapport zum Administré erbäizeruffen.

Da komme mer zu de Kompetenzen. D'Kompetenzen am Projet de loi vum 3. September 2003 ware relativ knapps bemooss par rapport zu deenen, déi ech a menger Proposition de loi zur Ombudspersoun kritt hunn. Mä seht und schreibt, déi Kompetenze sinn net am Kader vun dësem Gesetz, mä am Kader vun engem anere Gesetz ausgeweit ginn - dat ass schonn hei ugeklongen -: de Projet 5849, d'Convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou cruels vun der UNO, déi 2002 ënnerzeechent ginn ass.

Bref, de Médiateur, gëtt dësem Gesetz no mat der externer Kontroll vun de Prisonge souwéi vum Centre de rétention chargéiert - dat ass bis elo nach net ugeklongen -, a vum Centre neuropsychiatrique.

Dat si Mënscherechter, Dir Dammen an Dir Hären. An dat si Kompetenze vun engem Ombudsmann respektiv vun enger Ombudspersoun. Duerfir gëtt déi Diskussioun, déi elo hei ugefouert ginn ass vu mengem Virriedner an och vum Rapporteur, am Fong duerch d'Praxis net méi einfach. Sou dass, wann ech mir oder him d'Fro stellen, wat mer dann elo hu mat der Roll vum Här Fischbach, e Médiateur oder eng Ombudspersoun, ee soe kann: Mir hunn e bësse vun deem engen an e bësse vun deem aneren.

Vläicht kéint de Kompromëss dra bestoen andeem ee géif vun haut un déi Aarbecht an déi Roll, déi do gespillt gëtt, Ombudsmédiateur nennen. Well ganz oft ginn op institutionelle Plazen déi zwee Begréffer matenee kombinéiert, well se ganz oft eppes vun deem engen a vun deem aneren hunn.

Eise Médiateur huet ouni Zweifel d'Pouvoire vun engem Ombudsmann iwwert de Wee vun de Mënscherechter. Ech begréissen dat formell. Well besonnesch déi Randgruppe vun der Gesellschaft - wéi d'Asylanten, wéi d'Prisonnéier, wéi déi Leit, déi internéiert sinn aus gesondheetleche Grënn - Leit sinn, bei deenen d'Mënscherechter riskéieren am meeschten ze leiden.

Wa mer wëssen, dass de Médiateur elo schonns 46 Reklamatioune vu Prisonnéier entgéintgeholl huet, dass hien eng komplett Reorganisatioun vun eisem Système pénitentiaire a ganz punktuell Reforme freet, wéi zum Beispill déi iwwert den Droit de vote vun de Prisonnéier, déi eng Verfassungsännerung viraussetzt an eng Ofännerung vum Wahlgesetz, da wësse mer, dass do eng Lawin lassgetrueden ass, wou d'Enn nach net ofzegesinn ass.

De Statut vum Juge d'instruction ass och indirekt ugeschwat duerch déi Tatsaach, dass eis Procédures d'instruction ze vill laang daueren. Och d'Introductioun vum Juge de l'application des peines ass e waarmt Eisen, wat zu Lëtzebuerg bis elo nach keen opgeworf huet, wat ouni Zweifel derwäert ass diskutéiert ze ginn, well et géif erlaben och d'Exekutioun vun de Peinë kontradiktoresch ze diskutéieren, Recoursen anzereechen an och ze kucken, dass deejéinegen, dee bestrooft gëtt, wierklech gehéiert gëtt, wann et ëm d'Exekutioun vun hirer Strof geet. Well dat ass jo am Fong dat Frustrantst. Net nëmme muss hien eng Strof ofsëtzen, mä ëmmer dann, wann iergendee Problem an der Exekutioun virkënnt, gëtt zwar iwwer säi Problem diskutéiert, mä net a senger Presenz. Eigentlech ass dat net annehmbar.

Ech géif am Fong deene Suggestioune vum Médiateur nach wëllen eppes dropsetzen, an zwar eng Charte des droits des détenus. Eppes, wat mer zu Lëtzebuerg nach net hunn a wat absolut noutwendeg wier. Ech hoffen, dass och dee Punkt mat kann op de Wee geholl ginn.

Wou si mer dru mat der Zäit?

M. le Président.- Dir hutt nach Zäit.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Jo, mä et kënnt nach en Zweeten.

M. le Président.- Jo, mä Dir hutt nach 30 Minutten.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- D'accord. Dann e bësse manner kuerz.

Zum éischte Rapport; während véier Joer Praxissinn. Dee beweist eis och d'Zifferen. Dee beweist och, wat fir eng Administratiounen, wat fir eng Institutiounen am Stat am meeschte betraff sinn. Et ass ganz kloer, dass, wat de Stat ubelaangt, d'Fiskalitéit, d'Immigratioun, d'Justiz an de Logement un der Spëtzt sinn. Wat d'Gemengen ugeet: Urbanismus, dat wonnert och keen. A wat d'Établissements publics ubelaangt: d'Sécurité sociale, d'ADEM, d'Kannergeld, d'Krankekeess an de Fonds national de Solidarité. Déi stinn un der Spëtzt.

Ech wëll lech direkt soen, dass ech et ganz wichteg fannen, wat zu deene leschte Recommandatiounen ze soen ass. Mä doriwwer wäert mä Fraktiounskolleeg, de Romain Schneider, schwätzen.

D'Problèmes généralisés ou récurrents sinn ugeschriwwe ginn a sinn och schonn hei ugeschwat ginn.

D'Formation à l'accueil. Dat ass e récurrentë Problem, dee mer an eise Verwaltungen hunn. Eng Administratioun um Tëlefon ze erreechen ass heiansdo eng Performance. Et wier eigentlech normal, dass awer do wéi an engem normale Betrib Stonne géife festgesat ginn, wou ee wierklech kann un e responsabele Gestionnaire komme respektiv eng Mailadress oder eng Faxnummer, wou ee ka kommunizéieren ouni musse stonnelaang um Tëlefon ze hänken. Dat ass eng Zoumuddung an ass an engem demokratesche Stat eigentlech net méi akzeptabel.

Et kéint een natierlech och iwwer e Bureau d'accueil, wéi et elo vill an de Gemenge fonctionnéiert, beim Stat nodenken, och wa mer wëssen, dass d'Äntwerten op déi Froen do schwiereg sinn. Mä Délaien, déi contraignant wieren, dat wier de Minimum, deen ee misst maachen, fir d'Leit e bësse méi zefridden ze stellen.

Och ee Guide des bonnes pratiques, deen et an anere Länner an an aneren Administratioune gëtt, wier eng gutt Saach. Den Haaptproblem ass deen, dass mer zu Lëtzebuerg, an zwar net nëmmen an den Administratiounen, mä en général, keng Culture d'évaluation externe hunn. Heiansdo gëtt et eng Administratioun, déi sech fräiwëlleg enger Evaluatioun ënnerzitt, mä ee vu menge Fraktiounskolleegen, dee laang an der Regierung war, sot ëmmer: So mir, wien den Expert chargéiert huet, an da soen ech Dir, wat herno erauskënnt.

Esou kann et natierlech net sinn. Duerfir denken ech, dass mer misste kucken an eisem Stat eng Evaluatiounscellule ze kréien,...

(Interruption)

Du waars et net, Alex.

...fir generell déi Administratiounen, wou Problemer sinn, ze expertiséieren, d'Saache virzeschloe fir eng Verbesserung an dann eben och regelméisseg ze kucken, ob déi Verbesserungen, déi virgeschloe gi sinn, och ëmgesat ginn. Well mir hunn zu Lëtzebuerg och keng Evaluatioun iwwer eis Gesetzer. Ausnahmsweis gëtt et eng Evaluation externe, déi natierlech en Heede Geld kascht huet, iwwert d'Gesetz iwwert d'Violence domestique. Do stoungen herno Konklusiounen dran, wat ee misst an eisem Gesetz änneren. Mä déi Evaluatioun läit schonn dräi Joer um Dësch an et huet nach ëmmer näischt geännert.

Duerfir bréngt et näischt, nëmmen ze evaluéieren. Mir mussen evaluéieren engersäits. Mir mussen en Échéancier opstelle vun deene Saachen, déi an de Konklusioune vun der Evaluatioun drastinn. A mir mussen eis selwer an d'Flicht huelen, och déi Saachen herno ëmzesetzen.

Munches, wat ech elo wollt soen, ass scho vu menge Virriedner gesot ginn, esou dass ech nach ganz kuerz zu e puer Recommandatioune wëll iwwergoen.

Éischtens, d'Procédure de déclaration de naissance misst geännert ginn, well do Saachen eragedicht gi sinn, déi eigentlech net am Text stinn an déi souwisou inapplicabel wieren, wann eng Naissance net doheem an net mat engem Gynäkolog oder mat enger Hiewann kënnt. Et ass also kloer, dass mer mussen deen Artikel do änneren.

Den Droit de vote vun deene Leit, déi am Prisong sëtzen, hunn ech schonn ernimmt. Ech mengen, dass et ganz wichteg ass, och déi Rechter ze wahre vun deene Leit, déi schonn dem Haaptrecht, dat heescht dem Recht op eng - wéi soll ech soen - Bewegungsfräiheet, enthuewe sinn, dass een déi wéinstens hirer Dignité humaine an hirem Wahlrecht net muttwëlleg enthieft.

D'Lenteure vun der Instructioun sinn ugeschwat ginn. Ech perséinlech muss soen, dass ech kee Problem domadder hat, dass d'Affär vum Fokker 50 mentionnéiert ginn ass. Well dat ass keng Amëschung an d'Justiz, dat ass am Fong just d'Zitatioun vun engem Beispill, wat illustréiere soll, dass eis Instructiounen ze lues sinn. Vum Prinzip hier ka sécherlech kee Mënsch heibannen oder dobaussen dat contestéieren. Wann een dat einfach an d'Welt setzt ouni e Beispill ze soen, dann ass et vläicht net esou kloer, wéi dat hei de Fall ass. Esou muss een oppassen, dass een net Saachen um Fong mat formellen Aspekter vermëscht.

Wat vill méi wichteg ass, dat ass, dass de Médiateur Saache festgestallt huet, wou mir mat eiser Législatioun net konform sinn zu der Europäescher Konventioun vun de Mënscherechter, eng Ursaach, fir sech ze schummen. De Fait, dass mir esou laang Prozeduren hunn, dass mir esou laang Ënnersuchungshaft hu fir Leit, déi hir Fräiheet scho provisoresch net méi hunn, do muss ee wierklech kucken, dass een dem Usproch vun enger moderner Demokratie gerecht gëtt, mä och dass een déi Institutiounen, déi ee sech selwer ginn huet, an déi Aarbecht, déi déi dozou bäidroen, wierklech dann och respektéiert.

Well et geet net duer, dass mir hei soen: Jo, et sinn elo hei gutt Saache proposéiert ginn, et ass genial, dass mir dat gemaach hunn. Et déngt nëmmen eppes, wann all dat, wat gesot ginn ass a wou mir all hannendru stinn, och ëmgesat gëtt. Dat ass de Moment nach net de Fall, och wann ee muss soen, dass villes schonn an d'Rei gaangen ass an dass een dat och nëmme ka begréissen.

E Punkt, wou mir net an Aklang si mat der Europäescher Konventioun vun de Mënscherechter, dat ass den Accouchement anonyme. Do ass eng Situatioun, wou am Fong de Wonsch vun der Mamm, déi hiert Kand net wëllt halen, wat se op d'Welt setzt, an de Wonsch vum Kand, wat der Kannerkonventioun no d'Recht huet ze wëssen, wou et hierkënnt, openeestoussen. Wa mir an esou enger Situatioun sinn, da musse mer kucken, dass mer mat där europäescher Jurisprudenz, déi mir elo hunn, an Aklang sinn, an da musse mer déi zwee Rechter, déi openeestoussen, op eng Wo leeën a kucken, wat fir eent méi wichteg ass.

Ech hu keng Hésitatioun fir ze soen, dass an deem Fall den Intérêt supérieur vum Kand misst iwwert den och logeschen Intérêt vun der Mamm, fir anonym ze bleiwen, iwwerweien, well wéi Kanner sollen eens ginn, wa si sech hiert Liewe laang mussen d'Fro stellen, wou si hierkommen, ouni dass si dorop kënnen eng Äntwert kréien, ass sécherlech méi schwiereg, wéi déi Situatioun mat där eng Mamm, déi accouchéiert huet, obscho se d'Kand net selwer wollt grousszillen, ka konfrontéiert ginn.

D'Indépendance vun den Experts judiciaires ass ugeschwat ginn an enger Recommandatioun 28. Vläicht misst ee sech do effektiv Prozeduren afale loossen, déi net nëmmen - loosse mer soen - méi schaarf ginn, wat d'Presenz vun engem Expert op enger Lëscht ugeet, awer och Prozeduren, wéi een esou en Expert, deen net zefridde stellend schafft, erëm vun esou enger Lëscht erofkritt.

Ech mengen och, dass eng Assermentatioun an e Cours de déontologie fir Experte gutt Déngschter kéinte leeschten, an an där Hisiicht ass och déi Recommandatioun ouni Zweifel eng wichteg.

Ech kommen awer dann zu där wichtegster Recommandatioun, déi iwwert de Conseil supérieur de la Justice, an dozou wollt ech e puer Saache soen, obschonn der hei schonn ugeklonge sinn, iwwert wéi en ëmmer hei genannt gëtt. Ech géif fannen, dass „Conseil national de la Justice“ besser géif kléngen. Well mir bis elo kee Conseil tout court hunn, gesinn ech net an, firwat et elo soll „supérieur“ sinn.

Wa mer wëssen, dass immens vill Plainten iwwert d'Justiz beim Médiateur ukomm sinn. Wa mer wëssen, dass mer hei zu Lëtzebuerg keen Organ hunn, wat sech an aller Onofhängegkeet mat Problemer iwwert d'Justice auserneesetzt. Wa mer wëssen, dass dem Médiateur seng Rotschléi net ëmmer duergi fir Mësstänn ze änneren, well seng Rotschléi net ëmgesat ginn, da mengen ech musse mer eis dozou oprappen, e Conseil national de la Justice ze schafen.

Éischtens ass et net normal, dass 2004 120 Affäre vu Wirtschafts- a Finanzkriminalitéit verjähre gelooss gi sinn. Et ass och net normal, dass ëmmer méi Affären op d'Geriicht kommen, well ëmmer méi Assurancen eng Assurance recours virgesinn, ouni dass d'Geriichter proportionnel verstäerkt ginn. Et ass och net normal, dass et d'Assistance gratuite fir d'Affekote gëtt, mä dass op Alternativen zu enger Fräiheetsstrof oder zu enger Geldstrof, wéi zum Beispill Travaux dans l'intérêt général, net genuch zréckgegraff gëtt.

Dat ass och de Fall fir d'Médiation pénale, déi onbedéngt misst reforméiert ginn. Mir gesi wéi vill Affären iwwer Médiatioun traitéiert ginn, déi net op d'Geriichter ginn an doduerch eis Riichteren entlaaschten. Et ass evident, wann eist Gesetz iwwert d'Médiation pénale besser wier, dass dee Stau, dee mer op eise Strofgeriichter hunn, och kéint erofgedréckt ginn. Dat ass am Intérêt net nëmme vun der Justiz, mä och am Intérêt vun de Justiciablen. Duerfir denken ech misste mer onbedingt eist Gesetz iwwer Médiation pénale ëmänneren.

D'Proximitéit an d'Rapiditéit, de Fait, dass Médiation manner kascht wéi e Prozess, alles dat sinn Ursaachen déi erklären, dass d'Médiatioun, iwwregens net nëmmen am Strofberäich verbessert an ausgebaut misst ginn.

Wéi soll dee Conseil national de la Justice ausgesinn? - Ech schwätzen elo am Numm vu menger Fraktioun, well d'Chamberskommissioun sech net esou wäit an Detailer ausgedréckt huet.

Et muss vu vir era kloer sinn, dass net kann un der Onofhängegkeet vum Drëtte Pouvoir gerëckelt ginn. Et ass och kloer, dass dee Conseil national de la Justice sech misst kënnen autosaiséiere vun alle Froen, déi mat dem Fonctionnement vun eiser Justiz ze dinn hunn, well eng onofhängeg Justiz ass net nëmmen eng Saach vum Prinzip an enger Demokratie, mä och eng Fro, déi mat der Gläichheet vun de Bierger virum Gesetz a virun de Geriichter ze dinn huet. Et ass also äusserst wichteg, dass dat respektéiert gëtt.

Et ass och esou, dass den CNJ muss kënnen Avisë ginn iwwert alles, wat de Rekrutement, d'Promotiounen, d'Formatioun, d'Discipline an d'Déontologie an esou weider ubelaangt.

Da komme mer zu der Kompositioun, an do gëtt et manner evident. Ech hunn d'Propositioune vum Médiateur mat engem Grupp vu Juristen diskutéiert, an zwar engem Grupp, wou Juristen aus der Fonction publique, vum Barreau, vum Parquet a vun de Geriicher derbäi waren. Eppes, wat do kloer ze si schéngt, dat ass, dass den CNJ vun de Riichtere selwer nëmmen dann akzeptéiert gëtt, wann an deem Conseil eng Majoritéit vu Riichteren dran ass.

Et ass och ganz wichteg fir d'Magistraten - well déi musse finalement deen CNJ fonc-

tionnéieren doen -, dass déi Leit, déi Memberen an den CNJ nenne kënnen, keng Politique politicienne domat maachen.

Et wier schwiereg, wann d'Chamber den CNJ géif ernennen. Et kéint ee sech awer virstellen, datt de Barreau seng Leit géif nennen, wat déi parteipolitesch Onofhängegkeet géif garantéieren - och wann net eng Konditioun ka sinn, dass een net däerf an enger Partei sinn, fir an dee Conseil eranzekommen.

D'Commission consultative des droits de l'Homme kéint och als Propositiounsorgan a Fro kommen. Ech bieden elo den Här Paul-Henri Meyers ëm seng geschätzten Opmierksamkeet: D'Membere vum CNJ kéinten och vum Grand-Duc genannt ginn - wéi de Médiateur selwer -, op Propositioun vun enger Lëscht, déi an der Chamber just enregistréiert ginn. Esou wier kee Problem wat d'Gewaltentrennung ugeet.

Et ass evident, dass et wichteg ass, wien den CNJ géif presidéieren. A verschiddene Länner ass dat de Chef d'État, woubäi mir da wëssen, dass et éischter eng Position honorifique ass. Eng aner wichteg Fro ass déi, ob de Justizminister am CNJ soll sinn oder net.

Perséinlech mengen ech, dass et fir d'Akzeptanz besser wier, wann de Justizminister net dra wier.

Wat ass d'Roll vum Parlament bei der Nomination à la majorité, eventuell oder och net? Dat bleift ze fixéieren. Ech wëll - well jo kee mir ofhëlt, dass ech ganz onbefaangen an där Fro wier - mech do zréckhalen an eben déi Froen oploossen.

Et bleiwen och nach Froen ze kläre wéi: Wéi laang soll de Mandat vun de Memberen vum CNJ sinn? Solle pensionéiert Riichteren an Affekoten derbäi si kënnen? Menger Meenung no ass een eenzege Mandat ëmmer besser als Garant vun der Indépendance, oder wéinstens vun der Apparence vun der Indépendance. Menger Meenung no wiere pensionéiert Juriste gutt an deem Gremium, well si eng grouss Erfahrung a vill Zäit hunn.

Inkompatibilitéite bleiwe festzeleeën. Wa mir keng politesch Nominatioune wëllen, kann och kee Politiker an den CNJ erakommen. Ech mengen also keng Leit aus der Chamber, keng aus dem Conseil d'État an och net aus der Regierung.

Suppléantë wiere gutt, fir dass de Gremium och ka fonctionnéieren, wann deen een oder deen aneren empêchéiert ass.

Dat wichtegst vum CNJ si seng Kompetenzen: Gestion budgétaire et administrative a Personalverwaltung.

Et wier sécherlech och gutt, wann den CNJ eng gewëssen Autonomie financière hätt, fir net vum Bon vouloir vun engem Minister ofzehänken. Et kann awer net sinn, dass de Conseil sech géif ëm d'Gestion journalière, zum Beispill de Park vun den Ordinateuren oder den Ënnerhalt vum Gebäi, këmmeren.

Wat evident ass, betreffend de Pouvoir disciplinaire vum CNJ - ech sinn an zwou Minutte fäerdeg -, ass, dass déi Plainten, déi beim CNJ erakommen, misste vun engem Conseil de discipline vun exclusiv Magistraten traitéiert ginn, an zwar an éischter Instanz vun dräi an am Appel vu fënnef Riichteren. Déi Disziplinorgane wieren och kompetent fir de Greffe an d'Fonctionnairë vum Parquet.

De Rekrutement leeft de Moment anscheinend gutt. D'Promotioune lafen eenegermoossen, mä komplett ontransparent. Et ass net normal, dass een net weess, no wat fir enge Kritären d'Riichtere genannt ginn, well ebe kee Reglement besteet a well eben déi Formatioun an déi Formation continue net dat sinn, wat se solle sinn.

Et ass evident, dass mer e Règlement interne transparent bräichten, an ech mengen och, dass d'Magistratur an d'Justiz drun ze gewannen hätten, wann déi jonk Magistraten e Mentor géife kréien, wann de Mentoring géif agefouert ginn, wat iwwregens och op anere Plaze vu Virdeel kéint sinn. Dee wier responsabel zesumme mam Ministère fir d'Formation continue an d'Formation initiale. Dann hätte mer e Gremium, dat voll ausbeschäftegt wier.

Ech kommen zum Schluss, dat ass meng Konklusioun, Dir Dammen an Dir Häre: Och d'Mënscherechter vun den Erwuessenen - well en Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner hu mer schonn -, also och d'Gläichheet an d'Netdiskriminatioun misste vum Stat eigentlech gläich behandelt gi wéi d'Mal-administratioun, fir déi mer e Médiateur agesat hunn.

Duerfir ass meng Recommandatioun zum Schluss, Iech ze soen, mir sollen den ORK oder besser seng Presidentin an de Centre de l'égalité de traitement, de l'égalité et de la non-discrimination dem Ombudsmédiateur uglidderen, fir dass si zesumme jiddferee sech kéinten ëm verschidde Sparte këmmeren, wou Diskriminatiounen an Inégalitéite kënne virkommen. Dat wier éischtens eng rationell Démarche, well mer eng Plaz hätten, ee Staff hätten an ee Spezialist jee no Domän, déi kéinten zesummeschaffen an déi natierlech missten dee groussen Avantage hunn, deen eise Médiateur huet, an zwar deen, dass hie keng Instruktioun vu kengem ka kréien iwwert déi Aart a Weis, wéi hie seng Aarbecht ausféiert.

Dat ass eng kapital Dispositioun, déi wahrscheinlech net zoufälleg vergiess ginn ass beim ORK an och beim Centre de l'égalité de traitement, déi soumadder am Fong natierlech ni kënnen dee Prestige an déi Effikassitéit vun der Aktioun vum Médiateur kréien. Eigentlech ass dat schued, well d'Mënscherechter si menger Meenung no nach méi wichteg wéi d'Rechter vun den Administréen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och ufänke mat engem Merci un de Rapporteur, dee sech vill Aarbecht gemaach huet, fir déi ganz vast Problematik an engem dach awer gutt liesbaren Dokument zesummenzefaassen.

Här President, d'Relatioun tëschent Administratioun an Administré ass scho problematesch, soulaang et Administratioune gëtt. Ech hunn emol eng Kéier gelies, datt schonn am Altertum ënnert dem Kinnek Hammurabi, dat war am 17. Jorhonnert viru Christus, Revolten ënnert de Leit waren, well d'Administratioun se ze vill gepéngegt huet oder sech net esou vis-à-vis vun hinne beholl huet, wéi d'Leit sech dat gewënscht hätten.

Selbstverständlech ass och dat haut an hei zu Lëtzebuerg e Problem. Vill Leit sinn opbruecht iwwert d'Aart a Weis, wéi si a verschiddenen Affäre vum Stat behandelt ginn, an erwaarde sech zu Recht vun eis, datt mer, esou wäit wéi et méiglech ass, do Remedur schafen.

Dat hei war historesch meeschtens d'Aufgab, eng dankbar Aufgab, vun den Deputéierten, fir sech esou Dossieren unzehuelen, fir ze kucken: Ech këmmere mech ëm deng Affären a kucken, dass se an d'Rei ginn. Dat war eng dankbar Saach, dat erkläert och vläicht, woufir datt et hei zu Lëtzebuerg e bësse méi laang gedauert huet, bis den Ombudsmann hei eng gesetzlech Basis kritt huet.

Elo war awer virun allem dee System ongerecht an ondemokratesch. Ongerecht, well am Prinzip nëmmen déi, déi déi richteg Relatiounen haten, hir Problemer och geléist kritt hunn. Et war och nach ondemokratesch derbäi, well jo déi, déi an der Majoritéit waren, aner Hiewelen haten, fir Problemer ze léisen, wéi déijéineg, déi an der Oppositioun waren.

Wichteg ass fir eis, datt jiddfereen, egal wat säin ethneschen, juristeschen oder soziale Status ass, dee gläichen Zougang zu Hëllef huet, wann e Problemer mat der Verwaltung huet. Dat muss och total onofhängeg vun enger Parteikaart sinn, well de Contraire wär Gëft fir eisen demokratesche System.

Här President, mir maachen haut en éischte Bilan a mir formuléieren och Recommandatiounen an deem ganze Kontext vum Rapport vum Ombudsmann.

D'ADR deelt grosso modo d'Meenung, datt d'Schafung vun der Institutioun vum Médiateur hei am Land eng noutwendeg a gutt Saach war. Dat geet aus deene ville Fäll ervir, déi konnten iwwert de Wee vun der Médiatioun geléist ginn. Mir gesinn am Rapport, datt der 180 am ofgelafene Joer konnte ganz a 45 deelweis geléist ginn.

Dat ass an eisen Ae ganz positiv, wann ee bedenkt, wann déi Leit, wann et da méiglech gewiescht wier, iwwert d'Geriicht gefuer wären, wéi vill Geriichtsaffären do évitéiert gi sinn a wéi vill Entlaaschtung vun de Geriichter do geschitt ass; wann een och bedenkt, datt net jiddferee sech en deiere Prozess ka leeschten, och net all Affär vläicht esou eng Envergure huet, datt se en deiere Prozess géif rechtfertegen, da wären déi Leit iergendwéi op hirem Problem sëtze bliwwen. Och dat ass en Aspekt vu Gläichbehandlung, a virun allem ass dobäi dee ganz wichtegen Aspekt vun engem enormen Zäitgewënn, wann ee gesäit, wéi laang d'Prozesser kënnen daueren, besonnesch wa se dann och nach an déi zweet oder drëtt Instanz ginn.

Wa mer déi Fäll vun 2006/07 examinéieren, da gesi mer, datt dat, wat de Stat als solch, d'Justiz an d'Steierverwaltungen ubelaangt, 277 Fäll waren. Bei de Gemengen eigentlech nëmmen - ech betounen dat: nëmmen - 114. A bei den Établissements publics - do geet et ëm d'Arbeitsamt, Emploi, Sécurité sociale, Fonds national de Solidarité a Caisse nationale des Prestations familiales -, do sinn et der 264. Mir gesinn also, datt de Gros vun de Fäll beim Stat oder bei staatlechen Administratioune läit.

Ech wollt e puer vun deenen Aktiounsfelder, déi hei beliicht si ginn am Rapport, e bëssen och aus eiser Siicht beliichten. Fir d'alleréischt - an ech mengen, dat ass dat, wat de Leit mat am meeschten uewe läit - de villfach schlechte Fonctionnement vun den Administratiounen. Et geet ëm d'Erreechbarkeet um Tëlefon, d'Frëndlechkeet an d'Entgéintkommen, wann een e Problem huet, Äntwerten iwwerhaapt an Äntwerten am Délai op Ufroen. An da kann ee sech jo nëmme wonneren, wann een héiert, datt et souguer ëm de Verloscht vun Dossiere geet, déi eragereecht si ginn, wat méi wéi déplorabel ass, wann ee weess, wéi vill Aarbecht dodra stécht heiansdo, fir esou Dossieren zesummenzestellen. Dat weist e Manktum u Respekt vun der Verwaltung vis-à-vis vum Bierger.

Do stellt sech natierlech prioritär d'Fro: Wéi kënnt een deem bäi?

Et ginn eng Partie Recommandatioune formuléiert, déi ee kann a muss ënnerstëtzen. Ech zielen der e puer op, e puer nëtzlech Ureegungen:

- Datt an all Dossier den Numm an den direkten Tëlefonsnummer vun deem Beamten, dee fir den Dossier zoustänneg ass, soll mat kommunizéiert ginn;

- datt an all Verwaltung fest Plagë vu Stonne sollen agefouert ginn, wéini déi Leit erreechbar sinn; datt se dann och wierklech erreechbar sinn, soit um Tëlefon, soit direkt, wann een dohinner geet;

- e Bureau d'accueil centralisé, wou de Bierger, deen eng Demande oder eng Démarche wëllt maachen, eng Berodung kritt, fir datt hie sech korrekt uleet, kee Feeler mécht a senger Démarche a fir datt hien och weess, u wien hie sech do ze wenden huet;

- en Audit externe, fir déi Verwaltungen a Servicer ze detektéieren, déi einfach ze laang Délaien hunn, wou mat deenen Audite selbstverständlech Ursaachefuerschung bedriwwe gëtt a wou sech aus där Ursaachefuerschung dann och déi néideg Mesuren dégagéieren, déi ee muss aféieren, fir kënne Remedur ze schafen;

- Ausaarbechtung vun engem Guide des meilleures pratiques, déi dann natierlech och iwwerall applizéiert musse ginn.

Mä den Akzent soll leien op dem Sens des relations humaines. Dat heescht, de Bierger muss wéi am Privatsecteur gesi ginn als Client an net als lästege Bittsteller. Et kënnt ee sech net virstellen, datt een am Privatsecteur bei enger Firma urifft an eng Commande wëllt opginn an datt een do onfrëndlech géif behandelt ginn oder datt iwwerhaapt kee géif ophiewen. Dat kënne mer eis iwwerhaapt net virstellen.

(Interruption)

An esou misst och d'öffentlech Verwaltung fonctionnéieren. Dat ass en allgemenge Problem vum Service public, net iwwerall - Gott sei dank -, awer op ville Plazen.

D'Fro, déi sech stellt, ass: Huet d'Regierung, huet den eenzelne Minister en Afloss dorop?

Mir hu viru Joren Debatten hei gehat. Deemools huet de Minister vun der Fonction publique, den Här Fischbach, mer geäntwert, dat wär alles en eise Gesetzer an an eise Reglementer enthalen. D'Regierung misst just de Courage hunn, fir déi ze applizéieren. Net laang duerno hate mer e ganz passionéierten an interessanten Débat hei, den 2.4.1998. Do huet eisen Här Statsminister sech wierklech ganz batter heiriwwer beklot, datt hie keng Emprise op Leit hätt a sengen eegene Ministèren, déi einfach net esou wéilte schaffen, wéi hien et gären hätt. Dat heescht, do hu mer vun zwee Regierungsmemberen aus där Epoch zwou diametral géintiwwergesate Meenunge gehat.

Et war dat eng ganz passionéiert Debatt iwwer e Statut vum Fonctionnaire oder Beamten. E Statut, deen hie soll virun Abusen an Iwwergrëff vun der Politik schützen op där enger Säit. E Statut, deen awer och net däerf derzou méssbraucht ginn, fir egal wat däerfen oder net däerfen ze maachen.

Den Här Statsminister Juncker - an et ass net fir d'éischt, wou ech et hei soen - huet deemools als Regierungschef ganz kloer e Ministergesetz gefuerdert, wou ganz kloer d'Kompetenze vum Minister vis-à-vis vu senge Beamte vu sengem Ministère, vu senge Verwaltunge géife festgeschriwwe ginn, fir datt de Minister net ëmmer dosteet als deen, dee muss d'Streech astiechen an dee leschtenenns awer näischt ka maachen.

Här President, mir stellen alt erëm eng Kéier fest, an och mat deem groussen Usaz an der leschter Regierung fir eng Réforme administrative anzeféieren, wou besser Organisatiounsstrukturen an der Fonction publique an an de Verwaltunge sollten agefouert ginn, datt bis haut praktesch näischt geschitt ass an datt jiddefalls dat Ministergesetz ëmmer nach op sech waarde léisst.

Och an dësem Beräich ass d'Politik gefuerdert, well déi schéinste Gesetzer a schéinste Reglementer kënnen näischt hëllefen, wa mer et net fäerdeg bréngen, un d'Spëtzte vun de Verwaltungen a vun de Ministèrë Leit ze setzen, déi virun allem duerch hir Kompetenz an duerch hiren Engagement ervirstiechen, an net wou en Automatismus vläicht en Avancement generéiert, deen ënner Ëmstänn net ganz glécklech ass. Oder wat nach vill méi schlëmm ass, wann d'Faarf vun der Nues fir d'Nominatioun ausschlaggebend ass. Da brauch ee sech net ze wonneren, wann déi falsch Leit un der Spëtzt vun de Verwaltunge sinn a wann et dann och net esou fonctionnéiert, wéi et soll sinn.

En anere Punkt, deen ugeschnidde ginn ass, ass de Manktum u Personal, notamment bei der Kannergeldkeess, also den Allocations familiales, der TVA, dem Logement, beim Arbeitsamt. Mir kennen alleguer déi Problemer. Mir wëssen, datt sech dobausse vill doriwwer beklot gëtt. Et ass fir eis kloer, och wann d'ADR net onbedéngt déijéineg ass, déi eng Opleeung vum Statsapparat verlaangt, datt, wa Verwaltungen esou vill Aarbecht hunn - an hei gëtt effektiv vun enger chronescher Iwwerlaaschtung vun deene verschiddene Servicer geschwat -, se dann och mussen dat Personal kréien, wat se brauchen, fir kënnen uerdentlech ze fonctionnéieren. Dat anert ass der Populatioun dobaussen net zoumuttbar.

Och mussen déi modern Kommunikatiounsmëttel - d'Informatik - optimal genotzt ginn, fir d'Charge vun der Aarbecht a vun de Paperassen esou wäit wéi méiglech ze reduzéieren. Mä - an do si mir als Législateur gefuerdert, an d'Regierung och - mir mussen d'Gesetzer an d'Reglementer méiglechst kloer an einfach an der Handhabung gestalten, datt mer effektiv mat esou wéineg wéi méiglech Personal auskommen.

En anere Punkt, deen ugeschnidde ginn ass, ass dee vun der Zesummenaarbecht tëschent eenzelne Ministèren a Verwaltungen. Mir stelle mat Satisfaktioun fest, datt d'Regierung dorop reagéiert huet, datt emol op d'mannst am Finanzberäich e Projet virläit, deen hoffentlech zum gudden Ofschloss kënnt, wou effektiv dann déi Verwaltungen an Zukunft méi enk zesummeschaffen.

Dann - an dat ass jo haut e bëssen de Schwéierpunkt vun der Debatt gewiescht -: d'Justiz, de Justizapparat. Dat ass delikat. Dat wësse mer allerguer, well mer alleguerte bestrieft sinn de Prinzip vun der Séparation des pouvoirs ze respektéieren. D'Politik soll sech net an d'Justiz améschen dann, wann et ëm d'Affäre geet.

Mä d'Politik ass awer zoustänneg derfir, fir datt d'Justiz fonctionnéiert. An do kann een net aus falscher Zurückhaltung, Bescheidenheet - oder wéi soll ech et nennen? -, aus Angscht déi Demarkatiounslinn do iwwerschreiden, dann et u Courage an un Determinatioun feele loossen, fir déi Défaillancen, déi mer awer alleguer feststellen a bedaueren, ofzeschafen.

Et ass ganz kloer eng Noutwendegkeet, fir am administrative Fonctionnement an och am Behuele vun der Justiz villes ze verbesseren. Et gëtt sech beklot iwwert d'Lenteur procédurale, ënner anerem ass jo deen ee wierklech déplorabele Fall vum Luxair-Accident och elo erëm an der Aktualitéit. Dat ass eigentlech net ze be-

gräifen, wann ee weess, datt de Rapport technique praktesch no sechs Méint virlouch.

Et gëtt sech scho laang, soulaang wéi ech mech kann zréckerënneren, driwwer geiergert, datt d'Fonctioun vum Untersuchungsriichter net déi Bedeitung hei hätt, déi se misst hunn. Mir gesinn dat elo emol vum Personellen hier. Duerch virun allem jonk Leit, déi nach keng oder net vill Erfahrung hunn an als Untersuchungsriichter débutéieren, schleefe ganz dacks Dossieren, komme se net richteg vun der Plaz oder et ginn och nach Prozedurfeeler gemaach. Et wär sech wierklech ze iwwerleeën, datt d'Fonctioun vum Untersuchungsriichter méi géif opgewäert ginn an datt dat wierklech eng Filière wär, wou dann och virun allem Leit mat laangjähreger Erfahrung hiren Déngscht géife maachen.

M. le Président.- Här Mehlen, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Minister Frieden?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Selbstverständlech.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Ech wollt just der Chamber rappeléieren, datt mer dat virun e puer Wochen heibanne gemaach hunn. Well ech déi Meenung do deelen, hu mer d'Fonctioun vum Untersuchungsriichter a senger Carrière gehéicht, esou datt och e Vizepresident vum Tribunal kann Untersuchungsriichter ginn. Ebe just, well dat Leit si mat méi Erfahrung. Nach mussen déi Leit wëllen déi Fonctioun iwwerhuelen, well et eng ganz schwiereg Aufgab ass.

Mä vun der Analys hier deelen ech dat. Duerfir hu mer dat och direkt gemaach.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Très bien. Dann hoffe mer, datt et och gräift, wéi Dir sot. Mä de Problem läit jo do, datt mer bis elo d'Méiglechkeet haten, datt ee vun där enger Säit op déi aner a vun där anerer Säit op déi eng Säit konnt wiesselen. Wann dat net de Fall wär, da géif dee Problem sech wahrscheinlech net stellen.

Dann e Wuert iwwert d'Informatiounsfreedegkeet. Do kann ee sech eigentlech nëmme wonneren. Wann een d'däitsch Televisioun kuckt, da gesäit een, datt an Däitschland d'Justiz e ganz aneren Ëmgang mat der Informatioun u Bierger an un déi concernéiert Leit huet, wéi dat hei zu Lëtzebuerg ass. Do ass op jidde Fall nach ganz villes ze verbesseren.

D'Exécution des peines. Elo grad ass geschwat gi vum Juge d'application des peines. Dat ass eng Fuerderung, déi eis Partei och scho ganz laang opgestallt huet a wou ze hoffen ass, datt dat méiglechst séier ëmgesat gëtt.

De Moment fokusséiere mer eis jo op d'Schafung vun deem Conseil supérieur de la Justice; wat sécher eng gutt Saach ass. Dat gëtt och vun eis mat ënnerstëtzt. Nach bleift ganz villes am Detail ze diskutéieren. Et ass op jidde Fall ze hoffen, datt dat relativ séier virugeet.

Aus der Approche eraus, datt et fir d'Politik jo schrecklech delikat ass, fir sech a verschidde Saachen anzemëschen, d'Politik awer leschtenenns als Sënnebock dosteet, wann et net fonctionnéiert. Duerfir ass et absolut noutwendeg, datt eng Instanz dohinner kënnt, déi awer an absoluter Neutralitéit an Impartialitéit do ass, fir déi Saachen ze riichten, déi net richteg fonctionnéieren.

E Wuert zu de Problemer, déi et am Environnement gëtt. Ganz besonnesch mat den Autorisations de construire en zones vertes. Dat ass e Problem, dee mer elo kierzlech nach diskutéiert hunn, wou den Här Goerens eis rappeléiert huet, datt hien déi lescht Zäit als Environnementsminister vill Zäit domat verbruecht huet, fir just déi Dossieren do ze traitéieren.

Ech liesen am Rapport vum Ombudsmann - et ass jo net nëmmen dës Kéier, wou dat zur Sprooch koum -, datt de Minister geäntwert huet, datt et extrem schwéier ass, fir novollzéibar Kritäre fir déi Autorisatiounen opzestellen. Mir sinn a bleiwen awer der Meenung, datt een do e maximalen Effort muss maachen, well d'Leit dobausse wierklech d'Gefill hunn, datt se dem absoluten Arbitraire vun enger Partie Leit do ausgeliwwert sinn.

Ech verstinn och de Minister, wann dee sech da schwéierdeet, sech heiansdo iwwer Décisiounen oder Recommandatioune vu senge Beamten ewechzesetzen, mä eng gutt Statsféierung zeechent sech doduerch aus, datt d'Kritären esou prezis wéi méiglech formuléiert sinn, och wann et hei net einfach ass. Mä et kann net sinn, datt an engem Fall een eppes refuséiert kritt, an da gesäit een op eng Kéier, datt eppes aneschters autoriséiert gëtt, wou jiddferee seet: Wéi ass dat doten da méiglech?, well dat stéiert eventuell méi an der Landschaft, wéi dat, wat refuséiert ginn ass.

Här President, ech kéim domat esou lues zur Konklusioun. Mir deelen d'Meenung, datt de Bilan vun der Aktioun Ombudsmann absolut als positiv unzegesinn ass. Hien huet a ganz ville Fäll kënnen Hëllef leeschten a ganz vill Fäll hëllefe léisen iwwert d'Médiatioun.

E ganz positiven Aspekt ass och, datt mir eng Partie Ureegunge regelméisseg kréien a sengem Joresbericht, fir legislativ an administrativ Verbesserungen duerchzeféieren. Dat huet de Virdeel, datt déi Recommandatioune vun enger dach neutraler a pragmatescher Approche hier kommen.

E weideren Avantage ass de béise Fanger, deen a ville Fäll gemaach gëtt, dee sech dann och bis leschtenenns bei d'Acteuren an de Verwaltungen néierschléit. Well et huet ee jo och net gär, wann een ëmmer erëm eng Kéier bei den Ouere gezu gëtt.

Mir wëllen duerfir vun der ADR aus dem Ombudsmann a senger Equipe ee Luef fir seng Aarbecht ausspriechen. Mir wëssen, datt hien als fréiere Regierungsmember an enger net ganz einfacher Startpositioun war - den Här Bettel hat dat kuerz ugeschnidden; e bësse manner diplomatesch, wéi ech dat elo hei maachen -,...

Une voix.- Ooohhh!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- ...ganz besonnesch vis-à-vis vun der Justiz an der Fonction publique; wat Ressorte waren, déi hie virdrun als Minister hat.

Mä hien huet seng Aarbecht a voller Onofhängegkeet gemaach. Och do kann een d'Feststellung maachen, datt eng laang Mandatsdauer an esou engem Fall och vu Virdeel ass, well een effektiv déi lelebioufräiheet huet, déi ee brauch, wann ee wëllt laangfristeg eppes bewegen. Mir droen duerfir d'Motioun an d'Resolutioun mat. Mir ginn eiser Hoffnung hei Ausdrock, datt virun allem d'Asetze vum Conseil supérieur de la Justice ka kuerzzäiteg op de Wee bruecht ginn.

Mir als ADR wëllen an der Reform vun der Justiz nach ee Schrack méi wäit goen. Mir sinn aktuell amgaang dorun ze schaffen. Dat betrëfft och d'Organisatioun an de Fonctionnement vum Parquet. Ech hunn elo schonn e bëssen drop higewisen, wou zum Beispill d'Nominatioun vum Procureur d'État 1991 héich Welle geschloen huet, déi bis hei an d'Parlament eriwwergeschwappt sinn.

Här President, mir hoffen ofschléissend, datt d'Regierung och bereet ass, hir Verantwortung ze iwwerhuelen, well wann de Rechtsstat - a virun allem d'Justiz - net richteg fonctionnéiert, dann huet de Bierger kee Vertraue méi an de Stat. Domat gëtt d'Fëllement vum demokratesche Statswiesen ënnergruewen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Schneider agedroen. Här Schneider, wann ech gelift.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och nach e puer Gedanken eriwwerzeginn zum Rapport vum Médiateur. Zwee Gedanken, déi virun allem eiser Fraktioun och nach méi no louchen. An et war dat, wat d'Madame Err gesot huet. Et sinn all déi Beräicher, déi d'Sécurité sociale an den Emploi betreffen. Do ass aus deem ganze Rapport d'Linn erausgaangen, datt d'Leit virun allem un de Médiateur ginn - et huet een et un den Zuelen, déi hei genannt goufen, och säitens vum Här Bettel, gesinn - an deem Moment, wou et un d'eegent Fleesch - elo emol op Lëtzebuergesch gesot - geet, wou et ëm d'Revenuë geet, wou et ëm d'Indemnitéite geet, déi net oder ze spéit ausbezuelt ginn, wou och ganz einfach déi Berodung net klappt.

Hei wëll ech virun allem zwee Beräicher erauspicken. Deen éischten ass dee vun den Invalidepensiounen an deen zweeten ass dee vum Fonctionnement vun der ADEM, wou ech nach eng Kéier kuerz wëll drop agoen. Do si selbstverständlech eng ganz Rei vu Froen an der Commission du Travail et de l'Emploi an derniewent och an der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale beäntwert ginn. Et sinn och an der Tëschenzäit eng Rei Léisunge fonnt ginn. Do bleiwen awer nach ëmmer eng Rei Punkten op, wou och hautdësdags Leit onzefridde sinn.

Et ass ganz kloer, datt, wann de Moment zum Beispill d'ADEM iwwer 12.000 Leit ageschriwwen huet, et selbstverständlech déi méi grouss sinn, déi reklaméiere géint Saachen, déi net klappen, wéi déi, deene ka gehollef ginn. Dat ass evident. Dat läit op der Hand. Dat wësse mir och zënter Laangem.

Ech géif also kuerz op déi zwou Recommandatiounen agoen. Déi éischt ass iwwert d'Invalidepensiounen, wou éischtens emol de Médiateur zu Recht d'Problematik opgehäit huet, datt deene Leit, déi d'Invalidepensioun entzu kruten, d'Recht geholl gouf, datt se vun der Commission mixte begutacht ginn. Si waren also net méi affiliéiert. Si goufen eben net méi traitéiert, well se keng Affiliatioun méi hate bei de Pensiounsversécherungen.

Hei goufen zwou Léisunge fonnt. An enger éischter Phas ass et esou, datt an der Tëschenzäit d'Commission mixte erëm all d'Demanden unhélt vun dëse Persounen, och wa si net an der Sécurité sociale am Lëtzebuerger System gemellt waren. An enger zweeter Phas ass an der Tëschenzäit och d'Gesetz vum 1. Juli 2005 komm, wat esou wäit geännert gouf, datt effektiv och déi Persounen, déi eng Invalidepensioun ofgeholl kruten, kënne vun engem Reclassement externe profitéieren; och wann dat hei selbstverständlech derzou gefouert huet, datt dee sougenannten „strukturelle Chômage" domat an d'Luucht gaangen ass par rapport zu virdrun.

Et muss ee sech politesch d'Fro stellen, awéiwäit een dëse Gedanken net muss erëmhuelen, well an der Tëschenzäit eng ganz Rei vun deene Leit awer nach net fäeg sinn, um éischten Aarbechtsmaart respektiv um zweeten Aarbechtsmaart ze schaffen. Eigentlech gouf déi Invalidepensioun nëmmen erausgelagert an eng aner Verwaltung, esou datt och nach eng Kéier eng Méibelaaschtung op d'Servicer vun der ADEM koum. Hei ass et wichteg nach eng Kéier grondleeënd iwwert déi dote méi restriktiv Approche vun der Unerkennung vun deenen eenzelnen Invalidepensiounen nozedenken.

Dat huet och en anere Problem, dee weider besteet. Et ass dee vun enger Persoun, déi e Reclassement externe huet, där hire Chômage souzesoen dann ofgelaf ass an déi awer nach keng Aarbechtsplaz konnt vermëttelt kréien iwwert de Reclassement externe. Dee Moment kritt se jo déi sougenannten «indemnité d'attente», déi awer net pensiounsverséchert ass. Do besteet de Problem, datt déi Pensiounsjoren net virulafen, fir spéider och eng flott, eng richteg Pensioun kënnen ze kréien.

Hei ass e Problem, deen och vum Médiateur zwar net opgehäit gouf, mä dee mir awer ganz wichteg schéngt an dësem Kontext. Deen ass genausou gutt, wéi dee Problem, deen de Médiateur opgehäit hat an deem mir elo probéieren am Statut unique - deen hoffentlech d'nächst Woch mat breeder Zoustëmmung wäert hei gestëmmt ginn - Rechnung ze droen.

Dat och bei Härtefäll, déi ganz einfach bei der Krankmeldung an enger Referenzperiod vun 104 Wochen 52 Woche Krankmeldungen hunn. Hei wäert de Statut unique virgesinn, datt an extreme Fäll dës Referenzperiod kann adaptéiert ginn. Ech denken hei u Krankmeldungen, duerno Krankheeten, duerno eventuell een Aarbechtsunfall. Dat heiten ass eng gutt Léisung fir Leit, déi effektiv an deenen dote Fäll ënnert déi dote Bestëmmunge géife falen. Et wär relativ einfach, wann een d'Referenzperiod vun 104 Woche géif verlängeren an esou extreme Fäll.

Zum Schluss géif ech da virun allem och nach eng Kéier op d'Problematik vun der Recommandatioun agoen, déi de Médiateur gemaach huet am Kader vum Fonctionnement vun der ADEM. Do sinn eng ganz Rei vu Saachen - an ech komme kuerz drop zréck - an der Tëschenzäit geschitt. Et sinn awer och nach eng Rei Saachen an der Schwief a mussen an der Praxis ëmgesat ginn.

Hei hate mir am Virfeld als Kommissioun ee ganz flotten Débat zesumme mat der Verwaltung an dem Médiateur, fir déi eenzel Problemer, déi eenzel Recommandatiounen a virun allem och déi eenzel Kritikpunkten opzegräifen a probéieren ze behandelen.

D'Kritikpunkte vum Médiateur ware ganz einfach op eng Rei Punkten ausgeriicht. Deen éischte war dee bei der Luesheet vum Ausbezuele vun deenen eenzelnen Indemnitéiten. Ech denken hei un d'Indemnité de chômage, d'Indemnité de réemploi, och déi vum Apprentissage an déi - wéi schonn zitéiert - vun der Indemnité compensatoire beim sougenannten «Reclassement externe». Do ass mat Sécherheet eng Lenteur, mä et ass all Kéiers deeselwechte Fléau hannendrun. Et ass deen, datt net genuch Leit do sinn, fir déi Dossieren do ze traitéieren; dat fir och deene Leit, déi op hir Sue waarden an déi kee finanziellt Lach kënne kréien, esou séier wéi méiglech kënnen aus de Bredouillen ze hëllefen.

Derniewent gouf ëmmer erëm dee personaliséierten Encadrement vun den Demandeuren ugeschwat. Hei huet de Projet 5611 eng gutt Geleeënheet gebueden, fir deem entgéintzewierken. Dat gouf och gemaach. Dee sougenannten «Suivi individualisé» ass um Pabeier an an der Theorie ee ganz flott Evénement, dat och op eenzelne Plaze scho leeft, dat awer muss flächendeckend ausgebaut ginn. Hei ass et wichteg, datt virun allem och Gebailechkeete mussen hierkommen, fir déi Servicer kënnen ze leeschten. Derniewent muss och dat néidegt qualifizéiert Personal bei der ADEM agestallt ginn, fir dat doten ze maachen.

Ee vun de Punkten ass jo d'Recommandatioun, fir méi séier an de Prozedure virunzekommen. Et geet drëm en zweeten Aarbechtsdokter anzestellen. Dat ass jo och scho realiséiert ginn. Och d'Recommandatioune vum Médiateur goungen an d'Richtung vun der Qualifikatioun vum Personal. Dat mat enger ganzer Rei vun och wichtege soziale Komponenten, déi déi nei Mataarbechter vun der ADEM misste kréien.

Et geet net einfach nëmmen duer, dat iwwer Schoulniveau ze maachen, mä et soll een och virun allem d'sozial Komponente beim Accompagnement vun den Demandeure matspille loossen.

Déi Recommandatioun, op déi ech net esou richteg aginn, ass déi, wou de Médiateur sot, datt hien éischter e Rotatiounssystem geséich ënnert deenen eenzelne Mataarbechter. Ech gesinn eigentlech schwéier, wéi dat kéint goen. Eigentlech ass dat nëmme méiglech an engem Service, deem vum Placement, wou een effektiv mat engem Front- a mat engem Backoffice kënnt spillen, wou eng Wiesseluerdnung kéint geschéien, fir effektiv deem Burn-out-Phenomeen vun deenen eenzelne Leit entgéintzewierken, déi all Dag konfrontéiert si mat deene sëlleche Problemer a sëlleche Léisunge musse fannen.

Och bei de Patronen ass et wichteg, datt mer gutt Léisunge fonnt hunn, andeem och si mat an d'Boot konnte kommen, fir dee sougenannte Partenariat tëschent Demandeur d'emploi, tëschent Verwaltung a Patronat ze fannen. Och hei ass an der Tëschenzäit eng ganz gutt Kollaboratioun entstanen.

De Problem, deen nach ëmmer net geléist ass, och wann en ëmmer erëm opgehäit gouf, och vum Médiateur an och säitens enger ganzer Rei Lieserbréiwer, déi een ëmmer erëm gesäit, ass dee vun deene sougenannte Bréiwer, déi net ukommen. Et gëtt souguer Recommandésbréiwer, déi net géifen ukommen. Hei muss ee sech effektiv d'Fro stellen, awéiwäit een ënnerstëtze kann, datt dat richteg leeft.

Ech géif zum Schluss vu menger Ried, Här President - ech mengen, ech hunn nach zwou Minutten - probéieren, dräi Saachen zréckzebehalen.

Déi éischt ass déi, datt een den Aarbechtsminister misst ënnerstëtze bei sengen Démarchë beim Finanzminister, fir him dat néidegt Personal zur Verfügung ze stellen, wat jo de Fall ass, mä et mussen elo am Rekrutement och nach déi richteg Leit fonnt ginn. Deen dote Prozess muss virulafen.

Zweetens, et muss schnell weidergoen am Bau vun neie Gebaier. Virun allem hei am Süden zu Esch ass geplangt, op de Frichen en zentraalt, neit Gebai ze maachen. Esou wéi ech héieren hunn, wäerten ab November Container dohinner stoe kommen, mat deenen éischt Besoinë kënnen erfëllt ginn. Och dat si Saachen, déi mer musse schnellstens ënnerstëtzen.

Drëttens soll een da wierklech nach eng Kéier nodenken iwwert de Sënn an Onsënn vun deene regelméissege Suivien all 14 Deeg, déi mat engem gemaach ginn, vun deenen ech mengen, datt ee ganz vill Zäit an Energie kéint an aner Saachen investéieren.

An deem Sënn soen ech Iech Merci. Merci och, Här President, fir déi kleng Zäit, déi ech méi geschwat hunn.

Ah, ech hat nach Zäit, gesitt Der!

(Interruption)

Elo hunn ech also nach eng Minutt vu menger Zäit, Här President.

M. le Président.- Dir kënnt nach roueg eng Minutt schwätzen.

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Ech kucken, ob ech elo näischt vergiess hunn.

Als Konklusioun mengen ech, ass et ganz evident: Wa méi Leit do sinn, déi musse betreit ginn, brauch een och méi Leit, fir dat ze maachen.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Wëllt d'Regierung der Debatt nach eppes bäifügen?

(Assentiment)

Den Här Minister Frieden freet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech géif gären am Numm vun der Regierung, vun all de Kolleegen aus der Regierung soen, datt mer och opgrond vun deem Rapport vum Médiateur an opgrond vun där Debatt vun haut gesinn, datt déi Décisioun richteg war, datt mer am Joer 2001 e Projet de loi an d'Chamber bruecht hunn, fir esou eng Institutioun vun engem Médiateur anzeféieren.

Mir gesinn och haut, an ech mengen, dat geet och aus der Debatt ervir, datt iwwert déi eenzel Parteien eraus d'Meenung vertruede gëtt, datt d'Aarbecht vum Médiateur a senger Equipe eng gutt Aarbecht ass, an datt eng ganz Rei vu Recommandatioune komm sinn, déi sécherlech derwäert sinn, datt ee sech mat hinnen auserneesetzt.

Dat heescht net, datt ee mat all Recommandatioun onbedéngt d'accord ass. Heiansdo kënnt et mer vir, wann een déi Recommandatioune liest an all regruppéiert, datt dat eng Zort neutrale Wahlprogramm ass, deen ee ka während fënnef Joer ëmsetzen.

Ech mengen, datt eng ganz Rei vun deene Remarquen, déi jo d'Resultat si vun Observatioun, déi de Médiateur mécht, wann hie Problemer virgeluecht kritt vu Bierger aus eisem Land, déi se hu mat der Verwaltung, datt hien dann zu enger Konklusioun kënnt, déi soll diskutéiert ginn. D'Regierung mengt net, datt déi eenzeg Solutioun ka sinn an deene Recommandatiounen, datt einfach proposéiert gëtt, bei alles méi Leit anzestellen.

Et ass esou heiansdo eis Impressioun, datt, wann ee méi Leit brauch, dann ass et gutt, datt een eng Recommandatioun vum Médiateur huet. Ech mengen, et muss een ëmmer fir d'éischt kucken, Betriber ze reorganiséieren, fir och op eng spuersam Aart a Weis virzegoen - well et geet jo drëm, datt mer och eise Stat am Gréff behalen, och wat d'öffentlech Finanzen ubelaangt, dat hu mer déi lescht Jore gemaach -, datt mer also fir d'éischt kucken, wat déi Recommandatioune sinn, déi ee kann ëmsetzen, ouni datt se zu méi Personal an zu méi Käschte féieren.

Grondsätzlech, wéi gesot, menge mer, datt vun deene Recommandatiounen, déi komm sinn, der eng ganz Rei derwäert sinn, datt ee se ganz oder zum Deel ëmsetzt. Duerfir mengen ech och, datt déi Diskussiounen, déi déi eenzel parlamentaresch Kommissioune geféiert hunn, ganz gutt Diskussioune waren. Dat si jo och Diskussiounen, déi zum Deel net ofgeschloss sinn.

Mir sinn alleguerten an der Regierung der Meenung, datt et gutt ass, datt mer déi Institutioun hunn, datt mer eis solle kontrovers domat auserneesetzen, datt et och net esou soll sinn, datt all Recommandatioun vum Médiateur als eng Kritik un deem engen oder deem anere soll ugesi ginn, mä datt et einfach eng Empfehlung ass, déi et derwäert ass, an engem konstruktive Geescht kënnen diskutéiert ze ginn. Ech muss soen, de Mëtteg huet een dat gespuert hei an der Chamber. Dat ass d'Basis fir eng gutt Aarbecht an der Ëmsetzung vun enger Rei vun deene Recommandatiounen.

Duerfir huet d'Regierung och keng weider Observatiounen, weder zu där Motioun nach zu där Resolutioun, déi Dir hei diskutéiert hutt an zur Ofstëmmung haut wëllt bréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote iwwert d'Motioun an d'Resolutioun, déi déposéiert gi sinn am Kader vun der Debatt vum Rapporteur.

Motion

Fir d'éischt d'Motioun. Si ass ënnerschriwwe vun alle Fraktiounen, och vun der Sensibilitéit vun der ADR. Da kënne mer, mengen ech, par main levée ofstëmmen.

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass mat där Motioun, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Ech gesinn, d'Motioun ass à l'unanimité ugeholl ginn.

Résolution

Dann d'Resolutioun. Do ass et datselwecht, si ass ënnerstëtzt vun allen, déi heibanne vertruede sinn. Mir stëmmen of par main levée.

Vote

Wie fir déi Resolutioun ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Och do gesinn ech, dass déi Resolutioun à l'unanimité ugeholl ass.

Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.58 heures)

SÉANCE 34

Mercredi, 23 avril 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président, M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, suivie d'un débat
- *Déclaration: M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Débat: Mme Nancy Arendt (dépose une motion), M. Charles Goerens, M. Marc Angel, M. Félix Braz (dépose une motion) M. le Ministre Jean-Louis Schiltz, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, Mme Lydie Err (à qui répondent M. le Ministre Jean-Louis Schiltz et M. Michel Wolter), M. Jos Scheuer (répondant à M. Charles Goerens), M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Motions 1 et 2 modifiée adoptées*

2. Ordre du jour

3. 5516 - Projet de loi

- relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et à la création d'un cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant * la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures, * la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et accises, * la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, et * la loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, et

- abrogeant la loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport
- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. John Castegnaro*
- *Discussion générale: M. Marcel Sauber, Mme Colette Flesch, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Mme Colette Flesch, M. le Ministre Jeannot Krecké.*

4. 5585 - Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement
- *Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement: Mme Françoise Hetto-Gaasch*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen (à qui répond M. le Ministre Fernand Boden), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Jeannot Krecké et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eppes matzedeelen?

(Négation)

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass d'Deklaratioun vum Här Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz iwwert d'Entwécklungshëllef. Uschléissend féiere mer d'Debatt iwwert dës Deklaratioun. Ech ginn elo dem Här Minister Schiltz d'Wuert, fir seng Deklaratioun virzedroen.

1. Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, suivie d'un débat

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dëst Joer mat engem Zitat ufänken.

«Le puisatier hochait la tête (et disait): si j'avais les financements, je multiplierais les forages et pfuit, fini les problèmes... Mais le Grand-Duché ne peut tout faire tout seul.

Pour lui faire plaisir et détendre l'atmosphère, je lui donnais raison autant de fois qu'il était nécessaire:

- Vous avez raison, Gilles, le Grand-Duché ne peut pas tout faire.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, «le Grand-Duché ne peut pas tout faire», dat seet de franséischen Auteur Erik Orsenna a sengem Buch «Madame Bâ», wou hien am Mali an der Géigend vu Kidal gesäit, wat d'Lëtzebuerger Kooperatioun do fäerdeg bruecht huet. Op enger anerer Plaz am Buch gëtt d'Aktioun vu Lëtzebuerg am Mali ausdrécklech ervirgehuewen, andeems Lëtzebuerg zu deene gezielt gëtt, «qui peuvent marcher le front haut». Zur gläicher Zäit bemängelt den Auteur, datt déi grouss europäesch Länner net genuch maache fir d'Länner aus dem Süden. Si - déi grouss Länner aus dem Norden - misste sech eigentlech schummen, seet hien.

«Le Grand-Duché ne peut pas tout faire.» Jo, Här President, dat ass richteg. Mir kënnen net alles maachen. Richteg ass awer och, datt mer villes kënne maachen, an en fait och maachen. Mir maachen dat mat Engagement an Tenacitéit. An och duerchaus mat Resultater, déi sech weise loossen. Positiv Resultater. Mir bewierken esou munches, dat souwuel am Kader vun eiser bilateraler Kooperatioun wéi doriwwer eraus beispillsweis an der Europäescher Unioun an an der UNO. Mir hunn dobäi d'Zil vun der Aarmutsbekämpfung ëmmer fest virun den Aen.

Selbstverständlech gëtt et ëmmer erëm Réckschléi. Selbstverständlech gëtt et och negativ Erfahrungen. Dat ass an der Kooperatioun alt net anescht, wéi an anere Liewensberäicher. Mä et gëtt och Erfolleger - vill Erfolleger - ze verzeechnen; där klenger an där grousser, där visibeler an där manner visibeler. Si weisen - dës Erfolleger -, datt et der Méi wäert ass. Duerfir wëll ech och haut zu engem groussen Deel dovunner schwätzen.

Mä fir d'éischt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wuert zum Kontext. Et war am Joer 2000, wou iwwer 180 Stats- a Regierungschefen d'Millenniumsentwécklungsziler definéiert hunn. Vereinfacht gesot

geet et dorëms, bis 2015 d'Aarmut op der Welt ëm d'Halschent no ënnen ze drécken. Anstatt datt bei ronn sechs Milliarde Mënschen, déi haut op eisem Planéit liewen, et der méi wéi eng Milliard ginn, déi mat manner wéi engem Dollar den Dag mussen iwwerliewen, wären et der dann - wa mer déi Ziler da sollten erreechen - nach 500 Milliounen am Joer 2015; an dat nach nëmme bei gläichbleiwender Demographie, wat jo net de Fall ass.

Wëssend, datt et weder moralesch vertrietbar nach ekonomesch néideg ass, datt iwwerhaapt nach een eenzege Mënsch op der Welt muss mat manner wéi engem Dollar den Dag iwwerliewen, ass eleng de Fait, datt et hei nëmmen drëms geet, fir d'Aarmut ze halbéieren, u sech schonn ee Skandal, well et misst eigentlech drëm goen, d'Aarmut ganz an definitiv auszemerzen, esou datt näischt méi géif dovunner iwwreg bleiwen. Näischt hätt verhënnert, datt sech am Joer 2000 dozou engagéiert gi wär. Näischt verhënnert am Iwwregen, datt sech haut géif dozou engagéiert ginn.

An dach, wann ee kuckt wou mer haut dru sinn, 2008, um hallwe Wee tëschent 2000 an 2015, da gesäit een, datt, wann d'Saachen esou weiderginn an deenen nächste Joren, wéi se bis elo gelaf sinn, mer souguer op ville Plazen dat méi bescheident Zil vun der Halbéierung vun der Aarmut net wäerten erreechen.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat Bild, wat ee gesäit, wann ee sech iwwerflächlech, flüchteg, séier a vu Wäitem un d'Saachen eruntaascht. Wann ee sech awer am Detail, seriö a genau mat de Saachen ausenanersetzt, da gëtt dat Bild vill méi en differenzéiert Bild. E Bild, wat zwar vill net esou positiv Elementer beinhalt, mä awer och e Bild, wou ee kloer Erfolleger kann drop ausmaachen, där éischter relativer - sougenannt «victoires d'étape» - , mä awer och där méi zolitter, jo souguer Erfolleger aus där definitiv nohalteger Kategorie.

Par rapport zu den Ziler, déi 2000 gesat gi sinn, ginn haut 40 Millioune Kanner méi an d'Schoul. D'Disparitéit tëschent Jongen a Meedercher an de Schoulen ass ëm 60% zréckgaang. Viru 15 Joer si weltwäit 40.000 Kanner den Dag u Krankheeten, déi heelbar sinn, gestuerwen. Haut sinn et der nach 24.000. Dat sinn der 24.000 ze vill, mä dat ass awer schonn en nettë Progrès.

Wann am Mali 1994 nach iwwer 74% vun de Leit mat manner wéi engem Dollar hu missen iwwerliewen, an et der ewell nëmmen nach 36% sinn, da sinn dat der sécher nach 36% ze vill, mä dann ass déi Reduktioun - vu 74 op 36% iwwer zéng Joer eraus - sécherlech och en Erfolleg. Eng Victoire d'étape, zu där d'Lëtzebuerger Kooperatioun als Partner vum Mali Hiert dozou bäigedroen huet.

Wann am Niger 1995 nëmme 40% vun de Kanner géint d'Riedele geimpft waren, an et der am Joer 2005 83% sinn, da geet dat sécher nach net duer, mä dann ass déi Verbesserung - vu 40 op 83% iwwer zéng Joer eraus - sécherlech och en Erfolleg. Eng Victoire d'étape, zu där d'Lëtzebuerger Kooperatioun als Partner vum Niger Hiert dozou bäigedroen huet.

Wann am Senegal d'Zuel vun den Doudesfäll vu Mamme bei der Gebuert vun engem Kand ëm bal d'Halschent zréckgoung a wann an deemselwechte Senegal d'sanitär Bedéngunge sech zolidd verbessert hunn, dann ass sécher haut nach net all Problem an deene Beräicher geléist, mä da sinn déi Progrèsen awer dach indéniabel Victoire-d'étapen, an dann ass et och gradesou indéniabel, datt d'Lëtzebuerger Kooperatioun, als Partner vum Senegal, Hiert dozou bäigedroen huet.

Kënne mer eis mat dëse relative Succèsen zefridde ginn? D'Äntwert op déi Fro ass e kloeren „Neen". An da froen ech: Ass déi richteg Fro an deem Zesummenhang net déi, wéi ongedëlleg mer eigentlech dierfe sinn, wa mer zesummen un enger nohalteger Verbesserung vun der Situatioun an der Entwécklungswelt schaffen?

Wa mer dann, Här President, emol een Ament laang d'Saachen net Secteur pro Secteur an engem bestëmmte Land kucken, mä wa mer se global - Land fir Land - kucken, jo och da gesi mer Erfolleger; an dacks souguer där definitiv nohalteger.

D'Afrikanesch Entwécklungsbank ass am Summer d'lescht Joer zur Konklusioun komm, datt elo scho kloer ofzegesi wär, datt fënnef afrikanesch Länner géifen d'Zil vun der Halbéierung vun der Aarmut erreechen. Et sinn dat: de Botswana, Tunesien, d'Île Maurice, de Burkina Faso an de Cap-Vert.

De Botswana erbréngt de kloere Bewäis, datt grouss Naturschätz - an deem Fall hei Diamanten - net onbedéngt e Fluch sinn an Afrika, mä datt, wann d'Saachen uerdentlech ugepaakt ginn, Buedemschätz kënnen de Schlëssel fir eng positiv Entwécklung sinn. De Botswana ass esou dat flagrant Géigebeispill zu Länner wéi dem Sudan an dem Kongo, wou d'Sauereie monter weiderginn. Am Iwwrege sief drop higewisen, datt allgemeng unerkannt gëtt, datt de Botswana uerdentlech regéiert ass; esou vill hei an deem Zesummenhang zur Fro vun der Gouvernance an de Mënscherechter.

Tunesien an d'Île Maurice bréngen et och fäerdeg, d'Aarmut massiv no ënnen ze drécken. Dat sinn zwee Länner, mat deene Lëtzebuerg jorelaang zesummegeschafft huet. Hiren Erfolleg ass also och e bëssen eisen Erfolleg. Tunesien an d'Île Maurice stellen ënner Bewäis, datt d'Kooperatioun eppes bréngt. Si weisen, datt d'Kooperatioun et bréngt.

Och de Cap-Vert an de Burkina Faso bréngen et fäerdeg, d'Aarmut massiv no ënnen ze drécken. Dat si säit Joren zwee vun de Partnerlänner vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. Hiren Erfolleg ass also och e bëssen eisen Erfolleg. De Cap-Vert an de Burkina Faso stellen ënner Bewäis, datt d'Kooperatioun eppes bréngt. Si weisen, datt d'Kooperatioun et bréngt.

Véier vun deene fënnef Länner, déi vun der Afrikanescher Développementsbank als exemplaresch duergestallt ginn, sinn deemno Länner, déi mat der Lëtzebuerger Kooperatioun zesummeschaffen oder zesummegeschafft hunn. Dat léisst sech dach weisen. Dat weist dach, datt d'Kooperatioun et bréngt.

De Cap-Vert zum Beispill mécht noweislech Progrèsen op alle Fronten, net zulescht duerch säi Verhandlungsgeschéck mat der Europäescher Unioun, mä och iwwert de Wee vun den Investissementer vun enger ëmmer méi staark implizéierter Diaspora. Viru kuerzem huet dat Land de Sprong aus dem Grupp vun deenen äermste Länner eraus gepackt. Sécherlech Grond genuch, fir sech mat eise kapverdianesche Frënn ze freeën, mä sécher awer kee Grond fir d'Lëtzebuerger Kooperatioun, sech elo aus dem Cap-Vert zréckzezéien an ze soen: „Dat war et. Äddi a Merci." Géife mer dat maachen, wär dat e grousse Feeler. Et wär wéi wa mer géifen engem Fliger, dee grad amgaang ass ze starten, de Kerosin ofschneiden oder de Krunn zoudréien. Duerfir wäert d'Lëtzebuerger Kooperatioun wuel och déi Lescht sinn, déi sech aus dem Cap-Vert wäert zréckzéien.

D'Beispill vum Cap-Vert soll och en Encouragement sinn, fir an anere Länner - trotz verhältnismëisseg méi klengen Erfolleger - d'Bengelen net bei d'Tromm ze geheien, mä villméi op dës méi kleng Erfolleger opzebauen a mat neier Energie a vill Ausdauer d'Saachen unzegoen.

De Burkina Faso, en anert Partnerland vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, gehéiert och zu deene Länner, déi hir Ziler wäerten erreechen. Den Detailtableau vum Burkina Faso weist zum Beispill, datt et a) grad ee laangjährege Programm vun der Lëtzebuerger Kooperatioun ass, deen et deem Land wäert erméiglechen, Blutttransfusiounen och an deene verschiddene Regiounen, iwwert d'Haaptstad eraus, ze realiséieren, datt et b) interessanterweis grad dat Land ass, wat am wäitste fortgeschratt ass, wann et ëm den Appui budgétaire geet - à méditer -, mä awer och c) de Burkina Faso leider eent vun deene Länner ass, wou säit Wochen d'Präisdeierecht am stäerksten ze spieren ass.

Wann een dann den afrikanesche Kontinent als e Ganzt kuckt, da gëtt et och nieft deene méi schlechten Noriichten där global positiver. Esou ass beispillsweis Afrika den Ament a senger zoliddster Wuesstumsphas säit 30 Joer; iwwer 6,5% dëst Joer. Wann een da weess, datt déi international Fauschtregel beseet, datt ee 7% Croissance brauch, fir d'Aarmut laangfristeg massiv no ënnen ze drécken, da si mer net esou wäit dovunner ewech, wéi dacks gemengt gëtt. Et ginn der souguer, déi dovunner ausginn, datt d'Rahmebedéngungen haut esou gutt si wéi nach ni virdrun. Dat setzt selbstverständlech viraus, datt d'Zuel an d'Intensitéit vun de Konflikter um afrikanesche Kontinent erofgeet, datt d'Gouvernance-Facteurë sech weider verbesseren, datt mer den Aids besser an de Griff kréien, datt mer et fäerdeg bréngen, déi international Handelsbedéngungen nei ze gewiichten, datt mer Progrèsë maachen, wat d'Waasserversuergung ubelaangt, datt mer d'Liewensmëttelpräisser kuerzfristeg an de Griff kréien, datt d'Landwirtschaft reorganiséiert gëtt a ville méi. D'Lëscht vun den Erausfuerderungen ass nach vill méi laang, mä ech kann hei net alles opzielen an op alles agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

schwiereg ass et sécherlech, onméiglech ass et awer mat Sécherheet net.

An och wann et kloer ass, datt haut de Bilan, global a graff gesinn, een duerchwuessenen ass, an och wann trotz allen Erfolleger op ville Plazen d'Ziler, déi am Joer 2000 definéiert gi sinn, net wäerte kënnen erreecht gi bis 2015 - esou datt d'Saachen inévitablement op der Zäitschinn no hanne rutschen -, dann ass et awer gradesou kloer, datt et à terme ze packen ass, datt et duerchaus machbar ass. Dat maachen ech insbesondere dorunner fest, datt Progrèsen net vun der Hand ze weise sinn an datt op ville Plazen evident Succèsen um Rendez-vous sinn.

Et ass mat der Kooperatioun e bësse wéi beim Marathon. Déi eng packen et an zwou Stonnen, déi aner a fënnef. Déi eng ginn topfit un den Départ, déi aner kämpfe scho virum Départ mat méi oder manner grousse Boboen. Déi eng hunn op all Eck vum Parcours e Kolleeg stoen, dee se encouragéiert, déi aner net. Déi eng treffen ënnerwee op eng gutt Séil, déi hinnen eppes ze drénke reecht, déi aner kommen op de Verfleegungsständ un, wa schonn näischt méi do ass, fir sech ze stäerken. Wichteg ass awer, datt se am Endeffekt all - oder bal all - ukommen. Déi eng ebe just méi spéit an déi aner ebe méi fréi.

Natierlech bréngt ee beim Marathon - wéi an der Kooperatioun - näischt fäerdeg ouni Energie, ouni Engagement an ouni Determinatioun. D'Resultater vun der Kooperatioun, vun deenen ech haut schwätzen, weisen awer kloer de Wee. Si weisen, datt eis Partner an der Kooperatioun et mat eiser Hëllef fäerdeg brénge kënnen, an et ass dat, wat zielt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konsequenz, mat där iwwert déi lescht Joren zu Lëtzebuerg d'Entwécklungszesummenaarbecht prioritiséiert, konzipéiert, ausgefouert, suivéiert a kontrolléiert gëtt, schléit däitlech mat méi grousser Presenz, Visibilitéit a Glafwierdegkeet zu Buch. Dat soen net ech; dat geet aus de préliminairen Observatioune vun der OCDE ervir, déi zënter November 2007 d'„peer review" vun der Lëtzebuerger Kooperatioun duerchféiert.

«Depuis la dernière revue - menée en 2003 - le Luxembourg présente à son actif de sérieuses avancées», heescht et am préliminairë Rapport, dee fir de Juni wäert finaliséiert ginn. Weider heescht et an deem préliminairë Rapport: «La coopération luxembourgeoise est la démonstration qu'en quelques années, avec des moyens relativement économes et bien ciblés, un dispositif d'intervention adapté et efficace, elle a su capter l'appréciation des pays partenaires du Sud, trouver une place reconnue au sein des bailleurs de fonds, rencontrer l'estime des citoyens. De ce point de vue, la coopération luxembourgeoise est une référence sur plusieurs aspects: concentration, coordination multi-bi, priorité aux Pays les moins avancés. Le Luxembourg est aussi un exemple dont de nouveaux bailleurs de fonds pourraient s'inspirer.»

Alles dat huet selbstverständlech och vill mat der Suergfalt, der Kompetenz an der Begeeschterung ze dinn, mat där meng Leit all Dag hir Aarbecht maachen an un déi eruginn. Och dat sief emol eng Kéier vun dëser Plaz aus gesot.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Déiselwecht determinéiert Astellung ass och déi, mat där d'Lëtzebuerger Kooperatioun déi zweet Generatioun vun de Programmes indicatifs de coopération mat hire Partnerlänner ugaangen ass. D'Ausmerzung vun der Aarmut an déi nohalteg Entwécklung stinn am Zentrum vun der Programmatioun iwwert déi nächst véier bis fënnef Joer. Dës Programmer vun der zweeter Generatioun bauen op eng resolut partnerschaftlech Approche op. Si orientéiere sech kloer un de Prioritéite vum jeweilege Partnerland an huelen esou de Partner vun Ufank u mat an d'Verantwortung. Ech géif mer wënschen, datt mer fir déi Programmer vun der drëtter Generatioun géifen e Mechanismus fannen, fir d'Chamber nach méi staark mat anzebannen, wéi dat bei de Programmer vun der zweeter Generatioun de Fall war.

Nieft der Method, bauen déi Programmer vun der zweeter Generatioun, déi elo en place sinn, awer virun allem op déi konkret Erfolleger vun deene leschte Joren op. Ech hu vun deenen Erfolleger am Grousse geschwat. Déi Erfolleger am méi Grousse setze sech zesummen aus villen Erfolleger, déi all Dag am Klengen zum Droe kommen. Ech ka se och net all hei opzielen, mä fir d'Saachen ze veranschaulechen, hu mer dëst Joer eng ganz konkret a praktesch Approche gewielt. D'Resultat hutt Der virleien. Et ass dat déi kleng Broschür, déi Der ausgedeelt kritt hutt.

An där Broschür fannt Der 15 kleng Deelbiografië vu Mënschen aus eise Partnerlänner, mat deene mer zesummegeschafft hunn oder weider zesummeschaffen. Si sti stellvertriedend fir all déi aner. Si sti stellvertriedend fir dat, wat mer als Lëtzebuerger Kooperatioun an deene leschte Joren zesumme mat eise Partner konnten erreechen. Si weisen, wéi d'Liewe vun deene Männer a Frae sech mat an duerch d'Kooperatioun zum Positiven hi verännert huet. Si weisen, datt d'Kooperatioun eppes ass, wat et eben einfach bréngt. Si weisen, datt eng kleng Hëllef, ee klengen Impuls villes bewege kann.

D'Madame Sissoko Safiatou Sy vu Bamako huet sech esou zum Beispill säit Jore fir hire Wunnquartier agesat. Hiert Zil war et, dee Quartier méi propper, méi sécher a méi gesond ze maachen. Iwwert de Projet «Appui aux initiatives locales de gestion de l'environnement urbain à Bamako» goufe Mëttel zur Verfügung gestallt, fir d'Aarbecht vun der Madame Sy ze festegen an hiren Engagement an dee vun hirer Associatioun op aner Deeler vun der Haaptstad vum Mali auszebreeden. Et goufen Aarbechtsplaze fir déi Jonk geschaf, an d'Mënsche goufe fir hiren eegene Quartier responsabiliséiert.

Här President, méi propper Stroossen, dat heescht manner knaschteg Waasserpill. Manner knaschteg Waasserpill, dat heescht manner malariainfizéiert Mustiken. Manner malariainfizéiert Mustiken, dat heescht manner krank Mënschen. Manner krank Mënschen, dat heescht méi Energie, fir enger Aarbecht nozegoen a sech ëm d'Famill ze këmmeren. An dat alles duerch d'Ënnerstëtzung - den „empowerment", géifen d'Spezialiste soen -, déi enger Fra zoukomm ass, déi virdemonstréiert huet, wat muss geschéien, fir eppes konkret ze änneren. D'Gemeng vu Bamako huet dat am Iwwregen och verstanen an e Comité agesat, fir de Suivi vum Projet ze garantéieren.

Um asiatesche Kontinent, am Laos, huet de Phommasone, e Mann vun 39 Joer, net méi misse souzesoe vun der Hand an de Mond liewen, wéi en d'Chance kritt huet, sech an en integréierte ländlechen Entwécklungsprogramm vun der Lëtzebuerger Kooperatioun aktiv mat anzebréngen. Elementar Ausbildung an der Landwirtschaft, dat néidegt Geschir an e Kredit, fir seng eege Produktioun unzekuerbelen, hunn deem Mann et erlaabt, e fest Haus fir sech a seng Famill ze bauen, seng Kanner an d'Primärschoul ze schécken an d'Bioprodukter aus senger eegener Produktioun ze vermaarten. Des Weideren huet hie sech um Niveau vu senger Communautéit engagéiert an ass haut Vize-Chef vum Duerf.

Wat am Laos am Klenge geschitt, ass am Vietnam amgaang am Groussen ze geschéien. Wa mer nämlech am Vietnam haut d'Zil-Linn vun der klassescher Kooperatioun um Horizont 2015/2020 gesinn an deementspriechend iwwer e Réckzuch schwätzen, dann ass dat un éischter Stell de Verdéngscht vun de Vietnamese selwer, mä dann hunn awer och déi international Partner vum Vietnam, an dorënner och Lëtzebuerg, eppes domadder ze dinn. Och hei ass hiren Erfolleg e bëssen eisen Erfolleg. Wa mir de Vietnamesen haut soen „Développement" an „Kooperatioun", an d'Vietnamesen äntwerten eis „Secteur financier" a „Satelliten", dann ass dat dach eigentlech e schéint Kompliment fir d'Kooperatioun; da weist dat, datt et e Liewen no der Kooperatioun gëtt. Ech kann am Iwwregen d'Lëtzebuerger Entreprisen nëmmen nach eng Kéier encouragéieren, d'Opportunitéiten, déi sech am Vietnam opdinn, och ze notzen.

Et ass op all dës positiv Resultater wou mer kënnen, zesumme mat aneren, an deenen nächste Joren drop opbauen.

Zesumme mat anere wäerte mer och dëst Joer déi international Rendez-vousen ugoen. 2008 huet nämlech de Potenzial fir e grousst Joer fir den Développement ze ginn. Et kann awer och, deemno wéi d'Saache ginn, e ganz klengt Joer ginn. Déi

grouss Rendez-vousen heeschen Accra an Doha. Accra fir d'Qualitéit vun der Entwécklungszesummenaarbecht, Doha fir d'Finanzéierung vun därselwechter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen net eréischt säit gëschter, datt mer méi Entwécklungsgelder brauchen, datt méi Fonge fir d'Entwécklungszesummenaarbecht gebraucht ginn.

An do sinn d'Saachen an Europa den Ament net esou, wéi se sollte sinn. Déi Zuele vun 2007, déi virun zwou Woche publizéiert gi sinn, sinn net gutt. Och wa mir an anerer - Beispill Schweden a Spuenien - eis un dat halen, wat ofgemaach ass, oder souguer méi maachen, dann ass dat nach laang net fir jiddfereen de Fall. 2007 ass an deem Sënn e schlecht Joer gewiescht. Wa mer wëllen déi Ziler, déi mer eis gesat hunn, erreechen, wa mer zu eisem Wuert stinn, fir kollektiv 0,7% am Joer 2015 ze erreechen, da muss Europa sech um Rimm rappen.

Et ass déi Fro, déi den internationalen Entwécklungsagenda wäert dëst Joer dominéieren, fir d'éischt am Mee an engem éischter europäesche Kader, dann am Hierscht an engem méi grousse Kader, bis an den Dezember eran, wa mer zu Doha de Point maachen, zesumme mat eise Partner aus den Entwécklungslänner.

Et ass net ze spéit, mä eppes ass kloer: D'Entwécklungslänner verfollegen zu Recht mat grousser Erwaardung, ob d'EU um Horizont 2010/2015 Wuert hält. Et geet hei schlechthin ëm d'Glafwierdegkeet vun der europäescher Aussepolitik géintiwwer vun enger ganzer Rei Länner, géintiwwer vun der Majoritéit vun den net europäesche Länner. Mir sinn hinnen et schëlleg, datt mer eis Engagementer halen. Mä mir sinn eis selwer et och schëlleg, wa mer net wëllen herno als déi dostoen, déi grouss Versprieche gemaach a se dann net agehalen hunn, wa mer net wëllen als déi dostoen, deenen hir Verspriechen net de Pabeier wäert sinn, wou se drop stinn.

An deem Sënn hunn ech mech och op massiv Aart a Manéier, als ee vun de Pappe vum Accord vun 2005, um Ufank vum Mount mam Louis Michel zu Wuert gemellt. Ech wäert an deemselwechte Sënn - oder och vläicht nach op e bësse méi eng kräfteg Aart a Manéier - net midd ginn, an deenen nächste Méint ëmmer erëm meng europäesch Kolleegen do virun hir Verantwortung ze stellen, au risque d'ailleurs fir mer nei Frënn ze maachen, mä dat ass dann eben esou.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Entwécklung gëtt net nëmme vun de Regierungen aus dem Norde finanzéiert. Och d'Regierungen aus dem Süde mussen Hiert dozou bäidroen. Och dat huet éminemment eppes mat Gouvernance ze dinn. Ech hunn dat Thema vun der Gouvernance d'lescht Joer am Detail beliicht, ginn also dëst Joer net weider drop an.

De Finanzement vun der Entwécklung limitéiert sech awer net op Finanzementer vu Regierungssäit aus. Och den ONGe kënnt hei eng zentral Roll zou; zentral Roll, déi sech selbstverständlech net op deen Aspekt beschränkt, well d'ONGen och eng Roll als politeschen Impulsgeber spillen, an ech ziele ganz staark op si dëst Joer am Kader vun den Assisë vun der Kooperatioun, déi am September stattfannen.

Méi Gelder fir d'Entwécklung kann awer och heeschen, en neie Kader ze setze fir alles wat mat Philanthropie ze dinn huet. D'Regierung ass determinéiert, dee Kader ze vereinfachen, andeems hemmend Formalitéiten a Limitatiounen ofgeschaaft ginn. Si ass och determinéiert, de Kader ze verbesseren, andeems beispillsweis d'Erabrénge vu Gelder a Fondatiounen zu philanthropeschen Zwecker steierlech net méi, oder op d'mannst net méi esou staark wéi bis elo, belaascht gëtt.

Och déi eenzel Initiativen am Beräich vun der Mikrofinanz féieren dozou, datt der Entwécklung méi Gelder zoukommen. Eis Politik an deem Domän dréit haut hir Friichten. Et muss ee wëssen an och wëssen doen, datt haut eleng 25 zu Lëtzebuerg domiciliéiert Investmentfonge ronn 1,2 Milliarden Euro a Mikrofinanzaktivitéiten an der Entwécklungswelt investéieren, Tendenz steigend. D'Lëtzbuerger Kooperatioun versteet hir Roll an deem Kontext als déi vun engem Facilitateur an ënnerstëtzt esou zum Beispill Efforten am Süden, déi drop ausgeriicht sinn, fir souwuel Mikrofinanzinstitutioune wéi och national Autoritéiten an hirem Opbau ze stäerken an dat adequat legaalt a reglementäert Ëmfeld ze schafen.

Här President, ufanks September gëtt zu Accra am Ghana iwwerpréift, a wéi engem Mooss d'Signatairen den Engagementer vun der Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement nokomm sinn. Méi Appropriatioun vun der Säit vun de Partner war do gefuerdert ginn, méi Alignement op hir Prioritéiten, mä och méi harmoniséiert Prozeduren an eng tëschent Partner béidsäiteg gedeelte Responsabilitéit.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun huet sech dësen Erausfuerderunge gestallt. Si huet och an dësem Beräich, vläicht éischter wéi anerer, ugefaang hir Hausaufgaben ze maachen an och schonn e gudden Deel dovunner gemaach.

Den Ausbau vum Réseau vun de Kooperatiounsbüroen an Afrika an an Zentralamerika huet sech an deem Zusammenhang besonnesch bezuelt gemaach. Déi zweet Generatioun vu Programmer mat eise Partnerlänner huet heiduerjer u Gewiicht a Gradlinegkeet gewonnen.

Fir d'Koordinatiounsmechanismen ze verbesseren, hu mer an deene leschten zwielef Méint, ënner anerem, méi intensiv Kontakter mat enger Rei vun europäesche Kooperatioune gehat, dorënner d'Belsch, Finnland, Spuenien, d'Slowakei an d'Europäesch Kommissioun, mol op eis Ufro hin, mol op hir Ufro hin. Mat eise multilaterale Partner, dat heescht d'UNOs-Agencen an d'Internationaalt Rout Kräiz, fuere mer weiderhin d'Schinn vun der Programmatioun iwwer e puer Joer eraus, an och déi Schinn vun de jährleche Consultatiounen, déi et erlaben, op eis gemeinsam Programmer anzegoen, d'Saachen ze ajustéieren an d'Synergien, déi herno um Terrain ëmgesat ginn, ze konzipéieren.

En anert zentraalt Thema vun der Paräiser Deklaratioun, nämlech dat vun der Cohérence des politiques, hu mer net eréischt gëschter hei zu Lëtzebuerg entdeckt. An all mengen Deklaratioune virun dëser Chamber hunn ech an deene leschte Joren dës Thematik vun där enger oder anerer Säit aus beliicht.

A menger éischter Deklaratioun - 2004 - hunn ech déi Fro analyséiert am Beräich vun der Landwirtschaft. A menger zweeter Deklaratioun - 2006 - sinn ech méi op d'Aspekter vun de Migratiounen an och déi vun der Interaktioun tëschent dem Militär an dem Humanitär agaangen. D'lescht Joer hunn ech mech mam Thema „internationalen Handel" ausenanergesat.

Och op den Assisë vun der Kooperatioun am Joer 2006 koum déi Thematik zur Sprooch an datselwecht wäert dëst Joer am Hierscht geschéien. Des Weidere stinn déi Froen um Ordre du jour vun den Diskussiounen, net nëmmen an Europa an an der UNO, mä och heiheem, ënner anerem am Groupe de travail mat den ONGen, am Comité interministériel an och an eise Relatioune mat aneren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

d'Kohärenz vun de Politiken ass eng vun de Moosslate vun eiser Politik a kënnt och an där hirer Ëmsetzung zum Droen.

Aus deem Grond setze mer eis och, méi wéi iergenden anert EU-Land d'ailleurs, derfir an, datt d'Accorden tëschent der EU an den AKP-Staten Développements-Accordë ginn, an net blank Liberalisatiounsaccorden.

Aus deem Grond hu mer eis och - op d'mannst säit 2004 - als Kooperatioun méi no un d'Agrikultur erubeweegt, a wann ech soen, datt all Kontinent muss d'Recht hunn, seng Agrikultur esou ze organiséieren, wéi en dat fir gutt fënnt, dann ass dat eng Ausso, déi eent vun de Fëllementer vun eiser Kooperatiounspolitik duerstellt, mä dann ass dat virun allem och eng Ausso, déi mäi Kolleeg Fernand Boden mat zwou Hänn mat ënnerschreift.

Wa säit 2005-2006 Kooperatioun a Migratioun sech méi no openeen zoubeweegt hunn, dann ass dat net zulescht de Benelux-Kooperatiounsministeren hire Verdéngscht, well si derfir gesuergt hunn, datt d'Fro op EU-Niveau och op den Ordre du jour vun den Développementsministere komm ass, an net wéi bis dohin exklusiv vun den Immigratiounsministeren ofgehandelt gëtt - och wa sécherlech am Spannungsfeld vu Migratioun an Développement nach Progrèsen ze maache sinn.

Wann d'Lëtzebuerger Aussepolitik wéi kaum eng aner déi „3 D"e vun Diplomatie, Défense an Développement verinnerlecht huet an och no bausse praktizéiert, dann ass dat dee flagrantesten Ausdrock no bausse vun deem, wat een eng kohärent Politik nennt. Beispill Afghanistan. Beispill Kosovo.

A wann ech vu Kohärenz hei schwätzen, da wollt ech de Lëtzebuerger ONGen éischtens Merci soe fir hir positiv Appréciatioun iwwert d'Kooperatiounspolitik als sollech, an zweetens och Merci soe fir déi encourageant Wierder u meng Attentioun, datt ech mech - a menger Eegeschaft als Kooperatiounsminister - nach méi massiv wéi bis elo an aner Politikfelder soll amëschen a mech an deeneselwechte soll breetmaachen. Beispill Klimapolitik. Ech hunn zwar net op dës Encouragementer vu Säite vun den ONGe gewaart a mer se och net erwaart, mä ech kann lech awer soen, datt se net op en daaft Ouer gestouss sinn.

À propos Kohärenz, Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

d'Liewensmëttelkris, déi säit e puer Wochen am Mëttelpunkt vun der Aktualitéit steet, ass eigentlech net méi an net manner wéi d'Resultat vu jorelaangen Inkohärenzen.

D'Fro vun der Liewensmëttelsécherheet an déi vun der Landwirtschaft an den Entwécklungslänner si keng Froen, mat deene mer eis eréischt säit gëschter beschäftegen. Ech erënneren an deem Zusammenhang u meng Ried vum leschte Joer, wou ech eng Lanz gebrach hu fir méi Kohärenz vun den Agrarpolitiken tëschend de Kontinenter.

D'Präisser fir Liewensmëttel si generell ëm 83% gestiegen an deene leschten dräi Joer, de Weess souguer ëm 181%. Säit Juni 2007 sinn d'Präisser fir Basisliewensmëttel weltwäit ëm 55% eropgaangen. An Ägypten streide se sech fir e Stéck Brout, op Haiti friesse se littéralement de Bulli, well et soss näischt méi gëtt.

D'Grënn si bekannt: D'Offer ass erofgaang duerch schlecht Récolten - hei ass een evidente Lien mam Klimawiessel -, d'Demande ass eropgaang, Stéchwuert China, Indien an anerer, d'Landwirtschaft ass vernoléissegt ginn, et ass op Rohstoffer spekuléiert ginn, d'Exportsubventioune besti weider, d'Stocke sinn niddreg gehale ginn, d'Pëtrolspräisser si geklommen, d'Demande no Agrarsprit ass eropgaang: Den Tank vu Luxmaschinne gëtt gefëllt, anstatt datt d'Landwirtschaft géif derfir suergen, datt d'Mënschen eppes an den Bauch kréien.

Eis Partnerlänner, besonnesch eis fënnef westafrikanesch Partnerlänner, gehéieren zu deenen, wou d'Saache riskéiere mat am schlëmmsten ze ginn. Ech hunn duerfir och décidéiert, an deene fënnef Länner eis Kontributiounen, déi op Liewensmëttelhëllef ausgeriicht sinn, dëst Joer iwwerall ëm minimum 50% an d'Luucht ze setzen. 2007 waren dat global gesi ronn véier Milliounen; dat wäerten 2008 méi wéi sechs Millioune sinn, mat engem speziellen Akzent op Programmer, déi derfir suergen, datt d'Kanner an de Schoulen eppes z'iesse kréien.

Dir wësst och, datt mer dem Programme alimentaire mondial am Mäerz schonn eng éischt Kontributioun vu 500.000 Euro zoukomme gelooss hunn - wann all europäescht Land datselwecht géif maachen, nämlech een Euro pro Awunner vu sengem eegene Land deem Programm zoukomme loossen, da wär deen éischten Urgence-Appel ganz couvréiert. En Appel, deen iwwregens virgëschter schonns vu 500 Milliounen op 750 Milliounen Dollar eropgesat ginn ass; an deen Appel wäert mat Sécherheet net dee leschte sinn. D'Kris ass nämlech amgaang sech wéi een Tsunami weider auszebreeden an d'Générositéit vun der Äntwert däerf där vum Tsunami aus dem Joer 2004 net bedeitend nostoen.

Och wa kuerzfristeg massiv Hëllef absolut néideg ass, esou ass et domadder net gedoen. Doriwwer eraus mussen eng ganz Rei Saache geschéien.

Éischtens: D'Doha-Ronn muss zum Ofschloss kommen, am Sënn vun der Entwécklung. Et sief an deem Zesummenhang drun erënnert, datt zu Hong Kong am Dezember 2005 décidéiert gi war, d'Exportsubventioune bis 2013 ze eliminéieren. Doduerch datt déi ganz Doha-Ronn awer duerno zum Stëllstand komm ass, sinn déi Engagementer ni zum Droe komm. Dat muss elo schnellstens geschéien. De Prinzip, datt all Kontinent d'Recht huet, seng Landwirtschaft esou ze organiséieren, wéi en dat fir gutt fënnt, muss virrangeg d'Resultat vun deene Verhandlunge prägen.

Zweetens: Alles wat mat Agrarspritproduktioun ze dinn huet muss iwwerpréift, nei gewiicht, nei organiséiert an no ënne gefuer ginn. Dat huet d'Regierung leschte Freideg op mäi Bedreiwen hin décidéiert. D'Ziler, déi vun der Europäescher Kommissioun virgi sinn, sinn ze héich. Si gehéieren no ënne gedréckt, an am Zweifelsfall muss ëmmer d'Fro vun der Ernährung Virrang hu par rapport zu där vum Agrarsprit. Et kann definitiv net méi sinn, datt déi eng Raps oder Mais an den Tank geheien an déi aner erhéngeren.

Drëttens: Virun allem muss awer konkret an d'Landwirtschaft an den Entwécklungslänner investéiert ginn, an dat op eng multifunktionell an nohalteg Aart a Weis, wou och der Biodiversitéit eng zentral Roll zoukënnt. Mir brauchen, an a ronderëm déi international Architektur, grondleeënd Reformen.

Et geet hei net ëm de sougenannten Agrobusiness. Et geet drëms sécherzestellen, datt ka produzéiert gi fir ze iessen an datt dat ka giess gi wat produzéiert ginn ass. Am Sënn vum Prinzip vun der „Souveraineté alimentaire". Et geet ëm eng Landwirtschaft, déi et de Mënschen erlaabt, fir d'éischt fir sech selwer ze suergen an doriwwer eraus dann eng ekonomesch Aktivitéit opzebauen. Do wou d'Landwirtschaft verschwonnen ass, muss se nees opgebaut ginn. Do wou se ni bestanen huet, muss se entwéckelt ginn.

Wann ech dann an deem Zesummenhang kucken, wat d'Lëtzebuerger Kooperatioun mécht, da sinn och do an deene leschte Jore richteg Akzenter gesat ginn. Wann een zum Beispill weess, datt am Mali eng vun den Haaptkomponente vun eisem Programm déi vum „développement local intégré" ass, gëschter an der Regioun vu Ségou, haut an där vu Yorosso, a wann ee weess, datt an deem Zesummenhang d'Landwirtschaft eng essenziell Roll spillt, da si mer do sécherlech zesumme mat eise Partner aus dem Mali um gudde Wee - déi Programmer maachen e groussen Deel vun eiser Programmatioun am Mali aus.

Am Niger ass och eng vun den Haaptkomponente vun eiser Programmatioun déi vum „développement local intégré", dat an der Regioun vun Dosso.

Wat de Burkina Faso ubelaangt, esou ass eng vun zwou Haaptkomponente vun eisem Programm déi vun der Gestioun vun den natierleche Ressourcen, an insbesondere d'Verwaltung, d'Verwäertung an d'Erhale vun de Bëscher an engem nohaltege Kader.

Véiertens mussen d'Enjeuë vum Klimawiessel an déi vum Développement méi no beienee bruecht ginn.

Ech kommen dorop zréck, mä virdrun nach e leschte Punkt zur Liewensmëttelkris.

Och wa mer haut schnellstens méi niddreg Präisser brauchen, esou kënne méi héich Präisser muer an iwwermuer dach eng Chance fir d'Entwécklungslänner duerstellen. Wann nämlech dat geschitt, wat misst geschéien - dat heescht eng nohalteg Entwécklung vun der Landwirtschaft an deene Länner -, da kënnen déi Saachen, déi produzéiert ginn - wann d'Präisser méi héich sinn -, op de Maart bruecht ginn an esou ëmgewandelt ginn a finanziell Ressourcen, déi dem Liewensënnerhalt vun de Mënschen an den Entwécklungslänner déngen. Dat ass am Iwwregen och eng vun de Konklusioune vum rezente Buch vum Oxford-Professer Paul Collier „The Bottom Billion".

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

ech hunn et gesot, virum Hannergrond vun där aktueller Liewensmëttelkris ass et onëmgänglech, datt Klimapolitik an Développement méi no beienaner réckelen. Dat ass déi lescht Fro, op déi ech haut wëll agoen.

Och wann et kloer ass, datt d'Entwécklungslänner an d'Mënschen, déi an den Entwécklungslänner wunnen, kaum eng Verantwortung droen, wat d'Ursaachen ubelaangt, esou ass et gradesou kloer, datt si déi Haaptaffer vum Klimawiessel sinn. D'Konsequenze vum Klimawiessel sinn haut schonn iwwerall ze spieren.

Et muss ee wëssen, datt an Afrika d'Liewensmëttelproduktioun zënter 1981 ëm 12% erofgaangen ass. Et kënnt derbäi, datt d'Entwécklungslänner bis 2030 120 Millioune méi Hektare brauchen, fir sech ze ernieren. Et ass evident, datt, wann näischt geschitt bis 2030, bis dohinner de Klimawandel zu massiv méi Honger an Afrika an Asien wäert féieren.

D'Entwécklungslänner hunn en plus haut schonn op ville Plazen net genuch proppert Waasser. A si brauchen es bis 2025 50% méi wéi haut. Och do spillt nieft der Demographie de Klimawiessel eng néfaste Roll. D'Jore vun de klengen Inselstate si gezielt, 75 Joer ass hiren Iwwerliewenshorizont nëmme méi, vun haut aus gekuckt. Et ass och kee Geheimnis, datt d'Biodiversitéit weltwäit massiv erofgeet an datt ganz Bëscher verschwannen. D'Wüste maache sech breet, an dach ass d'Désertificatioun en Thema, wat kaum Erwähnung fënnt an den internationale Foren.

D'Folge vum Klimawiessel bedroen d'Sécherheet an den Entwécklungsländer, mä awer och an Europa an op anere Plazen. 60% vun de Mënsche wunnen haut scho manner wéi 100 km vum Mier ewech. Déi Tatsaach eleng, kombinéiert mam Klimawiessel, ass en explosiivt Gemësch. Dem Rapport Stern no brauche mer 1% vum PIB weltwäit iwwer zéng Joer fir d'Äerderwiermung an de Gréff ze kréien. Maache mer dat net, esou wäert et fënnef- bis zwanzegmol méi kaschten. Seriö UNO-Etüde soen, datt d'Entwécklungshëllef misst op d'mannst ëm 50% eropgoen, fir dem Klimawiessel ze begéinen.

Humanitär Krise ginn ëmmer méi dacks duerch klimabedéngte Facteuren ervirgeruff. Humanitär reimt haut leider ëmmer méi oft mat Klimawiessel.

Am Januar 2005 gouf den Aktiounsplang vu Hyogo fir d'Joren 2005 bis 2015 ënnerschriwwen, an d'Signatairen, dorënner och Lëtzebuerg, hu sech engagéiert dozou bäizedroen, d'Mënsche besser virun zukünftege Katastrophen ze schützen an d'Risikofacteuren, zumools an den Entwécklungsländer, ze analyséieren an ze reduzéieren. An deem Sënn investéiert d'Lëtzebuerger Kooperatioun zënter 2006 e Minimum vu 5% vum humanitäre Budget an d'Preventioun vu Katastrophen. All Katastroph ass a bleift e Réckschlag, deen e Land kann ëm Joren oder souguer Jorzéngten zréckgeheien. A well all Katastroph d'Nohaltegkeet vu jorelaangen Entwécklungsefforten op d'Spill setzt, geet et dorëms, ze probéieren d'Katastrophen ze verhënneren. Et geet awer och dorëms sécherzestellen, datt déi Länner, déi am verletzlechste sinn, besser op zukünfteg Katastrophen, déi net ze évitéiere sinn, preparéiert sinn, esou datt déi negativ Konsequenze vun deene Katastrophen am Endeffekt manner grouss ginn.

Doriwwer eraus huet d'Lëtzebuerger Kooperatioun um Ufank vun dësem Joer décidéiert, d'Fro vun der Upassung un de Klimawandel systematesch mat an hir Développementsprogrammer eranzehuelen. Dat heescht elo net, datt mer nieft eisen traditionelle Secteuren - Waasser, Gesondheet, Educatioun an Entwécklung vum ländleche Raum - elo géifen e ganz neie Secteur dobäi erfannen. Dat heescht vill méi, datt an Zukunft all Projet, dee realiséiert gëtt, virdru mat System op säi Klimaimpakt a seng Verträglechkeet par rapport zur Klimaproblematik iwwerpréift wäert ginn.

Dat kann elo sécher net vun engem Dag op deen anere geschéien. Fir dat ze maachen, kënne mer awer drop opbauen, datt déi Froen, déi mat der Ëmwelt ze dinn hunn, scho säit Joren zu de sougenannten transversale Matièrë vun der Kooperatioun gehéieren, dat heescht, datt mer eis gemengerhand och an der Vergaangenheet schonn d'Ëmweltkomponent an deene verschiddene Projete mat ugekuckt hunn. Mir fänken also net bei null un. Mir systematiséieren dat Ganzt elo a verbreederen et och spezifesch hin zu den Themafelder Klima an Naturkatastrophen.

Alles dat maache mer selbstverständlech net eleng. Mir maachen dat zesumme mat den internationalen Acteuren, alle virop d'UNO an och mat dem fréieren UNO-Generalsekretär Kofi Annan senger Fondatioun.

A vu datt ech vun der UNO hei schwätzen, kommen ech net derlaanscht, ausdrécklech ze bedaueren, datt et anscheinend net méiglech ass, den UNO-Programm fir Ëmwelt endlech an eng richteg UNO-Agence ëmzewandelen. Esou wichteg global Alliancen an aner Mechanisme fir de Klima sinn: Soulaang et keen Duerchbroch op der UNO - Stéchwuert och Post-Kyoto a Bali - gëtt, wäert et schwéier bleiwen, d'Enner uerdentlech zesummenzebréngen.

D'UNO brauch nei Impulser an deem Beräich, an duerfir ass et gutt, datt Initiative wéi déi vum Kofi Annan d'Froe vum Klimaschutz a vum Développement thematiséieren, an hire Wuerzelen an Ausmoossen analyséieren an uginn. Duerfir ënnerstëtze mer dës, wéi ech mengen, eenzegaarteg Initiativ och finanziell a bréngen eis konzeptuell mat an, sief dat am Conseil vun der Fondatioun oder op hire Foren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

d'Zesummespill vu Klimapolitik an Entwécklungspolitik muss méi en enkt ginn. Mir brauche Klimagerechtegkeet. Och dat gehéiert zur internationaler Solidaritéit an dat geet net vum selwen. Zesumme mat anere wäert ech mech deemno derfir asetzen, datt international Léisunge fonnt ginn a Partenariater op d'Bee gestallt ginn, déi den Entwécklungsländer zeguttkommen, dat am Hibléck op d'Konferenz vu Kopenhagen am Joer 2009.

Ech halen des Weideren drop, datt d'Ëmweltkomponent an eise Projete besser zum Droe kënnt an eis Projeten an Zukunft méi systematesch a puncto Klima iwwerpréift ginn. Gradesou halen ech awer drop, datt mer eis Kooperatioun weiderhin an de Secteure Waasser, Développement local, Educatioun a Gesondheet konzentréieren.

Finalement halen ech drop, datt d'Kooperatiounsfongen, gemäss de Prinzipië vu Marrakesch, net fir Kyoto-relevant Mechanismen zweckentfriemt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

de Klimawandel féiert genau wéi bluddeg Konflikter dozou, datt mer e Match spillen, wou alt periodesch d'Poteaue vum Goal geréckelt ginn. Dat mécht et selbstverständlech net méi einfach.

Et bleift, an dat ass, wou et drop ukënnt, datt, wann et een eenzege Kampf gëtt, deen et derwäert ass, geféiert ze ginn - een eenzegen -, dann ass et mat Sécherheet de Kampf géint d'Aarmut. Et ass dat e Kampf vun all Dag. E Kampf, dee keng Paus verdréit. E Kampf, dee sous garantie verluer geet, wann ee mengt, et kéint ee sech regelméisseg op vermeintleche Lorbeeren ausrouen oder et kéint ee sech dräimol den Dag relax an d'Fotell leeën an da géifen d'Saache sech scho vum selwe regelen.

Esou geet dat net. Esou maache mer dat net. An esou wäerte mer dat och an Zukunft net maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur Debatt iwwert dës Deklaratioun. Als éischt Riednerin ass ageschriwwen déi honorabel Madame Nancy Arendt. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een eppes erreeche wëllt, egal a wat fir engem Beräich, da muss een héich Ziler hunn. Et muss ee fest dru gleewen. Et muss een e Wee, eng Roadmap hunn, fir dohin ze kommen, an et muss ee virun allem aus dem ganzen Häerze wëllen dës Ziler erreechen.

D'lescht Joer hat ech meng Ried ugefaange mat de Wierder vum Xavier Naidoo, „Was wir alleine nicht schaffen, das schaffen wir dann zusammen", fir all deene verschiddene Mënschen op allen Niveaue Merci ze soe fir hiren alldeeglechen Asaz am Déngscht vun der Entwécklungshëllef. Allerdéngs ginn oft all dës Aarbechten nëmmen ausféierbar, wann un der Base vun hinne sech den honnertprozentege Wëlle vun de Politiker weist, fir eppes ëmzesetzen, a wa mer dëse Wëlle gradesou gutt op der Säit vun deenen, déi kréien, erëmfannen, wéi op der Säit vun deenen, déi ginn. An de Minister huet ganz Recht: Et geet net nëmmen duer, wa mir als Lëtzebuerger Land wëllen, mä mir mussen och aner Länner dofir motivéieren.

Am Mee 2005 huet sech d'Europäesch Unioun ënnert der lëtzebuergescher Presidentschaft d'Zil gesat, hiren Undeel fir d'Entwécklungshëllef bis 2015 op 0,7% vum Bruttoinlandsprodukt unzehiewen.

Als Zwëschenzil ass 2010 festgehale ginn, wou d'Quot vun 0,56% vum PIB sollt erreecht ginn. Mir si leider eent vun deene wéinege Länner, zesumme mat eise skandinavesche Frënn an den Hollänner, déi iwwert dëst Zil erausschéisse mat engem Prozentsaz, op dee mer all Grond hunn, stolz an zefridden ze sinn a bei deem mer héchstwahrscheinlech souguer dëst Joer op 0,91% vum BIP wäerte kommen, also ëmmer méi no erun un eis Dram-Marque vun 1%.

Et geet awer nach laang net duer, fir roueg ze ginn. Et muss weidergeschafft ginn, wa mer déi Ziler, déi mer eis gesat hunn, ëmsetze wëllen. Wéi prekär d'Lag dann ass, geet aus engem Artikel ervir, deen eise Kooperatiounsminister zesumme mam Louis Michel geschriwwen huet an deen am «Figaro» veröffentlecht gouf.

Ech zitéieren ee Saz, dee villes résuméiert: «Nous avons l'argent, nous avons les médicaments et nous avons le savoir-faire. Le véritable défi est notre capacité à mobiliser la volonté politique pour tenir nos promesses.»

Et geet an dësem Artikel Rieds vum Netrespekt vun den Engagementer vu villen Natioune wéi Amerika, Kanada a Japan, an et ass och enttäuschend, wéi virun allem d'Europäesch Unioun, déi esou e Virbild an der Entwécklungshëllef ass, et net fäerdeg bréngt, hir Engagementer anzehalen.

Ech erënnere mech allze gutt u meng eege Wierder aus der Ried vun 2006, mä awer och un déi vun eisem Kooperatiounsminister, wéi mer esou stolz waren iwwert dëse kloren Engagement vun der Europäescher Unioun a wéi mer och esou sécher waren, datt keen esou liicht aus dësem Engagement erauskéim.

De 4. Abrëll vun dësem Joer ass keen erfollegräichen Dag fir d'Entwécklungshëllef op der Welt, well deen Dag huet d'OCDE de Verdikt an d'Zuele vum échoueierte finanziellen Engagement presentéiert, fir géint d'Aarmut an der Welt virzegoen, an esou Millioune vu Männer a Fraen a Kanner eng Chance op e verbessert Liewen ewechgeholl, heescht et weider an dësem Artikel.

No der Presentatioun vun dësen net grad motivanteste Biller vun der internationaler Entwécklungshëllef ass dunn och nach dee weltwäite Liewensmëttelschock agetratt, dee sech zënter Längerem ugekënnegt huet an deen och vill Leit gesinn hu kommen, ouni awer richteg drun ze gleewen.

E richtegen „humanitären a wirtschaftlechen Tsunami", wéi de Louis Michel dës Liewensmëttelkris beschriwwen huet, bréngt zënter enger gudder Woch d'Leit op allen Enn vun der Welt op d'Barrikaden. Iwwerall op der Welt, vun de Philippinen bis Bangladesch, Mexiko, Ägypten iwwert de Burkina Faso, de Senegal an Indien, huelen d'Protester duerch dat staarkt Zouhuele vun de Liewensmëttelpräisser an de Stroossen zou.

Dës Situatioun schéngt sech an de kommende Wochen nach weider ze dramatiséieren, an dëst a méi wéi 30 Länner, warnt déi sougenannte FAO, d'Organisatioun vun der UNO fir Liewensmëttel a Landwirtschaft, déi vun der uergster Liewensmëttelkris zënter 15 Joer schwätzt an déi eng Steigerung vu 56% vun der Weessrechnung fir déi aarm Länner fir dat nächst Joer virausgesäit.

De Weess, de Räis, den Uelech, d'Mëllech - de Präis vun alle Basisliewensmëttel huet zënter kuerzem an drastesche Proportiounen zougeholl. D'Situatioun ass zum Deel esou schlëmm, datt an deene Länner, wou ee souwisou schonn nëmmen iwwer ee bis zwee Dollar den Dag verfügt, fir ze iwwerliewen, et elo just nach eemol duergeet, fir iwwerhaapt ze iessen.

D'Kanner, déi sech elo schonn ze vill eesäiteg ernähren, wäerten an Zukunft nach méi ënner Mangelernährung leiden, mat schroe physeschen a psychesche Konsequenzen op hir Entwécklung.

Dobäi kënnt, datt dës Revolten de Fridden an d'Sécherheet an deene scho souwisou oft fragilë Länner menacéieren. De Jean Ziegler, spezielle Rapporteur vun der UNO fir d'Recht op Ernährung, warnt, datt mir eis op eng ganz laang Period vun Opstänn, vu Konflikter, vun onkontrolléierbare regionalen Destabilisatiounswellen astelle mussen, déi vun der Verzweiflung vun deene verwondbarste Bevölkerungsschichte markéiert ass.

De President vun der Weltbank Robert Zoellick huet den 11. Abrëll deklaréiert, datt d'Kris duerch déi iwwerdeiert Liewensmëttel riskéiert, de Verloscht vu siwe Joer Kampf géint d'Aarmut an der Welt mat sech ze bréngen. Et handelt sech a sengen Aen net nëmmen ëm eng akut humanitär Kris, op déi een direkt reagéiere muss, mä och ëm e mëttelfristegen Entwécklungsproblem.

D'Ursaache fir dës negativ Entwécklunge sinn op ville verschiddenen Niveauen erëmzefannen. Bei dëser Kris hu mer et net nëmmen domat ze dinn, datt manner Liewensmëttel produzéiert ginn, mä datt och einfach méi eng grouss Demande do ass. Mir hunn et mat enger regelrechter Explosioun vun der Nofro no Fleesch a Mëllechprodukter a Länner wéi China an Indien ze dinn, virun allem awer och, well sech hir lessgewunnechte geännert hunn. Dëst gëtt dann och nach weider verschlëmmert duerch déi vill Naturkatastrophen, déi sech an deene leschten zéng Joer méi wéi verduebelt hunn, zum Deel duerch de Klimawiessel bedéngt, an déi entweder duerch extrem dréche Perioden oder Iwwerschwemmungen d'Produktioun vu ville Liewensmëttel onméiglech oder d'Liewensmëttel net méi brauchbar gemaach hunn.

Déi niddreg Lagerständ an den Entwécklungsländer grenzen hir Méiglechkeete weider an, gradesou wéi déi fir si onvirdeelhaft europäesch Liewensmëttelsubventiounen, déi et mat sech bréngen, datt zum Beispill de Poulet aus Europa méi bëlleg um Maart an den Entwécklungsländer ugebuede gëtt, wéi hiren eegenen.

Zu engem ëmmer méi groussen an aktuelle Problem gëtt dann och nach d'Roll vun de Biokraaftstoffer. Fir der Steigerung vum Pëtrolspräis entgéintzewierken souwéi och dem progressiven Erschöpfe vun den Uelechquellen, setzen ëmmer méi Entwécklungsländer op d'Produktioun vu Biotreibstoffer. De wuessenden Undeel vu Biosprit bréngt leider mat sech, datt déi genotzten Akerbauflächen net fir Liewensmëttel genotzt ginn, mä als Biosprit bei eis endegen, amplaz fir eppes an de Bauch an den Entwécklungsländer.

Wat wunne mer dach an enger verrécktener Welt, wann do, wou et elo schonn net vill ze iesse gëtt, och nach de Weess gebraucht gëtt, fir an den industrialiséierte Länner d'Tanken ze fëllen!

Net manner wéi 100 Milliounen Tonne Weess ginn all Joer gebraucht, fir Ethanol a Biodiesel ze fabrizéieren. Et ass ze verstoen, datt dës Entwécklung elo iwwerall a Fro gestallt gëtt, an ech si frou, datt de Minister dat och elo grad hei bei eis gemaach huet.

Liewensmëttel, Här President, sinn, wéi d'Wuert et seet, Mëttel fir ze liewen an däerfen eigentlech zu soss näischt genotzt ginn. De Problem, dee sech bei dëser humanitärer Kris stellt, ass net nëmmen dee vum Liewensmëttelentzuch oder dee vun der Verschäerfung vu sozialen Onrouen. Hei geet et och konkret dorëms, datt den Honger direkt Konsequenzen op d'Millenniumsobjektiver huet, wéi zum Beispill d'Kannerstierflechkeet oder d'Schoulréussite.

Et ass luewenswäert, datt Lëtzebuerg als éischt Land op den Appel vun der Weltbank reagéiert huet a mat deene 500.000 Euro erëm esou e kloren Engagement gewisen huet, fir an humanitär Krisen anzegräifen an ze versichen ze hëllefen.

Eis Fraktioun begréisst och d'Iddi, datt eise Minister en Opruff un déi aner europäesch Natioune geriicht huet, fir datt och si een Euro pro Persoun zugonschte vun der Kris spenden. An et wär wierklech e schéine Geste vu Solidaritéit, wann déi europäesch Regierungen dësem Opruff géifen nokommen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech et virdru schonn erwähnt hat, kënnt dann och nach dobäi, datt d'Efforten um internationale Plang zugonschte vun der Entwécklung am Joer 2007 ofgeholl hunn. Wann am Joer 2005 nach e Rekordmontant vun 106,7 Milliarden Euro an d'Entwécklungshëllef gefloss ass, dann ass dëse Betrag am Joer 2006 op 104,4 Milliarde gefall, fir am Joer 2007 e Betrag vu just nach 103,6 Milliarden Euro ze erreechen.

Besonnesch traureg ass, datt et sech beim Joer 2007 och ëm eng Première an der Geschicht vun der Europäescher Unioun handelt. D'Entwécklungshëllef, déi vu 27 Memberstate geleescht gouf, goung am Joer 2007 ëm 3% zréck an ass innerhalb vun der Europäescher Unioun an der Moyenne vun 0,41 op 0,38% gefall.

Konkret heescht dat, datt fir d'Joer 2006 1,7 Milliarden Euro manner wéi dat Joer virdrun nach an d'Entwécklungshëllef gefloss sinn. Dëst ass besonnesch schued, elo wou mer op hallwer Streck am Kalenner vun der Realisatioun vun de Millenniumsobjektiver sinn. Dës negativ Entwécklung muss eis ganz kloer waakreg maachen, a spéitstens elo musse mer d'Handbrems zéien.

De Fakt, datt d'Europäesch Unioun weiderhin den Haaptspender an der Welt bleift, däerf zu kenger Verschéinerung vun dësen trauregen Tatsaachen déngen. Et ass nëmmen ze begréissen, datt d'Europäesch Kommissioun nei Moossnamen iwwert den Empfang vun der Hëllef an hir Effikassitéit proposéiert, fir sécher ze ginn, datt déi néideg a versprachen Zommen awer nach wäerten zesummekommen. Dëst ass an eisen Aen eng ganz wichteg Propositioun, déi d'Aussiichten op eng mehrjähreg Basis vun der Zounahm vun der Hëllef festhale soll an de Memberstaten dann erlabe géif ze weisen, wéi si hir Engagementer respektéieren, fir hir Hëllef ëm 20 Milliarden Euro zousätzlech ab dem Joer 2010 eropschrauwen ze kënnen.

Mir däerfen eis awer och kee Sand an d'Ae streeë loossen, well den Haaptgrond, datt d'Entwécklungshëllef erofgaangen ass, huet manner domat ze dinn, datt manner Geld u sech gespent ginn ass, wéi déi Jore virdrun, mä datt deenen aarme Länner am Joer 2007 manner Scholden erlooss gi sinn, wéi am Joer 2006. D'Regierunge rechnen ëmmer nees dës Scholdenerläss bei d'Entwécklungshëllef bäi a verfälschen

eigentlech esou d'Situatioun, well se d'Kreditter vun deene betraffene Länner verbesseren, hinnen awer keng frësch Suen erabréngen.

Dir Dammen an Dir Hären, all dës Entwécklungen hunn direkt Konsequenzen op déi sougenannte Millenniumsobjektiver. Dës Objektiver sinn alleguerten esou matenee verstréckt, datt mer dës just erfëlle kënnen, wa mer gläichzäiteg op aacht Fronte kohärent a qualitativ handelen. Leider gouf am Joer 2007 - also op hallwer Streck zënter hirer Adoptioun - festgestallt, datt virun allem de subsahareschen Deel vum afrikanesche Kontinent momentan wäit vum Schoss ass, fir de Millenniumsobjektiver gerecht ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, obwuel de Prozentsaz vun deene Leit, déi mat engem Dollar oder manner den Dag liewe mussen, um afrikanesche Kontinent vu 45,9 op 41,1 zënter 1999 gefall ass, misst sech den Tempo vun dëser Steigerung, fir kënnen de Millenniumgoals gerecht ze ginn, méi wéi verduebelen. Besonnesch d'Fortschrëtter zugonschte vun de Kanner ginn op verzweifelt Aart a Weis nëmme ganz lues weider. Dëst betrëfft virun allem d'Objektiv, fir den Honger op d'Halschent ze reduzéieren.

De Prozentsaz vun de Kanner ënner fënnef Joer, déi staarkt Ënnergewiicht hunn, ass ëm just kaum en Zéngtel an deene leschte 15 Joer zréckgaangen. Weltwäit ass d'Kannerstierflechkeet säit 1990 ëm 23% zréckgaangen. Domat läit de Millenniumgoal, deen d'Reduzéierung vun der Kannerstierflechkeet ëm zwee Drëttel virgesäit, wäit ewech.

Vun deene 60 Länner mat der héchster Kannerstierflechkeet sinn der leider praktesch nëmme siwen um Zil, fir dëst ze erreechen. An dach ass d'Situatioun net verluer. Am Joer 2006 war et fir d'alleréischt an der rezenter Geschicht méiglech, déi Gesamtzuel vun den Doudesfäll vun de Kanner ënner fënnef Joer ënnert de Stab vun zéng Milliounen ze drécken, an zwar op 9,7 Milliounen. Dat sinn der nach ëmmer 9,7 Milliounen ze vill.

Fir dem véierte Millenniumsobjektiv gerecht ze ginn, musse mer versichen, d'Zuel vun den Doudesfäll vun de Kanner op ongeféier véier Millioune bis d'Joer 2015 ze reduzéieren. An och dat wäerten der nach ëmmer véier Milliounen ze vill sinn.

D'Kannerstierflechkeet an engem Land, Här President, stellt en zentrale Moossstab duer, fir d'Entwécklung vum betreffende Land ze moossen, an ass virun allem och en opschlussräichen Indice, fir d'Prioritéiten an d'Wäerter vun de Regierunge vun deene betreffende Länner festzestellen.

Här President, et bleift onverständlech, datt mer et nach ëmmer net fäerdeg bréngen, fir fir méi e responsabelt Sexualverhalen an den Entwécklungslänner ze plädéieren. Ech mengen domadder näischt aneschters wéi d'Benotze vu Preservativen. Well eleng dat richtegt Benotze vun engem Preservativ géif eis hëllefen, enger ganzer Rei Problemer entgéintzewierken, och an der Hisiicht vun der Realisatioun vun de Millenniumgoalen. Et si virun allem d'Feele vun enger sexueller Erzéiung, gradesou wéi dat patriarchalescht Verhalen a villen Entwécklungslänner, déi um Ursprong vum ville Misär sinn.

Esou bleiwe weltwäit en Drëttel vun de Schwangerschaften, déi net gewënscht sinn an net geplangt sinn. D'Halschent vun de Fraen, déi entbannen, kréien net vu qualifizéiertem Personal gehollef, esou datt all Joer méi wéi dräi Millioune Kanner duerch Komplikatioune bei oder direkt no der Gebuert stierwen. Anerer mussen hiert ganzt Liewen ënnert de Folge vu Krankheeten, déi hir Mamme während de Schwangerschaften haten, leiden, esou wéi och ënnert de Konsequenze vun de riskéierten Entbannungen. All Joer kommen 300.000 Bëbeeën op d'Welt, déi HIV-positiv sinn.

Wat dann d'Gesondheet vun de Mamme betrëfft, kann ee scho bal vun engem Skandal schwätzen. Fir eng Fra aus dem subsahareschen Afrika sinn d'Risiken, fir duerch Komplikatiounen duerch eng Schwangerschaft oder eng Entbannung ze stierwen, enorm. An d'Chancë stinn 1 zu 16, wougéint dës 1 zu 3.800 an den industrialiséierte Länner ass.

D'Zuele vun de Leit, déi un Aids stierwen, si weider geklommen an hunn en traurege Peak vun zwou Milliounen am Joer 2006 erreecht. Och wann d'Prevalenz sech stabiliséiert huet, halen déi nei Fäll, besonnesch bei de Fraen, souwéi och d'Zuel vun de Leit, déi un enger avancéierter Infektioun vun HIV leiden, net op mat klammen, an zwar mat esou enger Vitesse, datt d'Traitementsservicer net méi nokommen.

An d'Gesondheet vun de Kanner an hire Mammen ze investéieren, ass a bleift e weise Schrëtt. Et ass nëmmen dréngend erfuerderlech, fir dem Respekt vun de Rechter vun all Mënsch gerecht ze ginn. Hei handelt et sech ëm eng beduechten Décisioun wirtschaftlecher Natur, an zwar an eent vun deene sécherste Mëttel, fir eng besser Zukunft fir d'Land ze garantéieren.

Am Beräich vun der Bildung oder besser gesot enger universeller Grondausbildung fir all Mënsch sinn d'Aschreiwunge fir d'Schoul vu 57% am Joer '99 op 70% am Joer 2005 eropgaangen, wat en enorme Succès bedeit. Et ass ebe just net einfach hei grad ewéi an anere Gebidder Erfolleger ze realiséieren, well d'Zuel vun deene jonken Afrikaner, déi manner wéi 14 Joer hunn, onheemlech klëmmt a vun 348 Milliounen am Joer 2007 bis d'Joer 2015 weider op 403 Millioune wäert eropgoen.

Besonnesch flott fënnt eis Partei déi sougenannten IDAY-Deklaratioun, wat esou vill heescht wéi „International Day of the African Child and Youth". Dës Deklaratioun, déi vun eisem Kooperatiounsministère ënnerstëtzt gëtt, gouf den 18. Mäerz vun aacht Lëtzebuerger ONGen an Associatiounen ënnerschriwwen. Hei gëtt elo geziilt bis de 16. Juni versicht, déi lëtzebuergesch Populatioun, virun allem déi Jonk ënner hinnen, fir dëse Sujet ze sensibiliséieren.

Bei dëser Campagne geet et virun allem drëm, dat zweet Millenniumsobjektiv ze förderen an ze versichen d'Zougangschancë vun de Kanner a Jugendleche fir eng Grondausbildung am subsahareschen Afrika drastesch ze verbesseren. Et gëtt versicht, d'Regierunge vun deenen eenzelne Länner zum Handelen ze verleeden. Esou plädéiert IDAY derfir, datt déi eenzel Länner vum subsaharesche Kontinent fir d'Bildung op d'mannst esou e grousse Budget araumen, wéi fir dee vun de militäreschen Ausgaben.

An der Period 2000 bis 2004 huet sech de militäreschen ongeféier op 9% vum PIB verchiffréiert, géint nëmmen dee vu 4%...

M. le Président.- Ech bieden ëm Opmierksamkeet fir d'Madame Arendt!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ech hunn awer virdru ganz gutt opgepasst, Här President.

(Hilarité et interruption)

Ech géif awer och nach gäre méi am Detail op d'Kanner an déi Jugendlech am Zesummenhang mat de Millenniumsobjektiver kommen. D'Kanner an déi Jugendlech representéieren een Drëttel vun der weltwäiter Bevölkerung a stellen an den Entwécklungslänner souguer méi wéi d'Halschent vun der Bevölkerung duer.

Am Joresbericht vun der Unicef steet: „Fortschritte im Kampf gegen die Kindersterblichkeit sind nicht alleine von der Wirtschaftskraft eines Landes abhängig, sondern auch vun der Entschlossenheit, mit der Politiker dieses Zil verfolgen."

An dësem Kontext géif ech gären eng Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun kuerz ervirhiewen, bei där ech d'Éier hat, an der Auslandskommissioun Rapporteur ze sinn. An dëser Kommunikatioun mam Titel «Une place à part pour les enfants dans l'action extérieure de l'Union européenne» huet d'Kommissioun sech e fermt Engagement ginn, fir d'Rechter vun de Kanner ze förderen an opzepassen, datt déi fundamental Bedürfnisser vun de Kanner zum feste Bestanddeel vun hirer interner an externer Politik ginn.

Et gëtt des Weidere proposéiert, e weltwäite Réseau vun der Vertriedung vun de Kanner opzebauen, wou da statistesch muss festgehale ginn, wou d'Rechter vun de Kanner net respektéiert ginn. Déi schloen och e verstäerkte Suivi vun den Aktioune vir. Den Iwwerleeungen no vun der Kommissioun mussen d'Kanner net nëmmen d'Häerz vun der Entwécklungspolitik ginn, wa mer d'Millenniumgoalen erfëlle wëllen, mä d'Situatioun vun de Kanner muss onbedéngt verbessert ginn, wa mer d'Fragilitéit vun de Länner, d'nohalteg Entwécklung, d'sozial Kohäsioun, d'Stabilitéit an d'Sécherheet op nationalem, regionalem an och op weltwäitem Niveau verbessere wëllen.

Fir d'Thema vun de Kanner ofzeschléissen, wollt ech da just nach kuerz op d'Wichtegkeet vum Bestoe vum Fridden an der sougenannter «bonne gouvernance» an alles dat, wat drunhänkt, ze schwätze kommen. Dëst sinn d'Grondviraussetzungen, déi mussen do sinn oder déi musse versicht ginn op d'Bee gesat ze ginn, fir iwwerhaapt kënne richteg Hëllef ze leeschten.

Situatiounen, wéi mer se am Sudan fannen, maachen et méi wéi schwiereg, fir iwwerhaapt kënnen um Terrain Hëllef ze leeschten. Leider ass et esou, datt a Situatioune vu Krisen, Konflikter, Kricher et och ëmmer hei d'Kanner erëm sinn, déi am meeschte betraff sinn. Migranten-, Flüchtlings- oder déplacéiert Kanner ginn zur Zilscheif vum Mënschenhandel an all méigleche Mëssbräich. Oft gëtt bei laangjährege Krisen an dësem Kontext dann och vun enger verluerener Generatioun geschwat.

En neie Rapport, deen de 24. Oktober 2007 vun der UNO publizéiert gouf, weist drop hin, datt d'Natur vun de Konflikter an deene leschten zéng Joer geännert huet, mat ganz schlëmme Konsequenze fir d'Kanner. Den neie Bilan deit drop hin, datt d'Konflikter vun haut meeschtens intern, manner visibel a méi schwéier zougänglech si fir déi humanitär Organisatiounen.

Den Ënnerscheed tëschent den Zivilleit an de Kämpfer gëtt ëmmer méi flou, wou de Krich a senger neier Form déi kriminell Aktivitéiten an den Terrorismus fördert. D'Kanner ginn zum Opfer vun Attacken op hir Schoulen a vun Entféierungen, déi als Zil hunn, fir se ze zwéngen, als Zaldoten oder als sexuell oder häuslech Sklaven ze déngen.

Am Joer 2006 ware wéinst Kricher oder bewaffnete Konflikter méi wéi 18 Millioune Kanner déplacéiert ginn an doduerch konnten och méi wéi 43 Millioune Kanner net ageschoult ginn.

An dach sinn och hei an deene leschten zéng Joer Fortschrëtter gemaach ginn, virun allem an der Preventioun vun der Rekrutéierung vun de Kanner an hirer Demobiliséierung souwéi och an der Beméiung, fir se nees an d'Gesellschaft anzeféieren.

Déi éischt Strofverfolgunge vun internationalen Tribunalen hunn endlech stattfonnt an d'lescht Joer am Februar goufen déi sougenannte Prinzipië vu Paräis géint déi illegal Rekrutéierung vu Kanner oder hiren illegale Gebrauch vun den Arméie vun de politesche Vertrieder vu méi wéi 60 Länner ugeholl.

Här President, de Réckgank vum internationale Beméien zugonschte vun der Entwécklung an den Drëttweltlänner op där enger Säit souwéi och déi akut international Liewensmëttelkris an hir Konsequenzen op där anerer Säit bréngen een dach zum Nodenken.

Iwwert d'Tatsaach eraus, datt méi qualitativ oder kohärent Hëllef geleescht muss ginn, kann ee sech froen, ob et net un der Zäit ass, d'Entwécklungshëllef nach besser un déi aktuell Zäiten unzepassen.

An dësem Kontext kommen ech einfach net ëmhin, dee ganz gudde Rapport, dee vu verschiddenen ONGen hei zu Lëtzebuerg ausgeschafft an eis an der Kommissioun vun der Aussepolitik presentéiert gouf, ze ernimmen.

Dës Initiativ ass an eiser Kommissioun fir absolut begréissenswäert a léierräich emfonnt ginn a mir hoffen och nach weider op esou interessant Zesummentreffe mat Leit, déi duerch hir Experienz an hiert Wëssen, duerch hiert laangjähregt Schaffen um Terrain mat gudden Iddië bei eis kommen, fir eis Entwécklungshëllef nach besser ze gestalten.

An hirem Rapport fanne mer eng ganz Partie vun interessanten Denkustéiss, déi ee motivéieren, fir eis Hëllef nach méi nohalteg, kohärent an héichwäerteg ze maachen.

Här President, d'CSV ass fest dovun iwwerzeegt, datt, fir aus der Aarmut erauszekommen, déi am mannsten entwéckelste Länner virun allem un der Mondialisatioun vun den Austäisch mussen deelhuele kënnen. Ouni d'Schafe vun engem gerechten a méi oppenen Handelssystem op där enger Säit an ouni déi néideg Investissementer an der Landwirtschaft vun den Entwécklungslänner op där anerer Säit ass et einfach onméiglech, datt déi Aarm an iergendenger Form vun der Globalisatioun profitéiere kënnen.

Mir musse versichen, d'Doha-Négociatiounen, déi e weltwäite méi gerechten Handelsregime schafen, aus der Sakgaass ze zéien, an dëst esou séier wéi méiglech.

E weltwäiten Handelssystem, dee méi gerecht ass a méi op ass, géif de Baueren an den Entwécklungslänner erlaben, hir Produktiounskraaft an d'Luucht ze schrauwen.

Besonnesch elo am Kontext vun der internationaler Kris mussen déi Aarm d'Méiglechkeet nees kréien, e gutt Stéck méi bëlleg u Liewensmëttel erunzekommen. Elo ass de Moment do fir déi landwirtschaftlech Subventiounen ze eliminéieren an d'Mäert fir d'Liewensmëttelimporter opzemaachen. En Accord géif den Entwécklungslänner méi grouss Opportunitéite ginn, fir méi produktiv ze ginn an d'Präisser duerch den Handel erofzedrécken.

D'Industrielänner mussen den Entwécklungslänner hëllefen, dat ongenotzte Potenzial an der Landwirtschaft an de regionalen Handel weiderzedreiwen, fir laangfristeg sech selwer mat Liewensmëttel andecken ze kënnen, an den Ofschloss iwwer en neit Welthandelsofkommes wier einfach eng terribel wichteg Viraussetzung.

Här President, fir d'CSV leeft dann och nach kee Wee laanscht d'Investissementer am Beräich vun der Agrikultur.

Déi aktuell Entwécklunge maachen, datt d'Problematik vun der Landwirtschaft an de Vierdergrond vun der Aktualitéit katapultéiert gëtt an zu enger vun deene gréisste Suerge weltwäit ginn ass. Besonnesch haut, wou mer erwaarden, datt d'Landwirtschaft d'Ernährung op der Welt verbessert, datt se eng Äntwert op deen demographesche Wuesstum vu muer bréngt, mä awer och datt se d'Energie produzéiere kann an an engems spuersam mat den natierleche Ressourcen ëmgeet.

Et muss an den Drëttweltlänner intensiv an d'Entwécklung vun de ländlechen Infrastrukturen investéiert ginn, souwéi och an d'Formatioun an den Know-how vun de Baueren an den aarme Länner.

An dësem Kontext muss den Zougank zu besseren Düngemëttel a besserer Saat souwéi och zu moderne Bewässerungssystemer, wéi mir se proposéieren, favoriséiert ginn, déi et dann erlabe sollen, d'Erträg vun den Ernten ze verbesseren.

Et mussen nei Stroossen, nei Lagerméiglechkeete souwéi och Plaze geschafe ginn, wou déi landwirtschaftlech an Ernährungsprodukter kënnen transforméiert an ugeluecht ginn. Et muss an déi agronomesch Recherche investéiert ginn an et muss versicht ginn, de betraffene Länner ze hëllefen, sech géint d'Risike vun der Klimavariatioun ze wieren oder ze schützen.

Fir eis Partei gëtt den Zougank zum Finanzement gradesou zu engem décisiven Element. Duerfir ass et wichteg ze versichen, esou vill Leit wéi méiglech an den Entwécklungslänner vun der Mikrofinanz profitéieren ze loossen.

Deen enorme Succès, deen d'Mikrofinanzementer an den Entwécklungslänner hunn, beweist, datt kleng Kreditter schonns duer ginn, fir deenen ënneschte Bevölkerungsschichten de Liewensstandard däitlech ze verbesseren, an et spiert een eng onheemlech Dynamik an dësem Dossier.

D'Mikrofinanz huet e Succès, deen net méi ze bremsen ass an dee mat Sécherheet nach weider Potenzial huet.

Traureg awer och hei, wéi verschidde Länner, zum Beispill Südafrika, extrem héich Taux d'intérêts verlaangen, an d'Fro muss einfach erlaabt sinn, ob esou iwwerdriwwe Profitter op der Säit vun deem, deen d'Sue léint, iwwerhaapt de Label vun der Mikrofinanz verdéngt hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, da wollt ech nach just kuerz en aneren Aspekt uschwätzen, dee fir mech am Kontext vun der Entwécklungshëllef extrem wichteg ass, an dat ass dee vum „faire Handel".

D'Aussoe vum President vun TransFair-Minka, Jean-Louis Zeien, si bei mir op e grousst Erstaune gestouss: Wéi ass et méiglech, datt 80% vum europäeschen Orangejus aus Brasilien kënnt, wou d'Kanner op de Felder d'Orange plécke mussen?

Fairen Handel heescht jo u sech, datt d'Produzenten an den Entwécklungslänner e faire Präis fir hir Produkter kréien, deen net nëmmen déi real Käschte vun hirer Aarbecht an hirer Produktioun erëmspigelt, mä deen dozou eng sozial gerecht an ëmweltverträglech Produktiounsweis erméiglecht.

Iwwer eng Millioun vu Produzenten a 50 Länner ginn op dës Aart a Weis an hire lokale Strukture gestäerkt, fir esou zu enger méi grousser wirtschaftlecher Autonomie ze kommen.

D'EU stellt de gréisste Maart fir dës fair gehandelt Produkter duer mat 60-70% vum weltwäite Verkaf. Lëtzebuerg läit beim Pro-Kapp-Verbrauch mat fair gehandelte Produkte weltwäit mat un der Spëtzt.

Obwuel eng ganz Partie Ministèren a Verwaltungen och elo schonns op dës Produkter zréckgräifen, wär et schéin, wann eis

Regierung eng nach méi konsequent Haltung zu dësem Sujet géif anhuelen, besonnesch bei öffentlechen Ausschreiwungen.

Ech wollt an dësem Kontext kuerz op eng Question parlementaire ze schwätze kommen, déi mäi Kolleeg Marcel Oberweis zesumme mat mir gestallt huet. Ënner anerem hate mer eis op en Uerteel vun der Cour de district vu Groningen an Holland referéiert, dat festgehalen huet, datt dës hollännesch Provënz d'Recht huet, fir an hiren öffentlechen Ausschreiwungen d'Basiskritäre vum fairen Handel, wat d'Akafe vum Kaffi ubelaangt, mat anzeschléissen. Doriwwer eraus hate mer och ugefrot, ob d'Regierung sech kéint virstellen, eng Akafspolitik ze féieren, déi de fairen Handel privilegéiert.

Déi concernéiert Ministeren hunn an hirer Äntwert op eis Fro preziséiert, datt et elo schonns legal festgehalen ass, datt esou Kritäre bei öffentlechen Ausschreiwunge prinzipiell festgehal kéinte ginn.

Ech wollt de Minister duerfir haut froen, ob et net méiglech wär, datt d'Regierung an hirer Akafspolitik nieft de Produits du terroir Fairtrade-Produkter géif bevirdeelegen.

Här President, wann Der erlaabt, géif ech gären eng Motioun am Numm vun der CSV zu dësem Sujet déposéieren, déi dës Iddi erëmgëtt, a wollt meng Kolleegen heibanne froen, ob si och bereet wären, dës Initiativ matzedroen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que dans le monde, une personne sur sept ne mange pas à sa faim;

- considérant qu'il y a 1,3 milliard de paysans dans le monde, dont 1 milliard travaillent la terre à la main;

- considérant que les petits producteurs de produits agricoles tropicaux sont presque toujours en position de faiblesse au moment de la vente de leurs récoltes à l'intermédiaire local qui, le plus souvent, les revendra à profit aux grandes entreprises;

- considérant que les prix qui leur sont payés fluctuent en fonction des grands marchés mondiaux ce qui fait que parfois les paysans sont contraints de vendre à perte;

- considérant que les producteurs en question n'ont pas toujours accès à l'information sur l'évolution des prix, ni aux outils pour transformer leurs produits ou aux moyens de transport pour les exporter;

- considérant que les cultures de masse sont souvent destructrices pour l'environnement;

- considérant que le commerce équitable est un mouvement social et un partenariat commercial qui obéit à différentes normes sociales, économiques et environnementales ayant pour but d'améliorer la situation des producteurs qui y adhèrent;

- considérant que la démarche du commerce équitable a ainsi pour but de modifier en profondeur les pratiques commerciales et de consommation en proposant un modèle de production et d'organisation alternatif préservant les droits des producteurs et travailleurs marginalisés;

- considérant qu'il s'agit avant tout de produits tropicaux (café, fruits exotiques, cacao, chocolat...) qui ne sont pas de nature à remettre en cause la politique d'approvisionnement en produits du terroir du Gouvernement;

invite le Gouvernement

- à promouvoir le commerce équitable, soumis à des contrôles indépendants, en tant qu'outil efficace pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD);

- à considérer l'inclusion dans ses appels d'offre publics des critères de base de commerce équitable, au titre de sa liberté à exercer une influence en matière de développement durable;

- à privilégier au sein des services gouvernementaux les produits issus du commerce équitable.

(s.) Nancy Arendt, Marc Angel, Félix Braz, Lydie Err, Charles Goerens, Jacques-Yves Henckes, Marcel Oberweis.

Här President, ech iwwerreechen Iech d'Motioun.

M. le Président.- Merci, Madame Arendt.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Här President, wann Der erlaabt, Dir Dammen an Dir Hären, et ass praktesch net méiglech, dës Debatt ofzeschléissen, ouni e puer Wierder iwwert de Klimawiessel ze soen.

Bis elo goufen de Kampf géint d'Aarmut an dee géint d'Erwäermung vum Planéit nach oft separat behandelt. Wat net richteg ass. Well och erëm an dëser Hisiicht wäerten et déi Aarm - esou wéi de Minister et och virdru scho gesot huet - an den Entwécklungslänner sinn, déi am meeschten ënnert dem Klimawiessel ze leiden hunn.

Hei ass e Gebitt, wou mir och als Lëtzebuerger nach verbesserungsfäeg sinn a wou een éierlecherweis muss zouginn, datt eis Klimapolitik net ëmmer an Aklang mat eiser Kooperatiounspolitik läit.

De Kyoto-Protokoll, dee jo de Réckkaf vun CO_2-Emissiounen erlaabt, dréit net ëmmer zur nohalteger Entwécklung bäi.

Dréit d'Aart a Weis, wéi mir CO_2-Emissiounen zréckkafen, hannen um Enn net souguer zu enger méi grousser Aarmut an den Entwécklungslänner bäi?

Wéi richteg ass d'Uplanze vun CO_2-bannender Flora oder Planzen an den Entwécklungslänner, déi de Kohlendioxidvolume méi kleng maache sollen, wa mer genau wëssen, datt se zu enger Reduzéierung vun der Biodiversitéit um Terrain féieren?

Wéi schlëmm ass dat massiivt Ofholze vun de Bëscher an der Drëtter Welt, fir Energie aus Biomass ze produzéieren, wou Millioune vu Mënschen - jo - an och Déieren hir Liewensbase ewechgeholl kréien? D'Fro däerf erlaabt sinn, firwat mer net dës Rechter ausschliesslech aus Projete kafen, déi den ëmwelt- a sozialverträgleche „Gold Standard Label" hunn.

Mir musse besser kontrolléieren an et muss och méi transparent ginn, wou mer eis Rechter akafen. Mir mussen eis hannerfroen, ob dës Projeten dann och wierklech zur nohalteger Entwécklung bäidroen. Et muss eis dach ze bedenke ginn, datt déi aarm Länner ëmmer erëm d'Rechnung musse bezuelen, fir datt déi industrialiséiert Länner sech hiert Gewësse berouege kënnen a mat Biosprit-Autoe fueren ënnert dem Deckmantel vum Ëmweltschutz.

E Schimmer vun Hoffnung fënnt een an den Aussoe vum Dominique Strauss-Kahn, dem Direkter vum FMI, deen um Radio den Duerchbroch an der Entwécklung vun den Hydrogenmotoren ugekënnegt huet, déi anscheinend méi effikass si wéi déi, déi mat Biotreibstoffer fueren. D'Weiderentwécklung vun der Fuerschung op dësem Gebitt ass an den zukünftegen Diskussiounen net ze vernoléissegen, allerdéngs weess keen, wéi wäit se wierklech nach sinn.

Léif Frënn, et mierkt ee ganz däitlech, wéi vill verschidde Gebidder hei matenee spillen a vernetzt musse ginn, fir datt e Gesamtpuzzle am Intérêt vun deenen Aarme kann als en eenheetlecht Bild zesummekommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn dës Welt nëmme vun eise Kanner an deenen hire Kanner ausgeléint. Loosse mer op eis Äerd oppassen, well et gëtt nëmmen eng, an et wär schéin, wann op hir méi fair a méi gerecht kéint verdeelt ginn.

Mir kënnen d'Mentalitéit aus villen Entwécklungslänner net einfach esou hinhuelen, wou „Barça oder Barsakh" an de Käpp verankert ass. Dëst Spréchwuert, wat esou vill heescht wéi „Huel d'Boot, oder stierf!", dréckt aus, woufir déi jonk Afrikaner, ouni emol schwammen ze kënnen, net zécken, a kleng Nossschuelen ze sprangen an um Mier honnerte Geforen ausgesat ze sinn, déi trotzdeem sech léiwer deem Risiko aussetzen, wéi der Hoffnungslosegkeet an hirem eegene Land ze verfalen.

An der Zukunft däerf d'Flucht aus der Heemecht zu kengem Moment déi eenzeg Optioun fir déi jonk Leit aus den Entwécklungslänner sinn. Si mussen Hoffnung schöpfe kënnen a Chancë kréien, fir datt sech d'Situatioun vun hirem eegene Land esou verbessere kéint, datt si och do eng Zukunft fir sech an hir Famill kënne gesinn.

Mir selwer däerfen net ofstumpfe vis-à-vis vun de Booter, déi all Dag un de Küste vun Europa ugeschwemmt ginn. Mir selwer däerfen net zouloossen, datt dat trauregt Schicksal vun de Kanner, déi un Honger stierwen, eis net méi beréiert. Mir däerfen et net als normal emfannen, wa Fraen a Kanner a Konfliktsituatioune riicht weider vergewaltegt ginn, a mussen opjäizen, wa Kanner als Kannerzaldoten, bëlleg Aarbechtskraaft oder Sexsklave méssbraucht ginn.

Här President, et geet net duer mat gudde Wierder. Mir mussen eis Engagementer a Verspriechen anhalen. A mir musse grouss Natiounen, déi vill méi e groussen Impakt hu wéi mir, motivéieren, datt dës Länner op eng fair an éierlech Aart a Weis och an dës Länner investéieren, fir datt déi iwwerhaapt emol eng Chance kréien, eppes selwer op d'Been ze setzen. Hei geet et net duer mat lëtzebuergeschen Drëpsen op e waarme Steen. Hei muss richtege politesche Wëllen op Weltniveau vun allen industrialiséierte Länner bestoen, fir eppes ze veränneren.

Ech kommen zréck op mäin éischte Saz, dee mat Sécherheet aner Natioune sech méi zu Häerz mussen huele wéi mir selwer:

«Nous avons l'argent, nous avons les médicaments et nous avons le savoir-faire. Le véritable défi est notre capacité à mobiliser la volonté politique pour tenir nos promesses.»

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Minister Merci soe fir seng Deklaratioun. An an deem Merci wollt ech selbstverständlech seng Equipe, déi hien am Ministère huet, mat aschléissen, déi eng formidabel Aarbecht mécht an déi och dozou bäidréit, datt dee Bilan, deen haut virgedroe ginn ass, konnt esou ausfalen, wéi dat de Fall war de Mëtteg. Merci dofir, an och Encouragementer vu menger Fraktioun, fir esou weiderzefueren.

De Minister huet ugefaange mat engem Zitat, a wat fir de Minister gutt ass, kann eis Recht sinn. Ech wollt och mat engem Zitat ufänken. Dat héiert sech folgendermoossen un: «Dans tous les cas de figures, l'argent est préférable à la pauvreté.» D'Zitat ass vum Woody Allen an trëfft e bëssen op eis zou. Mir sinn an där glécklecher Lag, datt mer Geld hunn, datt mer räich sinn, datt mer net deem aneren Zeenario ausgeliwwert sinn.

D'Fro ass dann: Wat mécht ee mat deem Geld? Mat deem Geld, wat eise Räichtum ausmécht, gi mer 0,85% ronn vum Räichtum, dee mer all Joer produzéieren hei am Land, aus fir Solidaritéit ausserhalb vu Lëtzebuerg. Da bleiwen nach 99,1 oder 99,15%, jee nodeem wéi de PIB à la fin du compte gerechent gëtt. Ech mengen, dat steet eis gutt zu Gesicht.

Ech wollt dann och en zweet Zitat beméien. Dat kënnt vu mir - ech weess, et gëtt besser Referenzen, mä ëmmerhin. Dat Zitat héiert sech folgendermoossen un: „D'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik, wéi se vun den 80er Joren u gemaach ginn ass bis haut, ass awer wierklech déi Kooperatiounspolitik an der Europäescher Unioun, déi mat deenen allermannsten Hannergedanken auskënnt." An ech mengen, well mer se mat deenen allermannsten Hannergedanke maachen, kënne mer eis och op dat Essenziellt konzentréieren. Dat ass d'Bekämpfung vun der Aarmut.

Wann een dat Zil awer och nëmmen ee Moment aus den Ae verléiert, dann huet ee jo aner Mobiler, aner Beweggrënn, déi d'Entwécklungspolitik solle stimuléieren an dynamiséieren, wann ee sech eng Enveloppe financière donnée reservéiert huet.

Ech fannen, et steet eis gutt zu Gesicht, datt mer ouni Hannergedanken un déi Saach do eruginn. Dat ass awer net iwwerall de Fall. An ech weess och, datt een als Kooperatiounsminister der Tentatioun oft ausgesat ass oder Tentatioune vun aneren zougedroe kritt, fir vun deem Prinzip e bëssen ofzewäichen, fir da Problemer ze léisen, déi net méi déi si vun eisen Zillänner oder vun der Bekämpfung vun der Aarmut an eisen Zillänner, mä déi sech dann iwwerschneide mat enger Moossnam, déi eis eventuell och kann um nationale Plang guttdinn.

Ech wëll net ausschléissen, datt déi eng oder déi aner Iwwerleeunge sech emol kënnen iwwerschneiden. Mä am Prinzip läit ee richteg, wann ee sech op dat Essenziellt konzentréiert, nämlech d'Bekämpfung vun der Aarmut.

Elo kuerz zur Bewäertung, déi de Minister senger eegener Politik ginn huet. Dat ass kee Selbstlob, mä hien huet sech do baséiert op eng ganz Partie Evaluatiounen, notamment déi vun der OCDE, déi vu reellen Avancéeë schwätzt, an dat ass och gutt esou. Ech fannen, mir sollen op deem Wee bleiwen.

D'OCDE an deene Berichter, déi se mécht, kann och eng Source vun Inspiratioun si fir eng Partie aner Länner, Partenairen, déi nach dat viru sech hunn, wat mir schonn zum Deel duerch d'Experienz vun de leschte Joren hannerun eis hunn.

D'Evaluatioun ass e schwieregt Gebitt. Well et gëtt jo e puer Lecturë vun där Situatioun. Et gëtt eng Lecture misérabiliste, déi seet, egal wat mer maachen, d'Aarmut hëlt nach ëmmer zou. Wann een dat allerdéngs nuancéiert, ass dat net méi gradesou evident, well et gëtt eng Partie Plagen, wou reell Succèsen ze verzeechne sinn.

Eenzel Zillänner wéi de Cap-Vert a Mali - fir nëmme just déi zwee ze nennen - sinn eng Histoire à succès. Dat muss een unerkennen. D'politesch Alternance fonctionnéiert do. Et ass eng Demokratie am Opbau, déi och vun Afrikaner gedroe gëtt.

Et gesäit een och, datt e bëssen Nohaltegkeet eng reell Chance kritt, fir sech duerchzesetzen an eenzelne Programmer. Et mierkt een och, datt eng Participatioun vun de Leit op der Plaz selwer dozou bäidréit, datt déi Erfolleger ëmmer erëm nei Initiativen an Investissementer ervirruffen. Bref, dat ass ganz flott.

Och dat, wat iwwert de Vietnam gesot ginn ass. Mir kënnen och nach aner Länner nennen, déi Fortschrëtter gemaach hunn. Ech deelen och d'Appréciatioun, datt een net soll au motif engem Land, dat elo schonn e puer Joer an enger „Erfolgssträhne" ass, de Krunn zoudréinen an deem Land de Réck dréinen. Wann een dat mécht, dann iwwersäit een, datt een erëm ganz séier an een aneren Zeenario kéint zréckfalen.

Den Drama vum Cap-Vert ass jo deen, well se aus dem Statut vum Pays le moins avancé an deen anere Statut erakomm sinn, datt d'Bailleurs de fonds hinnen de Réck dréinen. Duerfir fannen ech et gutt, datt Lëtzebuerg bereet ass, och do d'Plaz vun anere Partenairë mat ze iwwerhuelen, déi dann och bereet sinn, Lëtzebuerg Suen unzevertrauen, déi Lëtzebuerg da kann iwwer seng Acteuren ofwéckelen.

Ech wëll dat hei net verdéiwen, well ech deelen déi Appréciatioun, déi iwwert d'Zillänner gemaach ginn ass. Ech wëll awer och an der Bewäertung een Acteur mat erwähnen, deen enorm wichteg ass. Deen ass vill méi schwéier ze evaluéieren, well et ass net een Acteur, et sinn der ronn 80. Dat sinn eis Netregierungsorganisatiounen - d'ONGen, wéi mer jo fleegen ze soen.

D'ONGe sinn ee wichtegen Acteur, well si stellen eng Bréck duer tëschent eisem Land an deem Land, an deem si schaffen. Eng Bréck, iwwert déi eng Partie Informatioune fléissen, iwwert déi eng Partie Aidë fléissen, iwwert déi Technologietransfert gemaach gëtt. A virun allem ass déi Bréck aus zwee Pilieren zesummegesat, wou ee Pilier hei steet, an ee Pilier an den Entwécklungslänner entsteet; besonnesch an Afrika.

Ech ka mech erënneren, am Joer 2000, wéi d'Konventioun vu Lomé ofgeännert ginn ass, fir zu där heiteger Konventioun vu Cotonou ze féieren, huet sech d'Fro gestallt: Wéi traitéiere mer déi nei Generatioun vun Acteuren, de Privatsecteur engersäits, an d'ONGen anerersäits? Et ass haaptsächlech géint de Widderstand vun eise Partenairen aus Afrika, wou mer mam Acteur - ONG - d'Promotioun vun der Société civile duerchgesat hunn, datt mer déi duerch d'Tenacitéit an d'Beharrlechkeet, mat där dat négociéiert ginn ass, à la fin du compte erakritt hunn.

Firwat ass dat esou wichteg? Vill Länner, iwwert déi mer schwätzen, kenne grouss Aarmut; soss wiere mer net do. An déi Aarmut huet eng Haaptursaach. Dat ass Insécuritéit. An d'Insécuritéit huet eng Haaptursaach. Dat ass Aarmut. An do, wou Insécuritéit an Aarmut ass, hu mer ee Problem vu Gouvernance. A wou mer e Problem vu Gouvernance hunn, hu mer ee Problem vu Maîtrise vum Stat a vu sengen Administratiounen, fir déi Haaptaufgaben, déi principales fonctions régaliennes ze assuméieren.

Do, wou dat net ka gemaach ginn, kann een natierlech net bis an de leschten Eck fir Sécherheet suergen. Do, wou de Stat net strukturéiert ass, ass et awer gutt, wann zumindest dann d'Société ufänkt sech ze strukturéieren. Do ass ee vun den essenzielle Rôlë vun den ONGen, nämlech deen, fir an den Entwécklungslänner deene Sociétéiten e bësse Struktur ze ginn duerch déi Pilieren, déi si opriichten. Duerno kann „am Ende des Tages" eng Gouvernance iwwert dat Ganzt gesat ginn, déi dann en nationale Charakter huet. Dat ass enorm wichteg. Duerfir: Schonn eleng dat, wat si aus deem Grond maachen, ass essenziell am Mérite relevéiert ze ginn.

Dat Zweet ass, datt d'ONGen och hei am Land ee ganz wichtege Rôle spillen a puncto Sensibilisatioun. Déi Sensibilisatioun ass och wichteg, well se d'ONGen net de Kontakt verléiere léisst engersäits mat den Afrikaner oder mat deene Länner, wou se op anere Kontinenter zesummeschaffen, awer och mat eiser Gesellschaft. Eis Gesellschaft muss wëssen, wéi et konkret um Terrain ausgesäit. Och do gëtt et näischt Besseres wéi déi Courroie de transmission, déi all ONG individuell duerstellt.

Ech géif si och wëllen encouragéieren op deem Wee weiderzefueren. Och déi Instrumenter, déi agesat goufen am Laf vun de leschte Joren, notamment d'Promotioun vum Accord-cadre, ass e richtege Wee, fir och méi strukturéiert a méi strategesch un d'Aarbechten erunzegoen. Dat gëtt den ONGe méi Berechebarkeet an och manner finanziell Ofhängegkeet vun de Bailleuren hei am Land, well de Stat jo awer an deem doten Accord an där Formule trotzdeem méi investéiert, wéi dat an anere Formulen de Fall ass.

Ech wollt am Kader vu menger Interventioun awer op eng Thematik besonnesch hiweisen. Dat ass déi vun der Kohärenz vun de Politiken. Wat ass eng kohärent Politik? Eng kohärent Politik ass, wann een an engem Domaine donné eppes opriicht an et passt een op, datt een net an engem aneren Domän eppes mécht, wat dat, wat een an deem engen Domän opgeriicht huet, erëm muttwëlleg zu Fall bréngt.

D'Handelspolitik ass een Domän, wou ee kann testen, wéi kohärent datt een ass. D'Energiepolitik ass een Domän, wou ee kann testen, wéi kohärent datt een ass. Eis Konsumgewunnechte sinn een Domän, wou mir kënnen testen, wéi kohärent datt mir sinn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Wéi kohärent datt mir sinn, gesi mer och, wa mer d'Zesummespill vun deenen eenzelnen Acteure gesinn. A bei all Guddem, wat ech iwwert d'Lëtzebuerger Kooperatioun gesot hunn, hu mer awer nach ee rise Chantier virun eis, wa mer wëllen eng kohärent Démarche maachen um Niveau vun deene 27 Acteuren - plus d'Kommissioun; um Niveau vun deenen 28 Acteuren - an der Europäescher Unioun.

Ech fannen et scho bal skandaléis, datt, nodeem mat groussem Pomp ugekënnegt ginn ass, datt mer 0,7% géifen erreechen am Joer 2015, der do ganz vill d'Been nozéien. Ech fannen et net an der Rei, datt nëmme just da reell Fortschrëtter bei eenzelnen Acteuren um europäesche Plang erziilt ginn, wann et drëm geet, fir Scholden nozeloossen, déi éligibel ze maachen au titre vun der Aide publique au développement, wëssend, datt déi Scholde souwisou ni zréckbezuelt gi wieren. Dat doten ass am Fong geholl einfach eng Écriture, déi de façon fictive d'Gesamtzuele vun der Aide publique au développement vun engem Land gonfléiert.

Dat fannen ech wierklech net gutt. Ech fannen, wann een op d'Zil vun deenen 0,7% fir 2015 wëllt kommen, da gëtt et keen anere Wee, fir par paliers ze procédéieren, fir den Niveau linear an deem Land, wou een ass, deen am Regelfall ënnert deenen 0,7 ass, un déi 0,7 ze kréien.

Wann een elo op 0,3 ass, an et huet een nach aacht oder siwe Joer Zäit, fir dat doten Zil ze erreechen, da misst een deen Effort am Fong duerch aacht dividéieren an dann all Joer dee Share droptesselen.

Aus budgetäre Grënn, well et kann een net vun engem Joer op dat anert einfach 0,5% oder 0,4% an de Budget bäisetzen, wëssend, datt och um europäesche Plang déi eenzel Haushalter Schwieregkeeten hunn, fir boucléiert ze ginn.

Een zweete Grond ass awer och essenziell. Dat ass nämlech, et muss ee sech den Know-how ginn, fir kënnen déi gréisser Mass vu Moyenë richteg ze géréieren. Dat mécht een och net mat Spréng, déi éischter u russesch Bierger op engem Graphique erënneren, wéi wann ee linear virgeet.

Wann een iwwer Kohärenz schwätzt, da muss een awer och ee Wuert verléieren iwwert déi Krokodilstréinen, déi de Moment den FMI an d'Banque Mondiale amgaange sinn ze verschëdden. Ausgerechent vun deenen zwee Acteuren, déi sech awer enorm vill verzeien ze loossen hunn an deem, wat si an de leschte Joren a Jorzéngte gemaach hunn - fir net ze soe verbrach hunn -, vun deene kéint ee vläicht e bësse méi Demut a Bescheidenheet erwaarden, wa se un d'Analys vun eenzelne Saachen eruginn.

Den FMI ass mat responsabel fir déi Päerdskuren, déi den Entwécklungslänner octroyéiert goufen a vun deenen déi allermeescht sech bis haut nach net erkritt hunn. En ass mat responsabel, datt d'Korruptioun an deene Länner Bléie gedroen huet. Wann den FMI haut seet, datt mer virun enger Hongersnout stinn, da kann den Dominique Strauss-Kahn, deen de Moment Directeur général vum FMI ass, bestëmmt perséinlech net derfir. Mä déi Institutioun, déi hie vertrëtt, ass awer zu engem ganz groussen Deel mat responsabel.

Wie gradesou vill mat responsabel ass, dat ass d'Banque Mondiale, déi am Regelfall ëmmer fir ganz niddreg Agrarpräisser, och an den Entwécklungslänner, plädéiert huet, wat manifestement d'Connaisseurë vun der Zeen derzou gefouert huet, datt sech ni eng Agrikultur richteg an deene Länner konnt développéieren.

Wann een also seet, héich Agrarpräisser si schlecht fir d'Entwécklung an engem Entwécklungsland, da muss een dat awer terribel staark nuancéieren. Wa si extrem héich sinn, datt deen, deen an der Stad lieft, sech näischt méi ka leeschten, hie keng Aarbecht a keng Revenuen huet, da mag dat wuel richteg sinn. Mä wa se esou niddreg sinn, datt deen, deen d'Liewensmëttelen hierstellt, emol selwer net kann dovunner liewen, da muss ee soen: Dat ass awer och net richteg.

Dat, wat do am Fong gefeelt huet, war eng spezifesch, op d'Besoinë vun den Entwécklungslänner an hire Populatiounen zougeschnidden Agrarpolitik. Et deet mer leed: Déi däerf een net anere Considératiounen, a sief et handelspolitesche Considératiounen, ënnerwerfen.

Domat wiere mer bei den Accords de partenariat économique ukomm. Wa mer vu Kohärenz vun de Politike schwätzen a mir gesinn, datt um Niveau vun der Europäescher Kommissioun ganz laang Zäit de Commissaire, deen zoustänneg ass fir d'Handelsbezéiungen, d'Heft an der Hand huet, an herno eréischt gëtt de Commissaire, deen zoustänneg ass fir d'Kooperatiounspolitik, erugezunn, dann ass dat keng kohärent Démarche. Wann een nämlech do och d'Politik ausgeriicht hätt op d'Besoinë vun de Leit, dann hätt ee missen de Commissaire, deen zoustänneg ass fir d'Kooperatioun um Niveau vun der Europäescher Kommissioun, vun Ufank u mat deem Dossier chargéieren, an den Handelscommissaire hätt kënne komplementar dozou seng Awänn abréngen.

Et ass just de Contraire geschitt. Wann ee wëllt kohärent sinn, da muss een och kucken, datt een um Niveau vun der Implementatioun vun enger Politik déi richteg Approche huet. An dobäi fäerten ech och, datt mer et mat ze vill Acteuren um Terrain ze dinn hunn an datt mer eenzel nei Entwécklungen ze spéit erkennen.

Ech kommen op eng Regioun, déi ech e bësse besser kennen, dat ass déi a Westafrika.

De Problem a Westafrika ass dee vun enger Regioun, déi elo 290 Milliounen Awunner huet. Wann d'Demographie déi Pointen erreecht, déi nach ni am Raum an an der Zäit bis haut erreecht goufen, an et esou weidergeet, da si mer do an 20 Joer op 410, 420 Milliounen an an 30 Joer op enger hallwer Milliard. Eleng an deene 17 Staten, déi et tëschent der Mauritanie an dem Tschad gëtt.

An där Regioun hu mer e groussen Espace, e quasi Espace de libre circulation, an déi Regioun u sech misst als Regioun unerkannt ginn. Si misst e Statut kréien. Wa mer vu Kohärenz vu Politike schwätzen, da misste mer och kucken, datt mer iwwert d'Deklaratioun vu Paräis eraus och déi als Entitéit géifen unerkennen. Ech soen och firwat.

Wann Dir op der Rive vum Niger op deem lénken Ufer e Spidol hutt, wat eng Spécialisation donnée huet, an op deem rietsen Ufer hutt Der en anert Spidol, am Nigeria dann an dësem Fall, dee genau datselwecht huet, da maache mer zweemol datselwecht. Et wier vläicht besser, déi zwee kéinte matenee schwätzen a si géifen encouragéiert ginn, datt deen ee Servicer géif ubidden, déi deen aneren net géif ubidden, an d'Patiente kéinten iwwert d'Grenz goen, jeeweils sech déi Servicer ubidde loossen, déi se bei sech am Land net kennen.

Mir brauchen onbedéngt vill méi Dynamik an der Coopération transfrontalière, aus ganz evidente Grënn, wat och mat Kohärenz vun der Politik ze dinn huet. Säit Frontex do ass, gi jo d'Immigranten net méi op den europäesche Grenze blockéiert, wa se wëlle wanderen, mä da gi se à la sortie de leur pays d'origine blockéiert.

Wa se also net méi kënnen auswanderen, da misste se awer och d'Méiglechkeet kréien - esou wéi et am Regelfall och ass, wat 90% maachen, dat ass eng Migratioun innerhalb vun deem Espace vun der Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest -, datt se, wa se hiert Land verloossen, an deem anere Perspektive fannen. Éischtens däerfe se net blockéiert ginn an zweetens musse se an der Complémentaritéit vun deem, wat deen aneren ze bidden huet, kënnen och e Grond fannen, fir weider ze migréieren.

Mir brauchen do onbedéngt eng nei Dynamik, an et wier och gutt, wann d'Europäesch Unioun als 28. Partner vun der Kooperatioun sech deem do nach vill méi géif unhuelen an iwwert d'Accords de partenariat économique eraus déi Koordinatioun, dee Besoin vu Koordinatioun sech an de Fändel schreiwen.

Datselwecht gëllt och fir d'Agrarpolitik an deene Regiounen. Wa mer déi Regioun do nach eng Kéier kucken, hu mer eng Zone extrêmement fragile. Dat ass déi, déi mer am Norde vum Niger hunn. Am Norde vum Sahel wunne siwe bis aacht Millioune Leit, déi am meeschte menacéiert sinn, wann et zu enger Liewensmëttelknappheet kënnt.

Mä wann een awer kuckt, wéi et war, ier déi éischt Puissancen déi Länner kolonialiséiert hunn, da mierke mer, datt se déi Zäit eng Politique de stockage hate vu Liewensmëttel, déi sech op dräi Joer bezunn huet. Si hate Cyclë vun dräi Joer. Si hunn d'Liewensmëttel esou stockéiert, datt se ëmmer Reserven haten, déi dat Dräifacht vun enger Joresrécolte duergestallt hunn. Du koum et praktesch ni zu Hongersnéit.

Wann een elo kuckt, wat ëmmer recommandéiert ginn ass vun internationalen Organisatiounen a wat och an der Europäescher Unioun selwer praktizéiert gëtt, da brauche mer eis net ze wonneren, firwat datt praktesch näischt an de Stocken ass. Weltwäit ass et esou, datt an Zäit vun dräi Joer Stocken, déi virun dräi Joer, also am Joer 2005 ongefeier, 35% vum Weltkonsum ausgemaach hunn, elo mëttlerweil op 17,9 erofgaange sinn.

Dat Réckféieren an dat Verschwanne vu Reserve vergréissert natierlech d'Précaritéit a mécht aus dem Honger eng wierklech Menace fir besonnesch déi Bevölkerungen, déi menacéiert sinn.

Jo, wann een dat weess an et kennt een d'Mëttelen, déi ee muss asetzen, fir Hongersnéit ze prévenéieren, an et weess een, datt déi mussen iwwert de Stockage goen, da muss een och wëssen, datt déi Agrarpolitik, a besonnesch déi Politique alimentaire vun deene Länner muss gehollef kréien, esou Reserven unzeleeën. A wa se dat aus eegener Kraaft net packen, da musse se gehollef kréien, dat ze maachen.

A wann een dat weess, dann däerf ee se och net encouragéieren, fir Produktiounen ze maachen, déi net hirer Bevölkerung zeguttkommen, also op Production vivrière ze verzichten, mä da muss een deene Länner och d'Méiglechkeet ginn, datt se kënnen haaptsächlech fir hiren eegene Bedarf produzéieren.

An da muss ee sech och emol d'Fro stellen, am Kader vun der Kohärenz vun de Politiken: Wat ass dann déi eigentlech Vocation économique vun deene Regiounen?

An de leschten zwee Joer ass eppes geschitt, wat irréversibel ass a mengen Aen a wat vun enger relativ grousser Bedeitung ass och fir d'Zukunft a wat een onbedéngt muss gesinn hunn, wann ee wëllt eng komplett Lecture maache vun der Situatioun.

Méi wéi 50% - och do - liewe mëttlerweil a Stied. Net well se an de Stied eng gréisser Perspektiv hunn, mä well se um Land keng Perspektiv méi haten.

Wat maachen alleguer déi Leit? An d'Fro musse mer eis och stellen am Kader vun der Kohärenz vun de Politiken: Kann ee sech ee Land op der Welt virstellen, wat et fäerdeg bréngt, zu Wuelstand ze kommen oder zu engem relative Wuelstand ze kommen, ouni eng zolidd Phas vun Industrialisatioun?

Bis elo gëtt et just ee Land, wat dat fäerdeg bruecht huet, dat ass Neiseeland. An et gëtt ee Land, wat probéiert an der Autarcie ze liewen, dat ass Nordkorea. A mir gesi jo, wat d'Ursaache sinn, firwat datt dat eent et fäerdeg bréngt a firwat datt dat anert an der Autarcie net wäit virukënnt. Mir sollen dat einfach emol als Faire-valoir huelen, fir déi Politiken, déi mer wëlle promouvéieren, weider ze kréien.

Wat kënne mer dann elo do maachen?

Mir sollen och do d'Potenzial, wat et an där Géigend gëtt, notamment erëm eng Kéier Westafrika, a senger voller Ampleur erkennen. Et ass eng Géigend, déi Pëtrol huet, et ass eng Géigend, déi Matières premières huet. Mir fänken un ze mierken, datt awer mat deene Pointen, déi d'Pëtrolspräisser kréien, déi d'Energiepräisser kréien, den Transport ëmmer méi problematesch gëtt an datt mer eng nette Prédispositioun hunn, wéinst deenen deieren Transportkäschten, Matières premières net méi vill ze vill wäit ze transportéieren, mä datt elo awer schonn d'Iwwerleeung kënnt, fir déi op der Plaz selwer ze transforméieren. Et ass eng reell Chance vun den Entwécklungslänner, fir op deen Zuch ze sprangen.

Fir dat ze erreechen, misst een natierlech viraussetzen, datt eng gutt Gouvernance do wier.

D'Kohärenz vun de Politiken: Déi, déi relativ no bei enger gudder Gouvernance waren, kennen awer och gréisser Rechuten, wéi zum Beispill d'Côte d'Ivoire. Wann een d'Côte d'Ivoire als Ganzt hëlt, da mierkt een, datt an deem Land den Undeel vun der Entwécklungshëllef am gesamte Revenu national brut awer relativ kleng ass. Bei deenen enge Länner geet et bis un 10%, bei deenen aneren ass et 5%. Ech menge bei der Côte d'Ivoire wier et méi no bei 5% wéi bei 10%, ouni elo d'Exactitude vun de Chifferen hei wëllen ze betounen oder ze beanspruchen.

Wat ass do geschitt? Wéi de Gbagbo Krich géint d'Rebelle gefouert huet am Norden, ass e bei d'Entreprisë Sue siche gaangen. En huet och Sue kritt fir de Krich ze bezuelen. En huet awer virum Krich keng Sue vun deenen Entreprisë kritt ënner Form vu Steieren. Wann ee wierklech awer wëllt hunn, datt eng Valeur ajoutée op der Plaz realiséiert gëtt, da muss dat do och klappen. Da muss d'Gouvernance an der Rei sinn. Da muss och kënnen eng Ëmverdeelung am Land selwer iwwert de Wee vun der Steierperceptioun a vun der Redistributioun vun de Revenuen iwwert den nationale Budget geschéien.

Dat kann net nëmmen am Ende des Tages kommen, wann alleguer déi aner Saache virdrun erfëllt sinn. Dat muss ee praktesch vun Ufank u probéieren, soss geet dat Ganzt net. Well wann ee gesäit, wéi kleng trotzdeem den Undeel ass vun den Entwécklungsgelder am Gesamtétat vun engem Land, da mussen déi aner 95% Revenuen awer besser agesat ginn. Ech fannen, do ass et och un eis, fir dorop anzewierken, dass déi Gouvernance besser gëtt.

Ech wollt awer och nach zum Schluss eppes soen iwwert déi ganz Problematik Klima, Energie an Honger an der Welt, oder fir et op een einfachen Nenner ze bréngen: Produzéiere mer fir den Teller, oder produzéiere mer fir den Tank?

Och do wier eng nuancéiert Lecture ubruecht. Ech hu kee schlecht Gewëssen, wann an der Europäescher Unioun een Deel vun der Biomass verwäert gëtt a Biogasanlagen, wann en ëmgewandelt gëtt a Stroum an an alternativ Energie.

Ech hunn e Problem, an ech mengen, mir alleguer hunn e Problem, wann, fir dat Zil ze erreechen, mir d'Entwécklungslänner musse plëmme goen. Dann hu mer e reelle Problem.

Mä mir kënnen awer net an där Onkohärenz an an der kollektiver Lige weider räsonnéieren a soen, dat, wat mir hei produzéieren, an dat, wat hei an den Tank geet, geet op d'Käschte vun den Entwécklungslänner. Esou einfach ass et nun awer wierklech net.

Ech mengen, dat, wat d'Europäesch Unioun muss maachen, dat ass drop verzichten, datt mat öffentleche Gelder iwwerschësseg Produktiounen exportéiert ginn, fir domat net d'Marchéen an den Entwécklungslänner bradéieren ze goen. A wann een d'Marchéen an den Entwécklungslänner net wëllt bradéiere goen, da mussen déi Produiten hei an der Europäescher Unioun bleiwen. A wann déi Produiten an der Europäescher Unioun net kënne konsuméiert ginn, da muss een awer zumindest de Courage hunn, och dozou ze stoen, datt een déi dann an Energie ëmwandelt. Dat ass a mengen Aen näischt Répréhensibles.

Da stellt sech nach d'Fro, wéi nohalteg mir dat kënne maachen. Déi Fro huet absolut hir Berechtegung. Do brauche mer Indicateuren, Kritären, Berechnungen, fir ze kucken, datt een dat och kann op eng nohalteg Manéier hierstellen. Dann ergëtt

sech e Prozentsaz, deen ee mat rouegem Gewësse kann ustriewen, wann een dat och no de Kritären an den Indicateure vun der Nohaltegkeet mécht.

Duerfir musse mer ganz gutt oppassen, wat d'Ursaach ass vun der Famine oder vun der Menace de famine am Rescht vun der Welt. Ech menge bis zum Bewäis vum Géigendeel, datt et ganz wéineg Länner gëtt, souguer bei den Entwécklungslänner, déi net d'Potenzial hätten, fir sur le plan alimentaire autosuffisant ze ginn. Déi allermeescht hunn déi Méiglechkeet.

Ech wëll nach eng Kéier un d'Beispill vu Westafrika erënneren. Wann een elo en termes de rendement oder de production agricole par tête d'habitant kuckt, da stelle mer do eng Stagnatioun an de leschten 30 Joer fest. Dat heescht, 2008 produzéieren déi Länner pro Kapp vun der Bevölkerung a puncto Agrarproduktioun genau datselwecht wéi virun 30 Joer. Et muss een awer net vergiessen, datt d'Bevölkerung sech do an de leschten 30 Joer mat dräi multiplizéiert huet. An absoluten Zuele gesäit dat Resultat also wesentlech besser aus. An Zuele ramené par tête de pipe gesäit dat anescht aus. Wann een déi do Nuance emol mécht, da weess een, datt et e Potenzial gëtt an den Entwécklungslänner, fir dorop ze kommen.

Dat do ass elo déi Géigend, déi déi gréissten a verrécktesten Demographie huet. A fortiori missten aner Länner, déi och nach e bessert Potenzial hunn, fir Landwirtschaft ze maachen, och kënnen autosuffisant gi sur le plan alimentaire.

Dat do ass och kee Plädoyer, fir den Handel komplett ofzeschafen, mä d'Prioritéit muss bei der Ernährung vun der eegener Bevölkerung leien. An dat bedéngt och am Kader vun der Kohärenz vun de Politiken, datt déi Länner och esou eng Politik akzeptéieren, an dat setzt och viraus, datt sur le plan global déi grouss Acteuren - d'OMC, d'Weltbank, de Fonds monétaire international - déiselwecht Lecture maachen an och déiselwecht Konklusiounen deelen. Well wann deen ee seet -normalerweis ass dat dee Généréisten, deen een an der Kooperatioun erëmfënnt -, dat muss esou geschéien, da seet d'Weltbank genau de Contraire.

Ouni datt dat berechent ass, seet si, d'Liewensmëttel mussen onbedéngt bëlleg sinn, a si iwwersäit, datt si domat am Fong d'Agrarproduktioun futti mécht. Dat kann esou net goen!

Wann een do wëllt kohärent operéieren, da mussen déi Acteuren alleguer um selwechte Strang zéien. Ech froe mech, wéi laang dat nach muss daueren, bis déi puer Haaptacteuren, déi och ganz schwéier weien an der Entscheedungsfindung, sech zesummesetzen an emol zu enger hallwer Dosen décidéieren, datt si emol déi gemeinsam Lecture maachen a kucken, wat d'Besoinë sinn.

Wa si och do géife vum Prinzip inspiréiert ginn, wat dat Bescht ass, fir kënnen d'Aarmut ze bekämpfen, ech mengen, da kéinte si bal net zu anere Schlussfolgerunge kommen, wéi dat, wat ech elo versicht hunn hei ze erklären.

Dem ist aber nicht so. Ech hunn eng ganz Partie Acteuren a mengem Liewe begéint, déi emol keng Berechnung gemaach haten, déi vill iwwert d'europäesch Agrarpolitik geschwat hunn a vill iwwert de Misär an der Welt geschwat hunn - ënner anerem de Generaldirekter vun der FAO -, déi emol net foutéiert waren, fir eng Evaluatioun ze maache vun der Reform vun der leschter Agrarpolitik op d'Situatioun an den Entwécklungslänner.

Wann ee sech awer wëllt eng Capacité de prospective ginn, da gehéiert och dozou, datt een déi Saachen analyséiert. Da gehéiert et och dozou, datt een dat, wat ee mécht, respektiv dat, wat een net mécht, evaluéiere léisst, an da muss een iergendwann zu Konklusioune kommen.

De G8 ass jo mëttlerweil en Ersatz ginn oder en Embryo gi fir esou eng Aart Welt-Gouvernance. Si gi Schold noloossen an da gi si déi aner froen, fir dat kënnen ze bezuelen, wat si da virdru beschloss hunn. Zum Beispill hu se Scholden nogelooss, déi d'Banque mondiale accordéiert huet. 50 Milliarden Dollar - e klenge Fësch! Mir hunn ni Sue geléint, well mir alles sous forme de don ginn. Mir mussen awer mat zréckbezuelen - aus Solidaritéit.

Ech mengen, et wier awer och un eis, fir eis an deem doten Débat mat anzeschalten an ze soen, wann nach eng Kéier esou eppes passéiert, géife mir gär virdru gefrot. Oder mir soen elo: Wann Dir nach eng Kéier esou eppes maacht, ouni eis ze froen, kommt net duerno bei eis de Grapp ophalen, fir dat do erëm hëllefen zréckzebezuelen!

Ech mengen, mir bräichten een anere G8, wou d'UNO mat all hiren Ableger dra wier, wou déi grouss Acteuren, déi sur le plan agricole eppes ze bestëmmen hunn, dra wieren, wou d'Welthandelsorganisatioun mat dra wier. Wann déi sech emol eng Kéier eens wieren a si géife sech emol eng Kéier aspären, bis wäissen Damp erauskënnt, da kéint een och vläicht zu méi enger kohärenter Politik kommen.

Op deem schwieregen Ëmfeld beweegt sech d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik, déi, wéi gesot, mat hire beschten Intentiounen, awer somme toute mat deene Moyenen, déi se engagéiert, e bescheidenen Undeel un der Weltentwécklungshëllef duerstellt. Et kann een hir nëmme gutt Chance wënschen, datt si aner Partenairen iwwerzeegt kritt.

Ech mengen, dat gehéiert och dozou, an dat gëtt jo och gemaach. Et gehéiert zur Aarbecht vun der Entwécklungspolitik, et gehéiert zur Aarbecht vum Minister a senge Leit, fir deen Discours och an d'international Enceinte ze droen.

Ënnert deem Liicht ass och déi nächst Konferenz iwwert d'Efficacité de l'aide au développement ze gesinn. Ënnert deem Liicht ass och déi nächst Konferenz iwwert de Finanzement vun der Aide publique au développement ze gesinn.

Vu datt jo um Plang vun de Gespréicher iwwert d'Reorganisatioun vum Welthandel oder vun den OMC-Verhandlunge wahrscheinlech näischt wäert geschéien, bis d'Amerikaner en neie President hunn, fält et am Fong gutt, datt déi zwou Konferenzen nach dëst Joer sinn, déi eng zu Accra an déi aner zu Doha, fir dann och do ze versichen, Afloss op d'Geschéien ze kréien, an der Hoffnung och, datt een amerikanesche President kënnt, dee vläicht méi rezeptiv ass fir esou Argumenter.

Wann déi, déi keng Entwécklungspolitik maachen, wéissten, wat hiert Handele fir e groussen Impakt huet op d'Situatioun vun deenen Aarmen an den Entwécklungslänner, da géife si sech wahrscheinlech direkt bewosst ginn, datt si sech an deem doten Débat missten aschalten.

Ech fannen et richteg, datt de Minister de Klima mat Ernährung verschafft huet. An deenen dote Saache misst de Kooperatiounsminister am Fong eng Aart horizontal Kompetenz hunn. Den Ëmweltminister misst an aneren Domänen eng Aart horizontal Kompetenz hunn. A wa mir dat emol méi an eist Gebaren erakréien - et ass éischter gesot wéi gemaach, well ech hu jo och eng Zäit laang d'Responsabilitéit gehat an deem Département, ouni esou wäit ze kommen, wéi ech mir dat virgestallt hat -, da kéint ee vläicht eng Kohärenz an dat Ganzt kréien.

Well mir mussen hei bei eis doheem och kohärent bleiwen. Dat ass gutt fir d'Entwécklungslänner, dat ass virun allem och gutt fir eis selwer, well an Zukunft, mengen ech, gëtt et nëmme just nach ee Modell, an deem e bësschen Zukunft dran ass, dat ass dee vun der Approche cohérente vu sämtleche Politiken. An et ass keen Domän, deen deen aneren onberéiert léisst.

Ech géif zum Ofschloss nach eng Kéier soen, datt mir eng enorm Chance hunn, datt déi Politik hei sech kann ofwéckelen am generelle politesche Konsens. Et ass keen hei am Haus, deen déi Haaptfinalitéiten an och de Finanzement vun deene Moyenen, déi gebraucht ginn, fir déi Finalitéiten ze realiséieren, a Fro stellt. Meng Fraktioun mécht do keng Ausnahm.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Goerens Merci. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt direkt am Ufank dem Minister Schiltz Merci soe fir seng Deklaratioun an och fir säin Asaz um europäeschen an internationale Plang. Ech wéilt och dem Ministère an un der Spëtzt dem Här Bichler Merci soen, all den Acteuren hei zu Lëtzebuerg an um Terrain vun den ONGen, vu Lux-Development, déi joran, joraus gutt Aarbecht leeschten. Hinnen all e grousse Merci!

Den Här Goerens huet mat deem Wuert „Konsens" opgehalen. Ech wollt dat widderhuelen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Konsens. Entwécklungszesummenaarbecht ass e wichtege Pilier vun eiser Aussepolitik. Mir bewegen eis lues awer sécher op d'Zil vun 1% vum RNB fir dës Politik hin.

Dës Bereetschaft gëtt och net a Fro gestallt. Entwécklungszesummenaarbecht an Aide humanitaire si ganz komplex Themen, an et ass eng grouss Erausfuerderung, Entwécklungszesummenaarbecht esou ze organiséieren, dass sech an de Partnerlänner och tatsächlech eppes am positive Sënn verännert. Duerfir ass et wichteg, dass mir eis ëmmer erëm mat deeneselwechte Froe beschäftegen: Wat ass Aarmut? Wat sinn d'Ursaache vun der Aarmut? A wéi kënne mir mat eisen dach awer bescheidene Mëttelen dozou bäidroen, dës Aarmut ze bekämpfen?

Pro Kapp gerechent, gehéiert Lëtzebuerg, wéi mer jo wëssen, weltwäit zu deene Länner, déi dee gréissten Effort maachen. Während déi meescht Industriestate wäit dovun ewech sinn, 0,7% vun hirem Revenu national brut fir Entwécklungszesummenaarbecht auszeginn, obwuel si sech dozou verflicht hunn - dat hu jo och scho vill Virriedner gesot -, ass Lëtzebuerg scho laang iwwert dee Seuil eraus. A well eisen RNB opgrond vun engem gudde Wirtschaftswuesstum klëmmt, gëtt och déi Zomm, déi mir fir Entwécklungszesummenaarbecht zur Verfügung hunn, konstant méi grouss.

Trotzdeem, wa grouss Länner wéi Frankräich oder Däitschland am Verhältnis zu hirem RNB manner ausginn, wéi Lëtzebuerg, da sinn dat awer an absoluten Zuelen ëmmer nach Zommen, déi an der Gréissenuerdnung un eise gesamte Budget erukommen. Dogéint wierkt eise Bäitrag bescheiden. Wann een dat dann a Relatioun setzt mat der Zuel vun den Entwécklungslänner a mat de Besoinen, déi all eenzelt Land hätt, fir wierklech eng grouss Strukturreform mat Succès kënnen duerchzeféieren, ass dat eng Drëps op de waarme Steen.

Ech soen dat net, fir d'Leeschtung vun eiser Kooperatiounspolitik klengzerieden. Ech soen dat just, fir nach eemol däitlech virun Aen ze féieren, dass Entwécklungshëllef ouni eng kohärent Handels- an Aussepolitik wéineg Impakt huet a mir als Lëtzebuerg eleng näischt kënnen erreechen, wa mir net enk mat eise Partner an der EU zesummeschaffen.

Dat heescht, dass mer eis kritesch mat der EU-Politik respektiv mat der Kooperatiounspolitik vun aneren EU-Memberstaten auserneesetze mussen. Mir mussen eis do uschléissen, wou mer mengen, dass mer e sënnvolle Bäitrag kënne leeschten a probéieren, ob mer an deem engen oder anere Beräich net eng Plus-value mat era kënne bréngen. Obwuel mer kleng sinn, solle mer eis um europapolitesche Plang fir eis Iddië staarkmaachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng vun deenen Diskussiounen, un deene mer eis ganz sécher musse bedeelegen, well se enormen Afloss op d'Ziler vun eiser Entwécklungshëllef huet, ass déi iwwert déi sougenannten APEen, déi Accords de partenariat économique. Mir wësse jo all, dass am Joer 2000 zu Cotonou en neit Partnerschaftsofkommen tëschent deene 77 AKP-Staten an der EU ënnerschriwwe ginn ass.

Fir am Aklang mat de Regele vun der OMC ze sinn, hätte mer jo misse bis Enn 2007 déi sougenannten APEe mat den AKP-Länner, déi sech a sechs Regionalgruppen andeelen, ofgeschloss hunn. Trotz deem enormen Drock vun der EU-Kommissioun, a besonnesch vum Handelscommissaire Mandelson, konnt awer nëmme mat enger Regioun - an zwar der Karibik - esou en APE ofgeschloss ginn.

Déi meescht afrikanesch Länner waren awer net bereet, APEen ofzeschléissen, well si genau wëssen, dass eng géigesäiteg Handelsliberaliséierung si net aus hirer wirtschaftlecher Randstellung erausbréngt. Si selwer soen, dass zum Beispill ee Grond duerfir de Manque un Infrastrukturen ass, wouduerch et fir si net méiglech ass, den Accès zum europäesche Maart auszenotzen.

Eng einfach Ouverture vum Maart geet net duer, well afrikanesch Produiten u bestëmmten EU-Regelen, wéi zum Beispill phytosanitär Moossnamen oder Héchstwäerter fir chemesch Substanzen, scheiteren. Vill vun de Produiten aus Afrika sinn awer qualitativ exzellent an hätten nawell keng Chance um EU-Marché. En oft zitéiert Beispill ass dee qualitativ héichwäertege Kotteng aus Westafrika.

Ech fannen, dass während deene jorelaange Verhandlungen iwwert d'APEen, a besonnesch d'lescht Joer, wéi den Drock ëmmer méi grouss ginn ass, well d'Deadline vun der OMC den 31. Dezember 2007 war, den Aspekt vun der Ouverture vun de Mäert nëmmen nach am Vierdergrond gestanen huet. Dat op d'Käschte vun deenen aneren zwee Ziler, déi d'APEe beinhalten, an zwar éischtens déi regional Integratioun vun de Länner innerhalb vun deene sechs Regiounen, an zweetens den Aspekt vun der Aarmutsbekämpfung.

Elo, 2008, hu mer d'Situatioun, dass zum Beispill an deene verschiddene Regionalgruppen an Afrika Länner sinn, déi schonn e Fräihandelsofkomme mat der EU ënnerschriwwen hunn, a Länner, déi sech et erlabe konnten, hir Signature ze refuséieren. Dëst huet iwwregens och zu diplomatesche Spannungen innerhalb vun deene verschiddene Länner geféiert. Heiduerch ass déi regional Integratioun besonnesch an Afrika total ofhängeg vun den Négociatioune mat der EU-Kommissioun.

Och de Fait, dass et zum Beispill schwéier ass fir Länner an enger Regionalgrupp, sech op eng Lëscht vu sougenannten «Produits sensibles» ze eenegen, dréit net zur regionaler Integratioun bäi. Dës Produits sensibles däerfe jo maximal 20% vum Handel ausmaachen a bénéficiéiere jo vun engem Régime d'exception. Et ass och fir d'AKP-Länner schwéier, sech iwwer esou eng Lëscht eens ze ginn, well déi meescht Länner sech op verschidde Produitë spezialiséiert hunn.

Net zu Onrecht hunn eis Vertrieder vum Cercle des ONG virun zwou Wochen an där zoustänneger Chamberskommissioun rappeléiert, dass Lëtzebuerg en Intérêt un där regionaler Integratioun vun den afrikanesche Länner huet, a besonnesch wat d'Grupp vu Westafrika ugeet, well sech jo do fënnef vun eisen zéng Zillänner befannen.

Si hunn eis och gesot, dass an dësem Zesummenhang d'Lëtzebuerger Kooperatioun - mat lech un der Spëtzt, Här Minister - sech derfir asetze soll, dass d'Zil vun der regionaler Integratioun bei den APE-Négociatioune soll prioritär behandelt ginn. Si proposéiere souguer, dass et sënnvoll wär, eng Aart Monitoring op Lëtzebuerger Säit ze organiséieren, a ginn d'Beispill vun engem Gremium, dat déi verschidden Acteure vun eiser Kooperatioun regruppéiert an dorop oppasst, dass d'APE-Négociatioune mat den Ziler vun eiser Kooperatioun vereinbar sinn. Ech perséinlech - an d'Madame Arendt sot mer, si géif dat och eng gutt Iddi fannen -, mir begréissen dëse Virschlag a wäre frou, Här Minister, Är Meenung zu dëser Propos ze héieren.

Dir, Här Minister, waart a sidd och nach ëmmer e Verfechter, dass d'APEen en Entwécklungsinstrument bleiwe sollen. Ech sinn och iwwerzeegt, dass vill aner vun Ären europäesche Ministerkolleegen där Meenung sinn. Duerfir wann ech gelift, setzt lech weider duerfir an a suergt derfir, dass d'EU-Kommissioun an dësem Dossier erëm méi eng Attitüd vu Partenaire kritt an dës Négociatiounen net méi esou aggressiv féiert!

Ech wär och frou, wann Dir, Här Minister, eis nach e puer Detailer kéint ginn iwwert déi geplangte Mesures d'accompagnement, fir de Schock ze milderen, deen d'AKP-Staten erliewe wäerten, wann hir Avantagen an der Handelsbezéiung mat der EU, déi si haten, net méi bestinn. D'EU an d'Memberlänner mussen also elo kredibel Arrangementer huelen, wat déi geplangte Begleitmoossnamen ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann ech deelweis e kritesche Bléck op d'APEe geworf hunn, weess ech awer, dass virun allem Wirtschaft an Handel nei finanziell Mëttele schafen. Mir hunn dat an Asien um Beispill vun den Tigerstate gesinn. Och Afrika soll enges Daags vun deene positiven Tugende vun der Mondialisatioun kënne profitéieren an ekonomesch integréiert Mäert opbauen.

Duerfir nach eng lescht Remarque am Kader vun den APEen. D'EU offréiert jo och eng Transitiounsperiod vun 20 Joer. An deem Kontext ass jo och virgesinn, dass fir all Regioun e Regionalfong kreéiert muss ginn. Dës Gelder solle jo hëllefen, déi Nettosteierperten, déi déi AKP-Länner erleiden, duerch d'Suppressioun vun den Droits de douane opzefänken, oder vläicht besser gesot ze kompenséieren. Hoffentlech kann d'EU dës Gelder elo och schnell débourséieren! Duerfir wëll ech och ervirsträichen, dass ech et gutt fannen, dass deen zéngte FED ëm 35% méi héich ass, wéi deen néngte FED; Fonds Européen de Développement.

Wa mer iwwer Handelskonditiounen tëschent aarmen a räiche Länner schwätzen, gëtt et awer eng Kategorie vu Produkter, fir déi ganz speziell Regele musse gëllen. Ech schwätzen hei vun de Liewensmëttel, ouni déi kee Mënsch kann iwwerliewen, an déi duerfir net nëmmen ënner reng kommerzielle Gesiichtspunkten däerfe gekuckt ginn.

Wéi Der all wësst, ass an deene leschte Méint d'Liewensmëttelknappheet e groussen Thema. Mir spieren et bei eis a mir liesen all Dag an der Zeitung, dass weltwäit d'Präisser fir Liewensmëttel an d'Luucht ginn. Dat trëfft natierlech déi äermste Leit an äermste Länner am häertsten, a besonnesch déi, déi virdru schonn um Existenzminimum gelieft hunn.

D'Äntwert um internationalen Niveau op dës Problemer ass scho prett. Ech hu viru kuerzem en Artikel um Site vum World Food Programme gelies, wou den UN-Generalsekretär Ban Ki-moon d'Situatioun analyséiert. Hie kënnt zur Konklusioun, dass déi international Gemeinschaft kuerzfristeg verstäerkt mat Liewensmëttelhëllef muss asprangen. De World Food Programme wëllt an dësem Joer 73 Millioune Mënschen ernieren a brauch, eleng fir d'Präisdeierecht auszegläichen, 500 Milliounen Dollar méi.

Mëttel- a laangfristeg soll déi sougenannten „gréng Revolutioun" d'Ernährungssécherheet garantéieren. Aarm Länner solle modern Technologien asetzen, fir hiren Ertrag ze steigeren a sech géint ongënschteg Wiederbedéngunge besser ze schützen. Kleng Bauere sollen e besseren Zougang zu de Mäert kréien an esou vun de Benefisser vum Welthandel kënne mat profitéieren.

D'Haaptausso vun deem Artikel war: „Wir wissen, was getan werden muss, um den Hunger zu bekämpfen. Was wir benötigen, ist der politische Wille." Ganz esou einfach ass et menger Meenung no awer net, ganz dovunner ofgesinn, dass de politesche Wëllen tatsächlech oft feelt.

Well firwat trëfft eng Präishausse um Weltmaart bei de Liewensmëttel bestëmmte Länner besonnesch haart? Et betrëfft virun allem déi, déi an engem héije Mooss ofhängeg si vun de Liewensmëttelimporter.

Staark ofhängeg vu Liewensmëttelimporter sinn net nëmme Länner, an deenen et zum Beispill ongewéinlech Drécheperiode gëtt oder schlecht Ernten, mä vill Länner, deenen hir Ressourcen duerch e Krich zerstéiert goufen oder wou et am Moment schwiereg ass eppes unzebauen, well andauernd Konflikter der Zivilbevölkerung d'Liewe schwéier maachen.

Héich Präisser fir Basisnahrungsmëttel maachen och deene Länner Problemer, déi hir Landwirtschaft op e puer Produkter konzentréiert hunn, déi besonnesch interessant fir den Export sinn.

Mir mussen also eng genau Analys maachen, wéi een Impakt d'Politik vun der Europäescher Unioun an deene verschiddene Beräicher op d'Ernährungssécherheet vun den Entwécklungslänner huet. An do ass et leider net esou einfach, eng adequat Léisung ze fannen, wéi den UN-Generalsekretär dat geschriwwen huet.

Wa vun haut op muer honnertdausende Mënsche riskéieren un de Suitë vun der Mangelernährung ze stierwen, déi bis viru kuerzem nach ouni Hëllef auskomm sinn, gëtt et kuerzfristeg net vill Alternativen zu de Liewensmëttelhëllefe vum World Food Programme. An dach wësse mer, dass et net sielen dës Form vun Hëllef ass, déi déi eege Liewensmëttelproduktioun vun deene Länner nach reduzéiert an d'Ofhängegkeet verstäerkt an och oft pérenniséiert.

Aus der kuerzfristeger Nouthëllef muss méiglechst schnell eng Entwécklungshëllef ginn, déi d'Liewensmëttelproduktioun vun deem betraffene Land ënnerstëtzt, an et muss séchergestallt ginn, dass déi Äermst dovunner kënne profitéieren.

A ville Regioune kéint d'Ernährungssécherheet verbessert ginn, wa besonnesch och déi kleng Bauere mat Hëllef vu modernen Ubautechniken e bessere Rendement vun hiren Agrarfläche kéinten erreechen. Mä och hei besteet e grousse Risiko, e kuerzfristege Succès mat méi enger héijer Ofhängegkeet an Aarmut ze bezuelen.

Wa méi eng intensiv Landwirtschaft d'Baueren dozou zwéngt, deiert Saatgut ze kafen, wa se dëst wéinst de Patentrechter net méi kënne weider vermehren, wa se musse vill Geld fir Kunstdünger a Pestiziden ausginn, wa se op eemol op deier Maschinnen ugewise sinn, déi an hirer Regioun net produzéiert ginn, relativéiert dat d'Virdeeler vu méi héijen Erträg.

Wann et ëm d'Versuergung mat Liewensmëttel geet, wär et wichteg, d'Autonomie vu lokale Gemeinschafte respektiv vu Regiounen a Länner ze ënnerstëtzen. D'Subsistenzwirtschaft mécht kee räich, mä si kann awer oft dat Schlëmmst verhënneren. E Land verstäerkt an de Welthandel mat anzebannen, mécht zwar nei Chancen op, am Liewensmëttelberäich ass dat awer een zweeschneidegt Schwäert, wann een d'Produktioun ze staark op den Export ausriicht.

Groussgrondbesëtzer hunn d'Moyenen, fir sech un international Standarden unzepassen an e gudde Rendement ze erzilen. Déi Kleng bleiwen dobäi awer oft op der Streck.

Et wier an deem Kontext interessant ze kucken, wéi wäit eis Kooperatiounsprojete kéinten eng Dezentraliséierung vu liewensnoutwendege Servicer ënnerstëtzen an domat der Landflucht e bëssen entgéintwierken.

D'Zil vun eiser Entwécklungshëllef, mä virun allem vun eiser Handels- an Agrarpolitik misst et sinn, d'Ofhängegkeet vun den Entwécklungslänner vu Liewensmëttelimporter an och d'Ofhängegkeet vun den äermste Bevölkerungsschichte vu Liewensmëttelhëllef ze reduzéieren. Dat heescht, dass eenzel Länner och musse fräi sinn, protektionistech Mesuren ze ergräifen, wann dat hinnen hëlleft, dëst Zil ze erreechen.

Wann een d'Positioun gesäit, déi d'EU am Moment a Froe wéi d'APEen, déi ech virdrun ugeschwat hunn, anhélt, oder beim Patentrecht oder bei den OGMen oder bei der Agro-Energie, geet dat net, mengen ech, an déi richteg Richtung. Oft gëtt dann d'WTO no vir geschoben, där hir Regele keng Handelsbeschränkungen zouloossen.

D'WTO-Regele sinn awer keng Naturgesetzer, mä e politeschen Accord. An et sief drun erënnert, dass d'WTO mam Zil gegrënnt gouf, de Welthandel méi transparent a méi fair ze maachen. Wann d'Regele vun dëser Institutioun éischter een Deel vum Problem, wéi een Deel vun der Léisung ginn, da muss een och kënnen iwwer hir Ännerungen diskutéieren. Datselwecht gëllt och fir d'Regelen, déi d'EU sech selwer gëtt.

E Paradebeispill duerfir ass déi aktuell Diskussioun ëm de Klimaschutz an de Biodiesel oder, wéi et entre-temps politesch méi korrekt heescht, d'Agroenergie.

Mir sinn eis all bewosst, wéi wichteg de Klimaschutz fir eis Zukunft ass a mir ënnerstëtzen och duerfir d'Iddi, dass d'Europäesch Unioun an deem Dossier eng Virreiderroll spillt. Als eng vun deene räichste Regiounen op der Welt hu mer d'moralesch Verflichtung, méi grouss Efforten ze maachen, wéi anerer.

De moraleschen Drock gëtt nach méi grouss, wann een drun denkt, dass eise Räichtum op der Industrialiséierung berout, déi net onwesentlech zum Klimawandel bäigedroen huet. A virun allem wäert de Klimawandel besonnesch erëm déi äermste Länner treffen, wat an deem Fall duebel ongerecht ass.

Et ass also am Prinzip luewenswäert, wann d'EU sech ambitiéis Ziler setzt, fir d'Emissioune vun Zäregasen ze reduzéieren an de Verbrauch vu fossilen Energieträger no an no wëllt duerch erneierbar Energien ersetzen. Dobäi ass et net vu virera schlecht, aus Planzen Energie ze gewannen. Schliesslech hate mer jo hei an der EU an deene leschte Jorzéngten eng grouss Iwwercapacitéit an der Liewensmëttelproduktioun.

Ziler, wéi eng Bäimëschung vun 10% Agrosprit bei den normalen Diesel, sinn awer kee Selbstzweck. Wann ee feststellt, dass déi negativ Konsequenzen d'Virdeeler iwwerweien, muss een esou Décisiounen och erëm kënne revidéieren. Mir begréissen et duerfir, dass eis Regierung sech an dësem Sënn um EU-Niveau engagéiert.

Et ass wierklech net nohalteg geschafft, an och net am Sënn vun der Entwécklungshëllef, wann an Entwécklungslänner net méi genuch Liewensmëttel ugebaut ginn, fir déi lokal Bevölkerung ze ernähren, an amplaz Biodiesel fir den Export produzéiert gëtt.

Dat wär an deem Fall just eng weider Form vun Ausbeutung, wou déi räich Länner hire Liewensstil op d'Käschte vun deenen äermsten erhalen. Et déngt och dem Klimaschutz näischt, wann zum Beispill a Brasilien den Urwald zerstéiert gëtt, fir schnell wuessend Energieplanzen unzebauen.

D'Produktioun vun Agroenergie verstäerkt an deem Fall den Däiwelskrees, an deem sech Entwécklungs- a Schwellelänner befannen. Den Export vu Biodiesel bréngt hinnen nei Einnahmen, déi si dréngend brauchen an déi an hirem Stat et erméiglechen, besser kënnen ze fonctionnéieren, wann de politesche Wëllen natierlech do ass, fir a Schoulen, Spideeler, Waasserversuergung an esou weider ze investéieren.

Andeems de Klimawandel awer domat ugeheizt gëtt, droe se awer gläichzäiteg dozou bäi, hir Liewensgrondlagen an der Zukunft ze zerstéieren. Mir mussen elo schonn domat liewen, dass et weltwäit méi oft zu extreme Wiedersituatioune kënnt. Et mussen net onbedéngt déi grouss spektakulär Katastrophe wéi een Tsunami sinn, bei deenen op ee Coup e puer Dausend Leit stierwen oder verletzt ginn. Dat kënnen och laang Dürreperiode sinn, déi zu enger Liewensmëttelknappheet féieren, wéi mer se elo kennen.

Dat ass natierlech fir d'Medien net esou spektakulär, huet awer menger Meenung no méi dramatesch Konsequenzen. Et féiert zu neie Migratiounsbewegungen an och Konflikter. Et mécht awer och eis Efforten zunichte, géint eng ganz Rei vu Krankheeten ze kämpfen.

Ënnererniert Mënsche si vill manner resistent géint ustiechend Krankheeten.

Aarmut ass ee gudden Nährbuedem fir Epidemien. A Kombinatioun mat där enormer Mobilitéit, déi haut zum Alldag vu Milliounë Mënsche gehéiert, ass dat eng Entwécklung, déi eis an Europa, och aus egoistesche Motiver, net egal däerf sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Aarmutsbekämpfung si Réckschléi leider oft méi heefeg, wei déi grouss Succèsen. Et geet duer, wann an engem Beräich d'Preventioun net fonctionnéiert, fir dass et ausgesäit, wéi wann all aner Efforten ëmsoss gewiescht wären. Eng grouss Epidemie geet duerfir schonn duer, an e Beispill duerfir ass sécher den Aids.

D'Entwécklungszesummenaarbecht setzt op villen Niveaue gläichzäiteg un, fir eng nohalteg Entwécklung ze erreechen. Wéi vulnérabel awer all déi Projeten a Programmer sinn, weist ënner anerem, wéi gesot, den Aids.

Souguer wann et enger Regioun gelongen ass, wierklech Fortschrëtter bei der Liewensmëttelsécherheet, dem Drénkwaasser, an der Beschäftegung ze erreechen, kann dat alles erëm duerch den Aids zerstéiert ginn. Wa jonk Erwuessener un Aids stierwen, ass dat net nëmmen tragesch fir si selwer a fir hir Famill; dorënner leit och d'Ekonomie. Investitiounen an d'Beruffsausbildung hu wéineg Impakt, wa gutt qualifizéiert Aarbechter zu Dausenden un Aids stierwen. En eegene Gaart an e puer Hausdéiere brénge wéineg Virdeeler, wann hir Propriétairen ze krank sinn, fir duerno ze kucken.

Wann esou vill Leit am beschten Alter dem Aids zum Affer falen, bedeit dat, dass si och Kanner hannerloossen, déi erëm keng Ausbildung a keng Chance op e bessert Liewe kréien, well si keng Elteren hunn, déi derfir suergen hinnen hir Liewenserfahrung weiderzevermëttelen.

Wann et net geléngt, echt Fortschrëtter an der Aidspreventioun ze maachen, bedeit dat, dass sech dës Epidemie esou staark ausbreet, dass et quasi onméiglech gëtt, fir allen deene Betraffenen eng adequat medezinesch Behandlung zoukommen ze loossen.

Handelsbezéiungen, Ernährungssécherheet, Klimaschutz an Aids, all dës Beispiller weisen däitlech, wourop ech am Fong eigentlech eraus wëll. An der Entwécklungszesummenaarbecht féiert en hallefhäerzegt Engagement net zu hallefhäerzeg gudde Resultater, mä iwwert d'Zäit gekuckt zu guer kenge Resultater. Nohalteg Veränerunge kënnen nëmmen dann erreecht ginn, wann d'Partner vun der Kooperatioun zesummen en Effort maachen, deen deem entsprécht, wat gebraucht gëtt.

Wann dat, wat d'Bailleurs de fonds bereet sinn, u Moyenen anzesetzen, däitlech dorënner bleift, muss ee leider domat rechnen, ëmmer erëm e Réckschlag ze erliewen, deen als Konsequenz huet, dass een erëm bei null muss ufänken.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, well ech elo vill iwwer Afrika geschwat hunn, wëll ech awer och nach soen, dass ech frou sinn, dass et am Dezember endlech um internationale Plang zu engem EU-Afrika-Sommet komm ass. Dëse Sommet war den Ufank vun engem Prozess, fir d'Relatiounen tëschent Afrika an Europa nei ze definéieren. Déi nei Relatiounen tëschent deenen zwee Kontinenter mussen déi zwou Parteien interesséieren an och concernéieren. An ech hoffen, dass et an där Partnerschaft net nëmmen iwwer Entwécklung geet, mä dass et och iwwer eng gemeinsam politesch Agenda geet. An deem Kontext soll a muss iwwer Froe wéi Fridden, Gouvernance, Demokratie an och Immigratioun diskutéiert ginn.

Ech wëll an deem Kontext kuerz erënneren, dass ee vu fënnef Afrikaner an engem Land lieft, dat am Krichszoustand oder an enger Konfliktsituatioun ass.

Partnerschaftlech Zesummenaarbecht, dat bedeit géigesäitegt Vertrauen. Et bedeit net, dass ee keng Kontroll muss maachen, ob Suen a Projeten esou géréiert ginn, wéi dat virgesi war. Mä et heescht awer, dass een de Responsabelen an de Partnerlänner net automatesch ënnerstellt, dass se korrupt sinn. Wann eng Situatioun besteet, déi e gewëssent Mooss un Transparenz a Kompetenz garantéiert, bitt et sech un, och iwwert d'Aide budgétaire nozedenken.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, vill Entwécklungspolitiker jugéieren haut d'Aide budgétaire positiv a considéréiere se als e komplementaart Instrument vun der Entwécklungshëllef. Dat ass och iwwregens d'Haltung vun der LSAP. De CAD vun der OCDE definéiert Budgethëllef als eng Aart vu Finanzéierung vum Partnerland sengem Budget duerch den direkten Transfert vu Finanzmëttelen un de Finanzministère vum Partnerland.

An der Praxis ëmfaasst d'Aide budgétaire awer nach niewent deem renge Finanzéierungselement zwee wichteg Elementer, déi fir hir Effikassitéit eng grouss Bedeitung hunn.

Éischtens en intensive politeschen Dialog tëschent dem Bailleur an der Partnerregierung zu Theme wéi zum Beispill „good governance", besonnesch zu Froe vu Korruptioun, Transparenz a Participatioun vun der Exécution budgétaire. Doraus, aus deenen Diskussioune kann de Reformprozess an de Partnerlänner gefördert an och accéléréiert ginn. Dat Ganzt kann dann och u Konditioune vun der Budgethëllef ugebonne ginn.

Zweetens gi jo bei dësem Dialog och d'Reformen décidéiert, an hei kann duerch d'Aide budgétaire déi technesch Ënnerstëtzung bei der Ëmsetzung vun de Reformen eng wichteg Roll spillen.

Interessant an deem Kontext waren elo am Mäerz bei eisen Noperen d'Debatten am Bundestag am Kader vun engem Rapport vum Bundesrechnungshof. An dësem Rapport stellt den däitsche Rechnungshaff d'Aide budgétaire net a Fro, hie mécht awer déi eng oder aner Kritik, dass kéint déi Aide fir aner Zwecker gebraucht ginn oder onwirtschaftlech verwennt ginn. De Bundesrechnungshof huet awer och déi positiv Aspekter ugeschnidden, wéi zum Beispill den intensive politeschen Dialog an zweetens, dass dës Hëllefe vum Bailleur besser openeen ofgestëmmt sinn, an dat geet jo a Richtung vu Cohérence des politiques.

Déi grouss Retizenz zu der Aide budgétaire aus den 90er Joren hëlt of, well ebe lues a lues méi Erfahrungen a méi Evaluatioune virleien. Besonnesch d'Schwäiz huet an dësem Kontext eng grouss Pionéierroll gespillt. Och de Commissaire Louis Michel ass e fervente Verfechter, an hien huet op verschiddene Plaze gesot, dass hie wëllt d'Aide budgétaire vun der Kommissioun vun haut 24% bal bis erop op 50% bréngen.

Ech si frou, dass Lëtzebuerg, trotz enger kritescher Approche, awer seng Erfahrunge sammelt an dat och ënnerstëtzt am Kader vu Pilotprojeten am Mali an am Vietnam. Et ass menger Meenung no wichteg, dass Lëtzebuerg an dëser Fro Erfahrunge sammelt, fir um internationale Plang an deene verschiddene Gremien an Diskussiounsfore kënne matzeschwätzen. Eist Engagement, wat d'Mikrofinanz ugeet, wou mer jo vill matschwätzen a vill virzeweisen hunn, beweist jo, dass och dat zur Visibilitéit vu Lëtzebuerg bäidréit.

Eng lescht Remarque nach zu der Aide budgétaire. Si kann a mengen Aen och ganz effizient sinn, wa se sech net nëmmen un déi national Budgete vun de Partnerlänner riicht, mä och un déi regional Strukturen oder u kommunal Budgeten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt Iech, Här Minister, well ech schonn elo e puermol de Fait ugeschwat hunn, eng Fro nach iwwert d'Budgetssituatioun vum FED stellen. Am Moment ass dee jo net am europäesche Budget dran. Dëst regrettéieren eenzel Memberstaten, an et gëtt och vill vun Europadeputéierte kritiséiert. Ech

wär frou, an deem Kontext d'Lëtzebuerger Positioun, also Är Positioun zu där Fro gewuer ze ginn.

All dës Beispiller a Sujeten, déi ech elo ugeschwat hunn, maachen et däitlech, wéi komplex de Sujet ass an dass d'Ziler vun der Entwécklungshëllef mat Kooperatiounsgelder eleng net kënnen erreecht ginn. Nëmme wann eng ganz Regierung, an um EU-Plang eng ganz Kommissioun, sech eens sinn, dass dës Ziler ganz uewen op der Prioritéitslëscht musse stoen, hu mer eng Chance fir eppes ze erreechen. Dat bedeit, dass sech net nëmmen eise Kooperatiounsminister um EU-Niveau muss fir de Kampf géint d'Aarmut asetzen, mä och eisen Aussen- an Handelsminister, eisen Ëmweltminister, eisen Agrarminister an esou weider.

Eis Regierung muss opmierksam sinn, wa mer EU-Direktive matdroen, déi indirekt en Impakt op d'Situatioun an den Entwécklungslänner hunn. Mä mir mussen och hei an der Chamber - an do si mir als Deputéierte gefuerdert, wa mer EU-Direktiven ëmsetzen - dat do am A behalen.

Et ass och wichteg, dass d'Chamber agebonnen ass, net nëmmen, well d'Kooperatioun e substanzielle Montant verschafft an d'Chamber duerfir eng gewësse Kontroll muss kënnen ausüben, mä och fir dass d'Zesummenhäng fir all Deputéierte méi kloer sinn. Wa mir an der Chamber iwwer erneierbar Energie, iwwer OGM an esou weider schwätzen an entspriechend Gesetzer stëmmen, ass et wichteg am Hannerkapp ze hunn, wat fir eng Auswierkungen d'Politik an esou Beräicher op d'Situatioun an den Entwécklungslänner huet.

Ech si frou, Här Minister, dat hutt Der an Ärer Ried ugedeit, dass Dir och fannt, dass d'Chamber beim Ausschaffe vun de PICe méi soll agebonne ginn. Ech begréissen dat a freeë mech schonn drop.

Kohärenz bedeit awer och eng gewësse Koordinatioun tëschent deene verschiddenen Acteuren: de Stat, d'ONGen, mä an deene leschte Joren och d'Gemengen. Vill Gemengen ënnerstëtzen ONGen, et gëtt och souguer Gemengen, déi selwer ONGe grënnen. Et ass e wichtegen Acteur och um Terrain vun der Kooperatioun, an ech wär frou, wa mer och kéinten e Kader schafen, fir d'Gemengen e bëssen an eis Politik mat anzebannen, an ech wär frou, wa mer kéinten d'Gemengen, all déi Acteure vun de Gemengen, déi aktiv sinn an der Kooperatioun, mat op d'Assisë kéinten organiséieren.

Well Dir wësst, eng Gemeng ass am nootste beim Bierger a kann duerfir och e wichtege Bäitrag zur Sensibiliséierung fir Entwécklungshëllef leeschten. Dëst ass enorm wichteg, well d'Verständnis fir Entwécklungszesummenaarbecht muss bei der breeder Majoritéit vun der Bevölkerung oprechterhale ginn. Mir mussen ëmmer erëm ënnersträichen, dass mir an enger Welt liewen, wou international Solidaritéit op d'Dauer méi fir all Eenzelne brëngt, wéi national Egoismen.

Par définition beschränkt sech d'Kooperatioun op d'Bekämpfung vun der Aarmut an den Entwécklungslänner. Dat ännert awer näischt drun, dass et an alle Länner, inklusiv hei zu Lëtzebuerg, Aarmut gëtt, och wann déi Aarmut eng aner ass, wéi déi an den Entwécklungslänner. De Problem ass awer ëmmer ee vu mangelnder Solidaritéit tëschent Räich an Aarm.

Et spiert een och bei verschiddenen EU-Länner, wéi deen nationalen Egoismus zouhëlt. Aus der Solidaritéitsgemeinschaft wëlle si ëmmer méi e renge Bannemaart maachen, wou sech Länner zesummeschléissen, fir op d'Käschte vum Rescht vun der Welt méiglechst vill Profit ze maachen.

Dat ass schued, well d'EU e beispilllose Modell duerstellt, wéi een tatsächlech Länner kann esou ënnerstëtzen, dass si sech nohalteg verännere an d'Liewensqualitéit fir hir Bierger eropgeet. Beispill: Spuenien, Irland; Länner, déi haut iwwregens an der Lag sinn, selwer Solidaritéit mat aneren ze weisen.

Wann et eis gelénգt, de Modell an Europa oprechtzeerhalen, kréien och Länner wéi Rumänien a Bulgarien eng Chance, an deenen haut nach Dausende Leit a batterer Aarmut liewen. D'Akzeptanz fir esou eng Politik kann awer nëmme garantéiert ginn, wa mir hei zu Lëtzebuerg de Räichtum esou ëmverdeelen, dass och déi manner gutt Gestalten hei am Land dës Solidaritéit ze spiere kréien.

An dësem Sënn hoffen ech, dass d'Politik zu Lëtzebuerg et fäerdeg brëngt, de Leit dobaussen op eng kredibel Manéier ze vermëttelen, dass de Kampf géint d'Aarmut a sozial Ongerechtegkeet an alle Beräicher Prioritéit huet, souwuel hei am Land wéi um internationale Plang.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Angel Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Et ass bei der Kooperatiounsdebatt ni ganz einfach, wann een als véierte Riedner drukënnt, well dat heiten ass eng vun de Matièren, wou jo an der Regel e relativ breede Konsens existéiert. Ech wëll duerfir och net nach eng Kéier op alles oder op villes vun deem agoen, wat scho gesot ginn ass. Mä ech wëll probéieren, mech op zwou, dräi Saache méi spezifesch ze konzentréieren an och dobäi dem Minister déi eng oder aner Fro stellen.

De Minister huet aganks vu senger Interventioun gesot, dass Lëtzebuerg net alles kéint maachen. Dat ass wouer fir all d'Länner. All Land ka soen, dass et net alles ka maachen, besonnesch net an där heiter Matière. Dat ass och net d'Fro. Déi Erwaardung stellt keen un de Minister. D'Erwaardung ass natierlech, ob een dat mécht, wat ee ka maachen. An dat muss och d'Lat sinn.

De Minister huet och éierlecherweis virausgeschéckt, dass dat Wesentlecht vun de Millenniumgoals - d'Halbéierung bis 2015 vun der Aarmut op der Welt - elo schonn aller Viraussiicht no net wäert kënnen erreecht ginn. Dat ass kloer. Dat gëtt leider duerch all d'Zuele bestätegt, déi et an deem dote Beräich gëtt.

Fakt ass awer och, dass déi Ziler, déi mer eis 2000 bis 2015 ginn hunn, wa se och net kënnen an deem Joer erreecht ginn, duerfir awer als Ziler net falsch waren. A wa se net erreecht ginn, dann ass et vläicht net nëmmen dowéinst, well se ze vill ambitiéis waren - well ze vill ambitiéis kann een an där heiter Matière eigentlech net sinn -, mä et läit och dorunner, dass mer wéinstens awer Ziler haten. Well nëmmen, wann ee sech keng Ziler setzt, kann een och ouni Problem d'Ziler net erreechen.

Hei ass zumindest eng Ambitioun affichéiert ginn. An zumindest kann een dorunner gemooss ginn, ob ee probéiert, sech op deem dote Wee hinzebewegen. Da kann een och kucken, wie sech deem doten Zil a sengen Effortë méi genähert huet a wien dat manner fäerdeg bruecht huet.

Ee vun de Weeër, fir zu deem doten Zil ze kommen, ass eben och eent, wat een un enger Zuel ka festmaachen. Et ass dat, wat d'Länner sech engagéiert haten an d'Kooperatioun ze ginn: déi berühmten 0,7% vum PIB. Och do gesäit een, wann een dat kuckt par rapport zu de Länner, déi sech engagéiert haten am Joer 2000, dass nach laang net all d'Länner Fortschrëtter gemaach hunn, a scho guer net an deem Mooss, wat noutwendeg gewiescht wier bis 2015; zumindest beim finanziellen Aspekt, wat awer net deen eenzegen ass, wann et och e ganz wesentlechen ass. Vill Länner hu sech net nëmmen net an deem adequaten Tempo un dat genähert, mä verschiddener si souguer par rapport zu den Ziler op d'Ausgangssituatioun vun 2000 zréckgaangen.

Do hu mir zumindest als Lëtzebuerger Land op deem dote Punkt een Aspekt, dee mer och weltwäit kënne geltend maachen an dësem Beräich, awer och an anere Beräicher. Mir hu jo och scho méi wéi eng Kéier d'Diskussioun gefouert am Beräich vun eise Militärausgaben, wou mer vun enger ganzer Partie Leit ëmmer nees de béise Fanger gemaach kréien, wou mir awer och zu Recht sollen drop hiweisen, dass mer op anere Froen duerchaus Engagementer an Efforten hunn, déi iwwer eis Grenzen eraus ginn. Déi sinn absolut bemierkenswäert. Déi kéinte mer och als e Stéck vun engem Lëtzebuerger Modell dobaussen erklären.

Lëtzebuerg huet an där heiter Diskussioun eng besonnesch Roll, menger Meenung no aus zwee Grënn.

Deen ee Grond ass eben deen, dass mer zu deene ganz rare Länner gehéieren, déi praktesch elo net nëmmen déi 0,7% erreecht hunn, mä déi souguer mëttlerweil bal deen 1% vun den Ausgabe par rapport zum BIP engagéiert hunn. Bei deenen aneren europäesche Länner, déi sollte bis 2010 - mir alleguer zesummen - bei 0,56% sinn an 2015 bei 0,7%, ass et elo schonn ersiichtlech, dass dat net wäert de Fall sinn. Mir hunn also do eng Marge d'avance op eng ganz Partie vun eise Länner ronderëm an de Länner an der Europäescher Unioun.

En zweete Punkt, deen eis och positiv schéngt am Beräich vun der Aart a Weis wéi mir Kooperatiounspolitik maachen, ass dee Choix mat der duebeler Konzentratioun. Engersäits déi geographesch Konzentratioun op eelef Pays cibles, wou mer och da kënnen eng spierbar Hëllef leeschten. Déi kann net nëmme mat engem Scheck beglach ginn, mä déi kann och tatsächlech en Impakt hunn, deen och moossbar ass an deen och visibel ka gemaach ginn.

Dat hale mir och fir e ganz wesentleche Punkt, net nëmme well et visibel ass op der Plaz, mä well dat och visibel kann zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Well Dir wësst, dass zu Lëtzebuerg, och wann e breede Konsens besteet, net nëmmen an der Politik, mä och an der Populatioun, dass mer eis engagéieren an der Kooperatiounspolitik, awer net all Mënsch där Meenung ass.

Et héiert een och zu Lëtzebuerg Stëmmen, déi periodesch soen, dass een och een Deel vun deene Suen zu Lëtzebuerg kéint investéieren, well och hei Misär wier. Et ass och net falsch, dass och zu Lëtzebuerg Misär ass. Dat mécht awer duerfir net falsch, dass een an der Kooperatiounspolitik probéiert op engem héijen Niveau ze schaffen.

Duerfir menge mer och, dass dat gutt ass, och wann den zoustännege Minister, wéi all seng Virgänger, periodesch virgeworf kritt, dass hien esou vill reest an dass hie Mediëberichter dovunner mat heem bréngt. Mir halen et fir richteg, dass dat geschitt. Well mir mengen, dass et noutwendeg ass, dass och déi Leit, déi participéieren um Bezuelen, gesinn, wat domadder geschitt, dass dat net nëmmen e Scheck ass, dass dat also net nëmmen Theorie ass, mä dass et eben och praktesch ka virgefouert ginn, wat mer do maachen.

En zweete Punkt, wou Lëtzebuerg och eiser Meenung no eng richteg Optioun geholl huet, ass eben, dass mer eis och sektoriell probéieren ze konzentréieren. De Minister huet a senger Ried déi Aspekter genannt: d'Waasser, den Développement local, d'Educatioun, d'Santé. Och dat ass kohärent, besonnesch mat de Mëttele vun engem dach relativ klenge Land, wat vläicht prozentual e groussen Effort mécht. Mä richteg ass et ze probéieren eis Efforten ze cibléieren op déi eelef Länner an och op déi véier Secteuren.

Dat mécht et och méiglech, dass mer doduerch op deene Plaze mat enger relativ staarker Presenz kënne sinn. Dat ass eng gewësse Kohärenz. Et ass och e Fil rouge an der Kooperatiounspolitik zënter enger Rei vu Joren, déi mer kontinuéierlech verbessert hunn; ouni Revolutiounen, mä éischter mat Evolutiounen. Dat ass och an dësem Haus hei ëmmer gedeelt gewiescht.

En zweete Punkt, deen déi Lëtzebuerger Politik och vun aneren ënnerscheet, ass net nëmmen de Fait, dass mer praktesch 1% vum PIB bäisteieren, mä et ass och, dass mer an aller Regel eng desinteresséiert Politik do maachen. Bei eis ass d'Kooperatiounspolitik net de verlängerten Aarm vu Wirtschaftsintérêten, déi hannendru sollten oder kéinte kommen. Dat ass oft bei anere Länner de Fall; wat duerfir déi Efforten am Beräich vun der Kooperatioun vun deene Länner och net automatesch falsch mécht. Mä trotzdeem weess een, dass et do och dann awer ëm Débouchéë vum Marché geet respektiv ëm d'Kreatioun vu Marchéen oder en Zougréff op bestëmmte Rohstoffer.

Dat ass zu Lëtzebuerg net de Fall. Mir sinn net suspekt op där doter Fro, dass mer géife mat engem „hidden agenda" optrieden, fir iwwert den Ëmwee vun der Kooperatiounspolitik aner Intérêten ze verfollegen.

Ech wëll als ee vun den dräi, véier Punkten, op déi ech haut méi wëll agoen, als Éischt op déi dramatesch Entwécklung vun de steigende Präisser bei de Rohstoffer kommen. De Minister huet d'Zuel genannt: bis zu 83% op der Bourse. Also net elo um Produit fini, mä bei de Matière-premièren op der Bourse. Dat ass eng gewalteg Entwécklung.

Mir ënnerstëtzen och als gréng Fraktioun déi Lëtzebuerger Regierung bei hirer Décisioun, dass se schonn een Euro pro Awunner an dee Fong abezuelt huet vum Programme alimentaire mondial. Dat ass eng richteg Décisioun gewiescht, besonnesch och well se relativ kuerzfristeg nom Opruff geholl ginn ass, an dat sollt och en Zeeche sinn. Mir mengen, dass do d'Lëtzebuerger Regierung richteg gehandelt huet, a si kritt och duerfir eis Zoustëmmung.

Et gëtt elo a leschter Zäit an deem dote Kontext vill vun deene sougenannten Agrartreibstoffer geschwat, an dat huet sech och scho résuméiert an enger Formule, déi Der kennt, vum vollen Tank a vum eidele Bauch, wat eng Konsequenz dovunner wier.

All déi Kritike si richteg, a mir Gréng hunn eigentlech scho virun deem dote Réckgréff op Agrarsprit gewarnt, ier de Conseil des Ministres am Mäerz 2007 d'Décisioun geholl hat, a sengen Diskussiounen iwwert d'Energieentwécklung an der Europäescher Unioun, déi och am Januar 2008 vun der Kommissioun bestätegt gi sinn, fir bis 2020 20% erneierbar Energien ze hunn, mä besonnesch 10% erneierbar Energië bei Bensin an Diesel. Do hate mir scho virdrunner gewarnt, dass dat een Holzwee wier an dass dat eiser Meenung no weder ökologesch nach sozial vertrietbar wier.

Well, och wann dat haut an enger gängeger Formule „Biosprit" genannt gëtt, dann ass do éischtens kee Bio dran, well déi Produktiounen, ëm déi et hei geet, ginn alles anescht wéi opgrond vun enger nohalteger Agrarwirtschaft erwirtschaft. Et ass eng intensiv Landwirtschaft, déi mat ganz ville Mëttelen aus der chemescher Keul probéiert ze ziichten.

Et ass also kee Biosprit, et ass Agrarsprit, deen och nach op eng ganz intensiv Aart a Weis récoltéiert gëtt. An do hate mir schonn 2007 eindringlechst virdru gewarnt, well mer der Meenung sinn, dass déi steigend Nofro, déi doduerch déclenchéiert gëtt op deenen Agrospriten, de Klimawandel iwwerhaapt net ännere wäert.

Am Contraire. Déi wäerten éischter, doduerch, dass se gréisstendeels a ganz oneffizienten Anlage raffinéiert ginn, just nach eng Kéier d'Nofro drastesch ukuerbelen an nach eng Kéier déi Problemer verschäerfen. Et ass also eng relativ oneffizient Energiequell, déi weder sozial nach ökologesch nohalteg ass.

Dat muss een och an där Däitlechkeet soen, an DÉI GRÉNG hu beispillsweis net méi spéit wéi gëschter oder virgëschter am Europaparlament och een immédiatë Moratoire op deenen doten Agrartreibstoffer gefrot. Mir hunn och mat Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, dass d'Lëtzebuerger Regierung sech an hiren Démarchë wëllt där doter Logik uschléissen. Do si mer, wann och net vun Ufank un, op enger Linn gewiescht. Mir si frou, dass Der och elo déi kritesch Haltung do anhuelt.

Dat gesot, ass et awer och ze liicht an ze einfach fir elo alles wëllen un den Agrartreibstoffer festzemaachen, wann et ëm déi Augmentatioun vun de Präisser vu Rohstoffer geet. Esou einfach ass et och nees net. Et gëtt verschidde Schätzungen, déi soen, dass dat fir ongefeier 5% nëmme vun der Präisaugmentatioun responsabel ass. Bon, dat sinn d'Zuelen; iwwert déi kann een diskutéieren. Mä et sinn op jiddfer Fall keng Zuelen am héijen zweestellege Beräich, wat op den Agrartreibstoff zréckzeféiere wier.

Dat bleift awer e relativ klengen Deel nëmme vun deem, wat d'Präisaugmentatioun an de leschte Méint gemaach huet. Gradesou, wann net souguer nach vill méi verantwortlech sinn aner Aspekter, an de Minister huet dat och virdru gesot a senger Ried, wou e gesot huet: Dat, wat elo amgaang ass ze geschéien, ass d'Resultat vun enger ganzer Rei vun Onkohärenzen an enger Rei vu verschiddene Politiken.

An net nëmmen een Aspekt, dee vun den Agrartreibstoffer, ass dorunner schold. Och wann deen elo zu Recht an de Medien ass, well mer do wierklech amgaange sinn, eng komplett Feelentwécklung ze huelen, sou soll een duerfir awer elo net d'Ae verschléisse virun enger ganzer Rëtsch vun anere Feelentwécklungen, déi genausou an nach vill méi responsabel si fir déi Präisaugmentatiounen. Dat ass am Beräich vun der Agrarpolitik, déi falsch leeft. Do sinn eng Rei Kolleege virdru schonn drop agaangen. Dat läit och dorunner, dass d'Uelechpräisser mëttlerweil bei 120 Dollar de Barrel sinn. Och dat huet eng Inzidenz op d'Produktioun vu Grondnahrungsmëttel op deene verschiddene Kontinenter.

Et ass also och eng Fro vum Ëmgang mat der Energie an eise Länner bei der Produktioun vun lesswueren, d'Fro vun der Energie bei der Mobilitéit, bei der Industrie, déi mat dozou bäidréit, dass déi Präisser vum Barrel Uelech an d'Luucht ginn. Wat dann hannendrun induzéiert, dass doduerch och d'Produktioun vun lesswueren an der Drëtter Welt méi deier gëtt.

Et ass also net nëmmen eng Fro vum Agrartreibstoff, et ass tatsächlech nach ëmmer eng Fro och do vum héije Pëtrolspräis, dee mir generéieren an initiéieren duerch déi Aart a Weis, wéi mir an den entwéckelte Länner liewen.

Wat awer och derbäikënnt, dat ass, dass einfach d'Demande fir déi Produiten amgaang ass an d'Luucht ze goen, duerch déi Entwécklung, déi an enger Rei vu grousse Länner amgaang ass stattzefannen: China, Brasilien, Indien a Russland. Do entsteet ganz einfach eng zousätzlech Demande.

Et muss een och soen, dass d'Spekulatioun op der Bourse, déi op deenen dote Produitë geschitt, e ganz groussen Undeel un där Augmentatioun vum Präis huet - an, fir déi Leit, déi et interesséiert, ech hunn net méi spéit wéi haut de Mëtteg nach op der Internetsäit vum „Spiegel" en interessanten Artikel fonnt, deen ebe beleet, wéi och déi sougenannte Börsenzocker d'Präisser vun de Liewensmëttel net nëmmen eropgedriwwen hunn, mä och nach elo befeieren, fir dass se nach weider an d'Luucht ginn. Wat do ofleeft, ass schonn un Zynismus bal net méi ze iwwerbidden - hätt ech bal gesot, wann ech naiv wier, wat ech awer probéieren net ze sinn.

Et gesäit een nämlech, dass do Investoren elo ausgerechent mat Grondnahrungsmëttel probéiere ganz héich Rendementen op den Terminmäert zu Chicago ze realiséieren. Si huelen och domat a Kaf, dass op anere Plazen op der Welt Versuergungsenkpäss entstinn, dass Hongersnoute kënnen d'Folleg dovunner sinn; wat natierlech net op deenen Ziedelcher steet, mat deene se op deene Mäert op der Bourse do akafen.

Finanzmanager artikuléieren dat ganz kal. Déi soen, dat ass einfach eng Ressource wéi eng aner. Déi Ressource fänkt u méi knapp ze ginn, a mir probéieren op knappe Ressourcen, wéi bei aneren och, Profitter ze maachen, duerch eng geschéckt Spekulatioun.

Dat huet als Endproduit, zum Beispill wann een dat beim Räis mécht, dass herno - wéi de Minister gesot huet - zu Haiti de Bulli giess gëtt, fir iwwerhaapt nach eppes an de Bauch ze kréien.

Si profitéieren also domadder - objektiv gesinn - vum Honger am Honduras, op de Philippinen, am Bangladesch, an net nëmmen dat. Domat gëtt och nach derfir gesuergt, dass deen Trend ugefeiert gëtt an och nach eropgedriwwe gëtt mat ganz einfache Börsegeschäfter, déi all Dag praktizéiert ginn.

Eng vun deene Banken, déi an dësen Deeg do amgaang ass ze punkten, ass eng Bank, déi och zu Lëtzebuerg aktiv ass. Et ass den, wéi den „Spiegel" schreift, Finanzgigant ABN AMRO, déi jo och Relatiounen huet mat anere Banke vun der Lëtzebuerger Plaz, déi hei scho méi laang täteg sinn. Relatiounen, déi och amgaang sinn, sech ze verbesseren an ze intensifiéieren. Déi huet als Ubidder vu Rohstoffproduitë fir privat Anleger schonn zënter ufanks Mäerz e Certificat, mat deem een och als Kleinstanleger op der Terminbörse zu Chicago op steigend Räispräisser ka setzen, mat der Hoffnung natierlech, dass de Räis a sengem Präis klëmmt, well dann nach de Rendement, deen een als Kleinstanleger dorobber huet, och an d'Luucht geet.

U sech reagéieren déi Leit just nëmme kal a prezis op eng Entwécklung. Wann een dann héiert, wéi déi Leit souguer op hirem Internetoptrëtt fir e Pabeier werben, da wëll ech dat net anescht kommentéieren, wéi dass ech Iech et virliesen. Do steet ganz einfach als Argument: „Wann Indien schonn en Exportverbuet fir säi Räis verhaangen huet, da gi weltwäit d'Präisreserven zréck op e strikte Minimum", schreiwen do d'Bänker. An dann erkläre se och nach, wat dat alles Guddes heescht. Domat gëtt et fir d'éischte Kéier méiglech, dass een an d'Nahrungsmëttel Nummer 1 um asiatesche Maart ka mat Benefiss participéieren.

Dat ass alles d'une Logique implacable, d'une Logique boursière implacable, mä et ass dat, wat zu engem groussen Deel an de leschte Wochen a Méint fir déi Kris do gesuergt huet. Duerfir kann ech dem Kolleeg Charles Goerens nëmme Recht ginn, wann e seet, dass, wann den FMI an d'Weltbank elo reagéieren, da soll een dat zwar net schlecht fannen, mä et huet een natierlech ee Moment misse stocken, wann een dat soll zur Kenntnis huelen an och nach mat aller Kredibilitéit akzeptéieren, wann een dës Zesummenhäng gesäit.

Dat sinn Zesummenhäng, déi wäit méi op dee Präis do en Afloss hunn, wéi déi berechtegt a kritesch Diskussiounen, déi elo endlech jiddferee féiert iwwert d'Agrartreibstoffer, déi heimadder eiser Meenung no net sollen opgewië ginn. Mä et soll een awer och do de Sënn fir dat Ganzt net verléieren, soss mécht een et sech einfach an et fënnt een doduerch herno och net zu enger Léisung.

Här President, ech mengen, den Här Goerens huet eng Fro.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt just soen, datt d'Weltbank an den FMI selwer en Deel vum Problem sinn, dee si elo bekloen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Esou ass et. Si hunn net nëmmen e Problem. Si sinn och e Problem zum Deel. Do si mer eis eens.

Wat awer wouer ass bei den Agrartreibstoffer, an och dat muss ee soen: Wann dat trotzdeem an déi Texter konnt erafléissen, dann ass dat net, well Ekologisten oder Grénger hannert deem Schlagwuert vum Biotreibstoff hannendrugelaf wieren oder dorop eragefall wieren - et ass jo just de Contraire -, mä da läit dat ganz einfach dorunner, dass massiven Drock op d'Europäesch Kommissioun gemaach ginn ass an de Joren 2006 an 2007 vun der Automobilindustrie, déi ganz einfach wollt doduerjer en Deel vum Drock, deen op hir läit, ofgeholl kréien. Déi wollt domadder iwwert déi nächst puer Joer deen Effizienzsprong an hirer Technologie net mussen an deem Rhythmus maachen, deen erwaart gi war.

Deen Effizienzsprong hätt natierlech bei den Investitiounen d'Automobilindustrie wesentlech méi kascht, an et ass duerfir, dass vu Säite vun der Automobilindustrie dee massiven Drock gemaach ginn ass, fir dass déi Agrartreibstoffer kënne kontabiliséiert gi bei déi 10% vun erneierbaren Energien, déi bis 2020 an dem Mix solle sinn. Dat muss een och nach eng Kéier rappeléieren, wann een net herno wëllt déi Saach eiser Meenung no falsch gesinn.

Dat gesot, si mir net integral dergéint, dass aus Agrarstoffer Energie gewonne gëtt. Och do soll een elo oppassen, dass een net alles matenee vermëscht, dass een net - wéi en Däitsche géif soen - das Kind mit dem Bade ausschëtt, well et gëtt duerchaus eng Plaz fir Agrartreibstoffer, à condition, dass déi dann och wierklech aus nohaltegem Landbau kommen, a virun allem awer och, wann dat an enger reng lokaler a regionaler Logik gemaach gëtt.

Wann also zu Lëtzebuerg an och an aneren europäesche Länner am Kader vum Zréckbau vun den Iwwercapacitéite Broochflächen entstinn, da soll een déi duerchaus kënnen notzen, fir am Kader vun enger Verwäertung vun deene Broochflächen eng Rei Saachen unzeplanzen, déi och hei solle kënnen dann dem Treibstoff bäigemëscht ginn. Well mer do souwisou Produiten hätte vun engem Präis, deen net kann exportéiert ginn, ausser e wär extrem subventionéiert, wourauser mer jo wëllen erausklammen.

Do hu mer also nach ëmmer Spillraum, fir kënne sougenannten Agrartreibstoffer anzesetzen, awer dat ass de Spillraum, dee vernünfteg ass, deen nohalteg, ekologesch a sozial vertrietbar ass. Alles, wat doriwwer erausgeet, ass eiser Meenung no a Fro ze stellen, ouni awer duerfir et komplett a Fro ze stellen, well dat wär och nees eng Kéier eiser Meenung no iwwerdriwwen.

Mir brauchen an engem Wuert, an engem Saz wéi an honnert, ganz einfach eng Politik bei de Liewensmëttel weltwäit, déi d'Liewensmëttelsécherheet an de Mëttelpunkt stellt, d'Nohaltegkeet, wéi se produzéiert ginn, an de Mëttelpunkt stellt, an déi och wierklech op der Plaz de regionale Produzenten op alle Kontinenter d'Chance gëtt, hir eege Produitë selwer ze verbrauchen an och selwer kënnen ze verkafen op lokalen a regionale Mäert. Dovunner si mer leider nach eng Weilchen ewech, well mer wëssen, 2005 si mer net virukomm, a bei den Engagementer, fir bis Enn 2012 opzehale mat der Subventionéierung vun Agrarproduiten um Weltmaart, si mer bis haut blockéiert.

Mir kënnen dem Minister nëmme Recht ginn, wann hien hofft, a mir hoffe mat him, dass mer do an der nächster Zäit kënne Fortschrëtter erzilen, fir dass mer déi doten Engagementer kënnen anhalen.

Wéi gesot, wann de Minister seet, dat, wat hei elo geschitt wär mat deene steigende Präisser, wier net nëmmen d'Schold vun engem Aspekt, mä et wier d'Konsequenz vun enger ganzer Rei vun inkohärente Politiken iwwer Joren, da si mir där Meenung och, a mir probéieren och, dat Gesamtbild domadder e bëssen hierzestellen.

Mir hunn och en zweete Punkt, deen eis wichteg schéngt. Dat ass dat Stéchwuert vun der Cohérence des politiques, wouriwwer de Minister och de Mëtteg scho geschwat huet. Dat ass eiser Meenung no a ville Beräicher noutwendeg, och an eisem internationalen Optrëtt.

Fir nach eng Kéier kuerz op dat anzegoen, wat de Charles Goerens scho gesot huet: Et muss een awer och haut nach eng Kéier kënne rappeléieren, obwuel dat haut scho bal keen Thema méi ass, mä et war laang d'Haaptthema Nummer 1, wa vu Kooperatiounspolitik geschwat gëtt - elo héiert een et bal net méi -, dat ass déi Saach vun der Verscholdung vun der Drëtter Welt a vum Noloosse vun de Scholden a vun der Zënslaascht, déi op deene Scholde läit. Haut ass dat bal aus de Riede verschwonnen. Et ass awer nach ëmmer e monumentale Problem. E monumentale Problem!

A wann den FMI an d'Weltbank sech elo Suerge maachen, wou mer frou sinn, dass se sech déi maachen, wéinst de Präisser op de Liewensmëttel, esou ass et awer haut genausou opportun wéi all déi lescht Joren, och wann do méi dovunner geschwat ginn ass, dass d'Weltbank an den FMI eng Entscholdungspolitik musse bedreiwen, déi deen Numm och verdéngt, déi méi a méi séier derfir suergt, dass déi Entscholdunge kënne stattfannen, dass se Entscholdungsprogrammer op d'Bee stellen, quitte dass déi punktuell mat Konditioune verbonne sinn. Mä och dat muss nach eng Kéier gesot ginn. Dat ass e massive Problem.

Déi Länner, déi ruinéiere sech, déi kréien den Hals zougezunn, déi erstécke bal un hirer Scholdelaascht an un der Zënslaascht, déi se duerch hir Scholden hunn. An och dat muss an enger Debatt iwwert d'Kooperatioun am Joer 2008 nach eng Kéier rappeléiert ginn.

De Minister huet virdru gesot a senger Ried an huet dat op e puer Plaze widderholl, et misst een an Zukunft d'Kooperatioun an d'Klimapolitik méi enk verbannen, Stéchwuert Klimapolitik am Sënn vun der Kohärenz vun de Politiken.

Dee Wonsch wier un hien erugedroe gi vu Leit, déi vill Vertrauen an hie setzen, a wier net an d'Ouer vun engem Dafe gefall, huet hie sech ausgedréckt, an an Zukunft géif all Projet op säi Klimaimpakt ofgeklappt ginn. Hien huet och d'Engagement nach eng Kéier widderholl, dass déi Kooperatiounssuen net aus deene Suen, aus deene Fonge géife kommen, mat deene Klimaziler verfollegt ginn.

Do si mer selbstverständlech mat Iech komplett d'accord, Här Minister. Dat ass alles schéin a gutt, mä wann Dir sot, Cohérence des politiques fir eng Rei Politiken an der Logik vun der Kooperatioun dobaussen ze vernetzen, da gehéiert awer och nach en zweete Volet Cohérence des politiques derbäi: Dat ass d'Kohärenz mat deem, wat een doheem mécht. Cohérence des politiques, wann een an der Welt optrëtt, ass noutwendeg, mä da soll awer am ideale Fall och dat, wat een doheem mécht, domadder selwer kohärent sinn.

Wann Dir sot, dass elo all Projet am Kooperatiounsberäich op säi Klimaimpakt ofgeklappt gëtt, da soe mir Iech: Majo, da maacht dat och heiheem, léif Regierung! Déi gréng Fraktioun seet Iech dat zënter Laangem. Bei all Projet, bei all gréisserem Projet, deen hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, froe mir scho laang, dass eng Klimafiche gemaach gëtt, net nëmmen eng Fiche financière, net nëmmen eng Fiche technique, mä dass och hei zu Lëtzebuerg bei grousse Projeten eng Fiche gemaach gëtt mam Impakt op de Klima. Zum Beispill, wann dës Chamber renovéiert gëtt. Zum Beispill, wa mer eis mat der Fro vun der Beliichtung vun dëser Chamber ofginn, da musse mer och do kucken, ob dat alles pertinent war am Sënn vu Klimaschutz a vu Klimapolitik.

A wa mer hei zu Lëtzebuerg et bei grousse Projeten net fäerdeg brëngen, eng Fiche environnementale, eng Fiche climatique ze realiséieren, dann ass et natierlech net extrem kohärent, wa mer dobaussen an der Welt domadder optrieden. Dat mécht et duerfir net falsch, dass Dir dat maacht. Au Contraire. Mä maacht et ganz richteg, maacht et ganz kohärent. Maacht eng richteg Cohérence des politiques, déi net nëmmen eng Einbahn ass, mä a béide Richtunge fonctionnéiert, an dann hu mer och hei zu Lëtzebuerg genuch Aarbecht, fir an där doter Logik, Här Minister, virunzekommen.

Gradesou wär et noutwendeg, Cohérence des politiques ze bedreiwen, wa mer kucken, wéi Lëtzebuerg seng Kyoto-Engagementer wëllt respektéieren. Iwwer immens vill CDMen, déi sougenannten „clean development mechanisms" gi mir hin a kafen eis Emissiounsrechter dozou, fir eis Reduktiounsziler ze erreechen, an dës Rechter gi ganz vill geschafen duerch Projeten an den Entwécklungslänner. An et ass och gutt, dass an deene Länner do esou Projeten entstinn.

Allerdéngs, an dat hu mer och schonn oft gesot, verstéisst et géint de Geescht vu Kyoto, wann ee sech engem esou groussen Undeel vu sengen Engagementer duerch Zoukafe vun Emissiounsrechter muss entleedegen. Dat ass net nëmme géint de Geescht vu Kyoto. Dat ass och nach ekonomesch net schrecklech sënnvoll an och op der Plaz ganz oft wéineg hëllefräich, voire bis kontraproduktiv.

Et ass och duerfir net kohärent, well den Haaptproblem, dee mer jo hunn op der Klimafro, deen ass, dass déi westlech Länner - net nëmme mir, mä anerer och - duerch hire Modell e Konsum un den Dag leeën, deen als Modell op de Planéit net exportabel ass. Wann all d'Länner op der Welt mam selwechte Recht wéi mir géifen akloen, sech kënnen ze behuele wéi mir, da bräichte mer dräi Planéiten, fir Energie ze hunn, a mir bräichten dräi Planéiten, fir kënnen eisen Honger ze stëllen.

Duerfir, wa mer also an deene Länner zu Recht all eis Projeten op de Klimaimpakt ofklappen, da musse mer awer och doheem derfir suergen, dass dat, wat de Problem schaaft, och hei zu Lëtzebuerg dann awer a Fro gestallt gëtt, dass och hei zu Lëtzebuerg probéiert gëtt, Modeller auszeschaffen, wéi mer eis kënnen iwwer wéi vill Joer un déi Ziler do erubewegen. Ziler, déi realistesch sinn, déi awer och ambitiéis sinn - an dat vermësse mer.

Déi Zort Cohérence des politiques, Här Minister, déi sidd Dir als Kooperatiounsminister natierlech net eleng amstand ze realiséieren, mä dat ass eng Erausfuerderung un Är ganz Regierung, fir och Cohérence des politiques hei zu Lëtzebuerg ze bedreiwen.

Déi gréng Revolutioun, vun där scho virdru geschwat ginn ass vu Virriedner, déi geet net vun de Länner aus aus der Drëtter Welt, mä déi muss vun de Länner ausgoen, déi och de Problem verursaacht hunn, an dat ass e Liewensmodell fir de Planéit. Déi globaliséiert Welt verlaangt och no engem Liewensmodell, deen nohalteg machbar ass, haut a fir déi nächst Generatiounen. Dat muss vun hei ausgoen, an dat Stéck Cohérence des politiques, dat bleiwe mir schëlleg.

Mir maache villes richteg, mir maache villes gutt. Mä mir hu villes doheem an den Hausaufgaben och nach wesentlech besser ze maachen, wéi mer dat am Moment maachen, notamment och an der Aart a Weis, wéi mer eis ernähren. Net nëmmen an der Aart a Weis, wéi mer eis Mobilitéit organiséieren, net nëmmen an der Aart a Weis, wéi mer produzéieren, mä och an der Aart a Weis, wéi mer eis ernähren.

Wann ee weess, dass zum Beispill a Brasilien 90% vun der Sojaproduktioun nëmme geholl gëtt, fir déi Béischten ze fidderen, déi mer herno als Bifdeck wëllen iessen, da weess een, wéi d'Zesummenhäng sinn. An da weess een, dass net nëmmen d'Léisung hei ufänkt, mä dass och de Problem iergendwou hei bei eis selwer muss ufänken am Sënn vun der Cohérence des politiques. Woufir Der eis ganz Ënnerstëtzung hutt; méi vläicht, wéi et Iech léif ass.

(Interruption)

Den drëtten a leschte Punkt. E Wuert iwwert d'Strukturen, déi mer an där doter Matière hunn. Mir hunn eis iwwert déi lescht Jore stänneg verbessert. Ënnert dëser Regierung an och ënnert der Regierung virdrun ass d'Aart a Weis vun der Zesummenaarbecht mat all den Acteuren - de staatlechen Acteuren an den ONGen - wierklech och do net an Termë vu Revolutiounen, mä an Termë vun Evolutioune verbessert ginn. Do si mer haut wierklech - dat soen och d'Acteure vum Terrain - en zolidd Stéck virukomm.

Si soen awer och, dass mer elo déi nächst Stuferakéit missten zünden an dass mer elo op engem Punkt ukomm sinn, wou een och vläicht iwwert d'Struktur misst diskutéieren, wéi hei zu Lëtzebuerg d'Kooperatiounspolitik diskutéiert gëtt a wéi d'Kohärenz vun der Kooperatiounspolitik hei zu Lëtzebuerg soll realiséiert ginn. Si ware rezent bei eis an der Chamber an hunn op dräi, véier Aspekter higewisen, déi hinne wichteg schéngen.

Et geet engersäits ëm dee Comité interministériel, dee mer haut hunn, an deen och eng ganz Partie Erfahrunge gesammelt huet, déi sollten afléissen an eng Weiderentwécklung vun deem Gremium an an eng Weiderentwécklung vun de Strukturen, wéi hei zu Lëtzebuerg Kooperatiounspolitik gemaach

gëtt. Déi Erfahrunge sollten drop erauslafen, dass ee sech e Gremium gëtt, deen eng richteg Capacité d'analyse huet. Dat verlaangen d'Acteure vum Terrain. E Gremium, deen och an enger Kontinuitéit ka schaffen, deen also weess, dass seng Moyenen iwwer eng länger Zäit kënne sinn, fir en Travail dans la continuité kënnen ze maachen.

Si hätten och gären, dass bei der Representatioun net nëmme wéi bis elo de Comité interministériel mat den ONGen zesummekënnt, mä si lancéieren och en Appel un d'Politik, notamment un d'Parlament, fir ze soen: Dir musst Iech méi implizéieren! An och do net nëmmen an der Logik vun enger Einbahn, mä och do mussen d'Parlamentarier mat de Parlamentarier aus deene Länner, déi mer als Pays cibles hunn, méi intensiv zesummeschaffen. Et kann net sinn, dass et nëmmen um Terrain stattfënnt. Et kann net sinn, dass et nëmmen eng Saach ass vun der Exekutiv. Och d'Parlamentarier si gefuerdert, fir sech méi staark derfir ze interesséieren, an dat net an enger Einbahn.

Si verlaangen och, dass dat Gremium soll esou organiséiert sinn, dass et géint eng Main-mise vun engem vun deenen Acteuren alleguer geschützt wier. Et sollen also all déi Acteuren, déi do un den Dësch invitéiert sinn, zesumme kënne schaffen, ouni awer dass do een ze vill dominant géif ronderëm den Dësch ginn. Si nennen dat en «Conseil coopération et cohérence».

Mir halen dat als gréng Fraktioun fir richteg. Mir hunn och duerfir eng Motioun preparéiert, déi ech hei wëll déposéieren, wou mer d'Regierung opfuerderen, d'Kreatioun vun engem Conseil coopération et cohérence ze analyséieren opgrond vun deenen dote Strukturen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- soulignant la nécessité d'une cohérence des politiques accrue en matière de politique de coopération;

- considérant que les expériences gagnées au sein de l'actuel comité interministériel doivent guider la recherche d'une solution plus performante;

- considérant qu'une structure réunissant acteurs du terrain, fonctionnaires gouvernementaux, membres du gouvernement et parlementaires pourrait fournir une plateforme adéquate;

- considérant que cette structure devrait disposer d'une réelle capacité d'analyse et qu'elle devrait pouvoir travailler dans la continuité et être à l'abri d'une main-mise de l'un des acteurs;

invite le Gouvernement

- à analyser la création d'un conseil coopération et cohérence.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Här President, den Här Minister freet d'Wuert.

M. le Président.- Den Här Minister huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Här President, ech wëll dozou direkt eppes soen. Et gëtt e Comité interministériel pour le développement durable. Et gëtt e Conseil supérieur pour le développement durable. Et gëtt e Comité Kyoto. Et ginn Assisen. Et gëtt e Comité interministériel. Ech weess emol net, wéi déi Organer all heeschen. Ech hunn Iech der elo fënnef opgezielt. Wann den Här Braz mer seet, wat fir dräi mer ofschafen, da kënne mer och iwwert dat anert diskutéieren.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech proposéieren Iech, Här Minister, dass mer dat zesummen diskutéiere mat deenen Acteuren.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Sot mer, wat fir eng!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech soen Iech dat, wa mer zesummesëtzen.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Neen, sot mer, wat fir eng!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Neen, neen. Ech hunn Iech proposéiert, dass mer eis solle Gedanke maache genau doriwwer, fir déi Cohérence des politiques ze steigeren. Sëtzt Iech mat deene Leit un en Dësch! Gitt hinnen d'Wuert! Déi erklären Iech dat. Ech sinn iwwerzeegt, dass mat deene Leit zesummen eng Léisung fonnt gëtt doriwwer, wat fir eng Gremië solle bäibehale ginn oder net.

Ech mengen net, dass et ubruecht ass haut ze soen: Dee Wonsch, dee vun deene Leit kënnt, ass absurd. Ech mengen, dass dee Wonsch ganz kohärent ass. Ech sinn och sécher, dass mer mat hinnen zesumme géifen eng Léisung fannen am Konsens iwwert déi dote Strukturen, och iwwert déi, déi eventuell missten herno a Fro gestallt ginn.

Ech mengen net, dass mir dat haut sollte beäntwerten. Mä mir sollen déi Initiativ an dee Virschlag opgräifen a soen: Kommt, mir analyséieren dat a fannen zesummen eng Léisung! D'Parlament ass sécher bereet, säi Rôle do matzespillen, notamment déi zoustänneg Kommissioun ënnert dem Här Fayot, déi jo och déi Leit viru kuerzem empfaangen huet.

M. le Président.- Här Braz, erlaabt Der nach, datt den Här Minister Iech eng kleng Fro stellt?

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Entschëllegt, wann ech nach eng Kéier drop zréckkommen. Den Här Braz huet, wann ech richteg verstanen hunn, d'Vuë vun den ONGen duergeluecht, déi absolut respektabel sinn. Hien huet gesot, déi Gréng géife se deelen, wann ech richteg verstanen hunn. An ech hu gefrot: Solle mer d'Saachen da vereinfachen? Ech krut awer dorop keng Äntwert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn Iech d'Äntwert ginn, Här Minister. Kommt, mir setzen eis mat deenen un en Dësch a mir diskutéiere mat hinnen iwwert hire Virschlag! Ech sinn iwwerzeegt, dass déi Leit beméit sinn, e Konsens mat Iech ze fannen iwwert déi Strukturen, déi solle bäibehale ginn, iwwert déi Strukturen, déi sollen ofgeännert ginn, an iwwert déi Strukturen, déi sollen nei geschafe ginn.

Verschléisst Iech net dem Gespréich! Dat ass e weidert Element wéi mer déi Kooperatiounspolitik kënne verbesseren.

M. le Président.- Här Minister, ech géif zwar proposéieren, den Här Braz géif seng Ried fäerdeg maachen. Dir hutt jo herno d'Méiglechkeet, dem Här Braz op all Detail ze äntwerten. Well soss komme mer wierklech net virun.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- An ech hu souguer nach d'Méiglechkeet, Iech ze äntwerten. Also, mir kënnen nach laang matenee schwätzen, mä kommt mir ginn deenen anere Leit och d'Wuert.

E lescht Wuert awer och. Aus dem Souci eraus vun der Cohérence des politiques nach ee Stéchwuert, wat eis wichteg schéngt. Mir hu schonn oft iwwert d'Immigratiounspolitik geschwat. Mir sinn och amgaang en neit Immigratiounsgesetz ze maachen a mir hunn oft bemängelt, dass et um europäeschen Niveau nach keng kohärent Immigratiounspolitik gëtt.

Mir wëssen awer gläichzäiteg, dass den europäesche Kontinent sech amgaang ass ze dépeupléieren, dass mer also all Joer e steigenden Undeel vu Leit aus Drëttstaten op den europäesche Kontinent kréien. Dat net nëmmen aus Afrika, wou en Deel vun eise Pays cibles sinn; och aus aneren Deeler vun der Welt. Mä mir hunn deen Trend zu de Leit aus dem Drëttstat an eise Législatiounen - europäesch an och national - nach net esou richteg integréiert.

Trotzdeem fënnt d'Immigratioun statt mat all de Schwieregkeeten, déi dat mat sech bréngt, well et duerfir eng Demande gëtt um europäesche Marché an och um Lëtzebuerger Marché. Déi Leit fanne Beschäftegung. Si fannen dat just net op eng legal Aart a Weis. Mir hunn ëmmer gemengt, dass eis Pays cibles och kéinten eng Plattform bidden, fir och am Beräich vun der Immigratiounspolitik eng méi grouss Kohärenz un den Dag ze leeën.

M. le Président.- Här Braz, Dir misst zwar lues awer sécher zum Schluss kommen!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Jo, et si 34 Minutten, Här President. Wann Der mer déi zwou, dräi gitt, déi den Här Minister mer geholl huet, da si mer gutt.

M. le Président.- Et waren der zwar net grad zwou, dräi. Da kuckt, datt Der Iech an enger fäerdeg maacht, Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dat ass kee Problem.

(Interruption)

Ech wëll duerfir, Här Minister, och vun der Regierung wëssen, ob se gedenkt sech an nächster Zäit och am Beräich vun der Immigratiounspolitik eng méi kohärent Politik ze ginn an ob se gedenkt sech am Beräich vun der Immigratiounspolitik och Saachen auszedenken, fir mat deene Länner - déi mer kennen, déi eis Pays cibles sinn, mat deene mer e Vertrauensverhältnis hunn, vun deene mer och schonn zum Deel Leit hei hunn - eng privilegéiert Partnerschaft opzebauen am Beräich vun der legaler Migratioun vun de Leit aus deene Länner op Lëtzebuerg hin.

Dat och an engem Souci vun Austausch vu Leit, och an engem Souci vu Formatioun vun de Leit; net vu Fuite des cerveaux. Well dat ass dat, wat am Moment geschitt. Et ass och dat, wat mat den neie Gesetzgebunge riskéiert ze geschéien. Mä dat wierklech am Souci vun enger Partnerschaft, wou een och kéint mat deene Leit diskutéieren iwwer zäitweileg Presenzen zu Lëtzebuerg fir Formatioun, a wou een och kéint regulär an definitiv Immigratioun mat deene Länner am Kader vun eiser Kooperatiounspolitik organiséieren. Och dat wär e Stéck Cohérence des politiques.

Ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt soen, datt mer ee vun deene rare Parlamenter sinn an Europa, wou all Parteie mat den Zilrichtunge vun der Entwécklungshëllef d'accord sinn. Duerfir kënne mer och mat bal allem, wat de Minister ons gesot huet, haut de Mëtteg d'accord sinn. Et muss een och deenen ONGe Merci soen, de Leit, déi sech um Terrain ëm d'Problemer këmmeren, och an de Ministèren a Lux-Development, well déi eng ganz gutt Aarbecht leeschten. E gudden Deel vun der lëtzebuergescher Entwécklungshëllef ass hire Mérite.

Mir ginn zu Lëtzebuerg, wa meng Chiffere richteg sinn, d'lescht Joer - genau gesot - 275 Milliounen Euro aus fir Entwécklungshëllef. Dat ass e ganz héije Montant, deen och ganz staark an onse Budget schléit. Et ass verständlech, wann een dee Montant do héiert, datt sech ganz vill Leit dobaussen dann d'Fro stellen: Ma firwat sinn am Budget da keng Suen do, fir eng Maison relais ze renovéieren? Firwat si keng Suen do fir Leit, déi hei am Land aarm sinn?

Duerfir ass justement eng vun deenen Debatten, déi mer musse féieren an déi permanent muss gefiert gi mat de Bierger hei an onsem Land, fir déi Akzeptanz vun der Entwécklungshëllef ganz kloerzemaachen an déi och duerchzesetzen.

Mir mussen hei feststellen, datt mer evidenterweis en Intérêt hunn, fir an d'Entwécklungshëllef ze goen. Éischtens aus Solidaritéit vis-à-vis vun deene Leit, deenen et méi schlecht geet. Mä et kann een och soen, datt et an onsem Intérêt ass, fir op dee Wee ze goen. Well iwwerall do, wou et Aarmut gëtt, do ass de Risiko vun Terrorismus, do ass de Risiko vu Krich, do ass de Risiko och vun illegaler Immigratioun natierlech méi grouss, wéi wann een op der Plaz hëllefe kann an d'Leit op hirer Plaz selwer sech kënnen uerdentlech ernieren a liewen.

An där ganzer Debatt, déi mer hei féieren, hunn ech och mat Freed notéiert, datt d'Regierung mat der Chambre de Commerce versicht huet fir d'lëtzebuergesch Entreprisen un der lëtzebuergescher Entwécklungshëllef ze interesséieren. Et hu sech eng 160 Entreprisë gemellt. Ech weess, datt, wat d'Marchés publics ugeet, d'lescht Joer eng ronn 80 Milliounen Euro iwwert d'Marchés publics verdeelt gi sinn. Wat ech net weess a wou ech vläicht frou wier, wann den Här Minister mer dëst kéint soen, dat ass, wéi vill vun deenen 80 Milliounen u lëtzebuergesch Entreprisë gaangen ass.

Evidenterweis geet jo e gudden Deel an déi Zillänner, wou mer investéiert hunn a well do gebaut gëtt, mä et ass awer och e gudden Deel, deen hei zu Lëtzebuerg bleift oder lëtzebuergeschen Entreprisen zeguttkënnt. Do wier ech frou, wann ech kéint e Montant gewuer ginn.

Et ass vun all menge Virriedner mat Recht op d'Kohärenz vun de Politiken higewise ginn. Ech wëll mech an där méi kuerzer Zäit, déi engem zur Verfügung steet, konzentréieren op Problemer, déi elo méi rezent zur Debatt komm sinn, an dat ass de Präisindex, d'Héije vun den Nahrungsmëttel.

Dat ass fir mech ee vun deenen Haaptproblemer, mat deene mer konfrontéiert sinn am Ablack. An net nure mëttelfristeg, mä souguer laangfristeg.

Ech wëll nuren drop hiweisen, datt laut den Donnéeën, déi mer hei zur Verfügung hu vun der Welternährungsorganisatioun, der FAO, vum Mäerz 2007 bis Mäerz 2008 d'Präisser vun den Nahrungsmëttel ëm 57% gestiege sinn. Eleng de Räis ass innerhalb vun de leschten zwee Méint ëm 75% gestiegen an de Weess am Laf vum leschte Joer ëm 120%.

Dat, wat um Weltmaart passéiert, provozéiert dann natierlech Reaktiounen an deenen äermste Länner vun der Welt, wou bien entendu déi Leit musse vun deene Wuere liewen, wou d'Main-d'œuvre selwer méi bëlleg ass a wou doduerjer d'Matière première, dat heescht de Weess, de Räis, natierlech vill méi an hirem Alldeeglechen zu Buch steet.

Duerfir gesäit een, datt et an iwwer 33 Länner am Ablack op der Welt zu Onrouen an zu Instabilitéit komm ass. E gudden Deel dovunner si bekannt: Marokko, Mexiko, Haiti, Ägypten. Et kéint een nach anerer opzielen. Do gesäit een, datt dat natierlech ganz staark Reaktioune provozéiert.

Mä et gesäit een och, datt dat hei zu Lëtzebuerg Répercussiounen huet. Et brauch een nuren d'Evolutioun vum Pond Brout ze kucken, wéi de Präis geet. Do ass natierlech nuren e Brochdeel dovunner op de Weess zréckzefeieren. Mä nach huet dat Répercussiounen, an et gesäit een och, datt déi lescht Donnéeë vum Statec weisen, datt innerhalb vun engem Joer d'Iesswueren hei zu Lëtzebuerg ëm ronn 6% méi deier gi sinn. Dat ass bien entendu eng Reaktioun op dat, wat natierlech och um Weltmaart passéiert ass.

Et muss een elo analyséieren, wéi dann d'Prognose fir d'Präisentwécklung sinn. Wann ech op d'Donnéeë vun der Weltbank kucken, da gesäit een, datt si e Réckgang vu 25% an der landwirtschaftlecher Produktivitéit bis 2080 an de meeschten Entwécklungslänner virgesinn, als Folleg vum Klimawandel. Dat ass natierlech eng Donnée, déi ganz explosiv ass.

Wat sinn d'Grënn fir den Ustieg vun de Präisser vun den Nahrungsmëttel? Do gëtt et genau dräi Etüden, déi dat alleguerten uniform analyséiert hunn an och zur selwechter Konklusioun komm sinn, dat sinn: d'Weltbank, den International Food Policy and Research Institute an d'FAO. Dat si strukturell Ursaachen.

Éischtens d'Nofro a China an an Indien, haaptsächlech no Fleesch, an ee Kilo Fleesch weider am Verkaf, dat bedeite 16 kg Weess, déi mussen derfir opbruecht ginn. Dat ass d'Produktioun vun Agrardreif, also de Biosprit, wéi ee seet. Do gesäit een, datt dat bien entendu och ganz staark zu 26 respektiv zu 72% fir de Mais bäigeluecht huet um Käschtepunkt. Et ass de Klimawandel vun deem ech virdru geschwat hunn. Et sinn déi gestiegen Uelechpräisser, wou een och gesäit, datt, wann een Agrarproduitë produzéiert, natierlech och dofir Diesel a Kraaftstoffer gebraucht musse ginn, an et gesäit een, datt dat natierlech och seng Répercussiounen huet.

An dann ass och eng Ursaach déi mangelnd Investitiounen an d'landwirtschaftlech Produktivitéit an den Entwécklungslänner. Eng etlech vun den Entwécklungslänner, haaptsächlech an Afrika, ware während laange Joren Exportlänner. Haut si se Importlänner ginn. An do gesäit een, datt dat natierlech och Répercussiounen huet.

Da gëtt et eng etlech Länner, déi Exportstoppe vun Agrarproduitë verhaangen hunn. Och dat féiert dozou, datt natierlech déi Wueren, déi deen Ablack um Weltmaart sinn, méi enk ginn an datt doduerjer natierlech och d'Wueren, déi dann nach um Weltmaart sinn, méi deier ginn. Ech wëll nuren drop hiweisen, datt Indien, China, Russland, Ägypten, Vietnam a Sambia - fir nëmmen déi ze nennen - esou Exportstopper verhaangen hunn.

Da gëtt et d'Spekulatioun a bien entendu de Wuesstum vun der Weltbevölkerung, déi jährlech eng Augmentatioun vun 2% zousätzleche Liewensmëttel freet.

Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, et geet heiansdo net ëmmer duer mat Sonndesrieden, a gudde Rieden a gudden Debatten, och hei an der Chamber. Mir erwaarden ons och vun dëser Regierung, vun der Europäescher Unioun, datt mer e puer Ännerungen a méi Kohärenz an der

Politik hunn. Dat bedeit, dat ass virdru schonn ugeklongen, datt mer déi Biosprit-normen, déi Ziler, déi mer wëllen hunn, déi anscheinend op 10% vun dem Energiebedarf hinzilen, reduzéieren.

Ech war frou ze liesen an ze héieren, datt souwuel den Ëmweltminister wéi Dir, Här Schiltz, d'Regierung d'une façon générale domat d'accord ass, fir op dee Wee ze goen an datt mer awer och eng aner Décisioun mussen huelen an nächster Zäit. Dat ass fir déi Exportsubsidië fir Agrarproduiten ze supprimëieren.

Do huet d'Europäesch Kommissioun Propositiounen an deem Sënn gemaach, an ech wollt d'Regierung froen, ob se och wëlles huet, op deem Gebitt do déi Exportsubsidiéierunge vun Agrarproduiten ze stoppen, an dat mat deenen anere Länner, déi an déiselwecht Richtung wëlle goen, fir domadder der Europäescher Kommissioun an deem Sënn entgéintzekommen.

Woufir ass et wichteg, datt mer do intervenéieren, fir déi Subsidië fir Exportproduiten ze stoppen? D'Haaptargument, wat ech doranner gesinn, ass, datt mer als Konsument zweemol bezuelen. Mir bezuelen eng Kéier ons Iesswueren iwwert de Wee vun den Exportsubsidien, a mir bezuelen nach eng Kéier, well doduerjer, datt vill Agrarproduiten exportéiert ginn, sinn natierlech an Europa an och hei zu Lëtzebuerg manner Produiten um Maart, wat dann nees erëm zu Präissteigerunge féiert, esou datt also de Bierger zweemol zur Keess gebiede gëtt duerch eng verkéiert Agrarpolitik. Duerfir ass et wichteg, datt mer hei op en anere Wee ginn.

Ech wollt d'Regierung froen, ob se bei deenen Négociatiounen, déi elo um europäeschen Niveau sinn, ganz kloer op dee Wee wëllt goen, datt mer mat deenen Exportsubsidië sollen ophalen. Dat schéngt mer eng wichteg Donnée ze sinn.

Eng aner Fro, déi ee ka mat unhänken, dat ass déi Propositioun vun der Weltbank a vum Fonds monétaire international, fir eng 500 Milliounen Dollar géint den Honger auszeginn. Dee Montant ass elo anscheinend no uewe revidéiert ginn op 750 Milliounen Dollar. Dozou wollt ech froen, ob d'Regierung bereet ass, op dee Wee ze goen - am europäesche Kader bien entendu - a wat ongeféier do d'Kontributioun vu Lëtzebuerg kéint sinn.

Et muss een och eng etlech Kritiken ernimme vum Fonds monétaire international op jidde Fall, déi - mengen ech mat Recht - op e Problem higewisen hunn, nämlech datt een awer och muss eng etlech Kritiken net méi esou fir richteg hale vis-à-vis vun där Politik, déi de Fonds monétaire an der Vergaangenheet gemaach huet.

Wat ass nämlech gewiescht? An der Vergaangenheet war d'Besetzung haaptsächlech vum Verwaltungsrot vum Fonds monétaire international ganz staark influenzéiert vun Amerika. Mä et ass elo e Revirement komm an der Besetzung vun deem Verwaltungsrot. Et ass elo virgesinn, datt deen nächste President vum Fonds monétaire international keen Amerikaner a keen Europäer ass, mä eng Persoun aus engem vun den Entwécklungslänner. Doduerjer ass vläicht elo méi eng grouss Sensibilitéit zu deem Problem do komm, mä et ass op jidde Fall wichteg, datt mer déi Initiativ vun der Weltbank a vum Fonds monétaire international ënnerstëtzen.

Dat Zweet, wat mir als ADR mengen, dat ass, datt mer déi Norme vum Biosprit no ënne revidéiere sollen, fir datt mer eng méi kleng Zilsetzung an Europa doriwwer hunn, wéi vill mer däers gebrauchen.

Deen drëtte Punkt, deen ons wichteg schéngt, dat ass, datt en „new deal" soll gemaach ginn iwwert déi ganz Welternährungsproblemer. Dozou gëtt et jo och Propositioune vum Här Zoellick vun der Weltbank. Mir sollen ons deenen ënner anerem ralliéieren.

Et geet och dorëm, datt, wa mer effektiv géint d'Aarmut an den afrikanesche Länner an och an den asiatesche Länner wëllen ukommen, een da muss natierlech och derfir suergen an hëllefen, datt sozial Sécherungssystemer an deene Länner ausgebaut ginn.

Et ass verständlech, datt, wa Leit fäerten, datt se am Alter net méi kënne schaffen, wa se jonk Leit, hir Kanner brauchen, fir hinnen am Alter ze hëllefen, si deen Ablack natierlech ganz vill Kanner op d'Welt bréngen. Fënnef, sechs, siwe Kanner sinn an deene Länner normal. Et ass och verständlech, datt deen Ablack, souguer wann de PIB an deene Länner steigt, de Pro-Kapp-Akommes permanent zréckgeet, well d'Bevölkerungszuel villech méi séier steigt wéi de PIB an deenen Entwécklungslänner.

Duerfir mengen ech, datt mer also mat deene Prinzipien, wéi mer se elo alleguerten hei diskutéiert hunn, kënnen d'accord sinn. Mir hätten awer och gäre vun der Regierung, datt se ganz kloer seet, wéi se wëllt elo um europäeschen Niveau an och um nationalen Niveau déi Cohérence des politiques duerchsetzen, wat d'Agrarsubventiounen ugeet an och wat déi Demande vun der Weltbank a vum Fonds monétaire ugeet.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Merci, Här President. No all deene ville gudde Wierder, wëll ech dann emol ufänke Saachen ze soen, déi vläicht manner agréabel sinn, an zwar als Éischt déi Tatsaach, dass mir haut de Mëtteg déi Ried, déi de Minister hei fir eis gehalen huet, eréischt an de Grapp kruten, wéi hien op der drëttleschter Säit war, während haut de Moien e Journalist, dee mech interviewt huet zu engem aneren Thema, d'Ried schonn am Grapp hat.

Dat si Manéieren, déi mer mëttelméisseg appréciéieren, well et net evident ass, eng Ried nozelauschteren an herno nach ze wëssen, wat ee gehéiert huet, wann een net gläichzäiteg en Text ënnert den Ae leien huet, op deem een dat ka verfollegen.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Ech hunn net gefrot, fir datt d'Debatt deen nämlechten Dag géif gehale ginn!

M. le Président.- Madame Err, den Här Wolter wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass vläicht richteg, wat d'Madame Err elo gesot huet. Ech wëll soen, dass et fréier esou war, dass de Minister d'Deklaratioun gemaach huet an d'Debatt en Dag drop war, fir jiddferengem Zäit ze ginn, a Rou d'Debatt ze maachen. Mä dëst Joer ass op Insistenz vun der demokratescher Fraktioun de System ëmgeännert ginn, well si an der Conférence des Présidents d'Demande gemaach hunn, fir d'Debatt direkt no der Ried vum Minister ze hunn, mat der Argumentatioun, déi ee kann novollzéien, dass dann d'Diplomaten, déi eis Debatte géifen nolauschteren, d'Méiglechkeet hätten, fir net nëmmen d'Ried vum Minister, mä och de Suivi vun der Diskussioun kënnen an engem Stéck ze maachen.

Mir hunn eis deem ralliéiert. Wann d'Deputéierten awer der Meenung sinn, dass dat net gutt ass, si mir selbstverständlech bereet,...

(Interruption)

...op dee System zréckzekommen, dee mer haten, nämlech dass d'Ried gehalen an dann ausgedeelt gëtt, jiddfereen een Dag Zäit huet, fir se ze kucken, an dann dozou Stellung kann huelen.

Och domat hu mir kee Problem.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Also, dat do ass keng Äntwert op déi Fro, déi ech opgeworf hunn.

Une voix.- Dach!

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Neen, iwwerhaapt net. Et ass eng Saach, ob een eng Ried hält an ob ee gläichzäiteg den Text ënnert den Aen huet, well vill Leit sécherlech an därselwechter Hypothees si wéi ech, dass et ganz schwéier ass, sech op eppes ze konzentréieren, wat een net gläichzäiteg ënnert den Aen huet.

Et ass all Kéiers déi nämlecht Diskussioun. Wa mer aussepolitesch Diskussiounen hei hunn, da war de Minister dozou ze bewegen, seng Ried gläichzäiteg auszedeelen, an ech fannen, dass de Rescht sech wierklech duerch absolut näischt justifiéiert, besonnesch wann een dann herno gesot kritt: „Et geet keen op meng Ried an!", oder „Et geet keen op de Rapport an."

Also, béides ass e bësse schwéier. Dobäi wëllt ech et beloossen. Ech fannen et just net agréabel. Et kann een och op déi aner Manéier, wéi mer virdru gefuer sinn, erëm zréckkommen, mä ech denken net, dass et do d'selwecht war, well d'leschte Kéier hate mer déiselwecht Diskussioun, och wéi am Fong d'Diskussioun iwwert d'Ried eréischt deen Dag drop war. Mä loosse mer elo hei net eng grouss Debatt maachen.

Ech wëll just soen, dass ech appréciéieren, eng Ried kënnen ze lauschteren a gläichzäiteg ze liesen, ze ënnersträichen, well een dann herno weess, wat ee gelauschtert huet.

Weider zu der Debatt. D'Objektiver vun der Politik huet mäi Kolleeg, de Marc Angel, hei schonn ugeschwat. Et bleiwen am Fong nach e puer Saachen iwwreg, op déi ech an de Jos Scheuer nach wollten agoen.

Ech wollt mech haaptsächlech mat zwou Saachen ofginn, well mer och nach ganz wéineg Zäit hei rescht hunn.

Éischtens, eist Gesetz vun 1996, fanne mer, misst un d'Realitéite vun haut ugepasst ginn. D'Objektiver vun der Lëtzebuerger Kooperatioun sinn dësem Gesetz no nach ëmmer nëmmen d'Eradicatioun vun der Aarmut. Dat ass sécherlech och haut nach richteg. Mä ech mengen, et ass en Text, wou nach näischt iwwert d'Millenniumgoals drasteet, wou näischt iwwer eis Instrumenter um Terrain drasteet. Dat ass einfach net méi zäitgemëiss. Ech fannen, dass ee muss kucken net nëmmen, dass dat, wat ee mécht, eng Saach ass, déi akzeptabel ass, mä dass een och soll kucken, wéi déi Leit, déi net wëssen, wat um Terrain passéiert, sech an den Texter erëmfannen, déi et zu engem Thema gëtt.

Mir hunn déiselwecht Diskussioun mat eiser Verfassung, déi mer elo probéieren, un d'Realitéit vun eiser Verfassungssituatioun zu Lëtzebuerg unzepassen. Mir hu festgestallt, dass, wann een um Pabeier liese kann, wéi d'Praxis ass, dat natierlech eng besser Politik ass.

Esou steet an eisem Gesetz zum Beispill näischt iwwert d'PICen dran. Ech hunn elo haut mat Freed héieren, dass d'Bereetschaft do ass, och d'PICen an der Chamber oder an der Chamberskommissioun ze diskutéieren, well d'PICen am Fong dat sinn, wou Politik an de Länner an eise Pays cibles gemaach gëtt. Ech fannen et absolut oninteressant, dass mir eemol d'Joer allgemeng iwwer Saache schwätzen, besonnesch wa mer wëssen, dass de Rapport d'activité - dat ass eigentlech kee Reproche - net méi aktuell ass dee Moment, wou en hei zur Sprooch kënnt.

Ech denken duerfir, dass déi Politik, déi mer an den Affaires étrangères hei vun eisem President virgezeechent kritt hunn, fir amplaz eemol d'Joer eng grouss Debatt ze maachen, öfters am Joer zu punktuelle Sujeten Debatten ze organiséieren, sécherlech an där Hisiicht méi interessant a méi spannend ass. Dat géif och d'Saache vun der Kooperatiounspolitik e bësse méi konkret un d'Leit bréngen, wann der dann do sinn, déi sech fir dës Debatten interesséieren.

Da sinn och d'Moyenen, déi mer eis an eisem Text ginn, dee Moment net dran. De Marc Angel huet elo just gesot, dass mir et géife begréissen, dass iwwert d'Aides budgétaires géif probéiert gi Pilotprojeten ze maachen. Ech denken och, dass, wann ee reservéiert ass vis-à-vis vun deem Moyen - ech war dat an ech bleiwen dat -, kann een am Fong seng Reserven eréischt dann ausdrécken, wann een eng Erfahrung huet, un där ee konkret kann ofliesen, wéi et sech an der Realitéit erëmspigelt.

Et ass mir zougedroe ginn, dass de Cap-Vert eng Demande gemaach hätt, fir iwwert de Wee vun enger Aide budgétaire gehollef ze kréien. Vu dass dat ee vun eise privilegéierte Partner ass, mat deene mer scho laang zesummeschaffen, wou mer d'Administratioune kennen a wou Relatioune sinn tëschent den Autoritéiten op allen Niveauen, denken ech, dass dat kéint e ganz gudde Choix sinn, fir en an der Praxis ëmzesetzen.

Ech denken och, dass et wichteg wier, iwwert d'Koordinatioun vun der Kooperatioun op europäeschem an op nationalem Niveau hei an der Chamber e bësse méi an den Detail ze goen, fir erauszefannen, wou eventuell Doublonë sinn a fir ze kucken eben déi kënnen an Zukunft ze évitéieren.

D'Renforcementer vun de Capacitéite vun de lokale Gestionnairen op der Plaz misst e But vun eiser Kooperatioun sinn. Ech denken, dass dat och am Sënn ass vun der Laangliewegkeet vun eise Projeten. Well et kann net sinn, dass d'Projeten oder d'Programmer, déi d'Lëtzebuerger Kooperatioun mécht, géifen zesummefalen, wa mir eis géifen zréckzéien. Dat ass jo elo a verschiddene Länner lues a lues de Fall. Et ass also an eisem ureegene wéi am eegenen Intérêt vun de Länner, mat deene mer kooperéieren, fir déi Capacitéiten do ze renforcéieren.

Dann hu mer nach e Wonsch. Notamment wier et eise Wonsch - a wann ech „eis" soen, dann ass et den Aarbechtsgrupp innerhalb der Partei, fir deen ech hei schwätzen -, dass de Minister vun der Kooperatioun sécherlech net kann en exklusiivt Mandat hunn. Mä mir géifen et begréissen, wann an Zukunft kéint évitéiert ginn, dass d'Kooperatioun zesumme mat der Défense géif geschloe ginn, well dat heiansdo Kontradiktioune ka mat sech bréngen a well dat Craintë mat sech bréngt, wat d'Affectatioun vun de Budgeten, vun de Calculen an esou weider bréngt. Alles dat si Saachen, déi e Land wéi Lëtzebuerg, wat am internationale Verglach esou positiv dosteet, sech sécherlech net muss soe loossen.

Ech mengen, dass mer mat enger Upassung vun eisem Gesetz d'Geleeënheet kréien, Saachen ze diskutéieren, wéi zum Beispill d'Kritäre vun eisen Zillänner. De Félix Braz huet elo just ugefaange vu Selektivitéit ze schwätzen, geographesch a sektoriell. Hien huet vun de Moyenë geschwat, déi mer eis sollte ginn, etc. Ech mengen, dass déi Saachen also relativ no beienee sinn an dass ee se misst kënnen ëmsetzen.

Nach en zweete Wonsch, an domadder halen ech dann och schonn op. Mir hätten eigentlech gär net nëmmen an der Chamber hei uewen, mä iwwerhaapt an der Chamber méi e breeden Débat iwwert d'Kooperatioun. Déi rezent Entrevue, déi mer an der Kommissioun organiséiert hu mam Cercle vun den ONGen, huet eis sécherlech e bësse Goût ginn, fir méi där doter Zort Entrevuen ze maachen.

Do denke mer drun, dass eng Reorganisatioun vun eisen Aarbechten haut am Fong scho kéint dozou bäidroen, dës Debatt méi oft oder méi konkret ze gestalten. Duerfir eng Propos fir e puer Ännerungen.

Ech weess net, wéivillmol ech ugesat hat, déi Motioun iwwert d'Assisen hei virzebréngen, ier se finalement duerchgaangen ass. Finalement fannen ech awer, dass déi Manéier, wéi déi Assisen oflafen, am Fong keen neien Input an d'Chamber bréngt. Ech bedaueren dat.

Duerfir hu mir eis an eisem Aarbechtsgrupp iwwerluecht, wéi mer kéinten zesummen iwwert de Wee vun den Assisë vum Rapport annuel d'Debatten an der Chamber intensivéieren a vläicht e bësse verdéiwen. Mir denken, dass et duerfir gutt wier, wann een an der Chamber déi Assisen, déi normalerweis am September sinn - wat jo och eigentlech e gudde Moment ass, fir erëm mat frëscher Energie unzefänken -, kéint am Viraus op deene verschiddenen Niveaue virbereeden: engersäits an der Chamber, anerersäits an den ONGen, fir dass och an Aarbechtsgruppe kéint geschafft ginn.

Dat ass am Fong déi nei Propos, déi mer an dëser Hisiicht hunn: Mir proposéieren, dass de Rapport vun der Kooperatioun kéint am Mee, Juni presentéiert ginn an dass doropshi kéinten d'Theme fir d'Assisë festgesat an zesummen diskutéiert ginn. Eiser Meenung no wier et da ganz effikass, wann een, amplaz elo am Fréijoer, am Hierscht, wa souwisou den Ordre du jour vun der Chamber normalerweis net terribel voll ass, nom Resultat vun den Aarbechten an den Assisë géif hei déi jährlech Debatt ufänken. Dat onofhängeg dovunner, ob een et doriwwer eraus am Joer nach fäerdeg bréngt, op dat eent oder dat anert individuellt Thema zréckzekommen.

Dat war et.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Als leschte Riedner ass den Här Vizepresident Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll un dat uschléissen, wat de Marc Angel gesot huet. Fir eis ass eng Fro wichteg, a mir wäre frou, wann de Minister géif Stellung dozou huelen: Wéi gesäit d'Regierung, wéi gesäit de Minister d'Aide budgétaire an der Kooperatiounspolitik vu Lëtzebuerg fir d'Zukunft - dat heescht, eng Aide directe?

Mir sinn interesséiert dorun, an ech perséinlech och, well déi Diskussioun de Moment ganz intensiv an Däitschland gefouert gëtt, opgrond vun engem Uerteel vum Bundesrechnungshof. An der Schwäiz souwisou. Och de Louis Michel wëllt jo déi Aide budgétaire um Niveau vun Europa an d'Luucht setzen - ech mengen, vu 24% op 50% - an engem bestëmmten Délai. Dat ass déi éischt Fro. Dat ass eng eminent politesch Fro, déi d'Kooperatioun betrëfft.

Déi zweet ass eng, déi mech perséinlech interesséiert. Ech hu mer am Laf vu menger Carrière als Politiker, an enger Carrière

plane, eng Serie vu Kierf geholl a munchmol eng bluddeg Nues; an an dësem Domän ganz bestëmmt. Fir d'éischt bei der Madame Err, duerno beim Charles Goerens - wann een dat bedenkt, beim Charles Goerens! - an och beim Här Schiltz.

Et ass awer all Kéiers dës Fro: Wéi hält d'Lëtzebuerger Kooperatioun et mat der Hëllef fir d'Parlamenter an den Entwécklungslänner? Ech hunn ëmmer als Äntwert kritt: D'Ausriichtung vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik ass humanitär ausgeriicht a politesch Hëllef muss dann eben an engem anere Konzept erfalen.

Ech wëll elo net développéieren, firwat déi Hëllef un d'Parlamenter fir mech perséinlech eminent wichteg schéngt.

M. le Président.- Här Scheuer, entschëllegt, den Här Goerens wëllt Iech eng Fro an deem Kontext stellen. Eng Fro, Här Goerens?

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ech mengen net, datt et eng Fro ass.

M. le Président.- Jo, mä eist Reglement gesäit dat vir.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech muss direkt soen, datt dat, wat den Här Scheuer do seet, net der Realitéit entsprécht. Well wann eist Parlament wëllt eng Kooperatioun maache mat engem Parlament aus engem Entwécklungsland, ass kee Mënsch, deen eis kann drun hënneren, fir dat ze maachen.

Dat war och d'Äntwert, déi ech ginn hunn, wéi ech d'Responsabilitéit iwwert deen Departement hat. Déi, déi déi Zäit an der Chamber waren, a besonnesch déi, déi am Büro waren, wëssen och ganz genee firwat. Ech brauch do net an den Detail ze goen. Et huet och mam finanziellen Opwand ze dinn. Wann eist Parlament dat mécht, wat een aus fräie Stécker ka maachen a wat ech och géif befürworten, well et gehéiert och zum Ausbau vun der Gouvernance, da soll et dat maachen. Da solle mer eng Kéier am Büro doriwwer schwätzen.

M. le Président.- Gutt. Här Scheuer, wann ech gelift.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Merci, Här Goerens. Dat war awer net meng Fro. Meng Fro war net: Wëllt d'Lëtzebuerger Parlament anere Parlamenter hëllefen? Meng Fro war: Wëllt d'Lëtzebuerger Regierung, wëllt de Lëtzebuerger Kooperatiounsministère de Parlamenter an den Entwécklungslänner hëllefen?

Ech kéint elo eng Serie vun Dokumenter uféieren, bis zum Nobelpräisträger, déi soen, datt een, deen den Honger an der Welt wëllt bekämpfen, muss d'Bonne gouvernance förderen. An d'Bonne gouvernance ass an den Entwécklungslänner net nëmmen an den Hänn vun de Gouvernanten, mä ass och an den Hänn vun de Parlamenter.

Wann een d'Parlamenter stäerkt an deene Länner, dann ass een um richtege Wee zur Demokratie. Wann ee just seng Politik mécht mat de Regierungen, dann heescht dat jo, datt déi Regierunge Rechnung ofleeë bei de Bailleuren, bei deenen, déi Kooperatioun bedreiwen. Mä déi Regierungen an den Entwécklungslänner, déi leeën an de raarste Fäll, a wierklech seltene Fäll hire Parlamenter Rechnung of iwwert dat, wat mat deene Gelder geschitt.

Dat ass fir mech e grousse Problem, an do kéint ee mat wéineg Geld ganz vill bewierken. Fir de Moment gëtt et eng Publikatioun vu britesche Parlamentarier, déi eng Etüd gemaach hunn, aus där ervirgeet, datt eben d'Parlamenter an den Entwécklungslänner solle gestäerkt ginn. D'demokratesch Kräften an den Entwécklungslänner, déi lafe manner iwwert d'Regierungen, mä déi lafe méi iwwert d'Parlamenter.

Ech gesinn, de Minister ass amgaang sech ze hiewen. Ech bauen dat net aus, mä ech mengen, de Fong vum Problem ass bekannt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. D'Wuert huet elo zum Ofschloss vun der Debatt den zoustännege Minister, den Här Schiltz.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt direkt op dee leschte Punkt agoen a mat deem ufänken, wann Der erlaabt, an ufänke fir dem Här Goerens Merci ze soen, datt hien a mengen Numm dem Här Scheuer d'Fro beäntwert huet.

Ech wollt am Iwwregen dobäi soen, datt ech, wat déi Gouvernanceprojeten, déi mat Parlamenter ze dinn hunn, ugeet, nach net vill seriöer ze gesi kritt hunn. Wann een op dee Wee wëllt goen, abstraction faite vun deene Considératiounen, vun deenen den Här Goerens geschwat huet, nämlech datt dat vu Parlament zu Parlament vläicht besser organiséiert wär an datt et do och Froe gëtt, déi sech stellen an déi ze léise sinn, froen ech mech, wéi et mat der Séparation des pouvoirs ass a mat där Konzeptioun, déi mir hunn, wann eng Regierung vu Lëtzebuerg d'Parlament aus esou engem Land aus dem Süden ënnerstëtzt. J'ai quelques doutes à ce sujet. Mä ech loosse mech awer gären do enges Bessere beléieren.

M. Charles Goerens *(DP).*- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Wat d'Aide budgétaire ubelaangt, wollt ech soen, datt mer traditionell als Lëtzebuerger Regierung eng retizent Approche haten, déi am Iwwrege mam Parlament ofgeschwat ass an déi ech och zu Bréissel verdeedegt hunn a wou ech och de Consensus européen, dee schonn ofgeschloss war, nach eng Kéier opmaache gelooss hunn, fir dat revidéieren ze loossen.

Mir hunn eis awer och als Prinzip ginn, datt mer géifen d'Saache studéieren. Ech sinn awer a menge Studien, ënner anerem am Vietnam, elo nach net zu Konklusioune komm, déi esou treffend wären, datt ech géif soen, datt d'Lëtzebuerger Kooperatioun dat soll maachen. Ech féieren awer gär nach eng Kéier eng Diskussioun. Vläicht war de Vietnam och net dat richtegt Land, well et sech do och ëm Montanten handelt, wou mer einfach an enger Liga spillen, wou mir net dra sinn, an dann och ee sech freet, wat dann nach eis Plus-value ass, déi vill méi kloer ass bei där Approche „Programmes" oder Approche „Projets", déi mer hunn.

Ech wollt der Madame Err Merci soe fir hir vill konstruktiv Suggestiounen, och wat d'Kompositioun vun der Regierung ubelaangt, an d'Distributioun vun deene verschiddene Portefeuillen. Ech wëll Iech awer och soen, datt et mer regelméisseg virkënnt, datt ech bei den Développementsministere sëtzen an datt do gesot gëtt, mir missten dach emol eng Kéier mat den Défenseministere schwätzen. An da ginn ech dräi Deeg drop bei d'Défenseministeren, an da soe si, mir missten nach eng Kéier mat den Développementsministere schwätzen.

Dat kënnt all Kéiers vir, wa mer iwwert de Kosovo schwätzen. Dat kënnt all Kéiers vir, wa mer iwwert den Afghanistan schwätzen. Da strecken ech de Fanger aus an ech soen ëmmer: Dir Dammen an Dir Hären, ech schwätze mat mir selwer, mam rietsen Deel vu mengem Gehir a mam lénksen Deel vu mengem Gehir. Mäi Virgänger huet dat och scho gemaach an dat fonctionnéiert wonnerbar.

Ech soen Iech am Iwwregen, datt et meng Iwwerzeegung ass, datt aner Länner och nach wäerte mat op dee Wee goen, fir déi zwee Portefeuillen Engem an deem Nämlechten ze confiéieren. Och dat ass eng Fro vun eminenter Kohärenz.

Mir kënne villes maachen, mir kënnen net alles maachen. Ech kann och alles op d'Kopp stellen am Ministère an Iech de Rapport den 1. Februar ginn, mä dann hale mer op mat schaffe vum 1. Januar bis den 31. Januar.

Gleeft mer - an ech hunn et gesot -, datt meng Leit dat mat engem enormen Engagement maachen. An de Fait fir eigentlech ze verlaangen, datt si missten dee Rapport éischter bréngen, wéi se dat fäerdeg bréngen, ass eigentlech - fannen ech, wann ech mer dat däerf erlaben - e bëssen dévalorisant fir déi Aarbecht, déi si maachen.

Ech ka mech och net erënneren, datt hei jee eng Motioun sollt komm si wat d'Assisen ubelaangt. Ech krut eng Motioun vun Iech 2004 fir en Audit organisationnel, déi ech dankend ugeholl hunn. Deen Audit organisationnel hu mer och gemaach. Mir hu mat der Chamber eng Restitutioun gemaach vun de Konklusioune vun deem Audit organisationnel. Ech weess net, ob d'Räng an der Kommissioun deen Dag ganz gutt besat waren. Am Iwwrege kann ech mech och net erënneren, eng animéiert Diskussioun mat Iech op de leschten Assisë gehat ze hunn.

Ech wëll do vläicht net méi wäit goen, mä ech freeë mech awer op eng animéiert Diskussioun mat Iech dëst Joer, Madame Err, well ech wäert Iech nämlech d'Sujeten am Virfeld matdeelen an ech plädéieren och ganz staark derfir, datt ee Segment vun den Assisen ënnert der Direktioun vum exzellente President vun der aussepolitescher Kommissioun stattfënnt. Ech ka mech am Iwwregen nëmme beluewegen iwwert déi Zesummenaarbecht, déi de Kooperatiounsminister mat der Chamberskommissioun huet.

Ech fannen ëmmer en oppent Ouer do. Ech muss Iech soen, datt déi APE-Diskussioune keng einfach ware fir mech an ech eigentlech ëmmer dankbar war fir an d'Chamber ze kommen, fir een Échange de vues ze hunn, fir och ze kucken déi Kritik, déi mer alleguerte gespiert hunn - ech probéieren duerno ze artikuléieren. Ech mengen dat huet gutt fonctionnéiert, an de President weess et. Ech si bereet, wann d'Chamberskommissioun dat gären hätt, all Méindes moies um néng Auer, um hallwer néng - neen, um hallwer néng net, Här Braz - unzetrieden.

Ech mengen, datt mer do eng Vitesse de croisière fonnt hunn, déi exzellent ass. Ech kommen herno am Iwwregen nach mat där enger oder anerer Suggestioun dorobber zréck.

Fir op d'Fro kuerz anzegoe vun deene Punkten, déi virbruecht gi sinn - ech hunn net op d'Punkten am Gesetz geäntwert, ech kommen herno dorobber - vum Här Braz, wollt ech soen, wa mer déi Zuele kucken, muss ee wëssen, datt déi Engagementer, vun deene geschwat gëtt, 2005 geholl gi sinn, an net am Joer 2000.

Sou datt een eigentlech nach net ka schwätzen dovunner, datt se net géifen agehale ginn. Dat sinn „time tables" an et sinn Engagementer, an ech verwiere mech och dergéint, datt vu Verspriechunge geschwat gëtt.

Richteg ass awer, dat hunn ech geschriwwen, dat hunn ech haut hei gesot, datt, wann et esou weidergeet, munches wäert am Arge leien. Dir weist och zu Recht drop hin, wann ech op déi nächst Fro kommen, datt beim Agrarsprit villes och mat Spekulatioun an aneren Elementer ze dinn huet.

Et sinn eng Rei Punkten, déi wëll ech elo net kommentéieren, och well d'Zäit mer amgaangen ass fortzelafen. Dir hutt eng Rei Ureegunge bruecht, déi ech Iech géif invitéieren, och an anere Foren anzebréngen. A manner wéi engem Mount ass den Etat de la nation. Dir hutt bestëmmt Inspiratioun hei och fonnt, fir deen een oder deen anere Punkt anzebréngen. Ech hunn all Sympathie fir eng Rei vun Äre Proposen. Ech weess net, ob et mat zousätzleche Fichen hei gedoen ass, well ech menge mir hätte genuch Fichen, an alle Beräicher.

Da kommen ech zu enger Fro, Här Braz, wat déi vun der Gouvernance ass. Wa mir vu Kohärenz schwätzen a vu Gouvernance, wa mir néng Gremien hunn: Mir hunn ee Conseil supérieur pour le développement durable; mir hunn ee Kyoto-Comité; mir hunn d'Commission interdépartementale pour le développement durable; mir hunn d'Assisen; mir hunn de Groupe de travail vun den ONGen; mir hunn de Comité interministériel, sechs; mir hunn d'Kommissioun vun der Chamber, ech hätt déi missen als éischt nennen, siwen; de Comité interministériel pour l'éducation au développement durable; an de Service éducation au développement durable -, néng Gremien, déi sech mat Kohärenz auserneesetzen; deen zéngten ass den Ufank vum Enn vun der Kohärenz!

Duerfir géif ech Iech froen, datt ech géif eppes anticipéieren, wat ech souwisou wëlles hat: Déi Fro - an duerfir sinn ech och net mat Iech d'accord, datt Der sot, ech géif mech der Diskussioun verschléissen - wéi mer d'Strukturen organiséieren, wat wou muss sinn. Ech hu virdrun e bësse provokativ gesot, ech si bereet ee Gremium anzeféieren, wa mer der dräi ofschafen; mir missten der fënnef oder sechs ofschafen.

Duerfir géif ech Iech eventuell suggéréieren, datt mer op den Assisë géifen eng Reflexioun lancéieren iwwert d'Opportunitéit, fir d'Kooperatiounsgesetz ze revidéieren. Wou dann déi Froen do jo och mat dra sinn; awer och déi Saachen, déi d'Madame Err ugeschwat huet, mat dra sinn.

Et géif also an deem Zesummenhang heeschen, datt, wann ech op d'Motioun géif kucken, ee géif an engem éischte Considérant d'Nécessitéit vun enger Kohärenz soulignéieren. Den zweete Considérant: datt d'Gesetz vun der Kooperatioun op '96 zréckgeet an datt d'Regierung invitéiert géif ginn, op den Assisen eng Reflexioun ze lancéieren iwwert d'Opportunitéit, fir d'Gesetz iwwert d'Kooperatioun ze revidéieren.

Mir maachen deen Thema do ganz wäit op, deen ech e bëssen nei gewiicht hunn. Dat wär dann och do mat dran. Ech mengen, dat misst eppes sinn, wou mer eis kéinten erëmfannen a wou d'ganz Chamber am Iwwrege sech kéint erëmfannen. Ech géif dat gutt fannen, vu datt mer alles am Virfeld zesumme bespriechen, fir weider op deem gemeinsame Wee ze goen, wa mer um Gesetz géife genau dat nämlecht maachen, ouni A-prioriën, ouni Limiten an ouni Scheiklappen.

Wat d'Migratiounen ubelaangt, esou halen ech drop, datt d'Kooperatiounspolitik net der Migratiounspolitik subordonnéiert gëtt. An ëmgedreit och net. Ech invitéieren Iech, wann Dir wëllt konkret kucken, wat d'Kooperatioun kann als Zousaz bréngen, Iech méi am Detail mat deem Projet „Migrer les yeux ouverts" vum Cap-Vert auserneenzesetzen, wat e Projet vun der Kooperatioun ass. Meng Leit stinn do zur Verfügung, ech selwer selbstverständlech och, fir Detailer ze liwweren.

Wann Der mer dann erlaabt, nach e Wuert zu den Accords de partenariat économique ze soen. Den Här Angel ass am Detail dorobber agaangen an huet nach eng Kéier déi Retizenzen, déi am Raum stinn, duergeluecht. Den Här Goerens ass och dorop agaangen.

Richteg ass, datt de Commissaire Mandelson ëmmer virgelaf ass, an net nécessairement d'Resultat dat ass, wat ee sech do erwaart. Déi eng schwätze vum Drock vun der Kommissioun, ech géif vläicht net esou wäit goen, mä richteg ass awer, datt hie virgelaf ass.

Mir hunn déi Froen ad largum diskutéiert. Ech si gäre bereet, se nach eng Kéier ze diskutéieren, zum Beispill op den Assisen. Mä och do mengen ech, soll ee keen zousätzleche Gremium schafe vun engem Monitoringsclub oder je ne sais pas quoi.

Wat mir enorm géif hëllefen an deem Beräich, dat ass, datt d'Lëtzebuerger Parlament géif mat aneren europäesche Parlamenter Kontakt ophuelen, datt déi och hir Ministeren fir d'Problematik sensibiliséieren, datt d'Lëtzebuerger ONGe mat auslänneschen ONGen an deenen anere Länner vun Europa géife Kontakt ophuelen, datt déi hire Minister och dofir sensibiliséieren.

Vous prêchez un convaincu hei zu Lëtzebuerg, deen op Bréissel geet, sech do an d'Bütt gehäit an dann oft gesäit, datt hien deen Eenzegen ass, deen an der Bütt ass, mat dann och der Konsequenz, datt 26 anerer do déi Meenung oft net deelen. Dat huet elo nach net zu dramateschen Auswüchse geféiert, mä dat kann awer emol sinn. Duerfir meng Invitatioun un d'Parlament, mat den europäesche Parlamenter Kontakt opzehuelen, fir déi ze iwwerzeegen, a meng Invitatioun un d'ONGen, fir europäesch ONGen ze iwwerzeegen, fir datt ech net méi wéi an der Vergaangenheet oft eleng dostinn.

Mir musse schonn Iwwerzeegungsaarbecht leeschten am Kader vum Accord vun 2005, wat d'Zuelen ubelaangt, well nämlech mat der däitscher Entwécklungsministesch Heidemarie Wieczorek-Zeul, mam Commissaire Michel a mat mir selwer nach dräi Dinosaurier vun 2005 iwwreg sinn. Déi aner waren an der Genèse vun deem Prozess do net derbäi, sou datt mer dat alles nach eng Kéier mussen opdréinen.

D'Fro, déi d'Debatt hei haut dominéiert huet, ass e bëssen déi vun de Mäert, et ass déi vun der Landwirtschaft. Ech wëll et an aller Däitlechkeet soen: Mir sinn net derfir, datt d'Exportsubventiounen iergendwéi weider hei oprechterhale ginn. Dat sinn ech net, dat ass de Minister Boden net.

Mir hunn eis scho laang derfir agesat, Här Henckes, datt déi Exportsubventioune géife géint null geféiert ginn. Wéi zu Hongkong décidéiert ginn ass, datt se bis 2013 géifen op null geféiert ginn, hu mer dat als en hallwen Échec considéréiert, vill méi als wéi en hallwe Succès. Dir wësst also, datt mer do eng kloer Linn hunn an déi och weiderhi wäerte verfollegen.

Op d'Fro vum Agrarsprit sinn och eng ganz Rei Riedner agaangen. Et wär vläicht interessant, wa mer eis och eng Kéier Zäit géifen huelen an e bëssen zréckkucken, wat mer dann alleguer virun zwee, dräi Joer zu deem Thema gesot hunn a wien deemools gesot huet, datt mer do misste massiv no uewe goen. Dat wär vläicht net oninteressant. Dat solle mer vläicht haut net maachen.

Richteg ass, datt mer e Konsens hei hunn, datt mer déi Virgabe vun der Kommissioun

sollen no ënnen drécken, datt déi 10% ze vill sinn, mä et huet kee gesot, datt mer sollen op null fueren. Keen een! An ech och net an och keen anere Member vun der Regierung. D'Wuert Moratoire ass gefall, dat ass sécherlech e gudde Schrëtt à ce stade-ci. Wéi am Endeffekt déi Gewiichtung vun 10% no ënnen ausgesäit, dat muss ee kucken.

Et kann net sinn, datt, wa mer dat kucken am Detail an eis do festleeën, duerch subventionéiert Exportelementer an deem spezifesche Beräich do och d'Saachen op d'Kopp gehäit ginn, well an deem Beräich nach méi wéi an aneren déi Subventioune fir den Export alles erëm futti maachen. Am Zweifelsfall muss d'Ernährung Prioritéit hu virun allem, wat mat Agrarsprit ze dinn huet. An, fir en neutraalt Beispill ze ginn: Et kann dach net sinn, datt d'Mexikaner sech keng Tortilla méi kënne leeschten, well an Amerika de Mais an den Tank gehäit gëtt - fir e Beispill ze huelen, wat näischt mat Europa ze dinn huet.

An deem Zesummenhang ass och en Opruff un d'Bescheidenheet vun der Weltbank a vum FMI lancéiert ginn. Ech sinn net den Affekot vun der Weltbank a vum FMI an och net dofir do, fir déi ze verdeedegen. Et si sécher eng Rei Politiken an deene leschte Joren do gemaach ginn, déi net zu deem gefouert hunn, zu deem se sollte féieren, nämlech datt den Développement verbessert gëtt an datt d'Saache sech zum Gudde wenden. Duerfir si jo och déi faméis klassesch Programmes d'ajustement structurel eppes, wat an där Form net méi imposéiert gëtt.

An d'Weltbank, déi elo mat méi Bescheidenheet optrëtt, den FMI, dee mat méi Bescheidenheet optrëtt, hunn awer net mat deem Mea culpa ugefaangen - dat wëll ech och der Komplettheet halber soen -, wou déi Kris elo ausgemaach ass. D'Weltbank huet nämlech den 19. Oktober 2007 hir Politik, wat d'Ausriichtung vun der Landwirtschaft ubelaangt am Kontext vum Développement, revidéiert, andeem se e Rapport publizéiert huet, deen intituléiert ass: «L'agriculture au service du développement».

Ech géif virschloen, datt mer eis dee Rapport an der Chamberskommissioun géifen eng Kéier zu Gemitt féieren an datt da jiddferee kann en connaissance de cause soen, wat hie vun där neier Politik am Agrarberäich vun der Weltbank, déi elo scho sechs Méint al ass, hält, a mer eis dann och par rapport zu deene géife positionéieren.

Här President, et bleift mer ze soen, datt, wa mer positiv Resultater hunn, wann dee Rapport vum CAD 2008 positiv ausfält, dat och ass, well 2003 e Rapport gemaach ginn ass, dee schonn eng ganz Rei positiv Elementer, vill positiv Elementer opgelëscht huet, datt mer dorobber konnten opbauen, datt mer konnten op den Input vun der Chamber opbauen, datt mer konnten op den Audit organisationnel opbauen. Dat Ganzt ass also, vun 2000 an nach vu méi fréi un erop gesinn, eppes, wat een an der Kontinuitéit ze gesinn huet.

Ech si frou, datt dee Konsens, wat d'Stoussrichtung belaangt, weiderhin hei besteet. Ech stinn zu all Moment zu Ärer Verfügung, fir iwwert d'Modalitéiten ze diskutéieren.

D'Strukture sollen iwwerduecht ginn. Meng Propositioun ass, datt mer wéi gesot eng Reflexioun iwwert d'Kooperationsgesetz lancéieren op den Assisë vun der Kooperatioun. Ech wäert och net deen Dag komme mat engem Projet vu menger Säit aus a soen, ech mengen, hei muss elo geännert ginn an do muss geännert ginn. Ech wëll fir d'éischt nolauschteren a mech dann determinéieren.

En aller-, allerlescht Wuert, Här President: Ech hu virdru geschwat, datt zwielef Milliarde géifen iwwer Lëtzebuerger Fongen a Mikrofinanzinstitutioune vun den Entwécklungslänner investéiert ginn. Schéi wär et, leider ass et net esou. Ech hat mech am Komma verdinn. Et sinn nëmmen 1,2 Milliarden, mä wat net ass, ka jo nach kommen. An e puer Joer sinn ech iwwerzeegt, datt mer mat där Politik, déi mer maachen an der Mikrofinanz an déi hir Friichten dréit, datt mer mat där Politik, déi mer wëlle maachen am Kontext vun der Philanthropie zousätzlech Gelder fir d'Entwécklung généréieren, esou datt déi Zuel vun zwielef Milliarden an e puer Joer ganz sécher richteg ass.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Regierung.

Mir si konfrontéiert mat zwou Motiounen, déi déposéiert gi sinn.

Motion 1

Déi eng vun der Madame Arendt ass ënnerschriwwe vun alle Gruppen a Sensibilitéiten. Kënne mer déi par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wie mat där Motioun d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dass dat d'Unanimitéit ass. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Motion 2

Dann hu mer nach d'Motioun, déi vum honorabelen Här Braz déposéiert ginn ass. Do denken ech, dass d'Unanimitéit vläicht net esou grouss ass.

Den Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Den Här Minister huet de Virschlag gemaach, fir op d'Assisen ze verweisen, déi solle stattfannen, fir sech da mat där doter Fro ze beschäftegen. Ech ka mat deem Virschlag vum Minister d'accord sinn. Mir proposéieren, den Text dann och an där vun him proposéierter Versioun virzedroen. Dat wär, wann ech hie gutt verstanen hunn, méi e kuerze Considérant. Do steet et also just als Éischt: «considérant que la loi sur la coopération date de 1996», esou dass mer déi aner zwee à ce stade emol géife vergiessen.

Bei deenen zwee Considérante géife mer als eenzegen Invite hunn: «invite le Gouvernement à lancer aux Assises de septembre une réflexion sur l'opportunité» - an da musst Der mer hëllefen - «de réinsérer...»...

Une voix.- De réviser!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- ...«...de réviser» - pardon - «la loi sur la coopération». Dat zitt et also méi breet. Et huet, fir éierlech ze sinn, mat deem Punkt, deen eis haut wichteg war, net méi allze vill ze dinn. Ech considéréieren, dass dat e Bestanddeel dovunner ass. An deem Sënn si mer bereet, dat als Kompromëss ze akzeptéieren.

M. le Président.- Jo, Här Braz. Dir hutt net nëmmen Hëllef noutwendeg, mä d'Présidence och - an d'Administratioun virun allem -, fir hei d'Texter ze kréien.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech ginn Iech den Text. Ech hunn elo dem Minister seng Notë geholl, mä ech ginn Iech den Text. Dat ass kee Problem.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- soulignant la nécessité d'une cohérence des politiques accrue en matière de politique de coopération;

- considérant que la loi sur la coopération date de 1996;

invite le Gouvernement

- à lancer aux Assises de septembre une réflexion sur l'opportunité de réviser la loi sur la coopération.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Weess dann elo jiddfereen, iwwer wat mer ofstëmmen?

(Assentiment)

Dann ass et gutt.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Bal jiddfereen.

M. le Président.- Da stëmme mer par main levée of, wa jiddfereen dat en connaissance de cause mécht.

Vote

Wie mat där Motioun d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, mat gewësse Bedenken ass awer eng ganz grouss Majoritéit vun den Deputéierten d'accord.

2. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo kuerz no hallwer siwen. Mir hate geplangt, eis Aarbechte géife bis hallwer siwen daueren. Mir hunn awer elo nach zwee Projeten um Ordre du jour. Vu dass am Virfeld net signaléiert gi war, dass déi Sitzung hei iwwer hallwer siwe géif erausgoen, wëll ech d'Chamber froen - well ech weess, dass eng Rei vu Kolleegen heibanne sinn, déi Obligatiounen ugeholl hu fir elo -, ob mer nach déi zwee Projeten elo duerchzéien oder ob mer déi vertagen.

Wat ass d'Meenung vun de Fraktiounen?

Une voix.- Deen een dauert méi laang.

M. le Président.- Also et wäert fir ongeféier eng Stonn sinn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann et wierklech esou ass, da Jo.

M. le Président.- Jo, Här Bettel, ech kann dat net soen. Ech kucken dat, wat ech hei agedroe kréien. Zum Beispill beim liberale Grupp weess ech ni, wéi laang dass et dauert, well do ni eng Zäit ugi gëtt. Bei anere stëmmen awer och net ëmmer d'Zäiten, déi ugi ginn. Duerfir frot net d'Présidence, si soll Iech soen, ob dat elo op d'Minutt prezis stëmmt. Den Här Goerens huet d'Wuert gefrot.

M. Charles Goerens *(DP).*- Mir haten aus Prinzip léiwer keng Angabe ginn, wéi eng falsch. Duerfir hu mer net ëmmer d'Zäit annoncéiert, déi mer brauchen.

M. le Président.- Gutt. Wat ass dann elo d'Meenung vun der Chamber? Solle mer déi zwee Projeten nach haut huelen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et misst ee vläicht d'Froen op muer verleeën.

M. le Président.- Här Minister, wann ech gelift.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, d'Chamber mécht natierlech wéi se wëllt. Ech wëll se just drop opmierksam maachen, dass ech zwou Saachen ofgesot hunn, fir heihinner ze kommen. Beim Projet vum ILNAS geet et ëm e relativ technesche Projet, wou ech héieren hunn, dass awer gréisstendeels Accord an der Kommissioun wier. Duerfir kéinte mer deen awer huelen. Also, ech hunn net vill bäizefüge bei deem, wat hei am Rapport steet.

Une voix.- An deen anere fir muer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An d'Votum fir muer.

M. le Président.- Jo, mir waren eis eens ginn, dass mer déi Saachen net géifen trennen. Wa mer Präzedenzfäll hei schafen, da komme mer all Kéiers dorobber eraus.

D'Fro ass: Zéie mer déi zwee Projeten duerch, jo oder neen?

Une voix.- Jo!

M. le Président.- Här Wolter, wann ech gelift.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wëll soen, ech gesinn e Problem, well um hallwer aacht ass eng Versammlung, an där wierklech eng ganz Rei vun eisen Deputéierten derbäi sinn. Duerfir wiere mir eis net dergéint, dass mer déi zwee Punkten diskutéieren. Ech wär allerdéngs frou, wann dann de Vote kéint muer stattfannen. Well et soll ee jo och net déi Leit pénaliséieren, déi awer permanent hei sinn. Et war wierklech net gesot, dass no hallwer siwe géif getagt ginn, soss hätt ee seng Dispositioune kënnen aneschters huelen.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wann dat vläicht e Kompromëss ausnahmsweis eng Kéier wier, Här President, da kéint dat eis Satisfaktioun ginn.

M. le Président.- Ech spieren, Här Wolter, dass heibanne vill Sympathie fir Är Kompromëssléisung do ass.

(Hilarité)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Och mir soll dat emol passéieren.

(Hilarité)

M. le Président.- Da maache mer et deementspriechend. Mir diskutéieren déi zwee Projeten. Dat arrangéiert jo och eise fréiere Kolleeg a jëtzege Minister Jeannot Krecké. Mir maachen d'Votë muer am Ufank vun der Sitzung um Punkt dräi Auer.

Dann huet elo d'Wuert de Rapporteur vum éischte Projet de loi. Dat ass den honorabelen Här Castegnaro.

3. 5516 - Projet de loi

- relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et à la création d'un cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant * la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures, * la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et accises, * la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, et * la loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, et

- abrogeant la loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

M. le Président.- Ech bieden ëm Opmierksamkeet fir de Rapporteur!

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Merci.

...de Kontrast zwëschent den Ausféierunge vun haut de Mëtteg, besonnesch deem, wat de Kooperatiounsminister iwwert d'Entwécklungshëllef an iwwert de Misär an der Welt gesot huet, an der Diskussioun an dem Vote iwwert dat sougenannt ILNAS-Gesetz kéint net méi grouss sinn. D'Aarmut do, den Iwwerfloss hei. An dach och hei déi berechtegt Suerg, dass an eiser Iwwerfloss- a Konsumgesellschaft d'Produkter eis net solle krank maachen an d'Ëmwelt net sollen zerstéieren.

Zu deem Projet de loi, dee mer haut sollen diskutéieren an ofstëmmen, wéilt ech e puer grondsätzlech Bemierkunge maachen, ier ech op déi wesentlech Eenzelheeten an op d'Aarbechte vun der Kommissioun aginn. Ech wëll direkt ënnersträichen: Dee Projet ass komplex a komplizéiert, mä en ass wichteg an noutwendeg.

Am Mëttelpunkt vun deem Projet geet et ëm e ganzt Regelwierk iwwert d'Informatioun, de Suivi, d'Kontrollen, d'Strofen an esou weider, mam Zil, villfach Interessen ze vertrieden an ze verdeedegen, woubäi et virrangeg ëm d'Konsumenten, ëm d'Gesondheet, ëm d'Ëmwelt geet. Et geet drëm, Rechtssécherheet ze schafen, mä et geet awer och drëm, wirtschaftlech Interessen ze vertrieden. Et geet drëm, d'Konkurrenzproblematik net ze vergiessen.

Bedeitend ass, dass mat dësem Gesetz éischtens e grousse Schrëtt a Saachen administrativ Vereinfachung gemaach gëtt.

Zweetens, d'ILNAS gewährleescht, dass de Stat oder d'öffentlech Hand weiderhin eng bedeitend Roll wäert spillen, statt eng total Privatiséierung, wéi de Statsrot dat suggéréiert hat.

Drëttens, d'Bedenke vun Eenzelnen am Zesummenhang besonnesch mam Officier de police judiciaire - also dem OPJ -, dass mat deem ILNAS-Gesetz e weidere Schrëtt a Richtung vu méi Polizeistat kéint gemaach ginn, si menger Meenung no och entkräftegt ginn. Et ass nun eemol esou, dass ee Kontrollen a Strofe brauch, och wann ee wëllt e preventive Charakter domat erfëllen.

Véiertens, mam ILNAS-Gesetz gëtt et Koordinatioun an Effizienz, ouni mussen oder ouni wëllen ze schikanéieren an Abusen ze maachen. Et geet ëm d'Sécherstellung bei der Vermaartung vu Produkter a Produktsécherheet zu Lëtzebuerg, mä iwwer Lëtzebuerg eraus och am europäesche Bannemaart.

Zum Historique vum Projet de loi 5516 iwwert den ILNAS - iwwert den Institut Luxembourgeois de la Normalisation, de l'Accréditation et de la Sécurité des produits et services - sinn e puer wichteg Daten ze soen. Den Dépôt vun deem Projet de loi war de 16. November 2005. E gemeinsamen Avis - Chambre de Commerce a Chambre des Métiers - gouf et den 9. Mee 2006. Den éischten Avis vum Statsrot ass vum 28. November 2006. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass vum 29. Mäerz 2007.

D'Komplexitéit vun der Matière ergëtt sech, wann ech soen, dass opgrond vun dësen Avisen d'Chamberskommissioun den 20. Abrëll 2007 net manner wéi 44 Amendementer ausgeschafft huet a se un de Conseil d'État weidergeleet huet. Den éischten Avis complémentaire vum Conseil d'État ass den 23. Oktober 2007 komm. Doropshin huet eis Chamberskommissioun am Dezember d'lescht Joer nach eng Kéier 20 Amendementer ugeholl, an de Statsrot huet dës Amendementer a sengem zweeten Avis complémentaire vum 19. Februar an dësem Joer positiv aviséiert.

Et gouf nach e Bréifwiessel zwëschent dem Wirtschaftsminister, der Chamber an dem Conseil d'État. Domat konnte mer dann an eiser Chamberskommissioun den 20. Mäerz eise Rapport diskutéieren an och unhuelen.

Wéi Der aus dem Oflaf erkenne kënnt, ass an deene bal zwee an engem hallwe Joer zënter dem Dépôt vum Projet de loi ganz vill an dësem komplexe Projet geschafft ginn. Et géif d'Rumm vun der Riedezäit sprengen, wann een all déi Diskussiounen, déi an der Kommissioun gefouert gi sinn, hei am Detail wéilt erëmginn. Ech wéilt awer elo schonn hei profitéieren, fir all deenen, déi an der Kommissioun matgeschafft hunn, en décke Merci ze soe fir hir Gedold an hir Ausdauer.

Wéi gesot, den Text, deen initialement 29 Artikele gezielt huet, ass net wéineger wéi u 64 Stellen amendéiert ginn. Domat net genuch: Et si ganz Kapitelen a Sektiounen derbäikomm, anerer sinn ewechgefall. Eng Rei Artikele sinn och auserneegeholl ginn an op verschidden anere Plazen erëm bäigefügt oder erëm agebaut ginn.

Bref, den Text, wéi en 30 Méint no sengem Dépôt elo erauskënnt, huet nach ganz wéineg mat deem Text ze dinn, deen am November 2005 an der Chamber deponéiert ginn ass. Duerfir géif et och wéineg Sënn maachen, elo déi laang a komplizéiert Debatten hei ze widderhuelen an op eenzel Artikelen anzegoen.

Stattdesse schéngt et mer sënnvoll ze sinn, den Texte coordonné als Ausgangsbasis ze huelen, fir d'Ziler vum Gesetz ze erklären, op déi institutionell Aspekter anzegoen an eppes zu de Mëttelen ze soen, mat deenen d'Gesetz um Terrain ëmgesat soll ginn.

An dësem Rumm wäert ech dann op e puer Knackpunkte vum Gesetz agoen, déi der Kommissioun besonnesch vill Kappzerbrieches bereet hunn an déi et wäert sinn, hei am Plenum nach eng Kéier opgeworf ze ginn.

Zu den Ziler vum ILNAS-Gesetz Folgendes: Mat dem Gesetz sollen déi institutionell Viraussetzunge geschafe ginn, fir d'Sécherheet an d'Qualitéit vu Wueren an Déngschtleeschtungen ze garantéieren, an dat am Interessi vum Verbraucherschutz.

Ausserdeem geet et ëm d'Verbesserung vun der Wettbewerbsfäegkeet, andeems de fräie Wuereverkéier an den Technologietransfert duerch eenheetlech technesch Standarden an eng gemeinsam Terminologie erliichtert ginn.

Den ILNAS wäert an enger eenzeger Verwaltung - dat ass wichteg -, déi dem Wirtschaftsminister ënnerstallt ass, eng Rei vun Aufgaben iwwerhuelen, déi bis elo op vill verschidde Verwaltungen a Ministèrë verdeelt waren.

Zu deenen Aufgabe gehéiert éischtens d'Normalisatioun, dat heescht d'Ausaarbechtung, d'Veröffentlechung an d'Uwendung vun Normen, fir dass den Notzer, de Benotzer vu Wueren an Déngschtleeschtungen zum Beispill d'Qualitéit dovu vergläiche kann oder och feststelle kann, ob seng Sécherheet bei der Notzung dovu garantéiert ass.

Dat Gesetz garantéiert och den interesséierte Gruppen, un der Ausaarbechtung vun neien nationalen Norme bedeelegt ze ginn. Ausserdem vertrëtt den ILNAS d'Interesse vu Lëtzebuerg an den europäeschen an internationale Gremien, déi sech mat der Normaliséierung befaassen.

Zur Normalisatioun gehéieren och d'Gestion de veille normative, dat heescht de Suivi vun der Entwécklung vu bestehenden Normen, an deen dann och doriwwer informéiert gëtt, an nieft der Gestioun vun der Veille normative och d'Promotioun an d'Bereetstellung vun Normen. Dorop kommen ech dann nach eng Kéier zréck.

Zweetens, d'Akkreditatioun. Fir dass d'Zouloossung vu Kontroll- an Zertifizéierungsinstanzen, wéi zum Beispill d'Société nationale de certification et d'homologation - SNCH - oder Luxcontrol oder LuxTrust, ka fonctionnéieren, musse se akkreditéiert ginn. D'ILNAS mellt dat bei der Europäescher Kommissioun a bei aneren EU-Staten, fir matzedeelen, wat fir eng Zertifizéierungsinstanze bei eis am Land zougelooss sinn. Dës Noutwendegkeet ergëtt sech aus der sougenannter Method vun der „nouvelle approche".

„Nouvelle approche" bedeit, dass déi Direktiven, déi zënter 1985 am Beräich vun der technescher Harmoniséierung erlooss gi sinn, net méi all technesch Merkmale vun engem Produkt bis an de leschten Detail harmoniséieren, mä sech op déi wesentlech technesch Kritäre beschränken.

Gläichzäiteg hu sech d'Mitgliedstaten op eng géigesäiteg Unerkennung vun de jeeweilegen nationalen Zertifizéierungsorganisme verstännegt. Domat ass also d'Zertifikatioun duerch d'Organismen EU-wäit unerkannt an déi Lëtzebuerger Organisme musse sech ebe beim ILNAS akkreditéiere loossen. Den ILNAS erëm mellt dat da bei der Europäescher Kommissioun a bei deenen anere Staten. Esou kënnen déi zu Lëtzebuerg ausgestallte Certificaten an der ganzer EU unerkannt ginn.

Folgerichteg gëtt dann och den ILNAS vum Gesetzgeber mat der Verwaltung vum Registre national d'accréditation a vum Recueil national des auditeurs qualité et techniques beoptraagt.

Drëttens, d'Iwwerwaachung vum Maart. Den ILNAS iwwerwaacht, ob Wueren an Déngschtleeschtungen, déi hiergestallt oder um Maart ugebuede ginn, de gesetzlechen Ufuerderunge genügen. Ech erënneren un d'Spillsaachen, déi aus China kommen, an all dee Misär do ronderëm.

Do gehéiert et also schonn zu der Aufgab vun der Iwwerwaachung, ze kontrolléieren, ob d'Wueren de geltende Sécherheetsufuerderungen entspriechen oder net, an dat ze identifizéieren a gegebenenfalls vum Maart ze huelen.

Et geet hei och ëm d'Valeur, wann een esou wëllt, vun der Zertifikatioun CE, wat op de Produkter steet a wat muss am Aklang stoe mat der beschter Qualitéit a Sécherheet.

Den Artikel 3, Paragraph 4 vum Gesetz regelt am Eenzelnen, a wat fir enge Beräicher den ILNAS fir d'Iwwerwaachung vum Maart zoustänneg ass.

Fir ze veranschaulechen, wéi vill Produkter op de Maart kommen, déi net den Normen entspriechen, soll hei op déi Zuel higewise ginn, déi d'Verbraucherschutzkommissarin Kunewa leschte Méindeg genannt huet. 2007 si bei der Kommissioun iwwert de RAPEX-System méi wéi 1.600 Geforewarnungen erakomm an erausgaang. Oder aneschters gesot: All Dag gëtt et véier bis fënnef Produkter, déi entdeckt ginn, déi eng Gefor fir d'Sécherheet an d'Gesondheet vum Konsument duerstellen. Dat weist, wéi wichteg d'Iwwerwaachung vum Maart ass.

Véiertens, d'Koordinatioun vun den Autoritéiten, déi fir d'Iwwerpréiwung vun den „bonnes pratiques de laboratoire" vun der OCDE zoustänneg sinn. Do geet et drëm, dass all Laboratoiren an der EU déi gläich Standarden hunn, fir Analysen ze maachen, fir dass een dat ka wierklech matenee vergläichen.

Fënneftens, d'Gestioun vun der Konzessioun fir d'Elektriker.

Sechstens, d'Métrologie légale, also alles wat mat Miessinstrumenter, Miesstechniken a Moosseenheeten ze dinn huet.

Siwentens, Initiativen zur Förderung vun der Qualitéit a vum Qualitéitsbewosstsäin.

Fir all déi Aufgaben ze erfëllen, hu bis elo eng Villzuel vun Acteure matgespillt. Fir dass dat ebe méi effikass ka ginn, soll et elo an enger eenzeger Verwaltung gemaach ginn, an engem eenzegen eenheetleche Rumm, an deem sech eben d'Normalisatioun, d'Akkreditatioun an d'Iwwerwaachung vum Maart an Zukunft bewegen. Dat ass dann dee konkreten, gräifbare Bäitrag zu där ëmmer erëm zitéierter Simplification administrative.

D'Verwaltungen an Organismen, déi elo ënnert dem Daach vum ILNAS zesummegeluecht ginn, sinn: den OLAS (Office luxembourgeois d'accréditation et de surveillance), deen haut scho beim Ministère de l'Économie ass, dann de Service de l'Énergie de l'État an de Service de Métrologie. Déi dräi Servicer, dat sinn insgesamt - wann ech mech net iren - 24 Persounen, déi do mat eriwwergeholl ginn.

Dann iwwerhëlt den ILNAS nach eng Rei vun Aufgaben, déi bis elo vun anere Ministèren a Verwaltunge gemaach gi sinn, wéi d'Kontroll vun de Spillsaachen, wat d'ITM ëmmer war, oder d'Kontroll vun der Sécurité générale des produits, wat de Ministère de l'Économie war.

Mä an de meeschte Secteure gëtt weiderhi vu Verwaltungen a Ministèrë kontrolléiert, déi sech spezialiséiert hunn, déi also Sachkompetenz hunn, wéi d'Gewerbeinspektioun bei allem, wat Sécherheet op der Aarbechtsplaz ass. Dann d'ASTA an der Landwirtschaft, d'Santé an de Kantinen zum Beispill.

Eis Kommissioun war net d'accord, esou wéi de Statsrot et gefrot huet, dass den ILNAS och soll d'Liewensmëttelkontroll iwwerhuelen. Mir waren der Meenung, dass dat sollt bleiwe wou et war.

Mä ervirzesträichen ass: D'Akkreditéierung vun all deenen Organismen, déi also als Zertifizéierungsinstanz täteg ginn, muss iwwert den ILNAS goen, mä wéi gesot net déi eigentlech Iwwerwaachung um Terrain.

D'Gesetz schaaft dann och e Conseil national pour la qualité, deen dem Wirtschaftsminister ënnerstallt ass; e Berodungsorgan. Iwwert dee Conseil sollen déi vum Gesetz betraffen Acteuren an d'Aktivitéite vum ILNAS agebonne ginn. Och soll de Conseil national Aktiounspläng zur Förderung vun der Qualitéit ausschaffen.

Beim Service de l'Énergie de l'État wollt ech just, ouni an den Detail hei awer elo anzegoen, drop hiweisen, dass dee jo de 14. Dezember 1967 geschaf ginn ass als national Normalisatiounsinstanz fir d'Regelung bei elektreschen Apparaten an Installatiounen a Konzessioune fir d'Elektriker.

Mä mam Gesetz hei an deem héijen Haus vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun, d'Liberaliséierung vum Stroummaart hu mer de Service de l'Énergie de l'État kuerzerhand ofgeschaf - eppes ze schnell, wéi mer herno festgestallt hunn -, sou dass mer an e Vide juridique eragerode sinn. Et gouf e Projet de loi, de 5772, fir dee Vide juridique opzefëllen.

De Statsrot huet gemengt, dat géif wéineg Sënn maachen. Mir hunn dat elo an dee Projet de loi hei agebaut a wäerte réckwierkend déi Saach dann un d'Fonctionnéiere kréien.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Elo géif ech soen, Gott sei Dank ass keng Elektrikerkonzessioun néideg ginn an där Phas, sou dass dat dann am Endeffekt gutt ausgeet.

Ech wëll awer net vertuschen, dass de Statsrot a sengem éischten Avis bemängelt huet, dass a vill ze vill Froen de Projet deemools vag bliwwe wier an dass net kloer wier, wéi deen Institut seng Aufgab géif wouermaachen. Et huet him un enger Rei vu Kritären a Prozedure gefeelt. Dat war a sech eng zimlech haart Ausso.

Mä mir hunn an der Kommissioun de Projet de loi de fond en comble ëmgeschriwwen. D'Verfahrensweis, d'Kompetenze vun de Behörden, d'Prärogative vun den Untersuchungen, besonnesch mat de Beamten, also den OPJen, alles dat ass nei gemaach ginn. Domat menge mer hätte mer - an de Statsrot huet eis jo och duerno Recht ginn - dee prozedurale Rumm, an deem sech dat Gesetz beweegt, mat där noutwendeger Kloerheet a Rechtssécherheet ronnkritt.

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir sidd 15 Minutten iwwert d'Zäit.

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Ass et wouer?

M. le Président.- Jo.

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Ech hunn nach zwou Minutten, da sinn ech fäerdeg. Da kënnt och kee vun der LSAP erop. Dat ass e fairen Handel, et muss jo jiddferee fort.

D'Regierung huet sech och, an dat soll een hei besonnesch ervirsträichen, schonn orientéiert un deenen Décisiounen, déi an enger éischter Liesung den 21. Februar 2008 um Europäesche Parlament getraff gi sinn zu deem Sujet.

Et geet do ëm permanent Upassungen un dës Reglementer. Mir hunn dat elo scho virgesinn. An insgesamt mengen ech, an dat muss een ëmmer erëm ënnersträichen, wa mer esou vill amendéiert hunn, dann eben, fir um leschte Stand der Dinge ze sinn.

Mir hunn eis an eiser Aarbecht natierlech och un d'Gesetz iwwert d'Securité générale des produits gehalen - dat vum 31. Juli 2006 -, wat hei gestëmmt ginn ass. Do hu mer eis orientéiert u Prozeduren a Kompetenze bei der Maartiwwerwaachung. Par ricochet musse mer natierlech elo och Ännerungen un deem Gesetz virhuelen, fir dass dat iwwereneekléngt.

Da gëtt et déi éiweg Ausenanersetzung iwwert d'Veröffentlechung vun den Normen. Do hat de Statsrot sous peine d'opposition formelle verlaangt, dass d'Vermaartung vun Normen de privaten Organisme misst iwwerlooss ginn an d'ILNAS nëmme mat der Veröffentlechung vun Normen ze beoptrage wier, déi aus Sécherheetsgrënn fir obligatoresch erkläert ginn.

Mir hunn dee Virschlag net iwwerholl, well mer der Usiicht waren, dass d'Verbreedung vun de Normen net eleng an den Hänn vu privaten Acteure leie sollt. Jiddferee kann awer Asiicht doran huelen. Mir veröffentlechen opgrond vun eisem Gesetz d'Normen net integral am Mémorial, mä hir Referenzen, an déi kann da jiddfereen nokucke goen. Si däerfe just net gratis kopéiert ginn; dofir muss ee bezuelen.

Da gëtt et dee Problem, deen ëmmer erëmkënnt, dee vun dem OPJ, also dem Officier de police judiciaire. Och do wëll ech aus Zäitgrënn nëmmen op d'Wichtegkeet vum Officier de police judiciaire hiweisen. Seng Ermëttlunge sinn entscheedend, wa prozesséiert muss ginn. Wann déi Roll net kloer ass, da ginn déi Prozesser an d'Box. Dann huet ee guer näischt geschafft. Do däerfen also keng prozedural Feeler geschéien.

De Statsrot werft dee Problem regelméisseg op. D'Ekonomieskommissioun huet duerfir, wéi aner Kommissiounen och, d'Regierung opgefuerdert, éischtens eng Lëscht mat all de Posten a Verwaltungen opzestellen, wou et den OPJ gëtt; zweetens sech kloer allgemeng gülteg Richtlinnen ze ginn, wann a welch Aufgabe vun deene Beamten iwwer-

holl ginn, déi de Statut vum OPJ hunn, an drëttens verlaange mer och, dass déi Beamte permanent déi néideg Aus- a Weiderbildung erhalen, fir hir Missioun korrekt ze erfëllen.

De Wirtschaftsminister huet dat am Kontext vum ILNAS bestätegt an och offréiert, dass déi Beamten, déi dorënner falen, regelméisseg a Formatioune ginn.

Da gëtt et Personalfroen, déi hei mat diskutéiert ginn. Et bleiwen déi administrativ a pénal Sanktiounen, déi bei Gesetzer esou virgesi sinn. Zu den administrative Moossnamen zielt d'Erlaabnis, viru gefäierleche Produkter ze warnen, se virun der Ausliwerung ze stoppen, oder se vum Maart zréckzeruffen, wa se schonn drop sinn.

Déi pénal Sanktioune beinhalte Strofe bis zu 125.000 Euro respektiv aacht Deeg Prisong oder béides zesumme fir dee Produzent, deen e Produkt, wat schlecht ass, bewosst op de Maart bréngt oder sech dergéint wiert oder munches ënnerhélt, fir dass et net vum Maart ka geholl ginn.

Dir gesitt also schonn d'Komplexitéit vun deem Ganzen. Ech ginn dovun aus, dass jiddfereen heibanne souwuel de Projet de loi wéi de Rapport vun der Kommissioun intensiv gelies huet, an dass dat, wat ech hei versicht hunn, an deene puer Wierder ze erklären,...

(Interruptions)

...vläicht e bësse méi Transparenz a Verständlechkeet an dat Ganzt do erabréngt.

Ech wëll nach eng Kéier all deenen, déi direkt oder indirekt un deenen Aarbechte bedeelegt waren - an et war laang, an et war haart, an et war schwéier -, wéi gesot een décke Merci soen. Déi puer Minutten, déi ech iwwerschratt hunn, ginn dann duer, fir an engem Saz ze soen: D'LSAP wäert fir dat Gesetz stëmmen.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. De Konsens an der Chamber ass grouss. Elo kritt d'Wuert den Här Sauber.

Discussion générale

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Komplexitéit ass dat Wuert, wat e puermol hei gefall ass, a mat Recht. Dat do ass e Projet, dee verdammt komplizéiert ass.

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Da ginn ech.

M. Marcel Sauber *(CSV).*- An duerfir géif ech dann och dem Rapporteur hei wëlle félicitéiere fir säin exzellente schréftlechen an och mëndlechen Exposé, deen hien hei gemaach huet.

Ech muss soen, déi Matière ze beherrschen, ass guer net esou einfach. Net nëmmen eleng vun der Villfalt hier, mä och vun der Technik.

Doriwwer eraus ass et eng Matière, déi politesch wéineg explosiv ass, vläicht och wéineg spannend, vläicht och net deen allergréissten Intérêt dobausse fënnt, mä et ass eng Matière, déi technesch interessant ass; et ass eng Matière, déi technesch noutwendeg ass; et ass eng Matière, déi wirtschaftlech en immens groussen Impakt huet.

Wann ech soe wirtschaftlech, da gesinn ech dat net eleng vun der Produktioun oder der Distributioun hier, mä och aus der Optik vun de Konsumenten. D'Wirtschaft also als Ganzt gekuckt.

De Projet, dee mer haut diskutéieren, stellt de generelle Kader duer, fir d'Kommerzialisatioun vun de Produkter an och fir d'Surveillance vum Marché. E begräift - am Stenostext - d'Normalisatioun, dat heescht d'Regelen, wéi Normen opgestallt ginn. E begräift d'Akkreditatioun, dat heescht, e gëtt eng Äntwert drop, ënner wéi enge Bedéngunge ka bescheinegt ginn, vun engem gewëssen Institut, deen dann Zertifikatiounsinstitut heescht, datt dee Produit, deen ech um Marché hunn, konform ass zu enger Norm. Dat ass eng komplizéiert Matière relativ einfach ausgedréckt.

Et geet ëm d'Sécuritéit. Et geet ëm d'Organisatioun vum Marché respektiv och d'Kontroll vun deem Ganzen. Et ass elo net, wéi wa bis haut näischt esou do gewiescht wär, et ass näischt Neies, an deem Sënn, dass mer schonn eng Gesetzgebung hunn, verschidde Reglementer hunn, well eben europäesch Direktive bestinn, déi a Lëtzebuerger Recht ëmgesat sinn. Hei kréie mer een neie Kader, fir dat Ganzt ze ëmrummen.

Et ass eng komplett Matière mat engem immense wirtschaftlechen awer och finanziellen Impakt, dee sech awer gradesou staark och an der Sécherheet erëmfënnt vun de Produkter, an der Kontroll vun der Sécherheet.

Virdrun ass d'Madame Kunewa zitéiert ginn, déi mer op Besuch hate virun zwee Deeg, déi eis och op déi Problemer opmierksam gemaach huet, déi bei der Kontroll kënnen opdauchen: Spillsaachen aus China, wat jo ee vun deene groussen Diskussiounsthemen déi lescht Zäit war, an dann och fir mat China eens ze ginn, fir datt si anescht solle produzéieren. Mä si hunn eis bestätegt, datt op d'Interventioune vun der Kommissioun a China iwwert deen dote Wee 29.000 Betriber, déi dat dote produzéiert hunn, zougemaach hunn.

Do gesäit een och déi wirtschaftlech Répercussiounen op déi ganz Saachen. Ech hunn elo China als Beispill geholl, mä dat doten hu mer och bei anere Produkter, déi kënne kontrolléiert ginn.

Haut weess jiddfereen, wat eng Norm ass. Vläicht och net. Firwat hu mer Normen? Wéi gi se opgestallt? Si se obligatoresch? Wéi verhält dee ganzen Normesystem sech an engem Land, tëschent eenzelne Länner, an der Communauté européenne an international global gekuckt?

Wann een et wëllt simplistesch ausdrécken, da soen ech: D'Norm entsteet am Fong op fräiwëlleger Basis, op Konsensus vu verschiddene Betriber, déi sech eben ofstëmmen: Wéi soll ee Produkt ausgesinn? Wat soll seng Qualitéit sinn, seng Dimensiounen, Toleranzen, Sécherheet an esou virun? Mä et ass net nëmmen eleng bei de Produkter; Norme gëtt et och haut bei de Servicer.

Handfest Interesse vun de Betriber spille selbstverständlech do mat. Esou datt déijéineg Betriber, déi bei der Norméierung mat derbäi sinn, zweifellos ëmmer am Virdeel sinn, fir ze kucken, datt hiert Produkt oder hir Norme kënne festgehale ginn.

Konsensus heescht, op nationaler Basis muss en Accord fonnt ginn, tëschent de Betriber fir d'éischt, dann am Rumm vun engem Land, wat normalerweis iwwer en Normungsinstitut geschitt. Dat schafft déi Normen dann zesumme mat de Betriber aus. Bis elo hu mer dat net gehat.

Dohier brauche mer et wahrscheinlech, wa mer wëlle selwer Norme maachen. Dohier brauche mer och Zertifizéierungsinstituter. Dat sinn déi, déi bestätegen, datt déi Normen agehale si fir dat Produkt. Dohier brauche mer dann awer och eng Akkreditéierungsplaz, déi bestätegt, datt déi Zertifizéierungsinstituter konform schaffen, datt se genügend équipéiert sinn an datt déi och kënnen d'Bedéngungen erfëllen.

Dat ass elo ganz einfach, simplistesch duergestallt. Mä et ass awer esou wéi dat fonctionnéiert, mat sämtleche Problemer, déi do dertëschent leien: d'Notificatiounen u Bréissel an esou virun. Well wat um éischte Stadium national geschitt ass, dat geschitt haut an engem anere Kontext och international.

Mä national war et virun enger ganzer Rei vu Jore jo esou, datt am Fong Normen an eenzelne Länner guer net openeen ofgestëmmt waren. Mir hate franséischer. Mir haten däitscher. Do dertëschent ass dann operéiert ginn. D'Norme waren am Fong souguer e protektionistesche Marché an der Zäit. Mä d'Erkenntnis koum dunn eben, datt de globale Marché, den internationale Marché d'Zukunft ass, datt ee sech da muss zesummesetzen a kucken, datt een d'Norméierung iwwert d'Land oder iwwert d'Communauté eraus mécht. Esou datt mir haut och international Normen hunn.

Déi Evolutioun bréngt dann awer och mat sech, datt eng ganz Partie Direktiven a Regelungen hu misse kommen, déi dann och an nationaalt Recht iwwergesat ginn. Dat mat Prozeduren an esou virun, déi dat doten alles net méi einfach maachen, mä wou mir hei elo net weider drop aginn.

EU-méisseg gesinn, géif ech soen, datt d'Normen haaptsächlech an d'Richtung ginn, fir dem Ofbau vun den Handelshemmnisser entgéintzewierken; also fir den Ofbau ze förderen. Et geet also an d'Richtung vun der Libre circulation des biens et services. Et geet och drëm, fir d'Normen international openeen ofzestëmmen, wou ech och ënner Normen dann technesch Virschréfte wëll gläichsetzen.

EU-wäit ass eng Prozedur virgeschriwwen, wéi dat do soll vir sech goen. Déi ass dann anzehalen. Déi berout och op géigesäiteger Unerkennung vun net nëmmen eleng de Prozeduren, mä och vun den technesche Virschréften oder vun den Normen, déi dann national akzeptéiert gi sinn. D'Resultat ass, datt mer haut international Normen an enger ganzer Partie vu Beräicher hunn; international Virschréften an och wéi dat Ganzt gehandhaabt gëtt, wat eng Ribambelle vun Direktive mat sech bréngt.

Dobäi dierfe mer dann net vergiessen: D'Norme sinn op fräiwëlleger Basis gemaach; och haut nach ëmmer. Si sinn also als solch net bindend. Si ginn am Fong eréischt bindend doduerch, datt een e Kontrakt mécht tëschent Betriber, Verwaltung a Betriber, Soumissiounen, wou een d'Conditions de marché bréngt. Si kënnen och bindend ginn, wann e Gesetz oder e Reglement kënnt, wou déi Virschréften iwwerholl ginn.

Den Avantage fir d'Betriber ass zweifellos d'Globaliséierung. De Marché gëtt méi grouss an de Marché gëtt international. Fir de Konsument ass den Avantage: Hie weess, wat hie keeft. Hie weess, datt säi Produkt, wat hie keeft, konform ass, wann CE zu där Norm dropsteet. Hien huet also eng garantéiert Mindestqualitéit, déi hie ka kafen. Et ass awer eng Sécherheet do iwwert deen CE-Label, deen do agefouert gëtt.

Den normale Wee also, fir eng Norm ze maachen, ass eigentlech deen: Et geet vum Betrib aus; um nationale Plang Concertatioun; Eenegung ënner Betriber; fräiwëlleg Ofkomme mat normalerweis engem Normeninstitut. Iwwert d'EU kënnt déi ganz Problematikmatdeelung: Wéini wëll ech esou eng Initiativ huelen? Dat heescht, datt d'Notificatioun u Bréissel an un déi aner Länner geet. Da kënne sech eventuell och, wann et derwäert schéngt am Kader vu Bréissel, den CEN - dat ass den Normeninstitut vun der Communautéit - oder de Cenelec - dat ass deen, deen am elektresche Beräich täteg ass - der Saach unhuelen. Da ginn d'Normen ausgeschafft.

Dann d'Zertifikatioun. Dat ass jo dann, wann d'Produktioun gemaach gëtt, wou vun engem Betrib certifiéiert gëtt, datt déi Normen agehale ginn. Mir hunn där Betriber hei zu Lëtzebuerg. Den Här Castegnaro huet der e puer opgezielt. Dat ass och eng Geschicht de gros sous, wann een et esou wëllt huelen.

Et ass eng Geschicht, wou mer Lëtzebuerg och kënnen dobausse verkafen, well een Artikel, deen hei konform certifiéiert ass, deen ass weltwäit och unerkannt comme tel. Dat bréngt beispillsweis mat sech, datt d'Japaner sech Deeler vun hiren Autoen hei zu Lëtzebuerg certifiéiere loossen. Firwat hei zu Lëtzebuerg? Vläicht si mer méi bëlleg, mä op jidde Fall si mer vill méi séier. Dat ass e groussen Avantage an deene Saachen do. Als Beispill emol zitéiert.

Déi Zertifikatiounsgesellschafte ginn natierlech dann accréditéiert. Dat ass deen Institut d'accréditation, deen dann och elo an den ILNAS erageluecht gëtt. Mä nach ëmmer: D'Norme si fräiwëlleg, soulaang wéi se net en obligatoresche contractuellë Charakter hunn oder am Gesetz stinn.

D'Kontrollen. Selbstverständlech, Produktioun ass dat eent, d'Kontrollen ass dat anert. Déi Kontrolle kënnen zu jidder Zäit geschéien. Do gëtt net nëmmen eleng gekuckt: Steet CE drop?, mä et gëtt och emol gekuckt, wann CE dropsteet: Entsprécht dat der Norm?

Da besteet d'Méiglechkeet, och national mat internationalem Effekt déi Produkter vum Marché auszeschléissen. Dat heescht, wann hei zu Lëtzebuerg festgestallt gëtt, datt e Produkt net konform ass, da leeft eng ganz Prozedur un, mam Resultat, datt aus der Communautéit dat Produkt kann oder muss ausgeschloss ginn.

Grosso modo: Déi nei Verwaltung, déi mer hei opriichten - den ILNAS als Lëtzebuerger Institut -, huet déi wesentlech Aufgab, fir d'Erstellung - also d'Schafung, wann Der et esou wëllt hunn -, d'Uwendung, d'Sécherheet an d'Kontroll vun den Zertifizéierungsgesellschaften och ze akzeptéieren. Dat ass hir Haaptmissioun. Do derbäi kënnt dann, wéi virdru vum Här Castegnaro gesot, och d'Métrologie an dann d'Gestioun vun de Konzessiounen. Déi ganz Organisatioun läit doran, mat allen Detailer a Problemer, déi dat mat sech bréngt.

Et ass net onbedéngt Neiland, mä et ass awer eng Matière, déi duerch dëst Gesetz zentral koordinéiert soll ginn. Aarbechten, déi bis elo a verschiddene Verwaltungen a Ministèren an hire spezifesche Kompetenzberäicher gemaach gi sinn. Esou datt de Projet, esou wéi e virgestallt gëtt, och avancéiert. Et géif alles ënner een Hutt kommen am Kompetenzberäich vun der ILNAS.

Wa mer elo soen, alles - am Bericht vum Rapporteur ass et schonn duerchgeklongen -; et ass bal alles, well et ass net alles. Do sinn nämlech eng ganz Partie spezifesch Kompetenzen, déi nach bei deenen anere kompetente Ministere bleiwen. Esou datt do ee vun de Problemer opgeworf gëtt: Wou ass elo d'Kompetenzofdeelung? Wat mécht deen een? Wat mécht deen aneren?

Also, der Direktiv zur Folleg sollt d'Norméierung dozou bäidroen, d'Promotioun vun der Qualitéit ze hiewen, d'Sécuritéit vun de Produkter, d'Förderung vum Handel a vun der Industrie, méi Produktioun a méi Sécherheet fir de Konsument, an dat Ganzt an der Kontroll duerch d'öffentlech Hand. Dat sinn déi nei Missiounen, déi mat erakommen un den ILNAS. Missiounen, déi also zousätzlech fir d'öffentlech Hand kommen.

Et kann een et och anescht ausdrécken: e bësse méi Stat. Well hei gräift de Stat och a Secteuren an, an Deeler an, déi wäit privatrechtlecher Natur sinn.

Mä ech mengen, och an deem Rôle fir d'Promotioun an d'Qualitéit méi aktiv ze maachen, kéint de Stat sech dach erëmfannen, wann et och net onbedéngt seng éischt Missioun ass.

D'Avisë vun der Handwierkskummer a vun der Chambre de Commerce, déi si relativ kritesch, wou se vermëssen, datt eng global Visioun iwwert déi Gesamtproblematik ze kuerz kënnt am Projet. De Projet geet och verschiddentlech fir si net wäit genuch, beispillsweis de Volet Sécurité alimentaire, an ass och net kloer genuch ëmrass wat verschidde Saachen ubelaangt, wéi d'Promotioun vun der Wirtschaft, d'Informatioun, d'Förderung vun de Betriber, wéi dat soll vir sech goen.

Dir Dammen an Dir Hären, wat sech hei vläicht relativ einfach an onkomplizéiert unhéiert, do kënnt awer bei der Analys vum Projet eraus, datt dat guer net esou einfach ass, datt den Text relativ komplizéiert ass.

Vill Kommissiounssitzunge sinn drop higaangen, kontrovers, ganz kontrovers bei verschiddene Punkten, an et ass animéiert diskutéiert ginn. D'Textamendementer sinn opgezielt ginn; 44 plus 22 sinn der 66. Dräi Avisë vum Conseil d'État beweisen d'Komplexitéit vum Text, wou dann och nach d'Ausféierungsreglementer - eng aner Kritik - feele souwéi d'Fiche financière. Et iwwersäit een net, wat esou en Institut ka kaschten.

De Conseil d'État huet sengersäits och - an ech mengen do ass deen éischten Avis dee wesentlechsten - drop higewisen, datt d'global Visioun fir d'Bewältegung vun deene Problemer, vun den Zilsetzungen am Fong am Projet net esou richteg zum Droe kënnt oder datt se feelt.

De Conseil d'État schwätzt och nach eng Partie aner Problemer un, wéi dee vun der Veröffentlechung vun den Normen, de Verkaf vun den Normen, deen dann och elo soll duerch de Stat geschéien - an am Fong, wann een et wëllt pejorativ kucken, eng Epicerie gëtt -, d'Ofgrenzungsproblematik vun de Kompetenzberäicher, d'Feele vu verschiddene Kompetenzen, d'Sécurité alimentaire zum Beispill, an dann d'Fro, ob dat Ganzt soll geschéien iwwer en Organisme de droit privé oder - well et jo ëm fräiwëlleg Norme geet, wat och ganz logesch kéint geschéien - iwwer eng staatlech Verwaltung, d'Feele vun den Ausféierungsreglementer, an dann d'generell Fro, wou e sech freet: Ass eis Verwaltung souwuel materiell wéi och intellektuell amstand, de Lëtzebuerger Stat bei deenen Aarbechte vun den europäeschen Normungsorganisme richteg ze vertrieden?

Dat sinn eng Partie Froen, déi am Raum stinn, déi deelweis eng Léisung kritt hunn, deelweis och net, mä déi op jiddfer Fall zum Nodenke féieren. An de Conseil d'État huet et dozou bruecht fir ze soen, en ordre principal, de Projet misst a senger Globalitéit nach eng Kéier iwwerduecht ginn an e géif nëmmen à titre subsidiaire praktesch den Avis ginn iwwert déi eenzel Artikelen.

D'Ekonomieskommissioun huet sech et och net einfach gemaach. Si huet dee Projet do am Detail analyséiert. Allerdéngs ka se och net d'global Orientéierung vun engem Projet fundamenal änneren. Mä 66 Amendementer hunn awer dozou bäigedroen, datt den Text wesentlech besser ginn ass, wéi e virdru war.

Punkten, déi mir perséinlech méi ze bedenke ginn, dat ass - et ass ugeschnidde

ginn - déi nei Aféierung vun dem Service de l'Énergie de l'État, dee mer viru sechs Méint, also am August, ofgeschaf haten, e bëssen ze séier. Do gi verschidden Dispositiounen erëm ageféiert, well mer se brauchen. Mä dat heescht dann awer och, datt vum August u bis elo dee Service net konnt fonctionnéieren, datt keng nei Konzessiounen ausgestallt gi sinn an och keng aner verlängert gi sinn.

Mä déi Fro, déi sech hannendru stellt, dat ass: Wat hunn eigentlech déi Beamte während där Zäit gemaach, well déi hu jo legal net méi bestanen? Oder: Wéi sinn déi Beamte bezuelt ginn, well de Service war legal ofgeschaf? Vläicht kréie mer eng Äntwert vum Minister dorop - Dir hutt bestëmmt eng.

Elo ginn duerch dëst Gesetz op jiddfer Fall déi Fonctiounen erëm ageféiert, esou datt d'Elektriker an d'Cegedel kënne berouegt sinn. Mä den Dossier schéngt eis nach weider ze verfollegen, well mir sinn nach mat engem anere Gesetz befaasst, wou mer dee Service do erëm, ech géif net gär soen ofschafen, awer nei strukturéieren an en anere Service eran, esou datt mer nach eng Kéier wäerten doriwwer schwätzen.

E weidere Punkt, dee mer e bëssen um Mo läit, ass dee vun der Surveillance. Ech sinn derfir, selbstverständlech, datt hei kontrolléiert gëtt, datt schaarf kontrolléiert gëtt. Dat muss sinn. An enger internationaler Welt, wéi dat elo ass, soll dat sinn. Mä wou ech mäi Problem hunn, dat ass mat den Officiers de police judiciaire, net déi offiziell, déi vun der Police kommen, mä déijéineg, déi vun der Verwaltung kommen.

Do deelen ech zweifellos dem Conseil d'État seng Meenung, deen net midd gëtt bei sämtleche Geleeënheeten, wou mer dat do aféieren a verschiddene Verwaltungen, fir do dergéint ze wiederen an ze soen: Dat do ass net dee richtege Wee.

An et ass och net onbedéngt de richtege Wee, well dat do ass jo awer e Beruff. Officier de police judiciaire ass e Beruff, dee geléiert gëtt, wou ee permanent muss dra sinn, wou ee muss Fangerspëtzegefill hunn, wou ee muss wëssen, wéi ee virgeet. Do ass et d'Erfahrung, déi spillt. An déi ass net onbedéngt ëmmer ginn am Rumm vun enger Verwaltung. Esou datt ee ka gedeeltener Meenung sinn, well bis elo - ech mengen dat ass elo de Problem, wou mer dermat befaasst sinn - déi Verwaltung do schonn d'Recht hat, fir Officier de police judiciaire ze sinn.

An da si mer natierlech beim Lëtzebuerger Modell: Mir maachen eng grouss Reform, et gëtt alles anescht, mä et dierf näischt änneren. Esou datt mer dann och do derbäi bleiwen.

D'Fro, déi nach net beäntwert ass, dat ass déi: Wéi vill Leit hunn d'Fonctioun vum Officier de police judiciaire, déi net bei der Police beschäftegt sinn? Wou si se beschäftegt? Well dat Ganzt muss jo awer eng Kéier zu enger Generaldiskussioun kommen.

Maache mer et esou, datt mer iwwerall kompartimentéiert e Polizeistat aféieren, oder solle mer deen net awer global loossen?

Déi Fro steet am Raum an déi musse mer eng Kéier diskutéieren, well soss komme mer bei all Gesetz, wou esou Saache wéi dat hei dra sinn, nach eng Kéier drop.

D'Publikatioun, den Här Castegnaro huet drop higewisen: Mir hunn esou e sibyllineschen - ech géif net soe Léisung - Text fonnt, deen am Gesetz steet. Am Projet steet elo dran, datt déi Normen, déi Lëtzebuerg akzeptéiert, par référence am Mémorial publizéiert sinn.

Dat heescht guer näischt. Dat heescht just, et ass eng Lëscht vun Normen, déi mer akzeptéiert hunn. Awer soss näischt. Déi Normen do sinn net obligatoresch, déi sinn alleguer fräiwëlleg.

Wa mer eng Norm obligatoresch maachen, muss se publizéiert ginn. An do hu mer e reelle Problem. Alleguer déi Normen, déi op eis zoukommen hei zu Lëtzebuerg, wa mer alleguer déi, déi mer obligatoresch maachen, publizéiere wëllen, mä da ginn eis Mémorialen nach vill méi déck. An do muss een da kucken, wéi een eng Léisung fënnt.

Souwisou stellt sech bei der Publikatioun nach eng aner Fro; dat ass déi vum Droit d'auteur. Well déi Instituts de normalisation, déi froe jo Suen derfir. Dat kascht jo och. Dat leeft jo alles op privatrechtlecher Basis. Dat kascht, dat muss bezuelt ginn. Wéi kréie mer déi Suen erbäi?

Also déi do Fro schwieft ewell 15, 20 Joer, zënter datt mer Normen ëmsetzen iwwer Form vu Reglementer.

Wéi geschitt d'Publikatioun? Mir hunn et meeschtens gemaach einfach par référence, an da war et fäerdeg. Mä deen éischte richtege Prozess, dee mer kréien op deem Gebitt do, dann hu mer awer e reelle Problem! Well ebe virgeschriwwen ass an eiser Gesetzgebung: Net d'Norme musse publizéiert sinn, d'Gesetzer musse publizéiert sinn.

En anere Sujet, wou ee kéint méi laang driwwer schwätzen, ass den Normeninstitut op privatrechtlecher Basis. Mir sinn am Kader vu fräiwëllegen Normen, wou Betriber sech am Fong selwer operleeën: „Elo maachen ech dat, elo geet dat wéi ech dat gären hätt." Ech sinn éischter fir méi privat Initiativ, well ech mengen, mir hu schonn an enger ganzer Partie Domäne vill ze vill Stat. Mir hunn awer an dësem Fall keng richteg Alternativ vu privater Säit offréiert kritt. Vläicht hätt ee se och kënne provozéieren. Ech ginn e Beispill, de Registre de Commerce, dee leeft haut op enger privatrechtlecher Basis.

Une voix.- Leeft et da besser?

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Selbstverständlech! Haut ass en à jour, en huet net méi e Retard vu Joren, wéi dat virdru war. E leeft vill besser.

Hei beim Normeninstitut maachen ech elo keen hellege Krich draus, well ech net esou richteg gesinn, wien hei zu Lëtzebuerg soll grouss Initiativen huele fir Normen ze maachen. Esou vill Betriber an esou grouss Betriber hu mer net, fir datt esou en Normeninstitut iwwerlaf géif gi mat Aarbecht, sou datt ech an dësem Fall an der Kommissioun och Jo dozou gesot hunn. Mä ech muss awer soen, mat schwéierem Häerzen, an der Hoffnung, datt de Stat à titre supplétif hei mat awierkt a well eben de Moment Lëtzebuerg keng aner Méiglechkeet huet.

Wat méi zur Transparenz bäigedroen hätt beim Projet, dat wär, wann d'Ausféierungsreglementer mat derbäi gewiescht wären. Mä déi waren net derbäi.

Dir Dammen an Dir Hären, déi positiv Säite vum Projet wëll ech awer och net verkennen.

(Interruptions)

Dat do war elo emol eng gesond Kritik derzou. Mä de Projet huet selbstverständlech och eng ganz Partie positiv Säiten. De Rapporteur huet se opgezielt, a wann ech dat elo emol optimistesch wéilt kucken - well ech si vun Natur aus nawell Optimist -, da géif ech soen, en Text, deen net esou kloer ass an all senge Facetten, en Text, deen och d'Objektiver net esou prezis ëmräisst, dat kann nach ëmmer en akzeptabele bis e gudden Text sinn, ënner der Bedéngung, datt ech eppes doraus maachen. Also wann ech deen doten Text richteg upaken, kann ech ganz vill doraus maachen.

Den Text schaaft e Kader fir d'Iwwerwaachung vun der Produktioun a vun der Consommatioun. E schaaft eng nei Verwaltung, den ILNAS…

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ass dat eng positiv Säit?

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Loosst mech mäi Saz emol fäerdeg maachen, et ass e laange Saz. Also - elo hutt Der mech aus dem Konzept bruecht.

(Hilarité)

Den ILNAS als nei Verwaltung an de Wirtschaftsminister als kompetente Minister, déi hunn et elo an der Hand, dat aus dem Gesetz ze maachen an dat an den Text ze leeën, wat mer als Konsument, als Wirtschaft an als Land an engem moderne Stat brauchen. De Projet verhënnert dat net. Also loosse mer dat draus maachen, wat mer muer brauchen. Dynamik an Initiativ sinn da gefuerdert.

An deem Sënn bréngen ech och den Accord vun der CSV.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Sauber. Dann huet d'Madame Flesch d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, ech wäert a mengen Iwwerleeungen zimlech op der Linn vum Här Sauber leien, mä ech faasse mech méi kuerz. Deen eenzegen onageschränkte positiven Aspekt, deen ech dësem ILNAS-Projet unerkenne kann, ass d'Qualitéit vun der Aarbecht vum Rapporteur, dem honorabelen Här Castegnaro. Wéi hien et gesot huet, ass d'Matière wichteg, mä ganz komplizéiert. Wéi hien et net gesot huet, mä wéi ech et mengen, war d'Approche vun der Regierung éischter fragmentaresch, fir net ze soe chaotesch. D'Aarbecht an der Kommissioun hat d'Charakteristik vun „work in progress" a mir sinn iwwerhieft gi mat enger onwahrscheinlecher Zuel vun Amendementer, wéi de Rapporteur et och scho gesot huet.

An deem Kontext, deen a stänneger Bewegung war, huet de Rapporteur seng Aarbecht mat Kompetenz, Ausdauer an Akribie duerchgezunn an ech wëll him duerfir félicitéieren an him Merci soe fir déi Aarbecht, well esou si mer e bëssen aus dem Tunnel erauskomm. Hien huet a sengem mëndleche Rapport elo eng grëndlech Analys gemaach vum coordonnéierten Text, dee virun ons läit an dee wesentlech anescht ass, wéi deen Text, deen am Ufank vun den Diskussioune virun ons war.

D'Zil vum Projet soll sinn, d'Missioune vun Normalisatioun, Akkreditatioun, Sécherheet a Qualitéit vu Produkten an Déngschtleeschtungen, déi de Moment bei verschiddenen öffentleche Strukturen ugesidelt sinn, ze regruppéieren, fir engersäits méi effikass ze sinn an anerersäits am Sënn vun der Simplification administrative ze wierken. De Conseil d'État, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers sinn net iwwerzeegt, dass déi Ziler erreecht gi sinn. An hirem Avis fënnt een ëmmer erëm Wierder wéi „vag, fragmentaresch, hétéroclite, Ambiguïtéiten, Inkohärenzen".

Mir sinn als DP och net iwwerzeegt, dass d'Zil erreecht ginn ass, esou wéi et hätt missen erreecht ginn, a mir bedaueren et. De Conseil d'État schreift zum Beispill a sengem Avis vum 28. November 2006: «Il est à craindre que, à force de vouloir regrouper un nombre trop élevé de missions entre les mains d'une seule et même entité, sans avoir mis en place un cadre de règles claires destinées à régir la matière et sans s'assurer parallèlement d'une démarcation nette entre les attributions nouvellement créées et les compétences éparpillées parmi une pluralité d'autres autorités administratives, les auteurs ne finissent par accroître l'opacité légale et administrative en la matière plutôt que de ‚contribuer à la simplification administrative et à la réalisation d'économies d'échelle.»

Wéi de Rapporteur et gesot huet, ass op deene Punkten an engem gewësse Sënn Remedur geschafe ginn, mä et bleift awer nach munches ze maachen. Dat ass a mengen Aen, dat ass an onsen Aen den Haaptproblem vun deem Gesetz.

Ech wëll elo net an all Detail agoen. Ech wëll nëmmen zwee Punkten erausgräifen, déi mir perséinlech och nach besonnesch Suerge maachen. Den neien Institut soll ënner anerem derfir suergen, dass déi international an europäesch Norme publizéiert ginn an doduerjer zu nationalen Norme ginn. Dat ass e Problem, op deen den Här Sauber jo am Detail agaangen ass.

Nun ass et esou, dass déi international an europäesch Organismen, déi fir d'Normalisatioun zoustänneg sinn, sech fir hir Aarbecht bezuele loossen. Den Institut muss also déi Aarbecht kafen. Duerfir ass am Projet och virgesinn, dass den Institut dat da verkeeft. An d'Fro vum Conseil d'État ass richteg gestallt, ob dat d'Aufgab ass vun enger Administration publique an ob et net besser gewiescht wär, enger privatrechtlecher Struktur aus den entspriechende professionellen Ëmfelder déi Problematik unzevertrauen, eng Struktur, déi dann och besser outilléiert gewiescht wär, fir d'Commercialisatioun vun deenen Norme virzehuelen.

Dann eng zweet Observatioun, an déi huet den Här Sauber och scho gemaach, dat ass am Beräich vun der Surveillance des marchés. Do kritiséiert de Conseil d'État alt erëm eng Kéier, wéi schonn an esou vill Avisen, dass d'Fonctionnairë vun deem neien Institut sollen Attributioune vun Officiers de police judiciaire kréien. Déi Kritik un der Multiplikatioun vun den OPJen ass vum Conseil d'État scho ganz, ganz oft virgedroe ginn a si gëtt och, zum Beispill, wäitgehendst vun de Membere vun der Commission juridique vun dësem Haus gedeelt.

D'Commission de l'Économie huet sech och mat där Problematik beschäftegt an huet déi Suerge gedeelt. Et ass e Problem vu Formatioun. Et ass och e Problem vu wéi déi Aarbecht duerno gehandhaabt gëtt an esou weider. Quoi qu'il en soit, d'Kommissioun huet sech driwwer ënnerhalen, mä si huet d'Dispositioune bäibehalen esou wéi se am Text waren, a si huet sech drop beschränkt, d'Regierung ze bieden, déi Problematik ze diskutéieren an der Chamber d'komplett Lëscht vun alle Fonctionnairen ze ginn, déi d'Qualitéit vun OPJ an alle Verwaltungen hunn.

Ech wéilt hei expressément un dee Wonsch vun der Kommissioun erënneren an de Minister bieden, sech ze engagéieren am Numm vun der Regierung, dass mer déi Lëscht kréien. An déi zweet Etapp wär dann déi global Diskussioun, vun där den Här Sauber virdru geschwat huet, déi och schonn an der Commission juridique évoquéiert ginn ass, mä déi bis elo nach ni geféiert ginn ass.

Här President, ech hunn elo wierklech am Telegrammstil zwou Onzoulänglechkeete vun dësem Projet de loi opgelëscht an déi Haaptonzoulänglechkeet ass, dass et am Fong fir keng Simplification administrative an och net fir méi Transparenz suergt, mä dass d'Opacitéit wahrscheinlech doduerjer nëmmen nach méi grouss gëtt.

Mä alles dat gesot, muss ech awer och soen, dass d'Sécherheet an d'Qualitéit vun de Produkter an den Déngschtleeschtungen, d'Normalisatioun an d'Akkreditatioun wichteg Froe sinn. Sécher ass, dass duerch d'Aarbechten an der Kommissioun d'Gesetz verbessert ginn ass. Sécher sinn öffentlech Qualitéitskontrollen noutwendeg, fir Transparenz ze schafen an dem Konsument, dem Bierger deen néidegen Iwwerbléck an dat néidegt Vertrauen ze ginn. Sécher hu mer och an deem Beräich ganz prezis Obligatiounen am Kader vun der Europäescher Unioun.

Duerfir wäert d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei dëse Projet de loi stëmmen, mä, fir eng Formule ze gebrauchen, géif ech dem Minister répéteieren, wat ech scho bei engem anere Projet gesot hunn: ouni Iwwerzeegung an ouni Enthusiasmus.

Ofschléissend géif ech awer wëlle virun allem festhalen - wéi d'Chambres professionnelles, wéi de Conseil d'État -, dass mer an dësem wichtege Beräich, trotz der gudder Aarbecht vun der Kommissioun an trotz dem Vote vum Projet de loi, dee muer wäert stattfannen, nach ëmmer an engem Zeenario vun „work in progress" sinn, an dass mer mussen, an dass de Ministère muss nach ganz vill Aarbecht maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. D'Wuert huet den Här Kox.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann och emol fir d'éischt dem Här Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. E Rapport, dee jo de ganzen Iwwerbléck doriwwer ginn huet, besonnesch am mëndleche Beräich, wéi komplex effektiv déi Aarbechten an der Kommissioun waren. Sämtlech Riedner a Virriedner hu jo dat schonn eng Kéier ernimmt. 44 plus 22 Ännerungsanträg hu mer misse maachen, fir zum Schluss awer zu engem Gesetz ze kommen, dat och déi Gréng en fin de compte wëlle matdroen.

Ech wëll mech och duerfir e bësse méi kuerz halen a mech just plus ou moins op zwee Punkte beschränken, déi eis awer ganz wichteg sinn. Ier ech op déi zwee Punkte wëll ze schwätze kommen, kommen ech net derlaanscht awer e puer Wuert iwwert déi Geschicht do vun de Services de l'Énergie ze verléieren. Déi Servicer gi jo elo bekanntlech erëm agefouert duerch dëst Gesetz vum ILNAS, wat a sech d'Koordinatioun an och déi Ausféierungen um Terrain da wéilt iwwerhuelen. Dat, wat do ofgedeckt gëtt, si jo alles Servicer am Beräich vum Elektreschen.

Et ass och scho vu menge Virriedner gesot ginn - ech mengen, den Här Castegnaro hat dat och scho virdru gesot -, dass mer säit dem Vote vum Liberaliséierungsgesetz vum leschte Summer an engem Vide juridique waren, well mer do de Service de l'Énergie einfach esou ofgeschaf hunn, ouni ze kucken, ob en anert Gesetz déi Aufgabe géif iwwerhuelen.

Déi Gréng hunn deemools och scho bei deem Gesetz d'Aart a Weis ganz staark kritiséiert an och d'Hauruckaart a -weis ugeprangert, wéi dat Liberaliséierungsgesetz déi Kéier duerch d'Chamber gedréckt ginn ass. Et konnt a sech nëmmen dann och schifgoen. Et war aus eiser Siicht och onverantwortlech, esou virzegoen.

En éischte Punkt, op deen ech wollt kuerz agoen, deen den ILNAS elo soll iwwerhuelen, dat ass déi Koordinatioun vun deene Bonnes pratiques vun eise Laboratoiren hei am Land. Ech mengen, et ass ganz richteg, dass mer esou Laboratoiren hei am Land hunn. Déi Verwaltung elo, den

ILNAS, soll dat jo a verschidden Administratioune regruppéieren oder zumindest koordinéieren, sief dat an der Santé, der Inspection du Travail et des Mines oder och nach dem Service technique aus der Agriculture.

Fir eis ass et ganz wichteg, dass mer performant Laboratoiren hunn, déi och déi néideg Kontrolle kënnen dobaussen duerchféieren. Et ass duerfir wichteg, dass den ILNAS déi Koordinatioun mécht an awer och dat néidegt Material an dat néidegt Personal kritt, fir kënnen dat an der Praxis esou auszeféieren.

Duerfir ass eng Hoffnung, dass den ILNAS effektiv bei de Laboratoirë méi e performant Virgoen oder e Perfectionnement erreeche kann, well ech mengen, hei zu Lëtzebuerg hu mer a verschidde Beräicher do nach Nohuelbedarf.

En zweete Punkt, an dat ass e ganz wichtege Beräich aus grénger Siicht, ass de Beräich vun der Iwwerpréiwung vun der Kommerzialisatioun vun de Produkter. Sief dat déi Produkter, déi hei am Land hiergestallt ginn, respektiv Produkter, déi iwwer eis Grenzen an eist Land erakommen, an do besonnesch natierlech iwwert de Findel. Op d'Wichtegkeet vun esou enger Iwwerpréiwung brauch ech net anzegoen; et ass och scho vun e puer Virriedner dovunner geschwat ginn.

Et ass jo net fir d'éischt, dass Produkter vum Marché hu missen zréckgezu ginn, aus ville Grënn. De Konsument huet e Recht op sécher a gesondheetlech onbedenklech Produkter. Duerfir sinn déi Kontrollen an och Stéchprouwe ganz wichteg.

Wa mer elo awer den Ausbau vu Lëtzebuerg als Logistiksdréischeif kucken - dat, wat de Wirtschaftsminister jo och ustrieft -, da mécht dat d'Iwwerwaachung an och d'Konformitéit an d'Sécherheet vun de Produkter ëmsou méi wichteg, sou dass déi Kontroll och effikass muss duerchgezu ginn. Besonnesch dann och, wann de Findel nach esou weider sollt Produkter hei an d'Land mat erabréngen.

Duerfir hat ech och eng Question parlementaire gestallt, déi Dir ënnert der Nummer Q 2083 nosiche kënnt. Ech hat déi den 31. Oktober 2007 un de Wirtschaftsminister gestallt an hunn hie grad op déi Iwwerpréiwung um Findel ugeschwat.

Ouni elo wëllen op déi sëlleche Froen anzegoen an och op déi Äntwerten, ass mer awer ee Punkt besonnesch opgefall, an dat ass och den Uleies, op deen ech wëll erauskommen, dat ass den A und O vun enger sécherer a vertrauenswierdeger Politik am Beräich vun der Sécurité des produits, nämlech d'Qualitéit an d'Kompetenz vun de Leit bei dëser Iwwerpréiwung.

Et ass virdru vun deene sëllechen OPJe geschwat ginn. Ech deelen deels déi Bedenken, déi do ausgeschwat gi sinn. Et ass och net glécklech, wa mer eng Multitude vun deenen a verschiddene Ministèren aféieren. Ech mengen awer, dass de Problem éischter am Beräich vun der Qualitéit an der Kompetenz läit an dass mer do kënnen entgéintwierken.

Duerfir, mir kënnen esou gutt wéi méiglech esou Gesetzer schreiwen: Wann um Terrain awer net déi richteg an adequat Surveillance gemaach gëtt, bleiwen och erëm esou Gesetzer Lettre morte.

Ech wëll aus där Question parlementaire vum Här Wirtschaftsminister ee Punkt eraushuelen, an ech zitéieren: «Les Douanes et Accises, ainsi que le personnel national (réparti) dédié à la surveillance du marché, constituent les organes principaux de contrôles à la quantité de marchandises transitant par l'aéroport de Luxembourg, ce sont ces ‚outils' en termes de ressources humaines qui pourraient alors être renforcés afin d'adapter la fréquence et la qualité.» A weider: «Des formations spécifiques à la surveillance du marché pourraient aussi être envisagées. Plus globalement, l'ensemble des ressources nationales affectées au domaine de la surveillance du marché pourrait être renforcé. De plus, un investissement futur serait souhaitable en vue de mettre à disposition des autorités de surveillance des équipements adéquats, notamment pour le contrôle des substances toxiques sur le terrain.»

Dëst Gesetz steet a fält also mat de Moyenen, déi mir zur Verfügung stellen. Et ass besonnesch do, wou mir déi gréisste Bedenke betreffend der Ëmsetzung herno um Terrain gesinn. D'Gesetz steet a fält och mat de Ressource-humainen, déi d'Politik bereet ass opzestellen. Mir hu grouss Zweifel, ob déi jëtzeg Regierung déi néideg Moyenen och wëllt schlussendlech um Terrain bereetstellen.

Ech brauch just nëmmen un d'Stellungnahm vum Budgetsminister Frieden gëschter während der Debatt iwwert den Ombudsmann ze erënneren. A ville Beräicher vum Stat kéint méi effikass an och rationell geschafft ginn, mä a ville Beräicher feelt et punktuell u Personal, fir dat och richteg an néideg ëmzesetzen. Dës Demanden u méi Personal ginn awer systematesch vum Budgetsminister gestrach.

Här President, Dir Dammen an Hären, well et schonn esou spéit ass an ech mech op déi zwee Punkte wollt beschränken, kommen ech zum Schluss. D'Zesummeleeung vu Kompetenzen, fir e bessert a méi effikasst Virgoen ze erreechen, kënne mir nëmmen ënnerstëtzen. Ënnerstëtze kënne mer et awer net, wann net déi néideg Ressourcë bereetgestallt ginn. Wa Lëtzebuerg eng Dréischeif vum internationale Wuerentransport soll ginn, mussen awer och op där anerer Säit déi néideg Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir esou eng Dréischeif ze begleeden.

Dëst Gesetz kléngt um Pabeier gutt an huet och seng Berechtegung, och wann eng ganz Rei vu Kritiken nach bestoe bleiwen; wéi et virdru vum Här Sauber a vun der Madame Flesch hei erwähnt ginn ass. Mir wäerten dëst Gesetz, wéi aganks scho gesot, och matdroen. Mir wäerten awer d'Surveillance vum Marché genauestens suivéieren an hoffen, dass dat nei geschafent Institut och déi néideg Moyenen, sief dat materiell wéi personell, kritt, fir seng Aufgab besonnesch am Sënn vum Konsumenteschutz richteg kënnen duerchzeféieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den nächste Riedner ass den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och meng Remerciementer fir d'éischt un de Rapporteur, den Här Castegnaro, deen hei effektiv ganz vill Aarbecht huet missen als Rapporteur leeschten, fir aus deem ganze Gewurschtels, wat mer vun der Regierung virgeluecht kritt hunn, herno e passabelen Text kënne virzeleeën. Et war wierklech ganz vill Aarbecht, wat hei huet misse gemaach ginn, fir datt mer finalement deen Text virleien hunn, iwwert dee mer elo sollen ofstëmmen.

Et ass evident, datt de Projet de loi als solch komplex ze redigéieren ass. Woufir? Ma well een eng siwe Ministèren an Administratiounen oder Deeler vun deene muss zesumme regruppéieren, wat an der Theorie an um Pabeier séier liicht ze maachen ass. Mä deen Ablack, wou een dat textuell muss an e Projet de loi ëmsetzen, ass dat natierlech vill méi komplex.

Duerfir mengen ech, datt et gutt wier, wann d'Regierung esou komplex Projet-de-loien huet, datt se deen Ablack op e Service logistique entweder am private Secteur zréckgräift oder selwer ee schaaft, fir datt ee kann esou Projet-de-loien ausschaffen an deen Ablack och d'Aarbecht souwuel vum Conseil d'État wéi och vun der Chamber méi einfach maachen. Ech si mer zimlech sécher, datt dee Projet de loi, dee mer haut wäerte stëmmen, héchstwahrscheinlech no engem Joer oder no enger gewësser Zäit, wa bis de Rodage duerch ass, muss revidéiert oder adaptéiert ginn, fir de Realitéite Rechnung ze droen.

Et sinn e puer Froen, déi ech an dësem Kontext wollt stellen.

Déi éischt ass: Et ass gesot ginn, d'Règlements grand-ducaux wieren nach net prett, mä si géifen an enger gewësser Zäit kommen. Ech wollt just d'Regierung froen: Wat heescht „eng gewëssen Zäit"? Dat heescht, et muss jo awer och hei kënnen herno mat deem Gesetz weidergeschafft ginn. Déi bestehend Reglementer ginn där neier Missioun net onbedéngt ganz gerecht. Duerfir wier ech frou ze wëssen, wéi déi Aarbecht do virgesinn ass an a wat fir engem Délai dat kéint gemaach ginn.

Da muss een dee Problem uschwätzen, deen och vu menge Virriedner ugeschwat ginn ass. Dat ass dee vun den OPJen; vun den Officiers de police judiciaire. De Prinzip ass deen, datt d'Police an déi Leit, déi d'Qualitéit vun den Officiers de police judiciaire hunn, kënnen déi Perquisitiounen do maachen, wou se néideg sinn a wou se vun engem Riichter oder soss engem ordonnéiert ginn.

Mir wëssen, datt et awer an der Praxis a verschiddene Fäll schwiereg ass, an notamment deen Ablack, wou eng héich Qualifikatioun gefuerdert ass, fir déi Kontrolle kënnen duerchzeexercéieren. Hei ginn a verschiddene Fäll Universitäre mat spezielle Formatioune gebraucht, fir déi Qualitéitsprodukter duerchzekucken. Et ass awer evident, datt ee schwéier kann an onser Police eng Persoun ausbilde fir eng Missioun, wou se eventuell all Mount oder all zwee Méint eng Kontroll ze maache kritt. Dat wier manifestement disproportionéiert.

Duerfir ass et richteg, datt mer eng Reflexioun maachen iwwert déi Missioune vum OPJ, datt mer och kucken, ob mer vläicht d'Missioune vum OPJ net esou limitéieren, datt, wann technesch Moyenen néideg sinn, dann den Officier de police judiciaire déi Saach mécht, mä datt hie sech obligatoresch muss vun engem Expert begleede loossen. Dat ass zwar méi ëmständlech. Duerfir ass déi Debatt, déi mer sollen an der Chamber an och mat der Regierung féieren, absolut noutwendeg.

Dat anert ass: Mir hunn an zeg Gesetzgebunge Leit d'Qualitéit vun Officier de police judiciaire zougestanen. Dat fänkt un total oniwwersiichtlech ze ginn. Duerfir si mir och als ADR der Meenung, datt d'Regierung ganz rapid ons misst soen, wien dann elo déi Qualitéiten huet. Well dat ass fir de Commun des mortels an notamment fir de Législateur net méi iwwersiichtlech.

Da wëll ech och drop hiweisen, wa mer esou e Gesetz stëmmen, wat am Prinzip gutt ass, datt mer déi eenzel Instituter, déi sech ëm d'Kontroll vun den Normen an den Akkreditéierunge këmmeren, regruppéieren. De Prinzip ass also richteg. Nach muss ee soen, datt tëschent der Theorie an der Praxis bei der Effikassitéit vun de Kontrollen awer nach munches net esou richteg klappt.

Ech wëll nuren drop hiweisen, datt mer elo Amendë bis zu 25.000 Euro virgesinn a bis ee Joer Prisong fir «toute personne qui aura utilisé à titre quelconque un instrument de mesure non conforme aux prescriptions de la présente loi». Dat gesäit u sech gutt aus.

Ech wëll just nuren ee Beispill ginn. D'Instrumenter, mat deenen e Polizist d'Vitesse vun den Autoe kontrolléiert, ginn normalerweis deen Ablack kontrolléiert, wou se kaaft ginn a wou se fir d'éischt hir Utilisatioun hunn. An da musse se all Joer nees nei an de Comptage kommen. Dat geschitt awer net, oder ganz seelen oder ausnahmsweis.

Hei kann een also elo op Basis vun engem Article pénal géint dee Polizist, deen dat gebraucht huet, net nëmme soen, datt déi Vitesse excessive, déi hie kontrolléiert huet, null und nichtig ass, mä et kann een och nach eng Plainte maache géint de Polizist, well deen en Instrument gebraucht huet, wat net den Normen an de Kontrollen entsprach huet.

Duerfir ass hei wierklech an der Praxis mat allen Interesséierten eng Revisioun ze kucken, wéi een dat heite Gesetz an der Praxis duerchexercéiert, datt een net a Schwieregkeete kënnt, aus deenen een effektiv net méi kann erauskommen.

Et ass also e komplext Gesetz. Ech wënschen der Regierung eng gutt Hand an der Duerchféierung. Ech hoffen, datt mer an der Kommissioun driwwer schwätzen, oder déi nächst Chamber wäert héchstwahrscheinlech eng Kéier missen dat ganzt Gesetz nach eng Kéier nei diskutéieren, fir déi eng oder déi aner Adaptatioun am Gesetz ze maachen.

Dann zum Problem vun der Publikatioun vun den Normen, op deem ech och mat menge Virriedner d'accord sinn. Dat ass, datt mer déi Experienzen aus dem Ausland sollen huelen. Mir schéngt et, datt et richteg wier bei esou techneschen Normen, datt een do soll einfach iwwert d'Gesetz e Renvoi op en Institut, eng privat Firma maachen, déi chargéiert ass fir déi Normen ze publizéieren, an een dat soll iwwert d'Gesetz regelen. Ech mengen, da wier där komplexer Situatioun an där legaler Situatioun entgéintkomm.

Dat gesot, wëll ech also soen, datt mer d'Zil vum Gesetz als sollecht guttheeschen, fir alles ze regruppéieren, mä mir mengen, datt mer au vu vun der Praxis dat Gesetz mussen op e puer Punkten an nächster Zäit revidéieren. Duerfir soe mer zwar Jo zum Gesetz, mä et ass en „oui, mais…".

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Elo kritt d'Regierung d'Wuert. Den Här Wirtschaftsminister Krecké, wann ech gelift.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Merci, Här President. Kolleegen a Kolleeginnen, ech wëll och Iech alleguerte Merci soen. Ech mengen hei hunn d'Institutiounen alleguerten eng exzellent Aarbecht gemaach.

Ech muss Iech soen, ech kéint och zréckkucken op béi Aarbecht, déi um Niveau vun der Regierung gemaach ginn ass, well et war ee vun den éischte Projete wou ech ugefaangen hunn, a wann en eréischt am November 2005 déposéiert ginn ass, dann hate mer schonn e Joer dru gedoktert. Elo sot Der mer: Majo, dann hätt Der nach solle weiderfueren!

Ech sinn der Meenung gewiescht, dass et zeideg war, well mer op enger Rei Punkten net eens gi sinn. Op Punkten, déi och hei évoquéiert gi sinn, ware mer eis op eemol net méi eens. An du war ech der Meenung, da soll een dee klenge Schrëtt maachen, dee mer hei maachen, deen a mengem Ministère e groussen ass; da soll een dee maachen, anstatt dass ee sech d'Lat erëm dohinner setzt, wou ee souwisou nëmmen drënner erduerch kënnt.

Dat war meng Approche. Ech muss allerdéngs soen, dass déi Aarbecht - ass mer bericht gi vu menge Leit - exzellent verlaf ass. Ech soen der ganzer Kommissioun a selbstverständlech ganz besonnesch dem John Castegnaro Merci.

Ech muss awer och soen, dass de Conseil d'État hei säi Rôle wierklech exzellent och gespillt huet. En huet eng ganz Rei Verbesserungsvirschléi gemaach. Et ass seelen, dass Institutiounen esou gutt zesummeschaffen. Heiansdo sinn ech och frou, wann Dir den Arbitrage bei eenzelne Saache maacht - wat Der gemaach hutt. An duerfir, muss ech soen, ass dat hei éischter e gutt Beispill.

Et sinn e puer despektierlech Remarquë gemaach ginn iwwert déi Leit vu mir, déi dorobber geschafft hunn. Ech fannen dat e bësse bëlleg. Ech muss Iech soen, Dir hutt jo selwer gemierkt, wéi komplizéiert dass et war. An nach laang net jiddfereen, dee mengt, e géif richteg leien, ass och wierklech richteg.

D'Regierung mat hire Beamten huet och net gemengt, si géif alles wëssen. Duerfir, e bësse méi Bescheidenheet an där doter Saach mengen ech wier och gutt vis-à-vis vun de Beamten, déi - muss ech awer wierklech soen - net ganz vill Ënnerstëtzung soss hu fir esou e komplizéiert Gesetz. An anere Länner ginn et honnerte Leit, déi an esou enger Administratioun schaffen, fir dat do ze maachen, an déi hunn en anere Réckgrat - juristesch och - hannendrun.

Hei mussen Ingenieure sech erëmklappe mam Strofgesetz an esou weider. Ech mengen, dat ass net hir primär Aufgab, an doduerch ass dee Stat eben deen, deen en ass. Mir hunn eng ganz Rei Schwächten op deem Punkt, mä dat ass eben esou. E Land, wat déi Méiglechkeeten huet, déi mir eben net hunn, huet et méi liicht. An der Energie beispillsweis: D'Englänner hunn 1.200 Leit do schaffen, ech hunn der zéng do schaffen. D'Aarbecht ass awer bal déiselwecht, géif ech mengen.

Dat ass eben esou an duerfir bleift och Eenzelnes vläicht emol heiansdo net grad esou konkret, wéi et misst sinn. Duerfir ass och dee Problem vum Service de l'Énergie de l'État (SEE) een, wou een och net een deem anere soll e Virworf maachen. Dat hu mir net gesinn, dat huet d'Chamber net gesinn, dat huet de Conseil d'État net gesinn, dat huet keng Chambre professionnelle gesinn. Loosse mer also fei matenaner sinn a soen: Dat hu mer alleguerten iwwersinn.

Mir hunn et iwwersinn aus engem ganz einfache Grond: Dat Gesetz hei ass déposéiert ginn den eeleften 2005. An enger normaler Prozedur wier dat am nächste Joer hei ofgestëmmt ginn. Dat Gesetz, wat de Service de l'Énergie de l'État ofschaaft, ass déposéiert ginn am Juli 2006, gestëmmt ginn am Juli 2007. Et konnt een also dovun ausgoen, dass bis dohinner den ILNAS gestëmmt wär. Ech wosst och net, dass mer op esou vill Schwieregkeete géife stoussen.

Dat eent explizéiert dat anert, mä kommt, mir sinn eis eens, dat huet kee Misär gemaach, well déi Leit sinn alleguerte Fonctionnairë gewiescht, souwisou. Déi hunn also hir Aarbecht weidergemaach. Deen eenzege Problem, deen hätt kënne kommen, wär gewiescht, wann een eenzel Dispositiounen, déi ugewannt gi wieren, viru Geriicht a Fro gestallt hätt. Dat war dat Eenzegt, wat hätt kënne geschéien, mä beim Rescht war kee Problem.

Dat Gesetz hei geet iwwer Qualitéit a Sécherheet. D'Madame Flesch seet: Jo, et bleift nach munches ze dinn. Ech kommen nach eng Kéier dorop zréck.

Wa mer eis hei, wéi oft gesot gëtt, e Gesamtkonzept virgestallt hätten, dann hätte mer nach eng Kéier eng Legislatur diskutéiert; gleeft mer et. Hei ass e Schrëtt awer gemaach ginn. Ech weess net, wéi oft an deene leschten 20 Joer Administratiounen zesummegeluecht gi sinn. Wéi oft ass dat da geschitt? Kann ee mer dat soen? Eenzelner vun Iech ware jo an der Regierung: Wéi vill Administratiounen hu se dann zesummegeluecht, einfach esou?

Ech ka mech net drun erënneren, dass dat oft de Fall war. En plus bleiwen hei eng Rei Administratiounen, déi behalen hir Kompetenzen. Ech hunn an der Chamber kee massiven Drock gespiert, fir dass d'Agriculture dat ewechgeholl kritt, fir dass d'Santé dat ewechgeholl kritt oder d'ITM dat ewechgeholl kritt, wat se hunn. Also kommt, mir ginn eis eens. Entweder wëllt Der, dass dat do ewechkënnt an op eng aner Plaz, an da maache mer dat, oder kommt, mir sinn hei éierlech a soen, mir sinn awer de Moment der Meenung, dass déi nach op där Plaz solle bleiwen.

Et huet kee Wäert fir allgemeng ze lamentéieren. Da soll eng Motioun heihinner kommen, déi dräi sollen zesummen an den ILNAS kommen. Da sinn ech dee Leschten, dee sech dergéint wiert. Ech sinn awer gespaant, ob eenzel Leit, déi dat hei ervirbruecht hunn, dat dann och heihinner als Motioun bréngen.

Duerfir loosse mer awer verstänneg sinn. Ech verstinn. Ech hätt och léiwer gehat, et wier alles zesummegeluecht ginn. Mä ech sinn awer scho frou, dass mer dräi Stéck zesummeleeën an dass mer der eng Rei besser koordinéieren. Kommt, mir gesinn dat als en Avantage un.

D'Madame Flesch huet gesot, eng nei Administratioun schafen, dat ass net gutt. Dach, wann een der dräi kann ofschafen. Dann, fannen ech, ass dat eng exzellent Saach.

(Interruption)

Dach, Dir hutt geäntwert. Mir schafen eng nei Administratioun - do hutt Dir gesot: Fannt Dir dat gutt?

Mme Colette Flesch *(DP).*- Jo. Dat war eng Fro.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Bon. Da soen ech Iech, ech fannen dat gutt, wann een der dräi ofschaaft.

Voilà, da kann ee roueg eng aner amplaz schafen.

Ech hätt och léiwer gehat, mir hätten en aneren Outil geholl. Meng éischt Propositioun war en Établissement public. Ech sinn domadder net virukomm. Dir wësst och firwat.

D'Regierung ass mat der CGFP am Moment a Gespréicher - wann een et esou wëllt hunn, et brauch een net méi ze soen - wat d'Établissements publics ubelaangt. Et ass also keen Établissement public méi säitdeem hei an der Chamber gestëmmt ginn. Keen. An duerfir krut ech och gesot, looss d'Fanger dovun ewech. Et war de Choix: Administration gouvernementale classique oder total privatiséiert.

Ech si kee Fetischist vun deem engen nach vun deem aneren. Duerfir gëtt dat heiten eng Administratioun, déi och net opgebauscht gëtt an déi scho vun Ufank u vu mir gesot kritt hunn, si misste kucken all déi Elementer, déi privatwirtschaftlech kënne geleescht ginn, a Kollaboratioun mat deenen Organismen ze maachen, déi do sinn.

Ech kéint beweisen unhand vun e puer Beispiller, dass ech dat och op anere Plaze gemaach hunn, a probéieren do, wou et méiglech ass, besonnesch do, wou och Revenuë sinn, wéi dat op enger anerer Plaz kënnen ze maachen. A wësst Der, fir déi, déi alt emol an der Regierung waren, déi wëssen, dass et den Numerus clausus gëtt.

An eleng fir net domadder geplot ze sinn, soen ech Iech, sinn ech bal forcéiert dee Wee ze goen. Well stellt Iech vir, ech géif elo wierklech - dat wat gefrot ass - aacht Ingenieuren hei froen. Ech kréien, en tout et pour tout, fir de ganze Ministère alt, dräi, wann et gutt geet emol eng Kéier véier Beamte bäi.

Dass ech aacht Ingenieuren op ee Coup dohinner kréien, a wahrscheinlech nach e puer Juristen, esou wéi dat gefrot ass, dat ass jo einfach net denkbar. Duerfir probéiere mer a Kollaboratioun mat der Privatwirtschaft eng Rei Saachen ze regelen, déi par ailleurs och verstännegerweis do kënne geregelt ginn.

Luxcontrol, d'Homologatiounsgesellschaft vu Sandweiler si Partner, haut schonn. Si sinn haut schonn op Missiounen derbäi, wann ech an d'Ausland ginn, well se och doraus ufänken e Geschäft ze maachen.

Ech maache mer och Suergen, mir hunn nach e Laboratoire op der Cap, fir deen eventuell zesummenzeleeën, bei CRPen a bei d'Uni; fir dat net eleng do leien ze loossen. Do schafft een eenzege Personnage an engem rise Laboratoire. E mécht seng Aarbecht exzellent. Ech froe mech zwar, wat geschitt, wann en eng Kéier krank ass. Ech wollt deen duerfir zesummeleeë bei anerer, déi am Moment um Site Belval entstinn.

Duerfir, mäi Wonsch ass wierklech fir zesummenzeschaffen, fir Saachen zesummenzebréngen, an duerfir ass et och „work in progress", Madame Flesch. Ech hunn och kee Problem. Dat wäert an nächster Zäit och nach esou weidergoen.

Ech hunn och näischt dergéint, wann d'Chamber muer am Budget d'Propositioun, déi d'Regierung mécht, unhélt. Wann Dir mir elo aacht Leit méi gitt an och méi Sue gitt, fir dat do ze maachen, da streiden ech net mat Iech. Duerfir, ech hunn domadder kee Problem, mä do setzt Der Iech dann ausenaner mam Budgetsminister.

Ech ginn op e puer Froen nach an, déi gestallt gi sinn. Dat war déi, firwat dass een dat net méi privat gemaach huet. Ech hu gekuckt, déi 516 Normen, ëm déi et gaang ass 2008, déi hunn 59.000 Euro abruecht.

Mengt Dir, de Privatsecteur hätt sech gestridden, fir zu esou vill Leit dat do ze maache fir déi do Zomm? Duerfir kann een net déi Leit beschäftegen, déi noutwendeg sinn, fir heirobber ze schaffen. An duerfir, och wa mir gefrot hätten, hätt am Privatsecteur kee fir déi do Zomm dat do gemaach, oder de Präis wier drastesch an d'Luucht gaangen. Deen, dee wëllt, dass de Präis drastesch an d'Luucht geet, dee soll mer dat soen. Ech sinn op alle Fall net där doter Meenung. Ech sinn der Meenung, et muss een deen anere Wee weidergoen.

Dir hutt mech och gefrot, wou d'Reglementer dru sinn. Dat vun der Métrologie gëtt et, dat vun der Akkreditatioun, vun der Normalisatioun ass fäerdeg. Dat vun der Surveillance des marchés ass och amgaang erstallt ze ginn, ass awer nach net fäerdeg. Dat vun der Elektrizitéit muss zesumme mat der Cegedel am Moment iwwerkuckt ginn, an dat vun de Konzessioune leeft souwisou bis Enn des Joers. Duerfir dierft do kee Problem sinn an dierft och keng Schwieregkeet entstoen.

Leschte Punkt: Police - OPJ. Also, ech muss soen, an der Theorie kléngt alles gutt, wat een hei héiert. Et ass jo och richteg. Awer nëmmen an der Theorie. Ech hu Beamten, déi OPJ sinn an och geléiert OPJ sinn. Ech hunn där nach zwee, mengen ech. Déi sinn am Moment agesat bei allem, wat d'Konsumenten, d'Indication des prix an esou ubelaangt.

Mä ech muss Iech soen, ech géif gär gesinn, wann een amgaange wier, eng Wo ze kontrolléieren, an da géif hien eppes gesinn, wat do net gutt ass. Il faudrait dresser procès-verbal. An da géif hien uruffen, fir dass e Polizist géif kommen, fir dee Procès-verbal ze kréien. Ech géif dat gär gesinn, ob dee géif kommen.

Loosse mer dach verstänneg sinn! Et huet dach kee Sënn, fir ze mengen, mir géife muer eng zentral Police schafen, déi all déi Saachen do mécht. Wann do een urifft, am Cactus läit e Produkt, wat net der Sécuritéit entsprécht, mengt Dir da wierklech, da géif direkt een dohinnergoe vun der Polizei, fir do e Procès-verbal ze maachen? Da geet ee vum Service de l'Énergie de l'État haut dohinner, confisquéiert et, kontrolléiert et. Dee mécht dat. Ma loosse mer dach verstänneg sinn a kommt, loosse mer et net méi komplizéiert maachen, wéi et ass!

Déi Leit kréien eng Formatioun, do ass keen Zweifel. Mä dat sinn alleguerte Leit am Prinzip mat BAC+, Eenzelner sinn Universitär. Et sinn der am Moment schonn dräi do an der Métrologie an et kommen der zwee bis dräi nach bäi. Dovun ass ee Mann, deen, deen dat Ganzt opgebaut huet, deen huet elo all déi Joren nëmmen dat gemaach. Solle mer deem elo soen, deen hätt keng Kompetenz méi, a mir bräichten elo en accréditéierte Polizist?! Ech hunn der zwee Stéck, ech kéint se matschécken. Mä déi hätte wuel ze dinn, wann déi do mat all deene Leit géife ronderëmgoen, duerch déi an der Praxis d'Surveillance vun de Marchéë muss geschéien.

Duerfir, wann ech gelift, och wann et an der Theorie richteg ass, wär ech nawell frou, wann Dir eng Kéier géift driwwer schwätzen, wéi dat do an der Praxis ofzelafen hätt.

Fir de Rescht soen ech awer Merci, wéi gesot nach eng Kéier, fir déi exzellent Aarbecht, déi gemaach ginn ass. Ech ginn zou, dass den Text wesentlech besser ginn ass wéi dat, wat e war. Et ass eng komplex Matière. Dir hutt villes dozou bäigedroen.

Ech sinn och frou, dass awer eng Meenung hei virherrscht, nämlech dass mer hei ee Schrëtt weiderkommen an dass déi eenzel Fraktiounen dat hei stëmmen.

Ech gesinn, d'Madame Flesch huet de Besoin urgent et profond, eppes ze soen.

M. le Président.- Dir hutt d'Wuert, Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ech hat dem Minister eng prezis Fro gestallt an hat hie gebieden, ons ze soen, ob hie bereet ass, am Numm vun der Regierung den Engagement ze huelen, fir der Chamber d'komplett Lëscht vun den OPJen an alle Verwaltunge virzeleeën. Dorobber huet hien net geäntwert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hu kee Problem, fir dat bei mir ze maachen.

Ech weess net, Fernand, méchs du dat och bei dir?

Ech ka mech net engagéieren - ech si jo net Premierminister - fir d'ganz Regierung. Ech ka mech engagéiere fir meng Kompetenzen. Ech wäert dat also, wat meng Kompetenzen ubelaangt, maachen a wäert de Wonsch weiderreechen un d'Regierung an un de Premierminister.

Als Éischt wäert ech déi Lëscht aus dem Sportsministère eraginn. Ech kann Iech elo scho soen: Et sinn der null.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5585. Dat ass de Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement, an d'Iwwersetzung heescht da Projet de loi iwwert d'Gestioun vun den Donnéeën am Beräich vum Tourismus. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet d'Madame Rapportrice, déi honorabel Madame Françoise Hetto-Gaasch.

4. 5585 - Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement

Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert de Contrôle vun de Reesenden an den Établissements d'hébergement ass den 12. Juni 2006 vum Mëttelstands-, Tourismus- a Wunnengsbauminister an der Chamber déposéiert ginn.

Déi zoustänneg Chamberskommissioun huet sech fir d'éischte Kéier den 18. Oktober d'lescht Joer mat dësem Projet befaasst, nodeems de Statsrot säin Avis den 20. Mäerz ofginn hat. Opgrond vun dësem Avis huet d'Kommissioun eng Serie vun Amendementer ugeholl a se dem Statsrot den 29. Oktober 2007 ënnerbreet. De 17. Januar vun dësem Joer huet déi zoustänneg Chamberskommissioun den Avis complémentaire vum Statsrot ënnersicht an no engem weideren Amendement hu mer den 20. Mäerz...

(Interruption)

Soll ech nach eng Kéier vu vir ufänken?

(Hilarité)

M. le Président.- Ech mengen, Dir misst Iech e bësse méi no bei de Mikro bécken.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV), rapportrice.*- Muss ech mech méi heidrobber leeën? Esou?

(Brouhaha général)

M. le Président.- Neen, e bësse méi nobäi.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV), rapportrice.*- Sou, elo hunn ech awer tatsächlech de Fuedem verluer.

(Interruptions et hilarité)

De 17. Januar dëst Joer huet déi zoustänneg Chamberskommissioun den Avis complémentaire vum Statsrot ënnersicht an no engem weideren Amendement hu mer den 20. Mäerz den zweeten Avis complémentaire vum Statsrot analyséiert.

Här Boden, geet dat elo esou besser?

Une voix.- Jo.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wourëms geet et dann elo an dësem Projet? D'Zil vum Gesetzestext ass et engersäits, eisem Land en effikasse System zur Verfügung ze stellen, fir d'Fluxen an d'Sécherheet vun de Reesenden ze kontrolléieren, an anererséits soll en dozou bäidroen, valabel Statistike kënnen opzestellen iwwert d'Zuel vun den Iwwernuechtungen an all méiglechen touristeschen Etablissementer wéi zum Beispill Hotelen, Campingen, Jugendherbergen an esou weider.

En plus ersetzen déi nei Dispositiounen d'Gesetz vum 16. August 1975, dat bis haut de Contrôle vun de Reesende geregelt huet. Dëse Projet schreift sech och an déi europäesch Direktiv 95/57/CE an, déi d'Sammele vu statisteschen Donnéeën am Tourismusberäich ubelaangt an déi zënter 1996 zu Lëtzebuerg applicabel ass.

Déi Haaptconcernéiert hu sech dann och mam Inhalt vun dësem Gesetz auserneegesat. Am Virfeld hunn d'Hôtellerie, de Campingsecteur, den Tourismusministère, de Justizministère, d'Police an de Statec mateneen diskutéiert a kooperéiert, fir en Text auszeschaffen, deen deene verschiddenen Interesse Rechnung dréit.

An der Optik, fir engersäits manner administrativ Oploe fir d'Bedreiwer vun den Établissements d'hébergement ze schafen an anererséits d'Sécherheet ze verstäerken, innovéiert dëse Projet de loi op engem spezifesche Punkt: D'Propriétairë vun Hotelen, Campingen an aneren Etablissementer, wou ee kann iwwernuechten, ginn nämlech obligéiert, Donnéeën iwwer hir Clienten ze erfaassen a se un d'Police an de Statec weiderzereechen.

Nei ass och, dass d'Membere vun engem Grupp zesummen op enger Fiche, op enger eenzeger a gemeinsamer Fiche erfaasst ginn. Dës Fiche kann elektronescher Aart sinn oder wéi bis elo ënner Pabeierform existéieren a gëtt iwwer Règlement grandducal definéiert.

D'Fiches d'hébergement mussen elektronescher Natur sinn, wann den Etablissement méi wéi zéng Zëmmer huet oder bei engem Camping mussen op d'mannst 25 Stellplazen do sinn. Fir all Etablissementer, déi manner Zëmmeren oder manner Stellplazen hunn, ass déi elektronesch Erfaassung fakultativ.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chambre de Commerce félicitéiert d'Auteure vum Projet de loi, well heiduerch eng regelrecht Simplification administrative ugestrieft gëtt. A si begréisst et, dass sämtlech concernéiert Acteuren am Virfeld consultéiert goufen.

Bedenken huet se just, wat d'Organisatioun vun der Erhiewung vun den eenzelnen Donnéeën ubelaangt. Besonnesch wat d'Gebuertsstad vu Gruppereesenden an d'Plackennummer vum Auto ubelaangt. De Logeur huet nämlech net ëmmer onbedéngt Zougang zu dësen Donnéeën.

A sengem éischten Avis ënnerstëtzt de Statsrot den éischten Objektiv vum Projet de loi, deen doranner besteet, de statistesche Recensement duerch d'Informatisatioun méi performant ze gestalten. Allerdéngs ass hien der Meenung, dass den Opwand, fir d'Informatiounen ze sammelen, disproportionéiert ass par rapport zum Benefiss, deen e sech um Niveau vun der Preventioun vun der Delinquenz erwaart.

Dernieft stellt déi héich Kierperschaft sech d'Fro, wéi wäit de Stat sech an d'Privatsphär vun deem Eenzelne kann amëschen, an ob de Stat sech dierft dat Recht eraushuelen, fir den Déplacement vun de Voyageuren ze iwwerwaachen.

De Conseil d'État huet och duerfir insistéiert, dass déi systematesch Kommunikatioun vun de Fiches d'hébergement un d'Police grand-ducale just dofir geduecht ka sinn, fir der Police et ze erlaben, hir divers Missiounen, wéi zum Beispill d'Preventioun, auszeüben.

Dernieft ass déi héich Kierperschaft och der Meenung, dass d'Police just déi Fichë soll zougestallt kréien, déi Persoune con-

cernéieren, déi normalerweis net zu Lëtzebuerg wunnen. An engem leschte Punkt weist de Statsrot nach drop hin, dass de Statec just déi Informatioune soll zougestallt kréien, déi hie brauch fir seng Missiounen ze erfëllen, wéi se am Gesetz vum 9. Juli 1962 festgeluecht sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach e puer Wierder zu den eenzelnen Artikele vum Projet de loi. Den Artikel 1 seet, vu wiem, wou an ënner wéi enge Modalitéiten eng Fiche d'hébergement ausgefëllt muss ginn. Den Detail hunn ech lech virdru scho beschriwwen. Dësen Artikel huet an der Kommissioun fir Diskussioune gesuergt. Hei wollt de Conseil d'État nämlech, dass just déi Logeuren, déi géint Bezuelung Leit bei sech ophuelen, dës Fichen ausfëlle missten.

Domadder war d'Kommissioun awer net averstanen, well se gemengt huet, doderduerch hätten Illegaler d'Méiglechkeet, an Etablissementer ënnerdaach ze kommen, ouni de Sécherheetsbestëmmungen ze ënnerleien. Dernieft huet d'Kommissioun festgestallt, dass de Règlement grand-ducal zu de Fiches d'hébergement supplementar Konditioune festleeë géif, déi am Text selwer net ernimmt wieren. Der Kloerheet halber hu mer dunn décidéiert, verschidden Dispositioune mat an den Text ze iwwerhuelen, woumadder de Statsrot och averstane war.

Den Artikel 2 obligéiert de Logeur, sämtlech Donnéeën iwwert d'Identitéit vun de Persounen, déi bei him iwwernuechten, ze iwwerpréiwen. Den Artikel 3 seet, dass de Logeur d'Fichë muss u Police a Statec weiderginn, an dat aus Ursaache vu Preventioun a Recherche bei der Police a fir beim Statec Statistiken am Beräich Tourismus opzestellen. An dësem Kontext wëll ech soen, dass opgrond vun de verschiddenen Avisë vum Statsrot mir eis laang mat der Fro beschäftegt hunn, wéi eng Donnéeën un d'Police geschéckt ginn, ënner wéi enger Form a wéi laang se och stockéiert an traitéiert däerfe ginn.

Et ass schlussendlech décidéiert ginn, dass all dës Froen iwwert d'Modalitéiten an d'Délaië vun der Kommunikatioun, genee wéi de Stockage an den Traitement vun dësen Donnéeë bei der Police grand-ducale iwwer e Règlement grand-ducal preziséiert solle ginn. De Statsrot huet mat op de Wee ginn, dass ee sech bei der Ausaarbechtung vun dësem Reglement un de Reglement vum 21. Dezember 2006 ulehne sollt, deen d'Fluggesellschaften obligéiert, der Police Donnéeën iwwert d'Fluggäscht aus Net-EU-Memberstate matzedeelen.

Den Artikel 4 leet fest, dass d'Fiches d'hébergement zwielef Méint laang musse konservéiert ginn, an den Artikel 5 obligéiert de Logeur, op Demande vun der Police him d'Originaler virzeleeën, vu dass d'Police d'Donnéeën nëmmen an engem Fichier temporaire versuergen däerf. Den Artikel 6 definéiert d'Strofen, déi ufalen, wann d'Gesetz net bëuecht gëtt, an den Artikel 7 seet, dass mat dem Akraafttriede vun dësem Gesetz d'Gesetz vum 16. August '75 ofgeschaf gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat wier et gewiescht fir mäin Deel. Den Detail zum Projet de loi kënnt Dir a mengem schréftleche Rapport noliesen. Ech soe Merci fir d'Nolauschteren a bréngen och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech géif just nach gären a mengem perséinlechen Numm wëllen eppes bäiflécken, wann Der erlaabt, Här President, an zwar wëll ech soen, dass den Tourismussecteur sech wäert freeën, wa mer dat heite Gesetz stëmmen, well si waarden anscheinend schonn zënter Joren drop. Nëmme mat fiabelen Donnéeë kënnen och effikass Strategië fir de Marketing vun der Destinatioun Lëtzebuerg ausgeschafft ginn.

Merci!

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Etgen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virewech en opriichtege Merci a meng Unerkennung un d'Rapportrice fir hire prezis kloer formuléierte schréftlechen a mëndleche Rapport.

De Projet de loi 5585 ass kee grousse Gesetzestext. Et ass net nëmme kee groussen Text vum Ëmfang hier - en huet grad emol knapp 600 Wierder -, mä et ass virun allem kee grousst, fir net ze soen e schlecht Gesetz, wat de Contenu ubelaangt.

Et heescht, dëst Gesetz vun der Sammlung vun den Donnéeë vun de Leit, déi an engem Hotel oder soss an engem touristeschen Etablissement iwwernuechten, wier néideg ginn, well mer haut aner, méi innovativ a méi schnell technesch Méiglechkeeten hunn, dës Donnéeën opzehuelen, ze stockéieren a weiderzeginn. Grad hei leien awer an eisen Aen de Knackpunkt an d'Gefore vun dësem Projet de loi.

Mat deem éischten Objektiv vun deem virleienden Text, nämlech fir déi statistesch Auswäertung vun den Zuele vun den Iwwernuechtungen ze performéieren, kënne mir als liberal Partei duerchaus d'accord sinn.

Déi aktuell benotzte Fichë sinn einfach net méi zäitgeméiss a sollen op Demande vun der Horesca schonn zënter méi wéi 15 Joer ersat ginn. Et ass bedauerlech, datt et esou laang gedauert huet, bis eisen Hôtelleriesecteur endlech d'Moyenë kritt, fir kënnen d'Donnéeë vu senge Clienten esou ze sammelen, datt domat och beispillsweis e cibléierte Marketing a Richtung Kongresstourismus, a Richtung Kulturtourismus, a Richtung Fräizäittourismus an, firwat och net, a Richtung Bannentourismus gemaach gi kann.

An Zäite vun enger verschäerfter Konkurrenz ass dëst ee wichtegt Element fir eis Tourismusbranche. Mat dëse Statistiken ass et besser méiglech, de Profil vu méigleche Clientë festzeleeën.

Mat deem zweeten Deel, wat am Exposé des motifs vum Text opgefouert gëtt, nämlech dass mat Hëllef vum Stockage vun dësen Donnéeën eng Verbesserung vun der Sécherheetslag soll kënnen erreecht ginn, domat kënne mir eis op kee Fall averstanen erklären. Fir d'Demokratesch Partei ginn an dësem Fall ganz kloer d'Prinzipië vun der Proportionalitéit vun den agesate Moyenë bei Wäitem iwwerschratt.

Eiser Meenung no gëtt et keen iwwerzeegend Argument, wat déi systematesch Späicherung vun dësen Donnéeë bei der Police justifiéiert. Aner Länner gesinn dat iwwregens genausou an hunn déi systematesch Iwwermëttlung vun dësen Donnéeë scho viru Joren ofgeschaf. Zu dëser Konklusioun kënnt iwwregens och de Statsrot a sengem Avis, wann hie schreift: «Il y a lieu de noter que d'autres pays européens ont abandonné la collecte de ces informations puisque l'effort administratif requis est apparu comme disproportionné par rapport au bénéfice à entourer sur le plan de la prévention de la délinquance.»

Ech géif an deem doten Zesummenhang dann och wëllen den Här Minister Fernand Boden froen, ob him a senger ganz laanger Carrière als Tourismusminister jee ee Fall bekannt ginn ass, wou ee Verbriecher sech ënner sengem richtegen Numm agedroen huet, wann hien am Virfeld schonn e kriminellen Akt geplangt hat.

Här President, dëst ass awer net deen eenzege Punkt, deen eis um virleienden Text stéiert. Vill méi wichteg...

M. le Président.- Här Etgen, erlaabt Der, datt den Här Minister lech eng Fro stellt?

M. Fernand Etgen *(DP).*- Selbstverständlech.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- ...konnten déi Kriminell, déi déi Dote begaangen haten, gefaasst ginn, well se an deem Hotel waren a well duerch déi Fichen hire Lieu de résidence dee Moment festgestallt konnt ginn. Dat heescht, et si scho Leit, déi opgrond vun deenen Donnéeën do gefaasst konnte ginn.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Also, Här Minister, ech si réischt zënter dem 20. Dezember d'lescht Joer an der Chamber an de Projet, dee muss dann awer virun deem doten Datum an der Chamberskommissioun virgestallt gi sinn, wou déi dote Fäll opgekläert gi sinn, esou datt et mir am Fong geholl net méiglech war, déi doten Informatiounen ze kréien.

(Interruptions diverses)

Här President vun der Kommissioun, ech hunn op jidde Fall awer déi doten Informatiounen a kengem Rapport vun der Kommissioun noliese kënnen. Jiddefalls hat ech d'Rapporten, déi iwwert dëst Gesetz ofgefaasst gi sinn, alleguer nogelies.

Här President, dat ass awer net deen eenzege Punkt, deen eis um virleienden Text stéiert. Vill méi wichteg ass an eisen Aen d'Fro, wéi wäit de staatlechen Agréff an d'Privatsphär vu jiddfer eenzelnem Bierger däerf goen. Eiser Iwwerzeegung no mussen hei ganz enk Grenze gezu ginn an nëmmen an Ausnahmefäll däerfen dës Grenzen iwwerschratt ginn.

Une voix.- Ganz richteg!

M. Fernand Etgen *(DP).*- De Conseil d'État gesäit dëst och esou: «À cet égard, il se pose la question de la proportionnalité entre la mission des pouvoirs publics d'assurer la sécurité collective et leur prérogative de s'immiscer dans l'intimité de la sphère privée de l'individu.»

E puer Abschnitter weider heescht et: «(...) mais au-delà de ces considérations pragmatiques le contrôle soulève la question bien plus fondamentale du droit que s'arroge l'État de surveiller les déplacements des personnes.» Derbäi kënnt, dass am Artikel 3 vum Projet de loi Folgendes steet: «Un règlement grand-ducal précisera les modalités et les délais de la communication des fiches d'hébergement et des données, de même que le modèle de ces fiches, les indications à y apporter, le mode de conservation de celles-ci, ainsi que le traitement des données par la Police grand-ducale.»

An eisen Ae bleift trotz den Dispositioune vum Règlement grand-ducal eng Saach awer onkloer: Wie kritt schlussendlech alles Accès op dës Donnéeën? Wéi gesäit dat zum Beispill fir d'Fiskalverwaltungen aus? Kann ee Fiskalbeamten op dës Donnéeën zréckgräifen, fir de Chiffre d'affaires vun engem Betrib ze iwwerpréiwen? Wa jo, wéi wäit kann hien op dës Donnéeën zréckgräifen? Gesäit hien och d'Nummer vun der Autosplack an och de Gebuertsdatum vum Client? Eng zefridde stellend Äntwert op dës an eisen Aen elementar Froe fanne mir weder an deem virleiende Projet de loi nach am Règlement grand-ducal.

Här President, reng kommerziell gekuckt läit d'Sammelen an d'Verknëppele vun Date voll am Trend. Déi fortschreidend Digitaliséierung ass verbonne mam Zouhuele vun ëmmer méi Datestréim, déi zu enger Multitude vu persounebezunnenen Donnéeë féiert. Datt d'Selbstbestëmmungsrecht vun deem Eenzelnen dobäi a Gefor geréit, ass leider oft deene mannste Leit bewosst.

Déi Donnéeën, déi hei opgeholl ginn, kënne problemlos mat aneren Datesammlungen esou verknëppt ginn, ouni datt dee Betraffenen hir Richtegkeet beaflossen oder kontrolléiere kann.

Den Hotelsgaascht, awer net nëmmen hien, gëtt op dës Manéier zum glieserne Client. Déi modern Technologie léisst et haut zou, ganz Bewegungsprofiler ze späicheren. „Big Brother" ass leider keng Utopie méi aus düsteren Zukunftsromanen, mä villméi alldeeglech Realitéit.

Grad am Beräich vun der Hôtellerie gëtt Dateschutz oft stiefmütterlich behandelt. Iessen op d'Zëmmer? Moies Müsli beim Kaffi? Owes beim Iessen zwee Glieser Wäin? Wien elo mengt, e wier an engem Hotel, wou d'Personal engem seng Wënsch géif vun den Aen ofliesen, dee kéint sech emol gewalteg iren. D'Personal kennt all Är Detailer, Eegenheeten a Sonnerwënsch, net aus Intuitioun oder opgrond vu senger gesonder Mënschekenntnis, mä well et e Bléck an de Computer gehäit huet an do all déi néideg Informatioune fonnt huet.

Mir hannerloossen oft liichtsënneg an onabsichtlech e Koup vun digitale Spuren an der Vakanz. Dës Spure sinn oft méi däitlech wéi Fousssspuren a kënne vill méi laang a vill méi prezis stockéiert a benotzt ginn. Dateschutz kennt am Prinzip jiddfereen. Datt doraus awer oft „Datenschmutz" gëtt, wësse mir oft genuch net. Oder wéi de Friedrich Schiller scho sot: „Hier wendet sich der Gast mit Grausen. So kann ich hier nicht ferner hausen."

Här President, dat quasi vollstännegt Duerchliichte vum Hotelsgaascht ass eisen Iwwerzeegungen no net mat der mënschlecher Würd vereinbar. Duerfir huet an eisen Aen d'Regierung mat dësem Projet och den „Big Brother Award" méi wéi verdéngt.

De Geescht vun dësem Gesetz entsprécht iwwerhaapt net deenen heitege Gewunnechte respektiv dem Profil vun dem Lëtzebuerger Hotelsclient. Ech erkläre mech: De Lëtzebuerger Client geet an de Restaurant iessen, drénkt een oder méi Glieser gudde Lëtzebuerger Wäin, denkt dann un dem Här Lux seng 0,5 Promillegrenz a beschléisst kuerzfristeg a verstännegerweis, am Hotel ze iwwernuechten.

Une voix.- Très bien.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Dëse Client ass awer op kee Fall gewëllt, digital Spuren hannerloossen ze mussen. Dëse Client wëllt net säi Gebuertsdatum oder seng Autosnummer hannerloossen.

(Interruptions)

M. le Président.- Loosst lech net stéieren, Här Etgen.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Neen, ech loosse mech och net stéieren.

Well dëse Client wëllt och net d'Police wëssen dinn, a wéi enger Gesellschaft hien deen Owend verbruecht huet.

Datselwecht gëllt och fir de Lëtzebuerger Campingstourist, deen zum Beispill am Süde vun eisem Land wunnt a bei guddem Wieder op d'Sauer op de Camping wëllt schlofe goen, deen een Dag net, deen aneren Dag dann awer nees, eng Kéier eleng, da mat engem Kolleeg, déi aner Kéier mat engem anere Kolleeg. Dëse Client huet näischt mat enger Fiche d'hébergement um Hutt a scho guer näischt mat all deenen Informatiounen, déi mat Hëllef vun dëser Fiche dem Här Frieden sollen hëllefen, den Terrorismus ze bekämpfen.

Ech mengen, léif Kolleegen, Dir erkennt selwer, op wat fir een dënnt Äis d'Regierung hei gaangen ass. Wann et keen esou eeschten a wichtege Sujet wär, misst ech spéitstens hei eng Kéier gutt laachen. Leider bleift eis als liberal Partei bei esou Gesetzestexter d'Laachen am Hals stiechen.

Dëst gesäit iwwregens och de Conseil d'État esou a schreift a sengem Avis: «Autre restriction proposée: seraient seules continuées à la police les fiches d'hébergement concernant des personnes ne résidant normalement pas sur le territoire luxembourgeois.»

Dës systematesch Iwwerwaachung vun de Lëtzebuerger op hirem eegenen Territoire hale mir fir iwwerflësseg a mir sinn dovunner iwwerzeegt, datt dëst a kengster Weis eppes dozou wäert bäidroen a puncto Verbesserung vun der allgemenger Sécherheetslag respektiv bei der Preventioun vu kriminellen Akten.

Als Konklusioun wëll ech soen, datt mir mat dem Punkt vun der Informatiséierung a Systematiséierung vun den Donnéeën aus dem Tourismusberäich averstane sinn, well dës Donnéeën den Hotelieren a Campingbedreiwer zeguttkommen. Net zulescht waren et Leit aus dësem Secteur selwer, déi eng besser, méi modern, méi effizient Method an dësem Beräich gefuerdert hunn.

Et ass och eng wesentlech Verbesserung fir de Logeur vu senger administrativer Aarbecht, där e souwisou scho genuch huet. Mat dësem Projet de loi gi mir hinnen en Instrument, wat hinne wäert hëllefen, d'Besoinë vun hire Clientë besser ze identifizéieren a besser ze fidéliséieren.

Mat all deenen aneren Dispositioune kënne mir awer aus all deene Grënn, déi ech virdrun opgezielt hunn, net d'accord sinn. An duerfir wäert d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, trotz deem enge wichtege positiven Aspekt, dëse Projet de loi net stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. D'Wuert huet elo déi honorabel Deputéiert Claudia Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi esou fei sinn ëm dës spéit Stonn nach nozelauschteren: Ech géif domat ufänken der Rapportrice emol fir d'éischt villmools Merci ze soe fir hire gudden an och detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech brauch duerfir och net méi op all eenzelnen Detail anzegoen. Dat huet si respektiv och mäi Virriedner scho gemaach. An ech géif mer just erlaben, e puer prinzipiell Remarquen zum Projet de loi ze maachen.

Mir Sozialisten deelen natierlech de But vum Projet de loi, esou wéi en am Exposé des motifs beschriwwen ass, nämlech en effikasse Sécherheetssystem fir eist Land doduerch, dass mer eng Kontroll hunn iwwert déi Leit, déi am Ausland wunnen, mä awer hei bei eis am Land iwwernuechten - esou wéi dat och am Accord de Schengen virgesinn ass. An natierlech si mer och domat d'accord, dass de Statec dat Material kritt, dat e brauch fir déi Statistiken ze maachen, déi schlussendlech dozou féieren, eisen Tourismus besser ze entwéckelen. Dat kënnt jo natierlech eiser Ekonomie an domat och der Allgemengheet zegutt.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Déi Zilsetzung besteet jo zum Deel iwwregens schonn zënter 1968. Deemools ass de Projet de loi iwwert de Contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement unanime vun alle Parteien ugeholl ginn. An en hat viru ronn 40 Joer haaptsächlech als Zweck, déi gesetzlech Virschrëften ze koordinéieren, fir Lëtzebuerger mat deenen auslännesche Gäscht gläichzestellen an d'Formalitéiten ze vereinfachen, déi deemools schonn dem Statec fir Statistikzwecker sollten zougedroe ginn.

Wéi och schonns den Exposé des motifs vum Projet seet, deen eis virläit: Déi Suerg ass net nei. Wat awer nei ass, dat ass d'Suerg ëm den Dateschutz an eben déi méiglech Konsequenzen, déi d'Collecte vun esou Donnéeë kann hunn.

Ech hunn d'Aarbechte vun der Chamber bis '68 nogelies, an do war ausser enger klenger Stëmmchen net een Eenzegen, dee sech ëm den Dateschutz oder d'Iwwerwaachung duerch de Stat Gedanke gemaach huet. An där Zäit huet just de René Urbany vun de Kommunisten, déi dee Projet 1968 awer matgestëmmt hunn, eng Reserv ugemellt, well en der Meenung war, et wär iwwerflëssig, dass och Lëtzebuerger sech missten a Fichen androen, an en huet sech gefrot - ech zitéieren: „Wat geet dat d'Gendarmerie un, wann ech aacht Deeg am Éislek wëll Vakanz maachen?"

Fir awer komplett ze sinn, weisen ech drop hin, dass och bei der Modifikatioun vum Gesetz am Joer '75 just d'Durée vun der Conservatioun vun den Donnéeë fir d'CSV, deemools op der Oppositiounsbänk, ee Sujet war. Vun der Collecte selwer a vum Dateschutz ass keng Rieds gaangen an dat huet deemools och keen a Fro gestallt.

Or, d'Zäiten hu sech geännert an net méi spéit wéi den 29. November d'lescht Joer sot de Gérard Lommel, senges Zeechens President vun der nationaler Dateschutzkommissioun, op Nofro vun der Zeitung „L'essentiel" deen heite Saz iwwert d'Collecte vun Donnéeë respektiv Renseignementer iwwert deen eenzelne Bierger - ech zitéieren: «Certains vont en accumuler et se faire une image de vous. Et vous ne comprendrez pas qu'on vous refuse un crédit, un job ou une maison que vous comptiez louer…»

A weiderhin seet den Här Lommel: «Plus on a d'éléments sur quelqu'un, sur ses communications, sur le nombre de steaks qu'il achète, plus il y a de risques d'abus, d'une utilisation commerciale ou d'avoir des données mal interprétées.»

Ech wëll domadder drop hiweisen, dass an deem Projet, deen eigentlech de Secteur vum Tourismus betrëfft an do fir den Terrain - wéi schonn 1968 an och 1975 - wesentlech Erliichterunge bréngt, awer Elementer dra sinn, bei deenen ee muss virsiichteg sinn. Och de Statsrot ass kritesch a sengem Avis complémentaire vum November 2007. D'Rapportrice sot et, an ech wollt eigentlech elo och aus deem Avis zitéieren, mä mäi Virriedner huet mer déi schwéier Tâche schonn ofgeholl an ech ka mer dat also elo spueren.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei awer nach eemol drop opmierksam maachen, wat et fir deen Eenzelnen heescht, wann hien hei zu Lëtzebuerg net doheem, mä an engem Hotel iwwernuecht, a wat hien do alles gefrot gëtt: Numm, Adress, Gebuertsdatum, Nummer vun der Carte d'identité oder Pass, wéi vill Kanner, mat wiem hien ënnerwee ass, de Gebuertsdatum vun der Begleetpersoun, Uert wou e gebuer ass, Autosplack an - mark.

Mech wonnert et eigentlech, dass net och nach d'Sozialversécherungsnummer gefrot gëtt. Mä och esou kann ee scho genee novollzéien, wou ee sech mat wiem an och fir wéi laang aquartéiert huet. An hei stellen ech mer awer d'Fro, ob d'Proportionalitéit, vun där de Conseil d'État jo och a sengem Avis schwätzt, nach garantéiert ass, ëmsou méi well mer e klengt Land sinn an eigentlech souwisou jiddferee jiddferee kennt. Bei der ganzer Problematik denken ech och un déi Diskussiounen, déi ronderëm d'Kameraiwwerwaachungen d'lescht Joer an der Press, hei am Haus an och an der Zivilgesellschaft stattfonnt hunn.

Och déi Fiche d'hébergement fir d'Lëtzebuerger muss an dee vill méi grousse Kontext vun der Sécherheet vun de Biergerinnen a Bierger, der Iwwerwaachung an der Proportionalitéit vun de Moossname gesat ginn. A bei alle Mériten, déi dee Projet hei, grad wéi d'Gesetzer vun '68 a '75, fir d'Hotelieren an de Statec huet, muss een d'Fro awer stellen, awéiwäit een heimadder de Schrëtt a Richtung Iwwerwaachungsstat bekräftegt, an dat, obwuel mer haut a Saachen Dateschutz eng ganz aner Situatioun hunn, wéi bei deenen éischten zwee Gesetzestexter. Natierlech huet d'Situatioun sech och geännert, wat déi kollektiv Sécherheet ugeet, an eng ganz Rei zousätzlech Moossname sinn duerch déi méi héich Kriminalitéit an all méiglech Forme vun Terrorismus och gerechtfertegt.

D'LSAP war an ass sécherlech d'accord mat punktuellen Iwwerwaachungen am Sënn vu méi Sécherheet a méi Schutz fir all Biergerinnen a Bierger, mä ech sinn awer net iwwerzeegt, dass déi generell, breet gefächert Kollekt vun Donnéeën hei oder an anere Fäll an d'Tatsaach, dass d'Police déi kritt, gradesou wéi den Ëmstand, dass Leit, déi souwisou hei am Land wunnen, kéinte vun der Police kontrolléiert ginn, egal wou se hir Nuecht verbréngen, net iwwert d'Zil erausschéissen.

Ech ginn trotzdeem den Accord vu menger Fraktioun zu deem virleiende Projet. Wéi ech virdru scho gesot hunn, bréngt en eng ganz Rei Verbesserunge fir den Tourismussecteur an natierlech eng Hëllef fir de Statec.

Als Ofschloss géif ech just nach eng Kéier mat op de Wee ginn, dass, wa mer déi nächste Kéier drun denken, eng Modifikatioun an dësem Gesetz ze maachen, mer eis awer vläicht sollten d'Zäit huelen, nieft deene praxisbezunnenen Upassunge fir den Terrain och e Bléck op de Volet vum Schutz vum Bierger sengen Daten ze geheien. Ech mengen, déi verännert Bedéngungen, déi mer haut par rapport zu den Urspréng vun de 60er Jore vun dësem Gesetz hunn, géifen esou eng Diskussioun ganz sécher net iwwerflëssig maachen.

Domat schléissen ech an ech soen Iech, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, Här Minister, Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. D'Wuert huet elo den Här Kox.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech da fir d'éischt natierlech och der Rapportrice, der Madame Hetto-Gaasch, fir de mëndlechen a schréftleche Rapport Merci soen. D'Virriedner hu scho villes iwwert dëst Gesetz gesot, Detailer an e bësse méi Kritesches. Ech wäert mech duerfir an där kuerzer Interventioun och just op een Aspekt vun dësem Gesetz reduzéieren.

Den Titel seet a sech schonn, wat Sënn an Zweck vun dësem Gesetz ass. Esou ass do ze liesen: «Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement». Den Titel reduzéiert also dëst Gesetz praktesch just op de Contrôle vun de Reesenden. Et ass och besonnesch de Contrôle, deen eis um Mo läit.

E Gesetz wat, de Gréngen hirer Meenung no, mëssbraucht gëtt fir onnéideg Daten iwwert d'Biergerinnen an d'Bierger ze sammelen. Mat dësem Gesetz ginn elo sämtlech Bewegungen, sief dat vu Biergerinnen a Bierger aus dem Inland oder Ausland, systematesch un d'Police weidergeleet. Dës Date ginn awer och un de Statec weidergeleet, fir statistesch Analyse kënnen ze maachen. Dëst awer dann op anonymer Basis.

Eng systematesch Analys aus statisteschen Iwwerleeungen, fir zum Beispill och kënne méi geziilte Werbung am Aus- wéi am Inland ze maachen, fënnt eis Ënnerstëtzung. Ouni e valabele Monitoring léisst sech eng cibléiert Campagne net opbauen an och net duerchféieren. D'Verhale vum lëtzebuergeschen Tourist ass dobäi gradesou wichteg, wéi dat vun engem auslänneschen Tourist, fir eben déi geziilte Werbung duerchzeféieren.

D'Gesetz bréngt awer och nach aner administrativ Vereinfachungen, déi meng Virriednerinnen a Virriedner hei schonn erkläert hunn an op déi ech elo net onbedéngt wéilt agoen. Woumat mir awer op kee Fall kënnen averstane sinn, ass déi systematesch Kommunikatioun vun de perséinlechen Daten, déi, souwuel vum inlännesche wéi och vum auslänneschen Tourist, un d'Police weidergeleet ginn. Besonnesch d'Weiderleedung vun Date vun engem Tourist, deen aus Lëtzebuerg staamt, werft déck Problemer op.

Mä net nëmme mir hunn domat Problemer, och de Statsrot huet a senge respektiven Avisë mat Nodrock op déi Problematik higewisen. Den Här Etgen huet virdrun e klenge Passage vum Avis vum Statsrot virgelies. Ech wéilt nach e weidere Passage derbäifügen an zitéiere kuerz: «À ce propos, il y a lieu de noter que d'autres pays européens ont abandonné la collecte de ces informations puisque l'effort administratif requis est apparu comme disproportionné par rapport aux bénéfices à en tirer sur le plan de la prévention de la délinquance.»

De Statsrot werft awer och nach eng ganz aner Fro op, an do hat den Här Etgen och virdru schonn e Passage gelies. Ech wéilt nach ee Passage dorauser zitéieren: «Il est un fait que cette ingérence touche aux conditions dans lesquelles s'exerce la liberté individuelle, la liberté d'aller et de venir, et le respect de la vie privée, garantis par les articles 11(3) et 12 de la Constitution et l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.»

De Statsrot huet nach eng Kéier avec force, och a sengem zweeten Avis, drop higewisen, dass déi systematesch Kommunikatioun un d'Police vun Iwwernuechtunge vu Résidantë géint déi virgenannten Artikele verstéisst a verlaangt duerfir nach eng Kéier d'Sträiche vun dësem Artikel am Gesetz. Mir Gréng hunn deem näischt méi bäizefügen a kënnen der Kritik an de Bedenke vum Statsrot u sech nëmmen zoustëmmen. D'Majoritéit an der Kommissioun huet awer gemengt sech deem ze widdersetzen an trotzdeem un der systematescher Kommunikatioun vu perséinlechen Donnéeën un d'Police festzehalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus de virgenannten Iwwerleeunge vum Statsrot, déi mir voll a ganz an der Kommissioun ënnerstëtzt hunn, kënne mir net fir dëse Projet stëmmen. Et schéngt mir éischter, dass et e Gesetz vum Policeminister Frieden ass, wéi vum Tourismusminister Boden. D'Fräiheet vum Goen a Kommen am Respekt vun der Privatsphär steet fir eis iwwert der Surveillance vun den Déplacementer vu Persounen. Besonnesch dann, an dat huet jo och de Statsrot nach eng Kéier gesot, wann déi Surveillance sech och nach net als effikass am Ausland erwisen huet an deelweis schonn erëm ofgeschaaft gouf.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. D'Wuert huet dann den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och meng Félicitatiounen a Remerciementer un d'Madame Rapportrice, d'Madame Hetto-Gaasch. Si huet an hirer mëndlecher Interventioun drop higewisen, datt déi Daten, déi hei solle gespäichert ginn, déiselwecht sinn, wéi déi Donnéeë vun de Passagéier vun de Fluggesellschaften. Ech wëll awer drop hiweisen, datt d'Europaparlament virun e puer Deeg mat grousser Majoritéit bei der Proposition de directive, fir déi Date vun de Passagéier vun de Fluggesellschaften ze stockéieren, e Veto ageluecht huet, datt dat also net realiséiert gëtt.

Ech mengen, dat beweist, datt déi Debatt, déi mer haut féieren, villech méi wäit geet wéi just nëmmen dorëm, fir e puer Informatiounen ze kréien, fir herno kënnen eng besser Campagne de publicité ze maache fir Lëtzebuerg a fir ons Hotelieren a Restaurateuren.

Prinzipiell ass et richteg, datt d'Horesca, déi hei muss eng etlech Informatioune liweren, wou mussen eng etlech Fichen ausgefëllt ginn, seet: Voilà, wa mer dat dote kënnen iwwert den informatesche Wee ofwéckelen, ass dat fir ons méi liicht, wéi wa mer higinn an déi eenzel Fichë collectéieren an dann aschécke musse respektiv waarde mussen, bis ee se ofhuele kënnt.

Mä et geet awer elo dorëm, wat fir eng Donnéeë stockéiert solle ginn. Evidenterweis kann een Donnéeë stockéieren, ob et e Mann oder eng Fra ass, déi am Hotel ass, wat den Alter ass oder aus wéi engem Land déi Persoun kënnt. Déi Donnéeën do sinn effektiv nëtzlech, fir ze kucken, wat fir en Tourismus hei zu Lëtzebuerg ass, wou déi Saachen higinn, wou d'Leit hierkommen, fir datt een eventuell och méi geziilt dorop reagéiere kann a verschiddene Publizitéitscampagnen, fir d'Leit, déi eventuell kéinten Touristen zu Lëtzebuerg sinn, kënnen ze kontaktéieren a fir do e bësse méi geziilt kënnen ze schaffen.

Mä fir d'Police sinn déi Donnéeën do, e gudden Deel vun deenen Donnéeën do total onwichteg. Wann ech richteg informéiert sinn, an d'Regierung misst dat jo bal wëssen, ass am Joer 2007 a kengem eenzege Fall vun der Police op déi Donnéeën do zréckgegraff ginn an enger Affaire criminelle. An duerfir, wann elo nach déi Donnéeë sollen ausgeweit ginn, da stellt sech effektiv d'Fro, firwat een op dee Wee do soll goen.

Ech erënnere mech, datt mer an der Affär „Bommeleeër" eng Kéier de Fall haten, do stoung souguer d'Police virum Hotel, fir ze kucken, ob den Här Geiben géif eran- oder erausgoen. Do gesäit een, datt, wann d'Police eppes wëllt iwwerwaachen, se dat op eng Aart a Weis mécht, fir datt se effektiv déi Donnéeën zesummekritt.

Mä et ass awer net, mengen ech, elo iwwert déi enorm Zuel vun Donnéeën, déi detailléiert Donnéeën - wéi kucken, mat wat fir engem Auto een eventuell dohinnerkomm ass -, déi misste stockéiert ginn, dass dat absolut déi Donnéeën ergëtt, déi fir d'Police an der Bekämpfung vun der Kriminalitéit oder an der Preventioun vun de kriminellen Akten noutwendeg sinn. D'Praxis weist, datt dat absolut net de Fall ass.

A wann d'Europaparlament higeet an déi Donnéeë vu Flugpassagéier, déi villech méi indikativ sinn, wou eventuell eppes kéint geschéien, schonn net wëllt stockéiert hunn op eng ganz detailléiert Aart a Weis, da kann ee sech och virstellen, datt dat sech hei fir dës Donnéeën, déi elo virgesi sinn am Gesetz, absolut net justifiéiert.

Et sief dann, et géif ëm eppes aneschters goen, an do verstinn ech vläicht, datt de Finanzminister déi Donnéeën do nawell ganz gären huet. Woufir? Well et ass jo kloer, wann déi Donnéeë schéin am Detail virleien, da kann den Hotelier net vergiessen, iergendwéi eng Nuitée do net unzeginn. Seng Recetten um Niveau vun den Nuitéeën, déi an engem Hotel verbruecht ginn, si ganz kloer, well hie riskéiert jo soss, wann hien do eppes géif vergiessen, fir deen Ablack herno eng Affaire pénale ze kréien.

(Interruption)

Jo. D'accord, mä et ass awer relativ no, fir dann awer ze kucken, wéi dann déi Don-

néeën do sinn. Duerfir wëll ech Verständnis hunn heiansdo fir esou Saachen.

Mä nach eng Kéier, déi Donnéeën do esou detailléiert unzeginn, justifiéiert sech net, op jidde Fall net vun der Police.

Duerfir wëll ech och soen, datt mir mat deem Gesetz net d'accord sinn an och géint d'Gesetz wäerte stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister Boden, wann ech gelift.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt menger Satisfaktioun Ausdrock ginn, datt de Projet de loi iwwert déi sougenannte Fiches d'hébergement haut, wann och zu spéider Stonn, hei an der Chamber debattéiert ginn ass an - ech hoffen - muer gestëmmt gëtt.

Ech wëll fir d'éischt emol der Madame Rapporteur oder Rapportrice - ech weess net, wéi een dat soll nennen?

M. le Président.- D'Académie française huet „Rapporteuse" gesot.

(Interruptions)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Voilà, der Madame Rapporteuse Françoise Hetto Merci soe fir déi gutt an effikass Aarbecht, déi se gemaach huet. Merci och de Memberen an der Kommissioun, déi versicht hunn, aus villen Avisen en Text ze maachen, dee menger Meenung no e gudden Text ass.

Ech wëll och soen, datt de Secteur hannert dësem Projet de loi steet. Déi Ännerungen, déi par rapport zu dem urspréngleche Projet gemaach gi sinn, sinn zum Deel op ausdréckleche Wonsch vum Secteur komm.

Ech mengen, datt déi Leit vum Secteur, déi och haut hei dësen Debatten nolauschteren, sécher wäerte frou sinn, ze mierken, datt dëse Projet awer muer mat enger Majoritéit, wa se och net ganz grouss ass, wäert gestëmmt sinn.

(Interruption)

De Generalsekretär vun der Horesca huet schonn zënter Jore bei all Randonnée touristique dorop higewisen, datt et wichteg wär, eng Reform iwwert d'Problematik vun de Fiches d'hébergement erbäizeféieren. Mir hunn zesumme mat grousser Hartnäckegkeet versicht, fir vill Hürden ze iwwerwannen, fir op deen Text ze kommen, dee wéi gesot elo zur Ofstëmmung hei virläit.

Ech wëll net nach eng Kéier op all d'Objektiver agoen: déi administrativ Vereinfachungen, déi besser, méi fiabel, statistesch Donnéeën, déi heiduerch erméiglecht gi sinn. Ech mengen, d'Françoise Hetto huet dat am Detail souwuel a sengem schréftleche wéi och elo a sengem mëndleche Rapport gemaach.

Ech wëll op e puer Problemen agoen, déi hei ugeschwat gi sinn. Besonnesch ass dat d'Problematik vum Dateschutz. Ech wëll och soen, datt déi op der Fiche d'hébergement gefroten Informatiounen natierlech ganz perséinlecher Natur sinn. An et war aus deem Grond och wichteg, ze garantéieren, datt bei der Erfaassung an och bei der Transmissioun vun den Donnéeën de Schutz vun der Privatsphär vum Eenzelnen net a Fro gestallt ass.

Fir dat ze garantéieren, hu mer vun Ufank un d'Commission nationale pour la protection des données mat ageschalt. Schonn an engem ganz fréie Stadium hu mer deenen hiren Avis gefrot, an déi Remarquen, déi si gemaach hunn, sinn och schonn an den éischte Projet mat eragefloss.

Ech wëll d'ailleurs der Kommissioun Merci soe fir déi Efforten, déi se gemaach huet, fir matzehëllefen, datt dee Problem, dee jo e kriteschen ass, eiser Meenung no zefridde stellend geléist konnt ginn.

D'Problematik vum Dateschutz, déi jo och vum Conseil d'État opgeworf ginn ass, stellt sech virun allem bei der Kopie vun der Fiche, déi un d'Police geet. Déi Kopie nämlech, déi un de Statec geet, déi enthält nëmmen anonymiséiert Donnéeën, déi fir d'Touristikstatistik relevant sinn.

Mä fir ze garantéieren, datt d'perséinlech Rechter, d'Fräiheete vum Eenzelnen net ugetaascht ginn, ass virgesinn, datt an engem Règlement grand-ducal eng Rei vu Saache festgehal solle ginn. An deem Règlement grand-ducal sollen éischtens emol d'Modalitéiten an d'Délaië vun der Transmissioun festgehale ginn, de Modell an den Inhalt vun der Fiche definéiert ginn, mä awer och den Traitement an de Stockage vu Säite vun der Police soll do preziséiert ginn, fir dat néidegt Gläichgewiicht - op dat jo vill Leit hei gepocht hunn - tëschent dem Contrôle policier an dem Dateschutz ze garantéieren, a fir derfir ze suergen, dass dës Donnéeën net a friem Hänn falen oder fir aner Zwecker gebraucht ginn.

Et ass jo och duerfir festgehale ginn, datt den Traitement vun deenen Donnéeën an engem temporäre Fichier vun der Police gemaach gëtt. Am Reglement soll jo festgehale ginn, datt e maximalen Délai vun 72 Stonnen no der Transmissioun vun den Donnéeën un d'Police zréckbehale gëtt, wou de Stockage vun deenen Donnéeë soll gemaach ginn.

Wat elo den Inhalt vun der Fiche betrëfft, esou wëll ech soen, datt déi Informatiounen, déi de Visiteur zu senger Persoun muss uginn, déi nämlecht si praktesch, wéi déi, déi am heitege Reglement stinn.

Dem Här Etgen wëll ech soen, wann en esou grouss hei schwätzt vun dem Dateschutz an datt dat esou e ganz schlecht Gesetz wär, datt déi Donnéeë genee déi sinn, déi schonn am Reglement an am Gesetz vu '75 festgehale gi sinn. 1975 war de fir den Tourismus zoustännege Minister keen CSV-Member, well d'CSV war an der Oppositioun; dat war en DP-Mann. Deen huet also déi Donnéeën do esou festgehalen. An de Justizminister, deen och involvéiert ass - den Här Frieden ass jo genannt ginn -, dat war deemools en LSAP-Mann.

Dat heescht also net, datt elo hei villes verbösert a verschlëmmert ginn ass. Am Contraire: D'Dateschutzkommissioun huet munches méi kloergestallt, datt eben net déi Donnéeë sollen a falsch Hänn kommen. Duerfir mengen ech schonn, datt dat, wat hei ausgedréckt ginn ass, an engem zimlech haarden Toun, vum Här Etgen am Numm vun der DP, e bësse besonnesch ass.

Virun allem wann ee weess, datt d'DP sech ëmmer esou sécherheetsbewosst gëtt. Et gëtt ni genuch kontrolléiert. Et sinn ni genuch Polizisten do, wann ee se heiansdo héiert. Mä wann et drëm geet, der Polizei emol eng Kéier Mëttelen ze ginn, fir géint d'Kriminalitéit virzegoen, da si se absent an dann ass dat schwiereg.

Ech hunn den Här Etgen d'éischt drop higewisen, wéi e gesot huet: Ass dann iwwerhaapt jeemools ee gefaasst ginn opgrond vun deenen Donnéeën?

Jo! An der Kommissioun ass e Fall genannt ginn ënner anerem, wou ee Prisonnéier vun Tréier fortgelaf war. Deen ass op Stroossen an en Hotel gaangen an dee konnt do festgeholl ginn, well ebe festgestallt ginn ass, datt deen an deem Hotel do war. D'Polizei huet scho Méiglechkeeten, fir dergéint kënne virzegoen.

Ech wëll just soen, an den Ae vum Tourismusminister ass dat e secondairë Volet. Mä wa mir deen net heimadder behandelt hätten, hätt de Justizminister en anere Projet ginn, dee wahrscheinlech net manner streng gewiescht wär; am Contraire, hätt ech gemengt.

A fir dann ze mengen, d'Lëtzebuerger missten ausgeschloss ginn, wëll ech just soen, éischtens emol wär dat eng Diskriminatioun vis-à-vis vun den Auslänner. Mä et ass och net onwichteg, fir éischtens emol de Bannentourismus kënne besser ze kontrolléieren, an zweetens, fir datt eben, wann och Lëtzebuerger kriminell Akte maachen, déi eventuell kënnen opgrond vun esou Donnéeë festgehale ginn.

Wéi gesot, déi Donnéeë gi relativ schnell zerstéiert vun der Police. Déi huet also net vill Moyenen. Et geet drëm, wann e Fall do ass, fir kënne schnell ze agéieren, wann esou e Mann, deen eng kriminell Dot gemaach huet, nach hei am Land ass an iergendwéi versicht huet an engem Hotel ënnerdaach ze kommen.

Duerfir mengen ech schonn, datt déi Reprochen, déi hei gemaach gi sinn um Dateschutz, net an deem Mooss berechtegt sinn, wéi se hei virbruecht gi sinn. Besonnesch vun der DP-Säit aus.

Fir ofzeschléisse wëll ech soen, datt deen neien Text hei éischtens emol eng Verbesserung an eng Vereinfachung bréngt vun der administrativer Prozedur. An dat fir all déi Bedeelegt, souwuel fir de Logeur wéi och fir de Visiteur, deen net méi, besonnesch wann en a Gruppe kënnt, esou laang brauch ze waarde bis datt e kann a säin Zëmmer goen. Och dat ass wichteg, well den Hotel oft den éischte Kontakt ass vun dem auslänneschen Tourist mat Lëtzebuerg. A wann do eng schnell an effikass Offäerdegung ass, wann e schnell kann op säin Zëmmer goen, wann e schnell aus der Réceptioun ka fortgoen, dat ass och e wichtegen Tromp fir d'Qualitéit um Client ze verbesseren.

Da soll de Projet och d'Aarbecht vun der Police, wéi gesot, am Kader vun hirer Missioun erliichteren, se méi effikass maachen, ouni den Dateschutz a Fro ze stellen.

Finalement erméiglecht dëse Projet och eng Erstellung vu fiablen, vun detailléierten, vu méiglechst aktuellen touristesche Statistiken. Et ass jo vun alle Säiten ënnerstrach ginn, datt dat net onwichteg ass, fir éischtens emol eng effikass Tourismuspolitik ze maachen, an zweetens och, fir den touristesche Marketing an eng touristesch Promotioun kënnen ze realiséieren.

Wéi gesot, ech soen duerfir all deene Merci, déi dëse Projet ënnerstëtzen. Et waren der vill, déi mat dorunner bedeelegt waren, fir en esou wäit ze kréien, wéi den Text haut virläit. Ech soen alleguer Merci an ech hoffen, wéi gesot, datt muer dee Projet hei gestëmmt gëtt. Et ass sécher keen onwichtege Schrëtt, fir den Tourismus e bësse méi einfach a méi effikass ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn um Enn vun den Diskussiounen ukomm. Ech erënneren drun, datt muer de Mëtteg d'Votë sinn. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um dräi Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 21.00 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 33 et 34

Communications pages 407-408

Retraits du rôle des affaires page 408

5857 - Proposition de loi sur la prostitution (Déclaration de recevabilité) page 408

5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

et

5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution, Article 63 du Règlement (Prise en considération) page 408

Composition des commissions parlementaires page 408

Ordre du jour page 408

Dépôt d'un projet de loi page 408

Dépôt d'une proposition de loi page 408

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°264 du 22 avril 2008 de M. Gilles Roth relative au cadre réglementaire applicable à l'implantation d'éoliennes, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 409

- Question N°265 du 22 avril 2008 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 409

- Question N°266 du 21 avril 2008 de M. Roland Schreiner relative à l'introduction d'une pension complémentaire dans la fonction publique, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 409

- Question N°267 du 22 avril 2008 de M. Camille Gira relative à l'organisation des services de secours et notamment des règlements grand-ducaux à prendre en exécution de la loi du 12 juin 2004, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 410

- Question N°268 du 22 avril 2008 de M. Ali Kaes relative au remboursement du vaccin contre les infections à HPV (Human Papilloma Virus), adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 410

- Question N°269 du 21 avril 2008 de M. Jacques-Yves Henckes relative aux récents jets de pierre de ponts autoroutiers, adressée à M. le Ministre de la Justice page 410

- Question N°270 du 21 avril 2008 de M. Roger Negri relative à une proposition de directive de la Commission européenne augmentant le taux du biofuel à 10% en tant qu'additif dans l'essence et le diesel jusqu'à l'an 2020, adressée à M. le Ministre de l'Environnement pages 410-411

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet du don d'organes pages 411-413

5804 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2006-2007) pages 413-422

Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, suivie d'un débat pages 422-436

Ordre du jour page 436

5516 - Projet de loi

- relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et à la création d'un cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant * la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures, * la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et accises, * la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, et * la loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, et

- abrogeant la loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport pages 436-441

5585 - Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement pages 441-444

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2178	M. Ali Kaes	Étude sur l'adaptation de la législation concernant la retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière
2182	M. Robert Mehlen	Achats par l'État de biens immobiliers de la Cepal (Société de gestion du patrimoine de la Centrale paysanne luxembourgeoise)
2188	M. Marcel Oberweis	Accord entre la Belgique et le Luxembourg en matière de transport d'urgence transfrontalier
2205	Mme Colette Flesch	Utilisation des numéros d'identité des personnes physiques et morales
2240	M. Alex Bodry	Octroi de subventions pour la construction ou l'acquisition d'un logement à des fins d'habitation personnelle
2249	M. Jacques-Yves Henckes	Logements sociaux
2250	M. Jacques-Yves Henckes	Procédures Plan d'Aménagement Général (PAG) et Plan d'Aménagement Particulier (PAP)
2251	M. Félix Braz	Conseil National pour Étrangers (CNE)
2254	M. Félix Braz	Transposition de la directive 2004/38/CE concernant le droit des citoyens de l'Union et des membres de leur famille de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres
2256	M. Romain Schneider	Rénovation de l'Hôtel Midi à Diekirch
2259	M. Xavier Bettel	Liaison ferroviaire à grande vitesse Bruxelles-Strasbourg via Paris destinée aux députés du Parlement européen et aux fonctionnaires communautaires
2260	M. Claude Meisch	Exercice militaire dit «Oesling 84»
2264	M. Marcel Oberweis	Création de la société «Exchange» entre B Cargo (SNCB) et Railion (DB)
2267	M. Marcel Oberweis	Diplômes de «bachelor» et «master»
2268	M. Henri Kox	Structure de l'Agence de l'Énergie après une éventuelle fusion Cegedel/Soteg/Saar Ferngas
2269	M. Camille Gira et M. Henri Kox	Récente action de publicité de l'Agence de l'Énergie et du Syvicol en relation avec des services dans le domaine de l'énergie
2270	M. Claude Meisch	Éventuelle fusion de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce
2271	M. Claude Meisch	Affaire «Bommeleeër» - Avis du Federal Bureau of Investigation (FBI)
2272	Mme Claudia Dall'Agnol	Assistance parentale
2273	M. Eugène Berger	Implantation d'une clinique de l'environnement
2274	M. Paul-Henri Meyers	Mesures contre les inondations à la Maulusmühle
2275	M. Marco Schank	Études de musique aux Pays-Bas
2277	M. Marc Spautz	Délais d'attente pour réaliser un examen scanner et un examen IRM
2278	M. Alex Bodry	Évolution des recettes de l'État pour 2008 sur base des nouvelles estimations concernant les recettes fiscales de l'année passée
2279	M. Alex Bodry	Subventions de l'État pour des projets énergétiques durables
2281	Mme Nancy Arendt	Vaccins contre l'hépatite B
2282	Mme Nancy Arendt	Pratiques douteuses d'adoption d'enfants
2283	M. Ali Kaes	Taxe sur les véhicules automoteurs - tracteurs agricoles
2284	Mme Colette Flesch	10e Sommet de la Grande Région et mise en place d'un réseau culture
2285 cf. 2287	Mme Colette Flesch	Mise en demeure par la Commission européenne du Luxembourg dans le domaine des télécommunications
2286	Mme Colette Flesch	Concentration de pouvoir dans les mains d'un ministre chargé de la justice et de la police
2287 cf. 2285	M. Félix Braz	Mise en demeure par la Commission européenne du Luxembourg dans le domaine des télécommunications
2288	Mme Colette Flesch	Financement du «Luxembourg American Cultural Center» à Belgium (États-Unis)
2289	M. Laurent Mosar	Situation politique en Serbie
2290	M. Laurent Mosar	Entreprises dans la matière de la gestion des noms de domaines
2291	M. Laurent Mosar et Mme Martine Stein-Mergen	Étude d'un bureau de planification allemand sur le projet de tram léger pour la capitale
2292	M. Fernand Etgen	Composition du comité-directeur du Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat
2293	Mme Claudia Dall'Agnol	Calcul de l'aide au logement et des loyers suite à l'introduction du boni pour enfant
2294	M. Félix Braz	Site Internet luxembourgeois et «Cheval de Troie»
2296	M. Marco Schank	Dernier communiqué de Cyberworld Awareness and Security Enhancement Structure (CASES) - Site Internet luxembourgeois et «Cheval de Troie»
2298	M. Robert Mehlen	Impression du Mémorial
2299	M. Roland Schreiner	Services d'assistance en escale
2300	M. Marcel Oberweis	Importation et commercialisation de tous les produits dérivés de phoques
2303	M. Jean-Pierre Klein	Fonctionnaires de l'Administration des Douanes et Accises ayant la qualité d'officier de police judiciaire
2304	M. Robert Mehlen	Retenues
2305	M. John Castegnaro	Mobbing
2306	M. Marc Spautz	Tracé de la ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette
2307	M. Laurent Mosar	Procédure de changement de fournisseur d'électricité
2308	M. Aly Jaerling	Tatouage
2309	M. Marc Spautz	Tracé définitif du tram
2310	M. Marcel Oberweis	«Péage commun»
2312	M. Fernand Etgen	Prise en charge par l'État des charges d'investissements de Servior
2313	M. Ben Fayot	Application de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil au niveau des communes
2314	M. Romain Schneider	Ambulances privées
2315	Mme Claudia Dall'Agnol	Affiliation des non résidents travaillant simultanément au Luxembourg et dans leur pays de résidence
2317	M. Marc Spautz	Construction sur le site d'Esch-Belval des infrastructures destinées à accueillir l'Université
2319	M. Roland Schreiner	Restitution des trop perçus sur les tarifs de maisons de soins et de Centres Intégrés pour Personnes Agées (CIPA)
2320	M. Camille Gira et M. Henri Kox	Autorisations commodo-incommodo pour des modifications d'installations de biogaz
2321	Mme Anne Brasseur	Protestations des élèves du Lycéee Technique pour Professions Éducatives et Sociales (LTPES)
2326	M. Camille Gira	Qualité de l'air au Luxembourg
2327	M. Marc Spautz	Système d'alerte de l'Administration des Services de Secours
2328	M. Roger Negri	Utilisation de trains pendulaires sur la ligne Bruxelles-Luxembourg
2331	M. Claude Meisch	Examen-concours d'admission au stage pédagogique pour l'enseignement secondaire
2341	M. Xavier Bettel	Récriminations à l'égard d'un membre dirigeant d'un centre de formation de la Police grand-ducale
2342	M. Claude Adam	Création d'un lycée franco-luxembourgeois
2347	Mme Christine Doerner	Capacité limitée du TGV Est-européen
2355	M. Marcel Oberweis	Production de biodiesel
2356	M. Marcel Oberweis	Nouvelle stratégie de lutte contre le changement climatique de la Commission européenne
2357	M. Laurent Mosar	Surveillance de l'indépendance du Kosovo
2359	M. Laurent Mosar	Projet d'Union méditerranéenne
2360	M. Jean Huss	Administration préventive d'antibiotiques dans les élevages de bétail
2362	M. Laurent Mosar	Panneaux publicitaires et publicité en faveur de produits du tabac
2365	Mme Marie-Josée Frank	Unité de sécurité pour mineurs à Dreiborn
2366	Mme Marie-Josée Frank	Introduction des innovations liées au projet de loi N°5584 relatif aux soins palliatifs et à l'accompagnement en fin de vie
2368	M. Alexandre Krieps	Dysfonctionnements au sein d'une initiative sociale en faveur de l'emploi
2370	M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth	Application de la nouvelle réglementation sur la performance énergétique des bâtiments d'habitation
2375	M. Roger Negri	Fonds souverains
2423 urgente	M. Félix Braz	Cas du retour forcé échoué d'une personne déboutée du droit d'asile
2481 urgente	M. Eugène Berger	Éventuelle fusion de la Cegedel S.A. avec la Soteg S.A. et la Saar Ferngas AG

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Question 2178 (14.12.2007) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant l'**étude sur l'adaptation de la législation concernant la retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière:**

Lors du vote de la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière, une motion a été adoptée par la Chambre des Députés invitant le Gouvernement:

«- à procéder à un examen approfondi de la situation des revenus de capitaux des contribuables résidents, actuellement soumis à l'impôt sur le revenu par voie d'assiette, en vue d'étendre la retenue à la source libératoire à ces revenus;

- à évaluer les effets de la loi à la fin de l'exercice fiscal 2006;

- à analyser si le montant de l'abattement de 250 euros fixé par la loi suffit à libérer effectivement les petits épargnants de la retenue à la source;

- à présenter, le cas échéant, des amendements au vu des conclusions de cet examen.»

En mai 2007, Monsieur le Ministre des Finances avait annoncé qu'il était prévu d'étudier la question d'une éventuelle adaptation de la législation en question dans le cadre de l'examen de la fiscalité des personnes physiques tel qu'annoncé dans la Déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du 9 mai 2007.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances quelles ont été les conclusions de cet examen concernant la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière.

Réponse (2.4.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

D'après l'analyse du Gouvernement, le système mis en place en 2006 fonctionne bien et a conduit à une imposition juste, raisonnable et efficace des intérêts de l'épargne.

En 2006, le produit de la retenue nationale sur les revenus de l'épargne se chiffrait à 19.656.692 euros (période de référence = six mois).

En 2007, le produit de la retenue nationale sur les revenus de l'épargne se chiffrait à 51.777.512 euros (période de référence = douze mois).

Les intérêts sur les dépôts d'épargne et qui ne dépassent pas le montant de 250 euros par personne et par agent payeur sont dispensés de la retenue à la source libératoire.

Par conséquent, avec les taux actuellement pratiqués, l'épargnant qui dispose de moins de 8.000 euros ne paie pas l'impôt retenu à la source.

Tout en estimant que ce seuil est favorable au petit épargnant, le Gouvernement examinera dans le cadre des travaux budgétaires et fiscaux de fin d'année s'il y a lieu ou non d'adapter ce seuil.

Question 2182 (18.12.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **achats par l'État de biens immobiliers de la Cepal (Société de gesion du patrimoine de la centrale paysanne):**

D'Äntwert vun der Regierung op meng parlamentaresch Fro N°1904 vum 7. August *(cf. compte rendu N°1/2007-2008)*, betreffend de Kaf vu verschiddenen Immobilië vun der Baurenzentrals-Gesellschaft Cepal S.A. duerch de Stat, huet déi zwou lescht Froen onbeäntwert gelooss. Duerfir bieden ech Iech dës Froen un den Här Budgets- an Tresorsminister weiderzeleeden:

1. Wéi héich ass aktuell de ganze Betrag, deen de Lëtzebuerger Stat an dësem Zesummenhang un d'Cepal bezuelt huet?

2. Ass beim Bezuelen drop opgepasst ginn, fir déi héich Réckstänn vun der Cepal respektiv hire Gesellschafte bei der «Sécurité sociale» prioritär ze begläichen? A wann net: Wéisou?

Réponse (18.3.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Wéi an der Äntwert vum 7. August 2007 schonns gesot, huet de Lëtzebuerger Stat verschidden Terrainen zu Miersch vun der Cepal ofkaaft. Sou ass den 7.12.2005 eng Hal mat Terraine kaaft gi fir d'Besoinë vum Service central des Imprimés de l'État fir 1.100.000 Euro.

Fir de Bau vu Schoulen am Zentrum vum Land huet de Stat den 15.5.2006 7 ha bei der Gare kaaft fir 4.950.000 Euro. Den 30.3.2007 goufen an deemselwechte Kontext zwee Gebaier an Terraine kaaft fir 1.000.000 Euro.

Do dernieft huet d'Cepal dem Stat Terraine verkaaft den 28.12.2005 zu Dikrech, Bissen, Colmar-Bierg an de Kuelbicherhaff fir am ganze 4.000.000 Euro.

Nom Bezuele vu deene Créancieren, déi eng Hypothéik agedroen haten, huet de Stat der Cepal am Zesummenhang mat deene verschiddene Kafakten am ganzen 3.678.518 Euro iwwerwisen.

Question 2188 (20.12.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**accord entre la Belgique et le Luxembourg en matière de transport d'urgence transfrontalier:**

D'après le bulletin du Parlement Benelux, les interventions transfrontalières des ambulanciers luxembourgeois sur le territoire belge sont rares, mais elles existent.

Le 4 décembre 2004, le Parlement Benelux avait adopté une recommandation invitant les gouvernements des trois pays à signer un projet de convention relative au transport transfrontalier en ambulance.

Entre-temps la France et la Belgique ont signé un accord en la matière.

Au vu de ce qui précède j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Où en est la convention relative au transport transfrontalier en ambulance?

Réponse commune (26.3.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Comme souligné par l'honorable Député Marcel Oberweis, le transport urgent transfrontalier en ambulance entre la Belgique et le Luxembourg est rarissime et ces transports ont dans le passé toujours été organisés de façon pragmatique et ils n'ont jamais donné lieu à quelconque difficulté administrative. Ceci n'est pas le cas pour les transports urgents transfrontaliers entre la Belgique, la France et les Pays-Bas.

Pour cette raison, le Luxembourg n'est pas partie demanderesse pour l'élaboration d'une convention entre les deux pays, qui constitue un outil lourd, complexe et contraignant pour fixer un cadre administratif afin de gérer des questions pratiques entre nos deux pays qui en réalité ne posent pas de problèmes. Cependant, pour être en ligne avec la politique poursuivie dans ce domaine par la Belgique, il a été convenu de trouver une forme d'accord de coopération moins lourde. À cet effet, un projet de texte a été élaboré par les autorités compétentes belge et luxembourgeoise concernées qui vient d'être soumis aux services juridiques respectifs pour avis.

Question 2205 (8.1.2008) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant l'**utilisation des numéros d'identité des personnes physiques et morales:**

Le 28 décembre 2007 a été publié au Mémorial le règlement grand-ducal du 18 décembre 2007 complétant le règlement grand-ducal modifié du 7 juin 1979 déterminant les actes, documents et fichiers autorisés à utiliser le numéro d'identité des personnes physiques et morales.

- Le Ministre peut-il fournir une liste complète des actes, documents et fichiers autorisés à utiliser les numéros d'identité des personnes physiques et morales?

- Le Ministre peut-il indiquer pour chacun de ces documents quelles sont les institutions et personnes autorisées à les consulter? Existent-ils des interconnexions entre ces fichiers? Si oui, lesquelles?

- Le Ministre peut-il donner toutes assurances que dans ce contexte toutes les mesures législatives et réglementaires en matière de protection des données personnelles sont respectées?

Réponse (18.3.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans son courrier du 8 janvier 2008, Madame la Députée Colette Flesch désire connaître, d'une part, les actes, documents et fichiers autorisés à utiliser le numéro d'identité des personnes et, d'autre part, les institutions et personnes qui sont autorisées à consulter ces documents. L'honorable Députée voudrait également savoir s'il existe des interconnexions entre ces fichiers et si toutes les mesures législatives et réglementaires en matière de protection des données sont respectées.

En réponse, je voudrais tout d'abord renvoyer à ma réponse aux questions parlementaires N°1127 et N°1128 *(cf. compte rendu N°1/2006-2007)* posées par l'honorable Députée en date du 20 juin 2006.

À la liste des fichiers autorisés à utiliser le numéro d'identité, telle qu'indiquée dans ma réponse précitée, viennent encore s'ajouter sur base d'un règlement grand-ducal du 18 décembre 2007, d'une part, les fichiers du Service de la Formation professionnelle du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle concernant la formation professionnelle continue organisée par les entreprises et ceux concernant les particuliers demandant un congé individuel de formation et, d'autre part, les fichiers du Service national de la Jeunesse concernant les particuliers demandant un congé-jeunesse.

En ce qui concerne la question de l'honorable Députée au sujet des institutions et personnes autorisées à consulter les documents pouvant utiliser le numéro d'identité, je voudrais relever que ces documents ne relèvent pas directement de la responsabilité du Centre informatique de l'État. Dans ce contexte ce dernier n'est que le sous-traitant au sens de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, c'est-à-dire qu'il traite des données pour le compte des responsables du traitement. Le Centre informatique de l'État n'a la qualité de responsable du traitement qu'en ce qui concerne le répertoire général des personnes auquel les administrations et services peuvent recourir afin de disposer de certaines données des personnes physiques et morales.

Je ne peux qu'indiquer la liste des administrations et services publics disposant pour certains de leurs agents d'un accès au répertoire des personnes. À côté des départements ministériels, il s'agit des administrations, services et personnes suivants:

- Administration de l'Emploi
- Administration de l'Enregistrement et des Domaines
- Administration de l'Environnement
- Administration de la Gestion de l'Eau
- Administration des Contributions directes
- Administration des Douanes et Accises
- Administration des Ponts et Chaussées
- Administration des Services techniques de l'Agriculture
- Administration du Cadastre et de la Topographie
- Administration du Personnel de l'État
- Administration judiciaire
- Administration pénitentiaire
- Administrations communales
- Armée
- Banque et Caisse d'Épargne de l'État
- Caisse nationale des Prestations familiales
- Centre commun de la Sécurité sociale
- Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement supérieur
- Centre hospitalier neuropsychiatrique
- Centre informatique de l'État
- Chambre de Commerce
- Commissariat du Gouvernement aux Étrangers
- Commissariats de district
- Conseil arbitral des Assurances sociales
- Cour des Comptes
- Direction de la Santé
- Direction du Contrôle financier
- École supérieure du Travail
- Éducation différenciée
- Entreprise des Postes et Télécommunications
- Fonds du Logement
- Fonds national de Solidarité
- Huissiers de Justice
- Inspection du Travail et des Mines

- Inspection générale des Finances
- Institut national d'Administration publique
- Institut viti-vinicole
- Juridictions de l'ordre administratif
- Laboratoire national de Santé
- Maisons d'Enfants de l'État
- Notaires
- Office national du Remembrement
- Police grand-ducale
- Registre de Commerce
- SIGI
- Secrétariat du Médiateur
- Service central de Législation
- Service central des Imprimés et Fournitures de Bureau de l'État
- Service d'Économie rurale
- Service de la Formation professionnelle
- Service de Renseignement
- Service des Sites et Monuments
- Service médico-sportif
- Service national d'Action sociale
- Service national de la Jeunesse
- Service national de la Sécurité dans la Fonction publique
- Société nationale de contrôle technique
- Statec
- Trésorerie de l'État

Ensuite, en ce qui concerne le respect des dispositions relatives à la protection des données, il y a lieu de relever que les accès au répertoire sont accordés à titre individuel et qu'une trace est gardée pour chaque utilisation.

Finalement, je voudrais encore ajouter que l'introduction de l'utilisation de certificats électroniques entraînera une adaptation de la procédure de gestion des autorisations d'accès et donc une plus grande transparence et une protection des données encore plus rigoureuse. En outre, la mise en œuvre de la réforme à venir sur l'identification numérique des personnes physiques et morales permettra notamment d'affiner davantage l'étendue des autorisations d'accès au répertoire.

Question 2240 (17.1.2008) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**octroi de subventions pour la construction ou l'acquisition d'un logement à des fins d'habitation personnelle:**

Par l'arrêt C-152/05 de la Cour de Justice des Communautés européennes du 17 janvier 2008, la République fédérale d'Allemagne a été condamnée pour avoir manqué à ses obligations en relation avec l'octroi des subventions pour la construction ou l'acquisition d'un logement à des fins d'habitation personnelle.

En effet, la législation allemande a réservé ces subventions aux demandeurs assujettis à l'impôt sur le revenu en Allemagne et dont le logement se situe sur le territoire de l'Allemagne. La Cour a condamné ces dispositions avec les arguments suivants: «(…) l'ensemble des dispositions du traité relatives à la libre circulation des personnes visent à faciliter, pour les ressortissants communautaires, l'exercice d'activités professionnelles de toute nature sur l'ensemble du territoire de la Communauté européenne et s'opposent aux mesures qui pourraient défavoriser ces ressortissants lorsqu'ils souhaitent exercer une activité économique sur le territoire d'un autre État membre (…)» ou encore: «Il s'ensuit que, en réservant le bénéfice de la subvention à la propriété immobilière aux personnes intégralement assujetties à l'impôt sur le revenu en Allemagne à la condition que le logement construit ou acquis à des fins d'habitation personnelle soit situé sur le territoire allemand, l'article 2, paragraphe 1, première phrase, de l'EigZulG (Eigenheimzulage) est susceptible d'entraver la libre circulation des travailleurs et la liberté d'établissement (…)».

- Considérant que la législation luxembourgeoise des subventions et aides étatiques au logement prévoit des dispositions semblables à celles de l'Allemagne, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles seront les conséquences de cette jurisprudence sur le Luxembourg?

- Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de chiffres renseignant sur le nombre de bénéficiaires susceptibles de tomber sous le champ d'application de cette jurisprudence?

- Est-ce qu'une adaptation de la législation s'impose dans l'immédiat et, dans l'affirmative, en quoi consistera-t-elle?

- Quelles seront alors les répercussions financières pour le budget de l'État?

Réponse (26.3.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le Ministre du Logement estime que l'arrêt C-152/05 de la Cour de Justice des Communautés européennes du 17 janvier 2008 n'a pas d'incidence directe sur la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement alors que l'arrêt de la Cour se réfère à une situation très spécifique, à savoir celle de la loi fiscale allemande en cause dont une disposition était destinée à encourager uniquement la construction de logements sur le territoire de l'Allemagne par des personnes intégralement assujetties à l'impôt sur le revenu en Allemagne.

Le système d'aides prévu par la loi précitée encourage l'accession à la propriété d'un logement et a, par conséquent, une finalité différente de sorte que l'arrêt en question n'est pas de nature à nécessiter une modification législative au Grand-Duché.

Question 2249 (22.1.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **logements sociaux:**

Dans le cadre de l'application de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement il me semble que notamment le Fonds du Logement est d'une rare efficacité dans la construction de logements sociaux et leur mise en vente ou en location. Par ailleurs le Gouvernement empêche les promoteurs privés d'agir au niveau de la construction de logement sociaux en ne publiant pas le règlement d'exécution prévu par la loi.

1. À combien d'ares s'élève la réserve de terrains par commune tant du Fonds du Logement que de la S.N.H.B.M., viabilisés et non viabilisés, à l'intérieur et à l'extérieur des périmètres?

2. Alors que l'on estime nécessaire la construction de 300 logements sociaux par an, je voudrais savoir quel est le nombre de logements sociaux destinés à la vente dont la construction a été achevée durant l'année 2007 et qui ont été vendus durant la même année? Quel est le nombre de logements sociaux destinés à la location dont la construction a été achevée durant l'année 2007 et qui ont été mis en location par le Fonds du Logement?

3. L'État est autorisé en vertu de la même loi à favoriser par des participations financières l'initiative de promoteurs publics ou privés en vue de l'acquisition et de l'aménagement de terrains à bâtir ainsi que de la construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location.

Les critères de définition des promoteurs privés au sens de la loi auraient dus être précisés par voie de règlement grand-ducal.

Le règlement grand-ducal spécifique fait défaut. Aussi je voudrais connaître les conditions précises selon lesquelles un promoteur privé peut recevoir une participation de l'État:

- pour la construction de logements sociaux destinés à la vente;

- pour la construction de logements sociaux destinés à la location.

Je vous demande de bien vouloir énumérer toutes les dispositions afférentes.

Réponse (27.3.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En effet, l'État est autorisé à favoriser par des participations financières les initiatives de promoteurs publics ou privés en vue de l'acquisition et de l'aménagement de terrains à bâtir ainsi que de la construction de logements à coût modéré.

Sont considérés comme promoteurs publics au sens de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement: les communes ou syndicats de communes, les sociétés fondées sur base de la loi du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché (S.N.H.B.M.) et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat.

Le règlement grand-ducal modifié du 30 octobre 1987 arrêtant un complément au programme de construction d'ensembles de logements sociaux ainsi que les participations financières de l'État arrêtés par règlement grand-ducal du 8 août 1985 définit, dans son article 4, les conditions selon lesquelles un promoteur privé projetant de réaliser des logements sociaux peut recevoir des aides étatiques en disposant ce qui suit: «Construction par la société de construction immobilière Socimmo S.A. de 54 logements destinés à la vente à Lorentzweiler, sous la condition que les subsides octroyés dans le cadre de la loi modifiée du 25 février 1979 soient intégralement décomptés au bénéfice des acquéreurs. Le promoteur devra en justifier à Notre ministre du logement et de l'urbanisme».

L'article 17 de la loi précitée dispose que les participations de l'État ne sont accordées que si les conditions suivantes sont réunies:

«1) les projets de construction doivent pouvoir être réalisés dans le cadre d'un projet d'aménagement au sens de la législation concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes ou d'un plan d'aménagement au sens de la législation concernant l'aménagement du territoire;

2) les projets doivent comprendre au moins dix pour cent de logements locatifs, sauf dispense prévue au programme annuel ou pluriannuel visé à l'article 19;

3) la proportion des acquéreurs répondant aux conditions d'octroi des primes de construction ou d'acquisition doit être supérieure ou égale à soixante pour cent du total des acquéreurs;

4) des normes minimales d'isolation thermique doivent être respectées.»

En vertu de l'article 18 de la loi précitée, le Ministre du Logement peut fixer des prix plafonds pour l'aménagement des terrains et la construction des logements susceptibles de bénéficier des participations de l'État.

Ci-après les données fournies par les deux promoteurs publics:

a) les réserves foncières de la Société nationale des Habitations à Bon Marché:

Commune	Viabilisé	Non-viabilisé	Dans périmètre	Hors périmètre	Total
Luxembourg		1.560	1.560		1.560
Betzdorf		250		250	250
Sanem		190	190		190
Schuttrange		1.740		1.740	1.740
Contern		490	150	340	490
Bascharage		390		390	390
Kehlen		1.900		1.900	1.900
Lac de la Haute-Sûre		180	180		180
Total ares		6.700	2.080	4.620	6.700

b) les réserves foncières du Fonds du Logement:

Commune	Viabilisé	Non-viabilisé	Dans périmètre	Hors périmètre	Total
Luxembourg		815	815		815
Esch/Alzette		325	325		325
Dudelange		3400	3400		3400
Differdange		197	197		197
Steinfort		450	Dossier en cours pour 450		450
Echternach		1231	1231		1231
Feulen		25% de 350	25% de 350		87,5
Kayl		157	Dossier en cours pour 157		157
Total ares		6.662,5	6.662,5		6.662,5

Pour ce qui est de la construction de logements par les promoteurs publics en 2007, il y a lieu de constater que la S.N.H.B.M. a achevé 154 logements destinés à la vente, et que le Fonds du Logement a achevé 82 logements destinés à la location et 39 unités destinées à la vente. S'ajoutent à cette production les projets émanant des communes, des a.s.b.l., etc, de sorte que le seuil de 300 unités, mentionné par l'honorable Député Jacques-Yves Henckes, est dépassé.

Question 2250 (22.1.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **procédures Plan d'Aménagement Général (PAG) et Plan d'Aménagement Particulier (PAP):**

Une des raisons majeures pour le coût élevé des terrains à bâtir et partant des logements résulte des lenteurs administratives inhérentes au respect des procédures multiples en matière d'agrément de PAP (Plans d'Aménagement Particuliers), surtout ceux d'une certaine importance.

Dans ce contexte je voudrais vous poser les questions suivantes:

1. Quel est le délai moyen d'approbation d'un Plan d'Aménagement Particulier respectivement

d'un Plan d'Aménagement Général? Combien de PAP et combien de PAG ont été approuvés depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'aménagement communal?

2. De combien de demande de PAP le Ministre est-il saisi pour l'instant et quel est le nombre de logements y prévus?

3. Combien de fois par semaine la commission d'aménagement se réunit-elle?

4. De combien de fonctionnaires le Ministre de l'Intérieur dispose-t-il pour l'assister à émettre son avis suivant l'article 2 de la loi du 19 juillet 2004? Est-il envisagé de nouveaux engagements de personnel pour accélérer les procédures?

5. La loi prévoit qu'un avis doit être demandé à l'Administration de l'Environnement ce qui est une bonne chose en soi. Or la loi ne prévoit pas de délai dans lequel l'Administration doit répondre de sorte que celle-ci de plus en plus souvent ne réagit qu'une fois le PAP définitivement approuvé et remet ainsi en cause toute une procédure déjà très longue et allonge les délais d'approbation du PAP et partant les coûts du terrain à bâtir (exemples: PAP à Luxembourg-Belair et Luxembourg-Dommeldange). N'estimez-vous pas que l'Administration de l'Environnement devrait émettre son avis obligatoirement durant un délai à fixer impérativement dans la loi et si oui entendez-vous proposer une modification législative afférente?

Réponse (27.2.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. Les procédures d'approbation du Plan d'Aménagement Général (PAG) et du Plan d'Aménagement Particulier (PAP) sont régies par les dispositions des articles 10 à 18 respectivement 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Cette loi a introduit des délais précis pour chaque étape de la procédure afin de garantir le traitement des dossiers dans un délai raisonnable.

La durée maximale d'une procédure PAG est par conséquent fixée à 30 mois, celle d'un PAP à 24 mois. S'il n'y a pas de réclamations introduites auprès de la commune après le vote provisoire du conseil communal, il est renoncé au second vote et à la deuxième publication. Ainsi la durée de la procédure d'adoption pourra être raccourcie à quelque six mois. Il n'en reste pas moins que les procédures d'adoption des différents instruments de planification continuent à être assez lourdes. Conscient de ce problème, le Ministre de l'Intérieur est actuellement en train d'élaborer un avant-projet de loi visant notamment la simplification administrative des procédures prévues par la loi de 2004. Ce projet sera soumis sous peu au Gouvernement en Conseil.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 19 juillet 2004 et jusqu'au 31 décembre 2007 le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a approuvé 28 PAG, dont un seul ayant fait l'objet d'une refonte complète d'après les dispositions de la nouvelle loi, 199 modifications ponctuelles de PAG ainsi que 662 PAP.

2. Actuellement, le Ministre de l'Intérieur est saisi de 169 dossiers qui lui sont soumis pour avis en application de l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Il n'y a toutefois que 54 dossiers qui sont complets et peuvent être avisés. Ces 54 dossiers prévoient quelque 700 logements.

3. La commission d'aménagement se réunit en principe deux fois par semaine pour analyser les PAG et les modifications des PAG lui soumis par les communes.

4. Actuellement la Direction de l'Aménagement communal et du Développement urbain dispose d'une équipe de trois agents, dont un architecte urbaniste, un ingénieur industriel et un rédacteur pour assister le Ministre dans la rédaction des avis au sujet des PAP lui soumis. Pour l'année budgétaire en cours, trois agents supplémentaires de la carrière supérieure, dont un urbaniste ont étés attribués à la même Direction.

5. Il y a d'abord lieu de préciser que l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dispose que toute modification de la délimitation de la zone verte découlant d'une délibération du conseil communal est soumise à l'approbation du Ministre de l'Environnement qui doit statuer dans les trois mois suivant la réception du dossier. La loi prévoit dès lors d'ores et déjà un délai clair et précis endéans lequel le Ministre de l'Environnement doit rendre sa décision. Il ne s'agit toutefois que de modifications de la délimitation de la zone verte découlant d'un Plan d'Aménagement Général (PAG). Comme le PAP doit être conforme aux dispositions du PAG, il n'est plus nécessaire de le soumettre au Ministre de l'Environnement pour approbation. Le délai d'approbation de trois mois dont dispose le Ministre de l'Environnement est à respecter strictement. Cette obligation a d'ailleurs été rappelée par le Tribunal administratif, dans son jugement du 21 janvier 2008, N°22318 du rôle. Les juges ont en effet annulé une décision du Ministre de l'Environnement pour violation de la loi, au motif que cette décision a été prise en dehors du délai légal. Il est dès lors évident, tant de part les dispositions légales en vigueur que d'après la dernière jurisprudence en date que le Ministre de l'Environnement doit respecter les délais lui impartis par la loi.

Question 2251 (22.1.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **Conseil National pour Étrangers (CNE):**

Le nouveau mandat du Conseil National pour Étrangers a connu un départ quelque peu difficile. Les délégués étrangers ont été élus le 3 juillet 2007.

J'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre:

- Comment expliquer que la nouvelle plénière n'ait pu se réunir qu'en octobre?

- Quand est-ce que les instances luxembourgeoises appelées à siéger au CNE ont été saisies par votre ministère?

- À quelles dates ont-elles respectivement fait part de leurs nominations?

- Le Conseil s'est apparemment réuni en octobre pour se constituer. Il appert que les nominations n'aient été effectuées par arrêté ministériel que le 28 novembre 2007. Il se pose, dès lors, la question de la légalité de la réunion constituante? Ces tergiversations ne sont-elles pas en opposition flagrante avec la volonté de renouvellement du même organe à travers le projet de loi 5825 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg?

Réponse (18.3.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La réunion constituante du Conseil National pour Étrangers (CNE) s'est effectivement tenue le 27 octobre dernier.

Cela n'a rien d'extraordinaire alors que la réunion constituante pour les mandats précédents a eu lieu respectivement le 24 novembre 2004 et celle du mandat après les élections de 2001, le 13 novembre 2001.

Les instances luxembourgeoises appelées à siéger au sein du CNE à savoir le Syvicol, les associations syndicales et patronales ont été invitées à désigner leurs membres par courrier daté au 27 août 2007.

Les lettres de nomination sont parvenues au secrétariat à partir du 5 septembre jusqu'au 25 octobre 2007.

Pour ce qui est des membres du Comité interministériel, ceux-ci, après avoir été désignés en interne lors de la réunion du Comité interministériel du 12 juillet 2007, ont été invités à saisir leurs ministères respectifs aux fins de confirmation écrite de leur désignation orale. La dernière réponse date du 26 novembre 2007.

N'ayant pas voulu retarder davantage les débuts des travaux du Conseil et ayant eu les noms des représentants respectifs par téléphone, la convocation pour la constituante a été lancée. L'arrêté ministériel n'était qu'un entérinement des décisions prises pour lequel cependant le Ministère a préféré attendre toutes les confirmations écrites, la dernière en date étant celle du 26 novembre 2007.

Toutes les désignations respectives annoncées oralement ont été bien évidemment confirmées par écrit par les ministères et organismes respectifs.

Question 2254 (22.1.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **transposition de la directive 2004/38/CE concernant le droit des citoyens de l'Union et des membres de leur famille de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres:**

L'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés a déposé une plainte auprès de la Commission européenne contre le Gouvernement luxembourgeois pour transposition incorrecte et lacunaire par le biais du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 de la directive 2004/38/CE concernant le droit des citoyens de l'Union et des membres de leur famille de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, directive pour laquelle le Luxembourg avait déjà été condamné par la Cour de Justice des Communautés européennes pour non-transposition.

- Comment faut-il interpréter l'article 3 (2) du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 qui stipule que «Les demandes des enfants en dessous de l'âge de dix ans sont introduites par leur représentant légal», quid pour les mineurs âgés de 10 à 18 ans?

- La Cour de Justice des Communautés européennes s'est-elle déjà prononcée dans le cadre du recours de la Commission européenne pour non-transposition dans les délais prescrits? Cette même Cour ne risque-t-elle pas d'être saisie une deuxième fois pour transposition non conforme de la directive?

- Sachant que pour le Luxembourg les condamnations pour non-transposition de directives européennes en matière de droits des citoyens, d'immigration ou de lutte contre les discriminations sont légion et que d'autres condamnations en la matière sont en route, ne serait-il pas grand temps que le Gouvernement accorde enfin à ces thèmes l'importance qui leur est due?

Réponse (10.3.2008) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

1. La plainte à laquelle l'honorable Député se réfère résulte pour le moins d'un malentendu si ce n'est d'une mauvaise interprétation du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 qui n'a pas eu pour objet de transposer la directive 2004/38/CE. Ce règlement a principalement aboli les cartes de séjour pour les citoyens européens conformément à l'engagement politique que j'avais pris en cette matière. La transposition intégrale de la directive en question se fera par le projet de loi sur la libre circulation et l'immigration qui a été déposé à la Chambre des Députés en octobre dernier.

2. La dernière phrase du paragraphe (2) de l'article 3 du «Règlement grand-ducal modifié du 28 mars 1972 relatif aux conditions d'entrée et de séjour de certaines catégories d'étrangers faisant l'objet de conventions internationales» veut dire tout simplement que la présence physique des enfants en dessous de l'âge de dix ans n'est pas requise lors de la déclaration d'enregistrement. Il est tout aussi clair que la déclaration d'enregistrement doit être signée par le représentant légal jusqu'à l'âge de la majorité de l'enfant.

3. Il est vrai que le Luxembourg a été condamné pour manquement, vu la non-transposition des directives 2003/109/CE, 2003/86/CE et 2004/38/CE. Ces trois directives vont être intégralement et correctement transposées pour le projet de loi précité. Une nouvelle saisine de la Cour par la Commission est donc très improbable.

4. Il n'est pas exact de prétendre, comme le fait l'honorable Député, que «les condamnation pour non-transposition de directives européennes en matière de droits des citoyens, d'immigration ou de lutte contre les discrimination sont légions». La seule procédure en cours devant le Cour de Justice concernant une directive non transposée dans ce domaine porte sur la directive 2002/73/CE modifiant la directive 76/207/CEE relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail. Or, le projet de loi visant transposition de cette directive a été déposé le 1er mars 2007 à la Chambre des Députés par le Ministre concerné.

Question 2256 (22.1.2008) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant la **rénovation de l'Hôtel Midi à Diekirch:**

Au cours de l'année 2004, la ville de Diekirch avait entrepris des démarches auprès de plusieurs ministères afin que le bâtiment de l'ancien Hôtel Midi sis à Diekirch, propriété de l'État, soit transformé en bureaux pour les administrations de l'État. Un accord fut trouvé selon lequel l'Administration de la Gestion de l'Eau et le Commissariat de District de Diekirch seraient installés dans le bâtiment en question.

Or, à l'heure actuelle, les rénovations n'ont toujours pas débuté et le bâtiment qui se trouve dans un état de plus en plus délabré ne donne pas une bonne image à l'entrée de la ville de Diekirch.

D'après mes informations, l'Administration des Bâtiments Publics de Diekirch a été chargée de réaliser les plans concernant les travaux de transformation à effectuer.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- Quel est l'état d'avancement de ces planifications?

- Étant donné qu'il y a une pénurie de bureaux dans la capitale du district Nord pour les services de l'État cités ci-dessus, quand est-ce que le début des travaux du bâtiment susmentionné est-il prévu?

- À partir de quelle date lesdits services peuvent-ils fonctionner dans le bâtiment rénové?

- Dans le cadre du concept «Nordstad», une décentralisation des services de l'État est prévue. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la politique volontariste du Gouvernement dans ce domaine serait soulignée par la rénovation de l'Hôtel Midi à Diekirch dans les délais les plus proches?

Réponse (11.4.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Les immeubles 83 et 85 avenue de la Gare à Diekirch, anciennement l'Hôtel du Midi, ont été acquis en début 2000 par l'État et, ce pour les besoins de l'internat du Lycée technique hôtelier Alexis Heck. Étant donné qu'une mise en conformité aux normes de la sécurité dans la Fonction publique était nécessaire, un projet de remise en état complète a été entamé début 2002.

En parallèle à ces études, le Ministère de l'Éducation nationale a entamé la recherche d'autres localités pour les besoins en internat du Lycée technique hôtelier Alexis Heck, ce qui a mené à l'acquisition de l'Hôtel Star à Diekirch et l'abandon du projet de remise en état de l'Hôtel du Midi pour les besoins du MEN.

Vu le manque de surfaces administratives dans la Ville de Diekirch et le fait que l'Hôtel du Midi n'avait plus d'affectation, il a été décidé en 2006 de transformer les immeubles pour les besoins de l'Administration de la gestion de l'eau et le Commissariat de District.

Les études de faisabilité de cette transformation ont pourtant rapidement révélé deux problèmes majeurs.

L'étude statique de l'immeuble a fait ressortir que la structure portante en béton du bâtiment est dans un mauvais état, de sorte que les poutres, colonnes et dalles doivent être remplacées lors de la transformation pour pouvoir garantir les charges prises en compte pour un bâtiment administratif. Les travaux y relatifs sont d'une grande envergure et leur coût est comparable au coût de la partie gros œuvre d'une nouvelle construction, y compris la démolition de l'existant.

D'autre part, le sous-sol du bâtiment existant ne peut pas être pris en considération dans le programme, étant donné qu'il est susceptible d'être inondé et que la mise en œuvre d'une étanchéité serait très problématique, voire même irréalisable. Ce fait spécifique conditionnerait la mise en place des fonctions secondaires, comme les locaux techniques et les grandes surfaces d'archivages demandées, dans les pièces situées à la lumière de jour et pouvant normalement servir de bureaux.

Il en résulte qu'une annexe devrait être construite afin de garantir l'espace nécessaire pour y loger les deux administrations évoquées dans la question parlementaire.

L'on doit en conclure que, si la transformation de l'immeuble est certes toujours possible, la relation entre le prix de construction et la qualité qu'il sera possible d'atteindre soulève cependant un grand nombre d'interrogations.

Au vu de cette situation, les services compétents de l'État sont actuellement à la recherche d'une solution définitive. Une réunion de travail y relative est prévue encore pour le courant du mois d'avril.

Question 2259 (24.1.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **liaison ferroviaire à grande vitesse Bruxelles-Strasbourg via Paris destinée aux députés du Parlement européen et aux fonctionnaires communautaires:**

Dans l'édition du 17 janvier 2008, le journal belge «Le Soir» fait part de négociations belgo-françaises en cours au sujet de la mise en place d'une liaison ferroviaire à grande vitesse destinée notamment aux députés du Parlement européen et aux fonctionnaires communautaires. En effet, cette liaison raccorderait Bruxelles et Strasbourg via Paris en trois heures et demie.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces négociations?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que pareil projet va à l'encontre des intérêts luxembourgeois en matière de politique de siège d'institutions européennes à Luxembourg?

- L'existence d'une liaison ferroviaire confortable ne risque-t-elle pas d'hypothéquer les chances de réalisation du projet Eurocap-Rail prévoyant l'établissement d'une relation ferroviaire à grande vitesse entre Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg?

- Les accords signés en la matière avec les autorités belges et françaises autorisent-ils nos partenaires à mettre en place une liaison ferroviaire contournant notre pays?

- Quelles sont, dans l'hypothèse où le Gouvernement luxembourgeois peut confirmer les dires de la presse belge, les initiatives prises en la matière par Monsieur le Ministre des Transports, par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères ainsi que par Monsieur le Premier Ministre?

Réponse (27.2.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

D'après les articles parus dans la presse indigène et étrangère, Paris serait en effet en train de négocier la mise en place d'une liaison ferroviaire à grande vitesse pour permettre aux eurodéputés de faire en 3 heures 30 minutes la navette entre Bruxelles et Strasbourg. Le principe aurait été acté et la France souhaiterait lancer cette liaison à partir de juillet où elle prend la présidence tournante de l'Union européenne. La rame serait affrétée par le Parlement européen et serait a priori réservée aux fonctionnaires européens et aux eurodéputés. Ce train spécial fonctionnerait les premiers et derniers jours (lundi et jeudi) des semaines de session plénière du Parlement, au nombre de douze par an et ne correspondrait donc pas à une offre journalière et régulière.

Le projet Eurocap-Rail est un projet indépendant et complémentaire reliant les trois capitales Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. Bien que, en attendant la fin des travaux entre Bruxelles et Luxembourg prévue pour 2013, le temps de parcours soit encore perfectible, nous disposons quand même d'une cadence horaire en trafic international (trafic IC) entre Bruxelles et Luxembourg qui n'est pas négligeable. De même nous disposons de quatre allers-retours journaliers entre Luxembourg et Strasbourg sans rupture de charge.

Dès la mise en service de la seconde phase du TGV Est-européen, la desserte entre Luxembourg et Strasbourg sera assurée par des rames TGV. Le temps de parcours sera alors de 1 heure et 25 minutes.

Le protocole d'accord relatif au raccordement du Grand-Duché de Luxembourg au TGV Est-européen signé à Rémilly le 28 janvier 2002 et arrêté par la loi du 22 août 2003 traite, comme son nom l'indique, le raccordement du Grand-Duché de Luxembourg à Paris et Strasbourg. Il n'y est pas sujet du raccordement ferroviaire entre Bruxelles et Paris, voire entre Bruxelles et Strasbourg via Paris. Ce sujet relève plutôt de la compétence du consortium franco-belgo-allemand «Thalys».

Question 2260 (24.1.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**exercice militaire dit «Oesling 84»:**

En réponse à ma question parlementaire du 7 janvier 2008 portant sur une éventuelle participation de la BMG (Brigade Mobile de la Gendarmerie) à une manœuvre de l'OTAN intitulée «Oesling 84» Messieurs les Ministres de la Justice et de la Défense ont répondu comme suit: «Nos services n'ont pas trouvé de traces d'une participation de la BMG (Brigade Mobile de la Gendarmerie) à cet exercice.» *(cf. compte rendu N°8/2007-2008)*

Vu le manque de clarté de cette réponse, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer si les anciens membres de la BMG ainsi que leur commandant en chef ont été interrogés à ce sujet?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les déclarations faites par les concernés?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les motifs qui l'ont amené à négliger cette mesure?

Réponse (28.2.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

L'exercice militaire «Oesling 84» a eu lieu du 24 avril 1984 au 15 mai 1984.

Tant le commandant de la BMG de l'époque que les anciens membres de cette unité ont déclaré ne pas avoir participé à cet exercice.

Question 2264 (29.1.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **création de la Société «Exchange» entre B Cargo (SNCB) et Railion (DB):**

Selon mes informations, B Cargo (SNCB) et Railion (DB) travaillent sur la création d'une société de production commune dénommée «Exchange». L'objectif poursuivi est l'amélioration de la fiabilité et de la productivité de l'itinéraire fret reliant la Ruhr avec le port d'Anvers. Il semblerait que cette nouvelle société desservira aussi la Suisse et l'Italie. Cette nouvelle société devrait voir le jour au début 2008.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que le Ministère est au courant de la création de cette nouvelle société de fret européen?

- Dans l'affirmative, ne doit-on pas craindre que cette opération affectera les activités de CFL Cargo?

Réponse (4.3.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

CFL Cargo a été informée par B Cargo il y a déjà quelques mois sur ce projet.

Exchange est une société de production commune entre B Cargo et Railion sur le corridor Anvers-Ruhr, qui assurera la traction entre les ports belges et la Ruhr.

La création de cette société repose sur les mêmes hypothèses que celles appliquées pour Sibelit, société de traction commune de la SNCB, SNCF, CFF et CFL sur le corridor Anvers-Bâle, à savoir de partager et d'optimiser les ressources de production (locomotives, sillons et conducteurs) entre les différents partenaires, ceci dans le but d'augmenter la compétitivité de l'offre ferroviaire par rapport au camion sur l'axe en question. Exchange prévoit d'exploiter un des corridors principaux de la Belgique vers l'Allemagne, à haute densité de trafic, corridor qui était exploité depuis toujours par Railion et B Cargo. Il s'avère important pour ces deux sociétés d'optimiser leurs moyens afin de savoir maîtriser les augmentations substantielles de trafics. L'impact sur CFL Cargo est quasi nul, le corridor en question n'étant pas utilisé par CFL Cargo à l'heure actuelle.

En ce qui concerne l'exploitation du corridor allemand Ruhr-Italie par B Cargo, il faut savoir que ces trafics ne font pas partie du projet Exchange. On ne devrait donc pas s'attendre à des répercussions majeures. B Cargo utilise depuis toujours les deux rives du Rhin pour ses trafics vers l'Italie. Avant la création de Sibelit, la majeure partie des trafics de la B Cargo, environ 2/3 des trafics belges vers l'Italie et la Suisse, utilisaient la rive allemande. Ceci était surtout dû à la meilleure qualité et fiabilité des prestations de la Railion, bien que ce trajet soit environ 160 km plus long que celui par la rive française. Depuis la création de Sibelit, qui a contribué à une amélioration importante de la qualité de traction, les trafics se répartissent moitié-moitié entre la rive gauche et la rive droite du Rhin. Les trafics de CFL Cargo vers l'Italie ne sont pas concernés, étant donné qu'à partir du Luxembourg et de la Lorraine l'acheminement via la rive française offre la meilleure relation qualité/coût.

Question 2267 (30.1.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **diplômes de «bachelor» et de «master»:**

Le Processus de Bologne vise à créer un espace européen de l'enseignement supérieur d'ici 2010. Ce processus de réformes est inhabituel en ce sens qu'il est peu structuré et qu'il est dirigé par les 46 pays qui y participent en coopération avec un nombre d'organisations internationales, dont le Conseil de l'Europe.

Il vise à mettre en place une structure d'enseignement à travers trois objectifs principaux: l'introduction d'un diplôme de premier cycle appelé «bachelor» et d'un diplôme de second cycle appelé «master» dans tous les pays - avec un premier cycle d'une durée minimale de trois ans, l'introduction d'un système de transfert des crédits (ECTS) et enfin l'élimination des derniers obstacles à la mobilité des étudiants et des professeurs.

Depuis sa création en 2003, l'Université du Luxembourg s'est prononcée pour l'introduction du processus de Bologne et une liste de «bachelor» et de «master» du type académique et du type professionnel est proposée dans les trois facultés.

Cependant on peut noter que d'autres «bachelor» et «master» sont proposés. Ainsi, la Chambre des Employés privés du Luxembourg et l'Open University d'Angleterre viennent de signer une convention de coopération en vue d'offrir un «bachelor» et un «master» dans les domaines du management et des nouvelles technologies.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Existe-t-il encore d'autres institutions qui offrent un enseignement supérieur de type «bachelor» et «master» au Luxembourg et comment ces diplômes sont-ils homologués dans le cadre du processus de Bologne?

Réponse commune (10.3.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Les formations visées par la question parlementaire sont de deux types: soit il s'agit d'un diplôme d'un établissement d'enseignement supérieur délivré dans le cadre d'une coopération avec un organisme privé, soit il s'agit d'une implantation d'un établissement étranger sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Ces deux types de formations font partie de l'enseignement transfrontalier tel que défini dans les «lignes directrices OCDE UNESCO pour des prestations de qualité dans l'enseignement supérieur transfrontalier».

À l'heure actuelle, les services du Ministère sont en train de préparer un projet de loi visant l'accréditation de diplômes délivrés par des instituions étrangères, et ce en conformité avec les lignes directrices mentionnées ci-dessus.

Dans la mesure où il s'agit de diplômes étrangers, l'homologation se fait selon le dispositif législatif en vigueur dans le pays émetteur du diplôme.

Question 2268 (30.1.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **structure de l'Agence de l'Énergie après une éventuelle fusion Cegedel/ Soteg/Saar Ferngas:**

Les trois firmes susmentionnées du secteur de l'énergie ont récemment annoncé une éventuelle fusion. Vu que cette démarche a été accueillie avec enthousiasme par différents acteurs au Luxembourg, il semble que rien ne s'oppose à une telle fusion. Or, la Cegedel S.A. est actionnaire à 40% dans l'Agence de l'Énergie, pour laquelle est revendiquée depuis des années une plus grande indépendance vis-à-vis des acteurs commerciales pour assurer la fonction de structure nationale d'information et de coordination dans le domaine de l'énergie.

Dans ce contexte j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, la question suivante à Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie:

- Est-ce que votre Ministère n'estime pas qu'il serait utile de saisir cette opportunité afin de procéder à la «réorientation et restructuration de l'Agence de l'Énergie dans le sens d'une plus grande indépendance du secteur électrique» comme mentionnée dans le programme gouvernemental actuel?

Réponse (19.3.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministère de l'Environnement sont actuellement en train de concevoir une réorientation et une restructuration de l'Agence de l'Énergie.

Dans ce contexte la question de la composition de l'actionnariat de l'Agence de l'Énergie ainsi que d'éventuels changements futurs au niveau des entreprises actionnaires, sera également analysée.

Question 2269 (30.1.2008) de **MM. Camille Gira** et **Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **récente action de publicité de l'Agence de l'Énergie et du Syvicol en relation avec des services dans le domaine de l'énergie:**

Les communes luxembourgeoises ont récemment été contactées par le Syvicol et l'Agence de l'Énergie à propos de différents services que cette agence aimerait offrir aux administrations communales. Or, cette agence est organisée suivant les modalités d'une société anonyme privée.

Vu qu'il y a plusieurs acteurs privés sur le marché qui offrent également des services de conseil en énergie et étant donné que la lettre publicitaire susmentionnée aux communes donne l'impression de pouvoir adjuger par marché de gré a gré, nous aimerions poser, conformément à notre règlement interne, les questions suivantes à Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Est-ce que l'Agence de l'Énergie est exempt des procédures relatives aux marchés publics?

- Si oui, pourquoi? Si non, suivant quelles procédures les communes devront adjuger les services de conseil en énergie?

- Est-ce que la façon de procéder du Syvicol en tant que syndicat intercommunal - le traitement préférentiel d'un acteur privé - ne devrait par susciter une réaction de votre Ministère afin de parer à une distorsion du marché?

Réponse (10.3.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La question parlementaire concerne une récente circulaire d'information adressée aux communes par le Syvicol en collaboration avec l'Agence de l'Énergie dans le domaine de services de conseil en énergie.

L'Agence de l'Énergie est une société anonyme qui a été créée en 1991 à l'initiative du Gouvernement pour promouvoir les économies d'énergie et l'utilisation rationnelle des énergies renouvelables. Les partenaires sont depuis la création de l'agence notamment le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur ainsi que le Ministère de l'Environnement. La participation de l'État au capital de la société s'élève à 50%. Il est à noter que l'Agence de l'Énergie propose aux communes qui souhaitent recourir aux énergies renouvelables une série de prestations de services, notamment des informations sur les possibilités techniques, des informations sur les subventions possibles ainsi que le soutien de campagnes communales visant à promouvoir l'utilisation efficace de l'énergie et le recours aux énergies renouvelables.

Les trois questions posées par les honorables Députés soulèvent de ma part les considérations et observations suivantes:

1. La formulation de la première question au sujet concernant l'exemption de l'Agence de l'Énergie des procédures relatives aux marchés publics me semble ambiguë puisqu'elle permet deux interprétations différentes.

a) S'agit-il de savoir si l'Agence de l'Énergie entre dans le champ d'application de la directive «secteur exclu» pour autant qu'elle exerce une des activités dans le secteur de l'énergie? Dans ce cas il y a lieu de noter que les droits

spéciaux ou exclusifs résultent d'une autorisation octroyée par une autorité compétente au moyen de toute disposition législative ou réglementaire, prérogative qui ne rentre toutefois pas dans le cadre des attributions du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

b) Ou bien, s'agit-il du cas de figure d'une commune qui se propose de faire appel à la collaboration de l'Agence de l'Énergie dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des services d'énergies renouvelables? Dans cette hypothèse, le contrat à conclure constitue un marché de services qui est soumis à l'application de la législation relative aux marchés publics.

2. En partant de l'hypothèse visée sous 1. b), la procédure à suivre par les communes pour la mise en adjudication des services de conseil en énergie est en principe celle de la soumission publique, de sorte qu'une mise en concurrence effective aura lieu tel que prévu par l'article 6 de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics. Par dérogation à ce principe, les communes pourraient, le cas échéant, et pour des raisons dûment motivées, avoir recours en l'espèce, soit à une soumission restreinte sans publication d'avis, soit à un marché négocié ceci sur base d'un des cas d'exception prévus à l'article 8 de la loi précitée du 30 juin 2003 sur les marchés publics. De même, dans le cas d'un marché d'une certaine envergure, la possibilité de passer un marché par la procédure négociée sans publication d'avis sur base de l'article 47 de la loi précitée du 30 juin 2003 est ouverte, lorsque le marché à conclure atteint le seuil de la publicité européenne.

3. D'après les renseignements pris auprès du Syvicol, le syndicat a été contacté en l'occurrence par l'Agence d'Énergie à propos de différents services que cette agence aimerait offrir aux administrations communales, ceci dans le cadre d'une action de collaboration avec le Syvicol. Les autorités syndicales ont agi avec circonspection. Elles ont acquiescé à la demande de collaboration parce qu'elles ont estimé que l'Agence de l'Énergie n'est pas à mettre à pied d'égalité avec une société anonyme ordinaire, mais qu'elle jouit d'une situation spéciale, créée par la volonté du Gouvernement dans l'intérêt général.

Finalement, il appartient en tout état de cause aux communes intéressées à des services de conseil en énergie de procéder d'après les procédures prévues par la législation sur les marchés publics et de solliciter encore d'autres offres avant de faire leur choix.

Question 2270 (30.1.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**éventuelle fusion de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce:**

À l'issue de la dernière réunion de la Commission des Finances et du Budget, Monsieur le Ministre avait propagé l'idée d'une éventuelle fusion de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Les propos de Monsieur le Ministre reflètent-ils la position du Gouvernement en la matière?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les motivations d'une telle fusion?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si des consultations avec les milieux concernés sur ce sujet ont déjà eu lieu? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ces discussions?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'effectuer, le cas échéant, parallèlement des changements au niveau des ressorts ministériels, notamment en ce qui concerne une éventuelle intégration du département des Classes moyennes au sein du Ministère de l'Économie? Un tel changement a-t-il déjà été discuté au sein du Gouvernement?

Réponse (11.3.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Il ressort clairement du procès-verbal de la réunion du 25 janvier 2008 de la Commission des Finances et du Budget que mes propos ont été provoqués par une suggestion sous forme de question de la part du président de la commission. Ma réponse ne reflète pas la position du Gouvernement. Une telle fusion n'est ni prévue dans l'accord de coalition, ni sujette à discussion au sein du Conseil de Gouvernement.

Il s'agit en l'occurrence de mon opinion personnelle vu que je suis convaincu qu'une chambre professionnelle unique ainsi qu'un seul ministère regroupant aussi bien le ressort de l'économie que celui des classes moyennes pourrait générer des synergies importantes et améliorer le fonctionnement général de ces institutions. En outre, une telle fusion des compétences pourrait être vue comme un pas décisif vers la simplification administrative.

Question 2271 (31.1.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**affaire «Bommeleeër» - Avis du Federal Bureau of Investigation (FBI):**

Lors de l'échange de vues avec la Commission juridique de la Chambre des Députés le 5 décembre 2007, Monsieur le Procureur d'État, Robert Biever, a fait savoir qu'une pièce importante, en l'occurrence l'avis du FBI (Federal Bureau of Investigation), aurait pris plus de dix ans à être versée au dossier judiciaire à partir du moment où elle a été remise aux enquêteurs. Monsieur le Procureur précise que le rapport établit par le FBI américain n'ait été versé qu'en 2002 dans le dossier judiciaire. Sous toutes réserves, Monsieur le Procureur estime que l'initiative de ce rapport a été prise par le directeur de la Gendarmerie, quelques années après la fin de la série des attentats à la bombe. Ledit rapport conclut qu'il doit s'agir de personnes proches du milieu policier, voire du corps policier même, qui sont à l'origine des attentats à la bombe.

Au vue de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Deux mois se sont écoulés depuis les explications de Monsieur le Procureur à la commission parlementaire. Est-ce que Monsieur le Ministre pourrait m'informer si dès lors des enquêtes ont eu lieu afin de clarifier, si le travail de la justice a été entravé dans ce cas précis?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les résultats de l'enquête?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer pourquoi ces mesures n'ont pas encore étaient prises?

Réponse (27.2.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

D'après les éléments que nous avons pu retracer, le rapport cité fut élaboré en 1986 à la demande du service de renseignement luxembourgeois par une équipe du service américain en collaboration avec la gendarmerie. À cette fin, des spécialistes américains ont séjourné au Luxembourg du 14 au 18 avril 1986.

D'après nos recherches, ce rapport qui dresse un portrait psychologique assez général du poseur de bombes fut adressé au responsable de la sûreté, au service de renseignement, ainsi qu'aux Ministres d'État, de la Force publique et de la Justice de l'époque. Son contenu était connu des enquêteurs. Il n'a pas pu être établi au cours de nos vérifications plus de 20 ans après la rédaction de ce rapport pour quelle raison il ne fut pas formellement versé au dossier judiciaire en 1986.

Dans un souci de transparence et afin de permettre au Parlement de se faire une opinion sur le contenu dudit rapport, une copie de ce rapport sera communiquée à la commission parlementaire de contrôle du service de renseignement.

Question 2272 (31.1.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**assistance parentale:**

Me référant à des récents articles parus dans la presse écrite luxembourgeoise, il me paraît que la mise en œuvre de la loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale a entraîné un fort mécontentement auprès des services d'encadrement associatifs tels que le «Service Dageselteren» ou «Fir ons Kanner» et surtout auprès des parents en difficultés financières.

Apparemment, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a annulé les subsides de ces associations conventionnées - non prévu dans la loi en question -, ce qui a comme conséquence qu'elles sont désormais difficilement en mesure d'assurer l'intermédiation entre les assistants parentaux et les parents et la formation des assistants parentaux.

- Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer cet état des choses et, dans l'affirmative, me renseigner sur les raisons qui sont à l'origine de cette démarche?

Par ailleurs, la nouvelle tarification pour les prestations des assistants parentaux n'est plus calculée en fonction de la composition du ménage et de la situation financière des parents, mais se base sur un accord entre les assistants parentaux et les parents. Les prix qui en résultent risquent d'exclure les familles à faible revenu de ce mode de garde.

- Est-ce que Madame la Ministre a connaissance de telles situations et quels sont les remèdes possibles pour ces parents?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que les parents à faible revenu devraient bénéficier d'un appui financier afin que la garde de leurs enfants puisse également être assurée par des assistants parentaux?

Réponse (26.3.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale définit, dans son article 1er, les missions d'assistance parentale et précise que la prestation est exercée «à titre indépendant ou à titre salarié dans le cadre d'un contrat de louage de service passé avec une personne physique ou une personne morale de droit public ou privé».

La question du statut tel qu'il est arrêté par la loi a été débattue au niveau de toutes les instances impliquées: Conseil de Gouvernement, Chambre des Députés, Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (notamment lors de sa réunion du 16 juillet 2007) et du Conseil d'État.

D'après les dispositions de la loi, le Ministère de la Famille et de l'Intégration ne serait autorisé à promouvoir des formes de conventionnement qui conféreraient aux assistants parentaux bénéficiaires du système un statut professionnel ambivalent des points de vue de leur rémunération, de leur affiliation sociale et de leur responsabilité professionnelle. Par conséquent, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a demandé aux services de placement familial conventionnés d'arrêter, dans le cadre de leur mission d'encadrement au bénéfice des familles d'accueil, d'admettre des assistants parentaux.

Par contre, il a donné son accord à ce que les assistants parentaux bénéficiant des prestations offertes dans le cadre du placement familial au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 30 novembre 2007 continuent à le faire pour les enfants qu'ils accueillaient à ce moment.

Consciente de ce que la loi impose aux assistant(e)s parentaux(ales) des responsabilités pédagogiques, sociales et administratives considérables, la Ministre de la Famille et de l'Intégration a pris l'initiative d'instituer une «Agence Dageselteren» qui sera gérée par l'a.s.b.l. «Fir Ons Kanner», avec le concours de la Croix-Rouge luxembourgeoise et de l'a.s.b.l. «Action Familiale et Populaire».

L'agence a les missions suivantes:

- constituer un intermédiaire entre les familles souhaitant faire accueillir leur enfant dans un foyer et les assistants parentaux agréés ayant des disponibilités d'accueil;

- participer aux initiatives de formation, de formation continue et de supervision prévues par loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale;

- proposer un encadrement pédagogique et une consultation psychosociale aux assistants parentaux;

- offrir une assistance administrative aux assistants parentaux pour les aider à se conformer aux exigences requises en vue de l'obtention de l'agrément;

- continuer les initiatives d'encadrement prises avant l'entrée en vigueur de la loi du 30 novembre 2007.

Les services du Ministère de la Famille et de l'Intégration développent de nombreuses initiatives pour que les enfants dont les parents disposent de revenus plus modestes et, surtout, les enfants originaires de familles menacées d'exclusion sociale aient un accès privilégié à des prestations d'accueil, d'animation, d'assistance et d'appui. Un des principes directeurs des mesures prises par le Gouvernement et par le Ministère en particulier consiste à moduler la participation financière des parents à des services socio-éducatifs en fonction du revenu, de la composition de la famille et des charges auxquelles elle doit faire face.

Cette préoccupation a motivé le Ministère de la Famille et de l'Intégration à proposer deux initiatives aux administrations communales au financement desquelles ses services vont contribuer dans une large mesure: des aides financières à accorder par les offices sociaux des communes aux parents à faible revenu qui sont obligés de recourir aux prestations d'assistants parentaux, l'engagement par les maisons relais pour enfants d'assistants parentaux qui assurent des tâches hebdomadaires partielles au sein des maisons relais en dehors des heures d'ouverture.

Question 2273 (31.1.2008) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**implantation d'une clinique de l'environnement:**

«Dans le rapport d'activité 2003 du Ministère de la Santé on peut lire que «le service de la Médecine de l'Environnement participe à la mise en route d'une clinique environnementale dans la commune d'Esch/Alzette. Dans ce cadre (ce) service a procédé en 2003 à l'analyse comparative de plusieurs sites potentiels au niveau de contaminations chimiques, mycologiques ou électromagnétiques dans le but d'étudier le terrain le plus favorable à l'implantation de la future clinique de l'environnement.»

Sur le site Internet du Centre Hospitalier Emile Mayrisch, la clinique de l'environnement au Galgebierg est mentionnée comme projet externe.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Où en sont les projets quant à l'implantation d'une clinique de l'environnement?

- Le site du Galgebierg a-t-il été définitivement retenu pour l'implantation de cette clinique?

- Dans la négative, quels autres sites sont envisagés?

- Quel est le calendrier prévisionnel du début des travaux de construction?

- Quelles sont les raisons pouvant expliquer la temporisation quant au commencement des travaux de construction de cet établissement dont on discute depuis plus de cinq ans maintenant?

Réponse (6.3.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Aux termes du plan hospitalier actuellement en vigueur «un service national de médecine de l'environnement peut être créé».

C'est déjà en mai 2005 que le Conseil de Gouvernement s'est déclaré d'accord, sur proposition du soussigné, avec la mise en place d'un tel service, à intégrer dans les structures du Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM).

À l'époque le Conseil de Gouvernement avait chargé le maître d'ouvrage, c'est-à-dire le CHEM, de poursuivre les études en relation avec ce projet. D'après mes informations les dirigeants du CHEM entendent revenir à ce projet après s'être documenté sur place sur des cliniques de l'environnement fonctionnant à l'étranger.

Le site du Galgebierg est toujours en discussion pour accueillir une structure d'hébergement légère.

Question 2274 (31.1.2008) de **M. Paul-Henri Meyers** *(CSV)* concernant les **mesures contre les inondations à la Maulusmühle:**

À la suite d'inondations successives ayant causé des dégâts importants aux logements situés à la Maulusmühle à proximité de la rivière «Woltz», il a été envisagé de prendre des mesures pour améliorer l'écoulement rapide des eaux de la rivière. L'une de ces mesures devait être la construction d'un nouveau pont sur la route allant vers Clervaux.

- Je voudrais demander à Monsieur le Ministre des Travaux publics, si les études et travaux préparatoires pour cette nouvelle construction peuvent être terminés prochainement. Est-ce que les services compétents de l'État envisagent toujours de réaliser cette nouvelle construction?

Réponse (10.3.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Paul-Henri Meyers, il y a lieu de préciser que suite à une réunion de concertation sur place entre les diverses parties concernées, il a été convenu d'un commun accord de maintenir la structure du pont existant et de le doubler par un nouvel ouvrage d'une ouverture de l'ordre de 12,0 m pour augmenter le tirant d'eau.

À cet effet, le dossier de soumission qui a été élaboré en étroite collaboration avec les services de l'Administration de la Gestion de l'Eau a été modifié en conséquence et les travaux pourront être mis en adjudication par voie de soumission publique début mars de l'année en cours.

Question 2275 (31.1.2008) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **études de musique aux Pays-Bas:**

Les Pays-Bas sont depuis longtemps reconnus pour la grande qualité de leur enseignement et figurent, notamment, comme pionniers dans le domaine de la musique ancienne. Placés sous la tutelle du ministère de la Culture, les onze conservatoires supérieurs sont rattachés à des universités d'enseignement professionnel. Ils accueillent 6.000 étudiants environ, dont plusieurs Luxembourgeois.

Or, selon mes informations, les étudiants luxembourgeois peuvent rencontrer des problèmes lors de leur immatriculation aux conservatoires néerlandais, notamment en ce qui concerne leur domicile. Il semble qu'en tant que Luxembourgeois il faut avoir un domicile soit aux Pays-Bas, soit en Allemagne ou en Belgique afin de pouvoir faire ses études auprès d'un des conservatoires susmentionnés.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Le Gouvernement peut-il confirmer cet état des choses?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles les étudiants luxembourgeois ne sont pas traités de la même manière que par exemple les Belges ou les Allemands?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que cette condition d'inscription est contraire à la législation européenne?

- Le Gouvernement entend-il intervenir afin de remédier à cette situation?

Réponse commune (21.3.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Nous avons l'honneur d'apporter la réponse suivante à la question parlementaire de Monsieur le Député Marco Schank et relative à l'inscription des étudiants luxembourgeois dans les conservatoires de musique aux Pays-Bas:

En date du 31 octobre 2006, le Parlement néerlandais a approuvé une loi modifiant la loi sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, loi qui est entrée en vigueur avec effet rétroactif au 18 août 2006. Cette loi a notamment modifié le système de financement de l'enseignement supérieur; ainsi, le calcul de la contribution de l'État néerlandais au financement des établissements d'enseignement supérieur se fait sur base du nombre d'étudiants inscrits, à condition que ces étudiants résident, soit aux Pays-Bas, soit en Belgique, soit dans un des Länder limitrophes allemands suivants: Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Basse-Saxe et Brême.

Les conservatoires de musique tombent sous le champ d'application de la loi précitée, de sorte que, pour des raisons budgétaires, ils peuvent refuser d'inscrire des étudiants qui n'ont pas de domicile dans l'une des régions énumérées, ces étudiants n'étant pas pris en compte lors du calcul de la subvention financière versée par l'État à l'établissement d'enseignement. Il y a lieu de préciser que l'acceptation et le refus d'inscription des étudiants non résidents dans ces régions dépendent uniquement des décisions prises individuellement par chaque conservatoire. Selon nos informations, des membres de la Musique militaire qui se déplacent régulièrement au Conservatoire de Maastricht pour y suivre des cours et qui ne résident pas sur place seraient touchés par un refus d'inscription.

Pour ce qui est des étudiants luxembourgeois inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur autres que les conservatoires de musique, aucun cas de refus d'inscription sur base de la loi précitée ne nous a été signalé à ce jour.

Nous allons évoquer cette question avec notre homologue néerlandais dans le cadre de notre coopération Benelux en vue de l'organisation de la conférence ministérielle du Processus de Bologne en 2009 à Leuven.

Question 2277 (1.2.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **délais d'attente pour réaliser un examen scanner et un examen IRM:**

Sauf erreur il faut attendre en moyenne six à huit semaines pour un scanner et plus de deux mois pour un IRM. En fonction de la partie du corps à examiner, ces délais - surtout pour les IRM - peuvent être beaucoup plus importants allant jusqu'à quatre mois.

Ces délais sont longs trop longs voire inacceptables en présence de personnes qui souffrent et pour lesquelles un scanner ou un IRM permettrait de déterminer la maladie ou la lésion à la base de leurs souffrances et partant permettrait de déterminer le meilleur traitement.

Au-delà du fait que ces délais peuvent mettre en jeu la vie des personnes concernées, ils favorisent la chronicité. En effet, pour certaines pathologies, il est très important d'intervenir dès le début en proposant un traitement adéquat pour éviter que la douleur ne s'installe de manière chronique. Or, comme tout le monde le sait, il est difficile de venir à bout des douleurs et troubles chroniques. En conséquence, une réduction des délais d'attente pour réaliser un scanner ou un IRM contribuerait non seulement à améliorer la prise en charge des personnes malades ou souffrantes, mais constituerait également un formidable outil pour réduire les dépenses de la sécurité sociale en prévenant la chronicité de certaines pathologies.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le Gouvernement est-il au courant des délais moyens actuels pour réaliser un scanner ou un IRM dans les cliniques et hôpitaux luxembourgeois?

- Ne trouve-t-il pas ces délais trop longs voire inacceptables?

- Quelles mesures entend-il prendre pour favoriser une réduction des délais d'attente dans des proportions plus convenables?

Réponse (18.3.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les délais d'attente actuels pour les examens au scanner sont de deux à trois semaines.

Pour les examens IRM ces délais sont de six à huit semaines pour les patients ambulatoires. Pour les patients hospitalisés ainsi que pour les patients ambulatoires présentant une ordonnance faisant état d'une urgence motivée l'IRM est réalisée normalement dans un délai de deux à trois jours. Par ailleurs tous les hôpitaux ont prévu des créneaux horaires spécifiques pour réaliser à bref délai l'IRM lorsqu'il y a une «indication de premier choix» pour ce moyen diagnostique, par exemple pour les examens du genou ou du rachis cervical ou lombaire.

Au courant de l'année 2008 le CHEM se verra doté d'une deuxième installation d'IRM, qui sera opérationnelle sur son site à Differdange.

Par ailleurs je suis saisi d'une demande pour une installation d'IRM supplémentaire dans la région hospitalière du Centre.

Le nombre total d'IRM au Luxembourg s'élèvera dès lors à brève échéance à sept voire à huit, ce qui se soldera logiquement par une réduction des délais d'attente.

Question 2278 (1.2.2008) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**évolution des recettes de l'État pour 2008 sur base des nouvelles estimations concernant les recettes fiscales de l'année passée:**

Lors des discussions budgétaires de décembre 2007 à la Chambre des Députés vous avez fait état des résultats intermédiaires des recettes fiscales de l'État pour l'exercice 2007.

Ces résultats sur onze mois laissent prévoir des plus-values de recettes dans plusieurs catégories d'impôts.

- J'aimerais savoir du Gouvernement si cette tendance vers la hausse s'est confirmée pour le mois de décembre 2007.

- Quelles sont les projections de recettes pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'impôt sur le revenu des collectivités, l'impôt commercial communal, la taxe d'abonnement et la TVA de l'année 2007?

- Peut-on en déduire de premières conclusions pour l'évolution des recettes de l'État pour 2008 sur la base de ces nouvelles estimations concernant les recettes fiscales de l'année passée?

Réponse (27.2.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes au 31 décembre 2007 pour les principales catégories d'impôts:

	Recettes au 31.12.2007	Budget voté 2007	Budget voté 2008
Impôt sur le revenu des personnes physiques - assiette	396,1 mio €	430,0 mio €	405,0 mio €
Impôt sur le revenu des personnes physiques - retenue sur salaires et traitements	1.862,1 mio €	1.775,0 mio €	1.780,0 mio €
Impôt sur le revenu des collectivités	1.381, 7 mio €	1.300,0 mio €	1.430,0 mio €
Impôt commercial communal	538,9 mio €	465,0 mio €	520 mio €
Taxe d'abonnement	720,8 mio €	550,0 mio €	700,0 mio €
Taxe sur la valeur ajoutée	1.666,1 mio €	1.350,7 mio €	1.585,0 mio €

Les résultats provisoires des recettes fiscales de l'État pour l'exercice 2007 confirment donc la tendance observée aux échéances intermédiaires, à savoir que des plus-values de recettes ont été réalisées dans plusieurs catégories d'impôts.

Pour plusieurs catégories d'impôts, les recettes perçues au cours de l'exercice 2007 sont également plus élevées que le budget voté pour l'exercice 2008.

Or, ceci n'implique pas nécessairement qu'il convient de réviser à la hausse les prévisions de recettes fiscales pour l'exercice 2008.

En effet, en raison d'éléments tant structurels (adaptation à l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, introduction d'un bonus pour enfants) que conjoncturels (ralentissement de la croissance économique suite notamment à la crise des «subprime mortgages» aux États-Unis), les inférences pour l'exercice 2008 basées sur les résultats de l'exercice 2007 n'ont qu'une validité limitée.

Par ailleurs, les évolutions conjoncturelles récentes confirment que la prudence dans l'estimation des recettes publiques dont a fait preuve le Gouvernement lors de l'élaboration du budget pour l'exercice 2008 fut entièrement de mise.

Question 2279 (1.2.2008) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **subventions de l'État pour des projets énergétiques durables:**

Un règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 institue un nouveau régime d'aides pour les personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

Les investissements réalisés par des personnes morales de droit privé sont exclus du champ d'application du régime d'aide.

- J'aimerais savoir de la part du Gouvernement de quelle façon les projets d'économie d'énergie ou de mise en valeur des sources d'énergie renouvelables émanant d'associations sans but lucratif sont soutenus financièrement par l'État.

- Le Ministre ne partage-t-il pas le point de vue du soussigné que le principe de l'égalité des citoyens devant la loi conduit à subventionner des projets énergétiques durables quel que soit le porteur de l'investissement?

- N'y a-t-il pas lieu d'éviter toute discrimination entre un groupement de personnes physiques (qui peut être bénéficiaire d'une aide fixée par le règlement) et une association dotée de la personnalité juridique qui semble exclue de ce régime d'aides?

Réponse (10.3.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député se réfère au règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

Les investissements réalisés par des personnes morales de droit privé ou public sont effectivement exclus du champ d'application dudit règlement grand-ducal. Or il faut savoir que ce champ d'application est exactement le même que celui du régime d'aides expiré le 31 décembre 2007 et institué par un règlement grand-ducal du 3 août 2005.

À noter aussi que le nouveau régime d'aides vise essentiellement des investissements en relation avec des maisons d'habitation.

Par ailleurs, le règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 précité n'est pas le seul instrument d'aide pour l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

Parmi ceux concernant les personnes morales de droit privé ou public, je citerais comme exemples: la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables; la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes; le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables.

Les associations sans but lucratif peuvent également bénéficier de certaines aides, et tout particulièrement de tarifs d'injection pour l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables. En outre, selon leur domaine d'activités, les investissements réalisés par des a.s.b.l. peuvent bénéficier de subventions accordées par d'autres départements ministériels que le Ministère de l'Environnement. Il s'agit par exemple des a.s.b.l. œuvrant dans le domaine du tourisme, du sport, de la jeunesse…

Question 2281 (1.2.2008) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **vaccins contre l'hépatite B:**

Au milieu des années 1990, suite à une vaste campagne de vaccination, plus de 20 millions de Français ont été vaccinés contre l'hépatite B. Par la suite plus d'un millier de personnes auraient souffert d'effets secondaires neurologiques, notamment d'une sclérose en plaques, dont une patiente est décédée en 1998.

Des expertises médicales évoquent en effet un lien vraisemblable entre l'administration du traitement anti-hépatite B et le décès de la jeune femme ainsi que les autres cas de maladies neurologiques.

Récemment les dirigeants de deux laboratoires pharmaceutiques qui commercialisaient les vaccins en question ont été mis en examen et sont poursuivis pour «tromperie sur les contrôles, les risques et les qualités substantielles d'un produit ayant eu pour conséquence de le rendre dangereux pour la santé de l'homme».

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Les vaccins en question ont-ils aussi été administrés au Luxembourg?

- Le Gouvernement a-t-il des informations sur des cas de maladies neurologiques au Luxembourg, notamment la sclérose en plaques suite à des vaccinations contre l'hépatite B?

- Existe-t-il des études établissant une relation entre la prévalence de la sclérose en plaques en Europe et l'administration de certains vaccins?

Réponse (20.2.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Depuis 1996, la vaccination contre l'hépatite B figure dans le calendrier vaccinal de tous les nourrissons.

Un programme conjoint de mon Ministère et de l'UCM a été mis au point pour offrir le vaccin aux adolescents nés avant l'introduction de la vaccination systématique sur les nourrissons.

Ce programme viendra à échéance fin 2008, date à laquelle tous les adolescents non encore vaccinés en tant que nourrissons auront été atteints par le programme.

Mes services ont suivi de près, il y a dix ans, la polémique en France au sujet de la vaccination contre l'hépatite B et un lien éventuel avec la survenance de cas de scléroses en plaques ou d'autres maladies neurologiques.

La récente mise en examen des deux producteurs de vaccin contre l'hépatite B pour «tromperie sur les contrôles, les risques et les qualités substantielles d'un produit ayant eu pour conséquence de le rendre dangereux pour l'homme» fait d'ailleurs toujours partie de cette discussion entamée il y a dix ans.

Aucune étude n'a permis de mettre en évidence à ce jour un lien de cause à effet entre la vaccination contre l'hépatite B, la vaccination des nourrissons et des adolescents, groupes ciblés par les programmes de vaccination systématique recommandés par le Conseil supérieur d'hygiène, section des maladies transmissibles au Luxembourg, et la survenance de cas de scléroses en plaques et d'autres maladies neurologiques.

L'Organisation Mondiale de la Santé ainsi que tous les comités scientifiques internationaux ont d'ailleurs conseillé de ne pas surseoir à cette vaccination, eu égard aux bénéfices importants qu'elle apporte sur le plan de la prévention de l'hépatite B et de ses complications, la cirrhose et le cancer du foie.

Aucun pays n'a d'ailleurs arrêté la vaccination à ce jour et des centaines de millions de personnes sont actuellement vaccinées dans le monde.

Le Gouvernement ne dispose pas d'informations sur des cas de maladies neurologiques au Luxembourg, notamment de scléroses en plaques, suite à une vaccination contre l'hépatite B.

Plus généralement mes services n'ont connaissance d'aucune étude scientifique ayant pu établir une relation entre la prévalence de la sclérose en plaques en Europe et l'administration de certains vaccins.

Question 2282 (1.2.2008) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **pratiques douteuses d'adoption d'enfants:**

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe vient d'adopter une recommandation (N°1828) dans laquelle elle donne libre cours à ses inquiétudes concernant la disparition de nouveaux-nés dans certains pays de l'Est aux fins d'adoption. Elle constate que dans certains pays, l'enfant fait de plus en plus l'objet d'un véritable marché régi par l'argent.

Dans sa recommandation, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a vivement condamné la pratique de plus en plus courante de l'utilisation de circuits parallèles et de trafic ainsi que tout le commerce et les pressions psychologiques ou économiques qu'ils entraînent. Ces pratiques auraient été favorisées par l'ouverture des frontières à l'Est qui a vu de nombreuses femmes enceintes originaires de ces pays se rendre dans les pays européens pour y accoucher et donner leur enfant en adoption. Par ailleurs, l'Assemblée cite dans sa recommandation précitée des évènements qui se seraient déroulés dans plusieurs pays où des nouveaux-nés ont disparus après leur naissance et où les autorités faisaient croire à leur parents que l'enfant était né mort, alors qu'il était vendu et emmené à l'étranger. Dans ce contexte l'Assemblée a rappelé la nécessité de mettre en place un cadre législatif commun à tous les pays afin d'éviter l'instauration de disparités qui seraient contraires à l'intérêt des enfants.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de ces pratiques condamnables?

- Dans l'affirmative, le Luxembourg est-il concerné par celles-ci? Y a-t-il au Luxembourg des adoptions d'enfants originaires des pays de l'Est? Quelles sont les garanties dont disposent les parents que ces adoptions aient été faites en respectant les droits de l'enfant et en toute légalité?

- En tout état de cause, quelles sont les mesures que le Gouvernement a d'ores et déjà prises respectivement entend prendre afin de lutter contre les adoptions illégales?

Réponse (10.3.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le seul pays de l'Est avec lequel le Luxembourg entretient des relations dans le domaine de l'adoption est l'Ukraine. En 2006 et en 2007, à chaque fois un enfant originaire de l'Ukraine a été adopté par des résidants au Luxembourg. Actuellement six dossiers d'adoption pour l'Ukraine sont en instance d'instruction.

Toutes les adoptions concernant des mineurs originaires de l'Ukraine sont encadrées au Luxembourg par le service d'adoption de la Croix-Rouge luxembourgeoise qui dispose de l'agrément du Ministère de la Famille et de l'Intégration, autorité centrale en matière d'adoption, pour servir d'intermédiaire pour l'adoption d'un mineur, et en Ukraine par le Centre d'adoption et de protection des droits de l'enfant auprès du Ministère de la Famille, de la Jeunesse et des Sports.

Après l'évaluation positive des candidats à l'adoption, le service d'adoption de la Croix-Rouge luxembourgeoise transmet le dossier des candidats à l'adoption au Centre d'adoption et de protection des droits de l'enfant en Ukraine qui procède à l'attribution d'un enfant et invite les candidats à l'adoption via le service d'adoption de la Croix-Rouge luxembourgeoise à se rendre en Ukraine en vue de prendre connaissance du dossier de l'enfant attribué.

En cas d'accord des futurs parents adoptifs, un jugement d'adoption plénière est prononcé en Ukraine.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration n'a pas connaissance de femmes enceintes originaires de pays de l'Est venant au Luxembourg pour accoucher et donner leur enfant en adoption.

Dans le cas d'un accouchement anonyme, la Croix-Rouge luxembourgeoise est nommée administrateur public et entame, le cas échéant, la procédure en vue de donner l'enfant en adoption.

Question 2283 (30.1.2008) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **taxe sur les véhicules automoteurs - tracteurs agricoles:**

La loi budgétaire pour 2008 prévoit en son article 8, concernant la taxe sur les véhicules routiers, points (1) à (5):

«La loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement est modifiée comme suit:

(1) À l'article 40 (1) il est ajouté un point d) avec la teneur suivante:

d) 125 euros pour les tracteurs agricoles immatriculés au nom de personnes autres que celles prévues à l'article 41.

(2) À l'article 40 (4) il y a lieu de lire chaque fois 'à trois essieux ou plus' au lieu de 'à trois essieux'.

(3) À l'article 40 (5) il y a lieu de lire chaque fois 'à trois essieux ou plus' au lieu de 'à trois essieux'.

(4) À l'article 40 (6) il y a lieu de lire chaque fois 'à deux essieux ou moins' au lieu de 'à deux essieux' et 'à trois essieux ou plus' au lieu de 'à trois essieux'.

(5) L'article 41 est remplacé par le texte suivant:

Art. 41. Par dérogation à l'article 40 (1) et 40 (2) les tracteurs utilisés exclusivement pour les travaux agricoles, horticoles, viticoles, dans la pisciculture et la sylviculture sont exonérés de la taxe, lorsqu'ils circulent sur la voie publique et sont utilisés:

- à la traction de machines, d'instruments aratoires, de remorques ou de chariots chargés ou non, utilisés dons leur exploitation par les personnes qui exercent la profession d'agriculteur, d'horticulteur, de sylviculteur ou de pisciculteur ou par des personnes travaillant à leur service, pour autant que l'utilisation sur la voie publique ait un lien direct avec la gestion de cette exploitation;

- par d'autres entrepreneurs que les personnes susvisées ou par leur personnel pour l'exécution de travaux en rapport avec l'exploitation agricole horticole forestière ou piscicole de tiers, pour autant qu'aucun transport sur la voie publique de marchandises, de denrées ou d'animaux ne soit effectué autrement qu'entre les lieux d'une même exploitation ou entre la ferme et les terres qui en dépendent et inversement.»

Le nouvel article 41 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement, tel que le formule la loi budgétaire pour 2008, limite dès lors l'exonération, de la taxe de 125 euros a des catégories professionnelles précises utilisant des tracteurs. Avant l'année fiscale 2008, cet article exonérait de la taxe «les tracteurs utilisés exclusivement pour les travaux agricoles, horticoles, viticoles, dans la pisciculture et la sylviculture». Autrement dit: l'ancienne règle voulait que soient exonérés les tracteurs utilisés à certaines fins peu importe par qui alors que depuis 2008, l'exonération est attachée à la qualité professionnelle de la personne qui utilise un tracteur. Dès lors, les personnes qui ne sont pas agriculteurs, viticulteurs, horticulteurs, sylviculteurs ou pisciculteurs par profession, respectivement ne sont pas liées à de tels professionnels par un contrat de travail ou de prestation de services, ne peuvent plus bénéficier de l'exonération de la taxe.

Les personnes privées qui possèdent un tracteur qu'elles utilisent occasionnellement sont ainsi exclues de l'exonération.

Une personne qui utilise son tracteur afin d'acheminer du bois utilisé à des fins de chauffage, par exemple, et qui circule entre son lot de forêt et son domicile, effectue un trajet dont l'objectif ressort à l'utilisation d'une source d'énergie renouvelable. Cela est pleinement conforme à une politique de l'environnement au service du développement durable.

- J'aimerais, dès lors savoir de Messieurs les Ministres qu'est-ce qui peut bien justifier l'exclusion de personnes privées du bénéfice d'une exonération, prévue dans l'intérêt exprès de la politique de l'environnement, qui est expressément mentionnée dans l'intitulé de loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement. En outre j'aimerais savoir si le Gouvernement entend persévérer dans cette pénalisation de personnes dont le comportement est inspiré par le respect de l'environnement et le souci de l'écologie, ou si, au contraire, la disposition contenue à l'article 8 de la loi budgétaire pour 2008 sera de nouveau modifiée pour que l'article 41 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité spéciale et de politique de l'environnement puisse reprendre son ancienne teneur, de manière à exonérer de la taxe l'utilisation de tracteurs à certaines fins, quelle que soit la qualité professionnelle des utilisateurs.

Réponse commune (27.2.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Il y a tout d'abord lieu de constater que la loi du 22 décembre 2006 introduisant réforme de la taxe sur les véhicules routiers ne visait pas à exonérer quiconque ayant mis en circulation un tracteur dit «agricole».

L'idée était de continuer à exonérer les tracteurs dits «agricoles» et les machines agricoles utilisées dans le cadre d'une exploitation agricole, horticole, viticole, dans la sylviculture ou la pisciculture, donc par des «professionnels».

Même si sous l'égide de l'ancienne législation qui datait de 1935, les «landwirtschaftliche Nutzfahrzeuge und Traktoren» étaient exonérés de la taxe, il ne faut pas oublier que ces tracteurs et machines étaient, dans le temps, exclusivement utilisés par des exploitants d'une des entreprises visées de sorte que l'exonération était justifiée.

Toujours est-il que si l'ensemble les tracteurs agricoles étaient aujourd'hui exonérés, il faudrait dans la même logique exonérer également les voitures par exemple les 4x4 utilisées par une personne exploitant une entreprise agricole ou d'une personne privée qui prétendrait utiliser ce 4x4 uniquement pour des travaux sylvicoles à savoir pour acheminer à son domicile du bois utilisé à des fins de chauffage.

Je reviens à la ratio legis de la législation précitée qui est d'exonérer les tracteurs utilisés par des «professionnels» à l'image de ce qui se fait en matière accisienne, matière qui exonère également, sous les mêmes prémisses, uniquement les professionnels des droits d'accises sur le carburant utilisé dans les tracteurs agricoles. Les professionnels sont donc exonérés de la taxe sur les véhicules et des droits d'accises sur le gasoil, tandis que les non professionnels sont soumis à une taxe de 125 euros depuis 2008 et doivent utiliser du diesel routier normal.

Le texte repris à l'article 8 de la loi budgétaire 2008, modifiant l'article 41 de la loi du 22 décembre 2006 (taxe véhicules) ne fait que préciser les catégories de bénéficiaires de l'exonération.

Si l'article 41 de la version 2007 précisait encore que la taxe était calculée sur le poids du tracteur et pouvait atteindre ainsi 425 euros par an, les nouvelles dispositions, en vigueur à partir de 2008, réduisent cette taxe au montant forfaitaire de 125 euros par an (-70%), indépendamment du poids, si le tracteur est immatriculé au nom d'un non professionnel.

Question 2284 (5.2.2008) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant le **10e Sommet de la Grande Région et mise en place d'un réseau culture:**

Selon des informations de presse le 10e Sommet de la Grande Région a décidé la mise en place d'un réseau culture.

- Le(s) Ministre(s) peut (peuvent)-il(s) préciser quels sont les objectifs et les moyens d'action de ce réseau?

- Quels en sont les moyens financiers?

- Une Conférence des Ministres de la Culture de la Grande Région a-t-elle été instituée? Si tel devait être le cas, quel sera le rythme de ses rencontres?

- Une structure administrative sera-t-elle mise en place pour mettre en œuvre les décisions de la Conférence? Où sera-t-elle implantée?

Réponse (19.3.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Le 29 septembre 2007, j'avais réuni au Luxembourg les Ministres et responsables de la Culture de la Grande Région en vue d'une décision, après analyse du bilan intermédiaire de «Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture, 2007», concernant une pérennisation de la coopération culturelle transfrontalière.

Cette réunion a permis de proposer au 10e Sommet de la Grande Région un certain nombre de mesures dans ce contexte, recommandations que le Sommet a suivies intégralement. C'est ainsi que le document résumant les décisions du 10e Sommet énonce dans sa «Déclaration commune», sous le chapitre «Internationalisation»:

À l'initiative des autorités du Grand-Duché de Luxembourg, et avec les partenaires de la Grande Région, l'action «Capitale euro-

péenne de la Culture» a été menée pour la première fois à l'échelle d'une grande région européenne.

Le succès de la mise en œuvre de la Capitale européenne de la culture 2007 permet à la coopération au sein de la Grande Région d'entrer dans une nouvelle phase, c'est-à-dire une professionnalisation de la coopération culturelle à l'intérieur de la Grande Région et sa promotion à l'intérieur comme à l'extérieur.

Dans ce cadre, la coordination du travail culturel dans la Grande Région, en particulier par rapport à sa jeunesse, favorisera la transmission de compétences linguistiques et interculturelles, et la mobilité et les échanges entre ses citoyens.

Grâce à cette action, la Grande Région est appréhendée comme un espace de vie, de culture et de formation au sein duquel est développée une stratégie transfrontalière commune, complémentaire aux politiques régionales existantes et qui permettra de mettre en évidence les points forts, de compenser les points faibles et de créer des synergies.

Les 5e et 7e Sommets avaient proposé la mise en place d'une agence culturelle commune dotée d'un fonds commun affecté aux projets culturels. Le travail de préparation et de mise en œuvre de l'année culturelle 2007 a depuis permis de faire un certain nombre de propositions alternatives.

En conséquence, le Sommet des Exécutifs de la Grande Région se réjouit de voir se rencontrer à intervalles réguliers, au moins tous les 18 mois, tous les responsables politiques de la culture de la Grande Région. Il se félicite de la proposition de faire évoluer J'association transfrontalière 2007 vers une nouvelle structure transfrontalière à représentation paritaire, support d'un secrétariat commun. La mise en place de cette structure représente une contribution importante à la structuration du secteur culturel, au soutien de projets et à la pérennisation à tous les niveaux de la coopération culturelle.

La mise en place de ce projet politique de coordination culturelle transfrontalière requiert une structure en réseau légère et efficace. Ce projet ne prévoit pas d'investissements dans des structures lourdes impliquant des coûts de fonctionnement et de personnel élevés, mais mise plutôt sur une forte mise en réseau des ressources culturelles régionales.

Ce projet est basé sur les principes suivants:

- les coordinations régionales s'appuyant sur les habitudes de travail et l'expérience déjà acquises pour l'évènement «Luxembourg et Grande Région, capitale européenne de la culture 2007» seront pérennisées dans leurs missions actuelles, acceptées par l'ensemble des entités partenaires,

- le secrétariat commun assure le relais et la communication entre les coordinations régionales,

- l'outil plurio.net offre un espace d'information commun dans le domaine de la culture sur Internet, soutient la coopération des administrations culturelles de la Grande Région et constitue une vitrine de la diversité et de la richesse des projets culturels.

Forts de ces décisions du 10e Sommet, les responsables de l'a.s.b.l. transfrontalière «Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture, 2007» qui avait été créée pour l'année culturelle ont décidé d'adapter les statuts de l'a.s.b.l. actuelle pour en faire une structure juridique pouvant répondre aux objectifs tels que décrits ci-dessus. Une des conséquences de l'adaptation des statuts sera un changement de nom: l'actuelle a.s.b.l. portera, dès que l'assemblée générale en aura décidé ainsi, le nom de «Espace culturel Grande Région» et aura son siège au Luxembourg. Chaque région mettre à disposition, selon ses disponibilités budgétaires, une personne ressource ainsi qu'un budget de fonctionnement. Le Luxembourg a inscrit dans son budget de 2008 la somme de 100.000 euros. Une demande de cofinancement sera introduite auprès du programme Interreg IV.

Question 2285 (5.2.2008) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **mise en demeure par la Commission européenne du Luxembourg dans le domaine des télécommunications:**

Suivant de récentes informations de presse, la Commission européenne aurait envoyé une lettre de mise en demeure au Luxembourg dans le domaine des télécommunications, en raison du «manque d'indépendance du régulateur de ce pays». Deux personnes agissant au niveau de la réglementation siègeraient dans le conseil d'administration d'opérateurs.

- Le Ministre peut-il confirmer qu'une telle lettre de mise en demeure a été adressée au Luxembourg par la Commission?

- Peut-il identifier les raisons qui ont amené la Commission à adresser ladite lettre au Luxembourg?

- Envisage-t-il de prendre des mesures pour éviter que la Commission ne traduise le Luxembourg devant la Cour de Justice? Lesquelles?

Question 2287 (5.2.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **mise en demeure par la Commission européenne du Luxembourg dans le domaine des télécommunications:**

La Commission européenne vient de lancer un nouveau cycle de procédures pour infraction à la réglementation en matière de télécommunications.

Dans un communiqué de presse, Madame Viviane Reding, membre de la Commission européenne chargée des télécommunications, annonçant entre autres une mise en demeure du Luxembourg pour manque d'indépendance du régulateur du marché des télécommunications, est citée de la façon suivante: «Le régulateur luxembourgeois devra lui aussi veiller à un partage clair des responsabilités entre les fonctions de régulateur et de propriétaire, sans quoi il nous faudra aussi traduire ce pays devant la Cour de Justice dans un avenir très proche.»

La Commission pointe du doigt les responsables qui «assument actuellement des fonctions de régulation tout en occupant un poste d'encadrement chez un opérateur». Néanmoins, selon des informations publiées dans la presse nationale, la Commission ne mettrait pas en cause des responsables de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR), mais plutôt l'indépendance de deux hauts fonctionnaires ministériels en charge de la réglementation et siégeant parallèlement en tant que représentant de l'État au conseil d'administration d'opérateurs.

- Le Ministre peut-il confirmer que la Commission européenne vise non pas l'ILR, mais une incompatibilité entre la fonction de fonctionnaire chargé du cadre réglementaire et la fonction de représentant de l'État au sein de sociétés visées par ce même cadre réglementaire?

- Comment le Ministre entend-t-il répondre aux exigences de la Commission?

Réponse (4.3.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

La Représentation permanente du Luxembourg à Bruxelles a reçu une mise en demeure de la Commission dans le courant de l'après-midi du 1er février 2008. La même Commission a publié son communiqué de presse afférent la veille, soit le 31 janvier 2008 de sorte qu'il a déjà été commenté dans la presse avant même qu'il n'ait atteint son destinataire la presse rapportant le 1er février 2008 que c'est l'ILR qui serait visé. Après examen de la mise en demeure, il s'avère qu'il n'en est rien, alors que sont visés deux fonctionnaires du Service des Médias et des Télécommunications, l'un Monsieur Jean-Paul Zens en sa qualité de membre du conseil d'administration de l'Entreprise des Postes et Télécommunications et l'autre Monsieur Paul Schuh en sa qualité de président de Luxconnect.

La Commission reproche dans ce contexte au Gouvernement de ne pas avoir veillé à la séparation structurelle effective entre la fonction de réglementation et des activités inhérentes à la propriété ou à la direction d'entreprises assurant la fourniture de réseaux et/ou de services de communications électroniques.

Monsieur Schuh prévoyant de se retirer de Luxconnect lors de la prochaine assemblée prévue au mois de mai 2008, la Commission sera informée de ce retrait en sorte qu'il devrait pouvoir être considéré que la demande de la Commission deviendra à son propos sans objet au plus tard à ce moment-là.

Pour le surplus, le Gouvernement dispose d'un délai de deux mois pour répondre aux griefs de la Commission. Les éléments essentiels de la réponse feront l'objet d'une communication publique en temps voulu.

Question 2286 (5.2.2008) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **concentration de pouvoir dans les mains d'un ministre chargé de la justice et de la police:**

Compte tenu des récents événements juridico-policiers, le rédacteur en chef d'un quotidien proche d'un des partis de la majorité se demande dans un éditorial des 2 et 3 février 2008 s'ils ne résultent pas d'une concentration de pouvoir malsaine entre les mains d'un ministre chargé de la justice et de la police.

- Le Premier Ministre partage-t-il cette préoccupation?

- Envisage-t-il, comme le lui demande le journaliste, de procéder à bref délai à une séparation de ces pouvoirs?

Réponse (19.3.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

La compétence du Ministre de la Justice tant pour l'organisation judiciaire que pour la police amène plus facilement des décisions cohérentes, comme en témoignent les récentes décisions de personnel prises par le Ministre de la Justice. On peut bien s'imaginer que si deux ministres avaient été compétents, l'un aurait pris la défense des arguments du procureur et l'autre de ceux du directeur général de la police, sans qu'il n'ait été possible de concilier les deux points de vue.

J'observe par ailleurs que le modèle actuellement en vigueur, confiant à une seule personne les compétences pour la justice et la police trouve des précédents tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Ainsi, au Luxembourg, Monsieur Eugène Schaus (DP) fut Ministre de la Justice, de l'Intérieur et de la Force publique de 1969 à 1974.

En Europe, pas moins de dix pays ont confié la responsabilité de la police au Ministre de la Justice. Il s'agit notamment des pays suivants: Danemark, Suède, Norvège, Malte, Chypre, Irlande, Hongrie, Islande et Suisse.

Finalement, il y lieu de noter que les questions de justice et de police sont traitées au sein d'une même formation du Conseil de l'Union européenne et relèvent de la compétence d'un même membre de la Commission européenne.

Au vu de ce qui précède, j'estime qu'il n'y a pas lieu de modifier les compétences ministérielles définies en 2004.

Question 2288 (6.2.2008) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant le **financement du «Luxembourg American Cultural Center» à Belgium (États-Unis):**

Selon un article de presse consacré le 5 février 2008 au «Luxembourg American Cultural Center» à Belgium, Wisconsin, le maître de l'ouvrage («Luxembourg American Cultural Society») serait soutenu par la «Roots and Leaves Society of Luxembourg» et le Ministère de la Culture du Luxembourg.

- Le soutien accordé par la société prend-il la forme de subside en espèce? Quel en est le montant?

- Prend-il la forme d'une aide en nature? Quelle en est la valeur estimée?

- Quelle est l'origine des fonds de la société?

- Le soutien accordé par le Ministère prend-il la forme d'un subside? Quel en est le montant?

- Prend-il la forme d'un soutien en nature? Quelle en est la valeur estimée?

Réponse (4.3.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Il échet d'abord de constater que l'article de presse auquel se réfère la question parlementaire est rédigé en langue anglaise. La référence à «The Roots and Leaves Society» résulte de la traduction en anglais de «The Roots and Leaves Association», l'association sans but lucratif de droit luxembourgeois créée le 4 octobre 2006. Il ne s'agit donc pas de la «Luxembourg American Cultural Society» (ci-après «LACS»), qui est une association de droit américain.

L'association luxembourgeoise a son siège à Luxembourg et a pour missions:

- en général, le développement des échanges culturels entre les États-Unis et le Luxembourg dans l'esprit de la convention de l'UNESCO pour la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles,

- et en particulier, la participation active à l'élaboration du contenu et aux orientations pédagogiques du futur centre culturel américano-luxembourgeois actuellement en construction au site de New Luxembourg (Belgium, Wisconsin, USA), notamment par

- l'organisation de projets de recherche sur l'immigration luxembourgeoise aux États-Unis,

- l'organisation de projets pédagogiques (expositions, conférences, séminaires, échanges d'étudiants, de professeurs, d'artistes et d'experts) au Luxembourg et aux États-Unis,

- l'organisation de toutes initiatives permettant une meilleure visibilité du Luxembourg moderne ainsi que de l'Union européenne aux États-Unis,

- la reconstruction, la sauvegarde et la restauration d'objets ou d'immeubles du patrimoine culturel luxembourgeois aux États-Unis d'Amérique et notamment la constitution de collections,

- l'exercice, en règle générale, de toute activité susceptible de favoriser la réalisation de son objet social et de participer à une telle activité de quelque façon que ce soit, de participer aux activités d'autres associations pouvant contribuer à son développement ou à le favoriser notamment par:

- la collecte de fonds, la recherche de subventions des pouvoirs publics ainsi que de contributions de personnes physiques ou morales,

- la représentation des intérêts de ses membres vis-à-vis des pouvoirs publics et des institutions privées.

Le Roots and Leaves Museum sera hébergé dans une grange construite en 1872 par Joseph Mamer, émigrant luxembourgeois originaire de Septfontaines, connue aujourd'hui sous le nom de «Hansen Barn» et dont la préservation était menacée à son emplacement original. La reconstruction de cette grange sur le site de New Luxembourg, Belgium (Wisconsin) sera intégralement financée par des fonds privés américains et exécutés sous la supervision de la LACS, qui a sa base dans la localité avoisinante de Port Washington, et dont les fonds proviennent également de sources privées. Les terrains sur lesquels le Musée est construit ont été reçus en donation par la LACS de la part de Monsieur Mike Ansay, dont les ancêtres sont d'origine luxembourgeoise, et qui est patron d'une compagnie d'assurances. Chérissant son héritage luxembourgeois, il s'est rallié à la cause de la préservation du patrimoine historique et de la mémoire des Luxembourgeois émigrés aux États-Unis et a largement contribué à la réalisation et à la concrétisation de l'idée de ce Musée.

Ni l'association luxembourgeoise «The Roots and Leaves», ni le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ne donnent de subside en espèces à la LACS. Concernant un éventuel soutien en nature, il y a lieu de mentionner que les membres de l'association luxembourgeoise se tiennent à disposition de la LACS afin de donner tous conseils utiles relatifs à une construction respectueuse de l'histoire architecturale des bâtisses de émigrants luxembourgeois.

Le projet du Musée et de sa scénographie restera la propriété commune intellectuelle commune des deux associations, ce qui explique que la partie américaine mentionne constamment la participation de The Roots and Leaves Association du Luxembourg.

Historique des engagements du Ministère vis-à-vis de la LACS et de l'a.s.b.l. «The Roots and Leaves Association».

En date du 26 octobre 2004, Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, François Biltgen, a conclu un accord avec l'association américaine, la LACS.

Aux termes de cet accord, les deux parties se sont fixé comme objectif de construire et d'entretenir aux États-Unis des infrastructures culturelles comprenant un musée, un centre de recherche et un centre de conférences en vue de préserver l'héritage luxembourgeois aux États-Unis, de montrer une image vivante du Luxembourg contemporain et de stimuler continuellement la relation entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Américains d'origine luxembourgeoise.

Ainsi qu'il ressort du point (1) de cet accord, le Grand-Duché de Luxembourg s'était engagé à prévoir au budget de l'État une

participation d'un montant de 400.000 euros au maximum en vue de prendre en charge les frais suivants pour travaux et dépenses en relation avec la mise en place des infrastructures susvisées, ces travaux et dépenses afférentes étant par ailleurs à effectuer au Luxembourg:

a) les frais de conception et de réalisation d'objets d'exposition, d'installations et de mobilier pour le musée ainsi que les frais de transport de ces objets aux États-Unis;

b) les frais d'acquisition et de transport de matériel électrique et autre destiné à la construction du musée;

c) les frais des architectes et des ingénieurs luxembourgeois impliqués dans le projet.

En date du 1er décembre 2006, en collaboration avec l'Inspection générale des Finances, une convention a été conclue entre The Roots and Leaves Association et le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en exécution de l'accord précité. Cette convention confie à l'association luxembourgeoise la mission suivante correspondant à ses statuts:

- élaborer, réaliser et faire exécuter la scénographie du Centre culturel «The Roots and Leaves Museum» situé à New Luxembourg, Belgium, Ozaukee County, Wisconsin, États-Unis d'Amérique;

- procéder dans ce cadre à la reconstruction, restauration et production d'oeuvres matérielles et immatérielles du patrimoine culturel luxembourgeois relatives à l'objet de l'association «The Roots and Leaves»;

- assurer le transport des objets reconstruits ou restaurés du Luxembourg aux États-Unis d'Amérique;

- réaliser l'agencement, la diffusion et l'exposition de ces objets au musée, et

- réaliser la publicité et les publications relatives au musée et ses activités destinées à être diffusées au Luxembourg et aux États-Unis d'Amérique.

Pour l'exécution de cette mission, la convention prévoit l'octroi à l'association d'une somme de 400.000 euros aux fins de réalisation de l'objet susmentionné sous réserve du décompte des sommes déjà liquidées conformément à l'accord: en effet, en date du 28 novembre 2006, la somme de 26.319,37 euros correspondant à une partie des frais d'études avait déjà été ordonnancée, liquidée et imputée à charge du Fonds pour les monuments historiques, dans le respect des procédures légales et réglementaires.

Les 373.680,63 euros restants ont été versés à l'association et les travaux de réalisation de la scénographie ont débuté, l'ouverture du musée étant prévue en 2009.

En 2007, l'association luxembourgeoise a payé les factures suivantes:

- frais de consultation (bureau d'ingénieurs):	9.376,00 €
- ferronnerie d'art	30.198,70 €
- frais de menuiserie	15.085,38 €
- frais de traduction	400,99 €
- production d'une animation sur l'histoire de l'immigration	9.157,60 €
Total:	64.218,67 €

La convention précitée est donc conclue dans le but de la réalisation d'une mission clairement définie conforme aux statuts de l'association luxembourgeoise. Il y a encore lieu de préciser que la scénographie et les publications seront intégralement réalisées au Luxembourg, en collaboration avec des entreprises luxembourgeoises. La somme versée par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à l'association sera donc employée au profit du paiement des travaux d'artisans et d'artistes luxembourgeois. Comme toute association conventionnée avec le Ministère, l'a.s.b.l. «The Roots and Leaves Association» devra fournir jusqu'au 31 mars 2008 le bilan financier, le compte de pertes et profits, son rapport d'activités, son budget prévisionnel 2009 et répondre au questionnaire sur les statistiques culturelles (article 5 de la convention). Ce rapport sera ensuite soumis au contrôle du service de comptabilité du Ministère et de l'Inspection générale des Finances.

D'autre part, afin de couvrir ses frais de fonctionnement, l'association recourt aux contributions annuelles de ses membres et à des financements privés. À ce sujet, il y a lieu de remarquer que les frais de fonctionnement sont limités au strict minimum, la plupart de ses membres travaillant de manière bénévole et en dehors de leur temps de travail. Concernant la question des aides en nature, il y a lieu de mentionner que le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche met à disposition de l'association ses locaux pour des réunions.

D'autres aides en nature ayant un lien en partie indirect avec l'objet de la question, concernent deux décharges à mi-temps accordées pour l'année 2007, l'une, par le Ministère à un collaborateur des Archives nationaux, et l'autre, par la Ville de Luxembourg à un de ses fonctionnaires, afin de permettre à ces personnes de contribuer activement à la réalisation des trois projets suivants confiés à l'association. Il s'agit de deux projets réalisés dans le cadre de «Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la culture 2007»:

- Migrations (exposition itinérante), et

- «Luxembourg-USA. A story of Migration» (exposition qui a été montrée avec beaucoup de succès du 30 juin au 30 septembre 2007 au Musée de l'Immigration à Ellis Island, à New York).

Ces expositions, qui retracent l'émigration d'une partie très importante de la population luxembourgeoise aux États-Unis au XIXe siècle, s'inscrivent entièrement dans le thème principal des «migrations» de l'année culturelle 2007 et en constituent une composante indissociable.

La 3e mission est la scénographie du Roots and Leaves Museum à New Luxembourg, Belgium, Wisconsin, USA.

Outre la scénographie pour le Musée, l'association luxembourgeoise contribuera encore à l'activité du Musée par la participation et l'organisation de conférences, de workshops, activités qui ont commencé et continueront, bien entendu, lorsque le Musée aura ouvert ses portes au printemps 2009. Il est d'ailleurs possible de suivre le développement du projet de construction ainsi que les activités de la LACS au jour le jour en cliquant sur le site web de la société:

http://
www.luxamculturalsociety.org/

Finalement, j'aimerais rappeler que par le passé, les Luxembourgeois ainsi que les Américains d'origine luxembourgeois ont réalisé un certain nombre d'opérations de sauvetage de patrimoine aux États-Unis. La fameuse «Marnach House» construite en 1857 vient de fêter ses 150 ans d'existence. Un certain nombre d'activités culturelles et pédagogiques ont eu lieu pendant l'année 2007 (voir p.ex.: http://
www.winonacountyoldsettlers.org/news/winona_diversity.php).

D'autres lieux de mémoire sur les origines des communautés luxembourgeoises aux États-Unis (et dont le fonctionnement est entièrement assuré et financé par la Partie américaine) sont:

- le Musée de Rollingstone:

http://
www.luxamculturalsociety.org/RollingstoneLuxHeritageMuseum.htm

- et le Sinnen House:

http://
www.luxamculturalsociety.org/SinnenHouse_000.htm

Le récent film commandité par l'a.s.b.l. «Luxembourg et Grande Région Capitale européenne de la Culture, 2007» «Luxembourg-USA» sur l'histoire de l'immigration luxembourgeoise aux États et réalisé par Willy Perelstejn et Christophe Wagner raconte, en s'appuyant sur des témoignages très personnels, la situation actuelle des Américains d'origine luxembourgeoise dans le Mid-West des États-Unis.

L'initiative de créer dans cette partie des États-Unis un centre culturel et un centre de recherches constitue une étape essentielle pour les Américains de descendance luxembourgeoise qui y voient un projet apte à leur permettre non seulement de se souvenir de leurs racines, mais également de garder vivante la mémoire du Luxembourg tout en dressant une image réaliste de ce pays pour ceux d'entre eux qui ne le connaissent que des récits transmis par leurs ancêtres. Ce centre est également un atout important pour positionner le Luxembourg comme État européen moderne dans une partie du monde qui a besoin de garder le contact avec l'Europe d'aujourd'hui. Le titre emblématique du Centre «The Roots and Leaves Museum» intégrant les «roots» (le passé) et les «leaves» (le présent et l'avenir) est en lui-même mission et programme.

Certes, le succès du nouveau centre culturel américano-luxembourgeois sera mesuré à l'engagement que les jeunes Américains et les jeunes Luxembourgeois sont en train de prendre pour arriver à une meilleure compréhension mutuelle. Le programme projeté devra ainsi comprendre des sujets et projets adaptés à ces fins.

On ne saurait donc sous-estimer l'impact bénéfique que les activités pédagogiques, mais aussi les activités de recherche, les activités de prospection économique et touristique ainsi que les manifestations culturelles que se propose de développer le Musée «Roots and Leaves» auront sur le développement de nos relations avec cette partie de l'Amérique.

Je voudrais rappeler ici que ce projet s'inscrit dans le cadre de notre politique culturelle à l'étranger: à plusieurs reprises déjà, le Luxembourg a pu marquer sa présence et son existence en participant, avec des moyens financiers mais surtout avec son savoir-faire à des opérations de restauration d'un patrimoine en danger. C'est ainsi que le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a pu mener à bien

- la restauration de la maison «Schaser», devenue par la suite la «Casa Luxemburg» à Sibiu en Roumanie,

- l'installaton d'une verrière sur la maison du Commandant dans le complexe du Musée Pierre et Paul à Saint-Pétersbourg,

- la reconstruction d'un petit pont à Mostar, en Bosnie-Herzégovine.

J'aimerais souligner que la part affectée par l'État luxembourgeois au projet du futur centre culturel américano-luxembourgeois à New Luxembourg, Belgium aux États-Unis n'en constitue qu'une partie, certes non négligeable, mais minime par rapport à l'ensemble des frais qui sont financés par la Partie américaine. Les Américains d'origine luxembourgeoise ont fait et continuent de faire d'énormes efforts de fund-raising. Le détail de cette activité peut, lui aussi, être lu sur la page web de la Luxembourg American Cultural Society: http://
www.luxamculturalsociety.org/

Pour conclure, il convient de constater que le musée ajoutera une nouvelle dimension qualitative aux activités des communautés luxembourgeoises et contribuera à ce que leurs ressortissants puissent avoir à une meilleure connaissance du Luxembourg moderne. L'existence aux États-Unis d'un musée qui dessinera une image contemporaine du Grand-Duché de Luxembourg, de ses institutions, de son histoire, de ses citoyens, tout comme de l'Union européenne, sera donc un élément majeur dans la perception américaine du patrimoine luxembourgeois. Il constituera une pierre angulaire à la fois pour garder vivante la mémoire du Luxembourg à un moment où les traces du luxembourgeois en tant que langue maternelle des descendants des émigrants de nos régions se perdent. Enfin, et surtout, il aidera à conserver et à soutenir les liens qui se sont développés entre le Luxembourg et les communautés luxembourgeoises en Amérique depuis les années 60, tissés au début par des particuliers, auxquels se sont ajoutés plus tard seulement des visites de représentants du Gouvernement, à commencer dans les années 1980 par celle du Ministre d'État et des Affaires culturelles de l'époque, Monsieur Pierre Werner.

La disparition des liens des descendants d'émigrants luxembourgeois avec le Luxembourg ne constituerait assurément pas un avantage dans les efforts d'un positionnement international du Luxembourg que tout Gouvernement luxembourgeois a toujours eu à cœur. Le soutien tel que décrit ci-dessus accordé par le Luxembourg au projet du musée sera le témoin que le Grand-Duché tient à assurer et à conserver des relations avec les communautés luxembourgeoises aux États-Unis, tout en les plaçant dans un cadre plus scientifique et moderne qui est par ailleurs promu et pris en charge par les communautés elles-mêmes.

Question 2289 (6.2.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **situation politique en Serbie:**

Suite aux récentes élections présidentielles en Serbie, le pays du Balkan se retrouve en face d'un président pro-européen qui a comme but de rapprocher la République serbe de l'Union européenne en vue d'une future adhésion et d'un Premier Ministre aux tendances plutôt nationalistes et anti-européennes.

Les Ministres des Affaires étrangères européens avaient évoqué la possibilité d'un accord facilitant l'obtention de visas ou le libre-échange avec la Serbie, accord qui aurait pu être signé en date du 7 février 2008. Cependant le Premier Ministre serbe vient d'annoncer qu'il s'y oppose et que par conséquent aucun accord ne pourra être signé.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelle est la position du Gouvernement face aux récents développements en Serbie?

Réponse (10.3.2008) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le Gouvernement luxembourgeois se félicite du fait que le Président Boris Tadić a, suite à sa réélection le 3 février 2008, clairement réaffirmé son adhésion aux valeurs européennes ainsi que sa détermination à vouloir poursuivre les efforts tendant à rapprocher la Serbie de l'Union européenne. Le Gouvernement confirme son soutien à l'agenda défini au Sommet de Thessalonique en juin 2003 et à la perspective européenne offerte aux pays des Balkans occidentaux.

Le Gouvernement luxembourgeois espère qu'un accord de stabilisation et d'association avec la Serbie pourra être signé dans les meilleurs délais. À défaut de pouvoir signer à ce stade un tel accord, les Ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont, le 28 janvier dernier, proposé à la Serbie la signature d'un accord politique intérimaire dont l'objet est de promouvoir le dialogue politique, les échanges commerciaux, le dialogue sur une libéralisation des visas et la coopération en matière d'éducation. En même temps, la mise sur pied d'un groupe de travail spécial chargé d'examiner les moyens de réaliser des progrès rapides dans ces domaines et de formuler des recommandations à la Serbie et au Conseil de l'Union européenne, a été décidée.

À ce jour, les responsables serbes n'ont pas accepté la proposition de l'Union européenne de signer cet accord politique intérimaire. La proposition de l'Union européenne reste néanmoins sur la table, et le Gouvernement luxembourgeois espère que la Serbie saura accepter la main tendue par l'Union européenne pour l'aider sur le chemin de l'intégration européenne. La Serbie est un partenaire d'importance dans la région des Balkans et le Gouvernement luxembourgeois espère qu'elle pourra assumer son rôle de promoteur d'une stabilité et d'une prospérité durables pour toute la région.

Question 2290 (7.2.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **entreprises dans la matière de la gestion des noms de domaines:**

La loi du 21 décembre 2007 vient d'introduire une série de mesures fiscales dans le domaine des droits intellectuels s'appliquant entre autres aux noms de domaines. Ces nouvelles mesures prévoient des exonérations à hauteur de 80% du montant net positif.

À travers ces mesures, l'État a créé un cadre afin d'augmenter l'attractivité du site Luxembourg pour des entreprises oeuvrant dans la matière de la gestion des noms de domaines informatiques.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Le Gouvernement envisage-t-il une campagne d'information afin de promouvoir l'attractivité du site pour les entreprises susmentionnées?

- Ces entreprises actives dans la matière de la gestion des noms de domaines ont-elles besoin d'une autorisation de faire le commerce afin de pouvoir s'installer au Grand-Duché?

Réponse (2.4.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Il me revient que le Ministère des Finances et les administrations concernées ont d'ores et déjà effectué une certaine promotion des mesures incitatives mises en place par la loi du 21 décembre 2007 dans le domaine des droits intellectuels.

En ce qui concerne le droit d'établissement, la loi du 28 décembre 1988 a vocation à s'appliquer à toutes les activités commerciales.

En conséquence, les entreprises actives dans le domaine de la gestion des noms de domaines qui associent un volet commercial à leur activité intellectuelle doivent solliciter une autorisation d'établissement subséquente, qui leur sera délivrée endéans une dizaine de jours après présentation d'une demande complète.

Question 2291 (8.2.2008) de **M. Laurent Mosar** et de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant l'**étude d'un bureau de planification allemand sur le projet de tram léger pour la capitale:**

Selon les informations de l'hebdomadaire «d'Lëtzebuerger Land» du 8 février 2008, une étude réalisée par un bureau allemand de planification des transports arriverait à la conclusion que le projet d'un tram léger pour la capitale ne serait pas rentable et qu'une solution train classique et train-tram serait préférable.

Au vu des développements antérieurs, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre, peut-il nous fournir de plus amples informations sur les résultats de l'étude susmentionnée?

- Quand est-ce que cette dernière sera publiée?

- Quelles sont les conséquences que le Gouvernement entend tirer de l'étude en question?

Réponse (14.3.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1) Étant donné que le Gouvernement ne se trouve saisi d'aucune «étude réalisée par un bureau allemand de planification des transports» qui arriverait à la conclusion que le projet d'un tram léger pour la capitale ne serait pas rentable, le Gouvernement se trouve dans l'impossibilité d'en tirer de quelconques conséquences, voire de la publier.

2) Toujours est-il que le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire se trouve en possession d'un document interne intitulé «support de discussion» consistant en des présentations intermédiaires et fragmentaires d'un avant-projet de concept de mobilité pour le sud-ouest de la ville de Luxembourg. Ce document, élaboré par le bureau d'études PTV pour le compte du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, contient quelques pistes de réflexion pour un concept de mobilité à l'horizon 2030 sur base de différents scénarios d'évolution du trafic qui restent à valider.

3) Les pistes de réflexion, disons courageuses, dudit bureau d'études ne se prononcent pas contre l'introduction d'un tram léger pour la capitale, mais souhaitent bien au contraire compléter le tram léger et notre réseau ferré classique par tout un réseau S-Bahn et par nombre d'extensions de type train-tram, entre autres vers Sandweiler, vers Bertrange ainsi que vers Audun-le-Tiche, Dudelange et Ottange via Hesperange. Ces pistes de réflexion méritent donc encore une analyse approfondie et des discussions réfléchies entre acteurs concernés avant de mener éventuellement à un projet de concept de mobilité qui pourrait s'avérer viable à long terme et le cas échéant trouver l'aval du Gouvernement pour être ensuite présenté à la Chambre des Députés, voire au public.

Question 2292 (11.2.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **composition du comité-directeur du Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat:**

Le Fonds du Logement a été institué par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement en tant qu'établissement public. Cette loi stipule que le fonds est «administré par un comité-directeur composé de douze membres, nommés et révoqués par le Grand-Duc, dont trois sur proposition des organisations syndicales les plus représentatives, deux sur proposition respectivement de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers. Cinq membres du comité-directeur sont proposés par les membres du Gouvernement ayant dans leurs attributions les Finances, les Classes moyennes, les Travaux publics, l'Intérieur et la Famille. Deux membres sont proposés par le membre du gouvernement ayant le Logement dans ses attributions. Un de ces deux membres préside le comité-directeur et a une voix prépondérante en cas de partage des voix».

Tenant compte de ce qui précède ainsi que de la composition du comité-directeur à la date du 30 avril 2007, telle qu'elle a été publiée dans le rapport d'activité 2006 du Fonds, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer, si la composition actuelle du comité-directeur du Fonds correspond aux dispositions fixées par la loi du 25 février 1979?

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il n'y ait pas de conflits d'intérêts entre les différents mandats des membres du comité-directeur?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le principe de la séparation des pouvoirs est respecté?

Réponse (26.3.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le Ministre du Logement estime que la composition du comité-directeur est conforme aux dispositions fixées par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, alors que tous les membres ont été désignés par les instances prévues par le législateur.

Pour ce qui est d'éventuels conflits d'intérêts entre les différents mandats des membres du comité-directeur, soulevés par l'honorable Député Fernand Etgen, il y a lieu de souligner que l'alinéa 3 de l'article 61 de la loi précitée est respecté.

En effet, cet article prévoit que: «ne peuvent devenir ni membre effectif ni membre suppléant du comité-directeur le ou les fonctionnaires du Ministère ayant le Logement dans ses attributions ou toute autre administration ou service public qui, en vertu de leurs fonctions, sont appelés à surveiller ou à contrôler l'établissement ou qui, en vertu des pouvoirs leurs délégués par le Ministre ayant le Logement dans ses attributions, approuvent des actes administratifs de l'établissement ou signent des ordonnances de paiement ou toute autre pièce administrative entraînant une dépense de l'État en faveur de l'établissement».

Pour ce qui est de la troisième question relative au respect de la séparation des pouvoirs, il y a lieu de se référer à la réponse du 21 mars 2000 du Ministre de la Santé de l'époque, à savoir Monsieur Carlo Wagner, à la question parlementaire posée par l'honorable Député Norbert Haupert et concernant la nomination de l'honorable Députée Maggy Nagel comme membre du conseil d'administration de l'établissement public «Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains» *(cf. compte rendu N°9/1999-2000 - question parlementaire N°0378).*

Question 2293 (11.2.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **calcul de l'aide au logement suite à l'introduction du boni pour enfant:**

Selon les termes de l'article 18 du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, le calcul du loyer des logements tombant sous ce régime se base sur deux éléments, dont le premier dépend du revenu net disponible annuel du ménage concerné. À côté des revenus nets visés à l'article 10 de la loi sur l'impôt sur le revenu, il est également tenu compte des allocations familiales ainsi que d'autres allocations et revenus lors de l'établissement du revenu net disponible.

L'année 2008 a vu l'introduction d'une nouvelle allocation familiale par le biais d'une loi du 21 décembre 2007, à savoir le boni pour enfant. Cette allocation d'un montant de 922,50 euros par enfant mineur remplace la modération d'impôt pour enfant, jusqu'à présent intégrée dans les barèmes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Voilà pourquoi je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le boni pour enfant sera pris en considération pour l'établissement du revenu net disponible du ménage en vue du calcul du loyer, tel que prévu à l'article 18 du règlement grand-ducal susmentionné?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il me fournir quelques exemples de calcul de l'évolution du loyer pour les catégories de ménages les plus «typiques», par exemple sur base du fichier des locataires du Fonds du Logement?

- Toujours dans cette même hypothèse, est-ce que les ménages concernés ont été informés du recalcul de leur loyer à partir du mois de janvier 2008?

- Le cas échéant, est-ce que les communes ont été informées de la façon dont le boni pour enfant est à considérer lors de l'établissement du revenu net disponible et partant du calcul du loyer des ménages occupant des logements dits «sociaux» communaux?

Réponse (18.3.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

D'emblée, il y a lieu de réaffirmer que les logements faisant partie du parc public (État, communes, Fonds du Logement) sont loués non en fonction du capital investi (aux termes de la législation sur le bail à loyer), mais principalement en fonction du Revenu Net Disponible (RND) par unité de consommation du ménage occupant.

Le grand principe sur lequel est calquée la législation en la matière dès les débuts du logement social «contemporain» au Luxembourg est celui d'inciter ceux qui disposent un jour de moyens suffisants pour se procurer un logement sur le marché libre, de déguerpir de leur logement locatif financé moyennant des deniers publics. En effet, à partir d'un certain revenu, il s'avère beaucoup plus intéressant de sortir de son propre gré du parc de logements publics, alors que le loyer à payer au promoteur public dépasse celui opéré sur le marché privé en vertu des dispositions de la loi sur le bail à loyer.

L'introduction de ce principe par une loi spéciale du 25 février 1979 constitue d'ailleurs une des raisons pour lesquelles le Grand-Duché de Luxembourg peut se féliciter d'être un des rares pays qui n'est pas confronté à des problèmes d'occupation de logements sociaux par des ménages qui ne remplissent plus les conditions, alors que la rotation des ménages est opérée à défaut de mesures spéciales de déguerpissement.

Dans ces conditions, le RND est défini par le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement comme suit:

«Par le RND du ménage, on entend la somme:

- des revenus nets visés à l'article 10 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, déduction faite des cotisations sociales et des impôts effectivement retenus;

- des allocations familiales, sans l'allocation de rentrée scolaire;

- de l'allocation d'éducation;

- de l'allocation de maternité;

- de l'indemnité pour congé parental;

- des rentes alimentaires perçues.

Les rentes alimentaires versées sont déduites de la somme ci-dessus déterminée».

Fait défaut sur cette liste la «rente accident» qui constitue un revenu de substitution au même titre que l'indemnité pour congé parental. C'est pourquoi cette lacune sera comblée dans le cadre de la modification du règlement grand-ducal en question, réalisé sur base des expériences intrinsèques du Fonds du Logement, des recommandations du Médiateur ainsi que des conclusions de la Commission des Pétitions et de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement de la Chambre des Députés. En plus, la nouvelle réglementation tiendra compte des revenus bruts alloués pour les heures supplémentaires bénéficiant depuis le 1er janvier de cette année d'une exemption d'impôt.

Concernant le boni pour enfants à charge, mentionné dans la question parlementaire de l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol, le Conseil du Gouvernement est venu à la conclusion que ce boni est à considérer comme une allocation familiale et constitue un revenu au même titre que ceux énoncés dans la liste précitée.

En ce qui concerne les retombées sur les loyers à payer par les ménages-occupants, il y a lieu de noter que le règlement actuellement en vigueur prévoit qu'à la fin de chaque année est réalisé un décompte du loyer sur base de tous les revenus effectivement perçus durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année révolue. Sur base de ces données et en tenant compte de la composition effective du ménage-occupant, un «décompte loyer» est opéré.

Le texte modifié abolit le principe du «décompte loyer». Cependant, les revenus perçus durant une année constitueront toujours la base pour fixer le loyer à payer à partir du 1er mai de l'année suivante.

Au niveau du boni pour enfants à charge, cette allocation ne sera pas considérée lors de la détermination du loyer pour l'année 2008 (du 1er mai 2008 au 30 avril 2009) tel qu'avancé par l'honorable Députée. Le loyer de 2008 est déterminé sur base des revenus perçus en 2007. En partant du principe que ce boni pour enfant à charge constitue un revenu, il sera considéré, toujours dans la logique du revenu effectivement disponible, lors du calcul du loyer pour l'année 2009 (du 1er mai 2009 au 30 avril 2010), basé sur les revenus perçus en 2008. Les ménages concernés disposeront alors mensuellement du montant supplémentaire en allocation familiale pour s'acquitter du montant marginalement majoré de leur loyer mensuellement dû.

À noter également dans ce contexte que si le boni pour enfants n'était pas considéré lors de la détermination du RND, tous les ménages habitant un logement faisant partie du parc public et qui paient des impôts verraient leur loyer diminuer, en raison du fait que leur revenu net diminue à cause de l'abolition de la modération d'impôt pour enfants.

Il va sans dire qu'il appartiendra à tous les promoteurs publics d'informer leurs locataires des nouvelles dispositions de la réglementation.

Question 2294 (11.2.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **site Internet luxembourgeois et** le **«Cheval de Troie»:**

La semaine dernière, un communiqué du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur avertissait qu'un site Internet luxembourgeois très fréquenté du domaine non bancaire avait été infecté avec un «Cheval de Troie», technique permettant d'escroquer surtout financièrement les internautes en leur soustrayant certaines données personnelles.

Ce communiqué, bien qu'informatif en expliquant la technique du Cheval de Troie et la façon de s'en prémunir, avait la particularité de ne pas révéler l'information principale et essentielle à tout internaute, à savoir le nom ou l'adresse du site Internet en question.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quelles sont les raisons qui ont amené le Ministère à ne pas communiquer le nom du site Internet suspecté d'être infecté?

- Monsieur le Ministre ne trouve-t-il pas que cette façon de procéder peut avoir un résultat inverse à l'effet escompté en plongeant dans la suspicion un ensemble de sites Internet luxembourgeois?

- La dissimulation de cette information capitale ne rend-t-elle pas le communiqué tout simplement superflu?

Réponse (13.3.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Félix Braz, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après concernant le communiqué de presse du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur mettant en garde les internautes contre les risques liés au déploiement de chevaux de Troie.

Le site web en question a été manipulé par un cybercriminel pour rediriger les internautes de façon clandestine vers un site hébergé en Russie distribuant des malware[I]. Cette manipulation a été rendue possible par un serveur sur lequel le site a été hébergé et qui présentait certaines vulnérabilités techniques. L'exploitation de ces vulnérabilités rendait la manipulation du site possible.

[I] Technique appelée iFrame: http://www.cases.public.lu/fr/publications/dossiers/iframe/index.html

La prise en otage de sites Internet pour la distribution indirecte de malware (vers, virus ou chevaux de Troie) est une technique de plus en plus employée par les cybercriminels. Ainsi Google[ii] a répertorié en 2007 plus de 70.000 sites qui distribuent directement ou indirectement du malware, la plupart du temps malgré eux. C'est donc un phénomène très répandu, mais mal connu puisque assez nouveau.

Considérant le grand nombre de sites web infectés, la publication du nom d'un seul site touché n'aurait présenté aucune valeur ajoutée, ceci d'autant moins que le site en question avait résolu le problème au niveau de la publication du communiqué de presse. Le but de mon Ministère est de mettre les internautes en garde devant un danger général, non limité à un seul site. Les internautes doivent apprendre de façon générale qu'ils doivent se protéger contre les risques très répandus d'attaques par chevaux de Troie. Telle est la mission de sensibilisation du projet CASES.

En d'autres mots, en date du communiqué de presse, le site en question ne présentait plus de vulnérabilités et l'iFrame qui redirigeait les internautes n'était plus présent. Cependant le risque provenant du Cheval de Troie qui a éventuellement été installé persiste. De plus, le risque de s'infecter en surfant sur d'autres sites n'est pour autant pas éliminé parce que l'attaque en tant que telle existe et le nombre d'attaques est toujours croissant[iii].

Au cours des discussions autour de cette attaque par cheval de Troie, la presse a nommé deux sites qui ont été défigurés au cours des dernières semaines. Ils s'ajoutent à la longue liste des sites qui ont subi des attaques de type «defacement[iv]». Or si un cybercriminel peut accéder à un site pour le défigurer, il peut aussi introduire une iFrame afin de rediriger les internautes vers des sites qui distribuent du malware.

Beaucoup de sites web dans le monde sont hébergés sur des serveurs mal configurés ou mal gérés. Ceci est aussi vrai pour le Luxembourg et montre la nécessité que tous les acteurs confondus, industrie, PME, administrations et citoyens adoptent des mesures de sécurité appropriées afin de pouvoir tirer profit des avantages manifestes d'Internet. Ce cas montre aussi que l'industrie de la sécurité trouve, surtout auprès des PME, un marché potentiel qui demande des solutions innovatrices. Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur promeut déjà depuis plusieurs années le développement de solutions innovantes et adaptées tant aux besoins sécuritaires spécifiques qu'aux possibilités financières des PME. Parallèlement le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur fournit, par le biais de sa structure CASES, une plate-forme d'échange pour informations touchant à la sécurité informatique aux acteurs de l'industrie et de la place financière.

Tous les acteurs sont invités à tirer profit de cette plate-forme et de venir s'informer sur les risques actuels et les contre-mesures applicables. Ainsi, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur offre proactivement des solutions à un problème global.

Le phénomène des attaques par iFrame n'est pas limité au Luxembourg, les chiffres de Google le démontrent bien. Le communiqué de presse, tel qu'il a été lancé avait l'intention de mettre en garde les internautes devant un risque répandu et d'expliquer que le phénomène ne faisait pas halte aux frontières luxembourgeoises. Les articles publiés dans la presse démontrent bien qu'une discussion générale a été lancée et cette évolution nous semble importante et bienvenue.

Les internautes luxembourgeois ne se limitent bien entendu pas à surfer sur des sites luxembourgeois, mais tirent globalement profit d'Internet. Il est donc primordial que les internautes connaissent les dangers et sachent se protéger.

Question 2296 (11.2.2008) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **dernier communiqué de Cyberworld Awareness and Security Enhancement Structure (CASES) -** le **Site Internet luxembourgeois et** le **«Cheval de Troie»:**

La semaine dernière, la structure CASES (Cyberworld Awareness and Security Enhancement Structure) du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur avait informé la presse qu'un site Internet luxembourgeois très fréquenté par le public a été victime de cybercriminels qui y avaient déposé un Cheval de Troie pour infecter les ordinateurs des visiteurs du site et voler leurs données personnelles pour les escroquer.

Si cette initiative de CASES est certainement louable, il se pose cependant un certain nombre de questions quant à la date de publication et le contenu de cet avertissement. En fait, ce dernier n'a été publié que quelques jours après l'infection du site concerné. En plus, ni le nom du site infecté, ni celui du Cheval de Troie n'ont été publiés jusqu'à ce jour.

Selon mes informations, le site qui a été visé par les cybercriminels est surtout fréquenté par des jeunes internautes qui ne sont pas toujours conscients des dangers liés à l'utilisation de l'Internet.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Pour quelles raisons la structure CASES a-t-elle retardé la publication du communiqué de presse au lieu de le diffuser le jour même ou le lendemain de l'infection?

- Pour quelles raisons le nom du site Internet infecté n'est-il pas mentionné dans le communiqué de presse? Pourquoi a-t-on laissé les internautes dans l'incertitude?

- Monsieur le Ministre entend-il préciser à l'avenir les informations contenues dans un tel communiqué?

- Outre des conseils de sécurité, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire d'indiquer sur le site de CASES un certain nombre de liens de téléchargement vers des programmes antivirus ou antitrojan qui aideraient les internautes à protéger ou désinfecter leurs ordinateurs?

Réponse (13.3.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marco Schank, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après concernant le communiqué de presse du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur mettant en garde les internautes contre les risques liés au déploiement de chevaux de Troie.

Le site web en question a été manipulé par un cybercriminel pour rediriger les internautes de façon clandestine vers un site hébergé en Russie distribuant des malware[i]. Cette manipulation a été rendue possible par un serveur sur lequel le site a été hébergé et qui présentait certaines vulnérabilités techniques dont l'exploitation rendait la manipulation du site possible.

La prise en otage de sites Internet pour la distribution indirecte de malware (vers, virus ou chevaux de Troie) est une technique de plus en plus employée par les cybercriminels. Ainsi Google[ii] a répertorié en 2007 plus de 70.000 sites qui distribuent directement ou indirectement du malware, la plupart du temps malgré eux. C'est donc un phénomène très répandu, mais mal connu puisque assez nouveau.

La structure CASES du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a reçu le 25 janvier 2008 l'information qu'un site luxembourgeois à forte fréquentation avait distribué, de façon indirecte et involontaire, des chevaux de Troie. Le même jour, la structure CASES a informé ses partenaires, notamment le Centre Informatique de l'État ainsi que le secteur financier via l'ABBL, et a émis une alerte sur son site (www.cases.lu) pour mettre en garde les internautes. À ce moment une investigation policière était déjà en cours et le site concerné, qui avait été informé de l'attaque, avait réagi immédiatement et ne distribuait plus de malware.

Le 6 février, en concertation avec l'ABBL et la Police grand-ducale, un communiqué de presse a été distribué pour mettre en garde les internautes de façon générale, contre cette forme d'attaques désormais très répandue.

Considérant le grand nombre de sites web infectés de par le monde, la publication du nom d'un seul site touché n'aurait présenté aucune valeur ajoutée, ceci d'autant moins que le site en question avait résolu le problème avant la publication du communiqué de presse. Le but de mon Ministère est de mettre les internautes en garde devant un danger général, non limité à un seul site. Si CASES avait publié le nom du site concerné, tous les internautes qui ne connaissaient pas ce site ou qui ne l'ont jamais visité, ne se seraient pas sentis concernés et auraient simplement ignorés le communiqué. Or il est important que les internautes apprennent qu'ils doivent se protéger toujours contre les risques très répandus d'attaques par chevaux de Troie et que cette forme d'attaque ne fait pas halte à un seul site ni aux frontières luxembourgeoises. Telle est la mission de sensibilisation qu'a le projet CASES.

Aujourd'hui le risque provenant des Chevaux de Troie persiste. Le risque de s'infecter en surfant sur Internet n'est pas éliminé[iii].

Le but de la structure CASES est de sensibiliser respectivement de mettre en garde les internautes contre les dangers liés à la société de l'information, de leur fournir le savoir-faire adéquat pour se protéger. C'est aussi dans cette optique que l'alerte ainsi que le communiqué de presse ont été rédigés, le but n'étant pas de montrer du doigt un site-victime, mais de mettre en garde les internautes devant un danger général qui frappe aussi le Luxembourg et qui n'est pas limité à des sites de mauvaise réputation.

CASES s'efforce depuis toujours d'émettre des alertes et des communiqués de presse précis, corrects et rapides tout en respectant d'éventuelles enquêtes policières et en ne divulguant que les informations nécessaires pour que les internautes puissent comprendre le danger et implémenter les contre-mesures nécessaires, respectivement vérifier si les contre-mesures sont en place.

Dans le même but, CASES émet des conseils génériques pour aider les internautes à se protéger contre les multiples risques liés à l'utilisation d'Internet, comme notamment les attaques par cheval de Troie. Conseiller les internautes à utiliser des logiciels spécifiques mettrait en cause la neutralité de CASES et pourrait avoir des implications du point de vue de sa responsabilité, étant donné que CASES ne peut pas garantir l'infaillibilité des produits sur le marché, ni émettre, en tant que structure étatique des préférences d'un produit par rapport à un autre. CASES à pour mission de sensibiliser les internautes à utiliser correctement des logiciels de sécurité tels que les anti-virus, les pare-feux et de veiller à ce que les systèmes d'exploitation et les applications soient mis à jour de façon régulière. CASES promeut l'adoption de réflexes de sécurité, mais ne peut pas faire de publicité pour des produits spécifiques surtout si le Cheval de Troie en question est détecté par tous les grands logiciels anti-virus.

Question 2298 (12.2.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**impression du Mémorial:**

Dans son édition du 25 janvier 2008, le journal «De Feierkrop» écrit:

«Während Victor Bruck mit EU-Subventionen in der Slowakei eine neue Druckerei eröffnete, werden in Luxemburg Arbeitsplätze abgebaut. So druckt Buck zum Beispill das luxemburgische Amtsblatt 'Memorial' in der Slowakei dank der dort üblichen Hungerlöhne.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

2. Quelle est la consommation annuelle en papier nécessaire pour l'impression des Mémoriaux A, B et C?

3. Avec quelle périodicité paraissent ces trois éditions du Mémorial?

4. Est-ce que l'impression du Mémorial a fait objet d'une soumission, si oui de quel type et quels étaient les critères à remplir?

5. Monsieur le Ministre de l'Environnement peut-il nous renseigner sur le bilan de CO_2 du transport de la Slovaquie au Grand-Duché des Mémoriaux ainsi imprimés, eu égard aux informations sub 1?

Réponse conjointe (13.3.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1. L'honorable Député se réfère à un article paru dans un hebdomadaire pour demander si les allusions qui y sont faites par rapport à une impression complète du Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, en Slovaquie sont correctes.

Ignorant les recherches à la base des affirmations reproduites, il échet en premier lieu de constater que les destinataires de certaines des questions ici posées sont des entreprises privées et non pas le Gouvernement. Néanmoins, nous avons recueilli les informations suivantes et tenons en premier lieu de préciser que le Mémorial comporte trois éditions distinctes A, B et C, dont l'impression est confiée depuis 2005 à une association momentanée comprenant deux imprimeurs luxembourgeois: Qatena (ex-Victor Buck) et Imprimerie Centrale, et ceci à la suite d'un marché public avec soumission restreinte.

Le Mémorial A et B n'est pas et n'a jamais été imprimé à l'étranger. En effet, le Mémorial A, contenant les actes législatifs et réglementaires (arrêté royal grand-ducal du 22 octobre 1842 réglant le mode de publication des lois; règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 1961 relatif aux trois recueils du Mémorial) et le Mémorial B, contenant des actes administratifs individuels (insérés par extraits), des avis, des communiqués etc. requièrent une production au Grand-Duché, alors qu'il doit être garanti que le «Journal Officiel» puisse être imprimé, en cas d'urgence, le jour même de l'entrée en vigueur d'un texte en vue de parvenir aux destinataires le lendemain.

Il est vrai que l'entreprise informe que le Mémorial C, dont Qatena avait la responsabilité courant 2007, a été effectivement imprimé en Slovaquie pendant la période de mai 2007 à fin novembre 2007, dû à une restructuration qu'elle a dû effectuer.

En effet, elle a déménagé la presse 2-couleurs qui imprime, entre autres, le Mémorial C en Slovaquie. Cette machine a principalement d'autres productions que le Mémorial C, productions pour lesquelles un déménagement en Slovaquie était justifié, la machine étant sous-utilisée avec la seule demande nationale qui a tendance à se porter vers des productions de plus haute qualité, au contraire des clients servis par Qatena en Slovaquie. Une seule personne travaille sur une 2-couleurs. Pour le Mémorial C, il ne pouvait donc pas s'agir d'une question de prix, les frais de transport dépassant le gain fait en imprimant en Slovaquie. Depuis décembre 2007, le Mémorial C est de nouveau imprimé au Luxembourg (chez Qatena sur une presse 4-couleurs, à défaut) et depuis le 1er janvier 2008 chez l'Imprimerie Centrale.

2. Cette consommation varie en fonction de l'activité législative et administrative (pour le Mémorial A et B), ainsi que de l'activité économique du pays et de la réglementation des publications officielles y relatives (pour le Mémorial C). En 2007, 158.114 pages (tables comprises) ont été publiées au total pour les trois éditions du Mémorial.

La majeure partie de ces pages, à savoir 146.528 pages (tables comprises) concerne le Mémorial C. Il est intéressant de noter que 51,2% des abonnés au Mémorial C sont des abonnés publics (Ministères, administrations, services publics, communes etc.). En février 2008, le nombre des abonnés publics s'élève à 87 et celui des abonnés privés à 83. Le nombre des abonnés au Mémorial C diminue constamment, alors que le stockage de +/- 3.000 numéros annuels (en 2007: 3.025 fascicules à 48 pages, un à huit par jour) est non négligeable. Ces données changeront bien sûr substantiellement

[i] Technique appelée iFrame: http://www.cases.public.lu/fr/publications/dossiers/iframe/index.html

[ii] http://googleonlinesecurity.blogspot.com/2007/06/web-server-software-and-malware.html

[iii] Consulter le dossier malweb: http://www.cases.public.lu/fr/risques/2007/malweb/index.html

[iv] Consulter la fiche correspondante: http://www.cases.lu/fr/publications/fiches/defacement/index.html

parce que le Mémorial C ne sera plus publié que sous forme électronique au site Internet «legilux.lu» à partir de l'année 2009 (à l'exception d'une dizaine d'exemplaires destinés au dépôt légal et à l'archivage). Annoncé en 2007, voilà qui reviendra à une économie substantielle en papier et à une organisation plus rationnelle.

3. Les Mémoriaux A et B paraissent régulièrement, sans délais prédéterminés, en fonction de l'activité législative et administrative. Le Mémorial C paraît tous les jours ouvrables, du lundi au samedi inclus et le nombre d'éditions par jour dépend de l'activité économique du pays et de la réglementation des publications officielles y relatives (loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif).

4. En 2004, le marché public du Mémorial a fait l'objet d'une soumission restreinte, sur base d'un cahier des charges dont l'examen détaillé dépasserait le cadre de la présente question parlementaire. Cette soumission était en tous points conformes aux lois et règlements en vigueur sur les marchés publics, et a porté sur une durée de quatre ans. Le marché du Mémorial sera relancé à partir de l'année 2009.

5. D'après les informations fournies, les Mémoriaux C imprimés en Slovaquie ont été transportés vers le Luxembourg par un transport routier (un transport toutes les deux à trois semaines), conjointement avec d'autres produits et marchandises, ceci dans le souci de limiter les frais de transport ainsi que les émissions de CO_2.

Sachant qu'un numéro de Mémorial C pèse environ 105 g, que le tirage total par numéro pendant la période en question était de 240 exemplaires par numéro et que, toujours pendant la même période, 2.000 numéros environ ont été publiés, l'on peut dresser l'estimation suivante:

2.000 x 240 x 105 g = 50.400.000 g = 50.400 kg ou encore environ 50 tonnes de papier, réparties sur une douzaine de transports par camion sur la période. La distance à parcourir s'élève à 1.200 km par trajet.

En se basant sur les calculs établis par le «Institut für Energie- und Umweltforsschung Heidelberg GmbH (IFEU)», à savoir que les émissions moyennes de gaz à effet de serre du transport routier de marchandises (par camion) s'élèvent à un équivalent de 45 g de CO_2 par tonne transportée et par kilomètre parcouru, on peut estimer que les émissions engendrées par le transport du Mémorial C de la Slovaquie au Grand-Duché pendant la période considérée s'élèvent à quelque 2,7 tonnes de CO_2. À titre de comparaison, cette quantité correspond à peu près au rejet annuel moyen d'une voiture particulière parcourant 15.000 km par an.

Rappelons que cette situation de transport a cessé et que, de toute façon, à partir de 2009, l'impression ordinaire sur papier du Mémorial C n'aura plus cours.

Question 2299 (13.2.2008) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant les **services d'assistance en escale:**

L'inauguration de la nouvelle aérogare à l'Aéroport de Luxembourg est prévue pour le 25 avril prochain. Parallèlement à la mise en service de cette nouvelle infrastructure, la société d'exploitation lux-Airport S.A. prévoit l'implantation d'un deuxième prestataire de services d'assistance aux vols passagers en escale, activité réservée jusqu'à présent à la seule société nationale de navigation aérienne, Luxair.

L'ouverture à la concurrence des services d'assistance en escale engendrera un certain nombre de changements d'ordre organisationnel à l'aéroport, de même que la société Luxair verra disparaître son monopole dans ce domaine.

Dans ce contexte je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quels changements structurels et/ou organisationnels deviendront nécessaires suite à l'implantation d'un deuxième prestataire de services d'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg?

- Dans quelle mesure la société Luxair sera-t-elle concernée par ces changements?

- Quelles en seront les conséquences prévisibles pour le personnel de Luxair?

- En cas de perte d'une partie des activités de «ground handling» par Luxair, quel sera le sort réservé au personnel, alors peut-être en surnombre?

Réponse (18.3.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'inauguration de la nouvelle aérogare aura lieu le 25 avril 2008 avec des journées portes-ouvertes prévues les 26 et 27 avril 2008 afin de permettre au grand public de découvrir les lieux.

Avec la mise en service de la nouvelle aérogare et conformément aux missions qui ont été attribuées par la loi du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation civile à l'entité gestionnaire de l'aéroport, lux-Airport assurera également l'exploitation de la nouvelle aérogare.

Parallèlement, il a été décidé de préparer l'ouverture du marché des services d'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg à la concurrence en prévoyant l'implantation d'un deuxième prestataire de services à l'Aéroport de Luxembourg. Le Luxembourg avec un trafic en 2007 de quelques 1,7 millions de passagers, au vu des prévisions de croissance du trafic aérien en général et de la capacité de la nouvelle aérogare de trois millions de passagers, anticipe ainsi le seuil de trafic de deux millions de passagers prévu dans la loi précitée de 1999, seuil à partir duquel cette mise en concurrence devient obligatoire et répond ainsi à une demande pressante de la part des autres compagnies aériennes opérant au Luxembourg.

Il convient de noter que l'assistance en escale comporte une plénitude d'activités, tels l'assistance «passagers», l'assistance «bagages», l'assistance «catering», l'assistance «transport au sol», l'assistance «carburant et huile».

En conformité avec les dispositions de la loi précitée, la société lux-Airport S.A. sera en charge d'assurer la gestion des infrastructures centralisées servant à la fourniture des services d'assistance en escale et dont l'usage et par les prestataires de services et par les usagers pratiquant l'auto-assistance est obligatoire. Il convient de citer comme exemple d'une infrastructure centralisée le système de tri de bagages qui sera utilisé en commun par les deux prestataires de services.

La nouvelle aérogare a été conçue afin de disposer des locaux permettant d'accueillir deux prestataires de services ce qui n'était pas le cas pour l'ancienne aérogare. En tant qu'exploitant de la nouvelle aérogare, lux-Airport devra assurer une gestion transparente, objective et non discriminatoire des différentes infrastructures centralisées d'assistance en escale par rapport aux assistants en escale et aux usagers et ceci sous la supervision des autorités compétentes.

En ce qui concerne les prestataires de services qui fournissent des services d'assistance en escale, ils doivent tout d'abord opérer une stricte séparation comptable selon les pratiques commerciales en vigueur entre les activités liées à la fourniture des services d'assistance en escale et leurs autres activités. La réalité de cette séparation comptable doit être contrôlée par un vérificateur indépendant désigné par les autorités. Ensuite, les prestataires visés doivent obtenir un agrément pour ces activités d'assistance en escale dont ils doivent respecter les conditions.

Alors que la procédure de sélection de ce deuxième prestataire de services a été entamée par la société lux-Airport dûment mandatée par le Ministre des Transports, il appert que cette procédure ne sera vraisemblablement clôturée que fin juillet 2008 de sorte qu'il peut être escompté qu'un nouvel prestataire de services entame ses activités au courant du deuxième semestre 2008.

La société Luxair, comme l'indique à juste titre l'honorable Député, perdra ainsi son monopole dans le marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg. Étant donné qu'il s'agit d'une branche d'activités parmi d'autres du Groupe Luxair, celui-ci se verra contraint à revoir sa politique commerciale en ce qui concerne la prestation de ces activités envers les sociétés aériennes tierces qui auront le choix entre deux prestataires de services d'assistance en escale. En même temps, il ne faut pas non plus oublier qu'étant donné que l'opérateur Luxair a transporté en 2007 plus d'un million de passagers sur un total de 1,7 millions de passagers passant par l'Aéroport de Luxembourg, la part de marché potentiellement affectée est limitée, sans même parler des possibilités de croissance de ces activités au vu des nouvelles capacités offertes par la nouvelle aérogare.

Au vu de ce qui précède, il est encore trop tôt de déduire à de quelconques conséquences pour le personnel de Luxair. De manière générale, il peut cependant être noté qu'à ce jour toutes les questions affectant le personnel ont pu été résolues selon le modèle luxembourgeois en étroite concertation avec le personnel concerné.

Question 2300 (13.2.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**importation et** la **commercialisation de tous les produits dérivés de phoques:**

La directive européenne du 28 mars 1983 (83/129/CEE, JO CE L 91), modifiée en dernier lieu par la directive du Conseil du 8 juin 1989 (89/370/CEE, JO CE L 163), concernant l'importation dans les États membres de peaux de certains bébés-phoques et de produits dérivés, a interdit sur le territoire de la Communauté européenne l'importation à des fins commerciales de certains produits dérivés de bébés-phoques harpés et de bébés-phoques à capuchon.

Or, si une telle démarche est louable, elle est insuffisante, car elle ne concerne d'une part, que certains produits dérivés et d'autre part, les bébés-phoques. Par ailleurs, force est de constater que seule l'importation est réglée au niveau européen, mais non le commerce.

De nombreuses infractions aux différentes réglementations adoptées en vue de protéger les phoques et plus particulièrement les bébés-phoques contre la chasse non traditionnelle sont constatées tous les ans. Si on ajoute au nombre de phoques et de bébés-phoques tués le plus souvent dans des conditions «barbares» au mépris des règles internationales de protection de cette espèce, celui des phoques et bébés-phoques victimes de l'échauffement de la planète, on comprend aisément que cette espèce animale est en voie d'extinction. Il est important d'agir dès maintenant pour préserver cette espèce et à travers elle la faune et la flore terrestre et maritime de notre planète en étendant l'interdiction à l'importation et à la commercialisation de tous les produits dérivés de phoques, de phoques à selle et de phoques à capuchon, quelle que soit leur catégorie d'âge.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,

- si le Luxembourg partage l'avis du soussigné qu'il est urgent d'étendre l'interdiction à l'importation et à la commercialisation de tous les produits dérivés de phoques, de phoques à selle et de phoques à capuchon, quelle que soit leur catégorie d'âge.

- Dans l'affirmative, quelles sont les mesures que le Luxembourg entend prendre au niveau national, mais aussi au niveau communautaire voire international? Au niveau communautaire, entend-il par exemple mettre la question sur l'agenda européen? Au niveau national, vise-t-il à instaurer un embargo sur tous les produits dérivés de phoques en attendant la mise en place de mesures législatives appropriées?

Réponse commune (13.3.2008) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

L'honorable Député se réfère à la réglementation communautaire prescrivant depuis 1983 l'interdiction de l'importation dans l'UE des peaux bébés-phoques et des produits dérivés pour proposer l'extension de cette prohibition à la mise sur le marché et aux échanges intracommunautaires.

À l'époque, l'objectif de cette réglementation restrictive visait avant tout le boycottage de produits issus de l'abattage des bébés-phoques harpés et des bébés-phoques à capuchon.

Cette réglementation eut pour effet que les autorités compétentes du Canada, du Groenland et de la Norvège n'ont, à partir de 1987, plus autorisé que la chasse de phoques d'un âge plus élevé. Par la suite, des quotas limitatifs de capture des phoques ont été instaurés avec pour conséquence une forte croissance du nombre de phoques au Groenland et à l'Atlantique avec quelque huit millions d'animaux en 2004. Ces chiffres positifs sont corroborés par des foras internationales comme la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) et IUCN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) qui ont pour mission de surveiller les écosystèmes et la biodiversité de la planète.

Ces chiffres rassurants sur le développement de la population des phoques ne disent cependant rien sur la composante éthique de la chasse qui, bien que surveillée par des autorités, se situe à la limite de la maltraitance animale.

Une démarche fondée sur le seul respect du bien-être animal mènerait probablement à une interdiction de la mise sur le marché et de l'échange intracommunautaire des peaux de phoques et de leurs dérivés telle que voulue par l'auteur de la question parlementaire. Cependant une démarche législative au seul niveau national n'aura bien évidemment qu'une valeur symbolique en raison de l'envergure restreinte du commerce des peaux de phoques et de leurs dérivés sur notre territoire.

Nous savons que certains de nos pays voisins ont légiféré dans le sens que l'honorable Député préconise ou sont en train de le faire. Comme d'autres pays européens, le Gouvernement luxembourgeois estime qu'il conviendrait de se concerter au niveau européen. Ainsi, en termes d'action au niveau communautaire, le Gouvernement ne s'opposera pas à une démarche dans le sens voulu par l'honorable Député. Il s'agira pourtant de s'entendre sur des bases juridiques devant permettre une telle avancée. Il conviendra aussi de s'assurer de la compatibilité d'une législation éventuelle avec les règles de l'OMC afin qu'une telle législation ressorte tous ses effets escomptés.

Question 2303 (14.2.2008) de **M. Jean-Pierre Klein** *(LSAP)* concernant les **fonctionnaires de l'Administration des Douanes et Accises ayant la qualité d'officier de police judiciaire:**

L'article 15 de la loi du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des Douanes et Accises stipule que certains fonctionnaires, ayant au moins le grade de contrôleur adjoint et nominativement désignés par un arrêté des Ministres de la Justice et des Finances, ont qualité d'officier de police judiciaire.

Par conséquent, pour chaque nouvelle législation qui prévoit des missions tombant sous le champ de compétence de l'Administration des Douanes et Accises, les agents désignés selon l'article ci-dessus devront être assermentés devant le Tribunal d'arrondissement.

Selon mes informations, ces démarches protocolaires entraînent à chaque fois une perte de temps de travail considérable d'autant plus que la plupart des agents de l'Administration des Douanes et Accises ne sont en règle générale que rarement concernés par les nouvelles dispositions.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances s'il peut confirmer cet état des choses?

- Par ailleurs, combien d'agents de l'Administration des Douanes et Accises ont la qualité d'officier de police judiciaire, donc combien de personnes doivent à chaque fois se soumettre à une nouvelle assermentation?

- Sachant que la législation sur la Police grand-ducale prévoit que l'ensemble du personnel policier est chargé de missions de police judiciaire, quel est l'avis de Messieurs les Ministres sur une telle disposition pour le personnel de l'Administration des Douanes et Accises?

- Est-ce que Messieurs les Ministres ne sont pas d'avis que l'attribution légale de la qualité d'officier de police judicaire à l'ensemble du personnel douanier - à partir d'un grade à déterminer ou après l'examen de fin de stage -, contribuerait à augmenter le nombre d'agents disponibles auprès de l'Administration des Douanes et Accises et à éviter une perte de temps inutile?

- Sinon, quelles sont les raisons éventuelles qui s'opposent à une telle démarche?

Réponse commune (21.3.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En effet, récemment de nombreux fonctionnaires de l'Administration des Douanes et Accises ont été assermentés devant leur Tribunal d'arrondissement compétent, en raison de nouvelles compétences leur accordées par différentes législations.

Actuellement 332 fonctionnaires de l'Administration des Douanes et Accises ont la qualité d'officiers de police judiciaire dans les différents domaines, comme «attributions de sécurité», «stupéfiants», «dual use», «précurseurs» et «recherches».

L'article 15 de la loi du 27 juillet 1993, citée dans la question parlementaire, concerne uniquement les infractions aux lois en matière des douane et accises et aux autres lois fiscales. Or, pour toute loi qui ne rentre pas dans cette catégorie, c'est la loi elle-même qui désigne les compétences et les qualités des agents de l'Administration des Douanes et Accises.

Contrairement aux fonctionnaires de la police grand-ducale, la qualité d'OPJ des fonctionnaires de l'Administration des Douanes et Accises ne trouve pas sa base juridique dans l'article 10 du Code d'instruction criminelle. Il s'agit d'une compétence ad hoc pour certains douaniers dans des domaines clairement définis par la loi.

À l'heure actuelle un inventaire de toutes les lois accordant la qualité d'OPJ aux fonctionnaires de l'Administration des Douanes et Accises est établi. L'objectif de cet exercice est d'harmoniser les différentes formules existantes et d'analyser la possibilité de remplacer les formules figurant dans les différentes lois par une formule unique, afin d'en obtenir une cohérence accrue sans passer par une procédure d'assermentation supplémentaire.

Question 2304 (15.2.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **retenues:**

D'Schoulgesetzgebung gesäit vir, datt Schüler, déi géint d'Schouluerdnung verstoussen, mat verschiddenen disziplinaresche Moossname bestrooft kënne ginn. Dës Strofe reeche vu Retenuen iwwer zäitweilegen Ausschloss vun de Coursë bis zum Schoulverwäis.

Ouni d'Retenuen als sollech a Fro ze stellen, stelle sech an der Applikatioun dach awer eng ettlech Froen. Ass et zum Beispill pedagogesch sënnvoll, wann e Schüler, dee während dem Unterricht just «geknätscht» huet, an enger Retenue dozou «verdonnert» gëtt, all Knätsch, deen ënnert de Schouldëscher pecht, ewech ze maachen? Oder däerfe Schüler ganz allgemeng eng «Botzretenue» operluecht kréien, och wann hir Verfehlung mat der Propretéit am Schoulgebai näischt ze dinn huet?

Duerfir géif ech Iech gären dës Froe stellen:

- Gëtt et Direktive vum Ministère, wéi bei Retenuen ze verfueren ass, oder ass dat der jeeweileger Schoulleedung iwwerlooss?

- Däerfen iwwerhaapt «Botzretenuen» ordonnéiert ginn, a wa jo, missten déi net irgendwéi am Zesummenhang mat der betreffender Verfehlung stoen?

Réponse (21.3.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Am Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeë ginn d'Retenuen am Artikel 42 bei den disziplinaresche Moossnamen opgezielt.

Eng Retenue ass no den normale Schoulstonnen. E Surveillant ass do, an de Schüler muss eng Aufgab oder eng Aarbecht maachen. Dës Aufgab oder Aarbecht kritt hien an der Regel vun deem Professer, deen him d'Retenue ginn huet. Déi Aufgab oder Aarbecht soll eng Relatioun hu mat der Ursaach vun der Retenue. Eng «Botzretenue» ass also ubruecht, wann de Schüler eppes verknascht huet.

Genee Direktiven iwwert den Typ vun esou enger Aufgab oder Aarbecht ginn et net. Dat ass der Appréciatioun vun den Enseignanten an der Direktioun iwwerlooss.

Sollten d'Elteren oder de grousssjährege Schüler selwer mat enger Retenue net d'accord sinn, da kënne si beim Direkter reklaméiren, an zwar den Dag selwer, wou si informéiert ginn, oder den Dag dono.

Question 2305 (15.2.2008) de **M. John Castegnaro** *(LSAP)* concernant le **mobbing:**

Actuellement, le Luxembourg ne dispose pas d'une législation sur le harcèlement moral sous toutes ses formes (mobbing, stress, etc.), étant donné que jusqu'ici le Gouvernement a opté d'abord pour la mise en œuvre d'un plan d'action en quatre étapes pour combattre toute forme de harcèlement sur le lieu de travail. Ces étapes sont la sensibilisation, la prévention, la médiation et finalement la lutte répressive.

À la question parlementaire N°1846 du 11 juillet 2007 concernant une éventuelle législation sur le harcèlement moral, Monsieur le Ministre a répondu qu'il entend prochainement revenir à charge dans ce dossier suite à des consultations qu'il envisage de mener avec toutes les parties intéressées *(cf. compte rendu N°1/2007-2008)*.

Par ailleurs, Monsieur le Ministre avait l'intention d'organiser avant la fin de l'année 2007 une conférence sur le sujet afin d'entendre toutes les parties intéressées avant de décider en connaissance de cause, des suites à réserver à ce dossier.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Qu'en est-il de l'état actuel des différentes phases du plan d'action susmentionné?

- Est-ce qu'une conférence respectivement des consultations avec toutes les parties intéressées ont eu lieu?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur des conclusions éventuelles?

- Quelles suites seront réservées par le Gouvernement au dossier?

Réponse (14.3.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Je voudrais d'abord apporter quelques précisions par rapport à l'exposé des motifs précédant les questions concrètes de Monsieur le Député.

En effet, j'ai l'impression que les réflexions de base tablent sur un amalgame de différents sujets qui appellent en fait des actions politiques différentes.

Ainsi, Monsieur le Député mentionne la nécessité d'une législation sur le harcèlement moral, mais continue en mentionnant un plan d'action en matière de stress.

Les deux sujets dont certes liés mais différents et se basent en plus sur des actes et documents distincts.

Il y a effectivement d'un côté la nécessité de la transposition en droit luxembourgeois de l'accord des partenaires sociaux européens sur la lutte contre le harcèlement moral et la violence au travail. Les partenaires sociaux ont pris l'engagement, dans le cadre du dialogue social interprofessionnel, de transposer cet accord par accord partenarial interprofessionnel, comme le leur demande d'ailleurs l'accord européen de base.

Il est vrai que j'ai annoncé une conférence à ce sujet. Mes services sont en train de la préparer avec l'appui de la Fondation européenne de Dublin pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. La conférence, qui portera évidemment sur un sujet complexe, devrait avoir lieu en fin d'année au plus tard. Cela ne conditionnera évidemment pas la poursuite des travaux sur la transposition de l'accord. En effet, il serait plus utile pour une telle conférence que les partenaires sociaux puissent déjà y proposer le cas échéant un plan d'action concret, sinon une position commune.

En parallèle, j'ai demandé aux partenaires sociaux de réfléchir à la mise en place d'un cadre d'action en matière de stress au travail, sujet fondamentalement différent, même si lié sur certains points. Le plan d'action par étapes mentionné par Monsieur le Député s'applique à ce sujet plutôt qu'à la transposition de l'accord européen sur le harcèlement et la violence.

Je pense qu'il faut éviter l'amalgame entre ces sujets, tant au niveau des actions à envisager qu'au niveau des bases de départ aux actions à envisager.

Question 2306 (18.2.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **tracé de la ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette:**

En 2004, l'ancien Ministre des Transports avait présenté aux responsables politiques des communes concernées en détail le tracé de la ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette. Cette dernière joue un rôle primordial dans l'exploitation future du site Esch-Belval qui va entre autres accueillir l'Université du Luxembourg.

Le 12 février 2008, le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Schifflange avait convié la population à une réunion d'information lors de laquelle les Ministres des Transports et des Travaux publics ont présenté le projet de suppression de plusieurs passages à niveau qui sont à l'origine de perturbations permanentes de la circulation routière. Dans cette même réunion, Monsieur le Ministre des Transports avait également informé, sans rentrer trop dans le détail, que la construction de la ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette allait être retardée.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Transports:

- Pour quelles raisons, la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette, qui s'impose depuis longtemps, ne semble-t-elle plus faire partie des priorités du Ministre des Transports?

- Est-ce qu'il existe d'éventuels problèmes qui retardent la réalisation du tracé susmentionné? Et, le cas échéant, lesquels?

- Quel est le calendrier prévu pour cette nouvelle construction?

- Quels sont les projets ferroviaires dans la région Sud du pays qui jouissent d'une priorité absolue de la part du Ministre des Transports?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir une liste de ces projets dans leur ordre de priorité?

Réponse (20.3.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En réponse à la question parlementaire N°2306 de l'honorable Député Marc Spautz, je tiens à souligner que la nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch, comme d'ailleurs aussi la nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg, sont actuellement soumises aux différentes procédures prévues par la loi du 13 mars 2007 portant transposition en droit national de la directive 97/11/CE.

Ainsi, dans le cadre de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch, mon prédécesseur, Monsieur Henri Grethen, a remis en novembre 2003 le dossier APS y relatif au Ministre de l'Intérieur afin que celui-ci puisse procéder à l'étude d'impact comparative conformément à la directive précitée. Dès lors, le Ministère de l'Intérieur a effectué ladite étude d'impact comparative dont le «rapport final» a été transmis au Ministère des Transports en date du 18 mai 2007.

Il s'agit d'une «étude d'impact combinée des nouvelles voies ferroviaires Luxembourg-Esch/Alzette et Luxembourg-Bettembourg» qui compare également ces deux lignes et qui exprime une légère préférence pour la réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire «Luxembourg-Bettembourg». La procédure prévue par la loi du 13 mars 2007 précitée étant en cours, il est prévu de soumettre le projet de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch à une consultation du public dans les communes concernées au cours de l'année 2008.

Suivra ensuite la décision du Conseil de Gouvernement sur le choix du tracé qui sert de base à l'élaboration de l'APD du projet. Sur base de cet APD, il est prévu de déposer en 2010 pour chacune des deux lignes un projet de loi à la Chambre des Députés.

En ce qui concerne les autres projets ferroviaires prioritaires de la région Sud, il y a lieu de citer la finalisation de la mise à double voie de la ligne Luxembourg-Pétange ainsi que la réalisation de l'antenne ferroviaire Belval-Usines - Belvaux-Mairie avec les trois arrêts Belval-Usines, Belval-Lycée et Belvaux-Mairie ainsi que le P&R à la hauteur de l'arrêt Belval-Usines.

Question 2307 (18.2.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **procédure de changement de fournisseur d'électricité:**

Depuis le 1er juillet 2007, chaque ménage privé est libre de choisir son propre fournisseur d'électricité. Le changement de fournisseur implique peu de démarches pour le client parce que les fournisseurs d'électricité se chargent de la procédure du changement pour autant qu'il dispose d'un mandat pour se faire.

Or, selon mes informations, pour certains fournisseurs d'électricité cette procédure n'est pas suffisante. En effet, ils exigent que leurs clients doivent également notifier le changement par écrit et moyennant un certain délai de préavis.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce:

- Est-ce que le client doit toujours personnellement résilier son contrat de fourniture d'électricité existant auprès de son fournisseur actuel en cas de changement de fournisseur?

- Est-ce qu'il n'est pas suffisant que le nouveau fournisseur effectue toutes les démarches nécessaires permettant le raccordement au réseau?

- Quelles sont les dispositions légales en la matière?

Réponse (19.3.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En ce qui concerne la première et la deuxième question de l'honorable Député, il y a lieu de constater que la loi du 1er août 2007 concernant l'organisation du marché de l'électricité ne s'exprime pas sur la question s'il appartient personnellement au client final de résilier son ancien contrat de fourniture.

En ce qui concerne la troisième question, il faut préciser que la loi du 1er août 2007 concernant l'organisation du marché de l'électricité ne fixe pas expressément les modalités pour le cas d'un changement de fournisseur.

Le point b) du paragraphe 4 de l'article 54 prévoit cependant que «le régulateur est habilité à fixer les modalités pratiques et procédurales nécessaires à assurer la non-discrimination, une concurrence effective et un fonctionnement efficace du marché en ce qui concerne: (…) le changement de fournisseur (…)». Il appartiendra donc au régulateur d'analyser le fonctionnement du marché et de décider sur l'opportunité de fixer des modalités spécifiques en cas de besoin.

Question 2308 (18.2.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **tatouage:**

Den 31. am Karschnatz 2004 hat ech eng parlamentaresch Fro un den Här Gesondheetsminister gestallt am Kontext mat de Piercing- an Tatoostudioen hei am Land.

A senger Äntwert vum 29. am Hierschtmount 2004 hat den Här Gesondheetsminister eng Rei Recommandatioune vum Gesondheetsministère un d'Exploitante vun den Tatoo- a Piercingsalone bäigeluecht souwéi hie matgedeelt hat, datt seng Servicer géifen d'Entwécklung an eisen Nopeschlänner am A behalen.

Den Tatouage ass hei am Land zu enger gängeger Praktik ginn, besonnesch bei Jonken. An Amerika zum Beispill si 50% vun de Jonken tëschent 18 an 22 Joer tatouéiert. D'Chifferen hei am Land sinn net bekannt, mä wahrscheinlech net wäit dervun ewech, well mir ëmmer méi enger Tendenz zur Amerikanisiérung hei am Land ausgesat sinn.

Wat de Piercing betrëfft, ass d'Situatioun net esou schlëmm, mä awer bedenklech. D'Ursaache vun Tatoo a Piercing si verschidden a variéieren tëschent Zougehéiregkeet zu engem Grupp, engem Mythos oder ganz einfach, fir sech e perséinlechen Touch ze ginn.

D'Fräiheet vum Eenzelnen net a Fro gestallt, muss een awer virun der fortschrëttlecher Entwécklung vun Tatoo a Piercing warnen, an et duerf een déi gesondheetsgefährdend Konsequenzen net aus dem A verléieren.

A Frankräich huet d'Académie de Médecine d'Entwécklung vum Piercing an dem Tatouage anaylséiert an hir Bedenken an engem Rapport den 11. am Chrëschtmount 2007 publizéiert. An deem Rapport fuerdert d'Académie de Médecine eng kloer gesetzlech Reglementéierung fir d'Exploitatioun vu Piercing- an Tatoosalonen. Dëst besonnesch, wat de Schutz vun Mannerjähregen ubelaangt, awer och speziell, wat d'Hygiène an d'Sécherheet betrëfft. Esou Studioen dierften nëmme méi ënner médicochirurgicalen Normen erlaabt ginn. Och misst am Virfeld eng kloer Obligatioun zu enger adequater Formatioun sinn, wat d'Hygiène an d'Sécherheet an deem Beräich betrëfft.

Des Weideren dierft u Mannerjähregen ouni schrëftlech Autorisatioun vun den Eltere keen Tatoo a kee Piercing virgeholl ginn. De Piercing geet oft esou wäit, datt och genital Mutilatioune virgeholl ginn, wat onbedéngt misst verbuede ginn. An England zum Beispill, ass esou eppes gesetzlech verbueden.

D'Académie de Médecine a Frankräich huet a sengem Rapport all méiglech Krankheetsbiller an Ustiechungskrankheete publizéiert, déi duerch de Piercing an den Tatoo kënnen iwwerdroe ginn.

An de Recommandatioune vun 2004 vun de Services de Santé hei am Land steet zum Besipill net vermierkt, datt e Minderjährege muss eng Autorisatioun vun sengen Elteren hunn.

Och huet de Ministère a senger Äntwert matgedeelt, datt et keng Méiglechkeet vu Kontroll gëtt, well keng Autorisatioun néideg ass, fir Piercing oder Tatoo ze praktizéieren.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Ass der Regierung de Rapport vum 11 Dezember 2007 vun der Franséischer Académie de Médecine iwwert de Piercing an den Tatoo bekannt?

2) Huet de Ministère an der Tëschenzäit Donneeën iwwert d'Tatoo- a Piercingpraktiken hei am Land respektiv iwwert d'Zuel vun esou Salonen?

3) Kann de Ministère matdeele wivill Krankheeten, datt duerch d'Pratike vu Piercing oder Tatoo pro Joer festgestallt goufen?

4) Ass d'Regierung net och d'accord, datt endlech misst eng gesetzlech Reglementéierung an deem Beräich geschaafe ginn, fir d'Bierger ze schützen, besonnesch Mannerjähreger?

5) Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, nodeem déi franséisch Académie de Médecine ganz kloer d'Gefore vun dëse Praktiken duergeluecht huet an d'franséisch Regierung opgefuerdert huet endlech an deem Beräich ze légiféréieren?

6) Misst net zumindest eng vum Ministère de la Santé ausgestallten a kontrolléierbar Autorisatioun mat kloeren Obligatiounen erfuerdert sinn, fir en Tatoo- oder Piercingstudio ze bedreiwen?

Réponse (19.3.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

De rezente Rapport vun der franséischer Académie de Médecine ass menge Servicer bekannt.

Meng Servicer hu keng Informatiounen iwwer Tatoo- oder Piercingaktivitéiten. Mat Ausnahm vu verschiddenen ustiechende Krankheeten, sinn d'Krankheeten och net umeldeflichteg. Ech ka mer och kee System virstellen, wou eng staatlech Stell breetgefächert Date géif sammelen iwwert d'Ursaache vun deene verschiddene Krankheeten, mat deene jiddfer eenzelne Bierger geplot gëtt.

Sou wéi d'franséisch Académie de Médecine, sinn d'Servicer vun der Santé sech bewosst, dass d'Praktike vu Piercing an Tatoo net ouni Gefore fir d'Gesondheet vum Bierger a besonnesch vu Mannerjährege sinn. Dofir sinn och Recommandatiounen am Zesummenhang mat der Hygiène an de Piercing- an Tatoostudioen ausgeschafft ginn.

D'Regierung verfollegt och weiderhin d'Entwécklung an den Nopeschlänner, wat d'gesetzlech Moossnamen ugeet, besonnesch a Frankräich, wou et jo och nach keng gëtt. Mä och dës Problematik werft erëm déi prinzipiell Fro op, wéi vill Fräiraum een de Bierger léisst a wéi vill staatlech Kontroll ee wëllt aféieren. Am Géigesaz zu beispillsweis dem Alkohol- an Tubakmëssbrauch kënnt jo bei dëse Praktiken eigentlech keng Drëttpersoun zu Schued.

Question 2309 (19.2.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **tracé définitif du tram:**

Lors du débat de consultation sur l'extension du réseau ferré léger dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général du 6 avril 2006, la Chambre des Députés a voté une motion invitant le Gouvernement à «préciser et approfondir, avec la Ville de Luxembourg, le projet de la mise en place d'un tram léger, en spécifiant notamment la manière dont il devrait cohabiter avec le réseau d'autobus AVL/RGTR existant, en tenant compte des besoins spécifiques des quartiers résidentiels et du transport scolaire, ainsi que le tracé du tram sur l'axe central à travers la capitale et les besoins de réorganisation des flux de la circulation routière» et «à tenir la Commission des Transports régulièrement informée sur l'état d'avancement du dossier».

Monsieur le Ministre des Transports vient d'annoncer que les discussions y relatives seraient sur le point d'être finalisées et qu'il allait présenter le tracé définitif du tram lors de la prochaine foire de printemps qui débutera le 24 mai 2008.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Transports:

- Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il d'informer la Commission des Transports des dernières évolutions dans ce dossier?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire que le projet et le tracé définitif soient tout d'abord présentés aux membres de la Chambre des Députés avant d'être présentés au grand public?

- Dans l'affirmative, quel est le calendrier de présentation du projet à la Chambre des Députés?

Réponse (18.3.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En réponse à la question 2309 de l'honorable Député Marc Spautz, je tiens à souligner que je me tiens en date du 20 mai 2008 à la disposition de la Commission des Transports de la Chambre des Députés pour tenir ses membres informés sur l'état d'avancement du dossier de la mise en place d'un tram léger. Le tracé définitif du tram léger sera ensuite présenté au grand public.

Question 2310 (19.2.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **«péage commun»:**

Les Gouvernements des Pays-Bas et de la Belgique ont à nouveau discuté de l'introduction éventuelle d'un système de péage commun.

Selon mes informations le Luxembourg serait intéressé d'y participer au cas où la finalité serait de revoir le système de l'«Eurovignette» pour les poids lourds dépassant les douze tonnes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces allégations?

- Le Gouvernement envisage-il de soutenir le projet d'un «péage commun»?

- Est-ce que le Luxembourg participe à ces discussions?

- Dans l'affirmative, quel est l'état actuel du dossier en question?

Réponse (13.3.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Tout en prenant référence à ma réponse à la question parlementaire N°1478 du 22 décembre 2006 de l'honorable Député *(cf. compte rendu N°6/2006-2007)*, je tiens à nouveau à lui confirmer que le Luxembourg est demandeur d'une solution commune de péage routier Benelux pour poids lourds, au cas où l'abandon du système actuel de droit d'usage au profit de l'introduction d'un système de tarification routière serait décidé aux Pays-Bas et en Belgique.

En effet, au stade actuel, il apparaît difficile de continuer seul ou en concertation avec le Danemark et la Suède un système de droit d'usage conformément à la directive communautaire 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures au cas où les pays entourant le Luxembourg disposeraient de systèmes de tarification kilométrique.

Dans cette optique, le Luxembourg se tient informé particulièrement des projets et des évolutions politiques dans nos pays voisins et participe aussi aux discussions à différents niveaux administratifs et politiques.

Pour rester avec le Benelux, il y a lieu de constater que les Pays-Bas envisagent l'introduction d'un péage routier généralisé s'appliquant tant aux poids lourds qu'aux véhicules particuliers et ceci pour l'ensemble du réseau routier. Sans se fixer sur des mesures de compensation pour les entreprises de transport, les Pays-Bas soulignent toujours que l'introduction d'un péage routier devrait en aucun cas comporter une charge fiscale supplémentaire renchérissant ainsi le coût moyen annuel pour un poids lourd.

Bien que je suis avec intérêt ces déclarations, elles me semblent a priori difficilement transposables au Luxembourg au vu de la spécificité géographique, d'une part, et de la valeur ajoutée économique, d'autre part.

En ce qui concerne la Belgique, je ne peux pas fournir pour l'instant à l'honorable Député d'autres informations que celle que les régions belges, compétentes en la matière, continuent à discuter de façon controverse, à savoir l'opportunité d'introduire un péage routier, l'étendue infrastructurelle de celui-ci, la répartition des recettes escomptées d'un tel péage et l'affectation de celles-ci.

Si actuellement des divergences de vues caractérisent les discussions au Benelux en ce qui concerne la possibilité d'envisager un péage routier commun, je me dois de constater que le pragmatisme reste de mise en la matière.

En effet, les Gouvernements de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg en collaboration avec les Gouvernements de la Suède et du Danemark viennent de décider la persistance du système de droit d'usage commun «Eurovignette» en se proposant, d'une part, de retenir dans le cadre des travaux de transposition du droit communautaire certaines dispositions de la directive 2006/38/CE dans leur accord du 9 février 1994 et, d'autre part, de remplacer l'eurovignette sous forme de papier par une eurovignette électronique, l'«e-vignette», dont l'introduction est prévue pour la fin de l'année courante.

Question 2312 (19.2.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **prise en charge par l'État des charges d'investissements de Servior:**

La loi du 23 décembre 1998 ayant créé les deux établissements publics, fusionnés dans l'actuelle structure Servior, prévoyait que l'État assure les charges d'investissements des deux établissements publics pendant les dix premières années de leur existence.

La loi budgétaire du 21 décembre 2007 vient de prolonger pour une période de dix ans supplémentaires cet engagement étatique. Ainsi, les frais des transformations, extensions et autres modifications aux Centres Intégrés pour Personnes Âgées gérés par Servior sont assumés pour dix ans de plus par l'État.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Quelles ont été les raisons qui ont motivé cette décision?

- La prolongation de l'engagement financier de l'État est-elle due à l'omission de constituer des réserves financières suffisamment importantes pour permettre à Servior de subvenir lui-même aux frais en question?

- Quels sont en fait les avoirs thésaurisés par l'établissement public en question?

- Dans la mesure où les réserves seraient insuffisantes, à quel montant est estimé le manque de couverture des frais générés par les travaux en perspective prévus par l'article 18 de la loi précitée de 1998?

- Est-il prévu d'affecter les éventuelles réserves de Servior à la couverture des frais futurs ou l'État assumera-t-il à lui seul cette couverture comme l'y autorise l'article 39 de la loi budgétaire du 21 décembre 2007?

- Dans la mesure où un fonds de réserve a été constitué par Servior et que ce fonds ne sera pas utilisé aux fins pour lesquelles il a été constitué, quelle sera l'affectation effective de cet argent?

- Est-il plus particulièrement prévu de faire bénéficier les pensionnaires des CIPA gérés par Servior d'une ristourne à faire valoir sur leur participation, puisque c'est notamment à charge de leurs contributions que le fonds de réserve a pu être constitué?

Réponse (10.3.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Il y a lieu de souligner en premier lieu que l'article 17 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics, vise les structures affectées par l'État à l'établissement de Centres, Foyers et Services pour personnes âgées, en faisant abstraction de celles construites ou acquises par l'établissement.

L'insertion de cet article dans la loi trouve son origine dans le fait qu'à la date de mise en vigueur de la loi, il existait un important retard entre la remise en état, la modernisation et la transformation des infrastructures appartenant à l'État et celles appartenant à des gestionnaires de structures privées ou communales pour personnes âgées, financées par des participations de l'État et des communes concernées.

Dans le but de respecter l'intention du législateur de mettre tous les prestataires d'aides et de soins à des personnes âgées sur un même niveau concurrentiel - prestataires, qui au moyen du prix de pension et des prestations de l'assurance dépendance doivent assurer eux mêmes leur financement -, il est évident que les aides financières à l'investissement que l'État a accordées aux gestionnaires privés ou communaux reviennent au même titre au gestionnaire auquel furent affectées les anciennes infrastructures dont question.

Comme il s'est avéré qu'à l'échéance des dix ans, seuls quatre projets de remise en état ou de nouvelle construction en remplacement d'une ancienne structure - Esch/Alzette (déjà avant l'entrée en vigueur de la loi), Dudelange, Wiltz et le centre du Rham ont été réalisés ou sont en train de réalisation - et que la modernisation d'autres anciennes structures, telles Differdange, Niedercorn, Rumelange, Mertzig, Vianden, Echternach ou Bofferdange est, soit seulement en planification, soit n'a même pas encore pu être entamée, il est incontournable de prolonger l'application de l'article en cause si l'on ne veut pas mettre sérieusement en question le fonctionnement de ces centres.

En effet, les provisions que l'établissement a du constituer au cours des dernières années sont exclusivement destinées à faire faire les grosses réparations indispensables à partir du moment où les dispositions de l'article 17 ne trouvent plus application, mais seront en tout état de cause insuffisantes pour subvenir à une modernisation complète ou à une construction nouvelle d'un CIPA ou d'une maison de soins. À noter par ailleurs que si l'établissement devait prendre à sa propre charge ces frais, il serait effectivement le seul et unique gestionnaire à devoir les supporter à lui seul.

Conformément à la loi du 23 décembre 1998, l'établissement est géré dans les formes et selon les modalités du droit privé et est obligé de tenir ses comptes selon les principes et les modalités de la comptabilité commerciale.

L'établissement est donc obligé - et le réviseur d'entreprise, prévu par la loi, y veille soigneusement -, de constituer des provisions pour être à même de parer une telle situation dès qu'elle se présente.

Question 2313 (19.2.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**application de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil au niveau des communes:**

La loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil prévoit aux articles 26, 27 et 28 les dispositions suivantes qui concernent les communes et sur lesquelles j'aimerais avoir un certain nombre de précisions:

«Art. 26. Les administrations communales ont la mission d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune.

- Est-ce que Messieurs les Ministres ont connaissance des mesures que les communes ont éventuellement mises en œuvre depuis septembre 2006 pour répondre à cette mission? Dans l'affirmative, lesquelles et par quelle(s) commune(s)?

Art. 27. (1) Une habitation ou un local habituellement loué pour servir de logement ne pourra être soustrait à cette destination pour être transformé en bureau ou local à usage commercial ou artisanal, sauf autorisation expresse de la part du collège des bourgmestre et échevins de la commune dans laquelle se situe l'habitation ou le local en question. (…)

- Est-ce que depuis l'entrée en vigueur de la législation susmentionnée des autorisations expresses ont été établies? Pour quelles raisons?

(2) Le collège des bourgmestre et échevins peut obliger les propriétaires des immeubles et parties d'immeubles non occupés destinés à servir de logement sis sur le

territoire de la commune à les déclarer à l'administration communale dans le délai fixé par ledit collège. La déclaration devra préciser le volume non occupé, le nombre de pièces et le montant du loyer.

- Étant donnée que le collège des bourgmestre et échevins «peut» obliger les propriétaires, combien de communes ont introduit une telle déclaration? Est-ce que les propriétaires ont réagi? Dans l'affirmative, quel est le bilan intermédiaire des données collectées par les différentes communes?

(3) Les infractions aux dispositions du paragraphe (1) sont punies d'une amende de 251 à 50.000 euros et d'un rétablissement des lieux transformés dans leur pristin état ou d'une de ces peines seulement.

Les infractions aux dispositions du paragraphe (2) sont punies d'une amende de 251 à 25.000 euros.

- Est-ce qu'il existe des propriétaires qui ont fait l'objet de sanctions? Est-ce que Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut m'informer sur le nombre de propriétaires sanctionnés et le montant des sanctions infligées?

Art. 28. Chaque commune est autorisée à demander annuellement auprès des bailleurs, donnant en location un ou plusieurs logements sis sur le territoire de la commune, respectivement auprès des locataires d'un logement sis sur le territoire de la commune, des renseignements relatifs au montant du loyer et des charges locatives à payer au bailleur ainsi qu'au type et à la surface en m^2 du logement loué.

- Est-ce qu'il existe des communes ayant profité de cette autorisation et avec quel résultat?

(…) La demande de renseignements est faite moyennant un formulaire mis à la disposition des bailleurs, respectivement des locataires, par les autorités communales. Elle doit être retournée, dûment remplie et signée par chaque bailleur ou locataire destinataire aux autorités communales dans le délai indiqué sur le formulaire, faute de quoi le destinataire défaillant pourra être puni à une amende dont le montant est fixé par règlement communal conformément aux dispositions de la loi communale.

- Est-ce que chaque commune a élaboré un tel questionnaire? Quel est le montant des amendes dans les différentes communes?

En cas de demande du Ministre ayant le Logement dans ses attributions, les résultats des renseignements récoltés dans une commune donnée sont communiqués au Ministre par les autorités communales.»

- Est-ce que Monsieur le Ministre du Logement a entre-temps demandé les renseignements visés auprès des communes? Si tel est le cas, serait-il possible de me faire parvenir un bilan y relatif?

- Finalement, si Messieurs les Ministres ne disposent pas des chiffres ou de la totalité des chiffres demandés, quand est-ce que l'on peut s'attendre à une évaluation détaillée des mesures concernant les communes afin d'assurer que les articles de la loi du 21 septembre 2006 ne restent pas lettre morte?

Réponse commune (27.3.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

* La disposition de l'article 26 de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, qui figurait déjà dans l'ancienne législation de 1955 sur le bail à loyer, consacre la mission légale des communes d'assurer dans la mesure du possible le logement à toute personne domiciliée sur leur territoire.

Il convient de mettre ce texte en relation avec les dispositions du chapitre 3 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, c'est-à-dire avec les aides à la construction d'ensembles de logements. En effet, pour soutenir les communes à construire et à aménager des logements sociaux (pour les mettre en location ou en vente) pour leurs habitants, l'État est prêt à accorder aux communes des aides financières substantielles (par exemple 75% du prix de construction des logements destinés à la location). Tous les projets des communes désirant bénéficier d'aides au logement doivent être inscrits dans un programme pluriannuel. La nouvelle version du 8e programme de construction d'ensembles de logements subventionnés sera publiée au Mémorial avant fin mars.

De plus, il ne convient pas d'oublier qu'un des objectifs prioritaires du projet de loi N°5696 promouvant l'habitat, créant un «pacte logement» avec les communes, instituant une politique active de maîtrise du foncier et modifiant certaines dispositions du Code civil, et devant entrer en vigueur au cours de l'année en cours, est la création de logements à coût modéré destinés à la location.

* En ce qui concerne l'article 27 de la loi de 2006, le Ministre du Logement n'a à ce jour pas été informé d'éventuelles autorisations expresses (ni des raisons y relatives) de la part d'un collège des bourgmestre et échevins d'une des communes du pays. L'autonomie communale joue ici, et aucune commune n'est obligée d'en informer le Ministre du Logement.

Pour ce qui est de l'introduction d'une déclaration obligatoire des logements d'une commune dans le cadre de l'article 27 (ainsi que de l'article 28) de la loi, seule la Ville de Luxembourg est actuellement en train de finaliser un formulaire y relatif, en collaboration avec le Ceps/Instead, la Commission nationale pour la protection des données et le Ministère du Logement. Cette déclaration obligatoire sera dans un avenir proche envoyée aux habitants de la commune. Ce projet ambitieux pourrait servir de modèle pour les autres communes du pays. Des négociations y relatives sont en cours. Par conséquent, aucun bilan intermédiaire des données n'est pour l'instant encore disponible.

À la connaissance du Ministère de l'Intérieur, aucun propriétaire n'a encore été sanctionné sur base de l'article 27, paragraphe (3), de la nouvelle loi. Tout dépendra ici de la détermination des communes concernées à poursuivre les infractions constatées de nos jours et à l'avenir.

* L'article 28 de la nouvelle loi de 2006 donne à chaque commune la possibilité de demander auprès de leurs habitants des renseignements relatifs au loyer, aux charges locatives ainsi qu'au type et à la surface en m? du logement loué, notamment en vue de l'établissement éventuel d'un cadastre des loyers dans la commune respective. Chaque commune est donc libre de décider si oui ou non elle fait utilisation de cette disposition pour demander de tels renseignements auprès de ses habitants.

Vu l'entrée en vigueur récente de ladite loi, il est évident que toutes les communes n'ont pas encore entrepris une telle démarche. À la connaissance du Ministère du Logement, seule la Ville de Luxembourg, via la déclaration susmentionnée, entend prochainement demander de tels renseignements auprès de ses citoyens (à part le recensement fiscal annuel pratiqué - pour des fins uniquement fiscales - dans toutes les communes du pays).

Par conséquent, le Ministre du Logement n'a pas encore demandé des renseignements auprès des communes du pays, faute de récolte de telles données par celles-ci.

Il est difficile de dire quand une évaluation détaillée des mesures concernant les communes, et surtout celles prévues par l'article 27, paragraphes (2) et (3), et par l'article 28 de la nouvelle loi sera disponible. En tout cas, le Ministre du Logement et le Ministre de l'Intérieur encouragent les communes à faire usage des nouvelles possibilités offertes par la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation.

Question 2314 (19.2.2008) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant les **ambulances privées:**

À côté du service ambulancier de la protection civile, de nombreuses sociétés privées de transport de malades ont vu le jour au Luxembourg ces dernières années. Tout en assumant un nombre important de transports de malades, il me paraît que ces sociétés ne sont pas toujours soumises à des dispositions légales précises.

Ainsi, selon mes informations, aucune formation spécifique d'ambulancier n'est requise pour véhiculer une ambulance privée.

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état des choses?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'existence d'un standard d'équipement médical dont doivent se munir les ambulances privées?

- Par ailleurs, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il existe des standards hygiéniques à respecter dans de tels véhicules de transport.

- Finalement, Monsieur le Ministre envisage-t-il de donner un cadre légal à ces sociétés privées de transport de malades?

Réponse (20.3.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'honorable Député soulève la question des dispositions légales ayant trait au secteur des ambulances privées au Grand-Duché de Luxembourg.

En effet, la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente ne prend en compte que le transport des urgences, c'est-à-dire des personnes dont l'état de santé requiert des soins médicaux ou chirurgicaux immédiats et ce dans le cadre du service ambulancier public. Cette loi ne vise pas les transports de malades considérés comme non urgents.

Vu l'augmentation importante du nombre de transports non urgents, vu les possibilités limitées du service ambulancier public de subvenir à cette demande croissante en sus de ses missions dans le cadre de l'aide médicale urgente et considérant que ces dernières années de nombreuses entreprises et sociétés proposent leurs services pour effectuer ces transports et se sont équipées de divers véhicules, il est apparu nécessaire de fixer un cadre réglementaire cohérent et contraignant concernant la prise en charge et le transport de ces malades dans des conditions de confort, de sécurité et d'hygiène.

De ce fait, à l'instar de ce qui a cours dans nos pays voisins, il est prévu de fixer des conditions minimales auxquelles les ambulances destinées au transport des malades en dehors du service ambulancier public doivent satisfaire en ce qui concerne l'équipement ainsi que la formation du personnel effectuant ce transport.

Considérant que les personnes qui font l'objet du transport en ambulance en dehors du service ambulancier public sont par définition des personnes à l'état de santé fragilisé, il sera important de prendre des mesures spéciales en vue de préserver leur état de santé d'où notamment, la fixation de critères techniques et la formation obligatoire qui prennent en compte les divers aspects liés à l'hygiène.

Un projet de règlement grand-ducal en ce sens sera proposé par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire dès 2008 afin de combler ce vide juridique.

Question 2315 (19.2.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**affiliation des non résidents travaillant simultanément au Luxembourg et dans leur pays de résidence:**

Le Grand-Duché de Luxembourg, de par son économie florissante, attire un nombre toujours agrandissant de main-d'œuvre étrangère. Parmi ces salariés, issus souvent des régions frontalières, on peut retrouver toutefois une minorité qui sont des non résidents travaillant simultanément au Luxembourg et dans leur pays de résidence. Leur affiliation à différents systèmes de sécurité sociale peut par conséquent engendrer des difficultés.

Ainsi, d'après le droit communautaire, un tel salarié doit être soumis aux cotisations sociales de son pays de résidence.

Or, ces cotisations, et notamment la cotisation patronale, à verser auprès des caisses compétentes dans le pays de résidence entraînent souvent une charge financière plus élevée pour les patrons luxembourgeois. Cette charge est d'autant plus importante dans les cas où des salariés travaillent principalement au Luxembourg et seulement quelques heures par semaine dans leur pays de résidence.

Par ailleurs, l'indemnité de maternité constitue une autre problématique: une femme enceinte, issue de la catégorie de salariés prémentionnée, n'est plus indemnisée pendant au moins deux semaines, du fait que le congé de maternité prénatal obligatoire de huit semaines avant l'accouchement présumé au Luxembourg n'est couvert par la sécurité sociale des différents pays voisins que pour une durée de six semaines au maximum (p.ex. la loi française prévoit un congé prénatal obligatoire de six semaines et la loi belge prévoit un congé prénatal obligatoire d'une semaine et de cinq semaines facultatives).

Selon mes informations, il existe un projet visant à rétablir ces situations de sorte à ce que les cotisations et les indemnités seront payées dans le pays du lieu de travail principal du salarié.

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer qu'un tel projet est en train d'être élaboré?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'envergure dudit projet?

Réponse (14.4.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Députée a soulevé la problématique de l'affiliation à la sécurité sociale d'une personne qui exerce simultanément deux activités salariées sur le territoire de deux États membres de l'Union européenne.

L'instrument juridique applicable à ces situations transfrontalières est le règlement (CE) 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants, et qui prévoit notamment le principe du droit communautaire de l'unicité de législation applicable. La personne est alors soumise au régime de sécurité sociale du pays de sa résidence.

Il est vrai que dans le cas de figure soulevé par l'honorable Députée où l'activité n'est qu'insignifiante dans le pays de résidence, un certain nombre de difficultés apparaissent. Si la législation luxembourgeoise n'est pas applicable, des doléances sont souvent invoquées par les employeurs (charge financière plus élevée, obligation de communiquer avec des administrations à l'étranger...), mais aussi par les assurés (législation étrangère moins favorable, notamment en matière d'indemnisation du congé de maternité...).

Le Ministère de la Sécurité sociale partage l'appréciation de l'honorable Députée que la solution qui est actuellement prévue au niveau communautaire, n'est pas satisfaisante. Voilà pourquoi, lors des négociations au niveau du Conseil à Bruxelles, les représentants du Ministère de la Sécurité sociale ont soutenu les initiatives pour modifier la législation communautaire sur ce point.

Dans le cadre du nouveau règlement (CE) 883/2004, qui remplacera le règlement (CE) 1408/71, une solution différente et plus équitable est prévue: en cas d'exercice simultané de plusieurs activités, l'État compétent sera celui de l'activité principale.

La procédure de codécision avec le Parlement est actuellement en cours, la mise en application du nouveau règlement est envisagée pour le 1er janvier 2010.

Question 2317 (20.2.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **construction sur le site d'Esch-Belval des infrastructures destinées à accueillir l'Université:**

Le 23 décembre 2005, le Conseil de Gouvernement a retenu le site d'Esch-Belval pour l'installation de la future Cité des Sciences. Trois critères essentiels sous-tendent cette décision à savoir le facteur «temps», le facteur «coût» et le facteur «IVL-aménagement du territoire».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quel est l'état d'avancement du projet d'installation de l'Université à Esch-Belval?

- Quand Monsieur le Ministre entend-il déposer le projet de loi en la matière?

Réponse (15.4.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le projet de l'Université a fait déjà l'objet d'une première saisine de la Chambre des Députés. Conformément à la nouvelle procédure concernant l'optimisation du suivi financier des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État, la Commission des Travaux publics a rédigé en date du 6 novembre 2006 un rapport au sujet d'une liste de projets lui transmise par le Gouvernement, liste sur laquelle figure entre autres le projet de l'Université.

Le rapport en question a été adopté lors de la séance plénière de la Chambre des Députés du 19 décembre 2006.

En ce qui concerne la poursuite de la procédure législative, il convient tout d'abord de préciser que le projet d'ensemble de l'Université a été décomposé en onze projets particuliers qui, mis à part une

seule exception (à savoir la maison des arts et des étudiants, intégrée au projet de la maison du nombre), feront vraisemblablement chacun l'objet d'une loi de financement individuelle. Cette manière de procéder a par ailleurs également été retenue lors des discussions menées avec la Commission des Travaux publics en vue de la rédaction du rapport précité.

La liste complète des ces projets particuliers, établie compte tenu de leur état d'avancement, se présente comme suit:

1. L'incubateur d'entreprise
Les travaux de gros œuvre sont en cours. Les travaux seront achevés fin 2009.

2. La maison du savoir
L'avant-projet détaillé est achevé. Le projet de loi sera prochainement transmis au Gouvernement en Conseil. La durée des travaux est estimée à 36 mois calendrier.

3. La maison des sciences humaines
Le concours d'architectes est en cours. Le jury se prononcera le 24 mai 2008.

4. La maison du nombre
Le concours d'architectes est en cours. Le jury se prononcera le 12 juillet 2008.

5. La maison des arts et des étudiants
Le projet de la maison des arts et des étudiants fait partie du complexe immobilier de la maison du nombre et sera par conséquent traité dans le cadre du concours d'architectes y relatif.

6. La maison de l'ingénieur
Le programme de construction est disponible. Le concours sera lancé au mois de juillet 2008.

7. La maison des sciences naturelles
La programmation est en cours. Le programme sera disponible pour le mois de juillet 2008.

8. La maison des matériaux
La programmation est en cours. Le programme sera disponible pour le mois d'août 2008.

9. Les ateliers
La programmation est en cours. Le programme sera disponible le mois d'octobre 2008.

10. La maison de l'innovation
Le programme de construction est disponible dans ses principes. Les études de l'avant-projet sommaire ont été engagées.

11. La bibliothèque universitaire
Le programme de construction est disponible. Les études d'avant-projet sommaires ont été engagées.

Question 2319 (20.2.2008) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **restitution des trop perçus sur les tarifs de maisons de soins et de Centres Intégrés pour Personnes Âgées (CIPA):**

Dans la question parlementaire N°1781 le soussigné avait soulevé la problématique de l'augmentation des prix d'hébergement dans certains Centres Intégrés pour Personnes Âgées (CIPA) et dans les maisons de soins *(cf. compte rendu N°15/2006-2007)*. En attendant les résultats d'une étude annoncée par le Gouvernement sur la structure des coûts des établissements en question, le Gouvernement a opté par le biais de la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 à prendre en charge rétroactivement par l'assurance dépendance les tâches domestiques pour les années 2007 et 2008.

Par conséquent, les établissements ayant procédé à une augmentation des prix de pension en raison de la suppression de la prise en charge des tâches domestiques par l'assurance dépendance, sont tenus, selon une note de l'Union des Caisses de Maladie, «à appliquer une réduction correspondante du prix de pension avec effet au 1er janvier 2007 et à restituer aux bénéficiaires ou à leurs ayants droit le trop perçu lié à cette augmentation. Les établissements concernés sont tenus de justifier à l'égard de l'Union des Caisses de Maladie la restitution effective des montants afférents».

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quels établissements ont procédé à une augmentation des prix.

- Est-ce que tous ces établissements ont déjà procédé à un recalcul et une restitution correspondante des trop perçus?

- Sinon, quelles seront les démarches de l'UCM pour assurer une telle restitution, respectivement quels sont les moyens d'action des pensionnaires concernés?

Réponse (14.4.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'Union des Caisses de Maladie (UCM) a fourni des informations au sujet de la prise en charge du forfait normal pour tâches domestiques (TD101):

- aux prestataires concernés, par lettre circulaire du 11 février 2008 (copie en annexe),

- aux bénéficiaires du forfait TD101, par note d'information en mi-février (copie en annexe).

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire à la note d'information relative à la prise en charge des tâches domestiques adressée par l'UCM à tous les bénéficiaires du forfait TD101 séjournant dans un établissement d'aides et de soins.

En application des dispositions de l'article 46 de la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2008, l'UCM a adressé en date du 11 février 2008 une lettre circulaire aux établissements d'aides et de soins à séjour continu (ESC) et aux établissements d'aides et de soins à séjour intermittent (ESI) au sujet des modalités de prise en charge du forfait pour tâches domestiques (TD101) pour les exercices budgétaires 2007 et 2008. Les gestionnaires y ont été invités à remplir un formulaire de recensement des augmentations imputables à l'abandon de la prise en charge du forfait TD101 pour les années 2005 à 2008 et à souscrire à l'engagement formel de participer à l'étude financière mise en place par le Gouvernement.

Suite à une entrevue avec la Copas le 6 mars 2008, le délai pour renvoyer le formulaire de recensement initialement fixé au 14 mars 2008 a été prorogé au 30 mars 2008. À l'heure actuelle, l'UCM n'a pas encore reçu tous les courriers réponse et n'est pas en mesure de fournir des renseignements sur le nombre et le nom des établissements ayant procédé à une augmentation de leur prix de pension dans le contexte de l'abandon de la prise en charge du forfait TD101.

Quant au volet 2) de la question parlementaire, il y a lieu de remarquer que les établissements ne procèdent pas eux-mêmes au recalcul des montants à restituer. L'UCM se charge de calculer les trop perçus sur base des renseignements contenus dans les tableaux de recensement précités. Pour ce faire, l'UCM procède au préalable à un contrôle de plausibilité des données indiquées par les établissements. Le cas échéant ceux-ci devront apporter des explications supplémentaires concernant l'évolution de leurs prix de pension.

Sur base de cette analyse, l'UCM sera en mesure de dresser la liste des établissements qui devront procéder à des restitutions. Pour chacun des établissements concernés, l'UCM établira une liste reprenant pour chaque bénéficiaire le montant à restituer. Ces listes seront retournées aux établissements qui devront ensuite apporter la preuve de la restitution. L'UCM a en outre proposé d'assister les gestionnaires en cas de difficulté dans la détermination des ayants droits en cas de décès d'un bénéficiaire.

Finalement, j'informe l'honorable Député que l'UCM n'a pas de moyen d'action pour obliger les établissements concernés à procéder à des révisions de leurs prix de pension, respectivement aux restitutions dont il est question ci-dessus. Pour les établissements qui refuseront de remplir ces conditions de remboursement, l'UCM ne prendra pas en charge le forfait normal pour tâches domestiques.

Les opérations de recalcul/restitution devront être clôturées au 31 décembre 2008 au plus tard. À la fin de l'opération de recalcul, l'UCM adressera une lettre d'information à tous les bénéficiaires du forfait pour tâches domestiques séjournant dans un établissement d'aides et de soins afin de les renseigner individuellement sur les mesures de régularisation prises à leur égard.

(annexes à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 2320 (20.2.2008) de **MM. Camille Gira** et **Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **autorisations commodo-incommodo pour des modifications d'installations de biogaz:**

Suivant nos informations les exploitants de plusieurs installations de biogaz attendent depuis des mois leur autorisation d'exploitation dite «commodo-incommodo» en relation avec la transformation de leurs installations en vue de traiter des déchets organiques suivant la directive EU 1774/2002. Il s'agit d'une dizaine d'installations réparties à travers tout le pays.

Les dossiers de demandes des exploitants étant complets, ces retards provoquent non seulement une insécurité de planification mais surtout des pertes économiques pour les exploitants. Comme par exemple pour l'installation de Redange, où l'exploitant a signé un contrat de fourniture de chaleur avec le «Réidener Lycée» sur base de la transformation de l'installation en question. Malgré différentes réunions avec les responsables des Ministères et Administrations concernés et les démarches décidées en commun accord, cette autorisation traîne depuis avril 2006. Sans la nouvelle autorisation d'exploitation le contrat de fourniture de chaleur risque d'être annulé.

En se référant au règlement interne de la Chambre des Députés, les soussignés aimeraient poser les questions suivantes à Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les raisons pour le retard dans l'établissement des autorisations d'exploitation pour les installations en question?

- Pourquoi la directive EU 1774/2002 n'a-t-elle toujours pas été transposée en droit national?

- Quel Ministère est en charge avec les travaux de transposition de ladite directive?

Réponse (31.3.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Il n'y a pas de «directive EU 1774/2002», mais il existe un règlement (CE) N°1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine. Contrairement à une directive qui doit être transposée en droit national, un règlement européen est directement applicable dans les États membres de l'UE.

Ce règlement concerne les règles sanitaires et de police sanitaire applicables notamment d'une part à la collecte, au transport, à l'entreposage, à la manipulation, à la transformation et à l'utilisation ou l'élimination de certains cadavres entiers ou parties d'animaux ou produits d'origine animale non destinés à la consommation humaine et d'autre part à la mise sur le marché de tels sous-produits animaux afin d'éviter tout risque que ces produits pourraient entraîner pour la santé animale ou la santé publique.

Certains établissements intermédiaires et d'entreposage doivent être agréés. Ces agréments ne sont pas à confondre avec les autorisations d'exploitation requises en vertu de la législation sur les établissements classés.

L'application de ce règlement relève de la compétence de plusieurs ministères et administrations. Un règlement grand-ducal déterminant entre autres les différentes autorités compétentes est actuellement élaboré par les soins du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (Administration des Services vétérinaires; Administration des Services techniques de l'Agriculture), du Ministère de l'Environnement (Administration de l'Environnement) et du Ministère de la Santé.

Question 2321 (20.2.2008) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **protestations des élèves du Lycée Technique pour Professions Éducatives et Sociales (LTPES):**

Dans l'édition du 20 février 2008, le journal «tageblatt» fait part de manifestations de protestation des élèves du Lycée Technique Pour professions Éducatives et Sociales (LTPES) à Mersch. En effet, par leur action les élèves voulaient rendre la direction attentive à des problèmes (organisation des horaires, transport vers les infrastructures sportives, préparation des examens), qui selon leur avis, entravent depuis un certain temps le fonctionnement du lycée.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre est-elle au courant des faits relatés ci-dessus?

- Quelles initiatives ont été entreprises ou sont envisagées de la part du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle en vue d'améliorer la situation au sein du LTPES?

Réponse (21.3.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

J'ai été informée de la manifestation des élèves au Lycée Technique pour Professions Éducatives et Sociales à Mersch le jour même aussi bien par les élèves que par la direction du lycée.

J'ai demandé au directeur de se concerter avec les élèves afin de trouver avec eux une solution aux problèmes relevés. Au cours de plusieurs entrevues entre la direction et les délégués de classe bon nombre des points soulevés ont pu être discutés et clarifiés.

La direction a mis en place une heure de consultation régulière pour donner aux élèves la possibilité d'un entretien avec les responsables du lycée.

De même, la direction a invité le corps enseignant à une conférence du lycée pour identifier des perspectives de développement de la collaboration et des pistes de développement de la communication au sein du lycée.

Question 2326 (22.2.2008) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **qualité de l'air au Luxembourg:**

Suivant des informations divulguées par la presse, la qualité de l'air de la capitale est en constante détérioration. Régulièrement les paramètres mesurés atteignent ou dépassent les valeurs limites. Il en est par exemple ainsi pour le dioxyde d'azote. Or, ce phénomène ne se limite certainement pas exclusivement à la capitale. Avant-hier, la vitesse maximale des automobiles a été limitée à 90 km/h sur les grands axes à cause d'une alarme «smog» dans une région frontalière en Belgique.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, les questions suivantes à Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

- Est-ce que les contrôles de la qualité de l'air des autres stations de mesure du pays confirment ce phénomène?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Ministère a élaboré un plan d'action (avec effets sur des villes ou communes) en cas de dépassement des valeurs limites des polluants mis en cause?

Réponse (31.3.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le site de mesure de la qualité de l'air à Luxembourg-Centre (Boulevard Royal/Place Hamilius) montre un dépassement de 40% de la valeur limite du dioxyde d'azote (NO_2), à savoir la moyenne annuelle prescrite dans l'Union européenne. Pour tous les autres polluants analysés, notamment les poussières fines, il n'y a pas de constat d'un dépassement.

Les contrôles de la qualité de l'air aux autres stations de mesure (Luxembourg-Bonnevoie, Esch/-Alzette) ainsi que les stations rurales (Beckerich, Beidweiler, Vianden) ne confirment pas le dépassement d'une valeur limite telle que constatée à Luxembourg-Centre.

Une limitation de la vitesse maximale à 90 km/h dans des pays limitrophes est conditionnée par des situations de smog. Ces périodes ont une durée relativement courte allant d'un jour à environ 15 jours. Pour lutter contre les situations de smog, l'Union européenne a introduit une deuxième valeur limite pour le dioxyde d'azote (NO_2) en analysant les mesures horaires enregistrées par les réseaux de mesure de la qualité de l'air. Un maximum de 18 dépassements de la valeur horaire de 200 µg/m² de NO_2 sont tolérés par an selon la directive européenne et reprise dans la réglementation nationale.

Jusqu'à présent cette valeur limite horaire n'a pas encore été dépassée au Luxembourg (aucune valeur horaire supérieure à 200 µg/m² en 2006, sept dépassements horaires sur 18 tolérés en 2007, dix valeurs horaires sur 18 tolérées pour les dix premières semaines de 2008).

L'éventualité d'un dépassement de cette valeur limite horaire reste néanmoins à intégrer dans le plan d'action en cours d'élaboration pour la ville de Luxembourg, avec la valeur limite annuelle qui n'est pas respectée.

Question 2327 (22.2.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **système d'alerte de l'Administration des Services de secours:**

Comme les services de secours au Grand-Duché de Luxembourg sont en majeure partie assurés par des bénévoles, les ambulanciers, sauveteurs et pompiers ne sont donc généralement pas en astreinte dans le centre d'intervention, mais s'y rendent au plus vite après avoir reçu un signal d'alerte sur leur sémaphone. Les volontaires ont une haute conscience du devoir et essayent s'ils sont de permanence de répondre au plus vite à chaque appel du CSU 112.

Malheureusement le logiciel d'exploitation du CSU ainsi que le réseau d'alerte de l'Administration des Services de Secours ne répondent plus aux exigences d'un service de secours performant et efficace. Par conséquent des pertes de temps de cinq à six minutes peuvent avoir lieu entre le déclenchement de l'alerte et l'arrivée du signal sur le sémaphone du volontaire. Ce fait entraîne une intervention retardée des services de secours, ce qui peut avoir des conséquences néfastes pour tout impliqué ayant besoin d'aide et en plus démotive les volontaires qui font de leur mieux pour intervenir au plus vite.

Afin de limiter les délais l'Administration des Services de Secours envoie un SMS sur le GSM privé du volontaire lors d'une alerte. Mais ce système de «dépannage» ne fonctionne pas en cas d'alerte générale pour incident majeur, ou encore de surcharge du réseau mobile.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

1. Est-il envisagé de remplacer le système d'alerte en place par un système plus performant pour que ces délais soient limités à l'avenir?

2. Est-ce que l'acquisition d'un logiciel d'alerte semblable aux systèmes fonctionnant depuis des années à l'étranger est prévue?

Réponse (31.3.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le dispositif d'alerte du Central des Secours d'Urgence (CSU) 112 est basé sur quatre piliers:

- le logiciel de gestion et d'alerte;

- le réseau d'alerte basé sur la technologie du «paging»;

- les réseaux de télécommunication fixes et mobiles des opérateurs luxembourgeois;

- le réseau radio intégré de l'État.

Ce système est également utilisé par la police pour l'alerte de certaines de leurs unités et du juge d'instruction ainsi que par les pompiers professionnels de la Ville de Luxembourg.

Le système d'alerte actuellement utilisé est basé sur un système d'exploitation Unix et le logiciel fonctionne sur une base de données du type Oracle. Ce système a été constamment amélioré et a considérablement évolué au courant des dernières années. Les développements récents les plus importants sont:

- l'introduction de l'alerte via le «paging» digital;

- la modernisation du réseau national des sirènes d'alerte et son intégration dans le logiciel d'alerte;

- la transmission des listes de permanence des centres de secours et corps de sapeurs pompiers par voie électronique avec dépôt automatisé dans le gestionnaire des alertes;

- l'affichage du nom et des coordonnées de l'appelant sur l'écran de l'opérateur du 112;

- l'intégration du système d'alarmes «Alarmis»;

- l'intégration de l'alerte par messages alphanumériques;

- l'intégration de l'application pour appelants sourds-muets basée sur la technologie SMS;

- l'intégration de l'alerte par SMS.

Le réseau d'alerte est basé sur la technologie «paging» qui est une technologie très robuste et qui présente l'avantage d'une disponibilité élevée. Ce système «paging» est relativement âgé et son inconvénient est sa lenteur relative à des technologies modernes comme le SMS.

À titre d'exemple, pour gérer un accident de circulation avec blessés il faut en principe alerter le SAMU, une ambulance pourvue de trois personnes, le sauvetage pourvu de trois à six personnes ainsi qu'une équipe de permanence des sapeurs-pompiers locaux de trois à six personnes.

Une alerte de ce type prend normalement environ 13 secondes pour le SAMU (un code pager), environ 43 secondes pour l'ambulance (trois codes pager), environ 45 secondes pour le sauvetage (six codes pager non alphanumérique plus transmission du message sur un code commun) et encore une fois environ 45 secondes pour l'équipe des six sapeurs-pompiers ce qui fait au total presque deux minutes et demie. En cas de deux alertes parallèles en cas d'événements simultanés, il se peut qu'une alerte dépasse cinq minutes.

Cependant, l'un ou l'autre centre de secours n'ont pas seulement trois à six personnes sur la liste de permanence mais jusqu'à 24 personnes. L'alerte d'un tel groupe implique des délais de deux minutes et demie comme chaque personne est appelée individuellement. Ce problème serait à résoudre, mais entraînerait l'application de règles très strictes à observer par les bénévoles, ne permettant pas d'exception, risquant ainsi de perdre alors toute flexibilité pour les différentes unités.

L'alerte par SMS a non seulement permis de contourner ce problème, mais a en outre permis d'introduire une redondance et d'éviter des délais d'alerte qui semblent parfois trop longs.

L'alerte par SMS n'est pas un système de «dépannage», mais un complément d'alerte très utile, qui est largement utilisé par les services de secours étrangers. D'ailleurs le Centre de Communication du Gouvernement a également mis en service un dispositif d'alerte par le biais d'envoi par SMS.

Comme l'alerte par SMS accuse une acceptation très élevée auprès des volontaires, l'ASS va en outre étendre cette alerte sur les alertes générales et les alertes par groupe.

Compte tenu de ce qui précède, l'ASS n'envisage pas de remplacer le système actuellement en place. Cependant, à moyen terme, il est prévu d'acquérir un nouveau logiciel de gestion et d'alerte, pour y intégrer d'autres applications existantes et de nouvelles facilités. Il y a cependant lieu à souligner que, dû aux spécificités des services de secours luxembourgeois, il n'est pas possible d'acquérir un tel logiciel de gestion et d'alerte à l'étranger prêt à l'emploi, mais des développements informatiques importants seraient à réaliser pour l'adapter à la situation de notre pays.

Question 2328 (25.2.2008) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**utilisation de trains pendulaires sur la ligne Bruxelles-Luxembourg:**

D'après un article de presse publié récemment, les responsables de la Société Nationale des Chemins de fer Belges (SNCB) réfléchiraient sur l'utilisation de trains du type «Pendolino» sur la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg. Selon ces informations, la durée du parcours pourrait être ramenée à environ 1h50 contre 2h20 ou 2h30 actuellement avec les trains pendulaires. Les aménagements nécessaires au niveau de l'infrastructure ferroviaire seraient peu importants face aux 680 millions d'euros actuellement prévus pour la modernisation de cette liaison. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus? Est-ce que l'utilisation de trains pendulaires sur la ligne Bruxelles-Luxembourg présenterait effectivement les avantages décrits?

- Dans l'affirmative, quel pourrait être l'impact d'une telle décision de la part de l'SNCB sur le projet EuroCap-Rail?

Réponse (19.3.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°2328 du 25 février 2008, l'honorable Député Roger Negri se pose des questions quant à l'avenir du projet EuroCap-Rail suite au projet de la SNCB d'une mise en service éventuelle de trains pendulaires entre Bruxelles et Luxembourg.

Dans leur lettre d'intention relative au renforcement de la coopération ferroviaire entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg signé à Virton le 9 mars 2008, les ministres belges et luxembourgeois confirment la nécessité de réaliser le projet EuroCap-Rail conformément au plan d'investissement et au planning.

Ils demandent d'examiner le possibilité de mettre en service aussi rapidement que possible des trains à temps de parcours réduit de la catégorie «IC» entre Bruxelles et Luxembourg et d'approfondir les conditions dans lesquelles il serait envisageable de mettre en œuvre des trains pendulaires sur la liaison Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg et au-delà vers la Suisse, tant en ce qui concerne l'exploitation des services de trains qu'en ce qui concerne les adaptations éventuelles à apporter à l'infrastructure, y compris son équipement de sécurité et de signalisation.

Les responsables ferroviaires des deux pays doivent communiquer les résultats de leurs investigations pour le 30 juin 2008 au plus tard.

Question 2331 (25.2.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**examen-concours d'admission au stage pédagogique pour l'enseignement secondaire:**

Ces dernières années l'on peut constater une évolution préoccupante concernant les échecs lors des examens-concours d'admission au stage pédagogique pour l'enseignement secondaire. Les candidats ayant passé avec succès cette épreuve doivent ensuite suivre un stage pédagogique de deux ans.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Les personnes qui échouent lors de l'épreuve finale à la fin du stage pédagogique peuvent-elles se représenter lors d'un nouveau examen-concours? Ces personnes peuvent-elles, le cas échéant, être recrutées en tant que chargé de cours?

Réponse (31.3.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les personnes qui échouent lors de l'épreuve finale du stage pédagogique peuvent se représenter lors d'un nouvel examen-concours.

Toutefois, comme il appert qu'un candidat ayant subi un double échec à l'examen de fin de stage a de graves déficiences pédagogiques, le Ministère de l'Éducation nationale préfère ne plus recruter ces personnes en tant que chargés d'éducation.

Question 2341 (27.2.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **récriminations à l'égard d'un membre dirigeant d'un centre de formation de la Police grand-ducale:**

Selon mes informations, plusieurs récriminations ont été formulées ces derniers temps à l'égard d'un membre dirigeant d'un centre de formation de la Police grand-ducale.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il déjà été saisi par des réclamations concernant un membre dirigeant d'un centre de formation de la Police grand-ducale?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si le Parquet a été informé de ces réclamations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il déjà pris des mesures disciplinaires à l'égard du policier concerné? Si oui, lesquelles?

Réponse (28.2.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1. Vers la mi-février des rumeurs faisant état d'un comportement inapproprié de la part de l'ancien directeur de l'École de Police à l'égard de certaines étudiantes de cette école m'ont été rapportées.

2. Même si aucune réclamation ou plainte d'une étudiante de l'École de Police n'a été déposée à ce jour dans ce contexte j'ai demandé à l'Inspection générale de la Police de vérifier ces allégations.

3. Le Procureur d'État, consulté à cet effet, estime qu'à première vue les comportements allégués ne constituent pas des infractions pénales.

4. Par mesure de précaution, la personne en question a été nommée vendredi dernier à d'autres fonctions et n'exerce plus dès lors les fonctions de directeur de l'École de Police.

Question 2342 (27.2.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **création d'un lycée franco-luxembourgeois:**

À l'occasion d'une réunion du Conseil parlementaire interrégional au lycée germano-luxembourgeois Schengen à Perl, la tenue de pourparlers entre les gouvernements français et luxembourgeois concernant la création d'un lycée franco-luxembourgeois a été évoquée.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Une école commune franco-luxembourgeoise est-elle prévue?

- Quels sont les perspectives et les problèmes qu'un tel projet pourrait susciter?

- Est-ce que l'idée d'une école belgo-luxembourgeoise a déjà été discutée?

Réponse (9.4.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'idée d'un lycée binational franco-luxembourgeois ayant été abordée lors de la visite officielle du 25 janvier 2008 du Premier Ministre de la République française, François Fillon, au Luxembourg, les gouvernements français et luxembourgeois, chacun de son côté, sont en train d'analyser la faisabilité d'une école binationale franco-luxembourgeoise. Étant donné que les résultats de cette analyse n'ont pas encore fait l'objet de discussions bilatérales, il est prématuré d'affirmer qu'une telle école binationale est prévue et d'en évoquer les perspectives et les problèmes.

La création d'une école belgo-luxembourgeoise n'est pas discutée en ce moment.

Question 2347 (28.2.2008) de **Mme Christine Doerner** *(CSV)* concernant la **capacité limitée du TGV Est-européen:**

Depuis sa mise en service le 10 juin 2007, le TGV Est-européen reliant Luxembourg à Paris a déjà transporté plus de 7 millions de voyageurs. Or, le succès du TGV est tel qu'il amène à des dysfonctionnements indisposant les clients. En fait, les rames sont dès le départ surchargées en début et en fin de journée de même que pendant les week-ends et ceci toute classe confondue. Ceci empêche les usagers habitués et habituels de voyager sereinement. En plus, il faut désormais réserver trois ou quatre mois à l'avance pour espérer trouver une place. D'ailleurs, il n'est plus possible d'acheter un ticket au guichet de la gare le jour même du départ.

Afin d'augmenter le confort des voyageurs sur la ligne Luxembourg-Paris-Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-il prévu de réserver un contingent de places aux voyageurs dont la gare de départ est Paris et la destination finale Luxembourg et vice-versa?

- Dans la négative, comment peut-on assurer des places libres aux voyageurs concernés?

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il le fait que le jour même de départ d'un TGV, des tickets ne sont pas disponibles dans les guichets de gare alors que le site Internet affiche encore une certaine disponibilité pour le même TGV?

- Est-ce qu'on ne peut pas augmenter le nombre de train ou de trajets et ceci surtout pendant le week-end afin de satisfaire la demande de la clientèle?

- Dans la négative, quelles sont les raisons qui empêchent l'accroissement des capacités?

Réponse (14.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°2347 du 28 février 2008, l'honorable Députée Christine Doerner s'enquiert sur la capacité limitée du TGV Est-européen reliant Luxembourg à Paris.

Pour ce qui est du contingentement à bord des trains TGV, il s'agit d'un contingentement unique au départ de Paris quelle que soit la destination finale de la clientèle: Metz, Thionville ou Luxembourg.

S'il s'agit toutefois d'un train à unité double, dont l'une est décrochée à Metz, il est tenu compte de cette particularité par le système de réservation, c'est-à-dire que des places pour des voyages à destination de Metz sont prioritairement réservées dans l'unité décrochée et que l'autre unité n'est affectée que si la première est complètement remplie.

Il peut arriver que des déplacements spontanés de ou vers Paris sont péjorés voire impossibles en raison de la saturation des trains TGV, surtout pour des périodes de pointe matinale et vespérale ainsi que de week-end. Ce fait a d'emblée été signalé par écrit à la SNCF, responsable de l'exploitation du TGV Est-européen, dès sa mise en service, et rappelé à maintes reprises, soit verbalement, soit par écrit. De ce fait, les points de vente CFL conseillent systématiquement à leur clientèle d'anticiper au plus l'achat de titres de transport pour la relation Luxembourg-Paris, primo pour pouvoir bénéficier des tarifs les plus attractifs et secundo pour être certain de se voir attribuer une place.

Il se fait que, depuis octobre 2007, la SNCF a pourvu au renforcement ou à la création de certains trains entre Paris et Metz et vice-versa, fait qui a entraîné un léger assouplissement de la situation sans toutefois la réparer entièrement. Selon des informations récentes reçues, la SNCF est actuellement dans l'impossibilité matérielle d'ajouter une desserte supplémentaire en raison de la pénurie du matériel TGV nécessaire. Des négociations internes sont toutefois en cours entre les CFL et la SNCF en vue d'un renforcement de la desserte en automne dès la livraison de rames TGV supplémentaires.

Finalement, il y a lieu de relever qu'en principe les tarifs disponibles à bord des trains TGV Est-européen sont gérés dans une base de données unique, accessible et par les systèmes de vente des guichets de gare et par les divers sites Internet. Toutefois, il peut se faire, et ce pour des raisons commerciales, que certains tarifs promotionnels ne sont proposés à la clientèle que par le biais d'un site Internet. En pratique, il s'avère que ces offres promotionnelles sont les premières vendues.

Question 2355 (4.3.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **production de biodiesel:**

En août 2007, Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a signé une convention avec une société canadienne portant sur le financement et la mise à disposition d'un terrain industriel en vue de l'implantation d'une usine de production de biocarburants.

La capacité de production annuelle sera de 20 millions de litres par an et l'approvisionnement en matières premières (colza, tournesol, soja, huiles végétales recyclées, graisses animales etc.) se fera au niveau local et international.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quel est l'état actuel du dossier en question?

- Quand l'usine de production de biodiesel sera-t-elle opérationnelle?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le fait de devoir importer des matières premières aille à l'encontre des conclusions du Conseil supérieur pour le Développement durable?

Réponse (7.4.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Il y a lieu de relever que les formalités pour la mise à disposition du terrain pour l'implantation du projet de l'entreprise Biocardel Luxembourg ont pu être achevées en mars 2008. L'entreprise a par ailleurs déposé son dossier commodo-incommodo et espère pouvoir fonctionner en fin d'année 2008.

En ce qui concerne l'approvisionnement en matières premières, vous faites référence à l'avis récent du Conseil supérieur pour le Développement durable concernant la biomasse qui soulève notamment les problématiques autour du caractère durable de l'utilisation de la biomasse.

Vu que le potentiel luxembourgeois de la biomasse qui peut être utilisé à des fins énergétiques est limité, il est nécessaire qu'une installation de production de biocarburants ait recours, dans la mesure du nécessaire, à l'importation des matières premières pour garantir sa production.

Biocardel a fait part de son intention de fonctionner le plus possible en circuit court, c'est-à-dire par des approvisionnements nationaux ou en provenance de nos voisins directs. Dans l'hypothèse où l'entreprise identifierait des filières oléagineuses en dehors de l'UE, le recours à des importations pourrait être envisagé tout en recourant dans la mesure du possible à des labels de qualité environnementale.

Reste à noter que la proposition de directive relative à la promotion de l'énergie produite à partir des énergies renouvelables présentée par la Commission européenne en janvier 2008 prévoit, pour les biocarburants et autres bioliquides, des critères de viabilité environnementale qui devront être respectés en vue de pouvoir être comptabilisés pour la réalisation des objectifs en matière d'énergies renouvelables.

Question 2356 (4.3.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **nouvelle stratégie de lutte contre le changement climatique de la Commission européenne:**

La Commission européenne a présenté, mercredi 23 janvier 2008, une série de mesures visant à réduire les émissions de CO_2 dans l'Union européenne. En matière d'énergies renouvelables, elle entend donner l'exemple en souhaitant intégrer 20% de ces énergies dans la consommation totale d'ici à 2020. Afin de réaliser ce plan ambitieux, chaque État membre se voit assigner un objectif spécifique de réduction. Pour fixer les objectifs nationaux, la Commission européenne a pris principalement en compte le PIB par habitant, l'effort le plus important devant être fourni par les pays les plus prospères.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser une série de questions à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quel a été le montant du PIB par habitant retenu par la Commission européenne pour le Luxembourg, lors de la, récente mise en œuvre de la stratégie de lutte contre le changement climatique?

- Est-ce qu'on a tenu compte des 140.000 frontaliers dans le calcul du PIB/habitant?

Réponse (14.3.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le PIB par habitant retenu par la Commission européenne pour le Luxembourg est de 65.100 euros (PIB 2005). Comme il s'agit bien du PIB/habitant, le nombre des frontaliers n'a pas été pris en compte.

Le Luxembourg doit ainsi atteindre un objectif de réduction de 20% par rapport au niveau des émissions en 2005 des secteurs non couverts par le système européen d'échange de quotas d'émissions. Les autres États membres, pour lesquels un objectif identique a été proposé, sont l'Irlande, dont le PIB/habitant s'élève à 39.300 euros et le Danemark, dont le PIB/-habitant s'élève à 38.400 euros.

Question 2357 (4.3.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **surveillance de l'indépendance du Kosovo:**

Suivant mes informations, l'ONU n'a toujours pas transféré son mandat à la mission européenne pour la surveillance de l'indépendance du Kosovo. Cette situation d'attente du feu vert de l'ONU n'est pas sans risque pour la mission en question alors que les autorités serbes refusent d'en reconnaître la légitimité.

Dans ce contexte se pose également la question de l'intégration de la minorité serbe dans un Kosovo indépendant.

Dans cet ordre d'idées je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Pour quelles raisons l'ONU n'a toujours pas transféré ses compétences à l'Union européenne?

- Est-ce que cette situation ne risque pas de retarder le début des opérations de la mission européenne?

- Comment, devant le refus des autorités serbes de reconnaître la légitimité de la mission européenne, cette dernière pourra réussir à intégrer la minorité serbe dans un Kosovo indépendant?

Réponse (7.4.2008) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

D'emblée il importe de noter qu'un transfert immédiat des compétences n'a jamais été envisagé, le principe d'une phase de transition de 120 jours pour la passation de pouvoirs de la Mission des Nations Unies en charge de l'administration intérimaire du Kosovo (MINUK) vers les autorités kosovares et les nouveaux acteurs internationaux étant inscrit dans la proposition de Martti Ahtisaari, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le processus de détermination du futur statut du Kosovo. L'Union européenne s'est basée sur cette proposition lors du processus de planification de sa mission PESD civile au Kosovo. Ainsi, tous les textes adoptés au niveau de l'Union européenne concernant le déploiement de cette mission prévoient le principe d'une phase de transition entre la MINUK et la mission PESD.

Le 14 février 2008, l'Union européenne a adopté une action commune et un plan des opérations relatifs à la mise en place d'une mission PESD civile au Kosovo. À partir de cette date, l'Union européenne dispose ainsi d'un cadre légal pour entamer le déploiement sur le terrain des 2.200 membres de la mission qui porte le nom d'EULEX KOSOVO. Le déploiement du personnel européen a déjà débuté et se déroule dans le contexte d'une phase de transition entre la MINUK et la mission EULEX, dont la durée est de quatre mois à partir de l'adoption du plan des opérations. Au cours de cette phase de transition, la Mission des Nations Unies reste seule responsable de la mise en œuvre de l'entièreté de son mandat. Les compétences opérationnelles de la mission EULEX ne seront prises en charge par cette dernière qu'à l'issue de la phase de transition de 120 jours.

La base légale et le mandat de la mission EULEX KOSOVO ressortent, d'une part, de l'action commune du 14 février 2008 et, d'autre part, du contexte général de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies (RCSNU). Or, si la RCSNU 1244 constitue la base légale internationale pour le déploiement de la mission européenne au Kosovo, le mandat de la mission EULEX KOSOVO est différent de celui de la MINUK.

EULEX KOSOVO est une mission dite «État de droit», dont le mandat prévoit qu'elle détiendra des compétences d'encadrement, de surveillance et de conseil dans les domaines de la police générale, de la police judiciaire et des unités spéciales, y compris le contrôle antiémeute, la protection rapprochée et la protection des témoins, des douanes et du contrôle des frontières, de l'administration pénitentiaire et de l'administration de la justice, y compris les tribunaux et le parquet.

EULEX KOSOVO est chargée d'aider les institutions du Kosovo, les autorités judiciaires et les organismes chargés de l'application des lois «à progresser sur la voie de la viabilité et de la responsabilisation et à poursuivre la mise sur pied et le renforcement d'un système judiciaire multiethnique indépendant, ainsi que de services de police et des douanes multiethniques, de manière à ce que ces institutions soient libres de toute interférence politique et s'alignent sur les normes reconnues au niveau international et sur les bonnes pratiques européennes».

Ainsi, contrairement à la MINUK, dont la mise en place remonte à 1999 et qui visait à assurer l'administration du Kosovo par la création d'institutions intérimaires dont elle était responsable, le mandat de la mission EULEX vise à tenir compte du nouveau statut du Kosovo. Ainsi, le mandat de la mission prévoit que celle-ci exerce ses compétences conformément au principe du «local ownership».

En effet, avec l'entrée en vigueur d'une nouvelle Constitution et d'un corps législatif kosovars, adoptés par le Parlement de Priština, les institutions du Kosovo récupéreront les compétences exécutives, législatives et judiciaires actuellement exercées par la MINUK. Il en découle que la mission EULEX sera amenée à traiter avec des institutions kosovares disposant des instruments de la souveraineté étatique. Il est donc important de noter que, contrairement à la MINUK, la mission EULEX n'est pas elle-même en charge de l'administration du Kosovo et, par conséquent, n'est pas responsable de la mise en œuvre de la déclaration d'indépendance. Son mandat se limite à accompagner la mise en place des nouvelles institutions de façon à garantir que celle-ci se fasse conformément aux normes et aux règles européennes définissant l'État de droit, en particulier en ce qui concerne la protection des minorités.

Les responsables de la mission EULEX KOSOVO entretiennent des liens étroits avec les responsables de la MINUK. Des réunions régulières ont lieu à Priština, à Bruxelles et à New York entre, d'un côté, le Représentant Spécial de l'Union européenne/Représentant Civil International Pieter Feith et le chef de la mission EULEX Yves de Kermabon, et, de l'autre côté, le chef de la MINUK, le Représentant spécial Joachim Rücker et son équipe, afin de se coordonner de manière optimale pendant la présente phase de transition et en vue de la prise en charge par EULEX KOSOVO de ses compétences opérationnelles.

En ce qui concerne l'intégration de la minorité serbe dans un Kosovo indépendant, il convient de noter que le Gouvernement luxembourgeois a toujours soutenu les propositions de l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU, Martti Ahtisaari, tendant à faire du Kosovo un État multiethnique dans lequel une protection particulière serait réservée au respect des droits des minorités. Le Gouvernement luxembourgeois se félicite du fait que la déclaration d'indépendance ainsi que le projet de Constitution kosovars élèvent ces principes au rang constitutionnel et engagent les autorités kosovares à les promouvoir. Le processus d'intégration de l'ensemble de la minorité serbe dans un Kosovo indépendant sera un processus à long terme. Notons qu'un nombre croissant de Serbes du Kosovo ayant boycotté les institutions kosovares après la déclaration d'indépendance du 17 février retrouvent aujourd'hui leurs postes dans l'administration centrale et municipale. Ainsi, deux Ministres serbes du Kosovo ont assisté le 20 mars dernier à une réunion du Gouvernement kosovar, ceci pour la première fois depuis la déclaration d'indépendance. Le leader du parti libéral serbe (PLS), Slobodan Petrović, a déclaré que les députés issus du PLS ainsi que les fonctionnaires affiliés à son parti termineraient leur boycott des institutions kosovares qui avait commencé tout de suite après la déclaration d'indépendance. La mission EULEX contribuera à travers le renforcement de l'État de droit à l'installation d'institutions stables qui favoriseront à leur tour le développement d'un climat de confiance entre les différentes ethnies vivant au Kosovo.

Question 2359 (4.3.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **projet d'Union méditerranéenne:**

Le projet d'Union méditerranéenne, lancé par le président français Nicolas Sarkozy, se heurte actuellement à de fortes réticences de la part de la Commission Européenne et d'un certain nombre d'États membres comme l'Allemagne.

La question principale qui se pose est celle de savoir si la relance du processus euro-méditerranéen ne peut se faire dans le cadre du processus de Barcelone.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la proposition française?

- Est-ce que l'idée d'un Conseil de la méditerranée sous-entendant l'égalité de ses membres, préconisée par un certain nombre d'acteurs ne pourrait constituer une alternative valable?

- Quelles sont les initiatives prévues par la Commission Européenne pour relancer le processus de Barcelone?

Réponse (14.4.2008) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le Gouvernement luxembourgeois est satisfait de l'accord de principe intervenu lors du Conseil européen des 13 et 14 mars derniers concernant une Union pour la Méditerranée qui doit englober tous les États membres de l'UE et les États riverains de la Méditerranée qui ne sont pas membres de l'UE.

Le nom retenu «Le processus de Barcelone: une Union pour la Méditerranée» témoigne de l'approche à adopter: conférer un nouvel élan au partenariat méditerranéen en se basant sur les acquis et le fonctionnement du processus de Barcelone.

Le Conseil européen a invité la Commission Européenne à présenter aux instances compétentes du Conseil les propositions nécessaires pour définir les modalités de l'initiative en vue du Sommet qui se tiendra le 13 juillet 2008 à Paris. Ces propositions doivent être présentées dans les prochains jours aux États membres de l'UE et aux États riverains de la Méditerranée. Le Luxembourg compte participer activement à cet exercice et œuvrer en faveur d'une politique cohérente et continue de l'UE en Méditerranée.

Au vu des développements intervenus lors du Conseil européen, l'idée d'un Conseil de la Méditerranée n'est plus d'actualité.

Question 2360 (4.3.2008) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**administration préventive d'antibiotiques dans les élevages de bétail:**

L'Union européenne a prohibé en 2006 l'administration préventive d'antibiotiques dans les élevages de bétail. Cependant, des données étrangères, notamment néerlandaises, montrent que l'utilisation d'antibiotiques dans les élevages est en hausse constante.

Cette pratique aurait pour conséquence une résistance aux antibiotiques des bactéries de type staphylococcus aureus, bactérie détectée dans les étables porcines européennes en 2002 et qui semble se répandre à une très grande vitesse.

Les personnes travaillant dans les élevages sont donc exposées à un risque d'infection important, risque qu'ils semblent pouvoir transmettre à l'extérieur des élevages, notamment dans les hôpitaux. Cette situation pourrait se transformer à moyen terme en un risque pour la santé publique.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de ce phénomène répandu dans les élevages européens d'une certaine taille?

- Quelle est la pratique au Luxembourg en ce qui concerne l'administration d'antibiotiques au bétail dans les élevages au Luxembourg?

- Est-ce que les élevages luxembourgeois sont contrôlés par rapport à ce risque sanitaire et quels sont les résultats?

- Est-ce que les hôpitaux luxembourgeois sont contrôlés par rapport à ce risque sanitaire?

- D'une manière générale, quel est le bilan intermédiaire de la lutte contre les différentes sources d'infections nosocomiales dans les hôpitaux luxembourgeois?

Réponse commune (11.4.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

Si la découverte des antibiotiques a indubitablement apporté des bienfaits à l'humanité dans la lutte contre les maladies, il est indéniable que l'utilisation abusive et incontrôlée de ces médicaments a eu comme conséquence l'apparition de germes pathogènes résistants à certaines substances d'antibiotiques.

Ainsi, durant les 30 dernières années, nous avons assisté au développement progressif de la résistance de pas mal de bactéries à l'égard de certains antibiotiques et, à cet égard, le germe «staphylococcus aureus», résistant pour la méthicilline (SARM), constitue un cas particulier du fait que cette bactérie presqu'ubiquitaire a intensifié en même temps son pouvoir pathogène, phénomène qui est suivi de près depuis 2002 par les scientifiques.

Les statistiques représentatives en matière d'utilisation d'antibiotiques dans les cheptels de production montrent, à l'encontre des affirmations de l'auteur de la question parlementaire, une tendance décroissante, soulignée par exemple par les chiffres récents publiés en France où l'on constate une diminution de 9% par rapport à l'année 2000. Durant la même période, l'utilisation des antibiotiques a cependant augmenté de 4% pour les animaux de compagnie.

Cette tendance à la baisse de l'utilisation des antibiotiques dans les cheptels de production est également constatée dans d'autres États membres de l'UE et a pour origine un management amélioré des animaux ainsi qu'une réglementation de plus en plus stricte concernant la surveillance des résidus.

À ce dernier égard, le règlement grand-ducal du 11 septembre 1997 relatif aux mesures de contrôle à mettre en œuvre à l'égard de certaines substances et de leurs résidus dans les animaux vivants et leurs produits prescrit un programme annuel d'échantillons à prélever par les Services vétérinaires sur les animaux vivants, les produits animaux et les eaux de consommation. Les résultats de ces analyses qui, jusqu'à ce jour étaient dans la très grande majorité en conformité avec la réglementation afférente, sont transmis annuellement à la Commission Européenne et peuvent être consultés sur le site correspondant. De la même façon les services de l'Administration des Services techniques de l'agriculture procèdent à l'échantillonnage et à l'analyse des aliments pour animaux.

Cette même réglementation prescrit que tout détenteur d'animaux de production doit détenir un registre de médicaments dans lequel sont à inscrire la nature des traitements médicamenteux, les délais d'attente correspondants et l'identification des animaux traités. Toutes ces dispositions ont pour objectif de réduire l'utilisation des médicaments sur les animaux aux fins de garantir aux consommateurs une alimentation sûre et de qualité.

En ce qui concerne maintenant la prévalence de MRSA (staphylocoques dorés résistant à la méthicilline), il y a lieu de relever qu'une première enquête nationale a été organisée par la direction de la santé en 2003. Tous les hôpitaux luxembourgeois ont participé sur base volontaire à cette étude pour laquelle tous les patients hospitalisés ont été dépistés (2569 patients).

Le taux de participation était excellent: seulement 1,32% des patients refusaient de participer à l'étude.

La prévalence MRSA nationale était de 2,40%, taux assez favorable en comparaison européenne. Des recommandations pour la prise en charge de ces patients et les mesures à mettre en route afin d'éviter la dissémination de ce germe ont été éditées par le GNPIN (Groupe National de Guidance pour la Prévention de l'Infection Nosocomiale) et communiquées à tous les établissements hospitaliers.

La direction de la santé, sur proposition du GNPIN, a décidé d'organiser une 2e enquête nationale de prévalence MRSA en octobre 2008 pour suivre l'évolution de la situation. Tous les hôpitaux ont déjà été contactés et les préparatifs ont commencé.

De même, le MRSA n'étant pas un germe qu'on trouve uniquement dans les hôpitaux, mais de plus en plus dans la communauté, des réflexions concernant la faisabilité d'une telle étude de prévalence dans le secteur du long séjour sont en cours.

En matière de surveillance des infections nosocomiales en général, dans le contexte du programme incitant qualité UCM/EHL, des efforts de coordination entre hôpitaux ont commencé fin des années 90 et ont abouti, avec l'aide de la direction de la santé qui a financé une phase pilote, à un programme unique et national de surveillance des infections nosocomiales les plus importantes (septicémies, pneumonies et infections urinaires) dans les services de soins intensifs: le programme NOSIX. La participation à ce programme se fait sur base volontaire. Depuis 2005, tous les hôpitaux y participent, ce qui démontre une prise de conscience de l'importance du problème de la part de tous les acteurs et une volonté accrue de garantir une sécurité optimale pour les patients.

Le GNPIN est en train de discuter sur une éventuelle extension de ce programme NOSIX ainsi que sur la faisabilité d'une étude de prévalence nationale des infections nosocomiales dans tous les hôpitaux.

Question 2362 (5.3.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **panneaux publicitaires et publicité en faveur de produits du tabac:**

La loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac ordonne dans son article 3 l'interdiction de la publicité en faveur du tabac.

L'article 15 prévoit une exception pour les contrats relatifs à des activités de publicité ou de parrainage interdites en vertu de ladite loi, mais autorisées avant son entrée en vigueur, qui peuvent encore être exécutés jusqu'à leur terme, sans que celui-ci puisse se situer plus de deux ans après cette entrée en vigueur.

Or on peut constater que sur les panneaux publicitaires installés récemment sur le territoire de la Ville de Luxembourg se trouvent des annonces publicitaires en faveur des produits du tabac. Les panneaux publicitaires susmentionnés font partie d'un contrat signé avec une entreprise française dans le cadre de la soumission publique au sujet de vélos de location.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de la situation décrite ci-dessus?

- Sachant que le contrat sur les panneaux publicitaires en question n'a été conclu que très récemment et que par conséquent l'article 15 de la loi entrée en vigueur en septembre 2006 n'est pas applicable; quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre?

Réponse (14.3.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

J'ai constaté personnellement et avec irritation l'apparition des panneaux publicitaires vantant un produit du tabac, dont parle l'honorable Parlementaire.

J'ai contacté de suite les divers intervenants et j'ai pu obtenir l'enlèvement presque immédiat des panneaux incriminés.

La loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac prévoit effectivement en faveur des contrats de publicité en cours lors de son entrée en vigueur des dispositions transitoires, qui expireront début septembre de l'année en cours.

Dans l'affaire qui nous occupe il n'a pas été fait état de contrats anciens, et tout porte à croire qu'il n'y en ait pas en l'occurrence, alors que, comme l'honorable Parlementaire l'indique lui-même, les panneaux en discussion ont été mis en place en vertu de relations contractuelles très récentes.

Question 2365 (6.3.2008) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant l'**unité de sécurité pour mineurs à Dreiborn:**

Il y a un an environ, un accord fut trouvé avec la commune de Wormeldange, dont dépend la localité de Dreiborn, concernant l'emplacement de la future unité de sécurité pour mineurs. À l'époque, il était prévu que les travaux de construction pourraient débuter début 2008 voire - du moins en ce qui concerne les travaux de démolition de l'ancien hangar - à l'automne 2007.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Les travaux de construction ont-ils démarré?

- Dans la négative, quelles sont les raisons pour ce nouveau retard dans l'agenda?

- Quand le Gouvernement pense-t-il que la construction pourra être définitivement achevée?

- Au cas où la construction de l'unité de sécurité pour mineurs à Dreiborn ne pourrait pas être terminée dans des délais raisonnables, le Gouvernement ne dispose-t-il pas d'une alternative en attendant l'achèvement des travaux, le placement des mineurs au Centre pénitentiaire de Schrassig n'étant pas une solution adéquate?

Réponse commune (15.4.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'honorable Députée Marie-Josée Frank aimerait avoir quelques informations relatives à l'avancement du projet de construction de l'unité de sécurité pour mineurs à Dreiborn et en particulier souhaiterait connaître les délais y afférents.

En ce qui concerne le déroulement des travaux sur le site du centre socio-éducatif de Dreiborn, il échet de préciser tout d'abord que la construction de l'unité de sécurité ne pourra être entamée que consécutivement à la réalisation de certains travaux de démolition. En effet, l'endroit précis sur lequel il est prévu d'implanter le bâtiment en question est actuellement occupé par le «Josephshaus» abritant les ateliers de peinture et de maçonnerie.

L'occupation des jeunes dans les ateliers est un élément très important pour le fonctionnement quotidien du Centre socio-éducatif et la période de leur non disponibilité doit être réduite à un strict minimum. Par conséquent, il sera débuté par la construction des nouveaux ateliers avant de démarrer avec la démolition du «Josephshaus» respectivement la construction de l'unité de sécurité.

Ainsi, fin septembre 2007, l'Administration des Bâtiments publics a sollicité l'autorisation de construire auprès de la commune de Wormeldange pour les ateliers précités. L'autorisation en question a été établie le 10 décembre 2007. Parallèlement, l'architecte en charge de ce projet a élaboré les dossiers de soumission pour les ateliers, qui seront publiés prochainement dans la presse pour les travaux de gros œuvres. La mise en service des ateliers est attendue pour avril 2009.

Quant au début des travaux de l'unité de sécurité dont l'autorisation de construire a été émise le 30 janvier 2008 par la commune de Wormeldange, l'on a pris en considération la période maximale durant laquelle le Centre socio-éducatif Dreiborn puisse renoncer à ces ateliers de sorte que les premières soumissions vont être lancées dans les mois qui suivent. Par conséquent, le début des travaux est planifié pour novembre 2008 de sorte que la mise en service de l'unité de sécurité pourra se faire au cours de l'année 2010.

Question 2366 (6.3.2008) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant l'**introduction des innovations liées au projet de loi N°5584 relatif aux soins palliatifs et à l'accompagnement en fin de vie:**

En date du 19 février 2008 la Chambre des Députés a adopté à l'unanimité le projet de loi sur les soins palliatifs.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quel est l'état d'avancement des préparatifs en vue de l'introduction des innovations importantes de la nouvelle loi, notamment le carnet des soins des actes prestés par les médecins dans le domaine hospitalier et extrahospitalier, ainsi que les modalités d'attribution du droit aux soins palliatifs?

Réponse (31.3.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En réponse à la question parlementaire de Madame la Députée Marie-Josée Frank en rapport avec l'état d'avancement des préparatifs pour les règlements grand-ducaux prévus par la loi sur les soins palliatifs, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Députée qu'un avant-projet de règlement grand-ducal relatif aux modalités d'attribution des soins palliatifs m'a été présenté par mes services et pourra être engagé dans la procédure de consultation d'usage.

Concernant le règlement grand-ducal portant sur l'introduction du carnet de soins, un groupe d'experts comprenant des praticiens du terrain est en voie de se constituer pour préparer la forme et le contenu dudit carnet sur base des expériences acquises sur le terrain, notamment par les réseaux d'aides et de soins et les autres acteurs ayant œuvré jusqu'ici dans le domaine des soins palliatifs.

Question 2368 (7.3.2008) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant les **dysfonctionnements au sein d'une initiative sociale en faveur de l'emploi:**

En date du 7 mars 2008, la presse quotidienne ainsi qu'un journal satirique renommé publient des extraits d'une pétition signée par une partie du personnel d'une initiative sociale en faveur de l'emploi. Cette pétition fait notamment état de dysfonctionnements majeurs et utilise des termes comme «abus de biens sociaux» et «détournement de fonds». Par ailleurs, ces écrits parlent de «désorganisation» au sein de l'initiative concernée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre ne croit-il pas le moment venu de charger la Cour des Comptes d'un audit financier approfondi de toutes les initiatives en faveur de l'emploi?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'organisation de ces initiatives, qui bénéficient pourtant d'un appui financier annuel de quelques 37 millions d'euro, devrait être revue de fond en comble afin d'éviter tout gaspillage de moyens financiers publics?

Réponse (3.4.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

1) Au courant des années passées, des audits financiers ont été réalisés auprès des initiatives Objectif Plein Emploi (1997/2001), Proactif et Forum pour l'Emploi (2000/2003). Ces audits ont été continués à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre des Députés.

2) Il n'appartient pas au Gouvernement ou à un de ces ministres de saisir la Cour des Comptes d'un audit financier tel que demandé par l'honorable Député.

Il est à noter que le Ministre du Travail et de l'Emploi n'a pas été saisi de la pétition dont question dans la question de l'honorable Député Alexandre Krieps.

Question 2370 (7.3.2008) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**application de la réglementation sur la performance énergétique des bâtiments d'habitation:**

Les articles 8 et 9 du règlement grand-ducal du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique d'habitation rendent obligatoire l'établissement du certificat de performance énergétique à partir du 1er septembre 2008 lors d'un changement de propriétaire ou de locataire dans un bâtiment d'habitation existant, si le bâtiment en question ne dispose pas déjà d'un tel certificat valide. En ce qui concerne les copropriétés, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce:

1. Qui doit supporter les frais de l'établissement du certificat?

2. Est-ce que l'assemblée générale des copropriétaires peut refuser d'établir un tel certificat?

Le règlement grand-ducal précise au paragraphe 7 de l'article 3 que «(…) les documents visés (calcul de la performance énergétique et d'un certificat de performance énergétique) sont à établir par des architectes respectivement par des ingénieurs-conseils dont la profession est définie par la loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil respectivement par des personnes agréées en vertu du règlement grand-ducal du 10 février 1999 relatif à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de contrôle dans le domaine de l'énergie».

À partir du 1er janvier 2008, le règlement grand-ducal du 10 février 1999, modifié par le règlement grand-ducal du 30 novembre 2007, prévoit dans son article 1er que des personnes (physiques ou morales) peuvent se faire agréer pour «(…) calculer la performance énergétique d'un bâtiment et établir le certificat de performance énergétique d'un bâtiment d'habitation» et énumère un certain nombre de conditions et formalités que le demandeur doit satisfaire pour obtenir cet agrément.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

3. Combien de personnes physiques ou morales remplissent les conditions et formalités prescrites afin d'établir les certificats?

4. Est-ce que Monsieur le Ministre juge le nombre suffisant pour répondre aux demandes d'établissement en tenant compte du fait qu'actuellement presqu'aucun bâtiment n'est en possession d'un certificat?

Réponse (14.4.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Conformément à l'article 8 (2) du règlement grand-ducal du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation, tout changement de propriétaire et de locataire opéré à partir du 1er septembre 2008 rend obligatoire l'établissement d'un certificat de performance énergétique pour un bâtiment d'habitation existant, qui a une validité de dix ans.

Les frais engendrés par l'établissement du certificat de performance énergétique sont à supporter par la personne qui est responsable pour initier l'établissement de celui-ci. Dans le cas d'espèce il s'agit de l'ancien propriétaire respectivement du syndicat des copropriétaires du bâtiment d'habitation.

Dans les bâtiments d'habitation revêtant la forme d'une copropriété cette obligation incombe alors au syndicat des copropriétaires qui est tenu d'établir le certificat de performance énergétique. Partant, le syndicat des copropriétaires ne peut pas refuser l'établissement du certificat faute d'enfreindre la réglementation existante. Reste à préciser que le certificat de performance énergétique est établi pour toute la copropriété et qu'un original de ce certificat est remis à chaque propriétaire. Pour les copropriétaires, cette démarche est la moins onéreuse des options offertes par les dispositions de la directive 2002/91/CE sur la performance énergétique des bâtiments.

En ce qui concerne les personnes habilitées à établir les calculs et les certificats de performance énergétique, il s'agit d'un côté des architectes et ingénieurs-conseils dont la profession est définie par la loi du 14 décembre 1989 et d'un autre côté des personnes à agréer sous le règlement grand-ducal modifié du 10 février 1999.

Quant au nombre de personnes habilitées respectivement autorisées à établir les calculs et les certificats de performance énergétique, je puis vous communiquer les détails suivants:

- environ 400 architectes inscrits à l'ordre des architectes et ingénieurs-conseils;

- environ 142 ingénieurs-conseils inscrits à l'ordre des architectes et ingénieurs-conseils;

- sept experts sont agréés sous le règlement grand-ducal modifié du 10 février 1999.

Il me semble que le nombre total de quelque 550 experts potentiels est suffisamment élevé pour faire face aux demandes d'établissement de certificats de performance énergétique. Les services responsables de mon Ministère suivront de près l'évolution du marché et veilleront si les experts témoignent de suffisamment d'intérêt et de dynamisme pour effectuer les tâches prévues par la nouvelle réglementation en matière de performance énergétique des bâtiments d'habitation.

Question 2375 (10.3.2008) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **fonds souverain:**

Dans sa communication COM(2008) 115 du 27 février 2008, la Commission européenne met en relief l'importance croissante des fonds souverains dans le système financier international. La Commission définit ces fonds comme étant des «instruments d'investissement publics, qui gèrent un portefeuille diversifié d'actifs financiers nationaux et internationaux (…) dont des titres à revenu fixe mais aussi des actions, des biens immobiliers et des investissements alternatifs».

Selon la Commission, plus de 30 pays disposent actuellement d'un tel fonds souverain. Au Luxembourg, l'introduction d'un fonds souverain pourrait éventuellement permettre une utilisation plus efficace de certains actifs de l'État en vue de les augmenter et de contribuer ainsi à la sécurisation des droits des prochaines générations.

- Le Gouvernement a-t-il déjà examiné la question de la création d'un tel fonds souverain au Luxembourg?

- Quel est l'avis du Gouvernement sur l'utilité d'un tel fonds au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre n'est-t-il pas d'avis que l'institution d'un tel fonds pourrait contribuer à une meilleure défense des droits des générations futures?

Réponse (20.3.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

La question de la création d'un fonds souverain ne se pose a priori que pour un État qui dispose de réserves excédentaires. Voilà pourquoi des fonds souverains ont été mis en place notamment par des États qui bénéficient de revenus élevés en provenance de ressources non renouvelables telles que le pétrole et qui souhaitent investir ces revenus pour s'assurer des rentrées continues même après que leurs ressources actuelles seront épuisées.

Sans utiliser la forme juridique très visible d'un fonds souverain, les gouvernements luxembourgeois successifs ont ainsi systématiquement poursuivi certains objectifs qui ailleurs sont à l'origine de ce type de fonds. La priorité a été accordée à l'investissement dans l'économie nationale, aussi bien par l'alimentation constante des fonds spéciaux de l'État que par la prise de participations stratégiques dans l'économie nationale.

Le Gouvernement n'a par contre jamais eu comme objectif, tout comme c'est normalement le cas pour les fonds souverains, de chercher à maximiser les revenus en prenant des positions spéculatives, mettant en risque le capital investi ou de chercher à investir dans des entreprises stratégiques à l'étranger.

En effet, si la politique budgétaire menée conduit parfois à des excédents de recettes, ceux-ci sont nécessairement utilisés pour financer les nombreux projets d'infrastructures prévus au programme pluriannuel des dépenses d'investissement. À moins de réduire substantiellement les projets d'investissements prévus, le niveau des recettes ne permet pas au Luxembourg de constituer un fonds souverain à l'instar de pays pétroliers par exemple.

Question urgente 2423 (26.3.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **cas du retour forcé échoué d'une personne déboutée du droit d'asile:**

À travers une conférence de presse, l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI) est revenue sur le cas du retour forcé d'une personne déboutée du droit d'asile vers la Guinée. Celle-ci devrait finalement être ramenée en Guinée demain, jeudi 27 mars, avec un avion spécialement affrété pour ce retour forcé alors que la première tentative avait été caractérisée par des incidents lors de son transfert via Paris il y a près de deux semaines. Il a été question de violences physiques sur le détenu de la part des policiers qui l'escortaient.

Compte tenu de ces faits, il est toutefois plus qu'inapproprié de prévoir le retour de cette personne alors qu'une réponse à ma question parlementaire N°2391 n'a pas encore été formulée *(cf. ci-dessus).* Ce retour volontairement expéditif n'est pas acceptable alors que toute la lumière n'a pas encore été faite sur les conditions entourant la première tentative de retour forcé.

- Est-ce que le Gouvernement va surseoir au retour forcé de cette personne aussi longtemps que toute la lumière n'aura pas été faite sur les circonstances entourant la première tentative de retour forcé et aussi longtemps que les parlementaires qui en ont exprimé le besoin ne sont pas en possession de tous les éléments leur permettant de se faire une opinion?

Réponse (3.4.2008) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

En réponse à la question de l'honorable Député, je dois encore une fois rappeler qu'en l'occurrence il ne s'agissait pas d'une personne déboutée du droit d'asile, mais d'une personne ayant séjourné irrégulièrement sur le territoire, et qui a été condamnée à une peine de deux ans pour trafic de drogues.

Une enquête sur les circonstances d'un premier retour forcé manqué a été engagée par l'Inspection générale de la Police.

Entre-temps, la personne a été rapatriée, étant donné que rien ne s'est opposé à l'exécution de la décision de retour.

Question urgente 2481 (18.4.2008) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**éventuelle fusion de la Cegedel S.A. avec la Soteg S.A. et la Saar Ferngas AG:**

Au cours des derniers mois ont été menées, sous l'égide du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, des négociations en vue d'une éventuelle fusion de la Cegedel S.A. avec la Soteg S.A. et la Saar Ferngas AG. Devant cette toile de fond, une opération singulière en relation avec les titres de la Cegedel S.A. a pu être observée en date du 11 avril 2008 à la Bourse de Bruxelles. En effet, cette opération a fait augmenter la valorisation de la Cegedel S.A. de manière assez spectaculaire.

Compte tenu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Messieurs les Ministres ont-ils connaissance des faits susmentionnés? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir plus de détails sur l'opération en question? Quelles suites Messieurs les Ministres ont-ils réservé à ces faits? Messieurs les Ministres ont-ils notamment informé les autorités de surveillance compétentes au sujet de cette opération?

Par quels moyens Messieurs les Ministres peuvent-ils garantir que l'opération en question ne constitue pas un délit d'initiés? Au vu de la singularité de l'opération en question, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les actions de la Cegedel S.A. devraient être retirées du marché boursier pour la durée des négociations de fusion?

Réponse commune (22.4.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Ministre des Finances* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

Comme suite à la question parlementaire de l'honorable Député Eugène Berger concernant une opération en relation avec les titres de Cegedel S.A. en date du 11 avril 2008 à la Bourse de Bruxelles, veuillez trouver ci-après les éléments de réponse actuellement en notre possession à cet égard:

Nous avons connaissance du fait que le cours de bourse des titres de Cegedel S.A. a augmenté d'environ 10% suite à une opération en date du 11 avril 2008 à la Bourse de Bruxelles, mais il nous paraît important de relever que cette opération a porté sur un seul titre. Nous tenons à vous rendre attentif au fait que le nombre total de titres de Cegedel S.A. s'élève à 6.725.000. En l'espèce, nous n'avons pas réservé de suites à ce fait.

De toute façon, les autorités de surveillance boursières sont investies de tous les pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, y inclus l'analyse d'anomalies éventuelles notamment pour vérifier si une transaction a été passée de manière régulière ou constituait une opération d'initiés ou une manipulation de marché.

En effet, les titres de Cegedel S.A., qui sont cotés à la Bourse de Bruxelles («Euronext»), le sont avant tout à la Bourse de Luxembourg, et font partie de l'Indice LuxX. Les opérations sur ces titres sont dès lors notamment soumises aux règles de fonctionnement de la Bourse de Luxembourg et à la loi relative aux abus de marché du 9 mai 2006 (portant transposition de la «Directive Abus de Marché») et la Commission de Surveillance du Secteur Financier (la «CSSF») est l'autorité administrative luxembourgeoise compétente pour veiller à l'application de la réglementation sur les abus de marché, sans préjudice des compétences des autorités judiciaires. La CSSF collabore avec les autorités compétentes étrangères lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement de leurs missions respectives. En Belgique, l'autorité compétente en matière d'abus de marché est la Commission Bancaire, Financière et des Assurances («CBFA»).

Finalement, il n'appartient pas aux Ministres de se prononcer sur l'opportunité de suspendre ou de retirer les titres de Cegedel S.A. de la cote officielle. En effet, en cas d'abus de marché, les pouvoirs de la CSSF incluent le droit d'exiger la suspension ou le retrait d'un instrument financier de la cote officielle.

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

35e	séance, jeudi	24 avril 2008
36e	séance, mardi	29 avril 2008
37e	séance, mercredi	30 avril 2008

D'Jugend am Parlament



Séance plénière vum Jugendkonvent

Jugendliche diskutieren über Euthanasie

„Ich will nicht, dass jemand über mich entscheidet, wenn ich im Koma bin", „psychisches Leiden kann genauso schlimm wie physisches Leiden sein", „kein Arzt darf gezwungen werden, Sterbehilfe zu leisten", „ich verstehe nicht, was man gegen Sterbehilfe haben kann", „am einfachsten wäre es, wenn jeder so früh wie möglich seinen Willen festlegen würde": Es war eine lebhafte und engagierte Diskussion mit Jugendlichen einer 12e des ECG (École de Commerce et de Gestion).

Nachdem sie sich den Film von „Chamber aktuell" zum Thema angeschaut und Erklärungen über die Gesetzestexte sowie die Gesetzgebungsprozedur bekommen hatten, befassten sie sich mit den Argumenten der Anhänger und Gegner der aktiven Sterbehilfe.

So wie dies bei der Debatte der Abgeordneten der Fall war, wurde auch hier mit einer Abstimmung abgeschlossen: Dabei gab es 11 Ja-Stimmen zur aktiven Sterbehilfe, so wie sie im Gesetzesvorschlag vorgesehen ist, 5 Nein-Stimmen und 8 Enthaltungen.

DANS CE NUMÉRO

Statut unique p. 452

«Eis Schoul» p. 469

Sommaire des séances publiques Nos 35 à 37 p. 480

Sommaire des questions parlementaires p. Q117



Schüler einer 12e des ECG im Parlament

Maach dech staark fir d'Ëmwelt

Dat war d'Iwwerschrëft vum Jugendkonvent vun der CGJL (Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise), deen e Freideg, den 23. Mee, an der Chamber stattfonnt huet.

Déi Jonk aus verschiddenerlee Schoule vum Secondaire hunn d'Fro gestalllt, wéiwäit et däerf mat de genmanipuléierten Organisme goen an ob Entwécklung an Ëmweltschutz eng onméiglech Frëndschaft sinn. Ee Grupp huet den Opruff lancéiert: „Loft, Waasser a Sonn - loosst eis d'Energie nei erfannen!". Aner Ateliere stoungen ënnert den Themen „Kafen, verbrauchen, verschwéngsen - ouni Konsequenzen?" an „Mir ginn e Beispill - maacht den Test!".

Zum Ofschloss vum Dag war eng Sëtzung am Plenum vun der Chamber. Déi Jonk hunn hir Aarbechte presentéiert an Deputéiert aus der Chamber an dem Europaparlament hunn hinnen duerno Ried an Äntwert gestanen.

Interregionaler Parlamentarier-Rat (IPR)

Ständiger Ausschuss bereitete Plenarsitzung vor

Am 9. Mai 2008 kam der Ständige Ausschuss des Interregionalen Parlamentarier-Rates unter der Präsidentschaft von Lucien Weiler in Luxemburg zusammen. Die Hauptaufgabe des Gremiums, das sich aus den Parlamentspräsidenten der Großregion, dem Präsidenten des Conseil Régional de Lorraine und den Präsidenten der Ausschüsse des IPR zusammensetzt, ist die Vorbereitung der halbjährlich stattfindenden Plenarsitzungen. Die Diskussion über die Themen, die in den sechs Ausschüssen des IPR behandelt werden, stand daher im Vordergrund.

An die Sitzung schloss sich der Besuch des „Hauses der Großregion" an, das an der Adresse 25, rue Notre-Dame eine Anlaufstelle für informationswillige Bürger eröffnet hat. Daran angeschlossen sind ebenfalls das INTERREG-Sekretariat und das Sekretariat des Wirtschafts- und Sozialrates der Großregion.

Bei der Wahl ihrer zukünftigen Themen orientieren sich die Ausschüsse des IPR vor allem in den Themenbereichen Berufsausbildung, Arbeitsmarkt und Berufseinbindung der Jugendlichen am Operationellen Programm INTERREG IV A 2007-2013. Die Nachhaltigkeit der erneuerbaren Energien beschäftigt den Ausschuss „Umwelt und Landwirtschaft", der im Laufe des nächsten Jahres während einer ganztägigen Abschlusssitzung zu einer Bilanz seiner Arbeiten kommen möchte. Die polizeiliche Zusammenarbeit in der Großregion und der Opferschutz werden von dem zuständigen Ausschuss in einer Sitzung am 30. Mai 2008 unter die Lupe genommen.

Schwerpunktthema der Plenarsitzung am 6. Juni 2008 wird die kulturelle Zusammenarbeit in der Großregion sein. Angestrebt wird die Fortführung einer Koordinationsstruktur für kulturelle Zusammenarbeit und die Förderung der Zweisprachigkeit in der Großregion. Auch über das Beispiel des zweisprachigen Schengen-Lyzeums in Perl werden die Abgeordneten der Großregion während der Plenarsitzung diskutieren.



Mitglieder des Ständigen Ausschusses des IPR

Varia



Beamtenvereidigung

Kürzlich vereidigte Generalsekretär Claude Frieseisen (2. von rechts) einen neuen Beamten: Timon Oesch, Attaché (Mitte), arbeitet als Sekretär in der Abteilung der parlamentarischen Ausschüsse. An dieser Zeremonie nahmen auch der beigeordnete Generalsekretär Benoît Reiter (rechts), der zuständige Abteilungsleiter Martin Bisenius (2. von links) sowie die Leiterin der Personalabteilung Sonja Benassutti teil.

Égalité de traitement sur le marché de l'emploi

5687 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail telle que modifiée par la directive 2002/73/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 septembre 2002;

2. modification du Code du travail;

3. modification de l'alinéa 1 de l'article 2 de la loi du 14 mars 1988 relative au congé d'accueil;

4. modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. modification de la loi du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Le projet de loi transpose en droit luxembourgeois la directive 2002/73/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 septembre 2002 modifiant la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail.

Si le principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes sur le lieu de travail avait été posé dès 1976 par la directive 76/207/CEE précitée, il n'en reste pas moins que l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam le 1er mai 1999 a fourni à l'Union européenne une véritable base juridique qui lui permette de développer une politique plus efficace en matière de lutte contre les discriminations. Il a été notamment introduit un article 13 en vertu duquel le Conseil de l'Union européenne est désormais compétent pour prendre les mesures nécessaires afin de lutter contre toutes les formes de discrimination.

Ceci étant, il a été jugé nécessaire de modifier la directive 76/207/CEE afin d'aligner les dispositions et principes y contenus avec des directives plus récentes adoptées sur base de l'article 13 du Traité, à savoir la directive 97/43/CE du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et la directive 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail.

Il a dès lors été décidé d'ajouter dans la directive 76/207/CEE des définitions des concepts de discrimination directe ou indirecte qui soient cohérentes avec celles contenues dans les deux directives précitées. De même ont été introduites les notions de harcèlement sexuel et de harcèlement lié au sexe d'une personne étant donné que ces comportements sont contraires au principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes.

La version modifiée de la directive précise également les conditions dans lesquelles les États membres peuvent exclure des activités professionnelles du champ d'application de leur loi de transposition en les limitant à celles où les caractéristiques liées au sexe constituent une exigence professionnelle essentielle et déterminante et où l'objectif est légitime et l'exigence proportionnée.

Conformément à une jurisprudence constante de la Cour de Justice qui reconnaît qu'il est légitime, au regard du principe de l'égalité de traitement, de protéger une femme pendant et après la grossesse, la nouvelle directive rappelle qu'elle ne fait pas obstacle aux dispositions en la matière et que tout traitement défavorable lié à la grossesse ou la maternité constitue une discrimination directe fondée sur le sexe. Elle précise qu'une femme a le droit, au terme de son congé de maternité, de retrouver son emploi ou un emploi équivalent à des conditions qui ne lui soient pas moins favorables et de bénéficier de toutes les améliorations des conditions de travail auxquelles elle aurait eu droit durant son absence. La directive vaut aussi sans préjudice de la faculté dont disposent les États membres de reconnaître des droits distincts au congé de paternité et/ou d'adoption.

À noter que la directive 76/207/CEE avait été transposée en droit national par la loi modifiée du 8 décembre 1981 relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail.

Cette loi modifiée avait été ensuite intégrée dans le Code du travail introduit par la loi du 31 juillet 2006 pour y former le Chapitre Premier «Principe de l'égalité du traitement» du Titre IV - Égalité de traitement entre les hommes et les femmes, du Livre II - Réglementation et conditions de travail.

Or, outre le fait qu'il faille transposer dans les plus brefs délais en droit national la directive 2002/73/CE modifiant la directive 76/207/CE eu égard à l'arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes le 6 mars dernier, il est également essentiel de combler le vide juridique créé par la loi du 31 juillet 2006 afin de se conformer au droit communautaire. En effet, la loi du 8 décembre 1981 ayant été abrogée erronément par la loi du 31 juillet précitée, le champ d'application de la directive 76/207/CE a été restreint ex post par la loi nationale et le niveau de protection des travailleurs du secteur public et des travailleurs indépendants de ce fait réduit.

Étant donné qu'aux termes de la directive à transposer il est indispensable d'inclure les travailleurs indépendants au même titre que les salariés dans le champ d'application des dispositions prévues en matière d'égalité de traitement et comme, par ailleurs, il n'existe pas de loi cadre visant tous les indépendants, il a été retenu de diviser la loi en deux parties dont la première crée un cadre général de non-discrimination entre hommes et femmes alors que la deuxième traite exclusivement de l'aspect du travail et de l'emploi.

Cette deuxième partie contient uniquement des dispositions modificatives d'instruments législatifs existants s'agissant notamment d'intégrer parallèlement aux modifications apportées au Code du travail des dispositions analogues dans le statut général des fonctionnaires de l'État et celui des fonctionnaires communaux.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 01.03.2007

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

18.09.2007	Désignation d'un rapporteur
11.10.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.10.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État sur base d'une note explicative du Ministère du Travail
16.10.2007	Présentation et adoption d'amendements
08.01.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.01.2008	Présentation et adoption d'une nouvelle série d'amendements parlementaires
08.04.2008	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
22.04.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2008

Loi du 13 mai 2008. Mémorial A, N°70, page 962

Evaluation environnementale

5731 - Projet de loi relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Le présent projet de loi transpose en droit national la directive 2001/42/CE relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. L'objectif de la directive est de contribuer à l'intégration de l'environnement dans l'élaboration et l'adoption de plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences importantes sur l'environnement à travers leur soumission à une évaluation environnementale.

La directive vise à compléter le système d'évaluation de l'impact environnemental des projets, établi dans la directive modifiée 85/337/CE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. La directive 85/337/CE a instauré un système d'évaluation préalable, par les États membres, des effets que peuvent avoir les projets publics et privés sur l'environnement. La directive 2001/42/CE complète ce régime en instaurant au stade de la planification un système d'évaluation environnementale.

La directive 2001/42/CE couvre l'ensemble des plans et des programmes pour un certain nombre de secteurs. Sont visés les plans et les programmes qui sont préparés et/ou adoptés par une autorité compétente ou qui sont préparés par une autorité compétente en vue d'une adoption par une procédure législative, et qui sont exigés par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives. Ces plans et programmes sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et devraient, en règle générale, être soumis à une évaluation environnementale. D'autres plans et programmes qui définissent le cadre d'autorisations ultérieures pour des projets seront soumis à une telle évaluation, s'ils se révèlent susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Avant l'adoption ou la soumission au processus législatif ou réglementaire d'un projet de plan ou de programme, l'autorité compétente de l'État membre concerné sera tenue de réaliser une évaluation environnementale et de rédiger un rapport environnemental qui contient les informations pertinentes définies par la directive et qui décrit et évalue les incidences environnementales probables de la mise en œuvre du plan ou du programme ainsi que d'autres solutions réalistes compte tenu des objectifs et du champ d'application territorial dudit plan ou programme.

Pour contribuer à une plus grande transparence du processus décisionnel ainsi que pour assurer l'exhaustivité et la fiabilité de l'information fournie en vue de l'évaluation, les autorités chargées des questions d'environnement en cause seront consultées, de même que le public, lors de l'évaluation des plans et des programmes.

Lorsque la mise en œuvre d'un projet de plan ou de programme dans un État membre est susceptible d'avoir une incidence significative sur l'environnement d'autres États membres, des dispositions doivent être prises pour que les États membres concernés entament des consultations et pour que les autorités concernées et le public soient informés et aient la possibilité de donner leur avis.

Le rapport environnemental, les avis exprimés par les autorités responsables et le public et les résultats des consultations transfrontalières doivent être pris en compte par l'autorité compétente pendant l'élaboration du plan ou programme et avant son adoption.

Le projet de loi reprend assez fidèlement les dispositions de la directive. C'est ainsi qu'il:

- définit un cadre de référence en matière d'évaluation environnementale de plans et de programmes,

- fournit des précisions relatives aux modalités à appliquer en matière de publicité du plan ou du programme et de ses éventuelles incidences sur l'environnement,

- fixe les procédures à mettre en œuvre en vue de garantir que le plan ou le programme finalement adopté tienne compte des recommandations des consultations nationales et transfrontalières,

- vise à ce que la mise en œuvre concrète du plan et du programme se fasse de façon à ce que les incidences sur l'environnement soient minimales,

- introduit des modalités de publicité des décisions relatives à un projet de plan ou de programme et des décisions relatives à l'adoption du plan ou du programme.

Le Ministre de l'Environnement est chargé de superviser les procédures prévues. Ainsi, il:

- émet son avis à l'égard des plans et des programmes qui ne sont pas obligatoirement soumis à une évaluation environnementale,

- donne des orientations quant à l'ampleur et au degré de précision des informations que doit contenir le rapport sur les incidences environnementales,

- fait part de son avis sur le projet de plan ou de programme ainsi que sur le rapport sur les incidences environnementales, tels qu'ils sont soumis à consultation publique,

- est appelé à gérer le suivi des incidences notables sur l'environnement résultant de la mise en œuvre des plans et des programmes en vue d'identifier à un stade précoce les impacts négatifs imprévus afin de pouvoir engager les actions correctives appropriées.

Afin de garantir la concertation et la coordination interdépartementales, le projet de loi institue un comité interministériel chargé d'assister le Ministre de l'Environnement.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.06.2007

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

03.12.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.12.2007	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
10.01.2008	Examen d'une série d'amendements
08.04.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17.04.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2008

5735 - Projet de loi portant approbation du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003

Le projet de loi se propose d'approuver le Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale. La Convention dite d'Espoo a été adoptée le 25 février 1991; le Protocole a été signé à l'occasion de la cinquième conférence ministérielle «un environnement pour l'Europe» qui s'est déroulée à Kiev, en mai 2003.

Convention d'Espoo: la Convention vise à atténuer le plus possible les effets environnementaux transfrontaliers nocifs associés à certains projets, à assurer l'évaluation environnementale de ces projets, à fournir au gouvernement et au public du pays touché l'occasion de participer à l'évaluation environnementale, et à faire en sorte que les résultats de l'évaluation environnementale soient pris en compte dans la décision finale concernant le projet.

Protocole de Kiev: l'objectif du Protocole est la prise en compte des considérations d'environnement et de santé dans l'élaboration de plans et de programmes et dans l'élaboration de politiques et de textes de loi.

Outre le développement durable, ce traité international renforce ce qu'il est convenu d'appeler la démocratie participative. En effet, la participation du public dans les prises de décision stratégiques ne se limite pas seulement à une information pure et simple, mais englobe surtout le droit de présenter des observations et d'être tenu au courant des décisions finalement prises.

Réglementation CE: le Protocole est relayé au niveau communautaire par la directive 2001/42/CE relative à l'évaluation des incidences de certains plans et de programmes sur l'environnement, qui exige que les effets sur l'environnement d'un grand nombre de plans et de programmes publics soient évalués au moyen de procédures de planification mieux préparées et plus ouvertes.

Au moment de l'élaboration desdits plans et programmes, les pouvoirs publics devront préparer un rapport afin de déterminer et d'évaluer leurs incidences éventuelles sur l'environnement, et notamment les effets sur la biodiversité, la faune et la flore, le sol et l'eau, les facteurs climatiques, le paysage et la santé humaine.

La directive permet à chacun d'exprimer son opinion sur le rapport environnemental ainsi que sur le projet de plan ou de programme.

Le rapport environnemental et les résultats de la consultation publique doivent être pris en compte au moment de l'adoption des plans et des programmes.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.06.2007

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

03.12.2007 Désignation d'un rapporteur

10.01.2008 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

08.04.2008 idem

17.04.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2008

Statut unique

5750 - Projet de loi portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé et modifiant:

1. le Code du travail;

2. le Code des assurances sociales;

3. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension;

4. la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective;

5. le chapitre VI du Titre I de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

7. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi constitue une réforme structurelle majeure qui a pour objet d'harmoniser le statut des ouvriers et des employés privés en droit social luxembourgeois en créant un statut unique pour tous les salariés du secteur privé. Ce faisant, il vise à écarter une disparité socioprofessionnelle dont la suppression s'impose dans la mesure où elle constitue un souvenir d'une époque reculée où le salariat se composait en grande partie de travailleurs manuels, rémunérés par un salaire plutôt modeste pour des conditions de travail souvent précaires, à côté d'une minorité d'employés effectuant des travaux de bureau.

En mettant fin aux distinctions, voire discriminations entre ouvriers et employés privés, le statut unique donnera lieu à un Code de travail applicable uniformément à tous les salariés de droit privé.

L'introduction d'un statut unique pour tous les salariés du secteur privé a des implications tant au niveau du droit du travail qu'au niveau du droit de la sécurité sociale.

Ainsi les grandes lignes du projet de loi sont les suivantes:

a) au niveau du droit du travail

La généralisation de la continuation de la rémunération («Lohnfortzahlung») constitue l'une des innovations majeures de l'introduction d'un statut unique pour tous les salariés du secteur privé. Outre la généralisation de la continuation de la rémunération, le projet de loi apporte d'autres modifications en matière du droit du travail qui, sans être aussi considérables et complexes que l'extension aux ouvriers du principe de la continuation de la rémunération en cas de maladie, n'en sont pas pour autant négligeables. L'introduction du statut unique entraîne une adaptation des différents textes qui continuent à opérer une distinction entre les ouvriers et les salariés. Ces adaptations portent entre autres sur les indemnités de départ, le trimestre de faveur, l'unicité des conventions collectives du travail, les heures supplémentaires ou encore les spécificités du secteur HORECA.

Le texte généralise la continuation du paiement de la rémunération en cas de maladie par l'employeur à l'ensemble de ses salariés en étendant ainsi le champ d'application de l'article L. 121-6 du Code du travail à tous les salariés du secteur privé tout en réaménageant l'obligation patronale de continuer les rémunérations. À l'avenir, le salarié incapable de travailler a droit au maintien intégral de son salaire et des autres avantages résultant de son contrat de travail jusqu'à la fin du mois de calendrier au cours duquel se situe le soixante-dix-septième jour d'incapacité de travail pendant une période de référence de douze mois de calendrier successifs. Cette solution permet d'atteindre en moyenne une durée de conservation de la rémunération de 13 semaines.

Pour parer à la surcharge que représente l'introduction du statut unique pour les employeurs, le projet de loi prévoit la mise en place d'un modèle de compensation dont l'instrument principal est constitué par la nouvelle Mutualité des employeurs qui sera créée pour assurer en tout ou en partie les risques encourus par les entreprises du fait de la généralisation. La Mutualité des employeurs constitue sans aucun doute l'instrument essentiel pour contrebalancer du côté des employeurs les effets financiers du statut unique. Cette Mutualité assure les entreprises contre les risques encourus du fait de la généralisation de la continuation de la rémunération. Elle constitue une sorte de rétro-assurance des employeurs pour le risque d'incapacité de travail de leurs salariés. Sa mission se limite ainsi à des opérations de remboursement aux employeurs des charges qui leur incombent à cet égard durant la période de l'obligation patronale. La Mutualité n'a donc aucune relation avec les salariés qui seront des assurés auprès de la Caisse nationale de santé. À noter encore dans ce contexte que la Mutualité n'exercera aucune fonction de contrôle des salariés, cette mission continuant de figurer dans les attributions des organismes de la sécurité sociale. À côté de la mise en place d'une Mutualité des employeurs, d'autres mesures sont envisagées pour neutraliser les conséquences financières de la convergence des statuts ouvrier et employé privé.

Ainsi, il a été décidé que les entreprises qui occupent du personnel ouvrier bénéficieront dans un premier temps, plus précisément pendant trois ans à partir de la mise en place du statut unique, du différentiel sur la part «assuré», différentiel qui viendra s'ajouter à la réduction de leur part de cotisation résultant de la différence entre le taux actuel (2,35%) et le taux de cotisation futur (0,25%). À noter que la retenue sera opérée sur la rémunération de l'ouvrier par le Centre commun de la sécurité sociale et affectée au financement de la Mutualité des employeurs. À noter encore que l'ouvrier récupérera la moitié du différentiel «assuré» à partir de 2012 et l'autre moitié en 2013.

Parmi les mesures destinées à juguler les effets de l'introduction du statut unique, on peut encore signaler l'intervention financière de l'État. La volonté de l'État d'intervenir financièrement a été un des points décisifs qui a permis d'arriver à un accord. Tout d'abord, l'État mettra à la disposition de la Mutualité des employeurs, dont il sera question ultérieurement, un fonds de roulement initial. L'État interviendra également dans le financement de la Mutualité par un apport correspondant à 0,3% de la masse cotisable des assurés obligatoire à partir de l'exercice budgétaire 2014.

Il a été retenu de procéder annuellement, et pour la première fois en 2010, à un bilan intermédiaire sur les incidences de la généralisation de la continuation de la réforme projetée. Si, sur base de ce bilan, on constate une augmentation des charges pour l'économie dans son ensemble, le projet de loi prévoit que le taux d'intervention étatique puisse être refixé par la loi budgétaire.

* * *

Le projet de loi prévoit la fusion de la Chambre de Travail et de la Chambre des Employés privés au sein d'une nouvelle Chambre des salariés pour laquelle les retraités seront également à la fois électeurs et éligibles.

De ce fait, il pourra désormais être fait abstraction d'élections sociales directes spécifiques pour les organes des institutions de sécurité sociale. En effet, les membres de ces organes seront désignés sur base des résultats électoraux pour les chambres professionnelles. Cette façon de procéder est rendue possible par la réforme prévue par le projet de loi sous examen visant l'intégration des bénéficiaires de pensions dans toutes les chambres professionnelles. Il y aura désormais identité entre l'électorat actif des chambres professionnelles et celui des institutions de sécurité sociale.

* * *

Par ailleurs, le présent projet de loi apporte les innovations suivantes (en bref):

- harmonisation de la terminologie au niveau du Code du travail

- adaptation des indemnités de départ des ouvriers à celles des employés privés

- bénéfice du trimestre de faveur aux conjoints et partenaires d'un salarié ouvrier décédé

- compensation des heures supplémentaires par du temps de repos

- mesure transitoire pour les délégations du personnel

- clause transitoire pour les conventions collectives

- adaptation des dispositions des textes relatifs aux comités mixtes et sociétés anonymes.

* * *

Enfin, le projet de loi prévoit également que les dispositions concernant les tribunaux de travail et figurant dans la loi organique sur l'organisation judiciaire soient adaptées, alors qu'il n'y a plus de composition différente des juridictions pour les ouvriers et les employés privés.

b) au niveau du droit de la sécurité sociale

L'introduction du statut unique, entraînant un regroupement qui dépasse les clivages socioprofessionnels, rendra redondante l'affiliation à des organismes de sécurité sociale distincts et permettra ainsi à l'organisation administrative de la sécurité sociale de s'aligner, voire de se regrouper. Pareillement, la réorganisation de la sécurité sociale a comme objectif d'optimiser et de rationaliser les services, ce qui, par des structures plus transparentes et efficaces, améliorera l'accessibilité des assurés à leur droit en matière de sécurité sociale.

De la réorganisation administrative de la sécurité sociale surgiront une Caisse nationale de santé (CNS) et une Caisse nationale d'assurance pension (CNAP), résultant d'une fusion des différentes caisses de maladie, voire des caisses de pension.

La CNS, qui regroupe l'Union des caisses de maladie, les caisses de maladie des salariés du secteur privé et les caisses de maladie des non-salariés, sera dotée de la compétence générale pour l'assurance maladie-maternité et l'assurance dépendance. De même, le projet de loi prévoit le maintien des agences locales de la Caisse de maladie des ouvriers en tant que «guichet unique multifonctionnel» au sein du Centre commun de la sécurité sociale. Tout en conservant leurs compétences d'attributions actuelles, les caisses de maladie du secteur public sont limitées au seul remboursement des soins de santé avancés.

La CNAP, constituée par les quatre caisses de pension du régime général, administrera également le fonds de compensation, maintenu comme entité juridique distincte.

Le modèle de gouvernance pour les différents organes de la sécurité sociale prévoit une composition paritaire des partenaires sociaux et d'un représentant de l'État en tant que président. Afin de rendre le processus de décision plus souple, l'assemblée générale sera abrogée et le comité directeur en reprendra les compétences restantes.

Les élections sociales directes et spécifiques pour les différents organes des institutions de la sécurité sociale seront substituées par une désignation des membres sur base des résultats électoraux pour les chambres professionnelles. La suppression de ces élections est le résultat de l'inclusion des pensionnaires dans toutes les chambres professionnelles, créant ainsi un électorat actif identique entre les institutions de la sécurité sociale et les chambres professionnelles.

L'objectif de la réforme institutionnelle de la sécurité sociale est multiple: elle vise à introduire des guichets uniques afin de faciliter l'accès des assurés aux services de la sécurité sociale, à établir un contrôle efficace de la gestion, à améliorer tant la gestion des procédures au sein des différents organismes que la communication entre ceux-ci et le Centre informatique de la sécurité sociale (CISS).

Un rôle clé de ce développement, axé sur les assurés, reviendra au Centre commun de la sécurité sociale qui, en tant qu'organe centralisateur des opérations informatiques de la sécurité sociale, collaborera étroitement avec les cellules méthodologiques des différents organismes.

L'introduction du statut unique et des modifications y liées fournissent une bonne occasion de revoir en profondeur la matière des assurances sociales. La législation sur les prestations familiales, issue de six lois autonomes, sera intégrée au sein d'un nouveau livre IV du Code, désigné par ailleurs comme «Code de la sécurité sociale». L'introduction d'un livre VI nouveau sur les dispositions communes permettra d'écarter certaines redondances du dispositif actuel.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, et M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 03.08.2007

Rapporteurs: MM. Marcel Glesener et Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch)
et de la Commission du Travail et de l'Emploi
(Président: M. Marcel Glesener):

04.10.2007	Désignation des rapporteurs
	Échange de vues sur le volet Travail et Emploi du projet de loi
27.02.2008	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.02.2008	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.03.2008	Examen et adoption de différents amendements
10.04.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.04.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2008
Loi du 13 mai 2008. Mémorial A, N°60, page 790

«Eis Schoul»

5761 - Projet de loi portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive

1. Historique

On peut difficilement ignorer aujourd'hui que l'école luxembourgeoise se doit d'attaquer les chantiers suivants: intégrer tous les enfants, gérer l'hétérogénéité, différencier les apprentissages, impliquer les enfants comme auteurs de leurs apprentissages, aborder autrement le plurilinguisme, repenser les formes d'évaluation, améliorer l'accompagnement péri- et parascolaire des enfants, mieux informer et impliquer les parents, rallier l'ensemble du corps enseignant d'une école à un projet pédagogique précis, favoriser le travail d'une équipe multiprofessionnelle, etc.

L'initiative de créer une école primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive remonte à une initiative du Groupe Luxembourgeois d'Éducation Nouvelle (GLEN), fondé en décembre 2004. Dès septembre 2006 un groupe de travail, mis en place par la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle au sein du Ministère a élaboré le concept d'une école qui fonctionne suivant le principe de la pédagogie inclusive et a défini comment et dans quelle mesure tous les actrices et acteurs interviennent à cette école.

La nouvelle école de recherche «Eis Schoul» ouvrira ses portes à la rentrée scolaire 2008-2009. Implantée à Luxembourg-Kirchberg, elle sera organisée en journée continue intégrée et accueillera des enfants de l'éducation précoce à la 6e année d'études primaires.

2. Réalisation des objectifs

Pour réaliser ses objectifs, «Eis Schoul» repose sur la pédagogie inclusive et la recherche.

- La communauté scolaire est composée de manière représentative par rapport à la population scolaire du pays. Elle se propose également d'accueillir au moins 10% d'enfants à besoins éducatifs spéciaux (enfants à handicaps).

- «Eis Schoul» est organisée en journée continue.

- L'éducation et l'enseignement se font en groupes multi-âges. Les enfants seront répartis en trois groupes d'âge: 3 à 5 ans, 6 à 8 ans et 9 à 11 ans.

- L'encadrement psychopédagogique des élèves est assuré par une équipe multiprofessionnelle.

- «Eis Schoul» accorde une très grande importance à l'implication des parents.

- «Eis Schoul» prépare à l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Les langues d'enseignement sont comme dans toutes les écoles primaires l'allemand et le français. La langue luxembourgeoise reste la langue clé de l'intégration culturelle. Toutefois, pour que les élèves ne vivent pas leur scolarisation comme une rupture avec leurs langues d'origine, il doit y avoir une place pour leurs langues à l'école.

«Eis Schoul» met en pratique de nouvelles formes d'évaluation. Les membres de l'équipe multiprofessionnelle prennent en compte l'état de développement actuel de chaque élève et font alliance avec lui pour l'aider à se dépasser. Ils aident l'enfant à prendre conscience de ses compétences et capacités actuelles et l'accompagnent vers son développement prochain.

3. La coopération avec le monde universitaire

La coopération avec une institution universitaire, de préférence l'Université du Luxembourg, porte sur la qualité de l'enseignement, la recherche sur «Eis Schoul», le développement professionnel continu de l'équipe multiprofessionnelle, la publication et la diffusion des résultats et assure le développement durable de «Eis Schoul». Notamment, dans le plan quadriennal de l'Université du Luxembourg de 2006, l'évaluation des apprentissages dans un contexte multilingue est placée parmi les éléments hautement prioritaires.

Pour une meilleure articulation entre la théorie et la pratique, il est prévu que tous les intervenantes et intervenants de «Eis Schoul» fassent un travail de recherche et que les membres du personnel enseignant-chercheur ou du personnel scientifique de l'institution universitaire interviennent dans les activités pédagogiques à «Eis Schoul», le tout dans une démarche de recherche-action.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007
Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
(Président: M. Jos Scheuer):

26.09.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du texte du projet de loi
08.10.2007	Échange de vues avec les membres du groupe de travail «Eis Schoul»
14.02.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
27.02.2008	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
28.02.2008	Examen des propositions d'amendements du groupe parlementaire DÉI GRÉNG du 28 septembre 2007
12.03.2008	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
28.04.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2008
Loi du 13 mai 2008. Mémorial A, N°68, page 942

Fonction publique

5795 - Projet de loi modifiant

I) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;

II) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

III) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

IV) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

V) la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État;

4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration; et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire;

VI) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

VII) la loi du 7 novembre 2007 modifiant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

Le projet de loi poursuit un triple but, à savoir:

1. La centralisation administrative des opérations de recrutement des employés de l'État

La déclaration gouvernementale du 4 août 2004 prévoit que les *«opérations de recrutement d'employés de l'État, quelle que soit leur administration d'affectation, seront centralisées pour des raisons d'harmonisation et de coordination sous l'autorité du Ministre de la Fonction publique, qui sera appelé à développer une véritable stratégie de gestion des ressources humaines»*. Le présent projet de loi qui entend réaliser le point précité du programme gouvernemental ne s'applique qu'aux opérations de recrutement des employés de l'État des carrières dites administratives et techniques. Il ne vise ni le recrutement des carrières médicales, paramédicales, sociales ou éducatives ni le recrutement des carrières relevant de l'enseignement.

Le recrutement centralisé des employés de l'État permettra d'éviter à l'avenir les difficultés et les problèmes liés au recrutement décentralisé: non-respect des conditions d'engagement, dossiers incomplets, procédures d'engagement variables. L'engagement centralisé garantit le recrutement uniforme de tous les employés de l'État sur la base d'une procédure plus transparente et plus efficace. Pour les différentes administrations la centralisation constituera désormais un allègement procédural considérable. Le recrutement se fait par le Ministère de la Fonction publique sur la base du profil du candidat lui communiqué par les départements ministériels. Chaque département ministériel garde également la liberté de choisir parmi la liste des candidats celui qu'il veut voir être recruté.

2. Les adaptations mineures du statut des fonctionnaires

Ces adaptations concernent notamment des dispositions en relation avec des situations où l'indépendance d'un fonctionnaire risque d'être compromise. Une disposition nouvelle sur la poursuite de l'action disciplinaire contre le fonctionnaire ayant quitté le service, fortement critiquée par le Conseil d'État, n'est pas retenue par la Commission de la Fonction publique. Ces points sont traités en détail dans le commentaire des articles.

3. La création de deux postes de commissaires adjoints à l'instruction disciplinaire

En raison de l'augmentation des affaires disciplinaires, il semble être indispensable de créer la fonction de commissaire de Gouvernement adjoint chargé de l'instruction disciplinaire afin d'assurer l'évacuation des dossiers disciplinaires dans un délai raisonnable.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 17.10.2007
Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
(Président: M. Lucien Thiel):

12.02.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.03.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.04.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2008

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

«e-go»

5822 - Projet de loi relative au financement du système de perception tarifaire électronique dans les transports publics

Le projet de loi sous rubrique, dit «e-go», permet l'introduction d'un système de perception électronique des tarifs sur tout le réseau des services de transports publics au Grand-Duché de Luxembourg. Ce système consiste en une carte à puce qui peut être chargée au fur et à mesure des besoins du détenteur. Dans les autobus ou sur les quais, il suffira au client de passer sa carte devant un oblitérateur afin de la faire valider comme titre de transport. Le système devrait notamment faciliter l'accès aux transports publics.

L'approbation de la Chambre des Députés est requise, puisque l'engagement financier dépasse le seuil de 7,5 millions € prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, en vertu de l'article 99 de la Constitution.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 19.12.2007
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission des Transports
(Président: M. Roland Schreiner):

09.04.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.04.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2008

SIDOR

5826 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux de renouvellement des infrastructures d'élimination des déchets ménagers et assimilés du SIDOR

Depuis sa création en 1971, le syndicat intercommunal pour la destruction des ordures (SIDOR) regroupe les 36 communes des trois cantons de Luxembourg, d'Esch et de Capellen, ce qui représente aujourd'hui 300.000 habitants, soit 2/3 de la population du Grand-Duché. Le syndicat intercommunal SIDOR a pour objet la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes syndiquées.

Vu l'expiration du contrat d'exploitation en 2008 avec la société SOLUCOM et l'âge de l'installation existante (année de construction des fours d'incinération: 1976 et 1985), le syndicat SIDOR envisage un renouvellement de ses infrastructures d'incinération sur le site à Leudelange.

Après une soumission publique, l'offre de SOTEC GmbH de Sarrebruck a été finalement retenue par le SIDOR comme étant économiquement la plus avantageuse. Le contrat, conclu pour une durée de 20 ans, entre le syndicat SIDOR et SOTEC GmbH prévoit les volets suivants:

- Entrepreneur général (conception et construction avec mise en exploitation des nouvelles infrastructures, destruction d'anciennes infrastructures).

- Gestionnaire général (exploitation, maintenance des infrastructures, acceptation et traitement des déchets, garantie pour élimination des déchets à l'étranger lors d'un incendie à la SIDOR, élimination des résidus d'incinération et d'épuration des fumées, recrutement du personnel de préférence parmi le personnel actuel de SOLUCOM).

La capacité annuelle de la nouvelle installation d'incinération sera de 150.000 tonnes. Il est prévu d'accepter les mêmes fractions et quantités de déchets que dans l'installation actuelle.

L'ancienne installation d'incinération restera en exploitation jusqu'à finalisation des travaux de construction de la nouvelle installation. Après la mise en service des nouvelles infrastructures, les anciennes parties seront soit successivement démontées, soit intégrées dans la nouvelle usine.

La loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'Environnement fixe la participation financière de l'État à 25% au maximum du coût d'investissement des infrastructures intercommunales d'élimination des déchets ménagers et assimilés, y compris les ouvrages techniques annexes, ainsi que du coût des adaptations des installations existantes à de nouvelles technologies et à des normes plus sévères de protection du sol, des eaux, de l'air et en matière de gestion des déchets. Le devis actualisé au 1er janvier 2007 pour la réalisation des travaux de renouvellement des infrastructures d'élimination du SIDOR s'élève à 99.745.250,00 € TTC; la participation financière de l'État s'élève donc à 24.936.312,50 €. Étant donné que ce montant dépasse le seuil de 7.500.000 € prévu par l'article 80 (1) d) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, la dépense doit être autorisée par une loi spéciale.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 02.01.2008
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Roger Negri)

08.04.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.04.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2008

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
•
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Jeudi, 24 avril 2008

SÉANCE 35

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

1. 5516 - Projet de loi

- relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et à la création d'un cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant * la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures, * la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et accises, * la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, et * la loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, et

- abrogeant la loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 5585 - Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Dépôt d'une motion et d'une résolution par M. Aly Jaerling

- *M. Aly Jaerling dépose une motion relative à l'organisation d'un référendum au sujet de la légalisation sur l'euthanasie et une résolution relative aux votes sur le projet de loi 5584 (médecine palliative) et la proposition de loi 4909 (droit de mourir en dignité).*

4. 5820 - Projet de loi relative à la transformation et à la rénovation du Centre Marienthal

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: Mme Sylvie Andrich-Duval*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Fernand Diederich, Mme Viviane Loschetter, M. Robert Mehlen, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Question avec débat N°31 de M. Xavier Bettel - Convention relative à la présence d'observateurs indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés

- *M. Xavier Bettel - M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration - M. Xavier Bettel*

6. 5698A - Projet de loi portant approbation de la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et de son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 5751 - Projet de loi portant approbation du Protocole, modifiant le Protocole additionnel relatif aux impôts annexé à la Convention concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 29 avril 1969 et de la Déclaration des trois Gouvernements, signés à Bruxelles, le 17 avril 2007

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 5550 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999

- *M. Fred Sunnen, rapporteur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. Demandes en naturalisation

- *Adoption en séance non publique de 33 demandes en naturalisation avec dispense du second vote constitutionnel*

10. Ordre du jour

- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Claude Wiseler, Ministre; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eppes matzedeelen?

(Négation)

1. 5516 - Projet de loi

- relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et à la création d'un cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant * la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures, * la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et accises, * la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, et * la loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, et

- abrogeant la loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport (suite)

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo ufanks der Sitzung zum Vote vum Projet de loi 5516 iwwert d'Schafung vun engem Institut luxembourgeois de la normalisation. D'Diskussioun ass gëschter ofgeschloss ginn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5516 ass mat 58 Jo-Stëmmen - bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun - ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marc Spautz), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Paul-Henri Meyers), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Majoritéit huet d'Dispens ginn, Madame Flesch.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5820 iwwert de Centre Mariendall.

Éier mer zu där Diskussioun kommen, huet den Här Jaerling d'Wuert gefrot. Här Jaerling, wann ech gelift.

2. 5585 - Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement (suite)

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5585 betreffend d'Gestioun vun den Donnéeën am Beräich vum Tourismus. Den Text steet am Document parlementaire 5585[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5585 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, bei 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Laurent Mosar), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Paul-Henri Meyers), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Stein-Mergen), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roland Schreiner), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Ont voté non: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Majoritéit huet d'Dispens ginn, Madame Flesch.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5820 iwwert de Centre Mariendall.

Éier mer zu där Diskussioun kommen, huet den Här Jaerling d'Wuert gefrot. Här Jaerling, wann ech gelift.

3. Dépôt d'une motion et d'une résolution par M. Aly Jaerling

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Am Zesummenhang mat deene konfusen Diskussiounen iwwert d'Euthanasie, wollt ech hei eng Resolutioun deponéieren, wou d'Chamber décidéiert, dass d'Gesetz iwwert d'Euthanasie sollt zréckgestallt ginn, bis d'Lëtzebuerger Vollek sech konnt driwwer äusseren.

Résolution

D'Deputéiertechamber,

- bedauert, datt d'Diskussiounen iwwert de Gesetzesprojet 5584 iwwert d'Palliativmedezin an iwwert d'Gesetzespropositioun 4909 iwwert déi aktiv Stierfhëllef zu engem ongesonden an dem Eescht vun dëse Gesetzesproposen net würdege politeschen Débat gefouert hunn, dëst besonnesch am Kontext mat der Gesetzespropositioun iwwert d'Stierfhëllef;

- gesäit am Gesetzesprojet 5584 iwwert d'Palliativmedezin eng absolut Prioritéit;

- ass der Meenung, datt d'Gesetzespropositioun 4909 iwwert d'Stierfhëllef nach enger breeder Diskussioun beduerf, déi net nëmmen eleng um parlamentareschen Niveau duerf gefouert ginn, an duerfir och d'Meenung vun de Bierger, no enger objektiver Opklärung, muss hannerfrot ginn;

décidéiert

- de Gesetzesprojet 5584 iwwert d'Palliativmedezin am schnellstméiglechen Délai ze stëmmen;

- d'Gesetzespropositioun 4909 iwwert déi aktiv Stierfhëllef zréckzesetzen, bis d'Bierger sech an engem Referendum doriwwer geäussert hunn.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes.

An engems wëll ech dann eng Motioun hei deponéieren, wann d'Resolutioun gestëmmt ass, dass d'Regierung soll e Referendum organiséieren, wou d'Lëtzebuerger Vollek sech iwwert d'Euthanasie kann äusseren, well ech einfach der Meenung sinn, dass et net ka sinn, dass hei 60 Leit eleng, wou och nach d'Meenunge méi wéi gedeelt sinn, kënnen iwwer esou eng Saach décidéieren.

Motion

D'Deputéiertechamber

kënnt zur Konklusioun:

- datt d'Fro vun der Legaliséierung vun der Stierfhëllef all Bierger hei am Land betrëfft;

- datt esou eng Entscheedung iwwer Liewen an Doud net eleng kann der Gewëssensfräiheet vu 60 Volleksvertrieder iwwerlooss ginn;

- datt all Bierger hei am Land muss d'Méiglechkeet kréien, fir mat doriwwer ze befannen;

fuerdert d'Regierung op

- e Referendum ënner alle Bierger hei am Land ze organiséiere mat der klorer Fro, ob se eng Legaliséierung vun der Stierfhëllef wëllen oder net.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun Ärer Motioun a vun Ärer Resolutioun. Ech gesinn, dass souwuel d'Motioun wéi d'Resolutioun nëmmen eng Ënnerschréft dréit. Wann déi Motioun a Resolutioun bis hir fënnef Ënnerschréften hunn an domadder recevabel sinn, da gi se erëm vun der Présidence opgeruff.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5820 iwwert de Centre Mariendall. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet fir d'éischt d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval. Duerno schwätzen d'Madame Brasseur an den Här Diederich.

4. 5820 - Projet de loi relative à la transformation et à la rénovation du Centre Marienthal

Rapport de la Commission des Travaux publics

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet kéint ee scho bal als historesch betitelen, well hei geet et ëm d'Transformatiouns- an d'Renovéierungsaarbechte vum Site Mariendall fir de Service national de la jeunesse, SNJ genannt. Erlaabt mer duerfir kuerz op d'Geschicht vun deem Site anzegoen, deen am pittoresken Äischer-Mamerdall matzen an der Natur läit an deen ouni Zweifel och vun touristeschem Wäert ass.

Et handelt sech ëm e fréiert Klouschter, dat 1232 gegrënnt gouf vun den Augustiner, duerno vun den Dominikaner Doumfrae verwalt gouf a vun 1890 u vun de wäisse Missiounspateren exploitéiert gouf.

Zënter 1974 ass de Stat Propriétaire vum Mariendall, dee vun 1977 un dem Service national de la jeunesse zur Verfügung steet als Fräizäitzentrum. 1999 huet de Stat dunn och nach d'Bauerenhaus opkaaft, wou bis 2001 e Bauerenhaff dra fonctionnéiert huet. Een Deel vun de Gebaier gëtt zënter '99 als Opnahmzentrum fir Réfugiéen aus dem Balkan benotzt. Am Joer 2002 gouf dunn de Site, deen am ganze siwen Hektar begräift, vu Sites et Monuments klasséiert.

Ech wëll awer och nach drop hiweisen, dass d'Chamber schonn am Joer 1995 eng Motioun gestëmmt hat, fir d'Renovatioun ënner anere vum Mariendall virunzedreiwen, nieft den SNJ-Zentren Eesebuer an Huelmes.

(Coups de cloche de la Présidence)

De Projet de loi 5820 gouf den 12. Dezember 2007 vum Bauteminister Claude Wiseler hei an der Chamber déposéiert. De Projet war motivéiert an et louch eng Finanzfiche bäi. An der Bautekommissioun vum 15. Januar 2008 gouf ech als Rapportrice bestëmmt. De Statsrot huet säin Avis den 29. Januar 2008 ofginn an doropshi goufen de Gesetzestext an den Avis vum Statsrot an der Sitzung vum 28. Februar analyséiert. De schréftleche Rapport gouf dann an der Sitzung vum 18. Mäerz eestëmmeg ugeholl.

Ier ech de bautechneschen Aspekt erläuteren, ginn ech och kuerz op déi aktuell an zukünfteg Aktivitéiten am Mariendall an. Am Moment fannen d'Aktivitéite vum SNJ haaptsächlech schonn am renovéierte Gebai „Ateliers" statt.

Et ginn éischtens Stagë fir Primärschoulklassen a Klassen aus dem Secondaire ugebueden. Zweetens dann och Gruppenaktivitéite fir Jugendlecher an der Natur, souguer archäologesch Ausgruewungen. Drëttens gi Formatiounsstagë fir angehend Jugendanimateuren oder Educateuren ofgehalen. D'Aktivitéite begräife véiertens Moossname fir d'sozial Integratioun vu schwéier erzéibare Jugendlechen, zum Beispill vun Dräibur oder Schraasseg, ze förderen. A schlussendlech gëtt och eppes fir déi berufflech Aglidderung vu Jugendleche gemaach, andeems se un d'Aarbecht initiéiert ginn.

M. le Président.- Ech géif d'Fraktioune vun der CSV a vun deene Grénge bieden, der Rapportrice déi noutwendeg Opmierksamkeet zoukommen ze loossen!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Déi sollen also un d'Aarbecht initiéiert ginn an duerno kënne se op den éischten Aarbechtsmaart orientéiert ginn.

Laut Aktivitéitsbericht vum Familljeministère hunn am Joer 2006 155 verschidde Gruppe mat praktesch 2.000 Participantë vum Mariendall kënne profitéieren.

Nodeems d'Renovatiounsaarbechte vum Mariendall dann ofgeschloss sinn, kënnen d'Aktivitéite vum SNJ nach weider ausgebaut ginn, esou spezifesch Aktivitéiten am Beräich vun der Kommunikatioun an zousätzlech Formatiounen. Zweetens kann och déi pedagogesch Equipe, déi op der Plaz ass, hir Experienzen un aner Equipë vun Animateure viruginn.

Et ginn och zousätzlech Infrastrukture fräi, fir d'Aktivitéite mat de Jugendlechen auszebauen, an et gëtt geschätzt, dass da bis zu 15.000 Participanten un den Aktivitéiten um Site deelhuele kënnen.

Engersäits verléisst Eaux et Forêts den Areal, dee se bis elo benotzt hunn, an esou ka Plaz komme fir e Camp fir 120 Jugendlecher. Da kënnen och dräi Gruppe vu 35 Jugendlecher op deem Site logéieren a bekäschtegt ginn, an dat fir e räsonnabele Präis. Esou brauche si net méi op deier Auslandsreesen zréckzegräifen.

Et entsteet Raum, fir aacht Volontairen, déi iwwert den europäesche Service volontaire an d'Land kommen, do ze logéieren. Et komme Säll an Ateliere bäi fir pedagogesch Aktivitéiten, an och fir Abenteuerpedagogik ass Raum geschafe ginn duerch e Park mat Seeler.

Et kann och e pedagogesche Bauerenhaff ageriicht ginn. Dëse pedagogeschen Haff fonctionnéiert de Moment provisoresch zu Meespelt. E soll vun enger sozialer Associatioun géréiert ginn herno, ausser wat dee pedagogeschen Deel betrëfft, an et kënnen al Déiererassen do geziicht ginn. Déi Aktivitéite riichte sech haaptsächlech u Schoulgruppen aus der Spillschoul a Primärschoul.

De soziale Volet vun den Aktivitéite kann och ausgebaut ginn, wat déi berufflech Aglidderung vu schwierege Jugendlechen ubelaangt. Och sollen déi touristesch Atoutë vum Site genotzt ginn, duerch Spadséierweeër, déi dohi féieren.

De Service national de la jeunesse kann, wat d'Gestioun ubelaangt, eng Synergie agoe mam Jugendzentrum vun Huelmes, zemools wat d'Personal ubelaangt. Aner Gestiounsaktivitéite ginn ausgelagert un Entreprisen, esou zum Beispill d'Kichen.

Wat dann dee bautechneschen Deel ubelaangt, esou stellt et schonn eng Erausfuerderung duer, d'Ëmbau- an d'Renovatiounsaarbechten an dësem Fall no de Kritäre vu Sites et Monuments duerchzeféieren. Grouss Deeler vum Areal befanne sech an engem desolaten Zoustand.

Dee Renovatiounsprogramm, dee mer hei duerchzéien, begräift déi véier Gebaier vum Bauerenhaff. Dat ass engersäits déi grouss Scheier, wou de pedagogesche Bauerenhaff soll drakommen. Dat ass déi kleng Scheier, wou d'Atelieren an eng Conciergeswunneng sollen entstoen. Dat ass de Corps de logis, dee fir d'Laangzäitlogéiere vu Volontairë respektiv schwierege Jugendlechen an als weideren Atelier soll benotzt ginn. Da véiertens, de Réfectoire, wou eng Kichen an en Iesssall vun enger Capacitéit vun 150 Iessen dra soll kommen. Och gëtt eng pedagogesch Kichen ageriicht.

Dann déi aner Gebaier. Do sollen am Fligel „Dortoire", wou elo d'Réfugiéen dra sinn, dräi Gruppe vu jeeweils 35 Jugendlechen dra kënne logéiert ginn. Do sinn also Schlofgeleeënheeten, mä och en Openthaltsraum virgesinn. Dat bestehend Gebai soll ëm 13 Meter verlängert ginn.

De Fligel „Ateliers" fonctionnéiert elo schonn an ass fäerdeg renovéiert.

Am Marienhaus ass eng minimal Renovatioun néideg. Do solle Büroen an Archiven erakommen.

An der Kierch kënne Kommunikatiounsatelieren oder Theatermanifestatiounen ofgehale ginn. Dëst Gebai gëtt awer vu Sites et Monuments renovéiert. Deen Deel vun de Käschten ass net am virleiende Gesetzesprojet virgesinn.

Dann hu mer d'Tour Yolande, déi schonn 2005 an 2006 vu Sites et Monuments renovéiert gouf.

Dann nach d'Gebai vun Eaux et Forêts. Dat gëtt spéider fir de Stockage vu Material benotzt.

Awer och d'Alentourë mussen an d'Rei gesat ginn, esou d'Bréck vum Bauerenhaff an d'Mauere laanscht d'Äisch, déi nei mussen opgebaut ginn. Och d'Haaptbréck muss iwwerholl ginn.

Et entsteet en ekologesche Parking dobaussen an et ginn och hydraulesch Installatiounen erneiert. Derniewent kënnt och eng Pompelstatioun fir Drénkwaasser op de Site.

Ier mat den Aarbechte kann ugefaange ginn, mussen d'Réfugiéen nach relogéiert ginn. Hei ginn e bësse méi uewen op dem Site nei démontabel modulaire Unitéiten opgeriicht. Ëm dëse Volet këmmere sech d'Bâtiments publics. Deen néidege Budget vu 4,5 Milliounen Euro ass och net an dësem Gesetzesprojet virgesinn, mä am öffentleche sanitären a sozialen Investissementsfong.

Nach e Wuert zum Ëmwelt- an Energiekonzept. Et ass probéiert ginn, fir den Autosverkéier esou wäit wéi méiglech bannen um Site ze évitéieren; dofir och deen ekologesche Parking ausserhalb. D'Gebaier gi gehëtzt mat enger Zentralheizung fir Holzpellets. Doduerch kann den Ausstouss vun 250.000 kg CO_2 agespuert ginn, par rapport zu enger traditioneller Mazoutsheizung. Eng Turbin, mat enger Génératrice kombinéiert, suergt derfir, dass een Drëttel vum elektreschen Eegeverbrauch ka produzéiert ginn.

D'Isolatioun vun den historesche Gebaier, déi jo ënner Denkmalschutz stinn, stellt eng besonnesch Erausfuerderung duer, mä et ass awer méiglech, d'Wärmeschutzveruerdnung hei anzehalen.

De Käschtepunkt vun deem Ganzen ass op 20.430.000 Euro beim Bauindex 646,07 vum Abrëll 2007 chiffréiert. Beim Opstelle vum Devis konnt awer net op e Metercarrés- oder e Metercubespräis zréckgegraff ginn, mä et huet all Gebai missen eenzel am Detail ënnert d'Lupp geholl ginn, wéinst der Vétustéit vun de Gebaier. Déi néideg Fonge sinn am öffentlechen administrativen Investissementsfong virgesinn. Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Wat d'Entretienskäschte vun de Lokaler ubelaangt, esou sinn déi pro Joer op 1.164.000 Euro geschätzt, wouvu sech déi jährlech Consommatiounskäschten op 54.000 Euro solle belafen. D'Fonctionnementskäschte vum Jugendzentrum ginn op 569.000 Euro geschätzt.

Dir Dammen an Dir Hären, bei den Diskussioune vum Gesetzesprojet huet d'Bautekommissioun all de redaktionelle Remarquë vum Statsrot Rechnung gedroen. Op Nofro vun där héijer Kierperschaft nom öffentlechen Transport um Site gouf ervirgestrach, dass zwou Buslinne bis dohinner fueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zum Schluss och nach e puer Mercien auszedrécken: un éischter Stell de Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun, mä och dem Här Bauteminister a senger Verwaltung fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht. Ech ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Projet.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Andrich. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Brasseur.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. D'Madame Rapportrice war ganz komplett, obwuel si ganz kuerz war - ech wëll hir dofir Merci soen -, esou dass ech net wäert op de Programm vun deenen Transformatiounen agoen. Mä ech wëll fënnef Remarquë maachen, wann Der erlaabt.

Déi éischt Remarque ass déi, dass et sech beim Mariendall ëm e formidabele Site handelt. Déi meescht vun ons kennen en, an déi, déi en net kennen, sollen onbedéngt emol dohinner kucke goen. Duerfir ass et esou wichteg, dass dee Site och erhale gëtt.

Ech hu mer d'Fro ëmmer gestallt, Här President, wat dat Wuert „Nohaltegkeet" géif bedeiten. Dunn hunn ech am Zesummenhang mat dësem Projet geduecht: Dat hei ass och eppes Nohalteges. Wéinstens déi Motioun, déi mer 1995 ugeholl hunn als Chamber, dass eppes misst mat deem Site Mariendall geschéien, war nohalteg, well et huet bis haut gedauert, bis mer dee Projet zum Vote bruecht hunn, an dann dauert et jo nach eng Zäit, fir d'Transformatiounen duerchzeféieren.

Also, éischt Remarque: e formidable Site, mä et huet eppes méi laang gedauert. Et ginn zwar och Ursaachen dofir.

Zweet Remarque, wat de Präis ubelaangt. De Präis fir déi Transformatioune beleeft sech op 20.430.000 Euro. An der Kommissioun hu mer doriwwer geschwat. Dat ass en héije Präis. Et geet awer hei ëm d'Renovatioun vu bestehende Gebaier. Et geet och drëm, déi esou energieeffizient wéi méiglech ze maachen; wat a bestehende Gebaier net einfach ass.

Ech hunn awer d'Fro gestallt, ob dat géif duergoen, ob deen Devis da richteg opgestallt wier. Den Här Minister huet gemengt, hei wier net dee klassesche Wee vun Devisopstellung gemaach ginn, also net iwwer Metercarrés- oder Metercubes-Präis, mä et wier wierklech Corps de métier par corps de métier an Objet no Objet gekuckt ginn. Den Här Minister mengt, dee Präis géif duergoen.

Ech wéilt, den Här Minister géif Recht behalen! Mä erlaabt mer, Här President, meng Zweifel awer heirun ze hunn, well dat dote ganz kriddelech Aarbechte sinn a well ee gären do eppes iwwersinn huet. Mä deenen, déi dat realiséieren: bonne chance!

Déi drëtt Remarque betrëfft déi Kapell, déi derbäi ass. D'Madame Rapporteur ass och drop agaangen, dass déi net am Projet ass, well dat eppes ass, wat de Sites et Monuments ënnerläit. Ech froe mech, ob et gutt ass, wa mer op engem Ensembel awer e puer Verwaltungen hunn, déi sech drëm këmmeren. Dofir wier et gutt, wann een dat géif englobéieren. Onsen Informatiounen no ass déi Kapell jo awer nach an der Rei. Mä et soll een aus deem Ganzen ee Projet maachen.

Déi véiert Remarque, déi ech wollt maachen, ass eng allgemeng Remarque iwwert d'Conservatioun vun onsem Patrimoine architectural. Et ass enorm wichteg, dass mer esou Siten erhale wéi de Mariendall oder och wéi de Patrimoine industriel, dee mer hunn. Mä all Kéiers hu mer dann eng

Zweckbestëmmung. Dat ass entweder kulturell oder sozial geduecht. A sech ass dat jo och ganz gutt. Dat bréngt ons als Sociétéit virun an et entsprécht och ganz oft engem Besoin.

Dat huet awer Nofolgekäschten, déi net ze négligéiere sinn. Bei dësem Projet zum Beispill gëtt et d'Frais de fonctionnement plus d'Frais d'entretien. Déi belafe sech op 1.164.000 Euro d'Joer. Da muss ee sech d'Fro stellen, ob mir ons dat kënne leeschten. An et muss ee sech d'Fro stellen, ob déi nächst Generatioun sech dat nach ka leeschten.

Dofir, Här President - an dat ass meng fënneft Remarque -, wéilt ech eng Oplëschtung froen - mä dat adresséiert sech dann éischter un d'Madame Statssekretär wéi un den Här Bauteminister - vun all deene Projeten, déi mer hunn, wou mer Patrimoine culturel erhalen, wat dat als Investissementskäschten an als Fonctionnementskäschte kascht, well déi kascht et jo dann all Joer.

Da wollt ech zum Ofschloss nach eng Fro stellen, wou ech awer net weess, ob de Bauteminister mer dorop kann äntwerten, well mer do och am Domän vun der Kultur sinn. An zwar ass dat, well mer hei an der Gemeng Tënten sinn. Aansebuerg ass net wäit ewech, wann ee vu Patrimoine culturel schwätzt. Do ass d'Bibliothéik vun Aansebuerg, déi jo en onwahrscheinleche Wäert huet. Et si Questions parlementaires doriwwer gestallt ginn, et koumen awer keng prezis Äntwerten. Dofir wollt ech wëssen, wéi de leschte Stand ass fir d'Conservatioun vun där Bibliothéik a wat d'öffentlech Hand do bäidréit.

Mat deene Remarquen, Här President, wollt ech d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun ginn zu dësem gudde Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Diederich.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Merci, Här President, Här Minister. Ech wëll fir d'éischt der Madame Rapporteuse Merci soe fir deen explizite Rapport. Ech hale mech un de Vizepresident - hien huet gëschter hei gesot, et wier „rapporteuse".

Wann een den Numm Mariendall héiert, esou denke vill Leit un déi wäiss Pateren, déi do gelieft hunn.

Wann d'Kanner haut op hirem Schoulausflug éischter a Fräizäitparke fuere wéi Walibi oder Amnéville, esou si mir - zu menger Zäit wéinstens - eemol a sechs Joer an de Mariendall gefuer oder mir hunn och sonndes mat der Famill e klengen Tour an de schéinen Äischdall gemaach, oder op engem Duerffest e puer Stonne verbruecht, oder eis an enger bekannter Auberge e bësse gestäerkt. Vläicht ass den „Hunnebuer" heibannen nach e puer Leit e Begréff.

Leider sinn am Laf vun de Joren een Deel vun de Gebaier a Monumenter vun dësem kulturelle Patrimoine ëmmer méi verfall. Mir begréissen dofir dëse Projet, deen ee globaalt Konzept proposéiert, nodeem jorelaang nëmmen dréngend noutwendeg Aarbechten duerchgefouert si ginn. Esou zum Beispill un de Brécke respektiv un den Diech.

Ee globaalt Konzept souwuel wat d'Renovatioun an den Ausbau vun alle Gebaier vum Site ubelaangt wéi och déi polyvalent spéider Notzung duerch den SNJ am Interessi vun der Jugend hei zu Lëtzebuerg.

D'Mise en valeur vum Site an d'Méiglechkeet, fir ronn 15.000 Jugendlecher pro Joer u verschidden Aktivitéiten deelhuelen ze loossen, justifizéieren, mengen ech, d'Ausgab vun iwwer 20 Milliounen Euro. Wa mer iwwerall d'Wichtegkeet vu sënnvolle périscolairen Aktivitéiten, vu Stagen, vu sozialer Integratioun a vu berufflecher Insertioun betounen, esou musse mer fir déi concernéiert Jugendlech, awer och fir déi ëmmer méi rar, awer dofir ëmmer méi wichteg bénévole Mataarbechter déi noutwendeg Infrastrukture schafen.

Eis Ponts et Chaussées si schonn e bëssen der Zäit viraus, well si hu schonn um Rouscht an no bei der Sortie vum Gousseler Tunnel Schëlder opgeriicht, wou op d'„Vallée des 7 châteaux" higewise gëtt.

Dëse Projet de loi soll als Katalysator dénge fir d'Valorisatioun vum Dall a vun der Ëmgéigend. Souwuel op kulturellem wéi op touristeschem Plang si Synergien tëschent Aansebuerg, Huelmes, Mariendall méiglech an noutwendeg, dëst am Interessi souwuel vun de concernéierten Uertschafte wéi och vun de Lëtzebuerger an auslännesche Gäscht.

Och d'Alentourë vum Mariendall bidde vill Méiglechkeeten, virun allem fir all Altersgruppen am Kader vum doucen Tourismus. Niewent dem Stat kënnen d'Gemengesyndikater, awer och de regionale Leadergrupp eng wichteg Mataarbecht leeschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer kuerz nach dräi Remarquen zum Schluss. Vill Leit géife begréissen, wann de Site Mariendall an de Rescht vum Äischdall iwwer eng Vëlospist vum Kantonalhaaptuert Miersch aus ze erreeche wier. Dëst am Sënn vu méi Sécherheet a vun der Opwäertung vun dëser Ëmgéigend als Naherholungsgebitt vun den Nopeschgemengen.

Och misst den öffentlechen Transport am Kader vun der Entwécklung vum Site optiméiert ginn.

Op enger Aart Gaardenterrass iwwert dem Site entstinn nei Wunnstrukture fir Demandeurs d'asile, déi bis elo an engem Fligel vum ale Gebai ënnerbruecht waren.

An dësem Zesummenhang wéilt ech déi gutt Cohabitatioun vun de Flüchtlingen an der Gemeng Tënten während deene leschte Jore begréissen. Ech mengen, et kéint een der Gemeng Merci soen, besonnesch fir hir Mataarbecht bei der Léisung vun deene Problemer, déi nun emol net ausbleiwen an esou engem Fall.

Et kann ee Verständnis dofir hunn, wann de Buergermeeschter an engem Bréif eng finanziell Hëllef fir d'Gemeng uschwätzt. Och wieren déi Gemengeverantwortlech frou, wann dee Wee zur Kopleschter Säit, wou se vill méi Verkéier erwaarden, vum Stat géif iwwerholl ginn, fir d'Gemengeressourcen e bëssen ze schounen.

Här President, ech hunn op all déi positiv Aspekter vun dësem Projet de loi higewisen am Kader vun der Opwäertung vun engem wichtege Site respektiv enger ganzer Géigend. Ech bedaueren nëmmen, datt et esou laang gedauert huet. An dësem Sënn bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Diederich. D'Madame Loschetter huet d'Wuert gefrot. Madame Loschetter, wann ech gelift.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President a Merci der Madame Andrich fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et ass eigentlech net méi ganz vill bäizefügen zu deem, wat meng Kolleegen a Kolleeginne Virriedner gesot hunn. Ech wéilt just véier Remarquë maachen.

An zwar ass déi éischt Remarque, datt et effektiv en historesche Site ass mat enger laanger Geschicht; scho virun de wäisse Patere war munches Interessantes do lass. An ech denken et soll een och dovunner profitéieren, wann déi Gruppe vu Kanner a Jugendlecher dohinner kommen, fir se, net en long et en large, mä zumindest drop opmierksam ze maachen, wat op deem Site an de Jorhonnerten oder souguer Jordausende lass war. Well et kann een dat pedagogesch net besser maachen, wéi wann een um Site selwer ass.

An deeneselwechten Iwwerleeungen zu menger zweeter Remarque wollt ech dann och nach eng Kéier ënnersträichen, datt deen Dall wierklech vu senger Natur hier a vu senger Biodiversitéit hier, well jo och do vill Waassercapacitéiten an der Géigend sinn, immens interessant ass. An och do erëm eng Kéier, mengen ech, wär et flott, ons Kanner a Jugendlech drop opmierksam ze maachen, wat och ronderëm dee Site ass a wéi schéin dat kann ausgesinn a wéi interessant dat och kann zur Beobachtung sinn.

An dësem Kontext ass et leider eigentlech och wouer, datt keng gréisser Iwwerleeunge bis elo gemaach gi sinn a Saachen öffentlechen Transport, regelméissegen öffentlechen Transport, a virun allem der Förderung vun der Mobilité douce. Et ass eng flott Géigend. Et kann een zum Beispill ganz flott mam Vëlo doduerchfueren.

Dann hoffe mir als Gréng, datt dee Site do e Site gëtt, deen d'Integratioun vu verschidde Kulturen, vu verschidde soziokulturelle Groupementer wäert förderen, duerch dat, wat do wäert geschéien an duerch déi Aktivitéiten, déi do wäerte geschéien; wat schwiereg war bis elo fir déi Flüchtlingen, déi do waren.

Mir sinn der Meenung, datt dee Site Mariendall kee gudde Site ass, fir Flüchtlingen opzefänken, obwuel do Plaz ass, well se awer dach zimlech isoléiert do sinn. An och elo déi Noutléisung, fir a Structures mobiles Asylanten erëm eng Kéier do ënnerzebréngen, quitte datt se wahrscheinlech eng flott Interaktioun wäerten hu mat deem, wat do lass ass, dofir ass dat awer net déi ideal Plaz.

Dat wollt ech awer gesot hunn, wuelwëssend déi Schwieregkeeten, déi een huet, fir Flüchtlingen ënnerdaach ze bréngen. Mä op esou enger Plaz esou vill beieneen, an och nach isoléiert, wäit ewech vun allem, schéngt eis net déi appropriéiert Manéier.

Dann denke mer, datt de Service national de la jeunesse verwinnt gëtt, zu Recht sécherlech verwinnt gëtt, an datt dee Management an déi Gestioun, déi si op deem Site wäerte kënne maachen, ganz ville Leit zegutt wäert kommen.

Ons Remarque besteet doranner, datt mer net solle vergiessen, datt vläicht och aner Gruppéierungen d'Méiglechkeet solle kréien, wa se eppes wëllen ënnerhuelen, wa se eng Plaz sichen, och vun där Infrastruktur profitéieren ze kënnen an och do kënnen heiansdo en Ënnerdaach fannen, fir een Dag oder zwee Deeg eng flott Aktivitéit ze maachen.

Dir wësst, datt ganz vill Gruppéierunge vu Jugendlecher ëmmer op der Sich sinn no Infrastrukturen, fir hir Aktivitéiten ze maachen. Ech denken, déi Iwwerleeunge soll de Service national de la jeunesse sech mat op de Wee huelen. Et geet méi den Inhalt wéi dat wat ronderëm ass eppes un. Mä ech denken, déi Remarque ass berechtegt, an d'Plaz ass jo do fir och kënne weiderzevermëttelen.

Dëst gesot, wäert déi gréng Fraktioun dëse Projet selbstverständlech matstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den honorabelen Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, och ganz kuerz, well et ass bal alles gesot an et huet kee Wäert fir ëmmer erëm datselwecht ze widderhuelen.

Mir si grondsätzlech mam Projet d'accord.

Et ass zu Recht hei drop higewise ginn, datt et ee vun den historeschen an architektonesche Joyauen am Lëtzebuerger Land ass, an datt et net géif goe fir dat verfalen ze loossen. Et läit och an enger Réserve naturelle, déi wierklech dozou aluet, fir dohin ze goen a fir sech do ze erhuelen.

Ech hu mat Freed gesinn, wann een duerch den ökologesche Brëll kuckt, datt, wat d'Heizung ubelaangt, sollen Holzhackschnëtzel...

Une voix.- Pellets.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Pellets, d'accord.

...benotzt ginn, wat zu enger notabler Aspuerung vun CO_2-Emissioune vis-à-vis vun enger traditioneller Mazoutsheizung féiere soll. Elektresch gëtt och an engem reduzéierte Mooss do produzéiert. Et soll duergoen, fir een Drëttel vun der Consommatioun ze couvréieren. Och dat ass positiv ze gesinn. Wa vill Jonker do passéieren, ginn och si vläicht ugereegt, fir ähnlech ze denken. D'Wärmeschutzveruerdnung soll, trotz den architektoneschen Oploen, respektéiert ginn. Dat schéngt mer éischter eng Selbstverständlechkeet ze sinn.

Här President, et gëtt och drop higewisen, datt am Joer mat ronn 15.000 Participantë gerechent gëtt, déi do sollen transitéieren. Dat weist dorop hin, datt déi Saach schonn eng gewëssen Envergure huet, wat deen Invest dann och zu engem groussen Deel justifizéiert. 20 Milliounen Euro, an nach e puer Zerquetschter, dat sinn iwwer 800 Milliounen där aler Frang. Dat ass natierlech schrecklech vill Geld. Ech weess, datt d'Leit sech froen, ob et da wierklech misst esou deier sinn.

Op där anerer Säit hoffe mer, datt déi Renovatioun a Restauratioun dann awer och wierklech selon les règles de l'art gemaach gëtt a virun allem, datt de Kritär Qualitéit spille gelooss gëtt. Well mir wëssen, wa beim Invest op de Kritär Qualitéit geuecht gëtt, datt mer dann och vläicht, wat d'Ënnerhaltskäschten ugeet, an Zukunft net ze vill brauchen opzebréngen. Mat där Hoffnung wëll ech ofschléissen a selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Nodeems ech der Rapportrice och villmools Merci gesot hu fir déi gutt Aarbecht, wéilt ech nach e puer Remarquë maachen zu deem, wat déi honorabel Deputéiert hei gesot hunn.

Éischtens, et ass effektiv eng nohalteg Resolutioun oder Motioun vun der Chamber gewiescht, well si huet, ech géif et esou interpretéieren, Madame Brasseur, och nach extrem Effikassitéit zwielef Joer duerno gewisen, datt mer se elo realiséieren. Dee laangen zäitlechen Espace ass awer duerch zwee haaptsächlech Grënn bedéngt.

Deen éischten, dat wësst Der, ass, datt mer virun dräi Joer am Bauteprogramm vum Ministère des Travaux publics eng ganz Rei vu Projeten no hanne gesat hunn, aus finanzielle Grënn, duerch eng volontaire Décisioun, an déi elo erëm, mat den Disponibilités financières, opgegraff hunn, fir doranner weiderzefueren. Dat war eng Décisioun, déi sengerzäit geholl ginn ass, an déi explizéiert e klengen Deel vun deem Retard.

Deen aneren Deel ass haaptsächlech doduerch begrënnt, datt déi Preparatiounsaarbechten, déi op dësem Site hu misse gemaach ginn, awer Aarbechte sinn, wou et net duergeet fir e puer Strécher op e Pabeier ze zeechnen, mä wou et drëm geet fir eng ganz detailléiert Preparatiounsaarbecht ze maachen, déi och allen historeschen, ökologeschen an aneren Aspekter Rechnung dréit, wat och de Projet net méi kuerz gemaach huet.

Ech hunn elo e puer Remarquen héieren, deenen ech all kann zoustëmmen. Fir d'éischt gëtt gesot, datt et een héije Präis ass, deen hei bezuelt gëtt. Da seet d'Madame Brasseur mer: „Ech hoffen, dass et duergeet, wat Dir hei gemaach hutt!" Drëttens kréien ech nach hannendru gesot: „Mä passt awer op, datt déi allerbeschte Qualitéit dodranner kënnt, datt all Konditiounen erfëllt ginn, datt all Sécherheetsnorme souwisou, mä och nach ökologesch Heizungsnormen a wat Der nach ëmmer wëllt respektéiert ginn!"

An do si mer ganz genau an där Problematik, déi d'Travaux publics am Fong ëmmer hunn. Et gëtt gefrot, datt alles soll esou bëlleg wéi méiglech sinn, mä vun der Qualitéit a vum Inhalt gëtt alles verlaangt, wat iwwerhaapt nëmme méiglech ass. L'un expliquant l'autre, plus nach all d'Oplagen, déi mer vu Sites et Monuments kréie fir d'Préservatioun vum Patrimoine historique, fir déi al Architektur ze respektéieren, an da sollen awer déi beschten Heizkonditioune realiséiert ginn. Do gesitt Der, wat mer fir Contrainten hunn. Wa mer dann och nach mussen de Präis anhalen, dann ass dat net esou einfach.

Zu där Remarque vun der Madame Brasseur, datt si hofft, datt mer de Präis anhalen, kann ech nëmme soen: Ech deelen zu 100% Är Hoffnung. An ech mengen, datt mer eis béid Hoffnungen och kënnen erfëllt kréien. Ech muss just soen, datt et bei neie Bauten, déi mer kënne maachen, op engem Terrain, wou mer genau wëssen, wat do ass a wat mer dohinner bauen, méi einfach virauszegesinn ass, wéi wann s de muss en aalt Haus renovéieren, wou s de net onbedéngt weess, wat s de fënns, wann s de bis un d'Maueren oder un de Buedem kraze gees. Mir mengen, dat hei géif goen. Eng 100%eg Garantie kanns de am Bau souwisou bal ni ginn.

Zum drëtte Punkt vun der Kapell: Déi ass an deem Projet hei net abegraff, well momentan net geplangt ass, eppes Gréisseres drun ze maachen. De Service des Sites et Monuments bekëmmert sech ëm déi Kapell an dat bréngt normal Entretiensfraisë mat sech. Déi Kapell ass also net am Projet vun engem fundamentalen Ëmbau concernéiert an duerfir och net hei mat abegraff.

Zum Volet Conservatioun vum Patrimoine architectural ass gesot ginn, datt, nodeems mer déi Gebaier ëmgebaut hunn a wa mer eppes Neies dramaachen, se ganz oft fir kulturell oder sozial Zwecker gebraucht ginn. Dat ass och logesch, well déi Käschten, déi et mat sech bréngt, fir de Patrimoine architectural esou ze erhalen, wéi e sollt erhale ginn, wann en uerdentlech soll erhale ginn, maachen et natierlech oft ganz schwéier, déi Gebaier duerno eleng fir privat Zwecker ze benotzen. Duerfir kënnt et ebe ganz oft vir, datt se duerno fir öffentlech, sozial oder kulturell Zwecker gebraucht ginn.

Dat bescht Beispill hate mer virun zwee, dräi Deeg, wéi mer iwwer Belval geschwat

hunn, iwwer eise Patrimoine industriel an de Käschtepunkt, deen dat mat sech bréngt. Par ailleurs ass genau op deem Site zum Beispill versicht ginn, fir öffentlech Zwecker, öffentlech Gelder zesumme mat Privatinvestitiounen ze verbannen a fir de Patrimoine architectural industriel ze verbanne mat enger zukunftsweisender Neigrënnung vun engem Deel vun enger Stad.

Ech ginn déi Froe weider vun der Oplëschtung vu Projeten, wou Patrimoine culturel erhale gëtt. Dat ass effektiv an der Kompetenz vum Kulturministère. Wann d'Travaux publics gär driwwer schwätzen, da musse mer kucken, datt mer vum Kulturministère déi noutwendeg Renseignementer och kréien.

D'Fro vun der Bibliothéik vun Aansebuerg kann ech, wéi Dir scho richteg virausgesinn hat, net vun hei aus beäntwerten, well ech deen Dossier net am Detail kennen.

Déi lescht Remarque, déi ech wollt maachen, dat ass déi vun der Plaz fir d'Réfugiéen. Ech muss soen, där Ausso vun der Madame Loschetter, datt et net genau déi richteg Plaz fir Réfugiéë wär, kann ech à la limite souguer bäiflichten. Mä ech soen awer hannendrun, datt dat do eppes ass, wat ech bei bal all Projet fir Réfugiéë gesot kréien: Et ass net déi richteg Plaz, well - an da kommen déi eng Grënn, déi aner Grënn. Iergendzwousch ass et awer esou, datt mer Plaz fir d'Réfugiéë brauchen.

Hei hu mer der säit enger Rei Joren ënnerbruecht gehat. Net an deene Konditiounen, wéi mer se gär gehat hätten, mä mir schafen elo fir déi Réfugiéen, déi do sinn, uerdentlech a korrekt Konditiounen, an ech mengen dat ass de richtege Wee. Den Appel, deen d'Madame Jacobs méi wéi eng Kéier hei mécht un all d'Gemengen, eis déi richteg Plaze fir d'Réfugiéen unzebidden, gëllt nach ëmmer, an all Virschléi sinn nach wie vor wëllkomm.

Ech soen Iech Merci an ech soen och Merci fir den Accord vun de Fraktiounen zu deem Projet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zum Vote iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5820 ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel) , Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Question avec débat vum honorabelen Här Bettel iwwert d'Presenz vun onofhängegen Observateuren am Fall vun Ausweisungen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

5. Question avec débat N°31 de M. Xavier Bettel - Convention relative à la présence d'observateurs indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer, den 3. Juli 2007, hate mer eng Motioun hei an der Chamber eestëmmeg ugeholl, wou drastoung, dass d'Regierung sollt d'Presenz vun Observateuren autoriséieren, vu fräien, indépendanten Dokteren, «à l'occasion de tous les éloignements forcés». Dat war, wéi deemools mat engem Biélorusse dee ganze Problem an déi ganz Polemik war, op wéi eng Manéier d'Rapatriementer geschéie sollten. Dës Motioun, ech widderhuelen et nach eng Kéier, ass eestëmmeg ugeholl ginn.

Du krute mer par voie de presse matgedeelt, dass viru kuerzer Zäit den Här Mamadou Aliou Diallo expulséiert gi war, an dass et do och zu Konfliktsituatioune komm ass. Deen Här souz jo zu Schraasseg an enger Mesure de placement en attendant son éloignement. Dat heescht jo, dass dat Eloignement selbstverständlech net fräiwëlleg war, an dass et zu Diskussioune komm ass.

Well mer jo eestëmmeg déi Motioun ugeholl hunn, hat ech geduecht, dass dann d'Regierung op d'mannst d'Associatioune géif informéieren a froen: „Hei, do maache mer e Rapatriement. Geet ee mat?" Oder op jidde Fall emol géif assuréieren, dass ëmmer eng Begleedung do wär an deem Fall, an net nëmme vu Polizisten, mä och vun Associatioune fir d'Mënscherechter.

Duerfir hat ech de 27. Mäerz 2008 déi Fro dann un de Minister gestallt.

Här President, mir wëssen alleguerten, dass den Här Schmit vill Humor huet. Hien huet mer eng Äntwert ginn den 2. Abrëll. Ech hat bal geduecht, wéi ech d'Äntwert gelies hunn, hien hätt mer den 1. Abrëll geäntwert!

Well dat ka jo net sinn, wat hie mer geäntwert huet, Här President! Den Här Schmit huet mer nämlech an der Fro beäntwert: «En réponse à la question de l'honorable Député, je peux confirmer que lors du rapatriement organisé de Monsieur Diallo le 9 mars, et qui a échoué,...» - da war et jo bestëmmt kee volontairë Rapatriement - «...il n'y a pas eu d'observateur étant donné que celui-ci devait emprunter un avion de ligne. Il est jugé que ce type de rapatriement ne nécessite pas d'observateur indépendant puisqu'il est effectué en présence des autres passagers qui ont d'ailleurs été témoins de l'incident.»

Wat heescht dat? Wann ech muer mat der Luxair fortfléien oder mat iergendenger Compagnie vu Lëtzebuerg aus an et ass do e Rapatriement forcé, ginn ech als Zeie vläicht vun der Regierung utiliséiert, fir duerno dat ze interpretéieren. Ma firwat dann net d'Passagéier froen, dass se méi e bëllegen Ticket kréien an och nach Police spillen, fir de Rapatriement ze organiséieren, bis een dann déi Persoun de Forces de l'ordre vun deem Land, an dat ee soll rapatriéieren, iwwergëtt?!

Dat geet net, Här President! Ech mengen, mir hunn an der Chamber eng Motioun gestëmmt. Et soll ee bei de Rapatriementer, ob se forcéiert sinn oder net, dat heescht duerch e Vol commercial oder duerch e spezielle Vol, deen affrétéiert ginn ass, oder mat de Kolleegen aus der Belsch an Holland, wéi een dat dann heiansdo kann organiséieren an e Vol dann zesummen organiséiert, awer garantéieren, dass ëmmer eng Personne indépendante derbäi ass.

Ech mengen, d'Croix-Rouge hat sech zur Verfügung gestallt. Et gëtt doudsécher nach aner Organisatiounen, déi bereet wieren, bei esou Rapatriementer derbäi ze sinn. Dat géif évitéieren, dass duerno d'Inspection générale vun der Police eng Enquête misst maachen, fir ze kucken, wéi wat wou leeft. Et wier net néideg, dass mir hei an der Chamber missten iwwer Fäll diskutéieren, fir ze kucken, ob d'Mënscherechter respektéiert gi sinn. A wéi gesot, et kann een awer vu kengem verlaangen, deen e Fliger hëlt, dass deen dann duerno benotzt gëtt als Zeien an engem Dossier, oder op jidde Fall d'Police soll assistéiere bei esou engem Eloignement, ob e forcé ass iwwer e Vol régulier oder net.

Duerfir, Här President, géif ech gäre fir de Respekt, deen dës Regierung vis-à-vis vun dëser Chamber soll hunn, insistéieren, dass eis Motioun, déi - ech widderhuelen et nach eng Kéier - den 3. Juli eestëmmeg hei ugeholl ginn ass, och respektéiert gëtt vun dëser Regierung an dass an Zukunft bei all Eloignement forcé Leit derbäi sinn.

(Interruption)

Et gëtt genuch Associatiounen.

Meng Fro dowéinster, Här President, ass: Mengt d'Regierung dat seriö, dass all Passagéier soll Zeie sinn an intervenéiere soll bei esou Rapatriementer, oder war dat eng Boutade, déi am Ministère geschriwwe ginn ass? Oder deelt de Minister déi Meenung, dass all normale Passagéier als Observateur dann déi Kap soll kréien?

Wéi gesot, ech deelen net déi Meenung, mä duerfir hunn ech jo déi Fro gestallt, fir hei d'Äntwert vun der Regierung ze kréien. Menge se net, dass et opportun wier, e Pool ze hunn, op dee se ëmmer zréckgräife kéinten, an dass, pour éviter tout malentendu, ëmmer sollt een derbäi sinn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Minister Schmit huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Här President, honorabel Deputéierten, ech mengen, mat esou eeschte Saache wéi Rapatriementer oder Expulsiounen - nennt se, wéi Der wëllt - mécht ee keng Boutaden. Et sinn eescht Momenter, et si schwiereg Momenter, ech hunn dat schonn eemol hei an der Chamber gesot. Ech mengen, dat war souguer, wéi Der Är Motioun gestëmmt hutt. Et si Momenter, déi natierlech besonnesch schwiereg si fir déi Persoun, déi d'Land ënnert deenen Ëmstänn muss verloossen. Mä dat sinn och ganz schwiereg Momenter fir déi Leit, déi déi mussen accompagnéieren. Et ass also op kee Fall e Witz - ob en elo den 1. oder 2. oder den 10. Abrëll war.

(Interruption)

Elo muss ech awer soen, Här Deputéierten, 2002 en effet huet d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe déi Recommandatioun ugeholl. Déi Recommandatioun! Ech muss also feststellen, datt mer fënnef Joer gebraucht hunn, bis Dir op Är Iddi komm sidd, fir der Regierung iwwer eng Motioun ze recommandéieren, esou Retours accompagnés ze maache mat Observateurs indépendants.

Tëschent 2002, 2004, 2006 an 2007 sinn et jo keng Retourë ginn. Mä et ass ëmmer gutt, wann een zu spéider Asiicht kënnt. Ech hunn dat jo och ganz positiv opgeholl an ech si jo absolut zu enger positiver Reaktioun komm, wéi Dir mech dozou invitéiert hutt.

Mä ech muss awer rappeléieren, datt den Här Angel scho virun 2006 d'Regierung gefrot hat, fir e Code de conduite fir d'Retouren ze organiséieren. Ech muss soen, leider hu mer dee Code de conduite nach net,...

(Interruption)

...mä en ass amgaang élaboréiert ze ginn.

Ech hunn Iech och net ënnerbrach, wann ech gelift!

En ass amgaang élaboréiert ze ginn an der Form vun engem Règlement grand-ducal op der Basis vum zukünftegen neien Immigratiounsgesetz.

Mir hunn also, soubal d'Chamber effektiv déi Motioun adoptéiert hat, dat an d'Praxis ëmgesat. A mir hunn alleguerten déi gréisser Retour-forcéen, déi effektiv net iwwer e Vol normal gaange sinn, mat engem Observateur organiséiert. D'Croix-Rouge war bereet, dee schwierege Rôle, deen och mënschlech extrem schwierege Rôle ze assuméieren. Bis elo muss ech och soen, datt u sech keng gréisser Schwieregkeet do opkomm ass, ausser effektiv bei deem Vol commercial, wéi déi Persoun sollt heemgefouert ginn an d'Guinée, vun där Dir schwätzt.

Nun évoquéiert Der d'Fro vun de Vols commerciaux. Ech bedaueren e bëssen, Här Deputéierten, datt Der déi Recommandatioun schlecht gelies hutt.

(Interruption)

Ech schwätzen elo emol vun der Recommandatioun. An déi Recommandatioun seet an hirem Paragraph d: «...de privilégier en toutes hypothèses le transport par voie aérienne régulière et de s'assurer de l'information exhaustive et de l'accord formel du transporteur et du commandant de bord...».

Do ginn d'Passagéier net évoquéiert, mä de Commandant de bord. Et ass d'ailleurs de Commandant de bord, deen décidéiert huet, fir déi Persoun net matzehuelen. Et war de Commandant de bord.

An da geet et weider: «...à défaut de prévoir la présence d'observateurs indépendants ou de réaliser des enregistrements vidéo.» Et ass also och vum Conseil de l'Europe e bësse méi nuancéiert, wéi Dir dat elo hei gesot hutt.

Nu kommen ech dann elo zum Fong. Et muss ee sech jo dann d'Fro stellen: Wier et net besser en effet, fir all Kéiers Observateur-indépendanten derbäi ze hunn?

Ech soen, d'Erfahrung aus dem dote Fall léiert ons effektiv, datt et besser wier, vläicht an alle Fäll bei Retours forcés Observateuren derbäi ze hunn. Mir versichen elo mat der Croix-Rouge deen Arrangement ze fannen, fir datt d'Croix-Rouge bereet ass, ënner prezise Modalitéiten all Kéiers en Observateur matzeschécken.

Et ass also kee Problem. Mir hunn aus deem Fall geléiert, wou een awer muss soen, datt dee Fall sech ganz anescht am Ufank presentéiert huet. Déi Persoun war zwar an engem Retour forcé, mä si war praktesch d'accord, fir heemzegoen. Hien huet am Ufank hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt keng Resistenz gewisen. Et ass also e bësse méi komplizéiert an e bësse méi speziell, wéi Dir dat elo wëllt wëssen.

Ech kommen also zum Schluss, datt mer effektiv am Kader vun engem Accord-cadre mat der Croix-Rouge elo kucken, datt effektiv an alle Fäll vu Retours forcés, och wann et sech ëm Retourë par vol commercial handelt, eng Presenz vun engem Observateur do ass. Ass dat ëmmer noutwendeg? Neen, mä et weess een ebe par Definitioun net, wann et noutwendeg wier a wann et net noutwendeg wier.

Nach eng Kéier: D'Retourë sinn eng komplizéiert an delikat Affär. An net nëmmen de Retour selwer ass en question. Et ass besonnesch d'Preparatioun vun deene Leit op de Retour, déi déi schwieregst Aufgab ass. An och do muss ech soen, datt mer amgaang sinn eng Struktur opzebauen, fir iwwerhaapt emol déi Leit op de Retour ze preparéieren.

Momentan si se einfach aus hirer Zell, wann et am Centre de rétention zu Schraasseg war, erausgeholl gi vu Polizisten, bei de Fliger gefouert ginn an an de Fliger gesat ginn. Eng Preparatioun war net do. Mir versichen also och hei eng besser Preparatioun, esou wäit dat méiglech ass - an dat steet och an där Recommandation - ze organiséieren.

Mir hunn iwwregens - just nach eng lescht Remarque -, par rapport zu Zäite vu virdrun, den Accès zu alle Retenuen am Centre de rétention zu Schraasseg op ONGen, op och Persounen aus dem Ëmfeld vun där concernéierter Persoun opgemaach. Alles dat weist, datt mer net d'Droits de l'Homme oder d'Rechter vun deene Persounen a Fro stellen, mä bien au contraire déi Rechter besser wëlle realiséieren a respektéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Parole après ministre. Ech wollt just eng Bemierkung maachen. Den delegéierte Minister référéiert sech op Recommandatioune vum Conseil de l'Europe. Ech insistéieren hei, dass ech mech wëll reportéieren op eng Motioun, déi dës Chamber eestëmmeg gestëmmt huet d'lescht Joer.

Mir sinn elo Mee 2008. Déi Motioun ass den 3. Juli 2007 gestëmmt ginn. Bis haut wier jo nach, seet de Minister, keng Konventioun mat der Croix-Rouge gemaach ginn. E kritiséiert, dass 2002 déi Recommandatioun komm ass. Ech hoffen, dass e sengem Regierungskolleeg, dem Här Frieden, da Bescheed gesot huet, deen deemools jo en charge war. Mir waren net en charge. Dat wier déi éischt Saach.

Déi zweet Saach ass, wéi gesot, vum 3. Juli 2007 bis haut soll een och dat maachen, wat d'Chamber d'Regierung freet, wann et eestëmmeg ugeholl gëtt. An net soen, dass een duerch dee leschte Fall, deen eréischt am Mäerz 2008 geschitt ass, soll reagéieren, wann dës Chamber et schonn d'lescht Joer décidéiert huet.

Déi Bemierkung, Här President, hunn ech awer elo misse maachen.

M. le Président.- Ech mengen, Här Bettel, d'Regierung gëtt sech vill Méi fir eisen Opfuerderungen nozekommen.

(Interruption)

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zum nächste Punkt vun eisem Ordre

du jour. Dat ass d'Diskussioun iwwer eng Konventioun iwwer international Garantië fir Matériels d'équipement mobiles. Den honorabelen Här Angel ass Rapporteur vun dësem zimlech technesche Projet. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

6. 5698A - Projet de loi portant approbation de la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et de son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet 5698 ass eis jo opgefall, dass mer dee Projet no Recommandatioun vum Statsrot an zwee Deeler opgedeelt hunn. Den Deel A, wou et konkret ëm d'Approbatioun vun der Convention du Cap geet, déi mer och an der aussepolitescher Kommissioun behandelt hunn, an de Punkt B, deen och geschwënn heibanne wäert behandelt ginn, deen de Moment nach an der Finanzkommissioun läit a wou et ëm eng Ëmännerung vun eisem Hypothéikegesetz geet.

Wat elo den Deel A ugeet vun dësem Projet, geet et wéi gesot ëm d'Approbatioun vun der Convention du Cap vum 16. November 2001 iwwert déi international Garantië vu mobilem Equipementsmaterial wat d'Fligeren ugeet an iwwert de Protokoll, bei deem et ëm déi spezifesch Froen och iwwer Flugmaterial geet; dëse Protokoll gëtt am Text Protocole aéronautique genannt.

Den Haaptobjektiv vun der Convention du Cap ass, effikass Regelen opzestelle fir de Finanzement vun deene Matériels d'équipement mobiles. Beim Protokoll geet et drëm, dës Regelen ze applizéieren un all déi aeronautesch Güter, Avionen, Moteuren, Helikopteren an esou weider. An Dir wësst, dass dat hei Material ass, wat net bëlleg ass, dass hei vill Gelder gebraucht ginn, fir esou Material ze kafen.

Et geet am Fong drëm, dass d'Instrumenter vun der Konventioun d'Finanzéierungsoffer vun deem deiere Material facilitéieren, duerch d'Schafe vun enger staarker internationaler Garantie. Besonnesch en faveur vun de Créancieren, déi heiduerch eng absolut Prioritéit kréien, an dës Prioritéit gëtt dann och nach an engem internationale Register agedroen.

Et ass och wichteg, dass de Créancier d'Sécherheet huet, dass am Fall vun enger Défaillance vum Débiteur de Respekt vu senge reellen a kontraktuelle Rechter assuréiert ass. Konkret heescht dat, dass de Créancier, am Fall wou den Débiteur, deen zum Beispill de Fliger exploitéiert, défaillant ass, dann de Fliger erëmkréie kann an engem aneren de Fliger gi ka fir ze exploitéieren.

D'Convention du Cap an och dee Protokoll sinn also wichteg Instrumenter an der Industrie aéronautique, well si stimuléieren d'Offer vu Kreditter fir dës Industrie.

Wa mir elo dës Konventioun hei an der Chamber approuvéieren, kann zum Beispill hei zu Lëtzebuerg d'Cargolux, déi amgaang ass hir Flotte auszebauen, méi gënschteg Finanzementskonditioune kréien an zum Beispill 33% aspueren, wat 1,2 Milliounen Dollar ausmaache bei de Käschte vun där Garantie.

Déi Ratifikatioun vun der Convention du Cap ass och wichteg wat d'Lëtzebuerger Siègepolitik ugeet. Am Februar 2007 hat den Transportministère mam Ausseministère eng Conférence diplomatique am Kader vun der Convention du Cap hei zu Lëtzebuerg organiséiert, an do ass de Protocole du Luxembourg ugeholl ginn. Dat ass den Deel vun der Convention du Cap, dee sech mat der Eisebunn beschäftegt. Bei där Konferenz ass jo och Lëtzebuerg designéiert ginn, fir de Siège vun deem Registre ferroviaire international ze ginn.

Mir waarden nach op den Dépôt vun deem Projet de loi iwwert déi Ratifikatioun vun dem Protocole du Luxemburg, mä andeems mer elo haut eng rapid Approbatioun gi vun der Convention du Cap, wat am Fong d'Convention de base ass, dréit dat zur Kredibilitéit vun eisem Land an deem Dossier bäi. Ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech denken, dass d'Fraktiounen alleguer d'accord si mat de Konklusioune vum Rapporteur an dass mer sollten eng rapid Approbatioun vun dësem Projet ginn. Deementspriechend komme mer direkt zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5698A ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Michel Wolter), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zu enger weiderer Konventioun, dem Projet 5751, eng Steierkonventioun. Och hei ass den honorabelen Här Angel Rapporteur an ech ginn em direkt d'Wuert.

7. 5751 - Projet de loi portant approbation du Protocole, modifiant le Protocole additionnel relatif aux impôts annexé à la Convention concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 29 avril 1969 et de la Déclaration des trois Gouvernements, signés à Bruxelles, le 17 avril 2007

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei wäert ech mech och kuerzfaassen. Bei dësem Projet de loi befanne mer eis am Kader vun enger Benelux-Konventioun, vun där mir am Fong e Protocole additionnel ofänneren.

Dës Konventioun vun 1969 huet als Zil, d'Haaptregele vun enger administrativer a judiciairer Zesummenaarbecht an deenen dräi Benelux-Länner festzeleeën.

D'Kooperatioun am Domän vun de Steieren, an an deem Fall wou mer eis haut befanne vun der TVA, huet vill speziell Aspekter a konnt dofir och net an der Convention d'ordre général agebonne ginn. Dofir ginn déi Froen all an engem Zousazprotokoll geregelt an et ass genau dësen Zousazprotokoll, dee mer haut mat dësem Projet de loi ëmänneren.

Genau gesot ännere mer den Artikel 8 vun deem Protokoll. Doduerch erlabe mer et de Steierverwaltunge vun deenen dräi Benelux-Länner, e gemeinsaamt Instrument ze hunn, fir géint d'Fraude fiscale transfrontalière bei der TVA virzegoen.

Dëst Instrument ass och deenen aktuelle Methode vun der Fraude ugepasst. Dir wësst, wann eng Entreprise e Produit aus engem aneren EU-Land importéiert, bezilt se d'TVA net am Pays d'origine, mä am Destinatiounsland. Si kann awer d'TVA ofsetzen, esou wéi wa se de Produit am Fong enger lokaler Entreprise ofkaaft hätt, wa se esou eng TVA-Deklaratioun ausfëllt.

Säit 2000 huet sech do e System vu Fraude entwéckelt, deen „fraude carrousel" genannt gëtt. Et sinn op eemol eng ganz Rëtsch vun éphémèrë Gesellschaften entstanen, déi ebe vun deem Système communautaire vun der TVA abuséiert hunn.

D'Fraude besteet doran, dass déi Gesellschafte sech ënnerenee fiktiv Verkafsoperatiounen organiséiert hu mat Perte, a si loosse sech dann all Kéiers den trop perçu vun der TVA rembourséieren. Ier d'Steierämter dës Fraude dann entdeckt hunn, hunn déi Gesellschafte sech opgeléist an déi ze vill ausbezuelten TVA-Montantë sinn détournéiert ginn.

Vill EU-Staten hunn dofir de Prinzip vun der Responsabilité solidaire agefouert an hir TVA-Législatioun adaptéiert, fir ebe géint déi Fraude carrousel virzegoen. Dat heescht, déi betraffe Gesellschafte sinn also elo all solidaresch responsabel fir d'Bezuele vun der TVA. Doduerch hunn am Fong d'Entreprisen den Intérêt ze wëssen, mat wéi engen aneren Entreprisë se zesummeschaffen. Et soll een also oppassen, wann ee seng Partnergesellschaften aussicht.

An deenen dräi Benelux-Länner ass d'Notioun vum Prinzip vun der Responsabilité solidaire aneschters interpretéiert ginn. D'Modifikatioun, déi an dësem Protokoll elo virgesinn ass, erméiglecht et eben, do eng gewëssen Harmonisatioun ze kréien, wat déi Notioun ugeet.

De Conseil d'État huet dëse Projet ouni Observatiounen approuvéiert an am Numm vun der LSAP-Fraktioun géif ech Iech och bieden, dëse Projet ze approuvéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen, am Numm vun de Fraktiounen an de Sensibilitéiten, dem honorabelen Här Angel Merci fir säin detailléierte Rapport. Ech géif proposéieren, dass mer dann zur Ofstëmmung kéimen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5751 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Michel Wolter), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Clement), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, ier mer zu den Naturalisatioune kommen: Dat ass de Projet iwwert de Schutz vun de Kulturgidder. Hei huet den honorabelen Här Sunnen als Rapporteur d'Wuert.

8. 5550 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5550 ass deen, deen iwwert d'Convention de La Haye geet, wou mer sollen ënnerzeechnen, dass d'Biens culturels en cas de conflit armé géife geschützt ginn.

Dëse Projet de loi gouf eng éischte Kéier den 30. Januar 2008 à l'unanimité hei gestëmmt. Deemools hat ech Iech de Projet en détail virgestallt. Well ech mer sécher sinn, dass Der deemools alleguer ganz gutt opgepasst hutt, verzichten ech drop, dësen Exposé nach eng Kéier ze widderhuelen.

Bei der leschter Kontroll vum Text duerch de Statsrot ass dunn awer opgefall, dass de Statsrot zwar der Chamber proposéiert hat, fir de Vandalismus am Gesetz méi genee ze definéieren, eisen Text awer am Wuertlaut net ofgeseent hat. Dat ass elo geschitt. Den Avis vum Statsrot ass vum 18. Mäerz 2008. Duerfir bieden ech d'Chamber elo, dem Projet 5550 eng zweete Kéier hiren Accord ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Mir maachen dat dann esou wéi den honorabelen Här Sunnen et proposéiert huet a mir kommen zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5550 ass mat 57 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

9. Demandes en naturalisation

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zu den Naturalisatiounen. Duerfir muss ech de Huis clos ausspriechen. Ech géif d'Regierung an d'Press bieden, eis eleng ze loossen, wann ech gelift.

(Le huis clos est prononcé à 16.05 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 16.09 heures.)

Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 33 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 24 avril 2008

1. ADAGA Orhan, né le 8 novembre 1975 à Kigi (Turquie), demeurant à Luxembourg

2. BEKA Bajram, né le 17 mai 1965 à Nishevc (Kosovo), demeurant à Luxembourg

3. BOßMANN Wolfgang August Wilhelm, né le 26 mars 1955 à Appeldorn (Allemagne), demeurant à Diekirch

4. CAKU Stivi, né le 7 août 1986 à Shkodër (Albanie), demeurant à Echternach

5. DAGISTANI Valbona, née le 20 juillet 1963 à Shkodër (Albanie), demeurant à Echternach

6. DAS NEVES RAMALHO Albino Manuel, né le 21 juin 1966 à Aguda/Figueiró dos Vinhos (Portugal), demeurant à Dudelange

7. DJIENTCHEU NOUKOUBON Gisile, née le 27 décembre 1972 à Bankondji (Cameroun), demeurant à Lintgen

8. DIAS ARAÚJO Fernando Agostinho, né le 20 mai 1981 à Bouro/Amares (Portugal), demeurant à Niederkorn

9. EL AJAIL Bouchra, née le 18 novembre 1971 à Rabat (Maroc), demeurant à Peppange

10. ELSHANI Liridon, né le 21 mai 1987 à Peć (Kosovo), demeurant à Remerschen

11. ELSHANI Valon, né le 11 mars 1985 à Peć (Kosovo), demeurant à Remerschen

12. FAMDIE KAMGUE Guy Rufin, né le 19 janvier 1970 à Dschang (Cameroun), demeurant à Helmsange

13. GAFFNEY Mary Angela, née le 22 juillet 1961 à Galway (Irlande), demeurant à Kehlen

14. IAMPOLSKI Vsevolod, né le 25 septembre 1958 à Tiraspol (Moldova), demeurant à Hesperange

15. LAEMMEL Evelyne Marthe, née le 30 juin 1967 à Haguenau (France), demeurant à Bertrange

16. LICINA Dzeko, né le 23 janvier 1981 à Bijelo Polje (Monténégro), demeurant à Dudelange

17. LORKOWSKI Peter Paul, né le 29 juillet 1962 à Olsztyn (Pologne), demeurant à Medingen

18. MAGLIĆ Edina, née le 12 septembre 1955 à Žepče (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bertrange

19. MARRUCHO Rui Agostinho, né le 10 janvier 1970 à Mafra (Portugal), demeurant à Rumelange

20. MOUMAR Samira, née le 10 mars 1973 à Marakech (Maroc), demeurant à Schifflange

21. NESIĆ Gorica, née le 22 août 1964 à Niš (Serbie), demeurant à Luxembourg

22. NIELSEN Astrid Erika, née le 16 septembre 1960 à Bergen (Allemagne), demeurant à Wormeldange

23. PIRES TEODORO Daniel Filipe, né le 25 mai 1983 à Tinalhas/Castelo Branco (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

24. RODRIGUES MARTINS Nuno Daniel, né le 30 décembre 1979 à Espinho (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

25. SABOTIĆ Edita, née le 3 décembre 1971 à Berane (Monténégro), demeurant à Schifflange

26. SARIKAYA Nazli, née le 29 mai 1978 à Saint-Josse-Ten-Noode (Belgique), demeurant à Luxembourg

27. SCHAUS Karine Joséphine Henriette, née le 4 août 1961 à Charleroi (Belgique), demeurant à Goeblange

28. TEL Céline Sophie Claudie, née le 16 juin 1982 à Fontainebleau (France), demeurant à Luxembourg

29. TELOU Tchélalo Tizama Esso, née le 4 juillet 1970 à Sokode (Togo), demeurant à Bivange

30. VESELI Kujtim, né le 14 octobre 1979 à Mitrovicë (Kosovo), demeurant à Luxembourg

31. VOJINOVIĆ Zlatan, né le 13 novembre 1963 à Dečani (Kosovo), demeurant à Luxembourg

32. ANDJELKOVIĆ Marina, née le 8 avril 1967 à Niš (Serbie), demeurant à Luxembourg

33. VUJOVIĆ Zvonko, né le 11 mars 1980 à Berane (Monténégro), demeurant à Luxembourg

10. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt lech elo um Enn vun eisen Aarbechten nach proposéieren, wat mer um Ordre du jour vun där nächster Woch hunn a wat d'Conférence des Présidents virschléit.

D'Chamber siégéiert en Dënschdeg, den 29. Abrëll um dräi Auer; e Mëttwoch, den 30. Abrëll moies um néng Auer an nomëttes um hallwer dräi mat folgendem Ordre du jour:

En Dënschdeg hu mer fir d'éischt eng Direktiv iwwert d'Informatioun an d'Consultatioun vun den Aarbechter an duerno de Projet de loi iwwert den Eenheetsstatut. De Rapporteure sti jiddferengem 30 Minutte Riedezäit beim Eenheetsstatut zur Verfügung. Den Ordre du jour gëtt evakuéiert, och wann et iwwer hallwer siwen erausgeet.

E Mëttwoch hu mer dräi Projeten: d'Pédagogie inclusive, de Statut vun de Gemengebeamten an d'Gläichstellung vu Mann a Fra um Aarbechtsmaart.

E Mëttwoch de Mëtteg geet et u mat enger Question avec débat vum honorabelen Här Henckes iwwert d'Schafung vun engem Laboratoire national de médecine légale et de police scientifique. Duerno kommen déi zwou Propositions de révision de la Constitution, déi den Här Meyers presentéiert. Dës Propositions de révision de la Constitution ginn an enger Diskussioun behandelt, a beim Vote ass eng qualifizéiert Majoritéit erfuerdert. Duerno hu mer de Projet de loi iwwer verschidden Ëmweltprogrammer, eng Konventioun iwwert de grenziwwerschreidenden Ëmweltimpakt. Déi Projete ginn nom Modell 1 och an enger Diskussioun behandelt. Dem Rapporteur stinn hei 30 Minutten zur Verfügung. Den Ordre du jour gëtt och deen Dag evakuéiert, nodeems datt mer de Projet iwwert de SIDOR an iwwer e-go diskutéiert hunn, och wann et iwwer hallwer siwen erausgeet.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.11 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Mardi, 29 avril 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

2. 5875 - Proposition de loi

a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes

b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et

c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait 1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements; 2) modifiant a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements; b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité; e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation; j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants

- *Déclaration de recevabilité*

3. 5788 - Projet de loi portant: 1. transposition de la directive 2002/14/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne; 2. modification du chapitre IV du titre premier du livre IV du Code du travail

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Marc Spautz*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5750 - Projet de loi portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé et modifiant: 1. le Code du travail; 2. le Code des assurances sociales; 3. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension; 4. la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective; 5. le chapitre VI du Titre I de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 7. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

- *Rapport commun de la Commission du Travail et de l'Emploi et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: M. Marcel Glesener (déposant une motion), M. Romain Schneider*
- *Discussion générale: M. Ali Kaes (interrompu par M. John Castegnaro et M. Marcel Glesener), M. Alexandre Krieps, M. John Castegnaro, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen (à qui répond M. le Ministre François Biltgen), M. Aly Jaerling, M. Lucien Thiel, M. Claude Meisch, M. Lucien Clement (interrompu par M. Alexandre Krieps), M. Marc Spautz (interrompu par M. Aly Jaerling et par M. John Castegnaro), M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Marcel Glesener, M. Aly Jaerling, motion adoptée*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hunn der Chamber folgend Matdeelungen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. 5876 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur - fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur; - fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg; - modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; - abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 28.04.2008

2. 5877 - Projet de loi relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 28.04.2008.

3) Par lettre du 22 avril 2008 Monsieur le Député Alexandre Krieps a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de la recherche sur les cellules souches.

2. 5875 - Proposition de loi

a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes

b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et

c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait 1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements; 2) modifiant a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements; b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité; e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation; j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 24. Abrëll huet d'Presidentekonferenz virgeschloen, fir d'Proposition de loi iwwert den Index fir recevabel ze erklären. Dës Proposition de loi gouf den 22. Abrëll vum honorabelen Här Gibéryen déposéiert.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Et ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5788, eng Direktiv iwwert d'Informatioun an d'Consultatioun vun den Aarbechter. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Rapporteur, wann ech gelift.

3. 5788 - Projet de loi portant: 1. transposition de la directive 2002/14/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne; 2. modification du chapitre IV du titre premier du livre IV du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem Gesetz, dat haut hei virläit, setze mir d'EU-Direktiv 2002/14 an nationaalt Recht ëm. Gläichzäiteg notze mir d'Geleeënheet, den Artikel 411-1 am Code du travail betreffend d'Wahle vun de Personaldelegatiounen ofzeänneren.

De Projet de loi gouf de 4. Oktober 2007 vum Minister François Biltgen deponéiert. De Projet ass vun de Beruffschamberen aviséiert ginn: de 7. November vun der Chambre des Fonctionnaires; de 14. November vun der Privatbeamtekummer; vun den Handwierker den 20. November a vun der Chambre de Commerce den 11. Dezember 2007. Déi héich Kierperschaft huet hiren Avis den 29. Januar 2008 eraginn.

An der Sitzung vum 13. November huet d'Aarbechts- a Beschäftegungskommissioun mech zum Rapporteur vun dësem Projet bestëmmt. Ëm wat geet et elo an deem Projet de loi?

Et geet ëm d'Ëmsetzung vun der EU-Direktiv 2002/14, an den europäesche Sozialkreeser och „Vilvoorde"-Direktiv genannt. Den Ursprong vun dëser Direktiv geet zréck op den europawäiten Ofbau vun e puer dausend Aarbechtsplaze beim Automobilkonzern Renault. Deemools waren eleng um Standuert Vilvoorde am flämesche Brabant 3.000 Aarbechtsplaze vun dëser Betribsschléissung betraff.

Laut Artikel 136 vum Traité dréit et sech ëm déi sozial Responsabilitéit vun der europäescher Communautéit an deenen eenzelnen Nationalstate betreffend de Sozialdialog. Well awer deemools bei Renault kee Sozialdialog stattfonnt huet, hunn déi jeeweileg europäesch Institutiounen zwou Direktiven op den Instanzewee bruecht: éischtens eng iwwert d'Grënnung vun den europäesche Betribsréit an zweetens déi vun der Informatioun a Consultatioun vun den Travailleuren.

Et ass de Prinzip vun dëser Direktiv, dee mir mam Gesetz vun haut ëmsetzen.

Op nationalem Plang war dëse Prinzip schonn am Projet 5615 verankert. Allerdéngs huet déi massiv erhuewe Kritik den Aarbechtsminister a senger Weisheet dozou beweegt, de Projet 5615 zréczezéien an den neie Projet de loi 5788, deen elo virläit, op den Instanzewee ze bréngen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'EU-Direktiv iwwerléisst den nationale Länner verschidden Approchë fir d'Direktiv ëmzesetzen.

An enger éischter Phas war d'Iddi hei zu Lëtzebuerg, dës Kompetenzen, wéi d'Direktiv se virgesäit, un déi bestehend Comités mixtes ze iwwerdroen an d'Asetze vun engem Comité mixte vun 150 op 50 Beschäftegt erofzesetzen. Domadder hätten hei am Land ronn 500 Betriber e Comité mixte kritt. Betriber, déi bis dato keen esou Organ haten.

Am Laf vun den Tripartitesverhandlungen 2005, wou eent vun de Resultater och d'Schafung vum Statut unique war - e Projet, dee jo uschléissend am Kader vun dëser Enceinte zur Diskussioun an Ofstëmmung gestallt gëtt -, gouf ofgemaach, d'Zuele be-

treffend d'Asetze vun Delegatiounen a Comités mixtes net ze änneren an d'Seuilë bei 15 fir d'Delegatioun an 150 fir de Comité mixte einstweilen emol bestoen ze loossen.

Doropshi koum eng nei Philosophie iwwert d'Ëmsetzung zustanen. An all Betriber iwwer 150 Beschäftegt schreiwe mir d'Attributioune vun dëser Direktiv an d'Comités-mixtes-Gesetz an. An deene Betriber tëschent 15 an 149 Leit erhalen d'Delegatiounen dës Kompetenzen. Doriwwer eraus gëtt och d'Vertraulechkeetsklausel betreffend déi Donnéeën, déi een als Member vun deene jeeweilege Gremië kritt, verstäerkt.

Ee vun de Problemer war d'Definitioun, wat fir Dokumenter ënnert d'Confidentialitéit falen a wat fir eng net.

Schlussendlech gëtt mat dësem Projet de loi en Uerteel vum 18. Juni 2004 vun eiser Cour constitutionnelle ëmgesat, betreffend déi diskriminatoresch Situatioun am Zesummenhang vun den Ausschusswahlen a verschiddene Betriber. Bis elo konnte beispillsweis d'Privatbeamte bei de Gemengen net mat wiele goen. Si goufe weder bei de Fonctionnairen nach bei den Aarbechter berücksichtegt. Och dëse Punkt gëtt elo ofgeännert, mä do kommen ech méi spéit nach drop zréck.

Kolleeginnen a Kolleegen, an hirem Avis vum Projet de loi sinn d'Beruffschamberen alleguerte positiv. D'Chambre des Fonctionnaires begréisst de Projet an erënnert gläichzäiteg drun, dass si do net betraff sinn.

D'Privatbeamtechamber begréisst, dass elo an alle Betriber iwwer 15 Beschäftegt d'Personal deementspriechend informéiert gëtt an dass de Punkt vun der Confidentialitéitsprozedur gekläert gëtt. Doriwwer eraus ass d'CEPL frou, dass kee Privatbeamte méi ka beim Ausübe vu sengem passiven an aktive Wahlrecht an engem Betrib diskriminéiert ginn.

D'Handwierkerchamber begréisst ausdrécklech d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv an ass frou, dass keen neit zousätzlecht Gremium geschafe gëtt. Si gesinn dat Ganzt am Kader vun enger administrativer Simplificatioun.

D'Chambre de Commerce kritiséiert e puer kleng Punkten, well dës Ëmsetzung e bësse méi wäit geet wéi d'Direktiv et virgesäit, begréisst awer gläichzäiteg an der Optik vun der Simplification administrative, dass keen neit zousätzlecht Gremium geschafe gëtt. Doriwwer eraus ass d'Chambre de Commerce och frou, dass d'Diskriminéierung betreffend d'aktiivt an d'passiivt Wahlrecht an den Delegatiounen opgehuewe gëtt.

Och déi héich Kierperschaft, de Statsrot, schwätzt sech fir déi nei Philosophie vum Projet fir dës Prozeduren an alle Betriber ab 15 Leit aus.

De Statsrot huet verschidde Remarquë gemaach betreffend d'Numérotatioun innerhalb dem Code du travail an och betreffend d'Formuléierungen, deene mir an der Kommissioun gréisstendeels Rechnung gedroen hunn.

De Projet gesäit also elo a sengem éischten Artikel vir, dass an all Betrib mat 15 Beschäftegten, egal wat fir eng Form vun Aktivitéit de Betrib huet an egal ënner wat fir eng juristesch Form de Betrib fält, Delegatiounswahle stattfannen. Do spillt och de Statut vun de Beschäftegten, sief et Aarbechter oder Privatbeamten, keng Roll.

Mam Gesetz iwwert de Statut unique, dee jo duerno op der Dagesuerdnung steet, gëllt dat jo automatesch fir all Salarié.

Den Artikel 2 vun dësem Gesetz an duerno den Artikel 414-4 vum Code du travail leeë fest, dass de Betribschef d'Delegatioun iwwert d'Situatioun, déi wirtschaftlech a sozial Lag wéi och d'Perspektiven am Betrib regelméisseg informéiere muss. Wann d'Firma als Aktiëgesellschaft konstituéiert ass, muss d'Delegatioun eemol am Joer schréftlech iwwert déi finanziell Situatioun informéiert ginn, nodeems de Comité mixte, wann et dann esou een an engem Betrib gëtt, d'Chiffere virgeluecht kritt huet.

Den Artikel 3 leet eng kloer Positioun betreffend de Secret professionnel fest.

Kolleeginnen a Kolleegen, dëst waren - an e puer kuerze Wierder - d'Haaptpunkte vun dësem Gesetz.

Här President, ech soen Iech Merci a ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Ech denken, dass d'Fraktiounen alleguerten d'Konklusioune vum honorabelen Här Spautz suivéieren. Ech wëll em Merci soen am Numm vun Iech alleguerte fir säin exzellente Rapport an da komme mer och zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

M. le Président.- De Projet de loi 5788 ass eestëmmeg ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Romain Schneider), Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Häre, mir kommen elo zum eigentleche Plat de résistance vun haut de Mëtteg: de Projet de loi 5750 iwwert den Eenheetsstatut. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes, Krieps, Castegnaro, d'Madame Loschetter, déi Häre Gibéryen, Jaerling, Thiel, Meisch, Clement a Spautz.

D'Wuert huet elo den éischte vun den zwee Corapporteure vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Glesener. Här Glesener, Dir hutt d'Wuert.

4. 5750 - Projet de loi portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé et modifiant: 1. le Code du travail; 2. le Code des assurances sociales; 3. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension; 4. la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective; 5. le chapitre VI du Titre I de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 7. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport commun de la Commission du Travail et de l'Emploi et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech op de Gesetzestext ze schwätze kommen, wëll ech awer enger Rei vu Kolleeginnen a Kolleege Merci soen, déi wesentlech dozou bäigedroen hunn, datt mer de Mëtteg dëse Projet kënnen an der Chamber diskutéieren, un éischter Stell mengem Kolleeg Romain Schneider, Corapporteur vum Gesetz. Mir hunn an enger kollegialer Zesummenaarbecht dëse Rapport konzipéiert a mir wäerten och an därselwechter Aart a Weis haut de Mëtteg der Chamber dee Projet de loi, dee mer no laange Réuniounen an der Kommissioun zu engem Ofschloss bruecht hunn, hei presentéieren.

Da géif ech als Zweet der Kopresidentin aus der Gesondheets- a sozialpolitescher Kommissioun, der Madame Lydia Mutsch, Merci soen. Mir zwee hu probéiert, während deenen zwielef Sëtzungen zu engem gudde Resultat ze kommen, an ech mengen, opgrond vun all deenen Diskussiounen ass eis dat och gelongen.

Da wëll ech och de Membere vun der Kommissioun vun alle Fraktiounen, wéi se do vertruede waren, Merci soe fir hir konstruktiv, objektiv Mataarbecht an Zesummenaarbecht.

Ech wëll och net vergiessen, deenen zwee zoustännege Ministeren, dem François Biltgen an dem Mars Di Bartolomeo, zesumme mat hire Mataarbechter - an ech kommen nach op hir Aarbecht zréck -, Merci ze soe fir hir Kollaboratioun an der Kommissioun, wou mer et fäerdeg bruecht hunn, zesummen - an ech soen dat och nach duerno - zu enger ganzer Rei vun Amendementer ze kommen, fir fir all déi divergent Meenungen, déi sech am Laf vun deene Wochen a Méint, wou mer zesummesouzen, presentéiert hunn, e Kompromëss ze fannen.

Also nach eng Kéier: villmools Merci, Dir Häre Ministeren! Dir hutt eis och an der Kommissioun vill gehollef, an dat net eréischt, wéi de Projet déposéiert war, mä och scho laang virdru ware mir als Chamberskommissioune mat agebonnen an déi ganz Diskussioune beim Ofschloss an nom Ofschloss vun der Tripartite.

Schlussendlech e Merci un d'Mataarbechter aus de Fraktiounen an och aus dem Parlament, déi eis effektiv wesentlech gehollef hunn, dee Rapport, deen Iech virläit an deen en déckt Buch ginn ass, ze redigéieren an ze konzipéieren.

Merci fir all déi Mataarbecht an oft divergent Meenunge vun de Beruffschamberen alleguerten an och dem Statsrot, déi awer vill dozou bäigedroen hunn, datt mer haut e gudde Gesetzesprojet kënnen diskutéieren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, als jonk Sozialpolitiker respektiv Gewerkschaftler hate mer viru méi wéi 30 Joer en Dram. Mir wollten déi sensibel Ënnerscheeder tëschent Aarbechter a Beamten am Aarbechts- a Sozialrecht ofschafen. Mir wollten eng Gläichstellung vun deenen zwee Statuten erreechen. Mir wollten eng Grondlag bilden, fir de soziale Fridden hei zu Lëtzebuerg oprechtzeerhalen.

Haut schléisse mer dee laange Wee, dee mer no 1960 ageleet hunn an dee wierklech eng Jorhonnertreform bedeit, mat deem elo virleiende Projet iwwert de Statut unique of.

D'Verwierklechung vum Eenheetsstatut ass vun alle politesche Parteien, ob se an der Oppositioun waren, ob se an der Regierung waren, gewollt virugedriwwe ginn. Den Eenheetsstatut ass vun engem groussen Deel vun de Gewerkschaften a Patronatsorganisatioune verlaangt a konkret begleet ginn. Hei war och d'Ëmstrukturéierung vun zwou grousse Gewerkschafte Viraussetzung.

Erlaabt mer, nëmmen ee Beispill ze nennen, fir dat ze dokumentéieren. 1979 ass et zur Grënnung vum OGB-L komm, an am selwechte Joer waren et dräi LCGB-Mandataren, déi fir d'éischt an d'Privatbeamtechamber gewielt gi sinn. Dat sinn Evénementer, déi déi Entwécklung, déi laang Entwécklung wierklech prägen a charakteriséieren.

E wesentlechen Impuls awer ass vun der Stolkris am Joer 1980 ausgaangen. Aarbechter a Beamte sinn zu enger Risiko- a Solidargemeinschaft zesummegewuess. De Modell Lëtzebuerg, d'Tripartite ass entstanen; d'Schafung vum Conseil économique et social, dat ware wichteg Daten an där Entwécklung, déi, wéi gesot, 1960 ageleet ginn ass.

Markant Gesetzer op dem Wee vum Eenheetsstatut waren zum Beispill am Aarbechtsrecht d'Urlaubsgesetz vum 22. Abrëll 1966, zéng Joer méi spéit d'Gesetz iwwert d'Feierdeeg, an dann e wesentlechen Aspekt an där Entwécklung, e Meilesteen, dat war d'Gesetz iwwert den Aarbechtsvertrag vum 24. Mee 1989.

An ech wëll emol eng Kéier déi Minister beluewegend erwähnen an och d'Parlament. De President war deemools de Rapporteur vun deem Gesetz.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Da weider op deem Wee koumen d'PAN-Gesetz 1999 an d'Kollektivvertragsgesetz vun 2004. Dat sinn also markant Etappen op deem Wee, wat d'Aarbechtsrecht betrëfft. Ech sinn iwwerzeegt, de Corapporteur Romain Schneider wäert dat ernimmen, wat d'Entwécklung vum Sozialrecht betrëfft.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an där Entwécklung waren awer nach net all Ënnerscheeder tëschent Aarbechter a Beamten aus der Welt geschaaft. D'Tripartite vum Oktober 2005 bis zum Abrëll 2006 huet sech op d'Ofschafung vun de leschten Ënnerscheeder tëschent Aarbechter a Beamte gëeenegt. Un der Politik war et, déi Efforten an engem Gesetzestext ëmzesetzen.

Et sollt sech erweisen, datt dat net einfach war. Et huet effektiv u konkreten Texter gefeelt. Virun allem hat ee sech op grouss Prinzipië gëeenegt, an duerfir hu missen Inhalter an tëschent de Sozialpartner Kompromësser gesicht ginn, a Kompromësser sinn och fonnt ginn.

D'Verhandlunge mat de Sozialpartner waren net einfach fir déi zoustänneg Ministeren, déi den Optrag haten, aus deem Accord e Gesetzestext ze maachen.

Ech wëll och duerfir am Numm vun eiser Kommissioun ausdrécklech d'Aarbecht vun deenen zwee Ministere Biltgen an Di Bartolomeo beluewegend erwähnen. Et war net einfach, fir effektiv déi ënnerschiddlech Meenungen op ee gemeinsamen Nenner ze bréngen. Net méi spéit wéi virun e puer Deeg huet een nach gespuert, datt eng ganz Rei vu Bedenken nach net aus der Welt geschafe gi sinn.

Mä déi zwee Ministeren hunn och de Wee gesicht an d'Chamber, a laang - wéi ech scho gesot hunn - ier de Projet déposéiert war, hu se sech concertéiert mat de politesche Responsabelen an der zoustänneger Chamberskommissioun.

Ech wëll och ofschléissend soen, déi zwee Ministeren an hir Aarbecht hu kee Momper gebraucht, si hunn eegestänneg gutt reagéiert a si hunn effektiv, an dat muss ech soen, déi schwéier Aufgab zu engem positiven a gudden Enn bruecht. Hinnen e spezielle Merci!

Dat huet dozou gefouert, datt den 3. August 2007 e Projet de loi, net wéi en elo virläit, mä e Projet de loi an der Chamber déposéiert ginn ass. Kontrovers Avisë vun de Beruffschambere waren d'Folleg dovun. De Statsrot huet eng ganz Rei ganz kritesch Bemierkunge gemaach. Hien huet och net gespuert un enger Rei vun Oppositions formelles, an dat an zwee Avisen.

Déi zoustänneg Chamberskommissioun huet de Summer mat der Regierung an zwielef Sëtzunge probéiert, déi divergent Meenungen op een Nenner ze bréngen, an zesumme mat deenen zwee Ministeren hu mer 46 Amendementer ofgeschloss. Dat war d'Resultat vun de Chambersaarbechten, wat och bedeit, datt effektiv eis Chamberskommissiounen hir Responsabilitéit voll iwwerholl hunn an am Kader vun deene 46 Amendementer wesentlech dozou bäigedroen hunn, datt ee Gesetzesprojet konnt koordinéiert ofgeschloss ginn, deen dann de 24. Abrëll vun deenen zoustännege Chamberskommissiounen eestëmmeg bei véier Enthalungen ugeholl ginn ass.

Ech mengen, als Chamber hu mer eng exemplaresch parlamentaresch Aarbecht gemaach. Ech wier frou, wann dat och an der Öffentlechkeet e bësse méi géif zum Ausdrock kommen. Et war net nëmmen d'Regierung, déi zoustänneg war fir deen elo virleiende Projet, mä och der Chamber hir Kommissioune mat all hire Memberen, déi wesentlech dozou bäigedroen hunn, datt mer haut dee gudde Gesetzesprojet kënnen zur Ofstëmmung bréngen. Duerfir nach eng Kéier villmools Merci un all d'Memberen, déi an där Kommissioun derbäi waren!

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn elo ganz kuerz op déi wesentlech Neierungen, wat d'Aarbechtsrecht betrëfft, um Projet an. Den Detail fannt Der an engem ëmfaassende schréftleche Bericht, dee mer zesummegestallt hunn, de Romain Schneider an ech selwer. Erlaabt mer also, nëmme ganz kuerz op e puer wesentlech Punkten anzegoen.

Dat eent, wat d'Aarbechtsrecht betrëfft, dat ass d'Lounfortzahlung. Fir d'éischte Kéier

setze mer Aarbechter a Beamten op deeselwechten Niveau wat d'Krankekonditiounen, d'Krankeschäiner betrëfft. Dat ass eng wesentlech Verbesserung am Intérêt vun enger Gläichstellung vun deenen zwee bis haut bestehende Statuten; also déiselwecht Konditioune fir Aarbechter wéi fir Beamten.

Dat bedeit, datt mer och Veränneurungen an de Bäiträg décidéiert hunn. Dat bedeit awer och, datt et zu enger sensibeler Méibelaaschtung vu ville Betriber féiert, déi virun allem lounintensiv sinn, an deementspriechend hu mer dann och eng Mutualitéit geschafen, déi all déi Käschten - déi zousätzlech Käschten, déi entstinn - soll offiederen.

Och opgrond vun eisen Diskussiounen an der Chamber hu mer dee virleiende Projet ofgeännert an deem Sënn, datt d'Memberschaft an där Mutualitéit net fakultativ ka sinn, mä datt do d'Solidaritéit vun alle Betriber muss spillen. Soss ass et net esou wierksam. Sou datt all Betrib muss an déi Mutualitéit sech affiliéieren an doriwwer eraus och een, de Stat, dee jo wesentlech zur Finanzéierung vun der Mutualitéit bäidréit an och an de Leedungsgremië vun där Mutualitéit vertrueden ass.

Mäi Kolleeg Romain Schneider wäert am Detail nach op déi wesentlech Neierungen agoen, och wat d'Cotisatioune betrëfft a wéi se sech auswierken.

Och ganz konkret an der Paitut vun den Aarbechter, déi haut nach Aarbechter sinn an den 1. Januar 2009 awer net méi Aarbechter sinn - ech kommen nach kuerz drop zréck -, wäert de Romain Schneider dat beleeën.

Eng wesentlech Neierung an deem Projet, dat ass d'Fusioun vun de Beruffschamberen. Déi zwou Salariatsberuffschamberen Arbeiterkammer a Privatbeamtechamber, déi 1924 entstane sinn an opgrond vun där soziologescher Entwécklung ënnerschiddlech Spezifitéiten haten, ginn elo fusionéiert, wat natierlech eng ganz Rei vu Problemer wäert mat sech bréngen; och interner Natur, wéi déi nei Beruffschamber da soll kënne fonctionnéieren.

Doriwwer eraus muss ee soen, datt och déi éischte Kéier alleguerten déi Leit, déi am Lëtzebuerger Land eng Pensioun hunn, affiliéiert sinn an där neier Salariatsberuffschamber, déi elo, wann d'Gesetz gestëmmt ass, 60 Membere wäert ëmfaassen, an déi gi gewielt am November an néng Aarbechtsgruppen, an néng sozioprofessionelle Gruppen.

Well d'Arbeiterkammer 32 Mandater hat, sinn déi a sechs Gruppe gewielt ginn. D'Privatbeamtechamber hat 33 Mandater; si sinn a fënnef sozioprofessionelle Gruppe gewielt ginn.

Déi nei Salariatschamber, zesumme mat deene Leit, déi d'Pensioun hunn, ëmfaasst also 60 Memberen a si ginn an néng sozioprofessionelle Gruppe gewielt. Et kënnen awer nëmme Leit Member ginn, déi gewielt sinn an déi nei Chamber effektiv opgrond vu Wahlen.

Da ginn ech nach an op fënnef, sechs wesentlech Neierungen, ouni se elo am Detail ze erwähnen.

Dat Éischt ass, datt déi Begréffer „Aarbechter" an „Beamten" den 1. Januar 2009, wann den Eenheetsstatut akraafttrëtt, der Vergaangenheet ugehéieren. Et gëtt dann hei am Land keng Aarbechter méi. Et gëtt da keng Beamte méi. Et gëtt nach just Mënschen, déi fir hire Loun schaffen. Ech mengen, dat ass ganz wichteg eng Kéier ervirzesträichen.

Da kënnt et zur Harmoniséierung vun den Indemnités de départ zugonschte vun den Aarbechter par rapport zu virdrun, wat bei de Privatbeamte bestanen huet. An et ass wichteg, datt deen Trimestre de faveur am Intérêt vun de Conjointë vun engem Arbeitnehmer, dee stierft, och op déi jëtzeg Aarbechter uwendbar gëtt.

Véiertens stelle mer fest, datt mer opgrond vum PAN-Gesetz, wou mer eis orientéieren, eng nei Definitioun vun den Iwwerstonne kréien an och d'Iwwerstonneregelung tëschent Aarbechter a Beamten harmoniséieren. Alles dat fannt Der, wéi gesot, am Detail am schréftleche Rapport erëm.

Wat wichteg ass, dat ass, wann den Eenheetsstatut elo akraafttrëtt, datt dann och an de Betriber nëmme méi eng Delegatioun besteet. D'Beamten- an d'Aarbechterdelegatioune gehéieren also der Vergaangenheet un. Et gëtt nëmmen eng eenzeg an eenheetlech Delegatioun vun alle Leit, déi an deem betreffende Betrib schaffen.

Doriwwer eraus, konform mat deene grousse Réunioune vum Kollektivvertragsgesetz vun 2004, kënnt et an alle Betriber dann nach nëmme méi zu engem eenheetleche Kollektivvertrag, an dat bedeit awer Iwwergangsbestëmmungen, op déi mer och am Detail agaange sinn an eisem schréftleche Rapport.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn dat elo relativ kuerz gemaach. Dat sinn also déi wesentlech Bestëmmungen an Neierunge wat déi aarbechtsrechtlech Bestëmmunge betrëfft. Eenzelheeten a wéi déi Diskussioune gelaf sinn, déi zu deene Resultater gefouert hunn, fannt Der an eisem schréftleche Rapport ënnert dem Kapitel Commentaire des articles op de Säiten 18 bis 65.

Am Detail ëmschreiwe mer awer och an eisem schréftleche Rapport an an deem Kapitel d'Propositioune vun de Beruffschamberen. An d'Beruffschamberen hu sech hir Aarbecht net liicht gemaach. Si hu wesentlech Revendicatioune gestallt. Si hunn och wesentlech Fuerderunge gestallt. Si hunn och wesentlech Veränneurunge beansprucht par rapport zum éischte virleiende Projet.

Dann, wéi ech scho gesot hunn, war den Avis vum Statsrot och ganz kritesch op verschidde Punkten, awer och zoustëmmend an enger ganzer Rei vu Punkten. Mir hunn da probéiert zesumme mat der Regierung ofschléissend zu engem Konsens ze kommen an ee Projet op den Instanzewee ze ginn, dee souwuel deenen Objektioune vun de Beruffschambere wéi awer och de Propositioune vum Statsrot wäitgehendst Rechnung dréit.

Mir sinn der Meenung, datt dee Projet, esou wéi en um Dësch läit, och dat erëmgëtt, wat an der Tripartite ausgehandelt ginn ass a wat an der Tripartite a grousse Prinzipië festgehale ginn ass.

An deem Kapitel fannt Der och verschidde Bedenke vun eenzelnen Deputéierten. Déi sinn ausdrécklech festgehalen, well och an der Diskussioun sinn et ënnerschiddlech Optioune ginn zu bestëmmte Punkten. Woubäi mer dann awer schlussendlech konnte feststellen, datt mer alleguerte bereet waren, ee Kompromëss ze fannen, esou datt mer och dee Projet konnten de 24. Abrëll - wéi ech scho gesot hunn - zur Ofstëmmung bréngen. En ass vun der Kommissioun unanime ugeholl ginn, dat bei véier Enthalungen.

Ech hunn also festgestallt, datt u sech an de Chamberskommissioune kee wesentlecht neit Element virbruecht ginn ass an iergendwéi d'Philosophie an d'fundamental Bestëmmunge vum Projet de loi, esou wéi mer et och definéiert hunn an der Kommissioun, sollt ofänneren. Dat huet och gewisen, datt effektiv d'Chamberskommissioun an all Fraktiounen, déi an der Chamberskommissioun vertruede waren, sech hirer Responsabilitéit voll a ganz bewosst waren an dozou bäigedroen hunn, datt mer ouni Géigestëmm ee koordinéierten Text hei konnte presentéieren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer nach ee Wuert ze soen zu engem Deel vun de Bedenke vum Patronat, an dat am Zesummenhang mam Absentéismus.

Et ass evident, datt eng bestëmmte Suerg - zu Recht - besteet bei ville Betriber an der Bekämpfung vum abusiven Absentéismus. Et ass drëm gaange fir déi Méiglechkeeten ze schafen, fir dem abusiven Absentéismus Här ze ginn. Well keen ass um iwwerméissegen Absentéismus interesséiert; weder d'Entreprisen, dat kascht eppes, nach déi Leit, déi an de Betriber schaffen, well déi mussen dann duerch méi Aarbecht dat wettmaachen, wat doduerch entsteet. Sou datt mer alleguerten interesséiert waren, fir effektiv déi Blomécherei, bei där een net däerf verallgemengeren, mä déi awer och besteet, besser an de Grëff ze kréien.

An do hu mer da probéiert, bestëmmten Deeler vum Lëtzebuerger Patronat ze berouegen. Mir hu gesot, datt mer déi Suerge verstinn an datt mer bereet sinn, deene Suergen entgéintzewierken duerch geziilte Moyenen, fir där Problematik Här ze ginn. Mir hunn de Projet de loi dohigehend konzipéiert, datt genügend Sanktiounsméiglechkeeten am Droit commun bestinn, fir de Betriber esou d'Méiglechkeet ze ginn, géint d'Blomécherei kënne konkret virzegoen.

Mir waren awer och der Meenung, datt een am Gesetzestext net all Eenzelheete kann definéieren. Duerfir sollt am Kader vun der neier Krankekeess, der Caisse de la Santé, déi ënner Selbstverwaltung fonctionnéiert a wou Salariatsvertrieder a Patronatsvertrieder zesumme mat der Regierung d'Responsabilitéit hunn, fir déi noutwendeg Statuten ze gestalten, gekuckt ginn, fir dee Problem an de Grëff ze kréien. Mir sollten also där neier Gesondheetskeess d'Méiglechkeet ginn, fir an absehbarer Zäit, also esou séier wéi méiglech, déi noutwendeg Moossnamen ze huelen, am Kader vun hire statutaresche Responsabilitéiten, fir dat ze konzipéieren, an dëst am Sozialdialog an ënner partnerschaftleche Bedéngungen. Do sollt de Gesetzgeber sech dann och eraushalen.

Drëttens, huet d'Regierung et fäerdeg bruecht, fir mat den Dokteren eng Konventioun auszeschaffen, wou och si virun hir Responsabilitéit gestallt ginn, fir effektiv nëmmen deene Leit ee Krankeschäin ze ginn, déi wierklech krank sinn oder wou se kënnen unhuelen, datt se wierklech krank sinn. Doriwwer eraus huet d'Regierung sech engagéiert, fir an der Groussregioun ee System vu Kontrolle méiglech ze maachen. Un deenen Entrevuen an Accordë gëtt am Moment ganz konkret geschafft, an ech sinn iwwerzeegt, datt de Minister Di Bartolomeo dorobber nach wäert agoen. Ech menge souguer, datt mat der Belsch schonn Accordë getraff sinn an datt mer op deem Gebitt och mat anere Länner wéi Däitschland a Frankräich um gudde Wee sinn.

An dann, schlussendlech, hu mer eis e Gremium ginn, de Groupe de travail de haut niveau, dee sech mat all deene Froen ëm den Absentéismus befaasse soll, deen zesumme mat de Sozialpartner an der Regierung ee Konsens fanne soll, fir dee Problem an de Grëff ze kréien. Allerdéngs muss een deem Gremium eng Chance ginn, fir seng Aarbecht effektiv ofzeschléissen.

Duerfir hu mer schlussendlech am Projet de loi geännert, datt deen éischte Bilan net eréischt 2012 soll gemaach ginn, mä schonn 2010, wou da soll gekuckt ginn, ob all déi Objektiver, déi mer eis gesat hunn, erfëllt gi sinn oder net, a wou mer eventuell um gesetzleche Wee nach nobessere mussen. Mä dat soll geschéien am Konsens a soll d'Aarbecht si vun deem Aarbechtsgrupp, an dee mer nach ëmmer vollt Vertrauen hunn a sécher sinn, datt do gutt geschafft gëtt.

Duerno soll, wéi gesot, een éischte Bilan 2010 gemaach ginn. Méi frél kann een dat net maachen, wann ee weess, datt de Statut unique den 1. Januar 2009 uleeft. Et kann ee jo net schonn dräi Méint duerno ee Bilan zéien. Et muss ee sech awer selwer d'Chance ginn, wéinstens ee Joer laang ze kucken, wéi déi eenzel Moossname wierken, wat d'Konsequenze sinn, an dann eréischt kann ee kucken, wat muss nogebessert ginn. Da wäerte mer och d'Regierung opfuerderen, fir an d'Chamber ze kommen, nodeems si mat de Sozialpartner zu Konklusioune komm ass, fir zesumme mat der Chamber déi noutwendeg gesetzlech Moossnamen ze treffen, wa se musse getraff ginn.

Dat huet d'Regierung d'lescht Woch engem groussen Deel vum Patronat, dee nach Problemer gesinn huet wat d'Bekämpfung vum Absentéismus ugeet, confirméiert. D'Regierung hat och déi zwee Rapporteuren an déi Berodunge mat abezunn, an dowéinst sinn et och déi zwee Rapporteuren, de Romain Schneider an ech selwer, déi eng Motioun presentéieren, wou mer d'Regierung opfuerderen, effektiv entspriechend dem Geescht vun deenen Ofmaachungen an dem Geescht vum Gesetz dat Noutwendegt ze maachen, datt dee Bilan kann 2010 ofgeschloss ginn.

Mir ware frou, datt een Deel vum Patronat, d'Fédération des Artisans, d'Chambre des Métiers a Vertrieder vun der UEL, esou engem Kompromëss zougestëmmt huet, also datt si opgrond vun där Entrevue hir Zoustëmmung ginn hunn zum Eenheetsstatut. Mir waren awer erstaunt, datt zwee Deeg duerno eng aner Patronatsorganisatioun, déi vläicht net Kenntnis dovu geholl hat, wat do ofgemaach gi war, erëm eng Kéier op eppes zréckkomm ass, wat mer schonns mat aneren Deeler vum Patronat - géif ech soen - konkret konnte léisen.

Ech ginn dann am Numm vum Romain Schneider a mir dem Chamberspresident déi Motioun. Mir hu se eleng ënnerschriwwen, fir deenen anere Fraktiounen d'Geleeënheet ze ginn, déi Motioun och ze ënnerschreiwen, a mir wiere frou, wann déi kéint gedeelt gi vun alle Fraktiounen. Wann all Fraktioun aus der Chamberskommissioun mat deenen Objektiver d'accord wier, kéinte mer haut ee Signal no bausse setzen, fir all déi Bedenken, déi nach zum Eenheetsstatut bestinn, aus der Welt ze schafen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'absentéisme constitue un facteur influant tant sur la compétitivité que sur le bien-être au travail et dépendant à la fois de la responsabilité commune des employeurs et des salariés;

- considérant que des absences injustifiées ne sont pas tolérables aussi bien dans le chef des entreprises que des travailleurs et de la solidarité nationale à cause des implications sur le budget de l'État;

- constatant que le contrôle administratif des absences au travail pour cause de maladie et les sanctions en cas d'abus ont été largement discutés entre le Gouvernement et les partenaires sociaux, et notamment les employeurs;

- rappelant qu'actuellement les Caisses de Maladie procèdent aux contrôles administratifs des ouvriers et peuvent prononcer le cas échéant des sanctions selon les dispositions statutaires, alors que pour les employés privés, il n'existe pas de contrôles administratifs et que les sanctions d'un comportement contraire aux prescriptions du certificat de maladie sont celles du droit commun, dont le non-paiement du salaire pour la période concernée;

- approuvant la proposition du Gouvernement que désormais la Caisse Nationale de Santé procédera pendant la période de continuation du salaire, selon des dispositions à arrêter dans le cadre de ses statuts, à des contrôles administratifs systématiques, sur le territoire national et à l'étranger, dont le résultat sera communiqué aux employeurs, qui eux pourront dès lors procéder, le cas échéant et sur base de ces contrôles, aux sanctions prévues par le droit commun, comme l'a relevé dans son avis le Conseil d'État;

- prenant acte des déclarations du Gouvernement que le nouvel article 16, alinéa 2 du Code de la Sécurité sociale combiné avec le Code du travail permettront de mettre en œuvre ces mécanismes;

- considérant encore que pour maîtriser l'absentéisme, il est essentiel d'analyser de manière objective les causes exactes du phénomène de l'absentéisme;

invite le Gouvernement

- à suivre de près l'exécution administrative et jurisprudentielle de la mise en œuvre de ces mécanismes, et d'en dresser le résultat, au plus tard lors du bilan prévu pour l'exercice 2010, et de proposer, à ce moment, le cas échéant, les adaptations qui s'imposeraient;

- à tenir la Chambre informée des travaux du Groupe de Haut Niveau, qui établira un état des lieux et un programme d'action permettant de contenir le phénomène de l'absentéisme.

(s.) Marcel Glesener, Claudia Dall'Agnol, Gast Gibéryen, Ali Kaes, Viviane Loschetter, Romain Schneider.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen dann zum Ofschloss vu menger Interventioun. Ech gesinn, ech hunn nach dräi Minutten Zäit.

Wéi ech uganks vu menger Interventioun gesot hunn, bedeit dëse Projet den Ofschloss vun engem laangen an oft schwéiere Wee. Wa mer haut stëmmen, ass dat d'Signal vun enger Jorhonnertreform, un déi der vill viru Jorzéngten net gegleeft hunn. Dank der Iwwerzeegung, dem Engagement an dem onermiddlechen Asaz vun net wéinegen hu mer haut eist Zil erreecht. Dat ass also haut wierklech een historeschen Dag an der Lëtzebuerger Sozialgeschicht, an ech bieden d'Chamber, dësem Statut unique eng breet Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Glesener. D'Wuert huet elo den zweete Rapporteur, den honorabelen Här Schneider.

M. Romain Schneider *(LSAP), corapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif mech dann och dene Mercien uschléissen, déi de Marcel Glesener ausgeschwat huet un all déi Leit, déi gehollef hunn, datt dëse Projet de Mëtteg hei an d'Chamber konnt kommen an hoffentlech och mat enger breeder Majoritéit wäert gestëmmt ginn.

Fir d'éischt wéilt ech awer emol dem Kolleeg Marcel Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer am Kader vum Projet de loi iwwert de Statut unique haten, wou

mer zesummen een 150 Säiten décke Rapport presentéiert hunn a probéiert hunn, esou ausféierlech wéi méiglech ze sinn. Dobäi konnte mer op d'Mathëllef, éischtens vun deenen zwee Ministeren zréckgräifen, awer virun allem och op d'Ënnerstëtzung vun der Presidentin vun der Gesondheetskommissioun zielen, dem Lydia Mutsch, déi eis gehollef huet duerch déi Kommissiounssitzungen zügeg virunzekommen. Selbstverständlech soe mer och dem Sekretär vun dëser Commission jointe, dem Martin Bisenius, Merci, deen am Commentaire des articles wierklech ausféierlech op déi eenzel Punkten agaangen ass a se och am Detail erkläert huet.

Nodeems de Marcel Glesener op de Volet vum Droit du travail agaangen ass, géif ech mer dann erlaben, de Volet vun der Sécurité sociale e wéineg méi genee ënnert d'Lupp ze huelen. Mat Sécherheet wäert et awer och a menger Interventioun net ausbleiwen, datt mer op Plazen Iwwerschneidungen hunn, well et jo awer kloer ass, datt d'Beräicher vum Droit du travail a vun der Sécurité sociale virun allem an dësem Dossier enk matenee verbonne sinn.

Ech géif mer dann och - genee wéi de Marcel Glesener - erlaben, fir d'éischt e klengen Historique am Volet vun der Sécurité sociale ze maachen an duerno progressiv weisen, wéi et dozou komm ass, datt mir haut zoustëmmen zum Ofschloss vun engem Statut unique hei zu Lëtzebuerg.

D'Entwécklung vun der Sécurité sociale hei zu Lëtzebuerg ass net d'un seul coup geschitt, mä et ass virun allem eng historesch Konstruktioun, déi an Etappe viru sech gaangen ass, engersäits par Catégories socioprofessionnelles an anerersäits iwwer Risikodomainen. Hei zitéieren ech d'Gesetzer vum 31. Juli 1901, vum 5. Abrëll 1902 an dann och vum 6. Mee 1911, Gesetzer, déi also wäit zréckleien an déi successiv ee Régime obligatoire vu Krankeversécherung, Assurance accident an Assurance pension fir Aarbechter an Employéen, deenen hir Paien e bestëmmten Niveau haten, agefouert hunn.

No an no gouf d'Protection sociale op déi gesamt Bevölkerung ausgedeent. An et ass virun allem dës historesch Evolutioun, déi legal Ënnerscheeder tëschent deenen eenzelne socioprofessionnellë Kategorien hautdësdaags erkläert. Ech erënneren op dëser Plaz drun, datt et an eenzelnen Elementer vun der Sécurité sociale, wéi zum Beispill dem RMG oder der Assurance dépendance, elo scho keng Ënnerscheeder tëschent Aarbechter an Employéë méi gëtt. Gradesou ass et bei der Assurance chômage an och der Assurance maternité an der Allocation familiale gewiescht. An och bei der Assurance maladie an der Assurance pension konnte mer an deene leschte Jorzéngten eng progressiv Harmonisatioun vun de Regimer feststellen, ausser beim Régime agricole.

Et bloufen awer bis elo grouss Disparitéiten, an dat virun allem am Beräich vun de Cotisatiounen, déi bestoe bliwwe sinn. Genausou gouf d'Iddi, déi zënter Laangem bestanen huet, d'Krankekeesen an och d'Pensiounskeesen zesummenzeleeën, zënter Jorzéngten diskutéiert an ass bis elo ëmmer gescheitert gewiescht u fonctionnellë Schwieregkeeten, awer och virun allem u Personalfroen, déi mer mat Sécherheet dës Kéier amgaang sinn am Virfeld ze léisen an och elo progressiv wäerten op de Leescht huelen.

An der Geschicht waren och d'Gesetzer vum 27. Juli 1987 iwwert d'Harmonisatioun an d'Unificatioun vun der Assurance vieillesse, der Invaliditéit an der Survie op d'Bee gesat ginn an och d'Gesetz vum 27. Juli 1992 iwwert d'Codificatioun vun der Législatioun an der Krankeversécherung ware wichteg Schrëtt zu deem, wat mer haut amgaang sinn ofzeschléissen.

Am Moment bleift virun allem also eng grouss Differenz tëschent Aarbechter an Employéë bestoen, an dat um Niveau vun de Prestatiounen. Ginn d'Aarbechter vum éischten Dag vun hirer Krankmeldung u vun der Keess rembourséiert, esou kritt den Employé - an de Marcel huet et schonn ugeschnidden - de Salaire weider vum Patron während deem ugefaangene Mount plus dräi Méint, déi sougenannt Lounfortzahlung, op déi ech spéider nach eng Kéier kuerz wëll agoen.

Dës fréi Interventioun vun der Keess bei den Aarbechter erkläert dann och, an dat ass selbstverständlech, d'Ënnerscheeder an den Taux de cotisation eben, dee fir den Employé bei 0,10 a bei den Aarbechter bei 2,35% läit.

Wichteg och an deem ganze Kontext hei ass d'Gesetz vum 27. Juli 1992, d'Reorganisatioun vun der Union des Caisses de maladie. Déi steet ënnert der Autoritéit vun engem Conseil d'administration an enger Assemblée générale.

Um Niveau vun den Allocations familiales gëtt et d'Gesetzer vum 20. Oktober 1947 - déi éischt Base légale vun der Allocation familiale fir all Salariéen -, awer och d'Gesetz vum 10. August 1959, d'Adaptatioun vum Régime vun den Employés privés. Dann ebe kommen d'Gesetzer vum 29. Abrëll 1964 iwwert d'Uniformisatioun vun de Barèmen a virun allem dat vum 19. Juni 1985 iwwert d'Fusioun vun deene véier Keesen an déi beschtbekannte Caisse nationale des prestations familiales.

Dir gesitt also, datt am Beräich vun der Sécurité sociale eng progressiv Uniformisatioun stattfonnt huet. Dës war awer onkomplett. Haut de Mëtteg schléisst sech de Krees an dëst Gesetz soll de Rescht parachevéieren.

Wäit ausgeholl hunn ech also elo, wat d'Geschicht betrëfft. Ech si wäit zréckgaang, bis d'Joer, mengen ech, 1901, wou ech ugefaangen hat, fir lech déi progressiv Entwécklung an der Sécurité sociale ze erklären an ze soen, wou mer haut dann dee Moment erauskommen.

Et muss een och soen, datt de Mëtteg e Gesetz gestëmmt gëtt mat Opbau, mat Entscheedunge vun der Regierung, vun alle Sozialpartner, dat, an de Marcel huet et scho gesot - et ass e grousst Wuert -, als Jorhonnertreform bezeechent gëtt. Mä effektiv ass et esou, datt, wa mer an Europa kucken, mer net ganz vill Länner hunn, déi deen dote Wee scho komplett gaange sinn. Sécher sinn eng Rei vu Länner, déi eenzel Elementer zesummegeholl hunn a wou eenzel Elementer vun engem Statut unique schwätzen, mä éischtens sinn déi eenzel Regimer esou ënnerschiddlech, an zweetens hu mer och an eenzelne Beräicher ëmmer nach Differenzen, esou datt ech mengen, datt mer hei als Lëtzebuerg emol eng Kéier net eent vun deene leschte Länner sinn, déi e wichtege Schratt am 21. Jorhonnert kënne vollbréngen.

Ech géif no der Geschicht vun der Sécurité sociale dann agoen op déi eenzel Elementer, déi de Volet vun der Sécurité sociale an dësem Projet de loi beinhalt.

Den Artikel 2 vum Gesetz beinhalt virun allem de gréissten Deel vun de Modifikatiounen an Dispositiounen. Hei steet de Changement dra vum Code assurance sociale - dem CAS - an dem Code de la sécurité sociale, mat där neier Ofkierzung CSS. An am Code fanne mer, ech wëll dat eng Kéier kuerz ernimmen, a sechs Bicher separat:

1) d'Assurance maladie,

2) d'Assurance pension,

3) d'Assurance accident,

4) dat neit Element Prestations familiales, awer virun allem och

5) d'Assurance dépendance,

6) an d'Dispositions générales.

Nëmmen de Beräich vun der Assurance accident gëtt an dësem Projet net reforméiert, well hei sinn d'Aarbechten amgaang, an deemnächst, mengen ech, wäert den zoustännege Minister och hei déi néideg Reform presentéieren, déi och derniewent nach eng Kéier - an et ass ugeschnidde ginn an deene ganzen Debatten, och beim Tripartite-Ofkommes an och am Kader vum Statut unique - wäert Entlaaschtunge fir d'Betriber generell bréngen.

Wat de Volet Sécurité sociale betrëfft, sou beinhalt dee gréissten Deel dervun - an dat hu mer virun allem an den Aarbechten an der Kommissioun gesinn - eng ganz Rei technesch Elementer, déi erëmkommen.

Eleng dee gréissten Deel, ech géif gäre soe 75% vun deene 46 Amendementer, déi mer ofgestëmmt hunn, ware virun allem technescher Natur am Wiese vun der Sécurité sociale, fir och ze regelen, datt einfach déi Riedercher anenee wäerte goen, wann d'Ëmsetzung vum Statut unique soll kommen.

Virun allem awer ass dat Ganzt eng administrativ Reorganisatioun mam Élément phare vun der Schafung vun enger nationaler Krankekeess an dem Zesummeschluss vun deene véier Pensiounskeesen an eng national Pensiounskeess, där sougenannter CNAP.

Wat d'Krankekeess betrëfft... Elo hunn ech erëm eng Kéier de Feeler gemaach, vun enger Krankekeess ze schwätzen!

Fënnef Euro an d'Schwéngchen, seet ëmmer de Minister. Ech hoffen, datt dat agehale gëtt, esou datt mer e ganz flotten Don iergendwann eng Kéier kënnen zesumme maachen, well jiddferee wäert mat Sécherheet nach eng Kéier an déi Fal do tappen.

Mir hunn an der Kommissioun och vun der Geleeënheet profitéiert, fir am Kader vun dësem Eenheetsstatut d'Krankekeess ëmzedeefen an eng national Gesondheetskeess, Här Gesondheetsminister, esou datt mer also och dëse Schrëtt kënne maachen, fir déi Politik vun der Regierung auszedrécken. Dobäi gi mer fort vun enger defensiver Approche hin zu enger Preventioun vu Krankheeten an enger Promotioun vun der Gesondheet, wouhi jo och déi lescht Projeten an Aktioune vun der Regierung a virun allem vum Gesondheetsminister steieren.

D'Zesummeleeë vun all dëse Keesse wäert mierklech Ekonomië mat sech bréngen, och duerch d'Abolitioun vun de Wahlen an dësem Beräich. De Marcel ass schonn op déi eenzel Changementer am Detail agaangen.

All Kompetenze sinn an Zukunft am Comité directeur regruppéiert. D'Zesummeleeë vun de Keesse wäert awer net zu enger Ofschafung vu Posten an Agencë féieren, mä dës Ressources humaines, awer och patrimoniales wäerte genotzt ginn, fir konzentréiert agesat ze ginn, an dat hei virun allem och iwwert d'Iddi vum Guichet unique, wou d'Bierger op der Plaz sech kënnen nach besser informéieren a berode loossen iwwert déi eenzel Servicer, iwwert déi eenzel Prestatiounen an deenen eenzelne Beräicher.

Et wäerten also Strukture geschafe ginn, déi nach méi transparent, méi rationell an effikass wäerte fonctionnéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, bei de substanziellen Ännerungen am Beräich vun der Sécurité sociale ass sécher d'LFZ, déi sougenannte Lounfortzahlung de wesentlechen Element. Also, de System, dee geholl gouf am Statut unique, fir all Salarié un de System vun den Employés privés unzeglidderen. An hei virun allem hate mer ganz laang Diskussiounen och iwwert d'Base de calcul vun der Indemnité pécuniaire, déi largement modifizéiert gouf, wou mer eis schliesslech op dës Base de calcul gëeenegt hunn, déi Dir och am Rapport gesitt, a wou eng kleng Objektioun säitens vum Statsrot war, wou mer awer zesummen och mat der Regierung beharrt hunn, fir dat heiten esou ze loossen.

Et gëtt selbstverständlech och liicht Kompensatiounen, déi hei gemaach gi säitens vum Aarbechter, well e jo och eng ganz Rei vu Virdeeler an anere Beräicher kritt.

Et geet also elo drëm, datt d'Pai no Aféierung vum Statut unique wäert genau wéi am Verhältnis beim Employé privé während dem Mount, wou ugefaangen ass, a während deenen dräi Méint duerno, während 13 Wochen also, direkt vum Patron virubezuelt ginn. Derniewent hu mer jo och dat sougenanntent Netz vun der Mutualitéit agebaut, fir och schwaach Betriber, kleng Betriber ze schützen, a wouduerch eng Prise en charge an e Remboursement méiglech ass.

Et ass awer och esou, datt et eng Rei vun Exceptioune fir dëse System a véier Beräicher direkt emol gëtt, déi vum éischten Dag u vun der Caisse nationale de la Santé, CNS, rembourséiert ginn.

Et sinn dat éischtens Salariéen, déi an engem Privathaushalt agestallt sinn. Hei ass derniewent och de Patron dispenséiert, obligatoresch an d'Mutualitéit ze goen. Dat gouf virun allem och agebaut fir deem entgéintzewierken, datt mer Schwaarzaarbecht an dësem Secteur solle kréien, esou datt hei also dës Extensioun dra virgesinn ass.

Zweetens, d'Period vum Congé pour raisons familiales.

Drëttens, de Congé d'accompagnement.

Véiertens, d'Salariéen, déi ënner engem Proufkontrakt, engem sougenannten „Contrat à l'essai" stinn.

De Code de cotisation wäert also an Zukunft am Privatsecteur deeselwechte si fir all Salarié: 0,5%. Dëst bedeit also an der Praxis, no enger Iwwergangsperiod vu fënnef Joer, datt mer beim gläiche Bruttoloun fir déi Persoun, déi am Aarbechterstatut war, eng progressiv Erhéijung an der Nettopai vun 2,1% wäerten hunn, an op där anerer Säit, wann een et esou direkt hëlt, eng minus Nettopai fir den Employé vun 0,125%.

Am Generelle wäert de Patron den Avantage compétitif awer sécher spieren. E wäert mat sech bréngen, dee Moment um generellen Niveau, eng Baisse vun de Cotisatiounen, an déi wäert stattfanne bei alle Salariéen. Wichteg awer ass bei der Ëmsetzung, virun allem an dësem Beräich vun der Lounfortzahlung, eng richteg Informatiounscampagne. Déi muss un de Bierger kommen, awer virun allem och mussen d'Patronen informéiert ginn.

Hei eng kleng Klammer derbäi: Duerch d'Schafung vun der Mutualitéit ass et och elo esou, datt d'Indépendanten effektiv och dovu kënne profitéieren, wa se krank sinn, an och hei kënnen e Remboursement kréien, wat bis elo net de Fall war, esou datt och si vun dëser neier Mutualitéit kënne profitéieren.

De Gesondheetsminister huet der Kommissioun och an dësem Kader e wichtegt Element mat proposéiert, dat grouss Zoustëmmung bei der Kommissioun fonnt huet an och virun allem bei enger Rei Leit, déi ëmmer erëm intervenéiert hunn, fir virun allem déi Ongerechtegkeeten opzehiewen, déi entstane sinn am Kader vum Gesetz iwwert d'Incapacité de travail, déi sougenannten 52 Wochen an der Referenzperiod vun 104 Wochen.

Hei hu mer effektiv d'Méiglechkeet geschaf, datt kënne Cas-de-rigueuren iwwerkuckt ginn, datt mer virun allem déi Cas-de-rigueuren, déi méi heefeg waren, wéi mer eigentlech beim Vote vun dësem Gesetz konnte feststellen, awer wierklech hunn. Dat heescht, dat si Fäll wou mer effektiv eng Krankmeldung haten, duerno en Accident de travail an duerno effektiv eng Krankheet, iwwer Kriibs, eng oder zwou Krankheeten hannendrun.

Hei muss et awer méiglech sinn, datt een net automatesch en Zréckfalen an eng Pension d'invalidité kritt, mä datt een effektiv d'Période de référence ka verlängeren, fir dann och deene Leit d'Chance ze ginn, och déi moralesch Hëllef ze ginn, fir einfach virun am Aarbechtsprozess an an der Verbindung mam Patron kënnen ze bleiwen. Selbstverständlech, an ech mengen déi Zousécherung krute mer och an der Kommissioun, muss d'Gesetz iwwerschafft ginn. Mir mussen e Gesetz kréien, dat op dëse Punkten amendéiert gëtt, fir och deene Fäll dann d'office kënne Rechnung ze droen, mat eventuell anere Schëss, déi mer och nach musse riichtbéien an dësem Fall.

De Statsrot hat hei net direkt déiselwecht Approche wéi d'Kommissioun. Mir hunn awer gemengt, datt dat hei virun allem och fir déi Bierger, wou et sécher keng Honnerte sinn, mä wou et awer e gudde Grapp voll ass, déi ëmmer erëm betraff wäerte sinn, wichteg ass, datt mer dat an dësem Statut unique och solle verankeren.

Duerch d'Modifikatioun vum Artikel 16 vum CAS kritt och d'Krankekeess d'Méiglechkeet, d'Krankeschäiner ze kontrolléieren. De Statut unique ass jo och een Element an dësem ganze Package fir géint de sougenannten - an de Marcel huet et schonn ugeschnidden - Absentéisme abusif virzegoen. De Ministère ass jo och hei amgaang, iwwer bilateral Accorden d'Méiglechkeete vu Contrôlen ze erweideren. Zum Beispill a Frankräich, wou d'Verhandlunge relativ wäit fortgeschratt scho sinn.

Eng wichteg Roll an dësem Kader steet selbstverständlech och dem Groupe de haut niveau zou, deen hei schonn zitéiert gouf, wou d'Regierungsvertrieder, d'Gewerkschaften, d'Salariat an d'Patronat amgaang sinn ee richtege Cahier de charges auszeschaffen, fir Léisungen am Beräich vum Absentéisme ze fannen. Et mussen awer, an do schwätzen ech a mengem perséinlechen Numm, Léisunge sinn, déi souwuel de Besoinë vun de Patronë wéi och deene vum Salariat entspriechen. Et dierfen op dëser Plaz keng Hetzjuegte gemaach ginn, weder op deem engen nach op deem anere Lager. Et geet drëm fir effektiv deen Absentéisme abusif erauszefannen, an ëm soss glat näischt.

Ab 1. Januar soll da jo och an dësem Kader, an hei ass jo de Groupe de haut niveau amgaang Initiativen ze huelen, dee sougenannten Observatoire de l'absentéisme geschaf ginn, dat a Kollaboratioun mat der IGSS.

Ouni an d'Detailer ze goen, dat géif hei ze wäit féieren, ass awer och d'Besetzung vum Comité directeur: seng Missiounen, seng Besetzung a seng Virgehensweis respektiv och d'Rekursrechter, déi am Projet de loi hei ganz kloer beschriwwe sinn. Ech géif mer erlaben, net op d'Detailer anzegoen, well eng ganz Rei vu Riedner hannendru sinn, déi mat Sécherheet eenzel Elementer wäerten eraushuelen a wou Der derniewent och an eisem 150 Säite schwéieren Do-

kument déi eenzel Elementer am Detail wäert erëmfannen.

E puer Wierder nach zu där nei geschafener Mutualitéit, wou d'Aufgaben, d'Besetzung an och hire Finanzement am Gesetz kloer definéiert sinn. D'Affiliatioun, déi obligatoresch ass fir all Employeur - et gouf scho vun der Solidaritéit geschwat, wat selbstverständlech ee vun dësen Elementer vun där Obligatioun ass -, ass hei virgesi selbstverständlech. Et si kleng Exemptioune méiglech. Ech hat se virdrun zitéiert.

Den Taux de participation vum Stat ass och festgeluecht ginn an dësem Gesetz. Dee läit bei 0,3% vun der Masse cotisable, deen also fir 2009 op 25 bis 30 Milliounen Euro geschat gouf.

Et gëtt dann e Bilan gemaach. De Bilan, wéi schonn hei ugeschwat, wäert no zwee Joer gemaach ginn, also Enn 2010, an dee Moment wäert da gekuckt ginn, wat am Budget 2011 wäert zréckbehale ginn. Da wäerte mer kucken, wéi effektiv de Statut unique op d'Betriber sech agewierkt huet, ob en effektiv e positiven oder en negativen Effekt hat, an dann dee Moment wäert d'Regierung och d'Décisioun huelen, ob se bei dësem Taux bleift, ob en an d'Luucht gesat gëtt oder ob e reduzéiert ka ginn.

Dëst Gesetz trëtt den 1. Januar 2009 a Kraaft, ausser den Exceptiounen, wou de Marcel drop agaangen ass, déi wichteg ware fir d'Sozialwahle korrekt a gutt ze organiséieren, déi jo am Hierscht hei zu Lëtzebuerg stattfannen.

Als Ofschloss géif ech mer erlaben, als Corapporteur vun dësem Gesetz nach e puer Bemierkungen eriwwerzeginn. Ech wäert als Rapporteur net op de politeschen Deel vun dësem Gesetz agoen.

Fir eis Partei wäert dat mäi Fraktiounskolleeg John Castegnaro maachen, deen an dëser, awer och an anere Fonctioune mengen ech zënter Jorzéngten hin zu dësem Statut geschafft huet. Hie wäert hei fir d'LSAP am Detail dorobber agoen an och d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz vun eiser Fraktioun ginn.

D'Aféierung vum Statut unique wäert d'Diskriminatioun op der Aarbechtsplaz endlech ofschafen. Sécher net vun haut op muer, awer an der Praxis, esou wéi et schonn op ville Plazen ass, a kuerzer Zäit. Dëst wäert och zu enger weiderer Verbesserung vum Aarbechtsklima an de Betriber bäidroen a jiddferengem hëllefen, souwuel dem Salariat wéi op där anerer Säit dem Patronat.

Ech mengen, datt et och esou ass, datt déi sozial a moralesch Komponent iwwert deene materielle Virdeeler an Nodeeler fir déi eng oder déi aner muss stoen. Iwwer 275.000 Salariéë wäerten direkt betraff sinn, déi op dem Lëtzebuerger Aarbechtsmaart am Privatsecteur schaffen. Den Owend kommen en Deel vun Aarbechter an Employéen aus dem Gemengesecteur derbäi.

Eng national Gesondheetskeess, eng national Pensiounskeess, eng Sozialwahl an esou weider wäerten d'Mechanisme sinn, un déi mer eis wäerten an Zukunft gewinnen. An ech si sécher, datt heiduerch virun allem och onnéidegen administrativen Opwand ka reduzéiert ginn.

Wéi all Neierungen, an och den anere Corapporteur huet et ugeschnidden, wäert de Statut unique an der Praxis sécher kleng Hicken hunn. Dat wäert evident sinn. Mir hunn nach a leschter Phas eng Rei vun techneschen Ännerunge kënne bréngen.

An der Theorie kann een net ëmmer alles virausgesinn, wat an der Praxis wäert geschéien.

Et gëllt also, dës kleng Hicke mat aller néideger Rou a Souveränitéit a virun allem Dialogbereetschaft, déi mer jo hei zu Lëtzebuerg ëmmer haten an ech hoffen och nach ëmmer hunn, ze berengegen.

Bilanen, Observatoiren an esou weider sollen eis d'Méiglechkeet ginn, fir punktuell Verbesserungsännerungen ze maachen, ouni awer de Prinzip vun dësem Statut unique a Fro ze stellen. Ee Prinzip, deen à moyen terme fir mech eng „win-win"-Situatioun ass fir eis alleguerten. D'Sozialpartner kënnen houfreg drop sinn, datt mer als Lëtzebuerger Land en Zeeche gesat hunn am 21. Jorhonnert, fir keng Ënnerscheeder méi ze maachen am Salariat dobaussen, woumadder mer, wéi ech scho gesot hunn, eent vun deenen éischte Länner sinn, dat dëse Schrëtt och ganz gemaach huet. Och dat ass fir mech en Denken an d'Zukunft. Och dat ass en Invest an d'Leitbild vun engem dynameschen, fortschrëttlechen a sozialpolitesch denkende Land.

An dat alles zwee Deeg virun engem 1. Mee, dem Dag vun der Aarbecht!

Ech soen Iech Merci, datt Der nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Kaes.

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer emol fir d'éischt, deenen zwee Rapporteuren oder Corapporteure villmools Merci ze soe fir hiren ausféierlechen an natierlech engem vun deenen déckste Berichter vun engem Projet de loi, sougutt am Schréftleche wéi och am Mëndlechen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aféierung vum Statut unique reit sech an déi legislativ Evolutioun vun deene leschte Jorzéngten an, sief dat um Plang vum Aarbechtsrecht oder awer och um Niveau vun de Sozialversécherungen.

Kuckt ee sech d'Gesetzer un, déi an deene leschten 30 bis 40 Joer gestëmmt gi sinn, stellt ee fest, datt, och wa se net d'Differenzen all tëschent dem Statut vun den Aarbechter an deem vun den Employéen ofgeschaaft hunn, se zumindest keng nei Differenzen agefouert hunn. Am Géigendeel, all neit Gesetz huet probéiert, déi zwee Statute méi no beieneenzebréngen, jo, se ze harmoniséieren.

Mir däerfen net bei deem Schratt stoe bleiwen. Mir mussen all déi Gesetzer, déi d'Relatiounen tëschent dem Patronat an dem Salariat regelen, moderniséieren an un déi heiteg Zäit upassen, wuelwëssend, datt mer dat an dësem Moment wéinst dem Eenheetsstatut net konnten an Ugréff huelen, dat duerch den Accord, deen an der Tripartite getraff ginn ass.

Ech denken awer hei besonnesch un d'Matbestëmmungsgesetzer, wou dem Schaffende méi Rechter zougestane musse ginn. Jo, Comité mixte a Verwaltungsrot däerfe keng Alibifunktioun hunn, mä mussen eng Plaz sinn, wou d'Salariat e wierklecht Matsproocherecht huet. Datselwecht gëllt fir d'Ausschussgesetz, dat vun 1979 ass an dat ebenfalls un d'Ufuerderungen an un d'Problematik vun de Betriber vun haut muss ugepasst ginn. Och wann eist Kollektivvertragsgesetz eréischt vun 2004 ass, esou mussen och hei eng ganz Rei vu Bestëmmungen nei definéiert ginn.

Mä zréck zum Eenheetsstatut. Et ass bekannt, datt déi ënnerschiddlech Behandlung vun Aarbechter a Beamten um Niveau vun der Sozialversécherung an dem Aarbechtsrecht engem anere Jorhonnert entsprécht, wou nach tëschent handwierklecher, manueller an intellektueller Aarbecht differenzéiert gouf.

Déi technesch Evolutioun vun deene leschte 50 bis 60 Joer huet ebenfalls d'Aarbechtswelt geprägt, mat der Konsequenz, datt den Ënnerscheed tëschent Aarbechter an Employé ëmmer méi zu engem reng theoreteschen Ënnerscheed ginn ass.

A verschiddene Secteuren y compris dem industriellen ass d'Unzuel vun den Aarbechter massiv zréckgaangen, well de Prozentsaz vu reng kierperlecher Aarbecht enorm ofgeholl huet, während de Prozentsaz vun där intellektueller Aarbecht parallell zougeholl huet.

Déi virleiend Reform ass also méi wéi nëmmen noutwendeg, well d'Differenzéierung tëschent deenen zwee Statuten iwwerholl ass - jo, si ass ganz einfach iwwerlieft. Doriwwer eraus ass d'Reform awer och noutwendeg, well d'Oprechterhalung vun zwee Statute mat zwee verschiddene Regimer eng gewëssen Diskriminéierung duerstellt.

An dësem Kontext muss et erlaabt sinn, sech d'Fro ze stellen, ob dës Differenzéierung tëschent Aarbechter a Beamten net géint de Gläichheetsprinzip, deen an der Verfassung verankert ass, verstéisst. Et ass dat och eng Fro, déi de Statsrot sech a sengem Avis vum 21. Dezember 2007 stellt. Och wann de Gesetzgeber d'Méiglechkeet huet, verschidde Kategorië vu Leit a verschidde Regimer ënnerzeuerdnen, ouni dobäi de Gläichheetsprinzip ze verletzen, esou bleift, datt d'Differenzéierung objektiv gerechtfertegt an dem Zil no proportionéiert soll sinn.

Or, den eenzegen objektiven Ënnerscheed tëschent dem Aarbechter an dem Employé läit a sech an der Natur vu senger Aarbecht. D'Fro, ob dësen Ënnerscheed eng differenzéiert Behandlung vun de Salariéen, jee nodeem se Aarbechter oder Employé sinn, justifiéiert, ass pertinent. De Statsrot huet net Onrecht, wann hie seet, datt op laang Dauer, wann déi virleiend Reform net komm wier, de Verfassungsriichter déi bestehend Dispositioune sanktionéiert hätt.

Iwwregens hunn d'Geriichter schonn d'Geleeënheet gehat, sech indirekt zu dëser Problematik ze artikuléieren, an d'Uerteeler, déi getraff gi sinn, stellen a sech e Plädoyer fir d'Ofschafung vun dëser ongläicher Behandlung duer.

Et ass net gerechtfertegt, datt en Aarbechter anere Regelen ënnerläit wéi en Employé, wéi zum Beispill um Niveau vun der Indemnité de départ en cas de licenciement oder vum Zouschlag fir Iwwerstonne respektiv dem Trimestre de faveur an esou weider.

Et kann ee sech och Froe stellen iwwert déi méi héich Cotisatioune vum Aarbechter wéi déi vum Employé am Beräich vun de Krankekeesen. D'Argument, d'Aarbechter si wéinst der Natur vun hirer Aarbecht méi ufälleg, fir krank ze ginn, ass a sech iwwerholl. Déi strikt Sécherheetsmoossnamen an déi technesch Evolutioun, déi d'Aarbecht an d'Aarbechtskonditiounen zum groussen Deel zum Positive geännert hunn, widderleeë ganz einfach dëst Argument.

Wou läit duerfir wann ech gelift haut dësdags d'Rechtfertegung fir eng differenzéiert Behandlung vun de Salariéen um Niveau vun der Lounfortzahlung?

Wann dat fréier justifiéiert war, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dann ass dat haut längst passé. D'Aféierung vum Statut unique ass déi logesch Konsequenz vun enger Evolutioun. Däers ass sech mëttlerweil jiddferee bewosst.

Et huet awer eng Zäit gedauert, bis datt endlech de Wee fräi war, fir dës wichteg Sozialreform, déi d'Aféierung vum Statut unique scho ganz sécherlech duerstellt, ëmzesetzen. Jiddfereen, dee bei dëser Reform betraff ass, huet schlussendlech Waasser a säi Wäi geschott, fir datt dëse Kompromëss, deen haut um Dësch läit, konnt zustane kommen.

De Problem war jo, eng intelligent Léisung ze fannen, mat där jiddferee liewe kann. E Kompromëss, wou eventuell Käschten, déi ufalen, net un enger Partei hänke bleiwen, ob dat um Patronat oder um Salariat ass. Et ass gekuckt ginn, fir datt et am Fong käschteméisseg neutral soll bleiwen.

Déi staatlech finanziell Participatioun an der neier Mutualitéit vun den Employeuren, déi jo geschaaft gëtt, fir déi finanziell Konsequenze vun der Aféierung vum Statut unique auszegläichen, garantéiert a sech dës Neutralitéit.

Ech schléissen net aus, datt d'Konsequenze vun der Aféierung vum Eenheetsstatut jee no Betrib an no Secteur aneschters wäerten ausfalen. Ech géif awer mengen, datt mat dem System, deen de Gesetzesprojet virgesäit, d'Patronat keng gréisser Bedenke muss hunn, och wann deen een oder anere Patron der Meenung ass, hie wier deen, deen am schlechtesten hei géif ewechkommen.

E Bilan soll, esou wéi et och scho gesot ginn ass, ausserdeem all Joer gemaach ginn, fir ze kucken, wat d'Inzidenze vun der Generalisatioun vun der Lounfortzahlung sinn. Wa sech erausstelle sollt, datt déi initial am Gesetz virgeluechte Participatioun vum Stat net duergeet, ka gegebenenfalls dës Participatioun gehéicht ginn.

Den éischte Bilan gëtt iwwregens - an och dat ass gesot ginn - am Joer 2010 gemaach. Den initiale Projet hat do eng ganz aner Frist virgesinn. Fir awer dem Patronat entgéintzekommen, ass dunn zréckbehale ginn, datt de Bilan déi éischte Kéier ee Joer nom Akraafttriede vum Gesetz gemaach soll ginn.

Wat d'Problematik vum Absentéismus ugeet, déi vun engem Deel vum Patronat am Kontext vun der Lounfortzahlung opgeworf ginn ass, wëll ech just nach eng Kéier drop hiweisen, datt, iwwert d'Rétroassurance vun de Betriber duerch d'Mutualitéit eraus, jo e Groupe de haut niveau zesummegesat gëtt, bestehend aus de kompetente Ministeren an de Sozialpartner. Dëst Gremium soll sech mam Absentéismus a virun allem mat den Ursaache vun dësem Phenomeen beschäftegen. An enger spéiderer Phas soll dëse Grupp och en Aktiounsprogramm op d'Bee stellen, mam Zil, den Absentéismus ze meeschteren.

Ech géif nach eng Kéier hei op dëser Plaz wëlle warnen, datt een dëse komplexe Problem nëmmen opgrond vun objektiven Diskussioune kann erfaassen, wäit ewech also vun all Cliché oder festgefuerene Meenungen. Ouni wëllen de Konklusioune vum Groupe de haut niveau virzegräifen, ass eis duerchaus bekannt, datt den Absentéismus, deen dem Patronat Suerge mécht, den Absentéismus vun e puer Deeg ass. Jo, dat heescht, wann d'Leit zwee bis dräi, maximal véier Deeg feelen.

An enger Rei Betriber oder Branchen, wou och relativ vill Frae schaffen, sinn et virun allem Fraen, déi regelméisseg e puer Deeg feelen. A wa se feelen, Kolleeginnen a Kolleegen, dann ass dat oft wéinst hire Kanner, well hir Kanner krank sinn, oder hire Babysitter selwer krank ass, oder d'Crèche oder de Foyer mécht fir e puer Wochen hir Dieren zou a si wëssen net wouhi mat hirem Nowuess. Si huele sech am Prinzip Congé, mä heiansdo geet dat net. Si kréie kee Congé oder si hu kee Congé méi zegutt. An da bleift hinnen, och wann dat hinne schwéierfält, oft näischt aneschters iwwreg, wéi sech selwer krankzemellen.

Bref, d'Ursaache vun engem Deel vum Absentéismus leie ganz kloer an der verbesserungsbedürfteger Conciliatioun tëschent Beruff a Famill. Dëst ass drop zréckzeféieren, datt d'Crèchen oder d'Foyeren a sech prinzipiell keng krank Kanner ophuelen.

Et gëtt zwar de Service „Krank Kanner doheem", dee Kanner, déi krank sinn, doheem versuergt, während d'Eltere schaffen, mä et ass deen eenzege Service, deen esou eng Offer ubitt. Dat geet awer largement net duer. Genausou wéi de Congé pour raisons familiales, dee mir 1999 agefouert hunn, net duergeet. Oder zumindest, esou wéi en elo organiséiert ass, geet dës Offer ebenfalls net duer.

Nom Gesetz huet all Salarié e Congé vun zwee Deeg am Ganzen zegutt, deen ënner gewëssen Ëmstänn verlängert ka ginn. Zënter datt de Congé pour raisons familiales agefouert ginn ass, huelen d'Demandë fir esou e Congé stänneg zou, ronn 30% all Joer méi. D'Tendenz heivunner ass ganz kloer steigend. Dës Zuele beweisen, datt wierklech e reelle Besoin do ass. Wann dëse Congé och nach kéint vun de Salariéen an Usproch geholl ginn, fir sech kënnen ëm hir Elteren ze këmmeren, déi krank sinn, déi an d'Spidol musse goen oder sech am Ausland behandele musse loossen, da wiere mer am Kampf géint den Absentéismus och ganz sécherlech nach e klengt Stéckelche méi wäit.

Déi ganz Regelung a virun allem d'Finanzéierung vum Congé pour raisons familiales misst a sech a mengen Aen iwwerschafft ginn. Et ass evident, wann ee wëllt op dësem Gebitt den Elteren entgéintkommen, hinnen also en erweiderte Congé zougestoe muss, datt dëst net eleng vum Patron a vum Patronat ka gedroe ginn.

Ech kéint mer zum Beispill gutt virstellen, datt d'Indemnisatioun vum Congé zum Deel iwwert d'Caisse nationale des prestations familiales kéint lafen, esou wéi dat beim Congé parental de Fall ass. Et ass just eng Iddi, mä déi et derwäert ass, op hir Machbarkeet hin ze préiwen.

Op jidde Fall ass et kloer, datt eng objektiv Ausenanersetzung mat der Problematik vum Absentéismus och eng Ausenanersetzung mat der Fro „Wéi kréien ech d'Famill an de Beruff matenee verbonnen?" viraussetzt. Dat ass ganz sécher eng Diskussioun, déi mir an Zukunft méi wéi jee musse féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Aféierung vum Statut unique bréngt eng Rei vu Konsequenzen, Modifikatiounen, Adaptatiounen an Neierunge mat sech. Ouni elo wëllen hei an den Detail vun dësen Ännerungen anzegoen - dat hu schonn eleng déi zwee Corapporteure ganz gutt gemaach -, wéilt ech awer dräi Punkte kommentéieren, an zwar als Alleréischt d'Kompensatioun vun den Iwwerstonnen.

De Gesetzesprojet verankert de Prinzip vun der Kompensatioun vun den Iwwerstonnen duerch Congé. Eng Iwwerstonn gëtt duerch annerhallef Stonn Congé kompenséiert. Wann d'Kompensatioun net machbar ass, ënner anerem aus organisatoresche Grënn, dann eréischt kënnen d'Iwwerstonnen dem Salarié ausbezuelt ginn. D'Iwwerstonn gëtt bezuelt wéi eng normal Stonn plus 40% Zouschlag. Dobäi kënnt, datt déi 140% fräi vu Steiere sinn an zum Deel och fräi vu Cotisatiounen.

Ënner wat fir engem Taux awer d'Iwwerstonne sollten ausbezuelt ginn, ass eng Fro, déi virun allem fir vill Diskussiounen och mat de Gewerkschafte gefouert huet. Ganz am Ufank, ier de Projet iwwert den Eenheetsstatut deponéiert gouf, war Rieds vun engem Zouschlag vu 25% oder liicht dodriwwer, wat a sech d'Employéë pénaliséiert hätt. Do läit jo bekanntlecherweis

den Zouschlag de Moment bei 50%. D'Formule vun de 40%, mä plus Steier- a Cotisatiounsfräiheet ass och fir d'Aarbechter a fir d'Employéen interessant, zumindest jo, soulaang een dëse Kompromëss net a Verbindung mat der Pensiounsfro setzt.

D'Eenegung um Niveau vun den Iwwerstonne soll net iwwer eng Saach ewechtäuschen: De Fait, datt op deenen 140% keng Cotisatioun fir d'Pensioun bezuelt ginn, huet dach fir eng Rei Leit eng substanziell Perte zur Folleg hannenno bei hirer Pensioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den zweete Punkt, op deen ech gär géif ze schwätze kommen, ass deen, dee mer ganz besonnesch um Häerz läit: dee vun den 52 Woche Feelzäit. Nom aktuelle Gesetz verléiert e Salarié seng Schaff, seng Krankeversécherung souwéi säi Recht op Indemnitéit bei enger Krankmeldung vun 52 Wochen innerhalb vun de leschten zwee Joer. Dobäi gëtt guer net gekuckt, ob d'Feelzäit op eng Krankheet, en Accident oder eng Beruffskrankheet zréckzeféieren ass.

Ursprünglech sollt a sech dës Regelung, déi 2004 a Kraaft getrueden ass, d'Abusë verhënneren. Et huet sech awer zënterdeem erausgestallt, datt mer wäit iwwert dat eigentlecht Zil erausgeschoss hunn. Et gëtt eng ganz Rei vun Härtefäll, vu Leit, déi ouni Eegeverschëldung wéinst der extrem rigider Regelung op eemol ouni Aarbecht an ouni Versécherung dostoungen.

Et ass virun allem de Cumul vu Feelzäite wéinst enger Krankheet an dem Ausfale wéinst engem Accident, deen d'Leit an eng dramatesch Situatioun bréngt. Wat a sech nach méi ongerecht ass, ass de Fait, datt, wann den Accident och nach op der Aarbechtsplaz geschitt, da spillt och dat bei deem Cumul a sech keng Roll an et gëtt einfach dozougeschloen.

Et geet duer, datt een iwwer e puer Woche krank war a kuerz duerno en Aarbechtsaccident hat, a scho fält een ënnert den 52-Wochen-Délai. Et gëtt och genuch Beispiller vu Leit, déi Kriibs haten, sech behandele gelooss hunn, gesond gi sinn, mä während där Zäit hiren Job verluer hunn. Dat ass fir mech absurd!

Ech begréissen duerfir déi Ouverture, déi am Kader vum virleiende Gesetz gemaach ginn ass. Wann och de Prinzip wuel nach ëmmer deen ass, datt ee während 52 Wochen innerhalb vun enger Referenzperiod vun 104 Wochen d'Recht op eng Indemnitéit huet, falls ee krank gëtt oder en Accident huet, esou gesäit de Gesetzesprojet elo vir, datt d'Statute vun der Gesondheetskeess bestëmmt Situatiounen definéiere kënnen, wou déi Limite oder awer och d'Referenzperioden adaptéiert kënne ginn.

An anere Wierder, et wäert an Zukunft den Härtefäll Rechnung gedroe ginn. A wann een den Härtefäll Rechnung wëllt droen, da muss een där spezieller Situatioun vun deenen, déi vun engem interne Reclassement profitéieren, och Rechnung droen. Wann ee vun esou enger Moossnam profitéiert, dann ass een zënter längerer Zäit krank gewiescht. Et kann net sinn, datt een op där enger Säit iwwert de Reclassement interne d'Méiglechkeet kritt, no laanger Krankheet nees erëm kënnen ze schaffen, mä op där anerer Säit wéinst der 52-Wochen-Regelung seng Aarbechtsplaz verléiert, well ee während deem Reclassement mat enger schwéirer Gripp eng, zwou oder dräi Woche krankgemellt gëtt.

Den drëtte Punkt, deen ech gär géif ervirhiewen, ass dee vun de Membere vun där neier Chambre des Salariés. Den initialen Alinea 3 vun dëser Dispositioun huet virgesinn - ech zitéieren: «Les membres de la Chambre des Salariés sont répartis en groupes socioprofessionnels ou à vocation interprofessionnelle. Ces groupes ainsi que la répartition des sièges entre ces groupes sont déterminés par voie de règlement grand-ducal (...).»

De Statsrot huet mat Recht a sengem Avis drop higewisen, datt all Member vun enger Beruffschamber muss gewielt sinn. Bestëmmte Kräften hei am Land hätte gär gehat, datt an de Beruffschamberen och Leit kéinte sëtzen, déi net gewielt wieren, an dat mat vollem Stëmmrecht.

Ech begréissen de Fait, datt d'Kommissioun dem Avis vum Statsrot op dësem Punkt Rechnung gedroen huet an den Text ëmgeännert huet. Et steet elo ganz kloer am Text vum Artikel 39, datt d'Membere vun der Chambre des Salariés gewielte Membere musse sinn. Déi aner Solutioun wier och a sech fir d'Salariéë schwéier novollzéibar. Op eemol séizen nämlech Leit an enger Chamber, déi d'Interesse vum Salarié solle vertrieden, ouni datt si sech enger demokratescher Wahl hu brauchen ze ënnerzéien. A mengen Aen onvirstellbar!

Här Castegnaro, ech froen Iech: Kéint Dir Iech virstellen, datt zum Beispill d'Madame Loschetter oder den Här Gibéryen oder den Här Schneider hei an där nächster Chamber géife sëtzen, ouni datt si gewielt wieren?

Et kéim hinne vläicht entgéint,...

(Interruptions)

...awer ech mengen net, datt dat eng gutt Formule wier.

(Interruption)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen,...

(Interruptions)

Une voix.- Här President, ech hätt eng Fro ze stellen.

Une autre voix.- Fait personnel!

M. le Président.- Hutt Dir eng Fro un den Här Kaes?

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Natierlech! Ech hunn eng Fro un den Här Kaes, well hie mech jo perséinlech ugeschwat huet. Ech ka mer natierlech net virstellen, dass hei am Parlament esou eng Situatioun géif entstoen, och wann der hei vill sëtzen, déi zwar gewielt sinn, awer nëmmen dat däerfe soen, wat hir Fraktiounen décidéieren. Dat sinn déi fein Nuancen.

(Interruptions)

Mä den Här Kaes weess, dass mer mat ganz vill Erfolleg vun 1977 un, am Accord mam LCGB, den Här Glesener an ech, an duerno den Här Weber an anerer, an der Arbeiterkammer och am Comité an an der Plenar souzen, och wa mer kee Stëmmrecht haten, dann awer ganz vill Gewiicht a ganz vill Afloss op d'Décisiounen haten, déi an där Chamber a virun zwee, dräi Joer an der Privatbeamtechamber geholl gi sinn. Et kann een d'Demokratie och iwwerstrapazéieren, an et ass all Organisatioun hiert gutt Recht, Wënsch ze äusseren a Fuerderungen ze stellen, ob dat dem Här Kaes schmaacht oder net.

M. le Président.- Wéi war dann elo Är Fro, Här Castegnaro?

(Brouhaha)

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Dat war d'Fro.

(Brouhaha)

M. le Président.- Et ass an der Rei. Et war e laangen Exposé, mä et war eng kuerz Fro. Den Här Glesener huet d'Wuert nach gefrot. Här Kaes, erlaabt Der?

M. Ali Kaes *(CSV).*- Selbstverständlech, Här President.

Une voix.- Den Här Glesener stellt eng Fro.

(Hilarité)

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Ech wëll als Rapporteur dozou Stellung huelen.

Une voix.- Neen, stellt eng Fro!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Ech si Rapporteur, ech wëll dozou Stellung huelen.

Den Här Castegnaro huet Recht,...

Plusieurs voix.- Ah!

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Nolauschteren, wann ech gelift!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Da lauschtert och, wann ech gelift, no!

...wann hie seet, datt an der Arbeiterkammer säit 1979 zwee Vertrieder vun de Gewerkschaften als Conseiller - mengen ech - waren, an net méi.

Une voix.- Voilà!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- An dat gëtt och elo am Gesetz festgehalen. An am Gesetz gëtt gesot, datt effektiv d'Beruffschambere sech Conseillere kënnen zouleeën. Net méi. Wou awer den Här Kaes Recht huet, dat ass, datt virgesi war, datt solle Leit comptéiert gi mat deemselwechte Stëmmrecht wéi déi Gewielten an der Beruffschamber. An dat geet net. Do hat den Här Kaes och Recht.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Gutt, Här Kaes, fuert Dir elo weider!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Esou wéi den Här Glesener dat elo erklläert huet, kann ech absolut dat ënnersträichen.

Plusieurs voix.- Ah!

(Interruptions)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Dat heescht an anere Wierder, wann een als Conseiller dosëtzt, zwar e Poids huet, mä kee Stëmmrecht huet, dann ass dat absolut an der Rei, mä wann ee wëllt als voll Member an engem Parlament sëtzen, an dat ass och e Parlament, da muss ee sech och enger demokratescher Wahl ënnerzéien. Et ass just dat, wat ech hei wollt soen. Ech wollt a sech elo guer kee Cas doraus maachen.

(Interruption)

Ech mengen, wann ech dem Här Glesener Recht ginn, an deen eppes aneschters gesot huet wéi den Här Castegnaro, da ginn ech, Här Goerens, dem Här Castegnaro Onrecht. Ech mengen, dat dierft aus mengen Ausféierungen dach awer erauszeliese sinn.

Ech wollt awer elo...

M. le Président.- Elo loosst Der den Här Kaes seng Ausféierunge weidermaachen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann däerf den Här Kaes och net provozéieren.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech hunn dach net provozéiert!

M. le Président.- Här Gibéryen, den Här Kaes huet kee Mënsch provozéiert. Iwwerdreift elo net! Här Kaes, fuert Dir weider!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun.

(Interruptions)

De virleiende Gesetzesprojet beweist, datt et och a wichtegen a komplexen Dossieren, wou d'Intérête vun deenen engen a Kontradiktioun sti mat deene vun deenen aneren, méiglech ass, e Kompromëss, jo e gudde Kompromëss auszeschaffen,...

(Interruption)

...mat deem jiddferee liewe kann. Ech denken, datt et och misst méiglech sinn, mëttelfristeg d'Ënnerscheeder tëschent dem Privatsecteur an dem öffentleche Secteur ze reduzéieren. Et wier op jidde Fall och net vu Muttwëll an och där heiteger Zäit ugepasst.

Ech soen Iech an deem Sënn villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Kaes. D'Wuert huet elo den nächste Riedner, dat ass den honorabelen Här Alexandre Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Dat ass eng ganz sympathesch Iddi gewiescht, dee Statut unique.

Viru 16 Deeg war ech zu Amsterdam um Flughafen, fir ze waarden an Amerika ze fléien, an ech hat awer de Statut unique an d'Wallis agepaakt. Du souz ech dann dräi Stonnen do ze waarden, an op eemol kënnt a mäi Bléckfeld esou e Schlauch, deen op e Fliger geet. Do war e Logo drop mat engem Léiw, eng international Banque-Assurance, Hollänner, déi am Laangstreckelaf ganz staark vertruede sinn, an do stoung dann op deem Schlauch: „Status does not do the job." Do hunn ech mer geduecht: Héchstwahrscheinlech hunn déi Recht!

Mä déi heite Gesetzesvirlag gesäit net schlecht aus, huet se jo d'Ambitioun gehat, fir d'Segregatioun tëschent den Aarbechter an de Beamten ofzeschafen. Ofgeschaaft huet se se net ganz, well eben d'Fonctioun an engem Betrib de Status bestëmmt. Dat gesi mer net méi wäit wéi a verschidde Bestëmmungen, wou de Betrib seng Kaderleit ka selwer aus dem Kollektivvertrag eraushuelen oder ëmgedréint déi bestëmmen, déi drënnerfalen.

Flagrant Ongerechtegkeeten natierlech - dat ass hei scho gesot ginn -, wéi d'Indemnité de départ, den Trimestre de faveur an d'Iwwerstonneregelung, sinn harmoniséiert ginn. Dat ass eng gutt Saach.

Net esou gutt ass natierlech, dass dee Projet am Fong hannert zouenen Dieren an d'Liewe geruff ginn ass virun zwee Joer, an net méi spéit wéi haut de Moien um 7.30 Auer op engem nationale Radio hutt Der héieren, wéi de Journalist de Mann an d'Fra vun der Strooss gefrot huet, wat se da vum Statut unique hale géifen. Do waren, wann ech dat gutt matkritt hunn, 95%, déi dat Wuert nach ni héieren haten, geschweige wat drastéing.

D'Konklusioun also ass, datt dee Projet, obschonn en zwee Joer laang Dag an Nuecht diskutéiert ginn ass, ganz glat laanscht d'Vollek laanschtgaangen ass. Dat ass e bëssen tragesch an traureg.

Zweete Moment de Moien um nationale Radio - ech war doheem, ech war net op dem Izeger Stee dës Kéier -, do hunn ech da fënnef op aacht e Journalist héiere soen, d'Statsbeamten hätte mat dëser Saach guer näischt ze dinn.

Dat ass och net wouer, well déi 21% Lëtzebuerger, déi beim Stat schaffen an der Fonction publique, plus déi 8%, déi am konventionéierte Secteur an der Fonction communale an an den Établissements publics sinn, bezuelen iwwer 40% vu Steieropkommes, an déi hëllefen awer hei matbezuelen. Duerfir géif ech awer erwaarden, dass ons zwee Ministere wéinstens der Fonction publique Merci soe géife fir deen Effort.

(Brouhaha général)

An och deenen anere Steierzueler.

(Brouhaha général)

D'Evolutioun vum éischte Projet op deen zweeten huet zwee fundamental Changementer gesinn. Deen éischten ass, dass déi Steierexemptioun, déi am éischte Projet virgesi war, fale gelooss ginn ass, an zwar duerch zwou Ursaachen: Well nämlech ganz vill A.s.b.l.en oder ONGe guer keng Steiere bezuelen, an dann haaptsächlech duerch dem Premier seng Ausso, dass iwwer 85% vun de Betriber keng Steiere bezuelen. Da kéint ee se also net entlaaschten.

(Interruption)

Déi zweet...

Jo, dat huet de Premier gesot gehat. Dir kënnt dat nofroen. Et ka vläicht nach méi héich si wéi 85%.

(Interruptions et hilarité)

Deen anere Changement ass, dass d'Mutualitéit en obligatoresche Charakter an net e fräiwëllege kritt huet, wat, ech mengen, eng gutt Saach ass.

D'Integratioun vun där Mutualitéit an d'Sécurité sociale gëtt héchstwahrscheinlech dësem System eng besser a sécher Basis.

D'Demokratesch Partei huet sech natierlech och an der Kommissioun Froe gestallt. Wat geschitt, wa verschidde Patronen déi Lounfortzahlung net assuréiere kënnen an den éischten 13 Wochen? Dorobber krute mer bis elo keng Äntwert. Ech wär frou, wann Dir dat beäntwerte kéint.

Wat geschitt, wa virum 1. Januar 2009 eng Rei Betriber am Retard mat de Cotisatioune sinn? - Wat mer jo schonn an de leschte Joren an einfach skandaléisen Ausmoosse gesinn hunn a wat och hei am Parlament behandelt ginn ass.

Mir hunn ons och d'Fro gestallt, wat d'Onofhängegkeet vum Contrôle médical an Zukunft wäert sinn, par rapport zu der Sécurité sociale, a wou da fir d'Assurés Rekursinstanze sinn. Well ech gleewen, dass bei den Affäre mat den Aarbechtsgeriichter d'Délaien einfach ze laang sinn, an dat richt e bëssen no „juge et partie".

D'Demokratesch Partei gleeft och guer net, dass 40 Kontrolleure méi den Absentéismus drécke kënnen. Dat gleewe mir glat a guer net, well se nëmmen eng administrativ Fonctioun hunn.

An déi terminologesch Spillereie vun der Gesondheetskeess maache mir net mat, well et ass kloer, dass et méi einfach ass, sech ëm déi Gesond ze bekëmmeren, wéi ëm déi Krank. Dat war nach ëmmer esou. Bis elo waren déi krank Persounen oft zu Laaschte vun der Allgemengheet, an elo gi se natierlech ausschliesslech an den éischten 13 Wochen zu Laaschte vun de Betriber a vum Steierzueler.

Ech gleewen och, dass an Zukunft e puer Betriber schwiereg Salariéen net méi kënne mat erduerchhuelen, wa se musse selwer permanent fir se opkommen.

Ech gleewen, dass een deen Absentéismus all sechs Méint muss bilanzéieren. Dat ass jo haut technesch méiglech.

Mir hunn och Bedenken a schwéier Bedenken doriwwer, well dovunner hu mer och nach net vill matkritt, ob déi Organes de gestion, déi Gesondheetskeess an déi Pensiounskeess - momentan muss ee wëssen, dass an der Krankekeess 450 Leit schaffen an an de Pensiounskeesen 150 Leit - bis den 1. Januar stinn. Mir wäre ganz interesséiert ze wëssen, wéi dat virugeet.

Ech hu mat e puer Leit aus deene Verwaltunge geschwat, déi hu guer keng Ahnung, wéi et soll virugoen. Ech gleewe perséinlech och guer net drun, dass dat eng Reduktioun vun den administrativen a Personalkäschte géif mat sech bréngen - doudsécher net déi éischt fënnef Joer. Mir hunn also do schwéier Bedenken.

Schwéier Bedenken huet d'Demokratesch Partei och, wann een déi Unicitéit vun de Kollektivverträg innerhalb vun engem Betrib ustrieft, well do gesäit ee jo am Ausland momentan Tendenzen, dass qualifizéiert, motivéiert a fläisseg Beruffsgruppen net mat anere wëllen iwwert den nämlechte Leescht oder Dësch gezu ginn. Do géif ech warnen. D'Ministèrë mussen dat do och am A behalen.

D'Caisse de Santé, hunn ech gesot, Här Minister, huet eng eegen Dynamik. Dat ass e gemittleche Ministère ginn. D'Taux de cotisation stéiere mech och nach, well déi Soins de santé nach ëmmer séparéiert si vun der Indemnité pécuniaire, a well do Vases communicants bestinn. Ech fannen dat net ganz gutt. Ech hunn dat an der Kommissioun och gesot.

(Interruption)

Jo, et ass an der Rei. Mä mir schwätze jo an d'Zukunft, Här Glesener. Dir schwätzt ëmmer 30 Joer hannendrun. Ech héieren ëmmer hei schwätze vun 1979.

(Interruption)

Ech kann Iech och aner Saache soen, déi an der Period 1974 bis 1979 agefouert gi sinn. Ech wär och frou, wann deen nächste Bilan dann och den Impakt abezitt op den Absentéismus, op de Chômage, op den Travail intérimaire. Ech wär och frou, wann den Impakt op déi deier Campagne „Trau dech" abezu géif ginn. All Kéiers wann ech an de Kino sëtze ginn, da kréien ech esou eng Annonce „Trau dech", fir e Betrib opzemaachen. Ech wär frou, ze wëssen, wéi vill där der nach opgemaach ginn.

Am Pabeier 2006...

(Hilarité)

Jo, Dir laacht, Här Klein, mä et ass esou. Dir gitt och an de Kino, gell?

(Hilarité générale)

Am Pabeier 2006 hate mer och fir Début 2008 versprach kritt, dass d'Règlements d'exécution virléichen. Ech hunn nach näischt dovunner gesinn.

D'Käschtenneutralitéit an de Betriber ass och net ginn. Ech hu mech nach de Moie fréi an engem Betrib renseignéiert vu 450 Mataarbechter. Déi hunn ausgerechent, dass d'Käschte fir de Betrib 550 Euro pro Salarié pro Joer wäerte sinn.

An déi Immixtioun Ali Kaes, Marcel Glesener, John Castegnaro; ech hu vill Sympathie fir den Här Castegnaro; ech wëll mech net an déi Opdeelung do amëschen, ob dat elo gewielt gëtt oder designéiert gëtt. Et huet een heiansdo d'Gefill, dass esou antidemokratesch Tendenzen do virleien. Mir bleiwen also am System „mir een, dir een". Ech hoffen net, dass mer esou wäit erofrëtsche wéi a Simbabwe.

(Hilarité)

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Dir musst de Projet emol liesen!

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Jo, ech hunn e gutt gelies, a méi wéi eng Kéier. Ech hunn natierlech dräi Projete gelies.

Une voix.- Um Flughafen!

(Interruptions diverses)

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Neen, do hunn ech en net gelies.

(Interruptions diverses)

An do änneren och, Här Kaes, d'Sonndesriede vun iwwermuer näischt drun.

D'Fiche financière vum Gesetz ass relativ flou. Meng favorite Institutioun, d'Cour des Comptes, gëtt hei gefuerdert. A Frankräich gëtt d'Cour des Comptes all Joer e Rapport iwwert d'Sécurité sociale vun 100 Säiten of. Also en antizipative Rapport. Mir brauche keng Bilanen, déi zwee Joer zréckleien.

Fundamental drängt sech natierlech eng aner Fro op, déi een hätt vläicht kënnen am Virfeld hei debattéieren: Gëtt de Bäitragssystem ersat duerch d'Fiskalisatioun oder d'Budgetisatioun vun de Sozialausgaben?

Dat ass eng interessant Fro. An England bezilt keen eng Cotisatioun. Do geet alles iwwert de Statsbudget. Ech hoffen zwar net, dass mer an den englesche System ofrëtschen, well dat wär net grad gesond.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Maacht eis eng Propositioun!

M. Alexandre Krieps *(DP).*- An dësen Domäner...

Jo, Dir maacht déi herno, Här Gibéryen. Neen, neen, Dir hutt jo gesot, Dir géift se maachen. Ech bleiwen hei.

M. le Président.- Här Gibéryen, loosst den Här Krieps seng Ausféierungen a Rou maachen!

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Ech bleiwen hei.

Also, wat mech e bësse stéiert un där ganzer Gesetzesvirlag, dat ass, dass de Choix vun deenen Eenzelne verluer geet.

Ech soen natierlech dem Här Glesener an dem Romain Schneider Merci fir hiren extensive Rapport, och deenen zwee Ministeren, déi all Kéiers an der Kommissioun présent waren, mä ech muss Iech awer mat Leed ausdrécken, dass d'DP ganz skeptesch bleift, a wënschen Iech e ganz brillanten Ufank mat deem dote Gesetz.

Merci.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions et hilarité)

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och emol direkt en décke Merci deenen zwee Rapporteure fir dee schréftlechen an dee mëndleche Rapport. Et war mat Sécherheet keng einfach Aufgab, déi si ze erfëllen haten, an dat aus enger ganzer Rei vu Grënn.

Éischtens emol den Zäitdrock, deen op eng Kéier entstanen ass duerch d'Sozialwahlen, déi um Enn vum Joer sinn, mä och de politeschen Drock, wou virun allem d'Patronat mat alle Moyenë versicht huet, dat Ganzt ze hannerdreiwen; dann d'Komplexitéit duerch d'Zesummeschmelze vu verschiddenaartege legale Bestëmmungen am Sozialan am Aarbechtsrecht; dann d'Auswierkungen an d'Ëmännerungen, d'Upassungen, déi sech am Code du travail an Code des assurances sociales awer wäerten erginn, woubäi een awer sollt haut ënnersträichen, dass d'Tatsaach, dass mer de Code du travail och virun e puer Méint eréischt agefouert hunn, mat Sécherheet eng Vereinfachung fir déi Diskussiounen hei duergestallt huet.

D'Komplexitéit läit awer och doran, dass et eng Rei vun Ausnahmebestëmmungen och an deem Vertragswierk hei gëtt, fir den Horeca-Beräich, fir den Transportberäich, d'Aarbechter besonnesch, an dann och fir déi sougenannte Botzfra. Ech wäert dorop nach eng Kéier zréckkommen.

Da gëtt et Iwwergangsbestëmmungen, vun deenen ass geschwat ginn. Et gëtt virun allem déi onendlech an iwwerdramatiséiert Debatt iwwert d'Abusë bei de Krankeschäiner, déi an engem Ëmfeld gefouert ginn ass, dat net méi erträglech war. Et kéint een elo hoffen, dass mer, wa mer dee Vote hannerun eis hunn, déi néideg Rou a Suergfalt kréien, d'Serenitéit kréien, fir, lassgeléist vu falschen Emotiounen, eis mam Problem, mam Dossier „Abus" auserneenzesetzen.

Mä et gëtt een d'Vermutung net lass, Kolleeginnen a Kolleegen, dass d'Abusë fir eng ganz Rei vu Patronatsorganisatiounen e Virwand waren, fir d'Reform vum Statut unique ze verhënneren oder op d'mannst et fäerdeg ze bréngen, déi dach och onendlech Diskussioun iwwert d'Erëmaféiere vu Karenzdeeg, also onbezuelte Krankendeeg, erëm ze aktualiséieren a vläicht am Ëmfeld vun deem Statut da realiséiert ze kréien.

D'Tatsaach, dass dee Statut unique nach an dëser Legislatur elo verabschiet ka ginn, ouni dass et e feste Bestanddeel vum Regierungs- a Koalitiounsprogramm duerstellt, obwuel do weider Etappe virgesi waren, ënnersträicht méi wéi vill Wierder, wéi haart de Beschluss vun der Tripartite 2006 fir d'Mënschen an dësem Land war an nach ass, an dass si souzesoen als Géigeleeschtung fir déi Päerdskur, déi do verabreecht ginn ass, als Ausgläich vun der Regierung de Statut unique ugebuede kréien.

Domat ass de Statut unique souzesoen e bedeitend Nieweprodukt, mä och e Kärsték vun engem schwieregen Tripartite-Accord ginn. A wann dat wahrscheinlech iwwerraschend fir d'Gewerkschafte war, dass dat op eng Kéier esou thematiséiert ginn ass, da war et méi wéi iwwerraschend fir d'Patronen an och, wéi een an der Folleg gesinn huet, ganz schwéier ze verdauen.

Elo weess jiddfereen, an dat hu mer de Mëtteg schonn héieren, dass dee Vote iwwert de Statut unique net nëmmen eng Reform hierstellt, mä gläichzäiteg vill kleng „grouss" Reforme beinhalt. Duerfir huet jo och dee Statut unique oder dat Gesetz, iwwert dat mer haut schwätzen, eng villfach Bedeitung kritt.

Et gëtt der éischtens, déi soen, et wier eng historesch Reform, an dat, wat déi eng - mir - historesch nennen, hunn déi aner als hysteresch emfonnt a sech och esou beholl. Mä déi, déi historesch gesot hunn, hunn och gesot epochal, hu gesot eng Jorhonnertreform, déi dann elo endlech Schluss mécht mat enger künstlecher Trennung vun Aarbechter a Privatbeamten aus dem 19. Jorhonnert, déi mat Sécherheet keng Plaz méi am 21. Jorhonnert an och muer an iwwermuer huet, wa mer den Erausfuerderungen, mat deenen d'Ekonomie konfrontéiert ass, gewuess sinn.

Zweetens ass dee Projet de loi vum Statut unique eng grouss strukturell Reform. Mä och do gouf et schonn an de 60er Joren, besonnesch an de 70er Jore Reformen, déi ugefaangen haten an déi och de richtegen Usaz waren an déi elo mat deem Projet de loi hei zu engem gudden Enn bruecht ginn. Wéi déi definitiv Fusioun vun de Krankekeesen an eng national Gesondheetskeess, awer och d'Fusioun vun de Pensiounskeesen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Erlaabt mer just drun ze erënneren, dass mer an de 70er Joren, an zwar mam Gesetz vum 2. Mee 1974, d'Krankekeese reforméiert hunn, zwar net d'Fusioun, mä d'UCM, d'Union des Caisses de maladie agefouert ginn ass. Mä vill méi bedeitend war am Endeffekt de 27. Juli 1978 d'Aféiere vun der Risikogemeinschaft an domat eigentlech och déi politesch Unerkennung, dass Krankgi ganz enk zesummenhänkt mat der Aarbecht, déi een am Liewe verriichte muss, an net mam Statut, an dass duerfir déi, déi manner Risiko hunn, solidaresch mat deene misste sinn, déi méi Risiken ausgesat wieren. Déi national Solidaritéit huet sech deemools duerchgesat, duerch eng gerecht Risikoverdeelung.

Ähnlech ass et am Pensiounswiesen, am Rentewiese virgaangen, mat der Gläichstellung vum Prinzip vum Rentenajustement, a mir sollte jo och do ënnersträichen, dass 1979 mat der Reform am öffentleche Secteur och den öffentleche Secteur elo ënnert d'Regele vum System vun de Rentenajustemente fält. Et gesäit een also, dass och an déi Richtung éischt konkret Schrëtt schonn décidéiert gi sinn.

Déi grouss wierklech Strukturreformen am Kontext mam Statut unique hunn duerfir och eng ganz Rei vu Virdeeler, eng wesentlech administrativ Erliichterung, mä och verbessert Déngschtleeschtungen duerch e Guichet unique. E Spuereffekt, deen natierlech net haut a muer antrëtt, mä sech mat der Zäit wäert hierstellen. De Spuereffekt duerch d'Simplification administrative, an dann och méi Effikassitéit insgesamt.

D'Notznéisser sinn net nëmmen d'Assuréen - dat soll een ënnersträichen -, mä och d'Patronen. Et gesäit een un deene Beispiller, dass de Statut unique, wéi dat oft a leider duergestallt gëtt, keng Einbahnstrooss hierstellt, mä dass en all Acteuren, souwuel d'Patronë wéi d'Salariéen, positiv betrëfft.

Ech denken un déi méi niddreg Sozialbäiträg an domat méi niddreg Lounkäschten an un eng verbessert Kompetitivitéit. Ech denken un d'Bruttoléin, déi dann och déiselwecht Nettoléin herno sinn an déi méi Transparenz an eng vereinfacht Gestioun wäerten erméiglechen.

Mä ëmmer erëm, och wann een déi Beispiller nennt, weist dat drop hin, dass déi Reform souwisou iwwerfälleg war an dass dat diskriminatorescht Zweeklassesystem, en Anachronismus, iwwerholl war a mat Sécherheet de wirtschaftleche Realitéiten net méi Rechnung gedroen huet. Et bleift verwonnerlech, dass eigentlech an deene leschte Jore kee bei engem vun deene ville Lëtzebuerger Geriichter geklot huet, fir déi Diskriminéierung iwwer Geriichtsuerteeler aus der Welt ze schafen. An dat kéint sech och muer presentéieren tëschent der Differenz am Privatsecteur vis-à-vis vum öffentleche Secteur.

Ech hu schonn ënnerstrach, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dass de Statut unique e Kär- an en Häerzsték vun dem 2006er Tripartite-Accord duerstellt. A wann een dat seet, da weess een, dass de Spillraum fir d'Parlament an deem Dossier relativ kleng war an ass, ëmsou méi well de Risiko méi héich ass, well sensibel Kompromësser, déi tëschent Regierung a Sozialpartner fonnt gi sinn, wéineg Irritatioune verdroen, an dass dat prekäert Gläichgewiicht, wat do mühsam erschafft ginn ass, riskéiert hätt, ganz schnell op d'Spill gesat ze ginn.

Genee duerfir muss d'Patronat sech eigentlech de Virworf gefale loossen, dass besonnesch si e geféierlecht Spill gespillt hunn, well se de Statut unique - net nëmmen deen - a Gefor bruecht hunn, mä - wat schlëmmer ass - dass oft hiert onfairt Behuelen och de Lëtzebuerger Modell tout court a Fro gestallt huet an dass eng onnëtz Iwwerbelaaschtung vun dem souwisou an dësen Zäite schwéiere Sozialdialog - awer fir Lëtzebuerg noutwendege Sozialdialog -, vun der Konsensfäegkeet a Konsensbereetschaft eppes ass, wat een net däerf liichtferteg op d'Spill setzen.

An do sinn onschéi Saache passéiert. Mir wëssen dat.

Ech erënneren un d'Bréiwer, déi besonnesch den Horeca-Secteur am Mäerz 2007 u Minister an Deputéierten a Politiker geschéckt huet, wou ganz offe mam Broutkuerf gewénkt ginn ass, am Fall wou de Statut unique an d'Lounfortzahlung géife kommen, wou kloer vun deene Leit gesot ginn ass, da féiere mer prekär Aarbechtsverträg an, an dat ebe fir Drock auszeüben.

Ech erënneren un déi iwwerdriwwen Diskussioun iwwert d'Blomécherei. Do kënnt een einfach an eng Situatioun eran, wou een dach elo op eng Kéier géif mengen - besonnesch Auslänner, wann déi dat verfollegt hunn -, datt Lëtzebuerg e Paradis fir Blomécher gi wier, wéi wann dat eisen Nationalsport Nummer 1 gi wier! Mir wëssen alleguer, dass dat net esou ass, mä dass mer ëmmer erëm vu Minoritéite schwätzen, déi mer och an anere Beräicher erëmfannen.

Mä esou Aussoe vun héichrangege Patronatsvertrieder - well ech mengen, dass hir Basis et och aneschters gesäit -, verbonne mat den Attacken op den Index, Diskussiounen iwwer Nullronne bei de Kollektivverträg, iwwert d'Afrostelle vun allem soziale Fortschrëtt, an de Rentelamento an esou Saache méi, dat laascht schwéier um noutwendegen Dialog tëschent de Sozialpartner an et fierft sech och of op de politeschen Dialog. Dat si Saachen, déi ze bedauere sinn.

Ëmmer erëm muss een ënnersträichen - an ech maachen dat och -, dass de Statut unique eng Géigeleeschtung vun der Regierung duerstellt fir déi grouss finanziell Opfer duerch den Tripartite-Accord 2006, iwwert de Wee ebe vun deene sougenannten Indexmodulatiounen. D'Follege sinn, an dat wësse mer haut méi wéi jee, e risege Kafkraaftverloscht fir jiddfereen, mä ganz besonnesch fir déi, déi souwisou an der Prekaritéit liewen, déi ëm oder ënnert der Aarmutsgrenz liewen an déi Problemer domat kritt hunn.

Op där anerer Säit wësse mer awer, dass déi Décisiounen, déi deemools geholl gi sinn, de Betriber méi Geld an de Keese gelooss hunn an der Hoffnung, dass déi Suen net un d'Aktionäre gaange sinn, mä an d'Betriber an an nei Aarbechtsplaze reinvestéiert gi sinn. Mä dat ass eppes, wou een net den Duerchbléck huet.

Nach eng Kéier: De Statut unique war iwwerfälleg, och onofhängeg vum Tripartite-Accord 2006, well et ëm d'Gläichstellung geet, well et ëm Gerechtegkeet statt Diskriminéierung geet, well et ëm Chancëgläichheet geet. An de Statut unique soll hëllefen, de Wee ze preparéieren, fir kënnen definitiv sech de groussen Erausfuerderunge vun der Zukunft ze stellen, fir kënnen definitiv offensiv un d'Erausfuer-

derunge vun der Globaliséierung erunzegoen, - fir dat als Stéchwuert ze huele vun allem Geféierlechen a Schlechten, fir dat ze ëmschreiwen.

Et kann een nëmmen hoffen, dass de Statut unique op Dauer och wäert d'Aarbechtsplaze sécheren, an dass e mat Sécherheet de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg méi interessant, méi attraktiv a méi unzéiend wäert maachen an duerfir och kann zur Schafung vun neien Aarbechtsplazen, och am industrielle Beräich, bäidroen.

Duerfir géif et esou lues Zäit ginn, dass ee Schluss mécht mam Lamentéieren, Schluss mat de Krankeschäiner, déi zu enger nationaler Katastroph héichstiliséiert gi sinn, wou dach déi Diskussioun just nach dozou bäidréit, dass Lëtzebuerg riskéiert, en negatiivt Image am Ausland ze kréien.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, et gëtt och an dësem Land, och wann een dat net wëllt gleewen, Mënschen, déi wierklech krank sinn duerch hiert Onverschëlden. Deene Leit däerf een duerch esou eng Diskussioun keng Existenzängscht vermëttelen. Si si krank a si hunn e Recht drop, gesond ze ginn, ouni nach mussen ëm hir Aarbechtsplaz ze fäerten.

Ech fannen, dass dat dee richtegen Dialog ass. Wann een esou vill iwwer Krankeschäiner schwätzt an esou vill onnéideg Energie op dëst Thema ondifferenzéiert verwennt, da muss ee sech de Virworf gefale loossen, net eeschthaft, mä populistesch mat engem Thema ëmzegoen, wat et eigentlech noutwendeg mécht, dass ee sech mat der Ursaachefuerschung, firwat Leit da krank sinn, auserneesetzt.

Et muss een och verhënneren, dass déi Leit, déi nun emol an eiser Gesellschaft Gesondheetsproblemer hunn, sech op eng Kéier musse verstoppen, mä et muss een derfir suergen, dass och si vollwäerteg Mitglieder vun eiser Gesellschaft sinn an duerfir méi wéi all déi aner musse respektéiert a geschützt ginn an e Recht hunn, gesond ze ginn, mä och e Recht hunn, dertëschent hir Aarbechtsplaz ze behalen, a wéi ech scho gesot hunn, net och nach am Risiko musse liewen, an de Chômage ze verfalen.

En héijen Undeel vu Salariéen - an dat ass eng aner Feststellung, déi ee muss maachen - gi krank duerch schlecht oder iwwerdriwwen Aarbechtsbedéngungen, duerch Stress, Muerks, Mobbing, duerch ëmmer méi héich Produktivitéits- a Leeschtungsufuerderungen. Och déi hunn e Recht, dass ee sech mat hire Problemer auserneesetzt, dass een d'Ursaache sicht an dass een derfir suergt, dass dat ofgebaut ka ginn; dass een derfir suergt, dass déi Leit, déi duerch déi doten Ursaache krank ginn, och gesond gefleegt ginn a kee Risiko vun Aarbechtsplazverloscht hunn.

Da bleift déi Kategorie vun de chronesche Blomécher, dat wëlle mer jo guer net verstoppen. Et ass jo keen, deen heibannen oder bei de Gewerkschaften oder wou och ëmmer géif soen, et géif keng ginn. Et besteet schonn Eestëmmegkeet och doran, dass een alles muss versichen, fir deene Leit d'Handwierk ze leeën a se zur Verantwortung ze zwéngen.

Mä et ass eng Minoritéit, Kolleeginnen a Kolleegen, a si kann net ausschlaggebend sinn a gewiescht sinn an deem Kontext, deen hei zur Debatt steet, bei där dach historescher Reform.

Natierlech ass déi epochal, historesch Jorhonnertreform - ech hunn dat scho gesot - net nëmmen eppes fir d'Salariéen, et ass och eppes fir d'Betriber. Mir schwätzen hei zënter Jore permanent iwwert déi noutwendeg a permanent Moderniséierung vun der Aarbechtswelt, an déi Moderniséierung, dat ass jo eppes a villfacher Form, net ee Stéck, mä ganz vill Stécker.

Ech wéilt do einfach ënnersträichen, fir dass mer et net vergiessen, dass besonnesch Patronen, mä och vill Politiker ëmmer erëm déi sougenannte Lissabon-Strategie benotzen, fir ze erklären, dass d'Aarbechtswelt misst moderniséiert ginn, a mat der Lissabon-Strategie wëllen argumentéieren, wat dann alles noutwendeg wier.

Jo, och dat solle mer haut zouginn a soen, d'Lissabon-Strategie schwätzt vu Moderniséierung, mä d'Lissabon-Strategie schwätzt och vun engem eenheetlechen Arbeitnehmerstatut; d'Lissabon-Strategie schwätzt och vun Ofbau vun administrativen Opwänn, schwätzt vu Senkung vu Lounkäschten a Sozialkäschten.

Mat deem Projet de loi, deen hei zur Debatt steet an dee mat Sécherheet och haut wäert gestëmmt ginn, maache mer genee dat doten, mä mir maachen et net, wéi anerer dat wëllen interpretéieren, eesäiteg an ausschliesslech um Bockel vun de Salariéen, mä ausgewogen an zukunftsorientéiert am Interessi vun deene béide Partner, déi hei incriminéiert sinn, déi hei an der Responsabilitéit stinn.

Also ass et eng positiv Décisioun, déi mer mat deem Gesetz hei treffen.

Natierlech, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ass net alles perfekt, och net de Projet de loi, deen haut hei zur Debatt steet. Ech hu schonn dovu geschwat, éischtens iwwert d'Ausnahmebestëmmungen, déi fir eng Rei vu Salariéen, Aarbechter, wéi se haut nach heeschen, bestinn am Transport an am Horeca-Beräich, well mer eben do Sonderregelunge fonnt hunn.

An da gëtt et dee Sonderstatut fir déi sougenannte Botzfraen, déi Fraen, déi an de privaten Haushälter schaffen, déi och net hei drënnerfalen, mä wou ech ausdrécklech wëll ënnersträichen, dass déi Léisung, déi virun enger Rei vu Joren, iwwregens och an der Tripartite, fonnt ginn ass, eng gutt Léisung war, well et eng onbürokratesch duerstellt, a well si am Endeffekt eigentlech sollt dozou bäidroen, och wann dat nach net ganz realiséiert konnt ginn, dass d'Schwaarzaarbecht géif an deem Beräich verschwannen an déi Fraen - haaptsächlech sinn et Fraen - eng sozial Sécherheet mat Renten- a Krankekeeseleeschtungen-Usprëch géife kréien.

Also eng gutt Léisung, déi awer permanent ze iwwerpréiwen ass a wou muss Iwwerzeegungsaarbecht geleescht ginn. Mä, wéi gesot, et gëtt jo och do Iwwergangsperioden, déi musse genotzt ginn, fir dann och déi Evaluatiounen ze maachen an dann och iergendwann eng Kéier am Konsens eng Gläichstellung ze fannen.

Dann eng zweet, vläicht net esou positiv Décisioun am Kontext vun dësem Gesetz. Dat ass déi Regelung, déi fonnt ginn ass bei den Zuele vun den Iwwerstonnen. An Dir wësst dat, oder op d'mannst déi, déi an deene Kommissiounen derbäi waren, dass ech wahrscheinlech dee war, dee sech am meeschten dergéint gewiert huet, aus prinzipiellen Iwwerleeungen, déi ech lech net wëll virenthalen. Obwuel et mer bewosst ass a bewosst war, dass genee dee Punkt do och eng schwiereg an delikat Problematik, opgrond vun de bestehenden Ënnerscheeder tëschent deenen zwee Statuten, duergestallt huet.

Duerfir steet et mir an eis net un, déi Regelung, déi fonnt ginn ass, ze kritiséieren. Mä mir däerfen awer op d'Geforen hiweisen, déi sech aus där grousszügeg gewonnener steierlecher Regelung an och aus där sozialer Bäitragsfräistellung erginnener Léisung oder Konsens erginn.

D'Gewënner bei där Léisung sinn d'Betriber an d'Salariéen. D'Verléierer sinn d'Steierkeess an d'Sozialversécherungen, well hinne Sue feelen, déi se bis elo kritt hunn. Verléierer ass och dee virun e puer Joer ageféierte Prinzip, deen all Lounelementer sozial verséchert, fir ebe sécherzestellen, dass de Revenu, deen den Eenzelnen huet, doduerch, dass e sozial Bäiträg muss bezuelen, sech net nëmmen duerch Méieinnahmen an de Keesen, mä och duerch zum Beispill méi Pensioune spéider auszeechent.

Dat Beispill do ass eent vun deene Beispiller, dass de Konsens net ëmmer einfach ze fannen ass.

Dat, wat ech awer hei ganz kloer an däitlech wëll soen: Dat do däerf nëmmen eng eemoleg Aktioun sinn. Et kann net sinn, dass dat do d'Dier oder d'Paart géif opmaachen, fir an der Zukunft dann erëm de Contraire ze maache vun deem, wat mer virun e puer Joer décidéiert hunn, eben d'obligatoresch Sozialversécherung vun allen Elementer.

Da wëll ech op de Risiko vu gutt bezuelten Iwwerstonnen hiweisen, déi natierlech zum Ureiz gi fir déi Leit, déi se ugebuede kréien, an dass dat natierlech eng Gefor bedeit, dass déi ganz Iwwerstonneproblematik an déi ganz Aarbechtszäitregelunge riskéieren ausser Kontroll ze geroden.

Wat geschitt duerch grousszügeg Iwwerstonneregelungen?

Ma éischtens, duerch gutt bezuelten Iwwerstonne kréien ech méi Loun.

Zweetens, wat ech méi Iwwerstonne maachen, wat ech riskéiere méi Chômage ze kréien a manner Aarbechtsplazen, well dat ganz einfach d'Konsequenz dovun ass.

Drëttens, an dat muss ee besonnesch an där Diskussioun iwwert d'Krankeschäiner, iwwert d'Kranksinn och ënnersträichen, dass duerch eng héich Iwwerstonnebelaaschtung natierlech de Krankheetsrisiko direkt mat uwiisst, an domat och d'Krankeschäiner, d'Invaliditéit. Da komme mer an en Däiwelskrees.

Do gesäit een d'Onglafwierdegkeet vu muncher Diskussioun, wa mer de Leit d'Fräiheet ginn, Iwwerstonnen ze drummen. Dann huele mer a Kaf, dass se krank ginn. A wa se krank ginn, dann huele mer a Kaf, dass mer se erausgeheien oder bestrofen, wa se um falsche Fouss eng Kéier géifen erwëscht ginn.

Schlussendlech: Eng ze grousszügeg Iwwerstonneregelung bedeit am Endeffekt d'Dereguléierung vun der Aarbechtszäit. Oder, an dat hoffen ech net an ech ginn och net dovun aus, jiddefalls net vun de politesche Responsabelen, mä vläicht vun de Patronen, dass fräi nom President Sarkozy een net dierf unhuelen „travailler plus pour gagner plus". Dat wier déi falsch Richtung, dat wier déi falsch Politik, well se net nëmmen d'Liewensqualitéit géif belaaschten, mä well se och eng gerecht Lounpolitik géif a Fro stellen.

Dir gesitt also, dass do ouni Zweifel e Risiko besteet, dass munches kéint riskéieren ausser Kontroll ze geroden. Ech wëll do just soen: Wann ee wéi d'Patronë fir méi Kontrolle bei de sougenannten Abusë bei de Krankeschäiner ass, da muss een, fir glafwierdeg ze sinn, och fir méi Kontrollmechanismen an Iwwerwaachung bei den Iwwerstonne sinn. An da muss een der Gewerbeinspektioun respektiv der Sécurité sociale Moyenë ginn, fir dat ze suivéieren, ze kontrolléieren an och kënnen ze stoppen, do wou iwwerdriwwe gëtt.

Ech wëll just derbäi soen, dass esou Léisunge wéi déi do riskéieren derzou bäizedroen, dass Lëtzebuerg erëm eng Kéier eng nei Attraktivitéit kritt fir virtuell a fiktiv Aarbechtsplazen. Sinn et der 25.000 de Moment? Alles dat wësse mer jo nach ëmmer net esou genee. Mä d'Kontroll wier och do noutwendeg.

Méi Attraktivitéit bedeit, dass duerch de Statut unique à la rigueur op eng Kéier esou Bréifkëschtefirme sech géifen hei erëm méi nidderloossen, fir ausserhalb vu Kontrollen a Strofbestëmmungen, déi awer noutwendeg sinn, ze versichen ze profitéieren.

Dat si Schiedlingen. Deene muss een d'Handwierk leeën, well si am Endeffekt den Abus mat eise Sozial- a Steierkeese bedreiwen. Fir déi, déi et sollte vergiess hunn: Et gouf esou eng Affär Kralowetz! An dat misst engem genuch soe fir ze wëssen, wat domat geduecht ass, wat ech elo hei versicht hunn ze erklären.

Et sief mer awer erlaabt am Kontext vun där Matière do och op den Dossier vun den Zäitspuerkonten - oder Comptes épargne-temps - hinzeweisen; do drängt sech legislativ Aarbecht op.

Ech weess, dass den Aarbechts- a Beschäftegungsminister op deem Dossier aktiv ass. Mä wann ee wéi gesot all dat anert mécht, muss een och hei eppes ubidde kënnen, fir eng Alternativ ze hu fir Leit, déi an d'Iwwerstonnen op eng Kéier erageroden, déi och dann hir Urlaubsdeeg op eng Kéier net méi kréien, esou wéi dat sech gehéiert, dass se iwwer en Zäitkont dat kënnen op eng geregelt Aart a Weis eranhuelen.

Dat géif awer och bedeiten, wann een esou e Gesetz ausschafft, dass et den Einstieg an nei Aarbechtszäitmodeller géif duerstellen; dass et och géif erméiglechen, eng méi flexibel Organisatioun vun der Aarbechtszäit vun alle Leit ze regelen. Dat wier am Interessi och vun de Patronen, och vun de Salariéen. An et drängt sech duerfir op, esou wéi et eng Gewerkschaft - déi mir nosteet an där ech nostoung - ëmmer gesot huet: Mir brauchen en Aarbechtszäitrahmegesetz, wat all déi Saachen do ëmfaasst. Ech wëll nëmmen drun erënneren, dass de Wirtschafts- a Sozialrot 2004 eppes zu deene Saachen do och gesot huet.

Da wier eppes iwwert d'Unicitéit vun de Kollektivverträg ze soen - et ass de Mëtteg schonn drop higewise ginn -, dass mer als Ersatz vum 1965er Kollektivvertragsgesetz dat vun 2004 hunn; dass mer elo am Kontext vum Statut unique och Iwwergangsregelen hunn, déi bis 2013 lafen.

Elo géif ech et esou formuléieren: Wann dee Stuerm mat den Abusen a mat de Krankeschäiner sech emol geluecht huet - an dat wäert en, well am Endeffekt si mer jo lauter räsonnabel Mënschen, bal lauter räsonnabel Mënschen an dësem Land, heibanne souwisou, dobausse vläicht net esou, mä ëmmerhin -, wann dee Stuerm sech bis geluecht huet…

(Interruptions)

Dir sidd d'Ausnahm, Här Deputéierten, okay. Dir haalt dodrop, ech weess dat.

Mä dass, wann dee Stuerm sech bis geluecht huet, d'Sozialpartner insgesamt erëm op de Buedem vun der Normalitéit zréck wäerte kommen a mat Sécherheet méi schnell Léisungen an der Kollektivvertragspolitik wäerte fannen, wéi mir eis dat an eiser Fantasie kënne virstellen. Well et ass am Betrib, um Terrain, an der Praxis, wou dat Zesummeliewe sech mécht an och organiséiere muss.

An deem Zesummenhang sief drop higewisen, dass d'Kollektivvertragspolitik zu Lëtzebuerg vun 1936 un ëmmer eng Virreiderroll gespillt huet, dass ganz villes oder dat meescht, wat mer herno am Sozial- an Aarbechtsrecht erëmfonnt hunn, säin Ursprong a Kollektivverträg hat, well eben d'Sozialpartner e Schratt méi schnell gaange si wéi d'Politik an domat och bewisen hunn, dass et fonctionnéiere kann.

Ech wëll elo keng Abberzuel vu Beispiller opzielen, mä et soll mer erlaabt sinn ze ernimmen, dass mer an der Mëtt vun de 70er Joren an der Stolindustrie d'Mensualisatioun, also d'Monatsléin fir d'Aarbechter, agefouert hunn an domadder eng éischt wesentlech Gläichstellung an engem Betrib, deen deemools insgesamt 28.000 Leit beschäftegt huet an esou eng wesentlech Virreiderroll gespillt huet.

An engem anere Betrib, dee laang net esou gewerkschaftsfrëndlech war, wéi en et an der Tëschenzäit ass, DuPont de Nemours, gouf virun enger Rei vu Joren den Eenheetsstatut iwwer Kollektivvertrag realiséiert, wat also beweist, dass et och intelligent Patronë gëtt, déi wëssen, dass, wann een esou Décisiounen hëlt, déi sech mat Sécherheet positiv op d'Aarbechtsklima, op d'Aarbechtsrelatiounen auswierken, dat net nëmmen e Virdeel fir de Salarié duerstellt, mä, wéi ech schonn e puermol gesot hunn, mat Sécherheet och fir de Betrib a fir de Patron.

Et sief mer erlaabt, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, besonnesch Dir Häre Ministeren, ze ënnersträichen, dass d'Schafe vum Eenheetsstatut, vum Statut unique, wuel eng ganz wichteg Etapp duerstellt, mä eigentlech och nëmmen eng weider Etapp ass, an dat musse mer wëssen an duerno musse mer handelen. De Statut unique léist Problemer, mä entléisst eis awer net aus dem noutwendegen an iwwerfällege Reformdrock an enger ganzer Rei vu Beräicher, déi mer alleguer mat dem Prädikat „modern Sozial- an Aarbechtsrecht" bezeechnen a wou mer einfach soen, e modernt Lëtzebuerg muss déi Schrëtt, déi Etappen do alleguer maachen an däerf sech elo net sonnen am Statut unique a soen: Elo hu mer déi grouss Revolutioun net bluddeg an net op der Strooss, mä hei am Parlament an an enger Tripartite, hanner verschlossenen Dieren, wéi dat hei gesot ginn ass, realiséiert. Mä dat ass jo hiren Erfolleg. Dat geet net duer!

Une voix.- An enger Dunkelkammer.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Neen, dat ass nach eppes anescht. Dunkelkammer, dat huet méi mat Europa ze dinn.

Als Stéchwierder wëll ech nëmme soen, dass elo eng Rei vu Reforme musse realiséiert ginn, wéi éischtens d'Evakuéierung vun den ustehende Schoul- a Beruffsausbildungsreformen, dass zweetens d'Sécherstellung vun der Vollbeschäftegung e permanenten Thema muss bleiwen, well dee Problem gëtt jo duerch de Statut unique net einfach matgeléist. Ech begréissen et, dass am Juli déi national Beschäftegungskonferenz schlussendlech stattfënnt an ech hoffen, dass mer en Aktiounsplang net nëmmen op de Pabeier, mä och ëmgesat kréien, deen dozou bäidréit, de Chômage zu Lëtzebuerg weider ofzebauen.

Drëttens, d'Moderniséiere vun de sougenannte Matbestëmmungsgesetzer, déi längst iwwerfälleg ass. Déi hu mer bis elo e bëssen erausgeschubst, déi eng Kéier wéinst dem Statut unique, eng aner Kéier wéinst dem Kollektivvertragsgesetz. Elo gëtt et kee Wee méi, deen derlaanscht féiert. Mir mussen also d'Delegatiounsgesetz, d'Comités-mixtes-Gesetz, d'Matbestëmmungsgesetz moderniséieren. Et ass de Mëtteg am Kontext vun der Direktiv Vilvoorde scho gesot ginn, dass bei der Ëmsetzung dat eent oder dat anert Positiivt scho geschitt, mä dass dat längst net duergeet an dass d'Moderniséierung vun deene Gesetzer iwwerfälleg ass.

Do geet et jo, an dat sollt ee kloer an däitlech soen, ëm méi Wirtschaftsdemokratie, déi mer brauchen, well d'Risike jo net méi kleng gi sinn an d'Spillregele vun der sougenanntener Globaliséierung ëmmer méi

Schwieregkeete bréngen, a ganz einfach e bessert Gläichgewiicht muss hiergestallt ginn tëschent deenen, déi schaffen, an hire Gewerkschaften, op där enger Säit, an tëschent deenen, deenen d'Betriber gehéieren, op där anerer Säit.

Véiertens bleift, nieft dem Statut unique, d'permanent Upassung an d'Ofsécherung vum Lëtzebuerger Sozialmodell e Schwéierpunkt, ob dat elo d'Familljepolitik oder d'Wunnengsbaupolitik ass. Ech wëll aus Zäitgrënn elo hei net op all déi Punkten agoen. De Schwéierpunkt muss däitlech, méi wéi jee, op deene Schwaachen, deenen Aarmen an eiser Gesellschaft leien, well mer elo zënter enger Zäit och definitiv unerkannt hunn, dass et an deem räiche Lëtzebuerg ëmmer méi aarm Mënsche gëtt, vis-à-vis vun deene mir d'Responsabilitéit hunn an deenen et zousteet, dass mir eis méi fir si asetzen.

Duerno mussen iwwert de Statut unique, deen eng gutt Ausgangsbasis duerstellt, aner gesellschaftspolitesch Reformen a Strukturreformen op de Métier geholl ginn. An ech wëll och all déi warnen, déi elo mengen, wann de Statut unique do wier, da wier d'Gläichstellung vu Mann a Fra automatesch geregelt. Loin de là! Dat si Schantercher, déi ausserhalb vun deem Ganze musse beaarbecht ginn a wou een an der Flicht steet, net nëmmen Direktiven a Gesetzer ëmzesetzen an ze stëmmen, mä wou ee geziilt muss iwwer Gesetzer a Kollektivverträg derfir suergen, dass déi Gläichstellung och an der Realitéit ëmgesat gëtt, esou dass jiddfereen dovu ka profitéieren.

Ech mengen, an aller Bescheidenheet, léif Frënn, dass Lëtzebuerg mat dem Gesetz iwwert de Statut unique, mat alle Vir- an Nodeeler, mat alle Chancen a Risiken, dach eng Virreiderroll an der Europäescher Unioun wäert spillen. Mir weisen, dass et méiglech ass, e Statut unique ze realiséieren. Déi Situatioune sinn a ville Länner ganz verschidden an oft nach vill méi komplizéiert wéi bei eis, mä mir beweisen heimadder, dass een op d'mannst am Privatsecteur en Eenzelstatut ronnkritt, an domat spille mer, ech soen et nach eng Kéier, eng Virreiderroll.

Et wäert sech och ganz schnell erausstellen, an doru gleewen ech an dat soen ech net nëmmen esou, dass dat Gesetz eng positiv Auswierkung op d'Betribsklima insgesamt wäert hunn, dass all Veränneerungen, a si sinn haut méi heefeg, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, vereinfacht ginn duerch de Statut unique, duerch eng aner Vertrauensbasis, duerch en anere géigesäitege Respekt.

An ech sinn och kee Ligener wann ech soen, dass dat sech positiv op d'Produktivitéit, op d'Qualitéit, op d'Kompetitivitéit wäert auswierken, dass also de Statut unique nieft dem mënschlechen Aspekt och positiv wirtschaftlech Konsequenze wäert weisen. Et ass alles eng Fro vun der Motivatioun, an et ass déi Motivatioun, déi elo net weider däerf an den nächste Stonnen, Deeg, Wochen a Méint zerriet ginn.

Wann ech drun zréckdenken, wéi mer de Rentendësch haten - an de Carlo Wagner weess dat gradesou gutt wéi ech: Do ass och vill gemeckert a kritiséiert ginn, mä awer net an deem Ëmfang, vu Säite vum Patronat, wéi dat an dësem Dossier de Fall war.

Dat ass eigentlech immens erstaunlech, wann ech et a Verbindung brénge mat der Rentemauer an aneren onschéinen Aussoen. Mä dat Erstaunlechst ass eben dat doten.

Vu mir aus de Wonsch an den Opruff, opzehale mam Lamentéieren! Loosse mer aus dem Statut unique keng Zerräissprouf maachen! Loosse mer positiv denken a loosse mer vertrauensbildend handelen!

Firwat? Mä och dat, mengen ech, sollt ee soen an ervirsträichen: De Statut unique wäert och munches zur sozialer Kohesioun an engem net onkomplizéierte Lëtzebuerger Aarbechtsmaart bäidroen - vill Grenzgänger, vill Netlëtzebuerger, mat all deene Komplikatiounen, déi dat mat sech bréngt. Ech sinn der Iwwerzeegung, dass dee Statut unique bestehend Grief kann zoutippen an dass dee Statut unique mat Sécherheet och eng positiv Auswierkung op d'Erhale vum soziale Fridden an dësem Land wäert hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'LSAP wäert dëst Gesetz stëmmen. Dat ass kloer. Et reit sech an an aner grouss Reformen, déi ënner a mat Sozialisten an de leschte Jore verwierklecht gi sinn.

Ech erënneren un d'Tripartite-Gesetz vun 1977, mat eise Frënn vun der DP deemools. Mä ech denken och un d'RMG-Gesetz vun 1986, wat eigentlech verhënnert huet, dass mer an där Entwécklung vun der Aarmut an eng Katastroph zu Lëtzebuerg eragerode sinn, wou de Benny Berg den ausschlaggebende Personnage war. Oder un d'Gesetz iwwert d'Fleegeversécherung vum Mady Delvaux 1999.

Ech soen dat, wat ech elo hei soen, net, fir ee rosen ze maachen oder ze provozéieren, wat ech ni géif maachen. Anerer hunn dat jo de Mëtteg versicht ze maachen an engem Niewenthema, wat ech bedaueren, well hei e klenge Gewerkschaftssträit op eng Kéier an enger grousser Diskussioun wéi dem Statut unique muss hierhalen - mä jiddferee muss do mat sengem Geescht eens ginn.

Ech wëll just soen, den LSAP-Wahlprogramm 2004, dee war mat sech konsequent vis-à-vis vun allen anere Wahlprogrammer, an dat am Géigesaz zu allen anere Parteien, nämlech mat der klorer Fuerderung no der Realiséierung vum Statut unique.

D'CSV huet dat vill méi virsiichteg 2000 formuléiert a si huet vu weidere Schrëtt an d'Richtung vun engem méigleche Statut unique am Privatsecteur geschwat. Déi Gréng sinn dat och méi virsiichteg ugaangen, ouni et absolut ze fuerderen,...

(Interruption)

...an d'DP huet eigentlech guer keng Aussoen direkt zum Thema gemaach. Mä entscheedend ass, wéi haut ofgestëmmt gëtt. Jiddferee ka sech jo verbesseren a senger Attitüd...

(Interruption)

Här Braz, Dir kënnt jo herno d'Wuert huelen an dat kloerstellen. Ech wëll mech elo net op eng Diskussioun doriwwer aloossen.

Ech wëll just drop hiweisen, de Koalitiounsprogramm - an ech hunn et am Ufank gesot - huet de Statut unique och net an där Form virgesinn, mä vu weideren Etappe geschwat. Et ass jo näischt esou schlecht, dass net och eppes Guddes derbäi erauskënnt, dat hu mer jo hei bewise kritt.

Elo schreiwe mer un de Wahlprogrammer vun 2009 a vläicht steet an de Wahlprogrammer vun 2009 net nëmmen d'Erëmaféiere vum totalen Index, mä och vläicht de Statut unique fir souwuel den öffentleche wéi de Privatsecteur.

(Interruption)

Ech gleewen nach ëmmer un dat Gutt am Mënsch an un d'Responsabilitéitsgefill. Ech hunn d'éinescht versicht ze erklären, firwat de Statut unique eng gutt Saach ass, an duerfir dierft en am Prinzip net Halt maache beim Privatsecteur, mä e misst méi wäit goen.

Mä wéi gesot, dreemen däerf een, sech derfir asetzen allerdéngs och, a mir wäerten dat jo da gesinn.

(Interruption)

Déi brauch een.

Erlaabt mer e lescht Wuert souzesoen a perséinlecher Saach. Wann ech gesot hunn, d'LSAP huet dee Statut unique gefuerdert, da weess een, dass dat genausou vum Lëtzebuerger Aarbechterverband, an der Zäit vum LAV, mat Konsequenz gemaach ginn ass, an dass duerno den OGB-L déiselwecht Fuerderung gestallt huet, wat eng Logik war aus der Grënnung eraus vum OGB-L.

Ech wëll do nëmme soen, dass et laang net esou selbstverständlech war 1978, wéi mäi gudde Frënd Marcel Glesener dat duergestallt huet. Wann hien déi Zäit vläicht LCGB-President gewiescht wier, wiere mer zu där nationaler Eenheetsgewerkschaft komm. Mä do waren anerer, déi d'Soen haten.

Mä ech wëll och soen, dass an all deenen...

(Interruptions)

Une voix.- Wie war et?

Une autre voix.- Ma den Här Spautz!

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Jo, och e Spautz.

(Interruption et hilarité)

Ech wëll just soen, dass, wann den LAV an den OGB-L eng ganz prezis Haltung a Saache Statut unique haten, da waren all déi aner Organisatiounen éischter zögerlech bis total dergéint. Och dat ass eng historesch Wourecht, mä iwwert déi gëtt da spéider eng Kéier geschriwwen.

Ech wëll just soen...

(Interruption)

Jo, jo, ech ka mech un intensiv Diskussiounen an der Arbeiterkammer erënneren, wou mir zwee mat berodender Stëmm souzen…

(Hilarité)

...a wou ëmmer erëm vun eis attackéiert ginn ass a Saache Statut unique, a wou déi aner Organisatiounen éischter eng ganz aner Attitüd wéi bis viru ganz kuerzer Zäit ageholl hunn. Mä dat ass jo elo net de Sujet.

Ech wollt awer, a mengem perséinlechen Numm, meng perséinlech Erfahrungen hei zum Beschte ginn.

Ech wëll just nëmme soen, meng berufflech Lafbunn huet 1963 am LAV als haaptamtleche Sekretär ugefaangen. Do gouf et zwou Fuerderungen, déi ech an honnerten oder dausende Rieden ëmmer an de Vierdergrond gestallt hunn: Dat war d'Codifizéierung vum Aarbechtsrecht an et war d'Realiséierung vum Statut unique.

Dir kënnt lech virstellen, dass et fir mech eng enorm perséinlech Satisfaktioun ass, matzeerliewen, zwar net méi als Gewerkschaftspresident, mä dann hei an deem héijen Haus - mä ëmmerhin -, wéi de Code du travail, also d'Codifizéierung, viru Méint realiséiert ginn ass, an dass ech och elo däerf drun deelhuelen, wéi de Statut unique zur Realitéit gëtt.

Et war, an ech iwwerdreiwen net, e Liewenszil, wat ech an anerer eis gestallt haten. 1978 hat sech eng Opportunitéit erginn, fir an Diskussiounen a Verhandlungen de Versuch ze starten, d'Eenheetsgewerkschaft ze realiséieren an domat gewerkschaftspolitesch a politesch Zeechen ze setzen, dass, wann de Législateur et schonn net géif maachen, een op d'mannst op Gewerkschaftsniveau duerch d'Schafe vun enger eenzeger Gewerkschaft, an där öffentlech a privat Salariéë sech géifen erëmfannen, net nëmmen Zeechen, mä och d'Virbedéngunge kéint schafen, fir déi kënschtlech Trennunge vum Dësch ze kréien, andeem een eng eenzeg solidaresch Gewerkschaft géif an d'Liewe ruffen.

Dat ass esou net gelongen. Dat wësst Der. Duerfir gouf et politesch Grënn. Keng sachlech, mä einfach politescher. Et gouf Standesdünkel, Korporatismus an Eenzelner.

Wann och déi eenzeg Eenheetsgewerkschaft esou net realiséiert ginn ass, ab 1979, dann huet de Prinzip vun der Eenheetsgewerkschaft sech awer duerchgesat. Dat bescht Beispill ass jo, dass kuerz no der Grënnung vum OGB-L och all déi aner Gewerkschaften de Prinzip vun der Eenheetsgewerkschaft nëmmen imitéiert hunn, mä ëmmerhi versicht hunn, et gläich ze maachen. Op eng Kéier war et net méi den Eenheetsbräi an aner Onfeinheeten, mä op eng Kéier war et dat Modernt a war et dat Zilbewosst a war et dat, wat d'Zukunft eigentlech verlaangt, dass et Organisatioune gëtt, an deene jiddferee sech solidaresch erëmfënnt an een deem aneren dann, wann et gëllt, zur Säit steet.

Den OGB-L, Dir wësst dat, Dir gesitt dat op alle Sailen dobaussen, huet elo iwwer 60.000 Mitglieder, ass also net méi schwaach ginn. A Gott sei Dank sinn och all déi aner Gewerkschaften an deem Prozess net méi schwaach ginn, mä hunn u Mitglieder zougeluecht. Do gesäit een, dass Iddien et oft ganz schwéier hunn, mä dass se dann awer, wa se berechtegt sinn, hire Wee ginn.

De Statut unique wäert sech genausou duerchsetzen, an dat, wat mer haut um Pabeier stëmmen, wäert sech an der Folleg, an dovunner sinn ech iwwerzeegt, och an de Käpp vun allen hei am Land duerchsetzen.

Duerfir wëll ech zum Schluss déi berechtegt Fro stellen: Firwat hu mer et net scho méi fréi gemaach?

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. D'Wuert kritt elo d'Madame Loschetter.

(Interrution)

Dir sot et, Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech waarde bis dee Flair vum 1. Mee sech e bësse berouegt huet, Här President, fir kënne meng Ried unzefänken.

(Brouhaha)

M. le Président.- Wann ech gelift, gitt der Madame Loschetter eng Chance fir unzefänken!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Wo ein Wille ist, ist auch ein Weg“, dat ass e banale Sproch, ech ginn et gären zou, mä et ass eigentlech e bëssen domadder, wou ee kann d'Geschicht vun dësem Projet de loi ëmschreiwen.

Fir en „Ausseparlamentarier“, spriech en Deputéierten oder eng Deputéiert, deen net weess, wat schlussendlech alles an der Tripartite geschwat, verhandelt a versprach ginn ass, well en net derbäi war, ass dëse Projet de loi vun haut awer ënnert dem Strëch eng gutt Iwwerraschung.

Eigentlech hat dës Regierung kee prezisen Optrag oder keen esou groussen Optrag an hirem Koalitiounsaccord, mä et ass viru knapp zwee Joer, am Abrëll 2006, wou d'Tripartite sech da soi-disant eens war, d'Aarbechten an d'Analysen en vue vun engem Statut unique tëschent Employés an Ouvriers privés unzefänken.

D'Konditioun fir all Partei war kloer, zumindest wann een de Rapport liest: «La réalisation du statut unique ne conduira pas à des charges financières supplémentaires pour l'économie dans son ensemble.»

Et ass d'Interpretatioun vun dësem Saz, deen haut och nach ëmmer schéngt verschidde Versiounen ze erméiglechen - et ass vu menge Virriedner schonns beschriwwe ginn. Ech kommen herno nach kuerz dorop zréck.

Et huet awer emol kee Joer gedauert, vun August 2007 bis Abrëll 2008, bis dëse Projet de loi säi Wee duerch d'parlamentaresch an och heiansdo d'ausserparlamentaresch Aarbecht duerchgaangen ass. Dës ass zimlech kuerz fir e Projet wou ee jo seet, et wär eng Jorhonnertreform.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gäre virausschécken, datt déi gréng Fraktioun dëse Projet de loi begréisst an och wäert matstëmmen. Et gëtt virun allem e puer Reflexiounen, déi ons bewegen, dëse Projet de loi ausdrécklech ze begréissen. Et gëtt awer och Reflexiounen, déi ech wëll ernimmen, déi awer un déi eng oder déi aner Kritik gekoppelt sinn, déi ech am Numm vun der grénger Fraktioun dëser Regierung nach wëll mat op de Wee ginn.

Éischtens, dëst Gesetz schaaft mat Sécherheet méi Gerechtegkeet - iwwerfälleg Gerechtegkeet, wann ee sech esou kann ausdrécken -, déi noutwendegerweis huet misse legislativ geregelt ginn. Esou beschreift et och de Statsrot.

Déi ënnerschiddlech Regelungen a Gesetzer, déi mer bis haut den Owend haten tëschent Employé an Ouvrier, dat heescht, bis dat Gesetz akraaft wäert trieden - fir mech méi richteg auszedrécken -, wieren esou oder esou kuerz- bis mëttelfristeg anticonstitutionnel gewiescht an hätte kënnen och beim Verfassungsgeriicht ageklot ginn.

Derbäi kënnt, datt mir am Droit du travail mat enger ganzer Rei vun EU-Direktive befaasst sinn - dëst si mer och an der zoustänneger Aarbechtskommissioun -, déi sech virun allem mat Diskriminatioune befaassen. Dat féiert mech dann och - grad wéi de Statsrot, a fir datt dat dann och emol gesot ass, a grad wéi ech et am Numm vun der grénger Fraktioun bei all sënnvoll Geleeënheet widderhuelen - zu onser essenzieller Kritik: Mir schafen endlech Gerechtegkeet am private Secteur.

Et bleiwen awer nach ëmmer an der Aarbechtswelt ënnert de schaffende Leit zwou Zorte Leit, mat zwou zum Deel verschidden Zorte Rechter: déi an der Fonction publique an déi ausserhalb vun der Fonction publique. Natierlech wëssen och mir Gréng, datt mer haut net schonns géifen dëse Projet de loi stëmmen, wa mer dës Erausfuerderungen ugaange wieren.

Och de Statsrot schwätzt vun aktueller Utopie an dësem Kontext, esou wäit stinn déi concernéiert Parteien auserneen. An och d'Rapporteure beschreiwen an hirem Rapport esou eng Méiglechkeet als Opmaache vun enger Pandora-Këscht.

Trotzdeem si mer elo befaasst mat verschidde Statuten, souwuel um Gemengenniveau wéi och um Statsniveau, well mer och do eng ganz Partie vun Ouvrieren an Employés privés erëmfannen. Och wéi all Kéiers wa mer ëmmer erëm musse verschidde Gesetzer modifizéieren, wann dëst iwwerhaapt méiglech ass, fir notamment eng EU-Direktiv ze transposéieren, aus där ganz einfacher Ursaach, well mer zwou Klasse Leit um Aarbechtsmaart hunn.

Déi eng kënne vun där EU-Direktiv an deenen antidiskriminatoreschen Transpositiounsgesetzer dann och profitéieren, an déi aner net, an dat nëmmen doduerch, well déi eng am private Secteur schaffen an déi aner an der Fonction publique. Mir fannen dat net méi zäitgeméiss.

Et ass och schonn hei e puermol énoncéiert ginn, datt dräi Punkte prinzipiell fir Diskussioun gesuergt hunn. Dat Éischt, dat ass d'Iwwerstonneregelung, dat Zweet ass d'Lounfortzahlung an dat Drëtt ass dat, wat Absentéismus genannt gëtt. An, Här President, ech géif kuerz déi gréng Vue op dës dräi Diskussiounstheme matdeelen.

Zur Iwwerstonneregelung: Trotz de Kritiken, déi och scho vu menge Virriedner ernimmt gi sinn, begréisse mir, datt et virgezu gëtt, Iwwerstonnen duerch temps de repos ze kompenséieren. Dëst ass eng wichteg Komponent an der Zäitopdeelung tëschent temps de travail productif an temps de travail reproductif, voire temps de récréation.

Iwwerstonnen duerch Fräizäit ze kompenséieren, ass déi Politik, déi mir och ënnerstëtzen. Et gëtt eng Zäit fir déi Suen ze verdéngen, déi mer brauche fir ze liewen, mä et gëtt och eng Zäit fir säi Privatliewen a virun allem, wann, dann och säi Familljeliewen ze organiséieren; egal ob Fra mat Kanner oder Mann mat Kand.

Eng équilibréiert Situatioun tëschent travail productif, dat heescht déi bezuelten Aarbecht, wéi zum Beispill eng Aarbechtsplaz bei engem Patron, an dem travail reproductif, dat heescht déi net bezuelten, awer noutwendeg Aarbecht, wéi zum Beispill Hausaarbecht, ass eng Viraussetzung fir eng Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra um Aarbechtsmaart ze förderen.

Vläicht huet och dëse Projet de loi d'Iwwerleeung vum Aarbechtsminister, fir sech eescht Gedanken ze maachen iwwert d'Comptes épargne-temps oder Aarbechtszäitkonten, beschleunegt. Eben duerch deen Drock iwwer eng Iwwerstonneregelung, déi dann och gekoppelt muss sinn un eng finanziell Neutralitéit.

Wat vläicht an der Tripartite éischter zu finanziellen Aspekter gehéiert huet, ass fir ons awer och vu gesellschaftlecher a soziokultureller Wichtegkeet. Aarbechtszäitkonte gehéieren zu enger verbesserter Gestioun tëschent Aarbecht a Familljeliewen a sinn - net ze ënnerschätzen - och en Instrument fir Männer a Pappen eng Méiglechkeet ze ginn, hir Rechter a Flichten a Considératioun ze huelen an engem Stot oder bei hire Kanner. Dës Mesuren droe mat Sécherheet zu enger méi gerechter Gesellschaftsorganisatioun bäi.

Dat zweet Diskussiounsthema, Lounfortzahlung, ass en Thema, wat, mir fannen, zimlech séier geregelt ginn ass, notamment och doduerch, datt de Stat seng Verantwortung, notamment finanzieller Natur, an deem Kontext geholl huet.

Mir begréissen, datt e Konsens fonnt ginn ass, fir d'Lounfortzahlung un d'Referenz vum Privatbeamte plus ou moins ze alignéieren. Souwuel keng grouss Ännerung fir den aktuellen Aarbechter wéi och fir den aktuelle Beamten.

D'Kreatioun vun enger Mutualitéit oder enger Communauté de risque oder och nach enger Rétro-assurance fir den Employeur, déi dëst och mat mannstem Risiko erlaabt, ass garantéiert duerch dee sougenannte Fonds de roulement initial, deen de Stat an d'Mutualitéit eraspeist.

Och gesinn DÉI GRÉNG et positiv, datt e gewësse Konsens fonnt ginn ass ënnert den Employeuren, fir eng Obligation d'affiliation an der Mutualitéit zréckzehalen. Eng fakultativ Affiliatioun hätt dozou gefouert, datt nëmmen déi méi concernéiert Betriber sech an der Mutualitéit erëmfonnt hätten. A wéi eng Betriber wieren dat dann haaptsächlech gewiescht? Majo mat Sécherheet déi Betriber, déi aarbechtsintensiv sinn; oft Kleng- a Mëttelbetriber. Aner méi kapitalintensiv Betriber wieren natierlech weder vun den neie Regelunge vun der Lounfortzahlung nach mat de Causes de maladie prinzipiell oder prioritär betraff gewiescht.

Och si mir der Meenung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a mir widderhuelen dëst oft, notamment och hei op dëser Tribün, datt ons Gesellschaft an awer och ons Beschäftegungspolitik grad dës aarbechtsintensiv Betriber brauchen an datt mir och grad déi mussen ënnerstëtzen. Si brénge vläicht net direkt esou vill Suen an d'Statskeess, mä si sinn onsen Haaptuspriechpartner um Niveau vun der Beruffsausbildung a vun der Aarbechtsbeschäftegungsförderung. Wann een dës Suen ëmrechent, gläicht dat sech mat Sécherheet mat deenen Taxen, déi vun de kapitalintensive Betriber kommen, aus.

An natierlech sinn et och dës aarbechtsintensiv Betriber, déi - par la nature des choses - méi vu Lounfortzahlungen an notamment och vun de Causes de maladie vun dem Salarié concernéiert sinn. Duerfir ass et eigentlech net méi wéi richteg, datt et engersäits eng Obligation d'affiliation gëtt an anerersäits och de Stat seng Verantwortung iwwerhëlt.

Déi zäitbegrenzten Ausnahm ass trotzdeem virgesi fir déi Betriber, déi bis Enn dës Joers eng privat Ofsécherung ofgeschloss hunn. Mir hoffen, datt duerch dës zäitbegrenzten Ausnahm de Prinzip vun der Solidaritéit vun der Mutualitéit net gefährdet ass.

Drëtte Sträitpunkt, deen nach net schéngt ganz geglätt ze sinn, ass dat, wat am Volleksmond Absentéisme genannt gëtt. Et ass scho vill haut doriwwer geschwat ginn. Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt d'Approche, eng approfondéiert Etüd iwwert déi verschidde Causes d'absence sur le lieu du travail ze maachen.

De Santésminister hat an der Kommissioun och dräi Causë genannt. Déi éischt ass logescherweis déi, datt ee krank ass; déi zweet, et mécht ee blo - dat ass den Absentéisme abusif -, an drëttens gëtt et och aner Grënn, déi de Salarié dozou féieren, net schaffen ze kommen a sech pour maladie ofzemellen.

Den Absentéisme abusif muss mat alle Mëttele bekämpft ginn, an dëst op allen Niveauen, vum abusive Krankeschäin, deen ausgeschriwwe gëtt op d'Käschten neierdéngs vun enger Mutualitéit, iwwert den onverantwortlechen a respektlose Salarié hi bis zum onverantwortlechen a respektlosen Employeur, deen och heiansdo op komesch Tricken zréckgräift, fir säi Betrib ze agencéieren.

(Interruption)

Déi aner Grënn, Här President, krank ze si mussen, missten ons hoffentlech Opschloss ginn iwwer Lacunen an onser Aarbechtsregelung, déi dann notamment vun de politesche Responsablen en considération geholl musse ginn a gegebenenfalls dann och legislativ geregelt musse ginn, mä se dierfen net méi an de Répertoire Krankeschäi klasséiert ginn.

Ech erënneren Iech drun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt et nach guer net esou laang hier ass, datt eng Mamm oder e Papp schlecht dru war, wann hiert oder säi Kand moies héich Féiwer hat. Oft ass nëmmen déi Léisung bliwwen, sech krankzemellen. Oft huet e Salarié sech misse krankmellen, zum Beispill, an et ass schonn hei op dëser Tribün gesot ginn, fir en Harcèlement op der Aarbechtsplaz tant bien que mal auszehalen.

Haut gëtt et och aner Méiglechkeeten dofir. Haut gëtt et legislativ Regelungen dofir, fir datt e Salarié net muss op e Krankeschäin zréckgräifen. Mir wënschen dann och, datt dee Groupe de haut niveau gutt outilléiert ass, fir dës Etüd ënner beschte Konditiounen an a kierzester Zäit fäerdeg ze stellen an - mat allem Respekt fir e Comité Tripartite - prioritär de Parlamentarier dozou Ried an Äntwert ze stoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi nächst Sozialwahle sti virun der Dier. Am November dëst Joer gi fir d'éischt all schaffend Persounen zesummen an d'Sozialwahlen. Dat ass och gutt esou.

Ee Virgeschmaach haten ons Privatbeamtekummer an Aarbechterkummer bei hirem Neijoersdagempfang schonns offréiert, an ech muss zouginn, datt een en Zougehéieregkeetsgefill konnt spieren op deem Neijoersdagempfang.

Datt net alles direkt optimal wäert fonctionnéieren, datt verschidden Adaptatioune wahrscheinlech wäerten noutwendeg sinn, ass gutt méiglech. Wichteg ass dobäi, datt d'Sozialpartner am Dialog bleiwen, well mir sinn der Iwwerzeegung, datt dës nei Dispositioune vun dësem neie Gesetz richteg a gerecht sinn.

Et bleift mir zum Schluss, Här President, deenen zwee Presidente vun de Kommissioune Merci ze soen a virun allem deenen zwee Rapporteuren an hiren eventuellen Hëllefe beim Rapport fir deen 150 Säite schwéiere schréftleche Rapport, awer och fir dee prezisen, detailléierte mëndleche Rapport.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo den Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir diskutéieren haut de Mëtteg iwwert den Eenheetsstatut vum Privatsecteur, e Projet de loi, deen an de leschte Wochen a Méint zu vill Diskussioun Ulass ginn huet.

Ech wëll fir d'éischt vun eiser Säit awer deenen zwee Kolleege Rapporteur Marcel Glesener a Romain Schneider Merci soen, wéi meng Virriednerin dat och elo grad gesot huet, déi e schréftleche Rapport zesummegestallt hunn, wou wierklech all Froen, déi ee quasi an deem Dossier hei kann hunn, op eng flott a prezis Manéier beäntwert ginn.

Ech wëll elo als fënnefte Riedner vun eiser Säit aus net méi an den Detail vun all deene Bestëmmungen, déi an dësem Gesetz dra sinn, agoen, mä éischter eng Rei vu prinzipiellen Iwwerleeunge maachen.

Vläicht eng Virbemierkung: Fir een, deen net an der Tripartite ass - eng Tripartite, déi jo geleeëntlech contestéiert gëtt, déi awer hir Mériten an der Vergaangenheet hat -, fir en Aussestehenden ass et am Fong e bësse fragwürdeg, wann deemools pompös, géif ech soen, an enger spéider Sëtzung en Accord ënnerzeechent ginn ass vun de Partner vun der Tripartite a wann dann duerno awer d'Diskussioune lassginn, wou déi eng soen, et war esou gemengt, an déi aner, neen, et war esou gemengt. Déi Diskussioune sinn am Fong bis haut virugaangen, woubäi net an alle Punkten eng eenheetlech Meenung war.

Sécherlech sinn deemools an der Tripartite déi Décisiounen och net esou kloer geholl ginn, wéi se gemengt waren.

Dat als kleng Virbemierkung, Här President.

Eng zweet Fro, déi ech wëll opwerfen: Et gëtt vun enger Jorhonnertreform geschwat. D'Fro, déi ee sech muss stellen, ass: Wat ass eng Jorhonnertreform? Ass dat eppes, wat nëmmen all honnert Joer eemol geschitt, oder ass et eppes, wat honnert Joer brauch, ier et geschitt?

Ech géif mengen, an dësem Fall ass et dat Zweet. Et huet bal honnert Joer gedauert, bis et geschitt ass, ier mir hei deen Eenheetsstatut kréien. Et sinn honnert Joer quasi hier, zënter datt mir hei zu Lëtzebuerg d'Geschicht vun der Sozial- an Aarbechtsgesetzgebung schreiwen.

Bei de Rentekeesen, eise Pensiounskeesen, ass am Fong déi éischt vun den Aarbechter am Joer 1911 gegrënnt ginn, déi vun de Privatbeamten 1931, déi vun den Artisanen an de Commerçanten 1951 an déi vun de Baueren 1956.

Bei de Krankekeese waren d'Aarbechter erëm déi Éischt am Joer 1901, d'Fonctionnairë waren déi Zweet 1912, d'Caisse agricole ass 1962 komm an d'Privatbeamtekrankekeess ass 1912 komm.

Mir gesinn also, datt iwwer Reie vu Joren déi verschidde Krankekeesen a Pensiounskeese gegrënnt gi sinn. An ech géif soen, zënter datt déi Keesen emol alleguerte bestoungen, si Bestriewunge lassgaangen, fir se ze harmoniséieren.

Mir hunn am Fong aus der Geschicht geléiert, well wéi mer 1998 d'Fleegeversécherung ageféiert hunn, dunn hu mer net méi driwwer diskutéiert: Maache mir eng fir d'Aarbechter, maache mir eng fir d'Privatbeamten, maache mir eng fir d'Fonctionnairen oder d'Indépendanten? Mä mir hunn deemools déi richteg Décisioun geholl an hu gesot, mir maachen eng Fleegeversécherung fir d'ganzt Land. An et huet sech och erwisen, datt dat dee richtege Wee war.

Wann een elo deenen Ausdréck „Aarbechter" an „Privatbeamten" nogeet, esou kann ee feststellen - esou hu mir emol nogesicht - , datt 1895 am Fong en éischt Gesetz war, wou mir den Term vum „Ouvrier" erëmfonnt hunn, an zwar ass et deemools ëm d'Bezuele vu Gehälter gaangen. An de Privatbeamtestatut, deen ass 1937 agefouert ginn.

Et sinn also quasi honnert Joer zréck an iwwer 20, 30, 40 Joer, datt mir d'Sozialversécherungen an d'Aarbechtsrecht hei zu Lëtzebuerg agefouert hunn, a wéi gesot, nodeem mir dat agefouert hunn, sinn d'Diskussiounen an d'Bestriewungen no enger Harmoniséierung ugaangen, nom Krich a virun allem zënter de 60er Joren. An deene leschte 40 Joer ass méi intensiv an déi Richtung diskutéiert ginn. D'Pensiounskeesen, där mir véier Stéck am Privatsecteur haten, sinn am Laf vun der Zäit - an de Kolleeg Castegnaro huet et virdrun och ernimmt - harmoniséiert ginn.

Virun allem ass et wichteg, datt mir an eisem Sozialversécherungswiesen hei zu Lëtzebuerg eng Flichtversécherung hunn, datt also jiddferee muss dragoen. Haut bezilt jiddfereen déiselwecht Cotisatiounen, jiddfereen huet déiselwecht Leeschtunge bezunn op seng Cotisatiounen. A wat wichteg ass: Eis Pensiounskeese berouen op enger nationaler Risiko- a Solidargemeinschaft.

Haut ginn déi Pensiounskeesen aus dem Privatsecteur administrativ fusionéiert. Dat bedeit keng Ännerung fir deen eenzelne Versécherten. Aus deene verschiddene Pensiounskeesen, wéi mir se kannt hunn, kréie mer elo eng national Pensiounskeess mat enger Verwaltung, wat sécherlech vu Virdeel ass, administrativ gesinn, wa mer dat maachen.

Och hei soll ee wëssen, datt mir eng Risikogemeinschaft spillen hunn. Wann dacks diskutéiert gëtt vu Salariat a Patronat, sou muss een och wëssen, datt an der Risikogemeinschaft vun de Pensiounskeesen et vläicht emol eng Kéier en ëmgedréinte Wee ass, well et sinn net d'Pensiounskeese vun den Aarbechter a scho guer net déi vun de Privatbeamten, déi bis elo defizitär waren. Mir hunn um Niveau vun de Pensiounskeesen och eng national Solidaritéitsgemeinschaft, wat wichteg ass.

A wat bei de Pensiounskeese richteg ass, dat stëmmt och esou bei de Krankekeesen, wou mir och déiselwecht Prinzipien hu vu Flichtversécherung, eenheetleche Cotisatiounen, eenheetleche Leeschtungen a enger nationaler Solidaritéits- a Risikogemeinschaft, déi an de Gesetzer vun 1974 an 1978 preziséiert gi sinn.

Dat Ganzt gëtt haut vertruede vun der Union des Caisses de maladie, déi fir se all handelt, net nëmme fir d'Krankekeesen aus dem privaten, mä och fir déi aus dem öffentleche Secteur.

Si sinn iwwer Jorzéngte gewuess, an duerfir war et eben eng Traditioun, datt si um Niveau vun de Verwaltunge weiderbestanen hunn an och datt mir nach eenzel Comitéë gewielt hunn, och wann déi eenzel direkt näischt méi ze bestëmmen haten, weder wat d'Cotisatiounen ubelaangt nach wat d'Leeschtungen ubelaangt.

Haut ginn elo d'Krankekeesen aus dem Privatsecteur fusionéiert an et gëtt elo neierdéngs eng Gesondheetskeess. Ob d'Leit déi Ëmstellung vun de Krankekeesen op d'Gesondheetskeess esou séier wäerte realiséieren, dat sief eng aner Bemierkung.

Mä fir mech ass et am Fong eng sympathesch Entwécklung, wa mir vu Gesondheetskeese schwätzen. Mir si jo dofir, datt d'Leit solle gesond bleiwen an erëm gesond ginn. Mir hu jo och e Gesondheetsminister a kee Krankeminister.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch déi Fusioun vun de Krankekeese kréien d'Leit och de Virdeel vun der Dezentralisatioun vun de Guicheten, déi mir bei den Aarbechterkrankekeese bis elo schonn haten, sou datt elo alleguer déi Leit aus dem Privatsecteur kënnen dezentral op déi eenzel Guichetë queesch duerch d'Land zréckgräifen, wat och sécherlech e Virdeel fir déi Verséchert ass.

Ech hunn Iech gesot, Här President, datt mir elo bei de Krankekeesen a Pensiounskeesen esou wäit sinn, an datt mir 1998, wéi mer d'Fleegeversécherung agefouert hunn, direkt dee Schrëtt gemaach hunn, datt jiddfereen an eis Fleegeversécherung era kann.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech mengen, mir mussen och un deemools zréckdenken - déi vun eis, déi deemools schonn hei am Parlament waren - an eis erënneren, datt keng Oppositioun entstanen ass, och keng Wënsch entstane sinn, fir verschidde Fleegeversécherungen ze maachen, mä datt mir direkt eng eenzeg Fleegeversécherung gemaach hunn, déi haut och zur Zefriddenheet vun de Versécherte fonctionnéiert.

Een anere Punkt niewent de Sozialversécherungen ass de Begréff vum „Aarbechter" a vum „Beamten". Den „Aarbechter" wéi gesot hu mir fir d'éischt erëmfonnt an engem Gesetz vun 1895, an de „Privatbeamten" am Statut vun 1937.

Och an deene leschte 40 Joer sinn do eng Rei vun Décisiounen a Gesetzer geholl ginn, déi eng Harmoniséierung vun deenen zwee Begréffer vun „Aarbechter" an „Beamten" mat sech bruecht hunn: 1966 den 22. Abrëll d'Gesetz iwwert de jährleche Congé, an den 10. Abrëll 1976 d'Gesetz iwwert déi legal Feierdeeg.

Wa mer virdrun an de Gesetzer vun Ouvrier an Employé geschwat hunn, sou schwätze

mer och vun där Zäit un an de Gesetzer vu Salarié. Also ass dat en éischte Schrëtt op dat Gesetz, wat mir haut hei definitiv maachen.

Weider Etappe sinn am August 1988 komm mat dem Gesetz iwwert déi wöchentlech Rouzäit, an 1998 mat deem iwwert den Aarbechtsvertrag. Wa mir also elo zréckkucke speziell iwwert déi lescht 40 Joer, hu mir, souwuel wat d'Pensiounskeesen, d'Krankekeesen an d'Aarbechtsrecht ugeet, am Fong déi gréissten Avancëschrëtt an deene leschte 40 Joer gemaach.

Haut maache mir am Fong de leschte Schrëtt. Haut, an dësem Gesetz si keng esou wesentlech Ännerungen, déi direkt d'Aarbechter oder d'Beamte betreffen, dran, wéi an deene Gesetzer, déi mir virdru gemaach hunn. Et ginn nach eng Rei vun Upassungen elo gemaach, wou nach Differenze bestinn, mä déi gréissten Upassunge sinn an deene leschte 40 Joer gemaach ginn.

Haut maache mir éischter eng administrativ Zesummeleeung vun deenen eenzelne Versécherungen, d'Fusioun vun de Krankekeesen an der Gesondheetskeess, d'Fusioun vun de Pensiounskeesen, an awer och verschidden Harmoniséierungen an der Sozial- an Aarbechtsgesetzgebung.

Et gëtt eng Rei vu Punkten, déi bei dësem Gesetz méi am Detail diskutéiert ginn, an ee vun deenen, déi am meeschten diskutéiert gi sinn, ass dee vun der Lounfortzahlung am Krankheetsfall.

Hei gëtt et och direkt fir den aktuellen Aarbechter oder Beamte keng Ännerung, well alle béid kréien och elo hiert Gehalt weider vun hirem Patron bezuelt. Beim Beamten huet de Patron awer selwer bezuelt, a beim Aarbechter krut de Patron vum éischten Dag un d'Krankegeld erëm. Beim Beamten ass et de lafende Mount plus dräi Méint. Am neie Gesetz gëtt dat elo op 13 Woche limitéiert.

Fir dat auszegläichen, well d'Patronat vun elo un dat Krankegeld och fir den Aarbechter vum éischten Dag u muss bezuelen, gëtt eben elo och iwwert dëst Gesetz eng Mutuelle geschaf, déi vun de Patronë géréiert gëtt, wat och richteg ass, well si och vun hinne spéider ganz finanzéiert gëtt respektiv vum Stat.

Wichteg ass, datt si obligatoresch ass, datt mir also och op deem Niveau déi Obligatioun aféieren, déi mir an eisem ganze Sozialversécherungswiesen hei zu Lëtzebuerg agefouert hunn, wou d'Solidaritéit an de Risiko national verdeelt ginn, an datt mir dat och elo hei bei der Mutuelle maachen.

D'Aarbechter, déi elo virum 1. Januar 2009, ier den Eenheetsstatut a Kraaft trëtt, eng Cotisatioun vun 2,35% bezuelt hunn, bezuelen déi och spéiderhi weider, mä déi gëtt da vun der Sozialversécherung un d'Mutuelle iwwerwisen. 2012 geet déi Cotisatioun ëm d'Halschent zréck an 2013 geet se op null zréck. Dat heescht, bis dohinner kréien déi Leit, déi elo am Aarbechtsverhältnis sinn, am Fong eng Lounaugmentatioun vun 2,35% op d'Joren 2012 an 2013 verdeelt.

Op där anerer Säit fänkt de Stat da vun 2014 un, 0,3% vun der Masse cotisable an déi Mutuelle eranzebezuelen, fir eben deen Ausgläich ze schafen, dee géif entstoen, wann d'Betriber missten déi ganz Laascht droen. Esou datt d'Betriber am Fong hei och iwwer eng national Solidaritéit, iwwer eng Fiskaliséierung e Betrag kréien an hir Mutelle. Genausou gutt wéi de Stat am Fong e Fonds de roulement fir déi Mutuelle zur Verfügung stellt.

Wat ee wonnert, dat ass, datt mer elo esou vill iwwer Abusen am Krankheetsfall schwätzen, obschonn déi Abusë jo net onbedéngt eppes direkt mam Statut unique ze dinn hunn. Wann et déi Abusë gëtt, da sinn et déi och virum Statut unique ginn, an et gëtt der sécherlech nom Statut unique net méi oder net manner, mä et wäert wahrscheinlech datselwecht bleiwen.

Richteg ass, datt een all Abusë soll ënnerbannen an datt mer alles solle maachen, fir datt keng Abusë gemaach ginn. Mä et muss een awer och fairerweis soen, datt déi Abusen, an et ass och vu Virriedner gesot ginn, net nëmme vum Salariat ausginn, mä et huet och heiansdo Betriber arrangéiert, wa Leit sech krankgemellt hunn. Duerfir wonnert ee sech am Fong, datt mer elo déi Diskussioun féieren iwwert d'Abusen, well och virdrun hunn déi missen iwwert d'Cotisatioune finanzéiert ginn.

Mir ënnerstëtzen als ADR awer déi Motioun, déi de Mëtteg hei deponéiert ginn ass, well mer einfach soen, datt een alles soll maachen, fir all Abusen ze verhënneren. Mir hunn all Intérêt drun, eist Sozialversécherungswiesen esou sécher opzebaue wéi méiglech an all Abusen esou gutt wéi méiglech ze ënnerbannen. Dat ass am Interessi vun deene Leit, déi wierklech krank sinn, fir datt mer deenen och hir Leeschtungen esou kënne bezuelen, wéi dat soll sinn.

Een anere Punkt, Här President, dee fir mech e klenge Schéinheetsfeeler an dësem Projet ass, ass d'Regelung, déi fonnt ginn ass bei den Iwwerstonnen. Ech weess, datt dat sécherlech net déi einfachste Fro war. Wa mer wëssen, datt engersäits d'Privatbeamte 50% kruten an d'Aarbechter 25%, da war do eben eng Differenz.

Bei där Regelung, déi elo fonnt ginn ass, gëtt fir den Ablack d'Prioritéit op fräi Stonne gesat. Dat heescht, datt ee fir eng Iwwerstonn soll annerhallef Stonne fräi kréien. Wann dat net méiglech ass, da soll se bezuelt gi mat 40% Opschlag.

Datt déi engersäits steierfräi sinn, ass sécherlech positiv, mä well op där anerer Säit keng Cotisatioune fir d'Krankekeesen an d'Pensiounskeese bezuelt ginn, muss een awer och wëssen, datt duerno souwuel spéiderhin d'Pensioune méi kleng gi wéi och am Krankheetsfall d'Krankegeld méi kleng gëtt, wann net op den Iwwerstonne cotiséiert gëtt. Dat ass eng negativ Auswierkung, déi dëst Gesetz fir mech mat sech bréngt. Quitte, datt et fir den Aarbechter haut eng positiv Entwécklung bedeit, wann hie méi als Iwwerstonn bezuelt kritt, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Et huet keng Auswierkungen op d'Krankegeld. Et huet eng indirekt Auswierkung op d'Pensiounen herno, mä keng Auswierkungen op d'Krankegeld, well mer net méi an deem ale Regime si vum Krankegeld, vun den Aarbechter, mä well mer am ale Regime si vun den Employés privés, vun der Lounfortzahlung, wou souwisou d'Iwwerstonnen net mat gerechent gi bei der Base vum Krankegeld. Dat heescht, do huet et souwisou keng Influenz.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Aarbechter huet awer d'Iwwerstonne mat berechent kritt, also huet et do eng Influenz.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Neen, well doduerch, dass mer d'Lounfortzahlung maachen nom Prinzip vum Privatbeamtestatut 121-6, huet dat keng Influenz. Dat heescht, wa mer se cotisabel gemaach hätten, wären nawell d'Iwwerstonnen net mat berechent ginn am Krankegeld, an dat huet mam 121-6 ze dinn, mam Privatbeamtestatut, an net domadder, dass mer se cotisatiounsfräi maachen. Also wann Influenze sinn op verschidden aner Leeschtungen, gëtt et keng Influenz op d'Krankegeld. Richteg ass, dass et eng Influenz huet op d'zukënfteg Pensioun.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann ass et also esou, wann ech lech richteg verstanen hunn, Här Minister, datt den Aarbechter bis elo d'Iwwerstonnen a sengem Krankegeld ugerechent krut, an doduerch, datt mer elo de Statut vum Privatbeamten 121-6 uwennen, kritt hie se elo net méi ugerechent. Dat ass jo dat, wat ech gesot hunn…

Une voix.- Dat huet awer näischt mat der Cotisabilitéit ze dinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et huet näischt mat der Cotisatioun ze dinn. Den Effet, d'Resultat ass awer wéi ech gesot hunn, datt hien et virdrun a sengem Krankegeld mat berechent kritt huet an elo kritt hien et net méi mat berechent.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà, dat ass dat wat ech…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Wa se elo mat cotiséiert gi wären, hätt hie se nawell net mat berechent kritt. Just dass een dat awer weess, dass Der net sot...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hien huet se awer elo manner. Dat ass mengen ech dat wat zielt, egal op wat fir en Artikel datt mer eis elo baséieren. Mä de Fait ass, hien huet se elo manner. Mä wéi gesot, et ass e Kompromëss…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Mä dat huet näischt mat der Cotisabilitéit ze dinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Mä hien huet se awer duerch dëst Gesetz manner. Dat ass awer kloer.

Här President, ech hunn och gesot, datt dat fir mech en negative Punkt ass, mä ech weess awer och, wéi komplizéiert datt deen dote Punkt war, wann ee wëllt 50% a 25% harmoniséieren. Dann ass dat hei eng Léisung, déi direkt gesinn, op jidde Fall, fir d'Leit méi positiv ass, mä wat d'Pensiounen an d'Krankegeld fir d'Aarbechter ubelaangt, ass et laangfristeg gesinn net esou positiv.

En anere Punkt, Här President, dat sinn d'Beruffschamberen, déi mer elo zesummeleeën an dann eng Chambre vun de Salariéë kréien, déi aus néng Gruppe besteet an déi esou grouss gëtt wéi dat heite Parlament. Bei deenen néng Gruppe sinn d'Rentner derbäi, déi elo doduerch och Member an där Chamber ginn. Déi Beruffschamber kritt 60 Leit, se gëtt also esou grouss wéi dëst Parlament.

Wat vläicht de Mëtteg nach net esou vill hei undiskutéiert ginn ass, dat ass, datt mer mat dësem Gesetz och fir d'éischt Kritären aféieren, wat déi national an déi sektoriell Representativitéit ubelaangt. D'Gesetz seet och elo, datt een déi national Representativitéit als Gewerkschaft kritt, wann een an der Beruffschamber 20% vun de Stëmmen am Ganze kritt, an déi sektoriell kritt een, wann een an där Grupp, wann et eng spezifesch Grupp ass, déi korrespondéiert mat deem Kollektivvertrag, deen een ofschléisst, wann een dann an deem Secteur seng 50% kritt huet.

Positiv ass, datt mer elo emol eng Kéier novollzéibar Kritären hunn, wou een am Fong ka soen, datt déi dann och all fënnef Joer frësch mussen ënner Bewäis gestallt ginn.

(Interruptions)

Et muss ee wëssen, datt déi 50% - ech schwätzen emol net vun deenen 20% -, mä déi 50% schénge mer sektoriell héich ze sinn. Ech fäerte virun allem, datt déi sektoriell Opdeelungen - an ech schwätzen net vu grousse Secteure wéi deem vun de Banken oder der Sidérurgie, mä vun anere Secteuren, wou Mëttelbetriber sinn, an deenen déi eng oder déi aner Gewerkschaft vläicht ka staark dra vertruede sinn - awer eng Rei vu Problemer opwerfe kéinten.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Do ännert näischt un der Definitioun von 2004. De Secteur muss wierklech e wichtege Secteur an der Ekonomie sinn. Also alles dat, wat Dir gesot hutt, dat hu mer zënter 2004 dran am Gesetz, mat engem Ënnerscheed, dass bei der nationaler Representativitéit mer gesot hunn, 20% insgesamt, an an all Beruffskummer op d'mannst 15%. Doduerch, dass mer elo eng Beruffskummer hunn, ass et 20%. All déi aner Definitiounen, wéi mer de Secteur kucken, hu mer zënter 2004 a mir si gutt domat gefuer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu jo just gesot, datt mer elo nei 20% drastoen hätten. An deem ale stoung 15%, elo steet 20% dran. An ech hu gesot, datt ech meng Problemer hu mat där sektorieller Opdeelung. Ech hunn net gesot, datt dat falsch oder richteg ass. Ech hunn einfach meng Bedenken, datt mer awer an enger Rei vu Secteuren herno an der Praxis Problemer kréien, wat d'Zougehéieregkeet vun deenen eenzelne Betriber zu deene respektive Secteuren ubelaangt.

Här President, ofschléissend nach zwou Bemierkungen, wat elo net direkt eppes mam Statut ze dinn huet. Mir hate soss den Employé privé, de Privatbeamten, a mir haten den Aarbechter, a mir kréien elo de Salarié. Ech wier iwwert dëst Gesetz eraus frou, wa mer hei Gesetzer maachen, wou mer nei Wierder mussen asetzen, wann et beim Stat géif eng Kéier e Gremium ginn, dee géif kucken, ob mer net kéinte méi lëtzebuergesch Wierder benotzen.

Ech huelen als Beispill den Enseignement. Do hu mer de Précoce agefouert, mir hunn d'Maisons relais agefouert, wou ech der Meenung sinn, datt et net schlecht gewiescht wier, wa mer och direkt versicht hätten, en neit Lëtzebuerger Wuert duerfir ze fannen. Elo setze mer hei den „Salarié" an,…

Une voix.- Deen, dee schafft.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …quitte, datt ee soe kann, datt deemools den „Beamten" wahrscheinlech och keen typescht Lëtzebuerger Wuert war.

Här President, dann nach e Wuert zur Fonction publique. Et ass haut hei ugeklongen, datt mer de Statut unique fir de Privatsecteur maachen. Mir sinn eis bewosst, datt et och an Zukunft net wäert ee Statut ginn, wou mer de privaten an den öffentleche Secteur kënnen integral dra verschmëlzen. Mir wäerten och an Zukunft, wa mer déi Spezifissitéit huele vum Fonctionnaire, wou mer soen, datt dee muss a voller Onofhängegkeet an Neutralitéit kënne Gesetzer applizéieren an duerfir och gewësse Garantien hunn, do net kënnen déiselwecht Bestëmmungen uwenden, wéi dat eben am Privatsecteur de Fall ass. Duerfir wäerte mer ni, vun eiser Säit aus, een Eenheetsstatut kréien, deen alles beinhalt.

Op där anerer Säit muss ee wëssen, datt mer an der Fonction publique awer schonn e ganze Koup vun Deeler hunn, déi harmoniséiert gi sinn. Ech denken do un d'Krankekeesen, wou mer déiselwecht Leeschtungen, Verflichtungen an och déiselwecht Cotisatiounen hunn. An deem Zesummenhang wier meng Fro un den Här Minister, firwat mer do keng Fusioun, zumindest um Niveau vun de Krankekeesen insgesamt kritt hunn, obschonn alles vun der Union des Caisses de maladie mat ausgehandelt ginn ass oder gëtt. Vläicht kann den Här Minister eis herno drop äntwerten, ob et Punkte gëtt, wou ee ka soen, doduerch, datt se net an der Fusioun sinn, ass dëtt oder dat nach anescht. Souvill wéi ech weess, gëtt et näischt, wat aneschters ass,…

Une voix.- Si hu just hir eegen Agencen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …duerfir hätt een hei zumindest kënnen, well do hätt ee kengem eppes ewechgeholl, au contraire, géif ech soen, hätten d'Fonctionnairen och queesch duerch d'Land kënne vun där Rei vu Guicheten, déi mer hunn, profitéieren. Dat wier méi einfach gewiescht.

Op där anerer Säit musse mer wëssen, datt mer awer zum Beispill an der Fleegeversécherung och d'Fonctionnairë mat dran hunn an datt mer no der Pensiounsreform vun 1999 och all déi nei Fonctionnairen, déi duerno an den Déngscht beim Stat oder bei de Gemengen agetratt sinn, quasi ënnert deeselwechten oder en identesche Regime wéi am Privatsecteur gesat hunn, esou datt och do, ouni datt een déi mat an dee Statut unique eranhëlt, awer eng Bewegung an de leschte Joren amgaange war, déi op wesentleche Punkten an der Sozial- an Aarbechtsgesetzgebung och eng Harmoniséierung erbäigefouert huet.

Mir musse wëssen, datt mer mat deem Statut unique hei och zum Deel an d'Fonction publique eraginn, well alleguer déi Leit, déi bis elo am Aarbechterstatut bei de Gemengen oder beim Stat geschafft hunn, déi elo am private Statut waren, genausou wéi d'Privatbeamten, déi kommen och alleguer mat an dat Gesetz hei eran.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR huet an der Vergaangenheet all Projete matgestëmmt, déi eng Harmoniséierung an der Sozial- an Aarbechtsgesetzgebung, eng Harmoniséierung um Niveau vun de Pensiounskeesen, de Krankekeesen an der Fleegeversécherung als Zil haten an déi ëmmer op der nationaler Solidaritéits- an op der Risikogemeinschaft opgebaut hunn.

Mir sinn alleguer déi Schrëtt matgaangen, an duerfir ass et och selbstverständlech, datt mer haut dee leschten an definitive Schratt matginn. Ech bréngen duerfir d'Zoustëmmung vun eisem Grupp.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Virop och emol Félicitatiounen un d'Häre Rapporteuren, awer och besonnesch Félicitatiounen un de Sekretär vun der Kommissioun, dee mat senger exzellenter Aarbecht zu engem gréisstméigleche Versteesdemech vun dësem Projet an der Kommissioun mat bäigedroen huet.

Här President, Dir kënnt lech jo virstellen, dass engem als Gewerkschaftler, dee sech jorzéngtelaang fir d'Gläichstellung vun alle Salariéen agesat huet, eigentlech d'Häerz misst laachen, wann en dem Objektiv, deen hie sech gesat huet, e Stéck méi no kënnt, mä hei ass et leider esou: D'Iddië sinn net verantwortlech fir dat, wat d'Politiker aus hinne maachen.

Et war säit jeehier e Striewe vun de Gewerkschaften, dat ze realiséieren, vun deem mer haut hei en Deel - an ech betounen: en Deel - stëmme wäerten. Ech wëll dem Här Castegnaro och soen, dass den NGL säit 25 Joer vu senger Grënnung un ëmmer a senge Programmer den Objektiv vum Eenheetsstatut drastoen hat an och haut nach drastoen huet, an net zaghaft och ëmmer hanner allen Iddië stoung, déi domadder verbonne waren. Ech sinn och houfreg, laang Zäit dorunner matgewierkt ze hunn.

Haut, Här President, schwätze mer net méi vu Beamten an Aarbechter, haut schwätze mer nach just vu Salariéen. An do hoffen ech staark, dass dann elo opgrond vun dësem Gesetz endlech deen eeklege Begréff „Ressources humaines“, mat deem d'Salariéen zu enger Wuer degradéiert ginn, erëm aus dem Sproochgebrauch vun de Betriber verschwënnt an och ni méi an engem Gesetzestext wäert optauchen.

Den Objektiv vun de parlamentareschen Aarbechten, nodeem d'Tripartite eng Rei Virbedéngunge geschafen huet, war et, de Statut unique fir d'Salariat am Privatsecteur ze schafen.

Ech kann lech soen, „unique“ ass e schonn - dëse Gesetzesprojet. Eleng schonn doduerch, dass et net fäerdeg bruecht gouf, endlech eng Sozialbasisofsécherung fir all Salarié ze schafen, d'Fonction publique mat abegraff.

Aus méi oder wéineger historeschen, awer besonnesch statutären Iwwerleeunge gouf den öffentleche Secteur vun dëser sougenannter Jorhonnertreform ausgeschloss, woumadder ee schlussendlech huet missen d'accord sinn, well ee soss riskéiert hätt, dass dat Ganzt am Sand verlaf wier.

Wou ech awer wëll bemierken, dass d'Fonction publique méi en uniquë Statut huet wéi deen, dee mir elo hei am Privatsecteur wëlle schafen. An am Privatsecteur ass dee Statut net esou unique, wéi en hätt misse sinn, well zum Beispill am Beräich Horeca an Transport nach ëmmer déi iwwer Spezialgesetz an EU-Direktive festgeschriwwen Derogatiounen am Aarbechtsrecht bestoe bleiwen. Also just an deene Beräicher, wou d'Salariéë scho benodeelegt sinn, bleiwen déi Derogatioune bestoen, an hei hätt wierklech e Jorhonnertakzent kënne gesat ginn, andeem d'Aarbechtsrecht endlech fir all Salariéen zumindest am Privatsecteur integral generaliséiert gi wier.

Den Eenheetsstatut ass och a senge Finalitéiten net onbedéngt unique, haaptsächlech och wéinst deene Rateschwänz, déi vir- an hannendrun hänken. Et goung schonn u mat deem Mediëspektakel, deen opgefouert gouf, nodeem d'Sozialpartner sech anscheinend eens waren, a wéi schonn esou oft souze se zwar zesummen, hunn alles ausdiskutéiert, fir dann hannendru publik ze maachen, dass een deen aneren erëm falsch verstanen hätt.

An d'Memberen aus där zoustänneger Kommissioun hu sech dann all Kéiers verbal missen erkläre loossen, wat dann elo wierklech an der Tripartite lass war, ouni awer déi absolut Gewëssheet ze hunn, dass dat, wat se erzielt kritt hunn, och esou war.

Hei wëll ech nach eng Kéier op meng laangjähreg Fuerderung zréckkommen, déi ech schonn e puermol hei gestallt hunn, dass den Deputéierten onbedéngt misst e Verbatim zougestallt ginn, wat dann an der Tripartite wierklech proposéiert an diskutéiert ginn ass, well schlussendlech et net eng Tripartite ass, déi iwwert d'Projeten décidéiert, esou wéi dat dobausse fälschlecherweis ugeholl gëtt, wann ëmmer vun Tripartite-Gesetzer geschwat gëtt, mä et ass nach ëmmer d'Chamber hei an d'Deputéierten, déi schlussendlech d'Décisiounen ze treffen hunn an och missten iwwer all Diskussioune vun de Gesetzer a Kenntnis gesat ginn.

Här President, unique ass dee Statut och, well e schonn am Virfeld zu engem Gesetz gefouert huet iwwert d'Fiskalitéit a puncto Iwwerstonnen, eng Initiativ - wéi ech soen - à la Sarkozy: méi schaffen, méi verdéngen. Eleng schonn d'Kopéiere vun enger Iddi vum Sarkozy misst bei de Gewerkschaftler d'Schudderen ausléisen. Mä anscheinend hu Verschiddener vun do un, wou se an der Politik täteg sinn, méi en décke liberale Pelz kritt.

Bei de geleeschten Iwwerstonne brauchen net nëmme keng Steiere méi bezuelt ze ginn, mä och keng Sozialversécherung, an dat kënnt haaptsächlech den Employeuren entgéint. Et wäert awer net nëmmen en Impakt kréien op den Aarbechtsmaart an d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen - well dat wäert och nach e Rateschwanz sinn, deen dann drunhänkt; wann d'Iwwerstonnen ufänken zur Regel ze ginn, da gi manner Aarbechtsplaze geschafen an dat geet op d'Käschte vun eisem Aarbechtsmaart -, mä och deene betraffene Leit hir Krankenofsécherung an hir spéider Pensiounsofsécherung sinn net méi esou, wéi se virdru waren. Well op eppes, wou nämlech keng Sozialbäiträg bezuelt ginn, gëtt et och keng Sozialleeschtungen. Dat war nach ëmmer esou an dat wäert och esou bleiwen.

Dat ass en negatiivt Bäiwierk vum Eenheetsstatut, dat sozial einfach net akzeptabel ass. An et mécht de Gruef tëschent den Zehnkämpfer, déi kënnen Iwwerstonne schaffen, an deenen, déi kierperlech oder gesondheetlech méi schwaach sinn, ëmmer méi grouss.

Eng weider Begleiterscheinung vun deem Eenheetsstatut ass déi aarmséileg Diskussioun iwwert den Absentéismus. E Phenomeen, dee vu Patronatssäit systematesch mediatiséiert ginn ass, mat der permanenter Erpressung, den Tripartite-Accord géif iwwert den Eenheetsstatut a Fro gestallt ginn, wann de Bedéngunge vum Patronat a puncto Absentéismus net géif Rechnung gedroe ginn.

Mä wat sinn déi Bedéngungen? Si se dann elo all erfëllt ginn, fir dass d'Patronat jo domat d'accord ass, well den Eenheetsstatut och elo vun der Patronatssäit guttgeheescht ginn ass?

An enger Kommissioun um héchsten Niveau sollen d'Modalitéiten doriwwer ausgeschafft ginn. Aus menger laangjähreger Erfahrung als Gewerkschaftler weess ech, dass, wat méi um héchsten Niveau ausgemauschelt gëtt, wat et um ënneschten Niveau der ëmmer méi an d'Zänn ginn.

Och wann eng Rei Modalitéiten am Gesetz iwwert den Eenheetsstatut festgeschriwwe sinn an och elo an enger Motioun hei sollen duerchgebaatscht ginn, esou hätt ech léiwer gehat, dass sämtlech Ausféierungsbestëmmunge mat deem Gesetz kloer hei presentéiert gi wieren. Mä dat ass leider net de Fall.

Här President, ech kommen och net derlaanscht, nach eng negativ Begleiterscheinung vun dësem Gesetz ervirzesträichen. Dat sinn déi Artikelen iwwert d'Familljenzoulagen, déi menger Usiicht no näischt an dësem Gesetz verluer hunn.

An dësem Gesetz sinn awer d'Familljenzoulage mat agedroen als net indexéierte Chiffre absolu, wat heescht, dass d'Familljenzoulagen opgrond vun dësem Gesetz definitiv desindexéiert ginn.

Besonnesch erstaunt sinn ech iwwer eng LSAP, déi jo am Virfeld vun den nächste Chamberswahlen onbedéngt wëllt d'Aarmut bekämpfen, eng Aarmut, déi se awer mat der Desindexéierung vun de Familljenzoulage matgeschafen huet. De Kader vun dësem Gesetz hätt d'LSAP awer kënnen notzen, fir d'Indexéierung vun de Familljenzoulage jo erëm anzeféieren. Mä, wa se elo dat Gesetz hei stëmmen, da stëmme se definitiv den Doud mat vun der Indexéierung vun de Familljenzoulagen.

Här President, et gëtt nach eng Rei negativ Nieweneffekter bei dësem Gesetz, déi de positive Gedanke vun där Eenheet hypothéquéieren. Ech si mam Prinzip vum Eenheetsstatut absolut d'accord, kann awer wéinst deene sëllechen Nieweneffekter, mat deene mer wäerte vill Schwieregkeete kréien, dëst Gesetz net stëmmen a wäert mech enthalen.

Ech hunn de Rapport an der Kommissioun gestëmmt aus Respekt virun deenen Aarbechten, déi do geleescht gi sinn, an och aus Respekt vis-à-vis vun deene Leit, déi e geschriwwen hunn, mä ech hunn awer hei zu deem Gesetz ze vill inhaltlech Bedenken, déi ech och an der Kommissioun scho virbruecht hunn, a wëll déi haut mat menger Enthalung ënnermaueren.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Thiel.

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, well et schonn e bësse spéit ass, erspueren ech mer elo laang Remerciementer fir all déi, déi sech hei an d'Geschier geluecht an eng gutt Aarbecht gemaach hunn. Also, si solle sech global gelueft fillen.

(Hilarité)

Ech wëll och net meng Zäit mat Ofrechnunge mat Gott a mat der Welt verplemperen. Dat ass jo de Mëtteg scho laang a lautstaark genuch hei geschitt. An och wann et net onbedéngt an déi Schwaarz-Wäiss-Molerei am Virfeld vum 1. Mee passt, soen ech kloer an däitlech, datt ech dëse Projet als ee vun den Héichpunkte vun dëser Legislatur ugesinn, an dat net nëmme säit haut de Moien.

Här President, och wann et eigentlech op der Hand louch, datt d'Opspléckung vun de Salariéen an zwou, souguer dräi Kategorië längst iwwerholl ass an och net méi dee geréngste Sënn huet, hu mer eis dach laang schwéiergedoen, domat opzeraumen an déi zwee Regimer, Aarbechter an Employéen, ënner een Hutt ze bréngen. Well dat, wat op den éischte Bléck total logesch an evident schéngt, war an ass nach ëmmer net esou einfach an d'Praxis ëmzesetzen.

Et huet net fir näischt genee zwee Joer an een Dag gedauert, bis datt déi Décisioun vun der Tripartite vum 28. Abrëll 2006 iwwert d'Aféierung vun engem Eenheetsstatut fir d'Salariéë vum Privatsecteur zeideg genuch war, fir an e Gesetz iwwersat ze ginn. Haut ass et esou wäit. Wéi schwéier esou eng Reform duerchzezéien ass, weist net nëmmen den Opwand un Zäit an un Energie, dee fir dëst Gesetz dropgaangen ass.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Och de Fait, datt et sech genee geholl nëmmen ëm eng Deelreform handelt, deit op d'Komplexitéit vun deem Ganzen hin. Well ëmmerhi sinn déi 8% och Salariéen, an engem gewësse Sënn, déi fir de Stat an d'Gemenge schaffen, net bei dëser Reform derbäi.

D'Fonction publique gouf ausgeklammert an hir Abezéiung an en Eenheetsstatut bleift, wéi de Statsrot mat engem Ënnertoun vu Bedaueren a sengem Avis notéiert, einstweilen Utopie.

Déi schwiereg a komplizéiert Ëmsetzung vun enger u sech einfacher an aliichtender Iddi huet natierlech an éischter Linn mat deenen ënnerschiddleche Bestëmmungen ze dinn, deenen déi zwee Regimer ënnerworf waren, huet och vläicht domat ze dinn, datt gläich zwee Ministeren implizéiert sinn. Mä et huet ganz bestëmmt domat ze dinn, datt d'Fusioun vum Aarbechter- a Beamtestatut och um finanzielle Plang net ganz ouni Konsequenzen ass.

Well dat scho während den Diskussiounen an der Tripartite zum Virschäi koum an de Projet souguer doduerch riskéiert huet, ze kippen, ass vu vireran de Prinzip festgehale ginn, datt déi ganz Operatioun ouni finanziell Auswierkungen op d'Wirtschaft bleiwe misst. Nëmmen ënnert där Viraussetzung war d'Patronat bereet, iwwerhaapt mat an deen Deal anzeklammen, well d'Patronë vläicht net ganz zu Onrecht gefaart hunn, si missten am Endeffekt d'Rechnung bezuelen.

Déi Obligation de résultat steet elo am Raum, allerdéngs net um Pabeier vun dësem Gesetz. Si gëtt awer am Commentaire des articles ernimmt an ass domat méi oder wéineger festgeneelt.

Och esou ass deen Text vun dësem Gesetz laang a komplizéiert genuch a fëllt ëmmerhin 83 Säiten, wat op seng Villschichtegkeet a seng Komplexitéit schléisse léisst. Mä well scho sëllech Kolleeginnen a Kolleege sech hei doriwwer ausgelooss hunn oder nach wäerten doriwwer ausloossen, kann a wëll ech mech op deen een Aspekt, nämlech dee vun der finanzieller Neutralitéit, konzentréieren a kucken, wéi et dann elo mam Anhale vun deem sakrosankte Prinzip ass.

Ëm wat geet et bei där Nullsummerechnung? Doduerch, datt engersäits d'Krankekeesecotisatioune bei den Aarbechter op den Niveau vun den Employéen erofgesat ginn an op där anerer Säit d'Krankegeld bei den Aarbechter an Zukunft entfält an duerch Lounfortzahlung duerch de Patron ersat gëtt, ergi sech noutgedronge finanziell Verschiebungen duerch dës Fusioun.

Wann een elo, wéi dat déi zoustänneg Regierungsservicer ausgerechent hunn, dovun ausgeet, datt d'Ugläichung vum Aarbechter un den Employésregime e Käschteplus vu 56 Milliounen Euro am Joer mat sech bréngt, a wann een op där anerer Säit mat berücksichtegt, datt déi staatlech Kontributioun zur Patronsmutualitéit an der Héicht vun 0,3% vun der bäitragsflichteger Lounmass ronn 30 Millioune wäert bréngen, da bleift ëmmerhin nach e Lach vu 26 Milliounen.

An dat, esou heescht et, soll duerch eng entspriechend Reduktioun vun dem Absentéismus gestoppt ginn. Wuel gemierkt „soll“, well kee Mënsch kann engem soen, ob dat Objektiv kann erreecht ginn oder net. Dat ass de Schwaachpunkt vun där Nullsummerechnung, wéinst deem sech dann och d'Patronë Gedanke maachen, well si fäerten, si missten herno an d'Keess, wann d'Bekämpfung vum Krankfeieren net dat erhoffte Resultat bréngt.

Et ass schéin a gutt, datt am Gesetz eng Kuerbel voll Moossname virgesi sinn, fir méi effikass géint d'Blomaache virzegoen. Mä dee Problem léisst sech net esou einfach an de Gréff kréien. Do mussen d'Dokteren, déi krankschreiwen, genausou matspillen, wéi de Contrôle médical an de Contrôle administratif vun der Sécurité sociale, fir datt d'Blomécher net ongeschuer bleiwen. An dat ass alles aneschters wéi eng einfach Saach an engem Land, an deem ronn 40% vun de Salariéë Grenzgänger sinn. A schliesslech mussen och d'Patronë matspillen, well op d'mannst déi sinn hei gefuerdert, déi den alen Aarbechterregime mat sengem Krankegeld vum éischten Dag un a bestëmmte Situatiounen nach ewell net ongär haten.

Dat Ganzt ass ëmsou méi schwéier an de Gréff ze kréien, well ee jo wuel muss kënnen dovun ausgoen, datt d'Krankfeieren net d'Regel, mä d'Ausnahm ass. Et ass schlëmm genuch, wann e Mënsch krank gëtt an net ka schaffe goen. Duerfir sollt een net gläich jiddfereen, deen net op d'Schaff kënnt, als Blomécher verdäiwelen.

Wann een awer mat de Patronë schwätzt, da kënnt ee séier zur Konklusioun, datt et vläicht dach awer méi Blomécher gëtt wéi allgemeng ugeholl an datt mir et hei mat engem reelle Problem ze dinn hunn, dee souguer bis an d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft eraspille kann. An ëm déi Kompetitivitéit goung et jo och bekanntlech an éischter Linn an där Tripartite, an där d'Fusioun vun deenen zwee Regimer décidéiert ginn ass.

Et kënnt also elo virun allem dorop un, datt mer deen abusiven - esou heescht et jo - Absentéismus Meeschter ginn.

Natierlech kënnt ee soen: Wat si schonn déi 26 Milliounen, ëm déi et hei geet, am Verglach zu engem Bruttosozialprodukt vun 28 Milliarden? Dat ass eng Relatioun vun 1:1.000. Mä éischtens geet et ëm de Prinzip vun der Käschtenneutralitéit, déi nun eemol feierlech arrêtéiert ginn ass, an zweetens hu mer et hei mat engem Iwwel ze dinn, dat leider schonn déif an d'Mentalitéit vun eiser sozial esou gutt versuergter Gesellschaft eragewuess ass, well d'Krankfeiere jo nach laang net ëmmer materiell oder aner Sanktiounen no sech zitt.

Dat huet och deenen ageliicht, déi dat heite Gesetz gezammert hunn, well si net ausschléissen, datt zu deene geplangte Moossname géint den Absentéismus nach weiderer, méi schaarfer kéinten derbäikommen, wann et sech sollt erausstellen, datt dat, wat am Gesetz virgesinn ass, net duergeet, fir déi ugestriefte Reduktioun vum Absentéismus ze erreechen.

Elo huet awer d'Regierung nieft dem Prinzip vun der Käschtenneutralitéit nach eng aner Konstant an d'Rechnung bruecht, andeem si d'Participatioun vum Stat an der Patronsmutualitéit fir de Risikoausgläich bei der Lounfortzahlung op 0,3% fixéiert huet, egal ob déi ugepeilten Erspuernis vu 26 Milliounen, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, iwwer eng Reduktioun vum Absentéismus erreecht gëtt oder net.

Dat heescht, datt ees wéi ees de But muss erreecht ginn, well jo soss d'Versprieche vun der Käschtenneutralitéit net agehale gëtt. An anere Wierder: Den abusiven Absentéismus, iwwert deem säin Ausmooss een am Ablack nëmme spekuléiere kann - keen huet räsonnabel Chifferen -, muss erof, coûte que coûte.

Duerfir schéngt et mir wichteg, datt net eréischt no dräi Joer e Bilan vun der Bekämpfung vum Absentéismus mat deenen am Gesetz virgesinnene Moossname gezu gëtt, mä datt dee Gremium, deen am Artikel 14 duerfir virgesinn ass an esou eng Aart Observatoire de l'absentéisme gi soll, der Blomécherei esou séier wéi méiglech op de Pelz réckelt, wéi dat jo och an der Motioun von deenen zwee Rapporteure verlaangt gëtt. Well hei geet et net nëmmen ëm déi berühmt Käschtenneutralitéit vun dëser Jorhonnertfusioun. Hei geet et och ëm dee Milliouneschued, deen eiser Ekonomie all Joer duerch d'Blomaachen entsteet an dee sech noutgedrongen och an eisem Akommes, an eisem nationalen Akommes néierschléit.

Et wier en Dauerschued, wann esou eng epochal Reform wéi d'Ofschafe vun deem antiquéierten Zweeklassesalariat dorënner géif leiden, datt d'Gesetz net wéi versprach den Absentéismus an de Gréff kréich. Duerfir muss deen Expertëgremium de haut

niveau, deen elo am Sënn vum politeschen Zäitgeescht Observatoire de l'absentéisme genannt gëtt, direkt op d'Schinne gesat ginn, fir datt et net an dräi Joer heescht, et kéint nach kee Bilan gezu ginn, well een déi néideg Donnéeën nach net beieneen hätt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Thiel Merci. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech och deene Wierder vu Merci an Dank un déi zwee Corapporteuren uschléissen, déi et mat Sécherheet fäerdeg bruecht hunn, virun allem fir déi, déi net Experten an där Matière sinn, dach op eng ganz verständlech Aart a Weis de Projet de loi hei ze explizéieren, deen dann an der einfacher Form Statut unique heescht.

Statut unique, eng Iddi, déi net am Koalitiounsaccord stoung, eng Iddi, wéi mer awer haut hei och op dëser Tribün héieren hunn, déi en alen Dram schéngt gewiescht ze si vun deem engen oder aneren am Land, deen dann elo no laange Joren, Jorzéngten an Erfëllung geet. Eng Iddi, déi finalement zréckbehale ginn ass an enger Tripartite, déi aberuff gi war, fir ze kucken, wéi eis Betriber kënne méi kompetitiv ginn, déi awer och aberuff gi war, fir ze kucken, wéi déi déséquilibréiert Situatioun vun de Statsfinanze vun 2006 kéint redresséiert ginn.

Do kann ee sech froen an zu Recht froen: Jo, wat huet dann elo domadder direkt de Statut unique ze dinn? Et schéngt jo och esou gewiescht ze sinn, wéi wann an den Diskussiounen an der Tripartite déi eng Säit eppes ginn huet an och déi aner Säit eppes ginn huet, an dat, wat d'Patronat deemools zougesot hat, dat war dann de Statut unique, an dat, wat d'Salariatssäit zougesot hat, dat war d'Modulatioun oder d'Manipulatioun vum Index.

Finalement stellt ee fest, datt eppes dobäi erauskënnt, wat net ganz kohärent ass, a wou ee sech da wierklech nach muss froen: Jo, wat huet dat da mat där Zilsetzung ze dinn, déi sech gesat ginn ass, ier een an déi Tripartite do eragaangen ass?

De Statut unique kann an eisen Aen awer eng sympathesch Iddi sinn, wéi de Krieps Lex et formuléiert huet. Et kann eng sympathesch Iddi sinn.

Firwat? Well een eng Rei vun Ziler ka verfollegen, wéi zum Beispill och doduerch, datt den Absentéismus aneschters kann ugaange ginn. Virun allem den abusiven Absentéismus ka bekämpft ginn. D'Betriber kënne méi kompetitiv ginn, wa mer als Zil definéieren, fir en zäitgeméisse Statut, deen eben der moderner Aarbechtswelt Rechnung dréit, kënnen ze schafen, a wa mer et doduerjer och kënne fäerdeg bréngen, eise Sozialsystem fir d'Zukunft ofzesécheren.

Elo schwätzt mat Sécherheet munches och fir e Statut unique. Ënner anerem - an et ass hei gesot ginn - ass eng vun den Haaptmotivatiounen, datt d'Aarbechtswelt geännert huet, datt d'Aarbechtswelt an deem Sënn geännert huet, datt deen, deen haut vläicht nach um Pabeier en Aarbechter ass, eng aner Aarbecht mécht wéi den Aarbechter, dee mer aus der Zäit hier kennen, datt och do, an der Aarbechterwelt, d'Technik an d'Informatik Anzuch gehalen hunn, datt et och do haut ëm Ausbildung an ëm Weiderbildung geet a ganz aner Kompetenze gefuerdert sinn a ganz aner Aarbechtsofleef haut ofgezu ginn.

Näischtdestotrotz muss een awer feststellen, datt et nach ëmmer verschidde Risikokategorië vun Aarbechte gëtt an do net jiddfereen d'office an een Dëppe ka gehäit ginn, wat da vläicht och géif d'Fro mat sech bréngen: Ass et wierklech gutt, datt mer hei just ee Statut hunn, fir finalement awer eng Rei vu verschidde Risiken ofzedecken iwwer eis Sozialversécherungen?

Gutt ass och am Prinzip, wa Mënschen am Land zesummegefouert ginn. Woubäi ech awer do wëll soen, datt fir mech - an ech mengen, do gëtt mer jiddferee Recht heibannen - net de Bäitrag, deen een zur Krankeversécherung bezuelt huet, ausschlaggebend duerfir ass, wéi vill Respekt ech engem Matmënsch entgéintbréngen, mä datt et ganz aner Kritäre solle sinn, déi eist Zesummeliewen a géigesäitegem Respekt sollte regelen.

Wann ech soen, Mënschen zesummefëieren, da musse mer hei feststellen, datt dëse Projet se net alleguerten zesummefëiert. Et war kloer, dès le départ, datt d'Fonction publique net betraff ass vun dësem Statut unique, woubäi ee sech och do hätt misse bewosst sinn, datt deen, deen dat wëllt, effektiv ganz aneschters hätt missen dorunner erugoen, an dann hätt et net zwee Joer Négociatioun bedürft, mä mat Sécherheet wäit doriwwer eraus, an et hätt ee vläicht eppes zesummegeluecht, wat och guer net an där doter Form zesummegehéiert.

Mä och de Statut unique am Privatsecteur ass net esou unique, wéi en et da gleewen deet. Mir wëssen, datt d'Hauspersonal eng Ausnahm hei duerstellt; mir wëssen, datt d'ganz Gastronomie eng Ausnahm duerstellt; mir wëssen, datt den Transportsecteur eng Ausnahm duerstellt.

Positiv ze bewäerten ass eng gewësse Simplification administrative, déi doduerjer kann entstoen, datt d'Chambres professionnelles beieneegeluecht ginn, datt dann och déi Keess, déi den Här Di Bartolomeo esou gäre Gesondheetskeess nennt, entsteet duerch d'Fusioun vun deenen anere Krankekeesen, woubäi mer eis awer do och keng Illusioune sollte maachen: Och wa mer elo en anert Schëld op d'Dier hänken an dat Gesondheetskeess nennen, dann hu mer kee vun deene fundamentale Problemer, wat d'Ofsécherung vun der Krankheet hei am Land ubelaangt, geléist.

Et war gesot, de Statut unique, wann en da soll kommen, da soll en neutral sinn. Do ass un eng finanziell Neutralitéit geduecht gi fir eis Ekonomie, woubäi driwwer diskutéiert ginn ass herno, wéi de Saz dann, deen an der Tripartite formuléiert ginn ass, wierklech geduecht war: War et generell fir d'Ekonomie am grousse Ganzen? War et eng Neutralitéit pro Secteur?

Op jidde Fall muss ee feststellen, datt de Statut unique net neutral fir jiddfereen ass hei am Land, well hie kann eng Rei vun negative Répercussiounen hunn. Hien huet eng Rei vun negative Répercussiounen. E kann esou eng Répercussioun hunn zum Beispill fir eeler Mataarbechter, Mataarbechter, déi méi schwaach sinn, déi méi oft krank sinn, déi duerch de Prinzip vun der Lounfortzahlung, wéi se dann elo fir nei Salariéë gëllt an aneschters applizéiert gëtt, wéi se virdru fir de concernéierten Aarbechter gegollt huet, méi schlecht ewechkomme kéinten.

Et ka sinn, datt de Krankheetsfall zu engem reelle Käschtefacteur fir de Patron gëtt an datt de Patron wäert probéieren, sech vun deem engen oder anere Mataarbechter ze trennen, wat virdru vläicht net esou schnell de Fall war, wann een e Mataarbechter hat, deen 30, 35 Joer am Betrib war, dee gutt Déngschter geleescht huet an deen eben och am Krankheetsfall net direkt e Käschtefacteur duergestallt huet. Et ka ganz gutt sinn, datt do d'Solidaritéit fréier éischter gespillt huet, wéi an enger Situatioun, wou de Patron an enger grousser Kompetitivitéit ass par rapport zu anere Betriber, an dann am Fall, wou en eeler Mataarbechter bei sech huet, déi méi oft krank sinn, riskéiert, éischter ze probéieren, déi aus dem Betrib erauszedrécken. Dat heescht, fir esou e concernéierte Mataarbechter ass de Statut unique mat Sécherheet net neutral.

Neutral ass de Statut unique och net fir d'Privatbeamten, well hir Cotisatioun an d'Luucht geet duerch d'Aféierung vun dësem Statut unique. Dat heescht, si wäerten herno netto manner erauskréien, an zwar insgesamt am Volumen awer ëmmerhi siwe Milliounen Euro. Also, hei kann een och net vun Neutralitéit fir e grousse Block vu Beschäftegten hei am Land schwätzen.

Neutral ass de Statut unique dann och net fir de Steierzueler, well ech huelen emol un, datt am Ufank net d'Iddi gebuer war, datt finalement de Steierzueler et soll sinn, dat heescht de Statsbudget, deen nach eng Kéier eppes dropgëtt, fir datt déi eenzel aner Acteuren da kënnen en Accord fannen. Mä haut wësse mer, datt de Stat mat ronn 30 Milliounen Euro pro Joer wäert belaascht ginn, a mir wësse jo och, datt jee nodeem wéi den Absentéismus weider wäert evoluéieren, dat riskéiert herno nach méi ze ginn, datt dee Chiffer do iwwert déi 30 Milliounen Euro pro Joer kann erausklammen. Also finanziell Neutralitéit besteet net fir de Steierzueler.

An dann déi Diskussioun, ëm déi et jo eigentlech och gaangen ass, déi hätt kënnen en Effet vu Kompetitivitéit mat sech bréngе fir eis Betriber, wann deen Absentéismus, dee kann évitéiert ginn, deen net noutwendeg ass, dee wierklech abusiv ass, méi konsequent bekämpft gi wär. D'Acteure ware sech jo eigentlech am Ufank och eeneg, datt et deen doten abusiven Absentéismus gëtt an enger Rei vu Betriber an datt e soll bekämpft ginn, mä finalement awer net déi Mesuren hei proposéiert gi mam Statut unique, fir e kënnen ze bekämpfen. Dat obscho jo eigentlech d'Patronat während deene Verhandlungen och d'accord war, well se dat eent an dat anert an Aussiicht gestallt kritt hunn, well se souguer vum Jean-Claude Juncker selwer anscheinend ganz attraktiv Propositioune gemaach kritt hunn, déi finalement sech awer net wäerte realiséieren, well se an dësem Projet de loi net erëmzefanne sinn.

Duerfir si mer der Meenung, datt och elo eng Motioun zu deem dote Sujet hei anzereechen, fir d'Gemidder ze berouegen, net duergeet, an duerfir hu mer déi Motioun och net mat ënnerschriwwen.

Ech wëll nach eng Kéier betounen: Déi Rechnung, déi hei gemaach gëtt, kann nëmmen opgoen, wann deen dote Facteur stëmmt. Dat heescht, wann den abusiven Absentéismus wierklech ka reduzéiert ginn, wann en existéiert. Wa mer d'Moyenë kréien, wann d'Betriber d'Moyenë kréien, do ze intervenéieren, da schéngt et mer a jiddferengem sengem Intérêt ze sinn. Mä wann déi Moyenen net gi sinn, dann ass de Statut unique eng Rechnung, déi weder fir déi concernéiert Betriber, fir déi concernéiert Wirtschaftszweiger an och finalement net fir de Stat wäert opgoen, well da wäert och de Bäitrag vum Stat an den nächste Joren an d'Luucht goen.

Et gëtt hei vu Jorhonnertreform geschwat. Eng Jorhonnertreform, där mir net wäerten zoustëmmen, wou mer eis enthalen. Eng Jorhonnertreform, där mir hätte kënnen zoustëmmen, wann eng Rei vun anere Konditiounen erfëllt gewiescht wären, Konditiounen, déi mer dès le départ während deene Verhandlungen och ëmmer erëm genannt hunn, déi mer awer hei net dran erëmfannen.

(Interruption)

Ech hu se haut nach emol opgezielt, Här Clement, déi leie ganz kloer vir. Mir hu gesot: Neutralitéit dann och fir deen, dee riskéiert herno aus dem Betrib erausgedréckt ze ginn; Neutralitéit och fir déi, déi haut am Statut vum Privatbeamte sinn; Neutralitéit och fir de Steierzueler. Dat schénge mer kloer an novollzéibar Konditiounen ze sinn, déi mer an dësem Projet de loi hei net erëmfannen. Duerfir wäerte mer eis beim Vote enthalen.

Eng Jorhonnertreform ass et an eisen Aen och net. Eng Jorhonnertreform hätt et kënne sinn, wann et wierklech zur Kompetitivitéit vun eise Betriber bäigedroen hätt. Eng Jorhonnertreform hätt et kënne sinn, wann ee gesinn hätt, wéi esou en neie Statut wierklech dem Besoin vum Aarbechtsmaart éischter hätt kënne Rechnung droen, fir datt och Aarbecht ka geschafe ginn duerch dee Statut unique, datt Aarbecht kann ofgesécher ginn duerch de Statut unique.

Eng Jorhonnertreform hätt et kënne sinn, wann d'Sozialsystemer fir d'Zukunft ofgesécher gi wären. Ech wëll hei nach eng Kéier dat opgräifen, wat och de Mëtteg hei gesot ginn ass, datt duerch dat, wat manner cotiséiert gëtt iwwert d'Iwwerstonne fir d'Pensiounskeesen, herno éischter eng Précaritéit riskéiert ze entstoen.

Do ass et alt esou, datt et haut vläicht fir dee finanziell neutral ass, mä et muss ee wëssen, datt herno am Alter een dat awer manner erauskritt, also eppes muss dropleeën.

An et hätt kënnen eng Jorhonnertreform sinn, wann et an der konkreter Liewensqualitéit, an der konkreter Aarbechtsqualitéit vun deem eenzelne Salarié eppes bruecht hätt. Mä och dat gesi mer net an dësem Statut unique. Duerfir menge mer net, datt et eng Jorhonnertreform ass, a wann d'Regierung, a wann d'Majoritéitsparteien hei vu Jorhonnertreform schwätzen, eng Reform, déi also unique an dësem Jorhonnert soll sinn, da wësse mer, datt si fir déi nächst 92 Joer net méi vill wëlles hunn.

(Brouhaha général)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou de Comité des coordinations tripartite den 28. Abrëll 2006 zu dëser Konklusioun koum, déi seet: «Le Gouvernement et les partenaires sociaux sont tombés d'accord pour faire converger le statut des ouvriers et des employés privés en vue de réaliser un statut unique de tous les salariés du secteur privé», do hu sech vill Leit am Land dobaussen d'Fro gestallt, ausser vläicht déi, déi bei dëser Entscheedung derbäi waren: Wat soll dat, a firwat soll dat sinn?

Et gëtt awer heizou e puer Argumenter, an ech wëll der just zwee ufëieren. Et ass an där heiteger Zäit sécherlech net méi normal a wahrscheinlech och schwéierlech ze erklären, firwat en Employé, dee brutto 100 verdéngt, netto méi erauskritt, wéi den Aarbechter zu dëser Zäit, deen datselwecht brutto verdéngt, awer netto manner erauskritt. Et gëtt eng Erklärung dofir: well nämlech den Employé manner cotiséiert. Mä dat ass awer net eng Erklärung, déi onbedéngt ze vertrieden ass.

Beim System Caisse de maladie, wéi mer en haut kennen, huet kee vun den Acteuren eng direkt finanziell Responsabilitéit. Ausser datt d'Cotisatioune bezuelt ginn, déi och a schéiner Regelméissegkeet ëmmer méi héich klammen, fillt weder de Patron nach den Aarbechter nach den Dokter sech esou richteg verantwortlech fir dat rapid Uwuesse vun den Ausgabe vun der Krankekeess.

Dëst Uwuesse vun den Dépensë bréngt sengersäits erëm eng Augmentatioun vun de Cotisatioune mat sech, an déi trëfft dann awer erëm jiddfereen. Mat der Aféierung vum Statut unique gëtt elo probéiert, dëse Malaise ënnert der Mathëllef vun de Betriber an de Grëff ze kréien.

Nieft der Tatsaach, datt mir et an Zukunft nëmme méi mat enger Krankekeess ze dinn hunn, nämlech där neier Gesondheetskeess, wat een och als eng Reduzéierung vun de Charges administratives ugesi kann, ginn awer och d'Responsabilitéiten hei nei verdeelt.

Näischt, Här President, näischt wäert méi sinn, wéi et fréier war. Weder fir den Aarbechter, dee sech bis elo an engem praktesch honnertprozenteg sécuriséierten Ëmfeld, wat de Krankeschäin ugeet, erëmfonnt huet, nach fir de Betrib, dee finanziell net belaascht gouf, wann ee vu sengen Aarbechter krank oder am Krankeschäi war. Och déi Dokteren, déi dofir bekannt sinn, liichtfankeg Krankeschäiner auszestellen, wäerte sech an deem neie System Gedanke misse maachen.

Vill ass nom 28. Abrëll 2006 virun elo genee zwee Joer iwwert d'Aféierung vum Statut unique geschwat ginn. Éischt Reaktiounen aus der Patronatswelt no der Ukënnegung hu sech esou ugehéiert: „Si mir och elo nach do, fir d'Krankekeess ze sanéieren?“ - oder - „Dat do ass de Ruin vun deene klenge Mëttelstandsbetriber!“.

Kee Mënsch wosst am Detail, wéi dës Reform ze bewerkstellege wier, an zu dësem Zäitpunkt war och nach keng kloer Linn ze erkennen. Et war bis dohinner och nach praktesch keng anstänneg Informatioun duerchkomm, a vun dohier waren esou Reaktioune sécherlech méi wéi verständlech. Virun allem déi kleng Mëttelstandsbetriber hu sech Froe gestallt a kruten zu deem Zäitpunkt keng valabel Äntwert oder keng valabel Informatioun.

Vu Gewerkschaftssäit war ze héieren, nodeems d'Patronen oder besser gesot d'Betriber dobausse sech op eng méi oder manner däitlech Aart a Weis negativ manifestéiert hunn, datt, wann de Statut unique net zustane kéim, de ganzen Accord Tripartite vun hinnen a Fro gestallt géif ginn. Méi spéit an der Zäit war dunn ze liesen, souwuel vum LCGB wéi och vum OGB-L: „Es ist zwar ein Ja, aber ein Ja ohne Begeisterung.“ - Wat ëmmer dat och zu deem Zäitpunkt heesche sollt.

Jee, all concernéierte Secteur huet sech esou seng Gedanke gemaach, a selbstverständlech huet all Secteur versicht, sech méi oder manner gutt oder esou gutt wéi méiglech bei senge Leit ze positionéieren.

Mä, Här President, och déi politesch Parteien hu sech an dësem Dossier méi oder manner staark zu Wuert gemellt. Esou titelt zum Beispill den „Journal“, an ech hu mer dat alles erausgesicht: „Die DP reagiert auf Aussagen zum Einheitsstatut. Jahrhundertreform im Blindflug.“

Une voix.- Oh!

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Ech hu keng Reaktioun gesi vun der DP. Ech hunn et zweemol gelies. Ausser Kritik un der Regierung war keng Reaktioun do, wéi d'DP sech an deem Fall ugeluecht hätt.

Dem Här Meisch wëll ech soen, an net nëmmen him, och nach aneren DP-Vertrieder: «En matière de droit du travail, les

efforts tendant à un statut unique de droit privé seront poursuivis et intensifiés.» Dat steet am Accord de coalition. Also ass et falsch, wat Dir elo grad hei behaapt hutt, et stéing näischt dovun am Accord de coalition.

(Interruption)

Et steet dran, Här Wagner, an et steet souguer op Säit 85 uewen am éischten Artikel. Ech kann Iech e bréngen, ech kann en och hei beim President ofginn. Wann Dir e wëllt liesen, da kritt Dir dat gelies, wat ech elo grad hei virgelies hunn.

Am CSV-Wahlprogramm, wëll ech soen, do fannt Dir um 1.1.2.: „Die CSV wird sich auch weiterhin schrittweise zu einem einheitlichen Arbeitnehmerstatut privatrechtlicher Natur hinbewegen. Die Unterscheidung zwischen Arbeitern und Angestellten wird modernen Beschäftigungsverhältnissen nicht mehr gerecht. Die CSV wird die Wahlen zu den Berufskammern und Krankenkassen im Sinne eines einzigen Wahlganges reformieren."

Den Här Gusty Graas - an ech verstinn dat och, well den Här Meisch huet datselwecht elo grad gesot -, jo ëmmerhin awer och ee vun deene groussen DP-Vertrieder, huet an enger politescher Emissioun um 100,7 gemengt, eng Emissioun, déi iwwregens och nach am „Journal" textuell ofgedréckt ginn ass, datt an der Regierungsdeklaratioun esou e Virschlag net virgesi wier - gemengt war do d'Aféiere vum Statut unique -, an datt och am Wahlprogramm vun der CSV keng esou eng Ausso ze fanne wier.

Hie schlussfolgert deemno, an ech zitéieren erëm textuell de Gusty Graas: „Obwuel weder an de Parteiprogramme vun der LSAP a vun der CSV nach an der Regierungsdeklaratioun esou e Virschlag virgesi war, ass et de Moment de bestëmmende Sujet an der Lëtzebuerger Politik. Keen huet dësen Einheitsstatut gefrot, an dach soll e Realitéit ginn."

Wat d'CSV ugeet, hunn ech elo just virgelies, wat am Wahlprogramm steet. Wat de Koalitiounsaccord ugeet, hunn ech et och virgelies. Ech hunn net nogekuckt, wat am LSAP-Programm steet, mä ech hunn den Här Castegnaro héieren, dee gesot huet, datt d'LSAP sech säit jeehier géif asetze fir de Statut unique. Da ginn ech dovun aus, datt et och an hirem Programm drasteet.

Ech wëll awer domat kengem Mënsch eppes Schlechtes hei ënnerstellen. Ech wëll just schlussfolgeren, datt ee sech, éischtens, vläicht e bësse besser informéiere sollt, wann een esou Saache seet, an zweetens, datt et e groussen Ënnerscheed mécht, ob een elo an der Oppositioun sëtzt oder awer selwer an der Verantwortung ass, well da kuckt een d'Saachen aus engem anere Bléckwénkel.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Krieps, hutt Dir eng Fro un den Här Clement?

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Jo, Här President. An der Kommissioun, virun engem Joer, hunn ech den Här Clement ganz anescht erlieft wéi elo hei op der Tribün, an ech mengen, seng Kolleegen aus dem Handwierk an aus der Industrie huelen déi Positioun, déi hien hei vertrëtt, mat Befriemen op.

M. le Président.- Wat ass dann elo Är Fro, Här Krieps?

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Meng Fro un hien ass, ob hien elo d'Meenung vun der CSV-Fraktioun zum Ausdrock bréngt, oder ob dat den Här Sauber oder den Här Thiel, dee jo geschwat huet, oder den Här Glesener oder een anere vun Äre Spriecher mécht.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Ech kann net feststellen, datt ech mech vun deenen Texter vum Här Thiel, déi vun der CSV-Fraktioun kommen, soll distanzéiert hunn. Ech ginn dovun aus, datt Dir d'Wahlprogrammer gekuckt hutt, wann Dir esou Saache schreift. Ausserdeem sinn ech jo net an der Kommissioun, fir Iech ze erklären, wat an deenen eenzelne Parteien hire Wahlprogrammer steet. Dat maachen ech elo hei, fir datt och jiddfereen dat héiert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Den Här Castegnaro ass anerer Meenung.

M. le Président.- Sou, elo huet den Här Clement ganz eleng erëm d'Wuert.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Während där ganzer Zäit, wou jiddferee sech dann ebe positionéiert huet, esou wéi hie gemengt huet, wéi dat richteg wär, hunn awer och nach Gespréicher mat der Regierung, bilateral Gespréicher mat deenen eenzelne Partner stattfonnt, fir Gemeinsamkeeten erauszefannen a virun allem fir Konsensen ze kréien. Och d'Koalitiounsfraktiounen hunn hiren Deel dozou bäigedroen, andeems se déi eenzel Sozialpartner empfaangen hunn an deenen hir Problemer zur Kenntnis geholl a mat hinnen diskutéiert hunn.

Elo hu mer een Text doleien, denken ech, wou all Acteuren awer domat eens kënne ginn. Ech wëll net am Detail op déi eenzel Mesuren agoen, déi nei sinn. Si sinn de Mëtteg schonn e puermol hei diskutéiert an opgezielt a virun allem och ganz detailléiert explizéiert ginn. An deem Zesummenhang wéilt ech deenen zwee Rapporteuren, dem Här Glesener an dem Här Schneider, Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi se do gemaach hunn. Ech wëll just op dat Wesentlecht agoen.

Well mir mat deene bestehende Krankesystemer a puncto Cotisatioun à la longue net méi kloerkommen, kënnt et hei zu enger Änneruing. Aarbechter an Employéë ginn elo an Zukunft, no enger Iwwergangszäit, an där neier Gesondheetskeess ee wéi deen anere behandelt. Et kënnt zur Lounfortzahlung duerch de Betrib während deenen éischten 13 Wochen.

Hei kënnt et, an dat muss ee ganz däitlech soen, ganz kloer zu enger finanzieller Méibelaaschtung fir deen eenzelne Betrib. Dës Méibelaaschtung gëtt allerdéngs ofgefiedert duerch d'Anhalen, an enger éischter Phas, duerch d'Betriber vun de Salariéscotisatiounen. Des Weidere kënnt et zur Kreatioun vun enger neier Mutuelle des employeurs, wou obligatoresch, mä manner héich Cotisatiounen ze bezuele sinn. D'Gesetz léisst hei, ënner gewëssen Ëmstänn, e puer Ausnahmen zou, wat d'obligatoresch Cotisatioun ugeet. Dës Mutuelle soll dann dem Betrib 80% vun der Lounfortzahlung am Fall vu Krankheet rembourséieren.

An hei, Här President, an deenen 20 net rembourséierte Prozent, läit dem Betrib seng Responsabilitéit, fir deem abusive Krankfeieren op d'Spuer ze kommen. Et ass elo an Zukunft engem Betrib net méi gradesou egal wéi virdrun, ob e Salarié krank ass, krankgemellt ass oder ob hie schafft. Fest steet, datt mam neie System de Betrib mat 20% vum Krankegeld selwer bedeelegt ass.

Well awer kee Mënsch weess, wéi héich dee Prozentsaz vun deene Leit ass, déi abusiv krankgefeiert hunn, kann och haut kee mat Sécherheet am Viraus soen, wéi vill agespuert gi kann oder wéi vill iwwerhaapt anzespueren ass. Et wäert ëmmer, och an Zukunft, Leit ginn, déi wierklech krank sinn oder wierklech krank ginn, an ëm déi geet et guer net hei. Et geet absolut net ëm déi. Hinne soll gehollef ginn, an hinne wäert och an Zukunft weider gehollef ginn, esou wéi dat bis haut de Fall war.

Et geet eenzeg an eleng dorëm, deenen op d'Spuer ze kommen, déi op eng abusiv Aart a Weis vum bestehenden, aktuelle System profitéiert hunn. Duerfir brauche mir d'Responsabilitéit vum Betrib, mä mir brauchen awer och ee méi effikasse Kontrollsystem, wéi mer e bis elo kannt hunn.

Ech begréissen an deem Kontext, datt d'Regierung iwwer bilateral Gespréicher, wat d'Kontrollen ugeet, mat Frankräich zu engem Ofschloss komm ass, a mat Belgien an Däitschland nach a Gespréicher ass. Des Weidere soll e Groupe de haut niveau, wou souwuel déi concernéiert Ministèrë wéi och d'Sozialpartner dra vertruede sinn, sech Gedanke maachen iwwert d'Kranksinn am Allgemengen, mä awer haaptsächlech iwwer en abusiven Absentéismus hei zu Lëtzebuerg. Hei sollen Texter zur Bekämpfung ausgeschafft ginn, déi dann an d'Statute vun där neier Gesondheetskeess afléisse wäerten.

Här President, ass ee virun engem hallwe Joer nach dovun ausgaangen, datt ee méi oder manner héije Prozentsaz vu Krankeschäiner secteurbedéngt wär, esou ass een elo, no deenen neisten Etüden, enges Besseren beléiert ginn. Méi rezent Etüden an Analysen hunn nämlech erginn, datt et duerchaus virkomme kann, datt Betriber aus deem gläiche Secteur ganz ënnerschiddlech prozentual Tauxë vu Krankeschäiner hunn. D'Bäitragsstaffelung fir déi nei Mutuelle gëtt also net no Secteur gemaach, mä si gëtt vu Betrib zu Betrib gemaach, fir festzestellen, wat deen Eenzelnen do muss bezuelen. Et geet hei Rieds vu véier Bäitragsklassen, déi sollen agefouert ginn.

Och wann et den Uschäin huet, datt de Salarié keen direkte visuelle Bäitrag leescht, esou kann een eleng schonn déi nei Berechnung vum Krankegeld als eng responsabel Géigeleeschtung gesinn, am Verglach mat deem, wat d'Betriber leeschten. D'Iwwerstonne ginn net méi als Basis an der Berechnung considéréiert, mä de Bruttomonatsloun gëllt an Zukunft als Basis fir d'Berechnung vum d'Krankegeld.

Mä och dat, Här President, denken ech, wäert an den nächste Woche vläicht nach fir e puer Diskussiounen ënnert de Sozialpartner suergen. Ech stelle mer einfach emol d'Fro, wat mat deene Beruffer ass, wou net op d'Stonn geschafft gëtt, mä op de Meter carré, wéi bei de Plätterchersleeër oder bei de Gipser zum Beispill. Wéi gëtt do d'Krankegeld herno berechent? Dat ass eng Fro, déi nach am Raum steet. Ech weess net, ob schonn doriwwer diskutéiert ginn ass. Mä du moins muss een och do eng Léisung fannen, well een net ëmmer déi nämlecht Stonnenzuel huet an och net ëmmer grad den nämlechte Monatsloun.

Eng aner Gefor, déi sech ofzeechent, ass de Volet vun den Heures supplémentaires. Vu datt d'Iwwerstonnen elo méi lukrativ berechent ginn, net méi ugefrot, mä nach just brauchen deklaréiert ze ginn, gëtt d'Versuchung, méi Iwwerstonnen ze prestéieren, verständlecherweis ëmmer méi grouss. Iwwerstonnen däerfen awer net als permanenten Instrument de gestion ugesi ginn, mä si si fir den Noutfall do, wann an engem Betrib Personalenkpäss oder Produktiounsenkpäss entstinn.

En aneren, net onwichtege Punkt ass schonn de Mëtteg hei ugeschwat ginn, dat ass d'Neutralité financière fir d'Ekonomie an hirer Gesamtheet. Hei huet d'Regierung versprach, d'Garantie ze iwwerhuelen. D'Mutualité des employeurs gëtt mat engem Fonds de roulement dotéiert. Duerno, ab 2014, intervenéiert de Stat mat 0,3% an der Gesamtlounmass. Well et awer keen Hellseher gëtt an dësem Domän, kann dësen Taux opgrond vun engem Bilan, dee fir d'éischt 2010 opgestallt gëtt, iwwert d'Loi budgétaire ugepasst ginn, dat souwuel no ënne wéi och no uewen. Als Succès wär schonn ze bewäerten, wann den Taux kéint no ënnen ugepasst ginn.

Déi grouss Linne vum Projet stinn, a ginn, denken ech, och an där Form vun de concernéierten Acteuren akzeptéiert. Ausser verschidden Detailfroen, déi nach ze kläre sinn, bleift nach déi wichteg Fro vun der Kontroll. De Wëllen, fir dës Kontroll ze regelen, besteet ouni Zweifel op Regierungssäit. Wat allerdéngs nach feelt, haut wou mir d'Gesetz iwwert de Statut unique stëmme wäerten, sinn d'Texter an d'Instrumenter, déi dës méi effikass Kontroll erméiglechen. Et bleift ze hoffen, datt de Groupe de haut niveau, deen ech virdrun ernimmt hat, séier zesummekënnt an och séier zu Konklusioune kënnt.

De Wëllen, d'Fro vum abusiven Absentéismus ze klären, läit och der Chamber um Häerz. All Parteien hu sech, mat Ausnahm vun der DP an dem Aly Jaerling, derfir ausgeschwat, déi Motioun vun deenen zwee Rapporteuren ze ënnerstëtzen an domadder zum Ausdrock ze bréngen, datt souwuel d'Chamber wéi och d'Regierung gewëllt sinn, d'Kontroll effikass ze organiséieren.

Dat gesot, Här President, wëll ech schléissen an all deene Merci soen, déi nogelauschtert hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Clement Merci. Als leschte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech halen elo keng 1.-Mee-Ried...

Plusieurs voix.- Oh!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Do invitéieren ech Iech den 1. Mee op Dikrech, fir déi 1.-Mee-Ried kënnen nozelauschteren, wann och den 1. Mee ass.

(Brouhaha général)

Mä ech wollt awer haut nach e puer Saachen ënnersträichen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Tripartite-Ofkommes datéiert op den 28. Abrëll 2006. Zwee Joer an een Dag sinn also vergaangen, bis mer elo haut an der Chamber zu der Ofstëmmung iwwert dëse Projet kommen. Den 28. Abrëll 2006 war de Barrelpräis 69 Dollar, haut, zwee Joer an een Dag duerno, ass en der 116.

M. Xavier Bettel *(DP).*- 115,10!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech hunn opgeronnt, Här Bettel. Entschëllegt! 115,10 ass de Barrel.

(Brouhaha général)

Muer kann et 118 sinn oder 117, mä mir sinn eis jo also dann eens, dass do eng enorm Entwécklung an deem Präis geschitt ass.

Mir hunn och an der Tripartite Ofkommesse gemaach wéinst Energie, wéinst Stroumuschloss, mir hunn Ofmaachungen doriwwer gemaach - et ass hei ugeschnidde ginn -, wéi et soll virugoe mam Index. Mir hu geschwat iwwert de Kannerbonus. Dat hei ass eng weider Etapp, déi d'Tripartite-Ofkommes vum 28. Abrëll 2006 ëmsetzt.

Et gëtt geschwat vun engem Eenheetsstatut, an d'Virriedner hunn hei och nach geschwat vun Eenheetsgewerkschaft. Also, ech hunn ëmmer doheem geléiert: Jo zum Eenheetsstatut, mä Neen zu der Eenheetsgewerkschaft.

(Interruption)

Dat huet sech och net geännert a wäert och esou virugoen. Dat ass meng Iwwerzeegung zu där Diskussioun.

Ech hat d'Chance, souwuel an der Arbeiterkammer - zesumme mam Här Gibéryen iwwregens - wéi och an der Chambre des Employés privés - zesumme mat der Madame Vera Spautz a mam Här Roland Schreiner - als gewielten, dat betounen ech, als gewielte Member ze sëtzen, souwuel an der AK wéi an der Privatbeamtechamber. Also ass dat e bëssen - wéi soll ech soen? - esou eng Wehmut, déi ech hunn, well ech weess, dass et mam Ofstëmme vun dësem Projet d'Arbeiterkammer an och d'Privatbeamtechamber an Zukunft net méi wäert ginn.

Et ass nach net allze laang hier, do hu mer 75 Joer laang Beruffschambere gefeiert. Déi Beruffschambere sinn 1924 gegrënnt ginn, an déi zwou Salariatschambere schafe mer jo mam Gesetz vun haut of.

(Interruption)

Ech wëll awer och dem Marcel Glesener an dem Romain Schneider félicitéiere fir hire schréftlechen an och mëndleche Bericht. Och si hu sech beschäftegt mat de Beruffschamberen. De Wahlprogramm vun der CSV ass virdrun hei zitéiert gi vu mengem Kolleeg Lucien Clement, wou mer gesot hunn, dass mer nëmmen nach ee Wahlgang wëllen. Et ass nëmmen nach ee Wahlgang d'nächste Kéier. Et gëtt keng Krankekeesewahle méi, mä et gëtt nach just Beruffschamberwahlen, a mam Prorata vun deem Beruffschamberwahlresultat ginn d'Krankekeese besat.

Deen eenzege Problem, dee sech nach stellt: Bei de Krankekeese sinn eis pensionéiert Kolleegen ëmmer matwiele gaangen an an der Beruffschamber net. Och do gëtt et en neie Moment: Mat dem Ofstëmme vum Gesetz vun haut iwwert de Statut unique ginn d'nächste Kéier bei de Beruffschamberwahlen och d'Rentner aus dem Privatsecteur éischtmoleg mat wielen. Dat gëllt souwuel fir déi, déi haut Aarbechter sinn, wéi fir déi Pensionären, déi haut Beamte sinn. Déi kënne mat wiele goen a kréien en eegene Grupp, fir och d'Intérêtë vun de Rentner an där neier Salariatschamber ze vertrieden. Och dat ass eng Errungenschaft, an och dat ass eng grouss Neierung. Ech wollt och dat eng Kéier hei op dëser Plaz ënnersträichen.

(Interruption)

Jo, Dir wollt eng Kéier eng Proposition de loi maachen, Här Mehlen, mä et ass awer elo haut hei am Gesetz vum Statut unique.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Si läit nach ëmmer am Tirang.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ma dann hat Dir keng Majoritéit fonnt. Da musst Dir se aus dem Tirang eraushuelen. Elo kënnt Der se jo vum Rôle sträichen.

(Interruptions diverses)

En anere Punkt, deen ech awer och nach wollt ervirsträichen, dat ass dee vum Absentéismus.

Une voix.- Schonn erëm?!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et hat een de Mëtteg, och déi lescht Wochen an och déi lescht zwee Joer ëmmer hei am Land heiansdo d'Gefill, dass dat Eenzegt, wat dem Statut unique am Wee sténg, den Ab-

sentéismus wier. Dat wier, well d'Leit alleguerte Blomécher wieren a Profiteuren.

Wann ech awer d'Statistike kucken, sinn d'Statistiken insgesamt gekuckt hei zu Lëtzebuerg net méi héich, wéi an der Belsch, wéi a Frankräich a wéi an Däitschland. Dass Ënnerscheeder si vun de Frontalieren aus Däitschland, aus der Belsch an aus Frankräich mat de Résidenten ass richteg.

Mä insgesamt hu mir deen niddregsten Absentéismus vun deene véier Länner! An duerfir hunn ech déi Panikmaacherei wéinst deem Absentéismus net esou richteg verstanen, an och elo dee Groupe de haut niveau, wou ech zwar all déi Diskussiounen a Beméiungen ënnerstëtzen, déi vun der Regierung, de Gewerkschaften an dem Patronat.

Mä menges Wëssens ass et weder d'Regierung nach de Patron nach den Aarbechter, deen e Krankeschäi schreift. Et sief dann, dat wier elo déi lescht Wochen a Méint geännert ginn, mä zu menger Zäit hate weder d'Aarbechter nach d'Beamten nach de Patron nach d'Regierung d'Recht, e Krankeschäin ze schreiwen, mä déi gi geschriwwe vu Leit, déi dofir homologéiert sinn, déi dofir eng Ausbildung kritt hunn, déi dofir däerfen hei am Land praktizéieren, an et sinn déi, déi d'Krankeschäiner schreiwen.

Wa mer mengen, dass do Leit derbäi wieren, déi Krankeschäinautomate wieren, wann dat soll existéieren - ech kéint mer virstellen, dass et existéiert -, da gëtt et do e Gremium, nämlech d'Krankekeesegeneralversammlung, an do hunn d'Patronat an d'Salariat zesummen eng Majoritéit, och ouni d'Regierung, wou een da ka soen, mir mussen eppes géint déi Krankeschäinautomate maachen.

Do muss ech soen, do hunn ech déi Bereetschaft awer nach net op alle Säite fonnt, fir an där Generalversammlung vu Patronat a Salariat eppes ze ënnerhuelen.

Här Minister, och ouni vun der Regierung ze schwätzen, kéinte mer jo och ouni Regierung als Salariat a Patronat zesummen dogéint virgoen, wa mer an de Krankekeeseversammlungen déi néideg Dispositioune géint déi Leit huelen.

Duerfir och mäin Appel, well mer jo do déi Méiglechkeeten hunn, géint déi Krankeschäinautomate virzegoen. An nach eng Kéier wéi gesot, ech ënnersträichen: Weder e Patron nach e Salarié décidéiert, ob hie krank ass oder net. Mä dat décidéiert nach ëmmer nëmmen en Dokter.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, däerf ech dem Här Spautz eng Fro stellen?

M. le Président.- Här Spautz, erlaabt Der, dass den Här Jaerling lech eng Fro stellt?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wann den Här Jaerling eng wëllt stellen, da soll den Här Jaerling eng stellen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also, Dir hutt mer seelen esou gefall wéi elo grad. Well elo grad hutt Der nämlech zouginn, dass et keen abusiven Absentéismus gëtt, well einfach e Mënsch, deen e Krankeschäi geschriwwe kritt huet, krank ass an net abusiv. Also gëtt et keen abusiven Absentéismus.

Firwat maacht Der dann awer hei eng Motioun, fir géint esou en abusiven Absentéismus virzegoen, a firwat gëtt dat dann an e Gesetz ageschriwwen?

Sidd Der dann net och der Meenung, dass Der als Gewerkschaftler hei mat dozou bäidrot, an nach aner Gewerkschaften heibannen, fir dem Patronat en Instrument an de Grapp ze ginn, gradesou wéi Der et beim Gesetz iwwert de Reclassement gemaach hutt, fir sech deene kranke Leit ze entleedegen?

(Interruption)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Jaerling, bei deem Statut unique hei hätt ech mer och nach Saache kënne virstellen, déi vill méi wäit gaange wiere wéi dat, wat elo am Gesetz steet. Mä dat hei ass e Kompromëss. An ech weess net méi, wie virdrun zitéiert huet, dass d'Leit gesot hätten, si géife Jo soen, mä net mat grousser Begeeschterung zu der Tripartite. Ech mengen, et war de Lucien Clement.

Et sinn och Saachen hei an deem Statut unique, wou ech léiwer hätt, et wier aneschters geschriwwen. Mä et geet hei ëm e Gesamtpak, an dee Gesamtpak hei bréngt eng Verbesserung fir d'Aarbechter an d'Beamten, an duerfir ass et ebe wichteg a richteg, dass mer dat maachen.

A wann... - pardon, ech muss kucken, well si heescht net méi FEDIL - d'Fédération des Entreprises elo op eemol als Eenzegen nach Problemer huet…

Une voix.- Union des Entreprises!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, neen, et ass elo neierdéngs d'Fédération des Entreprises, déi huet en neien Numm kritt,...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Wat ass de Barrel Pëtrol?

M. Marc Spautz *(CSV).*- 115,10.

A well déi als Eenzeg nach e Problem hu mat der Geschicht vum Absentéismus, Här Jaerling, duerfir fannen ech et normal, esou eng Motioun ze maachen, wann een domadder Ängscht ewechhëlt bei Leit, déi mathëllefe sollen, dee ganze Statut unique ëmzesetzen. Et soll een dach alles maachen, déi Ängscht beschtméiglech ewechzehuelen.

Dass een net alles ka léisen, ass richteg, mä wann domadder eng Satisfaktioun an eng Sécherheet bei de Leit entsteet, hunn ech kee Problem, fir déi Motioun matzedroen an och alles ze maachen, fir dass déi Ängscht aus der Welt ewechgeholl ginn.

(Interruption)

Dat huet näischt mat de Patronen ze dinn.

Déi 52 Wochen an 104 Wochen hutt Der virdrun erkläert kritt. Dir waart an enger Chamberskommissioun derbäi, wou d'Regierung gesot huet, si kéim mat engem Rapport a mat enger Analys an duerno géife mer driwwer diskutéieren, fir och déi Saachen ze änneren. Idem beim Reclassement interne an externe. Dir waart do derbäi an där Kommissioun, wéi dat ugekënnegt ginn ass

Ech weess elo net, ob et u mir ass, fir lech déi Froen all ze beäntwerten. Dat wäert d'Regierung maache respektiv, wann et esou wäit ass an déi Projeten hei um Dësch leien, wäerte mer zesummen driwwer diskutéieren, a wat fir eng Richtung mer solle goen oder net.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, et ass op alle Fall wichteg...

M. le Président.- Här Spautz, erlaabt Der, dass den Här Castegnaro lech eng Fro stellt?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Och den Här Castegnaro ka mer eng Fro stellen.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ech spieren, dass mäi Frënd a Kolleeg Spautz esou lues un d'Enn kënnt, mä ier hie fortleeft, hunn ech zwou Froen. Hien huet eis opgeklärt iwwert den explosiounsaartegen Ustieg vum Barrelpräis. Mat där Informatioun, déi mer alleguer kennen, kann een net allze vill hei ufänken.

Ech hunn éischter gespuert, well ech jo net an de Geheimsitzunge vun der Tripartite derbäi war,…

(Interruptions)

…wollt ech hie froen, ob dee Barrelpräis u Konditioune gebonnen ass, déi ënnerschriwwe gi sinn, ob do déi Index- an aner Modulatioune mat deem Barrelpräis eppes ze dinn hunn. Hie kann eis dat vläicht soen.

Dat Zweet ass eng Fro, déi hie vläicht doheem muss klären, well hie gesot huet, doheem hätt hie verstanen, dass se fir den Eenheetsstatut, awer net fir d'Eenheetsgewerkschaft sinn.

Ech sinn dem Père Spautz virun enger Rei vu Wochen am Parkhaus begéint, an deen huet mer d'Fro gestallt, wat de Statsminister gebass hätt, fir mat deem Statut unique ze kommen, mir wiere bis elo gutt gefuer.

Mä et ass eng Fro, eng weider Fro, fir gewuer ze ginn,...

(Hilarité)

...wat Der doheem da richteg zu esou Froe schwätzt.

Merci.

(Interruptions et hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Also, Här Castegnaro, ech ka mer dat net virstellen, wann ech all déi Artikele liesen, an déi sinn nozeliesen, an all déi Riede sinn och nozeliesen, souguer am Chambersbericht, déi mäi Papp zu deem Thema gehalen huet.

Do soen ech lech, dass et schonn an de 60er Jore Gewerkschaftskongresser vum LCGB gi sinn, wou et drëm gaangen ass, fir den Eenheetsstatut, fir d'Upassung an een eenheetleche Statut fir d'Arbeitnehmer ze erzwéngen, an do sinn nach Leit heibannen, déi dat och matkritt hunn. Éischt Saach.

Zweet Saach. Wat ech mam Barrelpräis wollt soen, dat ass, wéi schnell eng Entwécklung ka virugoen. 69 Dollar huet de Barrel kascht 2006, an an zwee Joer huet e sech bal verduebelt. An déiselwecht zwee Joer hu mir genotzt, fir e Statut unique ze schafen.

Jo, Dir hutt Recht, Här Castegnaro. Ob et Geheimverhandlunge sinn an der Tripartite, weess ech net. Ech hat nach net d'Chance, esou laang derbäi ze sinn an deene Geheimverhandlunge wéi Dir, well ech mengen, Dir sidd den Déngschteelste gewiescht an de Geheimverhandlungen - wéi Dir dat dann elo nennt - vun der Tripartite. Ob dat elo esou geheim Saache waren, weess ech net.

Dass do och Bestëmmunge mat ageflecht waren an deem Accord, déi eppes mam Barrelpräis ze dinn hunn, dat ass richteg. Mä do misst Der vläicht den Här Krecké froen, well deen zoustänneg war fir dee Volet vun der Ëmsetzung vun der Tripartite,...

(Interruption)

Ma neen, vun der Tripartite, dat war de Volet vum Här Krecké...

(Brouhaha général)

M. le Président.- Den Här Spautz huet elo ganz eleng d'Wuert. Här Spautz, fuert virun a loosst lech net duerjerneebréngen!

Une voix.- Fuert virun, Här Spautz!

(Interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Haut si mer mam Volet amgaang vum Här Biltgen a vum Här Di Bartolomeo.

Une voix.- Très bien.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech ginn heiansdo d'Gefill net lass, dass hei verschidden...

(Interruption et hilarité)

Gesitt Der, Här Bettel, ech sinn awer frou, dass Dir am Laf vum Mëtteg komm sidd a mer dat elo konnt soen.

(Hilarité)

Ech spieren, dass hei lues awer sécher bei verschidde Leit d'1.-Mee-Féiwer mat hinnen duerchgeet,...

(Hilarité générale et coups de cloche de la Présidence)

…a well ech awer dann elo net...

M. le Président.- Also, elo huet ganz eleng den Här Spautz hei d'Wuert!

(Hilarité et interruptions diverses)

Une voix.- Et ass näischt méi ze soen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A well ech der Meenung sinn, dass et wichteg ass, dass och nach fir en Donneschdeg Material do ass, wollt ech soen, dass ech et gutt fannen, dass haut op deen Dag den Eenheetsstatut kënnt, an ech félicitéieren déi zwee Ministeren derfir, dass si et fäerdeg bruecht hunn, an deenen zwee Joer en Accord ze fannen, mat deem all déi Partner, déi ronderëm den Dësch waren, d'accord sinn.

Och wann elo nach een e bësse Bedenken huet, esou sinn ech dovun iwwerzeegt, dass et dee richtege Wee ass, an dass, wa mer och nach an Zukunft vill Ännerunge wäerten um Statut unique musse maachen an nach vill Verbesserungen op eis zoukommen, eng fantastesch Aarbecht gemaach ginn ass, an dass d'Salariat ka stolz drop sinn, dass mer elo en eenheetleche Statut hunn am Privatsecteur. Awer et sinn nach vill Fuerderungen an Iddien do, mä op déi komme mer méi spéit eng Kéier zréck.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Spautz Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Fir d'éischt den Aarbechtsminister François Biltgen.

(Interruptions et hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. No deem flamenden a brillante Schlussplädoyer vum Här Spautz ass et bal schwiereg, hei nach eppes dropzeleeën, fir d'Chamber ze iwwerzeegen, vill Stëmmen, wa méiglech d'Unanimitéit ofzegi fir deen Eenheetsstatut, deen eng echt gesellschaftspolitesch Reform ass, well e mat Diskriminéierungen ophält, déi während Jorzéngten do waren, dem Standesdünkel tëschent deene mam Col blanc an deene mam Col bleu.

Mir hu bis 1970 gebraucht an dësem Land, dass mer e Gesetz haten iwwert d'Aarbechtszäite bei den Aarbechter. D'Privatbeamten haten hire Statut 1919 kritt. Mir liewen net méi an där sougenannter industrieller Welt, mir liewen an enger postindustrieller Welt zënter 20, bal 25 Joer, an do ass einfach dee Standesdünkel net méi de mise. Duerfir ass dat heiten eppes, wat iwwerfälleg ass, wat awer net einfach ze maachen ass.

Fir ze mengen esou eng Reform, wéi d'DP hei mengt, déi misst een elo maachen, dass jiddfereen nëmmen iwwerall kéint dobäi gewannen, dat geet net. Dat ass och net dat, wat mer ofgemaach hunn.

(Interruptions)

Wat mer hei ofgemaach hunn, ass eppes ze maachen, wat an Zukunft - dat wäert Der gesinn - jiddferengem eppes bréngt. A wat an der noer Zukunft net iergendeen hei esou aus der Bunn gehäit, dass en net méi an der Bunn wär.

Mä ier ech e bëssen op déi Froen aginn, wëll ech och e puer Mercië lassginn. Déi éischt Mercië selbstverständlech un déi zwee Rapporteuren, déi net nëmmen e gudde mëndlechen a schréftleche Bericht gemaach hunn, mä déi et awer och fäerdeg bruecht hunn, an enger relativ knapp bemoossener Zäit op engem relativ komplexe Projet hei och mat der Regierung zesummenzeschaffen, fir dass déi Amendementer konnten uerdentlech formuléiert ginn an dass mer hei och elo en Text hunn, deen ausgeräift ass an deen och kann op den Instanzewee goen.

E Merci och awer un déi ganz kleng Equipe bei eis am Haus, déi gehollef huet, dauernd hei ëmmer erëm nei Iddien ze bréngen, well mer ëmmer erëm versicht hunn, op deem engen oder deem anere seng Suergen anzegoen.

E ganz grousse Merci awer och u mäi Kolleeg an trotzdeem Frënd, de Mars Di Bartolomeo, well mer hei - mengen ech - ganz gutt harmonéiert hunn. A well mer eis net relles maache gelooss hu vun all deem Wand, dee vun alle Säiten op eis geblosen huet, an net alles gesammelt hunn, wat ëmmer erëm an der Zeitung doriwwer stoung, mir géifen dach net eens ginn, an net d'Bengele bei d'Tromm gehäit hunn. Mä ech mengen, mir hunn hei ganz gutt bewisen, dass dës Regierung ka grouss Projeten duerchzéien, wa se un engem Strang zitt. Dat hu mer hei gemaach a mir wäerten och haut dat Resultat dovunner kréien.

Wat hu mer ofgemaach an der Tripartite? Dräi Prinzipien. Et ass ëmmer gesot ginn: „Wat hutt Dir ofgemaach?“ Et sinn dräi Prinzipien ofgemaach ginn.

Dat Éischt ass deen, dass mer e Statut maachen, en Eenheetsstatut am privatrechtleche Secteur an och respektiv an de privatrechtlechen Aarbechtsverhältnisser, andeem mer eis virun allem, awer net nëmmen, bei der Lounfortzahlung um aktuelle Statut vun de Privatbeamten inspiréieren.

An der Diskussioun gëtt ganz oft vergiess, dass mir och elo schonn e Privatbeamtestatut hunn, deen zum Beispill d'Lounfortzahlung huet. D'Lounfortzahlung bis zu 17 Wochen, an net 13 Wochen. All déi Froe vun Absentéismus, vu Kontroll an esou weider, déi stelle sech elo scho bei deene Betriber. Dat sinn och vill kleng Betriber, notamment am Commerce, déi nëmme Privatbeamten astellen. Déi Froe stelle sech och elo. An do kommen eng ganz Partie Besserstellungen awer och op deem dote Wee, wat d'Privatbeamten ubelaangt, doduerch, dass et net méi 17 Woche Lounfortzahlung sinn, mä 13 Woche Lounfortzahlung.

Et sinn nach eng Partie Saachen, déi effektiv eppes notzen. Duerfir kann een elo net nëmme soen, hei ass elo eng kleng Cotisatiounserhéijung; et muss een dee ganze Pak kucken, a wann een dee ganze Pak kuckt, ass en équilibréiert.

Zweete Punkt war nämlech deen, dass fir d'Gesamtekonomie - fir d'Gesamtekonomie! - keng Käschtenneutralitéit sollt sinn. Fir d'Gesamtekonomie, an net Secteur oder Betrib.

Drëttens, spezifesche Secteurë soll ee spezifesch Rechnung droen. Eppes, wouriwwer ech elo wierklech verwonnert sinn, ass, dass d'DP eppes als eng Derogatioun

ugesäit, déi net gutt wär. Zum Beispill dat, wat mer gemaach hu fir d'Privatleit doheem, déi hiert Haushaltspersonal hunn. Do hu mer effektiv eng Derogatioun gemaach, fir dass déi Leit, déi privat Personal hunn, net solle méi belaascht ginn, fir dass se och an Zukunft hiert Haushaltspersonal umellen an der Sécurité sociale.

Dat ass eng Derogatioun, mä ech mengen, dat ass awer wichteg, well an der Tripartite souz keen derbäi, dee fir déi Privatleit geschwat huet, déi Haushaltspersonal hunn. Där gëtt et awer ganz vill, a mir hätte gär, dass déi och an Zukunft weidermaache mat deem System, dee mer 1998 deemools schonn an der Tripartite agefouert hunn, nämlech ze kucken, dass dat Haushaltspersonal eng uerdentlech Carrière an der Sécurité sociale kritt.

Nun ass d'Fro hei gestallt ginn: Ass et dann e Statut unique oder ass et kee Statut unique - well jo d'Statsbeamten net dra sinn? Do muss een däitlech den Ënnerscheed maachen tëschent Aarbechtsrecht a Sécurité-sociales-Recht.

Et gëtt en Ënnerscheed tëschent dem Code du travail als Aarbechtsrecht an dem Statut de la fonction publique. Soulaang mer soen - an ech stinn ëmmer dofir an -, dass mer de Statut de la fonction publique brauchen, well déi Leit, déi fir d'Fonction publique schaffen, aner Rechter a Flichte mussen hunn; soulaang mer e Statut de la fonction publique hunn an net soen, jiddferee fält ënnert d'privat Aarbechtsrecht, soulaang ass et kloer, dass am Aarbechtsrecht de Statut unique - an all déi Gewerkschaftler, déi hei dovunner geschwat hunn, wëssen dat och - dat ass, dass de Code du travail nach just fir sämtlech Salariéen de droit privé applicabel ass, wat d'Aarbechtsrecht ubelaangt.

Mir hunn dat an der Vergaangenheet ëmmer mat Salamitaktik gemaach, esou dass mer, wéi mer de Code du travail gestëmmt hunn, festgestallt hunn, dass am Aarbechtsrecht net méi vill Bestëmmunge waren, déi ënnerschiddlech waren. Si waren awer diskriminatoresch. Dat schafe mer elo alles aus der Welt, an ech mengen, dass dat eng gutt Saach ass.

Ech verstinn och net déi Bedenken, déi wéinst dem Horeca- an dem Transportsecteur opkommen. Am Transportsecteur hu mer eng europäesch Direktiv, déi ganz genee seet, dass, wéinst de Contrainten, déi an deem Secteur sinn, do aner Aarbechtszäite gëlle sollen, an zwar net fir déi Leit, déi an enger Transportfirma beschäftegt sinn, mä fir déi, déi op engem Camion fueren, also de Personnel roulant op de Stroossen. Dat ass eng europäesch Direktiv, déi mer ëmgesat hunn, an duerfir ass dat keng Derogatioun, wéi wa mer elo een net wéilten an de Statut unique mat eranhuelen. Et handelt sech ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv, wou mer eis vill Méi ginn hunn, och duerno ze kucken, dass d'Kompetitivitéit vun de Lëtzebuerger Betriber ka gewaart bleiwen.

Wat den Horeca-Secteur ubelaangt, muss ee wëssen, dass am 70er Aarbechtszäitegesetz bei den Aarbechter verschidde Secteuren ausgeschloss waren. Dat war d'Personal doheem, dat war den Transportsecteur, wou awer ëmmer Kollektivvertrag ofgeschloss gi sinn, an dat war den Horeca, wou näischt do war. An do hu mer hei zesummen e Gesetz gemaach, wou mer effektiv deene Leit, déi am Déngscht sinn, an der Kichen, am Service, aner Aarbechtszäite ginn, och erëm eng Kéier fir op d'Kompetitivitéit vun notamment deene klengen a mëttlere Betriber anzegoen. An duerfir huet dat näischt mat „Net-Eenheetsstatut" ze dinn, mä et huet einfach domat ze dinn, dass mer awer och musse kucken, dass esou Secteure wéi den Horeca-Secteur nach kënne fonctionnéieren.

Mat deem Gesetz, wat iwwregens eng ganz grouss Majoritéit kritt huet, hu mer et fäerdeg bruecht, emol d'40-Stonnen-Woch anzeféieren. Et koumen aner Referenzperioden. Mir hunn d'40-Stonnen-Woch an deem Secteur agefouert. Ech mengen, dat ass awer net näischt.

Wat sinn dann d'Avantagë laangfristeg fir d'Wirtschaft? Dat Éischt ass d'Simplification administrative. Et ass elo fir e Patron méi einfach ze wëssen, wéi een een umellt. Ech hunn a mengem fréiere Liewen oft genuch viru Geriicht missen diskutéieren: „Ass dann elo dat Geriicht, wou ech hei sinn, wierklech zoustänneg? Handelt et sech ëm en Aarbechter oder ëm e Privatbeamten?" Well och wann een deklaréiert war als Aarbechter oder Privatbeamten, war dat net ëmmer konform zum Gesetz. Dat alles fält elo ewech.

Dat Wichtegst ass awer d'Kompetitivitéit vun eise Betriber. An déi gëtt an Zukunft verstäerkt, an net verschlechtert. E Betrib, dee sech zu Lëtzebuerg nidderléisst, dee kuckt seng Bruttokäschten, a virun allem d'Lounniewekäschten. Zemools am Industriesecteur, wou jo nach ëmmer - net an alle Betriber - ganz vill Aarbechter sinn, gi jo awer elo d'Cotisatiounen erof, dat heescht, d'Lounniewekäschte ginn erof. Duerfir däerf een net nëmmen dat eent huelen, Lounfortzahlung mat Absentéismus, mä et muss een och kucken, dass d'Lounniewekäschte massiv erofginn, währenddeem se bei de Privatbeamten awer nu wierklech net héich an d'Luucht ginn, an zwar ëm 0,01%.

Duerfir fannen ech dat e bëssen e staarkt Stéck, wann ee seet, esou wéi den Här Meisch dat hei gemaach huet, datt elo d'Privatbeamte belaascht ginn. Wat muss e Privatbeamte méi cotiséieren? Een Euro op 1.000 Euro Verdéngscht am Mount. Dat ass dat, wat d'Belaaschtung fir de Privatbeamte méi mécht. Ech hunn nach kee fonnt, dee mer gesot huet: „Ech ginn elo op d'Strooss wéinst deem engen Euro."

Op där anerer Säit kréie mer doduerch vill méi Gemeinschaft am Risiko. Wann Der kuckt, wéi an där leschter Zäit d'Verhältnis tëschent Privatbeamten an Aarbechter an dësem Land evoluéiert ass, stellt Der fest, dass mir ëmmer méi Privatbeamten an ëmmer manner Aarbechter kréien. Just beim Aarbechtermilieu ass opgrond vun objektiven Ursaachen och méi e grousse Krankheetsrisiko do. Ech kommen nach op déi verschidde Krankheetsrisiken bei den Aarbechter zréck. Wat mer manner Aarbechter hunn, wat natierlech déi Betriber, déi Aarbechter beschäftegen, ëmmer méi belaascht géife gi mat de Cotisatiounserhéijungen. Doduerch, dass mer elo eng grouss Risikogemeinschaft maachen, gëtt dat och Sputt an deem dote Secteur, an duerfir geet och an Zukunft d'Kompetitivitéit vun eise Betriber insgesamt an d'Luucht.

Absentéismus. Et muss een tëschent dräi Zorte vun Absentéismus ënnerscheeden: deen, wou ee wierklech krank ass; deen, wou een duerch de Betrib krank gëtt. Duerfir musse mer eis och, an dat hu mer gëschter vill gemaach, iwwer Sécherheet a Gesondheet am Betrib ënnerhalen. An, schlussendlech, den Absentéisme abusif, an deen huet och erëm verschidde Facetten. Duerfir wëlle mer am Groupe de haut niveau, an deem mer eis eng Aarbechtsmethod ginn hunn, Statistiken zesummestellen, fir dass ee wierklech weess, wat op deem engen an op deem anere Plang geschitt.

Käschtenneutralitéit bei der Lounfortzahlung. Lounfortzahlung hu ganz vill Betriber, och kleng Betriber, schonn haut. Nämlech déi, déi Privatbeamten hunn, an déi kennen all déi dote Froen. Et gëtt kee Betrib, deen dowéinst gesot hätt, ech maachen zou oder investéieren net zu Lëtzebuerg, well déi meescht Betriber, déi zu Lëtzebuerg opmaachen, déi stelle Privatbeamten a keng Aarbechter an. Do huet kee gesot, well ech Lounfortzahlung op 17 Wochen hunn, maachen ech mäi Betrib net zu Lëtzebuerg op, well dat gëtt mer ze vill eng grouss Belaaschtung. Also ass dat Argument, dass dann d'Betriber net géifen investéieren, falsch, well mer et einfach bei deene meeschte Betriber gesinn hunn, dass déi Privatbeamten astellen, obwuel se elo vill méi eng laang Lounfortzahlung hunn a manner Moyenen, fir beim Absentéisme abusif ze kontrolléieren, wéi mer der elo an dësem Gesetz fir si mat erabréngen.

Bei der Lounfortzahlung muss effektiv de Patron 13 Woche maximal bezuelen. Op där anerer Säit ginn, wa mer de Patron huelen, deen Aarbechter huet, d'Cotisations sociales erof. Mir kréien eng Mutualitéit, wou ee sech e groussen Deel vum Risiko kann erëm eng Kéier ofsécheren, wat och e Virdeel ass. Ech kommen erëm eng Kéier op déi zréck, well ech fir déi schwätze kann opgrond vu menger Vergaangenheet, déi Privatbeamten haten.

Wann ee wollt als Patron, dee Privatbeamten hat, de Krankheetsfall ofséchere bei enger Privatassurance, ass dat relativ deier ginn, esou dass nach laang net jiddfereen dat gemaach huet. Et gëtt elo méi bëlleg iwwert d'Mutuelle. Och dat däerf een net vergiessen. Dann hu mer d'Iwwergangszäit bis 2013, wou dat alles ofgebaut gëtt. Dann hu mer den Artikel 121-6, wou de Patron, deen Aarbechter beschäftegt, haut méi eng grouss Assiette huet, well d'Iwwerstonne mat derbäikomme fir d'Krankegeld ze bezuelen, wéi dat an Zukunft de Fall ass. Och dat däerf een also net vergiessen, wann ee kuckt, wéi ass d'Käschtenneutralitéit bei deem engen oder bei deem anere Betrib.

Schlussendlech hu mer dat, wat schonn ugeklongen ass, den Artikel 14, wou mer gesot hunn, schonn 2010 kucke mer, ob dat alles gutt opgeet. Natierlech muss ee wëssen, dass verschidde Betriber aner a méi Risiken hunn, wéi anerer, opgrond vun hiren Aktivitéiten. Et ass evident, dass, wann een dobausse schafft, de Risiko, krank ze ginn, méi grouss ass, wéi wann een dobannen am Büro schafft. Dat ass en objektive Risiko, deem ee muss Rechnung droen, an deem gëtt och an der Mutualitéit Rechnung gedroen.

Den zweete Risiko, dat ass dee vun de klenge Betriber. Een, deen nëmmen e puer Mataarbechter huet, deen huet méi Problemer, eens ze ginn, wann ee Mataarbechter feelt, wéi e Betrib, dee vill Mataarbechter huet an do feelt deeselwechte Prozentsaz vu Mataarbechter. Et ass an engem grousse Betrib ëmmer méi einfach, sech ëmzestellen, wéi an engem klenge Betrib. An et ass duerfir, firwat mer mat der Fédération des Artisans nach déi lescht Wochen diskutéiert hunn, well déi virun allem vill kleng Betriber als Member hunn, a well ech do ganz genee hir Suerge verstinn, déi se hunn.

Duerfir hu mer och mat hinnen iwwert deen ee Punkt hei geschwat, dee vum Contrôle vum Absentéisme abusif. Dat eent ass de Krankeschäin. An da stellt sech d'Fro, ob de Krankeschäin gerechtfertegt ass oder net. Déi Diskussioun, déi wäerte mer och nach an Zukunft an deem Groupe de haut niveau féieren. Dat ass och dat, wouriwwer mer mat de Patronatsvertrieder an de Gewerkschaften diskutéiert hunn, hei am Kader vum Statut unique: de Contrôle vum Absentéismus. Dat heescht, Dir hutt e Certificat de maladie. An deem Certificat de maladie steet dran „Sortie non autorisée". Dat kann ee kontrolléiere goen. Elo war et esou, dass fir d'Aarbechter d'Krankekeess dat gemaach huet, oder konnt maachen. Dat ass jo och eng Fro gewiescht, ob si et wierklech gemaach huet.

Op där anerer Säit, bei de Privatbeamten, konnt d'Krankekeess et net maachen. Dann hunn déi selwer emol misse schelle goen. Wann et en Aarbechter war, da konnt d'Krankekeess eng Sanction administrative ginn, währenddeem beim Privatbeamten de Patron nëmmen dat konnt maachen, wat d'Aarbechtsrecht him erlaabt: entloossen oder Geld zréckhalen.

Wat mer versicht hunn, an dat hu mer erreecht, ass, dass an Zukunft d'Gesondheetskeess de Contrôle administratif fir jiddfer Patron mécht, no enger systematescher Approche, déi an de Statute festgehale gëtt, a wou de Patron d'Resultat kritt. Wat d'Gesondheetskeess während der Lounfortzahlung net ka maachen, dat ass Sanctions administratives ausschwätzen. Do sinn awer dann Sanktioune vum Droit commun méiglech.

Elo hu verschidde Leit, och Experten, gemengt, d'aktuellt Aarbechtsrecht géif net genuch hierginn. Mir waren der Meenung, et gëtt genuch hier. Mir sinn eis duerno eens ginn, no laangen Diskussiounen, net nëmme mat der Fédération des Artisans an der UEL, fir ze soen, mir sinn där doter Meenung wat d'Interpretatioun ugeet. Mir suivéieren d'Jurisprudenz, well déi soll een ëmmer suivéieren. Wann een elo géif gesinn, dass dat net de Fall ass, da muss een ebe spéitstens beim Bilan dat nobesseren. Dat huet d'Regierung der Fédération des Artisans an der UEL gesot, an ech sinn och duerfir frou, dass déi Motioun kënnt, déi dat doten nach eng Kéier bestätegt, souwuel eis Interpretatioun wéi och eisen Engagement, dass mer selbstverständlech där doter Saach noginn.

Duerfir verstinn ech och net, dass en dernière minute d'FEDIL, déi eigentlech net fir déi kleng Betriber schwätzt, déi sech wierklech Suerge maachen, nach geschoss huet, mä dat huet vläicht och eppes mat Koordinatioun ze dinn.

Dann zum Schluss d'Iwwerstonnen. D'Iwwerstonneregelung ass net dat Element an deem ganze Pak, vun deem ech soen, dass ech am allerbegeeschtersten dovunner sinn, mä et war eng Méiglechkeet, en Accord ze fannen. An et muss een och emol fir d'éischt de Virdeel fannen. Mir hunn dobaussen eng Diskussioun ënnert de Leit, virun allem bei deene Leit, déi net vill verdéngen, iwwert de Kafkraaftverloscht. Doduerch, dass mer elo d'Iwwerstonne wäitgehend cotisatiounsfräi maachen an net besteiere mat dem Supplément, hu mer awer ville Leit, déi musse méi schaffen, well de Betrib dat verlaangt, wierklech d'Méiglechkeet ginn, méi ze verdéngen an hir Kafkraaft elo kënnen anzesetzen, ouni dass de Betrib méi belaascht gëtt.

Ech maache mer och net ze vill Suergen, wat d'Pensioun ubelaangt, well mer eben zu Lëtzebuerg - an dat hu mer d'leschte Kéier nach mat de Sozialpartner gekuckt, mir, de Gesondheetsminister an den Aarbechtsminister - e ganz héijen Taux de remplacement hunn. Am Ausland, wou ee kleng Pensioune kritt par rapport zu deem, wat een a sengem Liewe virdru verdéngt huet, do géif ech déi Diskussioun verstoen iwwert d'Pensiounen, mä mir hunn e ganz héijen Taux de remplacement, esou dass ech mer manner Suerge maache fir d'Pensiounen herno.

Mir hunn awer vill Leit, déi haut schaffen an haut Kanner hunn, haut Prêten hunn, an déi si frou, haut Suen ze hunn, fir kënnen hir Famill ze grënnen. Duerfir mengen ech, solle mer dat Kafkraaftelement net negligéieren, mä au contraire no vir bréngen.

Do wou ech mer Suerge maachen - verschidde vun de Riedner hunn dat gesot -, dat ass, dass op eemol géife just Iwwerstonne gedrummt ginn, well et jiddfereen arrangéiert, an doduerch op eemol keng Leit méi agestallt ginn an deem Betrib respektiv Leit krank ginn an deem Betrib, well se ze vill Iwwerstonne maachen. An duerfir hu mer och am Text drop gehalen, dass mer nei Kontrollmechanisme kréien.

Bis elo wousst den Aarbechtsminister net, wou Iwwerstonne geleescht ginn. Dat kritt hien elo an Zukunft mat a kann an d'Betriber eraruffen an hinne soen, lauschter, du méchs net d'Iwwerstonnen do, wou s du se brauchs, nämlech bei denge Picen, mä du fiers strukturell mat Iwwerstonnen, dat ass net gutt. An da kënne mer Drock maachen op déi Betriber, dat hu mer an der Vergaangenheet och scho gemaach, wa mer et woussten, an oft hunn d'Betriber selwer op eemol verstanen, dass et fir si awer besser wär, si géifen eng aner Betribsorganisatioun maachen.

Selbstverständlech wäerte mer och deemnächst mat dem Compte-épargne-temps-Projet kommen, well mer och der Meenung sinn, dass et nach ëmmer gutt ass, wann een déi Iwwerstonne géif an Zäit eranhuelen, déi géif cumuléieren, an dann, wann een eng Kéier aus familiäre Grënn, aus Grënn, fir sech weiderzebilden, oder aus aneren, legitime Grënn, wëllt op dee Compte épargne-temps zréckgräifen, dass een dat kann an aller Sécherheet maachen, well wichteg ass jo hei, dass dee Compte épargne-temps net un engem eenzelne Betrib hänkt, dass net, wann deen eenzelne Betrib Faillite ass, engem seng ganz Zäite fort sinn, mä do wäerte mer Solutioune bréngen.

Dir Dammen an Dir Häre, duerfir soll een déi heite Reform stëmmen. Et ass e puermol gesot ginn, mir mussen elo dann un aner Projete goen, wéi zum Beispill d'Reform vum Dialogue social à l'intérieur des entreprises, wéi ech dat nennen. D'Delegatiounen, d'Comités mixtes - dat muss ee just einfach wëssen -, och dat war en Accord vun der Tripartite, wou och jiddferee vun deenen dräi Partner um Dësch d'accord war.

Ech hat virgeschloen an der Tripartite, dat ze maachen. Neen, sot d'Patronat, mir wëllen de Statut unique maachen, also soll deen anere Projet leie bleiwen, bis dass mer de Statut unique hunn. An dorunner huet den Aarbechtsminister sech gehalen. Hie wier jo léiwer mat deem anere virgeprescht, mä en Accord tripartite - sinn ech ëmmer der Meenung - soll fir all Partner zielen. A jiddferee war derbäi a jiddfereen huet gesot, dat bleift.

Dat wëllt awer net soen, dass mer näischt gemaach hätten, well mir hunn an deem Projet virdrun, deen den Här Spautz virgestallt hat, d'Direktiv Vilvoorde, wou jo kee konnt dozou schwätzen an de Minister och net, eppes gemaach, wat iwwerfälleg war, nämlech bei deenen nächste Sozialwahlen d'Privatbeamten an de Gemengen endlech och eng Delegatioun nom Code-du-travails-Prinzip wielen ze loossen.

Also hu mer emol hei eppes gemaach, wou mer och eng Diskriminatioun aus der Welt geschaf hunn, déi wéigedoen huet an déi enger Partie Leit déi verfassungsrechtlech Méiglechkeet ewechgeholl huet, fir kënnen hir eege Vertriedung do ze maachen.

Dir gesitt, au point de vue Sozialrecht, wat wierklech wichteg ass fir d'Zesummeliewen an dëser Gesellschaft, maache mer an dëser Koalitioun ganz grouss Fortschrëtt, an ech hoffen duerfir op eng breet Zoustëmmung.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Aarbechtsminister François Biltgen Merci. Als leschte Riedner kënnt dann elo nach de Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no enger laanger Odyssee si mer um Zil ukomm. Ech si ganz frou, fir den Owend beim Vote vum Projet „Eenheetsstatut“, mat deem mer vun der Tripartite op de Wee geschéckt gi sinn, kënnen derbäi ze sinn. E Projet, deen engem Satisfaktioun gëtt, well en, wéi ganz vill Kolleege gesot hunn, iwwerfälleg war. An e Projet, deen engem Satisfaktioun gëtt, well mer mam Vote vun dësem Gesetz Wuert hale vis-à-vis vun de Partner an der Tripartite. An eng Tripartite, wa se wëllt iwwerliewen, brauch Partner, déi Wuert halen.

Duerfir Satisfaktioun doriwwer, dass mer dat zesumme gemaach hunn. Ech ënnersträichen „zesummen“, an do soll jiddferee sech mat abezu fillen, deen dozou bäigedroen huet. Selbstverständlech net déi, déi dat eent, dat anert an dat an der Mëtt vertrueden hunn an doduerch an där heiter Diskussioun keng Visibilitéit hunn. Ech muss soen, dass ech mat vill méi Satisfaktioun mam Biltgen Fränz vis-à-vis vu Patronen oder Gewerkschafte gestridden hunn, déi de Verdéngscht haten, eng Meenung ze hunn, wéi mat Leit konfrontéiert ze sinn, déi keng Meenung hunn. An esou engem Dossier wéi deem hei soll ee sech net de Luxus erlaben, keng Meenung ze hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wat een domat beweist bei esou enger Reform, wann ee keng Meenung huet...

(Interruption)

Ech kommen dorop zréck, mä déi, déi viséiert sinn, wëssen dat souwisou schonn.

Ech mengen, dass mir de Projet virugedréckt hunn a Reformfäegkeet bewisen hunn, wat och an dësen Zäiten nach eppes Wichteges ass, an anerer bewisen oder gewisen hunn, dass se reformonfäeg sinn an dass se d'Geess an de Kabes wëlle schützen, wat awer nun emol net geet.

Ech wëll just ganz kuerz all deene Merci soen, déi hei matverhandelt hunn a matgeschafft hunn. De François Biltgen huet et gesot, e Merci un déi kleng Equipe an deem gemeinsamen Haus vum Travail an der Sécurité sociale. E Merci un all déi Leit, déi elo nom Vote vum Gesetz eréischt richteg mussen urappen, well et net dee liichtesten Deel ass, dee geschafft ass, mä et kommen nach schwéier Etappen hannendrun. Et ass eng komplex Reform an do muss nach vill geschafft ginn, fir dass mer den 1. Januar richteg um Rendez-vous sinn.

Ech hu vill héieren, wéi mer op de Wee geschéckt gi sinn, dass et eng Mission impossible war, well eng Rei vu Konditioune gestallt gi sinn, déi jiddfereng eenzel realiséierbar gewiescht wär, mä mateneen enger Mission impossible oder enger Quadratur vum Krees entsprach hunn.

Haut kënne mer an e puer Minutte wahrscheinlech soen: mission accomplie. Den Aarbechtsminister, ech selwer an eng ganz Rei vu Leit hunn et fäerdeg bruecht, dee quadratesche Krees e bësse méi ronn ze maachen oder erëm ronn ze maachen.

(Interruption)

Mir hunn dat zesumme fäerdeg bruecht mat enger staarker Hëllef, muss ech soen: där vum Stat, där vun der Kollektivitéit, där déi heite Reform wichteg genuch ass, fir Verantwortung ze iwwerhuele bei der Offiederung vun de Konsequenze vun där Reform oder vun deene Konsequenzen, déi dës Reform kann hunn.

Firwat ass a mengen Aen dee Projet hei esou wichteg an esou aussergewéinlech? Ma well en enger Rei vu Kritären entsprécht, fir en aussergewéinlech ze maachen. Et ass eng gesellschaftspolitesch Reform, déi fir méi Zesummenhalt suergt. Jo, an der Politik ass et och nach méiglech, iwwert Themen ze diskutéieren, déi net trennen, mä déi fir méi Zesummenhalt kënne suergen.

Dat ass grad an dëser Phas, wou méi kontrovers bei aneren Dossieren diskutéiert gëtt, och gutt, an dat steet der Politik och gutt zu Gesiicht, wa se Projeten, Gesetzer ka maachen, déi fir méi gesellschaftlech Kohärenz kënne suergen, déi künstlech Trennungen um Aarbechtsmaart ofschafen an déi dozou féieren, dass den Aarbechtsmaart net a gutt an a schlecht Aarbechten agedeelt gëtt, mä a wichteg Aarbechten, well mir brauche se alleguer. Mir brauche produktiv Aarbechtsplazen, déi gewéinlech vu bisheregen Aarbechter besat sinn, gradesou wéi de Secteur tertiaire.

Et ass zweetens eng Sozialreform, well Aarbechter a Beamte ginn am sozialrechtlechen an am aarbechtsrechtleche Beräich gläichgestallt.

Et ass dann drëttens, an dat kënnt an der Diskussioun oft net genuch eraus, eng wichteg strukturell Reform, well et eis erméiglecht, déi bishereg Krankekeesen, déi zukünfteg Gesondheetskeess, d'Pensiounskeesen, d'Beruffschamberen, d'Sozialgeriichtbarkeeten nei opzestellen. Dat ass am Beräich vun der Krankeversécherung ganz besonnesch wichteg. Well deen Apparat vun der öffentlecher Gesondheet wiisst a wiisst a wiisst an och d'Ausgabe ronderëm dee Badetti oder dee risegen Dampfer wuessen. Do brauche mer déi beschtméiglech Strukturéierung, fir deenen Erausfuerderunge gewuess ze sinn.

Déi Erausfuerderunge kënne mer net ophuelen, wa mer e Stéckwierk hu vun enger sozialer Institutioun, déi d'Krankekeese bis elo waren, wou mer zwar d'Routine ganz gutt kënnen ofdecken, mä déi wichteg strukturell, déi wichteg konzeptuell Aarbechte bis elo nëmme vun enger Infrastruktur konnte maache loossen, déi engem Spéngelskapp vun deem Groussen entsprach huet.

Et ass ganz vill iwwer Abusë geschwat ginn am Zesummenhang mat dëser Reform. Ee vun deene wesentlechen Inhalter vun där neier Gesondheetskeess ass, dass mer eis opstellen, fir derfir ze suergen, dass jiddfereen, dee verséchert ass, dat aus där Keess kritt, wat en zegutt huet, wat e brauch. Dass e kee schlecht Gewësse brauch ze hunn, fir déi dote Leeschtungen ze kréien, mä et net dräimol brauch ze kréien an net dräimol falsch muss kréien.

D'Zilsetzung vun där neier Struktur ass, dass och bei deenen anere Partneren, ob dat d'Dokteren, d'Professionnels de santé, d'Spideeler sinn, jiddfereen dat kritt, wat hie fir seng Aarbecht zegutt huet, mä net méi. Dass déi Aarbecht direkt richteg gemaach gëtt, an net dräimol. Duerfir brauche mer Kontrollstrukturen, déi mer wäitgehend net hunn.

Dat reduzéiert sech net op den abusiven Absentéismus. Mä dat bedeit, dass mer eis insgesamt an der Organisatioun vun eiser Struktur besser opstellen. An do gëtt et ganz vill Handlungsbedarf, an deen Handlungsbedarf, dee gëtt méi grouss, wat dee risegen Instrument weider wiisst.

Mir sinn e bëssen à contre-courant mat där Neiopstellung vis-à-vis vun Nopeschlänner. Déi zentréieren, déi rezentréieren, déi sammelen hir Kräften net, mä do gëtt et Tendenzen, fir déi Strukturen, déi sech bewährt hunn, ze verscherbelen, auszeverkafen. Mir ginn deen anere Wee. Mir hunn d'Verflichtung, wa mer dee wäertvolle System wëllen erhalen, déi Strukturen esou gutt ze organiséieren, wéi et nëmmen iergendwéi méiglech ass.

Dat ass ee vun deene Punkten, déi net erauskomm sinn an der Diskussioun iwwert de Statut unique, déi de Claude Meisch och net matkritt huet, wéi en der Reform de Reproche gemaach huet, si géif net zur Kompetitivitéit bäidroen. D'Kompetitivitéit gëllt net nëmme fir d'privat Betriber, d'Kompetitivitéit gëllt och fir déi öffentlech Infrastrukturen an déi öffentlech Institutiounen. Hei wëlle mer méi kompetitiv ginn, mir wëllen eis nei opstellen a mir wëlle méi effikass ginn.

Net fir näischt hu mer et mat vill Gléck - ech soen dat, well d'Wirtschaft gutt gedréit huet -, mä awer och mat enger Abezéiung vun alle Partner fäerdeg bruecht, dass mer elo iwwer véier Joer an de Krankekeesen am Equiliber sinn. Dat kënnt net vum selwen. A wa mer weiderhi mat deene Strukturen am Equiliber wëlle bleiwen, da musse se optimal opgestallt ginn.

D'Gesondheetskeess, do waren am Ufank eenzel Leit, déi gewitzelt hunn a gemengt hunn: Nennt Dir dat dann elo Gesondheetskeess? Jo, mir nennen et Gesondheetskeess, aus engem ganz gudde Grond: Deen Numm ass Programm. Et geet haut net méi duer an der öffentlecher Gesondheet, fir hannendrunzelafen a just e kuratiivt Standbeen ze hunn. Et geet vill éischter un. Et geet bei der Gesondheetspromotioun, bei der Gesondheetserhalung, bei der Preventioun un, an do huet och eng Solidargemeinschaft, déi sech an enger Gesondheetskeess zesummefënnt, eng Verantwortung, fir dat ze erreechen. Duerfir strukturéiere mer eis nei, fir deenen Challengen, déi op eis zoukommen, gewuess ze sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass da schliesslech eng Reform mat Signalwierkung. Well se esou schwéier war a well mer se bis zum Zil bruecht hunn, kënne mer soen, mir sinn och haut nach fäeg, esou fundamental Reformen unzegoen. An da soen ech nach eng Kéier: Mir, jiddfereen, dee sech betraff fillt, well ech hunn héieren, dass eng vun deene grousse Parteien an dësem Parlament zu dësem Thema dat eent an dat anert seet an da sech am Endeffekt enthält…

(Interruption)

Jo, ech mengen domat d'DP! Ech mengen domat d'DP, wou ech haut spieren, dass déi Partei an esou quokelegen Dossieren net reformfäeg ass a sech bei deenen engen a bei deenen aneren ubiddert…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- …a probéiert huet - an ech moosse meng Wierder! -, als eenzeg Kraaft, fir Aarbechter a Beamten an dësem Dossier géinteneen auszespillen! Ech kann Extraitë bréngen, wou gemengt ginn ass, dass et op d'Käschte vun de Beamte géif goen. Et muss een d'Kand och heiansdo beim Numm kënnen nennen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech komme ganz séier zum Schluss. Ech hat geduecht, mir hätten zweemol 20 Minutte bei dëser Diskussioun?

(Brouhaha général)

Ech hat geduecht, mir hätten zweemol 20 Minutten. Ech wäert och net iwwert déi Zäit erausgoen. Ech hat versprach, dass mer um aacht Auer fäerdeg wären.

Also dee Versuch, fir Aarbechter a Beamte géinteneen auszespillen, ass feelgeschloen. D'Beamten hu sech net géint d'Aarbechter opstëppele gelooss a si bereet, e klengen, bescheidene Bäitrag zu där Solidaritéit ze leeschten.

Ech wëll net nach eng Kéier drop agoen, wat den Eenheetsstatut alles bréngt. An där gudder Debatt vun de Mëtteg ass dat kloer a plastesch erauskomm. Ech muss allerdéngs soen, déi plastesch Beispiller, wat déi Reform hei bréngt, sinn einfach definéiert.

Wann en Aarbechter an e Beamten e Mindestloun hate bis elo, dann hat de Beamten 2% netto méi. An Zukunft huet deen zukünftege Salarié bei gläichem Bruttoloun och deeselwechten Nettoloun. Dat ass e Fortschrëtt.

Dat Zweet: Eppes wat ech ni verstanen hunn, wat och ni ee mer konnt explizéieren, ass, firwat dass eng Iwwerstonn bei deem enge 25% Supplément wäert war a bei deem anere 50% Supplément wäert war. Ech hunn ëmmer gemengt, eng Iwwerstonn ass eng Iwwerstonn. Och dee Prinzip gëtt an dësem Gesetz verankert, an eng Iwwerstonn wäert och an Zukunft fir all Beruffskategorie deeselwechte Prozentsaz wäert sinn.

Et sinn e ganze Koup Argumenter géint dës Reform virbruecht ginn: D'Betriber géifen eesäiteg belaascht, den Absentéismus géif net bekämpft, net nëmmen op d'Käschte vun de Betriber géif dës Reform goen, mä och op d'Käschte vun de Beamten.

Ech muss soen, dass et richteg ass, dass fir déi Betriber mat haaptsächlech Aarbechter eng Ëmstellung wäert kommen. Mä eng Ëmstellung, déi ze meeschteren ass. Bescht Beispill derfir: D'Halschent vun der Ekonomie huet déi Lounfortzahlung elo schonn, an déi Halschent ass net um Bord vun der Faillite an an där Halschent ass den Absentéismus, ëm deen et jo geet, net méi héich, wéi an deene Beräicher, wou et d'Lounfortzahlung nach net gëtt.

Just nach eng Kéier fir et ze rappeléieren, well jo heiansdo esou gemaach ginn ass wéi wa mer e Vollek vu Blomécher wären: Den nationalen Duerchschnëtt am Absentéismus läit bei 2,7%. Bei de Beamte läit e bei 1,7% a bei den Aarbechter, wou et also keng Lounfortzahlung gëtt, mä wou d'Assurance maladie vum éischten Dag u gespillt huet, läit e bei 4,6%. Dat heescht, mir leie bei engem Landesduerchschnëtt vun 2,7%. Do leie mer ganz gutt - an de Marc Spautz huet dat gesot - am Duerchschnëtt vun eisen Nopeschlänner. Ech géif souguer soen, dass mer relativ ënnen an deem Duerchschnëtt leien.

Dann déi zweet Seechen: Wa mir och scho kee Vollek vu Blomécher wären, da wären d'Grenzgänger eng Sipp vu Blomécher! Et ass richteg, dass et jee no Beruffskategorie kleng Ënnerscheeder, net fënnef, net zéng, net 20% Differenze gëtt, mä deen een oder anere Prozentpunkt, en hallwe Prozent oder ee Prozent, mä et gëtt awer och Beräicher, wou d'Frontaliere besser leien am Verglach zu deenen, déi hei wunnen. Duerfir also, och do soll een net ee géint deen aneren ausspillen.

M. le Président.- Här Minister, entschëllegt. D'Zäit vun der Regierung ass ofgelaf. Ech wëll just dat heite soen: D'Chamber huet sech véier Stonnen Zäit geholl, fir dee Projet hei ze diskutéieren. D'Regierung huet bis elo ganz genau 36 Minutte geschwat. Ech wëll d'Chamber froen, ob se d'accord ass, dass de Minister nach zéng Minutten Zäit kritt.

Plusieurs voix.- Fënnef!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, villmools Merci. Fir eng Kéier sinn ech mat manner zefridden, wann ech nach fënnef Minutte kréien.

M. le Président.- Da mengt een et emol eng Kéier gutt mat Iech, an dann ass dat och erëm net gutt.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Schwätzt net ze fréi, Här President!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci villmools.

Och dat Argument, dat der Regierung oder de Verhandlungspartner entgéintbruecht ginn ass, dass dat, wat mat de Betriber ass, eis egal wär, ass net richteg. Et ass falsch, well mer bei der Mise en vigueur vun dësem Gesetz eng Iwwergangsperiod vun dräi Joer agesat hunn, wou de gesamte Bäitrag bei de Betriber bleift respektiv bei der Mutualitéit an dann den Differenzial progressiv bei de fréieren Aarbechter zréckgeféiert gëtt.

Wat déi Reform de Betriber bréngt, ass den Opbau vun der Mutualitéit, wou de Stat sech ganz zolidd dra bedeelegt. D'Mutualitéit, déi et erlaabt, fir 80% vun dem Krankheetsrisiko an de Betriber - alle Betriber!; net nëmmen déi, déi Aarbechter hunn, mä alleguer déi, déi cotiséieren; dat si se alleguer - ofzesécheren. De François Biltgen huet drop higewisen, dass déi ganz kleng Patronë sech kënnen an där heiter Mutualitéit versécheren an doduerch och Recht op Krankegeld kréien; wat se bis elo net haten, just wa se sech bei ganz deiere private Versécherungen ofgeséchert hunn.

Dass eis d'Betriber net egal sinn, beweist och d'Tatsaach, dass mer net nëmmen den abusiven Absentéismus viséieren, deen e klengen Deel vum Absentéismus duerstellt, mä an där Démarche, déi mer mat de Sozialpartner am Groupe de haut niveau maachen, de gesamte Phenomeen vum Absentéismus duerchliichten. Mir hunn e Laaschtenheft opgestallt, fir genee Chiffere preuve à l'appui op den Dësch ze leeën an dann op eng nuancéiert, objektiv Aart a Weis op d'Ursaache kënnen anzegoen.

Dat ka Kontroll a Sanktioun sinn, mä dat kënnen awer och positiv Moossname sinn, wa mer op Problemer stoussen, déi objektiv Versteesdemech fannen, mä wou mer soen: Et ass net um Patron, fir déi ze bezuelen; do gëtt et aner Moyenen, fir dorop anzegoen. Da muss een doriwwer diskutéieren.

De leschte Punkt, fir ze weisen, dass mer op de Betrib wëllen agoen, dat ass, dass mer nogebessert hu mat der Chamber, déi iwwregens eng exzellent Aarbecht gemaach huet. Si huet matgehollef, mat 45 Amendementer dat Gesetz weider ze verbesseren. Do hu mer gesot: Wa bei där Approche, déi mer hunn - wou den Eenheetsstatut och zu enger Ännerung vun de Gewunnechte wäert féieren, eng Presenzkultur an de Betriber wäert schafen; Salariéen a Patronen zesumme wäerte probéieren dat Bescht aus där Lounfortzahlung an aus dem Statut unique erauszezéien -, Problemer bleiwen, bilanzéiere mer tëschent 2010 an 2011. A wann deen Engagement, dee mer drabruecht hunn, net

duergeet, da si mer bereet, e weidere Geste ze maachen. Dat fanne mer am Projet de loi erëm.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virdru gesot, dass de Beamte mat engem kaum spierbare Solidaritéitsbäitrag, deen och net a Fro gestallt ginn ass, e weidere Partner war, deen dozou bäigedroen huet, dass déi heite Reform rutscht. Eng Reform, déi och eng Rei vun aneren Neierunge bréngt, wéi zum Beispill de Congé pour mandat social. Dat ass eppes Neies, wou déi Leit, déi sech am soziale Beräich engagéieren, hir Aarbecht anstänneg kënne maachen; déi Ouverture bei deenen Härtefäll, bei deenen 52 Wochen an an an. Mä dat kënne mer no der Mise en vigueur méi genee erklären; ënner anerem dee Punkt, deen d'Haushaltspersonal betrëfft a wou mer déi vereinfacht Prozedur bäibehalen.

Ech mengen, dass mer mat dësem Projet en zolitte Schrëtt a Richtung méi Gerechtegkeet, méi Solidaritéit, méi gesellschaftlech Kohesioun bruecht hunn. Dat Gesetz ass e Fortschrëtt. Et stellt bei ville Leit an dëser Chamber an dobaussen e weider bestehende Reformwëllen ënner Bewäis. Ob elo den 1. Mee virun der Dier steet oder ob net den 1. Mee virun der Dier steet, ech verstinn déi Emotiounen, déi och bei dëser Diskussioun opkomm sinn, well der hei sëtzen, déi sech iwwer Jorzéngte fir deen dote Projet agesat hunn. Engagement däerf een och emol eng Kéier op enger Chamberstribün weisen. Dat weist jo och, dass et awer nach gewëssen Antagonisme gëtt.

Ech wëll jiddferengem Merci soen, deen un der Debatt deelgeholl huet. Ech gi vun der Tribün am Gefill, dass mer hei zesummen eppes Guddes gemaach hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun dëser dach mémorabeler Debatt ukomm. Mir kommen zum Vote vum Projet de loi, deen eis virläit.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5750 iwwert de Statut unique ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, bei 11 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Alexandre Krieps), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Wëllt nach ee seng Abstentioun motivéieren?

(Négation)

Dann hu mer nach d'Motioun, déi vun den Häre Glesener a Schneider déposéiert ginn ass.

Motion 1

Déi Motioun gëtt vun alle Fraktiounen ënnerstëtzt.

Plusieurs voix.- Neen!

M. le Président.- Pardon? Här Glesener, wann ech gelift.

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Här President, ech hätt gären, datt mer e Vote électronique maachen, well et dach esou wichteg ass.

M. le Président.- Très bien!

(Brouhaha)

Den Här Jaerling huet d'Wuert, wann ech gelift.

(Interruptions)

Da loosse mer elo emol hei dem Här Jaerling nolauschteren!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, ech wëll awer hei kloerstellen, dass ech déi Motioun net stëmmen; eben aus deene Grënn, déi ech virdru schonn ugedeit hunn. Well wann ech hei liesen, dass am Fong elo de Stat soll higoen a Contrôles administratifs maachen...

Une voix.- Net de Stat; d'Keesen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- D'Keesen. Dat ass de Stat.

Une voix.- Dat ass net de Stat.

M. le Président.- Da loosst den Här Jaerling wann ech gelift seng Ausféierunge maachen!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dir wësst genau wat ech mengen. Dass se solle Kontrolle bei de Leit doheem maachen. Den Här Spautz huet et jo hei gesot: D'Leit si krankgeschriwwe vun engem Dokter. Dat heescht, si si krankgeschriwwe mat engem Mandat vun enger Persoun, déi d'Recht dofir huet. Dat heescht, d'Leit si krankgeschriwwen an net verhaft, an duerfir gesinn ech net an, firwat dass mer elo erëm weiderginn an d'Leit doheem sollen aspären, wa se krank sinn, an dann och nach hinne Leit heemschécken, fir se doheem ze harceléieren.

Ech weess, wéi dat fonctionnéiert. Do kommen der dann un d'Dier schellen, déi mengen, si hätte sechs Doktertitelen zumindest, an déi de Leit Froe stellen.

Ech sinn éischter der Meenung, dass ee muss op de Wee goen, wann ee mengt, d'Leit wären net esou krank wéi dat ugeholl gëtt, da soll ee se a medezinesch Kontrolle ruffen an et soll een d'Leit doheem a Rou loossen. Well wa se krankgeschriwwe ginn, da solle se och krank gelooss ginn an da solle se net doheem harceléiert ginn.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Kommt! Mir wësse ganz genee, wat den Här Jaerling gemengt huet.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dir wëllt de Leit einfach soen, se dierften zéng Deeg laang net virun d'Dier goen. Dat ass jo kompletten Nonsense, an da gitt Der se och nach doheem belästegen!

M. le Président.- Merci, Här Jaerling, fir Är Interventioun. Mir kommen dann zum Vote électronique vun där Motioun, esou wéi den Här Glesener dat gefrot huet.

Vote

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, bei 1 Nee-Stëmm an 10 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien um néng Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.05 heures)

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Mercredi, 30 avril 2008

SÉANCE 37

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
Mme Colette Flesch, Vice-Président

Sommaire

1. 5761 - Projet de loi portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Fernand Diederich*
- *Discussion générale: Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Claude Meisch, M. Jos Scheuer, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 5687 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail telle que modifiée par la directive 2002/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002;

2. modification du Code du travail;

3. modification de l'alinéa 1 de l'article 2 de la loi du 14 mars 1988 relative au congé d'accueil;

4. modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. modification de la loi du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Ali Kaes*

3. 5795 - Projet de loi modifiant

I) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;

II) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

III) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

IV) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

V) la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant 1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; 2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; 3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État; 4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État; 5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration; et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire;

VI) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

VII) la loi du 7 novembre 2007 modifiant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications: M. Paul-Henri Meyers*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Jean-Pierre Klein, M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Projet de loi 5687 (suite)

- *Discussion générale: M. Marcel Glesener, M. Fernand Etgen, M. Marc Spautz, M. Jacques-Yves Henckes, Mme Viviane Loschetter, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, Mme Anne Brasseur, M. le Ministre François Biltgen, M. Jacques-Yves Henckes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir fänken haut de Moien u mat der Diskussioun vum Projet de loi 5761 iwwert d'Pédagogie inclusive. Den Här Diederich ass Rapporteur vun dësem Projet de loi. Et sinn ageschriwwen: d'Madame Gantenbein, den Här Meisch, den Här Scheuer, den Här Adam, den Här Mehlen an den Här Berger. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Diederich, fir de Rapport vun dësem Projet ze maachen.

1. 5761 - Projet de loi portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Madame Minister, Här Minister, dëse Projet de loi ass de 24. August 2007 duerch d'Ministesch vun der Éducation nationale an der Formation professionnelle déposéiert ginn. Den 8. Oktober 2007 huet eng Entrevue vun der Kommissioun mat de Vertrieder vum Projet „Eis Schoul" iwwert d'pedagogescht Konzept an d'Organisatioun vun der Schoul stattfonnt.

D'Initiativ, fir eng Primärschoul vun der Forschung ze schafen, déi op der inklusiver Pedagogik baséiert, geet op d'Aktioun vum GLEN zréck, dem Groupe Luxembourgeois d'Éducation Nouvelle. D'parlamentaresch Kommissioun huet den 12. Mäerz mat enger Rei Amendementer op den Avis vum Conseil d'État reagéiert. Den Avis complémentaire vum Statsrot datéiert op den 22. Abrëll, an de Rapport gouf an der Kommissioun den 28. Abrëll ugeholl.

Déi nei Schoul mécht hir Diere bei der Rentrée 2008/09 am Hierscht an der Rue des Maraîchers um Kierchbierg als Ganzdagsschoul op an hëlt Kanner vun der Éducation précoce bis zum 6. Schouljoer op. Eng Commission mixte décidéiert iwwert d'Admissioun vun de Schüler. An dëser Kommissioun sinn zwee Vertrieder aus dem Comité d'école, een Delegéierte vum Minister an de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg oder säin Delegéierten. D'Prioritéit hunn déi Schüler, déi am Schoulressort respektiv um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg wunnen.

Den Objektiv vun der Schoul besteet doranner, d'Heterogenitéit vun de Schüler besser ze géréieren an all Kanner ze integréieren, trotz hiren Differenzen a Schwieregkeeten, andeem der Verschiddenheet vun hire Besoinen a Léierrhythme Rechnung gedroe gëtt.

Fir dëst Zil ze erreechen, baséiert „Eis Schoul" op zwee Pilieren: der Pédagogie inclusive an der Recherche. D'pedagogescht Konzept kann een a folgende Punkte resüméieren: D'Schoul muss dofir suergen, datt se eng heterogen Schülercommunautéit ophëlt, déi representativ ass fir d'Schoulbevölkerung vum Land. Op d'mannst 10% vun de Kanner si Kanner à besoins éducatifs spéciaux, also mat Handicap. All d'Schüler sollen aktiv un allen Aspekter vum Liewen an der Schoul deelhuelen, onofhängeg vun hire Besonderheeten um soziokulturellen, physeschen, kognitiven, sozioaffektiven a psychomotoresche Plang.

Zu dësem Zweck kritt d'Schoul déi mënschlech a finanziell Ressourcen, fir de psychopedagogeschen Encadrement vun alle Schüler ze garantéieren. D'Schüler si vu méindes bis freides vun aacht Auer bis hallwer véier obligatoresch present. En Accueil ass vu siwen Auer un assuréiert, e Petitdéjeuner ass do abegraff. Vun hallwer véier bis hallwer siwe gi Fräizäitaktivitéite proposéiert. D'Schoulorganisatioun begräift Unterrechtssequenzen, individuell Aarbecht a Gruppenaarbecht, Plagë fir sech auszerouen an en Encadrement, deen aus zousätzlechen Aktivitéiten um sportlechen, kreativen, manuellen a spilleresche Plang besteet.

D'Mëttegiesse gëtt zesummen an der Schoul ageholl. D'Bedeelegung un den zousätzlechen Aktivitéiten ass fakultativ. Am Ganze kann d'Prise en charge nëmmen 11,5 Stonnen am Dag maximal bedroen. Fir d'Iessen an déi komplementar Aktivitéite ka vun den Elteren eng finanziell Participatioun verlaangt ginn.

D'Schüler ginn an dräi Altersgruppe vu jee 36 Schüler opgedeelt, sougenannt Groupes multi-âges vun dräi bis fënnef Joer, vu sechs bis aacht Joer a vun néng bis eelef Joer. De psychopedagogeschen Encadrement gëtt vun enger multiprofessioneller Equipe assuréiert. Eng grouss Bedeitung gëtt der Abezéiung vun den Eltere bäigemooss.

D'Schoul preparéiert op den Enseignement secondaire an de secondaire technique. Mat zwielef Joer ginn d'Schüler hire Capacitéiten a Kompetenzen no orientéiert.

D'Schoul gesäit an der sproochlecher a kultureller Verschiddenaartegkeet net nëmmen eng Schwieregkeet, mä och eng Chance, fir wichteg Erfahrungen ze maachen. Niewent der däitscher an der franséischer Sprooch spillt d'Lëtzebuerger Sprooch déi wichtegst Roll an der kultureller Integratioun. Fir auslännesch Schüler soll awer kee Broch mat hirer Mammesprooch stattfannen. D'Mammesprooch ass net nëmme wichteg, fir eng zweet Sprooch ze léieren, mä si erlaabt et och, Wëssen ze deelen a soll am Kader vun der Alphabetiséierung valoriséiert ginn.

Den Unterrecht gëtt am Kader vun eenzelnen Entwécklungsdomäner ugebueden. Dozou gehéieren:

1) d'Sproochen - Däitsch, Franséisch, Lëtzebuergesch - an och en Éveil aux langues;

2) Mathematik;

3) d'Sciencen, an och hei en Éveil aux sciences, Geschicht a Geographie;

4) den Domän Kierper a Gesondheet, Psychomotorik a Motricitéit, Expression corporelle, Sport a Gesondheet;

5) den Domän Konscht mat engem Éveil esthétique a Musek;

6) d'Zesummeliewen a Wäerter, Erzéiung zu den demokratesche Wäerter an zu demokratesche Bierger, d'Éducation morale et sociale oder d'Instruction religieuse et morale.

D'Schoul däerf och aner Schoulbicher benotze wéi déi, déi offiziell vun der Kommissioun virgeschloe sinn. Fir all Schüler gëtt et e Portfolio. Dee besteet aus engem Dossier, wou de Léierparcours vum Schüler festgehale gëtt souwéi Dokumenter vu sengen Aarbechte gesammelt ginn. An engem Journal de bord kommentéiert de Schüler säi Schoulparcours a säi perséinleche Formatiounsprojet. Mindestens zweemol d'Joer gëtt vun der multiprofessioneller Equipe e Bilan opgestallt, an deem folgend Elementer festgehale ginn:

1) d'Leeschtunge vum Schüler während enger bestëmmter Period,

2) e Rapport iwwert d'Fortschrëtter beim Apprentissage,

3) eng Begutachtung vun den Aarbechten aus dem Dossier,

4) eng Ofschlossaarbecht um Enn vum Primärunterrecht, esou eng Aart Meeschtersteck.

All Kéier wann ee Bilan opgestallt gëtt, gëtt de Portfolio den Elteren an de Schüler presentéiert. All Schülergrupp steet ënnert der Verantwortung vun engem Sous-groupe vun der Equipe. D'Memberen aus dësem Grupp concertéiere sech, wat d'Fortschrëtter vun de Schüler ubelaangt souwéi iwwert d'Moossnamen, déi ze ergräife sinn. Ausserdeem koordinéiere se thematesch Projeten.

D'Tâche vun der Equipe begräift den Unterrecht an den Encadrement vum Schüler, d'Concertatioun innerhalb vun der Equipe, d'Preparatiounsaarbechten an d'Evaluatioun, Hëllef fir Memberen aus der Equipe beim Optriede vu Schwieregkeete mat de Schüler, Rechercheaarbechten, de Kontakt mat den Elteren, d'Deelhuelen un de Versammlunge vum Personal, d'Participatioun un Aktivitéite vun der Formation continue, d'Ausaarbechtung vun den Avis d'orientation souwéi Verwaltungsaarbechten.

De Kader vum Schoulpersonal ka folgend Leit begräifen:

1) Schoulmeeschteren a Léierinnen aus dem Préscolaire an dem Primaire,

2) Pedagogen,

3) Psychologen,

4) Heilpädagogen,

5) Orthophonisten,

6) Psychoréééducateuren,

7) Ergotherapeuten,

8) Assistants sociaux an Assistantes sociales,

9) Éducateurs gradués

10) an Éducateurs diplômés.

Niewent de Fonctionnairen a Stagiairë kann d'Schoul och no de Besoins de service op Chargés de cours, op Employéen aus den techneschen administrative Carrièren an op Aarbechter zréckgräifen, sief et mat enger voller Tâche oder enger Deeltâche, an à durée déterminée oder indéterminée.

Et gëtt ee Schoulcomité agesat, deen déi dagdeeglech Gestioun vun der Schoul assuréiert. Hie besteet aus véier Memberen, vun deenen der wéinstens dräi aus der multiprofessioneller Equipe sinn. Si gi fir fënnef Joer gewielt an hiert Mandat ass renouvelabel.

De Schoulcomité bezeechent aus hirer Mëtt e President oder eng Presidentin, deen d'Entscheedunge vum Schoulcomité ausféiert a fir de gudde Fonctionnement vun der Schoul suergt. De President, respektiv d'Presidentin, vertrëtt d'Schoulcommunautéit vis-à-vis vun Drëttpersounen.

De Comité huet als Missioun, d'Aarbechte vun der multiprofessioneller Equipe ze koordinéieren, eng Propositioun fir d'Organisatioun vun der Schoul auszeschaffen an d'Zuel vun de Postë festzeleeën, déi noutwendeg sinn. Si géréiert de Budget, organiséiert d'Fuerschungsaarbechten, koordinéiert d'Stonnepläng, géréiert didaktescht Material a sammelt d'Donnéeën iwwert d'Schüler. En assuréiert de Kontakt mat dem Ministère a mat der Gemeng, preparéiert e jährlechen Aktivitéitsrapport a planifiéiert d'Formation continue.

Am Artikel 19 gëtt d'Regierung autoriséiert, dat noutwendegt Personal anzestellen. De Minister setzt dofir eng Rekrutementskommissioun an, déi aus dräi Membere vum Comité d'école, engem Vertrieder vum Ministère de l'Éducation nationale an engem Vertrieder vun der Universitéit besteet. D'Kommissioun examinéiert d'Kandidaturen a proposéiert Kandidaten oder Kandidatinnen, déi vum Minister oder der Ministesch nominéiert ginn. D'Relatiounen tëschent dem Stat an der Gemeng ginn duerch eng Konventioun geregelt.

Am Hibléck op den Démarrage vun der Schoul fir d'Rentrée 2008 gëlle folgend Iwwerganksbestëmmungen: D'Vertrieder vum Comité d'école fir d'Commission mixte, déi fir d'Admissioun vun de Schüler zoustänneg ass, ginn duerch d'Ministesch bestëmmt. D'Ministesch engagéiert an nominéiert dat néidegt Personal, andeem se zu de Bestëmmunge vum Artikel 19 dérogéiert.

D'Zesummenaarbecht tëschent der Schoul an der Universitéit concernéiert d'Entwécklung vun der Qualitéit vum Unterrecht, d'Recherche iwwert d'Schoul, déi dauernd berufflech Weiderbildung vun den Enseignanten, d'Veröffentlechung vun de Fuerschungsresultater an déi nohalteg Entwécklung vun der Schoul.

D'Modalitéite vun dëser Zesummenaarbecht ginn an enger Konventioun tëschent dem Minister an der Universitéit festgehalen.

Et gëtt ee wëssenschaftleche Rot agesat, deen zesummegesat ass aus zwee Membere vum Comité d'école, zwee Membere vum Personnel enseignant oder vum Personnel scientifique, esou wéi aus engem Vertrieder vum Ministère. D'Membere gi fir dräi Joer bestëmmt. De Rot assuréiert d'Koordinatioun vun de Projeten an de Fuerschungs- an Entwécklungsberichter. Dës Projeten a Rapporte ginn enger Externanalys vun enger universitärer Institutioun ënnerzunn.

Fir d'Zesummenaarbecht tëschent deenen eenzelne Partner ze verbesseren an e schoulescht Ëmfeld vu géigesäitegem Respekt ze schafen, schaffen d'Schoulpersonal, d'Schüler an d'Eltere Verhalensregelen aus, déi op de Rechter a Flichte vun hire Membere baséieren. Dës Regele ginn an enger Charte scolaire festgehalen.

Här President, Madame Minister, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer dëse Projet de loi haut stëmmen, ass ee wichtege Schratt gemaach, fir d'École de recherche am Hierscht kënnen opzemaachen. Et gëllt elo eng Selektioun bei dem Personal a bei de Schüler ze maachen. Vill Umeldunge leie vir; den Interessi ass grouss. Ze hoffen ass, datt d'Aarbechten un de Gebailechkeete bis dohin ofgeschloss sinn. Ech wënsche jiddefalls der neier Schoul vill Succès, bréngen den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Madame Gantenbein ass als Riednerin fir d'CSV agedroen. Madame Gantenbein, wann ech gelift.

Discussion générale

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV)*.- Här President, Madame Minister, Här Minister, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, Merci dem Rapporteur, dem Här Fernand Diederich, fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mat dem Projet 5761, dee mer haut stëmmen, wann deen och fir sech schwätzt a seng Eegestännegkeet huet, esou huet en dach vu senger Philosophie hier an och vu senge pedagogeschen Usätz hier besonnesch mam Gesetz 5760, mam Enseignement fondamental ze dinn.

Esougutt d'Madame Hennicot wéi och d'Madame Brasseur hu versicht eppes am Enseignement ze bewegen. Mä Reforme brauchen en Temps de gestation a si brauchen och e Räifungsprozess. Dat trëfft ganz besonnesch mengen ech fir den Enseignement zou. Datt eisen Enseignement reformëiert muss ginn, dat bestreit jo haut kee méi. Well e steet zënter 2000 an 2003 am Kräizfeier vun der Kritik, well Pisa 1 a Pisa 2 eis de Spigel virun d'Ae gehalen huet. Spéitstens dunn hu mer gesinn, datt eppes misst geschéien.

D'Reform vum Gesetz vun 1912 huet ausgedéngt, net well et schlecht ass, mä well et einfach net méi adaptéiert ass. D'Gesellschaft huet sech fundamental geännert. Si ass net méi homogen, si ass heterogen. Mä och d'Schoulkand huet sech geännert. Ech géif souguer soen, et hätt eng Verlagerung vun de Sënner vum Kand stattfonnt.

D'Kand vun der éischter Halschent vum 20. Jorhonnert war e Kand wat gelauschtert huet, wat memoriséiert huet a wat gemaach huet, wat ee vun em verlaangt huet. An d'Kand vum 21. Jorhonnert ass e Kand wat kuckt; déi nei Technologien hunn dat mat sech bruecht. An et ass och e Kand, dat aktiv wëllt sinn. Net passiv.

Mä da bleift déi grouss Fro: Wat ännere mer a wéi ännere mer?

D'Chance, mengen ech, fir de Lëtzebuerger Enseignement ass, dass de Grupp - de GLEN - d'Initiativ ergraff huet - d'Membere vum GLEN si jo lauter Insider vum Enseignement. Si hunn dee schwelende Malaise opgeholl, hunn eng Denkaarbecht gemaach an hunn e Projet entwéckelt. Dorauser ass dëst Gesetz elo entstanen.

Mat der Schafung vun enger staatlecher Fuerschungsschoul, baséierend op der inklusiver Pedagogik, betriede mer hei zu Lëtzebuerg absolut Neiland. Am europäeschen Ausland an an Amerika ginn et där Schoulen an heeschen dann Neue Schule, Alternative Schule oder Laborschule; wat eis Schoul jo och ass.

Här President, Inklusivpedagogik ass am Ufank vun den 90er Joren entstanen. Op der internationaler Konferenz vun der Unesco 1990 an Thailand, déi ënnert dem Motto stoung „Eine Schule für alle", gouf fir d'éischt dat Wuert „inclusion" amplaz vun „integration" gebraucht. Dat heescht, Kanner mat an ouni Handicap, Kanner mat an ouni Léierstéierungen a Léierschwieregkeete ginn zesummen ënnerriicht, net aussortéiert.

Op der Unesco-Konferenz 1994 zu Salamanca gouf d'Inklusioun zum wichtegsten Zil vun der internationaler Bildungspolitik erkläert. Dat heescht, all Kand huet e fundamentaalt Recht op Bildung. D'Schoule sollen all Kanner ophuelen, onofhängeg vun hire physeschen, intellektuellen, sozialen, emotionalen a sproochleche Fäegkeeten, an d'Schoul soll Kanner aus frieme Kulturen a vu benoodeelegte Randgruppen ophuelen.

Inklusivpedagogik heescht awer och dem eenzelne Kand seng Interessen notzen, dem eenzelne Kand seng Besoinen identifizéieren, seng Talenter entdecken a förderen, seng Fäegkeeten développéieren, seng Schwächten ausbigelen a seng Defizitter behiewen. Gemäß dem Motto „Wer Stärken stärkt, schwächt Schwächen." - seet d'Joëlle Huser, eng Schwäizer Erzéiungswëssenschaftlerin. An aus dem Prinzip vun der inklusiver Pedagogik huet sech de Projet pilote „Eis Schoul" entwéckelt.

Här President, ech brauch an ech wëll och net widderhuelen, wat de Rapporteur gesot huet, mä ech versichen awer e wéineg erauszeschielen, wat dës Schoul vun der traditioneller Schoul ënnerscheet. Ech weess, datt op ville Plazen an eisem Land punktuell versicht gëtt vun engagéiertem Léierpersonal, nei Weeër ze beschreiden. Et ass mer awer wichteg, dass mer e wéineg kucken: Wat trennt dann déi traditionell Schoul vun deem heite Konzept vun „Eis Schoul"?

An der traditioneller Schoul huet d'Kand sech dem Schoulsystem missen upassen. Am Projet pilote mat der inklusiver Pedagogik ass et ëmgedréint, do passt d'Schoul sech dem Kand un.

Déi traditionell Schoul ass ganz vertikal strukturéiert. Baulech schonn. D'Klasse sinn uneneegereit, an an de Klassen ass den Enseignant en Eenzelkämpfer. Am Projet pilote „Eis Schoul" ass d'Schoul horizontal strukturéiert. Dat hu mer gesinn am Reportage op der Télee d'lescht Woch. D'Wänn ginn duerchbrach fir Kommunikatioun, Kollaboratioun an Echange méiglech ze maachen. Eng Équipe multiprofessionnelle dréit d'Verantwortung. Den Enseignant ass net eleng.

D'Kanner ginn dem Alter no a Klassen agedeelt a sinn dem Alter no zesummen an der traditioneller Schoul. Am Projet pilote gëtt et dräi Gruppen, déi altersënnerschiddlech sinn. Dat huet eng Partie Avantagen. D'Kanner léieren déi eng vun deenen aneren, déi Grouss kënne Verantwortung iwwerhuele fir déi Kleng an déi Grouss kënnen deene Klengen hëllefen.

Deenen, déi elo monéieren a soen, déi dote Schoul, déi hate mer jo schonn an déi hu mer ofgeschaaft, wëll ech awer soen - well een och selwer derduerchgaangen ass -: Et ass fundamental anescht.

Am Schoulsystem, wéi d'Klassen zesumme waren, hunn déi gutt ebe gelauschtert, wann den Enseignant eppes erkläert huet. Hei ass et awer esou, dass och déi, déi Schwieregkeeten hunn, begleet ginn am Grupp a gehollef kréien, fir weiderzekommen.

D'Léiermethod am traditionellen Unterrecht ass jo de Frontalunterrecht. Et gëtt erkläert, et gëtt nogelauschtert, et muss verstane ginn, et muss verhale ginn an et muss fixéiert ginn. De Léierstoff ass ganz saucissonnéiert, an den Enseignement ass a 55 Unitéiten opgedeelt.

An der neier Schoul gëtt d'Wëssen projektan themenorientéiert erschafft duerch de Schüler, a begleet gëtt hie vun engem Enseignant. Räichhalteg didaktescht Material steet dem Kand zur Verfügung. Et ka schaffen an enger längerer Sequenz.

Am Sproochenunterrecht ass an dësem Projet effektiv déi nei Approche vun der Valorisatioun vun der Mammesprooch interessant. Et gëtt jo wëssenschaftlech Etüden, déi beleeën, dass e Kand, wat seng Mammesprooch net gutt beherrscht, och net fäeg ass, eng friem Sprooch gutt ze léieren. Doduerch, dass an der neier Schoul d'Méiglechkeet besteet, dass Externer erakommen, fir besonnesch bei de Kanner primo-arrivant méiglech ze maachen, dass d'Alphabetisatioun an hirer Mammesprooch ka geschéien, gëtt derfir gesuergt, dass d'Kand seng Mammesprooch gutt beherrscht.

Dësen Artikel huet jo a verschiddenen Avisë Kritik ervirgeruff, mä et ass eng Schoul, déi ee ganz frësch muss denken, wou mir, déi gewinnt sinn, an deem traditionelle Schoulsystem ze denken, och do musse verschidden Iwwerleeungen zréckstellen. Et muss een och den Deuil maachen e wéineg vun deem, wat ee gewinnt ass.

Ech géif awer denken, dass besonnesch d'Valorisatioun vun der Mammesprooch bei engem Kand d'Selbstwäertgefill ka steigeren, wat och dozou bäidréit ganz bestëmmt, datt et méi bereet ass Efforten ze maachen, fir méi Leeschtung ze bréngen.

Differenzéierten Unterrecht. De Bourdieu huet dat genannt: „Rompre l'indifférence aux différences." D'Zensuren, Dir Dammen an Dir Hären, si bis elo Selektioun gewiescht. Déi Gutt komme gutt ewech an déi, déi net esou gutt sinn, komme schlecht ewech. Et gëtt bewäert par rapport zu deenen aneren.

Am Portfolio dogéint gëtt dokumentéiert, wat d'Kand gemaach huet. Et gëtt gewürdegt fir seng Leeschtung. Et gëtt informéiert, an et ass en exzellent Mëttel an eng Form vu Kommunikatioun tëschent Kand, Équipe professionnelle an Elteren.

An dësem Projet de loi kritt d'Elterenaarbecht eng aner Qualitéit. Ech géif och soen, et gëtt héich Zäit. Déi traditionell Schoul huet keng Traditioun an och keng Kultur, fir mat den Elteren ëmzegoen. Wéini gi mer dann an d'Schoul? Wann et net geet, wa Konflikter bestinn.

An „Eiser Schoul" ginn d'Elteren abezunn. Si si present an alle Comitéen, hunn e Matsproocherecht, kënne matgestalten, eng Denkaarbecht maachen a bei der Organisatioun vu ville Manifestatioune matmaachen.

Wichteg och fir d'Kand ass d'Aarbecht um Schluss vum 6. Schouljoer. Dat muss ee sech virstellen: en interaktiivt Referat, e selbstgewieltent Thema, wourunner et bal e Joer laang schafft, virun engem multiprofessionellen Team opzetrieden, en face vun den Elteren, eng Ausstellung organiséieren. Et ass effektiv e Meeschterwierk, wat do vum Kand verlaangt gëtt.

Mä wann dat dote soll esou kënne geschéien, dass d'Kanner dat doten am 6. Schouljoer fäerdeg bréngen, da géif ech soen, dann huet de Projet pilote säin Zil erreecht. Well da steet d'Kand do selbstbewosst viru sech selwer, selbstbewosst virun der Schoul an och selbstbewosst viru sengen Elteren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Schoul entwéckelt nei Léier- an Unterrechtsmethoden an Evaluationsformen an enker Kollaboratioun mat der Uni Lëtzebuerg. An do géif ech soen: Déi permanent Begleedung duerch Chercheuren, d'Evaluatioun duerch d'Uni Lëtzebuerg an duerno och duerch extern Universitéiten, déi Evaluatioun, vun där d'Resultater public gemaach ginn, an, wat ganz besonnesch wichteg ass, a Kontakt triede mat interesséiertem Léierpersonal - dat si wichteg Elementer vun dësem Projet. D'Diere vun där Schoul mussen opgemaach gi fir Enseignanten, déi fir sech fannen, datt et Zäit ass, fir aneschters Schoul ze halen.

Ech géif och soen, wann dat doten esou ka geschéien, dann entsteet eng Dynamik, déi herno net méi opzehalen ass an déi och den Enseignement fondamental wäert befruchten.

Et gëtt Kritikpunkten. Et gëtt gesot, et wier ze deier. Et gëtt gesot, et wier Chaos. Et gëtt gesot, et wieren ze vill Conseilen an ze vill Comitéen. Et gëtt souguer gesot, et wier eng Virwëztut, et wier e schéinen Emballage mat näischt dran.

An enger Dageszeitung hat en Auteur d'Geleeënheet dräi Deeg hannerenee senger Oppositioun zum Projet-pilote „Eis Schoul" Loft ze maachen. Dësen Text war mat „Wundertüte 1", „Wundertüte 2" an „Wundertüte 3" iwwerschriwwen.

Deier: D'Pédagogie inclusive, besonnesch, wat d'Inklusioun vun Handicapéierte Kanner bedeit, da géif ech soen, wa mer do manner Infrastrukture brauchen, wann dat Fachpersonal, wat do gebraucht gëtt, an den normalen Unterrecht kann integréiert ginn, dann ass et ganz bestëmmt net ze deier.

Ze vill Conseil an ze vill Comité, do muss een dem Projet Chance loosse fir unzefänken an Experienz ze sammelen.

Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wollt ech Folgendes soen, fir zréckzekommen op dat vum Ufank: D'Schoul, wësse mer, ass am Ëmbroch. An de Sprenger, deen huet a sengem Buch „Der dressierte Bürger" geschriwwen: „Wer nicht sterben kann, kann auch nicht leben."

Ween net op seng Gewunnechten, seng Sécherheeten a säi Schutzwall, deen e sech selwer baut, ka verzichten, deen ass och net rezeptiv, géif ech soen, an och net fäeg fir Neierungen.

Ech géif awer och widderhuelen, wat den St. Exupéry gesot huet: «Il n'y a pas de solutions, mais il y a des forces en marche. Il faut les créer et les solutions suivent.»

Dat, géif ech soen, trëfft op eise Projet pilote „Eis Schoul" zou. Et gi keng einfach Léisungen. Et ginn der vill. Mä mam Projet pilote si Kräfte mobiliséiert a fräigesat ginn, oder wäerte Kräfte mobiliséiert a fräigesat ginn, déi hoffentlech mat wëssenschaftlecher Begleedung zu Léisungen an eisem Bildungssystem féieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Attentioun a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Gantenbein. Den Här Claude Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci un de Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, awer och u meng direkt Riednerin. De Rapporteur huet eis eigentlech gesot ëm wat et geet, wéi déi Schoul do soll fonctionnéieren, a meng Virriednerin huet eis nach emol méi am Detail gesot, firwat datt een op deen dote Wee soll goen. „Eis Schoul" heescht déi Schoul a se heescht gläichzäiteg och École de recherche fondée sur la pédagogie inclusive. Et geet also hei ëm zwou Saachen, zwee verschidden Aspekter, déi mer diskutéieren.

Éischtens ëm déi sougenannte Pédagogie inclusive, wou d'Ambitioun besteet fir all Kand ze akzeptéieren an net Kanner an eenzel Kategorien anzedeelen an dono an eenzel Schoulen, an eenzel Institutiounen ze ënnerdeelen. Kanner mat hire Stäerkten a mat hire Schwächten, mat hire Forcen a mat hiren Handicapen ze akzeptéieren an eng Plaz fir si an eiser Schoul ze schafen. Duerfir muss bei der Pédagogie inclusive vill méi staark differenzéiert ginn, duerfir muss och vill méi staark individualiséiert Unterrecht gehale ginn.

Den zweeten Aspekt ass dee vun der Fuerschungsschoul. Also eng Schoul, wou nei Léierforme kënnen applizéiert ginn, Léierforme kënne getest ginn, wou dann déi Erfahrungen, déi do gemaach ginn, kënne weidergi ginn un aner Schoulen aus dem Land, wou eng Zesummenaarbecht och duerfir jo hei mat an de Projet erageschriwwe ginn ass mat der Universitéit a wou ebe ganz besonnesch och bei deenen neie Léierformen, déi do sollen applizéiert ginn, erfuerscht gëtt, Erfahrunge gesammelt ginn, wou eben déi vun der Pédagogie inclusive ganz besonnesch am Vierdergrond solle stoen.

Ech wëll nach eng Kéier kuerz drop zréckkommen, wat dann eigentlech aneschters ass an där doter Schoul wéi an deene Schoulen, déi mer uechter eis Gemengen doruechter kennen.

Nun, hei soll gekuckt ginn op där enger Säit, datt d'Schülerschaft e Spigelbild vun der Schoulpopulatioun queesch uechtert d'Land ass, datt se der sozialer Opdeelung gerecht gëtt, datt se der Opdeelung tëschent den eenzelnen Nationalitéite gerecht gëtt. Woubäi hei awer och direkt gesot gëtt, datt 10% vun de Schüler solle Schüler mat enger Behënnerung sinn, déi an dës Schoul eran integréiert solle ginn. Woubäi dat natierlech net deem übleche Bild an der Populatioun entsprécht, mä do ginn d'Ambitioune vun Integratioun also vill méi wäit, wéi mer dat doruechter kennen.

Et ass eng Ganzdagsschoul. Et ass eng Schoul, déi net a Joren, och net an Zyklen, wéi mer se kennen, sollen agefouert ginn, mä a Groupes multi-âges: vun dräi bis fënnef, vu sechs bis aacht a vun néng bis eelef.

Et ass och eng Schoul wou multidisziplinär Teame sollen zesummefannen a sech ëm d'Kanner solle këmmeren. Et ass och eng Schoul wou herno nach op méi eng aner Aart a Weis, wéi mer dat bis ewell am 6. Schouljoer kennen, soll eng Orientatioun gemaach ginn, fir ze kucke wou et dann op Septième soll weidergoen.

Et ass eng Schoul déi Wäert leet op d'Vermëttelung vu Sproochen. Selbstverständlech op där enger Säit déi Sproochen, déi mer kennen, déi mer musse kennen hei am Land; déi dräi Sproochen, déi och hir Plaz hunn am Primaire. Dat heescht Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch. Mä awer och zum Deel gëtt sech opgemaach op d'Mammesprooche vu ville Kanner, aus der Erkenntnis eraus, datt et ebe wichteg ass, och datt e Kand fir d'alleréischt mol seng Mammesprooch ka beherrschen, fir vläicht vun do aus startend iwwerhaapt aner Sprooche kënnen ze léieren an aner Wësse sech kënnen unzëeegnen a Kompetenzen ze entwéckelen.

Et geet och hei drëms fir nei Forme vun Evaluatioun anzeféieren, fir et eben net bei enger punktueller Evolutioun ze loossen, mä ze kucken, datt déi méi kontinuéierlech an op eng aner Aart a Weis ka stattfannen. Natierlech fält och déi enk Kollaboratioun bei dësem Projet tëschent „Eis Schoul" an der Uni Lëtzebuerg op.

Wann een elo dat doten alles kuckt an et stellt ee sech d'Fro: „Ass „Eis Schoul" dann elo e Modell fir d'ganzt Land?", géif ech soen, Neen. Well eist Land mat Sécherheet net prett ass, op deen dote Wee ze goen. Well mer dat dote fir d'éischt elo mol an enger sougenanntener Fuerschungsschoul solle probéieren.

Wann een d'Fro aneschters stellt, nämlech: „Kann „Eis Schoul" en Ideengeber si fir Schoule queesch uechtert d'Land, queesch duerch eis Gemengen?" Da géif ech soen, Jo, dat kann déi Schoul do sinn.

Well wa mer kucke wat d'Sujete sinn, déi hei diskutéiert ginn, déi am Mëttelpunkt stinn, da geet et ëm Elterenaarbecht, et geet ëm Sproochekenntnisser, et geet drëms fir behënnert Kanner ze integréieren. Et geet drëms fir a multidisziplinären Equipë kënnen zesummenzeschaffen. Et geet drëms eng aner Evaluatiounsform kënnen an d'Schoul eranzebréngen. Et geet ëm Ganzdagsschoul respektiv Ganzdagsbetreiung.

Sujeten, déi net typesch sinn an exklusiv an „Eis Schoul" diskutéiert an ëmgesat ginn, mä Sujeten, déi mer queesch uechtert d'Land am Préscolaire, am Précoce an am Primaire begéinen. Duerfir ass et eben esou, datt mer hei kënne vun deem dote Projet léieren, fir op anere Plazen am Land kënnen eppes ëmzesetzen.

Datt mer musse léieren, datt mer musse weiderdenken, ass och hei scho gesot ginn, an do si mer eis eens, datt mer nei Erausfuerderungen um Aarbechtsmaart hu wat d'Qualifikatioun vun de Leit ubelaangt, wa se aus der Schoul kommen. Datt mer nei Erausfuerderunge begéine wa mer kucken, wéi d'Famill sech haut organiséiert, wéi Famill a Beruff kann zesummespillen. Datt nei a grouss Erausfuerderungen nach ëmmer op eis waarden, wann et drëms geet, déi vill verschidden Nationalitéiten an och Kanner aus ganz ënnerschiddleche soziale Milieuen, aus ganz ënnerschiddleche Sproochemilieuë kënnen un eis Schoul erunzeféieren.

Da gesi mer, datt nei Weeër noutwendeg sinn, datt och nei Modeller noutwendeg sinn an datt mer eis Schoulen un deen dote Besoin, deen net ofhëlt, mä éischter zouhëlt, musse kënnen upassen.

Duerfir ass et an eisen Ae wichteg, datt Schoulen aus dem Land un den Erfahrungen, wa se och mol nëmme punktuell sinn, aus dem Projet „Eis Schoul", wa se op déi kënnen zréckgräifen a sech drun inspiréieren.

Nei Weeër solle mer also goen. D'Fro, déi dann direkt gestallt gëtt: „Jo sinn déi nei Weeër do keng Experimenter?"

Duerfir menge mer schonn, datt op där anerer Säit, bei aller Ouverture fir eppes Neies ze maachen, fir eppes Neies ze woen, een awer gläichzäiteg muss kucken, a wat fir engem Kader schafe mer dat Neit an ënner wat fir enge Konditioune kann een domadder d'accord sinn a wéini gëtt een neie Wee, deen ee geet, net zu engem Experiment fir déi Schüler, déi dovunner betraff sinn.

Mir denken, datt et do wichteg ass, an dat ass jo an dësem Projet esou virgesinn, datt déi Schüler, déi an déi Schoul ginn, fräiwëlleg dohinner ginn. Mir kéinten eis net virstellen, datt ee Schüler géif zwéngen an esou eng Schoul ze goen, Eltere géif forcéieren, hir Kanner an esou eng Schoul ze ginn. Wéi gesot, dat ass an dësem Projet jo och respektéiert.

Mir denken och drun, datt et wichteg ass, datt zu all Moment e Wiessel aus dësem Projet eraus an déi sougenannten normal Schoul méiglech ass. Et kann ee sech virstellen, datt een elo säi Kand an déi dote Schoul gëtt, well een hei an der Stad oder an den Alentoure vun der Stad wunnt. Et kann awer sinn, datt een iergendzwouch plënnert, datt een och berufflech bedéngt muss an d'Ausland goen, dann ass et wichteg, datt déi Schoul do net an eng Sakgaass féiert.

Grad esou wichteg wéi et ass, datt och herno nom Ofschloss vun „Eis Schoul" - et kann een net soen nom 6. Schouljoer, mä wann een dann dës Schoul verléisst -, datt een dann och d'Startchancen huet an all deenen anere Schoulen an et net eppes ass, wat automatesch dann an eng ähnlech Form vu Schoul, déi vläicht dann duerch den Neie Lycée kann duergestallt ginn, féiert.

Do hu mer eng Rei vun Zweifel, ob dat an dësem Projet wierklech esou erlaabt ass, an dat muss d'Praxis herno weisen, ob dës Schoul fir déi Schüler, déi doranner ginn, nach ëmmer d'Méiglechkeet bëinhalt, datt se kënnen zu all Moment a ganz besonnesch nom Ofschloss an enger anerer Schoul ouni Weideres Fouss faassen.

En anere Sujet, mat deem mer eis laang beschäftegt hunn, ass dee vun der Evaluatioun. Well mer mengen och, wa mer op esou nei Weeër ginn, da kann een net nei Weeër ufänken, ouni iergendwann eng Kéier ze kucken: Jo, zu wat féiere se, an erreeche mer déi Ambitiounen, déi ganz nobel Ambitiounen an dësem Projet, erreeche mer déi wierklech? Musse mer net nobesseren? Musse mer net vläicht iergendwann eng Kéier ofbriechen an zu eppes anerem fannen?

Do begréisse mer op där enger Säit, datt an dësem Projet de loi iwwerhaapt emol vun Evaluatioun geschwat gëtt, well oft maache mer dat net an der Educatioun a ville Projeten, déi ëmgesat ginn. Mir denken awer och drun, datt, wa mer vun Evaluatioun schwätzen, wa mer an eng nei Richtung ginn, dann dès le départ och d'Kritäre vun der Evaluatioun mussen definéiert ginn, datt een och herno kuckt: Jo, u wat moosse mer dann déi Schoul do? U wat moosse mer d'Resultater, wat ass de Benchmark? Dat vermësse mer eigentlech och an dësem Projet de loi.

Et ass ganz villes extrem am Detail geregelt, wou ee sech hätt kënne virstellen, datt dat éischter an engem Règlement interne vun der Schoul hätt kënne geregelt ginn, mä hei hätte mer eis wierklech gewënscht, datt méi prezis dès le départ definéiert gewiescht wär, wéi d'Evaluatioun stattfanne soll.

An da menge mer awer och, datt deen, deen Evaluatioun bedreift, deen, deen den Evaluateur ass, net deeselwechte ka si wéi deen, deen de Projet mat ausgeschafft huet an de Projet mat begleet huet an herno dann och seet, ob e gutt oder schlecht ass.

Do hätte mer awer wierklech gären, datt deen, deen herno d'Evaluatioun mécht, onofhängeg ass vum Projet an opgrond vun objektiven, vu vireran definéierte Kritäre seng Aarbecht ka maachen.

D'Representativitéit vun der Schoulpopulatioun an deenen dach wéinege Kanner, déi herno an déi dote Schoul ginn, ass mat Sécherheet och net einfach ze erreechen, och wa se am Gesetz esou virgeschriwwen ass. Fir dann och herno representativ Resultater a Konklusioune kënnen doraus ze zéien, schéngt mer och relativ schwiereg ze sinn. Mat emol knapps iwwer 100 Schüler, déi op néng Joergäng dann nach opgedeelt sinn, ass et ganz schwéier herno vun der Mass hier, vun der Zuel hier vun deene Schüler, Konklusioune kënnen ze zéien. Och dofir froe mer eis, ob den Echantillon wierklech grouss genuch ass, fir herno eng zolidd Evaluatioun kënnen ze maachen, ze assuréieren an och déi richteg Konklusiounen ze zéien.

Ee vun de Kritikpunkten, déi een héiert - eng Rei vu Gewerkschaften hu sech an där Hinsicht geäussert, et ass och Schoulpersonal queesch uechtert d'Land, dat dat bemierkt huet -, ass, datt natierlech déi Schoul hei aner Moyene kritt, aner Ressourcë kritt - Personelressourcen, finanziell Ressourcen - wéi soss Schoulen uechtert d'Land. Dat ass wouer. Ech mengen awer och, datt dat zum Deel berechtegt ass, esou datt ech där Kritik do net ganz kann noginn.

Et ass zum Deel doduerjer berechtegt, well d'Schoul jo eben och e Fuerschungsoptrag huet an net nëmmen e Léieroptrag, an d'Schoul eben och hir Erfahrunge muss a soll kënne weiderginn un aner Schoule queesch uechtert d'Land. Mä och dat bedéngt Ressourcen, och dat bedéngt Aarbechtszäit, an och duerfir muss dës Schoul eben deementspriechend ausgestatt sinn.

Et soll een awer och drun denken, wa mer dës Schoul als Virbild gesinn, an eenzel Punkten, eenzel Erfahrungen, déi an dëse Schoule gemaach ginn, dann herno och an anere Schoulen am Land wëllen ëmsetzen, et dann net esou ka sinn, datt d'Virbild ganz aner Moyenen huet wéi déi Schoulen, wou dat herno da soll imitéiert ginn, wat mer da gären als positiv Konklusiounen doraus zéien.

Dat ass awer eppes, wou mer dann och musse kucken, datt mer deene Schoulen ähnlech Moyenen zur Verfügung stellen, well soss ass dat, wat mer eis mat dësem Projet virhuelen, finalement net ze erreechen an et bleift dobäi, datt mer eis eng Rei vun Illusioune géife maachen.

Finalement wëll ech soen, datt d'Demokratesch Partei esou Projete wéi deen heiten, eng Fuerschungsschoul an och eng Schoul, déi op der Pédagogie inclusive baséiert, ka begréissen.

Ech wëll virun allem soen, datt ech festgestallt hunn an deenen Diskussiounen, déi ech gefouert hunn, datt vill engagéiert a motivéiert Schoulpersonal sech fir dee Projet interesséiert huet, sech einfach emol informéiert huet oder wierklech och an deem Projet do wëllt matmaachen, an dat, obscho jo d'Konditiounen eigentlech anerer si wéi an de Schoulen uechtert d'Land, datt hei méi Presenz, méi u Stonnenzuel gefuerdert ass, wéi dat vläicht op anere Plazen ass. Dat mécht engem och Hoffnung, datt d'Enseignanten do matzéien, fir och dat, wat hei an engem Gesetzestext definéiert ass vun Ambitiounen, kënnen ëmzesetzen. Mir wësse jo och, datt d'Nofro bei den Elteren dach ganz zolidd war, fir et emol esou auszedrécken, fir hir Kanner an dës Schoul kënnen ze ginn.

Op där anerer Säit solle mer eis net der Illusioun higinn, a mir sollen den Elteren an de Kanner och net d'Illusioun maachen, datt dat hei eng Superschoul ass, datt jiddfereen, deen uechtert d'Land anzwousch aneschters net d'Féiss op de Buedem kritt huet, net réusséiert huet, elo hei mat esou enger Schoul kéint réusséieren. Do géife mir eis eppes virmaachen. Do géif d'Politik sech eppes virmaachen. Do géife mer de Kanner an den Elteren och eppes eppes virmaachen. Mer kréie mat Sécherheet hei net all Problem geléist, mä déi, déi mer kënne léisen, déi solle mer doduerjer léisen.

Mer sollen och net d'Impressioun ginn, wéi wann elo hei eppes ganz Neies géif entstoen. Et ass och schonn hei gesot ginn, et ass op ähnlech Aart a Weis uechtert d'Land jo scho geschafft ginn.

Mer sollen och net d'Impressioun ginn, wéi wann alles dat, wat bis ewell gutt gewiescht ass an eise Schoulen, an eisem Enseignement, wéi wa mer dat missten iwwer Bord werfe mat dësem Projet oder och an anere Schoulen, déi sech un dësem Projet wëllen inspiréieren.

Dat, wat wouer ass, ass, datt och e Schüler muss eng Leeschtung bréngen, datt mer och e gewëssene Kompetitiounsgeescht sollen hunn, datt och Schüler solle motivéiert sinn, fir déi Leeschtung ze bréngen. Dat schéngt mer nach wie vor wichteg ze sinn, egal ob een herno an „Eis Schoul" geet oder ob een anzwousch aneschters geet.

Opgrond vun deene Remarquen, déi ech gemaach hunn, wat d'Representativitéit ubelaangt a wat virun allem d'kritesch Mass ubelaangt, aus där een herno ka konkret Konklusiounen zéien, an awer och wéint deene Remarquen, déi ech gemaach hunn, wat d'Evaluatioun ubelaangt, wou mer eis wierklech gewënscht hätten, datt mer an dësem Gesetz vill méi konkret drastoe gehat hätten, duerch wien a wéi herno evaluéiert gëtt, kënne mer dem Projet finalement eis Zoustëmmung net ginn. Soss hätte mer dat gemaach. Mä mir wäerten eis duerfir enthale beim Vote. Déi Allermeescht wäerte sech duerfir enthale beim Vote.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den nächste Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den Här Vizepresident Scheuer.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech sinn elo wierklech iwwerrascht. Ier ech heihi komm sinn, war ech der fester Iwwerzeegung, de Spriecher vun der DP, deen de Projet während 20 Minutte begréisst a gelueft huet, géif sech elo zu deem Projet bekennen. Hien huet eng Abstentioun ugekënnegt.

Dat ass schwéier verständlech, Här Meisch.

(Interruption)

Och fir all d'Leit, déi nogelauschtert hunn. Jiddfereen huet heibanne gesiess a war liicht erstaunt.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet „Eis Schoul" ass e Projet, dee sech mam Laboratoire Schoul befaasst. D'Schoul gëtt elo als Fuerschungsobjekt duergestallt. Se gëtt als Fuerschungsobjekt begraff. Mir hunn en zweete Projet elo hei an der Chamber nom Projet „Neie Lycée", deen ënnert deeneselwechten, net Virwänn, mä ënnert deeneselwechte Prémissen hei gestëmmt ginn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, an der öffentlecher Meenung gëtt d'öffentlech Schoul esou opgefaasst wéi en éischter kompakte Block. E Block, dee schwéier ass, a Bewegung ze bréngen. E Block, an deem et schwéier ass, innovativ virzegoen. E Block och, wou et schwéier ass, ze modelléieren a Reformen unzebréngen.

Mir hunn déi Iddi vu Reform an déi Iddi vun Innovatioun ëmmer un d'Privatschoul gekoppelt. D'Privatschoul, déi een ugesäit als

méi flexibel, als méi upassungsfäeg, upassungsfäeg un d'Besoinë vun der Ekonomie an upassungsfäeg un d'Besoinë vun de Kanner an un d'Besoinë vun den Elteren. Ech ginn Iech als Beispill den Institut Emile Metz, deen ëmmer dann agesprongen ass, wann Urgence an der Industrie bestanen huet a bestëmmten Ausbildungssecteuren. Ech huelen Iech déi Beispiller, déi jiddferee kennt aus dem Secondaire an dem Primaire: d'Beispill vun der Waldorfschoul oder awer vum Lycée international.

D'LSAP huet ëmmer d'Iddi vertrueden, datt d'öffentlech Schoul, d'Schoul déi alle Kanner, onofhängeg vum soziale Statut vun den Elteren, onofhängeg och vun de Leeschtungscapacitéite vun de Schüler zougänglech ass, datt dës Schoul och innovativ muss virgoen an datt déi Innovatioun net der Privatschoul soll reservéiert ginn.

Mir haten och ëmmer d'Gefill an hunn d'Politik vertrueden, datt een Innovatioun net an engem Ghetto soll praktizéieren, mä an der Integratioun an der öffentlecher Schoul.

Ech erënneren un d'Beispill vun der International School. Ech hat beim éischte Projet, wéi mer d'Equivalenz tëschent den Diplomer gestëmmt hunn, dergéint gestëmmt. Firwat? Jo well d'International School eng Privatschoul war, wou een e ganz héije Minerval huet misse bezuele fir kënnen eranzekommen. Wéi d'International School integréiert ginn ass an de Lëtzebuerger Schoulsystem, war kee Problem méi fir se ze stëmmen.

Dir Dammen an Dir Häre, de Projet „Eis Schoul" ass e Projet pilote op ville Pläng.

Ech soe mol fir d'éischt dem Rapporteur villmools Merci fir de Rapport an och fir déi expeditiv Aart a Weis, wéi en an der Kommissioun de Projet zum Vote konnt bréngen. Ech soen de Kommissiounsmembere Merci, déi alleguerten, onofhängeg vun hirer Parteizougehéiereregkeet, vill zum Projet bäigedroen hunn. An ech soen awer och der Stad Lëtzebuerg Merci, déi d'Schoulgebaier zur Verfügung stellt, fir datt een déi Schoul kann den 1. September ugoen.

D'Schoul ass e Laboratoire, dat heescht et ginn Experimenter do gemaach. Mä den Här Meisch huet eppes vergiess ze soen: Dee Projet steet ënner engem Erfollegzwang. Den Erfollegzwang ergëtt sech aus der Noutwendegkeet déi Élèven, déi do erauskommen, ze integréieren an de Secondaire. A spéitstens da wësse mer, wat de Modell wäert war fir déi Élèven, déi duerch déi Schoul gaange sinn. Da musse se nämlech verglach gi mat hire Kolleegen aus der Regelschoul a se mussen, wa méiglech, besser sinn am Schnëtt wéi déi, déi duerch d'Regelschoul gaange sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, op deem Projet hei läit Drock. Et ass kee Gespills. Op den Enseignantë läit Drock an déi ganz Schoulorganisatioun muss sech bewähren. Eng ganz Serie vu Bedingunge mussen erfëllt sinn, fir datt de Modell dann och ka verglach gi mat der Regelschoul.

Eng vun deene Bedingungen, iwwert déi mer jo och an der Kommissioun diskutéieren, ass déi hei: D'Populatioun vun där Schoul, d'Populatioun vun den Élèvë muss d'Spigelbild si vun eiser Schoulpopulatioun, déi an d'Regelschoul geet. Ass déi Zesummesetzung garantéiert? Ass se esou, datt ee kéint dee Modell erëmfannen a méiglech grousser Zuel vu Gemengeschoulen?

Dat ass en Défi fir d'Organisateuren, datt se aus deene villen Élèven, déi sech mellen, dann och déi erauszehuelen, déi an dat Spigelbild erapassen.

Ech ginn Iech e puer wichteg Elementer un, déi wichtegst Elementer aus dem Opbau, déi sech dann och erëmfannen an deene Schoulprojeten, déi mer amgaange sinn ze diskutéieren an der Chamberskommissioun.

Éischt Element ass d'Personal, wat sech zesummesetzt net méi aus Enseignanten eleng, mä aus enger ganzer Equipe vun Educateure plus aner Intervenanten, déi d'Kanner betreien. Et ass genau dat wat mer och am Reformprojet fir den Enseignement fondamental erëmfannen. D'Chargë si gedeelt an et ergëtt sech dorauser eng aner Form vu Schoulhalen. Dat heescht awer och, datt de Suivi vun dësem Opbau a vun dëser Chargëverdeelung muss vun der Uni Lëtzebuerg gemaach ginn, datt och op dësem Plang Recherchë musse gemaach ginn an datt déi Erkenntnisser mussen afléissen an d'Ausbildung vum Léierpersonal.

Zweetens, zu deenen Equipen, déi d'Kanner betreien, ginn dann och d'Elteren derbäi gezielt. Och dat ass eng Iddi, déi sech am Projet Enseignement fondamental zréckfënnt. D'Eltere sinn an der Responsabilitéit net nëmmen doheem, mä d'Eltere mussen och derfir suergen, datt hir Kanner an der Schoul d'Gefill hunn, datt d'Elterenhaus sech fir hir schoulesch Entwécklung interesséiert. Dat ass e ganz wichtegt Element an der allgemenger Schoulreform.

Drëtt Element ass d'Bewäertung. D'Kanner gi bewäert op eng positiv Aart a Weis - d'Madame Gantenbein ass laang drop agaangen - an hir Fortschrëtter ginn éischter dokumentéiert wéi datt hir Feeler, hir Mängel da beuerteelt ginn.

Et muss een hei och derbäifügen, datt den Här Meisch scho Recht huet, wann e seet, datt hei keng Revolutioun geschitt, mä datt am Fong vill Elementer, déi uechtert d'Land scho praktizéiert ginn a ville Schoulen, vill Modeller hei gruppéiert ginn an engem Modell, wou een dann de Suivi vun deenen eenzelne punktuelle Modeller maache kann, déi soss op anere Plazen existéieren. Et ass e Groupement vu Reformiddien an dëser Schoul.

Wichteg ass och d'Neiännerung vun der Schoulzäit. Hei fanne mer dann och déi Opglidderung an Zyklen, déi natierlech och fir d'Evaluatioun eng grouss Wichtegkeet huet an och fir d'Weiderkomme vun den Élèven, déi eben net méi sollen duerchfalen.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Déi Elementer fléissen also an an de Projet vun der Reform vum Primaire. Si gi generaliséiert an dësem Projet. Natierlech ënner anere Conditions de départ. Dat hei ass trotzdeem e Milieu protégé, wou d'Kanner deelhuelen op fräiwëlleger Basis, an et muss een och soen, datt d'Enseignanten, déi sech hei gemellt hunn, ganz motivéiert sinn an datt se indiskutabel sech hannert dëse Projet stellen.

Wéi dat mat deem anere Modell, mam Enseignement fondamental ausgesäit, dat wäerte mer gesi wann en ëmgesat gëtt, nodeem e gestëmmt ass. Mä elo schonns kann ee léieren zum Beispill bei der Organisatioun vun der Equipenaarbecht, déi sech ubahnt. Et ka geléiert gi wéi Transversalstudië sollen oflafen an et kann een och léieren, wat fir Forme vun Evaluatioun kënnen applizéiert ginn.

Wichteg ass och, datt d'Roll vun der Mammesprooch elo zur Diskussioun steet. D'Mammesprooch an der Phas vun der Alphabetiséierung virun allem.

Eng ganz Serie vun Iddië ginn thematiséiert. Eng ganz Serie vun Iddië kënnen diskutéiert ginn. An dëser Schoul fënnt eng Animatioun statt, déi sech iwwerdroe léisst an den allgemenge System.

Ee Bémol - ech gräife vläicht do dem Här Adam vir - an deem Ganzen: Mir hätten eis kënne virstellen, an ech hätt mer perséinlech kënne virstellen, wann d'Éducation aux valeurs och hei agefloss wär an dëse Projet, esou wéi se am Neie Lycée zustane kënnt. Mä, wéi gesot, hei ass d'Spigelbild vun eiser Gesellschaft an hei ass d'Spigelbild och vun där Schoul, esou wéi mer se elo virfannen, awer vläicht och d'Spigelbild vun dem Projet réforme vum Enseignement fondamental, esou wéi e wahrscheinlech gestëmmt gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Schoul ass also e Modell, deen d'allgemeng Schoulreform begleet an och, wann déi bis a Kraaft ass, weider begleede wäert. En ass nëmme méiglech duerch d'Existenz vun der Uni Lëtzebuerg an der Iddi, datt d'Lëtzebuerger Schoul muss vun der Recherche begleet ginn an duerch d'Recherche encadréiert ginn.

Mir sinn elo kapabel fir eppes ze maachen, wat mer virun enger hallwer Dose Joren nach net maache konnten. Dëse Modell ass awer och méiglech duerch eng couragéiert politesch Décisioun, déi geholl ginn ass vun dëser Regierung, vun dëser Majoritéit a vun der Madame Unterrechtsminister. Domat iwwerbréngen ech den Accord vun eiser Partei.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Scheuer. D'Wuert huet elo den Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Madame Presidentin, léif Kolleegen a Kolleeginnen, d'Initiativ, fir eng Pilotschoul, déi op enger Pédagogie inclusive baséiert, ze schafen, geet zréck op eng Initiativ vum GLEN, Groupe Luxembourgeois d'Éducation Nouvelle. Dat huet den Här Rapporteur och gesot. Ech wëll him och hei direkt Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Et ass schéin ze gesinn, datt et zu Lëtzebuerg nach ëmmer méiglech ass, datt ee Grupp Leit, deen e Projet ausschafft an dëse Projet mat vill Energie an Ausdauer promouvéiert, a relativ kuerzer Zäit Gehéier fënnt an dëse Grupp kann dann hire Projet realiséieren. Mir hunn dat beim Projet „Neie Lycée" gesinn. Mir gesinn et haut eng weider Kéier beim Projet „Eis Schoul".

De Rapporteur, den honorabelen Här Diederich, ass schonn op de Projet agaangen. Hien huet e gutt beschriwwen. Ech wäert duerfir och net méi weider de ganze Projet beschreiwen, mä am Numm vun der grénger Partei op eng Rei Aspekter agoen, déi eis wesentlech schénge bei dësem Projet.

„Eis Schoul" ass eng Schoul vun der Pédagogie inclusive. Dat heescht, si setzt op d'Differenzéieren an d'Individualiséiere vum Unterrecht. „Eis Schoul" seet, datt d'Verschiddenheet vun eise Kanner an eisem Land keng Ursaach ass sech ze bekloen. D'Villfalt an d'Ënnerscheeder vun eise Kanner solle mer als Räichtum betruechten an ze notze wëssen. Dat misst jo eigentlech fir all Schoule gëllen.

Hei ass bestëmmt och net d'Plaz, fir sech laang a breet mam Terme „Pédagogie inclusive" auserneenzesetzen. Ech erënneren awer gären an dësem Kontext un den Artikel 2 vun der UNO-Kannerrechtskonventioun vun 1989, wou d'Gläichwäertegkeet vun alle Kanner festgehale gëtt. Eng Gläichwäertegkeet, onofhängeg vu Geschlecht, Relioun, der nationaler, ethescher oder sozialer Origine an och onofhängeg vun enger Behënnerung.

Et ass gutt, datt „Eis Schoul" sech definéiert als Schoul fir all Kanner. Et steet och am Gesetz, dat mer haut stëmmen, datt d'Schülerpopulatioun an dëser neier Schoul op d'mannst genausou heterogen soll si wéi déi am ganze Land. „Eis Schoul" geet souguer nach e Stéck méi wäit: Op d'mannst 10% vun de Kanner an dëser Schoul solle Kanner mat spezifeschen éducative Besoinë sinn.

Dat huet mir fir d'éischt geschéngt, wéi wann et däers Gudden ze vill wier. Wa mer wëssen, datt an eise Schoulen ongefeier 1% vun eiser Schülerpopulatioun a Strukture vun der Ediff beschoult ginn, gutt een hallwe Prozent vun de Kanner mat Hëllef vu SREA an/oder kommunale Mesuren an eise Schoulen integréiert sinn, dann ass dat mat 10% effektiv zimlech héichgeluecht.

D'Explikatioune vum Grupp, deen dee Projet ausgeschafft hat, waren awer schlëssseg. Et geet bei dësem Projet net drëm, dat eent oder dat anert Kand mat engem Handicap ze integréieren. Et geet drëm eng Struktur opzebauen, wou Kanner mat an ouni Behënnerung mateneen a vunenee solle léieren. Duerfir brauch een eng Equipe vu Personal an och eng gewëss Masse critique vu Kanner.

Fir datt dëst éiergäizegt Zil ka réusséieren, ass dann och de Personalkader vun der Schoul am Artikel 18 definéiert. Dëse Personalkader ass gutt definéiert: ganz anescht, vill manner restriktiv, vill besser wéi dat am neie Schoulgesetz, dat nach um Instanzewee ass, de Fall ass.

Bei „Eis Schoul" gehéieren niewent de Schoulmeeschteren an de Léierinnen, niewent den Éducateurs an Éducatrices diplômés a gradués och nach Psychologinnen, Heilpedagoginnen, Orthophonistinnen an nach aner spezialiséiert Beruffer zur Équipe pédagogique.

Mir hunn d'Rechnung net gemaach, ob dëse Schoulmodell soll méi deier gi wéi eis Regelschoul. Mir ginn awer dervun aus:

1. datt bei enger École de recherche de Käschtepunkt bei Wäitem net déi wichtegst Roll dierft spillen;

2. datt d'Käschte wahrscheinlech net oder net wäit iwwert deene vun der Regelschoul stinn. Mir hunn hei zwar méi en héije Personalschlëssel, mä mir spuere jo och souwuel SREA wéi Plazen an Ediff-Strukturen an eventuell an der Logo;

3. geet et hei ëm ee politesche Choix. Wëlle mir un enger Gesellschaft schaffen, déi vu virera Mënschen - hei sinn et Kanner - ausschléisst, déi mir dann erëm mat vill Moyenen a Méi probéieren ze integréieren? Oder wëlle mer dat vermeiden an eng Gesellschaft schafen, wou d'Mënschen alleguer matenee fonctionnéieren, jiddfereen no senge Moyenen? Mir Gréng hunn eise politesche Choix fir eng inklusiv Gesellschaft getraff.

Och d'Zesummesetzung vun de Klassen ass anescht an „Eis Schoul". Wann d'Schoulentwécklung vun deene leschte Jorzéngten am ganze Land eis vun de Méijoergangsklassen op d'Eejoergangsklasse bruecht huet, esou gëtt hei bewosst op d'Eejoergangsklasse verzicht. Ëmmer dräi Joergäng ginn an engem Klasseverband regruppéiert. Domat soll dee falsche Gedanke vun der Homogenitéit vu virera keen Nährbuedem kréien.

Et sinn och bewosst dräi Joergäng an ee Grupp zesummegefaasst ginn an net zwee, wéi de Ministère dat mat sengen Zykle wëllt soss iwwerall virschreiwen. Hei ass op d'Erfahrung aus zum Beispill der Laborschule Bielefeld zréckgegraff ginn. Bei dräi Joergäng ass festgestallt ginn, datt déi grouss Kanner gären deene Klengen hëllefen. Déi aus der Mëtt kënne sech jee no hirer Entwécklung éischter bei deenen engen oder bei deenen aneren uschléissen. Bei zwee Joergäng ass d'Zesummenaarbecht mat vill méi Rivalitéiten a Komplikatioune verbonnen.

„Eis Schoul" ass eng Ganzdagsschoul mat enger obligatorescher an enger fakultativer Plage horaire. Déi obligatoresch Presenz vun de Kanner bedeit, datt all Kand hei mindestens 36 an eng hallef Stonn an der Schoul ass. An dës Zäit fält och d'Mëttegiessen, dat gradesou wéi déi fakultativ Aktivitéite mat Onkäschte fir d'Eltere verbonne ka sinn. Ob d'Mëttegiessen net prinzipiell gratis misst sinn, wëll ech hei net verdéiwen. Wat eis para- a périscolaire Aktivitéite betrëfft, besteet awer sécher nach Handlungsbedarf fir eise ganze Schoulsystem. Bei dësem Projet ass dee Volet gutt geléist.

„Eis Schoul" ass och Virreider, nieft der Jean-Jaurès-s-Schoul zu Esch, wat d'Ganzdagsbetreiung an der Schoul ugeet. Fakultativ sinn nach eng Stonn moies a bis dräi Stonnen am Nomëtteg virgesinn.

Am Projet de règlement grand-ducal zum Gesetz ass dann och d'Tâche vun den Enseignanten an deem anere Personal festgehalen. D'Schoulmeeschtere sinn 30 Stonnen an der Schoul present. Wéi si hir Zäit opdeelen ass relativ vag gehalen an dat ass och gutt esou. D'Educateuren an d'Éducateurs gradués si während der Schoulzäit 44 Stonne present.

An den Artikelen 10 bis 14 ginn eng Rei Organisatiouns- a Gestiounsstrukturen agefouert. Mir begréisse se alleguer: d'Personalversammlung, de Schülercomité, den Elterecomité, de Schoulcomité an de Conseil d'école.

All dës participativ Strukture maache Sënn. Eis feelt awer en Direkter an där Schoul. Mir haten een Amendement an der Chamberskommissioun erabruecht, wou mer den Artikel 11 gäre geännert hätten. Ee President, dee vun engem Comité désignéiert ass - an ech zitéieren -: «qui exécute les décisions du comité d'école», huet net déiselwecht Méiglechkeete wéi een Direkter, deen als Direkter nominéiert ass an dee selbstverständlech mat alle participative Gremien zesummeschafft.

Et ass erstaunlech, datt besonnesch d'CSV, déi op praktesch all Schoulkommissiounssëtzung ee Schouldirekter fir eis Primärschoule gefrot huet, eist Amendement net matgedroen huet. Mä vläicht ass et jo do och en Handel ginn tëschent de Koalitiounsparteien: Dir verzicht op den Direkter, da verzichte mir op de gemeinsame Wäerteunterrecht.

Une voix.- Dat war net deen éischten!

Une autre voix.- Hohoho!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Dat ass nämlech e weidere Punkt am Gesetzesprojet, dee fir eis ganz einfach onverständlech ass, jo eigentlech d'Seriositéit vun deem ganz flotte Projet a Fro stellt. Et ass fir déi Gréng einfach onverständlech firwat eis Regierung eng Schoul geschafen huet, déi voll a ganz op eng inklusiv Pedagogik setzt, dat heescht eng Schoul fir all Kanner; ech erënneren nach eng Kéier un den Artikel 2 vun der UNO-Kannerrechtskonventioun.

Souguer am Commentaire des articles steet zum Artikel 1: «La pédagogie inclusive part „du principe fondamental que tous les élèves d'une communauté doivent apprendre ensemble, dans la mesure du possible, quels que soient leurs handicaps et leurs difficultés".» An dëser Schoul ass grad just an eenzeg an eleng d'Relioun een Handicap, deen zu enger Exklusioun féiert. An enger Schoul, wou mir d'Kanner net no hirem Alter trennen an net no hire Besoins spécifiques, do trenne mer d'Kanner no de reliéisen Usiichte vun hiren Elteren.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Hei gëtt parallell ee Reliounscours an ee Moralscours organiséiert. Dat ass net an der Rei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- An enger Schoul, wou all Intervenant Member vun der Equipe vum Personal ass, wou déi ganz Equipe dem Educatiounsministère ënnerstallt ass, do fanne mir nach Plaz fir een eenzegen Externen: de Vertrieder vum Bistum, deem säin eenzege Chef den Erzbëschof ass. Den Amendement vun der grénger Partei, fir ee gemeinsame Wäerteunterrecht nom Virbild vum „Neie Lycée" an „Eis Schoul" anzeféieren, ass ofgelehnt ginn; och vun der LSAP. Dat ass och schwéier ze verstoen.

Déi Inkonsequenz am Projet, dee Widdersproch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dee geet eendeiteg op de Kont vun der Politik. D'Politik hat hei net de Courage fir de Wee ze goen, deen d'Konzept vun der inklusiver Pedagogik virschreift.

Méi Courage hat d'Madame Minister, wéi et ëm d'pedagogesch Fräiheet vun „Eis Schoul" gaangen ass. Den Enseignement baséiert op enger interdisziplinärer Approche. Et ass der Schoul och fräigestallt, Schoulbicher ze benotzen, déi net op der Lëscht vun der Commission d'instruction stinn.

Vill Courage weist de Projet och, wann et ëm d'Evaluatioun vun de Schüler geet. Ech hat schonn drop higewisen, datt et keng Jorgangsklassen an dëser Schoul gëtt, mä datt d'Kanner an Altersgruppen zesummegesat sinn, déi vun dräi bis fënnef, vu sechs bis aacht a vun néng bis eelef Joer ginn. D'Sëtzebleiwen ass ofgeschaaft - mir gratuléieren!

Am Artikel 7 gëtt festgehalen, datt fir all Schüler e Portfolio zesummegestallt gëtt, deen ausféierlech iwwert deem eenzelne Schüler seng schoulesch Progressioun informéiert. Deel vun dësem Portfolio ass eng Aart Tagebuch, wou d'Schüler lues awer sécher drop higefouert ginn, sech selwer korrekt ze evaluéieren. Dat ass ongewinnt. De Statsrot stéisst sech drun a mengt, d'Kanner kéinten dat net. An „Eis Schoul" sollen d'Kanner dat awer léieren, a mir mengen, datt dat keen einfachen, awer e ganz wichtegen Exercice fir all Kand ass an datt d'Schrëtter zu enger Selbstevaluatioun ganz fréi kënnen ufänken.

Just mam Travail de fin d'études primaires hu mir eis Problemer. En éischte Problem hu mer mam Volume vun der Aarbecht. Wann een am Exposé des motifs liest, wat alles an deem Travail de fin d'études primaires agepaakt gëtt, da schéngt eis dogéint déi aktuell Orientatioun am 6. Schouljoer, just vum Volume hier gekuckt, e Kannerspill.

Ech hunn awer Vertrauen an déi pedagogesch Equipe a ginn dovun aus, datt dës Equipe schonn derfir suergt, datt d'Kanner net platt gemaach gi mat dëser Aarbecht.

En zweeten, vill méi déif gehende Problem ass awer, dass dës Aarbecht vun eelef- an zwielefjährege Kanner muss gemaach hunn. Et wier pedagogesch vill méi sënnvoll, wann den Travail de fin d'études primaires en Travail de fin de l'obligation scolaire wier. Et ass erëm eng Kéier de Mangel u politeschem Courage, deen hei eng wichteg Ausriichtung vum Projet verhënnert huet. Dëse Projet dierft net mat der Grupp vun den Néng- bis Eelefjährege ophalen. D'Orientatioun an de Lycée classique an an de Lycée technique kënnt einfach ze fréi. Hei baue Kanner jorelaang Wëssen op, hei ginn nei pedagogesch Weeër gaangen, hei gëtt eng aner Kultur vum matenee Léieren gefördert, an am klasseschen Alter vum 6. Schouljoer gëtt dat da futtigemaach.

Mir wëlle keng Zoustëmmung vun der falscher Säit. Duerfir nach eng Kéier däitlech: Mir hu keng Suerg, datt déi Kanner, déi jorelaang an „Eis Schoul" geléiert a geschafft hunn, net kéinte Fouss an eisem traditionelle Schoulsystem faassen. Am Géigendeel. Si missten esou gutt preparéiert sinn, wat Aarbechtsattitüd, Selbstevaluatioun, Selbstwäertgefiller, kritesche Geescht ugeet, datt si am Groussen a Ganze mat hiren Aarbechtskolleegen, déi en anere schoulesche Wee gaange sinn, kënne mathalen.

Mir si ganz einfach iwwerzeegt dovun, datt den Iwwergank an den dräiglidderege Schoulsystem ze fréi kënnt, datt een d'Schüler méi laang soll mateneen a vunenee léiere loossen an datt dat besonnesch däitlech gëllt fir eng Schoul, déi ganz kloer net op Selektioun setzt, eng Schoul, déi op Inklusioun baut.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

„Eis Schoul" fir all schoulflichteg Kanner mécht also eng éischt Exklusioun, an zwar no der reliéiser Astellung vun den Elteren, an eng zweet Exklusioun dann, wann d'Kanner zwar nach schoulflichteg sinn, awer den Alter vum 6. Schouljoer iwwerschreiden. Dat ass an eisen Ae méi wéi e Schéinheetsfeeler.

A fir dat ze erkläre kommen ech op deen anere wichtegen Aspekt vun dësem Gesetz an dëser Schoul. Et handelt sech hei net just ëm eng Schoul mat engem innovative pedagogesche Konzept. Et ass och eng École de recherche. Am Artikel 15 gëtt e Conseil scientifique installéiert, dee fir d'Koordinatioun vun der Recherche an der Schoulentwécklung zoustänneg ass. An dem Conseil scientifique si sechs Leit, dovun zwee Wëssenschaftler vun der Uni. Am Artikel 16 gëtt d'Zesummenaarbecht tëschent der Uni an „Eis Schoul" festgehalen. Et ass och eng Evaluation externe virgesinn, an dat ass wichteg.

Interessant ass an deem Kontext, datt d'Unité de recherche EMACS vun der Uni Lëtzebuerg zum Beispill e Konferenzzyklus organiséiert zum Thema „L'école luxembourgeoise de demain". Déi Equipe vu Chercheuren, déi schonn den Neie Lycée wëssenschaftlech begleet, stellt am Fong geholl ëmmer erëm déiselwecht Resultater vir. De Lëtzebuerger Schoulsystem ass ze vill selektiv. Mir differenzéieren net genuch am Unterrecht. Mir gräifen ze vill oft zum Allheilmittel Sëtzebleiwen. Hei dréit „Eis Schoul" deenen Erkenntnisser Rechnung a geet aner Weeër.

Déiselwecht Chercheurë soen awer och ëmmer erëm, datt mir eis Kanner ze fréi opdeelen op dräi Filièren - classique, technique a modulaire. Där Erkenntnis droe mir an eisem innovative Projet vun enger École de recherche schonn direkt net Rechnung. Dobäi géif sech grad just hei d'Méiglechkeet bidden, Recherche ze maachen, wéi mir eis zu Lëtzebuerg missten ustellen, fir e gemeinsamen, sënnvollen Unterrecht fir déi dräizéng- bis fofzéngjähreg Schüler ze organiséieren.

Mir stellen eis do d'Fro, wéi seriö mir dann elo déi wëssenschaftlech Begleedung däerfen huelen. Wat geschitt mat den Erkenntnisser, déi d'Uni an déi „Eis Schoul" maachen? Si mer bereet dat ëmzesetzen an eise Schoulen, wat sech als richteg ze erkenne gëtt, oder setze mer just dat ëm, wat eis politesch an de Krom passt?

Dat gëllt och fir en anere wesentlechen Aspekt vum Projet d'une école de recherche, dem Ëmgang mat eiser Sproochevielfalt an eise Schoulen. Hei ass „Eis Schoul" och bereet nei, aner Weeër ze goen. Schonn eleng den Aspekt vun der sproochlecher Situatioun zu Lëtzebuerg justifiéiert d'Schafung vun dëser Schoul. Eigentlech ass et onverständlech, datt mir bis elo op deem Domän nach praktesch näischt opzeweisen hunn. D'Problemer si jo net vun haut an net vu gëschter.

„Eis Schoul" wëllt d'Mammesprooch vun de Kanner revaloriséieren. Dat mécht bestëmmt Sënn. Wéi reagéiert d'Politik awer, wa mer géife feststellen, datt mer eventuell zweegleiseg mat der Alphabetiséierung misste fueren?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Wann eis Regierung an d'Madame Minister emol net bei enger École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive de politesche Courage huet, e gemeinsame Wäerterunterrecht fir all Kanner anzeféieren, an och net de Courage huet, de Projet iwwert déi ganz Schoulflicht auszedehnen, obschonn dat sech opdrängt; wann d'Madame Minister zwar hei vill positiv Strukture vu Participatioun festhält, awer net mat engem Direkter fir Transparenz a Konsequenz suerge wëllt, da versti mir, firwat deen anere Projet, deen haut net zur Debatt steet, dee vun der Schoulreform, esou bescheiden ausgefall ass.

Bei aller Kritik u mangelndem politesche Courage bei dësem Projet, sinn DÉI GRÉNG der Meenung, datt déi positiv Aspekter bäi wäitem iwwerweien. Dat grousst Schoulgesetz wäert sech un dësem Projet musse moossen, an ech kann Iech elo scho soen, datt dat grousst Schoulgesetz da ganz blatzeg ausgesäit.

Hei ass d'Fro gestallt ginn: Ass „Eis Schoul" e Modell fir d'ganzt Land? Ech menge ganz kloer net. Dat ass och net esou geduecht, mä...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Adam, Är Riedezäit ass ofgelaf.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Ech kommen zum Schluss, Här President, Merci. Mä dat ass net esou geduecht, mä ech mengen, d'ganzt Land misst kënne vun där neier Schoul léieren.

Ech bréngen trotz alle Bedenke mat Freed den Accord vun der grénger Partei zu dësem Gesetz a wënschen der Équipe pédagogique mat hire Schüler a Schülerinne vill Satisfaktioun an Erfolleg an „Eis Schoul".

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den honorabelen Här Mehlen huet d'Wuert elo.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Fir unzefänken och dem Rapporteur e Merci fir säin ausféierleche Rapport.

Madame Minister, mir sinn der Meenung, Dir sidd net ze beneiden.

(Interruptions)

Mir si souguer der Meenung, Dir kënnt engem richteg leeddoen. Dir sidd gefuerdert, dat, wat eng ganz Rëtsch vun Äre Virgänger iwwer Jorzéngte versaimt hunn, opzehuelen, déi duerch hiert Gekniwwels a Geknëschels aus der gudder Lëtzebuerger Schoul d'Lanterne rouge an der ganzer OCDE fäerdeg bruecht hunn.

Et besteet e gewaltegen Décalage hei zu Lëtzebuerg tëscht dem finanziellen Opwand an dem Resultat. Mer wëssen, datt eis Schoul zweeanenhallefmol méi deier pro Kapp kascht wéi an der Moyenne vun der OCDE an datt mer an de PISA-Tester regelméisseg hannen um Wupp landen.

Mer wëssen, datt ronn 1.200 Kanner all Joer hei aus der Schoul kommen ouni Ofschloss. Mer wëssen, datt der bal 5.000 am Ausland sinn, deenen eis Schoul net hëllefe kann an déi dann am Ausland a Schoulen, déi mat vill wéineger finanzielle Mëttele mussen iwwert d'Ronne kommen, gehollef kréien. D'Aarbechtswelt an och d'Astellunge beim Lëtzebuerger Stat bestätegen, datt eis Schoul an enger déiwer Kris stécht.

Wat muss geschéien?

D'ADR, Här President, ass der Meenung, datt mer dréngend eng déif gräifend Reform vun der Lëtzebuerger Schoul brauchen. Et ass richteg, datt ganz ënne muss ugesat ginn, an zwar schonn am Précoce an an der Spillschoul.

Mir brauche méi individuell Betreiung, e méi individuellt Agoen op d'Besoinë vun de Kanner. Dat ass richteg. Mir brauche méi Flexibilitéit am Schoulhalen. Och dat ass richteg. Mir brauchen dréngend méi en intensiivt Zesummeschaffen tëscht Elteren a Léierpersonal. Och dat ass richteg.

Ass awer hei am Kader vun dësem Projet dee Punkt do garantéiert? Mir gëtt gesot, datt nëmmen en Entretien mat den Eltere virgesi wär an datt d'Elteren net bei der Evaluatioun an der Entwécklung vum Projet derbäi wären. Et feelt - mäi Virriedner huet et scho gesot - eng staark Direktioun an eng kloer Hierarchie, fir dee Betrib do ze féieren.

Här President, ass eng École de recherche eng gutt Léisung an där Situatioun, wou mer hei am Land sinn? Mir soen: D'Zilsetzung ass ganz sécher gutt, mä et gëtt eng ganz Partie Risiken an Nodeeler. Hei gëtt eng Schoul gemaach, wou Experimenter mat Kanner ugestallt ginn. Si ginn als Versuchskarnickel vun der Natioun agesat.

D'Fro stellt sech: Ass fir déi Kanner, wou d'Elteren eventuell plënneren - wéi een dat op Lëtzebuergesch seet -, e Wiessel an eng normal Schoul méiglech wa se eng Kéier do dra sinn? Wéi ass et herno mam Iwwergang an de Secondaire oder an den Technique? Mussen d'Kanner herno an den Neie Lycée goen, fir iwwerhaapt eng Erfollegschance duerno ze hunn?

Dann, Madame Minister, kritt een hei - an dat ass fir mech, wann dat schonn eng École de recherche soll sinn - den Effet vun der Motivation supplémentaire vum Léierpersonal, vun deene Leit, déi dee Projet hei sollen duerchzéien, an der Evaluatioun iwwerhaapt erausgerechent? Mir zweifele ganz staark dorun.

Här President, d'Meenung vun der ADR ass ganz kloer déi heiten: D'Absicht ass luewenswäert, mä wat mécht d'Politik normalerweis wa se sech net traut Problemer décidéiert unzepaken? Et gëtt an der Regel eng Etüd ordonnéiert oder eng Kommissioun agesat. Hei gëtt zwar keng Kommissioun agesat, mä hei gëtt eng experimentell Schoul an d'Welt gesat. Et kann ee sech d'Fro stellen: Firwat dann experimentéieren a studéieren? Meng Virriedner an och de Rapporteur si jo zum Deel am Detail dorop agaangen. Ech kann dat aus Zäitgrënn net.

Mir stellen awer fest, datt d'OCDE eis an hirem Rapport ganz kloer seet wou eis Schwaachpunkter sinn. Mir wëssen, datt mer deelweis an enger spezieller Situatioun sinn. Mä wou eis Schwaachpunkter sinn, dat wësse mer och zum allergréissten Deel selwer, wa mer éierlech sinn.

Op ongezielten Universitéiten an der ganzer Welt gëtt Fuerschung iwwert d'Verbesserung vun den Unterrechtsmethode bedriwwen. Mir kënnen ouni Problem op d'Resultater vun deene Fuerschungen zréckgräifen. Aner Länner mat gudde Resultater weisen eis, wéi een et besser ka maachen.

Madame Minister, Dir wësst, datt mer zu enger etlech a Finnland waren, wou mer och Schoule besicht hunn. Déi Schoulen, déi mer besicht hunn - dat muss ech soen -, waren der net, wou nëmme privilégiéiert Kanner vu finnescher Sprooch a finnescher Ofstamung enseignéiert gi sinn. Mä si hunn eis ganz bewosst a gewollt a Schoule gefouert, wou zum Beispill 20% Auslänner waren a wou och e groussen Deel finnesch Kanner aus sozial defavoriséierte Milieue gestaamt hunn. Mir hu festgestallt, datt déi Schoulen e bësse méi wéi eis al traditionell Schoul fonctionnéiert hunn; erstaunlecherweis fir eis. Mir hunn do villes geléiert, wat mer hei zu Lëtzebuerg net onbedéngt nach eng Kéier nei mussen experimentéieren an erausfannen.

D'Alternativ zu dësem Projet wär d'Fuerschung am Kader vun eisem normale Schoulbetrib an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg, fir eenzel Elementer kënnen ze evaluéiere wann ee verschidden Elementer enger Ännerung ënnerzitt.

Här President, mir sinn der Meenung, datt dës École de recherche en Alibi ass, fir keng allgemeng fundamental Reform ze maachen, déi mer esou néideg hunn. Elo kréien ech natierlech als Äntwert: Ma mer sinn dach amgaang dat ze maachen. Do deelen ech awer och d'Meenung vu mengem Virriedner, datt dat, wat de Moment als déi grouss Reform vum Schoulgesetz vun 1912 duergestallt gëtt, bei Wäitem net duergeet fir deen Défi, deem mer ausgesat sinn.

Déi École de recherche ass d'Symbol vun der Flucht virun der Verantwortung, déi elo schonn 20 Joer dauert. Et ass eng luewenswäert Initiativ - an dat muss awer och hei gesot ginn - vu Leit um Terrain, déi d'Flemm hu mam aktuelle System an déi gesinn, datt mer eis an d'Sakgaass verrannt hunn, an déi duerfir aus eegener Initiativ e Projet ausgeschafft hunn, deen, wéi gesot, luewenswäert ass, a fir ze kucken dann endlech vläicht iwwert dee Wee eppes deblockéiert ze kréien.

Den Développement am Kader vun dëser Schoul vun der Qualitéit: Mir gëtt gesot, datt d'Uni do nach an de Kannerschong géif stiechen, et wären nëmmen 300.000 Euro dofir virgesinn. An et gëtt mer gesot, datt eleng d'Kommissioun fir d'Evaluatioun - dat ass awer eng aner - am 6. Schouljoer scho 700.000 Euro, dat heescht méi wéi dat Duebelt, gebraucht hätt, fir d'Indemnitéiten un déi Leit auszebezuelen, déi sech domat ofginn. D'Uni an de Script sinn net prett, fir de Suivi an der Evaluatioun ze maachen. D'Fro muss gestallt ginn: Wou sinn dann zu dësem Zäitpunkt d'Evolutiounskritären?

Dann en aneren Nodeel: Et dauert immens laang an deem Zäitdrock, wou mer eis befannen, fir d'Lëtzebuerger Schoul grondleeënd ze reforméieren. Et dauert immens laang bis geséchert Resultater virleien; wann et der iwwerhaapt gëtt aus deene Grënn, déi ech schonn ugefouert hunn. Am Prinzip dauert et jo e ganzen Zyklus, well eng definitiv ofschléissend Bewäertung kann ee jo eréischt maache wann e Kand déi ganz Schoul duerchlaf huet, vum Ufank bis zum Enn. Dat wäre jo dann am normalen néng Joer. Soulaang kënne mer natierlech net waarden. Dir äntwert mer, Madame Minister, wahrscheinlech, datt ee jo scho relativ séier Zwëscheresultater kritt.

Här President, ech kommen zur Konklusioun. Musse mer hei zu Lëtzebuerg d'Rad nei erfannen, wann anerer et schonn honnertmol erfonnt hunn? Mir sinn der Meenung, datt dat hei de falsche Wee ass, fir d'Lëtzebuerger Schoul an engem räsonnabelen Délai - an do hu mer kee Choix - ze reforméieren. Mir sinn der Meenung, datt

hei erëm eng Kéier Zäit verluer gëtt mat experimentéieren an evaluéieren. Mir sinn och der Meenung, datt trotzdeem fir déi Kanner, déi an dee System hei agebonne ginn, Risiken dermat verbonne sinn. Aus där Ursaach, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kënne mir dësem Gesetz eis Zoustëmmung net ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Berger agedroen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir diskutéieren hei iwwer e Projet, deen nei Weeër wëllt goen, fir op déi Problemer an Défien anzegoen, déi een am Allgemenge mat „Échec“ an „Exclusion scolaire“ bezeechent. Et ass e Projet, dee méi spezifesch d'Grondschoul betrëfft a bei deem ech wëll besonnesch folgend Punkte positiv ervirhiewen.

Et ass eng Approche, wou differenzéiert an individualiséiert Unterrechtsformen an Aarbechtsweisen am Vierdergrond stinn, mam Zil fir d'Kanner zu méi aktivem, selbstständegen a responsabele Léieren erunzeféieren a se fir d'Schoul an d'Leeschtung ze motivéieren. Dat gëllt och fir d'Bewäertung, déi net op d'Sanktioun mä op konstant a formativ Evaluatioun opbaut.

Et ass eng Ganzdagsschoul, wat eng Äntwert ass op eng Demande respektiv e Besoin vun der heiteger Gesellschaft an hire verännerte Forme vun Zesummeliewen a Familljen.

Et soll eng Schoul ginn, wou Kanner vun ënnerschiddlechste sozialen a kulturellen Originë sollen integréiert ginn. Bemierkenswäert ass och, datt d'Léierinnen an d'Schoulmeeschtere sech iwwert déi klassesch Tâche eraus engagéieren, fir an der Schoul ze schaffen a sech ze concertéieren.

Ech wëll awer och ënnersträichen, datt ee bei eiser Schoul net exklusiv Neiland hei zu Lëtzebuerg betrëtt. Iwwer Land an eise Primärschoule ginn et schonn eng ganz Rei Initiativen a Pilotprojeten, déi schonn déi eng oder déi aner Elementer vun „Eiser Schoul“ an der Praxis ëmsetzen. Si sollen net vergiess ginn a mussen och weiderhin eng adequat Ënnerstëtzung kréien.

Mat Kolleegen zu Réiser a Bierchem zum Beispill hat ech d'Geleeënheet, ech géif och soen d'Chance, virun iwwer zéng Joer bei esou enger Initiativ matzemaachen, déi an enger Rei Aspekter, besonnesch wat d'Unterrechtsformen an -organisatiounen ubelaangt, praktesch dat war, wat elo soll an där neier Schoul ëmgesat ginn. Ech konnt och deemools dat Positiivt fir de Schüler an awer och fir den Enseignant derbäi erliewen. Ech sinn och frou, datt eng Rei Konzepter, déi mer deemools ugefaangen hunn, hir Weeër gemaach hunn.

Sécherlech ass dee Projet, dee mer elo diskutéieren, net perfekt an et goufe verschidde Froen a Kritiken - ënner anerem vum Jos Scheuer, dem Claude Adam an dem Claude Meisch - opgeworf, déi ganz pertinent sinn. Ech kann déi Bedenke verstoen, ech deele se awer net onbedéngt all a sinn der Meenung, datt een dësem Projet soll eng Chance ginn. Ech wäert duerfir och fir dëse Projet stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo fir d'Regierung d'Madame Mady Delvaux, zoustänneg Ministesch.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann iwwert d'Schoul geschwat gëtt an dësem Gremium an op anere Plazen, da gëtt oft lamentéiert, an ech hunn eigentlech keng Loscht fir ze lamentéieren.

Ech begéinen nämlech, wann ech op den Terrain ginn, onheemlech vill Schoulen, Primärschoulen an och Lycéeën - mä mer schwätze jo haut vu Primärschoulen -, déi sech a Bewegung setzen, déi Projete maachen, déi probéiere mat där komplizéierter Schoulpopulatioun an an eiser komplizéierter Gesellschaft Äntwerten ze fanne fir déi Kanner, déi hinnen uvertraut sinn, se ze qualifizéieren a se esou wäit wéi méiglech ze bréngen.

Et gëtt där Schoule vill. Den Här Berger huet e Beispill genannt, ech wëll net eng Lëscht maachen, well ech riskéieren, een ze vergiessen, mä ech kann Iech garantéieren, et gëtt vill Schoulen, déi gesinn, dass ee sech eigentlech muss upassen.

D'Zil, wat mer virginn, ass fir all d'Schoulen datselwecht, de Programm ass deeselwechten, d'Kompetenzen, déi mer gär vun de Kanner hätten, sinn déiselwecht, awer de Wee, wéi een d'Kanner op dat Zil bréngt, deen hänkt vun de Géigenden of vum Land, en hänkt of vun der Personalitéit vun den Enseignanten, vum Geescht, deen an der Schoul herrscht, an u sech gëtt et net a priori eng gutt oder eng schlecht Method, mä et geet drëm, fir déi richteg ze fannen, fir d'Kanner zu deem Zil ze bréngen.

Wat awer speziell ass un deem Projet, deen haut hei virläit, dat ass éischtens, dass e ganz prezis sech bekennt zur inklusiver Pedagogik. Meng Virriedner sinn alleguer dorobber agaangen. Ech denken, dass vun haut un de Begréff vun der inklusiver Pedagogik wäit am Lëtzebuerger Land verbreet ass. Et geet also drëm, net auszegrenzen, mä jiddferee matzehuelen an dovunner auszegoen, dass jiddfereen eppes kann. All Kand ass capabel, all Kand huet aner Potenzialitéiten. Et geet drëm, fir dorauser déi bescht ze benotzen, fir se alleguerten zesumme weiderzebréngen.

Déi opfälleg Zeechen un der inklusiver Pedagogik sinn natierlech déi, déi hei ervirgestrach si ginn. Dat ass, dass et drëm geet, Kanner mat Besoins spécifiques net auszegrenzen, mä se an den Unterrecht ze integréieren, an dann eben och déi ganz Vielfalt vu soziale Schichten, vu Sproochenhannergrond, fir dat alles an därselwechter Schoul mat de Kanner alleguer zesummen zum Räichtum an zur Entwécklung ze bréngen.

Dat zweet Element, dat speziell ass un dëser Schoul a se vun anere Schoulen ënnerscheet, dat ass, dass et eng Forschungsschoul ass. Et ass eng École de recherche.

Wat sinn déi Haaptobjeten, iwwert déi recherchéiert gëtt?

Dat ass, éischtens: Wéi differenzéieren ech? Wéi ginn ech mat Heterogenitéit ëm? Well mer a villen Débaten eigentlech identifizéiert hunn, dass dat dee gréissten Défi ass fir d'Lëtzebuerger Schoul: Wéi soll eis Schoul sech op d'Heterogenitéit astellen?

Deen zweete grousse Volet ass dee vun der Villsproochegkeet. An deem Land, wou mer gären hätten, dass all Kand Lëtzebuergesch, Däitsch, Fransëisch an Englesch kann, a wou vill verschidde Mammesprooche mélangéiert sinn, ass dat e groussen Domaine de recherche, deen eigentlech keen anert Land eis kann ofhuelen, wou mer also musse selwer eis Weeër a Piste sichen.

Deen drëtte Volet ass dee vun der Elterenaarbecht. Och dorobber hu meng Virriedner insistéiert.

An dee véierte Volet ass deen: Wéi bewäerten ech d'Kanner? Wéi benouten ech? An do ass e Portfolio virgesinn. Och dat ass net onbedéngt Neiland, well et gëtt scho vill Schoulen, déi mat Portfolio schaffen. Mä et ass fir déi bescht Praktiken an dee beschten Usage vun deene Portfolien erauszefannen.

Ech fannen och, dass deen Travail de fin d'études primaires eng interessant Pist ass, well en d'Méiglechkeet gëtt, fir net nëmme sektoriell Kompetenzen ofzefroen, mä fir ze beweisen, wat déi global, déi transversal Kompetenze vun engem Kand sinn.

An ech stelle fest an der Diskussioun, déi mer hei ënner Pedagogen hunn, dass ganz vill Leit de Kanner eigentlech ze wéineg zoutrauen. Hei ass wierklech résolument d'Optioun geholl, Kanner si capabel, all Kand kann eppes, a mir sollen hinnen d'Méiglechkeet ginn, ze weisen, wat se kënnen.

Wichteg un där Schoul ass, dass et e Retour gëtt an d'Formation initiale. Duerch d'Zesummenaarbecht mat der Universitéit Lëtzebuerg an der Recherche, déi si mécht mat den Enseignanten, mat den Educateure vun „Eis Schoul“, erwaarde mir eis natierlech, dass déi Erkenntnisser zréckfléissen an d'initial Ausbildung vun de Schoulmeeschteren a vun den Éducateurs gradués, wat fir mech e wichtegt Element ass vun där Recherche.

An dat zweet wichtegt Element, dat ass, dass déi Schoul jo net eng Insel ass fir sech, mä dass se an engem Réseau fonctionnéiert, well mir géife gären déi Schoule vernetzen, d'Schoulen an d'Enseignanten, net nëmmen déi, déi an dëser Schoul sinn, mä déi, déi an anere Schoulen aktiv sinn a sech interesséiere fir nei Initiativen, nei Praktiken, déi entwéckelt ginn.

Dat si fir mech déi zwee wesentlech Elementer, dass et iwwergeet op dee ganze Lëtzebuerger Schoulsystem.

Et war eng Fro gestallt ginn, ob et da méiglech ass, aus dëser Schoul, aus „Eis Schoul“ an aner Schoulen iwwerzegoen. Selbstverständlech ass dee Passage ëmmer méiglech, an et ass och net esou, dass, wann ee seng Primärschoul an „Eis Schoul“ gemaach huet, dass een da muss an eng Schoul guidéiert ginn, mä all Schoulen am Land stinn engem op, fir engem seng weider Scolaritéit ze maachen.

Déi zweet Fro, déi gestallt ginn ass, dat war déi vun der Evaluatioun vun der Schoul, also net d'Evaluatioun vun de Kanner, mä wien herno d'Appréciatioun mécht, ob déi Praktiken, déi an „Eis Schoul“ geschéien, positiv ze bewäerte sinn oder net. Dat ass selbstverständlech net d'Uni Lëtzebuerg selwer, mä do gëtt eng auslännesch Institutioun domadder chargéiert, fir déi Evaluatioun ze maachen.

Ech wëllt och hei soen, dass dee Projet „Eis Schoul“ nëmme méiglech ass, well mer éischtens eng Uni hunn, d'Uni Lëtzebuerg, déi e ganze Volet vun Educatioun huet a fir déi d'Educatioun e Schwéierpunkt ass. Et ass méiglech, well et eng Equipe vun engagéierten Enseignantë gëtt, de GLEN, déi eigentlech voller Enthousiasmus un engem Projet geschafft hunn.

An ech denken, dass et d'Aufgab ass vu mir, vun der Regierung, fir Initiativen, positiv Initiativen opzefänken, se an e Gleis ze bréngen a se weiderzedreiwen. Ech gesi jiddefalls dat als eng vun deene wichtegen Aufgabe vum Ministère, ëmmer ënnert dem Motto, ech hätt gär, dass d'öffentlech Schoul esou attraktiv wéi méiglech ass, a fir dass se attraktiv ass, musse mer hir d'Méiglechkeet ginn, verschidde Forme vu Schoulen unzebidden, déi deene verschiddene Profiler vun de Kanner an den Erwaardunge vun de Kanner an deenen hiren Eltere gerecht gëtt.

Dëse Projet ass awer och nëmme méiglech, well mer an der Gemeng Lëtzebuerg e Partner fonnt hunn, dee bereet war an deen eng Schoul disponibel hat, an där dës Schoul konnt hiert Heem fannen.

Wichteg ass et mer och ze soen, dass e Projet, och wann e Pilote heescht, net e Selbstzweck ass, mä fir mech ass déi heite Schoul e Précurseur, e Laboratoire, fir ze weisen, wéi d'Schoul vun der Zukunft ka fonctionnéieren. An déi Prinzipien, déi hei an dëser Schoul applizéiert ginn, déi solle sech erëmfannen an der ganzer Schoul.

Ech kennen d'Schoulgesetz gutt - dat, wat um Instanzewee ass. Et ass scho laang an der Diskussioun, an déi grouss Prinzipien, déi doranner stinn, fanne sech erëm an deem Projet pilote.

Dat ass, éischtens, den differenzéierten Unterrecht. Dat ass, zweetens, dass d'Schoul a Cyclen organiséiert gëtt an net a Joergäng. Dat ass, drëttens, dass et eng Equipe an der Schoul gëtt, déi en Team muss bilden, wou zesumme muss diskutéiert ginn, wou zesumme Concertatioun stattfënnt ronderëm d'Kand. Dat ass, véiertens, d'Partenariat mat den Elteren. Dat ass, fënneftens, d'Équipe multiprofessionnelle, dass also aner Spezialisten - Professere vu Logopédie, Orthophonisten, Heilpädagogen - fir d'Schoulen zur Verfügung stinn, fir eben de Kanner deen Encadrement ze ginn, dee se brauchen, wann dann Déficiencë festgestallt ginn.

An da wëllt ech ee Punkt dobäifügen. Dat ass awer nëmmen e Wonsch. Ech weess net, ob dee Realitéit gëtt. D'Aarbechtskonditioune vun de Schoulmeeschteren an „Eis Schoul“ sinn eigentlech esou definéiert, dass se eng Presenz vun 30 Stonnen an der Schoul hunn. Si hunn natierlech méi eng grouss Fräiheet, well se an Equipë schaffen, fir sech d'Kanner opzedeelen, an dat wär natierlech meng Lieblingsvariant fir déi nei Aarbechtskonditioune fir d'Schoulmeeschteren.

Wann also dëse Punkt och nach géif an Erfëllung goen, da wär ech bal e beneidenswäerte Minister, Här Mehlen.

Ech wollt der Chamber, dem Rapporteur, awer och der ganzer Kommissioun Merci soen, well et méiglech war schnell, nodeem den Avis vum Conseil d'État komm ass, dëse Projet hei an de Plenum ze bréngen. Et eilt. Mir si presséiert, well déi Schoul soll de 15. September starten. A wa mir wëllen d'Schoulorganisatioun an dee Wee leeden, da gëtt et elo héich Zäit fir domadder unzefänken. Duerfir sinn ech frou, dass de Projet haut ka gestëmmt ginn. Ech soen och Merci fir déi breet Zoustëmmung.

D'Schoul kennt - well mir hu jo misse virschaffen an annoncéieren, dass déi Schoul de 15. September géif opgoen; an eisem Optimismus hu mer dorunner gegleeft - e groussen Intérêt. Et sinn iwwer 500 Kanner, déi ugemellt sinn, déi en Intérêt manifestéiert hunn, fir sech an déi Schoul anzeschreiwen. Fir mech ass dat och en Zeechen. Et ass e Signal un eis alleguerten, dass et e grousse Besoin gëtt, dass „Eis Schoul“ sech de Kanner unhëlt, dass si sech net an ideologeschen Diskussioune verléiert, mä dass mer sollen an der Praxis Léisunge sichen: Wéi bréngt mir et fäerdeg d'Kanner alleguerten ze scolariséieren an hinnen eng Chance ze ginn, op déi héchst Qualifikatioun ze kommen?

Ech wär och frou, wann ech deenen Elteren, deenen hir Kanner net an der Schoul ugeholl ginn, kéint soen, dass si déiselwecht Qualitéit an déiselwecht Viraussetzungen an alle Schoulen hei am Lëtzebuerger Land géife fannen. Domadder géife mer ee grousse Schrëtt maache fir d'Equitéit, fir d'gläich Chancë fir all Kanner hei am Land.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5761 ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, bei 12 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Norbert Haupert), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Eugène Berger;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum zweete Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien. Dat ass de Projet de loi 5687. D'Wuert huet de Rapporteur vun dësem Projet, den honorabelen Här Kaes.

2. 5687 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail telle que modifiée par la directive 2002/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002;

2. modification du Code du travail;

3. modification de l'alinéa 1 de l'article 2 de la loi du 14 mars 1988 relative au congé d'accueil;

4. modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. modification de la loi du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet huet als Objet déi europäesch Direktiv vum 23. September 2002 ëmzesetzen, déi als Zil huet en anert juristescht Instrument ëmzeänneren an ze erweideren, an zwar d'Direktiv vum 9. Februar '76 iwwert d'Verwierklechung vum Gläichbehandlungsgrondsaz tëschent Männer a Fraen a puncto Zougang zur Beschäftegung, zur Ausbildung an zur berufflecher Promotioun, souwéi och a puncto Aarbechtskonditiounen.

Wann de Prinzip vun der Gläichstellung tëschent Mann a Fra op der Aarbechtsplaz schonn an der Direktiv vu '76 festgeluecht ginn ass, esou war de Sommet vun Amsterdam deen, dee ganz décisif war. Zënter dësem Sommet an dem Traité vun Amsterdam gehéiert de Kampf géint d'Diskriminatioun zu den europäesche Kompetenzen.

D'EU huet sech mam Traité vun Amsterdam déi néideg legal Basis ginn, fir kënne méi effizient géint d'Diskriminatioune virzegoen. D'Diskriminatioune stelle ganz einfach eng Gefor duer fir d'Schafung vun engem Raum vu Fräiheet, Sécherheet a Recht; eent vun den ambitiéisten d'Ziler vun der EU. D'Chancëgläichheet tëschent de Mënsche garantéiert och déi sozial Kohesioun.

D'Direktiv vun 1976 soll un déi rezent Direktiven ugepasst ginn, wéi zum Beispill d'Direktiv vum 29. Juni 2000 an och déi vum 27. November vun deemselwechte Joer. Dës zwou Richtlinne schützen d'EU-Bierger virun Diskriminatiounen opgrond vun ethnescher Ofstamung oder Rass, vun der Relioun oder vun den Iwwerzeegungen opgrond vun engem Handicap, vum Alter oder der sexueller Orientéierung. D'EU huet sech och e generelle Kader ugëeegent, deen d'Gläichheetsbehandlung um Niveau vun der Aarbecht an der Beschäftegung garantéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Direktiv vun 1976 gëtt duerch d'Definitioune vun enger Rei vu Konzepter ergänzt, esou dass eng gewësse Kohärenz besteet tëschent där aler Direktiv an den neien Instrumenter.

Nieft de Konzepter vun direkter an indirekter Diskriminatioun sinn och Notioune vun der sexueller Belästegung an der Belästegung opgrond vum Geschlecht an der Direktiv vun 1976 mat agefloss. Sexuell Belästegunge verstousse géint de Gläichbehandlungsprinzip tëschent Fraen a Männer. Et ass dowéinst wichteg, dass dëst Verhale verbuede gëtt. Dëst setzt awer viraus, dass si am Virfeld kloer definéiert ginn an dass all Text déiselwecht Definitioun erëmgëtt.

Déi modifizéiert Versioun vun der Direktiv preziséiert och d'Konditiounen, ënnert deenen d'Memberstate bestëmmt berufflech Aktivitéiten aus dem Uwendungsgebitt vun der Direktiv vun 1976 kënnen eraushuelen. Déi berufflech Aktivitéiten, déi ausgeschloss kënne ginn, solle sech awer just op déi beschränken, wou d'Geschlecht vun enger Persoun eng Roll spillt, zum Beispill wéinst der spezifescher Natur vun der Aktivitéit.

Zwou Konditioune mussen nach gi sinn: d'Zil, wat ee verfollegt, muss legitim sinn, an de Prinzip vun der Proportionalitéit muss och hei ganz kloer respektéiert ginn. Et entsprécht der Jurisprudenz vum europäesche Geriichtshaff, dass de Schutz, deen eng Fra während an no der Schwangerschaft zougesprach oder zougestane kritt, dem Gläichbehandlungsprinzip net widdersprécht.

D'Direktiv vun 2002 hieft dëst nach eng Kéier ganz kloer ervir. Si preziséiert, dass eng Fra d'Recht huet op hir Aarbechtsplaz zréckzekommen oder eng analog Plaz ugebueden ze kréien, wa si aus dem Congé de maternité erëmkënnt. D'Memberstate kënne selbstverständlech nach méi favorabel Dispositioune festhalen an zum Beispill e Recht op e Congé de paternité unerkennen.

No der Direktiv vun 2002 sinn d'Memberstate verflicht effikass a proportionéiert Sanktiounen anzeféieren am Fall vun enger sexueller Diskriminatioun. D'Sanktioune sollen d'Leit dovunner ofhalen, e Verhalen un den Dag ze leeën, dat diskriminatoresch ass. D'Memberstate sollen och eng adequat Entschiedegung garantéiere fir de Schued, deen entstanen ass, souwäit et geet gutt-zemaachen.

D'Leit sollen och iwwer rechtlech Sécherheetsmoossname verfüge kënnen. D'Direktiv vun 2002 huet an deem Kontext, souwéi d'Direktiv och vum 27. November 2000, den A.s.b.l.en an Organisatiounen, wann déi sech fir d'Offer asetzen, d'Recht unerkannt, viru Geriicht eng Klo anzereechen. D'Direktiv gesäit och nach vir, dass all Memberstat een oder méi Organer soll nennen, déi sech ënner anerem mat der Promotioun vum Gläichbehandlungsprinzip solle beschäftegen.

D'Transpositioun vun der Direktiv vun 2002 ass aus zwee Grënn ganz dringend: éischtens, mir si schonn ufanks Mäerz vun dësem Joer vum europäesche Geriichtshaff wéinst Net-Transpositioun vun der Direktiv veruerteelt ginn; an zweetens ass et wichteg déi legislativ Lück ze fëllen, déi et zënter der Aféierung vum Code du travail op deem Gebitt vun der Gläichbehandlung gëtt.

D'Gesetz vun 1981, wat d'Direktiv vun 1976 ëmgesat huet, ass duerch d'Gesetz vum 31. Juli 2006, dat de Code du travail agefouert huet, abrogéiert ginn. Net all Dispositioune vum Gesetz vun 1981 fanne sech am Code du travail erëm. Duerch d'Ofschafe vum Gesetz vun 1981 huet sech den Uwendungsberäich vun der Direktiv vun 1976 ex post verklengert. Déi Leit, déi am öffentleche Secteur schaffen, wéi och d'Travailleurs indépendants sinn zënterhier vill méi schlecht geschützt. Or, d'Direktiv applizéiert sech och op dës zwou Kategorië vun Aarbechter.

Et war also onëmgänglech, d'Travailleurs indépendants an den Uwendungsberäich vun den Dispositiounen iwwert d'Gläichbehandlung nees ze integréieren. Et ass décidéiert ginn, d'Gesetz an zwee Deeler ze splécken, wou dat eent e Kadergesetz gëtt, dat a sech all d'Fräiberuffer viséiert.

Den éischten Deel vum Gesetz schaaft de generelle Kader, deen d'Diskriminatioun tëschent Fra a Mann verbitt, während deen zweeten Deel sech exklusiv op d'Aspekter vun der Aarbecht an der Beschäftegung bezitt. Dësen zweeten Deel enthält just Dispositiounen, déi déi bestehend legislativ Instrumenter ëmännert. Ech kommen nach op dësen Aspekt ze schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsrot huet e kriteschen Avis zum Gesetzesprojet ofginn. Ech wéilt kuerz op déi zwou formell Oppositiounen hei vum Statsrot agoen.

Déi éischt Opposition formelle bezitt sech op den Uwendungsberäich vun der Direktiv. De Statsrot vertrëtt d'Meenung, datt all Persoun, déi am Kader vun der Direktiv viséiert ass, sech och um Niveau vum Gesetzestext erëmfanne soll. Hie besteet drop, datt d'Gemengebeamte wéi och d'Fräiberuffler am Uwendungsberäich vum Text integréiert solle ginn. Den initialen Text huet dës zwou Kategorië vu Leit ausgeschloss.

Déi zweet formell Oppositioun vum Statsrot bezitt sech op d'Aart a Weis, wéi d'Statsbeamten an de Champ d'application vum Gesetzesprojet abezu gi sinn. Nom initialen Text sollten d'Dispositiounen iwwert de Gläichbehandlungsprinzip tëschent Fraen a Männer, déi am Code du travail ageglidderte sinn, sech och op d'Statsbeamten applizéieren.

De Statsrot war der Meenung, datt d'Referenz op d'Dispositioune vum Code du travail um Niveau vum éischten Artikel vum Statut vun de Statsbeamten, esou wéi den initialen Text dat gesinn huet, Inkohärenze mat sech brénge géif, an huet drop gehalen, datt dës ëmgeännert solle ginn.

Den Aarbechtsminister huet sech mat deenen anere Ministeren a Verbindung gesat, déi och hei an deem Kontext betraff sinn. Den Innenminister an de Minister vun der Fonction publique hu Modifikatiounen an hire Basistexter ausgeschafft, déi iwwert de Wee vun Amendementer am Gesetzestext integréiert sollte ginn. De Minister vum Mëttelstand huet proposéiert, iwwert de Wee vun Amendementer ze preziséieren, datt d'Fräiberuffler ënnert d'Dispositioune vum Code du travail falen, vu datt et kee Basistext fir si gëtt, deen een ofännere kéint.

D'Aarbechtskommissioun huet de 16. Oktober 2006 eng éischt Serie vun Amendementer ugeholl mam Zil, de kritesche Bemierkunge vum Statsrot Rechnung ze droen a virun allem d'Textpropositioune vun de jeeweilege Ministeren an de Gesetzestext ze integréieren.

A sengem Avis complémentaire vum 11. Dezember 2007 huet de Statsrot nach eng Opposition formelle formuléiert. De Statsrot huet d'Referenz am Code du travail op d'Fräiberuffler als net ubruecht kritiséiert.

D'Aarbechtskommissioun huet sech doraphin entscheet, am Kader vum virleiende Gesetzesprojet déi technesch Approche unzewennen, déi se schonn am Kader vun der Transpositioun vun den zwou Direktive vun 2000 benotzt huet an déi dora besteet, a sech den Dispositif an zwee Deeler ze splécken, en éischte méi generellen Deel an en zweete méi spezifeschen Deel.

Den éischten Deel stellt esou en autonoomt Gesetz duer, ënnert dat dann d'Travailleurs indépendants falen, während den zweeten Deel déi bestehend legislativ Dispositioune ganz einfach ëmännert.

A sengem zweeten Avis complémentaire gëtt sech de Statsrot mat dem Réagencement vum Gesetzestext zefridden, och wann en awer d'Unzuel vu verschiddenen Texter um Niveau vun der Ëmsetzung vum Gläichbehandlungsprinzip bedauert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat a sech dës Kritik ugeet, ass awer ze bemierken, datt am Ufank, wéi déi éischt Direktive mam Objet Gläichbehandlung ëmgesat gi sinn, sech de Statsrot enger unitärer Démarche opposéiert huet, sou datt d'Situatioun, an där mer eis haut befannen, zum Deel och op d'Haltung vum Statsrot zréckzeféieren ass.

D'Aarbechtskommissioun huet eng zweet Serie vun Amendementer dunn ugeholl. Dës Amendementer bezéie sech op d'Exceptiounen vum Prinzip Gläichbehandlung, Diskriminatiounen op Basis vum Alter a vun engem Handicap sinn erlaabt um Niveau vun de Pensioune respektiv um Niveau vun de Versécherungskontrakter. Mat dëser neier Approche maache mir d'Approche vum Législateur vun 2006 zum Deel réckgängeg.

Ech erënneren, datt am Kader vun der Ëmsetzung vun den Direktive vun 2000 d'Méiglechkeet, eng Ausnahm zum Gläichbehandlungsprinzip um Niveau vun de Pensiounen a vun de Versécherungskontrakter ze maachen, u sech guer net virgesi war.

De Statsrot huet sech par rapport zu dëser Approche reservéiert geäussert. Fir de Statsrot kann esou eng Derogatioun nëmme spillen, wann eng objektiv a räsonnabel Justifikatioun virläit. D'Aarbechtskommissioun huet hiert Amendement bäibehalen, mä den Text esou ëmgeännert, fir dass dësen der Meenung vum Statsrot Rechnung dréit.

Här President, erlaabt mir kuerz op déi verschidden Dispositioune vum Gesetzestext anzegoen.

Déi éischt siwen Artikele bezéie sech op déi eigentlech generell Ëmsetzung vun der Direktiv. Et sinn dëst Dispositiounen, déi sech och op d'Fräiberuffler applizéieren. Si stellen en autonome legalen Dispositif duer - de generelle Kader fir de Gläichbehandlungsprinzip u sech tëschent Männer a Fraen.

D'Artikelen 8 bis 12 änneren déi bestehend Dispositiounen ëm. An dësem Kontext kann een nach soen, dass den Artikel 10 de generelle Statsbeamtestatut vum 16. Abrëll 1979 an den Artikel 11 d'Gesetz vum 24. Dezember 1985 iwwert de Statut vun de Gemengebeamten ëmännert. Wat den Artikel 12 ugeet, sou ännert deen d'Gesetz vum 28. November 2006 ëm, andeems en déi zwou Derogatiounen zum Gläichbehandlungsprinzip festleet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam virleiende Gesetzestext komme mir dem ambitiéisen Zil an enger Gesellschaft ze liewen, wou jiddferee gläich behandelt gëtt, ëmmer méi no.

Ech géif Iech dofir am Numm vun der Aarbechtskommissioun bieden, de virleienden Text ze stëmmen, a ginn iwwregens och den Accord an deem Sënn vun der CSV-Fraktioun zu dësem Text.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, et ass lech opgefall, dass e kléngen lertum virkomm ass, dass ech ee Projet virgezunn hunn. Ech entschëllege mech beim Här Minister, deen en toute vitesse heihinner komm ass.

D'Fro ass awer elo - well och d'Disponibilitéit vun de Ministeren net déi ass, déi eng Inversioun vun de Projeten erlaabt -: Solle mir elo vläicht zréckkommen op deen anere Projet, an da maache mir d'Diskussioun vun dësem, wa mir deen éischten evakuéiert hunn? Oder solle mir der Rei no fueren? Wéi ass d'Disponibilitéit vun der Regierung?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech hat mech eigentlech agestallt fir méi spéit.

M. le Président.- Jo, fir Iech ass jo elo kee Problem, Dir sidd jo elo hei. Et ass éischter de Problem beim Här Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech géif préféréieren, dass mir deen Text, vun deem ech mengen, dass e relativ kuerz ass, géife virmaachen, sou wéi den Ordre du jour et initialement virgesinn huet.

M. le Président.- Wann Dir vläicht Äre Mikro géift umaachen, wann ech gelift.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech géif virzéien, dass mir deen aneren Text, esou wéi et initialement virgesi war, géife virhuelen. Dat géif mech ganz staark arrangéieren, well nach eng Rei Terminer ustinn.

M. le Président.- Très bien, da maache mir dat esou. Nach eng Kéier, entschëllegt! An dann huet d'Wuert elo fir de Projet de loi 5795 den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

3. 5795 - Projet de loi modifiant

I) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;

II) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

III) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

IV) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

V) la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant 1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; 2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; 3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État; 4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État; 5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration; et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire;

VI) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

VII) la loi du 7 novembre 2007 modifiant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 5795, deen de 17. Oktober 2007 vum Minister vun der Fonction publique an der Chamber deponéiert ginn ass, ännert d'Bestëmmunge vun net manner wéi siwe verschiddene Gesetzer.

De Projet huet dräi Haaptziler: 1. d'Zentralisatioun beim Ministère vun der Fonction publique vun allen Entscheedungen am Zesummenhang mat der Astellung vun de Statsemployéen aus den administrativen an technesche Carrièren; 2. verschidden Oflännerungen am Zesummenhang mam Statsbeamtestatut; an 3. d'Schafung vun zwee neie Poste vu Commissaires adjoints à l'instruction disciplinaire.

Wat d'Zentralisatioun vun den Astellungsprozedure beim Ministère vun der Fonction publique ugeet, soll an Zukunft all Statsemployé aus den administrativen an technesche Carrièrë vum Minister vun der Fonction publique agestallt ginn. Et ass och dee Minister, deen zoustänneg gëtt fir d'Opléisung vun den Aarbechtskontrakter.

Bis elo sinn all déi Aarbechtskontrakter vun deenen eenzelnen zoustännege Ministere selwer ofgeschloss an opgeléist ginn. Dat hat allerdéngs zu ville Schwieregkeeten a Problemer geféiert: d'Astellungsbedingunge sinn dacks net respektéiert ginn; d'Dossiere waren net komplett; d'Aarbechtsprozeduren hu variéiert vun engem Ministère zum aneren. Duerch d'Zentralisatioun an duerch eng eenheetlech Astellungsprozedur, déi soll geschafe ginn, soll an Zukunft méi Transparenz, méi Rapiditéit, méi Effikassitéit, awer virun allem méi juristesch Sécherheet an deenen Dossieren entstoen.

De Rekrutement vun de Statsemployéen duerch de Ministère de la Fonction publique geschitt op der Basis vun de Profiler vun de Kandidaten. Déi Profiler ginn opgestallt vun deenen zoustännege Ministèren, bei deenen och de Statsemployé schaffe soll. Et ass och dee Ministère, dee weiderhin ënnert deenen eenzelne Kandidaten deen erauswielt, deen agestallt gëtt.

Net betraff vun den Neierunge sinn d'Statsemployéen aus de medezineschen, paramedezineschen, sozialen an éducativë Carrièren. Net betraff sinn och d'Statsemployéen aus dem Beräich vum Enseignement. Esou wéi d'Beamten aus dëse Beräicher, ginn och d'Employéë weiderhi vun deenen zoustännege Ministèren agestallt.

Deen zweete Volet am Projet sinn e puer kleng Moossnamen am Zesummenhang mam Statsbeamtestatut. Esou gesäit den Text vir, datt ee Beamten engem anere Beamten, deen him ënnerstallt ass, en Dossier kann ewechhuele wann hien der Meenung ass, dass dee Beamten an deem Dossier net mat där néideger Indépendance ka virgoen.

En aneren Text huet virgesinn, datt e Beamten och no senger Pensionéierung kéint disziplinaresch poursuivéiert ginn. No deem kriteschen Avis vum Statsrot, deen op d'Schwieregkeete vun esou enger Disziplinaraffär higewisen huet, huet d'Kommissioun virgeschloen deen doten Text falenzeloossen. De Minister war och mat där Approche d'accord.

Deen drëtte Volet betrëfft d'Schafung vun zwee neie Poste vu Commissaires adjoints, déi mat der Instruktioun vun den Disziplinaraffäre chargéiert kënne ginn oder chargéiert ginn. D'Regierung weist an hirem Exposé des motifs dorop hin, datt zënter der Reform vun den Disziplinarprozeduren am Joer 2003 d'Zuel vun den Disziplinaraffären zougeholl huet. Duerch d'Ausdehnung vun der neier Disziplinarprozedur op d'Gemengebeamte kann och déi Zuel weider klammen.

D'Regierung ass awer och besuergt, dass d'Disziplinaraffären net solle schleefe gelooss ginn. Ausserdeem gëtt drop higewisen, dass wéinst der Komplexitéit vun den Affären d'Studéiere vun den Dossiere seng Zäit brauch.

Fir ze garantéieren, dass d'Disziplinaraffäre séier viruginn, gëtt also d'Schafung vun zwee neie Poste vu Commissaires adjoints virgesinn, déi dem Kommissär a senge schwieregen Aufgaben hëllefe sollen.

De Statsrot an d'Beruffschamberen hunn déi nei Bestëmmung éischter kritesch analyséiert. D'Commission vun der Fonction publique war allerdéngs mat den Argumenter, déi d'Regierung virbruecht huet, averstanen. Si war awer der Meenung, d'Regierung sollt déi zwee Kommissären net beieneen astellen. Si sollt emol mat engem Commissaire adjoint ufänken - also een astellen - an ofwaarde wéi d'Disziplinaraffäre sech weider an Zukunft géifen entwéckelen. Och dee Virschlag vun der Kommissioun huet de Minister mat op de Wee geholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hu versicht, a kuerze verständleche Wierder déi e bësse méi komplex Matière ze erklären. Detailer fënnt natierlech jiddfereen an deem schréftleche Rapport an an deene schréftlechen Texter erëm, wann e sech wierklech fir déi Matière interesséiert. D'Kommissioun vun der Fonction publique huet d'Texter mat där néideger Suergfalt studéiert. Ech kann duerfir der Chamber virschloen, den Text esou ze stëmmen, wéi d'Kommissioun dat virschléit. Ech kann och elo schonn den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Wëllt nach een d'Wuert? Här Etgen, wann ech gelift.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een den Titel vum Projet de loi 5795 liest an déi grouss Unzuel vu Gesetzer gesäit, déi hei modifizéiert ginn, kéint ee mengen nom Statut unique vu gëschter hätte mer et haut mat enger Jorhonnertreform an der Fonction publique ze dinn. Deem ass awer net esou.

Am Avis vun der Beruffskummer vun de Statsbeamte gëtt och duerfir drop higewisen, datt d'Regierung ëmmer erëm an deen alen Tratt zréckfält a Gesetzer op den Instanzewee schéckt, déi een als Loi fourre-tout ka qualifizéieren. Esou Gesetzer, besonnesch wann een am Titel emol net erausfënnt ëm wat et sech annähernd kann handelen, si fir den Normalstierflechen net liesbar. D'Gesetzer sollen einfach, kloer a prezis sinn. Fakt ass awer, datt mer et hei mat enger Rei Mesuren ze dinn hunn, déi ënner sech näischt mateneen ze dinn hunn, a wou et ënnereneen och keen normale Lien gëtt.

Här President, virewech a grad dofir awer Félicitatiounen an een oprichtege Merci un de Rapporteur, den Här Paul-Henri Meyers, fir säi strukturéierte schréftleche Rapport a säi verständleche mëndleche Rapport. Och muss ee soen, datt mer an der Kommissioun, op all Froen dëse Projet betreffend, zefriddestellend Äntwerte vun der Regierung kritt hunn.

D'Kärstéck vun dësem Projet ass déi administrativ Zentralisatioun am Ministère vum öffentlechen Déngscht bei der Astellung vu Beamten an de staatleche Servicer. Als DP-Fraktioun si mir mat dësem Schrëtt d'accord. Eng optimal Notzung vum Humankapital verlaangt nämlech eng professionell Gestioun vun de mënschleche Ressourcen.

Eng spezialiséiert Cellule am Ministère ass nämlech besser habilitéiert, fir am Virfeld all Demanden ze préifen, fir ze kucken, ob déi formal Konditiounen erfëllt sinn, fir déi schoulesch Diplomer ze ënnersichen an auserneenzedividéieren, wéi eng Demanden am beschten op de Profil vum Wonschkandidat vun deenen eenzelnen Departementer passen.

Et ass och gutt, datt den ultimë Choix beim Ressortminister läit. D'Praxis muss eis da weisen, ob et ubruecht ass opgrond vun neutralen an objektive Kritären d'Kandidate wéi bei engem Examen-concours ze klasséieren, fir d'Ressortministeren an hirem Choix ze guidéieren. Eng Evaluatioun vum neie System drängt sech duerfir an e puer Joer op.

Eng gutt Astellungspolitik ass och Garant fir ee modernen an een effikassen öffentlechen Déngscht, getrei engem Sproch vum Gandhi, dee sot: „Achte darauf, dass du die richtigen Mittel wählst, dann wird sich das Ziel von selbst einstellen."

(Interruption)

An dësem Gedankegang wëll ech op eng weider Remarque vun der Beruffskummer vun de Statsbeamten opmierksam maachen, wou drop higewise gëtt, datt allze oft de Stat Beamten astellt op Posten, déi an der Regel awer Fonctionnairë virbehale sinn. An der Regierungserklärung hat sech dës Regierung awer d'Objektiv ginn nëmmen «dans des circonstances exceptionnelles» an «pour des emplois bien définis» op d'Astellung vu Beamten zréckzegräifen. D'Zuel vun de Beamten am Statsservice ass awer grad an deene leschte Joren drastesch an d'Luucht gaangen.

Nodeem datt mer gëschter de Statut unique am Privatsecteur gestëmmt hunn, wëll ech de Minister froen, ob vläicht dru geduecht ass, de Statut vun de Beamten am öffentlechen Déngscht ofzeschafen an an de Statut vum Fonctionnaire ze integréieren.

En anere wichtege Punkt vun dësem Gesetz ass d'Schafe vu gläich zwee zousätzleche Posten, zwee Commissaires adjoints, fir d'disziplinaresch Instruktioun an den disziplinareschen Dossieren ze maachen.

Mat Recht ass hei scho relevéiert ginn, ob et wierklech néideg ass, op ee Coup gläich zwee nei Posten ze schafen, wou d'Zuel vun den Disziplinverfahren awer net an deem Ausmooss an d'Luucht gaangen ass.

Vu dass de Minister eis an der Kommissioun versprach huet, dass nëmmen dann, wann d'Besoinë justifiéiert sinn, op deen zweete Commissaire adjoint zréckgegraff gëtt, kënne mir als DP-Fraktioun och mat dëser Neierung liewen.

Et geet eis virun allem awer dorëm, dass d'Prozeduren net ze laang schleefe gelooss ginn. Grad d'Disziplindossiere musse rapid virugefouert ginn. Eng séier a prompt Evakuatioun ass am Interesse vun deene concernéierte Servicer, ass am Interesse vun deene politesche Responsabelen an ass och am Interesse vun deem Beschëllegten.

Et ass eise formelle Wonsch, dass et mat deenen zousätzleche Kommissäre besser geet, dat heescht, eng besser Maîtrise vun der Komplexitéit vun den Affären an, wéi ech gesot hunn, e bessere Kontakt mam implizéierte Service erreecht ginn an och eng wesentlech Verkierzung vun der Prozedursdauer.

Hei wëll ech och nach drop hiweisen, dass, wéi scho gesot gouf, déi staatlech Kommissären och d'Instruktioun an den disziplinareschen Dossiere vun de Gemenge maachen.

Fakt ass awer hei, dass mir et bei de Gemenge vergläichsweis mat ganz wéinege Fäll ze dinn hunn. Dat schéngt mir d'Resultat vun der Schwéierfällegkeet vun där Prozedur ze sinn.

Jo, et kann een hei roueg vun engem juristesche Chaos, wat d'Aleeden an de Verlaf vun enger Disziplinaffär ubelaangt, schwätzen. Fir net an der Form ofgewisen ze ginn, ouni dass de Fong iwwerhaapt gekuckt gëtt, hunn d'Gemengen dacks léiwer de Kapp an de Sand gestach an néideg Affären iwwerhaapt net déclenchéiert.

An och hei ass et eise Wonsch, dass déi zousätzlech Kommissären dozou bäidroen, dee bestehende Wirrwarr ze entschäerfen.

Niewebäi wëll ech hei bemierken, dass eng Evaluatioun vun der Reform vun 2003 iwwert d'Disziplinprozedur sech opdrängt. Mir hu gesinn, dass dat ze vill laangt Schleefe vun der Instruktioun e schwaache Punkt ass, ëmsou méi, well déi eigentlech Pénalitéite jo eréischt méi spéit gesprach ginn. Et ass dëst och am Intérêt vum Beschëllegten, deen eng fair Prozedur verdéngt, deen och muss gehéiert ginn, an et ass och a virun allem am Interesse vun engem kredibelen öffentlechen Déngscht.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei gëtt also och seng Zoustëmmung zu dësem Punkt wéi och zu all deenen aneren Adaptatiounen an textuelle Verbesserungen, déi an dësem Text enthale sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den Här Klein huet als nächsten d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur, deen och dëse Rapport mat där gewinnter Prezisioun geschriwwen a presentéiert huet.

Ech wollt op zwee vun deenen Haaptobjektiver vun dësem Projet de loi kuerz agoen.

Éischtens, d'Zentraliséierung vun der Astellungsprozedur vun den Employés de l'État. Dat ass d'Haaptuleies vun dësem Projet.

D'Kompetenz vun der Astellungsprozedur läit vun elo u beim Minister vun der Fonction publique, d'Zoustännegkeet hunn net méi déi eenzel Ressortministeren, fir Leit vun hirem exklusive Choix anzestellen. Et soll elo no fixen, préétabléierte Regele goen, déi musse strikt agehalen an och vum Ministère kontrolléiert ginn.

Ausnahme bleiwen, de Rapporteur huet dat gesot, an hien huet och gesot, ënner wat fir enge Konditiounen d'Rekrutement nach vun de Ressortministere ka gemaach ginn.

Déi nei Prozedur soll méi schnell a méi transparent sinn, dorëms geet et haaptsächlech. Et bleift awer, dass déi eenzel Ministeren net näischt méi ze soen hätten. Si kréien eng Lëscht vum Minister vun der Fonction publique a kënnen dann hire perséinleche Choix no hirem eegene Gutdünken treffen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics kritiséiert, dass déi eenzel Ressortministere keng bestëmmte Kritäre virgeschriwwe kréien, un déi si sech hale missen, fir de Choix vun engem Employé virzehuelen.

Dat ass eng berechtegt Kritik, där ee misst Rechnung droen, fir allem Arbitraire aus dem Wee ze goen.

An deem Zesummenhang huet och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics eng Remarque gemaach, an ech liese se vir: «Subsidiairement, la Chambre se doit de demander l'introduction, parallèlement à la centralisation du recrutement - qui ne peut qu'apporter une amélioration par rapport à l'actuel système „à la tête du client" - de critères neutres et objectifs pour départager les candidats, à l'instar des examens-concours prévus pour les fonctionnaires. En tout cas, ce ne sera pas „l'évaluation psychologique" prévue à l'article 6 du projet de règlement grand-ducal d'exécution joint au projet de loi qui résoudra le problème du manque d'objectivité et de transparence dans le recrutement des employés de l'État!»

Do schéngt jo dann e Projet de règlement grand-ducal an der Gestatioun, an der Ausaarbecht ze sinn, fir déi Kritäre fir de Recrutement vun de Ressortministeren festzeleeën, an do gi mir vläicht gewuer, wann de Minister eis dat wëllt soen, wat fir eng Kritären dat sinn, wat fir Konditioune virgeschriwwe ginn, fir de Choix vu Kandidate fir Employéen ze maachen.

D'Beruffschamber vun den öffentleche Beamte freet sech souguer, au vu vun der Aféierung vum Statut unique am Privatsecteur, dee mir gëschter hei verabschiet hunn, ob mir net sollten higoen, fir nëmme méi Fonctionnairen anzestellen.

Dat ass iwwregens schonn eng laang Fuerderung an eng permanent Fuerderung vun de Gewerkschaften aus dem Secteur public, souwuel vun de Statsbeamtegewerkschaften oder vun de Gemengebeamten.

Et sollt een awer déi Haaptcarrièren, déi un d'Souveränitéit touchéieren, exklusiv fir d'Fonctionnairë reservéieren, a fir déi aner Carrièren de Choix loossen, fir Fonctionnairen oder Employés de l'État anzestellen. Oft muss nämlech schnell op e Besoin an e spezifesche Poste reagéiert ginn, an dann ass d'Prozedur vun der Astellung vun engem Employé de l'État méi flexibel a méi rapid.

Zweeten Haaptobjektiv, d'Schafung vun zwee Poste fir Commissaire adjoint nieft dem Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire. Dat soll eng Ennerstëtzung, eng weider Hëllef gi fir de Kommissär. Dat ass eng gutt Saach, an zwar weisen d'Zuelen engersäits, dass d'Disziplinarverfahre weider zouhuelen, anerersäits muss een och feststellen, dass d'Affäre markéiert sinn duerch eng ëmmer méi grouss Komplexitéit.

Den aktuellen eenzege Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire gëtt ëmmer méi gefuerdert. D'Dossiere ginn net méi schnell genuch evakuéiert a schleefen ze laang.

En ass och, menger Meenung no, personalméisseg net gutt genuch équipéiert. Hien huet net wéi bei de gewéinleche Geriichter e Greffier oder e vereedegte Beamten zur Verfügung. Hie muss selwer instruéieren a rédigéieren.

Eng Assistenz vun engem Greffier, oder egal wéi een dat och wëllt nennen, wier fir hie vu gréisstem Notzen an och am Intérêt vum implizéierte Beamten. D'Prozedur géing vill méi schnell virun.

Aus dem Rapport d'activité 2006 vum Ministère de la Fonction publique geet ervir, dass déi Disziplinarverfahre ganz laang daueren. D'Durée moyenne vun enger Affaire clôturée suite à une instruction dauert 435,5 Deeg. Dat ass eng laang Zäit, vill ze vill laang.

All Beamten, dee beschëllegt ass, waart op eng Décisioun. Dat beonrouegt. Een, deen am Déngscht ass, deen op eng Décisioun waart, ass net méi optimal motivéiert an ass sécherlech gehemmt bei der Ausübung vu senger Fonctioun. Dat ass mënschlech a gesondheetlech zu sengem Nodeel, a sécherlech net am Intérêt vum Usager vum Service public. Dofir ass et wichteg, dass an dësem Gremium déi noutwendeg Ausbesserunge virgeholl ginn, am Intérêt souwuel vun der Institutioun wéi vum Betraffenen a besonnesch vum Service public.

Mir hunn do jo eng Moossnam virgesinn, fir zwee Kommissäre bäizesetzen, een direkt an deen anere méi spéit, selon les besoins, esou wéi d'Entwécklung vun den Affäre virun dësem Gremium festgestallt gëtt.

Am Zesummenhang mam Kommissär wërft d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics de Problem vu senger Indépendance op a stellt d'Garantie vun engem équitabele Prozess a Fro.

Si seet, de Kommissär ass zu gläicher Zäit Juge d'instruction, Riichter a Procureur. Hei muss een awer ënnerscheeden zwëschent der Matière pénale am Droit commun - dem Strofverfahren - an dem Disziplinarverfahren.

D'Répression pénale ass am Intérêt vun der Gesellschaft, an d'Répression disciplinaire administrative ass am eenzegen Intérêt vun der Fonction publique, an dat muss een als solche considéréieren, vu dass dat hei jo awer e Projet de loi ass am Intérêt vun de Beamten, vun de Fonctionnairen a vum Usager.

Mir mengen, dass dat eng wesentlech Verbesserung ass par rapport zum aktuelle System. Duerfir gi mer als Fraktioun och eisen Accord zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Klein. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo de Minister vun der Fonction publique, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Just e puer Wuert als Äntwert op déi Froen, déi hei opgeworf ginn. Fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir déi kloer Erklärungen an dem Här Etgen äntwerten.

Wann den Titel vun deem Gesetzestext esou rébarbativ ass, wéi en effektiv ass, dann ass dat just well mer wollten eng korrekt legislativ Aarbecht maachen, andeem mer déi Titelen ugi vun deene Gesetzer, déi mer effektiv änneren. Wann ee seet: Et ass eng Loi fourre-tout, an dann hannendrun awer - wou ech frou driwwer sinn - all eenzel Mesure begréisst, wéi Der et gemaach hutt, dann ass jo meng Konklusioun, wa mer all déi eenzel Mesuren hu misse maachen, hate mer zwou Méiglechkeeten.

Entweder mer concernéieren d'Chamber eng Kéier mat engem Gesamttext oder mer loossen Iech dräi-, véiermol doriwwer ofstëmmen. Dofir hu mer aus Rationalitéitsgrënn geduecht, mir géifen esou e rébarbativen Titel a Kaf huelen, fir déi gutt Mesurë gemeinsam hei an engem Vote unhuelen ze loossen. Ech denken, datt jo och all Fraktioun dat esou akzeptéiert huet.

Dat zweet, wat ech wollt soen, ass iwwert déi Remarquë vun zwee Commissaires adjoints oder ee Kommissär, wou ech jo vun der Chamberskommissioun un d'Häerz geluecht krut, an enger éischter Etapp nëmmen ee Kommissär ze rekrutéiere mam Constat, datt eventuell de Besoin haut fir en zweeten nach net do war. Ech hunn dat och akzeptéiert. Dat war souwisou meng Intentioun.

Ech wëll awer dann hannendrusoen: Wann ech dann op där anerer Säit héieren, datt sech beklot gëtt iwwert de Fait, datt esou vill Fäll méi laang daueren, datt dat alles misst méi kuerz gemaach ginn, datt mer elo och feststellen, datt 2006 34 nei Fäll an 2007 71 nei Fäll erakomm sinn - wat also eng grouss Augmentatioun ass vun de Fäll - an datt elo zousätzlech och nach de Gemengesecteur derbäikomm ass, da muss ech awer eng kleng Contradictioun am Fait feststellen, datt mer nëmmen ee sollen astellen, well net genuch Aarbecht do war an der Demande vun der Chamber, fir déi Aarbecht awer vill méi schnell ze maachen, déi amgaang ass vill ze wuessen.

Ech soen also: Mir stellen elo een an a mir kucken, ob mer domadder eens ginn oder net. Wa mer déi Délaien net wesentlech verkierzt kréien, da musse mer op déi nächst Etapp goen an nach zousätzlecht Personal um Niveau vum Redakter - Greffier, wéi Dir géift soen - huele respektiv deen zweete Kommissär derbäihuelen, datt mer dat ënner uerdentleche Konditioune kënnen an deenen nächste Joren hikréien.

Déi lescht Saach ass dat, wat den Här Klein opgeworf huet vum Règlement grand-ducal, wéi dat alles soll viru sech lafen. Do ass et esou, datt mer effektiv e Règlement grand-ducal an der Virbereedung oder fäerdeg hunn, deen och schonn un déi eenzel Chambere matgaangen ass.

Dee Règlement grand-ducal gesäit vir, datt d'Propositioun vum Engagement vun deenen eenzelne Kandidaten op Basis geschitt vun der Beruffsexperienz, déi an deenen eenzelnen Dossieren dra sinn, op Basis vun der eventueller Évaluation psychologique an de Resultater dovunner, an op Basis vun engem eventuellen Examen, deen dann déi eenzel Administratioun kann, wa se et da wëllt, organiséieren oder net organiséieren. Mä déi noutwendeg Flexibilitéit, déi mer bis elo ëmmer bei den Employéen haten, gëtt och behalen.

Ech muss och soen, datt et sech hei haaptsächlech oder ganz oft ëm Recrutementer handelt vu Carrièrë wéi Employé B, Employé C. Carrièren, wou souwisou déi eenzeg Carrière déi vum Employé ass a wou et net onbedéngt eng parallell Fonctionnaire-s-Carrière gëtt, déi also och deelweis heiduerch concernéiert sinn.

De leschte Punkt, deen ech wéilt soen, ass, datt et vläicht richteg ass, datt an der Reform vun 2003, déi - dat wëll ech par ailleurs soen - vun der viregter Regierung gemaach gi war, datt déi Disziplinarprozedur, déi an där Reform festgehale ginn ass, vläicht relativ schwiereg ass. Mä ech menge mer musse kucken, datt mer nach een, zwee Joer Experienz domadder sammelen, éier mer eng generell Evaluatioun maachen, wa mer se wëllen ëmänneren. Déi Reform vun 2003 kritt elo mat där heiter éischter Adaptatioun vläicht eng besser Méiglechkeet, fir sech an d'Realitéit ëmzesetzen, wéi dat bis elo de Fall war.

Alle Fraktioune Merci fir déi Zoustëmmung, an och der Kommissioun fir déi gutt Aarbecht, déi geleescht ginn ass.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5795 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Christine Doerner), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Thiel), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Sauber), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri (par M. Roland Schreiner), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zréck zum Projet de loi 5687, wou de Rapporteur scho säi Rapport gemaach huet. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Glesener.

4. 5687 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail telle que modifiée par la directive 2002/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002;

2. modification du Code du travail;

3. modification de l'alinéa 1 de l'article 2 de la loi du 14 mars 1988 relative au congé d'accueil;

4. modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

6. modification de la loi du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées (suite)

Discussion générale

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Merci, Här President. Den Här Kaes huet schonn d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun ginn. Ech wëll dat dann net nach eng Kéier widderhuelen. Ech wëll awer drop halen, fir dem Rapporteur Merci ze soe fir seng Aarbecht. Ech wëll awer och da soen, datt eis Fraktioun sech bekennt zum Gläichheetsprinzip tëschent Mann a Fra an der Gesellschaft, an der Aarbechtswelt an och vis-à-vis vun den aarbechts- a sozialrechtleche Bestëmmungen.

Ech sinn der Meenung, datt mer hei ee wesentleche Schrëtt méi no un dee Gläichheetsprinzip erukomm sinn. Duerfir argumentéieren ech nach eng Kéier ofschléissend, datt opgrond vun deenen Tatsaache selbstverständlech eis Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi gëtt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Den honorabelen Här Etgen.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Ech wëll och dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport.

Dat Eenzegt, wat ech am Fong geholl ka relevéieren, ass, datt dat Ganzt op eng Direktiv zréckgeet vun 2002 an datt mer sou laang gebraucht hu fir dëse Projet ëmzesetzen; besonnesch wann ee bedenkt, datt den Délai, fir dës Direktiv ëmzesetzen, schonn de 5. Oktober 2005 ofgelaf ass an datt mer de Mäerz dëst Joer dowéinst condamnéiert gi sinn.

Inhaltlech ass beim Projet näischt auszesetzen. D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert dëse Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Très bien. Madame Spautz, wann ech gelift.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- D'Fraktioun vun der LSAP gëtt och hiren Accord zu dësem Projet oder zu dëser Ëmsetzung vun der Direktiv. Mir sinn iwwerzeegt dovunner, datt mer net weider EU-Direktive brauchen, fir an Zukunft awer weider an der Chancëgläichheetspolitik hei an der Chamber nach eng ganz Rei Gesetzer ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Spautz. Ech denken, datt d'Fraktioun vun deene Grénger och mat deene Konklusiounen d'accord ass?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Brauche mir net ze schwätzen?

M. le Président.- Oh, pardon.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Spillverdierwer!

M. le Président.- Lauschtert elo emol ganz opmierksam dem Här Henckes no.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei wuel drëm, fir de Gläichheetsprinzip vu Mann a Fra erëm an ons Gesetzgebung ze integréieren an ze perfektionéieren. Nach ginn et am Gesetz verschidden Onzoulänglechkeeten. Et muss een och menger Meenung no op e puer ganz negativ Aspekter, notamment um Niveau vun den Assurancen, hiweisen an d'Bevölkerung driwwer opklären, datt dat heite Gesetz och wäert verschidde Répercussiounen hunn, déi notamment zu Désavantagë vun de Frae féieren.

Dat Éischt, wat ee muss festhalen, ass, datt de Conseil d'État mat Recht ervirsträicht, datt mer där Gesetzgebungen iwwert den Traitement, iwwert d'Gläichberechtegung vu Mann a Fra ganz vill hunn an datt et Zäit wier op Säite vun der Regierung, fir déi eng Kéier an engem Texte coordonné oder an engem Code zesummenzesetzen, well dat ass elo total doruechter verspreet. Et ass kee méi dee weess, wat e seet. Do kënne mir ons als ADR och nuren dem Avis vum Statsrot uschléissen a mat deem d'accord sinn.

Deen anere Fait, dee mer musse festhalen, ass, datt hei an dëser Gesetzgebung just nuren den Harcèlement sexuel vu verschiddene Sexë récriminéiert gëtt. Mä den Harcèlement sexuel ënner Leit vum elwechte Sex ass net récriminéiert. Do fänke mer un och un e puer Schwieregkeeten ze kréien. Dat ass e Manktum am Gesetz.

Dann ass een Deel vum Gesetz och net ganz kloer. Dat ass, datt zum Beispill, wann d'Victime vun enger Mesure de discrimination keng Plainte féiert a wa se keng Deklaratioun bei der Police mécht, da kann awer eng Associatioun fir si optrieden, ouni datt déi Persoun dermat d'accord ass.

Dat schéngt mer relativ wäit ze goen an deem Gesetz. Vläicht ass et och anescht ze interpretéieren, mä den Text en tant que tel erlaabt dat. An et ass néierens gesot, datt sollt en Accord vun der Victime do sinn an datt déi Plainte och misst bestoe bleiwen.

Da kommen ech op de Problem ze schwätze vun den Assurancen. Bis elo ass et esou, datt et effektiv Differenzen an de Primë vun den Assurancë gëtt, jee no Sexe. An ech wëll hei e puer där Beispiller opzielen.

Bei der Liewensversécherung beim Typ Solde restant dû huelen ech als Beispill e Mann, dee gebueren ass de 16. Mee 1956, an eng Fra, déi deeselwechten Datum gebuer ass. De Capital assuré ass 300.000 Euro, d'Dauer ass 25 Joer an den Taux 5,25%.

Fir d'Prime unique muss de Mann am Ablack 35.236,56 Euro bezuelen. Fir d'Fra sinn et awer nëmmen 26.449,52 Euro. Dat heescht 9.000 Euro manner.

Vun elo un, also wann d'Gesetzgebung elo duerchgefouert gëtt, wäert d'Prime vun der Fra ëm 9.000 Euro gehéicht ginn, esou, wéi et elo am Text steet, well et muss no uewen ugepasst ginn.

Dann zu den Autosversécherungen. Och do geet et esou. Wann ech deeselwechten Auto hei huelen: 2400 cm^3, 120 kW, vun engem Wäert vun 42.000 Euro, da gesäit een, datt déi Prime...

(Interruption)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech géif Iech bieden, den Här Henckes hei net ze stéieren, well et ass komplizéiert mat deene Calculen.

(Hilarité et interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et ass awer wichteg. Ech wëll awer drop hiweisen, datt déi Prime elo fir de Mann bei ronn 1.450 Euro läit, bei der Fra sinn et 1.400 Euro, a wann et eng Femme au foyer ass, sinn et 1.367 Euro. Dat heescht, do sinn also grouss Differenzen.

Elo gi mer hei décidéieren, datt déi Prime déiselwecht ass, a bien entendu gëtt se fir d'Fraen no uewen ugepasst, huelen ech un, an net no ënnen, well mer keng Dispositiounen am Gesetz virgesinn hunn, datt dat misst awer da kontrolléiert ginn.

Da gëtt et e Punkt, zu deem ech och dem Rapporteur wollt eng Fro stellen. Wat heescht am Artikel 7...

(Interruption)

Den Här Rapporteur oder d'Regierung ka mer drop äntwerten.

Am Artikel 7 gëtt gesot, datt, wann d'Statute vun enger A.s.b.l. net d'Gläichberechtegung géif förderen, wann eng A.s.b.l. zum Beispill nëmme fir Männer oder nëmme fir Fraen ass, datt déi kéint annuléiert ginn, datt déi A.s.b.l. kéint opgeléist gi vun der Regierung.

Dofir wéilt ech elo froen, ob déi Fraen- an déi Männerassociatiounen, déi bestinn an déi just nëmme fir d'Fraen oder nëmme fir d'Männer sinn, elo wäerte vun der Regierung opgeléist ginn.

Well den Text, esou wéi en hei geschriwwe ginn ass - an dat ass net de Sënn vun der Direktiv, mä esou hu mer et hei an ons Gesetzgebung ëmgesat -, léisst dat doten zou.

Elo ass et vläicht anescht ze verstoen. Dofir wier ech frou, wann d'Regierung oder de Rapporteur ons géif soen, wéi dat da wier.

(Interruptions)

Éierlech gesot, vu datt den Text net kloer ass, muss ech vun der Regierung Kloerheet froen. Et heescht: «Les statuts d'une a.s.b.l. qui sont contraires au sens de cette loi sont nuls et non avenus.»

Et muss een also froen: Wat heescht dat?

Da bei den Offres d'emploi, do gëtt gesot, an dat ass jo och richteg, datt alleguerten déi Annoncen, fir eng Aarbecht ze sichen, déi an den Zeitunge publizéiert ginn, elo mat „masculin" a „féminin" musse formuléiert sinn, dat heescht, neutral musse sinn.

Elo gëtt et awer verschidde Fraenassociatiounen, déi publizéieren Aarbechten, déi nëmmen exklusiv si fir d'Fraen an an deene kee Mann virgesinn ass.

Dofir froen ech: Ass dat och elo illegal? Riskéieren déi Fraenassociatiounen elo Sanktiounen?

Da seet en aneren Deel vum Text, et dierf keng Référence méi gemaach ginn à l'état matrimonial. Dat heescht, datt een net méi ka vun „Joffer" an „Madame" schwätzen, mä datt een also elo muss all Kéiers iergendee vun deenen zwee do huelen.

Wat ass d'Gepflogenheet vun der Regierung? Wéi gesäit d'Regierung déi Interpretatioun an déi praktesch Applikatioun vun deem Gesetz?

Dann hu mer an dem Text, dee mer virleien hunn, och eppes stoen, wat relativ onglécklech ass. Hei steet dran, datt all «dispositions légales, réglementaires et administratives relatives à la protection de la femme (...) ne constituent pas une discrimination». An do gëtt als Beispill gesat: «...notamment en ce qui concerne la grossesse et la maternité». Mat dem Prinzip hu mer kee Problem. Mä mir hunn e Problem mat dem Wuert „notamment".

Wat fir aner Gesetzgebunge spillen dann nach an deem Fall? Ech mengen, wann een e Gesetz huet, wou et Sanktioune gëtt, wou verschidde Plaintë gemaach kënne ginn, da geet et awer net duer mat engem „notamment", mä da muss d'Gesetz déi Donnéeën, déi Gesetzer opzielen, déi hei viséiert sinn. Dat ass awer net de Fall.

An et ass dowéinst och notamment, datt mer, wann et eventuell strofrechtlech Bestëmmunge kéint ginn, dann do an enger anerer Situatioun sëtzen.

Dat alles gesot, Här President, fir ze soen, datt mer, wa mer keng satisfaisant Explikatiounen iwwert dësen Text kréien, ons bei dësem Text enthale wäerten, quitte datt mer mam Prinzip dovunner d'accord sinn, mä d'Gesetz ass onglécklech formuléiert.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Merci, Här Kartheiser!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Ech hat zwar schonn den Accord vun der grénger Fraktioun ginn, mä d'Madame Loschetter huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot, also kritt si et och.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif awer gäre präziséieren...

(Interruptions)

Ech wollt scho soen: Dir Dammen an Dir Dammen. Neen, Dir Dammen an Dir Hären - trotz dem Projet!

Ech wollt präziséieren, firwat mir déi Direktiv hei stëmmen, an ech wollt och nach eng kleng Remarque dozou maachen.

Säit 1976, de Rapporteur huet et scho gesot, gëtt et déi Notioun vun Égalité de traitement tëschent Fraen a Männer op der Aarbecht, esou wéi eben déi Direktiv, déi haut dann erëm geännert respektiv verbessert gëtt, transposéiert ginn ass.

D'Base juridique hu mir awer hei zu Lëtzebuerg dank dem Traité vun Amsterdam - dat ass och scho gesot ginn - vum 1. Mee 1999. Dat sinn dann néng Joer hier. An dunn, zwou Wochen drop, den 12. Mee 1999, huet meng Virgängerin, d'Madame Renée Wagener eng Proposition de loi an der Chamber déposéiert, déi dat viregt Gesetz vun 1981, dat heescht, déi éischt Ëmsetzung vun der EU-Direktiv iwwert d'Égalité de traitement modifizéiert.

Deemools huet déi viregt Presidentin vun der Chancëgläichheetskommissioun - deemools gouf et och nach eng eege Chancëgläichheetskommissioun -, d'Madame Ferny Nicklaus, all eenzelne Punkt vun dëser grénger Proposition de loi auserneegeholl an och vehement contestéiert.

Si huet gemengt, Här President, datt d'Propositioun vun der Madame Wagener e bësse wäit féiert. Si huet och gemengt, an esou steet et och am Procès-verbal vun der Chamber, datt dës Proposition de loi dann eben an där nächster Legislaturperiod - mir ware kuerz virun de Wahlen - an d'Egalitéitskommissioun sollt kommen, déi géif sech da méi intensiv mat där Propositioun vun der grénger Fraktioun beschäftegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Proposition de loi vun der Madame Wagener vun der grénger Fraktioun ass net an der Egalitéitskommissioun diskutéiert ginn. Néng Joer laang war dës Propositioun um Rôle des affaires.

Mir hu virun e puer Méint der Madame Wagener hir Proposition de loi zréckgezunn. Et koum op eemol esou en „Oh" hei aus der Chamber, mä mir hu se zréckgezunn, well se néng Joer laang net diskutéiert an net ëmgesat ginn ass - ganz einfach -, mä awer och, well dës Direktiv elo ëmgesat gëtt, an zu engem Deel och nach méi wäit féiert wéi eben déi gréng Proposition de loi vun deemools.

Gott sei Dank och dofir, Här President, gëtt et EU-Direktiven, déi ons obligéieren, Gesetzer ze stëmmen. Well mir sinn iwwerzeegt, leider, datt dëse Projet de loi, deen elo souwisou um allerleschte Stëppel gestëmmt muss ginn, well mer soss musse bezuelen, well mer scho vill ze vill spéit sinn an onsen Hausaufgaben hei zu Lëtzebuerg, esou an där Form mat Sécherheet net vun de successive Regierungen déposéiert gi wier, well en effektiv wäit féiert.

Mir hunn an de leschten zwee Joer schonn dräi wichteg Direktiven an nationaalt Recht ëmgesat, déi d'Gläichheet, notamment tëschent Männer a Frae mat aktiver Bekämpfung vun Discriminatiounen opgrond vu Sex, Orientation sexuelle an esou weider, traitéieren.

Et sinn och dës Gesetzer, déi et erlaben Akloen ze maachen, Jurisprudenzen ze schafen a Sanktiounen auszeschreiwe wann eng Discriminatioun, notamment opgrond vum Sex, stattfënnt. An dësem Gesetz hei fanne mer d'Definitioun vun Discrimination directe, vun Discrimination indirecte, vun Harcèlement a vun Harcèlement sexuel erëm. Notiounen - ech erënneren lech drun -, déi nach virun e puer Joer belächelt gi sinn; op d'mannst net seriö geholl gi sinn. Haut hu mer se an engem Gesetz feststoen.

Wat d'Ausschreiwung vun der Offre d'emploi ubelaangt, esou ass et expressément erlaabt Annoncen ze maachen „privilégiant les travailleurs du sexe sous-représenté". Och dëst ass e wichtege Message, virun allem an den Annoncen, déi zum Beispill d'Décisiounsposte betreffen. Här Minister, d'Uni Lëtzebuerg mécht dat wa se Annoncen ausschreift. All Associatioun, déi eng Personne juridique duerstellt an déi säit engem Joer als solch besteet, kann dann och akloen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat mir am meeschte begréisse bei dëser Transpositioun - an et ass schonn ugeklongen - ass de Fait, datt et dës Kéier fäerdeg bruecht ginn ass all schaffend Persoun mat an de Genoss vun dësem Gesetz eranzehuelen, all Salarié aus dem Privatsecteur, all Travailleur indépendant, schaffend Persounen aus der Fonction publique, souwuel beim Stat wéi och bei de Gemengen.

Also, et ass awer méiglech, wann ee sech richteg uleet. Dat begréisse mir ausdrécklech. Hei ass d'Gesetz - an déi Technik ass schonn erklärt gi vum Rapporteur - eben an zwou Partien opgedeelt ginn, fir deem da Rechnung ze droen an dat och esou ze erlaben.

Och dës Manéier, fir eng Direktiv an nationaalt Recht ze transposéieren a jiddferee mat ze considéréieren, kritt elo hei och eng Jurisprudenz, do wou et méiglech ass.

Déi Gréng wäerten op alle Fall do, wou et nach noutwendeg wier, d'Regierung dorun

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

erënneren. Dëst gesot a wéi Dir et scho richteg gesot hutt, Här President, déi gréng Fraktioun stëmmt dëse Projet de loi mat.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Minister François Biltgen huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech hat och e puer Froen un de Rapporteur gestallt. Ech wier frou wann hie mer kéint äntwerten.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Sot dem Minister wéi hien et soll maachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- De Rapporteur weess net wat den Här Henckes mécht.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, eigentlech wollt ech näischt derzou soen. Ech hu just net alles fäerdeg bruecht opzeschreiwen, well déi geballten... Ech weess net wéi ech et soll ausdrécken, well ech ëmmer héiflech bleiwe wëll; wat den Här Henckes hei gesot huet.

(Interruption)

Et gëtt eppes, dat heescht Reglement vun der Chamber. Do steet dran, dass een och ka lauschtere kommen als Net-Member. Dann hätt ech - an de Rapporteur och - lech déi Froen, déi Der gestallt hutt, schéi propper erkläert, mä Dir hutt dat net gemaach.

Une voix.- Dir kënnt et jo elo maachen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, natierlech. Ech maachen dat dann och elo hei.

Une autre voix.- Dir kënnt dat och hei maachen. Da kritt och jiddfereen et mat.

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech stelle just fest, dass déi meescht alles verstanen hunn; just Dir net.

Une voix.- D'ganzt Land ass net an der Kommissioun.

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also éischtens wëll ech emol dem Här Kaes Merci soen, dass hien dat hei esou kloer duergestallt huet,...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- ...mä hie war esou kloer, dass den Här Henckes et net verstanen huet. Mä vu dass et kloer war, kann et jo net um Rapporteur hänken.

(Interruptions)

Den Här Henckes seet hei, hie wier mam Statsrot d'accord, dass ee misst en Texte coordonné maachen. Mir hu just dat gemaach, wat de Statsrot gesot huet, nämlech keen Texte coordonné. Well dat war dat Éischt, wat mer gemaach hunn.

Mir hunn en Text erabruecht, wou alles an engem Text stoung. De Statsrot huet gesot, dass dat keng gutt Technique législative wär an dass ee misst an all Text dat schreiwen, wat an all Text gehéiert: dat heescht, an de Code du travail wat an de Code du travail gehéiert; an de Statut des fonctionnaires publics wat an de Statut des fonctionnaires publics gehéiert; an de Statut des fonctionnaires communaux wat an de Statut des fonctionnaires communaux gehéiert; an net dat, wat an de Statut des indépendants geet, well mir hu kee Statut des indépendants.

Dofir hu mer nach en zousätzlechen Text driwwer gemaach. D'Technique législative bréngt dat mat sech, dass een dat eben esou muss maachen; wéi de Statsrot dat richteg gesot huet.

Da seet den Här Henckes, elo kann een net méi vun „Joffer" a vun „Madame" schwätzen; ech weess net wou hien dat liest, wat am Text steet. Et ass alles am Artikel 1 dran: Wat ass eng Discrimination directe an eng Discrimination indirecte? Et ass net, dass een net dierf zu enger Joffer soen „Joffer" oder zu enger Madame soen „Madame", well hei schwätze mer vun engem Texte d'emploi. Hei geet et ëm d'Aarbecht.

(Interruption)

Dat heescht, wann eng Joffer do ass, nennt Der se „Joffer", mä Dir kënnt net soen: Ech stellen a mengem Betrib nëmme Jofferen an, oder ech stellen a mengem Betrib nëmme Madamen an oder nëmme Gescheetener oder Net-Gescheetener.

(Hilarité)

Dat ass dat, wat den Text hei seet. Hei geet et net ëm Emploi. Hei ass eng Direktiv, déi schwätzt vum Principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles. Dorëms geet et. Et ass keng Direktiv iwwer l'Emploi des formules de politesse. Ech mengen och net, dass esou eng Direktiv géif kommen, well d'Communautéit huet eigentlech keng Kompetenz fir dat doten ze maachen.

D'Madame Brasseur wollt eppes soen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, wann Der erlaabt, däerf ech dem Minister eng Fro stellen?

M. le Président.- Jo.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Et geet net méi op eng un.

M. le Président.- Passt op, d'Zäit leeft dem Minister fort.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, den Här Minister huet ons dat elo ganz gutt erkläert, mä eng Fro, déi hei am Débat net opgeworf ginn ass, dat ass déi wéi et mam Clergé ass - dat ass eng Fro, déi ech schonn a viregten Debatten opgeworf hat -, wéi dat kompatibel ass mat der Konventioun vun New York a wéi et kompatibel ass mat de successiven Direktiven, well bei eis jo och de Clergé bezuelt gëtt - d'Paschtéier gi bezuelt - iwwert de Statsbudget, ob mer do konform si mat deem Text, dee mer elo haut unhuelen.

Merci.

Une voix.- Dat ass eng gutt Fro!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Déi Fro hunn ech 1998 beäntwert wéi ech deemools, grad wéi Dir och, Member vun der Chamber war a wéi mer d'Konventioune gestëmmt hunn. Well dat war eng Fro vum Aarbechtsrechtlechen an do hat de Statsrot dee Moment nämlech effektiv d'Fro vum Statut vum Clergé opgeworf.

Deemools hu mer ganz kloer - géint den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires publics iwwregens - zesummen décidéiert, dass mer hei am Privatrechtleche wären. Och wann d'Peie vum Stat kommen, si mer an engem privatrechtleche Regime. Dat heescht, hei ziele sämtlech Prinzipien, déi mer an eisem Aarbechtsrecht hunn, vun - net vun Discriminatioun - Ënnerscheed, deen ee ka maachen. Déi zielen. Wann den Ënnerscheed justifiéiert ass, dann ass den Ënnerscheed justifiéiert. Wann en net justifiéiert ass, dann ass en net justifiéiert.

Et ass ganz kloer no de Jurisprudenzen, déi mer och am Aarbechtsrecht hunn, dass all Betrib ka seng Réglementatioun maachen, wou hien och kann Ënnerscheeder maachen. Hie musse se just herno kënne motivéieren.

D'Kierch fiert nom Droit canonique. Soulaang den Droit canonique ka justifiéiert ginn - dass dat eng Justificatioun ass, déi sech imposéiert -, ass et kloer, dass dat ka kommen. Wann dat net de Fall ass, ass dat net de Fall.

Mir haten nämlech déi Debatt mat anere Länner relativ staark bei der Direktiv, well verschidde Länner - notamment Irland - wollte ganz wäitgehend Derogatiounen hu pour des raisons religieuses, wat d'Direktiv eigentlech zimlech zréckschreift a wat bei eis och kee Problem war, well mer dat net hunn.

Déi Fro, déi sech zum Beispill stellt, ass: Kann een een astellen a soen, du muss an d'Kierch goen? An do ass d'Jurisprudenz ganz kloer. Dat hänkt dervun of wat fir ee Posten een exercéiert. Wann ee Paschtouer ass, ginn ech emol dovunner aus, dass et justifiéiert ass, fir ze soen: Du muss dech och zu deem Patron bekennen; wat s de bass. Wann een awer eng Botzfra astellt, ass dat keng Ursaach, fir do ze soen: Du muss déi an déi Konditioun erfëllen.

Dat ass och an der Direktiv kloer geregelt. Eist Aarbechtsrecht ass och an deem dote Punkt kloer, esou dass ech hei keng Discriminatioun gesinn. Wéi gesot, wann Der de Rapport noliest, deen d'institutionell Kommissioun 1998 ënnert dem Président-rapporteur François Biltgen gemaach huet, fannt Der relativ vill Äntwerten iwwert den Droit positif du droit du travail zu deenen dote Froen. Ech mengen, dass dat nach ëmmer justifiéiert ass.

Ech fueren da weider mat de Rechtsbeléierungen, andeem ech dann zréckkommen op den Artikel 1, nämlech: Wat ass eng Discriminatioun? Nach eng Kéier, mir sinn hei, Här Henckes, am Emploi; mussen also kucke wat den Emploi ass.

Eng Discriminatioun - direkt oder indirekt – ass, wann ee seet: Du kriss dee Posten oder déi Formation professionnelle net wéinst dem Sexe, wéinst dem Régime matrimonial, an esou weider an esou fort. Dat ass Discriminatioun. Woubäi do ganz kloer steet - well Dir elo sot, elo kéinten d'Fraenorganisatiounen net méi spezifesch Konditioune maachen -, dass een natierlech ëmmer muss kucken, ob e Kritär oder eng Pratique objectivement justifiée par rapport à un but légitime ass.

Dat heescht, mir hunn - an dat ass hei wichteg - an dësem Text erëm eng Kéier eng Base légale fir d'Discrimination positive. Fir ze soe wann et legitiméiert ass - loosse mer soen -, do stelle mer elo nëmmen eng Fra an, da muss een dat natierlech ëmmer am Fall beweisen. Da geet dat. Dat ass e grousse Prinzip vum europäesche Recht, dat ass de Principe de la proportionnalité.

Dat heescht, Dir hutt hei versicht eng Karikatur ze zeechnen, mä d'europäescht Recht ass net karikatural. D'europäescht Recht fonctionnéiert nom Régime de la proportionnalité. Dat heescht, wann ee seet, fir deen doten Job soen ech eng Fra oder ech soen e Jonken oder ech soen en Eeleren, da muss dat objektiv justifiéiert si par rapport zu deem Posten. Et dierf just net einfach esou vun uewen erof kommen, an déi Prinzipien, déi fanne mer ëmmer erëm, sou dass ech do déi Gefor net gesinn, déi den Här Henckes gesäit.

(Brouhaha général)

Dann huet den Här Henckes menger Usicht no eng Fro gestallt, wann ech dat richteg verstanen hunn, zum Artikel 7: «Est à considérer comme nulle et non avenue toute disposition figurant notamment dans un contrat, une convention individuelle ou collective ou un règlement intérieur d'entreprise...» an esou weider an esou fort.

Jo, wann an iergendengem Kontrakt eng Discriminatioun drasteet, ass en nul et non avenu, an do si mer am Normalen erëm eng Kéier, am Droit commun, net méi du travail, mä am Droit commun civil si mer hei, an da schwätze mer vun enger Nullité absolue an net vun enger Nullité relative. Ech halen awer elo kee groussen Discours iwwert den Ënnerscheed zwëschent der Nullité absolue an der Nullité relative.

Dann ass eng Fro, déi opgeworf gouf - et ass déi eenzeg Fro, déi opgeworf gouf an der Kommissioun, awer net vum Här Henckes -, doriwwer wéi eng Victime an eng Associatioun sech behuelen. Do hu mer schonn an aneren Texter eng Formulatioun, déi mer och hei iwwerholl hunn, nämlech mer soen, d'Associatioun kann antrieden, mä, wann d'Victime dogéint ass, dann dierf se dat net.

Dat heescht, Här Henckes, hei ass schonn e Garde-fou. Elo kann een driwwer diskutéieren: Hätt ee solle soen, et muss ee fir d'éischt den Accord vun der Victime froe goen? Oder seet een, d'Victime ka sech opposéieren?

Déi Texter, déi mer bis elo gemaach hunn, schreiwe ganz däitlech, dass d'Victime sech opposéiere kann, well mer och hei de Geescht vun der Direktiv awer musse respektéieren. De Geescht vun der Direktiv seet, wann et just op deen Eenzelnen ukënnt, fir sech géint d'Discriminatiounen ze wieren, da komme mer net wäit. Mir mussen aner Organer hunn, déi sech selwer der Diskriminéierung an der Netdiskriminéierung unhuelen. Dat ass engersäits de Centre d'égalité an dat sinn anerersäits déi Associatiounen, déi an deem doten Domän aktiv sinn.

Duerfir ass fir mech déi Formule, wéi mer se fonnt hunn, dass d'Victime kann dergéint sinn, mä net muss expressis verbis dofir sinn, am Geescht vun der Direktiv, déi gär hätt, dass Associatioune sech hei aktiv ëm d'Netdiskriminéierung këmmeren.

Ech soen Iech dat als Aarbechtsminister. Ech kenne bal keen, dee wéinst Harcèlement sexuel sech bei enger ITM gemellt hätt, well d'Leit Angscht hunn, bei eng Verwaltung ze goen.

Dat heescht, wa mer net do privatrechtlech Organismen hunn, da komme ganz vill Saachen einfach net un d'Dagesliicht, an an deem Sënn mengen ech schonn, dass dat heite justifiéiert ass.

Dann, mengen ech, kënnt elo dat Lescht. Ech hoffen, dass ech alles nach am Kapp hat, soss musst Dir nohaken. Dat Lescht, wourobber ech wollt agoen, dat ass dat mat den Assurancen. Dat ass net Bestanddeel vun dësem Gesetz, mä mir profitéiere vun dësem Gesetz, fir eigentlech just dat ëmzebéien, wat Dir als Gefor gesitt.

An deem alleréischten Text, dee mer eng Kéier gemaach hunn, hu mer esou eng allgemeng Netdiskriminéierung gemaach bei den Assurancen. Deen heiten Text mécht just de Contraire. Dee seet, wann et objektiv justifiéiert ass, fir deen ee méi Prime wéi deen aneren ze froen, da kann dat geschéien, ebe just fir ze évitéieren, dass nëmmen déi deierst Primë géife gefrot ginn, well een net kann den Ënnerscheed maachen no objektiven Ursaache vum Âge...

(Hilarité)

Hei geet et haaptsächlech och ëm den Alter.

Dir interpretéiert mäin Accent aneschters. Gutt!

(Interruption et hilarité)

D'nächste Kéier maache mer d'Traduction simultanée, Här Bettel.

Soudass ech mengen, dass déi Bedenken, déi hei opkomm si géint den Text, net justifiéiert wären. Ech wär da frou, wa mer vläicht géifen eng Unanimitéit kréie fir deen Text.

Ech kënnegen lech un, dass mer an deenen nächste Méint mat engem neien Text kommen, well mer mëttlerweil all déi Texter, déi mer hunn, op europäeschem Niveau koordinéiert hunn, an dass mer elo déi Koordinatioun dann och nach eng Kéier hei an d'Parlament bréngen. Mir kënnen eis also nach weider vill hei ënnerhalen iwwert déi verschidde Rechtselementer vun esou enger Direktiv.

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ech wollt dem Här Minister Merci soe fir déi Explikatiounen, mä mir enthalen ons awer,...

Plusieurs voix.- Oh!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...well eng etlech vun deene Saachen hei net ganz iwwerzeegend waren.

(Interruption)

Ech huelen un datt mer wäerten, bei den Assurancen notamment, nach déi eng oder aner Surprise kréien, well d'Gesetz net kloer ass.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

Plusieurs voix.- Merci, Här Kartheiser!

(Hilarité)

M. le Président.- Voilà, Dir Dammen an Dir Häre, wann Dir lech berouegt hutt, da komme mer zu der Ofstëmmung vum Projet de loi 5687.

(Interruptions)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5687 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen an deene véier Abstentiounen, denken ech, vun der ADR.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Christine Doerner), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Clement), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. John Castegnaro), M. Fernand Diederich (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par Mme Vera Spautz) et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eiser Aarbecht ukomm. Haut de Mëtteg gesi mer eis um hallwer dräi erëm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.57 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 35, 36 et 37

5516 - Projet de loi

- relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et à la création d'un cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant * la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures, * la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et accises, * la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, et * la loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, et

- abrogeant la loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport (suite) page 445

5585 - Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement (suite) page 445

Dépôt d'une motion et d'une résolution par M. Aly Jaerling pages 445-446

5820 - Projet de loi relative à la transformation et à la rénovation du Centre Marienthal pages 446-448

Question avec débat N°31 de M. Xavier Bettel - Convention relative à la présence d'observateurs indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés page 448

5698A - Projet de loi portant approbation de la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et de son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques page 449

5751 - Projet de loi portant approbation du Protocole, modifiant le Protocole additionnel relatif aux impôts annexé à la Convention concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 29 avril 1969 et de la Déclaration des trois Gouvernements, signés à Bruxelles, le 17 avril 2007 page 449

5550 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999 pages 449-450

Demandes en naturalisation page 450

Ordre du jour page 450

Communications page 451

5875 - Proposition de loi

a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes

b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et

c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait 1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements; 2) modifiant a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements; b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité; e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation; j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants (Déclaration de recevabilité) page 451

5788 - Projet de loi portant: 1. transposition de la directive 2002/14/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne; 2. modification du chapitre IV du titre premier du livre IV du Code du travail pages 451-452

5750 - Projet de loi portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé et modifiant: 1. le Code du travail; 2. le Code des assurances sociales; 3. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension; 4. la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective; 5. le chapitre VI du Titre I de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 7. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 452-468

5761 - Projet de loi portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive pages 469-475

5687 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail telle que modifiée par la directive 2002/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002;

2. modification du Code du travail;

3. modification de l'alinéa 1 de l'article 2 de la loi du 14 mars 1988 relative au congé d'accueil;

4. modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. modification de la loi du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées page 475 pages 477-480

5795 - Projet de loi modifiant

I) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;

II) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

III) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

IV) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

V) la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant 1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; 2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; 3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État; 4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État; 5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration; et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire;

VI) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

VII) la loi du 7 novembre 2007 modifiant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 pages 476-477

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2165	Mme Claudia Dall'Agnol	Central des secours d'urgences (112)
2258	M. Marcel Oberweis	Parcs éoliens luxembourgeois
2261	M. Robert Mehlen	Décharge du Sidec et substances nocives
2266	M. Xavier Bettel	Avions du type Q400 du constructeur d'avions Bombardier
2295	M. Marco Schank	Reconversion des friches industrielles de Wiltz
2297	M. Fernand Etgen	Future destination du château de Wiltz
2302	M. Ali Kaes et M. Marc Spautz	Bilan sur les dispositions contenues dans deux lois au plus tard deux années après leur mise en vigueur (Projets de loi N°5322 et N°5334)
2316	M. Gilles Roth	Mise en valeur du Château de Koerich
2318	M. Eugène Berger	Émissions de NO_x
2322	M. Claude Adam	Année internationale des langues
2324	M. Jean-Paul Schaaf	Développement futur de la «Nordstad»
2325	M. Jean-Paul Schaaf	Concept de mobilité intégré «Nordstad»
2329	M. Marcel Oberweis	Coopération des pays du Benelux avec les pays des Balkans
2330	M. Gilles Roth	Importance de l'éducation physique et sportive à l'école primaire
2332	Mme Sylvie Andrich-Duval	Service de garde des médecins dentistes
2333	M. Ali Kaes	Réaménagement du CR377 entre Brandenbourg et la N7
2334	M. Marcel Oberweis	Ratio entre le Produit Intérieur Brut PIB et montant d'énergies utilisées au Luxembourg depuis 1990
2335	Mme Sylvie Andrich-Duval	Laboratoire National de Santé
2336	M. Roger Negri	Informations concernant les paiements et les audits réalisés dans le cadre des programmes des fonds structurels
2338	M. Gilles Roth	Aménagement d'un couloir pour bus sur la N6 dans la montée du Tossebierg
2339	M. Marcel Oberweis	Prise en charge des conséquences d'un accident nucléaire en France
2340	M. Jean-Paul Schaaf	Financement des leçons de natation dispensées par les communes au profit d'élèves de l'enseignement préscolaire et primaire
2343	M. Marco Schank	Restructurations au sein de la société Cegedel
2344	M. Claude Adam	Critères d'admission au Lycée germano-luxembourgeois Schengen de Perl
2345	M. Gast Gibéryen	Budget des recettes et des dépenses de l'État 2008 - Participation aux frais du Secrétariat européen des organisations représentatives des travailleurs et aux frais d'information et de consultation des travailleurs affectés par les secrétariats sociaux des organisations des travailleurs
2346	M. Gilles Roth	Cession, mise en gage et saisie du boni pour enfants
2348	M. Camille Gira	Taxes communales couvrant les coûts liés à l'utilisation de l'eau
2349	M. Gilles Roth	Portée de la loi votée relative aux chiens
2350	M. Carlo Wagner	Déclarations du Ministre des Finances allemand au sujet de la fraude fiscale
2352	Mme Nancy Arendt	Évolution démographique
2354	M. Eugène Berger	Cartes de bruit et réduction des effets du bruit
2358	M. Roland Schreiner	Donneurs de sang
2361	M. Carlo Wagner	Couloir d'autobus sur la N3 entre Frisange et Luxembourg
2363	M. Carlo Wagner	Répartition du produit des amendes entre agents méritants de la Police
2364	M. Gilles Roth	Délai d'approbation par le Ministre de l'Environnement d'extensions de PAG touchant les zones vertes
2367	M. Fernand Etgen	Bureau de cadastre de Clervaux
2369	M. Jean Huss	Cancer et environnement
2371	Mme Colette Flesch	Construction d'un «General Aviation Terminal» à l'Aéroport de Luxembourg
2372	M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth	Performance énergétique des anciens bâtiments d'habitation
2374	M. Claude Adam	Socles de compétences
2376	M. Marcel Oberweis	Approvisionnement en gaz naturel en provenance des Pays-Bas
2378	M. Roger Negri et M. Marcel Oberweis	Avenir du Conseil Consultatif Économique et Social Benelux
2379	M. Marc Spautz	Rénovation du château d'Aspelt
2380	M. Marco Schank	Projet «Trame Régionale pour l'Initiation Professionnelle aux Technologies de l'Information et de la Communication - Ouest/Nord + langues» (TRIPTICON+)
2381	M. Laurent Mosar	Lecture automatique des plaques d'immatriculation
2382 cf. 2383 et 2384	M. Claude Meisch	«Bommeleeër» - Lettre du juge d'instruction de 1988
2383 cf. 2382 et 2384	M. Claude Meisch	«Bommeleeër» - Procès-verbaux du Comité Permanent de Sécurité (CPS)
2384 cf. 2382 et 2383	M. Robert Mehlen	«Bommeleeër» - Lettre du juge d'instruction de 1988
2385	M. Carlo Wagner	Nomenclature des prothèses et traitements dentaires
2386	M. Robert Mehlen	Étude relative au futur réseau de tramway à Luxembourg
2388	M. Jacques-Yves Henckes	Déroulement des opérations d'enregistrement et de contrôles à l'Aéroport de Findel
2390	M. Félix Braz	Prise en considération des efforts d'intégration pour le retour ou le maintien de personnes déboutées du droit d'asile
2391	M. Félix Braz	Cas d'un retour forcé échoué d'une personne déboutée du droit d'asile vers la Guinée Conakry
2392	M. Jacques-Yves Henckes	Mise au travail dans le cadre de la législation sur le RMG
2393	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Blocage des portes d'entrée à l'Hôpital Kirchberg
2394	M. Henri Kox	Interprétation du nouveau règlement grand-ducal en relation avec les aides étatiques pour installations photovoltaïques
2395	M. Henri Kox	Promotion unilatérale d'un fournisseur d'électricité par la Ville de Dudelange
2396	M. Xavier Bettel	Communication de l'Identité de personnes en fuite du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck (CHNP) et médicaments administrés
2397	M. Camille Gira	Risque de conflit d'intérêts entre un mandataire politique et son activité privée en tant que promoteur
2398	M. Gilles Roth	Droit des consommateurs et création de voies de recours collectifs
2399	M. Jacques-Yves Henckes	Plan d'Aménagement Général (PAG) et application de la loi concernant la protection de la nature et des ressources
2400	M. Jacques-Yves Henckes	Trafic de fausses autorisations commerciales
2402	M. Laurent Mosar	Situation au Kosovo
2403	M. Xavier Bettel	Extradition d'un détenu
2404	Mme Lydie Err	Mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes
2405	M. Marc Spautz et M. Fred Sunnen	Solidification et enfouissement de déchets industriels contaminés sur l'ancien crassier d'ARBED Esch/Belval près de la localité d'Ehlerange
2408	Mme Claudia Dall'Agnol	Abattement forfaitaire pour frais de garde
2409	M. Marc Spautz	Stratégie globale pour toutes les régions afin de réduire les flux de trafic vers la ville de Luxembourg
2410	M. Jos Scheuer	Gaspillage de nourriture dans les cantines luxembourgeoises
2412	Mme Anne Brasseur	Site Internet «myschool» et protection des données à caractère personnel
2413	M. Marc Spautz	Étude d'impact sur la nouvelle ligne ferroviaire Esch/Alzette-Luxembourg
2414	M. Ben Fayot	Fouilles archéologiques sur le plateau du Rham
2415	M. Romain Schneider	Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck (CHNP) et placement judicaire
2417	M. Eugène Berger	Plan général de gestion des déchets
2419	M. Aly Jaerling	Reconduite d'une personne vers Conakry (République de Guinée)
2420	M. Laurent Mosar	Fonds souverains
2421	Mme Vera Spautz	Permis de conduire
2422	M. Marc Spautz	Autoroute A13
2426	M. Xavier Bettel	Convention autorisant les ambulances et les services de secours à passer la frontière des pays limitrophes
2427	M. Xavier Bettel	Présence d'observateurs des droits de l'homme ou de médecins indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés
2428	Mme Lydia Mutsch	Vaccin contre les infections à HPV (anti-Papillomavirus Humain)
2429	Mme Anne Brasseur	Résultats des consultations concernant la grille des horaires dans l'enseignement secondaire
2436	M. Xavier Bettel	Achat par l'État d'une surface boisée de 385 ha à la famille grand-ducale
2438	M. Ben Fayot	Vente par l'Administration des Biens du Grand-Duc de 385 ha de forêt près de Colmar-Berg à l'État luxembourgeois
2439	M. Marc Spautz	Congé sportif
2441	Mme Colette Flesch	Nomination rétroactive des membres du Conseil supérieur des Personnes âgées

Question 2165 (11.12.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **central des secours d'urgences (112):**

Selon le rapport de l'Administration des Services de Secours pour l'année 2006, on note un total de 480.196 appels reçus par le central des secours d'urgences (112) qui ont donné lieu à 29.135 sorties en ambulances, dont 9.591 pour des transports urgents.

Parmi ces 9.591 urgences, on compte certainement un nombre de détresses vitales nécessitant des soins complexes de mise en condition et de réanimation prodigués par les services de secours publics de l'Administration des Services de Secours (ASS), ainsi que par les antennes mobiles du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU).

Les arrêts cardio-respiratoires sont considérés comme les urgences les plus critiques en temps de réaction. Des études ont démontré que le taux de survie diminue dans ces cas de 10% par minute écoulée. Il s'avère donc nécessaire à diminuer au minimum le temps entre l'entrée de l'appel pour demande d'aide au 112, le début des mesures de réanimation de base (par exemple par les témoins de l'incident) et les mesures de secours avancées (par exemple défibrillation semi-automatique) par les secours publics.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que les opérateurs du 112, en recevant un tel appel

donnent des conseils de premiers secours, mettant les appelants en mesure de commencer une réanimation de base?

- Si tel n'est pas le cas, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'un tel système d'instruction à travers le téléphone contribuerait à une diminution du temps écoulé pour l'octroi de mesures de secours et ainsi à une augmentation de la qualité de la chaîne de survie?

- Quelle est en moyenne le temps écoulé entre l'entrée de l'appel au 112 et l'arrivée d'une ambulance de l'ASS à une urgence qui s'est produite sur la voie publique?

- Quel est l'avis de Messieurs les Ministres sur l'introduction d'une moyenne limite de temps dans laquelle devront être sur place les ambulances de l'ASS ou du SAMU, à l'instar des «Hilfsfristen» qui existent en Allemagne?

- Quelles seraient, selon Messieurs les Ministres, les mesures à envisager pour réduire le temps qui s'écoule entre l'appel de secours et les premières mesures de réanimation, surtout dans les régions rurales du Grand-Duché où il est plus difficile d'offrir un tel service dans des délais optimaux?

Réponse (21.4.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La question de l'honorable Députée vise les instructions susceptibles d'être fournies aux appelants par les préposés du central des secours d'urgence 112 en cas d'une situation d'urgence vitale nécessitant une réanimation de base. Effectivement, en cas d'un arrêt cardio-respiratoire chaque minute compte et toute minute écoulée diminue la chance de survie de 10%.

En cas d'un appel visant une urgence avec arrêt cardio-respiratoire, les préposés du 112 peuvent fournir des instructions aux appelants. Cependant, plusieurs conditions doivent être remplies:

- le préposé du 112 doit disposer d'un diagnostic clair,

- l'appelant doit être en mesure de comprendre les instructions du préposé,

- l'appelant doit être capable de prodiguer, sur instruction, ces gestes de premiers secours.

Dans la plupart des cas, pour une raison ou une autre, ces trois conditions ne sont pas remplies. Au cas où ces conditions seraient remplies, le préposé peut fournir les instructions appropriées jusqu'à l'arrivée du SAMU sur place.

Conscient de l'importance d'une réaction rapide et appropriée en cas de détresses vitales, une réglementation relative à l'utilisation de défibrillateurs automatisés externes par des personnes non médecins est en voie d'élaboration par le Ministre de la Santé. Ce règlement autorise à toute personne, même non médecin, à utiliser un défibrillateur automatisé externe, sous condition d'avoir suivi une formation appropriée qui inclut également les gestes de réanimation.

Il y a lieu de différencier entre le «temps d'intervention», en Allemagne appelé «Einsatzzeit» et le «délai d'intervention», en Allemagne appelé «Hilfsfrist».

Par délai d'intervention, on comprend dans le domaine des services de secours le laps de temps qui s'écoule avant que l'aide adéquate atteigne le lieu d'intervention. Il sert comme directive de planification et comme mesure de qualité pour l'organisation de ces services. Le délai d'intervention réel dans une région peut être déterminé au moyen de statistiques sur les interventions. S'il diffère considérablement du délai d'intervention fixé d'avance, il y a lieu de revoir l'organisation du service de secours en défaut. En Allemagne, la détermination du délai relève de la compétence des «Länder». Les délais fixés se situent généralement entre 10 et 15 minutes.

Au Luxembourg, un délai endéans lequel l'aide doit obligatoirement intervenir n'est pas fixé légalement. À l'heure actuelle, les services de secours s'efforcent d'intervenir dans un délai «raisonnable». En ce qui concerne le service ambulancier, les 25 centres d'intervention de la protection civile sont répartis à travers le pays tel, que les délais d'intervention restent généralement inférieurs à 15 minutes. Suivant une statistique établie par l'Administration des Services de Secours, le temps d'intervention moyen, par lequel on comprend le temps de l'alerte des ambulanciers jusqu'à l'arrivée sur place, s'élève à 14,5 minutes. Ceci est cependant une moyenne arithmétique. En effet, dans certains cas, notamment dans l'hypothèse d'une non-disponibilité d'un centre d'intervention, le temps d'intervention peut dépasser les 15 minutes.

En effet, avec la réduction du nombre des volontaires actifs de la protection civile et des corps de sapeurs-pompiers, et en l'absence d'agents professionnels pouvant assurer les permanences vacantes, il devient de plus en plus difficile d'assurer une intervention endéans des délais raisonnables. Compte tenu des problèmes de disponibilité actuellement ressentis par les services de secours, le clivage entre le délai d'intervention raisonnable et le délai d'intervention réel ne risque de s'approfondir, alimentant davantage la source d'inquiétude et d'insécurité des citoyens. La fixation d'un délai d'intervention impératif entraînerait toutefois l'obligation de réorganiser les services de secours.

Afin de prévenir une dégradation de la situation liée au problème de l'indisponibilité, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire conclut à la professionnalisation partielle du service ambulancier public par l'embauche d'agents ambulanciers professionnels avec, en parallèle, le maintien des agents bénévoles, qui resteront évidemment le pilier des services de secours luxembourgeois.

Question 2258 (23.1.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **parcs éoliens luxembourgeois:**

Les énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne, l'énergie solaire et la biomasse représentent des atouts pour la production d'énergie électrique décentralisée.

L'avantage principal de ces sources d'énergie est que leur utilisation permet de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et ainsi de s'approcher des objectifs fixes dans le cadre du protocole de Kyoto.

En outre, il est important de souligner que nous devons, afin d'échapper à une dépendance énergétique trop accrue, baser la croissance de notre économie sur d'autres formes d'énergie. Lors du sommet européen des 8 et 9 mars 2007, les chefs d'État et de gouvernement ont approuvé un plan d'action en vue de porter a 20% l'utilisation des énergies renouvelables d'ici 2020.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur l'état actuel des projets de parcs éoliens à Kehmen, Redange et Mompach?

Réponse (18.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

- Une extension du parc éolien de Kehmen pourra se faire. À ce stade toutefois, il n'existe pas de planification concrète, juste des analyses exploratoires.

- En ce qui concerne le nouveau parc éolien de Redange, une autorisation d'exploitation a déjà été accordée. Toutefois, le type d'installation autorisé n'est plus construit, de sorte qu'il faudra revoir l'impact des nouvelles machines préconisées et adapter l'autorisation d'exploitation. Par ailleurs, une initiative populaire («Biergerinitiativ») a introduit un recours devant le tribunal administratif au sujet de l'impact visuel.

- Le parc éolien «Burer Bierg» a également été autorisé, et la commune a donné son accord pour une autorisation de construction. Le chantier est actuellement en cours. Sur ce site seront installées quatre éoliennes de 2.000 kW chacune.

Question 2261 (26.1.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **décharge du Sidec et substances nocives:**

Virun e puer Joer sinn an der direkter Émgéigend vun der Deponie Sidec um Friedhaff bei neigebuerene Kalwer entre autres schwéier Deformatioune festgestallt ginn. De Verdacht ass opkomm, datt dës Phenomeener op schiedlech Emissioune vun der Deponie zréckzeféiere wieren. Aus dem Rapport „AIB Vincotte" aus dem Joer 2002 geet zum Beispill ervir, datt d'Personal vun der Deponie Mykotoxinen ausgesat ass, dorënner där vum „Aspergillus fumigatus", dee schwéier Gesondheetsproblemer kann ervirruffen.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1) Gi beim Personal vun der Sidec regelméisseg cibléiert Gesondheetstester virgeholl? Gi spezifesch Bluttanalyse gemaach a gëtt et hei Opfällegkeeten?

2) Am Mäerz 2003 hat Dir matgedeelt, datt den CRTE (Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement) domat chargéiert gi wär, déi weider Ënnersichungen ze begleeden an ze koordinéieren, och déijéinech betreffend eventuell Auswierkungen op d'Gesondheet vum Personal. Wat ass an där Bezéiung bis elo geschitt, a wat ass dobäi erauskomm?

3) Sinn all Maschinnen, déi um Sidec a Betrib sinn, konform zu de Konditioune vun der Kommodogenehmegung (ITM) vun 1997? Vu wéini u sinn dës Maschinnen all mat de virgeschriwwenen „Schutzbelüftungsanlagen" équipéiert?

4) Sinn no 2002 weider Etüden iwwert d'Konzentratioun vu schiedleche Substanzen um Site Friedhaff respektiv an der Noperschaft gemaach ginn, a wa jo, kënnt Dir mer Datum, Konditiounen a Resultater dovu matdeelen?

5) Sinn no 2002 nach Deformatioune bei neigebuerene Béischten oder Wëld ronderëm de Site festgestallt ginn? Wa jo, sinn hei Analyse respektiv Autopsien duerchgefouert ginn, a wat ass gegebenefalls iwwert d'Resultater ze soen?

Réponse (18.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Den CRTE huet den „Dossier Friedhaff" tëschent dem Mäerz 2003 an dem August 2004 wëssenschaftlech begleet. Dat heescht, déi virleiend Rapporten, d'Consultatioun vun de verschiddenen Acteuren, déi um Site geschafft hunn, an d'Organisatioun vu Réuniounen, fir gemeinsam den Impakt op d'Ëmwelt ze limitéieren. Recommandatioune sinn ausgeschafft ginn an an d'Autorisatioune vum Ëmweltminister agefloss.

Et si weider Etüde realiséiert ginn. Eng ass am Zesummenhang mat dem Bau vun der biologescher Behandlungsstuf um Sidec gemaach ginn. Dobäi huet den Organisme agréé am Bericht N°BB MT1 FRA/03/117 vum 11. Februar 2004 „Bewertung der Beeinflussung der Umgebung der Abfallbehandlungsanlagen Friedhaff des Syndikates Sidec durch Mikroorganismen und ihre Produkte" folgend Faziter festgehalen:

Aufgrund von Bioaerosolen werden für die Wohnbebauungen Friedhaff beziehungsweise Seiteschgronn keine Immissionen an Mikroorganismen erwartet, die zu Luftkonzentrationen führen, die über der Schwankungsbreite für unbeeinflusste Außenluft liegen beziehungsweise nachhaltige gesundheitliche Risiken bedeuten.

Für das Gebiet direkt östlich der N27A können unter Umständen über Schwankungsbreite für unbeeinflusste Außenluft liegende Mikroorganismen-Konzentrationen in der Luft aufgrund von Emissionen aus dem Bereich der Abfallbehandlungsanlagen Friedhaff nicht ausgeschlossen werden. Daher können in diesem Nahbereich auch gesundheitliche Risiken nicht vollständig ausgeschlossen werden.

Gesundheitliche Risiken durch Mykotoxine und Endotoxine aufgrund von Emissionen aus den Abfallbehandlungsanlagen Friedhaff werden für Personen, die sich in der Umgebung der Anlage aufhalten, nicht gesehen.

Der Einfluss der Emissionen der geplanten umhausten MBA (Biofilter) ist im Vergleich zu den emissionsrelevanten Tätigkeiten in den bestehenden Anlagen nahezu zu vernachlässigen. Durch Einhausung und die Behandlung der Abluft mit einem Biofilter werden die möglichen Emissionen weitgehend vermieden.

Des Weideren ass am Dossier vun der Kompostéierungsanlag fir Klärschlamm vum Sidec de Bericht N°MT1FRA/06/10 vum 22. Mäerz 2006 „Bewertung der Beeinflussung der Umgebung der Abfallbehandlungsanalge Friedhaff der Firma SoilConcept unter Berücksichtigung der Abfallbehandlungsanlagen des Syndikates Sidec durch Mikroorganismen und ihre Produkte" bäigeluecht ginn. An dësem Bericht si folgend Schlussfolgerunge gezu ginn:

Wenn auf der Anlage der Firma SoilConcept keine emissionsrelevanten Tätigkeiten (besonders Umsetzen, Absieben, Verladen) durchgeführt werden, sind für alle betrachteten Punkte in der Umgebung keine signifikanten zusätzlichen Immissionen an Bioaerosolen zu erwarten. In diesem Fall ergeben sich auch keine erhöhten gesundheitlichen Risiken für Personen im Umfeld der Anlage.

Aufgrund der Einschätzung der Dauer der unterschiedlichen Prozesse (vgl. Abschnitt 8.2) sind zu mehr als 80% der Jahresstunden keine signifikanten Emissionen an Bioaerosolen und damit auch keine erhöhten gesundheitlichen Risiken für Personen im Umfeld der Anlage zu erwarten.

Die Prognoserechnungen wurden unter „real worst case"-Annahmen durchgeführt. Diese sind insbesondere:

- sehr niedrige Windgeschwindigkeit von 1 m/s

- Windrichtung genau auf die Beurteilungspunkte gerichtet

- gleichzeitige Umsetzprozesse auf dem Gelände von Sidec und SoilConcept.

Derartige Bedingungen sind im „real normal case" in der Kombination selten, so dass die Immissionskonzentrationen im „real normal case" selbst während der Durchführung emissionsrelevanter Tätigkeiten an den Beurteilungspunkten niedriger sein dürften als unter „real worst case"-Bedingungen errechnet.

Hinsichtlich der zeitlichen Dauer ist festzustellen, dass „real worst case"-Wetterbedingungen nur vergleichsweise selten auftreten, insbesondere dann, wenn man neben der Windgeschwindigkeit auch die Windrichtung mit berücksichtigt.

Selbst unter „real worst case"-Bedingungen werden aufgrund von Bioaerosolen für die Wohnbebauungen Friedhaff beziehungsweise Seiteschgronn keine Immissionen an Mikroorganismen erwartet, die zu Luftkonzentrationen führen, die über der Schwankungsbreite für unbeeinflusste Außenluft liegen. Somit bestehen auch unter „real worst case"-Bedingungen keine erhöhten gesundheitlichen Risiken aufgrund von Bioaerosolen für die Wohnbebauungen Friedhaff und Seiteschgronn.

Unter „real worst case"-Bedingungen können für den Bereich der Tankstelle am Kreisverkehr bei entsprechenden Windverhältnissen über die Schwankungsbreite für unbeeinflusste Außenluft liegende Konzentrationen an Mikroorganismen in der Luft aufgrund entsprechender Emissionen aus der Klärschlammkompostierungsanlage bei bestimmten Tätigkeiten nicht ausgeschlossen werden. Daher können in diesem Nahbereich auch gesundheitliche Risiken nicht vollständig ausgeschlossen werden. Dies gilt insbesondere für die Tätigkeit von Kunden aus Risikogruppen (immunsupprimierte Personen, Allergiker) im Außenbereich der Tankstelle.

Daher wird als Auflage bezüglich der Durchführung von stark Bioaerosol freisetzenden Tätigkeiten (Aufsetzen der Miete, Umsetzen, Absieben) empfohlen, diese nur außerhalb der Öffnungszeiten der Tankstelle durchzuführen beziehungsweise während der Öffnungszeiten, wenn der Wind nicht aus 210° bis 30° weht.

Für das Gebiet direkt östlich der N27A können unter Umständen über die Schwankungsbreite für unbeeinflusste Außenluft liegende Mikroorganismen-Konzentrationen in der Luft aufgrund von Emissionen aus dem Bereich der Abfallbehandlungsanlagen Friedhaff nicht ausgeschlossen werden. Daher können in diesem Nahbereich auch gesundheitliche Risiken nicht vollständig ausgeschlossen werden. Dies ist jedoch in Abhängigkeit vom Einzelfall sowohl für die Klärschlammkompostierung beziehungsweise die anderen Abfallbehandlungsanlagen zu prüfen. Dabei können auch Schutzmaßnahmen bei den zu errichtenden Gebäuden beziehungsweise Betrieben sinnvoll sein.

Gesundheitliche Risiken durch Mykotoxine und Endotoxine aufgrund von Emissionen aus der Klärschlammkompostierung der Firma SoilConcept werden für Personen, die sich in der Umgebung der Anlage aufhalten, nicht erwartet.

Eine Wallbepflanzung ist geeignet, die Immissionen in der Umgebung der Anlage zu mindern. Dabei sollte eine lockere, vielstufige und möglichst tiefe Bepflanzung gewählt werden, die auch immergrüne Nadelgewächse zumindest mit einschließt, da ansonsten die Filterwirkung der Bepflanzung im Winter nur gering ist.

Bei der Beaarbechtung vun enger aktueller Demande, déi vum Sidec agereecht ginn ass, gëtt dësen Ausféierunge vum Bureau d'études Rechnung gedroen.

Question 2266 (29.1.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **avions du type Q400 du constructeur d'avions Bombardier:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°2087 du 31 oc-

tobre 2007, Monsieur le Ministre des Transports avait expliqué que la sécurité des nouveaux avions Q400 du constructeur Bombardier, acquis par Luxair, n'était pas mise en cause par de graves problèmes techniques découverts dans au moins trois cas sur des avions du même type exploités par la compagnie SAS. Monsieur le Ministre avait notamment ajouté que les services techniques de Luxair et de la Direction de l'Aviation civile avaient procédé aux contrôles requis et n'avaient détecté aucun problème similaire à ceux dont a été victime la compagnie scandinave *(cf. compte rendu N°6/2007-2008)*.

Au regard de ces apaisements, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre est-il au courant que le train d'atterrissage des avions de la flotte Q400 retirés de l'exploitation suite aux incidents en question présentait dans 63% des cas des insuffisances techniques similaires à celles à l'origine desdits accidents?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les spécialistes de la Direction de l'Aviation civile et le personnel technique de Luxair ont une maîtrise suffisante des éléments techniques des Q400 pour conclure à l'absence de problèmes techniques sur les avions luxembourgeois rencontrés sur ceux de la SAS, alors que les responsables de cette compagnie déclarent n'avoir pas eu la possibilité de détecter les problèmes en question dans le cadre de la maintenance desdits avions?

- Est-il vrai par ailleurs que la commission d'enquête danoise chargée des investigations relatives aux accidents précités n'a toujours pas clôturé son rapport, et que partant, des conclusions sur les causes desdits accidents ne sont toujours pas disponibles?

Réponse (25.3.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député revient sur les problèmes techniques qu'ont connus plusieurs avions de type Q400 de la compagnie aérienne SAS en 2007.

Afin de répondre aux préoccupations de Monsieur le Député, il convient de signaler qu'après la décision prise par la Direction de la compagnie SAS de retirer de sa flotte tous les avions de type Q400, suite aux trois accidents liés au système de manœuvre du train d'atterrissage sur ce type d'avion, les services techniques de SAS ont procédé à une expertise qui a révélé des défauts sur une valve du système de commande d'ouverture de trappe de train principal (SSV) sur près des deux tiers de la flotte.

Or, il faut rappeler que, selon les premières investigations, c'est suite au remplacement de cet équipement par un mécanicien de SAS qu'un joint provenant de la valve déposée a glissé dans le vérin du train d'atterrissage droit, provoquant son blocage en position rentrée.

Aucune autre des 20 autres compagnies exploitant les quelques 170 Q400 en service dans le monde entier n'a à ce jour confirmé la faiblesse de ce système et les détails des enquêtes en cours sur les trois accidents ayant touché la flotte Q400 de SAS n'ont pas établi de corrélation avec les autres incidents de sortie de train d'atterrissage sur les avions de type DHC8-Q100, Q200, Q300 ou Q400.

Dans ma réponse à la question parlementaire N°2087 de Monsieur le Député Xavier Bettel en date du 31 octobre sur ces mêmes accidents, j'avais indiqué que les inspections exigées par les autorités canadiennes ayant supervisé la certification du Q400 et reprises par l'Agence Européenne de la Sécurité Aérienne (AESA) pour tous les Q400 immatriculés dans l'un des États-membres de l'Union Européenne, y compris ceux de Luxair, avaient permis de vérifier que ces derniers n'étaient pas concernés dans l'immédiat par le problème de corrosion ayant entraîné les deux premiers accidents.

Il n'en reste pas moins qu'un dispositif de surveillance accrue a été mis en place alors même que toutes les autorités de certification et de navigabilité maintenaient leur confiance dans l'adéquation des mesures de sécurité adoptées pour gérer cette série d'accidents.

Ainsi après la découverte de la cause probable du troisième accident, les autorités canadiennes et européennes ont diffusé une consigne de sécurité permettant de vérifier l'absence de contamination du liquide hydraulique dans le vérin principal de train lors du remplacement de la vanne SSV.

Entre-temps la consigne de navigabilité initiale du mois de septembre visant à déceler d'éventuelles traces de corrosion a été révisée dans le cadre de la surveillance renforcée sur tous les avions actuellement en exploitation.

Enfin, pour mettre un terme aux problèmes de corrosion détectés sur plusieurs Q400 de SAS, il est prévu de remplacer dans les mois qui viennent les éléments concernés du système de train d'atterrissage sur la flotte mondiale des Q400 à l'issue d'une nouvelle revue technique approfondie des conditions de sécurité et de fiabilité, suivie en particulier par les experts européens pour cet avion.

En ce qui concerne donc la première question, la Direction de l'Aviation civile a été tenue informée dès la publication officielle, le 24 janvier 2008, des investigations techniques conduites par SAS sur la fiabilité de la vanne de commande d'ouverture de trappe de train principal. Cependant, tel qu'expliqué ci avant, cet élément n'affecte pas directement le niveau de sécurité de l'avion.

En ce qui concerne la deuxième question, les spécialistes de la Direction de l'aviation civile et le personnel technique de Luxair ont été formés pour la gestion de la navigabilité continue des aéronefs selon les standards internationaux et européens en vigueur. Ce dispositif de supervision et de gestion de la navigabilité continue s'appuie, non seulement, sur des codes de spécifications de certification harmonisés, mais aussi sur un programme d'inspections et des procédures de notification systématique de tous incidents ou défauts constatés susceptibles d'avoir un impact sur le niveau de sécurité aérienne.

Tant la DAC que Luxair ont eu accès à l'ensemble des informations disponibles pendant la phase d'investigation et de gestion de ces problèmes techniques et ceci à la fois en relation avec le constructeur, les autorités européennes, l'AESA et le personnel technique des compagnies aériennes exploitantes du Q400.

En ce qui concerne la troisième question, il doit être remarqué qu'en matière d'accident d'aviation, les rapports d'enquête définitifs peuvent prendre plusieurs mois voire plusieurs années avant d'être officiellement publiés afin de permettre une reconstitution de l'ensemble des évènements ayant pu intervenir dans le déroulement des faits en vue d'établir d'éventuelles responsabilités. Néanmoins, les autorités responsables de l'enquête publient souvent un ou des rapports préliminaires au fur et à mesure de la progression des investigations et en fonction de la connaissance d'éléments susceptibles d'être divulgués.

Ainsi un premier rapport préliminaire concernant les deux premiers accidents avait été produit par les autorités danoises dès le 13 septembre 2007, soit moins de quatre jours après le premier accident, résultant dans l'émission d'une consigne de navigabilité. Trois rapports préliminaires ont été publiés pour le troisième et dernier accident sur les Q400 de SAS, dont le dernier en date du 3 novembre 2007 confirme les premières hypothèses avancées dont notamment une probable erreur de maintenance. À la suite de ce dernier rapport, l'AESA a confirmé dans un communiqué officiel, à l'issue d'une réunion avec les parties concernées, que l'accident du 27 octobre 2007 n'était pas dû à une erreur de conception de l'avion et qu'il n'y avait pas lieu de remettre en cause le certificat de navigabilité de type de cet avion.

Question 2295 (11.2.2008) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **reconversion des friches industrielles de Wiltz:**

En 2005, suite à un débat sur les friches industrielles, la Chambre des Députés avait adopté une motion qui invitait entre autres le Gouvernement «à ne pas négliger la reconversion des friches industrielles (…) de Wiltz».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

1. Quel est l'état d'avancement du dossier en question, notamment du «Masterplan» annoncé en 2005?

2. Quels sont les progrès réalisés depuis 2005 en ce qui concerne l'assainissement des anciens terrains Euroflor?

3. Le Gouvernement envisage-t-il une reconversion des friches de Wiltz de friches nationales en friches régionales?

Réponse commune (23.4.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*, de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Il importe de rendre attentif au fait qu'une question parlementaire concernant le site a été posée en 2005 par Messieurs Marco Schank, Jean-Paul Schaaf et Ali Kaes - Députés.

Les questions concernent en fait plusieurs ministères et administrations, à savoir notamment le Ministère de l'Économie et le Ministère de l'Environnement.

1. Le «masterplan» au sens strict des friches Eurofloor n'a pas évolué entre-temps.

Il importe cependant de rendre attentif au fait qu'il est indispensable de considérer le développement d'un projet sur ces friches en étroite coordination avec l'étude préparatoire du PAG.

Les scénarios de développement de la commune ainsi que la stratégie de développement sont directement liés à cette réserve foncière très importante, située à proximité d'un point névralgique, à savoir de la gare de Wiltz. Vu l'importance et l'envergure du projet sur ces friches, il est fortement recommandé de l'inclure dans l'étude préparatoire, qui permettra d'ailleurs de définir une programmation en synergie avec le contexte existant et les autres sites à développer dans la commune.

Dans ce contexte il importe de rendre attentif à la réunion de travail du 24 juillet 2007 avec les acteurs concernés, à savoir le collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Wiltz, le président ainsi que des membres de la commission d'aménagement, des représentants de la direction de l'aménagement communal et du développement urbain, des représentants de la direction de l'aménagement du territoire ainsi que les bureaux d'études chargés de l'élaboration du plan d'aménagement général (PAG).

Lors de la réunion de travail susmentionnée, il importe de mentionner en particulier, dans le contexte de la question parlementaire les thèmes suivants, parmi les sujets discutés:

- Il a été constaté que le «masterplan» initial devrait être élargi au contexte immédiat en ce qui concerne l'aire à planifier. Les actuels terrains de football ainsi que la gare et certains sites à reconvertir seraient à considérer.

- La densité ainsi que la surface utile du projet initial a été mise en relation avec la nécessité de créer une masse critique conforme à la centralité du site, à la proximité à la gare et au fait que ce projet devrait permettre de renforcer considérablement le rôle de la Ville de Wiltz en tant que CDA, surtout en ce qui concerne son rôle régional.

- Un ensemble de liens fonctionnels (circulation piétonne, cycliste et motorisée) ne peuvent être élaborés que dans le contexte du concept de mobilité requis par l'étude préparatoire du PAG.

Les autorités communales ont stipulé que le renforcement du rôle régional de la Ville de Wiltz est un des objectifs à atteindre.

Il importe par ailleurs de rendre attentif au fait que la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain n'était pas en vigueur lors de l'élaboration du «Masterplan».

Or, en particulier le «règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu de l'étude préparatoire» et le «règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu du plan directeur et du rapport justificatif du Plan d'Aménagement Général portant exécution du Plan d'Aménagement Général d'une commune» définissent de manière beaucoup plus exhaustive les éléments requis pour des planifications de ce type

En ce sens, un projet actualisé, une analyse du site, des ses potentialités et des synergies contextuelles sont à élaborer en concordance avec les règlementations en vigueur, ce qui permettra une planification beaucoup plus efficace et intégrée.

Finalement, il importe de rendre attentif au fait que la concrétisation du projet des friches requiert des structures qui ne sont pas à disposition à l'heure actuelle. Une société de développement qui assure la planification, le préfinancement, la réalisation et le marketing pour ce type de projet n'existe pas pour un ensemble de sites similaires sur le territoire national.

Pour les projets d'envergure tels que l'axe central de la Nordstad, le site de la gare de Mersch, le centre de Junglinster et la friche de Dommeldange, il importe en effet ainsi de créer une ou des structures qui permettent aux communes concernées et à l'État de jouer un rôle actif en analogie avec le projet Belval.

Les structures actuellement existantes ne sont pas adaptées à des projets qui visent une mixité fonctionnelle élevée et qui requièrent l'intégration de partenaires privés (promoteurs et/ou propriétaires). Agora et les divers fonds de développement sont limités par leurs missions précisément localisées. Le Fonds du Logement est limité par sa vocation sectorielle.

Il faut en outre clarifier d'une part les modes de financement et, d'autre part, des modalités qui permettent des partenariats avec le marché privé.

Plusieurs structures en fonction du nombre de projets ne sont pas indiquées vu l'envergure des sites potentiels trop faible en relation avec la taille critique minimale nécessaire au bon fonctionnement d'une société de développement.

En conséquence, il importe de finaliser les premières réflexions déjà effectuées à ce sujet en vue de proposer un projet de structure de ce type au Gouvernement.

2. Il est recommandé de coordonner étroitement le concept d'assainissement avec l'élaboration d'un projet urbain afin de permettre une approche économique. Il est dans la majorité des cas de figure possible de réaliser de fortes économies en coordonnant les fonctions et aménagements prévues sur les différentes parties d'un site avec les différents types de pollution et les méthodes de dépollution.

En ce sens, il importe de faire évoluer de manière parallèle et itérative les deux volets.

Un assainissement planifié et réalisé en amont de la planification urbaine n'est par consequent pas indiqué.

Plus concrètement, depuis 2005, les travaux suivants ont été réalisés en vue de pouvoir assainir le terrain en question, tout en sachant que la friche industrielle de Wiltz ne comporte pas uniquement le terrain de l'ancienne usine Eurofloor, mais que désormais le terrain Baumaself (ancienne usine Fardem, avant tannerie Lambert) en fait également partie intégrante:

- étude de pollution du sol, du sous-sol et des eaux souterraines sur le terrain Baumaself (plan d'étude initial en 2005, rapport final en 2007);

- étude relative à la présence d'amiante dans la substance bâtie sur le terrain Baumaself, sur le terrain Eurofloor, cette étude est encore en cours;

- étude hydrogéologique avec bilan hydraulique sur l'ensemble des deux sites: cette étude a mis en évidence la présence d'une nappe alluviale beaucoup plus restreinte qu'initialement supposée. Il en découle que le concept d'assainissement et de sécurisation du site initialement envisagé dont la technique funnel & gate en constituait un élément essentiel n'est pas applicable. Des réflexions tout à fait nouvelles quant aux procédés d'assainissement à mettre en œuvre ont dû être engagées visant notamment une sécurisation large du site afin d'éviter des excavations de terres contaminées, vu notamment le potentiel de contamination du sol avec des spores du bacille du charbon.

Actuellement, l'Administration de l'Environnement est en train d'étudier les plans d'études qui lui ont été soumis pour approbation relatifs à l'étude des pollutions autres que par l'amiante de la substance bâtie (tant pour le terrain Eurofloor que pour le terrain Baumaself). Une réunion de concertation est prévue sur le site pour fin mai en vue de discuter du concept d'assainissement avec tous les acteurs concernés dont notamment la commune de Wiltz, l'Administration de l'Environnement et l'Administration de la Gestion de l'Eau.

3. En premier lieu il importe de rendre attentif au fait que le site n'est pas classé en tant que plan d'aménagement partiel selon les règlements grand-ducaux du 2 février 1981, du 19 avril 1982 déclarant obligatoire le plan d'aménagement partiel du territoire portant modification de la délimitation de la zone industrielle à caractère national de Wiltz et les décisions du Gouvernement en Conseil du 19 décembre 1980 et 19 février 1982 arrêtant le plan d'aménagement partiel du territoire portant modification de la délimitation de la zone industrielle à caractère national de Wiltz.

Pour un projet situé de manière centrale dans une ville et à proximité d'une gare, il importe de viser une mixité fonctionnelle.

En conséquence, un classement qui limite une programmation assez libre du futur site n'est pas adéquat.

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur à vu le Bourgmestre de la Ville de Wiltz en date du 18 mars 2008 et lui a confirmé son ouverture favorable pour cofinancer la création d'infrastructures d'accueil pour activités artisanales et industrielles légères et a marqué son accord de principe pour encourager la création d'une zone d'activités économiques à caractère régional sur une partie de la friche industrielle.

Conclusions

En résumé, un travail en parallèle sur trois axes est recommandé:

- Révision du «Masterplan» selon les objectifs mentionnés en amont.

- Viser un rôle fort du CDA dans les scénarios et la stratégie de développement dans le cadre de l'étude préparatoire du plan d'aménagement général de la commune.

- Créer les instruments et structures requises pour le développement concret du site.

Les deux premiers volets sont à assurer par les autorités communales et les bureaux concernés. Une consultance des directions et administrations étatiques est à tout moment possible. Le troisième volet est actuellement analysé par les acteurs étatiques concernés.

Finalement, la conclusion donnée à la réponse à la question parlementaire du 15 février 2005 est toujours d'actualité *(cf. compte rendu N°8/2004-2005)*:

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire tient à informer que la revitalisation des friches au centre de Wiltz est un des projets qui permettra de concrétiser des objectifs du Programme directeur de manière exemplaire.

En conséquence, il invite tous les acteurs concernés à participer de manière constructive au comité de pilotage. En outre, il invite les ministères concernés de prévoir les moyens budgétaires qui permettront à l'État de catalyser ce projet dont l'intérêt régional, voire national est évident.

Toutefois, au vu des travaux qui restent à faire sur les friches du Sud du pays, sans parler de la friche de Dommeldange et autres projets pilotes de l'aménagement du territoire, le Ministre se permet d'insister sur le fait qu'une avancée rapide et coordonnée de l'ensemble de ces travaux permettant un développement durable et plus équilibré du territoire luxembourgeois nécessite des moyens personnels nettement plus importants que ceux dont disposent les directions de l'aménagement du territoire et de l'aménagement communal.

Question 2297 (12.2.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **future destination du château de Wiltz:**

Actuellement le CIPA de Wiltz est installé dans le château de Wiltz. Or, les travaux sur le nouveau bâtiment se termineront d'ici sous peu sans qu'un concept concernant la future destination du château n'ait été élaboré.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Qu'en est-il de la destination du château de Wiltz, situé en plein centre et connu pour sa situation pittoresque et son architecture singulière?

- Est-ce que les autorités compétentes ont déjà eu des entretiens avec les responsables locaux de Wiltz concernant la future utilisation du château? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

- Est-ce que l'État a lui-même déjà élaboré des projets concrets en la matière? Si oui, lesquels?

Réponse commune (18.4.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En effet, il est prévu que ces travaux se termineront en principe en septembre 2009 de sorte que le déménagement des personnes âgées pourra se faire au courant de l'automne 2009 pour se terminer avant Noël 2009.

Le Ministère des Finances, en charge de l'affectation des bâtiments appartenant à l'État a prévu d'organiser des réunions de concertation au cours du printemps 2008 d'une part avec tous les départements ministériels intéressés et, d'autre part, avec les autorités communales de Wiltz, afin de préparer la décision relative à la destination future de ce patrimoine historique en prenant en considération sa valeur patrimoniale exceptionnelle. L'on est bien conscient que ce château est susceptible de présenter une contribution positive pour la région du Nord du pays et le Gouvernement ne manquera pas de faire connaître sa décision définitive y afférente au cours des mois à venir.

Question 2302 (14.2.2008) de **MM. Ali Kaes** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **bilan sur les dispositions contenues dans deux lois au plus tard deux années après leur mise en vigueur (projets de loi N°5322 et N°5334):**

Lors du vote de la loi du 21 décembre 2004 modifiant 1. le Code des assurances sociales; 2. la loi modifiée du 24 mars 1989 sur le contrat de travail, la Chambre des Députés a voté une motion invitant le Gouvernement à «établir un bilan sur les dispositions contenues dans les deux lois au plus tard deux années après leur mise en vigueur et de procéder, le cas échéant, à des adaptations visant à éliminer d'éventuels cas de rigueur».

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce que le Gouvernement a dressé le bilan pour les deux lois en question?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ces bilans?

- Est-ce que d'éventuels cas de rigueur se sont manifestés lors de l'application des deux lois?

- Dans l'affirmative, quelles dispositions devraient ainsi être modifiées?

Réponse (23.4.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le Gouvernement vient d'approuver le bilan sur les dispositions des lois du 21 décembre 2004 et 1er juillet 2005 en matière d'incapacité de travail et de réinsertion professionnelle, que je présenterai conjointement avec le Ministre du Travail et de l'Emploi à une date à convenir avec les commissions parlementaires compétentes, à la suite des travaux parlementaires relatifs au projet de loi portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé. Il serait prématuré de s'étendre d'ores et déjà sur les conclusions du bilan. Toutefois, on rappellera qu'un amendement adopté par la Commission du Travail et de l'Emploi et la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale dans le cadre du projet de loi mentionné sur le statut unique permet d'atténuer des situations de rigueur engendrées par la limitation de l'indemnisation au titre de l'assurance maladie à 52 semaines pendant une période de référence de 104 semaines, sans prise en considération des causes des incapacités.

Question 2316 (19.2.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **mise en valeur du Château de Koerich:**

Les ruines du Château de Koerich ont été classées comme monument national par arrêté ministériel du 22 novembre 1938. En 1985, l'État a acquis la propriété du château et des alentours. Entre 2000 et 2003 des fouilles archéologiques ont été réalisées sur le site.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à la Culture:

- Est-ce que le Gouvernement envisage d'entreprendre des mesures de consolidation et de valorisation du Château de Koerich et de ses alentours, notamment comme centre d'attrait culturel local et régional?

- Dans l'affirmative, quelle est l'affectation concrète que le Gouvernement entend assigner au site?

Réponse (24.4.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En guise d'introduction, je voudrais signaler que la finalisation des fouilles archéologiques dans le château même a eu lieu seulement au cours de l'année 2004 et non pas en 2003, comme l'admet l'honorable Député dans sa question parlementaire.

D'autre part, je tiens également à informer que les travaux réalisés au Château par l'État depuis 1995 jusqu'à aujourd'hui se chiffrent à 1.113.526,11 euros et ont été payés par le biais du Fonds des Monuments historiques.

Pour ce qui est de la suite de la procédure, la Commission des Sites et Monuments nationaux a donné, lors de la réunion plénière du 4 juillet 2006, un avis sur la réhabilitation et la transformation du château en espace culturel, en précisant qu'il serait important de sauvegarder le château à l'état de ruine, que les murs devraient être consolidés afin d'éviter toute dégradation supplémentaire et que le site devrait être réaménagé ultérieurement de manière douce.

Un avant-projet sommaire d'une mise en valeur a été élaboré par un bureau d'architecture qui respecte la substance historique du site en planifiant des interventions en grande partie réversibles en cas de besoin.

Avant de pouvoir procéder à la réalisation dudit projet de mise en valeur, il est impératif d'exécuter des travaux de consolidation, tout en procédant parallèlement à la continuation de la documentation des murs et structures historiques.

Après une expertise approfondie qui a eu lieu en 2005, des mesures de stabilisation furent entamées dès avril 2006. La planification et l'exécution de ces travaux se sont déroulées également en 2007 et continueront en 2008. Fin 2008, les travaux de consolidation d'urgence devraient en principe être terminés rendant ainsi possible d'entamer ensuite une première phase de réalisation d'une mise en valeur architecturale «douce», avec d'autres consolidations, certes nécessaires, mais moins urgentes.

L'a.s.b.l. «Käercher Schlassfrënn» a été informée de manière régulière, notamment lors de visites sur le site, de la progression des travaux de consolidation par le Service des Sites et Monuments nationaux, de même que des risques statiques qui sont à la base de l'interdiction d'accès toujours en vigueur.

Une réunion de consultation avec l'association locale et l'administration communale de Koerich avait été proposée pour février 2008, afin de définir les besoins réels des parties souhaitant profiter d'une mise en valeur du site. Les informations ainsi recueillies lors d'une réunion le 11 février 2008 au Service des Sites et Monuments nationaux seront utilisées pour adapter le projet architectural du château et l'aménagement des alentours, dont la réalisation autorisera des manifestations culturelles, tels que concerts et théâtre à ciel ouvert.

Cette infrastructure fonctionnera de manière complémentaire au centre culturel planifié par l'administration communale de Koerich, tout en restant clairement isolée de celui-ci, afin de sauvegarder l'intégrité du site historique.

J'ai d'ailleurs reçu les représentants des autorités communales ainsi que de l'association précitée, afin de confirmer la continuation du projet de consolidation et de valorisation du Château de Koerich dans le respect des disponibilités budgétaires.

Question 2318 (20.2.2008) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **émissions NO_x:**

Le Luxembourg a transposé par règlement grand-ducal du 8 novembre 2002 la directive 2001/181/CE fixant des plafonds d'émissions nationaux pour certains polluants atmosphériques. Le règlement prévoyait entre autres des plafonds d'émission pour les NO_x pour protéger la population contre les risques connus pour la santé dus à la pollution de l'air. Un premier rapport sur le programme national de réduction des polluants atmosphériques datant de novembre 2003 avait conclu que le Luxembourg se trouverait confronté à «un dépassement substantiel» du plafond d'émission fixé par l'UE pour l'année 2010.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur le développement des émissions nationales en NO_x?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les mesures prises récemment pour combattre les émissions de NO_x?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer si le plafond d'émission de 11 kilotonnes de NO_x qui devra être atteint en 2010, est toujours réalisable?

Réponse (18.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

D'après les calculs provisoires effectués par la société Umweltbundesamt GmbH de Vienne, les émissions nationales de NO_x s'élèvent en 2006 à quelque 13,7 kt.

Les mesures prises récemment pour combattre les émissions de NO_x sont, au niveau des établissements industriels, la prescription de conditions d'exploitation qui tiennent compte des meilleures techniques disponibles et, au niveau des ménages, la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Une étude est actuellement en cours pour analyser le potentiel de réduction des émissions en NO_x à l'horizon 2010. Les résultats sont attendus pour fin 2008.

Question 2322 (21.2.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**Année internationale des langues:**

Le 16 mai 2007, l'Assemblée générale des Nations Unies proclamait l'année 2008: Année internationale des langues. Les questions de langue étant au cœur du mandat de l'UNESCO dans les domaines de l'éducation, des sciences, des sciences humaines et sociales, de la culture ainsi que de la communication et de l'information, l'Organisation a été nommée organisme chef de file pour la célébration de cet événement.

Pour célébrer l'Année internationale des langues, l'UNESCO invite les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les organisations de la société civile, les institutions éducatives, les associations professionnelles et toutes les autres parties prenantes à multiplier leurs activités propres afin de promouvoir et protéger toutes les langues, particulièrement les langues en danger, dans toutes les situations de la vie individuelle et collective.

J'aimerais donc savoir:

- Par quels moyens le Gouvernement a-t-il informé les organisations de la société civile, les institutions éducatives, les associations professionnelles de cette année onusienne?

- Quels sont les projets prévus par le Gouvernement luxembourgeois pour cette Année internationale des langues? Quels sont ceux des autres intéressés?

- Comme l'Union européenne a également proclamé cette année comme celle du dialogue interculturel, je voudrais savoir quels projets sont prévus pour cette démarche européenne? Y a-t-il eu appel à projets pour les deux volets? Quels crédits budgétaires sont prévus?

Réponse (5.5.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

D'entrée de jeu, il est important de souligner qu'au Luxembourg, célébrer une année des langues est une action permanente. Il est donc clair que le Luxembourg ne doit pas suivre les mêmes actions que d'autres pays pour cette seule période de l'Année internationale. En effet, le Luxembourg est le seul pays à faire de nombreux et autant d'efforts pour l'apprentissage des langues étrangères tant pendant l'obligation scolaire des enfants et des jeunes, tant pour l'offre de cours de langues aux adultes. Chez nous, l'apprentissage des langues est constamment encouragé.

D'autant plus que le contact quotidien des Luxembourgeois avec des étrangers rappelle tous les jours l'avantage de la maîtrise de langues étrangères.

Je rappelle également le plan d'action pour le réajustement de l'enseignement des langues présenté en mars 2007 par le Ministère de l'Éducation nationale dont tous les résidents connaissent les nombreux efforts à propager l'enseignement des langues au Luxembourg. La mise en oeuvre de ce plan est actuellement en cours et est accompagné de nombreux débats publics.

Pour ce qui est des projets prévus par le Gouvernement luxembourgeois pour cette année internationale des langues, je rappelle que tout au plus la langue luxembourgeoise relève du domaine des compétences du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supé-

rieur et de la Recherche. J'ai chargé mes services de rédiger un texte stratégique en faveur de la langue luxembourgeoise, en vue de définir les priorités dans ce domaine. D'autre part, l'investissement dans les travaux de thésaurisation de la langue luxembourgeoise est continué pour l'élaboration du dictionnaire luxembourgeois en ligne www.lod.lu, travail complexe, s'il en est, mais nécessaire. En outre, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche encourage financièrement le théâtre d'expression luxembourgeoise tant sur le plan professionnel que sur le plan associatif, finance les travaux de la section linguistique, d'ethnologie et d'onomastique et la section des Arts et Lettres de l'Institut grand-ducal, prime chaque année des oeuvres littéraires dans les langues du pays lors du Concours littéraire national ou par des primes à la publication. Le Fonds national de la Recherche finance un grand projet de recherche historique sur la langue luxembourgeoise et des projets sont en cours au sein de l'Université de Luxembourg.

Pour ce qui est de la question concernant les projets prévus pour l'Année européenne du dialogue interculturel, j'aimerais vous renvoyer aux informations détaillées que j'ai fournies en début d'année à ce sujet en réponse à la question parlementaire N°2142 *(cf. compte rendu N°9/20072008* de Monsieur Félix Braz, qui avait soulevé la même question.

Question 2324 (22.2.2008) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **développement futur de la «Nordstad»:**

Dans le document final de la consultation rémunérée instaurée pour planifier l'axe futur Ettelbruck-Diekirch, Monsieur Alex Kremer, directeur général des CFL, se prononce comme suit: «Der Bahnof Ettelbrück verfügt heute ebenfalls über einen Umschlagplatz fir Baumaterialien zwischen den Bahnhofsgleisen und der Alzette. Alle in diesem Wettbewerb vorgetragenen Projekte schließen dieses Areal in eine zukünftige Urbanisierung des Bahnhofsbereiches und des neuen Zentrums der Nordstad ein. Die CFL unterstützen grundsätzlich diese Idee, weisen aber ausdrücklich darauf hin, dass für den Norden des Landes eine Ausweichlösung gefunden werden muss. (...) Die CFL schlagen eine Studie vor zwecks technischer Machbarkeit und wirtschaftlicher Umsetzung von geeigneten Standorten.»

La problématique est de taille. Tout transport par rail est important en soi, à préserver et à renforcer si possible. D'un autre côté, la concrétisation du programme directeur de l'aménagement du territoire est également importante pour la Nordstad comme pour toute la région Nord du pays. Ces deux objectifs ne devraient pas être en opposition et une solution durable doit être trouvée.

Partant, je voudrais savoir de Monsieur le Ministre des Transports:

- Si une étude de faisabilité pour une délocalisation de fret de la gare d'Ettelbruck est envisagée, voire entamée? Pour quand les résultats de cette étude peuvent-ils être espérés?

- Existe-t-il des statistiques quant à l'importance du fret qui transite par la gare d'Ettelbruck? Monsieur le Ministre peut-il m'informer de ces chiffres, de l'évolution du fret et des perspectives en la matière? Combien d'emplois dépendent du fret au niveau de la gare d'Ettelbruck?

Réponse (7.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans le cadre du projet «Nordstad», les CFL avaient proposé de lancer une étude portant sur une éventuelle délocalisation du fret ferroviaire de la gare d'Ettelbruck à un site restant à déterminer. Cette proposition a été accueillie favorablement par les membres du groupe de travail.

Pourtant, les démarches pour la réalisation de cette étude n'ont pas encore été entamées. Entre-temps, la cour à marchandises de la gare d'Ettelbruck continuera à fonctionner jusqu'au moment où un autre site dédié à cette activité sera opérationnel.

En ce qui concerne les activités fret actuelles sur le site de la gare d'Ettelbruck, les volumes sont les suivants:

- 150.000 tonnes/an de matériaux de construction en provenance des crassiers de Differdange et transbordés dans la cour à marchandises d'Ettelbruck.

Ce volume est, hormis des fluctuations dues à des chantiers routiers, relativement stable dans le temps.

- 100.000 tonnes/an de bobines de fil de fer en provenance du laminoir de Schifflange et destinées à l'usine Arcelor-Mittal de Bissen.

La gare d'Ettelbruck sert dans le cadre de ce trafic de gare tampon pour le garage temporaire des wagons. Ce volume connaît actuellement une légère croissance.

Question 2325 (22.2.2008) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **concept de mobilité intégré «Nordstad»:**

Le résultat de la consultation rémunérée portant sur la planification de l'axe Ettelbruck-Ingeldorf-Diekirch a été présenté en date du 11 mai 2007.

Le concept de développement urbain et de mobilité retenu par les experts, les responsables communaux et les représentants des Ministères prévoit un réaménagement complet de l'axe routier et ferroviaire entre les gares d'Ettelbruck et de Diekirch. Afin de favoriser et de renforcer le transport en commun sur ce boulevard urbain, il est prévu de mettre place des couloirs bus dans les deux sens tout en maintenant ouverte l'option d'un tram à moyen terme sur le même tracé.

Or, lors d'un congrès régional du parti LSAP, Monsieur le Ministre des Transports a déclaré que le réseau ferroviaire n'est pas à disposition pour une autre conception de l'axe.

Sachant que cette annonce, si elle n'est pas accompagnée d'un concept de mobilité alternatif, plonge les six communes, appelées à planifier et à concrétiser les concepts de l'IVL et de l'aménagement du territoire, dans une situation sans issue, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Pour quelles raisons Monsieur le Ministre s'oppose-t-il à une planification qui prévoit un double couloir bus avec l'option d'un tram et qui devrait à moyen terme remplacer l'actuel réseau ferroviaire? L'option d'un tram, compatible avec l'urbanisation projetée, est-elle retenue par Monsieur le Ministre?

2. Monsieur le Ministre ayant décidé de renforcer à courte échéance l'attractivité de l'actuelle ligne ferroviaire Ettelbruck-Diekirch, peut-il me renseigner sur les buts recherchés et sur les mesures concrètes envisagées?

3. Sachant que les communes concernées doivent disposer à court terme des données nécessaires pour le renouvellement de leurs PAG, Monsieur le Ministre peut-il m'informer de la marche à suivre par les communes, actuellement confrontées à des lignes directrices contradictoires?

4. Au cas où Monsieur le Ministre ne rejoint pas les démarches actuelles de la Nordstad, envisage-t-il d'élaborer un concept de mobilité alternatif et conforme aux vocations de la «Nordstad» et au caractère de centralité urbaine requise par les concepts gouvernementaux de l'aménagement du territoire?

Réponse (8.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En réponse à la question parlementaire N°2325 du 22 février 2008, je dois avouer d'emblée que j'éprouve beaucoup de difficultés à suivre le raisonnement de l'honorable Député Jean-Paul Schaaf alors que ce dernier a soutenu lors d'une entrevue qui eut lieu en date du 17 janvier 2008 les lignes directrices développées par mes soins afin de progresser de manière structurée et coordonnée dans le dossier «Nordstad».

Dans ce contexte le quotidien «Luxemburger Wort» vient de relater par ailleurs les propos suivants de l'honorable Député: «Zur viel diskutierten Zukunft der Bahnverbindung Ettelbrück-Diekirch nahm derweil der Ettelbrücker Députémaire Jean-Paul Schaaf Stellung. Von den Nordstad-Gemeinden sei zu keinem Zeitpunkt der Wunsch geäußert worden, diese Linie zu schließen, so Schaaf. (…) Kurz- oder mittelfristig könne von einer Schließung keine Rede sein, so Schaaf, allerdings könne diese mit Blick auf die langfristigen Nordstad-Visionen nicht einfach ausgeschlossen werden.»

Ces propos cadrent parfaitement avec ma démarche en la matière, que je viens de soumettre par écrit aux acteurs concernés, dont le bourgmestre de la commune d'Ettelbruck. Ce courrier, qui date du 21 février de l'année courante, a la teneur suivante:

«La consultation rémunérée initiée par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et les communes de la Nordstad, finalisée en mai 2007, s'est prononcée entre autres pour la mise en place d'un boulevard urbain entre Ettelbruck et Diekirch permettant une réorganisation des infrastructures de transport sur cet axe central. Il est ainsi proposé de mettre en place une mixité des fonctions dans la Nordstad et en particulier sur l'axe central afin de réduire les distances à parcourir, de renforcer le rôle de la gare d'Ettelbruck en tant que plate-forme multimodale et finalement de renforcer le transport en commun notamment sur l'axe Ettelbruck-Diekirch.

C'est dans cet esprit que j'ai pris l'initiative d'organiser une première réunion de concertation le 11 février 2008 avec les responsables de la commune d'Ettelbruck, les CFL et les P&CH afin d'adapter le site de la gare d'Ettelbruck aux besoins d'une infrastructure ferroviaire moderne.

En ce qui concerne l'antenne ferroviaire entre Ettelbruck et Diekirch, j'ai chargé les CFL d'analyser, au niveau de l'exploitation, la faisabilité, dès le prochain changement d'horaire en décembre 2008, le prolongement pendant toute la journée des trains de la relation Diekirch-Ettelbruck vers Luxembourg sans rupture de charge.

En ce qui concerne le moyen et long terme, je propose d'installer un comité politique et un comité technique, regroupant ministères, administrations et communes concernés, pour élaborer un concept de mobilité Nordstad».

Les reproches contenus dans la question parlementaire consistant à prétendre entre autres que mon «annonce» plongerait les communes de la Nordstad dans une situation «sans issue» se trouvent ainsi formulés sans fondement aucun et, qui plus est, en contradiction flagrante avec les propos tenus par l'honorable Député à d'autres occasions.

Question 2329 (25.2.2008 de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **coopération des pays du Benelux avec les pays des Balkans:**

Depuis l'année 2004, les jalons d'une coopération entre les pays du Benelux et les quatre pays du Visegrad, à savoir la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie ont été posés. À cet égard, le Benelux est devenu au cours des dernières années un important instrument de concertation en matière européenne pour ces nouveaux pays membres de l'UE. Dans une interview au sujet du Benelux publiée dans le «Tageblatt» du 2 février 2008, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration fait état d'une coopération similaire des pays du Benelux avec les pays des Balkans.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quels sont les pays des Balkans visés par cette coopération?

- Quels sont les axes de cette coopération?

Réponse (4.4.2008) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Je tiens tout d'abord à préciser qu'il n'existe aucune coopération structurelle entre les pays du Benelux et les Balkans. Le Benelux entretient depuis quelques années une coopération fort pragmatique et ponctuelle avec les États de Visegrad.

Dans le contexte Senningen, et plus particulièrement au niveau de la coopération policière, les autorités des pays du Benelux ont lancé un projet en vue de l'établissement d'un accord relatif au concept de coopération «officiers de liaison». L'objectif est à terme de faire effectuer des tâches communes au profit des pays du Benelux par des officiers de liaison d'un pays partenaire. Une deuxième déclaration d'intention signée en 2006 par les ministres de la justice, des affaires intérieures et extérieures des trois pays mentionne un projet pilote «Balkan» qui vise à réaliser une coopération à caractère stratégique et opérationnel plus efficace dans le domaine de la prévention et de la lutte contre les formes graves de criminalité et en matière de maintien de l'ordre public en analysant et encourageant non seulement la coopération sur place, mais également l'utilisation commune d'officiers de liaison au profit des services compétents des pays du Benelux.

Actuellement, le Luxembourg et ses partenaires entendent à approfondir les possibilités de mise en œuvre de cette intention politique. Dans cette optique, il a d'ailleurs été décidé d'organiser une conférence régionale d'un jour sur le thème des Balkans en septembre de cette année au Secrétariat général du Benelux. L'objectif de cette journée sera de dégager des propositions concrètes en vue d'une meilleure coopération avec les pays des Balkans. Ensuite, une réunion plus opérationnelle avec les différents partenaires actifs dans les Balkans sera organisée sur base des acquis de cette journée d'étude.

Un deuxième domaine dans lequel le Benelux envisage d'établir des liens avec les Balkans concerne la jeunesse. Le Benelux évalue actuellement la possibilité de la mise sur pied de projets de coopération interrégionale. Le but de ces projets est d'établir une coopération avec d'autres régions d'Europe qui sont elles-mêmes susceptibles de développer une coopération régionale transfrontalière spécifique. L'idée est que ces régions puissent s'inspirer du modèle Benelux, mais aussi de rechercher des orientations pour la «politique de la jeunesse» au profit tant des jeunes de ces pays que des jeunes du Benelux. Ces échanges permettent de tisser des liens nouveaux entre les différents acteurs du secteur de la jeunesse.

Question 2330 (25.2.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**importance de l'éducation physique et sportive à l'école:**

D'après mes informations, l'apprentissage d'une didactique et d'une méthodologie en éducation physique et sportive ne fait plus partie du champ obligatoire de la formation de l'instituteur. Ainsi, contrairement à l'obligation ancienne de fréquenter entre 120 à 180 heures de cours en formation d'éducation physique et sportive, le nouveau «Bachelor Profesionnel en Sciences de l'Éducation» (BPSE) ne prévoit plus que deux fois 24 heures de formation dans ce domaine, et ceci seulement de manière optionnelle. Il en découle qu'à l'avenir il sera tout à fait possible qu'un instituteur diplômé ne dispose plus d'aucune formation spécifique en la manière.

Considérant que l'activité sportive exerce une influence positive sur le développement et le bien-être physique, moral et social de l'enfant et consiste par ailleurs une arme efficace contre l'obésité, qui au cours des dernières années est devenu un facteur alarmant de notre société, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quelles sont les raisons qui sont à l'origine de la décision d'exclure les cours de formation en éducation physique et sportive du champ obligatoire de la formation de l'instituteur?

- Madame et Monsieur les Ministres ne jugent-t-ils pas opportun d'accroître la valeur de l'éducation physique et sportive à l'école en considérant que ces cours contribuent à augmenter en qualité et en quantité l'activité motrice des enfants?

Réponse commune (23.4.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Concernant la formation en éducation physique et sportive dans la formation de l'instituteur je ne fais que reprendre les éléments que j'avais fournis à l'honorable Député Monsieur Schneider en réponse à la question parlementaire N°2078 *(cf. compte rendu N°8/2007-2008)* à savoir:

«Le programme de Bachelor Professionnel en Sciences de l'Éducation (BPSE) intègre un modèle de formation innovateur, basé sur une approche transdisciplinaire.

En accord avec les critères du Processus de Bologne, le programme s'est concentré, à partir de son lancement en 2005, sur les apprentissages et le développement intégratif de l'enfant allant de sa petite enfance jusqu'au développement préprofessionnel dans le cadre du régime préparatoire du secondaire technique.

En ce qui concerne l'éducation physique et sportive, le pro-

gramme intègre le domaine du développement moteur de l'enfant dans une optique intégrative du développement humain, dans le sens que les développements psychomoteur, musical et artistique ainsi que le développement du langage se trouvent réunis et combinés au sein d'une même unité de formation transdisciplinaire qui occupe une place clé dans le curriculum du programme. Cette unité, intitulée «Unit 6: Signs and signifying practices» parcourt la formation dès le premier semestre pour totaliser 44 crédits ECTS sur les 240 crédits du programme. Cette part correspond à un volume de travail total de l'étudiant d'environ 1.100 heures en total.

À part cet ancrage dans ce module spécifique, le domaine du développement moteur de l'enfant, au vu de son importance et de son caractère transversal, se trouve repris également dans d'autres unités structurantes de la formation, notamment à partir du premier semestre dans les unités «Learning as practice», «Educating the generations of tomorrow», «Schooling in a multicultural society», et à partir du troisième semestre dans les unités «Inquiring minds» et «Developing interest». Ces modules reprennent la thématique du développement moteur à chaque fois sous un aspect différentiel en fonction de la thématique abordée.

Les modules, dits obligatoires, du programme assurent que l'étudiant, qui est considéré comme un professionnel qualifié en apprentissage, s'investit de façon significative dans une thématique pédagogique commune, telle que «producing and creating together» ou «Individual pathways of learning», proposée par et répartie sur différents modules et différentes unités d'un même semestre.

En dehors de ces modules obligatoires qui s'élèvent à un volume total de 196 crédits ECTS durant les quatre ans de formation, les étudiants doivent assurer un taux fixe, à savoir 44 crédits ECTS en tout, de modules optionnels dans les différentes unités de formation.

Ces modules optionnels reprennent les dimensions-clés des unités de formation, tout en élargissant les sujets-phares par un éventail plus large de modules proposés. L'étudiant peut donc choisir des options, dites obligatoires, en fonction de ses intérêts et de ses domaines de spécialisation.

En fonction des différentes unités de formations, le programme propose donc:

Learning Unit	Module	Content	Credits
3. Learning as practice	Lernen in Bewegung	Développement psychomoteur	3
4. Educating the generations of tomorrow	Drama in Education	Expressions corporelles	3
6. Signs and signifying practices	Learn to move	Développement psychomoteur, activités sportives	3
8. Developing interest	Abenteuer- und erlebnisorientierte Spiel- und Bewegungsformen in Out- und Indoor-Aktivitäten	Activités sportives	1
	Ausdruck, Rhythmik und Bewegung durch Musik & Tanz	Expressions corporelles	1
	Kollektivsportarten	Activités sportives	1

Un étudiant intéressé par le domaine de l'éducation physique et sportive peut donc acquérir jusqu'à douze crédits ECTS dans ces modules optionnels, en complément aux contenus offerts dans les modules obligatoires.

Une offre additionnelle de modules peut être envisagée en fonction de la demande des étudiants.»

Ad 2:

Un accroissement de la valeur de l'éducation physique et sportive est certes louable, mais elle ne peut se faire par l'introduction d'une leçon supplémentaire d'éducation physique et sportive dans la grille horaire actuelle, étant donné qu'elle amènerait un prolongement du temps scolaire.

Depuis 1989, trois leçons d'éducation physique et sportive figurent dans la grille horaire des quatre premières années d'études, tandis que deux leçons sont réservées au cours d'éducation physique et sportive en 5e et 6e année d'études, ce qui revient à une nette augmentation par rapport aux grilles horaires antérieures.

Une augmentation de la valeur de l'éducation physique et sportive peut se faire par une répartition plus judicieuse des cours, tout en essayant d'utiliser au maximum le temps disponible dans les différentes classes en réduisant des déplacements usurpés des enfants, en répartissant les trois leçons voire les deux leçons d'éducation physique et sportive sur trois ou deux journées différentes et en favorisant la formation continue des enseignants.

Une autre solution serait éventuellement le renforcement des activités périscolaires, notamment dans le cadre de la LASEP.

Ad 3:

Il est évident que les leçons d'éducation physique et sportive doivent être assurées dans la mesure du possible par des institutrices ou des instituteurs admis à la fonction. Actuellement un certain nombre de leçons d'éducation physique et sportive sont encore prestées par des chargés de cours. Il faut toutefois relève que plus de 80% des leçons d'éducation physique et sportive sont actuellement assurées par des enseignants brevetés. Étant donné que la pénurie d'enseignants brevetés est en train de se résorber, le nombre de chargés de cours sera de toute façon décroissant.

Question 2332 (26.2.2008) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **service de garde des médecins dentistes:**

Il a été porté à ma connaissance que lors d'une urgence en dehors des heures d'ouverture des cabinets dentaires, les patients ont des difficultés à trouver un dentiste pour leur venir en aide. Afin de pouvoir profiter du traitement nécessaire les gens souffrants sont souvent forcés de se déplacer dans un hôpital de garde de la capitale.

Vu les développements antérieurs, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- De quelle manière le service de garde des médecins dentistes est-il organisé?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les gardes prévues soient suffisantes pour le territoire entier?

Réponse (25.3.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Un service de garde en médecine dentaire fonctionne en continu au Centre Hospitalier de Luxembourg du samedi à 14.00 heures au dimanche à 18.00 heures. Le service est assuré à tour de rôle par tous les dentistes du pays.

Les véritables urgences faisant appel à la médecine dentaire sont plutôt rares. Il faut savoir qu'en cas d'accident affectant aussi la dentition (par exemple fracture de la mâchoire) l'accidenté est accueilli et pris en charge à l'hôpital de garde. Une douleur aiguë due à un problème dentaire qui se manifesterait en dehors des heures d'ouverture usuelles des cabinets dentaires est susceptible d'être provisoirement prise en charge par le médecin du service de remplacement en médecine générale ou par une policlinique hospitalière ou, à défaut, par l'hôpital de garde.

Question 2333 (26.2.2008) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant le **réaménagement du CR377 entre Brandenbourg et la N7:**

Le tronçon du CR377 entre la localité de Brandenbourg et la N7 est extrêmement dangereux et vu le développement du trafic, la situation s'est aggravée au cours des dernières années. En effet le trafic en provenance des communes de Putscheid, Vianden et Tandel ainsi que celui en provenance de la frontière traversent le CR377 afin de contourner Diekirch pour rejoindre la route du Nord au Friedhaff.

En 2005, Monsieur le Ministre des Travaux publics avait annoncé le lancement d'une étude de plusieurs variantes possibles avec leurs coûts respectifs en vue de l'élaboration d'un projet de réaménagement de la jonction du CR377 à la N7 au lieu dit «Këppenhaff».

Vu les développements ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- L'étude citée ci-dessus est-elle achevée?

- Dans l'affirmative, quelle est la variante qui a été retenue?

- Le déboisement réalisé récemment le long du tronçon, a-t-il été réalisé en vue des travaux futurs?

Réponse (9.4.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Conformément à ce que le Ministre des Travaux publics avait annoncé en 2005, le réaménagement du carrefour du CR377 avec la N7 au lieu-dit «Këppenhaff» a fait l'objet d'une étude «ad hoc» de laquelle plusieurs variantes se sont dégagées.

Entre-temps, une étude de sécurité a été réalisée sur tout le tronçon de la N7 entre Friedhaff et Hosingen. Les diverses variantes pour le réaménagement du carrefour au lieu-dit «Këppenhaff» sont actuellement réexaminées dans le cadre de réflexions qui se sont dégagées de cette étude de sécurité et une solution réalisable à court terme et à moindres frais pourra être envisagée.

Une étude de faisabilité de cette nouvelle variante est en voie d'élaboration. Au vu du résultat de cette étude, une décision définitive quant à la solution à retenir pourra être prise prochainement.

Quant au déboisement réalisé récemment le long du tronçon en question, son unique objet consistait à éliminer des arbres pourris situés à proximité de la voirie de l'État. Il n'a donc pas été réalisé en vue de futurs travaux, mais uniquement pour des raisons de sécurité et de responsabilité.

Question 2334 (26.2.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **ratio entre le Produit Intérieur Brut (PIB) et** le **montant d'énergies utilisées au Luxembourg depuis 1990:**

La gestion actuelle des ressources naturelles a des traits irresponsables. La détérioration de l'environnement, voire la perte de la biodiversité, se poursuit. La faculté de reconstitution des ressources naturelles: le sol, l'air et l'eau, est limitée par la croissance de la population mondiale et par nos modes de consommation et de production actuels. L'utilisation accrue des énergies fossiles pose pas mal de problèmes notamment à l'égard des pays en voie de développement et des générations futures.

Il convient de diminuer les pressions sur les écosystèmes terrestres, marins et d'eau douce, afin de mettre un terme à la dégradation, la surexploitation et la pollution générale des écosystèmes. L'accent doit être mis sur la préservation et la restauration de la biodiversité. Il est de notre devoir de trouver un équilibre entre les aspects sociaux, économiques et environnementaux du développement durable et ceci dans le cadre des Objectifs du Développement du Millénaire.

L'efficacité énergétique, constituant un des piliers centraux du développement durable, représente un défi majeur de notre société énergivore. En outre, elle constitue le rapport entre un montant du Produit Intérieur Brut (PIB) par rapport au montant d'énergies utilisées. Ce rapport croissant représente un signe d'une société touchée par le sens de responsabilité dans la démarche du développement durable.

Face aux changements climatiques, notre société devra modifier ses comportements de consommation d'énergie. C'est pourquoi nous devons mettre en place dans le cadre du développement durable une stratégie en vue de réduire notre dépendance des énergies fossiles.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser une question à Monsieur le Ministre de l'Économie et de l'Énergie:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur le ratio entre le Produit Intérieur Brut (PIB) et le montant d'énergies utilisées du Grand Duché de Luxembourg depuis 1990?

Réponse (19.3.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant des informations sur le ratio entre le et le montant d'énergies utilisées au Grand-Duché de Luxembourg depuis 1990, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après:

	PIB(*) 10^9 €	Energie 10^6 tep	€/kgep
1990	13,48	3,62	3,72
1991	14,65	3,81	3,85
1992	14,89	3,82	3,90
1993	15,52	3,89	3,99
1994	16,11	3,77	4,28
1995	16,34	3,34	4,90
1996	16,59	3,41	4,87
1997	17,57	3,35	5,24
1998	18,71	3,29	5,69
1999	20,29	3,47	5,85
2000	22,00	3,63	6,05
2001	22,55	3,85	5,85
2002	23,48	4,02	5,85
2003	23,97	4,26	5,62
2004	25,14	4,65	5,40
2005	26,40	4,77	5,53
2006	28,02	4,79	5,85

(*) Source: plan national 2008-2012 d'allocation de quotas, STATEC

Les première et deuxième colonnes du tableau ci-dessus reprennent, depuis 1990, l'évolution du Produit Intérieur Brut (prix constants année de référence 2000) ainsi que la variation de la consommation brute d'énergie (les importations et la production primaire nationale moins les exportations), exprimée en «tonne équivalent pétrole».

La troisième colonne indique en euros par «kilogramme équivalent pétrole» d'énergie, le ratio entre le Produit Intérieur Brut et la consommation brute d'énergie.

Question 2335 (26.2.2008) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant le **Laboratoire National de la Santé:**

Selon plusieurs articles de presse et émissions télévisées à l'étranger des dernières semaines, il existerait des conflits graves au sein du Laboratoire National de Santé dans le cadre de la prévention du cancer du col de l'utérus. En effet, il semblerait qu'avant l'arrivée d'un nouveau médecin responsable de la division de la cytologie clinique en 2005, le Laboratoire avait diagnostiqué nettement plus de cancers du col de l'utérus que par la suite sous la régie du nouveau responsable.

Conscient de ce développement dans cette matière délicate et sensible de santé publique, le Gouvernement a ordonné une étude et un rapport quant aux diagnostics du cancer du col de l'utérus.

Vu les développements antérieurs, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement dispose-t-il des conclusions de l'étude susmentionnée?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conséquences à en tirer?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il existe des dysfonctionnements au sein du LNS?

Réponse (4.8.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Début 2008, lors d'une réunion avec les responsables du LNS, il a été décidé d'entamer une étude plus générale sur l'efficacité et l'efficience du programme de détection précoce du cancer du col de l'utérus.

Les parties concernées se sont mises d'accord sur un expert de renommée internationale, principal co-auteur des nouvelles «European Guidelines» en la matière, récemment publiées, le docteur Marc Arbyn de l'Unité Epidémiologie du Cancer à l'Institut de Santé Publique de Bruxelles.

Sa mission ne devrait pas se limiter à analyser d'éventuelles divergences d'interprétation, mais il devra aussi se prononcer sur l'efficacité et l'efficience du programme de détection tel qu'il existe et évolue depuis des décennies et faire le cas échéant des proposition d'amélioration notamment en vue de l'implémentation des nouvelles lignes directrices dont question ci-dessus.

Je tiens à signaler d'autre part que depuis l'introduction du dépistage précoce du cancer du col de l'utérus par frottis dans les années 70, le taux de mortalité par ce type de cancer est tombé de 8,1/100.000 femmes pour la période quinquennale de 1970-1974 à 1,9/100.000 pour la période de 2000-2004. Avec ce taux, nous nous situons parmi les pays à taux bas, ce qui démontre bien l'efficacité du dépistage précoce dans notre pays.

L'expert vient de commencer son travail et je ne manquerai pas de tenir au courant les honorables Députées ainsi que le public des résultats et conclusions de l'expert.

Question 2336 (26.2.2008) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **informations concernant les paiements et les audits réalisés dans le cadre des programmes des fonds structurels:**

Suite à une modification du règlement financier de l'Union européenne, les États membres doivent fournir à la Commission européenne, au plus tard le 15 février, des résumés annuels des informations concernant les paiements et les audits réalisés dans le cadre des programmes des fonds structurels. Selon le bulletin de l'Agence Europe, le Luxembourg n'aurait répondu que partiellement à cette obligation en omettant de fournir des informations sur la période 2000-2006. En conséquence, la Commission européenne aurait envoyé des lettres de rappel aux pays concernés, dont aussi le Luxembourg. Dans son courrier, la Commission aurait signalé qu'en cas de non-réponse dans le délai d'un mois, elle n'hésiterait pas à lancer une procédure d'infraction contre les États membres défaillants.

Dans ce même contexte de la gestion partagée des actions structurelles, la Commission européenne a témoigné, dans un communiqué de presse du 19 février, de sa volonté de conclure des «contrats de confiance au sujet des systèmes d'audit des États membres pour garantir la fiabilité des organismes d'audit nationaux». De tels contrats concernant le FEDER ont déjà été signés avec l'Autriche, le Pays de Galles, le Danemark, le Portugal et plus récemment avec la Slovénie et l'Estonie.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer qu'une telle lettre de rappel a été adressée au Luxembourg par la Commission européenne?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles le Grand-Duché n'a répondu que partiellement à la demande de la Commission? Comment Messieurs les Ministres entendent-ils réagir face à la missive de la Commission?

- Généralement, quel est l'avis du gouvernement sur l'utilité de ces contrats de confiance? Est-il prévu dans un futur proche de conclure un contrat de confiance avec la Commission européenne?

- Dans l'affirmative, à quel stade en sont les travaux préparatifs? Quand un tel contrat de confiance pourra-t-il être signé?

Réponse commune (2.5.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Roger Negri au sujet du résumé annuel que les États membres sont tenus de fournir à la Commission européenne concernant les paiements et les audits qui ont été réalisés dans le cadre des programmes des fonds structurels, il convient de noter que la Commission européenne a adressé en date du 22 février 2008 une lettre de rappel à plusieurs membres de l'Union européenne, parmi lesquels figure également le Grand-duché de Luxembourg.

Pour bien comprendre ce dossier, il importe de noter que ce rappel vise uniquement l'envoi à la Commission européenne d'un résumé de certaines informations qui ont déjà été transmises à la Commission dans le cadre des procédures normalement en vigueur.

Dans ce contexte il importe de noter également que le Luxembourg a transmis à la Commission dans les délais prévus les informations en rapport avec la période de programmation 2007-2013. À l'instar d'autres pays membres, seule la partie concernant la période 2000-2006 faisait donc défaut.

À cet égard il importe de noter que la question de la période d'application de la réglementation communautaire ne fait pas l'unanimité au sein des services mêmes du Conseil et de la Commission. C'est ainsi que le service juridique du Conseil de l'Union a écrit dans un avis du 10 décembre 2007 que «l'obligation de présenter des résumés annuels ne peut porter que sur les avis d'audits émis par les autorités de certification concernant les programmes de la période 2007-2013, étant donné que seuls ceux-ci sont 'disponibles' au sens de l'article 53ter, paragraphe 3, du règlement financier.»

Afin de pouvoir respecter le délai figurant dans la prédite lettre de rappel, le Luxembourg a transmis en date du 25 mars 2008 à la Commission également le résumé pour la période de programmation 2000-2006.

Pour ce qui est de la question relative aux contrats de confiance, il convient de relever que les services gouvernementaux qui sont directement concernés par ces contrats, sont en train d'analyser en détail et en concertation avec leurs collègues des autres États membres, la question de l'utilité de ces contrats de confiance afin de pouvoir arrêter dans les meilleurs délais une position commune.

Question 2338 (26.2.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**aménagement d'un couloir pour bus sur la N6 dans la montée du Tossebierg:**

Selon mes informations il est projeté la réalisation d'un couloir pour bus sur la N6 dans la montée du Tossebierg avec suppression d'une des trois voies de circulation actuelles en faveur de l'avancement du couloir pour bus jusqu'aux feux du croisement N6/rue de Mamer à Bertrange.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce qu'il n'est pas à craindre que la suppression d'une des trois voies de circulation actuelles risque de créer des bouchons de circulation en provenance de Mamer?

- Quelles sont les mesures envisagées en vue d'assurer la fluidité du trafic à ce carrefour de la N6, notamment durant les heures de pointe?

Réponse (26.3.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Gilles Roth au sujet de l'aménagement d'un couloir bus sur la N6 dans la montée du Tossebierg, il y a lieu de préciser que le trafic individuel aura, aussi après la réalisation de la voie pour bus, trois voies de circulation à sa disposition, grâce à un élargissement de l'assise carrossable par une stabilisation de l'accotement existant. L'affectation de ces trois voies ne sera pas changée par rapport à la situation actuellement en place. Seule la très courte voie de tourne à droite de quelque 90 mètres vers Bertrange sera supprimée, dans l'intérêt d'un apaisement de la circulation sur le CR163 en direction de Bertrange, suite à la réalisation de la nouvelle voie de liaison entre la N6 au Tossebierg et le CR181 («rue de la Chapelle») à Strassen.

Le programme de phasage des travaux est le suivant:

Phase 1: Le tronçon de la N6 en venant du carrefour N6/CR163 sera élargi d'une voie, laquelle accueillera les transports en commun.

Cette phase, qui sera réalisée en 2008, inclut également la modification des feux de signalisation au carrefour précité. Cette phase se trouve sur le territoire de la commune de Bertrange qui a marqué son accord aussi bien avec l'exécution des travaux qu'avec la modification des feux de signalisation.

Phase 2: La partie du couloir pour bus en aval du rond-point à Mamer en direction de Luxembourg-ville sera réalisée avec le nouvel accès à l'École européenne, tel qu'il a été décidé par le Conseil des Ministres en date du 27 octobre 2006. Ce réaménagement de la N6 ne donnera pas non plus lieu à une suppression de voies de circulation en faveur des transports en commun, vu que la chaussée sera également élargie.

Il s'en suit donc qu'après la réalisation de la voie de bus dans la montée du Tossebierg, la configuration des voies de circulation pour le trafic individuel sera identique à celle d'aujourd'hui.

Les mesures envisagées, qui n'affecteront le trafic individuel que par la modification des feux de signalisation sur le carrefour N6/CR163 sans toutefois porter entrave à sa capacité d'écoulement, visent à fluidifier le trafic des transports en commun en provenance de l'ouest du pays et en particulier des bus scolaires en provenance du complexe scolaire au pied du Tossebierg

Question 2339 (27.2.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **prise en charge des conséquences d'un accident nucléaire en France:**

Selon un article paru dans «Le Monde» du jeudi 21 février 2008, le comité directeur pour la gestion de la phase postopérationnelle d'une situation d'urgence radiologique (Codirpa) va remettre au Premier Ministre français dans les prochains jours le fruit de recherches effectuées suite à une directive interministérielle d'avril 2005.

Les travaux conduits sous l'égide de l'Autorité de sûreté nucléaire dénotent un changement radical dans la manière d'appréhender l'aléa nucléaire. Il s'agit d'aller au-delà de la gestion de la phase d'urgence en se plaçant dans une perspective de moyen et de long termes et en explorant les pistes pour rendre la situation viable dans les zones éventuellement touchées.

Dans le courant de l'année, le Codirpa devrait commencer à donner des instructions aux préfets, organiser de nouveaux exercices de crise pour tester les solutions envisagées et engager des discussions avec les milieux associatif, éducatif, médical et médiatique.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre l'Économie et de l'Énergie et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant des travaux susmentionnés?

- Le Gouvernement français a-t-il envisagé d'y associer les pays limitrophes et plus particulièrement le Luxembourg?

Réponse commune (6.5.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Depuis quelques années, on observe que les experts internationaux compétents de la gestion d'une situation d'urgence radiologique se préoccupent davantage de la phase postaccidentelle d'un accident nucléaire ou d'une situation d'urgence radiologique. Ainsi, non seulement des organisations internationales, telles que l'Agence internationale de l'Énergie atomique à Vienne ou l'Agence de l'Énergie nucléaire de l'OCDE, mais également certains pays nucléaires, dont la France, discutent le sujet.

Le comité directeur pour la gestion de la phase postaccidentelle d'un accident nucléaire ou d'une situation d'urgence radiologique (Codirpa), auquel l'honorable Député fait référence, est en effet chargé depuis juin 2005 en France de préparer des dispositions visant à répondre aux problèmes complexes de la gestion postaccidentelle. Il s'agit notamment de la réhabilitation des conditions de vie dans les milieux contaminés, de l'évaluation des conséquences radiologiques, du suivi sanitaire de la population, de l'indemnisation des victimes et de la gestion des déchets. Un des buts du comité est également d'assurer la transparence et la traçabilité des décisions vis-à-vis de la population.

Les neuf groupes de travail, composés de 130 experts ont présenté leur rapport de la première phase lors d'un séminaire international en décembre 2007 à Paris. Les conclusions de ce séminaire ont fait l'objet de l'ordre du jour d'une réunion de la commission technique franco-luxembourgeoise sur la sécurité nucléaire, qui s'est tenue le 28 février 2008 auprès de l'Autorité de la Sûreté nucléaire à Paris.

Le Luxembourg n'a pas été activement impliqué dans ces groupes de travail interministériels français. Cependant, la division de la radioprotection est régulièrement invitée à participer aux séminaires et conférences traitant ce sujet particulier et les conclusions en résultant sont évidemment accessibles aux autorités compétentes luxembourgeoises. Toujours est-il que les autorités françaises et luxembourgeoises travaillent activement ensemble pour harmoniser davantage les procédures permettant de mettre en œuvre les mesures de prévention et de protection appropriées en cas d'accident nucléaire, ceci notamment en région frontalière.

Question 2340 (27.2.2008) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **financement des leçons de natation dispensées par les communes au profit d'élèves de l'enseignement préscolaire et primaire:**

L'importance de l'éducation physique et de la pratique de la natation est largement connue et reconnue, décrite et admise par tous les acteurs nationaux. Force est cependant de constater que, d'une part, les moyens dont disposent les communes et, d'autre part, l'accès aux infrastructures étatiques varient fortement. Sommairement nous avons plusieurs cas de figure:

- Les communes disposent elles-mêmes et à leurs seuls frais de bassins de natation.

- Les communes s'organisent en syndicat de communes pour construire et exploiter des bassins de natations.

- Les communes contribuent, par convention, aux frais des piscines communales limitrophes qui dispensent des cours de natation pour leurs écoliers.

- Les communes profitent, par convention, des piscines des lycées situées sur leur territoire respectivement à proximité.

Il est évident que les frais inhérents à ces modes de fonctionnement diffèrent fortement. Le dernier cas de figure est de loin le plus avantageux pour les communes, vu le faible coût annuel et l'absence de participation à l'investissement et à l'amortissement.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

1. Est-ce qu'un traitement plus équitable des communes au niveau des frais liés à la natation scolaire est envisageable, ceci en soutenant davantage les communes à qui l'État ne peut ouvrir les portes de ses piscines faute de disponibilités?

2. Est-ce qu'un soutien financier annuel ordinaire des communes qui assurent seules les frais d'infrastructures des piscines communales ou régionales est envisageable? Un tel soutien pourrait-il dépendre du nombre d'élèves, des heures de natation et de la situation financière de la commune concernée?

Réponse (9.4.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La question parlementaire de l'honorable Député Jean-Paul Schaaf concernant le financement des leçons de natation dispensées par les communes touche en plein cœur à l'autonomie des communes.

En effet, lorsque les autorités communales ont décidé d'offrir à la population ou aux écoliers la possibilité, voire même la garantie de pratiquer la natation à proximité de leur domicile, que ce soit par le biais d'un bassin d'apprentissage ou bien encore par le biais d'une piscine de loisirs, alors elles l'ont fait en connaissance de cause dans le cadre de leur programme politique et des priorités y prévues compte tenu d'un cadre financier donné.

Une fois la décision de principe prise et dans l'intérêt d'une bonne rentabilisation des deniers publics dont dispose la commune, les responsables communaux décident ensuite, en toute autonomie, du mode à mettre en œuvre pour offrir le service en question.

Ainsi le conseil communal peut décider librement de réaliser son projet de manière tout à fait autonome et d'organiser son fonctionnement en régie directe. Ou bien, il peut décider de réaliser le projet en collaboration au niveau d'un syndicat de communes avec d'autres communes ou encore, il peut simplement conclure une convention avec un autre partenaire que ce soit l'État, une commune ou un partenaire du secteur privé pour s'assurer le service. Dans ce cas les parties à la convention fixent d'un commun accord les conditions et modalités (coût, garanties, durée, ...) d'accès des écoliers et du reste de la population à la piscine.

Dans tous ces cas de figure la commune opte pour le mode le mieux approprié à sa situation en tenant compte tant du coût que de la garantie d'accès à court et à long terme au service en question.

Voilà pourquoi j'estime que les points 1 et 2 de la question parlementaire trouvent implicitement une réponse dans le libre choix des autorités communales dont le corollaire est évidemment la responsabilité des décideurs. Le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ne voit pas comment l'État pourrait y interférer en allouant des allocations compensatoires à celles des communes qui ont opté pour l'une et non pas pour l'autre solution.

Question 2343 (28.2.2008) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **restructurations au sein de la société Cegedel:**

Selon mes informations, la société Cegedel a décidé de regrouper les Centres régionaux de Wiltz et de Heisdorf, qui assurent la distribution de l'électricité dans le Nord et la partie centrale du pays, sur un site unique à Roost d'ici 2010/2011. Il en va de même pour le magasin et les ateliers mécaniques et électriques de Mersch.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser une série de questions à Monsieur le Ministre l'Économie et de l'Énergie:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la décision de Cegedel de délocaliser les différents services régionaux?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui ont amené la société Cegedel à centraliser les services susmentionnés sur un site unique?

- Quelle est l'affectation future des sites de Wiltz, Heisdorf et Mersch?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette réorganisation va engendrer des effets négatifs sur le service au client notamment en ce qui concerne la rapidité d'intervention en cas de panne d'électricité?

Réponse (24.4.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

ad 1) Oui, on peut confirmer la décision de Cegedel de rassembler différents services sur un nouveau site au Roost. Des terrains ont été acquis récemment au Roost dans ce contexte.

ad 2) Les raisons ayant amené Cegedel à cette décision sont notamment la recherche d'une amélioration de l'efficacité ayant une incidence favorable sur le niveau des frais et par conséquent sur le niveau des péages relatifs à l'utilisation des réseaux. Les clients profiteront donc des économies réalisées dans ce contexte.

ad 3) Il y a lieu de noter d'abord que le dispatching restera à Heisdorf et le Service «Comptage» à Mersch. Les terrains et bâtiments qui seront disponibles à la suite de la relocalisation seront soit vendus soit donnés en location.

ad 4) Le choix du nouveau site a été fait dans un souci de rapidité d'intervention. Situé à Roost, près de l'autoroute du Nord, le nouveau Centre aura un accès optimal au réseau routier, ce qui n'était pas le cas par exemple du Centre de Heisdorf. Par ailleurs, les interventions en dehors des heures de bureau dépendent non pas du site, mais de l'endroit d'habitation des personnes assurant la permanence. Globalement le service au client sera amélioré.

Question 2344 (28.2.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **critères d'admission au Lycée germano-luxembourgeois Schengen de Perl:**

Le lycée germano-luxembourgeois Schengen de Perl vise une fréquentation paritaire d'élèves venant du Luxembourg et d'Allemagne. Les élèves venant d'Allemagne sont, d'après mes informations, d'abord choisis d'après leur lieu de résidence avec une priorité pour les enfants de Perl, puis d'après l'orientation obtenue en fin d'école primaire avec une préférence pour ceux orientés vers le «Gymnasium», équivalent du lycée d'enseignement classique.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Est-ce que mes informations concernant l'admission des élèves venant d'Allemagne sont exactes?

- Quels sont les critères suivant lesquels les élèves venant du Luxembourg sont admis ou refusés au lycée Schengen à Perl dans le cas où il y aurait plus de demandes que de places disponibles?

- Quant est-il du règlement grand-ducal prévu par l'article 4 de la loi du 11 juillet 2007 portant approbation de l'accord concernant la création du lycée Schengen et qui devait, entre autres, déterminer des conditions d'admission pour cet établissement?

Réponse (9.4.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La partie allemande a réglé l'admission au «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl» pour les élèves résidant en Allemagne en se basant sur des procédures telles qu'elles sont en vigueur dans les autres écoles sarroises: le lycée est une «Pflichtschule» pour les élèves habitant Perl, c'est-à-dire que ceux-ci sont admis prioritairement. D'autres élèves qui ont obtenu une orientation pour le «Gymnasium» peuvent ensuite être admis et s'il reste des places, des élèves qui ne sont pas en possession d'un avis d'orientation pour le «Gymnasium» pourront être inscrits. Dans tous les cas, si le nombre de candidats à l'inscription dépasse le nombre de places disponibles, les élèves sont sélectionnés par tirage au sort.

Du côté luxembourgeois, la question d'une sélection à l'entrée ne s'est pas encore posée étant donné que le quota luxembourgeois n'a pas encore été atteint. Si par contre il fallait procéder à une sélection, la proximité géographique serait le critère retenu.

L'article 7 du de l'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois stipule que: «D'autres réglementations, en particulier celles qui concernent les conditions d'admission, (…) sont élaborées d'un commun accord par les ministères compétents et prises dans les formes prescrites pour avoir force légale dans l'un et l'autre pays.» Étant donné que le statut et l'administration de l'École sont régis par les dispositions en vigueur en Sarre, à moins que l'accord n'en dispose autrement, un règlement d'ordre intérieur qui a force légale en Sarre a été élaboré d'un commun accord. Ce règlement d'ordre intérieur a été publié à l'«Amtsblatt des Saarlandes» N°30 du 26 juillet 2007. Voici les principales dispositions concernant l'admission:

«§3 (2) Voraussetzung für die Aufnahme in die Klassenstufe 5 ist der erfolgreiche Besuch der Klassenstufe 4 einer deutschen oder luxemburgischen Grundschule oder der entsprechenden Klassenstufe eines anderen Bildungssystems.

§4 (4) Übersteigt die Gesamtzahl der Anmeldungen die Aufnahmefähigkeit, so werden Auswahlverfahren durchgeführt. Die Erziehungsberechtigten sind bei der Anmeldung hierauf hinzuweisen.

§6 (1) Übersteigt die Zahl der Anmeldungen aus dem Großherzogtum Luxemburg in den Klassenstufen 5 oder 7 die vorgesehene Quote (§ 1 Abs. 2), so entscheidet das zuständige luxemburgische Ministerium über die Aufnahme.

§6 (2) Einwendungen und Rechtsbehelfe gegen die Entscheidung sind ausschließlich an das zuständige luxemburgische Ministerium zu richten. Gleiches gilt für etwaige Anträge auf Vermittlung eines Platzes in einer anderen luxemburgischen Schule.

§7 (1) In die Klassenstufe 5 werden neben den aus dem Großherzogtum Luxemburg angemeldeten vorrangig Schülerinnen und Schüler mit Wohnsitz in der Gemeinde Perl aufgenommen.

§7 (2) Danach verbleibende Plätze werden an weitere Schülerinnen und Schüler mit Wohnsitz außerhalb des Großherzogtums Luxemburg zunächst mit der Maßgabe vergeben, dass ein Drittel der insgesamt in die Klassenstufe 5 aufgenommenen Schülerinnen und Schüler die nach den saarländischen Vorschriften notwendigen Voraussetzungen zum Besuch des Gymnasiums erfüllen soll. Verbleibende Plätze werden an die restlichen Bewerberinnen und Bewerber vergeben.

§7 (3) Können bei der Vergabe nicht alle Bewerberinnen und Bewerber mit gleicher Präferenz aufgenommen werden, so entscheidet jeweils das Los. Die Erziehungsberechtigten können der Auslosung beiwohnen; Ort und Zeitpunkt des Losverfahrens sind ihnen rechtzeitig bekannt zu geben.

§7 (4) Die Erziehungsberechtigten sind unverzüglich über das Ergebnis des Auswahlverfahrens zu unterrichten.

§8 (1) Bewerberinnen und Bewerber sollen bevorzugt aufgenommen werden, wenn die Nichtaufnahme für sie eine besondere Härte darstellen würde. Ein solcher Fall liegt vor, wenn bereits Geschwister die Schule besuchen oder deren Aufnahme aufgrund des Auswahlverfahrens erfolgen wird. Darüber hinaus werden bis zu fünf vom Hundert der Plätze für sonstige Härtefälle reserviert, insbesondere für Bewerberinnen und Bewerber, für die bauliche Ausstattungen (Rampen, Aufzüge usw.), die für behinderte Schülerinnen oder Schüler notwendig sind, an einer anderen Schule nicht vorhanden sind.»

Une réglementation des conditions d'admission par voie de règlement grand-ducal n'est donc pas nécessaire. Par contre, d'autres aspects, notamment la certification des élèves, doivent être fixés par voie réglementaire. Un projet de règlement afférent est actuellement en élaboration, en concertation avec les autorités sarroises compétentes.

Question 2345 (28.2.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **budget des recettes et des dépenses de l'État 2008 - Participation aux frais du Secrétariat européen des organisations représentatives des travailleurs et aux frais d'information et de consultation des travailleurs affectés par les secrétariats sociaux des organisations des travailleurs:**

Am «Budget des récettes et dépenses de l'État» fir d'Joer 2008 gëtt et zwou Positiounen iwwert déi ech gäre méi genee Informatiounen hätt, an zwar:

33.013 33.00 06.40 Participation aux frais du Secrétariat européen des organisations représentatives des travailleurs 343.000 €

33.016 33.00 06.40 Participation aux frais d'information et de consultation des travailleurs effectués par les secrétariats sociaux des organisations des travailleurs 250.000 €

Dozou meng Froen:

1. Wéi eng Aarbechtervertriedungen (Gewerkschaften) kommen an den Genoss vum éischten a vum zweeten Subsid a wéi si se opgedeelt?

2. Wéi eng Kritäre mussen erfëllt gi fir dës Subsiden ze kréien?

3. Wat ass d'legal Basis fir dës Subsiden?

4. Zënter wéini accordéiert de Stat schonns dës Subsiden?

5. Ginn d'Subside pauschal genehmegt oder mussen dofir Aarbechtsverträg presentéiert ginn?

6. Gëtt et eng Kontroll, zum Beispill duerch d'Cour des Comptes, wéi dës Subsiden ugewannt ginn?

Réponse (24.4.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Ad 1) An de Genoss vum éischte Betrag (Artikel 16.0.33.013) kënnt de «Secrétariat européen commun de la CGT-L et du LCGB», an an de Genoss vum zweeten (Artikel 16.0.33.016) kommen den «Service information, conseil et assistance de l'OGB-L a.s.b.l.» (125.000 Euro) an de «Centre social Joseph Lucius a.s.b.l.» (125.000 Euro).

Ad 2) Un de Käschte vum «Secrétariat européen commun» bedeelegt sech d'Regierung well si der Meenung ass, dass et wichteg ass, dass et eng lëtzebuergesch Struktur gëtt, déi um europäesche Plang am Kader vun der Veraarbechtung vum europäesche Sozialdialog present ass. Dës Struktur soll ënner anerem d'Roll vun enger «courroie de transmission» tëschent dem Bréisseler Sozialdialog an de Lëtzebuerger Autoritéiten a Sozialpartner duerstellen. Dat ass ëmsou méi wichteg, well ëmmer méi europäesch Sozialreglementéierung iwwer europäesch Accorde leeft an och duerch national Accorden tëscht Sozialpartner soll ëmgesat ginn.

Wat den Artikel 16.033.016 ugeet, kommen déi Organisatiounen an de Genoss vun de Suen, déi eng Konventioun mam Aarbechtsminister hunn an déi sech engagéiert hunn, jiddereen, dee sech u si wennt, ze beroden - ob hie Member ass oder net.

Ad 3) D'Gesetz vum 21. Dezember 2007 iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2008.

Ad 4) Den éischte Betrag gëtt zënter 2001 bezuelt an den zweeten zënter 2005.

Ad 5) Et si keng Susiden, mä e Beitrag zu den Onkäschten, dat heescht, déi eenzel Organisatioune ginn eis eng Ofrechnung eran an de Ministère bezilt d'Onkäschten erëm. Maximal kann de Betrag, deen am Budget steet, erëmbezuelt ginn - egal wéi héich deenen Organisatiounen hir Käschte sinn.

Ad 6) Et gëtt keng direkt Kontroll duerch d'Cour des Comptes mä d'Ofrechnung vun den Organisatioune kënnt an de Ministère eran, gëtt do kontrolléiert an dann un d'Direktioun vum Contrôle financier, zesummen mat der Ordonnance de paiement, virugereecht.

Question 2346 (28.2.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **cession,** la **mise en gage et** la **saisie du boni pour enfants:**

La loi du 21 décembre 2007 portant introduction du boni pour enfant prévoit l'application par analogie au boni pour enfant d'une série de dispositions de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Est-ce que Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration peut confirmer que le boni pour enfant ne peut, à l'instar des allocations familiales, faire l'objet d'une cession, mise en gage et saisie que dans des conditions limitativement énumérées par l'article 26 de la loi du 19 juin 1985 précitée?

- Dans l'affirmative, est ce que le Gouvernement envisage de mieux porter ces limites de cession et de saisie du boni pour enfant à la connaissance du public alors que ces dispositions semblent à l'heure actuelle être largement méconnues?

Réponse (18.3.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Il convient d'abord de rappeler que, selon la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales, les allocations familiales sont un droit personnel de l'enfant. Le boni pour enfant, institué par la loi du 21 décembre 2007, suit en principe le même régime puisqu'il n'y a pas de demande spécifique pour le boni enfant, celui-ci étant payé aux attributaires des allocations familiales.

Plus spécialement concernant les cessions, mise en gage et saisie, l'article 4 de la loi précité du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant rend applicable l'article 26 de la loi sur les allocations familiales auquel il renvoi.

Cet article 26 précise:

«(1) Toutes les prestations dérivant de la présente loi peuvent être cédées, mises en gage ou saisies pour couvrir des frais avancés pour l'entretien ou l'éducation des enfants bénéficiaires.

(2) La prestation prévue à l'article 4 peut être cédée, mise en gage ou saisie jusqu'à concurrence de la moitié du terme mensuel pour couvrir:

1. les créances qui compètent aux communes et établissements de bienfaisance en remboursement de secours alloués à des personnes indigentes, dans la mesure où ces secours concernent les enfants bénéficiaires;

2. les mensualités à verser à titre de remboursement d'un prêt consenti pour la construction ou l'acquisition d'un logement familial, à condition que les enfants bénéficiaires soient héritiers réservataires du débiteur concerné;

3. une avance qui a été faite à l'attributaire par une institution de sécurité sociale.

(3) Dans tous les autres cas, les prestations prévues par la présente loi ne peuvent être ni cédées, ni saisies, ni mises en gage.»

Il est donc évident que cette disposition, qui est claire et précise, s'applique au boni pour enfant.

La Caisse nationale des Prestations familiales veille à l'application de ce dispositif législatif qui s'inscrit dans le cadre de la protection des droits de l'enfant. Il n'est pas connu que cette disposition poserait problème à l'heure actuelle. La Caisse nationale des Prestations familiales informe le public journalièrement à travers ses guichets ou par son site Internet qui reprend toutes les dispositions légales et commente les principales dispositions. Une information spécifique grand public en la matière ne s'avère par conséquent pas nécessaire.

Question 2348 (28.2.2008) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **taxes communales couvrant les coûts liés à l'utilisation de l'eau:**

Actuellement la transposition en droit national de la directive 2000/60/CE établissant un cadre dans le domaine de l'eau (projet de loi N°5695) est en cours d'exécution. En relation avec les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, le texte du projet de loi prévoit que ces coûts sont à supporter par les utilisateurs suivant le principe de l'utilisateur pollueur-payeur. L'article 8 du projet de loi permet une certaine dérogation de ce principe en ce sens que «les redevances peuvent être fixées en tenant compte des conséquences environnementales, économiques et des conditions géographiques de la région concernée.»

Depuis quelques années, les administrations de votre Ministère

tiennent à préconiser la couverture intégrale des frais liés à l'utilisation de l'eau par les taxes communales y relatives.

Or, dans un récent débat télévisé Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie, soucieux des effets inflationnistes, vient d'exprimer ses doutes quant à l'obligation de l'UE à appliquer au Luxembourg le principe de la couverture des frais en question pour des «raisons économiques, écologiques et sociales».

Dans ce contexte j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, la question suivante à Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quelle est la position de votre Ministère en relation avec les arguments du Ministre de l'Économie?

Réponse (23.4.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député Camille Gira demande la position du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire en ce qui concerne la prise en compte d'effets sociaux, environnementaux et économiques en mettant en application le principe de récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau.

L'article 9 de la directive 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, la «directive-cadre sur l'eau», ainsi que l'article 8 du projet de loi-cadre sur l'eau (N°5695), actuellement en discussion au sein de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire de la Chambre des Députés, prévoient la récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau à partir de l'année 2010. Le projet de loi N°5695 met en application le principe de récupération des coûts par l'introduction au niveau communal d'une redevance pour l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine et d'une redevance pour l'évacuation et le traitement des eaux urbaines résiduaires. À ces redevances s'ajoutent deux taxes étatiques, à savoir la taxe de prélèvement visant la considération du coût pour les ressources, ainsi qu'une taxe de rejet dont le montant sera fonction de la quantité et de la nocivité des eaux usées rejetées dans un cours d'eau, la taxe de rejet permettant une intégration des coûts pour l'environnement tel que prévu par l'article 9 de la directive-cadre sur l'eau.

La future politique tarifaire de l'eau se caractérisera par une approche sectorielle en distinguant au moins le secteur industriel, caractérisé par une consommation élevée en eau ou par une charge polluante élevée, le secteur agricole et le secteur des ménages, les trois secteurs contribuant de façon appropriée à la récupération des coûts, ceci en faisant appel au principe de l'utilisateur pollueur-payeur et au principe d'équivalence.

Il est évident que l'intégration d'effets sociaux, environnementaux ou économiques dans le prix de l'eau ne pourra se faire qu'en altérant le principe d'équivalence entre les secteurs susmentionnés dont la participation relative ne serait plus en équilibre. Ainsi, s'il s'agissait de faire prévaloir des effets sociaux, en garantissant, à titre d'exemple, une quantité minimale d'eau à un prix moins élevé à une partie des consommateurs, les autres consommateurs, en l'occurrence une partie des ménages, l'industrie et le secteur agricole, seraient amenés à voir augmenter leur quote-part afin de garantir l'application du principe de récupération des coûts. Une telle redistribution des coûts pourrait créer des effets peu profitables à la compétitivité de l'industrie nationale qui devrait se retrouver dans une situation concurrentielle identique au sein du marché intérieur de l'Union européenne et de l'Espace économique européen en matière de tarification de l'eau par le biais de la mise en application des dispositions de l'article 9 de la directive-cadre sur l'eau.

Les instruments de la politique sociale devraient permettre la compensation des effets sociaux liés à l'augmentation des tarifs de l'eau. Dans ce contexte il y a lieu de citer notamment le projet de loi organisant l'aide sociale (N°5830) et la possibilité des communes d'allouer des indemnités compensatoires pour taxes communales.

La mise en exergue de conséquences sociales éventuelles de l'adaptation du prix de l'eau paraît prématurée et inopportune à ce stade: Alors qu'il importe de ne créer aucune inquiétude quant à la possibilité pour chacun de disposer à l'avenir de l'eau nécessaire pour couvrir ses besoins de base, il importe avant tout de focaliser le débat sur le fait que l'eau constitue une ressource rare, à l'obtention de laquelle l'homme a toujours dû et devra toujours consacrer une partie de ses moyens, et qu'il importe donc d'en développer un usage aussi rationnel que possible tout en recherchant un coût de production, distribution et assainissement minimal.

Question 2349 (28.2.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **portée de la loi votée relative aux chiens:**

Par la circulaire 2186 du 17 juillet 2000, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ont adressé aux administrations communales un règlement communal type sur les chiens.

Ce règlement type prévoit en son article 2 que tous les chiens circulant sur la voie publique doivent être pourvus d'un collier et doivent être tenus en laisse.

Au sens du Code le la Route, les places publiques, les pistes cyclables et les chemins pour piétons font également partie de la voirie publique.

La loi votée sur les chiens prévoit en revanche que chaque commune peut déterminer à titre exceptionnel, à l'extérieur des agglomérations, des zones fréquentées par un nombre important de personnes et à l'intérieur desquelles les chiens doivent être tenus en laisse.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Quel est le son des règlements communaux sur les chiens pris à l'époque sur base du règlement type précité, à la suite de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les chiens? Est-ce que ces règlements restent en vigueur, en tout ou en partie?

- Est-ce que par le maintien en vigueur d'un tel règlement, une administration communale peut continuer à réglementer la tenue en laisse d'un chien à l'extérieur de l'agglomération, notamment sur des chemins piétonniers et des places publiques, le tout conformément à l'article 2 de la nouvelle loi?

Réponse commune (2.4.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural* et **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La loi relative aux chiens a été votée le 20 février 2008 et prévoit son entrée en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au Mémorial.

Quant aux questions concrètes posées par Monsieur le Député Gilles Roth, les réponses sont les suivantes:

1) Les normes juridiques, quelque soit leur source matérielle ou formelle, sont fondamentalement équivalentes quant à leurs effets; elles ont toutes «force de loi», c'est-à-dire qu'elles obligent au même titre.

Ceci est vrai tant que les règles sont en harmonie entre elles, mais un problème surgit du moment qu'elles se trouvent en contradiction. Afin de savoir à quelle norme revient la prééminence, il faut suivre la hiérarchie des normes: la règle hiérarchiquement supérieure primant la règle inférieure. En l'espèce, les règlements communaux sur les chiens devront être conformes aux dispositions de la nouvelle loi qui prime les règlements communaux.

2) L'application pratique de la loi relative aux chiens sera expliquée dans les meilleurs délais par voie de circulaire, comme il a été relevé lors de la discussion du projet de loi au sein de la Chambre des Députés.

Question 2350 (28.2.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **déclarations du Ministre des Finances allemand au sujet de la fraude fiscale:**

Ces derniers jours la presse luxembourgeoise c'est faite l'écho du scandale de la fraude fiscale ébranlant l'Allemagne et de propos du Ministre des Finances allemand qui a non seulement pris pour cible le Liechtenstein mais également d'autres pays comme l'Autriche ou le Luxembourg. Après l'accord trouvé sur la fiscalité de l'épargne et de sa transposition dans notre législation, sans parler des différentes directives antifraude que le Luxembourg a également transposées, l'on peut pour le moins être irrité par les allégations du Ministre des Finances allemand.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des propos tenus par son homologue allemand?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'il n'appartient pas, et ce tout particulièrement après l'accord sur la fiscalité de l'épargne, à un pays membre de l'Union européenne de mettre au pilori d'autres pays membres de l'Union?

- Comment est-ce que le Gouvernement luxembourgeois réagira-t-il face à ces affirmations et quelles pourraient-être les intentions réelles du ministre des finances allemand après de telles déclarations?

Réponse (1.4.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Le sujet des fraudes fiscales en Allemagne par le biais de la place financière du Liechtenstein a été évoqué au niveau de l'Union européenne à l'occasion de la réunion du Conseil des Ministres de l'Économie et des Finances (Ecofin) du 4 mars dernier. Force est de constater que dans un tel contexte, le Luxembourg est mentionné, aussi par des responsables politiques, parmi les États dont le secret bancaire est légalement protégé, de sorte que leurs données ne sont pas librement accessibles par la voie administrative.

Dans mes contacts et échanges avec mes collègues européens, j'ai cependant pu constater qu'ils font une distinction très nette entre leur appréciation des événements en relation avec le Liechtenstein et celle qu'ils ont du cadre légal de la place financière luxembourgeoise. Cette évaluation différenciée résulte entre autres du rôle actif et constructif joué par le Luxembourg dans l'aboutissement, en 2003, des négociations sur la directive européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne.

Les débats du Conseil Ecofin du 4 mars étaient prévus de longue date et se sont situés dans le cadre très précis tracé par cette directive, qui invite la Commission européenne à présenter au Conseil tous les trois ans un rapport sur le fonctionnement de la directive. On ne saurait donc y voir une mise au pilori d'un ou de plusieurs États membres.

La Commission a annoncé vouloir avancer la présentation du premier rapport en la matière de quelques mois à mai 2008. L'objectif de cet exercice sera, conformément à la directive, d'examiner la nécessité éventuelle de modifications de cette dernière afin d'assurer une imposition effective des revenus de l'épargne. Puisqu'il est établi que le système de la retenue à la source fonctionne comme prévu par la directive, le Gouvernement s'attend de ce rapport notamment une appréciation de l'efficience du système d'échange d'informations.

Les réflexions au sein du Conseil Ecofin, notamment celles du Ministre des Finances allemand, vont dans le sens d'un élargissement du champ d'application de la directive en matière de fiscalité des revenus de l'épargne. Le Gouvernement s'engagera dans ces discussions avec un esprit ouvert. Il s'attend toutefois à des débats d'une haute technicité au cours desquels un nombre sans doute important d'États membres s'empressera d'apporter des réflexions propres relatives à des instruments juridiques et financiers qui peuvent exister sous leurs juridictions respectives.

Question 2352 (3.3.2008) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**évolution démographique:**

Les députés européens viennent d'adopter le rapport de Madame Françoise Castex sur l'avenir démographique de l'Europe qui - une fois n'est pas coutume - dresse un tableau plutôt alarmant de l'évolution démographique en Europe. Le manque de structures d'accueil pour enfants et l'absence de politique socioéconomique adéquate de soutien des parents, et plus particulièrement des mères qui travaillent, expliquent en partie le faible taux de natalité européen. Aussi n'est-il pas surprenant que le rapport préconise comme mesures concrètes destinées à encourager la natalité d'adapter les politiques publiques aux besoins des parents en augmentant les investissements publics dans les aides aux jeunes enfants, dans les garderies d'enfants ou la protection sociale ou en promouvant le congé de paternité et en établissant un droit effectif au congé parental. Lors de l'adoption du rapport Castex précité, les députés européens ont appelé les États membres à prendre des mesures fiscales encourageant l'augmentation du taux de natalité. Des actions positives en faveur de la parentalité telles que des droits supplémentaires à la retraite ou des allégements fiscaux pour la création de crèches d'entreprise devraient être encouragées.

Dans ce contexte il échet de rappeler que lors du sommet de Barcelone en 2002, les États membres de l'Union européenne se sont fixés comme objectif d'offrir en 2011 une crèche ou une garderie pour au moins un tiers des enfants de moins de trois ans, ce taux devant grimper à 90% pour les enfants âgés de trois ans et l'âge légal de première année d'école.

In fine, il est à noter que les députés européens ont également donné leur feu vert à la collecte régulière de données comparables au niveau européen sur la population et le logement. Le premier recensement aura lieu en 2011. Ces données sont indispensables pour l'étude et la définition de politiques régionales, sociales et environnementales, partant pour la détermination des politiques publiques pour soutenir les parents et les aider à mieux concilier leur vie familiale et professionnelle.

Au vu de ce qui précède, j'aurais aimé poser les questions suivantes a Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement dispose-t-il déjà de données statistiques comparables sur la population et notamment sur la composition du ménage? Dans la négative, pense-t-il qu'il sera prêt à remplir ses engagements pour 2011?

- Le Luxembourg remplit-il les engagements pris lors du sommet de Barcelone concernant la création de crèches ou de garderies pour enfants de moins et de plus de trois ans? Dans la négative, quelles sont les mesures qu'il entend prendre pour y remédier? En tout état de cause, quelle est la situation luxembourgeoise au niveau de l'offerte de crèches et de garderies comparée aux autres États membres de l'Union européenne?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux différentes mesures proposées par le Parlement européen notamment par rapport aux mesures fiscales et aux actions positives en faveur de la parentalité telles que des droits supplémentaires à la retraite ou des allègements fiscaux?

Réponse commune (28.4.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*, de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La capacité d'accueil en places à plein temps pour enfants non scolarisés se compose actuellement de la façon suivante:

Crèches privées	1.812
Crèches privées conventionnées	1.459
Crèches communales non conventionnées	20
Crèches communales conventionnées	86
Crèches d'entreprise à accès réservé ou prioritaire	523
Crèches privées conventionnées en tant que maison relais	230
Crèches communales conventionnées en tant que maison relais	220
Places auprès d'assistantes maternelles privées agréées	725
Total:	5.075

Selon le Statec le nombre d'enfants non scolarisés, âgés de moins de quatre ans a été en 2007 de 27920. Le Luxembourg dispose dès lors de places d'accueil de jour à plein temps pour 18,18% des enfants âgés de moins de quatre ans. Pour disposer d'une place en structure d'accueil de la petite enfance pour un tiers des enfants, il faudrait que notre pays dispose de 9.213 places à plein temps en crèche.

Pour apprécier le niveau de la demande réelle, il y a lieu de vérifier si les places existantes sont toutes occupées et s'il existe des listes d'attente plus ou moins longues dans les crèches.

Suite aux décomptes financiers de l'exercice 2007 réalisés auprès des crèches conventionnées par l'État, il y a lieu de constater qu'en moyenne sur l'année 2007 10% des places disponibles en crèche conventionnée ont été vacantes pendant toute l'année, soit 150 places. Sur les 120 places que l'État loue auprès des crèches privées non conventionnées en vue de les relouer à prix réduit à des familles à revenus modestes, le constat est le même: souvent les places sont vides pendant plusieurs mois avant qu'un enfant ne soit inscrit, alors que le prix modéré pour ces places est souvent nettement plus bas que les prix pratiqués sur le marché.

S'il est évident que toutes les régions du pays ne sont pas encore dotées de structures d'accueil de la petite enfance en nombre suffisant et que le phénomène de places temporairement vides ne se manifeste pas dans toutes les régions avec la même intensité (par exemple taux d'inscription des crèches conventionnées en 2007 à Luxembourg-ville 87%, Bertrange 79%, Esch/Alzette 86%, Bascharage 75%, Schifflange 92%, Hosingen 84%, Wasserbillig 88%), il est tout aussi clair qu'au vu de places vides et de listes d'attente non existantes dans certaines régions du pays il faut maintenir un certain équilibre entre la demande et l'offre, l'objectif d'un pays ne pouvant pas être de produire une capacité d'accueil théorique de 33% mais une adéquation de l'offre à 100% de la demande.

Le Gouvernement maintient sa volonté de créer des crèches dans toutes les régions du pays, en tenant compte de l'évolution de la population et du taux d'activité des parents, mais n'envisage pas pour autant de créer une surcapacité trop importante en vue d'atteindre un objectif chiffré arrêté d'une façon générale pour tous les pays de l'Union européenne qui n'est pas nécessairement en phase avec les besoins réels du pays.

En ce qui concerne l'assurance pension, différentes mesures tendant à favoriser la parentalité ont été successivement introduites. Il s'agit notamment des avantages suivants:

- la mise en compte d'une période de 24 à 48 mois dans le chef des parents se consacrant à l'éducation du ou des enfants (années-bébé) comme périodes d'assurance effective;

- la mise en compte comme périodes complémentaires des périodes pendant lesquelles l'un des parents a élevé au Luxembourg un ou plusieurs enfants âgés de moins de six ans;

- l'introduction du forfait d'éducation qui constitue la mise en œuvre pratique d'une politique de reconnaissance du travail éducatif des enfants.

Au sujet des mesures fiscales, il y a lieu de souligner que les frais supportés par les employeurs, notamment pour l'aménagement et le fonctionnement de crèches d'entreprises, sont à considérés comme dépenses d'exploitation déductibles du bénéfice de l'entreprises.

Question 2354 (3.3.2008) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **cartes de bruit et** la **réduction des effets du bruit:**

Par référence aux dispositions du règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, j'avais posé, le 21 décembre dernier, la question parlementaire pour savoir l'état d'avancement des études en vue de la publication des cartes de bruit, prévus d'être approuvés par le Ministre de l'Environnement, suivant le règlement grand-ducal précité, pour fin juin 2007 et des valeurs-limites d'exposition au bruit, demandées d'être déterminées avant 2008 suivant une motion de la Chambre des Députés du 11 juin 2006 *(cf. compte rendu N°9/2007-2008)*.

Par sa réponse, qui m'est parvenue le 14 février 2008, Monsieur le Ministre de l'Environnement informe, entre autres que l'Administration de l'Environnement serait en train de finaliser les cartes stratégiques du bruit en provenance des infrastructures de transports routiers, ferroviaires et aéroportuaires et que lesdites cartes pourraient être transmises à courte échéance à la Commission européenne.

Je conviens volontiers que l'Administration de l'Environnement travaille sur le sujet.

Toutefois, compte tenu

- de ce que le bruit est non seulement une nuisance mais encore une menace sérieuse pour la santé et que les effets sur la santé de l'exposition au bruit constituent un problème de santé publique important,

- qu'il s'agit, en vertu des dispositions du règlement grand-ducal précité, de constituer des cartes de bruit stratégiques montrant la situation au cours de l'année 2006 (pour au plus tard le 30 juin 2007) et

- qu'il s'agit ensuite de dresser des plans d'action visant à gérer et à réduire les problèmes de bruit et les effets y relatifs,

- qu'un comité de pilotage, composé des délégués de plusieurs ministres dont le Ministre de la Santé et le Syvicol, a pour charge, entre autres, de suivre la mise au point de la cartographie stratégique,

j'aimerais savoir de la part du Ministre s'il n'a pas l'intention

- de rendre ces cartes accessibles au public,

- de fournir des informations sur le nombre de personnes exposées à des niveaux de bruit «hors normes» le long des grands axes routiers et ferroviaires et dans les alentours de l'Aéroport de Findel et

- de donner, à brève échéance, au moins une indication sur certaines actions à prévoir dans le cadre des plans d'action en vue d'éviter dans le futur un accroissement des niveaux de bruit à l'égard des personnes déjà fortement exposées au bruit et en vue de réduire les effets du bruit.

Réponse (26.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Monsieur le Ministre de l'Environnement a prévu de publier au mois de mai 2008 les cartes stratégiques du bruit dans l'environnement, élaborées selon les critères déterminés dans le cadre du règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Par ailleurs, et à la même occasion, les valeurs limites du bruit dans l'environnement ainsi que les premiers éléments de plans d'action de lutte contre le bruit seront présentés.

L'Administration de l'Environnement est en train de prendre les dernières dispositions techniques afin de rendre les cartes stratégiques du bruit précitées accessibles au public le jour de cette publication.

Question 2358 (4.3.2008) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant les **donneurs de sang:**

Il ressort du dernier rapport annuel du Service de la Transfusion sanguine de la Croix-Rouge luxembourgeoise, sorti en juillet 2007, que le Luxembourg compte environ 13.500 donneurs de sang ce qui permet de sauvegarder l'autosuffisance nationale.

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur les derniers chiffres dans ce contexte?

Selon mes informations, le service mentionné souffre actuellement d'un manque de personnel de sorte que les nouveaux donneurs potentiels, qui s'inscrivent par exemple par voie d'internet, ne sont contactés qu'avec plusieurs semaines, voire mois de retard ce qui risque de décourager et de démotiver ces bénévoles.

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état des choses? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ce manque de personnel?

- Quelle est la durée «normale» d'attente entre le moment où un bénévole manifeste son intérêt pour devenir donneur de sang et le premier rendez-vous au Service de la Transfusion sanguine?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour remédier à cette situation?

- Quand est-ce que la situation sera rétablie afin d'assurer un fonctionnement optimal du service en question?

Réponse (4.4.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En 2007 le Centre de Transfusion Sanguine (CTS) de la Croix-Rouge luxembourgeoise a pu faire appel à 13.392 donneurs, dont 12.189 donneurs de sang et 1.203 donneurs de plasma ou de cellules.

L'allongement excessif du délai pour un premier rendez-vous fixé au nouveau candidat donneur, constaté par l'honorable Parlementaire, s'explique par le fait que la Croix-Rouge a en quelque sorte été victime de son propre succès, alors que suite à la campagne de sensibilisation menée en faveur du don de sang d'octobre à décembre 2007 des centaines de personnes se sont manifestées sur une courte période.

En temps normal le CTS propose un premier rendez-vous à un candidat donneur dans les deux semaines environ.

En période exceptionnelle, surtout suite à une campagne de sensibilisation, le délai maximum ne dépasse normalement pas les deux mois.

Le CTS compte faire face à l'afflux de donneurs nouveaux en attente d'un premier rendez-vous par l'engagement d'une infirmière supplémentaire au 1er mars, par le renforcement temporaire de l'équipe de sélection des donneurs au moyen de ressources internes, ainsi que par la mise en place d'une deuxième cabine pour la sélection des donneurs.

De la sorte le CTS escompte pouvoir procéder à l'examen de 130 candidats donneurs par mois et revenir à la normale au courant de l'été.

Question 2361 (5.3.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **couloir d'autobus sur la N3 entre Frisange et Luxembourg:**

Selon les statistiques publiées par l'Administration des Ponts et Chaussées, quelque 8.000 véhicules traversent en moyenne par jour la localité de Frisange par la route nationale N3. Au vu de cette circulation extrêmement dense, notamment pendant les heures de pointe, et faute d'un couloir d'autobus, les autobus reliant Frisange et la ville de Luxembourg ont souvent un retard non négligeable.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la réalisation d'un couloir d'autobus serait utile à l'endroit précité?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si une demande dans ce sens a déjà été adressée aux autorités compétentes par la commune de Frisange?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il améliorer la situation à court terme?

Réponse (9.4.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le Ministère des Travaux publics est conscient des problèmes que rencontrent les transports en commun circulant sur la N3 dans la localité de Frisange, mais également à partir de Frisange jusqu'à la capitale. Pour les résoudre, le groupe de travail «Couloirs pour bus», institué par le Ministre des Travaux publics, a proposé la réalisation de tout un ensemble de mesures, à savoir:

- Aménagement d'un couloir pour bus entre le parking P&R aux abords de l'échangeur de Frisange et le carrefour principal N3/N13 réglementé par des feux tricolores.

Le couloir pour bus existant sera prolongé jusqu'au carrefour. Il y a encore un problème avec le parking Kiss & Ride près de l'école.

Pour ne pas devoir supprimer complètement ce parking et faire ainsi droit à la demande des autorités communales de Frisange, il est envisagé de placer des feux de signalisation en position avancée et de créer ainsi un sas permettant aux bus de franchir cette section et le carrefour N3/N13 par un seul mouvement.

- Aménagement d'un couloir pour bus à l'approche du carrefour N3/N13 en venant de la capitale.

Les études pour l'aménagement d'un tel couloir, destiné à prioriser les bus en soirée, lors de l'heure de pointe, sont actuellement en cours.

- Prolongement du couloir existant entre le «Millénaire» et l'Alzinger-Kopp jusqu'au Schlammesté.

L'avant-projet de ce couloir pour bus est approuvé et actuellement les services des Ponts et Chaussées travaillent sur le dossier de soumission. La mise en place de ce couloir exigera toutefois la réalisation d'emprises au droit du double virage en S près du «Millénaire».

- Amélioration des facilités pour bus dans la traversée de Alzingen et de Hesperange.

Actuellement une étude est en cours pour améliorer les facilités pour bus sur le couloir existant en leur accordant des phases préférentielles sur les carrefours équipés ou à équiper de feux tricolores.

- Montée de Hesperange à Howald.

La montée de Hesperange à Howald est équipée d'un couloir pour bus dans la direction de la capitale. Comme les bus perdent beaucoup de temps lors de l'heure de pointe vespérale où de longues files remontent jusqu'au Plateau de Howald à partir des feux de signalisation du carrefour près de l'église (N3/CR231), le groupe de travail a lancé un projet pilote visant à aménager un couloir pour bus en position centrale en fonctionnement bidirectionnel, c'est-à-dire le matin en direction de la capitale et le soir en direction de Hesperange.

- Howald-gare centrale.

Sur cette partie de la N3 un couloir pour bus existe depuis longue date.

Question 2363 (6.3.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **répartition du produit des amendes entre agents méritants de la police:**

L'article 15 de la loi budgétaire du 27 décembre 2007 dispose que: «Le produit des amendes et des confiscations en matière répressive reste acquis à l'État à concurrence de 90%. 5% du produit sont répartis entre les communes du pays pour contribuer à leurs charges de police et de bienfaisance publique. Les 5% restants sont répartis par le Gouvernement entre tous les fonctionnaires et agents de la police générale, spéciale et locale qui ont donné des preuves réelles de leur zèle, de leur intelligence et de leurs capacités dans l'accomplissement habituel des devoirs de leur service.»

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la disposition quant à la répartition du produit des amendes entre les membres méritants de la Police grand-ducale est provocatrice et risque de nuire aux relations avec les usagers de la route?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'interprétation du terme «zèle» dans ce contexte? Est-ce que notamment le nombre d'amendes infligées est pris en considération?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer sous quelle forme ont été distribués les 5% destinés aux fonctionnaires et agents de la police et à quel montant se sont élevés ces «primes» au cours de cinq dernières années?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les membres méritants de la Police grand-ducale devraient être récompensés par d'autres moyens plus appropriés?

Réponse (2.5.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

À l'exception des membres de l'Inspection générale de la Police, tous les autres membres de la Police grand-ducale en service bénéficient d'une allocation annuelle dans le cadre de la répartition du produit des amendes et des confiscations en matière répressive.

Le montant de cette indemnité est lié à l'ancienneté de service de l'agent. Le nombre des avertissements taxés infligés par un policier en matière de circulation routière n'est donc pas pris en considération dans le calcul de la prime. En moyenne, un fonctionnaire de la Police grand-ducale perçoit 190 euros brut par an.

Ce système existe depuis de très nombreuses années et me paraît quelque peu suranné. J'estime qu'il y a lieu d'examiner dans le cadre d'une future réforme de la police ou de la fonction publique (puisque d'autres départements ministériels sont également concernés) si cette allocation ne peut pas être remplacée par une prime dont le montant ne dépendrait pas du produit des amendes.

Question 2364 (6.3.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **délai d'approbation par le Ministre de l'Environnement d'extensions de PAG touchant les zones vertes:**

L'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit que tout projet de modification de la délimitation de la

zone verte découlant respectivement des votes provisoires et définitifs du conseil communal au titre de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est soumis à l'approbation du Ministre de l'Environnement qui statue dans les trois mois suivant la réception du dossier qui lui est communiqué par le Ministre de l'Intérieur.

Un récent jugement du tribunal administratif (N°22318 du rôle) a annulé pour violation de la loi une décision du Ministre de l'Environnement statuant sur les extensions du périmètre d'agglomération concernant une zone verte plus de trois mois après sa saisine par le Ministre de l'Intérieur.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Combien de modifications de PAG touchant des zones vertes sont actuellement soumises au Ministre de l'Environnement dans le cadre de l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature?

- Dans combien de dossiers le délai imparti de trois mois en vue de l'approbation par le Ministre de l'Environnement est dépassé?

- Quel est le sort que le Ministre de l'Environnement entend réserver à ces dossiers, alors qu'un refus d'approbation risque d'encourir la nullité faute d'être intervenu endéans les trois mois de la saisine?

- Quels moyens le Ministre de l'Environnement envisage-t-il afin que les délais légaux d'approbation soient à l'avenir respectés?

Réponse (24.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Les dossiers en matière de PAG en instruction auprès du Ministre de l'Environnement, auxquels les délais de trois mois prévus par la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles sont applicables, sont au nombre de cinq. Parmi ces dossiers, l'instruction a dépassé les délais légaux dans trois cas de figure. Le Ministre de l'Environnement compte les trancher au regard des critères d'appréciation tels qu'ils lui sont dévolus en vertu de l'article 1er de la prédite loi.

Le respect des délais impartis sera garanti par un suivi vigilant mis en œuvre par les responsables de mon département. Les délais prévus étant très serrés compte tenu de la complexité de ces dossiers, il convient de mettre en exergue que l'espace éventuellement concédé à la concertation entre l'autorité communale et l'autorité de tutelle restera malheureusement marginal.

Question 2367 (6.3.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **bureau de cadastre de Clervaux:**

Il ressort d'un article de presse du quotidien «tageblatt» paru en date du 6 mars 2008 que le conseil communal de Clervaux aurait discuté de l'éventuelle fermeture du bureau de cadastre de la ville. Ainsi, le conseil communal aurait adopté à l'unanimité une résolution en faveur du maintien de ce bureau à Clervaux.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons à l'origine de la fermeture du bureau de cadastre précité?

- Étant donné qu'en cas de fermeture du bureau de cadastre de Clervaux, le cadastre le plus proche de la région serait alors celui de Diekirch, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le but avoué d'un service public proche du citoyen devrait plaider pour le maintien du bureau de cadastre en question?

Réponse (24.4.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

En réponse à la question soulevée je tiens à préciser qu'il n'y a pas eu de décision concernant une suppression de ce bureau. L'Administration du Cadastre veillera aussi à l'avenir d'assurer une permanence à Clervaux, tout en notant que l'offre de services via internet tend à éviter les déplacements.

Jusqu'à présent le bureau du cadastre à Clervaux était ouvert pendant une demi-journée par semaine.

Au vu des statistiques du nombre réduit de clients qui se sont adressés au bureau de Clervaux ces dernières années et en fonction de la disponibilité du personnel, des modifications des heures d'ouverture du bureau sont possibles. Elles seront annoncées, le moment venu, par l'administration.

Par ailleurs, dans un souci d'efficacité le sous-bureau de Clervaux sera aussi doté d'une liaison informatique avec le Centre informatique de l'État situé à Luxembourg-ville.

Question 2369 (7.3.2008) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **cancer et** l'**environnement:**

Le cancer reste un des plus grands défis en matière de santé publique. Or, des statistiques internationales montrent que d'une manière générale, depuis 20 à 30 ans, l'incidence de la plupart des cancers continue d'augmenter.

Ainsi par exemple ces statistiques officielles montrent que certaines formes de cancer (leucémies, tumeurs cérébrales, …) touchant déjà les enfants, sont en augmentation de 1,5% chaque année. Les tumeurs du sein et de la prostate affichent également une tendance à la hausse depuis 20 ans et ceci malgré tous les programmes de prévention secondaire, c'est-à-dire de dépistage précoce.

Parmi les facteurs à risque conduisant à ces augmentations de l'incidence des tumeurs, l'on invoque toujours le tabagisme, l'obésité, le vieillissement, les habitudes alimentaires inadaptées ainsi qu'un meilleur dépistage pour certaines catégories de cancers. Pourtant, au niveau international, des scientifiques, cancérologues et médecins de l'environnement de renommée insistent de plus en plus sur des causes environnementales et notamment chimiques de certaines catégories de cancers. Ainsi par exemple certaines nouvelles études internationales, allemandes et néo-zélandaises, ayant porté sur l'analyse des tumeurs du sein, ont permis de confirmer la présence parfois importante de métaux lourds ainsi que de substances chlororganiques (pesticides) dans les tissus cancéreux.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Étant donné que des comportements à risque connus comme le tabagisme actif et d'autres facteurs invoqués plus haut ne peuvent expliquer qu'un certain pourcentage des cancers, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que des facteurs comme la contamination de notre environnement et de notre alimentation pourraient jouer un rôle important?

- Si certaines de ces nouvelles études font état de l'accumulation parfois importante de métaux lourds et de substances chlororganiques à l'intérieur des tumeurs, ne serait-il pas urgent de prendre des mesures afin de limiter la présence de ces substances dans notre environnement?

- Monsieur le Ministre est-il prêt dans ce sens à porter la discussion autour de ces nouveaux facteurs à risque évidents devant les instances européennes concernées?

- Monsieur le Ministre est-il prêt à soutenir l'idée d'une étude pilote dans notre pays pour faire examiner par le centre de recherche santé et les laboratoires des tumeurs du sein prélevées à des femmes atteintes afin d'y confirmer la présence de métaux lourds ou de substances chlororganiques?

Réponse (9.4.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire fait état d'études internationales mettant en évidence la présence de métaux lourds et de substances chlororganiques dans les tissus cancéreux du sein pour conclure à une incidence de la contamination de l'environnement et de notre alimentation dans la prolifération des cancers.

S'agissant du cancer du sein, une grande étude épidémiologique menée avec 44.000 jumelles tend à démontrer que 27% des cas de ce type de cancer ont une origine génétique, 67% des cas seraient dus à des facteurs environnementaux individuels (poids corporel, alimentation, etc.) et 6% des cas à des facteurs environnementaux communs.

Ceci étant dit j'admets volontiers que la contamination tant de l'environnement que de l'alimentation est une cause de l'augmentation constatée des cancers. La lutte contre cette contamination dépasse cependant le cadre purement national. Elle dépend bien plus de mesures prises à Bruxelles en matière de pollution de l'atmosphère et en matière de fixation de teneurs maximales de certains résidus dans les aliments. Tant le Ministre de l'Environnement que le soussigné agissent dans les Conseils des Ministres européens suivant le principe de précaution et préconisent des critères élevés de protection de la population.

S'agissant de l'étude pilote à faire au Luxembourg à partir de la présence de métaux lourds dans les tumeurs du sein prélevées chez les femmes, mes services rendent attentif au fait que le nombre total de personnes atteintes est trop faible pour mener une étude épidémiologique sérieuse et scientifiquement valable.

Question 2371 (7.3.2008) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **construction d'un «General Aviation Terminal» à l'Aéroport de Luxembourg:**

À l'occasion de l'inauguration du nouveau terminal provisoire de l'aviation d'affaires au Findel la presse luxembourgeoise a signalé que la société de l'aéroport lux-Airport avait passé en septembre 2005 un contrat avec une entreprise de Stuttgart chargeant celle-ci de la construction d'un tel terminal à proximité du hangar de maintenance de Luxair. Or, selon les mêmes informations, celle-ci n'aurait pas construit le terminal et s'inquiéterait maintenant pour savoir si les autorités luxembourgeoises entendent toujours honorer leurs engagements contractuels, l'inauguration des nouvelles installations témoignant plutôt d'une véritable politique du fait accompli.

Les inquiétudes de la société allemande seraient d'autant plus grandes qu'elle a l'impression de se heurter depuis les changements intervenus dans la direction de lux-Airport à une attitude de blocage de son projet.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Le Ministre peut-il confirmer que la société lux-Airport a conclu en septembre 2005 un contrat avec une entreprise allemande chargeant celle-ci de la construction d'un «General Aviation Terminal» à l'Aéroport de Luxembourg?

- Le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons ayant fait qu'un GAT (General Aviation Terminal) «provisoire» a été construit? Quel a été le temps de construction de ce GAT? À combien s'élève le coût de construction? Qui assume le financement de ce projet et qui en assure l'exploitation?

- Le Ministre peut-il également m'informer sur les incidences que la réalisation de ce GAT «provisoire» aura sur le contrat conclu avec l'entreprise allemande qui avait pour mission de construire un GAT définitif?

- Comment faut-il comprendre la déclaration du Ministre faite lors de l'inauguration selon laquelle «il n'y a que le provisoire qui dure»?

- Est-il en particulier prévu de réaliser le GAT définitif à l'endroit initialement prévu et selon les modalités et dans les dimensions convenues avec le concessionnaire?

- Si oui, quels sont les délais pour la mise à disposition du terrain, la réalisation des procédures d'autorisation et l'exécution du projet? Quel sera le coût de ce projet?

- Si non, quelles seront les conséquences légales et financières pour lux-Airport? En particulier, le contrat de concession devra-t-il être résilié et le concessionnaire sera-t-il dédommagé? Quel est le montant prévisible d'une telle indemnisation? Qui devra en assurer le coût?

Réponse (24.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Il est vrai qu'en date du 2 septembre 2005, les sociétés lux-Airport et Kurz Aviation ont signé un contrat confiant à la société Kurz Aviation le financement, la construction et l'exploitation d'un terminal d'aviation générale (GAT) doté d'une fonction VIP pour les besoins du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. Étant donné que la partie VIP est difficilement rentabilisable, la société Kurz Aviation n'entend construire cette partie que si un locataire, en l'espèce l'État, lui assure l'amortissement de son investissement par un contrat de bail de longue durée. La société lux-Airport m'informe qu'un tel contrat de bail entre l'État et la société Kurz Aviation n'a pas été signé à ce jour.

Par ailleurs, à plusieurs reprises et notamment lors de deux réunions en date des 18 juin et 2 octobre 2007, la Direction de la société lux-Airport a attiré l'attention de la société Kurz Aviation sur l'éventuelle réticence de l'État à conclure un tel contrat de bail indexé s'étalant sur 25 ans.

Au vu de cet état des choses, des propositions alternatives ont été faites à la société Kurz Aviation afin de faire avancer ce projet, à savoir, soit lux-Airport financerait et construirait le GAT/VIP et la société Kurz Aviation l'exploiterait, soit la société Kurz Aviation financerait, construirait et exploiterait un GAT sans VIP, soit lux-Airport financerait et construirait un GAT sans VIP et la société Kurz Aviation l'exploiterait.

Entre-temps, la réalisation d'un GAT provisoire a été décidée eu égard au besoin de plus en plus pressant d'une infrastructure dédiée à ce type de transport aérien vu la croissance du trafic de l'aviation d'affaires et le fait que le passage obligatoire des passagers de l'aviation d'affaires par l'ancienne aérogare n'était plus à la hauteur des attentes de ces clients. Il convient de relever à cet égard que l'aviation d'affaires comptait un total de 3.500 mouvements en 2007.

Les travaux du GAT provisoire ont débuté le 3 septembre 2007 pour s'achever le 31 janvier 2008. La construction du GAT provisoire, d'un coût de 1,454 millions d'euros, a été entièrement financée par lux-Airport. lux-Airport avec Luxair en sous-traitance exploite celui-ci.

La réalisation du GAT provisoire ne remet pas en cause les liens contractuels existants entre lux-Airport et Kurz Aviation, ni la construction d'un GAT définitif. La société Kurz Aviation a par ailleurs été informée dès juin 2007 de la construction de ce GAT provisoire. Il est tout à fait clair que le GAT inauguré le 1er février 2008 dernier n'a qu'une vocation provisoire. Néanmoins, au vu des explications fournies ci-dessus entraînant l'impossibilité de connaître la date de réalisation du GAT définitif, le GAT provisoire a été équipé d'infrastructures de qualité.

En ce qui concerne l'emplacement du GAT définitif il n'y a pas eu de changement par rapport au plan initial de prévoir la construction de celui-ci au P5. Les procédures d'autorisation sont en cours de gestation. Les dimensions et le coût des infrastructures dépendent de l'option finalement retenue d'un commun accord entre parties. lux-Airport m'informe à cet égard qu'elle est en train d'étudier les plans afférents lui envoyés par la société Kurz Aviation mi-mars 2008.

Question 2372 (7.3.2008) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **performance énergétique des anciens bâtiments d'habitation:**

Les articles 8 et 9 du règlement grand-ducal du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique d'habitation rendent obligatoire l'établissement du certificat de performance énergétique à partir du 1er septembre 2008 lors d'un changement de propriétaire ou de locataire dans un bâtiment d'habitation existant, si le bâtiment en question ne dispose pas déjà d'un tel certificat valide.

Par conséquent, la certification de la performance énergétique n'est pas seulement prescrite pour les bâtiments d'habitation neufs, mais également pour les maisons datant d'avant le 20e siècle. Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Est-ce que les frais d'isolation d'une vieille maison du 19e siècle, éventuellement classée par le Service des Sites et Monuments, ne sont pas proportionnellement supérieurs à ceux des maisons datant des dernières décennies?

2. La nouvelle réglementation concernant la performance énergétique ne risque-t-elle pas de contrarier les efforts du Gouvernement en matière de protection des anciennes demeures?

3. Ne faudrait-il pas adapter le régime d'aides existant afin de tenir compte de ces risques?

Réponse commune (23.4.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Le règlement grand-ducal du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation transpose les dispositions de la directive 2002/91/CE sur la performance énergé-

tique des bâtiments qui prévoit d'une part la fixation d'exigences minimales en matière de la performance énergétique des bâtiments d'habitation et, d'autre part, l'établissement d'un certificat de performance énergétique en cas de changement de locataire respectivement de propriétaire.

À partir du 1er septembre 2008 tout changement de propriétaire et de locataire rend obligatoire l'établissement d'un certificat de performance énergétique pour un bâtiment d'habitation existant, indépendamment s'il s'agit d'une vieille maison ou d'une maison de date récente. Cet établissement du certificat de performance énergétique n'engendre aucune obligation de réaliser de mesures d'économie d'énergie.

Pour les bâtiments d'habitation existants, les exigences minimales en matière de la performance énergétique doivent uniquement être respectées dans le cas d'une modification respectivement d'une extension d'un bâtiment d'habitation pour lesquels une autorisation de bâtir est requise.

En matière de protection des anciennes demeures, certaines dispositions du règlement grand-ducal du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation ont été prévues afin de prendre en compte la politique gouvernementale. C'est dans ce sens que l'article 7 prévoit que:

«L'autorité compétente en matière d'autorisation de bâtir peut accorder (…) des dérogations au niveau du respect des exigences minimales (…)

- dans les cas où les modifications entreprises changent le caractère ou l'apparence des bâtiments d'habitation (…) de façon à mettre en cause leur statut de bâtiment ou monument officiellement protégé et

- dans les cas où les modifications entreprises mènent à une violation d'une autre disposition légale ou réglementaire dans le domaine de la bâtisse respectivement dans des cas d'impossibilité technique.»

Le règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables qui a été pris sur initiative de Monsieur le Ministre de l'Environnement, prévoit dans son article 5 des aides pour les assainissements énergétiques de bâtiments existants et notamment pour l'application d'isolation thermiques du côté extérieur et du côté intérieur d'un mur de façade. Ces aides garantissent une certaine flexibilité au niveau du choix de l'exécution technique pour les anciennes demeures.

S'il est vrai que l'isolation adéquate d'une maison ancienne peut appeler d'autres moyens que ceux nécessaires pour une habitation récente, il découle de ce qui précède qu'au cas où un propriétaire veut renforcer l'isolation d'une substance plus ou moins historique, son projet ne se heurtera pas nécessairement aux critères de performance énergétique. Aussi, la politique du Gouvernement est-elle cohérente en la matière.

Question 2374 (10.3.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **socles de compétences:**

À l'enseignement primaire, des propositions de socles de compétences en langues et en mathématiques ont été soumises pour avis aux enseignants en 2006-2007. Ensuite, le dossier de presse de la rentrée scolaire 2007-2008 précisait que la version révisée des socles, qui tiendra compte des avis formulés, serait finalisée en automne et publiée avant la fin de cette même année scolaire.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

1. Est-ce que les travaux concernant les socles de compétences avancent comme prévu?

2. Est-ce que les socles de compétences seront publiés pour toutes les matières de l'enseignement primaire ou seront-ils limités aux langues et aux mathématiques?

3. Qu'en est-il des socles de compétences pour l'enseignement postprimaire? L'expérimentation de l'enseignement fondé sur des socles de compétences pour certaines branches de certaines classes à la rentrée 2007-2008 encourage-t-elle à envisager une généralisation pour la rentrée 2008-2009? Dans l'affirmative, pour quelles branches et pour quelles classes l'enseignement fondé sur les socles de compétences est envisagé?

Réponse (9.4.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Les travaux d'élaboration des socles de compétences pour l'enseignement primaire avancent comme prévu. Comme les socles constituent les compétences essentielles que tout élève doit avoir acquis à la fin d'une étape avant de passer à la suivante, leur élaboration doit faire l'objet de la concertation la plus large possible. Une première proposition a été soumise à l'avis des institutrices et instituteurs de 176 écoles; les travaux de synthèses ont été achevés en automne 2007 et une version remaniée a pu être produite pour février 2008.

Lors des séances de formation continue organisée pour familiariser les enseignants avec l'approche par compétences, plusieurs écoles ont déclaré être disposées à s'engager dans cette approche à partir de la rentrée 2008.

2. Les socles de compétences seront établis pour toutes les matières d'enseignement. Même si les premiers travaux se sont concentrés sur l'élaboration des socles pour les langues et les mathématiques et que ces travaux sont terminés, ils sont en cours pour d'autres matières, les sciences, l'éducation sportive etc.

Pour l'éducation préscolaire (cycle 1) les compétences dans les domaines de la psychomotricité, de la créativité, de la découverte du monde et de la vie commune sont en voie d'élaboration. Rappelons ici la différence entre l'enseignement traditionnel et l'approche par compétences. Alors que le premier met l'accent sur ce qui doit être enseigné, c'est à dire le programme, le second met l'accent sur ce que les élèves doivent être réellement capables de faire à la fin du parcours.

Par ailleurs le socle de compétences détermine aussi des compétences transversales telles que saisir, traiter, mémoriser et communiquer une information ou apprendre à apprendre ou développer sa curiosité. Ce sont là des compétences qui sont très importantes et que l'école souhaite désormais développer explicitement.

3. L'apprentissage des mathématiques

Sur base d'une première version de socles de compétences élaborée en 2006, toutes les écoles secondaires luxembourgeoises ont élaboré des programmes pour les classes de 7e et de 6e respectivement 8e pour la rentrée scolaire en septembre 2007. Cette année, les différents établissements seront consultés par le biais des commissions nationales pour les programmes en vue d'une révision de la première version des socles.

L'apprentissage des langues

Pour la rentrée 2007-2008, le Ministère a publié une première version de socles de compétences pour l'allemand et le français pour les deux premières années de l'enseignement postprimaire. Ce document tient compte des remarques et suggestions formulées par les conférences des professeurs. Ces socles constituent une référence pour la rédaction de nouveaux programmes qui sont élaborés par les commissions nationales des programmes.

La mise en œuvre de l'approche par compétences a commencé à titre expérimental à la rentrée 2007-2008 dans les classes de 7e des lycées et lycées techniques suivants: Lycée classique Echternach, Lycée Aline Mayrisch, Lycée du Nord, Lycée technique de Bonnevoie, Lycée technique Josy Barthel à Mamer, Lycée technique des Arts et Métiers, Lycée technique d'Ettelbruck, Lycée technique agricole, Nordstadlycée, Lycée technique Joseph Bech, Lycée technique d'Esch/Alzette, Lycée technique de Lallange, Lycée technique Nic. Biever.

Complément au bulletin

Ce sont également ces 13 lycées qui utilisent le complément au bulletin: chaque trimestre, les élèves reçoivent, en sus du bulletin traditionnel, un document complémentaire d'évaluation qui permet une appréciation plus nuancée des connaissances et compétences en mathématiques ainsi qu'en allemand et en français dans les quatre activités langagières: compréhension de l'écrit, compréhension de l'oral, expression écrite, expression orale.

Les sciences naturelles

Dans le contexte de la publication des résultats de l'étude PISA il a été décidé d'introduire un nouveau cours «sciences naturelles» en classes de 7e et de 6e/8e de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Le cours de sciences naturelles fonctionnera à partir de la rentrée 2008-2009 dans les classes de 7e de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique. À partir de la rentrée 2009-2010, le cours de sciences naturelles sera étendu aux classes de 6e/8e. Une grande importance sera accordée aux travaux pratiques de même qu'au volet communicatif.

L'éducation artistique

Un groupe de travail mixte ES/EST a été chargé d'adapter les finalités de l'éducation artistique dans le cycle inférieur de l'enseignement postprimaire.

Une première version de ce socle pour la fin des classes de 6e et 8e sera développée au cours de l'année scolaire 2007-2008, en concertation avec les commissions nationales des programmes.

L'éducation sportive

Un groupe de travail mixte ES/EST, accompagné par un expert externe, le Prof. Dr. Günter Stibbe de l'Université de Karlsruhe a élaboré une première ébauche des finalités de l'éducation sportive pour le cycle inférieur.

Parallèlement, une démarche d'implémentation sera élaborée au cours de 2008-2009, de sorte que le nouveau curriculum accompagné d'une documentation appropriée puisse être mis à la disposition des enseignants pour la rentrée 2009.

Généralisation de la démarche

Pour l'enseignement des langues, une étape importante sur la voie de la mise en œuvre de l'approche par compétences est actuellement en phase de finalisation: un document d'orientation relatif à l'apprentissage des langues sera présenté au cours du 3e trimestre. Le document part de la description de la situation des langues au Luxembourg et traduit, dans le contexte scolaire luxembourgeois, les champs des activités langagières - écouter, lire, parler, écrire - du Cadre européen des langues. Il présente, pour l'allemand, le français et l'anglais, une liste de descripteurs et d'indicateurs pour les différentes compétences langagières et propose une démarche possible pour l'évaluation des compétences.

Pour la rentrée scolaire 2008-2009, l'approche par compétences sera mise en œuvre dans toutes les classes de 7e ES et EST dans le cadre de l'enseignement de l'allemand, du français, des mathématiques, des sciences naturelles et de l'éducation artistique.

Le complément au bulletin sera généralisé pour toutes les classes de 7e. Les 13 lycées pilotes étendront l'utilisation du complément aux classes de 6e/8e.

Question 2376 (11.3.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**approvisionnement en gaz naturel en provenance des Pays-Bas:**

La Belgique et les Pays-Bas sont liés par un contrat de fourniture de gaz à basse calorie en provenance de Slochteren (Pays-Bas) courant jusqu'en 2016. Cette convention n'assure pas moins de 28% des importations de gaz en Belgique.

Selon la Commission belge de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG), il est de l'ordre du possible que les Pays-Bas mettent un terme aux livraisons. Sont en cause une diminution des réserves et la politique des autorités néerlandaises qui consiste à s'assurer de réserves pour l'approvisionnement du marché intérieur pendant 25 ans avant de penser à exporter du gaz.

Le Grand-Duché de Luxembourg s'approvisionne en gaz naturel par le réseau de gaz naturel interconnecté qui s'étend à travers toute l'Europe. Un de ses fournisseurs principaux sont les Pays-Bas.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre partage les craintes de la CREG?

2. Quel est l'état actuel de l'approvisionnement en gaz naturel du Luxembourg en provenance des Pays-Bas?

Réponse (18.4.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Luxembourg importe 100% de ses besoins en gaz naturel. Ces importations s'opèrent par des fournisseurs dits expéditeurs transport sur le réseau de transport de gaz naturel luxembourgeois. Elles se font sur les trois entrées principales de gaz naturel dont deux avec la Belgique et une avec l'Allemagne. L'entièreté du gaz naturel consommée au Luxembourg n'est pas contractée directement avec des pays producteurs de gaz naturel, mais auprès d'importantes sociétés européennes importatrices de gaz naturel. De ce fait l'attribution du gaz naturel consommé au Luxembourg à des pays producteurs ne peut se faire qu'indirectement en attribuant une provenance proportionnellement aux volumes importés par les différentes sociétés. Ainsi, pour l'année 2006, l'approvisionnement en gaz naturel en provenance des Pays-Bas peut être évalué à environ 10% de la consommation totale.

La totalité du gaz naturel importé et consommé au Luxembourg est de qualité dite à haute calorie ou communément appelé gaz H. Alors que les discussions de nature commerciale en cours entre un importateur belge et un producteur néerlandais sont liées à des fournitures de gaz de qualité dite à basse calorie ou communément appelé gaz L, les exportations de gaz naturel de fournisseurs belges vers le Luxembourg ne sont pas concernées. Des consultations avec la Commission belge de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG) et avec le Ministère de l'Économie néerlandais ont révélé que la situation contractuelle entre les Pays-Bas et la Belgique est encore assurée jusqu'en 2017, que des pourparlers ont commencé pour la période allant jusque dans les années 2020 et que d'ici là le principe de livraisons de gaz L en provenance de production néerlandaise vers la Belgique n'est pas mis en cause.

Question 2378 (11.3.2008) de **MM. Roger Negri** et **Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**avenir du Conseil Consultatif Économique et Social Benelux:**

Dans le cadre de la renégociation du Traité Benelux, des discussions en cours traitent notamment de l'avenir du Conseil Consultatif Économique et Social Benelux (CCES). En effet, certains interlocuteurs proposent de supprimer cette institution, car un maintien de cet organe n'apporterait plus de valeur ajoutée à la collaboration entre les trois pays.

Cependant, le CCES est le seul instrument au niveau du Benelux où les partenaires sociaux peuvent contribuer aux concertations politiques. Une coopération au niveau Benelux valorise plus concrètement la force d'influence qu'exercent les partenaires sociaux dans le processus d'intégration économique et sociale, à l'intérieur comme à l'extérieur du Benelux.

Dans ce contexte nous aimerions demander à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à la question de l'avenir du CCES dans les négociations de la future constellation institutionnelle Benelux?

Réponse (18.4.2008) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Les honorables Députés ont demandé des informations sur la position du Gouvernement au sujet de l'avenir du Conseil Consultatif Économique et Social (CCES) dans la future constellation institutionnelle du Benelux.

Le Gouvernement comprend l'attachement de MM. Negri et Oberweis au CCES et il n'a pas arrêté de plaider la cause de cette institution du Benelux tout au long des négociations.

Hélas, le Luxembourg est resté isolé dans sa position en faveur du maintien du CCES comme institution du Benelux dans le futur Traité modifié.

Le Gouvernement a donc consenti à contrecœur à la suppression du CCES, point qui devenait à ce stade de la négociation la seule divergence de substance importante, afin de permettre aux négociations visant à renouveler et à redynamiser le Traité Benelux de connaître une conclusion rapide.

Question 2379 (10.3.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **rénovation du château d'Aspelt:**

Le château d'Aspelt fait partie des propriétés de la commune de Frisange. Le château et ses annexes devraient être restaurés et des dépendances de l'administration

communale devraient y être installées. S'y ajoute que l'administration communale a offert à quelques associations et sociétés locales, suite à la vente imminente de l'ancienne maison paroissiale où ils tenaient leurs assemblées, de pouvoir utiliser une partie des annexes à des fins de rassemblement.

Certaines des annexes s'avèrent être dans un mauvais état et requièrent rapidement une intervention. Selon l'administration communale, la responsabilité des travaux de rénovation de ces annexes incombe au Ministère de la Culture. Or, force est de constater que les débuts des travaux se font attendre alors qu'il s'avère nécessaire de pouvoir disposer rapidement des locaux en question.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, Octavie Modert:

- Est-ce qu'une convention a été conclue entre le Ministère de la Culture et la commune de Frisange sur la restauration du château d'Aspelt et de ses annexes?

- Dans l'affirmative, en quoi consiste cette convention exactement? Qui porte la responsabilité des travaux de restauration? Madame la Secrétaire d'État pourrait-elle donner de plus amples informations sur leur durée éventuelle?

Réponse (15.4.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse aux questions de Monsieur le Député au sujet du château d'Aspelt, j'aimerais d'abord faire un bref historique du château et des travaux envisagés: les origines du château d'Aspelt remontent vraisemblablement au 11e siècle. Au cours des siècles, différents éléments ont été ajoutés, d'autres bâtiments ont disparu. Aujourd'hui, il ne subsiste que le château même, c'est-à-dire le corps de logis, datant du milieu du 16e siècle, mais remanié au 18e siècle, ainsi que les dépendances.

En ce qui concerne d'éventuels travaux à réaliser, je voudrais apporter les précisions suivantes: suite à une entrevue sur les lieux entre les responsables communaux et le Service des Sites et Monuments nationaux, Monsieur François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, avait envoyé le 22 décembre 2005 une lettre à Monsieur le Bourgmestre de la commune de Frisange, dans laquelle il demandait aux autorités communales de sécuriser les immeubles des communs et de procéder à des réparations de petite taille, afin d'éviter des dégradations plus importantes. À la même occasion, il proposait d'aménager un dépôt pour les besoins du Service des Sites et Monuments nationaux et de procéder, en contrepartie, au renouvellement de la toiture aux frais de l'État. La commune, quant à elle, envisage de mettre d'autres parties des communs à disposition d'associations de la commune.

Le Service des Sites et Monuments nationaux avait fait élaborer en 2006 des bordereaux de soumission avec un bureau d'études. Ces travaux concernaient des positions de maçonnerie, de charpente et de couverture. En même temps une étude approfondie des bâtiments («Bauanalyse») avait été réalisée.

Faute d'un accord formel de la part de la commune jusqu'au début de l'année 2007, les travaux n'avaient pas débuté. Entre-temps l'état défectueux des toits s'était encore aggravé. Un nouveau devis a dû être établi.

Lors d'une réunion en date du 3 mars 2008 entre les responsables communaux et l'architecte du Service des Sites et Monuments nationaux, les points suivants ont été discutés et retenus:

- un bureau d'études a été contacté afin de concrétiser la problématique statique et l'envergure des travaux de toiture;

- les dépenses relatives à ces mesures seront à charge du Fonds des Monuments historiques;

- dans un souci d'avancement rapide et de définition du projet d'implantation des associations, la commune envisage le recours à un architecte;

- le Service des Sites et Monuments nationaux accompagnerait la commune et son architecte dans l'élaboration du projet;

- puisque le site du château est en voie de protection, les plans devront être soumis pour approbation au Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche;

- la commune envisage de reconstruire, dans les meilleurs délais, le mur effondré de la propriété du côté septentrional,

- des visites de contrôle du château inoccupé seront régulièrement effectuées par le service technique de la commune.

La convention à conclure entre le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et la commune de Frisange indiquera que les travaux de restauration seront faits par le maître d'ouvrage qui est la commune, mais qu'ils se feront sous la surveillance du Service des Sites et Monuments nationaux. La durée totale des travaux de réalisation est estimée à quelque quatre mois.

Question 2380 (12.3.2008) **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **«Trame Régionale pour l'Initiation Professionnelle aux Technologies de l'Information et de la Communication - Ouest/Nord + langues» (TRIPTICON+):**

Le projet «TRIPTICON» a été établi en collaboration avec 36 communes issues des cantons de Clervaux, Vianden, Redange, Wiltz et Diekirch et fonctionne depuis l'année 2003. Dans le cadre du projet, des cours informatiques et des cours de langues sont offerts et une plate-forme d'information pour la population du Nord a été mise sur pied. Depuis l'année 2007, l'offre a été élargie par l'organisation de cours touchant à l'emploi et à la carrière. Le financement du projet «TRIPTICON» est assuré conjointement par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le Fond social européen et dans une moindre mesure par l'administration «e-Luxembourg». Malheureusement le financement du projet arrive bientôt à échéance, ce qui place les quatre employés ainsi que les 75 formateurs du projet dans une situation précaire. De plus la disparition du projet en question va laisser un grand vide dans le domaine de la formation dans la partie du Nord du pays. En effet, le projet «TRIPTICON+», qui connaît un succès énorme, constitue le principal centre de formation professionnelle dans la partie Nord du pays. Depuis ses débuts, 5.400 personnes se sont inscrites au projet.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à la Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est-il disposé à continuer de soutenir financièrement le projet en question pour pouvoir assurer sa survie?

Réponse (5.3.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Concernant la poursuite des activités du projet TRIPTICON+, financé dès 2005 par le Fonds social européen (45%) et le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (55%), il faut savoir que la participation des adultes à l'éducation et à la formation reste une priorité de l'éducation nationale dans le cadre de la stratégie de Lisbonne. Différentes mesures ont été prises pour promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie: congé individuel de formation; campagnes de sensibilisation, soutien du projet FSE TRIPTICON+; promotion des cours en matière de Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

Les communes et les associations aussi jouent un rôle important dans le cadre de cette démarche. Par leur engagement il est possible de garantir au niveau local et régional une offre de cours de bonne qualité permettant aux citoyens et aux citoyennes d'élargir leurs compétences dans une optique de développement professionnel, d'intégration socioculturelle ou d'épanouissement personnel.

Ainsi conçu, le projet TRIPTICON+, mis en œuvre par l'a.s.b.l. Eblul-Lux, dite Sproochenhaus, a permis d'augmenter considérablement la qualité et la quantité des cours pour adultes dans la région couverte par le projet.

Maintenant que le soutien financier par le FSE vient à son terme je voudrais souligner que le principe de l'offre de cours pour adultes couverte par une convention entre l'a.s.b.l. Eblul-Lux, dite Sproochenhaus et l'État n'est pas mis en question.

Il s'agit des:

Cours de langues organisées par l'a.s.b.l. Eblul-Lux, dite Sproochenhaus: Ces cours, organisées sur demande et avec le soutien des communes de la région, sont couverts par une subvention du Service de la Formation des Adultes (SFA). L'a.s.b.l. Eblul-Lux encaisse les droits d'inscriptions et paye le personnel chargé des formations. Sur base d'un rapport financier et après vérification des inscriptions le SFA accorde une subvention qui couvre la différence entre les frais d'inscription perçu et les indemnités payées au personnel chargé des cours.

Cours en Technologies d'Information et de Communication (TIC) des communes gérés par l'a.s.b.l. Eblul-Lux, dite Sproochenhaus: Ces cours sont couverts par une convention entre les différentes communes, le SFA et le Service e-Luxembourg (SEL). L'a.s.b.l. Eblul-Lux, prépare les demandes de subvention pour les communes, encaisse les droits d'inscriptions, paye le personnel chargé des formations, établit les rapports pédagogiques et financiers pour les communes et encaisse des communes les subventions payées par le SEL sur base du décompte.

Pour les années 2005, 2006, 2007 et 2008 l'a.s.b.l. Sproochenhaus avait introduit le projet TRIPTICON+ auprès du Fonds social européen. Par ce biais, la gestion administrative ainsi que la promotion et la publicité pour tous les cours adultes de la région pouvaient être financés avec une contribution du Ministère de l'Éducation nationale s'élevant à 55% (contrepartie nationale).

Projet FSE TRIPTICON	Total	Contrepartie MENFP
2005	180.630,00	99.346,50
2006	214.960	118.228,00
2007	221.800	121.990
2008	230.800	126.940

Il est à noter que jusqu'à présent le Ministère, ne dispose pas encore d'un décompte financier définitif concernant le projet TRIPTICON+ pour les années 2005 à 2008. Compte tenu de cette situation, il n'est pas possible d'apprécier définitivement les besoins en ressources (par exemple personnel administratif) pour la gestion du dispositif mis en place.

D'autre part, il s'est avéré que les structures actuellement en place devraient être précisées davantage pour permettre à l'État d'identifier les responsabilités, la gestion et le financement de la multitude des actions encadrées par l'a.s.b.l. Eblul-Lux, dite Sproochenhaus.

L'éducation nationale peut continuer à soutenir des activités concernant le domaine de l'éducation des adultes dans le cadre de son budget dont la base légale est le règlement grand-ducal du 31 mars 2000, qui habilite le SFA à conclure des conventions avec des communes et associations organisant des cours pour adultes. Le règlement grand-ducal prévoit que la participation financière est liée aux cours retenus par la convention.

Question 2381 (12.3.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **lecture automatique des plaques d'immatriculation:**

La Cour constitutionnelle allemande vient de prendre un arrêt interdisant à la police des pays de Hesse et de Schleswig-Holstein l'enregistrement systématique des numéros des plaques d'immatriculation à des fins d'enquête.

Dans ce contexte je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de Justice:

- Est-ce que la lecture automatique des plaques d'immatriculation est autorisée au Luxembourg et le cas échéant à quelles fins et quelle en est la base légale?

Réponse (21.3.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La lecture automatique et l'enregistrement systématique des numéros de plaques d'immatriculation ne sont pas autorisés au Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2382 (12.3.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**affaire «Bommeleeër» - lettre du juge d'instruction de 1998:**

Il me revient à travers la presse nationale que dans l'affaire dite «Bommeleeër» le juge d'instruction se serait plaint en 1988 dans une lettre que son travail aurait été entravé par des membres de la gendarmerie.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette lettre du juge d'instruction de 1988 dans laquelle il se plaint d'avoir été entravé dans son travail par des membres de la gendarmerie?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer quelles suites ont été données aux doléances du juge d'instruction par le Ministre de la Justice à l'époque?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de réclamations des membres de la «sûreté» dans l'affaire «Bommeleeër» qui se sont plaints d'avoir été contrariés dans leur travail par des supérieurs hiérarchiques?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer quelles suites ont été réservées aux doléances des membres de la «sûreté»?

Question 2383 (12.3.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**affaire «Bommeleeër» - procès-verbaux du Comité Permanent de Sécurité (CPS):**

Le directeur du Service de Renseignement a révélé dans une interview accordée à un hebdomadaire luxembourgeois, que le Service de Renseignement, la police, la gendarmerie ainsi que le Ministre de la Justice se seraient concertés à l'époque des attentats à la bombe sur l'enquête en cours au sein du CPS (Comité Permanent de Sécurité). Le CPS dépendait du Ministre de la Justice et était présidé par le commandant de la gendarmerie. Le directeur du SRE affirme: «Dass eine Observation stattgefunden hatte und dass sich aus ihrem Ablauf Verdachtsmomente gegen ein Mitglied der Gendarmerie ergaben, war allen Beteiligten bekannt, auch den Mitgliedern der Polizei».

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer s'il ressort des procès-verbaux du Comité Permanent de Sécurité que ses membres ont été mis au courant de la filature illégale sur Monsieur Bernard Geiben ainsi que des motifs de suspicion à l'encontre d'un membre de la gendarmerie contenus dans le rapport du SRE?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer par qui les membres du Comité ont été informés de ces faits et qui étaient les membres présents lors de la diffusion de cette information?

- Au cas où les déclarations du directeur du SRE s'avéreraient exactes et que les enquêteurs auraient déjà été en 1986 au courant des motifs de suspicions à l'encontre d'un membre de la gendarmerie, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas étonnant le fait que les enquêteurs aient mis plus de 20 ans avant de suivre la piste des «insiders»?

Question 2384 (12.3.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**affaire «Bommeleeër» - lettre du juge d'instruction de 1998:**

An engem Artikel iwwert d'Affär Bommeleeër schreift d'Zäitschrëft «Télécran», hir géif e Rapport virleien, deen en äußerst schwieregt Verhältnis tëscht dem (deemolegen) Kommandant vun der Gendarmerie an de Justizinstanzen géif bezeien. Déi deemoleg Untersuchungsriichter hätte sech an engem Bréif vun 1988 géint «die Vormundschaft eines Militärs» gewiert, déi si bei der Erfëllung vun hirer Aufgab behënnert hätt. Duerfir géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Kënnt Dir dës Duerstellung bestätegen an hutt Dir dëse Bréif, respektiv wat wësst Dir dovun?

2. U wie war dëse Bréif geriicht?

3. Hat den deemolege Justizminister Kenntnis vun dësem Bréif?

4. Wien an der Regierung war nach iwwert dëse Bréif informéiert?

5. Wat fir e «Militär» war an dësem Bréif viséiert?

6. Wat fir Suiten huet dëse Bréif kritt? Wat konkret huet déi deemoleg Regierung ënnerholl?

7. Wat ass un de Rumeuren, datt en Untersuchungsriichter, dee mat der Affär Bommeleeër befaasst

war, den Dossier ouni valabel Begrënnung ewechgeholl kritt hätt?

Réponse (19.3.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1. Je n'ai pas connaissance de cette lettre.

2. Il m'est impossible de savoir si le Ministre de la Justice de l'époque, feu Monsieur le Ministre Robert Krieps, avait connaissance de cette lettre.

3. Aucune information ne m'est connue quant à d'éventuels reproches de la «sûreté» quant au déroulement de l'enquête.

4. Le Ministère de la Justice n'a aucune compétence quant à l'attribution des dossiers aux juges d'instruction.

5. Les procès-verbaux sur les activités du Comité Permanent de Sécurité dans les années 1984 à 1987 ne mentionnent aucun détail relatif aux attentats ou aux enquêtes y relatives et ne font pas référence à l'observation Geiben.

Dans un souci de transparence, je transmettrai l'ensemble des pièces relatives à ce comité, qui fut essentiellement un organe de coordination interministériel en matière de sécurité, à la Commission parlementaire de contrôle du Service de Renseignement.

Question 2385 (13.3.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **nomenclature des prothèses et traitements dentaires:**

Dans sa réponse à la question parlementaire N°2192 concernant le coût des prothèses dentaires du 21 décembre 2007 de Madame la Députée Marie-Josée Frank, Monsieur le Ministre renvoie toute responsabilité et compétence en ce qui concerne l'élaboration ou l'adaptation de la nomenclature des prothèses et traitements dentaires aux partenaires sociaux et au groupement professionnel des médecins *(cf. compte rendu N°9/2007-2008).*

Aux termes de l'article 65 du C.A.S. la commission de nomenclature se compose notamment de quatre membres dont le président, désignés parmi les fonctionnaires, par arrêté conjoint des ministres ayant dans leurs attributions la sécurité sociale et la santé. De plus, toujours selon l'article 65 du C.A.S., elle peut être saisie de toute proposition d'inscription, de modification ou de suppression d'actes, services ou fournitures par les ministres ayant dans leurs attributions la sécurité sociale ou la santé, le collège médical, le contrôle médical de la sécurité sociale, l'Union des Caisses de Maladie, la commission de surveillance ou encore par les parties signataires des conventions.

Monsieur le Ministre affirme également dans sa réponse que les propositions émanant de l'expert étranger chargé par l'Union des Caisses de Maladie d'examiner la nomenclature des médecins dentistes actuelle et de proposer d'éventuelles adaptations des positions au progrès de la médecine dentaire seraient difficilement transposables telles quelles dans la nomenclature existant actuellement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Qu'est-ce qui empêche Monsieur le Ministre de prendre une initiative en la matière, soit par l'intermédiaire de ses représentants au sein de la commission de nomenclature, soit par proposition directe faite de sa part à ladite commission?

- À qui les propositions de l'expert étranger ont-elles été communiquées? Seront-elles rendues publiques?

- Pour quelles raisons ces propositions sont-elles jugées difficilement transposables? Est-ce que la mission de cet expert a été suffisamment précise? Sinon, à qui en incombe la responsabilité?

- Comment Monsieur le Ministre entend-t-il procéder afin d'avancer enfin dans ce dossier?

Réponse (14.4.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En ce qui concerne les volets 1) et 2) de la question parlementaire, j'informe l'honorable Député que le projet de nomenclature dentaire élaboré par le Docteur Toury est un projet commandité et payé par l'UCM, respectivement son conseil d'administration. Il doit dès lors être considéré comme étant la propriété de l'Union des Caisses de Maladie. Dans la mesure où le projet rencontre les vues de son conseil d'administration, il est une conséquence naturelle qu'il soit transmis à la Commission de nomenclature par ce dernier. Il n'appartient dès lors pas au Ministre d'en saisir la Commission de nomenclature en lieu et place de l'Union des Caisses de Maladie.

Quant au volet 3), je signale à l'honorable Député qu'il est à ma connaissance que le projet de nomenclature présenté par l'expert français, le Docteur Toury, est un projet «holistique», c'est-à-dire qui intègre toutes les facettes de l'art de guérir dentaire, y compris notamment les consultations, les soins préventifs et cosmétiques, les traitements curatifs (traumatologie et soins conservatoires), les soins endodontiques, les soins parodontaux, l'occlusodontie, l'anesthésie, les extractions (y compris chirurgicales), l'implantologie, la prothétique, l'orthodontie et la radiologie.

Cette proposition de nomenclature reflète l'image scientifique de tout ce que l'art de la médecine dentaire moderne est en mesure d'offrir. En plus elle est conçue de manière à établir entre tous les actes des domaines évoqués ci-dessus une relation relative à leur valeur/complexité/difficulté technique et durée.

Elle ne fournit cependant pas forcément l'image de l'éventail des prestations que l'assurance maladie est en possibilité de prendre en charge au regard de ce qui est autorisé suivant l'impératif légal de l'«utile et du nécessaire». Cette appréciation ne relève d'ailleurs pas de la mission de l'expert et un travail complémentaire pour déterminer ces éléments doit être fourni dès lors par les responsables de l'assurance maladie et doit faire l'objet d'un arbitrage par les partenaires sociaux.

L'impact d'une transposition pure et simple c'est-à-dire intégrale de ces propositions entraînerait un certain nombre de risques pour l'assurance maladie:

- celui de voir augmenter probablement de manière significative les frais à prendre en charge aux taux de remboursement actuels,

- celui de prendre en charge des éléments dépassant ce qui est utile et nécessaire par rapport aux missions de l'assurance maladie et au principe de «l'utile et du nécessaire»,

- celui de faire basculer (éventuellement dans les deux sens) le revenu des professionnels concernés suivant les domaines dans lesquels ceux-ci sont spécialisés.

Ce constat ne permet dès lors pas de mettre en cause la mission de l'expert qui a parfaitement accompli la mission dont il a été chargé et il ne convient non plus de parler dans ce contexte de «responsabilités».

Finalement, je tiens à préciser à l'honorable Député que la démarche à laquelle sont appelés à adhérer dorénavant les acteurs est celle d'évaluer l'impact d'une mise en vigueur de cette proposition de nomenclature tout en prenant en compte des retranchements et adaptations nécessaires en application du principe de «l'utile et du nécessaire».

Après simulation et évaluation des perspectives résultant de ce projet, il y a lieu d'apprécier si, en tenant compte de l'obligation légale incombant à l'UCM pour garantir l'équilibre financier, il convient de réajuster ou non les participations personnelles des assurés ou de les différencier suivant la nature et la nécessité médicale des prestations en termes de risque pour la santé individuelle.

Le conseil d'administration de l'Union des Caisses de Maladie s'est prononcé à continuer l'analyse de la réforme de la nomenclature dentaire en basant la discussion sur le projet élaboré par le Docteur Toury.

Question 2386 (14.3.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**étude relative au futur réseau de tramway à Luxembourg:**

Déi lescht Deeg ass an der Press iwwer eng Etüd am Zesummenhang mat dem geplangten Tram an der Stad Rieds gaangen. Ënner anerem missten de Kinokomplex Utopolis an en Deel vun de Foireshale geréckelt ginn, fir d'Gare an den Tracé vun den Tramsschinne kënnen ze realiséieren. An engem Artikel an der «Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek» vun haut heescht et, déi franséisch Firma PTV-Vision hätt ewell den 18. Dezember 2007 eng Presentatioun hanner duebel zouenen Diere gemaach, bei där net vill Guddes un der aktueller Planifikatioun fir den Ausbau vum öffentleche Schinnentransport iwwreg bliwwe wär. Ouni op all Detail anzegoen, wollt ech lech duerfir dës Froe stellen:

1. Stëmmt d'Informatioun iwwert dës Presentatioun vum 18. Dezember 2007, a wat fir e Stellewäert ass hir bäizemoossen?

2. Stëmmt et, datt dëst Dokument a ville wichtege Punkten zu enger negativer Bewäertung vun der aktueller Planung kënnt? Wat fir Projete sinn dovu betraff?

3. Fir wéini ass mat dem Ofschloss vun dëser Etüd an hirer Publikatioun ze rechnen?

4. Sidd Dir bereet, den zoustännege Chamberskommissiounen dat Dokument vum 18. Dezember zoukommen ze loossen?

Réponse (18.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1) Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire se trouve en possession d'un document interne intitulé «support de discussion» consistant en des présentations intermédiaires et fragmentaires d'un avant-projet de concept de mobilité pour le sud-ouest de la ville de Luxembourg. Ce document, élaboré par le bureau d'études PTV pour le compte du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, contient quelques pistes de réflexion pour un concept de mobilité à l'horizon 2030 sur base de différents scénarios d'évolution du trafic qui restent à valider.

2) Les pistes de réflexion dudit bureau d'études ne se prononcent pas contre les projets en cours prévus pour l'extension du réseau ferroviaire, mais souhaitent bien au contraire compléter le tram léger et notre réseau ferré classique par tout un réseau S-Bahn et par nombre d'extensions de type train-tram, entre autres vers Sandweiler, vers Bertrange ainsi que vers Audun-le Tiche, Dudelange et Ottange via Hesperange. Ces pistes de réflexion méritent donc encore une analyse approfondie et des discussions réfléchies entre acteurs concernés avant de mener éventuellement à un projet de concept de mobilité qui pourrait s'avérer viable à long terme et le cas échéant trouver l'aval du Gouvernement pour être ensuite présenté à la Chambre des Députés, voire au public.

Question 2388 (14.3.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **déroulement des opérations d'enregistrement et de contrôles à l'Aéroport de Findel:**

De plus en plus souvent les passagers qui désirent prendre un avion à l'Aéroport de Findel se trouve confrontés à des files d'attentes pouvant dépasser une heure lors du check-in et ou lors des contrôles d'identité et de sécurité. Le résultat est constitué de retards dans les départs des avions et dans une irritation croissante des usagers contre l'aéroport ce qui surtout à la veille de l'inauguration de la nouvelle aérogare n'est pas sans poser des questions.

Les retards cités ne peuvent pas être imputés uniquement à quelques passagers qui arrivent dans les limites fixées pour le check-in, mais ils résultent soit d'un défaut d'organisation soit d'un manque de personnel soit des deux à la fois.

Dans ce contexte je me permets de vous poser les questions suivantes:

1. Le Gouvernement a-t-il connaissance des problèmes évoqués et comment entend-il les résoudre?

2. Alors que la nouvelle aérogare est censée accueillir un nombre de passagers plus importants je voudrais savoir si des mesures ou des installations spécifiques sont prévues pour permettre un déroulement des opérations d'enregistrement et de contrôles dans des délais répondant aux usances.

Réponse (22.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1. Ainsi que l'indique Monsieur le Député, des files d'attentes peuvent se former à un aéroport à différents moments avant l'embarquement dans l'avion. Il s'agit notamment de l'attente au comptoir d'embarquement, qui n'est pas obligatoire dans le cas de l'«e check-in», voire aux postes de contrôle de sûreté.

En ce qui concerne les files d'attentes qui peuvent se former au niveau des comptoirs d'embarquement, la société Luxair, qui est l'actuel assistant en escale à l'Aéroport de Luxembourg, m'informe qu'elle assure un contrôle rapproché à cet égard.

Ainsi, Luxair mesure toutes les 15 minutes les temps d'attente devant les guichets réservés aux passagers des classes affaires et économique. Par ailleurs, depuis juillet 2007, des objectifs précis, en ligne avec les standards existants dans l'industrie, ont été fixés en matière de temps d'attente des passagers des classes affaires et économique. Ces objectifs sont repris dans un Service Level Agreement, signé avec tous les clients de Luxair Services (la Business Unit «Passenger Handling» de Luxair), à savoir Luxair, Luxair Tours et les compagnies tierces.

Afin d'atteindre ces objectifs, Luxair Services (Handling) a engagé plus de 15 employés additionnels depuis mars 2007 et ce sans augmentation significative du nombre de passagers transitant par l'Aéroport de Luxembourg.

L'évaluation de ces données faite par Luxair fait ressortir que pour le mois de janvier 2008, le niveau de service requis a été atteint, voire dépassé pour les classes affaires et économique.

Pour le mois de février, le niveau de service a été atteint à 95,57% pour la classe affaires et à 95,05% pour la classe économique.

Sans vouloir minimiser les désagréments endurés par les passagers concernés par des délais d'attente importants, il apparaît de ces statistiques que les temps d'attente excessifs restent marginaux. Il convient toutefois de relever que pour le mois de mars deux journées ont connu des temps d'attente inacceptables suite à, pour le 3 mars, une accumulation malheureuse d'évènements, à savoir un programme de formation intense, un taux de maladie particulièrement élevé et une mauvaise anticipation des flux et, pour le 5 mars, une défaillance technique importante d'un fournisseur informatique externe d'un système de réservation. Ces situations ont été gérées au mieux afin de minimiser autant que possible les inconvénients déjà endurés par les passagers.

Luxair a réagi avec des mesures de contrôle supplémentaires et l'augmentation du personnel de check-in additionnel pour les heures de pointe afin de pallier aux déficiences constatées et d'éviter toute récurrence.

Malgré ces deux journées de difficultés, la ponctualité des vols Luxair reste élevée en moyenne européenne. Par ailleurs, les compagnies tierces opérant à l'aéroport confirment également leur satisfaction avec l'amélioration du niveau de service offert par Luxair Services (Handling) pour 2007, notamment la ponctualité des vols et le temps d'attente à l'enregistrement.

En ce qui concerne le contrôle de sûreté, contrôle relevant de la compétence de la société lux-Airport, celle-ci m'informe que selon ses relevés de temps d'attente aucun délai d'attente de plus d'une heure n'a eu lieu. En pratique les trois postes de sûreté existants sont ouverts simultanément.

2. Avec la mise en exploitation de la nouvelle aérogare de nettes améliorations en matière de rapidité de service et de confort offerts sont en vue.

En effet, au niveau des installations, la nouvelle aérogare disposera de 26 guichets d'embarquement ainsi que de six bornes d'enregistrement automatique et de quatre, voire à terme six points d'inspection filtrage pour les contrôles sûreté. À titre de comparaison, l'aérogare actuelle dispose seulement de 12 guichets d'embarquement et de deux points d'inspection filtrage au terminal A actuel et d'un point d'inspection filtrage au terminal B.

Au niveau du service, une nette amélioration est également à anticiper suite au réagencement des tâches entre gestionnaire aéroportuaire, assistant(s) en escale et transporteurs aériens. En effet, actuellement la société Luxair est l'exploitant de l'aérogare et l'unique agent en escale. Parmi les services à prester par l'assistant en escale figurent notamment les services d'assistance passagers comprenant le contrôle des documents de voyage et l'enregistrement des bagages. Avec l'ouverture du nouveau terminal, les tâches incombant au gestionnaire de l'aéroport et à l'agent en escale seront strictement séparées. lux-Airport, en tant qu'exploitant de l'aérogare veillera à ce que la qualité de service de ces prestataires corresponde aux besoins des passagers.

La société Luxair prépare également le transfert des activités vers le nouveau terminal en procédant à des recrutements supplémentaires. D'autres gains d'efficacité sont escomptés de la mise en exploitation imminente d'un nouvel lo-

giciel informatique permettant une gestion optimisée des ressources et du volume de travail.

Le Gouvernement suit de manière rapprochée l'évolution de la qualité en matière d'assistance en escale et de contrôle de sûreté à l'Aéroport de Luxembourg. L'objectif est d'offrir aux passagers des services de qualité dans des délais raisonnables et ce pour l'entièreté du voyage aérien.

Dans cette perspective, l'État a d'ailleurs mandaté lux-Airport de lancer un appel d'offres en vue de l'implantation d'un deuxième assistant en escale dans la nouvelle aérogare. Dans le cadre de l'agrémentation du futur assistant en escale, les deux assistants en escale se verront imposées des spécifications techniques portant notamment sur leurs capacités et qualités techniques ainsi que sur l'aptitude à assurer la permanence du service.

Question 2390 (14.3.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **prise en considération des efforts d'intégration pour le retour ou le maintien de personnes déboutées du droit d'asile:**

Selon l'ASTI, plus d'une centaine de personnes déboutées du droit d'asile seraient sur le point d'être expulsées (vers le Nigeria entre autres).

Pour certains, l'expulsion intervient après des années passées au Grand-Duché et alors qu'ils ont fourni de véritables efforts d'intégration, notamment en apprenant la langue luxembourgeoise.

Comme le Gouvernement souligne par ailleurs l'étroitesse des liens entre apprentissage de la langue luxembourgeoise et intégration et que le marché luxembourgeois est constamment à la recherche de frontaliers et/ou immigrés pour soutenir sa croissance économique, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre:

- En quoi les efforts d'intégration (compétences linguistiques ou autres) sont-ils pris en considération pour le retour ou le maintien de personnes déboutées du droit d'asile?

Réponse (3.4.2008) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Les personnes déboutées du droit d'asile sont susceptibles d'être éloignées du territoire luxembourgeois, conformément à l'article 22.(1) de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Les efforts d'intégration, y compris les compétences linguistiques, ne peuvent à eux seuls empêcher le retour qui est explicitement prévu par la loi en cas de refus du statut de protection internationale.

La demande d'asile ou de protection internationale ne peut pas être une voie détournée de l'immigration.

Par ailleurs, les qualifications de ces personnes ne permettraient souvent pas leur insertion facile sur le marché du travail, compte tenu d'un chômage structurel persistant qui affecte particulièrement les personnes peu qualifiées.

Question 2391 (14.3.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **cas d'un retour forcé échoué d'une personne déboutée du droit d'asile vers la Guinée Conakry:**

L'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI) vient de rendre public le cas du retour forcé échoué d'une personne déboutée du droit d'asile vers la Guinée Conakry.

Il est fait état du refus du capitaine de l'avion d'embarquer cette personne suite à certains événements survenus lors du transit à Paris. L'incident aurait été accompagné de violences physiques sur le détenu de la part des policiers qui l'escortaient. Il aurait finalement été ramené à la prison de Schrassig. Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer ces informations?

- Quels moyens ont été mis en œuvre pour élucider les faits? Est-ce que la personne concernée sera entendue? Un constat médical a-t-il été établi?

- Quelles conclusions en tirez-vous pour garantir les droits et la dignité des personnes concernées par ces procédures? Existe-t-il un code de conduite en la matière?

Réponse commune (2.4.2008) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En réponse à la question de l'honorable Député, il peut être confirmé que le 9 mars 2008, la personne concernée a fait l'objet d'une tentative de rapatriement après avoir purgé une peine d'emprisonnement de deux ans pour trafic de stupéfiants. En revanche, il ne s'agit en l'occurrence pas d'un demandeur d'asile débouté, mais d'une personne en situation irrégulière sur le territoire. Il convient également de noter que l'autorisation de séjour en Italie de la personne concernée avait expiré lors de son incarcération, et que les autorités de ce pays ont refusé à la fois de prolonger l'autorisation et de laisser rentrer la personne sur son territoire.

Il ressort de la déposition de la personne en question, confirmée par le rapport de la Police grand-ducale, qu'au moment de l'embarquement lors du transit à Paris, ladite personne a refusé d'embarquer l'avion et a commencé à se débattre contre les policiers qui ont entendu procéder à l'exécution de la décision d'éloignement. Lors de cet incident, un policier luxembourgeois a été blessé, entraînant une incapacité temporaire de travail. Deux policiers français ont également été blessés par des morsures de la part de la personne en question qui, de son côté, a subi des contusions.

Le commandant de bord a par la suite refusé d'embarquer la personne concernée pour des raisons de sécurité.

Un rapport sur le rapatriement a été dressé par la Police grand-ducale. De même, la personne concernée a été entendue et a pu faire une déposition. Elle y a largement confirmé les faits détaillés par le rapport précité. Par ailleurs, elle a fait l'objet d'un examen médical dès le lendemain de son retour à Schrassig.

Lors de l'exécution d'une décision d'éloignement, les droits et la dignité de la personne qui en fait l'objet sont évidemment à respecter. À cet égard, il est prévu de mieux préparer psychologiquement les personnes au rapatriement et d'adopter, comme le prévoit le projet de loi sur la libre circulation et l'immigration, un règlement grand-ducal précisant les modalités de l'éloignement. Ce règlement est en voie d'élaboration avec les instances concernées.

Question 2392 (14.3.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **mise au travail dans le cadre de la législation sur le RMG:**

Le service national d'action sociale peut affecter les bénéficiaires du revenu minimum garanti à une occupation auprès de l'État, des communes, des établissements publics ou d'autres organismes, institutions ou groupements de personnes poursuivant un but non lucratif; la participation à des stages en entreprise selon des modalités à fixer par règlement grand-ducal.

Il y aurait actuellement quelque 1.500 personnes qui bénéficient d'une mise au travail dans le cadre de la législation sur le RMG. Ces personnes ne figurent plus dans les statistiques du chômage, elles n'ont plus l'obligation de se présenter à l'Administration de l'Emploi, qui n'est pas obligée, en cas de publication d'un poste vacant, de leur donner une priorité d'embauche.

Or, la grande majorité des RMGistes dont question effectue un travail régulier de 40 heures par semaine pendant des années notamment auprès des grandes communes. Ils font le même travail que les personnes bénéficiant d'une rémunération ordinaire qui est souvent le double ou le triple de la leur. Certaines de ces personnes y trouvent leur compte alors que le RMG ne peut être saisi et qu'elles bénéficient ainsi d'un revenu disponible supérieur à celui dont elles bénéficieraient en travaillant.

Pour les communes et l'État il s'agit d'une main-d'œuvre bon marché. J'estime que les RMGistes capables de travailler comme je viens de l'exposer devraient rester inscrits comme chômeurs et être soumis aux avantages, mais aussi aux mêmes obligations et devoirs et figurer dans les statistiques du chômage alors que manifestement ces personnes sont capables d'effectuer un travail régulier.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

1. Combien de personnes bénéficient actuellement d'une mise au travail dans le cadre de la législation sur le RMG et auprès de quels employeurs?

2. Quelle est la durée de ces mises au travail et pouvez-vous notamment confirmer que certaines communes (villes de Luxembourg, d'Esch/Alzette, de Dudelange etc.) emploient ces personnes sur plusieurs années sans leur offrir un contrat de travail?

3. Les RMGistes concernés ne devraient-ils pas continuer à être soumis à la législation sur le chômage et figurer dans les statistiques du chômage, même si le nombre de chômeurs s'en trouve ainsi augmenté?

4. Les Ministres concernés entendent-ils se concerter pour remédier à cette situation ubuesque?

Réponse commune (11.4.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Remarque préliminaire:

Les conditions d'affectation à des mesures d'insertion professionnelles sont déterminées par la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, telle qu'elle a été modifiée. Les valeurs numériques reprises ci-dessous proviennent du fichier du Service National d'Action Sociale (SNAS) pour février 2008.

L'énoncé de la question donne lieu aux remarques suivantes:

- Contrairement à ce qui a été exposé, l'indemnité d'insertion versée au titre de la loi RMG, peut être cédée, mise en gage et saisie dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires. Ainsi les concernés ne bénéficient point d'un revenu disponible supérieur à celui dont ils bénéficieraient en cas d'embauche.

- Outre les mesures d'insertion mentionnées, l'article 13, alinéa 3 de la loi précitée permet à un employeur, qui engage un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion moyennant un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée, de pouvoir demander la participation de l'État aux frais de personnel occasionnés par cet engagement. Les bénéficiaires de cette mesure, introduite par la loi du 8 juin 2004, sont repris dans les réponses fournies ci-après.

Réponses aux questions:

1. Au mois de février 2008, le nombre de bénéficiaires du revenu minimum garanti (RMG) participant à des activités d'insertion professionnelle est de 1.211, dont

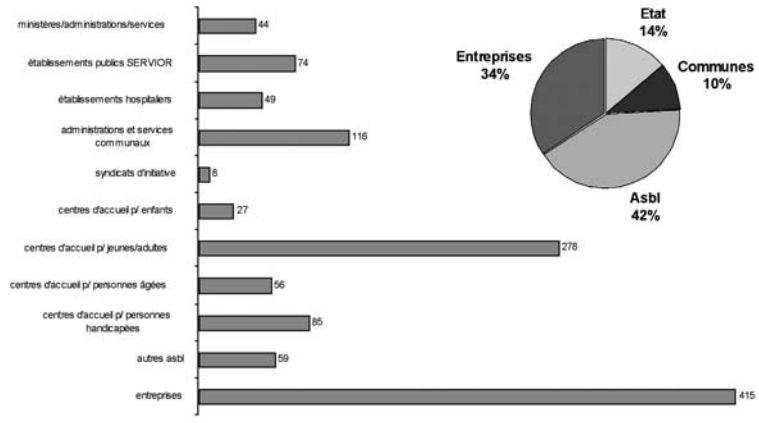
- 641 sous forme d'affectation temporaire indemnisée conformément à l'article 10 (1) b) de ladite loi (ATI),

- 176 sous forme d'affectation temporaire indemnisée conformément à l'article 10 (1) c) de ladite loi (stage en entreprise / SE),

- 394 sous forme de contrat de travail subsidié conformément à l'article 13, alinéa 3 de ladite loi.

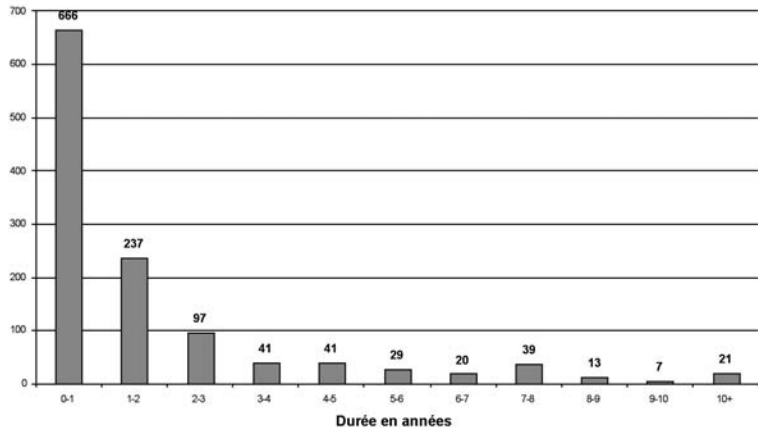
Les ATI continuent de diminuer en nombre et sont de plus en plus réservées aux bénéficiaires qui n'arrivent pas à trouver un emploi au premier marché du travail. Quant aux stages en entreprise, ils sont normalement de courte durée et servent de tremplin vers un contrat de travail. Le nombre de contrats subsidiés est en nette croissance depuis l'introduction en 2004, aux dépens des indemnités d'insertion.

Nombre de bénéficiaires RMG en mesure d'insertion par type d'organisme d'affectation:



2. En moyenne les activités d'insertion en question durent 21,3 mois. La répartition selon la durée des activités montre que la grande majorité (83%) des personnes occupe les postes d'activité temporaire depuis moins de trois ans.

Durée des mesures d'insertion en cours



Les participants aux activités d'insertion ATI auprès des communes de Esch/Alzette, Dudelange, Differdange et Ville de Luxembourg sont repris dans le tableau suivant:

	Nombre de participants	Durée en mois
Administration communale Differdange	19	58
Administration communale Dudelange	14	70
Administration communale Esch/Alzette	27	40
Ville de Luxembourg	6	64
Ville de Luxembourg / Service parc	1	93

La durée moyenne d'affectation est supérieure à la moyenne de l'ensemble des mesures, ce qui s'explique par le fait que ces mesures sont de plus en plus réservées aux bénéficiaires qui, pour des raisons d'âge ou personnelles, n'arrivent pas à trouver un emploi au premier marché du travail, et peuvent ainsi retrouver une activité utile et enrichissante dans notre société. D'autre part, pour les participants aux activités d'insertion ATI, d'autres mesures (SE, contrat subsidié) peuvent être prises en considération lors du renouvellement du contrat d'insertion, selon l'évolution de la personne concernée.

3. La loi précitée dispose que pour bénéficier de l'indemnité d'insertion, la personne ne doit pas être chômeur indemnisé, ni participer, en tant que demandeur d'emploi aux activités d'insertion professionnelle organisées par l'administration de l'emploi (ADEM), tout en restant disponible pour le marché de l'emploi et prête à accepter tout emploi lui assigné par l'administration de l'emploi (art.6 c)), sauf à en être dispensé.

Parmi les bénéficiaires non dispensés, il y a lieu de distinguer entre ceux qui, temporairement, ne participent pas à une activité d'insertion, ceux qui sont affectés à une mesure indemnisée et ceux qui bénéficient d'un contrat de travail subsidié. Alors que les premiers sont comptés par l'ADEM comme «demandeurs d'emploi/résidents»[1], les deuxièmes figurent parmi les «Personnes résidentes bénéficiant d'une mesure pour l'emploi»[2]. Seule la troisième catégorie de bénéficiaires n'est plus obligée de s'inscrire à l'ADEM, ce qui est normal, puisqu'ils ont signé un contrat de travail et ne sont actuellement pas disponibles pour un autre emploi.

Concernant les bénéficiaires dispensés, parce que reconnus inaptes pour le marché de l'emploi, nombreux sont ceux qui sont néanmoins capables de fournir un tra-

[1] ADEM - Bulletin luxembourgeois de l'Emploi, No 02/ 2008, tableau 1

[2] idem, tableau 3 (colonne «ATI»)

nombreux sont ceux qui sont néanmoins capables de fournir un travail d'utilité collective adapté à leurs capacités. Les activités proposées à l'article 10 de la loi précitée se distinguent du marché normal de l'emploi par une plus grande flexibilité au niveau des exigences, de la durée de travail et des obligations incombant à l'employeur. La nature des travaux à effectuer se situe dans un spectre très large, offrant de grandes possibilités d'adaptation à des situations individuelles.

4. Le reproche d'une situation ubuesque étant non fondé, nous précisons néanmoins que quant à la concertation des ministres en question, l'ADEM et le SNAS agissent en très bonne collaboration à tous les niveaux.

Question 2393 (17.3.200) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **blocage des portes d'entrée à l'Hôpital Kirchberg:**

Récemment, un problème technique ou électronique a causé le blocage total des portes d'entrées à l'Hôpital Kirchberg. Les gens étaient en quelque sorte enfermés dans le bâtiment parce que même les sorties de secours, normalement faciles à ouvrir de l'intérieur étaient bloquées. Ainsi aucun accès vers l'extérieur n'était garanti, une situation qui pourrait vite tourner au drame en cas d'incident. En plus, les sorties de secours n'étaient pas dégagées, les chaises destinées aux fumeurs bloquant les portes.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quelle était l'origine du blocage des portes d'entrées à l'Hôpital Kirchberg?

- Pour quelles raisons les sorties de secours étaient fermées voire non dégagées à l'extérieur?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre afin d'empêcher une telle situation à l'avenir?

Réponse (4.4.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Mes services se sont informés auprès de l'Hôpital Kirchberg au sujet de l'incident dont fait état l'honorable Parlementaire.

Voici la description que les responsables de l'hôpital font de l'incident, qui s'est produit le 5 mars.

«Le 5 mars 2008 vers 19.15 heures le personnel de la réception de l'hôpital constate que la porte d'entrée principale ne tourne plus. Le personnel du service technique, présent sur place, est immédiatement averti et intervient de suite après l'appel de la réception. Dès l'arrivée du technicien de l'hôpital à l'entrée, soit une à deux minutes après l'appel, il procède à l'ouverture des issues de secours latérales, permettant ainsi la circulation des personnes. Puis, s'intéressant au problème technique, il constate qu'un papier jeté par négligence est venu se loger contre une photocellule, ce qui a provoqué l'arrêt de l'entraînement de la porte d'entrée. Il s'agit en effet d'un dispositif de sécurité destiné à éviter le pincement des personnes empruntant le tourniquet.»

Les responsables de l'hôpital relèvent qu'en cas d'incendie l'arrêt de la porte principale fonctionne différemment. La porte dispose d'une batterie de secours autonome qui met la porte en mouvement jusqu'à une position d'arrêt permettant l'évacuation facile des personnes éventuellement bloquées dans le tourniquet et qui ouvre automatiquement les séparations centrales du tourniquet. Ces dispositifs se mettent en route uniquement en cas d'incendie.

S'agissant de la fermeture des sorties de secours, celles-ci sont en permanence maintenues fermées tout en étant asservies au système de détection incendie qui libère l'ouverture en cas d'alarme. Par ailleurs, ces portes peuvent être également ouvertes manuellement à tout moment de l'intérieur par l'action d'un bouton poussoir (système Dorma) se trouvant à côté de la porte.

Le système de sécurité incendie et tous les asservissements font l'objet de contrôles réglementaires périodiques pratiqués par un organisme de contrôle agréé.

Il résulte des renseignements obtenus que la sécurité des usagers n'était à aucun moment en danger.

Question 2394 (17.3.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**interprétation du nouveau règlement grand-ducal en relation avec les aides étatiques pour installations photovoltaïques:**

Le nouveau règlement grand ducal du 21 décembre 2007 précité prévoit dans l'article 8 une aide financière pour la mise en place d'une installation solaire photovoltaïque individuelle. La puissance maximale éligible s'élève à 30 kWcrête par projet et par site. En plus sont éligibles suivant l'article 17, les investissements et services pour lesquels la facture est établie entre le 1er janvier 2008 et le 31 décembre 2012 inclus.

Tandis que le règlement ne fait nullement référence à des installations en service avant le 1er janvier 2008, l'Administration de l'Environnement détermine - suivant mes informations - les installations mises en service après le 1er janvier 2008 le cas échéant comme extension d'une installation déjà existante sur le même site. En faisant ainsi le cumul de la puissance déjà installée avec la puissance de la nouvelle installation, la puissance maximale éligible de 30 kWcrête est dépassée.

Dans ce contexte j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, les questions suivantes à Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

- Est-ce que cette façon de procéder par l'administration chargée de la mise en œuvre du règlement grand-ducal est conforme avec l'esprit des auteurs de ce nouveau règlement, c'est-à-dire votre Ministère?

- Est-ce que cette interprétation du texte du règlement en question est juridiquement fondée?

Réponse (21.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Comme l'a relevé l'honorable Député, aucun lien n'a été fait entre le règlement du 21 décembre 2007 et les règlements antérieurement en vigueur (règlement grand-ducal modifié du 17 juillet 2001 et règlement grand-ducal du 3 août 2005 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables). Il est dès lors laissé à l'appréciation de l'autorité compétente d'interpréter dans le cadre du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 le terme «puissance maximale éligible de 30 kWcrête par projet et par site». Deux options sont possibles: Soit il est tenu compte, pour la détermination de la puissance maximale éligible de 30 kWcrête, de tous les projets qui ont été installés à partir du règlement grand-ducal modifié du 17 juillet 2001 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables, soit il est tenu compte seulement des projets qui sont mis en place dans le cadre du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007, actuellement en vigueur.

Étant donné que le règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 a pour objectif de promouvoir de manière conséquente les énergies renouvelables et de réduire les barrières administratives tant que possible, les dispositions réglementaires sont interprétées dans le sens que, pour déterminer la puissance maximale éligible, seuls les projets érigés dans le cadre du règlement de 2007 sont pris en compte, indépendamment de la puissance déjà installée auparavant.

Question 2395 (18.3.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **promotion unilatérale d'un fournisseur d'électricité par la Ville de Dudelange:**

La Ville de Dudelange vient d'inviter sa population à une réunion d'information sur l'électricité écologique nova naturstroum. La Ville, qui a pris la décision d'approvisionner ses bâtiments avec de l'électricité verte, propose dans son invitation aux habitations: «Souhaitez-vous contribuer également à la protection du climat, alors choisissez nova naturstroum».

Dans ce contexte j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, les questions suivantes à Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur:

- Dans le marché libéralisé est-ce que le Ministère de l'Intérieur peut accepter cette promotion unilatérale en faveur d'un fournisseur d'électricité par la Ville de Dudelange?

- Est-ce que l'approvisionnement des communes en électricité verte est régi par la loi sur les marchés publics?

- Quelles lignes directrices votre Ministère donne-t-il aux administrations communales désirant s'approvisionner en électricité verte afin de suivre en bonne et due forme les procédures légales?

Réponse (21.4.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La Ville de Dudelange, membre de l'alliance pour le climat, souhaite participer à la réduction des émissions de CO_2. Voilà pourquoi l'approvisionnement propre de la ville est, depuis le 1er décembre 2007, composé intégralement d'électricité écologique, fournie par nova naturstroum, l'énergie verte de Cegedel.

- C'est en vue d'informer les habitants sur la provenance, le coût et la fourniture de l'électricité dont se fait approvisionner la commune, que le collège des bourgmestre et échevins a invité, en concertation avec la société Cegedel, à une réunion d'information le 18 mars 2008.

L'intention des édiles locaux était donc en première ligne d'informer les habitants de Dudelange sur l'électricité écologique et non pas de faire de la publicité en faveur d'un produit spécifique ou d'une société de droit privé déterminée.

- En ce qui concerne l'approvisionnement des communes en électricité verte, la procédure à suivre pour la mise en adjudication est en principe celle de la soumission publique, de sorte qu'une mise en concurrence effective aura lieu tel que prévu par l'article 6 de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics. De même, dans le cas d'un marché d'une certaine envergure, la réglementation communautaire en matière de marchés publics est applicable lorsque le marché à conclure atteint le seuil de la publicité européenne.

- Dans un souci d'assurer une application uniforme en cas de passation des marchés de l'espèce, il convient d'en référer aux règles inscrites dans la législation et la réglementation sur les marchés publics.

Finalement, il y a lieu de signaler d'ores et déjà que le Gouvernement se propose de légiférer en ce qui concerne le rôle des communes dans le domaine des énergies. Dès que le rapport de la commission parlementaire spéciale sur la réorganisation territoriale sera adopté, les ministres ayant dans leurs attributions respectivement l'énergie, l'environnement et l'intérieur élaboreront ensemble les textes nécessaires.

Question 2396 (19.3.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **communication de l'identité de personnes en fuite du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck (CHNP) et les médicaments administrés:**

Une personne souffrant de troubles psychiques et placé au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck (CHNP) n'a pas réintégrée celui-ci après une sortie autorisée et est depuis en fuite. Monsieur le Ministre de la Santé a déclaré à la tribune de la Chambre des Députés ne pas s'opposer à ce que le nom et la photographie de la personne concernée soit publiée dans les médias, alors que Monsieur le Ministre de la Justice a affirmé le contraire.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- Quelle est la position du Gouvernement en cette matière?

Monsieur le Ministre de la Santé a également affirmé à la tribune de la Chambre des Députés que le médicament administré au patient avant sa fuite agirait toujours, mais que cet effet allait s'estomper.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- De quel médicament à l'étonnant effet prolongé s'agit-il?

- Quand est-ce que l'effet de ce médicament s'estompera-t-il de façon définitive?

Réponse commune (30.4.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Les soussignés n'ont eu connaissance du non-retour au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique du placé judiciaire qu'au bout de quelques jours, à un moment où l'intéressé ne se trouvait déjà plus au pays.

Ceci étant dit, les soussignés sont d'avis qu'en règle générale une balance doit être faite de cas en cas entre le droit de la société d'être protégée et le droit à la non-discrimination du malade mental, consacré par de nombreux instruments juridiques internationaux.

Compte tenu des circonstances spéciales de l'espèce, les soussignés n'auraient pas vu d'inconvénient à publier le nom et la photo de l'intéressé dans la presse.

C'est donc à tort que l'honorable Député croit déceler en l'occurrence une divergence de vue entre les soussignés sur l'opportunité de publier une photo de la personne concernée.

Question 2397 (19.3.2008) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **risque de conflit d'intérêts entre un mandataire politique et son activité privée en tant que promoteur:**

La nouvelle loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain précise dans son article 7 que lors de l'élaboration du plan d'aménagement général par une personne qualifiée «(…) il est interdit à la personne qualifiée d'avoir par elle-même ou par personne interposée des intérêts de nature à compromettre son indépendance. Il est en particulier interdit à la personne qualifiée d'accepter un mandat émanant d'une personne privée, physique ou morale, pour l'élaboration d'un Plan d'Aménagement Général ou pour celle d'un projet de construction sur le territoire de la commune concernée pendant le délai allant de la date de l'attribution à la personne qualifiée de la mission d'élaborer, de réviser ou de modifier un plan d'aménagement général jusqu'à l'adoption définitive du Plan d'Aménagement Général conformément aux dispositions de l'article 18».

Cette disposition a été prise notamment afin de parer à tout conflit d'intérêt entre les personnes responsables pour l'établissement du PAG et sa mise en œuvre. Outre la personne qualifiée, ce sont les membres du collège échevinal qui sont responsables de l'élaboration du plan d'aménagement en question. Partant, il est évident que les membres du collège échevinal ne devraient pas non plus avoir des intérêts de nature à compromettre leur indépendance.

Vu que certains engagements professionnels des responsables politiques pourraient donner lieu à des incompatibilités comparables à ceux mentionnés ci-dessus, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, la question suivante à Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Est-ce que l'engagement professionnel d'un membre du collège échevinal en tant que ou auprès d'un promoteur de terrains d'habitations est compatible avec l'esprit d'indépendance préconisée par l'article 7 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain?

- Dans l'affirmative, quelles recommandations votre Ministère donne aux personnes frappées par ce conflit d'intérêts?

- Si vous ne voyez pas ce conflit d'intérêts, quels arguments sont à la base de votre position?

Réponse (18.4.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1) L'article 7 (2) alinéa 3 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain a uniquement pour objet de garantir la neutralité de la personne chargée d'établir le plan d'aménagement général d'une commune.

Dans le commentaire des articles, le législateur a clairement mis en évidence le fait que la personne chargée de l'élaboration d'un plan d'aménagement général, du fait qu'elle formule des propositions concernant la subdivisons de fonds en terrains à bâtir et d'autres qui ne le sont pas, prépare des plus-values qui peuvent être substantielles. Il a encore souligné que le fait d'être mandataire en même temps de la commune et de l'un ou l'autre particulier qui pourrait bénéficier de cette situation risque de fausser le jugement professionnel de la personne qualifiée.

C'est donc dans le seul but de garantir la neutralité absolue de la personne chargée de l'élaboration du plan d'aménagement général que le législateur lui a interdit d'accepter un mandat émanant d'un particulier pour l'élaboration d'un Plan d'Aménagement Général ou

pour celle d'un projet de construction et ceci pendant toute la période d'élaboration et d'adoption du plan d'aménagement général.

Il résulte dès lors tant du texte de loi que du commentaire des articles que l'esprit d'indépendance préconisé par l'article 7 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ne concerne que les personnes figurant sur la liste des personnes habilitées à élaborer un plan d'aménagement général et non pas l'indépendance des élus locaux.

2) Il va cependant sans dire que tous les membres du collège échevinal doivent faire preuve d'une neutralité absolue dans l'exercice de leurs pourvoir.

Cette neutralité est garantie non pas par l'article 7 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, mais par l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, ainsi que par l'article 245 du Code pénal.

En effet, l'article 20 de la loi communale modifiée prévoit notamment qu'il est interdit à tout membre du corps communal d'être présent aux délibérations du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires ou fondé de pouvoir ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct.

De même, ledit article interdit à tout membre du corps communal de prendre part directement ou par personne interposée, à aucun marché de travaux, de fournitures ou de services pour la commune.

Tout détenteur d'un mandat communal est dès lors tenu de respecter les dispositions de l'article 20 précité, lequel règle les devoirs de délicatesse des membres du corps communal. La finalité de cet article consiste donc à éviter tout ce qui pourrait jeter la suspicion sur les personnes chargées d'un mandat public.

Dans le même ordre d'idées a été édicté l'article 245 du Code pénal qui punit sévèrement tout délit d'immixtion. Le législateur a par ces dispositions voulu élever l'exercice des fonctions publiques au-dessus de tout soupçon d'immixtion, d'ingérence ou de malversation et il a agi dans le souci d'éliminer tout abus, et même la seule possibilité d'un abus.

Les dispositions légales existantes devraient suffire pour garantir que les élus légaux puissent exercer leurs fonctions en toute loyauté et en toute sérénité.

Si une personne croit qu'un élu local ne remplit pas les critères d'indépendances lui octroyés par les différents textes de loi, je ne peux que lui conseiller d'introduire une action judiciaire à l'encontre dudit élu, soit devant les juridictions administratives, soit devant les juridictions judiciaires.

3) Les éléments de réponses formulées aux point sub 1) et sub 2), rendent superfétatoires le troisième volet de la question parlementaire.

Question 2398 (18.3.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **droit des consommateurs et création de voies de recours collectifs**:

La commissaire européenne chargée de la protection des consommateurs, Meglena Kuneva, a lancé une nouvelle stratégie pour renforcer le commerce de détail au sein du marché intérieur d'ici 2013. Elle prévoit outre la révision complète du droit des consommateurs en cas d'achats transfrontaliers, un renforcement des voies de recours collectifs.

Dans ce contexte je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à l'annonce de la création de mécanismes de recours collectifs?

Réponse (28.4.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Dans sa communication relative à la stratégie communautaire pour la politique de consommation pour la période de 2007-2013, la Commission européenne souligne l'importance de recours efficaces à disposition des consommateurs et engage une réflexion sur les mécanismes de recours collectif pour les consommateurs, qui ne peut cependant être dissociée de la révision de l'acquis en matière de droit de la consommation.

Par la suite, la commissaire Meglena Kuneva a, dans un discours prononcé le 10 novembre 2007 lors d'une conférence sur le recours collectif à Lisbonne, précisé qu'avant de prendre une éventuelle initiative législative en la matière, la Commission analyserait si une telle réglementation sur le recours collectif répond aux besoins réels des consommateurs en Europe. Ainsi, un tableau de bord des marchés de consommation, qui a pour but de suivre l'évolution des marchés à l'aide d'indicateurs, a été créé à la fin de l'année 2007. Plus récemment, la Commission a lancé une étude pour évaluer l'efficacité et l'effet sur le marché intérieur des mécanismes de recours collectifs existant dans les États membres.

Ce n'est qu'à l'issue de ces études ainsi que de la consultation de toutes les parties prenantes qu'il sera décidé d'une éventuelle initiative législative communautaire en la matière. Une communication qui précisera la direction choisie par la Commission en la matière est attendue pour la fin de l'année 2008.

Les discussions entre les ressorts ministériels luxembourgeois concernés sont en cours et le Gouvernement travaille à l'élaboration d'une position commune sur la question du recours collectif.

Question 2399 (19.3.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **Plan d'Aménagement Général (PAG) et application de la loi concernant la protection de la nature et des ressources:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°2250, Monsieur le Ministre de l'Intérieur précise que l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature qui oblige le Ministre de l'Environnement qu'il doit statuer impérativement dans les trois mois suivant la réception du dossier d'un PAG et que par après il ne faut plus lui soumettre un PAP pour approbation et de citer une jurisprudence afférente du Tribunal administratif du 21 janvier 2008 *(cf. compte rendu N°11/2007-2008)*.

Or, en vertu de la même loi le Ministre de l'Environnement dispose d'un droit général de décider des mesures conservatoires dans l'intérêt de la conservation de la nature.

Dans certains cas (adoption d'un PAP à Luxembourg-Dommeldange voire à Luxembourg-Belair) le Ministre de l'Environnement a fait changer les PAP après leur adoption définitive par le conseil communal afin de protéger une haie respectivement certains arbres. Je voudrais préciser que je ne m'oppose pas à la prise de décision conservatoire de la nature en la matière mais que je trouve désolant que de telles mesures interviennent non pas dans durant la phase d'adoption du PAP mais après. De telles mesures tardives entraînent en effet l'adoption d'un nouveau PAP et contribuent partant au renchérissement des coûts de construction du fait des délais à respecter.

- Je voudrais savoir dans ce contexte si Monsieur le Ministre de l'Environnement est d'accord à renoncer à l'application de ces dispositions générales très variées lors de l'adoption d'un PAP ou pire après l'adoption d'un PAP établit dans le cadre d'un PAG existant avant l'entrée en vigueur de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature.

- Si oui, le Gouvernement n'est-il pas d'avis qu'une modification de la loi s'impose afin d'éviter ce type de situation à l'avenir?

Réponse commune (2.5.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le Ministre de l'Environnement dispose d'une compétence en matière de la réduction respectivement de la destruction de biotopes tant en zone verte qu'en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée et ce en vertu des articles 5, 13 et 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

L'article 17 notamment interdit formellement de réduire, de détruire ou de changer des biotopes et dispose que le Ministre peut exceptionnellement déroger aux interdictions de réduction et de destruction précités pour des motifs d'intérêt général et sous réserve de la réalisation de mesures destinées à compenser la perte des biotopes en question.

À l'heure actuelle les plans d'aménagement communaux en vigueur ne renseignent pas sur la présence de tels biotopes protégés sur des fonds urbanisables et pour lesquels un projet d'aménagement particulier doit être établi en vertu des dispositions de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

De ce fait, dans la majorité des cas, les auteurs de PAP planifient des projets de lotissement sans tenir compte des servitudes écologiques précitées.

Très souvent, ils sont informés de la nécessité d'une autorisation pour la destruction de biotopes à délivrer par le Ministre de l'Environnement par les services du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire chargés d'aviser les PAP.

La conservation de biotopes présents sur les fonds soumis à PAP ainsi que la réalisation de mesures compensatoires sur ces mêmes fonds impliquent dans ce cas de figure des modifications à apporter au PAP.

Les communes ont été rendues attentives au fait que l'étude préparatoire à élaborer en vertu des dispositions de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain préalablement à la révision du projet d'aménagement général doit nécessairement contenir un plan superposant toutes les servitudes écologiques dont question ci-dessus sur le fond de plan du PAG de manière à ce que l'administration communale ainsi que les autres auteurs d'un PAP soient informés dans une phase précoce de la planification d'éventuelles contraintes écologiques à intégrer au projet et,le cas échéant, de la nécessité de faire participer les services du Ministère de l'Environnement à l'élaboration du PAP.

Étant donné que pour la majorité des communes, l'étude préparatoire au PAG est en cours d'élaboration, les faits relevés par l'honorable Député Jacques-Yves Henckes ne devraient plus se produire dans un proche avenir.

Partant, une modification de la législation en vigueur en la matière n'est pas envisagée.

Question 2400 (19.3.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **trafic de fausses autorisations commerciales:**

En réponse à ma question urgente N°1778 relative au trafic de fausses autorisations de commerce Monsieur le Ministre m'avait savoir en séance plénière le 14 juin 2007 qu'une centaine d'entreprise avaient obtenus une autorisation de commerce par des moyens frauduleux et que les entreprises concernées allaient bénéficier des délais prévus par la loi pour se mettre en conformité avec les dispositions légales relatives aux gérants de ces sociétés *(cf. compte rendu N°14/2006-2007)*.

Dans ce contexte j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Quel est le nombre exacts d'entreprises ayant obtenus une autorisation de faire le commerce par des moyens frauduleux alors qu'il me revient que ce nombre dépasserait largement le nombre de 100 initialement annoncé?

2. Combien parmi ces entreprises ont pu se mettre en conformité avec la loi?

3. Combien parmi ces entreprises se sont vues définitivement retiré leur autorisation de faire le commerce?

4. Combien de dirigeants d'entreprises sont poursuivis pénalement pour usage de faux?

Réponse (24.4.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En réponse à votre question parlementaire du 19 mars 2008, j'ai l'honneur de vous fournir les informations suivantes:

1) Actuellement, l'enquête administrative a permis de découvrir 120 entreprises concernées (personnes physiques et morales confondues) parmi les 30.000 dossiers examinés jusqu'à présent. Les recherches restent cependant en cours. L'enquête administrative permettra vraisemblablement de découvrir d'autres dossiers suspects. Ce sera finalement l'information judiciaire, menée par le juge d'instruction, qui révèlera le nombre total d'entreprises concernées.

2) Une quinzaine d'entreprises se sont régularisées jusqu'à présent.

3) Actuellement, une trentaine d'entreprises (personnes physiques et morales confondues) ne se sont pas régularisées endéans les délais accordés. Elles ont fait l'objet d'une procédure de révocation/d'annulation. Cette façon de procéder sera maintenue au futur. Une dizaine d'entreprises, au lieu de se mettre en régularité, on préféré déposer le bilan ou se sont laissées déclarer en faillite.

4) Toutes les personnes qui ont fait usage de faux documents dans le cadre de leur demande en obtention d'une autorisation d'établissement font l'objet d'une dénonciation auprès du Parquet.

Question 2402 (19.3.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **situation au Kosovo:**

Depuis l'indépendance du Kosovo il y a à peine un mois, la tension monte progressivement dans la région des Balkans et est devenue particulièrement forte dans la partie nord du Kosovo, où les Serbes, soutenus par Belgrade, ne reconnaissent pas les autorités kosovares. Des violences ont éclaté le 17 mars à Mitrovica lors d'une opération de police menée pour déloger des Serbes qui occupaient depuis le 14 mars deux tribunaux de l'ONU. Le bilan des affrontements entre forces serbes et internationales est d'un mort et de plus de 150 blessés. Hier l'état-major des armées à Paris a indiqué que 20 soldats français de la KFOR ont été blessés lors de ce violent accrochage. Suite à ces événements, la police de la Mission de l'ONU (MINUK) s'est retirée du nord de Mitrovica tandis que la force de l'OTAN (KFOR) y est restée et vient d'imposer un contrôle militaire de fait à la ville.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Comment le Ministre de la Défense évalue-t-il la situation actuelle à Mitrovica?

- Monsieur le Ministre pourrait-il donner de plus amples informations sur le contingent luxembourgeois au sein de la KFOR déployée dans la partie nord du Kosovo ainsi que sur leur sécurité?

Réponse (11.4.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

En réponse aux questions de l'honorable Député et en complément aux informations fournies en Commission le 31 mars 2008, je suis à même de lui fournir les éléments suivants:

De l'avis de tous les experts la situation sur place est pour l'heure qualifiée de calme mais néanmoins tendue.

Comme par le passé, le contingent luxembourgeois continue d'opérer dans le cadre d'une unité française au sein de la Multinational Task Force North de la KFOR, les conditions d'opération étant celles définies en septembre 2006, au moment où les militaires luxembourgeois ont effectué le transfert d'une unité belge à une unité française.

Question 2403 (19.3.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**extradition d'un détenu:**

Il me revient que Monsieur Nuka Kujtim vient d'être extradé en Grèce.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer l'extradition de Monsieur Nuka Kujtim? Dans l'affirmative, s'agit-il d'une mise à disposition de ce dernier? Qu'en est-il de la peine de 15 ans prononcée à son encontre?

- Est-ce que la peine de 15 ans sera exécutée en Grèce ou confondue avec une peine prononcée en Grèce? Est-ce que Monsieur le Ministre compte faire revenir Monsieur Nuka Kujtim pour faire exécuter la peine prononcée au Luxembourg?

Réponse (31.3.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Par arrêté ministériel du 28 février 2008 l'extradition de Monsieur Nuka Kujtim a été accordée aux autorités grecques afin qu'elles puissent exercer les poursuites pénales pour des faits de trafic de stupéfiants plus amplement spécifiés dans leur demande d'extradition.

Il est spécifié dans l'arrêté d'extradition que sous réserve de l'article 19, paragraphe 2 de la Convention européenne d'extradition de 1957,

la remise de l'intéressé aura lieu après qu'il aura satisfait à la justice luxembourgeoise. L'article 19, paragraphe 2 en question prévoit la remise temporaire de l'individu réclamé à la partie requérante, c'est-à-dire la Grèce.

En l'espèce Monsieur Nuka Kujtim a été remis temporairement aux autorités grecques pour que celles-ci puissent mener contre lui le procès dont question plus haut.

Pendant le temps du procès, l'intéressé purge - bien qu'en Grèce - la peine encourue au Luxembourg.

À la suite de ce procès il revient aux autorités luxembourgeoises chargées de l'exécution des peines, soit de demander le retransfert de l'intéressé au Luxembourg pour qu'il y purge le restant de sa peine luxembourgeoise ou partie de ce restant, soit de laisser Monsieur Nuka Kujtim à la disposition des autorités grecques pour qu'il purge la peine encourue en Grèce.

Question 2404 (20.3.2008) de **Mme Lydie Err** *(LSAP)* concernant la **mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes:**

Lors de la 40e session de la «Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW) en janvier/février 2008 à Genève, Madame la Ministre a présenté le 5e rapport périodique du Luxembourg sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes qui fut par la suite discuté.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Madame la Ministre:

- Quelles étaient les conclusions retenues?

- Par ailleurs, quelles sont les démarches futures du Gouvernement en la matière?

Réponse (4.4.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

En date du 23 janvier 2008, le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) de l'ONU à Genève, a examiné le 5e rapport sur la mise en œuvre de la Convention CEDAW du Luxembourg lui soumis le 1er mars 2006.

Le Comité a apprécié la qualité du 5e rapport périodique pour avoir suivi ses observations et recommandations émises lors de l'examen du rapport précédent, ainsi que celle des réponses au questionnaire complémentaire envoyé au Gouvernement en août 2007. Il a relevé la qualité de la présentation orale et des clarifications données par la délégation luxembourgeoise lors de l'examen. Il a soulevé le dialogue constructif avec la délégation présidée par la Ministre de l'Égalité des Chances.

Le Comité a vivement félicité le Gouvernement luxembourgeois, représenté par la Ministre de l'Égalité des Chances, pour:

- la ratification du Protocole facultatif aux termes duquel toute femme, estimant que ses droits tels qu'énoncés dans la convention ne sont pas respectés, a la possibilité d'en référer au Comité;

- le retrait des deux réserves formulées par le Gouvernement lors de l'approbation de la Convention en 1989 et portant sur le nom de l'enfant et la transmission de la couronne du Grand-Duché de Luxembourg;

- la révision de l'article 11 de la Constitution;

- l'adoption de la loi sur le nom de l'enfant;

- l'obligation de l'application du principe de l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes à prévoir dans toute convention collective;

- la loi sur la violence domestique;

- les modifications du statut général des fonctionnaires en faveur de la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle.

En outre, le Comité CEDAW a particulièrement félicité le Gouvernement pour l'adoption du Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes ayant pour objectif de transposer les engagements pris par la ratification de la Convention et d'introduire l'application du «gender mainstreaming» dans toute action politique. Il a soulevé le renforcement du mécanisme institutionnel, dirigé par le Ministère de l'Égalité des Chances.

Le Comité a vivement apprécié les initiatives de promotion de la convention CEDAW engagées par le Luxembourg dans le cadre de la Présidence du Conseil des Ministres de l'Union européenne en 2005. Le Comité a soulevé l'engagement en faveur de l'intégration de la dimension du genre dans le cadre des politiques de développement et a félicité le Gouvernement d'être un des rares États à investir 0,7% de son revenu national brut dans la coopération au développement.

À a suite de l'examen, le Comité CEDAW a transmis des recommandations au Gouvernement. Le Comité demande d'être informé des résultats des nouvelles mesures prises suite à ces recommandations dans le cadre du prochain rapport à remettre en mars 2010.

Les recommandations sont annexées à la présente et le dossier complet de l'examen du Luxembourg par le Comité CEDAW peut être consulté sur le site de l'ONU:

http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/co/CEDAW.C.LUX.CO.5.pdf

Dans la séance du Conseil de Gouvernement du 7 mars 2008, le Gouvernement a décidé de donner une suite prioritaire aux recommandations du Comité CEDAW notamment par les actions suivantes:

- confirmer l'engagement pour le plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes;

- relancer la stratégie du «gender mainstreaming» pour atteindre les objectifs du plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes;

- introduire une obligation de formation en genre pour réussir l'intégration de la perspective du genre dans les actions et mesures ainsi que dans la législation;

- relancer la mise en œuvre des mesures spécifiques par ministère inscrites dans le plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes;

- proposer à la magistrature l'organisation de formations concernant la Convention CEDAW;

- inviter l'Université du Luxembourg d'intégrer la Convention CEDAW dans les curricula

- de formations en droit

- des cours complémentaires en droit luxembourgeois

- de formations en sciences sociales et éducatives;

- renforcer les mesures pour éliminer la ségrégation professionnelle horizontale et verticale, notamment l'écart de salaire;

- instaurer une politique de la santé respectant le genre;

- renforcer les actions de prévention et de lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles;

- documenter les résultats des politiques de l'immigration, notamment dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et de lutte contre la violence.

Les recommandations du Comité ont été transmises aux ministères et sont à transposer sous leur responsabilité et dans leurs domaines de compétence.

Les recommandations seront présentées à la Commission de la Famille, de l'Égalité des Chances et de la Jeunesse de la Chambre des Députés en date du 27 mai 2008.

En outre les recommandations seront publiées sur le site Internet du MEGA http://www.mega.public.lu/ et envoyées aux ONG œuvrant dans le domaine de l'égalité des femmes et des hommes.

Le MEGA contribuera à l'organisation du 60e anniversaire des droits de l'Homme par une conférence intitulée «Les droits de l'Homme = les droits de la Femme» et ayant lieu le 8 décembre 2008. Madame Françoise Gaspard, experte française en matière d'égalité des femmes et des hommes, membre du Comité CEDAW, fera un exposé sur la Convention CEDAW et l'égalité de droit entre les femmes et les hommes.

Annexe:

Recommandations du Comité CEDAW

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 2405 (20.3.2008) de **MM. Marc Spautz** et **Fred Sunnen** *(CSV)* concernant la **solidification et enfouissement de déchets industriels contaminés sur l'ancien crassier d'ARBED Esch/Belval près de la localité d'Ehlerange:**

Selon nos informations, la quantité de déchets et de boues de hauts-fourneaux hautement contaminés sur le site Belval dépasse de loin les valeurs initialement annoncées. En conséquence, le site dit du «St. Esprit» ne suffit pas pour y stocker tous ces résidus industriels.

Il nous revient que la société de valorisation du site Belval AGORA envisage dès lors de faire solidifier tous les résidus hautement contaminés ne pouvant être déposés sur le site susmentionné et de les entreposer sur l'ancien crassier d'ARBED Esch/Belval près de la localité d'Ehlerange.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer le déplacement de déchets contaminés d'un endroit vers un autre et le cas échéant comment Monsieur le Ministre peut-il expliquer ou justifier cette situation?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que ces déplacements vont résoudre définitivement la problématique des déchets contaminés sur le site d'Esch/Belval?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que ces déplacements vont créer de nouveaux problèmes?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il intervenir dans ce dossier?

Réponse (4.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le concept d'assainissement initial de la friche de Belval prévoyait que les boues sidérurgiques se trouvant encore à différents endroits du site ainsi que des masses de terres contaminées excédentaires soient déplacées vers l'ancienne décharge pour boues de hauts-fourneaux dite «Plateau St. Esprit». Cette ancienne décharge devrait par après être recouverte en surface avec un système d'étanchement qualifié conforme aux meilleures techniques applicables en la matière.

Deux phénomènes font que désormais ce concept ne peut plus être réalisé:

1. Une surface à l'est du «Plateau St. Esprit» susceptible d'accepter encore des masses supplémentaires est occupée par les locaux provisoires du Centre de Recherche Publique - Gabriel Lippmann;

2. Alors que initialement la Liaison Micheville devrait passer en dessous du «Plateau St. Esprit», le tracé retenu en définitive reste en surface à cet endroit et coupe même une partie de cette décharge. La conséquence en est que désormais l'enlèvement de boues de hauts fourneaux devient nécessaire alors qu'à la base du concept celles-ci n'auraient pas eu besoin d'être déplacées.

Il en résulte donc une réduction des capacités de dépôts sur le «Plateau St. Esprit» créant ainsi un excédent de masses à évacuer du site de Belval.

La solution qui consiste à transférer les boues excédentaires du site de Belval vers le crassier d'Ehlerange, de les soumettre à une opération de solidification et de les utiliser en cet endroit pour réaliser des remblais a été envisagée parce qu'elle présente les avantages suivants:

- des transferts en nombres considérables vers des installations d'élimination à l'étranger, y inclus les nuisances qui en résultent peuvent être évités;

- la solidification permet de modifier les matériaux à déposer de sorte qu'ils acquièrent un caractère inerte, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'émissions pouvant provenir de ces matériaux tels que par exemple des lixiviats problématiques;

- les matériaux ainsi solidifiés peuvent être utilisés dans la construction de remblais techniques tels que par exemple des écrans antibruit ou des couches de soubassement pour des constructions industrielles;

- la méthode de solidification envisagée a déjà fait ses preuves dans plusieurs applications à l'étranger dont également en Allemagne et aux Pays-Bas;

- des essais en laboratoire utilisant les boues de Belval et dont l'objectif était de déterminer la meilleure recette de mélange ont donné de très bons résultats quant à la solidification des boues.

Il est évident que ce procédé de solidification ne peut être mis en œuvre pour les boues de Belval qu'à partir du moment où toutes les garanties sont définitivement données pour que des impacts négatifs sur les riverains et sur l'environnement peuvent être exclus.

Afin de pouvoir garantir la plus grande sécurité dans ce dossier, les étapes suivantes sont donc envisagées:

- Dans une première phase, les résultats obtenus par les essais en laboratoire avec les matériaux de Belval doivent être confirmés par une installation pilote à échelle réelle en traitant une quantité limitée de boues. Les points à vérifier sont notamment les différentes recettes de mélange proposées, le degré de solidification et d'inertisation, la stabilité des matériaux solidifiés, les modalités de remblayage des boues traitées, les modalités de manipulation et de transport des boues avant leur introduction dans l'installation de traitement, etc.

- Ce n'est que sur base des résultats de ces travaux et au cas où les résultats sont positifs qu'une installation définitive pourra être mise en place pour la solidification des matériaux excédentaires de Belval.

Chacune de ces étapes nécessite des autorisations en vertu des législations sur la gestion des déchets et sur les établissements classés. Ces autorisations ne peuvent être accordées qu'à partir du moment où les preuves de l'absence d'impacts négatifs sont disponibles.

Question 2408 (21.3.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**abattement forfaitaire pour frais de garde:**

Le règlement grand-ducal du 31 décembre 1998 portant exécution de l'article 127, alinéa 6 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (abattement forfaitaire pour frais de domesticité, frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance ainsi que pour frais de garde d'enfant) prévoit que le contribuable peut obtenir à titre de charges extraordinaires pour frais de garde d'enfant, un abattement forfaitaire de revenu imposable.

Sont considérés comme frais de garde au sens de l'article 2 (3) dudit règlement «les sommes exposées pour les personnes accueillant un enfant en placement de jour et de nuit ou en placement de jour, si ce placement est effectué par un organisme agrée conformément à la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, ainsi que pour les crèches, foyers de jour et garderies collectives dûment agréés en application de la loi visée ci dessus».

Avec la mise en vigueur de la loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale, un nouveau mode de garde a officiellement été ancré dans la législation. Cette loi ne mentionne pas explicitement le bénéfice de l'abattement pour frais de garde d'enfant, mais arrive à la conclusion qui suit dans son exposé des motifs: «L'activité est également soumise à l'approbation via agrément en vertu du règlement grand-ducal du 29 mars 2001 ayant pour objet de fixer les conditions et formalités d'obtention de l'agrément pour l'activité d'accueil et d'hébergement de jour et/ou de nuit de plus de trois et de moins de huit mineurs d'âge simultanément au domicile de celui qui l'exerce. Par là même, elle tombe sous le coup de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.»

On peut déduire de ce qui précède que l'activité de l'assistant parental est assimilée à tout autre mode de garde et par conséquent déductible en tant qu'abattement forfaitaire.

Or, selon mes informations, le règlement grand-ducal susmentionné n'a jusqu'ici pas été adapté pour tenir compte de la législation sur l'assistance parentale, de sorte qu'il n'est pas certain que les parents puissent profiter de l'abattement en question lors de la prochaine déclaration d'impôt.

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état des choses?

- Dans l'affirmative, ne serait-il pas opportun d'adapter ledit règlement sans délai afin d'assurer qu'il n'y ait pas d'interprétations divergentes lors des futures déclarations d'impôts?

- Par ailleurs, sachant que l'activité de l'assistant parental existait bien longtemps avant l'introduction d'une législation afférente, j'aimerais savoir si l'Administration des Contributions directes a permis la déductibilité des frais de garde au cours des années d'imposition passées?

- Plus précisément, est-ce que Monsieur le Ministre des Finances peut me renseigner sur le nombre de personnes ayant demandé le

bénéfice de l'abattement et le nombre de personnes auxquelles il a été accordé respectivement refusé?

Réponse (9.5.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La question parlementaire de Madame Dall'Agnol vise une éventuelle modification du règlement grand-ducal modifié du 31 décembre 1998 portant exécution de l'article 127, alinéa 6 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (abattement forfaitaire pour frais de domesticité, frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance ainsi que pour frais de garde d'enfant), suite à la loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale.

Ce règlement grand-ducal dispose que, sous certaines conditions, le contribuable peut obtenir un abattement forfaitaire de 3.600 euros par an pour frais de domesticité, frais d'aide et de soins en raison de l'état de dépendance, ainsi que pour frais de garde d'enfant(s). L'abattement ne peut excéder ni les frais réellement exposés, ni 300 euros par mois.

Suivant l'article 1er de la loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale, «l'assistance parentale est une prestation de service exercée par l'assistant parental à titre indépendant ou à titre salarié dans le cadre d'un louage de service passé avec une personne physique ou une personne morale de droit public ou privé dont l'activité professionnelle ou l'objet social comporte l'organisation de l'assistance parentale». Comme il est relevé à juste titre, aux termes actuels du règlement grand-ducal modifié du 31 décembre 1998, l'activité d'une partie des assistants parentaux n'est pas spécialement visée par les dispositions de l'article 2 de ce règlement grand-ducal.

Le Gouvernement est conscient de cet état des choses et il entend modifier prochainement les conditions d'octroi de l'abattement forfaitaire prévu par le règlement grand-ducal précité. En vue de cette adaptation, la base habilitante sur laquelle repose le règlement grand-ducal en question, vient d'ailleurs d'être élargie par la loi du 21 décembre 2007 portant, entre autres, modification de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, afin de pouvoir y faire entrer certaines ou toutes les activités de l'assistant parental (article 1er, 19°, lettre b de la loi du 21 décembre 2007). Tous les frais relatifs à l'activité d'assistant parental ne constituent d'ailleurs pas d'office des charges extraordinaires dans le chef des parents. Ainsi l'article 123, alinéa 6 L.I.R. dispose que «des charges extraordinaires au sens de l'article 127 ne peuvent être demandées pour les frais d'entretien, d'éducation et de formation professionnelle des enfants ayant donné lieu à l'octroi d'une modération d'impôt».

Par le passé, les frais en relation avec l'activité parentale qui rentraient dans le champ d'application de l'article 127 L.I.R. et qui n'étaient pas couverts par le règlement grand-ducal du 31 décembre 1998 donnaient lieu, si les conditions requises étaient remplies, à l'application des dispositions du régime commun des charges extraordinaires. Rappelons que l'abattement forfaitaire n'est qu'une alternative au régime commun prévu par l'article 127 L.I.R. de la prise en compte fiscale de charges extraordinaires du chef des frais faisant l'objet du règlement grand-ducal modifié du 31 décembre 1998.

L'Administration des Contributions directes ne dispose ni de données spécifiques sur les déductions fiscales des frais en relation avec l'assistance parentale, ni du nombre de personnes qui ont bénéficié de l'abattement forfaitaire pour frais de garde d'enfants. Cependant, il y a lieu de relever que, d'une façon générale, l'abattement forfaitaire pour frais de domesticité, frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance ainsi que pour frais de garde pour enfant a été accordé jusqu'au début d'avril 2008 par voie d'assiette

- à 5.991 contribuables au titre de l'année d'imposition 2004,

- à 7.874 contribuables au titre de l'année d'imposition 2005 et

- à 7.925 contribuables au titre de l'année d'imposition 2006.

En ce qui concerne les contribuables ayant bénéficié d'un abattement pour charges extraordinaires d'après le régime commun par voie d'assiette pour les mêmes frais ou pour des frais similaires, leur nombre s'élève jusqu'au début d'avril 2008

- à 1.275 pour l'année d'imposition 2004,

- à 1.568 pour l'année d'imposition 2005 et

- à 1.423 pour l'année d'imposition 2006.

Par contre, aucune demande d'un contribuable auquel l'abattement a été refusé n'est actuellement pendante devant le Directeur des Contributions directes.

Question 2409 (21.3.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **stratégie globale pour toutes les régions afin de réduire les flux de trafic vers la ville de Luxembourg:**

Monsieur le Ministre vient d'annoncer qu'il présentera en date du 20 mai 2008 le dossier de la mise en place d'un tram léger dans la ville de Luxembourg aux membres de la Commission des Transports de la Chambre des Députés.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas important de présenter une stratégie globale pour toutes les régions du Grand-Duché afin de réduire les flux de trafic des régions Sud, Nord, Ouest et Est vers la ville de Luxembourg et de ne pas simplement se concentrer sur le tracé du tram léger lors de la réunion du 20 mai 2008?

Réponse (18.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En réponse à la question parlementaire N°2409 de l'honorable Député Marc Spautz, je tiens à rappeler que j'ai présenté en date du 1er octobre 2007 le concept de mobilité «mobil 2020» qui reprend la stratégie globale du Gouvernement pour toutes les régions du Grand-Duché de Luxembourg et dont le principal objectif est de réduire la part modale du trafic individuel et d'atteindre d'ici l'an 2020 une part modale de 25% pour les transports publics. À toutes fins utiles, veuillez trouver un dossier «mobil 2020» en annexe. *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*

Question 2410 (21.3.2008) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant le **gaspillage de nourriture dans les cantines luxembourgeoises:**

Dans une prise de position parue dans le «Luxemburger Wort» du 19 mars 2008, les élèves des classes de première du Lycée Michel Rodange inscrits actuellement aux cours d'option de cuisine ont mis en évidence le gaspillage scandaleux de nourriture qui se produit tous les jours dans les cantines luxembourgeoises.

En effet, faute de possibilités de se débarrasser utilement des restes de nourriture, les cuisiniers sont obligés de jeter chaque jour une énorme quantité de nourriture à la poubelle. Sans parler du message pédagogique à l'adresse des jeunes, ce gaspillage est inacceptable sur les plans socioéconomique et écologique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre et à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que les Ministres peuvent confirmer les faits relatés dans la prise de position susmentionnée? Dans l'affirmative, s'agit-il d'un cas exceptionnel ou est-ce la règle?

- Quel est le traitement réservé à ces produits alimentaires non consommés?

- Est-ce que les dispositions légales relatives à la sécurité alimentaire interdisent toute possibilité d'emploi autre que la destruction d'une nourriture de qualité?

- Est-ce que les systèmes d'organisation des cantines ne permettent pas de planifier de manière plus réaliste les besoins en nourriture?

- Est-ce que l'on pourrait envisager la mise à disposition de ces produits à d'autres consommateurs?

Réponse commune (30.4.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Des raisons de sécurité alimentaire peuvent justifier l'élimination d'une quantité déterminée de denrées alimentaires lorsque celle-ci est constituée par des retours en cuisine d'aliments expédiés en salle de consommation mais qui n'ont pas été consommés au cours des repas.

Cette façon d'agir s'explique par le fait que tout exploitant d'un établissement alimentaire est responsable de l'innocuité de l'ensemble des denrées alimentaires qu'il met à disposition des consommateurs.

Or, eu égard aux multiples contaminations potentielles des denrées alimentaires faisant l'objet de tels retours, l'exploitant se résigne en règle générale à les éliminer étant donné qu'il ne saurait garantir leur innocuité que par des analyses préalables.

Toujours est-il que les denrées alimentaires préparées qui n'ont jamais quitté la cuisine ne sont pas éliminées de façon systématique, alors qu'en l'occurrence l'exploitant est justement en mesure de garantir leur innocuité puisqu'il maîtrise les différentes étapes de production.

Dès lors, si les aliments préparés en surnombre peuvent utilement passer par une étape de réfrigération, voire de surgélation pour une utilisation ultérieure notamment dans des plats composés, les denrées alimentaires qui ont été déclassées par l'exploitant comme déchets ne le peuvent pas.

À signaler par ailleurs que parmi les 100 maisons relais conventionnées au cours de l'année 2007, 95 offrent un service de restauration à midi. Parmi les 95 maisons relais disposant d'une restauration scolaire, 59, soit 62% produisent les repas sur place.

Les faits relatés par les élèves des classes de première du Lycée Michel Rodange ne s'appliquent pas aux services de restauration scolaire des maisons relais. Grâce au système d'inscription au préalable, le nombre d'élèves présents est prévisible, ce qui permet d'éviter le gaspillage de nourriture.

De façon générale, les enfants sont inscrits à l'avance à la maison relais pour enfants pour des heures respectivement des jours précis dans des délais qui diffèrent d'une maison relais à une autre. Toute absence non excusée est facturée aux parents ce qui fait que la plupart des enfants absents pour cause de maladie, accident etc. sont notifié au prestataire à l'avance.

Dans le domaine des crèches, le fait qu'il n'y a qu'un seul menu (en dehors des besoins spécifiques de certains enfants, signalés par les parents dès l'inscription de l'enfant), que les enfants sont en majorité tous les jours les mêmes permet de planifier avec une certaine précision les besoins les besoins en nourriture. Par conséquent, le problème de gaspillage de nourriture, tel qu'il est soulevé par l'honorable Député, ne se présente pas dans l'alimentation collective en crèche.

Question 2412 (21.3.2008) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **site Internet «myschool» et** la **protection des données à caractère personnel:**

Dans l'édition du 21 mars 2008, un journal satirique fait part de failles de sécurité quant à la protection de données à caractère personnel sur le site Internet www.myschool.lu. Ainsi, les données personnelles (nom, adresse, matricule de l'assurance sociale, etc.) des participants au baccalauréat dit «électronique» (eBac) seraient accessibles pour tout utilisateur sans être protégées par un mot de passe ou une autre mesure de sécurité.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations mentionnées ci-dessus?

- Par quels moyens Madame la Ministre entend-elle remédier à cette situation?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il incombe aux autorités publiques une responsabilité particulière en vue du respect scrupuleux des dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel?

Réponse (15.4.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Nature et finalité(s) des ePortfolios

L'eBac est une initiative du Ministère de l'Éducation nationale lancée en 2006 qui offre une deuxième voie de qualification à des adultes sur la base d'un apprentissage sur Internet. Le programme qui mène au diplôme du baccalauréat (section G) a été découpé en modules que les apprenants peuvent suivre sur Internet à raison de 75% des cours. 25% sont offerts en présentiel. La progression de l'apprenant est documentée dans un ePortfolio qui lui aussi est électronique. Ces portfolios, fort répandus dans la pédagogie moderne, permettent aux élèves de documenter leur apprentissage dans un dossier qu'ils complètent au fur et à mesure de leur apprentissage. Ce dossier ne permet pas seulement aux élèves d'y regrouper leurs meilleures productions, mais ils constituent également une plateforme d'échange avec les professeurs qui y consultent, annotent et commentent les productions de leurs élèves.

Les ePortfolios de l'eBac ajoutent une dimension supplémentaire au portfolio, à savoir celle d'un curriculum vitae en ligne. Les ePortfolios permettent effectivement aux eLearners d'indiquer l'adresse électronique de leur ePortfolio (de type http://prenom.nom.eportfolio.lu) à toute personne de leur choix qui pourra de cette façon consulter en ligne le curriculum vitae, les bulletins, les meilleures productions, la grille de compétences et le diplôme du baccalauréat de l'eLearner en question. Le grand avantage pour les élèves est qu'ils ne sont plus forcés de constituer des dossiers spécifiques suite à toute nouvelle demande d'un employeur ou d'une université, mais qu'ils peuvent à tout moment indiquer l'adresse URL de leur ePortfolio qui est consultable en ligne.

L'ePortfolio est donc un outil qui ne facilite pas seulement la vie de l'élève mais qui permet également de fournir aux personnes intéressées une image plus complète de l'élève en question. Dans ce contexte l'ePortfolio devrait se développer dans le courant des prochaines années pour atteindre également les écoles traditionnelles.

Protection et confidentialité des ePortfolios

Tous les eLearners de l'eBac sont obligés d'alimenter un ePortfolio étant donné que cet outil constitue un volet majeur de la démarche pédagogique. C'est également sur ce support que toutes les notes et évaluations des eLearners sont publiées. Ce service est d'ailleurs fort apprécié par ces derniers qui peuvent consulter en temps réel leur progression pédagogique et les commentaires de leurs professeurs.

Quant à la confidentialité de l'ePortfolio, il est important de noter que les eLearners ont le choix de le sécuriser par un mot de passe ou non. Il va de soi que personne ne peut accéder à un ePortfolio protégé sans en connaître le mot de passe. Dans ce cas la protection des données est donc totale. Cependant, si un eLearner décide de ne pas protéger son ePortfolio par mot de passe, ce dernier est accessible à toute personne qui consulte le site www.eportfolio.lu. Notons que ceci n'est pas un effet pervers incontrôlé de l'ePortfolio mais bel et bien un choix qui a été opéré en connaissance de cause. Certains eLearners ont souhaité en effet laisser leurs informations accessibles au grand public (patrons, écoles, universités...) pour afficher leurs excellentes évaluations et leurs diplômes.

Il va de soi que le groupe de pilotage de l'eBac a recommandé aux eLearners de protéger leurs données par un mot de passe, mais la décision de le faire ou non relève toujours de l'eLearner.

Question 2413 (21.3.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**étude d'impact sur la nouvelle ligne ferroviaire Esch/Alzette-Luxembourg:**

Monsieur le Ministre des Transports a annoncé récemment que le dossier sur une nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette avait été remis en novembre 2003 au Ministère de l'Intérieur afin que ce dernier puisse effectuer une étude d'impact comparative telle que prévue par la directive 97/11/CE. Ce n'est qu'en mai 2007 que le Ministère de l'Intérieur transmettait le rapport final de ladite étude au Ministère des Transports.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits énoncés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles le Ministère de l'Intérieur a travaillé pendant plus de trois ans sur l'étude d'impact?

- Lors de l'élaboration de cette dernière, le Ministère a-t-il pris en considération un seul tracé ou plusieurs tracés différents?

Réponse (28.4.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'honorable Député revient dans sa question parlementaire à une récente réponse de Monsieur le Ministre des Transports concernant une question parlementaire qu'il lui avait adressée dans le contexte du dossier sur une nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette *(cf. compte rendu N°/2006-2007 - question parlementaire N°2306)*. Il insiste plus particulièrement sur la partie de réponse où Monsieur le Ministre des Transports signale que «le dossier en question avait été remis en novembre 2003 au Ministère de l'Intérieur afin que ce dernier puisse effectuer une étude d'impact comparative telle que prévue par la directive 97/11/CE. Or, ce n'est qu'en mai 2007 que le Ministère de l'Intérieur transmettait le rapport final de ladite étude au Ministère des Transports».

Partant, l'honorable Député aimerait mieux comprendre les raisons pour lesquelles le dossier a mis tellement de temps avant d'être retourné au Ministre des Transports.

En premier lieu, il convient de noter que le dossier initial a été transmis au Ministère de l'Intérieur en date du 25 novembre 2003, c'est-à-dire avant les dernières élections par un Gouvernement CSV-DP. Après les élections, le Gouvernement a changé, il fallait donc, tout d'abord, la confirmation que les nouvelles lignes ferroviaires correspondent toujours aux priorités du nouveau Ministre des Transports.

C'est ainsi qu'il a fallu attendre le 16 janvier 2006 avant que Monsieur le Ministre des Transports ne transmette au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire (MIAT) les notices d'impact de sécurité et sur l'environnement de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette afin de pouvoir les intégrer dans l'étude comparative. Or, ces documents font partie des documents à la base de toute étude comparative comme il ressort clairement des articles 5 et 6 de la loi du 13 mars 2007 portant transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive CE/97/11. Même si cette loi n'était pas encore en vigueur en 2006, la directive 97/11, quant à elle, était déjà parfaitement applicable et les ministères organisaient déjà leurs travaux en conséquence.

Le 22 mars 2006, Monsieur le Ministre des Transports a informé le MIAT que le train-tram ne serait plus le concept à poursuivre pour les années à venir et demandait donc au MIAT de revoir le dossier de l'étude comparative à la lumière de la solution retenue pour la ville de Luxembourg, à savoir un tram léger. Il s'en est suivi qu'une grande partie des travaux réalisés jusque là par le MIAT, le groupe de travail interministériel (auquel participait également le Ministère des Transports) et un bureau d'études dans le cadre de l'étude comparative (par exemple analyse des concepts train classique et train-tram sur la nouvelle liaison ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette) n'a plus pu être utilisée par la suite.

Le 22 juin 2006, Monsieur le Ministre des Transports a donné son accord à la proposition du MIAT d'élargir le périmètre d'analyse de l'étude comparative de manière à y incorporer également la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg, puisque cette approche permettait de réaliser finalement une seule étude pour deux lignes ferroviaires désormais classiques, celle de Luxembourg-Esch/Alzette et celle de Luxembourg-Bettembourg et de pouvoir ainsi au total avancer plus rapidement et, surtout, de manière plus cohérente. Dans ce même courrier Monsieur le Ministre des Transports confirmait encore que le MIAT disposerait des données requises pour ce faire en août 2006.

Or, les données requises n'ont été transmises au MIAT qu'en date du 30 octobre 2006.

L'étude comparative finale pour deux lignes ferroviaires et non une seule et comportant plusieurs alternatives de tracés pour chacune d'elles a définitivement été transmise à Monsieur le Ministre des Transports le 18 mai 2007. La finalisation de cette étude pour le moins complexe n'a donc pris que six mois!

Depuis lors, la suite du dossier attend le lancement par le maître d'ouvrage de l'enquête publique prévue par la loi du 13 mars 2007.

Question 2414 (21.3.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **fouilles archéologiques sur le plateau du Rham:**

Les journaux rapportent qu'un investissement important sera effectué pour moderniser les installations du plateau du Rham. Sur les photos publiées par les journaux, on voit plusieurs ministres s'affairer avec des pelles à proximité des fortifications situées à l'est des bâtiments qui datent de la fin du 17e siècle.

- Madame la Secrétaire d'État peut-elle me dire si les importants travaux d'excavations entrepris à proximité de ces tours ont été précédés de fouilles archéologiques préventives, et dans l'affirmative, quels en ont été les résultats.

Réponse (21.4.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question de l'honorable Député concernant les analyses archéologiques au plateau du Rham, j'ai l'honneur de préciser que, depuis 2003, le Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA) suit les travaux de rénovation du CIPA, en étroite collaboration avec les responsables du projet et des agents du Service des Sites et Monuments nationaux. Aussi, les archéologues ont-ils pu assurer de nombreuses interventions sur le site.

Il en résulte entre autres un dégagement partiel du fossé devant le mur dit «Wenzel» et une mise au jour de la poterne, de la caponnière, du ravelin et du magasin à poudre du ravelin. Un sondage archéologique effectué au dessus de la poterne a livré des informations concernant le potentiel archéologique au niveau de la terrasse située en arrière du mur d'enceinte.

Afin d'éviter la destruction d'éventuelles structures archéologiques le long du mur d'enceinte, des sondages à la pelle mécanique ont eu lieu sous la surveillance du MNHA. Sur le vu du résultat de ces sondages - la zone située derrière le mur d'enceinte ayant été profondément perturbée au 19e et au 20e siècle - des fouilles archéologiques ne se sont pas avérées nécessaires en cet endroit.

Au niveau de la tour Jacob, une latrine attribuée à l'époque de Vauban fut découverte. Un levé topographique précis est en cours.

Récemment, deux zones supplémentaires à sonder, situées au bord ouest du plateau, ont été déterminées, ceci afin d'évaluer le potentiel archéologique de tout le site. Ces sondages vont être exécutés par une firme spécialisée sous la surveillance du MNHA. Au vu du résultat de ces sondages, d'autres fouilles archéologiques pourront s'imposer.

Enfin, il est précisé que la mise en place d'un couloir souterrain le long de plusieurs bâtiments sera surveillée par le MNHA.

Question 2415 (21.3.2008) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant le **Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) et** le **placement judiciaire:**

Une personne, qualifiée comme étant agressive et dangereuse selon des articles de presse, a profité d'une permission de sortie pour s'enfuir du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck (CHNP). Dans sa réaction, Monsieur le Ministre de la Santé a informé le public de l'illégalité de cette permission de sortie en signalant que les procédures réglementaires n'auraient pas été suivies. Il ressort également des articles de presse que la personne en fuite est un délinquant souffrant de troubles mentaux qui - en vertu de l'article 71 du Code pénal, modifié par la loi du 8 août 2000 - a été reconnu pénalement non responsable de ses actes et a ainsi été placé au CHNP pour recevoir un traitement adéquat.

Si mes informations sont correctes, les patients placés au CHNP en application de l'article 71 du Code pénal sont traités au BU 6 à Ettelbruck. Dans ce service disposant de 18 lits, ils vivraient ensemble soit avec des patients en placement prolongé, selon les dispositions de la loi du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés, soit avec des patients hospitalisés. Selon mes informations, l'aménagement de ces lieux ne permettrait pas de garantir les exigences en matière de sécurité et ne serait par conséquent pas approprié pour accueillir ce type de patients. Par ailleurs, il me revient que dans ces conditions, le personnel ne peut garantir qu'un tel patient ne puisse s'évader.

Notons finalement que l'article 21 de la loi susmentionnée du 26 mai 1988, modifié par la loi du 8 août 2000, prévoit l'institution d'une «commission spéciale chargée de l'exécution des décisions judiciaires de placement», dont la composition a été déterminée dans l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 portant nomination des membres de la commission spéciale chargée de l'exécution des décisions judiciaires de placement. Cette commission spéciale aurait dû statuer sur la sortie de la personne en fuite. Mais apparemment, cette commission ne fonctionne pas de manière optimale.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les faits exposés ci-dessus?

- Combien de détenus du Centre pénitentiaire de Schrassig sont actuellement en traitement au CHNP? Ces patients sont-ils tous placés sous le régime de l'article 71 du Code pénal? Dans la négative, quelles autres formes de placement judiciaire existent? Ces patients disposent-ils des mêmes droits que les autres patients, par exemple en ce qui concerne les sorties, la promenade dans la cour ou bien la participation aux thérapies?

- En ce qui concerne la commission spéciale chargée de l'exécution des décisions judiciaires de placement, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que celle-ci fonctionne d'une manière insatisfaisante? Qui est responsable du fonctionnement de cette commission?

- D'une manière plus générale en ce qui concerne les procédures non respectées, quelles sont les procédures à respecter dans le cas d'une autorisation de sortie? Qui a établi ces procédures? Monsieur le Ministre est-il d'avis que les procédures existantes sont suffisantes en vue de régir cette matière d'une manière satisfaisante?

- Est-il acceptable de loger et de traiter ensemble des patients hospitalisés au CHNP en vue de leur réhabilitation et des délinquants dangereux? Ne serait-il pas opportun de s'orienter au modèle allemand où ces patients sont traités dans des structures séparées (de type médicolégal), dotées du personnel nécessaire pour garantir leur bon fonctionnement?

- Finalement, en ce qui concerne les conditions de travail du personnel du BU 6 et l'aménagement des lieux, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour remédier aux inconvénients existants et éviter que de tels incidents ne se reproduisent pas à l'avenir?

Réponse (30.4.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il est un fait qu'un patient admis au CHNP sous le régime du placé judiciaire a profité d'une sortie de quelques heures, accordée par le médecin traitant, pour ne plus réintégrer l'hôpital le soir. L'honorable Parlementaire n'est pas sans savoir qu'entre-temps l'intéressé a été réadmis au CHNP.

En accordant la sortie à l'intéressé le médecin traitant du CHNP a été en défaut d'observer la disposition légale aux termes de laquelle les sorties des placés judiciaires sont soumises à l'approbation d'une commission spéciale, composée de magistrats et de médecins.

Actuellement, c'est-à-dire à la date du 18 avril, les patients séjournant au CHNP sous le régime du placé judiciaire sont au nombre de quatre. Ces personnes ne sont pas à considérer comme «détenus du Centre pénitentiaire de Schrassig», alors que, reconnues pénalement irresponsables, elles n'ont pas fait l'objet d'une condamnation et n'ont dès lors pas de peine à purger. À côté des placés judiciaires le CHNP accueille de temps en temps pour un séjour de courte durée des personnes purgeant une peine au Centre pénitentiaire ou s'y trouvant en détention préventive.

Quant au fonctionnement de la commission spéciale ayant des compétences spécifiques pour les placés judiciaires, dont celle d'accorder des sorties de courte durée, il y a lieu de relever qu'elle a été mise en place dès le 13 novembre 2000 par les soins de Monsieur le Ministre de la Justice. Toutefois les juridictions pénales ont fait application une première fois en 2007 de la nouvelle rédaction de l'article 71 du Code pénal permettant de placer dans un établissement psychiatrique une personne ayant commis une infraction, mais reconnue pénalement irresponsable. Dans la suite deux autres placements au CHNP sont intervenus sur base de l'article 71 du Code pénal.

C'est l'article 24 de la loi du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés, dans sa version du 8 août 2000, qui traite des sorties définitives, à l'essai ou de courte durée des placés judiciaires. C'est la commission spéciale qui décide de ces sorties, sur avis du médecin traitant. Il lui appartient d'avertir le directeur de l'établissement et les procureurs d'État de toute autorisation de sortie accordée.

Quant à la cohabitation dans une seule et même unité du CHNP de placés judiciaires et de placés «médicaux», il faut bien reconnaître qu'elle n'est pas heureuse. En cette matière comme en d'autres le Luxembourg se trouve face au problème des petits nombres ou du défaut de «masse critique». Comme dit ci-dessus, la réforme législative intervenue en 2000 et permettant de placer en institution des délinquants irresponsables pénalement est restée sans application pratique jusqu'en 2007. Une structure spécialement créée pour la prise en charge de ces personnes serait restée inutilisée pendant sept ans.

Quoiqu'il en soit, et alors que les tribunaux répressifs semblent maintenant faire régulièrement application de l'article 71 du Code pénal, la question de la création d'une structure ad hoc, que ce soit au CHNP ou ailleurs, se doit d'être posée. Pourraient être admis dans pareille structure, outre les placés judiciaires, des condamnés placés en sursis probatoire en milieu psychiatrique, de même que des détenus du Centre pénitentiaire faisant actuellement l'objet d'un transfert temporaire au CHNP pour faire face à une crise aiguë nécessitant une prise en charge médicale.

Je ne manquerai pas de soulever au sein du Gouvernement la question de l'opportunité de la création d'une structure spécifique destinée à la prise en charge de la population dont question ci-dessus. Il va sans dire que la création d'une structure de prise en charge plus appropriée devra s'accompagner d'une dotation adéquate en personnel, de façon à rencontrer les craintes et revendications légitimes du personnel actuellement en service à l'unité visée par l'honorable Parlementaire.

Question 2417 (26.3.200) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **plan général de gestion des déchets:**

L'article 5 de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets exige l'établissement d'un plan général de gestion des déchets. En novembre 2006, Monsieur le Ministre avait fait savoir dans un communiqué de presse, que le premier plan qui datait de décembre 2000 allait être soumis à une révision. Une première version du projet aurait dû être présentée au cours du premier semestre 2007 et l'adoption définitive du plan était prévue pour fin 2007.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'expliquer les raisons du retard dans l'élaboration du nouveau plan général de gestion des déchets?

- Monsieur le Ministre pourrait-il me faire savoir quand le plan sera définitivement révisé?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer quel service de l'Administration de l'Environnement est en charge de la révision ainsi que sur le nombre de fonctionnaires et de leur qualification?

Réponse (21.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le plan général de gestion des déchets poursuit un double objectif. D'abord, il doit décrire la situation en matière de gestion des déchets telle qu'elle se présente actuellement au Luxembourg. Il doit ensuite faire des propositions relatives aux orientations futures que doit prendre la gestion des déchets.

Afin de pouvoir définir les orientations futures de la gestion des déchets, il y a lieu de prendre en considération les évolutions qui peuvent en avoir un impact considérable. Deux points essentiels ont dû être pris en considération:

- la nouvelle directive cadre relative aux déchets:

Cette directive doit remplacer l'ancienne directive actuellement en vigueur. Elle est destinée à donner de nouvelles orientations pour la gestion des déchets au niveau européen, plus particulièrement, elle vise à intégrer les orientations fournies par la stratégie thématique sur la gestion des déchets dont l'objectif est de faire de l'Europe une Europe du recyclage.

La proposition directive prévoit de nouvelles définitions de ce qui est un déchet. Elle inclut désormais également des définitions pour les opérations de valorisation et de recyclage, les sous-produits et pour les produits résultants du recyclage. Elle précise quand un déchets cesse d'être un déchet et prévoit une nouvelle définition de la hiérarchie des objectifs de la gestion des déchets. Elle inclut des flux spécifiques de déchets dont plus particulièrement les déchets dangereux, les huiles usagées et les déchets organiques. Elle impose la réalisation de plans de prévention et de gestion des déchets, etc.

L'accord politique sur la proposition de directive a été donné par le Conseil des Ministres en date du 28 juin 2007. Actuellement, la proposition est en deuxième lecture auprès du Parlement européen. Les amendements proposées par les parlementaires européens visent en particulier un renforcement de la collecte sélective des différentes fractions des déchets et leur recyclage matière. Ces propositions vont bien au-delà du texte approuvé par le Conseil des Ministres qui accordait une plus grande importance à l'incinération des déchets avec valorisation énergétique.

- la réorganisation territoriale:

La Chambre des Députés a lancé dans le cadre d'une Commission spéciale le débat sur la réorganisation communale. Dans ce contexte, une discussion a été menée entre autres sur le partage futur de la responsabilité des compétences en matière de gestion des déchets entre l'État et les communes, sachant que actuellement, les communes ont la responsabilité de la gestion des déchets ménagers et assimilés.

Suite aux discussions menées au sein de la Commission spéciale, Monsieur le Président de la Chambre des Députés a adressé en date du 29 mai 2007 à Monsieur le Premier Ministre un certain nombre de questions. Parmi ces questions figurait également celle sur la façon comment le Gouvernement entendrait mettre en œuvre sa politique de gestion des déchets sachant. En effet, la Commission spéciale avait dû constater un manque de cohésion dans la mise en œuvre de la politique des déchets. En même temps, il existe au sein de la Commission spéciale une tendance en faveur d'une plus grande liberté d'agir pour les communes ce qui s'oppose à une mise en œuvre surveillée et structure de la politique de gestion des déchets.

C'est en date du 31 janvier 2008 que le Gouvernement donne sa réponse aux questions soulevées. Il rappelle que la gestion des déchets ménagers reste un domaine de compétence des communes et que dès lors il sera tenu compte aussi dans le future de l'autonomie communale.

Toutefois, en vue d'assurer une plus grande cohérence, le Gouvernement entend jouer un rôle de coordinateur actif. Il est proposé à cet effet d'agir sur trois niveaux:

- la définition de résultats à atteindre obligatoirement;

- la proposition et la promotion de mesures et d'actions concrètes et cohérentes auxquelles les communes ou syndicats de communes peuvent participer tout en insistant sur le fait que cette participation est facultative;

- le suivi et la concertation avec tous les acteurs concernés par exemple par l'organisation tous les deux ans d'assises pour faire le point sur l'évolution de la gestion des déchets et sur les réorientations éventuellement requises.

Il apparaît que ces deux points sont essentiels pour la planification de la gestion future des déchets qui doit justement prendre en considération ces évolutions. Bien que ces deux points n'ont pas encore trouvé de conclusions définitive, il est désormais possible de prendre en considération dans l'établissement du plan général de gestion des déchets les orientations données tant pas la proposition de la nouvelle directive cadre sur les déchets que par les orientations envisagées lors des discussions sur la réorganisation territoriale du Luxembourg.

En ce sens, les travaux relatifs à l'élaboration d'un projet de plan général de gestion des déchets pourront aboutir avant les vacances d'été. Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, ce plan doit être soumis ensuite à une procédure de consultation publique. La version finale devra tenir compte des remarques formulées dans le cadre de cette consultation.

En ce qui concerne le personnel en charge de l'élaboration du plan, il est assuré au sein de l'Administration par deux fonctionnaires de la carrière supérieure de formation universitaire qui peuvent se prévaloir tous les deux d'une expérience solide en matière de gestion des déchets au Luxembourg. Ils sont secondés dans leur tâche par un bureau d'études qui a pour mission la collecte et la préparation des données.

Question 2419 (26.3.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **reconduite d'une personne vers Conakry (République de Guinée):**

Aus der Press war gewuer ze ginn, datt eng Persoun, déi vu Lëtzebuerg iwwer Paräis mat engem normale Fluch no Conakry soll zréckgefouert ginn, sech géint seng Ausweisung zu Paräis gewiert huet, dunn op Lëtzebuerg zréck gefouert gouf, fir mat engem Privatglieger muer sollen a säi Land zréck gefouert ginn.

Mat engem Käschtepunkt vun 51.000 Euro.

Et ass publizeiert ginn, wei wann dei virzitéiert Persoun mësshandelt gi wier, duerno keng medezinesch Betreiung soll kritt hunn, an och net ënnersicht gi wier.

Et hätt och keng Enquête stattfonnt iwwert de Virfall.

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Huet den Här Justizminister Kenntnis vun dem Virfall?

2) Wa jo, wat ass seng Stellungnahm dozou?

3) Hätt de Virfall do missen enger Enquête ënnerworf ginn?

4) Wéisou huet dei Persoun hir Pabeieren net zréck krut?

5) Wat justifizeiert d'Réckféierung mat engem Privatfliger?

Réponse (3.4.2008) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéiere kann ech bestätegen, dass d'Regierung Kenntnis vun deem Virfall huet.

Am Géigesaz zu deem wat den honorabelen Deputéieren a senger Fro schreiwt, huet d'Inspection générale de la Police zu dësem Virfall eng Enquête gemaach. Et ass och net richteg, dass déi betreffend Persoun net vun engem Dokter ënnersicht ginn ass. Dës medezinesch Ënnersichung huet den 10. Mäerz, den Dag no dem Retour op Lëtzebuerg, stattfonnt.

Wat d'Pabeiere vun der betreffender Persoun ugeet, ass als éischt festzehalen, dass si hire Pass zu Paräis ausgehändegt kritt huet. Des Weidere war d'Openhaltsgenehmegung vun där Persoun an Italien ofgelaf, sou dass si net hätt kënne mat deem Pabeier oder der Openhaltskaart an Italien areesen. Dëst Land huet och refuséiert dës Persoun erëm bei sech opzehuelen. Déi betreffend Persoun krut all hir Pabeiere virun hirem Retour de 27. Mäerz ausgehändegt.

Wat d'Réckféierung mat engem Privatfliger ubelaangt, ass ze rappeléieren, dass déi concernéiert Persoun sollt matt engem Lignefluch zréck an d'Guinée geféiert ginn. Duerch d'Rebellioun vun dëser Persoun zu Paräis ass dëse Versuch awer feelgeschloen.

Vir all weideren Zwëschefall ze vermeiden an d'Décisioun iwwert d'Réckféierung auszeféieren, ass op e Privatfliger zréckgegraff ginn.

Question 2420 (26.3.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **fonds souverains:**

Dans son dernier bulletin «Actualité & Tendances», la Chambre de Commerce s'intéresse aux fonds souverains. Il s'agit de fonds détenus par les administrations publiques, disposant d'un important volume d'actifs gérés sur un horizon de long terme et qui poursuivent prioritairement des objectifs de nature structurelle.

La Chambre de Commerce fonde son analyse sur les 22 principaux fonds souverains à travers le monde. Certains sont très importants par rapport au PIB des pays concernés. Aux Émirats arabes unis par exemple, les actifs détenus par trois fonds distincts atteignent conjointement quelque 493% du PIB.

Les fonds souverains tendent à exercer un poids économique plus important dans les plus petites entités géographiques qui, du fait de leur taille réduite, présentent une grande volatilité sur les plans macro-économique et budgétaire. Cette idée d'un fonds souverain me semble être une idée intéressante de sorte que je suis d'avis qu'il faut l'étudier plus en détail.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

1. Quelle est la position du Gouvernement par rapport à cette proposition de la Chambre de Commerce?

2. Le Gouvernement entend-il, le cas échéant, lancer un tel fonds souverain?

Réponse (2.4.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Je me permets de renvoyer l'honorable Député à ma réponse à la question parlementaire N°2375 de l'honorable Député Roger Negri sur le même sujet *(cf. ci-dessus)*.

Question 2421 (26.3.2008) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant le **permis de conduire:**

Selon un article paru récemment dans la presse, le chef d'une entreprise de taxis luxembourgeoise a été arrêté à Bruxelles lors d'un contrôle de police pour usage de faux. Les policiers belges auxquels le chauffeur de taxi présenta son permis de conduire émis par le Ministère des Transports luxembourgeois étaient convaincus qu'il s'agissait d'un document falsifié. D'après l'article prémentionné, le chauffeur a été détenu pendant plusieurs heures avant que le malentendu n'ait pu être résolu.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-devant? Dans l'affirmative, est-ce que des situations similaires se sont déjà présentées dans le passé?

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il que des policiers belges n'aient reconnu le permis émis au Luxembourg? Est-ce que les documents luxembourgeois correspondent aux normes européennes en vigueur?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que la transposition en droit national de la directive 2006/126/CE et le remplacement graduel des permis de conduire en papier par le modèle européen sous forme de carte plastique pourront éviter à l'avenir des situations similaires à celle décrite plus haut?

Réponse (4.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée se renseigne quant à l'arrêt d'un résident luxembourgeois par la Police belge à Bruxelles pour présomption d'usage de faux.

Après m'avoir informé auprès de la personne concernée, je ne peux que confirmer les faits tels qu'ils ont été relatés par la presse luxembourgeoise.

Je viens d'adresser un courrier à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères en le sollicitant de bien vouloir saisir les autorités belges de cette affaire afin de les informer de mon indignation quant au comportement des policiers belges par rapport à un résident luxembourgeois et par conséquent de bien vouloir prendre les mesures appropriées afin d'assurer qu'une telle situation ne se reproduise plus.

Indépendamment de cette affaire malencontreuse, je dois avouer qu'une situation similaire ne s'est, selon mes informations, pas encore produite.

En ce qui concerne votre question de la conformité du permis de conduire luxembourgeois aux exigences communautaires, je peux vous affirmer que les documents délivrés par le Ministère des Transports en matière de la législation routière, en l'occurrence les permis de conduire, correspondent aux normes européennes.

Pour ce qui est de la transposition en droit national de la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire ayant comme conséquence le remplacement des permis de conduire en papier par le modèle européen sous forme de carte plastique, il y a lieu de préciser que mes services sont en train de préparer les textes législatifs y relatifs.

L'avantage de l'introduction d'un permis au format de «carte de crédit», avec, à titre facultatif, une puce de limitation de la validité administrative du document est notamment d'améliorer davantage le niveau de protection contre la fraude et d'éviter à l'avenir des incertitudes juridiques telles qu'elles se sont produites récemment en Belgique.

La date de délivrance de ce permis au format de «carte de crédit» est prévue par la directive susmentionnée pour le 13 janvier 2013 au plus tard, ce qui n'empêche pas d'introduire ce modèle au Luxembourg avant cette date notamment en vue de faciliter la libre circulation des citoyens luxembourgeois au sein de l'Espace économique européen.

Question 2422 (26.3.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**autoroute A13:**

Le contournement provisoire installé près de l'échangeur de Hellange sur l'autoroute de la Sarre constitue depuis de nombreuses années un des points noirs de notre réseau routier où de nombreux accidents ont lieu.

En cas d'accident le tronçon à une voie est immédiatement barré, de façon à ce que les automobilistes en provenance de Schengen sont souvent bloqués pendant de longues heures entre la sortie Frisange et le rond-point Hellange.

Sachant que ce tracé de l'autoroute A13 n'est point achevé et qu'il ne s'agirait que de mesures provisoires, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- En vue de donner un meilleur accès aux ambulances et au personnel de secours en cas d'accident, le Gouvernement pourrait-il envisager l'installation d'une voie de secours sur le tronçon en question?

- Dans le même ordre d'idées, existe-t-il une possibilité de dévier le trafic de l'autoroute en cas d'accident?

Réponse commune (5.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

La Chambre des Députés a marqué son accord avec la poursuite des études détaillées de la section manquante de l'autoroute A13 au droit de l'échangeur Hellange, et un projet de loi de financement pourra être présenté dès que les études d'APD seront terminées.

En ce qui concerne l'installation d'une voie de secours, elle doit en fait être assimilée à la création de bandes d'arrêt d'urgence de chaque côté de la voie de circulation. Une telle mesure n'est guère réalisable, étant donné que les emprises nécessaires ne sont pas disponibles et que le raccordement de ces bandes d'arrêt d'urgence au rond-point provisoire est impossible.

En cas d'accident dans le by-pass, le trafic peut être dévié par les localités de Frisange et Hellange. La mise en place d'une telle mesure est décidée au cas par cas, de commun accord entre le responsable de l'exploitation du CITA et la Police grand-ducale, conformément au plan de gestion de trafic. Une telle mesure nécessite cependant la mise en place d'un balisage ainsi que la présence de la Police notamment au carrefour principal de Frisange.

Question 2426 (27.3.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **convention autorisant les ambulances et les services de secours à passer la frontière des pays limitrophes:**

Il ressort d'un article de presse du quotidien «L'essentiel» paru en date du 27 mars 2008 que la France et la Belgique ont signé une convention autorisant leurs ambulances et services de secours à passer la frontière. Le Luxembourg, par contre, n'aurait pas encore signé de telles conventions.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'absence de telles conventions? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement luxem-

bourgeois envisage de signer des conventions en la matière avec les pays limitrophes? Si oui, dans quels délais pourra-t-on s'attendre à la finalisation de ces conventions?

Réponse (28.4.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En ce qui concerne l'établissement d'une convention concernant le transport d'urgence transfrontalier entre la Belgique et le Luxembourg, les questions visées par l'honorable Député portent sur le même sujet que celles posées par Monsieur le Député Marcel Oberweis dans une question parlementaire du 20 décembre 2007. Je me réfère donc à ma réponse fournie à la question de Monsieur le Député Marcel Oberweis *(cf. compte rendu N°11/2007-2008)*.

En ce qui concerne la France et l'Allemagne, il n'existe pas de conventions pour le transport transfrontalier d'urgence entre le Luxembourg et ces deux pays. Il y a lieu de souligner que ce genre de convention ne vise généralement pas l'intervention occasionnelle des services d'urgence dans un pays limitrophe en cas d'un manque spontané de ressources disponibles, mais l'intervention régulière et systématique sur le territoire d'un pays voisin.

Or, avec ses 25 centres d'interventions de la Division de la Protection civile de l'Administration des Services de Secours et les trois régions hospitalières qui assurent l'intervention médicale urgente, le Luxembourg dispose d'une excellente couverture des secours médicaux d'urgence et n'affiche, en situation normale, rarement un besoin d'assistance d'un pays voisin en matière de transport transfrontalier d'urgence.

Pour nos pays voisins, il est plus difficile d'assurer une couverture équivalente pour la totalité de leur territoire et notamment pour les régions qui ne sont pas densément peuplées, tel que c'est le cas pour la Province de Luxembourg en Belgique et pour la Eiffel en Allemagne. Pour remédier à cette situation, les Länder de la Rhénanie-Palatinat et de la Sarre ont signé d'ailleurs une convention avec la LAR (Luxembourg Air Rescue) qui a réservé un de leurs hélicoptères pour assurer le transport des médecins urgentistes allemands sur le territoire de ces Länder.

À cet égard, les autorités compétentes françaises n'ont quant à elles, pas adressé de demande spécifique aux autorités luxembourgeoises jusqu'à l'heure actuelle.

En cas d'une demande spontanée d'assistance, côté luxembourgeois, il n'existe pas d'entrave administrative à l'intervention des services de secours luxembourgeois sur le territoire de ses pays voisins. Pour la Belgique et l'Allemagne, ce genre d'intervention est occasionnel, mais il est pratiquement inexistant pour le cas de la France, qui n'autorise généralement pas les services luxembourgeois à intervenir sur le territoire français.

Question 2427 (27.3.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **présence d'observateurs des droits de l'Homme ou de médecins indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés:**

La Chambre des Députés a adopté lors de la séance publique du 3 juillet 2007 une motion invitant le Gouvernement à autoriser la présence d'observateurs des droits de l'Homme ou de médecins indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés.

Tenant compte de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Monsieur le Ministre pourrait-il me confirmer que des observateurs indépendants n'ont pas participé à la tentative d'extradition du guinéen Mamadou Aliou Diallo qui a eu lieu le 9 mars dernier?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer pourquoi des observateurs indépendants n'ont pas participé à l'extradition?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que des observateurs indépendants pourraient aider à prévenir des incidents lors des éloignements forcés ou à élucider le déroulement des faits?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer ce qu'il entend faire pour assurer dorénavant que des observateurs indépendants participeront aux retours forcés?

Réponse (7.4.2008) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

En réponse à la question de l'honorable Député, je peux confirmer que lors du rapatriement organisé de Monsieur Diallo le 9 mars, et qui a échoué, il n'y a pas eu d'observateur étant donné que celui-ci devait emprunter un avion de ligne. Il est jugé que ce type de rapatriement ne nécessite pas d'observateur indépendant puisqu'il est effectué en présence des autres passagers qui ont d'ailleurs été témoins de l'incident.

Tous les retours forcés qui utilisent un vol spécial sont accompagnés d'un observateur indépendant. Cela a été notamment le cas lors du rapatriement de Monsieur Diallo qui a été effectué le 28 mars par un vol spécial.

La mission de l'observateur indépendant sera précisée dans le cadre d'une convention à conclure à cet effet. Il peut être envisagé selon les cas de faire accompagner par un observateur indépendant les retours forcés qui se font par vol régulier.

Question 2428 (28.3.2008) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant le **vaccin contre les infections HPV (anti-Papillomavirus Humain):**

Il ressort d'un article de presse publié dans un hebdomadaire luxembourgeois que le vaccin contre le papillomavirus humain pour prévenir le cancer du col d'utérus, pour lequel le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a lancé une campagne nationale de vaccination s'adressant à toutes les filles à partir de douze ans, comporte un certain nombre de risques. Selon l'article en question, le vaccin n'a pas été testé scientifiquement dans la durée sur des filles de douze ans, son efficacité se limite à environ 50% des cas et les effets secondaires du vaccin sont apparemment plus ou moins graves pouvant aller jusqu'au décès.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il est au courant des faits relatés ci-dessus:

- Dans l'affirmative, est-ce que ces points ont été pris en compte avant le lancement de la campagne de vaccination?

- Est-ce que la population a suffisamment été informée sur les risques éventuels du vaccin?

- Est-ce que la campagne du Ministère a précisé que les tests de dépistage réguliers restent nécessaires?

Réponse (7.4.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Un premier vaccin Gardasil® contre l'infection par les Human Papilloma Virus (HPV), virus à l'origine de la quasi-totalité des cancers du col de l'utérus, a bénéficié d'un enregistrement à l'EMEA (Agence européenne du médicament) en septembre 2006; un deuxième vaccin (Cervarix®) a été enregistré en septembre 2007.

En mars 2007, le Conseil supérieur d'Hygiène luxembourgeois, section des maladies transmissibles recommande la vaccination systématique des jeunes filles de 11 à 12 ans, avec un rattrapage pour les filles de 13 à 18 ans. Ces recommandations ont été envoyées à tous les médecins.

Le Ministère de la Santé suit généralement les recommandations du Conseil supérieur d'Hygiène qui sont toujours basées sur les connaissances scientifiques disponibles, à condition d'obtenir les moyens budgétaires nécessaires.

Les recommandations précisent que 70% des cancers du col de l'utérus sont dus aux deux types de HPV contenus dans les vaccins et pourront donc être évités par la vaccination; les 30% restants étant causés par d'autres types de HPV, non contenus dans les deux vaccins disponibles, le dépistage systématique par frottis du col devra être maintenu. La nécessité de maintenir le dépistage chez les femmes vaccinées ainsi que l'utilité d'utiliser des préservatifs sont précisées aussi dans le dépliant édité en trois langues par le Ministère de la Santé dans le cadre de la campagne de vaccination; ce dépliant est adressé à toutes les adolescentes ensemble avec la lettre d'invitation à participer au programme.

Les études qui doivent être présentées pour obtenir l'enregistrement d'un vaccin sont de trois types:

- Les études d'efficacité, pour lesquelles on compare deux groupes de personnes, un groupe vacciné et un groupe non vacciné, exposés au pathogène contre lequel on veut protéger. Ces études d'efficacité «directes» ne sont pas toujours possibles pour des raisons éthiques qui interdisent d'exposer volontairement des personnes à un agent pathogène qui risque d'affecter leur santé.

- Les études d'immunogénicité, dans lesquelles on mesure le taux d'anticorps produits par la personne vaccinée contre l'agent pathogène contre lequel on veut la protéger; on peut extrapoler l'efficacité d'un vaccin s'il induit la production d'un certain taux d'anticorps (Guideline on clinical evaluation of new vaccines EMEA/CHMP/VWP/164653/2005).

- Les études d'innocuité qui recensent les effets secondaires éventuels du vaccin.

Dans le cas du vaccin contre HPV, il n'est pas possible d'effectuer des études d'efficacité «directes» sur des jeunes filles non encore exposées au virus contre lequel on veut les protéger, c'est-à-dire des jeunes filles n'ayant pas encore des relations sexuelles.

Des études d'efficacité ont été effectuées sur des femmes de 15 à 26 ans pour les deux vaccins; des études d'immunogénicité et d'innocuité ont été effectuées chez des filles de 9 à 15 ans, permettant d'extrapoler l'efficacité pour ce groupe-cible. Ces études ont en effet montré des taux d'anticorps protecteurs deux fois plus élevés dans ce groupe d'âge que chez les femmes plus âgées.

Le vaccin HPV, comme tous les vaccins, peut présenter un certain nombre d'effets secondaires, qui sont repris dans la notice scientifique et sur la notice pour le patient. Le vaccin est soumis à prescription médicale et la lettre d'invitation adressée aux adolescentes ciblées par le programme spécifie qu'il faut prendre un rendez-vous chez le médecin pour une première consultation, qui a pour but, outre la simple prescription du vaccin, le conseil et l'information des parents et des jeunes filles par le médecin traitant.

Nous suivons bien sûr de très près les données de la pharmacovigilance post marketing des deux vaccins bénéficiant actuellement d'une autorisation de mise sur le marché. Nous sommes au courant des deux cas de décès de jeunes filles survenus deux jours, respectivement trois semaines après une deuxième, respectivement une première injection de Gardasil®. Nous avons pris connaissance des résultats d'autopsie, qui n'ont cependant pas pu mettre en évidence un lien de causalité entre la vaccination et les décès. L'EMEA, à l'issue de la réévaluation de toutes les données de pharmacovigilance disponibles sur ce vaccin, considère que le rapport bénéfices/risques pour ce vaccin demeure favorable (communiqué du 24 janvier 2008). C'est d'ailleurs la position actuelle de l'OMS, de l'ECDC (European Center for Disease Prevention and Control), des CDC (Centres for Disease Control des États-Unis) et de toutes les instances scientifiques.

On estime qu'à ce jour 1,5 millions de femmes ont été vaccinées en Europe, plus de 7 millions dans le monde. Actuellement 10 États membres de l'Union européenne ont introduit ou sont sur le point d'introduire le vaccin contre HPV dans leur calendrier de vaccination. Suite aux recommandations du Conseil supérieur d'Hygiène de mars 2007 et à celles de l'ECDC du 22 janvier 2008, nous avons considéré qu'il fallait offrir la même possibilité aux jeunes filles habitant le Luxembourg. Le vaccin n'est pas obligatoire et il appartient à la jeune fille de prendre avec ses parents la décision de se faire vacciner ou non, en concertation avec son médecin de confiance.

Nous continuerons à suivre de près l'évolution des connaissances scientifiques dans ce domaine et y adapterons, si nécessaire, notre programme, qui a été demandé avec beaucoup d'insistance par le corps médical et les personnes concernées au Luxembourg.

Question 2429 (28.3.2008) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **résultats des consultations concernant la grille des horaires dans l'enseignement secondaire:**

Madame la Ministre avait annoncé qu'elle comptait augmenter le nombre de leçons des branches scientifiques au cycle inférieur de l'enseignement secondaire en diminuant le nombre de leçons de français, d'éducation artistique et d'éducation musicale. À cet effet, elle a consulté au cours des dernières semaines les conférences des différents établissements scolaires de l'enseignement secondaire.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre:

- Quels sont les résultats de cette consultation et si au vu de ces résultats la grille des horaires prévue par Madame la Ministre sera introduite tel quel à partir de la rentrée scolaire 2008 ou si la proposition initiale sera remodelée?

Réponse (21.4.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Dans les réponses des conférences des professeurs des différents établissements scolaires de l'enseignement secondaire l'idée d'un apprentissage intégré des sciences biologie, chimie et physique dans la division inférieure est approuvée. L'approche choisie, basée sur la réduction du nombre d'heures de certaines matières trouve l'approbation des enseignants des disciplines pour lesquelles la grille des horaires ne change pas. Les professeurs de biologie sont d'avis que le remaniement est un pas, bien que petit, dans la bonne direction. Les professeurs de mathématiques se félicitent du changement qui leur permettra d'assurer l'ancrage durable du développement des compétences au niveau des processus mathématiques. Les prises de position des enseignants des autres branches à savoir l'allemand, l'éducation artistique, l'éducation musicale, le français et la géographie vont du regret de perdre du temps d'enseignement pour leur branche jusqu'au refus de la proposition.

En fait la plupart des avis se limitent à transmettre la prise de position de l'un ou l'autre protagoniste. Certains avis émanant de conférences ou une réflexion plus approfondie a eu lieu proposent d'organiser le nouveau cours de sciences naturelles dans le contexte d'un apprentissage pluridisciplinaire plus poussé. Une telle approche qui pourrait donner satisfaction à un grand nombre d'enseignants ne peut pas se réaliser sans un remaniement majeur des grilles des horaires. Or, à l'heure où pour certaines branches débutera en classe de 7e l'enseignement par compétences, un remaniement des grilles des horaires d'une telle envergure me paraît inopportun.

Je compte donc introduire le nouveau cours de sciences naturelles pour la division inférieure par l'adaptation des grilles des horaires telle qu'elle a été proposée aux enseignants en janvier 2008.

Question 2432 (28.3.2008) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant le **Lorry-Rail:**

La Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (SNCF) vient de publier un communiqué de presse au sujet de l'autoroute ferroviaire Luxembourg-Perpignan.

Celui-ci m'amène à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Le Ministre a-t-il déjà reçu une réponse de son homologue français quant à l'appui que celui-ci pourrait accorder à la démarche de la société Lorry-Rail visant à obtenir une évolution du gabarit haut sur l'itinéraire de l'autoroute ferroviaire? Est-il disposé à communiquer cette réponse à la Chambre des Députés dès qu'il l'aura reçue?

- Le Gouvernement était-il conscient des difficultés que pourrait susciter l'éparpillement de l'actionnariat de Lorry-Rail lors du lancement de l'opération? Pourquoi les CFL se sont-ils lancés dans l'aventure en acceptant une telle structure de l'actionnariat? Est-il possible et envisagé de procéder à une modification de cette structure?

- Le Ministre peut-il préciser la nature des divergences de vue entre secteur public et secteur privé qui ont conduit à la démission du directeur général de Lorry-Rail au cours de la récente séance du conseil d'administration?

Réponse (9.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En signant le 3 avril 2006 une déclaration commune, les ministres français et luxembourgeois chargés des questions de transports se sont engagés à soutenir le projet de l'autoroute ferroviaire Luxembourg-Perpignan. Dans ce contexte j'ai adressé en date du 14 mars 2008 un courrier à mon homologue français, l'invitant à appuyer de tous les moyens à sa disposition la démarche engagée par Lorry-Rail auprès de Réseau ferré de France en vue d'obtenir une dérogation par rapport au gabarit ferroviaire actuel.

Le levier «gabarit» permettrait de progresser dans la commercialisation des services de l'autoroute ferroviaire et d'apporter la preuve de sa pertinence technique et économique.

La France et le Luxembourg continuent à appuyer ce nouveau mode de transport d'initiative privée dans l'intérêt économique de nos deux pays et dans l'intérêt du développement durable.

Le Conseil d'administration de Lorry-Rail S.A. s'est réuni ces derniers temps à plusieurs reprises. Parmi les pistes discutées susceptibles de relever le taux d'occupation des trains desservant cette relation, il y a lieu de relever plus particulièrement qu'en dépit du fait que tant la législation européenne que nationale limitent le gabarit de libre passage en hauteur à 4,00 mètres pour les véhicules routiers, Lorry-Rail S.A. a dû constater lors de sa campagne de prospection du système que bon nombre de transporteurs routiers disposent d'une dérogation à cette prescription les autorisant à faire circuler des convois routiers dépassant cette hauteur limite. Ce facteur, inconnu lors de la phase de conception du système, ne permet à l'heure actuelle pas de prendre à charge cette clientèle sans déroger au gabarit de libre passage ferroviaire.

Lorry-Rail S.A. a donc soumis une demande aux gestionnaires d'infrastructure ferroviaire français et luxembourgeois en vue d'obtenir un assouplissement en ce qui concerne la hauteur limite à respecter.

Tandis que le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire luxembourgeois a répondu par l'affirmative, une réponse y relative de la partie française n'est pas encore disponible.

Question 2433 (31.3.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **retour de personnes en fuite du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck (CHNP):**

Il me revient à travers la presse nationale que la personne souffrant de troubles psychiques qui avait été recherchée depuis trois semaines, vient de réintégrer le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck. La personne recherchée aurait été repérée par des «streetworkers» à Genève. Ceux-ci auraient contacté le CHNP et lui auraient recommandé de retourner au CHNP, ce que la personne aurait fait en prenant sans accompagnement le train pour le Luxembourg. Arrivée à destination, la personne recherchée se serait informée auprès d'un poste de police des enquêtes en cours et aurait réintégré le Centre Neuro-Psychatrique de Ettelbruck.

Tenant compte de ce qui précède je voudrais demander à Messieurs les Ministres s'ils peuvent confirmer les faits relatés par la presse nationale.

Dans l'affirmative, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres pourraient-ils m'informer quand le CHNP a été informé du lieu de séjour de la personne recherchée?

- Messieurs les Ministres étaient-ils au courant du lieu de séjour de la personne recherchée?

- Messieurs les Ministres pourraient-ils m'informer pourquoi la personne recherchée n'a pas été arrêtée en Suisse?

- Messieurs les Ministres pourraient-ils m'informer pourquoi la personne recherchée n'a pas été prise en charge par les forces de l'ordre dès son arrivée au Luxembourg?

- Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas inacceptable, qu'une personne en fuite, qui est jugée dangereux pour son entourage, retourne au Luxembourg sans accompagnement?

- Messieurs les Ministres pourraient-ils m'informer si les instances suisses ont été informées du danger que représentait pour son entourage la personne recherchée?

- Messieurs les Ministres pourraient-ils m'informer si la personne recherchée a été arrêtée lorsqu'elle s'est présentée à un poste de police au quartier de la Gare?

- Messieurs les Ministres pourraient-ils m'expliquer pourquoi le fait que la personne recherchée avait été repérée et encadrée n'a pas été communiqué dans le but de rassurer la population?

Réponse commune (9.5.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il résulte des renseignements pris auprès du CHNP que le secrétariat de direction de cet hôpital a reçu le mercredi 26 mars à 11.22 heures un mail en provenance d'une infirmière des Hôpitaux Universitaires de Genève, demandant d'être mise en contact avec le médecin traitant d'un patient qui aurait probablement quitté le CHNP contre avis médical. Ce mail n'indiquait pas le nom du patient en question.

Le secrétariat médical du CHNP a réagi en fournissant à l'auteur du mail d'origine le numéro de téléphone à contacter au CHNP.

Ce n'est cependant que le lendemain matin que les Hôpitaux Universitaires ont recontacté le secrétariat du CHNP, cette fois-ci par téléphone, pour indiquer le nom du patient en question, qui s'est révélé être le placé judiciaire qui n'avait plus réintégré le CHNP après une fugue.

Sur ce le directeur général a immédiatement informé le procureur d'État à Diekirch, et dans la foulée, recontacté les Hôpitaux Universitaires de Genève, pour s'enquérir sur le lieu de séjour exact du patient en question. Il apprend alors que l'intéressé était suivi par un service de soins à domicile de cet hôpital, mais qu'il n'y séjournait plus. En fait l'intéressé était sans domicile fixe lors de son séjour en Suisse.

Le Ministre de la Santé a été averti le jeudi 27 mars vers 16.00 heures par les soins du directeur général du CHNP de ce que l'intéressé avait été repéré à Genève. À ce moment il devait déjà se trouver dans le train, puisqu'il est arrivé vers 1930 heures à Luxembourg.

La Police grand-ducale, dès qu'elle a été informée par le CHNP du non-retour de sortie autorisé d'un patient, a immédiatement lancé les recherches opérationnelles. L'information policière sur la disparition a été intégrée dans le Système d'Information Schengen (SIS) et par la suite, le Parquet général a émis un mandat d'arrêt européen. Les autorités suisses étaient donc valablement informées. La Police grand-ducale n'a a aucun moment été informée ou contactée par les autorités policières suisses. Lorsque l'intéressé s'est présenté le 27 mars 2008 à 1930 heures au Centre d'Intervention Luxembourg-Gare, il a immédiatement été arrêté et transféré au CHNP.

Aucune information en possession des autorités luxembourgeoises ne fait penser que l'intéressé ait fait preuve d'agressivité durant son périple.

Question 2436 (2.4.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**achat par l'État d'une surface boisée de 385 ha à la famille grand-ducale:**

Il me revient par voie de presse que le Gouvernement luxembourgeois aurait acheté une surface boisée de 385 ha à la famille grand-ducale pour un prix légèrement inférieur à 7,5 millions d'euros.

- Au vu de ce qui précède je voudrais demander à Monsieur le Ministre s'il peut me confirmer les faits relatés par la presse.

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il me fournir de plus amples détails sur la transaction en question?

Réponse (11.4.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Je me permets de renvoyer l'honorable Député à ma réponse à la question parlementaire N°2438 du 2 avril 2008 de l'honorable Député Ben Fayot sur le même sujet *(cf. ci-dessous)*.

Question 2438 (2.4.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **vente par l'Administration des Biens du Grand-Duc de 385 ha de forêt près de Colmar-Berg à l'État luxembourgeois:**

Selon un article de presse, l'Administration des Biens du Grand-Duc aurait vendu 385 ha de forêt près de Colmar-Berg à l'État luxembourgeois. Cette information se base apparemment sur une circulaire interne de l'Administration des Eaux et Forêts.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la transaction évoquée ci-dessus? Dans l'affirmative, quel est le montant engagé par l'État luxembourgeois pour l'acquisition des terrains en question et quelle est la procédure utilisée?

- Au cas où l'État deviendrait propriétaire de ce domaine, quelles seraient les charges financières à prévoir en matière de personnel et de travaux d'entretien?

Réponse (2.4.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

- Je confirme que par acte de vente du 21 mars 2008, l'État a acquis de l'Administration des Biens de Son Altesse Royale le Grand-Duc 384,53 ha de parcelles forestières se situant dans les alentours de la résidence officielle du chef de l'État à Colmar-Berg pour un prix de 6.152.605 € (soit 16.000 €/ha).

- Sans contrepartie financière, le Grand-Duc mettra à disposition de l'État les 850 ha lui appartenant au Grünewald. La clôture entourant cette propriété sera enlevée.

- Tant les forêts de Colmar-Berg que celles du Grünewald seront accessibles pendant toute l'année au public.

- Il est difficile d'évaluer exactement le coût annuel d'entretien ainsi que les recettes résultant de l'exploitation de ces forêts. Il y a lieu de remarquer toutefois que l'État reprendra les cinq ouvriers et le garde forestier s'occupant actuellement de ces forêts.

Question 2439 (2.4.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **congé sportif:**

Le hockey sur glace est un sport d'équipe dont l'objectif est de marquer des buts en envoyant un disque de caoutchouc vulcanisé dans le filet adverse. En 1920, ce sport est devenu olympique lors des jeux olympiques d'Anvers. Actuellement se déroule au Luxembourg le championnat mondial des nations de la division III.

Selon le portail «Sport» (www.sport.public.lu), le congé sportif est octroyé aux sportifs d'élite et leur personnel d'encadrement lorsqu'ils

- participent à des compétitions aux jeux olympiques;

- participent aux compétitions mondiales et européennes officielles;

- participent à des stages de préparation accordés par le COSL ou leur fédération.

Cependant, le congé sportif a été refusé aux joueurs de l'équipe nationale participant actuellement au championnat mondial à Luxembourg-Kockelscheuer.

- Dans ce contexte j'aimerais connaître les raisons pour lesquelles le bénéfice du congé sportif ne leur a pas été accordé.

Réponse (14.4.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant le congé sportif qui aurait été refusé aux joueurs de l'équipe nationale de hockey sur glace pour disputer le championnat mondial des nations de la division III, je me dois de rectifier les propos de l'honorable Député parce qu'un congé sportif de trois jours a bel et bien été accordé à sept membres de la délégation luxembourgeoise de hockey sur glace à l'occasion dudit championnat mondial disputé à Dundalk en Irlande pendant la période du 14 au 22 avril 2007, alors que sept joueurs et un dirigeant ont encore et aussi bénéficié d'un congé sportif de trois jours à l'occasion du même championnat disputé à Luxembourg du 31 mars au 6 avril 2008.

Je précise encore que j'ai pris ces décisions sur avis du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois et de la commission spéciale instituée au sein du Conseil supérieur des Sports ainsi qu'à la lumière des résultats sportifs satisfaisants enregistrés en 2007 par l'équipe nationale luxembourgeoise de hockey sur glace, car un critère primordial pour l'octroi du congé sportif doit rester un niveau sportif approprié, quitte à ce que les interprétations afférentes ne soient trop drastiques, en particulier pour les équipes évoluant sur le plan international.

Question 2441 (2.4.2008) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **nomination rétroactive des membres du Conseil supérieur des Personnes âgées:**

L'arrêté ministériel du 12 mars 2008, publié au Mémorial B-N°23 le 21 mars 2008, prolonge le mandat des membres du Conseil supérieur des Personnes âgées de manière rétroactive du 1er mai au 31 décembre 2007.

Dans ce contexte je souhaite poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Pourquoi le mandat des intéressés est-il prolongé d'une manière rétroactive du 1er mai au 31 décembre 2007, en date du 13 mars 2008?

- La Ministre est-elle d'avis qu'une nomination rétroactive est de bonne méthode règlementaire?

- Qu'en est-il de la composition du Conseil supérieur des Personnes âgées et du mandat de ses membres à partir du 1er janvier 2008?

Réponse (18.4.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

L'article 2 de l'arrêté ministériel du 25 février 2000 précisant les missions, la composition et les modalités de travail du Conseil supérieur des Personnes âgées stipule que le Conseil se compose de 19 membres au moins et de 25 membres au plus qui sont nommés par le Ministre de la Famille pour des mandats renouvelables de deux ans.

La nomination rétroactive s'explique par le souhait des membres du Conseil, dans un souci de continuité des travaux dans le cadre de deux groupes de travail institués en 2006, à ce que leur mandat soit prolongé jusqu'à la fin de l'année 2007. Afin de les faire bénéficier des indemnités de présence, la nomination a dû être effectuée d'une manière rétroactive.

En ce qui concerne la nouvelle composition du Conseil supérieur, je tiens à vous préciser que la procédure de nomination est actuellement en cours.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°13
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

38e séance, mercredi 30 avril 2008
39e séance, jeudi 22 mai 2008
40e séance, mardi 27 mai 2008

Sozial Kohesioun vun essenzieller Zukunftsbedeitung“

Auszich aus dem Premier senger Deklaratioun zur Lag vun der Natioun

Allgemeng gëllt: Mir hu wéineg Ursaach fir ze kloen a kee Grond zur kollektiver Larmoyanz. Wa mir eis bekloen, da bekloe mir eis am Regelfall op héijem Niveau. Jiddferee vun eis hätt gäre méi, absolut méi, komparativ méi, mä jiddferfalls méi. Kee vun eis huet genuch a bal jiddferee seet, en hätt gäre méi. Mir mussen oppassen, dass mir net lues a lues zu enger ëmmer méi onzefriddener Ech-Gesellschaft verkommen. Et géif eis alleguer guttdinn, eis méi dacks ze froen, wie mir wëlle sinn, anstatt eis permanent domat ofzeginn, wat a wéi vill mer gäre méi hätten.

Et kann een och vill sinn, wann ee manner huet. Déi, déi manner hunn, sinn duerfir net manner wéi mir. An doduerch, dass mir méi hunn, si mir net méi wéi si. Dat ass wouer heiheem, dat ass och wouer queesch duerch d’Welt.

• • •

D'Wirtschaft ass kee Selbstzweck, mä si ass zweckorientéiert. Si muss hëllefen, déi kollektiv Besoinen ze kofinanzéieren. Duerfir si mir géint deen internationale fiskalen Dumping bei der Betribsbesteierung, deen am Endeffekt zu soss näischt féiert, wéi dass d'Wirtschaft sech lues a lues aus der Steierflicht erausschläicht an dass déi ganz Steierlaascht op de Facteur Aarbecht ze leie kënnt. Dat wier net gutt, esou ee Wiessel, fir den Equiliber an eiser Gesellschaft.

Mä wat muss, dat muss: D'Steierlandschaft muss fir eis Betriber, déi hei sinn, a fir déi Betriber, vun deene mer gären hätten, dass se géifen heihinner kommen, kompetitiv, wettbewerbsfäeg bleiwen.

• • •

Mä esou wéi mer dat scho fir d'Joer 2008 gemaach hunn, menge mer, et wier och gutt am Joer 2009 d'Leeschtungsbereetschaft vun deenen, déi schaffen, duerch eng weider Inflatiounsupassung vum Steiertarif unzeerkennen.

D'Inflatiounsberengegung wäert och am Joer 2009 6% bedroen. Dat heescht, wann déi Steierupassung bis gemaach ass, bezilt jiddfereen nëmmen esou vill Steieren, wéi wann e 6% manner verdénge géif. Dat mécht een Nettogewënn fir jiddfereen, dee Steiere bezilt. Et ginn och eenzel Steierabattemente geheicht, jiddefalls emol deen, deen d'Ofsetzbarkeet vun den Assurancëkäschte betrëfft.

• • •

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, offensiven Ëmgang mat der Globaliséierung, kompetitiv Steierlandschaft, séier Stroossen, schéi Brécken, optimal Eisebunnsverbindungen, dat alles ass net vill wäert, wa mir eis Gesellschaft net beienee behalen.

De gesellschaftlechen Zesummenhalt, déi sozial Kohesioun si vun essenzieller Zukunftsbedeitung. Wa mer se verléieren, da verléiere mer eis mat. Wa mer se behalen, an do, wou se brécheg ginn ass, flécken an op nei Bunne schéissen, da kënne mer méi roueg ootmen.



Kohesioun ass méi wéi nëmme Koexistenz. Et geet net drëm, einfach a reiwungslos niefteneen ze liewen, jiddfereen a sengem Eck, jiddfereen esou, dass en deen aneren net stéiert. Et geet drëm, gutt zesummenzeliewen. Et geet drëm, openeen zouzegoen, an zwar esou laang, bis ee mateneen deen zentrale Punkt erreecht huet, wou d'Differenzen esou kleng sinn, dass een et zesummen an der Mëtt gutt aushält.

Eréischt wann d'Gesellschaft dee Punkt fonnt huet, wou hir Differenze matenee kompatibel ginn, wou si sech ausgläicht, eréischt da kënnt d'Gesellschaft an d'Géigend vun der kollektiver Maturitéit. Esou verstan heescht Gesellschaftspolitik net Politik mat der Gesellschaft maachen; Gesellschaftspolitik heescht, Politik fir d'Gesellschaft ze maachen. A genau esou eng Politik wëlle mir och maachen.

• • •

D'sozial Kohesioun, déi verdréit keng ze grouss Akommesënnerscheeder an der Gesellschaft. D'sozial Kohesioun verdréit keen héije Prozentsaz vu Leit, déi an Aarmut liewen oder déi musse fäerten an Aarmut ze geroden.

Den Aarmutsrisiko ass fir Famillje mat Kanner méi grouss, wéi fir Familljen ouni Kanner, en ass méi ausgeprägt fir Elengerzéier wéi fir Koppele mat Kanner. Duerfir solle mer den Aarmutsrisiko évitéieren do, wou e sech stellt, d'Aarmut bekämpfen do, wou se ass, a virun allem eis mat der Kanneraarmut auserneesetzen.

Aarmut ass keng Fatalitéit. Et kann een eppes géint se maachen. A mir wëllen eppes géint se maachen.

• • •

Sozial Kohesioun, dat reimt sech mat Integratioun. Ee Land, dat esou een héijen Auslännerundeel huet wéi Lëtzebuerg, kënnt net derlaanscht, d'Integratioun vun den Netlëtzebuerger, dat heescht dat gewollte Matenee vu Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, geziilt unzestriewen. Duerfir ass et vun eminenter Bedeitung, d'Gesetzesprojeten iwwer Immigratioun an Integratioun séier an de Mémorial ze kréien.(…)

Ech hu mech, Här President, an der Vergaangenheet an zënter Joren ëmmer nees fir déi duebel Nationalitéit agesat. Och wann elo sech ëmmer méi Stëmme Gehéier verschafen, déi géint de Prinzip vun der duebeler Nationalitéit sinn, géint de Prinzip vum duebele Pass optrieden, bleiwen ech bei menger Meenung a bleift d'Regierung bei hirer Meenung, dass déi duebel Nationalitéit eng Integratiounsschubwierkung an ee Méi un Integratioun a sozialer Kohesioun bedeit. Dat Gesetz muss kommen. Et muss den 1. Januar vum nächste Joer kënnen a Kraaft trieden.

Ech wëll de Géigner vun der duebeler Nationalitéit - an Dir wäert gesinn, dass déi sech an den nächste Méint nach massiv wäerten äusseren - soen, dass déi duebel Nationalitéit keng Optioun géint Lëtzebuerg ass, mä eng Optioun fir Lëtzebuerg.

Duerch d'duebel Nationalitéit kréien d'Auslänner, wa si aus Länner kommen, déi och d'duebel Nationalitéit kennen, net méi Rechter wéi d'Lëtzebuerger, mä si kréien hire Wëllen, fir mat eis gläichberechtegt zesummenzeliewen, dokumentéiert.

Mir ginn eis Nationalitéit net op, mä mir maache se op. A fir se kënnen opzemaachen, ass et absolut noutwendeg, dass déi Leit, fir déi se opgeet, sech a lëtzebuergesche Saachen auskennen an an der lëtzebuergescher Sprooch kënnen ausdrécken.

• • •

An anere Wierder an nach ëmmer ouni Zuelen: D'Weltwirtschaft wiisst méi lues, d'amerikanesch Wirtschaft leeft Gefor rezessiv ze ginn, d'Eurowirtschaft wiisst ënnert hirem Wuesstumspotenzial, d'Lëtzebuerger Wirtschaft leet manner zou wéi an deene leschte Joren. D'Konklusioun aus all deem: Am Joer 2009 geet et de Statsfinanzen, virun allem dem Budget vum Zentralstat, eiser Ekonomie an eis selwer manner gutt, wéi an de Joren 2006, 2007 an héchstwahrscheinlech och nach 2008.

Deem ass bei der Opstellung vum Budget fir d'Joer 2009 Rechnung ze droen. (…)

Déi bishereg Exekutioun vum Budget fir d'Joer 2008, déi Der am Detail kënnt noliesen an enger Note, déi um Büro vum President vun Ärer Chamber scho läit, iwwert d'Exekutioun vum Budget 2008, ergëtt bis elo folgend Bild: Par rapport zum Joer 2007 klëmmt d'Lounsteier staark - dat ass virun allem op déi expansiv Entwécklung op eisem Aarbechtsmaart zréckzeféieren -, d'Accisë stagnéieren, d'Quellesteier entwéckelt sech normal, d'Taxe d'abonnement fält par rapport zum selwechten Zäitraum vum leschte Joer ëm 10,5%, d'Kierperschaftssteier fält staark. Ergo ass Virsiicht ugesot, ergo muss de Budget fir d'Joer 2009 strikt opgestallt ginn an de Budget vum Joer 2008 streng ausgefouert ginn, ergo wäert am Budget vum Joer 2009 keng Plaz fir all méiglech Wahlgeschenker sinn. Déi selektiv steierlech, akommes- a familljepolitesch Moossnamen - déi jo och allerguer eppes wäerte kaschten, an net wéineg - loossen dat net zou.

An anere Wierder: Déi, déi nach manner Steieren an nach méi Dépensë froen, droen der Realitéit vun dësem a vum nächste Joer keng Rechnung. D'Regierung muss där Realitéit awer Rechnung droen.

• • •

Dir gesitt also, Här President, dass dës Regierung an dass mir nach villes virhunn. Ech liesen heiansdo an héieren dacks, der Regierung géif lues a lues d'Puste ausgoen, si géif an Otemnout geroden, si wéisst eigentlech net méi richteg, woufir se nach do wier.

Déi programmatesch Erklärung vun haut an den Hiwäis op eis legislativ Prioritéite vun deenen nächste Méint hunn Iech gewisen: Dëser Regierung geet net d'Puste aus, dës Regierung ass am Géigendeel voll gelueden.

D'Regierung geet dat lescht Joer vun der Legislaturperiod mat vollem Asaz un. Kee soll sech Hoffnunge maachen, dass d'Wahle virgezu ginn.

Nodeems mer dëst Joer d'Steiermoderatioun fir d’Kanner an e Kannerbonus ëmgewandelt hunn, transforméiere mer d'nächst Joer den Arbeitnehmerfreibetrag, de Rentnerfreibetrag, den Abattement monoparental an den Abattement fir Scholdzënsen an en Nettosteierkredit, ersetze mer den Heizkostenzuschuss duerch eng Deierechtzoulag an duebeler Héicht, erhéije mer d'Mindestléin, d'Renten an d'Pensiounen, féiere mer „Chèques services“ an, berengege mer de Steiertarif an hiewen eenzel steierlech Abattementer.

Fir d'éischt gëtt dat gemaach. An dann eréischt maache mer Wahlkampf.

(D’Deklaratioun kënnt Dir integral op de Säite 499 bis 504 noliesen. Den Optakt vun den Debatte fannt Dir ab Säit 506.)

D'Reaktioune vun de Fraktiounen

Dës Ried war beschreiwend a perspektivesch zugläich. Aus der Realitéit vun haut huet de Regierungschef d'Aktioune vu muer ofgeleet. D'politesch Aktiounen, mat deenen dee gesellschaftlechen Zesummenhang verstäerkt, déi wirtschaftlech Leeschtungsfäegkeet vu Lëtzebuerg ofgesécher, déi sozial Dynamik verdéift soll ginn.

Michel Wolter,
CSV-Fraktiounschef

Ënnert dem Strëch muss ee soen, datt duerch déi Mesuren, déi proposéiert gi sinn, d'Situatioun vun der Mëttelschicht - also vun deenen, déi méi e groussen Aarmutsrisiko awer déi lescht Zäit erfueren - eigentlech net däitlech verbessert ginn ass. An et ass jo grad d'Mëttelschicht, déi de Motor vun eiser Gesellschaft ass. Et sinn déi Leit, déi Verantwortung droen. Et sinn déi Leit, déi all Dag schaffe ginn. Et sinn déi Leit, déi fir sech suergen, déi fir hir Kanner suergen, fir hir Famill suergen, déi zum Deel och zum Finanzement vum Allgemengwiese bäidroen.

Claude Meisch,
DP-Deputéierten a -President

Dës CSV/LSAP-Regierung ass eng Regierung vun de Reformen. Si huet sech virgeholl, a wichtegen Aspekter vun onsem Land Neies ze schafen (…). Et geet drëm ze rassuréieren, de Mënschen ze soen, dass de Stat hir Suerge versteet an dass e wëllt eppes maachen, fir dass se iwwert d'Ronne kommen. D'LSAP ass bereet mat aller Kraaft dozou bäizedroen, all déi Mesuren a Gesetzer esou schnell wéi méiglech ze beschléissen an ëmzesetzen.

Ben Fayot,
LSAP-Fraktiounschef

De wirtschaftlechen a gesellschaftleche Strukturwandel, dee virun der Dier steet, dee spieren d'Mënschen an dësem Land och. Si hunn en och längst erkannt. Si hunn eng Rei Suergen a si erwaarde sech duerfir méi wéi jee, datt d'Politik an de kommende Jore fäeg ass, positiv Äntwerten ze ginn, fir dëse Strukturwandel ze packen. Déi Gréng soen: „Jo, en ass ze packen“, ënnert der Konditioun, datt mer de Kapp net an de Sand stiechen an de Leit kloer soen, wou d'Chancen, d'Risiken an deem Strukturwandel leien, a wéi mer virun allem d'Chancë kënnen notzen.

François Bausch,
Fraktiounschef Déi Gréng

Dës Regierung geet an d'Geschicht an als déi, déi de gréisste Sozialofbau zënterhier hei zu Lëtzebuerg realiséiert huet. Si geet an d'Geschicht an als déi Regierung, déi um Enn vun hirer Period déi meeschte Leit hei am Land zielt, déi net méi zefridde sinn. Mir haten nach ni hei am Land esou vill Leit, déi net méi zefridde sinn, déi Angscht virun der Zukunft hunn, déi un der Aarmutsgrenz leien, wéi um Enn vun dëser CSV/LSAP-Regierung.

Gast Gibéryen, ADR

➤ Plenarsitzung des IPR in Luxemburg

IPR unterstützt die Forderung nach Koordination des öffentlichen Transportes

In einer kurzfristig eingereichten Empfehlung des Ausschusses „Transport und Kommunikation“ hat sich der Interregionale Parlamentarier-Rat in seiner Plenarsitzung am 6. Juni in der Abgeordnetenkammer Luxemburgs den Vorschlägen des Wirtschafts- und Sozialrates der Großregion zur Verkehrsentwicklung angeschlossen. Der IPR unterstützt damit die bei der zweiten Verkehrskonferenz am 19. Mai vorgestellten Projekte eines gemeinsamen Fahrplan- und Preisinformationssystems und die Durchführung einer Machbarkeitsstudie eines Verkehrsverbundes.

Die Delegation des Conseil Régional de Lorraine hat sich bei der Abstimmung zu dieser Empfehlung enthalten. Bei über 20 allein in Lothringen an der Organisation des öffentlichen Transportes beteiligten Gremien müsse erst eine interne Koordination stattfinden, so das IPR-Mitglied Michael Weber (Conseil Régional de Lorraine).

Auch die vom Ausschuss „Schulwesen, Ausbildung, Forschung und Kultur“ eingereichte Empfehlung zur Schaffung eines Kulturfonds der Großregion stieß auf Kritik seitens der lothringischen Delegation. Die Vizepräsidentin des Conseil Régional de Lorraine, Dominique Ronga, erklärte, sie wolle nicht etwas fordern, was im Gegensatz zu dem stehe, was gerade durch die Exekutive eingerichtet wurde. Die kulturelle Zusammenarbeit soll, laut Beschluss der Regierungen, von einer Gesellschaft ohne Gewinnzweck koordiniert werden. Die Finanzierung soll über ein am 14. März 2008 eingereichtes INTERREG-Projekt abgesichert werden.



Innenminister Jean-Marie Halsdorf stellte die wichtigsten Themen der Präsidentschaft der Großregion vor. Den Vorsitz der Plenarsitzung hatte der Abgeordnete Marcel Oberweis, umgeben von Generalsekretär Claude Frieseisen und Sekretärin Rita Brors.

Der Landtagsabgeordnete und Präsident des Ausschusses „Schulwesen, Ausbildung, Forschung und Kultur“ Dieter Burgard (Rheinland-Pfalz) unterstrich jedoch, dass sich der Gipfel der Großregion bisher nicht auf die Einrichtung eines gemeinsamen Kulturfonds einigen konnte und regte an, diese Forderung zu unterstützen. Diese Empfehlung wurde mehrheitlich, mit der Enthaltung der Delegierten des Conseil Régional de Lorraine und der Enthaltung des luxemburgischen Abgeordneten Xavier Bettel, angenommen.

Einstimmig sprach sich der IPR zur Weiterentwicklung der Bilingualität Deutsch-Französisch in der Großregion und zur Einrichtung grenzüberschreitender Schulen nach dem Modell des Deutsch-Luxemburgischen Schengen-Lyzeums aus. Ebenfalls einstimmig wurde eine Empfehlung angenommen, in der sich der IPR für eine zügige Unterzeichnung und das Inkraftsetzen des Quatrolateralen Vertrags zwischen Frankreich, Belgien, Luxemburg und Deutschland zur polizeilichen Zusammenarbeit ausspricht.

Neben der Diskussion und Abstimmung über die Empfehlungen, die den jeweiligen Regierungen der Großregion zugestellt werden, standen vor allem die Reden des luxemburgischen Innenministers Jean-Marie Halsdorf und des Präsidenten des Wirtschafts- und Sozialrats der Großregion, Norbert Geisen, im Mittelpunkt. Eine kurze Analyse der Orientierungsdebatte über die Großregion, die am 19. März 2008 in der Abgeordnetenkammer stattgefunden hatte, wurde vom luxemburgischen Abgeordneten Marcel Oberweis vorgestellt, der als Vertreter des verhinderten Präsidenten Lucien Weiler die Plenarsitzung leitete.

Die auf der Plenarsitzung angenommenen Empfehlungen des IPR können auf der Internet-Seite www.cpi-ipr.com eingesehen werden.

➤ Jungbauern fördern



Eine Delegation der „Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer a.s.b.l.“…

Der Landwirtschaftsausschuss des Parlaments, unter dem Vorsitz von Marcel Oberweis, sucht und pflegt den Dialog mit den Interessenvertretern des ländlichen Raums.

Nachdem im März dieses Jahres die Abgeordnetenkammer das neue Agrargesetz verabschieden konnte, traf sich der Ausschuss mit Vertretern der Jungbauern, um diverse Aspekte der Umsetzung des neuen gesetzlichen Rahmens zu erörtern. In der Tat legt das neue Agrargesetz einen wesentlichen Akzent auf die Förderung der Jungbauern.



…sowie der „Lëtzebuerger Bauerejugend“ wurde von Mitgliedern des parlamentarischen Landwirtschaftsausschusses zu Gesprächen empfangen.

So fand im April ein Meinungsaustausch mit einer Delegation der „Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer a.s.b.l.“ statt. Im Mai folgte eine Unterredung mit der „Lëtzebuerger Bauerejugend“.

Diskussionspunkte bei beiden Treffen waren unter anderen die Einführung einer Mindestberufsausbildung für Landwirte, die Regelung der Erstinstallierungsbeihilfe, die geforderte Erstellung eines „Businessplans“ bei Betriebsübernahme, Möglichkeiten administrativer Vereinfachung, alternative Produktionsmöglichkeiten (Bioenergie) und ein kürzlich erlassenes Reglement über Viehtransporte.

Die Agrarkommission unterstrich, dass die Unterstützung der Jungbauern im Interesse des Erhalts einer produktiven, modernen Landwirtschaft in Luxemburg sei. Einer Landwirtschaft, die nicht nur der reinen Nahrungsmittelproduktion dient, sondern einen vielfältigen Beitrag leistet - sowohl was den Erhalt und Unterhalt unserer Landschaften als auch die allgemeine Belebung des ländlichen Raumes betrifft.

➤ Hoher Besuch aus Coimbra

Am 29. Mai empfing Kammerpräsident Lucien Weiler den Präsidenten des Stadtparlaments von Coimbra, Carlos Encarnação. Dieser befand sich auf einer dreitägigen Visite in der Stadt Esch, Partnergemeinde von Coimbra in Portugal seit 2006.

In dem Gespräch ging es um eine mögliche Zusammenarbeit zwischen der renommierten Universität von Coimbra, eine der ältesten Universitäten Portugals, und der luxemburgischen Universität. Des Weiteren wurde über den neuen Verfassungsvertrag sowie über die Integration der portugiesischen Mitbürger in Luxemburg diskutiert.

Anschließend wohnte Carlos Encarnação der öffentlichen Sitzung bei, wo über den Lissabon-Vertrag diskutiert wurde.



Die Abgeordnete Lydia Mutsch, der Präsident des Stadtparlaments von Coimbra, Carlos Encarnação, und Parlamentspräsident Lucien Weiler.

Besuch zu Bukarest



Eng lëtzebuergesch parlamentaresch Delegatioun op Aarbechtsvisite am rumänesche Senat.

Op Aluedung vun der Chancëgläichheetskommissioun vum rumänesche Senat war eng Delegatioun vun der Familljen-, Jugend- a Chancëgläichheetskommissioun vun der Chamber vum 6. bis den 8. Mee op Besuch zu Bukarest. Um Programm stungen Entrevuen an der Nationaler Agence fir de Schutz vun der Famill an an der Nationaler Agence fir d'Chancëgläichheet vu Fraen a Männer. Nieft der Virstellung vun den Agencen an hirer Aarbecht waren d'Zentralthemen d'Bekämpfung vun der haislecher Gewalt an d'Integratioun vun de Fraen um Aarbechtsmaart, Themen, déi och an der Aarbecht vun der Chamberskommissioun hir fest Plaz hunn.

D'Delegatioun ass duerno am Palais vum Parlament vun der Mme Cornelia Cazacu, Presidentin, an dem Här Nicolae Iorga, Vizepresident vun der Chancëgläichheetskommissioun, souwéi dräi Senatorinnen aus där Kommissioun empfaange ginn a krut d'Entwécklung vun den Aarbechten a Rumänien um Gebitt vun der Chancëgläichheet virgestallt.

Déi frëndschaftlech Bezéiungen tëscht deenen zwee Länner si besonnesch zur Sprooch komm beim informellen Austausch mam Här Iorga, deen och Member vun der Frëndschaftsgrupp Rumänien-Lëtzebuerg ass. Doriwwer eraus huet d'Delegatioun sech iwwert d'Wierk vun der Lëtzebuerger Schwëster Marie-Renée Colling vun der Chrëschtlecher Doktrin informéiert, e Wierk fir Stroossekanner zu Bukarest, dat elo vun der Schwëster Marie-Anne Mathieu virugefouert gëtt. Bei dëser Geleeënheet huet d'Schwëster Merci gesot fir déi vill finanziell Hëllefe vu Lëtzebuerger Säit. Och een Treffe mam Honorarkonsul vum Groussherzogtum zu Bukarest, dem Här Mihai Ferariu, huet d'Wichtegkeet vun der Zesummenaarbecht vun deenen zwee Länner a ville Beräicher ënnerstrach.

Als Ofschloss ass an der Stad Brasov eng Spezialschoul fir behënnert Kanner besicht ginn.

D'Delegatioun huet sech esou zesummegesat: Marie-Josée Frank (CSV), Presidentin, Claudia Dall'Agnol (LSAP), Vizepresidentin, Xavier Bettel (DP), Vizepresident, Jean-Paul Schaaf (CSV) an Aly Jaerling (Onofhängeg).

Zesummenaarbecht mat Zentralasien

D'Fréijoerssessioun vun der Parlamentarescher Versammlung vun der NATO gouf organiséiert vum 23. bis de 27. Mee 2008 zu Berlin. D'Chamber war representéiert duerch den Här Marc Spautz, President vun der Delegatioun, begleet vum Här Marc Angel, vun der Madame Colette Flesch, béid effektiv Memberen, a vum Här Fred Sunnen, vun der Madame Lydia Mutsch a vum Här Claude Adam, bäigeuerdnet Memberen. Den Här Marcel Glesener huet sengersäits d'Parlamentaresch Versammlung vun der WEU (West-Europäesch Unioun) vertrueden, vun där hie Vizepresident ass.

Den Här Angel huet a senger Qualitéit als Rapporteur vun der Souscommission sur la gouvernance démocratique vun der Commission de la Dimension civile de la Sécurité e Bericht virgestallt iwwert «Démocratie et sécurité en Asie centrale: Quelles politiques pour l'OTAN et l'UE?». Dëse Rapport konzentréiert sech op d'Situatioun a Kasachstan, a Kirgisien, an Usbekistan, an Tadschikistan an an Turkmenistan. „D'NATO an d'Europäesch Unioun hu vill gemeinsam Interessien an Erausfuerderungen, wat hir Relatioune mat de besote Länner aus Zentralasien ugeet", huet hien erkläert. Eng coordonnéiert Approche kann dozou bäidroen, fir sech Virdeeler ze verschafen a fir den Afloss op dës Partner auszedehnen. „Béid hunn ee kloeren Interessi fir datt an Zentralasien stabil, räich an demokratesch Länner entstinn." Trotz dëse gemeinsamen Interessien hätten d'NATO an d'EU awer an der Vergaangenheet zum Deel grondleeënd verschidden Approchë verfollegt an hire Relatioune mat deene fënnef Länner, wat de Risiko mat sech bréngt, datt déi zwou Organisatioune géinteneen ausgespillt ginn.

Fir d'Promotioun vun der Demokratie a vun de Mënscherechter ass et virun allem wichteg, fir kloer an transparent Ziler ze hunn, fir net op Onverständnis a Méisstrauen ze stoussen, well westlech Aktiounen an der Regioun oft ugesi ginn als aggressiv Politik fir de Regime ze änneren. „EU an NATO missten évitéieren, fir net négociabel Exigenzen ze stellen a missten éischter den Akzent leeën op eng graduéiert a flexibel Approche, déi och den Dialog mat den Autoritéiten an der Zivilgesellschaft sicht."

D'Aarbechte vun der Parlamentarescher Versammlung vun der NATO hu sech ënner anerem och nach konzentréiert op d'Situatioun am Kosovo, d'Energiesécherheet an d'Missioun an Afghanistan.

Zu dësem leschte Punkt huet de NATO-Generalsekretär, den Här Jaap de Hoop Scheffer, a senger Ried ënnerstrach, datt d'Missioun an Afghanistan ee vun den Haaptpunkten op der NATO-Agenda bleift. „Mäin Appel un Iech ass fir virunzefueren, net nëmmen d'NATO-geféiert ISAF-Missioun ze ënnerstëtzen, mä och déi graduell Ëmgewiichtung vun der Implikatioun vun der internationaler Gemeinschaft, an der Opinion publique dat ze erklären an Ënnerstëtzung duerfir ze kréien."

Petitioun fir d'Lëtzebuerger Sprooch



Nadine Geisler, Lucien Weiler an Aly Jaerling

D'Initiativ „Fir eis Sprooch", representéiert duerch den Här Aly Jaerling, huet de 27. Mee dem President vum Lëtzebuerger Parlament, Lucien Weiler, eng Petitioun iwwerreecht, fir d'Lëtzebuerger Sprooch an d'Verfassung anzeschreiwen.

Nieft der Opfuerderung un d'Parlament, d'Lëtzebuergesch als Sprooch vun de Lëtzebuerger an eiser Verfassung ze verankeren, gëtt och d'Regierung ugereegt, Démarchë bei den zoustännegen EU-Instanzen anzeleeden, fir datt d'Lëtzebuergesch als europäesch Sprooch unerkannt soll ginn.



Membere vun der lëtzebuergescher Delegatioun: Marc Angel, Marc Spautz, Colette Flesch (1. Rei), Lydia Mutsch, Claude Adam, Fred Sunnen (2. Rei)

Interparlamentarisches Treffen zum Westbalkan

Die Frage der europäischen Perspektive für die Staaten des Westbalkans stand im Mittelpunkt eines Treffens europäischer und nationaler Abgeordneter aus den 27 Mitgliedstaaten der EU sowie der Nachfolgestaaten des früheren Jugoslawiens und Albanien. Eine europäische Perspektive für den Westbalkan wird als einzige Möglichkeit angesehen, in der Region für dauerhafte Stabilität und wirtschaftlichen Aufschwung zu sorgen.

Die Teilnehmer des Treffens wiesen auf die besondere Rolle des Westbalkans in der europäischen Geschichte hin und unterstrichen, dass die Stabilität in der Region auch für ganz Europa von Bedeutung sei. Die EU sieht daher die Förderung von Frieden, Stabilität, Wohlstand und Freiheit in Südosteuropa (d.h. Kroatien, Serbien, Montenegro, Bosnien-Herzegowina, Ehemalige jugoslawische Republik Mazedonien (FYROM) und Albanien) als eine Priorität an.

„Südosteuropa hat seine Vergangenheit hinter sich gelassen und nähert sich unaufhörlich der europäischen Familie", erklärte der Präsident des Europäischen Parlaments, Hans-Gert Pöttering, und betonte, dass die Zukunft dieser Region eindeutig innerhalb der EU liege. Diese Bewertung Pötterings erfreute sich eines breiten Konsenses unter den Teilnehmern. Sie wurde auch geteilt von Kommissionspräsident José Manuel Barroso, der in der Region des Westbalkans einen integralen Bestandteil Europas sieht. Aus diesem Grund hat die Kommission ihre Erweiterungsagenda konsolidiert und die Heranführungshilfen für die Beitrittskandidaten (derzeit: Kroatien, Türkei, Ehemalige jugoslawische Republik Mazedonien) erhöht. Neben den Hilfen für die Kandidatenstaaten fördert die



Félix Braz vertrat das Luxemburger Parlament beim interparlamentarischen Treffen zum Westbalkan

Kommission die längerfristige Annäherung der Staaten des Westbalkans an die EU durch die systematische Ausdehnung der Stabilisierungs- und Assoziierungsabkommen auf alle Staaten der Region, die mit denjenigen Ländern unterzeichnet werden, die bestimmte politische und wirtschaftliche Voraussetzungen erfüllen.

Trotz der politischen und wirtschaftlichen Fortschritte der letzten Jahre gibt es noch dringenden Handlungsbedarf in einigen Bereichen, wie dem Ausbau der regionalen Zusammenarbeit, dem Kampf gegen Korruption, der Zusammenarbeit mit dem Internationalen Strafgerichtshof für Kriegsverbrechen, dem Minderheitenschutz, dem Ausbau des Rechtsstaats, dem Kampf gegen organisierte Kriminalität und dem Ausbau des Verkehrsnetzes.

Viele Teilnehmer forderten von der Kommission die Liberalisierung des aktuellen Visasystems für die Länder des Westbalkans: Die junge Generation dürfe nicht isoliert werden und es müsse verhindert werden, dass ihre Generation schlechtere Reisebedingungen vorfände, als die Generation ihrer Eltern, die unter dem Kommunismus aufwuchsen.

Dissens herrschte in Bezug auf die Statusfrage des Kosovo. Der Präsident des kosovarischen Parlaments, Jakup Krasniqi, meinte, dass die kürzlich erfolgte Unabhängigkeitserklärung „dem Frieden und der Stabilität in der Region helfen würde". Der serbische Parlamentspräsident, Oliver Dulić, hat seiner Hoffnung Ausdruck verliehen, dass „Serbien demnächst eine prowestliche Regierung" bilden könne, warnte hingegen davor, die auf „illegitime Weise" erlangte Unabhängigkeit des Kosovo anzuerkennen. „Kosovo ist kein neues Land", erklärte er, und rief die EU auf, dieser Tatsache Rechnung zu tragen, bis eine „endgültige Lösung der Statusfrage" gefunden worden sei.

Jugendgesetz

5685 - Projet de loi sur la jeunesse

Le projet de loi 5685 entend substituer à la loi du 27 février 1984 portant création de l'administration du Service National de la Jeunesse un cadre légal élargi et actualisé en phase avec le nouveau contexte dans lequel se situe la politique de la jeunesse et les besoins et attentes des jeunes concernés. Afin de tenir compte du caractère transversal et global de la politique de la jeunesse, le projet de loi sous rubrique prévoit la mise en place d'un comité interministériel et l'élaboration d'un rapport national quinquennal. Ce faisant, il tient compte des recommandations du Conseil de l'Europe qui avait invité le Luxembourg en 2002 à développer une approche plus globale pour mieux tenir compte du «nouveau visage des transitions et des attentes des jeunes».

En outre, le présent texte prévoit la création d'un Observatoire de la jeunesse qui sera appelé à fournir les éléments à la base du rapport national et à contribuer aux travaux européens.

Le projet de loi entend par ailleurs donner une base légale au dialogue structuré avec les jeunes. Le Conseil supérieur de la jeunesse devient ainsi un organe de dialogue avec la société civile du secteur jeunesse. L'assemblée nationale des jeunes, instituée par le projet de loi sous rubrique, permettra aux jeunes de s'exprimer directement sur toutes les questions les concernant. Les commissions consultatives communales sont l'enceinte qui permet aux jeunes de s'impliquer davantage dans l'organisation de leur environnement local et les mécanismes démocratiques.

Les acteurs du secteur jeunesse sont précisés et les aides financières de l'État sont accordées en conséquence. L'importance du bénévolat et des organisations de jeunesse est valorisée par une reconnaissance formelle.

Finalement, le projet de loi sous rubrique révise les missions et les structures administratives du Service National de la Jeunesse (SNJ) afin de les adapter aux défis actuels.

La loi en projet se fonde essentiellement sur les conclusions des deuxièmes Lignes directrices pour la politique jeunesse élaborées en dialogue avec les jeunes et leurs organisations en 2004 ainsi que sur les résolutions adoptées par le Conseil des ministres de la jeunesse de l'Union européenne dans le cadre de la méthode ouverte de coordination.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 16.02.2007

Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

27.03.2007	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
29.01.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.03.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
23.04.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.05.2008

Élections européennes

5803 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

La législation relative à l'élection directe des représentants luxembourgeois au Parlement européen prévoit que «*le nombre des candidats figurant sur une liste ne peut pas dépasser le double du nombre des représentants luxembourgeois siégeant au Parlement européen*».

Le Luxembourg disposant de six sièges au Parlement européen, le nombre des candidats par liste ne peut donc pas dépasser le nombre de douze.

Le nombre élevé de candidats permet aux partis politiques de composer leurs listes électorales en y inscrivant surtout des candidats attirant un maximum de voix.

Toutefois, les candidats élus n'ont souvent pas accepté le mandat qui leur était confié par l'électeur, mais ils ont préféré assumer d'autres fonctions politiques au niveau national ou européen.

Cette façon de procéder a créé un malaise grandissant auprès des électeurs qui, à juste titre, ont critiqué ce comportement des élus.

La proposition de loi a pour objet de modifier les textes de la loi électorale «*de façon à ce que les effets pervers des dernières élections, consistant surtout dans le désistement des premiers élus, soient écartés*».

Pour atteindre cet objectif, deux modifications sont apportées à la législation en vigueur:

- la réduction du nombre de candidats par liste de douze à six;

- l'attribution à l'électeur de deux suffrages préférentiels par candidat.

Une troisième modification écartant la double candidature en cas d'élections conjointes pour la Chambre des Députés et pour le Parlement européen n'a pas été retenue.

Toutefois, rien n'empêche les partis politiques de mettre cette proposition en application, même sans un texte législatif formel.

Dans sa prise de position, le Gouvernement donne son aval au système envisagé par la proposition de loi, compte tenu du fait que la solution proposée repose sur un accord politique entre les groupes politiques représentés à la Chambre des Députés.

Pour le Conseil d'État, la solution proposée, qui n'est pas parfaite, a toutefois le double avantage «*d'avoir été jugée acceptable par les groupes parlementaires au sein de la Chambre des Députés et d'exercer une pression suffisante sur les partis politiques pour les obliger à inscrire sur leur liste de candidats un maximum de candidats dont il est sûr qu'ils accepteront le mandat qui leur sera confié en cas d'élection*».

Le Conseil d'État souligne encore qu'il faut que «*les candidats et les partis politiques acceptent de „jouer le jeu "*».

Dépôt par M. Paul-Henri Meyers, Député, le 14.11.2007

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

16.04.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen de la proposition de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.05.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.05.2008

Traité de Lisbonne

5833 - Projet de loi portant approbation du Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, des Protocoles, de l'Annexe et de l'Acte final de la Conférence intergouvernementale, signés à Lisbonne, le 13 décembre 2007

La Chambre des Députés vient de ratifier le Traité de Lisbonne, presque trois ans après avoir mis le point final sous la ratification du Traité constitutionnel le 25 octobre 2005. Le Grand-Duché de Luxembourg avait clairement confirmé à trois reprises - par un premier vote à la Chambre le 28 juin 2005, par un référendum de nature consultative le 10 juillet 2005 et enfin par un deuxième vote parlementaire le 25 octobre 2005 - son très large soutien à ce texte élaboré par la Convention sur l'avenir de l'Europe. La Chambre des Députés y avait participé activement, de même que le Gouvernement luxembourgeois. Elle s'était ensuite largement impliquée dans la campagne du référendum par des réunions publiques, des auditions et d'autres moyens de publicité pour expliquer la Constitution européenne.

Avec le Traité de Lisbonne, l'Union européenne espère en arriver enfin à une période empreinte de plus de sérénité, après la poussée de fièvre des référendums négatifs en France et aux Pays-Bas en 2005. La Chambre a décidé, par une résolution du 23 octobre 2007 votée à une très large majorité, de procéder à une ratification parlementaire du nouveau Traité. Cette décision est le fruit d'un certain nombre de considérations. D'abord, le référendum est au Luxembourg un instrument de démocratie directe utilisé dans des circonstances exceptionnelles. C'est parce que le Traité constitutionnel devait être un texte refondateur d'une Europe à 27 qu'il avait paru nécessaire de faire appel directement au peuple. Ce n'est plus le cas avec le Traité de Lisbonne qui modifie deux traités existants, modifications dont par ailleurs l'essentiel a été approuvé lors du référendum sur le Traité constitutionnel.

Le Traité de Lisbonne favorise la participation active des citoyens à la vie politique communautaire. En confirmant et en étendant le pouvoir du Parlement européen, le Traité de Lisbonne contribue de manière substantielle à l'approfondissement démocratique de l'Union.Le Traité de Lisbonne renforce encore le rôle des parlements nationaux et introduit pour la première fois un article spécifique consacré au rôle des parlements nationaux, lesquels «*contribuent activement au bon fonctionnement de l'Union*» (art. 12 TUE). Plusieurs dispositions, toutes déjà contenues dans le Traité constitutionnel, visent d'abord à mieux informer les parlements nationaux et ensuite à leur donner plus de poids dans les rouages institutionnels.

Un des principaux défis que devait relever le nouveau Traité était celui d'adapter les institutions de l'Union de manière à leur permettre de faire face à la nouvelle situation issue de l'élargissement. D'abord, le terme unique employé dans les deux traités est celui d'Union: nous parlerons désormais du Traité de l'Union européenne (TUE) et de celui sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE). On relèvera ensuite que le Conseil européen devient une institution à part entière, à côté du Conseil, ce dernier étant composé des formations sectorielles (comme p.ex. le Conseil Écofin, le Conseil Transports, etc.) et que la Banque centrale européenne est inscrite dans l'article 13 TUE avec les six autres institutions. La montée en puissance du Conseil est soulignée par l'élection d'un président pour une période de deux ans et demi, renouvelable une fois. Quant à la Commission, elle sera réduite aux deux tiers du nombre d'États membres à partir du 1er novembre 2014 «*selon un système de rotation strictement égale*» de sorte que notre pays y sera représenté dans deux commissions sur trois (art. 17 § 5 TUE). On retiendra encore que le Conseil européen nommera, à la majorité qualifiée, le Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (art. 18 §1 TUE) qui est le mandataire du Conseil, préside le Conseil des affaires étrangères et est vice-président de la Commission.

Le Traité apporte une clarification indispensable pour permettre aux citoyens de bien cerner les responsabilités politiques au niveau européen. Les compétences de l'Union sont distribuées en trois catégories:

- les compétences exclusives de l'Union; cette catégorie englobe les domaines dans lesquels les États membres ont entièrement transféré leur compétence à l'échelon européen. L'exemple le plus emblématique est celui de la politique monétaire pour les pays membres de la zone euro.

- les compétences partagées avec les États membres: il s'agit là de compétences communes à l'Union et aux États membres pour lesquelles l'Union doit respecter les principes de subsidiarité et de proportionnalité si elle décide de légiférer.

- les actions d'appui ou complémentaires de l'action des États membres: il s'agit des domaines dans lesquels l'Union ne peut intervenir que pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des États membres. Ceci exclut toute mesure d'harmonisation des législations au niveau européen.

Le Traité de Lisbonne réaffirme avec vigueur le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes.

L'ambition du Conseil européen de mars 2007 qui s'est fixé l'objectif de diminuer de 20% les émissions de CO_2 d'ici à 2020 est reflétée dans une série de dispositions du Traité de Lisbonne, qui fait de la lutte contre le changement climatique une priorité de l'action de l'Union.

Le Traité de Lisbonne retient les avancées du Traité constitutionnel en matière sociale.

Malgré les avancées évidentes énumérées ci-dessus, certains aspects du Traité de Lisbonne constituent des sujets de regret ou de préoccupation. Ainsi, contrairement à la Constitution européenne, le Traité de Lisbonne n'intègre pas le texte de la Charte des droits fondamentaux, mais se réfère à cette dernière à l'article 6 TUE. La Charte qui a été l'œuvre de la première Convention de 1999 – 2000 ne se retrouve, après la proclamation solennelle par le Parlement européen, le Conseil et la Commission, que dans le Journal officiel de l'Union européenne.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.01.2008

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

11.02.2008	Désignation d'un rapporteur
19.05.2008	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.05.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.05.2008

Chamber TV
live an integral

Mercredi, 30 avril 2008

SÉANCE 38

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Communication

2. Question avec débat N°30 de M. Jacques-Yves Henckes - Création d'un Laboratoire National de Médecine Légale et de Police Scientifique

- *M. Jacques-Yves Henckes - M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale - M. Jacques-Yves Henckes - M. le Ministre Mars Di Bartolomeo*

3. 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution

- *Rapports de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Paul-Henri Meyers*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch (interrompue par M. Michel Wolter et Mme Anne Brasseur), M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Michel Wolter (à qui M. Norbert Haupert pose une question), M. Xavier Bettel, Mme Colette Flesch, M. Félix Braz, M. Ben Fayot, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice (interrompu par M. Aly Jaerling), M. Ben Fayot*
- *Vote sur les propositions de révision de la Constitution (majorité qualifiée)*

4. 5731 - Projet de loi relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

5735 - Projet de loi portant approbation du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003

- *Rapports de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Camille Gira, M. Robert Mehlen, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

5. 5826 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux de renouvellement des infrastructures d'élimination des déchets ménagers et assimilés du SIDOR

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Mme Anne Brasseur*

6. 5822 - Projet de loi relative au financement du système de perception tarifaire électronique dans les transports publics

- *Rapport de la Commission des Transports: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Eugène Berger (interrompu par M. Ali Kaes et M. Robert Mehlen), M. Félix Braz, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, M. Lucien Lux, Ministre des Transports*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech wichteg Matdeelungen ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

1. Communication

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

Du 14 au 18 avril 2008 s'est tenue à Strasbourg la 2e partie de la session ordinaire de 2008 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté les six membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir la présidente Madame Lydie Err et les Membres effectifs MM. Marcel Glesener et Charles Goerens et les suppléants MM. Jean Huss, Norbert Haupert et Mme Anne Brasseur.

Parmi une vingtaine de points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever le point sur l'accès à un avortement sans risque et légal en Europe, pour lequel Madame Err a aussi présenté une contribution, et le point sur l'Immigration en provenance d'Afrique subsaharienne, lors duquel est intervenu Monsieur Goerens.

Trois orateurs de marque ont pris la parole lors de la susdite session, à savoir la chancelière fédérale d'Allemagne, Madame Angela Merkel; le Premier Ministre de l'Ukraine, Madame Ioulia Timochenko; et le Ministre des Affaires étrangères et européennes de la France, Monsieur Bernard Kouchner.

L'Assemblée parlementaire a adopté sept résolutions et cinq recommandations.

La troisième partie de session de 2008 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 23 au 27 juin 2008.

Als éischte Punkt vun eiser Dagesuerdnung vun haut de Mëtteg hu mer d'Question avec débat vum honorabelen Här Henckes iwwert d'Schafung vun engem Laboratoire national de médecine légale et de police scientifique. Den Här Henckes huet heifir fënnef Minutten Zäit an d'Regierung zéng Minutten, fir ze äntwerten. Elo huet den Här Henckes d'Wuert.

2. Question avec débat N°30 de M. Jacques-Yves Henckes - Création d'un Laboratoire National de Médecine Légale et de Police Scientifique

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir brauchen zu Lëtzebuerg e Laboratoire national de police scientifique et de médecine légale. Dat ass Sënn an Zweck vu menger Question avec débat.

Wat d'ADN-Analysen ugeet, esou sinn d'Zuelen net ganz prezis, mä no deenen, déi ech konnt zesummerechnen, komme mer am Land op ongeféier 6.000 Analyse pro Joer, dat an de Strofprozesser, an den zivile Prozesser, wéinst der Paternitéit, op privat Demanden, am Test am Kader vun der Immigratioun fir de Regroupement familial, fir d'Identité génétique, an am CRP-Santé gëtt och nach recherchéiert iwwert d'Puces à ADN. Dat heescht, mir hunn also schonn eng ganz grouss Aktivitéit op deem Gebitt.

Dat Zweet ass, bei der Médecine légale, der Geriichtsmedezin gëtt et zwou Zorten: d'Thanatologie, dat heescht, wou een op d'Plaz kucke geet, wou eng Persoun gestuerwen ass, wou Autopsië gemaach ginn, Prélèvementer op Doudegen.

Déi Aarbecht gëtt bis elo, well mer kee Médecin légiste, kee Geriichtsmedeziner méi zu Lëtzebuerg hunn, zu Homburg gemaach - wann ech richteg informéiert sinn.

Da gëtt et déi klinesch Geriichtsmedezin. Do ass et esou, datt dat vun dësem oder deem Dokter gemaach gëtt, ouni datt dat e spezifeschen Team ass, ouni datt do mat spezifeschen Doktere geschafft gëtt.

Dat huet munch Nodeeler, well déi Leit jo haaptsächlech derfir do sinn, fir Constats médicaux ze maachen a Gewalt- a Sexualverbriechen an esou weider.

Da muss ee festhalen, datt hei am Land, wa meng Informatiounen och richteg sinn, pro Joer eng 4.500 Dépistagë vu verschiddenen Droge gemaach ginn. Ouni vun deenen Analyses balistiques an aneren ze schwätzen, déi elo vun onser Police gemaach ginn.

Wat ee muss feststellen, dat ass, datt d'ADN-Analysen elo vun enger kompletter Anarchie regéiert ginn. Si gi queesch uechter Europa ordonnéiert, jee nodeem wou de Procureur, de Substitut, den Untersuchungsriichter oder d'Police oder soss ee mengt, datt et misst geschéien.

Dat huet dozou gefouert, datt de Procureur général elo iwwer Joren an dem Rapport vum Ministère de la Justice Folgendes schreift: «…le Luxembourg (…) continue à vivre d'expédients et du recours, au cas par cas, à des institutions et experts étrangers avec tous les inconvénients que cela comporte.» An hien huet wéi oft och nach am Detail op déi Problematiken do higewisen an dorobber, datt et, esou wéi et elo fonctionnéiert, op jiddfer Fall net gutt ass.

D'Chamber huet d'lescht Joer, 2007, och fir d'Kreatioun vun engem Institut médico-légal geschwat, an datt d'Regierung dat sollt envisagéieren. A wann ech kucken, wat um Niveau vun der Regierung gesot ginn ass, dann ass anscheinend virgesinn, fir déi ADN-Analyse vum Laboratoire national de la Santé maachen ze loossen. Ob dat elo de Fall ass, weess ech net.

Mä wat mer op jiddfer Fall kloer ass: Mir brauche méi Professionalismus, méi Iwwersiicht, méi Kontroll a méi Rapiditéit. Et kann net sinn, datt een zwee Méint muss op eng Autopsie waarden, well op eng Kéier iergendwou verschidden Analysen net kënne gemaach ginn.

Dat war de Fall bei dem Tsunami. Et kann net sinn, wéi et an engem Fall geschitt ass, dass mer sechs Wochen op e Resultat vun enger ADN-Analys musse waarden, wou an der Tëschenzäit déi Persoun inhaftéiert gi war an hir Plaz verluer huet, an och nach en Divorce amgaange war. Et kann net sinn, datt dat sechs Wochen dauert, well einfach dee Laboratoire keng Zäit oder keng Loscht huet, fir eppes ze maachen.

Duerfir mengen ech, datt ee misst, éischtens, all national Entitéiten aus dem Laboratoire national de la Santé, déi sech ëm d'ADN-Analysen an d'Toxikologie këmmeren, an och déi vun der Police regruppéieren, entweder an engem Établissement public oder soss ënner iergendenger Form, en attendant wéi dat Ganzt soll organiséiert ginn, mä et muss méi strukturéiert ginn.

Zweetens muss eng Kollaboratioun mat engem Institut am Ausland ofgeschloss ginn. Déi muss regelméisseg sinn an all deene Gebidder, vun deenen ech elo geschwat hunn.

Mir mussen och déi Leit dozou féieren, fir datt se an Equipen zesummeschaffen. Am Ablack ass et esou, datt, wann iergendee Crime festgestallt gëtt, d'Police scientifique dohinner geet, mä de Geriichtsmedeziner, deen, deen d'Médecine légale kritt, net op d'Plaz geet. Et ass keen op der Plaz! Dee kritt dat dann e puer Deeg méi spéit oder eng Woch méi spéit ze gesinn. Dat ass net professionell, dat gëtt a kengem Land esou gemaach.

Duerfir mengen ech, datt et gutt wier, datt een, wann een och elo nach kee Médecin légiste hei zu Lëtzebuerg huet, wéinstens sécherstellt, datt e puer Medeziner der Police kënne soen: Hei ass ongeféier den Zäitpunkt, wéini déi Persoun gestuerwen ass. A si kann och eventuell soen: Kuckt, déi oder déi Analysen oder Prélèvementer ze maachen.

Ech mengen, dat ass och wichteg an den Tatbestänn, déi sech op der Plaz erginn.

Dann - an dat ass dat, vun deem ech géif soen, datt et essenziell ass - muss een et ënner iergendenger Form fäerdeg bréngen, fir all déi Komponenten, déi elo e bësse jiddferee fir sech schaffen, zesummenzebréngen.

Ech hunn dat a menger Question écrite e bësse méi detailléiert. Duerfir wëll ech elo just nëmmen déi puer Froen, déi ech gestallt hunn, nach eng Kéier virbréngen.

Éischtens, wëllt d'Regierung esou e Laboratoire national oder en Institut national de police scientifique et de médecine légale schafen, sief et formell oder informell?

Wa Jo, wéini? Wann net, woufir?

Deen zweete Punkt, deen ech wollt opwerfen, ass: Mir brauchen eng Chambre des scellés, déi internationale Kritären entsprécht. Ass esou eng am neie Palais de justice virgesinn?

Woufir ass eng Chambre des scellés wichteg? Ma, da weess ee wéinstens, wat fir eng Preuven do sinn, wou déi sinn a wéini se erakomm sinn. Déi Preuvë sinn enregistréiert. Da kann et net esou sinn, wéi et an e puer Fäll virkomm ass, datt ADN-Analysen an iergendengem Büro sinn, an datt se herno net méi ze gebrauche sinn. Einfach, well se net répertoriéiert goufen. Dat ass elo an zwee Fäll, wéi mer gesot ginn ass, bekannt ginn. Dat war vläicht iertümlecherweis passéiert. Do war een an der Vakanz oder esou, a schonn ass de Problem do.

Deen anere Punkt, deen ech och wollt mat an dësem Kontext ervirsträichen, ass, datt oft Familljen an déi Morgue, wou elo déi Geriichtsmedezin operéiert, ginn, fir de Kadaver ze identifizéieren. Ech däerf Iech net soen, wéi et do ausgesäit. Et wier gutt, wann d'Regierung do géif eng Renovatioun virhuelen, well et ass scho bei deem Trauma, deen d'Famill muss matmaachen, op jiddfer Fall net déi richteg Plaz, an och op jiddfer Fall net eng digne Plaz, fir esou eppes virzehuelen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. De Justizminister Luc Frieden gëtt eng Äntwert respektiv hëlt Stellung zu dëser Question avec débat.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech deelen a wäite Stécker d'Analys, déi den Här Henckes mécht iwwert d'Wichtegkeet vun engem Institut fir médico-légal Analysen ze maachen, déi am Kader vu Strofprozesser musse gemaach ginn.

Ech géif just wëllen dem Här Henckes an der Chamber soen, datt opgrond vun där Meenung, déi mer deelen, datt esou en Institut noutwendeg ass, mer scho virun zwee Joer d'Décisioun geholl hunn, esou en Institut ze schafen. Mir hunn déi Décisioun geholl, mengen ech, am Dezember 2005.

D'Regierung huet déi geholl besonnesch op Virschlag vum Gesondheetsminister a vu mir selwer.

Mir hunn décidéiert, datt, fir spuersam virzegoen an awer effikass ze sinn, mir all méiglech Synergië solle maachen, an duerfir gëtt deen Institut als e separate Pilier innerhalb vum Laboratoire national de Santé, dee gebaut gëtt zu Diddeleng, an der zweeter Phas integréiert.

Deen Institut, deen da wéi gesot zu Diddeleng an dem Laboratoire national de Santé fonctionnéiert, huet dräi Komponenten: eng, fir d'Médecine légale ze maachen, dat heescht am Fong d'Autopsien ze maachen; eng, fir chemesch, biologesch an toxikologesch Analysen ze maachen, déi ee brauch bei Geriichtsprozeduren, an eng drëtt, fir ADN-Analysen ze maachen.

Do muss et also dann eng Konventioun ginn engersäits tëschent de Justiz- a Policeautoritéiten an anerersäits dem Laboratoire de Santé. Duerfir mengen ech, datt dat an deenen Délaien, déi ee brauch, fir dee Projet ze realiséieren, wäert gemaach ginn.

Ech géif awer just wëllen drop hiweisen, datt contrairement zu deem, wat den Här Henckes hei gesot huet, net 6.000 ADN-Analyse pro Joer fir d'Justiz gemaach ginn, mä 600, dat ass also ee wesentlechen Ënnerscheed,...

(Interruption)

...et ass also eng Null manner.

Mir maachen och haut schonn ADN-Analysen, déi ginn och zum Deel, zënter datt mir den Traité vu Prüm hunn, deen och an dëser Chamber approuvéiert ginn ass, iwwerpréift, wa mir ADN-Spuren hunn, ob déi net an enger auslännescher Datebank vun auslännesche Justiz- oder Policeautoritéite sinn.

Mir konnten eleng am Joer 2007 - deen Traité ass am Mee a Kraaft getrueden - zéng esou Fäll mat Däitschland klären, a mir haten zwee ADN-Ofgläicher, déi korrespondéiert hunn zu Donnéeën aus Éisträich. Dat heescht, dee System fonctionnéiert. An och um nationalen Niveau hu mir mat den ADN-Prouwe scho fënnef Affäre bis elo kënne matenee connectéieren, wou mir virdrun net wousste, datt si géifen zesummenhänken.

D'ADN-Analysen, déi daueren och net esou laang, wéi hei gesot ginn ass. Dat hängt ganz dovunner of, ëm wéi eng Zort Affären et sech handelt. Wann et schlëmm Saache sinn - Mordfäll oder esou -, da ginn déi ADN-Analysen innerhalb vun e puer Deeg gemaach. Bei aneren Affären, déi manner urgent sinn, dauert dat heiansdo e bësse méi laang. Selbstverständlech wär ech och frou, wann dat géif nach méi séier goen. Dat ass awer net ëmmer alles esou méiglech.

Wat d'Autopsie-civilen ubelaangt, deelt de Laboratoire national de Santé mir mat, datt 19 Autopsies civiles gemaach gi sinn, also keng 800, wéi an der Question parlementaire uginn.

(Interruption)

Also, 80 sinn an der Question écrite uginn. Et sinn der 19 no den Donnéeë vum Laboratoire.

A schliesslech, wat déi zwou aner Froen ubelaangt vum Här Henckes, géif ech wëlle soen, datt mir haut schonn eng Chambre des scellés hunn. Déi ass haut a Lokaler vun der WSA a wäert och an Zukunft fir verschidde Saachen do bestoe bleiwen. Derniewent wäert besonnesch fir ADN-Analysen en ähnleche Lokal geschafe ginn am Kader vum nationale Laboratoire de Santé.

Schliesslech deele mir och d'Meenung, datt een eng uerdentlech Morgue an deem Institut médico-légal soll schafen, fir d'Famillje vun deene betraffene Persounen och op eng würdeg Aart a Weis kënnen ze empfänken.

Wann Dir erlaabt, Här President, géif de Gesondheetsminister, an deem seng Kompetenz jo de Laboratoire de Santé fält, nach e puer ergänzend Erklärunge ginn.

M. le Président.- Selbstverständlech. Merci, Här Minister Frieden. Den Här Minister Di Bartolomeo huet d'Wuert.

Siwe Minutten a 26 Sekonnen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, vu dass de Kolleeg Justizminister, de Luc Frieden, ech selwer an eis Servicer zënter 2005 an enkem Kontakt matenee waren, fir eis zukünfteg Médecine légale vun Ufank u gemeinsam ze plangen, kann ech ganz kuerz sinn.

Just e puer Informatiounen zu Feelinterpretatiounen, déi vläicht aus de Froe vum Jacques-Yves Henckes kéinten erausgoen.

Et ass net esou, dass mir am Moment virum Näischt stinn. Zum Beispill d'Toxicologie légale fonctionnéiert exzellent ënnert der Responsabilitéit vum Laboratoire national de Santé. Do hu mir eng laang Erfahrung a schaffe ganz exzellent mat anere Referenzlaboen zesummen. Dat heescht, deen éischte Pilier vun deenen dräi Piliere vun enger Médecine légale fonctionnéiert ganz gutt.

Deen zweete Pilier, dee vun den ADN-Analysen, si mir amgaangen opzebauen. Mat Ënnerstëtzung vum Bauteminister, dem Clause Wiseler, ass et eis méiglech, an deenen nächste Méint e moduläre Bau niewent dem Laboratoire national de Santé opzebauen an an enker Zesummenaarbecht mat engem spezialiséierten Institut vu Stroossbuerg déi doten Aktivitéit opzebauen.

Wat elo d'Autopsien ugeet, do musse mir e bësse méi laang waarden. Mir sinn eis iwwert de Konzept eeneg, mä, wann déi zweet Phas vum LNS fäerdeg ass, déi a Planung ass, da kënne mir en eegestännege Service opbauen, deen och fir d'Autopsien zoustänneg ass.

Ech ënnersträichen allerdéngs, dass mat där Zuel vun Autopsien, déi mir zu Letzebuerg hu souwuel an deem Beräich, deen Dir erwähnt hutt, wéi am zivile Beräich, mir net genug Autopsien hunn, fir op Dauer kënne mat där beschtméiglecher Konsequenz ze schaffen, sou dass mir Intérêt hunn, eis an auslännesch Réseauen ze integréieren. Dat wäerte mir och maachen, fir weiderhin Austausche kënnen ze maachen, vun deene spezialiséierten Instituter a Richtung Lëtzebuerg a vun eis a Richtung spezialiséiert Instituter am Ausland.

D'Konklusioun ass also déi heiten: Déi Froen, déi den Här Henkes opgeworf huet, stoussen eigentlech bei der Regierung oppen Dieren op, well mir zënter 2005 amgaange sinn, dat doten ze preparéiere Stéck fir Stéck. Deen éischten Drëttel steet, deen zweeten ass a Planifikatioun an dee leschten Drëttel wäert mat der Fäerdegstellung vum Laboratoire national de Santé zu Diddeleng ofgeschloss sinn.

Villmols Merci.

M. le Président.- Den Här Henckes huet nach eng Zousazfro, obscho seng Zäit eriwwer ass. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech soen de Membere vun der Regierung Merci fir déi Äntwerten, déi si mir ginn hunn. Ech mengen, mäin Zweck war, fir den Dossier ze aktualiséieren a fir de Point ze maachen.

Wat déi eenzel Donnéeën ugeet vun den ADN-Analysen, ass et esou, datt effektiv nëmmen eng 600 gemaach ginn am geriichtleche Kader. Mä da kommen nach all déi zivilrechtlech, déi genetesch, medezinesch, etc. derbäi. Dat heescht, et ass vill méi. Ech hat e bëssen iwwerall doruechter gefrot, fir déi Donnéeën zesummenzekréien. Mä vu datt näischt nirgendwou schwaarz op wäiss steet, sinn ech awer frou, datt mir wéinstens fix Donnéeën hunn, wat alleguerten déi ADN-Analysen ugeet, déi mat de Geriichter ze dinn hunn. Ech si frou, datt mer doriwwer wéinstens Kloerheet hunn.

Déi zweet Saach, déi ech och feststellen, dat ass, datt d'Regierung seet, datt munches amgaangen ass. Dat ass positiv.

Déi eenzeg Fro, meng Zousazfro, déi geet just nëmmen drëm, ob et net méiglech ass, datt alleguerten déi Capacitéiten, déi mir hunn an déi do sinn an déi sech nach solle verbesseren, datt déi och en équipe zesummeschaffen, anstatt datt - op Basis vun den Informatiounen, déi ech elo kritt hunn - jiddfereen eleng schafft. Zum Beispill geet d'Police eleng op eng Scène de crime, net mat engem Médecin légiste oder mat engem Dokter zesummen, bei Sexualverbriechen geet iergendeen Dokter, e Generalist do Constatë maachen, ouni datt en awer onbedéngt...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Henckes, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Sou datt meng Iddi war, fir eng besser Kollaboratioun ënnert deenen eenzelne Komponenten ze erreechen.

(Interruption)

M. le Président.- Wëllt d'Regierung nach eng Kéier dozou Stellung huelen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mir si ganz frou, dass den Här Henckes honnertprozenteg op där Linn ass, déi d'Regierung souwisou ageleet huet. Selbstverständlech soll dat regruppéiert ginn a selbstverständlech gëtt dat koordinéiert, soss hätt dat Ganzt jo kee Sënn.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

(Interruptions diverses)

Dir Dammen an Dir Häre, mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat sinn d'Ännerungsvirschléi iwwert d'Artikelen 10 an 9, éischten Alinea, vun der Verfassung. Béid Propositioune ginn an enger Diskussioun behandelt.

Bei der Ofstëmmung ass laut dem Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert, an de Vote par procuration ass net erlaabt. Duerfir géif ech Iech bieden, lech dorobber anzestellen.

D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, déi Häre Bodry, Braz an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vu béide Propositiounen, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

3. 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution

Rapports de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi wichteg Ännerungen an der Gesetzgebung iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit, déi nach an dësem Joer vun der Chamber gestëmmt solle ginn, fänken haut u mat der éischter Ofstëmmung iwwert d'Artikelen 9 an 10 vun eiser Verfassung.

Déi zwee Artikelen, déi bal onverännert bliwwe sinn zënter 1848, kann een eigentlech an dräi Sätz zesummefaassen, esou wéi se elo an der Verfassung verankert sinn:

1) Lëtzebuerger ginn duerch Naturalisatioun ass nëmme méiglech duerch e Gesetz.

2) All Bestëmmungen am Zesummenhang mat der Lëtzebuerger Nationalitéit ginn duerch Gesetz geregelt.

3) D'Prozesser am Zesummenhang mat der Lëtzebuerger Nationalitéit gehéieren an de Kompetenzberäich vun den Zivilgeriichter.

Vun deenen dräi Bestëmmungen aus eiser Verfassung soll eng bestoe bleiwen, eng soll ofgeschaaft ginn, an eng drëtt gëtt ofgeännert.

De Prinzip, dass all Bestëmmungen am Zesummenhang mat der Lëtzebuerger Nationalitéit duerch Gesetz geregelt ginn, bleift och an Zukunft bestoen.

D'Aart a Weis an d'Bedéngungen, wéi een d'Lëtzebuerger Nationalitéit ka kréien, wéi ee se behält a wéi ee se ka verléieren, musse weiderhin ausschliesslech duerch d'Gesetz geregelt ginn.

D'Bestëmmungen iwwert déi Lëtzebuerger Nationalitéit bleiwen also och an deem neien Artikel 9 vun der Verfassung eng Matière, déi ganz dem Gesetz virbehalen ass.

Ofgeschaaft gëtt d'Bestëmmung vun der Verfassung, déi virgesäit, dass d'Naturalisatiounen eng Prerogativ vum Pouvoir législatif sinn. Well d'Naturalisatioun nom Artikel 10 vun der Verfassung nëmme méiglech war duerch e Gesetz, oder nëmme méiglech ass duerch e Gesetz, muss och d'Prozedur agehale ginn, wéi se beim Gesetz virgesinn ass. Dat heescht: d'Noutwendegkeet vum Avis vum Statsrot; no dem Vote vun der Chamber d'Sanktioun an d'Promulgatioun duerch de Grand-Duc, an d'Publikatioun am Mémorial.

D'Naturalisatiounen hunn och d'Effetë vun engem Gesetz, dat heescht, d'Naturalisatiounen, d'Entscheedung, fir eng Lëtzebuerger Nationalitéit ze ginn oder fir se ze refuséieren, ass e souveränen Akt vun dem Gesetzgeber.

Obschonn d'Naturalisatioun en individuellen Akt ass, kann awer doduerch, dass deen Akt duerch e Gesetz realiséiert gëtt, déi Persoun, wann hir Demande ofgewise gëtt, net bei e Geriicht kloe goen.

Si kann net virun engem onparteieschen an onofhängege Geriicht hir Demande, fir Lëtzebuerger ze ginn, virdroen an ënnersiche loossen, ob déi gesetzlech virgesinne Bedéngungen agehale goufen.

No den international geltende Rechtsregele kann een dat als e Manktum ugesinn. Et entsprécht och net den heitegen Opfaassunge vun engem Rechtsstat, dass ee bei esou enger wichteger Fro wéi där vun der Nationalitéit, wat eng individuell Décisioun ass fir deen Eenzelnen, keng Méiglechkeet hätt, fir seng Cause virun engem onofhängege Geriicht virzedroen.

Duerfir war d'Verfassungskommissioun zesumme mat der juristescher Kommissioun der Meenung, et sollt een d'Entscheedung vun der Lëtzebuerger Nationalitéit deem zoustännege Minister aus der Regierung iwwerloossen. Domat ginn all d'Entscheedungen am Zesummenhang mat der Lëtzebuerger Nationalitéit individuell, administrativ Entscheedungen, déi bei enger Oflehnung virum zoustännege Geriicht contestéiert kënne ginn.

Dat bedeit fir deen Eenzelnen, deem seng Demande ofgelehnt ginn ass, eng zousätzlech juristesch Garantie. Fir de Bierger, deen duerch Naturalisatioun Lëtzebuerger wëllt ginn, ass dat e wesentleche Fortschrëtt.

Et gëtt en zweet Argument, fir aus der Naturalisatioun eng administrativ, individuell Entscheedung ze maachen: Déi gesetzlech Prozedur ass duerch déi verfassungsméisseg operluechte Contrainten net ganz rapid. Eng administrativ Entscheedung ka méi séier goen. Duerfir ass an deem neien Text iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit, deen nach an dësem Joer misst gestëmmt ginn, en Délai vun aacht Méint virgesinn, bannescht deem de Minister seng Entscheedung muss huelen. Och dat ass e Virdeel fir deen, dee Lëtzebuerger wëllt ginn.

Aus all deene Grënn war d'Verfassungskommissioun der Meenung, dass een déi Prerogativ vum Gesetzgeber, fir d'Naturalisatioun virzehuelen, sollt opginn. Dat Zil kann awer nëmmen erreecht ginn duerch d'Abrogatioun vum Artikel 10 vun der Verfassung.

Ech maachen och hei drop opmierksam, dass an den europäesche Länner, ausser der Belsch, keen anert Land déi do Prerogativ dem Gesetzgeber virbehalen hat.

D'Décisioun, fir den Artikel 10 ofzeschafen, ass an der Kommissioun mat enger ganz grousser Majoritéit geholl ginn. Duerfir kann ech der Chamber och virschloen, den Text iwwert d'Ofschafe vum Artikel 10 vun der Verfassung esou unzehuelen, wéi d'Kommissioun dat proposéiert huet.

Den Artikel 9 vun der Verfassung gëtt nëmme liicht ofgeännert. Et ass deen Artikel, dee virgesäit, viru wéi ee Geriicht ee ka kloe goen, wann et sech ëm Problemer vun der Lëtzebuerger Nationalitéit handelt.

Am éischte Saz steet nämlech dran, dass alles, wat am Zesummenhang steet mat der Acquisitioun a mat dem Verléiere vun der Lëtzebuerger Nationalitéit, vun der Loi civile geregelt gëtt. Duerfir proposéiert d'Verfassungskommissioun och, am éischte Saz dat lescht Wuert „civile" ze sträichen.

Déi Ofännerung erlaabt et, dass mam neien Nationalitéitsgesetz all d'Prozesser am Zesummenhang mat der Uwendung vun deem neie Gesetz an den Zoustännegkeetsberäich vun den administrative Geriichter ka verwise ginn. D'Prozedur, déi am Zesummenhang mat der Zouerkennung oder der Oferkennung vun der Lëtzebuerger Nationalitéit geregelt gëtt, kann domat als eng administrativ Prozedur ugesi ginn.

De Statsrot, dee mat de Revisioune vum Artikel 9 an 10 d'accord war, huet a sengem Avis déi Argumentatioun, fir déi ganz Prozesser virun d'administrativ Geriichter ze bréngen, unerkannt. En huet allerdéngs drop higewisen, dass ee genee misst ënnerscheeden, ob déi Prozesser am direkten Zesummenhang si mam Nationalitéitsgesetz, oder awer aner Prozesser, déi am Zesummenhang sti mam État civil. Do huet en also en Distinguo gemaach, an ech mengen, deen Distinguo ass och richteg.

De Conseil d'État, fir seng Argumenter a Richtung vun der Kommissioun ze ënnerstëtzen, huet dann awer och drop higewisen, dass d'Naturalisatioun als déi lescht Etapp vun engem anere Statut, deem vum Auslänner, kann ugesi ginn. A well all Décisiounen, déi am Zesummenhang mat dem

Auslännerstatut stinn, an d'Kompetenz vun den administrative Juridiktioune falen, huet de Conseil d'État gemengt, et kéint een dann och déi Propositioun, déi d'Commission juridique an d'Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle gemaach hunn, esou unhuelen.

Ech wëll dann ofschléissend nach drop hiweisen, dass bei den Aarbechten iwwert d'Revisioun vun den Artikelen 9 an 10 vun der Verfassung och e Bléck geworf ginn ass op d'Proposition de révision N°4811, déi am Joer 2001 vun der Madame Renée Wagener deponéiert ginn ass. Duerch de Vote, dee mir haut virhuelen, gëtt déi Propositioun natierlech hifälleg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Revisioun vun den Artikelen 9 an 10 vun eiser Verfassung huet an der zoustänneger Verfassungskommissioun eng grouss Zoustëmmung fonnt. Duerfir froen ech och d'Chamber, déi zwee Artikelen esou ze stëmmen, wéi d'Kommissioun dat virgeschloen huet.

Ech mengen, ech kéint och hei den Accord vu menger Partei zu deenen doten Ofännerunge brëngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. D'Madame Flesch huet d'Wuert fir DP-Fraktioun.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, et geet also hei ëm zwou Propositiounen, fir ons Verfassung ze änneren. Zwou Propositiounen, déi, wéi de Rapporteur et gesot huet, direkt verbonne si mam Projet de loi iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit, deen de Moment an der Aarbecht ass an der Commission juridique.

Déi éischt Propositioun, déi am Dokument 5595 steet, geet drop eraus, den Artikel 10 vun onser Constitutioun ofzeschafen, deen Artikel, dee virgesäit, esou wéi dat och an der belscher Constitutioun virgesinn ass, dass d'Naturalisatioun duerch de Pouvoir législatif accordéiert gëtt.

Wéi de Rapporteur et gesot huet, sinn d'Belsch a mir déi eenzeg Länner an Europa, déi esou eng Dispositioun hunn. Et kéint ee sech och éischter schlecht virstellen, wéi an engem Land wéi Däitschland oder Frankräich all Naturalisatioun misst zu engem Gesetzestext ginn.

Also, mir ginn elo doduerch, dass mir op d'Procédure administrative ginn, ee Wee an, deen an anere Länner säit ganz laanger Zäit besteet.

D'Dokument 5672, wat amendéiert ginn ass en fonction vum Avis vum Conseil d'État, gesäit vir, dass d'Contestatioune bei den Décisiounen iwwert d'Nationalitéit an de Beräich vum Gesetz falen, mä net an de Beräich vun der Loi civile. Dat Wuert „civile" gëtt also am Artikel 9, Alinea 1 vun onser Verfassung gestrach, an da muss natierlech och d'Kompetenz un d'Juridiction administrative goen. De Conseil d'État war der Meenung, dass den Artikel 85 vun onser Verfassung duergeet, fir dat sécherzestellen.

Wann een elo en termes de technique législtique iwwert déi zwou Verfassungsännerungen nodenkt, da seet ee sech, et ass am Fong einfach, et geet drëm, een Artikel ze sträichen an an engem Alinea vun engem aneren Artikel ee Wuert ze sträichen.

Mä nach muss ee wëssen, woufir, an nach muss ee wëssen, wat dann d'Konsequenze sinn. A wéi gewéinlech huet onse Rapporteur mat exzellente Wierder, souwuel a sengem schréftleche wéi a sengem mëndleche Rapport elo hei, drop higewisen, wat gewollt ass a wat d'Konsequenze si vun deenen u sech einfache Modifikatiounen, déi mir an onser Constitutioun haut sollen an éischter Liesung virhuelen.

Ech wëll och gläich dobäi soen, dass ons Fraktioun wäert déi zwou Propositiounen, esou wéi se vun der Kommissioun virgeluecht si ginn, stëmmen.

An deem Mooss, wou elo d'Acquisitioun vun der Lëtzebuerger Nationalitéit eng Prerogativ vum Pouvoir législatif war an ass, war et esou, wéi de Rapporteur et gesot huet: Wann d'Décisioun emol bis gefall war, war kee Recours méi méiglech.

Wann dat am 19. Jorhonnert vläicht nach virstellbar war, dann ass et evident, dass mir haut net méi kënne mat esou enger Situatioun liewen, wéi de Rapporteur et ganz gutt a sengem schréftleche Rapport geschriwwen huet: «…dans une société respectueuse des droits fondamentaux chacun doit avoir le droit de porter, en toutes circonstances, sa cause devant une juridiction indépendante et impartiale.»

Et ass also dofir, dass proposéiert ass am Projet de loi 5620 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit, dass bei der Naturalisatioun eng Procédure administrative an Zukunft soll virgesi ginn, déi dann natierlech engersäits ënnert d'Kompetenz vum Ministre de la Justice fält, mä bei där bei den administrative Juridiktiounen eng Possibilitéit vu Recours soll bestoen. Dofir, am Zesummenhang also mam Nationalitéitsgesetz, wéi et am Projet elo virun ons läit, gëtt elo hei proposéiert, an éischter Liesung den Artikel 10 vun onser Verfassung ofzeschafen.

Wéi scho gesot, wann d'Naturalisatioun elo enger administrativer Prozedur ënnerläit, ass et kloer, dass d'Recoursen effektiv mussen de Juridictions administratives uvertraut ginn, an an engem Souci vun - géif ech soen - Kohärenz, ass dann och proposéiert, dass an Zukunft den Ensembel vun de Contestatiounen, déi mat der Nationalitéit ze dinn hunn, mä net mat aneren Akte vum État civil, wéi de Rapporteur et zu Recht ervirgehuewen huet, bei der Juridiction administrative läit.

An deem Zesummenhang ass also hei elo proposéiert, einfach an der Verfassung virzegesinn: «...que les règles sont fixées par la loi.» Full stop. Dann erméiglecht, wéi scho gesot, den Artikel 85 vun der Verfassung, dass d'administrativ Juridiktioune befaasst ginn, wann e Recours introduzéiert gëtt.

De Rapporteur huet op deen enken Zesummenhang tëschent deenen zwou Verfassungsrevisiounen, déi mir haut virhuelen, an dem Nationalitéitsgesetz higewisen. An e schreift: «...la législation sur la nationalité s'inscrit dans la continuité d'une politique volontaire d'intégration politique et sociale d'une partie croissante de résidents non luxembourgeois, permettant ainsi de garantir une meilleure cohésion sociale de la population.» Enn vum Zitat.

Ech si ganz d'accord mat him, mä ech froe mech, ob déi Volonté d'ouverture, déi hei annoncéiert gëtt, effektiv vun de Parteie vun der Majoritéit gedeelt a gedroe gëtt.

De Projet de loi iwwert d'Nationalitéit ass um gudde Wee. Bei der leschter Réunioun vun onser Commission juridique leschte Mëttwoch hu mir e leschten Train vun Amendementer au point gesat mat enger ganz grousser Majoritéit. Mir hunn en Accord do fonnt, an déi Amendementë sinn un de Conseil d'État geschéckt ginn.

Zwee Punkten, awer Punkte vu fundamentaler Wichtegkeet trennen awer elo nach ëmmer d'Spriecher vun der Majoritéit vun de Spriecher vun den zwou Fraktioune vun der Oppositioun. Déi zwee Punkte betreffen d'Residenzdauer an d'Sproochekenntnisser, déi vun deene verlaangt ginn, déi wëlle Lëtzebuerger ginn.

Déi zwou Ofstëmmungen, déi haut stattfannen, si wéi scho gesot ganz enk mat der Ofstëmmung iwwert dat Gesetz iwwert d'Nationalitéit verbonnen. An am Virfeld vun deem Vote, deen am Hierscht wäert stattfannen, wéilt ech en dréngenden Appel un d'Parlamentarier vun der Majoritéit riichten, de Courage vun hiren Ambitiounen ze hunn.

2001 hu mir d'Gesetz iwwert d'Nationalitéit geännert an hunn d'Residenzdauer vun zéng op fënnef Joer erofgesat. D'Chrëschtlech-Sozial Volleksspartei duerch de Mond vum honorabelen Här Mosar, Rapporteur deemools, a vum Här Minister Frieden hu gemengt, dass déi Reduktioun eng verstänneg Propositioun war. De Minister huet souguer drop higewisen, dass déi Dauer vu fënnef Joer déi ass, déi an der Majoritéit vun de Länner vun der Europäescher Unioun gëllt. Dat ass haut och net vill anescht.

Ënnert deene Virzeeche schéngt et ons total onverständlech, wisou d'Regierung elo proposéiert, dass een d'Durée de résidence soll op siwe Joer eropsetzen.

De 24. Abrëll no der leschter Réunioun vun der juristescher Kommissioun vun der Chamber huet d'Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei sech félicitéiert, dass si et fäerdeg bruecht hunn, sech ze imposéieren an där Fro, an dass de Vote, deen an der Commission juridique geholl ginn ass, majoritär en faveur vu siwe Joer gaangen ass.

D'CSV ass vläicht zefridden, mä si brauch sech net ze mengen, well si ass derbäi, d'Rad vun der Geschicht zréckzedréien!

Une voix.- Non!

Une autre voix.- Si!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Wann d'Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei wierklech eng oppe Législatioun wëllt hu bei den Naturalisatiounen, wa si wëllt eng Politique volontaire d'intégration politique et sociale hunn, da kann ech nëmme soen: Wat ass dat eng mickreg Attitüd...

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP).*- …a wat ass dat en aarmséilege Symbol, wann een an deemselwechten Otemzuch higeet an d'Residenzdauer vu fënnef op siwe Joer eropsetzt!

(Interruptions diverses)

Duerch hir Propositioun sinn d'Regierung an d'Majoritéit en porte-à-faux mat hiren eegenen Deklaratiounen, wéi de Conseil d'État et répétitif a sengem Avis iwwert d'Nationalitéitsgesetz ervirgehuewen huet.

Une voix.- Non, Madame Flesch.

M. le Président.- Loosst d'Madame Flesch elo hir Ausféierunge maachen!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ech hunn elo vill vun der CSV geschwat, ech wëll awer och e puer Wuert iwwert d'LSAP soen.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Hilarité)

Une voix.- Déi sinn nach méi schlëmm!

Une autre voix.- Mir kommen op d'DP, Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- D'Attitüd vun der LSAP ass nach manner verständlech. 2001 huet den honorabelen Här Fayot an der Debatt hei an der Chamber gemengt, wann ee géif d'Residenzdauer vu siwen op fënnef Joer erofsetzen, da wär dat net gutt genuch. Hien hat an der Kommissioun derfir plädéiert, dass ee soll op eng Residenzdauer vu véier Joer iwwergoen.

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Wéi kann d'LSAP mat där doter Attitüd 2001 elo esou virun der CSV kapituléiert hunn, déi sech jo elo mengt - d'CSV -, dass si et fäerdeg bruecht hunn, sech ze imposéieren! Ech weess, dass den Här Bodry, deen no mir d'Wuert kritt, mer elo wäert soen: Dat doten ass alles ee Package. An deem Mooss, wou mer elo op siwe Joer ginn...

(Interruption)

Une voix.- Et ass wéi iwwerall: Et ass e Kompromiss.

(Hilarité)

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ech schwätze vun deem Nationalitéitsgesetz, well de Rapporteur selwer drop higewisen huet, wat fir een enke Lien tëschent deenen zwou Verfassungsrevisiounen an dem Nationalitéitsgesetz besteet. Wa mir d'Nationalitéitsgesetz net virun ons leien hätten, da bräichte mer d'Verfassungsännerung net ze maachen.

Dofir wëll ech also drop hiweisen, dass den Här Bodry mer sécherlech seet: Siwe Joer, dat ass e Package...

(Interruption et hilarité)

…domadder, dass mer den Délai, dee mer dem Minister an der administrativer Prozedur elo zouerkennen, op aacht Méint reduzéiert hunn. De Minister muss an aacht Méint seng Décisioun huelen.

Här President, dat ass ee spécieuxt Argument. D'Impositioun vun engem kuerzen Délai huet näischt mat der Residenzdauer ze dinn. Mir sinn der Meenung, dass den Délai vun aacht Méint och soll gëllen, wann d'Residenzdauer fënnef Joer ass.

Woufir ass deen Délai verkierzt ginn? Well mer vun enger Procédure législative eriwwer ginn an eng Procédure administrative, wou eng Partie Consultatiounen ewechfalen. Et brauch keen Avis méi vum Conseil communal gemaach ze ginn. Et gëtt keng Transmissioun vum Commissaire de district méi erfuerdert; a mir wësse wat fir Retarden dat heiansdo mat sech bruecht huet. An et gëtt och keen Avis vum Conseil d'État méi gefrot.

Doduerjer, dass déi Prozedur méi kuerz gëtt, kann ee jo natierlech dem Minister soen: Dir hutt elo een Délai, an deem Der musst kënnen Är Décisioun huelen. Dat huet mat der Residenzdauer, déi den Interesséierte muss opweisen, fir kënne seng Demande anzereechen, rigoureusement näischt ze dinn.

Fir ofzeschléissen op deem Punkt, Här President - awer nëmmen op deem Punkt, ech schléissen nach net ganz of -, géif ech awer wëllen en Appel un d'Parteie vun der Majorität riichten, dass si sollen hir Positioun bis zum Hierscht zu deem Punkt iwwerdenken, fir dass, wa mer dann hei zréckkommen op den zweete Vote vun deenen zwee Artikelen aus der Constitutioun, an op deen éischte Vote vum Nationalitéitsgesetz, se dann eng aner Positioun hunn.

Den Haut Commissariat aux Réfugiés vun der UNO ass besuergt iwwert d'Augmentatioun vun deem Délai vu fënnef op siwe Joer. De Conseil d'État, d'Chambre de Commerce, all d'Gewerkschaften - ouni vun den ONGen, déi an deem Secteur täteg sinn, ze schwätzen - froen, bieden drëm, dass mer bei der Residenzdauer vu fënnef Joer bleiwen. Et wär bedauerlech, wa parteipolitesch, konservativ Considératioune géifen dozou féieren,...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Mme Colette Flesch *(DP).*- …dass mer beim Vote vun dësem Gesetz géifen e falscht Signal ginn.

Une voix.- Jo, dat ass schued.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Très bien, Madame Flesch!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Wat nun d'Sproochekenntnisser betrëfft, déi jo och am Gesetz vun 2001 stinn, mä déi nach preziséiert ginn an deem Projet de loi, deen elo virun ons läit, do proposéiert d'Regierung, dass ee beim Verständnis vum Lëtzebuergeschen den Niveau B1 a bei der Expressioun vum Lëtzebuergeschen den Niveau A2 vum Cadre européen commun de référence pour les langues soll erreechen.

Ëm wat geet et hei? D'Regierung seet et ganz kloer am Commentaire vun hirem Projet de règlement grand-ducal, dee se nogereecht huet am Zesummenhang mam Projet de loi iwwert d'Nationalitéit.

Am Commentaire des articles schreift d'Regierung, den Niveau A2 op Däitsch an op Franséisch entspriechen dem Niveau, deen d'Schüler mussen erreeche wa se sollen a kënnen am Enseignement post-primaire opgeholl ginn. Et geet also ëm eng Kenntnis vun der Lëtzebuerger Sprooch, wat deem entsprécht, wat e Schüler muss maîtriséieren, dee sechs Joer Enseignement hanneru sech huet.

Den Niveau B1 fir d'Verständnis entsprécht am Franséischen - esou schreift et d'Regierung - dem Niveau, dee muss erreecht gi vun den Élèven, vun de Schüler, déi wëllen an de Cycle moyen et supérieur vum Enseignement secondaire kommen. Dat heescht also a kloerer Sprooch: sechs Joer Primärschoul an dräi Joer Lycée.

Déi Connaissancë musse vun de Leit, déi d'Naturalisatioun beantragen, erreecht ginn. Déi Leit, déi an där Situatioun sinn, dat si meeschtens a bal ëmmer Leit, déi och berufflech täteg sinn. Wann déi Schwellewäerter, déi ech elo erwähnt hu fir d'Kenntnis vun der Lëtzebuerger Sprooch, wahrscheinlech kënnen erreecht gi vun deene Leit, déi eng zolidd schoulesch Virbildung hunn an déi de préférence och nach zwou oder dräi Sproochen ausser hirer eegener schwätzen, dann ass dat awer sécher net de Fall fir all déi, déi wëllen d'Lëtzebuerger Nationalitéit beantragen. Do sinn anerer, déi déi Avantagen net hunn.

Här President, mir wëllen als Demokratesch Partei sécherlech net d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch minimiséieren. Et ass e wichtege Facteur d'intégration,...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir hutt virun enger Véirelstonn just de Contraire gesot.

Mme Colette Flesch *(DP).*- …mä Här President, an domadder äntweren ech dem honorabelen Här Wolter, mir wëllen awer net, dass déi Konditioun vun de Sproochekenntnisser zu engem inavouéierten an inavouabelen Obstacel gëtt, fir zur Lëtzebuerger Nationalitéit kënnen ze kommen. Mir wëllen net, dass d'Sproochekenntnisser sollen e Facteur d'exclusion et de discrimination sociale ginn.

Dofir, Här President, plädéiere mir ganz kloer fir en Niveau A1, souwuel fir d'Verständnis wéi och fir d'Expressioun an der Lëtzebuerger Sprooch.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mir wäerten eis an den nächste Méint mat de Leit doriwwer ënnerhalen.

M. le Président.- Här Wolter...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, et ass schéin a richteg, mä wann esou Saache wéi déi dote gesot ginn, da soll een och notéieren, dass se esou gesot ginn am Numm vun der Demokratescher Partei.

Une voix.- Hutt Dir eng Fro, Här Wolter?

M. le Président.- Et gëtt jo e Procèsverbal gemaach. Ech géif elo bieden, d'Madame Flesch hir Ausféierunge maachen ze loossen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et ass net wéi den Här Mosar gemengt huet, fir ze soen, mir wéilten net, dass ee misst Lëtzebuergesch kënnen, fir Lëtzebuerger ze ginn. Dat ass net wouer! Et misst een den Niveau A1 hunn. An et ass dat, wat prezisiert ginn ass, fir dass och Leit, déi net déi héich Bildung hunn, och däerfen ons Nationalitéit kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- D'Madame Brasseur huet d'Madame Flesch jo elo nach eng Kéier confirméiert.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Jo lauschtert, mir hunn awer hei keng Poterstonn, wou jiddferee ka soe wat hie wëllt! D'Wuert huet d'Madame Flesch a soss keen. Madame Flesch, fuert virun, wann ech gelift!

(Interruption et hilarité)

Här Jaerling, et ka jiddferee sech hei zu Wuert mellen, mä et geet elo duer. Madame Flesch, wann ech gelift.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ech deelen dem Här Wolter seng Meenung! Ech wënschen, dass dat, wat ech elo hei gesot hunn, textuell festgehale gëtt, well mir stinn zu deem, wat mer soen. An ech weess, Här President, dass dat effektiv de Fall ass, well ech hu Confiance an d'Secrétariat général vun der Chamber, dass an dëser Geleeënheet wéi bei allen anere fidèlement e Bericht vun deem gemaach gëtt, wat haut an dëser Sitzung gesot ginn ass.

Här President, mäin Appel un d'Kolleege vun der CSV a vun der LSAP - zwou Parteien, déi dat Wuert „sozial" an hirem Firmeschëld droen - am Virfeld vun der Diskussioun am Hierscht ass, se ze froen, si sollen dach hirem Häerz an hirem soziale Gewëssen an deenen zwou Froen nogoen.

Här President, fir ofzeschléissen nach eng Remarque, déi awer guer näischt mat deem ze dinn huet, wat ech bis elo gesot hunn. De Rapporteur huet drop higewisen, dass déi Décisiounen, déi mer haut huelen, ganz enk mam Gesetz iwwert d'Nationalitéit zesummenhänken.

Mir stëmmen haut déi Verfassungsännerungen an éischter Liesung. Duerno, wann dat geschitt ass, muss vun der Säit vun der Chamber a vum Conseil d'État an engem gewësse Sënn eng Auerméchersaarbecht gemaach ginn, fir derfir ze suergen, dass déi Texter zäitlech an der richteger Concordance iwwert d'Bühn ginn, fir dass se och kënnen normal an uerdentlech applizéiert ginn.

Ech sinn iwwerzeegt, dass de Conseil d'État sech däers bewosst ass. Ech weess, dass d'Chamber an d'Commission juridique sech däers bewosst sinn. Mir hu schonn driwwer geschwat a mir hunn d'Modalitéiten definéiert, wéi dat soll viru sech goen. Nach ass dat eppes, wou mer musse Suerg derfir droen, dass dat zäitlech och richteg iwwert d'Bühn geet.

Här President, ech wëll ofschléissend nach eng Kéier ënnersträichen oder bestätegen, dass d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert deenen zwou Propositions de révision vun onser Constitutioun, déi haut ustinn, hiren Accord ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Alex Bodry.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Wann den Här Wolter draschwätzt, geschitt guer näischt.

M. le Président.- Här Jaerling, schreift Iech an, wann Der wëllt d'Wuert ergräifen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat hunn ech gemaach, Här President.

M. le Président.- Dann ass et gutt. Da packt Iech elo ee Moment. Et ass geschwënn esou wäit.

(Hilarité)

Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Merci, Här President. D'Madame Flesch huet sech schonn e bësse waarm gelaf fir déi Diskussiounen, déi mer héchstwahrscheinlech wäerten am Oktober dëst Joer hei am Parlament hunn, wann iwwert de Projet de loi iwwert d'Nationalitéit wäert diskutéiert ginn.

Effektiv besti Lienen tëschent där Revisioun hei an deem neie Gesetz. Nach wëll ech awer drop hiweisen, och wa mer deen heiten Text änneren esou wéi proposéiert, dass dann awer eis bestehend Gesetzgebung voll kéint a Kraaft bleiwen. Dat heescht, wa mir deen heiten Akt setzen - éischt Lecture, zweet Lecture - an d'Verfassung esou ëmännere wéi et hei proposéiert ass, musse mer eis Gesetzgebung iwwert d'Nationalitéit net änneren. Dat ka parfaitement weider esou fonctionnéiere wéi bis elo.

Nach si mer eis alleguerten eens, dass mer eng Reform wëlle maachen, wou an eisen Aen - dat soen ech ganz kloer - den essenzielle Punkt net d'Fro ass vu fënnef oder siwe Joer, oder och net onbedéngt deen ass vun der Sprooch, mä den essenzielle Punkt, dee groussen Duerchbroch an där Reform ass, dass et méiglech gëtt, Lëtzebuerger ze ginn oder Lëtzebuerger ze sinn an derniewent nach eng aner oder méi Nationalitéiten ze hunn.

Dat ass eigentlech dee groussen Duerchbroch, dee mat deem Gesetz do geschitt. Dat huet eis Partei scho laang gefrot. Ech sinn e bësse paff, dass d'Vertriederin vun der liberaler Partei hei esou hardi Lektiounen ausdeelt. Grad hir Partei huet laang gezéckt, fir deen dote Wee ze goen. An hirem Wahlprogramm vun '99 wäert Der keng Spur dovunner fannen. Si hu sech och eréischt am Laf vun der leschter Legislaturperiod duerchgerongen, fir op deen dote Wee kënne matzegoen.

Mä loosse mer haut iwwert dat diskutéieren, wat op der Dagesuerdnung ass.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass eis Verfassung op engem wesentleche Punkt: der Fro vun der Nationalitéit. Mir hunn eng Particularitéit hei zu Lëtzebuerg an eiser Verfassung. Et sinn nëmmen déi Belsch an Europa, déi datselwecht hunn. Déi zwou Bestëmmungen hunn och deeselwechten Ursprong, nämlech déi belsch Verfassung vun 1831.

Dat ass, dass zu Lëtzebuerg net nëmmen an der Verfassung steet, wat praktesch an allen anere Verfassungen an Europa steet - dass d'Fro vun der Nationalitéit en Domaine réservé vum Gesetz ass, dass also d'Gesetz d'Konditioune fixéiert, wien d'Nationalitéit vun engem Stat kritt -, mä mir sinn hei zu Lëtzebuerg wéi d'Belsch méi wäit gaangen a mir hunn och Regele vum Fong an de Verfassungstext erageschriwwen.

Et gëtt gesot, dass d'Naturalisatioun en Akt muss si vum Pouvoir législatif. Also, d'Parlament leet net nëmmen iwwer ee Gesetz d'Konditioune fest, mä d'Parlament hëlt selwer Décisiounen am Kader vum Accès zur Lëtzebuerger Nationalitéit. Dat ass schonn eppes relativ Aussergewéinleches an eisem System, well dat och nach iwwer e Gesetz geschitt.

Dat heescht, déi Décisioun vun der Chamber - wat jo awer eng individuell Décisioun ass fir jiddfereen, deen déi Nationalitéit zougesprach kritt -, deen Akt huet déi materiell Form vun engem Gesetz. E Gesetz ass normalerweis nëmmen do, fir allgemeng Bestëmmunge festzeleeën. Et ass also eng relativ cocasse Vermëschung vu Konzepter, déi am Lëtzebuerger an am belsche Rechtswiese bestinn.

Hei maache mer e Schratt zur Normalitéit, wa mer déi dote Bestëmmungen ofänneren an an Zukunft just nach soen, dass d'Froe vun der Nationalitéit iwwert d'Gesetz gerelt ginn. Dir gesitt, dass dat also e Punkt ass, wou d'Gesetz muss Konditioune festleeën.

Dat heescht also an engem Räsonnement a contrario, dass d'Exekutiv - d'Regierung oder de Grand-Duc - keng direkt originaire Kompetenzen en matière vun den Nationalitéiten huet. Si huet à la rigueur eng Compétence d'attribution, wann d'Gesetz hir déi zousprécht. Dat ass also eng ganz grouss Nuance, op déi ee muss oppassen.

Wat opfält, dat ass, dass eisen Text, deen aus de Joren 1848 an 1856 staamt zu engem ganz groussen Deel, eng Referenz mécht op den Droit civil. Geduecht domadder ass de Code civil. D'Erklärung ass, dass fréier am Code civil déi wesentlech Bestëmmungen iwwert d'Nationalitéite verankert waren. Dat ass awer zënter engem Gesetz vun 1934 net méi de Fall. Zënterdeem besteet e Spezialgesetz. Eenzel Artikelen aus dem Code civil sinn einfach abrogéiert ginn.

Et besteet awer nach een Artikel. Dee misste mer och mat ofänneren, vläicht am selwechte Siess, wa mer elo un d'Nationalitéitsgesetz kommen; an zwar den Artikel 7, deen nach ausdrécklech eng Referenz op d'Loi constitutionnelle mécht.

An deem Sënn, wou awer an der Loi constitutionnelle keng Règle de fond méi drasteet, ergëtt déi Referenz vum Code civil op d'Constitutioun och kee Sënn méi. Ech géif also hei proposéieren - et ass mer opgefall wéi ech meng Interventioun preparéiert hunn -, dass mer am Zesummenhang vum Nationalitéitsgesetz och vläicht géife profitéieren, fir eng punktuell Modifikatioun vum Artikel 7 aus dem Code civil virzehuelen, well eng Referenz op d'Loi constitutionnelle an deem Zesummenhang elo mat deem neien Text kee richtege Sënn méi ergëtt. Mä dat ass jo eng Fro, déi mer nach kënne weider an den zoustännege Kommissiounen diskutéieren.

D'Fro stellt sech, firwat a ville Länner vun der Nationalitéit gesot ginn ass: Dat ass eng Fro, déi muss iwwer Gesetz geregelt ginn. Sécherlech, well et e wichtegen Domän ass, well et d'Relatiounen definéiert tëschent dem Bierger an dem Stat, a well nach eng ganz Rëtsch vu Rechter a Flichten hänken un där Qualitéit vu Lëtzebuerger oder vun nationalem Bierger.

Ech wëll awer hei och vläicht zitéieren, well dat ganz interessant ass, wat am 19. Jorhonnert d'Beweggrënn waren, fir esou eng Bestëmmung an d'Verfassung ze schreiwen. Ech wëll hei kuerz de Professer Thonissen zitéieren. E belsche Professer, deen a sengem Wierk iwwert déi belsch Constitutioun aus dem Joer 1879 zwee Grënn uginn huet, firwat d'Verfassung an der Belsch - a mir hunn déiselwecht Bestëmmung - virgesäit, dass dat doten eng Fro ass, déi muss iwwer e Gesetz geregelt ginn, wou also de Pouvoir législatif Zoustännegkeeten huet.

Den éischte Grond ass - ech zitéieren -: «Il ne fallait pas permettre que les étrangers vinssent, sans l'agrément des représentants de la nation, prendre une part des avantages que celle-ci s'est acquis au prix de travaux, de luttes et de sacrifices séculaires»; an zweetens - an dat ass den Haaptgrond -: «Il ne fallait pas surtout mettre à la disposition du pouvoir exécutif un moyen sûr et commode d'élever à des emplois lucratifs des étrangers qui s'attireraient ses faveurs par des complaisances peu honorables.»

D'Suerg war sengerzäit do fir ze verhënneren, dass iwwer Regierungsdécisioune Leit géifen d'Nationalitéit kréien, déi eigentlech keng richteg Mériten hätten an dann och op bestëmmte Plazen am Stat géife gesat ginn. Dat war de Räsonnement, deen am Ufank vum 19. Jorhonnert derzou gefouert huet, firwat iwwerhaapt déi Dispositioun do an déi belsch respektiv dann duerno an déi Lëtzebuerger Verfassung iwwerholl ginn ass.

Interessant ass - och dorop sinn ech gestouss bei menger Recherche -, dass et sengerzäit an deem éischten Nationalitéitsgesetz an an der Belsch speziell Bestëmmunge gi si fir d'Awunner vu Lëtzebuerg a vu Limburg. Also déi, déi eng Zäit um Territoire vun der Belsch gewunnt hunn, hu Facilitéite gemaach kritt, fir kënnen déi belsch Nationalitéit bäizebehalen. Och dat ass interessant ze gesinn, wann een e bëssen historesch op dat Ganzt ze schwätze kënnt.

Ech wëll also soen, dass mir als sozialistesch Fraktioun frou sinn, dass mer déi heite Modifikatioune virhuelen, well dat elo dach awer Dieren opmécht, fir eng Rei vu Reformen am Nationalitéitsgesetz ze maachen, déi mir och als Partei scho laang gefuerdert hunn.

Mir hunn eis ëmmer an deene leschte Joren ausgeschwat fir eng Vereinfachung a fir eng Beschleunegung vun de Prozeduren, fir Lëtzebuerger ze ginn, well mer der Meenung waren, dass et kaum ze rechtfertegen ass, dass esou Prozeduren oder Naturalisatiounen haut hei zu Lëtzebuerg - dat wësse mer alleguerten - alt dräi Joer an nach méi daueren. Dat ass mat engem normale Fonctionnement vun enger Verwaltung net ze rechtfertegen.

Mir hunn eis och ëmmer ausgeschwat fir d'Aféierung vun engem Rekursrecht géint d'Décisiounen, déi den Erwerb oder d'Oflehnung vum Erwerb vun der Nationalitéit betreffen. Et ass haut an engem moderne Rechtsstat net ze erklären, dass et Akte gëtt, déi déi direkt individuell Rechter a Fräiheete vum eenzelne Bierger betreffen, déi guer kenger Kontroll vun onofhängege Geriichter géifen ënnerleien, déi also och kéinten Arbitrairë sinn.

Dat ass net méi hinzehuelen. Duerfir ass et nëmmen normal, dass een haut seet: Neen, loosse mer op de Wee goe vun normalen administrativen Décisiounen, mat alle Garantien, déi dat fir den eenzelne Bierger mat sech bréngt. Mä loosse mer awer och parallell derfir suergen, als Législateur, well dat bleift jo eis grondleeënd Kompetenz, dass mer déi Konditiounen, déi Prozeduren esou prezis definéieren an eisem Gesetz, fir dass et och kloer ass, wéi d'Administratioun, wéi den zoustännege Minister a wéi herno d'Geriichter déi gesetzlech Bestëmmungen ze interpretéieren hunn.

Eis geet et och als LSAP drëm, dass mer méi Rechtssécherheet a Rechtsgarantien an dee ganze System vun der Acquisitioun...

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

...vun der Lëtzebuerger Nationalitéit erakréien.

Dës Revisioun ass geduecht als Virstuf zu enger méi grondleeënder Reform vun eisem Nationalitéitsgesetz. Mir als Sozialiste gesinn dat als eng Weiderentwécklung vun eisem Recht op deem dote Punkt a virun allem zu engem ganz wichtegen - géif ech soen - qualitative Sprong, andeem mer hei zu Lëtzebuerg endlech vun engem Recht vun der Lëtzebuerger Nationalitéit eriwwerginn an e Recht op eng Lëtzebuerger Nationalitéit no prezise Bedéngungen, déi d'Verwaltung ze respektéieren huet an déi herno ënnert der Kontroll vun onofhängege Geriichter stinn. Mir mengen, dass dat soll déi Verwaltungsgeriichtsbarkeet sinn, déi d'Kompetenz an deem dote Beräich kritt.

Mir sinn och der Meenung, dass dat, wat elo um Dësch läit, zu méi Rechtssécherheet an zu méi Rechtsgarantië féiert. Mir begréissen och Ouverturen, déi gemaach sinn. Dat ass fir eis de wesentlechen Duerchbroch am Beräich vun Duebel- a vu Plurinationalitéiten.

Mir kommen do vu wäit hier. Et ass nach net esou laang hier: Virun 20, 30 Joer war et. Et si jo Konventioune sengerzäit gemaach ginn, fir ze verhënneren, dass ee kéint méi wéi eng Nationalitéit hunn. No an no hu mer do éischt Upassunge gemaach. Mir sinn elo och do beim vollen Duerchbroch, wou mer eigentlech e bëssen eng aner Konzeptioun vun der Nationalitéit amgaang sinn an eis Législatioun anzeféieren.

Et ass och duerch e Virstouss, deen an der Kommissioun gemaach ginn ass, eng kleng Ouverture zousätzlech hei an deen Text erakomm, wat „ius soli" ubelaangt, wou eigentlech elo Leit aus der drëtter Generatioun automatesch déi Lëtzebuerger Nationalitéit kréien. Och dat ass awer ee Punkt, deen een däerf positiv an där Diskussioun hei ervirsträichen.

Mä eppes ass selbstverständlech, wann een op d'Entwécklung vun deene leschten 100 Joer hei zu Lëtzebuerg an och an anere Länner zréckkuckt: Dat hei ass e Prozess. D'Fro, wien d'Nationalitéit vun engem Land huet, ass eng Fro, déi ni definitiv geregelt gouf an déi ofhängeg ass vu gesellschaftlechen Entwécklungen a vun historeschen Evénementer.

Et ass evident:

- dass, wann een eng Analys mécht vun deene ville Gesetzgebungen, ee mierkt, dass a Krisen-, a Krichs- an an Nokrichssituatiounen - duerfir ass d'Reform jo och 1948 hei zu Lëtzebuerg komm - et ëmmer erëm nei Iwwerleeunge gi par rapport zu enger Nationalitéit;

- dass d'Fro vun der demographescher Entwécklung hei matspillt. Iwwerleeunge wéi ee seng Gesetzgebung an deem dote Punkt orientéiert, an

- dass et och d'Froe si vum Wonsch no Integratioun, déi matspillen, fir vläicht op nei Weeër ze goen an deem dote Beräich.

Esou dass ee Fluktuatioune feststellt iwwert déi lescht 80, 100 Joer; och hei zu Lëtzebuerg. Bal ass et méi opgaangen, bal ass et méi zougaangen, jee nodeem wéi eben déi gesellschaftlech Stëmmung war. Nach mengen ech, dass mer amgaang sinn hei awer e Schratt ze preparéieren, deen insgesamt an déi richteg Richtung geet, och wann ee selbstverständlech Divergenze behält an der Appréciatioun vun eenzelne Punkte vun där Reform, déi momentan diskutéiert gëtt. Dat gëllt selbstverständlech och fir meng Partei.

Wichteg bleift et, dass mer dee Schratt do maachen an dass mer elo mat deem heite Punkt eng Rei vu Reformen an der Gesetzgebung méiglech maachen, déi ouni déi Ofännerung vun der Verfassung net méiglech géife ginn. Et ass an deem Sënn, wou eis Partei och wäert deen heiten Text stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Félix Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll direkt aganks d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun bréngen zu deem Vote, dee mer herno wäerte virhuelen, an och dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen an och fir säi mëndleche Bericht.

Ech mengen och, dass déi Ännerungen, déi haut an der Verfassung virgeholl ginn, wichteger sinn, dass dat net nëmmen technesch Upassunge sinn. Et ass wuel de Fall, dass dës Modifikatioun muss virgeholl ginn en vue vum Nationalitéitsgesetz, wéinst deem, wat mer virhu beim Nationalitéitsgesetz. An awer ass et wesentlech méi wéi nëmmen eng technesch Upassung.

Et ass eiser Meenung no eng Saach, déi eis Relatioun zu Lëtzebuerg zur Nationalitéit frësch definéiert. Bis elo hu mer eng Traditioun - den Alex Bodry huet drop higewisen -, déi mat klenge Schrëtt evoluéiert huet an eigentlech parallell zur Belsch evoluéiert huet an engem bestëmmte Rhythmus a mat bestëmmte Considératiounen.

Hien huet drop higewisen, dass et haut just zwee Länner gëtt, déi nach déi aktuell politesch Prozedur, wéi mir se praktizéieren, hunn. Dat huet awer eiser Meenung no och eng praktesch Ursaach. Bei méi grousse Länner géif déi Prozedur, déi mir hei adoptéiert hunn, ganz einfach um Praktesche scheiteren, wa se déi wéilte bäibehalen.

Dee Luxus, dee mir eis hei leeschten, fir all eenzelnen Dossier am Parlament duerchzehuelen, geet soulaang een ongefeier bis 150 Leit de Mount an der Moyenne huet. Da gëtt ee sech mat deene Points vidés favorables of, déi an den Dossiere leien an dann huet ee seng Solutiounen.

Wann een an engem Land vun der Dimensioun vun Däitschland oder Frankräich oder England op esou eng Prozedur misst zréckgräifen, da wär ee séier vun de Prinzipien erof. An et wier ee ganz séier - wat jo och de Fall ass - bei enger administrativer Prozedur, wou d'Laascht op ganz vill Beamte verdeelt gëtt, well do einfach dann d'Prinzipien un der Realitéit scheiteren. Da gëtt ee vernünfteg an da sinn déi Prinzipien op eemol net méi esou vill wäert wéi dat, wat ee virdrun dovunner gehalen huet. Dat spillt och hei mat, firwat dass mir an d'Belsch déi heite Prozedur hunn.

Mä wat awer och interessant war un deem, wat den Här Bodry gesot huet, dat ass, dass een och e Fil rouge erkennt an deenen Evolutiounen, déi d'Nationalitéitsgesetzgebung kannt huet, dass ganz oft an deene Gesetzer den Haaptsouci war, sech géint eppes ze wieren, méi nach bal, wéi dass ee wéilt eppes domat erreechen.

Et ass ganz oft eng defensiv Argumentatioun an deene Modifikatiounen. Et goufen zu jiddfer Zäit Dämonen, déi een huet misse mam Nationalitéitsgesetz an de Gréff kréien. Dee Fil rouge zitt sech bis haut derduerch, wa mer méi spéit dann d'Debatt wäerte féieren iwwert d'Nationalitéitsgesetz. Bis haut gesäit een, dass et ëmmer nees drëm geet, och an deem Gesetz bestëmmte Saache wëllen ze évitéieren; supposéiert oder affirméiert Geforen, déi op d'Land géife laueren, déi sech awer nach net erausgestallt hunn an och net agestallt hunn.

Mir mengen och, dass mer haut, am Joer 2008, méi offen a fräi misste kënnen iwwert dat Thema do schwätzen an engem Land, deem d'Immigratioun nach ëmmer nëmme Guddes bruecht huet; sief dat déi Zäit, wou d'Lëtzebuerger hu misse vun der Immigratioun profitéieren, fir hei fortzekommen, fir ze iessen ze hunn, an awer och an deenen Zäiten zënter dem Krich an och virdru schonn, wou ganz vill Leit bei eis op Lëtzebuerg koumen, fir hei ze iwwerliewen.

D'Immigratioun huet hei nach ni dem Land geschuet. Déi Dämonen, déi ëmmer nees am Nationalitéitsgesetz solle bekämpft ginn, si méi Phantasmen, wéi dass se mat enger Realitéit eppes ze dinn hätten.

Trotzdeem menge mir, dass mer haut mat dëser Ännerung vun der Verfassung wierklech ee Schratt méi wäit ginn an en zolitte Schratt no vir ginn, well mer eis Relatioun zur Nationalitéit hei zu Lëtzebuerg wierklech op eng nei Aart a Weis definéieren. Mir maachen dat op zwou Manéieren.

Éischtens emol duerch d'Aféierung vum Prinzip selwer vun der duebeler Nationalitéit, déi jo den Hannergrond duerstellt vun där Modifikatioun vun der Verfassung, déi mer haut maachen; woubäi d'Verfassung net misst geännert ginn. Ech wëll dat och preziséieren. Wéinst der duebeler Nationalitéit misst een d'Verfassung net änneren. Dat kann een och maachen ouni Verfassungsännerung. Et ass wéinst aneren Aspekter - Deelaspekter - vun där Debatt, wou mer se mussen änneren.

Mä dat wat mer maache mat der Aféierung vun der duebeler Nationalitéit ass och e Stéck Abandon vun enger Exklusivitéit, déi mer bis elo deene Leit ofverlaangt hunn, wa se da wollten de Lëtzebuerger Pass unhuelen. Domadder akzeptéiere mer och elo e Stéck aner Realitéiten, wéi nëmmen déi Lëtzebuerger Realitéit.

Méi nach: Mir akzeptéieren haut aner Realitéiten, wa mer d'duebel Nationalitéit bis stëmmen, net nëmmen als aner Realitéiten, mä och an Zukunft als e Stéck vun eiser eegener Realitéit. Dat ass e grousse Sprong no vir.

Mir verlaangen net méi, dass déi Leit wéi mir sinn, mä dass se mat eis sinn a mat eis ginn. Dat ass eppes anescht, wat mer elo an der Nationalitéitsgesetzgebung proposéieren. Mir considéréieren och domadder d'Villfalt, déi Lëtzebuerg duerstellt, als e Räichtum a manner, wéi an der Vergaangenheet, als en Handicap, mä als eppes Positives.

Dat ass net näischt. Wann een d'Nationalitéitsgesetzgebung aus engem anere Bléckwénkel considéréiert, wéi dat bis elo de Fall war, da si mer amgaang e grousse Schratt hei zu Lëtzebuerg ze maachen, an net just e klenge mat enger technescher Upassung.

Et muss een och derbäi soen, dass mer ce faisant net no hanne kucken, wa mer op de Wee gi vun der duebeler Nationalitéit, dass mer also net d'Vergaangenheet vun deene Leit kucke ginn oder eis eege Vergaangenheet kucke ginn. Et ass kee Bléck no hannen, mä et ass ee Schratt, deen no vir geet an deen och no vir kuckt, fir dat Stéck Wee ze beliichten, wat mer zesumme wëlle maache mat all deene Leit, a wou mer eis net méi esou vill drëms këmmeren, wat dat Stéck Wee war, wat mer eventuell getrennt gaange sinn. Et ass also net näischt, wat mer hei maachen; och doduerch, dass mer d'Verfassung dorobber preparéieren.

Déi zweet Aart a Weis, wéi mer eis Relatioun zur Nationalitéit frësch definéieren, ass dee Wiessel op déi administrativ Prozedur an ewech vun der politescher Prozedur. Och dat ass net näischt. Mir ginn eriwwer - de Statsrot huet et och scho soulignéiert - vun engem Droit sur la nationalité op en Droit à la nationalité.

Et ass also keng politesch Opportunitéit méi, déi spillt, ob ee Lëtzebuerger gëtt oder net; et ass kee Cadeau du souverain méi, ob een déi Nationalitéit attribuéiert kritt, mä et huet mat Rechtsstaatlechkeet ze dinn, et huet mat Transparenz ze dinn an et huet mat Gläichbehandlung vun all de Leit ze dinn, déi hei am Land liewen.

Wat mer behalen, ass awer en Droit d'exception fir d'Chamber. Et gëtt also net komplett doduerch fir d'Chamber ofgeschaaft, wa mer dës Verfassungsännerung virhuelen. Et bleift, dass a bestëmmten Ausnahmefäll d'Chamber kann iwwert de Wee vun engem Gesetz d'Lëtzebuerger Nationalitéit attribuéieren. Et gëtt also net ganz ofgeschaaft. Dat bleift e Pouvoir d'exception.

Déi zweet Remarque: Mir mussen eis awer och an der Commission juridique nach eng Kéier mat der Fro vum Numm vun de Leit beschäftegen. Mir hu bis elo iwwert déi legal Prozedur net nëmmen de Leit kënnen d'Lëtzebuerger Nationalitéit attribuéieren, mä si hunn och domadder kënnen de Wonsch ausdrécken, hiren Numm geännert ze kréien.

Doduerch, dass mer eriwwer ginn op déi administrativ Prozedur solle mer och drun denken, an deem Gesetz wéinstens een Artikel virzegesinn, deen - elo wou mer jo d'Optiounen ofschafen - och am Fall vun den Naturalisatiounen der Verwaltung d'Recht gëtt, sech mat enger Demande ze befaassen, fir den Numm ze änneren. Dat hu mer bis elo am Gesetz net virgesinn.

Dat wär awer eiser Meenung no eng utile Preziséierung, fir dass mer net mat der Prozedur vun der Chamber, déi mer ofschafen, déi dote Possibilitéit vun der méi liichter Verännerung vum Numm géife mat ofschafen an ersatzlos géife sträichen. Do misste mer nach vläicht am Gesetz iwwert d'Nationalitéit iwwer en Amendement der Verwaltung och déi Kompetenz ginn, déi se elo jo schonn huet am Beräich vun den Optiounen.

D'Konsequenz dovunner ass och, wa mer op de Wee gi vun der administrativer Prozedur, dass mer dann natierlech och folgerichteg solle probéieren, de Contentieux vun där doter Matière ewechzehuele vun den zivile Geriichter eriwwer bei den Tribunal a bei d'Cour administrative. Et ass e Konsens an der Kommissioun, dass mer op deen dote Wee wëlle goen.

Fir eis ass dëst en Iwwergank eriwwer zum Recht op d'Nationalitéit. Et gëtt elo e Recht, Lëtzebuerger ze ginn, an net just méi eng Méiglechkeet, dat unzefroen. Dass et elo e Recht gëtt, dat ze ginn, dat ass fir eis eng ganz wichteg Notioun. Mir hunn eis och als Gréng ganz vill dofir agesat. Mir haten eis och schonn a fréiere Gespréicher mam Justizminister - ier den Dépôt vum Projet de loi stattfonnt huet, hat de Minister eng Ronn vu Concertatioune gemaach - doriwwer ënnerhalen.

Dat war net d'initial Absicht vun der Regierung, mä mir hu gemengt, et géif eng ganz Rei valabel Grënn ginn, fir op deen dote Wee ze goen. Mir hunn och probéiert an der Institutiounskommissioun déi doten Iddi virunzedreiwen. Mir sinn och frou, dass déi Iddi konnt hire Wee maachen, well mer dat wierklech als vläicht dee gréisste Fortschrëtt am Kader vum Nationalitéitsgesetz halen, nieft der Aféierung vum Prinzip vun der duebeler Nationalitéit, well dat wierklech an der Relatioun, déi mir hunn zur Nationalitéit, e richtege Schratt no vir ass a méi modern Zäiten.

Dat gesot, beäntwert dat natierlech net all d'Froen, déi an eiser Gesellschaft gestallt ginn, wann et ëm Theme geet wéi Integratioun oder wann et ëm Theme geet wéi demokrateschen Defizit, dee mer jo hunn doduerch, dass ëmmer manner Leit, déi de Räichtum vum Land erwirtschaften, um politesche Prozess bedeelegt sinn.

Haut ass just nach ee Créateur d'entreprise vu véier e Lëtzebuerger. Dräi vu véier, déi Aarbecht schafen, si keng Lëtzebuerger méi. Um politesche Prozess bedeelegt si se awer dofir net. Dat ass e Problem. Dat gëtt net besser, wann een net wierklech probéiert do erëm eng Kéier och iwwert den Ëmwee vun der Nationalitéit fir d'Cohésion sociale ze suergen, déi am Moment net vum selwe stattfënnt.

Mir hu méi e friddlecht a produktiivt Nieftenaner wéi e produktiivt Matenaner. Dat gëtt vum selwen net besser. Dat heiten ass en Instrument, wat kann op deen dote Wee goen, wou mir awer mengen, dass mer net op all de Punkten deem Zil - deem autoproklaméierten Zil - vun der Regierung wäerte kënne gerecht ginn.

Et sinn also och anerer gefuerdert - net nëmmen an dësem Kontext -: D'Schoul ass gefuerdert; d'Aarbechtswelt ass gefuerdert; d'Gewerkschafte si gefuerdert; d'Veräinsliewen ass gefuerdert. Dozou gehéiert méi wéi nëmmen d'Gesetz iwwert d'Nationalitéit.

Zum Gesetz selwer wäert nach selbstverständlech villes ze soe sinn. Dat wäerte mer dann och maachen, wa mer hei an der Plénière iwwert d'Gesetzer selwer wäerten diskutéieren. Leider sinn och e puer méi negativ Saachen dozou ze soen; notamment - an d'Madame Flesch huet et scho gemaach - zur Sproocheregelung, déi virgesinn ass.

Mir biede wierklech nach eng Kéier och d'Kolleege vun der Majoritéit, sech am Detail mat deenen Niveauen auserneenzesetzen, déi am Moment proposéiert sinn. Dat, wat mer zënter 2001 am Gesetz stoen hunn als Connaissance de base, ass mat Sécherheet besser erëmginn, wann ee wierklech dann och den Niveau de base hélt, deen et an deenen Tabellë gëtt. Dat ass den Niveau A1.

Et gëtt och fir eis kee Grond, firwat dass een am passive Sproochberäich soll méi Ufuerderunge stellen un d'Leit wéi am aktive Sproochberäich. Contrairement vläicht zu deem, wat een als Gefill kritt, wann een déi Tabellë gesäit, ass dat, wat do verlaangt gëtt, alles anescht wéi eng Connaissance de base. Déi Connaissancë sinn eiser Aschätzung no, opgrond vun der Lecture, déi mer gemaach hu vum Exposé des motifs vum Projet de règlement grand-ducal - dat sinn also Dokumenter vun der Regierung, déi déi Saachen do beinhalten -, wäit méi wéi Connaissances de base a si wäerten de facto zu enger sozialer Klausel an deem Gesetz féieren.

Et wäert fir eng ganz Partie Leit mat enger bestëmmtener Qualifikatioun schlichtweg onméiglech sinn, deen Niveau ze erreechen, deen e Kand am 6. Schouljoer huet. Dat Kand ass duerch 6.000 Stonne Primärschoul gaangen, bis et am Aktiven déi Connaissancen am Däitschen a Franséischen hat. Wann een dat niewebäi wëllt maachen, an dee géif och nach aacht Stonnen d'Woch Coursen huelen, an dat 52 Wochen am Joer, da wier e 15 Joer domat amgaangen. An dat ass net en immersion totale an ouni deeselwechten Hannergrond.

Just fir eng Kéier virun Aen ze féieren, dass déi Connaissancen, déi do verlaangt sinn, wierklech keng Connaissances de base sinn. Mir hoffen, dass mer no deem neie Retour vum Statsrot nach eng Kéier kënnen och sachlech iwwert déi doten Aspekter diskutéieren. Well mir hunn d'Gefill, dass net jiddferee sech bewosst ass, wéi héich déi Niveaue sinn, déi mer am Moment do verlaangen.

Wat mech awer stéiert, an déi Remarque wëll ech awer och hei maachen: Ech hunn der Madame Flesch ganz opmierksam nogelauschtert. Den Här Wolter schéngt dat jo och gemaach ze hunn, wéi d'Madame Flesch geschwat huet. An et huet mech eppes gestéiert: Wann den Här Wolter fir d'CSV virdrun heibanne gesot huet, déi Positioun, déi d'DP hei ageholl hätt, doriwwer wär an den nächste Wochen a Méint nach ganz vill mat de Leit ze schwätzen an de Leit och nozebréngen an ze erklären, wat d'DP do géif soen: Ech stelle mer d'Fro, wat Der domadder de Leit wëllt soen.

Wat wëllt Der de Leit da soen iwwert d'Positioun vun der DP? Dass si schlecht Patriote sinn? Well se net den héijen Niveau vu Connaissancë verlaangen, deen Dir verlaangt? Wat ass de Virworf, deen Der do u si riicht? Ass et eng normal Divergenz, déi ee kann hunn am Parlament? Firwat sot Der eis dat mat engem drohenden Ënnertoun?

Et ass dat wat d'DP do als Positioun huet, fir ganz normal ze soen, mir mengen, déi Connaissancë sinn ze héich.

(Interruption)

Firwat schwätzt Dir mat engem drohenden Ënnertoun, dass Der de Leit dat elo géift soen? Wat wëllt Der de Leit soen? Et wiere schlecht Patrioten? Et wiere schlecht Lëtzebuerger?

(Interruption)

Ech stellen Iech déi Fro. Ech ënnerstellen iwwerhaapt guer näischt. Ech stellen Iech déi Fro, Här Wolter.

Wat wëllt Der de Leit da soen iwwert d'Positioun vun der DP? Wat ass dorunner esou verwerflech, dass Der Iech drop freet, an den nächste Wochen a Méint de Leit se kënnen ze erklären? Dass si op dëser wesentlecher Fro schlechter wieren? Dass déi elo géifen iergendeppes verroden?

Ech mengen dat net. Ech soen Iech just de Contraire. Dir sidd amgaang de Contraire dovunner ze maachen, well dat, wat Dir do verlaangt, féiert net nëmme komplett laanscht d'Saach; an ech ginn Iech och eng Zuel: Mir hunn hei am Land eppes iwwer 450.000 Leit. 40% dovu sinn Auslänner, also potenziell Demandeure fir dës Prozedur. Potenziell. Mir hunn am Moment Naturalisatiounen an d'Optiounen - déi jo ewechfalen -, do komme mer emol net op 2.000 Leit pro Joer; 1.700, 1.800 Leit. Dat ass also ee Prozent vun de Leit.

Dir sidd amgaang dem Land ze probéieren ze erklären, dass, wa mer hei Sproochefuerderunge stellen, an och nach héich Sproochefuerderunge stellen, géife mer iergendeppes Wesentleches verbesseren an der Situatioun vun de Sproochen hei am Land. Dir

sidd amgaang Iech mat engem Prozent vun de Leit ze beschäftege vun den Auslänner. Ee Prozent!

Alles dat, wat Dir do sot, am Kader vun dësem Gesetz, ass fir 99% vun den Auslänner hei vu Lëtzebuerg keen Thema. Tendenz steigend. Well wann 1.800 Leit pro Joer Lëtzebuerger wëlle ginn, an et kommen der 3.000 bis 4.000 netto an d'Land nei eran, dann hutt Der domadder net nëmmen ee Prozent kontaktéiert, mä d'Tendenz ass falend. Et bleift emol net ee Prozent.

Dat heescht, wouriwwer diskutéiere mer? Wëlle mer wierklech eppes maachen dofir, dass och d'Sprooch - d'Lëtzebuerger Sprooch, déi vill Leit heibanne geléiert hunn, jiddfereen op seng Aart a Weis - eent vun den Elementer ka gi vu Cohésion sociale hei am Land? Da musse mer wierklech eppes dofir maachen. An dat fënnt net am Kader vum Nationalitéitsgesetz statt, wou mer ee Prozent vun de Leit just uschwätzen.

Haalt op d'Leit gleewen ze dinn, dass, wann een hei net Ärer Meenung wier, da wier engem dat egal. Da musst Dir konsequent sinn am Kader vum Immigratiounsgesetz an derfir suergen, dass all d'Leit, déi an d'Land kommen, an d'Konditioun gesat ginn, fir wierklech Lëtzebuergesch ze léieren, an da brauche mer eis am Nationalitéitsgesetz emol net méi doriwwer ze ënnerhalen.

Dir maacht also iwwerhaapt guer näischt fir d'Lëtzebuerger Sprooch mat dësem Gesetz. Dir schwätzt vun engem Prozent vun de Leit, Tendenz falend.

Dann haalt op d'Leit aner Saache gleewen ze dinn an deenen, déi mat Iech op där do Fro net enger Meenung sinn, wëlle bäizebréngen, si wiere schlecht Patrioten. Et geet elo duer mat deem Unfug!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Mir kommen zum nächste Riedner, dat ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wonnere mech e bësselchen iwwert d'Debatt. Ech hat geduecht, mir géifen iwwert eng Verfassungsreform diskutéieren, déi essentiellement technescher Natur ass a wou et nuren dorëm geet, datt mer endlech dovunner ofgesinn, datt mir als Chamber d'Naturalisatioun accordéieren, esou wéi fréier an adlegen Zäiten de Grof oder de Grand-Duc d'Nationalitéit accordéiert huet als e Cadeau,…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

…deen hien deem engen oder deem anere Bierger gemaach huet. Ech verstinn dofir och net dee Lien, deen hei gemaach gëtt mat der duebler Nationalitéit.

De Projet huet wuel, an den Här Rapporteur huet dat ervirgestrach, e Lien mam Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit, mä et kéint een déi bestehend Verfassungsreform och virhuelen, ouni datt een d'duebel Nationalitéit géif aféieren. Ech mengen et ass dee Prinzip, deen hei zur Diskussioun steet, an et ass och dowéinst wou ech mech wëll op dee Prinzip do konzentréieren.

Mir hu bis elo e Regime gehat, wou mer d'Naturalisatiounen hei an der Chamber diskutéiert hunn. Dat waren eng 150 d'Joer; et waren der och emol 180 oder 120, et huet do dertëschent geschwankt. An dann hate mer ongeféier, iwwert d'Optiounen, sief et nom Mariage oder vun de Kanner mat 18 Joer, eng 1.500, 1.600 där Fäll.

D'Optioune si bis elo schonn ëmmer an de Kompetenze vun der Regierung gewiescht, wou eng administrativ Décisioun ass, wou och Méiglechkeete waren, virun den administrative Geriichter Klo ze féieren.

Elo gi mer hin a mir soen, datt mer och fir d'Naturalisatiounen deeselwechte Prinzip wëlle gëlle loossen. Dat ass e Prinzip mat deem mir als ADR d'accord sinn, well en näischt mat der duebler Nationalitéit ze dinn huet, mä well en domadder ze dinn huet, datt mer dem Bierger d'Recht ginn, datt e säin Dossier net nuren eng Kéier ka virbréngen an datt dann eng Décisioun ass, op déi kee Recours méi ass, mä datt en, doduerjer, datt mer et an administrativ Prozeduren eraginn, d'Méiglechkeet huet, an éischter an an zweeter Instanz virun den administrative Geriichter e Recours anzereechen, wann en net mat der Décisioun vun dem Justizminister d'accord ass.

Dat ass e weideren Déngscht um Bierger an dat ass och e Punkt, mat deem mir d'accord sinn. En huet absolut näischt mat der duebler Nationalitéit en tant que telle ze dinn. Ech wonnere mech och dofir, datt vun dëser Geleeënheet profitéiert gëtt fir elo eng Debatt ze féieren, déi souwisou elo nach am Parlament an an der zoustänneger Kommissioun an nach mat dem Statsrot muss gefouert ginn.

Ech hoffen, datt mer deen Ablack, wou mer d'Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit hunn, Kloertext kënne schwätzen an datt een dann déi eenzel Mesurë kann huelen. Mä fir ons ass dat heiten eng Verfassungsreform, déi méi technescher Natur ass, déi dem Bierger méi Rechter gëtt, an duerfir kënne mer ons domadder d'accord erklären. Et huet näischt mat der duebler Nationalitéit ze dinn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet d'Wuert, wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, ech begréissen och déi Änderung vun der Verfassung hei, well ech einfach der Meenung sinn, dass all Initiative fir d'Integratioun ze vereinfache musse geschéien an och ganz wichteg sinn.

Ech si just e bëssen erstaunt, well virun néng Joer, wéi mer eng Kéier d'Diskussioun haten iwwert d'Wahlgesetz, do hunn ech déi Propos an där zoustänneger Kommissioun gemaach, wéisou een net kann iwwert den administrative Wee goe fir Lëtzebuerger ze ginn. An do hu verschidde Leit gesot, ech hätt eng mat der Dänn.

(Hilarité)

Wann dat och an aneren Ëmstänn vläicht de Fall war, mä deemools louch ech jo net esou falsch. Ech sinn och frou, dass dat haut elo - dat wat ech deemools gefuerdert hunn - zur Realitéit gëtt. Ech fänken och ganz lues u mech drun ze gewinnen, dass ech am Endeffekt ëmmer Recht behalen,...

(Hilarité)

…mä ech sinn awer och traureg iwwert dës Verfassungsännerung. Éischtens, well an dëser Chamber awer wierklech jiddfereen eppes genoss huet, an dat sinn der honorabeler Madame Doerner hir herrlech Rapporten iwwert déi Naturalisatiounen.

(Interruptions et hilarité)

Dat mécht mech e bëssen traureg, dass mer dorobber musse verzichten.

Elo sinn ech awer erfreet, dass besonnesch bei der CSV wierklech mat Inbrunst hei iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch geschwat gëtt, dass d'Lëtzebuerger Sprooch op eemol den Nonplusultra ass vun allem, esou dass et jo dann elo net méi laang wäert daueren, bis déiselwecht CSV wäert domadder d'accord sinn, dass mer d'Lëtzebuerger Sprooch endlech an d'Verfassung aschreiwen. Well do leie jo awer zwou Propositions de loi vir - eng vum Här Henckes an eng vu mir -, wou gefuerdert gëtt, dass d'Lëtzebuerger Sprooch soll an d'Verfassung ageschriwwe ginn. Ech froe mech, u wiem et läit, well et ass jo awer wierklech de Wëllen do, dass d'Lëtzebuerger Sprooch soll hei am Land méi u Wichtegkeet gewannen.

Da wär ech och frou, wann ech erëm eng Kéier kéint hei déi Motioun deponéieren, mat där ech d'Regierung deemools opgefuerdert hunn, dass se sech soll asetzen, dass d'Lëtzebuerger Sprooch emol endlech um europäesche Plang och als Sprooch unerkannt gëtt. Well d'Lëtzebuerger Sprooch, och nach ausgerechent als Sprooch vun engem vun de Grënnerlänner vun Europa, nämlech déi eenzeg ass, déi nach ëmmer net als europäesch Sprooch unerkannt ass.

Ech hoffen, dass déiselwecht Leit, déi sech hei esou fir d'Lëtzebuerger Sprooch agesat hunn, dann awer och endlech mat deemselwechte Wëllen dorunner eruginn, dass d'Lëtzebuerger Sprooch och emol endlech um europäesche Plang als Sprooch unerkannt gëtt.

Wat elo de Gesetzesprojet iwwert d'Integratioun ubelaangt, do sinn ech, wat d'Sproochen ubelaangt, och der Meenung, dass d'Lëtzebuerger Sprooch onbedéngt eng wichteg Roll muss spillen an och e bëssen d'Instruction civique, mä ech sinn awer net onbedéngt der Meenung, dass een do elo muss an deenen zwee Fächer Bac+7 hunn, fir elo kënne Lëtzebuerger ze ginn.

(Hilarité)

Ech sinn einfach der Meenung, dass een dat gutt preparéiere soll.

Mä, wat elo déi Residenzklausel ubelaangt, esou war ech nach ëmmer anerer Meenung, well ech einfach soen, d'Integratioun geschitt net duerch en Délai oder duerch iergendwellech Coursen, mä d'Integratioun geschitt haaptsächlech duerch den Integratiounswëllen. Wann ech Leit gesinn, déi den Integratiounswëllen hunn, déi hei an d'Land kommen an dès le départ ufänke Lëtzebuergesch ze léieren oder sech fir eis Institutiounen ze interesséieren an och déi Coursë matmaachen, da gesinn ech net an, firwat déi Leit siwe Joer waarde mussen, fir dann endlech kënnen dat ze kréien, wat se am Fong wëllen, nämlech eng Integratioun.

Dat heescht, ech sinn einfach der Meenung, dass een déi Residenzklausel ganz soll sträichen an do par contre drasetze soll, dass Leit, déi hei am Land wëlle sech integréieren an dee Wëlle beweisen, andeem se Lëtzebuergesch léieren, andeem se an déi Coursë ginn iwwert d'Instruction civique, dee Moment, wou se dat gepackt hunn, dann och kënnen hir Demande maachen, fir Lëtzebuerger ze ginn, an net brauche siwe Joer ze waarden. Dat ass fir mech eng Förderung vun der Integratioun an dee Wee, op dee mer solle goen.

(Interruption)

Wann ech gelift?

Une voix.- Wou spillt dann do d'Sprooch mat?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, d'Sprooch. Ma ech ginn Iech e Beispill vun der Sprooch: Et ass eng Russin hei an d'Land komm, déi Lëtzebuerger ginn ass, déi ka perfekt Lëtzebuergesch. Dunn ass se an d'Coursë gaangen, fir de Führerschäin ze léieren, an huet keen Text fonnt op Lëtzebuergesch fir de Führerschäin. Zum Beispill.

Oder wa mer vun der Lëtzebuerger Sprooch schwätzen: Wéini kréie mer dann emol eis Verfassung a Lëtzebuerger Sprooch? Hu mer déi? Neen!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wie schreift se?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Oh, hei kuck, wie schreift se?!

(Hilarité générale)

Majo, Här Bettel, dat kënne jo awer alleguer déi maachen, déi sech elo haut fir d'Lëtzebuerger Sprooch esou agesat hunn!

Ech kann Iech just soen, den Här Roth ka se schreiwen, ech kann Iech se schreiwen, an et sinn nach aner Leit hei am Land, déi sech eng Freed géife maachen, fir se kënnen ze schreiwen.

Mä ech soen Iech just op jidde Fall eent: Ech si frou, dass Dir Iech all esou fir d'Lëtzebuerger Sprooch asetzt. Dat gëtt mer d'Hoffnung fir d'Zukunft, dass eis Sprooch net ausstierft.

A wann déi Fuerderungen, déi ech elo gestallt hunn, nämlech d'Lëtzebuerger Sprooch an d'Verfassung anzeschreiwen an d'Lëtzebuerger Sprooch europäesch unerkennen ze loossen, erfëllt sinn, da kënnt Dir emol mat rouegem Gewëssen higoen a vu jiddferengem hei verlaangen, dass hien de Bac+7 muss an der Lëtzebuerger Sprooch hunn, fir Lëtzebuerger ze ginn.

Mä am anere Fall loosst d'Leit mat Rou a loosst se sech integréieren, wa se den Integratiounswëllen hunn, an emmerdéiert se net mat esou kanneresche Residenzklauselen.

Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Wolter huet d'Wuert gefrot.

(Brouhaha général)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Merci fir d'Wuert. Et ass jo esou, dass mer eng duebel Verfassungsännerung hei sollen ofstëmmen an dass d'Debatt e bëssen duerch d'Interventioun vun der honorabeler Madame Flesch op en anere Sujet, deen domat liéiert ass selbstverständlech, ofgeglëtscht ass an nach eng Kéier duerch déi dach zimlech opgereegten Interventioun vum Här Braz verstäerkt ginn ass. Duerfir am Numm vun der CSV vläicht e puer Considératiounen zu där Fro, déi sech hei stellt.

Et gëtt - an et ass gutt, dass een dat feststellt - Ënnerscheeder tëschent deenen eenzelne Parteien, wéi se verschidden Degréë gesi vun der Integratioun an eisem Land. Et gëtt de Leit dobaussen ëmmer gesot, d'Parteie wären alleguerte gläich an der Aart a Weis wéi se Politik géife maachen a wéi se géife räsonnéieren. Abee, ech stelle fest, dass et e fundamentalen Dissenz gëtt tëschent der Aart a Weis vun der CSV, fir d'Integratioun vun de Leit zu Lëtzebuerg ze gesinn, an där vun deene Gréngen.

Mä, an dat ass nei, ech stelle fest, dass mer deeselwechten Dissenz säit haut spéitstens, nom Gefill scho méi laang, mat der Demokratescher Partei hunn, an zwar geet et ëm déi kombinéiert Fro vun der Integratioun a vun der Nationalitéit, wat zum Deel déiselwecht an zum Deel eng verschidden Notioun ass.

Fir eis ass all Mënsch, deen op Lëtzebuerg kënnt, wëllkomm. Dat solle mer ganz kloer an däitlech gesinn an do net eng Diskussioun ervir wëlle schwiewe loossen, déi et net gëtt! Dat kann d'ailleurs net aneschters sinn an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat 40% auslännesch Matbierger huet. Jiddfereen, deen op Lëtzebuerg wëllt kommen, deen de Konditiounen entsprécht, fir op Lëtzebuerg ze kommen, an deen hei mat sech a mat senger Famill säi Liewe wëllt mat eis verbréngen, deen ass zu Lëtzebuerg wëllkomm.

Dat ass awer eppes aneschters wéi d'Fro, ob ech d'Nationalitéit vun engem Land wëll huelen oder net. Ech ka mir ganz gutt virstellen, jorelaang an engem Land ze liewen, wat net mäin Heemechtsland ass, also Lëtzebuerg, ganz gutt integréiert ze ginn, ganz gutt do ze liewen, an net nécessairement d'Nationalitéit vun deem Land wëllen ze huelen.

Ech ka mer awer ganz gutt virstellen, dass, wann ech d'Nationalitéit vun deem Land wëll huelen, ech dann d'Sprooch vun deem Land schwätzen, an deem ech mech do wëll zur Nationalitéit beginn.

(Interruptions)

An dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng fundamental Notioun an der Approche tëschent der Chrëschtlech-Sozialer Volleks-partei an deene Gréngen, an ech menge säit haut och tëschent der Chrëschtlech-Sozialer Volleks-partei an der Demokratescher Partei.

Fir eis ass d'Fro vum Octroi vun der Nationalitéit den Ofschloss vun enger Integratioun, an net den Ufank vun enger Integratioun.

Une voix.- Richteg!

M. Michel Wolter *(CSV).*- An déi national Integratioun an déi national Identitéit spigele sech och erëm an der Maîtrise oder der Netmaîtrise vun där Sprooch, déi deem Land, vun deem ech d'Nationalitéit wëll hunn, nidderläit. An dat ass zu Lëtzebuerg - an entschëllegt, dass ech dat soen; ech muss mech bal entschëllege bei verschiddene vu menge Virriedner! - d'Lëtzebuergescht.

Et ass och net richteg, Madame Flesch, wann Dir sot, dass Dir net verstitt, dass d'Diskussioun geännert hätt. Mir sinn an enger fundamental anerer Diskussioun wéi am Joer 2001. Am Joer 2001 ware mer an der Situatioun, dass mer eng Residenzklausel vun zéng Joer op fënnef Joer erofgesat hunn an engem Moment, wou deejéinegen, deen d'Lëtzebuerger Nationalitéit wollt kréien, op seng Nationalitéit huet misse verzichten. Et ass eppes ganz aneschters, och am Degré d'intégration, ob ech op déi Nationalitéit, déi meng ass, muss verzichten, fir eng aner Nationalitéit unzehuelen, oder ob ech niewent menger Nationalitéit nach eng aner Nationalitéit kann derniewent als Surplus huelen.

Ech gesinn dat besonnesch an engem Land wéi Lëtzebuerg anescht, wou mer ganz vill Leit hunn, déi nëmmen en Deel vun hirem Liewen zu Lëtzebuerg wëlle verbréngen an duerno weiderreesen a sech d'Fro musse stellen, an déi Fro hu mir fir eis beäntwert: Ass de Pass e Surplus oder ass de Pass eppes, wat d'Integratioun an déi Communautéit op dauerhaft Aart a Weis zementéiere soll?

D'Sprooch ass an deem Kontext e wesentlecht Element fir ze dokumentéieren, ob ech déi Integratioun hanneru mer hunn. Mir wëllen - an dat ass ee vun de Grënn firwat dass mer der Meenung sinn, dass een op siwe Joer soll goen - kee Passtourismus. Mir wëllen net, dass Leit, déi en Deel vun hirem Liewen zu Lëtzebuerg verbréngen an dann nees op aner Deeler vun der Welt weiderreesen, bis un d'Längs eise Pass als zweeten, drëtten oder véierte Pass och nach kënne matféieren.

Mir sinn der Meenung, dass d'Objektiver, déi dem Gesetzesprojet ënnerleien, déi sinn, dass mer et mat Leit ze dinn hunn, déi definitiv op Lëtzebuerg wëlle kommen an déi sech och definitiv zu Lëtzebuerg wëllen integréieren.

(Interruptions diverses)

Ech schwätzen net fir de Koalitiounspartner, esou wéi och net déi Gréng fir déi Blo an déi Blo fir déi Gréng an déi Schwaarz fir déi Mauve schwätzen; ech schwätze fir d'Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei.

Mir gesinn d'Angscht, jo, Madame Flesch, an dat differenzéiert eis. Duerfir soen ech Iech, op d'Interventioun vum Här Braz hin, dass mer dann doriwwer an engem rouege Gespréich, esou wéi mer dat probéieren elo hei ze maachen, an deenen nächste Méint mat de Lëtzebuerger mussen diskutéieren, ob déi Aart a Weis, wéi Dir et gesitt, oder ob déi Aart a Weis, wéi mir et gesinn, ob dat déi Aart a Weis ass, wéi d'Lëtzebuerger et gesinn.

An deem Kader soen ech Iech, dass d'Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei sech net kéint mat enger Approche identifizéieren, déi doranner géif bestoen, dass d'Leit de Lëtzebuerger Pass als en Deel vun hirem Liewenswee a fern Länner mathuelen, mä dass mer der Meenung sinn, dass een am Virfeld een Integratiounseffort muss gemaach hunn an de Wëllen och muss hunn, fir, dans la mesure du possible a sauf erreur vun der Carrière, och zu Lëtzebuerg ze bleiwen.

Mir gesinn de Risiko, deen doranner besteet, dass, wann ech eng fënnefjähreg Klausel ouni Sproochklausel aféieren, e Rush op Lëtzebuerg géif kommen, fir de Pass ze kréien, ouni déi definitiv Integratioun zu Lëtzebuerg ze hunn.

Zum Zweete si mer der Meenung, dass een och Zäit muss hunn - an den Här Braz huet eis mat senger Argumentatioun doranner nach eng Kéier confortéiert -, fir déi Integratioun duerchzeféieren. Duerfir si mer och mam Här Jaerling net d'accord, wann hie seet, et kéint ee praktesch vum éischte Moment un d'Nationalitéit unhuelen. Neen! D'Nationalitéit ass eppes, wat sech ergëtt aus engem Prozess, wou een an e Land erageet, sech mat deem Land identifizéiert a sech dann zu deem Land bekennt. An deem Kader si mer der Meenung, dass et noutwendeg ass, minimal Délaien ze hunn, ier een de Pass vun deem Land ka kréien.

Zur Sprooch: Et ass fir eis kloer, dass an enger klenger Communautéit wéi eiser d'Sprooch vläicht nach vill méi eng grouss Wichtegkeet huet, wéi dat an anere Länner de Fall ass.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- D'Sprooch ass zu Lëtzebuerg, wäit méi wéi an anere Länner, den Ausdrock vun der nationaler Identitéit. An ech sinn d'accord - dat ass deen eenzege Punkt, op deem ech mam Här Braz d'accord war a senger Interventioun -, dass mer an der Vergaangenheet net genuch gemaach hunn, fir déi Sprooch ze förderen, an dass mer an Zukunft, opgrond vun deem Wëllen, dee mer hunn, fir der Lëtzebuerger Sprooch en anere Stellewäert ze ginn, mussen a wäerten d'Viraussetzunge schafen, souwuel an der Schoul wéi op der Aarbechtsplaz, fir dass d'Leit besser an ënner bessere Konditiounen d'Maîtrise vun der Lëtzebuerger Sprooch kënne kréien.

An et ass keng Fro an et däerf keng Fro gi vu sozialem Ënnerscheed. Déi Leit, mat deene mir diskutéieren dobaussen, dat sinn net alles lauter Universitäre mat Bac+7. Mir begéinen dobausse ganz ville Leit, och Auslänner, déi op Lëtzebuerg komm sinn an déi soen: Lauschtert, et ass extrem wichteg, dass een d'Maîtrise vun der Lëtzebuerger Sprooch huet fir d'Nationalitéit ze kréien, well dat ass den Ausdrock vun der Identitéit, déi ech mat deem Land hunn.

Mir sinn also der Meenung, dass och an der Schoul a ronderëm d'Schoul eng Debatt muss stattfannen, fir sécherzestellen, dass ee vun deene ganz wéinege Punkten, déi mer hunn, fir eis national Identitéit ze markéieren, bestoe bleift.

Da kommen ech, ouni wëllen an den Detail ze goen, ee Moment op den Niveau, Madame Flesch. Well et kann net sinn, an ech schätzen Iech vill ze vill duerfir, dass Dir net wësst, wat den Niveau A1 am internationale Kontext an der Maîtrise vun enger Sprooch bedeit. Ech hu mer et elo nach eng Kéier komme gelooss. Well et ass jo net esou, wéi wann ee sech mat deene Froen net géif beschäftegen, an et ass net esou, wéi den Här Jaerling seet, dass déi Propositioun vun der Regierung, vun der Majoritéit, déi d'ailleurs, wann ech dat richteg verstanen hunn, an der Kommissioun ugeholl ginn ass vun enger Majoritéit, de Leit onméiglech Konditioune géif operleeën.

Mä si operleeë Standardkonditiounen, no deenen ee feststelle kann, an zwar an engem double degré, ob een d'Sprooch versteet, an zwar op eng einfach Aart a Weis, an de B1 ass eng international Norm - dat huet d'CSV net erfonnt, dat huet d'DP net erfonnt an net déi Gréng -, déi kloer seet, dass et en Niveau-seuil ass. Et ass deen Niveau, vun deem un een d'Sprooch versteet. Mir sinn domat d'accord a mir sinn eis an der Koalitioun eens ginn, dass mer den Niveau A2 huelen, wat en Ufängerniveau ass an der Kommunikatioun mat de Leit, wat d'Maîtrise vun der Sprooch ubelaangt.

Den Niveau A1 ass en Niveau introductif ou de découverte. Den Niveau A1 ass den Niveau fir sech en Taxi ze bestellen. Den Niveau A1 ass den Niveau fir en Hotel kënnen ze reservéieren am Taxi. Mä den Niveau A2 an den Niveau B1, dat sinn d'Niveaue fir mam Taxichauffer kënnen, wann en da Lëtzebuergesch am Taxi mat Iech schwätzt, well Dir Lëtzebuerger wëllt sinn,...

(Brouhaha général)

Et ass den Niveau B1 international.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Loosst den Här Wolter elo seng Ausféierungen hei fäerdeg maachen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, mä ech verstinn, Här President, d'Nervositéit. Ech verstinn d'Nervositéit, well et eng total Dichotomie gëtt. Et gëtt en totale Widdersproch tëschent deem wann ech soen: Ech brauch d'Sprooch an der Integratioun!, an dann der Fuerderung vum A1. Well den A1 ass, wéi wann ech keng Sproochekonditioun stellen. An duerfir, Här Braz, huet dat näischt mat rechtsextrem ze dinn; dat huet näischt mat der Aart a Weis...

(Interruptions diverses)

Ech weess, dass Dir dat net textuell gesot hutt, mä Dir hutt probéiert eis an eng gewësse Richtung ze drécken...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Interruptions diverses)

Une voix.- …20 Joer laang.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wéi sot Der?

Une voix.- Dir waart responsabel fir d'Schoulsystemer, an dat schonn 20 Joer laang.

(Interruptions diverses)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, jo. Ech ka mech erënneren, dach. Genau esou ass et.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dir waart viru 50 Joer net op der Welt, schwätzt also net doriwwer!

(Hilarité et interruptions)

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Ech war awer schonn drop; ech weess, ëm wat et geet.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här Haupert, Alter schützt vor Torheit nicht.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech verstinn, Här President, dass vill Leit de Besoin hunn an där Diskussioun hei, déi Leit, déi hir Meenung hei äusseren, éierens hinzestellen. Mä déi Leit, déi dat diskutéieren, déi hätte gären, dass gewosst ass, an dësem Dossier wéi an aneren Dossieren, wat d'Meenung vun deenen engen an deenen anere konkret an deenen Dossieren ass.

An et ass kloer an däitlech noweisbar, dass den Niveau A1 an der Sproochekenntnis, am Verstoen an am Schwätzen, ass wéi wann ee keng Sproocheklausel freet. A wann dat eis ënnerscheet, da solle mer einfach festhalen, dass dat eis ënnerscheet, an da wäerte mer an deenen nächste Wochen a Méint an deem Kader mat de Leit dobaussen déi Diskussioun féieren, ob den Accès zur Lëtzebuerger Nationalitéit ouni Sproochekenntnis, ouni Beherrschung an engem verstännege Kader vun der Lëtzebuerger Sprooch de Wëllen ass oder net.

Ech weess säit haut, dass zwou Parteien dat fuerderen. Mir fuerderen dat net. Mir wäerte mat de Leit dobaussen an deenen nächste Méint doriwwer diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

(Interruptions diverses)

Här Bettel, wëllt Dir op d'Tribün kommen?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hu just eng Fro un den Här Haupert elo gestallt, well hie jo deemools eng Führungspositioun beim COSL hat, wéi et dann deemools gewiescht wier beim Här Girardelli, ob deen och der Lëtzebuerger Sprooch esou gutt mächteg war.

Haut huet hien zwar eng aner Kap un an huet mir de Virworf gemaach, ech wier viru 50 Joer net hei gewiescht...

M. le Président.- Mir kënnen elo hei keng Zwiegespréicher féieren. Et sinn der nach esou vill, déi d'Wuert gefrot hunn. Fir d'éischt d'Madame Flesch an duerno den Här Braz.

(Brouhaha)

An all déi aner, déi sech wëllen zu Wuert mellen, déi solle sech aschreiwen! Da komme se hei op d'Tribün a si soen dat, wat se ze soen hunn. Den Här Bettel, den Här Haupert an anerer.

Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ganz kuerz zu engem Fait personnel. Den Här Wolter, deem ech nogelauschtert hunn, deen ech net ënnerbrach hunn, huet Recht wann hie seet, et soll ee roueg iwwert déi Saache kënne schwätzen an et wär och normal, wa Meenungsverschiddenheete géife bestoen.

Wat awer net richteg ass, dat ass, wann den Här Wolter mir a menger Partei wëllt ënnerstellen, wat hien hei gemaach huet, mir wären en faveur vun enger Clause vu fënnef Joer Residenz, ouni Sproocheklausel. Dat hunn ech ni gesot. Ech hunn au contraire gesot, dass onser Meenung no d'Sproocheklausel e wichtegt Element wär um Wee vun der Integratioun. Mä mir kënnen awer enger anerer Meenung sinn, wat fir een Niveau muss bei där Sproocheklausel erreecht ginn. Ech verwiere mech géint déi Ënnerstellunge vum Här Wolter a vu senger Partei!

Plusieurs voix.- Très bien! Ganz gutt!

M. le Président.- Den Här Braz huet elo d'Wuert gefrot.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll och just kuerz op dat reagéieren, wat den Här Wolter gesot huet. Mir kréie jo nach d'Geleeënheet - am Kader vum Nationalitéitsgesetz -, fir iwwert eng Rei vun deenen Aspekter do ze diskutéieren an, net just an den nächste Wochen, hei am Parlament eng anstänneg legislativ Aarbecht ze maachen. Ech wëll just dräi, véier Remarquë maachen, fir dat Gesamtbild, wat den Här Wolter wollt zeechnen, awer vläicht erëm a säi richtege Kader ze setzen.

Déi éischt Remarque: Et war d'CSV, déi d'Residenzzäit vun zéng op fënnef Joer erofgesat huet, net déi Gréng.

Déi zweet Remarque: Wann haut esou wéineg Leit, esou wéineg Lëtzebuerger Lëtzebuergesch kënne schreiwen, an esou wéineg Auslänner Lëtzebuergesch kënne schwätzen, dann ass dat net vum Himmel gefall. Dat ass d'Resultat vu jorzéngtelaanger Politik oder vu jorzéngtelaange Versäumnisser vun deene Leit, déi all déi Joren an der Regierung waren. Wa mer haut eng Sproochesituatioun hunn, déi iwwregens net esou negativ ass, wéi Dir se beschreift, mä déi fir eis net zefridde stellend ass, esou huet se Iech jo laang Joren zefridde stellend geschéngt, soss hätt Dir Iech schonn éischter drëm beméit.

Mir hu scho ganz fréi bemängelt, dass dat een Element vu Cohésion sociale kéint sinn, mä du war Iech dat nach laang Zäit egal. Haut stellt Dir dat fest, an et ass net esou negativ wéi Dir et zeechent. Mä trotzdeem, wann haut esou wéineg Leit et schreiwe kënnen an esou wéineg Auslänner et schwätze kënnen, dann drot Dir dorunner méi Verantwortung wéi déi Gréng oder wéi d'Kolleege vun der DP.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Eng drëtt Remarque: Wann Dir erkläert, dass een dat elo onbedéngt muss vun deene Leit verlaangen, dann ënnerstellt Dir eppes, wat net ass. Dir ënnerstellt, dass déi Leit, ouni déi Dispositioun am Gesetz, de linguistesche Effort net géife maachen. Dat ass net de Fall. Wa mer d'Dossiere kucken an der Commission juridique, déi mer haut hunn - an d'Zuel vun den Demanden ass zënter dem Gesetz vun 2001 net zréckgaangen, et sinn nach ëmmer esou vill Leit wéi deemools, bon an, mal an, déi wëllen iwwert dëse Wee Lëtzebuerger ginn -, déi erfëllen d'Connaissances linguistiques de base zënter 2001. Et ass also net esou, dass een deene Leit do de B1 oder den A2 oder soss en aneren Niveau misst opzwéngen. Déi hunn dat schonn alleguerte gemaach, och ier Dir et vun hinne gefrot hutt.

Déi sinn also net resistent géint d'Erwaardung vum Lëtzebuergeschen, mä déi hunn, laang ier Dir hinnen dat erkläert hat, Här Wolter, fir sech erausfonnt, dass et vu groussem prakteschen Notzen am Alldag ass, wann ee sech wëllt an der Lëtzebuerger Gesellschaft erëmfannen, dass ee Lëtzebuergesch kann. Déi maachen dat also a si hunn Iech net gebraucht, fir dat ze maachen.

Véiert Remarque: An do musst Dir dann awer iergendwann och eng Kéier konkret ginn. Wann ee wëllt, dass déi Leit tatsächlech an d'Positioun versat ginn, déi Sprooch ze léieren - wat mer alleguerten, mengen ech, heibanne wëllen, well dat wierklech e Stéck vu Cohésion sociale ass -, da muss ee se och an d'Lag dozou versetzen, an dat ass net fir jiddfereen datselwecht. Dat huet mat dem Congé linguistique ze dinn.

Ech wëll Iech rappeléieren, dass elo rezent e Kolleeg aus Ärer Fraktioun sech mat deem Thema do beschäftegt huet. Et waren awer déi Gréng, déi sech scho laang virdrun domadder beschäftegt haten, an déi duerch d'Persoun vun der Madame Wagener d'Thema vum Congé linguistique hei an d'Chamber bruecht hunn. Dat war awer nach zu enger Zäit, wou Dir dat net wollt. Dat war zu där Zäit, wou Dir Iech vläicht nach net esou vill mam Thema Sprooch als Mëttel vu sozialer Kohesioun beschäftegt hutt wéi déi Gréng. Do hu mir schonn deen dote Virschlag gemaach, mä dat ass deemools bei Iech op net vill Géigeléift gestouss. Dont acte.

Fënneft a lescht Remarque: Et ass fir eis, als gréng Fraktioun, näischt Neies. Bei eis gëtt et do keng Ännerung an der Positioun. Dat schéngt awer bei Iech de Fall ze sinn. Ob et zum Gudden ass, woen ech ze bezweifelen. Fir eis war d'Sproocheconnaissance nach ëmmer en Element vu sozialer Kohesioun an och vun Integratioun.

Wann dat fir Iech och de Fall wär, Här Wolter, an et ass am Fong geholl dat, wat ech virdru probéiert hu kloerzemaachen - Dir hutt probéiert d'Hand ze reechen andeems Der gesot hutt, op engem Punkt wäert Dir mat mir d'accord gewiescht -, dann huelen ech déi Hand, déi Dir do gereecht hutt an, wann dat, wat Dir do gesot hutt, wierklech Är Suerg ass, an zwar dass et wichteg ass, dass Lëtzebuergesch hei vun all de Leit, och vun deenen, déi als Auslänner heihinner kommen, beherrscht gëtt op eng akzeptabel Aart a Weis - an et gëtt der vill, déi dat fäerdeg bréngen -, da proposéieren ech Iech: Kommt mir ginn eis mat deenen 99% of, déi mat der Nationalitéitefro manner ze dinn hunn a mir fokusséieren eis net op eng komplett bildverstellend Aart a Weis op deen ee Prozent, deen och nach amgaang ass dat ze maachen, wat Dir vun hinnen erwaart, nämlech deen nächste Schratt ze maachen an och de Pass unzehuelen.

All déi aner, 99% vun de Leit, do ass de Match ze maachen. A wa mer wierklech wëllen, dass Lëtzebuerg eng positiv Roll ka spillen - dat ass eis Meenung zënter Laangem, a wann Dir och elo där Meenung sidd, Här Wolter -, da reechen och ech Iech d'Hand a soen: Kommt mir maachen dat do Stéck Wee zesummen a beschäftegen eis mat deenen 99% wéinstens esou vill wéi mat deem enge Prozent.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, wann der elo nach vill sech wëllen aschreiwen an dëser Debatt, da géif ech d'Chamber froen, ob se d'accord ass mat enger Modifikatioun vum Ordre du jour. Mir diskutéiere jo hei elo de Projet de loi iwwert d'double nationalité an net méi d'Proposition de loi, déi den Här Meyers hei presentéiert huet.

Den Här Fayot huet d'Wuert gefrot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech hat bekanntlech net wëlles, de Mëtteg d'Wuert hei ze ergräifen. Ech mengen, esou wéi déi Diskussioun sech entwéckelt huet zu deenen zwee Artikele vun der Verfassung, muss ech awer am Numm vun der LSAP och e puer Saachen hei soen.

Éischtens emol, mir maache jo déi Modifikatioune vun der Verfassung opgrond vun engem neie Gesetz iwwert d'Nationalitéit, an ech wéilt do rappeléieren, dass déi wesentlech Errongenschaft vun deem neien Nationalitéitsgesetz déi ass, fir d'duebel Nationalitéit anzeféieren. Firwat féiere mer déi duebel Nationalitéit an? Mir féiere se an, well mer an enger gesellschaftlecher Situatioun zu Lëtzebuerg sinn, déi et de Parteie kloergemaach huet, dass ee soll d'Méiglechkeet ginn, eng Nationalitéit ze halen an d'Lëtzebuerger Nationalitéit derbäizekréien.

Déi gesellschaftlech Realitéit ass jo déi, dass mer hei zu Lëtzebuerg niewent 250.000, 260.000 Indigènen - wann ech dat emol esou kann nennen - och nach iwwer 200.000 Leit hunn, déi hei liewen, schaffen, eng Famill hunn an héchstwahrscheinlech op laang Dauer an dësem Land wëlle liewen. An déi duebel Nationalitéit soll jo erlaben, dass méiglechst vill vun deene Leit sech zur Lëtzebuerger Gesellschaft schloen, dass se och politesch Rechter kréien, dass mer net eng gespléckte Gesellschaft kréien, mä dass mer eng Gesellschaft kréien, wou méiglechst vill Leit zesummen d'Geschécker vum Land féieren an décidéieren, an net eng Zwouklassegesellschaft: engersäits d'Lëtzebuerger an anerersäits déi Leit, déi hei näischt matzebestëmmen hunn.

Dat hu mer jo zum Deel schonn iwwert d'europäesch Biergerschaft bei de Wahle fir d'Gemengen an och bei den Europawahlen erreecht. Ech mengen, dat hei ass e Schrëtt zu méi Kohesioun vun der Lëtzebuerger Gesellschaft.

Elo wësse mer, dass et verschidden Opfaassunge gëtt. D'Madame Flesch huet och schonns déi Debatt vun 2001 rappeléiert. Selbstverständlech hu mir als LSAP Positiounen, déi sech net 100%eg decke mat deene vun der CSV. Ech si perséinlech der Meenung, dass ee vum Integratiounswee, fir Lëtzebuerger ze ginn, ka soen, dass dee muss ofgeschloss sinn, ier ee Lëtzebuerger gëtt. Et kann een d'Acquisitioun vun der Lëtzebuerger Nationalitéit och als e Schub ugesi fir een, deen um hallwe Wee oder um Dräivéierelswee ass vun der Integratioun, sech nach méi ze integréieren.

Mir hunn also mat der CSV probéiert e Kompromëss auszeschaffen, an dee Kompromëss besteet doranner, dass mer och bei der Lëtzebuerger Sprooch gesot hunn, mir solle bei dem Verständnis méi wäit goe wéi bei deem aktiven, dagdeegleche Schwätzen. Zu deem Kompromëss sti mer, a mir hu jo och gefuerdert als LSAP, dass d'Regierung soll Effortë maachen, fir dat iwerhaapt méiglech ze maachen.

Duerfir begréissen ech, dass d'Regierung leschte Freideg e Gesetzesprojet op den Instanzewee ginn huet, fir de Centre de langues zu engem Institut national des langues ze développéieren, mat grousse Moyenen ze versinn, och Ressources humaines, fir Lëtzebuergesch zu Lëtzebuerg ze enseignéieren an also de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, eben och déi Konditioun vum Lëtzebuergeschen ze erfëllen. Mir stinn also zu deem Kompromëss, souguer wa mer wéinst deene fënnef oder siwe Joer Diskussiounen haten, dat ginn ech gären zou.

Ech wëll awer zu de Sproochen nach eppes aneschters soen. Wann elo gesot gëtt, Lëtzebuergesch ass d'Haaptmierkmal vun der Identitéit vu Lëtzebuerg, da wëll ech soen, dass ech ganz frou mam Lëtzebuergesche sinn an dass ech fannen, dass dat effektiv e wesentlecht Mierkmal vun onser Identitéit ass, mä dass mer eben duerch ons kulturell a geopolitesch Situatioun zu Lëtzebuerg eigentlech e Sproochesystem hunn, deen ons Identitéit och ausmécht. Et ass jo net fir näischt, dass an dem Projet de loi iwwert d'Nationalitéit och eng Maîtrise vun enger vun deenen anere Sprooche gefrot gëtt, niewent Lëtzebuergesch och d'Maîtrise entweder vum Franséischen oder vum Däitschen.

Loosse mer also iwwert där ganzer Begeeschterung fir d'Lëtzebuergescht net vergiessen, dass mer och Franséisch an Däitsch hunn an dagdeeglech praktizéieren a brauchen, fir iwwerhaapt kënnen an där Welt vun haut ze iwwerliewen. Dat heescht also, déi Manéier, wéi mer un d'Lëtzebuergescht eruginn, dat ass net eppes Isoléiertes, mä dat ass eppes wat zesummenhänkt mat onser kultureller Identitéit a mat onsem Sproochesystem, esou wéi e sech säit onser Onofhängegkeet 1839 hei erausgeprägt huet.

Dat wollt ech soen an ech mengen, mir sollten déi Diskussioun hei - dat ass en Opruff un alleguerten d'Parteien - roueg a besonnesch am Hibléck op d'Realitéite féieren. Net iergendee Wonschdenken, mä de Bléck op d'Realitéiten, déi et hei gëtt, an déi et dësem Land erlaben, sech esou ze entwéckelen - Lëtzebuerger an Auslänner zesummen -, wéi mer dat an der Vergaangenheet gemaach hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Justizminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech hu mech de Mëtteg heiansdo gefrot, u wéi enger Debatt ech géif deelhuelen, well et war mir esou, wéi wa mer géifen am Hierscht iwwert de Projet de loi vun der Regierung iwwert d'duebel Nationalitéit diskutéieren an haut iwwer eng domat zesummenhängend, mä am Fong awer och ganz onofhängeg dovun existéierend Verfassungsreform. An et ass och zu där, wou ech wollt schwätzen.

Une voix.- Et war d'Generalprouf!

(Hilarité)

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Ech géif och wëllen, am Numm vun der Regierung, dem President vun der Institutiounskommissioun a Rapporteur vun deene Verfassungsreformen, dem Här Paul-Henri Meyers, Merci soen. Hien huet eis bewisen, wat fir eng wichteg Verfassungsreform mer haut virhuelen, well d'Chamber an deem wichtege Beräich vun der Natioun op ee vun hiren historesche Pouvoiren, nämlech d'Nationalitéit ze accordéieren, verzicht, fir deen dem Exekutiv, en l'occurrence dem Justizminister, ze ginn. An engem Gesetz, wat mer spéider am Joer definéieren, ginn d'Bedéngunge beschriwwen, innerhalb vun deenen de Justizminister d'Nationalitéit an Zukunft accordéiert.

Dat ass eng net onwesentlech Verfassungsännerung. Si betrëfft d'Natioun, si betrëfft d'Nationalitéit - duerfir och vläicht déi Opreegung de Mëtteg a verschiddenen Interventiounen -, mä déi Reform, déi besteet onofhängeg vun deem Projet de loi. Et ass och net de Projet de loi, deen dës Verfassungsreform noutwendeg gemaach huet.

Dës Verfassungsreform huet d'Chamber proposéiert. Et ass net d'Regierung, mä d'Chamber, déi se proposéiert huet, well se der Meenung war, datt dat hei zu méi Rechtsstaatlechkeet féiert, well et net méi einfach en discrétionnairet Recht ass, wat d'Chamber engem gëtt, mä well et kloer Konditioune gëtt, innerhalb vun deenen de Justizminister d'Nationalitéit accordéiert, well hie seng Décisioun och muss motivéieren a well, wann ee mat där Décisioun net d'accord ass, een Asproch kann aleeë virun de Verwaltungsgeriichter vu Lëtzebuerg. Dat ass eng wesentlech Reform, fir d'Rechtsstaatlechkeet zu Lëtzebuerg ze verdéiwen, an dat ass eng Reform, déi d'Regierung begréisst.

An deem Verfassungstext steet, datt nëmmen d'Gesetz kann an Zukunft fixéieren, wat fir eng Konditiounen ee muss erfëllen, fir Lëtzebuerger ze ginn. Dat ass gutt, dat ass richteg, well d'Natioun ass dat, wat eis verbënnt. D'Natioun setzt sech zesummen aus objektiven a subjektiven Elementer. Dat ass dat, wou mer gemeinsam freedeg a schwiereg Momenter zesummen haten. Dat ass awer och e gemeinsame Wëllen, fir zesummen d'Zukunft vun eisem Land virzebereeden.

Et ass déi gemeinsam Zukunft, déi mer deenen offréieren, déi wëllen eis Nationalitéit unhuelen. Déi eng kréie se duerch d'Gebuert, déi aner kréie se, well se bei eis wunne komm sinn a well se wëlle mat eis déi Zukunft preparéieren. Dat muss net jiddferee effektiv sinn, deen an eist Land wunne kënnt.

Duerfir huet d'Regierung jo och dräi verschidde Projets de loi déposéiert, déi awer aus därselwechter Philosophie entstinn: en Immigratiounsgesetz, wat déi legal Immigratioun regelt, en Integratiounsgesetz, wat versicht, déi Leit, déi bei eis wunnen, an eis Gesellschaft ze integréieren, an en drëtt Gesetz, wat d'Gesetz ass iwwert d'Acquisitioun vun der Nationalitéit.

Domadder kréien déi Leit, déi wëllen nach eng Etapp méi wäit an der Integratioun goen, déi eng laangfristeg Perspektiv an dësem Land wëllen hunn a wëlle mat am Entscheedungsprozess agebonne sinn, d'Méiglechkeet offréiert, ënner kloer definéierte Konditiounen och kënne Lëtzebuerger ze ginn. Immigratioun, Integratioun an Nationalitéit, et gëtt Intersectiounen, mä et sinn dräi verschidde Saachen.

D'Zil vun där Verfassungsreform vun haut besteet doranner, de Rechtsstat ze verdéiwen. D'Regierung begréisst dat ausdrécklech. D'Nationalitéitsgesetz, wat mer am Hierscht diskutéieren, huet zum Zil, sécherzestellen, datt déi, déi mat eis d'Zukunft vum Land als Lëtzebuerger wëlle gestalten, och deen Integratiounswëlle bewisen hunn. Et ass en Effort vun deenen, déi bei eis kommen, an et ass en Effort vun där Gesellschaft, déi déi Leit soll ophuelen.

Dat war och d'Philosophie vun deem Projet de loi, deen ech am Numm vun der Regierung déposéiert hunn, fir sécherzestellen duerch déi Konditiounen - d'Residenzdauer, d'Sprooch, d'Absence vun engem Strofregëster an d'Assistenz a Coursen iwwer verschidde Grondrechter vun eisem Land -, datt déi Integratioun och bei deenen, déi wëlle Lëtzebuerger ginn, assuréiert gëtt.

Et besteet e fundamentalen Ënnerscheed zu deem, wat mer virun e puer Joer gemaach hunn. Dat ass d'Ursaach, firwat ech deemools eppes aneschters konnt soe wéi haut - well och deemools war ech Justizminister -, well deemools sollte mer net d'duebel Nationalitéit aféieren, déi mer haut aféieren. Mir hunn och deemools, an duerfir ass dëst Gesetz eng Suite vun deem, wat mer deemools gemaach hunn, éischt Elementer vun der Lëtzebuerger Sprooch ageféiert, mä ech mengen et wier gutt, wa mer an deem Gesetzesprojet och d'Konditioune géife preziséieren, fir datt och do keen Arbitraire besteet. Da mussen d'Konditiounen och esou sinn, datt een och déi Lëtzebuerger Sprooch wierklech ka schwätzen, datt een also domadder och a sengem sozialen Ëmfeld déi Cohésion sociale, dat soziaalt Zesummeliewe kann assuréieren, dat an eisem Land extrem wichteg ass.

Mir sollten déi Froen onpolemesch, mä awer och net mat Naivitéit behandelen. Déi, déi se mat Naivitéit an enger Iwwermooss vun „Dat wäert scho goen" am Ausland geregelt hunn, déi hunn öfters an op verschiddene Plazen op eng dramatesch Aart a Weis misse spieren, wat dobäi erauskomm ass. Et ass de Wonsch vun der Regierung, datt mer an deene Méint, déi bleiwen, déi Diskussioun op eng sachlech Aart a Weis, mat gudden Argumenter, och wann et ënnerschiddlech Meenunge ginn, féieren. Se net ze féieren, wär e Feeler, an an deem Sënn war dës Debatt vun de Mëtteg, déi zwar anescht ugefaangen huet, awer eng ganz wichteg.

De Projet de loi, deen d'Regierung déposéiert huet an deen eng Majoritéit an der Commission juridique d'lescht Woch fonnt huet, ass e Projet, dee fousst op enger Iwerleeung vun enger erfollegräicher Integratioun, an zu deem ech total stinn, well et ass d'Resultat vu laange Consultatiounen, vu laange Reflexiounen an och vun Observatioun vun deem, wat am Ausland geschitt.

E lescht Wuert vläicht, Här President, fir datt d'Leit dobaussen och verstinn, wat mer an dem Kalenner maachen.

Haut stëmmt d'Chamber d'Verfassungsreform eng éischte Kéier. Domat ass de Justizminister nach net eleng zoustänneg fir d'duebel Nationalitéit, well dee Verfassungstext muss jo eng zweete Kéier gestëmmt ginn. Doduerch kann och de Projet de loi eréischt am Hierscht gestëmmt ginn a wäert viraussiichtlech ronderëm den 1. Januar vum nächste Joer a Kraaft trieden, well et Etappe gëtt, déi mussen an der Chambersprozedur, an der Verfassungsprozedur an an der Gesetzesprozedur respektéiert ginn. Ech soen dat, well oft d'Fro gestallt gëtt dobaussen: Ma wéini ass dann elo d'duebel Nationalitéit do?

Et ass also net méiglech wéinst dëser Verfassungsännerung, datt mer dat Gesetz elo scho géifen a Kraaft triede loossen oder elo scho géife stëmmen. Mir brauche fir d'éischt d'Verfassungsännerung, da kënnt d'Gesetz an dat trëtt also uganks 2009 viraussiichtlech a Kraaft, wann d'Chamber bis dohinner hir Aarbechten ofgeschloss huet.

Op jidde Fall, dës Verfassungsreform ass eng, déi de Rechtsstat zu Lëtzebuerg stäerkt. Si gëtt der Regierung méi Pouvoir, mä dat ass net dat, woufir mer et gefrot hunn. Ech mengen awer, dass et d'Prozedur méi schnell, besser a méi grondrechtfrëndlech mécht, well d'Leit, déi e Grondrecht hei exercéieren, wëssen, no wéi enge Kritären a mat wéi enge Rechtsmëttele kann exercéiert ginn.

Merci.

M. le Président.- Här Minister, den Här Jaerling wëllt Iech nach eng Fro stellen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- An där ganzer Diskussioun, wou Der elo sot, déi soll sereine gefouert ginn, och iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch, wär ech dann awer frou gewuer ze ginn, wéi d'Lëtzebuerger Regierung dann derzou steet mat deenen zwou Propositions de loi, fir d'Lëtzebuerger Sprooch an d'Verfassung anzeschreiwen. A wat d'Lëtzebuerger Regierung gedenkt ze maachen, dass d'Lëtzebuerger Sprooch endlech och als europäesch Sprooch offiziell unerkannt gëtt.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech mengen net, datt ech am Numm vun der ganzer Regierung zu Propositions de loi ka schwätzen, déi - souwäit ech weess - bis elo net am Regierungsrot aviséiert gi sinn.

Ech kann Iech just soen, als Member vun där Regierung, datt ech mengen, datt d'Lëtzebuerger Sprooch als een Element vun der Identitéit sécherlech kéint eng Plaz an enger nationaler Verfassung fannen, sou wéi dat och am Ausland bei anere Länner mat der Sprooch de Fall ass.

Wat eng europäesch Benotzung vun der Lëtzebuerger Sprooch ubelaangt, sou muss ech Iech soen, datt ech dat…

(Interruption)

Jo, Unerkennung ass och Benotzung, wéi bis elo bei all deene Sproochen, déi mer an Europa unerkannt hunn. Ech sinn der Meenung, datt mer haut an Europa an den europäeschen Institutioune vill ze vill Sproochen hunn, datt dat een enorme Käschtepunkt ass an datt mer do eng Kéier mussen eng Reflexioun féieren, ob all déi Sprooche wierklech néideg sinn. Jiddferee muss doheem kënne seng Sprooch schwätzen, dat stellt jo och guer keen a Fro, mä an den europäeschen Institutiounen ass et a mengen Aen en Unfug, fir alles mussen an esou vill Sproochen ze iwwersetzen.

Duerfir mengen ech, datt een déi Fro muss an deem Liicht och gesinn. Mä, wéi gesot, grondsätzlech - an do hoffen ech och, datt et hei e Konsens am Parlament gëtt -: Mir si Lëtzebuerger, an ech mengen an ech hoffen, datt mer eis och an der Nationalitéitefro missten am Fong eens ginn, datt d'Sprooch e wichtegt Element ass an datt dat och ka säi Reflet a Grondtexter fannen, wéi mer se an der Verfassung hunn. Do ginn ech der Verfassungskommissioun d'Vertrauen, datt se dee richtege Wee fënnt. Ech fir mäin Deel géif dat begréissen.

Merci.

M. le Président.- Entschëllegt, Här Minister, den Här Fayot huet nach eng Fro.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech hu keng Fro. Ech wollt just eppes derbäifügen, wat d'Sprooch an d'Lëtzebuergescht an Europa ugeet. Et gëtt eng Distinctioun ze maachen zwëschent enger Sprooch als Langue de travail an enger Sprooch, déi offiziell ass.

Lëtzebuergesch ass als offiziell Sprooch an der Europäescher Unioun unerkannt. Mä si ass, Här Jaerling, vu Lëtzebuerg ni als Langue de travail gefrot ginn.

Ech sinn der Meenung, an do sinn ech mam Här Minister d'accord, dass et awer vläicht e bësschen iwwerdriwwe wär, wa mer och elo nach d'Lëtzebuergescht géifen niewent deenen 23 anere Sprooche verlaangen. Well mer jo awer och als Lëtzebuerger…

(Interruption)

Ma, Här Jaerling, loosst mech dach schwätzen!

Well mer als Lëtzebuerger net nëmme Lëtzebuergesch hunn, mä och nach Franséisch an Däitsch als offiziell Sproochen a mer fir de Kontakt am Europaparlament zum Beispill mat Lëtzebuergesch net ganz wäit géife lafen, mä mat Franséisch an Däitsch ganz vill kënne maachen. Et geet jo hei ëm d'Effikassitéit vun der Sprooch.

Nach eng Kéier: Lëtzebuergesch ass als offiziell Sprooch an Europa unerkannt an et kënnen och offiziell Texter op Lëtzebuergesch iwwersat ginn, wann dat gefrot gëtt.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Ofstëmmung vun de Propositiounen, déi den Här Meyers ons haut de Mëtteg hei virgedroen huet. Fir d'éischt d'Ofstëmmung iwwert d'Proposition de révision 5595.

Dir wësst, dass mer eng Zweedrëttelmajoritéit brauchen an dass de Vote par procuration net erlaabt ass.

Vote sur la proposition de révision de la Constitution N°5595

D'Propositioun 5595 ass mat 50 Jo-Stëmmen - bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun - ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de révision 5672.

Vote sur la proposition de révision de la Constitution N°5672

Och dës Propositioun ass mat 50 Jo-Stëmmen - bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun - ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5731 iwwert d'Inzidenze vu verschiddenen Ëmweltprogrammer a vum Projet de loi 5735, eng Konventioun iwwert d'Auswäertung vum Ëmweltimpakt am grenziwwerschreidende Kontext. Béid Projete ginn an enger Diskussioun behandelt.

Et si bis elo ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Berger, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Negri.

4. 5731 - Projet de loi relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

5735 - Projet de loi portant approbation du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003

Rapports de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ëmweltkommissioun huet an deene leschten zwee Méint folgend zwee Gesetzesprojeten zesummen analyséiert, well se am direkte Lien matenee stinn.

Et handelt sech engersäits ëm de Projet de loi 5735, dee grenziwwerschreidend zwëschent de Länner déi strategesch Evaluatioun vu Projete fir den Impakt op d'Ëmwelt regléiert, an dëst am internationale Kader vum Protokoll vu Kiew vum 21. Mee 2003 an als Amendement zur Konventioun vun Espoo vum 25. Februar 1991. An anerersäits handelt et sech ëm de Projet de loi 5731 iwwert d'Evaluatioun vum Impakt op d'Ëmwelt vu konkreten national definéierte Pläng a Programmer.

Et wier net richteg ze soen, dass den zweetgenannte Projet dat an Nationalrecht ëmsetzt, wouzou mer eis duerch deen éischten um internationalen Niveau verflichten. An dach kënnt et an der Praxis dorop eraus. Dofir stellen ech déi zwee Projets de loi zesumme vir.

Béid Gesetzesprojeten ënnerstëtzen ee gemeinsamt Zil: Bei alle grousse Projeten, déi sech negativ op d'Ëmwelt auswierke kéinten, soll méiglechst systematesch analyséiert ginn, wat fir en Impakt se op d'Ëmwelt hunn an ob deen Impakt net ka minimiséiert oder kompenséiert ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

An dësem Fall soll virun allem derfir gesuergt ginn, dass dat méiglechst fréi geschitt, an zwar net eréischt dann, wann en eenzelne Projet soll ëmgesat ginn, mä och scho wann um nationalen, regionalen Niveau oder an anere Länner Programmer oder Pläng ausgeschafft ginn, a Secteuren, déi ee staarken Afloss op d'Ëmwelt hunn.

Béid Gesetzesprojete leeën och grousse Wäert op d'Participatioun vum Public an dësem Kontext. Souwuel d'Konventioun vun Espoo wéi och de Protokoll vu Kiew wéi och d'EU-Direktiv 2001/42/CE sollen dozou bäidroen, dass eis Politik méi nohalteg an och méi transparent a méi demokratesch gëtt.

Här President, ech wëll fir d'éischt op de Projet de loi 5735 agoen, op déi sougenannte Konventioun vun Espoo an de Protokoll vu Kiew, ëm déi et hei geet. Am zweeten Deel vu menger Ried ginn ech dann op de Projet de loi 5731 an, deen d'EU-Direktiv 2001/42/CE an nationaalt Recht ëmsetzt an domat deem virgenannte Protokoll vu Kiew Rechnung dréit.

Zu Espoo a Finnland hunn de 25. Februar 1991 30 Staten ënnert dem Patronage vun der Commission économique pour l'Europe vun de Vereenegten Natiounen eng Konventioun iwwert d'Evaluatioun vum Impakt op d'Ëmwelt an engem grenziwwerschreidende Kontext ënnerschriwwen.

Domat hu se sech verflicht, bestëmmten Aktivitéite schonn an enger Planungsphas ze evaluéieren an déi betraffen Nopeschlänner ze konsultéieren. Dës Konventioun ass den 10. September 1997 a Kraaft getrueden. Haut sinn 42 Staten iwwert d'Konventioun vun Espoo an dës Evaluatiounspolitik mat agebonnen.

Am Kader vum Programm Environnement pour l'Europe gouf während der fënnefter Ministerkonferenz tëschent dem 21. an dem 23. Mee 2003 zu Kiew en zousätzleche Protokoll ënnerschriwwen, deen de grousse Kader, deen d'Konventioun vun Espoo gesat huet, e Stéck méi prezis a contraignant mécht.

Ausserdeem hëlt en Elementer vun der Konventioun vun Aarhus mat eran, iwwert déi mer heibanne jo scho méi wéi eng Kéier geschwat hunn. Am Sënn vun der Aarhus-Konventioun gesäit de Protokoll deemno vir, dass de Public vun Ufank u participativ mat agebonnen ass, wann et drëm geet, an engem grenziwwerschreidende Kontext Pläng a Programmer auszeschaffen, déi en negativen Impakt op d'Ëmwelt an d'Gesondheet kënnen hunn.

Lëtzebuerg huet genausou wéi 35 aner Staten de Protokoll vu Kiew am Mee 2003 ënnerschriwwen. Wa mer haut als Chamber dëse Protokoll approuvéieren, da gi mir domat eis Zoustëmmung zu enger kohärenter Ëmweltpolitik, déi iwwert déi lescht Jore gekuckt ëmmer méi konkret Contourë kritt huet. An dach ass d'Ratifizéierung vum Protokoll vu Kiew éischter eng Formsaach. Et hunn nämlech net nëmme 36 Staten, mä och d'Europäesch Unioun als solch dëse Protokoll ënnerschriwwen. Mir sinn deemno souwisou iwwert d'Ëmsetze vum d'EU-Recht un d'Espoo-Konventioun an de Protokoll vu Kiew gebonnen.

D'Europäesch Unioun huet an dësem Fall eng Virreiderroll gespillt. Nach ier de Protokoll vu Kiew ënnerschriwwe gouf, hat d'Europäesch Unioun schonn eng Direktiv ausgeschafft, déi konkret an obligatoresch Mesurë virgesäit, fir d'Konventioun vun Espoo ëmzesetzen. An dës Direktiv beschränkt sech natierlech net nëmmen op e grenziwwerschreidende Kontext, mä schreift d'Evaluatioun vu bestëmmte Pläng a Programmer och um nationalen Niveau vir. Dës Direktiv huet fir de Protokoll vu Kiew Modell gestanen.

Här President, et handelt sech hei wéi gesot ëm d'EU-Direktiv 2001/42/CE, déi mer am Kader vum Projet de loi 5731 an nationaalt Recht ëmsetze wëllen. Vu dass mer iwwert d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv ënner anerem och eise Verflichtungen a Bezuch op de Protokoll vu Kiew gerecht ginn, wëll ech elo méi am Detail op de Projet de loi 5731 agoe wéi op de Projet de loi 5735, dee jo just en Acte d'approbation ass. De Statsrot huet dat a sengem Avis iwwregens genausou gehalen.

Komme mer ee Moment zréck op d'Direktiv 2001/42/CE. Och heibäi handelt et sech ëm d'Fortschreiwung vun enger Politik, déi sech drëm beméit, an alle relevante Beräicher systematesch Iwwerleeungen zur Ëmwelt an zur Nohaltegkeet mat eranzebréngen.

Virun 2001 gouf et schonn eng EU-Direktiv 85/337/CEE, déi eng Ëmweltevaluatioun fir bestëmmten öffentlech a privat Projete virgeschriwwen huet. D'EU-Direktiv 2001/42/CE geet elo e Schratt méi wäit, andeem se eng systematesch Evaluatioun vun den Auswierkungen op d'Ëmwelt schonn zu engem vill méi fréien Zäitpunkt fuerdert, wou d'Gesetzer oder national a regional Pläng a Strategien opgestallt a festgeluecht ginn, déi spéider bei hirer Realiséierung e wichtegen Impakt op d'Ëmwelt wäerten hunn. Dat schléisst och d'Pläng a Programmer mat an, déi riskéieren, déi sougenannten Habitat-Zonen ze affectéieren.

Automatesch mussen esou Evaluatioune gemaach gi bei Pläng a Programmer am Beräich vum Aménagement du Territoire, vum Verkéier, der Energie, der Offall- a Waasserwirtschaft, der Industrie, der Telekommunikatioun, der Land- an der Forstwirtschaft an dem Tourismus.

Doriwwer eraus kënnen och Pläng a Programmer aus aneren Aktivitéitsberäicher ënnert déiselwecht Prozedure falen, wa se bestëmmte Kritären erfëllen, déi an der Annex 2 vun der Direktiv beschriwwe sinn an aus deenen ervirgeet, dass dës Pläng oder Programmer schwéierwiegend Auswierkungen op d'Ëmwelt hunn. Konkret bedeit dat, dass, ier esou e Plang oder e Programm oder e Gesetz ugeholl gëtt, eng Impaktstudië an e Rapport gemaach muss ginn, an dëst an Zesummenaarbecht mat der zoustänneger Ëmweltverwaltung.

D'EU-Direktiv hält och fest, wat fir eng Informatiounen an deem Rapport dran enthale musse sinn. Dës si folgend:

1) d'Objektiver vum Plang oder Programm an de Résumé, wat dëse Plang oder Programm beinhalt;

2) d'Ëmweltcharakteristike vun dem Terrain, deen duerch de Plang oder de Programm affectéiert gëtt;

3) d'Ëmweltproblemer, déi fir de Plang oder Programm eng Roll spillen;

4) d'Ëmweltschutzziler, sief et um nationalen, communautairen oder internationalen Niveau, déi fir d'Ausschaffe vum Plang oder Programm eng Roll spillen;

5) d'Auswierkungen op d'Ëmwelt, déi de Plang oder Programm aller Viraussiicht no mat sech bréngt;

6) d'Moossnamen, déi geplangt sinn, fir en negativen Ëmweltimpakt méiglechst kleng ze halen;

7) d'Iwwerwaachungsmoossnamen, déi virgesi sinn, an

8) leschtens kënnt ausserdeem an de Rapport och e Resumé, deen net technesch ass an domat och vun Netfachleit ka verstane ginn. Dëse Rapport gëtt nämlech net nëmme pour avis un déi zoustänneg Ëmweltverwaltung geschéckt, mä och der Öffentlechkeet zougänglech gemaach.

De Public muss dës Informatioune fréi genuch kréien, fir kënne säin Avis dozou ofzeginn. Am Sënn vum Protokoll vu Kiew mussen och d'Nopeschregiounen dës Informatioune kréien, wann e Plang oder Programm Auswierkungen op hiren Territoire huet, oder wa se dës Informatiounen ufroen.

Wann dee betraffenen Nopeschstat dat wëllt, kann en un der Consultatioun deelhuelen, an och déi hei betraffe Bevölkerung gëtt op déiselwecht Manéier mat an dës Prozedur agebonne wéi de Public vun deem Land, dat de Plang oder de Programm ausschafft.

D'Avisen, déi am Kader vun dëser Prozedur vun de Concernéierten erakommen, solle mat an de Plang oder Programm afléissen, dee schliesslech genehmegt gëtt. Nodeem de Plang oder Programm ugeholl gouf, mussen déi concernéiert Acteuren nach emol eng Rei vun Informatioune kréien. An zwar musse se déi verschidden Avisë kënnen agesinn an iwwert d'Resultat vun de Consultatiounen informéiert ginn.

Si mussen och eng Erklärung kréien, firwat dës Iddien tatsächlech ugeholl goufen a mat enger Begrënnung, firwat de Plang oder Programm an där Form ugeholl gouf. Déi Concernéiert ginn ausserdeem och nach iwwert d'Iwwerwaachungsmesurë vun deem betreffende Plang oder Programm informéiert.

Här President, am Prinzip ass et esou, dass bei alle wichtege Pläng, Programmer an da spéider Projeten hir Auswierkungen op d'Ëmwelt gepréift a méiglechst kleng gehale solle ginn, an dass esou fréi wéi méiglech Impaktstudië sollen a musse gemaach ginn, esou dass déi néideg Ëmweltadaptiounen ouni gréisser Problemer kënne gemaach ginn. Dat ass einfach ze verstoen.

Trotzdeem ass d'Ëmsetzung vun der EU-Direktiv 2001/42 net esou einfach. Wéi esou oft stécht den Däiwel dobäi am Detail. Dat gesäit een un deem eelef Säite laangen éischten Avis vum Statsrot vum 13. November vum leschte Joer, un deene ville klengen Ännerungen an deene 14 Amendementer, déi d'Ëmweltkommissioun zum initialen Text de 17. Januar 2008 gemaach huet, an dem Fait, dass de Statsrot a sengem Avis complémentaire vum 4. Mäerz 2008 ëmmer nach e puer Bedenke behält.

Ech wëll hei op e puer Punkten agoen, déi zu méi prinzipiellen Diskussioune gefouert hunn.

Eng éischt wichteg Remarque, déi de Statsrot a sengem Avis gemaach hat, war, dass mer entre-temps an enger ganzer Rei vu Gesetzer Virschréften hunn, déi Ëmweltimpaktstudië virgesinn. De Statsrot ass besuergt, dass d'Gesetzgebung doduerch ëmmer manner transparent gëtt an et eventuell zu Iwwerschneidungen oder Konfusioune komme kann. De Statsrot ass der Meenung, dass et besser wär, e Gesetz iwwert d'Evaluatioun vum Impakt op d'Ëmwelt mat enger kloerer Prozedur ze maachen a just nach zousätzlech ee Gesetz ze maachen, wann et an deem engen oder anere Beräich néideg wär doriwwer erauszegoen.

An der Ëmweltkommissioun hu mir doriwwer diskutéiert. Allerdéngs war eis bewosst, dass esou eng Iddi am Kader vum Projet de loi 5731 net ëmsetzbar ass. Wann d'Regierung dem Statsrot seng Approche gewielt hätt, hätt si e ganz anere Projet de loi misse virleeën.

Esou e Projet de loi auszeschaffen, ass fir d'Regierung mat engem groussen Opwand verbonnen, deen an deem enken Zäitkader, dee mer hunn, net ze realiséieren ass. Well d'Direktiv 2001/42/CE hätt bis den 21. Juli 2004 missen ëmgesat ginn, wat awer leider an der leschter Legislaturperiod net geschitt ass. Mir sinn entre-temps wéinst der Netëmsetzung vun der Direktiv veruerteelt an hunn Intérêt drun, dass mer elo esou séier wéi méiglech handelen, wa mer net vun der EU wëlle bestrooft ginn.

Doriwwer eraus ass d'Ëmweltkommissioun awer och net iwwerzeegt, dass d'Approche, déi de Statsrot recommandéiert, d'Evaluatioun am Ëmweltberäich an der Praxis wierklech méi einfach maache géif. Et wier wuel méi liicht ze gesinn, wat fir e Gesetz muss applizéiert ginn, mä d'praktesch Uwendung ass a bleift relativ komplizéiert. En Indiz dofir ass och, dass all déi aner EU-Memberstaten - mat enger Ausnahm, nämlech Frankräich - de Wee gewielt hunn, dee mir och ginn.

Ee grousse Problem bleift esou oder esou. Et kënnen net all konkret Situatiounen, déi sech spéider stellen, virausgesi ginn. Et soll och beduecht ginn: Wann een en ze vill héije Grad u Prezisioun an d'Gesetz erabréngt, riskéiert een a konkrete Fäll säin Zil net ze erreechen oder awer onnéideg bürokratesch Hürden opzebauen, déi mer am Sënn vun der Simplification administrative jo grad net wëllen.

Bleift d'Gesetz méi vag, dann ass et gradesou kloer, dass et zu ënnerschiddlechen Interpretatioune komme kann. Genau dat war och e wichtege Kritikpunkt vum Statsrot, dee fäert, dass eenzel Dispositiounen net prezis genuch sinn an domat zu Rechtsonsécherheete féiere kënnen.

D'Ëmweltkommissioun war awer der Meenung, dass d'Regierung richteg läit, andeems si genau déi Definitiounen a Begréffer iwwerholl huet, déi an der EU-Direktiv

drastinn. Zumindest ass esou de Risiko limitéiert, dass mer d'Direktiv net korrekt géifen ëmsetzen.

Här President, eng Erausfuerderung wäert op alle Fall d'Ëmsetzung vun deem neie Gesetz an der Praxis sinn. An dat net, well den Text, dee mer hei virleien hunn, net prezis genuch ass, mä well mer e Mentalitéitswandel brauchen an der Aart a Weis wéi mer hei zu Lëtzebuerg plangen a wéi mer ënnerschiddlech Interesse géinteneen ofweien. Mir hunn déi fest Gewunnecht, dass et schwaarz op wäiss Regele gëtt, wat een, deen e Projet realiséiere wëllt, vun Oplagen erfëlle muss a wat aus Ëmweltschutzgrënn verbueden ass, mam Resultat, dass de Responsabelen dës Regelen esou minimalistesch ëmsetzt wéi et nëmme geet; oder zumindest gëtt dat ënnerstallt.

An deeselwechte Kontext passt et och, dass de Responsabelen esou mann wéi méiglech Informatiounen erausgëtt, fir eventuell déi eng oder aner Regel net esou genau mussen anzehalen, ouni dass et opfält.

Op där anerer Säit hu mir direkt concernéiert Leit an Ëmweltschutzorganisatiounen, déi sech d'Méi maachen, genau drop opzepassen, dass all Regele respektéiert ginn an an deem Sënn och Klorecht virum Tribunal administratif kréien.

Dozou kommen dann nach aner Interessegruppen, déi e Projet aus anere Grënn net wëllen a fir déi all Argument gutt ass, fir dëse Projet ze kippen a mat ze hëllefen Ëmweltregelen esou restriktiv auszeleeë wéi et nëmme geet.

Mir liewen deemno an engem System, an deem all Projet an e Konflikt zwësche festgefuerene Fronten ausaart. Ouni wëllen deem engen oder deem aneren d'Schold dorunner zouzeweisen, muss ee feststellen, dass d'Konsequenzen dovunner enorm schiedlech sinn, souwuel fir eist Land wéi fir deen eenzelne Bierger.

Mir hunn enorm laang Prozeduren, wann et drëm geet, fir iergendeng Aktivitéit oder e Standuert festzeleeën, Pläng ze maachen a Projeten ze realiséieren. De Fait, dass jiddfereen, deen un der Prozedur bedeelegt ass, oft nëmme seng eegen Interesse gesäit an duerch all Instanze verdeedegt, mécht eis quasi verhandlungsonfäeg. Dat ass schlecht fir eis Kompetitivitéit, mä et schuet och deem eenzelne Bierger, well dës Ineffizienz oft richteg deier gëtt an d'Resultat net seelen e méisseg gudde Kompromëss duerstellt.

Wat feelt, ass e konstruktiven Dialog. A genau dat setzt d'Direktiv 2001/42/CE viraus. Si setzt viraus, dass d'Ministèren an aner öffentlech Verwaltungen net aus Prinzip esou vill Informatiounen zréckhale wéi si nëmme kënnen. Si setzt viraus, dass déi betraffe Verwaltunge grondsätzlech transparent schaffen a schaffe wëllen, a just do Informatiounen zréckhalen, wou et e gudde Grond derfir gëtt.

D'Direktiv 2001/42 geet och dovunner aus, dass all öffentlechen Optraggeber genuch Interessi un Ëmweltschutz an Nohaltegkeet huet, an dass hien net absichtlech schlecht Décisiounen an deem Sënn trëfft, obwuel hien aner Léisunge kennt, déi duerchaus realiséierbar sinn a wären.

D'Zil vun der EU-Direktiv 2001/42 ass net, där enger oder där anerer Säit an engem Konflikt, wou een deem anere schlechte Wëllen ënnerstellt, nei Argumenter ze liweren. D'Zil ass et, schiedlech Ëmweltaflëss méiglechst fréi sichtbar ze maachen a während allen Etappe vun der Prozedur ëmmer erëm eng Reflexioun doriwwer anzebauen, wéi een en negativen Ëmweltimpakt reduzéieren oder verhënnere kann. D'Zil ass et och, dass dës Reflexioun net eesäiteg vun deem gefuerdert gëtt, deen e Plang oder Programm duerchzéie wëllt, mä dass jiddfereen, dee betraff ass, d'Prozedur ka mat verfollegen a gegebenenfalls seng Argumenter an d'Diskussioun mat erabrénge kann.

Och an Zukunft wäerte Konflikter, bei deenen Ëmweltschutzargumenter eng Roll spillen, net ausbleiwen. Mä et ass ze hoffen, dass mer et packen, ëmmer méi oft och e konstruktiven an e participativen Dialog kënnen ze féieren, bei deem jiddfereen och d'Interesse vun deem aneren unerkennt.

Här President, mir wäerten dëst dringend brauchen, wa mer wëllen zum Beispill mat all eise Plans sectoriels virukommen. De Plan sectoriel „Transports" an de Plan sectoriel fir déi grouss zesummenhängend Landschafte solle jo geschwë virleien. An da musse mer genau deen Exercice an der Praxis maachen, iwwert dee mer hei schwätzen. Grad bei de Plans sectoriels ass et ganz kloer, dass keen en Intérêt drun huet, wann aus dëse Pläng näischt gëtt.

Et ass awer och kloer, dass esou Pläng vill eenzel Interesse beréieren. Vu Privatpersounen, vun ënnerschiddlechen Interessegruppen, vu Gemengen, vun anere Ministèren an esou weider.

Wa mer eis do an endlosem Gestreits verhedderen, verpasse mer, eist Land op d'Zukunft virzebereeden, an dobäi kënne mer alleguerten nëmme verléieren.

Här President, mir mussen also alleguer zesumme léieren, wéi mer ouni ze vill Zäit ze verléiere Léisunge kënne fannen, déi e fairen Equiliber zwëschent verschiddenen Interessen duerstellen.

D'Politik muss hei hir Verantwortung als Vermëttler iwwerhuelen. Déi zwee Projets de loi, iwwert déi mer hei ofstëmmen, ginn eis e wichtegt Instrument an deem Sënn an de Grapp fir eng nohalteg a responsabel Ëmweltpolitik.

Wa vun der initialer Planungsphas bis zur konkreter Realisatioun vu Projete kontinuéierlech séchergestallt ass, dass all Interesséiert déi ëmweltrelevant Informatiounen hunn, déi si brauchen, wa se zu bestëmmten Zäitpunkten hir Argumenter kënne virbréngen, an domat och de Kader fir eng breet öffentlech Diskussioun ginn ass, da sinn d'Chancë gutt, dass mir keng oder net ze vill Feeldécisiounen huelen, wou mer ze spéit mierken, dass aner Variante vun engem Projet besser gewiescht wieren.

(Interruption)

Voilà, genau dat!

A wa mer d'Leit vill méi an transparenter a participativer Form un den demokrateschen Décisiounsprozesser bedeelegen, da kënne mer eis och erwaarden, dass déi néideg a fälleg Décisiounen akzeptéiert ginn an domat och Décisioune mat Courage an deem néidegen Entscheedungswëlle geholl ginn, fir eist Land nohalteg no vir ze bréngen.

An deem Sënn géif ech Iech bieden, dësen zwee Projets de loi Är Zoustëmmung ze ginn. Ech ginn dozou den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Allez, au vote!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Oberweis. Dir hutt d'Wuert, Här Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Jo, Här President, de Vote dauert nach e puer Sekonnen.

Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank wéi ëmmer dem Rapporteur, dem Roger Negri, Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. De virleiende Protokoll behandelt d'Evaluatioun vum Impakt, deen duerch Aktivitéiten op d'Ëmwelt ausgeléist gëtt, an dat speziell am Grenzberäich tëschent de Länner, déi Member si vun der Konventioun vun Espoo.

D'Konventioun selwer reit sech an d'Iwwerleeunge vun der Aarhus-Konventioun iwwert den Accès zur Informatioun vum 25. Juni 1998 an. Si ass zu Kiew während der fënnefter Europäescher Ëmweltministerkonferenz, an dat am Kader vun der Initiativ Ëmwelt fir Europa, ausgeschafft ginn.

Dës ass zu Espoo de 25. Februar am Joer 1991 während der éischter Ëmweltministerkonferenz an d'Liewe geruff ginn. Mir waren ee Joer virun der grousser Rio-Konferenz derbäi. Dat heescht, Europa huet deemools scho kloer Akzenter gesat, wou et wëllt higoen.

D'Konferenz zu Kiew ass aberuff ginn…

(Interruption)

M. le Président.- Här Jaerling, wann Der dem Här Oberweis Froe wëllt stellen, stellt se.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech hu just dat bestätegt, wat e sot!

M. le Président.- Jiddferee weess, datt dat, wat den Här Oberweis seet, stëmmt.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Dat wär schéin, Här President.

D'Konferenz zu Kiew ass aberuff ginn, fir och d'State vu Mëttel-…

(Interruption)

Et ass ëmmer esou schéin, wann een ënnerbrach gëtt hei, mä ech probéieren awer elo de Saz ganz fäerdeg ze maachen. Et geet mer drëm hei ze soen, dass an där Konferenz festgehale ginn ass, dass d'Länner aus Mëttel- an Osteuropa deemools schonn agebonne si ginn.

Dat war wäit virun deem Moment, wou se an Europa erakomm sinn. Et waren also scho Leit, déi wäit gekuckt haten, och deene Länner den Ëmweltgedanke mat eran ze impfen. Doriwwer eraus sinn och d'Länner aus dem Kaukasus, aus Zentralasien, Usbekistan an Tadschikistan invitéiert ginn. Also wäit ewech vun hei, mä trotzdeem, déi ginn och an déi gesamteuropäesch Ëmweltstrategie agebonnen.

Wéi schonn am Gesetzesprojet ausgeféiert, stinn hei d'Auswierkunge vun de Pläng a Programmer, bei deenen notabel Ëmweltauswierkungen a gesondheetlech Schied antriede kënnen, am Mëttelpunkt.

Et soll duerch dëse Gesetzesprojet déi nohalteg Entwécklung méi staark ëmgesat ginn. Si ass schonn amgaangen, mä mer gesinn ëmmer nach negativ Punkten, an hei soll ganz kloer och am Sënn vun der participativer Demokratie geschafft ginn.

Jiddfer Matbierger muss d'Recht kréien, an engem ökologesche Gläichgewiicht mat der Natur ze liewen, an zwar esou, dass seng Gesondheet protegéiert gëtt. Fir dat awer ze realiséieren, mussen d'Matbierger an engem fréie Stadium an d'Entscheedungsprozesser mat Ëmweltimpakt agebonne ginn. Zu den Auswierkungen op d'Ëmwelt ziele mir notamment d'Awierkungen op d'Flora, op d'Fauna an op déi dräi Liewensressourcë Buedem, Waasser a Loft, vun deene mir jo liewen, an och ons Landschaften.

An dësem Fall spillen awer d'Auswierkungen am Grenzberäich tëschent de Staten déi wichteg Roll. De Roger Negri ass drop agaangen, ech kann op e puer Saache passéieren, da gëtt et méi kuerz. Et gëtt och an dem Rapport ausgeschafft, wou all Form vun Impakt op d'Ëmwelt an d'Gesondheet festgehale gëtt.

Dës Informatioune soll de Stat engersäits senge Verwaltungen zougänglech maachen, an anerersäits och den ugrenzende Länner, wann duerch dës Aktivitéiten eventuell an hirer Ëmwelt Schied optriede kéinten oder d'Gesondheet vun de Matbierger déisäits der Grenz an d'Diskussioun bruecht kéint ginn.

Et läit op der Hand, dass de Public via déi modern Telekommunikatiounstechnologien, ënner anerem Internet, all Informatiounen iwwer Pläng a Programmer mat Zäit muss agesinn.

Et ass och evident, dass Netregierungsorganisatiounen Ableck an déi strategesch Ëmweltpréiwung vun de Pläng an de Programmer kréien. E puer Beispiller vun esou grenziwwerschreidende Projete mat Impakt op d'Ëmwelt an d'Gesondheet kënne sinn, zum Beispill de Bau vu Pipelines fir Äerdgas an Äerduelech, mat enger Längt awer vun 2,1 Kilometer; d'Opriichte vu Fräileitunge mat 220.000 Volt an enger Längt vu mindestens 15 Kilometer; oder souguer, wat erstaunlech ass, d'Opstelle vu Wandparken.

Zur grenziwwerschreidender Consultatioun nach e puer Wuert. Wann en ugrenzend Land seriös Douten huet, dass duerch Programmer a Pläng, dat heescht Projeten, negativ Auswierkungen op sengem Territoire entstoe kéinten, da muss dat Land, dat de Projet duerchféiert, deem anere Land all Informatiounen iwwert dëse Projet zoukomme loossen. Dat ass interessant an och wichteg.

Wann de Geescht vun der virleiender Konventioun an all d'Käpp agaangen ass - an ech kann nëmmen hoffen, dat geschitt -, dann dierfte reng theoretesch keng negativ Auswierkunge vun engem Projet op en ugrenzend Land entstoen, an en aval och an deem eegene Land.

Am Sënn vun der nohalteger Entwécklung bréngen ech dann den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet a ginn dann direkt weider op den zweete Projet, wou ech awer, Här President, dem Roger Negri Merci soe fir seng Aarbecht, fir de schréftlechen a mëndleche Rapport.

An deem virleiende Projet de loi geet et ëm d'Evaluatioun vun den Auswierkungen op eis Ëmwelt, déi eben och dann duerch déi bestëmmte Pläng a Programmer ausgeléist kënne ginn. Dat war mat der Konventioun vu Kiew festgehale ginn; de Roger ass drop agaangen. En huet gesot, dass d'Directive européenne 2001/42 muss hei a Lëtzebuerger Recht ëmgesat ginn.

Duerch dëse Gesetzesprojet soll eng Evaluatioun op d'Ëmwelt a folgende Fäll agefouert ginn, nëmmen dräi kleng Fäll: bei Pläng a Programmer vun dem Aménagement du Territoire, sief dat am urbane Beräich oder am ländleche Beräich; bei der Notzung ënner anerem vum Buedem, am Beräich vun der Energie oder vum Offall; an der Gestioun vum Waasser.

Et geet am Endeffekt drëm erauszefannen, wellechen Impakt dës Pläng a Programmer op eis Planzen an Déierewelt hunn; ënner anerem.

Am Mëttelpunkt stinn awer hei eendeiteg déi méttel- a laangfristeg Auswierkungen op eis Liewensressourcen: Buedem, Waasser a Loft. Mir mierke jo ëmmer méi, wa mer d'Press liesen, d'Programmer kucken, dass et grad déi sinn - ech hunn et oft schonn hei gesot -, déi keng Stëmm hunn, déi mat Féiss getrëppelt ginn.

Och op d'Biodiversitéit, de kulturellen an architekturalen oder archeologesche Patrimoine souwéi op den Impakt vun de Landschafte muss hei opgepasst ginn. Des Weidere solle bei den Ënnersichungen d'Wahrscheinlechkeet, d'Dauer, d'Frequenz an de reversible Charakter vun esou negativen Aflëss op d'Natur am Mëttelpunkt stoen.

Ech hunn et schonn eng Kéier gesot: D'Gesondheet - dat héchste Gutt - steet hei och am Mëttelpunkt. Well dës Pläng a Programmer an de meeschte Fäll nëmme bestëmmte Parzellen oder Zone betreffen, sollt d'Vulnérabilitéit och op déi Zon beschränkt an deem Plang dann ausgewise ginn.

Awer net nëmmen déi zoustänneg Autoritéite mussen an d'Bild gesat ginn. Och dem Public mussen all dës Pläng a Programmer zur Asiicht virgeluecht ginn. Et muss och e Rapport ausgeschafft ginn, an deem all Detailer an Agréffer festgehale ginn. An och d'Avisë vun anere responsabelen Instanze musse mat erafléissen. Am Fall vu grenziwwerschreidenden Aflëss, dorëm ass et jo haut grad gaangen, mussen d'Bemierkunge vun den Autoritéite souwéi den Awunner vum Nopeschland mat eragezu ginn. Dëse Rapport soll op enger Homepage dem Public zougänglech gemaach ginn an a mindestens véier Dageszeitunge publizéiert ginn.

Mat dem virleiende Gesetzesprojet soll de Referenzkader opgespaant ginn, fir d'Auswierkungen op d'Ëmwelt eendeiteg festzehalen. Et muss nämlech alles an d'Wee geleet ginn, fir dass d'Inzidenzen esou kleng wéi méiglech gehale ginn.

Fir dass awer an Zukunft net ëmmer déiselwecht Prozeduren duerchlafe musse ginn, sollen hei och Iwwerleeungen als „copy paste" festgehale ginn. Dat ass och ganz wichteg, well domadder och dann d'Projete méi schnell kënnen duerchgeféiert ginn. Domat gewanne mer Zäit an et kënnt och zu kengem Double emploi.

Et läit op der Hand, dass den Ëmweltminister, an deem seng Attributiounen den Naturschutz fält, hei als eng iwwergeuerdnet Instanz muss wierken. Esou sollen an engem fréie Stadium vun engem Projet, wou d'Pläng an d'Programmer virleien, eventuell dann negativ Aflëss op d'Ëmwelt erkannt ginn.

Ee wichtege Punkt op alle Fall an och de leschte fir mech, dat ass den Artikel 12, dee seet, dass een och e Recours kann hunn. De méigleche Recours en annulation géint d'Décisioune ka bei Geriicht bis 40 Deeg no der Publikatioun ageklot ginn. An dëst muss och den Associatioune vun nationaler Wichtegkeet am Beräich vun der Ëmwelt zougestane ginn.

Wéi gesot, dës zwee Projete sinn en Ensembel. D'CSV-Fraktioun ass sech der Wichtegkeet vun der nohalteger Entwécklung bewosst. Dee virleiende Gesetzesprojet an dee virdru sinn Haaptelementer dovun, an duerfir kann ech och den Accord vun eiser Fraktioun erabréngen a soe wéi ëmmer Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Bericht. Dat mécht et den nofolgende Spriecher méi einfach, well mir kënnen eis dann och méi kuerzfaassen.

Ech wéilt fir d'éischt e puer Remarquë maachen zum Projet 5731. Dat ass jo dee Projet, mat deem mer eng europäesch Direktiv ëm-

setzen, déi d'Evaluatioun vum Impakt betrëfft, dee gréisser Projeten op d'Ëmwelt hunn. Eng Evaluatioun, déi am Virfeld vum Ëmsetze vu gréissere Projete muss gemaach ginn.

Mir hu schonn zu Lëtzebuerg e Reglement, wat méi spezifesch kloer begrenzt baulech Konstruktiounen ofdeckt. Mat deem Gesetz, dat elo zur Diskussioun steet, erweidere mer déi Dispositiounen op gréisser Projeten, déi een zu engem gewëssenen Deel oder zu engem groussen Deel an déi Kategorie landesplaneresche Beräich kéint aglidderen, natierlech awer och an aner Domänen. Den Här Negri huet jo och dovunner geschwat.

Sécherlech ass et eng Schwieregkeet, fir all déi Pläng, déi a Fro kommen, genau kënnen am Virfeld ze definéieren. Dat kann e Plan sectoriel sinn, et kann den IVL insgesamt sinn, eng städteplaneresch Mesure, eng flächendeckend Mesure am landwirtschaftleche Beräich, wéi zum Beispill e Remembrement.

D'Fro stellt sech zum Beispill: Kann dat och sinn, wann décidéiert gëtt am landwirtschaftleche Beräich, datt een zum Beispill massiv géif amplaz vu Weess Energieplanzen an enger ganzer Regioun uplanzen?

Et muss een awer och wëssen, datt et fir eng ganz Rei Projeten elo scho kloer gesetzlech Dispositiounen a Prozedure gëtt, déi zum Deel méi wäit gi wéi dat, wat hei an der Direktiv virginn ass, an déi och méi contraignant sinn.

Duerfir war och schonn déi Iddi vum Statsrot berechtegt, fir sech ze froen, ob et net méi sënnvoll wier, een eenheetlecht Gesetz ze maachen, wou een dann alles kënnt an ee Package paken.

Ganz positiv un där Direktiv ass sécher och, datt de Bierger soll dès le départ mat an de Prozess agebonne ginn a seng Meenung äussere kann. D'Texter gesi vir, datt den zoustännege Minister, en l'occurrence den Ëmweltminister, zu all Projeten, déi kënnen eng Inzidenz op d'Ëmwelt hunn, kann - an ech zitéieren do elo net aus der Direktiv, mä aus dem Rapport: «…émettre son avis,…» an «...faire part de son avis,...»

Dat kléngt jo scho bal léif.

Et muss ee sech awer froen, wat den Ëmweltminister domadder iwwerhaapt u Gewiicht herno kann hunn an där Prozedur, fir konkret op d'Gestaltung vu Projeten am Virfeld kënnen anzewierken an zum Beispill an enger Phas, wou e Projet eréischt ugeduecht gëtt, eventuell och kënnen e Projet ze verhënneren, wann hie géif mengen, datt ze vill negativ Impakter op d'Ëmwelt kéinten duerch esou e Projet verursaacht ginn.

Et kéint ee jo emol e Gedankespill maachen zum Beispill vun engem Remembrement, wou et jo esou ass, datt den Ëmweltminister bis elo ëmmer e bëssen hannendrugelaf ass, wéi et dann ass, wa mer elo dës Texter ëmgesat hunn, ob dann d'Gewiicht an d'Positioun vum Ëmweltminister an deene Prozedure méi wichteg gëtt.

Déiselwecht Remarquë kéint een och par rapport zu dem Comité interministériel maachen, deen am Gesetz virgesinn ass. Wann do Konflikter entstinn tëschent Departementer - déi klassesch Fäll si jo Konflikter tëschent der Agrikultur an der Ëmwelt: Wien tranchéiert dann, wien huet dann d'Prioritéit?

D'Gesamtimpressioun ass, datt hei sécherlech gutt Absichten am Spill sinn, mä d'Praxis muss herno weisen, wat deen Text wierklech wäert ass. Och wat d'Effizienz transfrontière, also déi grenziwwerschreidend Effizienz ubelaangt, bleiwe fir mech Douten.

Mir kenne jo Beispiller aus der Vergaangenheet wéi zum Beispill de Fall IKEA, wou op lëtzebuergescher Säit en europäescht Schutzgebitt ausgewisen ass an dann dräi Meter dernieft, well do dann e Strëch op der Landkaart ass an d'Belsch ugeet, e grousse kommerziellen Aménagement realiséiert gouf. Dat ass eis jo ganz gutt an Erënnerung.

Et ass sech also ze froen, ob elo da mat deenen heiten Texter esou landesplaneresch Feelplanungen un der Grenz vun engem Land, déi sécher Inzidenzen op d'Nopeschland hunn, kënnen an Zukunft verhënnert ginn. Och do hunn ech awer meng Zweifel.

Här President, ech komme schonn esou lues zum Schluss. Zesumme mat der Direktiv solle mer och de Protokoll vu Kiew hei guttheeschen, dee jo am enken Zesummenhang mat der Direktiv steet. Awer d'Direktiv geet scho méi wäit wéi dee Protokoll.

Ech muss hei soen, dass ech an deem Dossier op eng gewëss Aart a Weis befaange sinn, well ech d'Éier hat, dee Protokoll zu Kiew deemools fir d'Regierung kënnen ze ënnerschreiwen. Deem Protokoll wäert ech also eng kloer Zoustëmmung ginn, grad wéi och meng Fraktioun dat mécht. Datselwecht gëllt awer och fir de Projet de loi 5731.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira. Dir hutt d'Wuert, Här Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wéilt dem Rapporteur Roger Negri villmools Merci soe fir déi ausféierlech Rapporten, déi mir et och erlaaben, wat bestëmmt vill vun Iech wäert freeën, mech relativ kuerz ze halen an och déi zwee Projete mateneen ze behandelen.

Wéi esou oft am Ëmweltberäich, Här President, setzt dëse Projet de loi eng EU-Direktiv mat grousser Verspéidung ëm. A wann et ëm d'Matsproocherecht vun de Leit geet, dann deet Lëtzebuerg sech nach méi schwéier, a besonnesch schwéier mat der Ëmsetzung vun EU-Direktiven.

Ech muss vläicht nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Impaktstudiendirektiv vun 1985 iwwer 20 Joer gebraucht huet, fir hei zu Lëtzebuerg ëmgesat ze ginn an eiser Meenung no nach ëmmer net ganz komplett ëmgesat ze ginn. Hei si mer net gradesou hannendran, dat ginn ech ganz gären zou, mä awer hu mer et erëm net fäerdeg bruecht, fir an der Zäit déi Texter hei zu Lëtzebuerg wierken ze loossen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech perséinlech sinn der Meenung, dass dat keen Zoufall ass. Dat huet eiser Meenung no domat ze dinn, dass d'Biergerbedeelegung vu ville Politiker a Politikerinnen zu Lëtzebuerg just als lästegen Exercice ugesi gëtt, bei deem net vill erauskënnt, ausser d'Prozeduren ze verlängeren.

Dat huet awer och domat ze dinn, dass nach net genuch erkannt ginn ass, dass déi grouss gesellschaftlech Erausfuerderungen am Ëmweltberäich virun allem aus dem 21. Jorhonnert net nëmme kënne vu Politiker a Politikerinnen an Technokrate geléist ginn, mä dass mer duerfir den Know-how vun alle Bierger a Biergerinne brauchen.

Déi Gréng sinn net der Meenung, dass e participative Prozess d'Projete verlängert, am Géigendeel. Et brauch ee vläicht fir unzefänken e bësse méi Zäit, mä duerno ass d'Akzeptanz vill méi grouss an et kënnt ee besser duerch de Bësch. Mir sinn och der Meenung, dass an 100 Käpp méi drastécht, wéi an zéng. Wann d'Bierger vun Ufank u bedeelegt sinn, da kann ee ganz vill Konflikter verhënneren. Dat beschte Beispill ass dat berühmte Beispill vun Helleng, wat vun de Géigner vun der Participatioun ëmmer benotzt gëtt fir ze soen: „Voilà, do gesitt Der, wat geschitt, wa mer de Leit e Matsproocherecht ginn!"

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass genee ëmgedréint! Hätte mer d'Impaktstudiendirektiv vu '85 mat Zäit ëmgesat, hätt den Här Goebbels sech net ëmmer - contre vents et marées - dergéint gewiert, dass se ëmgesat gëtt, hätte mer d'Leit mat Zäit agebonnen an de Bau vun der Saarstrooss, hätte mer eis Direktiv gehat, hätte mer eng gesetzlech Basis gehat, da géifen d'Autoen an d'Camionen haut net méi duerch den Enkpass zu Helleng fueren, da wier dat längst gebaut.

Et ass net deene Leit hir Schold, déi sech do wieren, dass mer haut esou wäit sinn. Et ass deene jeeweilege Regierungen hir Schold, dass se sech net un Direktive gehalen hunn, dass se net erkannt hunn, dass een d'Leit misst mat abannen, wann ee gär duerch de Bësch kënnt.

Une voix.- Ass et dem Här Goebbels seng Schold?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Majo sécher ass et dem Här Goebbels seng Schold! Dat ass ganz kloer. Et kann een eng Kéier doriwwer e Buch schreiwen, iwwert den Enkpass zu Helleng, well en ass jo och muer nach net opgeléist, a mir si gespaant, ob dee jeemools eng Kéier kann opgeléist ginn.

Duerfir, Här President, well mir déi Participatioun vun de Bierger a Biergerinne vill méi positiv gesi wéi vläicht vill anerer heibannen, si mir natierlech ganz frou, dass d'Direktiv soll ëmgesat ginn, besonnesch well se an engem ganz fréie Stadium, wann theoretesch nach all Optiounen opstinn, et de Bierger a Biergerinnen erméiglecht matzeschwätzen. Net nëmme kënne se hir Meenung soen, mä déi Meenung muss och berücksichtegt gi bei der schlussendlecher Décisioun. A wa se net berücksichtegt gëtt, da muss souguer begrënnt ginn, firwat déi Argumenter net gutt sinn.

Duerfir hu mir mam Fong vun dëser Direktiv an och vum Projet de loi guer kee Problem, well mer schonn d'Gefill hunn, dass d'Regierung wëllt de Geescht vun dëser EU-Direktiv korrekt ëmsetzen.

Mir hate während den Diskussiounen an der Kommissioun gewësse Problemer a Bedenken - an ech muss soen, dass déi nach net ganz aus der Welt geschaaft sinn - mat der Form vun der Ëmsetzung, mat dem Wee, deen d'Regierung gewielt a festgeluecht huet, fir mat de Bierger a Biergerinnen an deenen eenzelne Secteuren ze schwätzen. Dee Wee fanne mer e ganz komeschen.

An dësem Gesetz steet just eng allgemeng Bestëmmung, den Artikel 4.2, dee seet, dass déi Prozedure géifen an aner Prozeduren integréiert ginn, ausser wann déi deenen heite scho géife gerecht ginn. Dat ass awer net grad dat, wat de Rapporteur gesot huet, nämlech prezis: „Ech si gespaant, elo an der Praxis, déi dann deemnächst wäert kommen, wéi dat da wäert vir sech goen. Hoffentlech geléngt eis dat."

Här President, mir fäerten, dass dat eng komplizéiert, laangootmeg, laangwiereg Prozedur gëtt, bis mer iwwerall konform sinn. Zweetens, dass et ganz schwéier wäert ginn, dass nach iergendwéi een an der Hällewull vu Prozeduren do eens gëtt. Ech denken do besonnesch u Gemengesekretären, déi all Kéiers eng wichteg Roll spillen, wann et drëm geet, eppes ze affichéieren. Eng Kéier sinn et 15 Deeg, eng Kéier sinn et der 20, eng Kéier sinn et der 30.

Schlussendlech fäerte mer, drëttens, dass mer eng Rei juristesch Onsécherheete wäerten hunn, an dass eng Rei Dossiere wäerte wéinst Prozedurgeplänkel - an dat ass ëmmer schued - virum Geriicht landen an do musse behandelt ginn. Dat gëtt natierlech erëm deene Leit, déi soen „Gesitt Der, elo ass erëm alles blockéiert", Waasser op d'Millen, obwuel eigentlech ganz oft net iwwert de Fong diskutéiert gëtt, mä iwwert d'Prozedur.

Mir hätte léiwer gehat, wann an dësem Gesetz eng Evaluatiounsmethod an eng Konsultatiounsprozedur als Régime de droit commun festgehale gi wier. Mir stinn, an dat ass hei scho gesot ginn, net eleng mat eiser Meenung, well de Statsrot huet fervent derfir plädéiert, an och Organisatioune wéi de Mouvement écologique.

D'Regierung huet eis, net ganz zu Onrecht, entgéintgehalen, ausser Frankräich wier keent vun deenen anere Länner deen dote Wee gaang. Dat beweist sécherlech, dass deen dote Wee ze goen net onbedéngt deen einfachsten ass, dat ginn ech a meng Fraktioun och ganz gären zou. Ech muss och soen, dass mir och elo kee juristeschen Text hei parat hätten, fir déi Procédure de droit commun do ze proposéieren. Et weist dann awer, dass, wann ee gewollt hätt, een et hätt kënne maachen. Wann d'Fransousen et fäerdeg bruecht hunn, hätte mir et jo héchstwahrscheinlech och kënne fäerdeg bréngen.

Ech soen Iech awer, Här President, dass mer eis schlussendlech duerchgerongen hunn, als Gréng, trotzdeem Jo ze soen zu dësem Projet, och wa mir déi Ängschten net ganz aus dem Wee geschaaft gesinn. Mir sinn awer frou, dass d'Gesetz relativ séier kann ëmgesat ginn an dass mer de Leit esou séier wéi méiglech an esou vill wéi méiglech d'Méiglechkeet gi matzeschwätze bei Projeten, déi kommen. Mir hunn och agesinn, dass et elo net derwäert ass, Strofen ze bezuelen zu Bréissel, well mer hannendra sinn, obwuel dat eigentlech keng Ursaach dierft si fir schlecht legislativ Aarbecht ze maachen.

Wéi de Rapporteur et scho richtegerweis erwähnt huet, stinn elo eng ganz Rei grouss a wichteg Planungen un, wéi déi eenzel Plans sectoriels. Ech denken awer och un de Plan national des déchets. Ech weess net, ob deen elo nach an d'Prozedur fält. Wann, da géif ech et awer gutt fannen, wann en no där heiter Prozedur géif gemaach ginn.

Et stinn och déi eenzel PAGen an de Gemengen un. Ech weess net, ob d'Gemengevertrieder heibanne sech all esou bewosst sinn, dass dat hei och eng Direktiv ass, déi si ugeet, an zwar beim Ausschaffe vun där neier Generatioun vu PAGen. Dat ass och e Plang, deen ënnert déi heiten Direktiv fält. Ech mengen, dass et wäert noutwendeg sinn, dass de Ministère de l'Intérieur e bëssen Opklärungsaarbecht mécht, fir dass mer eis net duerno a prozeduralem Geplänkels virun de Geriichter erëmfannen, mä dass allgemeng, no deemselwechte Schema, no därselwechter Prozedur, déi nächst Generatioun vu PAGe kann opgestallt ginn.

Also ënnert dem Strëch dann awer e Jo vun eis, och wa mer eng gewëssen Angscht hunn, dass mer eis relativ séier wäerten hei erëmgesinn an, vläicht no deem engen oder anere Geriichtsprozess, schonn erëm musse frësch légiféréieren.

Et ass evident, dass, wa mer zu deem enge Projet Jo soen, mer natierlech och zu dem zweeten, nämlech d'Unhuele vum Protokoll vu Kiew, wäerte Jo soen.

Just eng Fro dozou vläicht un den Ëmweltminister. Ech hat an der Ëmweltkommissioun nogefrot, ob scho Pourparleren amgaang wären, fir bilateral Ofkommesse mat eisen dräi Nopeschlänner ze maachen. Dunn ass mer mat Nee geäntwert ginn. Wann dat haut nach ëmmer esou ass, géif ech awer ganz vivement recommandéieren, vläicht esou Diskussiounen opzehuelen. Ech géif et net gutt fannen, wa mer eréischt géifen iwwerleeën, wéi mer de Protokoll vu Kiew mat eise jeeweilegen Noperen ëmsetzen, wann en akute Fall a vläicht e kriddeleche Projet an enger vun eise Grenzregioune wier.

Och do besteet e Risiko vu Geriichtsprozeduren, an duerfir géif ech et besser fannen, wa mir elo scho preventiv géife mat deenen dräi Länner Ofkommesse maachen, fir dass, wann de Fall sech sollt stelle vun engem Plang oder engem Programm wou mer d'Nopere musse froen, mer do gerüst sinn an op béide Säite vun de Grenze jiddferee weess, wéi e sech soll uleeën.

Merci villmools fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. De leschte Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, wann ech gelift.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Merci un de Rapporteur. Eenzel Virriedner si schonn am Detail op de Projet agaangen. Ech wäert mech hidden, dat hei ze maachen. Ech wëll just e puer allgemeng Remarquë maachen.

Et ass kloer, datt, mat der Entwécklung vun eiser Gesellschaft, d'Problemer, déi bei grousse Projete fir d'Ëmwelt an de Mënsch entstinn, ëmmer méi grouss ginn, an datt d'Tendenz besteet, fir dat och ëmmer méi a Prozeduren anzebannen, wou d'Mënsche kënnen, éischtens, am Virfeld informéiert ginn an och iergendwéi eng Méiglechkeet hunn, sech dozou ze äusseren. Dat ass gutt esou. Ech mengen, do ass och all Mënsch domat d'accord.

Déi aner Säit vun der Medail ass natierlech déi, datt et ëmmer méi schwéier gëtt, fir Projeten ëmzesetzen an, virun allem, fir se an Délaien ëmzesetzen, déi nach iergendwéi räsonnabel sinn. Duerfir hunn ech d'Hoffnung, datt - esou wéi den Här Gira et gesot huet - wann d'Leit direkt vun Ufank u mat agebonne sinn, et herno bei der Ëmsetzung net zu weidere Verzögerunge kënnt.

Mä et ass och richteg, datt d'Prozeduren ëmmer méi komplizéiert ginn, datt mer ëmmer méi Gesetzer kréien an deem heiten Domän, an datt et fir den normale Mënsch bal onméiglech gëtt, fir sech nach an deem Gewulls do erëmzefannen. Ech wollt och nach froen, wa mer schonn iwwer eis grouss Infrastrukturprojete schwätzen, ob mer eng aner Nordstrooss gebaut hätten, wa mer déi Gesetzgebung hei deemools scho gehat hätten?

Et ass jo interessant, datt een Impaktstudien am Virfeld mécht. De Minister Goebbels, deen hei scho genannt ginn ass, huet deemools héich an helleg versprach, all Grashallem tëschent der Stad a Miersch wär ëmgedréint ginn. Et bräicht ee keng Suerg ze hunn.

Ech mengen, leschtenenns wosst jiddfereen, wéi mer déi Strooss gestëmmt hunn, wat mer géife stëmmen. An eng Strooss ze bauen, déi keen Impakt op d'Ëmwelt huet, dat gëtt et net.

(Interruption)

Jo. Elo kann een natierlech soen, wann aus deenen Etüden ervirgeet, datt dat an dat an dat an dat ëmweltméisseg tangéiert gëtt, datt mer dann nach méi Kilometeren ënnert dem Buedem erduerchgefuer wären, wou mir jiddefalls awer der Meenung sinn, datt dat ongeféier déi verkéiertsten Décisioun

war, déi mer konnten huelen. Och aus Sécherheetsgrënn an aus finanzielle Grënn.

Wéi gesot, et geet jo hei drëm, datt méi Transparenz soll an déi Prozedure kommen, datt d'Leit solle besser informéiert sinn, datt se och eng Méiglechkeet kréien, fir hiert Wuert do matzeschwätzen, an duerfir wäerte mir eis och dem Vote vun deenen zwee Projeten hei net verspären.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Ëmweltminister.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Merci, Här President. Ech wëll et ganz kuerz maachen. Zum Fong gëtt et net ganz vill bäizefügen zu deem, wat de Rapporteur op seng gewinnten exzellent Aart a Weis hei gesot huet. Ech mengen, dass et och e Konsens gëtt a ville Froen. Ech wëll just zwou praktesch Saache vläicht soen.

Dat Éischt ass eng Äntwert op déi Fro, déi de Kolleeg Camille Gira gestallt huet. Déi éischt Pläng, déi wäerten där Evaluatioun hei ënnerzu ginn; wat de Plan sectoriel vum Transport an dee vun de grands ensembles paysagers wäert sinn. Mir sinn eis doriwwer eens, dass déi Evaluatioun op der Basis vun dëser Gesetzgebung a vun dëser Direktiv am Hierscht wäert ugoen. Zweetens ass zu deem Punkt och ze soen, dass natierlech de Plan national iwwert d'Décheten, wann deen dann, esou wéi mer et elo am Timing virgesinn hunn, bis Enn des Joers fäerdeg ass, och där heiter Evaluatioun ënnerzu gëtt. Doriwwer däerf et keng Diskussioun ginn.

An déi zweet Bemierkung nach vläicht: Ech hu vu ville Riedner eppes opgefaangen, wat, mengen ech, richteg ass. Den Här Mehlen huet dat genannt „Gewulls" an den Här Gira an anerer hu gesot: „Opklärung, déi wuel néideg ass".

Ech mengen hei mat an de Ministère - ech wollt elo soen „mat heemzehuelen", dass een effektiv och mat 97/11 a mat 2001/42 vläicht muss, zesumme mam Här Wiseler a mam Här Halsdorf, eng Agence domat beoptragen, fir déi Gesetzgebungen eng Kéier op eng relativ einfach Aart a Weis ze erklären, net nëmme fir d'Gemengen, mä och fir déi staatlech Autoritéiten a fir all déi privat, déi hei och kënne mat esou Projete behaft sinn. Et ass noutwendeg, fir eng Kéier kloerzemaachen, wien do elo wat fir eng Kompetenz wéini huet, wat fir eng Délaien dass et da gëtt a wéi laang d'Prozeduren daueren.

Eng lescht Bemierkung vläicht och nach: Et soll hei ëmmer den Zweck sinn, hei besonnesch jo, et an engem Stade précoce ze maachen, wat evidenterweis ganz wichteg ass, dass et eis awer drëm geet, fir Prozeduren domadder déifgrënneg ze maachen a gutt ze maachen, awer net onbedéngt onendlech an d'Längt ze zéien. Well mir hu bei ville Projeten hei am Land, wann ech elo d'Kap als Transportminister géif undoen, wierklech de Souci, dass mer och virukommen an dass d'Prozeduren net dofir do sinn, fir d'Saachen onendlech an d'Längt ze zéien. Hei brauche mer och e gesonden Equiliber. Duerfir der Kommissioun Merci fir hir schnell Aarbecht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5731; Dir fannt den Text am Document parlementaire 5731[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5731 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Patrick Santer), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5735; den Text steet am Document parlementaire 5735[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5735 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Patrick Santer), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5826 iwwert de SIDOR. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwe bis elo: den Här Oberweis, den Här Berger, den Här Gira an den Här Gibéryen. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri.

5. 5826 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux de renouvellement des infrastructures d'élimination des déchets ménagers et assimilés du SIDOR

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de SIDOR zu Leideleng ass déi eenzeg Müllverbrennungsanlag, déi mir hei am Land hunn.

De SIDOR, de Syndicat Intercommunal pour la Destruction des ORdures, verbrennt den Haushaltsmüll vun de 36 Gemengen aus de Kantone Lëtzebuerg, Esch a Capellen, fir ronn 300.000 Awunner. Dat sinn zwee Drëttel vun der Gesamtawunnerzuel an eisem Land.

De SIDOR gouf 1971 gegrënnt an ass 1976 a Betrib gaangen. D'Müllverbrennungsanlag fonctionnéiert de Moment mat dräi Iewen, bei enger Temperatur vun 850 Grad Celsius. Pro Stonn kënnen 8 Tonne Müll verbrannt ginn. D'Gesamtcapacitéit läit bei 147.000 Tonne Müll pro Joer.

De SIDOR huet sengerzäit en Exploitatiounskontrakt mat der Firma SOLUCOM ofgeschloss, deen elo 2008 ausleeft.

D'Müllverbrennungsinfrastrukture sinn am Schnëtt méi wéi 30 Joer a Betrib. Fir weider produktiv ze bleiwen an d'Betribs- a virun allem d'Versuergungssécherheet ze garantéieren, déi enorm wichteg ass, mussen d'Verbrennungsinfrastrukturen an deenen nächste Joren integral erneiert ginn.

De SIDOR huet och schonn iwwert de Wee vun enger öffentlecher europäescher Ausschreiwung engem neie Gestionnaire, der Firma SOTEC vu Saarbrécken, d'Exploitatioun fir déi nächst 20 Joer iwwerdroen, woubäi déi 52 Leit vun der SOLUCOM, déi beim SIDOR schaffen, integral vun der SOTEC iwwerholl ginn; an dëst opgrond vum Gesetz vum 19. Dezember 2003 iwwert de Maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises.

D'Gesamtkäschte vun der Erneierung vun de Müllverbrennungsinfrastrukture belafe sech op ronn 100 Milliounen Euro, fir genau ze sinn 99.745.250 Euro. D'Käschte gi vum SIDOR-Gemengesyndikat gedroen. De Stat bedeelegt sech um Projet mat 25% iwwert de Fonds de la protection pour l'environnement. Dat mécht fir de Stat en chiffres ronn 25 Milliounen Euro oder genau 24.936.310 Euro aus.

Well dëse Chiffer vu 25 Milliounen Euro nom Gesetz vum 8. Juni 1999 no Artikel 80 de Seuil vu 7,5 Milliounen dépasséiert, déi d'Regierung investéiere kann ouni den Accord vun der Chamber, brauche mer e Gesetz, wat mer haut de Mëtten hei wëlle stëmmen.

Här President, éier ech op den Detail vun der neier Müllverbrennungsanlag zu Leideleng ze schwätze kommen, wëll ech fir d'éischt op déi allgemeng Hausmülloffallsituatioun hei zu Lëtzebuerg agoen.

D'Gestioun vum Hausmüll ass am Gesetz vum 17. Juni 1994 geregelt. D'Haaptobjektiver dofir sinn:

1) d'Preventioun an d'Reduktioun vum Müll,

2) d'Valoriséierung vum Müll duerch Recycling an

3) d'Eliminatioun vun deem Müll, deen net méi ka valoriséiert ginn.

Dëse leschten drëtte Punkt vun der Eliminatioun vun dem Reschtmüll geschitt hei zu Lëtzebuerg an dräi interkommunale Syndikater: éischtens dem SIDOR, ëm deen et hei haut geet; zweetens dem SIDEC, en interkommunale Syndikat vu 55 Gemengen aus der Regioun Dikrech, Ettelbréck a Colmar-Bierg, mat der Décharge um Friedhaff bei Dikrech, an drëttens dem SIGRE, en interkommunale Syndikat vu 25 Gemengen aus der Regioun vu Gréiwemaacher, Réimech an Iechternach mat der Décharge am Muertendall zwësche Betzdorf a Gréiwemaacher.

De SIDEC fonctionnéiert mat enger mechanescher Virbehandlung a seng maximal Exploitatioun ka bis zum Joer 2020 goen. Hei gëtt zesumme mam Ëmweltminister no aneren Eliminatiounsméiglechkeete gesicht. De SIGRE huet nach eng Exploitatiounszäit fir déi aktuell Extentiounsphasen 1 an 2 bis zum Joer 2010. Am Ganze bestinn awer do Stockagecapacitéite bis zum Joer 2060. Ervirsträiche wëll ech déi gutt Zesummenaarbecht ënnert deenen dräi Syndikater, déi sech géigesäiteg hëllefe bei Enkpäss.

Här President, de Fonctionnement vum SIDOR baséiert um Gesetz vum 23. Februar 2001 a begräift wéi scho gesot 36 Gemengen aus de Kantone Lëtzebuerg, Esch a Capellen.

D'Vokatioun, fir den Hausmüll net nëmmen ze verbrennen, mä sech och am Recyclage ze engagéieren, weist sech um gudde Fonctionnement vun zwee Gemengesyndikater, éischtens dem Minettkompost, deem 22 vun deene 36 Gemenge vum SIDOR ugehéieren, an zweetens dem SICA aus dem Westen, deem aacht vun de SIDOR-Gemengen ugehéieren.

Déi nei Müllverbrennungsanlag vum SIDOR fonctionnéiert nach just mat engem groussen Uewen a grad wéi déi aktuell Anlag mat 850 Grad Celsius. D'Verbrennungscapacitéit läit bei 20 Tonne pro Stonn a bei 150.000 Tonne pro Joer. D'Gasen, déi entstinn, ginn duerch Katalysatore gefiltert, fir Dioxin a Schwéiermetaller net an d'Luucht ze blosen. Hei ginn déi neisten Technologien agesat, déi deene méi strengen Norme vun der Protektioun vum Buedem, dem Waasser an der Loft vun haut och entspriechen.

D'Chaudière, fir d'Verbrennungsanlag ze bedreiwe vum SIDOR, dégagéiert nach eng Hëtzt vu 400 Grad Celsius a Form vun Damp mat engem Drock vu 40 Bar. Dat ass ganz héich. Dëst erlaabt et, eng Cogénérationsanlag ze bedreiwen, an hei eraus erkläert sech och haaptsächlech, firwat de Projet vum Fonds pour la protection de l'environnement ënnerstëtzt gëtt.

D'Cogénérationsanlag erlaabt et engersäits, Stroum ze produzéieren an en an d'öffentlecht Stroumnetz anzespeisen, mat enger Capacitéit vu 16,5 Megawatt. Dëst entsprécht enger Stroumversuergung vu ronn 10.500 Haushalter.

Hei wëll ech erwähnen, dass och elo scho Stroum an d'Netz agespeist gëtt mat enger Capacitéit vun 11 Megawatt fir eng Equivalenz vu 7.000 Haushalter. Déi aktuell 11 Megawatt entspriechen engem Prozent vun eiser nationaler Stroumconsommatioun. An déi 16,5 Megawatt vun där neier Anlag entspriechen 1,5% vun der nationaler Stroumconsommatioun, wat schonn impressionnant ass.

Wat de Projet awer vum Ëmweltaspekt zousätzlech interessant mécht, ass, dass d'Cogénérationsanlag sënngemëiss och Hëtzt auskoppelt mat enger Capacitéit vun 18 Megawatt. Dës Hëtzt soll Gebailechkeeten hëtzen an der Zone d'activité vun der Cloche d'or a Gaasperech. Heifir soll eng siwe Kilometer laang Leitung vu Leideleng op d'Cloche d'or verluecht ginn. Do soll vun der Stad Lëtzebuerg eng Zentralheizung gebaut ginn, déi d'Hëtzt iwwert de Wee vun engem Réseau urbain de chauffage a verschidden Deeler vun dëser Zone d'activité transportéiert.

Et ass estiméiert ginn, dass Bürosraimlechkeeten, dat hänkt awer och vill vun der Konstellatioun of, fir eng méi wéi 10.000 Leit op dësem Wee kënne gehëtzt ginn. Dës Käschte gi vun der Stad Lëtzebuerg gedroen.

Här President, erwähne wëll ech och, dass d'Schlaken, déi bei der Müllverbrennung op der SIDOR entstinn, déi 25% vum Gewiicht an 10% vum Volume vum verbrannte Müll duerstellen, no Däitschland bei Krefeld transportéiert ginn an eng speziell Enteisungsanlag, wou de Rescht vum Metall récupéréiert a recycléiert gëtt. Déi entstehend Äsche bei der Verbrennung, déi 3% vum Gewiicht vum verbrannte Müll duerstellen, ginn an Däitschland an ënnerierdesche Salzmine gelagert, wou se geschützt sinn, well hei keng Fiichtegkeet besteet a se sech domat net zersetzen.

Här President, de Projet de loi ass den 2. Januar 2008 déposéiert ginn. D'Kommodo-Inkommodo-Prozedur ass um Lafen a wäert Enn 2008 ofgeschloss ginn. Déi nei Müllverbrennungsanlag vum SIDOR zu Leideleng wäert am Prinzip Enn 2010, Ufank 2011 a Betrib goen. Déi nei Müllverbrennungsanlag vum SIDOR kascht wéi gesot 100 Milliounen Euro a gëtt aus deene virdrun erkläerten ëmweltspezifeschen Aspekter mat 25% vum Fonds pour la protection de l'environnement nom Gesetz vum 31. Mee 1999 a mat 25 Milliounen Euro vum Stat subsidiéiert.

Domadder bieden ech Iech, dësem Projet de loi zouzestëmmen, ginn den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den éischte Riedner ass den Här Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'1.-Mee-Féiwer fänkt un. Ech kréie scho gesot, ech soll virumaachen an net vill schwätzen. Ech gi mer dann all Méi.

(Hilarité)

Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank wéi ëmmer dem Roger Negri, no deem ech oft hei muss schwätze goen, well de Roger ass viru mir am Ëmweltberäich, Merci ze soe fir dee Rapport, deen hie gemaach huet, mëndlecher a schréftlecher Aart.

Et ass gesot ginn hei, d'Verbrennungsanlag vu Leideleng, déi eenzeg am Land, soll ersat ginn, well se al ass a well och de Vertrag vun der SOLUCOM zu Enn soll kommen. Interessant ass awer Folgendes: An dem Beräich vum Syndikat SIDOR an der Minettsgéigend an och a Capellen a Lëtzebuerg wunnen 300.000 Mënschen. Dat si 70% vun allen Awunner, an déi produzéiere ronn 66% vum gesamten Haushaltsoffall hei am Land.

Amplaz vun dräi Anlagen, dat ass interessant a sech an der Technik, gi keng dräi nei Anlage gebaut, mä eng eenzeg. Et ass interessant, well domat muss ech dovun ausgoen, dass déi Firma wéinst Redundanziwerleeungen eng ganz seriö an ökologesch Anlag wëllt bauen. Well, wa se nëmmen eng wëllt maachen, da muss se dovunner ausgoen, dass hir Anlag mat 20 Tonne pro Stonn eng ganz fiabel ass. Mä si huet awer virgebaut. An duerfir hu mer nach déi zwee aner Syndikater, de SIGRE an de SIDEC, déi mat Hëllefsprogrammer ëmmer bereet sinn, wann eppes géif schifgoe beim SIDOR, dann zäitweileg Müll opzehuelen a bei sech ofzelageren.

(Interruption)

Jo, dat maacht Dir heiansdo, an dat ass sympathesch. Mir hëllefen lech awer och. Ech denken do un d'Thomasschlake viru ville Joren.

D'SOTEC huet och zougesot, dass si eventuell den Haushaltsmüll an hir Verbrennungsanlagen am Ausland, an der Groussregioun, géif ausféieren an dann do eliminéieren.

E puer Wuert awer nach zu den Tabellen, déi mer virgestallt kritt haten. Do ass opgefall, dass beim SIDOR iwwer zéng Joer eng Moyenne vun 125.000 Tonne pro Joer verbrannt gi sinn.

Et ass hei gesot ginn, an ech répétéieren et ganz gären nach eng Kéier. Eis Offallpolitik gëtt gedroe vun e puer Kärpunkten: der Vermeidung, dem Recycling, der Weideraarbechtung an zum Schluss der Verbrennung.

An dat gesäit ee scho ganz gutt dobaussen um Terrain. Wann ee méi al ass wéi déi jonk Mënschen heibannen, weess een, wéi vill Müllkippe fréier hei am Land waren an, wann een haut duerch d'Land geet, wéi vill Recyclinghäff dorëmmer sinn, wou d'Leit sech d'Klensch an de Grapp ginn, fir hire Müll ofzeliwweren, dee se virdrun doheem triéiert hunn.

Dat beweist, wéi déif d'Ëmweltpolitik an d'Offallverwäertung schonn an de Käpp vun de Mënsche verwuerzelt sinn, an et kann een déi Leit nëmmen ënnerstëtzen, déi an d'Schoule ginn a mat jonke Leit dee Prozess virundreiwen.

Well déi Jonk, déi haut an der Schoul sëtzen, dat sinn déi Leit, déi muer d'Décisiounen huelen an de Betriber an an den Haushalten, an duerfir kann een de Minister nëmmen ënnerstëtzen a sengen Iwwerleeungen a Beméiungen, den Ëmwelt- an Offallgedanke wäit an d'Schoulen ze droen.

Nach e puer Wuert zu den Analysen. Wann een d'Tabell kuckt, dann huet een awer esou e mulmegt Gefill. An den dräi Syndikater SIGRE, SIDEC a SIDOR sinn zesummen am leschte Joer 199.000 Tonnen ugefall. D'Quantitéit ass also vum Joer 1997 bis 2006 ëm 7.000 Tonne an d'Luucht gaangen, obschonn am Land vill méi Leit bäikomm sinn. Dat heescht ganz einfach, wat ech schonns gesot hunn: D'Leit maache vill méi Tri. 7.000 Tonnen an Zäit vun dach bal néng Joer.

Mä interessant ass awer Folgendes: Den Duerchschnëttsoffall ass vu 461 kg am Joer 1997 op 434 kg am leschte Joer gefall. Dat ass net vill. Dat bedeit also, dass nach ganz vill Aarbecht um Terrain ze maachen ass, fir och déi Leit ze sensibiliséieren, déi doheem nach ëmmer alles an hir Poubelle werfen. Dat gesi mer jo, wa mer duerch d'Stroosse ginn, wéi d'Poubellen deelweis iwwerlafe vum Dreck, an da freet ee sech oft: Wär do net nach munches erauszehuelen?

Aus den Analysen iwwert den Offall kann een erausliesen, dass den Undeel vu Pabeier a Kartong an de Joren 1992 bis 2005 vu 47 kg op 64 kg eropgaangen ass. Wat mech am meeschten erschreckt huet, dat ass den Undeel u Plastik: vun 19 kg op 44 kg an där Zäit. Dat schéngt mir e bësse komesch ze sinn, wëll ech dach soen, Plastik ass Äerduelech. A mat engem Äerduelechpräis vun 117, 118 Dollar de Barrel...

Une voix.- 120 Dollar de Barrel.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- ...120 Dollar - Merci fir den Awand -, da muss een dovunner ausgoen, dass et sech lount ëmmer méi Plastik aus der Mülltonn erauszehuelen an anere Weeër zouzeféieren, voire e Recycling ze maachen.

Et géif duerfir a mengen Ae Sënn maachen - et ass elo ewell ze spéit - nozedenken an am SIDOR eng Recyclinganlag fir de Plastik anzebauen. Dat kann een am Ausland gesinn, an et ass eigentlech ni ze spéit, fir dat ze maachen. Well mir sollen net vergiessen, dass beim PVC den C fir Chlor steet. Chlor ass eng Verbindung, déi douewen an der Atmosphär hiert Onwiesen dreift am Kader vum Treibhauseffekt. Och wa mir Filteren abauen, e Quäntche geet ëmmer derduerch, well 100%eg Filteranlage kréie mer jo ni.

Vläicht wier et och sënnvoll nozedenken, ob een dann déi ugesammelt Plastikmengen net eventuell als Ersatzstoff vun der Braunkohle kënnt huelen zu Rëmeleng an der Intermoselle-Verbrennungsanlag. Do gëtt mat 2.000 Grad Celsius verbrannt, also schadstofffräi. An deem Zesummenhang wär et vläicht och derwäert nozedenken, ob een de Klärschlamm, deen am Land ufält, sollt dréchnen an och an der Intermoselle verbrennen, well do gi mat 2.000 Grad Celsius d'Schwéiermetaller agebonnen am Klinker.

Ech kommen zum Schluss. Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass, och wa mir nogeschalt Filteranlagen hunn, déi de Schwiefeldioxid, Stickoxiden, Dioxiden a Furanen erausfilteren, awer nach, wéi ech schonns gesot hunn, en Deel dovunner an d'Ëmwelt kënnt. Ech sinn och ganz frou, dass emol opgehéiert gëtt mat der Ausso, dass d'Temperatur op der SIDOR ze niddreg wier.

Ech hunn nogesicht beim Karlsruher Fuerschungszenter, an déi Wëssenschaftler soen, dass 600 Grad Celsius duerginn, fir dass Furanen an Dioxinen eliminéiert kënne ginn. Derniewent ginn och d'Schwéiermetaller wéi Kadmium, Bläi a Quecksëlwer an de Filteren ausgescheed.

Ee Wuert nach just zu der Energiebilanz. Mir hu festgestallt, dass aus enger Tonn Haushaltsoffall ronn 400 Kilowattstonnen elektresch Energie gewonne kënne ginn. D'lescht Joer waren dat 50 Millioune Kilowattstonnen. Dovu sinn der 38 an de Réseau vun der Cegedel agespeist ginn. Dat waren 1,4% vum Verbrauch vun elektrescher Energie an deem Réseau d'lescht Joer, awer 14% vun den erneierbaren Energien hei am Land, wann een dat däerf derbäirechnen. Bréissel erlaabt jo nach ëmmer, dass een Offall niewent d'Waasser, Wand a Sonn däerf stellen.

Ee positiivt an domat och en ökologescht Element ass an deem Dossier hei d'Auskoppele vun der Wäermt aus dem Verbrennungsprozess, well domat jo den Notzungsgrad vun der verbrannter Meng verbessert gëtt. Dëse Réseau gëtt opgebaut mat der Stad Lëtzebuerg an d'Wäermt soll op d'Cloche d'or bruecht ginn. Et ass a sech gutt, well domat kréie mer schonn en zweete flotte Réseau, niewent der Twinerg am Minett, wou d'Wäermt vun der Twinerg de Frichen zu Belval zougeféiert soll ginn.

Dat sinn Iwwerleeungen - a mir ginn net midd et hei ze soen -, d'nohalteg Entwécklung fänkt bei ons un, a wann een de Kyoto-Protokoll genau wëllt huelen, da muss all Tonn CO_2, déi mer anerwäerts aspuere kënnen, erausgehuewe ginn. Well wa mer esou kënnen d'Wäermt op d'Cloche d'or brénge, da gëtt do manner Äerdgas a Mazout verbrannt.

E leschte Punkt a menger Interventioun, Här Minister, dat sinn d'Iwwerleeunge vun de Syndikater fir d'Zukunft. Ech konnt als Beobachter an der Chamberskommissioun vun der Territorialreform materliewen, dass do iwwert d'Gestioun vun den Déchete geschwat gëtt. Zurzäit hu mer jo d'Déchargë vum SIGRE am Osten. Do gëtt gesot, dass d'Exploitatioun bis 2010 garantéiert ass an et dierft, wann een de Volume kuckt, nach bis 2060 weidergefuer ginn. Dat ass net glécklech, well do gëtt nëmmen Offall ofgelagert an de Methangas kann eventuell genotzt ginn. Derniewent hu mer de SIDEC, wou gesot gëtt, dass do ka bis 2010 voire 2020 ofgelagert ginn. Da wär do d'Capacitéit ausgenotzt.

Vläicht sollte mer déi kommend Joren zesummen Iwwerleeungen ustellen, wéi mer eng Offallvermeidungs- a Recyclingcampagne mat onse Matbierger fir eng nohalteg Offallwirtschaft aleede kéinten. Domadder kéinten ons Matbierger dat, wat se bei ILReS-Ëmfroe soen, dass si zu 90% fir d'Erhale vun der Ëmwelt sinn, a boer Mënz ëmsetzen.

Vläicht kann een dann och, wann déi Anlag zu Leideleng gebaut ass, spéiderhin de Reschtmüll, wann dee gutt triéiert ginn ass, vum Norden a vum Osten an d'Anlag vu Leideleng bréngen. Domat hätte mer dann eng gemeinsam, eng eenzeg Verbrennungsanlag fir eist klengt Land. Dat ass Zukunftsmusek, Här Minister, mä mir invitéieren lech, mat deene kompetente Leit an den nächste Joren doriwwer ze schwätzen.

De Käschtepunkt vum Projet ass hei schonns genannt ginn.

Ech bréngen dann, well der CSV den Ëmweltschutz an d'nohalteg Entwécklung wichteg sinn, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. D'Wuert huet elo den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Bericht. Et wäert och haut net déi leschte Kéier sinn, well hie wäert jo och nach herno beim e-go-Projet eng Kéier Rapporteur sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, laang Zäit goufen, vläicht net zu Onrecht, wichteg Bedenke vun de Géigner vu Müllverbrennungsanlagen ugefouert. Dat war ënner anerem d'Loftverschmotzung, d'Energiebilanz, d'Schlakenentsuergung. Och hei zu Lëtzebuerg hu mer nach déi Diskussiounen an Erënnerung, déi jo bis an d'90er Jore gefouert gi sinn.

An deenen zitéierte Beräicher sinn awer an der Vergaangenheet grouss technesch Fortschrëtter gemaach ginn, d'Filteranlage si verbessert an optimiséiert ginn, d'Energieréckgewënnung ass héich effizient weiderentwéckelt ginn an och d'Verbrennung u sech ass optimiséiert ginn, esou datt manner Réckstänn bleiwen. Duerfir ass also haut d'Müllverbrennung praktesch den Optimum am Beräich vun der Entsuergung vum Hausoffall ginn.

Am Vergläich zur Mülldeponie kann een och ervirsträichen, datt ënner anerem d'Gefor vu Buedem- a Waasserverschmotzung, an awer och zum Deel Loftverschmotzung, praktesch net méi gi sinn. Ausserdeem ass et an dicht besidelte Gebidder ëmmer méi schwéier fir noutwendeg Deponieflächen ze fannen. An der Schwäiz, zum Beispill, ass een dozou iwwergaangen, fir den Hausmüll ausschliesslech an Anlagen ze verbrennen. Och hei zu Lëtzebuerg ass also elo d'Müllverbrennung am SIDOR zu engem Haaptstandbee gi vun der Offallpolitik am Beräich vum Hausoffall. Dëst niewent den Deponië vu SIGRE a SIDEC.

Optimal wier et jo natierlech, wann ee kéint an déi Situatioun kommen, datt een hei am Land esou vill géif recycléieren, datt ee guer keng Verbrennung, guer keng Oflagerung bräicht, mä mir wëssen awer, datt dat leider wäert eng Utopie bleiwen.

Et muss een awer ervirsträichen, datt d'Tonnagen am Hausmüll hei zu Lëtzebuerg stagnéieren. D'Chifferen, déi de Rapporteur genannt huet respektiv déi am schréftleche Rapport ugefouert ginn, weise jo och op, datt hei zu Lëtzebuerg de Bierger gutt sensibiliséiert a gezillt ass an datt hie vill Effortë mécht, déi och vun de Gemengen an de Gemengesyndikater ënnerstëtzt ginn.

Mir brauchen awer weiderhi Verbrennungsanlagen. D'Anlag vum SIDOR ass um Enn vum Zyklus ukomm a muss komplett erneiert ginn, woufir mer jo dann hei dee Finanzementsprojet an der Chamber diskutéieren. Ouni elo an all déi technesch Detailer anzegoen, déi de Rapporteur ganz gutt beschriwwen huet, kann ee feststellen a begréissen, datt et eng Installatioun ass, déi wierklech um allerleschte Stand vun der Technik ass.

En anere Punkt, deen ervirzehiewen ass, ass dat Konzept, fir d'Hëtzt an d'Ofwäermt bei der Anlag optimal ze notzen, méi speziell och déi Initiativ vun der Stad Lëtzebuerg, fir d'Wäermt bis op d'Cloche d'or a Gaasperech ze transportéieren an do d'Gebaier domat ze versuergen. Dat ass letztendlech och am Sënn vun den Effortë fir de Klimaschutz. Hei huet d'Haaptstad wierklech voll hir Verantwortung iwwerholl.

Ier ech ofschléissen, wéilt ech nach eng, zwou méi spezifesch Remarquë maachen.

Déi éischt Remarque betrëfft d'Personal vun der Anlag. Et ass eng Ausschreiwung, fir en neie Bedreiwer ze bestëmmen, gemaach ginn. De SIDOR huet do en neie Choix gemaach. Et ass an deem Kontext meng Suerg, datt d'Personal - ronn 50 Leit, déi de Moment op der Anlag schaffen - och vun deem neien Exploitant iwwerholl ginn, well ech hätt awer e bëssen e schlecht Gefill, wann ech duerch mäi Vote géif derzou bäidroen, datt deen een oder anere géif an eng prekär Situatioun kommen.

Eng weider Remarque betrëfft den Accès zur Anlag. Mir kenne jo alleguer de Site am Leidelenger Bësch, dee sécher verkéierstechnesch net optimal ass. Vill Camione mussen duerfir duerch Leideleng fueren, wat sécherlech net zur Liewensqualitéit an der Gemeng bäidréit. Et ass och scho méi wéi eng Kéier driwwer geschwat ginn, fir méi en direkten Zougang vun der Escher Autobunn op dee Site ze maachen. Et wier also gutt, wann deen Dossier erëm géif op de Leescht geholl ginn, fir do eng convenabel Solutioun am Intérêt vun de Leidelenger Leit ze fannen.

Eng lescht Fro ass déi am Beräich vun der erneierbarer Energie respektiv vum Urechne vun der erneierbarer Energie. Et war esou, datt an der Vergaangenheet emol déi Energie, déi produzéiert ginn ass am SIDOR, eis ugerechent ginn ass an der nationaler Bilanz, wat d'Produktioun respektiv d'Consommatioun vun erneierbarer Energie betrëfft. Wann een awer elo kuckt, wat esou eng Anlag duerstellt, da kéint ech mer virstellen, datt dat net méi de Fall ass. Duerfir d'Fro, ob dat dann och nach an Zukunft esou vun der Europäescher Kommissioun oder den europäeschen Instanze gesi gëtt oder ob dat net méi dozou gehéiert.

Dat gesot, kann ech awer voll a ganz den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Camille Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vu mir aus e Merci un de Rapporteur fir säin extrem ausféierleche schréftlechen an awer och gudde mëndleche Rapport; wat et mir och erlaabt mech kuerzzefaassen.

Jo, och déi Gréng wäerten dëse Projet stëmmen. Dat mag eng Rei Leit wonneren, déi sech nach un déi vehement Oppositioun vun der Grénger Partei géint d'Müllverbrennung am Allgemengen an och d'Fonctionnéiere vun der SIDORs-Anlag, am Speziellen an de Grënnungsjore vun der GAP a GLEI, erënneren.

Wa mir also fir dëse Projet sinn, dann huet dat näischt mat engem Meenungswiessel vun eiser Partei ze dinn. Et huet och näischt domat ze dinn, dass an Tëschenzäit deen een oder anere Member vum Büro vum SIDOR eng gréng Parteikaart huet. Mä dat huet domat ze dinn, Här President, dass Müllentsuergung am 21. Jorhonnert net méi vill ze dinn huet mat deem, wat nach an de 70er an den 80er Jore vum leschte Jorhonnert drënner verstane ginn ass. Et huet och domat ze dinn - a mäi Virriedner huet dat scho gesot -, dass d'Müllverbrennung haut nëmme méi wéineg gemeinsam huet mat deem vu virun 20 Joer.

Schlussendlech huet et och domat ze dinn, dass d'Problematik am Offallberäich insgesamt eng aner ass. Virun 30 Joer huet am Kontext „Müllentsuergung" nach kee Mënsch vum CO_2 a vun allgemengen Energiebilanze geschwat. Dat war keen Thema. Mir haten zwee Themen. Dat eent war de Mangel u Plaz, fir Deponien ze fannen, an dat anert war effektiv d'Belaaschtung vun der Atmosphär mat schwierege Gasen.

Déi Problemer do besti sécherlech och nach a sollen a mussen och nach ëmmer bei der Müllentsuergung gekuckt ginn, mä et ass awer wierklech e ganz wichtege Kritär derbäikomm. Dat ass dee vun der allgemenger Energiebilanz. Wann een haut zum Beispill eng Entsuergung am organesche Beräich ugeet, da muss ee sécherlech aner Iwwerleeunge mat afléisse loossen. Da muss ee sech d'Fro stellen zum Beispill, ob eng ganz normal Kompostéierung haut nach zäitgemëiss ass, wann ee weess, dass ee soll probéieren aus alle Ressourcen, déi mer eng Kéier an de Circuit bruecht hunn, wa méiglech erëm esou vill wéi méiglech Energie zréckzewannen.

Do ass also schrecklech vill geschitt an deene leschten 20, 25 Joer. Effektiv, wann een nach zréckdenkt, déi Zäit hu mer einfach alles an eng gro Dreckskëscht gehäit: organesch Offäll, Pabeier, Glas, jo souguer Batterien, elektronesch Apparater an esou weider. Dann ass dat alles op Leideleng gefouert ginn, oder op de Friedhaff, oder an de Muertendall. Dann ass dat entweder an e grousst Lach getippt ginn oder an e groussen Uewe gehäit ginn, deen da gedämpt huet.

Deen Uewen hat dann déi Zäit och nëmmen e Minimum vu Filteren. Et ass wuel e bëssen Elektresch mat deem Uewe produzéiert ginn, mä dat war et dann. Dat war u sech eng enorm Ressourcëverschwendung an et si wierklech ganz problematesch Gasen uewen erauskomm, wéi Dioxinen a Furanen. Ech mengen, dass et schonn awer och grad de Match ass, deen eng Gréng Partei an hire Grënnerjoren zesumme mat aneren Organisatioune wéi Greenpeace an dem Mouvement écologique gefouert huet, dass relativ séier zu Leideleng déi bescht Technologie agesat ginn ass an dass déi Verbrennungsanlag, obwuel se net prinzipiell eng nei Technologie kritt huet, awer trotzdeem déi Filtere kritt huet, fir dass - wann ech gutt informéiert sinn - se haut zu deenen Anlagen an Europa gehéiert, déi mat am mannste geféierlech Gasen ausginn.

Wann een d'Müllentsuergung oder d'Müllpolitik haut kuckt, dann huet dat relativ wéineg mat deem ze dinn. Mir wëssen alleguer, dass haut eng Villfalt vun Trien a Recyclagë virun der Endentsuergung ass; mir hu beim Glas - kann ee bal soen - 95% vun deem, wat recycléiert gëtt. Do, wou blo Dreckskëschte stinn, kënnt een och beim Pabeier a beim Kartong extrem héich. Et gëtt Biomüll gesammelt, Gras, Heckeschnëtt an esou weider an esou fort.

Eppes ganz Wichteges soll een net ënnerschätzen, wat vläicht vun der Quantitéit hier net esou enorm vill ass, awer vun der Geféierlechkeet: déi ganz Aktioun Super-DrecksKëscht mam Sondermüll. All déi Batterien, déi soss monter an eng gro Dreckskëscht geflu sinn, fléien haut net méi doran.

Et soll een och de positiven Effet vun enger Initiativ Ecotrel net ënnerschätzen, fir sämtlech elektronesch Geräter - an déi wäerten net méi kleng; dach, méi kleng vläicht, awer net méi kleng an der Zuel ginn -, dass mer déi an Zukunft kréien.

Dat ass och d'Zukunft vun der Offallpolitik: generell d'Hiersteller mat an d'Verantwortung zéien. Wann ee sech iwwerleet, wat an der Automobilindustrie geschitt ass: Zënter dass d'Automobilindustrie selwer responsabel ass, fir hir Autoen zréckzehuelen an ze recycléieren, ass d'Zuel vun de Plastike vun iwwer 20 an engem Auto - déi mer fonnt hunn, déi een net méi konnt recycléieren, well een net méi wousst, wéi eng Zort vu Plastik dass et war - erofgaangen op zwou oder dräi, déi ganz genee gezeechent sinn an déi beim Entsuerge vun den Autoen an der Automobilindustrie erëm ganz kloer kënne recycléiert a frësch agesat ginn.

Dat ass déi grouss Stoussrichtung, op déi mer sollten um europäeschen Niveau kommen. Mä et ass ganz wichteg, dass grad déi dote kleng Quantitéite vu ganz geféierlechem Müll net méi dra sinn.

Wann een dann dernieft och nach gesäit, dass elo mat der Auskoppelung vun der Wäermt vu Leideleng bis op d'Cloche d'or ganz vill Energie ka gespuert ginn, da kënnt Der verstoen, dass och déi Gréng dëse Projet wäerte stëmmen. Ech mengen, dass déi Ausso vun engem vun de Virriedner hei stëmmt, dass, nodeem d'Müllverbrennung eng Zäit ganz hefteg an der Kritik stoung, et ganz sécher ass, dass déi Technologie zukunftsträchteg ass.

Et gesäit ee jo och, dass d'EU-Législatioun ganz kloer a Richtung geet, dass lues a lues d'Deponéierung vun - op jidde Fall onvirbehandeltem - Müll wäert geschwënn eriwwer sinn. Ech si fest iwwerzeegt, dass iwwerhaapt d'Deponéierung vu Müll an deenen nächste 15, 20 Joer en Enn wäert hunn.

Duerfir, Här Oberweis, et ass ganz léif, dass Der eng Zesummenaarbecht umahnt tëschent deenen dräi grousse Syndikater a frot, mir sollten eis Gedanke maachen. Mä mir hunn net op Iech gewaart, fir eis scho Gedanken ze maachen. De SIDEC, besonnesch - dat kënnt Der Iech virstellen - wann ee weess, dass d'Lach spéitstens 2020 wäert voll sinn, da muss ee sech onofhängeg vun enger EU längst virdru Suerge maachen.

Wou ech awer net méi esou iwwerzeegt sinn, Här Oberweis, an och do ass d'Technologie ganz wäit gaangen: Ech weess net, ob a 15 Joer d'Léisung nach wäert sinn, honnerten an dausende Camionen duerch d'ganzt Land fueren ze loossen, fir alles op enger Plaz ze verbrennen, wou mer da vläicht awer net genuch Abnehmer hunn, fir déi Hëtzt ze huelen.

Ech wëll net ze wäit goen an och net schonn eng Rei Iwwerleeunge verroden, déi nach intern am Büro vum SIDEC sinn. Ech kéint mer awer en Zeenario virstellen, dass mer souguer vläicht eng Kéier zwou oder dräi Müllverbrennungsanlagen hätten. Och do sinn et viru 15, 20 Joer nach keng Anlage ginn, déi fir 100.000 Leit oder esou kleng genuch wieren; wann ech esou däerf soen. Dat gëtt et ewell haut alles an et ass ganz gutt méiglech, dass mer eng Kéier en Zeenario hunn, dass mer vläicht zwou oder dräi dezentral Anlagen hunn, déi dann no bei de Verbraucher fir d'Hëtzt kënnen e Maximum vun der Hëtzt auskoppelen. Dat ass ënnert der Optik „CO_2-Problematik am 21. Jorhonnert" dee Wee, dee mer sollte goen.

Mir sinn amgaang do ze iwwerleeën. Ech ka confirméieren, dass d'Zesummenaarbecht tëschent deenen dräi Syndikater exzellent ass a mir waarden op déi nächst Phas vum Plan national des déchets, fir déi lokal a regional Zesummenaarbecht ofzeschwätze mat deene vun der Regierung. Ech gesinn am Ëmweltberäich aner Domäner, wou mer vill méi Hausaufgaben nach hunn a wou mer vill méi Handlungsbedarf hunn, wéi eventuell am Müllberäich. Ech mengen do huet Lëtzebuerg sech an deene leschte 25, 30 Joer relativ gutt opgestallt kritt.

Dat gesäit een och un de Quantitéiten, déi entsuergt musse ginn. Trotz relativ steigender Populatioun hu mer déi Quantitéiten, déi wierklech entweder verbrannt oder deponéiert musse ginn, eenegermoossen am Gréff. Ech wëll net soen, dass net nach Effortë musse gemaach ginn. Mä do ass ganz villes geschitt, esou dass et evident ass, dass mir als gréng Partei deen heite Projet nëmme kënnen ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. D'Wuert huet elo den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus dem Roger Negri Merci fir säin exzellente Rapport, esou wéi mer dat vun him gewinnt sinn, an et kann ee vläicht d'Virriedner bal mat aschléissen, déi alleguer jiddfereen nach iergendwéi e spezifeschen Deel hei mat engem grousse Fachwësse virgedroen hunn.

1976 ass de SIDOR opgemaach ginn. Haut, also quasi 30 Joer duerno, hu mer en neie Projet virleie fir de SIDOR, deen de Müll asammelt vun iwwer 300.000 Awunner aus de Kantonen Esch, Capellen a Lëtzebuerg, e Projet, wann een dat mat virun 30 Joer vergläicht, deen haut eigentlech ganz roueg iwwert den Instanzewee geet.

Et waren net nëmmen, wéi de Camille Gira virdru gesot huet, déi gréng Kolleegen, déi aus aneren Iwwerleeungen deemools sech géint esou Projeten ausgeschwat hunn, mä et war och déi Zäit an der Bevölkerung selwer, kann ech mech erënneren, an deem Eck eng vill méi grouss Oppositioun. Et war ongeféier bal esou eng Diskussioun wéi mer se haut hunn, wa mer mussen anzwousch e Prisong implantéieren; esou war och déi Zäit eng grouss Diskussioun, wien da géif elo déi Müllverbrennungsanlag do ophuelen.

D'Zäiten hu geännert an haut ass et eng Selbstverständlechkeet ginn, datt all Parteien an och all Leit am Land, géif ech mengen, sech där Problematik bewosst sinn a sech och domadder intensiv beschäftegen an hirem dagdeegleche Liewen.

Et ass eng Investitioun, déi net kleng ass. Et sinn ëmmerhin 100 Milliounen Euro, déi hei investéiert ginn, wou de Stat mat 25% dru participéiert. Déi aner gi vun deene syndikéierte Gemengen iwwerholl. Mir wëssen alleguerten, wann de Stat eng Participatioun vun iwwer 7,5 Milliounen hëlt, datt mer da mussen e Gesetz maachen; duerfir ass dat Gesetz haut do.

Ech wéilt och soen, datt haut aner Iwwerleeunge komm sinn - meng Virriedner hunn et schonn ugeschwat. Ech denken zum Beispill un d'Cogénératioun; wann een dat virun 30 Joer engem gezielt hätt, datt een eng Kéier géif eng Leitung leeë vu siwe Kilometer vu Leideleng bis op d'Cloche d'or fir do, am Zesummenhang mat der Stad Lëtzebuerg, Energie, d'Hëtzt weiderzeverschaffen, dann hätt wahrscheinlech keen et gegleeft. Et ass also eng risen Evolutioun an déi Richtung do gaangen, wou et derwäert ass, datt mer alleguer zesummen dorunner schaffen an de Fachleit och déi néideg Moyenë ginn, fir Recherchen an déi Richtung ze maachen, well eben och nach ganz villes erauszehuelen ass.

Insgesamt sinn ech awer der Meenung, wann och hei Virriedner gesot hunn, datt mer den Haushaltsmüll eenegermoossen am Gréff hätten, datt e souguer liicht erofgaange wär, datt, global gesinn, mer haut als Bierger vill méi Müll am Gesamte maachen, wéi dat virun enger Rei vu Jore war. Well wa mer kucken, wat mer haut alles erauszéien - dat geet beim Minettkompost un iwwer Recyclingparken, et geet iwwert d'SuperDrecksKëscht -, a wann ee kuckt, wat jiddfereen doheem haut nach an deem Beräich mécht - ech hunn elo grad emol nogeduecht, bei mir doheem hunn ech insgesamt aacht Saachen, déi recycléiert ginn -, da stellen ech mer alt ëmmer d'Fro, wéi Leit an Appartementshaiser et iwwerhaapt nach fäerdeg bréngen, ze recycléieren, wann ee bedenkt, wat een haut vun de Gemengen alles doheem ewechgeholl kritt respektiv op Recyclingparke féiert. A wann een da kuckt, datt een da wuel net méi esou vill an déi normal Haushaltsmülltonn gehäit, da gesäit een awer, datt een do derniewent nach onwahrscheinlech vill u Müll produzéiert, deen eben op aner Weeër vun esou engem Recycling geet.

Esou datt ech mengen, datt et net nëmmen duergeet, datt mer higinn an datt mer Alternativen zu der Müllverbrennung ubidden doduerch, datt mer eben eng ganz Rei vu Recyclingmesurë proposéieren, mä datt mer och missten nach méi dohinner schaffen, fir insgesamt dat, wat ech alles als Müll betruechten, iwwer e Wee reduzéiert ze kréien. Dat wier och e wesentleche Schratt, dee mer misste maachen.

Dat gesot, Här President - ech menge meng Virriedner hu praktesch alles gesot, wat heizou ze soen ass -, géif ech och d'Zoustëmmung vun dem Grupp vun der ADR heizou brëngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Ëmweltminister, wann ech gelift.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Merci, Här President. Och kuerz mäi Merci un d'Kommissioun an un hire Rapporteur, de Roger Negri, fir déi schnell Aarbecht vum Januar bis elo, fir d'Stëmmen, an domadder och fir dem SIDOR déi néideg Assurance ze ginn, wat d'Finanzéierung ubelaangt. Hei war jo de Mëtteg e bësse schonn en Training fir déi Diskussioun, déi mer ze féieren hunn iwwert den nationalen Déchetsplang.

Eng Rei vun Elementer si scho komm, déi och an eise Virbereedungen dra sinn, déi bis Enn des Joers sollen ofgeschloss sinn. Mir wäerten dann d'Geleeënheet kréien, och iwwert d'Froe vun der Cogénératioun ze schwätzen an iwwer all dat, wat am Laf vun der Zäit sech an der Entwécklung vun der Technik an der Technologie gemaach huet. An et ass richteg hei bemierkt ginn: Wann et eng Politik gëtt, wou mer an deene leschte Joren iwwer eng Rei Legislaturperioden ewech eng gutt, zilorientéiert Politik gemaach hunn, dann ass et ouni Zweifel déi heiten.

Et sinn e puer Froe gestallt ginn, op déi ech kuerz nach wëll agoen. Mir ass d'Assurance gi ginn, dass déi 52 Leit, déi op där Anlag schaffen, effektiv vun deem neie Bedreiwer och iwwerholl wäerte ginn. Dat war de Souci, dee vum Här Berger ausgedréckt ginn ass.

D'selwecht Äntwert op d'Fro - och vun him -, wat d'erneierbar Energien ubelaangt. Si ginn net ugerechent, well einfach d'Kommissioun der Meenung ass, an doriwwer kann een natierlech stonnelaang diskutéieren, dass Energiekonzepter, déi op Offallverbrennung bauen, a sech d'Offallvermeidung net onbedéngt als Prioritéit hunn an domadder och net ugerechent ginn. Do kann een och anerer Meenung sinn, mä dat ass jiddefalls am Moment nach déi Meenung, déi d'Kommissioun an där Fro do ausdréckt.

Ech wëll och nach eng Kéier soen, dass mer e Freideg an der Regierung de Règlement grand-ducal ugeholl hu fir de Comité d'accompagnement anzesetzen, fir zesumme mat der Stad Lëtzebuerg déi Fro vun der Ubannung, wat d'Wäermt ubelaangt, vun der SIDORs-Anlag mat der Cloche d'or an dem Ban de Gasperich ze décidéieren, esou dass dee Comité schnell kann zesummekommen, fir dann och déi Froen - an do gëtt et eng Rei vu Froen nach, déi ze diskutéiere sinn - ze diskutéieren an dann och eng Propositioun un d'Regierung ze maachen, well mer méiglecherweis och do mat engem Gesetz mussen heihinner zréckkommen, well eis Participatioun méiglecherweis och do kéint iwwert déi 7,5 Milliounen erausgoen, ähnlech wéi mer et mam SUDCAL an Zesummenhang mat der Wäermt vun der Twinerg fir de Beräich vun de Frichë gemaach hunn.

Ech wëll leschtens soen, well dat vun eenzelne Riedner gesot ginn ass, dass et där Strategië vill gëtt, an deene mer amgaang sinn ze schaffen, an ech géif hoffen, dass mer hei bei där Politik vum Offall déiselwecht Resultater hätten, wéi an anere Beräicher.

Mir sinn am Moment amgaangen ze schaffen un der Strategie fir de Plan national vum Développement durable. Mir schaffen um Plan national fir den Offall, mir schaffen un der Klimaschutzstrategie, mir schaffen un der Ëmsetzung vum nationalen Naturschutzplang, dee mer gemaach hunn, a wäerten an deenen nächste Wochen och erausgoe mat der Strategie vun der Ëmsetzung vun der Kaméidispolitik. Et gëtt also villes ze maachen. Ze hoffe wär, dass mer bei deene Strategien alleguerten déiselwecht Resultater hätten, wéi mer se déi lescht 20 Joer am Offallberäich haten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5826. Dir fannt den Text am Document parlementaire 5826[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5826 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Christine Doerner), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

D'Madame Brasseur freet d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, ech wollt lech soen, dass mir d'Prokuratioun hate vum Här Helminger, mä mir hunn als DP net fir den Här Helminger gestëmmt, well den Här Helminger President vum SIDOR ass, an et soll een do d'Part des choses maachen. Duerfir huet den Här Helminger net un dësem Vote participéiert.

M. le Président.- Domat bleift et bei 59 Jo-Stëmmen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5822. Dat ass de Projet de loi iwwert de System „e-go". D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, wéi ëmmer haut de Mëtteg, den honorabelen Här Roger Negri.

6. 5822 - Projet de loi relative au financement du système de perception tarifaire électronique dans les transports publics

Rapport de la Commission des Transports

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ab dem 27. Juni 2008 soll et méiglech ginn, de Billjee, fir mam Zuch oder mam Bus ze fueren, op elektroneschem Wee ze kafen. Vun dann u brauch ee sech net méi an eng File ze stellen, fir säi Monatsbilljee ze kafen. Och brauchen déi Leit, déi gär mam Bus oder Zuch fuere géifen, awer net wëssen, wou een dann ausser op deene grousse Garen e Billjee kritt, sech dës Fro net méi ze stellen.

Wann een aus iergendenger Uertschaft de Bus fir an d'Stad huele wëllt, fir vläicht mat de Kanner bei den Dokter ze fueren, da froe sech vill Leit: Ginn ech eens, wann ech elo an de Bus klammen? Kréien ech beim Chauffer e Billjee? Kréien ech och fir d'Kanner vläicht eng Reduktioun? Wat maachen ech, wann ech keng Mënz hunn? Ginn ech da matgeholl am Bus, oder halen ech de ganze Betrib op, wann ech mat menger Famill an de Bus klammen an net direkt weess, wéi alles leeft?

Oder wann een op iergendengem Quai am Land steet, wou et kee Billjeesschalter gëtt an ee kee froe kann, well keen do ass, klëmmt een dann an den Zuch, wann ee kee Billjee huet? A wat mécht een dann am Zuch? Leeft ee bei de Kontroller, wéi een esou schéi seet, oder muss ee fäerten, en extra deiere Präis als Strof, quasi als Protokoll ze bezuelen?

Vill Leit, déi sech all déi Froe stellen, huelen dann oft d'Décisioun, fir guer net den öffentlechen Transport ze huelen a ganz einfach mam Auto ze fueren. Mat der neier „e-go"-Kaart sinn ab Enn Juni 2008 all déi elo grad gestallte Froe kee Grond méi, fir net mam öffentlechen Transport ze fueren. Déi Plastiks-e-go-Kaart huet d'Gréisst vun enger Kreditkaart. Ech hunn Iech esou eng matbruecht, hei gesitt Der se.

Här President, ech géif Iech eng iwwerreechen a schenken.

M. le Président.- Ass déi fir ze benotzen, Här Negri?

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Jo, vum 27. Juni un. Ech ginn och de Kolleegen eng. Da kënnt Dir se eng Kéier kucken.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Gär geschitt.

Déi nei Plastiks-e-go-Kaart huet d'Gréisst, wéi gesot, vun enger Kreditkaart. Dir kënnt se kucken.

(Interruptions et hilarité)

Op enger e-go-Kaart, déi Dir elo gesitt, kann ee sechs verschidden Zorte vu Billjeeë lueden. Déi heefegst dovu sinn: den einfachen Zwee-Stonne-Billjee, de Carnet fir méi Faarten, de Monatsbilljee an esou weider.

Fir dee ganzen elektronesche System ronderëm d'e-go-Kaart opzebauen, ass e grousse Projet ënnert dem Numm e-go ausgeschafft ginn, dee mer haut a Form vun engem Gesetz stëmme wëllen.

Vum Fong hier ass den e-go-Projet als Einstieg an d'elektronesch Tarificatioun e Quantesprong, fir den öffentlechen Transport ëmmer méi attraktiv ze maachen.

Vun der Form hier, wéi et zu dësem Projet de loi komm ass, ass dëse Projet net gradesou gutt, well mer hei virun engem Joer virun engem Fait accompli stoungen.

Mä loosse mer emol der Rei no fueren, an da wäert sech ënnert dem Strëch dat Positiivt fir den öffentlechen Transport bei dësem Projet de loi décortiquéieren.

Här President, scho säit 1996 hunn d'Opérateure vum öffentlechen Transport hei am Land doriwwer nogeduecht, fir d'Konditioune vum Billjeesverkaf ze verbesseren duerch en elektroneschen Ofrechnungssystem. Déi véier national Opérateuren am öffentlechen Transport sinn d'CFL, als Eisebunn, den AVL mat de Bussen aus der Stad Lëtzebuerg a ronderëm, den TICE mat de Bussen aus de Südgemengen an den RGTR - soen ech emol - mat de Landbussen. Déi véier Opérateuren hu sech 1999 op den e-go-System gëeenegt no enger Visite zu Berlin, wou den elektroneschen e-go-System scho fonctionnéiert huet.

Ee vun de Grënn, fir sech fir den e-go-System ze entscheeden, war virun allem, well ee sech op d'Erfahrung aus enger grousser Stad aus dem Ausland baséiere konnt. Natierlech ass et haut am Joer 2008, bal zéng Joer no där Entscheedung, einfach ze soen, dass de System net deen allermodernste Stand duerstellt. Mä mir wësse jo alleguer, wéi rasant déi elektronesch Entwécklung an alle Beräicher ass, da muss een, wann ee sech eng Kéier op ee System festgeluecht huet, och emol eng Zäit laang derbäi bleiwen.

Här President, politesch huet sech de Regierungsrot op Propositioun vum Transportminister den 21. Dezember 2001 décidéiert, fir den e-go-System anzeféieren a Form vun engem Pilotprojet. E Pilotprojet, fir sécherzestellen, dass de System fonctionnéiert, ier en op d'ganzt Land bei Zuch a Bus generaliséiert ka ginn.

Et dierf een nämlech net vergiessen, an dat ass enorm wichteg, dass, nodeem ee sech fir den e-go-System décidéiert hat, dëse Produit nach „taylor made", also op d'Mooss huet misse gemaach ginn, fir mat alle Spezifissitéiten eens ze ginn, déi mer nun emol hei am Land hunn. Schliesslech muss de System jo bei deene véier virgenannten Opérateure fonctionnéieren, an zwar och ënnereneen, also interopérabel sinn.

Dëse Projet pilote ass aus deem Grond par voie de gré à gré un eng Firma fir e Montant vun 2.656.710 Euro adjugéiert ginn. Heifir huet dës Firma déi ganz Software entwéckelt op Basis vun der RFID-Technologie, der Radio Frequency Identification.

D'Konzept dovunner war folgend: D'e-go-Kaart kann op Automaten opgeluede ginn, déi souwuel d'Sue cash unhuele wéi och d'Kreditkaarten akzeptéieren, ähnlech wéi de System, deen Dir an de Parkhaiser kennt. An all Bus an op all Eisebunnsquai gi Bornen opgeriicht, wou een d'e-go-Kaart op eng markéiert Plaz hält, an domat bucht de System automatesch déi respektiv Fraisen of. Zousätzlech soll et och nach méiglech sinn, all méiglech Statistiken opzestellen iwwert d'Mobilitéit an d'Gewunnechte vun de Clienten.

Am Joer 2002 ass den e-go-Projet op der Buslinn vu Miersch an d'Stad getest ginn. Nodeems dass de Projet pilote hei validéiert gi war, ass den e-go-System och nach vun de städtesche Bussen - der AVL - an den CFL getest ginn. Well d'Resultater dovunner positiv waren, huet de Regierungsrot den 30. Juli 2003 décidéiert, den e-go-System op de ganzen öffentlechen Transport hei am Land ze generaliséieren. D'Commande ass un déiselwecht Firma gaangen, déi de System entwéckelt huet, fir e Montant vu 7.397.705 Euro.

Ab dem Joer 2004 huet dunn déi respektiv Firma ugefaangen, d'Equipementer bei deene verschiddenen Opérateuren opzeriichten. Mat der Zäit huet sech awer ëmmer méi erausgestallt, dass de Projet net richteg virukomm ass. Doropshin hunn den Transportminister an de Budgetsminister am September 2005 décidéiert, de ganze Projet enger kritescher Analys ze ënnerzéien.

Den 2. Mee 2006 huet den Transportminister dem Regierungsrot en Dossier virgeluecht, fir déi bis elo geleeschten Aarbecht ze bezuelen iwwert de Wee vun engem Projet de loi, well de Seuil vu 7,5 Millioune jo dépasséiert war. Zugläich sollt awer och den e-go-Projet vun enger externer spezialiséierter Firma auditéiert ginn, souwuel um technesche wéi um finanziellen Niveau, fir no Léisungen ze sichen an de Projet ze finaliséieren.

D'Missioun un den Auditeur war ausserdeem, den definitive finanzielle Montant vum Projet ze estiméieren, deen dann an dëst Gesetz ageschriwwe gi soll.

Den 19. Mee 2006 huet de Regierungsrot dëser Propositioun vum Transportminister zougestëmmt. Den Auditeur, deen dunn ugefaangen huet mat schaffen, huet als Haaptproblemer vum e-go-Projet folgend Punkte festgehalen:

De Projet war 2003 ouni prezisen Aktiounsplang gestart ginn.

Et hunn ënnert den Opérateure grouss Differenze bestanen, virun allem wat den elektroneschen Check-in ugeet, esou dass d'Opérateure quasi net méi um Projet matgeschafft hunn.

Den drëtte Problem. D'Tarificatioun huet baséiert op zwee Kritären: der Distanz an der Dauer vun engem Trajet. Den e-go-System ass softwareméisseg awer mat der Problematik vun der Distanz net eens ginn a war elektronesch net an de Grëff ze kréien.

Als wichteg technesch Konklusioun ass dunn e Kompromëss mat den Opérateure fonnt ginn, fir bei der Tarificatioun net nëmmen de Facteur Zäit vun engem Trajet zréckzebehalen. Dëst ass scho bei der neier Tarificatioun vum 1. Juli 2007 ëmgesat ginn, wou e Billjee elo fir zwou Stonnen Trajet gëllt, amplaz fir eng Stonn, wéi bis dohinner.

Als finanziell Konklusioun ass festgehale ginn, dass d'Envergure vum Projet total sousestiméiert war. Et ass e Kompromëss fonnt ginn, fir e sougenannten „e-go de base" - also e Basis-e-go - ze installéieren, dee genau definéiere soll, wivill Infrastrukturen opgeriicht solle ginn.

Als weider Konklusioun ass proposéiert ginn, de ganze Projet mat engem „Project management" ze assistéieren, fir all zukünfteg Aktivitéite permanent am Viraus ze validéieren a virun allem duerno och ze kontrolléieren.

Den 23. Abrëll 2007 huet den Transportminister deen neien Aktiounsplang der Budgetskontrollkommissioun vun der Chamber virgeluecht. An den 23. Mee huet d'Chamber hei an dësem Sall an enger Motioun d'Regierung opgefuerdert, innerhalb vun engem Joer: 1. e System e-go de base auszeschaffen; 2. e Projet de loi auszeschaffe mat den definitive Fraisen an zugläich déi bis dohinner ugefale Fraisen ze regulariséieren, an 3. e Cahier des charges vun der Communauté des transports ausschaffen ze loosse fir déi spéider Exploitatioun vum e-go.

Här President, dëse Projet de loi hu mir haut elo virleien. De Gesamtmontant beleeft sech op 16,68 Milliounen Euro. Dovunner sinn duerch d'Käschte vum Projet pilote an der éischter Commande scho ronn 10 Milliounen Euro verschafft. An deene gesamte 16,68 Milliounen Euro sinn d'Maintenance-an d'Gestiounskäschte vun 2,32 Milliounen Euro mat enthalen, fir den Démarrage an der Phase transitoire ze assuréieren; vum 27. Juni 2008 bis den 1. Januar 2009, bis deen neie Contrat de gestion et de maintenance vun der Communauté des transports opgestallt ass.

Här President, den e-go de base, wéi en am Juni 2008 a Betrib geet, huet folgend Haaptkomponenten:

Éischtens, d'e-go-Kaart - Dir hutt se gesinn -, op där sechs verschidde Fonctiounen op enger an därselwechter Kaart kënne chargéiert ginn, där sinn der an enger éischter Phas 180.000 Stéck disponibel. Transitoresch ginn awer och nach Kartongsbilljeeën an Ticketen op Pabeier fir an de Bussen agesat. Ausserdeem - an dat ass net onwichteg - bleift deen aktuelle Billjeessystem de Moment och nach a Betrib.

Déi zweet Haaptkomponent vum e-go de base: Et kann een en „autoload"-Kontrakt ofschléissen iwwer en Ordre de domiciliation, wou, wann op der e-go-Kaart keng Sue méi drop sinn, bei der éischter Benotzung erëm spéider, och wa se komplett ofgelaf ass, d'e-go-Kaart automatesch erëm opgeluede gëtt. Dat ass e ganz interessante Punkt. Domat ass een dann erëm permanent operationell, fir mat Zuch a Bus ze fueren, ouni an iergendee Guichet mussen ze goen.

Déi drëtt Komponent: D'Bezuelautomaten - oder am Jargon AVMen, „Automatic Vending Machines", wéi se genannt ginn -, där sinn der fir d'Mobilitéitswoch am September eelef a Betrib a stinn um neie flotte Flughafen, um Park & Ride Bouillon, um Centre Hamilius, zwee op der Gare Lëtzebuerg a jeeweils een op de Garen Ettelbréck, Esch, Diddeleng, Déifferdeng, Péiteng a Keel.

Déi véiert Komponent: d'Oblitérateuren. Dat sinn also Apparater, wou een d'e-go-Kaart ka validéieren, déi op de Quaië stinn - dat sinn der 147 Stéck - oder an de Bussen - dat sinn der 1.400 Stéck; esou vill Busse gëtt et - montéiert ginn.

Déi fënneft Komponent: Verschidde Kontrollapparater fir d'Zuchkontrolleren an d'Buschaufferen, déi et och erlaben, e-go-Kaarten opzelueden - wou ech Iech elo hei d'Stéckzuelen erspueren -, an och well se vum Client am Zuch a Bus via d'Personal vun den Opérateure jo iwwerall erreechbar sinn.

Här President, Dir gesitt, den neien elektroneschen Tarificatiounssystem, den e-go de base, wéi en Enn Juni 2008, also an zwee Méint, a Betrib geet, ass eng flott a sënnvoll Saach a wäert eng Promotioun ginn, fir den öffentlechen Transport vun Zuch a Bus verstäerkt ze gebrauchen. De Projet kascht 16,68 Milliounen Euro an e begräift vill Komponenten, déi ech jo elo grad erkläert hunn.

Domadder bieden ech Iech, dësem Projet de loi zouzestëmmen, ginn den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den éischte Riedner ass den Här Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ech dëser Deeg eng Kéier an de Parking vun der Chamber gaange sinn,...

Une voix.- Den Här Castegnaro ass awer haut net do.

(Hilarité et interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...dunn huet ee mech ugehalen an huet mer gesot, ech soll elo emol eng Kéier net nëmmen de Rapport vun der Transportkommissioun kucken, mä hien huet mer esou en Ziedel an de Grapp gedréckt an huet gesot: Da lies och emol eng Kéier d'Rapportë vun der Comexbu! An de Rapportë vun der Comexbu fënnt ee bal méi, wéi an deene Rapportë vun der Transportkommissioun an deem exzellente Bericht, an deem de Roger elo e wonnerbaren Historique gemaach huet.

Déi éischte Kéier huet sech d'Comexbu den 20. November 2006 mam Problem vum e-go beschäftegt. Firwat d'Comexbu sech domadder huet misse beschäftegen, huet de Roger Iech gesot. Et ass ugaange mat 2,2 Milliounen, duerno ware mer op siwe Milliounen, duerno op zéng, an de Moment si mer op 16,8 Milliounen.

Do liest een dann am Bericht vun der Comexbu, dass den Här Grethen, dee President war vun der Comexbu, gesot huet, dass, well hien awer a sengem fréiere Liewen Transportminister war, hien déi Sitzungen net wéilt presidéieren. An et war do un engem vun de Vizepresidenten, déi Sitzungen ze presidéieren, wann et ëm d'Thematik gaangen ass vum e-go.

Wann Dir dann déi Berichter weiderliest, stellt Der fest, dass an der Sitzung vum 19. Januar den Transportminister Lucien Lux zesumme mat sengem Conseiller an där Sitzung war, déi ënnert der Présidence vum John Castegnaro stoung. Do ass drop higewise ginn, och vun der Société KPMG, dass op verschidde Säite vun deenen hirem Rapport Ännerunge misste virgeholl ginn, wat zum Beispill den Décompte automatique des tickets vendus dans le bus géif ubelaangen, wat déi Société chargéiert gi war, fir dee Projet ze maachen.

Et muss ee jo drun erënneren, dass, fir dee Pilotprojet ze maachen, dee System deemools zu Berlin gekuckt gi war. Berlin war 1990 bei der Wiedervereinigung eng Stad vun 3,46 Milliounen Awunner, 8,89 km² grouss, 23 Bezierker - 12 West an 11 Ost -, fir och d'Proportiounen eng Kéier ze vergläichen tëschent Berlin a Lëtzebuerg.

Do ass dann och geschwat ginn iwwert d'AVMen. Dee Moment ass nach geschwat ginn, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, vu 50 AVMen. De Roger huet Iech elo grad erkläert, wat en AVM ass. An där Sitzung drop si mer erofgaange vu 50 op 42, fir herno am Endeffekt bei néng AVMen ze bleiwen. Dat ass déi Maschinn, mat där een d'Kaart ka lueden.

Déi Sitzung drop ass d'Fro gestallt ginn, firwat kee Cahier des charges ausgeschafft gi wier. De Roger huet erkläert, an d'Leit heibanne wëssen alleguerten, dass, wann ee 7,5 Milliounen dépasséiert, een da muss eng Soumissioun maachen. D'Fro ass gestallt ginn, ob dann net eng Analys misst gemaach ginn. De Conseiller vum Minister huet do alles explizéiert, firwat et vu 50 op 42 an duerno op eelef erofgaange wier, dass deemools gerechent gi wier, dass dee Projet 2,2 Millioune géif kaschten an een duerfir net vun enger Soumission publique geschwat hätt, dass eng Société awer elo engagéiert gi wier, fir dee ganze Sujet ze analyséieren - en Auditeur, fir et esou auszedrécken.

Et ass awer och vu Kolleegen ugereegt ginn, dass et awer elo vläicht géif Zäit ginn, driwwer nozedenken, ob net och misst eng Analys gemaach ginn net nëmme vun engem Externen, mä och vun der Chambre des Comptes, fir ze kucken, wéi esou eppes méiglech wär.

Dobäi haten awer verschidde Leit Bedenken, ob et richteg wier, fir d'Chambre des Comptes...

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Cour des Comptes!

M. Marc Spautz *(CSV).*- D'Cour des Comptes. Merci, Här Schreiner.

...ob et richteg wier, dass d'Cour des Comptes dann do misst ageschalt ginn.

An der Sitzung vum 7. Mee ass sech nach eng Kéier domadder beschäftegt ginn. Do war dann och de President vun der Cour des Comptes mat an d'Sitzung vun der Comexbu geruff ginn. Et ass sech nach eng Kéier mat deenen Dépassementer befaasst ginn an domadder, wéi dat méiglech wier.

Well nämlech 2002 iwwer aner Chiffere geschwat ginn ass, war do eng Interventioun, dass mer och net méi sollte schwätze vun engem Engagement financier de l'État à hauteur de dix millions, mä elo ass proposéiert gi vum Chef, deen d'Sitzung presidéiert huet, nach just ze schreiwen: «…de ne plus faire figurer les montants concernés et de parler des 'engagements financiers de l'État'.» Firwat den Här Castegnaro net méi wollt, dass d'Chiffre figuréieren, dat weess ech net.

An där Sitzung ass och festgehale ginn, eng Motioun ze maachen, an déi Motioun huet d'Chamber jo duerno och gestëmmt.

An där Sitzung drop ass sech dann doriwwer gewonnert ginn, dass den Numm vum President net géif um Procès-verbal stoen. Dat ass och alles nozeliesen.

Also, dat, wat ech soen, kënnt Dir alleguerten noliesen an deene jeeweilege Rapportë vun der Comexbu. Ech maache just Citatiounen.

An do ass dann och fonnt ginn, dass et awer elo Zäit wier, dass mer géife kucken, de Projet vum e-go an der Prozedur un d'Lafen ze kréien. Et ass och ofgestëmmt gi mat sechs géint dräi Stëmmen, fir d'Cour des Comptes domat ze chargéieren, fir e Rapport ze maachen.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, wéi ech dann ënnerwee war fir op de Parking an ech du gesot kritt hunn, ech soll déi Ziedelen all kucken, well do ee mer dat geflüstert huet, hunn ech mer och Froe gestallt iwwert de Sujet vum e-go am Allgemengen.

Wat ass d'Plus-value vum e-go? Wat soll deen e-go eis bréngen? De Roger huet erkläert, et soll eis bréngen, dass et méi séier geet, wann Dir an den Transport public aklammt, dass et soll méiglech sinn, dat steet op alle Fall an där Note, déi virläit, fir ze zielen, wéi vill Leit den öffentlechen Transport hei am Land géife benotzen.

Ech hu mer dann awer direkt d'Fro gestallt: Wéi ass et da mat der Invalidekaart a mat der Jumbokaart, well déi musse jo net laanscht den Apparat goen? Wéi kéint een déi dann iwwerhaapt kontrolléieren?

Déi Fro, déi ee sech da stellt, ass: Wann deemools gemengt gi war, et bräicht ee 50 AVMen an et sinn der elo nach néng, geet dat dann duer fir d'Leit? Geet dat duer fir d'Usageren, wann ee seet, mir brauchen eppes no bei de Leit, fir dass et einfach ass, fir dass d'Leit déi Kaart séier kënne lueden, fir dass et kommerziell attraktiv ass? Well, wat mécht den Tourist?

D'lescht Woch ass hei reklaméiert ginn, den Tourismus wier hei net attraktiv genuch. Wat mécht dann den Tourist, dee wëllt op den öffentlechen Transport klammen? Dee ka jo dann net mat AVM a mat enger Carte puce fueren. Dat sinn alles Punkten, iwwert déi ee sech awer och nach muss Froe stellen.

Dass d'Iddi, déi hannert dem e-go stoung, sécherlech net schlecht war, dat ass richteg an dat bestreit och keen. Mä dass mer elo soen, mir wiere bei 16,5 Milliounen ukomm an et géif derbäi bleiwen, Dir Dammen an Hären, léif Frënn, dat ass ze bezweifelen. Et bleift vläicht bei där doter Budgetsartikelnummer bei 16,5 Milliounen, mä et wäerten awer nach aner Fraisen op de ganze System zoukommen. Och wann dat net méi dann direkt un den Transportministère geet, mä, esou wéi et am Gesetz steet, un d'Division des transports, déi soll gespeist ginn iwwert d'Recetten, déi kommen.

Et si jo awer och nach déi véier Provideren do. De Roger huet se genannt: d'Stad Lëtzebuerg, d'TICE, den RGTR, déi Privat alleguerten. Wéi geet et do mat den Engagementer? Wéi geet et do mat de Fraisen? Wéi geet et herno mam Entretien vun all deem Material? Mir sinn elo bei deenen néng AVMen. Gëtt et där net och nach méi?

Duerfir muss ee sech d'Fro stellen, och wa mer haut soen, mir mussen e Gesetz hu fir déi 16,5 Milliounen, fir d'Situatioun ze regulariséieren, ob domat da wierklech definitiv Schluss ass, an ob deen e-go eis och déi Plus-valuë bréngt, déi mer alleguerten erhofft an erwaart hunn.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, de Projet e-go ass an enger gudder Optik 1996 gestart ginn. De Roger huet et och gesot, d'Entwécklung vun 1996 bis haut ass…

(Interruption)

Pardon, den honorabelen Deputéierte Roger Negri huet dat schonn hei gesot, dass d'Entwécklung vun 1996 bis haut eng ganz aner war, well 1996 ass de Projet komm.

(Interruptions et hilarité)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn der Meenung, dass et falsch ass, wa mer haut soen, dass dee Projet elo bei 16,68 Millioune géif stoppen. Well en net wäert bei 16,68 Millioune stoppen. Och wann de Minister mer elo wäert äntwerten, et bleift bei deene 16,68 Milliounen op deem Budgetsartikel, wéi virgesinn ass, esou ass dat richteg, mä et wäerten nach zousätzlech Fraisen op eis zoukommen, an ech zweifelen drun, dass et den 28. Juni mat der Carte puce, déi de Roger, ech wëll soen, den honorabelen Här Roger Negri hei leie gelooss huet,...

(Hilarité)

...esou wäert klappen, wéi et soll.

Domadder wëll ech net soen, dass ech géint den e-go sinn.

(Interruption)

Ech wëll awer soen, dass dee Projet, esou wéi en elo duergestallt ginn ass, nach vill Froen op léisst, mä dass et awer elo wichteg ass, dass mer dee legale Kader zoumaachen an dass mer fir déi Moyenen, déi bis elo engagéiert gi si vu 16,5 Milliounen, déi legal Basis schafen, fir déi och ze libéréieren, well et ass jo net de Feeler vun deene Leit, déi déi Suen zegutt hunn, mä et muss ee sech aner Froe stellen.

Ech mengen domat och elo net Froen iwwert den Transportminister, well et ass jo net deen, deen hei sëtzt als Transportminister, deen déi politesch Verantwortung fir de Projet huet, deen déi Engagementer geholl huet, mä dat ass vun anere Plazen aus gemaach ginn.

Et ass elo wichteg, dass d'Chamber d'Moyenë fräisetzt, fir déi Rechnungen ze bezuelen. Mä mir sollen eis awer net op dëser Plaz selwer beléien a mengen, dass d'Problemer elo mat dem e-go komplett geléist wieren an dass de Problem vun haut op muer vum Dësch wier an alleguerten déi Buten an déi Wënsch, déi 1996 zum Ausdrock komm sinn, wäerte realiséiert sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, gleeft mer, och wann d'CSV d'Zoustëmmung gëtt aus deenen Ursaachen, déi ech gesot hunn, nämlech well d'Leit net dofir kënnen an net waarde sollen, bis se hir Sue kréien, ass et net fir d'lescht, dass mer heivunner schwätzen.

Do gëtt jo eng Enquête gemaach vun der Cour des Comptes, a mir waarde jo alleguerte voller Spannung drop, wat derbäi wäert erauskommen. Mä gleeft mer, dass mer awer nach méi wéi eng Kéier eis hei wäerten iwwert de Sujet e-go ënnerhalen a mierken, dass déi 16,68 Milliounen nach laang net wäerten duergoen an dass do nach vill Sue wäerten op eis zoukommen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz a Merci fir déi Konzessiounen un de Protokoll. Den Här Berger ass den nächste Riedner. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Den Här Spautz geet ze dacks an de Parking.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Bis gëschter sinn ech ni dohinner gaang.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och dem Rapporteur, dem honorabelen Här Roger Negri, Merci soe fir säin ausféierleche Rapport, deen hien hei ofginn a presentéiert huet. Ech wollt am Fong och net weider op den Historique agoe vum Projet.

Ech muss awer soen, datt ech e bëssen erstaunt sinn iwwert d'Ausféierunge vu mengem Virriedner, dem honorabelen Här Spautz, dee ganz kritesch war. Wahrscheinlech wëllt hien, datt éischter vläicht esou eng Gesellschaft wéi „ProActif" esou e Projet misst géréieren, well déi jo besonnesch gutt kënne mat öffentleche Gelder ëmgoen.

(Interruptions)

Dat gesot, mir sinn eis eens, datt d'Iddi an de Konzept vun e-go absolut ze begréisse sinn. Et soll dem Benotzer an dem Transportubidder d'Liewe vereinfachen. Virun allem soll et dem öffentlechen Transport zousätzlech Attraktivitéit bréngen.

Virdeeler sinn ënner anerem - ech ziele se net méi all op, mä e puer wëll ech awer nach eng Kéier rappeléieren -, datt een all öffentlechen Transport ka mat enger perséinlecher Kaart benotzen. Mir konnte se jo elo eng Kéier liicht touchéieren, hei läit se nach.

Et kann een esou eng e-go-Kaart och iwwer eng Kreditkaart rechargéieren, iwwert de sougenannten „autoload". Et ass eng praktesch Kaart. Déi Carte puce fonctionnéiert e bëssen esou, wéi mer et scho kenne vun de Parkingen, well ee se net méi brauch aus der Täsch erauszehuelen, mä da laanscht déi verschidden Apparater ka goen. Op där anerer Säit ass et och fir d'Buschaufferen eng Erliichterung. Et bedeit jo, datt déi sech net méi musse mat Ticketausstellen ofginn. Och déi gemeinsam Gestioun vun den Ofrechnunge fir déi verschidden implizéiert Betriber ass en aneren Aspekt, deen ugefouert gëtt.

De System erlaabt et och, op eng méi einfach Manéier Statistiken iwwert d'Fuergewunnechte vun den Utilisateuren ze erhiewen an domadder also och eventuell op Demanden, déi een do kann erausliesen, ze reagéieren.

läicht stellt sech natierlech och déi eng oder aner e bësse méi kritesch Fro. Wann de klassesche Billjeessystem weider wäert parallell fonctionnéieren, ass et dann net awer esou, datt een en Double emploi respektiv awer nach duebel Aarbecht huet?

Oder ëmgedréint kann ee soen, wann een elo nëmme méi esou e System huet, ass et dann iwwerhaapt nach méiglech fir en occasionnellë Benotzer mat dem öffentlechen Transport ze fueren, well deen et vläicht net gewinnt ass oder ebe keng esou eng Kaart huet?

Et kann ee sech och d'Fro stellen iwwert d'Protection des données, well jo hei op där Carte puce eng Rei Donnéeë gesammelt ginn.

Trotzdeem si mir ënnert dem Stréch awer zur Konklusioun komm, datt et hei eng grouss Zoustëmmung fir de Prinzip an de System vum elektroneschen Ticket gëtt an datt natierlech och eng gewëss Erwaardung drastécht, fir dem öffentlechen Transport domadder zu méi Attraktivitéit ze verhëllefen.

Datt mer haut de Projet de loi stëmme mussen, huet domat ze dinn, datt d'Finanzement vun deem Projet aus dem Rudder gelaf ass. Een Aspekt, dee sécherlech net esou positiv ze beuerteelen ass, an deen hei jo och schonn des Laangen an des Breede kommentéiert ginn ass.

Ech wëll just nach eng Kéier soen, an der Comexbu ass vill iwwert de Pourquoi et comment diskutéiert ginn. D'KPMG huet jo och en Audit am Ministère gemaach. Op Hiwierke vum fréieren Transportminister ass och an der Comexbu décidéiert ginn, datt d'Cour des Comptes net nëmme soll e Contrôle vun der Legalitéit a vun der Regularitéit vum Projet maachen, mä et si jo och Recommandatioune gemaach ginn, fir datt et net méi zu engem finanzielle Problem soll kommen.

Et ass dunn den 23. Mee 2007 och eng Motioun gestëmmt ginn hei an der Chamber, fir et eben dem aktuellen Transportminister ze erlaben, déi Rechnungen, déi nach ausstoungen, ze bezuelen. Déi néideg virleefeg Konklusioune si gezu ginn. D'Chamber huet hir Responsabilitéit iwwerholl.

Bleift also ze hoffen, datt mer kënnen an Zukunft e grousse Succès erwaarde vun deem e-go, vun deem elektroneschen Ticketsystem. Et bleift awer natierlech och ze hoffen, datt mer hei dann awer esou lues um Enn vun de Käschte vum Projet ukomm sinn an déi noutwendeg Léieren dorauser gezu ginn.

Ech wéilt op alle Fall hei och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Kaes huet d'Wuert gefrot.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, ech wollt dem honorabelen Här Berger eng Fro stellen: Wat huet hien dann elo mat där onsënneger Ausso iwwer „ProActif" gemengt?

(Hilarité)

M. le Président.- D'Fro ass gestallt, den Här Berger muss net drop äntwerten.

(Interruption)

Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech wollt zur Berouegung vum Här Kaes soen, datt mir haut eng Question parlementaire gestallt hunn, do wäert d'Äntwert dann an allen Detailer a schréftlech kommen, hoffe mer op jidde Fall.

M. le Président.- Mir fuere weider mam Ordre du jour. Den nächste Riedner ass den Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Et ass e bësse mat gemëschte Gefiller, dass een zu deem Projet haut schwätzt, well de Projet eng Virgeschicht huet. En huet eng Virgeschicht, déi dësen Transportminister betrëfft, awer och seng zwee Virgänger. Et ass net just de Projet vun engem Transportminister, emol net vun zwee, mä dat geet zréck op 1996 a betrëfft also schonn dräi Transportministeren an och dee jeeweilege Koalitiounspartner, deen an där Zäit net schrecklech vill variéiert huet. Dat mannst, wat ee muss soen, ass, dass an deenen zwielef Joer zënter 1996 relativ villes schifgaangen ass.

A well den honorabelen Här Spautz virdru säi Réckbléck ugefaangen huet mat där Sitzung vun der Comexbu, an där se sech mat der Prozedur am Detail beschäftegt huet, wëll ech awer drop hiweisen, dass déi Comexbu och net zoufälleg zesummekomm ass, mä zesummekomm ass, well déi Gréng déi heite Froen un d'Rulle bruecht hunn duerch eng Question parlementaire vum Kolleeg François Bausch an och duerch e Bréif vun de Gréngen, fir dass d'Kommissioun sech heimadder beschäftegt an ofgëtt. An dat war och net vu Muttwëll.

Ech ginn och net vill op den Historique haut an. Dat meescht ass scho gesot ginn. Mir hu par rapport zu deem, wat am Artikel 80 vun der Statskontabilitéit an am Artikel 99 vun der Verfassung steet, en Dépassement, dee bei iwwer 100% läit. Dat war ab engem bestëmmten Zäitpunkt prévisibel, an duerfir hu mer och déi Diskussioun virun engem Joer schonn an der Comexbu an och hei an der Plénière gefouert. Déi Diskussioun hat als Resultat deen, wann ech mech gutt erënneren, unanimë Vote vun enger Motioun. An et ass en fait och dat, wat an dësem Projet de loi elo soll realiséiert ginn an ëmgesat ginn.

Et ass also net onbedéngt noutwendeg, fir haut nach eng Kéier dee ganzen Historique do ze maachen. Dat hu mer wéi gesot an der Motioun den 23. Mee 2007 gemaach.

Dat, wat deemools votéiert ginn ass, huet och de grénge Virschlléi entsprach, an haut, sou wéi et an der Motioun stoung, bannent zwielef Méint, sou hat d'Motioun gefrot, sollt déi Saach duerch den Dépôt an de Vote vun engem Gesetz regulariséiert ginn - zumindest, wat d'Form betrëfft.

Zum Fong ass awer eng aner Diskussioun ze féieren. Fir d'éischt de positive Punkt. De positive Punkt ass, dass mer elo och op de Wee gi vun engem elektronesche System am Payement. Et ass grondsätzlech den Einstieg an d'Elektronik an deem dote Beräich, an et ass net méi wéi normal, dass mer am Joer 2008 probéieren, op dee Wee do ze goen an déi Potenzialitéiten, déi et an deem dote System gëtt, ze notzen.

Mir sinn also géintiwwer där Saach do positiv agestallt. Mir menge just, dass dat, wat elo gemaach gëtt - an do duerf een net all Virworf un déi Leit riichten, déi elo probéiert hunn, d'Kar aus dem Dreck ze zéien -, en „e-go" de base ass. Dat ass net en „e-go" a senger ganzer Potenzialitéit.

Et ass en „e-go" de base, an deen huet eben nun emol just eng Rei Funktionalitéiten. Esou war et vun der Motioun gewënscht, an dowéinst huet d'Motioun sech d'Fräiheet erausgeholl, op deem Délai vun zwielef Méint ze insistéieren, fir ze soen, et muss méiglech sinn, an där relativ kuerzer Zäit eng Rei Basisfunktiounen a Betrib ze huelen. Den Ausbau vum System ass selbstverständlech duerno net nëmme méiglech, mä mir hoffen, dass en um Ordre du jour vun deene wäert sinn, déi sech heimadder ze beschäftegen hunn.

Wann een elo zréckkuckt op zwielef Joer an op iwwer 16 Milliounen Euro, ass d'Resultat, wat mer elo kréien, awer iergendwou e for-

midabele Gâchis an ënnert dem Stréch e Fiasko fir all déi, déi dorunner bedeelegt waren. Do sinn der, déi selbstverständlech méi dru bedeelegt waren, wéi anerer.

Et ass einfach och e Moment vu Frust, wann ee kuckt, wat mer fir 17 Milliounen Euro kritt hunn. Do ass e rise Batz Geld investéiert gi fir e Resultat - dat, wat eben an de leschten zwielef Méint méiglech war, an do wëll ech kengem e Virworf maachen -, wat awer nëmmen e Basisresultat ass - fir net manner wéi 17 Milliounen Euro!

Wann een da considéréiert, wat déi initial Usprëch waren, wat soss nach sollt gemaach a méiglech gemaach ginn, a wann ee kuckt, wat méiglech ass an där doter Matière, wann een d'Elektronik an déi Systemer do eranhëlt, also d'Relatioun mam Client, d'Relatioun tëschent öffentlechem Transport an Usager, wann een déi op elektronesch Supporten hëlt, net nëmme beim Payement, mä och bei der Informatioun an nach aneren Applikatiounen, ass do ganz villes méiglech.

D'Elektronik an der Gare, den Affichage vum Délai, an deem d'Busse sollen erakommen, wou d'Bussen ënnerwee sinn, a wéi vill Minutte se dobanne sinn an esou weider, do gëtt et eng Abberzuel vun Applikatiounen, déi kënne gemaach ginn.

Wa mer haut zréckkucken an dat Gesetz hei stëmmen - well mir wëlle jo déi Situatioun regulariséieren, esou wéi d'Motioun et och eestëmmeg festgehalen hat -, bleift et awer quant au fond e formidabele Gâchis, a virun allem och e Resultat, wat wäit ewech ass vun deem, wat et initialement sollt sinn a wat et hätt kënne sinn. Dat muss een awer och kënne soen.

Eng zweet Remarque ass, dass mer an der Kommissioun souguer méi wéi eng Kéier gefrot hunn - wat elo déi lescht definitiv Tester, déi den 28. Juni lancéiert ginn, betrëfft -, ob d'Acteuren, déi heimadder ze dinn hunn, eis kéinte versécheren, dass et wäert ouni Accrocë lafen. Do gëtt et ënnerschiddlech Informatiounen. D'Acteuren hunn eis an der Kommissioun bestätegt, dass si der Meenung wieren, dass raisonnablement alles gemaach gi wier, wat dozou soll féieren, dass déi Testphas ouni Schwieregkeete kann iwwert d'Bühn goen.

Mir sinn allerdéngs do nach skeptesch. Mir wëllen et och hei an aller Däitlechkeet soen, dass mer do nach eng zolidd Portioun Skepsis hunn, well et ass eigentlech net egal, ob et klappt oder net. Wa mer elo bei der Aféierung och nach e Couac kréien, beim Ëmklamme vun deem engen op deen anere System, gëtt dat erëm eng Kéier fir den Usager, fir de Client vum öffentlechen Transport alles anescht wéi eng positiv Informatioun.

Mir mengen, dass et besser wier - well no all där Zäit kënnt et definitiv net méi op e Mount un oder zwee -, et géif een dee Lancement an déi lescht Testphas eréischt lancéieren, wa wierklech kloer ass, dass raisonnablement alles gemaach ginn ass, fir kënnen a Betrib ze goe mat deem neie System, well mir mengen, dass mer eis nach ee Couac an där heiter Diskussioun, besonnesch par rapport zum Usager, net sollen erlaben an net solle leeschten, well dat ka ganz zolidd negativ Konsequenzen hunn.

Et sinn nach eng ganz Partie Froen onkloer an ech weess, dass zum Beispill den AVL hei an der Stad - déi jo ganz vill heimadder ze dinn hunn, well bei deene fënnt daagsiwwer, notamment am Beräich vun der Vente vun Ticketen, extrem villes an der Stad Lëtzebuerg statt an déi si jo mat hiren technesche Déngschter an deem doten Aarbechtsgrupp, zesumme mat deenen aneren Acteure vum öffentlechen Transport - eng ganz Partie Bedenken huet. Si hunn drop higewisen, dass eng Rei Apparater getest gi sinn, awer eng Rei aner Apparater nach kengem seriöse Belaaschtungstest ënnerzu gi sinn.

Si hunn och schréftlech, mengen ech, der Regierung oder deem Aarbechtsgrupp matgedeelt, dass si do ganz staark Bedenken hätten, a froen, dass een déi Testphas nach eng Kéier sollt ëm e puer Wochen no hanne réckelen, fir wierklech kënnen all déi Apparater do eng Kéier engem seriösen Test ze ënnerzéien, wat d'Chancë steigert, dass ee kann, wann een dat heiten a Betrib hëlt, wierklech mat guddem Gefill de Leit soen: „Hei gëtt et en neie Produit, dat ass kee Flop, dat ass eppes, wat fonctionnéiert."

Am Moment ass et eist Gefill, dass et net ka mat leschter Certitude beäntwert ginn, ob een elo scho soll op deen dote Wee goen. Si werfen eng hallef Dose Punkten op, zum Beispill d'individuell Vente vu Billjeeën an de Bussen, an notamment d'Attributioune vun den Décompten, déi wäerten eréischt a plus/minus aacht Méint, vun elo un, zefridde stellend organiséiert sinn. Et ass elo scho gewosst, dass dat mat Sécherheet net am Juni wäert de Fall sinn. Dat wäert nach aacht Méint daueren, bis mer dat wëssen.

Ob d'Oblitérateuren an de Busse genee fonctionnéieren, ass net gewosst, well déi effektiv nach kengem Belaaschtungstest ënnerzu gi sinn. Dat ass awer en zolitten Handicap, ob een dat dote weess oder net.

Déi Kaarten, déi solle kommen, déi mussen och nach zum Deel bestallt ginn, soen d'Leit vum AVL. Si soen och, dass d'Prévente op verschiddene Plazen - et soll jo och e Réseau, an net nëmmen Apparater, benotzt ginn, vu bestehende Bankagencen oder anere Commercen, déi d'Leit kennen a wou se am Alldag eraginn, an do sollen och kënnen där Kaarte verkaaft ginn - wäert virun Enn 2008 net méiglech sinn, well do och nach eng Partie Maschinne feelen, fir déi Lokaler ze équipéieren. Och dat ass e Manko.

Et kommen där Saachen nach derbäi, an duerfir wëlle mir haut soen, dass mir d'Gefill hunn, dass mer hei wuel net ze fréi dee Projet stëmmen - deen ass esou, wéi déi Motioun et verlaangt huet, an do huet d'Regierung hir Hausaufgab gemaach an dem Wonsch vum Parlament Rechnung gedroen; dat ass an der Rei a mir wäerten en och duerfir stëmmen -, mä mir hunn awer d'Gefill, dass an der Saach selwer déi Testphas vum 28. Juni méiglecherweis e bëssen ze fréi kënnt a mir fannen dat schued. Do gi mer en onnëtz héije Risiko an en vue vun der Aféierung vun deem dote System.

Vläicht leie mer falsch. Mir wären net méi wéi frou. Mä mir hunn awer de Verdacht, dass mer net falsch leien an dass mer wierklech erëm op e puer Panne lasssteieren, déi herno de System wäerten an der Perception publique vun de Leit ganz staark no hanne geheien. Dann hu mer dem öffentlechen Transport net direkt en Déngscht geleescht. Au contraire, mir mussen eis dann erëm während e puer Wochen a Méint domadder beschäftegen, déi éischt Impressioun, déi ee jo net ka widderhuelen, ze redresséieren an ze korrigéieren, a mir froen eis, ob een dat onbedéngt muss maachen.

Duerfir och eis Fro un d'Regierung: Si mer wierklech prett fir den 28. Juni an déi Testphas ze goen, oder hätte mer net besser, eis do nach e puer Woche Bedenkzäit ze ginn, fir da wierklech ze starten, wa mer alleguerten der Meenung sinn, dass et prett ass virgestallt ze ginn?

Mat deene Remarquen an deene Froe brénge mer awer d'Zoustëmmung zum Text, well deen deem entsprécht, wat mer virun engem Joer zesummen ausgemaach hunn. Dann ass déi Saach wéinstens an der Form elo emol propper. Mir wënsche selbstverständlech dem System awer bonne chance, well mer d'Gefill hunn, hie wäert der brauchen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, wann ech gelift.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Merci un de Rapporteur. Här President, ech wëll fir unzefänken eng politesch Äusserung hei maachen, an zwar mengem Bedaueren Ausdrock ginn, datt eis sozialistesch Kolleege sech an der Regierung mat hirer Wahlprogrammsfuerderung no der Gratuitéit vum Transport public net konnten duerchsetzen,...

Une voix.- Bedauert Iech elo net!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- ...well dann hätte mer dat Milliounegraf hei mat Zäit kënnen zoumaachen a mir bräichten elo net nach weider ze zidderen, ob déi ganz Investitioun do jeemools zum Erfolleg wäert féieren.

Här President, de Projet e-go ass eigentlech e Paradebeispill vu staatlechem Versoen an der Planung, der Konzeptioun an an der Ëmsetzung vun engem grousse Projet d'investissement. 1995 ass d'Iddi lancéiert gi vun der Madame Minister Delvaux - d'Iddi war jo an a fir sech net esou verkéiert. Ech ginn e bësse séier duerch den Historique.

Am Dezember 2001 huet de Conseil de Gouvernement décidéiert, op Propositioun vum deemolegen Transportminister Henri Grethen, per Marché négocié - a wann een d'Dokumenter kuckt, da muss een der Éierlechkeet hallwer soen, datt den Här Grethen handschréftlech op där Note, déi e kritt hat, vermierkt huet, hie wär der Meenung, et misst ausgeschriwwe ginn, vu l'importance oder d'Envergure vum deem Investissement.

Den Här Grethen huet zéng Deeg duerno erëm handschréftlech vu sengem Beamte geäntwert kritt, vu la spécificité vun der ganzer Geschicht wär et net fir dat öffentlech auszeschreiwen, mä fir dat enger spezialiséierter Firma ze ginn, déi och capabel wär, fir dat ëmzesetzen.

Wann een da kuckt, wat dat fir eng Firma war - eng Firma namens SMARTEC -, déi zu 50% enger panamesescher Gesellschaft namens Roska Investment S.A. gehéiert huet, wou d'KPMG schreift, de Bénéficiaire économique wär zu deem Zäitpunkt héchstwahrscheinlech net bekannt gewiescht, da muss ee sech dach awer Froen iwwert dee komeschen Deal do stellen.

Et muss ee sech och vläicht Froen driwwer stellen, wéi de Ministerrot mat esou Entscheedungen ëmgeet. Ech hu Verständnes derfir, well mir wësse jo och, ënner wat fir engem Drock mir heiansdo an der Chamber schaffen an datt ee wahrhafteg net ëmmer Zäit huet alles ze liesen. Mä hei ass et effektiv relativ liichtfankeg iwwert d'Bühn gaangen. D'Décisioun ass geholl ginn an de Marché négocié ass esou zougeschloe ginn.

De Betrag vum Kontrakt war 2,7 Milliounen Euro. Dat waren - déi 2,7 Milliounen Euro, dat kléngt jo no net vill - awer schliesslech 108 Milliounen där aler Frang. An der Phase finale kënnt dann, wéi gesot ginn ass, de Projet wär concluant an et kéint een en ëmsetzen, en zweete Projet no - dee gëtt erëm net ausgeschriwwen - fir 7,4 Milliounen. Dat si ronn 300 Milliounen där aler Frang. Wéi gesot, dat si keng Bagatellen. Dat ass dann och geschitt.

De fréiere Minister Grethen seet, bei him wären d'Clignotanten ugaangen, wéi hien de Betrag vu 7,4 gesinn hätt, well dat ass bekanntlech esou zimlech déi leschte Grenz, wou kee Gesetz brauch gestëmmt ze ginn. Dat ass eppes, wat eis och als Législateur schliesslech awer muss ze denke ginn. Dat heescht, och den Här Grethen war sech deemools net ganz sécher, ob net do d'Regierung sollt gewéckelt ginn. A wann een da bis drastécht - an dat ass jo elo de Fall -, da musse een alt kucken, datt een aus der Affär erauskënnt.

Elo sti mer da leschtenenns bei 16,7 Milliounen. Dat si sage und schreibe 668 Millioune Frang; dat heescht sechsmol méi, wéi et an der éischter Approche geplangt gi war.

D'KPMG, déi vum aktuelle Minister beoptraagt gi war, en Audit ze maachen, wéi d'Affär aus dem Rudder gelaf ass, beanstant virun allem, datt keng Ausschreiwung gemaach ginn ass, datt et eng kleng Firma - „une petite structure" - ass. Do muss een da scho soen, wann d'Regierung gesot kritt: Aha, dat heiten ass ganz speziell, do muss een och eng speziell Firma hunn! - Déi heiten ass eréischt e Joer virdru gegrënnt ginn. D'KPMG seet „une petite structure", wou een och emol net esou richteg wosst, wien do géif hannendrustoen.

Déi aner Kritike si vu menge Virriedner gréisstendeels opgezielt ginn. Ech kommen awer net derlaanscht, se zum Deel nach eng Kéier ze ernimmen.

De Projet ass lancéiert ginn op Basis vun „objectifs sommaires sans plan d'action précis et validé entre les parties concernées", tëschent all deenen, déi do sollten drun deelhuelen. Einfach: Elo fuere mer emol lass an da kucke mer, wou mer erauskommen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

„Désaccords entre opérateurs sur des aspects fondamentaux": Déi muss ee virdrun ausgeraumt hunn, éier ee lasszitt.

„La participation aux réunions". Et ass eis gesot ginn, datt do regelrecht Leit de Fortgang boykottéiert hunn an net dru participéiert hunn, wéi et da sollt virugoen.

„La tarification nationale est basée sur deux critères" - virun allem deem vun der „distance et durée". Dat wär net méiglech. Da gi bei mir sämtlech rout Luuchten un, wann ech vum fréiere Minister Grethen héieren, hien hätt de Projet presentéiert kritt als e System, deen operationell wär, dat heescht, deen tatsächlech scho géif fonctionnéieren.

Insuffisances quant à la sécurité informatique", bei esou enger spezialiséierter Firma!

„Dépendance du Ministère des Transports et des opérateurs par rapport au fournisseur." Dat heescht, wann ee bis eng Kéier dranhänkt an et seet een: Elo setze mer et ëm, da kann een natierlech net gutt soen: Dann huele mer elo erëm en aneren.

„Gestion de projet insuffisante pour un projet de cette envergure." Dat heescht, Gewurschtels op der ganzer Linn.

Här President, dat, wat fir eis bedenklech ass, dat ass den Netrespekt vum Budgets- a Kontabilitéitsgesetz. Wéi gesot, et ass net ausgeschriwwe ginn. De Juli 2006 waren zéng Milliounen Euro engagéiert. Dat dierft, laut eiser Gesetzgebung a laut dem Contrôle, deen installéiert ass op Basis vun där Gesetzgebung, iwwerhaapt net méiglech sinn.

Wéi ass et méiglech, datt e Betrag engagéiert ass? D'KPMG huet eis gesot, en ass geschélt. Et däerf ee sech awer d'Fro stellen: Wann e Kontrakt gemaach ass mat 7,4 Milliounen, wéisou kann déi Firma da kommen a soen: Ech hale mech net un de Kontrakt? Wat stoung nach an deem Kontrakt do dran, datt awer zéng Milliounen, déi engagéiert si ginn, geschélt sinn? Dat ass eppes, wat een eigentlech net versteet. De Projet war zu deem Zäitpunkt wäit dervun ewech, fäerdeg ze sinn.

Mir stelle fest, datt d'Finanzkontroll hei versot huet. Ech sinn och frou, datt - an ech muss dann awer och soen, wa mer aus der Kommissioun schwätzen - opgrond vun der Fuerderung vun der ADR gesot ginn ass, da soll och den Direkter vum Contrôle financier kommen an eis emol erklären, wéisou datt dat dote méiglech war.

Här President, d'Konklusioun ass, datt de Stat hei op der ganzer Linn ugeschmiert ginn ass. Nach eng Kéier, den Här Grethen seet: De Projet ass eis presentéiert ginn als e Projet, deen operationell ass, dee mer net méi mussen nach laang entwéckelen, mä deen een am Fong geholl just muss op d'Lëtzebuerger Verhältnisser applizéieren. Dat war awer net wouer.

D'Fro stellt sech: Wien huet do gelunn a geschwindelt? Mäi Gefill seet mer, datt et e Fall fir de Procureur ass. Mä d'Regierung huet drop verzicht, eng Plainte oder en internt Disziplinarverfahren anzeleeden. Och hei muss een der Regierung de Reproche maachen, datt se am Fong geholl elo probéiert, aus der Geschicht erauszekommen, mä datt - an dat huet mech och e bësse schockéiert - an där enger oder anerer Kommissiounssitzung gesot ginn ass: Et huet kee Wäert, datt mer elo déi Responsabel sichen; mir musse kucken, datt mer erauskommen, datt mer no vir kommen.

Wat mir nach méi schlëmm fannen, dat ass, datt d'lescht Joer d'Chamber eng Motioun gestëmmt huet - ouni d'Stëmme vun der ADR -, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, mat därselwechter Schwindelfirma - well et muss een emol fir d'alleréischt opklären, wien dann do gelunn a geschwindelt huet - erëm eng Kéier ouni Ausschreiwung weiderzefueren.

Dat ass jo och eng vun de Kritike vum Statsrot: Egal wéi et hei ass, wann da soll virugefuer ginn, da kann et eiser Meenung no nëmmen iwwer Marché public goen. Et gëtt sécher aner Opérateuren, déi méi capabel sinn, fir dat doten ëmzesetzen, wéi déi, déi bis elo d'Regierung an de Stat ugeschmiert hunn.

Elo solle mer dann e Gesetz stëmme fir 16,7 Milliounen Euro. An dat, wat geplangt war, nämlech - dat war jo den Hit - d'Tarificatioun no Distanz op Basis vum GPS-System, dat kréie mer net geliwwert. Dat heescht, d'Tarificatioun leeft elo haaptsächlech op der Zäit, wat fir de Client bedeit, datt, wann de Bus am Stau steet, en dat och nach muss zousätzlech bezuelen.

Wat mech zur Konklusioun féiert, datt d'Regierung hei e Rolls-Royce bestallt hat, well vun der Ambitioun hier war et e Rolls-Royce. Mir bezuelen der elo dräi a mir kréien eng R4 geliwwert. Här President, ech kann nëmme soen: Wann ech als Privatpersoun esou géif bei d'Lisette gelooss ginn, da géif ech esou eng Firma op d'Geriicht huelen.

Et kann een eng aner Rechnung maachen. De Projet kascht 16,7 Milliounen Euro, plus dat, wat et eis all Joer kascht; Fraisen, déi hannendrukommen; Frais courants; Frais d'entretien; Frais de remplacement; wat alles och ëmmer. E Kuerzstreckebilljee kascht 1,5 Euro. Fir dat, wat den e-go elo kascht, wat mer haut solle votéieren, kéint een der Populatioun 11.120.000 Billjeeën ofréieren, oder 25 där Billjeeë fir jiddferee vun eise 450.000 Résidanten.

Eng aner Fro ass: Wéi vill Personnel accompagnant hätt ee kënnen domat bezuelen? Et ass gesot ginn - dat war eng vun de Begrënnungen -: Mir mussen d'Chaufferen entlaaschten, well déi mat deem ganze Geklimpers, mat der Mënz an esou weider, ze vill Zäit verléieren. Dann hunn d'Busse Retard an doduerch gëtt den öffentlechen Transport manner attraktiv.

Wéi vill Personal hätt een hei kënnen engagéieren an en permanence bezuelen? Wann ech mat Buschaufferen, notamment hei an der Stad, schwätzen - ech kennen der eng etlech -, déi u mech erugetratt sinn, déi hu sech am Gespréich driwwer beklot, ënner wat fir enge Konditiounen datt se heiansdo owes spéit musse fueren. Wou si sech emol net trauen, de Billjee ze froen, well se menacéiert ginn. Een aneren huet mer gesot, datt en de Knäip gesinn huet. Ech soen dat hei. Wann Der d'Nimm gären hätt, ech ginn lech se; da kënnt Der selwer mat deene Leit schwätzen.

(Interruption)

Gutt. Dat ass jo dann egal.

Ech wëll just vun där Onsécherheet schwätzen, déi bei deene Leit ass, net nëmme wéinst dem Billjee. Et wär a muncher Hisiicht besser, mir hätten am öffentlechen Transport méi Personnel accompagnant. Déi kéinte sech ëm d'Billjeeë bekëmmeren, well dat wäert jo net ausbleiwen - ech si jo net deen Éischten, deen dat hei op dëser Tribün seet. Déi, déi bis elo mat den Abonnementer gefuer sinn, dat war jo och relativ onproblematesch. Dat sinn och déi Éischt, déi hei op d'Käertche sprangen. Mä déi, déi nëmmen occasionnellement fueren, dat sinn Touristen. Dat si wahrscheinlech eeler Leit, wann net een hinnen hëlleft fir dat Ganzt ëmzesetzen, datt se domat eens ginn. Et bleiwen der ëmmer nach an et muss ëmmer nach mat der Mënz gespillt ginn. Oder mir soen zu deenen: Dir kënnt dann awer fir näischt fueren.

Da wier et gradesou gutt, et hätt ee Personnel accompagnant derbäi. Och fir eeler Leit, déi sech net méi esou gutt hëllefe kënnen. Ech hu gëschter Owend mat engem Dokter geschwat, deem seng Mamm al ass an ufänkt gebriechlech ze ginn, dee seet, si traut sech net méi ze fueren, well et esou rapid geet. Et ass keen do, deen der Fra hëlleft. Si muss wierklech fäerten, dass se net zur Zäit erakënnt, oder wa se dobannen ass, da fiert de Bus un, si fält schonn am Gank ëm, éier se iwwerhaapt Zäit hat fir sech ze sëtzen an esou weider. All dee Confort hätte mer mat deem Geld de Leit kënne bidden. Et bleift, wéi gesot, datt mer och heimat, wann et dann ëmgesat gëtt, den Ticket ni ganz wäerte kënnen ofschafen.

Här President, ech kommen zur Konklusioun. D'Regierungen - ech soe bewosst hei d'Regierungen - hunn an dëser Fro aus der Siicht vum Législateur, aus der Siicht vun eiser Législatioun onverantwortlech gehandelt. Dee Projet hei ass miserabel virbereet an ëmgesat ginn. D'Gesetzer si violéiert ginn. Et ass onmooseg Steiergeld hei verschwéngst ginn. Et si géint déi, déi hei ganz sécher mat gezénkte Kaarte gespillt hunn, bis elo eises Wëssens keng Sanktiounen ergraff ginn. Domadder mécht d'Regierung sech matschëlleg. A mir soen, d'Regierungsparteie mussen elo kucken, wéi se domat eens ginn.

Mir als ADR kënnen dës Mësswirtschaft net och nach duerch en nodréigleche Vote guttheeschen. Duerfir wäert eise Vote ganz kloer a prezis Nee sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Nodeems dass mer gëschter jo en historeschen Dag hate mam Eenheetsstatut, ass haut dann erëm esou en historeschen Dag, well endlech gëtt den öffentlechen Transport gratis!

Ech kann dat nëmme begréissen. Wann ech elo gesinn hunn, dass den éierewäerten Här Rapporteur déi Kaart hei gewisen huet, dann huelen ech jo un, dass een elo näischt méi brauch ze bezuelen, wann ee mat där Kaart do un deen Apparat fiert - oder leien ech do falsch?

Do wollt ech am Fong dann awer och d'LSAP félicitéieren, dass se endlech 13 Méint virun de Wahlen hiert Verspriechen awer wouermécht an den öffentlechen Transport gratis ubitt, andeems dass se dann un déi Leit déi Kaarten do alleguer gratis verdeelt.

Dass natierlech elo déi Apparaten eppes kaschten, dat verstinn ech. Ech wëll och net doriwwer streiden, firwat dass se ëmmer méi deier gi sinn. Mä ech huele jo awer un, dass fir d'éischt op enger Plaz probéiert ginn ass an dass der ëmmer méi bäikomm sinn an dass dat am Fong dann dee Moment déi Käschtenexplosioun mat sech bruecht huet.

Dee ganze System begréissen ech, well ech einfach soen, et muss een eng Kéier endlech versichen, iergendee System ze fannen, wou een och mat all deene Kontrolleren a mat deem Prépayement do iergendwéi muss ophalen, fir de Leit et méi einfach ze maachen. Mä wat ech vermëssen, dat ass, dass mer hei am Fong nëmmen national geduecht hunn an net regional, well jo awer ee vun eise gréisste Problemer de Flux ass vun deene Leit, déi vu baussen erakommen. Do hätt een och scho kënne méi am regionale Charakter an der Groussregioun denken an dee System hei opbaue mat de Groussregiounen.

Well mir hu jo awer do e ganze Koup Comitéën, wou der vill eraginn an ni eppes erauskënnt. Do hätten déi jo awer emol eng Kéier kënne sënnvoll schaffen a versichen, hei en „e-go"-System ze maachen, deen och fir déi Leit, déi hei an d'Land schaffe kommen, d'Méiglechkeete ginn hätt, fir eben da mam öffentlechen Transport esou einfach wéi méiglech hei eranzekommen.

Ech mengen, mir hunn där Systemer jo probéiert mam eSanté, wou mer versiche regional ze denken. Et hätt een hei an dësem Beräich awer och kënne méi regional denken an dann de System d'office esou ausbauen, dass en och regional hätt kënne benotzt ginn.

Dat si leider déi eenzeg Bedenken, déi ech hunn, an ech freeë mech schonn, wann ech dann elo am August endlech déi Gratiskaart do a meng Boîte kréien. Also ech mengen, da fueren ech och erëm mam öffentlechen Transport.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Schlusswuert huet den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hätt mer an deene leschten zwee Joer oder souguer e bësse méi schonn an deem Dossier hei et kënne liicht maachen an all Blécker an domadder all Schold verweisen op mäi Virgänger, deen an de Joren 2002 an 2003 sécherlech e bësse liichtfankeg, zesummen iwwregens mat enger gesamter Regierung, dee Projet hei op de Wee ginn huet, op eng Aart a Weis, déi, mengen ech, vun alle Riedner zu Recht duergestallt ginn ass als eng Aart a Weis, wéi se a sech net hätt dierfte sinn.

Ech wëll awer haut bei där Linn bleiwen, déi ech ëmmer hat, fir och mengem Virgänger, dem Henri Grethen, zouzegestoen, dass en am Gudde gehandelt huet, fir, berode vu senge Mataarbechter, e Projet op de Wee ze kréien, vun deem hien, ech a vill heibannen haut nach eng Kéier gesot hunn, dass se der Meenung sinn, dass e fir d'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport fir d'Usageren dobaussen eng gutt Saach ass.

Dass een effektiv eng Rei vu Feeler gemaach huet an deene Joren 2002 an 2003, ass evident, an deen Éischten, deen dat agestanen huet, war de Kolleeg Henri Grethen selwer, deen an de Sëtzunge souwuel vun der Comexbu wéi vun der Transportkommissioun Amende honorable gemaach huet.

Ech wëll et och haut nach eng Kéier a sengem Numm maachen, fir ze soen, dass effektiv 2002, a virun allem 2003, schonn eleng - an ech hunn em dat oft gesot - de Montant vu 7,3 Milliounen esou e verrätéresche Montant war, wou a sech all Antennen hätte missen erausgoe fir ze soen: 7,3, dat ass esou no bei 7,5, a wann een déi 2,4 Millioune fir de Projet pilote, déi kontabilitéitsméisseg net zum Projet an zur Limite ze ziele sinn, awer derbäirechent, da wär et gutt gewiescht, schonn am Joer 2002 a spéitstens am Joer 2003 d'Décisioun ze huelen, fir bei d'Chamber ze kommen an ze soen: Voilà, hei ass e Projet, mir leien an deene Montanten, mir légiféréieren, mir leeën dohinner wat mer maachen, an d'Chamber décidéiert, esou wéi vill Gesetzer dat soen, esou wéi eis Verfassung et seet, wéi d'Kontabilitéitsgesetz an esou virun et soen, dass se den Aval gëtt fir dat ze maachen.

Elo hu mer dat 2005 gesot kritt. Ech wëll net streiden, wien dann elo dee war, deen zum richtege Moment 2005 dunn d'Antennen erausgemaach huet an der Chamber dat gemellt huet. Ech wëll just soen, dass ech mech selwer invitéiert hunn an d'Transportkommissioun an an d'Comexbu, selwer invitéiert hunn, net gefrot gi si vun iergendengem Deputéierte fir heihinner ze kommen, mä selwer gesot hunn, dass mer am Ufank 2006 dat heiten op de Métier missten huelen, well mer amgaange wären, fir effektiv Gesetzer ze violéieren - esou muss een dat jo dann och nennen - an an eng Situatioun eranzekommen, déi net gutt wier.

Mir hu fir d'éischte Kéier, kann ech mech ganz gutt erënneren, am Bilatéral am September 2005 mam Budgetsminister Luc Frieden festgestallt, dass mer eng Situatioun géife kréien, déi net gutt wier, a mir hunn an der Regierung duerfir Ufank 2006 décidéiert fir ze légiféréieren, fir heihinner ze kommen a fir och en Audit fonctionnel et financier vu KPMG maachen ze loossen. Dat waren eis Décisiounen; mir si vu kengem duerch d'Stroosse gehetzt ginn, fir dat ze maachen. Zu där Konklusioun si mer Enn 2005 an Ufank 2006 selwer komm, fir dat ze maachen.

iewent där Responsabilitéit do huet d'Cour des Comptes jo den Optrag nach eng Kéier kritt, fir niewent deem, wat d'KPMG an ech selwer mat menge Mataarbechter, mengen ech schonn, relativ alles op den Dësch geluecht hunn - ech weess net, ob d'Cour des Comptes nach zousätzlech Saache fënnt; wann, da wär et gutt, wa se och nach eng Kéier op den Dësch géife kommen. Ech mengen awer, dass souwuel dat, wat d'KPMG gemaach huet, wéi dat, wat mir selwer gemaach hunn, scho bal all d'Informatioune beinhaltet.

Hei ass zu Recht gesot ginn, de fréieren Transportminister Henri Grethen ass dee Leschten, dee sech dergéint gewiert huet. Hie selwer war et, dee gesot huet: „Ech stinn hei a si bereet, fir all Froen ze beäntwerten, fir och alles op den Dësch ze leeën, wat noutwendeg ass."

Ech wëll awer och eppes derbäisoen, dat ass, dass niewent där Erfahrung, dass Projete vun där doter Zort technesch an operationell schwiereg sinn, ech jiddefalls d'Erfahrung gemaach hunn, an dat hu mer jo och diskutéiert an der Comexbu an an der Transportkommissioun, dass et sécherlech gutt ass, wann de Stat, wann d'Regierung sech bei esou Projete vu vireran eng extern Hëllef gëtt. Dat maache mer haut a villen anere Projeten, déi mer am Transportministère an och an anere Ministèren, beim Här Wiseler am Bauteministère an esou virun, hunn. Do gi mer ganz vill dee Wee, deen och gutt ass a bei deem et och richteg ass, fir dat vun Ufank un ze maachen.

Eng vun den Erfahrungen heibäi ass déi - an dat ass jo e puermol hei ernimmt ginn, awer et ass net d'Konklusioun bis zum Schluss gezu ginn -, dass vu vireran déi aner Concernéiert responsabiliséiert musse ginn. Mir hunn hei ëmmer ze di gehat mat véier Opérateuren: d'TICE, d'AVL, der CFL an d'RGTR. Et war och e Feeler an der Essenz vun Ufank un, dass déi véier Opérateuren net vun Ufank un, souwuel wat d'Konzept ubelaangt wéi och déi finanziell Implikatiounen, mat responsabiliséiert gi sinn.

Well ech muss soen, och fir mäi Virgänger a fir d'Mataarbechter am Ministère, dass villes, wat geschleeft huet, wat net virugaangen ass, och domadder ze dinn huet, dass Opérateuren dosouzen, déi keng Verantwortung haten, déi näischt finanziell mat bäigedroen hunn an déi vu Sëtzung zu Sëtzung erëm nei Wënsch haten, erëm mat neie Leit opgetratt sinn - déi Leit woussten net, wat déi virdru gesot haten -, sinn erëm mat neien Iddië komm, hunn erëm gesot, dat do, wat mer ofgemaach hunn, dat ass awer elo net méi richteg.

Ech mengen, dass een also, wann een als Stat Partner huet, et ëmmer richteg mécht, wann een déi mat responsabiliséiert, fir dass jiddferee weess, dass all Mount, deen ee verléiert, och mat Käschte verbonnen ass, an dass dat och verbonnen ass mat enger operationeller Aart a Weis, déi noutwendeg ass.

Mir hunn och den Audit, dee mer maache gelooss hunn, deen externen Audit financier et opérationnel - dat wëll ech hei soen - um Oflaf, an engem Moment gemaach, wou d'Limite vun de 7,5 Milliounen net iwwerschratt war.

Ech wëll dat einfach nëmme formell hei soen, fir kloerzemaachen, dass mer dat zum richtege Moment gemaach hunn - well déi 2,4 Millioune kann een net derbäirechnen -, dass mer also zum richtege Moment vis-à-vis vun der Chamber stoungen, fir ze soen, hei leeft eppes aus dem Rudder. Mir hunn dat jo och duerfir hei an der Chamber erëm eng Kéier an där Motioun kloer constatéiert.

Mir hu jo net gemaach, wéi wa mer do - ech schwätzen da fir déi viregt Regierung mat - gutt gehandelt hätten. Mir hunn dat jo och hei constatéiert an hunn den Aval vun der Chamber kritt mat enger grousser Majoritéit, fir de Projet ëmzesetzen, well ee jo dann och an der Situatioun war, wann ee scho siwen oder aacht an da bal néng, wann een alles zesummerechent, Milliounen investéiert huet, wou ee sech d'Fro gestallt huet, ob een dat net dach duerchzéie sollt.

Déi Fro hätt jo dobaussen de Steierzueler eis och gestallt. Wa mer do e brutale „Cut" gemaach hätten a mir hätten de Projet ewechgehäit, dann hätten d'Leit jo och zu Recht gesot: Elo hutt Dir bal zéng Milliounen Euro investéiert; wär et dann net vläicht trotzdeem méi intelligent, elo awer nach dat Bescht erauszehuelen an déi Suen nach ze investéieren, fir wierklech de Basismodell ze kréien an dann derfir ze suergen, dass ee wierklech an eng nei Ära vun Tarificatioun erakënnt, an déi mer wierklech mussen erakommen, fir eis déi Moyenen ze ginn?

Wann ee ronderëm an aner Stied geet, da gesäit een, dass déi scho laang dee Wee do fonnt hunn, dee mir och endlech mussen aschloen.

Ech mengen, och dat wier en Argument gewiescht, wann een hei vum Steierzueler schwätzt. De Steierzueler wier manner frou gewiescht, wa mer deem gesot hätten, zéng Milliounen Euro sinn elo einfach an de Sand gesat ginn, a mir geheien elo d'Apparaten all, wéi se dann och ëmmer heeschen, ewech.

Ech mengen och, dass dat net ganz intelligent gehandelt wier an net am Sënn gewiescht wier vun enger Gestion en bon père de famille, wéi ee se jo misst maachen.

Ech wëll ofschléissend soen, dass de Prinzip, esou wéi de Rapporteur, de Roger Negri, et hei a senger exzellenter Kontributioun gesot huet, richteg a sënnvoll ass.

Ech hunn heibannen dach d'Gefill, dass déi meescht derfir sinn. Souguer den Här Spautz, dee fir dës Regierung zu engem klengen Deel - ech wëll keng Prozentzuel soen - a fir déi viregt Regierung zu engem gudden Deel eng kritesch Analys gemaach huet, huet awer zum Schluss gesot, dass den e-go en tant que tel eng gutt Saach ass an dass een an déi Richtung soll weidergoen.

Elo zu de Froen, déi vun eenzelne Kolleegen doriwwer opgeworf gi sinn, wéi et hannendru weidergeet. Ech wëll soen, wa mer den e-go de base realiséieren, da wësse mer pertinemment heibannen, dass, wann dat elo bei d'CDT, bei d'Communauté des transports iwwergeet, en natierlech a senger Gestioun a sengen zukünftege Fonctionnalitéiten nach wäert Geld kaschten. Mä ech mengen, dat ass awer fir vill Projeten, déi mer hei stëmmen, an esou Beräicher wéi an anere Beräicher, och de Fall.

Eng Schoul, déi mer hei stëmmen, déi huet e Montant x; domadder wësse mer awer, dass et net fäerdeg ass. Och an där Schoul kommen nei Wënsch, ginn nei Saachen investéiert an esou virun.

Mir halen elo fest dee Moment um e-go de base, an et ass un der CDT, aus all deenen Erfahrungen, déi elo gemaach gi sinn, an hei sinn der jo muncher gemaach ginn, fir mat den Opérateuren dann déi zukünfteg Fonctionnalitéiten ze diskutéieren, ze décidéieren, se op enger operationell a finanziell propperer Basis ze décidéieren an ëmzesetzen. C'est l'évidence même, dass et nach weider Fonctionnalitéite gëtt, déi mer hei kënnen erauskëddelen an déi fir den Usager och wichteg sinn.

Déi zweet a lescht Saach, déi ech wëll soen, dat ass, dass mer décidéiert hunn, et ass jo schonn hei gesot ginn, de 27. Juni den e-go de base ze lancéieren. Elo hunn ech héieren an och gelies vun eenzelnen Opérateuren - d'AVL, fir se net ze nennen -, dass een elo erëm eng Kéier soll waarden.

Ech wëll Iech just soen, mir hunn e Freideg den neie Flughafen ageweit. Wann een do virun engem Mount de Chantier besicht huet, dann hätt een och net ugeholl, dass mer e Freideg géifen aweien, an et hätt een ni ugeholl, dass mer den 21. Mee fir d'Usageren dobaussen dann och operationell sinn.

Iergendeng Kéier, och beim e-go, musse mer décidéieren a mussen de Leit, déi dobausse schaffen un der Ëmsetzung, och e kloren Datum ginn, an da muss et klappen, an da muss een och wierklech derfir suergen, deen néidegen Drock maachen, déi néideg Motivatioun ginn, fir dass mer dann och wierklech fäerdeg ginn. Duerfir soen ech, de 27. Juni gi mer an de Lancement vun deem e-go de base, well mer eis Aarbecht och dobaussen dem Bierger wëlle weisen, fir dass mer déi Akzeptanz, déi mer da verluer hunn en aval vum Projet, awer an Zukunft erëmgewannen doduerch, dass

mer dem Usager, dem Bierger dobausse weisen, dass déi Steieren, déi mer hei investéiert hunn, trotzdeem fir eppes Sënnvolles a Richteges gutt waren. Dat musse mer fäerdeg bréngen an duerfir mussen och all d'Acteure bis de 27. Juni déi néideg Hëllef ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5822 ass ugeholl, Här Minister Lux, mat 50 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par M. Laurent Mosar), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Christine Doerner), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Glesener), Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roland Schreiner), Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Romain Schneider), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mmes Anne Brasseur (par M. Charles Goerens), Colette Flesch, MM. Charles Goerens et Claude Meisch (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Dir kritt d'Convocatiounen an den Ordre du jour fir déi nächst Sitzung schréftlech.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.52 heures)

Jeudi, 22 mai 2008

SÉANCE 39

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (dépôt d'une documentation de l'Administration des Contributions directes)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut de Mëtteg een eenzege Punkt op eisem Ordre du jour, nämlech d'Deklaratioun vum Här Stats- a Premierminister zur Lag vun der Natioun, eng Deklaratioun, déi d'Chamber d'nächst Woch hei debattéiere wäert.

Ech ginn elo dem Här Premierminister Jean-Claude Juncker d'Wuert, fir seng Deklaratioun zur Lag vun der Natioun virzedroen.

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann ee sech, wann een iwwert d'Lag vum Land schwätzt, direkt mat Karacho op den Ambiente on op d'Befindlechkeeten heiheem stierzen. Et kann een an d'Luxemburgensia antauchen an och an deenen ënnergoen, sech un hinne mat Genoss a Verdross festbäissen.

Ech kann dat haut net maachen; duerfir ass d'Welt ze grouss an duerfir si mir ze kleng. D'Welt ass ze grouss a si stécht voller Misär. Mir sinn ze kleng an et geet eis, och wa mir dat ni zouginn, am Schnëtt ganz gutt. D'Zuel vun deenen, deenen et net esou gutt geet, d'Zuel vun deenen, déi net méi esou gutt matkommen, d'Zuel vun deenen, deenen um Enn vum Mount, an heiansdo och ier d'Enn vum Mount komm ass, d'Loft ausgeet, d'Zuel vun deenen alleguer hélt zou.

Mä allgemeng géllt: Mir hu wéineg Ursaach fir ze kloen a kee Grond zur kollektiver Larmoyanz. Wa mir eis bekloen, da bekloe mir eis am Regelfall op héijem Niveau. Jiddferee vun eis hätt gäre méi, absolut méi, komparativ méi, mä jiddferfalls méi. Kee vun eis huet genuch a bal jiddferee seet, en hätt gäre méi. Mir mussen oppassen, dass mir net lues a lues zu enger ëmmer méi onzefriddener Ech-Gesellschaft verkommen. Et géif eis alleguer guttdinn, eis méi dacks ze froen, wie mir wëlle sinn, anstatt eis permanent domat ofzeginn, wat a wéi vill mer gäre méi hätten.

Et kann een och vill sinn, wann ee manner huet. Déi, déi manner hunn, sinn duerfir net manner wéi mir. An doduerch, dass mir méi hunn, si mir net méi wéi si. Dat ass wouer heiheem, dat ass och wouer queesch duerch d'Welt.

D'Problemer vun der Welt, déi si bombastesch, a wat ee méi wäit vun heiheem ewechgeet, wat d'Problemer méi bombastesch ginn.

Kuckt no China. Dat Land, dat esou erfollegräich ënnerwee war fir an d'Zukunft, vläicht fir seng Verhältnisser souguer ze séier, dat gëtt duerch dat fuerchtbaart Äerdbiewe vu Päischtméindeg regelrecht erschloen an a sengem Zukunftstempo ofgebremst. Dat ass net gutt fir China, dat ass och net gutt fir eis. Dat ass net gutt fir eis, well et schlecht ass fir de Weltwirtschaftswuesstum. Vum Leed vun de Leit, déi no hire Kanner gruewen, iwwerhaapt net ze schwätzen.

Kuckt no Myanmar, no Birma, wou ee Stuerm ouni Merci honnertdausenden Dreem ewechgeblosen huet. An déi Dreem, déi ware schonn net schrecklech grouss, well dee Militärregime, deen dat Land fest am Grëff huet, d'Leit souwisou dru gehënnert huet, fir vun der Plaz ze kommen. Elo ginn d'Burmesen nach weider no hanne gehäit, well déi international Solidaritéit - eppes immens Wäertvolles, well d'international Solidaritéit ass eng Allianz géint den nationalen Egoismus - op der Grenz gestoppt gëtt.

Mir an Europa wëssen net méi, wat Grenze sinn. D'Leit zu Rangun stierwen, well et eng Grenz gëtt. D'Grenze sinn déi schlechtsten Erfindung, déi d'Politiker jee gemaach hunn. Europa ass eng schéin Erfindung, well mir d'Grenzen ofgeschaaft hunn an domat dat eliminéiert hunn, wat eis esou laang an heiansdo esou dramatesch auserneegedriwwen huet.

Kuckt op d'Krichsplaze vun dëser Welt. Et gëtt der iwwer 100! Iwwer 100 Krichsplaze gëtt et de Moment op der Welt! 100-mol Krich, dat heescht honnertdausende gebrache Biografien. Dat heescht, dass mat all Doudegem een neie Kär vun zukünftegem Haass geluecht gëtt. A wann deen Haass bis opgeet, da kënnt en och bei eis. Mä e kritt eis net méi esou total ze pake wéi fréier, well mir et an Europa geléiert hunn, aus dem Haass keen Zukunftssom fir eise Kontinent méi ze maachen.

Europa bleift déi schéinsten Nokrichsinventioun. D'Europa-Iddi hätt eigentlech missen dausend Friddensnobelpräisser beienee kréien. Déi Eenzeg, déi dat net méi esou richteg ze schätze wëssen, dat schéngen d'Europäer selwer ze sinn, virun allem déi méi jonk. Dass si ni méi mat deem alen europäesche Krichsdämon konfrontéiert ginn, dorunner schaffe mer zu vill. An et wier gutt, wann déi méi Al an déi méi Jonk mat Häerz a Verstand dobäi géife matmaachen, anstatt eppes fir normal ze halen, wat an Europa ni selbstverständlech war.

Kuckt och op déi nei Hongersnout, déi op d'Welt zouleeft, jo, déi hir deelweis schonn d'lesse geholl huet. Milliounen a Millioune Mënsche ginn an den Hongerdoud gedriwwen, well d'Welt net richteg fonctionnéiert. Déi nei Hongersnout, déi bei déi al derbäikënnt, huet méi wéi eng Ursaach, a mir kenne se.

D'Bevölkerung wiisst a si wäert weider wuessen; ëmmer méi Mënschen, besonnesch an den asiatesche Schwellelänner, fänken un hiert Recht op Ernährung och ze praktizéieren. Mir haten an allen Deeler vum Planéit aussergewéinlech schlecht Récolten d'lescht Joer. Spekulatiounsgeiere kreesen iwwert dem Liewensmëttelmaart an hëllefen, d'Präisser an d'Luucht ze joen. An deene leschten dräi Joer sinn d'Liewensmëttel weltwäit 83% méi deier ginn, eleng de Weess 181%! Déi Präiserhéijungen treffen déi arem Länner méi wéi déi räich, an hei am Land déi mannerbemëttelt Famillje méi wéi déi bessergestallten. D'Politik - déi national an déi international - muss dorop reagéieren.

D'Ernährungskris weist, dass mir net Liewensmëttele genuch produzéieren, an duerfir ass et och grondfalsch, de Baueren an der Landwirtschaft, deene mir virun e puer Joer nach Iwwerproduktioun virgeworf hunn, elo wëllen d'Ernährungskris an d'Schong ze schëdden.

Am Géigendeel: Et gëtt elo ëmmer méi kloer, dass mer eng produktiv, eng multifunktionell, eng effikass an eng leeschtungsfäeg Landwirtschaft brauchen. A mir brauche se méi wéi jee. Déi, déi d'Wichtegkeet vun der Landwirtschaft op hiren Undeel um PIB reduzéieren an duerfir och der gemeinsamer Agrarpolitik an Europa de Krunn wëllen zoudréinen, well se ze deier géif ginn, déi ire sech fundamental.

D'Landwirtschaft ass net d'Spillwiss vun de Baueren, si ass d'Grondlag vun eiser Ernährung. Ech mengen, dat hate mer an deene leschte Joren e bëssen ze vill vergiess.

Ech respektéieren d'Baueren an hir Aarbecht jiddefalls vill méi wéi d'Aktivitéite vun de Finanzmaartjongleuren, déi d'Liewensmëttelpräisser mat hire perverse Spekulatiounsgeschäfter hëllefen an d'Luucht ze dreiwen. D'Liewensmëttelpräisser zum eegene Gewënnzweck no uewen ze pushen, dobäi Honger a Krich - well Honger féiert ëmmer zu Krich - als kleng Kollateralschied esou niewebäi mat a Kaf ze huelen, dat ass de Géigendeel vun enger ethesch fundéierter Maartwirtschaft. Esou ee Behuelen ass strikt kriminell. Vun Zäit zu Zäit wënscht ee sech d'Rebelliounsfäegkeet an d'Onrou vum Mee '68 erëm, déi eis esou vill Hoffnung an och esou vill Perspektive ginn hunn.

Onëmstridden ass, dass mer eis Begeeschterung fir de Biosprit e puer Kräck mussen zréckdréinen. De massiven Ausbau vun der Bioenergie riskéiert zu engem liewensgefeierlechen Ofbau vun de Liewensmëttelproduktiounsflächen ze féieren. Mir halen um EU-Zil fest, fir zu enger zéngprozenteger Biospritbäimëschung an de Kraaftstoffer ze kommen, awer nëmmen dann, esou wéi mir et iwwregens ëmmer gesot hunn, wa Biosprit zu nohaltegen a weltwäit ekologesch vertrietbare Konditiounen ze kréien ass. D'Ernährung muss Virfahrt virum Sprit hunn. Mir setze verstäerkt op déi zweet Generatioun Biosprit.

An deem an an aneren Zesummenhäng och nach dat hei: Haut ass den internationalen Dag vun der Biodiversitéit. 70% vun de Planze si weltwäit vum Ausstierwe bedroht. De Kampf géint déi Biopiraterie do, dee muss an der Welt an och hei zu Lëtzebuerg - an net nëmme vum Ëmweltminister - gefouert ginn.

Zréck bei de Sprit. Wann ee weess, dass mer eis Kyoto-Ziler, un deene mer festhalen, ouni Biospritbäimëschung net erreeche kënnen, da musse mer all aner Hiewele vun der Klimapolitik méi intensiv bedéngen:

Mir mussen Energie aspueren. Duerfir gëtt d'Energieberodung zu Lëtzebuerg an dem nächste Joer intensivéiert.

Den Haiserbau no passive Baukritären, d'energetesch Sanéierung vun den Haiser, d'Holzhackschnitzelanlagen an d'thermesch Solarkollektere gi besser gefördert, eleng an dësem Joer - am Joer 2008 - mat zéng Milliounen Euro.

De Gebrauch vu gréngem Stroum musse mer ausbauen.

Et musse Biomasskritären ausgeschafft ginn, déi op d'Nahrungs- an d'Fuddermëttelnoutwendegkeet Rücksicht huelen.

Öffentlech Ausschreiwunge musse méi „kyoto-kompatibel" gemaach ginn.

Et gëtt eng Campagne - am Oktober, mengen ech - fir e méi ekologescht Autofuere lancéiert, well duerch en ugepasste Fahrstil kann ee bis zu 10% CO_2-Emissiounen aspueren.

Mir probéieren eis lues a lues vum sougenannte Bensinstourismus ewechzemaachen. Dat geet net vun haut op muer. Et kënnt zu kenger weiderer Kyoto-Cent-Erhéijung an zu kenger weiderer Accisenerhéijung op Diesel a Bensin, well dat léisst d'Prioritéit vun der Inflatiounsbekämpfung am Moment net zou. Déi, déi nach virun net allze laanger Zäit iwwregens proposéiert hunn, d'Spritpräisser statt d'Autosteier ze héijen, missten domat eigentlech averstane sinn, well et héiert een näischt méi vun hire Fuerderungen.

D'Moyenne vun der Autosteier läit bei 170 Euro. 35% vun de Chauffeure bezuele manner wéi 100 Euro. De Subsid fir energiespuersam Autoen - 750 Euro - kennt ee grousse Succès, wéi d'Verkafszuele vum

Autofestival weisen. Dëse Subsid gëllt nëmme fir Privatween. E gëtt vum nächste Joer un och op d'Firmeween ausgeweit, déi ëmmerhin ee Fënneftel vun eisem Fuhrpark heiheem ausmaachen.

Logescherweis, wann dee Subsid ausgeweit gëtt op d'Firmeween, kënnen d'Betriber d'Autosteier op hire Firmeween net méi vun der Betribssteier ofsetzen. Op den 1. Januar 2009 trëtt och wéi versprach een Abattement op der Autosteier vu kannerräiche Familljen a Kraaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn Iech vu China geschwat, vu Myanmar, vun der neier Hongersnout, déi d'Welt onglécklech mécht. D'Welt ass en Duerf a mir leiden ënnert den direkten an indirekte Konsequenze vun deem, wat sech an eisen Nopeschdierfer an Asien an an Afrika ofspillt.

Mir profitéieren och dacks vun de Spëtzeleeschtungen, déi an eisen Nopeschdierfer erbruecht ginn. Ouni déi konstant Impulser, déi d'Wirtschaftsraim aus de Schwellenlänner dem Weltwirtschaftswuesstum ginn, ouni de Bäitrag vu China, vun Indien a vun aneren opstriewende Länner wier eise Wirtschaftswuesstum an Europa an zu Lëtzebuerg däitlech méi schappeg.

D'Globaliséierung ëmspaant d'Welt, am Gudde wéi am Schlechten. Doriwwer ze lamentéieren, bréngt kengem vill. 59% vun de Lëtzebuerger - esou liesen ech - wieren der Meenung, d'Globaliséierung géif Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg zerstéieren. Dobäi gehéiert Lëtzebuerg zu de grousse Globaliséierungsgewënner, an dat schonn zanter laanger Zäit: D'CLT, d'SES a vill anerer ware global, ier dat Wuert iwwerhaapt bestanen huet.

Et kënnt vir - och bei eis -, dass Betriber sech an d'Ausland délocaliséieren. Mä ënnert dem Strëch ass et awer esou, dass hei zu Lëtzebuerg trotz an heiansdo grad wéinst der Globaliséierung zanter dem 1. Januar 2000 iwwer 70.000 nei Aarbechtsplazen entstane sinn. A kengem aneren EU-Land ass et esou eng Aarbechtsmaartexpansioun ginn, wéi hei zu Lëtzebuerg.

Zanter dass d'Globaliséierung sech offizialiséiert huet, huet eis Wirtschaft u Kraaft an u Stäerkt gewonnen. Dat ass och op d'Effortë vum Wirtschafts- an Aussenhandelsminister a vum Tresorminister zréckzeféieren, déi der lëtzebuergescher Wirtschaftspromotioun am Ausland een neien Opdrift ginn hunn.

Ech si kee Globaliséierungsfanatiker. Ech verdroen eenzel doktrinär Sätz och net méi, déi regelméisseg iwwert de Globaliséierungsradio ginn. „Ëmmer méi Maart" ruffen d'Maartfundamentalisten, „ëmmer manner Politik" jäizen déiselwecht. „D'Politik soll sech aus der Wirtschaft eraushalen", esou ruffe se. „D'Politik soll eis gewäerde loossen", esou gëtt verlaangt.

Meng Meenung ass dat net. De Maart ass eng Noutwendegkeet. En ass keng Äntwert. De Maart eleng produzéiert keng Solidaritéit. D'Solidaritéit ass dat gewolltent Resultat vum Matenee vu Maart a Politik. An déi, déi dem Stat an der Politik de Monopol op exklusiv Normesetzung streideg maachen, déi sinn an de leschte Méint mat hirer richsécherer Nues klak an d'Mauer gelaf.

Grad déi, déi an deene leschte Joren net midd gi sinn, der Politik ze soen, si soll sech an den Eck stellen a roueg sinn, waren déi Éischt, déi nom Stat geruff hunn, wéi se mat hirem Spekulatiounslatäin um Enn waren. Duerfir war et richteg, dass déi grouss Zentralbanken, och déi Europäesch, den ausgedréchente Mäert zousätzlech Liquiditéiten zougefouert hunn an esou de Mäert eng Solidaritéitssprëtz ginn hunn.

Duerfir war et richteg, dass d'G-7-Staten, an deene jo och d'Eurozon vertrueden ass, bei hirer leschter Sitzung am Abrëll zu Washington op d'Besäitegung vun deene Schwaachstellen insistéiert hunn, déi sech an dat internationaalt Finanzmaartgeschéien ageschlach haten: Si verlaange méi Transparenz, méi Informatiounsdicht iwwer opaque Finanzprodukter, méi Offeleeung vun alle Risiken an eng besser Bewäertung vun deeneselwechten.

Duerfir, mä och aus Grënn vun der interner Effizienzsteigerung, wäerte mer d'Zesummenaarbecht tëschent der CSSF an der Lëtzebuerger Zentralbank verstäerken a verbesseren. D'Gestioun vun de Liquiditéite vun de Kreditétablissementer brauch eng méi pousséiert Reglementatioun.

Duerfir, awer och aus Gerechtegkeetsgrënn, hunn ech an deene leschte Wochen déi iwwerhéichte Managergehälter europaa weltwäit kritiséiert: Et schuet een der sozialer Maartwirtschaft an hirer Akzeptanz, wann ee vun den Arbeitnehmer gréisste Lounzréckhalung verlaangt a gläichzäiteg d'Rémunératiounen an de Chefetagë wëll galoppéiere léisst, a wann een dann och nach strategesch Fehldécisioune mat exorbitant héijen Ofgangsentschiedegunge belount, déi och nach vun der Steier kënnen ofgesat ginn; dat heescht, déi vun deenen anere Leit musse bezuelt ginn.

Et ass falsch, Dir Dammen an Dir Häre, fir ze behaapten, mir hätten eis der Globaliséierung regelrecht ausgeliwwert. Et ass falsch, fir ze behaapten, Europa géif der Globaliséierung neutral an ouni Reaktioun géintiwwerstoen. Europa huet sech en vue vun der Globaliséierung organiséiert.

Den Euro, deen der esou vill verhënnere wollten an deen der esou vill fir eng Utopie gehal hunn, ass dee wichtegsten Dispositif an dem europäesche Globaliséierungsarsenal. Den Euro, dës gréisst politesch Leeschtung vun den Europäer am leschte Véierel vum leschte Jorhonnert, kritt den nächsten 1. Januar zéng Joer. Hien huet de Währungsturbulenzen, déi den Europäer an deene leschten 20 Joer esou dacks op de Kapp gefall waren, en Enn gemaach. Hien huet den Aus bedeit fir kompetitiv Ofwäertungen, mat deenen europäesch Länner sech an der Vergaangenheet ongestrooft op d'Käschte vun hiren Nopere beräichert hunn. An en huet dem europäesche Wirtschaftsraum eng Stabilitéit bruecht, déi dëse virdrun ni kannt huet.

Dës Stabilitéit ass fir eng kleng, eng butzeg exportorientéiert Wirtschaft wéi eis vun essenzieller Bedeitung: Mir bedreiwen eisen Aussenhandel mat eise wichtegste Wirtschaftspartner an därselwechter Währung. Dat huet deene Bedéngungen, zu deene lëtzebuergesch Betriber schaffen an exportéieren, commercéieren an importéieren, eng enorm Prévisibilitéit ginn.

Zanter der Euroaféierung hu mir an Europa 17 Milliounen Aarbechtsplazen nei geschaf, ass d'Aarbechtslosegkeet op deen niddregste Stand zanter 25 Joer gefall, ass de Beschäftegungstaux an d'Luucht gaang an d'Defiziter erof. D'Realzënse sinn op engem historesch niddrege Stand. D'Inflatioun huet sech am Schnëtt gutt gehalen: Si ass an den 80er Joren ëm 8%, an den 90er Joren ëm 4% an an dësem Jorzéngt an der Moyenne ëm 2% gedréit.

Fir ee Land, dat d'automatesch Indexéierung vun de Léin kennt, huet dat eng Kompetitivitéitsstabiliséierung bruecht, déi mer ouni den Euro net kritt hätten. Mir Lëtzebuerger hungen 80 Joer laang am monetäre Schlepptau vun der Belsch. Haut si mer déi gläichberechtegt Copropriétairë vun der stäerkster Währung vun der Welt. Europa bréngt dësem Land vill. Mir sinn net manner, mir si méi souverän ginn duerch Europa an duerch den Euro.

Duerch den Euro ass d'europäesch Wirtschaft, och eis, wesentlech méi resistent ginn. D'Amerikaner, déi kucken an d'Rezessiounslach an d'europäesch Wirtschaft wiisst virun. Si wiisst manner séier wéi virun engem oder virun zwee Joer, mä si wiisst staark a si wiisst méi wéi déi amerikanesch.

Fréier, wann et ëm d'Wirtschaft gaangen ass, ëm d'Währung gaangen ass, dann hunn d'Amerikaner op eis erofgekuckt a mir op si erop. Haut kënne mer hinne riicht an d'Ae kucken. Dat mécht och d'europäesch Aussepolitik méi staark. Den Euro ass zu engem wichtege Stéck Aussendiplomatie vun der Europäescher Unioun ginn.

Här President, ech hu gesot, d'Welt géif ëmmer méi global ginn. Doraus resultéiert, mir däerfen elo net ufänken, radikal lokal ze ginn. Mir mussen d'Erausfuerderungen, déi sech stellen, unhuelen. Mir hunn och Mëttelen, mir hunn Talenter, fir dat kënnen ze maachen, à moins dass mer wéilte Globaliséierungsverléierer ginn, an déi gi mer, wa mer mat eis selwer iwwerméisseg zefridde sinn.

Mir mussen a wirtschaftlecher, mä awer och a sozialer Topform bleiwen. Fit fir d'Globaliséierung gëtt een net doduerch, dass een all Globaliséierungsextravaganze matmécht, se regelrecht noäfft. Mir brauchen eis der maartradikaler Dereguléierungslogik um Aarbechtsrecht net Hals iwwer Kapp an d'Äerm ze geheien. Mir hunn en zolitte Kënnegungsschutz a mir wäerten deen och behalen. Lëtzebuerg ass dat Land an Europa, dat deen héchste Prozentsaz vun onbefristeten Aarbechtsverträg huet: 94%, fir méi prezis ze sinn. Alleguer déi aner hunn der wesentlech manner. Lëtzebuerg huet ee Gesetz iwwer Leiharbeit, dat gutt fonctionnéiert, mä wat een trotzdeem op eenzel Abusen hin iwwerpréiwe muss. D'Leiharbeit ass fir eis an alleréischter Linn een Aglidderungsinstrument op den Aarbechtsmaart, net nëmmen een Ajustéierungsmechanismus vun deemselwechten. An eenzelne Branchë musse selbstverständlech Zäitverträg kënne gemaach ginn, mä si däerfen net zum Regelaarbechtsvertrag ginn a si wäerten dat och hei zu Lëtzebuerg net ginn.

Net Extravaganzen nomaachen, mä Performancen opmaachen, dat ass de Motto vun enger offensiver Globaliséierungsstrategie. Esou eng offensiv Globaliséierungsstrategie setzt sech aus e puer Deeler zesummen. All eenzelnen Deel fir sech gekuckt mag engem kleng a butzeg virkommen, mä zesumme gekuckt erginn déi Deeler ee Ganzt, wat et a sech huet.

Wie vu Globaliséierung an domat vu Kompetitivitéit schwätzt, wien Topform seet an eng optimal Fitness wëllt, dee muss sech mam steierlechen Ëmfeld vun eise Betriber beschäftegen.

D'Wirtschaft ass kee Selbstzweck, mä si ass zweckorientéiert. Si muss hëllefen, déi kollektiv Besoinen ze kofinanzéieren. Duerfir si mir géint deen internationale fiskalen Dumping bei der Betribsbesteierung, deen am Endeffekt zu soss näischt féiert, wéi dass d'Wirtschaft sech lues a lues aus der Steierflicht erausschläicht an dass déi ganz Steierlaascht op de Facteur Aarbecht ze leie kënnt. Dat wier net gutt, esou ee Wiessel, fir den Equiliber an eiser Gesellschaft.

Mä wat muss, dat muss: D'Steierlandschaft muss fir eis Betriber, déi hei sinn, a fir déi Betriber, vun deene mer gären hätten, dass se géifen heihinner kommen, kompetitiv, wettbewerbsfäeg bleiwen. Mat 29,6% ass d'steierlech Punktioun op de Lëtzebuerger Betriber méi wéi 11% méi niddreg wéi um Enn vun den 80er Joren. D'Betribsbesteierung huet also hei zu Lëtzebuerg eng Schlankheetskur matgemaach.

Mä eis Noperen an déi aner OECD-Länner, eis Konkurrenten, déi ginn och ëmmer méi schlank. Ergo musse mer nach eng Kéier e bëssen ofspecken. Duerfir gëtt den Droit d'apport, dee mer dëst Joer halbéiert hunn, d'nächst Joer ganz ofgeschaaft. Duerfir senke mer d'Besteierung op de Betriber an e puer Etappen op 25,5%, net ouni d'Besteierungsbasis - do wou et geet an do wou et si muss - ze verbreeden. Déi Moossnamen erlaben eis et, op der internationaler Kompetitivitéitsskala genau dee Sprong no vir ze maachen, dee mer brauchen.

Ech hunn Iech d'lescht Joer hei ouni vill Succès virgerechent, jo regelrecht bewisen, dass d'Steieren op de Privatpersoune vun 1990 bis haut 3,4-mol méi gefall sinn, wéi d'Inflatioun geklommen ass. Et huet zwar keen iwwerzeegt, mä et konnt och kee mer et falsch maachen. Mir hunn, ech bleiwen derbäi, op 20 Joer zréck betruecht, eng Steierupassungsavance op d'Inflatioun. D'Steierprogressioun zu Lëtzebuerg ass keng kal, wéi am Ausland. Heiheem ass se wootlech bis waarm. Mä esou wéi mer dat scho fir d'Joer 2008 gemaach hunn, menge mer, et wier och gutt am Joer 2009 d'Leeschtungsbereetschaft vun deenen, déi schaffen, duerch eng weider Inflatiounsupassung vum Steiertarif unzeerkennen.

D'Inflatiounsberengegung wäert och am Joer 2009 6% bedroen. Dat heescht, wann déi Steierupassung bis gemaach ass, bezilt jiddfereen nëmmen esou vill Steieren, wéi wann e 6% manner verdénge géif. Dat mécht een Nettogewënn fir jiddfereen, dee Steiere bezilt. Et ginn och eenzel Steierabattemente gehéicht, jiddefalls emol deen, deen d'Ofsetzbarkeet vun den Assurancëkäschte betrëfft.

Iwwert d'Aféierung vun der Individualbesteierung ass an de leschte Jore vill diskutéiert ginn. Déi Diskussioune musse mer viruféieren. Ech iwwerreechen Iech zu deem Thema - ech hunn et iwwregens scho gemaach, Här President - eng fundéiert Etüd vun der Steierverwaltung, esou dass mer iwwert d'Machbarkeet vun der Individualbesteierung an der Finanzkommissioun kënne mateneen diskutéieren. An ech hannerleeën Iech och eng Etüd vun därselwechter Verwaltung iwwert déi sougenannte Flat-Tax, déi mer parallell an därselwechter Kommissioun kënne studéieren.

Net nëmme Steiere spillen eng Roll bei der Kompetitivitéitsbemiessung. Och den Niveau vun der Inflatioun huet Afloss op d'Wettbewerbsfäegkeet vun engem Land. Besonnesch vun engem Land, dat seng Léin a Gehälter via Indexéierung un d'Liewenskäschtenentwécklung upasse muss. Ech soen: „muss". An domat hunn ech gesot, dass et selbstverständlech esou ass, dass, wann d'Tripartitemoossname bis ausgelaf sinn, et am Prinzip vum 1. Januar 2010 un erëm zur integraler Indexupassung kënnt.

Et wäert d'Aufgab vun der nächster Regierung sinn, déi aus de Wahle vum Juni 2009 ervirgeet, fir dat ze confirméieren. Oder awer, falls d'wirtschaftlech Situatioun sech géif zolidd verschlechteren, mat de Sozialpartner iwwer aner Léisungen nozedenken. Ofmaachunge sinn Ofmaachungen, an duerfir bleiwen d'Ofmaachunge vun der Tripartite fir hir ganz Lafdauer och ganz a Kraaft. Gesetzer si Gesetzer, an duerfir sprëngt den Index den 1. Januar 2010 am Prinzip erëm voll un.

Wann d'Inflatioun héich ass, da kann den Index zum Problem ginn. Wann een d'Inflatioun an de Gréff kritt, dann ass d'Indexéierung kee Problem. Duerfir musse mer der Inflatioun Meeschter ginn. D'Anti-Inflatiounsmoossnamen, déi an der Tripartite geplangt gi sinn, sinn op de Wee bruecht ginn. D'Regierung huet zousätzlech dozou virun e puer Wochen décidéiert, all staatlech verfügte Präisser fir de Rescht vun dësem Joer a fir dat nächst ganzt Joer anzefréieren. Iwwerall do, wou d'Regierung mat un deem Dësch sëtzt, wou iwwer Präiserhéijungen debattéiert gëtt, iwwerall do, wou se Statsinteressen am Actionnariat ze vertrieden huet, bréngt se déiselwecht Meenung zum Ausdrock.

Mir invitéieren d'Gemengen, bei der Festleeung vun hiren Taxen no Méiglechkeet datselwecht ze maachen. Wann dat geschitt, wann administréiert Präiserhéijungen ënnerbleiwen a wann d'Kommunaltaxen net klammen, da kënne mer der Inflatioun den Aarm béien. Mir mussen hir souwisou den Aarm falen, well si klëmmt duerch déi héich Pëtrolspräisser an déi méi héich Liewensmëttelpräisser, ouni dass mer dofir kënnen. Mir hunn, ganz éierlech, keen anere Choix, wéi déi administrativ Präisser anzefréieren.

Well d'Inflatiounsverhältnisser esou sinn, wéi se sinn, brauche mer och eng weider Period vu Lounmoderatioun. Och dat ass een Deel vun den Tripartitebeschléss. Lounmoderatioun heescht net Lounstopp, heescht net eng onendlech laang Rei vu Lounnullronnen. Lounmoderatioun heescht, dass d'Léin net méi séier solle klammen, wéi Produktivitéitsverbesserungen dat zouloossen. D'Gewerkschaften hunn den 1. Mee - an zu Recht - drop higewisen, dass et hinne gelongen ass, real Lounerhéijungen an de Kollektivvertrëg fir zejoert an dëst Joer duerchzesetzen. Wann déi Lounerhéijungen am Aklang mat de Produktivitéitsfortschrëtter stinn, a si stinn am Aklang mat deenen, da brénge se méi Kafkraaft an heize se d'Inflatioun net un. Esou soll et sinn an esou muss et och nach eng Zäit laang bleiwen. Och hei hu mer keen anere Choix.

Alles dat, Här President, féiert awer nëmmen dann zum vollen Erfolleg, wa mer et fäerdeg bréngen, eis Infrastrukturen a Schoss ze bréngen. An der zweeter Joreshalschent gëtt duerfir de sektorielle Plan directeur iwwert déi wirtschaftlech Aktivitéitszone fäerdeg gestallt. Hie wäert et erlaben, iwwer 400 Hektar nei Aktivitéitszonen, haaptsächlech fir Kleng- a Mëttelbetriber, mat Bléck op d'Joer 2020 zur Verfügung ze stellen.

Nieft der Rekonversioun vun de Frichen op Arbed/Belval wäerten dräi national Aktivitéitszonen op deenen ale Frichë vun Diddeleng/Beetebuerg, dem Crassier zu Éilereng an dem Pafewee zu Déifferdeng/Suessem entwéckelt ginn.

Ech sinn esou un de Pafewee gewinnt, Här Meisch, dass ech mer guer net virstelle kann, dass et deen elo zu Déifferdeng gëtt.

(Hilarité)

D'Surface vun deenen dräi Aktivitéitszone wäert 150 Hektar bedroen.

Mir fuere virun, hei zu Lëtzebuerg e Logistikzenter opzebauen. D'Aarbechte fir de Logistikzenter op de fréiere WSA-Terrainen zu Beetebuerg/Diddeleng fänken am zweete Semester 2009 un. Eis Breedbandinfrastrukture gi weiderentwéckelt, de Bau vun Datenzentre virugedriwwen. Mir probéiere weider, Betriber am Beräich vum E-Commerce zu Lëtzebuerg unzesidelen.

Mir sinn amgaangen, een Aktiounsplang a Saachen Ecotechnologien auszeschaffen. D'Législatioun iwwer ecoenergetesch Investissementshëllefen ass geplangt. D'Reorganisatioun vun den Elektrizitéits- a Gassecteure geet virun.

LuxTrust SA stellt sech ëmmer méi eraus als eng performant international Plattform fir elektronesch Zertifikatioun. D'Betriber kënnen hir TVA-Erklärungen elektronesch maachen. De Projet „Paperless Douane" erlaabt et, d'Deklaratiounen en ligne ze maachen. D'Sécuriséierung vun der Informatik a vun de Réseauë mécht gutt Fortschrëtter.

Zu de liewensnoutwendegen Infrastrukture gehéieren awer och Elementer, un déi een am éischten Abléck net esou denkt. Wa mir wëllen Ankerplaz fir international Betriber sinn, da musse mer eis international Schoulen zu Lëtzebuerg ausbauen. Wa mir wëllen eng wichteg Plaz op der Weltwirtschaftskaart bleiwen, da musse mer eis Flugverbindungen an d'Ausland optimal gestalten. D'Extensioun vum Cargocenter an déi nei Aérogare um Findel si genau esou ze gesinn.

Här President, wien an der globaliséierter Welt vun der Plaz wëllt kommen, dee muss méi séier sinn, dee muss mobil sinn. D'Mobilitéit an hir Organisatioun sinn zu Lëtzebuerg awer net optimal. Zanter dass mir den IVL-Konzept am Joer 2004 virgestallt hunn, hunn d'Zuelen iwwert déi zukünfteg Verkéiersstréim zu Lëtzebuerg sech drastesch verännert.

D'Erausfuerderungen, esou wéi se am IVL duergestallt sinn, déi bleiwen - si bleiwen, mä si si méi grouss ginn. D'Awunnerzuel vun eisem Land klëmmt bestänneg. Wien hat scho méi vum 700.000-Awunner-Stat geschwat? - D'Awunnerzuel klëmmt, an d'Zuel vun de Frontalieren och.

Onofhängeg vun der Zuel vun den Transportbewegunge muss et eis Ambitioun bleiwen, ee Véierel vun hinne via öffentlechen Transport ze organiséieren. Wa mer een „modal split" vu 75% Individualverkéier a 25% öffentlechen Transport erreechen, da klëmmt bis an d'Joer 2020 Stroossebelaaschtung nach ëmmer ëm 30%.

Wa mir dee Split net erreechen - an haut hu mer eréischt 13% erreecht -, da klëmmt de Stroosseverkéier tëschent 40 a 60%. Dann ass en absolut net méi ze bewältegen. Da steet Lëtzebuerg, anstatt virunzekommen. Also musse mir eis drugi mam IVL a mat der Mobilitéitsorganisatioun.

Der Schinn kënnt dobäi déi alleréischte Bedeitung zou. Mir brauchen eng zousätzlech Zuchstreck vun der Stad op Beetebuerg. An zwar net nëmmen, well den Transportminister zu Beetebuerg wunnt. Mir brauchen déi Zuchstreck vun der Stad op Beetebuerg, well si wichteg ass fir d'Leit heiheem a wichteg ass fir d'franséisch Frontalieren, där ëmmerhi schonn haut 65.000 all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen.

Mir brauchen en Ausbau vun den Zuchstrecken op Rodange an op Klengbetten. Déi ass wichteg fir d'Leit heiheem a fir d'belsch Frontalieren. A si ass wichteg, fir Lëtzebuerg besser u Bréissel unzebannen. Mir mussen et fäerdeg bréngen - déi Gespréicher lafe jo mat Däitschland, Frankräich an der Belsch -, eng gemeinsam, effizient öffentlech Verkéiersorganisatioun op d'Been ze stellen.

D'Grenzgänger huelen den Zuch oder de Bus net eréischt op der Grenz, mä esou no wéi méiglech bei där Plaz, wou si wunnen. An duerfir mussen eis Noperen - déi dräi, déi ech genannt hunn - eise Wonsch an de Wonsch vun hire Leit no méi séiere Mobilitéitsverbindunge mat Lëtzebuerg eescht huelen.

Trotz dem Ausbau vum Schinnennetz brauche mir wahrscheinlech d'Verbreederung vun zwou op dräi Piste vun der Autobunn tëschent Beetebuerg a Mamer. Déi brauche mir haut schonn, well den Transitverkéier tëschent Frankräich an der Belsch an den Aarbechtsverkéier hei am Land regelméisseg grouss Problemer mat sech bréngen.

Mir mussen déi grouss Entwécklungszentre vum Land effikass matenee verknäppen. Mir brauchen direkt Verbindungen tëschent dem Süden, der Haaptstad an der Nordstad. Dat gëllt an éischter Linn fir d'Schinnenubannung vu Belval. Belval an Esch musse séier an dacks mat dem Zuch verbonne ginn. Fir d'éischt iwwer Beetebuerg, duerno an enger zweeter Phas och direkt.

D'Entwécklungszentre méi no beienee bréngen, dat heescht awer och, dass d'Nordstrooss esou séier wéi méiglech fäerdeg muss ginn. Dat heescht, dass Belval duerch d'Liaison Micheville un d'Escher Autobunn ugebonne gëtt, an dat heescht, dass och um Contournement vun der Nordstad muss weidergeplangt ginn.

D'Mobilitéit um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg stellt eis viru grouss Erausfuerderungen, Här Buergermeeschter.

Vill nei Aarbechtsplazen entstinn um Kierchbierg, um Findel, op der Cloche d'or an am Raum Stroossen/Bartreng. Déi intern Stroossennetzer an deenen Entwécklungszentre musse séier fäerdeg gestallt ginn. Zéngdausende Leit mussen op eng effizient Manéier an déi opstriewend Randgebidder vun eiser Stad bruecht ginn. Déi wëllen net fir d'éischt op d'Gare fueren, mä hätte gären en direkte Wee op hir Aarbechtsplaz. Duerfir mussen nei Garë gebaut ginn: um Houwald, um Kierchbierg an zu Zéisseng. Déi Garë musse kënnen direkt ugefuer gi vun de Leit, egal, wou se hierkommen. Also och vun de Leit vun Diddenuewen, vun Arel, vu Saarbrécken a vun Tréier. A si musse mateneen an ënnerenee verbonne ginn, duerfir musse mir och een Zuch tëschent der Gare, dem Findel an dem Kierchbierg un d'Rulle kréien.

Dee Mobilitéitspuzzle, dee wier net komplett ouni den Tram duerch d'Stad. Deen Tram, deen ass keen Zweck u sech. E soll d'Schinnen an d'Garen, déi mir hunn an déi mir nach kréien, verkéiersintelligent ergänzen. D'Gares périphériques ouni den Tram maache kee Sënn. An den Tram ouni d'Gares périphériques och net.

D'Mobilitéitskonzept „mobil 2020" besteet graff gekuckt aus dräi Deeler: D'Verbindungen tëschent eisen Haaptentwécklungszentre musse sech un engem Réckgrat kënnen ophänken, an dat Réckgrat kann näischt anescht si wéi den Zuch. Dat Réckgrat mécht nëmme Sënn, wa mir mat de Gares périphériques déi noutwendeg Distributiounskanäl kréien. Den Tram an de Bus maachen dëst Mobilitéitskonzept dann zu engem Ganzen.

Ech brauch Iech net ze soen, dass dat kascht - Milliarde kascht. Et muss ee vläicht Eenzelne soen, dass een dorunner soll denken, wann ee pausenlos supplementar Steiererliichterunge reklaméiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, offensiven Ëmgang mat der Globaliséierung, kompetitiv Steierlandschaft, séier Stroossen, schéi Brécken, optimal Eisebunnsverbindungen, dat alles ass net vill wäert, wa mir eis Gesellschaft net beienee behalen.

De gesellschaftlechen Zesummenhalt, déi sozial Kohesioun si vun essenzieller Zukunftsbedeitung. Wa mer se verléieren, da verléiere mer eis mat. Wa mer se behalen, an do, wou se brécheg ginn ass, flécken an op nei Bunne schéissen, da kënne mer méi roueg ootmen.

Kohesioun ass méi wéi nëmme Koexistenz. Et geet net drëm, einfach a reiwungslos niefteneen ze liewen, jiddfereen a sengem Eck, jiddfereen esou, dass en deen aneren net stéiert. Et geet drëm, gutt zesummenzeliewen. Et geet drëm, openeen zouzegoen, an zwar esou laang, bis ee mateneen deen zentrale Punkt erreecht huet, wou d'Differenzen esou kleng sinn, dass een et zesummen an der Mëtt gutt aushält.

Eréischt wann d'Gesellschaft dee Punkt fonnt huet, wou hir Differenze matenee kompatibel ginn, wou si sech ausgläicht, eréischt da kënnt d'Gesellschaft an d'Géigend vun der kollektiver Maturitéit. Esou verstan heescht Gesellschaftspolitik net Politik mat der Gesellschaft maachen; Gesellschaftspolitik heescht, Politik fir d'Gesellschaft ze maachen. A genau esou eng Politik wëlle mir och maachen.

Ee schéint Beispill fir eng Politik, déi zesummeféiert, ee schéint Beispill fir eng Punktlandung, déi d'Differenzen ausgläicht, dat ass d'Gesetz iwwert den Eenheetsstatut.

Dës Reform ass eng sozial an eng gerecht Gesellschaftsreform, well se no esou villen Uleef, déi schifgaange sinn, Aarbechter a Beamten endlech am Aarbechts- an am Sozialrecht gläichstellt. Dës Reform ass eng, déi un d'Strukture geet, well se et erméiglecht, d'Krankekeesen, d'Beruffschamberen, d'Pensiounskeesen an d'Sozialgeriichtsbarkeeten zesummenzeleeën. Si bréngt méi modern Strukturen, méi Effikassitéit, eng besser Gestiounscapacitéit, ee méi qualitativ héichrangegen Déngscht um Assuré, a si bréngt och de Betriber - dat gëtt oft vergiess - administrativ Vereinfachungen.

D'Realiséiere vum Eenheetsstatut ënnersträicht de Reformwëllen an d'Reformfäegkeet vun dëser Regierung a vun dëser Koalitioun. Déi Reform ass méiglech ginn, well déi zwou Koalitiounsparteien de feste Wëllen haten, dass se géif méiglech ginn. Si ass méiglech ginn duerch den onermiddlechen Asaz vun engem Minister vun der CSV - dem Aarbechtsminister - an engem vun der LSAP - dem Sozialminister -; plus kleng Niewenhandreecher.

Si ass méiglech ginn, well d'Konsensbereetschaft, déi systemimmanent zum Lëtzebuerger Modell gehéiert, voll gespillt huet. Ech soen et nach eng Kéier, well dat meng Iwwerzeegung ass: Nëmmen dës Koalitioun bréngt et fäerdeg, eng Reform vun där Dimensioun unzestoussen.

A mir fuere virun esou, well déi nächst wichteg Sozialreform, déi stécht schonn an der Pipeline. De Regierungsrot huet viru 14 Deeg prinzipiell gréngt Liicht gi fir d'Reform vun der Unfallversécherung. Kleng Unfallschied ginn an Zukunft a Kapital ausbezuelt. D'Unfallrente selwer solle sech op de Lounausfall konzentréieren. Aner Schied wéi Schmäerzen, esthetesch Folgen a moralesch Schied gi kapitaliséiert. D'Reform gesäit e Bonus/Malus-System vir, dee Betriber mat enger effikasser Sécherheetsstruktur belount an déi pénaliséiert, déi duerch mangelhaft Sécherheetskultur opfalen.

Och a Saache Rentesplitting maache mer elo Neel mat Käpp. Zanter 30 Joer siche mer no der idealer Splittingléisung. An eng ideal Léisung wier ouni all Zweifel déi, déi iwwert d'Instrumenter an iwwert d'Mechanisme vun der Sécurité sociale géif ofgeweckelt ginn.

Et hunn der vill sech un dëser idealer Léisung probéiert a keen huet se fonnt. Ëmmer erëm scheiteren d'Léisungsusätz un eiser spezifescher Situatioun, déi sech duerch ënnerschiddlech Pensiounsregimer an duerch ee ganz héije Prozentsaz vu Grenzgänger auszeechent.

Mä mir werfen d'Bengelen duerfir awer net bei d'Tromm: Mir sichen eng pragmatesch Léisung. Dës Léisung kann doranner bestoen, dass am Fall vun enger Scheedung de Riichter virun all anerer Deelung fir d'éischt emol deem enge Partner seng Schold a puncto Pensiounsrechter vis-à-vis vun deem anere feststellt. Dës Schold muss als éischt beglach ginn, sief et duerch direkt Reconstitutioun vun de Rechter oder duerch hire progressiven Opbau. Do, wou näischt do ass, fir ze deelen, muss d'Nationalsolidaritéit asprangen op eng Fassong an eng Manéier, déi mer nach musse festleeën.

Méi allgemeng ass zu eise Renten- a Pensiounssystemer ze soen, dass se de Moment gutt a Form sinn, well d'Reserve leien haut bei 3,3-mol d'Joresausgaben. Dat ass vill, mä dat stellt net sécher, dass se déi Marathonstreck packen, déi virun hinne läit.

D'Suerg ëm déi laangfristeg Viabilitéit vun eise Renten- a Pensiounssystemer ass eng ganz reell. Mir musse Pisten, Mëttelen a Weeër fannen, fir se ofzesécheren. Dee klenge Rentendësch sicht de Moment schonn ee Wee laanscht d'Rentemauer. Kuerzfristeg besteet déi wichtegst Aufgab doranner, ze suergen, dass manner Leit ze fréi aus dem Aarbechtsprozess ausscheeden. Geléngt dat, da réckelt d'Mauer méi no hannen.

Renten a Pensiounen, déi hunn eppes mat sozialer Kohesioun ze dinn, well nëmme wann de Generatiounevertrag funktionéiert, behält d'Kohesioun hir richteg Faarf. Mä d'Kohesiounsbereetschaft an d'Gefill fir Kohesiounsflicht, déi kritt een net an d'Wéi geluecht. Et ass an der Schoul, wou déi éischt Kohesiounsübunge stattfannen. D'Schoul ass eng regelrecht Kohesiouns- an Integratiounswierkstatt an duerfir muss se am Mëttelpunkt vun all zukunftsorientéiertem Denke stoen.

Grad an der Schoulpolitik ass de Reformwëlle vun dëser Regierung grouss. Ech weess, dass vun Zäit zu Zäit an de Milieuë vun der Schoul a ronderëm d'Schoul Reformstress, jo Reformmiddegkeet opkommen. Dat ass gutt ze verstoen, well vun eisen Enseignantë gëtt vill verlaangt. Si hunn eng schwéier Aarbecht a si hunn et net liicht: Heiansdo huet een den Androck, dass déi, déi nach ni Schoul gehal hunn, sech abilden, méi vum Schoulhalen ze verstoen, wéi déi, déi der all Dag halen. Eis Gesellschaft erkennt den Enseignanten hir Aarbecht net genuch un an eis Gesellschaft huet Onrecht dobäi.

De Schoulreformwëllen - hunn ech gesot - vun dëser Regierung ass grouss. De Schoulreformwëlle vun dëser Regierung ass och ongebrach. D'Educatiounsministesch huet eng Reform vun der Beruffsausbildung virgeluecht, a mir hätte gären, dass dës Reform endlech géif gestëmmt ginn. D'Educatiounsministesch huet och véier Reformprojeten zum préscolairen a primairen Unterrecht virgeluecht, a mir hätte gären, dass dës Reformgesetzer iwwert de Grondunterrecht esou séier wéi méiglech gestëmmt ginn.

Ech wëll hei ganz däitlech am Numm vun der Regierung - an ech weess, dass déi zwou Majoritéitsfraktiounen dat och esou gesinn - soen: Déi ganz Koalitioun steet hannert de Pläng vun der Educatiounsministesch, an zwar wéi ee Mann. A mir hätte gären, dass all déi Pläng nach dëst Joer géife realiséiert ginn. Mir hu laang genuch diskutéiert an debattéiert. Mir waarden nach op déi Avisen, déi ausstinn, an da ginn d'Reforme gestëmmt.

Besonnesch d'Reform vum Grondunterrecht ass wichteg. Mir wëssen, dass 27% vun de Kanner am 5. Schouljoer méi al si wéi deen Alter, dee se am 5. Schouljoer dierften hunn. Si hunn also redoubléiert. Dat sinn der vill; 27%. Dat sinn der ze vill. Et sinn der och nach ze vill, wann een der Tatsaach Rechnung dréit, dass 16% vun de Kanner net am Préscolaire waren, well se ze spéit an d'Land komm sinn an also och Ulafschwieregkeeten haten.

Ëm dës an aner Kanner muss sech bekëmmert ginn, muss sech intensiv bekëmmert ginn. Et gëtt ee Plang opgestallt iwwert d'Détectioun an d'Prise en charge vun deene Kanner, déi spezifesch éducativ Besoinen hunn, sief et Sproochschwieregkeeten, motoresch Schwieregkeeten oder einfach grouss Léierschwieregkeeten. Déi Kanner, déi opgrond vun deene Schwieregkeetsmusteren opfalen oder déi notabel Déficiencen hunn, déi musse fréi identifizéiert ginn, soss kann ee sech net intensiv genuch ëm se bekëmmeren.

Mir hunn haut an eise Primärschoulen 4.700 Leçons d'appui d'Woch. Fir dësen Aktiounsprogramm, vun deem ech geschwat hunn, kënnen duerchzeféieren, muss déi Stonnenzuel praktesch doubléiert ginn. Maache mer dat, da geléngt et eis vläicht, souguer héchstwahrscheinlech, d'Zuel vun de Redoublementer erofzesetzen. Dat ass gutt fir d'Kanner. Dat ass gutt fir d'Schoul. Dat ass gutt fir d'Kohesioun an hirem éischte Stadium.

Wann déi Jonk aus de Schoule kommen, da stousse se op den Aarbechtsmaart. Et ass um Aarbechtsmaart, wou deen éischte grousse Kohesiounstest stattfënnt.

Dee Kohesiounstest gëtt vu ville Jonken de Moment net gepackt an e geet fir vill Jonker de Moment schif. Am Mäerz 2007 waren 19,9% vun alle Leit, déi am Chômage ageschriwwe waren, manner wéi 25 Joer al. Am Mäerz 2008 ass dëse Prozentsaz Gott sei Dank op 16,6% zréckgaang. Dat sinn der nach ëmmer ze vill. Mä de Réckgank ass bemierkenswäert, well déi absolut Zuel vun de Leit am Chômage, déi ass och zréckgaang. Et sinn also relativ an absolut betruecht manner Jonker am Chômage, wéi virun engem oder virun zwee Joer ëm déiselwecht Zäit.

Och d'Zuel vun den indemniséierte Chômeuren ass vu Mäerz 2007 op Mäerz 2008 ëm 6,2% zréckgaangen, esou dass mer elo en Aarbechtslosentaux vu 4,2% hunn. Dat ass manner wéi an de Jore virdrun.

ëse relative Redressement vun eiser Aarbechtsmaartsituatioun huet selbstverständlech mat dem Impakt vun der zolitter Konjunktur ze dinn.

De Réckgank erkläert sech awer och duerch déi aktiv Beschäftegungspolitik, déi deen ëmstriddene Gesetzesprojet 5611 erméiglecht huet. Déi passiv Moossname vum Arbeitsamt sinn zréckgaang. Si hunn am Joer 2006 135 Milliounen Euro kascht; si hunn 2007 nëmme méi 128 Millioune kascht. D'Depensë fir déi aktiv Beschäftegungsmoossname si vun 114 Milliounen Euro am Joer 2006 op 129 Milliounen Euro am Joer 2008 geklommen. Zur Erënnerung: Am Joer 2004 waren dat nëmmen 80 Milliounen.

Fazit: D'Aarbechtsmaartpolitik ass wesentlech méi aktiv ginn. D'Tripartitedécisioune vun 2006 an déi Gesetzer, déi d'Chamber doropshi gestëmmt huet, déi hunn eppes bruecht.

Mä vill Leit ouni Aarbecht hu vun der gudder Konjunktur a vun der Aktivéierung vun der Aarbechtsmaartpolitik manner profitéiert. Den Undeel vun deenen iwwer 50-Jähregen am Chômage ass vun 2007 op 2008 ëm knapp 2 op 20,6% geklomm. D'Leit tëschent 40 a 60 Joer maache 46,8% vun alle Chômeuren aus. Zwou Saache mussen also elo geschéien.

D'Adem, d'Arbeitsamt - wéi déi méi Al vun eis heibannen nach ëmmer soen -, déi muss reforméiert ginn. D'Adem gëtt reforméiert, si kritt méi Autonomie, och beim Rekrutéieren a beim Formëiere vun de Placeuren. Si kritt och d'nächst Joer nach eng Kéier supplementar Placeuren derbäi. Méi a besser formëiert Placeuren hunn domat ze dinn, dass se musse vill Leit placéieren, déi extrem schwiereg ze vermëttele sinn an déi een individualiséierte Suivi brauchen.

Ech gleewe jo, Här President, dass et Eenzelner géif arrangéieren, wann ech d'Stëmm géif verléieren, mä ech verhënneren dat elo doduerch, dass ech eppes drénken.

(Interruption)

Mat Ausnahm vum Här Bettel selbstverständlech.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wëllt Der eng Kamell?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gelift? Nee Merci. Ech si geréiert, Här Bettel.

1.500 vun deenen 9.500 ageschriwwenen Demandeurs d'emploi schwätzen, duerfir si se esou schwéier ze placéieren, weder Lëtzebuergesch nach Däitsch nach Franséisch nach Englesch. Si si schonn eleng aus dëse sproochleche Grënn immens schwéier ze placéieren. Vun deenen ageschriwwene Chômeure befanne sech der 1.546 an dem sougenannte Reclassement externe. 80% vun deene sinn iwwer 40 Joer al, 60% vun hinnen hu just, esou just, eng Grondschoulausbildung a 60% vun hinne si Laangzäitchômeuren. Och déi sinn extrem schwéier op den Aarbechtsmaart ze bréngen.

All dës Chômeure riskéieren en fait an der struktureller Aarbechtslosegkeet ze versacken. Si brauchen ouni Zweifel eng méi op hir Persoun zougeschnidde Betreiung. Hinne feele ganz einfach déi Basisfäegkeeten, déi ee brauch, fir Trëtt um Aarbechtsmaart ze faassen. Duerfir wiere mir och frou, wann de Gesetzesprojet 5144 iwwert d'Beschäftegungsinitiativen nach am Joer 2008 kënnt gestëmmt ginn. De Statsrot invitéiere mir, parlamentaresch Amendementer zu deem Projet séier ze aviséieren.

Den Aarbechts- a Beschäftegungsminister lancéiert elo geschwënn de Projet INDURA, deen et den Interimsfirme soll erlaben, déi Leit, déi net einfach ze vermëttele sinn, definitiv an Aarbecht ze bréngen. Leiharbeit ass keng Parkplaz, mä soll eng Schleis op den Aarbechtsmaart sinn.

Fir déi eenzel transversal Tëschewierkungen tëschent Aarbechtsmaart, Wirtschaft, Immigratioun, Bildung a Sozialpolitik vernetzt kënnen ze diskutéieren, wäert d'Regierung, dat heescht déi zoustänneg Ministeren, vum 4. bis de 6. Juli déi éischt Journées nationales de l'emploi organiséieren. Alles an allem, d'Aarbechtsmaartpolitik gëtt nach méi aktiv, d'Aarbechtsmaartpolitik gëtt méi innovativ, a si huet den Optrag - an un deen huet si sech all Dag ze erënneren -, fir keen hänken ze loossen.

Här President, d'sozial Kohesioun ass net nëmmen eng Erausfuerderung, där een um breeden Aarbechtsmaart muss begéinen. D'Sich no sozialer Kohesioun fänkt am eenzelne Betrib un.

D'sozial Kohesioun kann een un der Qualitéit vum innerbetriebleche Sozialdialog moossen. De Sozialdialog an de Betriber gëtt vu Gesetzer aus de 70er Jore regléiert, vu Gesetzer aus dem sougenannten Industriezäitalter. Mä net méi un déi Gesetzesméiglechkeeten ass sech unzepassen, mä un déi, déi mer haut virfannen, an dat maachen d'Texter iwwert de Sozialdialog net méi. D'Regierung wëllt awer, dass de Sozialdialog erhale bleift, an duerfir menge mir, dass e muss méi intensiv ginn, an duerfir menge mir, dass e muss moderniséiert ginn. Mä mir wëllen net an d'Blannt era légiféréieren, an duerfir befaasse mir de Wirtschafts- a Sozialrot mat engem Avis zu enger Reform vun der innerbetriblecher Sozialdialogstruktur.

Do, wou e besteet, de Sozialdialog, do, wou en eng laang Traditioun huet, do soll e virugefouert ginn. Duerfir menge mir, dass an deenen nächste Méint d'Stoltripartite eng weider Kéier zesumme sollt trieden, fir de Point ze maachen a fir ze kucken, wéi et an der Stolindustrie weidergeet.

D'Integratioun vun eisen auslännesche Mataarbechter, déi Auslänner, déi hei am Land schaffen, déi geet och iwwert d'Aarbechtsplaz. Duerfir déposéiert den Aarbechtsminister deen d'lescht Joer ugekënnegte Projet de loi iwwert d'Aféierung vun engem Sproochecongé. De Stat bedeelegt sech finanziell un de Käschten, déi esou ee Congé mat sech bréngt. Deeselwechte Minister mécht och eng Virlag, an den nächste Wochen, iwwer Liewensaarbechtszäitkonten.

Déi meescht Lëtzebuerger, dat weisen Ëmfroen, déi sinn op hirer Aarbechtsplaz eigentlech zefridden. Mä net alles, wat blénkt, ass ëmmer och Gold. Obschonn et net vill Kloen op der Gewerbeinspektioun wéinst Mobbing op der Aarbechtsplaz gëtt, wësse mer awer, dass vill Leit op hirer Aarbechtsplaz ënner Mobbing leiden. D'Sozialpartner sinn domat beschäftegt, den europäesche sozialpartnerschaftlechen Accord iwwert de moraleschen Harcèlement an d'Gewalt op der Aarbechtsplaz duerch een interprofessionellen Accord hei zu Lëtzebuerg an d'Nationalrecht ëmzesetzen, een Accord, deen och géif allgemeng verbindlech erkläert ginn. D'Regierung wier frou, wann deen Accord esou séier wéi méiglech géif zustan kommen. Kënnt en net zustan, maache mir e Gesetz. Kënnt en zustan, ergänze mir en, falls dat noutwendeg sollt sinn, duerch e Gesetz, fir dee repressive Volet vum Kampf géint de Mobbing kënnen ze regelen.

D'Regierung suivéiert mat gréisster Opmierksamkeet, an heiansdo mat enger echter Besuergnis, déi sozial Rechtspriechung vum Europäesche Geriichtshaff. Mir bleiwen derbäi: Déi sozial Iwwerleeunge mussen de Bannemaartiwwerleeungen iwwergeuerdnet sinn. Dass Zweifelen un der Hierarchie vun deene Wäerter - dat Soziaalt fir d'éischt, dat Bannemaart- an dat Wirtschaftlecht fir zweet -, dass Zweifelen un der Hierarchie vun deene Wäerter konnten opkommen, huet manner mat enger Rechtspriechung ze dinn, déi sech veriert hätt, wéi mat der Tatsaach, dass et net genuch kloer sozial Dispositiounen an Europa gëtt, déi dësen Hierarchieprinzip géifen abëtonéieren.

D'Lëtzebuerger Regierung setzt sech zanter Jore fir eng besser Miweleiérung vun der sozialer Dimensioun vun der Europäescher Unioun an, a mir wäerten och mat deem Asaz virufueren.

Europa geet dee falsche Wee, wann et net de soziale Wee geet. De Bannemaart ass eréischt komplett, wa mir an der Europäescher Unioun iwwer ee Mindestsockel vun Arbeitnehmerrechter verfügen. Ech ginn net midd, fir dat ze soen, an ech fueren och virun, dat ze verlaangen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'sozial Kohesioun, déi verdréit keng ze grouss Akommesënnerscheeder an der Gesellschaft. D'sozial Kohesioun verdréit keen héije Prozentsaz vu Leit, déi an Aarmut liewen oder déi musse fäerten an Aarmut ze geroden.

Et gëtt schlëmm Aarmut, et gëtt richteg brutal Aarmut, an et gëtt statistesch Aarmut. Déi statistesch Aarmut, déi muss een am A behalen, déi richteg Aarmut, déi muss ee bekämpfen.

Et gëtt gesot, zu Lëtzebuerg géife 14% vun de Leit an Aarmut liewen oder géife riskéieren an d'Aarmut ofzerëtschen. Dëse Prozentsaz, deen opgrond vun enger europäescher Aarmuts- an Aarmutsrisikoermëttlungsmethod errechent gëtt, ass dat, wat ech d'statistesch Aarmut nennen. Si läit mat 14% ganz héich, well déi europäesch Berechnungsmethod zwéngend zur Konsequenz huet, dass an engem Land mat héijem Duerchschnëttsakommes d'Aarmut och relativ héich ass. Sou ass eng Koppel mat engem Kand, déi 2.761 Euro de Mount verdéngt, zu Lëtzebuerg als aarm agestuuft. Mir wëssen awer, dass dës Koppel zu Tréier, zu Thionville an zu Arel net als aarm gëllt.

Ech wëll hei net iwwer Zuele streiden, mech iwwer europäesch Berechnungsmethoden zerklappen. Ech wëll just soen: Loosse mer keng Zäit mam Kampf géint d'statistesch Aarmut verléieren. Dee Kampf féiert zu näischt an e bréngt och näischt. Loosse mer eis einfach mat der Tatsaach beschäftegen, dass mir hei zu Lëtzebuerg méi aarm Leit hunn, wéi mir mengen, an dass méi Leit een Aarmutsrisiko lafen, wéi mer eigentlech ëmmer ugeholl hunn.

Den Aarmutsrisiko ass fir Famillje mat Kanner méi grouss, wéi fir Familljen ouni Kanner, en ass méi ausgeprägt fir Elengerzéier wéi fir Koppele mat Kanner. Duerfir solle mer den Aarmutsrisiko évitéieren do, wou e sech stellt, d'Aarmut bekämpfen do, wou se ass, a virun allem eis mat der Kanneraarmut auserneesetzen.

Genau dat wëllt d'Regierung och maachen. Duerfir erhéije mir och den 1. Januar 2009 de Mindestloun. E gëtt der allgemenger Lounentwécklung ugepasst. Mir hunn an der Tripartite am Dram net dru geduecht, déi regulär Mindestlounerhéijungen auszesetzen, well mir der Meenung sinn, dass een a Saache Mindestloun keen Zickzackkurs fueren däerf, mä dass een zu enger kontinuéierlecher Politik muss bereet sinn.

De Mindestloun erhéije mir op den 1. Januar 2009 zousätzlech, also iwwert déi normal Mindestlounupassung eraus, doduerch, dass mir den Arbeitnehmerfreibetrag vun aktuell 600 Euro, deen hei am Land all Salarié zegutt huet, an e Steierkredit verwandelen.

De maximale Steiergewënn, deen e Salarié duerch den Arbeitnehmerfreibetrag ka realiséieren - an deen en nëmme ka realiséieren, wann en de Spëtzesteiersaz bezilt -, bedréit 233,70 Euro. Mir hätten awer gären, dass dee Gewënn fir all Arbeitnehmer op 300 Euro netto eropgeet. Duerfir ersetze mer den Arbeitnehmerfreibetrag duerch ee Steierbonus vun 300 Euro netto, deen all Salarié onofhängeg vun der Héicht vu senger Pai kritt.

De Spëtzeverdénger kritt 300 Euro, mä de Mindestlounbezéier och. Fir d'Mindestlounbezéier bedeit dat eng strukturell Erhéijung vum Mindestloun, déi se wéinst der Deierecht och dréngend brauchen. „Ëmverdeelung vun uewen no ënnen", hu mer dat fréier emol genannt, wéi mer nach jonk waren.

Den 1. Januar 2009 kënnt et och zu dem reguläre Renten- a Pensiounsajustement. Och d'Renten an d'Pensioune ginn der allgemenger Lounentwécklung ugepasst. An och de Rentnerfräibetrag gëtt an e Steierbonus ëmgewandelt. Besonnesch déi Leit mat méi klenge Rente profitéieren duerch dësen Nettoplus, deen iwwert den normalen Ajustement erausgeet.

Mir hunn zu Lëtzebuerg - well ech bei de Renten a Pensioune sinn - am Géigesaz zu eisen Nopeschlänner keng ausgeprägten Altersaarmut. Mä mir hunn - ech hunn et gesot - eng Kanneraarmut an e Kanneraarmutsrisiko, déi däitlech iwwert der allgemenger Aarmut an dem allgemengen Aarmutsrisiko leien. D'Aféierung vum Kannerbonus war déi éischt konkret Aktioun zur Bekämpfung vun der Kanneraarmut a vum Kanneraarmutsrisiko.

Esou huet de Kannerbonus zur Folleg, dass dat verfügbaart Akommes vun engem Elengerzéier, deen de Mindestloun verdéngt an zwee Kanner huet, sech ëm 7,24% no uewe beweegt huet. Esou huet d'Aféierung vum Kannerbonus och zur Folleg, dass eng Koppel, an där déi zwee Partner all Kéiers de Mindestloun verdéngen an déi zwee Kanner hunn, eng Steigerung vun hirem verfügbaren Akommes vu 4,49% fir d'Joer 2008 kritt huet.

Mir ginn elo, Här President, dräi Schrëtt méi wäit:

Éischtens, de Steierabattement fir Elengerzéier gëtt, zu Konditiounen, déi mer nach musse festleeën - well et ass eng technesch komplizéiert Affär -, an e Steierkredit ëmgewandelt; ähnlech wéi d'lescht Joer d'Steiermoderatioun fir d'Kanner an e Kannerbonus ëmfonctionnéiert ginn ass. Doduerch wäerten d'Elengerzéier, déi méi wéi anerer vun Aarmut a vum Aarmutsrisiko betraff sinn, d'nächst Joer netto méi zur Verfügung hunn.

Zweetens, anstatt d'Kannergeld pauschal fir all Kand ze erhéijen, féiere mer vum nächste Joer un Déngschtleeschtungschèquen, sougenannten „Chèques services" fir Famillje mat Kanner an. Watfir Leeschtunge genau mat esou engem Déngschtleeschtungschèque kënnen akaaft ginn, gëtt am Laf vun den nächste Méint festgeluecht.

Fest steet awer schonn haut: Mat deenen Déngschtleeschtungschèquë kann ee sech eng bestëmmte Stonnenzuel an de Kannercrèchen, an de Garderien an an de Maisons relais kafen. Esou gëtt d'Kannerbetreiung méi bëlleg. À terme ass et fir mech souwisou kloer, dass d'Kannerbetreiung zu Lëtzebuerg muss gratis ginn.

D'Festleeung vun der Héicht vun de Chèquen, d'Lëscht vun de Leeschtungen, déi ee mat deene Chèquë ka kafen, déi gi vun der Familljeministesch, déi voll gudder Iddië stécht, an deenen nächste Méint fixéiert. Déi graduell Aféierung vun der gratis Kannerbetreiung geschitt am Kader vu laanggestreckte budgetäre Méiglechkeete vum Stat; fir Är Berouegung direkt e bëssi an de Gréff ze kréien.

D'Kannerbetreiung, déi muss selbstverständlech weider ausgebaut ginn. Mir hunn am Joer 2005 8.000 Kannerbetreiungsplazen zur Verfügung gehat, am Joer 2006 10.250 an am Joer 2007 12.800. Dës Entwécklung gëtt accéléréiert, well mir brauche méi Betreiungsplazen.

Dat drëtt Element: Den „Pacte Logement" gëtt ergänzt duerch d'Aféiere vun engem Steierkredit fir d'Scholdzënsen um Eegenheem; ee Steierbonus, deen déi bishereg steierlech Déductibilitéit vun de Scholdzënsen ersetzt. Esou hëlleft de Stat jiddfengem am gläiche Mooss an onofhängeg vum Akommes, mat de Konsequenze vun de geklommene Baupräisser a vun den Zënserhéijungen eens ze ginn.

Fir mech ass eppes kloer: Joer fir Joer kënnt et zu méi Steierkreditter. Joer fir Joer gi Steierabattementer a Steierkreditter ëmgewandelt; well net Abattementer kënnen d'Aarmut zu Lëtzebuerg verklengeren, nëmme Steierkreditter a Steierboni bréngen dat fäerdeg.

Ech hunn, Här President, elo éinescht e bëssi séier d'Inflatiounsproblematik gesträift. Ech wëll nach eng Kéier hei op se zréckkommen, well ënnert där héijer Inflatioun leide besonnesch déi kleng Akommes, besonnesch déi Leit, déi net wëssen, wéi se um Enn vum Mount sollen eens ginn; an där gëtt et méi wéi mer mengen.

D'Pëtrolspräisser bleiwen héich; mir sollen eis doriwwer keng Illusioune maachen. D'Liewensmëttelpräisser entwéckele sech och net séier op den Niveau vu virun zwee Joer zréck; si bleiwen héich. Déi zwee zesumme geholl - Pëtrolspräisser a Liewensmëttelpräisser - stelle vill Famillje viru kaum léisbar Aufgaben. Duerfir verwandele mer den Heizkostenzuschuss, dee mer hunn, an eng Deierechtzoulag a mir verduebelen de Montant, deen duerfir zur Verfügung gestallt gëtt. Esou ginn déi Leit, déi sech der Decken no musse strecken, besser mat de Käschten eens, déi duerch d'Liewensdeierecht ëmmer méi zouhuelen.

Ee Stot vun zwou Persounen, dee manner wéi 2.356 Euro de Mount verdéngt, kritt haut en Heizkostenzuschuss vun 825 Euro. E kritt d'nächst Joer eng Deierechtzoulag vun 1.650 Euro.

Een Dräi-Persounen-Haushalt, dee manner wéi 2.804 Euro de Mount verdéngt, kritt haut een Heizkostenzuschuss vun 990 Euro; d'nächst Joer eng Deierechtzoulag vun netto 1.980 Euro.

Aarmut ass keng Fatalitéit. Et kann een eppes géint se maachen. A mir wëllen eppes géint se maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Haaptsaach mir bleiwe gesond", esou gëtt dacks gesot. „Dat Wichtegst ass d'Gesondheet", esou soe mer. Wann dat stëmmt - an dat stëmmt -, dann ass d'Gesondheetspolitik ee vun deene wichtegste Politikberäicher an dann ass de Gesondheetsministère ee vun deenen nobelsten, déi et an der Regierung gëtt.

D'sozial Kohesioun an engem Land erreecht een nëmmen, wann een de fräien Zougang zu qualitativ héichwäertege gesondheetlechen Déngschtleeschtungen ouni Ënnerscheed vum Revenu séchert a wann ee fir e solidaresche Finanzement vum Gesondheetssystem suergt. Ouni e gutt fonctionnéierende Gesondheetssystem gëtt et keng sozial Kohesioun. D'Regierung an in specie de Gesondheetsminister si sech desse bewosst.

D'Fleegeversécherung ass een zolidd Stéck sozial Kohesioun. Sozial Kohesioun heescht fir d'éischt ëmmer Solidaritéit mat an Hëllef fir déi, déi gesondheetlech schlecht dru sinn, déi net méi esou séier lafe kënne wéi déi aner, déi net méi un alle gesellschaftlechen Aktivitéite kënnen deelhuelen, déi ganz einfach méi lues mussen trëppelen.

D'Leeschtunge vun eiser Fleegeversécherung, déi sinn impressionnant. D'Fleegeversécherung huet fir déi Leit, déi doheem gefleegt ginn, am Joer 2005 am Duerchschnëtt 22.500 Euro ausginn. Däitschland - dat och eng Fleegeversécherung huet; déi meeschte Länner hunn iwwregens keng - huet am Schnëtt nëmme 6.300 Euro opbruecht. Fir Fleegefäll, déi an den Institutioune gefleegt ginn, hu mer am Schnëtt 45.000 Euro d'Joer opbruecht. Däitschland: 13.600. Lëtzebuerg: 45.000, Däitschland: 13.600!

9.500 Leit hunn am Joer 2005 vun de Fleegeleeschtungen doheem oder an enger Institutioun profitéiert. D'Zuel vun de Beschäftegten an de Fleegeréseauë beleeft sech entre-temps op 5.000. Et war virun zwee Joer eréischt 3.000.

D'Fleegeversécherung huet och Aarbechtsplaze geschaf: Mir hunn ëmmer gesot, dass aus der informeller Fleegeaarbecht, déi et ëmmer ginn ass, ee formelle Secteur vun eisem Aarbechtsmaart misst gemaach ginn. Dat ass eis gelongen.

Wéi et drëm gaang ass, d'Fleegeversécherung anzeféieren, du waren d'Widderständ ganz grouss. Kee wëllt haut bei deene gewiescht sinn, déi géint d'Fleegeversécherung waren. Ech weess nach, wien net derfir war.

Wann een d'Fleegeversécherung wëllt elo konsolidéieren, da muss een awer zu enger kritescher Iwwerpréiwung vun der Qualitéit vun de Leeschtunge kommen. Dat wäert geschéie souwuel fir d'Fleeg doheem wéi fir d'Fleeg an den Institutiounen, wou d'Pensiounskäschten dauernd klammen, jo eis regelrecht dervulafen. Hei brauche mer méi Transparenz am Intérêt vun enger Saach, déi grouss bleift.

D'Verhënneren an d'Fréierkennung vu Krankheete gëtt een ëmmer méi wichtegen Deel vun der Gesondheetspolitik. Ronderëm d'Verhënnerung an d'Fréierkennung dréine sech déi wichtegst Initiative vun ei-

sem emsege Gesondheetsminister. Ee Programm jot deen aneren: Mir hunn e Programm „Gesond iessen - méi bewegen“; mir hunn e Programm „Schoulen ouni Tubak“; mir hunn e Programm „Ophale mat fëmmen“; mir hunn en Aktiounsplang „Keen Alkohol ënner 16“; mir hunn e Programm „National Réckeschoul“ an en „Impfprogramm géint de Gebärmutterhalskriibs“.

Et kommen an deenen nächste Méint weider Programmer derbäi: ee Programm fir de Remboursement beziehungsweis d'Bereetstellung vu Verhiddungsmëttele fir Jonker a fir sozial Schwaacher; ee Programm fir systematesch Gesondheetschecke vun Häerz- a Kreeslafkrankheeten, an iwwerhaapt kënnt et zu enger méi grousser Mobiliséierung géint de Kriibs a géint d'Häerz- a Kreeslafkrankheeten. Initiativen, déi an engem „Plan cancer“ an an engem Aktiounsplang „cardio-cérébro“ zesummelafe wäerten.

Ech brauch Iech dat hei net am Detail ze erklären, well Dir wësst jo, dass de Mars Di Bartolomeo periodesch de Frank Goetz oder d'Caroline Maart a seng Owessendung invitéiert, da kann hien dat selwer maachen. Hie kann dat vill besser maache wéi ech. Mä hei sinn emol déi Saachen, mat deenen d'ganz Regierung averstanen ass.

An Exekutioun, fir nach ëmmer beim Minister Di Bartolomeo ze bleiwen, vum Spidolsgesetz gëtt am Juni deen neie Spidolsplang virgestallt. Hie wäert de praktesche Fonctionnement vun eise Spideeler verbesseren, den Akzent op d'Moderniséierung an den Ausbau vun der bestehender Infrastruktur leeën an och Akzenter a Richtung optimal Qualitéitssécherung setzen. Deen ale Spidolsplang huet an de leschten zéng Joer 700 Milliounen Euro kascht. Deen neie wäert eng hallef Milliard Euro kaschten. D'Spidolslandschaft ass iwwerhaapt amgaang komplett nei gezeechent ze ginn. D'Fusioun tëschent dräi vun deene véier Südspideeler ass perfekt. D'Fusioun tëschent de Klinike vun Ettelbréck a Wolz gëtt duerch e Gesetzesprojet, deen am Juni abruecht gëtt, zur neier Nordrealitéit.

De Bereetschaftsdéngscht vun de Generalisten, deen de Kolleeg Carlo Wagner agefouert huet, dee gëtt vum Hierscht u besser. De Bereetschaftsdéngscht de Weekend an op de Feierdeeg gëtt besser, well e gëtt op déi Deeg ausgedehnt. D'Ugebuet nuets gëtt optiméiert, de Bereetschaftsdéngscht réckelt och méi no un d'Besoinë vun de Leit erun. Dat erlaabt iwwregens och d'Urgenceservicer vun eise Kliniken däitlech ze entlaaschten.

Bereetschaftsdéngscht, dat liwwert mer, Här President, d'Stéchwuert fir eng aner Iwwerleeung. An déi Iwwerleeung, déi betrëfft d'Sondesaarbecht. Et gëtt Leit, déi sonndes musse schaffen, well d'Beschafenheet vun hirer Aarbechtsplaz se dozou zwéngt. Deen Déngscht, dee si un der Gesellschaft Sonndeg fir Sonndeg leeschten, dee sollte mer méi respektéieren. Mä et gëtt an eiser Wirtschaft ëmmer méi Stëmmen, déi wëllen d'Leit och an e maximale kommerzielle Bereetschaftsdéngscht vum Sonndeg drécken.

Et gëtt, dat war de Wëlle vum Gesetzgeber, d'Interdictioun fir um Sonndeg ze schaffen. Dës Interdictioun mécht Sënn, well et ass gutt, wann op engem Dag an der Woch Rou ass. Et ass gutt, wann déi gesetzlech Rouepaus vun de Leit ka genotzt ginn, fir dat ze maachen, wouzou se Loscht hunn a firwat se Fräizäit brauchen, gemeinsam Fräizäit brauchen. Zäit fir mat hire Kanner oder hirem Partner ze verbréngen, Zäit fir spadséieren ze goen, Zäit fir Sport a Kultur, bref, fir een Dag an der Woch esou ze liewen, wéi se Loscht hunn ze liewen a wéi se Loscht hu wëllen ze liewen.

Déi Interdictioun vun der Sonndesaarbecht, déi kann opgehuewe ginn. Si kann opgehuewe ginn an deene Fäll, déi d'Gesetz virgesäit. Mir wenden dat Gesetz jo - de Verbuet vun der Sonndesaarbecht - flexibel un, an dat ass gutt esou. Schlecht wier et, wa mer nach méi Sonndesaarbecht géifen zouloossen, wéi déi, déi haut autoriséiert ass. Ech wëll dat hei ganz däitlech soen: Et gëtt keng weider Extensioun vun der Sonndesaarbecht iwwert dat eraus, wat mer haut un Ausnahmebestëmmungen an un Ausnahmeregelungen zur Sonndesaarbecht hunn. Et wäert net geschéien, op jidde Fall net, soulaang wéi ech hei am Land eppes ze soen hunn, dass ëmmer méi Leit musse sonndes untrieden, fir dass aner Leit hire Sonndesconfort op deenen hir Käschten organiséiere kënnen.

Zur sozialer Kohesioun gehéiert et och, dass een op deen anere Rücksicht hëlt. A mir solle Rücksicht huelen op déi Salariéen, déi Famill a Kanner hunn, op déi Leit, déi an de Veräiner aktiv sinn, op déi Leit, déi de Sonndeg brauche fir duerchzeootmen. Ech weess, dass dat alles ganz almoudesch kléngt. Mä ech sinn almoudesch. Ënnert dësem Punkt wëll ech et décidéiert och nach eng ganz laang Zäit bleiwen. Ech wëll keng Gesellschaft, wou déi eng mat hiren Enkele sonndes akafe ginn, an d'Kanner vun deenen Elteren, déi schaffe mussen, eleng doheem sëtzen. Ech wëll dat net. An et kënnt zu kenger weiderer Ausweidung vun der Sonndesaarbecht. Bal hätt ech gesot „basta“, mä vu dass een aneren dat gesot huet an dass dat him net vill Gléck bréngt, wollt ech lech just soen, dass ech am léifste „basta“ gesot hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi sozial an déi national Kohesioun ass nëmme méiglech, wann d'Leit am Land Vertrauen an d'Institutiounen hunn. Ech hunn net den Androck, wéi wann dat an der leschter Zäit terribel zougeholl hätt. Mir brauchen awer Vertrauen an eis Institutiounen. Mir brauche Vertrauen an d'Justiz an och an d'Polizei. D'Justiz ass onofhängeg. Weder d'Regierung nach d'Parlament nach d'Politik hu sech an hiert reguläert Fonctionnéieren anzemëschen. Keen däerf hir onofhängeg Ausübung behënneren. Duerfir wäert de Justizminister e Gesetzesprojet presentéieren, deen d'Behënnerung vun der Justiz strofbar mécht.

Eise Polizeikorps muss verstäerkt ginn an e wäert verstäerkt ginn. Bis an d'Joer 2015 komme weider 500 Polizisten derbäi. D'Polizei gëtt esou méi biergerno, d'Polizei gëtt esou méi effikass. An iwwregens, loosse mer ophalen hei am Land all eenzelne Polizist responsabel ze maache fir Dysfonctionnementer, déi et op eenzelnen Etage vun der Polizeihierarchie viru Jorzéngte ka ginn hunn. D'Polizisten um Terrain maachen eng gutt Aarbecht, mir sollte se dobäi ënnerstëtzen.

Am Beräich vun der Justiz stinn nach aner Reformen un. Mir wëllen e Gesetz iwwert den Divorce, dat d'Scheedungsprozedure méi mënschlech mécht. Dat Gesetz ass scho laang déposéiert. Mir wëllen e Gesetz iwwert den Afferschutz. Et läit eng Proposition de loi vun eisem Kolleeg Alex Bodry an e Projet vun der leschter Regierung, deen am Joer 2003 déposéiert ginn ass, vir. Mir hätten endlech gären en Avis vum Conseil d'État.

Mir géife gäre besonnesch d'Informatiounsrecht vun den Affere stäerken, well déi leiden zolidd drënner, dass se net gewuer ginn, wou hir Affär drun ass. Rezent Fäll hunn dat iwwregens dramatesch ënnerstrach. Dat ass eng Noutwendegkeet, den Afferschutz, an ech hätt wierklech gär, wa mer deen Avis elo endlech géife kréien. Vun 2003 bis 2008 ware fënnef Joer, fir nozedenken a fir ze schreiwen. Mir hätten elo gären deen Avis, well dat ass e wichtegt Stéck vu méi no beienee wuessen a vu Solidaritéit mat deenen, déi haut ëmmer an all deenen Affären den zweete Präis kréien.

Mir géife gären - een anere Projet - d'„Autorité parentale“ qualitativ a Richtung „Responsabilité parentale“ veränneren. Mir hätte gären, dass déi zwee Elterendeeler hirer elterlecher Verantwortung gemeinsam gerecht ginn, ob se bestuet sinn oder net, ob se am Partenariat liewen, getrennt oder gescheet sinn. Nach just an Ausnahmefäll soll de Riichter d'elterlech Responsabilitéit engem eenzegen Elterendeel kënnen zouspriechen. Autoritéit, individuell Autoritéit duerch Responsabilitéit, gemeinsam Responsabilitéit ersetzen, ass ee Schrëtt, dee mer musse maachen.

De Justizminister wäert och e Gesetzesprojet iwwert d'Gefällegkeetsbestietnis an iwwert d'Zwangsbestietnis virleeën. Phenomeener, déi de Justiz- an de Gemengenautoritéiten heiansdo grouss Problemer stellen. Deeselwechte Minister wäert och e Gesetzesprojet zur Repressioun vum Stalking ausschaffen, fir dass dës Form, wann ech kann esou soen, vu moderner Belästegung - déi de Leit, déi d'Affer dovu sinn, d'Liewen zur Häll mécht - sech net méi breet ka maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sozial Kohesioun, dat reimt sech mat Integratioun. Ee Land, dat esou een héijen Auslännerundeel huet wéi Lëtzebuerg, kënnt net derlaanscht, d'Integratioun vun den Netlëtzebuerger, dat heescht dat gewollte Matenee vu Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, geziilt unzestriewen. Duerfir ass et vun eminenter Bedeitung, d'Gesetzesprojeten iwwer Immigratioun an Integratioun séier an de Mémorial ze kréien. Dës Gesetzer bedeiten eng Verdéiwung vun der Integratioun vun den Netlëtzebuerger a gesi Rechter a Flichte fir déi eng a fir déi aner vir.

Gradesou wichteg ass et, fir de Gesetzesprojet, deen d'Aschreiwungsfriste vun den EU-Bierger a vun aneren Auslänner fir d'Europa- an d'Kommunalwahle verkierzt, séier gestëmmt ze kréien. D'Aschreiwungsfrist gëtt vu 14 respektiv 18 op dräi Méint erofgesat a garantéiert esou e breet Matmaache vun de Bierger, den auslännesche Bierger, bei eisen demokratesche Wahlen. Ech wier frou, wann dee Projet séier kéint vum Parlament verabschit ginn.

Ech hu mech, Här President, an der Vergaangenheet an zënter Joren ëmmer nees fir déi duebel Nationalitéit agesat. Och wann elo sech ëmmer méi Stëmme Gehéier verschafen, déi géint de Prinzip vun der duebeler Nationalitéit sinn, géint de Prinzip vum duebele Pass optrieden, bleiwen ech bei menger Meenung a bleift d'Regierung bei hirer Meenung, dass déi duebel Nationalitéit eng Integratiounsschubwierkung an ee Méi un Integratioun a sozialer Kohesioun bedeit. Dat Gesetz muss kommen. Et muss den 1. Januar vum nächste Joer kënnen a Kraaft trieden.

Ech wëll de Géigner vun der duebeler Nationalitéit - an Dir wäert gesinn, dass déi sech an den nächste Méint nach massiv wäerten äusseren - soen, dass déi duebel Nationalitéit keng Optioun géint Lëtzebuerg ass, mä eng Optioun fir Lëtzebuerg.

Duerch d'duebel Nationalitéit kréien d'Auslänner, wa si aus Länner kommen, déi och d'duebel Nationalitéit kennen, net méi Rechter wéi d'Lëtzebuerger, mä si kréien hire Wëllen, fir mat eis gläichberechtegt zesummenzeliewen, dokumentéiert.

Mir ginn eis Nationalitéit net op, mä mir maache se op. A fir se kënnen opzemaachen, ass et absolut noutwendeg, dass déi Leit, fir déi se opgeet, sech a lëtzebuergesche Saachen auskennen an an der lëtzebuergescher Sprooch kënnen ausdrécken.

Si mussen net Lëtzebuergesch kënne schwätze wéi en Affekot. Déi schwätze jo souwisou meeschtens Franséisch hei zu Lëtzebuerg.

(Interruption)

Mä si musse kënne mat eis esou schwätzen, dass mer si verstinn, a si mussen esou vill Lëtzebuergesch verstoen, dass si eis verstinn.

D'Sprooch ass e wichtegt Element vun der Integratioun. Déi, déi dat net wëllen zur Kenntnis huelen, verstinn net alles vun de Lëtzebuerger. Déi, déi d'Sprooch zu enger regelrechter Integratiounsbarrière wëlle maachen, déi d'Sprooch zum exklusiv selig machenden Element vun der Nationalitéitsacquisitioun wëllen ëmfonctionnéieren, verstinn net alles vun der nationaler-Kohesioun.

Passt ganz gutt op! D'duebel Nationalitéit fënnt ouni all Zweifel eng Majoritéit heibannen. D'duebel Nationalitéit muss awer och eng breet Akzeptanz dobausse fannen. Wa si keng Akzeptanz dobausse fënnt, wa si laanscht den nationale Konsens segelt, dann dréit se méi zur Desintegratioun wéi zur Integratioun bäi.

D'lëtzebuergesch Sprooch erlaabt et, d'Saachen op deem Punkt beieneen ze bréngen. Ech sinn iwwerzeegt dovun, dass déi Sproocheregelung, déi um Dësch läit, der Sproocheproblematik gerecht gëtt.

Loosse mer keng Fanatiker sinn, loosse mer Pragmatiker bleiwen!

Wie Lëtzebuerg a Lëtzebuergesch seet, dee mengt ëmmer och d'Kultur. Eis Kultur schwätzt awer net nëmme Lëtzebuergesch. Mir hunn, fir et mat de Wierder vum Ben Fayot ze soen, e Sproochesystem zu Lëtzebuerg: Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch.

An esou ass och eis Kultur. Kultur ass e wesentlecht Sprangbriet vun der Integratioun, an domat e Baustee vun der sozialer Kohesioun.

No deem groussen Erfolleg vum Kulturjoer 2007 - an zu deem Erfolleg huet d'Statssekretärin Oktavie Modert wesentlech bäigedroen - muss de budgetären an inhaltleche Kultureffort op héijem Niveau bleiwen.

Et wäert net geschéien, dass de Kulturbudget ugeknabbert gëtt. Deen, deen de Kulturbudget méi schmuel mécht, dee geet eiser kultureller Ambitioun u Muerch a Schank. Duerfir däerf dat net geschéien.

Et géif kee Kulturliewe ginn ouni den Engagement vum Stat. Méi Kulturliewe géif och dann net stattfannen, wann net vill Fräiwëlleger - a Fräiwëlleger sinn ëmmer Begeeschterter - eng Hand géife mat uleeën. Dat ass net nëmme wouer fir d'Kultur, dat ass och wouer am Beräich vum Sport, dat ass virun allem och wouer fir d'Protection civile, fir d'Pompjeeën, fir aner Hëllefsdéngschter.

D'sozial Kohesioun ass net nëmmen d'Resultat vu staatlechen Efforten, si ergëtt sech aus dem Matenee vum staatlechen a vum privaten, dat heescht fräiwëllegen Effort. Et gëtt dausende Leit hei am Land, déi hir Fräizäit huelen, iwwerhaapt sech Zäit huelen, fir hire Matmënsche kënnen ze déngen. Géif et dës Leit net ginn - d'Protection civile, d'Pompjeeën, Hëllefsdéngschter, Leit, déi déi sportlech Aktivitéite vu Jugendlechen encadréieren, Leit, déi iwwerhaapt d'Aktivitéite vun de Jugendveräiner méiglech maachen -, da misst de Stat dës Aufgabe selwer iwwerhuelen. Mä da misst e kleng bäiginn, well e kéint d'Iwwerhuele vun dësen Aufgaben iwwerhaapt net finanzéieren!

Well mer wëssen, wat mer dem Bénévolat verdanken, well mer wëssen, wat fir eng exzeptionell Kohesiounsroll déi Fräiwëlleg spillen, leeë mer virun Enn vum Joer en integrale Programm zur Ënnerstëtzung vun der Fräiwëllegenaarbecht vir.

Ech wëll haut just soen, dass mer den Asaz vun deene Fräiwëllege schätzen; de Rescht kënnt virum Enn vum Joer no.

Bénévolat, Här President, dat reimt sech mat Mäzenat an e bëssen och mat Philanthropie. Wann et drëm geet, d'Zesummeliewen ze réusséieren, da brauch een och déi privat Initiativ, d'Zivilgesellschaft, deen Eenzelnen, dee sech am allgemengen Interessi abréngt, da brauch ee Mäzenat an de philanthropeschen Engagement.

Wann et drëm geet, d'sozial Kohesioun zur integraler Réussite ze maachen, da muss de Stat wëssen, dass en net alles selwer kann. Hie kann - an dat ass seng Flicht - déi kollektiv Besoinë vun der Gesellschaft en charge huelen. Mä hien deet sech schwéier - an e weess dat -, nei Besoinen an der Gesellschaft schnell ze identifizéieren an och spezifesch Situatiounen - besonnesch, wa se nëmmen e klengen Deel vun de Leit betreffen - geziilt unzegoen.

Duerfir ass d'Regierung décidéiert, de privaten Engagement am allgemengen Interessi méi staark ze förderen. Mir mussen d'Barrièren aus dem Wee raumen, déi sech deenen an de Wee stellen, déi bereet sinn, en Deel vun hirer Energie a vun hirem Verméige fir d'Allgemengheet ze mobiliséieren.

Duerfir schafe mer eng privat, onofhängeg Fondatioun, déi d'Promotioun vun der Philanthropie a vum Mäzenat zum Zil huet. Dës Fondatioun däerf deenen, déi um Terrain schaffen, keng aktiv Konkurrenz maachen. Si däerf keng Struktur ginn, déi hinne virun d'Nues gesat gëtt. Dës Fondatioun soll zu engem Intermédiaire tëschent den Destinatairë vun den Donen an deene Leit an Entreprisen, déi bereet sinn, sech finanziell am allgemengen Interessi ze engagéieren, ginn.

Dës Fondatioun soll déi Informatiounen iwwer al an nei philanthropesch Tätegkeetsfelder sammelen a se un déi Leit viruginn, déi Berodung brauchen. Si soll onofhängeg vun der Regierung a vum Stat fonctionnéieren, an duerfir hu mer d'Oeuvre Grande-Duchesse Charlotte gebieden, de Stat an där Fondatioun ze vertrieden.

Am Hierscht wäert de Justizminister Virschlëi zur Philanthropie maachen, Virschlëi, déi e méi favorabele Kader fir d'philanthropescht Wierken hei zu Lëtzebuerg virgesinn - philanthropescht Wierken heiheem, philanthropescht Wierken an aneren Deeler vun der Welt.

D'Philanthropie - fir dat ganz kloer ze soen - ass keen Ersatz fir de staatlechen Engagement. De Stat däerf sech aus kengem Beräich op Käschte vun der Philanthropie a wéinst der Philanthropie zréckzéien. D'Philanthropie däerf eben net zum staatlechen Désengagement féieren, si muss e Plus fir d'Mënsche sinn. D'Philanthropie ass et schonn ëmmer ginn, mä et gëtt der nach méi a si gëtt nach besser, wann de Stat se steierlech besser ënnerstëtzt.

Haut kann een Donen an der Héicht vu maximal 10% vum Akommes an e maximale Montant vu 500.000 Euro d'Joer vun der Steier ofsetzen. Dës Plaffonge gi verduebelt. Donë sollen och iwwer e puer Joer gestreckt an ofgesat kënne ginn. D'Enregistrementstaxe bei Ierfschaften an Donen u Fondatiounen, déi beim Notaire gemaach ginn, ginn ëm en Drëttel erofgesat. Gréisser Donë wäerten och keng extra Autorisatioun méi brauchen, wa se iwwer Virementë gemaach ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo vill iwwer Kohesioun geschwat an Iech d'Etappe vun der Kohesiounsaus-

weidung gewisen. Mä d'Kohesioun gëtt och do gepréift, wou et ëm dat Essenziellt, ëm dat Letztendlecht geet. Ech schwätze vu Stierfbegleedung a vun Euthanasie.

D'Gesetzer iwwert d'Palliativmedezin an iwwert d'Euthanasie sinn, wat hir Form an hir Ausriichtung ubelaangt, an den Hänn vum Parlament. An do gehéiere se och hin. Well am Parlament lafen d'Meenungen, d'Stréimungen an d'Iwwerzeegungen a staark Gedanken zesummen.

D'Regierung huet kee Gesetz iwwert d'Euthanasie virgeluecht, mä nëmmen eent iwwert d'Palliativmedezin. D'Parlament ass awer och mat enger Gesetzespropositioun vun de Kolleegen Err an Huss iwwert d'Euthanasie befaasst. D'Chamber huet am Februar eng éischt Ofstëmmung virgeholl. Déi verdéngt Respekt.

D'Regierung huet sech an der Debatt iwwert d'Gesetzespropositioun ronderëm d'Euthanasie neutral verhalen. Et gëtt keng Regierungsdécisioun zur Euthanasie. Also kann ech och keng Regierungsdeklaratioun zur Euthanasie virdroen.

Mä ech wëll meng Meenung dozou soen. Ech sinn hei am Land keng moralesch Autoritéit an erhiewen och net den Usproch, fir dat jeemools eng Kéier ze ginn. Ech hunn - wéi jiddfereen - meng Zweifel, vill Froen, kohärent Convictiounen, Nuancen awer och.

Ech hu virun e puer Woche gesot - obschonn all Observateure schreiwen, soen a maachen, wéi wann ech mech zu dëser Fro nach ni geäussert hätt -, dass ech déi Proposition de loi Err/Huss net géif stëmmen, wann ech Deputéierte wier. An ech hu gläichzäiteg gesot - dat schéngt awer nu wierklech jiddfereen iwwerhéiert ze hunn -, dass ech net der Meenung wier, dass mat engem Gesetz iwwert d'Palliativmedezin d'Problematik integral ofgedeckt wier. A Saache Stierfbegleedung ass d'Palliativmedezin den Nec, mä net an alle Fäll den ultimativen Ultra. Et gëtt Fäll, wou d'Palliativmedezin net all Äntwerten huet. Déi Fäll solle mer regelen. Et gëtt Fäll, wou d'Palliativmedezin net eng Äntwert bis un de Schluss vum Liewe bréngt. Jiddferee seet mer, dat wieren Ausnahmefäll. Jiddferee seet, et géif sech dobäi ëm Ausnahmefäll handelen. Da kommt, mir regelen déi Ausnahmefäll!

Ech hunn Iech op enger anerer Plaz vu menger Ried gesot, d'Konscht vun der Politik géif doranner bestoen, d'Differenzen énerenee kompatibel ze maachen. Dat zielt och fir dës Fro. Mir mussen an dëser Fro zu enger Eenegung an der Mëtt kommen. Et ass an der Mëtt, wou d'sozial Kohesioun an déi national Kohesioun stattfannen. Déi, déi einfach mat hirer Iddi duerchmarschéiere wëllen, déi ire sech. Déi, déi einfach deenen aneren hir Iddien, déi mat hiren Iddien duerchmarschéiere wëllen, blockéieren, déi ire sech gradesou vill. Et geet hei net ëm d'Parteien. Et geet hei ëm d'Mënschen. Et geet hei ëm eis Gesellschaft. Et geet hei ëm den ethesche Fridden am Land. Kommt, mir sichen deen! Et ass derwäert, den ethesche Fridden am Land ze sichen.

Här President, ech hunn elo laang geschwat; laang geschwat heescht net onbedéngt villes gesot, mä ech hunn an dëser Ried - entgéint menger Gewunnecht - nach net vill Zuele genannt. D'Erklärung duerfir ass einfach: Ech hunn iwwert de Budget an iwwert d'Statsfinanzen nach näischt gesot. Normalerweis maachen ech dat am Ufank vun der Ried zur Lag vum Land. Ech maachen et dës Kéier zum Schluss. Mä ech nennen och zum Schluss net vill Zuelen. An ech soen Iech och firwat:

No all Ried zur Lag, déi ech hei gehalen hunn - dat hei ass déi 14. -, ass mer heibanne gesot ginn, ech géif d'Leit an den Zuelen ersaufen. No all Ried zur Lag vum Land ass geschriwwe ginn, ech hätt vill Zuele genannt an net genuch iwwert d'Liewensbedéngungen an iwwert d'Liewensëmstänn zu Lëtzebuerg geschwat. Dat war selbstverständlech ëmmer falsch an ëmmer eng Feelinterpretatioun. D'Realitéit léisst sech duerchaus mat Zuele beschreiwen an d'Zuele soen duerchaus iwwert d'Realitéit villes aus, si soen och eppes aus iwwert d'Liewe vun de Mënschen. Mä well ech net berodungsresistent sinn, mä extrem lernfäeg, nennen ech och bei der Behandlung vum Thema Statsfinanze wéineg Zuelen, mä ech schwätzen dann ebe Kloertext. D'Zuelen, déi de Finanzministère mer fir dës Debatt virbereet huet, leien op Ärem Pult, Här President, an Dir verspriecht mer, dass Der se mat am Chambersbericht publizéiert *(Le document «Évolution des recettes de l'administration publique, 1995-2007» peut être consulté sur http://www.gouvernement.lu/gouvernement/etat-nation/index.html)*.

A wat fir engem wirtschaftlechen Ëmfeld - dat ass d'Fro - bewege mer eis eigentlech? Dat ass, léif Kolleegen, schwéier ze soen.

D'Weltwirtschaft dréint an de Joren 2008 an 2009 méi lues, wéi an de Joren 2006 an 2007. Dass se iwwerhaapt nach op héijem Niveau dréint, ass virun allem, ech hunn et d'éinescht schonns gesot, de wirtschaftleche Leeschtunge vun de Schwellelänner op anere Kontinenter ze verdanken. D'Vereenegt State vun Amerika kucken an d'Rezessiounslach, an och wa se net drafalen, wäerte se wesentlech méi lues wuessen, wéi dat an de leschte Joren de Fall war.

D'Wirtschaft vun der Eurozon wiisst méi séier wéi déi vun de Vereenegte Staten, mä awer ënnert dem Niveau vun hirem Wuesstumspotenzial an däitlech manner staark wéi an de Joren 2006 an 2007. D'wirtschaftlecht Ëmfeld ass manner gutt wéi et war. An d'Wuesstumsperspektive fir d'Joer 2009 sinn däitlech méi niddreg, wéi d'Wuesstumsperspektive fir d'Joren 2007 an 2008 dat waren.

D'Europäesch Kommissioun geet dovun aus, dass d'Wirtschaft vun der Eurozon am Joer 2008 ëm héchstens 1,7 an am Joer 2009 ëm héchstens 1,5% wiisst. Den Internationale Währungsfong prognostizéiert Zuelen, déi souguer nach däitlech drënner leien. Mä: Déi éischt Zuelen iwwert d'wirtschaftlech Entwécklung am éischte Quartal vum Joer 2008 loossen eis gleewen, dass Wuesstumspessimismus fir d'Eurozon net ubruecht ass. Et kënnt an Europa mat Sécherheet zu kenger Rezessioun.

Et kann een elo laang driwwer streiden, ob mer dat Schlëmmst vun der Finanzkris hannert eis hunn. Ech mengen net, dass mer dat Schlëmmst hannert eis hunn. Ech mengen, dass mer ënnert de Répercussioune vun der amerikanescher Finanzkris, vun der amerikanescher Subprime-Kris leide wäerten an dass mer nach zwee bis dräi Trimestere musse waarden, ier mer déi effektiv Auswierkunge vun der amerikanescher Finanzkris op d'europäesch Realekonomie exakt moosse kënnen. Mir wëssen och net - mir wëssen et wierklech net -, wéi déi Kris sech am Endeffekt an am Detail zu Lëtzebuerg wäert auswierken. Et ass ganz einfach nach ze fréi fir dat ofschléissend kënnen ze beuerteelen.

Wat de Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg ubelaangt, esou musse mer dovun ausgoen, dass e sech däitlech no ënne wäert ofsenken. Mir haten am Joer 2006 een aussergewéinlech héije Wirtschaftswuesstum vu 6,1%. D'Europäesch Kommissioun mengt, mir hätten am Joer 2007 ee Wuesstum vu 5% gehat; eise Statec mengt, et wieren nëmme 4,6% gewiescht. Mir ginn dervun aus, dass mer an de Joren 2008 an 2009 zu Lëtzebuerg e Wirtschaftswuesstum tëschent 3 a 4% wäerten hunn.

An anere Wierder an nach ëmmer ouni Zuelen: D'Weltwirtschaft wiisst méi lues, d'amerikanesch Wirtschaft leeft Gefor rezessiv ze ginn, d'Eurowirtschaft wiisst ënnert hirem Wuesstumspotenzial, d'Lëtzebuerger Wirtschaft leet manner zou wéi an deene leschte Joren. D'Konklusioun aus all deem: Am Joer 2009 geet et de Statsfinanzen, virun allem dem Budget vum Zentralstat, eiser Ekonomie an eis selwer manner gutt, wéi an de Joren 2006, 2007 an héchstwahrscheinlech och nach 2008.

Deem ass bei der Opstellung vum Budget fir d'Joer 2009 Rechnung ze droen. Am Oktober, wa mer en opstellen, wësse mer méi iwwert d'wirtschaftlech Entwécklung a wäerten och all Konsequenzen aus där Entwécklung ze zéie verstoen. Aus all deem ergëtt sech awer och, dass un den Tripartitebeschléss, fir dat nach eng Kéier ze soen, aus dem Joer 2006 bis un d'Enn vum Joer 2009 muss festgehale ginn. Ouni d'Tripartitedécisioune vum Abrëll 2006 an ouni déi Gesetzer, déi doropshi vum Parlament gestëmmt gi sinn, wier de Budget vum Zentralstat am Joer 2007 negativ gewiescht. Dank deenen Décisiounen an dank deene Gesetzer war e positiv.

Déi bishereg Exekutioun vum Budget fir d'Joer 2008, déi Der am Detail kënnt noliesen an enger Note, déi um Büro vum President vun Ärer Chamber scho läit, iwwert d'Exekutioun vum Budget 2008, ergëtt bis elo folgend Bild: Par rapport zum Joer 2007 klëmmt d'Lounsteier staark - dat ass virun allem op déi expansiv Entwécklung op eisem Aarbechtsmaart zréckzeféieren -, d'Accisë stagnéieren, d'Quellesteier entwéckelt sech normal, d'Taxe d'abonnement fält par rapport zum selwechten Zäitraum vum leschte Joer ëm 10,5%, d'Kierperschaftssteier fält staark. Ergo ass Virsiicht ugesot, ergo muss de Budget fir d'Joer 2009 strikt opgestallt ginn an de Budget vum Joer 2008 streng ausgefouert ginn, ergo wäert am Budget vum Joer 2009 keng Plaz fir all méiglech Wahlgeschenker sinn. Déi selektiv steierlech, akommes- a familljepolitesch Moossnamen - déi jo och allerguer eppes wäerte kaschten, an net wéineg - loossen dat net zou.

An anere Wierder: Déi, déi nach manner Steieren an nach méi Dépensë froen, droen der Realitéit vun dësem a vum nächste Joer keng Rechnung. D'Regierung muss där Realitéit awer Rechnung droen.

An nach anere Wierder: Et gi just déi Steierajustementer gemaach, déi noutwendeg sinn. Et ginn déi Moossname getraff, déi d'Inflatiounsbekämpfung verlaangt. Et ginn déi Sozialausgaben erhéicht, déi d'Folge vun der Deierecht ausgläiche sollen. Et kënnt zu kenger allgemenger Gehälterrevisioun am öffentlechen Déngscht. D'Regierung fiert awer virun an den nächste Méint, d'Evolutioun vun den Diplomer, d'Responsabilitéiten an d'Missioune vun deenen eenzelne Statscarrièrë genauestens ze analyséieren.

De Budget fir d'Joer 2009 kann een nëmmen am Liicht vu rezente wirtschaftlechen Entwécklungen, déi net ouni Auswierkung op eis Finanzplaz bleiwen, an am Liicht vun de probabele wirtschaftleche Wuesstumsposche vum Joer 2009 opstellen. Mir hunn eis gesamt Statsfinanzen an de leschte Jore konsolidéiert, well mer d'Dépensë manner séier wuesse gelooss hunn, wéi d'Recetten eis dat erlaabt hätten, a well mer ausseruerdentlech staark an onerwaart héich konjunkturbedéngte Steiereinnahme realiséiert hunn. Et gesäit esou aus, dass dee waarme Konjunkturreen d'nächst Joer net um Rendez-vous ass.

Sou, Här President, ech ginn an déi leschte Kéier vun dëser Ried.

Ech weess net genau, wat d'Joer 2009 eis brénge wäert. Wéi dës Regierung ugetrueden ass, hate mer en Euro-Dollar-Cours vun 1,22. Wéi dës Regierung ugetrueden ass, huet de Pëtrolspräis 39 Dollar de Barrel kascht. Haut flirt den Euro-Dollar-Cours mat 1,60. Haut de Moien zu Tokio huet ee Barrel Pëtrol 135 Dollar kascht. Mir ginn dervun aus, dass d'Pëtrolspräisser héich bleiwen, déi meescht ginn dervun aus, dass d'Pëtrolspräisser nach weider uklammen. Mir ginn dovun aus, dass och d'Liewensmëttelpräisser héich bleiwen, a mir ginn dervun aus, dass de Wiesselcours tëschent Euro an Dollar sech net extrem favorabel fir den Euro an deenen nächste Méint wäert entwéckelen.

Mir mengen, dass d'Inflatioun - dat ass och d'Schätzung vum Statec - géif d'nächst Joer erëm an d'Géigend vun 2,7% falen. Mä wéi soss dat wirtschaftlecht Ëmfeld am Joer 2009 genau wäert ausgesinn, kann ech Iech mat deem beschte Wëllen haut nach net soen. Ech hoffen, mir gesi seng Ëmrësser besser am Oktober, wa mer de Budget fir d'Joer 2009 opstellen.

Eppes, wat ech besser gesinn, méi genau gesinn, dat ass den Aarbechtsprogramm vu Parlament a Regierung vun haut bis un d'Enn vun der Legislaturperiod.

Mir wëllen, Här President, där nächster Regierung e Land iwwerginn, deem seng sozial Kohesioun méi zolidd ginn ass. Duerfir musse Gesetzer gestëmmt ginn, déi d'Sozialpolitik an d'Familljepolitik méi selektiv a méi gerecht maachen. Duerfir mussen och sämtlech Gesetzer, déi vun der Educatiounsministesch abruecht gi sinn an déi d'Reform vun der Grondschoul - dat eleng si véier Gesetzer - a vun der Beruffsausbildung betreffen, votéiert ginn. Duerfir ginn d'Gesetzer iwwert d'duebel Nationalitéit, iwwert d'Integratioun an d'Immigratioun an iwwert d'Verkierzung vun den Aschreiwungsfriste fir d'Androe vun den Auslänner bei Europa- a Gemengewahle gestëmmt. Duerfir mussen d'Gesetzer iwwert den Afferschutz, d'Responsabilité parentale, den Divorce, d'Sécherheet am öffentlechen Transport an d'Augmentatioun vun de Polizeieffektiver kommen.

D'Gesetzesprojeten iwwert d'Aide sociale, iwwert d'Aide à l'enfance, iwwert d'Jugend an iwwert d'Besserstellung vun de Behënnerte musse gestëmmt ginn. Gradesou wéi och d'Gesetzesprojeten iwwert d'Beschäftegungsinitiativen an de Sproochecongé.

Des Weideren ass et de Wonsch vun der Regierung, dass folgend Gesetzesinitiativen d'parlamentaresch Hürd nach virun de Wahlen huelen: de Gesetzesprojet iwwert d'Reorganisatioun vum Héichschoulwiesen; iwwert de Beruff vum Auditeur; iwwert de Beruff vum Affekot; de Gesetzesprojet iwwert d'Hospitaliséierung vu geeschteg gestéierte Leit; de Gesetzesprojet iwwert d'Konstruktioun vun der Liaison Micheville; de Gesetzesprojet iwwert d'Verbesserung vum legislative Kader vun eiser Finanzplaz; d'Reformprojeten iwwert d'Konkurrenzrecht; e Gesetzesprojet iwwer eng verbessert Zesummenaarbecht tëschent der Steier- an der Enregistrementsverwaltung; e Gesetzesprojet iwwer besser Hëllefe fir d'Recherche; e Gesetzesprojet iwwert den „Pacte Logement" - dee selbstverständlech vun essenzieller Bedeitung ass -; de Gesetzesprojet iwwert d'Waasser.

En neit Gesetz brauche mer iwwert d'öffentlech Ausschreiwungen. De Gesetzesprojet iwwert déi biomedezinesch Fuerschung soll gestëmmt ginn, grad wéi och d'Reform vun der Onfallversécherung an dat neit Gesetz iwwert d'Juegd souwéi dat iwwert d'Schafung vum nationale Sproocheninstitut.

Dat sinn, Här President, eis Prioritéiten. Aner Gesetzer, déi déposéiert sinn, déi aviséiert sinn oder net, géifen et och verdéngen, vum Parlament examinéiert a votéiert ze ginn.

Dir gesitt also, Här President, dass dës Regierung an dass mir nach villes virhunn. Ech liesen heiansdo an héieren dacks, der Regierung géif lues a lues d'Puste ausgoen, si géif an Otemnout geroden, si wéisst eigentlech net méi richteg, woufir se nach do wier.

Déi programmatesch Erklärung vun haut an den Hiwäis op eis legislativ Prioritéite vun deenen nächste Méint hunn Iech gewisen: Dëser Regierung geet net d'Puste aus, dës Regierung ass am Géigendeel voll gelueden. D'Regierung geet dat lescht Joer vun der Legislaturperiod mat vollem Asaz un. Kee soll sech Hoffnunge maachen, dass d'Wahle virgezu ginn.

Nodeems mer dëst Joer d'Steiermoderatioun fir d'Kanner an e Kannerbonus ëmgewandelt hunn, transforméiere mer d'nächst Joer den Arbeitnehmerfreibetrag, de Rentnerfreibetrag, den Abattement monoparental an den Abattement fir Scholdzënsen an en Nettosteierkredit, ersetze mer den Heizkostenzuschuss duerch eng Deierechtzoulag an duebeler Héicht, erhéije mer d'Mindestléin, d'Renten an d'Pensiounen, féiere mer „Chèques services" an, berengege mer de Steiertarif an hiewen eenzel steierlech Abattementer.

Fir d'éischt gëtt dat gemaach. An dann eréischt maache mer Wahlkampf. Wien am Wahlkampf ze fréi fortleeft, dee kënnt nawell gären ze spéit un.

(Hilarité)

Mir komme gären am richtege Moment un.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Statsminister Merci fir seng Deklaratioun. Eng Deklaratioun, déi, wéi gesot, mer den nächsten Dënschdeg a Mëttwoch hei an der Chamber diskutéiere wäerten.

Domadder si mer um Enn vun dëser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.48 heures)

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•

Mardi, 27 mai 2008

SÉANCE 40

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

2. 5803 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
- *Prise en considération*

3. Composition des commissions parlementaires
- *Proposition de changement adoptée*

4. Ordre du jour
- *M. le Président - M. Gast Gibéryen propose une modification de l'ordre du jour*
- *Vote: proposition Gibéryen rejetée*

5. Débat sur l'état de la nation
- *Débat: M. Michel Wolter, M. Claude Meisch (à qui répond M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker; dépôt d'une motion), M. Ben Fayot, M. François Bausch (à qui répond Mme la Ministre Marie-Josée Jacobs)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Ech géif d'Madame Marie-Josée Jacobs bieden oder och den Här Mars Di Bartolomeo, Gesondheetsminister, eis ze soen, ob d'Regierung der Chamber iergendeppes Wichteges matzedeelen huet?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Awer deemnächst.

1. Communications

M. le Président.- Wann dat net de Fall ass, da géif ech soen, dass ech der Chamber wëllt folgend Matdeelunge maachen.

(Interruption)

Här Goerens?

(Interruption)

Dorop verzichte mer de Moment a mir kommen zu eisem normalen Ordre du jour.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

5878 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 29.04.2008

5879 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections parlementaires en Géorgie

Dépôt, à la demande de Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 02.05.2008

5880 - Projet de loi relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.05.2008

5881 - Projet de loi portant introduction d'un Code de la consommation

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 20.05.2008

5882 - Projet de loi portant création de la Commission consultative des droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 22.05.2008

5883 - Projet de loi modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée»

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 23.05.2008

5884 - Projet de loi portant création d'un Institut national des langues et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 23.05.2008

3) Au cours de sa période de session du 21 au 24 avril 2008 le Parlement européen a adopté les documents suivants:

- résolution sur les actions politiques au niveau de l'Union européenne concernant le don et la transplantation d'organes,

- résolution sur la contribution du bénévolat à la cohésion économique et sociale,

- résolution sur le rapport annuel 2006 de la Banque européenne d'investissement,

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion du protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne,

- résolution sur le Livre vert sur le rôle de la société civile dans la politique en matière de drogue dans l'Union européenne,

- résolution sur le rapport de suivi 2007 concernant l'ancienne République yougoslave de Macédoine,

- résolution sur la politique de la Chine et ses effets sur l'Afrique,

- résolution sur la stratégie politique annuelle de la Commission pour 2009,

- résolution sur le naufrage du New Flame et ses conséquences dans la baie d'Algésiras,

- résolution sur le cinquième sommet Amérique latine et Caraïbes - Union européenne de Lima,

- résolution sur la situation en Birmanie,

- résolution sur la voie d'une réforme de l'Organisation mondiale du commerce,

- résolution sur l'accord de libre-échange entre la CE et le Conseil de coopération du Golfe,

- résolution sur le Livre vert sur les instruments fondés sur le marché en faveur de l'environnement et des objectifs politiques connexes,

- résolution sur le Zimbabwe,

- résolution sur l'Iran.

Au cours de sa période de session du 7 au 8 mai 2008, le Parlement européen a adopté les documents suivants:

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif aux amendements modifiant le protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté européenne et la République des Seychelles, pour la période allant du 18 janvier 2005 au 17 janvier 2011,

- décision sur la conclusion d'un accord interinstitutionnel entre le Parlement européen et la Commission relatif aux modalités d'application de la décision 1999/468/CE du Conseil fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission, telle que modifiée par la décision 2006/512/CE,

- résolution sur le Conseil économique transatlantique,

- résolution sur le rapport annuel 2007 sur les droits de l'Homme dans le monde et la politique de l'Union européenne en matière de droits de l'Homme,

- résolution sur les missions d'observation d'élections de l'UE: objectifs, pratiques et défis futurs,

- résolution sur les relations commerciales et économiques avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE),

- résolution sur la gestion des stocks de poissons d'eau profonde,

- résolution sur le Livre blanc sur le sport.

2. 5803 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Prise en considération

An hirer Réunioun vum 22. Mee huet d'Presidentekonferenz d'Proposition de loi 5803, eng Ofännerung vum Wahlgesetz, op den Ordre du jour gesat. Ech wëll d'Chamber froen, ob si sech fir d'Prise en considération vun dëser Propositioun ausschwätzt. Et handelt sech heibäi ëm eng Décisioun, déi noutwendeg ass opgrond vun enger Dispositioun vum Chambersreglement.

(Assentiment)

D'Chamber ass do averstanen. Et ass also esou décidéiert.

3. Composition des commissions parlementaires

Zousätzlech wär nach en Ännerungsvirschlag ze signaléieren, wat d'Zesummesetzung vun der Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse betrëfft. Hei soll den Här Claude Adam ersat ginn duerch d'Madame Viviane Loschetter.

Ass d'Chamber mat dëser Personaldispositioun d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, Dir Dammen an Dir Hären, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg a muer de Moien diskutéiere mer den État de la Nation. Déi Debatte gi muer de Mëtteg weidergefouert bis mer um Enn vun deenen Debatten ukomm sinn. Um Enn vun den Debatte kënnt d'Proposition de loi 5803, wat eng Ofännerung vum Wahlgesetz ass, an dann de Projet de loi 5685 iwwert d'Jugend. Iwwermuer diskutéiere mer de Projet de loi 5833, nämlech den Traité vu Lissabon.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Ier et zur Décisioun vum Ordre du jour kënnt, huet den Här Gibéryen d'Wuert zum Ordre du jour vun der Chamber gefrot. Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Den 19. Februar dëst Joer huet dës Chamber eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen d'Gesetz iwwert d'Palliativmedezin gestëmmt. De 4. Mäerz dëst Joer huet de Statsrot den zweete Vote constitutionnel refuséiert, iwwert déi zwee Texter, souwuel iwwert dee vun der Palliativmedezin wéi iwwert d'Proposition de loi iwwert d'Euthanasie.

Dat wëllt heeschen, datt d'Chamber muss dräi Méint waarden, ier se ka frësch iwwert dat Gesetz ofstëmmen, a vu datt déi dräi Méint elo eriwwer sinn, maache mir d'Propositioun, fir datt mer dës Woch d'Ofstëmmung iwwert d'Gesetz vun der Palliativmedezin op den Ordre du jour huelen, fir datt d'Chamber dat Gesetz dës Woch kéint stëmmen.

Et sinn elo schonn dräi Méint verluer gaangen a mir sinn der Meenung, datt d'Gesetz iwwert d'Palliativmedezin awer misst kënnen esou séier wéi méiglech a Kraaft trieden. Duerfir géife mer gär bieden, datt dat op den Ordre du jour kënnt, d'autant plus, datt dat Gesetz och den 19. Februar eestëmmeg an der Chamber gestëmmt ginn ass.

D'Santéskommissioun huet wuel e puer Amendementer zu deem Text gemaach, déi awer méi en Toilettage vum Text sinn. Dovun ass een Amendement, wat den Délai, wou d'Gesetz soll a Kraaft trieden, soll verkierzen. Mir haten deemools an der Kommissioun gefrot, datt een déi Amendementer sollt direkt un de Conseil d'État weiderginn. D'Kommissioun hat décidéiert, datt d'Amendementer vun deenen zwee Gesetzer géifen zesummen un de Conseil d'État fortgoen, esou datt se bis haut nach net un de Conseil d'État weidergaange sinn.

Dat hënnert eis awer net drun, datt mer d'Gesetz iwwert d'Palliativmedezin elo géifen am zweete Vote hei stëmmen. A wann dann d'Kommissioun déi Amendementer vum Statsrot aviséiert kritt huet, ka se déi nach ëmmer an d'Gesetz vun der Euthanasie abauen, wa se dat fir richteg fënnt. Mir halen also drop, fir datt d'Gesetz vun der Palliativmedezin dës Woch sollt op den Ordre du jour kommen, fir datt dat kann eng zweete Kéier gestëmmt ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Vu dass déi zoustänneg Kommissioun Amendementer formuléiert huet, déi beim Conseil d'État sinn, respektiv um Wee bei de Conseil d'État sinn, stellen ech mer d'Fro, ob d'Chamber an dësem Moment d'accord ass, fir Är Propositioun vun der Modifikatioun vum Ordre du jour unzehuelen. Au vote!

Den Här Bausch freet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, mir fannen, datt déi zwee Themen esou wichteg sinn, datt se sech schlecht eegene fir parteipolitesch Calculen oder Polemiken. Mir fannen, et soll ee bei där roueger Aarbecht bleiwen, déi mer an der Kommissioun gemaach hunn.

Une voix.- Do kritt Der awer nach eng drop!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Da stëmme mer fir d'éischt of iwwert d'Propositioun vum Här Gibéryen.

Vote

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeluecht huet, dat heescht, fir net d'Propositioun vum Här Gibéryen a Betruecht ze zéien? Ass d'Chamber d'accord fir den Ordre du jour vun der Presidentekonferenz ze endosséieren?

(Assentiment)

Ech gesinn, et ass praktesch Eestëmmegkeet. Domat ass den Ordre du jour esou ugeholl, wéi d'Presidentekonferenz e proposéiert huet, ouni d'Modifikatioun vum Här Gibéryen.

Dir Dammen an Dir Häre, d'lescht Woch huet de Statsminister hei d'Deklaratioun iwwert den État de la nation gemaach. Haut ass et un der Chamber, fir iwwert dës Deklaratioun vum État de la nation ze debattéieren. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Wolter, Meisch, Fayot, Bausch, Gibéryen, Jaerling, Thiel, Goerens, Berger, Etgen, Bettel a Krieps an d'Madame Flesch. D'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Une voix.- Dir sidd just neidesch.

Une autre voix.- Qualitéit, net Quantitéit.

Une voix.- Bis Der zu 27 stëmmt.

Une autre voix.- An engem Joer ass dat net oft hei.

Une autre voix.- Net hei, mä...

(Hilarité)

5. Débat sur l'état de la nation

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Statsminister seng Deklaratioun de leschten Donneschdeg hei an der Chamber iwwert d'Lag vum Land war an den Ae vun der CSV eng ëmfaassend Betruechtung vum Zoustand, an deem d'Land sech befënnt. Dës Ried war beschreiwend a perspektivesch zugläich. Aus der Realitéit vun haut huet de Regierungschef d'Aktioune vu muer ofgeleet. D'politesch Aktiounen, mat deenen de gesellschaftlechen Zesummenhang verstäerkt, déi wirtschaftlech Leeschtungsfäegkeet vu Lëtzebuerg ofgeséchert, déi sozial Dynamik verdéift solle ginn.

Et war, Dir Dammen an Dir Hären, eng Deklaratioun aus der Mëtt vum Vollek eraus, well de Statsminister nämlech genau do ass. Et huet guer net no Testament geklongen, wéi eng Escher Zeitung dat wollt ausgemaach hunn - mä vläicht war deen Titel scho fäerdeg virun der Ried -, mä éischter no konkreter politescher Aktioun, an dëst iwwert de Wahltermin vum nächste Joer eraus an déi mëttelfristeg Zukunft vun eisem Land, déi et ze gestalte gëllt.

D'Ried vum Statsminister huet sech ëm dräi Achse gedréint. Ech wëll mech och am Numm vun der CSV-Fraktioun ëm déi dräi Achsen artikuléieren - et sinn nämlech déi, déi an eisen Aen d'Erausfuerderunge vun haut a vu muer beschreiwen - an hinnen e Kader ginn. Et geet ëm: 1. déi gesellschaftlech Kohärenz an Integratiounsfäegkeet; 2. d'Leeschtungsfäegkeet an d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie, an 3. d'Dynamik vum Lëtzebuerger Sozialmodell, mat all deem, wat en un Hëllefstellunge vun der Politik un d'Leit an d'Betriber beinhalt.

D'Thematik vun der gesellschaftlecher Kohesioun an der Integratioun ass ouni Zweifel déi wichtegst iwwerhaapt fir d'Zukunft vun deem, wat eist Land ausmécht. Mir sinn eng Gesellschaft, wéi et se soss net op ville Plaze gëtt. Eng mat enger knapper hallwer Millioun Awunner, vun deene ronn 40% Netlëtzebuerger sinn. Mat engem vergläichbar héije Mindestloun an iwwerhaapt Léin, déi an eisen Nopeschlänner mat Gloscht gekuckt ginn, well se do am Allgemengen net erreecht ginn. Eng mat ville Leit, deenen et richteg gutt geet. Mä och mat solchen, déi haart un der Grenz zur Aarmut liewen oder leider a gewëssene Fäll och drënner. Dëst Thema wäert ech am Kontext vun der sozialer Dynamik behandelen, also eppes méi spéit.

Déi gesellschaftlech, déi sozial Kohesioun huet eng ganz Partie Dimensiounen. Déi vum soziale Fridden, déi vun engem gutt organiséierte Matenee vu Leit vun allen Horizonten aus alle soziale Schichten, huet zu Lëtzebuerg eng besonnesch Traditioun, als prioritäert Uleies vun der Politik. Enger Politik, déi vun der CSV ëmmer héichgehalen a weiderentwéckelt gouf. Déi lescht Jore sinn do keng Ausnahm, déi nächst wäerten och keng sinn. Mir hunn, no intensiivsten Detailgespréicher - et soll een dat net ëmmer Verhandlungen nennen - tëschent Regierung, Patronat a Gewerkschaften, elo en eenheetleche Statut vum Arbeitnehmer zu Lëtzebuerg.

Niewebäi wëll ech bemierken, dass dozou och d'Chamber an an engem ganz bescheidene Mooss och d'CSV-Fraktioun hiren Deel bäigedroen huet, andeems se an der Kontinuitéit vun der ganzer Eenheetsstatutsdynamik hir Gespréicher gefouert an hir Recommandatioune formuléiert huet. Mir waren drun interesséiert, dass et zu engem Eenheetsstatut koum, a mir hunn do ugepaakt, wou et zäitweis e bësse geklemmt huet.

Elo hu mer de Statut unique. Déi al an total onzäitgemäß Trennung vun de Leit, déi an zwou Kategorië schaffen, ass domadder opgehuewen. Et gëtt keng Aarbechter a keng Privatbeamte méi, mat verschiddenaartege Sozialversécherungstarifer, mä virun allem mat ganz verschiddene gesellschaftleche Considératiounen.

Déi Zäit, wou engem seng aarbechtsrechtlech Bezeechnung am Kontrakt stoung, ass eriwwer. Dat ass fir meng Fraktioun a fir mech selwer ee Grond zur Freed. Den Eenheetsstatut ass eng grouss Reform. Et ass ee wichtegt Stéck Gesellschaftspolitik, et stäerkt d'Kohesioun an eiser Gesellschaft.

Weider Elementer vun där bewährter Kohesiounspolitik am Land sinn ugekënnegt. Si wäerten de Wee an déi legislativ Prozedur oder schonn aus hir eraus an nächster Zukunft fannen. Dozou gehéiere méi individuell Rechter am Beräich vun der sozialer Versécherung. Op Dauer ass et net vertrietbar, dass Leit, déi sech doheem ëm d'Kanner këmmeren an doméinst während e puer Joer oder méi dauerhaft hire beruffleche Wee ënnerbriechen, bei hirem Usproch op sozial Leeschtungen total vun hirem Partner ofhänken.

Dat soll an Zukunft anescht ginn. De Wee a Richtung Individualiséierung vun der Sozialversécherung gëtt beschridden. Dat ass besonnesch wichteg an enger Gesellschaft, an där mëttlerweil iwwert d'Halschent vun den Hochzäite gescheet ginn.

À propos Scheedung: Do duerchleeft am Moment ee Gesetzesprojet déi parlamentaresch Prozedur. Dëse Projet ass inspiréiert vum Wonsch, déi ëmmer méi heefeg Scheedunge méi verträglech ze maachen, op alle Pläng. Fir déi betraffe Koppel selwer, well et soll manner knaschteg Wäsch gewäsch an eben den Échec festgestallt ginn, deem seng Konsequenzen et ze géréiere gëtt. Mä virun allem fir d'Kanner, déi do sinn, andeem se an Zukunft manner vu ruckelzeche Scheedunge sollen traumatiséiert ginn a béid Elteren e prinzipiellt Suergerecht fir si kréien.

Duerfir ass eng speziell Gesetzespropositioun um Wee, an där d'Autorité parentale gläichméisseg tëschent béiden Elteren opgedeelt gëtt. Dat muss de Prinzip sinn a ginn, ugeräichert duerch d'Notioun vun der gemeinsamer Eltereverantwortung fir hir Kanner. Et ass onsënneg, dass der zwar ëmmer zwee mussen do si fir Kanner ze maachen, mä no Scheedung op eemol just nach ee vun den Elteren, am Regelfall d'Mamm, de Gros vun der Suerg fir d'Kanner soll iwwerhuelen.

Dat soll ophéieren, dat muss och ophéieren, well et eng Fro vu Responsabilitéit ass. Kanner op d'Welt komme loossen a sech dann aus dem Stëbs maachen, dat geet net. Mat engem bestëmmte Mann oder enger bestëmmter Fra Kanner wëllen, a wann d'Partnerschaft an d'Bréch geet, dann awer fannen, deen oder déi dierft mat de Kanner näischt méi ze dinn hunn, dat geet och net.

Wann ee Kanner wëllt, da mussen déi zwee Intervenanten och bereet sinn, dauerhaft fir si ze suergen an zouzeloossen, dass dee jeeweils anere Partner dat och mécht, egal ob déi zwee Elteren da beienee bleiwen oder net.

Op Dauer musse mer au vu vun eise Scheedungszuele souwisou iwwerleeën, wéi mer et hikréien, dass eng Koppel, déi sech wëllt bestueden, vu vireran och regelt, wéi et da soll goen, wa se sech eng Kéier géif trennen. Den zivile Mariage ass e Kontrakt, en ass also par définiton opléisbar an e gëtt haut an der Realitéit an engem Fall vun zwee och opgeléist. E Kontrakt beinhaltlecht gemengerhand Dispositiounen doriwwer, déi d'Relatioun tëschent de Parteien dann ze regelen hunn, wann en opgeléist gëtt. Esou eppes muss och beim Mariage an Zukunft méiglech ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kanner gi fréier oder spéider an d'Schoul. Déi Schoul ass e permanente Chantier vun eiser Gesellschaft. Néierens lafen esou dicht an esou konsequent verschidde Liewenssituatioune beieneen, wéi an der Schoul. Néierens sammele sech op déiselwecht Manéier all déi Schwieregkeeten a Problemer un, déi eng Gemeinschaft vu Leit aus all den Altersklassen a Schichte mat sech bréngt, wéi an der Schoul.

D'Schoul huet zënter éiweg den Optrag, Wëssen a Bildung ze vermëttelen. Hiren Optrag haut, an nach vill méi an Zukunft, geet an eisen Aen doriwwer eraus.

Mir brauchen zu Lëtzebuerg eng Schoul, déi et fäerdeg bréngt ze integréieren, ze sozialiséieren, ze orientéieren a gläichzäiteg dat ze maachen, wat se nach ëmmer gemaach huet, nämlech hire Schützlinge Wëssen a Bildung ugedeien ze loossen.

Dëst ass keng Schouldebatt, an et wier schrecklech vill zum schoulesche Schoulkomplex ze soen. Well et keng Schouldebatt ass, wëll ech just am Numm vun der CSV-Fraktioun nach eng Kéier betounen, wéi wichteg fir eis d'Reforme sinn, déi vun dëser Majoritéit haaptsächlech am Primärschoulberäich um Instanzewee sinn. Et ass e schoulesche Reformprozess amgaangen, dee sech elo nach op d'Primärschoul fokaliséiert, mä dee relativ séier och am Secondaire seng Verlängerung a seng Verdéiwung muss fannen.

Fir all deenen Défien, déi d'Schoul viru sech huet, kënnen ze begéinen, musse mir deen Encadrement, dee mer de Schüler wëlle ginn, vum Antrëtt an d'Primärschoul bis zum Verloosse vum Secondaire zéien.

D'Schoul muss nei Inhalter genausou integréiere wéi nei Methoden. Si muss dat Wëssen, wat et ze vermëttele gëllt, an Aklang brénge mat Betreiung, déi se ze assuréieren huet. An Zukunft wäerten et an der Schoul net nëmme Schoulmeeschtere respektiv Proffen engersäits a Schüler anersäits ginn, mä ganz Equipë vu Professionellen, déi sech ëm d'Erfëllung vum schouleschen Optrag këmmeren, an och méi Interventioun vun den Elteren, déi méi enk an d'schoulesch Entwécklung vun hire Kanner agebonne solle ginn.

Alles an allem gëtt de Phenomeen Schoul méi breet a méi ëmfaassend. Duerfir brauch net nëmme si en neien Optrag; och déi, déi d'Schoul halen, kréien en neien, en aneren, e méi ëmfaassenden Optrag. Ech hoffen, an d'CSV-Fraktioun mat mir, dass d'Politik et fäerdeg bréngt, deen Optrag zesumme mat den Enseignanten esou ze definéieren, dass d'Schoul vun der Zukunft Realitéit ka ginn.

Et kann an däerf net un enger Debatt, un engem Sträit iwwert de Statut vun Enseignanten an hirer Positioun op der staatlecher Lounskala scheiteren. Duerfir ass den Challenge, ëm deen et hei geet, ze grouss.

D'Schoul an hiren Integratiounsoptrag hunn och eppes domadder ze dinn, wéi mer an Zukunft mat eiser Sprooch ëmginn. Ze vill Schoulkanner kënnen haut kee Lëtzebuergesch, wa se an d'Schoul erakommen, an nach ëmmer net richteg gutt Lëtzebuergesch, wa se nees, an deene Fäll dacks ouni Diplom, aus der Schoul erauskommen.

Deen Zoustand ass op Dauer onhaltbar, genausou wéi et onhaltbar ass, dass mer an eisem Land keng Sprooch hunn, déi eis all, Lëtzebuerger an déi aner, matenee ka verbannen. Mir kënnen eis dréien a kéiere wéi mer wëllen, net all Mënsch zu Lëtzebuerg schwätzt Franséisch. Unzehuelen, wéi et an der Vergaangenheet war, de permanenten a strukturelle Recours op Franséisch fir bal alles géif bal all Verständnegungsproblemer léisen, leet an der Welt vun haut zu engem totalen Trugschluss.

Also läit et dach no emol ze versichen, eng anstänneg Offensiv zu Gonschte vun der Lëtzebuerger Sprooch als Mëttel vun der Kommunikatioun an eiser Gesellschaft ze starten. Net jiddferee wëllt, net jiddferee kann an net jiddferee brauch op Lëtzebuergesch oder och op all aner Sprooch kënne Bicher ze schreiwen, mä et wier gutt, wa jiddfereen amstand wier op Lëtzebuergesch mat engem aneren ze schwätzen a seng Äntwerten och ze verstoen.

Dat ass besonnesch wouer fir déi Leit, déi gär eis Nationalitéit hätten. D'Reform vum Nationalitéitegesetz ass an den Ae vun der CSV e grousse Worf, wann et geléngt, den Zougang zu eiser Statsbiergerschaft vum Ofleeë vun enger anerer Nationalitéit lasszekoppelen. Et kann een am Liewe méi wéi eng Loyalitéit hunn. Dat ass och wouer par rapport zur Nationalitéit. Et kann ee séier wuel an engem Land gebuer sinn an duerno och nach en anert besonnesch gär hunn, well een do schafft a laang do lieft.

Duerfir mengt d'CSV, dass de Verzicht op engem seng éischt Nationalitéit vun der Erlaangung vun eiser soll lassgekoppelt ginn. Allerdéngs, wann ee Lëtzebuerger gëtt, da gëtt ee Lëtzebuerger - och oder nëmmen, mä et gëtt ee Lëtzebuerger. An déi schwätzen nun emol Lëtzebuergesch. Duerfir soll een dat och kënnen, wann ee wëllt Lëtzebuerger ginn. Iwwerall soss op der Welt ass dat normal.

Et kéim kengem an d'Iddi, e Russ wëllen ze ginn, ouni Russesch ze kënnen, oder Italiener, wann een net emol versteet, wat d'RAI engem esou verzielt. Et dréckt kee Mënsch op der Welt sech an engem Sproochesystem aus. Et dréckt ee sech an enger Sprooch aus. A mir hunn eng Mammesprooch, an där mer dat besonnesch gutt kënnen. Dat ass fir Lëtzebuerger d'Lëtzebuergescht, och wa mer aner Sprooche léieren, well mer se brauchen. Déi Méisproochegkeet an d'Noutwendegkeet vun där stellt kee Mënsch an Zweifel.

Iwwert d'Nationalitéit eraus musse mer versichen, eiser Sprooch e gréissert Gewiicht am öffentleche Liewen ze ginn. Et kann een eppes net anstänneg vermëttelen, wann een et net selwer eescht hélt. Mir mussen eis Sprooch eescht huelen, wa mer wëllen op frëndlech an oppe Manéier se all deenen ubidden, déi bei eis kommen a se nach net kënnen oder kennen. Duerfir solle mer queesch duerch eis Schoul Lëtzebuergesch léieren. An zwar mëndlech a schréftlech. Mir sollen och um akademeschen Niveau versichen, hir lexikalesch Basis ze verbreederen. Nëmme wa mer un eiser Sprooch schaffen, gewënnt se u Gewiicht. An nëmme wa se am Liewe vum Land méi Gewiicht kritt, gëtt se och e wesentleche Facteur vun der Integratioun, och vun deene Leit, déi eis Nationalitéit net wëllen, mä déi hei berufflech a gesellschaftlech zousätzlech Chancë kréien, wa se sech kënnen op Lëtzebuergesch verständlech maachen. Dat soll keen Zwang sinn, mä eng Offer. Eng Offer, déi doduerch wichteg an unhuelbar gëtt, well mer selwer weisen, dass Lëtzebuergesch fir eis vill méi ass, wéi et bis elo offiziell war.

An deem Sënn ass et fir d'CSV-Fraktioun selbstverständlech, dass mer de Projet de loi vun der Regierung, fir e Sproochecongé anzeféieren, an deem ee Lëtzebuergesch léiere kann, och wäerten ënnerstëtzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kohesioun an Integratioun hunn och eng territorial Dimensioun. Déi hu mer zwar méi spéit entdeckt, duerfir ass se net manner relevant. Eisen Territoire ass begrenzt, an d'Land zitt ëmmer méi Leit un. Mir hunn elo bal eng hallef Millioun Awunner an iwwer 140.000 Frontalieren. Déi maachen iwwer 40% vun de Beschäftegten am Privatsecteur aus, wou ronn 320.000 Leit schaffen.

D'Zounahm vun der Zuel vu Frontalieren iwwerbitt konsequent déi héchste Prognosen, déi am IVL-Konzept 2004 presentéiert goufen. Dat stellt eis viru Mobilitéitserausfuerderungen, wéi mer se nach ni kannt hunn, well mer musse wëssen, dass dës Evolutioun net ophält. A wa mer eis och an zéng an an zwanzeg Joer zu Lëtzebuerg nach wëlle beweegt kréien, am Land, an d'Land eran, an och nees eraus, da brauche mer eng konsequent Opwäertung vum öffentlechen Transport op der Schinn, an eng Landesplanung, déi méi Leit no bei hirer Aarbechtsplaz wunne léisst an Aarbechtsplaze virun allem do usidelt, wou d'Schinn och hikënnt.

D'CSV-Fraktioun freet sech doriwwer, dass der Landesplanung an der Ëmsetzung vum IVL-Konzept an der Ried vum Statsminister dëst Joer eng grouss Roll zougeschriwwe gouf. D'Erausfuerderunge vun der Ëmsetzung vum IVL an all sengen Deeler ass en Travail de longue haleine, deen eis bis wäit an d'20er Jore vun dësem Jorhonnert wäert beschäftegen. Elo scho freeë mir eis driwwer, dass an deenen nächste Méint déi divers sektoriell Pläng vum Landesplanungsminister wäerte virgeluecht an op den Instanzewee geschéckt ginn.

D'Denkschemen am Kapp an d'Décisiounsprozeduren an der Verwaltung ze änneren, Gemengenautonomie anescht ze faassen, d'Noutwendegkeet, fir d'Zesummenaarbecht op allen Niveauen ze organiséieren, sinn nëmmen e puer vun deenen Erausfuerderungen, déi mer op dësem Wee konsequent musse beschreiden. Ouni ze vergiessen, dass enorm vill Finanzmoyenë mussen zur Verfügung gestallt ginn, fir an d'Géigend vun engem „modal split" vu 25% ze kommen, woubäi déi zur Verfügung stehend Finanzmoyenë prioritär do anzesetze sinn, op der Zäitschinn, wou e méiglechst grousse Benefiss fir den „modal split" eraussprëngt.

Duerfir begréisst d'CSV-Fraktioun, dass de Statsminister den Tram duerch d'Stad an dee Kontext gesat huet, deen him zousteet, awer net als Allheelmëttel zur Léisung vun alle Verkéiersproblemer an eisem Land.

Här President, déi Zeenarien, mat deene sech den IVL beschäftegt, ginn dovun aus, dass eist Land dauerhaft wirtschaftlech expandéiert. Dat muss et iwwregens och, fir säin eegene Sozialversécherungsniveau kënnen ze halen, wéi ee jo ëmmer nees an Erënnerung ruffe muss.

Wa mer 2008 elo just nach 3% Wuesstum erwaarden, dann ass dat schonn e Punkt manner wéi dat, wat mer an der Moyenne brauchen, fir laangfristeg de Finanzement vun eise Pensiounen ze garantéieren. Mir sinn zum Wuesstum verdaamt, well mer net anescht liewe wëllen, wéi mer dat nun emol maachen.

De Statsminister huet eng Rei vu steierleche Moossnamen an Aussiicht gestallt, déi d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg solle konsolidéieren. Dës Initiative betreffen d'Betriber an d'Gesellschaften, déi sech zu Lëtzebuerg nidderloossen.

D'Ofschafe vum Droit d'apport fënnt elo statt. Dat ass eng gutt Noriicht. Net esou séier, well dës Tax d'Gesellschafte besonnesch hefteg belaascht hätt oder dem Stat entspriechend vill bruecht. Et ass vill méi eng psychologesch Affär, déi an der Duerstellung an an der Promotioun vum Standuert Lëtzebuerg eng Roll spillt. Mir sinn ee vun deene leschte Memberstate vun der Europäescher Unioun, déi nach eng spezifesch Tax op der Zomm vum Gesellschaftskapital bei der Grënnung erhiewen. Dat huet sech zwar nëmmen a Promille ausgedréckt, net emol a Prozenter, mä et war nach do. Elo verschwënnt et. E Geste, deen de Budget verkraaft a vun deem sech Kompetitiounszouwuess fir eise Standuert erwaart gëtt.

D'Kollektivitéitssteier selwer soll vu ronn 30% op 25,5% erofgefuer ginn an enger kontinuéierlecher Bewegung iwwer länger Zäit. De Message vum Statsminister ass en duebelen. Engersäits soe mer den Investoren, mir passen eis dem betribssteierlechen Ëmfeld un, wat permanent no ënne rëtscht, a mir belaaschten d'Entreprisen net méi wéi anerer och.

Anerersäits artikuléiere mer awer och, dass den totale Steierdumping am Beräich vun de Betriber zu Lëtzebuerg net stattfënnt. Dee Message, wëll ech soen, kënne mer eis nëmme leeschten, well eis Lounniewekäschten an eng Partie aner Steieren, déi d'Betriber treffen, wéi zum Beispill d'TVA, déif sinn. Soss wier et deenen, un déi dee Message adresséiert ass, nämlech häerzlech egal, dass mir kee Kollektivitéitssteierdumping wëllen. Esou nobel Usätz interesséieren d'Kapital am Regelfall net. Mä eist gesamt Steier- a Belaaschtungsëmfeld fir Betriber ass esou attraktiv, dass mer net carrément mussen d'Kollektivitéitssteier bis an d'Dimensioune vun der Lächerlechkeet erofféieren. Och dat ass e Resultat vun enger Politik, an zwar eiser Politik.

D'Kollektivitéitssteier fuere mer net am lofteidele Raum erof. Si ergëtt sech ënner anerem aus dem Usaz zu enger Verbreederung vun der Assiette, also der Zomm vun deem, wat vun hir besteierbar ass. Am europäesche Raum si Bestriewungen amgaangen, fir d'Assiette vun der Betribsbesteierung ze harmoniséieren. Dëst stellt e Kontext duer, an deem d'Senkung vum Steiertaux u sech ka graduell realiséiert ginn, ouni dass et zu engem spierbare realen Ausfall vu Recetten an dëser Steier kënnt. Deen ass iwwregens am Moment souwisou um Stattfannen, onofhängeg vun all Adaptatioun vum Taux. Dat muss eis soen, dass Virsiicht gebueden ass, wann een un d'Schrauf vun der betriblecher Steierbelaaschtung dréine geet.

Et bezuelen net schrecklech vill Betriber déi Steier. Si kënnt virun allem aus dem Finanzsecteur. Dee Secteur ass no wéi vir d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft. An dorunner wäert sech an nächster Zukunft näischt änneren. En ass ganz sensibel op Entwécklungen op de Bourssen an op auslännesche Mäert, wat dozou féiert, dass Recetten aus der Lëtzebuerger Finanzwelt net kënne mat leschter Sécherheet diagnostizéiert ginn. Mä et ass noutwendeg, dësem Beräich vun eiser Ekonomie ëmmer nees duerch politesch Aktioun ze weisen, dass seng Uleies a seng Suergen eescht geholl ginn.

D'Adaptatioun vun der Betribssteier ass esou en Zeechen. Wéi mer eis och ëmmer steierlech uleeën, et wäert iergendwann eng Zäit kommen, wou d'Bankgeheimnis net méi wäert déiselwecht Roll spille wéi haut. Och déi Zäit musse mer esou virbereeden, dass d'Produktpalette vun de Finanzdéngschtleeschtungen zu Lëtzebuerg stänneg erweidert gëtt.

Et gëtt eng konsolidéiert Expertise a ville Beräicher, wou mer d'Konkurrenz net brauchen ze fäerten. D'Fongegeschäft ass esou eent.

Och am Domän vun der Assurance an der Réassurance huet eist Land net nëmmen eng zolidd Renommée, mä och nach Sputt fir Produkter an déi, déi se ubannen. Mir kommen net laanscht esou eng Diversifizéierung vun eiser Finanzplaz am wäite Sënn, well d'Diversifizéierung op allen anere Pläng net onbegrenzt méiglech ass.

Et kann een an engem Land, dat déi Léin huet, déi mir kennen, keng T-Shirte bitze loossen. Et kann ee keng Turnschlappe produzéieren. Industriell Produktioun iwwerhaapt ass zu Lëtzebuerg eppes, wat sech op engem ëmmer méi héijen Niveau vu Mehrwäert muss bewegen, well mer doranner net méi konkurrenzfäeg sinn.

Dat ass zum gudden Deel eng Konsequenz aus der Globaliséierung, déi zu enger weltwäiter Aarbechtsdeelung féiert. Bëlleges do, wou ka bëlleg geschafft ginn; Deieres do, wou déi Qualitéit ka produzéiert ginn, déi déi Leit a Betriber sichen, déi sech Qualitéitsgidder kënne leeschten.

D'Auswierkung vun dëse Verlagerungsbewegungen op d'Industrie a ganz Europa sinn enorm. Och Lëtzebuerg bleift vun hinnen net verschount. Duerfir ass et noutwendeg a richteg, dass mer eng wirtschaftlech Promotioun a Prospektioun maachen, déi dëser Realitéit Rechnung dréit.

Zwar kënne mer kloen - a mir maachen et jo och geleeëntlech - iwwert dee monolithesche Charakter vun eiser Wirtschaft, déi largement vun der Lëtzebuerger Finanzwelt dominéiert gëtt, mä Industrieromantik wier eng Illusioun. Wa mer wëllen eis Ekonomie op méi breet Bee stellen, da geet dat just iwwer innovativ Usätz bei Servicer a Produkter, déi virun allem vu méi klenge Betriber kënnen ausgoen.

D'Ënnerstëtzung vum Mëttelstand bleift duerfir eng politesch Prioritéit. Hie schafft Aarbechtsplazen; hien innovéiert; hien erschléisst nei Aktivitéitsgebidder duerch den Entrepreneursgeescht vun deenen, déi en ausmaachen.

Dëse Geescht muss nach méi - och an der Schoul - gefördert ginn. All diploméierte Schoulofgänger, dee Loscht huet eppes Neies, eppes Spannendes an der berufflecher Onofhängegkeet ze probéieren, ass e Gewënn net nëmme fir d'Wirtschaft, mä och fir eis Gesellschaft. Grad de Mëttelstand leit awer ënnert der Inflatioun, déi mer am Moment kennen.

D'CSV-Fraktioun begréisst d'Determinatioun vun der Regierung, fir der Deierecht konsequent entgéintzewierken do, wou mer kënnen. Besonnesch freet eis, dass de Statsminister all weiderer Erhéijung vun den administrativen an ökologeschen Taxen eng Ofso erdeelt huet. Si sinn nu wierklech héich genuch; besonnesch am Réckbléck drop, wou se virun enger Handvoll Joren nach waren.

Et gëtt Grenze vun der Belaaschtbarkeet vun den Haushalter an de Betriber. Déi Grenze sinn erreecht. All weider vermeidbar Steier- an Taxenerhéijung géif riskéieren eis Betriber virun eeschthaft, deelweis existenziell Schwieregkeeten ze stellen. A si géif och riskéieren den Aarmutsrisiko an déi reell Aarmut an der Populatioun ze vergréisseren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domat kéim ech un déi drëtt Achs vu menger Iwwerleeung, nämlech déi vun der sozialer Dynamik. Doduerch, dass bal alles méi deier gëtt, steigt de Risiko, och zu Lëtzebuerg an d'Aarmut ze falen, weider un. Dat ass eng Mëllechmeederchersrechnung, iwwert déi een allerdéngs net soll laachen.

Vill méi Leit, wéi et eis léif ass oder wéi mer et wëlle gesinn, befanne sech zu Lëtzebuerg an engem Zoustand vun Aarmut, oder just derbäi. Dozou gehéieren och Leit, déi schaffen. Et ass net esou wéi wann d'Aarbecht par définition an ëmmer géif derzou féieren, dass een Aarmut ka verhënneren.

Et kann een net, wéi eenzel Potentaten op anere Kontinenter dat an der Vergaangenheet virgemaach hunn, per Gesetz d'Aarmut an den Aarmutsrisiko verbidden. Aarmut an d'Gefor, aarm ze ginn, kann d'Politik nëmmen dann endiguéieren, wa se konsequent a geziilt déi Schwächsten an der Gesellschaft ënnerstëtzt, an zwar iwwert dat eraus, wat hir Pai en erlaabt, déi nun emol a ville Fäll net derzou gëeegent ass, mat de Finanzéierungsnoutwendegkeete vum deegleche Liewe fäerdeg ze ginn, besonnesch wann déi stänneg an hefteg klammen.

Am Statsminister senger Ried fanne sech eng Rëtsch vu Moossnamen, déi derzou sollen déngen, der Aarmut entgéintzewierken. Hien huet geschwat vu Mindestlounerhéijung, vu Steierkreditter a vu spezifeschen Zoulagen. Well all dëst CSV-Politik ass a well et eisen Iwwerzeegungen entsprécht, kommen ech net am Detail drop zréck. Ech wëll just soen, d'Erhéijung vum Mindestloun gëtt vun eis gradesou begréisst wéi d'Tatsaach, dass d'Basis, op där eng Heizkäschtenzoulag bezuelt gëtt, eng Ausdehnung kritt.

Mir all hunn dat spektakuläert Klamme vum Präis vum Heizungsmazout an deene leschte Méint materlieft. Eis hei am Haus mécht dat net esou alles aus, geneesou wéi mir och weider normal tanke kënnen. Engem Mënsch oder enger Koppel, déi op engem oder op zwee Mindestléin liewen, kann déi Evolutioun awer net esou gläichmiddeg si wéi eis.

En Tank Mazout frësst schonn emol eng Pai an de Stéit mat klengem Revenu. Dat ass net näischt, besonnesch wann där Paien aus evidente Grënn net vill kënnen an d'Reserv geluecht ginn. Probéiert emol e Mindestloun ze verdéngen, Är Liewenshaltung ze bestreiden an dobäi nach Suen ze spueren! Et ass richteg, dass mer de Leit, déi an där Situatioun sinn, ënnert d'Äerm gräifen, an dat och nach e gutt Stéck iwwert de Mindestloun eraus.

À propos Mindestloun. Wann een esou ee verdéngt an et ass ee bestuet, da bleift engem säi Partner kaum doheem, fir Kanner ze versuergen. Dat ass reng materiell net leeschtbar. Och nach e gutt Stéck iwwert de Mindestloun eraus ass et net leeschtbar. De Choix, vun deem mer an dësem Zesummenhang ëmmer schwätzen, ass faktesch net fir all Mënsch an eiser Gesellschaft realiséierbar.

Duerfir wëll ech hei ënnersträichen, wat de Statsminister gesot huet zum Thema Kannerbetreiung. Déi muss à terme gratis sinn, fir dass Kannerkréien a Kannerwëlle keng Fro vun der finanzieller Machbarkeet gëtt. D'Käschtebefreiung vun der Betreiung kann awer keng isoléiert Operatioun sinn. Spéitstens zu deem Zäitpunkt ass ze iwwerleeën, wat mer fir e Geste zu Gonschte vun deenen Eltere maachen, déi sech nawell doheem ëm hiren Nowuess këmmeren an domat der Allgemengheet Käschte spueren.

Maache mer eis keng Illusiounen! All eenzelt Kand, dat zu Lëtzebuerg op d'Welt kënnt, kann net an enger Betreiungsstruktur ënnerdaach kommen. Dat packe mer net, genausou wéineg wéi mer et packen, dass mer all eeler Mënschen an eng Institutioun kënne kréien. Duerfir musse mer driwwer nodenken, wéi d'Betreiung doheem ka belount ginn, an zwar déi vun all Mënsch, deen als Personne à charge ka bezeechent ginn.

Dës Betreiung muss net e ganzt Beruffsliewe laang daueren. Si wäert et an Zukunft och net sinn. Mä déi Zäit, déi se dauert, während där se gemaach gëtt, ouni dass se de Steierzueler eppes kascht, muss dee Mënsch, dee se iwwerhëlt, eng Sozialversécherungscarrière fortgeschriwwe kréien. E Mann oder eng Fra, deen oder déi sech doheem ëm Kanner oder eeler Leit këmmert, däerf net och nach doduerch bestrooft ginn, dass déi Zäit, déi an esou eng Begleedung investéiert gëtt, him herno a senger Versécherungscarrière feelt.

D'CSV begréisst och d'Ëmwandlung vun Abattementen a Steierkreditter, wéi se vum Statsminister gezeechent gouf. Dëst ass eng Politik, déi et geziilt erlaabt, Leit mat klengem Akommes iwwert de Wee vun engem Ausgläich e Plus un Nettorevenu ze organiséieren. Et huet och eppes domadder ze dinn; et ass den Astieg an esou eng Démarche, dass mer vun enger steierlecher Verlängerung vu sozialer Géisskanepolitik ewechkommen.

Et ass an eiser Welt an an eiser Zäit keng Plaz méi fir Politik mat der Stränz. D'Liewensëmstänn mussen individuell bewäert ginn, wa mer se wëlle geziilt verbesseren. Dat ass wouer an der Steierpolitik an et ass wouer an der Sozialpolitik. Dës Politike musse mateneen esou agencéiert bleiwen, dass et ëmmer méi attraktiv ass, fir ze schaffen, wéi dat net ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zur sozialer Dynamik gehéiert och - an net u leschter Stell - d'Gesondheet. Mam Statut unique gëtt eng eenheetlech Keess geschafen, déi elo soll „Gesondheetskeess" heeschen an déi d'Krankekeess soll ersetzen. Et geet mer hei net ëm de Begréff, well, och wann deen neien Numm gutt gemengt ass: Dës Keess finanzéiert och an Zukunft Leeschtungen am Krankheetsfall.

Wat awer spannend ass, dat ass, dass mer eis mat de Sozialpartner jo net nëmmen drop verstännegt hunn, dass „krankfeieren", wéi dat heescht, muss méi staark kontrolléiert an och eventuell sanktionéiert ginn, mä dass mer während den Debatten zum Statut unique am Fong emol d'Wichtegkeet dovun entdeckt hunn, d'Krankheeten iwwerhaapt ze vermeiden.

D'Krankheete vermeiden, dat nenne mer op Lëtzebuergesch Preventioun. Dat geet net par rapport zu allem, mä et geet par rapport zu villem, wat eis u Boboe vun aller Zort befält. Schonns eng éierbar Ernährung ka villes hëllefen. D'Fréierkennung vun eeschte Krankheeten, zu engem Moment, wou se nach net esou schwéier sinn, ass besonnesch wichteg.

Et lafe schonn zënter geraumer Zäit Campagnë fir d'Preventioun. Ech erënneren un de Broscht-, Gebärmutterhals- an Daarmkriibs, an et wäerten nach weiderer kommen. Mir musse wëssen, dass d'Krankheet, egal wien d'Cotisatioun an d'Gesondheetskeess an d'Weiderfléisse vum Loun bezilt, kascht. Eescht Krankheete kaschten och besonnesch vill Geld an der medezinescher Versuergung.

Eis Versécherungsprimë sinn awer begrenzt. Dat, wat mer all Mount u Krankenrespektiv Gesondheetskeess vun eiser Pai offéieren, geet bäi Wäitem net duer, fir en intensiven Traitement vun enger schroer Kränkt ze bezuelen. Duerfir musse mer wëssen, dass hei Responsabilitéit gefrot ass, vu jiddferengem vun eis. An zwar fir bei der Preventioun matzemaachen engersäits, an net fir vum Versécherungssystem ze abuséieren, anerersäits.

Wa mer all verstänneg mam System ëmginn, da packt en eis Leeschtungen alleguer. Wa mer mat deene klenge Saachen iwwerdreiwen, lafe mer Gefor, dass iergendeng Kéier déi richteg grouss net méi kënne fir jiddfereen, deen am Fall ass, finanzéiert ginn.

Dohin däerfe mer net kommen, well eng optimal medezinesch Betreiung eent an eisen Ae vun de wesentlechen Attributer vun engem Sozialstat ass. Besonnesch mussen déi Leit sech kënnen drop verloossen, dass se vun der öffentlecher Gesondheetsversécherung gutt versuergt ginn, déi sech et net kënne leeschten, privat Zousazbetreiung ze kafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Gesondheet wënscht ee sech, mä och mat där beschter Preventioun kritt ee se net ëmmer an et behält ee se och net ëmmer. Et kann am Liewe vun eis all de Moment kommen, wou eis Gesondheet verseet, richteg verseet, a wou d'Medezin op de Punkt kënnt wou se net méi kann heelen, mä just nach versuergen.

Duerfir kréie mer an deenen nächste Wochen endlech e Gesetz iwwert d'palliativ Betreiung, mat deem jiddfereen e Recht op eng komplett palliativ Versuergung kritt, wa säi Liewen op en Enn geet an déi aktiv, kurativ Medezin em keng Heelungs- a Verbesserungsperspektiv méi ka ginn.

Dëst Gesetz ass e wesentlecht Stéck Aarbecht vun dëser Koalitioun. Parallell zum Vote vun deem Gesetz huet sech eng Majoritéit hei am Haus derfir ausgeschwat, dass déi aktiv Stierfhëllef an Zukunft soll stroffräi ginn. De Statsminister huet gesot, e géif sech wënschen, dass den Dossier Stierfhëllef zu engem méi konsensuellen Ofschloss kéint kommen. En huet sech gewënscht, dass mer d'Ausnahmefäll, vun deenen ëmmer geschwat gouf, op alle Säiten, géifen als sollech zesumme regelen.

Abee, dat wëlle mir och, am Respekt vun der Décisioun vum 19. Februar. D'CSV wëllt genee dat a si berifft sech dobäi op de Fraktiounspresident vun der LSAP. De Ben Fayot huet an engem Zeitungsartikel, an deem e fir d'Exception d'euthanasie plädéiert, Enn Mäerz dozou opgeruff, dass eng breet parlamentaresch Majoritéit am Respekt vun der Substanz vum Vote vum 19. Februar sech géif fir eng Léisung vun de Froe ronderëm d'Stierfhëllef am Kader vun der Regelung vun Ausnahmefäll fannen.

Deem Opruff ass meng Fraktioun nokomm, andeems mer Amendementer zur Proposition de loi Err/Huss deponéiert hunn, déi dësen Text géife preziséieren, klären, insgesamt verbesseren. Mir hunn dobäi gekuckt, wéi dann notamment de Begréff vun der Exception d'euthanasie a Frankräich definéiert gëtt.

Mä domat hat et sech schonn. Déi wesentlech Elementer vun eisen Amendementer goufen an der zoustänneger Chamberskommissioun scho verworf. Ech froe mech, ob se de Wee an déi eenzel Fraktiounen iwwerhaapt fonnt haten; mir zweifelen entretemps dorunner. Wéi mer och zweifelen um Wëlle vun Eenzelnen, fir zu enger konsensueller Léisung vun Ausnahmefäll ze kommen.

Mir hu Grond unzehuelen, dass et Verschiddenen net ëm d'Regelung vun Ausnahmefäll geet. Mir hu Grond ze mengen, dass et vill méi sollt drëm goen, en absolut Recht

op Stierfhëllef vum Moment vun enger ellener Diagnos un ze schafen. Doriwwer wäerte mer nach ze schwätzen hunn.

Ech wëll hei däitlech soen, d'CSV ass bereet zu engem Konsens, mä ech soe gradesou däitlech, dee Konsens muss dee sinn, wéi e vum Ben Fayot beschriwwe gouf. De Konsens fir Hëllef beim Stierwen an Ausnahmefäll, wou d'Medezin, déi kurativ an déi palliativ, net anescht kann hëllefen. All anere Konsens ass mat eiser Partei net dran.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, alles, wat ech virdru beschriwwen hunn u politesche Grondlagen an Zukunftsleeschtung, ass nëmme méiglech, wann déi budgetär Grondlage vun enger voluntaristescher Politik, wéi mir se wëllen, gi sinn.

Dat si se, mä dat geet net vum selwen. Si sinn d'Resultat vun enger jorelaang CSV-bedriwwener Budgetspolitik, déi konsequent a gudde Jore Suen op d'Säit geluecht huet, fir se dann a manner gudde Jore kënnen ze investéieren.

2009 kënnt nach emol, esou wéi dat dëst Joer scho gemaach gouf, eng Inflatiounsupassung vum Steiertarif ëm 6%. 2008 an 2009 zesumme kënnt et domat fir all déi Leit, déi Steiere bezuelen, zu enger steierlecher Mannerbelaaschtung, déi dozou féiert, dass se just nach esou vill Steiere bezuelen, wéi wa se 12% manner géife verdéngen.

Dat ass machbar. Vill méi, besonnesch um Niveau vu méi sektoriellen Demanden, kann net erfëllt ginn. Mat deem wéinege Sputt, deen dann nach bleift, wëlle mer weider sozial cibléiert Moossname finanzéieren, déi déi Leit brauchen, déi um ënneschten Enn vun der Lounskala stinn an op déi ech virdrun agaange sinn.

D'Finanzpolitik, déi ënnert der Verantwortung vu Ministere vun der CSV zënter Jorzéngte gemaach gouf, war ëmmer eng vun der Rou a vun der Responsabilitéit. Natierlech wier et mat Momenter a grad an elektoralen oder préelektorale Momenter méi agréabel, well mat esou eppes kënnt ee jo gutt un, d'Populatioun mat Kadoen ze beglécken.

Dat maache mir net, an de Statsminister huet gesot woufir. Et geet net, mir hunn eng vill ze vill fragil Akommesstruktur vun eisem Budget, fir dass mer an deene gudde Momenter kéinten all Virsiicht iwwer Bord werfen an zur Verdeelung schreiden. Dat gëtt net ëmmer vu jiddferengem verstanen.

Mir sinn awer der Iwwerzeegung, dass et am Ensembel vun de Lëtzebuerger gutt verstane gëtt. D'Leit wëssen, dass mer an dësem Land nach ganz vill um Leescht hunn, woufir Geld gebraucht gëtt. A si wëssen och, dass mer nëmmen dat Geld kënnen an eis Zukunft investéieren, a Schoulen, Spideeler, Schinnen, Stroossen an esou weider, wa mer et virdrun net ausginn hunn.

D'Budgetssituatioun vum Land wäert sech och an deenen nächste Joren an eisen Ae manner positiv entwéckelen, wéi dat 2006, 2007 de Fall war. Dass se dat an deene Jore gemaach huet, ass op e puer Phenomeener zréckzeféieren, déi mer genau kennen - och wa verschidde Leit där Deeg een anert Bild zeechnen - an déi net beliebeg kënne widderholl ginn.

Do ass d'Aspuere vu 400 Milliounen Ausgaben d'Joer opgrond vun den Tripartitebeschlëss. Do sinn déi steierlech Retombéeë vun der ArcelorMittals-Operatioun. Do ass eng immens dynamesch Entwécklung op der Bankeplaz; haaptsächlech am Kommissiounsgeschäft, déi vun der Konjunktur ofhänkt. Do si massiv Méirecetten an de soziale Versécherungskeesen, well dausenden nei Aarbechtsplaze geschaf goufen.

Am Géigesaz zu aneren, kloe mir net iwwert déi Méirecetten, mä mir huele se dankbar un a féiere se do, wou dat geet a wou mer den Domm drop hunn, deenen Investitiounszwecker zou, déi mer mëttelfristeg musse bedéngen.

Mir si frou doriwwer, dass de Budgetsminister an deeneselwechte Jore fir eng strikt a rigouréis Anhalung vun den Ausgabegrenze gesuergt huet, fir dass de Budget haut nees am Equiliber kann dostoen. Dat hätt en net gepackt ouni d'Tripartitebeschlëss, well ouni déi wier de Budget haut nach strukturell am Désequiliber.

Fir 2009 musse mer allerdéngs domat rechnen, dass et tatsächlech zu Feelbeträg bei de Steierrecettë kennt, déi mer an der Budgetsplanung fir d'nächst Joer musse berücksichtegen.

De Statsminister huet gesot, d'Taxe d'abonnement fält par rapport zum Virjoer ëm méi wéi 10%. D'Kierperschaftssteier fält staark. Dat si Steieren, déi virun allem aus dem Finanzsecteur kommen. Also deem Secteur, dee bis op Weideres d'Zuchpäerd vun eiser nationaler Ekonomie duerstellt. Mir kommen net laanscht d'Feststellung, dass wirtschaftlech Virgäng op anere Kontinenter, esou zum Beispill déi amerikanesch „subprime"-Kris, eisen eegene finanzielle Spillraum vill méi beaflossen, wéi dat eis léif ass.

Déi Virgäng kënne mer net kontrolléieren. Si entzéie sech total dem Afloss vun der Lëtzebuerger Politik. Mat där Tatsaach am Hannerkapp musse mer also zu Lëtzebuerg eng Budgetspolitik bestreiden, déi ëmmer nach e bësse Sputt léisst, wann et éierens ufänkt ze klemmen. Iwwerhaapt hu mer mat wirtschaftsbeaflossenden Elementer ze dinn, déi sech eis opdrängen, ouni dass mer kënnen op si awierken.

E Pëtrolspräis vun 130 Dollar de Barrel ass esou en Element. Wéi d'Tripartite am Fréijoer 2006, dat sinn eréischt just zwee Joer hier, hir Konklusioune gezunn huet, hunn déi sech ronderëm e Barrelspräis vun 63 Dollar artikuléiert. Zwar ass an der Tëschenzäit den Euro par rapport zum Dollar kräfteg geklommen, wat den Effekt vun där Präisevolutioun offiedert, mä et bleift, dass, an Dollar ausgedréckt, de Pëtrolspräis sech an deene leschten zwee Joer verduebelt huet. Dat kréie mer all mat, wa mer tanken. Dat kréien awer och déi Betriber mat, déi Pëtrolsproduitë musse kafen a verschaffen.

De Wirtschaftswuesstum gëtt global vun der Pëtrolspräisentwécklung gebremst. Dat muss een net gutt fannen, dat ass awer esou. Parallell dozou erhéicht dës Entwécklung d'Inflatioun. Dat spiere mer all. Wann een an héich inflationären Zäiten ënnerwee ass, mat iwwer 3% Deierecht dëst Joer, da muss ee gutt oppassen, fir déi Dynamik net nach mat hauseegene Mëttelen unzereizen. Mir haten esou Situatioune schonn. Fir d'lescht am Joer 2000. Mir hu se deemools gemeeschtert. Och wa Verschiddener, déi haut an der Majoritéit sinn, deemools an der Oppositioun eppes aneschters gemengt hunn. Mir regele se och haut, och wann déi, déi deemools an der Majoritéit an haut an der Oppositioun sinn, mengen, mir géife se net gemeeschtert kréien.

Här President, mäin Tour ass eriwwer an ech stelle fest, esou wéi Dir wahrscheinlech och, dass ech iwwer eng ganz Rei Saachen net geschwat hunn. Dem Statsminister seng Erklärung vum Land war iwweraus komplett. Dat erlaabt mer, op Elementer net weider anzegoen, déi de Jean-Claude Juncker ëmfaassend beliicht huet. Ech kann am Numm vu menger Fraktioun och soen, dass dee komplette Charakter vun där Deklaratioun eis wierklech beandrockt huet.

Ech hunn näischt gesot iwwer europäesch an international Politik. Dat läit och drunner, dass mer hei am Haus iwwermuer eng Debatt iwwert d'Ratifizéierung vum Reformtraité vu Lissabon féieren, déi eis erlaabt, d'Aktualitéit vun eisem europäeschen Engagement ënnert d'Lupp ze huelen.

Ech hunn näischt gesot iwwer Ëmwelt, Nohaltegkeet a Klimaschutz. Den detailléierten Ausféierunge vum Statsminister ass an deem Beräich - aus eiser Siicht - net méi vill bäizeflécken. Eis Fraktioun ënnerstëtzt déi Usätz, déi hei formuléiert gi sinn, voll ëmfänglech, wéi dat op Lëtzebuerger Däitsch heescht.

Mir hunn eis net iwwert deen noutwendege Matenee vu Jonk an Al an eiser Gesellschaft ausgeschwat. Mir stëmmen hei am Haus muer de Mëtteg iwwer en neit Jugendgesetz of, wat eis Geleeënheet gëtt, iwwert d'Befindlechkeete vun der Jugend zu Lëtzebuerg ze diskutéieren.

Politik fir déi eeler Leit ass allze dacks zu Lëtzebuerg virun allem eng Versuergungspolitik. Mir wiere frou, wann d'Element vun der gesellschaftlecher Participatioun vun de Senioren an Zukunft géif verstäerkt Berücksichtigung fannen. Dat geet besonnesch gutt, wa mer e Generatiounskonsens fannen, deen iwwert d'Erwaardung u staatlech Leeschtungen erausgeet a sech virun allem dorop fokaliséiert, wat d'Senioren der Gesellschaft kënne bréngen, idealerweis am Zesummespill mat deene Jonken. Well wann déi eng déi aner verstinn, da gëtt d'Solidaritéit tëschent de Generatioune verdéift.

Ech hunn net am Detail iwwer Héichschoulwiesen, Fuerschung a Kultur geschwat, wat wesentlech Zukunftssecteure fir Lëtzebuerg sinn. Déi eng, well se den Intellekt zu Lëtzebuerg bannen a mobiliséieren an och der Wirtschaft nei Perspektiven erschléissen. Déi aner, well se den Ausdrock vun eiser Kreativitéit ass, a keng mënschlech Gesellschaft komplett ass, wann d'Kreativitéit vun de Leit sech net ka fräi a villsäiteg ausdrécken. Déi Politik, déi an deene leschte Joren an de genannte Beräicher gemaach gouf, ass eng richteg Politik. Eng Politik mat innovativen Akzenter an ëmfangräichem budgetärem Input. D'Lag vum Land, dat ass net nëmme Wirtschaft, net nëmme Finanzen a Sozialpolitik. D'Situatioun vun enger Natioun gëtt och doduerch charakteriséiert, dass déi net esou materiell Aspekter vun deem, wat de Mënsch kann, politesch Ënnerstëtzung fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann een an enger Ried zur Lag vun der Natioun net iwwer alles schwätzen, et soll een dat a mengen Aen och net. Ech hunn eis Prioritéiten um Dag vun haut skizzéiert an elo nach op e puer Beräicher verwisen, déi am Moment manner am aktuelle Bléckpunkt stinn, mä duerfir u Relevanz net hannert deenen anere Facettë vun der Befindlechkeet vum Land zréckstinn. Et geet dem Land an der Natioun, trotz allem Drock, deen op eis wéi och op anere laascht, och am Mee 2008 gutt.

Dass dat esou ass, féiere mer net zulescht dorobber zréck, dass an deene leschte Joren an diverse Regierungskoalitiounen d'CSV déi richteg Akzenter an Impulser matgesat huet. Dat maache mer virun esou. De Statsminister huet keen Zweifel dru gelooss, dass hien no wéi vir den éischten Impulsgeber an der Lëtzebuerger Politik ass. Fir dat weiderhin ze maachen, huet hie mat senger ganzer Regierung dat vollt Vertraue vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt op eng Rei vun Aspekter agoen aus der Ried vum Statsminister Jean-Claude Juncker vum leschten Donneschdeg, déi mer deelen, déi mer d'selwecht gesinn, wou mer zesummen - meng Fraktioun, an ech mengen, déi allermeeschten heibannen am Haus - kënnen ënnerschreiwen.

En Deel vun där Analys, déi gemaach ginn ass, betrëfft eis international Bezéiungen, betrëfft d'Zesummenhäng an der internationaler Ekonomie, betrëfft d'Globaliséierung, d'Auswierkunge vun där Globaliséierung op Lëtzebuerg, betrëfft eng Rei vun negativen Entwécklungen, déi sech an der grousser weltwäiter Ekonomie bekannt a bemierkbar maachen, wéi zum Beispill d'Managergehälter, betrëfft och d'Gläichgewiicht tëschent Politik an Ekonomie, esou wéi mir et hei gesinn, wéi mer et an Europa gesinn, wéi mer et op anere Plazen an der Welt oft aneschters gesinn. Dat, wat do gesot ginn ass, ass am Numm vun eis alleguerten, op jidde Fall vu ville vun eis heibannen, gesot ginn.

Trotzdeem ass et wichteg och dat ze soen an och dat ze ënnersträichen, wat eis eent, an net nëmmen op dat anzegoen, wat eis ënnerscheet. Et ass och wichteg no baussen ze kucken, grad an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, an engem Land, dat wéi keen anert ofhängeg ass vun deem, wat ronderëm et geschitt. E Land, dat eng oppen Ekonomie huet, dat also direkt ofhänkt vun den Ekonomië vu sengen Haapthandelspartner, an dat sinn der ganz vill. E Land, dat awer net nëmme wirtschaftlech, mä och politesch fest integréiert ass an international Strukturen.

Et ass och nach emol ënnerstrach ginn, datt Lëtzebuerg vun der Globaliséierung profitéiert, well d'Kapital doduerjer konnt op Lëtzebuerg kommen, Entreprisen doduerjer konnten hei investéieren, a well och ganz oft Savoir-faire, nämlech Mënschen heihinner komm sinn, déi hei Aarbecht gesicht hunn, hei Aarbecht fonnt hunn a mat hiren Erfahrungen, hirem Kënnen, hirem Wëssen hei aktiv gi sinn, fir och finalement Lëtzebuerg e Stéck weiderzebréngen.

Lëtzebuerg profitéiert och vun Europa. Duerfir musse mer weider attraktiv bleiwen. Duerfir musse mer kucken, wéi mer dosti par rapport zu de Konditiounen an den Nopeschlänner an an anere westlechen, entwéckelten Industrienatiounen. Duerfir begréisse mer déi Propositiounen, déi gemaach gi sinn, fir dat steierlecht Ëmfeld fir d'Betriber hei zu Lëtzebuerg unzepassen. Den Droit d'apport ofzeschafen ass eng vun deene Fuerderungen, déi mer als Demokratesch Partei scho laang gestallt hunn. Datt et dann elo endlech esou wäit ass, kënne mer och nëmme matdroen a matbegréissen; och dat soll hei gesot ginn.

D'Adaptatioun no ënne vun der Betribsbesteierung, vun 29 an eppes op 25 an eppes Prozent, ass selbstverständlech an deemselwechte Kontext ze gesinn. Et ass an engem Kontext ze gesinn, wou mer musse kucken, op där enger Säit: Wat ass machbar hei am Land, wat verdréit eise Budget? An op där anerer Säit: Wat musse mer maachen, fir kompetitiv ze bleiwen, fir attraktiv ze bleiwen, fir datt déi Betriber, déi hei sinn, heibleiwen, fir datt och déi Gewënner, déi hei erwirtschaft ginn an Zukunft, hei weiderhi kënne versteiert ginn an an eis Statskeese fléissen?

Den Detail dovunner bleift selbstverständlech nach ze diskutéieren. De Premierminister huet selwer ugekënnegt, datt dat géif kombinéiert gi mat enger Revisioun vun der Base d'assiette, wou natierlech ganz vill Detailfroen dorunner ze koppele sinn, déi mer nach fir d'alleréischt mussen erklären kréien an diskutéiere mussen, ier mir och als Partei do definitiv eis Meenung kënne soen.

Fir attraktiv ze bleiwen, fir weider Entreprisen op Lëtzebuerg kënnen unzezéien, fir weider och Leit, Mënschen op Lëtzebuerg kënnen unzezéien, musse mer awer kucken, wat ronderëm nach noutwendeg ass. Do geet et eben dann och ëm d'Besteierung vun de Privatpersounen. Et geet och drëm, wéi fiabel eis sozial Systemer fonctionnéiere fir d'Zukunft, fir déi nächst Generatiounen. Jo, an et geet och iergendzwousch ëm d'Participatioun vun den Netlëtzebuerger hei an der Lëtzebuerger Gesellschaft.

Duerfir menge mir, datt et nach besser Argumenter gëtt, fir Europa ze erklären. Et gëtt nach besser Argumenter, fir d'duebel Nationalitéit ze erklären, wéi mer dat d'lescht Woch hei presentéiert kritt hunn.

D'lescht Woch ass ënnerstrach ginn, Europa ass e Friddensprojet. Selbstverständlech ass Europa e Friddensprojet. Europa huet dësem Kontinent no laange Jorzéngte vu Misär a Leed a Massakeren elo 60 Joer Fridde bruecht. Mä dat eleng geet haut net méi duer, fir jonk Leit, Leit aus menger Generatioun, Leit aus deenen nokommende Generatiounen ze iwwerzeege vun Europa, vun der Noutwendegkeet vun Europa. Duerfir menge mer, datt et nach ganz vill Argumenter gëtt, déi och jonk Leit kënnen iwwerzeege vun engem gemeinsamen Europa.

Et geet hei och dorëms, fir d'Roll vun Europa an der Welt ze definéieren. Wat kann Europa gemeinsam maachen? Wou kënne mer eis abréngen? Wat ass de Poids, dee mer an der grousser, ganz grousser Politik als gemeinsam Europäesch Unioun kënne geltend maachen?

Et geet hei och ëm dat europäescht Versteesdemech vum Zesummespill tëschent der fräier Maartwirtschaft op där enger Säit an der sozialer Ofsécherung op där anerer Säit, wat jo en anert ass wéi dat op villen anere Plazen an der Welt. Egal ob mer elo wäit no Westen oder wäit no Oste kucken, mierke mer aner Approchen an deem doten Domän. Wa mer eis hei an Europa eens ginn iwwer eist Versteesdemech, da kënne mer weltwäit éischter déi aner vun eisem Modell iwwerzeegen, wéi dat jiddferee fir sech ka maachen.

Et geet ëm de grousse Bannemaart, deen natierlech enorm Chancë fir Produzenten, europäesch Produzente bitt. Et geet och do eventuell dorëms, fir ze kucken, wéi mer dee Bannemaart nach méi grouss kënne maachen, fir nach méi Partner ze kréien, fir och do erëm eng Kéier Alliéierter ze fannen an net onbedéngt ënnert den Drock ze gerode vun deenen, deenen hir Maartwirtschaft op alles aneschters wéi op Demokratie a Mënscherechter reimt.

Et geet och dorëms, fir ebe gemeinsam ekologesch Erausfuerderungen unzegoen. Denkt drun, datt d'Europäesch Unioun déi war, déi den CO_2-Emissiounshandel als Éischt instauréiert huet, wat mat Sécherheet e grousst Potenzial ass an e richtegt Instrument ass, fir och an deem doten Domän kënnen aktiv ze ginn, fir Ekonomie an Ekologie gemeinsam kënnen ze verbannen.

Et geet ëm déi Fräiheet, déi Europa bitt, net nëmmen d'Reesefräiheet, mä och déi berufflech Fräiheet. Europa bitt jonke Leit haut eng Chance, a 27 Länner kënne berufflech hir Zukunft ze sichen an ze fannen, sech anzebréngen an och privat doduerjer Succès ze hunn.

Wat géife mer maachen ouni Europa, wa mer gäre méi Sécherheet hunn, wa mer den Terrorismus wëlle bekämpfen, wa mer legal Integratioun wëlle méiglech maachen an illegal Awanderung wëllen évitéieren?

Europa ass méi wéi e Friddensprojet. Europa ass en Zukunftsprojet, an deem mer allerdéngs alleguerten eppes mussen inves-

téieren, an dat ass jo virun allem oft, datt mer op déi Gewunnechten, déi mer dach esou gären a léif gewonnen hunn, musse verzichten, fir herno gemeinsam méi ze erreechen, wéi eventuell eleng ze erreeche wär.

Ech hu gesot, et gëtt och besser Grënn, fir d'duebel Nationalitéit esou unzegoen, wéi se elo anscheinend ugaange gëtt, wéi déi Grënn, déi d'lescht Woch hei genannt gi sinn.

Ech wëll de Luc Frieden zitéieren, de Justizminister vun dëser Regierung, dee gesot huet, d'duebel Nationalitéit wär déi gréisste gesellschaftspolitesch Reform an dëser Legislaturperiod.

Jo, et ass eng grouss gesellschaftspolitesch Reform, an duerfir verstinn ech eigentlech net, datt se laut de Wierder vum Premierminister esou ugaange gëtt, datt op där enger Säit elo een déi Reform wëllt maachen, e gesellschaftspolitesche Fortschrëtt wëllt maachen, an op där anerer Säit anscheinend zéckt, fir de Lëtzebuerger dat richteg ze erklären, an dann d'Lat esou héich muss leeën iwwert d'Durée de résidence, iwwert d'Sproochekenntnis, datt finalement kaum nach een dovunner wäert kënne profitéieren, fir et - wéi ech héieren hunn - de Lëtzebuerger ze erklären an akzeptabel ze maachen.

Dat, Här President, fannen ech dach e staarkt Stéck. Ech weess net, a wiem sengem Numm de Premier hei geschwat huet, mä ech menge sécherlech net am Numm vun all de Lëtzebuerger, well ech kennen der vill, déi denken aneschters iwwert d'duebel Nationalitéit.

Wann eng Regierung also eng duebel Nationalitéit wëllt aféieren, da muss een de Mënschen och déi gutt Argumenter, déi derfir schwätzen, presentéieren, da muss ee sech argumentativ domat auserneesetzen. Et muss een d'Mënschen iwwerzeegen an net dobäi probéieren, a Scheindebatte wéi d'Durée de résidence respektiv d'Kenntnis vun der Lëtzebuerger Sprooch auszewäichen.

Et gëtt, Här President, gutt Argumenter, fir d'duebel Nationalitéit zu Lëtzebuerg anzeféieren. Mir kenne selwer alleguerte ganz vill Leit, déi bei eis komm sinn, Leit, déi scho laang am Land liewen, Leit, déi bis ewell de Schratt net gemaach hunn, fir Lëtzebuerger ze ginn, obscho se sech integréiert hunn, obscho se hei eng Aarbecht hunn, obscho se participéieren do, wou et méiglech ass. Mä oft wollte se d'Nuebelschnouer zu hirem Mammeland, zu hirer Kultur, zu hirer Nationalitéit net duerchschneiden, an duerfir bréngt d'duebel Nationalitéit eben e Plus, well se Integratioun méiglech mécht an eben och d'Méiglechkeet gläichzäiteg gëtt, fir dee Lien, deen ee mat sengem Heemechtsland huet, awer ze halen.

D'duebel Nationalitéit bréngt och méi politesch Participatioun, wat jo eng vun den Erausfuerderungen ass. Wéi brénge mer et fäerdeg, déi 40% vun Netlëtzebuerger, déi hei an dësem Land liewen, och participéieren ze loossen, matschwätzen ze loossen a punktuell och matdécidéieren ze loossen? Och dat ass eent vun den Haaptargumenter, firwat mer sollen d'duebel Nationalitéit hei zu Lëtzebuerg aféieren.

Auslänner kommen. Si kommen op Lëtzebuerg. Ob se elo Lëtzebuergesch schwätzen, Lëtzebuergesch léieren oder net, mä si kommen heihinner, fir ze schaffen, a ganz oft si mer jo och frou, wa se kommen, well vill Entreprisë gi wäit uechtert d'Welt sichen, fir se ze fannen. Auslänner droen domat och zum Wuelstand vu Lëtzebuerg bäi. Mir brauchen also d'Immigratioun. Mir brauchen d'Integratioun. Mir brauchen och Elementer vu Participatioun.

D'duebel Nationalitéit ass e Moyen, fir esou eng Integratioun ze favoriséieren. Deen, dee Lëtzebuerger wëllt ginn, deen ass jo integratiounswëlleg, soss wéilt hien dee Schratt do net maachen. Duerfir si mir der Meenung, datt een hien och dobäi soll ënnerstëtzen.

Vill Lëtzebuerger gesinn dat och esou a mussen net mat enger Sproochendebatt oder enger méi laanger Residenzdauer dowéinst berouegt ginn.

Déi Sproochendebatt, déi momentan gefouert gëtt, ass jo och op d'mannst an eenzel Deelelementer dovunner eng Scheindebatt. Déi zweet Generatioun, déi zu Lëtzebuerg opwiisst, ass jo eng Generatioun vu Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen, well se duerch eise Schoulsystem gaange sinn, well se do Lëtzebuergesch geléiert hunn, well Lëtzebuergesch zum ganz, ganz groussen Deel hir Alldagssprooch ginn ass.

Trotzdeem ass et wichteg, datt mer 2001 d'Kenntnis vum Lëtzebuergeschen als Bedéngung an d'Gesetz geschriwwen hunn, fir Lëtzebuerger kënnen ze ginn. Dat war deemools richteg. Dat ass och nach haut richteg. Da kommt, mir loossen et och bei deene Kritären, déi mer deemools décidéiert hunn! Jiddfereen, mengen ech, ass d'accord hei am Land, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, datt d'Lëtzebuerger Sprooch e wichtegt Element ass, e wichtegen Integratiounsfacteur ass, an datt mer net sollen dorobber verzichten. Et ass ee Stéck vun eiser Kultur.

Duerfir akzeptéieren ech och net, wann elo par rapport zu eiser Partei a par rapport zu anere gesot gëtt, well een elo d'Applikatioun vun deem Sproochekritär kritiséiert, datt mir eis Sprooch géifen am Stach loossen.

Neen, et ass wierklech net dat! Mir sti fir Integratioun, an dat kann och mat der lëtzebuergescher Sprooch geschéien. Mä et muss een awer gesinn, datt et spezifesch Situatioune ka ginn, wou en Auslänner, deen zu Lëtzebuerg schafft, en Auslänner, deen zu Lëtzebuerg lieft, dee wëllt Lëtzebuerger ginn, vläicht méi Schwieregkeeten huet, fir Lëtzebuergesch ze léieren, wéi een aneren. Mir mussen och do déi individuell Situatioune kucken. Mir mussen d'Liewensëmstänn kucken, mir mussen d'Aarbechtsëmstänn kucke vu ganz villen Netlëtzebuerger, déi hei am Land liewen.

Wat d'Durée de résidence ubelaangt, do kënne mer eis jo och nëmme wonneren, datt d'CSV 2001 bereet war, bei der Durée de résidence op fënnef Joer erofzegoe mat der Demokratescher Partei, an datt dat anscheinend elo net méi soll gëllen.

Mir kënnen eis och nëmme wonneren iwwert d'LSAP, déi deemools gesot huet, et hätt ee méi wäit missen erofgoen an déi dräi Joer Durée de résidence proposéiert hat. Et kann een dat dann elo gesinn, wéi wann déi fënnef Joer vun der CSV an déi dräi Joer vun der LSAP géifen zesummegerechent ginn, an da gëtt Rabatt vun engem Joer dorop gemaach, an duerfir kéim ee finalement bei siwe Joer eraus.

Et soll emol ee mir, Dir Dammen an Dir Häre, e gudde Grond nennen, firwat en Netlëtzebuerger, dee wëllt Lëtzebuerger ginn, deen also integratiounswëlleg ass, an Zukunft zwee Joer méi laang muss waarden, fir Lëtzebuerger däerfen ze ginn, wéi dat haut de Fall ass. Mir konnt nach keen esou ee Grond nennen a mir ass dobäi och nach keen agefall.

Ech maachen och do en Appel un d'LSAP: Wa si fir gesellschaftspolitesch Reforme sinn, wa se fir eng fortschrëttlech Integratiounspolitik sinn, wa se och eng Grimmelche Glafwierdegkeet wëlle behalen an dësem an an aneren Dossieren, dann dierfte si jo eigentlech dat doten net matmaachen.

E wichtegt Kapitel - an zu Recht e wichtegt Kapitel - an der Deklaratioun vum Statsminister war d'Cohésion sociale. Am Prinzip kënne mer och do mat villem d'accord sinn, wat d'Analys betrëfft an och wat d'Propositioune betrëfft. Well effektiv d'Fro: Wéi liewen a wéi iwwerliewe vill Famillje mat engem klengen Akommes hei zu Lëtzebuerg? ass dach méi wéi berechtegt.

Ech wëll awer do soen, datt d'Regierung déi Fro do offensichtlech nei entdeckt huet. Mir als Demokratesch Partei hunn déi lescht Joren op d'Suitë vun der Regierungspolitik higewisen. Ech ka mech erënneren, bei de Budgetsdiskussioune fir d'Joer 2007 - dat ass elo ongeféier annerhalleft Joer hier -, do hunn ech hei erkläert, wat fir eng prozentual Augmentatioun vun der Steierlaascht d'Netupassung vun der Steiertabell och fir kleng Revenuë géif mat sech bréngen.

De Statsminister huet mech deemools gefrot: Wéi vill Euro sinn dat doten dann? Hie wollt wahrscheinlech soen, et wäre jo eigentlech nëmme Peanuts. Nëmmen, ech si frou, datt d'Regierung mëttlerweil agesinn huet, datt et do net ëm Peanuts geet an datt ee muss agéieren.

D'Aarmutsdiskussioun ass eng villschichteg Diskussioun, an ech wéilt se emol hei an zwee gréisser Kapitelen andeelen. Et geet drëms, deene Leit ze hëllefen, déi vun Aarmut betraff sinn; an et geet awer och drëms, deene Leit ze hëllefen, déi riskéieren an d'Aarmut ofzerutschen, well och där gëtt et der hei am Land, an et gëtt der ëmmer méi.

Et gëtt der eben och ëmmer méi, well mer am Laf vun deene leschte Joren hei am Land eng Politik gemaach hunn, déi eben net de Mëttelschichte méi Kafkraaft ginn huet, mä déi hinne Kafkraaft geholl huet. D'Politik ass zum Deel duerfir responsabel. Aner Entwécklungen, wéi d'Inflatioun, wéi d'Zënsen, wéi d'Energiepräisser, hunn Hiert dozou bäigedroen.

Une voix.- Bravo!

M. Claude Meisch *(DP).*- Kommt, mir kucken emol eng Kéier: Wéi lieft a wéi iwwerlieft dann haut eng Famill aus der Mëttelschicht?, an do huele mer genau dee Salaire, deen d'Moyenne vun de Stéit hei am Land duerstellt. Et ass eng Famill, mir huelen un, si ginn zu zwee schaffen. Da verdéngen déi e Semi-net vu 4.683 Euro.

Wa mer dann alles ofrechne vun de Steieren; dat, wat muss rembourséiert gi fir d'Haus, mat den aktuelle Präisser vun nei gebautenen Haiser, mat den Zënsen, wéi se momentan haut applizéiert ginn; wann ee kuckt, datt déi Kanner musse betreit ginn, a wat dann do an enger staatlech konventionéierter Crèche fir een oder zwee Kanner gefrot gëtt; mir kucke wat d'Kannergeld an de Kannerbonus dann nach eng Kéier derbäileet, dann erféiert een, wann een d'Zomm gemaach huet.

Nämlech bleift da fir eng Famill - zwee Erwuessener mat engem Kand - grad emol nach 890 Euro de Mount, fir ze liewen! 890 Euro, déi net fest ageplangt sinn, den 1. vum Mount fir ze iessen, fir Kleeder ze kafen a fir sech och emol dat eent an dat anert nach kënnen un Extra ze gënnen. A wann déi Famill do zwee Kanner huet an déiselwecht Revenusverhältnisser huet, da bleiwe grad emol nach eng Kéier 660 Euro de Mount, fir ze liewen. Zwee Kanner, zwee Erwuessener, dat mécht dann net emol 170 Euro de Mount fir ze liewen op de Kapp aus.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Op de Kapp?

M. Claude Meisch *(DP).*- 170 Euro de Mount op de Kapp, Här Haupert. Ech kann lech déi Rechnung gäre weisen a gären novollzéien. Ech verstinn awer, datt Der erféiert sidd, well mir waren och erféiert, wéi mer déi dote Rechnung gemaach hunn. An dat sinn net déi Äermst vun deenen Aarmen, dat doten. Dat ass déi ganz normal Lëtzebuerger Mëttelschicht. Leit, déi exactement d'Moyenne vun de Léin a vun de Salairen hei am Land hunn.

D'Mëttelschicht gëtt gequëtscht tëschent der Präisdeierecht, tëschent der Zënsaugmentatioun, tëschent der Deierecht um Wunnengsmaart, tëschent der Augmentatioun och nach vun de Betreiungskäschten an awer och vun deene sëlleche Steiererhéijungen an Taxenerhéijungen, déi déi lescht Joren, och duerch Regierungsbeschloss a Parlamentsbeschloss, op d'Leit duerkomm sinn.

Wat huet dat dote fir déi Leit ausgemaach? Ech huele just zwou Kategorië vun Augmentatiounen dobäi eraus: Déi net komplett Upassung vun der Steiertabell mécht fir déi dote Famill eng Differenz, eng Méibelaaschtung un Akommessteier vu ronn 1.000 Euro d'Joer aus.

D'Upassung no uewe vun der Participatioun vun den Elteren an de Betreiungsstrukturen, an der Crèche, an der Maison relais, déi jo ronn 6,7% ausgemaach huet, mécht fir eng Famill mat zwee Kanner mat deem dote Revenu nach emol 800 Euro zousätzlech pro Joer aus.

Do si mir nëmme bei zwou Augmentatiounen, wa mer elo d'Autosteier ewechloossen, mir kéinten och nach d'Cotisatioun fir d'Fleegeversécherung arechnen, mir kéinten de Kyoto-Cent arechnen an, an, an. Mä nëmmen déi doten zwou Augmentatioune maachen 1.800 Euro aus. Dat ass da bal dräimol hir Kafkraaft, déi se fir de Mount hunn, déi se doduerjer geholl kritt hunn.

Also, déi 500 Milliounen Euro Méibelaaschtung, déi mer 2008 jo duerch déi Décisiounen do op d'Bierger vun dësem Land ofgewälzt hunn, maache sech och bei der Mëttelschicht bemierkbar, a grad ganz däitlech bei der Mëttelschicht.

D'CSV an d'LSAP priedege jo déi lescht Joren, datt d'Leit am Land de Rimm missten däitlech méi enk schnallen. Nun, si hunn e méi enk geschnallt, vill méi enk kënne se en net schnallen. Mä si waarden awer och nach ëmmer drop, datt de Stat selwer Säint soll maachen, fir bei sech emol de Rimm eng Kéier e Stéckelche méi zouzezéien.

D'Mëttelschicht ass dee grousse Perdant vun der Politik vun deene leschte Joren. An och dat huet jo erëm eng Kéier Répercussiounen. Et ass net fir näischt, datt mer haut kënne schätzen, datt 7.000 Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger sech mëttlerweil déi aner Säit vun der Grenz implantéiert hunn. An et ginn der all Dag méi, well regelméisseg begéint een een, dee gesot huet: Och ech sinn elo dohinner oder dohinner wunne gaangen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wou bezuele se dann hir Steieren?

M. Claude Meisch *(DP).*- Wa se hei schaffen, bezuele se hei hir Steieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah, Merci.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech fannen awer, Här Premierminister, datt et net de Sënn vun der Politik ka sinn, datt et zu Lëtzebuerg egal ass, datt eng Rei vu Leit hei zu Lëtzebuerg net méi kënne wunne bleiwen an net méi hei kënnen integréiert bleiwen, an datt déi eenzeg Solutioun, déi déi gesinn, fir sech an hir Famill ze organiséieren, ass, datt se d'Wallis paken an déi aner Säit vum Land ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Do hutt Der ouni Zweifel Recht. Dat mag sinn zënter 1999. Dat ass vläicht en Datum, deen lech nach eppes seet. Mä si gi jiddefalls net an Däitschland, Frankräich oder d'Belsch wunnen, well se do manner Steiere bezuele wéi hei. Si bezuelen der nämlech, géife se se do bezuelen, wesentlech méi.

Une voix.- Si gi well d'Haiser méi bëlleg sinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, si ginn dohinner, well aner Eckdaten hinnen et eben erlaben, sech do besser kënnen ze organiséieren. Mir mengen, datt mer eng Politik sollte maachen, fir déi Leit hei am Land ze halen. Alles aneschters, egal ob se Steieren hei bezuelen oder net, wär keng Politik am Interessi vum Lëtzebuerger Land.

Elo sinn d'lescht Woch eng Rei vu Mesurë vum Premierminister proposéiert ginn. A wa mer elo emol kucken, wéi déi Mesuren där doter Famill - där lëtzebuergescher duerchschnëttlecher Famill - dann hëllefen, da mierkt een och do, datt net alles hinnen dat bréngt, wat se eigentlech brauchen.

D'Ëmwandlung vun enger Rei vun Abattementen a Steierkreditter hëlleft där doter Famill séier wéineg, well si hu jo bis ewell Steiere bezuelt. A wann dann de Steierkredit net méi grouss ass wéi dat, wat se virdrun als Steiergewënn konnte geltend maachen, da gehéiere se ënnert dem Stréch net zu de grousse Gagnanten.

Et ass och net déi Famill, déi bei der Heizkostenzoulag elo wäert profitéieren. Et ass eng Famill vun deenen, déi e bësse wäerte profitéiere bei der Adaptatioun vun der Steiertabell; dat ass wouer. Wann déi d'nächst Joer nach emol ëm 6% ugepasst gëtt, da bréngt dat där doter Famill eppes. Mir mussen awer gläichzäiteg soen, eng Inflatiounsupassung vu 6% am Steierbarème bei enger Inflatioun dëst Joer - 2008 - iergendzwousch tëschent 3,5 a 4%, da wësse mer, datt e gudden Deel vun deem, wat dat där doter Famill bréngt, duerch d'Inflatioun an duerch déi schläichend Augmentatioun vun der Steierlaascht och dëst Joer erëm opgefriess ginn ass.

Also, och do musse mer eng seriö Diskussioun féieren, well wa mer alles hätte wëllen upassen, wéi d'Steiertabell mat der Inflatioun zënter 2002 an d'Luucht gedréckt ginn ass, da wär et bal eng Adaptatioun vu 14%, déi nach noutwendeg gewiescht wär. Par rapport zu där doter gesäit déi Adaptatioun vu 6% dach zimlech bescheiden aus. Mä ech weess, Här Statsminister, mir hunn eng Upassungsavance. Erspuert eis dat, wann ech gelift, nach emol.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da sot mer emol, ob 2003 an 2004 ugepasst ginn ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech mengen net, Här Statsminister,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah jo, ech mengen och.

M. Claude Meisch *(DP).*- ...datt d'Mëttelschicht an deene Joren do esou gelidden huet, wéi se haut leit. An ech mengen net, datt mer…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- 2003 oder 2004 oder net? Dir hat 2003/2004 eppes domat ze dinn, jo oder neen?

M. Claude Meisch *(DP).*- An ech mengen net, Här Statsminister, datt dee Moment d'Mëttelschichten dee Besoin gehat hätten, wéi se en haut hunn, fir eng steierlech Entlaaschtung ze kréien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass richteg, well d'Inflatioun war 3,7% am Joer 2000.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wëll mat mengem Gedankespill, wann Der erlaabt, weiderfueren.

(Interruption)

Ech wëll mat mengem Gedankespill weiderfueren, nämlech de Chèque service ass proposéiert ginn. Och do sinn ech der Meenung, datt dat dëser Famill eppes kann hëllefen. Allerdéngs wëll ech drop hiweisen, datt mer wéineg Kenntnisser hunn, wéi dat soll fonctionnéieren, ab wéini datt esou e Chèque service agefouert gëtt, fir wat fir eng Akommeskategorien datt deen da gëllt oder ob dat fir jiddfereen a fir all Eltere soll sinn. Mir sinn also do gespaant op den Detail a mir wäerten dann och, wa mer déi Detailer hunn, dat gebührend analyséieren a Positioun dozou bezéien.

Dann ass och vum Statsminister proposéiert ginn, en huet gesot, et wier eigentlech seng Intentioun oder säi Wonsch, fir d'Kannerbetreiung à moyen terme gratis ze maachen. Nun, och dat ass an dësem Gedankespill kee groussen Trouscht fir déi Famill do, well d'Kanner riskéieren herno op der Uni ze sinn, wann d'Betreiung dann eng Kéier gratis ginn ass.

Ech wëll do op d'Iwwerleeunge vun der Demokratescher Partei am Zesummenhang mat der Familljepolitik verweisen, wou mir eis och mat där doter Fro beschäftegt hunn. Mat der Fro: Ass et normal, datt mer dach relativ vill vun den Elteren an de Betreiungsstrukture verlaangen? Virun allem vun Elteren, déi e mëttlert an en héicht Akommes hunn. Mir mierken dach - ech selwer si jo a menger Fonctioun als Buergermeeschter Gestionnaire och vun esou Betreiungsstrukturen -, datt Elteren, déi e gewëssene Revenu hunn, hir Kanner ofmellen, well se sech iergendzwousch aneschters eng aner Solutioun organiséiert hunn an dat derzou féiert, datt de soziale Mix an deene Strukturen net ëmmer dee gënschtegsten ass.

Och mengen ech soll ee considéréieren, datt, wa mer d'Betreiung abordabel maachen, d'Elteren d'Chance kréien, zu zwee schaffen ze goen, sech selwer zwee Revenuen ze verschafen, herno och méi kënne Steiere bezuelen a cotiséieren an duerfir och en Deel op d'mannst vun der Betreiung selwer kënnen doduerjer finanzéieren, wéi jo récemment vun enger Schwäizer Etüd beluecht ginn ass.

Fir déi doten Diskussioun emol eng Kéier am Fong ze féieren, do wëll ech d'Propositioun vum Premier gären opgräife fir ze soen: Kommt mir kucken, ob mer net a Richtung vu gratis Betreiung kënne goen. Kommt mir kucken emol, wéi mer eis Betreiungsstrukturen, finanziell gesinn, organiséieren. Mä duerfir bräichte mer - och mir als Parlament - awer eng Rei vun Donnéeën, an déi wéilte mer kréien. Duerfir, Här President, hu mer proposéiert, eng Motioun hei zum Vote ze stellen, fir dann eng Diskussioun ze lancéieren, déi sech opgrond vun enger ganzer Rei vun objektiven Donnéeën hei am Haus kann organiséieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- consciente que la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle demeure aujourd'hui une des premières préoccupations des jeunes familles;

- considérant que le financement de la garde d'enfants constitue pour les foyers à revenus modérés un réel casse-tête financier;

- relevant le programme gouvernemental stipulant que «dans le cadre d'une meilleure harmonisation entre la vie familiale et la vie professionnelle, [les deux partenaires] entendent considérablement accentuer les efforts en matière d'extension de l'offre de structures d'accueil pour enfants»;

- notant l'annonce faite par Monsieur le Premier Ministre à l'occasion de la déclaration sur la situation économique, sociale et financière du pays dans laquelle il s'est exprimé pour l'instauration d'un régime gratuit en faveur de la garde d'enfants;

invite le Gouvernement à

- mettre à la disposition de la Chambre des Députés des données chiffrées permettant de clarifier, si une réforme du régime financier en faveur de la garde d'enfants s'avère être financièrement réalisable.

(s.) Claude Meisch, Gast Gibéryen, Charles Goerens, Viviane Loschetter, Carlo Wagner.

Wat fir déi Musterfamill do natierlech eng vun deene gréisste Belaaschtunge momentan ass, dat ass d'Wunnen an de Remboursement vum Prêt. Do proposéiert dës Regierung jo den „Pacte Logement". En „Pacte Logement", wou Der wësst, datt mir als Demokratesch Partei méi wéi skeptesch sinn. Eppes ass op jidde Fall kloer: Wann d'Chamber den „Pacte Logement" wäert gestëmmt hunn, dann dauert et jo nach, mir haten eng Kéier ausgerechent, aacht Joer, bis déi éischt Koppel de Schlëssel wäert an de Grapp kréien a wäert kënnen aplënneren an eent vun deenen Haiser, dat dann duerch den „Pacte Logement" entstanen ass. Also och do nees ass fir déi dote Famill séier wéineg gemaach ginn.

Nun, Dir kennt och eis Positioun dozou. Mir mengen, datt mer méi a méi schnell musse bauen. Mir mengen, datt mer d'Prozedure musse straffen, datt mer eng ganz Rei vun deenen och wierklech groussen Immobilieprojeten, déi um Instanzewee sinn, mussen duerch déi Prozeduren do kréien. Mir mengen och, datt den Intérieur endlech muss à même sinn, seng eegen Délaien, déi en a sengem eegene Gesetz definéiert huet, anzehale fir seng Avisen ze ginn. A mir mengen och, wann de Logement eng Prioritéit ass an der Regierung, datt mer mussen eng concertéiert Politik maachen, amplaz e Kompetenzgerangel tëschent eenzel Departementer a Ministèren, déi mat Immobilieprojeten de près ou de loin eppes ze dinn hunn. Dat géif eis vill méi bréngen. Dat géif eis méi schnell eppes bréngen, wéi den „Pacte Logement" jee kéint bréngen.

Da geet et awer och ëm den Energieverbrauch. Mir sinn d'accord domat fir d'Heizkostenzoulag auszeweiten. Mir mengen awer, datt dat eleng net duergeet als Politik. Mir musse kucken, datt d'Leit mat deene gestiegenen Energiepräisser och iergendwéi zu Wee kënne kommen, an dat geet eben nëmmen, wann ee manner verbraucht.

Wann ech och do erëm eng Kéier d'Propositioune vun der Regierung analyséieren, wat se mécht fir Leit ze encouragéieren, an d'Renovatioun vun hiren Haiser ze investéieren, wat se mécht fir Leit ze encouragéieren, an erneierbar Energien ze investéieren, da fannen ech och do séier wéineg eppes, wat där doter Famill kéint gerecht ginn. Firwat? Et gëtt natierlech Subsiden, mä et gëtt och ëmmer en Deel, deen ee selwer muss finanzéieren, a mat deem, wat dëser Famill bleift, gëtt näischt selwer finanzéiert. Do gëtt d'Haus net renovéiert, do gëtt keng Solaranlag op den Daach gestallt an och keng aner innovativ Technologie gëtt sech ugeschaaft.

Duerfir menge mer, datt mer eis mussen d'Fro stellen: Wéi kréie mer Systemer hin, wou de Stat oder wou eng Gemeng kann hëllefen, wou mer de Bankesecteur vläicht mat eranhuelen, fir och déi doten Investitiounen an erneierbar Energien, an Haiserrenovatioun oder an aner Energiespuermoossname kënne virzefinanzéieren, datt och eng Famill mat klengem a mëttlerem Akommes sech déi ka finalement leeschten? Well dann hu mer dauerhaft eppes gemaach, da kann déi Famill mat hirem Revenu iwwerliewen, an dat trotz de steigenden Energiepräisser.

Ënnert dem Strëch muss ee soen, datt duerch déi Mesuren, déi proposéiert gi sinn, d'Situatioun vun der Mëttelschicht - also vun deenen, déi méi e groussen Aarmutsrisiko awer déi lescht Zäit erfueren - eigentlech net däitlech verbessert ginn ass. An et ass jo grad d'Mëttelschicht, déi de Motor vun eiser Gesellschaft ass. Et sinn déi Leit, déi Verantwortung droen. Et sinn déi Leit, déi all Dag schaffe ginn. Et sinn déi Leit, déi fir sech suergen, déi fir hir Kanner suergen, fir hir Famill suergen, déi zum Deel och zum Finanzement vum Allgemengwiese bäidroen.

Wa mer ze vill Laaschten op déi Schëlleren do vun der Mëttelschicht hei am Land dräcken, da packe si et iergendwann och eng Kéier net méi, an et sinn awer schlussendlech si, déi dëst Land mussen droen.

Duerfir brauche mer en Entlaaschtungsprogramm fir d'Mëttelschicht. Duerfir brauche mer méi en offensiivt Virgoe bei der Upassung vun der Steiertabell. Duerfir musse mer kucken, wéi mer Wunne wierklech erëm bezuelbar maachen, andeems mer méi a méi schnell hei zu Lëtzebuerg gebaut kréien. Duerfir begréisse mer allerdéngs och, datt d'Scholdzënse méi wäit kënnen ofgesat ginn, wéi dat bis ewell de Fall war. Dat ass eng richteg Mesure.

Mir mengen och, datt d'Betreiung muss finanzéierbar bleiwe fir elengerzéiend a fir beruffstäteg Elteren. Deen, dee schafft, muss och doduerjer kënnen iwwerhaapt emol erméiglecht kréien, datt en enger berufflecher Aktivitéit kann nogoen. A mir brauchen nei Finanzéierungsmodeller fir Energiespuermoossnamen. Doduerjer kréie mer méi Kafkraaft. Mir kréie méi Konsum, an och dat bréngt finalement erëm eng Kéier dem Stat méi Steieren an d'Keess.

Wann dat doten eng Famill ass, déi wierklech d'Mëttelklassfamill ass hei am Land, da wëlle mer jo net wëssen, wéi et bei deenen ass, déi manner hunn. An et gëtt der vill, déi manner hunn. Iwwert d'Halschent vun de Familljen hu manner Akommes wéi déi Famill, déi ech elo genannt hunn. Déi kënne bis ewell vun enger Rei vu méi Hëllefe profitéieren, mä trotzdeem gëtt Liewen an Iwwerliewen hei zu Lëtzebuerg nach méi schwéier. An duerfir, hunn ech gesot, kënne mer déi Mesurë matdroen, déi vun der Regierung proposéiert gi sinn. Déi Mesure fir de Mindestloun ze erhéijen, fir Abattementen a Steierkreditter ëmzewandelen, fir e Chèque service fir d'Kannerbetreiung anzeféieren, fir d'Allocation de chauffage auszeweiten.

Mir hätten allerdéngs nach gären, well villes ass hei an de Raum gehäit ginn, emol kloer Chifferen op den Dësch. Mir wëlle wëssen: „Wie betrëfft et? Wéiwäit ass dat? Wat kascht et de Stat a wéi gëtt et organiséiert?", éier ee sech definitiv kann dozou äusseren. Mä mir mengen, datt mer an esou enger akuter Situatioun sinn, datt mer déi Mesuren do deene Leit schëlleg sinn an datt mer se duerfir och wäerte matdroen.

Mir däerfen eis allerdéngs net dorobber beschränken. Well wa mer dat géife maachen, da géife mer eng Aarmutsbekämpfungspolitik maachen, déi d'Leit eigentlech an der Aarmut léisst, amplaz datt se d'Leit aus der Aarmut eraushëlt.

Mir mussen also kucken, datt mer ewechkommen dovunner, datt mer ëmmer méi Familljen hei am Land an enger Situatioun hunn, déi net méi duerch hir eegen Aarbecht sech kënnen ernähren an eens ginn, mä déi duerch sozial Transferten dach iwwer Waasser gehale ginn. Och dat ass keng gesond Situatioun.

Et wäert een ëmmer där Leit hunn, mä déi Politik, déi hei gemaach gëtt, dréit dozou bäi, datt d'Zuel vun deene Stéit nach emol méi héich wäert ginn, an duerfir däerf déi Politik net eleng gemaach ginn. Duerfir musse mer se begleeden, a begleeden, andeems mer probéieren d'Leit ze aktivéieren. Aktivéieren, fir aus der Aarmut erauszekommen.

Eng wierklech Aarmutsbekämpfungspolitik setzt do un, wou ee fir d'alleréischt emol Aarbecht huet, wou d'Leit kënne schaffe goen, wou d'Leit kënnen een oder zwee Revenuen am Stot sech selwer beschafen, an och do ass et méi schwiereg ginn déi lescht Joren. De Premierminister huet eng Rei vu Chifferen hei genannt, a wann een d'Statistike vun der Adem esou kuckt, da wonnert et een och net, datt hie just exactement déi Chifferen do erausgeholl huet.

Ech liesen e puer aner Chifferen an deene Statistiken: De Chômage ass zënter 2004 ëm 15,2% an d'Luucht gaangen. De Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet eis jo och nach op der Ouverture vun der Foire de leschte Samschdeg eigentlech schonn drop preparéiert, datt de Chômage déi nächst Zäit weider wäert wuessen, well mer méi e gerénge Wirtschaftswuesstum hei am Land hunn.

Fir Aarbechtskraaft, fir Kafkraaft ze kréien hei am Land, brauche mer fir d'alleréischt e gudden Deel vun de Leit an Aarbecht. Nun, et sinn der méi, déi keng Aarbecht fonnt hunn, wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war.

Duerfir proposéiere mer - a mer bleiwen dobäi - eng grondleeënd Reform vun der Administration de l'emploi. An do wëll ech soen, datt ech e bëssen enttäuscht si vun deem, wat ech d'lescht Woch héieren hunn, well do war op jidde Fall an deene Méint an an deenen zwee Joer virdru schonn e bësse méi Courage do, wat d'Reform vun der Adem ubelaangt. Do war jo emol ugeduecht ginn, och op Regierungssäit, op der Säit vum Minister Fränz Biltgen, fir d'Adem an en Établissement public ëmzewandelen. Dat hunn ech net méi héieren déi lescht Woch. Et ass geschwat ginn, datt e puer Placeurë solle bäikommen, datt déi och besser formëiert sollte ginn. Dat ass mat Sécherheet net falsch, mä dat geet bäi Wäitem net duer. Dir wësst, datt eiser Meenung no d'Administration de l'emploi ewech muss komme vun der Aufgab, fir den Aarbechtsmaartproblem ze verwalten, an eng Agence muss ginn, déi virun allem Weiderbildung offréiert.

An enger Zäit, wou mer hei zu Lëtzebuerg dausende vun Aarbechtsplazen d'Joer schafen an awer gläichzäiteg de Chômage wiisst, musse mer et ronnkréien, datt mer deene Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, esou vill Bagage mat op de Wee ginn, datt se iergendzwousch à même sinn, dann och eng Aarbecht unzehuelen. Dat muss déi primär Aufgab gi vun esou enger Weiderbildungsagence.

Mir mengen och, datt déi Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, déi gehollef kréien, déi vum Stat a vun der Allgemengheet d'Hand gereecht kréien, datt déi déi Hand och selwer mussen ausstrecken, fir déi Hëllef ze akzeptéieren, an datt duerfir een, deen eng gewëssen Zäit keng Aarbecht fonnt huet, entweder eng Aarbecht am öffentlechen Interesse muss unhuelen oder obligatoresch bei esou Weiderbildunge muss matmaachen. Aneschters geet et net. Aneschters ass och dat, wat jiddferee mëttlerweil als Konzept presentéiert - „Fordern und fördern" - net méiglech. Mir brauchen och déi dote Politik hei zu Lëtzebuerg.

Mir hunn och scho säit Laangem proposéiert, fir d'Privatvermëttlung hei zouzeloossen. D'Privatvermëttlung ass an deem Sënn ëmmer hëllefräich, well jiddfereen, dee vermëttelt ass, ass emol gutt vermëttelt a brauch net méi vun enger öffentlecher Instanz gehollef ze kréien.

Eigentlech begréisse mer och, datt en Element vu privater Vermëttlung dann awer an d'Politik erakomm ass an datt, nodeems dat virun zwee, dräi Joer schonn ugekënnegt ginn ass, iwwert de Wee vun den Interimsfirme gekuckt soll ginn, datt och déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg op der Sich sinn no enger Aarbecht, iwwert d'Interimsfirmen dann an den Aarbechtsmaart kënnen erëm erakommen. Dovunner erwaarde mir eis och eng Verbesserung vun der Situatioun an duerfir ass dat en Element, wat mer ënnerstëtzen.

Wa mer méi Aarbecht wëllen hunn, da musse mer d'Leit och da schaffe loossen, wann Aarbecht do ass. An dat kann nun eben emol och um Weekend sinn, dat kann nun och emol de Sonndeg sinn. Wann d'Leit da wierklech wéilte sonndes akafe goen, firwat verbidde mer dat dann? Firwat wëlle mer dann herno, datt déi Leit iwwert d'Landesgrenzen eraus akafe ginn?

Wa mer gären Aarbecht schafen hei am Land, wa mer de Leit wëllen ënnert d'Äerm gräifen, wa mer och deenen ënnert d'Äerm wëlle gräifen, déi net d'Chance haten, eng ganz héich Qualifikatioun ze maachen, da mengen ech, da musse mer kucken, datt mer eise Commerce och esou kënnen opstellen, datt en da ka verkafen, wann d'Leit wëllen akafe goen.

Méi Betreiung brauche mer, well wa mer Betreiung ubidden a Betreiung och esou organiséieren, datt se fir d'Familllje wierklech eng Léisung duerstellt, da kënnen d'Leit schaffe goen, da kënnen d'Leit och an engem Stot zu zwee schaffe goen, wat soss oft net méiglech ass, a si kënne sech och do zwee Revenuë selwer erwirtschaften.

An do sinn ech frou, datt de Premierminister gesot huet, jo et geet weider mam Ausbau vun de Betreiungsstrukturen, well ech hat d'Impressioun an deenen Debatten, déi mer iwwert d'Familljepolitik haten, wou mer och doriwwer diskutéiert hunn, datt deen Engagement net méi géif gëllen. Duerfir sinn ech frou, datt d'Regierung awer op hir ursprünglech Positioun zréckkomm ass, fir ze soen, mir brauche méi Betreiungsstrukturen hei am Land, an datt se mat deem Ausbau do weiderfuere wëllt.

Mä da muss eben och d'Betreiung bezuelbar sinn. Si muss eben esou bezuelbar sinn, datt deen, dee schaffe geet, wann e kuckt, wat en u Steiere bezilt, wann e kuckt, wat en u Betreiung bezilt, finalement nach ëmmer méi huet wéi deen, deen net schaffe geet. A méi Flexibilitéit bei deene Betreiungsstrukturen ass och noutwendeg, well et gëtt eben eng Rei vu Beruffer, déi net zu deenen normalen Aarbechtszäiten ausgeübt ginn. Wa mer d'Betreiungsstrukture just dann op hunn, wa mir mengen, datt d'Leit géifen a misste schaffen, dann ass zum groussen Deel enger Rei vu Leit domadder am Land net gehollef.

Mir proposéieren och méi eng concertéiert Politik, wat d'Inflatiounsbekämpfung ubelaangt. Mir hätten eis munches eigentlech scho virun zwee, dräi Joer gewënscht, well en Deel vun deem, wat elo nach emol riets a lénks ugekënnegt gëtt, war deemools schonn op der politescher Agenda. Et ass

diskutéiert ginn an der Tripartite an duerno, fir zum Beispill déi staatlech Kontrakter, déi Kontrakter, déi de Stat mat privaten Entreprisen huet, ze desindexéieren. Nun, wann et zwee Joer gedauert huet, bis dat doten dann elo wierklech nach emol an Ugréff geholl ginn ass, dann hu mer do wäertvoll Zäit verluer.

Et ass och deemools gesot ginn, datt d'Approvisionnementsweeër vum Lëtzebuerger Handel missten opgebrach ginn, datt den Handel méi Méiglechkeet misst kréien, fir ze importéieren, datt en dohinner soll importéiere goen, wou d'Wueren och am bëllegste kënnen importéiert ginn, wat jo oft net de Fall ass, well mer iwwer ee speziellt Importland mussen importéieren.

Mir mussen eis dann och bewosst sinn, datt, wa mer d'Inflatioun wëlle bekämpfen, dat och geet, andeems mer méi Konkurrenz am Eenzelhandel zouloossen. Och dat muss eng Kéier haart gesot ginn, well d'Margë sech nëmmen dann op dat, wat ekonomesch noutwendeg ass, beschränken, wann e Marché genuch Konkurrenz huet.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, dee Richtungswiessel, deen d'Politik virgeholl huet, wat déi öffentlech Präisser ubelaangt. Déi lescht Joren hu mer vun der Regierung a virun allem och vum CSV-Innenminister ëmmer nees héieren, mir mussen öffentlech Déngschtleeschtunge käschtendeckend ubidden.

De jëtzegen Innenminister ass uechtert d'Land gezunn an huet gesot, mir sinn iergendwann deemnächst derbäi, datt mer e Waasserpräis vu 4,5 Euro d'Fudder hunn. An elo soll dat alles net méi gëllen. Nodeems déi Politik do jorelaang encouragéiert ginn ass vun dëser Regierung a vum CSV-Innenminister, gëtt elo gemaach, wéi wann dat der Däiwel wär a wéi wa mer dat direkt misste si loossen.

Mir wären da frou gewiescht, wann déi Iwwerleeung do éischter gefouert gi wär, wann een net Gemengen encouragéiert hätt, an déi dote Richtung ze goen.

Datselwecht, Här President, stellen ech fest, wann et ëm d'Betreiungsstrukture geet. Elo gëtt gesot, mir mussen d'Betreiung méi bëlleg maachen. Elo gëtt gesot, d'Präisser an der Crèche sinn och administréiert Präisser, also däerfen déi net no uewen ugepasst ginn.

Wat huet awer de Familljeministère gemaach vun 2007 op 2008? Eng Augmentatioun vun de Betreiungskäschte vu 6,5%, an ech hu jo virdru gesot, zu wat fir enger reeller Belaaschtung dat fir déi lëtzebuergesch Duerchschnëttsfamill réellement gefouert huet.

Nun, do hätte mer eis gewënscht, datt mer éischter emol déi dote Politik hannerfrot hätten, amplaz datt een elo eréischt domadder géif kommen.

A wa mer et méiglech maachen, datt Leit Energie kënne spueren, och duerch intelligent Modeller an duerch intelligent Virfinanzéierungssystemer, dann hëlleft och dat net onbedéngt, fir d'Inflatioun ze drécken, mä datt d'Leit éischter mat der Inflatioun a mat héijen Energiepräisser kënnen eens ginn.

Dann ass och vill iwwer selektiv Sozialpolitik Rieds gaangen. A selektiv Sozialpolitik steet an de Programmer vun der Demokratescher Partei, esou wäit ech mech op jidde Fall kann dorunner zréckerënneren. Nu sinn ech jo nach net dee ganzen Historique vun der Partei do aktiv mat derbäi, mä op jidde Fall déi Joren, wou ech mat aktiv derbäi war, hu mer gesot, mir wëllen eng selektiv Sozialpolitik, déi esou ausgesäit, datt deen, dee méi Hëllef brauch, och méi gehollef kritt. Ech si frou, datt elo riets a lénks heibanne lues a lues d'Leit dann awer och emol dat Wuert vun der Selektivitéit an de Mond huelen.

(Interruption)

Wat versti mir, Här President, ënner selektiver Sozialpolitik?

(Interruption)

Mir hunn eppes proposéiert, dat ass e Wunngeld, e Wunngeld integréiert an eis Virstellungen zur Familljepolitik, dat soll bezuelt ginn, wa Leit e klengt Akommes hunn a wa Leit Kanner zu hirer Laascht hunn. Et soll ee méi kréien, wann een e klengt Akommes huet, an et soll ee méi kréien, wann ee méi Kanner zu senger Laascht huet. Domadder géife mer wierklech d'Kanneraarmut verhënnert kréien hei am Land, an domat géife mer wierklech évitéiert kréien, datt Leit mat Kanner iwwert d'Grenzen ewech musse wunne goen. Et wär selektiv, well et kéint een et esou organiséieren, datt dann och wierklech dat, wat een un Hëllef géif ginn, dem Präis vum Wunnen, do wou ee wunnt, ugepasst kéint sinn. An dat ass eben emol hei am Land däitlech méi wéi am Ausland.

Wann elo gesot gëtt, datt d'Aféierung vun deene Steierkreditter - dat heescht d'Ofschafung vun engem Abattement an dann e Bonus, dee bezuelt gëtt - selektiv wär, da fannen ech allerdéngs, datt eise Modell vum Wunngeld nach e bësse méi selektiv ass. Well eise Modell vum Wunngeld hätt derzou gefouert, datt mer deene Leit, déi virun allem hei am Land wunnen, méi ënnert d'Äerm hätte kënne gräifen iwwer e Wunngeld, wéi nees deenen, déi déi aner Säit vun de Grenze vum Land wunnen. Ma neen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn d'accord, dass hei alles däerf gesot ginn - ech wäert jo nach dorop äntwerten -, mä dat doten ass strikt falsch,...

M. Claude Meisch *(DP).*- Wat ass da falsch dorunner?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...well ee Wunngeld net kann op den nationalen Territoire beschränkt sinn. Dat ass en evidente Rechtsprinzip.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Statsminister, mir hu jo awer elo schonn eng Rei vu Wunnengsbauhëllefen, ginn déi dann an d'Ausland exportéiert?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, well nach keen e Prozess gefouert huet. An all Kéiers do, wou et ëm steierlech Hëllefe gaangen ass, hu mer all Prozesser verluer. A bei alle Leeschtungen, och bei de Chèque-servicen, wäert Der erliewen, dass dat muss exportabel gemaach ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Do sinn ech jo ganz mat lech d'accord. D'EU-Regelwierk gesäit jo och vir, datt alles wat Sozialhëllef ass, wat eng Steierhëllef ass a wat eng familljepolitesch Hëllef ass, exportabel ass. Et gesäit et awer eben net vir, wat d'Wunnhëllef ubelaangt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Firwat musse mer dann de Frontalieren och d'Scholdzënse bei de Steieren accordéieren?

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä well dat Steiere sinn, Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä et geet awer net duer, dass Dir dat Wunngeld nennt, fir dass d'ganz Rechtsgemeinschaft international a kontinental seet: Dat doten ass Wunngeld.

M. Claude Meisch *(DP).*- Da kann een awer net soen, datt déi Léisung, déi Der elo proposéiert, besonnesch selektiv ass, well domadder gitt Der deem, deen hei an der Stad wunnt, ganz genau datselwecht, wat Der herno engem musst ginn, deen zu Tréier, zu Diddenuewen oder zu Arel wunnt. Mir wëssen awer, datt do de Loyer net iergendzwousch tëschent 15 an 20 Euro de Metercarré ass, mä datt en do vläicht 8 oder 9 Euro de Metercarré ass.

Une voix.- Et geet jo guer net ëm de Loyer.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et geet och net ëm de Loyer.

M. Claude Meisch *(DP).*- Duerfir plädéiere mir ebe fir méi selektiv Systemer, déi den Ënnerscheeder...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Entschëllegt, wann ech do ënnerbriechen. De Stat huet eng ähnlech Regelung agefouert. An de franséische Stat - ech hunn Droit studéiert a Frankräich, wéi aner Kolleegen hei och - ass jo besonnesch rechtsorientéiert, wat säi Rechtsverständnis ubelaangt, an dee gëtt de Frontalieren dat net. Da kucke mer emol, wéi mer - wéi géift Der soen? - dat Spill do dréinen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech bleiwen derbäi, datt mer eis do méi intelligent kéinten uleeën, fir méi selektiv ze sinn, a fir deen...

Une voix.- D'Fransouse sinn net ëmmer dat richtegt Beispill, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

(Interruption)

Den Här Bettel an den Här Meisch awer och net.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat sot Dir!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Bettel net. Pardon, Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt mer Selektivitéit net bis an déi lescht Instanz bei deem dote Modell, dee mer matdroen, Här Juncker, kënnen erëmfannen an datt ee sech do nach méi Gedanke kéint maachen, fir datt een engem, deen hei zu Lëtzebuerg muss wunnen, mat héije Loyeren an héije Kafpräisser, méi kéint hëllefen, wéi iergendengem, dee ronderëm wunne geet oder d'office do gewunnt huet. Dat ass an eisen Aen och selektiv Sozialpolitik.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hat gemengt, ech hätt elo grad eng Äntwert dorop ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Fir de Rescht, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer vill al Bekanntes an där Deklaratioun erëmhéieren. Do ware Punkten derbäi, déi hate mer an der Regierungserklärung 2004 héieren; Punkten derbäi, déi bei all Budget opgezielt gi sinn; Punkten derbäi, déi bei all Deklaratioun zur Lag vun der Natioun opgezielt gi sinn. Ganz villes schéngt nach net erleedegt ze sinn, vun deem, wat d'Regierung sech virgeholl huet, well villes steet jo nach um Ordre du jour fir dat lescht Joer vun dëser Legislaturperiod.

Ech wëll do awer och warnen a vläicht eis selwer warnen, datt, wa mir eis elo dat lescht Joer vun der Legislaturperiod ze vill virhuelen, mer awer musse Suerg droen, datt mer hei am Haus och eng seriö parlamentaresch Aarbecht gemaach kréien. Et däerf net gehaselt ginn. D'Parlament muss seng Aufgab seriö erfëllen. Et kann net esou sinn, datt dräi Méint virum Oflaf vun der Legislaturperiod dann d'Regierung nach mat Wënsch kënnt, fir dat Eent an dat Anert ganz schnell gestëmmt ze kréien.

Déi proposéiert Mesuren, wat d'Aarmutsbekämpfung ubelaangt, kënne mer matdroen. Mir stellen awer fest, datt et eigentlech der Regierung hir Politik elo ass, fir dorunner ze dokteren, fir d'Auswierkunge vun hirer Politik vun deene leschte véier Joer eenegermoossen ofzefiederen. Mir brauchen - dat wëll ech nach eng Kéier résuméierend festhalen - och eng aner Sozialpolitik nieft där doter, eng aktivéierend Sozialpolitik, fir Leit an Aarbecht ze kréien, fir Leit selwer d'Méiglechkeet ze ginn, aus hirer Situatioun kënnen erauszeklammen. A mir däerfen net higoen, datt mer d'Mëtt vun dëser Gesellschaft weider iwwer Gebühr strapazéieren.

Mir wëllen awer dëst Joer net nëmmen notzen, fir dat hei am Parlament ze diskutéieren, wat d'Regierung nach dem Parlament alles heihinner gëtt. Neen, mir mussen och kucken, datt mer inhaltlech diskutéieren. An do huet d'Demokratesch Partei awer ganz kloer eng Propositiounsavance - wann ech dat emol esou däerf nennen -, wann ech kucken, wat mer déi lescht Jore proposéiert hunn.

Vun deenen 33 Reformproposen - wat den Aarbechtsmaart, de Statsbudget, d'Steierlandschaft an d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen ubelaangt - ugefaangen. Mir hunn eng ganz Rei vu Propositiounen ënnerbreet, wéi och d'Statsausgabe kënne gebremst ginn, wéi se méi lues kéinten uwuessen. Dorënner ebe genau déi vun der selektiver Sozialpolitik.

Mir mussen eis iergendwa jo eng Kéier dee Subventiounsdschungel, dee mer hunn, ukucken. Brauche mer deen? Brauche mer en an där Form? Wat muss haut nach subsidiéiert ginn? Wat kënne mer a Fro stellen?

Mir hunn eng ganz Rei vu Propositioune gemaach, fir Betreiung och aneschters kënnen ze organiséieren, fir de Leit am Land ze erlaben, ebe Beruff a Famill kënnen ënner een Hutt ze bréngen. Mir hu proposéiert, de Congé parental ze reformëieren, fir datt och do vill méi Pappe kënnen dovunner profitéieren, datt och do Famillje mat mëttlerem an héijem Akommes méi staark dovunner kënne profitéieren.

Generell bei der Familljepolitik soe mer, datt mer déi Modeller, déi gutt waren am Laf vun deene leschte Jorzéngten, déi awer vläicht haut fir d'21. Jorhonnert net méi dat bréngen, wat se an der Zäit bruecht hunn, sollen a Fro stellen an an nei Modeller sollen iwwergoen.

Mir hu proposéiert, fir Schrëtt fir Schrëtt vun der Familljepolitik, déi geldleeschtungsorientéiert ass, eriwwerzegoen an eng Familljepolitik, déi sachleeschtungsorientéiert ass.

Mir hunn eng ganz Rei vu Reformvirschléi gemaach, fir den Aarbechtsmaart anescht-ters ze organiséieren, méi dynamesch ze organiséieren. Ech wëll lech net do all eis Propositiounen aus dem gesellschaftspolitesche Beräich opzielen. Ech kann lech awer elo schonn drop preparéieren, datt mer deemnächst och wäerten eis nei Iwwerleeungen zur Ëmweltpolitik an zur Bildungspolitik hei proposéieren. An och zu all deem doten - doru wëll ech erënneren - hu mer wéineg héieren an der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun. Dat dote schénge keng Chantieren ze si vun dëser Regierung.

Wa mer näischt driwwer héieren hunn, da kann dat och domadder zesummenhänken, datt dës Regierung awer eng Politik mécht, déi a wichtegen, an essenziellen Zukunftsfroen hannert zouenen Diere gemaach gëtt. Ech denken un - wéi de Premierminister et genannt huet - dee klenge Rentendësch, deen d'Parlament an d'Öffentlechkeet net associéiert. Et geet awer do ëm eng vun deenen zentralen Zukunftsfroe vun eisem Land: Wéi organiséiere mer eise Rentesystem esou, datt deen, deen haut fir d'éischt schaffe geet, dee fir d'éischt säi Bäitrag bezilt, d'Garantie huet, datt no 40 Joer Cotisatioun och nach eppes Sënnvolles derbäi erauskënnt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir wäert dach net op eemol hei ufänken, d'LSAP och nach wider Erwarten ze kritiséieren!

M. Claude Meisch *(DP).*- Wann dat lech erstaunt, mech erstaunt et net, well dat doten ass eng Propositioun, déi maache mer zënter dräi Joer.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass gutt, dass Der an der Woch méi équilibréiert gitt, wéi iwwert de Weekend.

(Hilarité)

M. Claude Meisch *(DP).*- Dee Rentendësch do solle mer an der Öffentlechkeet féieren, well mer der Meenung sinn, Här Premierminister, datt mer eng aner Diskussiounskultur hei am Land brauchen. Mir brauchen eng aner Sträitkultur. Net eng Sträitkultur, wou mir eis hei vläicht heiansdo an den Hoer hunn, mä eng Sträitkultur, wou no baussen däitlech gëtt, ëm wat et geet, wat d'Erausfuerderunge sinn, a wou mer d'Mënschen och op déi noutwendeg Reformen an dësem Land kënne virbereeden, wou d'Mënschen an dësem Land verstinn, wat fir eng Reformen datt musse gemaach ginn.

Well et gëtt ganz vill Leit an dësem Land, déi wëlle matschwätzen. Et gëtt ganz vill Leit, déi verstinn an déi wëssen, datt mer Reforme brauchen. Mä wa mer hei maache wéi wann et keng Problemer géif ginn an et kéim just ee Modell a Fro, an déi wichteg Diskussioune fannen hannert zouenen Diere statt, da brauche mer eis herno net ze wonneren, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Leit am Lëtzebuerger Land net richteg verstinn, ëm wat et da geet.

Mir sollen och nach eng Kéier drun erënneren - an dat ass en Opruff un eis alleguerten, wa mer elo Wahlprogrammer fir dat nächst Joer schreiwen -, datt mer et net nach emol däerfen esou mat de Leit maachen, wéi dës Regierung et gemaach huet, déi jo déi allermëiglechste Saachen an hir Wahlprogrammer geschriwwen huet. Wann et ëm d'Kafkraaft gaangen ass; wann et ëm den Index gaangen ass; wann et ëm Steiere gaangen ass; wann et ëm Chômage a Wunne gaangen ass, dann ass all Méigleches versprach ginn an alles aneschters ass finalement agetratt.

Och vun do, Dir Dammen an Dir Hären, kënnt de Vertrauensverloscht an d'Politik hier an och deem musse mer entgéintwierken. Duerfir brauche mer eng oppen Diskussioun, eng participativ Diskussioun. Mir brauche méi eng participativ politesch Diskussioun hei am Land, an dovunner war wéineg Ambitioun an der Ried vum Statsminister ze héieren, fir hei Projeten auszeschaffen. Iwwerhaapt ass dat Wuert „Zukunft“ ganz seele virkomm, well villes vun deem, wat proposéiert war, ass finalement just bis op de Stéchdatum vum 7. Juni 2009 gaangen.

Mä dat Land hei, dat lieft och duerno, an et däerf net esou sinn, datt mer just d'Land ad-

ministréiere bis dohinner, datt nach eng Rei vu Bonbonë verdeelt ginn an datt vill Versprieche gemaach ginn, déi finalement vill Leit wäerten enttäuschen. Duerfir sti mir fir eng grouss Zukunftsdebatt an duerfir solle mer och dat Joer hei notzen, nieft där viller parlamentarescher Aarbecht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. D'Wuert huet elo de Fraktiounschef vun der LSAP, den honorabelen Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, de 7. Juni ass net wäit ewech. Dat ass deen Dag, wou dat lescht Joer vun der Legislatur ugeet. Mä et geet selbstverständlech haut net ëm e Bilan, et geet och net ëm e Wahlprogramm, et geet ëm den Ofschloss vum Aarbechtsprogramm vun enger Legislatur.

Dës CSV-LSAP-Regierung ass eng Regierung vun de Reformen. Si huet sech virgeholl, a wichtegen Aspekter vun onsem Land Neies ze schafen, an der Aarbechtswelt, an der Ëmwelt, an der Klimapolitik, am Transport, an der sozialer Wirtschaftspolitik, an der Immigratioun an an der Gesellschaftspolitik.

D'Ried vum Statsminister stellt duerfir fir d'éischt e staarken an noutwendegen Appel un d'Ministeren, un d'Parlament, och un de Statsrot an all déi berodend Gremien duer, déi wichteg Reformprojeten ouni Verzuch ze behandelen, déi dës Koalitioun sech virgeholl huet. Déi Projete sinn oft komplex a politesch brisant.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dës Majoritéit huet gewisen, a weist all Dag, dass se d'politesch Kraaft an d'Duerchsetzungsfäegkeet huet, fir esou Projeten zum Enn ze féieren an doraus gutt Gesetzer ze maachen. E gutt Beispill dofir ass den Eenheetsstatut vum Salariat - et ass schonn e puermol hei gesot ginn, ech wëll dat och ënnersträichen -, eng Zesummenaarbecht vun CSV- an LSAP-Ministeren.

Dëst ass eng Koalitioun, déi bis zum Schluss vun der Legislatur wierksam a gutt duerchduechte Reformgesetzer ofschléissen an ëmsetze wëllt. D'Chamber ass mat doran engagéiert. Besonnesch d'Kolleege vun der Koalitioun wëssen, wéi vill Aarbecht doranner stécht. Dat fir ze soen, dass mer elo net u bëlleger Virwahl- oder Parteipolemik interesséiert sinn.

Mir wëllen ons Aarbecht zu Enn féieren. Als Majoritéit hoffe mer dobäi selbstverständlech op d'Zesummenaarbecht vun alle Fraktiounen. D'Liewen, mengen ech, ass bekanntlech kuerz a wat mer haut net maachen, ass muer iwwerholl.

Ech soen och, Här President, dass net onbedéngt alles perfekt ass, wat mer maachen. An duerfir lauschtere mer no, wat u Kritik vun anere Parteien an aus der Gesellschaft kënnt.

Ech hu vun der Oppositiounssäit dräi Zorte Kritiken héieren, just fir déi ervirzehiewen. Déi eng seet, d'Regierung hätt selwer d'Präisser an d'Luucht gedriwwen an dunn den Index moduléiert. Mir wäerten herno d'ADR mat hirer bekannter Litanei, déi mer schonn e puermol héieren hunn, dozou héieren. Si reprochéiert der Regierung, Sozialofbau bedriwwen ze hunn, besonnesch well den Index zum Deel ausser Kraaft gesat gouf.

Nun huet d'Indexmoduléierung vun 2006, mat verstännegen a responsabele Sozialpartner ausgehandelt, gehollef, d'öffentlech Finanzen erëm an d'Gläichgewiicht ze bréngen. Dëst war an ass eng absolut Noutwendegkeet, déi vu kengem heibanne bestridde gëtt. Ech hu kee gehéiert, deen dat refuséiert huet.

Bis 2007 war den eigentleche Statsbudget am Defizit. D'Spuermoossname vun der Tripartite 2006 hunn dozou bäigedroen, deen Defizit an e Boni ëmzekéieren, wat elo erlaabt, d'öffentlech Präisser anzefréieren an d'Inflatioun ze bekämpfen.

Och den Index stellt keen a Fro. Dem Statsminister seng Ried, wëll ech hei ënnersträichen, enthält e kloert Bekenntnis zur integraler Indexupassung erëm vum 1. Januar 2010 un, wann d'Tripartitegesetz ausgelaf ass. Dat entsprécht deem och, wat d'LSAP wëllt a wat ons Partei op hirem Kongress zu Wolz am Mäerz 2008 verlaangt huet.

Déi zweet Zort Kritik - an der Haaptsaach vun der DP - klot, dass iwwert d'Finanzéierung vun den ugekënnegte Moossname wéineg bekannt ass, näischt bekannt ass. Sécher hu mir d'Suerg vun der Finanzéierung, a besonnesch am Kader vu gesonden öffentleche Finanzen. Et geet net duer ze mengen, de Stat géif am Geld schwammen, wéi dat oft dobausse gesot gëtt, wann en haut - 2007 - onerwaarterweis Boni mécht.

De Conseil économique et social huet a sengem Avis fir 2008 seng Rechnung fir d'Recettë vum Stat gemaach an op d'Fragilitéit dovunner higewisen. Et stelle sech munch Froen op der Recettësäit. De Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, deen un der Basis jo vun onsen Einnahmen ass, ass an der Steierkonkurrenz mat anere Länner vun der Europäescher Unioun. D'Regierung wëllt duerfir d'Kierperschaftssteier graduell op 25% erofsetzen an den Droit d'apport ofschafen, also wëllentlech op Recettë verzichten. Hei wëll ech soen, dass d'Absicht, fir no der Assiette ze kucken an déi eventuell ze vergréisseren, och ze begréissen ass.

D'Recetten aus den Accisë maachen ons grouss Suergen. Si wäerten 2008 an an de Joren duerno méi oder wéineger stagnéieren. Bis 2012 musse mer jo bekanntlech d'Accisen op den Diesel opgrond vun europäeschen Décisioune weider unhiewen. Et ass schonn eng Direktiv ugekënnegt, fir den Différentiel bei den Accisë bis 2016 ganz verschwannen ze doen. Dat géif à terme, no de Berechnunge vum Conseil économique et social, Abousse vu 750 Milliounen a méi ausmaachen.

Wéi mer den Tanktourismus ofbauen, andeem mer e lues an net brutal auslafe loossen, ass nach net erausfonnt ginn. Hei annoncéiert sech e risegt Lach an onsen Einnahmen. A wéi d'Recetten an der Kierperschaftssteier sech entwéckelen, hänkt sécher vill vun de Finanzmäert of, déi jo bekanntlech liicht labil sinn.

Dat alles verlaangt sécher eng wäitsiichteg a virsiichteg Finanzplanung an dat verlaangt virun allem Selektivitéit bei den Ausgaben, anescht gesot prezis Prioritéiten an der Ëmverdeelung an an den Investissementer. Béides verlaangt politesch Kloersiicht, a fir d'LSAP stinn dobäi sozial Solidaritéit an nohalteg Moderniséierung vun den Infrastrukture ganz uewen.

Dass elo d'Finanzéierung an d'Schätzung vum soziale Steierpak vun dëser Deklaratioun net virläit, ass ze verstoen. Dës Ried gëtt am Mee gehalen. D'Mesurë gi fir 2009 annoncéiert. Villes, wat an de Budget vun 2009 kënnt, hänkt vum reellen an erwaarte Wirtschaftswuesstum am Laf vun dësem an dem nächste Joer of.

De Statsminister mécht am Mee 2008 e kloert Bekenntnis fir d'Prioritéite vun der Regierung. Dat ass dat politescht Signal, de politeschen Engagement am Ableck wou ugefaange gëtt, de Budget opzestellen, an et ass dat wat elo zielt.

Eng drëtt Zort Kritik hunn ech vun deene Grengen héieren. Déi Steierkreditter, wéi zum Beispill d'Zoulag fir d'Deierecht, déi heiteg Allocation de chômage, dat wär eng Drëps op e waarme Steen, net laangfristeg genuch. Besser wär et, soe se, sech nohalteg ëm Alternativen zum Uelech ze bekëmmeren, amplaz elo iwwer eng Zoulag d'Uelechmultien nach weider ze fidderen.

Esou Aussoe sinn erstaunlech vun enger Partei, déi emol eng Kéier e Bensinspräis vun 100 Lëtzebuerger Frang propagéiert huet. Keng Regierung a besonnesch keng, déi sozial denkt, ka vun hirer Verflichtung entbonne ginn, direkt a geziilt ze hëllefen, wann et de Leit un d'Liewegt geet, an zugläich den Equiliber mat dem Klima an Ëmweltschutz ze sichen.

Dës Regierung denkt op ville Pläng an an der Haaptsaach nohalteg a laangfristeg. Dat ass de Fall fir d'Klimaschutzbausteng vum Ëmweltminister grad wéi fir d'Beméiunge vum Energieminister alternativ Energie an Energieeffizienz ze förderen. Vun deenen zéng Kyotobausteng sinn der néng op de Schinnen. Den Ëmweltminister huet dat kloer an der zoustänneger Kommissioun duergeluecht. Dat ass de Fall bei der virsiichteger Haltung vun der Regierung zum Biosprit, bei der Ökologiséierung vum Wunnengsbau, bei der Kyotokompatibilitéit vun öffentlechen Ausschreiwungen. Also kuerz a laangfristeg zugläich handelen, déi kloer Zilsetzungen net aus den Ae verléieren, awer och Kollateralschied net vergiessen, an dann direkt handelen, dat ass, wat dës Regierung mécht.

Här President, d'Politik, déi de Statsminister a senger Ried duergeluecht huet, dréit d'Handschréft vun den zwou Majoritéitsparteien, déi sech der sozialer Solidaritéit an der Moderniséierung vum Land verschriwwen hunn. Ech wëll sécher net den Oppositiounsparteie weder de Wëllen zur Reform nach d'Fäegkeet sozial ze handelen ofspriechen. Ech sinn awer der Meenung, dass déi villschichteg a komplex Politik vu sozialer Solidaritéit, gesellschaftspolitescher Moderniséierung an Erneierung vun den Infrastrukturen haut nëmme vun dëser staarker Koalitioun vun CSV an LSAP gemaach ka ginn. Si beméit sech, keen um Wee stoen ze loossen, pragmatesch Léisunge fir déi reell Problemer vun de Leit unzebidden an zugläich d'Zukunft virzebereeden.

Wann de Statsminister als roude Fuedem duerch seng Ried d'Kohesioun vun der Gesellschaft zitt, dann heescht dat fir ons, dass d'Solidaritéit ënnert de Mënschen an dësem Land e wesentleche Prinzip vun der politescher Aktioun ass. Déi Solidaritéit spillt op verschiddenen Niveauen an dréckt sech op verschidde Manéieren aus. Et ass d'Solidaritéit mat deene Jonken an der Schoul an um Aarbechtsmaart. Et ass d'Solidaritéit mat de Loun- a Gehaltsempfänger, deenen hir Kafkraaft erhalen a verbessert muss ginn, d'Solidaritéit fir der Inflatioun, der Deierecht um Wunnengsmaart, der Deierecht vu Bensin an Hëtzes Meeschter ze ginn. Et ass d'Solidaritéit mat deene Leit, ob Elengerzéier oder Mindestlounempfänger mat Kanner, déi un der Grenz vum Wuelstand liewen.

D'Aussoe vum Statsminister sinn e Bekenntnis zu engem wäitgehenden Agréff vun der öffentlecher Hand, fir sozial Solidaritéit, fir sozial Gerechtegkeet ze garantéieren. De Stat soll staark sinn, e soll seng sozial Verantwortung iwwerhuelen.

Här President, vill geet Rieds vun de Gefore fir d'Kafkraaft. Keng Regierung däerf dës Entwécklung verkennen. Duerfir gëtt d'Steiertabell 2009 ëm weider 6% un d'Inflatiounsentwécklung ugepasst. Dobäi kënnt d'Erhéijung vum Abattement vun den Assurancen. Dëst ass gutt an nëtzlech fir jiddfereen, deen - dat Wuert ass schonn oft gebraucht ginn de Mëtteg - zur Mëttelschicht zu Lëtzebuerg gehéiert an dee wéinst der Inflatioun, a besonnesch den héije Pëtrolspräisser, ënnert der Erosioun vu senger Kafkraaft leit.

Wat d'Inflatioun selwer ugeet, huet d'Regierung d'Afréiere vun den öffentleche Präisser an Taxe verhaangen an hofft, dass d'Gemengen nozéien. D'Inflatiounsbekämpfung ass an enger Optik vu sozialer Solidaritéit gradesou wichteg, wéi d'Ëmverdeelung iwwert d'Steieren oder d'Steierkreditter. Mir wëllen net verheemlechen, dass dat fir d'Gemengeservicer an och staatlech Déngschter net einfach gëtt. D'Regierung an d'Gemengen, zum Deel op de Wonsch vun der Regierung hin, hu säit Joren d'öffentlech Déngschtleeschtunge méi käschtendeckend gemaach. Duerfir ass zum Beispill d'Annonce, d'Kannerbetreiung à terme gratis ze maachen, eng Ëmkéier an där Approche.

Ech wëll hei net am Detail op de Kuerf vun de ville selektive Moossnamen agoen, déi an der Ried vum Statsminister beschriwwe ginn. Si sinn an hirer Ausriichtung an Zilsetzung sozial richteg. Si si gemënzt fir Leit mat klengem Akommes, fir Elengerzéier, fir Familllje mat Kanner. Wichteg ass d'Method.

D'Politik iwwert de Steierkredit ass en Duerchbroch fir eng méi sozial Ëmverdeelung. Et ass eng Politik, déi d'LSAP säit Laangem gefuerdert huet, nämlech fir net nëmmen iwwert d'Steieren d'Akommes fir d'Leit alleguer ze erhéijen, dat heescht, fir déi, déi Steiere bezuelen, mä och fir déi en Ausgläich ze schafen, déi keng Steiere bezuelen, well hiert Akommes ze kleng ass. Dat si 40% vun de Leit. Dëst ass d'Aléisen och vun Engagementer bei der Tripartite vun 2006, d'Géigeleeschtung fir déi Sacrificer, déi duerch d'Indexmoduléierung vun de Sozialpartner akzeptéiert goufen. An där Hisiicht kann een och soen, dass déi Tripartite vun 2006 och do en Duerchbroch mat sech bruecht huet.

Laang Joren, Här President, hu mer ons schwéier domat gedoen, aus politeschen Ursaachen an aus techneschen Ursaachen. Politesch, well et méi einfach ass, mat der Stränz, amplaz selektiv virzegoen. Steiererliichterunge komme besonnesch der Mëttelschicht an den décke Revenuen zegutt. Technesch, well et net einfach ass, en onbürokratesche Wee ze fannen, fir Steierkreditter ze definéieren an auszebezuelen.

Mam Kannerbonus ass den Duerchbroch ugaangen. Et war fir d'éischt de Kannerbonus dëst Joer, mat gläichzäiteger Ofschafung vun der Steiererliichterung fir d'Kanner. Dës Mesure huet all Famill mat Kanner betraff. Et ass eng selektiv geziilte Mesure fir d'Familllje mat Kanner, onofhängeg vum Revenu, also fir jiddfereen d'selwecht.

Et geet elo weider mat dem Arbeitnehmerfreibetrag, deen als Steierkredit vun 300 Euro pro Joer fir all Salarié, egal wéi héich de Loun ass, ausbezuelt gëtt. Och de Rentefräibetrag gëtt als Steierkredit u jiddfereen ausbezuelt.

Déi Moossname schreiwe sech och an d'Virschléi vum Conseil économique et social an, also vun der Vertriedung vun de Sozialpartner. Och d'Caritas mécht ähnlech Virschléi. A sengem Avis zur Lag vu Lëtzebuerg am Joer 2008 freet de Conseil économique et social d'Regierung insgesamt, an hirer Politik fir d'Familljen an d'Kanner méi geziilt virzegoen. Esou sollen d'Leeschtunge fir d'Familljen duerch Naturalleeschtungen, wéi zum Beispill Chèque garderie, Kantin an esou weider, ergänzt ginn. Och schléit e vir, den Abattement monoparental zum Steierkredit ze maachen, wat jo vum Statsminister ugekënnegt gouf. Dobäi soll dee Bonus monatlech ausbezuelt ginn als Sozialleeschtung, net als Steierleeschtung considéréiert ginn.

D'Gesetz iwwert den „Pacte Logement" gëtt elo geschwë gestëmmt. D'LSAP erwaart sech vill dovunner. Besonnesch och duerch den Engagement vun de Gemengen am Wunnengsbau. Dozou soll e Steierkredit fir d'Scholdzënsen um Eegenheem kommen. Och hei gëtt eng steierlech Mesure, déi bis elo nëmmen deene profitéiert huet, déi Steiere bezuelen, duerch e Steierkredit ersat, dee jiddferengem zeguttkënnt.

Mir begréissen och, dass d'Regierung an der Kannerbetreiung nei Weeër goe wëllt. E massiven Ausbau vu schouleschen a sozialen Ariichtunge fir d'Kanner ass amgaangen. D'LSAP gesäit an enger héich qualifizéierter Betreiung e wesentlecht Instrument vu Chancëgläichheet fir d'Kanner alleguer an en noutwendegen Zousaz vun enger Reformpolitik an der Schoul. Et geet net nëmmen drëm, d'Kanner iergendwéi ze versuergen, et geet drëm, hinnen an der Fräizäit wéi och no der Schoul eng héichwäerteg Hëllefstellung ze offréieren. De Statsminister setzt als laangfristegt Zil d'Gratuitéit vun der Kannerbetreiung. Déi Lat läit héich. Mir ënnerstëtzen dëst Zil.

Villes bleift allerdéngs nach ze klären, zum Beispill wat d'Finanzéierung ugeet. Et ass virdru scho gesot ginn. Dobäi geet et natierlech net ëm de Stat eleng, mä och d'Gemenge spillen dobäi eng wichteg Roll. Bis mer esou wäit sinn, mussen Tëschenetappe kommen, fir dass mer eis fir all Kanner eng gutt Kannerbetreiung leeschte kënnen. Den „Chèque services" fir Familllje mat Kanner kann e Mëttel sinn, fir den Zougang an d'Crèche an an d'Maison relais ze erméiglechen. De Syvicol - gëtt ons gesot - wëllt esou e Chèque proposéieren, mat deem all Kand siwe Stonne pro Woch an enger Maison relais zegutt hätt. Och bei der Autosteier gëtt en Abattement fir kannerräich Familllje vum 1. Januar 2009 un agefouert. Also e ganze Pak och fir d'Familljen.

Dann nach, Här President, e Wuert zu de Schoulreformen. Dobäi spillt d'Personal natierlech eng besonnesch Roll, a ganz besonnesch och d'Enseignanten. De Statsminister huet keng Ausso iwwert d'Fro vun der Aklasséierung vun den Enseignanten aus dem Préscolaire an dem Primaire gemaach. Hien huet just gesot, dass keng allgemeng Gehälterrevisioun stattfanne wäert, mä dass d'Regierung, ech zitéieren, „d'Evolutioun vun den Diplomer, d'Responsabilitéiten an d'Missioune" wäert an den eenzelne Statscarrièren analyséieren. Et ass verständlech, dass am Ableck wou eng Conciliatiounsprozedur leeft, d'Politik sech zréckhält. Et bleift, dass et kruzial fir d'Schoulreformen ass, dass d'Enseignantë mat u Bord bleiwen, fir déi Reformen ëmzesetzen.

Et freet ons och, dass de Regierungschef mat grousser Däitlechkeet kloergemaach huet, dass d'ganz Koalitioun hannert de Reformpläng vun der Educatiounsministesch steet. D'Schoulreforme mussen am Interessi vun der Kohesioun vun onsem Land kommen. Kohesioun heescht, dass d'Kanner net nëmmen zesummen an d'Schoul ginn, mä dass se och zesumme réusséieren. Mir hätte gären, dass d'öffentlech Schoul zu Lëtzebuerg onst Vollek vu klengem un zesummebréngt. Duerfir muss déi Schoul sech un dat Vollek upassen a jiddferengem seng Chance ginn.

Wann op eemol portugisesch oder aner privat Schoulen opginn, kann dës Kohesioun a Fro gestallt ginn. Dat wëlle mer net, mä et geet net duer, dat net ze wëllen. Et muss positiv op esou Erausfuerderunge reagéiert ginn.

Chancëgläichheet an der Schoul heescht, dass jiddfer Kand déi Ausbildung kritt, déi senge Fäegkeeten entsprécht. Net jiddferee ka Kontabel oder Affekot sinn, mä jiddfereen huet e Recht drop, maximal a positiv gefördert ze ginn, fir dat Bescht aus deem

ze maachen, wat an him stécht, an net duerch e permanenten Échec schonn als Kand op en Ofstellgleis gestallt ze ginn. Duerfir ass d'öffentlech Schoul virun allem och eng solidaresch Schoul, en Instrument vu sozialer Kohesioun.

Mir begréissen och den héije Stellewäert, deen de Statsminister der Gesondheetspolitik gëtt. Mir begréissen dat, well den zoustännege Minister vun Ufank un eng proaktiv Politik mécht, déi jiddferengem eng qualitativ héich Fleeg garantéiert.

Un der Schnëttstell vu Gesondheetspolitik a sozialer Sécherheet steet d'Fleegeversécherung, déi net méi aus dem Sozialsystem ewechzedenken ass. Niewent der quantitativer Explosioun vu Personal a Patiente geet et ëm eng qualitativ héich stehend Fleeg. Hei soll eng kritesch Iwwerpréiwung vun der Qualitéit vun de Leeschtunge geschéien. D'Mënschlechkeet, de Versteesdemech fir déi eeler Leit ass dobäi gradesou wichteg wéi kompetent Servicer.

Här President, bei der Aarbecht gëtt d'Regierung aller Dereguléierungslogik eng kloer Ofso. De Kënnegungsschutz ass ze erhalen, den Akzent op onbefrist Aarbechtsverträg ze leeën, d'Leiaarbecht ass an hirer Roll als Aglidderungsinstrument an den Aarbechtsmaart ze gesinn.

Mir deelen dëse Plädoyer an och de Plädoyer an der Deklaratioun vum Statsminister géint d'Sonndesaarbecht.

Et bleift, dass de Chômage vun den Awunner a besonnesch de Jonken trotz deene villen neien Aarbechtsplazen och weider e Problem ass. Et ass e Problem, well mer et net fäerdeg bréngen, ons Chômeuren op déi nei Aarbechtsplazen ze setzen. Mir däerfen ons net vu Konjunkturlach zu Konjunkturlach mat enger méi héijer Sockelaarbechtslosegkeet offannen. D'Léisung läit an enger méiglechst perséinlecher Betreiung vu jiddfer Eenzelnem an der Adem, wéi se am Gesetz 5611 virgezeechent ass.

Här President, den 3. an de 4. Juli dëst Joer fënnt déi national Beschäftegungskonferenz statt. Dëst geet op eng Initiativ vum LSAP-Deputéierte John Castegnaro zréck. Mir si frou, dass d'Regierung dee Wee mat aschléit.

(Interruption)

Mir erwaarden ons dovunner wichteg Impulser…

(Interruptions)

…a wa méiglech en Aktiounsplang, fir d'Aarbechtslosegkeet nach méi wierksam ze bekämpfen. D'Beschäftegungsinitiativen hunn eng eminent wichteg Roll, fir Mënschen erëm zréck an den normalen Aarbechtsprozess ze bréngen. Dat soll de Projet 5144 regelen, dee jo scho jorelaang am Gespréich ass. Dëse Projet heescht elo „…portant rétablissement du plein emploi", nodeem dass en als Projet iwwert de Chômage social an d'Welt geschéckt gouf.

Wat schwéier vermëttelbar Langzäitchômeuren ugeet, kann eng gesetzlech Regelung och iwwert d'Économie solidaire Kloerheet schafen, an et wier interessant ze wëssen, ob mer op dësem Plang aktiv wëlle ginn.

Weider Mesurë si fir d'Aarbechtswelt ugekënnegt ginn. Den innerbetribleche Sozialdialog soll reforméiert ginn. D'Stoltripartite soll zesummentrieden. E Sproochecongé fir d'Arbeitnehmer soll an engem Gesetz geregelt ginn. Mobbing soll sanktionéiert ginn doduerch, dass den Accord tëschent den europäesche Sozialpartner iwwert den Harcèlement moral an d'Violence op der Aarbechtsplaz transposéiert muss ginn. En anere wichtegen Aspekt ass de Stress op der Aarbechtsplaz, wou d'Regierung aktiv soll ginn. D'Unfallversécherung soll reforméiert ginn.

Et gesäit een also, dass och um Plang vun der Aarbecht an den Aarbechtskonditioune moderniséiert a reforméiert gëtt. A mir sinn och dovunner iwwerzeegt, dass dee staarke Sozialdialog, deen Traditioun zu Lëtzebuerg ass, mat de Gewerkschafte vill dozou ka bäidroen, déi richteg Léisungen ze fannen.

Wichteg bleift, mengen ech och, dass an deene Solutiounen e Gläichgewiicht tëschent deem, wat gesetzlech festgeluecht gëtt, an deem, wat kollektivvertraglech geregelt gëtt, erhale bleift. Mir hu bis elo d'Deregulatioun duerch eng sozial verantwortlech Politik zu Lëtzebuerg wäit gehend verhënnert.

Déi dräi rezent Arrêtë vum Europäesche Geriichtshaff hu fir grouss Opreegung gesuergt, selbstverständlech och nach de Recours vun der Kommissioun géint d'Ëmsetze vun der Direktiv iwwert den Détachement vu Lëtzebuerg. Et gëtt gefaart, dass doduerch de Prinzip vum Ursprongsland, dee jo duerch déi sougenannt Bolkestein-Direktiv agefouert sollt ginn, duerch d'Hannerdier erëmkënnt. D'Entsenderichtlinn huet probéiert, de sozialen Dumping ze verhënneren. Nu bezitt déi Direktiv sech jo nëmmen op de sougenannten Noyau dur vu Gebidder, an alles wat doriwwer erausgeet, ass europawäit net geregelt. Ech wëll dorop méi prezis en Donneschdeg bei dem Lissabon-Vertrag zréckkommen.

(Interruption)

Här President, den Transport ass ee vun de relevante Problemer vun onser Zäit, déi op Mobilitéit schwiert. Déi Problematik hänkt enk mat der Organisatioun vum Land, mat der Landesplanung grad wéi mat dem Op-an Ausbau vun Aktivitéitszonen zesummen.

Ech wollt, wat den Transport ugeet, net nëmmen den Asaz vun der Regierung fir de Schinneverkéier begréissen, deen definitiv d'Réckgrat vun dem öffentlechen Transport hei am Land soll ginn. Dat ass och ee vun deene berühmte Paradigmewiessel zu Lëtzebuerg, nodeem dass mer an de 60er Jore systematesch d'Schinnen erausgerappt hunn an dem Bus an dem Individualverkéier d'Virfahrt ginn hunn.

Ech wollt als Stater eng Lanz fir den Tram an der Stad briechen. Sécher ass den Tram an der Haaptsaach eng nationalpolitesch Aufgab, mä e wäert wichteg Konsequenze fir d'Stad hunn.

Säit Laangem hunn ech a meng Partei an der Stad all d'Initiative fir den Tram an der Stad ënnerstëtzt. Ech hu bedauert, wéi de BTB duerch d'Koalitioun vun der DP an der CSV an der Stad zu Fall bruecht ginn ass.

Ech halen och der ADR hire Projet Schummer fir net akzeptabel, well ech gären en Tram duerch an net ënnert der Stad hätt. Esou en Tram gëtt enger Stad eng nei Nues.

(Interruption)

Gitt emol op Bordeaux, op Stroossbuerg, op Paräis souguer: Egal wou ass den Tram e Motor fir d'Moderniséierung an d'Verschéinerung vu groussen Deeler vun de Stied an och vu Vermënschlechung vum Verkéier an de Stied. Mir hunn elo endlech en Accord vu véier Parteien an der Stad an am Stat, fir den Tram fir d'éischt vun der Gare op de Kierchbierg an duerno bis Zéisseng an - wie weess - bis an de Südweste vun der Stater Agglomeratioun ze bauen.

Mir begréisse ganz ausdrécklech den Engagement vum Transportminister zesumme mam Bauten- a Landesplanungsminister fir déi Viraarbecht, déi do gemaach gouf. Mir hoffen, dass et elo zügeg weidergeet. Mir kënnen ons hei keen neien Échec oder Retard leeschten a géifen ons lächerlech maache mat enger „never ending story", wann et erëm eng Kéier e Flop géif ginn.

Här President, als Lescht wëll ech eng Partie Gesellschaftsreformen uschwätzen. Während am Sozialen Accorden ënnert de Koalitiounspartner ze fanne sinn, ass dat op dësem Gebitt méi problematesch. Bei munche Reformen ass d'CSV méi retizent wéi d'LSAP, woubäi et och an deenen zwou Parteien intern nach Ënnerscheeder gëtt.

Fir d'éischt wëll ech begréissen, dass sech lues a lues d'Iwwerzeegung breetmécht, dass et an engem Land vu 480.000 a muer enger hallwer Millioun Awunner op d'laang Weil net méiglech ass, nëmmen d'Halschent vun de Leit um politeschen Décisiounsprozess deelhuelen ze loossen. Déi europäesch Biergerschaft huet ons e bëssen dobäi gehollef, fir zu där Iwwerzeegung ze kommen. Doduerch kënnen Netlëtzebuerger ënner verschiddene Konditiounen un de Gemengerotswahlen an net Lëtzebuerger Uniounsbierger un den Europawahlen deelhuelen.

Op deem Wee wëlle mer mat engem neie Gesetz e puer Schrëtt méi wäit goen, fir d'Openthaltskonditiounen op zwee Joer erofzesetzen an den Délai fir d'Aschreiwen an d'Wielerlëschte bis dräi Méint virun de Wahlen ze verkierzen. Mä nach si mer net am europäeschen Droit commun - dat musse mer wëssen.

De Gesetzesprojet elo iwwert d'Nationalitéit, also déi sougenannt duebel Nationalitéit, huet als Zil, méi Netlëtzebuerger, déi laang hei wunnen a schaffen, oft hiert ganzt Liewe laang, dozou ze bréngen, d'Lëtzebuerger Nationalitéit unzehuelen an doduerch zu volle Bierger mat alle Rechten a Flichten ze ginn, also och mat wielen ze goen, also och politesch matzebestëmmen.

Dëst huet d'LSAP scho gefrot, wéi vill anerer nach gezéckt hunn. Et bestinn, wéi sengerzäit bei der Bedeelegung vun den Auslänner un de Gemengewahlen, vill Ängschten, déi een net iwwerdreiwe soll.

Mä Ängschte si schwéier ze räsonnéieren. Ech erënnere mech wéi 1992 den Däiwel un d'Wand gemoolt gouf, elo géifen d'Portugisen - fir se net ze nennen - do, wou se 40, 50% vun der Bevölkerung an enger Gemeng ausmaachen, de Pouvoir iwwerhuelen an d'Lëtzebuerger hätten näischt méi ze soen. Näischt vun all deem ass geschitt. 16 Joer duerno beméie mer ons nach ëmmer fir déi europäesch Biergerschaft ëmzesetzen, mat méi oder wéineger Succès.

Et wäert net anescht mat der sougenannter duebeler Nationalitéit goen. Mat de Konditiounen, déi méi strikt si wéi am viregten Nationalitéitsgesetz, wäerte mer déi éischt Jore mat zimlecher Sécherheet ënnert der haut schonn niddreger Zuel vun Naturalisatioune leien. Awer: „Der Weg ist das Ziel" an deem Sënn, dass mer mat deem Gesetz weisen, dass mer en oppent Land sinn, wat sech weiderentwéckelt.

De Premier sot zur Globaliséierung an zu den Ängschten, déi se ervirrifft - ech zitéieren hien -: Mir däerfen elo net ufänken, radikal lokal ze ginn. Dat ass genee dat, wat ech och mengen. E Land, wat fir säi Wuelstand, fir méi wéi d'Halschent vu senger Main-d'œuvre, fir seng Bildung, seng Kultur, bal säi ganze materielle Bedarf vum Ausland ofhänkt, muss an der Kommunikatioun mat de Leit heiheem a mat deenen dobausse flexibel a pragmatesch bleiwen.

De Premier huet sech dozou mat deem him eegene rhetoresche Balancement tëschent den zwee Extremen ausgedréckt oder positionéiert: weder kee Lëtzebuergesch nach ze vill Lëtzebuergesch, fir Lëtzebuerger ze ginn. Ganz genee weess wuel nach keen, wou hien drun ass. Muss dann elo en zukünftege Lëtzebuerger héichgescheit politesch Artikelen op Lëtzebuergesch verstoen a kommentéiere kënnen? Oder geet et duer, wéi d'Direktesch vum Centre de Langues zum Beispill an engem Interview gemengt huet, en einfacht Gespréich féieren ze kënnen?

Hei muss ee pragmatesch sinn, éischter no de Leit an der Kommunikatioun ze kucken, wéi no der Ideologie. D'Sprooch - all Sprooch - ass fir d'éischt e Mëttel, fir sech ze verständnegen an erëmzefannen, e Kommunikatiounsinstrument. Wann dat fonctionnéiert, da fonctionnéiert och d'Mateneen. Duerfir ass fir ons de Gesetzesprojet iwwert de Sproocheninstitut, deen de Centre de Langues ersetze soll, esou wichteg, well endlech méi Mëttelen, besonnesch fir méi Enseignanten am Lëtzebuergeschen, zur Verfügung gestallt ginn. Et huet nämlech kee Sënn, Här President, Aktivismus duerch Gesetzer a Verfassungsartikele virzetäuschen, wann et dobäi bleift.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Fir d'Zesummeliewen an d'Integratioun ass dat heiten, wat ech elo wëll soen, méi wichteg, wéi vill intellektuell Ausenanersetzungen iwwer Sproochen. Et ass d'Veräinsliewen, am Sport, an der Kultur, an der Protection civile, bei de Pompjeeën, bei den Hëllefsdéngschter, bei der Jugend: Dat ass gelieftent Zesummesi vun de Bierger vum Land.

Jiddfereen, deen an engem Quartier oder an enger Uertschaft wunnt, an där vill Auslänner wunnen, weess, dass de Kontakt an de Veräiner geschitt, dass d'Kanner an der öffentlecher Schoul zesummekommen. Iwwerall gëtt awer säit e puer Joer d'Noutbrems gezunn, well ganz einfach de Bénévolat ofhëlt a bal keng Fräiwëlleg sech fir d'Veräinsliewe fannen.

Dat huet sécher och mam moderne Liewen ze dinn, mat der Manéier wéi d'Uertschaften evoluéieren, mat der Aarbecht vun deem Eenzelnen. D'Hëllefsdéngschter hunn och schonn Alarm geschloen. De Stat kann natierlech hei net alles maachen, awer dach vläicht heiansdo e Coup de pousse ginn; hei e Subsid fir en Animateur, do eng Konventioun fir eng Partie Déngschtleeschtungen zur Verfügung stellen, fir d'Veräinsliewen op héijem Niveau ze halen an duerch déi Vie associative och den Tissu social zu Lëtzebuerg ze erhalen an auszebauen.

Gesellschaftspolitesch relevant ass och d'Gesetz iwwert d'Integratioun, dat d'Gesetz vun 1993 ersetze soll. Wéi de Statsrot a sengem interessanten Avis zu deem Projet seet, hate mer zu Lëtzebuerg ëmmer eng Approche, fir déi individuell Integratioun ze förderen, am Géigesaz zur Integratioun vu Communautéiten, wéi se an England oder an Holland besteet.

De Statsrot ënnersträicht, dass d'Integratioun e globale Prozess mat villen Elementer ass. Dozou gehéiert sécher eng sproochlech Kenntnis, eng Kenntnis vum Land, eng Participatioun um Liewe vum Land. Integratioun ass e Recht, mä keng Obligatioun an engem fräie Land, wou jiddferee liewe kann, wéi hie wëllt, wann hien dann d'Gesetzer respektéiert.

Gradesou relevant ass och d'Gesetz iwwert d'Immigratioun, dat fir d'EU-Auslänner wéi och d'Leit aus den Drëttlänner nei europäesch Regelen ëmsetzt. Europa wëllt a brauch legal Immigratioun, muss sech awer och géint illegal Immigratioun, déi oft duerch kriminell Machenschaften erbäigefouert gëtt, wieren.

Mir hunn och an dëser Legislatur en neit Asylgesetz gestëmmt, wat op dësem schwéiere Gebitt méi Uerdnung a méi Mënschlechkeet geschaaft huet. Bekanntlech ass och e Gesetzesprojet iwwert de Centre de rétention ënnerwee, deen noutwendeg ass, fir onse Prisong zu Schraasseg seriö ze entlaaschten.

Här President, och nach e Wuert zu anere Reformen. Fir d'LSAP bleift d'Reform vun der Scheedung dréngend.

Une voix.- Ech hunn och nach en anert Wuert.

Une autre voix.- Mir gläichen eis awer.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Dozou gehéiert de Rentesplitting, fir deen déi ideal Léisung net fonnt gouf. Elo schléit d'Regierung eng pragmatesch Léisung a Form vun engem Riichtersproch bei jiddfer individuellem Fall vir. De Riichter soll am Fall vun der Scheedung fir d'éischt d'Pensiounsrechter feststellen an d'Schold an där Hisiicht vis-à-vis vun deem anere Partner festleeën. Also, keng gesetzlech an allgemeng gülteg Regelung, mä eng pragmatesch Regelung au cas par cas. Wann dat d'Scheedungsreform endlech weiderbréngt, hu mir kee Problem domat. Mä op jidde Fall misst déi Reform bis Enn dës Joers duerch d'Chamber goen.

Ech wëll och am Numm vun der LSAP drop hiweisen, dass eng propper a kohärent Léisung fir esou Problemer déi ass oder op jidde Fall déi kéint sinn, d'Pensiounsrechter insgesamt ze individualiséieren an domat all d'Partner fir hir Altersofsécherung ze responsabiliséieren. Duerfir soll dee Partner, dee wéinst der Kannererzéiung seng professionell Aktivitéit ënnerbrécht, encouragéiert ginn, weiderzecotiséieren an dobäi och vum Stat ënnerstëtzt ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Och de Projet iwwert d'Responsabilité parentale fir d'Kanner, d'Responsabilitéit fir déi zwee Partner, déi sech scheeden, ze regelen, ass e wichtege Schrëtt an enger Zäit, wou d'Scheedunge méi heefeg ginn an et meeschtens d'Kanner sinn, déi drënner leiden.

Spéitstens schlussendlech nom Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff, also vun der Cour européenne des droits de l'Homme, besteet am Adoptiounsrecht Handlungsbedarf. Dat gëtt eng schwiereg Diskussioun, besonnesch och am Hibléck op d'méiglech Adoptioun fir gläichgeschlechtlech Koppelen.

Här President, sécher wären nach vill aner Aspekter ze behandelen. Ech denken un d'Kulturpolitik, un d'Entwécklung vun der Fuerschung an un d'Uni. Ech denken och un d'Orientatioun vun der Wirtschaftspolitik, un den Opbau vun neien Entreprisen am Zesummenhang mat der Fuerschung an un d'Diversifizéierung vun der Ekonomie. Mä d'Orientatioun vun den Aussoe vum Statsminister war dës Kéier fundamental eng sozial.

Et geet drëm ze rassuréieren, de Mënschen ze soen, dass de Stat hir Suerge versteet an dass e wëllt eppes maachen, fir dass se iwwert d'Ronne kommen. D'LSAP ass bereet, mat aller Kraaft dozou bäizedroen, all déi Mesuren a Gesetzer esou schnell wéi méiglech ze beschléissen an ëmzesetzen. Dass dovun d'Leit alleguer, a besonnesch déi, déi vill struewele mussen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, wäerte profitéieren, dovunner si mer iwwerzeegt. An duerfir hu mer Vertrauen an dës Regierung an an hir intern Kohesioun a Kraaft am leschte Joer vun der Koalitioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den dësjähregen État de la nation steet ën-

ner engem ganz anere Virzeechen, wéi déi vun de leschte Joren. Net, well et dee leschten ass vun der Legislaturperiod, och net, well et eventuell dee leschten ass vun der schwaarz-rouder Koalitioun, an och net, well et eventuell dee leschten ass vum Jean-Claude Juncker, mä well mer um Ufank vun enger neier wirtschafts-, sozial- an ëmweltpolitescher Ära stinn.

An deenen nächste Jorzéngte wäerten d'Konsequenzen an d'Auswierkunge vun der Energiekris déi sozioekonomesch Entwécklung dominéieren. Dës Kris wäert bewierken, datt mer fir d'Industrie an d'Verbraucher bannent kierzester Zäit an op breeder Front mussen Alternativen zum Pëtrol an doriwwer eraus zu de fossilen Energieträger am Allgemenge fannen.

D'Weltwirtschaft steet virun engem déiwe Strukturwandel, seet den onofhängegen Energy Watch Group an engem rezente Bericht. Dat, wat déi Gréng säit den 90er Jore gebetsmühlenhaft opweisen, ass elo amgaang an déi konkret Phas anzetrieden, an dat souguer vill méi schnell, wéi mer dat geduecht haten. Duerch déi kolossal wirtschaftlech Entwécklung vu China, Indien an och Russland, ass den Honger no Energie dramatesch geklomm an huet domadder all Zeenarië vun der Energiekris verschäerft.

Dobäi stinn Europa, Amerika a Japan an engem terribelen Dilemma. Eigentlech, wa mer gären hätten oder wéilten, datt déi Kris sech net esou schnell géif entwéckelen, datt mer méi Zäit hätte fir se ze meeschteren, misste mer versichen, de rasante wirtschaftleche Wuesstum vun deene Länner, also China, Indien a Russland, liicht mindestens ofzebremsen. Dat heescht, datt en net esou schnell weidergeet. Mä wa mer dat maachen, zerstéiere mer awer och d'Basis fir eisen eegene wirtschaftleche Wuesstum. Well et ass grad an déi Länner, wou ëmmer méi exportéiert gëtt, an et si grad och déi Mäert, déi maachen, datt mer am Moment méi gelooss wéi fréier op déi amerikanesch Rezessioun kënne kucken.

D'Lag ass komplizéiert, mä net ouni Chancen a Méiglechkeeten. Ënnert der Bedéngung awer, datt mer éierlech, ouni Tabu a mat Fantasie un d'Problematik eruginn. Nëmmen déi Länner, déi dat fäerdeg brénge wäerten, wäerten d'Kris iwwerstoen, an net nëmmen iwwerstoen, mä si wäerte souguer dann zu de Gewënner ginn an dëser Kris. Déijéineg awer, déi de Kapp an de Sand stiechen a sech virmaachen, et kéint een einfach wéi gehabt weidermaachen, déi beléien net nëmmen op eng sträflech Aart a Weis hir Bevölkerung, mä déi wäerte bei deem weltwäite Strukturwandel zolidd ënnert d'Rieder geroden.

Mä fir d'éischt emol zréck op déi virun enger Woch virgestallte Studië vum Energy Watch Group: Dësen onofhängege Grupp setzt sech aus héichkarätegen Experten aus Wirtschaft, Wëssenschaft a Politik zesummen, dorënner zum Beispill Vertrieder vun der „Deutsche Bank" oder souguer vun der däitscher Tankstellebranche. Et dréit sech also bei deem Grupp hei gréissten-deels net ëm Leit, déi elo direkt - géif ech emol soen - dem grénge politesche Milieu nostinn, mä wierklech ëm Leit, déi wëssen, vu wat se schwätzen, well et geet zum Deel ëm hir eegen Existenz.

Dëse Grupp stellt regelméisseg Fuerschungsaarbechten zum internationalen Uelechmaart zesummen. E vergläicht och all national, regional an international erstallte Strukturdaten zur Uelechförderung.

Dës Leit hunn elo an hirer rezenter Studië d'Verfügbarkeet vum Äerduelech bis 2030 ënnersicht, an d'Resultat ass méi wéi besuergniserregend. Si ginn dovun aus, datt de weltwäite Fördermaximum fir de Pëtrol schonn am Joer 2006 mat 81 Millioune Barrel pro Dag erreecht ginn ass. Säitdeem geet d'Produktioun zréck, an am Joer 2020, menge se, kéinten nëmmen nach 58 Millioune Barrel den Dag gefördert ginn, dat heescht, bal en Drëttel manner wéi dat, wat mer 2006 gefördert hunn.

De Josef Auer, den Energieexpert vun der „Deutsche Bank Research", seet - ech zitéieren: „Was Erdöl betrifft, liegt die Zukunft schon hinter uns."

Duerfir ass et och net esou, datt beim Pëtrol, esou wéi vill Bourssenhändler eis dat elo wëlle wäismaachen a leider, muss ee feststellen, och ze vill séier vu Politiker an hirer Kuerzsichtegkeet nawell gären ophuelen, déi massiv Präishaussë virun allem der Spekulatioun zouzeschreiwe wären.

Neen, et ass dee weltwäit kolossal gesteigerten Energiehonger, kombinéiert mam Enn vun der Steigerung vun de Fördercapacitéiten, deen d'Präisser dreift an och weider wäert dreiwen.

Uelech-Futuren, dat heescht also Finanzderivater am Zesummenhang mam Pëtrol, fir Liwwerunge vu Pëtrol, déi eréischt a fënnef Joer wäerte sinn, kaschten elo schonn 140 Dollar de Barrel, dat heescht, méi wéi den eigentleche Pëtrolspräis. An ech brauch jo heibanne kengem ze soen, datt déi Borschten, déi déi Futuren do haut kafe fir dee Präis, net dervun ausginn, datt d'Valeur dovunner a fënnef Joer méi niddreg wär wéi 140 Dollar de Barrel. Dat heescht, eleng un deene Finanzprodukter do gesäit een, wou mer histeieren.

An och wa mer gewësse Spekulatiounselementer an de Präisser hunn - dat ass iwwregens näischt Neits, well ëmmer wann et op de Mäert Verknappunge gëtt bei Produkter, da kënnt och en Element Spekulatioun dran -, esou soll kee sech Hoffnung maachen, datt iergendwann eng sougenannten déck Spekulatiounsblos géif platzen ass datt dann d'Präisser vum Pëtrol, mä doriwwer eraus vun de fossilen Energieträger insgesamt massiv géife falen.

Mir musse souwisou wëssen, datt, och wa mer bei anere fossilen Energieträger nach méi Capacitéiten hu wéi beim Pëtrol selwer, déi souwisou haut schonn zimlech enk un d'Präisser dovu geknäppt sinn.

Duerfir, laut dem Energy Watch Group léisst sech den héijen Uelechpräis absolut realwirtschaftlech erklären, ebe mat der Verknappung vun de Ressourcen. An hei gesi mer duerfir och, wéi enk déi ekologesch Problematik mat der energetescher an domadder mat der wirtschaftlecher a sozialer vun den nächste Jorzéngte verknäppt ass.

Fiwat maachen ech haut am Kader vum État de la nation esou ee laangen Ausfluch an d'Beschreiwung vun der Energieproblematik? Mä ganz einfach well all wirtschaftlech, finanziell an och sozial Entwécklung an deenen nächste Joren a Jorzéngte komplett vun den Alternativen an Ausweeër aus dëser Problematik ofhänkt an domadder zesummenhänkt.

Huele mer nëmmen d'Problematik vun der Inflatioun, déi jo zolidd Auswierkungen op déi am Moment vill diskutéiert Kafkraaft huet. Mir kënnen hei am Land nach esou vill „good will"-Aktioune starten an administréiert Präisser afréieren oder Ofkommes mam Handel iwwert d'Präisdeierecht ofschléissen, den iwwergroussen Undeel vun der Inflatioun kënnt duerch d'Energiekris, sougutt direkt wéi och indirekt.

Direkt natierlech duerch déi rasant Präisentwécklung vum Pëtrol an indirekt, well de Gros vun der Wuereproduktioun iwwert déiselwecht Energieform ofgewéckelt gëtt an donc d'Präissteigerunge bei de Produkter nëmmen ee Weiderreeche vun der Produktiounsverdeierung duerch steigend Energiepräisser un de Konsument ass.

Mir wësse jo awer, a wat fir enger Gesellschaft an a wat fir enger Ekonomie mer entre-temps liewen. Quasi keng Stocke méi, „just in time"-Liwwerung, Produkter, déi mer vu ganz wäit hierhuelen. Wann ech nëmmen d'Stéchwuert vum Transport huelen, dat heescht de Gros vun de Wueren, déi mer vu wäiten Distanzen transportéieren, an d'Käschten, déi domat ze dinn hunn, da muss ee jo wëssen oder dann ass et evident, datt eleng d'Transportkäschten, déi massiv steigen duerch déi verdeiert Pëtrolspräisser, sech op dem Präis nidderschloen.

Mä et ass net nëmme beim Transport, och all aner Produktiounskäschte steige virun allem de Moment duerch d'Energiekäschten, déi domadder verbonne sinn. An et ass evident, datt déi weidergereecht ginn un de Consommateur.

Duerfir ass et och gradesou kloer, datt zu där extremer Verdeierung, déi mer de Moment hu bei de Liewensmëttel, sécherlech och en Element Spekulatioun gehéiert an datt et, wéi de Premier richteg gesot huet, extrem verwerflech ass, wann do rücksichtslos a mat Drock spekuléiert gëtt, well mer jo do direkt d'Leit an den Hongerdoud dreiwen.

Mä trotzdeem, de Gros vun der Präisdeierecht - och do - kënnt duerch déi héich Energiepräisser.

An da kënne mer am Moment jo nach nëmmen iwwergläcklech sinn, datt de Pëtrol an Dollar gehandelt gëtt an datt den Euro esou gënschteg am Verhältnis zum Dollar gehandelt gëtt.

Deen Dag, wou dat sech erëm korrigéiert - an dat wäert geschéien - an den Dollar erëm op en normaalt Mooss par rapport zum Euro zréckkënnt, kréie mer bei dësen Energiepräisser Inflatiounsspréng, déi et wäerten a sech hunn. An ech wënschen där nächster Regierung, egal wéi se zesummegesat ass, vill Freed fir dat mussen ze géréieren!

D'Inflatioun ass dat gréisstent Gëft fir d'Kafkraaft. Si zerstéiert am Nu all real Lounerhéijungen, zumools wa se sech op deem héijen Niveau befënnt, wou mer haut sinn, a scho guer net ze schwätzen, wa se sech nach weider wäert steigeren.

Duerfir, Här Fayot, wann ech déi gutt gemengte Verduebelung vun der Heizkostenzoulag an och elo d'Ëmwandlung dovunner an eng Deierungszoulag an deem heite Kontext opwerfen, dann ass et net, well mir der Meenung sinn, datt een dat net soll maachen, an da wäerte mir och kee Problem hunn, dat kënne matzestëmmen, mä ech mengen awer - a mir si jo awer ee Joer virun de Wahlen, an déi Entwécklung hei war viraussehbar an de leschte Joren -, datt mir dat hei besonnesch kritiséieren, well mer soen, déi Aart a Weis, wéi dat diskutéiert gëtt, an déi Vernoléissegung, déi Der op anere Gebidder gemaach hutt, domadder dréckt Der d'Leit, mä Dir maacht hei eigentlech, wéi, wann ee mat esou Hëllefe wéi déi do géif kommen, wann dat d'Léisung wär vum Problem.

Dobäi wësse mer alleguerten, datt dat doten effektiv, wéi ech och schonn d'lescht Woch gesot hunn, nëmmen eng Drëps op ee waarme Steen ass an net driwwer ewechtäusche kann, datt och dës Regierung beim Fong vum Problem eigentlech versot huet an et net fäerdeg bruecht huet, nei Jalonen ze setzen.

Ech brauch Iech jo nëmmen drun ze erënneren, wéi laang Der gebraucht hutt bei deenen neien Instrumenter an Aidë fir d'alternativ Energien, ier Der déi ëmgesat hutt. Wéi laang Der gedoktert hutt an e ganze Marché am Onkloere gelooss hutt, ier Der dat hikritt hutt.

Duerfir si mer och der fester Iwwerzeegung, datt dat do vläicht kuerzfristeg eng gutt Saach ass, mä et vill méi wichteg ass, datt mer de Leit hëllefen, datt se Haiser hunn, wou manner Energie verbraucht gëtt, déi besser isoléiert sinn. Dat heescht, datt mer méi energieeffizient ginn, well nëmmen dat ass herno d'Léisung vum Problem, fir datt d'Leit net mussen ëmmer méi vun hirem Revenu an d'Energiekäschte stiechen.

De Kampf géint d'Inflatioun ass duerfir an deene kommende Joren enk verbonne mam Kampf géint d'Energiekris. A fir dëse Kampf ze gewannen, gëtt et nëmmen zwou Méiglechkeeten, déi wierklech effikass sinn: éischtens, Energie spueren, an zweetens, déi massiv Entwécklung vun Energieeffizienztechniken, den alternativen an erneierbaren Energien.

Nëmmen eng nei industriell Revolutioun an deem Sënn wäert eis aus der Pëtrolsfal erausféieren a wäert eis enorm schwiereg a grouss wirtschaftlech a sozial Konflikter an deenen nächste Joren a Joerzéngten erspueren.

Mir Gréng ginn duerfir och net midd drop hinzeweisen, datt mer riskéieren dës industriell Revolutioun, déi elo uleeft, ze verpassen, wa mer eis a Selbstgefällegkeet üben a mengen, zu Lëtzebuerg kéinte mer weider all Problemer mam Scheckheft léisen.

Wa mer elo de Courage hunn, de Courage opbréngen, eis hei endlech kreativ a couragéiert anzebréngen, da si mer zouversiichtlech, datt grad eist klengt Land mat sengen iwwerschaubare Strukture sech mobiliséiere léisst fir dee Strukturwandel.

Mir bedaueren, datt d'Regierung elo - ee Joer virun de Wahlen - eréischt een Aktiounsplang fir Ecotechnologien ukënnegt. Woubäi mer nach net emol wëssen, wat dann den Inhalt dovunner soll sinn oder ass a wéi en an a wat fir enger Form dëse soll ëmgesat ginn.

Egal wéi, den Aktiounsplang als solches ass de richtege Wee, mä mir musse kucken, datt mer eppes doraus maachen, a wa mer eppes doraus maachen, kënne mer zwou Mécken op ee Schlag schloen: éischtens, de fënnefte Gank aleeën, fir géint d'Energiekris virzegoen, an zweetens, nei Betriber an d'Land ze kréien an nei Secteuren opzebauen, mat enger héijer Plus-value fir eist Land, an domadder och mat neien, héich qualifizéierten Aarbechtsplazen.

Fir datt dëst Ganzt geléngt, kéinte mer souguer op eise Kärwirtschaftssecteur zréckgräifen, de Finanzsecteur. Grad well déi dote wirtschaftlech Aktivitéiten an de kommende Joerzéngte wäerte boomen, kéint eis Finanzfongenindustrie mathëllefen, Lëtzebuerg an deene Beräicher zum Duerchbroch ze verhëllefen.

Deementspriechend Iwwerleeunge gi jo, Gott sei Dank, och am Finanzsecteur selwer gefouert, wéi meng Gespréicher mat Responsabelen an deene leschte Méint mer gewisen hunn.

Datt mer frou sinn, datt mer de Finanzsecteur hunn, dat deelt all Mënsch heibannen. Mä gradesou däitlech misst et eis ginn, oder jiddferengem heibanne ginn oder sinn, datt mer einfach ze vill ofhängeg vun dësem Secteur sinn an datt mer mussen aner Standbeener schafen.

Wéi mer an deene leschten aacht Joer mat ëmmerhin zwou zolitten internationale Finanzkrise konnte gesinn, mécht déi extrem Ofhängegkeet eenzeg an eleng vun dësem Secteur eist Land besonnesch vulnérabel. Keen anert Land ass nëmme vun engem Secteur ofhängeg, an zumools nach vun engem, deen esou volatil ass, wéi de Finanzsecteur. An zumools nach keen anert klengt Land, wat a sengem interne Marché iwwerhaapt keng Méiglechkeeten huet, fir ekonomesch ze handelen.

Dëst ass iwwregens och eng vun den zentralen Erklärungen, firwat et fir d'Politik ëmmer méi schwiereg gëtt, fir finanziell Previsiounen zu Lëtzebuerg ze maachen. Dëst erkläert och déi politesch Achterbahnfahrt vun dëser Regierung am Finanzberäich. Dat, wat dëst Joer richteg ass, kann dat nächst oder iwwernächst Joer schonn erëm total falsch sinn.

Nëmmen zur Erënnerung e puer Zuelen: 2000 hate mer hei am Land ee Wirtschaftswuesstum vu bal 9% a 40 Milliarden aler Frang budgetär Plus-valuen. 2001 hu mer en Ofstuerz op ënner 2% Wirtschaftswuesstum kritt, a well den Abroch vum Wirtschaftswuesstum, aus steiertechnesche Grënn, ëmmer mat zwee Joer Verspéidung antrëtt, ass déi nei schwaarz-rout Regierung duerch hiren neien, ale Premier- a Finanzminister am Oktober 2005 gezwonge ginn, eng Schweess- an Tréineried mat massiven Austeritéitsappeller ze halen.

Mä scho während den Tripartiteverhandlungen huet sech ëmmer méi erausgeschielt, datt de Finanzsecteur sech géif zolidd erhuelen - d'Bourssen hunn erëm geboomt -, an datt deementspriechend déi finanziell Einnahmequelle vum Stat erëm géife spruddelen. Resultat: D'Budgetsprevisioune bei de Recettë fir d'Joer 2000 louche voll dernieft.

Jee nodeem awer wéi déi nächste Méint sech elo wäerte weiderentwéckelen, kéint dës Achterbahn och gläich erëm weidergoen, mä dës Kéier no ënnen, an déi aner Richtung. Genausou schnell, wéi se ufanks oder Mëtt vun dësem Joerzéngt erëm no uewe gewisen huet.

Duerfir bleiwe mer bei der Ried vum Premier och finanzpolitesch total um Dréchnen. Och wann hei eng ganz Rei, och interessant, Pisten - ech kommen nach op déi ze schwätzen, zum Beispill an der Sozialpolitik - opgezielt ginn, sou feelt et eis bei deem gewaltegen Ausgabeprogramm total un Zuelen.

Mir hunn a kengem Saz gesot kritt, wéi déi Steierreduktiounen, Sozialausgaben, héich öffentlech Investitiounsprogrammer da solle géigefinanzéiert ginn. A wann ee sech d'Investmentfongen, also eis eege Fongen am Pluriannuellë bis 2009, bis 2010 ukuckt, da gesäit ee jo, datt mer haut do scho Finanzéierungsschwieregkeete kréie bei deene Projeten, déi mer an der Vergaangenheet décidéiert hunn. Guer net ze schwätze vun deenen, déi hei elo ugekënnegt gi sinn, wat der jo lauter sinn, déi op d'Zukunft opgebaut sinn. Duerfir wéisste mer gär, wéi d'Géigefinanzéierungen do sinn.

Déi gesamt Wonschlëscht, déi mer d'lescht Woch hei opgezielt kritt hunn, ass also net mat Zuele beluecht. Ech huelen duerfir dem Premier och net of, datt dat just nëmme war, well en d'Öffentlechkeet net wollt mat Zuelen erschloen, wéi hien eis dat hei d'lescht Woch wollt erklären, mä ech behaapten, datt déi ganz Mesuren nach iwwerhaapt net duerchgerechent sinn.

Déi Gréng verlaangen dat awer dréngend, a mir hätte gären, datt mer - am Sënn vun enger uerdentlecher parlamentarescher Aarbecht zur Opstellung vum Budget fir d'Joer 2009 - dës Berechnungen nach bis de Summer kréien. Ech hoffe jo net, datt mer eréischt am Oktober hei mat Zuele beliwwert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll am Numm vu menger Fraktioun elo nach sechs Chantierë beschreiwen, déi eiser Meenung no fir eist Land an de kommende Jore vun zentraler Bedeitung sinn.

Éischtens, de Kampf géint d'Klima- an d'Energiekris. Den Ament huet een d'Im-

pressioun, datt dës Regierung ugesiichts vun dëser Erausfuerderung e bësschen erstarrt, wéi d'Kanéngche virun der Schlaang, dosëtzt. Déi elo ugekënnegt Mesurë si beschtefalls wéi wann ee géif versichen, d'Haus, wat total a Brand steet, mam Gaardeschlauch ze läschen.

Mir verlaangen, datt dréngend een nationale ronnen Dësch agesat gëtt, wou niewent de politesche Kräften all wirtschaftlech a sozial relevant Kräfte vertruede sinn. Dëse ronnen Dësch soll d'Méiglechkeet kréien, fir sech mat nationalen an internationalen Experten ze ëmginn, an e soll zum Zil hunn, bannent kuerzer Zäit dee vun der Regierung ugekënnegten Aktiounsplang fir Ecotechnologië mat Liewen ze fëllen.

De Kampf géint d'Klima- an d'Energiekris brauch eng national, kollektiv Ustrengung. Mä si ass derwäert, well si mécht eis dann zu Gewënner, an net zu de Verléierer vun där Kris.

Mir brauchen och eng verdéiften Analys an Diskussioun iwwert eise Steiersystem. D'Steiere sinn do, fir dem Stat, der Kollektivitéit finanziell Mëttelen ze verschafen, fir am Interessi vun därselwechter öffentlech Infrastrukturen an Déngschtleeschtungen ze schafen. D'Steiere sinn och do, fir matzehëllefen, datt de gesellschaftlechen a wirtschaftleche Räichtum méi gerecht verdeelt gëtt. De Steiersystem ass eent vun de beschte maartwirtschaftlechen Instrumenter, fir lenkend par rapport zu de Produzenten a Verbraucher ze wierken.

Grad déi leschte Funktioun vum Steiersystem muss an hirer voller Bedeitung beim wirtschaftleche Strukturwandel zur Geltung kommen. Mir wëssen nach net genau, wat d'Regierung bei der Betribsbesteierung fir déi nächste Jore wëlles huet, ausser datt ugekënnegt ginn ass, datt mer ëm ronn 4% wëlle bei der Belaaschtung erofgoen. Mä grad do kéint ee jo emol beispillsweis usetzen, andeem een, amplaz einfach ëmmer nëmmen d'Steierbarèmen no ënnen ze schrauwen, Iwwerleeungen a Richtung vun engem wirtschaftleche Strukturwandel erabréngt. E Beispill wär, datt mer géifen och emol do iwwer Crédits d'impôt nodenken, amplaz iwwer Erofsetze vu Steierbarèmen. Zum Beispill e Crédit d'impôt zugonschte vun Ecotechnologien - fir déi nëmmen erauszesträichen.

Mir sinn och iwwerrascht, datt d'Regierung - ech weess net, wie se bewoen huet, dat ze maachen - eis eng Etüd hannerluecht huet, iwwert déi mer jo dann nach vill Gespréich kréien an deenen nächste Méint, iwwert déi sougenannten „flat tax", awer par contre beispillsweis iwwert déi ekologesch Steierreform, déi scho laang an der Diskussioun ass, keng Etüd gemaach ginn ass.

Mir hätten et méi sënnvoll fonnt, wann doriwwer hei eng Etüd hannerluecht gi wär wéi iwwert déi berühmten „flat tax". Mä mir kréie jo dann nach an deenen nächste Méint, ech hoffen net nëmmen an der Finanzkommissioun, mä och eng Kéier an der Plénière hei eng Debatt doriwwer, a wann dat net esou sollt sinn, da wäerte mir derfir suergen, datt se stattfënnt, well et geet jo och dorëms, datt emol jiddferee sech eng Kéier bekennt, och en vue vun 2009, wat en da wierklech wëlles huet an déi Richtung.

Zweete Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: eng nei Mobilitéit erreechen. Am Moment bewege mer eis voll an d'Richtung vun der Immobilitéit, wa mer näischt vun de Feeler oder un de Feeler vun de vergaangenen 20 Joer änneren.

Mir hate jo gemengt, zwar net mir als Gréng, mä vill heibannen, mir kéinten duerch ëmmer méi kostspilleg an nei Stroossen eleng all eis Mobilitéitsproblemer léisen. Wat ee fatalen Iertum!

Elo musse mer eng finanziell a gesellschaftlech Kraaftustrengung maachen, fir dësen Iertum ze korrigéieren, wat awer net wäert esou einfach ginn. Brénge mer dat net fäerdeg, dann hu mer en duebele Problem: Éischtens spillen d'Fortbewegungsmëttelen eng zentral Roll beim Auswee aus der Energie- a Klimakris, an zweetens riskéiert Lëtzebuerg duerch seng ganz spezifesch ekonomesch an Aarbechtsmaartsituatioun, déi kolossal Steigerungsraten, déi domadder verbonne si beim Individualverkéier, net méi ze packen.

Just nëmmen ee Beispill. An der Konventioun, déi de Landesplanungsministère mat der Stad Lëtzebuerg a mat de Randgemengen am Südweste vun der Stad gemaach huet, ass eng Verkéiersstudië vun engem Büro erstallt ginn, déi virausseet, datt, wa mer un der Mobilitéit an an der Mobilitéit näischt änneren, ugesiichts dem Wuesstumspotenzial an der Regioun de Verkéier vun haut 450.000 op 650.000 Autosbewegunge bis 2020 wäert klammen. Dat heescht bannent deenen nächsten zwielef Joer. Dat ass e kuerzen Zäitraum.

Stellt Iech emol nëmmen eng Steigerung vir vu 50% vun den Autosbewegungen op eise Stroosse bannent deenen nächsten zwielef Joer! Rechent Iech dat emol aus, wéi vill datt dat op d'Joer, souguer op de Mount entre-temps ass, da verstitt Der a kënnt Der Iech vläicht erklären, firwat datt vu Mount zu Mount méi ënnert der Verkéierslaascht dobausse gestöhnt gëtt. Ech brauch natierlech kengem auszemolen, datt bei deenen Zuelen den definitiven Zoustand vun der Immobilitéit erreecht wär.

Am Rescht vum Land gesäit et awer net vill besser aus. Wann Der d'Zuele kuckt, a mir kréie jo elo muer - oder ass et iwwermuer? - an der Chamberskommissioun vum Landesplanungsministère déi nei adaptéiert Zuele vum IVL virgeluecht, an déi Zuelen, déi ech aus anere Studien hu par rapport zum Rescht vum Land, déi soe mer, datt ech mer scho kann denken, wat en Donneschdeg wäert der Chamber matgedeelt ginn, nämlech datt all déi Strukturdaten, déi mer als Viraussetzung beim IVL haten, fir zum Beispill de Verkéier ze berechnen, landeswäit largement dépasséiert sinn.

Duerfir geet et och net nëmmen dorëms, ze diskutéieren natierlech iwwert d'Verkéiersproblematik am Zentrum vum Land, och wa se do am gravéierendsten de Moment effektiv ass. Mä och de Rescht vum Land, de Süden zum Beispill, d'Broochen, ass betraff.

Mä ech hoffe jo, datt mer am Süde par rapport zu de Broochen net déi nämlecht Feeler maachen, wéi se am Zentrum effektiv gemaach gi sinn, nämlech andeem mer fir d'éischt déi Brooche wirtschaftlech entwéckelen - wat mer jo all wëllen -, alles lafe loossen, haaptsächlech och do virrangeg dann awer op den Individualverkéier setzen an eis an déi nämlecht Impasse erasteieren, wéi mer se am Zentrum hunn. Do hu mer elo nach d'Chance an d'Zäit, fir vun Ufank un aner Weeër ze goen. Da kommt, mir baue se vun Ufank u mat an.

Mir hunn och duerfir mat engem gudden Deel vun de Mesuren, déi am „mobil 2020" drastinn, wéineg Problemer. Déi meescht si jo och souwisou keng nei Propositiounen, déi do gemaach ginn. D'Gares périphériques, nei Zuchstrecken - zum Beispill d'Verduebelung vun der Beetebuerger Streck -, den Tram an der Stad an doriwwer eraus an esou weider, alles dat si Saachen, déi scho laang an der Diskussioun sinn.

Dat eenzegt neit Element, wou endlech elo emol e Konsens effektiv besteet, dat ass am Fong den Tram am Zentrum vum Land. Déi aner Mesuren, déi si jo scho laang décidéiert ginn. Mä bei der Ëmsetzung dovunner hapert et awer ganz staark. Déi geet eis einfach vill ze lues.

Mir mengen och, datt bei der Ëmsetzung vun esou gigantesche Projeten, sief dat déi Gares périphériques wéi och aner Saachen, mer nei Weeër musse goen, fir déi Saachen ze bauen, fir net ze soen, bauen ze loossen. Wa mer weider do nëmmen de Stat, déi aktuell staatlech schwéierfälleg Weeër gesinn, da komme mer deem Ganzen net no an da kréie mer déi Infrastrukturen do net séier genuch gebaut.

Et geet och net duer, bei engem Wuesstumspotenzial, wéi mer en haut hunn, fir eis zefridden ze gi mat deem, wat mer haut gemaach hunn. Ech wëll nëmme just nach eng Kéier drun erënneren, et sinn elo scho bal zéng Joer hier, do hate mer eis en Zil fixéiert vun engem „modal split" vu 75/25. Mir sinn nach wäit dovunner ewech!

Fir deen ze erreechen, musse mer zum Beispill am Zentrum op en „modal split" komme vu 60/40. Also, et muss ee sech emol am Kapp an och um Pabeier ukucken, wat dat bedeit. Mir sinn awer nach net vill do weiderkomm.

Wann ech awer d'Entwécklung kucke vun eiser Ekonomie an d'Schafung vun den Aarbechtsplaze pro Joer, dat heescht, dee Wuesstumspotenzial, dee reell do ass, an dat weiderdenke bis iwwer 2020 eraus, bis 2030, wann dat an deem nämlechte Rhythmus soll virugoen, an dat ass jo anscheinend de Wonsch vun der Politik - well wann ech liesen, wat mer, sief et an der Lissabon-Strategie zum Beschte ginn oder an anere Pabeieren, dann ass dat jo eisen erkläerte Wonsch -, da soen ech Iech, da geet weder „mobil 2020" nach dat, wat mer elo schonn do dropgetässelt hunn, duer. Da musse mer nach vill méi e grousse Kraaftakt maachen. Mir mussen dann d'Capacitéite virun allem vum schinnegebonnene Verkéier, sougutt Zuch wéi Tram, weider zolidd erhéijen, wäit iwwert déi Projeten eraus, déi mer haut schonn décidéiert hunn.

Duerfir musse mer schnell an effikass handelen. An all déi grouss Infrastrukturprojeten am Beräich vum öffentlechen Transport musse rapid ëmgesat ginn. Hei bleift keng Zäit méi fir Gespills oder parteipolitesch Geplänkels.

D'Mobilitéit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dovu si mir Gréng fest iwwerzeegt, a virun allem den Ausbau vun den öffentleche Verkéiersmëttelen hei am Land, gëtt en zentraalt Element fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. Wa mer dee Kraaftakt do net packen an deenen nächsten 20 Joer, da wäerte mer déi wirtschaftlech Ausbaufäegkeet vun dësem Land a Fro stellen.

Drëtte Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Mir brauchen eng Fuerschungs- a Bildungsoffensiv. Eise Schoulsystem huet e grousse Problem. Net well et géif um Engagement beim Léierpersonal feelen, mä well de System als solchen net méi un d'Realitéit an eiser Gesellschaft ugepasst ass.

Wann op eemol déi gréissten auslännesch Communautéit am Land ufänkt, sech selwer ze organiséieren, well se net weider wëllt nokucken, wéi hir Kanner zu de Verléierer an eisem System ginn, wann esou e Projet wéi „Eis Schoul" iwwer 700 Demandë fir 90 Plaze kritt, ouni datt dëse Mënschen iwwerhaapt am Detail kloer ass, wat de Projet da genau duerstellt, dann deit dat op e grousse Vertrauensverloscht par rapport zu eiser öffentlecher Schoul hin.

Dat gefält eis awer guer net. Well déi Gréng sinn der Meenung, datt grad déi öffentlech Schoul d'Réckgrat muss si vun der gesellschaftlecher Erzéiung an datt grad déi öffentlech Schoul muss de Garant si fir Quali-

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

téit a fir Erfollegswäerter an eiser Gesellschaft.

Eis kosmopolitesch Lëtzebuerger Gesellschaft brauch duerfir eng öffentlech Schoul, déi dem Wandel an der Gesellschaft, neie pedagogesche Formen a Méiglechkeete Rechnung dréit. Mir mussen eis och Froe stellen iwwert den Trilinguismus an eiser Schoul. Wann ee wëllt, datt mer eng Schoul vun der Réussite an net vum Échec kréien, da musse mer endlech dem Fait Rechnung droen, datt mer an eisem Land déi ënnerschiddlechst sproochlech a kulturell Viraussetzunge virfannen. Virun allem an eisem Schoulsystem.

Eng Rei Reformusätz vun dëser Regierung ginn an déi richteg Richtung, mä si sinn eis nach ze onkomplett an ze zögerlech. Mir wäerten an deenen nächste Wochen a Méint verstäerkt eis Virschléi op den Dësch leeën.

D'Fuerschungsustrengunge vun der Regierung fannen eis voll Ënnerstëtzung. Mir bedaueren awer och hei, datt nach ëmmer kee prezise Fahrplang virläit, op wéi enge Gebidder eis Prioritéite leien, wou mer eis Schwéierpunkte gesinn a wéi mer déi an der Praxis wëllen erreechen.

Mir haten eng Interpellatioun an dësem Parlament, dat ass schonn erëm laang hier, wou mer doriwwer diskutéiert hunn, wou mer versprach kritt hu vun der Regierung. Bis haut ass dat net de Fall. Mir bedaueren dat.

Véierte Punkt, Här President, d'Jugendaarbechtslosegkeet bekämpfen. Dee banale Saz: All Chômeur ass een ze vill!, mat deem si mer all d'accord an deen ënnerschreiwe mer och gären esou vill wéi méiglech. Mä, Här President, grad bei de jonken Aarbechtslosen ënner 25 Joer deet de Fait, keng Aarbecht ze hunn oder ze fannen, besonnesch wéi. Iwwer 16% vun eise Chômeure si Jonker ënner 25 Joer. Dat ass an däerf och ni akzeptabel ginn. Grad dës jonk Leit ginn als Verléierer vun eiser Gesellschaft duerno ganz schnell zum grousse Problem fir déiselwecht.

Sécher, Jugendaarbechtslosegkeet huet vill mat Échec am Schoulsystem ze dinn. Mä si huet och vill ze di mat schlechter Beruffsorientéierung. A si huet vill ze di mat schlechter Virbereedung op den Aarbechtsmaart. Vill ze vill verloossen der am Moment eis Schoul zwar mat vill Wëssen, wat se agebläut kritt hunn, mä si kënnen hiert Wëssen net herno an der Praxis uwenden.

Dann huet dëse Jugendchômage och mat schlechter Aarbechtsvermëttlung ze dinn. Dat heescht mam Fait, datt déi berühmte Reform vun der Adem hin zu engem modernen Aarbechtsmaartvermëttler nach ëmmer net vollzunn ass. Wéi vill Jorzéngte wëlle mer nach doriwwer diskutéieren?!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dem Mea Culpa vum Statsminister iwwert d'Nidderlag am Beräich Logement d'lescht Joer, ass d'Scheitere bei der Bekämpfung vun der Jugendaarbechtslosegkeet ee weideren zentrale Politikberäich, wou esou ee Mea Culpa misst ustoen.

Fënnefte Punkt: Mir musse Beruffswelt a Famill zesummebréngen. Mir hunn nach ëmmer eng vun deene schlechteste Fraenerwerbsquoten an der Europäescher Unioun. Mir leeschten eis de Luxus, fir dee gréissten einheimesche Potenzial vu Beschäftegten einfach broochleien ze loossen. Aus villerlee Hisiicht ass dat katastrophal. Aus Grënn vu Landesplanung, well wa mer och nëmmen unnähernd den IVL-Awunnerzeenario erreeche wëllen, dee jo soll de Grenzpendler um Aarbechtsmaart entgéintwierken, dann ass do dat gréissten an direkt verfügbarste Potenzial, ier mer op zousätzlech Immigratioun setzen.

Jo?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Däerf ech just eng Remarque dozou maachen, Här Bausch? Mir sinn, bei de Fraen tëschent 25 a 64 Joer, besser wéi déi meescht europäesch Länner, mä et ass viru 25 an no 64 Joer, wou mer méi schlecht sinn. An dat bréngt déi gesamten Zuel no ënnen. Bei de Leit ënner 25 Joer hätte mer jo eigentlech gären, datt se méiglechst laang géife léieren, a mir hunn natierlech e Problem, datt d'Leit, Fraen a Männer, bei eis ze fréi vum Aarbechtsmaart fortginn. Mä ech sinn emol frou, datt mer wéinstens déi Tranche tëschent 25 a 64 Joer an d'Luucht, an iwwert den europäeschen Niveau, kritt hunn.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat ännert näischt drun, Madame Ministesch, datt et, éischtens, duerfir Erklärunge gëtt, fiwat dat bei deenen Éischten a Leschten esou ass, an datt, zweetens, wann een d'Gesamtliewensdauer kuckt, mer am europäeschen Duerchschnëtt awer nach ëmmer schlecht dostinn.

Mir mengen och duerfir, datt et bedéngt, datt mer eis Familljepolitik zolidd mussen iwwerdenken, fir datt Beruff a Famill besser kënne matenee vereinbart ginn. D'Schafe vun erschwéngleche Kannerbetreiungsstrukture muss och zur Top-Prioritéit an deenen nächste Jore ginn. Fir datt dat awer ka geschéien, brauche mer e Paradigmewiessel an der Familljepolitik. Manner allgemeng Geldleeschtungen, an duerfir awer méi Serviceleeschtungen. Virun allem déi, déi et wierklech brauchen an eiser Gesellschaft, sollen zousätzlech vu Geldleeschtunge profitéieren.

An deem Sënn...

Gelift?

(Interruption)

Neen, mir hu jo zwou verschidde Kategorien. Et gëtt Leit, do geet et net duer, wa mer familljepolitesch soen, mir ginn deene Chèques services, fir datt se sech zum Beispill Kannerbetreiungsstrukture leeschte kënnen, well déi hu jo awer nach e generelle Problem an hirem Stot, wa se vill Kanner hunn. An ech mengen, datt et fir eis kloer ass, datt mer och do mussen - aus soziale Grënn - ëmmer u Geldleeschtunge festhalen. Mä déi solle wierklech op déi Kategorië cibléiert ginn.

An deem Sënn fënnt d'Iddi, fir amplaz vu massiven, breede Kannergelderhéijungen e Chèque service fir Kannerbetreiung anzeféieren, eis Zoustëmmung. Mä och hei musse mer der Regierung de Virworf maachen, datt se elo, ee Joer virun de Wahlen, mat esou engem Element usetzt. Och hei vermësse mer säit Joren eng Gesamtstrategie vun der Regierung, déi eis géif opweisen, wéi een dann elo zu där op eemol entdeckte laangfristeger a gratis Kannerbetreiung fir jiddferee soll kommen.

Ech wëll awer hei drun erënneren - an ech weess jo, datt mer um Niveau vun de Gemengen nach virun engem Joer aner Saachen diskutéiert hunn, datt nach virun net esou laanger Zäit mat de Gemenge verhandelt an diskutéiert ginn ass, datt d'Präisser fir d'Maisons relais sollen eropgesat gi fir d'Betreiung. Wann dat elo net méi richteg ass, da begréisse mir dat.

Mä mir stelle fest, datt dat ee Joer virun de Wahlen entdeckt gëtt, an dat gëtt deem Ganzen e bëssen e komeschen Arrièregoût, wou mer eis Froe stellen. Mir hätte léiwer gehat, dës Regierung hätt dat éischter ugefaangen, well se jo iwwregens och mat deem Usproch ugetratt ass. Wann een hire Koalitiounsaccord liest, war eigentlech dat, wat elo um Schluss décidéiert gëtt, zu engem groussen Deel och schonn an den Ambitioune vun dëser Koalitioun.

Sechste Punkt, Här President, eng positiv Integratiounspolitik maachen. Mir sinn net méi wäit vun der 50/50-Logik ewech, wat d'Verhältnis vu Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger ubelaangt. An där Gemeng, wou ech an der Responsabilitéit sinn, sinn d'Netlëtzebuerger schonn an der Majorité. Mir wëssen och alleguer heibannen, datt dat eng Situatioun ass, déi mer all wollten.

(Interruption)

Déi mer all wollten, Här Jaerling.

Mir wëssen, datt dat eng Situatioun ass, déi mer all wollten, all heibannen, well et déi eenzeg Méiglechkeet war an och wäert bleiwen, fir datt eisen ekonomeschen a soziale Modell och kann dréinen. Duerfir solle mer net liichtfankeg ufänken, mat der Integratiouns- an Immigratiounspolitik aus kuerzsiichtege politeschen Iwwerleeungen eraus ze spillen.

Jo, zënter Enn den 80er Joren hunn déi respektiv Regierungen an der Integratiounspolitik versot. Jo, et ass sech ze wéineg Gedanke gemaach ginn iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch als Bindeglied a Kommunikatiounsmëttel hei am Land. Jo, de Congé linguistique ass iwwerfälleg. Jo, mir hätte scho laang misse sougutt finanziell wéi och organisationell derfir suergen, datt déi Leit, déi mer bei eis ruffen, well mer se jo brauchen hei am Land, och eng Chance kréien, fir eis Sprooch ze léieren.

Déi Gréng hu schonn Enn den 90er Joren hei parlamentaresch Initiative geholl an och bei der Reform vun dem Nationalitéitsgesetz Virschléi abruecht, fir datt dëst soll méiglech ginn. Mir brauchen eis och duerfir op kee Fall vun deenen, déi dat deemools nach ofgelehnt hunn, Lektiounen erdeelen ze loossen.

Wann een eppes ze spéit erkannt huet, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann huet ee besser, et trëppelt een net esou groussspureg op an et trëppelt een e bëssche méi lues. Mä an deemselwechte Kontext musse mer dann awer och gesinn, datt d'Integratioun iwwert d'Kultur an d'Sprooch am beschte ka fonctionnéieren, wann ee se verbënnt mat dem Erreeche vun demokratesche Rechter am Land. Wa mir derfir antrieden, datt zum Beispill bei der Fro vun der duebeler Nationalitéit, wéi och iwwerhaapt beim Iwwerreeche vun der Nationalitéit, d'Lat net ze vill héich soll geluecht ginn, dann huet dat genau déi Grënn, fir net ze soe gutt Grënn.

Fir eis ass et evident, datt, wann een déi demokratesch Defiziter an eiser Gesellschaft reduzéiert, donc nei respektiv méi demokratesch Rechter fir Netlëtzebuerger schaaft, dat och déi beschte Viraussetzung ass fir den Interessi fir déi heemech Sprooch a Kultur ze vergréisseren. Integratioun duerch méi Participatioun, dat ass eis Approche. A mir sinn houfreg driwwer, datt mer eis do wäitgehend ënnerscheede vun engem ganze Koup Leit heibannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de wirtschaftlechen a gesellschaftleche Strukturwandel, dee virun der Dier steet, dee spieren d'Mënschen an dësem Land och. Si hunn en och längst erkannt. All Ëmfroen, déi de Moment gemaach ginn, erginn dat. Si hunn eng Rei Suergen, fir net ze soe verschiddentlech hu se souguer Ängscht par rapport zu deem Strukturwandel. A si erwaarde sech duerfir méi wéi jee, datt d'Politik an de kommende Jore fäeg ass, positiv Äntwerten ze ginn, fir dëse Strukturwandel ze packen.

Déi Gréng soen: „Jo, en ass ze packen", ënnert der Konditioun, datt mer de Kapp net an de Sand stiechen an de Leit kloer soen, wou d'Chancen an d'Risiken an deem Strukturwandel leien a wéi mer virun allem d'Chancë kënnen notzen. Net kuerzsiichteg a kuerzfristeg Politikiwwerleeungen, keng Navigation à vue, keng banal Gestion des affaires courantes wäert derfir suergen, datt mer dës Chancë wäerten notze kënnen.

Leider, Här President, hate mer dëses an däers bei dëser Regierung awer vill ze vill. Dat ass enttäuschend. Mä et ka sech jo op eemol änneren, vläicht dann um Enn, no dem politesche Marathon, dee mer elo lassleeë bis de Juni 2009.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Ech denken, Dir Dammen an Dir Hären, dass mer elo mat eisen Aarbechten ophale fir haut den Owend. Muer de Moien um néng Auer fuere mer weider mat den Interventioune vum Här Gibéryen a vum Här Jaerling.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.12 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 38, 39 et 40

Communication page 481

Question avec débat N°30 de M. Jacques-Yves Henckes - Création d'un Laboratoire National de Médecine Légale et de Police Scientifique pages 481-482

5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution
et
5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution pages 482-489

5731 - Projet de loi relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement
et
5735 - Projet de loi portant approbation du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003 pages 489-492

5826 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux de renouvellement des infrastructures d'élimination des déchets ménagers et assimilés du SIDOR pages 492-494

5822 - Projet de loi relative au financement du système de perception tarifaire électronique dans les transports publics pages 495-499

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État pages 499-504

Communications page 505

5803 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 (Prise en considération) page 505

Composition des commissions parlementaires page 505

Ordre du jour page 505

Débat sur l'état de la nation pages 506-516

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2059	M. Roland Schreiner	Transport des élèves handicapés physiques et polyhandicapés, de l'intégration scolaire, de l'éducation différenciée et des travailleurs handicapés - conclusions des pourparlers
2353	M. Marc Spautz	Enfants dyslexiques
2377	M. Carlo Wagner	Stratégies logistiques dans le secteur de la Santé
2401	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Mesurages d'emprises sur le réseau routier communal
2406	M. Lucien Clement	Plaques d'immatriculation rouges
2407	M. Gilles Roth	Section B classique dans les lycées secondaires classiques
2411	M. Marco Schank	Cours de formation en vue de l'obtention d'un permis de pêche et permis touristiques de pêche
2416	M. Fernand Etgen	Révision de la structure des traitements dans la fonction publique
2418	M. Eugène Berger	Projets CDM (Clean Development Mechanism) et JI (Joint Implementation)
2425	M. Félix Braz	Autoroute ferroviaire Bettembourg-Perpignan
2430	Mme Colette Flesch	Marché des télécommunications luxembourgeois
2431	Mme Colette Flesch	Itinéraire Vauban
2434	M. Roland Schreiner	Chantier de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)
2435	M. Fernand Diederich	Critères de subvention de matériel pour les services de secours
2437	M. Xavier Bettel	Inscription de ressortissants luxembourgeois en sections kinésithérapie, éducation spécialisée, ergothérapie, logopédie et médecine vétérinaire dans une Haute école ou Université belges
2440	Mme Anne Brasseur	Augmentation de la tâche hebdomadaire des enseignants
2442	M. Marcel Oberweis	Hébergement de l'exposition «Migration» au Musée de la Forteresse
2443	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marc Spautz	Dyslexie
2444	M. Robert Mehlen	Achat par l'État d'une surface boisée de 385 ha à la famille grand-ducale
2445	M. Jean-Paul Schaaf	Concept de mobilité intégré «Nordstad»
2446	M. Marco Schank	Critères de relâchement des eaux de la retenue principale et des barrages accessoires à Esch/Sûre
2447	M. Marcel Oberweis	Formation eBac
2450	M. Marc Spautz	Non-respect de la législation sociale européenne dans le domaine du transport routier
2452	M. Fernand Diederich	Places dans les centres intégrés
2453	M. Jean Huss	Médicaments génériques
2454	M. Fernand Etgen	Service d'hiver assuré par l'Administration des Ponts et Chaussées dans la région de Clervaux
2455	M. Marcel Oberweis	Projets en relation avec le programme européen Marco Polo
2456	M. Marc Spautz	Ligne RGTR 240 Cemency-Luxembourg
2457	M. Xavier Bettel	Procédures budgétaires dans le cadre de l'acquisition de terres du Grand-Duc aux alentours du Château de Berg
2459	M. Romain Schneider	Dépenses irrégulières effectuées dans le cadre de la politique agricole commune
2461	M. Laurent Mosar	Car-sharing
2462	Mme Anne Brasseur	Manque de bénévoles et de personnes d'encadrement qualifiées dans le domaine du sport
2464	M. Gilles Roth	Desserte de la localité de Roodt/Eisch par les bus de ligne RGTR en direction de Luxembourg
2465	M. Gilles Roth	Interdiction de conduire obligatoire en cas d'ivresse au volant
2466	M. Claude Adam	Achat éventuel de la bibliothèque du Comte d'Ansembourg
2467	M. Marco Schank	Centre de radiodiffusion à Marnach
2469	M. Laurent Mosar	Allégations faites par l'ex-procureur du Tribunal pénal international sur des trafics d'organes perpétrés par l'Armée de libération du Kosovo (UCK) à la fin des années 90
2470	M. Carlo Wagner	Publicité pour établissements hospitaliers étrangers
2473	M. Robert Mehlen	Brevet de maîtrise agricole
2476	M. Camille Gira	Bilan des émissions à effet de serre des secteurs soumis au système d'échange de quotas pour les années 2005 à 2007
2477	Mme Claudia Dall'Agnol	Taxe spécifique pour les fabriques des églises
2480	M. Ben Fayot	Calcul de l'indice des prix à la consommation et taxes et impôts communaux,
2482	M. Marcel Oberweis	Énergies renouvelables
2483	M. Marcel Oberweis	Réaffectation des ateliers CFL à Luxembourg-Bonnevoie en vue de la construction de la nouvelle gare TGV
2485	M. Gilles Roth	Indisponibilité des ambulances
2487	Mme Lydie Err	Résolution de l'Assemblée du Conseil de l'Europe relative à un accès à un avortement sans risque légal en Europe
2488	M. Aly Jaerling	Radiologie et tiers payants
2489	M. Claude Meisch	Engagement de l'État luxembourgeois au sommet de l'OTAN à Bucarest de financer l'acquisition d'hélicoptères destinés à l'armée afghane
2491	M. Marcel Oberweis	Coopération interuniversitaire entre le Luxembourg et un des pays cibles de la coopération luxembourgeoise
2492	M. Marcel Oberweis	Développement de la culture de la plante «Jatropha» dans certains pays cibles de la coopération au développement du Luxembourg
2494	M. Henri Kox	Dépôts pétroliers luxembourgeois
2495	M. Laurent Mosar	Construction de la piste cycliste couverte sur l'ancienne décharge de Cessange
2500	M. Ali Kaes	Communication sur les pharmacies de garde
2501 cf. 2504	M. Gilles Roth	Fermeture de bureaux de poste
2503	M. Xavier Bettel	Implication d'un agent de la police judiciaire dans un incident exhibitionniste
2504 cf. 2501	M. Roger Negri	Fermeture de bureaux de poste
2505	M. Henri Kox	Eventuelle publicité trompeuse
2506	M. Robert Mehlen	Reproches à l'encontre de la police
2527	M. Carlo Wagner	Compensation des heures supplémentaires
2539 urgente	M. Robert Mehlen	Remembrement Stadtbredimus

Question 2059 (22.10.2007) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **transport des élèves handicapés physiques et polyhandicapés, de l'intégration scolaire, de l'éducation différenciée et des travailleurs handicapés -** les **conclusions des pourparlers:**

Le Ministère des Transports organise entre autres les transports effectués dans l'intérêt des élèves handicapés physiques et polyhandicapés, de l'intégration scolaire, de l'éducation différenciée, ainsi que des travailleurs handicapés.

Selon les informations fournies par Monsieur le Ministre dans sa réponse à la question parlementaire N°1104 du 31 mai 2006 *(cf. compte rendu N°2/2006-2007)*, des situations précaires surgissent parfois lors du transport d'enfants à besoins spéciaux qui semblent imposer la présence d'une personne d'accompagnement.

Monsieur le Ministre avait expliqué que des pourparlers à ce sujet auraient lieu entre les représentants respectifs du Ministère des Transports et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelles sont les conclusions tirées suite aux pourparlers qui ont eu lieu en 2006, respectivement en 2007?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que les enfants à besoins spéciaux doivent être accompagnés lors du transport? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me dire qui sera responsable de l'encadrement de ces élèves pendant les transports?

- Quand est-ce que de nouvelles dispositions concernant l'accompagnement d'élèves à besoins spéciaux lors des transports pourront entrer en vigueur?

Réponse (28.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Compte tenu de la complexité du sujet, des conclusions relatives à l'organisation d'un accompagnement dans les transports pour l'éducation différenciée, n'ont pu être dégagées jusqu'à présent.

Il y a lieu toutefois de relever la nécessité d'agir, sachant que mon département est actuellement en charge d'un dépouillement des différents statuts de services de transports prestés par une même organisation du Ministère des Transports et qui sont en faveur d'une intégration scolaire, d'une intégration professionnelle, du fonctionnement des ateliers protégés, du fonctionnement de l'éducation différenciée ou des besoins spécifiques en matière de traitements médicaux.

Je tiendrai Monsieur le Député au courant des suites du prédit dossier.

Question 2353 (3.3.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **enfants dyslexiques:**

La dyslexie est une difficulté spécifique d'apprentissage de la lecture courante chez un enfant qui ne présente pas par ailleurs de déficit intellectuel ou sensoriel. Ce trouble peut provoquer des retards scolaires importants chez les enfants concernés qui éprouvent d'énormes difficultés à manipuler la lecture et l'écriture. Ils inversent et confondent en particulier les lettres ou les syllabes des mots.

Voilà pourquoi il est important de dépister ces troubles aussi tôt que possible pour essayer d'y remédier par l'orthophonie.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Combien d'enfants sont touchés par cette maladie au Luxembourg?

- Existe-t-il des programmes, du personnel ainsi que des locaux spécifiques pour la prise en charge de ces enfants dans nos écoles primaires, comme c'est le cas à l'étranger?

- Comment la scolarité de ces enfants est-elle organisée?

Réponse (28.5.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

- La difficulté à dénombrer exactement les enfants atteints de troubles d'apprentissage de la lecture est manifestement liée à l'absence d'une définition claire et univoque du terme de «dyslexie». En effet, au plan mondial, il n'existe pas d'unanimité scientifique sur le phénomène en question. Certains chercheurs vont jusqu'à mettre en doute l'existence même de la dyslexie. En effet, ceux-ci estiment que la dyslexie n'est qu'un symptôme d'un trouble général du langage lié à un défaut structurel dans l'apparition et l'installation d'un ou de plusieurs éléments constitutifs du langage. En effet, le langage en tant que tel est une unité complexe qui s'appuie sur la mobilisation et la combinaison de différentes compétences élémentaires telle l'ouïe, la vision, la parole, la compréhension orale, auxquelles s'ajoutent plus tard la lecture et l'écriture. Il s'ensuit que les enfants atteints d'une dysphasie d'expression ou de réception dès les premiers stades du développement, éprouvent d'énormes difficultés lors de l'acquisition du code écrit. En effet, les troubles spécifiques du développement de la parole et du langage s'accompagnent souvent de problèmes associés tels des difficultés de lecture et d'orthographe, une perturbation des relations interpersonnelles, des troubles émotionnels et des troubles du comportement.

L'Organisation Mondiale de la Santé classe dans la section des troubles du langage oral et/ou écrit les troubles spécifiques du développement des acquisitions scolaires. Ils sont considérés comme «des troubles dans lesquels les modalités habituelles d'apprentissage sont altérées dès les premiers stades du développement. L'altération n'est pas seulement la conséquence d'un manque d'occasion d'apprentissage ou d'un retard mental et elle n'est pas due à un traumatisme cérébral ou à une atteinte cérébrale acquise». Ces troubles comprennent les difficultés associées à l'apprentissage de la lecture, de l'acquisition de l'orthographe, de l'acquisition de l'arithmétique et le trouble mixte des acquisitions scolaires dans lequel il existe à la fois une altération significative du calcul et de la lecture ou de l'orthographe, non imputable exclusivement à un retard mental global ou à une scolarisation inadéquate. Il convient cependant de relever qu'aucun système de classification à l'échelle mondiale n'emploie les termes de «enfant dyslexique» et de «dyslexie». Ils sont abandonnés principalement au profit de «enfant présentant une déficience du langage écrit» et de «trouble spécifique du langage écrit».

Comme nous ne disposons pas de chiffres exacts quant à l'ampleur du phénomène au Luxembourg faute de données statistiques spécifiques, nous pouvons néanmoins émettre des hypothèses en nous référant à des données prélevées par l'OCDE au niveau mondial, de l'Observatoire National de la Lecture en France et de l'étude PIRLS effectuée au Luxembourg.

L'OCDE, quant à elle, se base sur des comparaisons internationales effectuées sur 21 pays en 1995 qui montrent que la prévalence de ces troubles va de valeurs très faibles de 1% en Irlande et aux Pays-Bas à des valeurs très élevées, autour de 25% aux États-Unis et en Finlande, la plupart se situant entre 3 et 5%.

L'Observatoire National de la Lecture en France estime à 14,9% le taux de faibles lecteurs, dont cependant uniquement 4 à 5% peuvent être qualifiés d'élèves en grande difficulté, présentant des erreurs équivalentes dans leur nature à celles des enfants présentant une dyslexie, soit phonologique (difficultés dans les conversions graphophonémiques) ou de surface (difficultés liées à la compréhension des mots).

Au Luxembourg, l'étude PIRLS effectuée en 2006 dans la totalité des classes de la 5e année d'études révèle que 99% des élèves de la population soumise aux tests atteignent le premier niveau de compétence, ce qui veut dire que la quasi-totalité de la population évaluée a acquis un niveau minimal acceptable en lecture.

Étant donné que l'étude PIRLS a exclu des tests les élèves fréquentant des classes de l'enseignement spécial et de l'éducation différenciée et comme le pourcentage de ces enfants s'élève à 3,9%, nous pouvons admettre que le taux d'élèves atteints de troubles d'apprentissage de la lecture s'élève, sur l'exemple des statistiques prélevées à l'échelle mondiale, à 4 à 5% de la population scolaire totale, soit à un élève sur 20.

- Tout d'abord, il faut souligner que les troubles de l'apprentissage du code écrit peuvent être qualifiés de multidimensionnels c'est-à-dire que l'on peut évoquer une multitude de facteurs à l'origine du problème. Ces facteurs peuvent être regroupés en trois catégories: on peut notamment considérer des origines d'ordre physiologique et/ou neurologique (surdité, troubles de la vision, troubles amnésiques, retards développementaux...), d'ordre psychologique et/ou affectif (manque de stimulation et/ou de motivation, phobies...) et finalement d'ordre didactique et/ou pédagogique (méthodes peu adaptées, méconnaissance des étapes du développement cognitif liées à l'acquisition du code écrit, absence de différenciation pédagogique, climat de classe...).

Dans cet ordre d'idées, il faut insister sur le fait qu'un diagnostic précipité et précoce d'un trouble peut entraîner une attitude négative et déficitaire face aux troubles identifiés, induisant souvent une stigmatisation sociale, scolaire et médicale pour l'enfant, qui selon l'effet Pygmalion bien connu et bien documenté, peut aggraver sa situation. D'autre part, il convient de souligner que ces déficiences, pour être avérées, requièrent une confrontation éprouvée de l'enfant avec la langue orale et écrite. Dans le respect des différences naturelles liées au développement des compétences du langage, il paraît évident d'éviter de parler de trouble spécifique du langage oral avant cinq ans, et de trouble spécifique du langage écrit avant huit ans.

Cela dit, il faut reconnaître que nous nous retrouvons devant une problématique extrêmement complexe qui ne peut être résolue ni par un programme spécifique, ni par du seul personnel spécialisé, ni par une exclusion temporaire ou permanente des élèves, mais par la collaboration de tous les acteurs concernés, parents, enseignants, inspecteurs, éducateurs, personnel de l'Éducation différenciée et du Centre de logopédie avec l'objectif de maintenir l'enfant concerné, dans la mesure du possible, dans son groupe d'apprentissage d'origine.

À partir des années 1980, le Ministère de l'Éducation nationale, bien conscient de la problématique et de la souffrance que vivent les enfants concernés et leurs familles, a créé au niveau de l'enseignement primaire une multitude de dispositifs pouvant répondre notamment aux difficultés d'apprentissage de la lecture et de l'écriture parmi lesquels il convient de citer les commissions médico-psychopédagogiques (CMPP) régionales et locales, les Services de Guidance de l'Enfance (y compris les services de même vocation des villes d'Esch/Alzette et de Luxembourg), les groupes du Service rééducatif ambulatoire (SREA), les classes nationales et régionales du Centre de logopédie ainsi que le nouvel abécédaire MILA qui met l'accent sur le développement de la conscience phonologique et la construction de stratégies de lecture et d'écriture. Il va sans dire que le SCRIPT offre à l'intention du personnel enseignant et éducatif chaque année plus qu'une vingtaine de cours spécialisés de formation continue dans le domaine des troubles de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. En ce qui concerne la formation initiale des enseignants du préscolaire et du primaire, le Ministère a précisé dans le document «Les orientations pour la formation des instituteurs et institutrices» qu'il attend des futurs fonctionnaires des compétences solides dans les domaines de l'enseignement spécialisé et de la différenciation des apprentissages et dans les domaines du dépistage et de la prise en charge d'éventuels besoins éducatifs spécifiques.

Sur le terrain se sont constitués plus récemment, sur initiative de plusieurs acteurs du domaine de l'Éducation nationale, des structures de support et des projets spécifiques, parmi lesquels il convient de mentionner le projet pilote conjoint des Villes de Differdange et de Pétange «dyslexie-dysphasie», le projet-pilote de la Ville de Luxembourg réalisé avec l'appui du SCRIPT «consultation des enseignants en cas d'échec scolaire», les ateliers de lecture et d'écriture organisés par le SREA ainsi que la «Legasthenie-Therapie» au CPOS.

Bien entendu, une prise en charge équitable et cohérente des enfants atteints de troubles d'apprentissage de la lecture et de l'écriture ne peut être assurée au niveau national que par une harmonisation des différentes approches et structures ainsi qu'à travers la collaboration de tous les acteurs concernés. Actuellement, un groupe de travail du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est en train d'élaborer un tel concept, qui se base sur les expériences prometteuses réalisées sur le terrain et sur les nouvelles dispositions prévues par le projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental.

Ce concept comprendra notamment les phases suivantes:

- la détection des troubles d'apprentissage par le titulaire de classe et/ou l'équipe pédagogique;

- l'entretien avec les parents de l'élève;

- le diagnostic (anamnèse, diagnostic cognitif et affectif, diagnostic pédagogique, ...) établi sur initiative de la CMPP régionale ou locale;

- l'élaboration d'un plan de prise en charge engageant la responsabilité des différents acteurs et dont la mise en œuvre sera coordonnée par une personne de référence désignée pour chaque enfant bénéficiant d'un suivi particulier;

- la prise en charge rééducative par une équipe multiprofessionnelle regroupant des enseignants spécialisés ainsi que les experts des différents services de l'Éducation nationale;

- les conseils pédagogiques pour les parents et les titulaires de classe;

- l'orientation éventuelle vers d'autres services.

Au niveau des programmes, l'implantation de l'approche par compétences dans les différents ordres d'enseignement peut constituer une avancée majeure dans la prise en charge des troubles d'apprentissage liés à l'acquisition du code écrit. En effet, dans une approche basée sur le développement de compétences, on admet que le langage se compose d'au moins quatre domaines de compétences majeurs, à savoir la compréhension orale et écrite ainsi que l'expression orale et écrite. On admet également que le développement de ces quatre compétences ne se produit pas de façon parallèle et qu'il se poursuit pendant toute la durée scolaire (et bien au-delà!). Les enfants disposent donc d'une certaine marge de manœuvre en ce qui concerne le développement de leur langage et, à des moments donnés, ils peuvent compenser des déficits constatés dans un domaine par des forces dans un autre, à condition d'y revenir par après pour accéder à un niveau de formation qui correspond à leur capacités. De plus, une approche par compétence ne se base pas sur des évaluations ponctuelles sans aucun impact sur les méthodes d'enseignement. Bien au contraire: l'évaluation est continue et permanente et devrait permettre d'identifier les difficultés d'apprentissage dès qu'elles apparaissent et d'y réagir rapidement en offrant à l'enfant l'aide dont il a besoin pour progresser.

Question 2377 (11.3.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **stratégies logistiques dans le secteur de la Santé:**

En date du 27 juin 2007 une conférence sur les stratégies logistiques dans le secteur de la Santé (Logistikstrategien im Gesundheitswesen) s'est tenue à Mondorf. Le but de cette conférence qui a été promue par les Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale, était de dégager des stratégies afin d'optimiser la logistique dans le secteur hospitalier, notamment en ce qui concerne l'achat de matériel et d'équipement hospitalier.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelles conclusions ont été tirées à l'issue de cette conférence?

- Les discussions sur les stratégies logistiques dans le secteur de la Santé ont-elles été approfondies par la suite? À quel stade se trouvent ces discussions?

- Est-ce que l'achat de matériel et d'équipement hospitalier directement à l'étranger constitue une option permettant de réduire les coûts pour le secteur hospitalier? Dans l'affirmative, quels seront les effets escomptés?

- Quels seront les effets sur les acteurs nationaux dans le domaine de la fourniture de matériel et d'équipement hospitalier en termes financiers et d'emploi? Les ministères se sont-il déjà concertés avec ces acteurs nationaux?

Réponse (27.5.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'objectif principal de la conférence du 27 juin 2007 à Mondorf a été l'échange sur les bonnes pratiques en matière d'achats en commun et de logistique hospitalière de nos experts nationaux avec des experts internationaux.

À l'issue de la conférence, il a été retenu, que stratégiquement et économiquement parlant, la centralisation de certaines activités hospitalières peut en effet se révéler très intéressante, sous réserve que certaines conditions spécifiques soient remplies dès le départ.

Ainsi, le débat a été poursuivi à l'échelle nationale entre septembre et décembre 2007 afin d'identifier les besoins en matière de centralisation de nos établissements hospitaliers. Ce débat a révélé que les attitudes que les établissements hospitaliers adoptent face à la possibilité de recourir à des structures communes, comme par exemple la stérilisation, la pharmacie, le laboratoire ou l'informatique, diffèrent fortement selon leurs besoins de modernisation et leurs capacités.

Toutefois, il va sans dire que le Ministère de la Santé soutient aussi, bien au-delà des fusions et synergies entre établissements, toutes les initiatives, de quelque origine qu'elles soient, qui peuvent aider à une meilleure maîtrise des coûts et partant, améliorer l'efficience hospitalière. Dès lors, sans en prendre l'initiative dans ce domaine où les caisses de maladie peuvent peser bien d'avantage sur les orientations en la matière, il collabore dans la mesure voulue à une organisation plus efficace, également dans le domaine de la logistique des achats de matériel et des équipements.

À ce titre, on rappellera que l'article 21 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers prévoit la faculté pour les établissements hospitaliers de créer des groupements d'intérêt économique.

Récemment, la demande commune du CHEM et de la Clinique Sainte Thérèse pour une étude de faisabilité et d'avant projet sommaire d'une infrastructure de centre logistique suprarégional dans la région hospitalière du Sud a été avisée favorablement

La logistique d'achat de matériels et d'équipements hospitaliers relève de la convention cadre UCM-EHL. Le groupement d'achat de l'EHL a élaboré, exécuté et amélioré un concept d'achat commun des établissements hospitaliers. Guidé par l'objectif de dégager une meilleure économie de moyens et notamment de coûts d'exploitation, l'EHL a prévu à cet effet deux postes d'universitaires.

Quant à la question des effets sur les acteurs nationaux dans le domaine de la fourniture de matériel et d'équipement hospitalier en termes financiers et d'emploi, je me permets de renvoyer l'honorable Député à l'expertise de l'EHL, qui de par ses activités dans ce domaine connaît bien le marché en question.

Question 2401 (19.3.2008) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **mesurages d'emprises sur le réseau routier communal:**

Il me revient que des mesures d'emprises pour le réseau routier communal affichent des retards importants. Ces retards posent de sérieux problèmes aux anciens propriétaires qui n'ont, jusqu'à l'heure actuelle, touché aucune indemnisation pour leurs terrains cédés au profit des administrations communales dans l'intérêt de projets routiers communaux. En conséquence, de plus en plus de propriétaires refusent de céder de nouvelles emprises parce que l'Administration du Cadastre et de la Topographie n'a pas encore mesuré les emprises cédées lors d'un investissement antérieur.

La loi modifiée du 25 juillet 2002 habilite des géomètres officiels établis dans le secteur privé à dresser des mensurations officielles.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Étant donné qu'une administration communale peut charger un géomètre officiel établi dans le secteur privé à dresser des emprises, l'État entend-il subventionner de telles initiatives communales pour remédier aux problèmes susmentionnés?

Réponse (22.5.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

La question concernant les emprises sur le réseau routier communal ne doit pas seulement être vue sous l'angle des mesurages, mais aussi sous l'angle de la régularisation des situations, à la suite du mesurage, par voie d'acte.

En ce qui concerne le volet des mesurages, il y a lieu de constater que la loi modifiée du 25 juillet 2002 a élargi les possibilités s'offrant aux communes pour faire réaliser ces travaux par des géomètres officiels du secteur privé au-delà de ceux de l'Administration du Cadastre et de la Topographie. Il faut encore noter que les villes de Luxembourg et d'Esch/Alzette ont parmi leurs services un ou plusieurs fonctionnaires remplissant ces qualifications.

Il appartient aux autorités communales, dans le contexte de leur autonomie, de décider de la manière dont elles veulent réaliser ces prestations. L'État n'entend pas intervenir financièrement dans ce choix.

En ce qui concerne le volet de la régularisation finale par acte et le paiement subséquent de l'indemnisation des anciens propriétaires, il faut regretter que plus de 70% des plans d'emprises réalisés par l'Administration du Cadastre et de la Topographie de 2005 à 2008 concernant les chemins repris et vicinaux n'ont pas été actés, enregistrés et transcrits.

Dès lors, il appartient aux autorités communales de dresser sans délai les actes des mensurations réalisées soit par leurs propres services (le secrétaire communal), soit en chargeant un notaire.

Question 2406 (20.3.2008) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant les **plaques d'immatriculation rouges:**

L'article 4 paragraphe 2 du règlement grand-ducal du 17 juin 2003 relatif à l'identification des véhicules routiers, à leurs plaques d'Immatriculation et aux modalités d'attribution de leurs numéros d'immatriculation stipule que «Les plaques rouges peuvent être utilisées pour la mise en circulation d'un véhicule sur le trajet le plus court de l'usine, de l'entrepôt, du point de vente ou de l'atelier de réparation à son lieu de destination.»

En plus, le paragraphe 4 du même article prévoit qu'«à condition de respecter les règles d'utilisation de la décision du Comité de Ministres Benelux M(92)13 du 2 décembre 1992, les plaques marchandes belges et les plaques d'immatriculation commerciales néerlandaises sont assimilées aux plaques rouges».

Les plaques rouges luxembourgeoises sont ainsi reconnues en Belgique et au Pays-Bas mais interdites dans tous les autres pays.

Cet état de chose pose une certain nombre de problèmes aux personnes physiques et/ou morales luxembourgeoises qui doivent effectuer des trajets en Allemagne ou en France en vue de l'importation de véhicules.

Au vu du fait que les véhicules équipés d'une plaque rouge sont couverts par l'assurance auto dans tous les pays de l'Union européenne, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Transports.

- Pour quelles raisons les plaques rouges luxembourgeoises sont interdites en Allemagne et en France?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin de remédier à cette situation?

- Monsieur le Ministre entend-il intervenir auprès de ses homologues allemands et français afin de clarifier la situation et le cas échéant fixer des règles d'utilisation à l'instar de la décision du Comité de Ministres Benelux M(92)13 du 2 décembre 1992?

Réponse (5.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Tant le principe d'existence même de plaques rouges au Luxembourg respectivement de plaques spéciales similaires dans les autres pays que les conditions d'apposition et d'utilisation de ces plaques sur des véhicules routiers relèvent, dans tous les pays, exclusivement du droit national. Il résulte de cet état de fait que dans les différents pays ces plaques spéciales diffèrent tant par leur désignation que par leur couleur, mais également quant aux conditions dans lesquelles elles peuvent être utilisées, comme notamment:

- utilisation non restreinte sur tous les types de véhicules ou utilisation exclusive sur des véhicules dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 3.500 kg;

- utilisation exclusive sur des véhicules ayant passé avec un succès un contrôle technique;

- durée de validité et/ou d'utilisation limitée ou illimitée;

- droit d'utilisation limité ou non aux professionnels du secteur automobile;

- utilisation soumise ou non au paiement de la taxe automobile, etc.

Eu égard aux conditions fortement divergentes d'un pays à l'autre en matière du régime et de l'utilisation de plaques spéciales du type «plaques rouges», la très grande majorité des pays n'autorisent actuellement pas sur leur territoire la mise en circulation de véhicules routiers sous le couvert de plaques spéciales d'un autre pays, sauf si une telle mise en circulation est autorisée sur base d'un accord bi- ou multilatéral entre pays, tel que c'est le cas notamment pour l'accord Benelux de 1992.

Dans les années 1990, une initiative avait été prise par le Luxembourg aux fins de conclure un accord avec la République fédérale Allemagne, aux fins de la reconnaissance mutuelle par les deux pays des plaques spéciales pour véhicules routiers. Après que le dossier avait pratiquement été finalisé au plan technique et administratif par les experts du Ministère des Transports et de la Société Nationale de Contrôle Technique, l'accord visé n'a toutefois pas été signé, alors que l'Allemagne avait finalement changé d'avis en avançant qu'un Traité entre États était requis à la fin visée. Une initiative semblable envers la France n'était envisagée qu'une fois l'accord avec l'Allemagne signé.

En 2004, la Commission européenne a pris une initiative aux fins d'harmoniser les régimes de gestion et les conditions d'utilisation des plaques spéciales pour véhicules routiers dans les États membres et d'en arriver par là à une reconnaissance mutuelle de ces régimes et plaques au plan communautaire; hormis deux réunions d'experts en octobre 2004 et en juin 2005, aucun suivi n'a depuis lors été donné par la Commission à sa propre initiative, ceci très probablement du fait d'une certaine résignation au vu de la difficulté d'harmoniser les régimes spéciaux fortement divergents applicables dans les différents États membres.

Je suis prêt à intervenir auprès de la Commission européenne afin de relancer ce dossier, et, à défaut d'une suite favorable, de contacter mes homologues allemands et français afin de trouver une solution appropriée.

Je saisis l'occasion pour signaler que l'acheminement de véhicules routiers achetés à l'étranger vers le Luxembourg peut, à défaut de reconnaissance des plaques rouges luxembourgeoises par les autorités des autres pays et dans l'attente, le cas échéant, d'une telle reconnaissance, également se faire:

- soit moyennant le transport du véhicule sur une remorque ou semi-remorque;

- soit sous le couvert de plaques spéciales étrangères équivalentes aux plaques rouges luxembourgeoises entre le lieu d'achat et/ou de dépôt du véhicule à l'étranger jusqu'à la frontière du Grand-Duché de Luxembourg, et ensuite sous le couvert de plaques rouges nationales de la frontière luxembourgeoise jusqu'à une station de contrôle technique afin d'y faire immatriculer le véhicule;

- soit sous le couvert d'une immatriculation temporaire du véhicule dans le pays étranger d'acquisition, un tel régime existant aujourd'hui dans pratiquement tous les États membres de l'Espace Économique Européen.

Question 2407 (20.3.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **section B classique dans les lycées secondaires classiques:**

Selon mes informations de moins en moins d'élèves de l'enseignement secondaire classique optent à la fin de la classe de 4e pour la section B à dominante mathématiques et informatique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Le Gouvernement confirme-t-il ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les causes de ce recul des inscriptions et y a-t-il possibilité d'y remédier?

- De manière générale est-il possible de donner de plus amples informations sur l'évolution des inscriptions à cette section?

Réponse (23.5.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le pourcentage des élèves inscrits en section B est le suivant pour l'année scolaire 2007/2008:

Classes de troisième B:
147 élèves soit 9,4%

Classes de deuxième B:
142 élèves soit 9,6%

Classes de première B:
109 élèves soit 7,4%

L'évolution du nombre des élèves des classes de première B a été la suivante durant les 12 dernières années:

1996/97: 126 élèves soit 12,0%

1997/98: 167 élèves soit 13,8%

1998/99: 125 élèves soit 11,2%

1999/00: 130 élèves soit 11,7%

2000/01: 127 élèves soit 10,4%

2001/02: 122 élèves soit 10,0%

2002/03: 108 élèves soit 9,0%

2003/04: 134 élèves soit 10,5%

2004/05: 117 élèves soit 9,5%

2005/06: 104 élèves soit 8,2%

2006/07: 127 élèves soit 9,3%

2007/08: 109 élèves soit 7,4%

Même si les variations en chiffres absolus ne montrent pas de tendance claire, on constate néanmoins une dégression concernant le pourcentage d'élèves inscrits en section B.

Une étude concernant l'intérêt des élèves pour la section B n'ayant pas encore été faite, il est difficile de déceler les causes exactes concernant cette dégression.

La modification envisagée de la grille horaire de la division inférieure de l'enseignement secondaire, mettant davantage l'accent sur les sciences et les mathématiques devrait être de nature à susciter un intérêt accru des élèves pour ces disciplines et, partant, pour les sections B et C.

Question 2411 (21.3.2008) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **cours de formation en vue de l'obtention d'un permis de pêche et** les **permis touristiques de pêche:**

À l'occasion du congrès de la Fédération Luxembourgeoise des Pêcheurs Sportifs (FLPS) début février 2008, les responsables ont proposé l'organisation de cours de formation pour les personnes ayant introduit une demande en obtention d'un permis de pêche.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis des responsables de la FLPS et envisage-t-il l'introduction de tels cours de formation?

- Dans l'affirmative, sachant que dans les régions Nord et Est du Grand-Duché beaucoup de permis de pêche touristique sont délivrés par les autorités compétentes, Monsieur le Ministre envisage-t-il une dérogation aux cours de formation pour les permis pour touristes?

- Dans un souci de simplification administrative, Monsieur le Ministre pourrait-il envisager une procédure selon laquelle les campings et hôtels pourraient aussi délivrer les permis pour touristes?

Réponse (23.4.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire envisage effectivement l'introduction de cours de formation en matière de pêche et d'écologie des cours d'eau en vue de l'obtention du permis de pêche pour les eaux intérieures.

Pour l'organisation et le financement de tels cours, la modification suivante de l'article 7 de la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures est prévue dans le projet de loi-cadre sur l'eau (N°5695): «Les montants de la taxe piscicole sont versés sur un fonds spécial qui sert à la sensibilisation, à la formation et à l'information des pêcheurs et du public en matière de pêche et de protection du milieu aquatique.»

Concernant la délivrance des permis touristiques, une dérogation aux cours de formation est effectivement prévue.

«Le permis de pêche touristique est actuellement délivré par les commissaires de district ou les bourgmestres de leur district qu'ils délégueront à ces fins» (règlement grand-ducal du 21 juillet 1976 portant introduction d'un permis de pêche touristique pour les eaux intérieures). Lors de leur délivrance, les permis sont enregistrés par les agents compétents.

Question 2416 (25.3.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **révision de la structure des traitements dans la fonction publique:**

Concernant la révision de la structure des traitements des fonctionnaires, le programme gouvernemental de 2004 dispose que «le Gouvernement oeuvrera en vue d'une révision de la structure des traitements». Ainsi, une commission, déjà mise en place sous le gouvernement précédent, serait appelée à présenter ses conclusions et à faire des propositions, notamment en ce qui concerne des corrections à apporter aux barèmes.
Il me revient que la commission mentionnée dans le programme gouvernemental a entre-temps finalisé ses travaux.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il présenter les conclusions dudit rapport devant la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications?

Réponse (2.6.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire visée sous rubrique, l'honorable Député Monsieur Fernand Etgen se réfère au programme gouvernemental de 2004 qui dispose que «le Gouvernement oeuvrera en vue d'une révision de la structure des traitements» et qu'à cet égard une commission, déjà mise en place sous le Gouvernement précédent, serait appelée à présenter ses conclusions et à faire des propositions, notamment en ce qui concerne des corrections à apporter aux barèmes. À cet effet, Monsieur Etgen estime être informé de ce que cette commission aurait entre-temps finalisé ses travaux, et désire par conséquent savoir d'une part si le Gouvernement peut confirmer ces informations, et d'autre part si le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative entend présenter les conclusions dudit rapport devant la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications.

En réponse, je me permets de rendre attentif d'abord au fait qu'une première analyse des rela-

tions entre les différentes carrières par rapport à l'évolution des piliers fondant leur classement (études, responsabilités, attributions, sujétions particulières) avait déjà été faite au cours de la période législative 1999-2004. Elle était essentiellement basée sur les mémoires de revendications introduits au début de cette période par les différentes associations du personnel.

Le Gouvernement actuel a réactivé les travaux en la matière dans le cadre de ses discussions relatives à l'adaptation des conditions de recrutement au processus de Bologne pour l'accès à la fonction publique et aux professions réglementées. Il a entre autres invité la commission spéciale d'experts de continuer ses travaux dans ce dossier par la prise en compte des nouvelles données en matière de recrutement à générer par la transposition des nouveaux diplômes, et à finaliser ses travaux. Le Conseil a retenu en particulier qu'il fallait organiser l'accès à la carrière supérieure auprès de l'État par rapport à des masters spécialisés et mener une réflexion avec les milieux concernés sur la place à réserver aux diplômés de bachelor au sein de la fonction publique.

Par voie de conséquence, les travaux de la commission ont eu comme objectif dans un premier temps l'analyse de tous les aspects engendrés en matière de nouveaux diplômes et d'évolution dans les études de base requises à l'accès par la transposition du processus de Bologne, en développant donc une approche consistant à analyser surtout l'évolution des diplômes sur base du processus de Bologne.

Un deuxième critère traditionnel de classification des différentes carrières fixé par le législateur de 1963, à savoir celui relatif à l'évolution des responsabilités, des attributions et des sujétions de l'agent n'a cependant pas été analysé jusqu'à présent dans la mesure où il présuppose une enquête préalable détaillée dans toutes les administrations de l'État. Or, des conclusions complètes et cohérentes ne pourront être formulées une fois que toutes les informations nécessaires surtout en ce qui concerne ce deuxième critère auront été analysées. Lors de sa déclaration sur la situation économique, sociale et financière du pays, Monsieur le Premier Ministre a précisé qu'au cours des prochains mois le Gouvernement continuera cette analyse.

Je tiens par ailleurs à rappeler à l'honorable Député qu'en date du 14 janvier 2008, j'ai déjà convenu avec la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative de faire figurer à l'ordre du jour de l'une de ses prochaines séances un échange de vues relatif aux modifications rendues nécessaires par l'introduction du processus de Bologne et aux conclusions tirées des entrevues avec les différentes associations concernées.

Question 2418 (25.3.2008) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **projets CDM (Clean Development Mechanism) et JI (Joint Implementation):**

Lors du débat d'orientation sur le changement climatique du 11 mars 2008, j'avais demandé à Monsieur le Ministre de l'Environnement de bien vouloir me fournir des informations quant aux projets CDM (Clean Development Mechanism) et JI (Joint Implementation) actuellement mis en œuvre par le Gouvernement. N'ayant pas reçu de réponse concrète de la part du Ministre de l'Environnement, je me permets de rééditer mes questions:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur l'état d'avancement des projets CDM initiés par le Luxembourg?

- Monsieur le Ministre pourrait-il particulièrement m'informer sur les projets de biogaz et biomasse en Inde ainsi que sur les projets éoliens en Chine?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur le volume des unités de réduction certifiée des émissions (URCE) que le Luxembourg se fera attribuer par les projets CDM?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les projets JI initiés par le Luxembourg?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur le volume des unités de réduction d'émissions (URE) que le Luxembourg se fera attribuer par les projets JI?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer si l'état luxembourgeois aurait pu profiter de l'installation d'une centrale turbine gaz vapeur à Eisenhüttenstadt par les sociétés Soteg et Gazprom pour se faire attribuer des unités de réduction d'émissions (URE)?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer pourquoi cette possibilité n'a pas été envisagée?

Réponse (19.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse aux questions de l'honorable Député au sujet de l'état d'avancement des projets CDM «initiés» par le Luxembourg, j'ai l'honneur de fournir les informations suivantes:

À ce stade, le seul projet CDM où le Luxembourg est participant au projet au niveau bilatéral est le projet 0167 «Landfill Gas to Energy Facility at Nejapa Landfill Site in El Salvador», approuvé par le CDM Executive Board. L'État luxembourgeois pourra acquérir 325 000 RECs (réductions d'émission certifiés).

Le Luxembourg n'a pas initié au niveau bilatéral, en tant que «participant au projet», des projets de biogaz et biomasse en Inde ni des projets éoliens en Chine.

Par contre, l'État luxembourgeois a conclu avec «Swiss Re Global Markets Limited» un accord prévoyant le transfert d'un volume total de 1.642.000 RECs, dont 30% de crédits d'émission garantis. Swiss Re s'engage à ce que ces crédits proviennent de projets éoliens réalisés en Chine. Il s'agit plus particulièrement des projets «Liaoning Changtu Windfarm», où seront installées 66 turbines de 750 kW chacune, et «Guohua Inner Mongolia», avec 39 turbines de 1.250 kW chacune.

Par ailleurs, le Luxembourg, avec d'autres pays et firmes, participe financièrement à des fonds carbone de différents instituts financiers internationaux, à savoir:

- «Biocarbon Fund» de la Banque Mondiale avec une mise de cinq millions de dollars US;

- «Community Development Carbon Fund» de la Banque Mondiale, avec une mise de dix millions de dollars US;

- «Multilalteral Carbon Credit Fund» de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement avec une mise de dix millions EUR;

- «European Carbon Fund» de la Banque Européenne d'Investissement/Banque Mondiale, avec une mise de dix millions EUR;

- «Asian Pacific Carbon Fund» de la Banque Asiatique pour le Développement, avec une mise de 15 millions de dollars US.

Selon le 2e plan national d'allocation le Luxembourg devra acquérir quelques 23,5 millions de crédits d'émission pendant la période 2008-2012. Selon ce plan, environ 50% seront des RECs (réductions d'émission certifiées) provenant de projets CDM, 20-25% des UREs (unités de réduction d'émission) provenant de projets JI et 20-25% des AAUs (assigned amount units) provenant de l'échange de droits d'émission entre pays.

Cette distribution est indicative et peut changer selon les conditions du marché, les projets proposés et les pays concernés.

L'honorable Député me demande si l'État luxembourgeois aurait pu profiter de l'installation à Eisenhüttenstadt qui sera construite par les sociétés Soteg et Gazprom. D'abord, il faut noter que le projet est réalisé en Allemagne par deux sociétés de droit privé, et l'État luxembourgeois n'est pas investisseur. Il appartient dès lors à ces deux sociétés de décider si un projet de mise en œuvre conjointe (JI) sera réalisé dans ce contexte. Ensuite, la directive 2004/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 («linking directive») modifiant la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de CO_2, transposée en droit national par la loi du 27 mars 2006 relative aux mécanismes de projet du protocole de Kyoto, interdit le «double comptage». Ceci signifie que l'utilisation des UREs ou RECs, résultant d'activités de projets CDM ou JI, qui réduisent ou limitent directement les émissions d'une installation tombant dans le champ d'application de ladite directive, ne peut se faire que si un nombre égal de quotas d'émission est annulé par l'exploitant de l'installation en question, et par conséquent annulé également dans le registre national de l'État membre d'origine des UREs ou RECs.

Toutes les installations de combustion d'une puissance supérieure à 20 MW, et par conséquent l'installation qui sera construite à Eisenhüttenstadt, sont soumises au système communautaire d'échange de quotas d'émission. Inutile de mentionner que l'Allemagne interdit la délivrance de UREs provenant de ses installations concernées par le système.

Question 2425 (27.3.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**autoroute ferroviaire Bettembourg-Perpignan:**

Suivant des informations parues dans la presse l'autoroute ferroviaire Bettembourg-Perpignan mise en service officiellement le 29 mars 2007 ne connaît pas encore le succès souhaité par les exploitants.

Ce sont notamment des problèmes d'ordre technique (hauteur trop restrictive des transports respectivement du gabarit autorisé), des problèmes logistiques auprès des transporteurs (frais d'adaptation) et des problèmes d'autorisations pour des transports spéciaux de la part du Gouvernement français qui tous ensemble font que cette autoroute n'est exploitée qu'à un taux de 35% au lieu des 60% prévus lors de la mise en service.

Le Luxembourg via la CFL est partenaire du projet à raison de 12,5% des parts dans la société Lorry-Rail qui est l'exploitant de l'autoroute ferroviaire. Partant, le Luxembourg a un intérêt certain du point de vue économique mais également écologique afin d'aider à la réussite du projet.

Dans ce contexte j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, les questions suivantes à Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports:

- Quelles démarches votre Ministère respectivement la société CFL peut entamer respectivement a déjà entamées afin d'aider à résoudre les problèmes dans les domaines susmentionnés?

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois ne devrait pas - éventuellement via des programmes de l'UE - aider les transporteur à résoudre les problèmes d'ordre logistique mentionnés dans les articles de presse?

Réponse (19.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Le degré de remplissage des rames assurant la desserte de l'axe Bettembourg-Le Boulou se situe actuellement autour de 35%. Le conseil d'administration de Lorry-Rail S.A. s'est réuni ces derniers temps à plusieurs reprises pour définir et arrêter les mesures susceptibles d'augmenter ce taux. Parmi les pistes discutées susceptibles de relever le taux d'occupation des trains desservant cette relation, figurent notamment la vérification par réseau ferré de France de l'assouplissement en ce qui concerne la hauteur limite à respecter; l'acceptation de semi-remorques transportant des matières dangereuses; l'acceptation de semi-remorques frigorifiques et la mise en place d'une offre appelée «Traction Finale» mettant à disposition des transporteurs routiers un service de traction de leurs semi-remorques des terminaux à la destination finale et vice-versa.

Je me permets de relever également les efforts accomplis par les deux opérateurs ferroviaires CFL et SNCF en vue de garantir une bonne régularité du trafic entre Bettembourg et Le Boulou en termes de respect du temps de parcours; régularité s'exprimant par une ponctualité moyenne avoisinant les 95%.

Pour ce qui est plus particulièrement du 2e tiret de la question parlementaire, il y a lieu de préciser que Lorry-Rail a bénéficié de subventions de la part de l'Union européenne en guise d'aides au démarrage dans le cadre du programme Marco Polo. Actuellement, les CFL ont lancé une étude portant sur les opportunités s'offrant au transport multimodal pour bénéficier d'une aide d'exploitation. Le périmètre de cette étude intègre également les activités de Lorry-Rail S.A..

Finalement, je suis persuadé que l'ensemble des mesures engagées permettra à la société Lorry-Rail de progresser dans la commercialisation des services de l'autoroute ferroviaire et d'apporter la preuve de la pertinence technique et économique du nouveau mode de transport que la France et le Luxembourg sont attachés à promouvoir dans l'intérêt économique et dans l'intérêt du développement durable.

Question 2430 (28.3.2008) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant le **marché des télécommunications luxembourgeois:**

Il ressort d'un récent article de presse d'un quotidien proche d'un des partis de la majorité qu'au Luxembourg les prix des communications téléphoniques sont parmi les plus élevés de l'Union européenne. Cette situation s'expliquerait, selon l'auteur, malgré les efforts de libéralisation entrepris par l'Union européenne au cours des dernières années, par la position quasi-monopoliste persistante d'une seule entreprise.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

- Le Ministre peut-il confirmer ces affirmations?

- Le Ministre partage-t-il l'avis de l'auteur de l'article en question que cette situation sur le marché des télécommunications luxembourgeois risque d'entraîner une intervention de la Commission européenne?

- Le Ministre estime-t-il que cette situation est saine et souhaitable? Si tel ne devait pas être le cas, quelles mesures entend-il prendre pour y remédier?

Réponse (9.5.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

La question de l'honorable Député traite des prix des communications téléphoniques.

Il s'agit d'une question de surveillance du marché des communications électroniques qui incombe depuis 1997, année de sa création, à l'Institut Luxembourgeois de Régulation («ILR»), de concert avec l'Autorité de Concurrence en place. Dans le cadre du 2e paquet «Télécom», transposé en droit luxembourgeois par la loi du 30 mai 2005 sur les réseaux et les services de communications électroniques, l'Institut a procédé à une analyse des marchés identifiés par la Commission européenne dans sa Recommandation C(2003) 497. Parmi ces marchés, il y en a six qui concernent la téléphonie.

Sur ces bases, je me suis permis de solliciter les détails nécessaires auprès de l'ILR qui me fournit les éléments suivants:

1. Informations relatives aux prix des communications téléphoniques

Actuellement, compte tenu du développement du marché des télécommunications en Europe, il est de plus en plus difficile de parler d'un prix unique pour les services de communications téléphoniques. En effet, suite à une intensification de la concurrence, les opérateurs développent des paquets de services différents en fonction des besoins des consommateurs. La politique des prix est un des outils marketing utilisé en parallèle à d'autres outils comme le produit et la publicité. Ainsi même au Luxembourg de nouvelles offres sont constamment proposées aux clients.

Afin d'illustrer la situation des dépenses pour des services de communications téléphoniques au Luxembourg, l'Institut reproduit ci-dessous des indications chiffrées provenant de récents documents du travail du 13e rapport annuel relatif à l'état du marché des communications de la Commission européenne. L'ensemble des chiffres et des graphiques proviennent du document qui porte la référence SEC (2008) 356 volume 2. Ce document est disponible sous l'adresse suivante:

http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecomm/library/communications_reports/annualreports/13th/index_en.htm

Communications téléphoniques à partir du réseau mobile

Afin de pouvoir comparer les prix des opérateurs des différents États membres, il y a lieu de se référer aux profils d'utilisation définis par l'OECD. Trois profils différents sont prévus:

usage faible

usage moyen

usage intensif

Chamber TV
an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)
zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)
zu Déifferdeng
um Kanal S 29
zu Diddeleng
um Kanal S 32

	Minimum	Luxembourg	Maximum
Faible	4,97 €	9,82 €	29,44 €
Moyen	6,80 €	18,95 €	45,90 €
Intensif	11,98 €	25,85 €	68,33 €

Le tableau reprend les coûts mensuels moyens pour 2007 pour les trois types de profils d'utilisation définis par l'OECD. Pour le Luxembourg, le tableau reprend les données de l'opérateur historique respectivement de ses filiales. Les deux autres colonnes reprennent les chiffres d'opérateurs d'autres pays membres.

Communications téléphoniques du réseau fixe

Les chiffres fournis se basent toujours sur le dernier rapport de la Commission européenne.

	Minimum	Luxembourg	Maximum
Appel local	0,015 €	0,031 €	0,124 €
Appel international	0,005 €	0,137 €	0,310 €

Le tableau reprend le coût minimal pour un appel local et international à partir du réseau fixe de l'opérateur historique. Les colonnes «minimum» respectivement «maximum» reprennent les indications d'opérateurs historiques d'autres États membres.

Pour illustrer la situation de l'opérateur historique par rapport à d'autres opérateurs en Europe, les tableaux ci-dessous reprennent les données chiffrées des coûts mensuels moyens selon un panier d'utilisation défini par l'OECD.

Client résidentiel	Minimum	Luxembourg	Maximum
Type d'utilisation			
- Faible	4,03 €	8,91 €	19,67 €
- Moyenne	7,16 €	16,74 €	29,67 €
- Intensive	15,70 €	39,87 €	80,74 €

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Biermereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

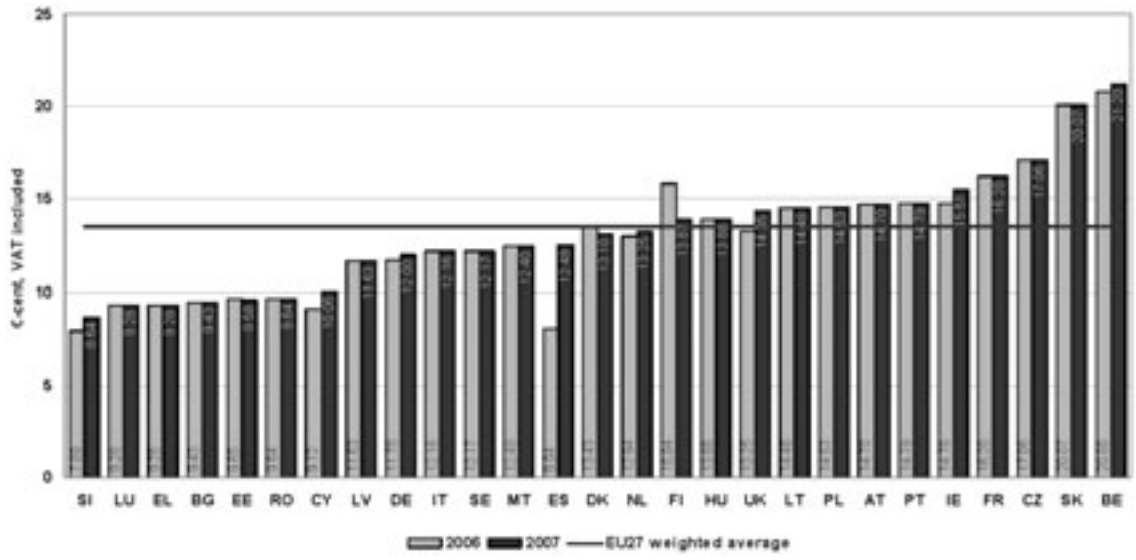
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

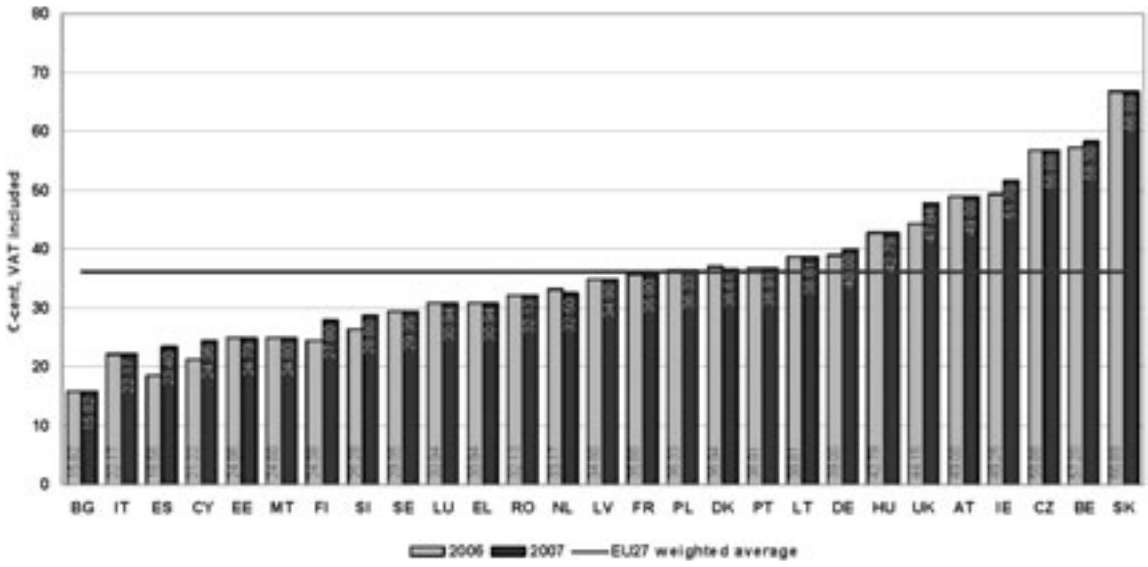
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Les graphiques ci-dessous, qui sont repris également du rapport de la Commission, illustrent que le Luxembourg se situe souvent en dessous de la moyenne pondérée des 27 membres de l'Union européenne en ce qui concerne les prix pratiqués par l'opérateur historique.

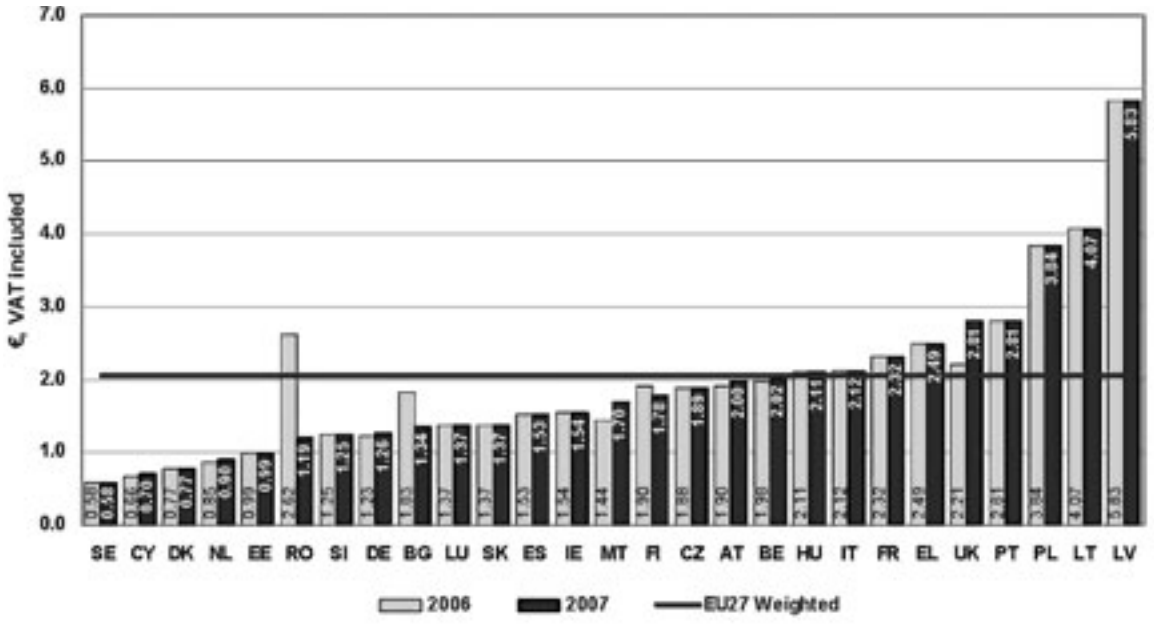
Local call charge, 3 min.



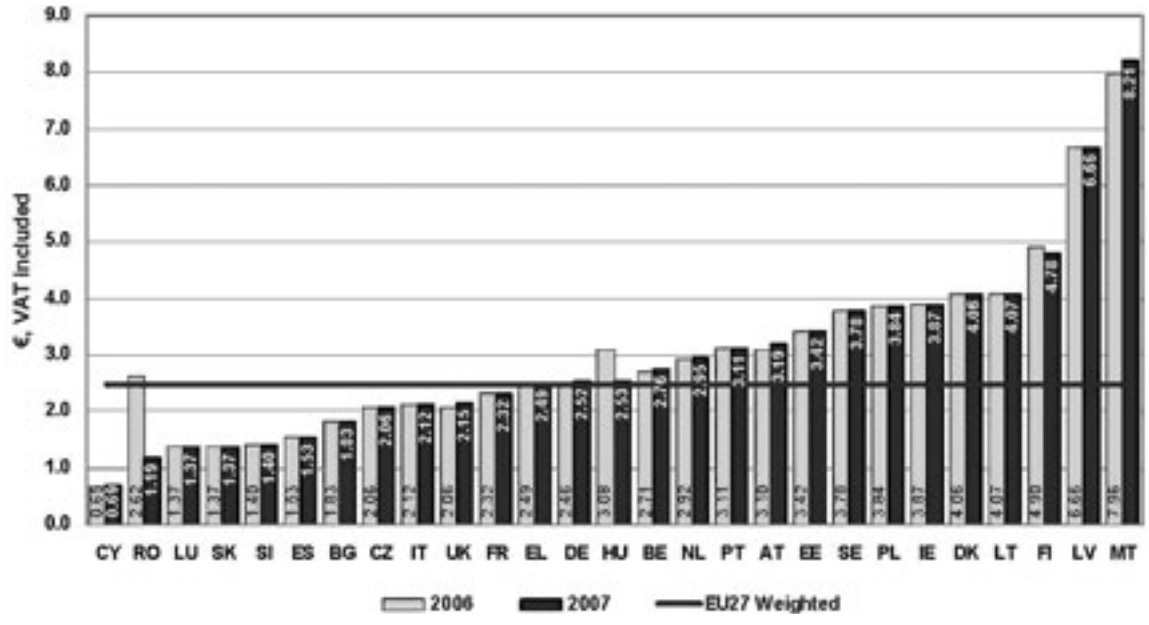
Local call charge, 10 min.



10 min. call to near EU country



10 min. call to distant EU country



Ces chiffres indiquent que le Luxembourg ne se situe pas nécessairement dans le groupe des pays les plus chers en Europe.

2. Possibilité d'une intervention de la Commission

En ce qui concerne la question du risque d'intervention de la part de la Commission européenne, l'Institut présente sa position comme suit.

Le cadre réglementaire européen de 2002 prévoit que les autorités de régulation nationales doivent procéder à des analyses des marchés afin de déterminer si une ou plusieurs entreprises sont puissantes sur différents segments des marchés de communications électroniques. Si à l'issue de ces analyses l'autorité de régulation nationale constate qu'une ou plusieurs entreprises détiennent une position dominante, elle doit, conformément à la législation, imposer des obligations réglementaires à ces entités.

Les obligations réglementaires qui ont été imposées par l'Institut à l'issue de l'analyse des marchés de la téléphonie sont les suivantes:

- Non-discrimination: L'obligation consiste à imposer à l'opérateur identifié comme puissant sur le marché, de fournir ses services de manière non discriminatoire aux utilisateurs finals.

- Transparence: Dans le cadre de cette obligation, un opérateur puissant sur le marché devra publier ses contrats qui devront spécifier les termes et conditions consentis pour chaque service vendu et préciser, notamment, à quel service en particulier se rapportent les éventuels rabais de quantité ou autres.

- Séparation comptable: Cette obligation impose aux opérateurs puissants sur le marché de tenir une comptabilité séparée pour les activités liées à la fourniture de réseaux ou de services de communications électroniques, de la même façon que si ces activités étaient exercées par des sociétés juridiquement indépendantes.

- Contrôle des prix et obligations relatives au système de comptabilisation des coûts: L'opérateur puissant sur la marché devra respecter des prix raisonnables pour la fourniture de services téléphoniques. Il devra en outre disposer d'un système de comptabilisation des coûts et fournir des informations complètes et précises permettant à l'Institut de vérifier que les prix appliqués sont abordables et qu'ils n'impliquent pas une distorsion de la concurrence.

L'institut a achevé ces analyses et a imposé les mesures correctives listées ci-dessus à l'opérateur historique. Dans un courrier du 6 décembre 2006, la Commission européenne a confirmé ne pas avoir de commentaires par rapport aux analyses effectuées par l'Institut et ses conclusions.

Question 2431 (28.3.2008) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant l'**itinéraire Vauban:**

Dans un article publié récemment dans les pages d'un hebdomadaire, un état des lieux peu reluisant est dressé de l'«Itinéraire Vauban». Il s'avère en effet que ce circuit inauguré dès 1999 n'est toujours pas achevé, situation due notamment à l'envergure de la tâche et au fait que de nouvelles fouilles archéologiques ont été entamées au cours des dernières années. Plus surprenant est cependant le fait que le circuit longtemps vanté comme attraction touristique n'est depuis un certain temps plus vraiment praticable puisqu'à partir du «Siechentor» les randonneurs doivent accomplir un parcours du combattant non dépourvu de risques. Le pont pour piétons devant conduire au Fort Niedergrünewald n'a toujours pas été construit et l'escalier provisoire en bois n'est plus guère praticable vu l'état de délabrement dans lequel il se trouve.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

- Pour quelles raisons le pont pour piétons devant conduire le randonneur au Fort Niedergrünewald n'a-t-il toujours pas été construit? Quelles sont les dates prévues pour le début et la fin de la construction?

- L'escalier en bois ne devrait-il pas être remis en état en attendant la construction du pont pour piétons?

- Quand peut-on envisager le parachèvement de l'«Itinéraire Vauban»?

- Quand peut-on envisager la réouverture de l'«Itinéraire Vauban»?

Réponse (29.5.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En guise d'introduction, je voudrais préciser que, s'il est vrai qu'une partie de l'itinéraire Vauban a été mise à l'essai dès 1999 pour les parties où la réfection d'ouvrages n'était pas nécessaire, l'itinéraire Vauban n'a jamais été inauguré. En effet, son aménagement fait partie de la loi du 25 avril 2003, «relative à la restauration et à la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg». Cette loi prévoit dans son article premier, entre autres, l'aménagement de l'ouvrage historique de la Porte des Bons Malades vers la montée du Fort Niedergrünewald, l'aménagement des hauteurs du Pfaffenthal et du Fort Niedergrünewald ainsi que des fouilles et l'aménagement partiel de la courtine de la vallée de la «Hiel» jusqu'au Fort Obergrünewald. Ces travaux étaient supposés s'étaler sur une durée de cinq ans, pour se terminer au courant de 2008.

Pour parer aux problèmes évoqués dans la question parlementaire, le Service des Sites et Monuments nationaux avait envoyé, dès août 2006, une lettre au directeur du Luxembourg City Tourist Office, lui demandant d'informer les touristes intéressés que le circuit n'était accessible que jusqu'au Pfaffenthal (spectacle audio-visuel dans la Tour de la Porte des Bons Malades) aussi longtemps que les travaux n'étaient pas terminés.

Si les travaux ne sont pas terminés à l'heure actuelle, il échet néanmoins de constater que beaucoup de travaux ont été réalisés par les entreprises mandatées et par les agents du Service des Sites et Monuments nationaux en collaboration avec un collaborateur du Musée National d'Histoire et d'Art. Il faut rappeler ici que, comme je l'ai précisé dans ma réponse au rapport spécial de la Cour des Comptes concernant le Musée de la Forteresse, j'ai dû prendre un certain nombre de mesures conservatoires dans ce dossier.

Sans vouloir entrer dans le détail, je voudrais rappeler que depuis 2005, le Ministère a pris des mesures concrètes en faveur du Service des Sites et Monuments nationaux entre autres pour l'aider à mieux encadrer le projet du Musée de la Forteresse qui fait partie de la loi précitée. Tout le projet relatif à la mise en place du Musée et du circuit Vauban a ainsi été mis à plat en attendant les résultats de l'auditeur externe concernant les états financiers du Musée.

Question 2434 (31.3.2008) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **chantier de la Banque Européenne d'Investissement (BEI):**

Selon un article de presse paru au «Tageblatt» en date du 29/30 mars 2008, des «irrégularités massives» concernant le droit de travail, ainsi que la santé et la sécurité au travail auraient été constatées sur le chantier de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au Kirchberg. L'article en question se base sur un communiqué de l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) qui fait état de «violations gravissimes» du droit de travail. Dans un autre article paru dans «L'essentiel» du 31 mars 2008, la BEI «s'étonne» du fait que l'ITM ait publié son communiqué de presse avant-mur de lui faire parvenir le rapport des contrôles effectués.

En considérant que l'objectif premier des contrôles opérés par l'ITM sur les chantiers est de rétablir au plus vite une situation conforme aux normes en vigueur, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus? Dans l'affirmative, quels sont les reproches formulés à l'encontre des responsables du chantier en question?

- Est-ce que l'ITM a effectué des contrôles antérieurs sur ce même chantier? Si oui, quel a été le résultat de ces contrôles? Est-ce que les responsables du chantier se sont montrés coopératifs pour redresser d'éventuels manquements?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'ITM n'ait pas remis de rapport à la BEI avant de publier des reproches sévères dans la presse? Quelles sont les procédures usuelles prévues dans des cas pareils? Est-ce que la BEI a entre-temps pu prendre note des reproches formulés par l'ITM de façon officielle? Quelles sont les mesures entreprises à ce jour pour atteindre une situation conforme aux normes de santé et de sécurité au travail?

Réponse (26.5.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

En tant que remarque introductive, j'aimerais signaler à l'honorable Député que l'Inspection du Travail et des Mines, conformément à la Convention internationale du travail N°81, bénéficie de l'autonomie la plus complète dans la mise en œuvre quotidienne de son activité lui dévolue par la loi. Les faits relatés par Monsieur le Député se situent dans le cadre des activités journalières de l'Inspection. Le Ministre n'en a donc pas à connaître et la seule responsabilité de l'Inspection du Travail et des Mines y est engagée. Le destinataire des questions de détail de Monsieur le Député ne saurait donc être le ministre. Aussi, ce dernier n'a-t-il aucun pouvoir de divulguer des informations détaillées concernant le contrôle effectué par l'Inspection du Travail et des Mines, qui relève des relations individuelles entre l'Inspection et les administrations. Pareillement, la politique de communication suivie en l'espèce est à assumer par la Direction de l'Inspection du Travail et des Mines. Je n'y porterai pas de jugement.

Quelques brefs commentaires donc seulement sur les questions de Monsieur le Député:

- La copie du communiqué de presse a été transmise au Ministre le 2 avril 2008, soit quatre jours après sa publication. Les reproches formulés à l'encontre du maître d'ouvrage et des responsables du chantier s'inscrivent exclusivement dans les relations entre l'Inspection du Travail et des Mines et administrés.

- Selon les informations dont je dispose, des contrôles antérieurs du chantier auraient été effectués les 5 juillet 2007 et 17 mars 2008.

- Je me suis entre-temps fait confirmer qu'une entrevue exhaustive a eu lieu entre l'Inspection du Travail et des Mines et les responsables, qui se seraient montrés extrêmement coopératifs, et que l'Inspection du Travail et des Mines considère que le chantier a été promptement mis en conformité.

Question 2435 (1.4.2008) de **M. Fernand Diederich** *(LSAP)* concernant les **critères de subvention de matériel pour les services de secours:**

Selon un article de presse paru le 28 mars 2008 au «Tageblatt», deux communes viennent d'équiper leurs services de secours de matériel nouveau, notamment de casques. Bien qu'il s'agisse de matériel indispensable à la sécurité pour les sapeurs pompiers, ces communes n'auraient pas reçu la subvention usuelle de 50% puisque la commission qui décide de ce type de subvention doute que l'acquisition de nouveaux casques tous les vingt ans soit justifiée. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus? Dans l'affirmative, est-ce que des critères bien définis pour la subvention de matériel pour les services de secours existent?

- Étant donné que la vie des secouristes et, selon le type de matériel, la vie des victimes d'un sinistre peut dépendre de la qualité du matériel disponible, ne serait-il pas opportun de reconsidérer les critères donnant droit à des subventions?

Réponse (6.5.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En premier lieu, il y a lieu de souligner que, conformément à la loi du 22 avril 1905 concernant l'établissement d'un impôt spécial dans l'intérêt du service incendie et de son règlement d'exécution du 31 janvier 1907, le produit de cet impôt est destiné d'abord à l'assurance des sapeurs-pompiers, à l'inspection du matériel d'incendie, à l'instruction des pompiers, à des subventions aux caisses de secours, à des primes d'encouragement et à des indemnités pour des actes de dévouement. Cette même législation stipule que le surplus sera réparti entre les communes, à titre de subsides, pour l'achat et l'entretien du matériel et l'organisation d'un service régulier de secours en cas d'incendie. L'impôt spécial est donc destiné en premier lieu à garantir le bien-être des sapeurs-pompiers et non au subventionnement à l'acquisition de nouveau matériel.

En ce qui concerne l'emploi du surplus de cet impôt spécial, le Ministre de l'Intérieur avait adressé le 13 décembre 1982 une lettre circulaire aux administrations communales pour les informer des formalités à observer en cas de demande de subventionnement de matériel d'incendie. La demande d'allocation d'un subside d'une commune pour l'acquisition de matériel d'incendie, décidée sur base d'une délibération du conseil communal, doit être avisée par l'inspecteur cantonal compétent et une commission technique est chargée de veiller à la conformité des prescriptions du cahier des charges et du bordereau de soumission. Cette commission est également en charge de la réception de certains équipements.

En ce qui concerne plus particulièrement les casques des sapeurs-pompiers, le Ministre de l'Intérieur avait informé le 4 juillet 1986 par lettre circulaire les administrations communales, que la Fédération nationale des Corps de Sapeurs-pompiers a homologué un casque spécifique, un casque français modèle F.1, aux normes de sécurité très poussées, comme casque officiel des sapeurs-pompiers du Grand-Duché de Luxembourg.

Il est inexact d'affirmer que le Ministère de l'Intérieur ou la commission technique douteraient que l'acquisition de nouveaux casques tous les vingt ans soit justifiée. La société qui fabrique et commercialise les casques F.1 a affirmé à plusieurs reprises au Ministère de l'Intérieur que les casques en question n'ont pas de durée de vie spécifique, puisque leur usure ne dépend que des conditions d'utilisation et d'entretien. Ainsi, il est évident qu'un casque très fortement exposé à des chocs, à des expositions directes à des sources de chaleur ou à des utilisations prolongées dans une zone à température très élevée, devra parfois être changé au bout de six mois, alors qu'un casque moins exposé et parfaitement entretenu pourra être utilisé pendant plus de vingt ans dans des conditions tout à fait satisfaisantes de confort et de sécurité. Ces informations ont d'ailleurs été transmises aux corps des sapeurs-pompiers par l'intermédiaire des inspecteurs cantonaux.

Il appartient donc au chef de corps de veiller à ce que des casques arrivés à leur fin de vie soient remplacés en temps utile, ceci indépendamment d'une date de péremption quelconque. De nombreux chefs de corps se conforment d'ailleurs à cette obligation, sans que cela ne fasse l'objet d'une information de presse.

Depuis 1986, le Ministère de l'Intérieur a acquis 6.620 casques de ce modèle, qui ont été distribués aux corps de sapeurs-pompiers. Encore en 2005, suite à un sondage effectué par les inspecteurs cantonaux pour déterminer les besoins en remplacement de casques, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a été amené à acquérir 570 casques.

En 2008, la Fédération nationale des Corps de Sapeurs-pompiers procédera à la création d'un stock de 1000 casques supplémentaires, destinés au remplacement de casques existants. Ces casques seront à charges des autorités communales et subventionnés à 50% par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Par ailleurs, je viens de décider que pour accélérer l'uniformisation et en guise de reconnaissance pour les services rendus, un casque de couleur blanche sera mis à disposition à chaque chef de corps et pris en charge intégralement par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Il va de soi que les casques qui ne sont pas homologués par la Fédération Nationale des Corps de Sapeurs-pompiers, en accord avec la Division d'Incendie et de Sauvetage de l'Administration des Services de Secours, ne sont pas subventionnés par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

Question 2437 (2.4.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**inscription de ressortissants luxembourgeois en sections kinésithérapie, éducation spécialisée, ergothérapie, logopédie et médecine vétérinaire dans une Haute école ou Université belges:**

La procédure d'inscription dans une Haute École ou Université belges pour les étudiants non résidents désirant s'inscrire en sections kinésithérapie, éducation spécialisée, ergothérapie, logopédie et médecine vétérinaire prévoit

toujours un tirage au sort. Il s'ensuit que l'accès pour les étudiants luxembourgeois qui ne peuvent poursuivre ce type d'études au Grand-Duché s'avère particulièrement difficile. Le Ministère de l'Enseignement supérieur avait dans le passé assuré vouloir tout mettre en œuvre afin de remédier à cette situation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quelles mesures concrètes ont été prises afin de faciliter l'accès des ressortissants luxembourgeois désirant s'inscrire en sections kinésithérapie, éducation spécialisée, ergothérapie, logopédie et médecine vétérinaire dans une Haute École ou Université belges?

- Le Ministère a-t-il entrepris des démarches auprès des autorités belges dans ce contexte? Lesquelles?

J'aimerais en outre poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quelle est son appréciation quant au parcours de combattant que les ressortissants luxembourgeois désirant s'inscrire en sections kinésithérapie, éducation spécialisée, ergothérapie, logopédie et médecine vétérinaire dans une Haute École ou Université belges doivent parcourir?

Réponse commune (9.5.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* et **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Depuis l'entrée en vigueur du décret dont question, les étudiants luxembourgeois, tout comme les autres étudiants non résidents en Communauté française de Belgique, doivent se soumettre à un tirage au sort pour avoir accès aux formations visées. Les dates d'inscriptions à ce tirage au sort ainsi que le nombre de places ouvertes aux non résidents dans l'ensemble des filières concernées dans les différentes institutions d'enseignement sont communiqués tous les ans par le CEDIES aux élèves des classes terminales des lycées. Par ailleurs, lors des journées consacrées aux équivalences belges du diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois, organisées tous les ans en juillet au CEDIES, les élèves sont une nouvelle fois rendus attentifs à cette procédure d'inscription. Enfin, une liste de formations aux métiers visés dans d'autres pays que la Belgique est à disposition des lycéens et leur a été transmise par le CEDIES.

En date du 7 avril 2007, le Ministre de la Culture, de l'Enseignements supérieur et de la Recherche et la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche ont rencontré à Bruxelles Madame Marie-Dominique Simonet, Ministre de l'Enseignement supérieur de la Communauté française de Belgique. Les ministres luxembourgeois ont évoqué l'accord existant avec l'Autriche, accord qui prévoit un accès des étudiants luxembourgeois aux études de médecine dans le cadre du quota de 75% réservé aux étudiants autrichiens. Ils ont proposé à Madame Simonet d'envisager une dérogation permettant aux étudiants détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires d'un pays qui ne peut mettre en œuvre une formation donnée, faute de masse critique, d'avoir accès à ces formations dans un autre pays. Une telle formulation permettrait aux étudiants résidents au Luxembourg d'accéder aux formations visées en Communauté française de Belgique. Il a été convenu qu'une telle possibilité serait étudiée, et ce aussi à la lumière du droit communautaire.

Une prochaine réunion entre les ministres aura lieu en juin 2008 au Luxembourg.

Question 2440 (2.4.2008) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**augmentation de la tâche hebdomadaire des enseignants:**

D'après un article paru dans l'édition du «Lëtzebuerger Land» du 28 mars concernant le temps de travail des enseignants, Madame la Ministre aurait déclaré que la proposition d'augmenter la tâche hebdomadaire de six heures (quatre heures de plus de présence à l'école plus heures de contact direct avec les enfants) n'émanait pas du Ministère de l'Éducation nationale.

- Dans ce contexte j'aimerais connaître la proposition concrète de Madame la Ministre et savoir pour quels motifs cette idée n'a pas été retenue par le Gouvernement.

- Aussi voudrais-je savoir qui est l'auteur de la proposition 4 + 2 et pourquoi Madame la Ministre s'est ralliée à cette approche.

Réponse (23.5.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En réponse à la question parlementaire N°2440, j'ai l'honneur d'informer Madame la Députée que la proposition qu'elle évoque dans sa question parlementaire n'est pas la proposition initiale faite par le Gouvernement aux enseignants, mais une proposition qui est le résultat de plusieurs réunions de négociation au cours desquelles il a été tenté de trouver une solution de compromis.

Le Gouvernement avait initialement fait un certain nombre de propositions qui avaient toutes pour point commun d'augmenter le nombre de leçons de présence des enseignants devant les élèves, de façon à ce que cette présence de l'enseignant soit assurée pendant tout le temps de présence des élèves, hormis les deux leçons d'éducation morale et sociale ou d'instruction religieuse et les éventuelles décharges pour l'ancienneté. S'y ajoutait un certain temps de présence à l'école pour des travaux de concertation, des travaux administratifs et la consultation des parents.

Ces modèles proposés et préférés par le Gouvernement s'articulaient soit autour de la conversion de l'horaire actuel de l'enseignement primaire basé sur des leçons de 50 à 55 minutes en un horaire se fondant sur des leçons de 60 minutes, soit autour d'une solution du type «Eis Schoul», où la présence des membres d'une équipe pédagogique est fixée à un minimum de 30 heures de présence par semaine.

Question 2442 (3.4.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**hébergement de l'exposition «Migration» au Musée de la Forteresse:**

Dans le cadre de l'année culturelle 2007, a été créée l'exposition «Migration», qui a connu un grand succès partout, aussi bien à Trèves, qu'à Arlon ou encore au Luxembourg. Actuellement l'exposition se trouve au centre touristique «Relais Europe Direct» à Schengen et selon mes informations elle prendra fin le 17 avril 2008.

En août 2007, les responsables ministériels ont présenté le concept du futur Musée de la Forteresse. Un des grands thèmes du musée sera la question du développement de la société luxembourgeoise, en particulier du 19e siècle à nos jours.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser le question suivante à Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

- Le Gouvernement pourrait-il envisager d'héberger l'exposition «Migration» au Musée de la Forteresse au lieu de la dissoudre?

Réponse (9.5.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire N°2442 de l'honorable Député Monsieur Marcel Oberweis, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il n'est pas envisagé d'implanter l'exposition «Migrations» au Musée Dräi Eechelen.

Pour «Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007», le Service des Sites et Monuments nationaux avait crée une exposition itinérante traitant des «Migrations» dans et à partir du Luxembourg, du Moyen-Âge à l'époque contemporaine.

Or, de par sa nature et sa finalité, l'exposition en question est différente des principes de présentation du Musée Dräi Eechelen et ne pourra par conséquent pas être montée telle quelle dans cet endroit.

Les thèmes traités par l'exposition en question trouveront cependant un développement circonstancié au Musée Dräi Eechelen, qui pour certains de ses choix iconographiques ira recourir aux objets originaux reproduits par l'exposition en question.

Toutefois, si les organisateurs de l'exposition en question ne trouvent pas de dépôt adéquat pour l'entreposer après dissolution, le Musée Dräi Eechelen pourra s'occuper de la conservation des supports en tant que documents historiques.

Question 2443 (4.4.2008) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **dyslexie:**

La dyslexie est un trouble spécifique et durable affectant l'identification des mots écrits. Un dysfonctionnement auditif est l'une des premières pistes à explorer. La dyslexie entraîne des troubles de l'écriture qui provoquent très souvent des retards scolaires importants.

La dyslexie de l'enfant reste un sujet fort débattu. Dans un grand nombre de pays, notamment aux États-Unis et aux pays scandinaves, la dyslexie est considérée comme constitutionnelle, avec une forte composante génétique, les facteurs sociopédagogiques réalisant seulement des conditions potentiellement aggravantes. Au total, on estime qu'un adulte sur dix est ou a été dyslexique.

Au Luxembourg, la dyslexie n'est pas reconnue comme maladie et par conséquent les enfants concernés ainsi que leurs familles ne profitent d'aucun soutien de la part des caisses de maladie.

Selon l'article 24 de la Convention internationale des droits de l'enfant de l'ONU de novembre 1989 et ratifiée par le Luxembourg en date du 7 mars 1994, «Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible et de bénéficier de services médicaux et de rééducation. Ils s'efforcent de garantir qu'aucun enfant ne soit privé du droit d'avoir accès à ces services.»

Vu les développements antérieurs, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la situation au Luxembourg soit conforme à la Convention internationale des droits de l'enfant?

- De quelle manière le Gouvernement luxembourgeois soutient-il les familles concernées?

Réponse (9.5.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Suivant renseignements obtenus de la part du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle les services de ce Ministère concentrent leurs efforts sur une prise en charge adéquate des troubles de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, voire de la dyslexie:

Le service de l'Éducation différenciée a instauré des «Lies- a Schreifatelieren» aux principaux axes du pays, dirigés par des pédagogues diplômés pouvant se prévaloir d'une formation supplémentaire dans le domaine de la dyslexie.

Des «Projets Dyslexie», intégrant des professionnels de l'enseignement primaire et de l'Éducation différenciée, ont été mis en place en collaboration avec les autorités communales. Au vu des résultats encourageants de ces initiatives, il est prévu d'en créer un réseau cohérent couvrant toutes les régions du pays.

Le Centre de Consultation et d'Orientation psychologiques assure l'encadrement d'élèves dyslexiques de l'enseignement postprimaire.

Toutes les mesures susmentionnées sont offertes gratuitement.

En plus, un accent particulier est mis sur la formation continue des enseignants, afin de les sensibiliser à une détection précoce des problèmes en question et de les initier à une approche pédagogique répondant plus spécifiquement aux besoins des enfants dyslexiques.

Un groupe de travail composé de représentants de mon Ministère et du Ministère de l'Éducation nationale est chargé d'étudier les possibilités d'améliorer la prise en charge des enfants présentant une dyslexie ou une dyscalculie, et cela tant à l'école qu'en dehors du milieu scolaire.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel
um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Question 2444 (7.4.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**achat par l'État d'une surface boisée de 385 ha à la famille grand-ducale:**

Am Zesummenhang mat dem Kaf vun 385 Hektar Bësch duerch de Stat aus dem Privatbesëtz vun eiser groussherzoglecher Famill stelle sech eng Parti Froen. Ënner anerem déi vun de Folgekäschte vun dëser Acquisitioun. Duerfir géif ech gären dës Froen un Iech riichten:

1. Wéi héich ass den Defizit, dee sech an deene leschte fënnef Joer (Donnéeë pro Joer) aus der Exploitatioun vun den öffentleche Bëscher erginn huet?

2. Kënnt Dir mer dës Zuelen no Kategorië vu Recetten an Dépensë vun der Gestioun vun den öffentleche Bëscher opschlësselen?

3. Wéi schätzen Är Servicer den Zoustand vun deene Bëscher an, déi de Stat elo aus dem groussherzogleche Besëtztum ofkaaft huet?

4. Wouranner gesidd Dir den Avantage vun dësem Ukaf, wann een dervun ausgeet, datt och d'Privatbëscher am Kader vun de Bestëmmunge vum Naturschutzgesetz mussen exploitéiert ginn?

Réponse (6.5.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Ad 1 et 2

Étant donné qu'un outil informatique complet relatif à la gestion financière des forêts soumises au régime forestier n'est disponible qu'à partir de l'année 2005, je me dois de limiter ma réponse aux résultats financiers des exercices 2005 à 2006.

Le tableau figurant ci-après renseigne le déficit d'exploitation des forêts soumises au régime forestier.

Déficit en €/ha			
	2005	2006	2007
Communes	131	77	43
État	237	186	182
Établ. publics	109	81	14
Déficit moyen	157	105	77

Quant aux montants des différentes catégories de recettes et de dépenses, ils résultent du tableau détaillé joint en annexe et intitulé «Bilan de la gestion financière des forêts soumises au régime forestier 2005-2007».

Les montants figurant au tableau ci-dessus et au tableau joint en annexe appellent les remarques suivantes *(tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Tout d'abord, il est un fait que le résultat financier de la gestion forestière des forêts soumises est fortement influencé par deux facteurs sur lesquels l'administration publique n'a guère d'influence, à savoir les frais de personnel et les prix de vente du bois qui, après les tempêtes de 1990 et de 1999, ont fortement chuté pour remonter depuis deux ans. Cette remontée des prix explique, d'ailleurs, la diminution sensible du déficit d'exploitation au cours des deux dernières années.

De plus, le déficit d'exploitation élevé des forêts domaniales s'explique par le fait que de nombreuses acquisitions de l'État ont été opérées dans la région du Lac de la Haute-Sûre, région dans laquelle les forêts exercent avant tout un rôle de protection. En règle générale, le bilan financier est déficitaire pour des forêts situées en pente forte portant essentiellement des peuplements de jeunes résineux ou du taillis de chêne.

Ceci dit et vu que le résultat purement financier ne comprend pas les fonctions de protection (érosion des sols, nappes phréatiques, épuration de l'air, structuration du paysage, aire de survie pour des espèces animales et végétales, etc.) et de récréation des forêts, l'administration a complété le bilan de la gestion forestière par une estimation des revenus non facturés engendrés par ces deux fonctions.

Ad 3

L'Administration des Biens de SAR le Grand-Duc a assuré la gestion des forêts récemment acquises par l'État à l'aide de personnel forestier qualifié de sorte que l'état de ces forêts est comparable aux forêts gérées par l'Administration des Eaux et Forêts suivant les règles de la gestion durable des forêts.

Ad 4

Pour des raisons tant économiques qu'écologiques l'Administration des Eaux et Forêts a réorienté sa politique en matière d'acquisition de forêts de sorte que l'acquisition de massifs forestiers privés présentant des surfaces importantes est devenue une priorité. En effet, ces massifs importants font partie de notre patrimoine naturel et il importe de garantir une gestion forestière durable et d'éviter une surexploitation suivant des critères purement économiques.

Question 2445 (7.4.2008) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **concept de mobilité intégré «Nordstad»:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°2325 concernant le concept de mobilité intégré «Nordstad» *(cf. compte rendu N°12/2007-2008)*, Monsieur le Ministre des Transports ne répond que partiellement à mes questions et exprime son incompréhension quant à mes propos.

Voilà pourquoi je voudrais préciser mon souci et je me permets ainsi d'introduire une nouvelle question parlementaire à ce sujet.

La consultation rémunérée faite pour planifier le futur espace Ettelbruck-Diekirch prévoit un réaménagement complet de l'axe routier et ferroviaire entre les gares d'Ettelbruck et de Diekirch.

En plus, une option avec double couloir bus et tram est retenue par les communes, les experts et les Ministères en lieu et place de l'axe ferroviaire actuelle.

Les communes concernées doivent prévoir maintenant les classifications des terrains en vue du renouvellement des PAG et Monsieur le Ministre a déclaré que d'ici les élections législatives aucune décision sur le devenir du réseau ferroviaire ne sera prise.

En plus, Monsieur le Ministre se sert dans sa réponse à ma question parlementaire d'un article de presse qui reprend infidèlement et de manière incomplète mes propos et qu'il n'y pas lieu de le prendre comme repère.

Il y a lieu de s'orienter, pour la position des comités politiques et techniques Nordstad, à la documentation officielle très étoffée et argumentée qui reprend une vision intégrée à long terme pour le troisième CDA national.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Transports:

1. Dans le cadre des travaux d'élaboration de leurs PAG, les communes envisagent de reclasser en boulevard urbain (couloirs bus, trams et routiers) les terrains de l'actuel axe ferroviaire Ettelbruck-Diekirch. Ce faisant, les communes sont-elles en opposition avec la politique à long terme du Ministre des Transports et doivent-elles en conséquence renoncer à ces projets?

2. Monsieur le Ministre peut-il partager l'idée des communes de créer un double couloir bus avec un tram sur l'axe Ettelbruck-Diekirch? La perspective d'un tram, seul moyen de transport sur rail compatible avec le milieu urbain, trouve-t-elle l'accord du Ministre?

Réponse (19.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En réponse à la question parlementaire N°2445 du 7 avril 2008 de l'honorable Député Jean-Paul Schaaf, je tiens à lui rappeler notre démarche commune arrêtée en septembre 2007 et reconfirmée lors de notre entrevue du 30 avril 2008 qui consiste à élaborer dès à présent un concept de mobilité détaillé «Nordstad», entre autres pour garantir à long terme une bonne offre des transports publics sur l'axe entre Ettelbruck et Diekirch.

Par ailleurs, étant donné qu'aucune décision formelle de suppression de la ligne ferroviaire entre Ettelbruck et Diekirch n'a été prise, il m'appert judicieux de s'en tenir dans le processus décisionnel d'aménagement du territoire à la situation existante en matière d'infrastructures de transport collectif.

Question 2446 (7.4.2008) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **critères de relâchement des eaux de la retenue principale et des barrages accessoires à Esch/Sûre:**

L'exploitation de la centrale hydroélectrique d'Esch/Sûre est réglée par une convention entre l'État et la société d'exploitation Soler. Le barrage d'Esch/Sûre sert de réserve en eau potable en même temps que de bassin d'accumulation pour la centrale électrique. Pendant la période hivernale, de novembre à mars, la retenue est également utilisée à des fins d'écrêtement des crues.

La convention précitée règle les critères de relâchement des eaux de la retenue principale et des barrages accessoires.

Ce déversement instantané provoque des crues importantes qui entraînent l'inondation de plusieurs campings situés aux abords de la Sûre supérieure, situation qui empêche dès lors l'exploitation desdits campings, entre autres pendant la période de Pâques.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Le Gouvernement ne pourrait-il pas intervenir afin de procéder à un relâchement moins brutal et inopiné de l'eau afin d'éviter des inondations?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait revoir la convention réglant les critères de relâchement dans une optique de revalorisation du tourisme dans la région nord du pays?

Réponse (22.5.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

L'exploitation de la centrale d'Esch/Sûre est réglée par une convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la société d'exploitation Soler S.A.. Le mode d'exploitation de l'usine principale et des groupes des barrages secondaires ainsi que du groupe de barrage de compensation est réglé dans les conditions techniques annexées à cette convention. Il en est de même pour les consignes d'exploitation de la retenue d'Esch/Sûre.

La retenue d'Esch/Sûre sert non seulement de bassin d'accumulation pour la centrale hydroélectrique, mais aussi, et cela en premier lieu, de réserve d'eau potable de Sebes. En plus, pendant la période hivernale, la retenue est également utilisée à des fins d'écrêtement des crues. Des aspects touristiques jouent aussi un rôle important en ce qui concerne le niveau d'eau à assurer dans la retenue.

Les plans d'eau normal de retenue et les limites dans lesquelles l'exploitation de la retenue peut se faire sont minutieusement réglés dans les conditions techniques de la convention. Celles-ci exigent qu'en période d'été (1er avril au 31 octobre) le plan d'eau normal se situe à la cote 320,00 m et ne doit pas descendre sensiblement en dessous de la cote 315,00 m. Pour garantir l'alimentation du pays en eau potable dans cette période, la production hydroélectrique doit être limitée au minimum si le niveau de la retenue descend en dessous de la cote 315,00 m.

Par contre, en période hivernale (1er novembre au 31 mars) le niveau du plan d'eau est maintenu principalement à la cote 317,00 m. Ainsi, jusqu'au moment où le niveau du plan d'eau atteint la cote de 320,00 m, un stockage de 9 mio m^3 est possible.

L'usine électrique principale d'Esch/Sûre sert en premier lieu de production d'énergie de pointe. Elle est exploitée suivant les besoins de Cegedel afin d'optimiser sa contribution au réglage du réseau électrique luxembourgeois et peut provoquer de fortes variations du débit de la Sûre à la sortie de l'usine principale qui se propagent à travers les trois bassins auxiliaires. Le bassin de compensation sert à amortir ces variations de débit. Le barrage de compensation est exploité, selon les consignes fixées dans la convention entre l'État et Soler, de façon à assurer un débit d'écoulement plus régulier en aval du barrage.

Comme déjà exposé ci-dessus, la consigne de garantir une réserve d'eau potable suffisant présuppose un niveau de la retenue bien défini. Dans une telle constellation une crue peut aboutir à une situation dans laquelle le bassin de compensation, avec sa capacité réduite de seulement 352.000 m^3, ne permet pas une compensation totale des variations de débit.

En résumé il faut souligner que la convention entre l'État et Soler règle en détail les obligations de l'exploitant en ce qui concerne le relâchement du débit des barrages. La centrale hydroélectrique n'est pas exploitée exclusivement suivant des critères purement économiques. L'approvisionnement du pays en eau potable et la protection contre la crue ont priorité sur l'intérêt de l'exploitant de la centrale. Soler se tient strictement aux obligations contractuelles. Le mode d'exploitation de la centrale hydroélectrique par Soler ne diffère pas à celui-ci pratiqué par l'État jusqu'à 2003.

Afin de réduire le risque de dégâts quelconques en aval du barrage d'Esch/Sûre, un système de prédalerte et d'échange d'informations entre la centrale d'Esch/Sûre et les riverains concernés ainsi que l'administration communale d'Esch/Sûre a été mis en place.

Question 2447 (8.4.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **formation eBac:**

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a résolument choisi d'emprunter une voie novatrice en proposant à partir de la rentrée 2006 la formation eBac, une formation à distance sous forme de «blended-learning» qui mène au baccalauréat.

Le concept eBac s'adresse aux adultes qui ont arrêté leurs études secondaires avant la classe de 1ère et qui désirent reprendre celles-ci. 75% des cours eBac se dérouleront à distance via Internet, et seuls 25% des cours seront dispensés en présenciel.

La formule «blended learning» permettra ainsi d'offrir un plus grand confort aux adultes qui pourront mieux concilier emploi, vie de famille et études.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Le Gouvernement peut-il déjà dresser un premier bilan du concept eBac?

- Quelle en a été la résonance auprès des personnes concernées?

- Pourrait-on reprendre certaines modalités du concept eBac dans l'enseignement secondaire?

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *entre 20.00 heures et 22.00 heures un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée du lundi au jeudi** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

Réponse (28.5.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Premier bilan

Taux de réussite par session

Classe de troisième

Session	Nombre d'inscrits	Nombre d'échecs	Pourcentage d'échecs (%)
Session 1_0607	70	31	44
Session 2_0607	42	11	26
Session 3_0607	39	8	20
Session 4_0607	81	29	35
Session 5_0607	43	10	23
Session 6_0607	63	12	19
Session 1_0708	93	41	44

Conclusion: 35% d'échecs soit 65% de réussites en troisième.

Classe de deuxième

Session	Nombre d'inscrits	Nombre d'échecs	Pourcentage d'échecs (%)
Session 4_0607	42	12	28
Session 5_0607	29	1	3
Session 6_0607	31	2	6
Session 1_0708	39	22	56

Conclusion: 26% d'échecs soit 74% de réussites en deuxième.

Classe de première

Session	Nombre d'inscrits	Nombre d'échecs	Pourcentage d'échecs (%)
Session 1_0708	44	18	40

Conclusion: 40% d'échecs soit 60% de réussites en première.

Il convient de relever que grâce au système modulaire, un eLearner a pu accomplir les niveaux d'études de 3e et de 2e en une seule année. Le taux de réussite global (par module et par session) de l'eBac est de 67% comme le montre le tableau ci-dessus.

2. Le degré de satisfaction auprès des eLearners

S'il est vrai qu'il y a toujours un certain nombre d'abandons après les deux mois (= une session) qui suivent leur inscription, il faut cependant dire que les eLearners qui ont achevé la première session et qui commencent la deuxième session ont tendance à ne plus abandonner. Ces derniers se félicitent avant tout de deux avantages inhérents aux structures de l'eBac. D'une part ils sont très contents que tous les cours soient disponibles en ligne et puissent être consultés à partir de n'importe quel ordinateur connecté à Internet. Ceci leur permet d'acccorder sans trop de problèmes leur vie professionnelle, familiale et leur enseignement à distance. D'autre part ils apprécient également le fait que 75% des cours se déroulent à distance et que seuls 25% des cours soient en présenciel... ce qui limite considérablement leurs déplacements. Nombreux sont les eLearners qui ajoutent cependant à ces facteurs purement organisationnels le fait qu'ils n'ont jamais bénéficié dans l'école traditionnelle d'un suivi aussi engagé que dans l'eBac. Il n'est pas exclu que les bons résultats qui se dégagent du tableau ci-dessus soient justement le fruit de cet accompagnement de qualité.

Le haut degré de satisfaction des eLearners a également été retenu lors de l'audit de l'eBac qui a été mené par Monsieur Donatus Berlinger de l'Akademie für Erwachsenenbildung (www.aeb.ch). Suite aux interviews menées aussi bien avec les eLearners, les eTeachers et le groupe de pilotage du portail eLearning, Monsieur Berlinger a rédigé un rapport très détaillé. Après l'analyse dudit rapport, le groupe de pilotage a procédé à un certain nombre d'ajustements de sa démarche eLearning qui ont été perçus très positivement par tous les partenaires.

3. Possibilités de transfert

Ces possibilités sont déjà à l'étude. De nombreux partenaires scolaires sont d'avis que les écoles traditionnelles devraient absolument pouvoir bénéficier des avantages structurels et pédagogiques du système modulaire tel que développé par l'eBac qui peut, dans ce cas, servir d'exemple de bonne pratique. C'est dans ce contexte qu'un groupe de travail composé de collaborateurs du Ministère et de directeurs et directeurs adjoints du Lycée Michel Rodange, du Neie Lycée, du Lycée classique de Diekirch et de l'eBac travaille à l'élaboration de lignes directrices pour la mise en oeuvre d'un enseignement par modules dans la division supérieure de l'enseignement supérieure. Ces travaux se font en étroite collaboration avec des enseignants des mêmes lycées qui analysent les programmes en vigueur afin d'identifier thématiquement les modules.

Question 2450 (9.4.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **non-respect de la légalisation sociale européenne dans le domaine du transport routier:**

Le 3 avril 2008, la Commission européenne a engagé des procédures contre le Luxembourg pour non-respect de la législation sociale européenne relative aux activités de transport routier. Notre pays n'a pas communiqué ses mesures nationales de transposition de la directive de la Commission sur la mise en œuvre de la législation sociale européenne relative aux activités de transport routier. Or, la législation nationale aurait du être adaptée avant le 1er avril 2007.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Transports:

- Pourquoi le Luxembourg n'a pas communiqué ses mesures nationales de transposition de la directive 2006/22/CE du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) N°3820/85 et (CEE) N°3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil?

- Monsieur le Ministre entend-il prendre rapidement les mesures qui s'imposent et le cas échéant quelles sont ces mesures?

Réponse (18.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question, l'honorable Député souhaite connaître les raisons du retard dans la transposition de la directive 2006/22/CE du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) N°3820/85 et (CEE) N°3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil.

Le retard dans la transposition est notamment dû à la complexité de la matière.

En effet, la nouveauté principale de la directive 2006/22/CE consiste dans l'introduction d'un système de classification des entreprises par niveau de risque.

Un tel système n'existe cependant pas encore au Luxembourg et seulement de façon rudimentaire à l'étranger. Or, l'extrême complexité d'un tel système fait que même les experts d'Euro Contrôle Route n'ont pas encore réussi à mettre au point un système prenant en compte tous les facteurs de manière satisfaisante.

Le Ministère des Transports suit ces travaux au sein d'un comité instauré récemment par la Commission européenne dans le cadre de la comitologie.

Afin de ne pas retarder encore plus la transposition de la directive 2006/22/CE, le Ministère des Transports a élaboré au deuxième semestre 2007 un projet de règlement grand-ducal qui délègue l'élaboration de ce système à une commission de coordination, à l'instar de la Belgique. Cette manière de procéder permettra également de réagir de façon plus flexible aux décisions de comitologie.

Toutes les autres dispositions seront transposées directement par le projet de règlement grand-ducal.

Ce projet a été accepté par le Conseil de Gouvernement lors de sa séance du 21 décembre 2007 et se trouve actuellement pour avis au Conseil d'État, à la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés et aux Chambres professionnelles, conformément aux dispositions de la loi du 9 août 1971.

Dès la disponibilité de ces avis, la directive 2006/22/CE sera transposée.

Je tiens à souligner que le Luxembourg satisfait déjà aujourd'hui aux obligations prévues par la directive pour la coopération et la coordination d'actions communes avec d'autres États membres, l'organisation de formations communes et l'équipement des organes de contrôles.

De plus, le Luxembourg dépasse depuis 2003 le seuil des 2% (applicable à partir de l'année 2008) du total des jours travaillés pour le contrôle de la conformité avec les règles sociales sur le temps de conduite et les périodes de repos.

Il lui reste donc à mettre en place le système de classification des entreprises par niveau de risque.

Question 2452 (9.4.2008) de **M. Fernand Diederich** *(LSAP)* concernant les **places dans les centres intégrés:**

Le Gouvernement a entamé au cours des dernières années de nombreuses nouvelles constructions, transformations et rénovations de Centres Intégrés pour Personnes Âgées, de maisons de soins, de centres psychogériatriques et de logements encadrés pour personnes âgées pour répondre à une demande toujours croissante.

Pourtant, la pénurie en lits de soins et les délais d'attente parfois démesurés persistent, ce qui amène de nombreuses familles à placer leurs proches dans des établissements de soins et de retraite dans les régions limitrophes du Grand-Duché.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que Madame la Ministre peut me renseigner sur le nombre de lits dans des maisons de soins et de retraite de la région frontalière actuellement occupés par des personnes âgées en provenance du Luxembourg?

- Quels sont les moyens que le gouvernement entend mettre en œuvre, respectivement renforcer pour permettre à davantage de personnes de trouver une place dans un centre intégré au Luxembourg?

- Par ailleurs, quelle est l'évolution envisageable du nombre de ces personnes placées à l'étranger compte tenu des lits actuels et futurs au Luxembourg?

Réponse 19.5.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Depuis des années, le Gouvernement mène une politique d'investissement très dynamique dans le secteur des structures du long séjour pour personnes âgées.

Au stade actuel, le Luxembourg dispose de 4.630 lits, dont 1.383 en maisons de soins et 3.247 en Centres Intégrés pour Personnes Âgées.

13 projets concernant des constructions nouvelles ou l'extension de structures existantes sont actuellement en cours de sorte que, dans les prochaines années, le nombre de lits va augmenter de 650 unités.

Par ailleurs neuf autres projets, représentant 600 lits supplémentaires, sont en phase de planification.

D'ici la période 2012-2015, ces projets feront augmenter le nombre de lits disponibles à 5.880 unités. Ceci revient à une augmentation nette de 1.250 unités ou de plus de 25%.

À titre d'information, il y a lieu de mettre en lien ces informations avec celles disponibles pour l'Allemagne. Le pays voisin dispose d'environ 677.000 lits pour le groupe des personnes de 65 ans et plus, ce qui revient à une capacité d'accueil de 4,27%. De son côté le Luxembourg dispose de 4.630 lits pour le même groupe d'âge (+/- 63.140 personnes), donc d'une capacité d'accueil de 7,33%.

Il n'existe pas de répertoire centralisé des personnes âgées séjournant dans une institution dans un des pays limitrophes. Les informations disponibles auprès de l'Union des Caisses de Maladie concernent les assurés ou co-assurés qui continuent à avoir leur résidence légale au Luxembourg tout en séjournant dans un établissement pour personnes âgées dans un de nos pays voisins (formulaires E121L et E112DEP).

À ce jour, 176 formulaires ont été émis à des personnes, assurés ou co-assurés, qui séjournent actuellement dans une maison de retraite/de soins en Allemagne et 20 à des personnes accueillies dans une institution pour personnes âgées en Belgique.

Question 2453 (9.4.2008) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **médicaments génériques:**

Des données statistiques récentes de l'IMS Health situent le Luxembourg parmi les plus mauvais élèves de l'Union européenne en ce qui concerne la prescription de médicaments génériques. En 2007, la part de marché des génériques se chiffrait à 2,7%, cette proportion étant de 11% en Autriche, 10,7% en Suisse ou encore 8,5% en Belgique.

Le montant économisé aux assurés par cette part de marché modeste est chiffré pour l'an 2007 autour de 8,5 millions euros. Parmi les acteurs du monde médical qui ne prescrivent pas ou peu de génériques au Luxembourg se trouveraient certains médecins spécialistes ainsi que différents services hospitaliers.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces données statistiques récentes?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles les génériques sont si peu prescrits par les services hospitaliers?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il des mesures d'information sur les avantages des génériques à l'adresse des médecins spécialistes et des hôpitaux?

- Quel est le montant que l'UCM pourrait économiser annuellement au profit des assurés si les hôpitaux et les médecins spécialistes avaient systématiquement recours à des génériques? Ne serait-il pas envisageable de doubler le montant des économies cité plus haut à courte échéance ce qui serait bénéfique pour l'équilibre budgétaire des caisses de maladie?

Réponse (27.5.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans sa question parlementaire sous rubrique, l'honorable Député s'enquiert sur les données statistiques concernant l'utilisation et la prescription ainsi que la promotion des médicaments génériques.

Voici les réponses aux différents volets de la question parlementaire:

1) En 2007 les génériques et assimilés représentent 2,77% des dépenses de médicaments pris en charge par l'assurance maladie dans le secteur ambulatoire. Des données relatives aux prescriptions dans les établissements hospitaliers ne sont pas disponibles.

2) De nombreux traitements sont effectivement initialisés par les médecins spécialistes exerçant dans les établissements hospitaliers et continués dans le secteur ambulatoire par les médecins généralistes. En milieu hospitalier, l'industrie pharmaceutique pratique pour les médicaments originaux dont le brevet est tombé, des prix d'achat souvent compétitifs aux génériques. Il s'en suit que la pénétration de ce marché reste faible, puisqu'une inscription des génériques au formulaire thérapeutique de l'hôpital doit se justifier économiquement.

3) Afin de promouvoir la transparence des coûts dans ce domaine, l'Union des Caisses de Maladie publie une liste des groupes génériques sur son site Internet www.ucm.lu.

4) La concurrence créée par la commercialisation des génériques entraîne que le prix public des ori-

ginaux diminue constamment ce qui empêche une évaluation chiffrée des gains ainsi réalisés, d'autant plus que les prescriptions peuvent se reporter sur des médicaments me-too plus coûteux.

5) Il est relevé que, dans certains groupes de molécules, les différences de prix entre originaux et génériques sont négligeables. L'alignement des prix noté dans les groupes qui ne comprennent plus de médicaments sous brevet, amène à considérer tous les médicaments inclus, que ce soient des originaux ou des génériques, comme étant «bon marché» comparés aux médicaments me-too qui n'ont pas encore vu leur prix diminué par l'arrivée des génériques. L'assurance maladie compte promouvoir les prescriptions dans ces groupes dits «bon marché».

Question 2454 (9.4.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **service d'hiver assuré par l'Administration des Ponts et Chaussées dans la région de Clervaux:**

En date du 7 avril 2008, des chutes de neige subites ont provoqué diverses complications sur notre réseau routier, notamment dans le Nord du pays. Il me revient toutefois que dans la région de Clervaux le service d'hiver n'a pas pu être assuré par l'Administration des Ponts et Chaussées.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Si oui, quelles sont les raisons pour lesquelles l'Administration des Ponts et Chaussées n'a pas pu assurer le service d'hiver dans la région de Clervaux?

Réponse (27.5.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En date du 7 avril 2008 une sorte de blizzard a touché de bonne heure quelques régions locales situées sur le territoire des services régionaux de Wiltz et de Clervaux. Ce phénomène aussi rare qu'imprévisible dans nos régions a apporté de la neige abondante sur son passage - 20 cm en une heure, tandis qu'il pleuvait partout aux alentours.

Surpris par ce phénomène, les conducteurs des camions du service d'hiver du service régional en question, durent se frayer leur chemin entre les poids lourds en difficulté pour atteindre la N7 et plus précisément la sortie de Hosingen en direction de Marnach.

Deux poids lourds de longueur exceptionnelle y avaient dérapé, ce qui avait eu pour effet un blocage total de la chaussée à cet endroit. Or, il s'agit ici de l'axe principal entre Diekirch et Wemperhardt, liaison très fréquentée et pour ainsi dire incontournable.

Les agents du service régional procédaient d'abord à l'enlèvement manuel de la neige et ensuite à un saupoudrage local de la chaussée. Grâce au soutien des agents de la Police grand-ducale, la situation se trouva normalisée au bout d'une heure.

Il est évident que pendant ce laps de temps, des files de voitures et de camions se formèrent en amont et en aval du lieu d'intervention.

Il est tout aussi évident que pendant cette heure-là, les services régionaux ne pouvaient pas être présents ailleurs.

Ils reprirent cependant immédiatement leur service normal après avoir résolu le problème décrit ci-dessus. De ce fait, l'on ne saurait guère leur reprocher de n'avoir pas assuré le service d'hiver dans la région de Clervaux.

Question 2455 (9.4.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **projets en relation avec le programme européen Marco Polo:**

Le transport routier de marchandises est complètement dépendant des énergies fossiles contribuant fortement à la production de CO_2. Dans ce contexte un recours plus fort à l'intermodalité est nécessaire afin de contribuer à une meilleure utilisation des infrastructures existantes et des ressources de service grâce à l'intégration du chemin de fer dans la chaîne logistique. Le programme a pour but de redistribuer le volume de marchandises transportées vers d'autres moyens de transport qui sont à l'heure actuelle sous-exploités en raison principalement du fait qu'il ne peuvent livrer les marchandises en porte à porte, qu'il y a un manque de standardisation au niveau de ces moyens de transport, et que les points de rencontre directe entre ces moyens subsidiaires ne sont pas assez développés. Le développement de l'intermodalité, l'amélioration logistique et les échanges d'information électronique en sont d'autres éléments clés.

Le programme Marco Polo II est un programme de financement de l'Union européenne visant à soutenir des actions innovantes permettant un transfert modal durable et à développer le transport de marchandises entre autres par le mode ferroviaire. L'objectif est de proposer des solutions innovantes pour transférer certains trafics routiers de marchandises vers les autres modes de transport.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que le Luxembourg a soumis des projets dans le cadre du programme Marco Polo I (2003-2006)?

- En ce qui concerne le nouveau programme Marco Polo II (2007-2013) ne devrait-on pas songer à soumettre des projets en vue de transférer du fret notamment vers le chemin de fer?

Réponse (9.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Bien avant la création du programme Marco Polo, une filiale des CFL, en l'occurrence la société Container Logistique Bettembourg (CLB), avait participé en 2000 au programme «Pilot Actions for Combined Transport (PACT)» en représentant avec ses partenaires CFL, ICF et la ville de Trêves un dossier de candidature intitulé: «Amélioration de l'accessibilité intermodale de la Grande Région (Luxembourg, Allemagne, France et Belgique) aux principaux axes ferroviaires européens» et le projet y présenté avait été retenu par la Commission PACT.

En 2006, les CFL ont été inscrits comme partenaire au projet formulé par Lorry-Rail pour les aides à la création d'une autoroute ferroviaire Bettembourg-Le Boulou.

En 2007, CLB a été partenaire dans un projet présenté par le «Belgium to Bosphorus (B-2-B) Consortium» constitué par TRW, ICA et son agence en Turquie, ICA-R et CLB. Ce projet a été présenté en vue de la création d'un maillage en transport combiné entre différents terminaux belges et Bettembourg via Genk à Halkali en Turquie.

En ce qui concerne l'inscription de nouveaux projets dans le programme Marco Polo, je peux confirmer que les CFL viennent d'entamer, de concert avec les partenaires allemands, des études relatives à la création d'une connexion entre Bettembourg et la Mer Baltique en vue de joindre les ferries vers la Scandinavie, la Russie et les Pays baltes par train combiné à Bettembourg pour s'y connecter à l'autoroute ferroviaire vers l'Espagne. Cette étude inclut également la desserte des multiples destinations de la Grande Région se trouvant dans un périmètre de 150 km autour de Bettembourg.

Dès que la viabilité de ce projet est confirmée et la décision de le démarrer est prise, la demande de son inscription au Projet Marco Polo sera posée.

Question 2456 (9.4.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **ligne RGTR 240 Cemency-Luxembourg:**

Du lundi au samedi, les autobus de la ligne RGTR 240 «Clemency-Luxembourg» circulent de 06h00 à 23h00 à concurrence d'un bus par heure. Or, les dimanches et jours fériés, les habitants de Clemency, Fingig, Hivange, Dahlem, Garnich et Holzem sont exclus de toute offre de transports publics.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports.

- Pour quelles raisons les localités submentionnées ne sont par desservies par les transports publics pendant les dimanches et jours fériés?

- Pour satisfaire la demande de ces habitants ne serait-il pas envisageable de faire circuler la ligne RGTR 240 les dimanches et jours fériés?

- Dans la négative, quelles sont les mesures envisagées par Monsieur le Ministre des Transports afin d'offrir un meilleur service aux usagers concernés?

Réponse (23.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Compte tenu des demandes des autorités locales ces derniers temps et suite à un examen des conditions d'exploitation de la ligne RGTR 240, dont l'offre était concentrée aux besoins des voyageurs réguliers (travailleurs, élèves…), un service de dimanches et jours fériés sera introduit sur la prédite ligne à partir du 1er septembre 2008, à raison d'une course toutes les deux heures entre 10h00 et 18h00.

Cette nouvelle offre fonctionnera à titre d'essai et sera susceptible d'adaptations en cas de besoin.

Question 2457 (9.4.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **procédures budgétaires dans le cadre de l'acquisition de terres du Grand-Duc aux alentours du Château de Berg:**

Suite à la réunion de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire du lundi 7 avril 2008 lors de laquelle le Ministre du Trésor et du Budget a informé les membres de ladite commission sur les modalités d'acquisition des terres de SAR le Grand-Duc aux alentours du Château de Berg par l'État, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Le Ministre peut-il me dire de quel article budgétaire du Budget de l'État pour l'exercice 2007 relève l'acquisition de la forêt de Colmar-Berg. S'agit-il d'un crédit non limitatif et sans distinction d'exercice?

- Le Ministre peut-il m'informer sur la date exacte à laquelle il a pris l'engagement budgétaire relatif à l'acquisition précitée.

- Le Ministre peut-il me dire si dans le cas présent les procédures budgétaires de rigueur ont été respectées. Ont-elles fait l'objet d'une réaction de la part du contrôleur financier et/ou de l'Inspection générale des Finances?

Réponse (19.5.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

En raison du fait qu'un certain nombre de procédures comptables et d'enregistrement ont pris plus de temps que prévu, l'opération susvisée n'a pas pu être imputée à l'exercice budgétaire 2007 comme initialement envisagé, mais sera imputée à l'exercice budgétaire 2008.

L'article budgétaire concerné est le crédit non limitatif

35.0.71.050 Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'État.

L'opération sera évidemment exécutée conformément aux règles relatives à la comptabilité de l'État.

Question 2459 (9.4.2008) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant les **dépenses irrégulières effectuées dans le cadre de la politique agricole commune:**

Dans son communiqué de presse du 8 avril 2008, la Commission européenne signale que «les États membres vont devoir rembourser un montant total de 83 millions d'euros correspondant à des dépenses irrégulières effectuées dans le cadre de la politique agricole commune (PAC)». Suivant un tableau dans l'annexe du communiqué, le Luxembourg devrait s'acquitter de 2,08 millions d'euros au total, dont 1,11 millions pour dépassement des plafonds financiers et 0,97 millions pour insuffisances au niveau des contrôles-clés et des contrôles secondaires.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il me détailler les raisons exactes pour lesquelles des remboursements ont été demandés au Luxembourg?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin de remédier à cette situation dans le futur?

Réponse (2.5.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député se réfère à un communiqué de presse de la Commission européenne en date du 8 avril 2008 relatif à une décision qu'elle a prise à l'égard d'un certain nombre d'États membres dans le cadre de la procédure d'apurement des comptes. Cette décision a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne L 109 du 19 avril 2008.

Concernant le Grand-Duché de Luxembourg, cette décision fait état de deux montants qui ne seraient pas pris en charge par la Commission européenne dans le cadre du financement de la politique agricole commune.

Le premier montant de 1,11 millions d'euros a trait à un dépassement momentané, au courant de l'année 2006, de certains plafonds financiers particuliers dans le cadre de l'enveloppe financière globale attribuée au Luxembourg, dans le cadre de l'application du plan de développement rural. Le dépassement en question était dû à une interprétation divergente des dispositions réglementaires communautaires par les services luxembourgeois. Lors du constat de ces dépassements la Commission européenne a refusé la prise en compte de ce montant.

À la suite de cette décision, les autorités luxembourgeoises ont présenté un tableau financier révisé qui a été accepté par la Commission européenne et qui a permis aux autorités luxembourgeoises de récupérer jusqu'à la fin de la période de programmation les montants initialement alloués dans le cadre du plan de développement rural.

Il s'ensuit que l'incidence financière de cette décision est neutre pour le Luxembourg et qu'aucun montant ne devra être reversé au budget communautaire, contrairement à ce qui fait admettre le communiqué de presse précité. En effet, les règles communautaires en vigueur exigent que la décision prise par la Commission européenne en 2006 dans le cadre du régime des avances mensuelles, soit entérinée par une décision formelle dans le cadre de la procédure de l'apurement des comptes, indépendamment de la régularisation déjà intervenue. Je tiens également à signaler que suite à l'adoption, sous présidence luxembourgeoise, de la réforme du financement de la politique agricole commune, les règles de financement pour les mesures du développement rural sont devenues plus transparentes et plus simples, de sorte qu'une pareille situation ne devrait plus se reproduire.

Le recouvrement du deuxième montant de 0,97 million d'euros est appliqué au motif que les services de la Commission, lors d'un audit sur place effectué en septembre 2005, auraient constaté des insuffisances dans le domaine de l'exécution et du suivi des contrôles sur place effectués par les services luxembourgeois dans le cadre de l'application des mesures «Indemnité compensatoire» et «Mesures agroenvironnementales». En fait, ce montant représente 5% de la contribution communautaire aux aides allouées par le Luxembourg au courant des années 2004 et 2005 au titre des mesures précitées.

À cet égard, il y a lieu de noter que, tout au long de la procédure d'apurement des comptes qui a précédé la décision de la Commission européenne, les autorités luxembourgeoises ont signalé leur désaccord avec les conclusions soumises par les services communautaires.

Bien plus, les autorités luxembourgeoises ont saisi l'Organe de Conciliation, organe indépendant institué dans le cadre de la procédure de l'apurement des comptes. Dans son avis, cet organe a invité les services de la Commission européenne à réexaminer avec attention l'évidence et la vraie nature de chacune des conclusions de l'audit et de reconsidérer le niveau de la correction financière.

Nonobstant l'avis de l'Organe de Conciliation, la Commission européenne a confirmé sa position dans la décision précitée. Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural reste cependant convaincu que les conclusions de la Commission européenne ne reflètent pas la réalité des procédures appliquées et se propose de saisir la Cour de justice des Communautés européennes d'un recours en annulation de cette décision.

Question 2461 (10.4.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **car-sharing:**

Dans un certain nombre de pays le système du «car-sharing» est pratiqué avec un grand succès. On peut cependant observer que ce système ne connaît malheureuse-

ment pas le même succès dans notre pays. Une des raisons de ce non-succès réside dans le fait que les voitures circulant avec plusieurs passagers ne bénéficient d'aucun avantage par rapport à celles avec une seule personne à bord.

Dans ce contexte une des solutions pourrait consister à autoriser, sous certaines conditions, les voitures en «car-sharing» à emprunter les voies de bus.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports.

- Quelles sont les mesures concrètes qui ont été prises par le Ministère des Transports afin de promouvoir le «car-sharing»?

- Quelles sont les raisons du non-succès de ce système au Luxembourg?

- Est-ce qu'on ne pourrait pas donner aux voitures en «car-sharing», sous certaines conditions, un accès aux voies de bus?

Réponse (19.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Laurent Mosar, il convient de rappeler que le Verkéiersverbond, établissement public sous la tutelle du Ministère des Transports, a déjà entamé différentes mesures afin de promouvoir le «car-sharing» au niveau national et transfrontalier. Il vient notamment de signer une convention avec une société spécialisée dans la gestion de covoiturage (similaire au site Internet allemand existant www.pendlerportal.de).

Dans le même ordre d'idées le Verkéiersverbond participe au groupe de travail «Projet d'amélioration de la mobilité transfrontalière» initié par le conseil général de Meurthe-et-Moselle qui a comme objectif de développer une plate-forme Internet commune de covoiturage transfrontalier avec la Belgique et la France et d'aménager des points relais et des parkings de covoiturage afin de structurer l'offre du car-sharing à destination du Luxembourg.

En ce qui concerne l'aspect d'utilisation des voies bus par le co-voiturage, il y a lieu de noter que cette idée a été écartée, vu qu'un nombre élevé de voitures particulières sur les voies bus engendrerait des retards importants au niveau des transports publics par bus.

Question 2462 (10.4.2008) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **manque de bénévoles et de personnes d'encadrement qualifiées dans le domaine du sport:**

Dans l'édition du magazine «Flambeau» du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois du mois de mars, les auteurs d'un article intitulé «Le cri d'alarme du monde sportif» relatif au manque de bénévoles et de personnes d'encadrement qualifiées rappellent qu'il faudra mettre d'urgence «autour d'une table toutes les instances décisionnelles concernées».

- Dans ce contexte je voudrais savoir ce que Monsieur le Ministre des Sports envisage de faire concrètement pour apporter des réponses au problème soulevé et s'il entend prendre l'initiative pour réunir toutes les instances concernées et si oui, dans quels délais.

Réponse (9.5.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

J'ai bien enregistré le «cri d'alarme du monde sportif» et j'ai l'intention de contribuer par les moyens dont dispose mon département ministériel à la solution du problème. J'ai demandé à mes services d'élaborer des pistes de réflexion, de les soumettre pour discussion aux instances compétentes et intéressées du sport organisé. Une première rencontre a déjà eu lieu et donne espoir de pouvoir définir ensemble une stratégie efficace.

D'autres consultations doivent se faire au niveau d'instances publiques, le problème n'étant pas cantonné au seul secteur du sport et les solutions à appliquer pouvant également appeler le concours d'autres décideurs.

S'il ne faut pas s'attendre à des solutions instantanées, je ferai cependant avancer les travaux de réflexion d'abord, la mise en place de solutions concrètes ensuite. J'ai d'ailleurs décidé de requérir une tranche initiale de crédits budgétaires pour l'exercice 2009.

Question 2464 (11.4.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **desserte de la localité de Roodt/Eisch par les bus de ligne RGTR en direction de Luxembourg:**

Selon mes informations, la localité de Roodt/Eisch située dans la commune de Septfontaines n'est desservie que par deux bus de ligne RGTR par jour en direction de Luxembourg-ville.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer cet état des choses?

- Est-ce que des mesures sont envisagées pour améliorer l'offre de transport public au niveau des localités susmentionnées?

- Quel est l'état d'avancement du projet pilote «Rufbus Kanton Capellen» que le Ministre des Transports a présenté aux autorités communales du canton de Capellen fin de l'année 2007 et dont le lancement avait été projeté pour juillet 2008?

Réponse (28.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député s'enquiert sur les moyens de communication par les transports publics de la localité de Roodt/Septfontaines.

Vu sa situation géographique, la localité de Roodt n'est que difficilement à desservir par un service d'autobus régulier.

Actuellement la ville de Luxembourg peut y être atteinte grâce à quatre courses d'autobus par jour via Bour, cinq courses par jour assurent un retour de Luxembourg vers Roodt en passant également par Bour.

Le nombre de passagers par jour à l'arrêt Roodt/pont est en moyenne inférieur à dix.

Afin donc de mieux répondre aux demandes des habitants des localités à faible densité, situées à une certaine distance des grandes axes de circulation, j'envisage l'introduction d'un système de minibus sur commande (Rufbus) qui sera mis à l'essai pendant un an à partir du 1er juillet 2008 à l'intérieur du Canton de Capellen.

Les modalités d'exploitation y relatives sont en voie de préparation auprès de la Communauté des Transports. Le projet détaillé sera présenté fin mai aux autorités locales.

Question 2465 (11.4.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**interdiction de conduire obligatoire en cas d'ivresse au volant:**

Il s'avère que par suite de l'entrée en vigueur de la loi du 18 septembre 2007 modifiant certaines dispositions en matière de circulation routière, un tribunal n'a plus la faculté d'excepter les trajets professionnels de l'interdiction de conduire obligatoire prononcée en cas d'ivresse au volant avec un taux d'alcoolémie supérieur ou égal à 1,2 g d'alcool par litre de sang.

Dans les cas où le salarié, notamment dans l'exercice de son travail, dépend de son permis de conduire, une interdiction de conduire englobant sans restriction les trajets professionnels peut ainsi constituer un motif de licenciement dans la mesure où le travailleur ne sera plus capable d'exercer ses fonctions.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que le Gouvernement entend modifier les dispositions introduites par la loi du 18 septembre 2007 en matière de circulation routière dans le sens de ne plus ôter à un juge la faculté d'excepter les trajets dits professionnels dans le cas d'une interdiction de conduire obligatoire prononcée en cas d'ivresse au volant égale ou supérieure à 1,2 g d'alcool par litre de sang?

Réponse (30.4.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite savoir si le Gouvernement entend modifier les dispositions introduites par la loi du 18 septembre 2007 modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

En effet, je peux vous confirmer que je prévois de saisir prochainement le Conseil de Gouvernement d'un avant-projet de loi visant, entre autres, d'abroger le deuxième alinéa du point 1ter de l'article 13 de la loi modifiée du 14 février 1955 précitée et partant de redonner aux juges la faculté d'excepter les trajets dits professionnels dans le cas d'une interdiction de conduire prononcée en cas d'ivresse au volant égale ou supérieure à 1,2 g d'alcool par litre de sang.

Question 2466 (14.4.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**achat éventuel de la bibliothèque du Comte d'Ansembourg:**

Le Comte d'Ansembourg, qui vient de décéder, était en possession d'une collection de livres anciens, composée de «quelque 6.000 volumes, dont 1.000 livres présentent une valeur particulièrement importante du point de vue historique et artistique». D'après mes informations, cette bibliothèque d'Ansembourg serait actuellement mise en vente.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- L'État a-t-il été contacté par les héritiers du Comte d'Ansembourg en ce qui concerne un éventuel achat de la bibliothèque? L'État envisage-t-il d'acquérir cette collection et si oui, où en sont les négociations?

- Selon des informations de Mme la Secrétaire d'État un spécialiste aurait été chargé d'établir une estimation de la valeur de la bibliothèque. Ce projet d'évaluation est-il achevé et quels sont les résultats?

Réponse (24.4.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question de l'honorable Député concernant la bibliothèque du Comte d'Ansembourg, j'ai l'honneur de préciser qu'un contact s'est noué entre mon Ministère et les héritiers du Comte. Ce contact s'est soldé tout récemment dans la saisine commune d'un expert chargé d'évaluer la bibliothèque d'Ansembourg, ceci en vue d'une éventuelle acquisition de la bibliothèque par l'État. Je tiens à souligner que la saisine définitive d'un premier expert n'a pu se faire en raison du décès inopiné du Comte d'Ansembourg.

Question 2467 (14.4.2008) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **centre de radiodiffusion à Marnach:**

Des mesurages effectués par un organisme indépendant entre décembre 2003 et novembre 2006 ont démontré que les émissions électromagnétiques ont dépassé à certains endroits le seuil maximal autorisé par l'Organisation Mondiale de la Santé, et ceci jusqu'à 269%.

Dans les alentours du centre d'émission se trouvent cinq maisons dont plusieurs habitants ont été atteints de maladies graves au cours des dernières années. Dans une lettre adressée à la Direction de la Santé, l'a.s.b.l. «Fir méi Liäwensqualitéit» évoque un lien de cause à effet entre les ondes électromagnétiques et la santé des habitants vivant aux alentours de la station d'émission.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Les taux d'émission sont-ils vérifiés régulièrement par le Ministère de la Santé?

- Le Ministère de la Santé, peut-il confirmer ce taux élevé d'émissions?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conséquences que le Ministère entend en tirer?

Réponse (22.5.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les rayonnements électromagnétiques sont des rayonnements non ionisants. Le Service de la Radioprotection de la Direction de la Santé est chargé de la surveillance des rayonnements ionisants.

D'après mes informations les mesurages sur lesquels se base l'honorable Parlementaire ont été effectués dans le cadre de la surveillance faite par l'ITM en vue de la protection des travailleurs occupés sur le site. Les résultats dont fait état la question parlementaire ne sont pas le résultat d'un mesurage proprement dit, mais sont la résultante d'une extrapolation faite à partir du résultat effectivement obtenu pour l'hypothèse d'une installation travaillant à la puissance maximale autorisée de 1.200 kW. Or la puissance maximale émise en routine ne serait que de 600 kW.

Dès lors, même pour les travailleurs sur le site, l'hypothèse d'un dépassement effectif de 269% du seuil maximal autorisé par l'OMS ne se vérifie pas. Cette hypothèse se vérifie encore moins pour les personnes ne travaillant pas sur le site, mais vivant aux alentours, surtout que l'intensité des émissions diminue très nettement à l'intérieur des habitations.

Question 2469 (16.4.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**allégations faites par l'ex-procureur du Tribunal pénal international sur des trafics d'organes perpétrés par l'Armée de libération du Kosovo (UCK) à la fin des années 90:**

En effet, des rumeurs sur des trafics d'organes viennent d'être lancées avec la publication en italien des mémoires de Carla Del Ponte, l'ex-procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Dans ce copieux volume de 408 pages, la magistrate helvète évoque, en quelques lignes, ce présumé trafic organisé par l'Armée de libération du Kosovo (UCK) avec des organes prélevés sur des otages serbes, enlevés pendant l'été 1999, c'est-à-dire après l'instauration d'un protectorat international au Kosovo. Selon les affirmations de l'ex-procureur, environ 300 prisonniers, dont des femmes, des Serbes et d'autres ressortissants slaves, auraient été transportés au courant de l'été 1999 depuis le Kosovo jusqu'en Albanie où ils auraient été enfermés dans une sorte de prison et où des chirurgiens auraient prélevé leurs organes. Des leaders des Albanais du Kosovo, dont l'actuel Premier Ministre Hashim Thaçi, sont accusés d'être impliqués dans ce trafic.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre Asselborn:

- Le Gouvernement est-il au courant de ces allégations? Si ces allégations se confirmaient, comment le Gouvernement luxembourgeois réagirait-il à ces faits?

- Quelles pourraient en être les conséquences pour le Kosovo ainsi que pour les membres se son Gouvernement éventuellement impliqués dans l'affaire?

Réponse (2.6.2008) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

À l'instar de l'honorable Député, on a appris les allégations mentionnées par voie de presse. Il importe toutefois de noter à ce sujet que Madame Carla Del Ponte, ancien procureur du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) n'a pas indiqué les sources de ces allégations et a dit ne pas disposer de preuves pour celles-ci. Dans son livre intitulé «La Chasse, moi et les criminels de guerre» («La Caccia»), Madame Del Ponte explique avoir enquêté en 2003 sur ces allégations, mais que faute de preuves, l'enquête a été classée.

Le 16 avril 2008, le bureau du Procureur du TPIY a déclaré que le Tribunal a enquêté en 2002 et 2003 sur des allégations de trafic d'organes au Kosovo sans découvrir de preuves. La porte-parole du Procureur Serge Brammertz s'est exprimée en ces termes: «En 2002, 2003, informé par la MINUK (Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo) d'allégations d'enlèvement de personnes au Kosovo vers l'Albanie, où on prélevait leurs organes, le Procureur a lancé une enquête préliminaire avec la MINUK et l'Albanie. Malgré les efforts, le bureau du Procureur n'a rien découvert de substantiel à propos de ces allégations, et n'a pas pu renvoyer cette affaire devant le Tribunal.» Le même jour, la porte-parole du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a déclaré qu'«aucune preuve de ces allégations n'a jamais été apportée aux juges».

En l'absence de preuves pour lesdites allégations qui ont déjà fait l'objet d'une enquête judiciaire en bonne et due forme par le TPIY, il n'y a pas lieu pour le Gouvernement d'y réagir.

Question 2470 (16.4.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **publicité pour les établissements hospitaliers étrangers:**

La pratique de la publicité de la part des médecins et des établis-

sements hospitaliers contrevient selon le collège médical aux articles 17, 18 et 19 du Code de déontologie des professions de médecin et de médecin dentiste ainsi qu'aux articles B2, 5 et 6 du recueil des principes d'éthique médicale européenne.

Le collège médical se réserve le droit d'engager des poursuites disciplinaires suivies d'éventuelles sanctions à l'encontre des contrevenants.

Or, il s'avère que de plus en plus souvent des établissements hospitaliers étrangers vantent dans la presse nationale la qualité des soins prodigués par eux.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il s'agit-là d'une concurrence déloyale ou du moins d'une inégalité de traitement?

- Comment entend-il y remédier?

Réponse (19.5.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il est un fait que des établissements hospitaliers étrangers, surtout allemands, commencent à offrir leurs services dans la presse luxembourgeoise.

Il est encore vrai que, si le Code de déontologie interdit toute publicité aux médecins, il n'existe pas de disposition correspondante pour les hôpitaux dans la loi hospitalière. La politique du Ministère a toutefois toujours consisté à dissuader les hôpitaux nationaux de toute action de promotion de leurs services à l'égard du public.

Étant donné que de la sorte les hôpitaux nationaux pourraient se retrouver désavantagés par rapport aux hôpitaux établis à proximité de nos frontières, je me propose d'examiner la question d'une interdiction de toute publicité par les hôpitaux lors d'une prochaine révision de la loi hospitalière. Dans ce contexte une interdiction de publicité intervenant au niveau communautaire, ne serait-ce qu'à titre de recommandation aux États membres, serait évidemment la bienvenue.

Question 2473 (16.4.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **brevet de maîtrise agricole:**

Zanter Jorzéngte gëtt vu verschiddene landwirtschaftlechen Organisatioune verlaangt, datt an der landwirtschaftlecher Beruffsausbildung (Bauer, Wënzer, Gäertner asw.) an eisem Land sollt d'Méiglechkeet geschafe ginn, fir e Brevet de Maîtrise (BRD: Landwirtschaftsmeister) ze maachen. Trotzdeem huet sech an all där Zäit näischt an dëser Bezéiung beweegt. Dëst gëtt besonnesch vu jonke Baueren, déi sech eng Opwäertung vun hirem Beruffsbild wënschen, bedauert, woubäi de Brevet de Maîtrise net als Viraussetzung gesi gëtt, fir e Betrib ze iwwerhuele respektiv weiderzeféieren. Duerfir géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Wéi gesidd Dir dës Problematik am allgemenge Kader vun der Beruffsausbildung zu Lëtzebuerg?

2. Sidd Dir prinzipiell bereet, de Brevet de Maîtrise an der Landwirtschaft zu Lëtzebuerg anzeféieren an ze reglementéieren?

3. Wann neen, wat ass d'Begrënnung fir dës Attitüd?

4. Wa jo, fir wéini ass mat konkrete Schrëtt ze rechnen, a wéi gesäit den Zäitplang respektiv wéi gesinn déi wichtegst Modalitéiten aus?

5. Sidd Dir gegebenenfalls bereet, fir esou en zousätzlechen Effort an der Beruffsausbildung ze honoréieren (zum Beispill duerch eng méi favorabel Gestaltung vu verschiddene Bäihëllefen)?

Réponse commune (23.5.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Et si prinzipiell d'Métieren aus dem Domän vum Artisanat, deenen hir Formatioun ka mat engem Brevet de Maîtrise ofgeschloss ginn. Dee Brevet ass dann och d'Konditioun, fir den Droit d'établissement a fir den Droit de formation ze kréien.

D'Formatioune fir de Brevet de Maîtrise sinn duerch legislativ Texter gereegelt. Et ass d'Chambre des Métiers, déi zoustänneg ass fir d'Brevets de Maîtrise.

Am Beräich vun der Landwirtschaft ginn et och dräi Brevets de Maîtrise, fir de Pépiniériste-paysagiste, den Horticulteur-fleuriste an den Horticulteur-maraîcher. D'Formatioun dofir ass gereegelt iwwer eng Konventioun tëscht der Chambre d'Agriculture an der Chambre des Métiers. Mä déi Brevets de Maîtrise sinn net néideg fir den Droit d'établissement an den Droit de formation.

Ganz dacks gëtt och de «Mécanicien de machines et de matériel agricoles et viticoles» bei déi Formatiounen aus dem Secteur agricole gezielt, mä dat ass awer eng Formatioun am Beräich vun der Chambre des Métiers.

Fir Bauere gëtt et kee Brevet de Maîtrise, deen d'Formatioun vum Agriculteur géif ofschléissen. Et ass och net virgesinn, datt en Droit d'établissement fir Bauere géif un esou e Brevet gebonne ginn. Mä mir hunn elo schonns Bestëmmungen, datt fir verschidde Subventiounen de Bauer muss eng gewësse Formatioun hunn, zum Beispill den Techniker am Beräich Agriculture. An deem Sënn kéint ee sech virstellen, datt den Agriculteur mat engem CATP kéint eng méi héich Formatioun kréien.

Ob dat soll geschéien, an ob et soll e Brevet de Maîtrise sinn oder en Diplom mat engem aneren Numm, dat muss vun der Chambre d'Agriculture diskutéiert ginn an, wann et sollt e Brevet de Maîtrise ginn, mat der Chambre des Métiers ofgeschwat sinn. D'Initiativ läit kloer bei der Chambre d'Agriculture.

Wa vun do aus esou eng Initiativ kéim, da wire mir gäre bereet, dat ze ënnerstëtzen, sou wäit et an de Kompetenze vun eise respektive Ministèrë läit.

Question 2476 (17.4.2008) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **bilan des émissions à effet de serre des secteurs soumis au système d'échange de quotas pour les années 2005 à 2007:**

En relation avec les émissions à effet de serre (CO_2 ou équivalents) des secteurs soumis au système d'échange de quotas (entreprises industrielles et production d'énergie), j'aimerais savoir de la part du Ministre:

- Quelles sont les quantités de CO_2 réellement émises par les différentes installations au Luxembourg soumises au système d'échange de quotas pour les années de 2005 à 2007 en comparaison avec leurs quantités d'émissions prévues au premier plan d'allocation (Nationaler Allokationsplan für Luxemburg vom 6. April 2004, Tab. 6 Seite 27)?

Réponse (2.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Camille Gira, je joins en annexe un tableau qui renseigne d'un côté sur les quotas d'émissions de gaz à effet de serre alloués aux 15 installations concernées par le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2005-2007), et d'un autre côté sur les quantités de CO_2 réellement émises par ces mêmes installations.

Ces mêmes informations peuvent également être consultées sur le site Internet du registre communautaire, sous http://ec.europa.eu/environment/ets/

(tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).

Question 2477 (17.4.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **taxe spécifique pour les fabriques d'églises:**

Le projet de loi promouvant l'habitat et créant un «pacte logement» avec les communes entend créer une base légale pour l'introduction de deux nouvelles taxes communales, à savoir une taxe annuelle spécifique sur les immeubles (articles 15 et suivants du projet de loi amendé), ainsi qu'une taxe annuelle de non-affectation à la construction (article 31 du projet de loi modifiant l'article 104 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain).

D'autre part, l'article 92 du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises prévoit que les communes doivent suppléer à l'insuffisance de certains revenus de ces fabriques.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

– Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer qu'une fois la loi susmentionnée en vigueur, les fabriques d'églises seront également redevables des taxes communales y prévues, au même titre que les autres propriétaires d'immeubles visés?

– Dans l'affirmative, est-il correct d'assumer que le paiement de ces taxes va se répandre au niveau des comptes des fabriques d'églises? Est-il également correct d'assumer que lorsque le paiement de ces taxes contribue à l'accroissement du déficit des fabriques d'églises, ces déficits supplémentaires seront alors subis par le budget communal, en principe bénéficiaire du produit de ces taxes?

– Toujours dans cette même hypothèse, Messieurs les Ministres disposent-ils d'un relevé cadastral renseignant sur les propriétés ecclésiastiques potentiellement concernées par l'introduction des taxes prévues par la loi en projet? Dans l'affirmative, est-il possible d'estimer sur base d'un tel relevé le manque à gagner pour les budgets communaux? Le cas échéant, ce relevé est-il accessible au public?

– Monsieur le Ministre du Logement n'estime-t-il pas que l'effet d'incitation voire de sanction des taxes en question ne risque d'être anéanti dès lors que les budgets communaux subissent les conséquences financières en lieu et en place des propriétaires des immeubles concernés?

Réponse (2.6.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En principe, il y a lieu de signaler que le Gouvernement n'a pas dans ses habitudes de répondre à des questions parlementaires se rapportant à des projets de loi en cours de procédure, alors que toutes les questions y relatives sont normalement posées dans les commissions parlementaires auxquelles le ou les ministres concernés sont régulièrement invités à assister.

À toutes fins utiles, je me permets toutefois de préciser que les futures taxes visées par la question parlementaire s'appliqueront à tout propriétaire d'une des catégories d'immeubles concernées, donc aussi aux fabriques d'églises qui sont propriétaires de tels immeubles. Il ne faut dans ce contexte pas perdre de vue que la finalité de la nouvelle loi consiste à élargir l'offre de logements dans notre pays. Les taxes dont question toucheront uniquement les propriétaires qui n'utilisent pas leurs immeubles en conformité avec leur destination et qui privent ainsi la collectivité de logements disponibles. Une fabrique d'église qui ne donne pas à un terrain ou à un immeuble lui appartenant l'affectation répondant à sa destination peut être considérée comme ne gérant pas en bon père de famille son patrimoine, et donc le patrimoine de la collectivité qu'elle représente. En effet, elle renonce ainsi volontairement aux revenus qu'elle pourrait en tirer et elle omet en même temps de mettre à la disposition de la collectivité des logements, ceci à une époque où l'offre en logements ne suit pas la demande.

Il est évident qu'au cas où, malgré les nouvelles dispositions légales, une fabrique d'église continuera à se mettre volontairement dans une des situations engendrant le paiement d'une des taxes visées, elle devra payer cette taxe. Si les revenus de la fabrique d'église sont insuffisants pour faire face à cette dépense, l'article 92 du décret du 30 décembre 1809 sera d'application.

Finalement, il y a lieu de noter que le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ne tient pas de répertoire sur les propriétés des fabriques d'églises.

Question 2480 (17.4.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **calcul de l'indice des prix à la consommation et taxes et impôts communaux:**

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement viennent de dresser un état des lieux des actions engagées par le Gouvernement dans le cadre du «Plan d'action contre une inflation excessive» qui a été élaboré suite à l'avis du Comité de coordination tripartite. Selon le communiqué officiel, maintes réunions ont eu lieu avec des organisations patronales, salariales et de protection des consommateurs en vue de responsabiliser les différents acteurs. Des accords volontaires de prix ont été signés.

Dans ce même contexte il a été retenu que l'un des domaines à travers lesquels le Gouvernement peut contrôler l'évolution des prix est la mise en place d'une politique prudente en matière d'adaptation des prix administrés. En conclusion, le Gouvernement a décidé d'établir une procédure d'examen préalable de l'incidence d'une hausse des tarifs publics sur le taux d'inflation.

Il serait souhaitable que les communes prennent en compte la volonté politique du Gouvernement de combattre l'inflation lors de la fixation des taxes et impôts communaux.

De ce qui précède, je me permets de demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quels sont les impôts et taxes du ressort des communes qui sont pris en compte pour le calcul de l'indice des prix à la consommation?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir une liste des communes qui ont procédé à une augmentation de taxes ou d'impôts depuis le 1er janvier 2005, ainsi qu'une liste des impôts et taxes qui ont subi une ou des augmentations pendant la période en question, en mettant l'accent sur les communes qui comptent plus de 3000 habitants?

- Quels sont les taxes ou impôts communaux qui ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'indice des prix à la consommation?

Réponse (26.5.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Par le passé, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, seul ou en concertation avec le Ministère de l'Économie, a lancé régulièrement des circulaires et communications aux communes afin qu'elles contribuent elles aussi à juguler les phénomènes inflationnistes par des actions ou des recommandations bien ciblées. À titre d'exemple il est renvoyé à ma circulaire N°2702 du 21 avril 2008 ayant pour objet la désindexation des contrats conclus par les autorités communales.

En ce qui concerne les questions plus précises relatives aux impôts et taxes pris en compte respectivement non considérés pour le calcul de l'indice des prix à la consommation, je me permets de signaler que ces choix ne relèvent pas de la compétence du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, mais exclusivement de celle du Ministère de l'Économie (Statec).

Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire quant à lui dispose pour ses besoins uniquement des relevés annuels sur les taxes et impôts suivants:

- les taxes d'hygiène et de salubrité publiques concernant les prix relatifs à la consommation de l'eau, l'utilisation de la canalisation, l'évacuation et l'épuration des eaux usées ainsi que l'enlèvement des déchets. (relevés au 1er juillet des années 2005, 2006 et 2007) (source: circulaires aux communes),

- les taux des impôts communaux à savoir l'impôt commercial à la base d'assiette d'après le bénéfice d'exploitation et l'impôt foncier des années 2005 à 2008 inclus (source: Mémorial).

Est également jointe une liste des communes ayant procédé soit à la création soit à des adaptations de redevances, taxes et impôts de tout genre depuis 2005 à la date actuelle. Il s'agit, à côté de ceux déjà susmentionnés plus haut et pour lesquels des relevés comparatifs sont disponibles, de taxes et impôts les plus divers dans tous les domaines où les communes se sont engagées, dûment approuvés par l'autorité supérieure et publiés dans la commune conformément à l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et dont mention a été faite au Mémorial.

Des relevés par taille des communes ne sont pas disponibles.

Question 2482 (18.4.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **énergies renouvelables:**

Lors du sommet européen des 8 et 9 mars 2007, les chefs d'État et de Gouvernement ont approuvé un plan d'action en vue de porter à 20% l'utilisation des énergies renouvelables d'ici 2020. Pour le Luxembourg, la part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables doit au moins être égal à 11% dans la consommation finale d'énergie.

Sachant qu'en 2005 la part de l'énergie produite à partir de

sources renouvelables atteignait à peine 0,9% et qu'une étude a montré que le potentiel maximal réalisable au Luxembourg est de 8,2%, le taux de réduction avancée par la Commission européenne ne peut être réalisé sur notre territoire.

Afin d'atteindre notre quote-part d'énergies renouvelables d'ici 2020, il faut investir dans des projets à l'étranger.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quelles sont jusqu'à présent les démarches pris par le Ministère afin d'accomplir l'objectif de 11% d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie?

- Est-ce que le Gouvernement à déjà investi dans des projets à l'étranger et le cas échant lesquels?

Réponse (22.5.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En janvier 2008, la Commission européenne a présenté son paquet climat/renouvelables incluant une proposition de directive relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir des énergies renouvelables, proposition qui définit pour le Luxembourg un objectif global de 11% d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans sa consommation finale d'énergie en 2020. Peuvent être considérées pour la réalisation de l'objectif global l'électricité, l'énergie de chauffage et de refroidissement et l'énergie dans le secteur des transports qui sont produites à partir des sources renouvelables.

La même proposition de directive prévoit la mise en place d'un système de garanties d'origine pour l'électricité et l'énergie de chauffage et de refroidissement produites à partir de sources renouvelables afin de permettre des transferts transfrontaliers et d'aider les États membres à atteindre leurs objectifs globaux.

Le fonctionnement détaillé de ce mécanisme d'échange est actuellement en discussion au niveau européen et il existe un large éventail de positions des différents États membres concernant ces mécanismes de flexibilité pour l'achèvement des objectifs globaux en matière d'énergies renouvelables.

À l'heure actuelle, il est impossible d'identifier le sort définitif des mécanismes de flexibilité et il est dès lors difficile à l'état actuel des choses de boucler des projets concrets qui mèneront effectivement à un transfert de garanties d'origine qui pourraient être comptabilisés pour le Luxembourg.

Cependant, et afin de préparer le terrain pour des éventuels transferts futurs de garanties d'origine, le Luxembourg a pris contact avec différents États membres et avec certaines entreprises du secteur afin de sonder les possibilités potentielles pour la réalisation de projets concrets avec transfert de garanties d'origine.

Reste à préciser que des nouvelles réglementations sont entrées en vigueur au 1er janvier 2008 qui visent à inciter de façon plus poussée la production d'énergie à partir de sources renouvelables en recourant principalement au potentiel national en matière d'énergies renouvelables. Il s'agit en l'occurrence du règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables et du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

Question 2483 (18.4.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **réaffectation des ateliers CFL à Luxembourg-Bonnevoie en vue de la construction de la nouvelle gare TGV:**

Afin de mieux répondre aux exigences et attentes des voyageurs du TGV-Est, il a été décidé de procéder à la construction d'une nouvelle gare de trains TGV.

Les travaux de réaménagements des parvis et quais faisant bon train, il me revient par voie de presse que les ateliers CFL sis à Luxembourg-Bonnevoie seraient démolis dans le cadre du réaménagement total du quartier de la gare.

Si on tient compte que la nouvelle gare de Cessange est prioritairement destinée à accueillir les trains de l'Eurocap-Rail reliant Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg, il me semble opportun d'implanter la nouvelle gare aux abords de la gare centrale des CFL.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce qu'on ne devrait-on pas songer à implanter la nouvelle gare TGV dans les alentours directs de la gare centrale actuelle suite à la démolition des ateliers des CFL?

Réponse (23.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N° 2483 du 18 avril 2008, l'honorable Député Marcel Oberweis s'enquiert sur le lieu de la nouvelle gare TGV en planification.

La gare de Luxembourg est définie aujourd'hui pour la réception des trains TGV. Cependant, à la suite de l'augmentation substantielle du nombre de voyageurs empruntant respectivement le service public et le service transfrontalier, elle nécessite des réaménagements importants pour satisfaire aux attentes d'une gare moderne et performante.

Ces travaux comportent entre autres:

- le réaménagement du parvis de la gare,

- la réfection des quais et des souterrains,

- l'agrandissement et la transformation du hall à voyageurs,

- la construction d'un parking à étages.

L'idée de donner un nouveau visage au quartier de la gare a été à la base d'un concours d'idées d'urbanisme lancé par la Ville de Luxembourg, le Ministère des Transports, l'Administration des Ponts et Chaussées ainsi que les CFL. Le projet retenu par le jury international a été élaboré par JSWD Architekten + Planer BDA – Atelier d'Architecture Chaix & Morel et Associés.

Ce concours d'idées d'urbanisme est une étape importante dans le projet de redéfinition du fonctionnement des transports publics et des espaces complémentaires à ceux-ci, points d'échange entre les transports longue, moyenne et courte distance. Par conséquent il constitue la base des réalisations futures dans le quartier de la gare et de ses environs, dont également les aménagements pour la réception du TGV-Est.

Question 2485 (21.4.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**indisponibilité des ambulances:**

Selon mes informations, certains centres d'intervention régionaux de la protection civile affichent des taux d'indisponibilité de la première ambulance de l'ordre de 19%. Cela signifie qu'en cas d'appel d'urgence il échet de faire appel aux services d'un centre d'intervention avoisinant avec une indisponibilité récurrente des ambulances de ce centre.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quel est au niveau national le délai d'intervention moyen en cas d'appel d'urgence aux services d'ambulance de la protection civile?

- Est-ce que le Gouvernement dispose de statistiques en rapport avec les écarts d'indisponibilité des divers centres régionaux de la protection civile par rapport à la moyenne nationale?

- Quels sont les moyens que le Gouvernement entend déployer pour résorber les indisponibilités des ambulances au niveau des différents centres d'intervention régionaux de la protection civile?

Réponse (19.5.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En ce qui concerne le délai d'intervention moyen en cas d'appel d'urgence aux services d'ambulance de la protection civile, je me réfère à ma réponse fournie à la question parlementaire N°2165 du 11 décembre 2007 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol *(cf. compte rendu N°12/2007-2008).*

Au sein de la division de la protection civile, la disponibilité moyenne pour la première ambulance sur l'ensemble des 24 centres de secours est d'environ 87%. Le taux d'indisponibilité, qui s'élève donc à 13%, est réparti de façon très hétérogène. En effet, le taux d'indisponibilité le plus élevé est de 45% alors que certains centres d'intervention de la protection civile affichent encore une disponibilité de 100%. L'indisponibilité s'accentue nettement entre 10 et 16 heures aux cours des jours ouvrables et il se peut que des régions entières rencontrent des problèmes de disponibilité pendant une même tranche horaire.

Les mesures et moyens à déployer pour rencontrer l'indisponibilité des ambulances ont également fait l'objet de la question parlementaire N°1958 du 4 septembre 2007 de Monsieur le Député Marco Schank et j'aimerais me référer à ma réponse fournie à cette question *(cf. compte rendu N°2/2007-2008).*

Question 2487 (21.4.2008) de **Mme Lydie Err** *(LSAP)* concernant la **résolution de l'Assemblée du Conseil de l'Europe relative à un accès à un avortement sans risque légal en Europe:**

Le 16 avril dernier, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté une résolution intitulée «Accès à un avortement sans risque et légal en Europe» qui invite les État membres entre autres «à dépénaliser l'avortement dans les délais de gestation raisonnables si ce n'est déjà fait; à garantir l'exercice effectif du droit des femmes à l'accès à un avortement sans risque et légal; à lever les restrictions qui entravent, en fait ou en droit, l'accès à un avortement sans risque, et notamment à prendre les mesures nécessaires pour créer les conditions sanitaires, médicales et psychologiques appropriées et assurer une prise en charge financière adéquate; à assurer l'accès des femmes et des hommes à une contraception - et à des conseils en matière de contraception - de coût raisonnable, adaptée et choisie; à instituer une éducation sexuelle et relationnelle obligatoire des jeunes, adaptée à leur âge et à leur sexe (entre autres, à l'école), afin d'éviter les grossesses non désirées (et donc les avortements) (…)».

- Dans ce contexte j'aimerais connaître l'attitude du Gouvernement luxembourgeois face à cette matière.

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre dans ce domaine?

- Quelle est la situation actuelle au Luxembourg en ce qui concerne les avortements?

- Est-ce que les dispositions de la proposition de loi 5701 portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse seront prises en compte dans la détermination de la politique du Gouvernement, sachant que plusieurs dispositions se retrouvent dans le texte de la résolution susmentionnée?

Réponse (28.5.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire n'est sans doute pas sans savoir que le programme gouvernemental ne prévoit pas de procéder à une révision de la loi en vigueur en matière d'Interruption Volontaire de la Grossesse (IVG). Il n'y aura donc pas d'initiative gouvernementale en la matière d'ici la fin de la législature en cours.

Il faut cependant se garder d'en déduire qu'il n'y aurait eu ni initiative ni évolution en matière d'IVG pendant l'actuelle législature. En effet de nombreuses initiatives ont été prises pour épuiser les possibilités offertes par la loi du 15 novembre 1978, qui, et il est utile d'y rendre attentif dans le présent contexte, traite de l'information sexuelle et de la prévention de l'avortement clandestin, avant de traiter de l'IVG.

C'est ainsi que notamment:

- des préservatifs ont été distribués dans tous les établissements de l'enseignement postprimaire;

- le budget pour 2008 permet la prise en charge de contraceptifs pour les jeunes et les personnes issues de couches sociales moins aisées;

- la pilule dite du lendemain a été autorisée;

- des ateliers «promotion de la santé sexuelle» sont organisés par des équipes de la médecine scolaire dans différentes classes du secondaire à la demande des lycées;

- que les propositions budgétaires pour 2009 prévoient la réalisation d'une étude «contraception et avortements au Luxembourg», en collaboration avec le Planning familial.

Par ailleurs la pilule dite abortive a été autorisée et son utilisation a été réglée en étroite conformité avec la loi.

Quant à la situation actuelle au Luxembourg en matière d'IVG, il n'est possible d'avancer des chiffres approximatifs que pour l'IVG médicamenteuse, et cela au moyen des emballages de ce médicament utilisés dans les hôpitaux ainsi que des chiffres fournis par l'importateur du médicament en question. Compte tenu des indications ainsi obtenues l'on peut admettre que les IVG pratiquées à l'aide du médicament à finalité abortive tournent autour de 250 à 300 par an. Quant à l'IVG pouvant être qualifiée de chirurgicale, il n'y a pas de nomenclature ad hoc, et les nomenclatures utilisées aux fins de remboursement sont applicables aussi à d'autres interventions, par exemple à celles pratiquées en cas de grossesse spontanément arrêtée. Impossible dès lors de faire une estimation chiffrée des IVG chirurgicales à partir des codes de la nomenclature appliqués en cas d'évacuation d'un utérus gravide.

Je suis bien conscient du fait qu'un certain nombre d'IVG sont pratiquées sur des résidentes à l'étranger. Nous sommes cependant très loin du chiffre de 1.334 IVG pratiquées, à en croire l'exposé des motifs de la proposition de loi déposée en la matière par l'honorable Députée, aux seuls Pays-Bas en 2001 sur des femmes résidant au Luxembourg. Ce chiffre de 1.334 IVG figure certes dans un rapport néerlandais répertoriant les clientes par pays d'origine, mais il y est indiqué pour la Belgique et le Luxembourg confondus.

Pour autant que l'honorable Parlementaire renvoie à sa proposition de loi, je ne suis pas bien certain que le texte de cette proposition soit de nature à atteindre un des objectifs poursuivis d'après son exposé des motifs, à savoir bannir l'«indication» de la loi. En effet le texte de la proposition introduit le critère de la «détresse» de la femme concernée, qui peut aussi être considéré comme une indication, au même titre que le critère actuel du danger pour la santé physique et psychique de la femme en cas de poursuite de la grossesse.

Question 2488 (22.4.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **radiologie et** les **tiers payants:**

Am Centre Hospitalier Emile Mayrisch zu Esch, an ech huelen un och an anere Spideeler, mussen d'Patienten d'Rechnunge vun de Roentgen direkt bezuelen, respektiv gëtt hinnen d'Rechnung heemgeschéckt.

Dëst si Rechnungen déi variéieren tëschent 65 an 110 Euro jee no der Aart vu Roentgen.

Dëst bréngt net nëmmen onsënneg administrativen Opwand mat sech, mä verschidde manner bemëttelt Patienten hunn oft net déi néideg Moyene fir esou Rechnunge virzestrécken, besonnesch, wa se verschidden Aarte vu Roentge mussen iwwer sech ergoe loossen.

Kann den Här Minister mer duerfir dës Fro beäntwerten:

- Wéisou gëtt bei de Roentgen an den Spideeler net de System vum tiers payant ugewandt, wat esouwuel fir d'Patiente méi favorabel, wéi och fir d'Spideeler administrativ manner opwendeg wier?

Réponse (27.5.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Vu la complexité de la question sous rubrique, j'ose espérer que l'honorable Député accepte une réponse rédigée en langue française.

L'article 24 du Code des Assurances sociales spécifie que la prise en charge de prestations de soins de santé peut se faire de deux manières, à savoir celle du remboursement des frais avancés par les assurés, ainsi que celle du tiers payant.

Le principe est celui du remboursement des frais avancés par les assurés. Les éventuelles dérogations sont prévues directement dans la loi ou dans les conventions, conclues par l'Union des Caisses de Maladie avec les groupements des prestataires concernés en application de l'article 61 du CAS. L'article 24 du CAS prévoit que le mode de prise en charge directe ne s'applique qu'aux actes, services et fournitures ci-après, à moins que les partenaires conventionnels n'en disposent autrement:

- les analyses et examens de laboratoire;

- en cas de séjour de douze heures au moins en milieu hospitalier, l'ensemble des frais d'entretien et de traitement, à l'exception du honoraires médicaux;

- les produits et spécialités pharmaceutiques, dispensés en dehors du milieu hospitalier stationnaire aux personnes protégées;

- la rééducation et la réadaptation fonctionnelles dans un établissement spécialisé;

- la transfusion sanguine.

Lors d'un examen radiologique, deux sortes de frais à charge de l'assurance maladie naissent, d'une part l'hôpital met en compte une unité d'œuvre «imagerie médicale» et d'autre part le médecin met en compte les actes médicaux afférents figurant dans la nomenclature des actes et services des médecins.

Les unités d'œuvre sont prises en charge directement par le biais du tiers payant, ce en application de la procédure décrite dans le cadre de la convention conclue entre l'Union des Caisses de Maladie et l'Entente des hôpitaux luxembourgeois.

En ce qui concerne les factures invoquées par l'honorable Député, il s'agit probablement des mémoires d'honoraires émis par les médecins.

La mise en compte de ces actes ainsi que les modalités de leur prise en charge se font suivant les termes de la convention médicale qui prévoit à l'article 59 le principe général de l'avance des frais par l'assuré. L'article 60 de la même convention en énonce les dérogations. Il revêt la teneur suivante:

«Art. 60. Par dérogation à l'article précédent une procédure de paiement direct par l'assurance maladie, dite procédure du tiers payant, et instituée dans les cas limitativement énumérés ci-après:

1) Pour les actes médicaux et indemnités suivants:

a) les actes médicaux délivrés dans le cadre de la compétence de l'association d'assurance contre les accidents, à concurrence du montant pris en charge;

b) les forfaits médicaux pour suivi au centre de jour de psychiatrie,

c) les indemnités horo-kilométriques dans le cadre du service de nuit en médecine générale;

d) les forfaits médicaux pour les traitements au Centre national de Rééducation fonctionnelle et de Réadaptation.

2) La même procédure peut être appliquée pour les actes médicaux délivrés dans le cadre de la compétence de l'assurance maladie:

a) pour les traitements stationnaires ou les traitements pour patients admis en place de surveillance pour patients ambulatoires en milieu hospitalier, si la durée du traitement dépasse trois jours ou si le montant par médecin dépasse cent euros (100 €),

b) pour les traitements ambulatoires se rapportant à la dialyse, la radiothérapie, la chimiothérapie.

Les prestations médicales délivrés aux patients du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) sont considérées comme étant délivrée au titre du point 2 ci-dessus même si ces prestations sont administrées en ambulatoire hors de l'enceinte du centre hospitalier.

La restitution des frais visés à l'article 20 se fait d'après les mêmes conditions et modalités que celles applicables aux prestations liquidées par la voie du tiers payant.»

En ce qui concerne la possibilité voire l'opportunité d'introduire un cas supplémentaire de tiers payant dans l'article 60, il y a lieu de considérer que la modification d'une disposition conventionnelle constitue le résultat de négociations bilatérales et ne se fait pas en principe sur simple demande d'un des deux partenaires.

Question 2489 (22.4.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**engagement de l'État luxembourgeois au sommet de l'OTAN à Bucarest de financer l'acquisition d'hélicoptères destinés à l'armée afghane:**

Il me revient par la presse française que le Luxembourg se serait engagé lors du sommet de l'OTAN qui a eu lieu du 2 au 4 avril 2008 à Bucarest, de financer l'acquisition d'hélicoptères russes du type M-17 destinés à l'armée afghane.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres pourraient-ils me confirmer les faits relatés par la presse française?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres pourraient-ils m'informer sur les détails de cet engagement pris par le Luxembourg lors du sommet de l'OTAN?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres pourraient-ils me dire, de quel article budgétaire pour l'exercice 2008 relève l'acquisition des hélicoptères?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres pourraient-ils m'expliquer pourquoi le communiqué de presse officiel établi par le Gouvernement à l'occasion du sommet de l'OTAN reste muet sur cet engagement pris par le Gouvernement?

Réponse commune (2.6.2008) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

Les éléments relatés par la presse française et auxquels se réfère l'honorable Député ne correspondent pas à la réalité.

Ceci dit, il est un fait que le manque d'hélicoptères opérationnels dans les opérations de maintien de la paix tant de l'UE que de l'OTAN est une préoccupation récurrente. Ce manque risque de coûter très cher en termes de vies humaines.

En vue de remédier à ces lacunes, la Grande-Bretagne et la France ont proposé en marge du Sommet de Bucarest la création d'un projet pour améliorer la disponibilité des hélicoptères de l'Union européenne et de l'OTAN en mission. Ce projet est désormais en cours d'élaboration. Il part du principe que certains États membres disposent d'hélicoptères, mais qu'ils éprouvent des difficultés pour les mettre à disposition de l'OTAN ou de l'UE pour des raisons techniques ou financières. D'où le concept que d'autres États membres - qui ne disposent pas d'hélicoptères - effectuent dans un souci de partage du fardeau, des contributions en nature (formations spécifiques des pilotes par exemple aux vols de nuit ou dans le désert) ou financières, l'objectif du projet étant de rendre opérationnels des hélicoptères UE-OTAN qui ne le sont pas actuellement.

Devant ce réel besoin et ne disposant à l'évidence pas d'hélicoptères qu'il pourrait mettre à disposition, le Luxembourg a pris la décision de principe de participer à l'effort en question, la contribution ne pouvant bien évidemment que prendre la forme d'une contribution financière.

Le Ministre de la Défense a d'ailleurs dans le passé déjà attiré l'attention des membres de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Chambre des Députés sur les lacunes qui existent en matière de transport stratégique en général et en matière d'hélicoptères opérationnels en particulier. Aussi les membres de la Commission ont-ils été mis au courant - en amont du Sommet de Bucarest - de l'intention luxembourgeoise d'envisager une contribution financière en vue de palier à ce besoin urgent. Il est proposé d'imputer la contribution à la ligne budgétaire «Soutien aux opérations de maintien de la paix internationales» du budget de la Direction de la Défense.

Question 2491 (23.4.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **coopération interuniversitaire entre le Luxembourg et un des pays cibles de la coopération luxembourgeoise:**

es universités des pays en développement ont un rôle essentiel à jouer dans l'aide au développement. En effet, par l'enseignement qu'elles dispensent, les universités contribuent à l'éducation de leur population. Par la recherche qu'elles mènent, elles aident à identifier le potentiel des ressources de leur pays permettant ainsi aux secteurs politique et économique d'exploiter ces richesses et de renforcer l'essor économique. Finalement par l'expertise qu'elles développent dans les différents secteurs-clés du développement, elles aident à renforcer la société civile dans ses efforts de développement et contribuent ainsi au développement durable.

Dans le contexte global de la politique luxembourgeoise de coopération au développement, une coopération de l'Université du Luxembourg avec une ou plusieurs des universités implantées dans les pays cibles de la coopération pourrait soutenir ces pays dans la réalisation de leurs objectifs de développement. En effet, l'Université du Luxembourg pourrait mettre son expertise qu'elle a développée à la disposition de leurs homologues dans les pays en développement.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Messieurs les Ministres de la Coopération au Développement et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quelle est l'appréciation du Gouvernement sur une telle coopération interuniversitaire entre le Luxembourg et un des pays cibles de la coopération luxembourgeoise?

Réponse commune (27.5.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

La question de l'honorable Député a trait à la coopération interuniversitaire dans le contexte de la politique luxembourgeoise de coopération au développement.

Nous pouvons informer l'honorable Député qu'avec l'appui de la coopération luxembourgeoise, des contacts informels ont été pris par un responsable de l'Université du Luxembourg avec l'Université de Bamako l'année dernière. Une collaboration avec le Cap-Vert dans ce domaine est également envisageable.

Les relations de l'Université du Luxembourg avec des universités de pays partenaires privilégiés de la coopération luxembourgeoise s'inscrivent dans le contexte de la stratégie d'internationalisation de l'Université.

Question 2492 (23.4.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **développement de la culture de la plante «Jatropha» dans certains pays cibles de la coopération au développement du Luxembourg:**

Dans le contexte du phénomène de la désertification des sols ainsi que des conditions néfastes de l'augmentation du prix de pétrole dans les pays en développement du continent africain, la plante «Jatropha» pourrait constituer une aide efficace en termes de sécurité énergétique et d'environnement. En effet, cette plante produit une huile aux propriétés comparables à celles du diesel et permet de protéger les sols de l'érosion ainsi que de retenir l'eau. D'aucuns y voient une réelle perspective de développement pour ces pays économiquement fragiles.

L'atout principal de la plante «Jatropha» est en effet de pousser sur des terrains semi-arides dévolus à l'élevage extensif où l'agriculture traditionnelle dédiée à l'alimentation est réduite à son strict minimum. La culture de cette plante n'entre donc pas en concurrence directe avec celle vitale de produits alimentaires. De culture facile, la plante «Jatropha» ne nécessite aucun entretien.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Dans le cadre de la politique de coopération avec nos pays cibles en Afrique, le Ministre ne pourrait-il pas envisager de fournir une assistance technique et logistique aux pays en question pour les aider à développer des cultures de la plante «Jatropha»?

- Dans ce cas, ne pourrait-on pas promouvoir l'utilisation de l'huile gagnée à partir de cette plante, d'une part, en tant que combustible domestique pour la cuisson des aliments afin de diminuer l'utilisation du bois et ainsi réduire le déboisement des régions rurales et, d'autre part, comme agrocarburant?

Réponse (28.5.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

Les questions de l'honorable Député ont trait au développement de la culture de la plante «Jatropha» dans certains pays partenaires privilégiés de la coopération luxembourgeoise.

1. En réponse à la première question posée par l'honorable Député, il convient de préciser que la coopération luxembourgeoise fournit d'ores et déjà une assistance technique au Burkina Faso pour l'aider à développer des cultures de la plante «Jatropha».

Dans le Programme Indicatif de Coopération (PIC) 2008-2012 avec le Burkina Faso, signé en novembre 2007, un appui d'une enveloppe indicative de cinq millions d'euros est prévu pour aider le pays à mieux valoriser et développer des filières d'espèces ligneuses porteuses, telle que la «Jatropha» curcas L. (communément appelée pourghère en français).

En effet, dans un contexte international d'une mauvaise conjoncture de la filière coton (premier produit d'exportation du Burkina Faso) qui a eu pour effet une baisse de la production cotonnière de 44% en 2007, le Burkina Faso essaie de diversifier son économie qui est encore très largement basée sur les productions agro-sylvo-pastorales.

Ainsi la coopération luxembourgeoise a décidé d'appuyer, conjointement avec la Coopération allemande, un projet dont l'objectif global est de contribuer à la réduction de la pauvreté à travers le développement de filières d'espèces démontrant un certain intérêt économique, telles que la «Jatropha». Des exemples d'autres pays (Inde, Laos, Mali) ont démontré que cette espèce, qui s'adapte également aux rudes conditions du Sahel, peut être utilisée comme biocombustible de substitution au gasoil et donner accès aux producteurs ruraux à des cultures de rente stables à moyen et long terme, ce qui contribuera à la réduction de la pauvreté d'un côté, et permettra une diversification des revenus agricoles et une plus grande résilience face à l'évolution conjoncturelle des différentes filières de l'autre côté.

Plus spécifiquement, le projet vise à:

- améliorer la connaissance des différentes variétés de l'espèce à travers l'étude de leur biologie, leur sylviculture, des conditions de leur production, leur gestion et d'étudier la faisabilité du développement de la filière dans les trois zones climatiques du Burkina Faso;

- contribuer à la mise en place de plusieurs projets-pilote de production d'énergie décentralisée à base de l'huile de «Jatropha» en étroite coordination avec le Programme national des plate-formes multifonctionnelles que le Luxembourg appuie également dans le cadre du PIC 2008-2012;

- appuyer les autorités burkinabè dans la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire favorable à un développement durable de la filière;

- renforcer les capacités des différents acteurs en matière de production, d'exploitation, d'extraction, de transformation et de commercialisation de l'huile.

Comme effet bénéfique secondaire du projet, il est attendu que celui-ci contribue, à travers la rentabilité de la filière «Jatropha», à mettre en défens des terres exposées au processus de la désertification voire à récupérer des terres dégradées. La production de la «Jatropha» à plus grande échelle pourrait donc aider le pays à lutter de manière plus efficace contre la désertification et à mieux s'adapter aux effets néfastes du changement climatique.

Comparée à d'autres espèces utilisées comme biocarburants (huile de palme, maïs, etc.), la «Jatropha» a en outre l'avantage de se conjuguer facilement avec des cultures céréalières ou maraîchères dans des dispositifs de «haies vives» ou de «mixed cropping». Elle ne sera donc pas en concurrence directe avec des cultures vivrières et aura au contraire un impact bénéfique sur la conservation des sols, la productivité agricole et la sécurité alimentaire.

2. En réponse à la seconde question posée par l'honorable Député concernant l'utilisation de l'huile de «Jatropha», il faut d'abord noter que la demande en carburant ira en s'accroissant dans les années à venir en raison de la croissance démographique importante en Afrique de l'Ouest et du souhait des populations rurales d'avoir accès aux services énergétiques.

Les experts nous disent que l'huile de «Jatropha» pourra être carburée sans traitement préalable dans les moteur diesel de type lister mis en place actuellement au Burkina Faso dans le cadre du Programme national des plate-formes multifonctionnelles soutenu par la coopération luxembourgeoise. Ce programme soutient l'installation de plusieurs milliers d'unités énergétiques décentralisées permettant de faire fonctionner simultanément des moulins, des décortiqueuses ainsi que des générateurs électriques, augmentant par là la productivité, l'accès aux services énergétiques et la diversification des métiers, notamment des femmes, en milieu rural.

Après estérification (traitement chimique qui pourra se faire dans des unités spécialisées installées dans les zones de production), l'huile de «Jatropha» pourra aussi être utilisée dans des véhicules automoteurs de type diesel.

L'utilisation de l'huile de «Jatropha» comme substitut au bois pour la cuisson, telle que suggérée par l'honorable Député, n'est pas pratiquée pour l'instant en Afrique de l'Ouest, mais pourra certainement être étudiée dans le cadre du projet soutenu par la coopération luxembourgeoise au Burkina Faso.

Globalement, il est attendu qu'une substitution d'une partie des carburants importés par l'huile de «Jatropha» produite sur place pourrait aider le pays à réduire sa facture pétrolière et avoir un impact bénéfique sur sa balance des paiements.

Question 2494 (24.4.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **dépôts pétroliers luxembourgeois:**

Le Luxembourg est tenu aussi bien par l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) que par la législation européenne (DIR 2006/67/CE) de maintenir un niveau minimal de stocks de produits pétroliers dits «d'urgence», équivalents à 90 jours de consommation. Or, le Rapport 2004 de l'AIE sur le Luxembourg accusait le gouvernement de ne pas remplir ses obligations. Nos stocks correspondraient plutôt à près de 80 jours de consommation. En réaction, le Ministre de l'Énergie avait annoncé la réalisation d'une étude détaillée sur les possibilités de respecter les obligations internationales en matière de stockage pétrolier.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la quantité de stockage obligatoire pour l'année 2008? Est-ce que le Luxembourg remplit désormais ses obligations internationales?

- Est-ce que l'étude a entre-temps été finalisée? Quelles en sont les conclusions?

- Dans la négative, quand est-ce qu'elle sera finalisée? Est-ce que des résultats intermédiaires sont déjà disponibles (extension des dépôts existants, nouveaux sites, élargissement des capacités nationales ou à l'inverse stockage accru à l'étranger, etc.)?

- Quelle solution a été retenue pour le remplacement des dépôts de Cessange, qui devront faire place aux nouveaux projets d'urbanisation et notamment à la nouvelle gare périphérique? Quand est-ce qu'ils seront démontés?

- Est-ce qu'une solution intermédiaire de stockage des capacités de Cessange à un autre endroit est envisagé afin de ne pas retarder la construction de la gare périphérique de Cessange?

- Quel est l'effet de nos exportations de carburants («tourisme à la pompe») sur nos obligations de stockage? Combien de jours de stocks possède le Luxembourg sur bases de notre seule consommation intérieure?

- Que pense Monsieur le Ministre du nouveau modèle de gestion publique des stocks d'urgence en Belgique (Apetra)?

Réponse (22.5.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Ad 1

La quantité de stockage obligatoire pour l'année 2008 est de 706.586 tonnes métriques de carburants. Le Luxembourg remplit ses obligations de stockage stratégique de 90 jours de consommation ou d'importations nettes conformément aux directives européennes et au programme pour l'énergie (AIE).

Ad 2 et 3

Des réflexions sont en cours au sein de la Direction de l'Énergie pour mettre en place un concept de stockage stratégique permettant d'améliorer la situation du stockage au niveau national et régional. Ces réflexions n'ont pas encore abouti étant donné vu la difficulté d'identifier des sites pour l'implantation de nouvelles capacités de stockage répondant tant aux critères de sécurité d'approvisionnement qu'aux considérations de nature écologique et logistique.

Ad 4 et 5

En ce qui concerne le dépôt de Hollerich (Cessange), la Ville de Luxembourg a élaboré des solutions de rechange qui sont en train d'être analysées. Comme il s'agit d'un marché privé entre la Ville de Luxembourg et la société pétrolière Delek (Texaco), je ne suis pas en mesure de préciser les délais pour la démolition ou la reconstruction respective sur un nouveau site. Un stockage intermédiaire des capacités de Cessange à un autre endroit n'est actuellement pas prévu.

Ad 6

Si l'on admet que ¾ des carburants sont consommés par des non-résidents et que ceux-ci soient déduits de la consommation globale, les quantités devant être stockées diminueraient de plus de la moitié. Dans ce cas les capacités de stockage théoriquement disponibles sur le territoire national permettraient de stocker l'équivalent de quelque 45 jours de la consommation nationale.

Ad 7

Finalement, après les difficultés qu'Apetra a connu lors de la phase de démarrage, nous suivons attentivement l'évolution future de ce modèle de gestion publique des stocks d'urgence afin d'analyser son applicabilité et sa faisabilité pour le Luxembourg.

Question 2495 (24.4.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **construction de la piste cycliste couverte sur l'ancienne décharge de Cessange:**

Selon un communiqué de presse du Ministère de l'Environnement concernant la construction du vélodrome sur l'ancienne décharge de Cessange, celle-ci serait toujours active et produirait encore des gaz qui risqueraient de s'échapper lors des travaux. Le Ministère veut analyser en détail un rapport évoquant ces risques avant de se prononcer définitivement en faveur du projet du vélodrome.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Sports.

- Quel est le degré de contamination des terrains de l'ancienne décharge de Cessange?

- Messieurs les Ministre peuvent-ils me fournir des détails quant à un éventuel assainissement de la décharge?

- Quel serait le coût d'un éventuel assainissement et qui le prendra le cas échéant en charge?

- Quel est alors le calendrier prévu pour la construction définitive du vélodrome?

Réponse commune (30.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

L'honorable Député Laurent Mosar souhaite recevoir des informations concernant la contamination et l'assainissement de l'ancienne décharge de Cessange. Il faut d'abord préciser que dans la discussion relative au projet de vélodrome, il y a lieu de considérer la construction de cette infrastructure et l'assainissement éventuel de l'ensemble de la décharge comme deux projets séparés. En ce qui concerne la décharge proprement dite les informations suivantes peuvent être données par rapport aux questions posées:

- L'ancienne décharge de Cessange a recueilli depuis les années 30 du siècle dernier jusqu'à l'an 1977 des déchets ménagers, encombrants et assimilés, mais aussi des déchets de démolition et des déchets d'origine industrielle. Selon des témoins de l'époque, des huiles usagées auraient également y été déversées. Un listing détaillé de ce qui a été déposé durant cette période n'existe cependant pas. La contamination des terrains de l'ancienne décharge de Cessange est donc fonction des déchets qui y ont été déposés depuis presque un demi siècle. Les analyses effectuées dans le cadre du projet du vélodrome ont montré qu'il y a toujours production de gaz de décharge. Ce gaz n'est cependant pas sous pression dans le corps de la décharge et n'a pas tendance de s'échapper. Il faut aussi prendre en considération le fait que la production de gaz n'est pas homogène sur l'ensemble de la décharge. En effet, elle est plus faible dans les parties plus anciennes de la décharge que dans les parties plus récentes.

- Dans le cadre des discussions relatives à la construction du vélodrome sur l'ancienne décharge de Cessange, les services de l'Administration de l'Environnement ont demandé aux responsables de la Ville de Luxembourg d'étudier en détail l'impact que peut encore avoir l'intégralité de la décharge sur l'environnement. Ce n'est que sur base de ces données qu'il pourra être jugé de la nécessité et de l'envergure d'un concept d'assainissement couvant l'ensemble de la décharge.

- Tant qu'un concept d'assainissement de l'ensemble de la décharge n'a pas été défini, des informations relatives à des coûts afférents ne sont évidemment pas disponibles. Toujours est-il qu'en application des dispositions de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, les frais sont à prendre en charge par le responsable de la pollution ce qui est dans le cas présent la Ville de Luxembourg en tant qu'ancien exploitant de la décharge.

L'Administration de l'Environnement vient de recevoir en date du 18 avril 2008 l'étude géotechnique et environnementale concernant exclusivement la partie de la décharge prévue pour la construction du vélodrome. Cette étude devrait permettre de préciser les mesures de sécurité qui doivent éventuellement être mises en œuvre lors de la réalisation de cet ouvrage. Des conclusions pourront en être présentées pour la fin mai 2008.

Question 2500 (28.4.2008) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **communication des pharmacies de garde:**

En dehors des heures d'ouverture des cabinets médicaux, des patients qui se rendent aux urgences dans un hôpital de garde, ainsi que ceux qui sont traités à leur domicile par un médecin de garde, doivent dans la plupart des cas se déplacer par après vers une pharmacie de garde afin de se procurer les médicaments prescrits.

En règle générale, les gens utilisent l'appel de secours 112 pour s'informer sur les pharmacies de garde.

Au vu de garantir un meilleur service aux patients et dans un souci de ne pas surcharger les lignes de l'appel de secours au détriment des cas d'urgences véritables, Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale n'estime-t-il pas que:

- l'on pourrait faire installer des écrans dans les entrées et sorties des hôpitaux indiquant toutes les pharmacies de garde,

- les médecins de garde devraient obtenir des listes de toutes les pharmacies de garde afin de pouvoir communiquer ces dernières aux patients.

Réponse (30.5.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Je partage l'appréciation de l'honorable Parlementaire que le recours au numéro d'appel 112 pour connaître la pharmacie de garde la plus proche est de nature à surcharger les lignes du service destiné à recevoir les appels d'urgence. Il faut cependant savoir que les citoyens désireux de s'informer sur la localisation de la pharmacie de garde dans leur ville et région disposent d'ores et déjà d'autres moyens, ces informations étant disponibles dans les quotidiens, sur Internet et sur le télétexte des stations de télévision.

S'agissant de l'affichage de la ou des pharmacie(s) de garde dans les hôpitaux, celui-ci est en place dans la plupart des hôpitaux, il est vrai suivant des modalités qui varient d'un hôpital à l'autre. Suivant les hôpitaux les gardes pharmaceutiques sont affichées soit pour tout le pays, soit pour la région, soit pour la ville dans laquelle l'hôpital est situé.

Les hôpitaux n'affichant pas les gardes pharmaceutiques distribuent à tout patient en ambulatoire une liste des pharmacies de garde ou tiennent ces informations disponibles pour les patients à leur réception.

Le Syndicat des pharmaciens se charge de la diffusion des gardes mois par mois aux différentes instances, dont l'Association des Médecins et Médecins Dentistes (AMMD), qui devrait donc être en mesure de communiquer le plan de garde aux médecins en charge du service de remplacement des médecins généralistes.

Je compte me concerter avec l'Entente des hôpitaux luxembourgeois et avec l'AMMD pour améliorer encore les modalités de communication au public de la localisation des pharmacies de garde, afin d'éviter au numéro d'appel 112 tout dérangement inutile.

Question 2501 (29.4.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **fermeture de bureaux de poste:**

Selon certaines informations de la presse, l'Entreprise des Postes et Télécommunications envisagerait de fermer le bureau des Postes situé dans la localité de Bertrange et de le transférer dans un supermarché.

Il a dans ce contexte été annoncé que la fermeture des bureaux de poste à Strassen et à Mamer serait imminente.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Est-ce que le Gouvernement entend confirmer la fermeture des bureaux des postes à Strassen et à Mamer?

- Dans l'affirmative, quels en sont les motifs et les éventuelles solutions de rechange envisagés?

- Quelle est la politique de l'EPT au niveau de la gestion du réseau des bureaux des postes en général?

- Quelle est la stratégie de communication de l'EPT en la matière vis-à-vis des clients et des autorités locales concernées?

Question 2504 (30.4.2008) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **fermeture de bureaux de poste:**

À en croire différentes sources de presse, l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT) aurait décidé de fermer ses guichets à Bertrange, Mamer et Strassen au profit de deux nouvelles agences qui seront implantées dans des grands centres commerciaux de la région.

- Dès lors, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre peut me confirmer cet état des choses et me communiquer les raisons qui expliquent les fermetures projetées. Dans quels délais ces fermetures sont-elles prévues?

- Dans ce contexte j'aimerais également savoir à quel stade se trouvent les planifications de la direction de l'EPT pour faire remplacer les bureaux des postes traditionnels par des «post shops».

- En effet, en réponse à ma question parlementaire N°1395 du 13 novembre 2006 *(cf. compte rendu N°5/2006-2007),* Monsieur le Ministre avait fait état de «réflexions stratégiques» menées par l'EPT sur son réseau de vente afin de l'adapter aux besoins des clients tout en tenant compte des critères de rentabilité et d'efficacité. Ces réflexions devaient aboutir dans l'élaboration d'une proposition détaillée sur les projets régionaux d'implantation de bureaux des postes.

Ce concept stratégique a-t-il entre-temps été finalisé? Dans la négative, quand est-ce que ce concept sera-t-il finalisé? Dans l'affirmative, que prévoit-il en détail? Monsieur le Ministre estime-t-il que ce concept répond aux attentes et aux besoins des clients en matière de service postal universel?

Réponse (3.6.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Dans le cadre de l'extension d'un centre commercial à Bertrange-Helfenterbruck, la possibilité s'offre à l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT) d'y exploiter, en collaboration avec sa filiale Luxgsm S.A., un point de vente commun avec à la fois un bureau de poste de l'EPT (en charge de la vente des produits et services postaux et financiers) et un télécomshop de Luxgsm S.A. (en charge de la vente des produits et services de télécommunications) suivant un modèle existant depuis 2006 dans un autre centre commercial.

En raison de l'important flux de personnes généré dans ce très important centre commercial et à l'instar des expériences très positives vécues à des sites similaires, l'EPT est depuis longtemps intéressée à y implanter une activité postale, inexistante à l'heure actuelle. Cette démarche fait d'ailleurs partie intégrante des efforts stratégiques entrepris par le groupe EPT afin de renforcer continuellement sa présence régionale dans les centres commerciaux d'envergure, lieux de rencontre privilégiés d'une clientèle potentielle toujours grandissante.

L'EPT envisage donc l'ouverture d'un espace de vente et de service dans ce centre commercial à Bertrange-Helfenterbruck où, grâce à un flux de personnes important et des heures d'ouverture étendues, elle peut s'attendre à un nombre d'opérations important et un excellent service à la clientèle. Un distributeur automatique de billets de banque y sera également installé.

Afin de continuer à servir les habitants de Bertrange-centre, le bureau de poste de Bertrange restera ouvert aux heures d'ouverture actuelles.

Le projet du nouveau point de vente à Bertrange-Helfenterbruck sera mis prochainement à l'ordre du jour du conseil d'administration de l'EPT.

En ce qui concerne en particulier les communes de Mamer et de Strassen, il est à noter qu'aucun plan concret n'existe pour le moment.

Quant au plan général concernant la réorganisation du réseau de vente de l'EPT dont question dans ma réponse à la question parlementaire N°1395 du 13 novembre 2006, il n'a pas encore été à l'ordre du jour du conseil d'administration de l'EPT, de sorte qu'aucune décision n'a été prise.

Question 2503 (29.4.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**implication d'un agent de la police judiciaire dans un incident exhibitionniste:**

Selon des informations diffusées, sur les ondes de RTL, un agent de la police judiciaire était été impliqué dans un incident exhibitionniste à Hamm. Ces informations auraient d'ailleurs été confirmées par Monsieur le Procureur d'État.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- À quand remontent les faits mentionnés ci-dessus?

- Quand ont été informées les autorités policières? Quelle autorité policière a été saisie de l'information? Quelles ont été les conséquences administratives suite à cet incident?

- Quand les autorités judiciaires ont-elles été informées de ces faits? Dans le cas où ce délai serait long, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de ce délai déraisonnable?

- Est-ce que des sanctions internes ont été prises au sein de la Police grand-ducale?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

Réponse (30.4.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Les faits relatés dans la question parlementaire remontent au 17 juillet 2006.

Les faits d'exhibitionnisme reprochés au policier font l'objet d'une procédure judiciaire. Par ailleurs, le directeur général de la police a ordonné une procédure disciplinaire contre le policier en question.

L'information sur cet incident avait été transmise de suite à la police par une personne. À la suite des explications fournies par le policier à son supérieur hiérarchique, ce dernier avait estimé qu'aucune infraction n'a été commise et aucune information n'a de ce fait été transmise au parquet. Sur base d'informations lui transmis, le parquet a ordonné une enquête sur l'incident exhibitionniste en 2008. Le directeur général de la police a ordonné une procédure disciplinaire contre le directeur de la police judiciaire pour n'avoir pas transmis le dossier au parquet en 2006.

Dans la mesure où des procédures judiciaires et disciplinaires sont en cours, et dans le respect des droits de la défense des personnes mises en cause, il y a lieu d'attendre la fin desdites procédures et les sanctions qui seront prises par les tribunaux ainsi que par les autorités en charge de la discipline dans la police.

J'exige de l'ensemble du corps policier un comportement exemplaire et je tiens à ce que tout comportement illégal ou inapproprié soit sanctionné selon, le cas échéant, le droit pénal ou le droit disciplinaire.

Question 2505 (30.4.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**éventuelle publicité trompeuse:**

Dans sa publicité, le fournisseur principal d'électricité s'engage en relation avec son produit écologique d'alimenter un fonds d'investissement en fonction de la consommation d'énergie de ce produit. Sur son site Internet le fournisseur donne les explications suivantes en relation avec ce fonds: «(la firme) a pris l'initiative de constituer un fonds d'investissement ayant pour objet la promotion et la mise en valeur de ressources d'énergies renouvelables au Luxembourg. (la firme) en tant qu'initiateur, s'engage à alimenter ce fonds à raison de 2 cents (€) par kWh (le produit) consommé jusqu'à concurrence de 250.000 € par an».

La Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois a déclaré alimenter par ce produit son réseau électrique à partir du 1er janvier 2008. Or, rien que par la consommation d'électricité du réseau des CFL (119 GWh en 2006) le plafond de 250.000 € du fonds d'investissement dudit fournisseur serait atteint et même plusieurs fois dépassé. Pour les nouveaux clients - voire pour tous les autres clients privés ou publics - ledit fournisseur ne paierait donc rien dans son fonds d'investissement, mais augmenterait son bénéfice de 2 cts/kWh tout en continuant à promouvoir son produit écologique en insistant toujours sur cette contribution des clients à son fonds d'investissement.

Dans ce contexte j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre:

- Est-ce que la consommation des CFL est effectivement prise en compte pour l'alimentation de ce fonds, comme on pourrait le croire en lisant les articles de presse?

- Dans l'affirmative et en considérant les chiffres avancés, est-ce qu'on ne devrait pas parler de publicité trompeuse de la part du fournisseur d'électricité?

- Sachant que l'État est le principal actionnaire du fournisseur d'électricité en question, Monsieur le Ministre de l'Économie peut-il accepter que les clients soucieux de l'environnement soient ainsi trompés? Ne devraient-ils pas bénéficier, le cas échéant, d'un meilleur prix pour le produit écologique en question?

Réponse (3.6.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox a trait au financement du fonds nova naturstroum, créé sur initiative du fournisseur principal d'électricité Cegedel dans le cadre de son offre de fourniture d'électricité sur base d'énergies renouvelables. Suivant les informations fournies par Cegedel sur ma demande, le concept de ce fournisseur consiste en deux volets indépendants:

1. La fourniture d'électricité produite exclusivement sur base d'énergies renouvelables à des consommateurs ayant opté pour ce choix dans le contexte d'un marché entre-temps entièrement libéralisé. Le surcoût de 0,5 cents (€) par kWh payé par le consommateur sert exclusivement à prendre en charge le coût d'achat supplémentaire engendré par ce type de fourniture par rapport à l'énergie électrique produite de manière classique.

2. Parallèlement, et indépendamment de la fourniture même, Cegedel a pris l'initiative bénévole de constituer un fonds d'investissement, appelé fonds nova naturstroum, ayant pour objet la promotion et la mise en valeur de ressources d'énergies renouvelables au Luxembourg. Ce fonds est géré de manière transparente par une a.s.b.l. regroupant la Natura a.s.b.l., l'Agence de l'Énergie S.A. et Cegedel S.A..

Il est alimenté par des versements réguliers de Cegedel, qui dans la phase initiale de la commercialisation étaient calculés en fonction de la fourniture effective d'énergie verte, avec un plafond annuel de 250.000 euros annoncé dès le début de la commercialisation en mai 2003. En raison de l'envolée extraordinaire récente de la demande d'énergie renouvelable, ce plafond a été atteint au cours de l'année 2007, notamment grâce à la demande accrue d'un grand nombre de clients communaux et des Chemins de Fer Luxembourgeois (pour les sites CFL raccordés au réseau haute tension de Cegedel Net, dont la consommation s'élève à environ 85 GWh).

Toutefois, la contribution financière au fonds est entièrement à charge de Cegedel, réduisant ainsi le résultat bénéficiaire de l'entreprise. Il ne peut donc être question d'invoquer une augmentation du bénéfice de la société, bien au contraire. La contribution financière n'émanant pas de recettes provenant des clients optant pour le tarif vert, une intention de publicité trompeuse de la part du fournisseur n'est pas à constater.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner que depuis le 1er juillet 2007, le marché de l'énergie est entièrement libéralisé. Il s'ensuit que les prix de l'énergie, dont notamment les tarifs pour les produits écologiques, sont librement fixés par les fournisseurs et que chaque client est libre de faire son choix de fournisseur en fonction de ses affinités et desiderata propres.

Question 2506 (30.4.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **reproches à l'encontre de la police:**

Wéi de Procureur d'État, Robert Biever, et der Press den 29. Abrëll bestätegt huet, gëtt et eng Rei nei Virwërf géint Polizeioffizéier. Des Affären trieden op nodeems eréischt Enn Januar de Generaldirekter vun der Police, Pierre Reuland, an de Generalsekretär, Guy Stebens, vun hire Fonctiounen entbonne gi sinn.

1. Kënnt Dir dës Virwërf bestätegen?

2. Zanter wéini wousst Dir vun dëse Virwërf a wat huet Dir als politesch Verantwortleche vun de Police ënnerholl?

3. Firwat ass net d'Chamber iwwert des Virwërf informéiert ginn?

4. Sidd Dir net de Meenung, dass dës néi Virwërf weider d'Vertraue vun de Bierger an hir Police ënnergruewen?

5. Wat fir Aktioune gedenkt Dir ze ënnerhuele fir d'Vertrauen an d'Police ze stäerken?

6. Gehéiert zu deenen Aktiounen och eng Reorganisatioun vun der Polizeiinspektioun?

Réponse (27.5.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Je me permets de renvoyer à ma réponse à la question parlementaire N°2503 sur le même sujet de l'honorable Député Xavier Bettel *(cf. ci-dessus)*.

Il n'est pas d'usage d'informer la Chambre des Députés des procédures judiciaires ou disciplinaires contre des fonctionnaires.

Tout en étant ouvert à toute proposition constructive qui pourrait émaner du débat d'orientation prévu à la Chambre, une modification législative fondamentale concernant l'Inspection générale de la Police ne me semble pas s'imposer; les éventuels manquements dont question dans la question parlementaire relèvent des autorités judiciaires (en ce qui concerne le volet pénal) et des autorités en charge de la discipline (en ce qui concerne le volet disciplinaire).

Question 2527 (7.5.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **compensation des heures supplémentaires:**

Le nouveau texte législatif portant introduction du statut unique fixe les modalités selon lesquelles sont compensées les heures supplémentaires, soit par du temps de repos rémunéré, soit comptabilisées sur un compte épargne temps. Si pour des raisons inhérentes à l'organisation de l'entreprise, la récupération ne peut pas se faire selon ces modalités ou si le salarié quitte l'entreprise pour une raison quelconque avant d'avoir récupéré les heures supplémentaires prestées, le salarié a droit, pour chaque heure supplémentaire, au paiement de son salaire horaire normal majoré de quarante pour cent. Ces cent quarante pour cent sont exempts d'impôts et de cotisations en matière de sécurité sociale, à l'exception des cotisations pour prestations en nature sur l'heure supplémentaire non majorée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que ces modalités s'appliquent pour tout type d'heures supplémentaires y compris celles prestées les samedis, dimanches et jours fériés?

- Dans la négative, quelles modalités s'appliquent dès lors à ces heures supplémentaires?

Réponse (2.6.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Les règles applicables aux heures supplémentaires conformément à la loi du 13 mai 2008 portant introduction du statut unique s'appliquent uniformément à tout type d'heures supplémentaires indépendamment du fait qu'elles soient prestées pendant un jour ouvrable, un samedi, un dimanche ou un jour férié.

Il est évident que pour ces deux dernières catégories les suppléments légaux ou conventionnels y relatifs s'appliquent en surplus.

Question urgente 2539 (14.5.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **remembrement Stadtbredimus**:

Aktuell gëtt et erëm Problemer am Zesummenhang mat dem Remembrement an de Wéngerten op der Musel, méi genee am Beräich «Fels» zu Stadtbriedemes. Déi betraffe Wënzer bekloe sech, datt verschidden Aarbechten, déi deelweis op Buedemrutschungen am leschte Wanter zréckzeféiere sinn, net kënnten duerchgefouert ginn, well keng Autorisatioun säitens dem Ëmweltministère géif virleien. Doduerch kënnten déi dringend noutwenneg Uplanzunge vu jonke Riewen op ville Plazen net geschéien an et géif e ganzt Joer moutwëlles verluer goen, wat mat grousse Verloschter verbonnen ass. Duerfir géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Ass dës bedauerlech Situatioun lech bekannt, a sidd Dir bereet, um schnellste Wee fir en Déblocage ze suergen?

2. Geet et hei ëm Autorisatiounen, déi allgemeng d'Realisatioun vun dësem Remembrement betreffen, a wa jo, wéisou leien déi bis elo nach net vir?

3. Wann et sech nëmmen ëm Buedemrutschungen handelt, déi nodréiglech geschitt sinn, wéisou ënnerleien dës Reparaturaarbechten un engem Projet, dee genehmegt ass, enger neier Autorisatioun?

4. Souguer wann dat gesetzlech gerechtfertegt wär, wat hënnert lech dru fir dës Autorisatioun ouni Gedeessems an Zäitverloscht auszestellen?

5. Kënnt Dir garantéieren, datt déi betraffe Wënzer net d'Affer vun onnéidege Streidereien tëschent staatleche Verwaltunge ginn, a wéi steet et ëm déi betreffend Entschiedegungen, wann et mat dem Nei-Uplanzen net virugeet?

Réponse commune (28.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Le projet de remembrement viticole de Stadtbredimus - secteur «Fels-Déiffert» a été approuvé par le Ministre de l'Environnement en date du 15 décembre 2006.

Des glissements de terrain sont apparus fin janvier 2008. Pour parer à ces glissements l'Office National du Remembrement, sur base d'un avis géologique, est arrivé à la conclusion que des travaux spécifiques sont devenus nécessaires tels que l'évacuation de l'eau par des drainages et l'apport de terre végétale.

Suite à une lettre adressée au Ministre de l'Environnement en date du 22 février 2008 au sujet des glissements constatés et des travaux nécessaires pour y remédier, une concertation avec des visites sur place a eu lieu entre les services concernés.

Sur base de nouveaux plans détaillant les travaux convenus, l'ONR a soumis, en date du 23 avril 2008, une demande d'autorisation au Ministre de l'Environnement, sachant que les travaux de remblayage nécessitent une autorisation formelle du Ministre de l'Environnement conformément à l'article 7 de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

En date du 19 mai 2008, le Ministre de l'Environnement a autorisé ces travaux.

Les vignerons ne sont aucunement victime de litiges ou lourdeurs administratives mais ont bénéficié dans ce cas précis d'une réponse rapide des administrations concernées et peuvent procéder aux plantations dans les délais requis de sorte que le problème de la perte d'une année culturale ne se pose pas.

Chambre des Députés LUXEMBOURG
d'Chamber online op www.chd.lu

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°14
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

41e séance, mercredi 28 mai 2008
42e séance, mercredi 28 mai 2008
43e séance, jeudi 29 mai 2008

Nach dem irischen Nein

Die Präsidentenkonferenz der Parlamente der Europäischen Union hat am 20. und 21. Juni in Lissabon stattgefunden.

Luxemburg war vertreten durch Parlamentspräsident Lucien Weiler und Vizepräsident Jos Scheuer.

Bei den Diskussionen standen die Ratifizierung des Vertrages von Lissabon und die neue europäische Verantwortung für die nationalen Parlamente im Mittelpunkt.

Bezüglich des Ratifizierungsprozesses des Vertrages von Lissabon haben die Präsidenten den Wunsch geäußert, dass dieser in den anderen Ländern fortgeführt werde, um, in gewünschter Zeit und mittels diplomatischem Dialog, den Ratifizierungsmechanismus zu ergänzen und das Inkrafttreten des Vertrages zu konkretisieren. Gleichzeitig sollen alle anderen Prioritäten des europäischen Terminkalenders verstärkt und bewahrt werden.



Der portugiesische Parlamentspräsident Jaime Gama umgeben von Kammerpräsident Lucien Weiler und Vizepräsident Jos Scheuer (rechts).

In seinem Redebeitrag hat Präsident Lucien Weiler bestimmte Reaktionen kritisiert, die er als arrogant und als Mangel an Feingefühl gegenüber der demokratischen Wahl des irischen Volkes bezeichnete. „Das irische Nein ist in der gleichen Weise zu behandeln, wie das französische Nein", betonte Lucien Weiler.

„Was im Moment wichtig ist, ist das Zuhören: Europa muss zuhören, was Irland zu sagen hat, und Irland muss zuhören, was Europa zu sagen hat. Wenn wir uns Zeit geben und in Ruhe gemeinsam nachdenken, werden wir eine Lösung finden", sagte abschließend der Kammerpräsident.

DANS CE NUMÉRO

État de la nation (suite et fin des débats) p. 517
Loi sur la jeunesse p. 539
Traité de Lisbonne p. 543

Sommaire des séances publiques Nos 41 à 43 p. 556
Sommaire des questions parlementaires p. Q177

Arbeitsbesuch bei der Nationalversammlung in Paris

Eine Delegation des Kammerbüros unter der Leitung von Vizepräsident Jos Scheuer war auf Einladung von Herrn Céleste Lett, Lothringer Parlamentarier und Vorsitzender des französisch-luxemburgischen Freundeskreises, zu Besuch bei der Nationalversammlung in Paris. Der Delegation gehörten die Abgeordneten Alex Bodry, Lucien Clement und Charles Goerens sowie der beigeordnete Generalsekretär Benoît Reiter an.

Bei mehreren Unterredungen hatten die luxemburgischen Abgeordneten die Gelegenheit, das französische Parlament zu studieren. Sie führten einen Meinungsaustausch mit dem Generalsekretär der Verwaltung betreffend die Rolle der Quästoren bezüglich der Finanzen und der administrativen Geschäfte der Nationalversammlung. Weitere Besprechungen waren der Rolle der Parlamentsausschüsse im gesetzgebenden Verfahren und der französischen Präsidentschaft der Europäischen Union gewidmet.

Bei den Gesprächen ging man ebenfalls auf die gegenwärtigen grenzüberschreitenden Probleme ein, vor allem bezüglich des Autoverkehrs und der Einrichtung der Brachfelder in Belval.

Am Ende des Tages wohnte die luxemburgische Delegation einer öffentlichen Sitzung der Nationalversammlung über die Verfassungsänderung bei.



An dem Arbeitsbesuch in Paris nahmen Vizepräsident Jos Scheuer, die Parlamentarier Lucien Clement, Charles Goerens und Alex Bodry, der luxemburgische Botschafter in Paris Georges Santer sowie der beigeordnete Generalsekretär Benoît Reiter teil.

Parlament und Zivilgesellschaft

Thema der letzten Versammlung der Präsidentenkonferenz, die vom Parlamentarierrat des Europarates organisiert wurde, war „die Interaktion zwischen den Parlamenten und der Zivilgesellschaft". Das Luxemburger Parlament wurde von Vizepräsident Jos Scheuer vertreten. In seiner Rede wies der Vizepräsident auf die Bemühungen der Kammer hin, die darauf zielten, den Kontakt mit der Gesellschaft zu pflegen und Letztere dazu zu bringen, am politischen Leben teilzunehmen.

Die Parlamentsausschüsse organisieren regelmäßig öffentliche Anhörungen, um verschiedene Interessengruppen zu hören. Besonderer Wert wird hier auf die junge Generation gelegt mittels der jährlichen „Convention de la jeunesse", die im Plenarsaal der Kammer selbst stattfindet. Abschließend berichtete Vizepräsident Jos Scheuer über das Vorgehen des Parlaments bei der Volksabstimmung über die Europäische Verfassung. Er hob die Anhörungen im Plenarsaal sowie die Übertragung der lokal organisierten Rundgespräche mittels eines eigens dafür bestimmten Fernsehkanals hervor.



(von links nach rechts) Die Abgeordnete Lydie Err, Vizepräsident Jos Scheuer, der Präsident des Benelux-Parlaments Roger Negri und der beigeordnete Generalsekretär Benoît Reiter vertraten Luxemburg bei der Präsidentenkonferenz in Straßburg.

Henri Grethen und Jean-Jacques Kasel…



…wurden vor kurzem von Parlamentspräsident Lucien Weiler empfangen. Henri Grethen vertritt seit Januar 2008 Luxemburg am Europäischen Rechnungshof für die Dauer von sechs Jahren.

Jean-Jacques Kasel ist seit dem 14. Januar 2007 Mitglied des Europäischen Gerichtshofs.

Bei den getrennten Gesprächen informierten sowohl Herr Grethen wie Herr Kasel den Parlamentspräsidenten über ihre respektiven Arbeitsgebiete. Die Rolle des Parlaments, des Europäischen Gerichtshofs und des Rechnungshofs im institutionellen Gefüge Europas wurde ebenfalls diskutiert.

Lucien Weiler wünschte den beiden Herren viel Erfolg bei der Ausübung ihrer verantwortungsvollen Tätigkeit.

Séance plénière du Parlement Benelux à Luxembourg



Avenir du Benelux

Le 17 juin a eu lieu à La Haye la séance solennelle de signature du nouveau Traité Benelux destiné à prolonger, en l'adaptant, le premier traité signé il y a cinquante ans, le 3 février 1958. Les Premiers Ministres et les Ministres des Affaires étrangères des trois pays y ont assisté, de même que, pour la Belgique, les ministres concernés des entités communautaires et régionales. Le Parlement Benelux y fut représenté par son Président, M. Roger Negri.

Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (en abrégé Parlement Benelux), qui s'est réuni les 13 et 14 juin à Luxembourg pour sa session d'été sous la présidence de M. Roger Negri, s'est préparé depuis longtemps à cette étape importante de la vie du Benelux mais attend d'être mis au courant du texte final soumis à la signature des gouvernements des trois pays.

M. Jan van Laarhoven, Secrétaire général de l'Union économique Benelux (UEB), assisté par le nouveau Secrétaire général adjoint, le Luxembourgeois Georges Heisbourg, a expliqué que, contrairement au premier traité, le nouveau Traité est un accord-cadre de quarante articles seulement, ce qui permet davantage de flexibilité et évite de fixer des objectifs précis dans un monde évoluant si rapidement que ces objectifs apparaissent très vite comme surannés. Il s'agit d'une approche résolument politique qui tient compte des lacunes dans l'activité du Benelux au cours des dix dernières années.

Quant au Premier Ministre luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker, il a brièvement pris la parole pour dire toute sa confiance dans les structures du Benelux, qui a fait œuvre de pionnier au sein de l'Union européenne et réunit toutes les sensibilités perçues lors des tentatives de ratification de la Constitution européenne: la Belgique a dit oui par voie parlementaire, le Luxembourg a dit oui par voie de referendum et les Pays-Bas ont dit non par voie de referendum. Mais M. Juncker a aussi tenu à commenter le non irlandais au Traité de Lisbonne qui, selon ses dires, est à respecter, mais l'a déçu. «L'Europe n'a pas le droit de s'affaisser», a-t-il ajouté.

Le Parlement Benelux s'est ensuite lancé dans l'examen du 52e rapport commun des gouvernements du Benelux sur la réalisation et le fonctionnement de l'UEB, présenté par MM. Siquet, Senesael et Draps (Belgique), Eigeman, Biskop (Pays-Bas) et Braz (Luxembourg). Le Parlement Benelux s'est souvent plaint de la lenteur voire de l'absence de réponse donnée par les gouvernements aux recommandations qu'il leur adresse à intervalles réguliers. Cette fois-ci, M. van Laarhoven a pu fournir six réponses qui seront transmises aux commissions concernées.

Sans doute le Parlement Benelux souffre-t-il également d'un manque de visibilité: il n'est guère évoqué dans la presse. Les Vice-présidents de l'assemblée, MM. Tommelein (Belgique) et Hessels (Pays-Bas), plaident pour une cure de jouvence de la newsletter. Par ailleurs, les articles repris dans la revue de presse devront être mieux répartis par thèmes et un responsable de la communication devra être désigné. La presse régionale devrait en même temps être mieux sensibilisée aux activités déployées par le Benelux.

Criminalité

La criminalité dans les Eurégions Rhin-Meuse du Nord et Meuse-Rhin présente un caractère de plus en plus transfrontalier et se révèle de mieux en mieux organisée. Le Bureau de Coopération Eurégionale (BCE) établi à Maastricht réunit, dans le domaine du droit pénal et de l'instruction criminelle, des connaissances et une expertise acquise aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne et dispose de la liaison idoine avec l'administration publique. Le Luxembourg connaît les mêmes défis. Le grand problème, c'est que le temps d'attente dans les contacts entre les trois pays dans ce domaine est beaucoup trop long. Le président de la délégation néerlandaise, M. Weekers, a fait rapport à ce sujet, à la suite de quoi le Parlement Benelux a adopté à l'unanimité une recommandation dans laquelle il est demandé aux trois gouvernements d'approfondir l'expertise, de renforcer les contacts avec le Grand-Duché de Luxembourg, si possible via la désignation d'un fonctionnaire de la police luxembourgeoise auprès du BCE, de déléguer un procureur du Roi belge auprès du BCE, de créer le cas échéant une équipe de recherche eurégionale à ce sujet et de faire en sorte que les trois pays participent équitablement au financement du BCE.

Trafic et traite des êtres humains

C'est le même M. Weekers qui a présenté au nom de la commission de la Justice et de l'Ordre public, qu'il préside, un rapport relatif à la lutte contre le trafic d'êtres humains. Le Parlement Benelux collabore avec son homologue, l'Assemblée balte, dans la lutte contre ce fléau et une conférence a eu lieu à ce propos à Riga les 24 et 25 avril derniers à laquelle a assisté du côté luxembourgeois M. Marcel Oberweis. M. Velliste (Estonie), président de l'Assemblée balte, était présent à Luxembourg ces 13 et 14 juin à la tête d'une délégation. Dans son discours, M. Velliste a évoqué ce fléau et a proposé à ses interlocuteurs l'exemple des bâtisseurs de cathédrales: «Comme nos ancêtres, construisons une cathédrale, la cathédrale de nos idéaux.» Son prédécesseur, M. Reirs (Lettonie), a prononcé un vibrant plaidoyer en faveur d'une approche globale de cette problématique, sans négliger les actions régionales. M. Verwilghen (Belgique) a plaidé pour la mise en place d'un Observatoire sur le sujet et pour l'assimilation du trafic d'êtres humains aux crimes contre l'humanité, ce qui permettrait de faire jouer le principe de la compétence universelle. M. Giet (Belgique) a lui aussi estimé que la tâche était énorme; demandant que l'on sanctionne sévèrement les donneurs d'ordre, ceux qui, in fine, profitent du système. Il a plaidé pour une uniformisation du statut de la victime et a rappelé que l'exploitation économique (dans le secteur horeca, notamment) était grave, elle aussi.

Intégration et égalité des chances

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de l'Intégration et de l'Égalité des chances, a souligné que la différence de salaires entre hommes et femmes restait importante. Elle a présenté sa politique en matière d'intégration, notamment d'intégration des personnes handicapées et des personnes âgées.

Coopération au développement

M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, de la Défense et des Communications, a rappelé que l'Union européenne était responsable de quelque 60% des budgets de coopération avec les pays en voie de développement. La Belgique a mis au point un plan destiné à atteindre une aide équivalant à 0,7% de son PIB, niveau déjà atteint par les deux autres pays du Benelux. M. Oberweis, président de la délégation luxembourgeoise, s'est d'ailleurs félicité de la générosité du Grand-Duché, qui vogue vers le taux de 1% de son PIB, une aide ciblée sur dix pays avec lesquels le Luxembourg entretient des relations très intenses.

Aménagement du territoire

Le Parlement Benelux se préoccupe aussi depuis les années 70 de l'aménagement du territoire. M. Eigeman (Pays-Bas) a présenté un rapport relatif aux esquisses de structure au Benelux: grands axes de communication, structure écologique, développement rural et réseaux urbains.

Chasse et pêche

M. Xavier Bettel (Luxembourg), président de la commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche, a présenté le rapport relatif à l'instauration d'un groupe de travail «Chasse» composé de membres de la commission qu'il préside et des commissions de la Justice et de l'Environnement.

Suite à une visite à la Minque de Urk (Frise), M. Sevenhans (Belgique) a relayé les problèmes que connaît la pêche maritime en raison de la hausse vertigineuse du prix du pétrole et de la concurrence du poisson surgelé en provenance d'autres pays.

Sécurité de la chaîne alimentaire

Sur rapport de M. Peters (Pays-Bas), le Parlement Benelux a adopté à l'unanimité une proposition de recommandation relative à la sécurité de la chaîne alimentaire. Il est ainsi demandé aux trois gouvernements de dresser l'inventaire des méthodes de détection et de surveillance mises en œuvre par les trois pays, de porter une attention particulière aux expertises spécifiques, d'examiner à quel point les différences entre les trois pays au niveau de la détection, de la surveillance et de l'expertise sont à l'origine de lacunes engendrant un risque pour la sécurité alimentaire, d'examiner les possibilités de confier à des autorités et organes d'un des trois pays l'exécution de missions pour le compte des trois pays et de faire rapport au Parlement Benelux dans les six mois, puis tous les deux ans.

Développement durable

Depuis sa session de printemps, le Parlement Benelux s'est beaucoup préoccupé de développement durable: ses commissions compétentes se sont rendues à une installation de Biogaz à Dixmude (Flandre-Occidentale), au parc éolien offshore d'Egmond aan Zee (Hollande-Septentrionale) et à «GasTerra» à Groningue. M. Biskop (Pays-Bas) a présenté le rapport de ces trois visites; une conférence sera organisée sur le sujet à l'initiative de la délégation luxembourgeoise.

Péage routier

M. Draps (Belgique) a présenté un rapport sur la question du péage routier. Les Pays-Bas entendent appliquer entre 2012 et 2015 un système tenant compte du type de véhicule et du moment choisi pour utiliser les infrastructures routières; ce système devra être neutre.

En Belgique, cette matière est régionalisée. Les trois Régions se concertent mais il n'existe pas d'accord pour l'instauration d'une vignette «à la suisse». La Région flamande souhaite l'instauration d'une taxe kilométrique pour les poids lourds. La Région wallonne serait d'accord à condition de pouvoir en étendre l'application aux véhicules de tourisme étrangers. Quant à la Région de Bruxelles, où 10% des véhicules belges sont immatriculés, elle craint de passer de 10 à 1 ou 2% du produit de la taxe puisqu'on se baserait sur le nombre de kilomètres parcourus; la Région bruxelloise prône en outre une utilisation plus responsable du réseau routier bruxellois par ses usagers.

La France s'intéresse aux idées avancées aux Pays-Bas et en Belgique mais les autoroutes y sont affermées. Le champ d'action envisagé en France serait limité au réseau des routes nationales et aux véhicules lourds de plus de 3½ tonnes. La France estime urgent l'éventuel accord à trouver avec le Benelux: elle entend instaurer un système nouveau dès 2011 et même dès 2010 en Alsace étant donné que les véhicules lourds empruntent pour l'instant en très grand nombre l'autoroute Luxembourg-Nancy, qui est gratuite, et guère l'autoroute parallèle allemande longeant le Rhin.

M. Bossuyt, président de la délégation belge, a présenté une proposition de recommandation prônant une approche commune de cette problématique, l'interopérabilité du système et des effets transfrontaliers négatifs évités au maximum. M. Weekers, président de la délégation néerlandaise, a jugé cette initiative précipitée, mais la proposition de recommandation a malgré tout été adoptée à la majorité des membres présents. Le Luxembourg a insisté pour que lors de l'introduction d'un système de péage, celui-ci soit opérationnel dans les trois pays.

Coupe du monde de football de 2018

Le président du groupe libéral, M. Courtois (Belgique), a présenté l'état de la question de la candidature du Benelux à l'organisation de la Coupe du monde de football en 2018. Les difficultés restent la disponibilité en matière d'hôtels mais aussi l'infrastructure médicale, notamment quant aux maladies contagieuses. Le Benelux organisera une manifestation commune à Pékin le 22 août 2008 et devra déposer son dossier avant le 31 décembre 2010. Il semble que le Benelux puisse déjà compter sur la voix de la Thaïlande. Quant au Grand-Duché, il pourrait être par exemple le lieu d'un des tirages au sort, afin d'être intégré à l'événement.

Relations extérieures

M. Blom (Pays-Bas) a présenté le rapport relatif à l'échange de vues du 23 mai 2008 de la commission des Problèmes extérieurs du Benelux avec les ambassadeurs représentants permanents des pays du Benelux auprès de l'OTAN.

Pour le reste, le Benelux entretient des relations toujours très intenses avec les Régions françaises et allemandes qui l'entourent: Nord-Pas-de-Calais, Sarre, etc. Ces derniers temps, des contacts très serrés ont été noués avec la Rhénanie du Nord-Westphalie (18 millions d'habitants). M. Siquet (Belgique) a demandé qu'on ne néglige pas, dans ce cadre, le Land de Rhénanie-Palatinat.

En fin de session, M. Marcel Oberweis a encore fait rapport sur les deux conférences interparlementaires auxquelles il a représenté le Parlement Benelux, à savoir:

- la Conférence interparlementaire sur la mondialisation des processus migratoires organisée conjointement avec l'Assemblée interparlementaire des pays membres de la Communauté des États indépendants, qui a eu lieu à Saint-Pétersbourg du 3 au 5 avril 2008. Le but primordial de la conférence fut le développement de stratégies communes pour l'élaboration des lois et des politiques en matière de migration ainsi que l'élaboration de mécanismes juridiques internationaux destinés à lutter plus efficacement contre les migrations irrégulières;

- la Conférence organisée par les pays baltes en coopération avec le Comité permanent Énergie et Environnement et le Parlement Benelux à Tallinn en mai 2008 sur le volet énergie et environnement et l'apport des sources d'énergie renouvelables. Il y fut souligné que l'énergie hydraulique, l'énergie solaire, l'énergie éolienne, la géothermique ainsi que la biomasse devront être exploitées de manière plus extensive si l'on veut atteindre les objectifs de réduction des émissions de CO_2 fixés par la Commission européenne en janvier 2008. Ces sources d'énergie renouvelables devront représenter au moins 20% de l'énergie consommée dans l'Union européenne d'ici 2020.

Pacte logement

5696 - Projet de loi portant:

1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes,

2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie,

3. modification

a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs;

b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier;

c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall»;

e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation;

f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Le présent projet poursuit principalement deux objectifs, l'un à court terme et l'autre à moyen et à long terme.

À court terme, le projet vise à augmenter l'offre de logements et de terrains à bâtir avec comme conséquence une stabilisation voire une réduction du coût de l'habitat.

À moyen et à long terme, l'objectif du projet consiste à doter les instances publiques de réserves foncières leur permettant d'intervenir sur le marché du foncier en cas d'offre insuffisante afin d'éviter une flambée des prix à laquelle nous assistons aujourd'hui. Pour atteindre ces objectifs, le projet de loi propose une série de mesures dont les unes sont plutôt de nature à encourager l'offre sur le marché immobilier, tandis que les autres ont un caractère plutôt dissuasif à la rétention d'immeubles dans un but spéculatif.

Mesures incitant les communes à se développer

La participation des communes au développement du logement est cruciale pour garantir une politique dynamique de l'habitat. Le pacte logement que le Gouvernement se propose de conclure avec les communes constitue l'axe central du projet de loi. Il implique, d'une part, pour les communes de viser par la création de nouveaux logements une augmentation de leur population au-delà d'une croissance normale tout en respectant certaines conditions dans le développement de leur territoire, et d'autre part, pour le Gouvernement de participer au financement des équipements s'imposant par cet accroissement moyennant paiement d'une contribution par habitant dépassant la croissance normale.

Par ailleurs, le projet de loi propose de relever de 40% à 50% la contribution de l'État à l'acquisition de terrains par les communes destinés à la construction de logements sur base d'un contrat d'emphytéose ou de droit de superficie. Cette contribution restera entièrement acquise à la commune même en cas de lotissement des terrains par un promoteur privé.

Mesures favorisant la création de réserves foncières par les instances publiques

Afin de mettre les instances publiques en mesure de se constituer des réserves foncières leur permettant d'agir en cas de besoin sur l'offre du marché foncier, le projet prévoit un droit de préemption au profit de l'État, des communes et du Fonds de logement. Ce droit n'est pas général, mais est limité par pouvoir préemptant à des terrains se trouvant dans des zones bien déterminées. Notons que le droit de préemption des instances publiques s'exerce au prix du marché, c'est-à-dire au prix auquel le vendeur aurait réussi à céder son terrain à un particulier.

Une autre mesure qui devrait encourager les particuliers à céder leurs terrains à un acquéreur public consiste en l'exemption fiscale de la plus-value et du bénéfice de spéculation réalisés sur cette cession si elle s'effectue au profit d'un acquéreur public. Cette mesure devrait permettre aux pouvoirs publics de se constituer des réserves foncières à un prix inférieur au prix du marché puisque l'exemption fiscale permet au vendeur une plus grande marge sur le prix de vente réellement touché.

Mesures devant contribuer à réduire le prix des logements

Les précisions apportées à la législation sur le bail emphytéotique et le droit de superficie devraient inciter les particuliers à avoir à l'avenir plus souvent recours à ces instruments lors de l'acquisition d'un logement. L'emphytéose et le droit de superficie permettent de neutraliser en quelque sorte le prix du terrain ce qui devrait contribuer à réduire sensiblement la valeur actuelle du logement à acquérir.

L'obligation pour le promoteur d'un lotissement dépassant 1 ha de réserver 10% de la surface au logement à coût modéré ne devrait pas seulement assurer une certaine mixité sociale de la population locale, mais également contribuer à un accroissement substantiel de l'offre de logements de cette catégorie permettant à davantage de personnes à revenu modeste d'accéder à la propriété d'un logement.

Une des mesures imposées par le pacte logement aux communes devrait résider dans l'obligation d'une utilisation plus rationnelle du foncier avec pour conséquence une réduction du coût des constructions.

Mesures devant avoir une incidence directe sur l'offre d'immeubles

Les taxes spécifiques pouvant grever les immeubles bâtis non affectés au logement et les terrains à construire laissés en friche pour des raisons de spéculation, ont pour objectif d'amener leurs propriétaires à offrir ces immeubles sur le marché immobilier. Il en est de même de la taxe obligatoire de non-affectation à la construction des terrains viabilisés.

L'actualisation de l'impôt foncier devrait également constituer un élément encourageant les propriétaires de terrains à bâtir de faire fructifier leur patrimoine en le vendant ou en y construisant un immeuble plutôt que de le laisser en friche et improductif.

L'objectif du présent projet n'est pas d'amener une réforme en profondeur de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain en vue de simplifier les mesures et de raccourcir les procédures de réalisation de PAG et de PAP. Tel sera l'objet d'un projet de loi à part en préparation par le Ministre de l'Intérieur. En attendant cette réforme, le présent projet prévoit quelques mesures ponctuelles raccourcissant la procédure d'obtention d'un PAP ce qui devrait avoir une influence directe sur le volume d'offre de terrains à construire et par conséquent le prix du foncier.

Le projet prévoit encore quelques adaptations des législations sur l'aménagement communal, sur l'aide au logement ainsi que sur le bail à loyer qui constituent plutôt des modifications formelles aux textes actuels que des mesures destinées à promouvoir la politique du logement du Gouvernement.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 08.03.2007

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

20.06.2007 Examen des dispositions portant modification de la loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain (art. 33)

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

(Président: M. Norbert Haupert):

22.03.2007 Désignation d'un rapporteur

	Présentation du projet de loi par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
26.04.2007	Continuation de l'examen du projet de loi
09.05.2007	Continuation de l'examen du projet de loi
24.05.2007	Examen des dispositions suivantes: ° Chapitre 1er du Titre 4: de la taxe communale spécifique sur certains immeubles (art. 15-29) ° modification de la loi concernant l'aide au logement (art. 32)
06.06.2007	Examen des mesures fiscales avec le Directeur de l'Administration des Contributions directes
14.06.2007	Examen de propositions d'amendements en vue de leur adoption
	Examen des avis de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce
20.06.2007	Examen des dispositions portant modification de la loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain (art. 33)
28.06.2007	Examen des avis
05.07.2007	Continuation de l'examen des avis
	Examen de propositions d'amendements en vue de leur adoption
08.10.2007	Examen et adoption de propositions d'amendements
20.12.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.01.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État (suite)
17.01.2008	Examen et adoption de propositions d'amendements élaborées suite à l'avis du Conseil d'État
26.02.2008	Présentation et examen d'une ébauche de rapport
20.03.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
09.04.2008	Examen et adoption de propositions d'amendements
	Examen et adoption d'un projet de rapport
20.05.2008	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption du rapport définitif

Vote en séance publique: 11.06.2008

Développement économique régional

5779 - Projet de loi ayant pour objet:

1) le développement économique de certaines régions du pays;

2) la modification

- de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie;

- de la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables

En résumé, ce projet de loi relatif au développement économique régional vise à mettre la législation luxembourgeoise en matière des aides de l'État au développement économique régional en conformité avec les nouvelles lignes directrices européennes pour la période 2007-2013 concernant la politique régionale.

Ces lignes directrices déterminent plus particulièrement la nouvelle carte des régions éligibles aux subventions afférentes, arrêtent le principe d'une concentration de ces aides sur les petites entreprises et établissent un plafond aux aides pouvant être versées aux entreprises concernées.

Les principaux aspects novateurs relèvent, à côté de la redéfinition des régions éligibles, de l'intensité des aides régionales et des modalités de leur mise en œuvre.

Les régions suivantes ont été retenues en vue de l'application des instruments d'aide régionale:

Nom de la région	*Communes*	*Population (recensement 2001)*	*Chômage (Taux moyen par rapport à la moyenne nationale)*
Région Sud-Ouest:		**31.213**	**145%**
	Differdange	18.172	
	Sanem	13.041	
Région Sud-Est:		**17.320**	**150%**
	Dudelange	17.320	
Région Est:		**10.738**	**133%**
	Echternach	4.610	
	Mompach	977	
	Rosport	1.864	
	Mertert	3.287	
Région Nord:		**10.348**	**161%**
	Clervaux	1.791	
	Wincrange	3.381	
	Eschweiler	609	
	Wiltz	4.567	

La région suivante a été retenue en vertu de la dérogation prévue à l'article 87(3), paragraphe 3, point c) pour la couverture transitoire supplémentaire 2007-2008:

Nom de la région	*Communes*	*Population*	*Chômage*
Région Sud-Ouest:		**20.339**	**145%**
	Bascharage	6.590	
	Pétange	13.749	

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 19.09.2007

Rapporteur: M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

11.10.2007	Désignation d'un rapporteur
18.10.2007	Présentation et examen du projet de loi
09.04.2008	Présentation des amendements gouvernementaux et examen de l'avis du Conseil d'État
07.05.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.06.2008

Épargne mobilière

5780 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière

Le présent projet de loi modifie la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière. Cette loi introduisait pour les bénéficiaires effectifs, personnes physiques, résidents du Grand-Duché une retenue à la source de 10% sur les intérêts payés par un agent payeur (banque, société de bourse) établi au Luxembourg. La retenue à la source est libératoire, ce qui signifie que les revenus d'intérêts en question ne seront pas pris en compte pour la détermination de l'assiette servant au calcul de l'impôt sur le revenu annuel du contribuable. Par contre l'impôt retenu à la source n'est pas imputable comme crédit à la cote d'impôt calculée sur les autres revenus du contribuable. Ainsi, ce revenu d'intérêt bénéficie d'un taux préférentiel de 10%, taux particulièrement avantageux comparé au taux marginal maximum (actuellement 38%) qui lui serait éventuellement appliqué s'il était ajouté à l'assiette imposable du bénéficiaire. Les intérêts qui ne sont bonifiés qu'une seule fois par année sur des dépôts d'épargne et qui ne dépassent pas le montant de 250 euros par personne et par agent payeur sont dans tous les cas dispensés de la retenue à la source, tandis qu'un redressement annuel est effectué lorsque le paiement des intérêts se fait en plusieurs fois par an et que le seuil des 250 euros n'a pas été atteint.

Les dispositions de la loi du 23 décembre 2005 ne sont pas applicables aux intérêts payés par un agent payeur établi dans un autre État membre de l'Union européenne. Ceux-ci viennent s'ajouter aux autres revenus imposables du contribuable en tant que revenus provenant de capitaux mobiliers et sont soumis au barème général de l'impôt sur le revenu (LIR), de sorte qu'ils sont le plus souvent imposés à un taux nettement supérieur à 10%. Relevons cependant que les revenus de capitaux mobiliers bénéficient d'une tranche exonérée de 1.500 euros, plafond qui est doublé dans le chef des époux imposables collectivement.

En date du 27 juin 2007, la Commission européenne a adressé un avis motivé au Grand-Duché en l'invitant formellement à modifier cette législation. En effet, elle considère la loi contraire au traité CE, car elle constitue un obstacle tant à la libre circulation des capitaux (art. 56 CE) qu'à la libre prestation des services (art. 49 CE).

Selon la Commission européenne, cette disposition a pour effet de dissuader les contribuables résidant au Luxembourg de placer leur épargne auprès d'agents payeurs établis dans un autre État membre. Par conséquent elle restreint la liberté des agents payeurs de s'établir dans un autre État membre. De plus, elle restreint la possibilité pour les agents payeurs établis dans d'autres États membres de fournir leurs services aux contribuables luxembourgeois.

Par le présent projet de loi, le Gouvernement entend réagir à la requête de la Commission européenne en complétant les modalités de la retenue à la source libératoire par des dispositions particulières adaptées aux intérêts attribués par certains agents payeurs qui ne sont pas établis au Luxembourg. Étant donné que le Luxembourg ne peut pas contraindre les établissements financiers établis hors du Grand-Duché à retenir à la source un impôt luxembourgeois, un élargissement des dispositions existantes aux agents payeurs étrangers n'était donc pas envisageable.

Afin d'accorder aux bénéficiaires effectifs d'intérêts payés par certains agents payeurs établis hors du Grand-Duché (État membre de l'Union européenne, État partie à l'Accord sur l'Espace économique européen (EEE) autre qu'un État membre de l'Union européenne, État ayant conclu une convention internationale directement liée à la directive modifiée 2003/48/CE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts) les avantages de la retenue à la source libératoire, le projet de loi sous rubrique leur accorde l'option de remettre au fisc luxembourgeois une déclaration annuelle spéciale relative aux intérêts qui leur sont ainsi attribués et qui sont alors soumis à un prélèvement libératoire de 10%.

L'option n'est pas permise pour les intérêts qui sont imposables dans le chef du bénéficiaire effectif au titre de bénéfice commercial, de bénéfice agricole et forestier ou de bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale. Pour ces catégories de revenus, la retenue à la source interne n'est pas non plus libératoire, mais les intérêts font partie du bénéfice soumis à l'impôt sur le revenu d'après le tarif progressif et la retenue à la source est imputable sur la cote d'impôts dus.

Étant donné que les paiements d'intérêts effectués hors du Grand-Duché peuvent subir une retenue à la source dans le pays de l'agent payeur, le contribuable luxembourgeois pourra bénéficier d'une imputation desdites retenues sur l'impôt luxembourgeois. Si la retenue est effectuée en vertu de la directive relative à la fiscalité des revenus de l'épargne (prélevée en Autriche ou en Belgique), l'excédent de la retenue européenne sera intégralement remboursé.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 20.09.2007

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

07.12.2007	Désignation d'un rapporteur
13.03.2008	Présentation du projet de loi
	Examen des avis du Conseil d'État et de la Chambre de Commerce
10.04.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2008

Acquisitions dans le secteur financier

5810 - Projet de loi relative aux acquisitions dans le secteur financier et portant transposition, dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, de la directive 2007/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 modifiant la directive 92/49/CEE du Conseil et les directives 2002/83/CE, 2004/39/CE, 2005/68/CE et 2006/48/CE en ce qui concerne les règles de procédure et les critères d'évaluation applicables à l'évaluation prudentielle des acquisitions et augmentations de participation dans des entités du secteur financier

Le présent projet a pour objet de transposer la directive 2007/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007. Le texte européen est une réponse aux problèmes rencontrés par plusieurs banques européennes souhaitant acquérir des établissements transfrontaliers au sein de l'Union européenne. Une telle problématique n'a jamais été expérimentée au Grand-Duché.

L'objectif de la directive est de faciliter les consolidations transfrontalières dans le secteur financier. À cet effet, elle clarifie le processus d'autorisation prudentielle des acquisitions et augmentations de participations qualifiées dans le secteur financier et en améliore la transparence de manière à renforcer la sécurité juridique pour les parties concernées.

En détail, la directive instaure des délais précis pour chaque étape de la procédure d'évaluation. En l'absence d'une réaction négative de la part des autorités compétentes avant l'échéance de la période d'évaluation, le projet d'acquisition est réputé accepté.

Le texte européen prévoit une liste «fermée» de cinq critères au regard desquels une autorité compétente doit évaluer un acquéreur potentiel, plus précisément quant à

1. l'honorabilité professionnelle du candidat acquéreur;

2. la solidité financière du candidat acquéreur;

3. l'honorabilité et l'expérience professionnelles des personnes qui dirigeront l'établissement à l'issue de l'opération d'acquisition;

4. la capacité de respecter, après l'acquisition ou la fusion, les règles et les obligations sectorielles ainsi que la législation communautaire;

5. d'éventuels soupçons de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

La directive confie aux États membres le soin d'arrêter la liste des documents nécessaires pour la procédure d'évaluation, mais pose le principe selon lequel seules peuvent être demandées des informations pertinentes pour l'évaluation prudentielle. De plus, les renseignements doivent être proportionnés à la nature du projet d'acquisition ou d'augmentation de participation.

Au cas où au moins deux États membres sont concernés par une opération de fusion ou d'acquisition, une étroite coopération ou consultation entre les contrôleurs est requise.

La transposition de la directive se fait par une modification des deux textes législatifs de base, à savoir, d'une part, la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et, d'autre part, la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances.

Le projet de loi n'entre en vigueur que le 21 mars 2009, ce qui correspond à la date limite de transposition de la directive.

Les points (3) et (9) de l'article 2 du texte de loi introduisent dans le chef du Commissariat aux assurances le même type de compétence pour accepter ou pour rejeter un projet d'acquisition concernant une entreprise d'assurance ou de réassurance de droit luxembourgeois que celui appartenant d'ores et déjà à la CSSF pour ce qui est du secteur financier. Sous l'empire de l'article 29 actuel de la loi de 1991, et surtout de son paragraphe 5, le ministre compétent peut s'opposer à un tel projet si la qualité du requérant ne garantit pas une gestion saine et prudente de l'entreprise. Sous le nouveau régime, à l'instar du secteur financier, la qualité du candidat et la solidité financière ne peuvent plus s'apprécier que sur la seule base des cinq critères limitatifs énoncés dans le projet de loi.

La nouvelle procédure d'autorisation des acquisitions et augmentations de participation ne s'applique pas aux professionnels du secteur financier (PSF) autres que les entreprises d'investissement.

Les critères d'évaluation prudentielle énoncés par le projet de loi s'inspirent dans une large mesure des critères qui sont d'ores et déjà appliqués par les autorités de surveillance dans le cadre de la procédure d'agrément d'un établissement de crédit, d'un PSF, d'une entreprise d'assurance ou d'une entreprise de réassurance à créer.

En ce qui concerne le seuil de dépassement des droits de vote ou des parts de capital détenus, le législateur opte pour la faculté de la directive d'appliquer au lieu du nouveau seuil de 30% le seuil de 33 1/3 %. En effet, comme la loi relative aux obligations de transparence prévoit ce seuil de notification de 33 1/3 %, le Luxembourg est autorisé à retenir ce seuil également dans le cadre de la notification de l'acquisition ou de l'augmentation d'une participation qualifiée. À cela s'ajoute que le seuil d'un tiers est proche du seuil de 33% prévu au paragraphe actuel (3) de l'article 6 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Par le biais d'un amendement gouvernemental, le projet de loi est complété par une disposition qui étend aux entreprises d'assurances et de réassurances la même obligation au secret professionnel en matière de sous-traitance que celle qui existe dans le secteur financier. Il s'agit là de redresser une omission dans le cadre de la loi du 13 juillet 2007, dite loi MIFID.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.12.2007

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

16.04.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.04.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2008

d'Chamber online op
www.chd.lu

Mercredi, 28 mai 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
Mme Colette Flesch, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

Débat sur l'état de la nation (suite)

- *Débat: M. Gast Gibéryen (déposant une motion), M. Aly Jaerling, M. Lucien Thiel, M. Charles Goerens, M. Alex Bodry (à qui répond M. François Bausch), M. Eugène Berger, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, M. Xavier Bettel, M. Alexandre Krieps (déposant une documentation)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 8.59 heures)

Débat sur l'état de la nation (suite)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir fueren haut de Moie weider mat den Diskussiounen iwwert den État de la nation. Et sinn nach eng ganz Rei vu Riedner ageschriwwen: den Här Gibéryen, den Här Jaerling, den Här Thiel, den Här Goerens, den Här Bodry, den Här Berger, den Här Etgen, d'Madame Flesch, den Här Bettel an den Här Krieps.

Mir fänken haut de Moien u mat der Interventioun vum honorabelen Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou sécher wéi de 6. Dezember all Joers de Kleesche bei d'Kanner kënnt, esou sécher kënnt och all Kéier dat Joer virun de Chamberswahlen de Kleesche bei d'Vollek.

Et geet da keng Rieds méi vu Krisestëmmung, et geet keng Rieds méi vu Steiererhéijungen, Taxenerhéijungen oder soss Erhéijungen, neen, an deem Joer virun de Wahlen, da ginn ëmmer d'Bonbonen ausgedeelt.

Den CSV-Fraktiounspresident huet gëschter hei gesot, an och där Deeg an enger Table ronde: Mir sinn nach net am Wahlkampf, mir schaffen elo nach, an eréischt déi lescht dräi Méint virun de Wahle maache mer Wahlkampf. Zumindest hätt e solle soen: Mir soen, mir wieren nach net am Wahlkampf, fir datt mer nach séier e puer Bonbonë kënne verdeelen, an der Hoffnung, datt d'Leit dee massive Sozialofbau, deen dës Regierung décidéiert huet, vergiess hunn, an da gi mer lues a sécher an de Wahlkampf eran.

Well mir haten nach ni eng Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun virun de Wahlen, wou et aneschters war. Mir haten och nach ni eng Regierung, déi esou massive Sozialofbau wéi dës Regierung gemaach huet an esou villes vergiesse wëllt doen.

Zur Erënnerung wëll ech Iech en Auszuch hei, net vun allen, mä vun deene meeschte Moossname vum Sozialofbau nach eng Kéier opzielen: Den Index ass manipuléiert ginn; d'Familljenzoulage sinn desindexéiert ginn; d'Pensiouns- a Rentenajustementer si sechs respektiv 18 Méint no hanne verréckelt ginn; d'Cotisatioune fir d'Fleegeversécherung sinn ëm 40%, vun 1% op 1,4% gehéicht ginn; d'Steiertabell ass mat Verspéidung an nëmmen deelweis un d'Inflatioun ugepasst ginn; mir hunn Erhéijungen op den Accisë kritt; de Bensin ass 2,5 Cent den 1. Januar 2007 an d'Luucht gaangen; de Mazout 1,25 Cent den 1. Januar 2007; 1,25 Cent den 1. Januar 2008; bei de Rechnungen, déi d'Fräiberuffler mussen hire Clienten ausstellen, ass d'TVA gehéicht ginn; mir hunn eng massiv Erhéijung op der Autosteier kritt; d'Eegebedeelegung bei den Dokteschvisitë si vu 5 op 10% eropgaangen; d'Krankekeesebäiträg si vu 5,1 op 5,4% eropgaangen; d'Quellesteier op de Spuerbicher vun de klenge Leit ass agefouert ginn; an den öffentlechen Transport, deen d'Sozialiste sollten zum Nulltarif offréieren, ass tëschent 10 a 25% méi deier ginn.

Dat alles, nieft deelweis massiven Erhéijunge vu Gemengentaxen a Gemengesteieren! An déi nächst massiv Erhéijung ass och schonns erëm geplangt. Wann déi europäesch Waasserrichtlinn ëmgesat gëtt, dierft eng Erhéijung vun ongeféier 150 Euro pro Persoun pro Joer op eis zoukommen.

D'Leit sollen awer näischt virun de Wahlen dovunner mierken, duerfir trëtt dës Erhéijung vun de Waasserpräisser eréischt den 1. Januar 2010, also sechs Méint no de Wahlen a Kraaft.

Den Här Statsminister huet am Zesummenhang mam Statut unique gesot, keng aner Regierung wier amstand gewiescht, dës Reform duerchzezéien. Ech wëll just derbäi soen, datt d'Kolleege vun deene Gréngen an d'ADR déi Reform och mat Iwwerzeegung matgestëmmt hunn.

Et ass awer och richteg, datt keng aner Regierung amstand gewiescht wier, esou e grousse massive Sozialofbau duerchzezéien, wéi dës CSV-LSAP-Regierung. Well se eben, allen zwou, hir zwou grouss Gewerkschaften, den OGB-L an den LCGB, am Réck haten. Wann nëmmen eng vun deenen zwou Parteien an der Oppositioun gewiescht wier, dann hätt där anerer Partei hir Gewerkschaft méi wéi sécher de Generalstreik hei zu Lëtzebuerg ausgeruff.

D'Grondlag fir dëse grousse sozialen Ofbau waren d'Finanze fir d'Joer 2007, esou wéi se an der Mëtt vum Joer 2006 virausgesot gi waren. D'Regierung huet gesot, et kéint ee rechnen, oder et misst ee rechne mat engem Minus vu 400 Milliounen Euro am Joer 2007. A wéi mer herno d'Konte krute vun deem Exercice, stelle mer fest, datt mer net 400 Milliounen Defizit gemaach hunn, mä datt mer 1,1 Milliarden Euro Benefiss gemaach hunn. Also zesummen hat d'Regierung sech geiert ëm 1,5 Milliarden Euro, dat mécht 20% vum Budget aus.

Dat ass eng Trefferquot, Här President, wou ech géif mengen, déi géif jiddfereen am Land vun der Wämperhaart bis op Rëmeleng treffen, ouni datt en duerfir muss an der CSV sinn. Et sinn also hei d'CSV-Finanzspezialisten, de Finanzminister an de Budgetsminister, déi dat gemaach hunn a realiséiert hunn.

Do gëtt et zwou Méiglechkeeten, wann ee sech esou schrecklech iert. Éischtens, si kennen näischt vu Finanzen, well…

(Interruption)

Ech si frou, datt den Här Statsminister mer schonn direkt bei der éischter Méiglechkeet zoustëmmt.

(Hilarité)

Ech wollt em awer d'Chance gi fir deenen zwou Méiglechkeeten nozegoen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen. Et ass dat do! Et ass nëmmen dat!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann Dir mer awer scho bei där éischter zoustëmmt, da kéint ech mer am Fong elo schonn déi zweet spueren!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi éischt ass, si kennen näischt vu Finanzen,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà, dat ass et!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an déi zweet ass, si kennen awer eppes vu Finanzen…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an hunn einfach Panik gemaach fir kënnen eng Ursaach ze hunn, fir Sozialofbau ze bedreiwen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass dat éischt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi zwou Versioune si schlëmm, Här Statsminister. Dir kënnt Iech also eng eraussichen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi éischt hunn ech geholl.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An hei si mer momentan erëm an enger ähnlecher Situatioun. Mir hu vum Statsminister d'lescht Woch hei eng ganz Rëtsch vu Moossname virgedroe kritt, awer keng Berechnung vun enger vun deenen eenzege Moossname läit derbäi.

A wann ech virdru gesot hunn, datt nach ni an engem Joer virun de Wahle Steier- an Taxenerhéijunge gemaach gi sinn, esou muss een d'Ausso vum Här Statsminister, déi en am Zesummenhang mat der Anti-Inflatiounsmoossnam gemaach huet, an deeselwechte Kontext setzen.

Den Här Statsminister huet gesot, d'Regierung huet zousätzlech dozou virun e puer Wochen décidéiert, all staatlech verfügte Präisser fir de Rescht vun dësem Joer a fir dat ganzt nächst Joer anzefréieren.

Dat huet näischt, Här President, mat Inflatiounsbekämpfung ze dinn. Dat huet just mat dem 7. Juni vum nächste Joer ze dinn, mat de Wahlen. Well d'Regierung, wéi ech virdru gesot hunn, huet nach ni virun de Wahlen Taxen- a Steiererhéijunge gemaach.

(Interruption)

Well wann d'Regierung wierklech gären eppes géint d'Inflatioun gemaach hätt, dann hätt se zum Beispill eng vun deene Moossnamen, déi se geholl huet an déi inflatiounsdreiwend waren, zréckgeholl.

Och wat den Opruff vum Statsminister un d'Gemengen, datselwecht ze maachen, ubelaangt: Wann ee kuckt, wéi vill datt d'Gemengen, virun allem déi grouss Gemengen, an deene leschte Jore massiv Steier- an Taxenerhéijung gemaach hunn, a wann een nach gëschter d'Zeitung gelies huet, wou Gemengen, wou och souguer Regierungsparteie mat an de Schäfferéit sëtzen, erëm massiv Steiererhéijunge gemaach hunn, da kann een also soen, datt deen Opruff net ukomm ass.

An elo mengen ech och, Här President, wann ee gesäit, datt bei där nächster Erhéijung - eng massiv Erhéijung vun dëser Regierung, ech hunn et elo grad gesot -, wann d'Waasserrichtlinn ëmgesat gëtt, datt dann den 1. Januar 2010 d'Waasserpräisser massiv an d'Luucht ginn. A well do d'Regierung, Här President, sech selwer net un dat hält, wou den Opruff elo gemaach gëtt, nämlech keng Taxen- a Steiererhéijungen ze maache fir d'Inflatioun ze bekämpfen, duerfir ass d'Regierung esou clever gewiescht an huet an de Projet de loi gesat, datt déi Erhéijung um Waasserpräis, wouvun de gréissten Deel dem Statsbudget zeguttkënnt, indexneutral gëtt. Dat ass och eng Léisung. Wann een et also net fäerdeg bréngt, fir keng Erhéijungen ze maachen, datt een dann einfach an d'Gesetz setzt, si ass indexneutral, dann ass een och mat sech an der Rei.

Een anere Punkt, Här President, deen den Här Statsminister uklénge gelooss huet, dat ass d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg, statistesch gesinn, 14% vun de Leit, déi ënnert der Aarmutsgrenz leien. Den Här Statsminister huet gesot, mir kloen op héijem Niveau. Jo, dat stëmmt. Mä et muss een awer och soen, mir liewen op héijem Niveau, an d'Käschten hei am Land, déi sinn och deementspriechend héich. Fakt ass, mir haten nach ni esou vill Leit hei am Land, deenen et schlecht geet, wéi dat am Ablack de Fall ass.

Nëmmen ee Beispill: d'Uschafe vun enger Wunneng, wat praktesch fir en normal Stierflechen haut onméiglech ginn ass. Bei der leschter Wahlcampagne haten d'Sozialiste grouss Plakaten opgehaangen, wou dropstoung „Mir paken et un, d'Uschafe vun enger Wunneng, Luxus zu Lëtzebuerg". Haut si se véier Joer an der Regierung, haut ass et kee Luxus méi, haut ass et quasi onméiglech ginn.

Besonnesch d'Familllje mat Kanner si vun där Aarmutsgefor betraff, a méi speziell d'Elengerzéier mat Kanner. De Risiko ass grouss fir an d'Aarmutsgrenz oder drënner ze fale fir all déi Leit. Mir mussen duerfir bereet sinn, wa mer finanzielle Spillraum am Statsbudget hunn, fir dat Geld dann a priori dohinner ze drainéieren, wou et am meeschte gebraucht gëtt. Hei muss, wéi néierens anescht, de Prinzip vun der Solidaritéit spillen. De Prinzip vun der Ëmverdeelung vun uewen no ënnen ass de richtege Prinzip.

Hei ass och d'europäesch Politik gefuerdert. D'ADR huet nach ëmmer sozial Mindestnormen a -sockelen an Europa gefrot. D'Gefor vum Sozialdumping besteet an Europa genausou wéi d'Gefor vum Steierdumping vis-à-vis vun de multinationale Gesellschaften. Bei der Politik ginn déi, déi mer hei als aarm bezeechnen, als éischt getraff, wa mer do net Korrekturen abréngen. Mir hunn zu Lëtzebuerg, wéi keen anert Land, een Interessi un europäesche soziale Mindestsockelen.

Den Här Statsminister huet och gesot: „Ech ginn net midd dat ze soen, ech ginn net midd dat ze verlaangen." Leider musse mer soen, Här Statsminister, bis haut ouni Erfolleg, an et wier duerfir och vläicht net schlecht, wann eisen Här Statsminister nach méi Afloss an Europa krit, fir datt och déi sozial Komponent méi Afloss krit.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech ginn nach op eng Rei vun eenzelne Punkten an: Déngschtleeschtungschèquen oder Chèques services. D'ADR ass am Prinzip fir de libre choix vun der Famill. De Stat huet sech net an d'Familljen anzemëschen. D'Famill muss kënne selwer entscheeden, wéi si sech organiséiert. Ob een oder zwee doheem bleift, oder ob een oder zwee schaffe geet. Bis elo haten d'Familljen dee Choix awer net, well déi néideg Infrastrukture fir Kannerbetreiung nach ëmmer net flächendeckend ugebuede ginn.

De Stat bezilt déi Infrastrukturen a stellt Moyenen zur Verfügung, an d'Gemenge këmmere sech ëm d'Exploitatioun. D'ADR ënnerstëtzt voll a ganz déi Moossnamen, déi a Richtung vun Investitiounen an déi Infrastrukture ginn. Mir däerfen awer net eng Politik maachen, déi d'Famill dozou drängt oder zwéngt, datt se allen zwee musse schaffe goen an d'Kannerbetreiung musse ganz an d'Hänn vum Stat ginn. D'Famill muss dat Recht behalen, d'Kannerbetreiung och an Zukunft kënne selwer ze iwwerhuelen, wann dat hire Wonsch ass.

Ongeféier een Drëttel vun de Famillje soll dat anscheinend am Ablack hei am Land och esou gesinn. Duerfir hu mir als ADR ëmmer d'Unerkennung vun der Hausfraenaarbecht, a virun allem vun der Erzéiungsaarbecht, ageklot. Et kann och e Mann sinn, deen dat mécht. Mä loosse mer éierlech sinn, an der Regel ass et awer d'Fra, d'Mamm. Déi kréie vum Stat bis elo direkt kee Cent. Stat a Gemengen iwwerhuelen awer elo scho bei de Betreiungsinfrastrukturen d'Investitiounen an e groussen Deel vun de Fonctionnementskäschten. Dat ass wichteg, well aneschters wier et net méiglech.

De Stat muss awer déi Erzéiungsaarbecht och unerkennen, déi eng Mamm oder e Papp mécht, déi doheem bleiwen, fir sech ëm d'Erzéiung vun de Kanner ze këmmeren, an doduerch och vläicht op en Akommes verzichten. A ganz oft, wann et net fräiwëlleg gemaach gëtt, keng Sozialversécherung hunn, keng Pensioun hunn. Kleng Revenuen hunn och net d'Méiglechkeet, fir sech nach fräiwëlleg bei der Sozialversécherung ze versécheren, geschweigens eng Zousazpensioun ze maachen. An duerfir hu mir ëmmer d'Unerkennung vun der Hausfraen- a besonnesch der Erzéiungsaarbecht verlaangt.

An enger éischter Etapp misst vum Stat, eiser Meenung no, de Sozialversécherungsbäitrag, dat heescht de Pensiounsbäitrag vun där Persoun, déi doheem bleift - an de Minimum, wann ee sech haut an de Pensioune wëllt fräiwëlleg weiderversécheren, sinn 257 Euro -, iwwerholl ginn. Mir sinn der Meenung, wa mer déi Chèques services hei aféieren, datt een domadder kéint Servicer a Crèchen, Garderien, Maisons relais maachen, mä datt een och kéint esou e Chèque huelen, fir enger Fra, déi doheem bleift, zum Beispill hir fräiwëlleg Weiderversécherung an de Pensiounskeesen ze bezuelen a si sech doduerjer selwer eng Pensiounscarrière kéint opbauen, fir datt, wa se duerno schaffe geet, se kee Verloscht doriwwer kritt. Oder fir datt se kann e Lounausfall kompenséieren, dee se huet, well se net ka schaffe goen.

Dës Iwwerleeunge ginn ëmsou méi wichteg, wann een dem Här Statsminister seng Deklaratioun gelauschtert huet, déi mer och ënnerstëtzen, wou gesot gouf, datt déi graduell Afëierung vun der gratis Kannerbetreiung am Kader vun de budgetäre Méiglechkeete vum Stat geschitt. Wa mer also d'Tendenz upeilen, fir d'Kannerbetreiung, déi vum Stat an de Gemenge gemaach gëtt, ganz gratis ze maachen, ëmsou méi musse mer en Equiliber hierstellen an och eng Unerkennung schafe fir déi Fra oder Mamm, déi doheem bleift, fir eben d'Kannerbetreiung selwer ze maachen.

Mir mussen och d'Rechnung ënnert dem Stréch maachen, wat d'Investitiounen an déi Kannerbetreiungen an d'Frais de fonctionnement vun de Kannerbetreiungen eis géife kaschten. Wa mer dat géifen ëmrechnen, wat pro Kand eng Plaz kascht, da wier dat en enorme Chiffer, esou datt mer och aus där Hisiicht en Interessi drun hunn, fir léiwer dann enger Mamm oder engem Papp, dee wëllt doheem bleiwen, eng geuerdnet Indemnitéit ze ginn, déi dann ënnert dem Stréch de Stat nach méi bëlleg kënnt, wéi wa mer déi ganz Betreiung géife vum Stat maache loossen.

Een anere Punkt, deen och eis Zoustëmmung fënnt an dëser Deklaratioun, ass d'Deierechtzoulag an den Arbeitnehmerfreibetrag. Et sinn dës zwou Moossnamen, Här President, déi eis voll Ënnerstëtzung fannen. Den Heizkostenzouschoss gëtt ëmgewandelt an eng Deierechtzoulag, e gëtt verduebelt. Gradesou begréisse mer d'Ëmwandlung vum Steierabattement an e Steierkredit, dee virun allem de Persounen a Famillje mat klengem Akommes zeguttkënnt.

Mir däerfen awer net d'Mëttelschicht hei am Land vergiessen, wat awer eng bedeitend Schicht war, wou mer et an de vergaangene Joerzéngte fäerdeg bruecht hunn, datt mer eis Populatioun net an zwou Klassen opgedeelt hunn, an eng klenger Klass, déi ganz vill verdéngt, an an eng grouss Majoritéit vu Leit, déi ganz wéineg verdéngt. Mir konnten eis glécklech schätzen, datt mer et hei am Land fäerdeg bruecht hunn, datt de Gros vun de Leit an der Mëttelklass louch.

Mir mussen awer elo oppassen, datt mer net eng Politik maachen, déi dozou féiert, datt et op eemol aus der Mëttelklass zu enger Verlagerung kënnt bei déi Leit, déi ganz wéineg verdéngen. Well all déi Moossname wéi d'Deierechtzoulag, d'Steierkreditter, déi mer afëieren, sinn, dat wësse mer, am Fong nëmme fir déi Leit, déi keng Steieren oder nëmme wéineg Steiere bezuelen. Et ass eng Ëmverdeelung vun uewen no ënnen, wéi ech virdru gesot hunn, déi mir ënnerstëtzen. Mä d'Mëttelschicht kritt am Fong duerch dëse Pak just déi Upassung vu 6% vun der Steiertabell respektiv d'Erhéijung vum Abattement fir d'Assurancen.

D'Upassung vun der Steiertabell vu 6%. Mir hunn den 1. Januar dëst Joer schonn eng Upassung gemaach vu 6%. De Retard ware 16%. Et sinn also 10% hänke bliwwen. An d'Inflatioun vun dësem Joer ass tëschent 3,5 a 4%, esou datt mer tëschent 13,5 a 14% Nohuelbedarf behalen. Wa mer also elo higinn a mir gi 6%, bleiwen tëschent 7,5 an 8% Nohuelbedarf bestoen. Et ass also do keng Kompensatioun fir d'Mëttelschicht geschitt, och wann den Här Statsminister ëmmer hei mat Rechnunge kënnt, wou en da bal an d'lescht Jorhonnert zréckgeet fir ze soen, datt déi Rechnung do net falsch wier, mä datt eng Avance do wier.

Ech sinn awer frou, datt mir net eleng déi Iwwerleeunge maachen, mä d'Kolleege vun der DP maachen déi Iwwerleeungen och, an ech sinn och frou, datt d'Sozialisten, déi jo awer an der Regierung sinn, och déiselwecht Iwwerleeunge maachen, zumindest, Här Bodry, wat Är Zeitung ubelaangt, déi zu deeneselwechte Konklusioune kënnt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Wéi eng Zeitung? Hutt Dir eng Zeitung?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, Här Fayot, wann Dir net wësst, a wat fir enger Zeitung d'LSAP Aktionär ass, oder a wat fir enger Zeitung den Här Castegnaro President vum Verwaltungsrot ass, da kann ech lech et och net soen.

(Hilarité)

Ech hat gemengt, Dir géift dat wëssen. Mä wann Der et net wësst, da musst Der emol an Äre Kreesser nokucken, well am „Tageblatt" stoung gëschter geschriwwen: „Um 1,5 Milliarden Euro hat sich Budgetminister Luc Frieden bei den öffentlichen Finanzen 2007 verschätzt. In einem Privatunternehmen wäre der verantwortliche Buchhalter fristlos entlassen worden."

(Hilarité)

Hien zitéiert do awer...

(Interruption et hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ass dat aus dem „Tageblatt"?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Am „Tageblatt" stoung dat.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah, mä dat ass net d'Zeitung vun der LSAP.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, jo, jo, jo!

Une voix.- Dir geheit alles duerjerneen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä, Här Statsminister,...

(Interruption)

...ech wëll awer objektiverweis dat fäerdeg zitéieren, well hei huet d'„Tageblatt" nämlech de Generalsekretär vun der DP zitéiert. Duerfir weess ech, datt d'DP och där Meenung ass, mä si schreift dann awer hannendrun, Här Fayot,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir liest aus dem „Journal" vir!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- „Unrecht hat der DP-Politiker nicht."

(Hilarité)

Also, si hu fir d'éischt d'DP zitéiert a si ginn där dann awer Recht, duerfir, wéi gesot, befanne mer eis hei an enger gudder Gesellschaft. Et sinn also net nëmmen d'DP a mir, mä och d'„Tageblatt", déi sozialistesch Press, ass därselwechter Meenung an där heiter Fro.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir hutt aus dem „Journal" virgelies, Dir hutt lech do vertässelt.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et deet mer leed, Här Juncker, et war d'„Tageblatt".

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dach, den Här Montebrusco, deen heescht just esou, mä e schreift am „Journal".

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, et schéngt, wéi wann Dir et och gelies hätt!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah jo, ech liesen de „Journal" all Dag.

(Interruption)

M. le Président.- Hutt Dir eng Tëschefro?

M. Charles Goerens *(DP).*- Jo. Et soll ee vläicht kucken, ob een net deem engen oder deem anere soll e Congé sans solde ginn, fir ze kucken, ob et net awer aus dem „Tageblatt" kënnt.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Op jidde Fall, Här President, déi grouss Mëttelschicht kritt nëmme 6% vun engem Retard vu 14% vun der Steiertabell. An déi Leit leiden awer genausou ënnert dem Sozialofbau wéi all déi aner Leit. Och déi Leit an der normaler Mëttelschicht hei am Land hunn alleguer missen déi Taxen a Steiererhéijungen, dee ganze Sozialofbau, deen dës Regierung bedriwwen huet, erdroen, an duerfir mengen ech, wier eng integral Upassung vun der Steiertabell näischt, wat iwwerdriwwe wier.

Dës Kéier war et emol eng Kéier eng Deklaratioun, an där den Här Statsminister weider keng Problemer mat de Renten hat. Hien huet souguer gesot, wa mer dat an dat maachen, da réckelt d'Rentemauer e bësse méi ewech.

Här President, wann den Här Juncker an där Zäit, wou e Statsminister war, net esou dacks e Gréff an d'Keese vun de Pensioune gemaach hätt, da wier déi Rentemauer nach vill, vill méi wäit ewechgeréckelt, well an dëser Legislaturperiod an och an deene Legislaturperiode virdru si permanent Geld der aus de Pensiounskeese vum Privatsecteur geklaut ginn.

An och dës Kéier...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wie war dat, deen dat gemaach huet? Wien huet dat gemaach?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir waart Statsminister an där Zäit, wou de Pensiounskeesen 1,5 Milliarden Euro verluer gaange sinn duerch Décisioune vun der Regierung.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann ech esou vill ze soen hätt wéi den Här Juncker, da géif ech mech selwer fäerten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ouh, Dir waart scho besser an der Rhetorik wéi dat doten.

(Brouhaha général)

Mä och an der Tripartite dës Kéier sinn erëm Décisioune geholl ginn, déi och erëm d'Pensiounskeese belaaschten.

Ech erënneren un d'Mammerent. Wat war dat dach eng Diskussioun! Dat schéngt d'Madame Arendt net ze interesséieren, si ass mat aneren Theme beschäftegt am Ablack. Mä iwwert d'Mammerent war dach eng grouss Diskussioun no de leschte Wahlen.

Den Här Statsminister hätt se gären aus de Pensiounskeese bezuelt, an d'Parteien an d'Gewerkschafte waren dergéint. An nodeem mer elo d'Tripartite fäerdeg haten, jo, gëtt d'Mammerent net offiziell aus de Pensiounskeese bezuelt, mä d'Pensiounskeese kréie vum Stat dee Montant, deen d'Mammerent kascht, manner iwwerwisen.

Et ass e feinen Trick, deen hei zu Lëtzebuerg geet, an duerno seet da jiddfereen: Gesitt Der, mir hunn eis duerchgesat, d'Mammerent gëtt net vun de Pensiounskeese bezuelt. Mä a Wierklechkeet geet genau déi Zomm, déi d'Mammerent kascht, net méi vum Stat eriwwer an d'Pensiounskeesen.

Den Här Statsminister huet hei gesot, wa mer e bësse virsiichteg sinn, wat den Antrëttsalter an d'Pensioun ubelaangt, kréie mer doduerch schonn en Deel vum Problem geléist. Dat stëmmt. Et huet och kee Wäert, datt mer de Pensiounsalter vu 65 op 66 oder 67 Joer erophéijen, well déi meescht Lëtzebuerger jo hei méi fréi an d'Pensioun ginn. An den Alter vu 57 Joer, dee mer hu mat 40 Joer Cotisatioun, dee geet souwisou mat der Zäit an d'Luucht, well där Jongen, déi wéi mir mat 17, 18 Joer ugefaangen hunn ze schaffen an duerfir mat 57 Joer kéinten an d'Pensioun goen - wa se net nach géife Politik maachen -, där komme mat der Zäit net méi. D'Leit ginn elo lues a lues méi laang an d'Schoul an da komme se och herno automatesch méi spéit an d'Pensioun.

Och musse mer wëssen, datt an de leschte Joren d'Zouerkennung fir eng Invalidepensioun vill méi schwéier gemaach ginn ass, wat sech vun der finanzieller Säit och positiv op d'Pensiounskeesen ausgewierkt huet.

Mir hunn als ADR no den Avisen, déi de BIT gemaach huet, ons och gesot, datt mer géint de Rentesplitting wieren. Ech mengen, mir sollte vläicht alleguer esou éierlech sinn. Mir schwätzen heibanne schonn alleguer 20, 30 Joer vum Rentesplitting, an et huet nach keen eng gerecht Léisung fonnt an et wäert och keen eng gerecht Léisung fannen.

Mir hunn och 15 Joer laang de Rentesplitting verlaangt, a mir haten en och nach déi leschte Kéier am Wahlprogramm stoen, dat soll ee fairerweis soen, mä et soll een dann och fairerweis soen, wann ee gesäit, datt dat net geet, datt een dann awer Weeër soll sichen, fir eng gerecht Léisung ze fannen.

Mir soen och, et soll een am Kader vun de Scheedungen, am Kader vun den Alimenter eng Léisung sichen. Méi wichteg ass et, datt mer de Fraen eng individuell Carrière opbauen. Dat schéngt mir méi einfach ze sinn.

Duerfir, wa mer higinn, wéi ech virdru gesot hunn, a mir bezuelen de Fraen, déi doheem bleiwe während där Zäit wou se d'Kannererzéiung maachen, eng Cotisatioun, an duerno gi se erëm schaffen, dann hunn d'Fraen herno en individuellt Recht op eng Pensioun. Dann hätte mer de Problem, mengen ech, op eng korrekt Aart a Weis geléist.

Zum „Pacte Logement". D'ADR steet bekanntlech dem sougenannten „Pacte Logement", wéi e vun dëser Regierung proposéiert ginn ass, méi wéi skeptesch vis-à-vis.

Den Här Statsminister huet den 12. Oktober 2005 hei an der Chamber gesot: „Ech muss éierlech zouginn, dass ech mat enger gewëssener Gêne iwwert de Logement schwätzen. Zënter 1991 hunn ech als Statsa Finanzminister alles gemaach, fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddfereen hei am Land erschwinglech ze maachen. Ech si bei deem Versuch gescheitert."

Elo, dräi Joer méi spéit, ass et nach ëmmer net besser. Näischt ass am Fong geschitt. D'Situatioun um Wunnengsmaart huet sech awer nach dramatiséiert. Ech mengen, dee gréisste Skandal an déi gréisst Blamage fir ee Land wéi Lëtzebuerg ass, datt haut iwwer 10.000 Lëtzebuerger bis elo emol hu missen an d'Grenzregioun wunne goen, quasi auswanderen aus hirem Heemechtsland, selwer zum Frontalier ginn. Dat ass fir eis dee gréisste Skandal vun der Lëtzebuerger Politik!

D'Resultat ass dat vun enger jorzéngtelaanger Wunnengsbaupolitik, déi quasi exklusiv an den Hänn vun CSV-Ministere louch.

D'ADR gesäit déi Reform, wéi se elo virläit, ganz kritesch. Mir proposéieren duerfir eng Rei vu Moossnamen. Zum Beispill fest Zënssätz, déi de Stat géif garantéieren, well mer grad elo, wou d'Zënsen an d'Luucht ginn, feststellen, datt vill Leit Problemer kréien. Och wa mer dat elo an e Crédit d'impôt ëmwandelen.

E Steierkredit fir Scholdzënsen um Eegenheem ass eng vun eise Fuerderungen, déi och elo an der Deklaratioun proposéiert ginn ass vum Statsminister. Dat ass eng Moossnam, déi mer wéi gesot begréissen. Doduerch hëlleft de Stat zumindest um Niveau vun der steierlecher Zënsenofsetzbarkeet jiddferengem d'selwecht.

Net averstanen ass d'ADR mat der Propositioun am „Pacte Logement" vum Virkafsrecht fir de Stat an d'Gemengen. Dat ass eiser Meenung no net korrekt. Et ass net mat der Verfassung konform. Et verdeiert doriwwer eraus d'Präisser. Et verlängert d'Prozeduren, wann ee weess, wat fir eng Prozeduren d'Gemenge musse maachen.

D'Afëierung vun engem Steierprivileg zugonschte vun esou Persounen, déi dem Stat, de Gemengen oder dem Fonds du Logement hir Terrainë verkafen, ass eiser Meenung no…

(Interruption)

Dat verstéisst eiser Meenung no géint d'Verfassung. D'ADR verlaangt des Weideren, datt de Stat selwer emol do, wou e Wunnraum mat Büroe besetzt, se soll fräiginn an datt de Stat seng Terrainen, déi a Wunnzone leien, och soll fräiginn.

Datselwecht zielt och fir d'Gemengen. De Stat soll eng Réforme administrative realiséieren, déi eng Vereinfachung vun de Prozeduren als Zil muss hunn, a besonnesch am Fall vun de Prozeduren, wat d'Autorisatioun am Wunnengsbau ubelaangt, amplaz datt se elo duerch der Regierung hiert Gesetz nach verlängert ginn.

Am Zesummenhang mam Bail emphytéotique proposéiert d'ADR, datt d'Leit, nodeems se hiert Haus ofbezuelt hunn, och an enger zweeter Etapp d'Méiglechkeet misste kréien, fir den Terrain nozekafen. Et läit net an der Mentalitéit vun de Lëtzebuerger, fir hiert Haus op engem Terrain ze bauen, deen ni hiren Terrain gëtt. Et muss een de Gemengen déi finanziell Moyenen zur Verfügung stellen, fir och d'Nofolgekäschte vun engem intensive Wunnengsbau kënnen ze finanzéieren.

E weidert Thema war d'Integratioun. Lëtzebuerg huet eiser Meenung no bis haut nach keng Integratiounspolitik gemaach, déi deen Numm verdéngt. Mir hunn déi Leit komme gelooss, well mer se gebraucht hunn aus wirtschaftleche Grënn. Mir hu vill mat deene Leit zesummegeschafft an och vill Geld mat deene Leit zesumme verdéngt, mä mir waren net bereet, een Deel vun deem erwirtschaftete Geld erëm ze reinvestéieren an eng Integratiounspolitik.

Eng richteg Integratiounspolitik huet awer hire Präis. Fir eis als ADR ass et och duerfir eng absolut Prioritéit, wa mer vun Investitioune schwätzen am Interessi vun enger sozialer Kohesioun vun eiser Gesellschaft.

Fir d'ADR geschitt d'Integratioun un éischter Stell iwwert d'Sprooch. D'Kritären am Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit, wat d'Sproochekenntnisser ubelaangt, gesi mir duerfir och als e Minimum un. Och d'Obligatioun, fir Coursen ze besichen iwwert de Fonctionnement vun eisem Stat an eiser Kultur, gesi mir als dat Normaalst un. Och aner Länner maachen dat.

Nach dëst Joer war zum Beispill an eisem Nopeschland Däitschland, wat jo sécher net déi Problematik huet wéi mir se hunn, ee Froebou erauskomm, deen all d'Leit, déi déi däitsch Nationalitéit wëllen hunn, musse beäntwerten a fir dee se musse Coursë besichen. Op deem kréie si 300 Froe mat Änt-

werten, déi si musse léieren, aus deenen iwwer e Computersystem dann 30 Froen einfach erausgespigelt ginn, déi se musse beäntweren. Et ass also eppes Normales an deenen anere Länner; hei zu Lëtzebuerg schéngt dat awer eng Diskussioun wäert ze sinn.

Wat d'Lëtzebuerger Sprooch selwer ubelaangt, huet d'ADR kierzlech eng ganz Rei vu Propositioune gemaach. Ënner anerem proposéiert d'ADR:

d'Verankerung vun der Lëtzebuerger Sprooch an d'Verfassung; datt d'Verfassung och op Lëtzebuergesch misst iwwersat ginn; datt Lëtzebuergesch als eng vun den europäesche Sprooche misst unerkannt ginn, ouni awer mussen administrativ oder op Tagungen iwwersat ze ginn; d'Opwäertung an den Ausbau vum Conseil permanent de la langue luxembourgeoise, an deem elo och e Projet amgaangen ass; d'Opwäertung vun der lëtzebuergescher Sprooch an de Schoulen; d'Aféierung oder d'Kreatioun vun enger Carrière als Lëtzebuergeschprofesser; datt d'Besiche vu lëtzebuergesche Sproochecoursë fir Leit, déi zum Beispill am Gesondheetssecteur schaffen, muss obligatoresch ginn, datt déi während den Aarbechtszäite solle stattfannen a vum Stat organisatoresch a finanziell ënnerstëtzt musse ginn; datt an der Fonction publique, wat d'Lëtzebuerger Sprooch ubelaangt, de Status quo muss erhale bleiwen; datt och eis alldeeglech Ëmgangssprooch soll méi op Lëtzebuergesch gefouert ginn, an do musse mir Politiker eis dann och un der Nues huelen.

Mir hunn als ADR 1989 déi éischt parlamentaresch Ufro op Lëtzebuergesch gestallt. Haut kréie mer ongeféier 70% vun den Äntwerten op Lëtzebuergesch beäntwert. Am Ufank war dat net esou einfach. Mir stellen och haut nach Froen op Franséisch, wann et Froe sinn, déi méi e juristesche Charakter hunn. Mir kréien och vun Administratiounen Äntwerten op Franséisch, wa se méi e juristesche Charakter hunn, wat mer och verstinn a wat mer och akzeptéieren, well et méi einfach ass, verschidde Froe korrekt ze beäntwerten an der franséischer wéi an der lëtzebuergescher Sprooch. Mä allgemeng Froe ginn haut och vu staatlecher Säit op Lëtzebuergesch beäntwert. Et gesäit een also, datt ee Schratt fir Schratt dohinner ka goen.

Et muss een och soen, datt haut d'Lëtzebuergescht vill méi zu enger Kommunikatiounssprooch ginn ass. Eis Jugend, wa se SMSe schéckt oder sech mailt, schreift praktesch haut dat Ganzt exklusiv - zwar an engem neien, engem gelungene Lëtzebuergeschen; „dK" ass „décke Kuss" an esou virun - op Lëtzebuergesch.

Woumat mer net kënne beim Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit - a mir si frou, datt an deem Gesetz elo kloer Kritäre kommen, wat d'Sprooch ubelaangt - averstane sinn, dat ass, datt gesot gëtt, datt déi vu virun 1984 net d'Lëtzebuerger Sprooch brauchen. Leit, déi also, wann d'Gesetz a Kraaft trëtt, 25 Joer hei am Land wunnen, kréie gesot, si bräichten d'Lëtzebuerger Sprooch net ze kënnen, fir d'Nationalitéit ze kréien, an déi Leit, déi elo tëschent siwen a 24 Joer am Land sinn, mussen d'Lëtzebuerger Sprooch kënnen.

Här President, et gëtt fir eis keng Ursaach, fir eng Klausel an d'Gesetz ze setze vun 1984. Fir sech do hanner engem Gesetz ze verstoppen, wat seet, datt am Fong eréischt 1984 d'Lëtzebuerger Sprooch offiziell iwwert d'Gesetz unerkannt gouf, ass eng Interpretatioun, déi mir ënner kengen Ëmstänn kënnen akzeptéieren. Well och bis elo war d'Konditioun, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, Lëtzebuergesch. An och déi Leit, déi viru '84 an d'Land komm sinn, hu missen déi Konditioun erfëllen.

Wann d'Regierung elo kënnt a seet, '84 wier den Datum, wéini eis Sprooch unerkannt gouf, da géif ech hir fairerweis rappeléieren, datt hei zu Lëtzebuerg den 8. Oktober '41 e Referendum war, wou d'Lëtzebuerger ofgestëmmt hunn ënnert dem Drock vun den Nazien, datt hir Sprooch Lëtzebuergesch wier. Spéitstens vun deem Datum un, misst een dann och soen, wier awer hei zu Lëtzebuerg d'Lëtzebuerger Sprooch Lëtzebuergesch, a sech net hanner engem Gesetzestext vu '84 verstoppen. Duerfir ass d'ADR och frou, datt hei ugekënnegt ginn ass, datt de Sproochecongé soll an engem Gesetz legaliséiert ginn.

D'duebel Nationalitéit ass och ugeschwat gi vum Här Statsminister. Bekanntlech ass d'ADR net mat der duebeler Nationalitéit averstanen. Mir soen zur Notioun „Natioun": Do muss ee sech entscheeden. Et ass ee fir déi Natioun, fir déi Nationalitéit, oder net. Kee gëtt jo forcéiert, seng Nationalitéit opzeginn, duerfir kann och kee forcéiert ginn, fir eng aner Nationalitéit ze huelen.

Et ass gesot ginn, datt déi Leit, déi an engem Land gebuer sinn, hir Nationalitéit och gäre géife behalen. Doriwwer kéint ee jo diskutéieren, mä da misst ee sech d'Fro stelle bei deene Leit, déi schonn zwou, dräi, véier Generatiounen hei am Land sinn an hei gebuer sinn an nach ëmmer eis Nationalitéit net ugeholl hunn. Do géif dat Argument da jo awer net méi zielen. Mä och déi Leit, déi hei an der drëtter oder véierter Generatioun liewen an d'Lëtzebuerger Nationalitéit net ugeholl hunn, kënnen elo iwwert dëse Wee d'duebel Nationalitéit kréien.

Dann ass och d'Verierfbarkeet vun der duebeler Nationalitéit net opgeworf ginn. Et ass also net eng duebel Nationalitéit, déi mer aféieren, mä d'duebel Nationalitéit ass den Ufank vun enger grousser, enger Villzuel vun Nationalitéiten. Jee nodeem wéi an där nächster Generatioun d'Koppelen, déi d'duebel Nationalitéit hunn, sech matenee bestueden, kréie mer an 20 Joer bei där nächster Generatioun scho Leit mat dräi, véier Nationalitéiten; an eng Generatioun méi spéit kréie mer scho Leit mat fënnef, sechs Nationalitéiten.

Da muss ee sech generell d'Fro vum Wäert vun enger Nationalitéit stellen. Dat si Problemer, mat deene mir net kënnen averstane sinn; och wann een hätt kënnen iwwer Leit diskutéieren, déi an engem anere Land gebuer si ginn, ob déi hätte kënnen d'duebel Nationalitéit kréien. Mä aus all deenen anere Iwwerleeungen eraus muss een d'duebel Nationalitéit aus eiser Siicht oflehnen.

Bei der Reduzéierung vun den Aschreiwungsfriste vun de Gemengen- an Europaparlamentswahle begréisst d'ADR, datt déi Aschreiwungsfriste verkierzt ginn. Et war einfach net normal, datt ee sech haut praktesch annerhalleft Joer virun de Wahlen huet missen aschreiwen, fir kënne bei Europaparlamentswahlen oder Gemengerotswahle mat wielen ze goen.

D'ADR verlaangt awer, datt all d'Lëtzebuerger, déi dräi Méint virun de Wahlen d'Konditiounen erfëllen, fir kënne wielen ze goen, sech bis zu deem Délai offiziell kënnen aschreiwe loossen. Zum Beispill alleguer déi, déi bis dräi Méint virun de Wahlen hir 18 Joer kritt hunn. Oder Lëtzebuerger, déi zum Beispill an d'Ausland geplënnert sinn an duerfir aus de Wielerlëschte gestrach si ginn an dann erëm zréck an d'Land kommen, missten dann och kënnen nach bis dräi Méint virun de Wahlen an d'Wielerlëschte sech aschreiwe loossen.

Also d'Bestëmmunge sollen net nëmme fir d'EU-Bierger bei den Europaparlamentswahlen an Netlëtzebuerger bei de Gemengerotswahle gëllen, mä déiselwecht Méiglechkeete musse fir all Bierger bestoen. Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, déi d'Konditiounen erfëllen, musse sech nach kënnen dräi Méint virun de Wahlen an d'Wielerlëschten aschreiwen.

Een anere Punkt, Här President, dat ass den öffentlechen Transport. D'ADR ass zënter jeehier fir weider Investitiounen an den öffentlechen Transport agetratt. Mä et hänkt dovun of, wat fir eng richteg Prioritéiten datt mer do setzen. Den Tram an der Stad ass fir eis déi falsch Prioritéit; en ass iwwerhaapt keng Prioritéit.

De Verkéiersproblem ass net e Stater Problem, et ass en nationale Problem. Ech géif souguer soen, et ass e Problem iwwert d'Grenzen eraus, et ass e Problem vun der Groussregioun. De Verkéiersproblem ass net an der Stad, mä am Rescht vum Land. D'Leit, déi an d'Stad kommen, hu kee Problem fir duerch d'Stad ze fueren, mä si hunn e Problem fir an d'Stad ze kommen, wa se schaffe kommen oder akafe ginn, a si hunn e Problem, wa se aus der Stad owes vun hirer Aarbecht erausfueren.

Duerfir ass eis Léisung - a mir bleiwen dobäi -: net den Tram duerch d'Stad, mä den Zuch ënnert der Stad. An ech wëll nach eng Kéier erklären, firwat datt mer dat esou gesinn.

Den Tram ersetzt just e Bus an der Stad. E brénqt awer net méi Mobilitéit an e brénqt virun allem net déi Mobilitéit vun de Leit, déi aus dem Rescht vum Land an aus der Grenzregioun an den Zentrum kommen. Doduerch, wa mer awer mam Zuch ënnert der Stad erduerchfueren, ka muer een zu Thionville an den Zuch klammen, e kann an deem Zuch sëtze bleiwen an op der Paräisser Plaz, um Aldringer oder um Lampertsbierg direkt erausklammen, an den Zuch ka virun an den Norde fueren.

Oder een, deen aus dem Norde kënnt, dee brénge mer elo mam Zuch op d'Gare an da luede mer en an de Bus, a muer an den Tram, a mer féieren en erëm erop an d'Stad. Wa mer mam Zuch ënnert der Stad erduerchfueren, da kann deen, deen aus dem Norde kënnt, mam Zuch um Lampertsbierg, um Aldringer oder Gott weess wou direkt erausklammen. Et ass also eng Léisung, déi an d'Zukunft geet an déi ee Problem léist.

Well wa mer den Tram maachen a mir ginn net direkt op eng Léisung, déi wierklech de Problem léist, a mir fueren an deem Rhythmus weider, wéi mer dat zënter e puer Joer maachen, wou mer 14.000 Aarbechtsplazen nei am Joer schafen, a mir schafen och nach de Gros dovun am Zentrum vum Land, da kréie mer souwisou de Kollaps absolut am ganze Land. Well elo leeft schonn op deene meeschte Strecke moies an owes näischt méi, a wa mer nach e puer Joer esou intensiv Aarbechtsplaze schafen, da leeft hei guer näischt méi an den Tram léist dann de Problem net méi. Deen Ablack, wou mer mat den Aarbechte vum Tram ufänken, ass den absolute Fiasko virprogramméiert, a wann en eng Kéier sollt fäerdeg sinn, den Tram, geet et kee Sou besser.

Duerfir si mer och der Meenung, datt ee muss méi dezentral denken, wat d'Industriezonen ubelaangt. Duerfir begréisse mer och, datt déi dräi Frichen no ARBED-Belval op den Aktivitéitszonen zu Diddeleng, zu Éilereng an zu Déifferdeng/Suessem zesumme fir 150 Hektar, datt déi am Kader vun enger Dezentralisatioun vun der wirtschaftlecher Entwécklung vum Land musse gesi ginn. Well se gréisstendeels esou no bei der Grenz si wéi méiglech, un d'Autobunns- an un d'Zuchnetz ugeschloss sinn an domadder zumindest, wa mer do méi intensiv Aarbechtsplaze schafen an och mat dem Uschloss a mam Bau vun där Liaisoun Micheville un d'Autobunnsnetz, kréie mer ee groussen Deel vun deene Leit, déi dann aus der franséischer respektiv belscher Grenzregioun op Lëtzebuerg schaffe kommen, beschäftegt, ouni datt se weider an eise Verkéierssystem agräifen.

Mä prinzipiell, Här President, musse mer eis awer d'Fro stellen, ob mer de wirtschaftleche Wuesstum packen oder ob mer net souguer op eemol en Affer vun eisem Erfolleg ginn. 4% Wuesstum bedeiten, hu mer d'lescht Joer gesinn, 14.000 nei Aarbechtsplazen. Dat huet Konsequenzen, positiver an negativer. Et huet e finanziellen Impakt op d'Stats- a Gemengebudgeten, am Positiven an am Negativen.

Nofolgekäschten: d'Nofolgekäschten, wat d'Infrastrukturen ubelaangt, d'Stroossen, den öffentlechen Transport, d'Schoulen, de Wunnengsbau, d'Kläranlagen, fir nëmmen déi ze nennen, d'Liewensqualitéit am Allgemengen. Op där anerer Säit stelle mer fest, datt de Chômage net zréckgeet, obscho mer 14.000 Aarbechtsplaze schafen.

Mir stelle fest, datt den Drock op de Wunnengsbaumaart nach méi grouss gëtt. Et gëtt ëmmer hei als Argument virgefouert, mir missten dee Wuesstum hu fir eis Renten ofzesécheren; wat menger Meenung no esou falsch ass wéi soss näischt ka falsch sinn. Well wa mer mengen, mir géifen haut eis Rentesystemer domadder ofsécheren, datt mer dee Wuesstum vu 4% missten hunn an domadder 14.000 Aarbechtsplaze beschäftegen, dann hu mer de Problem net geléist.

Mir léisen en haut, mä mir hunn en un déi kommend Generatioune weiderginn, well wa mer da mussen haut 14.000 Aarbechtsplaze schafe fir d'Renten ze finanzéieren, dann heescht dat jo, datt mer an zéng, 15, 20 Joer an där Logik missten 20.000 Aarbechtsplazen d'Joer schafen, fir dann déi Zuel vu Leit, déi an d'Pensioun ginn, ze finanzéieren.

Duerfir soe mer: Mir wëssen, datt dat een Thema ass, dee ganz sensibel ass, dee seng gutt a seng negativ Säiten huet. Ech sinn der Meenung, datt ee sollt, net viru Wahlen - net viru Wahlen, well et duerfir ze vill ee sensibelen Thema ass; mä mir maachen esou vill Dëscher; déi gréng Kolleegen hu gëschter erëm e ronnen Dësch gefrot; mir hunn Dëscher vun alle Formen -, mä no den nächste Wahlen, egal wat fir eng Regierung dann do ass, mat de Parteien zesummen emol déi Froen och ausloten, wat d'Virun d'Nodeeler sinn a wat fir Korrekturen ee kéint maachen, am positive wéi am negative Sënn. Well mer och der Meenung sinn, datt déi Entwécklung, wéi se elo amgaangen ass, eis awer viru grouss Problemer an Zukunft wäert stellen.

Här President, zur Schoulproblematik hate mer als ADR e spezielle Kongress dëst Joer gemaach, an eis Propositiounen, déi mer gemaach hunn, hu sech op véier Punkte résuméiert: 1. d'Reform vun de Strukturen, 2. d'Reorganisatioun vum Schoulbetrib, 3. d'Aféierung vun enger Qualitéitskontroll a 4. d'Konkurrenz als Motto.

Ënnert deene véier Punkten hu mer e ganzt Dokument ausgeschafft, wat eis Schoul soll dohinner setze wou se higehéiert, wou all Kand déiselwecht Chancen huet a wou d'Kanner op d'Zukunft vun hirem Liewe preparéiert ginn, an esou op d'Zukunft, wéi déi wirtschaftlech Besoinë sech stellen.

Ee weidere Punkt, Här President, deen ech nach wëll méi am Detail behandelen, ass den Index. D'Tripartitegesetz vum 27. Juni 2006 huet den Index manipuléiert, andeem datt dräi fix Datumer agesat si gi fir d'Joren 2006 bis 2009. Den Index ass awer domadder de facto ofgeschaaft ginn, well et muss en neit Gesetz gemaach ginn, fir datt den Index iwwerhaapt erëm agefouert ka ginn. De 27. Juni 2006, wéi mer hei an der Chamber dat diskutéiert hunn, hu mir als ADR gesot, datt den Index de facto ofgeschaaft wier an datt, wéi gesot, en neit Gesetz misst kommen, dat den Index erëm géif aféieren.

Et ass hei virun allem vun der sozialistescher Säit gesot ginn, dat wier net esou. Et bräicht keen neit Gesetz gemaach ze ginn. A well d'Sozialisten esou ganz konsequent mat sech sinn, wëll ech dann - ech hunn awer emol nogelies - emol nach eng Kéier hei zitéieren, wat den Här Fayot zum Beispill deemools zu där doter Fro gesot huet.

Den Här Fayot sot de 27. Juni 2006 hei an der Chamber: E bleift - dat heescht, den Index - bestoen a brauch also net 2009 erëm agefouert ze ginn. A 15 Sekonne méi spéit seet en: Wat no de Joren 2006 bis 2009 geschitt, muss d'Politik vun deem Moment entscheeden. Ob eppes definitiv verluer geet, ob Réckstänn bestoe bleiwen oder e Rattrapage stattfënnt, dat muss e Gesetz soen, dat virum 31. Dezember 2009 vun enger nächster Regierung geholl gëtt an de Raccord mat dem Index nei festleet. Also, fir d'éischt gëtt gesot, et gëtt kee Gesetz gemaach, an da gëtt awer 15 Sekonnen drop gesot, et muss ee Gesetz gemaach ginn.

Den Här Wirtschaftsminister Krecké, deen huet net nach en Intervall vu 15 Sekonnen an der Interpellatioun gebraucht, mä deen huet et direkt an engem Saz résuméiert. Den Här Krecké huet deeselwechten Dag gesot, mir brauche kee Gesetz ze huelen, fir dat erëm a Kraaft ze setzen, mir musse just ee Gesetz maachen, wou mer de Raccord maachen, dat heescht op wellechem Punkt de Raccord gemaach gëtt, fir datt d'Gesetz erëm a Kraaft trëtt. Hien huet dat an engem Saz direkt résuméiert: Mir brauche kee Gesetz ze maachen, mir musse just ee Gesetz maachen.

D'Desindexatioune vun de Familljenzoulage sinn duerch dat Gesetz definitiv gemaach ginn. A wann d'Regierung vun Aarmut schwätzt, da sinn et grad d'Famillje mat Kanner - an dat huet den Här Statsminister hei gëschter, d'lescht Woch erklärt -, datt grad d'Famillje mat Kanner, d'Elengerzéier mat Kanner déi sinn, déi am häerteste vun der Aarmut betraff sinn. An et si grad dann déi Leit, déi hir Familljenzoulagen desindexéiert kréien. Et ass wuel de Kannerbonus agefouert ginn, mä deen ass nëmme fir déi Leit, déi keng Steiere bezuelt hunn. Mä awer och déi Familljen, déi Kanner hunn an déi ënnert d'Steiere falen, hunn d'Familljenzoulagen desindexéiert kritt. Déi hu keng Kompensatioun kritt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dach.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da musst Dir eis dat muer oder de Mëtteg erklären.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et gouf d'lescht Joer gestëmmt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, d'nächst Joer erfält awer elo eng zousätzlech Indextranche. Vun där ass nach net heibanne geschwat ginn. D'nächst Joer, den 1. Mee, erfält eng zousätzlech Indextranche, an d'Privatbeamtechamber huet, bei der Diskussioun vun der Indexéierung, schonn dorobber opmierksam gemaach, datt eventuell eng zousätzlech Indextranche erfale kéint. Ech hunn dat och an den Debatten nogelies. Dat ass awer hei erofgespillt ginn, wéi wann dat net kéint de Fall sinn. Et ass awer elo de Fall, datt mer d'nächst Joer eng zousätzlech Indextranche kréien.

Duerfir hu mir als ADR jo och eng Proposition de loi gemaach, fir datt den Index erëm soll agefouert ginn, fir datt d'Familljenzoulagen erëm sollen indexéiert ginn, fir datt

virun allem d'Leit dee massive Kafkraaftverloscht - dee wuel op d'Pëtrolspräisser, dee wuel op d'Deierecht vun den Iesswueren, mä awer och op de Sozialofbau vun dëser Regierung zréckzefeieren ass - kompenséiert kréien. Duerfir hu mir verlaangt, datt d'Leit déi Indextranche, déi d'nächst Joer zousätzlech erfält, kréien.

Datselwecht fuerderen net nëmme mir, mä och d'Gewerkschaften. Den OGB-L huet dat net méi spéit wéi gëschter nach verlaangt. De Landesverband schreift a sengem Communiqué vum 6. Mee: „Er fordert die Regierung auf, mittels Gesetz das integrale Indexsystem wiederherzustellen, damit die kommende Indextranche am Fälligkeitsdatum ausbezahlt werden kann."

D'CGFP schreift den 22. Mee: „Nach einer schnellstmöglichen Rückkehr zu der vor der Tripartite geltenden Regelung, für den Fall dass durch die bedeutende Preissteigerung eine zusätzliche Indextranche erfalle und dann völlig verloren ginge, kündigt die CGFP heftigen Widerstand an."

D'Gewerkschaften NGL, SNEP, ALEBA, alleguer froe se, datt den Index erëm agefouert gëtt an datt déi zousätzlech Indextranche, déi d'nächst Joer den 1. Mee oder 1. Juni erfält, misst ausbezuelt ginn.

Et ass am Fong just den LCGB, deen als eenzeg Gewerkschaft dat net verlaangt, an dee seet: „Der LCGB erinnert daran, dass er die Indexfrage zum Wahlkampfthema 2009 machen wird, weil noch immer nicht klar ist, welchen Index die, und somit die neue Regierung, überhaupt wollen. Auf jeden Fall fordert der LCGB, dass der Indexmechanismus nach 2009 wieder integral hergestellt wird."

Also no 2009, dat ass 2010. An der Zwëschenzäit ass déi Indextranche vum 1. Mee 2009 awer erfall.

Et wier besser gewiescht, amplaz datt den LCGB-President d'Indexfro zu engem Wahlkampfthema mécht, en hätt se an der Tripartite zu engem Thema gemaach, da bräichte mer elo net doriwwer ze diskutéieren, amplaz datt en do dem Här Juncker säin Handlanger gespillt huet an d'Leit roueg gehalen huet fir dat doten iwwert d'Bühn ze kréien. An och d'Sozialisten hunn op hirem Kongress misse wëssen...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann ech esou vill ze soen hätt wéi den Här Juncker, ech géif hie wierklech fäerten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn lech guer net verstanen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass och net ze verstoen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech si Gott sei Dank net deen Eenzegen, deen lech net ëmmer versteet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn nach eng Kéier gesot, wann den Här Juncker esou vill ze soen huet, da géif ech, wann ech dee wär, dee fäerten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Ech net.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, duerfir géif ech deem net esou vill Importenz accordéieren, deem Här Juncker, wéi Dir dat ëmmer maacht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech soen de Leit ëmmer dat gären, wann ech se vis-à-vis sëtzen hunn. Elo wou ech kann dovunner profitéieren...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann Dir nëmme mir dat sot, da geet et. Wann Dir soss kengem dat sot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech sinn duerfir net een, deen e Kongress brauch. Wann ech lech eppes ze soen hunn, Här Juncker - mir kennen eis -, da soen ech dat, da kucke mir zwee eis eng Kéier an d'Aen an da wësse mer, wou mer mateneen dru sinn.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess, wou ech mat lech dru sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà, voilà. Ëmgedréint ass och gefuer.

Wann elo also d'LSAP higeet a si seet och no 2010, da wëllen d'Sozialisten also och elo déi Indextranche verluer goe loossen. An da gëtt gesot, vum LCGB an och vun der CSV a vun der LSAP: Ma elo ass et un de Parteien, fir sech an den nächste Wahlprogrammer emol kloer auszespriechen, wat dann no de Wahle soll mam Index geschéien.

Här President, d'Parteien alleguer maache virun all Wahle Wahlprogrammer. Esou war dat och 2004 de Fall. An och an deene Wahlprogrammer hunn d'Sozialisten an d'CSV, wéi all Partei, zum Index eng Ausso gemaach. An de Sozialisten hirem Wahlprogramm stoung: „Mit den Sozialisten wird die automatische Anpassung der Löhne und Gehälter sowie der Renten und Pensionen an die Preisentwicklung beibehalten." Dat war e ganz klore Message, do konnt keen drun zweifelen. An d'CSV huet geschriwwen: „Wir bekennen uns zum Prinzip der automatischen Anpassung der Löhne, Gehälter und Renten sowie sonstigen Zulagen an die Entwicklung der Lebenshaltungskosten."

Dat heescht, d'CSV ass souguer nach ee Schratt méi wäit gaange wéi d'LSAP. Well si huet och nach bei „sonstige Zulagen" garantéiert, datt déi géifen indexéiert bleiwen. A wat sinn dann „sonstige Zulagen"? Zum Beispill Familienzulagen. A wat huet si gemaach? Si huet déi net nëmmen zäitweileg ausser Kraaft gesat, mä déi si mat dem Gesetz vum leschte Joer definitiv ausser Kraaft gesat ginn. An elo hätt den LCGB gären, d'Parteie solle sech erëm bei der nächster Wahl an hire Programmer kloer ausschwätzen, wéi si den Index no den nächste Wahle gesinn.

Wann een dat wëllt maachen an et wëllt een et net virun de Wahle maachen, da froe mir: Firwat huet dann net dës Regierung, déi den Index manipuléiert huet, déi en desindexéiert huet, de Courage, fir virun de Wahlen e Gesetz ze maachen an ze soen, ma esou geet et no de Wahle virun? Firwat muss dat no de Wahle gesot ginn? Fir de Leit erëm eppes an de Wahlprogrammer ze verspriechen, wat herno net gehale gëtt. Et gëtt en aalt Spréchwuert, dat seet: „E gudden Iesel, dee stéisst sech nëmmen eng Kéier", an ech sinn och duerfir iwwerzeegt, Här President, datt d'Leit net nach eng Kéier dorobber erafalen.

Well mir awer, Här President, der Meenung sinn, datt déi Indextranche vum nächste Joer onbedéngt misst ausbezuelt ginn, a well déi och esou eng massiv Ënnerstëtzung ënnert de Gewerkschafte fonnt huet, hu mer eis erlaabt eng Motioun ze maachen, wou mer d'Regierung opfuerderen, e Projet de loi ze déposéieren, fir datt déi Indextranche d'nächst Joer den 1. Mee erfält.

An ech sinn iwwerzeegt, mat deene grousse Frënn Gewerkschaftler, déi aus alle Gewerkschaften heibanne sëtzen - vum OGB-L, vum Landesverband, déi der CGFP an anere Gewerkschaften nostinn, déi dat alles an hire Communiquéen déi lescht Deeg verlaangt hunn -, datt déi sech eng Éier doraus maachen a sech et net wäerten huele loossen, fir där Motioun do zouzestëmmen. Well et ka jo net sinn, datt hir Gewerkschaften eppes verlaangen, a si géifen hei an der Chamber do dergéint stëmmen. Dat ass eng Saach vun Éierlechkeet. An ech kennen déi Leit, do besteet fir mech...

(Hilarité)

... - an ech soen natierlech fir den Här Juncker - keen Zweifel drun, datt déi déi Motioun hei wäerte mat grousser Majoritéit stëmmen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que, par l'accord tripartite du 28 avril 2006, l'application automatique des côtes d'échéance des tranches indiciaires pour la période 2006 à 2009 a été remplacée par un calendrier fixant arbitrairement le paiement d'une tranche indiciaire;

- considérant que le Statec indique que «le taux d'inflation (...) se stabilise à 3,5%» et que par conséquent l'échéance d'une tranche indiciaire supplémentaire va échoir autour du mois de mai 2009;

- considérant que l'un des points principaux de l'accord tripartite, à savoir le rééquilibrage des finances publiques, est atteint;

- considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures législatives adéquates pour prévoir le paiement de la tranche indiciaire qui arrivera à échéance autour du mois de mai 2009;

- considérant que de nombreux syndicats se sont prononcés pour la remise en vigueur intégrale du système automatique de l'adaptation des salaires à l'inflation à partir de 2009;

demande au Gouvernement

- de déposer un projet de loi visant à permettre l'application automatique de toute tranche indiciaire non prévue par l'accord tripartite.

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Här President, dann nach en anere Punkt. Dat sinn d'Steieren. D'ADR huet 2001 eng Propositioun gemaach mat dem Titel „Fir Steiergerechtegkeet zu Lëtzebuerg". Mir hunn éischtens verlaangt, eng Steiervereinfachung ze maachen duerch d'Ofschafe vun der aktueller linearer Progressioun an der Steiertabell an duerch d'Ersetze vun dräi Gruppe mat festen Tauxen. Zweetens, d'Aféierung vun der individueller Besteierung. Drëttens, d'Ersetze vun de Steierabattementer duerch Steierkreditter, déi sougenannten Negativsteier. Well, esou wéi et elo zum Deel ausgesäit, ass et fir ons sozial ongerecht, well vun deenen Abattementer nëmmen alleguer déi Leit profitéieren, déi Steiere bezuelen, an déi Leit, déi an engem héije Prozentsaz bei de Steiere leien, déi kréien och relativ vill iwwert dee Wee bäi.

Een, dee méi Steiere bezilt, profitéiert méi vun den Abattementer. Dat heescht, de Stat ënnerstëtzt iwwert de Wee vun der Steierpolitik, iwwert de Wee vun den Abattementer, fir eng an déiselwecht Saach, Leit mat héijem Revenu méi staark, wéi Leit mat klengem Revenu.

Leit mat engem bescheidenen Akommes, déi keng Steieren oder wéineg Steiere bezuelen, kréie keng Ënnerstëtzung vum Stat iwwert de Wee vun den Abattementer. Mir waren duerfir frou, wéi mer d'lescht Joer fir d'éischt op de Wee gaange sinn an en Abattement fir d'Kanner aus der Steiertabell erausgeholl hunn an en duerch de Kannerbonus ersat hunn.

Dat war een éischte Schrack a Richtung Negativsteier, och wa mer dat net Negativsteier nennen, mä Kannerbonus, wann e mat de Familljenzoulagen ausbezuelt gëtt a vum nächste Joer un all Mount, amplaz wéi dës Kéier eemoleg.

Mir ware laang eleng fir déi Negativsteier hei am Parlament ze verlaangen. Et huet praktesch keng aner Partei...

Une voix.- Neen, dat ass net richteg!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dat ass net deen éischte Schratt, et ass dee leschte Schratt, well schonn an den 90er Joren dat ugefaange ginn ass, wéi mer d'Steieravantagen an d'Kannergeld iwwerfouert hunn. An da sot Dir, Dir wäert déi Éischt!

Op där Tribün kann een awer wierklech alles zielen!

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, mir si laang genuch an deem Geschäft dran.

(Hilarité)

Ech wousst jo genau, wann ech dat do géif soen, datt dat géif kommen, an duerfir hunn ech hinnen och e bëssen Zäit gelooss, fir datt se sech kënnen ausdrécken.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Aaahhh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wousst jo genau, datt dann d'Sozialisten an déi Gréng hei...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Also Beruffsprovocateur!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...géife kommen a soen: Ma neen, dat stëmmt net, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Cabaret!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Well dat esou ass, duerfir hu mer zum Beispill den 19. Dezember 2001 eng Motioun hei an der Chamber deponéiert, wou genau déi doten dräi Punkte bei der Negativsteier gefrot gi sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Da waart Der genee e puer Joer ze spéit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Maja, a well Dir nach méi spéit sidd,...

(Interruption)

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, wann Dir d'Wuert wëllt froen, da frot et, mä ënnerbriecht net ëmmer!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Däerf een hei dann egal wat soen, Här President?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir sidd amgaangen, hei egal wat ze soen, Här Di Bartolomeo, well géint déi Motioun huet d'LSAP gestëmmt an huet d'CSV gestëmmt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ma well se scho laang dat do votéiert haten. Dat do ass jo absolute Kabes!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen, a souguer d'Kommuniste waren deemools géint d'Negativsteier. Dir braucht also elo net ze kommen. Dir waart dergéint, an ech kann lech och Auszich aus Rieden heibanne brénge vun deemools, wou och d'Sozialisten dergéint geschwat hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Da bréngt se!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Kee Problem, ech brauch se nëmmen eriwwer sichen ze goen. Ech kann lech se nach haut bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Da bréngt se!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass kee Problem, et ass alles preparéiert. Mir si preparéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Gitt se sichen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- 2001 hutt Der alleguer géint d'Negativsteier gestëmmt.

(Interruptions diverses)

Mä mir sinn awer net rosen, au contraire, mir si frou, Här President, datt mer haut esou eng Eestëmmegkeet heibannen hunn.

Ech ka mech erënneren, wéi mer mat der Rentegerechtegkeet ugefaangen hunn, du ware mer och eleng, an herno ass genau dat gemaach ginn, wat mer gesot hunn, an do huet och jiddferee gesot: Ma mir hunn dach dat do nach ëmmer gesot!

2001 hu mer hei no Steiergerechtegkeet verlaangt, fir datt se soll agefouert ginn. Du war jiddfereen dergéint.

(Interruptions diverses)

Dir braucht eis, dach, Dir braucht eis, fir d'Iddien ze kréien. Dir braucht eis, fir d'Iddien ze kréien!

(Interruption)

M. le Président.- Här Minister, loosst den Här Gibéryen elo schwätzen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An da schreift Der d'Iddien op, an an enger éischter Phas sidd Der dergéint, an dann no zwee, dräi Joer kommt Der schéi gemittlech hannen erëm mat deeneselwechten Iddien zréck. Duerfir braucht Der eis, fir datt Der nei Iddië kritt, fir datt Der déi dann och kënnt an zwee, dräi Joer ëmsetzen.

Op jidde Fall, d'ADR war déi Eenzeg, déi 2001 zougestëmmt huet, mä zënterhier gi mer Schrack fir Schrack an déi Richtung vun der Individualiséierung. Nodeems d'lescht Joer d'Abattementer ewechgefall si vun de Kanner, falen dës Kéier d'Abattementer vun den Elengerzéier an och vun de Rentner ewech.

Op där anerer Säit gi mer hin, datt mer d'Abattementer etappeweis a Steierkreditter ëmwandelen. Et sinn erëm véier Abattementer: déi fir d'Elengerzéier, den Arbeitnehmerfreibetrag, de Rentnerfreibetrag an d'Scholdzënse fir d'Uschafung vun enger Eegentumswunneng.

Och huet d'ADR proposéiert, fir déi relativ komplizéiert Applikatioun vun der Progressivitéit an der Steiertabell ze vereinfachen, andeems datt mer se an dräi Stufe géifen andeelen. Den Här Statsminister huet och do déi Propositioune vun der Steierverwaltung ënnersiche gelooss. Déi Dokumenter hu mer jo zougestallt kritt.

Ech sinn och elo frou, datt d'Regierung hei proposéiert huet, fir eng Diskussioun an der

zoustänneger Kommissioun iwwert d'„flat tax" ze féieren, wat am Fong an eng ähnlech Direktioun geet, wéi mer se och proposéiert hunn, quitte datt mer vun dräi Gruppe schwätzen. Hei, wann een dat richteg interpretéiert, géif dat nëmme méi eng Grupp ginn, mä dat muss een dann am Detail kucken.

Mir sinn also frou, datt déi ganz Steierpolitik an déi Richtung geet, esou wéi mir se 2001 proposéiert hunn. Ech sinn och iwwerzeegt, wa mer zesummen dorunner schaffen, datt mer dann an deenen nächste Joren hei am Land kënne soen, datt mer Steiergerechtegkeet kréien, wat och am Groussen net nëmmen eng Vereinfachung ass vun de Steieren, mä wat och eng Ëmverdeelung duerstellt vun uewen no ënnen.

D'Betribssteier soll vun 29,26% am Ablack, 11% manner wéi an den 80er Joren, op 25,5% erofgesat ginn, net awer ouni d'Besteierungsbasis, do wou et geet, do wou et muss sinn, ze verbreederen, huet den Här Statsminister gesot.

Och wann dës Moossnam elo nach net prezis ass an och sécherlech duerfir vun eiser Säit net elo kann a Fro gestallt ginn, si mer der Meenung, datt mer och fir eis Betriber eppes musse maachen.

Mir hu virdru geschwat vum Sozialdumping a vum Fiskaldumping um europäesche Plang. Mir hu gesot, mir musse Mindestnormen an der Sozialpolitik kréien. Mir mengen, datt mer och iergendwann eng Kéier net méi wäerten derlaanschtkommen, Diskussioune mussen ze féieren iwwer Mindestnorme bei der Betribssteier, wat och net däerft einfach sinn.

Jiddferee schwätzt vum Fiskaldumping. Mir maachen dee Schrack elo erëm mat, well mer e musse matmaachen. Fir datt eis Betriber konkurrenzfäeg bleiwen, hu mer keen anere Choix. Mä mir mussen eis awer déi Froen och an Zukunft stellen.

Här President, nach e puer Wuert iwwert d'Stierfbegleedung an d'Euthanasie. Den Här Statsminister huet d'lescht Woch hei deklaréiert, d'Regierung hätt sech an der Debatt iwwert d'Gesetzespropositioun ronderëm d'Euthanasie neutral verhalen.

Mir bedaueren, datt eng Regierung an esou enger wichteger Fro keng Meenung huet. Et war awer och vläicht Taktik, datt d'Regierung, oder besser gesot d'CSV keng Meenung wollt hunn. Och wann den Här Statsminister hei gesot huet - ech zitéieren den Här Statsminister: „...datt ech déi Proposition de loi Err/Huss net géif stëmmen, wann ech Deputéierte wär."

D'CSV muss sech awer haut soe loossen, datt, wann d'Euthanasie elo legaliséiert gëtt - an dorunner besteet keen Zweifel méi, well d'Chamber huet d'Gesetz an éischter Lecture majoritär gestëmmt, an no der Sitzung vun der zoustänneger Kommissioun dierft guer keen Zweifel méi bestoen -, et dann eleng der CSV hir Schold ass oder - wéi een et gesäit - hire Mérite ass, datt d'Euthanasie legaliséiert gëtt.

Et war net am Koalitiounsaccord virgesinn. D'CSV hätt sech also kënnen drop behaapten, et wier net am Koalitiounsaccord gewiescht an et hätt also net ze geschéien. Si huet dat awer net gemaach. Et ass eng Majoritéit hei niewent der normaler politescher Majoritéit entstan. Dat war nach ni do an dat hätt normalerweis zu enger Regierungskris gefouert. Et huet et awer net. Neen, d'CSV huet eng Prozedur erlaabt, an ech géif souguer soen, proposéiert, mam Resultat, datt um Schluss d'Euthanasie legaliséiert gëtt.

Dat ass Fakt. Och wann d'CSV elo dréint a kéiert, ännert dat näischt un där Tatsaach. Eng lescht Chance hat d'CSV gëschter zum Beispill, fir e bëssen ze korrigéieren. Wa se gëschter eis Propositioun ënnerstëtzt hätt a mir hätten dës Woch um Ordre du jour den zweete Vote iwwert d'Palliativgesetzgebung gestëmmt, da wier se zumindest do an hirer Linn trei bliwwen. Mä wann d'Euthanasie hei am Land gestëmmt gëtt - a si gëtt elo gestëmmt -, dann ass dat de Mérite vun der CSV.

An dat ass, well an der CSV haut de Gros vun de Leit an deem „C" net méi de Chrëscht gesäit, mä d'Carrière gesäit. Wann een esou an d'CSV erakuckt, an ech hunn dat emol där Deeg probéiert, ech hu geduecht: Kuck emol ob s de der fënnef an deene Reien erausfënns, déi wierklech wéinst dem „C" als Chrëscht an där Partei sinn. Ech muss lech soen, ech hu keng fënnef erausfonnt.

(Interruption)

Dat ass d'Resultat vun där doter Politik, datt eng CSV e Wee virgeschriwwen a proposéiert huet, deen um Schluss d'Legaliséierung vun der Euthanasie huet.

Här President, den Här Wolter huet gëschter hei gesot, d'Grenze vun der Belaaschtbarkeet vun de Famillje sinn erreecht. Besser hätt een am Fong d'politescht Wierke vun dëser CSV/LSAP-Regierung net kënne résuméieren.

Dës Regierung geet an d'Geschicht an als déi, déi de gréisste Sozialofbau zënterhier hei zu Lëtzebuerg realiséiert huet. Si geet an d'Geschicht an als déi Regierung, déi um Enn vun hirer Period déi meeschte Leit hei am Land zielt, déi net méi zefridde sinn. Mir haten nach ni hei am Land esou vill Leit, déi net méi zefridde sinn, déi Angscht virun der Zukunft hunn, déi un der Aarmutsgrenz leien, wéi um Enn vun dëser CSV/LSAP-Regierung.

Dës Regierung huet keng Meenung a gesellschaftspolitesche Froen. Dës Regierung huet keng Léisunge bis haut hei presentéiert, déi konnte gestëmmt ginn a wesentleche Froe wéi zum Beispill der Schoul, dem Chômage, dem Wunnengsbau, der Integratioun, dem Transport. Fir elo ze mengen dat an deene leschten zwielef Méint heihinner ze bréngen an dann ze stëmmen, dat ass en Aarmutszeugnis, well Dir do der Zukunft de Bewäis vum Inhalt virun de Wahle schëlleg bleift. Et ass eng Regierung, déi dëst Land net verdéngt huet.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling ageschriwwen.

(Interruptions)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, wéi den Här Statsminister d'lescht Woch säi Virtrag iwwert d'Lag vun der Natioun hei virbruecht huet, dunn hunn ech bal gemengt, Niklosdag wär matzen am Fréijoer. Et ass hei e Sak voll Cadeaue presentéiert ginn, wou een eigentlech misst op d'Knéie fale virun esou vill Guttheet. Mä et konnt een awer leider just uewen an dee Sak kucken; wat am Fong läit, war gëschter net ze gesinn.

Virun zwee Joer war dat nach ganz anescht. Du stoung den Houseker hei op der Bühn an deen huet nëmme Rutte verdeelt no lénks an no riets: eng Rutt fir d'Familljen, deenen hir Zoulagen net méi indexéiert goufen; eng Rutt fir d'Indexupassung an domadder eng fir d'Rentner, déi net nëmmen hir Rentenupassung méi spéit sollte kréien, mä och nach gesplitt; eng Rutt fir d'Fleegeversécherung, déi 40% méi deier ginn ass; a besonnesch och eng Rutt fir d'Salariat, deenen net nëmme weider eng moderat Lounpolitik octroyéiert gouf, mä déi dat bëssen, wat se hunn, och nach net méi indexéiert kritt hunn.

D'lescht Joer ass den Houseker scho méi nuancéiert virgaangen an huet eis e klenge Cadeau matbruecht: de Kannerbonus. Hien hat wuel e schlecht Gewëssen a wollt zumindest de Familllje mat Kanner entgéintkommen, wat selbstverständlech ze begréissen ass: All Famill kéim besser ewech, si kréichen iwwer 930 Euro pro Kand. Et misst een awer duerfir als Géigeleeschtung Steiere bezuelen. Kee géif och méi schlecht ewechkommen an op kee Fall géif een eppes verléieren. A just dat stëmmt net!

Kucke mer emol einfach déi lescht Indexupassung. Deen Dag hunn all déi Leit verluer, bei deenen de Kannerbonus duerch d'Besteierung neutraliséiert gouf. Verluer, well se nom ale System eng Indexupassung op hire Kannerzoulage kritt hätten an domadder 67 Euro pro Joer weider an der Täsch gehat hätten, an dat steierfräi.

Kucke mer dann awer elo emol no enger tragescher Situatioun vun enger elengerzéiender Mamm, déi wéinst hire Kanner - well se gescheet ginn ass - huet missen zwee Joben unhuelen. Déi kritt wuel 1.860 Euro Kannerbonus, muss awer elo 200 Euro de Mount Steiere bezuelen. Dat sinn 2.400 Euro Steieren. Also, wann een de Kannerbonus ewechrechent, e Verloscht um Enn vum Joer vu 540 Euro. An och eng Steiererklärung, mat där se e puer vun de Suen erëmkritt, gläicht déi Situatioun net aus. Dat heescht, hei ass eng Persoun, déi einfach glate Verléierer ass bei där Situatioun. Et ass also an deem ganze Cadeau, dee gemaach gëtt, net alles Gold, wat blénkt.

Här President, et war jo och ugekënnegt ginn, en Eenheetsstatut ze schafe fir all Schaffenden aus dem Privatsecteur. Deen ass och hei majoritär gestëmmt ginn. Mä ass et och wierklech e Cadeau fir d'Salariéen? Dat ass eng Fro, déi ee sech elo muss stellen.

De Prinzip vun engem Eenheetsstatut ass ze begréissen, och wann en net integral fir all Secteuren aus dem Privatsecteur applizéiert gëtt, well en effektiv eng Rei Verbesserunge mat sech bréngt, wéi d'Fusioun vun de Kranken- a Pensiounskeesen, verbonne mat gläiche Bäiträg fir jiddfereen - dat sinn déi positiv Aspekter -, och eng strukturell Verbesserung, déi et erméiglecht, méi effizient am Déngscht vun den Assuréen ze schaffen.

Et kann een awer net mat deem Rateschwanz d'accord sinn, deen nach hannendrunhänkt. Do geet et schonn u mat deem Slogan à la Sarkozy: Méi schaffen, méi verdéngen; d'Iwwerstonne si steierfräi. Net nëmme steierfräi, mä och entbonne vun de Bäiträg un d'Sozialversécherung, wat einfach sozial net vertrietbar ass.

Et däerf net sinn, datt an engem Sozialsystem Revenuë vun de Bäiträg un d'Sozialversécherung entbonne ginn. Déi Leidtragend si schlussendlech ëmmer erëm d'Salariéen, déi riskéiere sech duerch eng momentan finanziell besser Situatioun duerch méi schaffe blenden ze loossen, mat der Konsequenz, dass se awer bei Krankheet a Pensioun méi schlecht ewechkommen.

D'Zehnkämpfer kënnen Iwwerstonne knuppen; déi komme gutt ewech. Déi méi Schwaach a Krank kënnen dat net a bleiwen op der Streck a wäerten och iergendwann eng Kéier ofgeschobe ginn.

Des Weidere riskéiere mer, dass d'Iwwerstonnen zur Regel ginn, wat zur Konsequenz huet, dass manner fest Aarbechtsplaze geschafe ginn; also eng negativ Konsequenz fir eisen Aarbechtsmaart.

Do derbäi kënnt och nach, dass Juegd gemaach gëtt op déi krank Leit, mat der Konsequenz, dass d'Betriber alt erëm eng Kéier, wéi scho beim Gesetz iwwert den internen an externe Reklassement, d'Moyenë kréien, fir de kranke Mataarbechter lasszeginn.

Den Här Statsminister huet gesot, d'Aféiere vum Eenheetsstatut wär nëmme méiglech gewiescht mat dëser Regierung. Déi Ausso wëll ech awer aus purer Héiflechkeet nu léiwer net kommentéieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn dat och net gesot. Wier et vläicht méiglech, dass Der kuckt a meng Ried liest?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech hu se elo am Tirang.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Ech hu se am Kapp. Ech hu gesot, just dës Koalitioun wier à même gewiescht, déi Reform unzestoussen, well bei där Reform kënnt et nämlech drop un, ob ee se wëllt maachen; net ob ee se fäerdeg bréngt, mä ob ee se wëllt maachen. An ech behaapten nawell just, dës zwou Parteien hu se wëlle maachen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- An Dir hutt se gemaach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, mir hu se gemaach. An et steet do „ustoussen", et steet net do „realiséieren" oder „déi eenzeg Regierung, déi dat fäerdeg bruecht huet". Dat soen ech och scho fir den Här Goerens; dann hu mer dat alt schonn hanner eis. Da brauche mer dat och net ze widderhuelen.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Gutt. Nodeems dass Der déi Ausso da kloergestallt hutt,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, ech hu rappeléiert wat ech d'lescht Woch gesot hunn.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- ...wëll ech dann awer eng aner Ausso vun lech hei e bësse kommentéieren. Ech hoffen, dass Der do awer nach wësst, dass Der déi gesot hutt; ech hunn et nämlech aarmséileg fonnt. Dat war Är öffentlech Ausso doriwwer, dass déi, déi den Eenheetsstatut net gestëmmt hätten, net reformfäeg wieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat hutt Der gesot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ass dat richteg?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dat ass ganz gutt.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Et ass gutt, dass Dir dat sot, Här Di Bartolomeo, well Ären Tour kënnt elo.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech wollt och nach drukommen. Fir d'zweet sot Der datselwecht.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech fannen dat do einfach eng Frechheet vis-à-vis vun allen Deputéierten, déi hei fräi hir argumentéiert Meenung zum Ausdrock bruecht hunn a sech beim Eentheetsstatut enthalen hunn. Et huet keen heibannen...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dir hutt keng Meenung gehat. Et sinn der, déi keng Meenung haten.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech hunn lech meng Meenung hei eng hallef Stonn laang erklärt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wat ass eng Enthalung?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Eng Enthalung, dat ass wann ee mat engem Deel vu Saachen an engem Gesetz d'accord ass a mat engem aneren Deel net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dann hätt Der jo kënnen e Vote fractionné froen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Hätt ech dat kënnen, Här Di Bartolomeo? Da gitt den Deputéierten emol all hei déiselwecht Rechter, dass och en eenzelnen Deputéierten e Vote séparé ka froen, da kënne mer dat maachen. Mä soulaang ech dat Recht net hunn, kënnt Der mer net soen, ech hätt dat kënne maachen, well ech kann et net maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wann Der esou wéineg iwwerzeegend sidd, dass Der anerer net kënnt iwwerzeegen…

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Iech ze iwwerzeegen, dat ass dach datselwecht wéi wann een en indesche Journalist wëllt iwwerzeegen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wat hutt Dir géint d'Inder?

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, loosst den Här Jaerling emol seng Ausféierunge maachen!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Op jidde Fall, hei ass et kloer, et huet kee géint den Eenheetsstatut gestëmmt an et huet och keen de Prinzip vum Eenheetsstatut a Fro gestallt. Dat ass emol kloer.

Den Eenheetsstatut ass zwar als Jorhonnertreform deklaréiert ginn, mä all Deputéierte muss awer d'Recht behalen, en ze behandelen an ze kommentéieren a kënne fräi driwwer ofzestëmmen, wéi bei all aner Gesetz. All Gesetz ass eng Reform respektiv eng gesellschaftlech Neierung.

D'Gesetz iwwert d'Euthanasie zum Beispill mécht gradesou vill Remous am Land a spléckt d'Vollek méi wéi den Eenheetsstatut. D'Gesetz iwwert d'Euthanasie gëtt vu sengen Auteuren a senge Befürworter als wichteg gesellschaftspolitesch Reform ugesinn. Och bei der éischter Ofstëmmung vun deem Gesetz hunn awer dräi Deputéierten aus der Majoritéit sech enthalen.

Duerfir, Här Di Bartolomeo, Här Statsminister - elo ass e leider fort -, ginn déi Deputéierte vum Här Statsminister a vun lech, Här Di Bartolomeo, dann och elo als net reformfäeg erkläert? Oder gëllt dee Virworf nëmme fir d'Oppositioun, wa se net esou danzt wéi den Här Statsminister oder d'Regierung dat gären hätt?

Une voix.- Tout ce qui est excessif est insignifiant!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dat zur Enthalung bei Gesetzesprojeten. Dat heescht, mir wësse jo, wat ech domadder gemengt hunn.

Da bleiwen ech och bei der Gesetzesproposition iwwert d'Euthanasie, wann ech schonn derbäi sinn. Bei der Diskussioun iwwert d'Euthanasie geet ëmmer erëm Rieds vu Gewëssensfräiheet a Selbstbestëmmung. D'Deputéierten hu laut eiser Verfassung ëmmer Gewëssensfräiheet an och Selbstbestëmmung. Déi Gewëssensfräiheet hat deen een oder deen aneren, deen elo bei der Euthanasie besonnesch op Selbstbestëmmung pocht, och bei der Ofstëmmung iwwert den europäesche Verfassungsvertrag. Do war awer een 100% vum Neen iwwerzeegt zum Verfassungsvertrag, huet awer ënner Fraktiounszwang Jo gestëmmt.

Dat zum Thema Gewëssensfräiheet a Selbstbestëmmung.

Souwisou hält d'Selbstbestëmmung iwwert d'Euthanasie dann op, wann et den Dokter ass, dee muss entscheeden, ob de Krunn zougedréint gëtt oder net.

Den Här Statsminister sot a senger Deklaratioun: „Mir mussen an dëser Fro zu enger Eenegung an der Mëtt kommen. Et ass an der Mëtt, wou d'sozial Kohesioun an déi national Kohesioun stattfannen. (…) Et geet hei ëm d'Mënschen. Et geet hei ëm eis Gesellschaft. Et geet hei ëm den ethesche Fridden am Land. Kommt, mir sichen deen! Et ass derwäert, den ethesche Fridden am Land ze sichen."

Dozou wëll ech soen, bei enger Entscheedung ëm Liewen an Doud, do gëtt et weder lénks nach riets, do gëtt et och keng Mëtt. Dout ass dout. Et geet ëm d'Liewen an e méiglechst würdegt Stierwen, an dat gëtt ganz kloer duerch d'Palliativmedezin demontréiert an och garantéiert.

Ech bedaueren, dass awer elo eng CSV higeet a Propositioune mécht, dass d'Euthanasie awer elo kéint an Ausnahmefäll autoriséiert ginn. An der Loi Veil a Frankräich war d'Ofdreiwung och nëmmen als Ausnahmefall erlaabt ginn. Haut ginn a Frankräich an der Moyenne 200.000 Ofdreiwungen d'Joer gemaach. Ganz bestëmmt lauter Ausnahmefäll! Et ka jo bal net anescht sinn, well d'Gesetz näischt anescht erlaabt.

Här President, d'Euthanasie ass fir mech eng Entscheedung, déi jiddferee betrëfft, an net nëmme 60 Deputéierten oder Organisatiounen, déi derfir oder dergéint sinn. Duerfir gëtt et fir mech an där ganzer Diskussioun hei, well se esou festgefuer ass wéi nach ni eppes virdrun, nëmmen eng Alternativ: D'Gesetz iwwert d'Palliativmedezin, wat jo awer mat enger unanimer Majoritéit hei gestëmmt gëtt, muss schnellstens evakuéiert ginn, an iwwert d'Euthanasie mussen d'Bierger iwwer e Referendum d'Recht kréien, fir kënne matzeentscheeden.

Fir mech perséinlech kënnt op jidde Fall e Gesetz iwwert d'aktiv Stierfhëllef net a Fro.

Här President, da kommen ech zum Gesetz iwwert den internen an externe Reklassement, dat heescht dat neit Invalidegesetz. Do solle mer jo elo muer de Bilan presentéiert kréien. E Bilan, aus deem mer da wäerte gewuer ginn, wéi vill Leit intern a wéi vill Leit extern reklasséiert ginn. Do wäerte mer dann net ouni Staune feststellen, dass der méi extern wéi intern reklasséiert gi sinn.

(Interruption)

Ech schwätzen elo hei vum Bilan, dee mer muer presentéieren.

Une voix.- Jo, mä dat kënnt Der all Joer noliesen, dat ass esou.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- E Bilan awer, aus deem mer och gewuer wäerte ginn, wéi vill Leit an der Indemnité d'attente vegetéieren. Eng Indemnité d'attente, obwuel se zu de Beschäftegungsmesuren ze zielen ass an - dat ass jo awer elo ausser Zweifel - vun de Pensiounskeese bezuelt gëtt.

Déi betraffe Leit mussen, trotzdeem dass se vun de Pensiounskeese bezuelt ginn, awer nach ëmmer bei d'Adem stempele goen. An dat och eeler a krank Leit, bei deene genau gewosst ass, dass keen hinne méi eng Aarbecht ubitt a keen hinnen och eng Aarbecht méi wäert sichen.

A well d'Indemnité d'attente vun de Pensiounskeese bezuelt gëtt, brauchen déi Betraffen och keng Pensiounsbäiträg ze bezuelen. Mat der Konsequenz, dass se während där Zäit och net pensiounsverséchert sinn an domadder, no dräi Joer, all hir Rechter op d'Pensiounsusprech am Zesummenhang mat der Prépension an der Invalidérent verléieren.

Ech hoffen, dass no der Presentatioun vum Bilan vun deem Gesetz muer kuerzfristeg all déi Lapsusen, déi an deem Gesetz sinn, redresséiert ginn. Dat muss onbedéngt eng Prioritéit vun der politescher Aarbecht nach dës Legislaturperiod sinn an nach virum Enn vun dëser Legislaturperiod zu Enn gefouert ginn. Well et ass sozialpolitesch falsch, fir op esou eng Aart a Weis Leit aus der Gesellschaft auszeglidderen.

Här President, dëst Joer huet dann den Houseker vun de leschte Jore sech als Kleesche verkleet an net vergiess, och all seng kleng Engelcher aus sengem Regierungshimmel hei ze luewen. Loosse mer dann awer emol kucken, wat an deem Sak voll Cadeauen, deen hei presentéiert ginn ass, dann elo wierklech dran ass, a loosse mer och emol kucken, ob déi Engelcher aus dem Regierungshimmel iwwerhaapt e Luef verdéngt hunn.

(Interruption)

Den Här Asselborn ass vläicht deen eenzegen Engel, deen do ass, well dee flitt ëmmer dorëmmer.

(Hilarité)

Fänke mer elo emol u mat der schlëmmster Rutt, déi säit Jorzéngten hei am Land verdeelt gouf, d'Indexmanipulatioun. Et soll am Prinzip erëm 2010 zu enger integraler Indexaféierung kommen, deemno och bei de Familljenzoulagen. Mä da muss awer d'Gesetz iwwert den Eenheetsstatut, wou d'Desindexéierung vun de Familljenzoulage kloer festgeschriwwen ass, ëmgeännert ginn. Awer dat Ganzt kann nëmme geschéien, wann déi wirtschaftlech Situatioun sech net verschlechtert. Dat ass och eng kloer Ausso vum Statsminister.

Eng wirtschaftlech Situatioun, op déi mer awer net onbedéngt oder nëmme bedéngt en Afloss hunn. Dëst besonnesch am Beräich vun den Energiepräisser. Et ass also guer net esou sécher, ob d'Indexmanipulatioun 2010 ophéiert.

Dës Regierung wäert op jidde Fall net méi drugoe fir den Index erëm integral anzeféieren. Dat ass jo elo emol kloer aus den Aussoen hei erauszehéiere gewiescht.

Den Här Statsminister huet, och am Kontext mam Index, d'Inflatioun ugeschwat. Ech mengen et ass kloer, dat eent ass effektiv net vun deem aneren ze trennen. An deem Zesummenhang gëtt dann alt erëm eng Kéier eng weider Period vu Lounmoderatioun verlaangt. Dat wier och en Deel vum Tripartite-Accord, wou mer leider natierlech erëm kënnen net kucken ob dat stëmmt, well mer jo ni gewuer ginn, wat an där Tripartite do wierklech lass ass.

D'Léin sollen net méi séier steige wéi d'Produktivitéit. Wat sënnvoll erschéngt. Mä wat awer net méi sënnvoll ass a wat awer och net méi däerf geschéien, dat ass, dass Milliardenëmsätz a Gewënnzuele publizéiert ginn, do derniewent awer eng moderat Lounpolitik vun de Gewerkschafte verlaangt an och mat de Gewerkschaften zesummen - leider! - duerchgezu gëtt, mat der Konsequenz, dass all Lounverhandlunge beim Conciliateur landen, wou manifest ëmmer d'Salariat de Verléierer ass.

Wat d'Salariat ubelaangt, ass och geplangt, déi sougenannte Flexicurity ze realiséieren, wat dat och ëmmer wëllt heeschen. Eppes wat och ëmmer méi zum Schlagwuert gëtt an OECD-Berichter an och an europäesche Rapporten nozeliesen ass.

Mä wat heescht dat konkret? Et ass ganz einfach iwwersat: De Salarié soll sech einfach ëmmer méi de Bedürfnisser vun de Betriber upassen - Punkt, aus -, a wa méiglech keng Doléancë méi stellen.

Duerfir soll elo, no der Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten an der Aféierung vun ëmmer méi laange Referenzperioden op d'40-Stonnen-Woch, och nach e Stonnekredit derbäikommen. E System, opgrond vun deem de Salarié seng méi geschaffte Stonne ka stockéieren, fir se da spéider vläicht eng Kéier fir den Eegebedarf kënnen ze gebrauchen, zum Beispill - gëtt dann do proklaméiert -, wann een e Problem an der Famill huet, an d'Vakanz wëllt fueren oder vläicht éischter an d'Pensioun wëllt goen.

Schéi wier et! Heiansdo huet een den Androck, wéi wann d'Auteure vun esou Gesetzer keng Ahnung hätten, wéi mat de Salariéen effektiv an der Praxis ëmgespronge gëtt.

Dat Gesetz do geet, genausou wéi dat iwwert d'Iwwerstonnen, op d'Käschte vun der Liewensqualitéit vum Salariat. D'40-Stonnen-Woch gëtt ëmmer méi zur Farce duerch déi ëmmer méi grouss Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit, an an deem Kontext muss ee sech eeschthaft d'Fro stellen, ob eis Gewerkschaften an der Tripartite schlofen oder ob si iwwerhaapt vergiess hunn, wiem seng Interesse si do ze vertrieden hunn.

Déi, déi fir besser Aarbechtszäite fir d'Salariéen hiert Liewe gelooss hu respektiv sech bis zum Schluss fir méi Liewensqualitéit vum Salariat agesat hunn, déi wäerte sech am Graf ëmdréinen, wa se esou eppes héieren.

Ze begréissen ass awer derniewent, dass eng gesetzlech Bestëmmung soll agefouert gi géint de Stress an de Mobbing. Dat ass zwar eng luewenswäert Initiativ, mä et ass och gradesou eng geféierlech Initiativ, well et kann a verschidde Betriber déi gutt zwëschemënschlech Bezéiung tëschent Employeuren a Salariéë précariséieren.

Besonnesch am Kontext mat der Beweislaascht muss ee ganz virsiichteg sinn an oppassen, dass een net deeselwechte Feeler mécht wéi scho bei Gesetzer virdrun an dann iergendwéi de Renversement de la charge de preuve do mat aféiert.

Och ass iwwert d'sozial Kohesioun an iwwert d'Aarmut hei am Land an der Ried zu der Lag vun der Natioun Rieds gaangen. Laut Statistiken - wat och ëmmer een dovunner kann halen - solle mir hei am Land ëm déi 14% Aarmer hunn. Mä hu mir der effektiv awer net méi?

Mir hunn ëm déi 50.000 Mindestlounbezéier, am Fong déi agerechent, déi 20 bis 30% driwwer leien, an dat si fir mech och Aarmer. Well si mat engem Nettoakommes zwëschent 1.200 bis 1.400 Euro mussen auskommen an dovunner mussen 800 bis 900 Euro Loyer bezuele respektiv och nach Schold eventuell op engem Eegenheem. D'Chargen an d'Taxe pro Mount bleiwen zwëschent 200 an 300 Euro, an déi steigen och ëmmer. Bleiwen nach fir ze liewen 200 bis 300 Euro de Mount - oft nach manner.

Dat ass Aarmut, well Aarmut rechent een net opgrond vu Bruttorevenuen, mä opgrond vun deem, wat een normalerweis an der Täsch huet. Duerfir sinn déi Mesuren, déi hei ugekënnegt gi sinn, fir d'Aarmut ze bekämpfen, luewenswäert Initiativen. Si mussen awer praxisorientéiert sinn an däerfen net duerch ze vill administrativ Schikane blockéiert ginn.

Et kéint een natierlech elo och nach vill méi verlaangen a soen, och fir d'Mëttelschichte muss een nach eppes maachen. Et muss ee fir all Mënsch hei am Land eppes maachen. De Problem ass, d'Politik ass kee Wunschkonzert, an et ass scho méi richteg, selektiv virzegoen an emol fir d'éischt déi ze cibléieren, déi wierklech an Nout sinn, an dann ze kucken, wat Rescht bleift, fir deen dann och nach anerwäerts ze verdeelen.

Déi sozial Kohesioun ass wichteg an dat friddlecht Zesummeliewe muss selbstverständlech promouvéiert ginn. Duerfir musse mer oppassen, dass elo, wou mer ëmmer méi an eng prekär Situatioun um Aarbechtsmaart kommen, net verschidden obskur Kreesser och nach hei am Land d'Xenophobie förderen, well dat brauche mer wierklech net an dat musse mer wierklech verhënneren.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Mir musse verhënneren, dass d'Mënschen déi Falsch verantwortlech maache fir hir eventuell schlecht Situatioun oder well se keng Aarbecht fannen. Et muss een hinne kloermaachen, dass, wa si hir Aarbecht verléieren oder an eng schlecht Situatioun geroden, net en auslänneschen Noper schold ass oder iergendeen aneren, mä dass och heiansdo si selwer schold sinn a sech net genuch Méi ginn, fir hir Situatioun ze änneren.

Mä et muss een hinnen awer och kloermaachen, dass meeschtens déi Verantwortlech fir déi schlecht Situatioun, déi schlecht wirtschaftlech Situatioun an de Chômage an de Chefetage vun de Konzerner sëtzen an och ganz oft an der Politik ze fanne sinn.

Wichteg ass an deem Zesummenhang, dass mir all d'Ouverturë maachen, fir d'Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger ze förderen, an dozou gehéiert och e Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit, bei deem een einfach net däerf zouloossen, dass Rietsgestallten dëst benotzen, fir d'Lëtzebuerger géint d'Auslänner opzehetzen. Et muss ee kloermaachen, dass een, fir eng zweet Nationalitéit ze kréien, emol fir d'éischt muss Lëtzebuerger ginn. An d'Lëtzebuerger Nationalitéit priméiert.

Et muss een och kloermaachen dobäi, dass net jiddfereen, dee Lëtzebuerger gëtt, automatesch zwou Nationalitéite kritt. Et gëtt Länner, d'Belsch zum Beispill, deenen hir Bierger, wa se eng aner Nationalitéit unhuelen, hir ursprünglech Nationalitéit automatesch oferkannt kréien, an dat ännert sech mat deem Gesetz och net, well mer keen Afloss op d'Législatioun vun anere Länner hunn.

Duerfir soll een de Leit kloermaachen, dass si am Zesummenhang vun der duebeler Nationalitéit net all Geschichte solle gleewen, déi vu riets an d'Welt gesat ginn.

Obschonn ech déi Gesetzesproposition begréissen, kann ech awer net d'accord si mat der Residenzklausel vu siwe Joer. Richteg ass an deem Gesetz, dass Kenntnisser iwwer eis Sprooch an iwwert d'Instruction civique sollen dozougehéieren, fir kënne Lëtzebuerger ze ginn. Dës Mesurë mussen awer als Integratiouns- an net als Exklusiounsinstrument genotzt ginn. Et däerf een net Bac+7 am Lëtzebuergesche verlaangen, an an der Instructioun civique däerf den Test net iwwer allgemeng Kenntnisser erausgoen.

An deem Zesummenhang ass awer ganz wichteg, dass mir och méi Sproochecoursë kréien an och eng Gesetzgebung iwwert d'Sproochen an iwwert d'Weiderbildung am Sprooche beräich.

Wat ech wëll hei soen, dat ass, dass d'Integratioun haaptsächlech iwwert den Integratiounswëlle vun deem Eenzelne geschitt. Well wann deen net do ass, da gëtt een ni integréiert. Duerfir misst fir mech d'Naturalisatiounsgesetz esou ausgesinn, dass, wann ee wierklech den Integratiounswëllen opbréngt a weist an eis Sprooch geléiert huet an och iwwer eis Institutioune Bescheed weess, een net muss siwe Joer waarden, fir kënne seng Demande ze maachen. Wann een dat zum Beispill no dräi Joer kann, dann huet ee wierklech Integratiounswëlle bewisen, an da soll een och kënne seng Demande dann direkt areechen. Dat ass fir mech déi positiivst Approche, an dat kéim och deene Leit, déi wierklech Integratiounswëlle beweisen, am meeschten entgéint a géif si och dozou motivéieren, dee Wee ze goen.

Madame Presidentin, ech kommen och net derlaanscht, nach e puer Wuert iwwer eis Sprooch ze verléieren. Eis Sprooch ass mat dee wichtegste Bestanddeel vun eiser Souveränitéit. Säit Jorzéngte scho gëtt et eng Organisatioun, déi sech fir eis Sprooch asetzt. Besonnesch där Organisatioun ass et ze verdanken, dass mir haut nach ëmmer an ëmmer méi intensiv iwwer eis Sprooch schwätzen a versichen, se ze valoriséieren.

Déi Organisatioun setzt sech och scho säit Jorzéngten an, fir dass eis Sprooch soll an d'Verfassung ageschriwwe ginn. Leider war bis elo deen néidege politesche Wëllen duerfir nach net do, och wann elo vun enger Säit versicht gëtt, politescht Kapital aus der Diskussioun iwwer eis Sprooch ze zéien.

Déi Zousoen, déi bis elo gemaach goufen, fir eis Sprooch an d'Verfassung festzeschreiwen, si bis elo Loftblose bliwwen. An der zoustänneger Kommissioun ass och kee wierkleche Wëllen ze erkenne gewiescht, fir eis Sprooch an der Verfassung als Sprooch vun de Lëtzebuerger ze integréieren. An dat obwuel zwou Gesetzespropositiounen deponéiert goufe mam Objektiv, eis Sprooch an eis Verfassung als Sprooch vun de Lëtzebuerger festzeschreiwen.

Ledeglech eng kleng Ouverture war ze verspieren, fir eis Sprooch an der Verfassung ze ernimmen. Mä dat geet mir op kee Fall duer. Eis Sprooch muss eis méi wäert sinn, wéi just an der Verfassung ernimmt ze ginn. Eis Sprooch muss an d'Verfassung als Sprooch vun de Lëtzebuerger festgeschriwwe ginn, esou wéi dat och am Sprooche gesetz steet.

Frankräich zum Beispill huet seng Sprooch a senger Verfassung festgeschriwwen a geet elo souguer esou wäit, och seng regional Dialekter a senger Verfassung festzeschreiwen.

Madame Presidentin, Dir braucht awer elo net ze fäerten, dass ech hei fuerderen, fir eiser Familljeministesch hire schéine regionalen Dialekt an d'Verfassung aschreiwen ze loossen - esou wäit wëll ech awer elo net goen.

Madame Presidentin, eis Sprooch muss awer och endlech als offiziell europäesch Sprooch unerkannt ginn an an d'Lëscht vun den europäesche Sproochen agedroe ginn an net méi wéi e regionalen Dialekt behandelt ginn. Eis Sprooch steet net am Listing vun den offiziell unerkannten europäesche Sproochen, och wa Verschiddener heibannen eppes anescht behaapten.

Duerfir verlaangen ech och, dass eis Regierung sech soll asetzen, dass d'Lëtzebuer-

ger Sprooch soll als offiziell europäesch Sprooch unerkannt ginn. Ech verstinn och de finanziellen Opwand, deen dat géif mat sech bréngen. Mä ech wëll awer just soen, dass et hei net drëm geet, fir dass all d'Texter sollen op Lëtzebuergesch iwwersat ginn.

Ech wëll just drun erënneren, dass, wa souwisou eng Regierung dat gären hätt, esou wéi dat den 13. Juni 2005 am Accord festgehale ginn ass, dass dann de Stat muss selwer d'Käschten droen, wann e gär seng Rieden op Lëtzebuergesch iwwersat hätt. Dat heescht also, et dierft kee Problem ginn, fir d'Lëtzebuerger Sprooch an d'Lëscht vun den europäesche Sproochen androen ze loossen. Wann d'Lëtzebuerger Regierung gären hätt, dass hir Texter sollen iwwersat ginn, da muss se selwer duerfir d'Käschten droen. Déi Décisioun kann d'Regierung dann huelen. Hei geet et haaptsächlech drëm, fir dass eis Sprooch an der Lëscht vun den europäesche Sproochen drasteet; net méi an net manner.

Fir meng zwou Fuerderungen an deem Zesummenhang ze ënnermaueren, hunn ech gëschter dem Här Chamberspresident eng Petitioun iwwerreecht, mat der Fuerderung, eis Sprooch als Sprooch vun de Lëtzebuerger an d'Verfassung festzeschreiwen an derfir ze suergen, dass eis Sprooch als offiziell europäesch Sprooch unerkannt gëtt. Dës Petitioun ass ënnerstëtzt gi vun iwwer 3.300 Bierger, deenen ech heimadder duerfir och wëll häerzlech Merci soen.

Madame Presidentin, d'Onsécherheetsgefill an eisem Land ass och ee vun de Problemer, déi ee muss ugoen. Dëst Onsécherheetsgefill ass schlecht fir d'Liewensqualitéit an och fir déi sozial Kohesioun hei am Land. Et ass awer elo net eng Onsécherheet, déi nëmmen op Kriminalitéit oder op méi Delikter zréckzeféieren ass. Et ass eng allgemeng Onsécherheet, sief et am Stroosseverkéier, sief et d'Angscht virum Verloscht vun der Aarbechtsplaz, d'Angscht, fir ugerempelt ze ginn.

Jee, et ass net méi dat Sécherheetsgefill, dat mer hei am Land nach viru Jore gewinnt waren, wéi d'Leit positiv an d'Zukunft gekuckt hunn. Duerfir muss een déi Diskussioun iwwert déi allgemeng Sécherheet an engem positiven Dialog ugoen, fir de Leit erëm Vertrauen an eist Land an och a sech selwer ze ginn, fir dass se erëm positiv an d'Zukunft kucken.

Wat elo d'Sécherheetsinstanze betrëfft, esou huet den Här Statsminister vollkomme Recht, wann hien derfir suerge wëllt, dass d'Justiz muss onofhängeg kënne schaffen. Ech huele jo awer un, dass dat bis elo ëmmer de Fall war.

Wat awer wichteg ass, dat ass, dass d'Behënnerung vun der Justiz an hirer Aarbecht muss strofbar gemaach ginn. Dat schéngt mer kloer ze sinn. D'Polizei muss kënnen effizient schaffen. Duerfir hëlleft et och kengem, wann d'Medien ëmmer erëm op dee klengste Lapsus bei der Police sprangen, fir eng Story draus ze maachen a Verschiddenes opzebauschen, wat ee kéint a Rou ausdiskutéieren an da feststellen, dass alles net esou dramatesch ass.

Et hëlleft och kengem, wann Deputéierte wéi an der Affär Bommeleeër op eemol ufänke Sheriff ze spillen oder en eemolegen Deputéierten op eemol Visioune kritt, wien dann elo de Bommeleeër ass. Ech mengen, dass mer eis an där Affär genuch blaméiert hunn an elo versiche sollten, dat Ganzt a Rou unzegoen an derfir ze suergen, dass mer och endlech erausfannen, wien dat dann elo schlussendlech war; woubäi ech awer der Meenung sinn, dass mer dat ni wäerte gewuer ginn.

En anere Problem, dee mer hei am Land musse léisen, dat ass dee vun der Wunnengsnout, besonnesch wat de soziale Wunnengsbau ubelaangt. Duerfir muss derfir gesuergt ginn, dass méi Bauterrainen op de Marché kommen zu vernünftege Präisser, fir kënne soziale Wunnengsbau ze bedreiwen.

An deem Kontext gesinn ech d'Virkafsrecht vun de Gemengen als net opportun un, well dat nëmmen d'Präisser nach an d'Luucht dreiwe wäert. Wat muss verhënnert ginn, ass op jidde Fall, dass d'Terrainë fir d'éischt duerch eng Rei Spekulatiounshänn wanderen, ier se vun de Gemenge fir den Opkaf fräi ginn, an duerno ier se zu Projete genotzt ginn. Well et ass nämlech just dat, déi Spekulatiounsaffären, déi d'Präisser héichdreiwen.

Duerfir fäerten ech, dass déi Spekulatiounen nach méi iwwerhandkréien, wann de Gemengen d'Virkafsrecht zougestane gëtt. Doriwwer misst nach eng Kéier seriö nogeduecht ginn. Un alleréischter Stell misst versicht ginn, emol déi Spekulatiounen ze bekämpfen, déi am Fong bei de Bauterrainen hei gang und gäbe sinn, an dann ze kucken, wat fir ee Wee dass ee geet.

An deem Zesummenhang huet den Här Statsminister och a senger Ried gesot, déi öffentlech Ausschreiwunge misste Kyotokompatibel gemaach ginn. Domadder kann een d'accord sinn. Mä fir mech wier et awer gradesou wichteg, fir emol derfir ze suergen, dass d'Ausschreiwungen och méi Lëtzebuerg-kompatibel géife gemaach ginn, fir dass eis Betriber och emol endlech an de Genoss vu méi öffentlechen Opträg kéimen. Och muss vu Säite vum Stat eeschthaft iwerluecht ginn, ob een net de Wee vu Mietkafverträg am soziale Wunnengsbau soll goen, esou wéi dat an anere Länner de Fall ass.

Madame Presidentin, de Statsminister huet eng Rei Sozialmesuren aus sengem Cadeaussak erausgezaubert, déi een nëmme ka begréissen, besonnesch well se a wa se am Interessi vum Mannerbemëttelte sinn. Elo ass et awer esou: All Cadeau muss awer bezuelt ginn, sief et am Viraus oder sief et, dass eng Rechnung ausgestallt gëtt. Bei deene Cadeauen hei wäert missen eng Rechnung ausgestallt ginn.

Eng Rechnung, déi an zwee, dräi Joer mat Chiffere wäert kloermaachen, ob mer eis déi Cadeaue konnte leeschten oder net. Eng Rechnung, déi awer dann zur Konsequenz kann hunn, dass déi, deene mer haut déi Cadeauen ubidden, se spéider vläicht selwer musse bezuelen. Duerfir hoffe mer, dass an e puer Joer de Kleeschen nach genuch Suen a sengem Sak wäert hunn, fir och déi Cadeaue kënne selwer ze finanzéieren.

Madame Presidentin, ofschléissend kommen ech dann awer net derlaanscht, well dat jo hei wäert ee vu menge leschten Optrëtter sinn, fir den Demokratiedefizit hei an der Chamber och e bëssen unzeprangeren. Et ass einfach demokratesch net vertrietbar, dass en eenzelnen Deputéierte keng parlamentaresch Initiativ hei kann ergräifen, well hien zum Beispill muss véier Ënnerschrëfte vun aneren Deputéierten hunn, fir kënnen eng Motioun oder en Amendement virzedroen.

Ech wëll duerfir en Appel un d'Reglementskommissioun riichten, dësen demokratesche Lapsus awer nach wa méiglech an dësem Joer riichtzebéien an hei déi néideg Propositiounen der Chamber duerfir virzedroen. Et geet hei net ëm mech. Et geet einfach drëm, dass all Deputéierte muss déiselwecht Rechter hunn, fir kënne parlamentaresch Initiativen ze ergräifen.

Zum Schluss wëll ech dem Chamberspresident awer Merci soe fir déi Riedezäit, déi mer haut haten an déi et jiddferengem erméiglecht huet, all seng Iwwerleeungen hei virzebréngen. Fir dëse Geste dann och ze honoréieren, wëll ech haut och net gehässeg sinn a meng Interpellatioun iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat net hei nach hannendrunhänken.

(Hilarité)

Ech wëll just nach eemol awer meng Entrüstung hei ausdrécken, dass mir esou eng Interpellatioun verweigert gouf, esou wéi ech bedaueren, dass an dësem Land eng déif gräifend Diskussioun iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat einfach net zougelooss gëtt. Mä ech ginn d'Hoffnung net op. Ech wäert am Hierscht nach eemol eng Interpellatioun iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat hei ufroen an da wäert ech se jo och hoffentlech als Abschiedscadeau zougestane kréien.

Zum Schluss wënschen ech eis all, dass mer eis positiv a wirtschaftlech Situatioun nach laang kënne verdeedegen, ouni déi ökologesch Situatioun awer ze vernoléissegen, wou och nach vill Nohuelbedarf ass, an dass mer op europäeschem Niveau déi néideg Akzenter kënne setzen, dass dat och fir all aner Länner an Europa an an der Welt enges Daags méiglech gëtt. Duerfir lount et sech als Politiker ze kämpfen. Eis Haaptsuerg muss awer ëmmer de Mënsch bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

» **Mme le Président**.- Merci, Här Jaerling. Mir hunn Akt dovu geholl, dass Der eng Interpellatioun ugemellt hutt fir den Hierscht. Wat dann domadder geschitt, wäert sech erginn. Den nächste Riedner ass den Här Thiel.

» **M. Lucien Thiel** *(CSV)*.- Merci, Madame Presidentin. Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee sech queesch duerch de Gaart déi divers a munchmol laangotmeg Reaktiounen op d'Ried zur Lag vun der Natioun esou ukuckt, da kéint een nawell mengen, de Premier hätt sengem Publikum d'Liewen net grad liicht gemaach.

Déi, déi him a senger Regierungskoalitioun éischter gutt gesënnt sinn, hunn hir Problemer mat där Kuerbel voll Detailprojeten, déi hinnen d'lescht Woch opgedëscht goufen, well et ass net einfach, aus där Hällewull dann elo d'Héichpunkte vum leschte Regierungsjoer erauszepicken, fir se dann an dat beschte Liicht ze réckelen.

An déi - Opposition oblige -, déi dat Ganzt méiglechst kritesch kucke mussen, fanne keng esou eng richteg Upak, fir iwwert d'Ried kënnen hierzefalen. Alles dat, wat si der Regierung als Ënnerloossungssënnen unhänke wollten, fënnt sech an iergendenger Form am Fahrplang fir dat lescht Regierungsjoer erëm. Natierlech kann een nach ëmmer méi, an da kann een et och nach ëmmer besser maachen, mä alles huet seng Grenzen. Och esou leeft dee Kuerf schonn iwwer, an dobäi bleiwen nëmme méi zwielef Méint, fir dee ganze Programm duerchzezéien.

Elo kéint ee mengen, dat wier en neien Trick vun eisem Premier, deen als alen Hues an der Politik genee weess, wéi eng Fiedem een a wéi engem Ablack zéie muss, fir souwuel seng eege Majoritéit op Trapp ze halen, wéi an engems der Oppositioun d'Waasser ofzegruewen. Meeschtens huet dat näischt mat Getricks ze dinn, wann een am richtegen Ament dat mécht, wat ee fir politesch richteg a wichteg hält. An zweetens ass dat, wat de Premier eis am Numm vu senger Regierung d'lescht Woch hei zerwéiert huet, soss näischt wéi en detailléierte Programm. E Programm fir déi verbleiwend Méint, deen op Glanz a Glamour verzicht, duerfir awer probéiert, esou nuancéiert a komplett wéi méiglech ze sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, wat esou munchen un dem Premier senger Analys an u sengem ausféierleche Fahrplang fir déi nächst zwielef Méint gestéiert huet, ass déi onspektakulär Sachlechkeet, déi net esou richteg an eis Zäit vun de staarke Sensatiounen an der Iwwerreizung vun de Sënner erapasst. Mir liewe jo nëmme méi mat Schlagwierder, kënnen nach just tëschent schwaarz a wäiss ënnerscheeden, well mer all Gefill fir d'Grotéin verluer hunn. Feinheeten, déi an den Nuancë leien, sinn eis friem, sinn eis friem ginn. Wann een hautdësdaags net fir eppes ass, dann ass een eben dergéint; dertëschent gëtt et näischt.

Sou munch Reaktiounen dobaussen an och heibannen op d'Ried iwwert d'Lag vun der Natioun liwweren e gudde Bewäis fir déi Ofstompfung vun eisem Perceptiounsgefill, och a grad an der Politik.

Do heescht et dann, de Premier hätt jo eigentlech näischt Wesentleches gesot, well hien esou villes gesot huet. Oder, am Premier senger Ried hätten déi grouss Visioune gefeelt, zum Beispill déi, wéi mir kleng Lëtzebuerger der Welt hir Klimaproblemer léise kéinten. Oder déi Geschicht mat deem Paradigmewiessel, engem Wuert, mat deem de Gros vun deenen, déi mer eigentlech heibanne vertriede sollen, guer net vill ufänke kann.

Oder, elo wéisste mer nach ëmmer net, ob d'Konjunktur an domat d'Budgetsaussiichten dann elo gutt oder schlecht fir déi nächst Zäit sinn. Well op där enger Säit heescht et, d'Spuermoossnamen, déi sengerzäit an der Tripartite accordéiert gi waren, misste weidergefouert ginn, an da ginn awer op där anerer Säit eng ganz Rëtsch vu Steiererliichterungen a soziale Mesuren an Aussiicht gestallt. Oder, wéi dat dann elo mat der Aarmut hei am Land ass, well jee nodeem wéi schlëmm déi ass, musse jo politesch Akzenter gesat oder anescht gesat ginn.

Obschonns de Premier sech riedlech Méi ginn huet, de Begréff vun der statistescher Aarmut ze relativéieren, déi jo desto méi héich ausfält, jee méi de Sozialprodukt no uewen ausschléit, huet eent vun eise Presseblieder gemengt, déi ganz Ried vun der Lag zur Natioun an där enger knaaleger Schlagzeil résuméieren ze missen, zu Lëtzebuerg géifen et 14% Aarmer.

Oder och nach déi Geschicht vun der Stränz, déi dann elo endlech misst vun enger méi selektiver Politik ofgeléist ginn, an dat besonnesch duerfir, well mir dee sozialen Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft séchere wëllen, dee jo och eisem Premier esou um Häerz läit. Wëllt dat dann elo heeschen, et däerft nëmme méi eppes fir déi gemaach ginn, déi drop an dru sinn, no ënnen ewechzerutschen an ausgegrenzt ze ginn? Oder muss een net awer e bëssche méi ee breede Reech huelen, well ee soss déi ganz Mëttelschicht net erfaasst, där hiren ënneschte Bord als Nächst vun der Aarmut bedréit ass?

All déi Beispiller - an et géifen der nach e sëlleche méi - weisen, datt mer an der Politik mat der Schwaarz-Wäiss-Molerei net wäit kommen. Och wann eisen elektoralen Instinkt eis ëmmer erëm dohinner dreift, och wann eis Medië mat hirer heiansdo onnuancéierter Duerstellungsweis eis dozou verleeden. Eng wierklech wäitsiichteg an nohalteg Politik ass nëmmen da méiglech, wa si sech op eng méiglechst breet an ëmfaassend Analys vun der Situatioun stäipen an doropshin hir Orientéierung aus enger Visioun bezéie kann, déi op den Interessenausgläich an op méi Gerechtegkeet an eiser Gesellschaft ausgeriicht ass.

Mir mussen duerfir erëm léieren, an Nuancen ze denken, och wann dat eis schwéierfält, well wéi ee Politiker ass schonn drop aus, géint den Zäitstroum ze schwammen an op spektakulär Positiounen an Deklaratiounen ze verzichten, vun deene säin elektorale Bekanntheetsgrad ofhänkt. Dat ëmsou méi, wou den Informatiounsstand vum Wieler nach laang net optimal ass an hien duerfir op plakativ Signaler ugewisen ass, fir säi Wee an der Politik ze fannen.

Eng méi nuancéiert Approche wëllt awer nach laang net heeschen, datt een elo drop aus misst sinn, nëmmen néierens unzëecken, an datt een duerfir probéiert sech iwwer e gëllene Mëttelwee derduerchzescharwenzelen. Villméi besteet déi richteg Approche doran, datt ee sech fir d'éischt d'Saachen e bëssche méi genee ukuckt, sech doropshi säin Uerteel bilt an dann décidéiert, a wéi eng Richtung ee marschéiert. A bei dem Choix gëtt et nun eben net nëmmen en Hott an en Har, net nëmmen e Riets an e Lénks, mä et gëtt eng sëlleche Richtungen, an do muss ee sech da fir déi entscheeden, mat där een déi beschte Resultater wëllt erreechen.

Natierlech ass esou eng méi nuancéiert Approche net dat beschte Rezept fir Wahlen ze gewannen, well, wéi gesot, d'Schwaarz-Wäiss-Molerei nach ëmmer a bis op Weideres ugesot ass. Mä et sollt ee sech net verheeschen a sech hannert dem Wieler täuschen! Hien ass duerchaus amstand, sech och an de Grotéin erëmzefannen. Wann hien allerdéngs nëmme Schwaarz-wäiss-Biller zerwéiert kritt, dann déngt dat en natierlech net vill. Hei ass de Politiker scho gefuerdert, hei muss hie sech op de Wieler zoubewegen.

Gefuerdert ass natierlech och d'Press, déi bei eis am Land jo Gott sei Dank nëmmen zum Deel kommerzielle Considératiounen ënnerworf ass, well hir gesellschaftlech Roll och vum Stat iwwert d'Aide à la presse honoréiert gëtt.

Regéieren ass e permanente Seeldanz tëschent de verschiddenen Interessestréim an eiser Gesellschaft. Tëschent den Interesse vu Patronat a Salariat, den Interesse vun deenen eenzelne Beruffssparten, vu Fräiberuffler, Privatsalariéen a Statsdénger, vu Bessergestallter a Mannerbemëttelten. Do fir den Ausgläich ze suergen, ass net ëmmer einfach. Scho guer net dann, wann déi eenzel Kategorien iwwer ënnerschiddlech staark Lobbye verfügen an entspriechend politeschen Drock maache kënnen.

Hei besteet d'Konscht vum Regéieren alt erëm eng Kéier doran, ze nuancéieren. Net d'Welt an d'Saachen a Schwaarz-wäiss ze splécken a fir déi eng alles ze maachen an déi aner lénks leien ze loossen. Duerfir och déi nuancéiert Approche an dem Premier senger Ried, an där wuel Akzenter fir déi gesat ginn, déi et am néidegsten hunn, ouni datt awer duerfir anerer ausgegrenzt ginn.

De Marsch an d'Richtung vun enger Negativsteier, déi och deene 40% Haushälter bei eis zeguttkënnt, déi keng Steiere bezuelen, ass d'lescht Joer mam Kannerbonus ageleet ginn. Elo gëtt d'Realisatioun vun der Negativsteier mam Remplacement vum Arbeitnehmerfreibetrag a vum Kannerabattement fir Elengerzéiend duerch e Steierbonus weidergefouert.

Mä op där anerer Säit profitéiert dann erëm jiddfer Steierzueler vun där 6%eger Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, déi hëlleft, nieft dem Index, d'Kafkraaft ze erhalen. Op där anerer Säit gëtt de Betriber hir Kompetitivitéit doduerch verbessert, datt si keen Droit d'apport méi brauchen ze bezuelen an datt hir Kierperschaftssteier no an no e puer Kräck erofgeschrauft gëtt. Schliesslech däerf een net vergiessen, datt eis Ekonomie an eis Entreprisë jo fir d'éischt all déi Sue musse verdéngen, mat deene mir - mir an der Chamber - dann hei an dësem Haus Politik maache kënnen.

Regéieren ass och dat permanent Beméien, dee richtegen Equiliber ze fannen tëschent

deem, wat direkt, deem, wat mëttelfristeg an deem, wat op laang Siicht vum Stat gemaach muss ginn. Natierlech ass den Hank fir dat Kuerzfristegt grouss, well dat, wat méiglechst séier ëmgesat gëtt, kann d'Regierung sech direkt un de Revers spéngelen. Projeten, déi iwwer eng Legislatur erausginn a bei deenen d'Chancë méi kleng sinn, datt deeselwechten, deen de Grondstee geluecht huet, och herno d'Bändchen duerchschneide kann, sinn do elektoral scho manner interessant.

Duerfir ass et ze verstoen, datt d'Politik éischter e Faibel fir kuerzfristeg Projeten huet. Genee där Versuchung awer widdersteet d'Regierung, wéi de Premier a senger Ried däitlech gemaach huet. Do gi gläich reieweis grouss Infrastrukturprojeten ugekënnegt, vum Ausbau vun eisen Autobunnen iwwer nei Zuchstrecken, ee Stater Tram an nei Aktivitéitszonen, bis bei d'Breetbandverkabelung fir weider eCommerce-Opérateuren. Dat si lauter Laangzäitprojeten, mat deenen dës Regierung hir Determinatioun ënnersträicht, dem Land déi beschte Viraussetzunge mat op de Wee ze ginn, fir datt mir kompetitiv bleiwen an och weiderhin als Wirtschaftsstanduert d'Nues vir hunn.

Schliesslech besteet d'Regéieren och doran, d'Gläichgewiicht ze behalen tëschent deem, wat de Stat ausgëtt, an deem, wat en erakritt. Mir hate jo emol virun net allze laanger Zäit déi Situatioun, datt eis Dépensë méi séier geklomme si wéi eis Recetten. Mir hunn du missen op d'Brems klammen, fir d'Budgetsbalance erëmzefannen, wat der Regierung du jo och gelongen ass. Et kann nun ebe kee sech ongestrooft erlaben, op Dauer iwwer seng Moyenen ze liewen. Duerfir ass et och gutt, datt de Premier eis eng Grondwäisheet an Erënnerung geruff huet, nämlech déi, datt d'Reallounentwécklung synchron mat der Produktivitéitssteigerung verlafe muss. Dat gëllt och fir eis Lëtzebuerger.

Natierlech ass et legitim, datt jiddfereen ëmmer méi fir sech a seng Täsch verlaangt. Mä deem Wonsch ass nëmmen nozekommen, wann op där anerer Säit och ëmmer méi an d'Keess kënnt. Just dat ass awer alles aneschters wéi garantéiert, a wann et dann emol zoufälleg méi déck erakënnt wéi erwaart, dann heescht et gläich, de Budgetsminister kéint net rechnen.

De Premier huet zu Recht drop higewisen, Här President, datt aller Viraussiicht no déi Joren, déi virun eis leien, e bëssche manner gutt wäerte ginn, wéi déi puer lescht. Well, éischtens, déi international Finanzkris d'Weltwirtschaft ofzebremse riskéiert, a well, zweetens, eis Finanzplaz mat hirem Iwwergewiicht vun eiser Ekonomie elo schonn d'Auswierkunge vun der Subprimekris an hire Konsequenzen ze spiere kritt, mat ëmmerhin 20% manner beim Nettoresultat vum leschte Joer.

Dat wëllt elo net heeschen, datt mir um leschte Lach géife päifen a voll op d'Brems triede missten. Mir musse just oppassen, datt eis lafend Käschten, eis sougenannt Konsumausgaben, eis net ublocken, an datt mir no Ofzuch vun de Fonctionnementskäschten, vun de sozialen Transferten a vun eisem Solidaritéitsbäitrag zur Entwécklungshëllef nach genuch Rescht behalen, fir d'Land uerdentlech op seng Zukunft virzebereeden.

Déi Virbereedung op d'Zukunft muss zwou prioritär Stoussrichtungen hunn. Dat eent ass d'Erzéiung vun eise Kanner, déi mir esou optimal maache mussen, datt mer endlech aus deem Widdersproch tëschent 10.000 Demandeurs d'emploi an 140.000 Frontalieren erauskommen. An anere Wierder, mir mussen déi onglécklech Inadéquatioun tëschent Offer an Demande um Aarbechtsmaart iwwert d'Ausbildung an de Gréff kréien. D'Jalonë si Gott sei Dank amgaangen duerfir gesat ze ginn, mat deene Reformen, déi am Educatiounsberäich ënnerwee sinn. An um Träpplek uewendriwwer hu mir eis, mat eiser Uni, endlech en Instrument ginn, dat eis hëllefe wäert, deenen ëmmer méi héijen intellektuellen Ufuerderungen un eis Jugend besser gerecht ze ginn.

Dat anert sinn eis Infrastrukturen, souwuel déi materiell - Verkéiersmëttelen, Internetvernetzungen, Industrie- a Gewerbezonen - wéi och déi immateriell, zum Beispill de gesetzlechen Encadrement fir nei Wirtschaftsaktivitéiten. Wann déi stëmmen, da geléngt et eis och, eisem Land seng Attraktivitéit als Standuert vis-à-vis vun der Konkurrenz ze erhalen.

Do louch an der Vergaangenheet d'Erklärung fir eise Wirtschaftssuccès. Déi Stäerkt ass och de Schlëssel fir eis Zukunft. Mä duerfir musse mir de Courage hunn, fir laangfristeg ze denken an eis Politik och konsequent duerno auszeriichten. Ech si frou, well dem Premier seng Ried - mat hire ville konkrete Laangzäitprojeten, déi elo sollen an Ugréff geholl ginn - huet gewisen, datt dës Regierung dee Courage huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann am Fong mat enger extrem kuerzer Riedezäit auskommen am Kader vun dësen Debatten. Ech wollt awer, ier ech op mäin Thema kommen, mengem Virriedner Merci soen, deen hei e Plädoyer gemaach huet fir de Recours op d'Nuancen, an ech mengen, dat ass och zum Deel eng Äntwert op déi Zwëscheriff, déi vu Regierungssäit virdru komm sinn, an zwar op d'Fro, ob eng Enthalung eng Meenung ass oder net.

Ech sinn der Meenung, datt et heiansdo besser ass, wann een iwwert déi steril Clivagen erausgeet, déi heeschen „ëmmer oder ni", „alles oder näischt", „jo oder neen", fir datt een och dat Grot an all sengen Nuancë kann erkennen. Wa mir eis net géife mat Nuancen ofginn oder ofginn hätten an der Vergaangenheet, hätt et ni eng Ostpolitik ginn, hätte mer ni an europäesche Froe kënne Fortschrëtter maachen a wier och de Kompromëss am Fong eppes Verpöntes.

Heiansdo ass et besser, et kënnt een op hallwem Wee deem aneren entgéint an et verzicht een op déi kloer Coloratioun, mat där ee sech am Ufank vu sengen Intentioune un ee Problem eruginn huet, an et mécht een da Fortschrëtter. Fir mech ass e Kompromëss am Fong näischt Faules. All Kéiers dann, wann et engem erlaabt, doduerch, datt een e bëssche méi gro bréngt amplaz schwaarz oder wäiss ze wielen, op engem aneren Niveau kënne weiderzefueren, ass dat näischt, wat répréhensibel ass. Duerfir sinn ech mat mengem Virriedner op deem Punkt total d'accord.

Mäi Punkt ass awer een aneren. Ech hunn et och schonn an enger öffentlecher Stellungnahm gesot: D'Situation financière et sociale vun engem Land, déi jo dann Agank fënnt an d'Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun, ass am Fong a mengen Aen déi éischt parlamentaresch Etapp vun der Virbereedung op den nächste Budget. Duerfir muss ee wëssen, wat ee wëllt. Et muss een och erkennen, wat d'Regierung wëllt, an et muss een och déi néideg Chiffren hunn, fir sech e Jugement maachen ze kënnen iwwert den Impakt vun deene Chiffren op dat budgetäert Gebaren.

Ech wollt am Fong haut manner op d'Dépensen agoen, déi largement kommentéiert goufen an iwwert déi och mäi Parteipresident gesot huet, datt mer déi Mesurë matdroen, déi déi gréisste Sozialhäerten wëllen offiederen - ohne Wenn und Aber.

Et wier awer gutt, wann een eng chiffréiert Evaluatioun vun deene Mesuren hätt, ne futce que fir sech kënnen e Bild ze maachen iwwert d'politesch Marge, déi erkennbar gëtt fir d'nächst Joer an och déi Joren doriwwer eraus.

De Punkt, iwwert deen ech awer wëll schwätzen, dat sinn d'Recetten. Ech sinn am Fong erstaunt iwwert déi scho bal kollektiv Insouciance, mat där iwwer zwou Recettë geschwat gëtt oder och net geschwat gëtt, déi riskéieren à moyen terme ze verschwannen. Déi éischt Kategorie, dat ass déi, loosse mer se emol AOL-Ressourcen nennen, an déi zweet, dat sinn d'Accisen op de Pëtrolsprodukter.

De Conseil économique et social huet och zu Recht a sengem Commentaire iwwert d'sozial a finanziell Lag vum Land drop higewisen, datt déi zwou Mesuren do, sollte se verschwannen, e ganz décken Abroch bei de Statsrecettë géife bedeiten.

Mir wëssen, datt déi éischt Kategorie vu Recetten, déi ech genannt hunn, Objet si vun engem TVAs Accord, dee virgesäit, datt ab 2015 déi Recetten, wann net ganz, dann awer wéinstens zum Deel verschwannen, fir dann Enn vun dësem Jorzéngt komplett besteiert ze ginn an deem Land, wou d'Prestatiounen an deem do Beräich ukommen. Do schwätze mer iwwer e Montant vun 300 Milliounen Euro.

Deen zweeten ass net esou kloer. Deen ass éischter mat dem Här Thiel sengem „gro" ze beschreiwen. Dat ass dee vun den Accisen. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt mer d'Appréciatioun deelen, datt déi do Recette net sécher ass an datt se och net eleng vun eisem Wëllen ofhänkt. Mä ech vermëssen am Fong kloer Aussoen iwwert d'Manéier, wéi mer mat deem Risiko do ëmginn.

Ech géif virschloen, mir sollen atténuéieren do, wou et méiglech ass, provisionéieren do, wou de Risiko erkennbar gëtt, an eventuell eenzel Saache renégociéieren, déi eis kënnen hëllefen, déi Recetten do esou laang wéi méiglech ze halen, ënnert dem Motto „op dat Bescht hoffen, an eis op dat Schlëmmst gefaasst halen".

Wat verstinn ech ënner atténuéieren? Déi Recette do ass natierlech eng Différentielle tëschent dem Niveau, dee mer hei zu Lëtzebuerg an der Fiscalité indirecte praktizéieren, an am Ausland hunn, an dat bréngt eis déi enorm Zomm vu 750 Milliounen Euro, déi och de Conseil économique et social a sengem Bericht mentionnéiert.

Se ganz opginn? Ech hu keen héieren, deen derfir ass. Prinzipiell gëtt zwar ëmmer gesot, mir mussen aus dem Bensinstourismus erausklammen, mä ënner atténuéiere verstinn ech, datt ee sech d'Moyenë gëtt, fir déi Recette awer esou laang wéi méiglech ze halen. Am Kyoto-Accord hu mer d'Méiglechkeet, fir dat, wat mir un exzessiven CO_2-Emissiounen hunn, ze kompenséieren duerch Réckgréff op entweder Kaf vun Emissiounsrechter oder „joint implementation" oder „clean development mechanism".

Ënnert dem Strëch hu mer do eng déck Dépense, dat stëmmt. Mir kënnen eis där och net entzéien, soss géife mer géint de Buschstaf an de Geescht vum Accord verstoussen. Mä mir behalen awer, wa mer eis Scholden do bezuelt hunn, nach ee gudde Batz Rescht. Et bleift also nach eng rentabel Operatioun.

No Kyoto - an dat ass ab 2012 - komme mer an e kritesche Moment, an dat ass wa mer Bali mussen applizéieren. Mir wëssen awer nach net, wou d'Rees higeet. Mir wësse just, datt d'Kommissioun extrem héich Exigenzen un déi 27 Memberstate stellt an datt se d'Méiglechkeet vum Réckgréff op d'Kompensatiounsmechanismen oder déi flexibel Mechanismen terribel staark wëllt reduzéieren. Ech hu mer soe gelooss, an enger éischter Phas wier dat do emol reng taktescher Natur ze gesinn.

Ech hoffen also, datt d'Kommissioun nach eng Kéier op déi intransigeant Exigenzen do zréckkënnt, soss hu mer awer ab 2012 e ganz décke Problem. E ganz décke Problem, well dann ass praktesch den Ausstieg aus där doter Recette automatesch. An ech mengen, do misste mer eis och wieren, ob mer à long terme fir oder géint den Ausstieg sinn. Wa mer dat net maachen, kënne mer en net atténuéieren.

Provisionéieren, mengen ech, misst ee lues a lues an den Entzuch vun deenen dote Recettë virbereeden. Bei deene Recetten am TVA-Beräich musse mer dat maachen. Mir kënne keng permanent Dépensë méi dorop opbauen, well déi mat Sécherheet ab 2015 drastesch wäerten erofgoen. Bei deenen anere Mesuren, wann een herno eppes provisionéiert huet, wat sech als Risiko net vérifiéiert - tant mieux, wann de Risiko sech awer vérifiéiert huet an net provisionéiert war - tant pis.

Duerfir renégociéieren oder négociéieren. Dat Stéchwuert hunn ech mer opgeschriwwen, well ech der Meenung sinn, et misst ee mat der Kommissioun iwwer munch Aspekter schwätzen.

Firwat soen ech dat? Mä well mer à ce stade nach keen Ersatz hu fir déi do Recetten, sollte se zum Deel oder ganz verschwannen.

Ech wëll zum Schluss soen, datt mer, fir déi Debatt hei kënne voll, a leschter Konsequenz zu Enn ze féieren, am Fong dat chiffréiert Zuelematerial zur Verfügung gestallt musse kréie vun der Regierung, wat ech schonn e puermol reklaméiert hunn.

Zweetens ass dat och ze gesinn am Kader vun enger Démarche, déi dës Chamber virun zwee Joer ugeleiert huet, nämlech där, fir den nationalen Nohaltegkeetsrot ëm en Avis ze froen, deen eis den Hierscht soll virgeluecht ginn iwwert d'Evolutioun vun de Principaux agrégats financiers.

Wa mer deen Avis hunn, mat dem Avis vum Conseil économique et social a mat enger méi kompletter Vue iwwert déi chiffréiert Elementer, déi och Bezuch hunn op d'Mesuren, déi an dësem État de la nation ugekënnegt goufen, kënne mer méi eng responsabel Haltung als Chamber anhuelen.

Ech wollt dat hei mentionnéieren, net datt mer eng Kéier kal erwëscht ginn, well déi zwou Moossnamen, iwwert déi ech hei schwätzen, dat ass net méi an net manner wéi 2 bis 3% vum PIB-Beräich. Wa mer déi Margen net méi hunn, dann hu mer en décke Problem, an da mengen ech, da stéinge mer net méi virun enger Routine-Debatt iwwert den État de la nation, mä, sollt et eng Kéier zu deem GAU komme bei deenen zwou Recetten, da stéinge mer kuerz virun der Noutwendegkeet, fir en neie Sozialpakt hei am Land auszehandelen. Well wann ee weess, wat dat do ass, a mir solle wëssen, wouriwwer mer schwätzen: Dat do ass net méi an net manner wéi den Equivalent vun deem, wat mer all Joer iwwert de Budget an d'Sécurité sociale verséieren.

Grond genuch fir also mat där Debatt virunzefueren, gestäipt op dat néidegt chiffréiert Material an och déi néideg Instrumenter, fir dat Schlëmmst ofzewieren a wéi gesot dat Bescht ze hoffen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den honorabelen Här Bodry huet elo d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech deelen a groussen Deeler d'Appréciatioun vum Här Thiel, wat dës Debatten ugeet. Et ass e klassescht Ritual, dat ofleeft, dass bei där Geleeënheet hei d'Regierungsparteien natierlech den Akzent leeën op dat Positiivt - dat Positiivt, wat geleescht ginn ass, dat Positiivt, wat geplangt ass - an dass d'Oppositiounsparteien, nodeem se kuerz op gewësse Gemeinsamkeeten higewisen hunn, dann awer de gréissten Deel vun hiren Interventiounen op d'Differenzen opbauen. Do gëtt munches iwwerzunn, munches iwwerdriwwe vun Differenzen an et gëtt munches klenggeriet vu Gemeinsamkeeten, déi mer a ganz wesentleche Froen hei am Parlament déi lescht Joren haten an och nach elo a wesentleche Froen hunn.

Wat ee muss soen - dat ass och de Medien net entgaangen -, dat ass, dass, wann een déi Ried vum Premierminister kuckt, wat jo eigentlech e kollektiivt Wierk ass, dat awer vun den Akzentsetzungen hier natierlech d'Ënnerschrëft vum Chef vun der Regierung dréit, dat en Discours de gauche ass, deen hei gehale ginn ass - vun der Akzentsetzung hier, vun der Sensibilitéit hier, vun der Tonalitéit hier, déi een an där doter Regierungserklärung erëmfënnt, an dat kann natierlech enger LSAP net mëssfalen.

Natierlech fënnt een an de Reaktioune vun der Oppositioun dat net erëm. Si molen an der Regel e relativ schwaarzt Bild vun der Situatioun vum Lëtzebuerger Land an där Politik, déi déi lescht véier Jore gemaach ginn ass. Wéineges fënnt Gnod, obwuel se oft villes matgestëmmt hunn oder sech bei wesentleche Froen enthalen hunn, wann et ëm Reforme gaangen ass, déi vun dëser Koalitioun an d'Wee geleet si ginn.

Fir déi Gréng steet d'Energiekatastroph virun der Dier; fir déi Blo ass et d'Mëttelschicht, déi ënnert der Laascht vun de Steieren a vun dem Kafkraaftverlosch, dee se ausgemaach hunn, zesummebrécht…

(Interruption)

…a fir d'ADR ass bal alles schlecht, wat gemaach ginn ass.

Mir sinn eis alleguerten eens, an de Ben Fayot huet dat ganz kloer och am Numm vun eiser Fraktioun gesot, dass sécherlech nach vill Problemer do sinn, dass mer nach munch Äntwerten ze ginn hunn op Froen, déi sech stellen. Et hätt och emol sécherlech dat eent oder anert, wann een dat vun haut aus kuckt, anescht gemaach kënne ginn, wéi et sengerzäit an deem Moment décidéiert ginn ass.

Mä et bleift awer, dass an eisen Aen dës Koalitioun et fäerdeg bruecht huet, dat ze maachen, wat se sech virgeholl huet 2004, wéi se ugetratt ass. Fir dat voll ze realiséieren, bleift hinnen nach e gutt Stéck Aarbecht während engem ganze Joer. Nämlech Lëtzebuerg e Stéck méi modern, e Stéck méi innovativ ze maachen, an Deelberäicher ze veränneren, an och d'Viraussetzung fir eng besser Integratioun hei zu Lëtzebuerg ze schafen.

Dat waren déi véier Stoussrichtungen, déi sech dës Koalitioun ginn huet, wéi se ugetratt ass, an déi se probéiert huet, stéckweis oft géint vill Resistenzen duerchzesetzen.

Mir sinn der Meenung, dass d'Viraussetzungen amgaange si geschafen ze ginn, fir dass déi Ziler, déi mer eis gemeinsam gesat hunn, och erreecht ginn.

Net alles wäert sech a sengen Auswierkungen direkt bemierkbar maachen. Ech sinn

awer iwwerzeegt, dass munches wäert eng nohalteg Wierkung fir déi nächst Joren hunn an engem positive Sënn.

Et muss een och soen, dass dës Regierung eigentlech jo d'Nowéie vun dem Konjunkturabroch vun de Joren 2001 an 2002 ze verkraaften hat. Déi hu sech eréischt bemierkbar gemaach voll an deene Joren 2004 an 2005. Bis haut bleift d'Joer 2004 dat Joer, wat de Rekorddefizit vum Statsbudget opzeweisen hat.

Dank exzeptionell gudde Konjunkturdaten 2005 a besonnesch 2006, engem dynamesche Finanzmaart, deen zu engem groussen Deel responsabel ass fir déi dote positiv Entwécklung, awer och engem kollektive Kraaftakt, dee besonnesch am Kader vun der Tripartite vun der Regierung a vu sämtleche Partner gemaach ginn ass, sinn déi öffentlech Finanzen, och de Statsbudget erëm am Equiliber.

D'Statseinnahme sinn am Joer 2007 méi schnell wéi de Wirtschaftswuesstum gewuess, an den Undeel vun de Statseinnahmen um PIB ass erëm eropgaangen an deem leschte Joer - 2007 -, wann een d'Zuele kuckt par rapport zu 2006. E läit elo bei 40,5% vum PIB. E war kuerz ënner 40% erofgerutscht gewiescht.

Et ass bemierkenswäert, dass wéi gesot an deem leschte Joer par rapport zu 2006 déi öffentlech Einnahmen insgesamt ëm 9,6% an d'Luucht gaange sinn an de PIB ëm 8,1% an d'Luucht gaangen ass während där doter Period. Mä dat ass nëmmen e momentant Bild, eng Foto vum Joer 2007. An deene Jore virdru war d'Entwécklung anescht, och wann een dat méi mëttelfristeg kuckt.

D'Perspektive fir déi nächst Jore sinn net méi an deemselwechte Sënn positiv. Och wann ee muss soen, dass déi éischt Quartalszuele fir 2008 net alarmant sinn. Et huet een zwar e Réckgang bei der Kierperschaftssteier, bei der Taxe d'abonnement ze verzeechnen, mä dee gëtt awer kompenséiert duerch Méieinnahme par rapport zu den Aschätzunge bei der Akommessteier respektiv och bei der TVA, an dat trotz engem Wirtschaftswuesstum, dee manner staark ass, wéi dat nach virun e puer Méint ugeholl gi war, souwuel fir 2007 a besonnesch awer och an de Projektioune fir 2008, déi jo däitlech no ënne revidéiert hu misse ginn.

Also keng direkt Problemer fir de Statsbudget am Joer 2008, wahrscheinlech och nach net fir 2009 am selwechte Mooss. Mä 2009, 2010 kéint sech dat Bild awer änneren, wa sech déi doten Tendenzen an deenen nächste Méint sollte weider bestätegen.

Ech muss also feststellen, dass aus deem 2005 prophezeite strukturellen Defizit bei de Statsfinanzen et an de Joren 2006 an 2007 zu engem konjunkturelle Boni komm ass; bei de Statsfinanzen a besonnesch - wéi gesot - och beim Statsbudget. Dat ass eng positiv Entwécklung, iwwert déi mer eis alleguer sollte freeën an déi et elo méiglech mécht, 2008 awer och 2009 Steierreduktiounen an och eng ganz Rëtsch Sozialmoossname virzehuelen am Beräich vun enger intelligenter a méi selektiver Ëmverdeelungspolitik, déi ganz kloer als Haaptakzent vun dëser Regierungserklärung vum Premier zu Dag komm ass.

Déi Méieinnahme par rapport zu de Schätzungen erméiglechen eis et och, d'Reserven opzestocken. Déi sinn, wéi mer alleguer wëssen, op engem absolut niddregen Niveau ukomm par rapport zu deenen Engagementer zu deene Projeten, déi scho vun der Chamber politesch guttgeheescht si ginn an déi mer onbedéngt brauchen, fir eben déi néideg Investissementer am Beräich Schoulen, Familljen, Gesondheet, Transportwiesen an aneren ze maachen, fir derfir ze suergen, dass mer d'Liewensqualitéit fir déi Leit, déi hei wunnen, erhalen a gläichzäiteg awer och d'Land u sech op d'Zukunft virbereeden. Dozou gehéiere sécherlech déi massiv Investissementer an déi dote Beräicher.

Dem Budgetsminister ass ënnerstallt ginn, hien hätt Enn 2005 praktesch mat Absicht negativ Zuelen duergeluecht. Ech soe ganz kloer: Ech deelen déi Aschätzung net. Wann een och all déi Dokumenter noliest vun där Zäit vum Hierscht 2005 an déi Méint drop, da gesäit een, dass do eng wierklech Angscht bestanen huet, dass mer géifen ofrutschen an dass mer hei zu Lëtzebuerg vun haut op muer souzesoe géife mat der Problematik vu risegen Defiziter - besonnesch beim Statsbudget - konfrontéiert ginn.

Dat war eng Aschätzung, déi vun alle Parteien heibanne gedeelt ginn ass. Och do däerf ee vläicht déi Riede vum Oktober 2005 respektiv och nach vum Mee 2006 vun der deemoleger Deklaratioun zur Lag vun der Natioun nach eng Kéier noliesen, wou déi Aschätzung vun der Regierung vu sämtleche Fraktioune gedeelt ginn ass, déi hei am Parlament vertratt sinn.

Ech mengen, dass mer awer nach ëmmer un eppes anerem leiden. Dat ass, dass mer nach wie vor hei zu Lëtzebuerg net déi performantesten Instrumenter hunn, fir eng Wirtschafts- an eng Finanzplanung ze maachen. Ech hunn den Androck, dass mer haut nach do deelweis net iwwert déi genügend Informatioune verfügen, fir schnell a mat engem gewëssene Grad vu Prezisioun kënnen déi richteg Aschätzung ze maachen, wéi d'Entwécklung besonnesch och bei den Einnahme vun de Säite vum Stat ass.

Dat mécht sech ëmmer erëm bemierkbar, wann et dann zu plötzleche Veränneruge kënnt. Dat mécht et sécherlech och haut der Regierung net einfach, elo schonn ze soen, wat d'Situatioun am Joer 2009 wäert sinn. Och haut ass et vläicht schonn net esou einfach ze soen, wat d'Situatioun um Enn vum Joer 2008 wäert sinn, wéi de Kont vum Joer 2008 wäert ofschléissen; och wa mer schonn iwwer Deelresultater vun deenen éischte Méint verfügen.

Als Sozialiste soe mir ganz kloer, dass mer nach wie vor der Meenung sinn, dass op där enger Säit de Bierger net däerf ze staark belaascht ginn, mä op där anerer Säit mer awer näischt ze gewannen hunn, wa mer e schwaache Stat hunn. E Stat, dee schwaach op der Broscht ass. E Stat, deen net iwwert déi néideg finanziell Mëttele verfügt, fir kënnen eng aktiv Politik ze bedreiwen, fir kënne regulativ ze wierken, fir kënne Konjunkturschwächten eventuell ofzefiedere während enger gewësser Zäitperiod, fir eis Sozialnetzer kënnen nohalteg ofzesécheren. Dat kann nëmmen e Stat maachen, deen iwwer genügend Finanzmëttele verfügt.

Wat eis awer Suerge mécht - déi Diskussioun musse mer sécherlech féieren niewent all deenen Adaptatiounen, déi ugekënnegt sinn -, dat ass: Wéi ass eis Gesamtsteierpolitik ausgeriicht? Wéi gesäit et aus mat deenen Equiliberen tëschent der Besteierung vun de Betriber, der Besteierung vun der Privatpersoun, den direkten an indirekte Steieren, der Besteierung vum Besëtz an der Besteierung vun der Aarbecht?

Dat sinn all déi Froen, déi sech stellen a bei deene sech iwwert déi lescht Joren - dat weisen all Etüden - Verschiebunge gemaach hunn, déi net onbedéngt an deem Sënn sinn, wéi mir eis se géife wënschen. Och do muss ee sech d'Fro stellen, ob een do net misst Korrekturen usetzen an deenen nächste Joren, fir dass mer déi Equiliberen erëm vläicht besser hiergestallt kréien, wéi dat duerch d'Entwécklung iwwert déi laang Jore geschitt ass, ouni dass onbedéngt e politesche Wëllen hannendru war, fir déi Entwécklung an deem dote Sënn ze beaflossen.

Fir eis bleift et e wichtegen Duerchbroch, effektiv e Meilesteen an der Ausriichtung vun der Steier- a Sozialpolitik, dass mer eis a Richtung Negativsteier, a Richtung Crédit d'impôt konsequent weiderbewegen nom Kannerbonus, an dass mer iwwert deen dote Wee also effektiv dat maachen, vun deem all Mënsch schwätzt, nämlech méi eng selektiv Politik, dass d'Suen do sollen ukommen, wou se wierklech am néidegste gebraucht ginn.

Mech wonnert et ëmmer, dass, wann een déi selektiv Politik mécht, dann am selwechten Otemzuch erëm d'Demande kënnt, fir mat der Stränz ze fuere vun deeneselwechte Leit, déi awer ëmmer gesot hunn: Et däerf net méi mat der Stränz gefuer ginn. Dat ass fir mech e grousse Widdersproch, deen och leider an den Debatten - besonnesch vu gëschter - ganz kloer hei zu Dag getratt ass.

Ökologesch Steierreform. Dat ass e Begréff, dee vun deene Grénge geprägt ginn ass, a wou ech gemengt hat, déi Gréng géifen elo gëschter d'Kaz aus dem Sak erausloossen. Dozou hunn ech awer nëmmen héieren, dass se vun der Regierung verlaangt hunn, si misst eng Etüd iwwert déi Problematik maachen. Fir mech wär et interessant ze héieren, wat d'Virstellunge vun der Grénger Partei konkret sinn, wat sech hannert deem sympathesche Begréff vun der ökologescher Steierreform verstoppt. Wat sinn déi konkret Inhalter? Wien, wat gëtt méi belaascht; wien, wat gëtt manner belaascht, wann een déi ökologesch Steierreform mécht?

Une voix.- Sidd Dir dergéint?

M. le Président.- Här Bodry, erlaabt Der...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Duerfir mengen ech, dass och déi Leit - an net nëmmen d'Regierung - gefuerdert sinn, déi esou Begréffer an d'Welt setzen a se mat viru sech droen, ganz konkret selwer ze soen, wat si ënnert deem Ganzen do verstinn.

M. le Président.- Här Bodry, erlaabt Der eng Tëschefro vum honorabelen Här Bausch?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Selbstverständlech.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wollt den Här Bodry froen, ob hien awer net menger Meenung ass, datt niewent dem allgemenge Begréff - hien huet jo elo och vill geschwat iwwert de Steiersystem als solchen; et si Saachen derbäi, déi ech souwisou gréisstendeels mat him deelen -, wann et drëms geet, am Detail ze studéieren, wéi an ënner wat fir enge Konditioune wat machbar ass, dat den Optrag vum Exekutiv ass, deen déi ganz Steierverwaltung an de ganzen Apparat hanneru sech huet an och kann op aner Méiglechkeeten zréckgräifen, wéi eng Oppositiounsfraktioun, fir dat am Detail ze maachen.

Ass hie vläicht net menger Meenung, datt et awer e bëssen iwwerraschend ass, och ugesiichts deem, wat hien elo selwer virdru beschriwwen huet, wéi hien a seng Partei de Steiersystem gesäit, datt d'Regierung, amplaz déi dote Saachen ze kucken, eng Analys maache gelooss huet iwwert d'„flat tax" zum Beispill. Woubäi sech jo awer wahrscheinlech jiddferee gefrot huet - an ech huelen un, hien och - wou déi hierkomm ass.

Duerfir ass eisen Appel ganz kloer: Den Exekutiv ass responsabel mat der Steierverwaltung, mat deem Apparat, dee si zur Verfügung gestallt huet, fir dat kënnen duerchzerechnen, fir dat ze maachen, an net eng normal Oppositiounsfraktioun.

M. le Président.- Här Bodry, wann ech gelift!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech bleiwe bei menger bescheidener Meenung, dass deejéinegen, deen eng Iddi an d'Welt setzt, awer eng grouss Responsabilitéit huet, fir déi Iddi mat Inhalter ze fëllen,...

(Interruption)

...ouni dass d'Regierung an déi aner Parteien...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Bodry, entschëllegt just, wann ech lech nach eng Kéier ënnerbriechen. Wann ech Äre Sommet de la relance kucken, deen Dir als deemoleg Oppositiounspartei bei där leschter Legislaturperiod sechs Méint virun de Wahlen an d'Welt gesat hutt, mat enger Kuerbelbootsch vu Fuerderungen, déi do drastoungen: Do war keng eng am Detail erkläert wéi se soll fonctionnéieren.

Dir hutt lech just engagéiert - wat ech logesch fannen -, datt, soubal Der an der Regierung wäert, Der géift derfir suergen, datt dee Sommet de la relance géif stattfannen; deen awer - dat muss ech awer soen - net stattfonnt huet. Awer de Bewäis louch och do, wann ech déi Fuerderungen all kucken, déi Der deemools gestallt hutt, datt Dir keng eng ënnerluecht hutt mat enger konkreter Fuerderung.

M. le Président.- Här Bausch, Merci. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wéi ass et mam gratisse Bus?

M. le Président.- Här Bettel, Dir kommt elo gläich drun. Loosst den Här Bodry elo schwätzen!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech bleiwen nach wie vor ganz virwëtzeg, wat déi Gréng ënner hirem Begréff vun der ökologescher Steierreform verstinn.

M. le Président.- Här Bettel, packt lech elo! Dir kommt jo nach drun.

Une voix.- Hie kann emol net provozéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wa si vun enger radikaler Wend an der Energiepolitik schwätzen, wou ech hinnen an der Analys Recht ginn, an dann dat eenzegt Konkret, wat duerno kënnt, ass: „Et muss eng Table ronde zu deenen Theme kommen", da fannen ech,...

(Interruptions)

...dass dat awer e bëssen einfach an e bëssen dürfteg ass.

Oder sollt dat gëllen, wat den Här Bausch gëschter gesot huet, wéi hien iwwert déi international Energiefroen a vun deenen Experte geschwat huet, déi iwwert déi dote Froe sech ausgetosch haten, dat wiere keng aus dem grénge Milieu, mä Leit, déi wierklech géife wëssen, wat se schwätzen?

Ech mengen, et war e Lapsus, mä et sief dann.

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat war guer kee Lapsus, Här Bodry. Ech hu guer kee Problem domadder, wa Leit, déi effektiv aus deem Milieu kommen, dat confirméieren, wat mir zënter 15 Joer soen.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir wëssen, dass déi Gréng gäre Lektiounen ausdeelen an dass se souwisou ëmmer Recht hunn.

(Brouhaha général)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dir sidd amgaang, elo hei zënter enger Véierelstonn weider näischt ze maachen, wéi Lektiounen auszedeelen. Dir hutt nach keen ee konkrete Bäitrag geleescht, wat d'Meenung vun Ärer Fraktioun ass.

M. le Président.- Här Bausch, Dir ënnerbriecht awer och permanent den Här Bodry. Loosst hien dach emol seng Ausféierunge maachen, da kann hien och seng Iddien développéieren! Ech géif elo ëm Opmierksamkeet biede fir den Här Bodry!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mir wäerten do um Dréchene bleiwen.

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Och déi Gréng musse sech dru winnen, dass se heiansdo emol däerfe kritiséiert gi vun eenzelne Leit, och wa si léiwer Kritike selwer ausdeelen.

(Interruptions, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

Ech mengen, wann een op där enger Säit verlaangt, dass d'Regierung soll alles op den Dësch leeën, däerf een och déi Géigendemande stellen, dass dat eent...

(Interruption)

Une voix.- Vun der Sonneblumm zur Mimosa!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Är Fantasie geet mat lech duerch alleguer!

(Hilarité et interruptions)

Da mengen ech, dass een zumindest och däerf verlaangen, dass déi Parteien, déi Iddien hei erabréngen an d'Debatt, awer e bësse méi konkret ginn, wat d'Inhalter vun deenen Iddien ugeet.

D'Demokratesch Partei übt sech zënter kuerzem an der Roll vum Robin Hood fir déi Kleng a besonnesch fir déi Mëttelgrouss.

Wahrscheinlech fir e bëssen op den Här Biltgen ze äntwerten, deen an der DP d'Partei vun deene Schéinen a vun deene Räichen ausgemaach huet.

Une voix.- Dat Éischt ass richteg!

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Hien huet net vun der Fraktioun vun der DP geschwat.

(Interruptions)

Och wat d'DP betrëfft, stellen ech mer eng Rei vu Froen.

De Premier huet gëschter an engem Tëscheruff gemengt, hie géif vermëssen, dass d'Demokratesch Partei d'LSAP géif kritiséieren.

Et ass mir och opgefall iergendwéi, dass do vun enger bloer Damm geblënzelt gëtt an eis Richtung.

Une voix.- Abee jo!

Plusieurs voix.- Oh! Oh!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Nach wëllt ech wëssen, firwat déi Damm eigentlech steet.

(Interruptions)

D'DP, wéi se sech elo presentéiert, ass net déi DP, déi ech nach bei de leschte Wahlen...

Une voix.- Dir schwätzt wéi d'Orakel vun Delphi. Vu wiem schwätzt Der do?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...2004 kannt hunn.

(Interruptions diverses)

Ass d'DP vun der Sécherheetspartei d'Partei vun den individuelle Fräiheete ginn? Ass aus der Partei vun der Wirtschaft d'Partei vun de klenge Leit ginn? Ass aus der Partei vun der Reform vum Aarbechtsrecht a vum Kënnegungsschutz d'Partei vum Index ginn?

Ass aus der Partei vum Nëmmen-Net-Unecken d'Partei vun de Reforme ginn? Ass aus enger Partei, déi méi wéi fräie Partner vun der CSV während deene leschte Joren an der leschter Koalitioun war, de Champion anti-CSV ginn?

Ech weess éierlech net richteg, firwat d'Demokratesch Partei steet. Bal seet se dat eent, haut seet se dat anert. Wéi éierlech ass dat eent? Wéi éierlech ass dat anert?

Ech weess haut net, firwat wierklech d'Demokratesch Partei steet a firwat d'Demokratesch Partei muer steet.

Une voix.- Mir paken et un!

(Hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An ech hat mer gehofft,...

(Hilarité)

Här Goerens, ech hat mer gehofft, dass deen Niwwel vun Ärem Kongress haut géif dissipéiert ginn. Dat ass bis elo net geschitt. Ech stelle mer nach ëmmer déiselwecht Froe bei der Lecture vun de Berichter vun Ärem Kongress.

Dass eis och munches vun der CSV trennt, dat ass bekannt. Soss wäre mer jo bekanntlech eng Partei. Dat si mer net.

(Interruption)

Mä wat eis verbënnt, dat ass an engem schréftlechen Accord festgehalen, dee mer 2004 agaange sinn, an dee gëllt fir fënnef Joer. Dee gëllt fir dës Legislaturperiod, fir dës ganz Legislaturperiod, a selbstverständlech net doriwwer eraus. Bei deenen nächste Wahle gi selbstverständlech d'Kaarten hei zu Lëtzebuerg nei gemëscht.

Mä ech erkennen awer un, dass dee gemeinsame Wëllen och no véier Joer net ofgebrach ass. Och wa mer an deem engen oder aneren Dossier - besonnesch an engem Dossier - eng divergent Meenung hunn, ass dee gemeinsame Wëllen ongebrach, dat unzepaken an dat zu Enn ze bréngen, wat gemeinsam ausgemaach ginn ass 2004. An dat ass e kloere Message, deen aus der Erklärung vum Premier erausgaangen ass.

De sozialen Zesummenhalt förderen, Schoul an Ausbildung reforméieren, Immigratiounsan Integratiounsfroe léisen, Kanner- a Familljepolitik weiderdreiwen, Fiskalpolitik ëmkrempelen, d'Reorganisatioun vum Land ugoen: Dat sinn déi grouss Missiounen, déi sech dës Koalitioun op de Banner geschriwwen huet an déi mer wëllen zu Enn féieren an deem Joer, wat eis bleift.

Mir halen eis un dat, wat ofgemaach ass. Dat gëllt fir béid Parteien. Wa mer eis gemeinsam eens ginn, eppes ofzeänneren, da maache mer dat. An deene Froen, wou mer u sech Fräiheet vereinbaart hunn, muss déi Fräiheet och vun deem engen an deem anere respektéiert ginn.

Ee Wuert zur Euthanasie, zur Stierfhëllef, wou d'CSV eng grouss, eng nei Dialogbereetschaft un den Dag leet, déi mer während deene Jore vermësst hunn an där doter Fro. Mir hate scho virdrun e puer Ofstëmmungen zu där doter Fro hei an der Chamber, zwar net iwwer Gesetzestexter, mä iwwer Motiounen, an ëmmer si se knapp ausgaangen - ëm eng, zwou Stëmme Majoritéit. Wa se esou ausgaange sinn, wéi se ëmmer virdrun ausgaange sinn, ass duerno awer keng Diskussioun geféiert ginn, obscho gesot ginn ass: „Dir hutt eigentlech am Fong awer Recht, an exzeptionelle Fäll misst een dat dote regelen." Dann ass den Dossier ad acta geluecht ginn.

Elo ass d'Ofstëmmung anescht ausgaangen, wéi vill Leit - ech selwer och - gemengt haten, an elo stellt déi Fro sech an engem anere Liicht.

Mir wëllen als LSAP iwwer eng punktuell Ofännerung vun den Texter nach méi Rechtssécherheet erakréien. Mir stinn awer och zum Recht op Selbstbestëmmung, awer e Recht, dat ganz streng encadréiert gëtt duerch e legislativen Text. A mir sinn der Meenung, dass d'Proposition de loi Err/Huss deenen dote Kritären am Wesentlechen entsprécht, an duerfir gesi mer eigentlech net en Zwang, fir fundamental dorunner eppes änneren ze goen.

Mir komme jo selbstverständlech nach eng Kéier am Detail op sämtlech Texter an der Kommissioun, a besonnesch och hei am Plenum zréck, wou dann d'Méiglechkeet ass, méi am Detail sech an deenen dote Froen auszetauschen.

Ech wëll awer och soen, ech weess, dass bei de Propositioune vun der CSV, an ech hu se gekuckt, och e sozialistesche Politiker beméit ginn ass, dee viru kuerzem eng Proposition de loi eragereecht huet, wou sech deelweis un deem Text vum Laurent Fabius inspiréiert ginn ass.

Ech wëll awer och soen, dass et an der Belsch an an Holland - do, wou eigentlech jo d'Inspiratioun ass vun der Proposition de loi Err/Huss - och eng Partie Chrëschtdemokrate ginn ass an deene béide Länner, déi fir déi Texter do gestëmmt hunn. Et sinn also Texter, déi esou schlecht och aus chrëschtdemokratescher Siicht net kënne sinn, well et méiglech war, dass an anere Länner Chrëschtdemokraten déi doten Texter gestëmmt hunn.

Ech mengen also, dass do awer vläicht méi Brécke bestinn, wéi eenzel Leit dat wëllen duerstellen.

E Wuert och zum Nationalitéitsgesetz. Ech stinn zu deem Text, esou wéi en elo virläit, well ech der Meenung sinn, dass et e besseren Text ass wéi deen, dee mer wëlle reforméieren. Well ech der Meenung sinn, dass an zwee wesentleche Punkten e fundamentalen Duerchbroch erreecht ginn ass.

Éischtens, dat ass jo awer scho betount ginn, de Fait, dass een, wann een déi Lëtzebuerger Nationalitéit unhëlt, net muss op seng Ursprongsnationalitéit oder -nationalitéite verzichten. E wesentlechen Duerchbroch, dee viru fënnef Joer nach net méiglech war, soss wär et jo deemools an den Text erakomm.

An zweetens awer och, dass mer vun engem Nationalitéiterecht op e Recht op d'Lëtzebuerger Nationalitéit iwwerginn. Also, wou net e Parlament willkürlech, ouni Motiver unzeginn, décidéiert, deen ee kritt d'Nationalitéit, deen aneren net, mä wou dat ënnert der Kontroll vun de Geriichter geschitt. Fir mech sinn dat zwee fundamental Duerchbréch, déi hei bei deem Nationalitéitsgesetz erreecht ginn.

Wann ech dat ofweie mat anere Punkten, déi elo nach kritiséiert ginn, wéi d'Dauer vun der Residenz an Ähnleches, da mengen ech, dass dat awer eigentlech Detailpunkte si par rapport zu de wesentlechen Duerchbréch, déi erreecht gi sinn duerch deen heiten Text. En Text, deen och nach, dat wëll ech hei emol soen, well et ass e kollektiven Effort gewiescht, mierklech verbessert ginn ass duerch d'Aarbechten an der zoustänneger juristescher Kommissioun. An dat bréngt eis dozou fir ze soen, dass dee Pak dosteet an dass dee Pak u sech Fortschrëtter am Beräich vun der Nationalitéit hei zu Lëtzebuerg bréngt.

Wa mer eis dat dote virun Ae féieren, da gesäit een och, dass d'Regierung sech nach munches virgeholl huet, an ech hoffen, dass d'Zäit net ze knapp gëtt. Do musse mer ganz disziplinéiert si mat eis selwer, an do mussen och aner Acteuren, aner Institutioune matspillen, soss geléngt dat net.

Et ass geschwat gi vum Afferschutz. Et ass geschwat gi vun der Reform vum Adoptiounsrecht, vun den Eltererechter, vum Scheedungsrecht. Ech géif mer och wënschen, Här Premierminister, dass mer och de Gesetzesprojet iwwert den Accès zu den Informatiounen an dat Ganzt an dee ganze Pak do géifen erakréien. Dat sinn awer wesentlech gesellschaftlech Froen, déi dës Koalitioun, dës Regierung wëllt ugoen, a wou mer de feste politesche Wëllen erkennen, fir dat och op e glécklecht Enn ze féieren.

Ganz niewebäi huet dës Koalitioun, mä do huet jiddferee matgeschafft, et ronnkritt, wat sech eigentlech viru laange Jore virgeholl gi war, nämlech eng global Revisioun vun der Lëtzebuerger Constitutioun. Mir stinn um Enn vun eisen Aarbechten op deem dote Punkt an och dat ass, mengen ech, e Stéck Aarbecht am Sënn fir e modernt Lëtzebuerg ze schafen - wat wichteg ass -, e Lëtzebuerg, wat sech an eiser Zäit situéiert. Et steet eis nach vill Aarbecht bevir.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2001 hat ech hei op der Tribün gesot, datt de Klimaschutz eng vun deene gréissten Erausfuerderunge vun dësem Jorhonnert wier, an et kann ee gesinn, datt déi Ausso haut méi wéi jee aktuell ass. Dat Positiivt ass d'Feststellung, datt haut d'Bewosstsi vun der Problematik bei de Leit, awer och bei der Politik geschäerft ginn ass. Dat huet zum Deel domadder ze dinn, datt den IPCC respektiv d'Wëssenschaftler eng ganz Rei Etüde virgeluecht hunn, déi déi Tendenze kënne kloer opweisen, datt eist Klima ëmmer méi waarm gëtt, mat all de Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt. Dat huet sécherlech och domadder ze dinn, datt ee wéi den Al Gore duerch d'Welt gereest ass, fir op déi Problematik hinzeweisen.

Mat dem Klimaschutz ganz enk verbonnen ass natierlech och d'Fro vun der Energie. Fossil Brennstoffer si begrenzt an iergendwann eng Kéier opgebraucht, an domadder gëtt dann och d'Fro vun der laangfristeger Energieversuergung gestallt. Mir mussen also aner Weeër goen. Dat heescht, mir mussen a Richtung erneierbar Energië goen a mir mussen a Richtung Energiespuere goen. Energieeffizienz an d'Förderung vun erneierbaren Energien ass och eng wirtschaftlech Noutwendegkeet, well de Facteur, deen hautdësdags d'Wirtschaft ëmmer méi belaascht, ass dee vum Energiepräis.

An deene leschten Deeg a Méint konnte mer feststellen, datt de Präis vum Pëtrol ëmmer nees nei Héchststänn erreecht huet. En plus hu mer eng steigend Nofro a Länner wéi China oder Indien, an och dat wäert de Präis an Zukunft nach weider an d'Luucht dreiwen. D'Energiepräisser, an dat mierkt och jiddfer Eenzelnen a senger Täsch, beim Mazout, beim Bensin, sinn e Facteur, deen d'Liewenshaltungskäschte fir deen eenzelne Bierger ëmmer méi an d'Luucht dreift.

D'Fro ass also: Wat sinn d'Äntwerte vun der Regierung op dës Défien, a wéi adequat sinn déi Äntwerte vun der Regierung?

D'lescht Joer hu mer zwou Mesuren hei am Land kënnen nei entdecken. Dat ass op där enger Säit de sougenannten „Kyoto-Cent", an op där anerer Säit ass eng nei Autosteier agefouert ginn. Et muss ee bezweifelen, datt dës Mesuren effikass genuch sinn, fir laangfristeg kënnen d'Problematik hei zu Lëtzebuerg an de Gréff ze kréie respektiv fir eis Kyotobilanz kënnen domadder ze regulariséieren. E Problem ass och, datt keng kloer Zuele virleien, wat déi eenzel Mesuren, déi ech elo genannt hunn, kënnen ënnert dem Strëch an eiser Kyotobilanz bréngen. Et huet een awer d'Gefill, datt et hei méi dorëms geet, fir Suen an d'Keess ze kréien, fir eventuell herno dann d'Strofen ze bezuelen, well mer eist Zil am Kyotoprotokoll verpasst hunn.

Do wou een also muss verstäerkt usetzen, dat ass beim Energiespuere respektiv bei der erneierbarer Energie. Wann een dann d'Deklaratioun vum Premier doropshi beliicht, muss een awer feststellen, datt een do net onbedéngt nei Akzenter kann erausliesen. Et gi verschidde punktuell Propositioune gemaach, déi awer eigentlech schonn 2006 am Gespréich waren, oder säit 2006 am Gespréich waren, well se dunn an deem Aktiounsplang vum Ëmweltminister skizzéiert gi waren. Deene Moossname kann een am Fong geholl zoustëmmen. Et muss een awer feststellen, datt déi Mesurë schonn 2006 ugekënnegt gi waren an nach ëmmer net ëmgesat sinn, an datt déi lescht Joren zum Deel fir de Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg verluere Jore waren.

Fir aus der Fal vun der Ofhängegkeet vun de fossilen Energiequellen erauszekommen, muss onbedéngt a verstäerkt op d'Energiespueren higewierkt ginn. De Premier huet a senger Ried gesot, datt d'Energieberodung misst intensivéiert ginn. Deem kann een och zoustëmmen, mä et kann een awer nach kee kloert Konzept do erkennen. An da gesäit een, datt verschidde Ministèren zoustänneg sinn, zum Beispill d'Ëmwelt, d'Économie, de Wunnengsbau, déi deelweis hir eege Campagne hunn an déi net ënnerenee concertéieren.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Um Gemengenniveau, wou ee jo am nootste bei de Leit ass, do ass guer näischt méi virgesinn. Ech wéilt dorun erënneren, datt an der Zäit, besonnesch opgrond vun der Initiativ aus dem Réidener Kanton, ugefaange gi war, besonnesch op déi kommunal Energieberodung ze setzen. Dat schéngt haut keen Thema méi bei dëser Regierung ze sinn, obwuel an der Regierungserklärung viru véier Joer och drastoung, datt eng onofhängeg Energieberodungsstruktur géif geschafe ginn. Elo - véier Joer duerno - musse mer feststellen, datt do nach ëmmer näischt ze vermellen ass.

Beim Energiespuere gëtt et hei zu Lëtzebuerg e grousst Potenzial am Beräich vum Hausbau. Niddregenergie- a Passivhaiser sinn eng Méiglechkeet, déi iwwregens och scho vun der viregter Regierung ënnerstëtzt ginn ass. En aneren Aspekt oder en aneren Domän, dat ass dee vum Sanéiere vu bestehender Bausubstanz, deen een och méi ausbauen a fördere muss. Dat ass och eng Situatioun, wou een nëmmen derbäi gewanne kann. Op där enger Säit, wann een déi Bausubstanz sanéiert, dann huet een de Benefiss, datt ee kann Energie spueren an eppes fir de Klima maachen. Et huet een de Benefiss, datt een dann och op laang Zäit manner Sue muss ausgi fir de Mazout, an et huet een och, ënnert dem Strëch, nach e Benefiss fir d'Wirtschaft respektiv déi Kleng a Mëttelbetriber, déi déi Sanéierunge virhuelen.

Wéi de Claude Meisch et scho gëschter gesot huet, mussen awer och d'Fördergelder am Beräich vun de Klimaschutzmesuren nach méi no soziale Kritären ausgeriicht ginn. Déi aktuell Subside sinn u sech kee besonneschen Ureiz fir déi grouss Majoritéit vun de Leit aus der Mëttelschicht, well trotz de Bäihëllefen déi Leit sech dat net leeschte kënnen. Et wieren awer vläicht besonnesch déi, déi ee misst uschwätzen an déi een dann och kéint laangfristeg finanziell entlaaschten, well se jo - duerch d'energetesch Sanéierung - kéinte laangfristeg Energie spueren, an dat heescht also, datt se och kéinten dann am Portmonni spueren.

Datselwecht gëllt och fir d'Förderung vun den erneierbaren Energien, wat déi zweet wichteg Achs am Beräich vum Klimaschutz ass. Och hei muss ee feststellen, datt déi aktuell Förderregimer net onbedéngt interessant si fir eng grouss Zuel vu Leit hei zu Lëtzebuerg, well den eegenen Apport nach vill ze grouss bleift an nëmme Leit mat engem gewëssene Revenu eventuell interesséiert sinn.

Wat een hei wierklech muss bedaueren, dat ass, datt an de leschte Jore ganz vill Hickhack war, bis datt een déi nei Regimer op de Been hat, mam Resultat, datt den Intérêt bei de Leit hei zu Lëtzebuerg regelrecht, op gutt Lëtzebuergesch gesot, ofgemurkst ginn ass. Et war, mengen ech, eng Question parlementaire vum honorabelen Här Kox, wou gefrot gi war, wéi vill nei Demanden tëschent 2005 an 2007, an engem Zäitraum vun engem oder zwee Joer, gemaach gi waren. Ech mengen d'Äntwert war, eng oder zwou Demanden an zwee Joer, wat wierklech kloer ënnersträicht, datt deen Hickhack do net gutt war fir den Intérêt bei de Leit fir erneierbar Energien ze vergréisseren. Am Beräich vun den erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg muss een also feststellen, datt och hei déi lescht Jore verluere Jore waren.

D'Produktioun an de Gebrauch vun erneierbaren Energien ass och e wichtegt Element an de Beméiunge vum Klimaschutz, ëmsou méi well mer jo sollen op en Undeel vun 11% kommen. D'Regierung hat eng Studië an Optrag ginn, fir d'Potenzialer hei zu Lëtzebuerg auszeloten, mä nach ëmmer waarde mer op kloer a konkret Konklusiounen. D'Regierung schéngt also och hei éischter op d'Akafen ze setzen, amplaz hei zu Lëtzebuerg Efforten ze maachen.

De Premier huet opgeruff fir méi grénge Stroum ze kafen. Mir mussen awer wëssen, am Endeffekt ass dat haaptsächlech erneierbar Energie aus dem Ausland. Och hei vermësse mer eng kloer Strategie, fir dat Potenzial vun den erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg optimal auszereizen.

Grad och an dësem Beräich vun den erneierbaren Energië gëtt et eng Rei Opportunitéite fir déi sougenannten Ecotechnologien, déi de Premier wëllt förderen.

Mä wat ass dat konkret? Do soll also en Aktiounsplang ausgeschafft ginn. Nach kennt een do keng Detailer. Ech muss Iech awer soen, dat ass jo alles schéin a gutt, wann een d'Ecotechnologie wëllt förderen. Wann een den Alldag hei zu Lëtzebuerg kuckt, gesäit dat awer net ganz roseg aus.

Ech kéint do e Beispill zitéiere vun enger Firma, déi hei zu Lëtzebuerg wëllt Solartechnologië produzéieren an op de Marché bréngen. Déi Firma gëtt säit véier Joer gedirängelt mat all méigleche Schwieregkeeten a konnt bis haut nach net hire Betrib richteg ufänken.

Wann ech iwwer erneierbar Energië schwätzen, da kommen ech och net derlaanscht, iwwert de Biosprit ze schwätzen. Et ware jo déi lescht Woche vill Diskussiounen iwwert de Biosprit. D'DP huet doriwwer och eng Heure d'actualité ugefrot.

Et schielt sech ëmmer méi eraus, datt dëst keng Energie ass, déi d'Kritäre vun der Nohaltegkeet erfëllt, dat heescht, déi sozial, ekologesch an ekonomesch Aspekter mateneen ze conciliéieren. Mir hunn doriwwer en exzellenten Avis vum Conseil supérieur vum Développement durable.

Iwwregens eng Klammer op: Wann ech elo vum Conseil supérieur du développement durable schwätzen, muss ech och soen, datt hei vill Zäit verluer gaangen ass. Nach déi lescht Regierung hat dat Gesetz iwwert de Conseil supérieur vum Développement durable stëmme gelooss. Et huet awer duerno bei där neier Regierung praktesch zwee Joer gedauert, bis dat Gremium en place war. Do ass also och d'Chance verpasst ginn, fir datt ee schonn éischter eng Rei gutt a pertinent Avisen hätt kënne kréie vun deem Gremium. Klammer zou.

Fir zréckzekomme bei de Biosprit: Et gëtt also eng ganz Rei Problemer beim Biosprit, besonnesch och am Kontext mat deenen 10% Undeel, déi d'EU viséiert. Den Haaptproblem ass deen, datt an Entwécklungslänner besonnesch op Energieplanze gesat géif ginn an datt dann, fir de westlechen Appetit op Biosprit ze sättegen, dobäi d'Leit an deene Länner riskéieren, Honger ze leiden a weider an Aarmut a Leed ofzerëtschen.

An da muss ech awer soen, sinn ech ëmsou méi erstaunt iwwert d'Ausso vum Premier a senger Ried, wou hie seet: „Mir halen um EU-Zil fest, fir zu enger 10%teger Biospritbäimëschung ze kommen."

Ech muss feststellen, datt dat am flagrante Widdersproch ass mat deem, wat den Ëmweltminister hei den 22. Abrëll op eng Fro vum honorabelen Här Negri gesot huet. Ech hu mer d'Chambersblietche matbruecht, well ech zitéiere wëll, wat den Ëmweltminister zu deem Sujet gesot huet.

Ech zitéieren den Här Lux: „...an nach eng Kéier ganz kloer gesot, dass d'Lëtzebuerger Regierung ,ganz skeptesch ass (...), fir net ze soen negativ par rapport zu deem Zil vun deenen 10%'..."

An da weider: „Dat heescht also, déi Positioun, déi haut vu villen ageholl gëtt, war eng Positioun, déi d'Regierung vun Ufank u gesinn huet. Mir hunn net méi spéit wéi e Freideg am Regierungsrot nach eng Kéier iwwert déi Fro diskutéiert a sinn eis och ënner alle betraffenen - ech betounen: alle betraffenen" - also den Ëmweltminister Lux betount - „alle betraffene Ministeren eens ginn. An dat hunn ech e Sonndeg och gemaach, fir eis Représentanten an der Représentation permanente zu Bréissel unzestellen, vun dëser Woch un nach méi wéi virdrun eis Skepsis, fir net ze soen eis negativ Haltung duerzeleeën..."

Do ass also wierklech e Widdersproch tëschent deem, wat den Ëmweltminister hei an der Chamber gesot huet, an deem, wat de Premier a senger Ried gesot huet. Et ass och am Widdersproch zu deem, wat ënner anerem den honorabelen Här Oberweis, dee jo en exzellente Spezialist och an deene Froen ass, an der Commission jointe vun der Agrar- an Ëmweltkommissioun gesot huet, wou mer eng Rei ONGen empfaangen hunn, déi eis jo och déi Thematik nach eng Kéier erklären hunn, wou ech mengen och kéint ze soen - mä den Här Oberweis ka mech verbesseren -, datt hien och do am Numm praktesch vun der Regierung gesot huet, datt si géif ganz negativ do agestallt sinn...

(Brouhaha général)

...an datt och den Agrarminister sech géif op EU-Ebene asetzen, fir datt mer net géifen un deem Zil vun 10% festhalen.

Et wier also gutt, wann dës Regierung géif kloer soen, wouzou se da schlussendlech an deem Dossier steet.

Mam Klimaschutz verbonnen ass och d'Transportproblematik. Et kéint ee ganz vill dozou soen. Weiderhin hale mer um Zil „modal split" 25/75 fest. Dat Zil ass net a Fro gestallt. Mä och hei muss ee soen, datt eng Rei Jore verluer gaange sinn a kaum Fortschrëtter ze vermelle sinn.

D'„mobilitéit.lu" krut en aneren Numm, mä an de groussen Zich ass net vill verännert ginn. Et hätt een also kënne mat enger Rei Aarbechte schnell ufänken. Bon, dach, d'Politik huet endlech eng Décisioun geholl fir en Tram an der Stad. Dat ass ze begréissen. Dat dierf awer net driwwer ewechtäuschen, datt domadder nach net all Problemer vun der Mobilitéit hei zu Lëtzebuerg geléist sinn.

Et sinn nach eng ganz Rei aner Stécker, Puzzlen - fir mam Wuertgebrauch vum Premier ze schwätzen -, déi och nach mussen hei agefügt ginn.

An och hei mécht mech eng Ausso vum Premier stutzeg, well se net am Aklang ass mat deem, wat an de leschte Méint vun anere Ministere gesot ginn ass, ënner anerem vum Bauteminister. Et geet Rieds ëm d'Verbreederung op dräi Spure vun der Autobunn Beetebuerg-Mamer. Ech hunn an Erënnerung, datt de Bauteminister, den Här Wiseler, do aner Messagë virun e puer Méint ginn hätt. Ech huelen un, datt vläicht nei Erkenntnisser do sinn, nei Statistiken do sinn, an datt een do vläicht zu enger anerer Konklusioun komm ass.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Ech ka mech zwar net erënneren...

M. Eugène Berger *(DP).*- An deem Kontext, mengen ech, war emol eng Kéier een hei an der Chamber, dee gesot huet...

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Ech ka mech net erënneren, datt do aner Messagen duerchgaange sinn. Dat Eenzegt, wat duerchgaangen ass, dat ass, datt mer deen do Projet 1996 zwee, dräi Joer retardéiert hunn aus finanzielle Grënn, an dat ass deen eenzege Message, deen duerchgaangen ass sengerzäit.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, mir kënnen dat dann nach eng Kéier nokucken. Op alle Fall hat ech an Erënnerung, datt déi Projeten emol géifen zréckgestallt ginn, well keng Urgence do wier. Wann een elo de Premier ka richteg verstoen, da géif dat awer éischter heeschen, datt deen Dossier ebe géif nei op de Leescht geholl ginn.

Et wier also och gutt, wa mer doriwwer eng kloer Ausso géife kréien.

Ech hunn hei zwee Beispiller zitéiert, fir opzeweisen, datt d'Regierung sech am Klimaschutz widdersprécht. Ech hätt nach kënnen eng ganz Rei anerer zitéieren, zum Beispill an dem ganze Beräich vun dem Sanéieren, dem Wunnengsbau, datt do d'Positioun vum Wunnengsbauminister, vum Här Boden, net ëmmer déiselwecht ass wéi déi vum Ëmweltminister, an déi erëm net d'selwecht wéi déi vum Innenminister an esou weider. Also, d'Regierung handelt am Klimaschutz oft widderspréchlech an zitt net un engem Strang. D'Resultat ass, datt mer hei keng kloer Konzepter hunn an datt effizient Mesuren net kënnen ëmgesat ginn.

Dat bedeit, datt déi lescht véier Joer, Här President, zum Deel verluere Jore ware fir de Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mat Spannung ass se erwaart ginn, dem Premier seng Deklaratioun zur Lag vun der Natioun. Et huet ee sech eppes erwaart, besonnesch als neien Deputéierten. Schliesslech hat ech, deen den 20. Dezember vereedegt ginn ass, de Premier nach net live an der Chamber erlieft. An dach war et scho munchmol an deene fënnef Méint spannend hei an dësem Haus. Zum Beispill, wéi den Här Frieden de Polizeidirekter vu senger Fonctioun entbonnen huet, beim Euthanasiegesetz, beim Statut unique an esou weider.

Wann de Premier fënnef Méint net an der Chamber ze gesi war, kann een awer unhuelen, de Premier hätt eppes ze soen. Eppes méi, wéi en de leschten Donneschdeg gesot huet, an dobäi huet hien, eleng wat d'Säitenzuel ubelaangt, méi gesot, wéi all déi aner Kéiere virdrun, an dobäi huet hien dës Kéier keng Zuele genannt. Zuelen, déi een ziele kann, Erfollegszuelen. Hien huet och keng Zuele genannt, wat déi ugekënnegt Mesurë kaschten, keng Zuelen iwwert de Finanzement vun deene verschiddene Moossnamen, déi geholl musse ginn.

Jo, et war eng Deklaratioun, déi hire Virgänger net geglach huet. Et war virun allem de Constat, datt d'Kafkraaft vun de Lëtzebuerger an de leschte Joren zolidd gerëselt gouf; de Constat, datt vill Stéit sech zum Schluss vum Mount schwéierdinn, d'Enner beieneen ze kréien; de Constat, datt Leit mat klenge Revenuen net méi iwwert d'Ronne kommen. E battere Constat fir eng CSV/LSAP-Regierung, déi laut Premier eleng amstand ass, an dësem Land Sozialpolitik ze gestalten.

Et war e Constat, deen absolut richteg war, nämlech dee vun der Onfäegkeet vun dëser Regierung, d'Problemer vun de Leit ze erkennen. Déi ugekënnegt Mesurë fir d'Leit mat niddregem Revenu sinn absolut ze begréissen, mä dach bleift, datt dat d'Resultat ass vun enger Politik, déi sech méi op d'Navigation à vue wéi op e Konzept mat der néideger Wäitsiicht stäipt.

Här President, esou eng Debatt soll all Joer e Bilan maache vun deem, wou eist Land steet, an en Ausbléck ginn op dat, wat op eist Land a seng Leit duerkënnt, a wéi mir deenen Erausfuerderungen, déi sech eis stellen, kënnen entgéinttrieden. Mir fillen also de Bols vun eisem Land, a vun dëser Debatt aus sollen dann déi néideg Impulser ausgoen. Dës Deklaratioun war awer éischter ee Bilan mat dréngend noutwendege Plooschteren, fir offe Wonnen ze pléischteren, wéi eng Visioun mat groussen zukunftsweisenden Aussoen.

Et ass vill vun der sozialer Kohesioun geschwat ginn, an dat ass och gutt esou. Et ass awer manner vun der territorialer Kohesioun geschwat ginn. De Premier sot: „Zanter dass mir den IVL-Konzept am Joer 2004 virgestallt hunn, hunn d'Zuelen iwwert déi zukünfteg Verkéiersstréim zu Lëtzebuerg sech drastesch verännert. D'Erausfuerderungen, esou wéi se am IVL duergestallt sinn, déi bleiwen - si bleiwen, mä si si méi grouss ginn. (…) Also musse mir eis drugi mam IVL a mat der Mobilitéitsorganisatioun."

Wann een dës Sätz héiert, muss ee sech froen, wat dës Regierung an dësem Punkt opweises huet.

Une voix.- Näischt!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen *(DP).*- 2005 sot de Premier nach, datt „d'Ëmsetze vum IVL eisem Land de Moderniséierungsschub vereinfache soll. All Hierscht soll d'Chamber am Kader vun enger Orientéierungsdebatt iwwert d'Ëmsetze vun den IVL-Pläng debatéieren." Hie sot weider, „de Regierungschef selwer wäert sech un deenen Iwwerleeungen intensiv bedeelegen".

2007 huet dat esou geklongen: „Ech wëll just zu dësem Punkt umierken, dass et net gutt wier, wann et ëm den IVL ze vill roueg géif ginn. Seng Basisphilosophie bleift richteg, seng praktesch Ëmsetzung geschitt am Dialog mat alle Concernéierten."

Fakt ass hei, datt et wierklech ëm den IVL roueg ginn ass. Jo, et ass esou roueg ginn, datt ee sech heiansdo d'Fro stellt, ob den IVL iwwerhaapt nach de Pabeier fir dës Regierung wäert ass, op deem en ofgedréckt ass. Wahrscheinlech huet de Statsminister et och dowéinst fir néideg emfonnt, eppes zum IVL ze soen, och wann hien dann, esou wéi een dat vun him gewinnt ass, ganz genau op de Wording oppasst. Hie liest net nëmme seng Deklaratioune vun de vergaangene Joren no, mä hie bréngt et fäerdeg, am selwechte Saz ze soen: Passt op!, fir gläich drop ze vermëttelen: awer net ze vill.

Mir géifen awer gär wëssen, wéi dës Regierung - déi ganz Regierung, also och de Mëttelstands- an den Innenminister - zum IVL stinn. Als DP vermësse mir e kohärent horizontaalt Zesummeschaffe vun deene verschiddene Ministèren. Et huet een den Androck, datt den Transport- an Ëmweltminister géint de Minister vun der Landesplanung schafft; de Bauteminister huet aner Vuë wéi d'Schoulministesch, an den Innenminister wéi de Wunnengsbauminister. An de Statsminister, dee seet näischt a kuckt no.

(Interruptions)

Une voix.- Grad wéi den Här Berger.

(Interruptions)

Une autre voix.- Dat deet wéi, Här Clement, he?

M. le Président.- Elo huet ganz eleng den Här Etgen d'Wuert!

(Brouhaha général)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Wiseler, calméiert lech!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Etgen, fuert virun, wann ech gelift!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Ech menge jiddefalls, datt et e falscht Signal war, datt de Statsminister fréizäiteg feierlech deklaréiert huet, datt de jëtzegen Innenminister och erëm an där nächster Regierung derbäi wier. Duerfir ass den Innenminister souwéi den Ausseminister mat kengem Pipcheswiertchen a senger Deklaratioun ernimmt ginn.

Une voix.- Dat ass eng Sauerei!

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Et ass richteg, datt d'Opstelle vun de sektorielle Pläng Zäit brauch. Vun 2004 bis haut ass awer…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Den Här Etgen huet ganz eleng d'Wuert! Wann Der dem Här Etgen wëllt eng Fro stellen, da mellt Iech, wann ech gelift!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Mir bedaueren hei haaptsächlech,…

M. le Président.- Här Bettel, wëllt Der eng Fro stellen?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wollt just feststellen, dass den Här Etgen Gott sei Dank den Här Halsdorf zitéiert huet, soss wier hie wierklech knapps ewechkomm haut.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Als Demokratesch Partei bedauere mir haaptsächlech a Saachen IVL, datt de Stat et net fäerdeg bréngt, a sengen Décisiounen déi grouss Linne vum IVL ze respektéieren. Dobäi misst dach grad bei engem integrative Konzept de Stat mam gudde Beispill virgoen.

Nom IVL sinn och verschidde regional Zentre virgesinn. Dir verstitt, datt ech hei gären e puer Wuert iwwert den Norde verléieren, well wann, Här President,…

(Interruptions)

…de Premier iwwert d'Rekonversioun vun de Frichen an iwwert déi wirtschaftlech Aktivitéitszone schwätzt, mierkt een, datt de Premier aus dem Süde kënnt.

Une voix.- Jo, très bien!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Ech kommen aus dem Norden.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Do ginn d'Dossiere manner séier virun. Dat gesäit een am beschten um Beispill vun den Industriefrichë vu Wolz. Soubal datt méi Ministèren a Verwaltungen inklusiv d'Gemeng implizéiert sinn, ginn d'Saache schleefe gelooss. Den 2005 ugekënnegte Masterplang ass säithier net evoluéiert. Ee verweist op deen aneren. De schwaarze Péiter kritt dann nawell gären de Lampist, dee klengsten an der Rei; an dësem Fall d'Gemeng.

Een aneren Dossier, wou d'Regierung elo gefuerdert ass, ass dee vun der Nordstad. Déi sechs Gemengen hunn an deene leschten zwee Joer mat hirem Masterplang Grousses geleescht. Et existéiert eng modern Strategie, eng staark Dynamik an e politesche Konsens. Hei gouf vun de Gemengen een zolidd politescht a planerescht Fundament gebaut. Elo läit de Bau bei der Regierung. Hei bleiwe staatlechersäits eng Rei Hausaufgaben ze maachen.

Wéi gesäit d'Mobilitéitskonzept fir d'Nordstad aus a wat geschitt mat der Zuchstreck tëschent Ettelbréck an Dikrech? Hei soll de Landesplanungsminister emol ee seriöt Wuert mam Transportminister schwätzen.

D'Realisatioun vun der névralgescher Zentralachs Ettelbréck-Dikrech gëtt eréischt verkéierstechnesch méiglech mat der Realisatioun vun de Collectrices Nordstad. Ech wär frou - immens frou - ze héieren, datt Regierung amgaang ass um Contournement Nordstad weiderzeplangen. Et gëllt elo vun der Regierung, konkret Akzenter ze setzen an d'Industriezon Friedhaff esou séier wéi méiglech ze plangen an ze realiséieren. Och muss dem Schoulchaos an der Nordstad een Enn gesat ginn.

Här President, ech hunn elo just gesot, datt den Innenminister an den Ausseminister net vill Opmierksamkeet geschenkt krute vum Statsminister. Méi Opmierksamkeet krut dergéint den Transportminister, ouni datt hien namentlech erwähnt ginn ass, mat sengem Mobilitéitskonzept „mobil 2020".

De Premier huet hei vun engem Mobilitéitspuzzle geschwat an hien huet Recht. Et ass ee Puzzle, bei deem dësen Transportminister just eng Kéier déi eenzel Stécker duerjerneegerëselt huet a frësch zesummegesat huet. Ee Puzzle ass ee Spill, wat vun engem schottesche Metzler erfonnt ginn ass, wéi hien aus Versehen ee Geldschäin an de Fleeschwollef fale gelooss hat. De Mobilitéitspuzzle ass dat Konzept, wat den Henri Grethen op d'Schinne gesat hat ënnert dem Numm mobilitéit.lu. Dës Regierung huet dem Puzzle just een aneren Numm ginn.

Déi lescht Regierung hat mam IVL a mat mobilitéit.lu e gudde strategesche Kader fir d'Landesplanung an eisem Land ausgeschafft. Dëse Kader ass och dat ideaalt Réckgrat fir eng Territorialreform an eisem Land. Enn 2003 ass an dësem Haus eng grouss Debatt iwwert d'Zukunft vun der Gemengelandschaft gefouert ginn. Et war eng exzellent Debatt an et huet ee gemengt, Land a Politik géifen dës Erausfuerderung an engem gesonde Geescht vun noutwendeger Moderniséierungsdebatt ugoen.

De Premier huet a senger Deklaratioun 2005 bekräftegt: „Eppes ass kloer: Zwangsfusioune vu Gemenge wäert et keng ginn." An och 2007 huet hie widderholl, datt „d'Gemenge selbstverständlech net zwangsfusionéiert ginn". Haut fäerte mer, datt d'Gemenge fräiwëlleg gezwonge ginn, fir ze fusionéieren.

Haut muss ee fäerten, datt de Schatten-Innenminister, deen hei an der Chamber sëtzt, auf Teufel komm raus d'Kaart vum Land wëllt zeechnen, esou wéi hien et mengt, a wann et muss sinn, géint säin eegenen Innenminister.

Haut musse mer feststellen, datt d'Positioune vun deenen zwee Koalitiounspartner wäit auserneeleien a souguer eng Rei Punkten, déi ausdrécklech am Koalitiounsaccord festgehale waren, net méi respektéiert ginn. D'CSV an d'LSAP taktéieren hei opgrond vu parteipoliteschen Iwwerleeungen. An et ass elo scho kloer, datt dës Regierung a puncto Territorialreform kee Millimeter weiderkomm ass a wäit hannert deenen ambitiéisen Zilsetzunge wäert bleiwen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat Eenzegt, wat gutt un dëser Regierung ass, dat ass, datt se doranner net virukomm sinn.

M. Fernand Etgen *(DP).*- D'Territorialreform schleeft an de President vun der Spezialkommissioun, deen net ophält, de Fraktiounen Hausaufgaben ze ginn, fir hir Positioun ëmmer erëm nei ze erläuteren a fir an enger x-ter Versioun an ënner engem aneren Numm dach nach seng Visiounen, déi eng Majoritéit awer net deelt, duerchzekréien, gëtt sech net - wéi den Här Clement dat och elo gemaach huet -, deenen anere Parteie Reformonfäegkeet virzewerfen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Dobäi weess hie ganz genee, datt d'DP schonn zum Beispill 2005 een alternatiivt Konzept zu deem vun dëser Regierung presentéiert huet. Dobäi weess hien, datt do éierlech d'Autonomie vun de Gemenge weider assuréiert gëtt a se net duerch d'Hannerdier ënnergruewe gëtt.

Dobäi weess hien, datt d'Gemengefinanzen dréngend enger Reform ënnerzu musse ginn, datt d'Gemengen hire Bierger déi Servicer kënne bidden, déi se verdéngt hunn. Dobäi weess hien, datt mir mengen, datt ee fir d'éischt muss d'Missiounen an och déi geographesch an topographesch Situatioun vun de Gemengen definéieren, fir dat ze bewerkstellegen. Dobäi weess hien, datt de Congé politique ee Sujet ass, deen dréngendst muss diskutéiert ginn, an, an, an.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, 2007 sot de Premier: „Déi, déi d'Remarque maachen, et wier falsch gewiescht, näischt iwwert dat neit Waassergesetz ze soen, déi hunn och Recht. Mä mir kréien an deenen nächste Méint nach dacks doriwwer ze schwätzen."

Awer och 2008 huet de Premier näischt iwwert dat neit Waassergesetz gesot. D'Regierung huet awer d'Gemengen invitéiert, hir Taxen net an d'Luucht ze setzen. „Wann d'kommunal Taxen net klammen, kënne mer der Inflatioun den Aarm béien", sot de Premier. Dat kléngt no halbstark, wann ee weess, datt de Waasserpräis massiv wäert an d'Luucht goen an de Premier kee Wuert doriwwer verléiert.

Mä wéi dës Regierung am Allgemenge mat dem Sujet vun der Kafkraaft ëmgeet, huet mäi Parteipresident schonns genuch hei erläutert. Et bleift, datt dës Regierung d'Land véier Joer verléiere gedoen huet an et un enger anerer Majoritéit wäert leie mussen, all déi verpasste Chancen auszebigelen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, et sinn elo nach dräi Riedner ageschriwwen, mat dräimol zéng Minutten. Mir zéien dat elo duerch, dass mer d'Debatt haut de Moien ofgeschloss kréien.

(Interruption)

Pardon? Här Bettel, Är Fraktioun huet mer matgedeelt, dass Dir géift zéng Minutte schwätzen. Wann et elo erëm anescht ass, da sot mer et, da kënne mer eis dorobber astellen. Mä op jidde Fall gëtt d'Debatt haut de Mëtteg fäerdeg gemaach a mir fänken haut de Mëtteg u mat der Äntwert vun der Regierung, vum Statsminister. Elo huet d'Wuert déi honorabel Madame Colette Flesch.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hu just eng kleng Fro, wéi eise Statsminister kann op eis Froen äntwerten.

M. le Président.- Ma dat mécht en haut de Mëtteg.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, mä wann en net hei ass, wéi kritt e se mat?

M. le Président.- Maacht Iech emol keng Suergen, mir hu jo schlussendlech Chamber-TV. Gitt emol dovunner aus, dass de Statsminister ganz genee suivéiert, wat d'Vuë vun der demokratescher Fraktioun sinn, déi se elo nach duerleet.

Elo huet d'Madame Flesch emol d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Da sinn ech ganz berouegt, Här President.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President. A senger Ried zur Lag vun der Natioun huet de Statsminister nawell vill vu sozialer an nationaler Kohesioun geschwat an huet gemengt, si wär nëmme méiglech, wann d'Leit am Land Vertrauen an d'Institutiounen hunn.

Hien huet méi prezis gemengt - a mir si senger Meenung -, dass mer och Vertraue brauchen an déi vun onsen Institutiounen, an d'Justiz an an d'Polizei. D'Justiz selbstverständlech ass onofhängeg, weder Regierung nach Parlament nach Politik däerfe sech amëschen oder se behënneren. Dofir, seet de Premier, wäert de Justizminister e Gesetzesprojet abréngen, deen d'Behënnerung vun der Justiz strofbar mécht. Esou wéi et zum Beispill a Frankräich an an Däitschland de Fall ass, mä hei net, an dat ass eng gutt an eng néideg Saach, besonnesch wann een d'Aussoe vum Procureur d'État vu Lëtzebuerg a leschter Zäit an Erënnerung bréngt.

Wat d'Police betrëfft, huet de Statsminister gemengt, d'Polizisten um Terrain géifen eng gutt Aarbecht maachen a mir sollte se dobäi ënnerstëtzen. Och dat ass richteg a mir deele voll a ganz dës Ausso.

Nach gëtt et an deem Zesummenhang eng Ausso vum Statsminister, déi ons iwwerrascht huet, well se ons schéngt der Gravitéit vu gewëssen Evénementer net ugepasst ze sinn.

Viru kuerzer Zäit huet de Procureur d'État vu Lëtzebuerg, also d'Nummer 2 vun der Magistrature debout an onsem Land, an engem Interview ganz grave Reprochen erhuewen am Kader vun der Bommeleeëraffär. Hien huet festgestallt:

- dass et nom aktuelle Stand vun der Affär onbestreitbar ass, dass mindestens verschidden, wann net all Täter aus der Gendarmerie kommen;

- dass d'Ermëttlungen a ville Punkten op d'mannst als schlampeg unzegesi sinn. Et ass ze hoffen, huet de Procureur weider gemengt, dass een dozou ni Detailer öffentlech maache muss.

- dass de Kommandant vun der Gendarmerie sech deemools beharrlech geweigert huet, dem Untersuchungsriichter déi vun him gewënschten Ermëttler souwéi déi noutwendeg Zuel vun Ermëttler zur Verfügung ze stellen;

- dass den Untersuchungsriichter systematesch court-circuitéiert gouf, well him wesentlech Informatiounen a wichteg Dokumenter virenthale goufen;

- dass verschidden héich Offizéier virum Untersuchungsriichter, virun deem se ënner Eed ausgesot hunn, et mat der Wourecht net esou genee geholl hunn - an de Procureur huet gemengt, hie géif mat där Ausso nach ganz héiflech bleiwen;

- dass et aus dem Aktenheft ervirgeet, dass verschidde Polizeibeamten op d'mannst méi wëssen, wéi se aussoen, an et e Fait ass, dass ee bei der ganzer Untersuchung op eng Chape de plomb stéisst.

Da muss een zouginn, esou de Procureur, dass dat Ganzt en handfeste Justizskandal ass. An de Procureur stellt och d'Fro, ob déi deemoleg politesch Féierung staark genuch war, well him schéngt et, dass d'Direktioun vun der Gendarmerie en zimlecht Eegeliewe geféiert huet.

Esou e Justizskandal op - an ech zitéieren elo dem Premier seng Wierder - „Dysfonctionnementer, déi et op eenzelnen Etage vun der Polizeihierarchie viru Jorzéngte ka ginn hunn" ze reduzéieren, wéi de Statsminister et a senger Ried gemaach huet, schéngt mer net ugepasst un d'Gravitéit vun de Feelverhalen, déi vum Procureur ugeprangert goufen, an och net dozou ugedunn ze sinn, d'Vertraue vun de Leit an ons Institutiounen ze stäerken.

Wann d'Regierungsparteien, déi deemools déi eng de Justizminister, déi aner de Polizeiminister gestallt hunn, zu deene Vorkommnissen - déi virun 23 Joer virkomm sinn, dat ass kloer - näischt ze soen hunn, dann ass et net verwonnerlech, dass d'Leit dobausse sech Froe stellen. Wann de Justiz- a Polizeiminister dozou beharrlech de Mond hält, dann ass dat kaum de Wee fir d'Vertraue vun de Leit an ons Institutiounen ze stäerken.

D'LSAP ass 2004 an d'Wahle gaange mam Slogan, et ass haut scho gesot ginn: „Mir paken et un." D'CSV huet dem Land „de séchere Wee" versprach. D'Resultat vu bal véier Joer CSV/LSAP-Regierung ass, dass de Corps vun der Polizei an den Ae vun de Leit - leider, a mir bedaueren dat - leider esou déif steet wéi nach ni virdrun, an dass d'Vertrauen an d'Institutiounen an an d'Politiker en ni gekannten Déifpunkt erreecht huet.

Et ass héich Zäit, dass d'Regierung de Seriö vun der Situatioun unerkennt an eng kloer Sprooch och do schwätzt.

D'Sprooch bréngt mech zu engem anere Punkt, deen e Leitmotiv bei mir ass, bei deem de Statsminister gemengt huet, dass sozial Kohesioun géif mat Integratioun reimen. Hien huet domadder op dat gewollte Matenee vu Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger higewisen an d'Gesetzesprojeten iwwer Immigratioun an Integratioun an iwwert d'duebel Nationalitéit ugesprach.

Dem Statsminister säin Engagement fir d'duebel Nationalitéit ass onbestreitbar a mir stellen en a kengem Moment a Fro. De Prinzip vun der duebeler Nationalitéit fënnt an dësem Haus, menger Meenung no, e breede Konsens a mir wäerten zu vill eng Hand mat upaken, dass en och eng breet Akzeptanz dobausse fënnt.

Mir si mam Statsminister eens, dass mer ons Nationalitéit net opginn, mä dass mer se opmaachen. Duerfir solle mer all zesummen derzou bäidroen, dass d'Adoptioun vun onsem neien Nationalitéitsgesetz keng negativ Signaler beinhalt. An onsen Aen ass de Wonsch vun der Regierung, d'Residenzdauer vu fënnef op siwe Joer eropzesetzen, esou en negatiivt Signal. Mir géifen domadder e Schrëtt réckwäerts maachen a sécherlech kee Message vun Ouverture no baussen droen.

Wéi de Statsminister si mir als DP der Meenung, dass d'Sprooch e wichtegt Element ass vun der Integratioun. Och mir si keng Fanatiker, mä Pragmatiker, a mir sinn ons bewosst vun der Spezifissitéit vun onsem Sproocheregime, an deem dräi Sprooche koexistéieren, a mir sinn ons och bewosst vun der bal eenzegaarteger Roll vun onser Sprooch am Zesummenhang mat onser Identitéit.

Nach menge mir, dass ons Lëtzebuerger Sprooch net soll zu enger Integratiounsbarrière ginn oder zu engem Instrument vu sozialer Diskriminatioun. „Déi Mënschen, fir déi eis Nationalitéit opgeet, mussen net Lëtzebuergesch kënne schwätze wéi en Affekot", sot de Premier. Si brauchen onser Meenung no och net Lëtzebuergesch kënnen ze schwätze wéi een, deen et während sechs Joer an der Primärschoul geléiert huet a prett ass an de Secondaire ze goen. A si brauchen et och net ze verstoe wéi een, deen et während néng Joer an der Primärschoul an am Lycée geléiert huet an dee se gutt genuch kennt, fir Coursen an der Économie, der Philosophie oder de Sciences naturelles ze suivéieren.

Här President, ech zitéieren hei bei der Beschreiwung vun den eenzelnen Niveauen, déi gewënscht sinn, d'Wierder vum Commentaire des articles vum Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Sproocheregelung. Ech géif also nach eng Kéier en drénglechen Appel un d'Majoritéitsparteie riichten a se bieden, sech engersäits vun hire chrëschtlech-sozialen an anerersäits vun hire sozialisteschen Iwwerzeegungen ze inspiréieren an hir Attitüd zu deenen zwou Froen am Nationalitéitsprojet ze iwwerdenken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den honorabelen Här Bettel huet elo d'Wuert.

Une voix.- Modell 1!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, dass den Här Statsminister matkritt, wat ech elo soen, well et hie concernéiert.

Här President, d'CSV ass 2004 an d'Wahle matgaange mam Slogan „Jonker wiele Juncker". Dat ass gutt gaangen, d'Resultat ass jo do, si hunn och vill Sëtz kritt. Mä, huet den Här Juncker och déi Jonk gewielt? War den Här Juncker fir déi Jonk do? Ass dës Regierung do gewiescht, wou déi Jonk se gebraucht hunn? Do kann een nëmmen op eng Manéier äntwerten, nämlech mat „Neen".

Bei den Zuele vum Chômage, do gëtt sech op d'Schëller geklappt andeems gesot gëtt, d'Zuele vum Chômage sinn elo besser ginn, en ass erofgaangen. Mir haten, am Joer 2004, 8.242 Demandeurs d'emploi. Mä mir haten der am Dezember - dat stëmmt, do hate mer eng Pointe - 10.310, an elo am Mäerz si mer nees bei 9.500. Dat heescht, den Taux de chômage vun 2004 bis 2008 ass awer vun 3,5 op 4,2 eropgeklommen. A wann ee bei deene Jonke kuckt, ass de Chômage vun 1.378 Unitéiten op 1.601 Unitéiten eropgaangen. Dat ass bestëmmt net eng Besserung. A wann ee genee kuckt, ass dat souguer eng Hausse bei deene Jonke vu 16,1% a véier Joer. Mir si souguer iwwert der Moyenne an der EU. Här Juncker, Merci!

Firwat gëtt et dee Chômage? Da gëtt gekuckt. Den Här Biltgen erkläert de Chômage bei deene Jonken doduerch, dass d'Schoul se net richteg preparéiert. Mir kréie jo esou vill Joben, mä d'Leit sinn net richteg preparéiert. Et kann ee just feststellen, dass ëmmer nach hautdësdags Jonker d'Schoul verloossen ouni Diplom. Dat ass eng Tatsaach, a souguer den Här Schank huet dat viru kuerzem op enger Table ronde gesot. Den Här Biltgen huet gesot: Wann Der e gudden Diplom hutt, dann hutt Der och méi Chance, eng Aarbecht ze fannen.

2007 sinn nach 680 Schüler ouni Diplom vun der Schoul fortgaangen, a wann ee kuckt, vu Mee 2006 op Mee 2007 sinn et der souguer 1.371, déi hir Studië ganz opgehalen hunn. Dat heescht, dat si Leit, wou ee kuckt iergend esou eng „Mesurette" ze fannen, fir dass se net direkt an de Chômage falen, mä dat sinn och Leit, déi dann hei zu Lëtzebuerg ganz vill Schwieregkeeten hunn, fir duerno eng Aarbecht ze fannen.

Dat heescht „Jonker wiele Juncker": De Juncker huet op jidde Fall net déi Jonk gewielt.

Als Jonken ass ee fir d'Fräiheet, et ass ee fir d'Selbstentfalung, fir d'Selbstentscheedung vun de Bierger. Wann ee kuckt, de PACS hate mer an enger CSV/DP-Koalitioun gestëmmt. Et sinn Améliorationе versprach ginn, et ass e bësse Bricolage um Niveau Steiere gemaach ginn. Ech mengen, eng richteg Reform an der Unerkennung vu Partnerschaften, an net nëmme vu Partnerschaften, mä vun Hochzäiten opzemaache fir aner Koppele wéi Heteroskoppelen, ass nach ëmmer en Tabuthema an dëser Koalitioun. Et ass zwar vill ugekënnegt ginn - et stoung an de Wahlprogrammer vun der Sozialistescher Aarbechterpartei -, mä ech waarden do nach ëmmer op e Schratt, dee méi wäit geet.

Ech war ganz frou, wéi mer déi Motioun gestëmmt haten, fir dass mer hei iwwerhaapt kéinten driwwer diskutéieren. Ech erënneren drun, Här President, dass verschidde Leit wéi den Här Schreiner, den Här Angel, d'Joffer Dall'Agnol an d'Madame Spautz se awer gestëmmt hunn, mä de ganze Rescht vun der Sozialistescher Aarbechterpartei ass ëmgefall. Vun der CSV net ze schwätzen! Dat ass eng Arméi - déi

stinn do an dat ass ëmmer e Block -, do weess een, wéi se stëmmen.

Une voix.- Heiansdo!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann ech elo zum Beispill iwwert d'Euthanasie schwätzen, hunn ech do gëschter festgestallt, dass den Här Wolter kompromëssfäeg ass. Dat war seng grouss Ausso: „Ech si kompromëssfäeg." Jo, wann Der dat maacht, wéi ech et gären hätt!

Une voix.- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat nennt ee Kompromëss. Also la tête contre le mur. Sidd Der averstanen, da maache mer mat, sidd Der net averstanen, dann hat Der Pech, da maache mer net mat. - Dat nennen

ech kee Kompromëss!

Et ass e Vote gemaach ginn hei an der Chamber iwwer en Text, wou eng Majoritéit sech degagéiert huet. Da gëtt awer mat all juristeschem Argument, Geplimpels a Geplänkels gekuckt, wéi een nëmme kann dee Vote iergendwéi réckgängeg maachen, an am léifste souguer annulléieren a soen, dat ass ni gestëmmt ginn! Ech weess, fir d'CSV ass dat eng Page noire vun der Geschicht vun der Lëtzebuerger Politik. Mä akzeptéiert en demokratesche Vote vun den Deputéierten! Et muss een dat respektéieren.

Als Jonken ass et immens frustrant,…

(Brouhaha)

…wann ee Leit hei huet an enger Chamber, déi gewielt gi sinn, an déi Leit, déi gewielt gi sinn, e majoritäre Vote huelen - egal, ob et souguer nëmmen eng Stëmm Majoritéit gewiescht wär -, e Vote ass e Vote! E Vote ass e Vote, an da respektéiert een dee Vote! De Leit d'Fräiheet…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Loosst den Här Bettel a Rou schwätzen, da brauch hie sech net opzereegen! An déi aner lauschteren no!

M. Xavier Bettel *(DP).*- …ze loossen, eppes erauszesichen um Enn vun hirem Liewen: Dat soll nach ëmmer e Grondprinzip sinn, dass d'Leit sech dat kënnen aussichen, an et soll een net diktéiert kréie vun iergendenger Partei, wéi et duerno soll ausgesinn.

Wann ee vu Fräiheete schwätzt a wat och déi jonk Leit concernéiert, ass d'Duebelnationalitéit. D'Madame Flesch huet schonn dovunner geschwat. Erlaabt mer just, dass ech ze bedenke ginn, wéi frustrant et awer heiansdo ass, als jonke Politiker hei an der Chamber ze sëtzen an iwwerhaapt Politik ze maachen.

Ech zitéieren den Här Mosar, de 4. Juli 2001: „Dëst gesot, ass jo dann och déi grouss Majoritéit um Niveau vun der Chamberskommissioun quasi unanime gewiescht, fir den Accès zu der Lëtzebuerger Nationalitéit wuel ze verkierzen, ze vereinfachen, ouni awer heiraus wëllen eng sougenannten Nationalité de complaisance ze maachen."

Une voix.- Dat ass nach ëmmer richteg.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Tipptopp, dat ass nach ëmmer richteg. Dat war, fir vun zéng op fënnef Joer erofzekommen.

„Weder eng ze vill restriktiv verstanen Nationalitéitspolitik nach eng iwwerdriwwe generéis, déi d'Diere grouss opmécht, favoriséiert en fin de compte eng harmonesch Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger."

Si mer eis eens? Vun zéng Joer op fënnef Joer erof.

Ech zitéieren den Här Fayot, dee seet: „D'LSAP huet, wéi de Statsrot iwwregens och, plädéiert, dass d'Demande en naturalisation ee Joer virum Oflaf vun der Residenzdauer kéint agereecht ginn, an et ass duerchsiichteg genuch, firwat d'CSV/DP-Majoritéit, iwwregens mam Sekurs vun der ADR, déi Sproocheklausel afëiere wëllt." Ech zitéieren den Här Fayot nach ëmmer: „Och hei ass d'Duebelzüngegkeet grouss. Vis-à-vis vun de Frieme gëtt gesot, dëst Gesetz géif an der Praxis keng wesentlech Änerunge bréngen", etc., etc.

An dann nach eise vénéréierte Justizminister, den Här Frieden, dee gesot huet: „Eng méi schnell Méiglechkeet fir déi Auslänner, déi wëllen d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, dat ass déi ganz Diskussioun iwwert d'Residenzdauer. Mir hate laang an der Regierung doriwwer diskutéiert. Mir hunn eis op fënnef Joer festgeluecht, an dat aus deem gudde Grond, dass dat déi Durée ass, déi an deene meeschte Länner vun der Europäescher Gemeinschaft virherrscht", an dann etc., etc. Ech zitéieren lech just dat.

Dat heescht, dat, wat virun e puer Joer als grande avancée zitéiert ginn ass, wat immens war, ass et haut net méi. Wann een déi Saache kuckt, dann ass et frustrant als Jonke sech ze froen: Wéi gëtt da Politik gemaach? Gëtt se am Intérêt vum Bierger gemaach, jo oder neen?

Wann een dann nach déi Jonk kuckt, déi si frustréiert haut. Déi eng fannen, hu keng Aarbecht, wéi ech virdru scho gesot hunn. Déi aner…

Gelift?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt awer eng Aarbecht?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech sinn Indépendant. Also ech hunn der heiansdo, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Fräischaffende Künstler.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä wéi gesot, vill jonk Leit haut hu keng Aarbecht, vill jonk Leit haut hu kee Schoulofschloss, a gleeft mer, déi meescht vun deene jonke Leit hunn haut keen eegenen Daach iwwert dem Kapp.

Erënnert Der lech nach un d'Lëtzebuerger Sozialistesch Aarbechterpartei, wou ech hei déi grouss Panneauë gewisen hunn, „Mir paken et un"? Also et ass nach keng Zill ugepaakt gi vun der Sozialistescher Aarbechterpartei an der Logementspolitik.

Et ginn der éischter vläicht - bei lech elo net -,…

(Hilarité)

...mä awer am groussen „Pacte Logement", annoncéiert vum Här Boden.

An erlaabt mer, Här President, den Här Boden ass vum 26. Januar 1995 u Minister! Ech mengen, dunn hunn ech d'Première gemaach. Den Här Boden war scho Logementsminister, wéi ech d'Première gemaach hunn!

(Interruptions)

Neen, neen, Logement, den Här Boden huet eréischt de Logement 1995 kritt. Wann ech mech net iren, hat den Här Spautz e virdrun, mä den Här Boden ass vun 1995 u Logementsminister.

Wéi gesot, ech hunn dunn d'Première gemaach oder war op jidde Fall nach e jonke Student.

Vun deem Dag u bis haut, Här President, ass de „Pacte Logement" nach ëmmer eng Utopie. Vun där mega Revolutioun vun dëser Koalitioun, wou iwwerall gebaut gëtt, wou d'Präisser erofginn, gesi mer guer näischt, ausser vill Oppositioune beim Statsrot. Eppes aneschters hu mer bis elo nach net kritt.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Wien näischt mécht, ka jo och näischt falsch maachen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Aus deem risege Pakt ass e klenge Päktche ginn, fir en iwwerhaapt an der Chamber duerchzekréien.

Et ass dem Här Boden säi Päckelchen, an dem Här Boden säi Päckelchen, gleeft mer et, Här President, geet herno just nach duer...

(Interruption)

Ma, ech si frou, Här Clement, dass Dir d'DP zitéiert hei an der Stad Lëtzebuerg, déi elo mat deem Projet mat enger Firma ganz, ganz vill Logementer wäert op de Marché ginn zu engem gudde Präis an...

(Interruption)

Gelift?

Här Wiseler, wéi ass d'Fro?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Wéi vill hat Dir versprach, datt Dir géift an der Stad an deem leschte Joer maachen?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also, mir hunn der iwwer 2.000 an der Tube, Här Wiseler.

(Interruptions)

Mir hunn der iwwer 2.000 an der Tube, a wann d'Regierung eis méi einfach géif d'Autorisatioune ginn, da wieren déi 2.000 och scho vläicht gebaut, Här Wiseler.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Wou dann?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also, Dir sidd am Ministère des Travaux publics. Kuckt, dass an Ären Administratioune bei lech a bei Äre Kolleegen an der Regierung e bësse méi séier geschafft gëtt, an da soen d'Stater Bierger lech e ganz, ganz grousse Merci, well da wär souguer déi Zuel, déi d'DP bei deene leschte Wahle gesot huet, total ënnerschat zu deem, wat ee kéint maachen.

Mä de Ball läit bei lech an ech soen lech Merci am Viraus, wann Dir dat fäerdeg bréngt.

Op jidde Fall, d'Sozialisten hate gesot, mir paken et un. Wéi gesot, bis haut ass nach net vill ugepaakt ginn.

Et gëtt geschat, Här President, dass ongeféier 7.000 Lëtzebuerger haut am Ausland wunnen. Am Grenzgebitt.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also, iwwer 10.000.

Da gëtt et aner Situatiounen, Här President, déi dramatesch si fir jonk Leit: jonk Leit am Prisong. D'Madame Frank war Rapportrice deemools vun der Kommissioun, déi mer haten iwwert d'Jeunesse en détresse, wou gesot ginn ass, dat ka jo net sinn, dass nach Mineuren am Prisong sinn. Wou si se haut? Am Prisong!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Dat ass awer net eleng der Regierung hir Schold.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also, Madame Frank, ech si ganz averstanen, mä wann d'Regierung hire Plang gehalen hätt, esou wéi et geplangt war, an net duerno op e Parking eppes hätt wëlle bauen, da wier haut och schonn dat Ganzt gebaut.

Sorry, ech hu mer geduecht, do kënnt doudsécher ee vun der CSV eis soen, et ass der DP hir Schold. Ech hu mech awer ëmfrot a gleeft mer et, d'Gemeng, haut wier schonn alles prett, wann deemools net deen...

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Jo, Här Bettel, da vergläicht awer och déi zwee Projeten, déi do waren. Dee Projet, deen initialement geplangt war vun der Regierung, an där Qualitéit, déi e gebueden hätt, hätt natierlech eng ganz Rei Avantagë gehat par rapport zu deem, dee mer elo musse bauen. Ech géif lech och bieden, dat eng Kéier ganz seriö ze kucken an den Inhalt och ze studéiere vun deem, wat mer hätte kënne maachen, wann et anescht gaange wier.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Wiseler, ech erklären dat dann engem Mineur, deen am Prisong sëtzt, woufir eis Regierung esou laang gebraucht huet, einfach well deen anere Plang vläicht besser hätt kënne sinn. D'Konklusioun ass haut nach ëmmer: Eis Mineurë sinn am Prisong, wou se net déi anstänneg Strukturen hunn, fir weder betreit ze ginn nach psychologesch suivéiert ze ginn. E Mineur huet seng Plaz net an engem Prisong!

An iwwerhaapt, wann een herno d'Resozialisatioun kuckt vun eise Mineuren an d'Zuele vun der Délinquance, da waren déi Zuelen, dass 2003 10,8% vun de Faitë vu Mineurë gemaach gi sinn. Haut si mer op 13,3%. Dat heescht, déi Zuel ass och nach an d'Luucht gaangen.

An dann nach eng dramatesch Situatioun, Här President, iwwert déi mer schonn diskutéiert hunn, dat ass déi vum Suicide. Heiansdo, wann dann esou eng Unzuel vu Suicidë beienee sinn, dann ass dat e Sujet duerch d'Land, wou driwwer muss diskutéiert ginn, an da gëtt gesot, do muss iergendwéi agéiert ginn. Mir haten déi Situatioun. Mir hunn och mat deene verschiddenen Associatioune geschwat. Ech wier frou, wa mer mat eiser Presidentin nach weider géifen an déi Richtung schaffen, fir op jidde Fall Preventioun ze maachen an deene Leit ze hëllefen, déi an déi Situatioun kommen, ob dat d'Famill ass fir d'psychologesch Betreiung oder déi jonk Leit, déi net méi wëssen, wou se dru sinn.

Här President, meng Introduktioun war „Jonker wiele Juncker". Bon, et ass elo bal kee méi vun der CSV do. Ech sinn nach frou, dass der nach dräi sëtze bliwwe sinn, deenen anere wäert et ze wéidoen. Den Här Thiel hésitéiert nach. Neen, bleift awer nach e bëssen hei...

(Interruptions diverses)

Ma, et sinn der fënnef Stéck do. Fënnef vun zéng, dat si 50%, Här Clement!

Also, wann Dir sechs Deputéierten hätt, ah neen, pardon, den Här President ass nach hei, da wiert Der zu aacht.

(Hilarité)

Dat wier net vill! Dat wier net vill! Also, mir sinn zu 50% do. Dir kënnt eis kee Reproche maachen, dass mir hei ënnervertruede wären.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Dir wësst net, wat Der erzielt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, also do muss ech dem Här Gibéryen Recht ginn. Ech sinn net oft mam Här Gibéryen averstanen, mä dës Kéier muss ech soen, dass ech awer seng Meenung total deelen.

(Hilarité)

Här President, wéi gesot, d'CSV ass 2004 mam Slogan an d'Wahle gaangen „Jonker wiele Juncker". Déi Jonk sinn op jidde Fall déi lescht Joren am Stach gelooss ginn: Chômage, Échec scolaire, Logement, Suicide, Prisong. Et ass kee Jonken, deen haut dem Här Juncker Merci seet, a gleeft mer, et wäert och kee Jonken 2009 op deen Trick erafalen, ob e Juncker, Frieden oder egal wéi heescht.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Dann ass de leschte Riedner fir haut de Moien den honorabelen Här Krieps.

(Interruptions diverses)

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Bonjour, Här President.

M. le Président.- Bonjour, Här Krieps!

(Hilarité)

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Ech wäert mech druginn, fir ganz séier ze sinn, well ech muss soen, de Fernand Etgen a mäi Kolleeg Xavier Bettel, déi hu mer schonn e puer Sujeten hei vu menge Blieder ewechgeholl,…

(Interruption et hilarité)

…an als net mandatéierte Spriecher, Madame Frank, muss ee soen, huet een et méi einfach hei op der Tribün.

Ech muss soen, ech si vun där Ried vum Statsminister vun der leschter Woch extrem enttäuscht ginn. Ech hunn der elo siwe matkritt, an déi hei war héchstwahrscheinlech déi mannst: Keng Perspektiven iwwer 2009 ewech, vill al Kamellen, vill oppen Diere sinn agestouss ginn, mat enger...

Jo, Dir laacht, Här Braz, esou ass et awer!

(Interruption et hilarité)

...mat enger pessimistescher Tonalitéit.

Da freet ee sech: Ass onst Land um Déclin? Déi Ried geet jo iwwert d'Lag vun der Natioun. A Frankräich ass sech déi Fro gestallt ginn am Januar iwwert d'Kultur.

Ech war och frou, dass den Här Statsminister verschiddene vu senge Ministere Bonnenotë ginn huet, sou der Madame Modert an der Kultur wéinst dem Kulturjoer. Ech hätt erwaart, hien hätt onsem ale Kolleeg Garcia och eng ginn, deen hei an der Chamber demissionéiert huet wéinst dem Kulturjoer - dat gëtt et jo selten, dass hei een demissionéiert, ganz selten. Ech hätt dem Här Garcia och eng Bonne note ginn, hien hätt dat jo verdéngt.

Une voix.- Ganz richteg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Ech erënneren hei un aner Aussoen. Den Éierestatsminister Thorn huet eng Kéier gesot: „Les Luxembourgeois vont bien, le Luxembourg va mal." An den Här Statsminister huet dem Här Thorn säi Saz paraphraséiert, well hien huet effektiv erkannt, dass et dem Land besser geet wéi deene Leit, déi hei residéieren.

Frou war ech natierlech ze héieren, dass de Statsminister Mee 1968 als e positiven Happening gesäit, am Géigesaz zu engem karréierte Mataarbechter vum „Lëtzebuerger Wort". Deemools huet de Jean Dupong den Ustouss gi fir Schoulreformen...

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

Wiem säin Tëlefon ass dat? Ech hu keen.

(Hilarité)

Une voix.- Et ass dem Här Huss säin!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Hei stéiert ee mech. Dem Här Huss säin! Kommt elo!

(Hilarité)

Ech war och frou iwwert dem Statsminister seng Positioun par rapport zu dem Euthanasiegesetz.

Une voix.- Et ass Cabaret hei!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Neen, neen, Dir hutt méi Cabaret bei Iech wéi mir. Also, komme mer op dem Här Wolter seng Attitüd gëschter iwwert d'Euthanasieproblematik an der Gesondheetskommissioun: Dat war richtege Cabaret.

Et war an der Kommissioun ofgemaach ginn, mir hätten d'Amendementer vun der CSV méindes owes. Dir sidd awer fir d'éischt an d'Press gaangen, Pressekonferenzen dënschdes ofhalen, an du krute mer déi Amendementer mëttwochs, an donneschdes moies war déi Kommissiounssitzung. Dat ass richtege Cabaret, mat engem eeschte Sujet!

A wann ech d'Madame Frank wier, géif ech och rose ginn doriwwer. Mir kruten dat ënnergejubelt e puer Stonnen ier dann d'Sitzung war, an da maache mer dat de Mëtteg kloer, hoffen ech.

D'Oppositioun tëscht der Wëssenschaft an der Relioun ass et Jorhonnerte ginn, an dann ass d'Politik gefuerdert ze kommen, a mir wäerten dat sinn.

Dann hunn ech eng Fro un de Statsminister - leider ass en net do, hien äntwert dann de Mëtteg op déi Fro - iwwert déi Affär, wou hie sech mam Claude Meisch ugeluecht huet wéinst den zweemol 6% Steiererloossungen.

Ech hunn en ale Patient: 86 Joer al, an der Steiergrupp 1A, véier Kanner groussgezunn; seng Kanner ginn natierlech net méi an eng Crèche,...

(Hilarité)

...duerfir bénéficiéiert en net dovunner.

Dee Patient seet mir dann: „Ech kréie vu menger Rent ofgeholl dräimol 4% an de Joren 2007, 2008 an 2009, an ech kréie Steieren erlooss, déi ech iwwerhaapt net bezuelen, zweemol 6% 2008 an 2009." Da seet dee Mann, dass 12% manner sinn ewéi 12% méi.

Ech verstinn deen; ech géif do och näischt verstoen. Ech hu gesot, ech huelen dem Här Statsminister déi Fro mat.

D'Abattementer an den Assurancë gi gehéicht. Doriwwer sinn ech ganz frou.

D'Bauspuerprogrammer: Wat geschitt mat deenen? Dat weess ech net, well d'Ofschreiwe vun de Scholdzënse gëtt jo erhéicht. Mä d'Scholdzënse kréie jo d'Leit nëmmen ofzesetzen dee Moment wa se eng Schold hunn.

Den Här Bettel huet iwwert de Chômage bei deene Jonke geschwat. Do hunn ech och näischt verstan.

(Hilarité)

Vun Iech, Här Bettel, hunn ech et verstan, mä vum Statsminister hunn ech et net verstan!

Sou kann ech da virufueren. Ech wëll net an de Cabaret falen, Här Clement. Ech hunn an deem Problem och näischt verstan.

Ech hunn och näischt verstan…

(Interruptions)

…bei den Établissements publics. Firwat Sparta Bartreng Champion ginn ass, hunn ech verstan - trotz dem Här Kox -, mä dass se net an der Coque gespillt hunn, dat verstinn ech och net. D'Établissements publics misste méi kontrolléiert ginn.

De Conseil supérieur de la Justice. Ech krut gesot, d'Jugendversuergung an d'Prise en charge duerch d'Geriichter wär besser ginn, well de Minister do mat deene Concernéierte geschwat huet. Am Conseil supérieur de la Justice huet hien et nach net fäerdeg bruecht.

Keng Perspektiven, wéi scho gesot. Et geet drëms, fir de Bierger elo rouegzestellen a fir en ze anästhesiéiere bis zu de Wahlen 2009, de 7. Juni. D'Wuert „Zukunft" ass mëssbraucht ginn. Et ass reduzéiert ginn op en Ablack. D'Géisskan gëtt viru gebraucht, a si ass haaptsächlech entkoppelt gi vum Leeschtungsprinzip. An ech weess net, d'Leit ginn ofgedréckt an d'Sozialhëllef. Dat neit Sklaventum ass d'Sozialhëllef mat der Aarmebürementalitéit. Ech soen dat hei. Dat ass esou. Dat gëtt scho 40 Joer gesot, mä et ass esou.

D'Hoffnung verschwënnt: Dat ass batter, wann d'Hoffnung verschwënnt; do kënnt Der sécher sinn. Ech ginn net dovunner aus, dass de Statsminister d'Land regéiert a Fonctioun vu volatilë PIBen a vu volatilë Sondageresultater; seng Sondagë sinn exzellent. Ech kommen herno op hien zréck.

D'sozialpolitesch Moossname schéngen iergendwéi keen Impakt ze hunn op d'Natalitéit zum Beispill. Déi ass fënnef Joer réckleefeg. Ech géif och nach soen, dass déi Kannerversuergung, déi elo gratis ugebuede gëtt, awer net gratis gëtt. Déi gëtt ganz deier.

Ech hu mer Suerge gemaach: Wie verdéngt dann dorobber? Ech hoffen net, dass déi nämlecht Organisatioune karitativer Natur déi nämlecht Sue verdéngen an der Kannerversuergung wéi an der Assurance dépendance. Dat sinn der jo ganz vill. Op alle Fall deen, deen hei verléiert, dat ass de Steierzueler. Do sinn ech awer ganz sécher. Ech hoffen och, dass dat eben net eng verkappten Akommesquell gëtt fir esou Organisatiounen.

Ganz frou war ech iwwert d'Integratioun vun den auslännesche Matbierger. Ech sinn natierlech nach der Iwwerzeegung, dass och ons Matbierger an dësem Land misste besser an d'Gesellschaft integréiert ginn. D'Zouwanderung ass noutwendeg; dovunner sinn ech iwwerzeegt. Den Här Gibéryen, mäi Frënd, vläicht manner. Mä ech mengen, dat kënnt nach bei him.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech wier ganz frou, wann Der mech net géift nennen.

(Hilarité)

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Bei der Zouwanderung. Jo, ech weess dat. Dofir hunn ech et jo gesot.

(Hilarité)

D'Infrastrukturen. Dozou héieren ech dann e Samschdeg - ech lauschtere selten de Radio - den Här Goebbels schwätzen: Et misste méi Autobunne kommen. Ma den Här Goebbels koum 1984 an d'Regierung. Hie war dem Här Wiseler säi Virgänger. Hien ass '99 aus der Regierung erausgaang.

(Interruption)

M. le Président.- D'Madame Hennicot.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Jo, mä hie war et och ee Moment.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Hie war et awer virdrun.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Jo, also hie war et och. Transportminister, Bauteminister; hie war dat dach alles. Ech ire mech net.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Här Boden war nach vill méi.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Jo, also ech kann Iech soen: Elo entdeckt den Här Goebbels d'Autobunnen. Mä et ass dach fir ze laachen!

(Hilarité)

Breetbandréseau: Do si mir Liichtjoren hannendrun, wann ech dat muss esou ausdrécken. Années lumières si mir am Retard. Den Tram: Ech si mam 11 gefuer, Här Scheuer. Gewéinlech am Wanter hu mer natierlech Kéipercher mam Sand op d'Schinne gemaach,…

Une voix.- Allez!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- …an da si mer vun der Synagog aus zu Fouss an den ale Kolléisch gaang.

(Hilarité)

Den Zuch gëtt elo erëm entdeckt. Deen Zuch fiert dach nëmmen d'Schinne futti. Wou kréie mir dann hei en Tram vun der Gare op de Kierchbierg, deen 100.000 Leit den Dag huelen? Wou kréie mir déi 100.000 Leit hier?

(Hilarité)

Ech hätt léiwer gehat, si hätten an d'Informatiounstechnologien, ausser dem Breetband, Sue gestach an d'Leit och do subventionéiert.

Et si frou, dass ech dee Slogan vum „lifelong learning" net héieren hunn, well ech hätt gären, dass d'Leit gesteiert ginn op den „lifelong earning".

(Hilarité)

Et gëtt keng Suen. D'Perspektiv an de Betriber ass schlecht. D'Gewerbesteier ass vergiess ginn. Interessant: Den Här Bodry huet de Moie fir d'éischt vun der Assiette des cotisations sociales geschwat; d'Besteierung vum Besëtz. Dat hunn ech hien ee Moment héiere soen, an dunn hunn ech net méi nogelauschtert.

(Hilarité)

De Statsminister huet och vergiess - d'Colette Flesch huet et glécklecherweis rappeléiert - vun der „Affär B" - fir se esou ze nennen - ze schwätzen; d'Affär Bommeleeër.

Une voix.- Dat maacht Dir jo elo.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Mir hunn de Statsminister guer net héieren iwwer säi Sort personnel schwätzen. D'ganzt Land suergt sech dowéinst. Den Här Clement wäert ons dat de Mëtteg soen.

Une voix.- Dir wësst et dach!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Neen, neen. Ech weess et net.

Une autre voix.- Liest emol den „Journal"!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Ech liese keen „Journal".

(Hilarité)

Ech kréien en net ausgeliwwert. Ech kréien den „Journal" net heemgeschéckt.

De Waasserpräis - dat huet den Eugène Berger gesot - an den Entsuergungspräis an de Gemengen ass esou variabel. An engem Land vu 70 op 40 Kilometer misst d'Regierung dat dach harmoniséiere kënnen.

Ech briechen natierlech och eng Lanz fir d'duebel Nationalitéit, d'Integratioun, d'portugisesch Schoul; well dat ass dem Stat seng Schold. Hien huet ons Gemenge sech 30 Joer laang mat de portugisesche Kanner erëmbaalge gelooss. Souguer den Här Goebbels war géint d'international Schoul. Dofir sinn ech dem Statsminister dankbar, dass hien dat ernimmt.

Ech fuerderen dann nach eng Sprooch als administrativ Sprooch am Land: d'Englescht. Ech sinn natierlech net deen Eenzegen, well ech gesinn hei de Statsminister op enger Foto vun engem „Luxembourg Financial Forum" an e puer Deeg, op Invitatioun vun onsem Statsminister a mam Support vun der Finanzplaz. Et ass nëmmen op Englesch. Folglech sinn ech him dankbar, dass hien niewent dem Lëtzebuergeschen, Däitschen a Franséischen d'Englescht elo als administrativ Sprooch afëiert, well dat ass schwéier noutwendeg.

An da leschtlech, fir et net ze laang ze maachen, well mir sinn all hongreg, Här President,…

(Hilarité)

Une voix.- Huelt Iech Zäit!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Ech huele mer Zäit. …muss ech zwar e Wuert iwwert d'Medezin soen. D'Médecine scolaire: Näischt ass a Siicht an enger Neioplag vun der Schoulmedezin. Et ass näischt a Siicht. D'Biomedezin: Oviedo, dat ass zéng Joer al. Oviedo muss elo schonn iwwerholl ginn, Här Huss… Dokter Huss.

(Hilarité)

Den Här Huss ass ëmmer mat mir eens.

D'Assurance accident: Do ass schonn e Bericht vum Conseil économique et social. Dee misst och iwwerholl ginn.

D'Organtransplantatiounen: Dofir mécht de Minister zwar elo Reklamm. Ech hunn an engem Geschichtsbuch vum Centre culturel vun der Déifferdenger Gemeng gelies: Deen éischten Débat war do 1982. Et ass also laang hier. Den Dokter Kuntziger huet nach déi Zäit gedéngt.

Mäi Frënd de Marco Schroell huet op dëser Tribün 2003 d'Verhiddungsmëttel bei de Mannerjähregen - deemools waren déi nach ënner 21 Joer - gefuerdert, an och fir déi Mannerbemëttelt. Elo ginn oppen Dieren agerannt. De Plan cancer an de Plan cardiovasculaire; eng gutt Note. Loosse mer awer net déi Dement doruechter verléieren. Well de Statsminister huet jo vun den hospitaliséierten Demente geschwat, mä et sinn der nach vill méi, déi dobausse lafen.

(Hilarité)

D'Hospitalisatioun, d'Salle-d'urgencë gi ganz vergiess.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Ob der och heibanne sinn?

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Oh, Här Braz, Dir sidd wëllkomm. Mir sinn zu esou wéineg.

(Hilarité)

D'„stem cell" - d'Stammzellefuerschung - gëtt ëmmer occultéiert, mä ech wäert dorobber zréckkommen.

De Rentesplitting: Do hunn ech dann nogekuckt, an do huet d'Regierung 2006 eng Kommissiounssëtzung gehat mat engem definitiven interministeriellen Aarbechtsgrupp. Also ech mengen, dat sinn al Kamellen.

Ech fuerderen haut, well ech an deene leschte Jore regelméisseg en neie Sujet gefuerdert hunn, HPV-Impfung; do hunn ech missen zwou Froe stelle bis se erëmbezuelt war. De Minister huet et zwar fäerdeg bruecht, dass d'Krankekeess d'Antitubaksmëttele géif erëmbezuelen, no onser Propositioun. Ma haut wollt ech och nach fuerderen hei op dëser Tribün, dass d'Krankekeess fir e puer zéngdausende Leit - Zockerkranker, Prostateoperéierter, Paraplégiquen - d'nächst Joer dann déi sougenannten Inhibiteure vun der Phosphodiestérase Typ 5, dat ass de Viagra, de Cialis, de Levitra, och fir déi Gruppen - dat ass hir eenzeg Freed am Liewen, déi se nach hunn -…

(Hilarité)

…erëmbezuele géif.

Dir laacht, Madame Dall'Agnol. Mir sinn all jalous op Iech, Dir sidd nach jonk.

(Hilarité)

An eppes war de Statsminister ganz rabiat, wat ech net verstanen hunn, well säi Supporterclub, ënnert der Direktioun vum Här Biltgen, ass an der Wahlcampagne vum Här Sarkozy duerch ganz Louthréngen gepilgert an huet deem franséische President seng Mannschaft ënnerstëtzt - ech ginn net an d'Detailer. Do war awer a Frankräich eng Zäitschréft, déi hat de Culot fir am Januar Sondagen ze publizéieren. Ech hu gesot, d'Regierung soll net de Sondagen nolafen. Mä dat huet mat sech bruecht, dass eng Proposition de loi am franséische Parlament komm ass iwwert de Repos dominical, a si ass elo den 22. vun dësem Mount, dat ass keng Woch hier, distribuéiert ginn.

Ech leeën Iech dat dohinner, Här President, well dee Sondage ass publizéiert ginn an enger Zeitung a Frankräich, déi heescht „Pèlerin".

(M. Alexandre Krieps dépose une documentation sur le bureau de la Chambre des Députés.)

Une voix.- Très bien!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Do ass d'Proposition de loi iwwert d'Sonndesaarbecht.

Dann e puer lescht Wuert: Ee Wuert zum Här Wolter hunn ech scho gesot. Hie läit mam Här Fayot ënner enger Decken, mä ech menge se bräichten elo am leschte Joer zwou Decken, well deen een zitt drun an deen aneren ass net zougedeckt; dat war esou eng Paltongszéierei.

(Hilarité)

Dat war eng Paltongszéierei an eng Deckenzéierei.

Ech erënneren Iech nach un „De soziale Fortschrëtt" - dat ass keng DPs-Zeitung -…

(Hilarité)

…am Januar. Dir hutt gesot, „schwache Sozialbilanz", Här Glesener. Dat sinn ech net, deen dat behaapt huet.

Une voix.- Très bien!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Also do knuppt et an allen Ecken. Also, ech soen Iech!

Ech beneiden natierlech den Här Statsminister, well jiddferee wëllt mordicus mat em an d'Regierung kommen. Dat sinn net nëmmen ons Leit, dat ass och net méi den Här Bausch eleng, mä dat sinn d'Madame Reding, den Här Goebbels, déi erëmkommen.

(Hilarité)

Gëschter hunn ech zwar fonnt, den Här Bausch wär e bësse manner enthousiaste. Ech weess net, DÉI GRÉNG, loossen déi sech elo sozialdemokratiséieren an da komme se a programmatesch Erschöpfungszoustänn?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Däerf ech grad eng Äntwert dorop ginn?

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Jo, gitt mer eng Äntwert, Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt Iech just versécheren, Här Krieps, dass mer aus Äre Feeler geléiert hunn.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Jo. An der Rei. Merci villmools.

(Hilarité)

Dat ass kurz und bündig a ganz kloer.

(Hilarité)

Ech wënschen Iech da vill méi Zukunft…

(Hilarité)

…an dann e Liewe laang. Ech mengen, den Här Bodry, deen ass elo leider fort. Wann ee sech e Liewe laang an der LSAP opgehalen huet, da kann een och net méi vill nei Iddien hunn. Also dat ass doudsécher.

(Brouhaha)

Also no véier Joer an ee Joer virun de Wahlen - Här Wiseler, Dir laacht elo, mä ech géif mengen dat hei…

(Interruption)

Här Gibéryen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir wollt nach op den Här Statsminister zréckkommen.

(Hilarité)

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Jo, mä ech wollt soen, no véier Joer Regierung - déi hei Konstellatioun - an ee Joer virun de Wahle géif ech behaapten, dass de Statsminister President vun enger palliativer Regierung ass.

(Hilarité)

Also dat hei ass nëmme palliatiivt Gepléischters. Kee Wonner, dass de Bierger dobaussen d'Flemm mat der Politik an d'Vertrauen an dës Regierung verluer huet. Wat méi schlëmm wär, dat ass, dass d'Demokratie leide géif. Dat ass e bësse méi schlëmm.

Dat hei ass eng Regierung hannert zouen Dieren. Hei ass eng Regierung, déi kee Projet méi huet, well déi al Kamellen do an der Deklaratioun gëtt et schonns laang! De Statsminister ass do dem Här Krecké säi Rapport ausgruewe gaang vun der Zesummenaarbecht vu Steieramt an Enregistrement; en ass do d'Unfallversécherung siche gaang; an, wéi scho gesot, en neit Juegdgesetz - Dieu sait wéi laang iwwert d'Juegd Rieds ass.

Also dat hei ass ganz schwaach, dat behaapten ech. Ech leeën, Här President, dem Statsminister e leschte Wonsch un d'Häerz, dat ass fir dass e senge Ministeren elo fir dat lescht Joer e sougenannte Contrat d'activation un d'Häerz leet,…

(Hilarité)

…fir dass se sech - dat hunn ech hei scho gesot - méi druginn an deem leschte Joer, wéi an deene véier Joer virdrun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Mir soen Iech en häerzleche Merci, Här Krieps, an domadder si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut de Moien ukomm. Mir gesinn eis haut de Mëtteg um hallwer dräi erëm, fir de Statsminister ze héieren.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.57 heures)

Mercredi, 28 mai 2008

SÉANCE 42

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Débat sur l'état de la nation (suite)
- *Débat: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. François Bausch, Mme Colette Flesch, M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker, M. Michel Wolter*
- *Motions: M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker, motion 1 adoptée, motion 2 rejetée*

2. 5803 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Paul-Henri Meyers*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling (à qui répond Mme Marie-Josée Jacobs), M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- *Vote de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 5685 - Projet de loi sur la jeunesse
- *Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Marie-Josée Frank*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Claude Adam, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Mir schléissen haut de Mëtteg elo d'Debatten iwwert den État de la nation of. Ech géif Iech bieden, Plaz ze huelen. Mir schléissen d'Debatten of mat der Réplique vum Statsminister op d'Interventioune vu gëschter a vun haut de Moien. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

1. Débat sur l'état de la nation (suite)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt déi Interventioun, déi ech elo virun dem Parlament wëll maachen, Réplique gedeeft. Ech gi keng Réplique, well op eenzel kabarettistesch Nummeren, déi ech live und in Farbe op der Televisioun en direct konnt verfollegen, ass näischt ze äntwerten.

Mä et waren an dëser Debatt och séier seriö Bäiträg vun den Haaptspriecher an och vun aneren natierlech vun deene verschiddene Parteien a Fraktiounen, an ech wollt mech domat beschäftegen.

Am Mëttelpunkt vu munche séier kriteschen Aussoen d'Regierungspolitik betreffend stoung - dat war keng grouss Iwwerraschung - hir Finanzpolitik. Den Här Alex Bodry huet an enger, wéi ech fonnt hunn, an deem Deel wéi och an aneren - mä mat abnehmender Tendenz - seriöer Explikatioun scho ganz vill Äntwertelementer hei op eng séier sachkundeg Aart a Weis presentéiert.

Ech wollt just e puer Bemierkungen an Erweiderunge vun deem, wat den Här Bodry hei gesot huet, ergänzend derbäifügen.

Ech hu gesinn, dass d'Kritik sech méi op de Budgetsminister konzentréiert huet wéi op de Finanzminister. Ech weess net, ob dat mat der aktueller Divisioun vun den Aarbechten an der Regierung ze dinn huet oder mat méi zukunftsorientéierte Fantasmen. Awer dat ass mer de Moment och eigentlech egal, well d'Finanzpolitik vun der Regierung ass e Ganzt, an aus der Finanzpolitik, déi eng Regierung mécht, kënnen d'Stats-, d'Finanz- an d'Budgetsministere sech selbstverständlech net erausstielen. Mä och de Wirtschaftsminister kann dat net. Op deem senge Previsioune foussen d'Hypotheesen, déi ee fir d'Opstellung vun engem Budget zugronn leet. An déi aner Ministere kënne sech och net erausstielen, well déi, déi an der Regierung waren, wëssen, dass et zu enger aler Traditioun geheiert zu Lëtzebuerg - dat ass och soss doruechter de Fall -, dass deen, deen d'Sitzung presidéiert, wann de Budget gemaach gëtt, ëmmer freet herno: Ass all Minister mat all Detail vum Budget averstanen?

An elo sinn ech - dat schéngt jo munche methusalemverdächteg - 25 Joer an der Regierung, a 25 Joer laang hunn ech ni ee Minister oder ee Statssekretär soen héieren, hie wier mat deem Budget net d'accord. Insofern ass alles, wat aus deene vergaangene Legislaturperiode kënnt a wat an déi nächst Legislaturperiod erawiisst, dat kollektiivt Wierk vun deenen, déi iwwer esou laang Jore scho bei de Budgetsopstellungen derbäi waren an Hiert zur Budgetsopstellung bäigedroen hunn.

Insofern lount sech en integrale Bléck op d'Finanzsituatioun. A bei deem Bléck gëtt kloer, dass ee selbstverständlech Onrecht huet, wann een de Budgetsminister responsabel mécht a Millimeter fir alleguer déi Aggregater, déi d'öffentlech Finanzen zu Lëtzebuerg zesummesetzen.

De Budgetsminister, de Finanzminister scho guer net, huet keen Afloss op d'Ausféierung vun de Gemengebudgeten. Keen! E muss just d'Resultat vun der Exekutioun zu Bréissel verdeedegen. Dat mécht an eisem konkrete Fall de Wirtschaftsminister, well ech ginn him als President vum Euro ëmmer gären d'Wuert, fir iwwer Lëtzebuerg ze schwätzen, a maache mech dee Gescheiten, wann déi aner iwwer eis hierfalen.

Deen ass och net zoustänneg fir de genaue Verlaf vum Budgetsprofil vun der Sécurité sociale a vun de Rentekeesen. Do ass hien nach ëmmer dorop ugewisen, wat de Wirtschaftsminister mengt, wat d'Wirtschaftsentwécklung wier an deem Joer, wat kënnt. Hien ass ugewisen - de Kolleeg Carlo Wagner an de Kolleeg Di Bartolomeo wëssen dat - op dat Zuelematerial, wat d'Sécurité sociale zur Verfügung stellt, déi kuckt, wéi dann d'Expansioun vum Aarbechtsmaart sech an Terme vu Masse salariale an deementspriechend vu Masse cotisable riskéiert ofzespillen, an da muss de Budgetsminister doraus d'Konsequenz zéie fir d'staatlech Bäiträg, déi an d'Rentekeesen an an d'Krankekeese mussen iwwerwise ginn.

Fir also esou ze maachen, wéi wann d'Regierung fir alles zoustänneg wier an alles am Gréff hätt an alles kéint dirigéieren, ass eng total falsch Duerstellung. Déi, déi dat wëssen an et awer soen, bleiwen also net bei deem, wat ass, an déi, déi driwwer schwätzen, wéi wa se et géife wëssen, ouni et ze wëssen, hu sech net fir dat interesséiert, wouriwwer se schwätzen. Dat ass dat Éischt, wat ech hei wollt soen.

Dat Zweet ass, dass ee muss kucken, wéi dat an der Zäit sech dann entwéckelt huet, d'Gesamtaggregater um Niveau vun den öffentleche Finanzen, an da stellen ech fest, well jo och d'Demokratesch Partei sech besonnesch kritesch mat der Finanzpolitik vun der Regierung auserneesetzt, dass mer am Joer 2004 um Niveau vun allen öffentleche Finanzen, also d'Sécurité sociale an d'Gemengen nieft dem Zentralstat compris, en Defizit haten an deem leschte Budget vun där leschter Regierung vun 1,2%. Dat huet sech entre-temps staark gebessert.

Dat huet natierlech domat ze dinn, wéi den Här Gibéryen an engem Ausfluch a mäin Innenleben festgestallt huet, dass ee vun den öffentleche Finanzen net vill kennt. Obscho mer näischt dovu kennen, si mer elo an enger Situatioun, dass mer am Joer 2007 e Gesamtstatsiwwerschoss vun 2,9% hunn. Ech hu schonn erlieft an der Privatwirtschaft, dass ee fir manner gutt Resultater entlooss ginn ass wéi en Iwwerschoss vun 2,9%.

Déi öffentlech Finanzen, d'Gesamtfinanzen hunn am éischte Joer vun dëser Koalitioun sech staark verbessert, well déi sinn dunn op een Defizit vun 0,1% erofgefall an d'gesamt öffentlech Finanze sinn op een Iwwerschoss vun 1,3 a vun 2,9% an de Joren 2006 an 2007 an d'Luucht gaangen.

Doraus Konklusiounen ze zéien, bréngt net vill, wann ee virdru gesot huet, d'Regierung wier net fir all Elementer vun deem Budget gestalteresch zoustänneg, mä politesch natierlech an der europäescher Währungsunioun responsabel.

Dat, wat eis hei muss interesséieren, dat ass de Budget vum Zentralstat, deen, dee mer heibanne stëmmen, plus eenzel Dependenzien, déi un deem hänken. Do stellt ee fest, dass am Joer 2007 den Zentralstat, den eigentleche Statsbudget, wéi ech an enger net ganz propperer Ausdrocksweis heiansdo soen, en Iwwerschoss vun 0,6% huet. An dat halen ech fir e Resultat, wat gutt ass a wat sech net zoufälleg, mä awer och zoufälleg explizéiert. Dat ass op jidde Fall besser, déi plus 0,6% am Joer 2007, wéi déi minus 0,5%, déi den Zentralbudget am Joer 2002 un Defizit agefuer huet. Dat ass nämlech eng Differenz vun 1,1%, déi seet, dass - wann ech géif an déi Grobschlächtegkeete vun den eenzelne Parteikongresser verfalen - dës Regierung besser ass wéi déi lescht.

Am Joer 2003 huet den Defizit vum Zentralbudget, vun deem, fir dee mir heibannen zoustänneg sinn, minus 1,5% bedroen. Dat ass 2,1% manner gutt wéi dat - géif ech soen, wann ech an déi grobschlächteg Parteikongress-Rhetorik ofrëtsche géif -, wéi dës Regierung besser ass, wéi déi lescht et war.

Am Joer 2004 beim leschte Budget vun der leschter Regierung hat d'Administration centrale, also dat, woufir mir hei zoustänneg sinn, en Defizit vun 2,6%. Dat ass 3,2% méi schlecht, dat Resultat vum leschte Joer vun der leschter Legislaturperiod, wéi d'Resultat vum drëtte Joer vun dëser Legislaturperiod.

Déi nei Regierung - an et kann een natierlech soen, dat war de Finanzminister - …

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wie war dat?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech! Ech sinn elo besser, wéi ech mat Iech war!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo. Ech liesen Iech hei vir, wat esou publizéiert gëtt iwwert déi Zuelen.

Am Joer 2005 - dës Regierung - war et och net gutt, well mir haten en Defizit vun 1,3% am Zentralbudget. Am Joer 2006 ware mer e bësse besser, mä och nach net extrem performant, well mer haten ëmmer nach en Defizit vun 0,7%. Mä am Joer 2007 hu mer een Iwwerschoss vun 0,6%.

Firwat ass d'Gesamtstatsfinanzsituatioun wesentlech besser ginn am Laf vun der Zäit wéi se war? Haaptsächlech zréckzeféieren ass dat op d'Entwécklung am Beräich vun der Sécurité sociale. Well eleng am Joer 2006 hate mer, eleng an der Sécurité sociale, een Iwwerschoss vun 1,8% vum PIB. An am Joer 2007, wat sech jo elo als ee relativ gutt Budgetsjoer erausstellt, hate mer en Iwwerschoss vun 2,3% par rapport zum PIB.

D'Haaptexplikatioun ergo vun deem gudden Zoustand vun de gesamten öffentleche Finanzen ass eng däitlech Verbesserung bei der Administration centrale an eng ausserge wéinlech gutt Entwécklung bei der Sécurité sociale. Déi Entwécklung bei der Sécurité sociale war aus zwee Grënn ausserge wéinlech gutt:

- Mir hu vum Joer 2000 u bis haut am Wuessen an deene leschte Joren onwahrscheinlech vill Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg bäikritt, also och Leit, déi Cotisatioune bezuelen. Dat kascht de Stat zwar ëmmer een Drëttel, mä et kommen zwee Drëttel méi an d'Keese vun de Renten an deelweis och vun de Krankekeesen eran.

- An et si ganz vill Leit, déi déi Aarbechtsplaze besat hunn, déi an dem Spëtzeverdéngschtsecteur vun eiser Ekonomie geschaaft gi sinn. Eleng d'lescht Joer beispillsweis - am Joer 2007 - si 5,6% méi Aarbechtsplazen am Finanzsecteur geschafe ginn. Do gëtt am Duerchschnëtt gutt verdéngt an ergo iwwersetzt dat sech mat méi héije Cotisatiounen.

Elo gëtt oft gesot - dat war dem Här Gibéryen seng zweet Variant vun der net vertueuxer Erklärung vun deem, wat passéiert ass; nodeem mer festgestallt haten, dass d'Regierung vu Finanzen näischt kennt, wéi d'Resultater weisen, du war jo nach déi zweet Méiglechkeet iwwreg bliwwen -, dass d'Regierung wousst, dass et géif besser goen, mä dass se express, fir d'Leit rosen ze maachen a fir dem Här Gibéryen Fudder fir seng Rieden ze liwweren, express, knaschtegerweis e Sozialofbau gemaach huet; an och nach dee gréissten zënter dem Zweete Weltkrich.

Et ass gutt, dass den Zweete Weltkrich scho laang hier ass,...

(Hilarité)

...mä an deene 60 Joer, wou en eriwwer ass, sinn ech 25 Joer an der Regierung. Ech ka mech erënneren, dass 25 Joer laang gesot gëtt - an an den 80er Jore war dat besonnesch ausgeprägt -, et hätt nach ni eng Regierung esou vill Sozialofbau gedriwwe wéi déi, déi grad um Pouvoir war. Ech wousst net, dass ech och op deem Punkt déi Recorder, déi schonn an den 80er Jore bestanen hunn, nach eng Kéier kéint schloen an dass een et nach méi bont kéint dreiwen a Saache Sozialofbau, wéi dat deemools gemaach ginn ass.

Mir hunn effektiv am Joer 2006 een anere Gank ageluecht bei der Finanz- a Budgetsarchitektur vun eisem Land, an aus guddem Grond. An de Kolleeg Bodry, esou wéi och de Kolleeg Wolter an deenen zwee Jore virdrun, huet dat emol eng Kéier nach alles an Erënnerung geruff, wat dann d'publizistesch an d'politesch Landschaft war am Januar, Februar 2006; ugefaangen am Oktober 2005, wou d'Weltekonomen aus der Kanalstrooss ëmmer schreiwen, ech hätt eng Blut- und Tränenrede am Oktober vum Joer 2005 gehalen.

Ech wëll Iech an Erënnerung ruffen, dass deemools geschriwwe ginn ass vun der Europäescher Kommissioun, op Vältesdag vum Joer 2006 - wat fir déi manner Verléiften, dat muss ech vläicht derbäifügen, de 14. Februar ass -, de 14. Februar 2006, an déi aner Finanzministeren, vun der Eurogroup fir d'éischt a vun der Europäescher Unioun fir d'zweet, hunn dat och iwwerholl: Wann et géif esou virugoen zu Lëtzebuerg mat dem Dérapage vun den öffentleche Finanzen, da géif Lëtzebuerg am Joer 2007 d'Dräi-Prozent-Grenz vum Maastrichter Vertrag räissen.

D'Kommissioun huet gesot, si hätt, wat Lëtzebuerg ubelaangt, nëmmen eng grouss Suerg, an déi Suerg, dat wier déi, déi d'öffentlech Finanze betrëfft: „The Commission has to express major concerns as far as public finances in Luxembourg are concerned" - Zitat -, well mer amgaange waren, op d'Dräi-Prozent-Maastricht-Limite eropzegoen. An d'Kommissioun huet, grad wéi och den Internationale Währungsfong, geschriwwen an hire Fréijorsprognose fir d'Joer 2007: Nëmmen ënner aussergewéinlechen Ustrengunge wier et méiglech, dass Lëtzebuerg am Joer 2007 kee méi grousse Budgetsdefizit géif maachen, wéi ee vun 1,5%.

Nëmmen aussergewéinlech Ustrengunge kéinten et verhënneren, dass mer méi wéi 1,5% géife maachen. Dat heescht, kéinten et verhënneren, dass mer op 3% géifen zougoen.

Den Internationale Währungsfong huet am Fréijoer vum Joer 2006 am Kader vu senger sougenannter „Artikel-4-Missioun" statuéiert, dass Lëtzebuerg amgaang wier, seng gutt Positioun bei den öffentleche Finanzen ze verléieren, an et missten drëngends supplementar Aspuerungsmooss-name getraff ginn, fir dass mer net an eng Situatioun vum totalen „Slippage" - Dérapage - vun den öffentleche Finanzen zu Lëtzebuerg géife kommen.

Doropshin hu mer d'Tripartite ageruff. Nodeem och hei am Parlament - liest d'Budgetsdebatten aus dem Dezember '05 fir d'Joer '06 no! - sech inbrünstegst op déi schlecht Prognose geworf gi war, déi et deemools scho ginn huet an déi herno am Februar an am Mäerz an am Abrëll dramatesch am schlechte Sënn kommentéiert gi si vun den internationalen Institutiounen, nodeem jiddferee sech inbrünsteg op d'Verschlechterung vun der Finanzsituatioun geworf hat a gesot huet, d'Regierung misst handelen, huet d'Regierung am Kader vun der Tripartite an ënner Bäibezéiung vum Lëtzebuerger Modell, deen och aus Konsens an aus Bereetschaft zum Matmaache besteet, eng Rei vu Moossnamen décidéiert, déi och vum Parlament approuvéiert gi sinn; an iwwregens net nëmme vun der Majoritéit heibannen approuvéiert gi sinn, mä a groussen Deeler och vun Deeler vun der Oppositioun.

Déi Spuermoossnamen, déi mer am Kader vun der Tripartite an duerno duerch Gesetz décidéiert hunn, déi schloe sech am Joer 2006 mat enger Ekonomie vun 360 Milliounen an am Joer 2007 mat enger Ekonomie am Budget vu 400 Milliounen Euro nidder.

Wann ech mer elo de Boni ukucke gi vum Joer 2007 an ech zéien déi 400 Milliounen ewech, déi duerch Tripartitebeschlëss an duerch Gesetzer bëtonéiert realiséiert konnte ginn, da rëtscht d'Bilanz vum Zentralbudget - vum eigentleche Budget - aus engem Positiv an een Negativ zréck, wou mat A + B bewisen ass - d'Rapporteure vun deene Joren, déi wëssen dat nach -, dass déi Moossnamen hu misse sinn, dass dat kee schlechte Wëlle war a keng Attitüd vun der Regierung, déi se ageholl hätt, fir de Leit kënne mordicus a géint hire Wëlle wéizedinn.

Dat gutt Resultat vum Joer '06 a virun allem vum Joer '07 lieft awer net nëmme vun deene Spuermoossnamen, déi d'Tripartite huet missen décidéieren, well et soss schifgaange wier, lieft net nëmmen dovun, dass de Budgetsminister - wat iwwerhaapt keng Erwähnung fënnt, well do ass hie wierklech zoustänneg - et fäerdeg bruecht huet, am Joer 2007 d'Dépensë manner séier wuessen ze loosse wéi d'Recetten, während mer an e puer Jore vun där Legislaturperiod virdrun an an dem Ufanksjoer vun dëser Legislaturperiod genau dat Phenomeen haten, dass d'Dépensë méi séier gewuess si wéi d'Recetten.

A fir d'Dépensen ass de Budgetsminister zwar fir hir allgemeng Kontroll zoustänneg, mä gemaach gi se vun deene Kolleegen, déi an der Regierung zoustänneg si fir déi eenzel Departementer. Ech denken, dass d'Erënnerung dorunner jiddferengem present ass an deenen, déi net méi an der Regierung present sinn, awer bliwwen ass, dass dat esou ass, an net anescht.

Dat gutt Resultat ass haaptsächlech nieft deenen zwee Aspekter do, ouni déi kee bessert Resultat zustane komm wier, drop zréckzeféieren, dass mer exzeptionell Recetten am Joer 2006 an am Joer 2007 haten.

Ech däerf drun erënneren, dass, wéi d'Tripartite getagt huet an d'Regierung parallell mat der ugestriefter Zwangsfusioun vun Arcelor duerch den Här Mittal beschäftegt war, mer nach net wossten an et herno duerch net schlecht Verhandlunge vun der staatlecher Säit aus eréischt konnte feststellen, dass mer eleng am Zentralbudget, onofhängeg vun der Kontabiliséierung oder der Loi sur la comptabilité nationale, 200 Milliounen Euro Arcelor-Gelder - wann ech se kann esou nennen - an de Statsbudget konnte féieren an dass mer an deem Joer, wat een aussergewéinlech dynamescht Joer op den internationale Finanzmäert war, ee Plus vun 158 Milliounen Euro bei der Taxe d'abonnement kritt hunn.

Also, wann ech ARBED an d'Taxe d'abonnement zesummerechnen, hunn ech am Joer 2006 360 Millioune kritt, mat deenen een eigentlech net konnt rechnen, bei déi dann déi 360 Milliounen Aspuerungen, déi duerch Tripartite- a Parlamentsbeschloss konnten erreecht ginn, nach derbäikommen.

Am Joer 2007 hu mer opgrond vun enger unhalend lieweger Entwécklung vum eCommerce-Secteur zu Lëtzebuerg - ech ginn net méi op d'Debatten an, déi gefouert gi sinn an deem Moment wéi déi Betriber aus heiterem Himmel op Lëtzebuerg komm sinn - ee Plus un TVA vun 315 Milliounen Euro verzeechent, ee Plus bei der Taxe d'abonnement vun 171 Milliounen Euro a bei den Droits d'enregistrement ee Plus vun 82 Milliounen Euro. 568 Milliounen Euro am Joer 2007, mat deenen een net konnt rechnen an op déi ee sech net däerf verloosse fir déi Zäit, déi kënnt.

Eleng am Joer 2007 huet d'Sécurité sociale, dat heescht d'Renteregimer, een net erwaartene Plus, ee supplementaren Excédent vun 255 Milliounen Euro realiséiert.

Krazen ech dat zesummen, wat am Joer 2007 wéi ee waarme Reen iwwert d'öffentlech Finanzen erofgaangen ass, da gesinn ech, dass mer am Zentralbudget onerwaarte Recetten - an där Héicht onerwaarte Recetten - vu plus 568 Milliounen Euro haten, a wann ech d'gesamt öffentlech Finanze kucken, muss ech bei déi 568 Milliounen Euro onerwaart Einnahmen och nach deen onerwaart staarken Excédent, supplementaren Excédent vun der Sécurité sociale an der Héicht vun 255 Milliounen derbäirechnen, esou dass ech fir d'Joer 2007, wou mer eppes iwwer eng Milliard Excédent am Budget haten - wéi d'Leit soen, oder wéi heibanne gesot gëtt, wat falsch ass; dat si gesamt öffentlech Finanzen -, een onerwaartene Recettenagank hat vun 863 Milliounen Euro, vun deenen ech einfach soen, dass een déi net einfach kann - an do hat den Här Goerens Recht, an engem aneren Zesummenhang - weiderschreiwen an Zukunft an dorop durabel Dépensen opsetzen.

Dat heescht an anere Wierder, d'Joer 2007 wéi deelweis och d'Joer 2006 hu vun onerwaarte Steierrecettë profitéiert, esou wéi a ganz Europa am Joer 2007 sämtlech Budgeten, mat Ausnahm vun zwee, wesentlech méi héich Excédenten hate respektiv manner héich Defiziter haten, wéi se dat am Hierscht vum Joer 2006 gemengt hunn, well d'Weltwirtschaft och sech am Joer 2007 op engem exzeptionell héijen Expansiounskurs befonnt huet, notamment alimentéiert duerch aussergewéinlech Wuesstumsspréng, déi a China, déi an Indien an déi an anere Schwellelänner gemaach gi sinn, wat positiv den europäesche Wirtschaftswuesstum koalimentéiert huet.

An anere prozentuale Kategorien: 40% vun där staarker Verbesserung vum Joer 2007 sinn op d'Tripartite an op d'Gesetzer, déi heibanne gestëmmt gi sinn, zréckzeféieren a 60% sinn eigentlech op onerwaarten Einnahmequellen zréckzeféieren, sougenannten „windfall profits", déi mer am Kader vun der weltwäit sech op héijem Niveau entwéckelnder Reprise a Croissance realiséiert hunn.

Dass et bei engem Excédent bliwwen ass, huet domat ze dinn, dass mer d'Tripartitemoossnamen net zréckgeholl hunn. An dass et bei engem Excédent bliwwen ass, souwuel bei der Administration centrale wéi bei de gesamten öffentleche Finanzen, huet och domat ze dinn, dass, notamment wat d'Administration centrale ubelaangt, d'Dépensë manner séier uklamme gelooss gi sinn, wéi d'Recetten et eigentlech erméiglecht hätten.

D'Regierung huet am Joer 2007 net alles ausginn, wat se erakritt huet. Well mer wollten zréckkommen zu där aler Politik, vun där den Här Gudenburg géif soen, si wier konservativ a reaktionär, an déi doranner besteet, dass een a gudde Jore Reserve bilt, fir se ze hunn a schlechte Joren, an do brauch ee se, fir dass ee bei wirtschaftlecher Réckentwécklung net brauch dramatesch Schrëtt an Aschnëtter an d'Sozialnetz ze maachen, mä dass ee kann déi automatesch Stabilisateure spille loossen. Et ass also e Retour zu enger jorzéngtelaanger bewährter Grondausriichtung vun der Finanzpolitik.

Nun huet eise Kolleeg, den Här Meisch, am Kader vu senger Ried gëschter, wat schonn eng qualitativ Steigerung war zu Rieden, déi virum Sonndeg gehale gi sinn, nach eng Kéier drop higewisen, dass d'Demokratesch Partei, déi ech ëmmer nach an och ëmmer wäert als eng grouss an eng responsabel Partei betruechten, déi vill Méiten hei am Land huet, dass jo eigentlech d'Demokratesch Partei et war, déi mat 33 Propositiounen de 26. Abrëll 2006 - en huet deen Datum net gesot; deen Datum ass mer hänke bliwwen - un d'Öffentlechkeet mat alternativen Optiounsvirschléi fir d'Zukunftsgestaltung erugetrueden ass.

Ech hat hei schonn eng Kéier eng bal peinlech Explikatioun mam Här Meisch doriwwer, wat dann d'Substanz vun deenen 33 Virschléi wier a wéi dann déi 33 Virschléi sech haut uliesen. Ech wéilt dat elo net nach eng Kéier op d'Spëtzt dreiwen, mä ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, dass villes an deene Virschléi am Programm vun der Regierung war respektiv amgaang war Agank ze fannen an d'Tripartitebeschlëss - déi ware jo am Abrëll 2006 - oder an d'politesch Beschlëss, déi och vum Parlament hu misse votéiert ginn.

D'Demokratesch Partei huet deemools verlaangt, d'Solidaritéitssteier dierft net erhéicht ginn. An d'Solidaritéitssteier ass jo och net erhéicht ginn, obschonn d'Tripartite décidéiert hat se ze erhéijen, souwuel fir d'physesch Persoune wéi fir d'Betriber.

D'Demokratesch Partei huet, dat huet ee gewëssene Courage gebraucht, besonnesch am Liicht vun de Riede vun haut, sech séier offensiv fir eng Indexmodulatioun ausgeschwat; d'Propositioun Nummer 15 war dat. Den Index ass moduléiert ginn, net manipuléiert, well Dir kënnt jo, Här Gibéryen, der DP net virwerfen, si hätt den Index wëlle manipuléieren. D'DP war d'accord an huet selwer proposéiert, e gemeinsam mat der Regierung ze moduléieren.

D'Demokratesch Partei, Punkt Nummer 24, huet zu Recht intensiv drop higewisen, dass et noutwendeg wier fir de Budget, souwuel deen ee wéi deen aneren, dee groussen an dee klengen, d'Administration publique an d'Administration centrale erëm an den Equiliber ze bréngen. Punkt 24 hutt Der also och duerchgesat.

Et ass derfir plädéiert ginn, séier zu Recht, fir déi staatlech Ausgaben ofzebremsen. Déi sinn ofgebremst ginn, well souwuel d'Dépenses de consommation vum Stat wéi d'Loyerskäschte beim Stat wéi d'Gehälterevolutioun beim Stat, déi séier moderat war, wéi iwwerhaapt d'allgemeng Croissance vun den Dépensë louche vun deem Moment un ënnert der allgemenger Croissance vun den öffentlechen Einnahmen.

Dir hutt - och dozou huet Courage gehéiert, deen ech der Demokratescher Partei ni ofspriechen - och fir d'Desindexéierung vun de Sozialleeschtunge plädéiert, Punkt 25 vun Ären 33 Propositiounen. Dat ass gemaach ginn an et kann een dat haut also net kritiséieren.

Dir hutt derfir plädéiert, Punkt 28, fir d'Autosteier ëmzeänneren an eng CO_2-Emissiounssteier. Dir sidd d'accord, dass dat gemaach ginn ass, an Dir kënnt et just autobiographesch schwaache Momenter zouschreiwen, dass Der déi Moossnam duerno kritiséiert hutt.

Dir hutt plädéiert, Punkt 32, fir d'Erhéijung vun den Accisen. Dir musst zouginn, dass mer Iech do wäit entgéintkomm sinn, well dat hu mer gemaach.

(Hilarité)

An Dir hutt plädéiert fir d'Asetze vun engem neie Rentendësch. Den Här Di Bartolomeo animéiert e mat deem Gescheck wat mer kennen.

Mä well een net ka besser si wéi een ass, konnte mer awer net alles maachen, wat Der an Ären 33 Propositioune virgeschloen hutt.

Esou hu mer zum Beispill keng weider Flexibiliséierung vum Aarbechtsrecht virgeholl; Punkt 6 vun Äre Propositiounen. Esou hu mer zum Beispill d'Gesetzgebung iwwert d'Ladenöffnungszeit, wéi dat op Lëtzebuergesch heescht, net ofgeschaaft; Punkt 19 vun Äre Propositiounen.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Esou ware mer net d'accord fir neie Betriber, déi gegrënnt géife ginn, während dräi Méint Chômeure gratis zur Verfügung ze stellen, fir dass se d'Aarbechtskräften zur Verfügung hätte während deenen éischten dräi Méint wou se géife schaffen an de Stat géif hir Pai bezuelen. Hu mer net gemaach, wäerte mer och net maachen, well dat eng total Konkurrenzverfälschung wier am Mëttelstand selwer, tëschent deene Betriber, déi nei ufänken.

Esou hu mer zum Beispill kee Wunngeld agefouert, wat eng Propositioun ass, déi ee ka maachen. Den Här Meisch huet se gëschter nach eng Kéier hei, net ouni Talent muss ech soen, virgedroen, mä hien huet gëschter net méi gesot, dass am Punkt 27 vun Äre Propositioune stoung, dass, wann ee géif Wunnprimen aféieren, dat bei gläichzäiteger Ofsenkung vum Kannergeld misst geschéien. Duerfir hu mer dat net gemaach, well mir haten d'Kannergeld schonn desindexéiert. Mir konnten et also net och nach eng Kéier ofsenken, quitte dass een da Wunngeld agefouert hätt. Dat probéiere mer doduerch ze erreechen, vum nächste Joer un, dass mer den Abattement fir d'Ofsetzbarkeet vu Scholdzënse verwandelen an ee Steierkredit, deen de Leit netto méi bréngt, ouni dass hiert Kannergeld muss deementspriechend ofgesenkt ginn.

Esou dass mer also net alles konnte maachen, och net obschonn ech dat gär gemaach hätt, mä ech hunn Zodi genuch. Mir hu keng Fusioun vun de Steierverwaltunge gemaach, déi Dir an Ärem Punkt 30 virgeschloen hat. Mir hunn och net d'Subventioune fir Passiv- a fir Niddregenergiehaiser ofgeschaaft a se ersat duerch gesetzlech Normen, déi géifen zu deemselwechte Resultat féieren, ouni dass d'Leit eppes géife kréien, well mer eis un anere Punkte vun Ärem Programm inspiréieren, do wou se richteg sinn. Nämlech, dass een de Leit net soll dreeën, dass een d'Leit net soll bezuelen dinn, mä dass een de Leit soll vermëttelen, dass et gutt wier, wa se eppes géife maachen, statt einfach mat der staatlecher Regulierungskeul d'Energieaspuerung op d'Spëtzt ze dreiwen.

Déi aner Punkte vun Ären 33 Punkten, wou Dir Debatte frot, Dëscher wëllt asetzen, bestehend Gesetzer besser wëllt ausféieren, déi sinn net kontrovers. Esou dass, wann ech an der Demokratescher Partei wier, ech déck zefridde wier mat dëser Regierung. Well déi huet dat gemaach, wat gutt war an Äre Propositiounen, an huet dat si gelooss, wat net gutt war vun Äre Propositiounen.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Duerfir sinn ech och esou frou, wann ech ee Moment däerf d'CSV-Kap hei opdinn, iwwert déi Personaldécisiounen, déi d'Demokratesch Partei an der leschter Zäit geholl huet. Ech ginn all Dag méi zefridden iwwert dee Choix, deen Der getraff hutt, wéi Der Ären neie Generalsekretär erausgesicht hutt,...

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...well deen dreift déi liberal al Huese viru sech hier, an der CSV Wieler zou. An dat ass eng gutt Aufgabendeelung, well mir géifen déi al liberal Huesen nämlech net dreiwen, well et si Leit, déi hu grouss Mériten. Y compris an der leschter Legislaturperiod an a ville Jorzéngte virdrun. An ech fannen déi Aart a Weis, fir esou intern ofzerechnen, ouni et ze soen, mä et däitlech ze weisen, dass elo endlech déi Generatioun kann untrieden, déi weist wéi et...

Une voix.- Wann Dir dat géift maachen, géife mer gesinn, wéi vill da vun Äre Leit bei eis kéimen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, esou wéi déi leschte Kéier.

(Hilarité)

Ech sinn net d'accord, dass Leit, déi grouss Verdéngschter hu fir d'Partei a fir d'Land, eigentlech quasi ausrangéiert ginn, an dass hei probéiert gëtt, deen neie Stil anzeféieren.

(Interruptions)

Mat deem Generalsekretär sidd Der, wat meng Partei an hiert Wahlresultat ubelaangt, jiddefalls um goldrichtege Wee. Ech kann den Här Roy Gudenburg nëmmen encouragéieren, an deem Stil weiderzemaachen.

D'CSV - wann et esou virugeet - ka jiddefalls drop verzichten, sech allze vill nei Geschichte mussen afalen ze loossen, wat hiren nächste Wahlkampf ubelaangt. „Juncker on tour" fënnt net méi statt, well den Här Gudenburg ass schonn um Tour, an dat ass ganz gutt fir d'Mobiliséierung vun de Wieler vun der CSV. A wann Dir mengt, den Här Gudenburg wier besser fir eist Land wéi eenzel Leit, déi elo eist Land regéieren, Här Bettel, da schwätzt dat fir exzeptionell statsmännesch Wäitsiicht, wat Der elo gesot hutt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wa schonn den Här Statsminister elo op Slogane kënnt, déi hie bei de leschte Wahlen hat, meng Fro war jo de Moien, „Jonker wiele Juncker", wou ech jo eng ganz Rëtsch vu Froen opgeworf hunn. Ech wier frou, wann ech do och kéint eng Äntwert kréien, well dat eent war jo e Slogan, an dat anert ass jo en anere Slogan.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wësst Der, „Jonker wiele Juncker", wat mengen ech e Slogan vun der chrëschtlech-sozialer Jugend war, wa meng Erënnerung richteg ass, huet sech jo esou ëmgesat, dass dat effektiv geschitt ass. Net well...

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mengt Der, dass dat dann nach eng Kéier geschitt?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Dir mengt dat géif déi nächste Kéier net geschéien. Dat weess ech net. Mä jiddefalls hat Dir déi leschte Kéier och gemengt, et géif net geschéien an et ass awer geschitt. Et ass 1:0 fir mech.

(Hilarité)

An ech weess net, ob den Här Gudenburg dee richtege Mann ass, fir dat auszegläichen. Op jidde Fall geet hien net 2:1 a Féierung, do kënnt Der ganz sécher sinn.

Ech wollt och e puer Wuert, Här President, iwwert d'Inflatioun soen, well dat en Thema ass, wat zu Recht d'Kolleegen heibanne beweegt huet. D'Inflatiouns- oder d'Anti-Inflatiounspolitik vun der Regierung, déi musst Der, wann ee se net kann integral virdroen, well d'Zäit duerfir heiansdo feelt, zesummesetzen aus deem, wat mer an der Tripartite décidéiert an ëmgesat hunn, deem, wat ech an der Erklärung zur Lag vun der Natioun gesot hunn an deem, wat de Wirtschaftsminister, de Kolleeg Jeannot Krecké, a senger Ried zur Ouverture vun der Foire gesot huet. Et ass aus deenen dräi Stécker, wou sech dee gesamten Tableau ergëtt.

Ech hunn och net festgestallt, dass sech hei wesentlech eräifert gi wier, wéi et drëm gaange wier, Schrëtt a Richtung méi staark Inflatiounsbekämpfung ze fannen, déi iwwert déi Schrëtt géifen erausgoen, déi d'Regierung gemaach huet respektiv déi se proposéiert. Et ass just hei gesot ginn, ech weess net méi vu wiem, d'Gemengeréit géife jo virufueren ze maache wéi wann d'Regierung net deen Opruff gemaach hätt, nodeems se gesot huet, si géif sech selwer bei der Neifestsetzung vun administréierte Präisser e bësse kontrolléieren, fir d'kommunal Taxen ze bremsen.

Ech hunn a menger Gemeng gesinn, dass de Buergermeeschter, deen och Deputéierten ass, de Kolleeg Gilles Roth, bei der Eröffnung vun der leschter Gemengerotssitzung gesot huet, déi Erhéijung vun de Kanaltaxen, déi de Gemengerot an der Sitzung virdrun décidéiert hätt, géif de Buergermeeschter - opgrond vun deem Appel vun der Regierung, d'Kommunaltaxen ze stationéieren - dem Gemengerot virschloe réckgängeg ze maachen.

D'CSV/LSAP-Koalitioun ass dat do zu Mamer - iwwregens d'selwecht wéi hei -, esou vill zur Kohärenz um nationalen an um lokale Plang. Mä jiddefalls ass Mamer déi éischt Gemeng, déi sech dat zu Häerz geholl huet, wat do gemaach ginn ass. Dat féieren ech natierlech drop zréck, dass de Buergermeeschter, de Kolleeg Roth, an den éischte Schäffen, de Kolleeg Negri, hei an der Chamber direkt déi Éischt beim Radio sinn, wann esou eppes gesot gëtt. Mä ëmmerhin ass dat geschitt, an ech wier net onfrou, wann dat weider Nachahmer am Land géif fannen.

Ech fannen, et ass e bëssen ënnergaangen an där Debatt, dass mer et mat enger aussergewéinlech ugestrengter, schwiereger internationaler Situatioun ze dinn hunn, well de Wiesselcours vum Euro-Dollar, deen inflatiounsdämpfend wierkt, sech fundamental geännert huet an deene leschte fënnef Joer zugonschte vun enger net vun eis verursaachter, mä vun eis décisionell matgedroener Politik vun der Zentralbank, wat d'Zënsen ubelaangt.

Mä virun allem fënnt et net genuch Erwähnung, dass mer awer domat ze dinn hunn, dass de Pëtrolspräis, wéi dës Regierung ugetrueden ass, 40 Dollar de Barrel war, an dass en den Dag vun der Regierungserklärung, där leschter vun der leschter Woch, 135 Dollar war. Vu 40 op 135 Dollar geet de Pëtrolspräis erop a mir mengen, mir bräichten eis dann doriwwer keng Froen ze stellen, well et ass jo dat dat Haaptelement, zesumme mat de Liewensmëttel, déi dramatesch eropgaange sinn, aus ähnlech gelagerte Grënn, déi déi héich Inflatioun zu Lëtzebuerg, nieft deem Stéck selwer Gemaachtenes - Kommunaltaxen, regierungsfixéiert Präisser -, déi den Ustieg vun der Inflatioun determinant erklären.

Elo geet dee Pëtrolspräis net fundamental zréck. Do ginn d'Meenunge jo wäit auserneen. Déi, déi soen, de Pëtrolspräis géif 200 Dollar de Barrel iergendwa kaschten, sinn iwwregens, wann Der dat genau kuckt, genau déi, déi Interessi drun hunn, wann en elo wierklech op 200 Dollar de Barrel géif eropgoen, déi déi Prognosen do scheinbar warnend, mä heemlech hoffend, dass se antreffen, lancéieren.

Mir mussen dovun ausgoen, dass d'Pëtrolspräisser op engem historesch héijen Niveau bleiwen. A mir mussen dovun ausgoen, dass se séier nervös op all méiglech geopolitesch Evénementer reagéieren. Een Attentat op eng Pipeline am Nigeria huet een Uklamme vum Pëtrolspräis zur Folleg, an een Uklamme vum Pëtrolspräis huet zur Folleg, dass mer zu Lëtzebuerg, well mer d'Gehälter an d'Léin indexéieren, Kompetitivitéitsproblemer kréien. Een Attentat op eng Pipeline am Nigeria kascht de Bäcker zu Lëtzebuerg méi Pai, déi e senge Leit muss bezuelen.

Insofern ass et wichteg, dass ee fir déi Lafzäit, wou et ofgemaach ginn ass, bei deenen Décisiounen, Propositiounen a gesetzlechen Arrangementer bleift, déi an der Tripartite an no der Tripartite getraff gi sinn. Wat och beinhalt, dass een déi Motioun, déi de Kolleeg Gibéryen hei a Saachen Indexéierung abruecht huet, net ka stëmmen, well mir halen eis un dat, wat ofgemaach ginn ass. Ofmaachunge sinn Ofmaachungen. An et ass déi nächst Regierung, déi muss kucken, wéi se vum Joer 2010 un an der Fro vun der Indexéierung virufiert.

Fir mech ass et kloer, dass et prinzipiell erëm zu enger Totalindexéierung vun de Léin a Gehälter kënnt, well ech och Grond hunn dovun auszegoen, dass et zu enger Inflatiounsberouegung kënnt, souwuel fir deen hausgemaachten Deel heiheem wéi och wat déi endogène Facteuren - déi extern Facteuren - weltwäit ubelaangt, déi d'Inflatiounsspiral an Europa undreiwen. Well ech mengen, dass sech vun dem Inflatiounssaz am Laf vum Joer '08 munches résorbéiert, dass mer an der Eurozon am Joer '09 op eng Duerchschnëttsinflatioun vun 2,2% kommen, mä zu Lëtzebuerg awer riskéieren, eng vun 2,7% ze erreechen, à moins dass mer stur duerchzéien: d'Afréiere vun de Präisser beim Stat a bei de Gemengen.

De Kampf géint d'Inflatioun, dat ass virun allem eng sozialpolitesch Aufgab. Een, deen d'Inflatioun galoppéiere léisst, een, dee se net am A behält, dee setzt d'Liewenschancë vun deenen, déi manner hunn, drastesch erof, wann dat eng laang Zäit undauert. Dir wësst, dass d'Inflatioun eppes ass wéi Zahnpasta: Dat kritt ee relativ liicht aus der Tube eraus. Et ass enorm schwéier, fir déi Pasta erëm an d'Tube eranzekréien. Esou ass et och mat der Inflatioun.

A well d'Inflatioun awer eng Donnée ass, déi mer mussen am Bléck behalen, ass dee ganze Programm, deen d'Regierung hei entwéckelt huet zur Bekämpfung vun der Aarmut, een, vun deem ech frou sinn, dass en heibannen op eng breet Zoustëmmung getraff ass. Duerfir wëll ech mech ausdrécklech an och déi, déi domat d'accord sinn, félicitéieren, dass mer a Froe vu sozialer Kohesioun, déi Noper ass vun der nationaler Kohesioun, eigentlech déiselwecht Analys féieren an och déi ugedeiten a virgeschloe Moossname prinzipiell begréissen.

Ech wëll just nach eng Kéier soen, dass ech net mengen, dass et gutt wier, wa mer déi statistesch ermëttelt Aarmut géife bekämpfen, well dat ass keng reell Donnée. Et geet jo duer, dass mer wëssen, dass mer vill méi Leit hunn, déi aarm sinn an déi en Aarmutsrisiko hunn, wéi dat eigentlech dierft sinn.

Woubäi ech gären derbäi soen, dass selbstverständlech d'Regierung dorunner schold ass; net onbedéngt do, wou Eenzelner mengen, mä op anere Pläng; an d'Gewerkschaften och; an d'Patronen och.

Wat d'Léin méi klammen - kollektivvertraglech festgeluechte Léin -, wat déi relativ Aarmut méi zouhëlt. Wann deenen engen hir Paien dauernd klammen, an deenen aneren hir Paien nëmmen e bësse klammen oder se bleiwe stoen, hëlt d'Aarmut zou. Da sinn déi eng net méi aarm ginn, mä se si méi aarm gi par rapport zu deenen, déi duerch de gewerkschaftlechen Asaz oder duerch aner Phenomeener méi bäikritt hunn.

Wann eng Indextranche erfält, hëlt d'Aarmut net of. Dat bleift grosso modo d'selwecht, et sief dann, et géif een eng maximal Indextranche aféieren, wou also déi iewescht Gehälter manner staark der Inflatioun ugepasst gi wéi déi drënner. Da geet den Aarmutsrisiko, esou wéi e gemooss gëtt, erof, well dann d'Schéier méi kleng gëtt, anstatt dass se ëmmer méi grouss gëtt.

All Kéiers wa mer de Steierbarème un d'Inflatioun upassen, hëlt d'Aarmut natierlech spronghaft zou. Well déi, déi ënnen am Akommesfächer sinn, vun Inflatiounsupassung um Steiertarif null hunn, während déi, déi Steiere bezuelen, déi an der Mëttelschicht sinn, an deene gëllt och meng Suerg, an déi, déi wéi ech bal um Spëtzesteiersaz sinn - well ech sinn nach net drop, wat weist, dass se relativ spéit usetzt zu Lëtzebuerg -, déi kréien enorm vill bäi par rapport zu deenen, déi guer näischt bäikréien.

All Inflatiounsupassung um Steiertarif vergréissert déi statistesch ermëttelt Aarmut zu Lëtzebuerg. Wa mer hei iwwer Aarmut schwätzen, géif ech häerzlech drëm bieden, dass een déi Aspekter do mat a Betruecht zitt, ier een allgemeng net gülteg Schlëss iwwert d'Akommesdistributioun an d'Aarmuts- an d'Räichtumsschéier zu Lëtzebuerg zitt.

Jiddefalls ass se eleng duerch d'Aféierung vum Kannerbonus, dat wäerten Etüden an den nächste Woche beweisen, 2% méi niddreg, wéi d'Aarmut virun der Aféierung vum Kannerbonus war. Firwat? Mä ganz einfach, well prozentual d'Aféierung vum Kannerbonus bei deenen, déi net vill verdéngen, vill méi ausgemaach huet, wéi déi 6%eg Tarifupassung vun de Steieren, vum Steierbarème un d'Inflatioun.

Ech hunn lech d'lescht Woch hei gesot, dass dat tëschent 4 a 7%, jee nodeem, ob ee Stot ee Kand oder zwee Kanner huet, ausgemaach huet. Also, méi fir d'Inflatiounsupassung vum Steiertarif bei deenen, déi net an der Kategorie vun deene sech befannen, déi een ouni Problem muss als wesentlech Mannerbemëttelt beschreiwen, wéi déi grouss Zuel vun de Leit hei am Land.

Elo fuere mer mat där Politik „Kannerbonus" virun. Wësst Der, déi Politik, fir e Steierabattement duerch e Steierkredit ze ersetzen, hate mer scho gemaach an der Zäit '94 bis '99. Doriwwer war och an der CSV iwwregens net all Mënsch déck begeeschtert. Mä ech war et awer.

An dunn ass eng Period komm vu fënnef Joer, do ass dat net gaangen. An elo ass eng Period komm, elo geet dat erëm. An duerfir hu mer dee Kannerbonus agefouert. An duerfir verwandele mer elo den Arbeitnehmerfreibetrag och an een Nettosteierbonus.

Ech hat et elo wierklech gutt gemengt, fir an der Ried vun der leschter Woch alleguer déi Budgetszuelen ewechzeloossen, déi ech lech elo hei nogeliwwert hunn, well ech ëmmer fannen, dass dat och net vill bréngt. Well jiddferee bleift jo awer bei senger Meenung, da soll e sech dee Spaut spueren. Ech hunn lech awer haut nach eng Kéier den Exercice gemaach, fir lech et awer ze weisen; quitte dass mer näischt vu Finanze kennen, mä awer wéinstens d'Zuele kennen, déi eis Onkenntnis do ënnerleeën.

Ech hunn och keng Zuele genannt iwwert déi steierlech Moossnamen, well ech och do denken, dass een do muss, wann een déi Moossname richteg bis stoen huet, mat genauen Zuele kommen an net mat approximativë Chifferen.

Ech hunn awer héiere vu ville Kolleegen, an duerfir hunn ech awer nu wierklech Verständnis, dass se gesot hunn: Mir wéisste awer gären a graffen Zich, wat dann déi eenzel Steiermoossnamen do ausmaachen. Dat ass eng berechtegt Fro an déi Äntwert hätt eigentlech scho missen an der Ried vum leschten Donneschdeg stoen. D'Debatt huet och gewisen, dass et falsch war se net ze nennen. Ech hätt se sollen direkt nennen, soufern wéi mer déi Zuelen zur Verfügung sinn, esou dass jiddferee weess, wouhinner mer eis bewegen.

Nun ass jo keng Moossnam derbäi bei deenen, déi mer annoncéiert hunn, déi net scho gefuerdert gi wier heibannen. Duerfir sinn ech e bëssen iwwerrascht, wa gesot gëtt: Rechent emol genau aus wat dat kascht! Well dat leet de Verdacht no, dass een eng Fuerderung stellt, ouni sech virdrun informéiert ze hu wat dat kascht.

1% Ofsenkung - dat heescht Inflatiounsupassung vum Steiertarif -, dat kascht 38

Milliounen. Dat kann ee liicht rechnen opgrond vun dem Steierausfall vum leschte Joer. E gëtt am Joer 2009 e bësse méi héich, well mer méi Steierzueler hunn a well kontradiktorescherweis d'Léin-sech-no-uewen-Entwécklung zu Lëtzebuerg a Kafkraaft bäikomm ass an net ofgeholl huet. Mä dat ass souwisou jo kengem glaubhaft ze vermëttelen. Mä eis Steierrecettë weisen, dass d'Léin klammen an dass d'Expansioun um Aarbechtsmaart breet ass.

Wa mer also 6% Steierofsenkung am Tarif maachen, da kascht dat 228 Milliounen. Wa mer 10% maachen: 380 Milliounen. 20%: dat Duebelt vun 380 Milliounen. Ech mengen, nodeem mer am Joer '08 - an dësem Joer - 6% ofgesenkt haten an am nächste Joer nach eng Kéier 6% ofsenken, also insgesamt 12%, jo net Steiererliichterunge gemaach hunn, mä Steiererhéijunge verhënnert hunn, besonnesch wann ech et mat Länner ronderëm, déi dee System net kennen a wou d'Paie wesentlech méi niddreg sinn, vergläichen, da léisst dat sech duerchaus presentéieren.

Et ass och net falsch, fir dat ze maachen, obschonn dat jo net ëmmer gemaach ginn ass. Nu fänken ech hei kee sokrateschen Dialog mat Kolleege vun der Oppositioun driwwer un, ob mer eng Upassungsavance hunn oder net. Ech behaapten dat. Ech kann dat beweisen. Dir sot, dat wier Kabes. Esou dréckt Der Iech net aus. Esou denkt Der vläicht.

(Hilarité)

Da loosse mer et dobäi beloossen.

Jiddefalls, bei deem Retard, dee mer hunn, ass ee Retard aus dem Joer 2000 an deen aneren aus dem Joer 2003 an deen aneren aus dem Joer 2004. Well am Joer 2000 - dat ass eng Period, un déi Der Iech nach kënnt erënneren - war d'Inflatioun 3,2% an den Tarif ass net ugepasst ginn. Am Joer 2003 war d'Inflatioun 2% an de Steierbarème ass net ugepasst ginn. An am Joer 2004 hate mer eng Inflatioun vun 2,2% an d'Steiere sinn net ugepasst ginn.

Also eleng déi Joren 2000, 2003 an 2004, déi ëmmer matgerechent gi bei eenzelnen Duerstellungen, jiddefalls d'Joren 2003 an 2004, jiddefalls 4,2%, wann een net déi 7,4% - wann een d'Joer 2000 géif derbäihuelen - mat arechent, déi ginn op de Konto vun der leschter Regierung. Ech stinn dozou. Well ech war dran.

Mä ech ka mech relativ gutt erënneren, dass ech net eleng an där Regierung war an duerfir, bei aller Begeeschterung, déi opkënnt, wann et ëm d'Inflatiounsupassung vun der Steiertabell geet, soll jiddferee sech och heiansdo, net laang - et packt een dat net ëmmer laang -, an de Spigel kucken a sech froen, wéi en et da fréier mat deenen elementare Wourechten do gehalen huet.

Nun huet de Kolleeg Berger haut de Moien och nach iwwer Biosprit geschwat. Ech wollt dem Här Berger, wéi all deene Riedner, wou ech net méi konnt hei sinn, well ech hu missen dréngend Korrespondenz erledegen, soen, dass ech dat awer intensiv op Chamber-TV verfollegt hunn.

Also op der Televisioun gesäit dat sech nach heiansdo vill schlëmmer un, eenzel Optrëtter. Och meng wahrscheinlech, ginn ech gären zou.

(Hilarité)

Et ass méi liicht heibannen ze erdroen, déi Einlagen do, wéi wann een d'Televisioun kuckt. Et muss ee just wëssen, heibanne sëtze mer, wa mer a Form sinn, zu 60. Dobausse si se zu méi. Denkt dorunner, wann Der där Optrëtter hei maacht! Dobausse sëtzen der méi wéi heibannen. An dobausse gesinn der méi et, wéi der et heibanne gesinn. Duerfir, wann ech engem géif schlecht wëllen, géif ech soen: Weider esou! Mä et ass net gutt fir d'Reputatioun vum Haus; dat wëll ech Iech just soen.

Den Här Berger huet d'Kohärenz bei der Regierung vermësst. Nu kënnen an dëser Regierung en Ëmweltminister a säi Statssekretär net esou harmonesch matenee fonctionnéieren, wéi et an der leschter Regierung war, well den Ëmweltminister huet kee Statssekretär an duerfir geet dat net. Mä dat, wat an der Ried de leschten Donneschdeg gesot ginn ass, an dat, wat d'Kolleege Krecké, Energie, a Lux, Ëmwelt, gesot hunn, dat ass deckungsgläich, Här Berger.

Well ech si bei Iech d'Affer vun engem onkompletten Zitat ginn, an esou kennen ech Iech net, well Der jo soss wëssenschaftlech grëndlech zur Saach gitt. Dir haalt op ze soen, ze beschreiwen, wat ech gesot hat, do, wou Der hätt misse virufueren. Well ech soen, mir géife prinzipiell um Prinzip vun der 10%eger Bäimëschung festhalen. Punkt. An do haalt Dir op.

An ech sinn net een, deen Iech de Punkt wëllt setzen. Ech sinn een, deen Iech invitéiert virunzelauschteren a virunzeliesen, well do steet: „awer nëmmen dann", steet do, hunn ech gesot, wann dat zu weltwäit verträglechen ökonomeschen, ökologeschen an Durabilitéitskritären a -konditiounen ze erreechen ass, da maachen ech nach en Aufsatz iwwert d'zweet Generatioun vu Biosprit. Zweet Generatioun, iwwert déi ech mer iwwregens net ganz vill Illusioune maachen; mä dovu kennen ech elo wierklech net genuch. Dat ass datselwecht wéi dat, wat den Här Krecké a wat den Här Lux gesot hunn.

An dann ass och vum Kulturjoer geschwat ginn a vum Här Garcia. Dat huet och grouss Begeeschterung hei - asoufern wéi ech dat aus der Ferne konnt observéieren - ausgeléist an dat ass normal. Mä d'Erënnerung ass kuerz, well d'lescht Joer, wéi ech et gesot hunn, dass ech dem Här Garcia meng onageschränkten Unerkennung géif soen, do hutt Der iwwerhaapt net esou positiv reagéiert.

Dat heescht, wann ee Grénge vun der CSV gelueft gëtt, da gëtt et Iech mulmeg, mä wann ee Grénge vun der DP gelueft gëtt, da kritt Der Hoffnungsschimmeren an Hoffnungsliichten…

(Hilarité)

…an d'Aen. Ech wollt Iech just soen, dass mer dem Här Garcia seng Aarbecht appréciéieren, well dat hu mer d'lescht Joer gesot an dat ass eng typesch Expressioun iwwregens vum CSV-Stat, dass ee grénge Coordinateur mat engem CSV-Kulturminister vum Kulturjoer gëtt. Den Här Guy Wagner weess dat och nach, dee war och eng Kéier genannt ginn, mä en hat et net bis hannenhinner gepackt. Mä dat war awer net d'Schold vun deene Grénge a vum Här Garcia, well den Här Garcia huet seng Aarbecht, wéi ech fannen, aussergewéinlech gutt gemaach.

Elo hunn ech nach Problemer mam Här Krieps.

(Hilarité)

Net mam Här Krieps, deen hunn ech ganz gär, mä mam Här Krieps a mam Här Berger zesummen. An ech hunn déi zwee ganz gär, mä ech verdroen net, dass se net datselwecht soen a gläichzäiteg allen zwee soen, an der Regierung géife se sech iwwer näischt eens ginn.

(Hilarité)

Ech hunn hei beim Här Berger verstanen, dass e fir den Tram plädéiert huet. Dat hat ech jo richteg matkritt? A bei sengem Noper hat ech verstanen, dass en net…

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Wann 100.000 Leit all Dag matfueren, sinn ech derfir.

(Interruptions et hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'DP ass jo optimal opgestallt, op d'mannst wat d'Sitzordnung heibannen ubelaangt. Den Här Helminger sëtzt elo richteg fir déi zwee do mateneen ze versöhnen. Ech si jiddefalls op der Säit vum Här Helminger, och wann den Här Helminger net ëmmer op senger Säit war, mä ech sinn op senger Säit, wann den Tram duerch d'Stad geet. Ënnert deene Konditiounen, déi den Här Berger richtegerweis hei rappeléiert huet, dass dat nëmmen een Deel vum Puzzle ass an dass d'Gares périphériques mussen esou verknäppt a vernetzt ginn, souwéi och déi intern Verbindungsstréng an deene Quartieren, wou d'zukünfteg Aktivitéiten an der Stad Lëtzebuerg stattfannen.

Duerfir mengen ech, dass mer, à moins dass den Här Krieps sech elo nach weider do dissociéiert vun dem gesonde Mënscheverstand, dee seng Partei do ereilt huet a Saachen Tram, och do géife relativ gutt eens ginn.

Den Här Etgen, deen ech hei begréissen - ech war net hei déi éischte Kéier wéi e geschwat huet -, deen huet awer, déi éischte Kéier wéi e sech mat mir hat, direkt duergeluecht, muss ech soen.

(Hilarité)

An ech fannen en, éierlech gesot, och besser wéi anerer an därselwechter Fraktioun. Ech hunn awer fonnt, dass en do e bëssen iwwerdriwwen huet, mä ech géif mer elo e bësse paternalistesch virkommen, wann ech géif soen, dass dat „der Eifer des frühen Beginns" ass, mä dat hélt erëm of.

(Hilarité)

Ech sinn traureg, dass Der net hei waart an där leschter Legislaturperiod, soss hätte mer kënnen zesumme koaléieren a regéieren, well kuckt emol, wann Der iwwert d'Territorialreform am Joer 2003 oder 2004 geschwat hätt, dann hätt Der och misse soen, mir wiere kee Millimeter virukomm.

Dat, wat elo net wouer ass, dat war 2003 an 2004 awer wouer, well dunn ass jo eréischt den IVL - wat keng spontan Gebuert am Regierungsrot war - op de Wee geschéckt ginn an zesumme mam Innenminister, dem Här Halsdorf, brénge mer déi Saach och vun der Plaz. Woubäi ech et e bëssen anrührend zäertlech fonnt hunn, dass Eenzelner an der Press an heibanne schéi mat der Lupp gesicht hunn, wat fir ee Minister dann hei an der Ried mam Numm genannt gi wier a wat fir een net. Also mir hu keng esou komplizéiert Erotik an der Regierung, dass dat dote wierklech d'Bemiessungsgrondlag ass fir Sympathien a fir Unerkennungen.

(Hilarité)

Dat mécht ee jo och am Laf vum Joer a Regierung ass kee Schéinheetsconcours, wou de Statsminister eemol am Joer seet, deen do geet riicht an deen do geet kromm, deen do ass gutt geschminkt, deen do ass schlecht geschminkt.

(Hilarité)

An der Regierung sinn d'Leit, y compris deen Éischten dovun, alleguer gläich an et ass eng kollektiv Entreprise, wéi och den Här Bodry fir déiselwecht Erklärung hei zum Ausdrock bruecht huet, dass dat eng kollektiv Aarbecht ass. Déi gëtt vun engem virgedroe mat senger Sproochfierwung, déi den Här Bodry natierlech mat engem zréckfonntenen Enthusiasmus vum Mee '68 automatesch als een typesche Lénks-Discours ausginn huet. Dat ass wouer. Ech kann dat. Anerer kënnen dat manner gutt. Lénks oder riets, et geet hei drëm fir déi richteg Leit, déi richteg Politik am richtege Moment ze maachen, an ech mengen, dass mer dat zesumme fäerdeg brénge.

Ech wëll mengem Frënd Charles Goerens soen: Ech si jo ëmmer verdrësslech, wann een, mat deem ech gutt sinn - dat hat ech schonn eng Kéier mat der Madame Brasseur, elo ass et mam Här Goerens -, mech falsch versteet. Dat ass natierlech meng onglécklech Ausdrocksweis. Obscho jo Héijergestallte perséinlech viru mer hei am Land festgestallt hunn, ech wier zu rhetoresche Meeschterleeschtunge fäeg,…

(Hilarité)

…geléngt dat mer anscheinend awer net ëmmer. Ech hunn net gesot, dass just dës Regierung, dës Koalitioun kéint Sozialpolitik hei am Land maachen.

De Bewäis ass erbruecht, dass och aner Koalitiounen dat kënnen. D'CSV/DP konnten dat zesummen, LSAP an DP hunn dat och an der zweeter Halschent vun de 70er Joren zesumme fäerdeg bruecht.

Ech hu mech explizit bezunn op dat Gesetz iwwert den Eenheetsstatut an hunn do gesot, just dës zwou Parteie wieren à même esou eng Reform unzestoussen, well ech fundamental dovun iwwerzeegt sinn, dass an enger anerer Kombinatioun den Astieg an dat Reformwierk iwwerhaapt net stattfonnt hätt, well sech vun Ufank u wéinst de Schwieregkeeten, déi dat evidenterweis huet, geweigert gi wier, op dee Wee matzegoen. Dat war also keng flächendeckend Remarque fir alles dat, wat Sozial- oder Familljepolitik ass, dat war spezifesch, punktéiert zougeschnidden.

Obschonn, wann ech den Här Krieps héieren hunn, dee gesot huet, dass déi Moossnamen, déi mir elo zur Aarmutsbekämpfung géife maachen, d'Leit an d'sozial Ofhängegkeet géifen ofdrifte loossen, da schéngt d'Zoustëmmung awer zu deem Aarmutsbekämpfungsprogramm net esou ökumenesch breet gedeelt ze sinn an der liberaler Fraktioun, wéi ech dat gemengt hat beim Här Goerens a beim Här Meisch ze verstoen.

D'Madame Flesch huet och an dëser Debatt geschwat, an d'Madame Flesch weess, dass ech hir ëmmer intensiv nolauschteren, well ech d'Madame Flesch fir eng vun deene groussen Damme vun der Lëtzebuerger Politik halen an näischt wat si seet mech onberéiert léisst. Ech wollt hir duerfir soen, dass ech eigentlech net, wéi ech vun Dysfonctionnementer op eenzelne Chefetage vun der Lëtzebuerger Polizei geschwat hunn, déi et viru Jorzéngten hätt kënne ginn, ee Bäitrag zur Verniedlechung wollt leeschten.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ech hat awer déi Impressioun.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, an duerfir sinn ech frou, dass Dir déi Fro gestallt hutt. Dat gëtt mer dann d'Geleeënheet fir ze soen, dass dat net meng Absicht war, an dass dat - wa richteg ass, wat gesot gëtt -, wat sech do ofgespillt huet, eng absolut Désapprobatioun verdéngt, an dass ech also net der Meenung sinn, dass dat Kavaléiersdelikter wieren, déi sech do ageschlach kënnen hunn.

Ech hu gläichzäiteg - dat ass begréisst gi vun der Madame Flesch, net vill Kolleege sinn dorop agaangen - mam Justizminister zesummen décidéiert an der Regierung, dass mer d'Infractioun vun der Entrave à la justice wëllen zu enger relevanter Gréisst an eisem Code pénal maachen, well ech fannen dat ass och eng vun de Konklusiounen a vun de Konsequenzen, déi sech aus deem ganze Geschéien, dat mer déi lescht Méint mat wuessender Verdrësslechkeet hu missen zur Kenntnis huelen, ergëtt.

D'duebel Nationalitéit, wëll ech soen, dass dat fir mech eng Noutwendegkeet ass. Den Här Meisch - mengen ech - huet gesot, ech wier scho besser op deem Punkt gewiescht an et géifen aner Argumenter gi wéi déi, déi ech do genannt hätt, déi derfir géife plädéieren, wat jo och stëmmt. Hunn emol schonn dacks heibannen an op villen anere Plaze gesot, ech sinn dergéint, dass, wann een, deen eng bestëmmten Nationalitéit huet an onofhängeg dovu wéi e se kritt huet och d'Lëtzebuerger Nationalitéit wëllt a seng wëllt bäibehalen, mer deen zum Zerräisse vun deem éischten Deel vu senger Biographie sollen zwéngen.

An dass dat muss matenee kënnen zesummewuessen: Dat, wat een ënner engem bestëmmte Fändel war, ouni alles a sech ze hunn, wat dee Fändel ausmécht, an dat, wat een ënner engem anere Fändel, deem lëtzebuergesche Fändel, ass, ouni dass een alles, wat Lëtzebuergesch ass, muss esou a sech erasuckelen, dass soss näischt géif iwwreg bleiwe wéi dat, wat nëmme Lëtzebuergesch wier.

An dann hu mir déi Residenzklausel, wou ech vill Interrogatioune verstinn, déi gemaach ginn, an et muss ee vläicht erklären - vläicht ass dat och net geschéckt fir dat ze erklären -, dass ee sech muss d'Wahlprogrammer vun de Parteien zu där Fro ukucken. An do gëtt et nun emol eng Partei, et ass zoufällegerweis och déi, déi d'Wahlen, wéi anerer soen, haushéich gewonnen huet, déi an hirem Wahlprogramm stoen hat, dass et eng Residenzklausel vu fënnef Joer gëtt fir d'Nationalitéit ze kréien, an eng vun zéng Joer muss ginn, wann een déi duebel Nationalitéit gären hätt, well dat net ganz genau datselwecht wier.

An da muss ee kucken, dass een do beienee kënnt, dass een deen een net forcéiert sech herno musse virwerfen ze loossen, en hätt d'Leit un der Nues erëmgefouert mat senger Ausso a sengem Wahlprogramm, an déi aner Leit musse kënne soen, dass si dat net matgemaach hunn, wat deen ee Partner gär gehat hätt, mä dass se ee Wee an der Mëtt gesicht hunn, deen een - dofir wier ech nu wierklech - soll staark verkierzen doduerch - ech weess net ob dat geet an ech kennen och net alles dovun -, dass een déi Prozedure fir Lëtzebuerger ze ginn a fir déi duebel Nationalitéit ze kréie relativ fréi kann ulafe loossen, soudass d'Décisioun ganz séier ka kommen, wann déi Konditioun vun deene siwe Joer bis erreecht ass. Mä dat ass eng Saach vun där ech denken, dass se am Parlament muss gekuckt ginn.

D'lëtzebuergesch Sprooch ass fir mech e wichtege Punkt, generell an an dësem speziell. An ech fannen et net gutt, wa mer esou géife matenee streiden, dass d'Leit dobaussen den Androck géife kréien, déi eng hätte gär déi duebel Nationalitéit zum sproochlechen Nulltarif, an déi aner hätte gär déi duebel Nationalitéit ënner enger iwwerdriwwener brevetéierter linguistescher Form. Ech menge wierklech, dass dee Kompromëss, deen um Dësch läit, alle Bedenke gerecht gëtt a Rechnung dréit, a mir sollen net de Leit am Land d'Impressioun ginn, dass mir hei am Parlament an an der Regierung d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch géifen ënnerschätzen.

Et ass duerfir wou ech vun Akzeptanz schwätzen, Här Meisch, an net fir d'Lëtzebuerger ze beleidegen, wéi Dir dat dëser Deeg laut „Journal", deen ech jo, am Géigesaz zum Här Krieps, all Dag liesen, well ech kréien e gratis zougestallt, schéngt gesot ze hunn. Ech hu gesot, mir missten oppassen, dass mer d'Akzeptanz dobaussen net verléieren, an ech soen Iech, dass ee Stéck vun där Akzeptanz ofbréckelt, wa mer net dee richtegen Ëmgank mat der Lëtzebuerger Sprooch an deem Zesummenhang fannen.

An ech fannen eppes gelungen an deem Zesummenhang. Heibanne schwätzt kee méi Franséisch, keen, et ass ganz selten. Et ass ganz selten, dass heibannen nach ee Franséisch schwätzt. An dëser ganzer Debatt ass kee franséischt Wuert geschwat ginn, mat Ausnahm vun deenen noutwendegen Zitater, déi mer heiansdo brauchen, an do entschëllege mer eis, dass mer soen: „Wësst Der, dat kann een op Lëtzebuergesch net esou gutt soen, duerfir soe mer dat op Franséisch."

Wéi ech an d'Chamber komm sinn, Fraktiounssekretär, an duerno an enger Regierung mat der Madame Flesch als Vizepremier, jonke Statssekretär, hunn nach ganz vill Leit Franséisch geschwat, y compris d'ailleurs d'Madame Flesch, wa si heibanne geschwat huet. Et wier dem Här Werner am Dram net agefall, hei Rieden op Lëtzebuergesch virzedroen. Et ass och dem Här Santer net agefall. Vun un dass ech Statsminister sinn, droen ech d'Erklärung zur Lag op Lëtzebuergesch vir. Ech sinn och deen Éischten, deen d'Regierungserklärung '99 op Lëtzebuergesch virgedroen huet, mat engem laange franséische Rateschwanz hannendrun, fir dass de Rescht vun der Welt och géif mierken, dass mir hei seriö Leit sinn.

(Hilarité)

Wéinst dem Programm, an net wéinst der Sprooch.

Souguer d'Ausseministeren, d'Madame Polfer fir d'éischt, den Här Asselborn fir zweet, droen d'aussepolitesch Erklärung, d'Tribün gerammelt voll vun Diplomaten, op Lëtzebuergesch vir. An elo wëlle mir hei de Leit erklären, dat wier alles net wichteg, déi lëtzebuergesch Sprooch. Ma wann all Lëtzebuerger Franséisch kann, firwat hu mir dann ëmgeswitched, fir emol richteg Lëtzebuergesch ze schwätzen, an ëmmer méi ugefaange Lëtzebuergesch ze schwätzen?

Dat hu mer och gemaach, fir dass d'Leit eis géife besser verstoen. An elo halen ech dat, muss ech éierlech soen, fir eng partiell Verirung. Ech fannen et wier ganz gutt, wa mer méi dacks hei am Parlament och erëm franséisch Debattendeeler géife mat drënner mëschen, well dat gëtt deem, wat de Ben Fayot an anerer Sproochesystem nennen, méi gerecht, well et méi Varietéit, och kulturell Stratificatiounsméiglechkeete weist, déi dëst Land huet.

Mä ech wëll soen, mir hunn eis och hei an der Chamber op de Wee gemaach fir nëmme méi Lëtzebuergesch ze schwätzen, an dat weist, dass eis Sprooch, wëllt ee sech verständlech maachen, muss ganz gutt passiv verstane gi vun alleguer deenen, déi d'Wahlrecht hunn, an duerfir mengen ech, dass déi Saachen, déi um Dësch leien, an déi richteg Richtung ginn.

Här President, ech gesinn, dass ech vill ze vill laang amgaang sinn ze schwätzen. Dat war och ongeféier alles, wat ech lech wollt soen.

Merci.

M. le Président.- Här Statsminister, et sinn nach zwee Deputéierten, déi lech nach wollten eng Fro stellen.

(Interruptions et hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wollt dräi Saache soen. Als Éischt wollt ech eppes zu den administrative Präisser soen. Et ass elo net onbedéngt vu grousser Bedeitung, mä ech fannen et awer wichteg wéinst de Foussnouten, déi herno an de Geschichtsbicher geschriwwe ginn, datt et net stëmmt - bei allem Respekt fir den Här Roth vu Mamer -, datt d'Gemeng Mamer déi éischt Gemeng war, déi décidéiert huet fir d'administrativ Präisser anzefréieren. Déi gréisste Gemeng am Land huet - zwee Deeg nodeem datt d'Regierung dat décidéiert huet - an hirem Gemengerot doriwwer geschwat. Duerno huet de Buergermeeschter bekannt ginn...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ëm wéi vill hutt Der do gehéicht?

(Hilarité et interruptions)

Une voix.- Dat ass richteg!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Oh, Här Henckes, et ass gutt, datt Dir entretemps schonn am Gemengerot a mindestens dräi verschidde Fraktioune souzt, fir dat do kënnen ze soen.

(Interruptions et hilarité)

Ech hunn dat awer net gesot, well ech drop wollt hiweisen, datt déi Foussnout wichteg wär, mä - Här Henckes, lauschtert elo gutt no, wat ech elo wäert soen, well dat ass méi wichteg an deem Kontext - dorop, datt, wa mer d'Gemengen opfuerderen, d'administrativ Präisser anzefréieren, mer och musse wëssen, datt d'Gemengen eng gewësse Responsabilitéit par rapport zu Gesetzer hunn, déi mer hei an deem Parlament stëmmen, respektiv Direktiven, déi op europäeschem Niveau décidéiert gi sinn.

Wa mer dat Beispill huelen, fir dat den Här Henckes elo esou haart gejaut huet,...

Une voix.- Dir kennt dat net, Här Bausch!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- ...nämlech de Waasserpräis, da wësse mer, datt mer als Gemeng och gewësse Verflichtungen do hunn, zum Beispill fir aus Gesetzer eraus e gewësse Käschtendeckungsgrad ze kréien.

An duerfir, aus deem Grond - Här Henckes, Dir hutt et an der Gemeng vläicht nach net richteg verstanen, dann erklären ech lech et hei nach eng Kéier - huet natierlech de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg versicht, fir net herno esou dozestoen, datt e misst an engem Schub bei de Präisser op dee Käschtendeckungsniveau kommen, wéi d'Gesetzer et virschreiwen, dat ze staffelen, an donc hu mer en Deel Viraarbecht geleescht. An duerfir kréie mer wahrscheinlech och manner Schwieregkeeten, wéi elo vläicht aner Gemenge mat deem Appel, deen elo vun der Regierung gemaach gëtt. Nach bleift, datt mer eng lescht Etapp, déi nach virgesi war, elo ausser Kraaft gesat hunn.

Meng Fro, an dat ass awer dat, wat hei wichteg ass an och hei an d'Parlament gehéiert, dat ass, wou een de Gemengen awer och vläicht muss soen, wéi se sech da solle verhalen: Ass et normal, datt en Appel ka gemaach gi vun der Regierung oder vum Parlament un d'Gemengenadministratiounen, si sollen am Fong géint d'Gesetzer verstoussen?

Well dat ass jo en fin de compte d'Konsequenz, wann ech op där enger Säit e Gesetz hunn, wat se zwéngt, eppes ze maachen, an hei awer elo aus Grënn, déi vläicht verständlech sinn, esou Appeller gemaach ginn.

Duerfir mengen ech, wa mer iwwert déi Fro vun administréierte Präisser zesumme mat de Gemenge schwätzen, da muss een awer och wëssen, datt d'Gemengen eng Rei Contrainten hunn, déi national décidéiert ginn. An da musse mer eis vläicht eng Kéier och mat de Gemengen doriwwer ënnerhalen, wéi mer dann do an Zukunft wäerte weiderfueren.

Zweete Punkt, Här President, eigentlech déi Saachen, déi ech am Numm vu menger Fraktioun opgeworf hunn, wou mer am Fong net an och elo nach net méi zefridde sinn a wat d'Zuelematerial ubelaangt, dat war net esou séier déi 6%teg Upassung vum Steiertarif un d'Inflatioun, mä dat waren all déi aner Mesuren, déi hei ugekënnegt gi sinn, ob dat elo d'Chèques-services sinn oder wat och ëmmer. Et si jo eng ganz Palette hei vu Mesuren ugekënnegt ginn, bei deene mer de Moment net genau chiffréiert hunn, wat de reelle Käschtepunkt dovunner ass.

Et ass eis och nach vill ze vill Onkloerheet bei der ugekënnegter Ofsenkung vun der Betribssteier, wou zwar dann op där anerer Säit gesot gëtt, d'Bemiessungsgrondlag géif dann eventuell erweidert ginn, oder et géifen och do vläicht eenzel Ofschreiwungsméiglechkeeten ofgeschaaft, mä dat ass awer alles relativ vag.

Dat Eenzegt, wat kloer gesot ginn ass, dat ass de Prozentsaz, wéi vill d'Betribsbesteierung insgesamt soll erofgoen. A wa mer wëssen, datt also d'Betribsbesteierung bei de Recetten eng vun deene wichtegsten Einnahme vum Stat ass, da léisst dat eis e bëssen um Dréchenen doriwwer, wat do op eis soll zoukommen.

Drëtte Punkt, Här President: Mir hunn hei eng ganz Rei Infrastrukturausgaben, déi néideg sinn an deenen nächste Joren, déi beschriwwe gi sinn. Do sinn eng Partie dovunner scho mindestens zu engem Deel an de Fonge festgeschriwwe respektiv am Pluriannuel festgeschriwwen. E ganze Koup sinn awer och net bis elo dora festgeschriwwen. Virun allem hunn ech hei nëmmen héiere bei deene meeschten, datt bei deene groussen Infrastrukturausgabe fir déi nächst Joren dat, wat bis elo décidéiert ginn ass, bäi Wäitem net wäert duergoen.

Wann ech eleng am schinnegebonnene Verkéier kucken, wat do alles geplangt ass, wat jiddferee sech wënscht a wat och wichteg ass, dann ass et sécher, datt do nach vill zousätzlech Milliarden Investitioune wäerten op eis zoukommen. An do feelt et eis u klorem Zuelematerial. Mir hätten op alle Fall gär, datt mer do méi prezis Zuele kréie bis de Summer.

Dann ass en drëtte Punkt deen, deen um Schluss elo ugeschwat ginn ass vun dem Erreeche vun der Lëtzebuerger Nationalitéit an der Lëtzebuerger Sprooch. Meng Fraktioun ass ëmmer nëmmen erstaunt, wa mer hei héieren, och elo wéi vum Premierminister ugeschwat, esou e bëssen d'Impressioun, wéi wa Verschiddener heibanne wären, déi géife mengen, datt ee sech fir de Fait, datt ee géif Lëtzebuergesch schwätzen, misst entschëllegen. Wéi wann iergendeen heibanne bis elo jeemools dat gesot hätt!

Ech hu vu kenger Fraktioun iergendeen héieren heibannen dat dote soen. Et ass allerdéngs esou, datt et der gëtt, déi eng aner Vue hunn, wéi een zu eisem Zil kënnt, datt méiglechst vill Leit hei am Land och déi Lëtzebuerger Sprooch léieren an herno kënne schwätzen. Well dat ass jo eist Zil, wat mer wëllen erreechen, an do gëtt et verschidde Vuen, wéi een dozou kënnt.

Ech hunn a menger Ried gëschter gesot, déi demokratesch Defiziter, déi mer am Land hunn, där gëtt et nun emol e ganze Koup. Ech mengen, ech hu gesot, datt mir net méi wäit vun enger 50/50-Situatioun ewech sinn - 50% Lëtzebuerger a 50% Netlëtzebuerger. Ech hunn och gesot, datt déi 50%, déi hei sinn, net komm sinn aus iergendengem Grond, mä si si komm, well mir heibannen alleguer zesumme se quasi geruff hunn, well mir wëssen all, datt ouni déi eisen ekonomeschen a soziale Modell net dréine géif.

An da geet et dorëms ze kucken, wéi mer déi dozou kréien, datt déi sech interesséiere fir d'Sprooch an eis Kultur. An do hu mir eng aner Vue. Mir mengen, fir datt dat soll geschéien, ass et besser, d'demokratesch Rechter um nationalen Niveau méiglechst séier ze erweideren, well dat déi beschte Viraussetzung ass, datt déi Leit sech dann och fir eis Sprooch an eis Kultur interesséieren. Dat ass dat, wat eis hei ënnerscheet.

Déijéineg, déi hei mat Ënnerstellunge kommen, dat sinn net déi, déi fir déi dote Saachen antrieden, dat heescht, fir - loosse mer et emol esou ausdrécken - e bësse méi liberal Konditiounen antrieden, mä dat sinn déi, déi eigentlech net esou wäit wëlle goen, an et sinn och déijéineg, déi déi Debatt op deen Niveau bruecht hunn.

Ech ginn d'Gefill net lass, datt dat awer zu engem groussen Deel ass, well 2009 eng Wahlécheance ass a well et ebe Leit gëtt, déi mengen, mat esou Saache wär et nawell interessant, fir verschidden Defiziter, déi ee vläicht op anere Gebidder dann am politesche Beräich huet, ze kompenséieren duerch esou Terrainë wéi déi doten. Dat ass awer grad dat, wat geféierlech ass an der Diskussioun.

Iwwregens wëll ech lech soen, wann Der Är eege Programmer zitéiert, ass et richteg, datt Der an Ärem Wahlprogramm stoen hat - deem vun der CSV -, datt Der bei der duebeler Nationalitéit fir zéng Joer sidd. Dir hutt awer net an Ärem Wahlprogramm stoen, datt Der dann an engems géift d'Konditioune verschlechtere fir d'Erreeche vun der Lëtzebuerger Nationalitéit iwwert den normale Wee, well do gi mer jo elo och erëm erop vu fënnef op siwe Joer. Do gëtt et jo awer eigentlech keen Zesummenhang.

Firwat maache mer dat dann? Do kéint Der wéinstens jo awer bei deem bleiwen, wat Der selwer viru Joren décidéiert hutt, a wat jo och net an Äre Wahlprogrammer stoe bleift.

Ech mengen duerfir, datt déi doten Diskussioun nëmme kann uerdentlech gefouert ginn an och aus dem Wahlkampf an deem Mooss erausgehale ginn, wa mer ophalen deenejéinegen, déi eng aner Vue hu vun Integratiounspolitik, ze ënnerstellen, si wären elo hei quasi d'Landesverréider an d'Lëtzebuerger Sprooch wär hinnen egal.

(Interruption)

Well dat ass dat, jo, wat vun Ärem Fraktiounspresident an enger Ried nach net esou laang hier am Parlament hei plus ou moins gesot ginn ass. Ech mengen, et ass dat, wat net korrekt ass a wat och sécherlech net dozou bäidréit, datt mer déi Diskussioun do uerdentlech op en Enn kënne féieren.

Merci.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci, Här Bausch. D'Madame Flesch hat d'Wuert nach gefrot.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ech hat d'Wuert gefrot, net fir Froen ze stellen, mä laut Artikel 37.8 vun onsem Reglement, wat virgesäit: Parole après un membre du Gouvernement.

Ech wollt eng Bemierkung maachen am Zesummenhang vun deem, wat den Här Statsminister gesot huet iwwert d'Sproocheregelung an dëser Chamber am Laf vun de Joren.

Ech wollt dann och nach eng kuerz Explikatioun ginn, woufir ech de Moien erëm eng Kéier op déi Fro zréckkomm si vun der Sproocheregelung beim Nationalitéitegesetz.

Zur Sproocheregelung an der Chamber mat enger e bëssen anekdotescher Inspiratioun: Effektiv, wéi ech 1969 an dëst Haus komm sinn, sinn 9,5 Zéngtel vun de Rieden op Franséisch gehale ginn an 0,5 op Lëtzebuergesch.

An ier ech an d'Chamber komm sinn, hat ech den Här Statsminister Joseph Bech, deemools Chamberspresident, gefrot, woufir dann an dësem Haus géif kee Lëtzebuergesch geschwat ginn an nëmme Franséisch. An deen huet mer geäntwert: «Mon enfant, parce qu'en luxembourgeois l'injure serait trop facile.»

(Hilarité)

Ech hu Momenter an dësem Haus erlieft, wou ech dem Här Bech hu misse Recht ginn.

(Hilarité)

Mä et sief dann.

Wéi ass et gaangen, dass et zu deem ganze Changement komm ass?

Dat huet eng ganz praktesch Explikatioun. Wéi „Radio Lëtzebuerg" op eemol décidéiert huet oder d'Erlaabnis krut, e Studio hei an der Chamber selwer ze installéieren an en direct iwwert d'Sitzunge vun der Chamber ze berichten - virdrun hu se ëmmer nëmmen e Résumé op Lëtzebuergesch gemaach vun deem, wat mer hei op Franséisch gesot haten -, wéi et dunn op eemol esou war, dass dat en direct iwwermëttelt ginn ass, wat mer hei gesot hunn, du koum d'Zäit, wou mer eng Formule agefëiert hunn, déi ech „zesummefaassend an ofschléissend" nennen.

Mir hunn eng Ried gehalen op Franséisch, a wann et da fäerdeg war, hu mer, fir de Benefiss vum Studio, gesot: Zesummefaassend an ofschléissend géif ech soen a kuerze Wierder dat an dat an dat an dat, an dann ass dat iwwert de Radio komm. Dat ass den Ursprong vun der Wandlung, déi mer an dësem Haus am Sproochgebrauch erlieft hunn. Et ass och gutt esou. An et ass och gutt esou, dass mer ons Sitzungen an ons Diskussiounen op Lëtzebuergesch féieren.

Ech fügen als Footnote derbäi, dass et fir déi meeschten Auslänner bal net verständlech ass, dass mer hei iwwer Projet-deloien, wou d'Virlagen op Franséisch virun ons leien, op Lëtzebuergesch schwätzen an dass mer keng Traductioun brauchen. Dat ass eng Spezifissitéit vun onser Sproochsituatioun an dësem Land. Mir hunn eben hei dräi Sproochen: Mir hu lëtzebuergesch, mir hunn am administrativen a judiciairë Gebrauch franséisch a mir hunn dann och nach däitsch. Fréier war dat nach méi ausgeprägt. Aus evidente Grënn ass dat haut net méi de Fall.

Ech mengen och, dass ons Lëtzebuerger Sprooch eng wesentlech Roll spillt am Zesummenhang mat onser Identitéit. Wat ënnerscheet ons vun onsen Noperen am Lothréngeschen, an der Saar, an der Eifel an an der Province belge de Luxembourg? De soziologesche Profil ass deeselwechten. De politesche Profil ass wäitgehendst deeselwechten, och wann dat eent oder dat anert Land vläicht méi Problemer an deem Zesummenhang huet wéi mir der hunn.

Wat ons ënnerscheet, dat ass, dass mir Lëtzebuerger sinn an dass mer Lëtzebuergesch schwätzen. Also, mir si sécher net déi, déi wëllen de Wäert vun der Lëtzebuerger Sprooch a Fro stellen. Dat bréngt mech zu menger zweeter Bemierkung.

De Statsminister huet Recht wann hie seet, mir sollen och dobaussen net den Androck ginn, dass mer ons iwwert déi Fro géifen zerräissen. Déi vun ons, déi zu där Fro Positioun bezunn hunn, hunn dat och ëmmer gelassen an a grousser Serenitéit gemaach a probéiert ze explizéiere woufir mer mengen, dass et wichteg ass, dass mer net iwwert de Wee vum Sproochentest Barrièren opbauen, déi mer am Fong net wëllen an zu enger sozialer Diskriminatioun féieren.

Ech hu ganz genee d'Kritäre gekuckt wéi se virgesi sinn am Projet de règlement grand-

ducal zur Sproocheregelung. Do steet am Commentaire des articles - ech widderhuelen et nach eng Kéier -, dass den Niveau A2, deen also gefrot ass, fir ze schwätzen, deen ass, deen ee muss erreechen, wann een de Primaire gemaach huet a prett ass, fir an de Secondaire ze goen.

Sécherlech ass dat fir een, deen eng ganz Schoulpraxis huet, keng oniwwerwindlech Barrière. Mä fir deen, deen an der Schoulexperienz vill méi eng limitéiert Erfahrung huet, kann dat wierklech schwiereg ginn.

A beim Verstoen ass et nach méi schwiereg. Ech zitéieren hei - ech soen dat nach eng Kéier - aus dem Commentaire des articles vum Projet de règlement grand-ducal. Do gëtt verlaangt, dass ee muss Kenntnisser hu vun där Sprooch, déi enger Formatioun vun néng Joer entsprécht, an der Primärschoul sechs an am Lycée dräi, fir dass een also déi Sprooch gutt genuch beherrscht, dass ee ka Coursen an der Ekonomie, der Philosophie an de Sciences naturelles suivéieren.

Dat ass en Niveau, deen a mengen Aen awer ganz schwéier ze erreechen ass, wann een als Aarbechter um Bau schafft oder als een, deen eng aner exigent berufflech Tätegkeet huet a vläicht net dee Schoulbagage huet. Et gëtt mer gesot, dat wäre Summe vun 3.000, 6.000 Stonnen Unterrecht. Mäin eenzege Plädoyer ass ze soen: Kommt, mir iwwerleeën ons dat a mer kucken, ob mer net domadder vläicht Barrièren opriichten, déi mer selwer alleguerten net wënschen.

Wéi gesot, mir sollen ons do net zerfleeschen an net zerräissen, a mir sollen och keng - wéi soll ech soen? - Wahlkampfthemen dorauser maachen. Souwisou kënnt et net derzou, well de Projet iwwert d'Nationalitéit kënnt jo am Hierscht zur Décisioun. Mir hunn also nach Zäit bis dee Moment driwwer nozedenken. Mir kréien och nach en Avis vum Conseil d'État.

Loosse mer dat a Gelassenheet ofwaarden. Loosse mer bereet sinn, mateneen iwwert déi dote Problematik ze schwätzen. A loosse mer zesumme kucken, dass mer eng Léisung fannen, mat där mir kënne stolz soen: Mir hunn ons Nationalitéit opgemaach, an wierklech opgemaach fir ons Matbierger, déi sech wëllen integréieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den Här Statsminister huet d'Wuert nach eng Kéier.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, dem Här Bausch seng Nofro iwwert d'Chifferen huet mech drun erënnert, dass ech de Mëtteg eigentlech soss näischt wëlles hat wéi déi Chifferen ze nennen, déi ech net genannt hunn. Ech war esou begeeschtert der DP ze weisen, dass se d'Inflatiounsupassung net ëmmer gemaach huet, dass ech mech vun de richtege Chifferen - dat sinn awer och richteg Chiffere gewiescht - fortbeweegt hunn.

Ech wollt Iech soen, dass d'Ëmwandlung vum Arbeitnehmerfreibetrag an e Steierkredit ee Steierausfall vu 46 Milliounen Euro ausmécht. Den Arbeitnehmerfreibetrag haut, esou wéi en haut besteet, huet ee Steierausfall vu 50 Milliounen Euro. Et komme 46 Milliounen Euro derbäi; netto méi 46 Milliounen Euro fir d'Arbeitnehmer.

D'Ëmwandlung vum Rentnerfreibetrag an ee Steierkredit huet ee Käschtepunkt vun 33 Milliounen Euro.

D'Ëmwandlung vun dem Abattement monoparental an ee Steierkredit huet ee Käschtepunkt ronderëm 18 Milliounen Euro.

D'Ëmwandlung vun der Ofsetzung - vun der Déductibilitéit - vun de Scholdzënsen an ee Steierkredit kann ech net 100%eg berechnen. Dee kascht haut 35 Milliounen Euro; deen Abattement, dee mer haut hunn.

Wat d'Ëmwandlung vun deemselwechten an ee Steierkredit genau kascht, kann ech Iech eréischt soen, wa mer d'Konditioune vun där Ëmwandlung, d'Lafdauer, d'Périodicitéit an d'Miwweléierung vun deenen eenzelne Perioden op der laanger Streck definitiv festgeluecht hunn a wa mer de genaue Krees vu Bénéficiairë festgeluecht hunn. Dat hänkt dervun of, ob mer déi, déi elo amgaange sinn hir Scholden ze bezuelen, mat an de Genoss vun esou engem Steierkredit huelen, oder ob mer deen eréischt ulafe loosse fir déi zukünfteg.

Ech sinn der Meenung, dass déi Leit, déi haut amgaange sinn opgrond vun der erhéichter Zënslaascht an opgrond vun den erhéichte Baupräisser op hir Scholden zréckzebezuelen, musse mat an den Uwendungsberäich dovu kommen. Dat ass alles e bësse méi komplizéiert an dat brauch also weider Berechnung. Mä verhaalt, dass en haut 35 Millioune kascht an dass en duerch Supplément, deen derbäikënnt, net däitlech ënnert deem Präis vu 35 Milliounen ass.

D'Chèques services: Do ass déiselwecht Äntwert. Do muss ee wierklech am Detail kucken, wivill Stonnen ee mécht, wat fir Leeschtungen ee mat enger bestëmmter Stonnenzuel kann hunn, wat fir Leit dass an de Genoss dovu kommen. Mengem Verständnis no soll dat jiddferee sinn, an da kommen Ofstufungen no. Dat musse mer also alles nach gesinn. Dat hänkt vun de budgetäre Méiglechkeeten of.

Ech widderhuelen:

- 46 Milliounen: Arbeitnehmerfreibetrag an e Steierkredit;

- 33 Milliounen: Rentnerfreibetrag an e Steierkredit ëmgewandelt;

- Abattement monoparental ëmgewandelt: ronderëm 18 Milliounen;

- Tarif 6%: 228 Milliounen;

- wann een d'Kierperschaftssteier géif 1% erofsetzen, dat hätt ee Käschtepunkt vu 85 Milliounen;

- wann ee se 4% erofsetzt, hätt dat e Käschtepunkt vun 340 Milliounen.

Do hu mer gesot, dass mer dat jo an e puer Etappe maachen. E puer sinn der méi wéi zwou. A mir hu gesot, dass dat unter maßgeblicher Berücksichtigung vun de Méiglechkeeten zur Ausweidung vun der Base d'assiette geschitt.

Bref, 100 Millioune sti fest. Derbäi kommen 228 Milliounen Tarifadaptatioun. An de Rescht kënnt nach derbäi.

Dat wollt ech just nach soen, well ech dem Här Bausch dankbar si fir déi Zousazfro. Ech hunn an dëser Debatt iwwregens och nëmmen deene geäntwert, déi d'Regierung kritiséiert hunn, net mengen zwee Fraktiounschefen, dem Här Ben Fayot an dem Här Michel Wolter an där Reiefolleg, déi hei gutt Wierder fir d'Regierung fonnt hunn. Si waren dës Kéier besonnesch gutt.

(Hilarité)

Une voix.-Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Den Här Wolter huet d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech weess net a wat fir engem Kader dass mer sinn, well mer e bëssen an enger Après-Debatt vun enger Debatt sinn. Ech hätt just gäre fir d'Footnouten, dass net Saachen zitéiert ginn, déi ni gesot gi sinn.

Den Här Bausch huet den Här Braz zitéiert, wéi en iwwer meng Interventioun vu virun e puer Wochen hei an der Chamber geschwat huet an en huet mech zitéiert.

An der Madame Flesch wëll ech soen, dass ech domadder d'accord sinn, dass een net soll driwwer streiden. Mä et muss een awer kënnen an engem ganz rouege Gespréich - an dat hu mer gemaach an deene leschte Wochen a Méint - feststellen, dass, wann ee gären d'Nationalitéit hätt, dass een déi Nationalitéit gären hätt, dass een d'Sprooch vun deem Land versteet an dass een déi och kann artikuléieren.

Contrairement zu deem, wat gemengt gëtt, sinn déi Niveauen, déi hei zréckbehale gi sinn an der Propositioun vun der Regierung, keng Universitairesniveauen, mä et sinn der op engem Ranking vun 1 bis 6, wat d'Sprooch ubelaangt, déi zweet vun ënnen, a wat d'Verständnis ubelaangt, déi drëtt vun ënnen. Bei där drëtter vun ënnen ass et dat wat gemengerhand ënnert dem Verständnis vun der Sprooch verstane gëtt als Basis a bei der Sprooch ass et nach manner.

Et ass also absolument net esou, an ech wollt dat all deene soen, déi dat gemengt hunn, dass hei d'Konditiounen total egal wat fir enger wären, mä et geet drëm, dass, wann een d'Nationalitéit vun engem Land huet, een d'Sprooch vun deem Land versteet, an engem normale Gespréich kann dorobber äntwerten, ee versteet wat d'Réplique vum Intervenant op där anerer Säit ass. Ech hunn - nozeliese souwuel a menger Ried vu gëschter wéi och an där Ried vu virun e puer Wochen - gesot, dass et eis net drëm geet, dass ee Romaner oder aner Fasciculë muss schreiwen.

Et muss een allerdéngs just wëssen, Madame Flesch, dass dat, wat Dir bis elo gefrot hutt, nämlech den Niveau A1 an deenen zwou, d'Basis ass. Dat ass ongefëier de Wortschatz vun 100 Wierder an enger Sprooch. Ob dat duergeet, fir eng Sprooch kënnen normal ze schwätzen, fir en normaalt Gespréich kënnen ze féieren, fir sech kënnen normal mat engem ze ënnerhalen an och dat ze verstoen, wat deen op där anerer Säit zu engem seet, dat bezweifele mir. An dat bezweifele mir net eleng. Dat bezweifelen all Linguistiker, mat deene mer eis an de leschte Méint iwwert déi dote Fro ausenanergesat hunn.

Ech äntwerten Iech also, Madame Flesch, wéi ech dat gëschter gemaach hunn a virun e puer Wochen, op engem net polemeschen Toun. Ech äntwerten Iech just mat der Determinatioun, dass, wann een eng Nationalitéit wëllt hunn, et Mindestkritäre gëtt, zu deenen et, niewent der Sprooch am Integratiounsfacteur, wéi ech gëschter gesot hunn, vill aner Elementer gëtt, mä de Kritär vun der Sprooch ass ee vun deene wesentlechen Elementer op déi ee muss agoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zu der Ofstëmmung vun deenen zwou Motiounen, déi abruecht gi sinn. Fir d'éischt d'Motioun 1, déi den honorabelen Här Meisch déposéiert huet.

(Interruption)

Den Här Statsminister huet d'Wuert.

Motion 1

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, mat dem Accord vun der Familljeministesch, der Madame Jacobs, wollt ech soen, dass déi éischt Motioun, déi den Här Meisch abruecht huet, awer berechtegt schéngt ze sinn, dass een, ier ee sech op dee grousse Sprong do mécht, deen ugedeit ginn ass, sech awer mat enger Rei vun Donnéeën a vun Zuele konfrontéiert gesäit, déi engem d'Urteilsfindung erliichteren. Duerfir géife mer déi Motioun unhuelen.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Ënnert deene Konditiounen denken ech, dass mer par main levée kënnen ofstëmmen.

Vote

Wie mat der Motioun 1 d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dass dat d'Unanimitéit ass. Domat ass déi ugeholl.

Motion 2

Dann d'Motioun vum Här Gibéryen, wou de Statsminister gesot huet, dass d'Regierung déi net géif unhuelen. Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da stëmme mer elektronesch of.

Vote

D'Motioun 2 vum Här Gibéryen ass ofgelehnt mat 48 Nee-Stëmmen, bei 5 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Proposition de loi iwwert d'Modificatioun vun der Loi électorale. Den honorabelen Här Paul-Henri Meyers huet d'Wuert als Rapporteur.

(Interruptions)

Ech hunn hei stoen, d'Madame Flesch, den Här Bodry an den Här Henckes.

Den Här Meyers huet elo d'Wuert.

2. 5803 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetzespropositioun 5803 ass de 14. November 2007 an der Chamber deponéiert ginn. De Conseil d'État huet säin Avis den 8. Abrëll ginn an de 6. Mee huet d'Kommissioun unanimement de Rapport vum Rapporteur ugeholl.

De Gesetzesvirschlag huet als Zil, d'Wahlgesetz ofzeänneren am Hibléck op d'Europawahlen. Déi nei Texter, déi am Averständnis vun alle Parteie rédigéiert si ginn, gesinn zwou Neierunge vir: Éischtens, d'Zuel vun de Kandidate pro Lëscht fir d'Europawahlen gëtt vun zwielef op sechs erofgesat, an zweetens, de Wieler, deen iwwer sechs Stëmme verfügt, kann an Zukunft engem Kandidat zwou Stëmme ginn, an net nëmmen eng Stëmm wéi bis elo.

D'Erofsetze vun de Kandidate pro Wahllëscht soll derzou bäidroen, datt an Zukunft déi Kandidaten, déi bei den Europawahle gewielt goufen, hiert Mandat och effektiv unhuelen.

Déi éischt Zuel vu Kandidate pro Lëscht huet an der Vergaangenheet derzou bäigedroen, datt d'Parteien déi Kandidaten op d'Wahllëscht gesat hunn, vun deenen och ze erwaarde war, datt se hirer Partei méiglechst vill Stëmme géife bréngen.

Dat war legitim, allerdéngs hunn déi éischtgewielte Kandidaten hiert Mandat méi ewéi eng Kéier net ugeholl.

Beim Wieler sinn d'Entscheedungen, déi do geholl gi sinn, net gutt ukomm. Dat ass dat Mannst, wat ee ka soen. D'Kritik un der Aart a Weis, wéi déi Lëtzebuerger Vertrieder am Europaparlament bestëmmt si ginn, war dofir net ze iwwerhéieren.

An dofir waren och all d'Parteien der Meenung, et misst een d'Wahlgesetz am Hibléck op d'Europawahlen ofänneren.

Duerch d'Erofsetze vun der Zuel vun de Kandidate gëtt et fir déi gewielte Vertrieder méi schwéier, op hiert Mandat ze verzichten, obschonn den Text dëse Verzicht net ausschléisst.

Et hätt een, an dat waren zwou Propositiounen, déi an der Diskussioun waren, zousätzlech zwou aner Moossname misse virgesinn, an zwar éischtens de Verbuet vun den Doppelkandidaturen op der Lëscht vun den Europawahlen an op der Wahllëscht vun der Chamber, wann déi zwou Wahle gläichzäiteg stattfannen, an zweetens de festen Engagement vun de Kandidaten, hiert Mandat effektiv unzehuelen, wa se gewielt ginn.

Déi zwou Propositiounen, déi an der Diskussioun waren, hunn allerdéngs keng Unanimitéit bei de Parteie gemaach. Mä an deenen zwou Froe bleiwen awer d'Parteie gefuerdert, an de Statsrot huet richteg bemierkt: «Encore faut-il que les candidats et les partis politiques acceptent de „jouer le jeu".»

Virun de Wahle vum 7. Juni 2009 mussen dofir d'Parteien an d'Kandidate mat engem kloren Engagement virun de Wieler trieden.

Wéi am Joer 1979 dat éischt Gesetz iwwert d'Direktwahle vun dem Europaparlament gestëmmt ginn ass, waren d'Deputéierten der Meenung, et sollt ee fir all Wahllëscht bis zu zwielef Kandidaten zouloossen, obschonns nëmme sechs Deputéierten ze wiele waren. Déi Léisung war deemools proposéiert ginn, fir ze verhënneren, datt et zu Komplementarwahle géif kommen, fir also och ze garantéieren, datt ëmmer genuch Ersatzkandidaten do wären.

Et huet sech awer erausgestallt, datt déi do Léisung an der Praxis zu aneren Effetë gefouert huet, wéi et deemools gemengt war. Allerdéngs kann elo duerch d'Erofsetze vun

de Kandidaten op sechs pro Wahllëscht eng Lëscht méi séier erschöpft sinn.

An duerfir huet de Statsrot d'Fro gestallt, wéi eventuell Komplementarwahle géifen organiséiert ginn, well den Artikel 326 vum Wahlgesetz doriwwer kee kloren Opschloss gëtt. D'Verfassungskommissioun huet och dofir un de Chamberspresident e Bréif geschriwwen, fir d'Regierung drop opmierksam ze maachen, dass hei e Problem wär, an dass een dee Problem an enger Zäit, et géif ee soen „in tempore non suspecto", géif enger Léisung zouféieren.

Duerch déi zweet Ännerung, déi et all Wieler erlaabt, engem Kandidat zwou Stëmmen ze ginn, soll an Zukunft d'Wahlgesetz, wat d'Europawahlen ugeet, alignéiert ginn op d'Wahlgesetz fir d'Chamber hei am Land. Et gëtt och dee Moment dem Wieler d'Méiglechkeet, méi kloer seng Meenung en faveur vun engem Kandidat auszedrécken, an et schiele sech do vläicht méi liicht déi Kandidaten eraus, déi de Wieler effektiv wëllt op Stroossbuerg schécken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsrot war mat den Ännerungen, esou wéi se virgeschloe sinn, d'accord. Hien huet just proposéiert, dass déi Ännerungen an dem ofgeännerte Wahlgesetz vun 2003 missten ageschriwwe ginn an net méi am Wahlgesetz vun 1979. D'Verfassungskommissioun war selbstverständlech mat där Propositioun vum Statsrot d'accord, dofir kann ech och hei proposéieren, dass d'Chamber den Text, deen unanimement vun alle Parteien ugeholl ginn ass, an där Form soll stëmmen, wéi d'Verfassungskommissioun dat virgesinn huet.

Ech kann och hei scho soen, dass d'CSV deen Text an där doter Form wäert stëmmen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo d'Madame Colette Flesch.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President, a Merci och dem Rapporteur, dee wéi gewinnt ganz kloer de Problem ëmrass huet a gesot huet, wisou et zu där Proposition de loi koum, déi elo virun ons läit, a wat déi divers Elementer sinn, déi vum Auteur vun der Proposition de loi, vun der Kommissioun a vun der Regierung an d'Iwwerleeung komm sinn, fir zu deem Resultat ze kommen, wat mer elo hei virleien hunn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Et ass en Deelresultat. Au départ hat ee sech vläicht erwaart, dass ee kënnt e bësse méi ambitiéis sinn. Mir ginn elo hin a bréngen d'Zuel vun de Kandidaten, déi op enger Lëscht erschéngen, vun zwielef op sechs erof, a ginn dem Wieler d'Méiglechkeet, jiddferengem Kandidat zwou Stëmmen ze ginn, dat heescht esou ze verfueren, wéi mer gewinnt si bei onse legislative Wahlen ze handelen.

Et war ee Moment och eng drëtt Mesure an der Diskussioun, an dat war, dass ee sollt e Moyen fannen, fir eng duebel Kandidatur ze évitéieren doduerch, dass ee se géing verbidden, an do hu mer awer alleguerte gesot, dass een dat net kann. D'Wahlrecht ass en elementaart Recht vun de Bierger. Et kann een also net soen an engem Gesetz, dass ee keng duebel Kandidatur däerf stellen.

Déi aner Iwwerleeung war ze soen, loosse mer e Gentleman's Agreement tëschent de Parteie maachen. Dat ass och du fale gelooss ginn, well effektiv huet e Gentleman's Agreement tëschent de Parteien net seng Plaz an engem Gesetz. Dat ass eppes, wat mer ähnlech beim duebele Mandat gemaach hunn, do hu mer dat jo am Fong esou gemaach. An dat ass elo zur Regel ginn an ass elo kee Problem méi. Bon, déi drëtt Mesure ass dann écartéiert ginn, well et ze vill schwiereg war, do eng Formel ze fannen, déi effektiv an e Gesetz gepasst hätt.

Ech mengen, souwuel dat, wat de Conseil d'État seet, wéi och dat, wat mer doriwwer wëssen, wat d'Wieler emfannen iwwert déi Prozedur, weisen dorobber hin, dass ee soll versichen, d'Kandidaturen esou ze gestalten, dass déi Leit, déi sech enger Europawahl stellen, effektiv bereet sinn, an d'Europaparlament ze goen.

All d'Instanzen, den Auteur vun der Proposition de loi, de Conseil d'État, de Rapporteur soen ons, dass et wënschenswäert wier, dass d'politesch Parteie sech do nach géinge Gedanke maachen an dass souwuel d'Kandidate wéi och d'politesch Parteien an Zukunft an deem Zesummenhank bereet wieren, „de jouer le jeu".

Ech hale fest, Här President, dass laut dem Regierungsprogramm vun 2004 d'Regierung u sech keng Schwieregkeet hätt dierfen hunn, fir op e Wee ze goen, dee virgesinn hätt, dass déi national Wahlen net zum selwechten Zäitpunkt wéi d'Europawahle stattfannen.

Wa mir esou eng Prozedur hätten, da wiere mir wahrscheinlech aus der Diskussioun vun der duebeler Kandidatur vill méi séier eraus. Ech wëll an deem Zesummenhank un d'Proposition de loi vun der Madame Lydie Polfer a vum Här Henri Grethen erënneren, déi den 11. Mäerz 1999 déposéiert ginn ass an déi drop erausgaangen ass ze soen, loosse mer déi zwou Wahlen vuneneen trennen, engersäits évitéiere mir duebel Kandidaturen, an anerersäits gi mir och den Europawahlen en anere Stellewäert, well da gëtt an där Wahlcampagne vun Europa geschwat.

Mir wëssen alleguerten, dass, wa mir a Wahle ginn, déi souwuel National- wéi Europawahle sinn, déi national Problemer dann an der Diskussioun mat de Wieler d'Prioritéit hu par rapport zu de Problemer, déi vläicht um europäesche Plang unhängeg ginn.

Also, déi Proposition de loi vun der Madame Polfer a vum Här Grethen huet nach wie vor ons Preferenz. Mir hunn ons awer där Propositioun ralliéiert, déi elo um Dësch ass, well mer mengen, et wier e Schrëtt an déi gutt Richtung, a well dat eng konsensfäeg Léisung war. Ech mengen, et soll een dann elo dat maachen, wat ka gemaach ginn, an da soll een duerno kucken, wat vläicht ka weider gemaach ginn.

De Rapporteur ass drop agaangen, dass d'öffentlech Meenung net frou ass iwwert d'Aart a Weis, wéi dat bei den Europawahlen normalerweis leeft. D'Parteie setzen alleguerten déi Kandidaten op d'Lëscht, déi dee gréisste Bekanntheetsgrad hunn a vun deenen ee weess, dass, wa si kënnen an d'Regierung kommen, si wahrscheinlech an d'Regierung ginn oder en anert Mandat unhuelen an net an d'Europaparlament ginn.

De Rapporteur, mat deem ech op der ganzer Linn d'accord sinn, huet awer e Saz geschriwwen, wou ech vläicht e bëssen eng Nuance wëll abréngen. De Rapporteur huet a sengem schrëftleche Rapport geschriwwen, qu'il croit pouvoir «constater que les appréhensions exprimées en 1979 par les auteurs du projet de loi 2163 précité, se résumant dans le souci de voir épuiser une liste électorale avec le risque d'élections complémentaires, peuvent être écartées».

Wann ech d'Realitéit kucken, dann halen ech fest, dass 1999 ons gréng Kolleegen de siwentgewielte Kandidat op hirer Lëscht an Europa geschéckt hunn. An dobäi war dat net, well aner Membere vun der grénger Lëscht an d'Regierung komm wieren, well si sinn net an d'Regierung komm, mä nach ware sechs Leit, déi gesot hunn, mir hunn ons gestallt, mä mir ginn net. Ech halen och fest, dass deeselwechte siwentgewielte Kandidat 2004 den éischtgewielte Kandidat war, an ech halen och perséinlech fest, dass en am Europaparlament e ganz gudde Match mécht.

Une voix.- Très bien.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Dat Zweet, wat ech wëll an deem Zesummenhank soen, ass, wann een d'aktuell Situatioun kuckt vun der Partei, déi den Här Meyers vill besser kennt ewéi ech an déi dem Här Meyers vill méi no ass ewéi mir, da gesäit een, dass se um zéngte Kandidat sinn an dass se der just nach zwee hunn, déi géingen a Fro kommen, wann iergendengem géing eppes geschéien, wat ech net wënschen. Dat sinn d'Ursaachen, aus der Praxis eraus, woufir ech net ganz mat der Affirmatioun vum Rapporteur d'accord sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do si mir besser, mir sinn emol nach net um Éischten.

(Hilarité)

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, vläicht nach e Wuert zu engem Problem, deen de Conseil d'État opgeworf huet. Deen huet higewisen op d'Problematik vun de Suppléanten, wann eng Lëscht épuiséiert ass, wat da misst geschéien, an huet gemengt, dass ee vläicht soll den Artikel 326 vum Wahlgesetz preziséieren op deem Punkt.

D'Verfassungskommissioun an dëser Chamber huet sech och mat där Fro beschäftegt a war sech à l'unanimité eens, dass mer eng Léisung misse fannen, déi et erméiglecht, dass mer - egal wat geschitt - ëmmer sechs Leit hunn, déi bereet sinn, déi mer kënnen designéieren, fir an d'Europarlament ze goen. Successiv Regierungen hu misse kämpfen an haart kämpfen, fir déi Sëtzzuel vu sechs fir Lëtzebuerg ze erhalen, an d'Zukunft gëtt wahrscheinlech net méi einfach, wéi d'Vergaangenheet war. Mir däerfen ons et also net leeschten, dass mer op eemol an enger Situatioun wären, dass mer nëmme fënnef Memberen am Europaparlament hätten. Dat géif direkt géint ons gebraucht ginn.

Dofir, mengen ech, musse mer ons mat deem Problem vun de Suppléantë beschäftegen. D'Kommissioun, déi mat dësem Projet virun d'Chamber wollt kommen, huet de Problem évoquéiert, mä huet gesot, mir mussen do awer nach kënnen driwwer diskutéieren, fir ze kucken, wat déi beschte Léisung ass. Ech mengen, et wär elo un der Regierung, sech där Problematik unzehuelen an ze kucken, wat fir e Projet se op den Dësch brénge kann, fir den Artikel 326 ze komplettéieren, fir dass mer an Zukunft keng Problemer domadder hunn.

Eng lescht Bemierkung, Här President: Mir änneren elo eppes bei den Europawahlen. Net nëmme gi mir vun zwielef op sechs Kandidaten, mä d'Leit kënnen och elo bei all Kandidat zwou Stëmmen zum Ausdrock bréngen. Ech mengen, et wär wichteg, dass d'Regierung do géing eng Informatiounscampagne maachen, fir dass d'Leit, wann se am Juni 2009 stëmme ginn, dann och wëssen, wat d'Regele vum Spill elo sinn.

Mir wëssen, dass et ëmmer bei den Europawahle méi Votes blancs gëtt oder Voten, déi net gülteg sinn, wéi bei de Chamberswahlen, well dat awer nach ëmmer fir vill Wieler eppes Neies ass. Mir änneren elo d'Regele vum Spill. Ech mengen, et wier wichteg, dass do géing eng seriö Campagne gemaach ginn, fir dass am Virfeld vun den Europawahlen 2009 effektiv d'Wieler wierklech am Bild wären, wéi dat da soll an Zukunft goen.

Mat dëse Wierder, Här President, wéilt ech den Accord vun onser Fraktioun zu dëser Proposition de loi bestätegen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Deen nächste Riedner ass den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eise Wahlsystem fir d'Europawahlen ass um Punkt reforméiert ze ginn. De System vun 1979 gëtt dobäi net op d'Kopp gestallt. Dat ass vu villen net gewollt, dofir och net méiglech.

D'Proposition de loi, déi de Paul-Henri Meyers erabruecht huet, ass eigentlech d'Spigelbild vun de Gemeinsamkeeten, d'Spigelbild eigentlech vum klengste gemeinsamen Nenner, dee mer tëschent de Parteien an de Fraktioune fonnt hunn, wat eng méiglech Korrektur vun eisem Wahlsystem fir d'Europawahlen ugeet.

D'Korrektur gëtt also virgeholl, fir esou eigentlech ze erreechen, dass d'Europawahlen e bëssen u Glafwierdegkeet gewannen. Well een effektiv, wann een nëmmen déi zwou lescht Europawahle kuckt, muss feststellen, dass nëmmen an Ausnahmefäll eigentlech déi jeeweileg Gewielte bei den Europawahlen och hiert Mandat ugetratt hunn.

Dat ass anescht bei den nationale Wahlen, wou et ausnahmsweis emol virkënnt, dass ee säi Mandat net untrëtt, mä de Regelfall ass, dass déi national Gewielten och hir Mandater unhuelen.

Ech hunn eng Kéier e bëssen zréckgekuckt a festgestallt, dass, wann een déi Wahle vun 2004 kuckt, bei der DP an deene Gréngen deemools déi Éischtgewielten ugetratt sinn, bei der LSAP war et deen Zweetgewielten, bei der CSV waren et de Fënneft-, de Siwent- a souguer den Zéngtgewielten, dee schlussendlech d'Mandat ugetratt huet.

1999 waren et bei der LSAP den Zweet- an den Drëttgewielten, bei der DP den Drëttgewielten, bei deene Gréngen de Siwentgewielten a bei der CSV den Zweet- an de Fënneftgewielten, déi schlussendlech d'Mandater ugetratt hunn.

Et gesäit een also, dass dat vu Partei zu Partei variéiert, mä dass een awer am Regelfall muss feststellen, dass nëmmen am Ausnahmefall eigentlech déi direkt Gewielten och d'Europamandat ugetratt hunn.

Mir sinn awer der Meenung, dass an d'Europaparlament Leit gehéieren, déi entschloss sinn, hiert Mandat voll auszeüben, Leit, déi och déi néideg Kompetenzen matbréngen, fir dat Europamandat gutt kënnen auszefëieren. Dat ass eng Suerg, déi de Ben Fayot och schonn an engem Gesetzesvirschlag vum Joer 2000 eigentlech gedriwwen huet, fir méi eng radikal Ofännerung vun eisem Wahlsystem ze froen, andeem e wollt de Parteie méi Rechter bei der Opstellung vun de Lëschten zouerkennen, de Panachage ausschléissen, allerdéngs de System vun de blockéierte Lëschten oplackeren duerch e Preferenzstëmmesystem, ähnlech wéi en och an der Belsch fonctionnéiert.

Esou e Virschlag ass momentan net majoritéitsfäeg. Dach mengen ech, dass mer, deemno wéi d'Entwécklung ass, och fir esou Froen an Zukunft weider musse bereet sinn, ze diskutéieren.

De Gesetzesvirschlag vum Här Meyers geet net esou wäit. Den Haaptpunkt ass d'Reduzéierung vun der Kandidatenzuel op sechs, wat iwwregens och e Punkt aus dem Regierungsprogramm vun 2004 vun dëser Regierung ass.

Mir hunn och dorunner gekoppelt - et huet sech eigentlech aus den Diskussiounen erginn, dass dat dann och géif Sënn maachen -, fir en totalen Alignement ze maache vum Wahlsystem vun den Europawahlen op deen, dee mer bei de Chamberswahle respektiv bei de Gemengerotswahlen an de Proporzgemengen hunn. Dat heescht, dass d'Leit och kënne bis zu zwou Stëmme pro Kandidat ginn.

An Zukunft wäert et och esou sinn, dass deejéinegen, deen de Krees schwäerzt oder ukräizt iwwert der Lëscht vun enger Partei, automatesch domadder och all Kandidaten eng Stëmm gëtt. Dat wäert zur Folleg hunn, dass mer wahrscheinlech méi héich Totaler bei de Kandidatestëmme wäerten hunn, wéi dat bis elo de Fall ass, gekoppelt wéi gesot och nach duerch de Fait, dass een engem Kandidat bis zu zwou Stëmme ka ginn.

Ech mengen, et kann ee sech eigentlech nëmme fir esou eng Vereenheetlechung vun eisem Wahlrecht fir sämtlech Wahle ausschwätzen. Dat Zil gëtt heimadder erreecht.

Et ass d'Fro opgeworf ginn, och vum Conseil d'État a sengem Avis, iwwert d'Komplementarwahlen. Ech hu mer dat nach eng Kéier alles genau ugekuckt. Ech mengen, dass eigentlech den Text fir d'Europawahlen - do gëtt et jo en Text am Géigesaz zu de Chamberswahlen - awer relativ kloer ass.

Ech mengen, wann ee vu Komplementarwahle schwätzt, da muss all Mënsch sech kënnen zur Wahl stellen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e System, wou jiddferee sech kann zu Wahle stellen. Mir kennen eigentlech keen anere System, an duerfir mengen ech, dass déi Komplementarwahlen, wa mer d'Texter esou loossen, wéi se sinn, eigentlech bedeiten, dass dann u sech jiddferee sech fir deen ee Sëtz - normalerweis dierft dat jo nëmmen ee Sëtz sinn, ausser et kënnt zu enger Epidemie bei de Gewielten am Europaparlament – ka mellen, fir deen ze besetzen, wou dann och de Wieler da fräi ass, fir doriwwer ofzestëmmen.

Eng aner Interpretatioun géif dozou féieren, dass nëmmen eng Kandidatur praktesch géif virleien. A wien ass da gewielt? D'Wieler dann ze ruffen, mengen ech, géif net ganz vill Sënn maachen. Duerfir mengen ech, dass deen doten Text vu Komplementarwahle jo kloer ass an dass een dee vläicht net muss ëmänneren.

Et ass allerdéngs net normal, dass mer fir d'Chamberswahle keng esou Bestëmmung hunn, well mer zumindest jo an engem Bezierk siwe Gewieltener hunn, wou eng ähnlech Situatioun kéint komme wéi mat sechs, de Risiko also ähnlech verdeelt ass. Mä och do muss ee soen, dass, souwäit ech weess, an eiser Geschicht an deene leschte Jorzéngte sech ni de Problem gestallt huet vu Komplementarwahle bei de Chamberswahlen, och net an eisem klengste Wahlbezierk, dee laang Zäit sechs Gewieltener nëmmen hat. Bei der leschter Reform ass dat op siwen eropgesat ginn. Esou dass also de Risiko, dass sech d'Fro vu Komplementarwahlen och bei den Europawahle stellen, relativ kleng ass, mä natierlech net zu honnert Prozent kann ausgeschloss ginn.

Mir haten iwwregens eng Kéier hei zu Lëtzebuerg eng ganz speziell Situatioun. Dat hat zwar näischt direkt mat Erschöpfung vun de Kandidatelëschten ze dinn, mä 1934 ass dem Zénon Bernard säi Mandat oferkannt ginn duerch d'Décisioun vun de Chamber, an an der Begeeschterung vun der deemoleger Majoritéit hunn och nach all d'Gewielte vun der KPL och d'Mandat oferkannt kritt.

Do huet sech d'Fro gestallt, wat mat deem Mandat geschitt, wat net besat war an der deemoleger Chamber. Op eemol ass duerch d'Décisioun vun der Chamber dat

Mandat der Aarbechterpartei, déi zwar géint deen Ausschloss do war, zouerkannt ginn opgrond vun der Reschtsëtzverdeelung. Also, mir haten eng Kéier hei zu Lëtzebuerg e ganz spezielle Fall, deen net honnertprozenteg an dat heite Schema erapasst, mä wou awer sengerzäit net de Wee gaang ginn ass, fir Komplementarwahlen ze organiséieren, mä wou gesot ginn ass, da gëtt eben där Partei, där den nächste Sëtz zougestanen hätt, dat Mandat zougesprach doduerjer, dass deen heite Sëtz net besat ass. - À méditer, ob dat eng méiglech Léisung ass, déi een och dann an eis Legislatioun kënnt eranhuelen. Ech hunn awer éischter Bedenken, dass dat déi beschtméiglech Léisung ass.

Hei maache mer e wichtege Schratt, dee schonn zu enger Moraliséierung an zu méi Disziplin ka féiere beim Opstelle vun de Lëschte bei den Europawahlen am Respekt och virum Wëlle vum Wieler. Och wann een ëmmer erëm muss feststellen, dass et an der Vergaangenheet virkomm ass, dass déi Leit, déi hiert Mandat dann net ugetratt hunn - wou ee ka soen, de Wieler ass schonn eng Kéier ugeschmiert ginn -, bei den nächste Wahlen awer erëm eng Kéier vum Wieler gewielt si ginn. Och dat ass eng Feststellung, déi een einfach kann an deem Zesummenhang maachen.

Et bleift awer, dass sech d'Parteien sollte weider ënnerhalen iwwert déi Fro vun Duebelkandidaturen oder zumindest iwwert den Engagement vun deenen eenzelne Kandidaten op de Lëschten, fir d'Mandat am Europaparlament unzetrieden, wa se dann an dat Europaparlament gewielt ginn. Dat ass eng Fro, déi an eisen Aen net kann a Gesetzestexter a scho guer net an d'Verfassung ageschriwwe ginn, mä déi héchstens kënnen Objet vun engem politeschen Accord tëschent deenen eenzelne Parteien duerstellen.

Dat gesot, bréngen ech och selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun zu dëser Proposition de loi, ouni ze vergiessen dem Här Meyers en ausdréckleche Merci ze soe fir seng Aarbecht an deem heiten Dossier.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Félix Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Mir kréie jo muer de Mëtteg am Kader vun der Debatt iwwert den Traité vu Lissabon méi ausféierlech d'Geleeënheet, fir op dat anzegoen, wat vum Traité constitutionnel a vun der Debatt ronderëm den Traité constitutionnel Rescht bliwwen ass…

Une voix.- Alles.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- …souwuel am Text wéi och ronderëm dat, wat vun den eenzelne Parteien a Fraktiounen am Kader vun der Diskussioun vum Traité constitutionnel gesot ginn ass.

An zu deem Punkt do si mir der Meenung als gréng Fraktioun, dass net alles Rescht bliwwen ass vun deem, wat d'Parteie gesot hunn. Deemools hunn all d'Fraktiounen an all d'Parteie sech ënnert dem Androck vun der Campagne, ënnert dem Androck deelweis vun der Vehemenz vun der Campagne, déi net vu jiddferengem esou erwaart gi war, och deelweis ënnert dem Androck vum Resultat, dat vläicht fir Verschiddener net esou héich positiv ausgefall war, wéi ee sech dat konnt erhoffen oder erwaarden, ënnert deem Androck, ënnert deenen Andréck hunn d'Parteien alleguerten insistéiert, dass ee misst Léieren doraus zéien. Léieren an der Aart a Weis, wéi mer d'Europapolitik zu Lëtzebuerg diskutéieren. Dat ass eng Saach, déi net nëmme mat de Lëschten ze dinn huet.

Zu enger besserer europapolitescher Debatt gehéiere vill Saachen. Fir mech perséinlech gehéiert do ganz staark derzou, dass d'national Parlamenter sech an engem konstruktiven a proaktive Sënn wesentlech méi fréi abannen an europapolitesch Diskussiounen an Initiative vun der Kommissioun. Dat ass ee ganz wichtege Punkt, deen d'Parlament direkt betrëfft.

Mä dozou gehéieren och nach aner Aspekter. A mir haten eis deemools alleguerten zu deenen Aspekter ausgeschwat. Dozou hat eng Debatt iwwert d'Opportunitéit vun der Trennung vun de Wahldatume gehéiert. Dozou hat eng Debatt iwwert d'Zesummesetzung vun de Lëschte gehéiert; d'Zuel vun de Kandidaten a Kandidatinnen. Dozou hat d'Fro vun den Duebelkandidature gehéiert.

Wat ee feststelle muss, dat ass, dass mer op all deene Punkten, ausser deenen, déi haut an der Proposition de loi zum Vote gestallt ginn, kee Konsens konnte fannen. Dat ass awer net ëmmer de Mérite oder d'Schold vun deeneselwechten.

Wa mer zum Beispill driwwer diskutéieren, dass d'Europa- an d'Landeswahle sollten zäitlech getrennt sinn, waren d'DP an déi gréng Fraktioun fir dee Virschlag. Mir hunn dee Virschlag ënnerstëtzt.

Une voix.- Mir och.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- D'Kolleege vun der ADR bemierken, dass si dat och ënnerstëtzt hunn. Dat wär eiser Meenung no dee beschte Wee gewiescht, fir d'Europa- an d'Landeswahlen esou wäit ze trennen, wéi et Sënn mécht, an awer esou no beieneen ze loossen, wéi et och Sënn mécht.

Dat ass awer net gewollt gewiescht; net vun der LSAP an och net vun der CSV. Och d'CSV, déi op anere Punkten eng Positioun huet, déi mat eiser méi no beieneen ass, huet op deem dote Punkt hiren Accord net ginn. Wann et also net zu getrennte Wahlgäng kënnt, wann et also net zu getrennte Campagnen an domadder och Debatten am Land kënnt, da läit dat op där doter Fro un der CSV an un der LSAP, déi op dee Wee do net wollte goen.

Anescht verhält et sech mat der Debatt vun de getrennte Lëschten. Och doriwwer ass diskutéiert ginn. Dat kënnt awer och net zustanen, well mer keng legal Basis fonnt hunn, wéi een dat hätt kënne maachen. Et wier vläicht méiglech gewiescht, wann een zu méi dru gesicht hätt an zu méi probéiert hätt, eng Léisung ze fannen.

D'Madame Flesch ass drop agaangen. Mä wa meng Erënnerunge gutt sinn, ass et op där Fro do awer esou, dass d'CSV an déi gréng Fraktioun wëlles hunn, mat getrennte Lëschten unzetrieden. Dat ass zumindest dat, wat ech iwwert d'Medië vun Aussoe vun der CSV matkritt hunn. Wat déi gréng Fraktioun an déi Gréng Partei betrëfft: Mir hunn eis op deem dote Punkt engagéiert a mir wäerten also bei de Wahlen de 7. Juni - deen Datum schéngt et jo fir béid Wahlen ze ginn - mat getrennte Lëschten untriede bei den Nationalwahlen a bei den Europawahlen.

D'Kolleege vun der LSAP an d'Kolleeginnen an d'Kolleege vun der DP sinn op dem Dag vun haut net der Meenung, dass een op deen dote Wee soll goen. Mir sinn der Meenung, dass dat awer eng ganz wichteg Fro ass. A mir bedaueren, dass et op där doter Fro net méiglech war, e Konsens ze fannen.

Den Här Bodry an d'Madame Flesch hunn déi lescht Joren e bësse gekuckt, wéi déi Leit gewielt waren, déi op Stroossbuerg gaange sinn. Si hunn zum Beispill drop verwisen, dass bei eis de Claude Turmes déi éischte Kéier, wou hie Kandidat war, als Siwentgewielten d'europäescht Mandat ugeholl huet. Mir hunn doraus geléiert. Zënterhier ass den Här Turmes ëmmer Éischtgewielten. Mir mengen och, dass dat nach eng Weilche mam Här Turmes esou ka sinn, well hie mécht - wéi d'Madame Flesch et scho gesot huet - en exzellente Match zu Stroossbuerg an hie mécht net nëmmen där grénger Fraktioun, mä och dësem Parlament all Éier op déi Aart a Weis, wéi hien eis dohanne vertrëtt.

Fakt ass awer, dass de Gradmiesser, un deem mer déi heiten Debatt solle moossen, net déi viregt Experienze sinn, mä d'Engagementer, déi mer am Juli 2005 agaange sinn nom Ofschloss vum Referendum. Et geet also net drëms, fir elo mam Fanger op dësen oder deen ze weisen, well dës Partei oder déi Partei elo während Jorzéngten ni déi Éischtgewielt op Stroossbuerg geschéckt huet. Dat ass net d'Diskussioun.

D'Diskussioun ass: Mir hunn eis um Owend vum 10. Juli 2005 an déi Deeg a Wochen duerno alleguerte Gedanke gemaach an de Leit Saachen an Aussiicht gestallt, déi mat demokrateschen Iwwerleeungen ze dinn haten, déi mat inhaltlechen Iwwerleeungen ze dinn haten. Fir eis ass et no dräi Joer awer e bëssen eng Enttäuschung an eng Verbatterung, fir festzestellen, dass vun all deenen Engagementer net esou vill Rescht bliwwen ass.

Dat, wat mer haut fäerdeg bréngen, ass effektiv nëmmen dee minimale Konsens, deen doranner besteet, eng Ugläichung ze maache vum Régime vun den Europawahlen un deen, dee mer kenne vun de Landes- a Gemengewahlen, wat d'Zuel vu Kandidature betrëfft a wat och d'Stëmme betrëfft, déi d'Wielerinnen an d'Wieler deenen eenzelne Kandidature kënne ginn; nämlech dat Eropsetze vun eent op zwee.

Mir fannen dat schued. Et ass net dat, menge mir als gréng Fraktioun, wat d'Leit sech erwaart hunn. D'Leit hu sech no den Deklaratiounen, déi mer alleguerte gemaach hunn den 19. Juli 2005, sécherlech méi erwaart, fir d'Opwäertung vun de Wahlen fir d'Europaparlament ze maachen. Dat geschitt elo net.

Et bleift fir eis als gréng Fraktioun a Partei d'Engagement, dass mir bei den nächste Wahle mat getrennte Lëschte wäerten untrieden, dass also keng Kandidatur op zwou Lëschte wäert stoen an dass eis Spëtzekandidatur fir d'Europaparlament dat Mandat och wäert unhuelen. Dorunner soll fir eis keen Zweifel bestoen.

Mir mengen och, dass dat déi Aussoe sinn, déi d'Leit vun all de Parteien a Fraktioune wëllen héieren. Dat geschitt elo net. Mir mussen also am Gesetzestext haut mat engem minimale Konsens liewen. Mä d'Leit hu jo an eppes méi wéi engem Joer d'Méiglechkeet, hir Meenung dozou ze äusseren.

Wichteg ass awer och nach, dass mir, wa mer déi Europawahlen uginn, och mat enger reduzéierter Zuel vu Kandidaturen - déi gi jo erof op sechs - awer nach drun denken, dass et spéitstens an zumindest bei den Europawahle wichteg ass, och Kandidaturen aus aneren EU-Länner op de Lëschten opzehuelen. Och dat ass eng wichteg Fro, wou d'Parteien an d'Fraktiounen alleguerte gefuerdert sinn.

Dat war mat zwielef Kandidaturen op der Lëscht an der Vergaangenheet vläicht méi einfach, wann een och un déi elektoral, wahltechnesch Aspekter denkt; d'Zuchkraaft vun dësem oder deem Kandidat. Dat wäert mat enger reduzéierter Lëscht vläicht verschidde Parteie virun Interrogatioune stellen.

Mä ech mengen awer, dass et och do eng Erwaardungshaltung vun de Leit gëtt, dass déi Lëschten, déi d'nächst Joer wäerte presentéiert sinn, awer och probéieren, der Zesummesetzung vun der Lëtzebuerger Populatioun an der Zesummesetzung vum Corps électoral bei den Europawahle Rechnung ze droen. Sou dass also d'Parteien och mat enger reduzéierter Zuel vu Plazen op de Lëschten Effortë musse maachen, fir och Uniounsbierger aus engem anere Land wéi Lëtzebuerg op där Lëscht figuréieren ze hunn.

Zwou aner Verbesserunge si jo ënnerwee. De Minister Halsdorf ass jo mat deene Saachen do chargéiert, déi och fir eis net onwesentlech sinn - au contraire, dat si wichteg Aspekter -, nämlech d'Verkierzung vum Délai d'inscription op d'Wielerlëschten op deen 13. Freideg virum Wahlgang; wat eng däitlech Verkierzung ass an eigentlech eng laang iwwerfälleg Moderniséierung, fir sech dem Stand vun der Zäit unzepassen. Dat wäert d'Campagne, fir d'Leit ze motivéieren sech anzeschreiwen, däitlech erliichteren, ouni dass dat e Wonnermëttel wier, mä et wäert mat Sécherheet méi si wéi nëmmen en Detail. An och den Aspekt, dass mer eis uschécken, den Délai de résidence ze verkierzen, deen d'Leit zu Lëtzebuerg mussen hunn, hale mir och fir positiv an dëser Diskussioun. An dat weist och, dass et méiglech ass, och mat der CSV Délaien ze verkierzen an net nëmmen an aneren ähnlech gelagerten Diskussiounen den Délai ze verlängeren.

Mat deene Remarquë bréngen ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu der Propositioun de loi vum Här Meyers, deem ech an eisem Numm en duebele Merci wëll soen, Merci dofir, d'Initiativ vun der Propositioun de loi geholl ze hunn, an och Merci, dass en als President a Rapporteur eis d'Freed gemaach huet, e Rapport ze schreiwen. Mat deem duebele Merci, wéi gesot, bréngen ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wäert relativ kuerz sinn a fir d'éischt dem President a Rapporteur, dem Här Paul-Henri Meyers, Merci soen, well hien huet a sengem schréftlechen a mëndleche Bericht all Problematiken an Aspekter duergeluecht, déi sech bei dësem Gesetz stellen.

Ech wëll drun erënneren, datt den Här Ben Fayot viru Joren och schonn eng Kéier esou eng ähnlech Iddi hei an der Chamber virbruecht hat an datt d'ADR och deemools de Prinzip selwer guttgeheescht huet, datt ee misst vun zwielef Kandidaten op sechs Kandidaten zréckgoen. Doduerjer datt een op sechs Kandidaten zréckgeet, ass et ganz evident, datt déi Abusen, déi een elo festgestallt huet, domadder schonn naturbedéngt ophalen.

Déi zweet Neierung, déi virgesinn ass, ass, datt mer bei de Chamberswahlen a bei den Europawahlen deeselwechte Wahlmodus hunn. Dat heescht, datt een entweder d'Lëscht ka schwäerzen oder panachéiere mat zwou Stëmmen. Ech mengen, dat ass och dobausse fir den Electeur méi einfach ze verstoen, wann et deeselwechte Wahlmodus ass. Well et gesäit een un de Bulletins nuls, datt eng etlech waren, déi dee System do net richteg matkritt haten. Dofir ass et scho wichteg, datt mer elo deeselwechte Régime anhalen. Fir de Rescht mengen ech, muss een d'Parteie gewäerde loossen an déi hir Responsabilitéiten huele loossen. Ech mengen, méi war jo och net an dësem Gesetzesprojet zréckzebehalen.

Et wäert elo sinn, datt deen anere Punkt, deen awer misst diskutéiert a souguer menger Meenung no an dëser Legislatur muss legislativ ugepaakt ginn, dat ass, datt mer eng Trennung vu wéinstens engem Mount tëschent de Chamberswahlen an den Europawahle virhuelen, fir datt mer kënnen eng effektiv Debatt iwwert d'Europapolitik féieren.

Dofir misst d'Mandat vun der nächster Legislatur véier Joer an eelef Méint bedeite maximal, wann net e Regierungswiessel kënnt, mä datt een op jiddfer Fall festhält, datt d'Chamberswahlen ee Mount virdru missten ofgehale sinn.

Well et ass net gutt, datt déi zwou Wahlen hei matenaner verbonne ginn. Well et ass jo evident, datt beim Wieler d'Haut méi no ass wéi d'Hiem an datt also an éischter Phas déi national Wahlen d'Prioritéit hunn, datt déi Themen diskutéiert ginn an datt déi europapolitesch Themen en zweete Rang kréien.

Wat net gutt ass, well ee weess, datt awer eng 80% vun der Législatioun, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, awer en europäeschen Ursprung huet. An duerfir ass et scho wichteg, datt mer déi zwou Wahlen trennen an datt een deen Ablack och mat dem Wieler kann iwwert déi eenzel Sujeten, déi sech an der Europapolitik stellen, debattéieren.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech bedaueren och, dass mer et elo net fäerdeg konnte bréngen, getrennte Wahlen ze maachen, wat zimlech all Problemer geléist hätt, déi zur Diskussioun stoungen. Och d'Diskussiounen iwwer getrennte Lëschte konnten iergendwéi net ausgefouert ginn. Wou ech awer meng Bedenken hunn, dat ass, wann hei gesot gëtt, d'Parteie kéinte sech jo eens ginn, fir dass dann deen, deen op der Lëscht ass, dann och d'Mandat misst unhuelen. Ech mengen, dat ass verfassungsrechtlech jo net méiglech an och net vertrietbar, well eben och an deene Gesetzer d'Méiglechkeet besteet, ebe fir d'Kandidatur net unzehuelen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wat mer awer hei iergendwéi mussen emol mat op de Wee ginn, wat d'Europaparlament ubelaangt, dat ass d'Meenung vun de Leit dobaussen, wéi wann et sech do géif ëm e Fleegeheim fir ausgedéngte Politiker handelen. Mat Momenter gesäit dat och esou aus bei verschidde Parteien. Dat heescht, bei verschidde Parteien ass nach ni een d'Trap erofgefall, mä d'Trap erop, an heiansdo sinn der souguer esou wäit gefall bis op Stroossbuerg an do gutt ukomm.

(Brouhaha et hilarité)

Dofir schéngt et mer, dass am Fong d'Europaparlament awer och kee Poste de complaisance fir ausgedéngte Politiker soll sinn, mä effektiv fir Leit soll sinn, déi och wierklech derzou befäegt sinn, fir esou en Job unzehuelen.

Wat déi Geschicht mat de sechs Kandidaten an zwou Stëmme pro Kandidat…

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech fannen et net an der Rei, wéi Dir déi eeler Leit offäerdegt. Dat do ass awer e bësse kontradiktoresch!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Wat dann?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Eng Kéier sinn déi eeler Leit fir näischt méi ze gebrauchen, dann op eemol musse se awer hei oder do gemaach kréien…

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech hunn net gesot, déi wäre fir näischt méi ze gebrauchen.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Wann Der awer sot, ob déi dann nach capabel sinn, dat ass awer net…

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Neen, neen, ech hu just gesot, si wiere positiv recycléiert ginn.

(Brouhaha et hilarité)

Ma neen, ech hunn hei gesot, wat d'Meenung vun de Leit dobaussen ass, an ech kann lech och soen, dass ech deelweis déi Meenung och deelen.

Mä ech wëll just awer eent soen, dass dat do mech arrangéiert mat de sechs Kandidaten an zwou Stëmmen, well no mengem Popularitéitsgrad an der leschter Zäit an de Sondagen hunn ech da gutt Chancen, fir meng Wallis geschwë kënnen ze pake fir op Stroossbuerg!

(Hilarité)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun der Debatt ukomm an elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, ech soen lech Merci, dass Der der Regierung d'Méiglechkeet gitt, fir zu dëser Initiativ vun der Chamber, dëser Proposition de loi vum Paul-Henri Meyers, dann an engem gewësse Sënn den Accord ze bréngen oder ze soen, dass d'Regierung sech deem Schrëtt, deen hei d'Chamber geholl huet, fir am Beräich vum Wahlgesetz Neel mat Käpp ze maachen, am Fong geholl associéiert.

Et ass richteg, dass dës Initiativ zréckzeféieren ass op, géif ech soen, de Regierungsprogramm vun där heiter Koalitioun, wou drastoung, dass déi politesch Parteie sech sollten zesummesetzen an eng Aart Bilan maachen, eng Evaluatioun maachen, wéi d'Europawahlen hei zu Lëtzebuerg gelaf sinn, a fir déi Experienzen afléissen ze loossen an dann ze versichen, en Accord politique ze fannen.

Deen Accord politique ass fonnt ginn an, wéi den Alex Bodry och gesot huet, ass et éischter e minimalisteschen, mä en ass awer do an en ass gutt, well en orientéiert sech un Elementer aus der Lëtzebuerger Politik, déi novollzéibar sinn an déi am Fong geholl weisen, op där enger Säit, dass d'Wahlverhale respektéiert gëtt vun deem eenzelne Wieler, et gëtt besser respektéiert mat dëser Proposition de loi. Un där geliefte Realitéit gëtt sech am Fong geholl orientéiert, an d'Mandat gëtt op déi Aart a Weis valoriséiert.

Et muss een zwar feststellen, dass, wann deen eenzelne Gewieltene säi Mandat net unhëlt, keng Sanktioune virgesi sinn. Mä d'Stoussrichtung vun deem Ganzen ass richteg, an och de Projet de loi, deen elo um Instanzewee ass an deemnächst och hei an der Chamber wäert diskutéiert ginn, huet dës Elementer och iwwerholl vum Paul-Henri Meyers, esou dass mer hei op enger Wellelängt sinn.

Richteg ass, dass dës Proposition de loi net esou wäit geet wéi déi Proposition de loi vum Ben Fayot aus dem Joer 2000, déi manner restriktiv war, mä richteg ass awer och, dass mer am Fong geholl hei et fäerdeg bréngen, en identesche Wahlmodus ze kréie bei den Europawahlen, wat dann och d'Mandater sollt an datselwecht Liicht setzen.

An duerfir hunn ech och wéineg Problemer mat deenen Ängscht, déi do sinn, dass déi Reserv, déi do wär bei de gewieltene Leit, net duergeet, oder anescht ausgedréckt: Mer hunn elo nach just sechs Kandidaten.

Loosse mer emol unhuelen, eng Partei huet ee Kandidat, dann huet se fënnef Leit an der Reserv; wa se der zwee huet, huet se véier Leit an der Reserv a wa se dräi Mandater hätt, huet se nach dräi Leit an der Reserv. Ech sinn der Meenung, dass dat largement muss duergoen, wa wierklech dat Mandat esou seriö geholl gëtt wéi national Mandater, zum Beispill déi an der Chamber.

Ech ka mech net erënneren, dass, wann d'Mandatsperiod amgaange war, huet missen op méi wéi dräi Leit zréckgegraff ginn, fir an der Chamber opzefëllen an deenen eenzelne Fraktiounen. An do muss een nach kucken, dass een hei statistesch méi héich Nummeren huet. Wann Dir eng Fraktioun hutt vun zéng Leit, ass d'Probabilitéit méi grouss, dass een wechfält, wéi wann Dir nëmmen eng hutt vun zwee oder dräi Leit, esou dass ech déi Ängschten, déi ausgedréckt gi sinn, och vun der Madame Brasseur, betreffend den Artikel 326, ganz relativ gesinn. Vun der Madame Flesch, pardon.

Ech sinn awer d'accord, déi Diskussiounen elo nach eng Kéier ze féieren iwwert déi Komplementarwahlen, wann de Projet de loi - deen och deemnächst vun dem Statsrot aviséiert gëtt - soll an der Kommissioun respektiv hei an der Chamber diskutéiert ginn. Wat wichteg ass, dat ass, dass mer versichen, eist Wahlgesetz esou praktikabel wéi méiglech ze maachen, esou gutt wéi méiglech un der Realitéit unzebannen, an dat ass, mengen ech, hei gelongen. Duerfir mengen ech och, dass dëst eng gutt Initiativ, e gutt Gesetz ass, wat mer elo hei an d'Realitéit ëmsetzen.

Ech géif och dovu profitéieren, fir dem Paul-Henri Meyers Merci ze soe fir dës gutt Initiativ, an ech géif eis Rendez-vous ginn an den nächste Méint, fir dann hei deen anere Projet de loi ze diskutéieren, ouni ze vergiessen, dass mer doudsécher wäerten eng seriö Campagne d'information maachen, wéi d'Madame Flesch dat virdru gesot huet, esou dass ech hei kënnt eng positiv Schlussfolgerung zéien zu dëser Proposition de loi.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Elo komme mer zum Vote.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 5803 et dispense du second vote constitutionnel

D'Proposition de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Henri Kox;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi iwwert d'Jugend. D'Wuert huet d'Rapportrice, déi honorabel Madame Marie-Josée Frank.

3. 5685 - Projet de loi sur la jeunesse

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesellschafts- an Integratiounsreforme sollen d'Sozialkohesioun stäerken, an ech mengen de Gesetzesprojet 5685 sur la jeunesse, dat ass esou een. D'Zil vun enger éierlecher Jugendpolitik muss et sinn, jiddfer Jugendlechen eng Chance ze gi mat ze denken, mat ze plangen a seng Zukunft dierfen ze gestalten. Politik a Gesellschaft mussen awer bereet sinn, der Jugend Méiglechkeeten ze ginn, Visiounen ze entwéckelen.

Fir sech den Erausfuerderunge vum Liewen ze stellen, muss een awer am Virfeld geléiert hunn, wéi een d'Défië vum Liewen ugeet, an dat am beschten an der Famill. Ech ginn de Verdacht net lass, datt et, an enger schnellliewéger, differenzéierter, egoistescher Welt mat rasanter Entwécklung, ëmmer méi schwéier gëtt, sech ze positionéieren. Dëst gëllt virun allem fir vill vun eise jonke Matbierger. Et ass d'Aufgab vun enger moderner, globaler an transversaler Jugendpolitik, Wäert op méi Participatioun a méi Integratioun ze leeën, baséiert op fondéiert Donnéeën.

Bis elo hate mir zu Lëtzebuerg een eenzegt Gesetz iwwert d'Jugendpolitik, d'Gesetz vum 27. Februar 1984 iwwert de Service National de la Jeunesse. Or, dëst Gesetz ass iwwerlieft. Et spigelt weder d'Evolutioun vun deene leschten zwee Jorzéngten um Niveau vun eiser Gesellschaft nach um Niveau vun der Perceptioun vun eiser Jugendpolitik erëm. D'Jugendpolitik däerf sech net nëmmen op Fräizäitaktivitéiten an analog Servicer beschränken.

D'Jugendpolitik, an dat geet ganz kloer aus deem virleiende Gesetzestext ervir, huet als Zil, e liewenswäert Ëmfeld ze schafen, wat d'Entwécklung vun alle jonke Mënschen ugeet, wou Integratioun an Educatioun am Mëttelpunkt stinn. Jonk Leit zu responsabele Bierger ze erzéien, déi aktiv un enger verbesserter Welt deelhuele kënnen, ass eiser aller Aufgab. Erzéiung muss prioritär doheem geschéien, kann net vun der Politik gemaach ginn. Mir kënnen nëmmen een Ëmfeld schafen.

De Champ d'application vun der Jugendpolitik huet sech enorm an deene leschte Jore verännert, ënnert dem Impuls vun zwou Direktivlinnen, déi 1997 vum Familljeministère ausgeschafft gi sinn an déi décke Luef verdéngt hunn. Och d'Gemenge sinn an deene leschte Joren ëmmer méi an d'Jugendpolitik agebonne ginn. Eng Rei vun Aktiounen a Realisatiounen, Kanner- a Jugendkommunalréit, Jugendforen, d'Verwierklechung vun engem Réseau vu Jugendhaiser, déi eng enorm wichteg Roll spillen, mä awer och déi staatlech finanziell Ënnerstëtzung, wat d'Opriichte vun Infrastrukture fir jonk Leit ugeet, zeie vun enger diversifizéierter Jugendpolitik. Mä och déi international Kooperatioun, sief dat um Niveau vun der EU, der UNO oder dem Conseil de l'Europe, hunn dozou bäigedroen, datt der Situatioun vun deene Jonke méi a besser Rechnung gedroe gouf.

D'Lëtzebuerger Gesellschaft huet sech an deene leschte Joren immens verännert. Déi staark Immigratiounswell säit den 80er Jore spigelt sech an der Lëtzebuerger Demographie erëm. Méi wéi 42% vun deene jonke Bierger hunn en Immigratiounshannergrond. Hir Besoinen an Erwaardunge musse mir eescht huelen. Wann een den Experte gleeft, datt Lëtzebuerg am Joer 2050 eent vun deene Länner wäert si mat deem héchste Prozentsaz vu Jugendlechen, ass et evident, dass d'Jugendpolitik sech preventiv, also am Virfeld de Besoinë muss upassen.

Wann d'Aktioune vun der Regierung a vum Service National de la Jeunesse sech adaptéiert an diversifizéiert hunn, bleift et awer, datt mir zurzäit keen adequate moderne legislative Kader hunn. Dëst ass den Objet vum virleiende Gesetzestext. D'Komplexitéit vun der Jugendpolitik verlaangt souwuel eng transversal wéi eng global Approche. Politesch Interventiounen an engem Beräich hu ganz oft Répercussiounen op een oder aner Beräicher, zum Beispill an der Schoul, der Aarbechtswelt, dem Wunnberäich, an net ze vergiessen, den Développement durable.

Eng kohärent an effikass Jugendpolitik setzt och onbedéngt viraus, datt een am Virfeld eng Vue d'ensemble vun der Situatioun vun deene Jonke kritt. Aus dëse Grënn gesäit de Projet de loi sur la jeunesse d'Schafung vun engem Comité interministériel wéi och d'Redaktioun - all fënnef Joer - vun engem nationale Jugendrapport iwwert d'Situatioun vun deene Jonke vir. En dréit domat de Recommandatioune vum Conseil de l'Europe Rechnung, déi Lëtzebuerg 2002 opgefuerdert hunn, eng méi global Approche zur Jugendpolitik ze entwéckelen.

De Gesetzesprojet gesäit duerfir och vir, en Observatoire de la jeunesse ze schafen. De Rapport, vun deem elo grad Rieds war, wäert op Elementer an Donnéeën opgebaut ginn, déi vun dësem Observatoire zur Verfügung gestallt wäerte ginn. D'Schafung vun dësem wichtegen Organismus weist de Wëlle vun der Regierung, hir Jugendpolitik op besser Kenntnisser vun de Jonken an hire Liewenskonditiounen ze baséieren.

Et kann een nach preziséieren, datt et keng nei Struktur mat eegenem Personal gëtt, mä datt et drëm geet, fir bestehend Recherchen ze koordinéieren an d'Donnéeë besser zesummenzeféieren.

Dësen Observatoire huet ëmsou méi eng Daseinsberechtegung, well eben d'Gesellschaft mat hire Besoinen extrem schnell evoluéiert. Den Engagement vun de Jugendlechen a jonken Erwuessenen an Débaten iwwert den europäesche Verfassungsvertrag wéi iwwert de 5611 hu bewisen, datt, wann déi Jonk sech vun dem traditionelle politesche System ofwenden, dem System mësstrauen, si sech fir aktuell Gesellschaftsfroen interesséieren an an der Diskussioun seriö deelhuele kënnen.

Et ass ervirzehiewen, datt den nationale Plan d'action, deen déi grouss Linne vun der Jugendpolitik fixéiert, an enker Mataarbecht mat deene Jonken an hiren Organisatioune wäert geschriwwe ginn. D'Aufgab vum Stat ass et, fir Viraussetzunge fir méi Integratioun a Participatioun ze schafen.

Bei enger séier wuessender Gesellschaft wéi der Lëtzebuerger ass et wichteg, all déi Jonk fréi mat an d'Boot ze huelen a si un de politeschen Diskussiounen ze bedeelegen - Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger. Dat ass och e wichtegen Deel vun enger gesonder, seriöer Integratiounspolitik. Déi Jonk sinn déi, déi spéider d'Konsequenzen zum Beispill vun eiser Ëmweltpolitik droen. Datt si bereet sinn, matzemaachen, hu si ganz couragéiert de leschte Freideg hei an der Chamber bewise bei der Conférence des jeunes, déi d'CGJL regelméisseg organiséiert an déi dës Kéier ënnert dem Thema „Ëmwelt" stoung.

D'Bedeelegung vun de Jonken um demokratesche Prozess souwéi hir sozial Integratioun setzt awer e strukturellen Dialog viraus, an dee muss professionell organiséiert ginn. D'Assemblée nationale de la jeunesse wéi och de Conseil supérieur de la jeunesse sollen dës Roll iwwerhuelen. Si stellen domadder déi zwee Instrumenter duer, déi de strukturellen Dialog solle förderen.

Eng modern Jugendpolitik responsabiliséiert virun allem d'Gemengen. De lokalen Niveau ass nämlech den idealen direkte Milieu, wou si sech kënnen androen an aktiv deelhuelen. Eng Resolutioun vum Conseil während der leschter Lëtzebuerger Présidence am Mee 2005 huet d'Memberstaten opgefuerdert, déi lokal a regional Autoritéiten ze mobiliséiere mam kloren Zil, méi jonk Leit ze sensibiliséieren, sech fir den demokratesche Prozess ze begeeschteren.

D'Jugendkommunalkommissioune stellen den ideale Kader duer, wou déi Jonk hiert direkt Ëmfeld kënne matbestëmmen a mat organiséieren. De Fait, datt de Stat seng finanziell Participatioun bei kommunalen Infrastrukturprojete fir jonk Leit un d'Opstellung vun engem Plan communal jeunesse bënnt, wäert d'Gemengen hoffentlech méi incitéieren, hirer Roll als Promoteur vun der Citoyennetéit vun hire Jonke gerecht ze ginn.

An dësem Kontext géif ech begréissen, wa méi kleng Gemenge géife regional Jugendkommunalpläng erstellen zesumme mat de Leader-Aktiounen, fir déi och an de Regioune besser ze entwéckelen. Dobäi kënne si begleet gi vun der Uni Lëtzebuerg. Esou e Projet zéie mir elo an eiser Gemeng - der Gemeng Betzder - mat der Gemeng Nidderaanwen duerch.

De Plan communal jeunesse ass een Instrument fir déi Jonk a mat deene Jonken. E baséiert op verschiddenen Etappen, wou en Inventär erstallt gëtt, fir eng konkret Situatioun kënnen ze bilanzéieren, wou Jugendforen organiséiert ginn, déi Ziler definéieren, an da kënnen Aktiounspläng opgestallt a realiséiert ginn.

D'Acteure vum Secteur jeunesse ginn am virleiende Gesetzesprojet preziséiert an déi staatlech finanziell Ënnerstëtzung deementspriechend gewäert. Dee virleienden Text wäert souwuel d'Bénévolat wéi d'Jugendorganisatiounen op, dëst iwwert de Wee vun enger formeller Unerkennung. D'Innovatioun an d'Adaptatioun vun deene bestehenden Aktioune sollen duerch d'Schafung vun engem interne System assurance qualité encouragéiert ginn, deen all den Acteuren aus dem Jugendberäich hëllefe soll, datt hir Mesuren och bei deene Jonken

ukommen. Eng Evaluatioun vun dëser Prozedur wär wënschenswäert.

De virleiende Gesetzesprojet adaptéiert d'Missioune vum Service national de la jeunesse un déi reell Besoinen an déi zukünfteg Erausfuerderungen. Zënter datt dëse Service existéiert, hu sech de Kontext an d'Missioune vum Service national de la jeunesse staark geännert.

Verschidde Missioune vun dësem Service ginn an der Tëschenzäit vun anere spezialiséierten Organer ugebuede respektiv verschidde Responsabilitéite vum Service national de la jeunesse si vum Familljeministère iwwerholl ginn. Zum Beispill gëtt haut de Service médiation net méi vun dem SNJ ugebueden, mä vum Centre de médiation. De Service national de la jeunesse krut och am Laf vun de Joren nei Missioune bäi, wéi de Service volontaire européen oder deen neie Service d'orientation, deen zënter dem leschten Oktober besteet, ganz staark an Usproch geholl gëtt a grad déi touchéiert, déi et am néidegste brauchen. An dat war jo och d'Zil.

Hie mécht och de Suivi vun enger ganzer Serie vun éducative Projeten. De Service national de la jeunesse hëlt och regelméisseg deel un auslänneschen Aarbechtsgruppen. D'Struktur a virun allem d'Missioune vum Service hunn esou en Ëmfang an Ausmooss kritt, datt eng Restrukturatioun déck néideg war. De virleiende Gesetzestext huet d'Missiounen an d'Aufgabe vum Service iwerschafft an ergänzt. De Service wäert och déi Responsabilitéite vun der Koordinatiounsaarbecht iwwerhuelen. Wat d'Recherche ugeet, sou gëtt déi an Zukunft exklusiv vun der Uni Lëtzebuerg iwwerholl. D'Sectioune vun der Formatioun an der Animatioun vum Service national de la recherche ginn duerch verschidden Unitéiten - am Prinzip fënnef - ersat an duerch e Règlement grand-ducal festgesat.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ouni wëllen am Detail op déi eenzel Artikele vum Gesetzesprojet anzegoen, wëll ech awer etlech Bemierkunge maachen. D'Familljekommissioun huet eng Rei vun Amendementer an hirer Sëtzung vum 29. Januar 2008 ugeholl, déi zum gréissten Deel de Kritäre vum Statsrot Rechnung gedroen hunn. Et sinn eng Rei méi redaktionell Modifikatioune gemaach ginn.

D'Familljekommissioun huet och décidéiert, de Plaffong vum maximalen Alter vun deene jonken Erwuessene vu 27 op 30 Joer eropzesetzen. Esou stëmmt de virleiende Gesetzestext mam Code du Travail iwwereneen, deen och Moossname fir déi jonk Leit virgesäit. Verschidde Missioune vum Service sinn ëmformuléiert an Dispositiounen iwwert déi finanziell Participatioun vum Stat si regruppéiert ginn. Fir den Detail vun den Amendementer verweisen ech Iech op déi parlamentaresch Dokumenter an op mäi schréftleche Rapport.

Ech wëll kuerz nach op eng Problematik agoen, an zwar d'Méiglechkeet fir eng Associatioun, déi net ënnert der Form vun enger A.s.b.l. oder enger Fondatioun konstituéiert ass, formell als eng Jugendorganisatioun nom Sënn vum virleiende Gesetzestext unerkannt ze ginn.

De Statsrot war awer der Meenung, datt eng Association de fait net kéint esou eng Unerkennung kréien. D'Familljekommissioun war awer do anerer Meenung, well et eng Rei vun Associatiounen hei am Land gëtt, déi keng A.s.b.l. sinn an déi awer säit Joren a Jorzéngte wäertvoll éducativ Jugendaarbecht leeschten, wéi zum Beispill d'Federatioun vun de Guiden a Scouten an d'Jugendpompjeeën. Et wier net ubruecht, all dësen Organisatiounen déi formell Unerkennung ze refuséieren, just well si net d'Form vun enger A.s.b.l. hunn. Vill Jugendorganisatioune kréien iwwert dëst Gesetz méi Visibilitéit an domadder méi Sécherheet um finanzielle Plang.

Den zoustännege Minister huet d'Méiglechkeet, d'Unerkennung als Jugendorganisatioun entweder en suspens ze halen oder enger Associatioun ewechzehuelen, falls d'Konditioune vun der Unerkennung net méi vun der Associatioun respektéiert ginn.

Den éischten Artikel definéiert d'Objektiver vun der Jugendpolitik. D'Familljekommissioun huet dësen Artikel bäibehalen. Trotz Kritike vum Statsrot war et eis awer wichteg, d'Ziler vun der Jugendpolitik kloer ze definéieren.

Eis jonk Bierger sollen a musse sech fir Europa interesséieren. D'Familljekommissioun huet d'Objektiv vun enger Citoyenneté européenne net aus der Dispositioun erausgeholl, wéi de Statsrot dat gäre gehat hätt. Well d'Diskussioun iwwert den europäesche Verfassungsvertrag huet gewisen, datt déi Jonk den traditionelle politesche System oflehnen oder zumindest kritiséieren. Et däerf een net dorauser schléissen, datt si domadder Europa oflehnen. Neen, ganz am Géigendeel. Si musse kënnen deelhuelen um demokratesche Prozess, an dëst souwuel um kommunalen, um regionalen, um nationale wéi um europäeschen Niveau.

Heibäi ass ervirzehiewen, datt et net méi ëm eng Promotioun vun Europa geet, mä datt et eng Tatsaach ass, datt mer EU-Bierger sinn. D'Promotioun vun der Citoyenneté européenne soll fir déi Realitéit a fir d'Rechter, déi een an dësem Kontext huet, sensibiliséieren.

D'Familljekommissioun huet och den Artikel 2 bäibehalen, wann och ënner enger liicht ofgeännerter Form. Esou ass d'Referenz op den Droit au plein épanouissement am Text bliwwen. D'Familljekommissioun huet déi initial Artikele 5 a 6, déi sech op de Comité interministériel bezunn hunn, supprimiéiert an amplaz en neien Artikel proposéiert. Dësen Amendement dréit den Iwwerleeunge vum Statsrot Rechnung.

De Statsrot war der Meenung, datt déi zwee Artikele géint d'Verfassung géife verstoussen an notamment géint den Artikel 76 vun der Verfassung. D'Zesummesetzung an d'Fonctionnement vum Comité interministériel gëtt iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal preziséiert.

Den Artikel 7, dee sech op d'Missioune vum Service national de la jeunesse bezitt, ass vun der Familljekommissioun esou ëmgeännert ginn, datt den Artikel elo méi kloer ass. D'Lëscht vun de Missiounen ass exhaustiv, am Géigendeel zum initialen Text.

Den Text gesäit och elo eng Dispositioun vir, déi sech op d'Delegatioun vu Missioune bezitt. D'Zil vum Observatoire de la jeunesse, deen aus Experte vu verschiddene bestehende Strukturen zesummegesat gëtt, soll besser vernetzen a bestehend Donnéeë besser notzen.

Den Artikel 17, deen de legale Kader fir déi finanziell Participatioun vum Stat un infrastrukturelle Käschte festleet, inspiréiert sech staark un dem Artikel 13 vum ASFT-Gesetz. De Stat ka souwuel un de Käschte vun Infrastrukturen deelhuele wéi awer och d'Moossnamen zugonschte vu jonke Leit subventionéieren. Am Prinzip ënnerläit déi staatlech finanziell Participatioun strikte Konditiounen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech si gläich fäerdeg, Här President.

Dee virleiende Gesetzestext gesäit um Niveau vum Artikel 18 vir, datt kleng Montanten awer kënne séier accordéiert ginn, ouni sech un déi schwéier Prozedur vum Artikel 17 ze halen, zum Beispill Vakanzaktivitéiten, Equipementer an esou weider. An dat ass och gutt esou.

Här President, dee virleiende Gesetzestext baséiert op enger dynamescher Jugendpolitik. D'Gesetz vun der Jeunesse ass ee Puzzle vu ville Gesetzer, déi an nächster Zäit hei duerch d'Chamber ginn an déi d'Jugend wäerten touchéieren. A besonnesch déi Jugendlech, déi haut ënner schwierege Konditioune liewen, wäerte mer an Zukunft erfaassen. Duerch dëst Gesetz kritt d'Jugend méi Chance sozial Verantwortung ze iwwerhuelen. Si sinn et, déi d'Zukunft vun eiser Gesellschaft gestalten an duerfir fir méi sozial Kohesioun solle sensibiliséiert ginn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. Den éischte Riedner ass den honorabelen Här Bettel.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéint bal meng Ried vun haut de Moien nach eng Kéier widderhuelen.

(Brouhaha)

Ech weess, dass et op de CSV-Bänke scho fir Onrou suergt, wann ech nëmmen ufänken iwwert d'Problemer. Här President, Dir gesitt, si gi scho ganz nervös, wann ech nëmmen hei un de Mikro kommen. Ech weess net, wéi eng Reprochen…

(Interruption)

Mä Madame, Dir waart de Moien net do. Da kënnt Der net matschwätzen.

(Interruptions)

Soss wiert Der och nervös, Madame Jacobs.

M. le Président.- Kommt, loosst den Här Bettel elo gewäerden!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President, fir fir e bësse Rou ze suergen hei am Haus.

Fir d'éischt, Här President: Et ass ee frou, dass mer en neit Gesetz kréien iwwert d'Jugend, wou och d'Organisatioune vun der Jugend reglementéiert ginn. Et ass just schued - an et ass net fir d'éischt, wou een dat seet -, dass et haut an dëser Regierung kee Ministère de la Jeunesse méi gëtt. Et gëtt e Ministère de la Famille et de l'Intégration, mä e richtege Ministère de la Jeunesse gëtt et net méi. Dat ass schued.

An dass mer elo e Gesetz iwwert d'Jugend maachen, wann ech mech net iren, ass dat souguer - mir sinn elo 2008 - nom Volontariat deen zweeten Text, dee mer iwwert d'Jugend maachen. Dat ass net déck fir eng Regierung.

(Interruption)

Wéi een hate mer dann nach, Madame Jacobs?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech soen Iech dat herno.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ah, ma da sinn ech frou. Dann ass dat een d'Joer. Dat ass scho pas mal, mä ech kennen awer aner Ministèren, wou een et fäerdeg bréngt, vläicht méi wéi een Text an engem ganze Joer erauszebréngen. Firwat ech dat soen…

(Interruptions diverses)

De Ministère de la Jeunesse - dat muss ech Iech soen -, deen et jo net gëtt, dat ass haut de Ministère de la Famille et de l'Intégration: Et ass schued, dass et deen net gëtt. Ech wëll dat just hei ervirhiewen an dowéinst vläicht dann och just déi véier Texter, déi mer an deene véier Joer gestëmmt hunn. Mä et ass jo nach ee Joer do a wann ech dem Här Statsminister jo nogelauschtert hunn, wäerte mer jo elo ganz, ganz, ganz oft Sitzungen hunn hei an dëser Chamber.

Dësen Text, Här President, gesäit och vir - ech wëll elo net an all Detail agoen, mä -, dass mer eng Assemblée nationale des jeunes kréien, wat och ganz, ganz flott ass. Mä ech hoffen net, dass dat esou eng Poterstuff gëtt wéi mer et och beim Conseil national pour étrangers hunn. Beim Conseil national pour étrangers stelle mer jo awer fest: Si kommen zesummen, si schreiwen elo zwar Avisen - an do si mer och ganz frou, dass Avisë geschriwwe ginn. Mä iwwert d'Modalitéiten, wéi se designéiert ginn, gëtt et ganz vill Kritike vun där enger oder anerer Associatioun. Dowéinst wär et awer ganz wichteg vläicht och ze kucken, wéi dat geregelt sollt ginn.

Et ass och virgesinn, dass d'Gemenge solle méi Plans communaux maachen. Do muss een d'Regierung awer félicitéieren, dass dat gemaach gëtt. Et ass wichteg, dass een à long terme och kuckt, wéi d'Politik gemaach gëtt an enger Gemeng en faveur vun der Jugend; ob dat elo sozial Strukture sinn, ob dat récréativ Strukture sinn. Mä dat heescht, dass een an engem Plang ka kucken, wéi een der Jugend kann ënnert den Aarm gräifen.

Eng grouss Partie vun der Jugend - Dir kennt der ganz vill; hei sinn Associatiounen zitéiert ginn, mä et si ganz vill jonk Leit, déi net an Associatioune sinn - sinn Électrons libres. Dat ass déi net associativ Jugend. Et ass och wichteg, dass déi Strukturen hunn, déi een duerch e Plan communal ka kreéieren, an dass se och eng Plaz hunn, wou se sech kënnen treffen an awer kënnen encadréiert ginn.

Et ass och geschwat ginn iwwer e méigleche Refus vun enger Associatioun. Ech hunn dat net gär, wann een dat esou seet, well dat héiert sech e bëssen esou u wéi en Agrément. Dat heescht, dass de Ministère muss soen, ob eng Jugendorganisatioun elo geet oder net geet. Dat ass net de Sënn, wéi d'Ministesch et wäert maachen.

Et ass einfach, dass gekuckt gëtt - wat och richteg ass, well et ass mat öffentleche Gelder, wou geschafft gëtt -, dass dat net dubios ass oder ouni kënnen ze kucken, wat richteg hannert deene Leit stécht. Esou kann dat awer och kontrolléiert ginn, net dass do Sue falsch investéiert ginn. Mä doudsécher ass e Wuert dozou ze soen, dass se esou en Agrément musse kréien oder op jidde Fall autoriséiert musse ginn. Dat ass dat Falscht. D'Madame Ministesch wäert dat och net esou duerno maachen.

Ech wëll just hei och nach eng Zitatioun maachen, déi awer fir mech ganz wichteg ass, well déi hei an déi Debatt passt. A virun allem, well den Här Statsminister virun zwou Stonne gesot huet, dass net genuch Franséisch hei géif geschwat ginn, sinn ech ganz frou, dass den Auteur deemools op Franséisch geschwat huet.

Dat war: «Souvent on me demande si la situation des jeunes au Luxembourg diffère des autres pays de l'Union européenne. Je réponds toujours que le Luxembourg est un pays comme les autres et que les jeunes ont en gros les mêmes opportunités et rencontrent les mêmes problèmes qu'ailleurs. Cependant on pourrait citer trois particularités luxembourgeoises:

Les études universitaires se font en grande majorité à l'étranger, donc les jeunes quittent le pays pour quatre ou cinq années. Donc une partie importante d'une tranche d'âge active est absente - au moins partiellement - de la vie publique. Cet état des choses va certainement évoluer vu que depuis maintenant trois ans le Luxembourg a une propre université, mais l'Université du Luxembourg ne pourra pas offrir toutes les voies de formation et l'exode temporaire de jeunes va rester un fait.

Comme dans beaucoup d'autres pays de l'Europe l'accès au premier emploi est difficile, souvent les jeunes passent par une phase de stages ou de contrats à durée déterminée avant de trouver un emploi stable. Ceci étant dit, c'est certainement la situation du chômage des jeunes qui est la plus inquiétante: 20,3% des demandeurs d'emploi sont des jeunes. Le taux de chômage pour les jeunes âgés de 26 à 30 ans est de 11,9% contre une moyenne générale de 4,1%. Si l'on tient compte du fait qu'il y a encore des jeunes dans des mesures d'emploi temporaires initiées par l'État, ce pourcentage augmente encore davantage.

Une autre particularité se trouve au niveau du logement. Il faut savoir que depuis des années la population au Luxembourg connaît une augmentation importante, la demande pour des logements est donc très grande et les prix des logements ont augmenté en conséquent. Il est évident que cette situation rend l'accès à l'autonomie du jeune plus difficile.

Voilà quelques éléments pour esquisser le cadre général, qui montre que les préoccupations des jeunes sont souvent telles qu'une participation active à la vie citoyenne ne figure pas au premier rang.»

Ech zitéieren den Här Georges Metz, deen Direkter war vum Service national de la jeunesse, deem mer kënne vollkomme Recht ginn.

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

Hien huet deemools an där Qualitéit geschwat. Ech wëll just soen: Mir si frou, dass mer deen Text haut hei stëmmen iwwert d'Jugend. Mä firwat ech dat elo hei wëll zitéieren? Einfach well den Här Metz gesot huet, et gëtt e Problem mam Logement. Madame Ministesch, probéiert wann ech gelift Äre Parteikolleeg, den Här Boden, an d'Madame Delvaux ze iwwerzeegen, dass et Zäit wier, och eppes an där Matière ze maachen. Et geet net nëmmen duer… Är Regierungskolleegen - net Parteikolleeg, pardon, Regierungskolleeg. Et ass schéin, dass mir hei Texter stëmme fir déi Strukturen ze hunn, mä et wier besser, wann déi Jonk och haut en Daach hätten, eng Aarbecht an e Schoulofschloss.

Ech soen Iech Merci. Mir wäerten awer den Text selbstverständlech och stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Elo huet déi honorabel Madame Dall'Agnol d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt fir d'éischt emol der Rapportrice Merci soe fir hire gudden an explizite Rapport, dee mir et eigentlech hei erlaabt, net méi op all Eenzelheete vun dësem Projet de loi anzegoen an éischter méi eng allgemeng Diskussioun unzestoussen iwwert d'Problemer an d'Matsproocheméiglechkeete vun deene jonke Leit hei zu Lëtzebuerg.

Dat ass jo och een Zil vun dësem Projet de loi, nämlech sech adequat Instrumenter ze ginn, fir déi Jonk beschtméiglech ze encadréieren, ze begleeden an och Handlungsberäicher ze schafen, wou se sech kënnen engagéieren an domat och hirer Meenung Ausdrock ginn.

Den däitsche Soziolog Jürgen Mansel sot rezent an engem „Focus"-Interview e Saz, dee mir an dësem Zesummenhang ganz

richteg an och interessant schéngt. E sot, an ech zitéieren: „Wenn Menschen keine Anerkennung in der Gesellschaft erfahren, entsteht Gewalt."

Mir hate jo viru kuerzem och déi Debatt iwwert d'Gewalt bei de Jugendlechen hei an der Chamber a mir hunn och matkritt, wéi se an eisem Nopeschland kann ausaarten; d'Gewalt an och den Débat doriwwer.

Dunn hu mer och viru sechs Wochen, leider, e ganz traurege Moment materlieft, wou zu Esch en 18 Joer ale Jugendlechen an engem Sträit ëmbruecht gouf. D'Motiv vun der Dot sief elo emol dohigestallt. De Fait ass awer, datt déi Jonk vun haut aner Problemer an Erausfuerderungen hunn, wéi mir heibanne se nach haten, och wa bei deem engen oder deem anere seng Jugendzäit nach net allze laang hier ass. Mat dëse Problemer musse mer eis och auserneesetzen, an dobäi ass et ebe wichteg, déi Jonk esou gutt wéi méiglech an eist Gesellschaftsliewe mat anzebannen - ech hat keen Numm genannt, Här Bettel -, andeems mer hinne Gehéier verschafen an op hir Besoinen aginn.

Fir datt ebe genau déi Incidentë wéi dee vun Esch, deen ech elo zitéiert hunn, net méi passéieren, ass et wichteg, déi beschtméiglech Konditiounen ze schafen, an deenen déi Jonk am Vierdergrond stinn, wou déi Jonk berücksichtegt ginn a wou Jonker kënnen hir Kompetenzen asetzen.

Konditiounen, an deene se vu ganz jonk un eescht geholl ginn an aktiv kënne bei der Gestaltung vun hirem Ëmfeld matschwätzen an awer och matwierken, déi et hinnen erlaabt, eng Ausbildung ze kréien, jo schlussendlech Jugendlecher esou kräftegt, datt se um Aarbechtsmarché spéiderhin och ënnerkommen.

An Zäite wou den Décrochage scolaire an d'Augmentatioun vum Jugendchômage - dat gouf schonn hei gesot - och hei zu Lëtzebuerg ukomm sinn an eng Realitéit sinn, schéngt et mer ëmsou méi wichteg, hei den Akzent drop ze leeën.

Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, Här President, mir wëssen, datt d'Jugend vun haut nach méi verstäerkt wéi mir d'Käschten an domadder d'Verantwortung vun der Veralterung vun eiser Gesellschaft wäert missen droen. Fir där, mä net nëmmen där Verantwortung spéiderhi kënne gerecht ze ginn, musse se elo schonns lues a lues drop virbereet ginn an eng aktiv Roll an eiser Gesellschaft däerfe spillen.

Heibäi ass d'Bildung nëmmen ee wichtege Punkt. Do si mer jo no PISA a PEARL erwächt, a mam Projet de loi iwwert d'Schoulreform si mer jo och hei um richtegen an um gudde Wee.

Ech kommen nach eemol op d'Ausso vum Ufank vum däitsche Soziolog zréck: Wa mer Jugendlecher keen Auswee loossen a se wëssen, datt hir Zukunft prekär ass, souwuel um Aarbechtsmarché wéi och an der Gesellschaft, wou se kee Gehéier fannen, dann ass d'Gewalt nëmmen ee vun de Problemer, déi mer an Zukunft nach méi verstäerkt wéi elo wäerte misse léisen.

D'Chifferen, déi 2007 vun der EU publizéiert goufen, soen, datt 15,1% vun de Jugendlecher tëschent 15 a 24 Joer am Chômage waren. Dat sinn der manner wéi den Duerchschnëtt zu Lëtzebuerg, wou an deemselwechten Zäitraum 17,5% vun de Jonken op der Sich no enger Aarbecht waren.

Dëst, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ass eng Vergeudung vu mënschlechem Kapital! D'EU seet am selwechten Otemzuch och, datt an de leschte 25 Joer mir, also d'EU-Länner am Allgemengen, alleguerten zesummen et net fäerdeg bruecht hunn, heirunner vill ze änneren, an dat obwuel de Bildungsniveau allgemeng eropgaangen ass.

Wann ech mer hei däerf eng Iwwerleeung erlaben, dann ass et vläicht déi fir ze soen, datt eng gutt Ausbildung zwar den A an den O ass fir iwwerhaapt emol eng Plaz spéiderhin ze fannen, mä mir duerfen net vergiessen, datt souguer een Diplom an der Täsch haut net onbedéngt méi eng Garantie ass fir eng Aarbechtsplaz ze kréien, an ech mengen dat gouf de Moien an och de Mëtteg scho vu mengem Virriedner gesot. Aner Kompetenzen zielen och.

Mir hu jo an dësem Projet de loi, dee mer elo gläich wäerte stëmmen, den Alter op 30 Joer fixéiert. Elo kann een driwwer streiden, ob dat ze héich ass. De Maximalalter, fir d'Prestatiounen ze kréien, läit dem Code des assurances sociales no bei 27 Joer. Ech mengen awer, datt mer eis heiriwwer net allze vill sollten de Kapp zerbriechen an diskutéieren, zëmools net wann ee weess, datt, wat mer méi erofkucke ginn a wat Jugendlecher a Kanner méi jonk sinn, dofir d'Problemer awer net méi kleng ginn.

Et geet u mat der Kanneraarmut, déi erëm laut EU 2007 bei net manner wéi 19% louch. Dëst bei de Jonken ënner 18 Joer. A wéi jiddfereen - hoffen ech op alle Fall emol - heibanne weess, ginn aus aarme Kanner och ganz oft spéiderhin, an deene meeschte Fäll, virun allem arem Erwuessener.

D'EU schreift an engem Pabeier iwwert d'Inclusion sociale och genau dat: «Le bien-être des enfants est considéré comme un facteur qui influe largement sur l'éducation et l'emploi futur.» An e bësse méi spéit schreift se: «Interrompre la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre constitue un défi majeur!»

Firwat huelen ech awer elo eigentlech esou wäit aus, bei engem Projet de loi wou et nëmme just „ëm d'Jugend" geet?

Ma well ech der Iwwerzeegung sinn, datt d'Participatioun vun deene Jonken net nëmmen a Jugendhaiser a Clibb, an Organisatiounen oder och an Associatiounen, mä och un eisen demokrateschen Institutiounen eminent wichteg ass. De permanenten Dialog mat eis, de Politikerinnen an de Politiker, de regelméissegen Austausch tëschent de jeeweilegen Acteuren aus dem Jugendberäich souwéi verstäerkt och participativ Demokratie ze fuerderen, wéi dat dann och an dësem Projet de loi virgesinn ass, garantéiert e gudde Fonctionnement vun eisen Institutiounen an domadder och vun eiser Gesellschaft.

Jonk Leit hunn awer hautdësdags ganz dacks den Androck, wéi wann hir Interessen nëmmen um Rand géife bemierkt ginn, wat natierlech e Gefill vun Ausgrenzung, vun Apathie oder och vu keen Afloss hunn op d'Politik an op d'Gesellschaft hannerléisst.

Wat ass d'Folleg heivunner?

Ma ganz kloer, datt se sech einfach ëmmer manner fir dat interesséieren, wat ronderëm si geschitt, an de Gemengen, hei an der Chamber oder och an Europa an an der Welt.

Verstitt mech elo net falsch, ech wëll net soen, datt déi Jonk allgemeng sech fir näischt méi interesséieren, bien au contraire. Mä Tatsaach ass, datt vill Jonk kee Vertraue méi an d'Politik hunn.

Elo schwätzen ech natierlech net vun deene Jonken, déi schonns ganz fréi eng politesch Meenung hunn an déi och op d'Ënnerstëtzung vun den Elteren doheem kënnen zielen. Mä, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, Här President, d'Jugendpolitik muss sech awer dorunner moosse loossen, awéiwäit se benodeelegt Jonker erreecht, hinnen hëlleft a se och drukritt fir aktiv ze ginn an hiert eegent Ëmfeld matzegestalten.

Als Presidentin vun de Femmes socialistes soen ech also op Konferenzen an och op Generalversammlungen - an ech entschëllege mech elo schonn am Virfeld bei deenen, déi sech heibanne getraff fillen -, datt een net soll zouloossen, datt eng Majoritéit vun eeleren Hären iwwer hir Zukunft entscheet, mä…

(Interruptions)

…- ech hu jo am Virfeld mech derfir entschëllegt, wann deen een oder deen anere sech géif getraff fillen. Ech gesinn, dat ass de Fall. - datt si selwer eben…

(Brouhaha)

Et sinn der awer manner, Madame Flesch!

…sollen aktiv ginn. Abee dee Saz kéint ech eigentlech och an engem Jugendhaus soen oder iwwerall do wou e Grupp Jonker zesummen ass. Well och hei behält e seng Richtegkeet. Well virun allem Jonker si vun enger Onmooss politescher Entscheedungen - vu hire jonken Alter - am Längste betraff. D'Auswierkunge vun de kriteschen Entscheedungen, déi mir haut treffen, kréien eis Jonk spéider ze spieren. Jonker also dozou ze kréien, matzedenken, ze schaffen an ze hëllefen - an hei mengen ech déi wierklech Bedeelegung, keng Alibi-Manifestatiounen -, dat ass e gutt an en noutwendegt Mëttel, fir d'Demokratie ze stäerken.

An deem Sënn ass et och ze begréissen, datt de Projet de loi sech d'Missioun gëtt, a regelméisseger Form den Dialog mat de Jugendlechen ze fuerderen. Déi néideg Strukturen dofir - wéi beispillsweis d'Assemblée des jeunes - si jo an dësem Gesetz verankert.

Firwat hunn ech awer elo just vun Alibi-Verantstaltunge geschwat? Ma ganz oft ginn ebe jonk Leit an enger Diskussioun ënnerschat. Et gëtt hinnen näischt oder net ganz vill zougetraut, esou datt se heiansdo nëmmen däerfe mat décidéiere wéi hire Schoulhaff ausgesäit oder vläicht nach hir Skaterpist. Méi gëtt ganz oft net vun hinne gefrot.

An do maachen ech emol de Gemengepappen an de Gemengemamme respektiv dem Ministère guer kee Virworf. Well ganz oft weess eigentlech keen esou richteg, wéi ee geziilt Jonker an Entscheedungsprozesser integréiere kann.

Dat awer, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, musse mer léieren. Well Projeten, un deene Jonker matschaffen, si wichteg, fir ebe genau déi Kompetenzen ze entwéckelen an ze stäerken, vun deenen ech virdru gemengt hunn, datt se hautdësdags mindestens genausou wichteg si wéi eng gutt Ausbildung, nämlech ënner anerem Selbstbewosstsinn, Eegestännegkeet, mä awer och Verantwortung iwwerhuelen. Derbäi kënnt nach, datt een alles dat, wat een abstrakt an der Schoul um Pabeier léiert, ganz dacks ka konkret uwenden. Kommt, mir nennen et einfach praxisbezogenes Lernen.

Eng ëmfaassend Bedeelegung also vu Jonker muss zu engem feste Bestanddeel vun eiser politescher Kultur ginn. Mir sinn do um richtege Wee mat dësem Projet de loi, mä mir hunn awer och nach aneren Nohuelbedarf.

Wat wär elo eng Verbesserung - eng konkret Verbesserung - vun der Matbestëmmung vun de Jugendlechen? Ma ganz einfach: de Jonken éischter wielen ze loossen. E Konsens ass bei bal alle Jugendorganisatioune vun deenen eenzelne Parteie virzefannen. Et ass keng Fro vum Alter, mä ob de Mënsch eng politesch Meenung huet. E Jonke muss sech duerch seng Wielerstëmm kënnen äusseren. Am Moment huet hien heirop keen Afloss wéi eng Politik respektiv wéi eng Leit dëst Land an domat och hie regéieren.

D'Diskussioun vum Erofsetze vum Wahlalter kënnt jo eigentlech periodesch erëm, mä déi fundamental Diskussioun dozou bleift awer ëmmer nach aus. Obwuel se fir all oder bal all Jugendsektiounen - ënner anerem och fir eis, d'Jeunesse socialiste - längst iwwerfälleg ass. Jonker sinn net räif genuch a si sinn och nach dobäi liicht ze beaflossen: Dat sinn nëmmen zwee vun deene villen Argumenter, déi ech dergéint schonn héieren hunn. Mä alles dat, wat ech elo an deene laange Minutte schonn hei als Argumenter genannt hunn, sinn Argumenter fir de Wahlalter erofzesetzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Politikerinnen a Politiker ënnerschätzen nach ëmmer vill ze vill d'Bedeitung vun der Jugend an och der Kannerbedeelegung fir d'Gesamtklima vun enger Gesellschaft, an domat och fir de soziale Fridden. Den Engagement vu jonke Leit ass als eng Beräicherung fir eis Gesellschaft ze gesinn. Dat muss eis alleguerte vill méi bewosst ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- D'Consultatioun mat de Jugendlechen zu Problemer, déi si direkt betreffen, muss fir eis alleguerten zu enger Selbstverständlechkeet ginn. Déi Jonk matbestëmme loossen, ass hinnen eng Chance ginn eppes ze veränneren, mä - wéi ech virdru scho gesot hunn - leider ass dës Participatioun awer éischter d'Ausnahm wéi d'Regel.

E Grond dofir si sécher och d'Käschten, déi heimat verbonne sinn. Abee, am Erwuessenebäich seet jo awer och kee Mënsch: Hei, mir brauchen eng Strooss, mä se däerf awer näischt kaschten. Mir reegen eis och gären driwwer op, datt Jonker sech nëmme fir ee konkrete Projet engagéieren an duerno erëm gären hir Rou hätten.

Mä, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da kommt mir kucken emol bei den Erwuessenen a souguer an eisem direkte Bekanntekrees. Wéi vill vun deenen engagéiere sech dann iwwert de Wahlsonndeg eraus, an dann nach nëmmen, well d'Wahlflicht besteet? Wann et net esou wär, da misste mer net permanent drop hiweisen, datt och de Bénévolat u seng Grenze lues a lues stéisst. Kommt, mir verlaangen also vun deene jonke Leit net méi, wéi mer eigentlech och vun eis Erwuessene verlaangen, a considéréiere si endlech als vollwäerteg Matwierker vun eiser Gesellschaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer an Zukunft eis alleguerten e puer - nëmmen e puer - vun deenen Aussoen, déi ech elo hei gemaach hunn, zu Häerz huelen, dann huet dee Projet de loi, dee mer elo gläich wäerte stëmmen an zu deem ech natierlech och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ginn, säin Zil erreecht.

Domat soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Adam huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Dat do war esou gutt, dat häls de net aus.

(Interruption)

M. le Président.- Soll ech Iech och aschreiwen, Här Jaerling?

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Neen, et ass alles gesot.

M. le Président.- Dann ass et gutt. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci. Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, de Projet de loi 5685 soll engersäits eng Mise à jour oder eng Remise en conformité vum Gesetz vum 27. Februar 1984 iwwert d'Administratioun vum Service national de la jeunesse sinn, an anerersäits awer och der allgemenger Entwécklung am Beräich vun der Jugendpolitik Rechnung droen.

De Jugendberäich huet an deene leschte Joren a Jorzéngten, souwuel um kommunale wéi um nationale wéi um europäesche Plang, staark evoluéiert. D'Populatioun zu Lëtzebuerg huet sech an hirer Zesummesetzung geännert. Mir sinn eent vun deene rare Länner an Europa, wou den Undeel vun deene Jonken nach ëmmer grouss ass. Dat ass ee Resultat vun der Immigratioun.

Déi Jonk, déi ee Garant fir eis Zukunft sinn, déi eis eenzeg Ressource naturelle sinn, sollen hir Plaz an der Gesellschaft fannen. Integratioun, sozial Kohesioun si keng Optiounen, mä eng Noutwendegkeet. Duerfir musse mir op ville Pläng schaffen. Mir brauche Betreiungsstrukture fir all eis Kanner, fir déi vu räichen Elteren a fir déi vun éischter aarmen Elteren, fir Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger.

Am Sënn vun der sozialer Kohesioun begréisse mir och d'Aussoe vun eisem Statsminister, datt, wa mir da wësse wéi mer se bezuelen, d'Betreiungsstrukture mëttelfristeg fir all d'Kanner solle gratis sinn. Mir weisen och nach eng Kéier drop hin, datt dës Kannerbetreiungsstrukture vun exzellenter Qualitéit musse sinn.

Dës Qualitéit moosst sech virun allem un der Qualifikatioun vum Personal an um Personalschlëssel; dat heescht wéi vill Erwuessener wéi vill Kanner betreie sollen. Mir wëllen eis Kanner jo net just versuergen, mä op sozialem, emotionalem a kognitivem Gebitt förderen. Dat kascht, mä dat ass Geld, dat gutt investéiert ass.

Mir brauchen eng Schoul fir all eis Kanner. Hei beweegt sech am Moment zu Lëtzebuerg villes. Eiser Meenung no awer leider villes nëmmen un der Uewerfläch. Mä do kréien ech nach oft d'Geleeënheet, fir ausféierlech drop anzegoen.

Genausou wichteg fir eis Jonk sinn awer och d'Gesetzer wéi dat iwwert d'duebel Nationalitéit, dat iwwert den Accueil an d'Integratioun vun den Auslänner zu Lëtzebuerg, d'Gesetz iwwert d'Sozialhëllef, all Mesuren, déi sech mat Beruffsausbildung a mat dem Jugendchômage befaassen.

Duerfir begréisse mir selbstverständlech och d'Schafung vun engem interministériellë Comité, deen der Transversalitéit vun der Jugendpolitik soll Rechnung droen. Mir begréissen et, datt een nationale Rapport am Gesetz festgehale gëtt, deen all fënnef Joer en Iwwerbléck iwwert d'Situatioun vun der Jugend soll ginn.

Fir dëse Rapport zesummenzestellen, gëtt een Observatoire de la jeunesse geschaaft an et gëtt och ëmmer erëm betount, datt d'Jugendpolitik an enker Zesummenaarbecht mat de Jugendleche soll definéiert ginn. D'Participatioun vun deene Jonken, dat ass eng Missioun, déi genausou wichteg wéi schwiereg ass. Als ee Beispill vun enger méiglecher Participatioun ginn dann déi konsultativ Gemengekommissiounen ugefouert.

Ech kommen aus enger Gemeng, wou déi jugendlech Memberen an där Kommissioun, déi sech fir d'Jugend zoustänneg fillt, op zwee Fangeren opgezielt kënne ginn. Ech wëll hei net verallgemengeren, mä ech wier awer interesséiert drun emol e Bilan ze gesinn iwwert d'Aarbecht vun deene Kommissioune queesch duerch d'Land.

Datselwecht gëllt fir d'Plans communaux Jeunesse. Gëtt et do e Bilan? Ass et net e bëssen esou, datt mer haaptsächlech an e puer éischter grousse Gemengen - zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg, Déifferdeng an esou weider - flott Realisatiounen opzeweisen hunn, aner Gemengen eventuell och nach ee Plan communal Jeunesse votéiert hunn, bei der Ëmsetzung awer wéineg Positives opzeweisen hunn? Net aus Desinteressi oder schlechtem Wëllen, mä haaptsächlech well se keng haaptamtlech Leit op de Jugenddossieren hunn.

D'Madame Frank hat virdrun an hirer Interventioun eng regional Zesummenaarbecht ugeschwat an ech mengen, datt dat eng gutt Iddi ass an e gudde Wee, deen een do soll goen. Duerfir begréisse mir och ausdrécklech den Artikel 16 an dësem Gesetz, wou finanziell Hëllefen an Aussiicht gestallt ginn, déi net un Infrastrukturen oder Frais de gestion gebonne sinn.

Wann ech der Meenung sinn, datt berodend Gemengekommissiounen net onbedéngt e gutt Beispill vu Participatioun fir Jugendlecher sinn, da wëll ech awer och zwee ganz positiv Beispiller hei kuerz ufeieren. Dat si virun allem eis Jugendhaiser, déi sech ëm déi Jugendlech këmmeren, ëm net associativ Jugendlech oder och ganz oft ëm déi, vun deenen d'Madame Dall'Agnol geschwat huet, déi aus éischter schwierege Verhältnisser kommen, déi doheem vläicht net déi Uspriechpartner hunn, déi se bräichten oder déi se wéinstens gären hätten. Do maachen eis Jugendhaiser eng ganz gutt Aarbecht. D'Kommissioun hat jo eng Visite an engem Jugendhaus gemaach.

En anert positiivt Beispill vu Participatioun vu Kanner a Jugendleche si mat Sécherheet d'Kanner- an och d'Jugendgemengeréit, déi zu Déifferdeng, zu Luerenzweiler an zu Hiefenech fonctionnéieren.

Ech hat virdru gesot, d'Participatioun vu Kanner a Jugendleche wier eng schwiereg Aufgab. Et ass relativ einfach bei Kanner a schonn e bësse méi schwiereg bei Jugendlechen, spontan Begeeschterung a Motivatioun unzekéieren. Wann dat awer dann net mëttel- a laangfristeg gutt geplangt an encadréiert ass, da sinn déiselwecht Begeeschterung a Motivatioun genausou séier erëm verschwonnen. An dann ass eben - d'Madame Dall Agnol hat virdru vun Alibi-Veranstaltunge geschwat - d'Gefor grouss, datt mer Alibi-Veranstaltunge fir Jugendlech maachen.

D'Participatioun vu Kanner a Jugendlechen ass e komplizéierte Prozess, dee gutt geplangt a gutt begleet muss sinn. Hei ass nach vill Aarbecht ze maachen. Et ass awer eng noutwendeg Aarbecht.

Wa mir et fäerdeg kréien, nach méi Basisorganisatiounen ze kréien, wou Jugendlecher d'Méiglechkeet kréien, fir sech ze engagéieren a Responsabilitéit ze iwwerhuelen, da kann och e Conseil supérieur de la jeunesse, wéi en an dësem Gesetz geschaaft gëtt, eng positiv Roll an der Jugendpolitik zu Lëtzebuerg spillen.

M. le Président.- Merci...

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Entschëllegt, ech war nach guer net fäerdeg, Här President.

M. le Président.- Loosst lech roueg Zäit, Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

(Interruptions et hilarité)

Am éischten Artikel vum Gesetz, wat mir haut stëmmen, wou et ëm d'Ziler vun der Jugendpolitik geet, hätt en Hiweis op eng Erzéiung och am Aklang mat der Natur an der Nohaltegkeet eis Gréng natierlech gutt gefall. Datselwecht gëllt och fir den Artikel 7, wou et ëm d'Missioune vum SNJ geet a wou ënner anerem och vun de Valeurs fondamentales wéi sozial Gerechtegkeet, Chancëgläichheet, Toleranz a Solidaritéit Rieds geet, wou och hei den Hiweis op „ecological awareness" als Missioun feelt. Fir de Rescht ass awer d'Opzielung vun de Missioune vum SNJ eng ganz positiv a grëndlech Lëscht.

D'Missiounen, déi hei opgezielt ginn, si ganz villsäiteg a beréiere praktesch all Beräicher vun der Jugendaarbecht, zum Beispill d'Formatioun, den internationalen Austausch, d'Verléine vu Material, d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen an aneren Associatiounen. Dat sinn alles Aktivitéiten, an déi den SNJ mat der Zäit eragewuess ass. Déi meescht stinn och schonn am Gesetz vun 1984. D'Oplëschtung an dësem Gesetz ass awer vill méi detailléiert, an am neie Gesetz stellt sech dann och ëmmer méi kloer eraus, datt d'Missioune vum SNJ sech ëmmer méi a Richtung Formatioun, Educatioun, Participatioun entwéckelt hunn. Den Term Loisirs des jeunes zum Beispill taucht am neie Gesetz net méi bei de Missiounen op.

Datt do de Personalkader no 24 Joer enger déif gräifender Evolutioun ënnerläit, dat schéngt eis selbstverständlech. Ech sinn duerfir och frou, fir kënnen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz ze bréngen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Et ass soss kee Riedner méi ageschriwwen. Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. D'Madame Familljeministesch a Jugendministesch Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

(Interruptions et hilarité)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Der Dammen an Der Hären, ech géif fir d'éischt wëllen der Madame Rapportrice Merci soe fir hire schréftlechen an hire mëndleche Rapport.

Ech géif och wëlle soen, Här Bettel, datt ech ganz traureg sinn, datt Dir fannt, datt mer net genuch Gesetzer gemaach hunn. Elo hu mer an dëser Legislaturperiod sämtlech Gesetzer frësch gemaach an nei geschriwwen, déi et am Jugendberäich gëtt, dat sougutt iwwert de Service volontaire wéi iwwert de Congé jeunesse, wouriwwer d'Gesetz och frësch strukturéiert ginn ass. Et ass nach net ganz laang hier, datt Der hei de Centre Mariendall gestëmmt hutt, an esou wéi ech dat de Mëtteg héieren hunn, wäert dee Projet hei och à l'unanimité gestëmmt ginn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Geet dat duer?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech froen lech just a wier frou, wann Der mer dorobber eng Äntwert géift ginn, Här Bettel, vu wat fir enge Projeten Der nach gären hätt, datt se solle gestëmmt ginn am Beräich vun der Jeunesse?

Ech wëll lech och soen, datt, och wann et e Minister géif ginn, dee Ministre de la Jeunesse wier, deen nawell net d'Kompetenz hätt, fir am Unterrechtswiesen, am Travail oder am Logement ze légiféréieren.

(Interruption)

Jo, mä Dir misst vläicht eng Kéier an eng Regierung kommen, da géift Der léieren, wat d'Kompetenze wieren. Dat...

(Interruptions diverses)

Une voix.- En ass um gudde Wee!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dofir mengen ech, et ass ganz schwiereg, fir a verschiddene Punkten do an deenen anere Leit hir Kompetenze wullen ze goen.

(Interruption)

Majo, et wieren der nach, déi kéinte kommen, net nëmmen den Här Bettel.

(Hilarité et interruptions)

Also, wann et deenen zwou Säite géif hëllefen, sinn ech bereet, fir dat ze maachen.

Dëst Gesetz wéi gesot ass also de leschte Bausteen, dee mer nach hei an der Jugendpolitik haten, an ech war eigentlech ganz stolz dorobber. Dofir ass meng Enttäuschung ëmsou méi grouss, well ech wollt soen, datt mer domadder wierklech dee ganze Secteur nei organiséiert, nei restrukturéiert an der Zäit ugepasst hunn. An ech denken, datt datselwecht och zielt fir de Service national de la jeunesse, dee jo besonnesch och d'Acteure vum Jugendsecteur ënnerstëtzt.

1984, wéi de Service national geschafe gouf, gouf et zum Beispill keng Jugendhaiser. Haut ënnerstëtzt de Service national de la jeunesse dës Haiser, déi um lokale Plang dacks un déi Jugendlech erukommen, déi een net méi an de Veräiner fënnt. Vun deenen ass hei vu verschiddene Kolleeginnen a Kolleege geschwat ginn. Fir déi wéi an allem maache si eng ganz wichteg an eng ganz - wéi soll ech soen? - entscheedend Aarbecht, well et virun allem ganz dacks och Jugendlecher sinn, déi dohinner ginn, déi net Lëtzebuerger sinn, déi also och net an déi traditionell Lëtzebuerger Jugendorganisatioune ginn, mä deenen een dann an deene Jugendhaiser do begéint.

De Service national mécht awer och a senge Jugendzentre spezifesch Formatiounsugebueder an och spezifesch éducativ Projeten. Dovunner kënne selbstverständlech och d'Jugendorganisatioune profitéieren.

1984, wéi de Service national de la jeunesse gegrënnt gouf, gouf et och keng europäesch Programmer. Et gouf keen europäesche Ministerrot zu Bréissel. Et gouf och keng Méthode ouverte de coordination. Haut schaffe mer an der Jugendpolitik um Niveau vum Conseil de l'Europe. Dir erënnert lech sécher alleguerten un d'Campagne „Tous différents, tous égaux". Um Niveau vun der Unioun schaffe mer mat engem dezentraliséierte Programme Jeunesse en action, vun deem de Service national de la jeunesse d'Agence nationale zu Lëtzebuerg ass.

Ech hunn elo viru kuerzem eng Fro gestallt kritt, wéi et wier mat der Jugend an der Groussregioun. Do schaffe mer mat am Jugendkonvent, an der Formation transfrontalière, der Jugendinformatioun am Kader vu Leader-Projeten, an um Niveau vum Benelux gëtt et virun allem Seminäre fir Multiplicateuren.

Dësen Entwécklungen droe mer an dësem Gesetz och Rechnung. An - et ass elo grad och ewell gesot ginn - de Service national de la jeunesse huet och nei eege Missioune kritt. Ech wëll virun allem do d'Beispill nenne vum Service volontaire d'orientation, dee mer am Kader vum Plan d'action national vun der Lissabon-Strategie zitéieren. Mat dësem Service volontaire d'orientation erreeche mer virun allem déi Jugendlech, déi e bëssen de Wee verluer hunn zwëschent der Schoul an der Aarbecht. Do komme virun allem och déi Elementer eran, vun deenen d'Madame Dall'Agnol geschwat huet, wéi der Unerkennung, fir och deene Jugendlechen ze soen, datt se an eiser Gesellschaft gebraucht ginn, d'Unerkennung, fir si ze motivéieren an och ze soen: Och Dir, wann Der vläicht och net e ganze Schoulzyklus hannert lech hutt, och Dir sidd wichteg fir eis an och Dir kënnt Ären Apport zu eiser Gesellschaft mat erabréngen.

De Succès vun dësem Programm bei deene Jonke weist, datt mer och hei richteg leien.

Et ass an deene leschten Deeg jo ëmmer erëm, och am État de la nation, drop higewise ginn, datt et eng ganz Partie vu Jugendlecher gëtt, déi et schwéier hunn, fir op den Aarbechtsmaart ze kommen. Mir haten 231 Demandë kritt, an zënter dem Oktober hu 75 Jugendlech do matgemaach. De Moment sinn et der nach 64, déi an an deem Projet dra sinn. Ech muss soen, datt et eppes ass, wou Der mierkt, datt dat vill Succès huet, eng Kéier bei deene Jugendlechen, mä awer och bei deenen Organisatiounen an Etablissementer, déi op deem dote Wee mat eis ginn.

Et ass och zu Recht hei festgestallt ginn, datt net méi nëmmen eng méi sënnvoll Fräizäitbeschäftegung an deem Projet hei drasteet, mä datt mer och Servicer wëllen ubidden. An do kënnt awer eppes och an deem Projet iwwert de Service d'orientation volontaire, wat da vläicht dem Här Bettel besser gefält, wou mer virun allem och an enger transversaler Zesummenaarbecht mat anere Ministèren déi hei Resultater fäerdeg kréien: Dat ass eng Kéier d'Educatioun an dat sinn op där anerer Säit d'Servicer, déi hëllefe fir déi Jugendlech iwwerhaapt ze fannen, fir dat also och mateneen ëmzesetzen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Félicitation!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci villmools! Merci villmools, Här Bettel, ech wäert mer dat do gutt mierken.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass awer net fir d'éischt, dass ech lech luewen!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, dat ass wouer.

Ech muss och soen, et géif mer och Freed maachen, wann Dir méi dacks hei Fransëisch géift schwätzen.

(Hilarité)

Well dat huet mer och ganz gutt gefall.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci.

(Hilarité et interruption)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Elo hale mer awer op, well soss op eemol...

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Haalt op, op eemol gëtt et och nach Reen.

Une voix.- Mir hu scho Schwieregkeeten, lech ze verstoen! Wat gëtt dat dann...

(Interruptions)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Haut de Mëtteg huet an engem frëndschaftlechen Discours virun der Dier den Här Castegnaro zu mir gesot, eigentlech géif hie mengen, datt jiddfer Auslänner, dee mech géif verstoen, d'Genehmegung misst kréien, fir Lëtzebuerger ze ginn an d'duebel Nationalitéit ze hunn.

(Hilarité)

An ech hu gesot, ech wier domadder d'accord.

(Hilarité)

Wa mir also elo geschwënn eent vun deene Länner an Europa sinn, déi déi jéngste Bevölkerung hunn, dann ass dat och ganz sécher eng Erausfuerderung un eis sozial Kohesioun.

Mir musse mat de Jonken zesummen eis Gesellschaft vu muer opbauen. Mir musse weisen, datt mir op si lauschteren, an et musse Plaze ginn, wou si kënnen hir Meenung soen. Et ass hei gesot ginn, datt d'Gemengen eis wichtegst Partner sinn. Ech wëll op dëser Plaz och profitéieren, fir alle Gemenge Merci ze soen, déi iwwer e Plan communal Jeunesse unerkannt hunn, datt si eng entscheedend Roll an dësem Dialog spillen.

D'Jugendhaiser hunn um Gemengeplang eng wichteg Roll, mä mir wëssen och, datt nach ëmmer villes ze maache bleift, datt mer verstäerkt verschidde Servicer an Acteuren am Jugendberäich och op lokalem Plang matenee musse vernetzen. Dofir wollte mer och d'Roll vun de Jugendorganisatiounen, déi jo eng wichteg Aarbecht leeschten, ganz besonnesch am Gesetz ënnersträichen, hinnen eng nei a verstäerkt Visibilitéit ginn a kloermaachen, wéi mer se wëllen an der Zukunft ënnerstëtzen. Si ginn domat als wichtege Partner vun der Jugendaarbecht unerkannt.

Dësen Iwwerleeungen hu mer am Gesetz Rechnung gedroen, well mer an Zukunft mat de Gemengen nach méi staark wëllen zesummeschaffen.

Mir hunn och, esou wéi dat haut de Standard an der europäescher Jugendpolitik ass, d'Jugendforschung direkt mat agebonnen, well, wéi esou dacks, musse mer feststellen, datt mer iwwer verschidde Liewenssituatioune vun deene Jugendlechen net vill wëssen. Hei wëlle mer een neien Observatoire schafen, deen awer keng nei Verwaltung ass, mä dat bestehend Wësse besser vernetzen an notze soll. Ënner anerem dofir hu mer mat der Uni Lëtzebuerg en Accord de coopération ofgeschloss, fir dass déi eis an dëser Aufgab hëlleft a Lëtzebuerg an deenen europäeschen Expertsgremië vertrëtt.

Ech sinn och dovunner iwwerzeegt, datt si bereet ass, esou wéi den Här Adam dat gefrot huet, fir och ze kucken, wat bei deene Jugendgemengepläng erauskomm ass, fir och doriwwer e Bilan ze maachen. Mir hunn elo an eenzelne Regioune Bilanë gemaach mat der Uni zesummen iwwert déi Jugendlech. Deen éischte war an der Nordstad, duerno ass een an der Stad Lëtzebuerg gemaach ginn, elo een am Minett. Sou datt ech denken, datt dat och wichteg ass. Wann ee gäre wéisst, wat lass wier, da muss een och kucken, wat bei esou Pläng erauskënnt.

D'europäesch Politik stellt eng ganz besonnesch Erausfuerderung fir déi Jonk duer. Och wann der vill Europa als eng Chance fir Lëtzebuerg begräifen, sou gëtt et awer eng ganz Partie vu Jugendlechen, déi sech virkomme wéi wa se Beifahrer an engem Auto wären. Si fille sech dem Chauffer ausgeliwwert, dee se net kennen, si hunn Angscht, well se fäerten, si kéinten deem net an d'Steier gräifen, well se net kënne matdécidéieren, wéi séier d'Vitesse ass.

Dëst ass e Gefill vun Onsécherheet a produzéiert liicht eng negativ Haltung. Mir brauchen awer déi Jonk vun haut a vu muer, well mir wëlle jo net, datt si erausklammen an der Demokratie de Réck dréinen.

Hei hu mer am Gesetz probéiert, nei Strukturen ze schafen, déi deene Jonke sollen erméiglechen, hir Meenung zur Politik ze soen. Si solle vun Ufank u mat agebonne ginn, wann zum Beispill et drëm geet, de

Fonctionnement vun der Assemblée des jeunes oder och dem Jugendparlament ze bestëmmen.

Et ass wichteg, datt si kënnen zu allen Aspekter, déi si betreffen, Stellung huelen, ob dat ass iwwert d'Jugendparlament oder och de Conseil supérieur, an doriwwer och de Lien maachen zu der Politik.

Et ass also e wichtegt Gesetz, well et den Dialog mat deene Jugendlechen op fest Bee stellt.

Villes kéinte mer soen iwwert d'Zesummeliewen. Mech huet de Mëtteg awer e bësselchen esou gestéiert a verschiddene Bäiträg, net nëmme bei dësem Projet, wéi iwwer eeler Leit geschwat gëtt. Ech muss éierlech soen, dat ass awer eng Fro vun Diskriminatioun, déi mer amgaange sinn ze maachen. An ech fannen et schwéier ze toleréieren, datt hei an der Chamber op eemol ugefaange gëtt, eng Kéier déi eng an d'Pan ze klaken, déi näischt maache géifen, an duerno sinn et déi aner, déi fir näischt méi ze gebrauche wären. - Et wier vläicht awer gutt, wa mer eis géife moderéieren an eisen Aussoen, well jiddfereen huet seng Roll ze spillen, an et kann net sinn, datt hei op eemol déi eng vis-à-vis vun deenen aneren erofgemaach ginn. Wa mer engersäits esou vill iwwert déi sozial Kohesioun schwätzen, geet et net, datt mer dat anerersäits net respektéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Da wéilt ech iwwert déi regional Jugendhaiser schwätzen. Dat braucht Der och net méi nei ze erfannen, dat gëtt et schonn. Am Clierfer Kanton an am Réidener Kanton gëtt et kantonal Jugendzentren, Jugendhaiser, déi bestinn. Et kann een och net an all eenzel kleng oder manner kleng Gemeng e Jugendhaus opriichte goen, well wann nëmme fënnef oder zéng Jugendlecher do sinn, ass et och net interessant fir déi Jugendlech, fir dohinner ze goen, wann net awer e bësselche méi eppes lass ass, a wa si sech net kënnen drop verloossen, datt se do genügend Kolleege begéinen, mat deene se dann awer wierklech eppes Flottes kënnen ënnerhuelen.

Wichteg ass also an der europäescher Jugendpolitik, wéi ëmmer erëm gesot gëtt, d'Participatioun vun deene Jugendlechen eng Kéier op politeschem Niveau op deene verschiddenen Instrumenter, déi mer hei hunn, mä awer och déi informell Formatioun. An et ass besonnesch och déi informell Formatioun, déi wichteg ass, fir och deene Jugendlechen, déi vläicht net dee Schoulofschloss hunn, dee se bräichten, oder déi vläicht och een hunn, mä déi sech trotzdeem awer net onbedéngt esou kënnen erëmklappen, ze hëllefen, fir datt si och déi Sécherheet an hirem Behuele kréien, fir hinnen domadder och ze erméiglechen an d'Chancë méi grouss ze maachen, datt si kënnen an eiser Gesellschaft bestoen.

Bei den aarme Kanner an den aarme Jugendlechen denken ech besonnesch, datt och d'Kannerbetreiung eng wichteg Roll spillt, wou all d'Kanner d'Méiglechkeet kréien, fir och hir Hausaufgabenhëllef mat kënne gemaach ze kréien, wou si uerdentlech ze iesse kréien. Virun allem och do denken ech, datt mer an deenen nächste Joere probéieren ze kucken, datt virun allem déi prioritär net méi brauchen ze bezuelen oder net méi vill, wa si an esou Infrastrukturen draginn.

Fir mech ass och d'Jugendpolitik eng vun deene beschte Geleeënheeten, niewent där vun de Structures d'accueil, fir d'Integratioun vu Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger ze maachen. Well déi Jugendlech, déi begéine sech méi dacks, déi komme méi dacks beieneen, déi sinn och dacks méi op, fir esou Saachen ze maachen. Dofir mengen ech wier et gutt a flott, wa mer och do géifen iwwert deen heite Projet eng ganz Partie vu Jugendlecher, Lëtzebuerger, Netlëtzebuerger, Jugendlecher an Eelerer beienee kréien an domadder zu där Kohesioun bäidroen, vun där an deene leschten Deeg vill geschwat gouf.

Mir maachen och, an dat wollt ech dem Här Adam soen ofschléissend, am Centre Hollenfels zu Huelmes ekologesch Projeten. Et ass also net, well et elo net dodrasteet, datt dat net méi gemaach gëtt, och op anere Plazen, wou esou Aktivitéite gemaach ginn.

Dir wësst, datt mäi Prinzip deen ass, et kann een alles maachen, wann et net an engem Gesetz drasteet, mä wann et an engem Gesetz drasteet, da muss een et maachen. Dat hei steet elo net expressis verbis dran, mä dat verhënnert awer net, datt mer et esou wéi an der Vergaangenheet och an der Zukunft wäerte viru maachen.

Dofir nach eng Kéier Iech alleguerte Merci fir dee positive Vote zu dësem Gesetz. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Léif Kolleegen, mer kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5685.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Madame Minister, de Projet de loi 5685 ass eestëmmeg ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par M. Lucien Thiel), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Laurent Mosar), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Ben Fayot) et Mme Vera Spautz (par M. Jos Scheuer);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Jacques-Yves Henckes;

M. Aly Jaerling.

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Mir gesinn eis muer de Mëtteg um hallwer dräi erëm fir d'Diskussioun iwwert den Traité vu Lissabon.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.02 heures)

Jeudi, 29 mai 2008

SÉANCE 43

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

5833 - Projet de loi portant approbation du Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, des Protocoles, de l'Annexe et de l'Acte final de la Conférence intergouvernementale, signés à Lisbonne, le 13 décembre 2007

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Charles Goerens, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; MM. Fernand Boden, Luc Frieden et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Ech wollt den Här Statsminister froen, ob hie fir seng Regierung der Chamber eng Erklärung ze ginn hätt?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Monsieur le Président, le Gouvernement a dit tout ce qu'il y avait à dire il y a une semaine.

M. le Président.- Merci. Da komme mer zum Ordre du jour vun haut de Mëtteg, de Projet de loi 5833 iwwert den Traité vu Lissabon. Et sief drop higewisen, dass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. Bis ewell sinn ageschriwwen: déi Häre Mosar, Goerens, Henckes a Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, wann ech gelift.

5833 - Projet de loi portant approbation du Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, des Protocoles, de l'Annexe et de l'Acte final de la Conférence intergouvernementale, signés à Lisbonne, le 13 décembre 2007

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Här Statsminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut genee virun dräi Joer huet dat franséischt Vollek an engem Referendum dee sougenannten „Verfassungsvertrag" ofgelehnt, an eng Woch duerno d'Hollänner. Domat ass d'EU an eng Kris eragerutscht, un där se bis den 19. Oktober 2007 kalennert huet, wéi en Accord iwwert de Vertrag vu Lissabon, iwwert dee mer haut solle schwätzen, erreecht gouf.

Dës Kris huet direkt Ursaache gehat, mä och eng laang Virgeschicht.

D'Europäesch Unioun huet sech vun Ufank den 90er Joren u rasant verännert, well Europa sech fundamental verännert huet.

Mat dem Opléise vum Sowjetimperium, vun dem kommunisteschen Imperialismus als weltwäit Uerdnungsmuecht ass eng nei geopolitesch Situatioun entstanen. Nei Deeler vun Europa an der Welt sinn opgaangen. Vill Länner hunn hir Souveränitéit erëmfonnt, déi se nom Zweete Weltkrich verluer haten. Demokratie war gefrot amplaz Diktatur, Maartwirtschaft amplaz staatlech dirigéiert Wirtschaft, fräi Bewegung amplaz zoue Grenzen.

Dat war d'Stonn fir eng rasant Weiderentwécklung a Verdéiwung vun der Europäescher Unioun als Zesummeschloss vu fräien demokratesche Länner.

1992 gouf de Vertrag vu Maastricht ratifizéiert, deen d'Europäesch Unioun e Risestéck weiderbruecht huet. 1997 de Vertrag vun Amsterdam.

Et sief drun erënnert, dass u béide Verträg déi deemoleg Lëtzebuerger Regierung entscheedend matgehollef huet, fir dass se iwerhaapt zustane komm sinn. Ganz bestëmmt kënne sech och déi zwee Häre, déi op der Regierungsbänk sëtzen, ganz gutt drun erënneren a wëssen och allen zwee, wat se do derbäi bruecht hunn.

2000 sollte mam Vertrag vun Nice déi lescht Problemer, déi no Amsterdam iwwreg blouwen, geléist ginn. Et ass näischt doraus ginn. Et ass de minimalistesche Vertrag vun Nice entstanen.

Mä aus deem Échec ass eng nei Reflexioun opgrond vun der Deklaratioun vu Laeken entstanen. Haut sti mer eigentlech um Enn vun där Reflexioun a Form vum Vertrag vu Lissabon, deen - dat muss een och soen - dank der däitscher Présidence, mat der Ënnerstëtzung vum Här Sarkozy an anere Statsmänner a Statsfraen, an Europa zustane koum. Dass dee Vertrag elo scho vun Däitschland a Frankräich ratifizéiert ass, ass sécher fir vill Länner an Europa eng grouss Erliichterung.

Här President, dëse Vertrag ass néideg an och a muncher Hisiicht interessant. Et ass awer leider nëmmen e Vertrag.

Et ass eng Ironie vun der Geschicht, dass de Verfassungsvertrag, deen demokratesch opgestallt ginn ass an eng breet Diskussioun ervirbruecht huet, buede gaangen ass, an dass en traditionelle Vertrag bal keng Diskussioun ervirbréngt. Mir kruten heizou - fir just dat ze zitéieren - keen eenzegen Avis vun de Beruffschamberen.

Dëse Vertrag bréngt u sech keng Kontrovers. D'Kontrovers dobaussen ass net iwwert d'Institutiounen, mä iwwert d'Politik, déi gemaach gëtt. Politik ass zum Beispill, wann eng staark liberal geprägte Kommissioun Lëtzebuerg usicht, well et iwwert d'Entsenderichtlinn ze vill Soziales erabruecht huet. Politik ass och, wann d'Kommissioun sech systematesch weigert, bei de Services publics ze légiféréieren. Dat huet mam politesche Kräfteverhältnis an Europa ze dinn.

De Vertrag ass u sech keen Text, dee vum Hocker räisst; dat muss ee ganz kloer soen. Formal ass et en Text mat siwen Artikelen, déi bal fir all Artikele vun deenen zwee bestehende Verträg Ännerunge virgesinn. Ännerungen, déi vun héije Fonctionnairen aus Europa an aus de Memberlänner ausgeschafft goufen an a just zwou Sitzunge vun de Ministeren an der sougenannter „Regierungskonferenz" ofgeseent goufen. Dobäi waren dräi Vertrieder vum Europaparlament, awer keng aus den nationale Parlamenter; wat mer sengerzäit staark bedauert hunn.

Dat erkläert och, dass de Vertragstext u sech net liesbar ass. Et huet iwwregens bis de 15. Abrëll 2008 gedauert, bis e konsolidéierten Text offiziell vum Conseil erschéngen ass, deen den 9. Mee am Journal officiel ze liese war. An ech soen der Representatioun vun der Kommissioun Merci, dass se ons dee Journal officiel vum 9. Mee an d'Case geluecht huet. Jiddfereen huet also dee gesamten Text vun 388 Säiten zur Verfügung.

Ech wollt och soen, dass d'Regierung jo och eng ganz flott Broschür iwwert den Traité vu Lissabon gemaach huet, also e bësse Propaganda fir d'Regierung an e bësse Propaganda fir d'Öffentlechkeetsaarbecht vun der Kommissioun zu Lëtzebuerg, där mer och Merci soe fir déi Texter.

De Vertrag vu Lissabon mat alle Virbehalter, déi ech elo virbruecht hunn, ass e wichtegen an en interessante Vertrag. En iwwerhëlt dat meescht - ech ginn hei net op Prozenter an - vun deem, wat de Verfassungsvertrag un Neiem bruecht huet. Déi bestehend Verträg, déi mer elo hunn, ënnert deene mer elo fonctionnéieren, bleiwen also bestoen. Deen Éischte behält den Numm „Traité de l'Union européenne" an deen Zweete gëtt zum „Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne". Exit also den Ausdrock „Communauté européenne", obschonn d'Adjektiv an der Méthode communautaire seng voll Bedeitung behält.

D'Zweedeelung beim Vertrag vu Maastricht an Amsterdam huet dorop berout, dass den éischten Deel déi intergouvernemental Zesummenaarbecht ofgedeckt huet, an den zweeten Deel déi supranational, also communautär Zesummenaarbecht; do, wou d'Memberstate ganz oder deelweis Kompetenzen un d'Europäesch Unioun ofgetratt hunn, fir gemeinsam eng Politik ze definéieren an ze verfollegen.

Wann also nëmme méi vun der Europäescher Unioun geschwat gëtt, heescht dat, dass déi Konstruktioun mat dräi Pilieren, wéi se am Maastricht-Vertrag erfonnt gi war, verschwënnt. Ausser der Aussen- a Sécherheetspolitik an der Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik ginn all déi aner Froen an engem eenzegen institutionelle Kader behandelt.

Bestoe bleift natierlech - dat just zwësche Klammere gesot - „d'Communauté européenne de l'Énergie atomique"; also Euratom. Dee Vertrag soll no engem Wonsch vun Däitschland, Irland an Éisträich an der Deklaratioun 54 duerch eng nei Conférence intergouvernementale iwwerschafft ginn.

Et bleiwen also dräi verschidde Verträg, wann een den Euratom derbäihëlt, mat 37 Protokollen, dat heescht och iwwert den Acquis de Schengen, a 65 Deklaratiounen, déi net bindend sinn awer trotzdeem bei der Interpretatioun vun de Vertäg hëllefe wäerten.

Här President, just fir kuerz dorop zréckzekommen, d'Evénementer vun 2005 souwuel zu Lëtzebuerg wéi soss an Europa hu bewisen, dass vill Onwourechten iwwert d'europäesch Integratioun kolportéiert ginn a vill Onverständnis doriwwer besteet.

Duerfir just dës puer Allgemengheeten.

D'Europäesch Unioun ass e Bündnis vu fräie Länner. All Land ass fräi, an d'Unioun eranzegoen a se ze verloossen. Dat ass e groussen Ënnerscheed zum Beispill mat der Sowjetunioun.

All Land ënnerwerft sech rechtlechen Obligatiounen, well et seng Interessen doranner fënnt. Deen Interessi, dat ass sécher e grousse Bannemaart, deen e grousse Stellewäert huet, staark wirtschaftlech Partner, politesch Stabilitéit a Sécherheet an eng gemeinsam Approche, fir d'Problemer vun haut ze léisen.

All Land behält seng Souveränitéit an trëtt nëmme Kompetenzen un d'Europäesch Unioun of, déi all Memberlänner d'accord sinn ofzetrieden.

Dat Zweckbündnis entwéckelt sech weder zu engem Superstat nach zu de Vereenegte State vun Europa.

Fir dat kloerzestellen, enthält de Vertrag vu Lissabon eng kloer Opdeelung vun de Kompetenzen: Et gëtt der ënnert deene Kompetenzen, déi d'Europäesch Unioun eleng ausübt; et gëtt der, déi se mat de Memberlänner deelt; an et gëtt déi Kompetenzen, déi d'Memberlänner eleng ausüben. Déi dräi Zorte Kompetenze waren och schonn am Verfassungsvertrag dran, fir ebe just kloerzestellen, wie wat an Europa mécht. Derniewent natierlech gëtt et déi ganz spezifesch Kompetenze vun der Aussen- a Sécherheetspolitik an der Koordinatioun vun der Wirtschafts- a Beschäftegungspolitik.

Mat anere Wierder: D'Europäesch Unioun huet nëmmen déi Kompetenzen, déi se duerch eestëmmeg ugeholle Verträg kritt, wat all Dérive ausschléisst, also och all Gespréich iwwer Bréisseler Zentralstat, Superstat a wat een alles dorëmmer huet missen héiere vu vireran ausschléisst. Natierlech muss een och derbäifügen, dass iwwert déi Kloerheet do eraus d'Prinzipië vu Subsidiaritéit a Proportionalitéit zwéngend musse respektéiert ginn.

Eng grouss Erausfuerderung, Här President, déi och schonn an der Diskussioun iwwert de Verfassungsvertrag vir stoung, ass d'Verlaange vu méi Demokratie an Europa. Op deem Plang enthält de Vertrag vu Lissabon dräi grouss Weiderentwécklungen, nämlech eng ausgebauten europäesch Biergerschaft, eng weider Opwäertung vum Europaparlament an eng nei Roll fir d'Nationalparlamenter.

D'europäesch Biergerschaft huet als Objektiv, de Bierger an de Mëttelpunkt vun der europäescher Politik ze stellen. Si ersetzt net déi national Biergerschaft, déi d'Grondlag vun der europäescher Biergerschaft ass. Säit dem Vertrag vu Maastricht huet déi Biergerschaft d'Wahlrecht bei kommunalen an europäesche Wahle comportéiert. Dozou kënnt am Vertrag vu Lissabon en Initiativrecht, fir d'Kommissioun ze bewegen, e Gesetzesprojet virzeleeën.

Et besteet schonn - an dat gëtt weidergefouert -: d'Recht op diplomateschen a konsularesche Schutz an engem Drëttland, wou dem Bierger säi Land net vertrueden ass; d'Recht, Petitiounen un d'Europaparlament ze schécken; den europäeschen Ombudsmann unzeruffen. An dozou gehéiert selbstverständlech dat fundamentaalt Recht, fir fräi ze zirkuléieren.

D'Rechter vun de Bierger stinn an der Charta vun de Grondrechter. Dës Charta ass bekanntlech net méi am Vertrag dran, mä si gëtt am Artikel 6 vum Traité de l'Union européenne als bindend unerkannt, wouduerch se déiselwecht rechtlech Valeur kritt wéi e Vertrag.

Iwwert d'Grondrechtecharta hu Groussbritannien a Polen e Protokoll 9 krut, deen am Fong geholl datselwecht widderhëlt, wat schonns an der Charta an an den Explikatiounen zur Charta steet a wat an der Charta, wéi se am Verfassungstext dra war, och répétéiert ginn ass, nämlech dass d'Charta der Europäescher Unioun keng nei Kompetenze gëtt. D'Charta huet Effeten op d'europäesch Institutiounen an op d'Regierungen, wa se europäescht Recht applizéieren.

Natierlech ass et eng spannend Fro, Här President, fir ze wësse wat geschitt, wann et zum Beispill Affäre beim Europäesche Geriichtshaff gëtt, an deene Bierger aus deenen zwee Opt-out-Länner mat implizéiert sinn. Ech menge schonn, dass zimlech Onkloerheet besteet iwwert d'Konsequenz vun deem Protokoll an der Netparticipatioun vu Groussbritannien a Polen un der Charta.

Natierlech - just fir dat ze soen - ass et ëmmer bedauerlech, wann d'Politik keng kloer Wierder schwätzt, well et dann d'Geriichter sinn, an dësem Fall den Europäesche Geriichtshaff, déi d'Politik festleeën. An dat ass natierlech fir d'Politiker net dat Gielt vum Ee.

Wichteg - dat wëll ech och nach ënnersträichen - ass, dass d'Europäesch Unioun der Europäescher Mënscherechtskonventioun bäitriede wëllt. Domat akzeptéiert si fir d'éischt en externe Contrôle iwwer hir Législatioun.

Här President, d'Europaparlament, säit 1979 direkt vun de Bierger gewielt, gëtt duerch de Vertrag vu Lissabon weider a staark opgewäert. De legislative System vun der Europäescher Unioun gëtt méi kloer doduerch, dass d'Codécisioun zur normaler gesetzgeberescher Prozedur gëtt an d'Europaparlament als Matgesetzgeber op déiselwecht Héicht kënnt wéi de Ministerrot.

D'Europaparlament schwätzt also an der meeschter Gesetzgebung mat, kritt och nach weider Pouvoiren a Budgetsfroen a wielt de President vun der Kommissioun. An der Aussen- a Sécherheetspolitik muss d'Europaparlament informéiert a consultéiert ginn.

D'Zuel vun den Europadeputéierten, wéi Der jo wësst, gëtt op 751 limitéiert - eng Zuel, déi jo héchstwahrscheinlech an zéng, 20 Joer kee méi kann erklären; firwat just 751. Et ass eng Zuel, déi aus engem vun deenen typesch europäeschen Händel entstanen ass. Ech ginn net dorop am Detail an, mä wichteg fir Lëtzebuerg ass et, dass den ënneschte Seuil bei sechs läit, also d'Representatioun vu Lëtzebuerg garantéiert.

Mä virun allem perséinlech ass et wichteg, dass Lëtzebuerg dat Bescht aus deene sechs mécht. Et ass also net d'Quantitéit, déi wichteg ass, et ass d'Qualitéit vun deene sechs, déi wichteg ass.

Ech wëll awer och derbäifügen, dass d'Europaparlament a sengem Avis zu deem Vertrag an engem Saz esou bäileefeg gesot huet, dee Seuil minimal vu sechs géif „à terme" - zwësche Guillemeten - problematesch ginn. Wat et genee domat mengt, hunn ech eigentlech net verstanen.

Här President, déi nei Roll vun den nationale Parlamenter ass e weideren Aspekt vun der Demokratiséierung vun der Unioun. Den Artikel 12 vum Traité de l'Union européenne seet, dass si aktiv un deem gudde Fonctionnement vun der Europäescher Unioun deelhuelen. D'COSAC, hir Organisatioun op europäeschem Plang - wou mer jo och dann herno de President vun onser Delegatioun wäerten héieren iwwert déi spannend Froen, déi sech do stellen -, steet am Protokoll 1 iwwert d'Roll vun den nationale Parlamenter. De Protokoll 2 beschreift d'Prozedure fir d'Kontroll vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit.

Et gëtt, wéi Der wësst, déi giel, déi orange an déi rout Kaart.

D'giel Kaart gëtt et, wann op d'mannst een Drëttel vun de Stëmme vun den nationale Parlamenter der Meenung ass, e Projet vun der Kommissioun géif dem Prinzip vun der Subsidiaritéit net entspriechen. Da muss d'Kommissioun hire Projet réexaminéieren.

D'orange Kaart gëtt et, wann d'Halschent vun den nationale Parlamenter der Meenung ass, dass d'Subsidiaritéit net respektéiert gëtt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Da muss d'Kommissioun hiren Text réexaminéieren an en Avis motivé schreiwen, wa se hiren Text wëllt bäibehalen.

D'rout Kaart besteet doran, dass en nationaalt Parlament iwwer seng Regierung beim Europäesche Geriichtshaff wéinst der Subsidiaritéit kloe kann.

Mir wëssen all ëm d'Schwieregkeet, fir dat eminent politescht Konzept vun der Subsidiaritéit ze definéieren. Déi Simulatiounen, déi d'Chamber säit enger Partie Jore matgemaach huet, hu gewisen, wéi schwéier et ass, schnell - dat heescht innerhalb vun aacht Wochen - europäesch Propositiounen ze analyséieren engersäits, an anerersäits d'Applikatioun vum Subsidiaritéitsprinzip ze argumentéieren.

Déi zwee Protokoller iwwert d'national Parlamenter mussen elo mat Liewe gefëllt ginn. Si däerfe virun allem net als Waff géint d'Europäesch Unioun gekuckt ginn, wéi dat a verschiddene Länner gesi gëtt.

All Parlament muss sech zudeem och nach d'Mëttele ginn, fir déi Protokoller ze applizéieren. Mir brauchen dobäi sécher eng Zesummenaarbecht mat der Regierung. Duerfir wëlle mer déi Zesummenaarbecht an engem Protokoll formaliséieren, deen an onst Reglement ageschriwwe gëtt. Iwwregens läit dee Protokoll scho länger Zäit bei der Regierung, an ech géif hei en Appel un d'Regierung maachen, fir dass mer dee Protokoll esou séier wéi méiglech erëmkréien.

Här President, et geet net drëm - dat wëll ech awer hei nach eng Kéier kloer soen -, eng drëtt Chamber - e Senat oder eng Assemblée vun den nationale Parlamenter - opzebauen. Et gëtt ëmmer erëm versicht, fir op dee Wee ze goen. D'Chamber refuséiert dat systematesch, well mir menge mir hätte genuch Institutiounen an Europa, wou och national Deputéierte sech kënnen ausdrécken.

D'Parlamenter solle vis-à-vis vun hire Regierungen hir Verantwortung huelen, hir Regierung kontrolléieren, öffentlech an an de Kommissioune mat hir iwwer europäesch Gesetzgebung an engem fréie Stadium diskutéieren. Dat ass eng demokratesch Kontroll an dat ass och eng Stäip fir d'Regierung, wa se an europäeschen Dossieren d'Lëtzebuerger Interesse mam Parlament am Réck verdeedegt.

Här President, e wichtegen Aspekt vum Vertrag sinn déi institutionell Ännerungen. Si betreffen an der Haaptsaach den Europäesche Rot, d'Kommissioun an, wéi schonns gesot, d'Europaparlament an d'Nationalparlament.

Den Europäesche Rot gëtt eng eegestänneg Institutioun, wat e bis elo net war. E kritt e President fir 30 Méint, deen erneiert ka ginn an dee vum Conseil européen gewielt gëtt, ouni dass d'Europaparlament zum Beispill matschwätzt. Hien ersetzt d'Présidence tournante op deem Niveau. D'Fonctioun ass inkompatibel mat där vum Premierminister oder Chef d'État. De President representéiert d'Europäesch Unioun no baussen, preparéiert d'Sitzunge vum Conseil européen an assuréiert de Suivi vun den Décisiounen. Wéi déi nei Fonctioun sech vis-à-vis vum President vun der Kommissioun a vum Haut Représentant fir d'Aussepolitik artikuléiere wäert, muss nach gesi ginn.

Eng aner Fro, wéi zum Beispill am Conseil des ministres ofgestëmmt gëtt, war a bleift eng kruzial, well se d'Muechtverhältnisser an der Europäescher Unioun reproduzéiert a festleet.

Déi duebel Majoritéit huet sech duerchgesat mat 55% vun de Staten a 60% vun der Bevölkerung, an dat vun 2014 un an a munche Fäll eréischt vun 2017 un.

Dat Gezécks mécht natierlech déi ganz Aarbecht, fir d'Prozesser méi kloer a verständlech ze maachen, manner evident. Ech erspueren Iech hei déi ausgeklügelt a fir en normale Bierger bal net novollzéibar Kompromisser, déi a leschter Minutt vun der Regierungskonferenz mat Polen ausgehandelt hu misse ginn.

Dozou kënnt, dass 44 nei Gebidder festgehale goufen, déi mat qualifizéierter Majoritéit behandelt ginn, während d'Eestëmmegkeet an 72 Fäll bestoe bleift.

Wat d'Verständnis no bausse vum Conseil och nach méi kloer mécht, also vun deem legislativen Organ - wann et dann als legislatiivt Organ tagt -, dat ass d'Obligatioun fir öffentlech ze tagen, wann en als Chamber fonctionnéiert.

Dat ass eng Reminiszenz vum Konvent, wëll ech hei och nach umierken, dee virgeschloen hat, fir d'Gesetzgebung op deem Niveau en eegene legislative Conseil ze schafen, wou also déi fir Législatioun spezialiséiert Ministeren da kéinten tagen.

Et gëtt am Vertrag vu Lissabon en autonome Conseil Affaires étrangères geschaf, dee vum Haut Représentant presidéiert gëtt, wou also d'Rotatioun vun der Présidence net méi spille wäert, am Géigendeel zum Conseil Affaires générales. D'Présidence selwer gëtt an Zukunft entspriechend der Deklaratioun Nummer 9 vun Equipë vun dräi Länner assuréiert.

Wat den Haut Représentant ugeet, also den Ausseminister, wéi en am Verfassungsvertrag geheescht huet a wéi en am Vertrag vu Lissabon net huet däerfen heeschen, esou ass dat de Mann oder d'Fra vum Conseil européen, deen en nennt, mam Accord vum President vun der Kommissioun, well e jo Vizepresident vun der Kommissioun gëtt an och vum Europaparlament bei der Investitur vun der Kommissioun muss bestätegt ginn. Wéi elo den Haut Représentant an de President vum Europäesche Rot mateneen auskommen, ass sécher och an europäesche Kreesser amgaangen intensiv diskutéiert ze ginn.

E Wuert nach zur Kommissioun, Här President. Haut an och nach 2009 ass all Land an der Kommissioun vertrueden. 2014 soll dann d'Zuel vun de Commissairen op zwee Drëttel vun de Memberlänner reduzéiert ginn. Duerno bestëmmt eng gläich Rotatioun d'Länner, déi e Commissaire zegutt hunn. All Land ass da vun dräi Kommissiounen an enger net derbäi. Ob dat reibungslos iwwert d'Bühn geet, muss hei och d'Zukunft weisen.

Wat d'Inhalter vun den eenzelne Politikberäicher ugeet, sou gëtt et wéineg Neies, ausser an der Aussen- a besonnesch Sécherheetspolitik an um Gebitt vun der Fräiheet, Sécherheet a Gerechtegkeet. Wat dëst lescht Gebitt ugeet, gëtt dofir déi normal legislativ Prozedur mat qualifizéierter Majoritéit agefouert.

Well dat awer e Gebitt ass, wou d'Memberlänner besonnesch op hir Souveränitéit halen, gëtt et zousätzlech Bremsen. Zum Beispill kann do e Véierel amplaz en Drëttel vun den Nationalparlamenter d'Alerte précoce en matière vu Subsidiaritéit aktivéieren.

Mä et bleift, dass Asyl an Awanderung, Visapolitik a Grenzkontrollen als gemeinsam Politikberäicher unerkannt ginn. D'zivilrechtlech Zesummenaarbecht gëtt ausgebaut. An der strofrechtlecher Zesummenaarbecht gëtt déi gewéinlech Gesetzgebungsprozedur agefouert.

Et gouf bei de Verhandlungen zum Vertrag grouss Resistenzen, besonnesch vu Groussbritannien a vu Polen, déi an engem Protokoll 21 hiren „opt-out" unerkannt kruten, wourop Lëtzebuerg eng Deklaratioun 26 aschreiwe gelooss huet. Dës gëtt onsem

Land Instrumenter an d'Hand fir géint eventuell Konkurrenzverzerrungen zwëschent de Bankeplaze London a Lëtzebuerg virzegoen, sollt dann deen „opt-out" onsen englesche Frënn en Avantage ginn.

Et ass interessant drop hinzeweisen, dass Groussbritannien en „opt-out" am heitegen drëtte Pilier huet, esou wéi Irland an Dänemark. Déi zwee Protokoller iwwer Groussbritannien an Irland bestätegen deen „opt-out" wéi och dee vum Acquis Schengen a vun der Zesummenaarbecht vun der Police an der Justiz. A Schengen bedeelege Groussbritannien, Polen an Irland sech au cas par cas.

Här President, ons Kommissioun huet sech niewent deenen institutionelle Froen och mat e puer spezifesche Froen ofginn. Et sinn zum Beispill Froen, wou an der Regierungskonferenz deene méi europaskeptesche Länner Konzessioune gemaach gi sinn. Ech hu schonns vun der Grondrechtecharta geschwat, déi net méi am Vertrag figuréiert.

Datselwecht gëllt fir d'Symboler vun der Europäescher Unioun: de Fuendel, d'Europahymn, den Euro, d'Devise „Uni dans la diversité" an den Europadag. Si sinn aus dem Vertrag eliminéiert ginn, obschonn oder sécher, well se éischter eng Identifikatioun mat Europa erlaben, wéi déi komplizéiert Institutiounen. Et ass gutt dofir, dass Lëtzebuerg ënnert deene 16 Länner ass, déi d'Deklaratioun 52 matdroen, fir déi Symboler bei sech ze applizéieren.

Da gëtt et Froe wou d'Bierger Erwaardungen un d'Europäesch Unioun hunn, déi se net oder nëmmen zum Deel erfëlle kann.

Klimaschutz an Energieversuergung sinn esou Froen, wou et normal wär, dass d'Länner méi enk zesummeschaffen. Esou kloer ass dat net. Et gëtt wuel e klore Beschloss vum Europäesche Rot vum Mäerz 2007 fir bis 2020 20% CO_2-Emissiounen anzespueren, mä d'Mëttelen duerfir mussen am Kader och vun de Kompetenze vun der Europäescher Unioun festgeluecht ginn. Och wann en neien Artikel 194 am Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne eng legal Grondlag fir eng nohalteg Energiepolitik schaaft, da bleift dat sous réserve, dass national Interesse gewahrt bleiwen.

Och am Sozialen hunn d'Mënschen an Europa grouss Erwaardungen. Weder am Verfassungsvertrag nach am Vertrag vu Lissabon, dat musse mer elo ganz kloer gesinn, gëtt et aschneidend Ännerungen, dat heescht nei Kompetenze vun der Europäescher Unioun an deem Beräich. Et gëtt wuel allgemeng Prinzipien, déi méi staark betount ginn.

Esou ass d'Solidaritéit am Artikel 2 vum Traité de l'Union européenne, de soziale Fortschrëtt am Artikel 3 vun deemselwechten, d'Verbindlechkeet vun der Grondrechtecharta am Artikel 6 festgehalen; hunn domat eng Auswierkung op d'Gesetzgebung, grad wéi déi transversal Klausel am Artikel 9. De Vertrag betount och déi wichteg Roll vun de Sozialpartner an enthält en Artikel 152 iwwert de Sommet social tripartite.

Et gëtt och am Artikel 14 am Traité sur le fonctionnement de l'Union eng nei Basis fir d'Services d'intérêt général. Dozou gehéiert och de Protokoll 26. De Lëtzebuerger Conseil économique et social huet dozou ee gudden Avis zesumme mat auslänneschen Experte geschriwwen. E seet, dass opgrond vun deem neie Vertrag eng Gesetzgebung iwwert d'Services d'intérêt général muss entstoen, fir déi endlech an dem europäesche Bannemaart ofzesécheren.

Déi wichteg Artikelen, déi ech elo zitéiert hunn am soziale Beräich, och fir d'Services d'intérêt général, verhënneren net, dass d'Logik vun der Europäescher Unioun staark duerch d'Exigenze vum Bannemaart bestëmmt gëtt. Mir wëssen, dass besonnesch am soziale Beräich e grousse Problem besteet. All Land huet seng sozial Standarden. Déi eng, déi héijer hunn, wëlle se halen, well dat en Acquis social ass, an déi aner, déi méi niddreger hunn, mengen doduerch e Konkurrenzavantage ze hunn. Virun allem wëllt kee Land seng fundamental sozial Aufgaben opginn.

Derbäi kënnt, dass den Instrumentarium, fir am Bannemaart Sozialpolitik ze maachen, gär a Konflikt mat der Konkurrenzpolitik kënnt. Da mécht de Geriichtshaff Politik, well d'Politik se selwer net fäerdeg bréngt.

Dräi Arrêtë vum Geriichtshaff - d'Arrêts Laval, Viking a Rüffert - hu wichteg Décisioune getraff, déi - wéi Der jo wësst - d'Gewerkschaften an Oprou bruecht hunn. Och Lëtzebuerg ass am Collimateur vun der Kommissioun, déi e Recours géint onst Land beim Geriichtshaff agereecht huet wéinst angeblech falscher Transpositioun vun der Entsenderichtlinn, dat heescht vun der Direktiv, déi d'sozial Konditioune festleet, déi e Betrib muss respektéieren, wann e Leit fir ze schaffen op Lëtzebuerg schéckt.

Dëst ass eng schwiereg Affär, déi grouss Konsequenze fir Lëtzebuerg kann hunn. Mir wëllen déi Arrêten an der Kommissioun eng Kéier kucken. Awer elo scho kann een zréckbehalen, dass déi Kommissioun, déi elo a Fonctioun ass, eng extrem liberal Astellung huet, an de Perimeter vum soziale Schutz, dee Lëtzebuerg a senger Transpositioun vun der Direktiv Détachement wollt bei sech applizéieren, reduzéiere wëllt. Dat ass eng héich politesch Affär, wou mer och als Parlament eng Positioun zugonschte vum sozialen Europa mussen anhuelen.

Här President, eng weider wichteg Fro, déi iwwert de Vertrag an de kommende Joren op ons duerkënnt, ass d'Coopération structurée permanente a Verdeedegungsfroen, wéi se am Artikel 42.6 vum Traité vun der Unioun formuléiert gëtt. Laut deem Artikel sollen déi Länner, déi am Opbau vu militäresche Capacitéite méi wäit wëlle goen, dat a Form vun esou enger strukturéierter Zesummenaarbecht kënne maachen.

Mir hunn iwwert d'Perspektive vun där Dispositioun fir Lëtzebuerg schonns mam Verdeedegungsminister an onser Kommissioun diskutéiert. Mir waren ons eens, dass Lëtzebuerg, dat elo ëm 0,4% vu sengem PIB fir militäresch Aufgaben ausgëtt, ausser deenen Efforten, déi et elo mécht, et schwiereg huet, weider Ustrengunge maachen ze kënnen. Mä Lëtzebuerg huet ëmmer bei neien Erausfuerderungen an Europa matgemaach. Duerfir sinn ech iwwerzeegt, dass d'Regierung no Weeër sicht, wéi se un esou enger Kooperatioun deelhuele kann, wa se dann zustane kéim.

Weider Froen, déi mer an onsem Rapport behandelt hunn - ech zitéieren et just ganz kuerz -, betreffen d'Gläichheet vu Mann a Fra, de Schutz vu perséinlechen Daten, d'Vereinfachung vun der Prozedur, fir Verträg ze refuséieren, an d'Fro vun de Bezéiungen zwëschent den Institutiounen.

Dat waren, Här President - ech si bal zum Schluss -, déi Explikatiounen, déi ech am Numm vun der zoustänneger Kommissioun hei wollt ofginn.

Ofschléissend dräi kuerz Bemierkungen.

Éischtens, d'europäesch Integratioun ass den Nährbuedem vum moderne Lëtzebuerg. Duerfir solle mer déi Integratioun positiv gesinn an ëmmer bedenken, wat mer där Integratioun verdanken: Fridde mat onse groussen Noperen; en oppene Maart fir ons Betriber; fräi Bewegung; vill Kontakter; Moderniséierung.

Dat verhënnert awer net, dass ee kritesch mat eenzelne Politikberäicher ass a muss sinn. Europa ass e politescht Feld, mat politesche Familljen an ënnerschiddleche Standpunkten. Mä grad wéi mer ons national Demokratie net all Kéiers a Fro stellen, wa mer e politesche Problem hunn, soll an däerf een Europa net all Kéiers fundamental a Fro stellen, wann ee mat eppes net d'accord ass. Mat anere Wierder: D'Europäesch Unioun soll als eng permanent an integréiert Dimensioun vun onsem politesche Liewe respektéiert a praktizéiert ginn.

Déi zweet Bemierkung: Lëtzebuerg - seng Politik, seng Öffentlechkeet - muss sech weider staark an Europa engagéieren. Europa ass dat, wat d'Länner doraus maachen. Mir mussen also an Europa present sinn, matmaachen, wou mer kënnen, mat de beschte Leit. Dat ass ons bis elo exzellent réusséiert. Mir mussen och an Zukunft déi bescht Europadeputéierten, déi bescht Commissairen, déi bescht Riichteren a soss Vertrieder an den Institutiounen hunn. Nëmmen esou gëtt et ons an Europa a ginn ons spezifesch Interessen och an Europa respektéiert.

An drëttens, Här President: Ech maachen en Appel un d'Chamber selwer, un all eenzelnen Deputéierten, sech senger Responsabilitéit dobäi bewosst ze sinn, wann et drëm geet, ons Plaz an onsen Asaz an Europa ze garantéieren.

Domat, Här President, bieden ech d'Chamber am Numm vun der zoustänneger Aussen- an Europakommissioun, de Vertrag vu Lissabon ze ratifizéieren. Meng Fraktioun wäert selbstverständlech deem Wonsch vun der Kommissioun follegen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kéint ee bal soen: „Here we go again." Awer nëmme bal.

Dräi Joer nodeems mer probéiert hunn, Europa eng Verfassung ze ginn, soll et elo en ëmfaassende Reformvertrag kréien. Deen Text heescht elo vill manner emotiounsgelueden „Vertrag vu Lissabon"; esou wéi et virdrun den Traité vu Roum, dee vu Maastricht, dee vun Amsterdam an dee vun Nice gouf. D'Nimm vun de Stied änneren, den Inhalt vum Traité och, mä de symboleschen Niveau vun enger Verfassung erreecht en net. Ech mengen, datt ech am Numm vun eis bal alleguer heibanne schwätzen, wann ech soen: Dat ass schued. Et ass awer nun emol esou.

Ech wëll net d'Geschicht vun deem Vertrag, dee mer haut wëlle ratifizéieren, an allen Etappe retracéieren. Dat huet de Rapporteur scho gemaach, deem ech fir seng exzellent Aarbecht an Ausféierungen elo just och op der Tribün wëll Merci soen. Ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, am Numm vu menger Fraktioun dem Ben Fayot e grousse Merci ze soe fir deen Engagement an déi Kompetenz, mat deenen hien iwwert déi ganz Joren all europäesch Dossiere begleet huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech brauch duerfir och net méi den Detail vun deenen inhaltlechen Explikatioune vum Ben Fayot ze widderhuelen. Hien huet dat äussert exhaustiv alles duergeluecht, wat de Reformvertrag vu Lissabon ass a wat hie mat der Unioun mécht. Erlaabt mer, datt ech just kuerz op d'Historie vun dësem Dokument zréckblécken, wat mer virleien hunn, ier ech dann eng Rei vun Aspekter dovunner méi ausféierlech beliichten, déi mir a menger Fraktioun wichteg erschéngen.

Dee konstitutionellen Élan fir Europa ass am Fréijoer 2005 brutal gebrach ginn. Annerhalleft Joer laang hat e Verfassungskonvent un engem Text getüftelt, deen d'Europäesch Unioun sollt iwwert de Stadium vun enger Vertragsgemeinschaft eraushiewen an hir de Status vun engem zimlech federal verfaasste politesche Wiese ginn. Iwwer 200 Vertrieder vun 28 Staten hate sech tëschent Februar 2002 a Juli 2003 op en Text eens gemaach, deen als Verfassung fir Europa kloer liesbar an novollzéibar war. Dat war en heroescht Stéck Aarbecht, eenzegaarteg a senger Déift, Breet an inhaltlecher Innovatioun.

Déi Verfassung, déi am Summer 2003 um Dësch louch, huet a Buchform an eng Paltongstäsch gepasst. Genee dat muss ee sech vun engem Dokument mat konstitutioneller Ambitioun am Fong erwaarden.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Eng Verfassung ass kee Wahlprogramm a si ass keng Codificatioun vu geltendem Recht. Eng Verfassung ass e Kader fir institutionell a rechtlech Grondlagen, op deenen eng verfaassten Entitéit fousst. Leider sollt se dat handlecht Format, dat de Konvent fir se wollt, net behalen. Dorunner ass se menger Meenung no leschtenenns och gescheitert.

Während där Regierungskonferenz, déi nom Konvent de Verfassungsprojet op de Métier geholl huet, ass nämlech d'Perspektiv entstanen, de Verfassungstext ëm d'Substanz vun deene bestehenden europäesche Verträg unzeräicheren. Dat war am Fong keng schlecht Iddi. Si huet erlaabt, déi al Verträg vu Roum bis Nice ze duerchforsten an hir materiell Dispositiounen a méi schlanker Form ze bündelen.

Leider ass dës juristesch luewenswäert Démarche drop erausgelaf, datt an der öffentlecher Debatt iwwer Europa, déi mer 2004 an 2005 kannt hunn, op eemol virun allem iwwer Saache geschwat gouf, déi laang a geltendem Recht formuléiert an a Kraaft waren. A Frankräich, Holland an och hei zu Lëtzebuerg hu mer eng Verfassungsdebatt gefouert, déi net vill mat Symbolik, Institutiounen oder neien Décisiounsmechanismen ze dinn hat, mä virun allem mat vermeintlechem wirtschaftlechem Liberalismus, Militarismus a soss -ismen, déi a groussen Deeler vun der Gesellschaft op Oflehnung gestouss sinn.

Am Fong hu mer also iwwert d'Verträg vu Roum a vu Maastricht geschwat, iwwert den Acte unique, mä net iwwert d'Verfassung. Well déi europäesch organiséiert sozial Maartwirtschaft, d'Konkurrenzrecht, d'Awanderung an esou virun, dat alles hate mer jo schonn. Mir hunn et nach. Dat ass och gutt esou, well mer all dat brauchen. Esou si mir am politesche Mainstream, an zwar zënter dem Ufank vun de 50er Jore vum leschte Jorhonnert.

D'Bierger hunn awer, incitéiert duerch eng Campagne fir den Neen zur Verfassung, an enger grousser Proportioun net dat neit Europa vun der Constitutioun a Fro gestallt, mä déi al Wirtschaftsgemeinschaft an d'Unioun vu Maastricht. A Frankräich an an Holland hunn eng Majoritéit vun de Wieler sech géint d'Verfassung ausgeschwat, well se d'Uniounspolitike rekapituléiert huet. Zu Lëtzebuerg hu mer et gepackt, 56,5% u positive Stëmme fir d'Verfassung ze erreechen. Mä och dësen zweete Jo-Referendum, no deem spueneschen, konnt net méi verhënneren, datt d'Verfassung als solch verluer war.

Déi Staten an der Unioun, deenen hir Parlamenter dem Text skeptesch géintiwwerstoungen, hu vun deenen negative Referendumsresultater a Frankräich an Holland profitéiert, fir hir eegen Décisiounen op Äis ze leeën.

De Ratifikatiounsprozess war domat gescheitert. Et war am Fong gelungen. D'Bierger hunn a Referende géint e liberaalt Europa gestëmmt, wat op engem funktionéierendem fräie Bannemaart berout, an am Fong net géint déi 114 Artikele vun der eegentlecher europäescher Verfassung.

Déi staatlech Ratifikatiounsskepsis, besonnesch a Groussbritannien an a verschiddene mëtteleuropäesche Staten, war genee géint déi Verfassung geriicht; dës State wollten eben net iwwert d'Maarteuropa erausgoen, dat mer a senge groussen Zich zënter 1957 kennen, mä dat d'Leit net schrecklech gär hunn. D'Erwaardungen un Europa, jee nodeems ob ee mat senge Bierger oder verschiddene vu senge Regierungen a Parlamenter schwätzt, sinn zäitweis zimlech verschidden.

D'Regierungskonferenz nom Scheitere vun der Verfassung, a schliesslech den Europäesche Rot am Oktober 2007 hunn no enger Period vun neier Reflexioun en Text preparéiert an adoptéiert, deen déi konstitutionell Ambitioune fale gelooss huet. Dat huet virun allem dee Virdeel, datt et net méi esou kléngt, wéi wann een esou en Dokument misst dem Vollek zur Ofstëmmung virleeën. Déi symbolesch Elementer vun der Verfassung si fort, d'Unioun kritt kee Fändel, keng Hymn a keng Devise, zumindest net am Vertrag.

Déi europäesch Gesetzer sollen net Gesetzer heeschen, mä weider ebe Reglementer an Direktiven. Den Ausseminister gëtt net Minister genannt, mä och an Zukunft Héije Vertrieder. D'Primat vum europäesche Recht iwwert dat nationaalt gëtt net formell consacréiert, woubäi sech awer näischt drun ännert, datt et souwisou dat Primat gëtt.

D'Charta vun de Grondrechter gëtt net méi Deel vum Basistext, mä et gëtt just nach op si als sonnert Dokument verwisen. An natierlech kennt deen neien Text keng Referenz méi op iergendeppes Konstitutionelles. Esou ass et sënngeméiss datselwecht, wat och am Verfassungsvertrag virgesi war. Dat ass och gutt esou an néideg, wann den Traité vu Lissabon soll säin Zweck erfëllen.

Här President, d'Haaptzil vun der Verfassung war, déi Europäesch Unioun handlungsfäeg ze halen, och wa se 20, 25, 30 a méi Memberen hätt. Dësen Text gouf ausgeschafft während de Bäitrëttsverhandlunge mat deene Staten, déi 2004 an 2007 der Unioun bäigetruede sinn; zwielef un der Zuel. 2004 an 2007 gouf d'Memberszuel vun der Unioun bal verduebelt. Datt déi al Institutiounen an d'Décisiounsmechanismen dat net méi packen, misst am Fong aliichten.

Deemno huet virum Bäitrëtt vun dësen zwielef neie Memberstaten - an deenen, déi an Zukunft nach ze kommen hunn - eng Institutiounsreform misse geplangt ginn, fir datt d'Unioun géigeniwwer hiren neie Memberstaten opnahmfäeg sollt ginn a bleiwen. Déi Démarche huet eng konstitutionell Dynamik entwéckelt an déi Dynamik huet sech nees ausgelaf.

Den Challenge ass awer bliwwen. Et muss geléngen d'Unioun esou ëmzebauen, datt se no bannen an no baussen och mat 30 a méi Membere ka fonctionnéieren a wierken. Deem Challenge begéint elo, effikass, wéi ech mengen, de Reformvertrag vu Lissabon, deen déi wesentlech Dispositioune vum Verfassungsvertrag iwwerholl huet.

De Reformvertrag vu Lissabon an de Verfassungsvertrag sinn zu 95% deckungsgläich. Esou wéi och d'Chamber et während

der Bedenkzäit tëschent Summer 2005 an 2007 gefuerdert huet a wéi déi Lëtzebuerger Politik insgesamt an hirer iwwergrousser Majoritéit et wollt. Datt et esou gaangen ass, wéi mir eis dat gewënscht hunn, ass sécherlech op wesentlech Manéier drop zréckzeféieren, datt déi, déi fir eis verhandelt hunn, un hirer Spëtzt de Statsminister Jean-Claude Juncker, dat mat Gescheck an Erfolleg gemaach hunn. Ech wëll hinnen am Numm vun der CSV-Fraktioun fir d'Resultat vun de Verhandlungen am Hierscht 2007 félicitéieren.

Leider muss een awer zu dësem Moment vum Ratifikatiounsprozess nach e Bémol abauen, wann een iwwert dat schwätzt, wat de Vertrag vu Lissabon da wäert bewierken, wann e bis a Kraaft ass. Mir si jo zënter dem Schock vum Fréijoer 2005 gebrannte Kanner, an do ass elo erëm e Land wat e Referendum muss organiséiere fir den Traité unzehuelen, an dat ass Irland. D'Sondagen erlaben et net, d'Resultat vum 12. Juni op der Grénger Insel hallefweegs sécher ze anticipéieren. Schrecklech vill Leit an Irland, esou e ronne Véirel vun deene Befrotenen, hu sech nach net décidéiert, ob se fir oder géint dee Vertrag wëlle stëmmen.

Wéi dat also a 14 Deeg do ausgeet, kann nach kee mat 100%eger Sécherheet soen. Sollten d'Iren de Vertrag oflehnen - déi hu jo emol schonn esou ähnlech Saachen an der Vergaangenheet gemaach -, dann hu mer nees e Problem, an zwar en zolitten. Dat muss net sinn, mä et ass awer eng Méiglechkeet, déi een net kann ausschléissen.

Aner Länner, an der Mëtt vum Kontinent, hu Schwieregkeete mat der parlamentarescher Ratifikatioun. Ob dee ganze Prozess bis Enn dëses Joers kann ofgeschloss ginn, steet insgesamt nach a Fro. Alles wat ech also elo soen iwwert d'Auswierkunge vum Vertrag, ass mat där Aschränkung opzehuelen, datt seng Ratifikatioun um Dag vun haut nach net total geséchert ass.

Här President, den Traité vu Lissabon suergt derfir, datt d'Institutioune vun der Unioun bis op Weideres kënnen dréien. Et kéint ee behaapten, reng vun der institutioneller Absorptiounscapacitéit hier gekuckt, wier d'Unioun no der Ratifikatioun vun dësem Traité bal onbegrenzt erweiderbar. Allerdéngs wäerte sech do aner Froe stellen.

An dësem Moment gëtt mat Kroatien a mat der Türkei iwwer e Bäitrëtt verhandelt. Aner Staten, um westleche Balkan virun allem, hunn awer och eng Bäitrëttsperspektiv, a State wéi Moldawien, d'Ukraine oder Georgien kréiche gär eng. Elo ass Kroatien wuel kee gréisseren Drama. Dat ass en alen europäesche Stat mat fënnef Millioune Leit, deen och vill, wéi soll ech soen, Uniounsvacancierë kennen, well Kroatien sech bal iwwert déi ganz Küst vum ale Jugoslawien erstreckt, wou d'Europäer aus alle Länner schonn emol hire Summer verbruecht hunn. Kroatien stellt weder prinzipiell nach konkret en Opnahmeproblem duer.

Bei der Türkei ass dat anescht. Et ass bekannt, datt wuel eng zimlech däitlech Majoritéit vun den aktuellen Uniounsbierger am Fong dee Bäitrëtt vun der Türkei net wëllen. D'Türkei géif dee gréisste Memberstat. Sollt se 2020, 2025 Member ginn, hätt se wuel ëm déi 90 Milliounen Awunner, méi also wéi Däitschland. Hiren europäesche Charakter gëtt vu villen, och an der Politik, a Fro gestallt. Hir Populatioun gehéiert am Allgemengen dem Islam un. De Bäitrëtt vun der Türkei wier deemno en totalen Novum um Niveau vun der Relioun, well d'Unioun bis elo zwar net aus chrëschtleche Staten - e Stat huet jo keng Relioun -, mä aus State besteet, deenen hir Awunner an hirer iwwergrousser Majoritéit Chrëschte sinn.

Wéi och ëmmer: Dee Bäitrëtt ass problematesch a bleift et. Dee vun Albanien, Bosnien-Herzegowina a Mazedonien géif et wuel net manner, aus anere Grënn zwar, mä ëmmerhin. An iwwer Serbien an de Kosovo wäert een och missen nodenken, woubäi dat e ganz quokelegen Denkprozess wäert ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Mosar, ech sinn domat net d'accord!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, all dëst huet mam Ratifikatiounsprozess vum Vertrag vu Lissabon net direkt eppes ze dinn. Allerdéngs musse mer wëssen, datt säin Akraafttrieden natierlech wäert nei Erwaardunge waakreg maachen an datt dës Erwaardunge wäerten héich sinn. Bannent der Unioun - dorop kommen ech direkt -, mä och baussent der Unioun, fir kënnen eranzekommen.

Et wier an deem Kontext net hëllefräich, datt weider Bäitrëtter zur Unioun engem Referendum géifen ënnerworf ginn. A Frankräich war esou eng Démarche ënnert dem Jacques Chirac souguer an d'Verfassung geschriwwe ginn, och wann déi Dispositioun elo nees verschwënnt. Et muss een oppassen, wat déi Unioun, déi sech mam Vertrag vu Lissabon esou lues nees selwer fënnt, fir ee Bild hannert hire Grenze géif ofginn, wann negativ national Referenden iwwer nei Memberstate géife stattfannen.

Här President, d'Erwaardunge bannent der Unioun sinn elo, wou et méiglech schéngt, datt d'Verfassungskris definitiv iwwerwonne gëtt, inhaltlech héich. D'Bierger erwaarde sech, datt Europa sech elo nees mat hinne beschäftegt, nodeems et sech jorelaang mat sech selwer beschäftegt huet. D'Leit an der Unioun hätte gär, datt Europa Äntwerte fënnt op déi brennend Froe vun eiser Zäit. Natierlech huet dat mat Aussen- a Sécherheetspolitik ze dinn; well elo kann een unhuelen, datt d'Europäer frou wieren, wann Europa no bausse géif konsequent mat enger Stëmm schwätzen, déi een dann och besser kéint héieren. Mä et geet wäit iwwert dësen Domän eraus.

Déi institutionell Konsolidéierung vun der Unioun, déi den Traité bewierkt, muss zu enger méi konsistenter Politikgestaltung an der Unioun féieren. Si kritt dofir all Instrumenter, déi se brauch. Eng méi strukturell Présidence vum Europäesche Rot an eng méi laang Présidence vun de Fachministerréit; eng verklengert a gestrafften Europäesch Kommissioun, an där d'Zoustännegkeetsberäicher méi kohärent an iwwergräifend kënnen zougeschnidde ginn; eng vergréissert Responsabilitéit vum Europäesche Parlament duerch déi quasi generell gemeinschaftlech Décisiounsprozedur mam Ministerrot; eng kloer Opdeelung vun de Kompetenzen tëschent der Unioun an hire Memberstaten, inklusiv enger Lëscht vu gemeinsamen Zoustännegkeeten; - alles dat schaaft d'Basis derfir, datt d'Unioun zukünfteg méi effikass a méi effizient hir Politikgestaltung kann an Ugréff huelen.

D'Europäesch Unioun muss wuel an deene Joren, déi kommen, hire politesche Fokus nei ausriichten, wa si wëllt den Uleiesse vun hire Bierger verstäerkt Rechnung droen an hinnen esou méi no kommen. Virun allem an de Beräicher Immigratioun an Energie gëtt sech erhofft, datt Europa besser a méi determinant wéi d'Nationalstate ka Problemstellungen an de Gréff huelen, déi fir Europa op ville Plång problematesch sinn.

Immigratioun, Awanderung: E Sujet, deen d'Europäer all Dag beréiert, well en domat ze dinn huet, wéi se sech an Europa fillen. En huet och domat ze dinn, wéi anerer Europa emfannen. Laang Zäit ass de Begréff vun der Festung Europa duerch d'Landschaft gegeeschtert. Tatsaach ass, datt dëse Begréff seng Rechtfertegung kann hunn an der Aart a Weis, wéi mer mat eisen Nopere méi no a méi wäit ewech ëmgaange sinn an ëmginn.

Mä jenseits vun der Festungsterminologie muss ee feststellen, datt onkontrolléiert Awanderung an d'Unioun och onkontrolléierbar Problemer géif no sech zéien, fir eis a fir déi Leit, déi an d'Unioun wëllen. Dovunner huet keen eppes. Eng balancéiert, eng mënschlech, eng wäertorientéiert Awanderungspolitik fir d'Unioun ass deemno eng vun deene gréissten Erausfuerderungen, där sech reforméiert europäesch Institutioune musse stellen.

Europa bedreift zënter laanger Zäit eng Awanderungspolitik, déi Verschiddener als restriktiv bezeechnen. Dat ass esou an dat muss och esou bleiwen, wa mer wëllen zu enger optimaler Valoriséierung vun den Europäer an hirer potenzieller Aarbechtsleeschtung kommen a gläichzäiteg zu enger optimaler Valoriséierung vun deem, wat d'Leit vun anere Kontinenter kënnen a sollen op anere Kontinenter leeschten.

Mir kënnen d'Paarte vun Europa net einfach esou grouss opspären an oploossen. Wa mer dat géife maachen, dann hätt dat zur Konsequenz, datt kaum ee géif erauslafen, awer schrecklech vill Leit wéilten eran. Leit, deenen hir Aarbechtskraaft, hir Talenter, hir Fäegkeete méi dréngend do gebraucht ginn, wou se géife fortgoen, fir an der Unioun unzekommen.

Dee „brain drain", wéi dat op Englesch heescht, ass eng vun deene gréissten, wann net déi gréisst Bedroung fir d'Entwécklung vu groussen Deeler vun der drëtter Welt. Wann déi bescht Käpp, niewent deene stäerksten Äerm, aus Länner an Afrika wëllen an Europa kommen a bleiwen, da verschwanne gradesou vill Chancen an hiren Heemechtslänner, wéi esou Leit déi Länner a Richtung Europa verloossen.

Den europäeschen Engagement an der Entwécklung, esou wéi et bis haut ass a wéi et muer soll sinn, ass total inkompatibel domat, datt mer an der Unioun ze vill vun deene Leit, déi fir d'Entwécklung bei hinnen doheem kéinte suergen, ophuelen an hire Länner se domadder klauen. Mir hunn eng Responsabilitéit fir déi Deeler vun der Welt, deenen et och duerch historesch Feeler vun den Europäer manner gutt geet wéi eis. Déi Responsabilitéit wouerhuelen heescht, d'Capacitéiten an deene betraffene Länner stäerken, amplaz se ausfränjelen ze loossen, andeem mer esou vill wéi méiglech exzellent Vertrieder vun deene Länner dauerhaft an an un Europa bannen.

D'Europäesch Unioun huet nach ëmmer e substanzielle Chômageproblem. Zwar fält de Chômage tendenziell an der Unioun an an der Eurozon, mä ronn 8% vun de Leit sinn nach ëmmer ouni Aarbecht. An absoluten Zuelen ausgedréckt, ass dat esou, wéi wann ee mëttelgrousst Land an Europa keng Aarbecht hätt. D'Aarbechtsmaartmechanisme fonctionnéieren dofir nom Prinzip vun der communautairer Preferenz, wat bedeit, datt eng Aarbechtsplaz prioritär muss vun engem Bierger vun der Unioun besat ginn, wann där een zur Verfügung steet. Eréischt wa keen Uniounsbierger fonnt ka ginn, deen dem Profil vun der Offer entsprécht, kann en Netuniounsbierger eng Plaz besetzen.

Déi Préférence communautaire gëtt dacks verdäiwelt; meeschtens vu Leit, déi eng Aarbechtsplaz hunn, an nawell keng schlecht, an déi déi Politik kënnen am relative Luxus vun der abstrakter Kontemplatioun betruechten. Mä Dosenden, Milliounen Europäer hu keng Aarbecht. Si hätten awer nawell gär eng, an ech fannen et net anormal, datt bannent der Unioun derfir gesuergt gëtt, datt Uniounsbierger fir d'éischt eng Chance op eng Aarbechtsplaz kréien, ier anerer déiselwecht Plaz däerfe besetzen.

Awanderungspolitik, Grenzsécherungspolitik besser, huet och eppes domat ze dinn, wéi mer verhënneren, datt där Leit an d'Unioun kommen, déi mer awer nu wierklech net bei eis wëllen. Déi oppe Grenzen no banne bedéngen, datt mer déi baussegt Grenze vun der Unioun musse staark iwwerwaachen. Terroristen a Krimineller hunn an der Unioun näischt verluer. Vill sinn der leider schonn hei, nach méi mussen et der net onbedéngt ginn. Duerfir ass de Schutz vun de Baussegrenzen eng virdrénglech Aufgab vun der Europäescher Unioun.

Dës Grenzen däerfen net duerchlässeg gi fir all déi an all dat, wat mer aus Europa wëllen eraushalen. Si mussen awer duerchlässeg bleiwen, Här President, a menger Meenung no méi duerchlässeg gi fir Leit, déi Europa wëlle vu bausse besichen a bereesen. Dat, wat mer dacks Netuniounsbierger zoumudden, just fir eng Vakanz an der Unioun ze verbréngen oder hei eng Konferenz ze besichen, dat ass och net ëmmer ganz evident.

Datt mer Krimineller net wëllen, huet dach näischt domat ze dinn, datt mer ganz normale Visiteure vun der Unioun Visaprozeduren ofverlaangen, déi ganz oft erniddregend sinn. Och hei musse mer nobesseren. Et muss een anere Wee gi wéi dee Wee, dee vill Osteuropäer, Afrikaner, Asiaten a Latäinamerikaner mussen absolvéieren, bis se esou e prezise Visa hunn, fir an d'Unioun dierfen anzereesen.

Natierlech ass dee ganze Fräizügegkeetsan Awanderungskomplex net doduerch méi einfach, datt mer zousätzlech zum Uniounsraum u sech och nach de Schengener Raum hunn, mat eegene Regelen a Mechanismen, déi sech net op déi ganz Unioun applizéieren, mä zum Deel awer doriwwer eraus.

Verschidde Staten huelen un deem Schengener Raum net deel, well se nach net prett sinn dofir. Oder, an dat ass vläicht méi schlëmm, well se net bereet sinn dozou. Witzegerweis - oder éischter onwitzegerweis - ass dat Land, wat am mannste Schengebereetschaft weist, och dat, wat keen Euro wëllt, keng verbindlech Grondrechtecharta a soss nach eng ganz Partie Saachen net, dorënner esou fundamental Niewesächlechkeete wéi Sozialpolitik.

Dat bréngt mech derzou ze fannen, datt et eigentlech op Dauer onerträglech gëtt, datt bei quasi all neiem politeschen Usaz eenzel Länner sech deemselwechte verweigeren. Ob dat Groussbritannien ass, an der Vergaangenheet Polen, Dänemark, soss Protagoniste vun der Euroverweigerung, mir kënnen net an all Éiwegkeet virufueren, en Europa à la carte ze molen.

Dach, mir kënnen, zum Präis da vun ëmmer méi zahlreiche verstäerktene Kooperatiounen, géint déi jo prinzipiell näischt anzewenden ass, mä déi awer op laang Weil derzou féieren, datt et déi eng, déi ganz Europäesch Unioun net méi esou richteg gëtt. Nodeems mer awer grad wëllen e Vertrag ratifizéieren, deen déi ganz Unioun, och als grouss Unioun wëllt handlungsfäeg maachen, schéngt d'Aushielege vun der ganzer Unioun duerch all méiglech „opt-in"en an „opt-out"e mir nu keng ganz gutt Perspektiv.

Am drëtte Pilier gëtt et Méiglechkeete fir esou Optiounen ze huelen. Groussbritannien huet där geholl, wat Lëtzebuerg derzou bruecht huet, mat enger unilateraler Deklaratioun ze äntwerten, well mer soss an deene kommende Joren emol kéinten an e Konkurrenzgewulls kommen, wann et ëm d'Finanzplaz geet.

Besser wier et gewiescht, mir hätten dat net bräichten ze maachen a Groussbritannien hätt sech op normal Manéier um ganzen drëtte Pilier vun der Uniounspolitik bedeelegt. Et wier vläicht un der Zäit, datt d'Brite sech eng Kéier géifen déi Fro stellen, ob se elo an Europa wëlle sinn oder net.

Här President, en anert politescht Thema, op deem Europa vu senge Bierger erwaart gëtt, ass sonner Zweifel dat vun der Energieversuergung. An deene leschte Méint hu mer eng Präisdeierecht beim Pëtrol erlieft, déi een esou zënter Jorzéngten net méi kannt huet. Déi Kéier ass d'Evolutioun wuel keng, déi sech nees ëmdréine léisst. D'Stroumproduktioun gëtt doduerch net méi einfach an de Stroum selwer och méi deier. Allgemeng ass d'Energie amgaang fir d'Persounen an d'Betriber e considérabelen Ausgabeposten ze ginn. Gläichzäiteg ass déi laangfristeg Energieversuergung net ouni Weideres geséchert; alt nees e Bedenkposten, wat d'Präisevolutioun ubelaangt.

Europa ass wuel dee Kontinent, op deem dee meeschten Opwand an déi meeschten Investitiounen zugonschte vun erneierbaren a propperen Energië geleescht ginn. Waasser, Wand, Holz a Sonn gi gradesou als Energiequelle genotzt, wéi mer versichen Autoen och mat Waasserstoff oder Stroum lafen ze loossen. An dach, vum Pëtrol a vum Gas komme mer net ewech. An déi kommen zum gudden Deel net aus der Europäescher Unioun, net emol aus Europa, mä aus Géigenden, mat deene streckeweis konfliktuell Relatiounen existéieren oder déi selwer vu Konflikter geplot sinn. Och dës Onsécherheeten droen derzou bäi, datt d'Präisser klammen an déi verfügbar Quantitéite vu fossilen Energiequellen net op positiv Manéier evoluéieren.

D'Europäesch Unioun ass um Terrain vun der Energieversuergung gefuerdert. Si huet Innovatiounscapacitéiten an der Recherche, fir d'Äntwerten ze fannen, wou et haut nach keng ginn. Si huet d'Produktiounscapacitéiten an der Industrie, fir d'Innovatiounen op d'Fléissbänner ze bréngen an esou am Beräich vun der Mobilitéit notamment de Verbrauch vu fossilen Energiequellen drastesch ze reduzéieren, mat erhiefleche positive Retombéeën zugonschte vum Klimaschutz.

Eng handlungsfäeg Unioun muss d'Energieversuergung fir d'Haushalter, d'Betriber an d'Mobilitéit an deenen nächste Joren zur Prioritéit vun hirer Aktioun erhiewen. Wann dat koordinéiert geschitt, wann déi néideg Synergië queesch iwwer Europa geschafe ginn, wann d'Ressourcë gemeinsam genotzt ginn, dann hu mer all eng reell Perspektiv, fir am Domän vun der energetescher Ofsécherung weltwäit eng unerkannte Pionéierroll ze spillen. Déi Chance ass ze notzen.

Eng modern Energierevolutioun, déi vun der Politik vun der Europäescher Unioun méiglech gemaach gëtt, wier och absolut en neit Element vu kollektivem europäeschem Selbstvertrauen. Dee ganzen Energievolet ass am Fong en Deel vun deem, wat mer dat „soziaalt Europa" nennen; en Europa, wat sech och ëm déi materiell Suerge vu senge Bierger këmmert. Op deem Niveau huet Lëtzebuerg sech ëmmer konsequent agesat a mir sinn ee vun deene Memberstaten, déi e soziaalt Europa prioritär wëllen. Dat bleift esou.

An och wann eng Verfassung oder e Reformvertrag net kann e komplette sozialen Aarbechtsprogramm sinn, esou geet dee virleienden Text dach och bei de soziale Froe méi wäit wéi seng Virgänger. Dat begréisse mer a mir hätte gär, datt et an Zukunft e gutt Stéck méi Soziales an der Unioun géif. Och dat hëlleft, wann et drëms geet, de Bierger ze weisen, datt Europa sech fir si interesséiert.

Här President, de Vertrag vu Lissabon iwwerhëlt och ee Mechanismus aus der Verfassung, mat deem de Respekt vum Prinzip

vun der Subsidiaritéit geséchert soll ginn. Déi national Parlamenter kréien d'Méiglechkeet, all legislativ Initiativ vun der Kommissioun ze préiwen an ze bestëmmen, ob dës Initiativ der subsidiarescher Kompetenzverdeelung an der Unioun entsprécht. Positiv formuléiert beseet dee Subsidiaritéitsprinzip bekanntlech, datt d'Décisioune sollen op deem Niveau geholl ginn, deen am beschten ausstafféiert ass, fir se ze huelen. Ob Nationalstat - eventuell souguer Regioun oder federal Entitéit - oder Europäesch Unioun, dat hänkt also leschtlech dovunner of, wéi een Décisiounsniveau am effikasste ka sinn.

Dëse Kontrollmechanismus erlaabt et an Zukunft den nationale Parlamenter, hir Bedenken zu enger Kommissiounsvirlag auszedrécken, wann den europäeschen Décisiounsniveau net appropriéiert schéngt. An esou engem Fall muss d'Kommissioun hir Propos nach eng Kéier op de Leescht huelen. Een Drëttel vun allen nationale Parlamenter zesumme kënnen am schlëmmste Fall eng Kommissiounspropos carrément stoppen, wa se feststellen, datt dës Propos um falschen Niveau gemaach gëtt, datt hire Géigestand also eng Attributioun vun de Staten an net vun der Unioun ass.

Et ass kloer, Här President, datt esou e Mechanismus d'Roll an d'Bedeitung vun den nationale Parlamenter an der europäescher Politik drastesch steigert. Gläichzäiteg - an ech widderhuelen elo e bëssen dat, wat virdrun den honorabelen Här Fayot gesot huet - bedeit seng Uwendung fir eis Chamber eng vill méi konsequent Beschäftegung mat europäeschen Themen, Dossieren an Initiativen, wéi mer se haut kennen.

An Zukunft kann net méi d'aussepolitesch Kommissioun vun der Chamber sech eleng mat all deenen Dossiere befaassen. All Fachkommissiounen, déi Politikberäicher behandelen, an deenen et och eng europäesch Kompetenz gëtt - an dat si se mëttlerweil bal alleguerten -, mussen un deem Effort deelhuelen. Déi aner Parlamenter wäerten hir Responsabilitéit hei iwwerhuelen. D'Chamber kann do net hannendrulafen. Mir mussen also wëssen, wat hei un zousätzlecher Aarbecht op eis alleguerten an deenen nächste Méint a Jore wäert duerkommen.

Här President, ech hu vu Responsabilitéit geschwat, déi d'Parlamenter ze iwwerhuelen hunn. Dat ass e Begrëff, deen och implizéiert, datt de Subsidiaritéitskontrollmechanismus net däerf liichtfankeg derzou genotzt ginn, fir europäesch Initiativen ze blockéieren, just well se e puer nationale Parlamenter net an d'Konzept passen.

Et däerf och net zu enger stänneger zousätzlecher Iwwerwaachung vun der Initiativaarbecht vun der Europäescher Kommissioun kommen. An deem Sënn huet déi lëtzebuergesch COSAC-Delegatioun an deem Gremium och scho matgehollef verhënneren, datt sech eng Zort Ënner-COSAC als permanent Koordinatiounsorgan vun esou engem Kontrollmechanismus géif etabléieren.

D'Kontroll vun der Subsidiaritéit, eng Interventiounsméiglechkeet vun deenen nationale Parlamenter: Dat si Punkten, déi vun deeneselwechte Parlamenter laang gefrot a gefuerdert goufen an déi d'Parlamenter elo kréien. Loosse mer also verstänneg domat ëmgoen. Subsidiaritéit ass e politesche Begrëff, méi wéi e juristeschen. En huet vill domat ze dinn, wéi vill Europa ee wëllt an ob een iwwerhaapt wëllt, datt Europa Problemer an Ugrëff hëlt.

Wann een, esou wéi Lëtzebuerg dat ëmmer gehandhaabt huet, Europa wëllt konkret politesch Zoustännegkeete ginn, dann däerf een et net duerch Kontrollmechanismen drun hënneren och déi Kompetenzen auszeüben. D'Subsidiaritéit ass wichteg, mä si soll net zu enger Obsessioun ginn a si soll eis net dervun ofhalen, iwwert déi reell Problemer vun de Bierger dobaussen ze diskutéieren an Entscheedungen ze huelen.

Dat lescht Element, Här President, wat ech wëll an dëser Debatt behandelen, ass dat vun der Relevanz vun der lëtzebuergescher Sprooch an Europa. Mir hunn an der Referendumscampagne 2005 dacks gesot, Europa misst de Bierger méi no bruecht ginn, d'Unioun wier ofgehuewe vun hire Bierger. Abee, dat ass sécher richteg. E Mëttel, fir dee Gruef tëschent der Unioun an hire Leit ze iwwerwannen, ass, datt d'Unioun sech mat hire Bierger och an deenen hirer Sprooch kann ënnerhalen.

D'Unioun huet zënter dem 1. Januar 2007, wéi Iresch - déi keltesch Sprooch an Irland - derbäikoum, 23 offiziell Sproochen. Während Däitsch vun ongeféier 90 Millioune Leit als Mammesprooch an der Unioun geschwat gëtt, ass dat bei Maltesesch an Iresch nëmmen eng Affär vun e puer honnertdausend Leit.

Bei deenen 23 Sproochen ass Lëtzebuergesch net derbäi. Dat heescht, an deenen inneneuropäeschen Institutioune kann e Lëtzebuerger seng Mammesprooch net gebrauchen, mä hie muss sech enger vun deenen 23 offizielle Sprooche bedéngen. Lëtzebuerg gëtt net iwwersat, weder schréftlech nach mëndlech.

Elo muss ee jo an dëser Sproochendiskussioun ënnersträichen, datt et tëschent all deenen 23 offiziellen an der lëtzebuergescher Sprooch e wesentlechen Ënnerscheed gëtt: Déi 23 sinn an hire respektive Länner offiziell Gesetzgebungssproochen. Lëtzebuergesch ass dat bei eis net! Duerfir wier et wuel och schwéier, fir op eemol europäesch Gesetzestexter op Lëtzebuergesch ze schreiwen, wa mer eis eegen nach ëmmer op Franséisch verfaassen. Lëtzebuergesch wëllen zu enger offizieller, zu enger Aarbechtssprooch vun der Unioun ze maachen, während vill Bestriewungen existéieren, fir deenen hir Zuel op eng verstänneg Mooss ze reduzéieren, dat wier wuel vermiessen.

Här President, ech hunn aganks gesot, ech wéilt net de ganzen Inhalt vun deem Reformvertrag nach eng Kéier duerleeën, well de Rapporteur Ben Fayot dat viru mir exzellent gemaach huet. Ech wollt e puer Iwwerleeunge mat Iech deelen, déi sech aus der Geschicht vun deem Traité erginn a mat de Konsequenze vu sengem Akraafttrieden ze dinn hunn. Dat alles - ech hunn et gesot - ënnert der Reserv vun enger Ratifikatioun vun alle 27 Memberstaten.

Ech kommen domadder zu menger Konklusioun. De Vertrag, dee mer haut hei solle stëmmen, soll Europa méi no bei de Bierger bréngen. Et ass un eis alleguer, unhand vu verschiddenen Dispositioune vun dësem Vertrag, fir de Bierger drop hinzeweisen, datt Europa och eng Schutzgemeinschaft ass. D'Leit wëllen eng Europäesch Unioun, déi hinnen eng Äntwert op déi grouss Erausfuerderunge vun eiser Zäit gëtt.

Aarbechtslosegkeet, Energiepräisser, Klimaschutz, Immigratioun. All dës Froe fannen allerdéngs keng definitiv a komplett Äntwert am Vertrag vu Lissabon. Dëse Vertrag ersetzt d'europäesch Verfassung vun 2004. E mécht et méiglech, datt Europa ka weider fonctionnéieren a ka besser fonctionnéieren. En huet allerdéngs net d'Ambitioun, eis europäesch Dreem ze verwierklechen. Grouss europäesch Dreem sinn an der Vergaangenheet dacks gedreemt ginn, awer gradesou séier nees ausgedreemt ginn. Et ass also vläicht besser, heiansdo manner ze dreemen.

De Vertrag vu Lissabon huet sécherlech nach e puer Defiziter. Mä Defiziter verkraaft e Vertrag éischter wéi eng Verfassung. Den Traité vu Lissabon huet awer ee groussen Avantage: En ass net a Stee gemeesselt. E wäert deemno net dee Leschte vu senger Zort sinn. Dat mécht also Hoffnung op méi, an dofir wäert meng Fraktioun och dësem Vertrag hir Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den honorabelen Här Goerens huet elo d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn hei net um Enn vun engem Prozess, mä mir sinn an enger wichteger Zwëschephas vum europäeschen Integratiounsprozess. Et geet net heimat un, an et hält och net heimat op. Mä mir wäerten als Fraktioun ohne Wenn und Aber där ofgeännerter Form vum europäesche Vertragswierk zoustëmmen.

Här President, dobausse schwätzen d'Leit iwwer Klimaschutz. Wier Klimaschutz iwwerhaapt méiglech, wann et net een Acteur géif, deen d'kritesch Mass huet, an dee 27 State forcéiert zu enger gemeinsamer Démarche? Ech mengen net.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg dee gréisste Stolproduzent vun der Welt. Ech mengen de gréisste Stolproduzent vun der Welt hätt säi Sëtz net zu Lëtzebuerg, wann net eng vu senge Composanten - Arcelor - hei zu Lëtzebuerg gewiescht wier, ier et zu där Fusioun komm ass. An ech mengen och net, datt Arcelor hei zu Lëtzebuerg sech néiergelooss hätt, wann net eng vun hiren Haaptcomposanten - d'ARBED - schonn hei gewiescht wier. An ech mengen och net, datt d'ARBED nach hei gewiescht wier oder et laang ausgehalen hätt zu Lëtzebuerg, wa mer net e Lëtzebuerger Modell gehat hätten. An ech mengen och net, datt de Lëtzebuerger Modell sech hätt kënne vérifiéieren, wa mer net eng gemeinsam europäesch Politik an deem Beräich gehat hätten, déi verhënnert huet, datt déi Grouss déi Kleng opgefriess hunn.

Här President, Lëtzebuerg ass och eng vun den éischten Adressen, wat d'Finanzfongen ugeet. Ech mengen net, datt Lëtzebuerg eng vun den éischten Adresse wier, wa mer als Lëtzebuerger net als Éischt eng europäesch Direktiv ëmgesat hätten, grad an deem dote Beräich.

Hei zu Lëtzebuerg hu sech am Laf vun de Joren a Jorzéngten eng Partie couragéiert Fraen agesat fir Gläichberechtegung ze kréien. Ech mengen net, datt dee Kampf mat Erfolleg gekréint gi wier, wann Europa net eng ganz Partie Dispositions non discriminatoires an d'Vertragswierk ageschriwwen hätt a wann et net zu enger Rei vun Direktive komm wier, déi dat do an déi de Respekt am nationale Recht verankert hätten.

Hei zu Lëtzebuerg gouf et och an de leschte Jorzéngten eng Partie couragéiert Fraen a Männer, déi sech agesat hu fir Lëtzebuerg méi demokratesch ze maachen a fir Netlëtzebuerger, déi hei wunnen, deelhuelen ze loossen un de Gemengewahlen an un den Europawahlen. Ech mengen net nëmmen, mä ech weess et, dat wier net komm, wa mer net vun der Europäescher Unioun dat ugestouss kritt hätten. Ech weess dat, an ech mengen, ech brauch och keng geneeër Erklärungen hei ofzeginn.

Jorzéngtelaang hu mer eis beschwéiert, wa mer an Däitschland, Frankräich, Holland, vläicht manner oft a Finnland, Irland, Portugal a Spuenien gefuer sinn a mir hunn all Kéier misse Geld wiesselen. Mir hunn eis geiergert iwwert deen Zäitverloscht an och dee Geldverloscht. Dat do wier och ouni Démarche, déi am Maastrichter Vertrag mat verankert war, net méiglech gewiescht.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Här President, mir kënnen eis haut als Lëtzebuerger glécklech schätzen, datt mer kënne mat deenen anere Partenairen an der Europäescher Unioun op gréisseren internationale Verhandlunge bestoen. Ech denken zum Beispill un d'OMC-Verhandlungen, mat där hirem Ausgang ni een zefridden ass, mä wou ech awer net woen ze denke wat erauskéim, wann net d'Europäesch Unioun ee respektiv zwee Commissairen e Mandat géif ginn, fir am Kader vun de Kompetenze vun der Europäescher Unioun am Volet extérieur vun de Politiques économiques do am Numm vun deene 27 ze verhandelen. Mir kënnen och do selbstverständlech eis Iddien net imposéieren, mä mat abréngen.

Mir langweilen eis schonn, wa mer iwwer Fridde schwätzen. Et misst ee sech scho bal entschëllegen a vill Précautions oratoires gebrauchen, wann een iwwerhaapt nach doriwwer schwätzt, well dat ass vieux jeu. Dat war laang Zäit net esou. Mä ëmmerhin, ouni d'Europäesch Unioun, a besonnesch déi Schicksalsgemeinschaft, déi se duerstellt, wieren déi normal Rapporten tëschent Natiounen, déi sech virdrun an den Hoer louchen, net dran.

Mir kloen dacks iwwert d'Absence vun enger Gouvernance à l'échelle mondiale. Dat ass Wunschdenken, mä déi Illusioune ginn e bësse manner illusionär, wann een awer gesäit, wéi Europa sech lues a lues duerchsetzt, a wéi et och méiglech ass, datt een am internationale Regelwierk e bësse méi europäesch Empruntë kritt, wat an deem Sënn, well se och e Reflet si vun den europäesche Valeuren, eng gutt Saach ass.

Duerfir ass d'Globalisatioun och duerch den europäeschen Integratiounsprozess, an duerch dat, wat ech virdru gesot hunn, vläicht net erdréiglech gi fir jiddfereen, mä ech mengen d'Zuel vun de Verléierer ass jiddefalls méi kleng wéi se dat wier, wa mer déi gemeinsam Démarchen, an och heiansdo dee Schutz vis-à-vis vun Aflëss vu baussen, net hätten. An deen hu mer, well mer d'Europäesch Unioun hunn.

Ech ka verstoen, datt eng Partie Leit, déi eng sozial Sensibilitéit hunn, mat munchem net d'accord sinn. Ech kann och verstoen, datt se demonstréiere ginn. Ech kann och souguer verstoen, datt se bekloen, datt et am europäesche Vertragswierk net zolidd genuch Dispositioune gëtt am Sozialberäich. Ech froe mech just, ob déi Dieren, virun deene se manifestéiere ginn, déi richteg Adress sinn. Wann een dat do beklot, da misst een an e Land demonstréiere goen, wat keng sozial Mindestléin huet a wat virun intellektuell Konstruktioune mécht, queesch duerch d'Parteien, fir derlaanscht ze kommen, a wat keng flächendeckend applicabel Kollektivverträg huet.

Wann een also wëllt géint déi do Absence vu sozialer Dimensioun manifestéieren, mengen ech, wier et besser et géif ee virun d'Diere vun de Ministèren op Berlin manifestéiere goen, wéi datt ee sech an der Adress iert a virun europäesch Instanzen demonstréiere geet. Well wann d'europäesch Instanzen an deem dote Beräich net méi ze bestellen hunn, ass et, well virgenannten Nationalstaten net bereet waren, méi vun hire Prerogativen ofzetrieden an deem Beräich. Déi eng, well se menge si wiere méi wäit gewiescht wéi dat, wat eventuell hätt kënne bei esou enger Verhandlung erauskommen - dozou gehéieren déi skandinavesch Länner -, an anerer, well se gefaart hunn, si misste sech deenen, déi e bësse méi wäit si wéi si an deem Beräich, unnäheren. Esou huet jiddfereen da seng Grënn, déi en doheem natierlech net erkläert, firwat datt d'europäesch Sozialdimensioun nach ëmmer d'Stéifkand vum Integratiounsprozess ass.

Dat, wat mech bei der Debatt hei am Fong wonnert a wat mech ëmmer erëm an Erstaune versetzt, dat ass, datt mer eis am Fong forcéiert fillen - an ech sinn och erëm eng Kéier an déi Fal getappt -, datt mer den europäeschen Integratiounsprozess mussen erklären, soen, datt et eppes Guddes ass. Dobäi misst ee jo am Fong kënnen dovunner ausgoen, datt déi Evidenzen, déi ech elo gesot hunn, missten dobaussen akzeptabel sinn.

Et gëtt vläicht e puer Erklärungen. Et sinn natierlech Leit, déi an den 90er Jore sech gausséiert hunn, an ech weie meng Wierder, an déi gesot hunn: Déi gemeinsam europäesch Währung oder déi eenzeg europäesch Währung, déi kritt Dir ni! Leit, déi am ekonomesche Beräich eng gewëssen Autoritéit haten, och hei am Land - ech wëll keen namentlech erwähnen -, déi hunn offe gesot, wat mir an der Politik eis do géife mat engem Quatsch a mat enger aussiichtsloser Démarche auserneesetzen. Déi sinn natierlech frou, datt eng Partie vun deem Pabeier, op deem hir Aussoe gedréckt goufen, mëttlerweil recycléiert ass an datt vill Festplatte mëttlerweil och op de Koup vum Elektroschrott entsuergt gi sinn, well wann et ee Beispill gëtt, wou d'Politik nach Sënn mécht, dann ass et grad dat do. D'gemeinsam europäesch Währung ass den Ausdrock vum Primat vun der Politik iwwert dat, wat sech vu Geschichte verzielt ginn ass an aneren Domänen, notamment an deem wirtschaftlechen.

Do huet emol eng Kéier d'Politik awer e ganz gudden an iwwerzeegende Bewäis geliwwert, datt och kënne Saache gemaach ginn, déi net vun de Coursë vun de Boursen ugeféiert ginn, oder vun aneren Iwwerleeungen, fir déi ee keng politesch Legitimatioun dobausse brauch. E Musterbeispill vum Primat vun der Politik - an ech gleewen nach ëmmer, datt dat net muss dat lescht Beispill gewiescht sinn, wou d'Politik sech kéint duerchsetzen.

Mir hänken eis also e bëssen zum Hals eraus, wa mer mat deenen Explikatioune kommen. Well erstaunlecherweis ass den Nationalstat akzeptéiert an e gëtt a senge limitéierte Mëttelen, fir mat de Phenomeener an den Erausfuerderunge vun haut fäerdeg ze ginn, total verkannt.

Erstaunlech ass et, datt den Nationalstat, deen à l'origine war vu politeschen Ofgrenzungen, Animositéiten, Turbulenzen, Dominatiounen a Kricher, net de Bewäis vu senger Effikassitéit muss all gudde Broutdag untrieden. Ech weess, wéi gesot, net, wourun datt et hänkt, mä et ka vläicht domat zesummenhänken, datt am Fong d'Opinion publique vläicht méi konservativ ass wéi mer mengen.

Ech begéinen nach heiansdo, elo zwar e bësse manner, mä virun dräi, véier Joer - d'CECA war schonn opgeléist -, dunn hunn ech nach Leit begéint, déi, eng Kéier wéi ech beim neien Theater douewe war, gesinn hunn, datt en zimlech décken Auto iwwert d'rout Bréck gefuer ass, an do huet en eelere Mann ausganks 70 gesot: Dat do ass een, deen eng déck Plaz um Schuman-Plang huet. An deen anere sot: Ech mengen, e schafft bei der CECA.

Institutioune si scho praktesch dout oder opgeléist, da gi se nach ëmmer am kollektive Gediechtnis weider bëuecht, esou wéi schonn e puer Joer no senger Ofdankung als Statsminister nach ëmmer d'Leit gemengt hunn hei am Land, den Här Werner wier nach ëmmer Statsminister. Et huet also wahrscheinlech och mat där doter Form vu Perceptioun ze dinn.

(Interruptions)

Mëttlerweil hu se scho vergiess, datt den Här Santer et ass, an ech menge si hu sech bal un Iech gewinnt, Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dee Leschten, deen „Bonjour, Här Dupong" zu mer sot, hunn ech virun dräi Woche begéint.

(Hilarité)

M. Charles Goerens *(DP).*- Mä dräi Woche ka schonn e ganz laange Prozess sinn. Ech wëll och d'Fäegkeet vun dësem Land fir ëmzedenken net ënnerschätzen.

Dat, wat also erstaunlech ass, dat ass, datt mer ëmmer erëm fir dat, wat noweisbar eppes bréngt, eis musse quasi entschëllegen, an dat, wat à l'origine ass vun enger Partie Blocagen, higeholl gëtt, wéi wann dat d'Léisung wier vun alle Problemer.

Dëse Vertrag, Här President, gëtt dem Land a gëtt der Europäescher Unioun nei Méiglechkeeten. Ech wollt ausdrécklech dem Ben Fayot am Numm vu menger Fraktioun Merci soen, datt en dat a sengem schrëftleche Bericht néiergeluecht huet an datt en dat och op der Tribün hei nach eng Kéier relatéiert huet. Et lueft een d'Leit net gär riicht an d'Gesiicht, mä hei kommen ech einfach net derlaanscht fir dat ze maachen am Numm vu menger Fraktioun, Här Fayot.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Goerens *(DP).*- De Vertrag gëtt nei Méiglechkeeten; ech wëll der nëmmen e puer ervirhiewen.

Eppes, wat nei ass: Et kann een opgrond vun deem, wat ugeholl ginn ass, erëm an d'Europäesch Unioun erakommen. Dat wier ouni déi Ofännerungen hei net méiglech gewiescht.

Eppes, wat awer och nei ass: Et kann een, wann et engem wierklech net méi geet an deem Veräin, d'Europäesch Unioun verloossen.

Mir begréissen ausdrécklech déi Dispositioun a mir bedaueren, datt déi, déi am Regelfall den Hond am Keelespill sinn, net genuch Gebrauch maache vun där Dispositioun, sollt se no der Adoptioun an der Ratifikatioun duerch Irland Wierklechkeet ginn.

Mir mengen et wier noutwendeg, datt een dem Rescht vum westleche Balkan eng Bäitrëttsperspektiv opmécht. Och déi ass nëmme just duerch dëst Vertragswierk an déi Ergänzungen, déi am Vertrag sinn, méiglech ginn. Wa mer dat net wëllen a mir gi lauschteren no baussen a mir loossen eis vun der Skepsis vun de Leit inspiréieren, solle mer eis och emol eng Kéier mat der Fro iwwert d'Alternativen zu deem Prozess auserneesetzen.

Ech si selwer am Europarot Rapporteur iwwert de Suivi vun den Obligatiounen an Engagementer, déi Serbien kontraktéiert huet, wéi et an den Europarot komm ass. Ech kann Iech soen, wann et an deem Land Leit gëtt, déi ganz staark interesséiert dru sinn, datt se eng zolidd Perspektiv fir d'Zukunft kréien, da sinn et déi Jonk, déi drop waarden, datt endlech d'Bunn fräi gemaach gëtt, datt alleguer déi Engstirnegkeeten, déi hirer Zukunft am Wee stinn, besäitegt ginn an datt se kënnen hir Sécherheet an hire Wuelstand organiséieren an engem Europa, wat zesummewiisst, an an transatlantesche Sécherheetsstrukturen.

Datselwecht gëllt fir Albanien, datselwecht gëllt och fir dat Land mat deem onméiglechen Numm, d'Ancienne République yougoslave de Macédoine - mir wëllen eis et jo net mat de Griiche verdierwen, duerfir soe mer dann déi offiziell Denominatioun. Datselwecht gëllt och iergendwann eng Kéier fir de Kosovo.

An ech wëll an deem Zesummenhang och deene soen, déi mengen, hei wiere mer net ganz prinzipiëfräi gewiescht an deem, wat mer gemaach hunn, och als Lëtzebuerger, datt een heiansdo mat de Prinzipien eleng keng Léisung fënnt. Wann een hei nëmme just de Prinzip beméit hätt, da wiere mer haut an enger Situatioun, wou de Kosovo vläicht nach a gréissere Spannunge wier, wéi dat momentan de Fall ass. A wann et een Hoffnungsschimmer gëtt an där doter Géigend, dann ass et ganz kloer, well d'Europäesch Unioun sech hirer Verantwortung endlech bewosst ginn ass a well se och e bësse méi Moyenen huet, wéi dat an den 90er Joren de Fall war, fir hirer Verantwortung nozekommen.

Iwwert d'Fro vum Referendum, ob een e Referendum soll maache wann e Land an d'Europäesch Unioun bäikënnt, wëll ech dat widderhuelen, wat ech schonn eng Kéier hei gesot hunn: Wann ee Land, wat d'Vocatioun huet an de Statut huet vum Kandidat, wat muss d'Décisioun huelen, ob et dann definitiv der Europäescher Unioun wëllt bäitrieden, wëllt e Referendum maachen, dann ass dat seng ureegenst Fräiheet fir dat ze maachen. Wann awer dee Veräin, deem et wëllt bäitrieden, an dësem Fall d'Europäesch Unioun, eenzelner vun hire Memberen huet, déi mengen, si missten och nach iwwer Referendum doriwwer befannen, da soll ee sech emol iwwerleeën, wat dat do bedeit hätt an de 50er Joren, wéi et drëm gaangen ass fir Däitschland an den europäeschen Integratiounsprozess anzebannen.

Ech fäerte ganz, wa mir als Lëtzebuerger déi do Décisioun hätte misse per Referendum huelen, dann hätte mer net déi Entscheedung geholl, déi deemools d'Chamber an d'Regierung, déi déi Décisioun do virbereet huet, geholl hunn. An ech menge ganz, dann hätte mer eis historesch awer wierklech eng vun de gréissten Opportunitéiten ewechgeholl, déi mer gebraucht hunn, fir dëst Land zu deem ze féieren, wat et ginn ass.

Mir kënnen elo laang épiloguéiere ronderëm d'europäesch Fro; et ass näischt wat am Vergläich vun der Geschicht Lëtzebuerg esou vill Berechebarkeet ginn huet, esou vill Wuelstand ginn huet an esou vill Perspektive fir d'Zukunft.

Duerfir verstinn ech net, firwat datt nach esou vill gefaart gëtt, firwat datt et nach esou vill Ängschte ginn a firwat nach esou vill Ängschte kënne geschürt ginn. Och dat kann een zwar nëmme just erklären doduerjer, well d'Angscht en irrationale Virgang ass.

Well wann een dat versicht rational nozevollzéien, da muss ee feststellen, datt et wuel Problemer gëtt, mä datt déi Problemer vill méi grouss wieren, wa mer déi Berechebarkeet an déi Opportunitéiten, déi den europäeschen Integratiounsprozess eis gëtt, net hätten.

Wann ech de Referendum beméit hu fir am Zesummenhang vun neie Bäitrëtter ze schwätzen, wëll ech och nach eng Kéier op déi Manéier ze schwätze kommen, mat där mir dëse Vertrag ratifizéieren. Mir hu verzicht drop, an déi meescht Parteien hei an der Chamber sinn domadder d'accord, fir nach eng Kéier en zweete Referendum ze maachen. Et freet ee sech och wou de Sënn gewiescht wier fir nach eng Kéier eng zweete Kéier d'Lëtzebuerger ze beméien, well mir hu jo schonn dat do alles eng Kéier ofgestëmmt, an zwar majoritär. Et ware 56%.

Och do wier nach eng Kéier im Nachhinein villes ze soen. Et ass nun emol eng Kéier esou, wann zu Lëtzebuerg d'Vollek gefrot gëtt, datselwecht dann a praktesch zwee gläich Bléck zerfält; ob mer d'Vollek froen iwwert d'Dynastie, ob mer d'Vollek froen iwwert d'Toleranz vun enger politescher Partei, oder ob mer d'Vollek consultéieren iwwert den Ausbau vum europäesche Vertragswierk. Et ass erstaunlech, datt d'oflehnend Front ganz locker déi 40-Prozent-Hürd packt.

Et ass awer och net esou, datt mer eis elo misste schummen, well mir hunn déi Saach do thematiséiert; net fir d'éischt. Well fir d'éischt hu mer thematiséiert wéi mer hei am Haus eng Debatt haten iwwert de Konvent. Mir hunn duerno, wéi de Konvent ofgeschloss war, erëm eng Debatt heibanne gehat.

Déi drëtte Kéier, dat war och eng öffentlech Debatt hei an der Chamber bei Geleeënheet vun der éischter Liesung vum Verfassungsvertrag. An deem si ganz vill Hearingen a Versammlungen dobausse vun der Chamber organiséiert ginn am Beisein vun deenen, déi d'Vertragswierk ofgelehnt hunn, well mer och do wollte reng argumentativ an der Paritéit virun d'Leit trieden.

Mir hunn eng véierte Kéier iwwert dat Ganzt geschwat während dem Referendum - dat sot ech schonn -, mä och nach wéi mer d'Resultater vum Referendum kommentéiert hunn. Mir hunn déi zweet Liesung hei an der Chamber gehat; dat war déi fënnefte Kéier. Haut ass am Fong déi sechste Kéier, wou mer hei an der Chamber eng öffentlech Debatt iwwer eng an déiselwecht Démarche hunn.

Ech wëll awer deenen, déi mengen, mir hätten elo net genuch consultéiert an de Prozess wier net demokratesch genuch, just an Erënnerung ruffen, datt ënnert deene 27 eenzel Länner waren, déi bis elo emol nach keng eenzeg Debatt haten. Et sief da si haten eng Debatt an hirem Parlament iwwert d'Ratifikatioun vun deem Ganzen. Mir hunn also fënnef Avancen, an zwar ganz zolidder, op déi, déi mengen, et wier net demokratesch genuch gewiescht. Also, wann ee wëllt Demokratiedefiziter ausmaachen, et fënnt een der ëmmer, mä et fënnt een der méi anerwäerts.

Den Här Fayot huet d'Dispositioune ganz gutt ervirgestrach. Ech wëll och begréissen, datt de Versuch wéinstens ënnerholl ginn ass, fir den Institutioune méi Power ze ginn an och méi Visibilitéit dobaussen.

Ech wëll elo net iwwert d'Fro spekuléieren, wien déi eenzel Poste bekleet - dat huet jo am Fong a sech och mat der Ratifikatioun hei näischt ze dinn -, mä ech wëll awer ofschléissend nach e puer Iwwerleeunge maachen a soen, Här President, datt mat deem, wat mer hei maachen, mer der Europäescher Unioun Méiglechkeete ginn, op déi de Rescht vun der Welt kuckt. An Asien, an Afrika, a Latäinamerika gi mer beneit fir dat, wat mer fäerdeg bruecht hunn.

Datt et esou wäit komm ass, dat ass de Mérite vu Villen. Ech gesinn hei op der Regierungsbänk de Statsminister an och eng Partie aner Membere vun der Regierung, déi dorunner doudsécher ganz vill Mériten hunn. Dat gëllt och fir hir Virgänger.

Mir hunn der och, net esou vill, well mer net esou laang derbäi waren. Ech denken un de Gaston Thorn, deen eis zejoert verlooss huet. Ech denken och un d'Colette Flesch als éischt Ausseministesch. Ech denken un de Paul Helminger, deen och an där Regierung an enger Phas, wou et ganz schwéier war, Verantwortung iwwerholl huet. Ech denken och un d'Lydie Polfer. Ech kéint och u mech denken, mä ech war nëmmen néng Deeg Ausseminister…

(Hilarité)

…an ech hunn nach net genuch Distanz zu menger deemoleger Fonctioun, fir elo scho kënnen ze evaluéieren,…

(Hilarité)

…wat d'Resultat op dat Wierke war.

Ech mengen awer, datt ech genuch Experienz hunn, fir kënnen ze soen: Mir kéinte soen, mat deenen Approches malthusiennes, déi mer bei de Comptoiren ëmmer erëm zerwéiert kréien, komme mer net wäit. Mir kommen net méi wäit wéi d'Fransouse virun iwwer 60 Joer mat hirer Maginot-Linn.

Mir kommen och net méi wäit mat der Festungsmentalitéit, wou dach all Etapp vun der Lëtzebuerger Geschicht, vun der Lëtzebuerger Integratioun a gréisseren Ensembelen eis ëmmer erëm bewisen huet, datt mer, wa mer d'Ouverture gespillt hunn, déi richteg Décisioun geholl hunn. Da loosse mer dach ëm Gottes Wëlle festhalen un deenen Acquisen. „Acquisen" ass vläicht net dat richtegt Wuert, well an deem, wat ech elo „Acquisen" genannt hunn, ass am Fong d'Méiglechkeet dra vun zukünftegen Dynamiken.

Mir hunn de Choix, an duerfir stëmme mer och ohne Wenn und Aber fir dat Vertragswierk hei, fir géint eng Antidynamik. A mir wëllen dem europäeschen Integratiounswierk seng Chancë weider loossen.

A loosse mer ëm Gottes Wëlle festhalen un deem, wat mer hunn a wat eis d'Zukunft méi einfach mécht - et geet net vum selwen -, an eis net ierleede loosse vu kollektiven Illusiounen, oder kollektive Ligen, oder „des histoires de l'oncle Paul", déi vläicht amüsant sinn, mä déi eis awer net an deene wesentlechen a knallhaarden Orientatiounen, déi dëst Land muss huelen, weiderbréngen.

Duerfir si mer konsequent fir den Ausbau vun der Europäescher Unioun, an där Lëtzebuerg Méiglechkeete behält, déi et virdrun an enger vergläichbarer Period vu senger Geschicht nach ni hat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech bréngen direkt aganks och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu deem Gesetz, dat mer haut stëmmen. Mir drécken och d'Hoffnung aus, dass bis zum Enn vum Joer dat och de Fall wäert si fir alleguerten d'Länner an der Europäescher Unioun.

Firwat maache mer dat? Ma well mer dësen Traité vu Lissabon fir en noutwendege Schrëtt halen, fir net manner wéi ronn 15 Joer Debatten an Europa iwwer e politescht Europa, Debatten iwwert d'Reform vun den Institutioune kënnen ofzeschléissen. Mir mussen d'Unioun politesch handlungsfäeg an domat och zukunftsfäeg maachen. Dat geschitt duerch de Vote vum Traité vu Lissabon.

Léist duerfir dësen Traité alleguerten d'Problemer? Neen, dësen Traité léist d'Problemer net alleguerten. Dat war a bleift d'Aufgab vun de Regierungen. Dat war a bleift d'Aufgab vun de Parlamenter, déi aus fräie Wahlen erausginn, déi wiessele kënnen, déi ännere kënnen, déi Kurswiessele kënne virhuelen an der Dagespolitik. Mä den Traité - dësen Traité - liwwert eiser Meenung no fir déi alldaagspolitesch Aarbecht awer gutt an noutwendeg Instrumenter.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg den 10. Juli 2005 de Referendum virgeholl, an d'Parlament huet de 25. Oktober vum selwechte Joer d'Ratifikatioun vum Traité constitutionnel ofgeschloss. Vill méi wäit ass deen Text net komm. Et koum zu enger Denkpaus. Et koum zu neie Verhandlungen. An et koum och zu engem neien Traité.

Dräi, véier Froe kann ech an deem Kontext stellen: Sinn duerch all déi doten zousätzlech Prozeduren d'Saache besser ginn? Si se besser ginn an der Method? Ass den Traité besser ginn? Ass d'europapolitesch Debatt zu Lëtzebuerg besser ginn? An ass d'europapolitesch Debatt allgemeng doduerch besser ginn?

Zur éischter Fro vun der Method. Mir hunn eng Verschlechterung an der Method. Mir hunn eis ewechbeweegt vun deem Versuch, dee gestart gi war am Konvent, fir et anescht a besser ze maachen, méi transparent, méi no bei de Leit mat méi Diskussiounen.

Deen Traité ass net ugeholl ginn. Dat louch awer net um Konvent. Mä eng vun de Léieren, déi mer gezunn hu bei der Denkpaus, war de Konvent dofir ofzeschafen an zréck eriwwerzegoe bei d'Méthode intergouvernementale.

Dat hale mir fir e Réckschrëtt. Mir fannen dat bedauerlech. Et muss een awer zouginn: Vläicht war et hëllefräich. Vläicht huet déi Method, esou bedauerlech wéi se ass, mat dozou bäigedroen, dass et konnt a relativ kuerzer Zäit zu engem neien Traité kommen. Mä fir eis ass a bleift et, dass et kee Modell a kee Beispill ass, deen eis soll fir d'Zukunft, fir d'Éiwegkeet inspiréieren.

Ass den Traité besser ginn duerch déi Denkpaus? Den Traité huet net vill geännert. Glécklecherweis, soen d'Lëtzebuerger. D'Lëtzebuerger hunn dem Text iwwer Referendum hir Zoustëmmung ginn. D'Parteien am Parlament hunn dat och gemaach. Duerfir solle mer frou doriwwer sinn, dass en net vill geännert huet.

E puer Saache sinn awer erausgeholl ginn. Vläicht net wichteger; an dach. An dach! Wann een d'Symboler eraussträicht - och wann dat nëmmen e Fändel ass oder eng Hymn oder aner Saachen nach -, bleift et, dass déi Symboler esou wichteg fir eng einfach Identifikatioun hätte kënne sinn, wéi déiselwecht Symboler um nationalen Niveau fir d'Leit sinn. Esou wéi de Lëtzebuerger Fändel fir déi meeschte Lëtzebuerger wichteg ass, esou wéi och d'„Heemecht" fir déi meeschte Lëtzebuerger wichteg ass, hätt och dat dote kënnen e Symbol bleiwen.

Et verschwënnt jo duerch déi Initiativ, déi de Ben Fayot och schonn erwähnt huet, net ganz. Dat hale mer och fir richteg. Trotzdeem bleift et, dass dat den Traité net besser gemaach huet.

Wat och verschwënnt, sinn déi einfach Begréffer, déi och erëm eng Kéier zu engem bessere Versteesdemech bei de Leit gefouert hätten; wéi Gesetzer, eng Loi, eng loi cadre. Dat versteet een. Do weess ee wat gemengt ass.

Ech weess net wie gefrot huet, dass dat soll gestrach ginn. Wie war dann Demandeur, dass dat net dierf esou sinn? Déi Länner, déi fäerten, dass dat erëm ze vill un de Suprastat kéint erënneren? Ech muss Iech do soen: Wann déi Länner sech géint dee Suprastat net anescht ze hëllefen an ze wiere wëssen, wéi doduerch, dass se mengen, dass een e Gesetz net dierft Gesetz nennen, mä weiderhin Direktiv oder Reglement oder Décisioun, da sinn déi Länner net méi wäit virdrun ze kapituléieren. Dichteg ass dat doten net, wat si do fäerdeg bruecht hunn; ouni dofir d'Bedeitung wëllen ze iwwerdreiwen.

Virun allem awer ass den Text, an enger éischter Phas zumindest, manner lieserlech ginn. Et war méi einfach och wéi et virdru presentéiert war. Ouni mer Illusiounen doriwwer ze maachen, wien duerch deen Text do kënnt an an der Mëtt nach weess, wat hien am Ufank gelies huet an op wat hie lasssteiert zum Schluss vum Buch hin. Mä trotzdeem war déi Presentatioun virdru méi lieserlech.

Och wann elo Wierder gebraucht gi vun deenen, déi verschidde Saache behaapten initiéiert ze hunn, wéi Minitraité oder Traité simplificateur, et ass weder dat eent nach dat anert. Et ass kee Minitraité. A wa vun deene siwen Artikele geschwat gëtt, fir domadder duerzestellen, et wär e verklengerten Traité, dann ass dat einfach net richteg. Do hannendru stinn nawell honnerte vun Eenzeldispositiounen, méi oder wéineger déiselwecht, wéi an deem gradesou laangen a gradesou décken Traité vum Traité constitutionnel drastoungen. Mä et bleift, dass et ee manner lieserlechen Traité gëtt.

Mä mir wäerten awer och gesinn: No der Ratifikatioun, wa se da bis zu Enn geet, an no der Publikatioun am Journal officiel, da wäert et méiglecherweis net allze laang daueren, da komme konsolidéiert Versiounen eraus. Da wäert et trotzdeem eng méi einfach Versioun sinn. Et leien der jo och elo schonn um Dësch, mä ech wollt just, Här Fayot, virsiichteg sinn an d'Ratifikatioun vun all de Länner ofwaarden. Ech denken, wann dat iwwert d'Bühn ass, da wäert et relativ séier trotzdeem konsolidéiert Versioune ginn, an da wär jo awer nach eppes derbäi erauskomm, wat deem gläicht, wat een eigentlech wëlles hat.

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här Braz, et ass esou komplizéiert, dass andauernd Korrekture kommen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Jo. Et ce n'est pas fini. Dohier den Numm. E muss all Dag simplifiéiert ginn, fir dass ee Mënsch e versteet.

Wat awer bleift, dat ass, dass déi Ännerungen, déi iwwert deen dote formale Wee an den Text komm sinn, Saache sinn, déi net gefrot waren. Et war jo de Versuch - deen Traité vu Lissabon -, fir eng Äntwert ze ginn op déi Länner, déi den Traité constitutionnel net wollten. Do sollt jo och eng Äntwert drastiechen.

Déi Äntwerten op déi Suergen, déi do artikuléiert sinn, ob se dann elo begrënnt oder onbegrënnt waren, fënnt een an dësem Text net erëm. Déi sinn net an deen neien Text agefloss; au contraire. Et si Saachen an deen neien Text agefloss, déi kee Mënsch gefrot hat. Ech kommen herno nach eng Kéier dozou bei der Charta vun de Grondrechter.

Ech ka mech net erënneren, an där Debatt ronderëm den Traité constitutionnel an iergendengem Land een héiere gehat ze hu vun de Bierger, vun deenen, déi d'Bierger wollte vertrieden, vu Gewerkschaften, vun Associatiounen an esou weider, déi gesot hätten, dat wier falsch. Mir wëssen, dass et Retizenze gouf um Regierungsniveau bei verschiddene Memberlänner. Mä déi Ännerungen, déi och hei eragefloss sinn, dat ware keng Ännerungen, déi d'Leit gefrot hunn. Dat waren och keng Ännerungen, déi d'Leit bestallt haten.

Deen drëtte Punkt. Wat huet et geännert? Ass et zënterhier besser ginn hei zu Lëtzebuerg an der europapolitescher Debatt? Mir mengen neen. Mir hunn dat doten och gëschter schonn erwähnt, dofir brauch ech et haut net nach eng Kéier ze widderhuelen in extenso. Mä mir hunn alleguerten um Enn vum Referendum de Leit eng Partie Saachen an Aussiicht gestallt: aner europapolitesch Debatten; besser europapolitesch Debatten; méiglecherweis getrennte Wahlgäng - dat war net jiddferengem seng Meenung, et wäert och elo net stattfannen -; getrennte Lëschten. Dat huet awer jiddfereen de Leit an Aussiicht gestallt, dass d'Leit wéissten, wie sech op eng Lëscht stellt a wie bereet ass e Mandat unzehuelen.

Mat Bedauere musse mir GRÉNG feststellen - dat hu mer och gëschter scho gemaach -, dass et net dozou wäert kommen. Et war net méiglech, e Konsens tëschent all de Parteien ze fannen op der Fro vun de getrennte Lëschten. Mir GRÉNG wäerten dat praktizéieren. Dat hu mer gëschter scho gesot a mir stinn zu där Ausso. Wéi et ausgesäit, schéngt zumindest och nach eng aner Partei wëlles ze hunn, op deen dote Wee ze goen.

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi eng Partei?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dir hutt vläicht besser Kontakter zu där Partei, Här Juncker. Dir kënnt mer hëllefen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat eent huet mat deem aneren ze dinn, gesitt Der.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Am Stand, mir hätten eis verstan…

(Hilarité)

Wat bleift, dat ass, dass net all Partei do derbäi matmécht. Mir mengen, dass d'Leit dofir kee Versteesdemech wäerten hunn. Et huet sech also och hei zu Lëtzebuerg d'europapolitesch Debatt op deem dote Punkt - et ass net deen eenzegen; et si vill anerer, déi och relevant sinn - net verbessert.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Huet et d'Debatt an Europa verbessert; déi zwee Refusë vu Frankräich a vun Holland; déi Diskussiounen, déi sech do ronderëm artikuléiert hunn? Mir mengen net. Den „Non de gauche", deen et jo gouf am Kader vun deenen zwee Referenden, deen de Leit mat vill Argumenter erklärt huet, firwat dass déi Texter net gutt wieren, déi virlouchen, deen „Non de gauche" huet eiser Meenung no net alles, wat e gesot huet, falsch gesot. Et sinn duerchaus Saachen artikuléiert ginn, déi d'Suerge vun de Leit och treffen, wou d'Leit sech wierklech Froe stellen, wéi et soll weidergoen. Mä wat mir deemools scho behaapt hunn als gréng Fraktioun am Kader vun där Debatt, huet sech awer als richteg erausgestallt.

Den „Non de gauche" hat kee Projet. Den „Non de gauche" hat just eppes, nämlech géint eppes ze sinn. Mä den „Non de gauche" huet et net fäerdeg bruecht, nodeems den Traité constitutionnel ausgebremst gi war, och nëmmen op iergendeng Aart a Weis sech ze artikuléieren a gemeinsamen Iddien, an engem gemeinsamen Input fir dësen neien Traité vu Lissabon.

Den „Non de gauche" war just en „Non". Dee war weder „de gauche" nach soss eppes. Et war einfach just een „Non", dee probéiert huet eppes auszebremsen, wat em net op all de Punkte passt. Mä e war komplett absent an der Debatt, fir duerno den Text ze verbesseren an deem Sënn, wéi si et artikuléiert hunn am Kader vun deenen Debatten am Joer 2005. An dat sinn awer elo dräi Joer hier. Et ass e laangen Dag, fir sech politesch net gemellt ze hu mat konkrete machbare Virschléi, déi hätte kënnen afléissen an dësen Text.

Mir sinn der Iwwerzeegung, dass nëmmen d'Verdéiwung vun der Unioun Verbesserunge brénge kann; och am sozialpolitesche Beräich. An dat ass haut nach méi wéi virun dräi Joer wouer. Mir sinn der Meenung, dass et deemools e politesche Feeler war, mat deene Parteien, déi um ganz rietse Bord an Europa stinn, dozou bäizedroen ze probéieren den Traité constitutionnel auszebremsen.

Dat war eng onhelleg Allianz, och wa se net vun de Leit perséinlech artikuléiert ginn ass. Mä si waren objektiv Alliéierten a si hu menger Meenung no deemools e politesche Feeler gemaach, dee sech als kontraproduktiv erausgestallt huet. Well den Traité constitutionnel, esou wéi e virlouch, géif mir perséinlech och réckbléckend nach ëmmer e klengt Stéck besser gefalen a schmaachen, wéi deen - och wann e ganz no dorunner erukënnt -, dee mer haut hei leien hunn.

En trauregen Héichpunkt vun där politescher Feelaschätzung - dat soen ech elo fir déi gréng Fraktioun - ass dat, wat viru kuerzem an Däitschland geschitt ass, wou Berlin sech am Bundesrat bei der Ofstëmmung iwwert den Traité vu Lissabon enthalen huet. Berlin, eng Koalitioun aus de Sozialisten a Lénken. Ausgerechent Berlin! Déi Stad, déi jo wierklech wéi keng aner misst d'Bewosstsinn hu fir d'Geschicht an d'Entwécklung vun der Geschicht, notamment där rezenter Geschicht, huet op eng - wéi mir fannen - schimmeg Aart a Weis kapituléiert virum Oskar Lafontaine senger Demagogie.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Déi Leit, déi nach ni eppes matgedroen hunn! Déi Leit hunn nach ni eppes matgedroen! Ganz Europa ass ouni déi gemaach ginn, begleet vun hire Kritiken. Mä matgedroen? An engem Stéck einfach realpolitescher Aschätzung ass vun deene Leit nach ni eppes matgedroe ginn.

Dofir menge mir och, dass, wann elo beispillsweis d'Europaparlament zu bal honnert Prozent mat ka schwätzen a mat ka bestëmmen an Europa, wann also real méi Demokratie an Europa existéiert, dann hunn déi dote Leit, déi awer ëmmer no méi Demokratie jäizen, keen - iwwerhaapt keen - Mérite dorunner, dass mer kënnen op deem dote Punkt haut eng gewësse Satisfaktioun hunn, dass Europa e Stéck méi demokratesch ginn ass.

An där Zäit, wou mer deen zweeten Ulaf geholl hunn, ass Europa awer net zesummegebrach. Europa, d'Europäesch Unioun huet weider fonctionnéiert. Vläicht manner gutt, wéi se hätt kënnen, mä d'Europäesch Unioun ass weidergaang.

Si ass politesch weidergaang mam Traité vu Lissabon, deen ausgehandelt ginn ass. Si ass währungspolitesch weidergaang mat engem Euro, dee staark ass, mat engem Euro, deen eis virun engem Deel vun den negativen Impakter vum ëmmer weidersteigende Pëtrolspräis geschützt huet.

Europa ass domadder och wirtschaftspolitesch weidergaang. A mir hunn haut doduerch, dass mer e staarke Bannemaart an eng ganz staark Demande intérieure hunn, méi wéi all déi aner Wirtschaftsregiounen op der Welt et fäerdeg bruecht, eis eng Wirtschaftspolitik och an deene leschten dräi Joer ze konsolidéieren, déi och Ëmwelt- a Sozialpolitik verbonnen huet an domadder och méiglech gemaach huet.

Wou sinn dann elo d'Verbesserunge par rapport zum Traité constitutionnel? Gëtt et der? Ma mir mengen: Dat ass net de Verglach, deen ee soll ustrengen. Et geet net drëms, haut den Traité vu Lissabon mam Traité constitutionnel ze vergläichen.

De richtege Sprong an dee richtege Verglach, deen ee muss ustellen, dat ass den Traité vu Lissabon mam Traité vun Nice vun 2001 ze vergläichen. Géint den Traité vu Lissabon ze stëmmen, wa mer deem Opruff géifen nokommen, dat géif nämlech net heeschen, fir en anert, wat ëmmer dat och heescht, oder fir e bessert - dat ass liicht gesot - Europa ze stëmmen, mä géint den Traité vu Lissabon ze stëmme géif nees erëm eng Kéier nëmmen eppes bedeiten: fir d'Bäibehale vum Traité vun Nice ze stëmmen. Mat all deem, wat dat vun Nodeeler a vu Schwächten huet.

An d'Verbesserunge par rapport zum Traité vun Nice, déi si grouss, déi si ganz grouss. Et sinn der, déi gi vläicht manner beuecht. Beispillsweis déi, dass d'Europäesch Unioun elo eng Personnalité juridique unique kritt. Dat ass e richtegen, e wichtege Fortschrëtt. Domat kritt d'Unioun erlaabt, am Respekt vu bestëmmte Regelen och international Accorden ofzeschléissen, no enger Prozedur, déi fixéiert ass. An zum Beispill der Europäescher Mënscherechtskonventioun als Unioun an hirem Kompetenzberäich kënne bäizetrieden.

Et si Saachen am Traité vu Lissabon net dran, déi och net vill beuecht ginn, déi ech awer bedaueren, zum Beispill dass mer d'Primat vum europäesche Recht iwwert d'Nationalrecht nach ëmmer net kloer schwaarz op wäiss konnten am Traité selwer verankeren. Domat ass et net a Fro gestallt, dat ass mer bewosst. Mä ech hätt et léiwer gehat, wa mer och dee Sprong do gepackt hätten, am Kader vum Traité vu Lissabon.

Mä et sinn awer och par rapport zum Traité vun Nice eng ganz Rei däitlech Verbesserungen dran. Notamment um Punkt vun der Demokratie. Do si grouss Fortschrëtter, déi elo kënne gemaach ginn. D'Europäesch Unioun mécht de Versuch méi no bei d'Leit ze kommen, an zwar op eng direkt an och op eng indirekt Aart a Weis. Déi direkt Aart a Weis ass déi ausgebauten Uniounsbiergerschaft, dat ass scho virdrun erwähnt ginn. Mir wëllen dann awer och drun erënneren, dass Lëtzebuerg et nach ëmmer net fäerdeg bréngt - elo si mer schonn eng ganz Rei Joren nom Traité vu Maastricht -, d'Uniounsbiergerschaft zu 100% bei eis ze applizéieren.

Mir hu bei de Gemengewahlen nach ëmmer Ausnahmedispositiounen, déi mer gefrot hunn, déi an eiser Lecture vum Traité vu Maastricht en transitoirë Charakter sollten hunn a keen definitive Charakter sollten hunn. Déi sinn awer elo no 15, 16 Joer nach ëmmer d'actualité. Mir sinn amgaangen eng Partie Ännerungen ze maachen an der Lëtzebuerger Wahlgesetzgebung, a bedauerlecherweis sinn déi Derogatiounen, déi mer zënter dem Traité vu Maastricht hunn, net viséiert duerch déi Modifikatiounen. Mir bréngen et also nach ëmmer net fäerdeg, eis komplett hannert déi Uniounsbiergerschaft, déi mer par ailleurs alleguerten héichhalen, als Lëtzebuerger Land ze stellen; an dat fanne mer bedauerlech.

Et sinn och nach weider positiv Punkten, d'fräi Circulatioun, dass ee sech kann un den Ombudsmann wenden, d'Lutte géint d'Diskriminatioune soll verbessert ginn. An och an deem Kontext bedauere mer, dass virun net allze laangen Deeg am Europäesche Parlament e Vote geholl ginn ass iwwer eng generell Antidiskriminéierungsdirektiv, wou also all Forme vun Diskriminéierung, an net nëmmen déi, déi elo scho protegéiert sinn, sollten englobéiert ginn, och am syndikale Beräich, politesche Beräich an anerer nach. Bedauerlecherweis hunn d'Lëtzebuerger Vertrieder am Europaparlament net alleguerten deen dote Vote ënnerstëtzt. D'Kolleege vun der DP, mengen ech, konnten un deem Vote net deelhuelen, DÉI GRÉNG an och d'LSAP hunn hir Zoustëmmung ginn, mä bedauerlecherweis hunn déi dräi Vertrieder vun der CSV net hir Zoustëmmung gi fir eng generell Antidiskriminéierungsdirektiv. Contrairement zu anere Lëtzebuerger Deputéierten hale mer och net fir positiv an hale mer och net fir gutt, dass mer do net als Lëtzebuerger EU-Parlamentarier konnten eng eenheetlech Linn aschloen.

Wichtege Fortschrëtt ass, dass et déi Grondrechter vun der Charta nach ëmmer gëtt. Bedauerlech - mä dorobber, mengen ech, brauch ech net allze laang anzegoen - ass, dass se net méi am Text drasteet. Dat ass eng vun deenen Ännerunge par rapport zum Traité constitutionnel, déi kee Bierger wollt, an et ass jo drëms gaangen, d'Suerge vun de Bierger ze artikuléiere bei deem Verwerfe vum Traité constitutionnel fir et kënne besser ze maachen. Hei ass e Punkt, wou mer besser gehat hätten, den Traité constitutionnel unzehuelen an där Form, wéi e war.

E wichtege Fortschrëtt ass awer dat europäescht Initiativrecht fir d'Bierger. An Zukunft kënnen eng Millioun europäesch Bierger sech iwwer eng Petitioun un d'Kommissioun wenden, fir se opzefuerderen, Virschléi, Initiativen ze ënnerhuelen. Dat kléngt no vill, eng Millioun. Dat ass awer bei iwwer 500 Milliounen Awunner net esou vill, dat ass 1 vu 500, dat ass wäit manner, wéi dat hei zu Lëtzebuerg ass am Kader von der Initiativ fir de Referendum. Hei verlaange mer ee Ratio, deen zegmol méi héich ass. Et ass also net vill, och wann een déi Zuel vun enger Millioun héiert, wat hei verlaangt ass. Et ass en duerchaus liewegt Instrument fir méi Demokratie, wat an Europa wäert kënne benotzt ginn.

D'Demokratie kënnt och méi no bei d'Leit iwwert de Wee vun enger Erweiderung vun de Kompetenze vum Europaparlament. Dat ass wesentlech, wat do vu Kompetenzerweiderunge bäikënnt. D'Europaparlament ass dat eenzegt Gremium, déi eenzeg Institutioun an Europa, déi vun de Bierger direkt gewielt gëtt, wat net heescht, dass déi aner net demokratesch legitiméiert wieren, mä dat hei ass déi eenzeg, déi direkt vun de Bierger gewielt gëtt. Déi Instanz, déi Institutioun kritt elo wäit méi Kompetenzen, wéi se bis ewell hat, an dat ass och e gewaltege Fortschrëtt.

Mä et huet een oft d'Gefill, dass dat, wat an déi gutt Richtung geet, dat, wat och vläicht op eng konsequent Aart a Weis an déi gutt Richtung geet, an der Sekonn als en Acquis ofgehaakt gëtt, wéi wann een dann net méi doriwwer dierft schwätzen. Dat dierf dann net méi gesot ginn; ma mir wëllen dat awer esou. Mir wëllen drop hiweisen, dass op dësem Punkt wierklech e grousse Fortschrëtt duerch den Traité vu Lissabon kënnt. E Fortschrëtt, dee mir als gréng Parteien a ganz Europa ëmmer nees ageklot hunn, dee vu méi Demokratie an den Institutiounen, dee vu méi Matsproocherecht vum Europaparlament, an dofir wëlle mer och haut eiser Freed Ausdrock doriwwer ginn, dass dat haut geschitt.

Indirekt gëtt och d'europäesch Politik méi no bei d'Leit bruecht, duerch déi méi staark Abannung vun den nationale Parlamenter. Doduerch, dass se all d'Informatioune musse kréie vun der Europäescher Kommissioun an engem fréie Stadium, doduerch, dass d'Nationalparlamenter elo nach e bësse méi Zäit kritt hunn, vu sechs op aacht Wochen erop, fir hir Prises de position ze maachen, duerch dat Spill vun de gielen, orangen a roude Kaarten, déi schonn d'Kolleege virdrun definéiert hunn.

Mä, an dat ass fir eis wichteg, mir verstinn déi Instrumenter net als Instrumenter fir d'Europapolitik e Stéck erëm wëllen ze nationaliséieren, mä mir verstinn déi Instrumenter esou, dass se kënnen e Bäitrag gi fir méiglechst fréi deen Input an den europäesche Giron eranzeliwweren, deen et erlaabt, dass déi europäesch Initiativen hannen um Enn méi séier kënnen duerchgezu ginn an dass déi europäesch Initiative méi séier kënne Realitéit ginn.

Dat ass fir eis keen Instrument fir réckwäertsgewannte Politik ze bedreiwen, mä mir verstinn déi dote Kaarte wierklech fir virunzekommen an d'Politik méi no bei d'Leit ze bréngen, méi no bei déi national politesch Décideuren, fir dass et och an Zukunft vläicht ee Stéck méi schwéier gëtt, mam

Fanger op Bréissel ze weisen a sech selwer vun all Verantwortung ze détachéieren, wa Saachen iren europäesch décidéiert ginn, déi net 100% deem entspriechen, wat ee sech fir sech oder fir säi Land op deem dote Punkt vläicht erwaart hätt.

Fortschrëtt wäert et och ginn, wann et tëschent Regierung a Parlament zum Ofschloss vun deem Memorandum kënnt. Do soll jo och an Zukunft eng aner Zesummenaarbecht tëschent Regierung a Parlament op den europäesche Froen organiséiert ginn. Dat soll jo och dem Reglement vun der Chamber annexéiert ginn. Do gëtt et scho Viraarbechten, déi gemaach gi sinn. Mir mengen, dass och dat eigentlech eng positiv an direkt Implikatioun ass vun deem Traité vu Lissabon. Dat ass och vläicht net eppes, wat am Grand public op vill Intérêt stéisst. Mä dat ass awer eppes, wat am Alldag vun der politescher Aarbecht duerchaus d'europäesch Politik méi no ka brénge bei déi national Institutiounen.

Wichteg fir eis ass och de Punkt, dass et zu enger Extensioun vum Vote mat qualifizéierter Majoritéit op de Conseile kënnt. Och dat ass eng Grondviraussetzung, net nëmme fir zu méi kënnen ze fonctionnéieren, mä et ass eng Grondviraussetzung fir kënne wierklech europäesch Politik ze verdéiwen. Dass een also ka virukommen op deene Punkten, wou mer wëssen, dass et an Europa nach net esou klappt.

Dat ass och eng Saach, déi mer an enger Rei Beräicher erëmfannen a wou mir mengen, dass dat, kombinéiert mat der Ausweidung vun de Kompetenze vum Europaparlament, am Beräich vun deem, wat da fréier d'Codécisioun genannt ginn ass, zesumme wierklech d'Schlëssele si vun der Verdéiwung vun der Europäescher Unioun an hirer Alldagspolitik. Och wann eng Rei Beräicher dovunner nach ausgeschloss bleiwen, an net alleguerten ouni gudde Grond.

Zu dräi, véier Deelpolitike wëlle mer awer och eppes soen, well och do Fortschrëtter am Traité vu Lissabon sinn, déi och schonn am Traité constitutionnel waren.

Klimaschutz an Energiepolitik: D'Lutte géint de Klimawandel gëtt elo eng Prioritéit vun der Unioun, et gëtt en Objektiv vun der Unioun, ageschriwwen am Artikel 191. Am Mäerz 2007 huet den Europäesche Conseil sech jo Ziler gesat, vun deene mer wëssen, dass mer nach net alles gemaach hu fir se och kënnen ze erreechen. A wou mer wëssen, dass déi Ziler nach net ambitiéis genuch sinn, wa mer kucken, wéi d'Entwécklung um Planéit bei der Fro vum Klimawandel stattfënnt.

Mä Fakt ass awer, dass dat, wat bis dohinner nach nëmme Politik vun de Memberlänner war, elo och op een aneren Niveau gehuewe gëtt doduerch, dass d'Lutte géint de Klimawandel eng Prioritéit, en Objektiv vun der Europäescher Unioun gëtt. Mir kréien och eng Basis fir eng gemeinsam Energiepolitik, fir gemeinsam Versuergungssécherheet, fir Solidaritéit an der Versuergungssécherheet kënne spillen ze loossen. Dat ass net onwichteg, besonnesch am Kontext vun der Lutte géint de Klimawandel, fir ze garantéieren, dass verschidde Länner vläicht net op dee falsche Wee ginn, well si mengen, si missten eleng eens ginn. Mir mengen, dass déi zwee Elementer do, déi legal Basis fir eng gemeinsam Energiepolitik an d'Lutte géint de Klimawandel als Objektiv vun der Unioun, wesentlech Fortschrëtter sinn an dësem Text.

D'Europäesch Unioun, Europa huet eng Traditioun mat Traitéen am Energieberäich. Souwuel CECA wéi och Euratom 57 sinn aus där Suerg vun der Energieversuergung eraus gebuer ginn - net eleng -, mä och aus där Suerg. Dat waren d'Energië vun där Zäit, dat war d'Kuel an dat war d'Atomkraaft. D'CECA ass net méi do, Euratom däerf net geännert ginn. Mir bedaueren dat. Et hu fënnef Länner - Däitschland, Schweden, Irland, Ungarn an Éisträich - de Virschlag gemaach, a si hunn dat och an engem Protokoll, deen annexéiert ass, matgedeelt, dass si wëllen, dass eng Conférence intergouvernementale zesummekënnt, fir den Euratom-Traité, dee mëttlerweil och schonn 51 Joer um Bockel huet, ofzeänneren.

Mir bedaueren, dass d'Lëtzebuerger Regierung sech deem Appel do net ugeschloss huet. Mir si wuel keen direkt Atomland, mä mir importéieren och vill Atomstroum, an zumindest een indirekt Atomland ass Lëtzebuerg doduerch och. Mir mengen, dass et Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht gestan hätt, wa mir déi doten Initiative matgedroen hätten. Et kann ee sech och froen, ob et net och Zäit wier, aus därselwechter Logik eraus wéi de Kuelevertrag a wéi den Atomvertrag, ob haut net och misst am Kader vun enger europäescher Initiativ iwwer een Traité fir erneierbar Energien diskutéiert ginn. Dat wär een Instrument, wat eiser Meenung no kéint eng Plus-value bréngen, an d'Logik an d'Noutwendegkeet, aus där eraus dat kéint gebuer ginn, dat huet d'europäesch Zesummenaarbecht an de leschte 50 Joer gewisen.

E leschte Punkt bei der Ëmweltpolitik, deen eis wichteg ass, dat ass déi sougenannte Clause transversale aus dem Artikel 11, déi et noutwendeg mécht, dass d'Nohaltegkeet an all de Politiken an Aktioune vun der Unioun muss berücksichtegt ginn. Och dat ass eng legal Basis, déi d'Froen am Alldag net beäntwert, déi awer kann een Instrument bidden, wann ee wëllt verschidde Saachen ufechten, déi engem net an déi richteg Richtung schéngen ze goen.

D'Sozialpolitik, dat war jo ee vun den Haaptsujeten am Joer 2005 an all de Länner, wou iwwer e Referendum den europäeschen Traité constitutionnel diskutéiert ginn ass. An der Sozialpolitik si kleng Succèsen ze verzeechnen, och an dësem Text. Mir schafen eng Base juridique fir d'Services publics an et ass ee Protokoll iwwert d'Services d'intérêt général dran. Et si sozial Objektiver formuléiert, déi och elo an enger horizontaler Logik als Objektiver vun der Unioun festgehale sinn, an an all senge Politike muss d'Europäesch Unioun an Zukunft deenen Objektiver do mat där horizontaler Sozialklausel gerecht ginn.

D'Charta vun de Grondrechter an, en perspective, de Bäitrëtt zu der Convention européenne des droits de l'Homme, dat si wichteg Saachen. Och den Artikel 2 vum Traité sur l'Union européenne, deen d'Gläichheet tëschent Mann a Fra festschreift, si keng Saachen, déi irrelevant sinn. Do sinn also eng Rei Fortschrëtter dran, och wann déi vläicht net esou grouss sinn, wéi an anere Politikberäicher, mä trotzdeem si se dran.

An dach muss ee feststellen, dass Europa ganz vill Räichtum schaaft an och geschafen huet an de leschte Joren. De Chômage ass och liicht ofgebaut ginn, och wann en nach ëmmer op engem ze héijen Niveau ass, mä déi sozial Écarten an der Europäescher Unioun, déi sinn och méi grouss ginn an de leschte Joren. De Räichtum, deen duerch d'Aarbecht erschaf gëtt, dee gëtt ëmmer méi kleng am Verglach mam Räichtum, deen duerch d'Kapital erschaf gëtt. Do leeft eppes ausenaner. An d'Écarten tëschent den héijen an de klenge Revenuë sinn och net méi kleng ginn. Och déi sinn an Europa gewuess, an dat si keng gutt Indicateuren.

Allerdéngs, dorun ass net Europa schold, dat ass d'Schold vun den nationale Politiken. An d'Sozialpolitik an Europa, déi brauch net Europakritik, d'Sozialpolitik, déi brauch méi an net manner Europa. Wa mir also haut vill Kritiken héieren un den Zoustänn wéi se sinn an eng Projektioun dorobber gemaach gëtt op d'Europapolitik, dann ass dat eiser Meenung no grondfalsch. Et ass eng falsch Analys, et ass de Contraire, dee geschitt. Et ass well Europa keng sozial Kompetenzen huet, dass Problemer do sinn. Mir brauchen also keng Kritik un Europa, mir brauche Kritik un den Zoustänn, a mir brauchen Uspréch a Fuerderungen, déi mir un Europa wëlle riichten, an der Alldagspolitik an och an deene méi grousse Linnen.

Justice an Affaires intérieures ass ee Beräich, wou et elo e grousse Fortschrëtt gëtt, well mir jo mat de Pilieren ophalen. Dat gëtt e Bestanddeel, praktesch komplett, vun deene Beräicher, déi am Conseil eng Majorité qualifiée an Zukunft wäerten hunn, a wou och d'Europaparlament mat Codécisioun ka mat diskutéieren. Dorënner wäerten eng Partie Saache falen, wéi gemeinsam Grenzkontrollen, eng gemeinsam Visapolitik, d'Beräicher Asyl an Immigratioun.

Allerdéngs sinn do nach däitlech Fortschrëtter ze maachen. Och d'Europäesch Unioun, sou huet een d'Gefill, wëllt sech net richteg zouginn, dass se een Immigratiounskontinent ass. D'Europäesch Unioun deet sech schwéier mat där Erkenntnis, déi awer jiddferee gesäit. Den europäesche Kontinent - an ech hunn déi Zuelen hei scho méi wéi eng Kéier gesot, mä ech widderhuele se nach eng Kéier -, aus Zuele vun der UNO wësse mer, dass an absehbarer Zäit, soulaang wéi een dat kann halbweegs seriö ofschätzen, den europäesche Kontinent sech dépeupléiert a senger eegener Natalitéit. Anescht ausgedréckt: Ouni Zouwanderung kann den europäesche Kontinent net esou fonctionnéieren, wéi e fonctionnéiert.

An déi Zouwanderung, déi fënnt statt. Ouni Zouwanderung gëtt et net - dat gëtt et an de Rieden -, mä ouni Zouwanderung gëtt et net an der Wierklechkeet. An der Wierklechkeet zéie Leit op den europäesche Kontinent, well si hei gebraucht ginn. Vill fannen dat och eng Beräicherung, eng kulturell Beräicherung; ech gehéieren zu deenen. Et ass net jiddferengem seng Meenung, mä och déi Leit, deenen hir Meenung dat net ass, musse sech domadder ufrënden, dass Immigratioun stattfënnt.

Si fënnt entweder statt op eng geuerdnet Aart a Weis, wa mir se offensiv a voluntaristesch uginn, oder si fënnt statt op eng Aart a Weis, wéi se net gewollt ass, mat villen Nodeeler, fir déi Leit, déi et trëfft, a fir déi Leit, déi se gesinn. Mat vill Profit och ganz oft, fir déi Leit, déi se mëssbrauchen. Mä si fënnt statt, an an de Politike vun der Europäescher Unioun huet een déi Erkenntnis nach net.

Et feelt also nach ëmmer eng gemeinsam Immigratiounspolitik, an do mussen nach däitlech Fortschrëtter an Zukunft kommen. Mir hu verlauschtert, dass d'franséisch Présidence eng Rei Saache wëlles huet. Elo weess ech net, ob ee sech doriwwer soll freeën, oder ob een éischter soll mësstrauesch sinn, well ech menge si si capable du meilleur et du pire. Loosse mer emol ofwaarden. Grondsätzlech fannen ech de franséische Versuch, eng gemeinsam Immigratiounspolitk op d'Been ze stellen, awer net falsch. Dat ass dee richtege Wee. Wat herno dobäi erauskënnt, dat ass dann un de Regierungen um Dësch ze diskutéieren an ze kucken dat Bescht doraus ze maachen.

E Wuert och nach zu der Verdeedegungspolitik an zum Élargissement, an da sinn ech fäerdeg, Här President.

Iwwert d'Verdeedegungspolitik ass jo och 2005 ganz villes gesot ginn iwwert dat, wat am Traité constitutionnel sollt drastoen. Et si bei Lëtzebuerger Schoule souguer Trakter verdeelt ginn, wou dropstoung, wann den Traité constitutionnel gestëmmt géif, da géif erëm d'Militärflicht zu Lëtzebuerg agefouert ginn. Et missten also erëm Lëtzebuerger - géint hire Wëllen - an d'Arméi goen, wann deen Traité constitutionnel gestëmmt géif ginn. Vu vir bis hannen erlunn, jiddferee weess dat, mä et huet awer däerfe behaapt ginn. An et war och net ouni Wierkung, dat huet een oft héieren an deene villen Tables rondes, déi eng ganz Partie Kolleegen heibanne gemaach a matgemaach hunn. Dat ass op vill Uklang gestouss. Dat stoung ni dran, mä dat huet awer däerfe behaapt ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Fakt ass awer, dass d'Verdeedegungspolitik bis elo eng reng Nationalpolitik ass, an déi soll elo gemeinsam ginn. Et ass dat, wat änert, si soll gemeinsam ginn. Si soll net agefouert ginn, well eng Verdeedegungspolitik hunn déi meeschte Länner ëmmer gehat, mä elo soll se gemeinsam ginn. Et ass dat, wat am Wesentlechen änert.

Aus enger Politique européenne de sécurité et de défense soll eng Politique de sécurité et de défense commune ginn. Ech halen dat perséinlech, an och eis Fraktioun, fir besser, wéi wann all Land mengt eleng misse sech ze décidéieren, wéini et Waffe fir wéi een Zweck asetzt. An där doter Matière sinn ech ganz skeptesch, wann eng national Logik däerf am Vierdergrond stoen. Ech halen et also dofir fir ee Fortschrëtt, wann an där doter Matière elo déi national Logik an den Hannergrond réckelt um europäesche Kontinent, oder zumindest op dësem Deel vum europäesche Kontinent, dee mir bewunnen. Ech halen et fir ee Fortschrëtt, wann elo déi gemeinsam Logik an de Vierdergrond gestallt gëtt.

Mir kënnen eis et weiderhin natierlech och einfach maachen a soen, mir refuséieren dat do, well dat ass näischt Schéines. Fakt ass, dass mer eis da weiderhin op déi verloossen, déi awer gemengerhand grad an deem Kontext am meeschte kritiséiert ginn, déi, déi grad an deem dote Kontext alles falsch maachen: d'Amerikaner. Deene gëtt jo an där dote Matière och déi eng Kéier mat vill Begrënnung virgeworf, dass se Saache falsch maachen. Mä wa mer et net fäerdeg bréngen, hei an Europa eis op grousse gemeinsame Linnen ze verstännegen an dëse Froen, da si mer weiderhin a verstäerkt deenen ausgeliwwert, déi eis schonn eng Kéier virun net allze laanger Zäit hu missen op eisem eegene Kontinent virmaachen, wéi et géif kënne weidergoen. Dat ass also eiser Meenung no net den Haaptpunkt.

Den Haaptpunkt ass: Wann een zesummeschafft an eng gemeinsam Défensepolitik huet, dann ass och d'Fro: Wéini a wéi setzt een dat an? An do ass vill Spillraum fir Diskussioun. Net jiddfereen, dee léiwer eng gemeinsam Verdeedegungspolitik huet wéi eng national, ass duerfir Militarist. Et geet drëms ze décidéieren, wéi dat agesat gëtt, firwat an no wéi enger Prozedur.

Do muss d'Europäesch Unioun fir d'Welt e Virbild sinn an all deenen anere Länner um Planéit och weisen, dass mir Verfechter si vum internationale Recht. Dat ass net ëmmer einfach, well mer jo wëssen, wéi d'UNO an notamment de Sécherheetsrot fonctionnéieren. Do ass net ëmmer d'Logik, déi prévaléiert. Do sinn „hidden agendas", déi matspillen, a geopolitesch Iwwerleeungen, déi et heiansdo verhënneren, dass einfache Bon sens ka bis zum Schluss ausgeduecht ginn.

Mä do spillt sech fir eis herno den Haaptmatch an den Diskussiounen an Europa, an net ronderëm d'Fro, ob et eng Verdeedegungspolitik soll gemeinsam ginn oder net. Dat ass kee schlechte Schrëtt. Dat ass keen „bad move", wann dat elo eng gemeinsam Politik gëtt. D'Diskussioune bleiwen alleguerten ze féieren, och do, an der Alldagspolitik an un de groussen europäeschen Dëscher.

Wat och net onwichteg ass, well och do ass villes gezielt ginn, wat net gestëmmt huet, dat ass, dass d'Dépensë fir d'Militär weiderhin eng reng national Saach bleiwen, dass also net iwwert den europäesche Budget Militärdépensen engagéiert ginn. Och ass vill behaapt ginn, dass ee sech do den Dépensen net méi kéint entzéien.

Dat ass net esou an et bleift dobäi, dass déi Dépensë vum nationale Wëlle schlussendlech ofhänken, ob se matmaachen oder net iwwer hiren nationale Budget. Et gi keng Militärdépensen iwwert den europäesche Budget engagéiert. Dat soll een einfach zur Kenntnis huelen, och wann dat vläicht net an den Argumentatiounsschema passt, deen ee sech virdrun opgebaut huet.

Eng Nouveautéit gëtt et awer och. An do wäre mer wierklech interesséiert ze héieren, wéi d'Regierung gedenkt domat ëmzegoen. D'Défensepolitik soll och als eng Coopération structurée permanente vu Fräiwëllegen opgebaut ginn. Lëtzebuerg war gemengerhand, zënter dass et europäesch Zesummenaarbecht gëtt, ëmmer derbäi am éischte Wagon, wa Gemeinsamkeete probéiert gi sinn.

Duerfir d'Fro un d'Regierung - an ech si wierklech gespaant op d'Äntwert -: Wéi gedenkt d'Lëtzebuerger Regierung hei mat dëser Neierung ëmzegoen? Gedenkt d'Lëtzebuerger Regierung och hei am éischte Wagon vun de Fräiwëllege mat derbäi ze sinn? Wa jo: Wat heescht dat fir Lëtzebuerg? Wat sinn d'Implikatiounen dovunner?

Och zwee Wuert zum Élargissement an da sinn ech mat menger Interventioun um Enn. Den Élargissement ass eent vun den Haapttheme gewiescht an ass et och nach ëmmer. Eng vun de Froen, déi am Kader vun der Diskussioun 2005 komm sinn, war, ob deen Élargissement, dee mer 2004 gemaach hunn, falsch war. Et ass jo och schonn 2007 nach een nokomm.

Eis Meenung ass, dass deen net falsch war. Als aussepolitesch Kommissioun vun der Chamber hu mer jo probéiert no der Ënnerschrëft vum Traité vu Lissabon d'Debatt hei zu Lëtzebuerg e Stéck unzestoussen. Dat war net ganz einfach; et ass scho vum Ben Fayot dorobber higewise ginn. Et si praktesch keng Avisen zum Traité vu Lissabon erakomm. Et ass also en Intérêt, dee vill méi kleng ass wéi deen, dee mer 2005 festgestallt hunn, wou mer eis allerdéngs och am Kontext vun engem Referendum beweegt hunn.

Mir hunn awer och trotzdeem als Chamber, als aussepolitesch Kommissioun eng Rei Hearinge gemaach a vill Jonker begéint. Eng vun de Froen, déi ëmmer nees erëmkënnt - och haut nach, 2008 - ass awer déi vum Élargissement; a vill iwwert deen Élargissement, dee mer gemaach hunn. Do ass eppes hänke bliwwen, esou e Gefill, wéi wann deemools eppes gemaach gi wier, wat vläicht méi falsch wéi richteg war.

Wann ee mat de Leit driwwer diskutéiert an och virun allem erkläert, wat d'Alternativ da gewiescht wär, dann hunn ech festgestallt an deene Gespréicher mat ville Jonker, dass se dann op eemol verstinn, woufir dass deen Élargissement, bei all de Schwieregkeeten an och potenzielle Geforen, déi e mat sech bréngt, vläicht awer net dat Falscht war. Well d'Alternativ wär gewiescht, den Élargissement net ze maachen an all déi Länner dee Moment, wou se et gebraucht hunn, virun der europäescher Dier ze loossen.

Wann een da mengt, dass déi Delokaliséierungen doduerch méi schwéier gi wieren, jo dann iert ee sech. Et wär näischt méi einfach, wéi ze delokaliséiere virun d'Hausdier, net wäit ewech, an eng Géigend, wou dann nach iwwer eng länger Zäit guer keng Standarden oder vill méi geréng Standarde gëllen, wéi wa mer d'Dier opmaachen an d'Hand ausstrecken - wat och historesch gesi richteg war - a probéieren, deene Länner ze hëllefen, sech doduerch awer och e Stéck méi no ze kommen.

Hëllefen heescht och, dass déi Länner sech op eis duerbewegen a probéieren, méi séier, méi fréi och aner Standarden ze realiséieren; wat de Clivage tëschent deene Länner an eisen Ekonomië méi kleng mécht. Dat ass e richtege Schrëtt gewiescht. Wann een also de Leit am Gespréich ka soen, dass d'Alternativ zum Élargissement just war, net den Élargissement ze maachen an déi Länner eleng ze loossen, dann hätt dat grad vum Point de vue hier vun den Delokalisatioune vill méi Nodeeler gehat, wéi doduerch, dass mer se erageholl hunn a probéieren eis elo an enger géigesäiteger Bewegung een op deen aneren duerzebewegen.

Duerfir ass déi Diskussioun vum weideren Élargissement och esou ze kucken; och déi vum Westbalkan, déi jo ëmmer méi kloer an ëmmer méi däitlech gëtt an hire Konturen. Och wann et Differenzen do gëtt, an och wann et nach Problemer ze diskutéiere gëtt, där méi wichteger an och där manner wichteger, do ass awer - an zu Recht - en Élargissement virun der Dier.

Ee Wuert och nach zum Élargissement vun der Türkei. Déi Diskussiounen, déi elo lafen, si jo ergebnisoffen. Awer och net ganz. Et féiert ee jo keng Gespréicher, wann et engem egal ass, wat dobäi erauskënnt. Wann also d'Europäesch Unioun mat der Türkei diskutéiert, dann ass et net nëmme fir erauszefannen, ob ee sech kéint eens ginn. Mä et diskutéiert een, fir no Méiglechkeet kënnen eens ze ginn. Mam Wëssensstand vun haut weess een awer, dass dat ganz laang Gespréicher ginn. Et kann haut kee soen, wéini dass déi Gespréicher do kéinten ofgeschloss ginn.

Ech verwiere mech awer géint eng Argumentatioun, wéi de Kolleeg Mosar se virdrun développéiert huet, deen an de Gespréicher tëschent der Europäescher Unioun an der Türkei wëllt e Gespréich gesinn tëschent Chrëschtentum an Islam. Deen Dialog däerf duerchaus stattfannen do, wou en higehéiert. Do gëtt et jo och um Niveau vun de Leadere vun de Weltrelioune Bestriewungen, fir deen Dialog ze féieren. Et ass och gutt, dass deen Dialog do gefouert gëtt.

Mä deen Dialog, dee mir als Staten an als gewielte Politiker solle féieren, dat ass den Dialog tëschent Staten, déi hir Grondwäerter, hir Valeuren, hir Prinzipië mateneen oftauschen an ofklappen, ob se kënnen en zolidd Stéck Wee zesumme maachen oder net. Well et awer deen Hannergrond gëtt vun der islamescher Welt - net nëmmen an der Türkei, mä nach vill méi hannert der Türkei -, ass awer grad d'Türkei eng gëlle Bréck zum Verständnis mat där Géigend vun der Welt, déi eis am Moment net nëmmen an Europa, mä an der ganzer Welt dee meeschte Misär schaaft, well do villes ausser Kontroll geroden ass. An et ass nach net ofzegesinn, wéini et nees ënner Kontroll ass.

D'Türkei huet also eng eminent Roll ze spillen an huet och aus westlecher Vue zënter Jorzéngten eng eminent Roll gespillt. D'Lienë mat de Türkei sinn net rezent. Déi fänken net eréischt un. Do war Westeuropa laang Demandeur, fir esou Lienë kënnen oprechtzeerhalen.

Duerfir menge mer, dass dee Prozess, deen do amgaangen ass, e richtege Prozess ass, wou awer d'Europäesch Unioun zu hire Prinzipië soll stoen, an déi Diskussiounen a Gespréicher esou musse gefouert ginn, dass d'Grondlage vun enger wéi och ëmmer geaarteter Zesummenaarbecht an Zukunft kloer musse sinn. D'Europäesch Unioun huet hir Ziler. Si huet hir Prinzipien. Dovu wäert se och an dësem Dossier hei wéi bei aneren och - an et gëtt duerfir kee Grond - net ofréckelen. Dat muss een och an aller Däitlechkeet festhalen.

Wann an deem Kontext iwwer Referendum diskutéiert gëtt, wann den Här Sarkozy dat zum Beispill gemaach huet, muss ech soen: Do mécht den Här Sarkozy et sech vläicht einfach. De Sarkozy sammelt haut Stëmme mat Aussoen, déi hien ni méi selwer muss assuméieren. Well hien ass selwer amgaang drun ze schaffen, dass a Frankräich de President nëmmen zwee Mandater däerf ausüben.

Wann also dat doten iergendwann eng Kéier aktuell a konkret gëtt, sinn der vill domat beschäftegt a Frankräich, mä net méi den Här Sarkozy. Dee wäert sech déi dote Fro net méi musse stellen, ob hien als President e Referendum muss organiséieren iwwert de Bäitrëtt vun der Türkei oder net. Mä prophylaktesch fiert hien also haut schonn eng Partie Stëmmen domadder an doduerch, dass hien de Leit Ängschte mécht an domat de Leit wëllt kloermaachen, do wieren Entwécklungen amgaangen, déi d'Europäesch Unioun net wéilt oder net kéint kontrolléieren. Alles dat ass net richteg.

Dat gesot, Här President - an ech kommen zum Ofschloss -, mir sinn der Meenung, dass dësen Traité, grad och wéi den Traité constitutionnel, besser ass wéi d'Europäesch Unioun vun haut. D'Europäesch Unioun vun haut huet Problemer an déi steet viru villen Erausfuerderungen. Den Traité erlaabt Léisungen. Duerfir brauch och d'Europäesch Unioun dësen Traité.

Fir mir awer kee Virworf herno musse maachen ze loosse vum Här Goerens, dass ech dem Här Fayot seng Mériten net gebührend gewierdegt hätt, wëll ech dann och am Numm vun der grénger Fraktioun dem Här Fayot nach eng Kéier Merci soe fir säi Rapport, seng Presentatioun an och fir d'Zesummenaarbecht an der aussepolitescher Kommissioun. Dat war eng flott Zesummenaarbecht a mir sinn, wéi gesot, als gréng Fraktioun och frou, dem Text eis Zoustëmmung kënnen ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, wann ech gelift.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll do ufänken, wou mäi Virriedner opgehalen huet, an dem Rapporteur, dem Här Fayot, villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht, deen ons bal iwwerzeege konnt, dësem Traité zouzestëmmen. Mä wéi gesot, nure bal. Ech begréissen och déi exzellent Zesummenaarbecht an europäesche Froen, déi hien ons ugebueden huet, an déi et wierklech erlaabt, e bessert Versteesdemech vun där ganzer komplexer europäescher Politik ze kréien.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech drun erënneren, datt ech hei op dëser Chamberstribün gesot hat, datt de Verfassungstraité dout ass, mausdout. Wéi ech dat gesot hunn, ware vill Leit hei relativ skeptesch doriwwer. Haut muss ee feststellen, datt et esou ass, datt mer richteg geleeën hunn. De Verfassungstraité gëtt elo duerch de Lissabon-Traité, deen och Reformtraité genannt gëtt, ersat.

Ënnerscheeder gëtt et an der Dauer vun der Virbereedung, an der Form vun der Virbereedung an an der Lisibilitéit. Et gëtt der an der Aart a Weis wéi en ëmgesat gëtt, an et gëtt och inhaltlech Ënnerscheeder. Wou et näischt Neies gëtt, dat ass wat d'EU-Erweiderung ugeet. Wat d'Ausschaffe vum Verfassungstraité ugeet, esou muss ee soen, datt dat mam Mandat vum Conseil am Joer 2001 ugefaangen huet. De fäerdege Verfassungstraité gouf zwee an en halleft Joer méi spéit ënnerzeechent. De virleienden Traité gouf an nure véier Méint duerchgebaatscht. E puer Deeg fir d'Verhandlungen tëschent de 27 Länner, ee Mount fir d'Redaktioun.

De Verfassungstraité hat 448 Artikelen a 474 Säiten, de Lissabon-Traité fügt eleng 400 Artikelen zu deene bestehenden Artikele bäi. De Verfassungstraité gouf an engem Konvent diskutéiert, wou Vertrieder vu Regierung a Chamber waren, an e gouf offen diskutéiert. An awer huet, Här Statsminister, dës Elaboratioun, dësen Text, Iech dozou gefouert fir ze soen, de Verfassungstraité wier, Zitat: „an der dunkelster vun allen Dunkelkammeren ausgeschafft ginn". Ech wëll just nuren dat soen, wat iwwerall an der Press stoung.

(Interruption)

Da war et dat vläicht net. Dir wäert eis soen, wéi Dir dat richteg gesot hutt, mä et ass awer iwwerall esou zitéiert ginn, an och iwwert de Radio konnt een et esou héieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir sollt net de Radio lauschteren, mä mengen Explikatiounen nolauschteren, well zu där Fro do hunn ech schonn öfters heibanne Stellung geholl. Ech hunn deemools gesot, an ech kann et haut de Mëtteg nach millimetergenau beweisen, falls de Wonsch géif bestoen, dass Deeler vum Verfassungskonvent an der Dunkelkammer entstane sinn, an déi sinn och doranner entstanen, an d'Biller sinn nach net vill méi liicht ze kucken haut wéi deemools.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà, ech si frou, datt Dir mer déi Prezisiounen do gitt, an duerfir sinn ech och elo…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also net de Verfassungsvertrag ass an der Dunkelkammer entstanen, mä Deeler vum Konventresultat. Dir preziséiert dat all Kéiers...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et ass gutt, ech si frou, mä duerfir wäert Dir mer och, Här Statsminister, soen, wéi Dir dann elo wëllt déi Aart a Weis, wéi dësen Traité vu Lissabon ausgeschafft gouf, klassifizéieren, well…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …well deen nämlech d'Substanz vum Verfassungsvertrag iwwerhëlt, an dat ass net identesch mat deem, wat ech kritiséiert hunn. Ech kann Iech dat also direkt soen. Frot den Här Gibéryen firwat hie mat all deem d'accord war an duerno dergéint war.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wëll just nëmme soen, Här Statsminister - ech wäert herno nach op den Detail zréckkommen -, datt awer nach munches am Geheime geet an et fänkt domadder un, datt zum Beispill déi konsolidéiert Versioun vum Traité, iwwert déi mer elo diskutéieren, eréischt de 16. Abrëll dëst Joer vum Conseil ugeholl an eréischt den 9. Mee publizéiert ginn ass. D'Iddi war, datt net soll iwwert dat Ganzt geschwat ginn an datt ee soll bei deem Kreuzworträtsel-Traité bleiwen.

Bei engem éisträichesche Sondage hu 14% vun de Leit uginn, iwwert den Traité vu Lissabon informéiert ze sinn, mä nuren 9% konnten ee Punkt vum Lissabon-Traité uginn. 85% hu gesot, si wieren iwwerhaapt net informéiert, datt et esou en Traité géif ginn. Ech huelen un, datt…

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bausch, Dir kënnt och…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn net d'Ambitioun gehat, fir haut de Mëtteg hei Riedner ze sinn, Här Gibéryen. Den Här Henckes huet…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …géif ech mengen, géifen d'Analysen net vill anescht ausfalen. Mä dat ass och esou gewollt. Ech wëll och drun erënneren, datt mer iwwerhaapt den Dialog mat de Bierger net wëllen hunn. Well wann ech e leschten Eurobarometer kucken, deen am Joer 2006 komm ass, do hu 60% vun de Lëtzebuerger deen Ablack gemengt, mir wieren nach en Europa vu 15 Länner. Dat beweist, wéi den Dialog iwwer Europa hei am Land gefouert gëtt.

Zweetens muss ee festhalen, datt de Lissabon-Traité nure soll duerch d'Parlamenter goen an do ofgeseent ginn.

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir kënnt net mat de Leit streiden iwwer alles. D'Leit hale sech net esou au courant. Et ass heiansdo schwéier.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech constatéiere just nuren, wéi wäit mer heiansdo an dem Dialog sinn, a wann een dee sicht, da kënnt een de Bierger och e bësselche méi no an et kann een hinne méi Informatioune ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma Dir hutt dach besonnesch vill ze dinn, well…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- D'Bierger däerfen nuren net ëm hir Meenung gefrot ginn. Well déi kéinte se jo dann och nach zum Ausdrock bréngen, esou wéi dat beim Verfassungstraité a Frankräich an an Holland geschitt ass, do op eng negativ Aart a Weis, a wéi et och hei zu Lëtzebuerg geschitt ass.

Elo gëtt et nuren an Irland e Referendum, an zwar den 12. Juni. Bis dohinner muss alles roueg sinn. Et däerf keng Debatt opkommen. D'iresch Regierung huet dem franséische President iwwert den diplomatesche Wee soe gelooss, e soll jo nuren net iwwert d'Pläng vun der franséischer Regierung iwwert d'EU-Militärfroen an net iwwert d'Steiere schwätzen, déi ënnert der franséischer Présidence virgeschloe solle ginn. Et däerf och net doriwwer geschwat ginn, wéi dee Lissaboner Traité soll praktesch ëmgesat ginn. Dat huet d'Europaparlament zum Beispill elo décidéiert a gesot, datt déi institutionell Froen, déi bestinn, eréischt sollen nom 12. Juni am Europaparlament debattéiert ginn. D'Miissercher ginn elo ënnert den Teppech gekiert.

Och zu Lëtzebuerg däerf net mat de Bierger iwwert den neien Traité diskutéiert ginn. D'Motioun vun der ADR, fir e Referendum ofzehalen, gouf ofgelehnt mat 55 Stëmme géint fënnef. D'Resultat vum Referendum iwwert de Verfassungstraité, wou 43,5% vun de Lëtzebuerger Nee gesot hunn, weist, datt et vill Leit Krämpes kascht fir mat der Bevölkerung iwwer Europa ze diskutéieren. Mä et ass awer eng Konditioun, wann ee wëllt Europa mat de Bierger schafen, an net iwwer hir Käpp ewech.

Dëst Parlament, dës Chamber huet elo Angscht virum Dialog mam Bierger iwwer europäesch Froen. Hei maache 55 Deputéiert - entschëllegt den Ausdrock - regelrecht an d'Box, wann et géif heeschen, nach eng Kéier e Referendum ofzehalen iwwer Europa.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Henckes, fuert weider, wann ech gelift!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här Bausch, Dir faalt ëmmer op duerch ganz intelligent Bemierkungen, mä ech kann Iech just nure soen, wann et Iech net an d'Box geet, dann ass et, well Dir keng un hat.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Bausch, dat huet och säi Virdeel, da sidd Der net verstoppt.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- De fréieren italienesche Finanzminister huet d'Aart a Weis, wéi Europa soll ausgeschafft ginn, wéi et soll fonctionnéieren, esou ausgedréckt: «Entre les deux pôles du consensus populaire et du leadership de quelques gouvernants, l'Europe s'est faite en suivant une méthode que l'on pourrait définir du terme de despotisme éclairé.» Dat ass d'Aart a Weis wéi och effektiv elo Europa geschafe gëtt, a mir fannen, datt dat net dee richtege Wee ass.

D'ADR ass grondsätzlech der Meenung, datt wichteg Entscheedungen iwwert déi zukënfteg Ausriichtung vum Land, notamment an europäesche Froen, iwwer Referendum am Dialog mam Bierger musse geschéien. E Referendum, deen décisionnel an net konsultativ soll sinn, dat heescht e Referendum, dee Gesetzeskraaft soll hunn.

Eleng schonns well dësen Traité vu Lissabon, dëse sougenannte Reformtraité net engem Referendum ënnerworf gëtt, kann d'ADR dësem Traité net zoustëmmen.

Drëttens, och inhaltlech hu mer Bedenken.

Deelweis muss ee feststellen, datt optesch verschidden Ännerunge gemaach gi sinn, déi dem Neen a Frankräich an an Holland Rechnung droen. Et ass net méi Rieds vun enger Verfassung. Déi Symboler, déi d'Europäesch Unioun huet, sinn net méi am Traité. Si stinn awer elo nach als Engagement am Protokoll.

Mä wat een awer och muss feststellen, ass, datt de virleiende Vertrag ka verschiddentlech ausgeluecht ginn. E ka verschiddentlech ëmgesat ginn. Et ass eng Boîte de Pandore. Et ass wéi wann ee géif e Kit fir Autoe kafen an d'Gebrauchsanweisung géif net matgeliwwert ginn.

Bewosst huet, wéi gesot, d'Institutiounskommissioun vum Europaparlament e Rapport net public gemaach virum 12. Juni, dee soe soll, wéi dann déi europäesch Institutioune praktesch solle fonctionnéieren a wéi deen Traité vu Lissabon soll ëmgesat ginn.

Wat ee muss festhalen, inhaltlech, ass, datt den Demokratiedefizit bestoe bleift; deen neien institutionelle Fonctionnement vun der EU ass onkloer.

De Conseil hat um Sommet vu Laeken décidéiert fir d'Strukture vun der EU méi demokratesch ze maachen. Dëst ass nure bis elo minimal gelongen. An elo ass et eriwwer mat weiderer Demokratiséierung, wann een den Traité vum Preambel liest a wann een deen interpretéiert, esou wéi en elo zum Vote steet. Hei wäert sech an dem nächste Jorzéngt, wann net Jorzéngten, näischt méi bewegen.

Permanent Presidentschaft vum Conseil vun der Europäescher Unioun: Wat sinn d'Kompetenze vum President vun dësem Conseil

vis-à-vis vum President vun der Europäescher Kommissioun?

E Grupp vun Experten diskutéiert dës Fro am Geheimen, wéinstens bis de Referendum iwwert d'Ratifizéierung an Irland an a verschiddene Parlamenter eriwwer ass. Dat Eenzegt, wat bis elo bekannt gouf, ass, datt d'Gehalt vum President vum Conseil datselwecht wier wéi dat vum President vun der Europäescher Kommissioun.

Wat sinn d'Kompetenze vum Héije Vertrieder fir d'Aussen- a Sécherheetspolitik vis-à-vis vum Generalsekretär vum Conseil vun de Ministere vun der Europäescher Unioun fir aussepolitesch Froen?

D'Diskussioun iwwert d'Mise en œuvre, iwwert d'praktesch Ëmsetzung vum Traité vu Lissabon, d'Aart a Weis wéi dat Ganzt soll fonctionnéieren an d'Schwieregkeete wann et Contradictioune sinn, alles dat däerf elo net diskutéiert ginn, bis datt den Traité an Irland duerch ass.

Dat ass eng vun deenen Debatten, déi gefouert ginn. Eng aner ass déi iwwert d'Membere vun der Europäescher Kommissioun. Déi sollen 2014 vu 27 op 18 erofgesat ginn an de Rotatiounsprinzip soll am Prinzip festgehale ginn. Mä elo lafe schonn Debatten, datt dee Rotatiounsprinzip awer net integral wier, datt déi grouss Länner - Frankräich, Däitschland, Italien - missten hire permanente Member behalen an datt d'Rotatioun nuren dierft do si fir déi méi kleng Länner.

Mir haten ons als ADR mam Rotatiounsprinzip d'accord erkläert, mä elo, wann dee Rotatiounsprinzip nees erëm a Fro gestallt gëtt, wann am franséische Parlament déi Diskussioune lafen an och am Europaparlament - ech wëll just nuren op déi Internetsitë vum franséischen Elysée a vun anere Plazen hiweisen, wou dat diskutéiert gëtt -, da muss ee sech d'Fro stellen, wat dann ënnert der nächster Présidence, déi elo Frankräich wäert iwwerhuele vum 1. Juli un, finalement soll diskutéiert ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir hutt mech elo just drun erënnert, wéi den Här Giscard d'Estaing gesot huet: Gelungen, dass ee Land, wat 80 Milliounen Awunner hätt, ee Commissaire huet, an ee Land, wat der 500.000 hätt, och. Do hunn ech em hefteg widdersprach. Dat war ongefeier zäitgläich wéi den Här Gibéryen nach geheemelt huet zu Bréissel.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà! Gesitt Der, Här Statsminister, ech si frou, datt Der op onser Linn leit an datt mer déiselwecht…

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä Dir leit net méi drop, dat ass de Problem!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- ...Vue an där Fro do hunn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu jo scho villes erlieft, mä dass, wann et ëm Europa geet, ech gesot kréien, dass ech op Ärer Linn leien, dat ass eng Meldung wäert; wann am Ausland ee wéisst, wien Dir wiert.

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Wann Der ons e bësselchen hëlleft, an Dir sidd déck amgaangen dat ze maachen, da wäerte mer och an Zukunft kënnen um europäesche Plang meng Visibilitéit e bësse verbesseren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech maache wat ech kann. Mä ech denken, esou vill Kraaft hunn ech net.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Deen zweeten Deel, Här President, dee mer wëllen diskutéieren, ass d'Verdeedegungspolitik an dem Artikel 42 vun dem Traité sur l'Union européenne.

An deem Artikel 42.1 steet dran, datt „conformément au principe de la Charte des Nations Unies" kënne militäresch Asätz gemaach ginn. Mir hätte léiwer gesinn, wann déi Formuléierung gewiescht wär „conformément à la Charte des Nations Unies", dat heescht, datt e militäreschen Asaz net ka gemaach ginn, andeem ee sech referéiert op d'Prinzipië vun de Vereenegten Natiounen, mä op e Mandat. Doriwwer kann een diskutéieren an ech wollt dat just nuren hei ofwägen.

Da gëtt am Artikel 42.3 vum Traité gesot: «Les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires.» Heescht dat, datt Lëtzebuerg nach e puer onnëtz deier Militärfligere muss kafen, well se an Europa dobäi sinn a well et esou muss sinn? Mir hunn Nee gesot zum Militärfliger. Mir soen och Neen zu weideren ähnlech onnëtze Militärausgaben, wéi zu engem Krichsschëff.

Weider heescht et am selwechten Artikel, datt d'Agence Européenne de la Défense: «contribue à identifier et, le cas échéant, mettre en œuvre toute mesure utile pour renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense, participe à la définition d'une politique européenne des capacités de l'armement, et assiste le Conseil dans l'évaluation de l'amélioration des capacités militaires».

Mir gesinn an dëser europäescher Verdeedegungsagentur, datt déi vill Pouvoire kritt, wou d'Tragweit dovunner haut nach net ze iwwersinn ass, a speziell wann ee weess, wat de franséische President ënnert der franséischer Présidence nom 1. Juli wëlles huet an do wäert proposéieren. Do hu mer also manifestement e puer Inconnuen, wou een net weess wat dat fir Implikatiounen hei zu Lëtzebuerg kéint hunn, wa Lëtzebuerg wëllt - bien entendu - an där Verdeedegungspolitik matschwätzen.

Den drëtte Punkt, deen een an deem Kontext kann ufeieren, ass d'Bankgeheimnis an d'Steierpolitik. D'Formel vun Ioannina, eng Stad a Griichenland, gesäit vir, datt d'Décisioune kënne retardéiert, mä net verhënnert ginn.

(Interruption)

Ech wëll just nure soen, datt mer - do si mer frou - am Rapport preziséiert hunn, datt de Secret fiscal garantéiert ass, well mer do d'Unanimitéit mussen hunn. Mä nach huet missen awer - och hei - eng Ausso vu Lëtzebuerg kommen, datt um juristesche Plang mer awer kéinte gegebenenfalls déi Klausel do invoquéieren.

De 7. Abrëll dëst Joer huet a Steierfroen d'franséisch Ministerin fir Wirtschaft a Finanzen um Steierforum, dee vun der Europäescher Kommissioun ofgehale gouf, gesot, datt déi national Steiersystemer missten harmoniséiert ginn an datt misst eng eenheetlech Steiergesetzgebung ausgeschafft ginn. An dat op Basis vum ACCIS-Programm, deen zënter dem Joer 2000 an der Ausaarbechtung ass. Elo misst op dësem Gebitt eestëmmeg ofgestëmmt ginn. Irland, d'Tschechoslowakei, Zypern a Malta wieren do dergéint.

Wann den Traité vu Lissabon - an ech zitéieren nach ëmmer dat Interview wat publizéiert ginn ass - gestëmmt wier, kënnt esou eng Steier op Basis vun der Coopération renforcée - an dat iwwert den Artikel 49 vum ablécklechen Traité, Artikel 56 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, deen eng Concurrence libre et non forcée virgesäit - deenen anere Länner, déi mat där Approche net d'accord sinn, iwwert dee Wee a mat Hëllef vum Europäesche Geriichtshaff imposéiert ginn. Esou d'Ausson, ech zitéieren déi franséisch Ministerin de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi.

Esou Beispiller gëtt et schonn um soziale Gebitt. Eng europäesch uniformiséiert Steierlandschaft wier fir onst Land, op jidde Fall, a fir ons Ekonomie déidlech. Lëtzebuerg gouf net zitéiert vun der Madame Lagarde als eent vun deene Länner, dat géint eng gemeinsam Steierbasis wier, mä ech huelen un, datt dat awer am Ablack esou ass. Dofir froen ech just nuren, wéi d'lëtzebuergesch Regierung sech zu där Fro positionéiert, well do läit awer eng Debatt, déi ee ka féieren, ob ee sech elo mat deenen anere Länner solidariséiert oder ob een en anere Wee geet.

Mä dës gemeinsam Steierbasis an dëse gemeinsame Steiertaux - ob deen herno schlussendlech esou ausgeschafft gëtt? - kann awer duerch d'Hannerdier erakommen, esou wéi dat um soziale Gebitt amgaangen ass. An do kommen ech op e wesentleche Punkt…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Henckes, ech hunn dach dozou schonn x-mol an dësem Haus Stellung geholl! Schonn x-mol!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech gleewen Iech, Här Minister, ech gesi just nuren, datt d'Bestriewunge vun der franséischer…

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Gibéryen, wann Dir mengt, ech hätt een Dag an Europa verbruecht zënter 25 Joer, wou ech net wéinst de Steieren ënner Drock gewiescht wier, da muss ech Iech soen, dass ech do zu enger Iwwerkategorie heibanne gehéieren.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här Statsminister…

M. le Président.- Här Henckes, ee Moment. Ech mierke jo, datt d'Ausféierunge vum Här Henckes net d'Unanimitéit maachen an op Widderstand an op Widdersproch stoussen. Ech proposéieren - den Här Henckes huet 30 Minutte fir ze schwätzen, hien ass elo knapp iwwert der Halschent vu senger Zäit -, fir hien zu Enn schwätzen ze loossen an dann ze äntwerten op déi vill Froen, déi hie stellt.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Also ech wäert mäi Bescht maachen, fir strikt an der Zäit, esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, meng Ausféierungen zu Enn ze féieren.

Ech wëll hei, op dem Gebitt vun der Sozialpolitik, awer och nach e puer Bemierkunge maachen. De verstuerwene Verfassungstraité hat eng Debatt ausgeléist iwwert déi berühmt-berüchtegt Bolkesteindirektiv iwwert d'Liberaliséierung vun de Servicer, den Déngschtleeschtungen, déi de sozialen Dumping agelaut hätt, wann d'Direktiv esou ëmgesat gi wier, wéi se virgesi war. Op Basis vun där Polemik gouf dës Direktiv dunn ofgeännert, liicht ofgeännert, an deem Sënn, datt Leit aus Polen oder Ungarn net méi als Salarié op Lëtzebuerg kënne schaffe kommen, zum polnesche Loun, mä als Indépendant.

Méi grave ass awer de Prozess, deen elo géint Lëtzebuerg virum Europäesche Geriichtshaff leeft, wou d'Europäesch Kommissioun Lëtzebuerg ugesicht huet, well mer déi europäesch Détachementsdirektiv net richteg ëmgesat hätten. D'Europäesch Kommissioun seet, datt dat lëtzebuergescht Gesetz, wat hei eestëmmeg ugeholl ginn ass, géif géint den Artikel 49 - zukënftegen Artikel 56, wann de Lissabon-Traité ugeholl gëtt - verstoussen, dat heescht géint de liberaliséierten, fräien Duerchgang vun de Servicer.

Onst Gesetz gesäit vir, datt déi europäesch Entreprise, déi op Lëtzebuerg schaffe kënnt, oder, genauer gesot, déi hiert Personal während maximal sechs Méint détachéiert - zum Beispill am Kader vun engem Marché public -, datt déi Entreprise déi national Aarbechtsgesetzgebung an och d'Kollektivverträg, déi d'obligation générale erkläert gi sinn, muss respektéieren. D'Europäesch Kommissioun seet Neen, dëst wier contraire zu den europäeschen Traitéen.

Den 13. September huet den europäeschen Avocat général seng Konklusioune gezunn an huet der Europäescher Kommissioun Recht ginn, wat d'Kollektivverträg ugeet, déi d'obligation générale sinn. Et ass net de Fall, wat soss d'Aarbechtsgesetzgebung ugeet, och wa verschidde Punkte vu mannerwäerteger Importenz nach an der Diskussioun sinn. Mä déi Kollektivverträg, déi d'obligation générale sinn, déi ginn a Fro gestallt. Do steet ganz kloer dran, datt den Avocat général sech dergéint ausschwätzt an d'Geriicht opfuerdert, senge Konklusioune gerecht ze ginn.

Ech wëll keng Debatt féieren iwwert de Prozess, deen amgaangen ass, mä ech wëll awer drop hiweisen, datt Europa déi Sozialkomponent schéngt vergiess ze hunn an datt mir permanent ënnert der Menace vu sozialem Dumping stinn. Elo ka Lëtzebuerg vläicht Recht kréie virum Europäesche Geriichtshaff, an ech hoffen et, mä näischt ass sécher. Besser wier et, wann de Lissabon-Traité kloer Aussoe géif maachen.

Den Traité de Lisbonne erkennt och offiziell eppes un, an dat ass de Sommet social tripartite. Dee Sommet social tripartite ass vum Conseil de 6. Mäerz 2003 an d'Liewe geruff ginn. Dësen Tripartite-Sommet kënnt eemol am Joer zesummen, mä bis elo konnt een awer festhalen: „Außer Spesen nichts gewesen."

An et ass dat, wat mer bedaueren, datt munch Iddië lancéiert, mä net duerchgezu ginn. Ech hoffen, datt deen neie President, deen elo soll gewielt ginn, et vläicht fäerdeg bréngt, fir dat soziaalt Europa weider virunzebréngen. Dat schéngt mer en Défi ze sinn, wou mer och gäre bereet sinn, mat op de Wee ze goen. Déi ganz Onsécherheet an der Sozialpolitik ass e weidere Grond, firwat mer dësem Traité net kënnen zoustëmmen.

Weider Souveränitéitsrechter ginn ofgetratt. Well d'europäesch Gesetzgebung iwwer onser Verfassung steet an onsem Land imposéiert gëtt, ginn ons permanent Décisiounen imposéiert, déi mer net wëllen, zum Beispill iwwert de genmanipuléierte Weess, de Waasserpräis. Éisträich ass elo schonn ugesicht ginn, well se dee genmanipuléierte Weess net wëllen importéieren. Bei Lëtzebuerg wäert et net méi laang daueren. An do fannen ech awer, datt dat net däerft sinn, datt esou Décisiounen engem Land kënnen imposéiert ginn.

Ganz oft muss ee soen, datt awer och ons Regierung schold ass un den Direktiven, déi mer hei net wëllen. Ganz oft gesäit een, datt d'Regierungen an der Vergaangenheet Direktiven zwar an Europa gestëmmt hunn, an dann hei zu Lëtzebuerg op Parteikongresser sech geiergert hunn iwwert dat, wat an Europa décidéiert ginn ass. Ech mengen, dee Wee, dee wäert op jidde Fall, wann den Traité de Lisbonne duerchgesat gëtt, wa mer déi Praxis, déi mer hei an der Chamber agelaut hunn ënnert der Presidentschaft vum Här Fayot, weiderféieren, an Zukunft méi schwéier sinn. Mä et léist d'Problemer awer net alleguerten.

Dat anert, wat ee muss feststellen, ass, wann een unhëlt, datt den Traité de Lisbonne en tant que tel gestëmmt gëtt an alle Länner, da misst een awer och nach e puer aner Debatte féieren. Notamment si mir der Meenung, datt fënnef Deputéierten deen Ablack misste kënnen eng Klo virun dem Europäesche Geriichtshaff abréngen, wann eng Fro vu Subsidiaritéit sech géif stellen.

Däitschland mécht ons et do vir. An engem Begleitgesetz, wat se elo kierzlech dëse Mount gestëmmt hunn, gëtt gesot, datt 110 Deputéierte vu 610 kënnen eng Klo wéinst Violatioun vum Subsidiaritéitsprinzip beim Europäesche Geriichtshaff abréngen. Mir mengen, datt eng ähnlech Dispositioun och an d'lëtzebuergesch Verfassung gehéiert, datt een och do soll esou eng Dispositioun virgesinn.

Wat d'EU-Erweiderung ugeet, wat en Thema ass, dee jo hei implizitär matdiskutéiert gëtt, esou menge mir, datt déi franséisch Instanzen, de franséische Kongress richteg läit, wann e seet, datt muss iwwert d'EU-Erweiderungen an Zukunft iwwert de Wee vum Referendum décidéiert ginn. Et ass kloer, datt d'Fro, wéi wäit Europa soll goen, wéi wäit d'Grenze solle goen, eng Debatt wäert ass.

Elo lafen Debatten, datt Europa soll vum Atlantik bis an de Kaukasus goen, an den Iran, an den Irak. Ech mengen net, datt dat Europa ass. Ech wëll nure soen, datt Georgien am Kaukasus läit an datt d'Türkei bis bei den Iran an den Irak geet. Dofir soll een also menger Meenung no, wann ee wëllt Europa hei zu Lëtzebuerg akzeptéiert kréien a wann ee wëllt déi permanent Élargissementer kréien, op de Wee vu Frankräich goen. Dofir menge mir dat och.

Fir ons ass et awer och ganz kloer, datt mer kloer dergéint sinn, datt ee Land Member gëtt vun der Europäescher Unioun: Dat ass d'Türkei. Well mir mengen, datt déi 100 Milliounen Tierke manifestement net an Europa gehéieren, datt se den Equiliber vun den europäeschen Institutioune géifen a Fro stellen an datt sech och munch finanziell Problemer géife stellen.

Et muss een een Ablack soen, wou d'Grenze vun Europa sinn an dat net permanent ausweiden. Dat ass nach eng Kéier e Grond, fir dësem Traité net zouzestëmmen. Mä ech si Realist, an d'Lissabon-Verträg wäerte viraussiichtlech, wann alles riichtleeft, awer kënne gestëmmt ginn.

Mir mengen awer, datt ee muss hei zu Lëtzebuerg déi Verständlechkeet, déi Visibilitéit och hei an onsen Institutiounen, an onse Gesetzer respektéieren. Dofir wäert d'ADR am Laf vun der nächster Woch eng Proposition de révision vun onser Verfassung deponéieren, wou mer dra virschloen: datt all Modifikatioun vun den europäeschen Traitéen iwwert d'Europäesch Unioun muss per Referendum erfollegen; datt den Élargissement vun der EU op nei Länner, an notamment op d'Türkei, muss per Referendum erfollegen; datt fënnef Deputéierte kënnen eng Subsidiaritéitsklo beim Europäesche Geriichtshaff abréngen an d'Chamber muss dëser Klo hir Ënnerstëtzung ginn - do baséiere mer ons op déi däitsch Gesetzgebung -; an datt d'Regierung all Dokumenter, déi d'EU erausgëtt, soll un d'Chamber weiderleeden.

Dat schénge mer konkret Propositiounen ze sinn, wéi een dat, wat mer hei diskutéiert hunn, och effektiv kann ëmsetzen an datt dat net au goût vun där enger oder där anerer Regierung nees erëm kann anescht décidéiert ginn.

Am Résumé kann ee soen, datt Lëtzebuerg Europa brauch. Dofir si mir als ADR och der Meenung, datt een Europa muss ënnerstëtzen als eng Institutioun, déi een als gläichberechtegte Partner mat den Amerikaner, mat China, mat alle gréissere Länner kann a muss diskutéieren. Et ass och en Europa, vun deem mer ons erwaarden, datt et seng Bierger géint d'Globaliséierung schützt.

Mir sinn also net géint en Europa; mir sinn awer net fir egal wat fir een Europa. Mir si kritesch vis-à-vis vun deem Europa, wat ons zerwéiert gëtt a mat ons vill Bierger an onsem Land. Et kann net esou sinn, datt mer permanent de Risiko vu sozialem Dumping lafen.

Et kann net esou sinn, datt mer permanent musse riskéieren Décisiounen ze erdroen, wou d'Chamber ganz eestëmmeg déi Meenung net deelt; wéi bei den OGMen. Dat däerf et net sinn. Dat Europa do wëlle mer net. Wat mer hei riskéieren, dat ass, datt mer hei en Europa kréien, wou et emol eng Kéier esou oder esou ausgeet, an datt déi national Intérêten, wou mir eestëmmeg hei an der Chamber der Meenung sinn, datt se solle respektéiert ginn, da mussen um europäeschen Altor opgeopfert ginn.

Dat ass déi Kritik, déi mir maache mat deem Europa, mat deem mer net d'accord sinn. Dofir wäerte mer och dëst Gesetz, wat den Traité virgesäit, net ënnerstëtzen. Dofir wäerte mer ons och bei dësem Vote enthalen, well mer der Meenung sinn, datt mer en Europa brauchen, mä datt Europa soll geschafe gi mat de Bierger an net vun enger politescher Elite, datt mer e soziaalt Europa brauchen, datt mer sollen iwwert de Referendum Europa mat de Bierger bauen an net iwwert den elitäre Wee.

Dat sinn déi Ängschten, déi mer hunn. Mir fäerten, datt, wa mer haut géifen dësem Traité esou zoustëmmen, wéi en ass, mer deen Ablack eng Kaz am Sak géife kafen. Dat däerf et net ginn. Dat ass de falsche Wee. Dofir och ons Attitüd, déi mer iwwregens och scho beim Traité constitutionnel ageholl haten.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Merci och de Kolleege fir d'Disziplin. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Nodeem dass mer elo hei déi véiert Pirouette vun der ADR iwwert den Traité materlieft hunn, wëll ech mech awer de Félicitatiounen un den Här Fayot uschléissen,…

(Interruption)

…déi wierklech berechtegt sinn. Ech hu bei enger Pirouette d'ADR op de richtege Wee bruecht, mä elo si se erëm iwwer hir eege Féiss gefall.

(Hilarité)

Ech sinn elo erstaunt iwwert dem Här Henckes seng Ausso, deen hei eng Rei Artikele kritiséiert huet, déi schonn am Verfassungsvertrag drastoungen an déi d'ADR hei matgestëmmt huet. Elo op eemol sinn déi net méi gutt genuch. D'ADR huet hei de Verfassungstraité matgestëmmt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hunn d'Resultat vum Referendum kritiséiert, fir dee mer eis virdrun - an och Dir, Här Jaerling - engagéiert haten.

M. le Président.- Här Jaerling, féiert Är Ausféierungen zu Enn!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also bei mir war et vun Ufank un Neen zu deem Traité an ech hu meng Meenung ni geännert. Ech wäert se och haut net änneren.

(Interruption)

Här President, fir d'éischt wëll ech emol de Grond beliichten, firwat dass mer hei en neien Traité virleien hunn. Den Traité constitutionnel, dee vu Frankräich an Holland per Referendum ofgelehnt gouf, war och hei am Land per Referendum ofgestëmmt ginn. Och wann offiziell proklaméiert ginn ass, 56% hätten derfir gestëmmt, esou sinn ech do anerer Meenung. Richteg ass et, dass nëmmen 49,6% derfir waren an deemno keng Majoritéit do war, weder fir déi eng nach fir déi aner; well einfach menger Usiicht no eng Rei gülteg Stëmmziedelen net matgewäert goufen. Do kënnen aner Leit anerer Meenung sinn, mä dat ass emol dat eent. Trotzdeem huet dës Chamber den Traité duerno ratifizéiert.

Et läit elo en neien Traité hei vir, dee sech awer vum Traité constitutionnel net vill ënnerscheet. Et ass och gesot ginn, dass deen demokratesche Konvent - deen anscheinend demokratesche Konvent - besser gewiescht wier, fir nach eng Kéier doriwwer ze diskutéieren, wéi wann elo d'Regierungschefen dat eleng gemaach hätten.

Mä wat ech awer hei net gutt fannen, dat ass, dass praktesch hei am Land keen öffentlechen Débat stattfonnt huet an et fënnt och kee Referendum statt. Et gëtt de Wee gewielt vun der parlamentarescher Ofstëmmung, wat menger Usiicht no eng Frechheet ass vis-à-vis vun eise Bierger. Do stellen ech mer d'Fro, ob d'Regierung Angscht huet virun hirem eegene Vollek, well se sécherlech fäert, dass et nach eng Kéier zu engem Nee kéint kommen.

Dofir gëtt d'Vollek einfach iwwergaangen; besonnesch déi 62% vun de Jugendlechen, déi beim Traité constitutionnel Nee gestëmmt hunn. Et ass dach an der leschter Zäit fir en aktiivt Matsproocherecht fir d'Jugend hei plädéiert ginn. Net méi spéit wéi gëschter beim Vote vum Jugendgesetz si Verschiddener hei es net midd ginn, d'Matsproocherecht als eng absolut Prioritéit fir d'Jugend duerzestellen.

Elo hu mer hei en Traité virleien, dee just grad där Jugend hir Zukunft soll preparéieren. Firwat gi se dann net iwwer Referendum ëm hir Meenung gefrot? A firwat gëtt net d'Lëtzebuerger Vollek iwwerhaapt ëm seng Meenung gefrot? A firwat fënnt net, ier mer dat hei ofstëmmen, en öffentlechen Débat statt? Oder fäert Der, Dir kréicht se erëm eng Kéier net iwwerzeegt, wéi dat scho viru Jore war? Well virum Verfassungsvertrag hat Der jo awer alles drugesat, fir an de Lycéeën déi Jonk dervun ze iwwerzeegen, mä et ass lech net gegléckt. Si sinn net op Är schwaach Argumenter eragefall an hu majoritär Nee gestëmmt.

Bei engem neie Referendum kréicht Der menger Meenung och erëm eng an d'Zänn, well d'Argumenter, déi Der virbréngt, fir dësen Traité gestëmmt ze kréien, si kee Millimeter besser wéi déi, déi Der beim Verfassungsvertrag virbruecht hutt.

Den Här Braz huet hei behaapt, déi Leit, déi Nee gesot hunn, hätte keng Argumenter. Da stellen ech mer awer d'Fro: Hat Ären Här Huss och keng Argumenter, well dee war och fir den Neen? Oder hat Dir keng Argumenter, fir den Här Huss ze iwwerzeegen, fir Jo ze stëmmen? Dat ass eng Fro… Ouh, hien ass net hei; et ass mer emol net opgefall.

(Hilarité)

Une voix.- Do laacht Der.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech wëll lech och soen, dass d'Gauche nach ni an och ni wäert eng Allianz - an egal ënner wat fir enger Form - mat der Droite sichen an dass hei beim Verfassungstraité eng ongewollten Allianz, déi zwëschent der Gauche an der Droite komm ass, op jidde Fall net vun der Gauche gewollt war an och ganz bestëmmt net vu mir.

An där ganzer Prozedur iwwert deen neien Traité gëtt menger Usiicht no d'europäescht Vollek fir domm verkaaft.

De britesche Journalist Bruno Waterfield vum „Daily Telegraph" a Korrespondent zu Bréissel huet d'Aussoe vum Här Sarkozy zum Lissaboner Vertrag publizéiert, dee Folgendes gesot huet: «Des référendums sur le nouveau traité seraient dangereux et perdants en France, en Angleterre et dans d'autres pays. Car il y a un gouffre entre les peuples et les gouvernements.»

An am Kontext vum Referendum a Frankräich vum 29. Mee 2005, do sot den Här Sarkozy kierzlech: «La France n'était qu'en avance sur les autres pays dans son vote pour le non. La même chose arriverait dans tous les États membres si un référendum y était organisé. Un référendum aujourd'hui mettrait l'Europe en danger. Il n'y aurait pas de traité si un référendum a lieu en France, et il en va de même pour un référendum au Royaume-Uni.»

An et schéngt mer, wéi wa genau déiselwecht Iwwerleeungen hei och am Land a verschiddene Kreesser ronderëmgeeschteren.

Bei aneren Traitéen, zum Beispill bei deem vu Maastricht, gouf an Dänemark esou laang referendéiert, bis e Jo erauskomm ass. An deeselwechten Zeenario gouf et an Irland beim Traité vun Nice. Mä d'Vollek gouf zumindest all Kéiers gefrot.

Haut geet et anescht. Ausser an Irland gëtt d'Vollek einfach net méi gefrot. Et gëtt an de Parlamenter ouni si ofgestëmmt an hei am Land souguer géint eist Vollek. Ebe well Der menger Usiicht no Angscht hutt virun Ären eegene Bierger.

Dat eenzegt, menger Usiicht no, nach demokratescht Land an Europa ass just nach Irland. Dat huet dem Vollek och elo nach e Matsproocherecht ginn, wann et ëm Décisioune geet, déi d'Souveränitéit betreffen.

Als ee vun de grousse Fortschrëtter zum Beispill ass awer d'Méiglechkeet vun engem europäesche Referendum verkaaft ginn. Da verstinn ech net, wéi dann national Referende kënnen als Gefor ugesi gi fir Europa oder als Gefor ugesi gi fir iergendee Fortschrëtt an Europa.

Här President, dësen Traité ass vun de Stats- respektiv Regierungschefen aus 27 Länner schonn ugeholl ginn a gëtt als Traité simplifié duergestallt. An dat ass en och wierklech, e vereinfachten Traité, well e beinhalt jo nëmmen 250 Säiten, 297 Modifikatiounen zu bestehenden Traitéen, 12 Protokoller a 65 Deklaratiounen.

Et ass e juristescht Labyrinth, dat just zum Zweck huet, déi europäesch Constitutioun, déi ofgelehnt gouf, doranner ze verstoppen.

Well dorëm geet et nämlech, déi ofgelehnte Constitutioun an hiren Inhalt op Ëmweeër awer ëmzesetzen, a genau dat huet och den Här Giscard d'Estaing an enger Tribune libre vum „The Independent" den 30. Oktober gesot, et géif zwëschent dem urspréngleche Text an deem elo virleienden Text méi eng Differenz an der Approche wéi am Inhalt leien.

M. le Président.- Här Jaerling, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Den Här President hat mer zéng Minutte versprach.

(Brouhaha)

M. le Président.- Den Här President huet vergiess, mech ze informéieren. Den Här Fayot als Rapporteur hat zwou Minutte méi, soss huet nach jiddferee sech un d'Riedezäit gehalen. Ech géif Iech bieden, Iech och drun ze halen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Gutt. Ech maachen elo ganz schnell.

Déi initial Propositioune vum Verfassungstraité bleiwen onverännert, si si just vereinfacht a verschidden Traitéen opgedeelt ginn. An dës Virgehensweis wier néideg, sot den Här Giscard d'Estaing, fir subtil Veränneerungen duerchzebréngen. Veränneerungen, déi zum Zweck hätten, all Form vu konstitutionellen Approchen an all Gefor vu Referenden ze écartéieren. Dat gouf vum Här Giscard d'Estaing net ouni e gewëssenen Zynismus behaapt.

D'Dispositioune vum Verfassungsvertrag bleiwen deemno och am Lissaboner Vertrag festgeschriwwen.

D'Grondrechter ginn nach ëmmer secondaire behandelt. D'Sozialcharta an d'Sozialentwécklung an de Länner si just Recommandatiounen a keng Obligatiounen.

Dëst Europa beweegt sech fir mech a Richtung vun enger sozialer Euthanasie, a Richtung vun engem geféierlechen a promouvéierte Liberalismus, bei deem d'Politik net déi néideg Moyenë kritt fir deem entgéintzewierken.

Dëse Vertrag ass eng sophistikéiert Kopie vum Verfassungsvertrag, mat deem d'Bierger hei am Land an an Europa einfach iwwergaange ginn.

Dëst Parlament huet kee Mandat vum Lëtzebuerger Vollek, fir dësen Traité guttzeheeschen, iwwert deen en Deel vun eiser Souveränitéit jo awer mat a Fro gestallt gëtt. En trotzdeem ze stëmmen, ass Respektlosegkeet géigeniwwer vum Lëtzebuerger Vollek.

Fir mech huet sech also näischt un der Situatioun, wat den Traité constitutionnel ugeet, geännert an duerfir wäert ech dësen Traité och net stëmmen an ech wäert och bei menger Meenung bleiwen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wéi mer hei am Ufank Juli 1992 iwwert de Maastrichter Vertrag ofgestëmmt hunn, huet mäi Virgänger, den Här Jacques Santer, well déi Zäit hunn d'Statsministeren a wichtegen Debatten ëmmer Franséisch geschwat, gesot: «En matière de traité européen et donc de Maastricht, il faut se déterminer globalement.»

Beim Nolauschteren haut an enger Debatt, déi magistral vum Ben Fayot schrëftlech a mëndlech agefouert ginn ass, hunn ech öfters un dee Saz geduecht.

Well dat geet net, wann een ee Vertrag zu 27 ofschléisst, fir sech - wëllt een e positiv duerstellen - nëmmen op dat ze konzentréieren, wat schéin ass an - wëllt een en negativ duerstellen - sech nëmmen op dat ze konzentréieren, wat engem net gefält.

Beim richtegen Nolauschteren a beim Noliese vun deem, wat 1991 heibanne gesot ginn ass, fält mer op, et besteet ëmmer e relativ groussen Accord an eisem Parlament, wéi an anere Parlamenter och, iwwert dat, wat positiv ass. Et besteet ee groussen Désaccord iwwert dat, wat negativ ass. A munches, wat als negativ vun deenen enge virbruecht gëtt, gëtt vun aneren als eppes Positives emfonnt, esou dass déi, déi zu esou Verträg - vun deenen ech verstinn, dass ee se ka mat Zréckhalung beuerteelen - zu engem däitlechen Nee kommen, eigentlech intellektuell op der verluerener Säit sinn, mä politesch, publizistesch, propagandistesch a populistesch ëmmer op der gewonnener Säit sinn. Well vun all deene Punkten, déi ee kann opzielen, déi géint ee Vertrag schwätzen, fënnt een ëmmer Leit genuch, déi op deenen eenzelne Punkte mat engem d'accord sinn.

Dat ass awer de Bewäis derfir, dass een zum Kompromiss, virun allem zum Kompromiss am Internationale fäeg ass. Well wann et ëm d'Verträg geet, déi een zu 27 ofschléisst, «il faut se déterminer globalement». On ne peut pas s'abstenir globalement, well wann d'Leit sech alleguer abstinéieren an deene 27 Länner, well se net mat allem averstane sinn, wat an deem Vertrag steet, oder well jiddfereen nach gären eppes anescht derbäi gehat hätt, da komme mer am internationale Liewen ni virun. Da fale mer en fait dohinner zréck, wou mer waren, ier mer ugefaangen hunn, d'europäesch Integratioun wierklech ze wëllen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Nu sinn ech schonn der Meenung, dass een d'Leit, d'Mënschen an engem Land - et geet ëm Wichteges - no hirer Meenung muss froen. Ech sinn éischter een Unhänger vun der representativer parlamentarescher Demokratie, mä awer net dergéint, dass ee vun Zäit zu Zäit e Referendum mécht.

Mä, Här Jaerling, wann et gemaach ass an d'Leit hu Jo gesot, an zu Lëtzebuerg hu se Jo gesot, da kann een net esou maache wéi wa se Nee gesot hätten. An et kann een net gläichzäiteg soen, dee Vertrag hei gläicht wéi eng Drëps där anerer dem Verfassungsvertrag an dann e Referendum verlaangen, well d'Leit hu jo zu deem Verfassungsvertrag, deen, wéi Der dat richteg sot, wéi eng Drëps dësem Vertrag geglach huet, schonn eng Kéier Jo gesot hunn.

Duerfir si mer zur Konklusioun komm, net nëmmen d'Regierung, mä alleguer déi, déi mat gesondem Mënscheverstand sech mussen erëmploen, dass et net gutt wier, wann een elo - well et nämlech net néideg wier - een zweete Referendum géif maachen.

Dobäi ass déi Debatt vun haut ëm en Onendlecht méi konsensuell, wéi d'Debatten et am Ufank vun den 90er Jore waren. Do gëtt et Leit, déi si kohärent mat sech selwer bliwwen. Dat ass de Fall fir d'sozialistesch Partei an den Här Fayot. Dat ass de Fall fir d'CSV an den Här Mosar, mat Ausnahm vu sengem Schlenker iwwert déi reliéis Trennungslinnen, déi een erëm misst duerch de Kontinent dreiwen; mat mir fënnt dat net statt, fir dass Der dat just wësst. An et gëtt och keng Décisioun, souwäit wéi ech dat weess, vu menger Partei, dass d'Relioun en Argument oder en Element wier, wat determinant misst zur Kenntnis geholl ginn, wann et ëm d'Erweiderung vun der Europäescher Unioun geet. Esou eng Décisioun gëtt et vu menger Partei net, a géif et se ginn, dann hätt ech mech dergéint gewiert an da wier et bekannt, dass et déi Diskussioun an déi Décisioun ginn hätt.

Iwwert d'Türkei kann ee vill épiloguéieren. Ech si mat deem Land zënter '95 am emol méi lëschtegen, emol méi schwieregen Dialog. Dat sinn ergebnisoffe Verhandlungen. Déi Fro gëtt beäntwert wa se ze beäntwerten ass, mä d'Relioun ka keen Element sinn, dat an där Debatt do eng wichteg Roll spillt. Elo sinn ech awer nëmmen op d'Türkei komm, well den Här Mosar mer elo just hei an de Bléck geroden ass. Ech weess net méi, mat wiem ech mech virdrun hat.

Eigentlech wollt ech soen, d'CSV, och mat Ausnahm vun där Remarque, wier kohärent mat sech selwer.

D'Demokratesch Partei huet et do méi schwéier. Mä de Fraktiounschef vun der Demokratescher Partei, de Charles Goerens, deen en ausgewisenen Europäer ass, deen ass kohärent mat sech selwer, well deen huet och schonn 1991 géint gréisser Widderstänn a senger eegener Partei - dat huet e jo och de Presidenteposten an där Partei kascht - sech intensiv agesat an dësem Haus an an der Öffentlechkeet fir europäesch Belaanger. Duerfir weess en, dass e mäi Respekt huet. Well aner Riedner vun der DP - ech kommen eigentlech nëmmen dorop, well Der Iech esou vill mat eis beschäftegt; dat bréngt mech derzou, dass ech mech och elo e bësse méi mat Iech beschäftegen. Do kritt Der nach munches ze héieren. Ech sinn eréischt am Ufank vu menger Sammlung, déi ech reconstituéieren, ukomm.

Mä jiddefalls, da falen ech jo direkt op déi Debatten iwwert de Maastrichter Vertrag. Schonn e Samschdeg den Owend no Ärem Kongress ass dat mer zoufälleg an de Grapp gefall, an do liesen ech dann, dass d'Deputéierte vun der liberaler Partei gesot hunn, esou och wéi den Här Jaerling haut, dee Vertrag vu Maastricht géif respektlosen Ëmgang mat lëtzebuergeschen Interessen a mam Lëtzebuerger Vollek verroden, wier eng Gefor fir Lëtzebuerg. D'qualifizéiert Majoritéit, déi mer elo ëm weider 28 Felder ausdehnen, dat wier eng gefäierlech Saach. D'Auslännerwahlrecht, d'europäescht Wahlrecht géif just agefouert gi fir d'Machtstellung vun de Gewerkschaften auszebauen an et wier ee Schandvertrag an et wier Verrot um Land.

Dat war d'Tonalitéit vu munche liberalen Einlassungen am Joer '91 an et war dem Här Goerens säi bleiwende Verdéngscht…

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Awer ni vu mir, Här Statsminister. Ech mengen Dir verwiesselt mech do mat engem.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Majo, am Géigesaz zum Här Henckes waart Dir nach ni an der DP. Dir waart just an der ADR an do sidd Der net méi dran.

(Hilarité)

Ech war hei amgaang den Här Goerens ze luewe fir - ech kéint d'Madame Flesch selbstverständlech do derbäi nennen - ee bestännegt Antriede fir d'europäesch Saach, och géint Widderstänn an der eegener Partei.

Duerfir war ech frou, dass den Här Goerens - dat weist ee laange Maturitéitsprozess, dee stattfonnt huet an enger Partei, déi heiansdo gezéckt huet - gesot huet, d'Demokratesch Partei - an doriwwer sinn ech frou - géif de Vertrag, dee vu Lissabon, ohne Wenn und Aber kënne stëmmen.

Et gëtt och gutt Grënn fir ohne Wenn und Aber ëmmer nach - wann ee weess, dass ee sech muss global determinéieren - deem Vertrag hei seng Zoustëmmung ze ginn, well d'Lëtzebuerger hunn zu deem Vertrag a senge Substanzdeeler Jo gesot am Referendum vum 10. Juli 2005.

Well wou den Här Giscard d'Estaing Recht huet, huet e Recht, wann e seet - dat soen ech och, mä leider maacht Der mer d'Éier vum Direktzitat net -, dee Vertrag hei gläicht deem aneren. A mir sinn agetrueden, iwwregens mat engem Mandat vum Parlament - well mir hunn déi Europadiskussioun ënnert der strenger Fuchtel vum Här Fayot jo hei pausenlos, andeem mer gepeitscht si ginn, misse matmaachen -, mir sinn hei vum Parlament duerch Motioun, Här Jaerling, opgefuerdert ginn, eis derfir anzesetzen, dass dee Vertrag, deen elo de Lissaboner Vertrag ginn ass, sech net dierft vun der Substanz vum Verfassungsvertrag ewechbewegen. An dat hu mer gemaach.

Da verstinn ech net, firwat dass mer haut fir eppes kritiséiert ginn, wouzou mer vum Parlament, gedroe vun den haaptpolitesche Kräften an dësem Haus, opgefuerdert gi sinn. Duerfir ass dat heiten, wéi de Verfassungsvertrag et och war, e gudde Vertrag fir Europa an e gudde Vertrag fir Lëtzebuerg. De Verfassungsvertrag wier besser fir Europa gewiescht, mä deen heite Vertrag ass gutt fir Europa, well e besser ass wéi dee Vertrag, deen de Moment applizéiert gëtt. Dat ass dee vun Nice. An en ass gutt fir eist Land, well eis wesentlech Interessen - an déi sinn net contraire zu den europäeschen Interessen, wann een dat op der richteger Zäitschinn kuckt - sauvegardéiert sinn an dësem Vertrag.

Dat gesi jo och anerer entre-temps esou. Och déi gréng Kolleegen hunn an enger, wéi ech fonnt hunn, gudder Ried, exzellenter souguer vum Félix Braz, hei hir Zoustëmmung bruecht. Dat huet gutt gedoen, géint d'Tonalitéit, déi nach déi gréng Interventiounen am Joer '91 hei ausgezeechent huet.

D'Madame Err war Rapporteur vun dem Vertrag vu Maastricht an huet ganz engagéiert derfir plädéiert. Den Här Huss war Spriecher vun deene Gréngen - déi Zäit ware se nach net Corapporteur - an en huet ganz hefteg géint dee Vertrag do vum Lieder gezunn. An den Här Bausch, deen elo scho besser war wéi am Ufank Juli '92, huet dat matgemaach, mä haut kann e sech dem Statsmännesche jo net méi erwieren…

(Hilarité)

…an duerfir kënnt en natierlech elo zu aneren Aschätzungen, wéi dat deemools de Fall war.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dir waart jo och fréier vun der Extrême gauche an Dir sidd haut Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma ech hu mer hei vu mengem Frënd Bodry erkläre gelooss, deem dee Saz a senger Partei nach natierlech wäert verheerende Misär maachen, dass deen éischten Discours de gauche zënter laange Joren hei an der Chamber vun engem CSV-Premier gehale ginn ass. Ech gesinn dat iwwregens d'selwecht.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass kee korrekt Zitat!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir hutt gesot, Här Bodry - also wann Der mech hei obligéiert an Äre Wonnen ze wullen…

(Hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass fir mech keng Wonn, dat do.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et pickt Iech eppes, vun deem Der nach net wësst, dass et eng offe Wonn ka ginn.

Une voix.- Ooohhh!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, ech wëll hei soen, dass Der gesot hutt, dat wier eng kollektiv Aarbecht vun der Regierung. Dofir sinn ech ëmmer dankbar, well ech wëll net fir all Saz individuell an eleng responsabel gemaach ginn, deen ech do soen, an d'Form dovun - de Schlëff, hätt Der kënne soen -, dee géif komme vun deem, deen déi Ried géif virdroen an dat wier ee kloren Discours de gauche gewiescht; wougéint ech mech net wieren, dass Der dat esou gesitt.

Et huet jo awer elo net wéi gedoen. Wat ech wollt soen, ass, dass déi grouss Parteien dësem Vertrag hir Zoustëmmung ginn an dass se e gudde Grond hu fir dat ze maachen. An eng vun den Ursaachen, firwat dass Dir als Parlament esou gutt duerch deen Text gefouert gitt - deen natierlech keen Traité simplifié ass, wéi den Här Sarkozy et seet, mä en Traité simplifié ultracompliqué, well deen ass bal net ze liesen -, ass och drop zréckzefäieren, dass Äre Rapporteur déi Saache gutt auserneegeschrauft huet, an ech wëll em nach eng Kéier meng Unerkennung soe fir dee Rapport an dat Stéck Liewen, wat deem Rapport an europäesche Saache virgeschalt war an och, wéi ech denken, nogeschalt ass.

Obschonn ech eenzel Nuancen unzebréngen hätt un der Aart a Weis, wéi den Här Fayot säin Argumentatiounswee do subtil skulptéiert huet. Well den Här Fayot schreift a sengem Rapport - mä ech huelen un, dass dat ee wéi och ëmmer geaartete Lapsus ass -, dass d'Lëtzebuerger dem Resultat vun der Konventioun per Referendum zougestëmmt haten. Dat hätt Dir gären esou gehat. Mä esou war et awer net. Si hunn dem Verfassungsvertrag zougestëmmt. Dee war op eenzelne Punkte méi prezis a méi däitlech, wéi den Text vun der Konventioun.

Woubäi ech hei wëll soen, dass, contrairement zu engem Androck, deen heiansdo opkënnt, ech keen Antikonventionelle sinn. Ech sinn net wéi den Här Fayot an och de Minister Schmit, dee jo deemools och e Konventionelle war, vun engem fundamentale Philadelphia-Geescht gedriwwen an dëse verfassungsgebende Froen. Mä dass dee Konvent eng exzeptionell gutt Aarbecht geleescht huet, dorun ass jo net dee geréngsten Zweifel, an nimools hätt eng normal Regierungskonferenz an der Substanz dat kënnen zesummendroen, wat am Verfassungsvertrag stoung a wat am Vertrag vu Lissabon iwwreg bliwwen ass.

Ouni Konvent gëtt et kee Lissaboner Vertrag, dat wëll ech ganz kloer soen. Mä esou koscher wéi heiansdo gemaach gëtt, ass et awer an deem Konvent net zougaangen, well déi Sitzunge vum Presidium hunn awer och - wéi nennt Der dat ëmmer, wann Der an der Oppositioun sidd - hannert zouenen Diere stattfonnt a bei Rolllueden, déi erofgelooss waren, am Halbdunkel.

Munche Konventionelle war iwwerrascht, wann en eenzel Resultater vun deem Presidium virgesat kritt huet. An den Här Fayot hat sech ganz fréi, um Ufanksstadium vun deem Konvent, scho mam Här Giscard d'Estaing ugeluecht driwwer, dass net Kloerheet genuch wier an dass net séier genuch géif geschafft ginn, dass net Transparenz genuch wier.

Den Här Fayot war vill méi kritesch am Ëmgang mam Här Giscard d'Estaing wéi Dir, Här Gibéryen, muss ech soen. Et éiert hien, dass en eenzel Saachen do esou gutt duerchkuckt.

Et ass heibanne gesot ginn, bei der Charta vun de Grondrechter wier keng Oppositiounsstëmm ze héiere gewiescht während de Referendumsdebatten. Dat ass einfach net wouer. Den Här Fayot schreift dat och.

Ech ka mech ganz genau erënneren, aus villen Tables rondes, déi mer haten, Entrevuen, Gespréicher, dass munch Elementer aus där Grondrechtecharta kritiséiert gi sinn. Ënner anerem dee Passus zum Beispill iwwert d'Expropriatiounsrechter an eenzel sozial Elementer.

Esou Kritike sinn et vill gi während där Debatt an et soll een net maachen, wéi wann et déi net ginn hätt.

Bei der Coopération structurelle a Saache Verdeedegung sinn ech net der Meenung, dass mer elo zu engem gewaltegen Opblose vun eisem Militärbudget musse kommen. Ech sinn awer och net der Meenung, dass mir Zougang kréien zu där Coopération structurée, wa mer do stoe bleiwe bei eisem Militäreffort, wou mer haut stinn, da ginn ech et schrëftlech op eng Salztut, da komme mer net vun der Plaz.

Dat géif dann deen éischte Rayon ginn, dat éischt Zëmmer, wou vill Europa stattfënnt, an deem mer net vertruede wieren. Duerfir muss ee wëssen - ouni dass mer do ufänke verréckte Pläng ze kréien -, dass mer do eise Verdeedegungseffort - dat jo ee Friddenseffort ass, well mir si jo keng Arméi, déi engem anere géintiwwer feindlech gesënnt wier -, wa mer do net eis no uewe bewegen, mengen ech, dass et ganz schwéier gëtt, an dee Raum vun der strukturéierter Kooperatioun am Verdeedegungsberäich eranzekommen.

Dat heescht net, dass mer eise Verdeedegungshaushalt mussen doubléieren, mä mir mussen en an engem räsonnabele Mooss a laang gestreckten Etappe konsequent op déi Missioune kënnen ausriichten, déi d'Europäesch Unioun an deem Zesummenhang do wëllt iwwerhuelen.

Hei ass och net vill geschwat ginn iwwert d'Missiounsbeschreiwung, de Kompetenzkatalog vum zukünftege President vum Conseil européen. Ech verstinn déi Zréckhalung ganz gutt, déi jo am Haus doriwwer besteet. Mir fält zu deem Thema munches an.

Et huet mer gutt gefall, dass den Här Fayot extrem kohärent op deem Punkt ass, well hien nach eng Kéier a sengem Rapport d'Fro gestallt huet, ob et dann net awer besser gewiescht wier, wann dee permanente President vum Conseil européen gläichzäiteg Premier a sengem Land wier. Dann hätt en nämlech wesentlech méi Pouvoir a méi Duerchsetzungsverméigen. Dat war seng Meenung ëmmer, a meng Meenung och.

Et war just der LSAP hir Meenung e puer Woche virun de Wahlen, fir dat ëmzedréinen a fir ze soen: Ee Premier zu Lëtzebuerg, deen huet hei zu Lëtzebuerg ze sinn a sech net ëm aner Saachen ze bekëmmeren. Duerfir sinn ech frou, dass den Här Fayot zréckkomm ass op déi initial Iwwerzeegung, déi seng war an déi dovun Témoignage ofliwwert, dass hien e feine Kenner vun deene Saachen ass, ëm déi et do geet. Mä et ass anescht komm an et gëtt anescht gemaach.

Richteg sinn déi Remarquë vun alle Kolleegen - an dat hu se bal alleguer gemaach, an déi, déi se net gemaach hunn, hätte se misse maachen -, déi gesot hunn, dass Vertrag zwar Vertrag ass, mä dass seng inhaltlech Ausfëllung, seng Miwweléierung eng Saach vun de politesche Gestaltungskräften ass. Déi sinn am Ministerrot vertrueden, an déi sinn am Europäesche Parlament vertrueden. Et kënnt hei zu engem onwahrscheinlechen demokratesche Quantesprong doduerch, dass d'Matièrë mat qualifizéierter Majoritéit a mat Codécisioun vum Parlament décidéiert ginn.

Duerfir ass et net egal, wien een an national Regierunge wielt, well déi maachen d'Politik zu Bréissel. Gleeft de Regierungen net, wa se soen: Bréissel huet eis et virgeschriwwen! Si waren ëmmer derbäi. Ech verdroen dat net.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Une voix.- Très juste!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Regierunge sinn ëmmer derbäi, wann Décisioune getraff ginn. An d'Europaparlament ass an engem ëmmer méi groussen Ëmfang derbäi, wann Décisioune getraff ginn. Duerfir ass et wichteg, wat fir Parteien a wat fir Politiker een a Regierunge wielt, a wat fir Parteien a wat fir Politiker een an d'Europäescht Parlament wielt. Well déi Majoritéiten, déi do zustane kommen, si keng Zoufallsmajoritéiten. Dat si gewollte Majoritéite vun de Leit a vun de Bevölkerungen an de Länner, déi wiele ginn. Duerfir ass dat guer net egal, wat fir eng Grondausriichtung dass déi eng an déi aner bei de Majoritéitsbildungen am Conseil an am Europäesche Parlament hunn.

Dee Vertrag hei, deen ech net fir een an allen Hisiichte gelongent Wierk halen, vun deem ech och gesinn, dass en am Sozialen deenen Ambitiounen, déi ee kann hunn, net gerecht gëtt, dee bréngt eis awer Rou. E bréngt eis d'Rou, fir dee Vertrag ze hunn an domat déi Politik - och déi Sozialpolitik - ze maachen, déi eis ugemiess schéngt a vun där mer mengen, dass se gutt wier fir d'Länner a fir d'Mënschen an Europa.

Jiddefalls dréit en dozou bäi, dass d'Europäesch Unioun ophält sech, wéi déi lescht zéng Joer, mat sech selwer ze beschäftegen, mat sech a mat hiren Institutiounen, mä dass mer eis elo emol kënnen drop konzentréieren, fir eis mat de Problemer vun de Mënschen - a Mënsche gëtt et och ausserhalb vun Europa -, mat de Mënschen an der Welt ze beschäftegen.

Et ass e Vertrag, deen der Europäescher Unioun méi Gewiicht op der internationaler Zeen gëtt. An dat brauch se. D'Europäesch Unioun haut ass eng politesch Ariichtung, déi an hirer Wierkung no banne ganz dacks ënnerschätzt gëtt, an an hirer Wierkung no bausse ganz dacks iwwerschätzt gëtt. Duerfir ass et wichteg, dass een, wat déi aussepolitesch Dimensioun vum europäesche Maachen an Dinn ubelaangt, zu wesentlech méi konsequentem Handele kënnt. De Vertrag, deen haut ka ratifizéiert ginn, deen erlaabt dat.

Dee Vertrag bréngt eng Effizienzsteigerung vun der europäescher Décisiounsfannung doduerch, wéi ech gesot hunn, dass d'Majorité qualifiée an d'Codécisioun ausgebaut ginn, awer och doduerch, dass mer een Ofstëmmungsverfahren am Rot kréien, wat wesentlech méi adequat sech ugesäit, wéi dat fréier de Fall war.

Well déi duebel Majoritéit - fir déi mir ëmmer agetruede sinn an déi nach zu Nice ofgelehnt ginn ass vun deene meeschte Staten, a bis zum Schluss beim Lissaboner Vertrag och vun der polnescher Regierung ofgelehnt ginn ass; d'Iwwerwannung dovun huet mech zwou Nuechte mam polnesche Statspresident kascht - ass ee Prinzip, dee wesentlech besser ass wéi deen, dee mer hunn, well 65% vun der Bevölkerung mussen zoustëmmen, fir dass eng Décisioun zustane kënnt, a 55% vun de Staten. Dat heescht, an enger Europäescher Unioun vu 27 musse 15 Staten averstane sinn, ier emol iwwerhaapt ka gekuckt ginn, ob 65% vun der Bevölkerung averstane sinn.

Bei deem éischten Tour vun der Ofstëmmung huet Däitschland eng Stëmm a Lëtzebuerg och eng Stëmm, a Malta eng Stëmm, an Italien eng Stëmm. An déi zwou Stëmmen - Malta a Lëtzebuerg - sinn esou vill wäert wéi déi däitsch a wéi déi italienesch. Eréischt wa si deen éischten Tour gepackt hunn - dat wëll ech deene soen, déi ëmmer fäerten, mir géifen hei ech weess net wat alles opginn -, ka gekuckt ginn, ob 65% vun de Leit dann och domat averstane sinn.

Dat heescht, wann een d'europäesch Saach begräift als eng, wou een ängschtlech muss dorop oppassen, dass Europa net ze vill ze soe kritt an och net ze vill ewechgeholl kritt, dann hu mer elo duerch dëse System vu Votatioun wesentlech méi Rechter am éischte Round, wéi dat bis elo de Fall war. Well ënner Nice hu mer sechs- oder siwemol manner Stëmme wéi déi Däitsch oder wéi d'Fransousen; ech mengen, déi hunn der 29 a mir véier. Dat hei ass ee wesentleche Fortschrëtt, well hei huet Lëtzebuerg dann eng Stëmm, grad esou wéi Däitschland a Frankräich eng Stëmm hunn.

Ergo gëtt eis do net esou séier eppes entrass, wat mer wëlle festhalen. Woubäi ech wëll soen, dass ech natierlech selbstverständlech vill Verständnis derfir hunn, dass ee fir d'Cause vun den nationalen Interesse plädéiert. All Land an der Welt huet national Interessen an dat ass an der Europäescher Unioun net anescht. Diplomatie ass och d'Vertriede vun nationalen Interessen, déi kënne legitiméiert sinn.

Mä däerf een un national Interessen net prinzipiell erugoen? Ech muss ëmmer kucken: Wéi laang muss ech dat doten nach hunn, ier ech eppes anescht amplaz hunn? A wat kréien ech amplaz, wann ech dat doten elo lassloossen? Dat hunn all lëtzebuergesch Regierungen ouni Ausnahm an der Vergaangenheet esou gemaach.

Duerfir stellt sech och am Zesummenhang mat der Steierfro, Här Henckes, d'Fro net esou wéi Dir gesot hutt. Ech hunn an der Regierungserklärung virgedroen, an e puer Erklärungen zur Lag an och a villen Debatten heibannen, dass d'lëtzebuergesch Regierung - dat steet souguer am Accord tripartite - prinzipiell der Meenung ass, dass mer zu enger Konsolidéierung vun der Bemiessungsgrondlag bei der Betribsbesteierung an Europa musse kommen.

Et kann een net engersäits de fiskalen Dumping bekloen, an anerersäits engem d'Instrument net wëllen an d'Hand ginn, fir dee fiskalen Dumping do ze verhënneren. Do musse mer ganz genau kucken, wéi eis Interesselag läit, wéi déi europäesch Interesselag läit. Mä fir einfach vu vireran ze soen: Fir Steiere sinn d'Nationalstate ganz eleng zoustänneg, dat gëtt der Technik an der Logik vum Bannemaart net gerecht. Dat gëtt de Gefore vun der Globaliséierung hei a kengerlee Hisiicht gerecht. Wichteg ass just, dass nëmmen eppes ka geännert ginn, wa mer domat d'accord sinn, well de Prinzip vun der Unanimitéit an der Fiskalitéit bestoe bliwwen ass.

Duerfir mengen ech, aus all deene Grënn an aus villen anere wier et gutt, wann d'Parlament dësen Traité géif stëmmen. En erlaabt eis et, besser, méi séier a méi grëndlech a méi global a méi pluridimensional ze schaffen, wéi déi aktuell Verträg. D'Lëtzebuerger hunn den 10. Juni 2005 par anticipation zu dësem Vertrag Jo gesot gehat, well d'Substanz vum Verfassungsvertrag ass, wéi d'Chamber d'Regierung dozou invitéiert hat, an dësem Vertrag gerett ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. D'Wuert huet elo den Här Minister Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, no deene Wierder vum Statsminister ass eigentlech net vill derbäizefügen. Ech wëll awer e puer Remarquë maachen, well et ass gutt, Saachen aus der Welt ze schafen, déi sou an d'Welt gesat ginn a wou een eigentlech d'Impressioun huet, datt se weder ganz richteg sinn, mä vläicht och net ganz falsch sinn. Wann een iwwer Europa diskutéiert - an et ass scho wichteg, datt mer iwwer Europa diskutéieren, a mir mussen och weider iwwer Europa diskutéieren -, da muss ee sech op Fakte beruffen an och d'Wourecht, déi integral Wourecht soen.

Ech ka mech gutt erënneren, datt, wéi d'Fransousen an d'Hollänner Nee gestëmmt hunn, och hei zu Lëtzebuerg eng grouss Onrou war an d'Fro opkomm ass, ob mer iwerhaapt dee Referendum hei sollten ofhalen.

Mir hunn dee Moment de Courage gehat ze soen, datt mir de Lëtzebuerger versprach haten, se zu Wuert kommen ze loosse bei deem Referendum, a mir hunn dee Referendum ënner net einfache Bedéngungen ofgehal. D'Lëtzebuerger hunn, an dat muss een ëmmer erëm rappeléieren - ech sinn doriwwer och esou wéi de Statsminister ganz verwonnert -, mat 56,5% Jo gestëmmt. 56,5% Jo!

Elo hutt Dir, Här Jaerling gesot, et hätt ee beim Nice-Traité d'Iren nach emol missen ofstëmme loossen, bis se dann zu engem Jo komm wären. Hätt Dir am léifsten, mir géifen d'Lëtzebuerger esou oft ofstëmme loossen, bis se op eemol zu engem Nee géife kommen? Ech mengen,...

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Neen, ech hätt am léifsten, wann Dir d'Lëtzebuerger géift iwwerzeegt kréien.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- D'Lëtzebuerger hu sech décidéiert, si hu Jo gestëmmt. A si hunn et ënner schwierege Bedéngunge gemaach. An dee Jo, dee vun de Lëtzebuerger ausgaangen ass, ass hei vun der Chamber confirméiert ginn.

Ech ka mech ganz gutt erënneren, wéi den Här Wolter gesot huet, mir solle fir dee Vertrag stëmmen, och wann zwee Länner an engem Referendum Nee gestëmmt hunn, well dat ons eng staark Ausgangsbasis gëtt, wann et drëm geet, iwwert d'Suite ze diskutéieren an doriwwer ze diskutéieren, wéi et an Europa soll weidergoen, well et jo evident war, datt mir en neie Vertrag bräichten. Mir kënnen net mat deenen Nice-Dispositiounen en effikasst an e soziaalt Europa an och scho guer net en Europa, wat present op der internationaler Zeen ass, richteg realiséieren.

De Fait, datt d'Lëtzebuerger Jo gestëmmt hunn, de Fait, datt d'Chamber dee Vote entérinéiert huet, huet ons eng staark Ausgangsbasis ginn an deene Verhandlungen, fir zu deem Lissabon-Vertrag ze kommen. An ouni elo vläicht mat enger falscher Modestie ze schwätzen, mengen ech, d'Lëtzebuerger ware capabel, hei e Rôle ze spillen an d'Resultat vun engem gudde Vertrag, sou wéi de Statsminister dat gesot huet, mat ze erreechen.

Wann d'Lëtzebuerger net gestëmmt oder dee Referendum net erlaabt hätten, da wär ech net sécher, ob mir haut géifen iwwer e Lissabon-Vertrag schwätzen, deen esou ausgesäit, wéi en ausgesäit.

Ech sinn absolut d'accord, datt et kee Minivertrag ass - dat jo scho guer net. Dat war den Ausgangspunkt vum Här Sarkozy, mä mir waren ëmmer géint e Minivertrag. Mir hunn ëmmer gemengt, datt d'Substanz vun dem Traité constitutionnel misst préservéiert ginn an datt mir ons net mat enger minimalistescher Léisung kéinten zefridde ginn.

Et ass och keen Traité simplifié oder simplificateur, mä bis ewell war nach keen Traité simplifié um Marché; dat heescht och den Traité vu Maastricht an den Traité vun Nice si keng Traités simplifiés. Nun ass eben Europa e relativ komplext Gebilde, an esou komplex Saache kann een net mat ganz einfache Léisungen organiséieren.

Mä wann ech dann awer héieren, datt hei deem aktuellen Traité 400 nei Artikele bäigefügt géife ginn, da sinn ech wierklech iwwerrascht, Här Henckes! Dann hutt Dir d'Methodik net verstane vun deem Traité. Et geet nämlech drëm, iwwer 400 Artikelen deen Traité ze änneren. Dat heescht, mir hunn net den Traité vun Nice plus nach eng Kéier 400 Articles supplémentaires. Mir änneren déi aktuell Traitéen iwwer esou vill Dispositiounen.

Firwat? Majo, well mir grondleeënd déi aktuell Traitéë veränneren, well mir eigentlech op der Basis vum Traité constitutionnel schaffen, an dofir géif ech soen, et ass keen Traité simplifié, mä et ass awer och en Traité, dee gewëss Simplificatiounen an d'Europäesch Unioun bréngt.

Et ass gesot ginn - ech mengen, ënner anerem vum Här Braz -, an dat interesséiert vläicht d'Leit dobausse manner: Mir schafen d'Pilieren of. Dat huet awer gewësse Konsequenzen, wann iwwert d'Bases juridiques diskutéiert gëtt, interminabel Diskussiounen, fir ze wëssen, op wat fir enger Base juridique mer zum Beispill an der Ëmweltpolitik gewëssen Dispositiounen huelen.

Mir reduzéieren d'Prozeduren. Mir hate momentan eng Wull vu Prozeduren, iwwer 20, wou een net weess, ob et d'Majorité qualifiée zesummen ass mat der Codécisioun oder ob d'Parlament nëmme kooperéiert. Elo hu mer eigentlech Kloerheet kritt. Mir hunn dräi Prozeduren, an d'Haaptprozedur ass déi, wou d'Europäescht Parlament absolut d'Recht huet, an de legislative Prozesser matzebestëmmen.

Et ass also en Traité, deen, esou wéi den Traité constitutionnel, eng Rei vu Simplificatiounen an de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun bréngt. Bei der Transparenz, fir iwwerhaapt emol ze wëssen, wéi de Conseil schafft, net ze schwätzen dovunner, wéi de Conseil décidéiert, sinn och ganz kloer Simplificatiounen a Verbesserungen dran.

Ee Wuert iwwert de Rôle vun der Chamber. En effet hu mer zesumme mam Här Fayot en Text ausgeschafft, deen am leschte Conseil de Gouvernement guttgeheescht ginn ass, fir d'Zesummenaarbecht vun der Chamber a vun der Regierung an der Europapolitik nei ze gestalten an ze verbesseren.

Mir kréien eigentlech, an dat ass jo keen Eenzelfall, iwwer Europa eng Opwäertung vun der parlamentarescher Aarbecht an der europäescher Politik. D'Chamber kritt hei méi Rechter, méi Kontrollrechter, mä och méi Matbestëmmungsrechter, à condition, datt mir dat uerdentlech organiséieren, an domat kënnt och eng Portioun méi Demokratie an déi europäesch Politik. Dat ass eigentlech eng Chance, déi mer onbedéngt mussen notzen.

Dofir gëllt et elo, deen Accord ëmzesetzen an effikass ze schaffen, fir datt effektiv och d'Chamber an engem ganz fréie Stadium vum legislative Prozess op europäeschem Niveau agebonne gëtt.

Ee Wuert iwwert den Élargissement. Och hei huet sech eppes Klengs geännert, mä et muss een d'Texter natierlech e bësse méi am Detail kucken. Et ass net esou, datt den Dispositif Élargissement einfach esou aus deene viregten Traitéen iwwerholl gi wär. Do steet ganz kloer dran, datt zukünfteg Élargissementer d'Critères d'éligibilité, déi de Conseil européen festgeluecht huet, musse respektéieren.

Wat sinn déi Critères d'éligibilité? Dat sinn d'Kritären, déi mir nennen „vu Kopenhagen". Do ass notamment dran: eng Demokratie, déi eng wierklech Demokratie ass, mat Respekt vun alle Mënscherechter, mä och Respekt vun alle Minoritéiten.

Dir wësst, datt besonnesch och e Land wéi d'Türkei nach e laangen, laange Wee ze goen huet. An ech hu jo festgestallt, wéi den Här Braz d'Rechnung gemaach huet vun engem eventuellen zweete Mandat vum Här Sarkozy, wat jo nach net sécher ass, datt hien eigentlech dovunner ausgeet, datt souguer wann den Här Sarkozy en zweet Mandat géif kréien, d'Türkei nach net Member vun der Unioun wier.

Par ailleurs, den Här Sarkozy, dee jo vill hei zitéiert ginn ass, hat proposéiert,...

(Interruption)

...déi Dispositioun aus der Constitutioun erauszehuelen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Do wëll ech direkt soen, ech hunn hei den Extrait vun der franséischer Constitutioun. Den Artikel 85.5 ass net geännert ginn; dat Eenzegt, wat drakomm ass, dat ass, datt en net méi vun Traité constitutionnel schwätzt, mä datt do Traité de la Commission européenne steet. Hei hunn ech den offiziellen Text. Ech kann der Regierung en herno iwwerreechen.

(Interruptions)

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech wëll e Wuert soen iwwert déi Hetz, déi gemaach gëtt géint den Élargissement en général.

Ech war gëschter an engem Land, wat sech Kroatien nennt. Den Här Mosar huet dat Land jo qualifizéiert. D'Kroaten hunn eng laang Geschicht, mä si sinn eigentlech säit relativ kuerzer Zäit eréischt en onofhängegt Land. Mir wëssen alleguer, datt si en onofhängegt Land gi sinn ënner extrem dramatesche Bedéngungen.

Haut fueren d'Lëtzebuerger op Dubrovnik an d'Vakanz. Et däerf een awer natierlech net vergiessen, datt viru manner wéi 15 Joer Dubrovnik an de Koup geschoss ginn ass. Wann ee gesäit, wat déi Perspektiv vun der Adhésioun an d'Europäesch Unioun an deem Land bewierkt huet um Plang vun der Demokratie, um Plang vum Mateneen-Ëmgoen zwësche Majoritéit an Oppositioun, um Plang awer och vum Respekt vun de Minoritéiten, datt d'Serben erëm zréckkommen an hir Haiser an haut souguer de Vizepremier an der Regierung e Serb ass, da muss ee soen, den Élargissement ass trei deem grousse Projet, sou wéi den Här Goerens gesot huet, deen Europa ëmmer nach ass: e grousse Projet vu Fridden.

Ech mengen, an deem ganzen Élargissement hu mer och Problemer, déi soll een net alleguerten einfach verschweigen. Et muss ee soen, datt dee Prozess vum Élargissement e Succès ass an datt mer net einfach do kënnen e Strëch zéien a soen, datt et elo eriwwer wier an deene Länner, déi eigentlech op déi Perspektive bauen. Um Balkan gëtt et där jo nach e puer, Dir hutt se genannt. Dofir ass et wichteg, datt mer dee Friddensprojet weider lieweg halen.

Vläicht eng lescht Remarque iwwert d'Sprooch. Mir hu mat vill Intérêt festgestallt, datt mer elo Lëtzebuerger Traductioune vu griicheschen Epen hunn; mä och den Traité de Lisbonne erlaabt et ons absolut, datt mer en op Lëtzebuergesch iwwersetzen. Dat steet souguer explicitement dran, datt den Traité kann an och déi Sproochen, déi elo net virgesi sinn als offiziell Sproochen, iwwersat ginn a souguer een Dépôt ka gemaach ginn zu Bréissel, fir kloerzestellen, datt dat och en Deel vun der Diversité culturelle vun Europa ass.

Et ass also eppes, wat absolut méiglech ass. Mir mussen ons just d'Moyenë ginn, wa mer Loscht hu fir dës Kéier dann net iergendwéi e wichtege Roman vun der Weltli-

teratur ze iwwersetzen, mä den Traité vu Lissabon. Ech soen Iech, ech hunn do Douten, ob do all Lëtzebuerger bereet sinn, deen op Lëtzebuergesch ze liesen.

Iwwert Défense a Sécuritéit huet de Statsminister alles gesot; nach ee lescht Wuert iwwert de Fonctionnement vun Institutiounen.

Ech sinn eigentlech iwwerrascht, och do gëtt gesot, do wiere kleng Gruppen a stille Kämmerleinen, déi waarde bis den Traité an Irland dann iwwert d'Bühn ass, déi do géife verhandelen. Natierlech gëtt iwwer eng Rei praktesch Elementer, wat d'Ëmsetzung vun deem betrëfft, wat am Traité steet, diskutéiert. Sou wéi Är Chamber heiansdo iwwer hire Règlement interne oder intérieur diskutéiert.

Mä ech menge schonn, wann een och do sech d'Méi mécht an d'Artikele kloer liest, souwuel d'Fonctioun vum President vum Conseil européen, souwuel de Fonctionnement vun der Unioun an d'Méthode communautaire, déi jo fir ons d'Basis muss bleiwe vun deem Fonctionnement, déi sinn an deem Traité net a Fro gestallt. D'Kommissioun bleift d'Kommissioun. D'Kommissioun behält d'Initiativrecht. De President vun der Kommissioun gëtt gewielt vum Europaparlament, kritt eigentlech doduerch eng staark politesch Legitimitéit. An och d'Fonctioune vum President vum Conseil européen si kloer énoncéiert. Et ass net, wéi Verschiddener mengen, en Hyperpresident, wéi et e vläicht a verschiddene Länner gëtt. Seng Fonctioune si kloer definéiert, fir eben Europa méi wäit ze bréngen, fir dat grousst Europa vu 27 - muer vun 28 - effektiv méi effikass ze maachen, mä dernieft awer och all dat demokratescht Potenzial, wat an deem Traité ass, besser auszenotzen. Ech mengen Är Chamber ass do och gefuerdert, fir där europäescher Demokratie, zesumme mat de Bierger, ze hëllefe weider Progrèsen ze maachen.

Merci.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques
Nos 41, 42 et 43

Débat sur l'état de la nation (suite) pages 517-536

5803 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 pages 536-539

5685 - Projet de loi sur la jeunesse pages 539-543

5833 - Projet de loi portant approbation du Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, des Protocoles, de l'Annexe et de l'Acte final de la Conférence intergouvernementale, signés à Lisbonne, le 13 décembre 2007 pages 543-556

M. le Président.- Merci, Här Minister Schmit. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote. Et ass keng Procuratioun erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5833 iwwert den Traité vu Lissabon ass ugeholl mat 47 Jo-Stëmmen, bei 1 Nee-Stëmm an 3 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz et Henri Kox.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.18 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1995	M. Xavier Bettel	Site d'un deuxième centre pénitentiaire
2159	M. Jacques-Yves Henckes	Taxis à l'Aéroport de Findel
2164	M. Robert Mehlen	Fonds de Compensation pour céréales panifiables
2337	M. Patrick Santer	Taux du droit d'apport
2424	M. Laurent Mosar	Ouverture d'une enquête internationale sur les violences au Tibet
2448	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marc Spautz	Assistance aux élèves à besoins éducatifs spéciaux
2460	M. Claude Adam	Abattage d'arbres le long de la rue de Larochette entre Mersch et Angelsberg
2463	Mme Anne Brasseur	Instruction religieuse dans l'école publique
2468	Mme Nancy Arendt	Homologation des diplômes de fin d'études secondaires et universitaires délivrés aux États-Unis
2471	M. Carlo Wagner	Retards au niveau du versement des indemnités pécuniaires par l'ADEM aux salariés touchés par une incapacité de travail
2472	MM. Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf et Marco Schank	Luxembourg Air Rescue (LAR)
2478	M. Gilles Roth	Perquisitions en ligne
2479	M. Marco Schank	Publication d'une liste détaillée de tous les bénéficiaires de subventions européennes dans les domaines de l'agriculture et du développement rural
2496	M. Carlo Wagner	Travaux en cours sur le site actuel du Laboratoire National de Santé
2498	M. Carlo Wagner	Interdiction de chasse des cormorans
2502	M. Ali Kaes	Dispense de retenue à la source
2507	M. Robert Mehlen	Harcèlement sexuel dans l'armée
2508	M. Gilles Roth	Publication par voie d'affiches apposées
2509	M. Marc Spautz	Suppléments d'honoraires réclamés par les médecins dans le cadre d'une convenance personnelle
2510	M. Gilles Roth	Statut unique
2511	M. Carlo Wagner	Prise en charge des cotisations pour l'assurance pension par l'assurance dépendance
2513	M. Xavier Bettel	Fichiers ADN en matière pénale
2514	M. Robert Mehlen	Décharge pour déchets SIDEC au Fridhaff
2516	M. Gast Gibéryen	Situation du personnel de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL)
2518	M. Aly Jaerling	Abattage de la forêt tropicale de la République du Congo
2519	M. Marcel Oberweis	Achat de droits d'émission dans les différents fonds en relation avec le Mécanisme de Développement Propre du Protocole de Kyoto
2520	M. Gilles Roth	Fluidité du trafic sur la route d'Arlon N6 entre Mamer et Bertrange au lieu-dit Tossenberg
2521	M. Gast Gibéryen	Établissement d'une pharmacie à Frisange
2523	M. Marc Spautz	Politique commerciale de la société «CODITEL»
2525	M. Roland Schreiner	Gestion du personnel auprès des CFL
2530	M. Robert Mehlen	Délai entre accident Luxair et procès
2531	M. Gast Gibéryen	Tracé de la nouvelle ligne ferroviaire Esch-sur-Alzette/Luxembourg
2533	M. Marc Spautz	Certaines situations découlant de la décentralisation de la psychiatrie
2534	M. Fernand Etgen	Heures supplémentaires des forestiers
2535	M. Fernand Etgen	Rôle consultatif de l'Association des Forestiers Luxembourgeois (AFL) lors de l'élaboration de textes législatifs
2536	M. Laurent Mosar	Vol de nuit
2537	M. Henri Kox	Qualité du vin
2538	M. Marcel Oberweis	Remembrement Stadtbredimus
2540	M. Robert Mehlen	Affaire «Bommeleeër»
2541	M. Gilles Roth	Taxation de camions en fonction des kilomètres parcourus
2542	M. Claude Adam	Psychologues participant à la procédure d'orientation en 6e année d'études
2543	M. Marcel Oberweis	Exposition aux pesticides
2547	M. Claude Adam	Formation de bachelier professionnel en sciences sociales et éducatives de l'Université de Luxembourg
2549	M. Carlo Wagner	Dépôt de substances chimiques et de substances radioactives au Laboratoire national de Santé
2554	M. Fernand Etgen	Instruction formelle pour le personnel d'une administration communale
2557	M. Marcel Oberweis	Protocole de Kyoto
2578	M. Jean Huss	Plan d'action contre le tabagisme
2599	M. Xavier Bettel	Deux filles mineures détenues au Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL)
2604 urgente	M. Xavier Bettel	Évasion d'un détenu du Centre hospitalier neuro-psychiatrique d'Ettelbruck

Question 1995 (19.9.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **site d'un deuxième centre pénitentiaire**

En date du 19 septembre 2007, Monsieur le Ministre de la Justice a, avec les autorités pénitentiaires, informé les membres de la Commission juridique de la Chambre des Députés sur le décès d'un détenu au centre pénitentiaire. Au cours de cette réunion a été également discutée la question du site d'un deuxième centre pénitentiaire.

Monsieur le Ministre ne m'ayant pas répondu en détail à cette question, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles sont les communes contactées par lui en vue de la construction d'un deuxième centre pénitentiaire?

Au cas où des discussions concrètes à ce sujet auraient déjà été entamées avec l'une ou l'autre commune, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les conclusions de ces discussions?

Réponse (16.6.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que le Gouvernement a mené au cours des derniers mois des négociations avec les responsables de la commune de Sanem visant à implanter la future maison d'arrêt sur le terrain de l'État situé auprès de la WSA. Ces négociations ont conduit à un accord entre les deux parties de sorte que les ministres compétents de la Justice et des Travaux publics ont entre-temps été chargés d'établir un programme de construction.

Question 2159 (7.12.2007) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **taxis à l'Aéroport de Findel:**

Les contrats de concession de postes de taxis au Findel viennent à expiration le 31 décembre 2007. Ils doivent en principe être renouvelés pour une nouvelle période de 5 ans.

Alors qu'il circule des rumeurs comme quoi le gouvernement envisagerait de réduire le coût des taxis soit en libéralisant l'accès des taxis au Findel soit en réduisant les droits annuels à payer par taxi opérant au Findel, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Quelle est actuellement la réglementation relative aux taxis opérant au Findel? Quel est le montant annuel de taxes ou de droits payés pour une concession par taxi? Combien de taxis ont un poste à l'aéroport du Findel?

2. Le Gouvernement envisage-t-il de libéraliser entièrement l'accès des taxis au Findel? Si oui, le Gouvernement entend-il accorder ou non une période transitoire aux taxis autorisés à prendre des clients au Findel afin de leur permettre de se réorganiser en fonction des nouvelles donnes qui risquent de les surprendre vu le temps restant jusqu'à la fin de la réglementation actuelle?

3. À défaut, le Gouvernement envisage-t-il de reconduire les concessions de postes de taxis au Findel? Si oui, pour quelle durée et pour quel montant de taxes ou de droits par taxi?

Réponse (10.6.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député s'enquiert sur les dispositions réglementaires en matière des services de taxis à l'Aéroport de Luxembourg.

1. Les services de taxis à l'Aéroport de Luxembourg sont réglementés par les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 3 décembre 1997 portant réglementation des services de taxis à l'Aéroport de Luxembourg.

Aux termes de l'article 14 dudit règlement grand-ducal, «l'autorisation d'exploitation est sujette au paiement préalable d'une taxe annuelle de chancellerie qui s'élève à quinze mille francs» et «la mise en service d'un taxi de réserve est sujette au paiement préalable d'une taxe annuelle de chancellerie de trois mille francs.»

Le nombre des autorisations est fixé à vingt-deux. Conformément audit règlement grand-ducal, et dans l'intérêt d'un service optimal, ce nombre a été porté, par décision du Ministre des Transports, à quarante-quatre, par l'adjonction des autorisations des taxis de réserve.

2. Actuellement, le règlement grand-ducal réserve le droit de prendre en charge des clients à l'aéroport de Luxembourg aux taxis jouissant d'une autorisation d'exploitation délivrée à ces fins par le Ministre des Transports. Par exception à cette règle, déjà maintenant tous les taxis peuvent prendre en charge des voyageurs à l'aéroport de Luxembourg sur demande écrite ou radiotéléphonique uniquement. Les emplacements prévus à cet égard sont aussi bien le parking à court terme que les emplacements adjacents à l'aérogare marqués comme tels.

La question de l'ouverture de l'accès des taxis à l'aérogare est évaluée dans le contexte plus global de la compétitivité de l'aéroport de Luxembourg visant à assurer un service de taxis de qualité, efficace et à des prix abordables. À cet égard, les nouvelles infrastructures aménagées pour les taxis à l'aéroport ont l'avantage d'augmenter la capacité d'emplacements disponibles.

3. Les concessions venues à expiration le 31 décembre 2007 ont été reconduites pour une nouvelle durée de cinq ans. Le montant des taxes applicables est resté inchangé.

Question 2164 (10.12.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **Fonds de Compensation pour céréales panifiables:**

Nodeems Der mer op keng eenzeg vun de Froen a menger Question parlementaire N°1960 vum 4. September betreffend de Kompensatiounsfong vun de Käre geäntwert hutt, erlaben ech mer, mat dem Accord vun der Presidentekonferenz vun der Chamber, Iech dës Froen nach eng Kéier ze stellen, an der legitimer Erwaardung, eng korrekt Äntwert ze kréien, esou wéi de Statssekretär René Steichen 1985 korrekt op eng ähnlech parlamentaresch Fro vum Deputéierte Lucien Weiler iwwert d'Verwendung vum Solde vum Kompensatiounsfong fir Fleesch geäntwert huet:

1. Huet de Landwirtschaftsminister déi am Gesetz virgeschriwwen trimestriell Rapportë vum Gestionnaire vum Fong „céréales panifiables" geliwwert kritt?

2. Wivill Geld ass am Ganzen iwwert de Fong erageholl ginn, an iwwer wat fir eng Zäit?

3. Ass dëse Fong uerdentlech clôturéiert ginn, a wéini?

4. Sinn d'Gelder, déi iwwert dëse Fong erakomm sinn, all fir de Silo gebraucht ginn? Wann neen, wat ass mat dem eventuelle Reschtbetrag geschitt?

5. Ass mat de Gelder vum gesetzleche Kompensatiounsfong nëmmen de Bau, oder och den Terrain bezuelt ginn, op deem de Silo steet?

Réponse (6.6.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question parlementaire fait suite à la question parlementaire N°1960 et à ma réponse y relative en date du 15 octobre 2007.

Dans cette réponse, j'avais clairement expliqué les objectifs et le

fonctionnement des fonds de compensation agricoles, et plus particulièrement du fonds de compensation pour céréales panifiables, créés par la loi du 9 février 1956.

Par la présente question parlementaire l'honorable Député aimerait avoir des précisions relatives à la gestion financière du fonds de compensation pour céréales panifiables et concernant le montant total de taxes perçues, l'affectation de ces taxes et le décompte final.

Malheureusement, je me dois d'informer l'honorable Député que je me vois dans l'impossibilité de lui fournir les donnés chiffrées demandées.

En effet, s'agissant de données remontant à quelque cinquante ans, les recherches effectuées dans les archives du département n'ont permis de dénicher aucun dossier s'y rapportant et l'hypothèse que ce dossier, comme d'ailleurs bien d'autres, a été égaré à l'occasion des déménagements successifs dont ont fait l'objet ces archives est plus que probable.

Cette constatation est d'autant plus regrettable qu'une demande adressée au propriétaire du silo à grains a également connu une réponse négative pour des motifs similaires, sauf l'information que les terrains ont fait partie de la propriété immobilière de la société ayant réalisé le silo à grains.

Question 2337 (27.2.2008) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant le **taux du droit d'apport:**

La loi budgétaire pour 2008 a réduit le taux du droit d'apport de 1% à 0,5%. Le Gouvernement avait indiqué que le droit d'apport serait aboli au 1er janvier 2010.

Le 12 décembre 2007, le Parlement européen a approuvé la proposition de la Commission européenne (COM(2006)760) d'abolir le droit d'apport dans les États membres qui le pratiquaient encore. Le Parlement européen a cependant reporté la date limite pour son abolition de 2010 à 2012.

Est-ce que cette décision du Parlement européen aura une incidence sur les plans du Gouvernement de faire disparaître le droit d'apport en 2010?

Réponse (11.6.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Il est vrai que le droit européen permettrait au Luxembourg de maintenir encore pendant quelques années le droit d'apport. Toutefois, dans le cadre de sa politique fiscale favorable au développement économique du Luxembourg et pour accroître sa compétitivité internationale, le Gouvernement a décidé d'abolir le droit d'apport au 1er janvier 2009.

Question 2424 (27.3.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**ouverture d'une enquête internationale sur les violences au Tibet:**

Après son entrevue de ce vendredi 21 mars avec le Dalaï Lama, la Présidente de la Chambre des Représentants américaine Nancy Pelosi a appelé à l'ouverture d'une enquête internationale sur les violences commises au Tibet, tout en affirmant qu'elle ne demandait pas un boycottage des Jeux Olympiques. Il s'agirait de mener une enquête indépendante sur les accusations émanant du gouvernement chinois selon lesquelles le chef spirituel tibétain serait l'instigateur des violences au Tibet.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur l'ouverture éventuelle d'une telle enquête?

- Ne faudrait-il pas envisager une prise de position commune de l'Union européenne à ce sujet?

Réponse (11.6.2008) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Dès le début des violences, le Luxembourg, avec ses partenaires de l'Union européenne, a demandé dans les instances internationales que lumière soit faite sur les événements au Tibet ainsi que dans les provinces avoisinantes. L'Union européenne a été en contact étroit avec les autorités chinoises afin d'obtenir des clarifications et la Présidence s'est rendue fin mars au Tibet dans le cadre d'une visite organisée pour des journalistes et des diplomates étrangers.

Le Gouvernement regrette que la demande du 27 mars dernier de Mme Louise Arbour, Haut commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, de se rendre au Tibet ait en revanche été rejetée par le gouvernement chinois, même si l'éventualité d'une visite à une date ultérieure n'a pas été exclue.

Dans ses déclarations, l'Union européenne a toujours rappelé son attachement à la liberté d'expression et au droit à protester pacifiquement ainsi que son soutien à un dialogue substantiel et constructif entre les autorités chinoises et le Dalaï Lama et ses émissaires en vue d'aboutir à une solution durable et acceptable pour tous qui respecte la culture, la religion et l'identité tibétaines.

Le Gouvernement luxembourgeois se félicite dans ce contexte de la reprise des contacts, le 4 mai dernier, entre les représentants du Dalaï Lama, MM. Kelsang Gyaltsen et Lodi Gyari, et les envoyés de Pékin, le Vice Ministre Zhu Weiqun et le Vice Ministre Sithar du *United Front Work Department* du Parti Communiste, et de l'accord qui aurait été trouvé, de reprendre le dialogue interrompu depuis un an, et de tenir un 7ème tour de discussions.

Question 2448 (8.4.2008) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**assistance aux élèves à besoins éducatifs spéciaux:**

En tant que service de l'Éducation différenciée, le Service rééducatif ambulatoire (SREA) offre une aide et assistance aux élèves handicapés et/ou à besoins éducatifs spéciaux intégrés dans l'enseignement ordinaire. Le service assure et organise pour les besoins des élèves en question une assistance pédagogique et des mesures de rééducation ambulatoire. Le SREA offre à cet effet des consultations et assure la prise en charge de l'élève en difficulté. Des prises en charge individuelles spécifiques peuvent être organisées, en dehors des heures de classe dans les locaux du service.

Cependant, il a été porté à notre connaissance que des élèves des écoles privées, notamment des lycées fréquentés par des élèves francophones, ne peuvent pas profiter des services du SREA.

Des enfants atteints des troubles de dysphasie ou de dyslalie, qui sont inscrits dans un lycée non étatique ne sont pas pris en charge par le SREA et sont par conséquent forcés de consulter un orthophoniste, service qui n'est cependant pas remboursé par les caisses de maladie.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement peut-il confirmer la situation telle que décrite ci-dessus?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage afin de garantir une égalité des chances à tous les élèves au Grand-Duché?

- Ne devrait-on offrir les services du SREA dans toutes les écoles ou bien rembourser les séances de logopédie?

Réponse (10.6.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le service rééducatif ambulatoire a été créé dans le cadre de l'Éducation différenciée, une institution étatique regroupant des écoles et des services publics instaurés en faveur des enfants à besoins spécifiques.

Le service rééducatif ambulatoire (SREA) fonctionne donc en relation avec l'enseignement public et les ressources mises à disposition du SREA le sont pour aider les enfants de l'école publique qui ont un besoin spécifique.

L'État œuvre pour l'égalité des chances que les honorables Députés invoquent dans le cadre de l'école publique. Son emprise sur l'enseignement privé, qualifié aussi d'enseignement libre, est limitée.

Il appartient donc aux écoles privées d'assumer les responsabilités pour l'encadrement des enfants à besoins spécifiques qu'elles accueillent.

Si toutefois une modification de cet état de choses était souhaitée, la loi régissant l'enseignement privée, votée en 2003, devrait être reconsidérée.

Question 2460 (10.4.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**abattage d'arbres le long de la rue de Larochette entre Mersch et Angelsberg:**

Récemment ont eu lieu d'importants travaux d'abattage d'arbustes et d'arbres le long de la rue de Larochette entre Mersch et Angelsberg. Des talus entiers à plusieurs dizaines de mètres de distance de la route ont été libérés de toute végétation. En plus, lors de ces travaux, les glissières de sécurité le long de la route ont été endommagées à tel point que celles-ci devront être remplacées sur une longueur de plusieurs centaines de mètres.

En relation avec ce qui précède, j'aimerais savoir de la part du Ministre:

- Pourquoi ces travaux d'abattage ont connu une telle envergure?

- Pourquoi les auteurs de ces travaux n'ont pas pu enlever les glissières de sécurité avant le commencement des travaux afin de parer à leur endommagement?

- Quels sont les coûts pour le remplacement des glissières de sécurité?

Réponse (13.6.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député concernant l'abattage d'arbres le long de la «rue de Larochette» entre Mersch et Angelsberg, je puis fournir les précisions suivantes:

La forêt étatique qui longe le CR118 entre Mersch et Angelsberg se trouve sur un terrain très accidenté présentant une différence de niveau importante par rapport au niveau de la chaussée.

Comme certains arbres se trouvant sur les rochers surplombant la route ont été très instables et présentaient un danger permanent pour les usagers de la route, l'Administration des Eaux et Forêts a pris l'initiative de procéder à un abattage au courant de ce printemps dans le but de sécuriser le trafic routier.

Selon les rapports de la police, des chutes d'arbres ont été à l'origine de 11 accidents au courant de ces 6 dernières années, accidents dans lesquels on n'a heureusement pas constaté de blessé grave ou de tué, mais uniquement des dégâts matériels.

L'envergure des travaux d'abattage a été déterminée par les responsables de l'Administration des Eaux et Forêts.

En ce qui concerne les glissières de sécurité, il faut savoir qu'elles ne correspondaient plus aux normes en vigueur et qu'il avait été prévu de les remplacer dans le cadre d'une soumission relative aux travaux d'aménagement de glissières de sécurité pour justement les adapter aux normes, notamment en ce qui concerne la hauteur des éléments par rapport au profil au long de la chaussée.

Ainsi il a été préféré d'accepter un endommagement éventuel des glissières sur place et ceci pour garantir la sécurité du trafic entre 16.00 heures de l'après-midi et 9.00 heures du matin.

Le total des travaux s'élève à 27.345 € hors TVA.

Question 2463 (11.4.2008) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**instruction religieuse dans l'école publique:**

En date du 3 avril 2008, Madame la Ministre avait une entrevue avec les représentants de l'Union Nationale des Étudiant-e-s du Luxembourg (UNEL). Suite à cette entrevue, l'UNEL a publié un communiqué de presse, dans lequel les deux parties manifestent leur position identique concernant la place à accorder à l'instruction religieuse dans l'école publique: «Einig waren sich Mme Delvaux-Stehres und die UNEL darüber, dass Religionsunterricht in einer öffentlichen Schule nichts verloren hat.»

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Cette affirmation reflète-t-elle la position du Gouvernement concernant l'instruction religieuse dans l'école publique?

Dans l'affirmative, Madame la Ministre est-elle prête à amender les projets de loi, actuellement discutés au sein de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, dans ce sens? Dans la négative, quelles en seraient les raisons?

Réponse (10.6.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je suis personnellement d'avis que la place de l'enseignement religieux dans l'enseignement public doit être reconsidérée.

J'en ai fait part aux représentants de l'UNEL qui avaient abordé le sujet lors d'une entrevue en soulignant qu'il s'agit de ma conviction personnelle et qu'en tant que ministre je suis en charge de mettre en œuvre un programme gouvernemental.

Hormis l'éducation aux valeurs qui est enseignée au Neie Lycée celui ci ne prévoit pas d'autres développements dans ce dossier.

Il n'y a donc pas lieu d'amender dans un sens ou l'autre les projets de loi actuellement discutés au sein de la Commission de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle.

Question 2468 (16.4.2008) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**homologation des diplômes de fin d'études secondaires et universitaires délivrés aux États-Unis:**

On peut noter que depuis un certain nombre d'années beaucoup de jeunes talents luxembourgeois, que ce soit dans le domaine du sport, des arts ou de la musique, quittent le Grand-Duché pour les États-Unis, pays dans lequel les infrastructures et moyens très développés sont favorables à l'évolution des athlètes et artistes.

Il n'est pas rare que les Luxembourgeois ambitieux partent très jeunes aux États-Unis et en règle générale ils terminent alors leurs études secondaires dans un lycée américain pour s'inscrire par la suite auprès d'une université. La situation est identique pour les enfants de diplomates luxembourgeois.

Les Luxembourgeois en question rencontrent néanmoins des problèmes s'ils veulent faire homologuer leur diplôme de fin d'études secondaires obtenu aux États-Unis au Grand-Duché du Luxembourg. Cette situation est due au fait que les États-Unis n'ont pas encore ratifié la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, signée à Lisbonne en date du 11 avril 1997.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

- Comment le Gouvernement entend-il intervenir afin de trouver une solution commune avec les États-Unis en vue de l'homologation des diplômes de fin d'études secondaires et universitaires?

- Y a-t-il des diplômes de fin d'études secondaires des États-Unis qui ont déjà été homologués? Dans l'affirmative, quelle a été la base légale de ces homologations?

Réponse commune (11.6.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

1. Les États-Unis d'Amérique n'ont pas adhéré à la Convention de Lisbonne qui règle les modalités de reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne. Les admissions aux universités américaines qui bénéficient d'une large autonomie en matière de recrutement se font au cas par cas.

Dans tous les contacts bilatéraux qui traitent de sujets de reconnaissances de diplômes le Gouvernement luxembourgeois encourage ses interlocuteurs à adhérer à la Convention de Lisbonne. Les reconnaissances mutuelles s'en trouveraient singulièrement simplifiées.

2. Jusqu'en 2005 le Luxembourg ne reconnaissait pas les diplômes de fin d'études des pays qui n'ont pas adhéré à la Convention de Lisbonne. Le règlement grand-ducal du 27 octobre 2006 constitue une ouverture dans ce sens qu'un

diplôme de fin d'études peut être reconnu si son détenteur a obtenu par la suite un diplôme d'études supérieures à une université européenne ou si son détenteur a été inscrit à une université européenne et si son diplôme de fin d'études répond à certains critères (langues, durée des études…)

Question 2471 (16.4.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **retards au niveau du versement des indemnités pécuniaires par l'ADEM aux salariés touchés par une incapacité de travail:**

Les salariés touchés par une incapacité de travail partielle ou totale bénéficient d'une indemnité pécuniaire remboursée par l'ADEM. Or, il me revient que des retards importants au niveau du versement de cette indemnité pécuniaire touchent en ce moment un certain nombre de personnes qui risquent de se retrouver dans une situation financière délicate.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer l'existence de retards au niveau du versement de cette indemnité pécuniaire par l'ADEM?

- Dans l'affirmative quelles en sont les raisons?

- Quelle est l'envergure de ces retards?

- Combien de personnes sont actuellement touchées par un retard au niveau du versement de cette indemnité?

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils y remédier?

Réponse (16.6.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

L'indemnité compensatoire, allouée en vertu des articles L. 551-2 (3) et L. 551-5 (1) du Code du Travail aux travailleurs incapables d'exercer leur dernier poste pour compenser la perte de salaire en cas de reclassement professionnel, représente la différence entre l'ancienne et la nouvelle rémunération. Elle est à charge du Fonds pour l'Emploi et soumise aux charges sociales et fiscales généralement prévues en matière de salaires et traitements.

Il ressort de la lecture des articles précités que le calcul de l'ancienne rémunération servant de base à la détermination de l'indemnité compensatoire s'avère assez compliqué et doit être effectué consciencieusement et avec minutie. Comme il s'agit d'une différence et non d'un montant fixe à payer, chaque paiement doit également faire l'objet d'une vérification et d'un calcul.

Au courant de l'année 2007, le Service des travailleurs à capacité de travail réduite de l'Administration de l'Emploi a été renforcé d'un rédacteur-stagiaire, destiné à intégrer l'équipe affectée au traitement des dossiers concernant l'indemnité compensatoire. Or, après avoir passé sa formation générale à l'Institut national d'administration publique et ayant tout juste acquis l'expérience nécessaire, ce rédacteur-stagiaire a démissionné, de sorte que le service, confronté à un nombre toujours croissant de dossiers, s'est trouvé à la limite de ses moyens.

Le congé de maladie de plusieurs semaines d'un agent affecté à l'ordonnancement des paiements a finalement entraîné en mars 2008 un retard d'environ trois semaines au niveau du paiement mensuel de l'indemnité.

Ce retard a pu être résorbé en avril, de sorte que les paiements réguliers sont actuellement ordonnancés dans les dix jours suivant la réception de la déclaration mensuelle introduite par les personnes concernées.

Il subsiste toujours un retard d'environ trois mois dans le traitement des nouveaux dossiers, ce retard concernant environ soixante-dix personnes.

Le récent recrutement d'un rédacteur-stagiaire émanant du dernier examen-concours et dont l'entrée en service est prévue au plus tôt pour le 1er juin 2008, ainsi que l'amélioration actuellement en voie de développement du système informatique devraient permettre un traitement plus rapide des dossiers dans un proche avenir. Toujours est-il que l'équilibre entre les moyens du Service des travailleurs à capacité de travail réduite et le nombre de dossiers à traiter risque de rester fragile.

Voilà pourquoi le Ministre du Travail et de l'Emploi incitera l'ADEM, dans le cadre des adaptations structurelles suite au rapport de l'OCDE, à s'organiser de façon à ce que de telles retards ne se reproduisent plus.

Question 2472 (16.4.2008) de **MM. Ali Kaes**, **Jean-Paul Schaaf** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant la **Luxembourg Air Rescue (LAR):**

La Luxembourg Air Rescue (LAR) fondée en avril 1988, a commencé dès 1989 ses activités de sauvetage aérien. La mission de la LAR est de sauver des vies humaines et de préserver la santé de personnes en détresse par le biais d'hélicoptères de sauvetage et d'avions sanitaires intervenant au Luxembourg, dans la Grande Région et à travers le monde entier.

Le financement des services indispensables de la LAR est réalisé à travers les cotisations des membres ainsi que des missions de transport d'organes pour les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg. La situation financière de la LAR est cependant très précaire, d'autant plus qu'en cas d'accident la sécurité sociale ne couvre pas les frais de déplacement LAR sur les lieux, si le patient est en fin de compte transporté en ambulance. Selon les responsables de la LAR, l'a.s.b.l. aura des difficultés à assurer ses services à moyen terme sans un support financier considérable de la part de l'État.

Vu les développements antérieurs nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et de l'Aménagement du territoire et à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement entend-il augmenter son apport financier afin de garantir pour l'avenir les services LAR?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que la sécurité sociale devrait couvrir les frais LAR lorsqu'un de leurs hélicoptères se déplace sur un lieu d'accident même si la victime est en fin de compte transportée en ambulance?

Réponse commune (11.6.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En réponse à la question parlementaire sous rubrique, nous informons les honorables Députés que l'État du Grand-Duché de Luxembourg a conclu avec l'association «Luxembourg Air Rescue» une convention qui prévoit la mise à disposition de deux hélicoptères de sauvetage dans le cadre du Service d'aide médicale urgente (SAMU).

Les missions suivantes tombent sous le champ d'application de la convention:

- Transfert rapide de l'équipe médicale d'urgence sur le site de l'accident (intervention primaire);

- Transport de patients accidentés vers l'hôpital de service (transport primaire);

- Transport urgent de nouveau-nés et de patients déjà sous soins médicaux (transport post-primaire, intra-hospitalier ou secondaire).

Dans le cadre de cette convention, l'État participe aux frais de mise à disposition par la LAR des deux hélicoptères de sauvetage dans le service SAMU avec une aide annuelle s'élevant à 425.000 euros.

La LAR vient d'informer le Gouvernement des difficultés qu'elle rencontre pour pouvoir continuer à honorer ses engagements envers l'État dans le cadre de la convention susmentionnée.

Le bien-fondé des arguments avancés par la LAR est actuellement analysé par les départements ministériels concernés en vue d'une renégociation des conditions de la convention. Sans vouloir préjuger les résultats de cette négociation, le Gouvernement considère que le sauvetage aéroporté est de nos jours un maillon essentiel dans la chaîne de secours qu'il y a lieu de maintenir.

En ce qui concerne la prise en charge par l'assurance maladie des transports en hélicoptère, celle-ci se fait suivant les conditions et les modalités prévues d'une part par les statuts de l'Union des caisses de maladie et d'autre part par la convention conclue entre l'Union des caisses de maladie et l'association «Luxembourg Air Rescue».

À l'heure actuelle, la convention conclue entre l'Union des caisses de maladie et la «Luxembourg Air Rescue» ne couvre les frais de l'intervention primaire que si le transport du malade est effectivement assuré par l'hélicoptère de secours.

Les statuts de l'Union des caisses de maladie quant à eux restent muets quant à ce sujet.

Toutefois en ce qui concerne les frais en ambulance du service SAMU, les statuts prévoient expressément que «Sous réserve du droit de l'assurance maladie de recourir contre le responsable en cas d'abus, les courses à vide des ambulances du service d'aide médicale urgente dépêchée par le central des secours d'urgence sont prises en charge, à condition qu'il soit établi que la personne à transporter relève de la compétence de l'assurance maladie.»

La prise en charge par l'assurance maladie des «vols à vide» nécessiterait donc la modification tant de la convention que des statuts de l'Union des caisses de maladie.

Toutefois, avant de remettre cette discussion au conseil d'administration ou à la commission des statuts lors d'une de ses prochaines réunions, Monsieur le Président de l'Union des caisses de maladie voudrait disposer du nombre exact de vols par année de l'hélicoptère de secours dans le cadre de l'organisation du SAMU, ainsi que la proportion des interventions effectuées avec retour à vide.

Une demande en ce sens a été adressée à Monsieur le Directeur de l'Administration des services de secours. Les données demandées permettront aux services de l'Union des caisses de maladie de mieux apprécier l'impact financier d'une telle mesure sur le budget de l'assurance maladie.

Question 2478 (17.4.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **perquisitions en ligne:**

Une décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, rendue en date du 27 février 2008, va permettre à Berlin de mettre au point une législation relative aux perquisitions en ligne.

Le recours à ces dernières, déclarées conformes à la loi fondamentale allemande, sera toutefois soumis à des conditions strictes. La police judiciaire pourra contrôler des ordinateurs privés seulement en cas de menace concrète contre des vies humaines ou contre l'État, une définition qui vise principalement les projets d'attentats terroristes. Ces perquisitions devront systématiquement recevoir au préalable l'aval d'un juge.

Au vu de ce qui précède, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- La législation luxembourgeoise permet-elle de telles perquisitions en ligne?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à ces perquisitions?

Réponse (10.6.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La législation luxembourgeoise ne prévoit pas de dispositions particulières sur des perquisitions en ligne dans les ordinateurs. En l'état actuel du droit, le juge d'instruction procède à une perquisition et à une saisie de l'ordinateur, sur la base des dispositions des articles 65 et 66 du Code d'instruction criminelle. L'exploitation ultérieure du disque dur de l'ordinateur permettra d'identifier les données recherchées. Celles-ci pourront alors être utilisées comme moyen de preuve dans la procédure pénale. La saisie du disque dur couvre la saisie des données y renseignées, à l'instar de données figurant sur un support papier qui a fait l'objet d'une saisie. Une modification de la législation luxembourgeoise n'est pas envisagée.

Question 2479 (17.4.2008) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant **la publication d'une liste détaillée de tous les bénéficiaires de subventions européennes dans les domaines de l'agriculture et du développement rural:**

Selon le règlement (CE) N° 259/2008 de la Commission européenne du 18 mars 2008, les États membres devront publier une liste de tous les bénéficiaires des subventions agricoles européennes ainsi que les détails complets des montants reçus. Il s'applique aux dépenses encourues par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et aux dépenses encourues par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader).

Au plus tard le 30 avril 2009, le nom complet, la commune et, le cas échéant, le code postal de tous les bénéficiaires devront être publiés de manière claire et harmonisée sur des sites web gérés au niveau national et dotés d'un outil de recherche qui permettra au public de connaître le montant des fonds reçus par chaque personne ou entreprise.

Dans ce contexte, j'aurais aimé poser une série de questions à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Est-ce que le Gouvernement publie déjà tout ou partie des informations concernant les principaux bénéficiaires de subventions agricoles?

- Combien de paysans sont concernés par le règlement en question?

- Est-ce que la publication de données se limite au FEAGA et au Feader ou est-ce que les fonds versés dans le cadre de la nouvelle loi concernant le renouvellement du soutien au développement rural tombent également sous le champ d'application du règlement (CE) N° 259/2008?

- Quelles sont les actions que le Ministère de l'Agriculture entend entreprendre pour: limiter au mieux les effets négatifs pouvant résulter d'une telle publication pour nos agriculteurs?

- Quand le site web sera-t-il opérationnel?

Réponse (16.6.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député se réfère au règlement (CE) N° 259/2008 de la Commission du 18 mars 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) N° 1290/2005 du Conseil en ce qui concerne la publication des informations relatives aux bénéficiaires de fonds en provenance du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Le règlement (CE) N° 259/2008 trouve sa base légale dans l'article 44bis du règlement (CE) N° 1290/2005 qui a été ajouté à ce règlement par le règlement (CE) N° 1437/2007 du Conseil. L'article en question a introduit la publication annuelle à posteriori des noms des bénéficiaires du FEAGA et du FEADER, ainsi que des montants reçus par chaque bénéficiaire au titre de chacun de ces fonds.

Cette action se situe dans le cadre global de la mise en œuvre de l'initiative européenne en matière de transparence, qui a été demandée avec insistance par le Parlement européen et définie par le Conseil en décembre 2006 dans le règlement (CE, Euratom) N° 1995/2006 modifiant le règlement (CE, Euratom) N° 1605/2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes. Cette mise en œuvre ne se limite par ailleurs pas seulement aux Fonds agricoles, mais est applicable de façon générale à tous les bénéficiaires d'aides en provenance du budget communautaire.

À noter qu'à l'heure actuelle, le Ministère de l'Agriculture publie, en vertu de l'article 61 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural, une description succincte des projets du secteur agro-alimentaire comportant un investissement dépassant le montant de 250.000 euros. Cette publication se fait dans le cadre du rapport d'activité annuel du Ministère.

Pour l'avenir, le règlement (CE) N° 259/2008 impose la publication des informations suivantes:

a) le prénom et le nom, lorsque les bénéficiaires sont des personnes physiques;

b) le nom légal complet tel qu'il a été enregistré, lorsque les bénéficiaires sont des personnes morales;

c) le nom complet de l'association tel qu'il a été enregistré ou officiellement reconnu, lorsque les bénéficiaires sont des associations de personnes physiques ou morales sans personnalité juridique propre;

d) la municipalité dans laquelle le bénéficiaire réside ou est enregistré et, le cas échéant, le code postal ou la partie de ce code qui indique la municipalité;

e) pour le FEAGA, le montant des paiements directs au sens de l'article 2, point d), du règlement (CE) N° 1782/2003 reçus par chaque bénéficiaire au cours de l'exercice concerné;

f) pour le FEAGA, le montant des paiements autres que ceux visés au point e) reçus par chaque bénéficiaire au cours de l'exercice concerné;

g) pour le FEADER, le montant total des financements publics reçus par chaque bénéficiaire au cours de l'exercice concerné, comprenant à la fois la contribution communautaire et la contribution nationale;

h) la somme des montants visés aux points e), f) et g) reçus par chaque bénéficiaire au cours de l'exercice concerné;

i) la devise de ces montants.

Il s'ensuit que l'information se limite aux montants versés au titre du FEAGA et aux aides nationales versées dans le cadre de la politique du développement rural, pour autant qu'elles sont cofinancées par le FEADER. Le règlement ne s'applique pas aux aides nationales non cofinancées par le FEADER.

Tous les bénéficiaires de ces montants seront visés par cette publication, y compris les personnes morales et les associations.

Bien que le nombre d'agriculteurs concernés par ce règlement ne soit pas connu de manière exacte en ce moment, on peut admettre que la quasi-totalité des agriculteurs seront inclus dans cette publication.

Le Ministère se propose d'assortir la publication des bénéficiaires d'explications pertinentes visant à garantir une information objective du public non-averti. Par ailleurs, les bénéficiaires de ces aides seront informés individuellement, conformément à la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, sur la publication en question et sur les droits que leur confère cette loi en tant que personne concernée.

Une première publication des données concernant les dépenses publiques versées dans le cadre de FEADER entre le 1er janvier 2007 et le 15 octobre 2007 est prévue pour le 30 septembre 2008. Pour ce qui concerne les dépenses du FEAGA, une première publication se fera au plus tard pour le 30 avril 2009 pour les dépenses de l'exercice 2008 (paiements du 16 octobre 2007 au 15 octobre 2008). Il en est de même pour les dépenses du FEADER pour cette même période. La publication se fera sur le site web du Ministère de l'Agriculture.

Question 2496 (24.4.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **travaux en cours sur le site actuel du Laboratoire National de Santé:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°1691 du 19 avril 2007 concernant l'état d'avancement du chantier de construction du Laboratoire National de Santé à Dudelange, Monsieur le Ministre des Travaux Publics a assuré que les travaux de terrassement prévus initialement pour le début de l'année 2007 ont dû être reportés au mois d'octobre 2007 et que la fin du chantier relative à la phase 1 serait toujours prévue pour la période avant les congés collectifs de l'été 2010 *(cf. compte rendu N°14/2006-2007)*.

Or, il me revient que des travaux d'extension du LNS à Luxembourg-Ville seraient imminents.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir:

- Si des travaux d'extension sont effectivement prévus sur le site actuel du LNS?

- Dans l'affirmative, quels seront l'envergure et surtout le coût de ces travaux?

- Pourquoi entreprendre des travaux d'extension sur le site actuel alors que le déménagement du LNS est prévu pour dans deux ans?

- Si la construction de nouvelles installations à Dudelange est toujours à l'ordre du jour? Dans la négative pour quelles raisons? Dans l'affirmative, ne doit-on pas considérer cet investissement sur le site actuel comme gaspillage de deniers publics?

- Où en sont les travaux sur le site de Dudelange?

En date du 1er mai prochain l'actuel directeur du LNS fera valoir ses droits à la retraite.

Est-ce qu'un successeur a d'ores et déjà été désigné?

Réponse commune (6.6.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Préalablement, l'on souhaiterait rassurer l'honorable parlementaire et lui confirmer qu'il n'est rien changé à l'implantation du nouvel LNS sur le site de Dudelange.

Les travaux de terrassement sur ce site, prévus initialement au début de l'année 2007, ont débuté en janvier 2008. Le retard en question est dû à différents problèmes procéduraux. La fin des travaux de la phase 1 est fixée pour le dernier trimestre de 2010 de sorte que le déménagement peut s'opérer au cours du premier trimestre 2011.

En attendant le transfert du LNS vers son nouveau site à Dudelange, un système modulaire de containers sera mis en place sur le site actuel, au service de nouvelles unités du laboratoire à créer, à savoir un laboratoire ADN à visée juridique et un laboratoire de pathologie moléculaire. La nécessité et l'urgence de la création de ces structures, qui font actuellement défaut, ne se discutent pas, et ont d'ailleurs été reconnues lors d'un très récent débat consacré à la Chambre sur la médecine légale. L'envergure de ce projet s'élève à quelques 320 m² et le devis estimatif se chiffre à quelque 2 millions d'euros.

À noter que ces nouveaux laboratoires précités qui seront aménagés dans ces surfaces d'extension ne sont pas prévus dans le programme de la phase 1 du LNS, mais dans la phase 2 du projet qui comprendra le Laboratoire de médecine vétérinaire, la Division de la Radioprotection, l'Institut médico-légal et le Service de pathologie moléculaire, dont les études viennent de débuter. Étant donné que la fin des travaux relatifs à cette 2e phase est prévue au plus tôt pour 2013, ces infrastructures provisoires s'amortissent au moins sur une durée de 5 ans. Par conséquent, il ne s'agit aucunement d'un gaspillage de deniers publics.

À noter encore que dans la mesure du possible, les équipements qui seront installés dans ces laboratoires modulaires seront transférés vers les nouveaux locaux de la phase 2.

Quant au poste de directeur du LNS, son titulaire est effectivement à la retraite depuis le 1er mai. Un successeur lui sera désigné très prochainement. En attendant le directeur-adjoint assure l'intérim.

Question 2498 (24.4.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**interdiction de chasse des cormorans:**

Récemment, la Rhénanie du Nord Westphalie a, avec d'autres «Länder» allemands, abrogé l'interdiction de chasse des cormorans.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

Au vu de la décision récente de plusieurs «Länder», Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas revoir la position du Luxembourg en la matière? Dans la négative, quelles en seraient les raisons?

Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées quant aux poissons mis à l'eau par l'Administration des Eaux et Forêts ces dernières années? Quelle a été l'évolution de ces poissons au cours des dernières années? Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que ces efforts, qui sont financés par des moyens publics, pourraient être réduits, voire arrêtés si la chasse des cormorans était à nouveau possible?

À combien s'élève l'ensemble des moyens financiers mis en œuvre pour compenser les effets négatifs des cormorans?

Réponse commune (10.6.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le cormoran est une espèce intégralement protégée en vertu la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature qui transpose en droit national la directive 79/409/ CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages.

Le Ministre peut déroger à ce régime de protection stricte qu'à condition qu'il n'existe pas une autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle. Peuvent être évoquées pour motiver une telle dérogation notamment la prévention de dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries et aux eaux. Il importe de noter que la directive fait mention expressément du terme pêcheries, visant ainsi les activités commerciales et non la pêche de loisir.

En ce qui concerne les dommages importants aux eaux pouvant être causés par le cormoran à travers la prédation de poissons, il est évident que faute de preuves convaincantes d'un lien de cause à effet entre une régression des populations de poissons et la pression prédatrice du cormoran, une autorisation de réguler le cormoran par les moyens de la chasse établirait un cas précédant dangereux.

Les pourparlers au cours des deux années écoulées entre les représentants de la Fédération luxembourgeoise de la pêche sportive, la Ligue luxembourgeoise pour la protection des oiseaux et de la nature, l'Administration des eaux et forêts, l'Administration de la gestion de l'eau ainsi que du Ministère de l'environnement ont amené le Ministre à faire élaborer une étude détaillée de l'impact potentiel du cormoran sur les populations de l'ombre commun, espèce identifiée par les experts comme étant la plus exposée à la prédation par le cormoran.

L'honorable Député sera informé, le moment venu, des résultats de l'étude précitée, ainsi que des recommandations et démarches qui en découlent.

Question 2502 (29.4.2008) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **dispense de retenue à la source:**

L'article 5 de la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière dispose que: «Les intérêts qui ne sont bonifiés qu'une seule fois par année sur des dépôts d'épargne et qui ne dépassent pas le montant de 250 euros par personne et par agent payeur, sont dans tous les cas dispensés de la retenue à la source. Les dépôts d'épargne au sens de la phrase qui précède peuvent être des dépôts à vue, à terme ou à préavis et doivent avoir pour objet l'accumulation ou le placement d'avoirs.»

Cette exemption vise ainsi en premier lieu les comptes de l'épargne classique, comptes sur lesquels les intérêts sont en principe bonifiés le 31 décembre, ainsi que les dépôts à terme sur douze mois. De plus, le texte n'exclut pas expressément les dépôts à terme, si plusieurs échéances se situent au cours d'une année fiscale.

Cependant, il me revient que plusieurs établissements de crédit refusent d'accorder l'exception dans ce dernier cas. Ce refus est motivé par un renvoi à la loi qui n'oblige pas les agents payeurs à une telle mesure.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il n'entend pas modifier la loi du 23 décembre 2005 afin d'obliger les agents payeurs d'accorder la dispense à la retenue à la source, même si les intérêts sont bonifiés plusieurs fois durant l'année fiscale.

Réponse (13.6.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

En réponse à la question de l'honorable Député, je me permets de fournir les informations suivantes. Si le montant annuel des intérêts bonifiés sur un compte d'épargne ne dépasse pas 250 euros, ces intérêts sont dispensés de la retenue à la source libératoire prévue par la loi du 23 décembre 2005. Le texte de loi prévoit expressément que cette dispense de retenue ne vise que «les intérêts qui ne sont bonifiés qu'une seule fois par année…», excluant ainsi les dépôts à terme si plusieurs échéances se situent au cours de l'année civile.

Au niveau de l'épargnant, la dispense de retenue vise avant tout les intérêts touchés par les petits épargnants sur des comptes d'épargne classiques. Il existe certes quelques épargnants, qui sans disposer d'un compte d'épargne classique dont les intérêts sont dispensés de la retenue, placent leurs économies - n'engendrant pas plus de 250 euros d'intérêts par an - sur des comptes à terme avec des échéances allant de plusieurs jours à quelques mois.

En effet, les agents payeurs ignorent - aux différentes échéances d'un compte à terme - le montant annuel des intérêts que l'investisseur touchera jusqu'à la fin de l'année. Plutôt que d'introduire, par une modification législative, un système de recalcul annuel complexe, il est vivement recommandé aux épargnants qui touchent annuellement sur plusieurs comptes moins de 250 euros d'intérêts de regrouper ces comptes en un seul compte sur lesquels les intérêts sont payés une fois par an, évitant ainsi de payer à la fois les frais de banque sur chaque compte individuel ainsi que les impôts.

Question 2507 (30.4.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**harcèlement sexuel dans l'armée:**

Wéi déi geschwaten a geschriwwe Press et kierzlech gemellt huet, gëtt géint en Ënneroffizéier vun der Arméi wéinst sexuelle Belästegungen ermëttelt.

1. Kënnt Dir bestätegen, dass géint en Ënneroffizéier ermëttelt gëtt?

2. Wa jo, zanter wéini sidd Dir iwwert dës Virwërf informéiert?

3. Wat fir Moossname si geholl gi fir esou Virfäll ze ënnerbannen?

4. Denkt Dir iwwer eng speziell Ausbildung fir Encadrementspersonal an der Arméi no, fir an der Zukunft esou an ähnlech Virfäll preventiv ze bekämpfen?

Réponse (9.5.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

Wat d'Fro vu sexuelle Belästegunge säitens vun engem Ënneroffizéier an der Arméi ubelaangt, sou gëtt et ee Fall iwwert deen ech an deem Zesummenhang ka berichten.

Deen Ënneroffizeier ass d'lescht Joer an enger Missioun am Kosovo duerch säi schlecht an inakzeptabelt Behuelen opgefall.

Net nëmmen ech selwer mä och den Auditeur militaire, wat ee Richter ass, sinn an deem Zesummenhang am Summer d'lescht Joer a Kenntnis gesat gi vun engem Fait, dee sech den 15. Juli 2007 am Camp vun Novo Selo am Norde vum Kosovo zougedroen huet.

Wat de Fait selwer ubelaangt, sou ass den implizéierten Ënneroffizeier aus der Missioun heembeuerdert ginn, an d'Arméi huet eng intern Enquête gemaach. Dës huet erginn, datt de betraffenen Ënneroffizéier eng Zaldotin sexuell belästegt hat a sech esou op eng Aart a Weis beholl huet, déi total inakzeptabel an net ze toleréieren ass. E Kaperol, deen an der Géigend war, hat eppes matkritt - hien huet du reagéiert an deem Ganze séier en Enn gesat - sou och nach d'Resultat vun der Enquête. Den Ënneroffizeier ass dorophin arméi-intern um Härebierg gestrooft ginn, an den Dossier ass weidergaangen un de Chef d'État-major.

Et ass kloer fir mech, datt deen Ament wou aus den Aarbechte vun de Gerichter nei, zousätzlech Elementer ervirginn, ech - en fonction dovunner- net wäert zécke selwer zousätzlech Sanktiounen ze huelen. Dat kann, jee no der Sachlage, bis zum Ausschloss aus der Arméi goen, mä déi Fro kann ech awer - opgrond vun elementäre rechtsstaatleche Prinzipien - eréischt richteg beuerteelen an da beäntwerten, wann d'Geriichter sech an där enger oder anerer Form geäussert hunn.

Déi betraffen Zaldotin ass par la suite psychologesch betreit ginn. Den Ënneroffizeier fir säin Deel ass obligéiert gi sech engem Suivi psychologique ze ënnerzéien.

D'Ausbildung vum Kaderpersonal vun der Arméi gëtt gutt a seriös gemaach. Dat gëllt global gesinn. Mat der Reform gëtt se nach besser. Sou kritt d'Arméi zum Beispill mat der Reform ee Psycholog bäi. Wat d'Resultater vun der aktueller Ausbildung vun de Militär ubelaangt, sou konnt ech mech um Ufank vun der Woch op en Neits dovunner sur place am Kosovo vergewësseren: all meng Interlocuteuren - dat waren héichrangeg franséisch Offizéier - hu sech extrem beluewegend ausgedréckt iwwert d'Aart a Mannéier wéi d'Lëtzebuerger Militär an der Missioun schaffen.

Question 2508 (30.4.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **publication par voie d'affiches apposées:**

Selon l'article 6 de la loi communale du 13 décembre 1988, la publication des règlements du conseil communal ou du collège des bourgmestre et échevins se fait par voie d'affiche. Une disposition similaire se trouve dans l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain disposant que le dépôt d'un projet d'aménagement général «est publié par voie d'affiches apposées dans la commune de la manière usuelle et

invitant le public à prendre connaissance du projet.»

Si mes informations s'avèrent correctes, il n'existe aucune disposition légale qui définisse les termes «par voie d'affiche». Cette voie de publication est communément appelée «am Reider». Les communes avec plusieurs sections disposent en règle générale d'un panneau dans chacune des sections.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:

1. Est-ce qu'il existe une définition légale du «Reider»?

2. Est-ce qu'une publication peut être déclarée non avenue, si une publication prescrite n'est pas affichée dans les différentes sections d'une commune?

3. Monsieur le Ministre entend-il en préciser les modalités par voie de circulaire?

4. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas approprié de prévoir pour certaines matières une obligation de publication dans les différents «Reider» d'une commune?

5. Est-ce que le Gouvernement pourrait de même envisager de recommander aux communes de publier parallèlement certains avis sur leurs sites internet?

Réponse (11.6.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La publication des actes à caractère réglementaire a beaucoup préoccupé le Gouvernement et le Parlement luxembourgeois lors de l'introduction de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif. En effet, l'article 7 paragraphe 3 de la loi prévoit un recours en annulation contre les actes administratifs à caractère réglementaire dans les trois mois de la publication de cet acte, sinon du jour de la notification de l'acte ou du jour où le requérant en a eu connaissance.

La publication des règlements grand-ducaux ne posait pas de problèmes particuliers puisque cette publication était directement effectuée au Mémorial. La difficulté majeure consistait à savoir à quel moment et par quel moyen intervenait une «publication effective» d'un règlement communal et ceci malgré les règles de publication de l'article 82 (et non pas de l'article 6 comme indiqué par l'auteur de la question parlementaire) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Il résulte des travaux préparatoires à la loi du 7 novembre 1996 (doc.parl.3940 et 3940A) que la publication normale des règlements communaux («Reider») n'est pas à considérer comme une publicité effective mais que c'est la mention au Mémorial de ce qui a été affiché et publié au «Reider» qui est à considérer comme effective. Pour cette raison la publication au Mémorial a été jugée déterminante pour fixer le point de départ du délai d'introduction d'un recours en annulation contre un règlement communal devant les juridictions administratives (Cour administrative, 29 septembre 1998, rôle N°10626C).

La loi communale impose encore une mention du règlement et de sa publication soit dans au moins deux quotidiens publiés et imprimés au Grand-Duché de Luxembourg, soit dans un bulletin communal distribué périodiquement à tous les ménages de la commune. À défaut de publication dans le Mémorial, ce sont ces publications qui permettront à une commune de démontrer qu'un citoyen a eu connaissance de l'acte à caractère réglementaire et que le délai d'introduction du recours a connu son point de départ le jour de la parution dans les journaux ou de la distribution du bulletin communal.

Quant aux questions concrètes posées par Monsieur le Député Gilles Roth, les réponses sont les suivantes:

1) Seules les formalités d'affichage ont fait l'objet de multiples dispositions légales, alors que le Reider, en tant que support d'affichage, n'a pas reçu de définition légale.

2) L'article 10 de la loi du 18 novembre 1854, apportant des modifications aux lois sur la composition des conseils communaux, imposait l'affichage des jours de séance du conseil communal, ainsi que de l'ordre du jour, dans chaque section de la commune. Cette disposition n'a ni expressément ni implicitement été abrogée, mais elle est considérée comme désuète. Cette notion de «sections» était encore employée dans d'autres domaines. Elle subsistait également en matière électorale, mais se trouvera complètement écartée avec le vote du projet de loi N°5859 portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003. À l'heure actuelle seules les sections cadastrales subsistent et celles-ci n'ont aucun rapport avec les obligations d'affichage imposées par la loi du 18 novembre 1854 voire par l'actuelle loi communale.

3) Il n'y a aucune nécessité de préciser les modalités d'affichage par voie de circulaire, les dispositions de l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 étant suffisamment claires.

4) L'affichage obligatoire est prévu par la loi dans les domaines où une publication s'impose. Au cas où, à l'avenir, d'autres domaines mériteraient une telle publication, le législateur ne manquera sans doute pas à l'instaurer.

5) Il n'est pas interdit de publier certains avis sur le site Internet d'une commune et beaucoup de communes utilisent cet outil. Or, il faut bien être conscient que ces publications ne remplacent pas les publications légalement imposées et ne sont que complémentaires à toute publication légale.

Question 2509 (30.4.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **suppléments d'honoraires réclamés par les médecins dans le cadre d'une convenance personnelle:**

À lire le site de la Caisse de maladie des ouvriers, un supplément pour convenance personnelle peut être facturé par le médecin dans un certain nombre d'hypothèses. Ainsi par exemple les médecins ont-ils droit de réclamer un supplément en cas de rendez-vous dès lors que celui-ci a été fixé à la demande expresse de la personne protégée à un jour et à une heure précise et que le rendez-vous a été respecté par le médecin. Le site de la CMO précise, par ailleurs, qu'on parle de convenance personnelle lorsque le patient impose au médecin traitant des contraintes quant à la date et/ou l'horaire d'un rendez-vous.

Suite aux informations du soussigné, certains médecins notamment des médecins spécialistes en gynécologie factureraient de tels suppléments dans toutes les hypothèses, et notamment dans celles où le patient a accepté le rendez-vous tel que proposé par le médecin selon la convenance de ce dernier, dès lors que les patients concernés n'ont pas eu besoin d'attendre plus d'une demi-heure dans la salle d'attente. Sauf erreur, il ne peut s'agir là que d'une mauvaise interprétation de la part des médecins. En tout état de cause, les exemples portés à ma connaissance montrent qu'il est utile voire indispensable au regard de la sécurité et de la transparence de définir clairement le concept de «la convenance personnelle» pour éviter toute interprétation hasardeuse voire abusive.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- si le Gouvernement estime utile d'intervenir en la matière en définissant de manière plus claire la notion de «convenance personnelle» soit au niveau de la nomenclature des actes et services médicaux, soit au niveau des statuts de l'Union des caisses de maladie voire de tout autre instrument législatif ou réglementaire;

- si le Gouvernement entend agir auprès du Collège médical afin de clarifier la situation et, le cas échéant, amener le Collège médical à intervenir auprès de ses membres pour que ceux-ci appliquent les suppléments pour convenance personnelle dans les hypothèses justifiées et uniquement dans celles-ci.

Réponse (13.6.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le droit pour le médecin de mettre en compte un certain nombre de suppléments pour des motifs de convenance personnelle résulte des dispositions de l'article 66 du Code des assurances sociales.

Cet article prévoit dans son alinéa 1er le principe général de la fixation des tarifs et détermine à l'alinéa 2 que: «…, les conventions pour les médecins et pour les médecins-dentistes prévoient obligatoirement les modalités du dépassement, à charge des assurés, des tarifs fixés conformément à l'alinéa qui précède: 1) pour l'hospitalisation en première classe et pour les convenances personnelles des personnes protégées;»

Le législateur a dès lors prévu la possibilité de la mise en compte d'un supplément d'honoraires pour des motifs de convenance personnelle de l'assuré, en s'abstenant toutefois de fixer des modalités ou conditions pour leur mise en compte. En fait, le législateur a décidé de ne pas s'immiscer dans cette discussion, mais de laisser la solution à l'entente des partenaires conventionnels.

La question de l'honorable Député semble viser plus précisément la convenance personnelle libellée CP1 dans la convention médicale, c'est-à-dire celle qui se rapporte à la mise en compte d'un honoraire spécial pour un rendez-vous demandé par l'assuré.

Le texte actuel qui se rapporte à ce supplément d'honoraires est interprété de manière divergente. La lecture donnée au texte conventionnel par les caisses de maladie précise que le choix du rendez-vous doit revenir exclusivement au patient et qu'il est d'obligation au médecin d'accéder à une détermination précise du patient pour pouvoir mettre en compte un supplément.

«Constitue une convenance personnelle de la personne protégée conférant au médecin-dentiste le droit à la perception d'un supplément d'honoraires, facturé avec tact et mesure:

1) un rendez-vous fixé à la demande expresse de la personne protégée à un jour et une heure précis à condition que le rendez-vous ait été respecté par le médecin. (code CP1)»

Certains médecins fixent l'heure et de la date du rendez-vous et défendent le point de vue que l'acceptation de cette proposition par le patient serait suffisante pour justifier le supplément CP1, ce qui correspond à une interprétation plus qu'osée.

Le monde médical accepterait de voir amendé ce texte comme suit:

«1) un rendez-vous fixé à un jour et une heure précis à la demande expresse de la personne protégée à condition que le rendez-vous ait été respecté par le médecin. (code CP1)»

Cette formule semble ne pas donner satisfaction notamment aux représentants des salariés qui n'y voient pas une véritable prestation de convenance personnelle, ce dans la mesure où le médecin, en n'acceptant de toute façon des rendez-vous que dans les plages d'activité normales affichées par son cabinet, ne rendrait au patient aucun véritable service qui mériterait compensation.

En pratique, le libre jeu envisagé par le législateur à travers la convention médicale ne semble pas se dérouler dans tous les cas selon les règles conventionnelles. Celles-ci présupposent en effet que le médecin perçoive le supplément de convenance personnelle CP1 après information explicite et préalable du patient, qui en principe, doit y consentir. De certaines critiques sur la pratique courante, il ressort que cette information n'est pas toujours livrée au préalable par le médecin et que le patient se voit «invité» bon gré mal gré à payer le montant figurant de fait sur la note d'honoraires du médecin. Cette attitude de non contestation tient certainement d'une certaine crainte révérencielle envers le médecin.

Depuis belle lurette, la question est évoquée, discutée et négociée dans les relations entre l'assurance maladie et le corps médical sans qu'une solution consensuelle n'ait pu être dégagée jusqu'ici.

Jusqu'à présent, aucune des parties n'a en effet accepté les solutions présentées de part et d'autre, bien qu'il y ait des rapprochements subtils dans les textes mis en discussion.

Il appartiendra aux négociateurs (Union des caisses de maladie et Association des médecins et médecins dentistes) de tenter un nouveau rapprochement des idées.

En attendant, le soussigné se rallie à l'interprétation des caisses de maladie.

Question 2510 (2.5.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **statut unique:**

D'après l'article 53 du Code de la sécurité sociale tel que prévu par la loi susmentionnée, les employeurs occupant des salariés au sens de l'article L.121-1 du Code du travail doivent obligatoirement être affiliés à la Mutualité des employeurs. Cette affiliation ne vaut cependant pas pour l'État, la SNCFL et pour le secteur communal.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Sécurité sociale, du Travail et de l'Emploi, et de l'Intérieur:

- Est-ce que le Gouvernement entend formuler des recommandations ou lignes directrices aux communes quant à une éventuelle affiliation à la Mutualité des employeurs?

- Est-ce que dans l'optique d'une affiliation généralisée du secteur communal, une représentation du secteur communal dans le Conseil d'administration de la mutualité pourrait être envisagée?

Réponse (11.6.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'après l'article 53 nouveau du Code de la sécurité sociale sont affiliés obligatoirement à la Mutualité, créée dans le contexte de l'introduction du statut unique tous les employeurs occupant des salariés au sens de l'article L. 121-1 du Code du travail. Une exemption de l'affiliation obligatoire est toutefois prévue au profit de l'État, des établissements publics administratifs, des communes, des syndicats de communes, des établissements publics placés sous le contrôle des communes et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, pour ceux de leurs salariés qui bénéficient de la conservation de la rémunération sans limitation dans le temps en vertu d'une disposition légale, réglementaire ou conventionnelle particulière.

Les personnes morales de droit public en question ne sont donc pas soumises à l'affiliation à la Mutualité en raison de l'occupation d'agents relevant d'un statut de droit public ou de salariés, qui, tout en relevant de l'article L. 121-1 du Code du travail, bénéficient d'une convention collective prévoyant le maintien de la rémunération sans limitation dans le temps en cas de maladie. Ces personnes morales, doivent par contre s'affilier à la Mutualité s'ils occupent des salariés relevant du régime général, pour lesquels elles doivent continuer la rémunération pendant une durée moyenne de treize semaines, la période subséquente étant à charge de la Caisse nationale de Santé. L'indemnisation des périodes relevant de l'obligation patronale leur est remboursée partiellement par la Mutualité. Ces questions ont fait l'objet d'explications détaillées par les experts des départements du Travail et de la Sécurité sociale lors d'une réunion organisée, à la demande du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises Syvicol), par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire en date du 11 mars 2008. Evidemment, les experts resteront à la disposition des entités concernées pour de plus amples explications.

On ne peut dès lors pas parler d'une affiliation généralisée du secteur communal, mais chaque entité doit examiner au regard de la situation juridique de son personnel si une affiliation s'impose.

Au cours de la phase finale d'adoption du projet de loi sur le statut unique, le Syvicol a demandé une représentation au sein du conseil d'administration de la Mutualité des employeurs. On se rappellera que la Mutualité constitue un élément clé du paquet de mesures compensatoires négocié avec le patronat. Il était entendu que la gestion de la Mutualité incomberait au patronat. Une participation des communes à l'organe de gestion n'aurait dès lors pu se faire que de l'accord de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL).

La composition du conseil d'administration de la Mutualité se trouve désormais déterminée par l'article 57 nouveau du Code de la sécurité sociale ; ce qui n'exclut pas que l'on puisse revenir ultérieurement sur cette question en connaissant alors et le nombre des communes affiliées et l'importance du secteur communal dans l'ensemble de la communauté de risques.

Question 2511 (2.5.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant **la prise en charge des cotisations pour l'assurance pension par l'assurance dépendance:**

L'article 355 du Code des Assurances Sociales stipule que l'assurance dépendance prend en charge les cotisations pour l'assurance pension d'une seule personne ne bénéficiant pas d'une pension personnelle qui assure, d'après un plan de prise en

charge, des aides et des soins à la personne dépendante à son domicile au maximum jusqu'à concurrence d'une cotisation calculée sur base du salaire social minimum mensuel prévu pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans au moins.

L'article 336 quant à lui stipule que le droit au remboursement des cotisations payées indûment se prescrit dans un délai de 5 ans à partir de l'expiration de l'année au cours de laquelle elles ont été payées. Ainsi les cotisations pour l'assurance pension ne sont pas prises en charge par l'assurance dépendance lorsque le délai de prescription de 5 ans est dépassé. N'ayant pris connaissance de cette disposition que tardivement certaines personnes n'ont malheureusement pu respecter ce délai.

Il me revient que Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale entend opérer des changements législatifs en vue de rendre ces dispositions moins restrictives:

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Si oui, où en sont les travaux y relatifs? Pour quand est prévue la mise en vigueur de nouvelles dispositions en la matière? Quelle en sera l'envergure?

- Si non, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas une telle mesure comme socialement appropriée?

Réponse (10.6.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'article 355, alinéa 2 du Code des assurances sociales dispose que «L'assurance dépendance prend en charge les cotisations pour l'assurance pension d'une seule personne ne bénéficiant pas d'une pension personnelle qui assure, d'après un plan de prise en charge, des aides et des soins à la personne dépendante à son domicile au maximum jusqu'à concurrence d'une cotisation calculée sur base du salaire social minimum mensuel prévu pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans au moins.»

Cette disposition a pour finalité de pallier les lacunes dans les carrières d'assurance pension de personnes ayant renoncé à l'exercice d'une activité professionnelle pour assurer des aides et soins à une personne dépendante de leur entourage. Afin de garantir une bonne administration de la preuve, il est nécessaire que la mise en compte des cotisations se fasse pendant la période même où les aides et soins sont prestés et non des années après le décès du bénéficiaire, où il est difficile de reconstituer la réalité des faits, le cas échéant, dans le contexte d'une succession conflictuelle.

Il est donc dans l'ordre des choses que les institutions de sécurité sociale s'appuient sur le droit général de la sécurité sociale pour invoquer la prescription quinquennale en cas de demande tardive.

Bien que de nombreuses campagnes d'information aient été menées après le vote de la loi, certains bénéficiaires potentiels de la mise en compte des cotisations ne se sont aperçus que tardivement de cette possibilité. Afin de ne pas porter préjudice à ces personnes, j'ai demandé aux institutions concernées de renoncer à invoquer la prescription dans les cas où la matérialité des faits justifiant le droit peut être établie sans contestation.

Comme depuis avril 2006 l'Union des caisses de maladie fournit aux bénéficiaires de l'assurance dépendance une information systématique spécifique sur la mise en compte des cotisations, il n'y a pas de raison à ce que l'autorité de tutelle intervienne à l'avenir dans un processus administratif de la compétence des organes des institutions de sécurité sociale concernés.

Question 2513 (2.5.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **fichiers ADN en matière pénale:**

La loi sur les empreintes génétiques en matière pénale est en vigueur depuis septembre 2006.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur le nombre de personnes fichées dans la base de données regroupant les empreintes génétiques?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur le nombre de cas dans lesquels les enquêteurs ont eu recours à cette base de données?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer si la commission de contrôle sous la direction du Procureur Général a déjà siégé depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les empreintes génétiques?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer à quelle date ces réunions ont eu lieu?

Réponse (13.6.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

- Il importe de souligner tout d'abord que la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale prévoit deux fichiers ADN, à savoir le fichier ADN «criminalistique», relatif aux affaires en cours, et le fichier ADN «condamnés», relatif aux personnes définitivement condamnées.

À la date du 28 mai 2008 le fichier ADN condamnés contenait 134 profils.

À la même date, le fichier ADN criminalistique comportait 13 profils de personnes à l'égard desquelles une décision de prélèvement d'ADN a été prise par un magistrat.

- Quant au deuxième point, il échet de relever que les enquêteurs de la police n'ont pas d'accès direct aux fichiers ADN mais doivent s'adresser à l'opérateur des fichiers ADN, le Service de Police judiciaire, moyennant une requête écrite sur ordre d'un magistrat. Ces requêtes ne font pas l'objet d'un comptage.

On peut estimer que dans quelque 250 affaires pénales, il y a eu recours aux bases de données ADN.

- Si l'autorité de contrôle - à laquelle le troisième point de la question parlementaire semble faire allusion - était celle prévue par l'article 17 (2) de loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, il y a manifestement une interprétation erronée des deux lois en cause, à savoir, d'une part, de la loi modifiée du 2 août 2002 précitée et, d'autre part, de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale.

L'autorité de contrôle instaurée par l'article 17 (2) de loi modifiée du 2 août 2002 précitée est en effet compétente pour surveiller et contrôler les traitements de données à caractère personnel dits „policiers", c.à d. les traitements effectués en application de cet article à des fins de la prévention, de la recherche et de la constatation d'infractions pénales.

Or, étant donné que l'établissement d'un profil d'ADN repose sur une décision prise par un magistrat, les fichiers ADN sont des données dites „judiciaires" telles que prévues à l'article 8 de la loi modifiée du 2 août 2002 précitée.

À ce titre, la protection des données à caractère personnel contenues aux fichiers ADN en matière pénale est assurée non pas par l'autorité de contrôle instaurée par l'article 17 (2) de loi modifiée du 2 août 2002 précitée, mais par les juridictions répressives de droit commun, conformément aux articles 11 et 12 de la loi modifiée du 25 août 2006 précitée.

- Eu égard à la réponse fournie au point trois ci-dessus, la réponse au point quatre de la question parlementaire est sans objet.

Question 2514 (2.5.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **décharge pour déchets SIDEC au Fridhaff:**

Op meng parlamentaresch Ufro N°2261 vum 26. Januar 2008, betreffend verschidden Ëmwelt- a Gesondheetsaspekter vun der Deponie SIDEC um Fridhaff, si véier vu fënnef Froen onbeäntwert bliwwen.

Duerfir wëll ech Iech dës Froen nach eng Kéier virleeën:

1) Gi beim Personal vun der SIDEC regelméisseg cibléiert Gesondheetstester virgeholl? Gi spezifesch Bluttanalyse gemaach a gëtt et hei Opfällegkeeten?

2) Sinn all Maschinnen, déi um SIDEC a Betrib sinn, konform zu de Konditiounen vun der Kommodogenehmigung (ITM) vun 1997? Vu wéini u sinn dës Maschinnen all mat de virgeschriwwene „Schutzbelüftungsanlagen" équipéiert?

3) Sinn no 2002 weider Etüden iwwert d'Konzentratiouns vu schiedleche Substanzen um Site Fridhaff respektiv an der Noperschaft gemaach ginn an, wa jo, kënnt Dir mer Datum, Konditiounen a Resultater dovu matdeelen?

4) Sinn no 2002 nach Déformatiounen bei neigebuerene Béischten oder Wëld ronderëm de Site festgestallt ginn? Wa jo, sinn hei Analyse respektiv Autopsien duerchgefouert ginn a wat ass gegebenenfalls iwwert d'Resultater ze soen?

Réponse (6.6.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1. Dës Fro betrëfft de Gesondheetsminister an den Aarbechtsminister.

2. Dës Fro betrëfft den Aarbechtsminister.

3. Jo, et si weider Etüde réaliséiert ginn. Eng ass am Zesummenhang mat dem Bau vun der biologescher Behandlungsstuf um SIDEC gemaach ginn. Dobäi huet den Organisme agréé am Bericht N°BB MT1 FRA/03/117 vum 11. Februar 2004 „Bewertung der Beeinflussung der Umgebung der Abfallbehandlungsanlagen Fridhaff des Syndikates SIDEC durch Mikroorganismen und ihre Produkte" folgend Faziter festgehalen:

Aufgrund von Bioaerosolen werden für die Wohnbebauungen Fridhaff beziehungsweise Seiteschgronn keine Immissionen an Mikroorganismen erwartet, die zu Luftkonzentrationen führen, die über der Schwankungsbreite für unbeeinflusste Außenluft liegen bzw. nachhaltige gesundheitliche Risiken bedeuten.

Für das Gebiet direkt östlich der N27A können unter Umständen über Schwankungsbreite für unbeeinflusste Außenluft liegende Mikroorganismen-Konzentrationen in der Luft aufgrund von Emissionen aus dem Bereich der Abfallbehandlungsanlagen Fridhaff nicht ausgeschlossen werden. Daher können in diesem Nahbereich auch gesundheitliche Risiken nicht vollständig ausgeschlossen werden.

Gesundheitliche Risiken durch Mykotoxine und Endotoxine aufgrund von Emissionen aus den Abfallbehandlungsanlagen Fridhaff werden für Personen, die sich in der Umgebung der Anlage aufhalten, nicht gesehen.

Der Einfluss der Emissionen der geplanten umhausten MBA (Biofilter) ist im Vergleich zu den emissionsrelevanten Tätigkeiten in den bestehenden Anlagen nahezu zu vernachlässigen. Durch Einhausung und die Behandlung der Abluft mit einem Biofilter werden die möglichen Emissionen weitgehend vermieden.

Des Weideren ass am Dossier vun der Kompostéierungsanlag fir Klärschläemm vum SIDEN de Bericht N°MT1FRA/06/10 vum 22te März 2006 „Bewertung der Beeinflussung der Umgebung der Abfallbehandlungsanalge Fridhaff der Firma SoilConcept unter Berücksichtigung der Abfallbehandlungsanlagen des Syndikates SIDEC durch Mikroorganismen und ihre Produkte" bäigeluecht ginn. An dësem Bericht si folgend Schlussfolgerunge gezu ginn:

Wenn auf der Anlage der Firma SoilConcept keine emssionsrelevanten Tätigkeiten (besonders Umsetzen, Absieben, Verladen) durchgeführt werden, sind für alle betrachteten Punkte in der Umgebung keine signifikanten zusätzlichen Immissionen an Bioaerosolen zu erwarten. In diesem Falle ergeben sich auch keine erhöhten gesundheitlichen Risiken für Personen im Umfeld der Anlage.

Aufgrund der Einschätzung der Dauer der unterschiedlichen Prozesse (vgl. Abschnitt 8.2) sind zu mehr als 80% der Jahresstunden keine signifikanten Imissionen an Bioaerosolen und damit auch keine erhöhten gesundheitlichen Risiken für Personen im Umfeld der Anlage zu erwarten.

Die Prognoserechnungen wurden unter «real worst case»-Annahmen durchgeführt. Diese sind insbesondere:

- sehr niedrige Windgeschwindigkeit von 1 m/s;

- Windrichtung genau auf die Beurteilungspunkte gerichtet;

- gleichzeitige Umsetzprozesse auf dem Gelände von SIDEC und SoilConcept.

Derartige Bedingungen sind im „real normal case" in der Kombination selten, so dass die Immissionskonzentrationen im „real normal case" selbst während der Durchführung emissionsrelevanter Tätigkeiten an den Beurteilungspunkten niedriger sein dürften als unter „real worst case"-Bedingungen errechnet.

Hinsichtlich der zeitlichen Dauer ist festzustellen, dass „real worst case"-Wetterbedingungen nur vergleichsweise selten auftreten, insbesondere dann, wenn man neben der Windgeschwindigkeit auch die Windrichtung mit berücksichtigt.

Selbst unter „real worst case"-Bedingungen werden aufgrund von Bioaerosolen für die Wohnbebauungen Fridhaff bzw Seiteschgronn keine Immissionen an Mikroorganismen erwartet, die zu Luftkonzentrationen führen, die über der Schwankungsbreite für unbeeinflusste Außenluft liegen. Somit bestehen auch unter „real worst case"-Bedingungen keine erhöhten gesundheitlichen Risiken aufgrund von Bioaerosolen für die Wohnbebauungen Fridhaff und Seiteschgronn.

Unter „real worst case"-Bedingungen können für den Bereich der Tankstelle am Kreisverkehr bei entsprechenden Windverhältnissen über die Schwankungsbreite für unbeeinflusste Außenluft liegenden Konzentrationen an Mikroorganismen in der Luft aufgrund entsprechender Emissionen aus der Klärschlammkompostierungsanlage bei bestimmten Tätigkeiten nicht ausgeschlossen werden. Daher können in diesem Nahbereich auch gesundheitliche Risiken nicht vollständig ausgeschlossen werden. Dies gilt insbesondere für die Tätigkeit von Kunden aus Risikogruppen (immunsupprimierte Personen, Allergiker) im Außenbereich der Tankstelle.

Daher wird als Auflage bezüglich der Durchführung von stark Bioaerosol freisetzenden Tätigkeiten (Aufsetzen der Miete, Umsetzen, Absieben) empfohlen, diese nur außerhalb der Öffnungszeiten der Tankstelle durchzuführen beziehungsweise während der Öffnungszeiten, wenn der Wind nicht aus 210° bis 30° weht.

Für das Gebiet direkt östlich der N27A können unter Umständen über die Schwankungsbreite für unbeeinflusste Außenluft liegende Mikroorganismen-Konzentrationen in der Luft aufgrund von Emissionen aus dem Bereich der Abfallbehandlungsanlagen Fridhaff nicht ausgeschlossen werden. Daher können in diesem Nahbereich auch gesundheitliche Risiken nicht vollständig ausgeschlossen werden. Dies ist jedoch in Abhängigkeit vom Einzelfall sowohl für die Klärschlammkompostierung beziehungsweise die anderen Abfallbehandlungsanlagen zu prüfen. Dabei können auch Schutzmaßnahmen bei den zu errichtenden Gebäuden beziehungsweise Betrieben sinnvoll sein.

Gesundheitliche Risiken durch Mykotoxine und Endotoxine aufgrund von Emissionen aus der Klärschlammkompostierung der Firma SoilConcept werden für Personen, die sich in der Umgebung der Anlage aufhalten, nicht erwartet.

Eine Wallbepflanzung ist geeignet, die Immissionen in der Umgebung der Anlage zu mindern. Dabei sollte eine lockere, vielstufige und möglichst tiefe Bepflanzung gewählt werden, die auch immergrüne Nadelgewächse zumindest mit einschliesst, da ansonsten die Filterwirkung der Bepflanzung im Winter nur gering ist.

Bei der Beaarbechtung vun enger aktueller Demande, déi vum SIDEN agereecht ginn ass, gëtt dësen Ausféierunge vum Bureau d'études Rechnung gedroen.

4. Dës Fro betrëfft den Ackerbauminister.

Question 2516 (5.5.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **situation du personnel de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL):**

Bei senger Ried vum 1. Mee huet de President vun der FNCTTFEL op d'Personalsituatioun bei der Eisebunn opmierksam gemaach.

Laut sengen Aussoe si Persounenzich ausgefall well net genuch Personal disponibel war. Ausserdeem huet d'Direktioun vun de CFL dës Ausfäll géintiwwer hire Clientë mat techneschen Ursaachen justifizéiert.

De President vum Landesverband huet des Weideren drop higewisen, datt besonnesch beim „personnel roulant" nach ganz vill Roudeeg respektiv Congésdeeg opstinn.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wéivill Zich konnt d'CFL wéinst Personalmangel net assuréieren?

2. Fënnt den Här Transportminister d'Kommunikatiounsstrategie vun der CFL Direktioun korrekt?

3. Wéivill Roudeeg a Congésdeeg sti bei deene verschiddene Kategorië vum CFL Personal nach op?

4. Wéivill Personal feelt an deene verschiddene Kategorië fir den Déngscht ënner korrekten

Aarbechtskonditiounen ze assuréieren?

5. Besteet net eng erhéichte Gefor fir Persounen a Material wa besonnesch d'Maschinisten hir Roudeeg net kënnen eranhuelen?

6. Wat fir Moossname gi getraff fir dës Situatioun esou séier wéi méiglech ze verbesseren?

Réponse (10.6.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Mat senger parlamentarëscher Ufro vum 5.Mee 2008 mécht den Här Députéierte Gast Gibéryen op de Personalmanktum bei den CFL opmierksam. Hie freet wéivill Zich wéinst Personalmanktum ausfale gelooss goufen a wat géint dëse Personalmanktum ënnerholl géif ginn.

D'Direktioun vun den CFL ënnerschätzt dës alarmant Situatioun net. De Manktum u Personal, d'Applikatioun vun neien Aarbechtskonditiounen, eng Rei Beamten, déi an Tëschenzäit deelweis oder ganz inapte si fir hir Funktioun nach ze assüréieren, hunn dozou gefouert, datt verschidde Persounenzich hu misse gestrach ginn.

Tëschent dem 1. Mäerz an dem 20. Mee 2008 woren eng 20 Zich ausgefall, déi deelweis duerch Bussen ersat goufen.

Bei verschidde Beruffskategorië gëtt et ee staarken Nachholbedarf wat d'Roudeeg ugeet: 7.793 Deeg fir d'Mécanicienen an 7.120 Deeg fir d'Zuchbegleedungspersonal op den 30. Abrëll 2008.

Verschidde Facteuren hunn zu dëser Situatioun gefouert:

- eng kontrolléiert Rekrutementspolitik, bedingt duerch d'budgetär Situatioun an de Joren 2002 - 2005;

- de Retour vu Leit vun der CFL-Cargo nees zréck bei d'Mammegesellschaft, deen ageplangt wor, deen awer wéinst dem grousse Succès vun der CFL-Cargo net konnt duerchgezu ginn;

- Limiten, déi de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché vu sech aus stellt vis-à-vis zu enger Entreprise wéi d'CFL, déi vill Leit mat Handwierksberuffer brauch;

- héich Unzuel vu Leit, déi während der berufflecher Ausbildung duerchgefall sinn.

Opgrond vun dëser Situatioun hunn de Verwaltungsrot an d'Direktioun vun den CFL décidéiert, am Averständnis mat de verschiddenen Instanzen an de Sozialpartner, fir intensiv Leit anzestelle fir séier eng Léisung zu der ablacklecher Situatioun ze fannen:

- beim Begleedungspersonal goufen 23 Kandidaten 2007 agestallt an der zéng am Joer 2008. Et sollen der nach weider 15 am - September 2008 agestallt ginn an nach eemol 15 op den 1. September 2009;

- bei de Mécaniciene wäerten der 20 op den 1. September 2008 agestallt ginn an eng Rei Leit wäerte vun der CFL Cargo nees zréck bei d'CFL kommen: zwiélef fir Enn Juni 2008, weider zwiélef op de 15. August 2008 an eng den Ament nach net définéiert Zuel bis un d'Enn vum Joer 2008.

An dësem Kontext ass drop hinzeweisen, datt an den dräi éischte Méint vun dësem Joer fënnef Prozedure lancéiert goufe fir nei Leit bei den CFL anzestellen. Dat ass een historesche Rekord fir dës Gesellschaft.

D'Direktioun vun den CFL huet sech dozou engagéiert fir weider massiv Leit an deene méi kritesche Beruffskategorien anzestellen, fir datt de gebrauchten Effektif vu Leit sou séier wéi méiglech erreecht ka ginn. Do dernieft ginn nach Leit op eng zäitlech begrenzten Zäit agestallt, wat dem aktive Personal erlaabt hir Roudeeg bannent maximal fënnef Joer eranzehuelen. Well nom Joer 2011 eng Rei Leit an d'Pensioun goe wäerten, ass dovun auszegoen, datt dës Leit, déi elo zäitlech begrenzt agestallt ginn, deen Ament definitiv kënnen agestallt ginn an nach weider Leit iwwert den übleche Wee rekrutéiert wäerte ginn.

Zu gudder Lescht ass nach drop hinzeweisen, datt d'CFL d'Problemer vu verschidde Beruffskategorien net ignoréiert, wéi beispillsweis vum Zuchbegleedungspersonal. Dofir gouf en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff wou och all d'Sozialpartner vertruede sinn. Dësen Aarbechtsgrupp, deen den 8. Mee 2008 mat senger Aarbecht ugefaangen huet, huet den Optrag kritt fir d'Originë vun der aktueller Problematik ze duerchliichten.

Zum Schluss ass et wichteg z'ënnersträichen, datt zu all Ament d'Sécherheet vum Personal a vum Material garantéiert war an och bleift.

Question 2518 (5.5.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**abattage de la forêt tropicale de la République du Congo:**

De 4. am Lenz 2007 hat ech d'parlamentaresch Fro N°1592 un d'Regierung geriicht am Kontext vum geplangten Ofholze vun 20 Milliounen Hektar Tropebëscher an der Demokratescher Republik Kongo.

D'Regierung huet an hirer Äntwert matgedeelt, datt se eng Richtlinn un déi Lëtzebuerger Constituante bei der Weltbank geriicht hätt, fir ze préciséieren dass Lëtzebuerg op eng responsabel Verwaltung vun der Weltbank hire Projeten an dësem Beräich géif bestoen.

Bis elo ass mer net bekannt, datt de Projet vum Ofholze vun den Tropebëscher am Kongo soll gestoppt gi sinn.

Kann den Här Statsminister mer duerfir dës Fro beäntweren:

1) Wat ass geschitt opgrond vun der Interventioun vun der Lëtzebuerger Regierung bei der Weltbank am Kontext vun dem Ofholze vun den Tropebëscher an der Demokratescher Republik Kongo, awer och an anere Gebidder?

2) Wat war d'Äntwert vun de Responsabele vun der Weltbank op d'Recommandatioune vu Lëtzebuerg am Beräich vum Schutz vun den Tropebëscher?

3) Konnt den onsënnegen an ëmweltgefährdende Projet vum Ofholze vun Tropebëscher am Kongo definitv gestoppt ginn?

4) Wann net, firwat net?

Réponse (11.6.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

1) & 2) Implication du Luxembourg

Le Luxembourg participe dans un fonds multi-bailleurs de la Banque Mondiale qui a comme objectif d'aider les institutions congolaises à protéger les forêts tropicales dans ce pays. Les opérations de ce fonds servent à organiser une gestion de terroir soutenable avec la participation des autorités locales. Dès la publication des résultats de l'évaluation de l'impact environnemental et social (EIES) des opérations projetées, les moyens du fonds pourront être engagés. La Banque Mondiale organisera une réunion avec le Gouvernement congolais avant le 10 juin 2008 afin d'arrêter le programme de travail de la première année d'opération du Fonds. Elle demandera également au Gouvernement congolais de créer le comité de pilotage du Projet et de signer l'Accord de Don entre la Banque et le Congo, ce qui permettra le transfert effectif des fonds.

3) & 4) Progrès général des initiatives de la Banque Mondiale

Jusqu'à présent les initiatives de la Banque Mondiale ont conduit à:

- l'annulation d'autorisations de déboisements illégaux affectant une surface de 25 millions d'hectares;

- l'établissement d'un moratoire pour la délivrance de nouveaux permis en 2002 et la confirmation de ce moratoire comme décret présidentiel en 2005;

- l'établissement d'une nouvelle loi sur la gestion forestière, mettant en évidence que la responsabilité de la gestion est dans les mains des communautés indigènes locales;

- une révision légale générale de toutes les autorisations de déboisement restantes;

- la création d'un mécanisme servant à détecter le déboisement illégal par un observateur indépendant.

Les résultats ont été significatifs et encourageants. Bien qu'il y ait eu de la résistance contre l'implémentation des réformes, les territoires affectés par une autorisation de déboisement ont été réduits de plus de moitié, d'un total de 43 millions d'hectares en 2002 à 21 millions d'hectares aujourd'hui.

Question 2519 (6.5.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**achat de droits d'émission dans les différents fonds en relation avec le Mécanisme de Développement Propre du Protocole de Kyoto:**

Par le biais du Mécanisme de Développement Propre, les pays industrialisés sont incités à investir 1% du montant des gaz à effet de serre GES émis en 1990 dans des technologies «propres» dans les pays en développement, s'affranchissant ainsi d'une partie de leurs obligations de réductions d'émissions de CO_2. Ce montant a été rehaussé à 3% des émissions des GES (NON-ETS) en 2005, représentant environ 330.000 t de CO_2.

D'après mes informations, la Chine a réussi à profiter de ce mécanisme en obtenant quelques milliards d'euros pour l'élimination du gaz à effet de serre HCFC-23.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quel est le montant total des droits achetés dans les différents fonds dans le cadre du Protocole de Kyoto et quel en est le montant de tonnes de CO_2éq?

- Quels sont notamment les projets MDP dans lesquels le Luxembourg a investi dans l'élimination de HCFC-23 en Chine?

Réponse (30.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député s'informe sur l'achat des droits d'émission dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre.

Je tiens à préciser que pendant la période Kyoto 2008-2012, il n'y a pas de limite fixée pour l'utilisation des mécanismes de Kyoto, que ce soit le Mécanisme de Développement Propre (MDP) ou la mise en œuvre conjointe. La limite de 1% à laquelle se réfère l'honorable Député concerne les projets LULUCF («land use, land use change and forestry») dans le cadre du MDP, et plus particulièrement les projets de boisement et reboisement. En effet, les accords de Marrakech prévoient que les parties au protocole de Kyoto ayant un objectif de réduction/-limitation ne peuvent acquérir des crédits d'émission provenant de projets LULUCF dans le cadre du MDP que jusqu'à un volume correspondant à maximum 1% de leurs émissions de gaz à effet de serre en 1990.

Pour ce qui est de la limite de 3%, c'est en fait une proposition de la Commission européenne faite dans le cadre de son paquet de mesures prises dans les domaines des sources d'énergie renouvelables et du changement climatique. Le projet de décision du Parlement européen et du Conseil concernant la répartition des efforts entre les États membres prévoit en effet que le recours aux mécanismes flexibles (MDP et mise en œuvre conjointe) doit être limité à 3% des émissions en 2005 des secteurs qui ne sont pas concernés par le système européen d'échange de quotas d'émission.

En ce qui concerne les précisions demandées sur l'achat de droits d'émission dans les différents fonds et les projets MDP du Luxembourg, je renvoie à la réponse à la question parlementaire N°2418 *(cf. ci-dessus).*

Question 2520 (6.5.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **fluidité du trafic sur la route d'Arlon N6 entre Mamer et Bertrange au lieu-dit Tossenberg:**

Il s'avère qu'actuellement la fluidité du trafic sur la N6 en provenance de Mamer est fortement perturbée par le réglage des feux de circulation au carrefour route d'Arlon / rue de Mamer / sortie Centre Commercial «La Belle Étoile» à Bertrange.

En raison du chantier en cours sur ce tronçon, la situation vient de s'aggraver sérieusement pour le trafic en direction de Luxembourg et d'importants bouchons s'y forment chaque matin entre 7.00 et 9.00 heures.

En effet, il s'avère que vers 7.15 heures par exemple, il faut compter 20 minutes pour faire le trajet entre le giratoire «Gaaschtbierg» à Mamer jusqu'au carrefour à la hauteur de «La Belle Étoile», soit une distance de quelque 800 mètres.

La phase verte sur la route d'Arlon en direction de Luxembourg est de 45 secondes par rapport à une phase rouge de 90 secondes. Une prolongation de la phase verte pendant les heures de pointe devrait nettement améliorer le flux du trafic sur l'artère principale que constitue la route d'Arlon (N6).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics.

- Est-ce que le Gouvernement n'entend pas donner instruction aux services compétents des Ponts & Chaussées afin de prolonger les phases vertes pour la circulation sur la route d'Arlon, au carrefour avec la rue de Mamer et la sortie du Centre Commercial «La Belle Etoile» à Bertrange, pour améliorer la situation actuelle?

- Est-ce qu'il n'est pas envisageable de faire débuter les travaux d'infrastructures sur la route d'Arlon qu'après les heures de pointe ou d'organiser le chantier de façon à ce qu'il n'empiète plus sur la route d'Arlon?

- Est-ce qu'un renforcement des effectifs de l'entreprise en charge du chantier ainsi qu'un contrôle plus rigoureux de ces travaux par l'Administration ne s'avèrent pas indiqués afin de raccourcir la durée des travaux?

- Quels sont les éventuels autres moyens que le Gouvernement entend déployer afin d'éviter chaque jour à des milliers d'automobilistes des temps d'attente inutiles?

Réponse (16.6.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le réglage des feux de signalisation n'est en principe pas de la compétence des Ponts et Chaussées, mais de la Commune territorialement concernée. Cependant, vu que le projet visant l'aménagement de facilités pour les transports en commun dans la montée du «Tossebierg» comprend aussi des modifications à apporter au phasage des feux tricolores au carrefour N6/CR163, il a été procédé à un prolongement durant l'heure de pointe matinale de la phase verte pour le trafic évoluant sur la N6 en direction de la capitale.

Comme l'Administration des Ponts et Chaussées ne dispose pas d'agents compétents dans ce domaine, le réglage des feux a été effectué par le service technique de la Ville de Luxembourg en accord avec les autorités communales de Bertrange.

Le chantier actuellement en cours se déroule suivant les règles de l'art. Le décalage du début des travaux après les heures de pointes matinales avec une nouvelle installation du chantier chaque matin est une mesure difficilement compatible avec l'organisation du chantier et qui entraînerait en plus une prolongation des délais d'exécution.

Il n'est, par ailleurs, pas envisagé d'augmenter les effectifs en personnel en place, qui devraient être suffisants pour assurer le déroulement normal du chantier.

En règle générale, le Gouvernement estime qu'un des moyens pour décongestionner les routes constitue à transférer une partie du trafic sur les transports en commun. Le chantier auquel se réfère l'honorable Député trouve son origine dans la volonté du pouvoir exécutif de concrétiser cette politique dans la montée du «Tossebierg».

Question 2521 (6.5.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**établissement d'une pharmacie à Frisange:**

D'Gemeng Fréiseng ass eng vun deene Gemengen déi schnell wiisst, an et gëtt domat gerechent, datt um Enn vun dësem Joer ongeféier 4.000 Leit do wunnen. D'Awunner aus der Gemeng Fréiseng mussen nach ëmmer bis op Hesper, Beetebuerg, Diddeleng oder Mondorf fuere wa se eppes aus enger Apdikt brauchen.

Gesäit den Här Gesondheetsminister vir eng Autorisatioun auszestellen déi et erlaabt an der Gemeng Fréiseng eng Apdikt opzemaachen? Wa jo, wéini kënnen d'Awunner mat dëser Autorisatioun rechnen?

Méi allgemeng, no wat fir Bedingunge ginn dës Autorisatiounen ausgestallt?

Réponse (13.6.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Eng Rei Faktore spille mat, wann d'Fro sech stellt, ob op enger bestëmmter Plaz eng nei Apdikt soll geschaf ginn, zum Beispill d'Awunnerzuel, déi viraussiichtlech demographesch Evolutioun, dat sozio-ekonomescht Ëmfeld, déi medezinesch Presenz an der Gemeng oder Uertschaft, den Duerchgangsverkéier an esou weider.

Laut Statec huet d'Gemeng Fréiseng op den 1. Januar 2008 3.462 Awunner. Déi demographesch Evolutioun ass dynamesch, d'Awunnerzuel klëmmt méi séier wéi am Landesduerchschnëtt.

Allerdéngs ass nëmmen een Dokter an der ganzer Gemeng etabléiert. An engem Ëmkrees vu 4 bis 7 Kilometer gëtt et eng hallef Dosen Apdikten.

Meng Servicer schaffe periodesch Virschléi aus iwwert d'Opportunitéit vun der Schafung an der Lokalisatioun vun neien Apdikten. De Kritär ass ëmmer eng gutt Versuergung vun der Bevölkerung mat Medikamenter, woubäi awer en Iwwerugebuet, wat noutgedrongen zu engem Iwwerkonsum féiert, verhënnert soll ginn.

Opgrond vun deene Kritären, op déi ech an dëser Äntwert kuerz agaange sinn, gehéiert Fréiseng net zu deene Gemengen, déi als alleréischt fir eng Neischafung vun enger Apdikt a Fro kommen, mä mëttelfristeg kann esou eng Schafung an d'A gefaasst ginn.

Question 2523 (6.5.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant **la politique commerciale de la société «CODITEL»:**

La société «CODITEL» est en train de contacter par téléphone ses clients à travers le pays afin de les convaincre de passer à son offre numérique. En fait, elle annonce à ses clients la fin de la télévision analogique et leur recommande de se doter le plus vite possible d'un récepteur numérique afin de ne pas se retrouver sans images.

Or, il est clair que le développement de la télévision numérique n'aura pas comme conséquence l'arrêt immédiat de la télévision analogique, alors qu'un grand nombre de programmes continueront à être diffusés de façon simultanée en analogique jusqu'au 30 novembre 2011. Ainsi, les téléspectateurs ont plus de quatre ans pour choisir le moment de la transition.

Sachant bien que cette société a déjà dans le passé eu recours à des pratiques commerciales très particulières et préjudiciables aux consommateurs, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des pratiques sus-visées?

- Les approuve-t-il?

- Quels sont les moyens d'action du droit de la consommation à la disposition du Ministre de l'Économie dans ce cadre?

- Quels sont les moyens à la disposition du consommateur individuel ou des associations de consommateurs dans ce même contexte?

- Quelles sont les mesures que compte prendre le Ministre afin de mettre un terme à ces pratiques commerciales plus que douteuses?

Réponse (11.6.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Les pratiques de la société CODITEL auxquelles l'honorable Député Marc Spautz fait référence n'ont pas, jusqu'à la date d'aujourd'hui, fait l'objet de plaintes auprès des services compétents de mon Ministère ni d'ailleurs de l'Union luxembourgeoise des consommateurs.

Tout d'abord, je tiens à signaler qu'il n'est pas, en principe, interdit aux entrepises de faire de la publicité auprès de leurs clients pour de nouveaux produits ou services qu'elles offrent mais que c'est, en l'espèce, la méthode utilisée qui pourrait être en cause. En effet, le démarchage téléphonique ne peut, aux termes de l'article 9 de la loi du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance, être effectué que si le client y a donné au préalable son consentement (p.ex. par sa signature aux conditions générales).

Je souhaite informer que l'autorité compétente en matière de consommation, tout récemment créée par la loi du 23 avril 2008 relative à la recherche et à la sanction des violations des droits des consommateurs, procède actuellement à une enquête sur ce dossier.

Question 2525 (7.5.2008) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **gestion du personnel auprès des CFL:**

Pour assurer des services de haute qualité avec un maximum de sécurité, la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourg doit disposer d'un effectif en personnel répondant à ses besoins réels. Il semble néanmoins que tel n'est pas le cas à l'heure actuelle. Ainsi, lors des manifestations du 1er mai 2008, des critiques très sérieuses ont été exprimées par les syndicats quant à la gestion du personnel auprès des CFL.

Apparemment, parmi certaines catégories de personnel le manque d'effectifs a entraîné la non circulation de quelques trains. Par ailleurs, une partie du personnel n'a pas pu récupérer ses jours de repos. Le manque de personnel serait particulièrement prononcé parmi les conducteurs d'engins moteurs, les visiteurs, le personnel d'accompagnement des trains et les conducteurs d'autobus. Ces dernières catégories de personnel comptent un effectif de 580 personnes qui cumulent des jours de repos non récupérés d'un total de 21.000. Cette situation risque, aux yeux des syndicats, de s'aggraver si les CFL ne procèdent pas à un programme d'embauche conséquent.

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ces problèmes de gestion du personnel auprès des CFL?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il prendre pour résoudre ces problèmes dans les meilleurs délais?

Réponse (6.6.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire N°2525 du 7 mai 2008, l'honorable Député Roland Schreiner souhaite s'informer au sujet du manque de personnel auprès des CFL.

La Direction des CFL est parfaitement consciente de cette situation alarmante qui a fait cumuler les jours de repos jusqu'à un nombre de 20.646 au 30 avril 2008.

Cette situation provient des facteurs suivants:

- un recrutement contrôlé en raison de la rigueur budgétaire pendant les exercices de 2002 à 2005;

- la recrudescence des agressions vis-à-vis de certaines catégories de personnel, comme par exemple le personnel d'accompagnement des trains et les chauffeurs d'autobus, avec comme conséquence un accroissement notable des inaptitudes physiques et psychiques pour l'exercice du métier;

- le retour estimé mais inexistant d'agents CFL de CFL Cargo vers la société-mère dû au succès important de CFL Cargo que tout le monde a souhaité et souhaite aussi pour l'avenir mais qui a totalement contrecarré les prévisions de reflux et de recrutement auprès de la société-mère;

- les limites bien précises que le marché de l'emploi luxembourgeois accuse pour une entreprise comparable aux CFL avec un éventail de métiers si prononcé;

- les échecs multiples au courant de la formation professionnelle interne.

Au vu de cette situation alarmante le Conseil d'Administration et la Direction des CFL, en accord avec toutes les instances dirigeantes de l'entreprise et les partenaires sociaux, ont multiplié leurs efforts pour trouver les réponses adéquates par le recrutement renforcé dans plusieurs catégories de personnel:

- personnel d'accompagnement: 23 candidats ont été embauchés en 2007 et 10 en 2008 et il est prévu de recruter 15 candidats supplémentaires au 1er septembre 2008 et 15 au 1er semestre 2009;

- conducteurs d'engins moteurs: 20 candidats sont prévus pour le 1er septembre 2008 et, d'après les informations les plus récentes, le retour de conducteurs d'engins moteurs de CFL Cargo vers la société-mère est programmé comme suit: 12 agents jusqu'à la fin du mois de juin 2008, 12 jusqu'au 15 août 2008 et un nombre non encore défini jusqu'à la fin de l'année 2008;

- conducteurs d'autobus: 21 candidats ont été embauchés en 2007 et il est prévu d'en embaucher 8 au 1er septembre 2008, 10 au 1er février 2009 et 15 au 1er avril 2009.

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que pendant les deux à trois premiers mois de l'année 2008, cinq procédures différentes de recrutement ont eu lieu simultanément ce qui constitue un record historique pour les CFL.

La Direction des CFL s'est engagée à renforcer les embauchages dans les catégories de personnel critiques afin de voir leurs effectifs au complet dans les plus brefs délais, tout en prévoyant des effectifs supplémentaires temporaires permettant au personnel actuellement en service de liquider, dans un délai raisonnable ne pouvant dépasser cinq ans, les journées improductives accumulées. Il y a lieu de relever encore que le nombre croissant des départs prévisibles au-delà de l'exercice 2011 permettront de résorber rapidement ces effectifs supplémentaires temporaires et nécessiteront même la poursuite des recrutements à rythme régulier.

Enfin, la Direction des CFL n'ignore pas les problèmes inhérents à certaines catégories de personnel, et notamment ceux du personnel d'accompagnement des trains et a créé à cet effet un groupe de travail composé de tous les partenaires sociaux pour faire l'inventaire des origines de la problématique et pour trouver les issues possibles. Ce groupe de travail a commencé ses travaux le 8 mai 2008.

Question 2530 (8.5.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **délai entre l'accident Luxair et le procès:**

Annerhalleft Joer no deem «Transrapid-Ongléck» an Niedersachsen huet dee betreffende Prozess zu Osnabrück ugefaangen. Dat schéngt fir e Rechtsstat en normalen Délai ze sinn, dee gebraucht gëtt, fir d'Enquêten duerchzeféieren an d'Plaidoirië respektiv de Prozess virzebereeden.

Fënnef an en halleft Joer no dem Luxair-Ongléck ass hei zu Lëtzebuerg dee betreffende Prozess nach ëmmer net ugelaf, an dat obschonns de Rapport vun der Expertise iwwert d'Ursaache vum Accident schonn no eppes méi wéi engem Joer virgeleeën huet. An dësem Zesummenhang wollt ech lech gären dës Froe stellen:

1. Sidd Dir der Meenung, datt Lëtzebuerg opgrond vun dëser Situatioun nach de Prädikat vun engem Rechtsstat verdéngt?

2. Fir wéini ass mat dem Ufank vun dësem Prozess ze rechnen?

3. Besteet net d'Gefor, datt wéinst ze laangem Délai tëschent dem Accident an dem Ufank vum Prozess opgrond vum Artikel 6 vun der europäescher Mënscherechtskonventioun (Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue ... dans un délai raisonnable) de ganze Prozess kënnt zu Fall bruecht ginn?

Réponse (19.5.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Och ech fannen, datt dës geriichtlech Prozedur vill ze vill laang dauert. Ech muss den honorablen Deputéierten awer drop hiweisen, dat an eisem Rechtsstat mat dem Prinzip vun der Gewaltentrennung de Justizminister, an och allgemeng d'Regierung, absolut keen Afloss huet op den Inhalt an d'Dauer vun engem Prozess viru Geriicht.

D'Regierung kann nëmme mat Hellef vun der Chamber déi allgemeng Rahmenbedingunge vun de Geriichter schafen. Duerfir hu mer an de leschten zéng Joer d'Zuel vun den Untersuchungsriichter verduebelt. Mir hunn och d'Carrière vum Juge d'instruction opgewäert, fir datt och méi erfuere Riichteren an dëser Funktioun bleiwen.

De Justizminister huet och keen Accès zum Dossier, dee beim Untersuchungsriichter läit, an duerfir kann ech och net soe wéini dës Affär an eng Geriichtssitzung kënnt.

Question 2531 (8.5.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **tracé de la nouvelle ligne ferroviaire Esch-sur-Alzette/Luxembourg:**

A menger Fro N°1798 vum 20.06.2007 iwwert d'Zuchstreck Esch-Lëtzebuerg hunn ech ernimmt, datt d'Bewunner vun der rue d'Esch zu Steebrécken op enger Informatiounsversammlung de 25.05.2007 vun der Gemeng Monnerech gewuer gi sinn, datt déi nei Zuchstreck Esch-Lëtzebuerg eventuell matzen duerch hiren Terrain verlaafe soll.

An der Äntwert huet et geheescht datt „de Projet vun der neier Zuchstreck Esch-Lëtzebuerg, wou verschidde Varianten am Dossier APS ausgeschafft goufen, an am November 2003 ofgeschloss goufen, duerchleeft am Moment déi verschidde Prozeduren déi d'Gesetz vum 13. Mäerz 2007 iwwert d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 97/11 virgesäit". Weider heescht et „Ech wëll hei nach eng Kéier betounen, dass konform zu deem uewe genannte Gesetz keng Entscheedung vun der Regierung, wat d'Wiel vum Tracé ubelaangt, getraff gëtt bevir déi betraffe Leit an deene betraffene Gemenge Geleeënheet kritt hätten, fir hir Meenung ze äusseren."

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Kann een dovun ausgoen, vu dass déi betraffe Leit bis elo nach net d'Geleeënheet krute fir hir Meenung ze äusseren, dass nach keng definitiv Décisioun iwwert den Tracé geholl ass?

2. Huet de Stat an deene leschte Méint eent oder méi Haiser an der Monnerecher Gemeng zu Steebrécken an der rue d'Esch opkaaft?

3. Huet dat en Zesummenhang mam Bau vun der Zuchstreck Esch-Lëtzebuerg?

4. Wa jo, sinn déi aner Bewunner vun dëser Strooss och schonns kontaktéiert ginn?

5. Wa jo, wéi ass et méiglech, datt de Stat schonn Haiser opkeeft ier en definitiven Tracé décidéiert ass, a géifen duerch dëst Virgoen déi betraffe Leit net virun e Fait accompli gesat ginn?

Réponse (12.6.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Ech kann nëmmen nach eng Kéier widderhuelen, dass nach keng Entscheedung vun der Regierung, wat d'Wiel vum Tracé vun der Zuchstreck Lëtzebuerg-Esch ubelaangt, getraff ginn ass an och eréischt wäert getraff ginn, nodeems déi betraffe Leit an deene betraffene Gemengen d'Geleeënheet kruten fir hir Meenung zu deene virgeschloene Varianten ze äusseren.

Dëst ass d'Prozedur, déi d'Gesetz vum 13. Mäerz 2007 iwwert d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 97/11 virgesäit. Conformément zu deem Gesetz, ginn a nächster Zäit déi verschidde Variantë vum Projet an deene concernéierten Gemengen ausgehaangen, wou d'Leit dann hir Meenung äussere kënnen.

D'Resultat vun dëser Konsultatioun vun de betraffene Leit, zesumme mat deene verschiddenen am Viraus realiséierten Etüden, orientéiert de Regierungsrot dann eréischt an der Wiel vum Tracé.

Wat de Kaf vun Haiser an der rue d'Esch zu Steebrécken ugeet, sou stëmmt et dass de Stat een Haus an der rue d'Esch kaf huet. Dëst awer nëmme well de betraffene Propriétaire säin Haus verkafe wollt. Hien ass un de Stat erugetruede well e gemengt huet, dëse kéint um Kaf vu sengem Haus interesséiert si wéinst dem Projet vun der Zuchstreck. Well dat betraffend Haus op dem Tracé vun enger vun deenen zwou analyséierte Variantë louch, huet de Stat sech entscheet dat Haus ze kafen.

Question 2533 (8.5.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant **certaines situations découlant de la décentralisation de la psychiatrie:**

Suite au rapport «Rössler», il a été décidé de décentraliser la psychiatrie au Luxembourg. L'une des principales conséquences de cette décentralisation a été l'abandon par le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) de ses activités aiguës en juillet 2005. Depuis cette date, les urgences psychiatriques sont prises en charge par les quatre hôpitaux généraux du pays. Il n'y a donc plus d'admissions directes au CHNP, mais uniquement des transferts secondaires, le CHNP pouvant ainsi s'adonner à sa nouvelle mission : la réhabilitation psychiatrique.

Si la décentralisation de la psychiatrie est louable en tant que telle, sa mise en œuvre aboutit parfois à des situations pour le moins surprenantes. La décentralisation de la psychiatrie et la reconversion du CHNP en un établissement de réhabilitation psychiatrique n'empêchent pas des patients de venir en consultation au CHNP. En cas de crise, ces mêmes patients ne sont cependant plus admis directement au CHNP. Il n'est pas rare que les médecins qui soignent ces patients pendant leur crise aiguë ordonnent de nouveaux traitements voire des traitements supplémentaires aux traitements initiaux ordonnés par les médecins traitants du CHNP. Il n'est pas rare non plus qu'une même personne soit admise dans plusieurs hôpitaux différents et soit ainsi prise en charge par plusieurs médecins qui vont, le cas échéant, préconiser des traitements différents, et tout cela en l'espace de quelques semaines et sans que le médecin traitant soit consulté ou informé préalablement. Or, il n'est nullement dans l'intérêt du malade de changer sans cesse de médicaments. En matière psychiatrique, une telle aberration peut même s'avérer dangereuse.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Si, tout en maintenant le principe de la décentralisation de la psychiatrie, il n'est pas envisageable que le CHNP puisse continuer à accueillir directement un certain nombre de patients en état de crise aiguë ou du moins prévoir que les patients qui ont été suivis de longue date par les médecins du CHNP et qui y ont séjourné à plusieurs reprises puissent continuer à y être admis directement s'ils le souhaitent?

- S'il ne serait pas également envisageable de prévoir que tout médecin qui traite une personne en urgence psychiatrique informe le médecin traitant et de la crise survenue et des traitements ordonnés voire décide en concertation avec le médecin traitant des médicaments à administrer en cas de crise aiguë?

- Quelles sont, en tout état de cause, les propositions du Gouvernement en la matière afin d'éviter des situations aberrantes voire dangereuses telles que décrites ci-avant?

Réponse (11.6.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il est bien exact que depuis la mise en place de la psychiatrie décentralisée l'admission involontaire d'un patient relevant de services psychiatriques ne peut plus se faire qu'à l'hôpital général de garde disposant d'un service de psychiatrie. Le CHNP quant à lui est devenu un établissement psychiatrique spécialisé à vocation réhabilitative, qui n'est plus doté des moyens requis pour assurer la prise en charge adaptée des urgences.

Cependant le CHNP continue d'assurer des consultations psychiatriques relevant de la réhabilitation. Cette réhabilitation peut se faire de façon ambulatoire ou de façon semi-ambulatoire *(hôpital de jour)*. Une réhospitalisation au CHNP d'une personne prise en charge en ambulatoire ou en hôpital de jour peut intervenir sans délai, à la demande de la personne concernée. Il ne s'agit en effet pas dans cette hypothèse d'un placement involontaire au sens de la loi, réservant l'hospitalisation à l'hôpital général de garde.

Pour les patients nécessitant en raison de crises aiguës successives des placements involontaires pouvant relever de plus d'un hôpital de garde, je partage l'appréciation de l'honorable parlementaire qu'il serait utile que le médecin intervenant en dernier lieu puisse disposer rapidement des antécédents du patient, des résultats des examens pratiqués sur lui et des traitements médicamenteux et autres ordonnés. Une étude de faisabilité d'accès à ces données est en cours, en attendant l'accès à un archivage national et séquentiel du dossier informatisé du patient, ou du moins de ses résumés cliniques.

Si l'étude dont question ci-dessus concluait à la faisabilité du projet, celui-ci devra encore être soumis à l'examen de la Commission nationale pour la protection des données.

Question 2534 (9.5.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **heures supplémentaires des forestiers:**

Lors de l'assemblée générale de l'Association des Forestiers Luxembourgeois (AFL) en date du 7 mai 2008 la question du paiement des heures supplémentaires a été soulevée. En effet, le manque en personnel nécessaire demanderait, selon les responsables de l'AFL, au personnel de prester de nombreuses heures supplémentaires. Afin de faire valoir leurs droits et de bénéficier du paiement de ces heures supplémentaires, bon nombre de forestiers se verraient pourtant obligés de saisir le tribunal administratif.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que les forestiers méritent d'être honorés pour leur engagement et que partant une situation telle que décrite ci-dessus est intenable?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (16.6.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Vers le milieu des années 90 du siècle dernier le Gouvernement avait décidé de confier la formation des futurs préposés forestiers au Lycée Technique Agricole d'Ettelbruck. Auparavant la formation des préposés forestiers de l'administration des Eaux et Forêts se faisait dans le cadre d'une formation interne de l'administration.

Le transfert de cette formation vers le Ministère de l'Éducation Nationale devait être précédé d'une modification de la loi militaire, étant donné qu'auparavant les futurs préposés de l'administration forestière devaient transiter obligatoirement par l'armée.

Pendant cette période de transition entre la formation interne et la formation dans le cadre du Lycée Technique Agricole un certain nombre de vacances de poste dans la carrière du préposé forestier s'accumulaient avec la conséquence que des triages n'étaient pas occupés. Vu que l'administration devait exercer ses missions officielles vis-à-vis de nos citoyens (gestion des forêts communales et domaniales, autorisations en matière de la conservation de la nature, subsides en forêt privée, missions de police, etc) la gestion journalière des triages vacants était confiée à un ou plusieurs préposés des triages voisins. Cette même procédure est actuellement utilisée dans le cas d'une absence prolongée pour maladie. Il est important de mentionner que seulement le remplacement de longue durée occasionne des dépenses budgétaires.

Actuellement la somme accordée à un préposé remplaçant est de 480?/par mois. Dans certains cas, le montant de l'indemnisation s'élève à 10% du traitement de l'agent remplacé. Si plusieurs agents remplacent leur collègue absent, ces sommes sont divisées par le nombre des agents remplaçants.

Afin d'honorer l'engagement des agents qui exercent un surplus de travail important une augmentation de l'indemnité de remplacement serait une option. Une autre option consisterait à augmenter le nombre des préposés forestiers.

Question 2535 (9.5.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **rôle consultatif de l'Association des Forestiers Luxembourgeois (AFL) lors de l'élaboration de textes législatifs:**

Lors de l'assemblée générale de l'Association des Forestiers Luxembourgeois (AFL) en date du 7 mai 2008 il a été soulevé que les forestiers n'étaient pas consultés lors de l'élaboration de textes législatifs dans ce domaine.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la consultation des forestiers permettrait de faire en sorte que les textes législatifs soient plus en phase avec les réalités du terrain?

- Est-ce que Monsieur le Ministre compte prendre les mesures nécessaires afin de permettre aux forestiers de jouer à l'avenir un rôle consultatif lors de l'élaboration de textes législatifs?

Réponse (10.6.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Lors de l'assemblée générale de l'Association des Forestiers Luxembourgeois, le Président de l'AFL a effectivement regretté que son association n'ait pas été consultée lors de l'élaboration du règlement grand-ducal du 18 mars 2008 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel.

Or, dans ce cas précis, le projet de règlement grand-ducal mentionné a été amplement discuté au sein de l'Observatoire de l'Environnement Naturel dans lequel l'Administration des Eaux et Forêts a deux représentants.

Bien entendu, le Ministre entend profiter de l'expérience de l'AFL, en particulier de leur expérience sur le terrain, et c'est la raison pour laquelle des échanges réguliers ont lieu entre le Ministère de l'Environnement et l'AFL.

Ainsi, l'AFL a été très étroitement associée à l'élaboration de l'avant-projet de loi portant réorganisation de l'administration des eaux et forêts. Il en sera de même dans le futur pour tout texte législatif et réglementaire ayant un lien direct avec les activités professionnelles des forestiers.

Question 2536 (9.5.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **vol de nuit:**

La directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 2 août 2006 fixe formellement entre 23.00 et 07.00 heures la période de huit heures durant laquelle les mouvements d'avions sont à considérer comme vols de nuit.

- Cette disposition n'ayant pas encore été mise en pratique par le Ministre des Transports, je voudrais savoir quand et de quelle manière le Ministre compte-t-il se conformer aux prescriptions de cette directive en ce qui concerne les mouvements d'avions entre 06.00 et 07.00 heures.

Réponse commune (3.6.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député s'enquiert sur la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement.

Tel que l'indique à juste titre l'honorable Député cette directive a été transposée en droit luxembourgeois par le règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Ce règlement a comme base légale la loi du 2 août 2006 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit qui établit le cadre permettant de déterminer des valeurs limites et d'établir des méthodes d'évaluation du bruit.

L'annexe 1 dudit règlement grand-ducal précité précise la méthode de calcul des indicateurs de bruit Lnight et Lden (day-evening-night). Alors que l'indicateur Lnight est le niveau sonore moyen à long terme pondéré sur l'ensemble des périodes de nuit d'une année, l'indicateur Lden est un indice de bruit moyen représentatif pour une journée de 24 heures, évalué sur une année complète et pour lequel la soirée est pénalisée de 5 dB(A) et la période de nuit est pénalisée de 10 dB(A).

Il découle clairement de l'article 6 du règlement grand-ducal précité que les indicateurs de bruit Lnight, tout comme l'indicateur Lden sont utilisés «pour l'établissement et la révision des cartes de bruit stratégiques».

Contrairement à l'insinuation y relative de Monsieur le Député, ce règlement grand-ducal n'est donc pas en contradiction avec les disposition afférentes du règlement grand-ducal du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'aéroport de Luxembourg qui fixe les heures normales d'ouverture de l'aéroport à la circulation aérienne de 06.00 heures à 23.00 heures. En effet, dans le cas contraire tous les aéroports de l'Union européenne qui sont ouverts 24h/24, et ne connaissent pas le principe de «couvre-feu» tel qu'il existe au Luxembourg, seraient en infraction avec la réglementation européenne.

Par contre, on peut relever que la pénalisation de 10 dB(A) pour les vols effectués pendant la période «nuit», équivaut dans les faits à compter trois fois un avion qui effectue un atterrissage ou un départ entre 23.00 heures et 07.00 heures de sorte que la cartographie de bruit, et partant le plan d'action qui se base sur cette cartographie, intégreront d'office une pondération du bruit qui a lieu pendant la période «nuit».

Question 2537 (13.5.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **qualité du vin:**

Une étude portant sur un échantillon non représentatif de vins du monde entier réalisée pour le compte du réseau Pesticide Action Network Europe est parue récemment et a révélé la présence d'un certain nombre de pesticides dans les vins analysés. Des résidus de pesticides ont été trouvés tant dans les vins européens que ceux en provenance d'autres parties du monde.

Ce type d'étude peut potentiellement nuire à nos producteurs luxembourgeois, surtout si les résultats sont seulement communiqués partiellement. Les résultats communiqués pouvaient en effet laisser croire que les vins européens sont d'une moindre qualité que ceux des autres parties du monde. De plus, l'étude en question ne portait sur aucun vin luxembourgeois.

La meilleure façon de défendre nos produits et d'en prouver la qualité consiste à disposer de données scientifiquement établies. Ces données sont également indispensables pour garantir une protection adéquate des consommateurs.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que les vins luxembourgeois sont contrôlés sur leur teneur en pesticides reconnus cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques par l'Union européenne?

- À quels intervalles ces analyses se font-elles et par qui?

- Quelles sont les substances sur lesquelles portent ces analyses?

- Qui a accès à ces données?

- Quels sont les programmes d'aide en vigueur pour diminuer l'utilisation de pesticides dans la viticulture luxembourgeoise?

- Monsieur le Ministre entend-il agir au niveau européen pour faire baisser de manière générale l'utilisation de pesticides dans l'agriculture?

Réponse (13.6.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député se réfère à une récente étude réalisée par l'organisation «Pesticide Action Network» (PAN) sur un échantillon de 40 vins issus de différentes régions viticoles du monde entier et qui a révélé la présence de certains résidus de produits phytopharmaceutiques dans les vins et notamment de substances classées comme cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR) ou qui sont perturbateurs endocriniens.

Avant de répondre plus précisément aux différentes questions posées, il m'importe de faire les remarques générales suivantes.

Tout comme l'agriculture conventionnelle, la viticulture conventionnelle a recours aux produits phytopharmaceutiques pour traiter les vignes afin de les protéger contre les dégâts causés par les insectes, les acariens et les champignons. Comme ces traitements doivent se faire durant la période de végétation, une partie des substances actives, qui constituent la base des produits phytopharmaceutiques, se retrouve sous forme de résidus sur les raisins lors de la récolte.

En vue de protéger les consommateurs contre les effets potentiellement nuisibles de ces résidus, des limites maximales de résidus (LMR) ont été fixées par le règlement (CE) N° 396/2005 pour chaque substance active et notamment pour les raisins. De telles LMR sont fixées sur base des éléments suivants:

- niveau de résidus qui est techniquement inévitable dans le cadre de la Bonne Pratique Phytosanitaire (BPA);

- l'exposition la plus faible possible permettant de protéger tous les consommateurs vulnérables et basée sur des études toxologiques de la substance.

À noter que les taux des résidus détectés dans le cadre de l'étude précitée se situent tous en dessous des limites fixées par le règlement (CE) N° 396/2005.

Ceci dit, les différentes questions posées par l'honorable Député appellent les réponses suivantes.

Quant aux contrôles des résidus de pesticides sur les vins luxembourgeois, de tels contrôles sont effectués par le Laboratoire National de Santé, en collaboration avec l'Institut viti-vinicole, et les résultats sont communiqués à cette administration. En 2006, les contrôles ont porté sur 13 échantillons et en 2007 sur 12 échantillons. Un résumé des résultats des analyses du Laboratoire National de Santé peut être consulté dans le rapport d'activité annuel. Les résultats montrent que pratiquement tous les échantillons analysés contiennent des résidus de pesticides, par ailleurs identiques à ceux dont fait état l'étude de l'organisation PAN, ces échantillons sont cependant conformes à la réglementation dans la mesure où les taux constatés se situent en dessous des LMR.

Quant aux mesures prises par ce département pour encourager la réduction de l'emploi de produits phytopharmaceutiques, elles se situent à plusieurs niveaux.

À l'instar de l'ancienne loi-cadre agricole, la nouvelle loi du 18 avril 2008 prévoit deux mesures d'aides spécifiques visant une réduction sensible de produits phytopharmaceutiques en viticulture, à savoir:

- le régime d'aide en faveur de l'utilisation de la méthode de la

confusion sexuelle dans la lutte contre le ver de la grappe. Cette méthode, qui permet de renoncer à l'emploi d'insecticides neurotoxiques, trouve actuellement application sur quelque 90% de la superficie viticole;

- le régime de prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage qui oblige les bénéficiaires à n'utiliser que des produits phytopharmaceutiques respectueux de la faune auxiliaire des tychlodromes, ennemis naturels des acariens rouges. Le rétablissement de la faune auxiliaire a conduit à une disparition quasi-totale des problèmes phytosanitaires liés aux acariens phytophages au point que l'utilisation d'acaricides est devenue exceptionnelle.

Bien plus, l'Institut viti-vinicole n'a cessé de propager la diminution de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, notamment par le biais des actions suivantes:

- installation d'une station météorologique avec système d'avertissement des infections de mildiou,

- conseil actif auprès des viticulteurs pour promouvoir la viticulture biologique,

- recommandation du recours à des méthodes culturales spécifiques comme l'effeuillage pour lutter contre les pourritures qui permet de réduire sensiblement les traitements botryticides,

- réalisation d'essais avec des cépages résistants contre certaines maladies cryptogamiques et avec des produits alternatifs.

Finalement, je voudrais relever qu'au niveau communautaire deux propositions de texte sont sur le point d'aboutir.

D'un côté, une proposition de règlement de la Commission qui entend interdire l'utilisation des substances actives classées CMR et celle des substances perturbateurs endocriniens. Le Parlement Européen vient d'approuver cette proposition et il est escompté qu'elle sera adoptée par le Conseil Européen des Ministres de l'Agriculture à la fin du mois courant.

D'un autre côté, une proposition de directive obligeant les États membres à mettre en place, dans le cadre d'une concertation avec toutes les parties concernées, un plan d'action en vue de réduire l'impact négatif résultant de l'utilisation de pesticides. L'adoption de cette proposition de directive est prévue pour la fin de l'année 2008.

Il va sans dire qu'en raison des problèmes soulevés par l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, les deux propositions susvisées trouvent mon appui.

Question 2538 (14.5.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **remembrement Stadtbredimus:**

La finalisation du remembrement des terrains «Fels» sis à Stadtbredimus risque d'être retardée parce que la forte pente à certains endroits en bord de route doit être atténuée afin que l'ensemble des parcelles puisse être travaillé par des machines. Or, ces travaux d'aménagement nécessitent un avis de la part de l'Administration de l'Environnement qui risque à nouveau de retarder la replantation des terrains en question.

En fait, les vignerons avaient programmé de replanter les coteaux dans les semaines à venir et se voient maintenant confrontés à des pertes économiques.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Pour quelles raisons l'analyse de la part de l'Administration de l'Environnement n'a-t-elle pas pu être réalisée au début de la procédure de remembrement?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il améliorer la collaboration entre l'Administration de l'Environnement et l'Office National du Remembrement?

Réponse (29.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le projet de remembrement viticole de Stadtbredimus - secteur «Fels-Déiffert» a été approuvé par le Ministre de l'Environnement en date du 15 décembre 2006.

Des glissements de terrain sont apparus fin janvier 2008. Pour parer à ces glissements l'Office National du Remembrement, sur base d'un avis géologique, est arrivé à la conclusion que des travaux spécifiques sont devenus nécessaires tels que l'évacuation de l'eau par des drainages et l'apport de terre végétale.

Suite à une lettre adressée au Ministre de l'Environnement en date du 22 février 2008 au sujet des glissements constatés et des travaux nécessaires pour y remédier, une concertation avec des visites sur place a eu lieu entre les services concernés.

Sur base de nouveaux plans détaillant les travaux convenus, l'ONR a soumis, en date du 23 avril 2008, une demande d'autorisation au Ministre de l'Environnement, sachant que les travaux de remblayage nécessitent une autorisation formelle du Ministre de l'Environnement conformément à l'article 7 de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

En date du 19 mai 2008, le Ministre de l'Environnement a autorisé ces travaux.

Les vignerons ne sont aucunement victime de litiges ou lourdeurs administratives mais ont bénéficié dans ce cas précis d'une réponse rapide des administrations concernées et peuvent procéder aux plantations dans les délais requis de sorte que le problème de la perte d'une année culturale ne se pose pas.

Même si la collaboration entre le Ministère de l'Environnement et l'Office National du Remembrement peut être qualifiée de satisfaisante elle est néanmoins perfectible. À cet effet, il est prévu d'élaborer et d'approuver un vade-mecum sur la procédure de coopération. Ce vade-mecum aura notamment pour objectif de raccourcir les délais des différentes décisions ministérielles et proposera la mise à disposition par l'Administration des Eaux et Forêts d'un fonctionnaire participant d'une façon systématique aux réunions de chantier des différents projets de remembrement et disposant d'un certain pouvoir de décision notamment pour les modifications dictées par des circonstances imprévues ou par des événements imprévisibles qui nécessitent toutefois une intervention d'urgence.

Question 2540 (15.5.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**affaire «Bommeleeër»:**

A menger parlamentarescher Fro N°2384 betreffend d'Affär Bommeleeër, hat ech mech op en Artikel vun der Zäitschrëft «Télécran» baséiert, wou d'Redaktioun behaapt huet, hir géif e Rapport virleien, deen en äußerst schwieregt Verhältnis tëscht dem (deemolegen) Kommandant vun der Gendarmerie an de Justizinstanze géif bezeien. Déi deemoleg Untersuchungsriichter hätte sech an engem Bréif vun 1988 géint «die Vormundschaft eines Militärs» gewiert, déi si bei der Erfëllung vun hirer Aufgab behënnert hätt.

Viru kuerzem huet en Interview vum Procureur d'État, Robert Biever, an der Zäitschrëft «Forum» weider Detailer iwwert d'Behënnerung vun der Justiz duerch d'Féierung vun der Gendarmerie un d'Öffentlechkeet bruecht.

1. Wat hutt Dir an Tëschenzäit ënnerholl, fir e méiglechst ëmfaassenden Ableck an dës schwéier Dysfunktionnementer ze kréien?

2. Hutt Dir dee Rapport, op deen den Télécran sech beruff huet, an de Bréif vun den deemolegen Untersuchungsriichteren an Tëschenzäit virleien?

3. Wann neen, kënnt Dir mir soen, wat déi betreffend Schwieregkeete sinn, fir un dës Dokumenter ze kommen?

4. Wa jo, u wie war dëse Bréif geriicht, a wat fir e «Militär» war an dësem Bréif viséiert?

5. Wat fir Suiten huet dëse Bréif kritt? Wat konkret huet déi deemoleg Regierung ënnerholl?

6. Wat ass un de Rumeuren, datt en Untersuchungsriichter, dee mat der Affär Bommeleeër befaasst war, den Dossier ouni valabel Begrënnung ewechgeholl kritt hätt?

7. Kënnt Dir mir d'Nimm vun den Untersuchungsriichter nennen, déi bis elo mat der Affär Bommeleeër befaasst ware mat deenen entspriechenden Datume vun hirer jeeweileger Zoustännegkeet fir dësen Dossier?

8. Wat gedenkt Dir géint déi Polizeibeamten ze ënnerhuelen, déi duerch hir aktuell Verweigerungshaltung d'Enquête weiderhi behënneren?

Réponse (27.5.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Ni Monsieur le Procureur d'État, ni les services du Ministère de la Justice, ni moi-même n'avons connaissance d'un rapport tel que décrit dans la question parlementaire. Quant à la lettre dont question, il s'agit, selon les informations qui m'ont été transmises par Monsieur le Procureur, d'un courrier du juge d'instruction de l'époque Prosper Klein au Procureur général d'État. Je n'ai pas reçu de copie de cette lettre en raison du secret de l'instruction, puisque cette lettre fait partie du dossier judiciaire.

Selon Monsieur le Procureur Biever, aucun juge d'instruction n'aurait été dessaisi de ce dossier contre son gré. Les juges d'instruction suivants étaient chargés de ce dossier depuis l'époque des attentats: Messieurs Jean-Mathias Goerens, Marc Jaeger, Prosper Klein, André Lutgen et Madame Doris Woltz.

Il est évident que tout policier, comme d'ailleurs tout autre fonctionnaire, qui refuserait de transmettre des informations relatives à la série d'attentats aux autorités judiciaires serait sanctionné disciplinairement. Par ailleurs, le délit d'entrave à la justice sera introduit dans le code pénal.

Question 2541 (16.5.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **taxation de camions en fonction des kilomètres parcourus:**

Il me revient par voie de presse que la question de l'introduction d'une taxation au kilomètre pour les véhicules de plus de 12 tonnes ferait l'objet d'un accord entre les trois régions belges. Cette taxe - devrait remplacer les taxes de circulation actuelles en fixant un prix au kilomètre dépendant du type de véhicule, du trajet et du temps parcouru.

Selon «Le Soir», la Ministre flamande de la Mobilité s'est prononcée en faveur de cette forme de taxation et l'exécutif wallon devrait approuver le principe d'une taxe kilométrique pour les camions sous peu. À Bruxelles, la balance politique pencherait également en faveur de la taxation au kilomètre. En plus, les Pays-Bas ont entamé des discussions avec la France pour élaborer un système conjoint qui s'appliquerait sur les autoroutes et les routes nationales.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à l'introduction d'une taxation au kilomètre pour les poids lourds?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire une telle taxation des camions en fonction des kilomètres parcourus au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Ministre entend participer à ces discussions et intervenir auprès des gouvernements de la Belgique, de la France et des Pays-Bas en vue de J'introduction éventuelle d'un «péage commun»?

Réponse (28.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Tout en prenant référence à mes réponses aux questions parlementaires N°1478 et N°2310 respectivement du 22 décembre 2006 et du 19 février 2008, je tiens à nouveau à confirmer que le Luxembourg est demandeur d'une solution commune de péage routier Benelux pour poids lourds, au cas où l'abandon du système actuel de droit d'usage au profit de l'interdiction d'un système de tarification routière serait décidé aux Pays-Bas et en Belgique *(cf. comptes rendu N°6/2006-2007 et N°11/2007-2008).*

Comme je l'ai également confirmé dans ma réponse du 19 février 2008, il apparaît en effet difficile de continuer seul ou avec le Danemark et la Suède un système de droit d'usage conformément à la directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures au cas où les pays entourant le Luxembourg disposeraient de systèmes de tarification kilométrique.

Partant, il est évident que le Luxembourg suit de près les évolutions récentes concernant la mise en place d'un péage routier en Belgique et aux Pays-Bas, nonobstant tout système futur luxembourgeois éventuel devrait également prendre en considération les évolutions dans nos autres pays limitrophes, en l'occurrence l'Allemagne et la France.

Dans cette optique, le Luxembourg se tient non seulement informé des projets belges et néerlandais, mais j'ai également chargé mes services de se renseigner auprès des autorités allemandes quant au fonctionnement de la LKW-Maut mise en application en Allemagne.

Dans l'hypothèse où des projets législatifs concrets devraient se dégager en Belgique ou aux Pays-Bas, je ne vais pas tarder à proposer en étroite concertation avec le Ministre des Finances au gouvernement luxembourgeois un concept de tarification pour poids lourds qui satisfait le mieux aux besoins luxembourgeois, à savoir un système de tarification routière non discriminatoire qui tient, d'une part, compte, du principe pollueur-payeur et qui, d'autre part, n'engendre pas des investissements faramineux.

www.chd.lu

Question 2542 (16.5.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **psychologues participant à la procédure d'orientation en 6e année d'études:**

Tout en consultant le calendrier de la procédure d'orientation en 6e année d'études, j'aimerais savoir:

- Est-ce que les entrevues individuelles entre psychologues - parents et entre enseignants - parents ont toutes pu être menées avant le 9 mai 2008, date limite de la remise des avis des parents à l'enseignant?

- Est-ce qu'il est assuré que les psychologues qui participent à la procédure d'orientation ont une bonne connaissance du système scolaire luxembourgeois?

- À quels services est-ce que ces psychologues sont rattachés? Combien de psychologues participant à la procédure d'orientation sont rattachés à un Service de guidance de l'enfance (SGE) , au SPOS ou encore au CPOS?

- Est-ce que vous partagez notre point de vue que les psychologues des SGE devraient jouer un rôle important lors de la consultation des parents puisqu'ils sont censés avoir suivi l'évolution scolaire d'un bon nombre d'élèves pendant une durée plus ou moins longue?

Réponse (10.6.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Dans le calendrier de la procédure d'orientation la date du 9 mai 2008 a été fixée pour la remise des avis des parents aux instituteurs/institutrices. Une période de quinze jours a été à disposition des titulaires et psychologues pour organiser leurs entrevues avec les parents. Il me revient que cette période semble être trop courte pour organiser toutes les entrevues. Néanmoins, tous les acteurs (titulaires, inspecteurs et psychologues) étaient informés sur ce problème, notamment via le «Calendrier de la procédure d'orientation 2007/2008» qui a été communiqué aux titulaires lors des premières réunions d'information convoquées par les inspecteurs.

Ce calendrier mentionne que les délais en question sont «à déterminer par l'enseignant compte tenu des dates des conseils d'orientation».

Ainsi les titulaires ont eu la possibilité de communiquer aux parents une date définitive pour la remise des formulaires sur lesquels ils inscrivent leur avis.

Cependant j'estime qu'il serait opportun de prévoir une plus grande flexibilité dans les délais; il en sera tenu compte sur la fiche remise aux parents l'année prochaine.

2. Les psychologues nommés dans les conseils d'orientation sont, soit, fonctionnaires du CPOS ou des SPOS, soit assistants pédagogiques affectés à un SPOS, soit fonctionnaires de l'EDIFF, soit tiers par rapport aux services sus-mentionnés. En ce qui concerne les tiers, le CPOS veille à ce que ces personnes aient une parfaite connaissance de l'enseignement post-primaire.

D'ailleurs, ils ont, en général, acquis leur expérience professionnelle au sein d'un SPOS.

De plus le CPOS organise tous les ans des réunions d'informations à l'intention de tous les psychologues.

3. Cette année 64 psychologues ont participé à la procédure d'orientation. La répartition est la suivante:

SPOS	39
CPOS	12
EDIFF (SGE)	4
Tiers	9

4. Les psychologues des Services de guidance de l'enfance (SGE) sont appelés à apporter leur concours aux opérations du passage primaire - postprimaire.

Leur participation est cependant facultative. Certains psychologues préfèrent, pour des raisons d'éthique professionnelle, ne pas s'impliquer dans une procédure de sélection à l'égard des élèves qu'ils ont suivi pendant de longues périodes. Ceci peut expliquer le taux de participation relativement faible.

Question 2543 (16.5.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**exposition aux pesticides:**

Une étude récente menée en France a mis en évidence l'importance de l'exposition aux pesticides, notamment par voie alimentaire.

Un pourcentage non négligeable des fruits et légumes testés présentait des teneurs en pesticides dépassant la limite maximale de résidus.

Selon l'étude l'on peut constater dans les prélèvements effectués auprès d' enfants des traces importantes de pesticides.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si des prélèvements alimentaires afin de détecter des pesticides ont eu lieu au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quels en sont les résultats?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que de tels prélèvements seraient indispensables afin de garantir la santé de nos enfants?

Réponse (6.6.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'Union européenne intervient à un double titre, au moyen de directives qui lient les États membres, dans le domaine de la teneur en pesticides des aliments, en particulier des fruits et légumes.

Tout d'abord elle limite l'utilisation des pesticides dans l'agriculture et dans l'horticulture au niveau de la production des céréales, des fruits et des légumes. Sur le plan national c'est le Ministère de l'Agriculture qui a compétence pour ce volet.

Ensuite la Commission limite les résidus de pesticides pouvant être présents dans le produit final offert au consommateur. Ces limites sont reprises dans la réglementation nationale. Les États membres sont invités à contrôler le respect de ces limites suivant un programme communautaire de surveillance coordonnée, qui varie tous les ans, mais qui concerne toujours des fruits et légumes et des produits céréaliers, y compris des produits destinés aux nourrissons, tels que petits pots pour bébés.

L'échantillonnage s'effectue sur le marché luxembourgeois par les soins du Laboratoire national de Santé (LNS) en conformité avec la directive 2002/63/CE, le tout sous la surveillance de l'OAV, qui est l'organe de contrôle à ce compétent de la Commission.

Les résultats sont envoyés chaque année à la Commission. Ils sont aussi publiés dans le rapport d'activité du LNS.

Ci-après les résultats des contrôles faits depuis 2002:

Année de contrôle	Nombre d'échantillons Fruits, légumes, céréales	% non conformité	Nombre d'échantillons Produits Nourrissons	% non conformité
2002	112	3,5%		
2003	114	2,6%		
2004	143	2,1%		
2005	130	1,5%	10	0,0%
2006	130	0,0%	15	0,0%
2007	155	1,3%	20	0,0%

Le résultat est trouvé non conforme si un seul pesticide dépasse la teneur réglementaire.

Quoi qu'il en soit une réduction plus substantielle de la teneur en pesticides des aliments ne peut passer que par un abaissement encore plus conséquent des limites sur le plan communautaire, tant au niveau de l'utilisation des pesticides dans l'agriculture et l'horticulture qu'au niveau de leurs résidus dans le produit fini.

Pour autant que l'honorable Parlementaire se réfère à «des traces importantes de pesticides (constatées) dans les prélèvements effectués auprès d'enfants», donc dans le sang ou l'urine, il faut savoir que ces traces n'ont pas nécessairement une origine alimentaire, mais peuvent être dues à la présence de pesticides dans l'environnement. Il est certes bien vrai que la présence de pesticides dans l'environnement est due à son tour à leur utilisation dans la production alimentaire, mais pas exclusivement. Les pesticides servent en effet aussi à d'autres fins, par exemple pour lutter contre les mauvaises herbes.

Question 2547 (20.5.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **formation de bachelier professionnel en sciences sociales et éducatives de l'Université de Luxembourg:**

De plus en plus souvent, l'on rencontre des éléments d'information dans des brochures qui sèment la confusion entre deux professions avec une formation bien distincte, à savoir la profession d'assistant social et celle de l'éducateur gradué. Il serait de plus en plus fréquent que des personnes ayant suivi une formation d'éducateur gradué se présentent aux postes d'assistant social et aient parfois accès à des attributions professionnelles jadis réservées à l'assistant social.

Or, selon nos informations, le coordinateur du Département de l'Enseignement Supérieur aurait affirmé que le bachelier professionnel en sciences sociales et éducatives de l'Université de Luxembourg, dont les premiers diplômes seront émis en 2008, pourrait donner accès aux fonctions d'assistant social.

Dans ce contexte et conformément au règlement de la Chambre des Députés, je me permets de demander au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que le bachelier professionnel en sciences sociales et éducatives de l'Université de Luxembourg peut donner accès aux fonctions d'assistant social?

- Les responsables des autres ministères concernés, notamment ceux du Ministère de la Santé, ont-ils avisé favorablement une telle démarche?

- Est-ce que le bachelier professionnel en sciences sociales et éducatives de l'Université de Luxembourg reste comparable avec l'ancien diplôme de l'éducateur gradué? Quelles sont les différences? Quelles en sont les conséquences pour les actuels éducateurs gradués?

Réponse commune (10.6.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire N°2547 de Monsieur le Député Claude Adam relative à l'accès aux fonctions d'assistant social des détenteurs d'un bachelor en sciences sociales et éducatives de l'Université du Luxembourg, nous avons l'honneur d'apporter les éléments de réponse suivants.

L'Université du Luxembourg délivrera les premiers grades de bachelor professionnel en sciences sociales et éducatives à la fin de l'année académique 2007/2008. Les détenteurs de ce grade pourront avoir accès à la 4e année de formation en vue de l'obtention du diplôme d'État de l'assistant social.

L'exercice de la profession et le port du titre d'assistant social sont définis par la loi du 26 mars 1992 portant sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé. De façon générale, l'étudiant qui a fait ses études dans un pays où leur durée ne s'étend pas sur 4 ans, doit les compléter par une 4e année de formation, soit en obtenant un diplôme supplémentaire, soit en suivant un stage supervisé de 1500 heures au Luxembourg. Ce dernier comporte un examen et débouche sur l'obtention du diplôme d'Etat luxembourgeois. Les détenteurs d'un bachelor professionnel en sciences sociales et éducatives de l'Université du Luxembourg peuvent donc être admis au stage dans les conditions telles que définies par le règlement grand-ducal modifié du 29 août 1979 portant réglementation des études et des attributions de la profession d'assistant social.

L'information ci-dessous a fait l'objet d'une note conjointe signée par le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, par le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et par le Ministre de la Santé. Cette note a été transmise aux étudiants concernés de l'Université du Luxembourg et aux employeurs potentiels.

Le bachelor professionnel en sciences sociales et éducatives remplace l'ancienne formation de l'éducateur gradué. La formation au bachelor vise des objectifs plus larges que ceux visés par l'ancienne formation à l'éducateur gradué. Le profil de formation se situe aux frontières de la pédagogie sociale, du travail social et de la pédagogie spéciale. Son objectif général est de former un professionnel dans le domaine socio-éducatif (social worker). Les détenteurs de ce grade pourront postuler pour des emplois qui requièrent une formation d'éducateur gradué.

Question 2549 (20.5.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant un **dépôt de substances chimiques et de substances radioactives au Laboratoire national de Santé:**

Des fûts contenant apparemment des substances toxiques viennent d'être découverts dans les caves du Laboratoire national de Santé. La plupart de ces récipients se trouveraient dans un état de délabrement avancé.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- De quelles substances s'agit-il exactement?

- Quels sont les risques émanant de ces fûts abandonnés dans les caves du LNS?

- Qui porte la responsabilité de la présence de ces fûts à pareil endroit et à proximité de bureaux occupés par des collaborateurs du LNS?

- Est-ce que des endroits semblables existent dans l'enceinte du LNS qui n'auraient pas été visités pendant plusieurs années?

- Quelles mesures seront prises pour remédier à cette situation?

Réponse (13.6.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Renseignements pris auprès de la direction du Laboratoire national de Santé (LNS) nous ne sommes nullement en présence de fûts dangereux laissés à l'abandon, mais l'entreposage de ces fûts est bien connu de la direction. Ces fûts sont d'ailleurs clairement identifiés et ne représentent pas de toxicité particulière.

En fait il se trouve dans les caves du LNS des déchets de différentes natures.

Il y a tout d'abord des solvants, qui ne dégagent aucune radioactivité, et qui sont recyclés périodiquement par le biais de la «Super-DrecksKëscht fir Betriber». Aux termes d'un rapport du Service national de la sécurité dans la fonction publique, qui s'est rendu sur place, ces «substances chimiques entreposées sont stockées dans des réservoirs spéciaux étanches desquels aucune fuite gazeuse ou liquide ne s'échappe».

Il y a ensuite les déchets en médecine nucléaire, à savoir d'un côté des déchets liquides (iode-125 sous forme liquide) et d'un autre côté des déchets solides, en fait des seringues, fioles, gants etc. utilisés pour la manipulation de substances radioactives sous forme liquide.

Les déchets radioactifs liquides sont entreposés dans des fûts et les déchets solides dans des sacs en plastique. La durée de stockage est fonction de la demi-vie de la substance radioactive en question. Les substances sont gardées jusqu'au seuil dit «de libération», c'est-à-dire jusqu'au seuil où aucune radioactivité n'est plus détectable.

La Division de la Radioprotection a donné en mars 1994 des instructions sur la gestion des déchets en médecine nucléaire au LNS, portant sur l'identification des déchets radioactifs en tant que tels, sur l'indication du type d'isotope et sur la

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

date de collecte du déchet. Ces instructions ont été trouvé respectées en l'occurrence lors d'un contrôle effectué le 20 mai sur le site par la prédite Division. Les rapports du Service national de la sécurité dans la fonction publique et de la Division de la Radioprotection concordent à dire que les mesures faites à proximité des fûts n'ont pas permis de mettre en évidence une radioactivité significative, irréglementaire. J'ajoute que le Service d'incendie de la Ville de Luxembourg, également appelé sur les lieux, n'a détecté ni fuite visible sur aucun des fûts ni flaque de liquide au sol. Ce même service a d'ailleurs jugé l'incident sans objet en ce qui le concerne.

Ceci étant dit, et bien que tous les intervenants, à savoir le Service national de la sécurité dans la fonction publique, le Service d'incendie de la Ville de Luxembourg et la Division de la Radioprotection, aient conclu à l'absence de danger significatif ou immédiat, il est apparu que l'entrepôt n'est pas optimal et ne répond pas à toutes les normes en vigueur en la matière. Fait notamment défaut une aération adéquate.

Un entrepôt de rechange a été trouvé dans le sous-sol d'un bâtiment avoisinant du LNS. Les services des Bâtiments publics procéderont à l'aménagement de ce local, prévoyant notamment sa séparation en deux par un mur en béton, permettant de la sorte une séparation appropriée des déchets chimiques d'une part et des déchets radioactifs d'autre part. Cet entrepôt sera muni d'une aération.

J'ajoute que la nouvelle construction du LNS à Dudelange prévoit, pour l'entreposage et l'élimination de toutes sortes de déchets, des locaux séparés topographiquement du bâtiment principal.

L'honorable Parlementaire pose finalement la question de «la responsabilité de la présence de ces fûts à pareil endroit et à proximité de bureaux occupés par des collaborateurs du LNS». Se pourrait-il que l'honorable Parlementaire vise la responsabilité politique? Dans cette hypothèse je donne à considérer que la situation existe depuis une quinzaine d'années. Si donc il y avait un «chapeau à porter», quod non, l'honorable Parlementaire et ancien Ministre de la Santé appréciera.

Question 2554 (22.5.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**instruction formelle pour le personnel d'une administration communale:**

Il me revient que le personnel d'une administration communale a récemment été informé par une instruction formelle de la part du bourgmestre que la consommation d'alcool était strictement interdite pendant la pause de midi.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

Monsieur le Ministre peut-il me dire si le bourgmestre peut interdire au personnel communal la consommation d'alcool pendant la pause de midi? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une telle disposition constitue une atteinte trop importante à la vie privée du personnel communal?

Réponse (11.6.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les articles 11 et suivants du statut général des fonctionnaires communaux imposent un certain nombre de devoirs au personnel communal, tant dans l'exercice qu'en dehors de l'exercice de ses fonctions. Ainsi, l'agent communal doit éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à sa capacité d'exercer ses fonctions ou compromettre les intérêts du service public. Il est indéniable que la consommation d'alcool pendant la pause de midi réduit la capacité de travailler de toute personne et peut même exposer à un risque d'accident accru les agents qui assument de façon prépondérante des tâches manuelles.

L'on devrait donc s'attendre à ce que tout agent communal renonce de son propre gré à la consommation d'alcool pendant la pause de midi. Si, néanmoins, un collège échevinal est confronté au non-respect de ce comportement élémentaire par des membres de son personnel, alors il est de son devoir d'autorité hiérarchique de prendre les mesures qui s'imposent pour y remédier.

On ne saurait donc qualifier d'abusive une instruction donnée par un bourgmestre pour rappeler aux agents communaux que la consommation d'alcool pendant la pause de midi porte atteinte à la capacité d'exercer leurs fonctions et pour leur interdire par conséquent cette consommation, s'il estime que cette mesure est justifiée et appropriée pour garantir le bon fonctionnement de son administration.

Question 2557 (22.5.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **protocole de Kyoto:**

L'Autriche, de même que le Luxembourg, n'arrivera pas à respecter ses engagements annoncés à Kyoto d'ici 2012. En 2006, le pays a dépassé ses émissions de 1990 de 15%. Selon la Cour des Comptes autrichienne, le pays pourrait se voir contraint de payer de lourdes amendes auprès de la Commission européenne qui pourraient s'élever à un milliard d'euros par an, soit cinq milliards d'euros d'ici 2012.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement.

- Quelles sont les amendes que le Luxembourg risque de devoir payer pour non-transposition des objectifs de Kyoto?

- Monsieur le Ministre peut-il chiffrer ces amendes?

- Est-ce que d'éventuelles amendes vont être réglées via le fonds de financement des mécanismes de Kyoto?

Réponse (28.5.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député fait référence aux problèmes rencontrés par l'Autriche pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, et par conséquent pour respecter ses engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto. Rappelons que l'objectif de l'Autriche est de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 13% en 2008-2012 par rapport à leurs niveaux de 1990. Selon l'honorable Député, l'Autriche risquerait de se voir imposer de lourdes amendes par la Commission européenne.

Selon un projet de rapport de la Cour des Comptes autrichienne, les émissions de CO_2 de l'Autriche étaient de 91,1 millions de tonnes; soit 23,3 millions de tonnes au-dessus du budget d'émission annuel permis selon le protocole de Kyoto. Dans une note de bas de page, la Cour des Comptes part du fait que le pays rate son objectif Kyoto de dix millions de tonnes par an.

La Cour des Comptes avance une amende de 100 euros/tonne à payer, soit un montant de un milliards d'euros par an ou cinq milliards d'euros sur la période 2008-2012.

Or il faut savoir que la Cour des Comptes autrichienne se base sur l'amende fixée pour la période 2008-2012 par la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté. Ce système concerne les grandes entreprises industrielles et les installations de production d'électricité.

Dans le cadre d'un plan national d'allocation, que chaque État membre à dû élaborer, une quantité totale de quotas d'émission a été fixée et le processus d'attribution de ces quotas à l'exploitant de chaque installation a été réglé. Pour chaque tonne de CO_2 émise en trop, l'exploitant doit payer une mande de 100 euros.

À ce stade, il n'existe pas de texte législatif européen qui prévoit des amendes à payer par les États membres en cas de non-respect de leurs objectifs de réduction.

Dès lors, il m'est impossible de chiffrer d'éventuelles amendes imposées au Luxembourg, ni de dire si d'éventuelles amendes vont être réglées via le fonds de financement des mécanismes de Kyoto.

J'aimerais toutefois rappeler, à toutes fins utiles, que les États membres ont la possibilité d'acquérir des crédits d'émission dans le cadre de projets CDM et JI, ou d'échange de droits d'émission entre pays. D'ailleurs dans notre plan national d'allocation de quotas PNAQ pour la période 2008-2012, nous avons clairement indiqué que nous ne pouvons pas atteindre notre objectif Kyoto que par les seules mesures nationales.

Dès lors, le Luxembourg aura recours à l'utilisation des mécanismes de Kyoto (CDM/JI…). Si l'on se réfère aux chiffres indiqués au PNAQ, le Luxembourg devra acquérir quelques 24 millions de tonnes de CO_2 via ces mécanismes. Nous avions estimé les prix à 20 euros/tonne, soit un montant de quelques 500 millions d'euros à prévoir sur la période 2008-2012. Ceci dit, avec son plan d'action national adopté en avril 2006 et le train de 10 mesures piliers présenté en mai 2007, le Gouvernement s'est donné un instrument efficace visant à réduire ou limiter les émissions de CO_2 dans les différents secteurs.

Question 2578 (2.6.2008) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **plan d'action contre le tabagisme:**

Depuis 20 ans, le dernier jour du mois de mai est proclamé journée mondiale sans tabac par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Pour 2008, le thème choisi était la protection des jeunes grâce à l'interdiction de publicité: «Jeunesse sans tabac - évitez le piège de la publicité».

Dans ce contexte, la Ligue luxembourgeoise contre le cancer a également rappelé l'importance de l'extension de l'interdiction de fumer aux lieux publics fortement fréquentés par les jeunes, à savoir les discothèques et les bars.

Dans sa réponse à la question parlementaire N°2242 de Monsieur Carlo Wagner, Monsieur le Ministre écrit vouloir présenter au premier semestre 2008 un plan pluriannuel de lutte contre le tabagisme au Conseil de Gouvernement.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Où en sont les travaux relatifs à ce plan pluriannuel?

- Est-ce que Monsieur le Ministre présentera ce plan au Conseil de Gouvernement endéans le délai annoncé?

Réponse (11.6.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Un groupe «tabac» est en train de formuler à l'intention du soussigné des recommandations en vue du plan pluriannuel de lutte contre le tabagisme. Ce groupe se compose, outre de fonctionnaires de mon département, de représentants de la Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Action médico-sociales, du Centre de Prévention des Toxicomanies, de la Fondation Luxembourgeoise contre le Cancer, de la Société des Pneumologues, de l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes et de l'Union des Caisses de Maladie.

Le groupe a élaboré ses recommandations dans les grandes lignes. Elles seront prévisiblement finalisées avant les grandes vacances.

Dès réception de ces recommandations je me concerterai avec mes services et je compte soumettre un projet de plan pluriannuel au Conseil de Gouvernement.

Question urgente 2599 (6.6.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant **deux filles mineures détenues au Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL):**

Il me revient qu'actuellement deux filles mineures de très jeune âge seraient détenues au sein du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) à Schrassig. Si mes informations sont exactes, les deux filles, qui on été arrêtées ensemble, se connaissaient déjà avant leur arrestation.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus? Est-il exact que les deux filles se connaissent? Étant donné qu'il semble y avoir un doute sur l'âge des deux filles, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'âge présumé de ces dernières?

- Est-il vrai que les filles vont être séparées au sein du CPL? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons? Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une telle séparation s'impose inévitablement pour des mineurs?

- Est-ce que Monsieur le Ministre ne pense pas qu'en attendant la construction du centre de Dreiborn une solution alternative concernant la détention de mineurs devrait être trouvée?

Réponse (9.6.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il résulte d'un communiqué de la Police Grand-Ducale que:

„Am Mittwoch, den 4. Juni 2008 konnten zwei minderjährige Mädchen angetroffen werden, welche im Verdacht standen, im Laufe der letzten Tage, mehrere Diebstahlseinbrüche in Einfamilienhäuser im Süden des Landes verübt zu haben.

Dieselben, welche bereits am Samstag, den 30. Mai 2008 bei einem Einbruchsdiebstahl in Luxemburg/Stadt, auf frischer Tat gestellt worden waren, konnten auf Grund der getätigten Ermittlungen, sowie der Auswertung der an den Tatorten gesicherten Spuren, den bestehenden Straftaten überführt werden.

Da die beiden Mädchen bereits am Samstag aus der Erziehungsanstalt für Mädchen in Schrassig geflüchtet waren, wurde durch den Jugendrichter eine „Mesure de garde provisioire“ ausgestellt, auf Grund welcher die beiden Mädchen zur Strafvollzugsanstalt nach Schrassig verbracht wurden.”

Les deux filles sont des sœurs. Leur âge présumé est de respectivement 15 et 11 ans. Elles ne sont pas séparées au CPL de Schrassig. Les mineures bénéficient d'une prise en charge du service psychosocial et éducatif du CPL.

Le Gouvernement ne dispose malheureusement pas d'une autre infrastructure fermée équipée en moyens humains, socio-éducatifs et de sécurité pour de tels jeunes en attendant la construction d'une unité de sécurité fermée à Dreiborn.

Question urgente 2604 (9.6.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant **l'évasion d'un détenu du Centre hospitalier neuro-psychiatrique d'Ettelbruck:**

Un détenu vient de s'évader du Centre hospitalier neuro-psychiatrique d'Ettelbruck (CHNP).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelles ont été les circonstances exactes de cette évasion?

- Pour quelles raisons cette personne était-elle placée au CHNP?

- Est-ce qu'une photo de l'évadé sera diffusée cette fois-ci?

Réponse commune (11.6.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le patient Z. a pris part le 9 juin 2008 au matin à des activités sportives à la salle des sports du Centre hospitalier neuro-psychiatrique. À la fin de la séance sportive un membre de l'équipe soignante l'a accompagné pour le retransférer à l'unité fermée de l'établissement à laquelle il séjournait. Si normalement il y a un accompagnateur pour plusieurs patients, en l'occurrence un membre de l'équipe soignante s'est chargé du retransfert du seul patient Monsieur Z., compte tenu du fait que celui-ci provenait du Centre pénitentiaire, où il était en détention préventive. Néanmoins Monsieur Z. a réussi à échapper à son accompagnateur et à quitter l'enceinte du Centre hospitalier neuro-psychiatrique après avoir enjambé une clôture.

Monsieur Z. était en détention préventive au Centre pénitentiaire avant son transfert au Centre hospitalier neuro-psychiatrique. Suivant convention avec le Centre hospitalier neuro-psychiatrique des médecins de cet établissement prennent en charge au Centre pénitentiaire des détenus présentant des problèmes psychiatriques. En l'occurrence cependant le médecin traitant, en accord avec le Parquet, a jugé préférable de transférer Monsieur Z. au Centre hospitalier neuro-psychiatrique, mieux outillé pour faire face à une crise aiguë, trop importante pour être traitée en milieu carcéral.

Comme les soussignés ont déjà eu l'occasion de le relever à propos d'une précédente question de l'honorable Parlementaire dans une affaire semblable, l'opportunité de publier une photo d'un patient en fuite doit être toisée de cas en cas. En l'occurrence, compte tenu du fait que la direction du Centre hospitalier neuro-psychiatrique juge Monsieur Z. dangereux ni pour lui-même ni pour autrui, le Parquet estime inopportun de diffuser une photo de l'intéressé dans l'état actuel du dossier.

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°15
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

44e séance, mardi 10 juin 2008
45e séance, mercredi 11 juin 2008
46e séance, jeudi 12 juin 2008

DANS CE NUMÉRO

«Pacte logement» p. 558
Financement futur des structures d'accueil et de garde p. 591
Enseignement musical p. 597
Sommaire des séances publiques Nos 44 à 46 p. 605
Sommaire des questions parlementaires p. Q189

L'Europe doit améliorer sa communication



M. Laurent Mosar a représenté la Chambre des Députés à Paris en tant que président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC

C'est une des conclusions que les présidents des délégations de la COSAC*, réunis les 6 et 7 juillet à Paris, ont tiré du référendum irlandais sur le Traité de Lisbonne. Le «non» irlandais a été commenté par de nombreux participants. Tous les intervenants ont constaté que ce «non» n'est pas un problème purement irlandais, mais concerne tous les États membres de l'Union européenne. Un référendum sur le Traité de Lisbonne aurait pu susciter le même résultat dans d'autres pays. Une meilleure communication, un dialogue avec les citoyens sur des projets concrets de l'Union européenne seraient nécessaire.

Dans son intervention, M. Laurent Mosar, participant en tant que président de la délégation luxembourgeoise, a mis l'accent sur la responsabilité des parlementaires nationaux qui, dans le passé, auraient commis la faute d'attribuer tous les effets positifs de l'Union européenne aux gouvernements nationaux et les effets négatifs à «Bruxelles». La présidence de la COSAC a annoncé un débat de fond sur la ratification du Traité de Lisbonne pour sa séance plénière qui se tiendra le 3 novembre 2008 à Paris.

Le deuxième point fort de la réunion des présidents des délégations auprès de la COSAC a été la présentation des priorités de la Présidence française de l'Union européenne par M. Jean-Pierre Jouyet, Secrétaire d'État chargé des affaires européennes. La sécurité énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique, l'immigration et l'asile, la sécurité stratégique de l'Europe et la Défense ainsi que la politique agricole commune (PAC) sont les sujets auxquels la Présidence française accorde une attention particulière et pour lesquels elle désire aboutir à des résultats concrets jusqu'à la fin de l'année.

Mme Benita Ferrero-Waldner, Commissaire européenne aux relations extérieures et à la politique européenne de voisinage, a présenté les projets sur l'Union pour la Méditerranée. La création d'une structure permanente et la promotion de projets concrets seront les pierres angulaires pour donner une nouvelle ambition à la Méditerranée. La Présidence française se félicite du fait que le sommet Euromed du 13 juillet réunit pour la première fois aux côtés des États membres de l'Union européenne tous les États riverains de la Méditerranée.

* *«Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes des Parlements de l'Union européenne»: Il s'agit d'un organe de coopération entre les commissions des Parlements nationaux s'occupant des affaires européennes et de représentants du Parlement européen.*

La Chambre contribue à la préparation du débat sur le futur du Traité de Lisbonne

M. Laurent Mosar, président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC, et M. Ben Fayot, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, ont commenté les sujets traités à la réunion des Présidents de la COSAC lors d'une conférence de presse à la Chambre des Députés.

Les deux intervenants ont accordé une grande importance au débat sur le futur du Traité de Lisbonne qui se tiendra le 3 novembre 2008 lors de la séance plénière de la COSAC à Paris. Ce débat de fond devra être bien préparé par les parlements nationaux, a déclaré M. Fayot. La Commission des Affaires étrangères et européennes s'en chargera dès la rentrée en automne.

M. Mosar s'est en outre félicité du fait que le Secrétaire d'État chargé des affaires européennes, M. Jean-Pierre Jouyet, n'a pas mentionné, parmi les priorités de la Présidence française, l'harmonisation fiscale. C'est suite à une intervention de M. Mosar lors de la réunion à Paris que le Secrétaire d'État a déclaré «ne pas avoir parlé de l'harmonisation fiscale et ne pas en reparler».

Parlamentaresch Versammlung vum Europarot

Ënnerwee an eng onbekannt Welt

D'Mënschheet steet viru fundamentalen Ännerungen. Där Iwwerzeegung ass allzäit de President vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot, de Spuenier Lluís María de Puig. Bei der Ouverture vun der Summersessioun vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot tëschent dem 23. an dem 27. Juni zu Stroossbuerg sot hien: *«La flambée du prix du pétrole, l'augmentation du coût de la vie qui devient insupportable pour un nombre croissant de personnes, l'ombre de la récession économique qui menace ce monde interdépendant, les catastrophes naturelles à répétition qui nous font réaliser à quel point nous sommes fragiles: autant de préoccupations graves auxquelles, avouons-le, nous n'avons pas de réponses adéquates, ni à court, ni à long terme.»*



Un der Summersessioun vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot hunn de Vizepresident vun der Lëtzebuerger Delegatioun Marcel Glesener (2. vu lénks) an d'Membere Jean Huss, Charles Goerens, Anne Brasseur an Norbert Haupert (vu lénks no riets) deelgeholl.

Besonnesch d'Tatsaach, dass d'Ressourcen, op déi eis Zivilisatioun opgebaut wär, an e puer Joerzéngte verschwonne wären, géif der Welt vun eise Kanner ee komplett anert Gesiicht ginn. De Risiko besteng, dass - an der Konsequenz dovun - eenzel Mënscherechter géifen ageschränkt ginn: z.B. d'Recht op eng dezent Wunneng, d'Recht fir säi Liewesënnerhalt schaffen ze kënnen, d'Recht an enger gesonder Ëmwelt ze liewen. Besonnesch dëst lescht Mënscherecht misst, sou de Lluís María de Puig, duerch en Zousazprotokoll zu der Mënscherechtskonventioun nach méi fest verankert ginn.

«Nous devons être vigilants pour que les lois des marchés restent toujours compatibles avec les droits de l'Homme, avec les droits sociaux et civiques.» Mat zwee Beispiller huet de President déi Suerg ënnermauert: d'Produktioun vu Biosprit, déi eng Hongersnout a ganze Regiounen ausgeléist huet, an d'EU-Direktiv, déi d'Limite vun der Wochenaarbechtszäit op 48 Stonne festleet, awer d'Méiglechkeet opléisst, bis zu 65 Stonnen d'Woch ze schaffen.

Jean-Marie Happart à l'honneur



M. Jean-Marie Happart, Président d'honneur du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, a reçu des mains de M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, les insignes de Commandeur de l'Ordre de Mérite du Grand-Duché de Luxembourg pour son engagement en tant que Président du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux en 2003-2004.

La cérémonie à laquelle ont participé M. Bernard Charlier, Ministre-Conseiller à l'Ambassade de Belgique, et son épouse, M. Roger Negri, Président du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, M. Marcel Oberweis, Président de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, M. John Schummer, Président d'honneur du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux et M. Ludy Michiels, Secrétaire général du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, a eu lieu à l'hôtel de la Chambre des Députés.

Varia



Arbeitsbesuch einer Delegation des litauischen Parlaments

Die ausländischen Gäste zeigten sich, im Gespräch mit Mitgliedern des Bildungsausschusses des Luxemburger Parlaments, besonders interessiert an der anstehenden Bildungsreform sowie an den Erfahrungswerten, die Luxemburg aus dem Kulturjahr zieht, das 2007 in der Großregion stattfand. Die litauische Delegation stand unter der Leitung von Herrn Julius Dautartas und konnte sich, nach einem gemeinsamen Essen, noch mit Herrn Robert Garcia, dem Generalkoordinator für 2007, unterhalten.



Budgetskontroll

De 26. Juni 2008 war eng Delegatioun aus dem bulgaresche Parlament an der Chamber: Membere vun der Budgetskontrollkommissioun hu sech bei hire Lëtzebuerger Kolleegen iwwert de Fonctionnement vun eiser Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire informéiert. Eréischt géint Enn vum Gespréich hunn d'Lëtzebuerger Deputéiert hir Froe gestallt. Eng dovun huet d'Thema Korruptioun a Bulgarien betraff, e Problem, deen déi bulgaresch Delegatioun net ofgestridden huet. Si huet awer op déi grouss Fortschrëtter higewisen, déi scho virum EU-Bäitrëtt an och zënterhier an deem Beräich realiséiert goufen.

➤ Interparlamentarische Europäische Versammlung für Sicherheit und Verteidigung

Neuer Name, neue Charta, neue Geschäftsordnung

Die Interparlamentarische Europäische Versammlung für Sicherheit und Verteidigung (ehemals: Parlamentarische Versammlung der Westeuropäischen Union) setzt auf eine weitgehende Gleichberechtigung all ihrer Mitglieder. Eine neue Charta und eine neue Geschäftsordnung sollen dafür sorgen, dass zwischen Vollmitgliedern (d.h. den 27 Mitgliedsstaaten der EU), assoziierten Mitgliedern (Island, Norwegen, Türkei) und Partnerländern (vom Balkan und aus der ehemaligen Sowjetunion) in Bezug auf Wortmeldungen und die Möglichkeit, Änderungsvorschläge einzubringen, keinerlei Unterscheidung mehr gemacht wird. Unterschiede gibt es bei den Abstimmungsrechten: In den Ausschusssitzungen dürfen sich die assoziierten Mitglieder an den Abstimmungen beteiligen, nicht aber in den Plenarsitzungen; Partnerländer haben überhaupt kein Stimmrecht.

Begründet wird diese Neuregelung mit dem Argument, dass auch die Nichtmitglieder regelmäßig an zivilen und militärischen Operationen unter der Leitung der EU teilnehmen. „Dank dieser Initiative verfügen die nationalen Parlamente in Zukunft über ein einmaliges Werkzeug auf dem ernsten, grundsätzlichen und wichtigen Gebiet der europäischen Sicherheit und Verteidigung", sagte Jean-Pierre Masseret, der Vorsitzende der Versammlung, bei der Vorstellung der beiden Dokumente in Paris. Charta und Geschäftsordnung waren vom Ständigen Ausschuss einstimmig angenommen worden und wurden während der Sitzungswoche vom 3. bis zum 5. Juni erstmalig angewandt.

Das luxemburgische Parlament war vertreten durch Marcel Glesener und Lydie Err (Vorsitzender bzw. Vizepräsidentin der Delegation), Charles Goerens (Vollmitglied), Norbert Haupert und Anne Brasseur (stellvertretende Mitglieder).

Assemblée européenne de sécurité et de défense
Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale

Composition de l'Assemblée

Membres		
Allemagne	France	Pays-Bas
Autriche	Grèce	Pologne
Belgique	Hongrie	Portugal
Bulgarie	Irlande	Roumanie
Chypre	Italie	République tchèque
Danemark	Lettonie	Royaume Uni
Espagne	Lituanie	Slovaquie
Estonie	Luxembourg	Slovénie
Finlande	Malte	Suède
Associés		
Islande	Norvège	Turquie
Partenaires		
Albanie	Ex-république yougoslave de Macédoine	Monténégro
Bosnie Herzégovine	Fédération de Russie	Serbie
Croatie	Moldova	Ukraine
Observateurs		
Arménie	Azerbaïdjan	Géorgie
Parlement européen	Assemblée parlementaire de l'OTAN	Assemblée parlementaire de l'OSCE

➤ Auf der Suche nach einer globalen grünen Politik

Können nachhaltige Entwicklung und wirtschaftliches Wachstum miteinander in Einklang gebracht werden? Stehen sich beide Konzeptionen diametral gegenüber oder ist es nicht doch möglich, höhere Umweltstandards mit wirtschaftlichem Aufschwung zu verbinden? Dies waren zwei der zentralen Fragen einer Fachtagung, die im Rahmen der von der Europäischen Kommission organisierten „grünen Woche" vom 3. bis zum 6. Juni stattfand.

Ohne ein radikales Umdenken, eine wahre „neue industrielle Revolution" sind die von der EU für die Zeit nach dem Auslaufen des Kyoto-Vertrags gesteckten Ziele nicht zu erreichen. Die Staats- und Regierungschefs der EU haben auf ihrem Gipfel im März 2007 die ehrgeizigen Ziele festgelegt, bis zum Jahr 2020 verbindlich die Treibhausgasemissionen um 20% zu senken, den Anteil der erneuerbaren Energien in der EU auf 20% anzuheben und durch Energieeffizienz den Energieverbrauch um 20% zu senken.

Zu dem sogenannten „Klimapaket" gehört auch die umstrittene Verpflichtung, den Kraftstoffmix bis 2020 zu 10% aus Biokraftstoffen zu speisen. Zusätzlich verpflichtete die EU sich, die Treibhausgasemissionen um 30% zu reduzieren, wenn andere Industrienationen, einschließlich der USA sowie der Schwellenländer China und Indien, sich selbst zu einer vergleichbaren Emissionsreduzierung im Rahmen eines internationalen Abkommens bereit erklären.

Die Teilnehmer der Tagung unterstrichen die Notwendigkeit eines raschen, entschlossenen und kohärenten Handelns. Wie schon im Bericht von Sir Nicholas Stern angedeutet, liegen die Kosten, um die Klimaerwärmung unter Kontrolle zu bekommen, bei sofortigem Handeln bei einem Prozent des globalen Bruttoinlandsprodukts. Je länger die Staaten jedoch untätig bleiben, könnten sich die Kosten, beispielsweise durch Naturkatastrophen, auf 5% bis 20% des globalen Bruttoinlandsprodukts belaufen.

Nachhaltige Entwicklung schließt aber nicht unbedingt wirtschaftliches Wachstum aus; zu dieser Konklusion kamen einige Vertreter der Industrie. Sie unterstrichen, dass Firmen, die sich zu einer grünen Politik bekennen, hierdurch sogar neue wirtschaftliche Gelegenheiten nutzen können und bisweilen profitabel agieren können.



Der Abgeordnete Roger Negri (rechts) und Yves Carl, Ständiger Vertreter des Luxemburger Parlaments bei den europäischen Institutionen in Brüssel, nahmen an der „grünen Woche" teil.

Die hohen Energiepreise bieten der Industrie ein weiteres Motiv, besonders energieeffiziente Produkte auf den Markt zu bringen und „grünere" Technologien zu verwenden. Europäische Firmen sind Leader auf dem Gebiet der nachhaltigen Industrien und finden weltweit Absatzmärkte für ihre Produkte.

Die europäische Kommissarin für Verbraucherschutz, Meglena Kuneva, unterstrich, dass es ebenfalls zu einem Umdenken bei den Verbrauchern hin zum verstärkten Gebrauch von CO_2-neutralen Produkten kommen müsse. Die Kommission will dieses Umdenken durch verbesserte Handelskennzeichnungen und durch die Rationalisierung der zahlreichen Ökolabels fördern. Die Kommission ist ebenfalls dabei, die Möglichkeit eines CO_2-Labels für Produkte zu prüfen. „Wichtig ist es", so die Kommissarin, „beim Konsumenten das Vertrauen aufzubauen, dass Labels oder Kennzeichnungen auch wirklich die Herkunft und die Authentizität der Produkte garantieren." Auch die staatlichen Verwaltungen sollten sich ihrer Verantwortung bewusst werden; bei Ausschreibungen sollte vermehrt auf Umweltaspekte Rücksicht genommen werden.

Während der Diskussionsrunde fragte Roger Negri, in welchem Zusammenhang die erneuerte Lissabon-Strategie und die nachhaltige Entwicklung stünden und in welchem Ausmaß die Sozial- und Umweltaspekte nunmehr in den Vordergrund rücken würden. Bei der erneuerten Lissabon-Strategie läge die Priorität vor allem bei dem wirtschaftlichen Wachstum und der Schaffung von neuen Arbeitsplätzen, so ein Vertreter der Kommission. Bei der nachhaltigen Entwicklung stehen die Umwelt- und Sozialaspekte deutlicher im Vordergrund. Er erklärte, dass sich die Kommission vor allem auf die Reduktion der Emissionen konzentriere, weshalb der Handel mit den Emissionszertifikaten eingeführt worden sei. Wenn der Preis für CO_2 ein gewisses Niveau erreicht habe, könnten ebenfalls Probleme der sozialen Ausgewogenheit angesprochen werden.

Accès aux données personnelles

5563 - Projet de loi relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle,

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et

- de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire

Selon ses auteurs, le projet de loi sous rubrique vise à introduire en droit luxembourgeois un certain nombre de dispositions légales renforçant les moyens d'action des autorités de poursuite dans le cadre de la lutte contre la grande criminalité, le crime organisé et le terrorisme, tout en respectant les libertés et droits fondamentaux des citoyens.

La mondialisation, avec une plus grande ouverture des frontières et la suppression progressive des barrières commerciales, favorise le déploiement du crime organisé. Des fortunes se construisent grâce au trafic de drogues, à la prostitution, aux armes à feu illégales et à une multitude d'autres délits dont le caractère international est très marqué. Chaque année, d'énormes sommes d'argent issues du crime organisé sont blanchies via la création d'entreprises fictives ou d'écran. Autrefois perçue comme une menace locale ou tout au plus régionale, la criminalité organisée s'est muée en un commerce transnational hautement sophistiqué contre lequel il devient de plus en plus difficile de prendre des mesures.

L'information sous tous ces aspects apparaît comme le moyen le plus efficace de lutter contre lesdits fléaux. Voilà pourquoi il est important de conférer aux autorités judiciaires et policières les moyens nécessaires pour qu'elles soient à même de pouvoir mener à bien leurs missions, tout en veillant au respect des libertés fondamentales. Une étude menée par l'Inspection générale de la Police sur l'organisation et le fonctionnement du Service de Police judiciaire a relevé qu'une lutte efficace contre la criminalité requiert, à côté des ressources humaines et des équipements techniques adéquats, l'existence d'un cadre légal approprié pour permettre l'accès à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par l'État et par des établissements publics.

Le projet de loi sous rubrique entend justement garantir aux autorités judiciaires et policières (magistrats du ministère public, juges d'instruction, officiers de police judiciaire), sous certaines conditions, un accès direct à certaines banques de données mises en œuvre par des personnes morales de droit public via la mise en place d'un cadre légal approprié.

Il convient de relever dans ce contexte que par le passé, certains textes admettaient et organisaient déjà la communication de certaines données aux autorités policières. Il en est ainsi des fichiers des titulaires et demandeurs de permis de conduire et véhicules routiers et de leurs propriétaires et détenteurs ou encore de la banque de données des propriétaires, porteurs, détenteurs et vendeurs d'armes prohibées. Le présent projet de loi fixe un régime unique en lieu et place des règles plus ou moins disparates concernant la communication, propres à chaque base de données concernée. Contrairement aux régimes dispersés dans différentes législations, un régime unique confère une plus grande sécurité juridique et facilite l'application et le respect des dispositions légales.

Au-delà de la mise en place d'un cadre légal visant à régler l'accès à certains traitements de données à caractère personnel, le projet de loi sous rubrique a également pour objet d'améliorer la prise d'empreintes digitales et de photographies et leur utilisation ultérieure dans le cadre de la prévention, de la recherche et de la constatation d'infractions pénales. Ce faisant, le projet de loi sous rubrique vient combler un vide juridique. En effet, à l'heure actuelle le Code d'instruction criminelle ne prévoit la prise d'empreintes digitales et de photographies que dans un but d'identification de la personne retenue et soumise à une vérification d'identité. Dans la mesure où la loi du 25 août 2005 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale vient réglementer le recours aux et le traitement des empreintes génétiques dans le cadre des enquêtes préliminaires et des instructions préparatoires en matière pénale, il semble logique et nécessaire de réglementer de manière générale le recours aux et le traitement des empreintes digitales et photographies.

En discutant et amendant le présent projet de loi, la Commission juridique a tout particulièrement veillé à respecter les libertés et droits fondamentaux des citoyens par l'introduction de mécanismes de sauvegarde et de contrôle appropriés. Il a encore été tenu compte du principe de proportionnalité des moyens mobilisés par rapport à la gravité et à l'importance des infractions poursuivies.

Enfin, il échet de noter que, lors de la rédaction du projet de loi sous rubrique, les auteurs du projet de loi ont pris en considération l'avis de la Commission Nationale pour la Protection des Données du 4 mai 2005 qui a été rendu dans le cadre d'une version précédente du projet de loi.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 05.04.2006

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

09.01.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.01.2008	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.01.2008	Continuation de l'examen du projet de loi
13.02.2008	Discussion sur le seuil des peines pour les accès en matière de police administrative
20.02.2008	Discussion sur le seuil des peines pour les accès en matière de police administrative
27.02.2008	Continuation des discussions sur les modalités du droit d'accès direct
06.05.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.06.2008	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
02.07.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2008

d'Chamber online op
www.chd.lu

Chiens d'assistance

5738 - Projet de loi relatif à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser aux chiens d'assistance formés ou en cours de formation accompagnant une personne handicapée, son éducateur ou sa famille d'accueil l'accès aux transports, aux lieux ouverts au public et à usage collectif, publics ou privés, ainsi qu'à ceux permettant une activité professionnelle, formatrice ou socio-éducative. Par là, le projet de loi permet aux personnes handicapées, qui ont recours à un chien d'assistance, de participer pleinement à tous les aspects de la vie quotidienne et d'exercer ainsi pleinement leur citoyenneté.

Si les chiens d'aveugle font depuis plus d'un demi-siècle partie du paysage de la société luxembourgeoise et sont admis comme aide technique des personnes aveugles ou malvoyantes, il en est autrement des chiens d'assistance aux côtés de personnes atteintes d'un handicap autre que la cécité et dont l'apparition est relativement récente. Ces chiens sont apparus au Luxembourg à partir de février 2004. Il est dès lors temps de remédier non seulement aux discriminations entre personnes handicapées et personnes non handicapées, en permettant aux premières l'accès à des lieux publics accompagnées de leurs chiens d'assistance, mais également de mettre fin aux distinctions injustifiées entre chiens d'aveugle, largement admis, et les autres types de chiens d'assistance, dont l'accès n'est pas encore unanimement accepté.

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans la politique tant nationale que communautaire de non-discrimination et entend prévenir une forme de discrimination indirecte telle que définie par la loi du 28 novembre 2006 portant entre autres transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail qui interdit toute forme de discrimination directe ou indirecte fondée sur le handicap.

Le projet de loi sous rubrique doit également être rapproché de la Convention des Nations Unies du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées, Convention signée par le Luxembourg le 30 mars 2007, mais non encore ratifiée. Les États parties à cette convention s'engagent à prendre les mesures appropriées, y compris législatives, pour modifier, abroger ou abolir les lois, règlements, coutumes et pratiques qui sont une source de discrimination envers les personnes handicapées.

Il est par ailleurs en accord avec la Constitution dont l'article 11, paragraphe (5) dispose que «La loi règle quant à ses principes (…) l'intégration sociale des citoyens atteints d'un handicap.»

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 20.06.2007

Rapportrice: Mme Nancy Arendt

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

18.12.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
29.01.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
20.02.2008	Examen et adoption de propositions d'amendements
19.06.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.07.2008

Antiblanchiment

5756 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et modifiant:

1) l'article 506-1 du code pénal,

2) la loi du 14 juin 2001 portant

1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990;

2. modification de certaines dispositions du code pénal;

3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations-Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du code d'instruction criminelle

Le projet de loi 5756 est de nature essentiellement pénale (en ce qui concerne la définition du blanchiment) et adapte à cet effet l'article 506-1 du code pénal. Il a pour objet de revoir la définition du blanchiment et la liste des infractions primaires conformément à la 3e directive antiblanchiment et à la Recommandation I du GAFI. La 3e directive antiblanchiment reprend cette recommandation I et oblige les États membres à inclure comme infractions sous-jacentes au blanchiment toutes les infractions graves.

Parallèlement à la directive européenne, la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme a été approuvée le 16 mai 2005 à Varsovie. Cette convention internationale reprend littéralement et intégralement la liste des catégories d'infractions établie par le GAFI.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 23.08.2007

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

25.09.2007	Désignation du rapporteur
	Présentation du projet de loi
29.04.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.06.2008	Entrevue avec l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg
	Examen de l'avis du Conseil d'État
16.06.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2008

5811 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, portant transposition de la directive 2006/70/CE de la Commission du 1er août 2006 portant mesures de mise en œuvre de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la définition des «personnes politiquement exposées» et les conditions techniques de l'application d'obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle ainsi que de l'exemption au motif d'une activité financière exercée à titre occasionnel ou à une échelle très limitée et modifiant:

1. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

3. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

4. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

5. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

6. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

7. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises;

8. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable

Le projet de loi 5811 transpose en droit luxembourgeois deux directives européennes et porte sur les obligations et comportements à respecter par les professionnels afin de leur éviter d'être abusés par des criminels blanchisseurs ou terroristes.

Extension du champ d'application des personnes visées par les obligations professionnelles

Le projet de loi étend le champ d'application rationae personae de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme aux:

- prestataires de services aux sociétés et fiducies;

- intermédiaires d'assurances lorsqu'ils s'occupent d'assurance vie et d'autres services liés à des placements, ainsi qu'aux

- marchands traitant en espèces pour un montant supérieur ou égal à 15.000 euros.

L'obligation de vigilance à l'égard du client

Le concept «obligation de connaître son client» est remplacé par le nouveau concept «obligation de vigilance à l'égard du client», une approche générale basée sur les risques. L'idée sous-jacente est que les professionnels devraient concentrer leurs efforts surtout sur des clients, activités et produits présentant un risque en matière de blanchiment ou de financement du terrorisme (obligations simplifiées et obligations renforcées de vigilance). Cette approche a le mérite d'apporter plus de flexibilité aux professionnels. Si globalement les obligations des professionnels restent les mêmes, elles sont formulées avec plus de clarté et de précision.

Autres dispositions novatrices

Certaines définitions, par exemple celle du „bénéficiaire effectif", sont reformulées afin d'augmenter le degré de précision de certains concepts.

L'obligation de disposer d'une organisation interne adéquate à charge des professionnels est reformulée.

Par ailleurs, le projet de loi ajoute la précision que l'identité des employés du professionnel ayant fourni les informations aux autorités est tenue confidentielle par les autorités, à moins que sa révélation ne soit indispensable pour assurer la régularité des poursuites en justice ou assurer la preuve des faits formant la base de ces poursuites.

Il est introduit le régime du tiers introducteur qui permet aux professionnels de recourir pour l'exécution des mesures d'identification à certains tiers. Ce régime est soumis à certaines conditions.

Il y a lieu de distinguer du régime du tiers introducteur celui de la situation où les professionnels, par voie contractuelle, externalisent ou délèguent certaines tâches à d'autres personnes auxquelles ils font confiance (outsourcing).

La 3e directive antiblanchiment exige un suivi du respect par les professionnels des obligations en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Pour le secteur financier, cette surveillance est exercée par les autorités de surveillance prudentielles (Commission de surveillance du secteur financier, Commissariat aux assurances). Pour les secteurs disposant d'une autorité d'autorégulation, le projet de loi insère une disposition à ce sujet dans les lois sectorielles afférentes.

Dans le passé, la définition quelque peu vague des «personnes politiquement exposées» avait incité les banquiers de la place luxembourgeoise à l'appliquer aux résidents luxembourgeois. Il apparaît cependant que le GAFI a, dans ce contexte, toujours parlé de «personnes politiquement exposées étrangères». À l'avenir, la disposition de la directive ne visera plus que les personnes correspondant à la définition du point (9) du paragraphe (1) de l'article 1er, résidant à l'étranger. Les procédures à mettre en place dans le cadre de l'obligation renforcée de vigilance à l'égard de «personnes politiquement exposées» ne signifient pas que ces personnes soient considérées comme étant d'office suspectes.

À plusieurs reprises la directive 2005/60/CE et le projet de loi font référence aux mesures équivalentes de pays tiers. Les États membres se sont mis d'accord pour établir une liste commune de pays tiers visés.

Le projet de loi prévoit que les «établissements bancaires» doivent disposer de systèmes leur permettant des réponses rapides et complètes aux demandes d'information de la cellule de renseignement financier.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.12.2007

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

29.04.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.06.2008	Entrevue avec l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg
	Examen de l'avis du Conseil d'État
16.06.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2008

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Immigration

5802 - Projet de loi

1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

2) modifiant

- la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection;

- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti;

- le Code du travail;

- le Code pénal;

3) abrogeant

- la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère;

- la loi du 26 juin 1953 portant fixation des taxes à percevoir en matière de cartes d'identité pour étrangers;

- la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché

Le projet de loi introduit une nouvelle législation en matière de libre circulation des citoyens de l'Union européenne et en matière d'immigration. Elle abroge e. a. la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère et modifie e. a. la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Transposition de six directives

Outre l'introduction de dispositions d'ordre purement national, le projet de loi transpose six directives consacrées respectivement au regroupement familial, au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, au droit des citoyens de l'Union et des membres de leur famille de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, au titre de séjour délivré à certaines victimes de la traite des êtres humains et aux chercheurs.

Libre circulation des citoyens de l'Union européenne, des États parties à l'Accord sur l'Espace économique européen (EEE) et de la Confédération suisse

Tout citoyen de l'Union a le droit d'entrer sur le territoire et d'y séjourner pour une période allant jusqu'à trois mois en disposant d'une carte d'identité ou d'un passeport en cours de validité.

L'intéressé a le droit de séjourner sur le territoire pour une durée de plus de trois mois s'il satisfait à une des conditions suivantes: il exerce une activité salarié ou indépendante, il dispose de ressources suffisantes pour ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale et d'une assurance maladie ou il est inscrit dans un établissement d'enseignement public ou privé agréé. Les formalités administratives sont réduites au strict nécessaire, à savoir la délivrance d'une attestation d'enregistrement auprès des autorités communales du lieu de sa résidence dans les trois mois de son arrivée. À relever que la carte de séjour pour les citoyens de l'Union a été supprimée par un règlement grand-ducal entré en vigueur le 1er janvier 2008.

La nouvelle législation introduit en outre le droit de séjour permanent pour le citoyen de l'Union qui rapporte la preuve d'un séjour légal ininterrompu de cinq ans au Luxembourg.

Le droit d'entrée et de séjour du ressortissant de pays tiers

La nouvelle législation crée pour les ressortissants de pays tiers un titre de séjour unique qui indique le type d'autorisation dont l'intéressé est titulaire. Ce titre couvre à la fois le travail et le séjour, une des grandes innovations de la nouvelle législation. L'actuel système qui distingue quatre catégories de permis de travail (A, B, C et D) est abrogé.

L'intéressé a le droit de séjourner au Luxembourg pour une période allant jusqu'à trois mois s'il remplit e. a. les conditions suivantes: il est en possession d'un passeport (et le cas échéant d'un visa) en cours de validité, il justifie l'objet et les conditions du séjour envisagé et il justifie de ressources personnelles suffisantes pour la durée du séjour et pour le retour dans le pays d'origine. Durant la période de son séjour, l'intéressé n'a pas le droit d'exercer une activité salariée ou indépendante, sauf autorisation du ministre soumise à certaines conditions. Il doit faire une déclaration d'arrivée à l'administration communale du lieu où il entend séjourner.

L'intéressé a le droit de séjourner sur le territoire pour une période supérieure à trois mois s'il est muni d'une autorisation de séjour temporaire à titre de a) travailleur salarié, b) travailleur indépendant, c) sportif, d) étudiant, élève, stagiaire ou volontaire, e) chercheur, f) membre de la famille, g) sinon pour des raisons d'ordre privé ou particulier ou s'il est muni d'une autorisation de séjour de résident de longue durée. À relever que la demande en obtention d'une autorisation de séjour temporaire doit être introduite par l'intéressé auprès du ministre et qu'elle doit être favorablement avisée *avant* l'entrée sur le territoire. L'intéressé doit ensuite se présenter dans les trois jours ouvrables à compter de la date d'entrée sur le territoire devant l'administration communale du lieu où il entend fixer sa résidence.

L'autorisation de séjour est accordée à l'intéressé pour exercer une activité salariée si les conditions suivantes sont remplies: il n'est pas porté préjudice à la priorité d'embauche dont bénéficient certains travailleurs en vertu de dispositions communautaires ou nationales, l'exercice de l'activité visée sert les intérêts économiques du pays, il dispose des qualifications professionnelles requises pour l'exercice de l'activité visée et il est en possession d'un contrat de travail conclu pour un poste déclaré vacant auprès de l'ADEM. L'intéressé doit rapporter la preuve qu'il dispose d'un logement approprié. Par dérogation, le Ministre peut accorder une autorisation de séjour à l'intéressé s'il se propose de travailler dans un secteur ou une profession caractérisée par des difficultés de recrutement.

Le titre de séjour pour «travailleur salarié» est valable pour une durée maximale d'un an, dans un seul secteur et pour une seule profession auprès de tout employeur. Le titre de séjour est renouvelable, sur demande, pour une durée de deux ans, tant que certaines conditions sont remplies. Le deuxième renouvellement et chaque renouvellement consécutif donnent droit à un titre de séjour valable pour la durée de trois ans, pour toute profession dans tout secteur.

Le ressortissant originaire d'un pays tiers bénéficie d'une autorisation de séjour pour l'exercice d'une activité indépendante s'il justifie qu'il est en possession des qualités requises pour l'exercice de l'activité visée et qu'il dispose de ressources adéquates pour l'exercice de l'activité, si l'activité sert les intérêts du pays qui s'apprécient en termes d'utilité économique ou en termes d'intérêt social ou culturel et si l'intéressé prouve qu'il dispose d'un logement approprié. Le titre de séjour afférent est valable pour une durée maximale de trois ans et est renouvelable sur demande pour trois ans.

Des dispositions spécifiques sont consacrées au travailleur hautement qualifié, au travailleur salarié détaché temporairement, au travailleur salarié transféré, au sportif, à l'étudiant et au chercheur. Des autorisations de séjour sont également accordées sous certaines conditions aux personnes bénéficiaires d'un traitement médical et aux victimes de la traite des êtres humains.

Le ressortissant de pays tiers qui est titulaire d'un titre de séjour d'une durée de validité d'au moins un an et qui a une perspective fondée d'obtenir un titre de séjour de longue durée peut demander le regroupement familial de certains membres de sa famille (conjoint, partenaire remplissant certaines conditions, enfants célibataires de moins de dix-huit ans, …). Il doit remplir les conditions suivantes: il rapporte la preuve qu'il dispose de ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, il dispose d'un logement approprié et il dispose de la couverture d'une assurance maladie pour lui-même et pour les membres de la famille. Le titre de séjour pour «membre de famille» est valable pour une durée d'un an, renouvelable, sur demande.

Une autorisation de séjour pour des raisons privées est délivrée notamment au ressortissant originaire d'un pays tiers qui dispose de la couverture d'une assurance maladie et d'un logement approprié, qui prouve qu'il peut vivre de ses seules ressources ou qui fait valoir des motifs humanitaires d'une exceptionnelle gravité.

Le ressortissant de pays tiers qui justifie au Luxembourg d'un séjour régulier ininterrompu d'au moins cinq ans précédant immé-

diatement l'introduction de la demande peut demander l'obtention du statut de résident de longue durée. L'intéressé doit remplir e. a. les conditions suivantes: il rapporte la preuve qu'il dispose de ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses besoins, il dispose d'un logement approprié et il dispose de la couverture d'une assurance maladie. Lors de l'examen de la demande, le ministre tient compte du degré d'intégration du demandeur.

Une autorisation de séjour peut être accordée sous certaines conditions au ressortissant de pays tiers au regard de certains motifs exceptionnels, s'il rapporte la preuve par tout moyen qu'il a séjourné de façon continue sur le territoire et qu'il y a habituellement travaillé depuis au moins huit ans ou s'il prouve qu'il a accompli sa scolarité dans un établissement scolaire au Luxembourg depuis au moins six ans, sous la condition d'introduire sa demande dans l'année qui suit son dix-huitième anniversaire.

La loi détaille aussi les limitations à l'entrée et au séjour, les procédures de refus, dont l'expulsion, et les contrôles.

Le chapitre consacré à l'éloignement donne des précisions sur le maintien en zone d'attente située à l'aéroport et sur la rétention. La durée maximale d'un placement en rétention est fixée à un mois. La décision de placement peut être reconduite à trois reprises, chaque fois pour la durée d'un mois. Le maintien en zone d'attente est limité au temps strictement nécessaire au départ de l'étranger (citoyen de l'Union européenne ou ressortissant d'un pays tiers) concerné qui fait l'objet d'une décision de refus d'entrée sur le territoire, sans que la durée du maintien en zone d'attente puisse dépasser les quarante-huit heures. Si cette durée est dépassée, l'intéressé est placé en rétention.

Les décisions de refus comportent une obligation de quitter le territoire, en accordant à l'étranger un délai pour satisfaire volontairement à cette obligation. Si l'étranger n'y donne pas suite, l'ordre de quitter le territoire peut être exécuté d'office et l'étranger peut être éloigné du territoire par la contrainte. Les éventuelles mesures coercitives doivent être proportionnées et appliquées conformément aux droits fondamentaux et dans le respect de la dignité de la personne concernée. À relever aussi que la loi donne des précisions sur l'empêchement à l'éloignement.

La loi précise en outre les sanctions concernant l'entrée et le séjour irréguliers, la méconnaissance des décisions d'éloignement, l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers et la méconnaissance des obligations incombant aux entreprises de transport.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, le 07.11.2007

Rapporteuse: Mme Lydie Err

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

19.11.2007	Désignation d'un rapporteur
10.12.2007	Examen du projet de loi
17.12.2007 07.01.2008 10.01.2008 14.01.2008 17.01.2008	Continuation de l'examen du projet de loi
28.04.2008	Analyse des avis de la Chambre d'Agriculture, de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, de la Chambre des Employés privés, de la Chambre de Commerce, de la Chambre de Travail, de la Chambre des Métiers et de l'UNHCR
05.05.2008 09.05.2008	Continuation de l'examen des avis
26.05.2008 09.06.2008 16.06.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État et continuation de l'examen des autres avis
18.06.2008	Analyse et adoption d'une série d'amendements
02.07.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
03.07.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport
	Travaux de la Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)
28.04.2008	Analyse des avis de la Chambre d'Agriculture, de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, de la Chambre des Employés privés, de la Chambre de Commerce, de la Chambre de Travail, de la Chambre des Métiers et de l'UNHCR

Vote en séance publique: 09.07.2008

Agence européenne de défense

5817 - Projet de loi portant approbation de la Décision des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil concernant les privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel, signée à Bruxelles, le 10 novembre 2004

Le projet de loi a pour objet d'approuver la décision des représentants des gouvernements des États membres concernant les privilèges et immunités accordées à l'Agence européenne de défense ainsi qu'à son personnel.

Créée en 2004 et établie à Bruxelles, l'Agence a pour mission d'assister le Conseil et les États membres dans leurs efforts pour améliorer les capacités de défense de l'Union européenne dans le domaine de la gestion des crises et de soutenir la politique européenne en matière de sécurité et de défense (PESD). L'Agence travaille dans les domaines suivants:

- le développement des capacités de défense dans le domaine de la gestion des crises,

- la promotion et l'amélioration de la coopération européenne dans le domaine de l'armement,

- le renforcement de la base industrielle et technologique européenne dans le domaine de la défense et la création d'un marché européen des équipements de défense qui soit concurrentiel sur le plan international,

- l'accroissement de l'efficacité de la recherche et technologie européenne dans le domaine de la défense.

La décision accorde e. a. l'immunité de juridiction à l'Agence, énonce que ses locaux, bâtiments et archives sont inviolables et établit l'immunité de ses biens et avoirs.

Les membres du personnel disposent d'une série de privilèges et d'immunités, dont l'immunité de juridiction pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions officielles ainsi que l'inviolabilité de leurs papiers et documents officiels. À relever que ces privilèges et immunités sont conférés dans l'intérêt de l'Agence et de l'Union européenne et non dans l'intérêt des personnes concernées. L'Agence et son personnel sont par ailleurs tenus de coopérer à tout moment avec les autorités compétentes des États membres pour faciliter l'administration harmonieuse de la justice et de prendre des mesures pour empêcher tout abus des privilèges et immunités.

La décision comporte en outre une série de dispositions fiscales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.12.2007

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

11.02.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.06.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.07.2008

Terrorisme nucléaire

5851 - Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, ouverte à la signature à New York le 14 septembre 2005

Le projet de loi sous examen a pour objet d'approuver la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 avril 2005. Cette Convention a été ouverte à la signature à New York le 14 septembre 2005 et est entrée en vigueur le 7 juillet 2007 à la suite du dépôt du 22e instrument de ratification. Elle vise plus particulièrement à prévenir et sanctionner le terrorisme nucléaire et radiologique qui constitue la forme la plus dangereuse de terrorisme. À noter que cette forme de terrorisme est généralement appelée «terrorisme NRBC», acronyme signifiant «nucléaire, radiologique, biologique et chimique».

La mise en place d'un dispositif efficace et dissuasif dans ce domaine s'impose, d'une part, en raison de la multiplication dans le monde entier des actes de terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, dont les attentats du 11 septembre 2001 constituent un exemple par excellence, et, d'autre part, à cause du fait que les instruments juridiques multilatéraux qui existent et qui ont pour but de lutter contre le terrorisme ne traitent pas spécifiquement des attentats nucléaires et radiologiques.

La perception de la sécurité nucléaire a considérablement évolué pendant ces dernières décennies. Pendant longtemps, la Communauté internationale ne s'est intéressée qu'à la protection physique des matières nucléaires. Jusqu'à l'aube du XXIe siècle la préoccupation majeure fut la prolifération des armes nucléaires. Les efforts se sont surtout focalisés sur la protection des matières radiologiques. L'idée que ces matières pouvaient être volées ou détournées par un groupe d'individus déterminés à semer la terreur en exposant la population et l'environnement aux risques d'irradiation et de contamination se développa au cours des années '90. C'est à cette époque également que le risque de sabotage d'une installation nucléaire commença à être pris en considération. Le concept de terrorisme nucléaire était né et avec lui la prise de conscience qu'il fallait se prémunir contre ce type de terrorisme.

La Convention que le projet de loi sous rubrique entend approuver détaille les infractions liées à la détention et à l'utilisation illicites de matières radioactives ainsi qu'à l'utilisation illicite ou l'endommagement d'une installation nucléaire. Au regard de cette convention constitue également une infraction la menace d'employer de manière illicite des matières nucléaires ou d'endommager une installation nucléaire. L'exigence illicite de la remise de matières, d'engins ou d'installations nucléaires en ayant recours à la menace sont également punissables. Les États parties à la Convention s'obligent à incriminer et partant à punir ces infractions dans leur droit interne en prévoyant des sanctions à la mesure de la gravité des infractions. À noter qu'au regard de la Convention précitée la tentative de commettre une des infractions visées par elle constitue également une infraction. Les États parties s'obligent également à adopter des mesures appropriées pour assurer la protection des matières radioactives en tenant compte des recommandations de l'Agence internationale de l'énergie atomique applicables en la matière. Ils sont encouragés à collaborer afin de prévenir les attaques terroristes en échangeant des renseignements et de s'entraider pour toute enquête et procédure pénale. L'extradition est possible en vertu de la Convention de 2005. À noter in fine que cette convention traite à la fois des situations de crise et de la gestion de l'après-crise en prévoyant notamment des dispositions relatives à la restitution des matières nucléaires.

L'approbation de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire ne fait que refléter la volonté du Gouvernement luxembourgeois de soutenir la solidarité internationale dans la lutte contre le terrorisme en s'associant au dispositif normatif élaboré en la matière sur le plan international, même si le Luxembourg ne dispose ni de centrale nucléaire ni de matières radiologiques et nucléaires qui pourraient intéresser des terroristes. Elle exprime également la nécessité de renforcer la coopération internationale qui doit être à la fois soutenue et permanente en raison du caractère global du terrorisme qui menace actuellement la sécurité dans le monde.

Depuis 1963, date à laquelle fut adoptée la Convention de Tokyo relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, la communauté internationale a élaboré treize instruments juridiques destinés à prévenir les actes terroristes. La Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire de 2005 constitue le dernier et le plus récent des instruments juridiques universels rédigés sous les auspices des Nations Unies et ayant pour objet la lutte contre le terrorisme, à avoir été adopté.

En ce qui concerne le projet de loi proprement dit, il échet de relever qu'outre l'approbation formelle de la Convention de 2005, il comporte diverses dispositions ayant pour but d'introduire les incriminations retenues par la Convention en droit interne et satisfait ainsi aux obligations découlant pour le Luxembourg de la ratification de la Convention.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.03.2008

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

21.05.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.06.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2008

Mardi, 10 juin 2008

SÉANCE 44

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

2. Ordre du jour

- *M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. le Président, M. Xavier Bettel, M. le Président*

3. 5696 - Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall»; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

- *Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement: M. Norbert Haupert*
- *Discussion générale: M. Lucien Clement (à qui M. Xavier Bettel pose une question), M. Eugène Berger (déposant une motion), Mme Vera Spautz (déposant une motion), M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes (à qui répond M. Norbert Haupert), M. Aly Jaerling, M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement (interrompu par M. Aly Jaerling, M. Xavier Bettel, M. Gast Gibéryen, M. François Bausch, M. Charles Goerens, Mme Colette Flesch et M. Jacques-Yves Henckes), M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, M. Fernand Boden et M. Jean-Marie Halsdorf, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, propositions de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

5885 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 29.05.2008

5886 - Projet de loi portant: 1. introduction du congé linguistique; 2. modification du Code du Travail

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 29.05.2008

5887 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre des Sports, le 03.06.2008

5888 - Projet de loi relative à la chasse

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 04.06.2008

5889 - Projet de loi modifiant et complétant a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 04.06.2008

3) Pétition N°289 remise le 27.05.2008 par «Initiativ fir eis Sprooch» concernant l'inscription de la langue luxembourgeoise en tant que langue officielle dans la Constitution

4) En date du 23 au 27 mai 2008 s'est tenue la Session de Printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) à Berlin. La Chambre des Députés y était représentée par MM. Marc Spautz, Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marc Angel, Vice-Président, Mme Colette Flesch, M. Fred Sunnen, Mme Lydia Mutsch et M. Claude Adam, Membres.

À l'ordre du jour figuraient notamment des débats sur les missions de l'Alliance en Afghanistan et au Kosovo, l'élargissement de l'OTAN, la défense antimissile, la sécurité énergétique, le concept stratégique de l'OTAN, la coopération avec l'Union européenne et l'Iran.

M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN, M. José Lello, Président de l'AP-OTAN et le général Egon Ramms, Commandant des Forces alliées inter-armées de Brunssum, ont tenu des discours.

La 54e Session de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN se tiendra du 14 au 18 novembre 2008 à Valence (Espagne).

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, Dir Dammen an Dir Hären, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg diskutéiere mer iwwert de Pacte logement.

Muer de Mëtteg si folgend Punkten um Ordre du jour: fir d'éischt d'Question avec débat vum honorabelen Här Schank iwwert d'Qualitéit vun den Iesswueren an der Restauration collective publique; duerno de Projet de loi iwwert d'wirtschaftlech Entwécklung vu verschiddene Géigenden aus dem Land; dann d'Question avec débat vum honorabelen Här Huss iwwert d'Relatiounen tëscht der Organisation Mondiale de la Santé an der Agence Internationale de l'Énergie Atomique. Mir hunn des Weideren eng Aktualitéitsstonn, ugefrot vun der demokratescher Fraktioun, iwwert de Biosprit; eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Émissions à effet de serre des secteurs soumis au système d'échange de quotas a schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Finanzéierung vun de Structures d'accueil et de garde.

Iwwermuer, en Donneschdeg de Mëtteg, evakuéiert d'Chamber véier Projets de loi an eng Interpellatioun: de Projet de loi iwwert d'Retenue à la source libératoire; dann e Projet iwwert d'Acquisitiounen am Finanzsecteur; eng Konventioun géint den Terrorisme nucléaire a schlussendlech de Projet de loi 5597, wat eng Ofännerung vum Code d'instruction criminelle ass. Den honorabelen Här Gira interpelléiert dann d'Regierung iwwert den Enseignement musical an de Gemengen a schlussendlech, an als leschte Punkt dës Woch, hu mer um Ordre du jour d'Designatioun vun engem Member fir de Centre pour l'égalité de traitement.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

Den Här Gibéryen freet d'Wuert zum Ordre du jour.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Opgrond vun enger remarquabeler Ried, déi de President vum Landesverband den 1. Mee gehalen huet, hunn ech, mat Datum vum 5. Mee dëst Joer, eng Question parlementaire un den Här Transportminister gestallt, déi sech op déi 1.-Mee-Ried vum President vum Landesverband bezitt. Haut hu mer elo den 10. Juni, et ass also ee Mount ofgelaf an ech hunn nach ëmmer keng Äntwert op meng Question parlementaire kritt. Duerfir halen ech drop, datt den Här Transportminister dës Woch hei an d'Chamber kënnt fir déi Äntwert hei ze ginn, esou wéi dat an eisem Reglement virgesinn ass.

Dir frot Iech sécher, Här President, de 5. Mee, haut 10. Juni, firwat datt ech dann esou séier reagéieren. Mä dat huet eng gewësse Geschicht.

M. le Président.- Här Gibéryen, wier et net besser, Dir géift d'Geschicht erziele wann den Här Minister hei ass?

(Brouhaha)

Une voix.- Neen, neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, ech argumentéieren, firwat datt ech dat gär op den Ordre du jour hätt, an duerfir hunn ech laut dem Reglement fënnef Minutten zegutt an ech géif dat och hei profitéieren.

Also, ech hu meng Fro de 5. Mee gestallt. De 7. Mee huet de Kolleeg Roland Schreiner genau déiselwecht Fro wéi ech zwee Deeg virdru gestallt. Meng ass direkt de 5. Mee un den Transportminister weidergaangen, deeselwechten Dag. Dem Här Schreiner seng Fro, déi de 7. Mee gestallt ginn ass, ass den 9. Mee weidergaangen.

Also den Transportminister huet meng Fro, wat déiselwecht ass, oder villméi et wier besser ech géif soen, dem Här Schreiner seng, déi déiselwecht ass wéi meng, huet dem Här Schreiner seng Fro véier Deeg méi spéit kritt wéi meng.

An den 3. Juni elo, du krut den Här Schreiner eng Äntwert op seng Question parlementaire, déi, wéi gesot, méi spéit wéi meng gestallt war, mat deemselwechten Inhalt, an ech hu bis haut nach ëmmer keng Äntwert op meng Question parlementaire kritt. Dat ass allerhand!

(Brouhaha)

Fir mech ass dat souguer en Dysfonctionnement. Wann e Minister higeet an en hëlt eng Question parlementaire…

(Brouhaha)

M. le Président.- Da loosst den Här Gibéryen a Rou hei seng Ausféierunge maachen! D'Madame Flesch huet pläidéiert, fir…

(Brouhaha général)

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Dat sinn deux poids, deux mesures!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech si frou, Här President, datt Der elo drop insistéiert, datt ech meng Iwwerleeungen hei ka virbréngen.

M. le Président.- Neen, ech insistéieren net. Ech bieden Iech, Är Ausféierungen a Rou ze maachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech ka mer virstellen, Här President…

M. Charles Goerens *(DP)*.- Et stëmmt, Här President, datt mer dat net reaktiounslos kënnen hinhuelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, ech sinn och der Meenung, datt d'Chamber dat doten net kann unhuelen, datt d'Chamber do muss un d'Regierung e Protestbréif schreiwen, well et kann net sinn, datt en Deputéierten no engem aneren eng Fro stellt, an dee kritt se da beäntwert.

Une voix.- Neiwahlen!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, jo. Dat do ass d'sozialistesch Kameradenrepublik, wéi Der se hei zu Lëtzebuerg fannt.

Ech ka mer virstellen, Här President, datt den Transportminister meng Question parlementaire kritt huet an du geduecht huet, uh, et wär nawell besser gewiescht, et hätt ee vun ons se gestallt. An dunn dem Kolleeg Schreiner ugeruff, hei, du has den Zuch verpasst, stell emol nach séier eng Question parlementaire no.

Well aneschters ass et jo net ze erklären - ech ginn dervun aus, datt et esou kéint goen -, datt een d'Äntwert kritt op eng Question parlementaire, wat déiselwecht ass wéi meng, déi méi spéit gestallt ginn ass a meng bis haut net beäntwert ass.

Duerfir halen ech drop, datt den Här Transportminister dës Woch hei an d'Chamber kënnt an da meng eben hei an der Chamber beäntwert. A wann en da schonn heihi kënnt, Här President, ech hat em de 5. Mee nach eng gestallt - dem Transportminister - iwwert d'Buslinn tëschent Thionville a Lëtzebuerg, da kann en déi an engems mat beäntwerten.

An ech hat dem Transportminister den 8. Mee nach eng gestallt iwwert d'Zuchstreck tëschent Esch a Lëtzebuerg, wou ech elo an der Zeitung liesen, datt en awer an der Stad bei de Sozialiste scho grouss Erklärungen iwwert d'Zuchstreck vun Esch op Lëtzebuerg ginn huet. En huet mir awer och nach keng Äntwert ginn.

Duerfir géif ech da proposéieren, wann e scho kënnt fir déi eng ze beäntwerten, da kéint en och déi zwou aner mat beäntwerten, vu datt se allen dräi iwwert den Délai ewechginn.

Mä do derniewent, Här President, sinn ech awer der Meenung, datt d'Presidentekonferenz doriwwer soll diskutéieren an datt d'Chamber do awer soll drop reagéieren, well ech et einfach net korrekt fannen, datt ee Minister esou virgeet, datt en eng Äntwert, déi als zweet erakënnt, als éischt beäntwert an déi aner bis haut nach net beäntwert huet. An duerfir hätt ech dat gär.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Dat ass net an der Rei!

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Et ass skandaléis!

Une autre voix.- Dat fannen ech awer och.

M. le Président.- Madame Flesch, wollt Der d'Wuert hunn?

(Interruption)

Den Här Bettel, zum Ordre du jour?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, an deem Kontext wëll ech och just

soen, dass ech schonn eng Kéier hei soulevéiert hat, dass ech säit Dezember schonn op eng Äntwert vum Här Frieden waarden, iwwert de Bau vun engem neie Prisong vläicht zu Suessem. Ech wier frou, wann en och eng Kéier de Wee bis an d'Chamber géif fannen oder op d'mannst eng Zeil kéint äntwerten, datt ech wéisst wou meng Fro dru wär. Ech wier ganz frou, et war am Dezember, also ech hunn elo sechs Méint gewaart.

Une voix.- Esou wéi Iech geet et nach ville Leit.

M. le Président.- Här Bettel, ech huelen Akt vun Ärem Wonsch; mä hutt Der eng formell Demande?

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Eng Äntwert. Ech wier frou, Här President, wann…

M. le Président.- Wien huet nach Wënsch un d'Regierung? Dee mellt se un.

(Hilarité et brouhaha)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech wier frou, Här President, wann ech dann dës Woch kéint eng Äntwert kréien.

M. le Président.- Här Bettel, wann d'Fro net beäntwert ass an Dir hätt gären, dass de Minister soll an d'Chamber kommen, da frot mech dat. An opgrond vum Reglement wäert ech de Minister invitéieren heihinner ze kommen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Selbstverständlech, wann den Här Minister Zäit huet, wier ech frou. Ech wier och mat enger schréftlecher Äntwert zefridden, mä e misst awer wierklech bannent sechs Méint Zäit fannen, och wann et nëmmen zwou, dräi Minutte sinn, fir mer ze äntwerten.

M. le Président.- Gutt. Also mir hunn dann d'Demande vum Här Gibéryen, fir dass den Här Minister Lux hei an der Chamber soll déi Froe beäntwerten. Mir wäerten dee Wonsch conformément zu den Dispositioune vum Reglement un de Minister erundroen an da mat him kucken, wéini e sech ka presentéiere fir déi Äntwerten ze ginn.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Just nach eng Prezisioun - Pardon! -, Här President, meng Fro ass vum 19. September 2007.

M. le Président.- Kënnt Der eis soen, wéi vill Méint dass dat sinn?

(Hilarité et brouhaha)

Zéng Méint. Très bien. Ech mellen och dee Wonsch weider un d'Regierung, dass och do eng Äntwert soll kommen.

Si mer pour le surplus mat deem Ordre du jour, dee vum Här Goerens, vum Här Fayot, vum Här Wolter a vum Här Bausch ofgeseent ass, d'accord?

Madame Flesch?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer elo zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass d'Diskussioun iwwert de sougenannte Pacte logement.

Bis elo sinn ageschriwwen: déi Häre Clement, Berger, Spautz, Kox, Henckes, Roth a Bodry.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert, wann ech gelift.

(Interruption)

Den Här Jaerling gëtt dann och nach op d'Lëscht derbäigesat.

3. 5696 - Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall»; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre. Am Mäerz 2003 huet hei an der Chamber eng Debatt iwwert d'Wunnengspolitik vun der Regierung stattfonnt. Während nobäi zwee Joer gouf dës Debatt hei an der zoustänneger Chamberskommissioun virbereet. 22 Verwaltungen, Beruffschamberen an Associatioune goufen am Hibléck vun där Debatt vun der Kommissioun ugehéiert. Zum Schluss vun der Debatt huet d'Chamber eng Motioun gestëmmt an där se d'Regierung - ënner anerem - opgefuerdert huet:

1. déi öffentlech Promoteuren ze encouragéieren, fir méi systematesch op d'Emphytéose zréckzegräifen;

2. d'Aféiere vun engem Virkafsrecht fir d'Gemengen ze studéieren;

3. Iwwerleeungen iwwert d'Finanzcapacitéite vun de Gemengen am Kader vun hirer Wunnengspolitik ze féieren;

4. déi steierlech Moossnamen, déi geholl goufe fir d'Offer vum Bauland ze encouragéieren, weiderzeféieren, an am Fall wou déi Mesuren net géife gräifen, méi zwéngend Moossnamen anzeféieren;

5. d'Grondsteier ze iwwerdenken, mam Zil, déi Leit, déi hir Terrainen aus spekulativen Ursaachen net um Maart ubidden, an hirer Démarche ze découragéieren;

6. Moossnamen ze ergräifen, déi d'Transformatioun vu Wunnengsraum a Bürosraum sanktionéieren, an

7. d'Loyersgesetz ze reforméieren.

D'Reform vum Loyersgesetz hu mer am Summer 2006 hei an der Chamber gestëmmt. Den Objet vum Projet, dee mer haut hei diskutéieren, besteet doran, déi aner Mesuren, déi an der Debatt zréckbehal goufen, ëmzesetzen. De Projet, esou wéi en déposéiert gouf, gesäit zwee grouss Objektiver vir:

Ee kuerzfristegen Objektiv, deen dora besteet, d'Offer vun de Wunnengen an den Terrainen ze vergréisseren. Doduerch sollen d'Präisser um Maart op d'mannst stabiliséiert a vläicht souguer erofgedréckt ginn.

An ee mëttel- a laangfristegen Objektiv, dee soll de Gemengen et erméiglecht kënnen, sech Terrainsreserven unzeleeën, fir engersäits um Maart ze intervenéieren am Fall wou d'Offer net géif duergoe fir d'Demande zefridden ze stellen, an anerersäits d'Entwécklung an d'Urbaniséierung vun hiren Uertschaften an Zukunft zu räsonnabele Konditioune matgestalten ze kënnen.

D'Moossnamen, fir d'Ziler ze erreechen, si vu verschiddener Natur. En éischte Pak vu Moossname soll d'Gemengen encouragéieren, sech mat un der Wunnengspolitik vun der Regierung ze bedeelegen, andeem se sech bereet erklären, weider Wunnraum ze schafen.

Zu deene Mesuren zielen, éischtens de Pacte logement selwer, deen de Stat mat de Gemengen ofschléisst an deen de Gemengen eng finanziell Hëllef garantéiert, wa se an hirer Entwécklung eng Rei vu Konditioune berücksichtegen a wann hir Populatioun iwwerduerchschnëttlech wiisst.

Zweetens, d'Kontributioun vum Stat un d'Gemengen, wa se Terraine fir de Wunnengsbau kafen an déi ënner enger Emphytéose cédéieren, gëtt vu 40 op 50% eropgesat.

En zweete Pak vu Moossname besteet doran, den öffentlechen Instanzen d'Uleeë vun Terrainsreserven ze erliichteren an ze erméiglechen.

Zu deene Mesuren zielen éischtens, d'Virkafsrecht fir Stat, Gemengen a Fonds du Logement op prezis definéierten Terrainen, an zweetens, d'steierlech Exemptioun op Plusvaluen an de Spekulatiounsbenefisser, wann d'Terrainen un de Stat oder un d'Gemenge verkaaft ginn.

En drëtte Pak vu Moossnamen huet als Zil, de Präis vun enger Wunneng erofzesetzen. Zu deene Mesuren zielen:

1. d'Upassung vum Gesetz iwwert den „bail emphytéotique" an den „droit de superficie". Heimat soll de Gebrauch vun deenen Instrumenter méi attraktiv gestalt ginn, de Präis vun enger Wunneng soll esou wesentlech erofgesat kënne ginn, well de Präis vum Terrain net direkt integral an den Uschafungspräis vun der Wunneng verrechent gëtt;

2. d'Obligatioun fir e Promoteur vun engem Lotissement vun engem Hektar a méi, 10% vun de Wunnenge respektiv den Terraine fir Wunnengen zu moderéierte Präisser ze reservéieren. Déi Mesure soll net nëmmen ee soziale Mix vun eiser Populatioun assuréieren, mä och nach d'Offer vu Wunnengen zu moderéierte Präisser vergréisseren, wouduerch méi Leit an de Genoss vu verbëllegtem Wunnraum kéinte kommen;

3. d'Ofschafung vun der automatescher Verrechnung vun enger „indemnité compensatoire", déi de Propriétaire, deen ee PAP initiéiert, un d'Gemeng bezuele muss; an

4. d'Obligatioun fir d'Gemengen, déi mam Stat ee Pakt ënnerschreiwen, méi verdicht ze bauen, wouduerch den Undeel vum Präis vum Terrain um Präis vun der Wunneng och reduzéiert misst ginn.

E véierte Pak vu Moossname begräift déi, déi eng direkt Inzidenz op d'Offer vun Immobilien hunn. Zu deene Mesuren zielen engersäits déi spezifesch Taxen, déi d'Gemengen op den Haiser, déi net bewunnt sinn, an op den Terrainen, déi net bebaut ginn, erhiewe kënnen, an anerersäits op der Upassung vun der Grondsteier op den ausgewisene Bauplazen am Bauperimeter.

Esou wäit wat déi spezifesch Moossnamen ubelaangt, déi zu enger Verbëllegung vum Wunnraum solle bäidroen. Dernieft gesäit de Projet nach verschidden Ännerungen un de Gesetzer iwwert den Aménagement communal, iwwert d'Bäihëllefen am Wunnengsbau an iwwert d'Loyersgesetz vir.

Här President, déi zoustänneg Chamberskommissioun wollt och hiren eegene Bäitrag zu der legislativer Aarbecht vun dësem Projet abréngen. Dofir huet se beschloss, de Projet ze examinéieren, ier den Avis vum Statsrot géif virleien. Tëschenduerch sinn awer och d'Avisë vun de Beruffschamberen erakomm, esou datt d'Kommissioun déi gläichzäiteg konnt analyséieren.

Dës Avisë waren ënnerschiddlech kritesch, wat déi eenzel Mesurë betrëfft. Wat de Projet awer am grousse Ganzen ugeet, esou waren d'Beruffschambere sech all eens, datt de Projet ee wichtege Schratt an déi richteg Richtung wier. Wat déi wichtegst Bemierkunge vun deenen Avisen ubelaangt, wéilt ech op mäi schréftleche Rapport verweisen.

Opgrond vun där Aarbecht huet d'Kommissioun eng Rei vun Amendementer virgeholl. Dës goufen och dem Statsrot zougestallt, fir datt deen dës Amendementer a sengem Avis kéint mat berücksichtegen.

Hei kuerz déi wichtegst Amendementer, déi d'Kommissioun proposéiert huet.

D'Chamberskommissioun war der Meenung, datt opgrond vum Gesetz vum 8. November 2002, dat d'Gesetz vun 1979 iwwert d'Bäihëllefen am Wunnengsbau verbessert huet, vill Landgemenge grouss Effortë gemaach hunn, fir nei Wunnenge bei sech ze schafen. Et wier domat, opgrond vun den IVL-Bestëmmungen, onsënneg, déi Gemengen nach ze encouragéiere fir weider ze wuessen. Fir awer hire vergaangenen Efforten am Pacte logement Rechnung ze droen, huet d'Kommissioun een Amendement virgeschloen, deen et dëse Gemengen erlaabt, hire Wuesstum bis d'Joer 2003 réckwierkend kënne geltend ze maachen.

D'Kommissioun war och der Meenung, datt ee minimale Seuil vu Wuesstum vun 30 Awunner pro Joer misst erreecht ginn, fir datt eng Gemeng vun de Bäihëllefe vum Pacte logement profitéiere kënnt. Des Weidere war d'Kommissioun der Meenung, datt deene Gemengen, déi opgrond vum Gesetz vun 1999 iwwert d'Landesplanung ee Centre de développement et d'attraction gi sinn, doduerch zousätzlech Infrastruktur-Efforten operluecht géife ginn. Fir déi Efforten am Pacte logement och ze berücksichtegen, huet d'Kommissioun virgeschloen, déi staatlech finanziell Hëllef ëm 70%, anstatt déi am Projet virgeschloe 50%, vum Basisbetrag ze erhéijen.

D'Kommissioun huet och de Virschlag gemaach, datt d'Virkafsrecht zugonschte vun engem öffentleche Promoteur, esou wéi et am Gesetz vun 1979 definéiert ass, kéint virgeholl ginn. Si war nämlech der Meenung, esou wéi et och aus den Avisë vun de Beruffschamberen ervirgeet, datt déi finanziell Situatioun vu verschiddene Gemengen hinnen et net erlaabt, vun hirem Virkafsrecht kënne Gebrauch ze maachen, obschonn een Terrain hinnen interessant géif erschéngen, fir Wunnengsbau zu moderéierte Präisser ze realiséieren. An deem Fall kéinte si hiert Virkafsrecht zugonschte vum Fonds du Logement oder der SNHBM geltend maachen, déi dann esou ee Wunnengsbauprojet amplaz vun der Gemeng kéinten duerchféieren. De Statsrot huet sech deem Virschlag formell opposéiert, wéi mer nach méi spéit wäerte gesinn.

Ee weideren Amendement vun der Kommissioun huet dora bestan, fir den Tosch vun Terrainen net ënnert d'Bestëmmunge vum Virkafsrecht falen ze loossen. Hei hat d'Kommissioun, fir all Abusen ze verhënneren, d'Bezuele vun enger Soulte vu maximum 20% virgesinn.

Bei engem Bail emphytéotique op enger Wunneng huet d'Kommissioun virgeschloen, fir d'Mindestdauer vum Bail vun 29 Joer op 50 Joer eropzesetzen. D'Kommissioun war nämlech der Meenung, datt de Bail emphytéotique an deem Fall eng Mindestdauer misst hunn, déi bis zu dem Duerchschnëttsliewensalter vun enger Persoun géif reechen. Wann een tëschent 25 an 30 Joer esou e Bail ugeet, soll ee mindestens bis zum Alter vu 75 bis 80 Joer dovu profitéiere kënnen. Des Weidere war d'Kommissioun der Meenung, datt den Emphytéote an de Superficiaire misste vun engem Virkafsrecht Gebrauch maache kënnen, am Fall wou den Immeubel, op deem hir Emphytéose respektiv hiren Droit de superficie berout, zum Kaf ugebuede géif

Chamber TV

an der Stad: *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* zu Esch: *um Kanal S40 (455.25 MHz)*
zu Déifferdeng: *um Kanal S 29* zu Diddeleng: *um Kanal S 32* an der Gemeng Nidderaanven: *um Kanal S 29*

ginn. Si huet och en Amendement an deem Sënn virgeschloen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem ausféierlechen a gutt fundéierten Avis huet de Statsrot sech éischter kritesch, fir net ze soe ganz kritesch mat dem Projet auserneegesat. Dobäi huet, menger Meenung no, déi héich Kierperschaft ze staark dat Kritescht vum Projet ervirgehuewen an ass wéineger op déi positiv Aspekter agaangen. Mat laange juristeschen Argumenter huet de Statsrot versicht, d'Disproportionalitéit vu verschidde Mesuren ervirzehiewen, ouni op hir Wichtegkeet fir d'Erreeche vun de gesellschaftspoliteschen Ziler vum Projet anzegoen. A senger Argumentatioun ass de Statsrot besonnesch op d'Recht op Besëtz an d'Fräiheet vum Commerce agaangen an huet dobäi d'Recht op dezent Wunnen nëmmen um Rand ernimmt. Duerfir konnt d'Kommissioun déi héich Kierperschaft och net an all hiren Ännerungsvirschléi suivéieren.

Här President, et géif ze wäit féieren, dee ganzen Avis vum Statsrot hei ze analyséieren, dofir wéilt ech mech nëmme mat deene wesentlechen Iwwerleeungen a besonnesch mat de formellen Oppositioune vum Statsrot auserneesetzen.

Wat de Pacte logement selwer ubelaangt, esou fënnt de Statsrot, datt déi staatlech Hëllef vill ze vill arbiträr fixéiert wier. Si géif net dem reelle Käschtepunkt vun de Gemenge bei dem Wuesse vun hirer Populatioun Rechnung droen. De Statsrot insistéiert drop, datt de Gesetzestext festleet, wat mat den ausbezueltenen Hëllefe geschitt am Fall wou eng Gemeng déi gestallten Ziler net erreecht respektiv déi geplangten Investissementer net duerchféiere kann. D'Kommissioun vum Logement huet deementspriechend en Amendement proposéiert, deen och vum Statsrot akzeptéiert gouf.

Des Weideren ass de Statsrot der Meenung, datt d'Virkafsrecht engem Agréff an d'Recht vum Propriétaire, fräi iwwer säi Besëtz verfügen ze kënnen, géif gläichkommen. Dat Recht dierft een net op ze vill Bénéficiairen ausdehnen. Et misst een et cibléiert asetzen, fir datt et effikass bleift. De Statsrot opposéiert sech och formell géint den Amendement vun der Kommissioun, deen dem Virkafsnotzer d'Méiglechkeet bitt, säi Virkafsrecht zugonschte vun anere Persounen, esou wéi se am Gesetz vun '79 definéiert sinn, ausüben ze kënnen.

Hien ass der Meenung, datt iwwert dee Wee d'Virkafsrecht fir eng kommerziell Gesellschaft kéint ausgeübt ginn, an där eng Personne juridique de droit public Actionnaire minoritaire wier. Eng kommerziell Gesellschaft, déi awer hir eege kommerziell Intérête verfollege géif an iwwert de Wee vun engem iwwerdroene Virkafsrecht e kompetitiven Avantage géintiwwer hire Konkurrenten hätt. D'Chamberskommissioun huet d'Iwwerleeunge vum Statsrot mat Respekt virun der héijer Kierperschaft zréckbehalen an hiren Amendement och fale gelooss.

De Statsrot huet sech och géint en allgemengt Virkafsrecht zugonschte vum Stat formell opposéiert. Senger Meenung no géif esou en allgemengt Virkafsrecht eng grouss Onsécherheet fir den Ausgang vun Immobiliëverkafskontrakter tëscht Privatpersoune mat sech zéien, déi den Immobiliëmaart perturbéiere géif. Hie kéint sech mat engem Virkafsrecht vum Stat op Terrainen, déi ënnert de Plan directeur sectoriel logement falen, averstane ginn. Och hei huet d'Chamberskommissioun de Statsrot a sengen Iwwerleeunge suivéiert an dem Stat säi Virkafsrecht op déi Terraine limitéiert.

Eng weider formell Oppositioun vum Statsrot viséiert d'Virkafsrecht vun de Gemengen an dem Fonds du Logement op den Terrainen, déi un de Bauperimeter ugrenzen an ausserhalb vun deem Perimeter leien. De Champ d'application vum Virkafsrecht wier dem Statsrot no net prezis genuch definéiert an et misst ee sech och Froen iwwert den Objektiv vun esou engem Virkafsrecht stellen. Et kéint senger Meenung no net sinn, datt een d'Virkafsrecht gebrauche kéint fir géint d'Spekulatioun virzegoen. D'Chamberskommissioun huet doropshin de Champ d'application vum Virkafsrecht prezis ofgegrenzt, esou datt op deem Plang kee Problem méi dierft bestoen.

Wat den Objektiv vun der Mesure ubelaangt, esou ass d'Kommissioun weiderhin der Meenung, datt besonnesch déi Terrainen, déi un de Bauperimeter ugrenzen, vu grousser Wichtegkeet fir déi zukünfteg Entwécklung vun eisen Uertschafte sinn, fir déi d'Gemengen an de Stat an de Fonds du Logement eng grouss Responsabilitéit droen. D'Kommissioun mengt, datt et onverantwortlech géintiwwer den zukünftege Generatioune wier, d'Urbaniséierung an den Développement vun eise Gemengen exklusiv de private Promoteuren ze iwwerloossen.

D'Suerg vun den öffentlechen Instanzen, sech Terrainen ze beschafen, déi fir eng nohalteg Entwécklung vun den Uertschafte wichteg schéngen, ass der Kommissioun hirer Meenung no Objektiv genuch fir hinnen e Virkafsrecht op deenen Terrainen ze accordéieren. Duerfir huet d'Kommissioun och beschloss, dës Dispositioun vum Projet bäizebehalen, an der Hoffnung, datt hir Argumenter duergi fir de Statsrot ze iwwerzeegen, seng formell Oppositioun vläicht dach nach falen ze loossen.

Wat den Echange vun Terrainen ubelaangt, deen net ënnert d'Virkafsrecht fale soll, hat d'Kommissioun gemengt, eng Limite an der Héicht vun der Soulte misse kënnen anzesetzen, fir all Abusen ze verhënneren. Och hei huet de Statsrot eng formell Oppositioun gemaach mat dem Argument, datt et schwéier wier, déi Soulte objektiv festzeleeën. Obschonn d'Kommissioun hir Bedenken, wat d'Abusen ubelaangt, oprecht hält, konnt se dem Statsrot seng Argumenter awer novollzéien an huet den Echange vun Terraine mat oder ouni Soulte ganz vun dem Virkafsrecht ausgeschloss.

Här President, well d'Virkafsrecht zu besonnesche Kritiken Ulass ginn huet, wäert mäi Kolleeg Lucien Clement sech nach méi ausféierlech domat beschäftegen. Ech wéilt hei awer betounen, datt d'Virkafsrecht net - wéi et verschiddentlech duergestallt gëtt - onbeschränkt ass, mä datt et sech op e puer genau definéiert Terraine limitéiert.

1. Et sinn dat Entwécklungszonen, d'Zones de développement, déi am Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal definéiert sinn. Et handelt sech ëm onbebauten Deeler vum Gemengenterrain, déi ee besonneschen Intérêt fir déi regional oder national Entwécklung, esou wéi se am Gesetz vun '99 iwwert d'Landesplanung virgesi sinn, duerstellen.

2. Des Weidere falen drënner Terrainen, déi an enger Zone à restructurer leien. Dat heescht a bestehende Quartieren, déi och en Intérêt particulier fir den urbanisteschen Développement an d'Organisatioun vun der Gemeng oder fir déi regional an national Entwécklung duerstellen.

3. Et sinn dat och nach Terrainen, déi an enger Réserve foncière leien. Dat sinn Terrainen, déi fir d'Realisatioun vu Wunnengen, komplementar Infrastrukturen a Servicer fir Wunnengen, Emplacementer fir öffentlech Gebaier, Gréngzonen oder och nach Aktivitéitszone virgesi sinn.

4. Et sinn Terrainen, déi an den Zones d'aménagement différé leien. Dat sinn Terrainen op deene momentan e Bauverbot läit, deenen hir Bestëmmung awer nach an Zukunft vum Gemengerot kann nei definéiert ginn.

5. Schlussendlech sinn et déi Terrainen, déi ausserhalb vum Bauperimeter leien an direkt un deen ugrenzen.

Dir gesitt, et handelt sech ëmmer ëm Terrainen, déi fir eng nohalteg Entwécklung vun der Gemeng, vun der Regioun oder vum Land wichteg sinn. Eng Entwécklung, fir déi de Stat an d'Gemenge sech musse responsabel fillen.

Och op dem Aféiere vun enger spezifescher Tax op den net bewunnte Wunnengen an den ausgewisene Bauplazen, déi net bebaut ginn, huet déi héich Kierperschaft sech formell opposéiert. Si ass der Meenung, datt d'Aféiere vu Gemengentaxen eng exklusiv Kompetenz vun de Gemenge wier an doduerch, datt de Stat wéilt de Kader fir esou eng Tax tracéieren an ee maximalen Taux géif wëlle festleeën, géif géint dee grondrechtleche Prinzip vun der Gemengenautonomie verstouss ginn.

D'Chamberskommissioun war awer der Meenung, datt d'Constitutioun net nëmmen de Gemengen d'Recht reservéiert, fir Gemengesteiere festzeleeën, mä datt se och dem Législateur net verbitt, Gesetzer iwwer Gemengesteieren ze stëmmen. Fir dem Statsrot senge Bemierkungen awer deelweis entgéintzekommen, huet d'Kommissioun décidéiert, den Text esou ze änneren, datt de Projet e Kader fir d'Aféiere vun esou enger Tax festleet, dem Gemengerot awer d'Décisioun iwwerléisst, d'Tax anzeféieren an den Taux ze fixéieren. Doropshi war de Statsrot bereet, seng formell Oppositioun opzehiewen.

Och op de Steierbefreiunge vun de Plusvaluen a Spekulatiounsbenefisser, déi op dem Verkaf vun Terrainen un de Fong, un d'Gemengen am Kader vum Virkafsrecht realiséiert ginn, huet de Statsrot sech formell opposéiert. Déi Steierbefreiung géif géint de Prinzip vun der Gläichstellung vun alle Bierger virum Steiergesetz verstoussen. Den ursprénglechen Text hat eng ganz Befreiung fir physesch Persoune virgesinn am Fall vum Verkaf vun enger eenzelner Bauplaz, an eng hallef Befreiung beim Verkaf vu Bauterrainen am Kader vun engem Lotissement.

D'Kommissioun huet opgrond vum Statsrot senger Oppositioun den Text ëmgeännert. De Fonds du Logement gouf aus der Exemptioun ganz ausgeschloss, a fir all physesch Persoune gouf eng komplett Steierentlaaschtung virgeschloen, awer nëmmen op den Terrainen, déi se enger Gemeng ausserhalb vum Virkafsrecht verkafen.

D'Kommissioun war nämlech der Meenung, datt am Kader vum Virkafsrecht de Verkeefer de volle Präis encaisséiert, esou wéi en um Maart gehandelt gëtt, an datt an deem Fall eng Exemptioun sech net géif justifiéieren; datt d'Exemptioun sech awer par contre justifiéiert am Fall wou ee säin Terrain, op deem kee Virkafsrecht läit, zu engem verbëllegte Präis un d'Gemeng verkeeft, an d'Differenz tëscht dem Maartpräis an dem Verkafspräis iwwer eng Steierbefreiung kompenséiert gëtt. De Statsrot huet doropshi seng formell Oppositioun opgehuewen.

D'Aféiere vun der Obligatioun, bei engem Lotissement vun engem Hektar a méi 10% vun den Terraine respektiv de Wunnenge fir verbëllegte Wunnengsraum ze reservéieren, ass och beim Statsrot op eng Oppositioun gestouss. Hie freet sech, ob een doduerch de Promoteur net ëm een Deel vu senger Propriétéit géif bréngen, ouni datt d'Konditioune gesetzlech festgeluecht sinn an ouni datt him eng Indemnitéit garantéiert géif ginn. D'Kommissioun war der Meenung, datt dës Dispositioun vu grousser Wichtegkeet wier, fir ee soziale Mix an eisen Uertschafte queesch duerch d'Land ze assuréieren an esou an Zukunft déi sozial Kohesioun vun eiser Populatioun ze garantéieren.

D'Kommissioun mengt, dës Moossnam wier keen Agréff an d'Propriétéitsrecht vun de Bierger, mä géif ausschliesslech d'Notzung vun der Propriétéit regelen, wat eis Constitutioun och net verbitt. Des Weideren huet se preziséiert, datt ee private Promoteur, am Fall wou hie verbëllegte Wunnengsbau am Kader vum Gesetz vun '79 realiséiert, gradesou wéi de Fonds du Logement vun de staatlechen Hëllefe kéint bénéficiéieren.

D'Kommissioun huet och een Amendement proposéiert, an deem se kloer definéiert, wellech Leit an de Genoss vun enger verbëllegter Wunneng kënne kommen. De Statsrot huet och hei doropshin décidéiert, seng formell Oppositioun opzehiewen.

An engem Amendement zum Artikel 104 vum Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal gesäit de Projet vir, datt am Fall vun enger „obligation de construire" op Terrainen eng Gemeng, wann déi Obligatioun net an den Délaien agehal gëtt, nieft der Expropriatioun och eng „taxe de nonrespect de l'obligation de construire" kéint festleeën. Ausserdeem huet deen Amendement virgesinn, datt op Décisioun vum Gemengerot de Stat d'Expropriatiounsrecht fir d'Gemeng kéint entaméieren.

Hei huet de Statsrot zwou formell Oppositiounen ausgesprach. Wat d'Tax ubelaangt, huet hien op seng Argumenter verwisen, déi hie bei de spezifeschen Taxen op den onbewunnte Wunnengen an de broochleiende Bauplaze gemaach huet. Hien ass der Meenung, datt déi spezifesch Tax dëse Volet vum Projet och kéint ofdecken.

D'Kommissioun huet den Text esou amendéiert, datt d'Gemengeréit décidéiere fir d'Tax anzeféieren an den Taux vun der Tax bestëmmen. Si ass awer der Meenung, datt de Champ d'application vun deenen zwou Taxe verschidden ass an datt een dofir zwou verschidden Taxe misst virgesinn.

Wat dem Statsrot seng Oppositioun zu der Expropriatiounsprozedur duerch de Stat am Optrag vun de Gemengen ubelaangt, esou ass d'Kommissioun der Meenung, datt näischt an der Constitutioun sech deem opposéiert. D'Constitutioun gesäit vir, datt d'Expropriatioun nëmme ka fir d'allgemengt Interessi duerchgeféiert ginn, no de Prozedure wéi se am Gesetz festgeluecht ginn. Dat ass hei de Fall. Esou datt déi Moossnam net als anticonstitutionnelle ka betruecht ginn.

Fir d'Kommissioun ass et ee Fait, datt d'Gemengepäpp, déi no beim Bierger stinn, besonnesch a klenge Gemengen, ganz retizent si fir esou eng Prozedur ze entaméieren. Et wier an hirem Interessi, wa se déi Prozedur un de Stat kéinten oftrieden. D'Kommissioun huet, am Intérêt vun de klenge Gemengen, den Text, wéi en am Projet proposéiert war, bäibehal an hofft och, datt de Statsrot opgrond vun hiren zousätzlechen Erklärungen am schréftleche Rapport seng Oppositioun kann ophiewen.

Här President, schlussendlech konnt d'Kommissioun de Statsrot a siwe vu senge formellen Oppositioune suivéieren doduerch, datt si hiren Text fale gelooss huet oder en am Statsrot sengem Sënn amendéiert huet. An dräi Fäll huet de Statsrot seng Oppositioun opgrond vun den zousätzlechen Erklärungen an Argumenter vun der Kommissioun opgehuewen, an dräi Oppositioune bleiwen nach an der Schwief.

D'Kommissioun hofft, datt de Statsrot opgrond vu weideren Explikatiounen och déi Oppositiounen nach ka fale loossen. Domadder kéinte mir haut ee verbesserten Text stëmmen, deen awer d'Essenz vum Geescht vum Projet net opginn huet, well nämlech:

1. d'Ënnerstëtzung un d'Gemenge bliwwen a verbessert ginn ass;

2. d'Virkafsrecht op allen Terrainen, déi am Projet virgesi waren, mat verschiddenen Ofstréch bäibehale ginn ass;

3. den „bail emphytéotique" an den „droit de superficie" ugepasst gi sinn;

4. de Kader fir d'Aféiere vu spezifeschen Taxe festgeluecht ginn ass a si opgrond vu Gemengendécisioune fixéiert kënne ginn;

5. d'Steierexemptioune beim Verkaf vun Terrainen un d'öffentlech Hand méi cibléiert gi sinn, an

6. déi sozial Mixitéit am Wunnengsbau flächendeckend assuréiert ka ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, esou wéi en haut an der Chamber hei virgeluecht gëtt, ass a fënnef grouss Titelen ënnerdeelt.

Den éischten Titel behandelt den eigentleche Pacte logement. Hei gëtt déi finanziell Bedeelegung vum Stat un d'Gemenge fixéiert. D'Konditiounen, déi d'Gemengen erfëlle mussen, fir an de Genoss vun enger Hëllef ze kommen, souwéi d'Ëmstänn, ënnert deenen d'Subventioune mussen zréckbezuelt ginn, ginn och hei festgeluecht.

Den zweeten Titel befaasst sech mam Virkafsrecht. Hie bestëmmt, wien ee Virkafsrecht op wellechen Terrainen huet. Transaktiounen op deenen Terrainen, déi awer net vum Virkafsrecht betraff solle ginn, gi festgeluecht. Des Weidere gëtt d'Responsabilitéit vum Notaire bei der Aféierung vum Virkafsrecht bestëmmt an d'Modalitéite fixéiert, no deenen de Verkaf vun Terrainen, op deenen e Virkafsrecht läit, vir sech goe soll.

Den drëtten Titel traitéiert d'„emphytéose" an den „droit de superficie". Déi zwee Begréffer ginn definéiert an d'Rechter an d'Flichte vum „emphytéote" an dem „superficiaire" gi festgeluecht. Et gëtt och festgehal, wat um Enn vun der „emphytéose" respektiv dem „droit de superficie" mat deene Konstruktioune geschitt, déi den „emphytéote" respektiv den „superficiaire" op deem gelounten Terrain opgeriicht huet. Schlussendlech gesäit de Projet och ee Virkafsrecht fir déi béid, am Fall wou den Terrain virum Enn vun dem Kontrakt verkaaft gëtt, vir.

De véierten Titel behandelt verschidden administrativ a steierlech Moossnamen. Dat éischt Kapitel traitéiert déi spezifesch Taxen, déi d'Gemengen op net bewunnte Wunnengen a broochleiende Bauplazen erhiewe kënnen. De Projet fixéiert de Kader fir esou eng Tax an iwwerléisst de Gemengen d'Responsabilitéit fir déi Tax anzeféieren an d'Héicht vum Taux ze fixéieren.

Een zweet Kapitel behandelt déi Steierexemptioune vun de Plus-valuen an de Gewënner op dem Verkaf vun Terrainen u Stat a Gemengen.

Am fënneften Titel sinn déi eenzel Gesetzesännerungen, déi transitoresch Dispositiounen an d'Ofschafungsbestëmmunge vu bestehende Gesetzer regruppéiert. D'Gesetz vum 25. Februar 1979 iwwert d'Wunnengsbaubäihëllefe gëtt esou amendéiert, datt d'Attributioune vum Fonds du Logement liicht ausgedehnt ginn. D'Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert de Gemengenaménagement gëtt op e puer Plaze geännert.

1. Esou gëtt eng Reserv vun 10% vun den Terrainen oder de Wunnenge bei engem Lotissement vun engem Hektar oder méi fir verbëllegte Wunnengsbau ageféiert;

2. d'Cessioun vun Terrainen un d'Gemenge fir de Bau vu Stroossen an öffentlechen Equipementer gëtt preziséiert;

3. d'Dispositiounen iwwert d'Kreatioun vu Grondstéckreserve gi komplett ëmgeännert;

4. beim Netanhale vun der Bauflicht gëtt d'Méiglechkeet fir d'Gemengen, de Propriétaire ze expropriéieren, duerch d'Aféiere vun enger spezifescher Tax complétéiert.

Ee weideren Amendement betrëfft d'Gesetzer iwwert d'Bewäertung vun den Immobilien an d'Grondsteier. De Projet féiert eng nei Besteierungsrubrik fir Bauterrainen an a gesäit ee speziellen Taux d'assiette fir d'Besteierung vun deenen Terraine vir. Deen Taux gëtt während deenen éischten zwee Joer op 15 Promille an duerno op 100 Promille erhéicht, wat zu enger drastescher Augmentatioun vun der Grondsteier op de Bauterraine wäert féieren.

Dat sinn, Här President, déi wesentlech Dispositioune vun dem Gesetzesprojet, dee mer haut hei zur Diskussioun stoen hunn, an d'Kommissioun proposéiert der Chamber, den Text esou ze stëmmen, wéi en um Rapport annexéiert ass.

Ofschléissend erlaabt mer, Här President, nach zwou perséinlech Bemierkungen. Eng éischt adresséiert sech un all déi, déi geholl ef hunn, datt mer dëse Projet haut hei kënne stëmmen. Ech wéilt all de Beamten aus dem Ministère, de Mataarbechter vun der Chamber an aus de Fraktiounen, a besonnesch de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun e grousse Merci ausdrécken. Mir hunn an deene 15 Kommissiounssitzungen interessant a kontrovers Diskussioune gefouert. A wa mer och net de Wënsch vun alle Membere konnte Rechnung droen, esou hunn trotzdeem déi Diskussiounen zu enger Verbesserung vum Projet bäigedroen.

Eng zweet Bemierkung adresséiert sech un all déi, déi ënnert dem Deckmantel vun der Mënscherechtskonventioun versicht hunn, dëse Projet ze zerrieden. Jo, de Mënsch huet e Recht op Besëtz, den Droit à la propriété, esou wéi en och e Recht op anstännegt Wunnen huet. Och dat däerf net vergiess ginn. A senger Ried, déi de Poopst viru kuerzem virun der UNO-Vollversammlung gehalen huet, huet hie folgend Zitat gebraucht. Ech zitéieren dëst besonnesch wéinst der Plaz op där de Poopst dat Zitat gebraucht huet, nämlech virun der UNO-Vollversammlung, dat heescht der Héichbuerg vun der Verdeedegung vun de Mënscherechter. De Poopst huet gesot: „Die Menschenrechte sind nicht teilbar."

An anere Wierder, si bilden ee Ganzt an et kann ee se net an enger Argumentatioun eenzel betruechten. Et kann een net déi ervirhiewen, déi engem grad zu Paass kommen, an iwwert déi ewechgoen, déi engem seng Argumentatioun kéinten ofschwächen.

D'Mënscherechter bilden ee Ganzt a verschidde vun deene Rechter kënne sech och geleeëntlech contrariéieren. An do wou zwee Rechter openeestoussen, do muss ee Prioritéite setzen. Am Fall vum Recht op Wunnen an dem Recht op Besëtz, gi meng Prioritéite ganz kloer an d'Richtung vum Recht op d'Wunnen, an ech sinn der Meenung, datt vill Leit heibanne meng Meenung deelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech emol vun dëser Plaz aus dem Fraktiounskolleeg Norbert Haupert villmools Merci soe fir säi schréftleche wéi och mëndleche Rapport. Et muss ee wierklech - an ech denken dat däerf ech mer erlaben am Numm vun der ganzer Commission des Classes moyennes - säin Asaz a säi Fläiss a virun allem seng Dialogbereetschaft luewen an dësem Dossier. Hei stécht e ganze Koup Aarbecht dran a mir si wierklech frou, datt mer elo de Mëtteg dëse Projet hei an der Chamber kënnen diskutéieren.

D'Situatioun um Wunnengsmaart, Här President, ass an deene leschte Joren dacks genuch analyséiert, beschriwwen an och kommentéiert ginn. Fakten a Problemer si bekannt a Léisungsvirschléi leien och deelweis um Dësch. E groussen Deel vun dëse Mesurë gouf iwwregens schonns am Mäerz 2003 vun der deemoleger Wunnengsbaukommissioun am Kader vun enger Orientéierungsdebatt festgehalen.

D'Chamber hat der Regierung deemools via Motioun eng ganz Rei vu konkrete Moossname virgeschloen, déi prioritär an déi zukünfteg Wunnengsbaupolitik vun der Regierung sollten afléissen. De Rapporteur Norbert Haupert ass schonns op déi Mesuren agaangen. Dofir wëll ech nëmmen déi Moossnamen ervirhiewen, deenen ech eng gewësse Prioritéit accordéiere wëll:

1. d'Reduktioun vun de Baulandpräisser duerch eng Augmentatioun vun der Offer um Terrain;

2. d'flächespuerend Bauen, fir datt de Präis vum Terrain herno am Gesamtpräis vun der Wunneng manner zu Buch schléit;

3. d'Kreatioun vu Baulandreserven duerch de Stat an duerch d'Gemengen, mat Hëllef vun engem Virkafsrecht fir d'Gemengen op deenen Terrainen, déi op hirem Territoire leien, a fir de Stat innerhalb deenen Terrainen, déi am Plan sectoriel «Logement» festgehale sinn;

4. méi ee grousse Recours op de Bail emphytéotique;

5. d'Verkierzung vun de Genehmegungsprozedure fir Lotissementer; an

6. d'Neiausriichtung vun der Grondsteier souwéi aner steierlech Mesuren.

An der Déclaration gouvernementale vum August 2004 huet d'Regierung all dës Punkten dann och bestätegt a si huet nach eng Kéier bekräftegt, am Beräich vum Wunnengsbau wëllen aktiv ze ginn.

Här President, d'Gesetz iwwert de Pacte logement ass souzesoen de Schlusspunkt, d'Resultat vun enger laanger Reflexiounsphas, där hiren Ufank an där Orientéierungsdebatt 2003 ze fannen ass.

De Pacte logement ass e Package vu verschiddene Mesurë fir d'Bauaktivitéit am Land unzekuerbelen an d'Präisser vun de Bauterraine souwéi dem Wunnraum an de Grëff ze kréien, mam groussen Zil, datt d'Wunnen hei am Land erëm méi erschwénglech gëtt a fir mëttel- a laangfristeg enger eventueller Wunnengsnout entgéintzewierken.

D'Interventioun vu Säite vu Stat a Gemenge gëtt vu verschiddene Säite gefuerdert. Datt den Handlungsbedarf reell ass, ass sécherlech net ze bestreiden. Et war bis haut net méiglech, d'Baulandpräisser iwwert de fräie Marché an de Grëff ze kréien. Et ass jo net d'Bauen u sech, dat schrecklech deier ginn ass. Neen, et sinn déi onmooss eg Augmentatiounen un den Terrainspräisser, déi de Wunnraum a sech esou deier maachen.

An deem Kontext, gleeft mer, Här President, an ech hunn dat och schonn op dëser Tribün gesot, soulaang wéi e Promoteur oder besser gesot en Immobilienhändler weess, datt, wann en haut fir 100 keeft, en dat muer erëm fir 110 oder fir 120 lassgëtt, da keeft en, egal wéi d'Situatioun um Marché sech presentéiert. Dat ass nun emol säi Geschäft an dat muss een och esou an där Form akzeptéieren. Soulaang wéi hei zu Lëtzebuerg et genuch zahlungsfäeg Clientë gëtt, ass a wäert et schwiereg sinn a bleiwen, fir der Präisdeierecht, wat de Bauterrain ugeet, iwwert dëse Wee wëllen entgéintzewierken.

Et gëtt an deem Sënn en aalt Spréchwuert, dat sech op eng Zäit bezitt, wou nach uechtert d'Land esou Fierkelsmäert organiséiert goufen. Dat huet gesot: Waren op esou engem Maart vill Fierkelcher do, a wéineg Keefer, da waren d'Fierkelcher bëlleg. Waren awer vill Keefer do a wéineg Fierkelcher, da waren d'Fierkelen deier.

Wat wëll ech domadder soen? Um fräie Marché regelt…

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Clement *(CSV).*- War et net esou, Här Scheuer?

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Esou si mir grouss ginn!

(Interruptions)

M. Charles Goerens *(DP).*- Dir wollt soen, de Metzler am Duerf war deen éischte Cas de figure.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo, et war esou, Här Goerens.

Also wat wëll ech - fir elo seriö ze bleiwen - domadder soen? Um fräie Marché regelen d'Angebot an d'Nofro de Präis. Dat war fréier esou an et gëllt och haut esou. Dat heescht am Kloertext, datt d'Angebot um Bauterrain muss erhéicht ginn, wann een de Präis vun deemselwechten Terrain wëllt erofkréien.

Dofir seet de Gesetzestext, datt souwuel de Stat wéi och d'Gemengen eng Handhab musse kréien, fir méi staark op d'Offer vum Bauland kënnen anzewierken. De Pouvoir public soll an engem gewëssene Mooss op dem Marché de l'immobilier intervenéiere kënnen, besonnesch dann, wann de Maart sech aus eegener Kraaft eraus net geregelt kritt.

Dernieft kréien d'Gemengen an dësem Beräich och eng Verantwortung, wa se e Pakt mam Stat ofschléissen, wou se sech bereet erklären, aktiv matzeschaffen, fir de Wunnengsbauproblem an de Grëff ze kréien. Bei dëser Allianz sëtze Stat a Gemeng souzesoen an engem Boot a sollen och Hand an Hand do zesummeschaffen.

Iwwert deen eigentleche Pacte logement tëschent dem Stat an de Gemengen…

(Interruption)

Wat mengt Der, Här Bettel?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass kee Pakt, mä et ass ee Package.

M. Lucien Clement *(CSV).*- E Package. Jo, ech kommen nach op Iech ze schwätzen. Berouegt Iech nach.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Lucien Clement *(CSV).*- Berouegt Iech. Bleift just hei, datt Der alles héiert!

(Interruption et hilarité)

Op deen eigentleche Pacte logement tëschent dem Stat an de Gemengen an aner Moossname wäert mäi Fraktiounskolleeg Gilles Roth a senger Interventioun nach méi genee agoen.

Dëse Projet de loi huet als eent vu sengen Ziler, fir d'Angebot u Bauterrain ze erhéijen an domadder dem Präis entgéintzewierken. D'Moyenen, déi dëse Projet de loi deenen eenzelnen Acteure gëtt, fir dat Zil dann och ze erreechen, kann een - soen ech emol - esou als déi méi soft Versioun ugesinn. Eng méi effikass Versioun oder eng méi effikass Moossnam hätt ee sech an der Kreatioun vun dräi, véier oder fënnef neien Uertschaften op IVL-konformen Terraine virstelle kënnen. Wieren iwwert dëse Wee e puer dausend Bauplaze mateneen op de Marché komm, hätt mat Sécherheet d'Loi du marché an dësem Domän gespillt an d'Präisser vun den Terraine wieren zolidd gebonzelt. Mir haten an der CSV-Fraktioun Diskussiounen iwwert dëse Sujet, mä dës Meenung konnt sech awer net majoritär duerchsetzen.

Ech wëll gären op ee Punkt ze schwätze kommen, dee vu ville Säite kontrovers diskutéiert gëtt, deen awer an eisen Aen e wesentleche Punkt am ganze Pacte logement duerstellt: Dat ass den Droit de préemption oder och Virkafsrecht.

D'Bénéficiairë vun deem Virkafsrecht sinn d'Gemengen, de Fonds du Logement an de Stat. Si kréien awer net en allgemengt Virkafsrecht op allen Terrainen am Land, déi an Zukunft wäerte verkaaft ginn. Terrainen, déi ënnert d'Dispositioune vum Virkafsrecht falen, gi ganz genee am Gesetz preziséiert. Et gëtt ganz genee preziséiert, wou dann e Virkafsrecht och spillt.

Dat sinn, éischtens, Terrainen, déi an enger „zone de développement" oder an enger „zone à restructurer" leien, do hu just d'Gemengen en exklusiivt Virkafsrecht.

Op Terrainen, déi an enger „zone de réserve foncière" oder an enger „zone d'aménagement différé" leien, huet souwuel d'Gemeng wéi och de Fonds du Logement e Virkafsrecht. Ze soen ass an dësem Kontext, datt d'Gemeng ëmmer Prioritéit op de Fong huet.

E Virkafsrecht hunn déi zwee Acteuren och op de sougenannten „terrains adjacents au périmètre" fir d'Kreatioun vu sougenannten „zones de réserve". Et wäert haaptsächlech bei dësen Terraine sinn, wou d'Gemeng oder de Fong hiert Virkafsrecht kënne geltend maachen oder wäerte geltend maachen, wa se et iwwerhaapt wëlle geltend maachen.

Ech wëll hei ausdrécklech ënnersträichen, datt kee Virkafsrecht besteet op deenen Terrainen, déi innerhalb vum Perimeter direkt als Bauland ausgewise sinn. An anere Wierder, wann Dir eng Bauplaz hutt an Dir wëllt déi verkafen, da besteet dorobber kee Virkafsrecht, weder fir de Stat nach fir d'Gemengen nach fir de Fong.

Den Term „terrains adjacents au périmètre d'agglomération" huet awer zu e puer Froe gefouert, op déi ech herno nach wëll zréckkommen.

Här President, all déi Terrainen, déi ënner d'Virkafsrecht falen, hunn eppes gemeinsam: Si leien all an Zonen, déi en Intérêt direct a Saache Landesplanung oder Gemengenaménagement kënnen duerstellen. All deene Kritiker, déi mengen, de Stat géif dem Privatsecteur elo wëlle Konkurrenz maachen, muss ech soen, datt de Stat just dann e Virkafsrecht huet, wann hien en Terrain wëllt kafen, deen hie bei der Ëmsetzung vum Plan sectoriel «Logement» och benéidegt. A kengem anere Fall kann de Stat duerch e Virkafsrecht an de Marché immobilier agräifen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wou ass de Plan sectoriel «Logement»?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Also, Här Bettel, de Plan sectoriel «Logement» wäert kommen. Loosst eis elo emol d'Gesetz hunn an da kënnt och de Plan sectoriel «Logement». Dir kënnt Iech elo doriwwer berouegen. Dir kënnt awer herno och nach eng Kéier froen, dann äntwert vläicht den Här Minister Iech och nach dorop.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Maacht, dass et séier geet, well d'nächst Kéier si si vläicht net méi derbäi.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Tjo. Där Leit gëtt et vläicht nach, Här Jaerling.

Dir gesitt also, datt et ganz strikt geregelt ass, wéi eng Terraine vum Droit de préemption betraff sinn a wéi eng net betraff sinn. Och gëtt am Text kloer geregelt, wéi eng Operatiounen dem Droit de préemption ënnerleien a wéi eng net. Am Prinzip spillt d'Virkafsrecht bei all Verkaf oder Cessioun vu Propriétéiten, déi an deenen Zone leien, déi ech elo grad ugefouert hunn.

Natierlech gëtt et och Fäll, déi, ënner gewësse Viraussetzungen, net ënnert dës Bestëmmunge falen. Ausnahmefäll sinn am Artikel 4 vum Projet de loi opgelëscht. Wichteg awer fir d'Leit dobaussen ass: Wann Terrainen an der Famill weidergereecht ginn, also eng „transmission de patrimoine entre membres de famille" stattfënnt, da spillt d'Virkafsrecht vun de Gemengen, dem Stat oder dem Fong net. D'Leit brauchen also keng Angscht ze hunn, datt d'Gemeng hinnen déi Terrainen ewechkeeft, déi se eigentlech fir hir Kanner oder fir aner Membere vun der Famill reservéiert hunn. Dat wäert net geschéien, an dat, Här President, ass och richteg esou.

E weidere Punkt, wou d'Virkafsrecht och net spillt, ass wann et tëschent zwee Propriétairen zu engem Tosch kënnt. Een Tosch mat oder ouni Soulte. No längeren an och kontrovers gefouerten Diskussiounen an der Kommissioun konnte mer eis der Propositioun vum Statsrot ralliéieren. Et gouf zréckbehalen, wéi ech scho gesot hunn, datt d'Virkafsrecht net spillt, wann et sech ëm en Tauschakt handelt, egal ob Gelder fir de Wäertënnerscheed ze kompenséieren am Spill sinn oder net.

Nach en Detail: Déi Leit, déi hiren Terrain ënnert der Form vun enger Donatioun wëlle weiderginn, brauchen och net ze fäerten, ënnert d'Virkafsrecht vu Stat, Gemengen oder Fong ze falen.

Dir gesitt, d'Texter sinn esou strikt gehalen, datt eng „politique à la tête du client" sécherlech ausgeschloss ka ginn. D'Notzung vum Virkafsrecht am Allgemengen ass mat Sécherheet virun allem an der Theorie méiglech, mä d'Praxis wäert beweisen, datt dës Méiglechkeet sécherlech net zur Regel wäert ginn. D'Crainté vun de Promoteurs-Constructeurs - an ech leeën do d'Betounung op Constructeurs -, datt si a séier zäitopwändege Verhandlunge mat de Leit, déi hir Terraine verkafe wëllen oder dozou animéiert solle ginn, zu gudder Lescht duerch d'Virkafsrecht vum Stat oder vum Fong oder der Gemeng ëm de Loun vun hirer Aarbecht bruecht solle ginn, ass eng Crainte, déi ech an där Form an och an deem Mooss net deele kann.

Här President, ier ech d'Zil vum Virkafsrecht, wéi et am Pacte logement ugestrieft gëtt, méi genee erläuteren, wollt ech kuerz iwwert d'Resultater vun enger OECD-Etüd iwwert d'Lëtzebuerger Territorialpolitik ze schwätze kommen. Well och do hu sech Leit mam Pacte logement beschäftegt. Dacks suergt eng Etüd vun der OECD hei am Land jo fir ganz vill Opreegung. Et gëtt do séier vun alle Säiten oder vu ville Säite gefuerdert, datt de Propositiounen, déi aus esou Etüde kommen, misst Rechnung gedroe ginn; esou geschitt och bei der leschter Debatt iwwert d'PISA-Etüden.

Leider huet dës Etüd iwwert d'Territorialpolitik, an där iwwregens Lëtzebuerg eng ganz

gutt Zensur ausgestallt krut, net zu ganz vill Gespréich gefouert, obwuel datt d'Experte vu Paräis zu ganz interessante Konklusioune komm sinn, wat de Wunnengsbau betrëfft. Nieft dem Pacte logement an der Reform vun der Grondsteier ass d'Virkafsrecht laut OECD en effikasst Instrument, fir Spannungen um Wunnengsmaart ze entschäerfen. Ech wollt dat hei nëmmen ernimmen, well et ass jo net iergendeen, deen dat seet, mä et ass ëmmerhin en international unerkannte Gremium, dat a senger Appréciatioun ganz op der Linn vun de Propositioune vun der Regierung läit. Eng Tatsaach, déi ee jo net vun alle concernéierten Acteuren an dësem Dossier ka behaapten, och net vun deenen hei an der Chamber.

Ech hat d'éinescht gesot, datt ech nach eng Kéier op d'Virkafsrecht ze schwätze kéim. D'Virkafsrecht ass menger Meenung no sécherlech eng Mesure, déi laangfristeg an net kuerzfristeg ze gesinn ass, a soll a wäert och nëmme mat Mooss genotzt ginn.

D'Virkafsrecht soll de Gemengen an dem Fong eng gewësse Méiglechkeet ginn, sech virun allem Baulandreserven unzëeegnen oder unzeleeën. Si kréie mat dësem Instrument d'Méiglechkeet, déi Terrainen ze kafen, déi se brauche fir hir zukënfteg Entwécklung zum Deel kënnen ze kontrolléieren a mëttelfristeg och kënnen ze plangen. Interessant sinn zum Beispill Terrainen, wou an Zukunft och Schoulen oder aner Infrastrukturen, déi der Allgemengheet sollen zeguttkommen, erriicht ginn. Ech mengen och net, datt déi Approche de Problem bei de Promoteuren duerstellt.

Dat heescht net, datt d'Gemengen elo systematesch bei all Bauterrain, deen op hirem Territoire verkaaft gëtt, hiert Virkafsrecht geltend maache wäerten. Ech sinn iwwerzeegt, datselwecht gëllt och fir de Fonds du Logement. D'Zil ass, wéi gesot, fir sech laangfristeg Baulandreserven unzëeegnen, an d'Zil ass net fir de Privatpromoteuren Terrainen ewechzekafen, op deene kuerzfristeg gebaut gi soll, an domat an direkt Konkurrenz mat hinnen ze trieden.

De Fong an d'Gemengen hunn an enger Perspektiv vun nohalteger Entwécklung vun eisen Uertschaften awer och eng Responsabilitéit géintiwwer de Kanner an den Enkelkanner, an dofir brauche si Baulandreserven. Si brauche se mat Sécherheet net, fir de private Promoteure kuerzfristeg hiert Geschäft ze versaueren.

D'Angscht vum Privatsecteur ass menger Meenung no net esou berechtegt, well, och wann eng Gemeng en Terrain géif kafen, baut si jo awer dofir net selwer drop. Éischtens kënne vill Gemengen dat net, einfach well se déi finanziell Mëttelen net dofir hunn. Zweetens wëlle se och net selwer Bauhär spillen, well se dofir och administrativ guer net opgestallt sinn.

Mä, Här President, wann et ëm Bauterraine geet an een d'Spekulatioun net ganz ausschléisse kann, da gi verschidde Leit, déi domat ze dinn hunn, ganz hellhöreg a kréien ongewinnt laang Oueren. Ech schwätzen hei net vu Promoteuren, déi wëlle bauen. Ech schwätze guer net vun deenen.

Ech denken hei éischter un eng Rei vu Privatleit, déi, soubal et duerchgesickert ass, datt iergendwou soll lotisséiert ginn oder de Perimeter soll erweidert ginn, ganz séier probéieren, strategesch méi oder manner wichteg Terrainen ze kafen, fir se herno kënne mat déckem Benefiss weiderzeverkafen. Dës Leit fënnt een iwwerall, wou et ëm Spekulatioun geet, a si sinn an der Regel dann och nach ganz einfach Privatleit.

Hei ass menger Meenung no de System vum Virkafsrecht souguer en adequat Mëttel fir eng Gemeng, déi weess, wéi se hire Perimeter erweidere wëllt an déi hir mëttelfristeg Entwécklung seriö plangt, fir dëse Machenschaften Einhalt ze gebidden. Wier d'Gemeng da Propriétaire vun esou eenzelne strategesch wichtegen Terrainen, géif dat d'Aarbecht vum spéidere Lotisseur, deen dann herno do soll bauen, ganz zolidd erliichteren a mat Sécherheet de Präis net verdeieren a mat Sécherheet d'Prozedur och nach wesentlech beschleunegen.

Ech ginn Iech dofir ee Beispill: Et huet ee Promoteur-Constructeur mer viru kuerzem gesot, datt an engem gréissere Lotissement am Oste vum Land scho während der Bauphas 10% vun de Quartieren, déi do gebaut gi sinn, vu Privatleit weiderverkaaft gi sinn, an dat mat engem relativ zolitte Benefiss.

An et ass genau vun deene Leit, wou ech geschwat hunn. Ech hunn elo net vun de Promoteure geschwat, well deenen hiert Geschäft ass...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat ass d'Resultat vun Ärer Politik, Här Clement!

M. Lucien Clement *(CSV).*- Oh, Här Bettel, Dir verpasst awer nu wierklech keng Geleeënheet, fir roueg ze sinn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wien huet de Logement déi lescht 30 Joer am Gréff gehat?

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Lucien Clement *(CSV).*- Also, de Minister vum Logement ass mat Sécherheet net zoustänneg, wann Dir elo als privaten Här Bettel - wann et dee gëtt! - e Quartier kaaft an dräi Méint drop erëm verkaaft. Dofir ass de Minister vum Logement net zoustänneg.

Da géif ech emol gär Iech eng Fro stellen, wann Dir mir der dauernd stellt: Wat géift Dir do ënnerhuelen oder wat fir rechtlech Mëttele gëtt et do, datt de Minister seet, Dir däerft Äre Quartier net verkafen?!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann et keng esou Pénurie am Logement géif ginn, Här Clement, da missten d'Leit och net op e Logement wéi op waarm Bréidercher waarden. An et ass net mat deem Päckelche Logement, deen Dir elo hei maacht, wou dat sech wäert änneren.

E Jonken haut geet iwwert d'Grenz wunnen, dee geet op Thionville, dee geet op Tréier oder an d'Belsch wunnen.

(Brouhaha)

M. le Président.- Lauschtert emol, Här Bettel, mir sinn hei net an enger Poterstonn dran. Här Bettel, Dir hutt jo ganz vill heizou ze soen, dat weisen Är Interventiounen an Är Interruptiounen. Ech schreiwen Iech an, als zweete Riedner vun der demokratescher Fraktioun, da kënnt Der dat alles hei op der Tribün développéieren.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Den Här Bettel hat därmoosse vill an der Kommissioun dozou bäizedroen, dass e vun zwielef Réuniounen, säit e Member ass vun där Kommissioun, sech exakt fënnefmol do gewisen huet.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Très bien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat zur Implikatioun vum Här Bettel, wann et ëm d'Ausaarbechtung vum Projet geet.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech kann net derfir, Här President - hei ass e Fait personnel, dee vum Här Wolter soulevéiert gëtt -, wann dës Majoritéit et fäerdeg brëngt, dräi Sitzunge mateneen ze maachen. Ech ka mech net an dräi deelen. Den Här Wolter kann dat vläicht, mä ech kann dat net!

(Interruptions)

M. le Président.- Loosse mer elo déi Streidereien op der Säit loossen an den Här Clement seng Ausféierunge fäerdeg maache loossen!

M. Lucien Clement *(CSV).*- D'Zukunft wäert weisen, datt et de Gemengen éischter dorëms geet, datt déi Terrainen, vun deene si der Meenung sinn, datt do soll drop gebaut ginn, schnell a ganz schnell vu Privatpromoteuren erschloss ginn, an datt déi Privatpromoteuren déi Terrainen dann och bebauen, dat Ganzt no engem prezise Cahier des charges.

Une voix.- Véier Joer, Här Clement, ass näischt geschitt!

M. Lucien Clement *(CSV).*- Esou kënnen d'Gemengen an de Fong souguer laangfristeg gesinn de Promoteuren hir Aarbecht bei der Realisatioun vun engem Lotissement erliichteren.

Well d'Gemengen an de Fong eng Responsabilitéit an der Entwécklung vun den Uertschaften hunn, ass et deemno fir de Promoteur vläicht méi einfach, mat der Gemeng oder dem Fong en Accord ze fannen, wéi dat mat deenen zéng verschiddene Privatpropriétairen de Fall gewiescht wär.

D'Gemenge kënne sech natierlech och Baulandreserven uneegnen, fir spéiderhin eng Kéier um Marché ze intervenéieren, zum Beispill wann zu engem gewëssene Moment d'Offer um fräie Marché net duergeet oder wann déi eenzel Gemeng décidéiert huet, fir sech weiderzeentwéckelen. Mä dat konnten d'Gemengen och schonn haut an dat ouni Virkafsrecht.

E flott Beispill, wéi dat fonctionnéiere kann, fënnt een an der Gemeng Heischent, wou mäi Kolleeg Marco Schank Buergermeeschter ass. Do huet d'Gemeng viru längerer Zäit e Lotissement erschloss, oder besser gesot erschléisse gelooss, well si jo net selwer gebaut huet, an dobäi op en Terrain zréckgegraff, dee se scho viru längerer Zäit kaaft hat, an dat ouni Virkafsrecht, an dee se elo nom Lotisséieren zum Selbstgestehungspräis un d'Bierger aus der Gemeng prioritär weiderginn huet.

Sou kann och aktiv Wunnengsbaupolitik vun enger Gemeng ausgesinn, an dat strooft natierlech all déi Leit Ligen, déi behaapten, de Pacte logement, an deem dat och drasteet, géif net säin Deel dozou bäidroen, fir d'Wunne méi erschwénglech ze maachen.

D'Angscht, d'Interventioun vum Pouvoir public géif zu enger deloyaler Konkurrenz féieren an d'Präisser um Marché immobilier weider unheizen, ass deemno och - wéi ech schonns gesot hunn - net esou ganz berechtegt.

E weidere Kritikpunkt ass déi 10%eg Oplag, fir Logementer à coût modéré ze bauen, an dat bei Lotissementer, déi méi grouss si wéi een Hektar.

Hei gëtt säitens dem Promoteur-Constructeur gefaart, datt de Marché mat esou Wunnenge géif iwwersättegt ginn a si herno net ze verkafe wieren. Heizou wier ze soen, éischtens, datt all déi Persounen, déi hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Gesetz vun 1979 eng Bauprime kréien, ënnert de Kritär falen, esou eng Wunneng kënnen ze kafen; zweetens, datt hei zu Lëtzebuerg ongeféier, wann ech de Stand vun haut huelen, 3.200 Wunnengen am Joer gebaut ginn a vun dësen 3.200 ongeféier ee Véierel Lotissementer vun iwwer engem Hektar sinn, wat ronn 800 Wunnengen ausmécht. Dovunner géifen dann 10% ënnert dës Bestëmmunge falen, wat ronn 80 Wunnengen am Joer ausmaache géif.

Ech denken net, datt landeswäit déi 80 Wunnengen als invendabel sollten ugesi ginn, virun allem net, wann ee weess, datt et ganz vill Leit gëtt, déi iwwert de Ministère eng Bauhëllef kréien. Géif et sech an Zukunft awer bestätegen, datt ze vill vun dëse Wunnengen um Marché wieren an deemno de Marché dann och iwwersättegt wier, muss natierlech d'Politik Mëttel a Weeër opmaachen, fir de Promoteuren an dësem Domän entgéintzekommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Reaktioune vun de Beruffskummeren zum Virkafsrecht vu Stat a Gemenge sinn, wéi Der dat konnt kucken, ganz ënnerschiddlech.

Verschiddener begréissen et, anerer stinn der Saach éischter méi skeptesch géintiwwer. Souwuel d'Chambre des Métiers wéi och d'Chambre de Commerce fäerten, datt et duerch d'Virkafsrecht zu enger Präisverdeierung vun den Terrainen um fräie Marché kënnt. Hirer Meenung no wäert d'Opkafe vun zousätzlechen Terrainen duerch déi öffentlech Hand zu engem Gonflement vun der Demande féieren. Därselwechter Usiicht ass iwwregens och d'Chambre des Notaires.

D'Chambre de Commerce ass ausserdeem der Meenung, datt d'Gemengen duerch de Législateur missten obligéiert ginn, no enger gewësser Zäit op deenen Terrainen ze bauen, déi si duerch d'Virkafsrecht kritt hunn. Doduerch géif souwuel de Risque, datt d'Terraine géifen zréckbehale ginn, wéi och de Risque vun enger onnéideger Präishausse reduzéiert ginn.

Ee Punkt, mat deem déi zwou Beruffskummeren absolut net kënnen averstane sinn, ass, wann déi öffentlech Hand vun hirem Virkafsrecht géif Gebrauch maachen, nodeems de Promoteur privé am Virfeld all Démarchen ënnerholl hätt, fir Terrainen ze kafen, den notariellen Akt awer net geschriwwe wier.

Si fäerten, datt, wann hir Viraarbecht bis gemaach ass, de Stat, d'Gemeng oder de Fong da kéimen a soe géifen: Merci, deen Terrain wollte mir schonns méi laang hunn, Dir hutt eis elo vill Aarbecht erspuert.

Ech sinn en long et en large op dës Crainten agaangen, an de Minister huet an der Kommissioun nach eng Kéier betount, datt et net d'Zil an d'Absicht vun der öffentlecher Hand ass, an och net d'Zil an d'Absicht vum Fong ass, dat Recht ze mëssbrauchen, fir d'Aarbecht vum Promoteur iwwert dee Wee futtizemaachen. Virun allem, wann de Promoteur schonns verschidde Compromis de vente mat Propriétairen ofgeschloss huet. Et kann een de Promoteuren awer recommandéieren, sech au préalable bei de Gemengen ze informéieren, a wéi engen Zonen d'Virkafsrecht spillt a wou net, a wou déi Zone leien, wou d'Gemeng der Meenung ass, datt op deene kuerz- oder mëttelfristeg soll gebaut ginn oder och net soll gebaut ginn.

D'Privatbeamtekummer hirersäits ass mat der Noutwendegkeet vun engem Virkafsrecht fir d'öffentlech Hand averstan a begréisst dofir och dëst Instrument, well et als iewescht Zil huet, Baulandreserven unzeleeën an esou eng Méiglechkeet bitt, d'Baulandpräisser ze maîtriséieren.

Iwwer all dës Remarquen an Ängschten hu mer an der Kommissioun diskutéiert, virun allem awer och kontrovers diskutéiert, sinn awer schlussendlech zur Konklusioun komm, datt d'Texter zum Droit de préemption prezis genuch sinn an datt virun allem Abusen duerch de Stat, d'Gemengen an de Fonds du Logement kënnen ausgeschloss ginn.

Net nëmmen d'Beruffskummere stinn dem Virkafsrecht kritesch géintiwwer, och de Statsrot huet seng Problemer mat deem Instrument. De Conseil d'État huet nämlech a sengem Avis eng Rei vun Oppositions formelles zu deenen eenzelnen Dispositioune vum Droit de préemption formuléiert.

De Gros vun dësen Oppositions formelles huet d'Kommissioun suivéiert. Sou kritt de Stat zum Beispill keen allgemengt Virkafsrecht op all Terrainen am Land, mä just op deenen, déi e brauch, fir de Plan sectoriel «Logement» ëmzesetzen.

Och ass d'Dispositioun erausgeholl ginn, mat där en de Pouvoir préemptant, säi Virkafsrecht, zugonschte vun engem aneren öffentleche Promoteur hätt kënnen ausüben.

Ee Punkt, mat deem de Statsrot vill Problemer huet an zu deem en och eng Opposition formelle ausgeschwat huet, ass d'Virkafsrecht vun de Gemengen an dem Fonds du Logement op den Terrains adjacents au périmètre d'agglomératioun et sis à l'extérieur de celui-ci.

De Statsrot widdersetzt sech dëser Dispositioun, well en net richteg gesäit, wat d'Objektiver sinn, déi mat dësem Recht fir d'Gemenge sollen erreecht ginn. Ausserdeem kritiséiert en d'Terminologie vun den Terrains adjacents au périmètre, déi a sengen Aen net prezis genuch ass.

D'Kommissioun hält awer un dëse Bestëmmunge fest, well se der Meenung ass, datt et grad d'Terrainen um Bord vum Perimeter sinn, déi am meeschten ënnert der Spekulatioun leiden. Et sinn och genee déi Terrainen, déi d'Gemenge fir hir zukünfteg Entwécklung brauchen. Fir datt d'Gemenge sech Baulandreserven uneegne kënnen a fir ze verhënneren, datt een Deel vun dësen Terraine vu Privatleit, déi sech herno och nach als Spekulanten outen, opkaaft gëtt, musse mer hinnen och dofir eng Handhab ginn.

Et huet eis awer an der Kommissioun net onwichteg geschéngt, datt d'Gemengen iwwer Transaktiounen, déi ausserhalb vum Perimeter op de sougenannten Terrains adjacents dann och getätegt ginn, informéiert ginn.

Dofir si mer zur Konklusioun komm, d'Virkafsrecht op den Terrains adjacents au périmètre d'agglomération trotz de Kritike vum Statsrot bäizehalen.

An dëser Diskussioun stellt sech fir mech awer nach d'Fro vum Term „adjacent". Ech hat dëse Problem och schonn an der Kommissioun opgeworf.

D'Fro ass: Wat fir eng Terraine falen dann elo dorënner? Den Term „adjacent" beseet fir mech, datt all Terrain drënnerfält, deen, sief et och nëmme mat engem Meter, un den aktuelle Perimeter stéisst.

Wat awer, Här President, ass mat deenen Terrainen, déi duerch e Syndicatswee vum Perimeter getrennt sinn? Dat ass e Wee, wéi mer se iwwerall hei am Land fannen. Si sinn à première vue net adjacent au périmètre. Mä ech mengen dat täuscht. Vill vun dëse Weeër sinn an der Zäit kreéiert ginn, andeems d'Propriétairen eng Rei vu Meteren ofgetrueden hunn, fir esou e Wee kënnen ze realiséieren.

Dat brëngt een zur Konklusioun, datt déi Terrainen, déi wuel op de Wee stoussen, mä net direkt un de Perimeter, ergo och net concernéiert sinn. Mä elo kënnt de juristesche Problem: Déi Weeër, déi awer schonn zu engem Deel ganz laang bestinn oder viru Laangem kreéiert goufen, hu wuel zu där Zäit den Accord vun de Propriétairë kritt, mä sinn awer net duerch en Acte notarié beglaubegt ginn. A bei deene Weeër, wou keen esou en Akt virläit, datt et e rich-

tege Syndicatswee ass, wäerte mer nach deen een oder deen anere juristesche Sträitfall kréien.

Ech kommen zum Schluss, Här President, a sinn dach awer elo ganz gespaant op d'Ausféierunge vum Spriecher vun der Demokratescher Partei, déi sech jo a leschter Zäit - a mir hunn et jo och de Mëtteg hei héieren duerch den Här Bettel - méi wéi eemol mat hefteger Kritik an dësem Dossier zu Wuert gemellt huet.

Ech hunn d'Schlagzeile matbruecht: „Demokratische Partei lehnt Wohnungsbauoffensive ab"; „Die CSV lässt junge Familien im Stich"; „Der Pacte logement war, ist und bleibt schlecht", dixit Georges Gudenburg"; „Preiswertes Bauland in den Sand gesetzt" an esou weider. Et gëtt der nach.

(Interruption)

Neen, Dir sidd jo och net an der Demokratescher Partei.

Une voix.- Just den Här Gudenburg?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Ech hu just dat virgelies, wat Äre Generalsekretär gesot huet.

Une voix.- Dee misst ee kennen!

M. Lucien Clement *(CSV).*- Ech wëll awer elo emol d'Kolleeginnen an d'Kolleege vun der Demokratescher Partei an deem Zesummenhang drun erënneren, datt anlässlech dem Débat logement 2003 den 19.3.2003 eng Motioun hei an der Chamber gestëmmt gouf, déi vun der DP matgedroe gouf, an déi vun der Madame Beissel an dem Här Marco Schroell ënnerschriwwe gouf.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Déi sinn och net méi do.

(Interruptions diverses)

M. Lucien Clement *(CSV).*- Dat iwwerloossen ech hinnen, wéi Dir dat gemengt hutt.

(Interruption)

Also Här Bettel, dat iwwerloossen ech dem Här Schroell an der Madame Beissel. Déi sollen hiert Uerteel doriwwer fällen, wat Dir elo grad gesot hutt.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Elo wësse mer, wat Dir vun hinnen haalt.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ganz dichteg, Här Wolter. Absolut!

M. Lucien Clement *(CSV).*- Zur Motioun. Ech maache mer elo och nach de Spaass, fir e bësse virzeliesen aus der Motioun; jiddefalls emol e puer Textpassagen: «- à revoir les critères d'octroi des aides au logement afin de permettre aux ménages à revenu moyen de bénéficier de ces aides; - à encourager les promoteurs publics à recourir plus systématiquement à la formule du bail emphytéotique; - à encourager les promoteurs publics à créer des réserves foncières…» - lauschtert gutt no! - «…en poursuivant sa politique de participation au financement de l'acquisition de terrains; - à étudier l'introduction d'un droit de préemption au profit des communes sur les offres de terrains et immeubles faites sur leur territoire;»…

Une voix.- Communes?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo, jo. Dat steet och am Text.

Une voix.- Communes?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo, communes. Et steet am Text vum Här Boden. Et steet dran.

Une voix.- Just „communes"?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo, jo.

…«- à encourager les promoteurs publics à réaliser des projets d'habitat de qualité (…); - à mener une réflexion approfondie au sujet de la capacité financière des communes (…); - à poursuivre les efforts entamés sur le plan fiscal afin d'encourager une augmentation de l'offre de terrains sur le marché et à recourir à des mesures plus contraignantes, dans l'hypothèse où les mesures incitatives n'aboutiraient pas à des résultats concrets; (…)»…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat ass richteg.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo. Dat ass eng Ursaach, fir datt Dir dat hei alles misst stëmmen; esou richteg ass se.

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hu just eng kleng Fro, wann Der erlaabt. Ech wollt froen, well den Här Clement huet elo just zitéiert iwwert den Droit de préemption: „les communes". Kann e mer soen, ob deen Text, deen d'Regierung eraginn huet, sech dann och just op d'Communes beschränkt?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Neen, dee beschränkt sech net nëmmen op d'Communes, mä et steet awer dra vun de Communes.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä wann een an de ganzen Detail geet an Text fir Text duerchkuckt, da kënnt Der verschidde Saache gesinn, déi haut am Text stinn, déi net schlecht sinn, a ganz vill Saachen, déi mir am Text deemools gutt fonnt hunn, sinn haut net méi an deem Gesetz dran. D'Gesetz geet vill méi wäit, wéi mir dat wollten.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här Bettel, ech sinn iwwerzeegt, Dir zielt alleguerten déi Saachen op, déi Dir gutt fonnt hutt an déi net am Text sinn. Da sidd Der séier fäerdeg, da braucht Der emol net heihinner ze kommen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä erkläert Dir deene jonke Leit, déi elo an d'Ausland wunne ginn, wéi gutt dat ass, wat Der gemaach hutt?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Oh, dat do ass deen eenzege Saz, deen Der wësst. Kommt herno heihinner et erklären!

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'Wourecht, dat deet wéi!

Une voix.- Dat ass d'Realitéit.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Dat hei och. Dat hei ass och Realitéit.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass nach ëmmer richteg.

M. Lucien Clement *(CSV).*- …«- à réformer, en concertation avec les autorités communales, les dispositions en matière de l'impôt foncier dans le but d'enrayer la rétention de terrains à bâtir pour des raisons de spéculation et d'éviter que des maisons entières ne restent inhabitées par manque d'intérêt de leur propriétaire (…); - à réformer la législation sur le bail (…)».

Dat dote sinn och Saachen, déi am Text drastinn.

Elo, Här President, sinn nach méi där Recommandatiounen an dëser Motioun. Recommandatiounen, déi een och nach am Text virfënnt. Ech wollt se awer net all opzielen. Ech bleiwen awer, wéi gesot, gespaant op d'Ausféierunge vun der Demokratescher Partei, well och si kënne sech hei net aus der Verantwortung stielen. Nodeems de Wieler se 2004 an d'Oppositioun geschéckt huet, kënne se elo net eppes aneschters erzielen, well se elo an der Oppositioun sëtzen an net méi an der Majoritéit dra sinn.

Et deet mer zwar leed, dem Här Bettel seng Ausso nach eng Kéier mussen nozevollzéien, wat d'Madame Beissel an den Här Schroell ubelaangt, wou hie gefrot huet: Wou sinn déi dann haut? Wa si hei wären, da wäre vläicht anerer net hei, Här Bettel.

(Interruption)

Une voix.- Oh, dat do ass vill wouer!

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo, dat ass och wouer.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann Är Partei net an d'Regierung komm wier, wéi géift Dir dann elo hei schwätzen?

Une voix.- Si waren an der Oppositioun, Här Bettel.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo. Et ass net méi.

(Interruption)

M. le Président.- Kommt, loosst elo den Här Clement! Maacht elo Är Ausféierunge fäerdeg!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Sidd Dir net nogerutscht, Här Clement?

Plusieurs voix.- Oh!

M. Lucien Clement *(CSV).*- Also, Här President, den Här Bettel huet mech gefrot, ob ech nogerutscht wär. Ech wëll him soen, datt ech net nogerutscht sinn.

Une voix.- Félicitatioun!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat ass gutt ze wëssen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Eng vun honnertdausend Saachen, déi den Här Bettel net weess.

(Hilarité et interruption)

M. Lucien Clement *(CSV).*- Och wann dëse Projet net vun alle Säiten zu 100% ënnerstëtzt gëtt, denken ech awer, datt et e Projet ass, dee ganz gutt Pisten opzitt, dee mat Sécherheet awer déi richteg Zilrichtung huet, fir erschwénglech Baupräisser fir déi kommend Generatiounen ze schafen.

Dat gesot, an aus all dëse Grënn, déi ech elo hei opgezielt hunn, dierft sech vläicht ausser der DP kee wonneren, datt ech elo och nach den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Berger fir d'demokratesch Fraktioun.

Une voix.- Elo gëtt et seriö.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Ech muss éierlech zouginn, dass ech mat enger gewëssener Gêne iwwert de Logement schwätzen. Zënter 1991 hunn ech als Stats- a Finanzminister alles gemaach, fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddfereen hei am Land erschwénglech ze maachen. Ech si bei deem Versuch gescheitert. Wann ech - obschonn d'Zäit duerfir nach laang net komm ass - haut Bilan ze zéien hätt iwwer meng politesch Aarbecht, da fält mer - dat wäert Iech jo net wonneren - schrecklech vill Guddes an. Mä ech fannen - an ech considéréieren dat als e groussen, och perséinlechen Échec -, dass ech an der Wunnengsfro versot hunn."

Här President, Dir hutt wahrscheinlech gemierkt, dat war en Zitat vum Premier a senger Deklaratioun den 12. Oktober 2005. An ech muss soen, selten huet een esou een éierleche politeschen Aveu vun engem Premierminister an och en Ageständnis vun enger verfeeltener Politik - an dësem Fall der CSV-Politik - héieren.

Wat dat konkret heescht? Bauen oder sech eng Wunneng zu Lëtzebuerg leeschten, gëtt ëmmer méi schwéier an deier an et kënne sech ëmmer manner Leit dat hei zu Lëtzebuerg leeschten. Och d'Zuelen ënnersträichen dat. D'Präisdeierecht bei den Appartementer: Tëschent 2004 an 2007 hunn déi Präisser ëm 21% zougeholl. D'Präisdeierecht bei den Haiser: Tëschent 2004 an 2007 huet déi ëm 28% bäigeholl. Dës Entwécklung stellt vill Familljen, besonnesch aus der Mëttelschicht, déi ëmmer méi an d'Quëtsch kommen, viru grouss Problemer, sech nach en Eegenheem kënnen ze leeschten.

E Resultat dovun ass, datt ëmmer méi Lëtzebuerger musse regelrecht auswanderen an d'Grenzregioune vun den Nopeschlänner, fir do ze wunnen. An Däitschland gëtt et anscheinend scho regelrecht Kolonië vun Exillëtzebuerger. D'Zuel ass net kloer, mä viru kuerzem huet d'„Tageblatt" vu minimum 7.000 esou Familllje geschwat.

Wat sinn d'Äntwerten op dësen Aveu d'échec magistral vum Premier a senger Regierung? D'Regierung huet en neie Gesetzestext ausgeschafft - d'„Tageblatt" schwätzt haut vun engem Liewenszeeche vum Här Boden; wat u sech schonn e ganz positiivt Faktum wier -, de Pacte logement, dee mer dann hei am Plenum diskutéieren.

Deen Text, deen d'Regierung abruecht huet, dat Liewenszeechen, ass an de leschte Méint schonns vill an der Öffentlechkeet analyséiert, kommentéiert an diskutéiert ginn, vum Statsrot, Juristen, Politiker an enger Rei Experten aus deene verschiddenen Domäner, a si kommen all zu enger Konklusioun: De Pacte logement, wéi en elo virläit, ass net dat richtegt Konzept, fir d'Wunnengsproblematik zu Lëtzebuerg ze léisen! De Pacte logement ass keng Äntwert op d'Wunnengsproblematik zu Lëtzebuerg; allenfalls eng Plooschter op en hëlzent Been.

Mat dësem Text wäert och an Zukunft net méi schnell a méi bëlleg hei am Land gebaut ginn, an d'Regierung a méi speziell de Wunnengsbauminister huet hei mat sengem Liewenszeechen an dësem Dossier versot.

D'DP huet an de leschte Woche méi wéi eng Kéier dësen Text schaarf kritiséiert, mä mir stinn net eleng mat eiser Meenung do. Et ass selten, datt de Statsrot esou eng Hällewull vu Kritiken a pertinenten Oppositions formelles zu engem Gesetzestext abruecht huet. Ech zielen net all déi Oppositions formelles op. Dir hutt se alleguerten. Mä et ass wierklech rar, fir esou vill där Oppositiounen ze fannen.

Och juristesch Experten hunn zum Beispill an engem Avis vu 75 Säite Stellung bezunn, mat der Konklusioun, datt den Text zum Deel illegal respektiv net konform zur Verfassung wier. Den däitschen Nohaltegkeetsexpert, den Dokter Ewringmann, huet aus där Siicht e ganz kriteschen Avis abruecht. D'Avisë vun de verschiddene Chambres professionnelles sinn och net zimperlech mat dem Text ëmgaangen.

Den Text, deen also elo virläit, fléisst och net an e Gesamtkonzept an, an d'Regierung schéngt trotz schéine Wierder an der Regierungserklärung hei den Iwwerbléck an d'Koordinatioun schonns längst verluer ze hunn.

Wéi hänkt dat Ganzt zesumme mam IVL? De Pabeiertiger - wéi den Innenminister seet -, deen awer nach, prinzipiell mengen ech emol, net a Fro gestallt wier bis op Weideres.

Wéi arrangéiert sech dësen Text mat dem Plan sectoriel «Logement»? Ech zitéieren hei den Text vun der Regierungserklärung: «Le plan sectoriel „Logement" sera élaboré par référence au système des centres de développement et d'attraction du programme directeur pour orienter une répartition de la population en fonction des priorités de localisation recommandées par l'IVL. Il mettra à profit les nouveaux instruments définis par la loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain, notamment en ce qui concerne la création de zones de développement.»

Ech hat rezent eng Fro zur Ëmsetzung vum Plan sectoriel «Logement» gestallt. Do huet dunn den Här Halsdorf virun allem drop higewisen, datt et net esou schnell géif goen, wéi hien dat au départ gemengt hätt. Mat esou enger Äntwert kënne sech d'Leit am Land net vill kafen; virun allem net méi schnell a méi bëlleg Wunnengen.

Och wat d'Nohaltegkeet vum Wunnengsbau hei zu Lëtzebuerg ugeet, muss ee soen, datt d'Regierung net hir eege Versprieche vun 2004 kann anhalen. Och hei wëll ech nach eng Kéier zitéieren: «Le Gouvernement orientera sa politique selon les principes du développement durable. Tout en œuvrant dans le sens d'une interaction accrue entre les aspects écologiques, économiques et sociaux, le Gouvernement tiendra compte du fait qu'un environnement sain est la base de toute activité économique. Il veillera à ce que soit tenu compte des défis du développement durable dans toutes les décisions des politiques sectorielles et au-delà des intérêts de la période législative.»

Dëse Projet bréngt sécherlech keng laangfristeg nohalteg Léisungen a Perspektiven an der Wunnengsbaupolitik.

Ech wëll haut de Mëtteg net op all eenzelne Punkt vum Text agoen, mä e puer kruzial Aspekter beliichten. Dofir eng allgemeng Remarque am Viraus: Wann ee wëllt Problemer léisen, wier et gutt, wann ee géif au départ all Chifferen an Donnéeën op den Dësch kréien, fir eng Problemanalys ze maachen. An dësem Dossier muss een awer bedaueren, datt keng oder ganz wéineg statistesch Erhiewunge gemaach goufen, fir genau erauszefannen, wou de Problem Logement zu Lëtzebuerg eigentlech verwuerzelt ass.

Och de Statsrot bedauert dat, ech zitéieren: «Le Conseil d'État regrette que le projet ne se base sur aucune étude actualisée quant à la population répartie sur le territoire national.»

Och den Dokter Ewringmann seet a senger Etüd méi wéi eng Kéier, op Däitsch, oder bedauert: „Datenlage ist unzureichend."

Ech kommen dann op déi méi allgemeng oder méi spezifesch Punkten, déi ech hei wëll kommentéieren am Numm vu menger Fraktioun. Ee Punkt, dee jo ganz vill diskutéiert gouf am Projet de loi, ass dee vum staatlechen a kommunalen Agréff an de Wunnengsmaart.

D'DP ass net iwwerzeegt, datt de Stat méi bëlleg a méi schnell ka bauen. Mir gesinn dat jo ganz oft bei öffentleche Gebaier, zum Beispill Schoulen. Ech kéint aner Beispiller nennen. Do stelle mer jo och fest, datt dat guer net esou schnell geet, wann de Stat bis Hand uleet a wëllt bauen. Mir gleewen, datt een och mat der Privathand kann effikass eppes maachen. Och zu Lëtzebuerg kann een d'Spill vun der Offer an der Demande, dat sinn eben d'Gesetzer vum Marché, nun emol net einfach esou ausser Kraaft setzen.

De Stat an d'Gemengen als zousätzleche Promoteur um Marché mécht wéineg Sënn, well se éischtens weder méi schnell, zweetens nach méi bëlleg kënne bauen. Och de Statsrot seet dat; ech zitéieren: «Le Conseil d'État se demande si l'État doit effectivement intervenir en tant qu'acteur sur le marché de l'immobilier, alors qu'il dispose d'un large éventail de mesures sur base de la loi modifiée de 1979 concernant l'aide au logement, au titre desquelles le Fonds du Logement constitue d'ores et déjà un instrument privilégié.»

Ech hat gesot, de Stat an d'Gemenge kënnen net méi schnell bauen. Wann d'Gemengen als Promoteur optrieden, mussen alleguerten zum Beispill d'Décisiounen duerch de Gemengerot a vum Innenministère approuvéiert ginn, mussen d'Appels d'offres gemaach ginn an esou virun an esou fort.

Vun der Ënnerzeechnung vum Pacte logement bis zum Schlësseliwwerreeche wäerten da minimum aacht Joer vergoen. An der Realitéit sinn et der wahrscheinlech nach méi. An där Zäit muss dann de Gemengerot sech 14-mol mat dem Dossier befaassen, a vun der Säit vum Innenminister si 36 Genehmegungen noutwendeg.

Ech hunn hei d'Lëscht, Här President, vun deene verschiddenen Etappen. Wann Der wëllt, kann ech lech se herno hannerleeën.

Erstaunlech ass - muss een zwar och soen an deem Kontext -, datt den Innenminister hei op eemol da prett ass fir d'Gemengen als Promoteuren ze gesinn, wou en an der Vergaangenheet all Initiativ fir méi geschäftlech Autonomie zum Beispill bei der Produktioun vun erneierbar Energien total ofblockéiert huet.

Et muss een och onbedéngt d'Flächennotzungsgesetz vun 2004 reforméiere fir kënnen d'Prozedurdauer ze verréngeren. Dat ass jo eng allgemeng Problematik, déi och emol net ofhängeg hei ass wann de Stat baut. Dat heescht, d'Prozedure muss een onbedéngt méi kuerz maachen. Och hei huet d'Regierung net hir Hausaufgabe gemaach; ech zitéieren och hei nach eng Kéier aus der Regierungserklärung vun 2004: «Un des objectifs principaux de la nouvelle loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain consiste à fournir aux autorités locales les instruments nécessaires pour procéder à un aménagement urbain moderne et contemporain.

Le Gouvernement mettra tout en œuvre pour que la transition entre l'application de l'ancienne loi et celle de la nouvelle loi se fasse de manière harmonieuse. Il soutiendra les communes dans les efforts qu'elles devront entreprendre pour faire fruit de toutes possibilités offertes par la nouvelle loi.»

Bis haut hu mer do och nach näischt gesinn an duerfir, Här President, géif ech och eng Motioun hannerleeën, wou mer d'Regierung opfuerderen, fir datt dann endlech och do Neel mat Käpp gemaach ginn, respektiv dann eng Propositioun fir d'Simplificatioun vun de Prozeduren ze deponéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- soulignant que l'aménagement communal et le développement urbain ont pour objectifs une mise en valeur harmonieuse et un développement durable de toutes les parties du territoire;

- notant que l'objectif principal du projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie (titre abrégé) consiste à réduire le prix du foncier;

- constatant que les procédures de réalisation de plans d'aménagement généraux et de plans d'aménagement particuliers prévues par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain entravent souvent les projets de construction et ont pour corollaire une augmentation du prix du foncier;

- considérant que, par conséquent, en vue de la réalisation de l'objectif principal du projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie (titre abrégé) une révision des procédures prévues par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et des règlements grand-ducaux afférents s'impose;

- constatant que l'objectif du projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie (titre abrégé) n'est pas d'amener une réforme en profondeur de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain;

- constatant que l'élaboration du plan sectoriel «logement» n'est pas encore achevée;

- notant qu'un tel projet de loi à part se trouve actuellement en préparation par le Ministère de l'Intérieur;

invite le Gouvernement

- à élaborer dans les meilleurs délais des propositions en vue d'une simplification des procédures prévues par les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

(s.) Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Charles Goerens, Claude Meisch.

Well mir gesinn, an der Praxis ass et esou, datt mat deem Gesetz, wat elo en vigueur ass, ganz vill Délaien ulafen. Nëmmen ee Beispill: An der Stad Lëtzebuerg si mëttlerweil 9.000 Demanden am Wunnengsbau, déi nach net konnten ofgeschloss ginn, eben duerch déi laang Prozeduren. Hei bräichte mer wierklech en Entfesselungspakt fir d'Prozeduren, fir dat Ganzt méi schnell op d'Schinnen ze kréien.

Zweete Punkt ass deen: Wann de Stat an d'Gemengen als neien Acheteur op de Marché kommen, gëtt den Terrain hei zu Lëtzebuerg och net méi bëlleg.

D'Approche vum Pacte logement géif Sënn maachen, wann de Stat sech scho viru Jore Baulandreserven zougeluecht hätt an dës elo kéint direkt op de Marché bréngen. An och den Dokter Ewringmann kritiséiert dat a senger Thees Nummer 4: „Dieses Problem könnte vor allem daher rühren, dass es keine hinreichende Flächenverfügbarkeit und kein ausreichendes Flächenmanagement bei Staat und Gemeinde gibt, die einen langfristig planvollen Wohnungsbau in Bedarfsschwerpunkten und für soziale Problemlagen erlauben würden."

Dëst ass also net de Fall gewiescht, et ass verpasst ginn, esou datt mer haut mat der öffentlecher Hand en zousätzlechen Acteur op de Marché kréien, deen da wahrscheinlech och d'Demande respektiv d'Präisser wäert an d'Luucht dreiwen. D'Präisser sinn de Moment schonn héich. Wann nach en zousätzleche Keefer oder Interessent fir e Produit do ass, da ginn d'Präisser forcément an d'Luucht. Dat ass einfach „basic economy"!

De Stat als neien Acteur um Wunnengsmaart, dat heescht net méi bëlleg an och net méi schnell Wunnengen hei zu Lëtzebuerg.

D'DP huet an hirem Familljepabeier verschidde Pisten opgewisen, fir méi konkret a konsequent de Familljen insgesamt hei zu Lëtzebuerg beim Kaf vun enger Wunneng ze hëllefen an ze kucken, datt se méi bëlleg ginn.

Mir fuerderen zum Beispill an eisem Pabeier e Wunnengsgeld fir Familljen hei zu Lëtzebuerg. Esou eng Leeschtung wier net exportabel, mä géif all deenen zeguttkommen, déi Kanner hunn an déi hei am Land wéilte bauen a wunnen. Doriwwer eraus kann een déi Hëllefen och selektiv staffelen an och sozial ausriichten.

Well dee Projet, dee mir hei diskutéieren, setzt och keng sozial Akzenter. D'Mëttelschicht, a besonnesch déi manner bemëttelt Familljen, fannen hei an dësem Projet keng Äntwert op hir Situatioun, obwuel do ganz besonnesch misst ugepaakt ginn. Ech zitéieren hei och nach eng Kéier d'Etüd vum Dokter Ewringmann: „Immerhin machte 2003 der Anteil der Sozialwohnungen am gesamten Wohnungsbestand nur 1,9% aus. Es bleibt damit deutlich hinter den Durchschnittswerten in den Nachbarländern zurück."

Och Sozialwunnenge mussen also weider gebaut ginn, an hei wëll ech op eng Initiativ vun der Stad Lëtzebuerg hiweisen, déi d'Méiglechkeet vum „bail emphytéotique" bei de Baulücken ausnotzt fir geziilt präislech méi abordabel Wunnengen de Leit kënnen unzebidden.

Verschidde Mesuren, déi de Pacte logement virgesäit, sinn och net konform zur Constitutioun. Dir hutt alleguerten - déi an där Kommissioun sinn op alle Fall - deen Avis juridique kritt, deen am Optrag vun der FEDIL, der Chambre des Métiers an der Fédération des Artisans gemaach gouf, an deen hält fest, d'Virkafsrecht fir d'Gemengen, de Stat an de Fonds du Logement verstéisst géint de Premier Protocole de la Convention européenne des droits de l'Homme souwéi géint den Artikel 16 vun eiser Verfassung, déi den Droit de propriété regelen.

Do sinn ech da bei mengem zweete Punkt. Och de Statsrot bemängelt, datt nieft de Gemengen och de Stat an de Fonds du Logement d'Virkafsrecht sollen hunn. De Statsrot schléit jo vir, d'Virkafsrecht eleng op d'Gemengen ze beschränken. Et muss een och da soen, datt awer - wann dat de Fall ass - vill Gemengen net iwwert déi néideg finanziell Ressourcë verfügen, fir esou e Virkafsrecht auszeüben.

D'Regierung huet sech déi Kritike vum Statsrot awer net zu Häerz geholl, ganz am Contraire, well elo gesäit de Projet net nëmme vir, datt de Stat an de Fonds du Logement hiert Virkafsrecht behalen, mä doriwwer eraus och nach, datt, wann d'Gemengen an de Stat gläichzäiteg hiert Virkafsrecht wëllen ausüben, an deem Fall de Stat ëmmer virun der Gemeng zum Zuch kënnt.

Mir brauchen eis jo och näischt virzemaachen. Wat kann esou eng Mesure herno an der Praxis bedeiten? Et kann ee jo d'Leit awer net forcéieren, dem Stat oder der Gemeng een Terrain ze verkafen. Ech mengen, et ass jo och ganz oft esou, datt d'Leit, Privatleit, der Meenung sinn - vläicht net ëmmer zu Recht, mä dat ass awer een Effet, deen een och ëmmer nees feststelle kann -, datt, wann de Stat eppes ofkeeft, si do net onbedéngt dee beschte Präis géife kréien.

A Frankräich hu se eng ähnlech, praktesch déiselwecht Mesure agefouert, an do hu se op alle Fall festgestallt, datt dat Ganzt een Nulleffekt hat, dat heescht d'Präisser sinn net erofgaange beim Bauland.

Den Här Clement huet jo gesot, datt d'Virkafsrecht nëmme géif ziele bei Terrainen, déi am Plan sectoriel «Logement» stinn. Do muss ee sech jo awer Froe stellen. Do ass jo dann d'Päerd vun hannen opgesuedelt, well mir hunn nach kee Plan sectoriel «Logement». Mir schreiwen also hei eppes an d'Gesetz an, wat an der Praxis guer net kann exekutéiert ginn.

D'steierlech Begënschtegung vun de Plusvaluë beim Verkaf vun Terrainen un d'öffentlech Hand verstéisst, laut de Juristen, géint den Artikel 10bis vun eiser Constitutioun. De Statsrot huet sech a sengem Avis formal dergéint ausgeschwat, de Prinzip bäizebehale wouno d'Plus-valuen, déi ee beim Verkaf vum Terrain oder vum Haus un de Stat realiséiert, steierfräi sinn, beim Verkaf un e Particulier oder Gesellschaften awer net. Den Dokter Ewringmann seet och a senger Thees, d'Nummer 13 : „…rechtlich wohl nicht unbedenklich, der Grundsatz der Gleichmäßigkeit der Besteuerung wird verletzt. Zur Preissenkung wird die Regelung kaum beitragen..."

Deen hei Projet de loi behält dës Mesure awer weider bäi, trotz dem rechtlech ganz fundéierten Asproch vum Statsrot. D'Regierung geet also geziilt a mat oppenen Aen a Richtung vun enger manifester Atteinte un de Prinzip vun der Egalitéit virun de Steiergesetzer. Et wäerten also elo, wéi esou oft, erëm d'Geriichter herno dann déi sinn, déi de Pacte logement a seng Schranke wäerte verweise missen.

Deen een oder déi Auteure vum Statsrot dinn engem scho bal leed. Et gesäit een un der Qualitéit vun deem Avis, datt d'Auteure sech vill Méi gemaach hunn, an deelweis ass deen Avis exzellent recherchéiert a juristesch gutt begrënnt. D'Regierung awer geet mat enger scho bal onverschimmter Nonchalance iwwert den Avis vum Statsrot ewech. Do kéint ee vun der Regierung e bëssche méi Fangerspëtzegefill verlaangen, andeem si d'Aarbecht, déi e Verfassungsorgan virhëlt, mat e bëssche méi Seriö sollt kucken.

De Statsrot huet op alle Fall déi verschidde formell Oppositioune bäibehal. Da kann ee sech nëmme froen, firwat dann awer nach hei, géint déi Avisen, un deene Punkte festgehale gëtt.

Ee weidere Punkt, dee vill Froen opwerft, ass dee vun de Subventioune fir d'Gemengen, déi ee Pacte logement ënnerschreiwen. Falls ee Subventiounen un d'Gemenge gëtt, muss een an eisen Aen déi no Kritären ausriichten, déi d'Gemeng erfëllt, an net nëmme well eng Gemeng eng Konventioun ënnerschriwwen huet. Hei versicht de Stat jo och erëm, seng Emprise op d'Gemengen auszebauen, an domat ass de Pacte logement am Fong geholl och am Usaz schonn anticonstitutionnel, well am Artikel 99 vun der Constitutioun d'Autonomie communale fest verankert ass.

Am éischten Entworf vum Pacte logement goung nach Rieds vun enger Subventioun bei enger „croissance de la population supérieure à 1%". Elo awer gëtt am neie Projet nach eng Konditioun bäigesat, d'„croissance supérieure à 1%" an 30 Awunner pro Joer mindestens. Hei gesi mer, datt d'CSV versicht, hir Virstellunge vun enger minimaler Gréisst vun de Gemengen eng éischte Kéier an een Text eranzekréien. Well wann 1% gläich 30 ass, da sinn 100% gläich 3.000. An 3.000, dat ass déi minimal Awunnerzuel, déi laut CSV d'Gemengen hei am Land mussen hunn. Mir deelen déi Siicht net.

Fir kleng Gemengen, déi also mindestens 30 nei Awunner mussen opweisen, bedeit dat, datt si wesentlech méi musse wuessen, fir 1% ze kréien, an dat ass och an eisen Aen eng Diskriminéierung vun deene klenge Gemengen. Och heizou nach eng Kéier den Dokter Ewringmann op Säit 38 vu sengem Avis: „…kritischer ist der eigentliche Kommunalvertrag - der pacte logement - zu beurteilen". Ech zitéieren net alles, hie monéiert och, datt ee soll méi geziilt ausgewielte Projete finanzéieren, an datt dat misst besser ofgestëmmt ginn op den IVL, soss géif den Effet virun allem dora bestoen, datt d'Perimetere géifen ausgeweit ginn, an dat wier net am Sënn vun der Nohaltegkeet.

Dovunner ofgesinn, datt déi 4.500 respektiv 6.750 Euro pro neien Awunner bäi Wäitem net duerginn, fir d'Fraisen, déi d'Gemengen hunn, ze decken, eppes wat jo och de Statsrot bemängelt huet. Jee méi Subventiounen eng Gemeng kritt, desto méi ofhängeg ass se dann och vum Zentralstat, an dat ass eng Politik, déi an Oppositioun steet zu onse Virstellungen, wéi een d'Land soll verwalten. Mir wëlle staark an autonom Gemengen, a mir wëllen dofir eng Reform vun de Gemengefinanzen, fir datt d'Gemengen an der Lag sinn, mat den néidege finanziellen a personelle Ressourcen hire Missioune selwer gerecht ze ginn, och am Beräich Logement.

De Projet Pacte logement gesäit jo vir, datt zéng Milliounen Euro pro Joer solle gebraucht ginn, fir de Gemengen dann hir Subventiounen auszebezuelen. Mir wéilten éischter déi zéng Milliounen Euro huelen, fir eng geziilte Gemengefinanzreform ze bedreiwen.

Mir hunn och Bedenken, wéi effikass déi Mesure ass, fir eng Steier op net bebautem Terrain oder net bewunnte Wunnengen ze erhiewen. Well et muss ee sech jo froen, wéi effizient virun allem déi Mesure am ländleche Raum ass, an et bleift ze bezweifelen, datt dann do op eemol elo massiv Terrainen op de Marché géife kommen. Well et si jo och en plus Exceptioune virgesinn, zum Beispill „besoin propre", wann ee Kanner huet, oder zum Beispill „utilisation agricole".

Do kann ee sech jo mat e bëssche Fantasie virstellen, datt een, deen dann dem Bauer seng Wiss fir een Euro d'Joer verpacht, esou kann déi Steier évitéieren. Nëmme fir och e bësschen ze weisen, datt dat do eppes ass, wat vun der Iddi hier kéint interessant sinn, mä herno an der Praxis wäert sech weisen, datt dat net vill nei Terraine wäert op de Marché bréngen. Dat do ass och nëmmen een Tiger ouni Zänn.

Ech muss och soen, datt mir am Fong geholl schonns eng ähnlech Mesure, oder eng Méiglechkeet am Gesetz iwwert de Bail à loyer hunn, well d'Gemenge kënnen een Inventaire maachen iwwert déi Terrainen, iwwert déi Wunnengen, déi eidel stinn. Mä da sinn awer op där anerer Säit d'Dispositioune vum Dateschutzgesetz, déi engem et net erlaben, fir dat dann namentlech ze maachen, dat heescht, fir dann herno Nimm op déi eenzel Terrainen ze setzen. Dat heescht och, datt d'Gemengen een Instrument hunn, dat si am Fong net richteg kënne gebrauchen. An hei wäert dat da ganz genee datselwecht sinn, do wäert dann och déi Kommissioun genau déiselwecht Restriktioune wëlle froen.

Hei wier et och an eisen Ae méi sënnvoll gewiescht, fir eng méi fundéiert Reform vun der Grondsteier unzegoen. De Statsrot huet a sengem Avis och gesot, datt dës Mesure eng Violatioun wär vum Prinzip vun der Autonomie communale, well se jo net selwer kënnen déi Tax festleeë respektiv well se gesot kréien, datt se esou eng Tax aféiere

mussen. An och hei hält d'Regierung awer un deem Text weider fest.

Ech muss soen, prinzipiell di mer ons schwéier mat Steieren, déi d'Leit bestrofen, amplaz se ze belounen. Onser Meenung no soll en Effort belount, an net bestrooft ginn. Et wier jo elo zum Beispill interessant, eng Analys ze maachen, wat dat mëttlerweil ofgeschafent Gesetz vum Juli 2002, dat d'Plus-valuë beim Verkaf vun Immeublen nëmme mat der Halschent vum Demi-taux global besteiert huet, an der Praxis bruecht huet. Da kéint ee sech dorobber baséieren a sech iwwerleeën, ob esou eng Mesure bäizebehale wier respektiv mat deenen zéng Milliounen Euro, déi de Pacte logement pro Joer zur Verfügung stellt, nach weider Steierabattementer ze finanzéiere wieren, wann een en Terrain schnell no der Aféierung vum Gesetz géif op de Marché bréngen.

Fir all déi, déi ouni valabel Justificatioun dann nach ëmmer refuséieren, en Terrain op de Marché ze bréngen, kéint dann an där Etapp duerno eng steigend Tax virgesi ginn. Dat ass dann als lescht Mesure ze gesinn.

Och den Nohaltegkeetsgedanke kënnt an dësem Text vun der Regierung ze kuerz. Ech hunn dat schonn eng Kéier gesot. Et fënnt ee keen direkten Ureiz fir manner Flächeverbrauch zu Lëtzebuerg. Dat schéngt méi de Marché ze reguléieren, well d'Wunnen ëmmer méi deier gëtt an duerfir ëmmer méi kompakt an op klengem Terrain gebaut gëtt. U sech ass dat am Fong geholl éischter en Nieweneffet wéi eng voluntaristesch Politik aus dem Gesetz, fir datt dann also déi Kritären agehale ginn.

Här President, ech hu mech hei op e puer wesentlech Kritike beschränkt. Dësen Text, deen d'Regierung virgeluecht huet, werft ganz pertinent rechtlech Froen op, déi nach an Zukunft vun de Geriichter wäerte missen tranchéiert ginn an déi nei Problemer wäerte mat sech bréngen.

Den Text verfeelt awer duerfir kloer säin Zil, fir méi schnell a méi bëlleg Wunnengen hei am Land ze kréien oder kënnen ze bauen.

Ech zitéieren nach eng leschte Kéier den Dokter Ewringmann: „...die unmittelbar zu erwartenden Beiträge zur Mobilisierung von Bauland und zur Erhöhung des Wohnungsangebots recht gering bleiben. Zur Preisstabilisierung auf dem Wohnungsmarkt tragen die meisten Maßnahmen nicht bei."

Kuerz, Här President, dëse Projet ass net konform zur Verfassung a verschiddene Punkten. En ass net effizient. En ass net nohalteg. Baue wäert och an Zukunft hei zu Lëtzebuerg net méi bëlleg an net méi schnell goen. Mir wäerten dëse Pacte logement duerfir net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Elo huet d'Wuert déi honorabel Madame Vera Spautz.

(Interruptions)

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur Norbert Haupert e grousse Merci soe fir seng Gedold, seng Rou a seng Ausdauer, déi hien hat an der Kommissioun, wéi hie se geleet a gefouert huet. Et ass net ëmmer einfach gewiescht. Ech wëll awer a meng Mercien och alleguerten d'Beamte vun de Ministèrë mat aschléissen. Mir hunn oft getagt an hu vill zesummen, denken ech, gestridden awer och konstruktiv geschafft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Wunnen a Baue si schrecklech deier zu Lëtzebuerg ginn. Um Wunnengsmaart kucken déi kleng Leit dacks no, wat déi aner maachen, a si gesinn net, wéi se kënne matmaachen. Ech fanne mech mat där Fehlentwécklung um Lëtzebuerger Wunnengsmaart net of." „Dass d'Bauen an d'Wunnen zu Lëtzebuerg méi deier ass wéi d'Bauen an d'Wunnen zu Paräis a wéi zu London weist, dass mer se net méi alleguer hunn." - Dëst sinn zwee Auszich aus de Rieden zur Lag vun der Natioun vun 2005 an 2006 vun eisem Statsminister, déi hei an der Chamber op dëser Tribün, mä och op villen anere Plaze schonn enorm oft zitéiert gi sinn, esou wéi mer et haut de Mëtteg och feststellen.

Mä wéi konnt et iwwerhaapt zu dëser katastrophaler Fehlentwécklung kommen? Wat ass do schifgelaf a leeft och haut nach ëmmer schif?

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Bei enger europäescher Etüd, déi a 65 grousse Stied an der EU gemaach ginn ass, ass folgend Resultat erauskomm: D'Leit si gefrot ginn, ob et nach méiglech wier, fir eng anstänneg Wunneng oder en Haus zu engem räsonnabele Präis ze fannen. Vu wéi gesot 65 Stied an der EU ass Lëtzebuerg op Plaz 64 gelant, dat heescht op där zweetleschter Plaz! Nëmme 5% vun de Leit, déi hei wunne respektiv op Lëtzebuerg wunne komme wëllen, hu mat Jo geäntwert op d'Fro, ob et nach méiglech wier, Wunnengsraum zu engem vernünftege Präis ze fannen. Op der leschter Plaz hannert eis ass d'Stad Paräis, wou just nach 3% vun de befrotene Leit positiv geäntwert hunn.

Déi Stad, bei där - soen ech emol - d'Präisleeschtungsverhältnis nach stëmmt, ass Leipzig mat 78% vu positiven Äntwerten. Dann Aalborg an Dänemark mat 71%, Braga a Portugal mat 68%. Déi Zuele sinn de 6. Oktober 2007 hei zu Lëtzebuerg an der Press veröffentlecht gi mat der Iwwerschréft, „Luxemburg am teuersten im europaweiten Vergleich".

Ech wëll och kuerz op eng weider Studië agoen, déi elo leschte Mount vun der Ceps/INSTEAD veröffentlecht ginn ass zum Thema „Autonomie vun de Jugendlechen tëschent 18 an 29 Joer". Et geet dorëms, wéini an ënner wat fir enge Bedéngungen déi jonk Erwuessener aus dem Hotel Mamma plënneren, dat heescht bei den Elteren eraus an hir eege Wunneng oder hiert eegent Haus respektiv zur Locatioun wunne ginn.

Eng Rei Kommentaren zu där Studië hu sech drop beschränkt, festzestellen, dass déi Jonk gären doheem bleiwen, well se anscheinend en Allround-Service gebuede kréien. Wäschen, kachen, botzen, e volle Frigidaire an esou weider wieren d'Ursaach, firwat déi Jonk esou laang am Hotel Mamma géife wunne bleiwen.

63% insgesamt vun de Jonken am Alter tëschent 18 an 29 Joer wunnen nach bei hiren Elteren, an ëmmerhin nach 46% vun hinnen, wa se scho schaffe ginn.

Eng wichteg Ausso ass awer déi, dass et virun allem awer och vun der Form vum Aarbechtskontrakt ofhänkt, ob se e Contrat à durée indéterminée oder déterminée hunn, respektiv et vum Verdéngscht ofhänkt, wéini déi Jonk sech eng eege Wunneng sichen a vun doheem erausplënneren. Vill vun hinne kënne sech ganz einfach keng Wunneng oder keen Haus leeschten, well d'Präisser ze héich sinn. An esou versiche se sech, esou gutt et geet, doheem bei den Elteren e bësselche Geld zesummenzespueren, fir dann ebe méi spéit ze plënneren. Ech si sécher, dass déi dote Resultater an engem anere Land e bësselchen aneschters géifen ausgesinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat et schonn eng Kéier hei am Kader vun der Debatt an dem Vote virun zwee Joer iwwert dat neit Mietsgesetz gesot: Eleng zu Esch sinn op der Waardelëscht fir eng Gemengewunneng scho 50 jonk Familljen ënner 30 Joer mat engem bis véier Kanner ageschriwwen. Dat eleng weist, wéi dramatesch d'Situatioun ass. Zu engem groussen Deel wunne si och elo nach ëmmer doheem, bei Frënn oder a Cafészëmmeren, well si net genuch Akommes hunn, fir déi horrend Präisser um Wunnengsmaart ze bezuelen.

Et ass kloer, dass déi katastrophal Situatioun op eisem Wunnengsmaart eis net eréischt elo op de Kapp gefall ass. Flagrant Fehlaschätzungen an och e gewëssene Laisser-aller an deene leschte Joren a Jorzéngten hunn zu dëser äusserst kritescher Situatioun gefouert.

An där ganzer Fro sinn ëmmer nëmmen Deelinteresse verfollegt ginn an et ass verpasst ginn, sech seriö mat all den Acteuren un een Dësch ze setzen a seriö Pisten ze entwéckelen.

Ech zitéieren eise Statsminister nach eng Kéier: „A Saache Wunnengsbau leeft näischt, wann et tëschent dem Stat an de Gemengen net leeft. Munch Iddi ass hei an der Vergaangenheet ugestouss ginn, wéineg Iddië sinn ëmgesat ginn. Ech hätt gären, dass Stat a Gemeng hirer Responsabilitéit fir d'Leit nees gerecht ginn. Si ginn dat de Moment net. Ech soen dat mat Insistenz fir d'Regierung an ech soen dat ouni Indulgenz fir d'Gemengen." - Dat war virun dräi Joer.

Wat ass dann elo an deene Méint a Joren no dësem Paukeschlag, no dëser Paukeschlagried vum Premier passéiert?

(Interruption)

Wéi Der alleguerten heibanne wësst, ass de 6. Oktober 2003 de Projet de loi iwwert dat neit Mietsgesetz vun där deemoleger CSV/DP-Regierung an der Chamber déposéiert ginn.

No de Chamberswahle vun 2004 huet deen neie Koalitiounspartner LSAP d'Thema vun der Wunnengsproblematik hei zu Lëtzebuerg als eent vun den Haaptthemen an d'Koalitiounsverhandlungen erabruecht.

(Interruption)

Esou ass et och zu enger ganzer Rei Ännerungen a Verbesserungen an deem vun der CSV/DP-Regierung déposéierte Mietsgesetz komm. Den 12. Juli 2006 hu mer hei an der Chamber dat neit Mietsgesetz gestëmmt. Och dat Gesetz ass net an alle Punkte kohärent a weist eng ganz Rei Schwächen op. Mä et gëtt jo elo evaluéiert an da kënne mer déi néideg eventuell Upassunge virhuelen.

Beim Vote vum neie Mietsgesetz hei an der Chamber hunn ech schonn deemools gesot, dass domadder eigentlech nach näischt geregelt wier, well net gläichzäiteg aner Mesurë geholl gi sinn, déi gläichzäiteg a Kraaft hätten triede missen. Mesuren, vun deene scho jore-, bal jorzéngtelaang op dëser Tribün geschwat ginn ass a wou näischt passéiert ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann op jidde Fall vu menger Säit aus fest behaapten, dass meng Partei sech scho längst ganz engagéiert mam Dossier Wunnen hei zu Lëtzebuerg beschäftegt an eng Rei Virschléi an d'Koalitiounsofkomme vun dëser Regierung mat erabruecht huet. Den 8. Mäerz 2007 huet de Minister Fernand Boden dunn dëse Projet de loi - kuerz genannt „Pacte logement" - hei an der Chamber déposéiert. Elo, bal annerhalleft Joer nom Dépôt an no villen Ausenanersetzunge mat ville Leit a ville Lobbyisten, steet et zur éischter Liesung un.

De Pacte logement, dee mir haut an enger éischter Liesung hei an der Chamber diskutéieren, ass net e Projet, deen een an d'Rubrik e Jorhonnertgesetz oder eng Jorhonnertreform kann eranhuelen. Mir hu während annerhallwem Joer vill an intensiv un deem Pacte logement geschafft an et ass sécher en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung, och wann de Statsrot déi Aschätzung net deelt. Et ass awer och e Projet, dee keen zu honnert Prozent zefridde stellt. Ech kommen nach méi am Detail dorobber zréck.

Et ass e Projet de loi, wou ganz vill Leit Interessen ze vertrieden hunn, virun allem aus wirtschaftlecher a finanzieller Siicht. Et ass e Kompromiss tëschent villen Acteuren, awer keen, deen déi wierklech Betraffen aus hirer ganz oft aussiichtsloser Situatioun eraushélt. Déi wierklech Betraffe sinn déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg no bezuelbarem Wunnengsraum sichen, a Leit, déi op Lëtzebuerg wunne komme wëllen. Deene wierklech Betraffenen ass an absehbarer Zäit net gehollef, wa mer net nach aner Moossname virhuelen.

Ech wëll nach eng Kéier op d'Fakten, wat de Bedarf u Wunnengen ugeet, agoen. Souwuel d'Studië vu Stadtland wéi och déi vum Statec ginn dovunner aus, dass mir innerhalb vun den nächste 15 respektiv 20 Joer e Wunnengsbedarf vu 70.000 Eenheete brauchen. Kloertext: Et feelen eis 70.000 Wunnengen hei zu Lëtzebuerg an deene kommende 15 Joer. Dat sinn tëschent 3.400 bis 4.800 Wunnenge pro Joer.

De Wunnengsbedarf gëtt opgrond vu folgende Facteure berechent:

1. de Bedarf opgrond vum Zouwuess un Awunner hei zu Lëtzebuerg;

2. de Bedarf opgrond vun der Veränderung vun den Haushalter, déi am Duerchschnëtt elo aus 2,5 Persoune bestinn. Et wäerten 2021, wéi ausgerechent ginn ass, der just nach 2,3 Persoune sinn, an

3. gëtt de Wunnengsbedarf gerechent - de Bedarf un neie respektiv Ersatzwunnengen -, fir déi Wunnengen ze ersetzen, déi anescht genotzt gi respektiv ofgerappt ginn oder zesummegeluecht ginn.

Wa mer da wëssen, dass an deene leschte Joren am Duerchschnëtt eppes Klenges méi wéi 2.000 Eenheeten oder Wunnenge fäerdeg gi sinn - laut dem Statec waren et am Joer 2005 1.979 Wunnengseenheeten -, da kann ee schonn e bëssen d'Grujele kréien. Amplaz dass mer de Mangel u Wunnengen ausgläichen, geet d'Schéier tëschent dem Bedarf an dem Angebot nach méi wäit auserneen. Dëst dreift d'Präisser fir d'Wunnengen an d'Haiser nach méi an d'Luucht an et wäerten nach méi Familljen an eis Grenzgebidder eraplënneren.

Kolleeginnen a Kolleegen, wann et net esou dramatesch wier, kéint ee soen: Lëtzebuerg ass amgaange seng Grenzen auszedehnen a mat lëtzebuergesche Kolonien ze besetzen. Dëst huet natierlech als Resultat, dass an de Grenzregiounen d'Präisser och klammen a weider klamme wäerten, wat natierlech och Auswierkunge fir déi Leit huet, déi do liewen.

Déi Leit si vis-à-vis vun eis am Nodeel, dëst eleng opgrond vun deene méi niddrege Revenuen, déi si hunn. Dat ass keng gesond Situatioun; net fir si, mä och net fir Lëtzebuerg. Och hei wäert et an Zukunft zu weideren drastesche Verschlechterunge fir Leit mat enger klenger Pai oder Rent, Elengstehender, sozial Benodeelegter an esou weider kommen.

Wéi mer dat neit Mietsgesetz gestëmmt hunn, hunn ech op dëser Plaz gesot, dass mer et a kuerzer Zäit mat den Auswierkunge vun deem Gesetz ze di wäerte kréien, wann net gläichzäiteg méi Mesurë parallell zu deem Gesetz ëmgesat ginn, wéi zum Beispill och de massive Bau an Ausbau vu Sozial- respektiv Gemengewunnengen. Ech fäerten, datselwecht stëmmt och elo nach ëmmer, trotz Pacte logement, mä mir wäerte méi doriwwer kënne soen, wann de Pacte logement bis eng Zäitchen um Lafen ass.

Ech erkläre mech. De Pacte logement gesäit vir, dass de Stat an d'Gemengen e Pakt ofschléissen, wou d'Gemenge sech verflichten, an deenen nächsten zéng Joer hir Bevölkerungszuel ëm 15% ze erweideren. An et steet och dran, dass bei all PAP vun engem Bauterrain vun engem Hektar mindestens 10% vum Terrain respektiv de Wunnenge musse fir de soziale Wunnengsbau virgesi ginn. Dës Moossnam ass op ausdréckleche Wonsch vun der LSAP an de Pacte logement ageschriwwe ginn an och géint all Stuerm drabliwwen. A genau déi Mesure huet fir vill hefteg Reaktioune gesuergt.

Kolleeginnen a Kolleegen, déi 10% u Wunnenge si fir déi Persoune virgesinn, déi ënnert d'Konditioune vum Gesetz vum 25. Februar 1979 iwwert d'Aide au logement falen an eng Prime de construction oder d'acquisition zegutt hunn.

Dës sozial Mesure am Pacte logement huet, wéi gesot, bei enger Rei Lobbyiste fir grouss Entrüstung gesuergt. Si si bis elo Stuerm gelaf a wäerten och an den nächste Wochen a Méint net domadder ophalen. Esou huet zum Beispill d'Fédération des Artisans gemengt, dass déi privat Promoteuren, déi sech selbstverständlech och un déi Oplag hale mussen an 10% Wunnengen à coût modéré baue mussen, et net géife fäerdeg bréngen, déi ze verkafen. Ausserdeem géif dat jo - duerch d'Blumm gesot - de Verkafspräis vun den normale Wunnengen nach méi an d'Luucht dreiwen, well d'Promoteure misste jo awer och eppes Klenges verdéngen.

D'Fédération des Artisans geet duerfir elo dohinner a fuerdert eng Garantie de rachat vun den öffentlechen Autoritéiten. Dat heescht, wa si déi 10% Logementer à coût modéré net géife lassginn, da missten de Fonds du Logement respektiv d'Gemengen déi mat den Zënsen zréckkafen. Eng Drohung ass esou wäit gaangen, dass gesot gouf, déi privat Promoteure kéinten oder wéilten och dohinner goen an déi 10% Sozialwunnenge ganz einfach mat manner wäertegem Material aus dem zweeten oder drëtte Choix bauen, fir dann eben esou op hir Käschten ze kommen. Ech denken, dass dozou all Kommentar iwwerflësseg ass iwwert déi Finanzhaien.

Ech wollt dëst Beispill zitéieren, fir ze ënnersträichen, dass d'Diskussiounen an d'Ausenanersetzunge mat de Vertrieder vu gewëssene wirtschaftlechen an och politesche Lobbyisten an Interessenten nach laang net eriwwer sinn. Op der Streck bleiwen déi Leit, déi sech et net leeschte kënnen, um normale private Maart eng Wunneng oder en Haus ze lounen oder ze kafen. An där gëtt et der ëmmer méi.

De Pacte logement ass, wéi gesot, e Pakt tëschent dem Stat an de Gemengen, deen als Zil huet, op dee risege Wunnengsnoutstand an déi domadder verbonnen astronomesch Loyeren a Kafpräisser ze reagéieren. Dëst ass u sech eng richteg Approche an déi verdéngt eis Ënnerstëtzung. De Stat wëllt de Gemengen an Zukunft zéng Milliounen Euro zur Verfügung stellen, fir d'Finanzéierung vun de Gemengeninfrastrukturen. Trotzdeem bleiwen och bei där Mesure nach eng ganz Rei Onkloerheeten a Froen opstoen.

Här President, de Stat finanzéiert de Gemengen all zousätzlechen Awunner innerhalb vun 1% Wuesstum pro Joer mat 4.500 Euro pro Awunner. Bei den IVL-Gemenge gëtt dee Betrag ëm 50% erhéicht op 6.750 Euro an an de groussen Entwécklungszentren - den CDAen - wéi zum Beispill Lëtzebuerg-Stad, Esch, Diddeleng, Déifferdeng

an esou weider gëtt en ëm 70% erhéicht. Och déi Erhéijung op 70% ass op Wonsch vun der LSAP an de Projet de loi opgeholl ginn.

An der Konventioun verflichte sech d'Gemenge schréftlech, déi vereinbaarten Infrastrukturen ze schafen. Ginn déi net realiséiert, mussen déi staatlech Subventionéierunge ganz oder deelweis zréckbezuelt ginn.

Dat ass jo verständlech a logesch, kéint een hei soen. Mä mir mussen oppassen op den Detail, well et awer zweifelhaft ass, ob déi staatlech Subventiounen un d'Gemenge wäerten duergoen, fir déi zousätzlech Käschten ze decken. Et kommen an Zukunft souwisou ëmmer nach méi Onkäschten op d'Gemengen zou, déi et hinne wäerte schwéier maachen, hir Aufgab vernünfteg ze realiséieren.

A verschiddenen Domäner gëtt de Stat seng Verantwortung un d'Gemenge weider. Dëst awer ouni si och finanziell esou auszestatten, dass si deenen zum Wuel vun hire Bierger an hiren Awunner an der Gemeng kënne gerecht ginn. Rezent Beispiller gëtt et der eng Rei. Ech zitéieren nëmmen d'Maisons relais, d'Schoulen, d'Aide sociale, wou den Defizit zu 50% vum Stat just nach gedeckt gëtt.

De Stat bedeelegt sech just nach bis zu engem gewëssene Prozentsaz, wéi ech gesot hunn, um Defizit bei den Ausgabe vun de Gemengen. De Rescht soll vun der Gemeng respektiv vun hiren Awunner bezuelt ginn. Am Kloertext géif dat heeschen, dass verschidde Gemengentaxen nach méi missten erhéicht ginn, wat awer net de Wonsch ass.

Dat widdersprécht dann erëm der Logik vun eisem Statsminister senger Ried zur Lag vun der Natioun dëst Joer, am Kader iwwert d'Diskussioune vum Index. Ech zitéieren de Statsminister: „D'Regierung huet zousätzlech virun e puer Wochen décidéiert, all staatlech verfügte Präisser fir de Rescht vun dësem Joer a fir dat ganzt nächst Joer anzefréieren. (…) Mir - dat heescht d'Regierung - invitéieren d'Gemengen, bei der Festleeung vun hiren Taxen no Méiglechkeet datselwecht ze maachen. Wann dat geschitt, wann déi administréiert Präiserhéijungen ënne bleiwen a wann d'Kommunaltaxen net klammen, da kënne mir der Inflatioun den Aarm béien."

Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ech et virdru scho gesot hunn, déi staatlech Subventioune wäerte kaum duergoen, fir dass d'Gemengen hiren Aufgabe gerecht kënne ginn. Den Innenminister, dee spillt beim Pacte logement eng wichteg Roll, wann net souguer déi wichtegst: Här Minister Halsdorf, et wier och emol un der Zäit de Gemenge matzedeelen, wéi Dir iwwerhaapt op d'Héicht vun der Subventioun vu 4.500 Euro pro zousätzlechen Awunner komm sidd. Op wéi enger Grondlag ass dee Betrag berechent ginn? Wat fir eng Règle de tri hutt Dir do ausgetüftelt?

An eng weider Fro steet och schonns eng Éiwegkeet am Raum: No wéi enge Kritäre sinn iwwerhaapt déi 39 IVL-Gemengen ausgewielt ginn?

Dës Froe konnten och a laangwierege parlamentareschen Aarbechten net am Detail gekläert ginn. Mä vläicht kann den Innenminister de Message awer vun hei aus mat op de Wee huelen an de Gemengen déi néideg Opklärung ginn. Vläicht kann en dat jo och haut de Mëtteg scho maachen.

Une voix.- Très bien!

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- An deem Zesummenhang, wat d'Subventiounen an d'Gemengefinanzen ugeet, wéilt ech op eng weider Moossnam vum Pacte logement agoen, an zwar déi vum Virkafsrecht, dem Droit de préemption.

D'LSAP begréisst d'Aféiere vun dem Virkafsrecht fir de Stat, d'Gemengen an de Fonds du Logement ausdrécklech. Dëst schaaft d'Méiglechkeet fir Terraine respektiv Immobilien ze kafen, déi bei gréisseren Urbaniséierungsprojete vun öffentlechem Interessi dréngend gebraucht ginn an un déi si soss net komm wären.

Och hei muss ech awer drop hiweisen, dass déi Form vum Droit de préemption, déi mir elo gewielt hunn, e Kompromiss ass an en éischte Schratt bei der Realiséierung vun där Moossnam. Déi gesäit am Pacte logement elo esou aus: Wann de Stat oder d'Gemeng oder de Fonds du Logement vun hirem Virkafsrecht wëlle Gebrauch maachen, da musse si deeselwechte Präis bezuele wéi deen, deen de Verkeefer mat dem potenziellen initiale Keefer am Compromis festgehalen huet. Dëst heescht, et gëtt näischt méi ze verhandelen.

Domadder spillen de Stat an d'Gemeng an Zukunft d'Spill vun de Spekulanten eigentlech mat. Wann de Keefer an de Verkeefer sech op engem Verkafspräis eens ginn, deen eigentlech net der Realitéit entsprécht an ze héich ass, da muss d'öffentlech Hand datselwecht bezuele fir vun hirem Virkafsrecht Gebrauch maachen ze kënnen.

D'LSAP huet sech an den Diskussiounen ëm de Pacte logement dofir agesat, de Verkafspräis vun engem Terrain iwwer en onofhängegen Expert oder vum Geriicht festleeën ze loossen, zum Beispill nom franséische Modell. Dee Modell hätt et erlaabt, dass d'Gemengen an de Fonds du Logement d'Méiglechkeet kritt hätten, d'Terrainen zu hirem reelle Wäert ze kafen an domadder endlech d'Präisser, dat heescht d'Verkafspräisser, och op hire reellen Niveau erofzekréien. Dëst hätt der Spekulatioun an deenen exorbitante Verkafspräisser wierklech eng Grenz gesat.

Dës Fuerderung vun der LSAP ass leider net am Pacte logement berücksichtegt ginn, mä mir hoffen, dass dee méi klenge Schrëtt awer seng Friichte wäert droen an d'Spekulatioun zumindest am Usaz ka verréngeren. Mä och an dësem Fall kann eng Evaluatioun vläicht no e puer Joer weisen, dass mer d'Schrauf beim Droit de préemption méi mussen zouzéien.

En plus musse mer dann och kucken, ob dat Virkafsrecht net just an der Theorie bestoe bleift, well d'Gemengen d'Suen net hu fir matzespillen. D'Gemengen, oder d'Majoritéit vun de Gemengen, hunn elo schonns Problemer fir mat de Laaschten, déi de Stat de Gemengen opdréckt, budgetär iwwerhaapt iergendwéi eens ze ginn. Beispiller dovun hunn ech schonns virdu genannt.

Kolleeginnen a Kolleegen, datselwecht géllt an dësem Zesummenhang natierlech och bei der Emphytéose oder dem Droit de superficie.

D'LSAP huet zwar d'Emphytéose an den Droit de superficie ënnerstëtzt, mä erëm eng Kéier steet d'Fro am Raum: Mat wat fir engem Geld sollen d'Gemengen Terraine kafen, fir de Leit déi zur Verfügung ze stellen?

Et wier an et ass nach vill zum Thema Pacte logement oder zur Wunnengs- a Bautepolitik insgesamt ze soen. Ech wëll awer nach ee flagrant Beispill nenne fir dat, wat ech am Ufank vu menger Ried gesot hunn, ze ënnersträichen. De Pacte logement ass a verschidde Moossnamen de richtege Wee a weist och interessant Pisten op, déi ze ënnerstëtze sinn.

Ech wëll meng Suergen hei an e méi generelle Kontext setzen. Wichteg politesch Dossiere wéi zum Beispill d'Wunnengsbaupolitik sinn net méi en Dossier, deen eleng de Ministère du Logement, de Fonds du Logement an d'Gemenge betrëfft. Et ass en Dossier, dee wäit doriwwer erausgeet. E betrëfft sozial, ökonomesch an ökologesch, landesplaneresch, verkéierstechnesch, lokal, national a grenziwwergräifend Politiken.

Duerfir brauche mer eng vernetzte Politik. Den Innenminister Halsdorf muss am Pacte logement seng wichteg Roll och iwwerhuelen a soll kloer Aussoen zu den IVL-Gemengen, kloer Aussoen zu de Subventiounen, déi d'Gemenge kréien, maachen an de Plan sectoriel «Logement», vun deem de Mëtteg scho vill geschwat ginn ass, endlech erabréngen.

A senger Fonctioun als Landesplanungsminister huet den Här Halsdorf eis an der leschter Woch matgedeelt, dass d'IVL-Konzept eigentlech schonns laang iwwerholl ass an all déi vum IVL virausgesoten Zuelen an Entwécklungen iwwerhaapt net méi stëmmen an zum Deel falsch sinn. Esou sinn d'Statistiken, wat de Pendlerverkéier respektiv och de Wunnengsbedarf ugeet, wat erëm natierlech mat den hei zu Lëtzebuerg nei geschafenen Aarbechtsplazen ze dinn huet, méi staark geklomme wéi dat, wat jee an deem IVL-Konzept virgesi war.

Dass dëse Pacte logement eigentlech op schonns zimlech katastrophale Statistiken an Zuelen opgebaut ass, ass eng Saach. Dass awer ewell iwwerhaapt net zesummen a matenee geschafft gëtt a jiddfer - an ech wëll et einfach emol kloer an däitlech soen - Minister a Ministère wëllt „Hung op senger Mëscht" sinn, ass déi aner Saach.

Duerfir wierklech mäin Appel: Kommt, mir maachen dat Bescht aus deem Projet, dee mer haut hei stëmmen a probéieren endlech, all d'Acteure kohärent zesummenzebréngen.

Wou de Plan sectoriel «Logement» drun ass, wäerte mer vläicht haut hei an der Chamber gewuer ginn. Op jidde Fall musse mer derfir suergen, dass sech de Pacte logement an de Plan sectoriel «Logement» net an de Féiss stinn an d'Gemengenautonomie net mat deem Plan sectoriel «Logement» ënnergruewe gëtt. Mir mussen derfir suergen, dass d'Gemengen, déi am Kader vum Pacte logement Terraine kafen, déi si de Leit zur Verfügung stellen, an hir Infrastrukturen, Schoulen, Maisons relais an esou weider plangen, net herno Gefor lafen, dass de Plan sectoriel «Logement» genee dat de Gemengen erëm verbitt. Kohärenz ass hei wichteg, a mir hoffen, dass d'Regierung et fäerdeg bréngt, d'Zesummespill téschent dem IVL, dem Pacte logement an dem Plan sectoriel «Logement» esou optimal wéi méiglech ze assuréieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gemengen hunn et mat ëmmer méi Ministères de tutelle ze dinn, deene si Ried an Äntwert stoe mussen, awer d'Aarbecht um Terrain, de Kontakt mat de Bierger hunn déi Leit, déi an der Gemeng an der Verantwortung stinn, de Buergermeeschter respektiv d'Buergermeeschtesch, d'Schäffen an och de Gemengerot.

Wann ech vun iwwergräifender, vernetzter Politik schwätzen, da ginn ech ze bedenken, dass mir an der Familljekommissioun un engem Projet schaffen, deen eng déif gräifend Reform vum Office social mat sech bréngt. Gläichzäiteg ass eent vun den Objektiver vun deem Projet de loi vun der Aide sociale d'Recht op Logement. Dat heescht, dass d'Gemengen an Zukunft och derfir do sinn, fir hire Bierger den Droit au logement ze garantéieren. Ech deelen d'Meenung, dass Wunnen e Recht muss sinn, mä ech froe mech awer, wou d'Gemengen déi Sue sollen hierhuelen. An: Et gëtt net genuch Gemengeneegen- a -sozialwunnengen hei am Land.

De Pacte logement soll laut dem Statsminister senger Ried zur Lag vun der Natioun elo och nach duerch d'Aféiere vun engem Steierkredit fir d'Scholdzënsen um Eegenheem ergänzt ginn. Dee Steierbonus soll déi steierlech Déductibilitéit vun de Scholdzënsen ersetzen. Och dës Moossnam begréisse mir als LSAP a mir insistéieren, dass aus all deenen Deelmoossnamen och herno e kohärente Puzzle gëtt. De Pacte logement vun haut ass ee vun deene Stécker. Et ass en Instrument méi, wat mir eis gi fir d'Wunnengsnout unzepaken, an et ass eis wichteg, dass mir och gesinn, wéi dat Instrument an Zukunft konkret mat Inhalter gefëllt gëtt.

Duerfir wëll ech och hei eng Motioun déposéieren, wou d'Chamber d'Regierung opfuerdert, an engem Zäitraum vun dräi Joer en éischte Bilan vun deenen nei agefouerte Moossname vum Pacte logement ze zéien, op där anerer Säit awer och den Innenminister opfuerdert, eis de Plan sectoriel «Logement» bis Enn 2008 ze presentéieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la situation sur le marché national du logement, qui se caractérise par un prix démesuré des logements et, surtout, des terrains à bâtir;

- saluant le projet de loi promouvant l'habitat et créant un pacte logement avec les communes et notamment:

- l'aide financière qui sera attribuée aux communes qui ont conclu un pacte logement avec l'État;

- l'introduction d'un droit de préemption dans le chef des communes, de l'État et du Fonds du Logement, et qui consiste en ce que le pouvoir préemptant se substitue à l'acquéreur initial du terrain sur lequel le droit de préemption est exercé aux prix et conditions convenus entre le vendeur et l'acheteur;

- la refonte de la législation sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie;

- la création d'une base légale pour la perception d'une taxe communale spécifique de non-occupation ou de non-affectation à la construction de terrains à bâtir, ainsi que d'une taxe annuelle en cas de non-respect de l'obligation de construire déclarée par le conseil communal;

- l'introduction d'une exemption de l'impôt sur le revenu des revenus et bénéfices de spéculation réalisés lors de la vente d'un immeuble à l'État, à une commune ou à un syndicat de communes;

- la réforme des dispositions légales relatives à l'impôt foncier et à l'évaluation des biens;

- l'introduction dans la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain de l'obligation de réserver, dans les plans d'aménagement particuliers dont la superficie brute du terrain à bâtir est égale ou supérieure à un hectare, 10% de la surface net ou 10% des logements à la réalisation de logements à coût modéré;

- considérant la non-reconduction des effets de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, dont le terme est échu le 31 décembre 2007;

invite le Gouvernement

- à présenter le projet de plan sectoriel logement jusqu'à la fin de l'année 2008;

- à procéder, à intervalles réguliers, à une évaluation des mesures introduites par la loi promouvant l'habitat et créant un pacte logement avec les communes et énoncées ci-dessus, un premier bilan devant être présenté avant la fin de l'année 2011. Cette évaluation tiendra notamment compte de la compatibilité du pacte logement avec les prescriptions du programme directeur de l'aménagement du territoire et du plan sectoriel logement;

- à présenter une évaluation des mesures fiscales introduites en faveur du logement par la loi modifiée du 30 juillet 2002;

- à déterminer le coût moyen à supporter par les budgets communaux du fait de chaque habitant supplémentaire qui s'installe sur leur territoire;

- à veiller à ce que le parc national de logements sociaux continue à croître et que leur répartition équitable entre les communes du pays soit assurée.

(s.) Vera Spautz, Alex Bodry, Lucien Clement, Norbert Haupert, Françoise Hetto-Gaasch.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, haut also steet de Pacte logement zum éischte Vote. Wéinst den Oppositions formelles vum Statsrot wäert deen zweete Vote hei an der Chamber eréischt am Hierscht stattfannen. Bis dohinner an och doriwwer eraus leeë mir net d'Hänn an de Schouss. Mir musse weiderschaffen an déi vill Moossnamen, déi nach am Regierungsaccord zu dëser Problematik drastinn, schnellstméiglech nokomme loossen. De Pacte logement vun haut ass een éischte wichtege Schrëtt, awer just en Ufank, fir der Wunnengsproblematik Meeschter ze ginn.

An deenen nächste Jore wäerten awer nach vill Leit op der Streck bleiwen op der Sich no enger bezuelbarer Wunneng oder engem Haus. Fir déi gëllt et och elo, dréngendst Moossnamen ze ergräifen, fir déi domadder verbonne Sozialproblematik net nach méi ze verschäerfen. Als Beispill dozou wëll ech just emol de weideren a massiven Ausbau vun de Sozial- a Gemengewunnengen nennen. An et gëtt och héich Zäit, dass am Dossier Agence immobilière sociale endlech Neel mat Käpp gemaach ginn. Déi extrem iwwerhéichte Präisser op eisem Wunnengsmaart hu sech zu engem Polverfaass entwéckelt an droen net zur Verbesserung vum soziale Klima bäi.

Ech kommen nach eng leschte Kéier op d'Zitat vun eisem Statsminister zréck. „Wunnen a Baue si schrecklech deier zu Lëtzebuerg ginn. Um Wunnengsmaart kucken déi kleng Leit dacks no, wat déi aner maachen, a si gesinn net, wéi se kënne matmaachen." Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann déi Leit d'Gefill hunn, dass kee sech ëm si këmmert an hir Suergen eescht hëlt, dann dréit dat net zur vill beschwuerener sozialer Kohesioun bäi. Aarmut, Chômage, sozial Benodeelegung a Wunnengsnout sinn den Nährbuedem fir Extremer a gefährden de soziale Fridden hei zu Lëtzebuerg. Dëst sollte mir alleguerte ganz seriö huelen an alles ënnerhuelen, fir deem entgéintzewierken.

Ech sinn iwwerzeegt, dass dës Regierung nach vill ze dinn huet, fir all Mënsch e wierdegt Ënnerdaach ze garantéieren, mä ech sinn zouversiichtlech, dass mer weiderkommen. Ech ginn den Accord vu menger Partei a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen

an Dir Hären, virun zwou Woche gouf eng ganz interessant Etüd presentéiert, déi d'Entwécklung vum Lëtzebuerger Land vun de leschte véier Joer zesummegefaasst huet. Eng Etüd, déi sech méi speziell mat der territorialer Entwécklung vum Land auserneegesat huet. Eng sozioekonomesch Etüd vum Grand-Duché, déi déi real Evolutioun mat dem Zeenario vum IVL, also dem Integrative Verkéiers- a Landesentwécklungskonzept vun 2004 konfrontéiert huet.

Besonnesch de Verkéier an och de Wunnengsbau goufen dobäi méi genee ënnert d'Lupp geholl. D'Verkéiers- a Landesentwécklungskonzept vun 2004 hat eng Rei vu Bedéngungen entwéckelt an och virgeschloen, ouni déi e koordinéiert Wuesstum zu Lëtzebuerg net méiglech ass, mat Virschléi fir de Verkéier, de Wunnengsbau, d'Industriezonen oder och nach fir d'Erhuelungsraim tëschent den Agglomeratiounen.

E Land, dat ofgesi vun e puer Ausnahme stänneg e Wirtschaftswuesstum vun iwwer 4% pro Joer opweist, kann nëmmen da geuerdnet wuessen, wann déi néideg Instrumenter entwéckelt ginn, fir dat Wuesstum ze begleeden. Zwee Zeenarioe goufen deemools festgehalen: en Awunnerzeenario an e Pendlerzeenario.

Beim éischte sollen d'Leit, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, och hei am Land wunne bleiwen. A beim zweeten, dem sougenannte Pendlerzeenario, gi mer dovun aus, datt déi Aarbechtsplazen, déi bei engem Wuesstum vun iwwer 4% noutgedronge stänneg entstinn, gréisstendeels duerch Pendler besat ginn.

Deemools gouf sech aus enger ganzer Rei vun Iwwerleeungen, op déi ech hei net wëll agoen, fir den Awunnerzeenario ausgeschwat. En Awunnerzeenario, dee mat sech bréngt, datt méi Leit op Lëtzebuerg wunne kommen.

Dobäi goufe folgend Prognose fir déi zwee Modeller festgehalen. D'IVL-Etüd huet fir 2007 fir d'Awunner folgend Prognose festgehalen: Beim Awunnerzeenario ronn 474.000 Awunner a beim Pendlerzeenario 462.000 Awunner. A Wierklechkeet louche mer Enn 2007 awer schonns bei iwwer 476.000 Awunner, also méi héich wéi an deenen zwee Zeenarië prognostizéiert. Haut si mer scho bei iwwer 480.000 Awunner.

D'IVL-Etüd huet fir 2006 fir de Pendlerstroum folgend Zuele festgehalen: Beim Awunnerzeenario ronn 111.000 Pendler a beim Pendlerzeenario 116.000 Pendler. A Wierklechkeet louche mer Enn 2006 awer scho bei 127.000. Haut wësse mer, datt mer scho bei iwwer 140.000 Pendler sinn, déi dagdeeglech hei op Lëtzebuerg schaffe kommen.

D'Entwécklung huet eis deemno méi wéi ageholl, a mir mussen eis endlech ganz seriö Gedanke maachen, wéi mer dëst Land fir d'Zukunft nach gestalte kënnen, ouni total am Verkéierschaos ënnerzegoen.

D'Prognose fir d'Zukunft gesinn nach vill méi erschreckend aus, wann net resolut a konsequent ëmgesteiert gëtt. D'Analys vun de leschte véier Joer weist op androcksvoll Manéier d'onkoordinéiert Wuesse vun der Bevölkerung hei am Land op. E Wuesstum, deen zu engem zousätzleche Verkéier, besonnesch dem Individualverkéier, gefouert huet. Amplaz Wunnengs- an Aarbechtsplazugebot zesummenzeféieren, geschitt grad de Contraire. D'Konsequenz aus dësem Wuesstum kann deemno nëmme sinn, Instrumenter auszeschaffen an och erëm schnellstméiglech ëmzesetzen, déi dësen onkoordinéierte Wuesstum an déi richteg Bunne lenken: Planungsinstrumenter, déi scho laang bekannt sinn, déi awer ëmmer nach feelen.

Haut maache mer awer just de Géigendeel. Haut gi mer souguer hin a mir zementéieren déi schwaarz op wäiss festgehale Fehlentwécklung vun de leschte Joren duerch e Gesetz a verbauen doduerch eise Kanner net nëmmen hiert Land, mä regelrecht hir Zukunft. Déi Gréng wäerten duerfir dësem Gesetz och net kënnen zoustëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech mech méi genau mat dësem Gesetz wëll auserneesetzen, wëll ech awer nach dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport, dëst souwuel fir säi mëndleche wéi och schréftleche Rapport.

Och wa mer mat dësem Gesetz op enger ganzer Rei vu Punkte kee Konsens wäerten erreeche respektiv och weiderhi grouss Divergenze behalen, wat d'Auswierkunge vun dësem Gesetz ugeet, esou muss ech awer dem President-Rapporteur vun der Logementskommissioun fir seng fair a konstruktiv Leedung vun den Aarbechten innerhalb der Kommissioun e grousse Luef ausschwätzen.

Awer zréck zu der Problemstellung respektiv de proposéierte Léisungen, déi dëst Gesetz suggéréiert. Léisungen, déi an eisen Ae komplett an déi falsch Richtung ginn. Lëtzebuerg ass an engem atypesche Fall, besonnesch wat de Wirtschaftswuesstum ugeet. Lëtzebuerg wäert och weiderhin e staarke Wuesstum an den nächste Joren opweisen. E Wuesstum, deen automatesch wäert eng weider Zounahm vun Aarbechtsplaze mat sech bréngen. Aarbechtsplazen, déi kaum wäerten a kënne vun Eenheemesche besat ginn. Et wäert onweigerlech zu weiderem Zouwuess vun auslänneschen Aarbechtskräfte kommen. Aarbechtskräften, déi zu engem weideren Zouwuess vun Awunner wéi och Pendler wäerte féieren.

Déi rezent Etüde vun de leschte Wochen - sief et déi, déi vum Mouvement écologique publizéiert gouf, déi vum Ingenieursbüro PTV verfaasst gouf, oder nach d'Folgeetüd iwwert den IVL-Monitoring - weise fir de Verkéier eng erschreckend Tendenz op. Eng Tendenz, déi zu engem regelrechte Chaos wäert féieren. Esou huet déi Etüd vum IVL-Monitoring, déi vum Minister Halsdorf publizéiert gouf, festgehalen, datt den Trafic op den Haaptachsen ëm méi wéi 12% tëschent 2002 an 2007 gewuess ass. Um Contournement vun der Stad am selwechten Zäitraum souguer ëm 25%. Op der Diddelenger an Tréierer Autobunn och ëm 25%, an op der Areler Autobunn ëm 15%.

D'Fro stellt sech natierlech, wou déi sämtlech Leit dann elo hierkommen. Zum gréissten Deel natierlech aus der Grenzregioun. Mä och den inländesche Verkéier huet zougeholl. An der Zäitspan 2002 bis 2005 war de relativen Zouwuess vu Frontalieren aus dem däitsche Raum am héchsten, mat iwwer 20% a bal 6.000 Unitéiten. Och aus Frankräich war e groussen Zouwuess festzestelle mat iwwer 6.600 Unitéiten, relativ gesinn ëmmerhin nach bal 20%.

Dat weist also, datt den Zouwuess sech wäert a Richtung vun Däitschland bewegen, wat besonnesch d'Ostregioun weiderhi méi staark belaaschte wäert. Haut wësse mer, datt mer beim Gesamtpendlerstroum schonn iwwer 140.000 Leit leien.

Datt de Verkéier net nëmmen op den Zouwuess vun de Frontalieren zréckzeféieren ass, mä och op den inländeschen Individualverkéier, gëtt och androcksvoll duerch d'IVL-Monitoringsetüd beluecht.

(Interruption)

Well 54% vun den Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg sech an der Stad an de Randgemenge vun der Stad befannen, gläichzäiteg awer d'Dynamik vum Bevölkerungswuesstum sech éischter am ländleche Raum ofspillt, ass d'logesch Konsequenz vun esou enger Entwécklung och en Zouwuess vum Individualverkéier. Besonnesch, well de ländleche Raum nach ëmmer eng schlecht Ubannung un den öffentlechen Transport huet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Fir dëser Entwécklung entgéintzewierken, hat bekanntlech d'Integratiivt Verkéiers- a Landesentwécklungskonzept vun 2004 folgend Suggestioune gemaach: D'IVL-Konzept vun 2004 huet deemools suggéréiert, d'Wunnen an d'Schaffen erëm méi no zesummenzebréngen. Duerfir soll besonnesch an de sougenannten CSA-Gemengen de Bevölkerungszouwuess méi verstäerkt gefördert ginn. D'CSA-Gemenge si Gemengen, sougenannte Centres de développement et d'attraction, déi e gewëssene regional iwwergeuerdnete Charakter opweisen.

Fir dës Entwécklung ze steieren an ze énnerstëtzen, sollt eng Rei vu Plans sectoriels ausgeschafft ginn. Pläng, Entwécklungspläng, déi souwuel de Logement, den Transport, d'Industriezonen an och schützenswäert Landschafte betreffen. Vun dëse Pläng ass haut, gutt véier Joer duerno, nach ëmmer näischt ze gesinn.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Wat awer passéiert ass, ass eng total Fehlentwécklung, nozeliesen an den Etüden, déi virun zwou Woche vum Här Minister Halsdorf presentéiert goufen.

Vläicht nach e puer Zuelen als klenge Resumé. Esou louch den Taux de croissance annuelle an den CSA-Gemenge bei 1,27%.

Den Taux de croissance an de Randgemenge louch dergéint scho béi 1,3% an, wat erschreckend ass, den Taux de croissance an de Landgemenge louch dergéint bei 2,27%.

D'Zil, d'CSA-Gemenge wuessen ze loossen, ass also verfehlt ginn. D'Urbanisatioun erfollegt am ganze Land an ass net konzentréiert an den CSA-Gemengen, wéi vum IVL suggéréiert.

De Präisdrock vun dem Terrain an och vun de Wunnengen, virun allem an der Stad an Ëmgéigend, huet dës Tendenz nach verstäerkt. Derbäi kënnt, datt verfügbar Terrainen haaptsächlech an de ländleche Gemengen ugesiedelt sinn.

Dëst huet awer erëm mat sech bruecht, dass de Landverbrauch zousätzlech beschleunegt gouf. Hei och e puer Zuelen: De Landverbrauch louch bei den CSA-Gemenge bei 14,6%; bei de Communes agglomérées oder de Randgemenge bei 26,2%, awer bei de Landgemenge bei 59,2%, fir op där anerer Säit awer nëmme 27,3% vun der Populatioun opzehuelen. D'Nohaltegkeet léisst also gréissen.

Déi gréisst Densitéit pro Hektar ass do, wou och haut schonn am meeschte Leit wunnen. Dat sinn oft Gemengen aus dem Süden, Lëtzebuerg, Iechternach, Dikrech an och nach Réimech. Duerch d'Knappheet vum Terrain muss deemno den Terrain an deene Gemengen nach méi effikass genotzt ginn.

De wirtschaftleche Wuesstum vun de leschte Jore brëngt mat sech, datt mer souwuel am Transport wéi awer besonnesch och am Logement déi richteg Weiche musse stellen, fir déi territorial Entwécklung eenegermoossen am Gréff ze behalen.

D'Prognosen, wat d'Populatioun an och d'Pendler ugeet, weisen nach ëmmer op e staarke Wuesstum hin. Handelen ass deemno méi wéi ubruecht.

Loosse mer vläicht nach eng Kéier déi elo kierzlech virgestallten IVL-Monitoringsetüd zu Wuert kommen: D'Etüd kënnt zur Konklusioun, datt d'Bauland méi koordinéiert, also zesumme géréiert muss ginn tëschent dem Stat an de Gemengen; d'Ofhängegkeet vum Auto muss bekämpft ginn; et mussen Effortë gemaach ginn, fir d'Nordstad ze entwéckelen; d'Entwécklung am Süde muss a Richtung vun engem Pool régional transfrontalier gelenkt ginn.

D'Tendenz soll also ëmgedréint ginn duerch eng séier Ëmsetzung vun deene véier Plans sectoriels, wourobber mer scho laang waarden. An da musse mer eng Kooperatiounsstrategie iwwert d'Grenz vum Lëtzebuerger Land eraus weisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz zum sougenannte Pacte logement, dat haut de Mëtteg hei zur Ofstëmmung virläit, huet sech zum Zil gesat, en Deel vun de virgenannte Problemer wéi dee vum Wunnengsnoutstand an de Gréff ze kréien. Et soll eng Präisstabiliséierung vun den Terraine wéi och vun de Logementer erreecht ginn duerch méi eng massiv Mobiliséierung vun neie Wunnengen an alle Präiskategorien. Fir dëst ze bewierken, kann een am Gesetz zwou Partien ënnerscheeden.

Am éischten Deel vum Gesetz soll e Pakt mat de Gemengen ugestrieft ginn, an am zweeten Deel ginn eng Rei vun Instrumenter definéiert, fir de Wunnengsmarché ze mobiliséieren.

Besonnesch den éischten Deel vun dësem Gesetzesprojet läit eis schwéier um Mo. Mir gesinn am Pakt mat de Gemengen net d'Léisung, mä éischter en zousätzleche Problem.

Duerch de Pakt mat de Gemenge gëtt déi Fehlentwécklung vun de leschte Jore souguer nach zementéiert. D'Landgemenge kréie souguer nodréiglech eng finanziell Entschiedegung fir déi onkoordinéiert Entwécklung. Net datt ech deene Gemengen déi Suen net wëll vergonnen, mä domat hu mer weder eppes fir de momentane Wunnengsbau gemaach nach hu mer deene Gemenge substanziell finanziell gehollef.

Här Minister, entweder ass keng Sachkenntnis do oder d'Landesplanung ass Iech total egal. Ech mengen, datt d'Landesplanung Iech egal ass. Et ass Iech egal, wéi a wou gebaut gëtt. Et ass Iech egal, wéi a wou d'Leit schaffe ginn. Et ass Iech egal, wéi d'Leit op hir Aarbecht kommen. Et ass Iech egal, ob d'Land weider zersiedelt gëtt oder net.

D'Zuelen, déi ech Iech virdrun aus der Nofolgeetüd vum IVL virgeluecht hunn, missten dach Grond genuch sinn, hei Stopp ze ruffen. De Plan sectoriel Wunnengsbau interesséiert Iech net, well wéi kann et sinn, datt een e Pakt mat de Gemenge wëllt agoen, ouni wëllen ze wëssen, wéi a wou mer verstäerkt solle wuessen.

Zitat aus dem Rapport d'activité 2007 vum Logement: «Le plan sectoriel „logement" sera finalisé dans les meilleurs délais.» Dat steet scho véier Joer esou an deem Rapport d'activité! Ech gleewen net méi drun, datt de Plan sectoriel «Logement» nach an dëser Legislaturperiod presentéiert gëtt. Am Pakt geet et just ëm eng Baulandmobiliséierung an ëm d'Quantitéit, egal zu wéi engem Präis. D'Qualitéit ass dergéint Fehlanzeige. Keng Kritären iwwer Nohaltegkeet, keen Ureiz fir nei Wunnformen, keng Visioun fir eng geuerdnet Urbanisatioun.

Fir dat Ganzt nach ze toppen, kréien d'Gemengen och nach Primen an Aussiicht gestallt. Primen, fir ze köderen, fir se zum Matmaachen ze motivéieren. Wat soll dat iwwerhaapt mat deem Geld? Wat soll dat, d'Geld mat der Stränz iwwert d'Land ze verdeelen? Geld, wat och kaum de reale Bedürfnisser gerecht gëtt. De Gesamtbudget fir d'Primen, déi un d'Gemengen ausgedeelt ginn, gouf no der Formel Pi mol Daumen opgestallt; eng Pittis Rechnung souzesoen. E Geld, wat een nëmme kritt,…

(Interruption)

…wann eng Rei vu Moossnamen an de Gemenge gemaach an ëmgesat goufen. Moossnamen, déi dann all Joer vum Stat a sämtleche Paktgemenge kontrolléiert a gepréift ginn. Dat muss Spaass maachen, de Gemenge kënnen de Fanger ze weisen! Déi Zäit, déi do verplempert gëtt, ass besser op enger anerer Plaz opgehuewen.

Ech bleiwen derbäi: Dir hutt kee Vertrauen an d'Gemengen. Net nëmme vertraut Dir de Gemengen net, mä Dir dréckt och nach déi ganz Responsabilitéit vun der Wunnengsproblematik op d'Gemengen. Et ass kee Pakt mat de Gemengen; et ass en Diktat. E Pakt gesäit an eisen Aen anescht aus. Wou war d'Abannung vun de Gemenge bei der Ausaarbechtung? Wou bleift d'Diskussiounsbereetschaft mat de Gemengen? Hei ass e ronnen Dësch éischter ubruecht wéi eng eesäiteg Scholdzouweisung.

Nach e puer Wuert zur Konventioun, déi tëschent de Gemengen an dem Stat soll ënnerschriwwe ginn, wann eng Gemeng sech um Pacte logement wëllt bedeelegen. D'Contrepartie, wéi vum Rapporteur virdrun erkläert, ass jo dann d'Aussiicht op e puer Sou fir an d'Gemengekeess. Eng Konventioun, déi op e puer Säite beschreift, wou a wéi e Wunnengsprojet an der respektiver Gemeng soll entstoen a wéi eng öffentlech Infrastrukture vun der Gemeng als Contrepartie realiséiert musse ginn.

Déi virgenannte Sue sinn da fir dës Infrastrukturen deels - ech betounen hei „deels" - ze finanzéieren. De gréissten Deel bleift nach ëmmer vun de Gemenge selwer ze finanzéieren.

Ech wëll hei net nach eng Kéier op den Onsënn vun dëse Moossnamen zréckkommen, well se mat landesplanerescher Entwécklung nun awer iwwerhaapt näischt um Hutt hunn; et sief dann, datt d'Sue fir déi CDA-Gemenge respektiv nach weider aner 25 oder 26 Gemenge liicht an d'Luucht gaange sinn. Hei feelt öffentlech offensichtlech de Courage, fir eng offensiv a méi cibléiert Wunnengspolitik ëmzesetzen.

Mä zréck zur Konventioun. Wann een esou eng Konventioun e bësse wëllt seriö huelen, sinn awer eng Rei vu Viretüden ze maachen, fir op Basis vun dësen Etüden déi richteg Aussoen ze maachen, déi dann an der Konventioun zréckbehale ginn. Et geet net einfach duer, fir e puer Projeten opzezielen. Esou e Pabeier mécht nëmmen da Sënn, wann déi Perspektiv respektiv d'Gemeng sech och schonn déi néideg Gedanken iwwer hir Entwécklung gemaach huet. Vill vun deene Gemengen hunn awer kaum esou Etüde gemaach, fir esou Aussoe kënnen ze maachen.

Ech ginn Iech gären d'Beispill vu Réimech. Réimech huet et elo als zweet Gemeng gepackt, den neie PAG no der neier Reform vun 2004 duerch en éischte provisoresche Vote am Gemengerot ofzeschléissen. Dëst ass kee Mérite vu mir, mä ech hunn awer drop gedréckt, datt de PAG esou séier wéi méiglech fäerdeg gemaach gëtt. Am Verglach elo mat deenen dräi Säite vun der Konventioun muss ech awer soen, datt den neie PAG mat senge Viretüden an Entwécklungspotenzialer zwee déck Classeure fëllt. Réimech ass jiddefalls an der Lag, esou eng Konventioun op Basis vu genauen Zuelen a Projete kënnen ze beschreiwen.

(Interruption)

Här Minister, kënnt Dir iwwerhaapt ofschätzen, op wéi engen Donnéeën déi sëlleche Konventioune wäerte berouen? Sidd Der sécher, datt déi och mat méiglechen Entwécklungen iwwereneestëmmen? Mir kënnte genau ofschätzen, wat a wéi mir zu Réimech Projete kënnen ugoen oder net. Mir kënnen och ofschätzen, wéi eng öffentlech Infra-

strukture realiséiert musse ginn. Mir bräichten elo awer keng Suen, mä mir bräichten éischter déi logistesch a fachlech Hëllefstellung, fir d'Wunnengspotenzialer esou intelligent wéi méiglech ze notzen.

Bekanntlech ass Réimech laut IVL eng CDA-Gemeng. Si huet och hire Rôle schonn an de leschte Joren erfëllt. Esou ass tëschent 2001 an 2007 d'Populatioun an der Moyenne ëm 2% gewuess. Dobäi ass Réimech haut schonn, wéi virdru gesot, niewent eenzelne Gemengen am Süden, der Stad, Iechternach an Dikrech eng Gemeng mat der héchster Densitéit.

Wann d'CDA-Gemengen dee Rôle solle spillen, esou wéi dat hei virgesinn ass, bedeit dat: Nach eng weider Verdichtung wäert antrieden. Eng nach méi héich Densitéit schaaft awer eng ganz Rei vun neie Problemer, wourop déi eenzel Gemengen net ëmmer virbereet sinn. Och do sinn Hëllefstellungen ubruecht.

Datt Réimech nach gréisser Potenzialer fir ze wuessen huet, ass och bekannt. D'Erschléissung vum Potenzial stellt awer eng ganz Rei vun Erausfuerderungen, net nëmme fir Réimech. Dëst léisst sech eben net einfach mat Sue maachen. Soss wären déi Potenzialer scho laang mobiliséiert.

Duerfir plädéieren déi Gréng, anstatt déi Milliounen Euro iwwer sämtlech Gemengen ze verdeelen, déi Suen éischter an eng kommunal Wunnengsbaugesellschaft anzesetzen. Eng Wunnengsbaugesellschaft, déi déi néideg logistesch, fachlech a personell Kompetenz huet, fir zesumme mat de Gemenge Wunnengsprojeten op déi richteg Schinn ze setzen a schlussendlech och ëmzesetzen. Eng Wunnengsbaugesellschaft, déi och vun der OECD an hirem Bericht vun 2007 iwwert d'Examens territoriaux vu Lëtzebuerg gefuerdert gëtt. Dës Wunnengsbaugesellschaft kéint laut der OECD och am Numm vun de Gemengen d'Virkafsrecht ausüben; mä dozou kommen ech méi spéit.

Dës Wunnengsbaugesellschaft soll prioritär dann an deene Gemengen aktiv ginn, déi nom Plan sectoriel «Logement» besonnesch Aufgaben um Wunnengsmarché iwwerhuele sollen. Eng Gesellschaft, déi nei an nohalteg Wunnforme ka propagéieren.

Besonnesch wat d'nohalteg Wunnformen ubelaangt, hu mir hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer e groussen Nohuelbedarf. Laut der Studië vum Dokter Ewringmann gëtt hei zu Lëtzebuerg trotz héije Präisser nach ëmmer mat ganz groussem Flächenopwand gebaut. Lëtzebuerger Haiser a Wunnenge sinn am Schnëtt 50% méi grouss wéi am europäeschen Duerchschnëtt.

D'Wunnengsbedarfsprognos vum Wiener Planungsbüro Stadtland am Optrag vum Wunnengsbauministerium kënnt zur Konklusioun, datt bis zum Joer 2021 160.000 Haushalter - also zwee Drëttel vun de Stéit - iwwerduerchschnëttlech mat Wunnraum versuergt sinn. Natierlech spillt hei och d'Entwécklung vun de familiäre Strukturen eng grouss Roll.

Mir vermëssen duerfir déi Diskussioun ëm en anert Wunnen, wëssend, datt eng Entwécklung, esou wéi mer se de Moment hei zu Lëtzebuerg matmaachen, onweigerlech an eng Sakgaass féiert. Dëse Rôle ass och d'Aufgab vun engem Wunnengsbauminister. Wunnengsbaupolitik gëtt hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer exklusiv no quantitative Kritäre bewäert: Wat méi grouss wunnen, Haus oder Gaart, ëmsou méi Liewensqualitéit.

Déi Gréng sinn iwwerzeegt, datt et drëngend noutwendeg ass, eng breet Debatt iwwert de Stellewäert vu verschiddene Wunnformen hei zu Lëtzebuerg ze starten, nei Wunnformen ze diskutéieren an d'No- respektiv d'Virdeeler géigeniwwer ofzeweien. Statt Sue mat der Stränz iwwert d'Land mat engem zweifelhafte Pacte logement ze verdeelen, solle mer endlech eng seriö Reform vun de Gemengefinanzen ustriewen. Fir de Gemenge bei den Nofolgekäschten ënnert d'Äerm ze gräifen, gesinn déi Gréng keng aner Alternativ, wéi déi Reform endlech duerchzeféieren.

De virleiende Pacte logement, also just déi Artikelen 1 an 2 vun dësem Gesetzesprojet gi fir déi Gréng an déi falsch Richtung. Déi Artikele sinn net nëmme falsch, mä si zementéieren och nach d'Fehlentwécklung vun de leschte Joren. Et ass onverantwortlech vis-à-vis vun eise Kanner. Mir verbauen net nëmmen hiert Land, mä regelrecht hir Zukunft. Mir kënnen dëser Politik deemno net zoustëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz kann och fir déi Gréng nach ëmmer e gutt Gesetz ginn, wa mer de Pakt mat de Gemenge ganz ewechloossen an eis op déi wesentlech Instrumenter vun der Wunnengsoffensiv konzentréieren. An dësem Gesetz sinn eng Rei vu sënnvolle Moossname virgesinn, déi mir scho laang gefuerdert hunn an duerfir och kënnen ënnerstëtzen. Et sinn dës eng ganz Rei vun Instrumenter, déi am zweeten Deel vun dësem Gesetz opgelëscht sinn: d'Emphytéose a den Droit de superficie, d'Préemptioun - sprech d'Virkafsrecht -, d'Obligatioun, fir ze bauen, mat de respektiven Taxen op Baulücken op net bebautem Land innerhalb vum Perimeter, an net zulescht déi nei Andeelung vun der Grondsteier, eng Moossnam, déi déi Gréng scho laang gefuerdert hunn.

All dës Moossname kënne mer méi oder wéineger mat ënnerstëtzen. Wat d'Ëmsetzung vun dësen Instrumenter ugeet, bleiwen awer nach eng ganz Rei vu Bedenken.

Besonnesch bei der Préemptioun, dat jo hei als wichtegst Instrument ugesi gëtt, fir de Präis vum Bauterrain ze drécken, gesi mer awer och grouss Schwieregkeete bei der Ëmsetzung. Am Prinzip hu mer och kee Problem mat der Préemptioun. Mir fannen et e wichtegt Instrument, fir um Wunnengsmarché kënnen anzegräifen. D'Préemptioun ass jo och keng lëtzebuergesch Mesure. Souwuel an der Belsch, an Däitschland wéi och a Frankräich spillt d'Préemptioun eng grouss Roll bei der Mobiliséierung vun Terrainen. Mir fannen et wichteg, datt de Stat d'Méiglechkeet kritt, um Marché ze intervenéieren. Si erlaabt der öffentlecher Hand e Virkafsrecht op Terrainen, fir selwer aktiv um Wunnengsmarché ze ginn.

Dëst Recht hätte mir awer léiwer an enger Wunnengsbaugesellschaft gesinn, well d'Gemengen net d'Moyenen hunn, ze intervenéieren a kaum e Gesamtiwwerbléck iwwert de Marché wäerte kréien.

D'OECD schreift zum Beispill an hirem Bericht iwwert d'Examens territoriaux vun 2007 folgend Empfehlung zu der Préemptioun: «Il s'agit d'un outil complexe à mettre en œuvre, et il est donc nécessaire que l'organisme qui est chargé dispose d'une bonne expertise technique en même temps que d'une vision d'ensemble du développement de la construction sur le territoire.»

Fir dann ze schreiwen, an dat ass dat Wichtegst: «On imagine mal que ce droit soit exercé au niveau de la commune.»

Also, fir eis sinn d'Gemengen net à même, an deem Beräich aktiv ze ginn.

A weider schreiwe se: «L'exercice de la préemption du coup par coup sans vision d'ensemble à moyen ou long terme peut être parfaitement contre-productif. Dans cette perspective, une action foncière pertinente et efficace ne semble pouvoir se développer qu'en mettant en place un outil technique, agence ou opérateur fonciers publics», en Opérateur foncier, «qui pourrait assurer, au service des communes, la responsabilité de l'exercice du droit de préemption.»

Mir kënnen déi Iwwerleeunge mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Fir eis kënnen et net d'Gemenge sinn, déi dee Rôle sollten iwwerhuelen. Mir hunn duerfir och eng Wunnengsgesellschaft proposéiert, déi am Numm vun de Gemengen a mat de Gemengen déi Aufgab soll iwwerhuelen. Éischtens kéinte si sech den néidege Know-how bilden, an zweetens, wat - mengen ech - am Kontext vun enger koordinéierter a kohärenter Landesplanung wichteg ass, den néidegen Iwwerbléck besser behalen, wéi eng Gemeng dat ka maachen.

De wichtegste Plang, fir dës Politik ëmzesetzen, feelt awer ëmmer nach an dësem Zesummenhang, nämlech de Plan sectoriel «Logement». Ouni dëse Plang ass eng koordinéiert Landesplanung net méiglech. De Plan sectoriel «Logement» zesumme mat der Préemptioun, wou am Numm vun de Gemengen d'Wunnengsbaugesellschaft de Rôle vum Opérateur foncier public iwwerhélt, schéngt eis de séchere Wee ze sinn.

Ech weess jiddefalls net, wou dem Här Boden säi séchere Wee hifëiert. E féiert weider an déi falsch Richtung, esou wéi et am Monitoring vum IVL op androcksvoll Aart schwaarz op wäiss nozeliesen ass.

Et sinn awer och nach aner Mesuren am Gesetz, déi wuel um Pabeier gutt kléngen, awer bei der Ëmsetzung op grouss Problemer wäerte stoussen. Esou zum Beispill bei der Obligatioun, fir 10% Sozialwunnengen ze schafe bei engem Lotissement vu méi wéi engem Hektar. Den Acquéreur vun esou enger Wunneng muss dann d'Konditioune vum Gesetz vum 25. Februar 1979 anhalen - d'1979er Gesetz, wat d'Aide au logement regelt.

Wann de Prinzip u sech luewenswäert ass, besonnesch wat d'Mixitéit ubelaangt vun engem Wunnengskomplex, esou klappen d'Konditioune vum 79er Gesetz awer net mat den neie Konditioune vun dësem Gesetz iwwereneen.

De Promoteur oder den Acquéreur kann nämlech nëmmen dann op d'Aidë vum Stat zréckgräifen, wa laut dem 79er Gesetz mindestens 60% vun de Wunnengen u Leit weidergi ginn, déi ënnert d'Konditioune vun der Hëllefstellung falen. Wann dës Mesure vun deenen 10% net soll op déi aner 90% verdeelt ginn, muss eng entspriechend Adaptatioun vum 79er Gesetz virgeholl ginn.

Dës Mesure hëlleft och net de Bestand u Sozialmietwunnengen ze steigeren, mä féiert ausschliesslech zu enger weiderer Erhéijung vu Propriétéitswunnengen. Och bei dësem Artikel, esou schéin e kléngt, schaaft dëst Gesetz méi Problemer wéi Léisungen.

Schlussendlech musse sech d'Gemengen erëm mat dëser Ëmsetzung erëmploen. Mir gesinn éischter nach ëmmer de Fonds du Logement am Rôle, fir verstäerkt Sozialwunnengen ze schafen. E Rôle, an dat kann ee roueg hei soen, deen e gutt beherrscht. Dee Rôle soll a muss dee Fong duerfir och weiderhin nach méi verstäerkt ausüben. Hei soll all Energie mobiliséiert ginn, fir massiv nei Sozialwunnengen opzeriichten. Mir fannen et och duerfir net gutt, wa sech de Fong op aner Terrainen erëmtummelt.

Zwee Wierder zu der Emphytéose an dem Droit de superficie, Instrumenter, déi mir voll a ganz ënnerstëtzen; Instrumenter, déi et schonns laang an eiser Législatioun gëtt an déi 1824 fir d'éischt an engem Gesetz niddergeschriwwe goufen. D'Emphytéose an den Droit de superficie kënnen awer nëmmen da richteg gräifen, wann d'öffentlech Hand och déi néideg Terrainen a Wunnengen zur Verfügung huet.

Mir gesinn hei och schlecht Gemengen am Rôle, fir op déi Instrumenter zréckzegräifen. Et feelen einfach déi néideg Moyenen an, wat gradesou wichteg ass, déi néideg Kompetenz. Ee Grond méi, en Opérateur foncier public ze schafen.

Eng weider wichteg Ännerung an dësem Gesetz ass d'Differenzéierung vun der Grondsteier, enger Grondsteier, déi am Verglach zum Ausland nach ëmmer ganz niddreg ass. D'Differenzéierung vun der Grondsteier erlaabt et elo, verschidde Steiere jee no Affectatioun vum Buedem ze erhiewen. Säit Laangem hunn déi Gréng op déi Reform higedrängt. Dës Ännerung gëtt duerfir och voll a ganz vun eis matgedroen.

Wat d'Taxe betreffend dem net bewunnten Terrain oder Logementer ubelaangt, sti mir och hannert der Propos vun der Regierung. Déi Tax ass e wichtegt Instrument, fir den Drock op sougenannt Baulücken ze erhéijen, esou datt eng Bebauung éischter ausgefouert soll ginn.

D'IVL-Studië vun 2004 huet en enormt Potenzial innerhalb vun de bestehende Perimeter festgestallt, déi net valoriséiert sinn. Vill vun deenen Terraine sinn dobäi Baulücken, déi oft als Spekulatiounsobjekt leie bleiwen.

Mir ënnerstëtzen och d'Argumentatioun vun der Kommissioun bei der Opposition formelle, déi de Statsrot nach ëmmer op där Tax vun der Obligation de construire oprecht hält. Et handelt sech dobäi ëm Terrains non bâtis, déi awer am PAG als Bauterrain ausgewise sinn. Also aner Terraine wéi déi virgenannte Baulücken. De Rapporteur war scho virdrun ausféierlech dorop ze schwätze komm.

Wou mer awer nach Schwieregkeete gesinn, dat ass bei der Feststellung vun den net bewunnte Wunnengen. Mir gesinn do grouss Problemer, dës Iwwerpréiwung an der Praxis ëmzesetzen. Wann eng Stad Lëtzebuerg schonns Problemer huet a souguer hir Iwwerpréiwung ofbrécht, gesi mir schlecht, wéi méi kleng Gemengen dat sollten an der Praxis ëmsetzen.

Woumadder mer absolut net averstane sinn, dat ass d'Ännerung vum Artikel 34 vum 2004er Gesetz iwwert den Aménagement communal. En Artikel 34, dee bekanntlech déi sougenannte 25%-Klausel beschreift, also d'Oftriede vu 25% vum Terrain bei engem PAP, also engem Plan d'aménagement particulier. Statt deene 25% vum Terrain kann och en entspriechende Geldbetrag verlaangt ginn. Den urspréngleche Artikel ass fir déi Gréng keng Gelddréckmaschinn, wéi hei gären ënnerstallt gëtt, mä eng néideg a richteg Ausgläichsmesure, fir öffentlech Infrastrukturen an de Gemenge mathëllefen ze finanzéieren. Duerfir kënne mir och dëser Ännerung net zoustëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all déi virgenannte Mesurë gi praktesch a Richtung vun der Propriétéit. Sécherlech ass de Wonsch, Propriétaire vun enger Wunneng ze ginn, legitim an och erstriewenswäert. Vill Leit, an et gëtt der ëmmer méi, kënne sech awer déi Propriétéiten net méi leeschten. D'Verhältnis vum Propriétaire zu Locataire ass zu Lëtzebuerg mat 70 zu 30% ee vun den héchsten an Europa. Dëst Verhältnis wäert awer net bleiwen.

D'Schwäiz huet eng ähnlech Entwécklung gemaach, wéi Lëtzebuerg se de Moment mécht. Och an der Schwäiz waren d'Besëtzverhältnisser viru 40 Joer esou wéi haut hei am Land. Haut huet sech d'Verhältnis praktesch gedréint, mat 30% Propriétairen a 70% Locataren. Mir wäerte muer keng Schwäizer Verhältnisser hei zu Lëtzebuerg hunn, mir mussen eis awer drop astellen, datt ëmmer méi Leit sech keng Propriétéit wëllen a kënne leeschten. Et ass also héich Zäit, och endlech hei zu Lëtzebuerg iwwer eng adequat Hëllefstellung fir de Locataire nozedenken.

Lëtzebuerg ass eent vun den EU-Länner, an deenen de soziale Wunnengsbau am mannsten entwéckelt ass. Nëmmen 1,9% vun all Wunnenge si Sozialwunnengen. Bei Neibaute souguer nëmmen 0,6%. Sämtlech Gelder fléissen de Moment all an d'Bäihëllef fir d'Propriétéit. Sou sinn tëschent 2001 an 2005 iwwer 300 Milliounen Euro un Direkthëllef ausbezuelt ginn. Keng vun deenen Hëllefe sinn dobäi u Locataren ausbezuelt ginn. Déi prekär Situatioun um Wunnengsmarché bei stänneg steigende Präisser mécht eng Bäihëllef fir Locataren aus sozialpoliteschen Iwwerleeunge méi wéi ubruecht. Mat dëser Fuerderung sti mir bekanntlech net eleng do. Och eng Caritas huet nach d'lescht Woch no esou enger Hëllef gefrot.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss, net ouni awer nach eng Kéier eis Konklusiounen ze zéien. No Jorzéngten CSV-Wunnengspolitik ass de Bilan méi wéi ernüchternd. Kee bezuelbaart Bauland méi, Landflucht an e gravéierenden Defizit am soziale Wunnengsbau beschreiwen déi momentan Wunnengssituatioun.

Mat dem Pacte logement versicht de Minister Boden, de Gemengen déi Gesamtresponsabilitéit vum Wunnengsbau zouzeschousteren. Mat enger Kappprämië hieft sech dës Regierung zousätzlech aus der Verantwortung. Dëst Gesetz gëtt net déi néideg Äntwert op déi grouss Erausfuerderungen um Wunnengsmarché. Si zementéiert souguer nach d'Fehlentwécklung vun de leschte Joren.

Fir déi Gréng muss d'Wunnengspolitik hei zu Lëtzebuerg méi sozial an nohalteg ausgeriicht ginn. Duerfir si souwuel ökologesch wéi och sozial Kritären nei ze definéieren. Mir plädéieren duerfir fir e Paradigmewiessel an der Wunnengshëllef. Och de Mieter muss endlech kënnen an de Genoss vu Bäihëllefe kommen.

Aus all deene virgenannten Iwwerleeunge kënne mir duerfir dësem Gesetz net zoustëmmen, och wa mer eenzel Instrumenter als richteg an och als wichteg ugesinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Problematik vun dem Wunnengsbau hei zu Lëtzebuerg ass bekannt an och vu menge Virriedner räichlech diskutéiert ginn.

Mir gesinn, datt ëmmer méi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg gebuer sinn, an d'Grenzregioun wunne ginn. Während en Aarbechter virun 20 Joer nach konnt en Haus kafen a mat sengem Akommes ofbezuelen, gesäit een haut, datt dat net méi méiglech ass, an duerfir muss reagéiert ginn.

D'Regierung proposéiert ons haut, d'Gesetz ze stëmmen iwwert de Pacte logement. Ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur, dem Norbert Haupert, félicitéiere fir säi Bericht, well hie mat engem ganz schwierege Projet ze dinn hat, wou de Conseil d'État him munch Oplage ginn huet, wat Revisiounen no sech gezunn huet.

Et war duerfir awer e Mérite vun him, fir wéinstens dat, wat positiv un dësem Projet schéngt ze sinn, kënnen hei an der Chamber virzedroen.

Da wëll ech och dem Minister vum Logement félicitéieren, well hien huet et wierk-

lech fäerdeg bruecht, fir dat schlechtst Gesetz vun dëser Legislatur an der Chamber ze déposéieren.

(Interruptions)

Dat, wat am initiale Gesetz stoung, dat gëtt dobaussen ënnert dem Vollek als Kommunismus duergestallt. Et kann een also och net verstoen, wéi eng CSV, déi esou Iddien am Prinzip net soll verdeedegen, esou e Gesetzesprojet konnt hei an der Chamber déposéieren.

(Interruptions diverses)

Wat elo nach vum Gesetz iwwreg bleift, domadder kann een net vill ufänken. Wann ech de Winston Churchill géif paraphraséieren: Dat Eenzegt, wat een domadder nach maache kann, dat ass sech dropsëtzen oder et an d'Poubelle geheien.

D'Zil vun dësem Projet ass et, éischtens, fir d'Offer vu Logementer um Terrain méi grouss ze maachen. Dëst Gesetz dréit net dozou bäi. Au contraire, et favoriséiert d'Spekulatioun an d'Rétentioun vun den Terrainen.

Zweetens ass et d'Zil vun dësem Projet, fir d'Baupräisser an d'Terrainspräisser ze reduzéieren. Dëst Gesetz dréit net dozou bäi. Au contraire, et féiert zur Verdeierung vun de Bauterrainen, vun den Appartementer a vun den Haiser.

Drëtt Zil ass et, fir de Gemengen ze hëllefen, wa se Infrastrukture musse bauen, wann d'Populatioun klëmmt. Dëst Zil gëtt och net erreecht. Déi Gesetzgebung, déi virgeschloe gëtt, ass ineffikass, komplizéiert an ënnerläit dem Arbiträr vun der Regierung. Si steet a Kontradiktioun mat anere Politike vun der Regierung. Bref, et ass eng eenzeg Katastroph vu vir bis hannen!

Ech wëll elo e bëssen der Rei no fueren, fir dat, wat ech elo gesot hunn, ze ënnermaueren.

Éischtens, d'Offer vu Logementer a vu Bauterraine favoriséieren, wat heescht dat konkret? Mir hunn elo eng Problematik, datt, wann eng - huele mer un - 3.500 Stéit no enger Wunneng sichen, der am Prinzip manner ugebuede ginn, an doduerjer iwwersteet een deen aneren, fir kënnen déi Wunneng ze kafen. An doduerjer geet et dann esou, datt déi Leit, déi méi schwaach Revenuen hunn, net zu engem Haus kommen.

D'Offer schéngt awer op Basis vun deenen Donnéeën, déi een zur Verfügung huet, genügend ze sinn, fir Leit mat mëttlerem an héijem Akommes, mä ongenügend fir Leit mat klengerem Akommes, Elengerzéier a Stéit, wou nëmmen ee schafft. Wann een den Zuele vum Observatoire de l'habitat nogoe kann, da gesäit een, datt 2004 an den Annoncen - well si baséiere sech nëmmen op Annoncen - 28.519 Wunnengen ugebuede gi sinn. 2006 ass déi Zuel op 50.090 Wunnengen eropgaangen; dat ass e Plus vu 75%.

Op dem Internetsite vun atHome.lu gesäit een, datt am Ablack eng 28.000 Wunnengen ugebuede ginn. Vum Statec aus hu mer keng rezent Statistiken. Déi lescht Donnéeën datéiere vu virun e puer Joer.

Wann ech dann elo d'Zil vum Pacte logement kucken, da gesäit een, datt et d'Zil ass, fir 3.000 Wunnenge pro Joer ze bauen. Den Observatoire de l'habitat gesäit awer vir, datt fir dëst Joer eng 2.957 Wunnenge solle gebaut ginn. Wann een also d'Zilrichtung vun der Regierung hëlt, da missten der nach 43 méi gebaut ginn, fir dat Zil ze erreechen.

Dat schéngt mer vläicht e bëssen aus den Donnéeën erausgegraff ze sinn, mä et gesäit een awer, datt souguer dat Zil, wann d'Regierung d'Gesetz ëmsetzt, net kann erreecht ginn, well d'Gesetz net dozou féiert, datt méi Wunnengen op de Baumaart kommen, mä datt der manner op de Maart kommen.

Wat dat zweet Zil ubelaangt, muss ee festhalen, datt mer ongeféier eng 10% vu Sozialwunnengen am Joer brauchen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech hunn an enger Question parlementaire d'Fro gestallt, wéi vill Wunnengen dann elo gebaut ginn. Fir 2007 sinn 154 Wunnenge vun der Société Nationale des Habitations à Bon Marché gebaut a fäerdeg gestallt ginn, vum Fonds du Logement 121, dovunner 82 fir d'Locatioun. Am Total sinn et 275.

Dat heescht, mir sinn also net wäit ewech vun deenen 10%, déi am Prinzip ugestrieft ginn, mä d'Problematik ass déi vun de Statistiken. Mir hu keng Donnéeën iwwert dat, wat vu Säite vun de Gemengen a vu Säite vu private Promoteuren op deem Gebitt gemaach gëtt.

Da muss een och festhalen, datt mer eng Problematik hunn, wat d'Réserve foncière ugeet. Do muss ee festhalen, datt déi öffentlech Promoteuren am Ablack 13.362,5 Ar u Réserve foncière, u Bauterrainen zur Verfügung hunn, d'SNHBM 6.700, de Fong 6.662,5. Dat alles ëmmer op Basis vun enger Question parlementaire an den Äntwerten, déi ech kritt hunn.

Vill Terrain ass an öffentlecher Hand. Nieft der SNHBM an dem Fonds du Logement sinn och nach de Stat, d'Gemengen an Établissements publics derbäi. Zum Beispill huet an der Stad Lëtzebuerg d'SNHBM 1.560 Ar, de Fonds 815 Ar, d'Gemeng 720 Ar a beim Stat schéngt et iwwer 1.000 Ar Bauterrain ze sinn.

Wann een also seet, datt net genügend Bauterrain um Maart ass, da misst ee fir d'éischt emol wëssen, wéi vill vun deem Bauterrain, dee spekulativ ass oder als Réserve foncière ugesat gëtt, an der öffentlecher Hand ass, a wéi vill a privater Hand ass.

Ech hunn esou d'Impressioun, datt de Gros an öffentlecher Hand ass an de klengsten Deel a privater Hand.

(Interruption)

Et kann een e Beispill zu Bäreldeng uféieren. Et sollt en Appartementshaus mat véier Stäck gebaut ginn. Wat ass do gemaach ginn? Et ass e Parking erlaabt ginn, d'Haus gëtt net gebaut.

Elo zu den ADR-Virschléi. Wat mir gesinn, dat ass, datt mer fir d'éischt eng Gläichsetzung virgesi vu privaten an öffentleche Promoteuren, wat d'Subsiden an d'Prozeduren ugeet. Doduerjer kann een och scho munches bewierken.

Dann eng wichteg Saach, déi een och nach muss diskutéieren, dat ass d'Verkierze vun de Prozeduren, fir e PAG oder fir e PAP duerchzekréien a fir d'Baugenehmegungen duerchzekréien.

Beim PAG gesäit d'Gesetz eng Durée maximale vun 30 Méint vir. Beim PAP gesäit d'Gesetz sechs Méint minimum vir a 24 Méint maximum, wann et keng Reklamatiounen a keng Schwieregkeete gëtt.

D'Handwierkerkummer huet an hirem Avis festgehalen, datt d'Moyenne bei gréissere Projete bei sechs Joer läit. Do muss een nëmmen drop hiweisen, datt, wann e Promoteur beispillsweis en Terrain kaaft huet fir zéng Milliounen Euro an e muss sechs Joer waarden, bis hie seng Autorisatiounen all duerch huet, a wann ee weess, datt de Prêt bei ronn 5% ass, dann ass de Baupräis, den Terrainspräis eleng innerhalb vun deene sechs Joer ëm 30% gestiegen, ouni datt iergendeppes geschitt ass.

Wann een also net eng Hausse vun 30% wëllt hunn, mä méi eng kleng, op zwee Joer reduzéiert, dat heescht, datt et nëmmen ëm 10% geet, da muss een dës Prozedure verkierzen. Dovunner gëtt elo scho jorelaang geschwat vun der Regierung, datt se dat wëllt maachen.

Mir hunn an der Question parlementaire gefrot, wéini dann de Projet de loi kënnt. E kënnt, e kënnt! Mä et ass wéi ëmmer: E kënnt net! An dëst Beispill weist, datt d'Regierung villes ukënnegt, mä datt et herno un Dote feelt.

Ech wëll nëmmen hiweisen, wéi een eng Vereinfachung maache kéint. Beim Remembrement gesäit d'Gesetz vun 2000 vir, datt ee fir d'éischt muss e Projet de remembrement eraginn an den Intérieur. Dat dauert da sechs Méint, bis een do eng Äntwert kritt. A wann een dann d'Äntwert huet, da gëtt een erëm den Acte de remembrement eran, wat hoergenee d'selwecht ass! Et ass e Copy-paste vun deemselwechten Dokument nach eng Kéier an den Intérieur, an dann dauert et nach eng Kéier sechs Méint, bis een eng Äntwert huet.

Dat ass dat, wou am Alldeegleche ganz vill Suen an Zäit verluer ginn. Well déi meescht Leit, déi wëlle bauen, déi PAPen eraginn, déi Remembremente maachen, déi wëlle jo bauen, déi wëlle jo net op hiren Terraine sëtze bleiwen. Déi hu jo de Wëllen, ze bauen! An da gëtt dat duerch onnëtz Prozeduren erausgezögert.

Da gëtt et nach Beispiller, wou et och Schwieregkeete gi si bis viru kuerzem. Dat ass, wann eng Gemeng e PAP duerchgesat hat an éischter an zweeter Lecture, da koum op eng Kéier de Ministère de l'Environnement an huet gesot: Halt, ech sinn net domat d'accord, stoppt alles, et ass eng Heck do. Elo muss alles gestoppt ginn.

Do sinn et zum Gléck e puer Recoursë ginn. Den 21. Januar 2008 huet dann d'administratiivt Geriicht gesot, dat wier illegal, de Ministère de l'Environnement hätt just nuren eng Méiglechkeet e Recours anzebrénge beim PAG, a bei de PAPen dierft en iwwerhaapt emol net méi gefrot ginn.

Ech mengen, dat ass eng gutt Saach. Mä elo geet den Environnementsministère anscheinend nees erëm hin a seet: Da froen ech et elo net méi am Kader vum PAP, mä op Basis vun der allgemenger Gesetzgebung, déi mer et erlaabt, dann egal wéi wat fir eng Problemer unzeginn. An do ass d'Regierung gefuerdert, fir datt deen ee Ministère mat deem anere schwätzt a fir datt gesot gëtt, wann de PAG bis duerch ass, dann ass et Schluss mat den Interventiounen. Duerno kënne weider Interventiounen net méi goen. Et muss ee sech op eppes kënne verloossen. All Ministère soll seng Aarbecht maachen.

Wat d'Präisser vun Appartementer an Haiser ugeet, bestinn doriwwer fir de Stat keng seriö Donnéeën. Den Observatoire de l'habitat baséiert sech op Annoncen, déi méi oder wéineger vun enger Kummer, zwou Kummeren oder dräi Kummere schwätzen, awer wéi grouss déi Kummere sinn, dat weess keen. Et gëtt einfach iwwert den Domm gepeilt. D'Marge d'erreur läit bei 30% no uewen oder 30% no ënnen.

De Bauindex ass eng kleng Indikatioun. D'Gréisst vun de Wunnenge geet an d'Luucht an de Präis pro Meter carré kennt keen. Duerfir mengen ech, datt d'Regierung sech et gutt misst iwwerleeën, ob se net op de Wee sollt goe vun engem Gesetz, wat a Frankräich besteet a wat bekannt ass als Loi Carré, dat heescht, datt keng Locatioun a kee Verkaf vun enger Wunneng däerf geschéien, ouni datt d'Surface habitable a Meter-carréen ugi gëtt. Dat kascht net vill, et ass net weider komplizéiert, mä et hëlleft awer op jidde Fall, fir méi prezis Donnéeën ze kréien a fir deen Ablack och méi eng effikass Politik a méi eng cibléiert Politik am Wunnengsbau kënnen duerchzesetzen.

Zum Text vum Projet de loi selwer muss ee soen, datt et verschidde Punkte gëtt, iwwert déi ech hei wëll diskutéieren. Zum Éischten den «Pacte logement» mat de Gemengen. Do ass e Minimum virgesi fir eng klenger Gemeng vun 30 mol 4.500 Euro, dat mécht 135.000 Euro, wat als Minimum virgesinn ass. Hannert dem Maximum stinn e puer Fragezeichen do.

Aacht Gemenge sinn anscheinend - Här Minister, ech wier frou, wann Der mer dat kéint bestätegen - als prioritär ugesinn. Dorënner d'Stad Lëtzebuerg an Esch. Do géif also e Plus vu 50% bäikommen, a plus 70% vun deene 4.500 Euro kréien d'Centres de développement et d'attraction, esou wéi d'Gesetz vun 1999 iwwert den Aménagement du Territoire dat virgesäit.

Dat héiert sech relativ technesch un. Wat ech wëll, dat ass d'Regierung froen: Wat kascht et de Stat am Ganzen? Wou leien d'Käschtekalkulatioune fir dat Gesetz hei? Wat ass als Minimum virgesinn? Wat als Maximum? Gëtt et iwwerhaapt Käschtekalkulatiounen? Well ech ka mer jo net virstellen, datt eng Regierung higeet an am Ablack, wou et vill finanziell Enkpäss gëtt, egal wat an e Gesetz setzt, ouni datt se weess, wat et kascht. Duerfir hätt ech gär, datt d'Regierung hei de Käschtefinanzéierungsplang virgesäit mat deenen eenzelnen Hypotheesen, déi et gëtt. Falls se et haut net zur Verfügung huet, da wier ech frou, wa se wéinstens géif méi spéit an der Chamber dat Dokument déposéieren.

Dann huet de Conseil économique et social a sengem Avis Folgendes gesot - ech liesen et -: «(…) les plans directeurs sectoriels et les plans directeurs régionaux censés modifier les PAG communaux sont établis à une autre échelle que ces derniers, de sorte que la modification de plein droit du PAG communal peut s'avérer difficile et provoquer des (…) litiges qui ne feront qu'allonger les démarches administratives». A si schlussfolgeren: «(…) non-adéquation des différents instruments de planification entre eux (...) qui ne restera pas sans conséquences sur le prix des logements».

Dat heescht, datt den CES - de Conseil économique et social - seet, datt d'Regierung hei keng koordinéiert Aktioun huet um Niveau vun de Logementer, datt ee Ministère laanscht deen anere schafft, datt net zesummegeschafft gëtt, datt d'Planungsinstrumenter kontradiktoresch sinn. Dat gëtt nach méi schlëmm, wann déi sougenannte Réforme territoriale soll kommen, well do weess een net, ob dat eent mat deem aneren iwwereneestëmmt. Do mengen ech, datt dat Gesetz och deenen Iddien, déi bis elo virleien, net gerecht gëtt.

Duerfir menge mer, datt mer do mussen e puer Ännerunge virhuelen. Mir soen ënner anerem: Zum Beispill wat mer hei an dësem Gesetz erëmfannen an net gutt fannen, dat ass, datt d'Gemenge musse kënnen dem PAG derogéieren iwwert de Wee vun engem PAP, wann et spezifesch lokal Situatioune gëtt. De Wirtschafts- a Sozialrot ass där Meenung a mir sinn där Meenung och.

Da fanne mer et irrsënneg, datt e private Promoteur muss Propriétaire si vun allen Terrainen, ier hien iwwerhaapt kann e PAP ufroen, an d'öffentlech Hand net.

Da fanne mer et och schlecht, datt d'Gemenge kënnen d'Méiglechkeet kréien iwwert dëst Gesetz - wat iwwregens och schonn a verschiddene Gemengen elo praktesch gehandhaabt gëtt -, anstatt datt 25% vum Terrain musse fir öffentlech Infrastrukturen zur Verfügung gelooss ginn, och eng Taxe compensatoire ze froen, dat heescht Suen ze froen. Herno feelt et do un Infrastrukturméiglechkeeten.

Duerfir menge mer, datt dat heiten e schlecht Instrument ass, sauf wann et a ganz exceptionnellë Fäll kéint geregelt ginn, beispillsweis hei am Secteur vun der Vieille Ville; fir nuren ee Beispill ze soen. Duerfir menge mer, datt dat heiten och eng schlecht Dispositioun ass.

Dann zum Virkafsrecht. Dat ass elo virgesi fir de Stat, fir d'Gemengen a fir de Fonds du Logement. Vum juristesche Standpunkt aus gëtt et Argumenter, fir do dergéint ze sinn.

Éischtens, well et contraire ass zum Artikel 1 vum Protokoll iwwert d'Mënscherechtskonventioun a well et géint Artikele vun onser Verfassung verstéisst. An et féiert bien entendu och zur Erhéijung vun de Wunnengspräisser. Woufir? Dat ass jo verständlech doduerjer, datt de Stat, d'Gemeng oder de Fonds du Logement elo mat an d'Spill kommen. Da geet ee bei e private Promoteur hin, et diskutéiert een e bëssen, fixéiert säi Präis. Da geet een e bësse bei d'Gemeng fuerschen, ob et do och nach en Intérêt gëtt. Da schaukelt een dat Ganzt héich, an da mécht een de Compromis. Dat ass dat, wat héchstwahrscheinlech elo wäert geschéien. Wann Der och d'Echoen héiert an der professioneller Press, da wäert et an deem Sënn esou goen.

Da muss een och virgesinn, datt dat heiten nach weider wäert zu Verdeierunge féieren, well mer eleng siwe Méint Prozedur hunn, fir dat Virkafsrecht iwwerhaapt kënnen ausze-üben. Niewent där Zäit, déi een nach zousätzlech muss hunn, bis datt d'Prozeduren all duerch sinn - dat heescht bis datt de Verkeefer vun der Gemeng oder dem Stat seng Sue kritt huet -: 18 Méint kann een ongefëier ausrechnen, wéi laang dat Ganzt elo dauert op Basis vun den Dispositioune vum Gesetz an op Basis vun…

Une voix.- Dir sot egal wat!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ma neen! Ech soen net egal wat.

Une voix.- Et ass nach méi laang.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Dat ass wéi laang et op Basis vun der ablacklecher Dauer beim Ministère de l'Intérieur fir de Kafakt vun engem Bauterrain oder vun engem Haus dauert. Et sinn eelef Méint, da kommen der nach siwen derbäi. Méi ass et net.

Une voix.- Zwee, keng siwen.

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Majo, mir mussen hei iwwert déi eenzel Prozedure schwätzen. Ech hu gesot, bis datt de Propriétaire seng Suen huet. Hei däerfen innerhalb vun zwee Méint effektiv verschidde Saache gemaach ginn. Et muss eng Äntwert kommen, mä da geet et nach virun. Da muss jo och nach de Gemengerot domat d'accord sinn.

Une voix.- Den Intérieur muss d'accord sinn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Den Intérieur muss domat d'accord sinn.

(Interruptions)

Et muss motivéiert ginn, well et geet jo net nuren duer, datt ee seet: Mir wëllen et kafen. Et muss een och soen, woufir. Dat ass rekursflichteg eventuell virun den administrative Geriichter, wann dat net motivéiert ass.

D'Gesetz gesäit vir, datt d'Gemeng oder de Stat vun der Schafung vum neie Bauland profitéieren an datt de Privatmann net vun der Plus-value profitéiert. Dat ass d'Iddi. En fait profitéiert en zu honnert Prozent vun der

Plus-value; haaptsächlech duerch steierlech Exonératioun.

Wann d'Gemeng eng Extensioun vum Perimeter mécht, dat spillt se en quelque sorte Kleeschen. Do gëtt Akerland op eng Kéier zu Bauterrain. Normalerweis misst dat doten dann ënnert d'Plus-value, ënner eng Mehrwertbesteierung kommen.

Elo an dësem Fall, wann de Vendeur et un d'Gemeng verkeeft, da kënnt hien net méi drun, a wann hien d'Virkafsrecht notzt - dat heescht, wann hie virdru mat engem private Promoteur geschwat huet -, huet hien direkt en héije Präis krut. Da geet e bei d'Gemeng: Elo musst Der dat kafen. A wann d'Gemeng et net wëllt, da léisst se et sinn.

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Entschëllegt, Här Henckes, mir hu jo just dragesat, datt de Vendeur nëmme ka vun der Exemption fiscale profitéieren, wann hie säin Terrain un d'Gemeng ausserhalb vum Virkafsrecht bezilt. Well mer ebe wëlle verhënneren, datt en zweemol drop verdéngt; eng Kéier um deiere Präis an herno nach eng Kéier op der Exemption fiscale.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech hu gelies, wat Der an der Motivatioun gesot hutt. Mä ech liesen den Text, wéi e virläit an ech kucken, wéi d'Praxis sech wäert erginn. Ech kucken, wéi et praktesch wäert iwwert d'Bühn goen. Wéi mir et heiansdo mengen, dat mag a ka richteg sinn, mä ech géif awer éischter unhuelen, datt et elo schonn a verschiddene Käpp hei amgaangen ass ze räsonnéieren an ze kucken op dee Wee ze goen, wou ech mengen.

Ech fäerten et wéinstens. Duerfir wëll ech der Regierung soen, datt, wann ech meeschtens eppes fäerten, da leien ech ganz oft richteg…

(Hilarité)

…a leider, géif ech soen.

Une voix.- Ausser an der Stad Lëtzebuerg.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et gëtt also hei eng Surenchère mat de private Propriétairen.

Dat Zweet ass beim Virkafsrecht: D'Gemenge kënnen oft finanziell net matzéien. Ech wëll nuren ee Beispill uginn, wa mer d'Virkafsrecht gehat hätten: D'Stad Lëtzebuerg huet an engem Fall, wéi eng etlech Bauterrainen zur Verfügung stoungen, eng Offer gemaach vun 160 Milliounen Euro fir déi Bauterrainen. E private Promoteur huet hir dunn 200 Milliounen ugebueden. A Schluss! Aus war et fir d'Gemeng. Dat ass d'Realitéit, wéi se sech haut stellt. Duerfir muss ee sech hei d'Fro stellen: Wat nëtzt dat Virkafsrecht, sauf datt een nach een an de Projet mat erabréngt? D'Virkafsrecht spillt och net bei de Steeën an esou weider.

D'Iddi vun der Regierung, fir en Drainage - wéi een dat nennt - vun de Plus-valuen ze kréien, schéngt mer eng Illusioun ze sinn.

Da stellt sech och nach eng praktesch Schwieregkeet. Déi meescht Gemenge mussen, wa se e Service vun Urbanismus hunn, wa se e Service hu vu Gidderkaf, sech dann eens ginn, fir dat ze kafen. Gegebenenfalls muss de Schäfferot och nach domat d'accord sinn. Bref: alles an de Gemengerot. Da muss dat alles an äusserst kuerzer Zäit geschéien. Dat ass dach eng Illusioun, datt dat geschitt, well d'Motivatioun an déi ganz Suen, déi mussen investéiert ginn, si relativ. Esou datt ech unhuelen, datt dat Virkafsrecht zwar um Pabeier steet, mä praktesch net vill wäert bréngen.

Da bestinn och nach hei eng etlech aner Problematiken. Déi vun der Taxe spécifique op dem Präis vum Terrain kéint ech nennen eng super Grondsteier. Dat ass bei Wunnengen, déi eidel stinn, a bei Bauterrainen am Bauperimeter. Dës Tax, sou huelen ech un, wäert och zur Verdeierung vun den Terrainen a vun de Wunnenge féieren, well se einfach vum Propriétaire wäert op de Verkafspräis dropgeluecht ginn. D'Konsequenz ass natierlech eng Verdeierung vun den Terrainen.

D'Gemenge sollen dann 2009 - an do hu se also genau zwielef Méint Zäit - e Relevé complet vun de Bauterrainen dem Enregistrement zoukomme loossen. Wann dat net geschitt, gëtt ugeholl, datt et op hirem Terrain keng Bauterraine gëtt. Esou steet et am Gesetz.

Mä d'Gemengen hunn awer d'Leit net, d'Méiglechkeeten net, fir esou Evaluatiounen ze maachen. Si wäerten also alleguerten un de Kadaster schreiwen: Gitt ons, wann ech gelift, d'Kadasternummere vun de Bauterrainen, wie Propriétaire ass a wéi vill Ar et sinn. Wann ee weess, datt et elo schonn e puer Méint dauert, fir en Extrait cadastral ze kréie fir déi bestehend Saachen, da gesäit een, datt hei héchstwahrscheinlech dëst Gesetz an dës Dispositiounen net wäerten zum Droe kommen. Do misste Modifikatioune virkommen.

Bref, dat heite schéngt mer eppes, wat praktesch irrealistesch ass an net duerchféierbar.

Dann de Fait, datt et keng Besteierung vun de Plus-valuë gëtt. Do gëtt et eng etlech Dispositioune vun onser Verfassung, notamment den Artikel 10bis, déi soen, datt esou eppes verfassungswiddreg ass. Et kann also gutt sinn, datt innerhalb vu kuerzer Zäit mer virum Verfassungsgeriicht eng Klo kréien an datt een da muss kucken, wéi d'Verfassungsgeriicht sech hei zu dëser Iddi stellt.

Datselwecht gëllt och fir déi speziell Dispositioune vum Fonds du Logement. De Fonds du Logement gëtt elo en öffentleche Promoteur, dee ganz vill Avantagen huet, déi him duerch d'Gesetz zougestane ginn, mä seng Missioun ass hoergenee déi vum private Promoteur.

Fréier war et esou, datt e just nuren eng extra Missioun hat, andeem datt hie fir de soziale Wunnengsbau zoustänneg war. Elo kann e bal alles maache wéi e private Promoteur, sauf datt hie méi Pouvoirë kritt a bal wéi e Stat am Stat ka fonctionnéieren.

Duerfir gëtt och vu Concurrence déloyale mam private Secteur geschwat. Duerfir hunn och d'Handwierkerkummer a verschidden aner Institutioune gesot, datt dat heite géint d'Artikele 87 an 88.3 vum EU-Traité verstéisst, déi soen, datt et illegal ass, datt de Stat enger Entreprise finanziell ënnert d'Äerm gräift an deenen aneren net, well dat alles géint EU-Recht verstéisst.

Wann ech d'Regierung gewiescht wär, dann hätt ech elo, ier ech esou eppes an e Gesetz erasetzen, bei der zoustänneger EU-Kommissioun gefrot: Ass dat doten eng Aide, wéi se virgesinn ass, oder net? Elo riskéiere mer, datt dat um Europäesche Geriichtshaff ausgedroe gëtt, datt Lëtzebuerg do condamnéiert gëtt an dann ass alles dat, wat während där Zäit geschitt ass, null und nichtig. Da sinn all déi Akten an Dispositioune réckwierkend null und nichtig. Dat ass d'Gefor vun esou Saachen, wann een iwwerstierzt an net iwwerluecht handelt.

Dann hu mer déi Problematik vun deenen 10% Logements sociaux, wann e PAP iwwer een Hektar grouss ass. Wann en also just manner wéi een Hektar ass oder wann et zwee PAPe gëtt, da spillt dës Dispositioun vum Gesetz net.

Hei weist der Handwierkerkummer hiren Avis juridique drop hin, datt dës Dispositioun géint ons Verfassung géif verstoussen an och géint d'Mënscherechter.

Praktesch schéngt et och net vill ze bréngen. D'Indemnité compensatoire vu 25% misst erausgeholl ginn. Net nëmmen am Intérêt vun engem gudden Urbanismus, mä et gesäit een awer och, datt et hei e puer Schwieregkeete gëtt, wéi den Avis vum CES et gesinn huet.

Ech mengen, Här Minister, datt d'Regierung héchstwahrscheinlech déi Konklusioune vum 12. Oktober 2005 vum Här Statsminister nach dëst Joer, d'nächst Joer an all déi Joren duerno wäert widderhuelen.

Dat, wat sollt geschéien, dat ass all Acteuren...

(Interruption)

...un den Dësch bréngen, d'Prozedure reduzéieren, Portage foncier, Wunnengspakt, wou och d'Nofolgekäschte gedroe ginn, Immobiliëkreditter zu 1% respektiv 0%, Sozialwunnengen, Investitiounen an Immobilië steierlech esou favoriséiere wéi an Aktien. Dat alles geschitt net. D'Regierung ass um falsche Wee. Et ass net e Pacte logement, et ass e Pacte du Logement cher, et ass e Pakt fir méi deier Wunnengen, an duerfir hoffen ech, datt dës Chamber dësem Gesetz Nee seet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Heiansdo ass et gutt, dass och ëm dës Zäit Fussball um Fernseh ass.

Här President, ech mengen, et muss een net an der Kommissioun derbäi gewiescht sinn, fir festzestellen, dass dee Pakt, deen hei virläit, d'Problemer an der Wunnengspolitik net léist.

Ech hunn et och wierklech net fair fonnt, dass vu Säite vun der Majoritéit elo engem Deputéierte virgehäit ginn ass, wéi vill Mol hien an der Kommissioun net derbäi war.

Ech mengen, dat ass einfach en Niveau ënnert dem Gefréierpunkt, an dat ass net fir d'éischt, wou dat hei geschitt. Ech fannen dat och äusserst onfair, well soss misste mir jo och heihinner kommen an opzielen, wéi oft d'Oppositioun gebraucht huet, fir iwwerhaapt kënnen eng Sitzung opzemaachen, wann déi Deputéierte vun der Majoritéit net do waren.

Här President, den Här Statsminister huet gesot, hien hätt an der Wunnengspolitik versot, et wier en Échec.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Dat éiert hie jo, wann hien d'Hand iwwer seng Leit hält, mä ech sinn awer och der Meenung, dass déi ganz Wunnengspolitik an d'Politiken iwwerhaapt eng kollektiv Responsabilitéit vun der Regierung sinn an dass dat net deen een oder deen anere Minister ass, mä dass jo awer alles, wat an de Politiken hei am Land geschitt, duerch de Regierungsrot geet, an dass dann also do och eng Kollektivitéitsresponsabilitéit besteet.

Fir d'Wunnengspolitik hoffen ech, dass se net mat dësem Projet an d'Euthanasie geréit, mä dass mer awer nach während deenen nächste véier Méint elo d'Méiglechkeeten hunn, se nach palliativ ze behandelen, fir se aus der Agonie erauszekréien, well soss gesinn ech awer wierklech schwaarz fir d'Wunnengsnout hei am Land, déi sech dann nach wäert steigeren.

D'Ursaache vun de Wunnengsproblemer sinn hei ugedeit ginn. D'Demande wär do, mä d'Offer wär net do. Dach, d'Offer wär do, wann aus Spekulatiounsgrënn eben net géifen Terrainen zréckgehale ginn, da wär och Offer genuch do. Terraine si genuch do. Mir hu Bauland genuch do. Mir hu Méiglechkeete genuch, fir dat ze maachen.

D'Fro, déi sech elo hei stellt: Bréngt dëse Projet et fäerdeg, fir ebe méi Offer op de Maart ze kréien oder net?

Dat ass d'Fro. Et ass jo geduecht, dass dëse Projet dat soll léisen, an do hunn ech meng Zweifel, ob hien dat fäerdeg bréngt.

Iwwert d'Ursaache vun der Deierecht muss een awer och emol eng Kéier soen, dass mer an deene leschte Joren e Boom hei am Land haten, eng gutt Konjunktur, dass vill Geld hei an d'Land gefloss ass, dass d'Leit aus de Banken an och d'EU-Fonctionnairen, Leit am Fong aus deene Beräicher, Leit sinn, déi d'Präisser kënne bezuelen als Locataire sougutt wéi als Propriétaire, déi den normal Stierflechen, dat heescht, déi Leit, déi ëmmer hei am Land sech Haiser an esou kafen, net kann opbréngen, sou datt déi do net kënne matzéien an déi Präisser net kënne bezuelen.

Et kann ee jo och elo net de Promoteuren e Virworf maachen, well déi wäre jo awer schéi blöd, wa se dat net géifen huelen, wat se um Marché ugebuede kréien. Ech mengen, déi Leit schaffe jo och, fir Geld ze verdéngen. Et soll och net den Zweck vun dësem Projet sinn, fir elo ze verhënneren, dass déi Leit, déi sech am Fong am Wunnengsberäich investéieren, elo net méi sollen zu Hirem kommen, mä et geet einfach drëm, fir se ze incitéieren, fir ze kucken, wéi mer se dozou kréien, datt se méi op de Maart bréngen.

Beim soziale Wunnengsbau ass et leider esou, dass deen net dat kann offiederen, wat an der Wunnengspolitik verbrach gëtt, well en einfach net nokënnt, fir deene Leit, déi elo Wunnengsproblemer hunn an a Wunnengsnout sinn, ebe genuch unzebidden, fir dass si och kënnen anstänneg wunnen.

Wat ech einfach net verstanen hunn, dat ass déi Iwwerleeung vun deem Bail emphytéotique, dat heescht, dass een do kann elo 99 Joer laang op engem Terrain wunne mat sengem Haus. A wat mécht een dann duerno? Mécht een et wéi bei den Amerikaner, et luet ee säin Haus op en Unhänger an da fiert een iergendzwousch anescht hin?

Mä ech froe mech awer, wou an 99 Joer, wann et esou virugeet hei an deem Land, een dann nach kann hifueren. Da mussen d'Leit awer wäit fueren an da musse se hiert Haus verkafen, fir sech erëm en Terrain kënnen ze leeschten, wou se dat Haus eventuell hätte kënnen dropsetzen.

(Interruption)

Also, ech ginn awer d'Hoffnung net op, dass ech dat nach erliewen, Här Haupert!

Ech wëll Iech iwwregens awer och félicitéiere fir Äre Rapport.

(Hilarité)

Ech mengen, et ass jo awer scho bekannt, dass Dir alleguerten déi däreg Projeten hei musst virbréngen. Dir maacht dat awer ganz exzellent.

(Hilarité)

Dat ass jo fir mech e Problem, wou ech einfach net derduerchgesinn, wéisou déi Iwwerleeung do ass a wouhinner se da soll féieren.

Wat ech awer vermëssen an dësem Projet a woufir menger Usiicht no awer hätt d'Geleeënheet kënne genotzt sinn, dat ass d'Mietkafrecht.

Wéisou si mer elo net hei higaangen, dat ze maachen? Wa mer schonn iwwert d'Wunnengsnout schwätzen, wéisou versiche mer net eppes Neits eranzebréngen, e Mietkafrecht, mat deem d'Leit iwwert de soziale Wunnengsbau ebe Wunnengen zur Verfügung gestallt kënne kréien, déi se dann zu engem spéideren Zäitpunkt kënne kafen?

Dat ass eppes, wat ech net verstinn. Dat si jo awer Saachen, déi et an anere Länner gëtt. Do hätte mer d'Polver net brauchen nei ze erfannen. Wann ee gesäit, wéi zefridden d'Leit sinn, déi an hirer eegener Wunneng sinn, déi och mat méi Zefriddenheet schaffe gi wéi Leit, déi mussen als Locataire wunnen an déi riskéieren, och nach deen een oder deen aneren Dag aus iergendenger Ursaach virun d'Dier gesat ze ginn, verstinn ech net, wéisou mer net op dëse Wee kënne goen.

Mir hunn hei am Land 70% Propriétairen an 30% Locatairen. Ech kenne Länner, déi hunn 100% Propriétairen. Déi hunn iwwerhaapt keng Locatairen. Wéi maachen déi et dann? A wéi ass et méiglech, dass déi eben op dee Wee do konnte goen?

Ech kucken elo déi Prime vu 4.500 Euro. Do ass et jo selbstverständlech esou, dass déi nëmmen ass fir Leit, déi nei bäikommen an eng Gemeng. Do kucken ech awer meng Gemeng Esch a soe mer, dass mir garantéiert net an de Genoss vun deene Primë kommen, ausser mir bauen an d'Luucht. Da maache mer et wéi a Frankräich, mir bauen HLMen oder mir paken d'Leit a Sardinnekëschten, well dat hei ass jo elo nëmme fir Gemengen, déi nach Expansiounsméiglechkeeten hunn, mä eng Gemeng wéi Esch huet keng méi. Also déi Leit, déi do bäikommen, dat ass ganz minim.

Also ass dat hei esou eng Prime fir e Maximum u Leit an iergendeng Gemeng eranzedrätschen. Ech weess net, ob dat eng gutt Politik ass an ob dat och dozou bäidréit, dass et méi Bauland gëtt oder méi gebaut gëtt. Op jidde Fall, wann da méi gebaut gëtt, da gëtt dat do erëm e gefonntent Friesse fir d'Promoteuren, déi dann iergendwéi Konventioune mat där enger oder anerer Gemeng ofschléissen, fir do e Maximum u Benefiss erauszeschloen.

Wat d'kommunal Tax fir eidel Wunnengen ubelaangt, sinn ech der Meenung, dat gëtt e Schlag an d'Waasser, well do gëtt et wierklech eng Rei Moyenen, fir sech derlaanschtzedrécken, a wou et och scho richteg ass fir ze soen, dass dat och souguer kann d'Präisser an d'Luucht dreiwen, ebe well deen, deem déi Wunnenge gehéieren, dat awer spéider op de Präis vun der Locatioun dropschloe kann oder um Verkaf. Also, do gesinn ech net, wéi dat soll dozou féieren, dass méi Wunnenge fräi ginn, well deen, deen am Endeffekt ëmmer bezilt, dat ass de Keefer oder de Locataire. An ech fannen, dass et net gutt ass, wann alles op de Keefer oder de Locataire gedriwwe gëtt, wat souwéisou d'Konsequenz vun dësem Gesetz wäert sinn: All Beméiungen, déi hei gemaach ginn, erginn e Käschtepunkt, an de Käschtepunkt vun deem, wat hei an deem Gesetz steet, gëtt iwwerdroen op de Keefer vun enger Wunneng oder op de Locataire.

Dat heescht, mir hunn also näischt geschafft. Déi, déi bezuelen, dat bleiwen am Endeffekt déiselwecht.

Wat elo nach den administrativen Deel, dat Spill tëschent verschiddenen Administratiounen, dem Intérieur a ganz besonnesch dem Ministère de l'Environnement ugeet, hunn ech just eng Fro un den Här Minister iwwert déi Terrains de compensation, wou dann, wann elo...

M. le Président.- Här Jaerling, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Awer da ganz lues.

Neen, ech hunn nach just eng Fro, wat d'Terrains de compensation ubelaangt.

Wat geschitt, wann elo an engem PAG e Bauperimeter ausgeschriwwe gëtt an den Environnement ass mam PAG d'accord, an da kënnt e PAP, an da kënnt den Environnement a seet awer do: An deem Terrain läit nach eng Gréngfläch, elo hätte mer gär dofir en Terrain de compensation.

Ech verstinn dat net, well wann een higeet an et schreift een eppes an e Bauperimeter an engem PAG, wéi kann dann nach do eng Gréngfläch dra sinn, déi net däerf genotzt gi fir ze bauen?

Dat schéngt mer onlogesch.

Déi aner Fro ass: Wann een en Terrain de compensation sicht, wéisou muss deen da just an där Gemeng leien, wou gebaut gëtt?

Dat verstinn ech net, well dat steet nämlech néierens. Dat heescht, et misst also och méiglech sinn, en Terrain de compensation iergendwou aneschters unzebidden, oder net? Dat ass meng Fro.

Wéi ass et méiglech, dass do esou eng Kontradiktioun ass? Engersäits maache mer e Bauperimeter, wou mer soen, do ka gebaut ginn, an do ass jo souwéisou déi 25%-Klausel dran, fir dass et muss allgemeng notzbaren Terrain sinn. Dat muss jo sinn. Wéisou kann dann nach gesot ginn, elo ass do nach e Stéck Gréngfläch, an elo muss De dofir nach en Terrain de compensation ginn?

Dat verstinn ech net. Dat si Problemer, déi dann administrativ véier, fënnef Joer hin- an hiergeschleeft ginn, wat e kompletten Nonsens ass, wann ech un e Projet denken zu Waasserbëlleg, wou am Fong e Bauprojet bal an d'Waasser gefall ass, well d'Leit es genuch haten an dunn op déi aner Säit vun der Musel kafe gaange sinn.

Do muss een och kucken, dass een um administrative Wee awer eng ganz Rei Erliichterunge bréngt, fir dass déi administrativ Ugeleeënheeten zu engem vernünftegen Zäitpunkt kënnen iwwert d'Bühn goen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Jaerling Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetzesinitiativ iwwert de Pacte logement ass e Projet vun essenzieller Bedeitung, sot de Statsminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun. Dat, well d'Ëmsetze vun dëser Moossnam wesentlech zu der sozialer Kohesioun am Land bäidréit.

De Pacte logement ass an éischter Linn eng couragéiert Äntwert op en eeschte Problem, deen eist Land zënter enger Zäit kennt.

D'Wunnengsnout an iwwerdriwwe Baupräisser belaaschte mëttlerweil ganz vill Familljen a Stéit an eisem Land. Et ass dëst eng Suerg, déi d'Leit net einfach kënnen ofleeën, mä déi se oft e ganzt Stéck an hirem Liewe begleet. An deem räiche Lëtzebuerg mag dat vläicht schwéier novollzéibar sinn, mä grad de wirtschaftleche Wuesstum, dee mir heiheem kennen, huet d'Situatioun um Wunnengsmaart drastesch beaflosst.

Et gëtt vill gebaut hei am Land. Dat weisen all d'Statistiken. Fakt ass awer, d'Offer u fräiem Bauland entsprécht net der Nofro. Et gëtt hei am Land nach ganz vill Terrainen am Bauperimeter, mä si sinn net fir de Verkaf disponibel do, wou se gebraucht ginn.

Duerfir ass et richteg, dass d'Politik mat dem Pacte logement déi néideg Ureizer schaaft, fir méi Bauterrainen op de Marché ze kréien. Déi sëllech Initiativen, déi de Stat iwwert déi lescht Jorzéngte geholl huet, fir um Niveau vun der Demande ze intervenéieren, ginn an deem spezifeschen Ëmfeld, an deem mir eis hei zu Lëtzebuerg bewegen, net duer.

Duerfir ass de Pacte logement e Reformprogramm, deen drop ausgeriicht ass, d'Offer u Bauland méi grouss ze maachen. Op d'Offer kënnen an éischter Linn d'Gemengen awierken. Dat huet de Pacte logement erkannt, an deementspriechend ginn nei Weeër ageschloen.

Dass d'Gemenge sollen eng finanziell Ënnerstëtzung kréien, wa si neit Bauland erschléissen an doduerch hir Awunnerzuel vergréisseren, gëtt elo geleeëntlech als Géisskanepolitik vun dem Wunnengsbauminister duergestallt.

Ech gesinn dat net esou. Wann op enger Plaz neit Bauland erschloss gëtt, geet d'Offer u fräien Terrainen do an d'Luucht. D'Präisentwécklung vun den Terraine gëtt mëttelfristeg domadder sécherlech gebremst. Op d'mannst wäert se net esou staark sinn, wéi wa guer näischt géif geschéien an eenzeg an eleng den Zënsmarché nach en Afloss hätt.

Fir de Kritäre vun der Landesplanung gerecht ze ginn, gesäit de Wunnengsbaupakt tëschent Stat a Gemenge jo och eng Differenzéierung vir, esou dass déi Gemengen, déi regionalen Zenter oder sougenannt IVL-Gemenge sinn, 70% respektiv 50% méi staatlech Bedeelung pro Awunner kréien.

De Pacte logement als solches ass e wichtegt Instrument. Fir dass dëst Instrument säi Potenzial awer kuerz- a mëttelfristeg voll entwéckele kann, ass et wichteg ze verstoen, dass et sech hei net ëm eng isoléiert Moossnam handelt.

Et ass d'Kärstéck vun enger Reform, déi sech an anere Beräicher vun der Politik erëmspigele muss. Un éischter Linn ass hei d'Landesplanung gefuerdert. Eng geziilte Wunnengsbaupolitik hänkt enk mat der Innen- a Landesplanung zesummen. Déi sougenannte PTV-Etüd prognostizéiert an de Randgemenge vun der Stad Lëtzebuerg bis 2030 een Uwuesse vun der Awunnerzuel vun 192%, an dat bei engem Landesduerchschnëtt vu 36%.

Här President, mir sinn e klengt Land. Eise Wuesstum gëtt méi wéi an den Nopeschländer vun externe Facteure beaflosst, déi mir net eleng kontrolléieren. Landesplanung kann een duerfir bei eis net vum Schreifdësch aus maachen. Landesplanung ass och keen theoreteschen Exercice. Si muss um Terrain kënnen ëmgesat ginn.

Fir de Wunnengsbauproblem effikass unzegoen, brauche mir e gutt Zesummespill vu Stat a Gemengen. Mir brauchen einfach an onkomplizéiert Prozeduren. D'Plans sectoriels iwwert d'Mobilitéit, d'Aktivitéitszonen, d'geschützte Landschaften an eben de Wunnengsbau sinn eng absolut Priorité. Si mussen op lokalem Plang vermëttelt ginn. Soss plange mir nach Joren an déi konkret Problemer vun de Bierger sinn net ugepaakt.

D'Kärstéck vum Gesetzesprojet 5696, nämlech e Wunnengsbaupakt tëschent dem Stat an de Gemengen, ass fir mech absolut begréissenswäert. E schreift sech an dat Zesummespill vun de verschiddenen Acteuren op nationalem a lokalem Plang an.

Am Ofschlossrapport vun der Kommissioun ass eng gréisser Gemeng am Weste vum Land zitéiert. Well ech dee Projet gutt kennen, erlaabt mir kuerz e puer Detailer dovunner ze sträifen. An där Gemeng gouf virun dräi Joer ee Lotissement realiséiert, wou d'Grondprinzipië vum Pacte logement ugewannt goufen; leider deemools nach mat Ausnahm vun der finanzieller Ënnerstëtzung vum Stat, esou wéi se elo am Pacte logement virgesinn ass.

An engem zéng Hektar grousse Lotissement vun engem private Baupromoteur huet d'Gemeng zu engem virdru festgeluechte Präis een Hektar kaaft an dunn der SNHBM iwwer e Bail emphytéotique zur Verfügung gestallt, déi doropshin 38 Wunnenge gebaut huet. D'Experienz ass ganz positiv: eng gelonge sozial Mixitéit, eng gutt Kollaboratioun mat der staatlecher Wunnengsbaugesellschaft a virun allem zefridde Propriétairë vun Eegewunnengen, souwuel wat d'Qualitéit wéi och wat de Präis ubelaangt.

Et kann een d'Bedenken novollzéien, dass e Risiko besteet fir onkontrolléiert Baulanderschléissungen do, wou et landesplaneresch net sënnvoll ass. D'Iddi vum Pacte logement an de Plan sectoriel «Logement» stinn awer dofir net am Konflikt. Et muss ee villméi déi zwee Instrumenter als complémentaire ugesinn. Si mussen och als solch op dem Terrain ëmgesat ginn.

De Pacte logement seet net, dass elo muss kräiz a quier gebaut ginn. Neen, hie gëtt de Gemengen e finanziellen Ureiz, dass, wa gebaut gëtt, an do, wou d'Autorité de tutelle mat d'accord ass, eng Bedeelegung ausbezuelt gëtt, fir d'Onkäschte vun enger steigender Awunnerzuel an deene betraffene Gemengen ofzefiederen.

Fir Konflikter op dësem Plang awer vu virun eran aus dem Wee ze goen, wier et wënschenswäert, dass de Plan sectoriel «Logement» esou séier wéi méiglech mat de Gemengen ofgeschwat an ëmgesat géif ginn.

Här President, op zweeter Plaz, mä net manner wichteg, muss de Pacte logement op vereinfacht a schnell Prozeduren ziele kënnen. De Pacte logement däerf net futti reglementéiert ginn. Pragmatesch a schnell Léisunge si vun der Verwaltung gefuerdert. Wann d'Virgabe vun de Plans sectoriels erfëllt sinn, da mussen d'Ëmklasséierungsprozeduren esou vereinfacht a gestrafft ginn, dass d'Baulanderschléissunge kënne schnell um Terrain ëmgesat ginn.

Dat verlaangt konkret Effortë vun de Gemengen, grad wéi bei deenen implizéierte staatleche Servicer. Et ka jiddefalls net weider sinn, dass d'Délaien, déi haut am Gesetz verankert sinn, vun deenen engen oder aneren aus welleche Grënn och ëmmer net respektéiert ginn.

Dat onkomplizéiert a schnellt Reagéiere vun der Politik a bestëmmte Beräicher vun eiser Wirtschaft, fir dat mir vu villen iwwert d'Grenze beneit ginn an dat eis vill Virdeeler bréngt, musse mir och kënnen um Niveau vum Wunnengsbau, mëttlerweil engem fundamentale Beräich vun der sozialer Kohesioun, heiheem fäerdeg bréngen.

D'Grondiddi vum Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement vun de Gemengen, fir urbanistesche Considératioune méi Rechnung ze droen, ass sécherlech richteg. Et muss doduerch verstäerkt Wäert op e qualitative Wunnengsbau geluecht ginn. Dat ass letztendlech am Interessi vum Bierger. Bei neie Lotissementer fënnt een duerch d'Bänk dee Qualitéitssprong och duerchaus erëm.

Nach ass déi Prozedur vum 2004er Gesetz ze komplizéiert an och ze laang. Et gëtt oft ze vill juristesch Onkloerheeten, esou dass mir engersäits elo e Pacte logement wäerten hunn, anerersäits awer um Terrain net schnell genuch neit Bauland konkret erschléissen. An deem Sënn ass et absolut néideg a begréissenswäert, dass den Innenminister ugekënnegt huet, deemnächst eng Adaptatioun vum 2004er Gesetz iwwert d'Gemengenaménagéierung virzehuelen, niewent de Verbesserungen, déi am Projet 5696 elo schonn drastinn.

(Interruption)

D'steierlech Begleetmoossname sinn e weidert wichtegt Element, dat op de Pacte logement muss ofgestëmmt ginn. A senger Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun huet de Statsminister ugekënnegt, fir de Pacte logement ze ergänzen duerch d'Aféierung vun engem Steierkredit fir d'Scholdzënsen um Eegenheem, deen déi bishereg steierlech Déductibilitéit vun de Scholdzënsen ersetzt. Dat ass eng sozial gerecht Moossnam, well jiddfereen déiselwecht Hëllef onofhängeg vu sengem Akommes fir d'Finanzéierung vu sengem Eegenheem kritt.

Aus reng steierlecher Siicht kann dann och déi sougenannte Valeur locative vun engem Eegenheem ofgeschaaft ginn, déi ee fir d'éischt als fiktive Revenu op sengem Haus verrechent kritt, fir dann dovunner d'Scholdzënsen ofzezéien. Dëst Ofschafe wier och aus verfassungsrechtleche Grënn kee Muttwëll.

De Statsminister huet opstoe gelooss, ob den Niveau vum Steierkredit sech un der aktueller Héicht vum Abattement orientéiert, esou wéi en am Joer 1991 scho festgeluecht gouf, oder ob deene geklommene Baupräisser an där domat verbonnener méi héijer Zënslaascht verstäerkt Rechnung gedroe gëtt. Dës steierlech Moossnam ënnert der Form vun engem Abattement fir d'Scholdzënsen oder engem Steierkredit huet hiren Ursprong an enger gewolltener Politik, fir d'Uschafung vun engem Eegenheem ze ënnerstëtzen.

Am Sënn vun enger méi horizontaler Equitéit wier et menger Meenung no wënschenswäert, fir op steierlechem Plang och der Situatioun vun de Locatairë Rechnung ze droen. Vill Leit am Land hunn opgrond vun hirem Akommes oder hirer familiärer Situatioun net d'Méiglechkeet, bei den aktuellen Immobiliëpräisser an trotz eventuelle staatleche Subventioune sech en Eegenheem ze leeschten.

Esou eng Mesure wier och an der Logik vun deene steierleche Moossnamen aus dem Joer 2002, wou de Mietwunnengsmaart aus der Siicht vun de Propriétairen duerch verstäerkten Ofschreiwungssätz méi interessant gemaach gouf. Bei geklommene Baulandpräisser an enger meeschtens domat verbonnener Schold stellt sech d'Fro, ob ee steierlech deene méi héije Rechtscholdversécherungen net misst verstäerkt Rechnung droen, fir dass d'Leit hir Schold weiderhi verséchert halen.

Schlussendlech muss de Pacte logement mat deene richtegen Initiativen am Beräich vum Zivilrecht begleet ginn, dat fir eng ze vill grouss Bevirdeelegung vum Promoteur vis-à-vis vum Bierger ze verhënneren. Ee vill diskutéierte Punkt ass hei dee vun der Obligatioun fir d'Leit, déi ee Bauterrain kafen, mat engem bestëmmte Promoteur ze bauen. Dës Praxis ass mëttlerweil esou verbreet, dass et bal keng Terrainen um fräie Marché gëtt, wou esou eng Obligation de construire net besteet.

Dat Ganzt bedeit de facto eng Aschränkung vun der Konkurrenz. D'Fro stellt sech, ob een dës Praxis net sollt ënnerbannen, andeems een eng generell gesetzlech Regelung an de Code civil géif aschreiwen, wou esou eng Obligation de construire an engem Compromis fir de Keefer net bindend wier. De Keefer vun engem Bauterrain kann esou bis zum Notärsakt fräi décidéieren, ob hie wëllt mat engem bestëmmte Promoteur bauen oder net.

Här President, een éischte wichtegen - vläicht dee wichtegsten - Schrëtt am Kader vum Wunnengsbauproblem hei zu Lëtzebuerg ass gemaach. Elo geet et drëm, dem Pacte logement net de Wand aus de Segelen ze huelen. Fir d'Grondiddi - méi a méi bëllegt Bauland - ze realiséieren, mussen an anere Beräicher d'Weiche richteg gestallt ginn, dat souwuel an der Landesplanung wéi an der Steierpolitik, dat souwuel beim Ofbau vun ze vill Bürokratie wéi um Niveau vum Zivilrecht.

Ech wëll ofschléissend dem Rapporteur Norbert Haupert félicitéiere fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport a fir déi vill Gedold, wéi ech héieren hunn, déi hie bei dësem Gesetzesprojet opbruecht huet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Roth Merci. Als leschte Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer zousätzlech Wierder vu menger Säit zu deenen Erklärungen, déi d'Vera Spautz am Numm vun eiser Fraktioun zu deem heiten Text ginn huet. Et ass wouer, et ass net onbedéngt e Jorhonnerttext - Jorhonnerttexter mécht ee bekanntlech och nëmmen all 100 Joer -, mä et bleift, dass dëse Gesetzesprojet - wann een zréckkuckt, wat déi viregt sukzessiv Regierungen an deem dote Beräich probéiert hunn - ze lancéieren e wierklech seriöen Effort ass, e vernetztene Versuch virun allem ass, fir offensiv géint d'Baulandspekulatioun kënne virzegoen a fir och méi eng grouss Offer vu Bauland kënnen ze schafen.

Mir hunn net verheemlecht, dass mer als sozialistesch Fraktioun sécherlech gär gesinn hätten, wann deen Text vläicht ee bis zwee Joer éischter komm wär. An eenzelne Punkte bleift en och hannert de Virstellunge vun eiser Partei zréck, wéi beim Virkafsrecht, wéi beim soziale Wunnengsbau, wéi bei der Schafung vun enger öffentlecher Locatiounsgesellschaft, bei eventuelle regionalen Entwécklungsgesellschaften oder beim Mietkaf. Mä et bleift awer, dass et déi éischte Kéier ass, wou an där gebündelter Form vun enger Regierung eng Rei vu Moossnamen am fiskalesche Beräich, am juristesche Beräich, am finanzielle Beräich op den Dësch geluecht ginn, fir kënnen aktiv ze wierken am Beräich vum Bauland an am Beräich vun der Zurverfügungstellung vu Wunnraum.

Et ass also am Vergläich mat viregten Essaië sécherlech e couragéiert Gesetz, mä awer gläichzäiteg och en absolut noutwendegt Gesetz, iwwert dat mer haut als Chamber ofstëmmen.

D'öffentlech Hand kann iwwert deen heiten Text, iwwert dat neit Instrumentarium, wat dem Stat, de Gemengen, zum Deel och dem Fonds du Logement zur Verfügung wäert stoen, regulativ lenkend op de Wunnengsmaart awierken; an et ass eng absolut Noutwendegkeet fir dat kënnen ze maachen.

Wann d'Privatinitiativ hir Missioun net kann erfëllen, dann ass et evident, dass d'öffentlech Hand muss handelen, fir an hirer Plaz, do wou se net virukënnt, kënnen d'Jalonen ze setzen, kënnen aktiv Wunnengsmaartpolitik mat ze gestalten.

Gemeinsamt Zil vun enger Wunnengspolitik vu Privat a vun der öffentlecher Hand muss déi sinn, fir genuch Wunnengen zu abordabele Präisser hei zu Lëtzebuerg ze schafen, fir all Besoinë wa méiglech kënnen ofzedecken. Kann d'Privatinitiativ dëser Zilsetzung net gerecht ginn, da muss de Stat, da mussen d'Gemenge kënnen awierken op deen dote Beräich.

Dëst Gesetz gëtt also - an dat ass seng Haaptzilsetzung, dat ass seng Haaptutilitéit - der öffentlecher Hand zousätzlech Méig-

lechkeeten, fir aktiv am Bauland- an am Wunnengsbauberäich ze ginn. Wou a wéi dës Mëttelen agesat ginn, läit schlussendlech herno an den Hänn vum Stat, vun de Gemengen, vum Fonds du Logement. Dëst Gesetz setzt also haaptsächlech e Kader, gëtt nei gesetzlech Instrumenter. Wéi a wou déi gebraucht ginn a wéi oft, dat wäert u sech an d'Responsabilitéit fale vum Stat, vun de Gemengen, vum Fonds du Logement, jee no deene Prioritéiten, déi si setzen.

Et ass selbstverständlech, dass déi Instrumenter wäerte vun deene Responsabele vu Fall zu Fall mat Amooss a Fangerspëtzegefill anzesetze sinn, mä awer och - dat hoffen ech zumindest - mat Determinatioun, mat Bestëmmtheet, wann et drëm geet fir den Zilsetzunge vun enger nationaler Wunnengspolitik nozekommen.

Et geet also ganz kloer drëm, dass mer iwwert déi zousätzlech Mëttelen hei dem kollektiven Intérêt géintiwwer renge Privatinteresse kënnen de Virzuch ginn. Eegentumsrecht ass keen absolut Recht méi, och net méi no eisen Texter. De Code civil ass an deem Punkt scho viru laange Joren ofgeännert ginn. D'Eegentumsrecht ass e wichtegt Recht, mä et ass keen absolut Recht an et kann duerchaus a Konflikt gerode mat anere Rechter, wou dann eben eng Wäertofweiung muss stattfannen. Et ass genau deen Exercice, deen herno bei der praktescher Ëmsetzung vun deem heiten Text wäert misse vun de politesche Responsabelen an hire jeeweilege Fonctioune gemaach ginn.

Nieft dem Eegentumsrecht steet och d'Recht op Wunnen. E Recht op Wunnen, wou mer hei an der Chamber eng Kéier an enger Motioun décidéiert hunn, dass mer dat wéilten an eiser Verfassung verankeren. Also ass dat e Recht, wat eng Prioritéit ze hunn huet; och opgrond vun der Situatioun, wéi mer se haut kennen, déi sech net eréischt an deene leschten dräi, véier Joren entwéckelt huet, mä déi sech zënter praktesch der Mëtt vun den 90er Joren entwéckelt huet, wou mer onënnerbrach an enger Period ware vu stännegem Wuesstum vun de Baulandpräisser an duerno natierlech och Wuesstum vun de Wunnengspräisser hei zu Lëtzebuerg.

Duerch dësen Text gëtt och - géif ech soen - nogebessert, wat vläicht an der Vergaangenheet net esou gutt gelaf ass. Mir hunn an dësen Text déi zweet Reform vun der Reform vum Gesetz vu '37 iwwert den Aménagement des villes et des communes incorporéiert. An eng drëtt Reform ass jo schonn an Ausaarbechtung.

Dat bestätegt eis als sozialistesch Fraktioun an deene Reserven, déi mer 2004 hei bei den Debatten an der Chamber zu där Reform vum Gesetz vu '37 iwwert d'Bebauungspläng geäussert hunn, andeem mer deemools gewarnt hunn, dass mer net sécher wären - mat allen nobelen Absichten, déi hannert där Reform vum 37er Text stoungen -, dass mat deem Text, dee schlussendlech den Text vun 2004 ginn ass, mer géifen an där doter Fro méi schnell a méi einfach kënne schaffen.

Ech muss soen, dass mer eigentlech Recht kritt hu mat eise Kritiken, déi mer sengerzäit geäussert hunn. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass deen Text awer, trotz alle Kritiken, vun der CSV, vun der DP an och vun der grénger Fraktioun ouni Aschränkungen ënnerstëtzt ginn ass. An ech fannen et jo eigentlech schonn e bëssche cocasse, dass d'Demokratesch Partei ulässlech vun dëser Debatt eng Motioun agereecht huet, fir dat Gesetz elo ze vereinfachen, wat si selwer gehollef hunn 2004 ze stëmmen.

(Interruption)

Den Här Graas war deemools Spriecher vun der Demokratescher Partei an en huet gutt Saache bei deem Text do fonnt.

Ee Wuert vläicht zum Virkafsrecht. E Virkafsrecht…

(Interruption)

Den Här Graas, dee kennt Der jo awer nach.

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Bettel, wëllt Der dem Här Bodry eng Fro stellen?

M. Xavier Bettel *(DP).*- De ganzen Dag, Här President, ginn hei DP-Mandatairen zitéiert, déi sech hei net méi selwer kënne verteidegen. Ech fannen dat…

(Hilarité)

M. le Président.- Här Bettel, wat ass Är Fro?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ma firwat en dat da mécht.

(Hilarité)

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President!

M. le Président.- Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP).*- Mengt Der net, et wier gutt, wa jiddferee sech géif drun erënneren, wat en 2004 an där doter Fro gesot huet an dat vergläiche mat deem, wat en haut seet.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ganz gären.

M. Charles Goerens *(DP).*- Jiddfereen, jiddfereen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn dat grad hei gemaach. 2004 huet d'sozialistesch Fraktioun - ech schwätzen hei am Numm vun der sozialistescher Fraktioun - sech bei deem Gesetzesprojet enthalen. Si huet deen Text net gestëmmt, well - dat ass nozeliesen, d'Madame Mutsch war deemools mandatéiert Spriecherin - mer Bedenken haten, wat déi praktesch Applikatioun vun deem Text géif mat sech bréngen. A genau dat ass eigentlech agetratt. Déi Bedenken, déi mir geäussert hunn, dat waren déi richteg. Mä leider wollten deemools d'CSV, d'DP an DÉI GRÉNG näischt dovunner héieren.

(Interruptions)

Si verbrenne mat Virléift dat haut, wat se nach ugehimmelt hu virun e puer Joer.

Une voix.- „Mir paken et un", Här Bodry, he?

Une autre voix.- Den Här Klein huet haut nach Bedenken!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- E Wuert zum Virkafsrecht.

(Brouhaha)

M. le Président.- Den Här Bodry huet ganz eleng d'Wuert!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'Virkafsrecht, wat jo mat all méiglechen Adjektiver hei betitelt ginn ass, ech mengen hei an der Chamber a besonnesch duerch den Här Henckes, dee vu Kommunismus geschwat huet an deem Zesummenhang, mä awer och a Pressekonferenze vun anere Parteien. Och am Virfeld sinn déi Häre Roy Gudenburg a Georges Reding net midd ginn, fir deen doten Text duerch den Dreck ze zéien.

Une voix.- Sot, den Här Reding ass bei lech awer!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et ass wouer, et ass wouer…

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Alex Reding, war deen net bei lech?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Solle mer iwwert den Här Gudenburg hei schwätzen, esou wéi de Premier et gemaach huet?

M. Xavier Bettel *(DP).*- De Roy Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir hutt e jo gutt verteidegt hei.

(Interruption)

Loosse mer vläicht op d'Virkafsrecht zréckkommen, wou et gutt wär drun ze erënneren, dass d'Iddi vum Virkafsrecht effektiv, wéi den Här Clement schonn drun erënnert huet, an enger Motioun zréckbehale gi war, déi sengerzäit vun der CSV a vun der DP gestëmmt ginn ass.

Zweetens ass dat Virkafsrecht haut schonn - et ass just kengem opgefall - verankert an engem Artikel vum Gesetz vun 2004 iwwert den Développement vun de Gemengen, wou an engem begrenztene Fall d'Virkafsrecht ouni prezis Prozeduren als Prinzip festgehale gëtt. Et ass een Text, deen Demokratesch Partei sengerzäit och matgestëmmt huet.

Ech wëll soen, fir déi Leit, déi vu Kommunismus an deem Zesummenhang hei schwätzen, dass et dat Virkafsrecht an deenen dote Fäll gëtt. Net a kommunistesche Länner - där sinn der jo net méi ganz vill do -, mä an Däitschland, an eenzelne Bundesländer, et gëtt deen Text an der Wallonie, et gëtt en a Frankräich zënter 1975, vun net kommunistesche Politiker agefouert, an zwar vum Robert Galley, deen dem éischten Text säin Numm ginn huet. Den Här Pierre Méhaignerie war deen, deen dat an där zweeter Reform ausgebreet huet. Also sinn et Leit, déi alleguerten éischter der Mëtt oder dem rietse Lager zougerechent ginn, déi sech staarkgemaach hu fir dat dote Recht.

An an der Schwäiz, där kommunistescher Schwäiz - Dir wäert lech och wonneren! -, gëtt et och datselwecht Virkafsrecht.

Et ass also net Cavalier seul, wat Lëtzebuerg géif maachen, mä et ass eigentlech nëmmen eng Upassung vun eiser Législatioun un dat, wat et schonn an eisen Nopeschlänner zënter etleche Jore gëtt, a wéi gesot a Frankräich schonn zënter méi wéi 30 Joer gëtt.

Sou dass ech eigentlech schwéier verstinn, firwat eenzel Leit hei praktesch Schaum virun de Mond kréien, wa se mat där Iddi vun deem Virkafsrecht konfrontéiert ginn, well vun all deem Béisen, wat deem doten Instrument ugehaange gëtt, eigentlech d'Praxis an deenen anere Länner beweist, dass et net esou komm ass, an dass dat Virkafsrecht virun allem notamment a Frankräich e groussen Avantage huet. Et wier gutt, wann eenzel Leit emol géife mat franséische Buergermeeschteren Diskussioune féieren, wéi dat dann an der Praxis leeft.

Et huet ee groussen Avantage, dat heescht, et ass e Mëttel, fir dass d'Gemengen erëm e bësse méi Maîtrise vum Foncier kréien op hirem Territoire a fir dass si emol Informatiounen doriwwer kréien, wat am Terrainsberäich leeft. Dat ass eng Informatioun, déi keng Gemeng normalerweis huet. Et ass fir d'éischt emol also eng Informatioun, déi et erlaabt, effektiv eng urbanistesch Politik an der eegener Gemeng kënnen duerchzefféieren.

Zum Zweete stellt et och e Kontakt hier mat Promoteuren, fir Diskussiounen iwwer eenzel Projete kënnen ze féieren. An et ass eigentlech nëmmen an Ausnahmefäll, wou wierklech vun deem Droit de préemption do Gebrauch gemaach ginn ass. No leschte Statistike kënnt et nëmme bei 0,6% vun de Fäll vir, dass wierklech den Droit de préemption ausgeübt gëtt vun de Gemengen, wat awer net heescht, dass iwwert de Wee vun der Informatioun, iwwert de Wee vu Verhandlungen et net awer zu enger anerer Orientéierung vun eenzelne Projete vu privater Säit komm ass, iwwert deen dote Wee.

Duerfir si mir der Meenung, dass dat heite Gesetz och mat deem enke Kader, deen et trotzdeem setzt, en éischte Schrëtt ass an déi richteg Richtung. Mir géifen eis wënschen, dass een no enger Bewäertung vun deem Ganzen an e puer Joer vläicht den zweete Schrëtt kéint maachen an, ähnlech wéi de franséischen Text dat virgesäit, och d'Méiglechkeet schaaft, dass een net onbedéngt muss spekulativ Präisser akzeptéieren, mä dass een och kann den Droit de préemption ausüben an eventuell de Riichter dann de reelle Präis vun deem Terrain oder vun där Immobilië ka festleeën.

Dat wär dee Wonsch, dee mir hätten, mä ech sinn awer frou festzestellen, dass mer hei een éischte wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung maachen.

Déi zweet Iddi, déi ech hei wollt ervirhiewen, dat ass déi vun deem Wunnengsbaupakt. Ech wëll soen, d'gréng Kolleegen hu gesot, den éischten Deel ass de Wunnengsbaupakt, an den zweeten Deel, dat sinn aner Froen. De Wunnengsbaupakt, dat sinn déi éischt zwee Artikele vum Gesetz, an déi 37 nächst Artikelen, dat ass den zweeten Deel.

De Wunnengsbaupakt fannen ech als Instrument ganz interessant, well et wëssentlech déi éischte Kéier ass, wou mer hei zu Lëtzebuerg op de Wee ginn, wat éischter engem franséische Modell entsprécht, fir sougenannte Contrat-programmen ze maachen, wou also Stat a Collectivités territoriales zesummen eng Zilsetzung maachen, sech e Plang ginn an och konkret Ëmsetzungsinstrumenter an Ëmsetzungsprojete festleeën, fir op déi Zilsetzung an enger bestëmmter Zäit ze kommen, an dat an engem verbindleche Kader.

Dat féiert menger Usiicht dozou, dass et endlech ophéiert mat deem Sech-géigesäiteg-d'Responsabilitéit-Zouschousteren, wéi mer et oft och hei zu Lëtzebuerg gewinnt sinn, wou dann d'Regierungsvertrieder soen, ma d'Gemenge missten eppes maachen, an d'Gemenge soen, de Stat hätt scho laang eppes misse maachen.

Hei gëtt et ganz kloer, dass déi Fro vum Wunnengsbau eng gedeelte Responsabilitéit ass tëschent dem Stat an de Gemengen.

Et kann och nëmmen esou sinn, dass ee sech selwer un den Dësch sëtzt, fir konkret an enger vertraglecher Vereenegung, déi prezis ass, déi sech net op Allgemengheete beschränkt, ganz kloer ze soen, wat déi konkret Projete sinn, déi d'Gemeng wëllt maachen, a wat den Input ass, deen de Stat gëtt. Wann een dat Ganzt och nach mat finanziellen Ureizer versäit, fanne mir dat als LSAP e ganz interessanten Usaz, wéi ee vläicht och an anere Beräicher eng Politik kéint maachen.

Zum Beispill am Beräich vum Accueil vun de Kanner, vun de Maisons relais, wou mer eigentlech och e bëssen nieftenee lafen - loosse mer dat ganz éierlech soen -, wou de Stat seng Politik mécht, Ukënnegunge mécht, wéi de Premier nach an der leschter Deklaratioun, wat d'Regierung alles wëlles huet, mä wou awer parallell - dat muss ech soen - keng Diskussioune mat de concernéierte Gemenge gefouert ginn.

Une voix.- Très bien! Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Och an deem dote Beräich kéint ech mer virstellen, dass een op en ähnleche Wee géif goen an iwwer vertraglech Vereinbarungen tëschent dem Stat op där enger an de Gemengen op där anerer Säit géif och do sech ee gemeinsame Plang ginn a konkret soen, wéi ee bis zu engem gewëssenen Datum wëllt wat erreechen am Beräich vun der Betreiung vun de Kanner ronderëm d'Schoul.

Wéi gesot ass dat also en éischten interessanten Usaz hei, fir op eng aner Aart a Weis un d'Léisung vu politesche Froen erunzegoen. An dat fanne mir als LSAP-Fraktioun e ganz positive Punkt. Och wann ee selbstverständlech kann diskutéieren iwwert déi landesplaneresch Komponent, déi an deem Hëllefsmechanismus fir d'Gemengen dran ass. Do kann een der Meenung sinn, dass dat net differenzéiert genuch ass.

Et muss een awer och unerkennen, dass éischtmoleg probéiert ginn ass - ech kenne keen anert Beispill bis elo -, fir eng Differenzéierung eranzekréien tëschent deene Gemengen, déi IVL-konform sinn, tëschent deene Gemengen, déi Entwécklungszentre sinn, an deenen anere Gemengen hei zu Lëtzebuerg.

Dat geet vläicht nach net duer. Et muss ee selbstverständlech och do eng Bewäertung no e puer Joer doriwwer virhuelen, ob déi Orientéierung richteg ass. Mä et muss een awer unerkennen, dass éischtmoleg probéiert ginn ass, an enger schwiereger Fro - soubal et ëm Finanze geet, scheede sech jo d'Geeschter, och oft an de Parteie selwer - awer an déi richteg Richtung Akzenter ze setzen. An d'Aarbechten an der Kommissioun hu jo eigentlech nach dozou gefouert, dass mer den Text par rapport zu där éischter Versioun nach konnte verbesseren.

Eng Suerg, déi mir deelen, ass sécherlech awer déi, dass onbedéngt muss Suerg gedroe ginn, dass den Inhalt vun deene Pactelogements-Texter, deene Kontrakter, déi also mat de Gemengen ofgeschloss ginn, en direkte Lien kréien zu den Inhalter vum Plan sectoriel «Logement».

Dat ass evident. Ech mengen, dat leeft jo och relativ parallell. Wann elo d'Diskussioune mat sämtleche Gemenge gefouert ginn - dat ass jo sécherlech och net an e puer Wochen ofgeschloss -, muss ee parallell déi Verstréckung do maache vun deenen Indikatiounen, déi am Plan sectoriel «Logement» dra sinn, an inhaltlech probéieren, jee no der Gemeng, dat och festzehalen an deem Kontrakt, dee mat deene jeeweilege Gemenge gemaach gëtt. Mir sinn net der Meenung, dass do den Zuch fort wär, mä dass et elo nach misst méiglech sinn, fir zäitlech gesinn eigentlech déi zwou Saache mateneen ze verbannen, also derfir ze suergen, dass déi landesplaneresch Virgabe sech och néierschloen an deenen individuelle Kontrakter, déi mat deenen eenzelne Gemengen ofgeschloss ginn.

Ech sinn also der Meenung - an ech kommen zum Schluss -, dass dëse Gesetzestext sécherlech net d'Léisung vum Wunnengsbauproblem hei zu Lëtzebuerg ass, mä awer eng wichteg Viraussetzung, fir iwwerhaapt déi Léisung ze fannen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bodry Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Fir d'éischt de Wunnengsbauminister Fernand Boden.

(Interruptions et hilarité)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et hunn op d'mannst zwee Deputéierte gesot, dëse Projet de loi wier eng

couragéiert Äntwert op de Wunnengsbauproblem hei am Land.

Ech war mer bewosst, datt net jiddfereen domat d'accord ass, datt et eng couragéiert Äntwert wär. Déi eng gesinn doranner e Pakt vum Däiwel, well se gutt liewe kënne mat deiere Bauplazen, an anerer gesinn doranner e Pakt vun der Hoffnung, well si elo hoffen, datt endlech déi Präisspiral no uewe ka gedréckt ginn. Ob dat schnell geschitt, ass eng aner Fro, mä op d'mannst, wéi hei gesot ginn ass, gëtt en Essai gemaach, dee couragéiert ass, fir där Präisspiral ze begéinen a fir déi ze bekämpfen.

Ech hat mer wéi gesot kontrovers Diskussiounen hei erwaart, sinn awer heiansdo e bësse verwonnert, dat muss ech soen. De Projet ass iwwregens jo net aus heiterem Himmel komm. De Rapporteur Norbert Haupert ass op de Werdegang vum Projet agaangen.

Iwwregens - Klammer op - wëll ech dem Norbert Haupert en häerzleche Merci soe fir déi wéi ëmmer ganz zolidd a gutt Aarbecht, déi hie gemaach huet. Hien ass e ganz gewëssenhaften Deputéierten. Mir wëssen, wann hie Rapporteur vun engem Projet de loi ass, da gëtt dat op eng ganz gutt a virbildlech Aart a Weis gemaach. Ech mengen, dee Luef, deen hie vu senge Kolleegen hei kritt huet vun alle Bänken, dréckt dat jo och aus.

Ech wëll och all deene Merci soen, déi an der Kommissioun matgeschafft hunn. Et ware 15 Sitzungen an der Kommissioun. Et ass also ganz seriö...

(Interruption)

...an intensiv iwwert dëse Projet diskutéiert ginn. Klammer zou.

Den Norbert Haupert ass op d'Orientéierungsdebatt vun 2003 agaangen. Do waren 22 Réunioune mat alle Partner. Et kann een also net soen, et wier nach ni mat de Partner aus dem Wunnengsbausecteur diskutéiert ginn.

No deenen 22 Réunioune war hei eng Orientéierungsdebatt. Et ass eng Motioun gestëmmt ginn, an an där Motioun sinn déi Moossnamen zum groussen Deel festgehale ginn, déi och elo hei an deem Projet stinn. D'DP war deemools, an dat ass jo gesot gi vum Lucien Clement, mat deene Moossnamen averstanen an duerfir versteet een am Fong net, woufir si elo déi nämlecht Moossname praktesch oflehnt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et sinn awer net déiselwecht!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Se sinn awer ähnlech. Eng ganz Rei vu ganz ähnleche Moossnamen, déi dra sinn, hutt Dir deemools approuvéiert. Awer elo sidd Der op eemol komplett dergéint.

Den Här Berger, d'ailleurs, deen och hei esou géint déi Moossname geschwat huet, war Regierungsmember déi Zäit, wéi dat hei an der Chamber diskutéiert ginn ass a wéi déi Moossnamen dann och vun der Regierung guttgeheescht gi sinn.

D'Deklaratioun vum Premier vum Oktober 2005, déi jo vill zitéiert gëtt, huet och Moossnamen annoncéiert, fir d'Offer ze vergréisseren, an zwar d'Virkafsrecht a kommunal Taxen, fir géint d'Spekulatioun virzegoen.

Ech ka mech net erënneren, datt hei an der Chamber eng grouss Kontrovers dergéint gewiescht wär. Wierklech net!

An der Tripartite am Abrëll 2006 hunn ech dee Moossnamekatalog virgeluecht, an och bei där Geleeënheet war e prinzipiellen Accord vun de Sozialpartner alleguer do, och vun deenen, déi duerno ganz negativ Avisë geschriwwen hunn. Mir sinn do net an den Detail gaangen, mä prinzipiell huet kee ganz gravéierend Awänn géint dee Moossnamekatalog gemaach.

Duerno koum dann d'Deklaratioun vum Premier am Mee 2006. Hien huet deemools déi Moossnamen hei am Detail virgeluecht, an och do kann ech mech net erënneren, datt heibannen eng grouss Kontrovers doriwwer gewiescht wär. Et sinn op jidde Fall keng Géigevirschléi komm. Ech ka mech just erënneren, datt d'DP eng Motioun hei ënnerbreet huet, fir ze soen, dee Moossnamekatalog misst méiglechst schnell an der Chamber virgeluecht ginn.

Dat huet also wahrscheinlech awer dokumentéiert, datt si deemools net esou dergéint waren. Si hunn dat den 8. Mäerz hei an der Chamber déposéiert, an elo op eemol gëtt déi Saach ganz kontrovers. D'DP an och gewësse Patronats- a Beruffschambere mengen, et géif duergoen, wann d'Prozedure géife beschleunegt ginn.

Klammer op: De Jean-Marie Halsdorf ass jo och hei. Mir wëssen, datt Problemer bei de Prozedure bestinn. Do ass jo nogebessert ginn, an duerch dëse Projet gëtt och e bëssen nogebessert.

Et ass virgesinn - dat huet den Innenminister versprach a wäert dat vläicht och gläich soen -, datt de Projet vum Aménagement communal elo nach eng Kéier soll op de Leescht geholl ginn, fir wierklech déi Prozeduren, déi ze laang sinn, ze kierzen.

Hei huet den Här Jaerling mat Recht d'Problematik vum Ëmweltministère opgeworf, deen och heiansdo am leschte Moment mat Awänn kënnt. Och do misst ee vläicht eng aner Prozedur virgesinn, datt net ëmmer nees Etappen derbäikommen, déi déi Prozedure verlängeren.

Och do sinn, wéi gesot, Ännerunge virgesinn. An d'DP, déi jo net midd ginn ass, fir d'Wunnengsbaupolitik ze verdamen, fënnt dat elo awer op eemol net esou schlëmm, well am Fong näischt brauch gemaach ze ginn, wéi nëmmen d'Prozeduren ze verkierzen.

Ech wëll och den Här Gudenburg zitéieren, dee jo awer Generalsekretär vun der DP ass, deen zwar net hei an der Chamber ass, mä deen awer am Numm vun der DP schwätzt - ech zitéieren hien aus der Chamber-TV zu dësem Projet: „Mir hunn hei zu Lëtzebuerg par rapport zu all deenen aneren europäesche Stied respektiv Groussstied kee Problem mam Logement."

Une voix.- Aha!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- „Wa mer also vun enger Deierecht um Bau schwätzen, dann ass dat eppes, wat mir hei zu Lëtzebuerg subjektiv constatéieren. Dat musse mer als Realitéit unhuelen, mä et gesäit esou aus, wéi wann dat am internationale Vergläich kee Problem wär." - Zitat vum Här Gudenburg.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dat ass d'DP!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo, dat ass déi nei DP, dat ass déi nei DP!

Une voix.- Dat ass wéi de Cercle Joseph Bech bei der CSV!

(Hilarité)

(Interruption)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Da kommen ech un déi Gréng. Déi Gréng si mat deene meeschte Moossname vun dësem Projet de loi averstanen, huet den Här Kox elo grad gesot. Si stëmmen awer dergéint, virun allem wéinst dem sougenannten «Pacte logement» mat de Gemengen.

Or, dat ass d'Kärstéck vun dësem Projet. All déi aner si praktesch domadder d'accord a gesinn doranner eng Chance, fir d'Offer ze vergréisseren. An dat soll awer de Grond dofir sinn, datt si dee Projet komplett verdamen.

Ech muss soen, den Här Kox huet hei zimlech haart Wierder gebraucht dozou. E stellt d'IVL-Kompatibilitéit a Fro a seet, deen éischten Deel do, deen «Pacte logement» mat de Gemenge läit hinne schwéier um Mo a wier net d'Léisung, mä en zousätzleche Problem. D'Landgemengen, seet hien, kréien och nach Gelder nogehäit.

Dozou wëll ech soen, an den Här Bodry huet dat och elo grad gesot, datt dat hei déi éischte Kéier emol en Essai ass, fir ze differenzéieren. Well d'CDA-Lokalitéiten déi sinn, déi am meeschte solle wuessen, kréien déi 70% weider wéi déi normal Gemengen. Déi IVL-kompatibel Gemengen oder Uertschafte kréie 50% weider.

Also, do gëtt eng kloer Differenzéierung gemaach tëschent CDA-Uertschaften als éischter Prioritéit, den IVL-kompatibelen Uertschaften als zweeter Prioritéit, an deenen aneren.

A wa mir de Landgemengen d'Méiglechkeet ginn, fir op 2003 zréckzegoen...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Jaerling eng Tëschefro stellt?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Neen, ech sinn elo an engem Räsonnement dran.

Wa mir de Landgemengen d'Méiglechkeet ginn, fir op 2003 zréckzegoen, dann ass dat ebe just, fir dem Dokter Ewringmann sengen Objektiounen entgéintzekommen, dee gesot huet, mä et ass vläicht net gutt, datt mer de Landgemengen elo operleeën, fir an deenen nächsten zéng Joer 15% missen ze wuessen. Duerfir hu mer gesot, mir sinn d'accord domat, datt mer deenejéinegen, déi vun 2003 un, wéi mer dat Gesetz vum 8. November 2002 gemaach hunn, méi staark gewuess sinn, dat urechnen, datt si also net brauchen esou staark ze wuessen. Dat ass also just am Sënn an am Intérêt vun dem IVL gewiescht.

Da seet den Här Kox weider, dat ass kee Pakt mat de Gemengen, mä en Diktat. Ech muss éierlech soen, ech hat ganz vill Réunioune mat de Gemengen, meng Leit an déi vum Här Halsdorf och: Mir hu mat de Gemengen diskutéiert, hei ass wierklech emol eng Diskussioun mat de Gemenge gefouert ginn, fir ze kucken, datt do gutt Projete gemaach ginn. An all Gemeng, net nëmmen déi Réimecher, muss eng Lëscht vu Projete virleeën, déi se an den nächste Jore wëllt realiséieren: Wéi vill Logementer dat ginn, wou dat soll sinn, wou hir Prioritéite sinn, wat se wëllt fir d'éischt maachen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat ass elo en Essai, fir mat de Gemengen zesummen eppes ze maachen an hinnen Hëllefstellung ze leeschten, fir datt hir Pläng, déi se jo amgaange sinn auszeschaffen, am Averständnis mat dem IVL a mat deem, wat mir gären hätten, solle gemaach ginn.

Ech muss och soen, déi Réimecher hunn och gefrot...

M. le Président.- Här Minister, zwee Deputéierte wëllen lech eng Fro stellen, an zwar den Här Jaerling an den Här Bettel. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här Minister, ech héieren lech elo dauernd hei iwwert den IVL schwätzen an iwwer IVL-kompatibel: Wéi kann eppes kompatibel si mat eppes, wat et iwwerhaapt nach net gëtt?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Den IVL ass do.

Une voix.- Wou ass en dann?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Dat ass en Dokument, wat an der Regierungserklärung laang zitéiert gëtt a wourobberhin elo Pläng gemaach ginn.

Une voix.- Wéi eng Pläng?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- D'Plans sectoriels.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hunn dann och nach eng Fro. Den Här Boden huet virdrun den Här Gudenburg zitéiert. Ech wollt froen, ob den Här Boden dann d'Meenung vum Här Gudenburg deelt. Dat ass déi éischt Fro.

(Interruptions)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Dorop kritt Dir geäntwert. Ech deelen déi Meenung net. Ech mengen, datt méi gemaach muss ginn, wéi nëmmen d'Prozeduren ze wiesselen. Et muss eppes méi gemaach ginn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'Fro war, ob et ee Problem gëtt am Logement.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech hunn den Här Gudenburg zitéiert, dee seet, et géif kee ginn am Verglach mam Ausland.

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'Fro war/ass: Deelt Dir déi Meenung vum Här Gudenburg?

(Interruptions)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Wat ass dat do fir eng Fro?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech stellen lech d'Fro, Här Boden: Deelt Dir déi Meenung vum Här Gudenburg, jo oder neen?

(Interruptions)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech mengen, datt de Problem net esou gravéierend ass, wéi Verschiddener soen. Ech sinn awer der Meenung, datt ee Problem do ass, op deen hin ee muss handelen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wéi laang sidd Dir Logementsminister?

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Also lauschtert emol, loosse mer awer hei déi Debatt a Serenitéit zu Enn bréngen! Här Minister, fuert elo weider mat Ären Ausféierungen!

(Interruptions diverses)

Här Jaerling, loosse mer den Här Minister elo ausschwätzen. Herno stellt Dir all Froen, an hie beäntwert alleguerten déi, déi gestallt ginn. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo, den Här Kox huet nach weider gesot, et soll eng kommunal Wunnengsbaugesellschaft geschaf ginn, ouni awer ze soen, wat dat fir eppes da soll sinn. Déi soll an de Gemengen an am Numm vun de Gemengen intervenéieren.

Woufir soll se intervenéieren? Wat soll se maachen? Ka se d'Autonomie vun de Gemengen a Fro stellen? Wat ass genee gemengt? Wat soll iwwert dat eraus geschéien, wat de Fonds du Logement haut scho mécht?

Do si jo Ouverturë gemaach ginn, datt de Fonds du Logement de Gemengen Hëllefstellung bei de Sozialwunnenge ka ginn, datt e kann d'Gestioun dovunner iwwerhuelen. Ech mengen, do hu mer schonn en Embryo op d'mannst vun där Gesellschaft, déi Dir gären hätt.

Et kann een och vläicht dem Fonds du Logement seng Kompetenzen an där Hisiicht nach ausdehnen, wann dat gewënscht ass. Domat hunn ech kee Problem. Mä mir hunn déi Gesellschaft, mir wëllen esou eppes förderen. Dat ass eng wesentlech Saach. Duerfir wär ech frou, wa genee a prezis géif ëmrass ginn, ëm wat et sech dréint, da kann ech mech och domadder auserneesetzen.

Da gëtt och gefrot, iwwer nei Wunnformen hei am Land ze diskutéieren.

Här Kox, dat geschitt scho ganz laang! Wann Der op d'Semaine nationale du logement kommt, gesitt Der, datt den OAI schonn zënter e puer Joer Expositioune mécht, wou ganz flott Projeten duergestallt ginn, wéi mat wéineg Buedemverbrauch héich Liewensqualitéit kann offréiert ginn. Dat ass eng Saach, déi um Kommen ass, déi mer och honnertprozenteg ënnerstëtzen, well mer der Meenung sinn, datt effektiv de Buedem hei net vermehrbar ass, datt ee muss rationell mat Grond a Buedem ëmgoen, datt sécherlech e méi dicht Bauen hei am Land wichteg ass, an dat gëtt jo och d'ailleurs an dem Wunnengsbaupakt mat de Gemenge gefuerdert. Déi IVL-kompatibel Gemenge musse méi dicht bauen. Si hu souguer eng Minimumdicht virgeschriwwen. Dat muss stëmmen. Dat heescht, do sinn eng ganz Rei vu Saachen, déi an d'Richtung vun der IVL-Kompatibilitéit ginn.

Dann ass elo e puermol gefrot ginn: Wéi ass et da mam Plan sectoriel «Logement»? Woufir ass deen nach net do? Ech géif soen, et ass nach guer kee Plan sectoriel do.

Une voix.- Ben, jo.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo.

(Interruption)

Dat wäert och drop hiweisen, datt dat e relativ komplizéierte Prozess ass. Den Här Halsdorf, dee jo zoustänneg ass fir d'Elaboratioun vun de Plans sectoriels an d'Koordinatioun huet vun deene véier Pläng, dee kann lech dovunner e Liddche sangen. Hie wäert och vläicht dozou kuerz Stellung bezéien.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hie wäert dach net sangen!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Hien huet d'ailleurs och schonn e puermol hei gesot, wou d'Prozeduren dru sinn. Am Juli soll eng éischt Presentatioun sinn, vun deenen zwee, déi prioritär sollte kommen: Dat ass den Transport an d'Grands ensembles paysagers. Dee vun den Zones d'activité économique an dee vum Logement, do denken ech, datt mer déi och um Enn vum Joer kënne virleeën a presentéieren.

Da mussen natierlech awer nach Ëmwelt-…

Une voix.- SUP.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo, SUP.

La même voix.- Strategische Umweltprüfung.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Voilà! Eng strategesch Ëmweltprüfung muss gemaach ginn. Déi dauert och eng ganz Zäitchen. Da muss e Reglementstext gemaach ginn.

Dat heescht, dat ass eng ganz komplizéiert Saach. Mä dat, wat mer maachen, dat ass: Mir diskutéiere mat de Gemengen a mir versichen, fir eng gewësse Kompatibilitéit ze kréien. Dat, wat mer elo mat de Gemengen diskutéieren, wou hir Prioritéite solle sinn - an dat jo och an dee Plan sectoriel wäert stoe kommen -, dat wäert schonn iwwereneestëmmen.

Do muss een natierlech drop oppassen. Dat ass jo d'Aufgab vun de Gemengen, déi elo amgaange sinn hir Plangen auszeschaffen, datt se mat eis zesummen - mat deenen zwee Ministèren zesummen - versichen, fir do d'Prioritéiten ze setzen, esou datt se méiglechst IVL-kompatibel an och Plansectoriel-kompatibel wäerten herno sinn.

Wichteg ass et, datt, wann déi Plan-sectorielen do sinn, och Instrumenter do sinn, fir se ëmzesetzen. Déi Instrumenter ginn hei an dësem Gesetz geschaf. Well wa mer de Contraire gemaach hätten - fir d'éischt de Plan sectoriel «Logement» -, da wären DÉI GRÉNG an anerer déi Éischt gewiescht, déi elo hei contestéiere géifen. Déi hätte gesot: Majo, wou sinn dann d'Instrumenter, fir dee Plan sectoriel «Logement» do ëmzesetzen?

Duerfir mengen ech schonn, datt et richteg ass, wat mer maachen. D'ailleurs ass hei eng wierklech interessant Kooperatioun mat de Gemengen, fir déi Pläng opzestellen. Hei gëtt vun ënnen no uewe geschafft; d'Plans sectoriels ginn normalerweis vun uewen no ënnen diktéiert. Dat wollte mer an dësem Fall op jidde Fall net hunn.

Da vläicht e Wuert zur ADR. Dee werft der Regierung, mä virun allem dem Wunnengsbauminister vir, hie géif Kommunismus bedreiwen. Ech sinn net grad als e Kommunist bekannt.

(Interruption)

Vill anerer missten dann och vun der ADR als Kommunist designéiert oder betruecht ginn; ënner anerem och d'OCDE, déi awer éischter bekannt ass fir e bësse méi eng liberal Haltung an hire Stellungnahmen.

Här Gibéryen, déi nächste Kéier wann hei esou e Rapport vun der OCDE a soziale Problemer zur Diskussioun kënnt, da kuckt emol fir d'OCDE rietsliberal ze iwwerhuelen. Dat géif lech wahrscheinlech schwéierfalen. Dir wäert da just de Contraire hei erzielen.

Erlaabt mer da vläicht och d'OCDE eng Kéier…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn deen nach ni gebraucht.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- …ze zitéieren,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et gëtt Besseres.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- …wat si zu deem Pacte logement mat der Gemeng seet. Si huet nämlech eng Étude territoriale gemaach, ënner anerem iwwer Lëtzebuerg. Den Här Clement huet drop higewisen, datt d'OCDE normalerweis awer jiddferengem bekannt ass als eng Institutioun, déi gutt Etüde mécht an déi och Suggestioune mécht, mat deenen een net ëmmer muss d'accord sinn; mä déi an dësem Fall op jidde Fall just an eis Richtung ginn. Si missten also kommunistesch - no lech - sinn.

Wat seet d'OCDE? «Avec les nouveaux instruments prévus dans le projet de loi déposé le 8 mars 2007 à la Chambre des Députés qui constitueront un complément aux instruments existants, le Luxembourg devrait disposer de moyens utiles pour s'engager dans une politique active de maîtrise foncière en vue de générer une stabilisation durable du prix du seul produit non reproductible, à savoir le foncier.» Also, dat ass dann d'Meenung vun der OCDE zu dësem Projet de loi.

(Interruption)

An der Aschätzung vun der Lag um Wunnengsbaumaart an och an der Bewäertung, wat d'Regierung gemaach huet, do ginn d'Meenungen natierlech ganz wäit auserneen. Déi eng, déi fannen - wéi gesot - d'Situatioun katastrophal an d'Regierung hätt näischt gemaach. Anerer soen de Contraire:…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Statsminister huet et souguer zouginn.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- …Si wär guer net esou katastrophal.

Ech wëll dann och do den Här Dokter Ewringmann zitéieren, dee jo vun der DP x-mol zitéiert ginn ass. Wat seet hien a senger éischter Thees direkt? „Statistisch im Aggregat gesehen gibt es in Luxemburg kein gravierendes Wohnungsdefizit. (…) In den letzten Jahren sind im Durchschnitt 4.100 Einwohner hinzugekommen. Gleichzeitig wurden durchschnittlich 2.200 Wohnungen“ - an hien ënnerdreift nach - „pro Jahr neu fertig gestellt; dies sorgt gegenwärtig für ein hinreichendes Angebot.“ Da constatéiert hien: „Eine besorgniserregende Engpasssituation zeichnet sich in Luxemburg noch nicht ab.“

Dat do ass also och eng Appréciatioun, datt d'Situatioun net esou gravéierend ass, wéi heiansdo e puer Leit dat wëlle soen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Deen dote war zu Pärel Bauplaze verkafen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Effektiv wëll ech soen, datt eng ganz Rei vu Moossnamen ergraff gi sinn, déi derzou bäigedroen hunn, datt d'Situatioun net esou dramatesch ass, wéi dat jo och d'Chamberskommissioun bei der Orientéierungsdebatt 2003 selwer gesot huet.

Mir hunn hei d'Wunnengsbaubäihëllefe permanent ugepasst. Si sinn eemoleg an Europa. Si sinn zënter '91 - géif ech soen - méi wéi vervéierfacht ginn. Wat hu mer? Eng TVA vun 3%; e sozialen Taux fir Prêten hu mer, deen ee Prozent manner héich ass wéi den normalen Taux; mir hunn d'Bonification an d'Subvention d'intérêt; mir hu Bauprimen; Acquisitiounsprimen.

Alles dat huet derzou bäigedroen, datt 70% vun de Stéit hei am Land en Eegenheem hunn. Dat ass ee vun den héchste Prozentsätz an Europa, an dat ass net vum selwe gaangen. Dat ass doduerch geschitt, well mer eng ganz Rei vu Moossnamen ergraff hunn: ënner anerem och déi Steiermoossname vun 2002, datt d'Besteierung vun de Plus-valuen halbéiert ginn ass. Et ass jo hei gefrot ginn - haut souguer net méi esou vill -, woufir datt déi net weidergefouert gi wären. Alleguer déi, déi virun e puer Méint oder virun engem hallwe Joer gefrot hunn, se misste verlängert ginn, déi soen haut: Et war richteg, datt se ausgelaf sinn.

Am Dezember sinn d'Notairen net nokomm mat Akte maachen. Dat heescht, dat huet eppes beweegt, well se ausgelaf sinn. Wa se nach weidergefouert gi wären, da wär dat esou en Acquis gewiescht, deen esou dohigeplätschert wär. Ech sinn d'accord domat, datt ee soll eng Analys dervu maachen. Ech wëll och net ausschléissen, datt an enger Rei vu Jore vläicht erëm esou eppes ka kommen.

Mä wat d'Steierverwaltung awer och op eng Fro vum Här Fayot gesot huet, dat ass, datt mer festgestallt hunn, datt d'Präisser net erofgaange sinn. Dat heescht, datt déi Steiererliichterungen an Täsche vu Leit gaange sinn, déi net déi sinn, déi gebaut hunn, mä déi sinn, déi verkaaft hunn. An dat war vläicht net de richtege Wee. Duerfir hu mer jo versicht, datt mer elo déi Steiererliichterunge ginn, wann een dem Stat oder de Gemengen déi Terraine verkeeft, déi net derfir bekannt sinn, datt si se net weiderginn. Si mussen deene Leit, déi baue wëllen, déi agespuerte Gelder och herno weiderginn.

Dann hu mer d'Gesetz vum subventionéierte Wunnengsbau vum 8. November 2002, wou d'Gemenge 75% kréien, wa se soziale Mietwunnengsbau maachen. De Fonds du Logement, d'SNHBM hunn hir Aktivitéite verduebelt.

Hei ass och gesot ginn, datt mer net genuch géife maache fir de soziale Mietwunnengsbau. Am Méijoresprogramm - deen ass elo kuerz nogebessert ginn - sinn 12.339 Wunnenge virgesinn. Dat sinn der wäitaus méi wéi duebel esou vill wéi dat normalerweis an esou engem Méijoresprogramm war. A vun deenen 12.300 sinn der ronn 5.000 fir de Logement locatif social virgesinn. Dat mécht eng Gesamtinvestitioun vu 710 Milliounen Euro, déi also an de soziale Mietwunnengsbau investéiert ginn.

Ech hoffen, wa mer dee Pakt mat de Gemenge maachen, datt och d'Gemengen nach e bësse méi Efforten an där Hisiicht maachen. Da wäerte mer ganz sécher vill méi fir dës Leit maachen, wéi wa mer esou eng Aart Wunnengsgeld ausdeelen. Ech weess net fir wien. Et huet nach kee sech esou richteg getraut dann eng Revenuslimite ze soen. Ab wéini kritt ee se a wéi gëtt dat gestaffelt? Wéi vill kritt een? An esou virun.

Soss gëtt mir jo ëmmer virgeworf, ech géif mat der Géisskan Gelder ausdeelen - vun deene Grénge virun allem -; elo proposéiere si och, datt d'Géisskan soll kommen, fir jiddferengem e Wunnengsgeld ze ginn. Wann ee schonn esou eppes proposéiert, da soll een och de Courage hunn, genee selektiv a sozial Kritären zur gläicher Zäit ze soen an de Leit dat och kloerzemaachen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Boden, Dir hutt jo awer och nach net gesot wéi dat géif goen. Dann erkläert Dir eis dat, wann d'Regierung ëmmer esou däitlech bei allem ass.

M. le Président.- Mir hu jo eng Debatt an deenen nächsten Deeg doriwwer.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo. Gutt.

M. le Président.- Voilà, Här Boden. Här Minister, fuert weider, wann ech gelift!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo. Da wëll ech soen, datt déi doten Effortë ganz sécher éischt Resultater hunn. Déijéineg, déi soen, d'Bauprëisser géifen nach permanent gradesou wuessen, wéi dat virdrun de Fall war: Dat ass net richteg. Den Observatoire de l'habitat schwätzt mat de Leit, déi um Maart agéieren. Déi soen lech, datt d'Präishausse net méi esou grouss ass. Déi, déi gesot hunn, d'Präisser vun de Wunnenge wären nach an d'Luucht gaangen hei, déi hätten och éierlecherweis misse soen, datt se vill manner héich an d'Luucht gaange si wéi d'Inflatioun war. Dat heescht also, reell sinn d'Präisser net an d'Luucht gaangen, éischter si se erofgaangen.

Dat, wat nach ëmmer de Problem ass a bleift, dat ass de Problem vum Bauland. Dee Präis ass nach permanent an d'Luucht gaangen, an den Haaptproblem ass eben, déi Präisspiral am Bauland ze bekämpfen. Duerfir ass och dëse Projet haaptsächlech gemaach ginn.

Éischtens géife mer gären erreechen, datt méi soll gebaut ginn iwwert dee Pacte logement mat de Gemengen. Eist Zil ass, fir d'Gemenge mat an d'Boot ze kréien. Ouni d'Gemenge kréie mer de Problem net geléist. Si musse matschaffen an esou soll eng Partnerschaft opgebaut ginn, fir eben dat Zil ze erreechen, op déi 3.000 Wunnenge pro Joer ze kommen. Dat ass en ambitiéist Zil.

Den Här Henckes huet gesot, mir wären elo op 2.957 - mengen ech, hat e gesot -, et wieren der 43 ënnert dem Zil. Mä virdru waren et der 2.300. Wa mer elo also schonn no un 3.000 erukomm sinn, dann hu mer scho munches bewierkt.

Wann ech den Dokter Ewringmann nach eng Kéier däerf zitéieren; virdru schonn, sot en, géif et duergoen, fir dem Bevölkerungszouwuess gerecht ze ginn. Wa mer iwwer 3.000 Wunnenge pro Joer kommen, mengen ech schonn, datt mer dee Problem, deen hei um Wunnengsbaumaart ass, kënne geregelt kréien. Dann hu mer keng Wunnengsbaunout, a wann d'Offer wesentlech vergréissert gëtt, sinn ech iwwerzeegt, datt och d'Präisser wäerten erofgoen.

D'ailleurs wëll ech och soen, datt d'Gemenge ganz interesséiert sinn, fir e Wunnengsbaupakt ze maachen. Net nëmme well se Sue kréien, mä well se verstanen hunn, datt se och eng gewësse Responsabilitéit an dëser Problematik hunn. An ier de Projet scho gestëmmt war, hu mer elo Kontakt gehat mat 72 Gemengen, dovunner 33 IVL-Gemengen, déi hiren Intérêt ugemellt hunn, fir esou e Pakt mat dem Stat, mat der Regierung ze maachen. Dat sinn 81% vun der Gesamtbevölkerung.

Et ass also groussen Intérêt do bei de Gemengen, fir esou e Pakt ze maachen, an ech erwaarde mer duerch déi Zesummenaarbecht Stat a Gemengen, datt mer wéi gesot vill méi bauen an doduerch och de Präis besser an de Gréff kréien.

Zweet Aufgab ass, fir eng besser an eng gréisser Maîtrise vu Stat a Gemengen ze kréien, wat d'Bauland betrëfft. Och dat ass - et ass scho gesot ginn - ee vun de grousse Problemer, datt Stat a Gemenge keng Traditioun hunn, fir Réserves foncières unzeleeën. An Däitschland, an den Nopeschgemengen ass dat gemaach. Duerfir kënnen déi elo aggressiv och Lëtzebuerger dohinner ofwerben, well se mat der Bauspuerkeess nach e Vertrag hunn, fir relativ gënschteg do ze bauen, wat mir net an deem Mooss hei kënne maachen. Mä wichteg ass et, datt d'Gemengen an de Stat mëttelfristeg a laangfristeg Méiglechkeete kréien, fir sech kënne Bauland unzëeegnen an dat op de Maart ze ginn, wann d'Präisser riskéiere weider an d'Luucht ze goen.

Ech mengen domat si vill Leit averstanen, datt mer mussen Instrumenter schafen, fir dem Stat an de Gemengen ze hëllefen, datt se eng besser Maîtrise iwwer Grond a Buedem kréien. Den Här Helminger huet zum Beispill - fir deen ze zitéieren - gesot, an engem kuerzen Interview leschte Mount: «Le marché ne peut certainement pas tout régler. Nous n'avons de toute évidence pas encore trouvé le bon équilibre entre les droits légitimes de l'individu et les nécessités toutes aussi légitimes de l'intérêt public.»

Ech kann och d'OCDE nach eng Kéier zitéieren, wann dat gewënscht ass.

Une voix.- Da maacht et!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech maachen et: «L'insuffisance de l'offre foncière, qui découle notamment du phénomène de rétention de la part des propriétaires et de la hausse des prix fonciers, apparaît comme étant au cœur du problème du logement et plus largement de l'aménagement du territoire au Luxembourg. En tenant compte d'une fiscalité très faible sur le foncier, la possession d'un terrain à bâtir constitue un investissement à forte rentabilité nette. Sa conservation apparaît donc comme un choix économiquement rationnel de la part du propriétaire foncier.»

Et geet also drëm, fir déi do Tendenz gebrach ze kréien, datt d'Terraine sollen éischter op de Maart kommen, datt d'Gemenge Méiglechkeete kréien, fir d'Leit derzou ze encouragéieren, fir eben déi Terrainen éischter op de Maart ze ginn.

Den Dokter Ewringmann huet d'ailleurs dat nämlecht gesot, dee jo och vill vun deene Grénge a vun der DP zitéiert ginn ass. Dee seet: „Maßnahmen zur Vergrößerung der staatlichen und kommunalen Bauflächenreserven sind unbestritten notwendig. Vorkaufsrecht und steuerliche Anreizung zur Übertragung sind durchaus überlegenswerte Schritte auf diesem Weg.“

(Interruption)

Gutt. Da seet en och nach, den Droit d'emphytéose wier och e ganz gutt Mëttel.

Dat heescht, och do gëtt dëse Pakt an déi Moossnamen, déi doranner virgesi ginn, fir dem Stat an de Gemengen eng gréisser Maîtrise iwwert d'Bauland ze ginn, voll a ganz ënnerstëtzt. D'Virkafsrecht ass jo virun allem do fir de Gemengen ze erméiglechen, fir sech Réserves foncières unzeschafen, zu räsonnabele Präisser. An et geet net drëm - wéi de Lucien Clement zu Recht gesot huet -, fir de Promoteuren, déi Compromisë gemaach hunn, déi ofzeluchsen. Et geet drëm fir derfir ze suergen, datt laangfristeg Stat a Gemenge kënnen zu Bauterrain kommen, zu Réserves foncières kommen, déi se kënnen op de Maart gi fir Leit, déi manner héich Revenuen hunn.

Dat nämlecht ass d'Steierbefreiung op de Plus-valuen, wann een dem Stat a Gemengen Terrain verkeeft. Och dat soll en Ureiz sinn, fir Stat a Gemengen Terrainen ze verkafen.

Ech muss och soen, well jo hei rechtlech Bedenken ugemellt gi si fir déi zwou Moossnamen, datt de Statsrot finalement awer op deenen zwee Elementer do seng Oppositions formelles zréckgezunn huet.

Wat d'Virkafsrecht ubelaangt, gëtt et nach eng Opposition formelle, an zwar well d'Terrains adjacents au périmètre d'agglomérations et situés à l'extérieur och am Virkafsrecht mat abezu wären.

Ech muss soen, datt de Statsrot do keng juristesch Argumentatioun mécht. Mä e mengt, d'Gemengen hätte Mëttel genuch fir ze agéieren.

Den Norbert Haupert huet och a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport kloer drop higewisen, datt do solle besonnesch déi interessantsten Terraine kaaft ginn, a wat geschitt, wann d'Gemeng net informéiert gëtt, datt dat dann opkaaft gëtt fir dorobber ze spekuléieren.

Et ass wichteg, datt d'Gemengen déi Informatioun kréien, datt se sech och déi Terrainen do kënnen uneegnen, wa se feel sinn, zu deem Präis, dee wéi gesot ofgemaach ass tëschent Partner, wann e géif un anerer verkafen.

Iwwerhaapt wëll ech och soen, datt d'Virkafsrecht - wéi den Alex Bodry gesot huet - a ville Länner besteet, do oft villes méi contraignant ass wéi hei an eisem Projet. Do si keng esou verfassungsrechtlech Bedenke wéi dat hei gesot gëtt. Ech muss och derbäi soen, datt d'Virkafsrecht jo net en onbeschränkt Virkafsrecht ass, datt et limitéiert ass op gewëssen Zonen, déi wichteg si fir den Aménagement du Territoire. Et gëtt zum Beispill kee Virkafsrecht an den Zones d'habitation. Do kéint ech verstoen, datt privat Promoteuren Angscht hätten dervir. Mä hei ass d'Virkafsrecht jo ausgeschloss. Dat heescht, an deenen Zonen, wou privat Promoteuren oder privat Leit kafe gi fir drop ze bauen, also op Bauterrainen, do ass kee Virkafsrecht; do kann dat also net spillen.

Mir waren als Regierungspartei net d'accord - den Här Bodry an d'Madame Spautz hunn dat jo och gesot - fir an der éischter Etapp méi wäit ze goen, wéi dat zum Beispill a Frankräich de Fall ass, datt iwwer Geriichter oder Experten d'Virkafsrecht géif ofgewéckelt ginn. Dat ass eiser Meenung no a Contradictioun mat deem aneren Zil wat mer hunn, datt méi schnell soll gebaut ginn. Wann een iwwer Expertisen a Geriichter fiert, dat dauert ganz laang an da ginn d'Délaie wierklech verlängert.

Hei ass virgesinn, datt deen, deen d'Virkafsrecht huet, bannent engem Mount et gesot muss hunn. E kann d'ailleurs och virdru schonn drop verzichten. Ech mengen e Baupromoteur, deen an enger net Zone d'habitation wëllt opkafe goen, dee muss jo mat de Gemenge virdrun diskutéieren, fir datt en iwwerhaapt eng Baugenehmegung kritt. An duerfir mengen ech, datt do de Problem eben net esou grouss ass.

Erlaabt mer da vläicht nach anzegoen op e puer Saachen, déi vun eenzelne Riedner hei ugeschwat gi sinn. Den Här Clement an och anerer sinn op déi 10% agaange vu Logements à coût modéré, déi bei Lotissementer vun iwwer engem Hektar musse gemaach ginn. En huet do virgerechent - ech weess net ob et ganz genee stëmmt -, datt do 80 Wunnengen am Joer dierften drënner falen. Et dierft am Prinzip kee Problem sinn, fir déi Wunnengen do lasszeginn zu engem méi moderéierte Präis.

Ech wëll Iech och emol eng Kéier soen, wien da Bénéficiaire ka sinn dovunner. Et gëtt heiansdo gemaach, wéi wann dat Leit wären, déi iwwerhaapt keen Akommes hätten. Eng Koppel ouni Kanner ka 56.819 Euro verdéngen, an eng Koppel mat zwee Kanner ka 66.846 Euro Revenu imposable hunn, da gëtt e Bénéficiaire nach vun enger Bauprime, da fält en also ënnert dës Konditiounen. Dat sinn awer Montanten, déi ganz, ganz héich sinn.

Dat sinn net nëmme Klengverdénger. Souguer Mëttelverdénger, wou se allen zwee schaffe ginn, falen ënnert dës Montanten. Dat heescht, datt ganz vill Interessenten a Bénéficiairë méiglech sinn, fir kënne vun dëse Logements à coût modéré ze profitéieren, an net nëmme Leit, déi anscheinend Problemer maachen, well se ze vill kleng Revenuen hunn.

Zu den Terrains adjacents au périmètre hunn ech Mäint gesot. Ech géif och en Appel maachen, wéi d'Chamberskommissioun et gemaach huet, un de Statsrot, fir nach eng Kéier déi Saach ze iwwerdenken an hir Opposition formelle opzehiewen.

Den Här Berger an och den Här Kox hu vun dem soziale Mietwunnengsbau geschwat, deen hei restlos ënnerrepresentéiert wier, an hunn den Dokter Ewringmann zitéiert, dee gesot hätt, et géif nëmmen 1,9% soziale Wunnengsbau.

Ech hunn dem Här Gira schonn eng Kéier gesot, datt dat falsch wier, datt den Här Ewringmann sech do geiert hätt. Ech hunn him dat och selwer gesot an hien huet dat akzeptéiert, well eleng de Fong an d'SHBM hunn iwwer 12.000 Wunnenge gebaut. Am ganze Land hu mer der 180.000. Also, eleng déi zwee hu scho 6% vun de Wunnengen. Da kënne mer also net nëmmen 1,9% insgesamt hunn, well d'Gemengen hunn der och nach eng Partie. Keng 100.000, mä si hunn der och nach eng Partie.

Dat heescht, dat ass guer net richteg. Am soziale Wunnengsbau si mer net esou schlecht, wéi dat heiansdo duergestallt gëtt. Et kann een nach méi maachen, domat sinn ech d'accord. Ech hoffen, datt mer och am Pakt méi soziale Mietwunnengsbau vun de Gemengen aus kréien. Wéi gesot, d'SNHBM an de Fong hunn hir Aktivitéiten doranner verduebelt.

Et ass och hei geschwat gi vun der CSV, déi säit 30 Joer an der Regierung fir de Wunnengsbau zoustänneg ass. Ech hunn et och schonn eng Kéier gesot, datt och an de leschten 30 Joer d'DP de Buergermeeschter an der Haaptstad gestallt huet an datt normalerweis eng Haaptstad misst duebel esou vill wuessen, wéi déi aner Gemengen. Déi aner si méi wéi 1% gewuess - 1,2 bis 1,3% -, also hätt d'Haaptstad op d'mannst 2,5% misse wuessen. En fait ass se an de leschte 40 Joer praktesch net gewuess.

Une voix.- Dat ass net wouer.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Praktesch net gewuess.

La même voix.- Dat ass falsch.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Dir sidd praktesch nach ëmmer op deenen 80.000.

(Interruption)

Jo, Dir sidd nach ëmmer...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister, entschëllegt, Onwourechte kann ech net dostoe loossen. Unerkannterweis entre-temps an och bei der Verdeelung iwwert d'Dëppe vun der Gemengesteier si mer bei 86.000 Awunner. A mir sinn entretemps der Meenung, datt och souguer déi Zuel falsch ass. Mir sinn nach mam Statec amgaangen ze diskutéieren doriwwer, datt mer entre-temps wahrscheinlech éischter scho bei 88.000 leien. Dat sinn der 10.000 méi wéi déi Zuelen, vun deenen Dir ausgitt. Donc kënnt Der net behaapten, datt d'Haaptstad net gewuess wär.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- 86.000, dat si 6.000 weider, mä ech huelen un,...

Une voix.- 88.000.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- ...datt déi éischt Mooss,...

Une voix.- Dat sinn 10%.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- ...déi éischt Rechnung vum Statec dann och ënnerdriwwe war. Da muss een och do e bëssen héichrechnen, an da gëtt dat schonn e bëssen en Ausgläich. Mä de Fait ass, datt an deene leschten 30 Joer, wou d'DP de Buergermeeschter gestallt huet an zoustänneg fir déi Politik war, d'Bevölkerungszuel am Fong 30 x 2,5, dat si 75% hätt missen hei wuessen. Dat si 50.000 Awunner. 50.000 Awunner hätte se misse méi hunn. Dat wäre wéi vill Wunnénge méi? Dat wäre praktesch 20.000 Wunnengen, a wa mer hei am Land 20.000 Wunnenge méi hätten, déi hei an der Stad geschaaft hätte misse ginn, dann hätte mer guer kee Problem um Wunnengsbaumaart.

(Interruption)

Fir och emol eng Kéier d'Responsabilitéiten do kloerzemaachen.

Ech wëll och kloer soen, datt ech frou sinn, datt d'Stad Lëtzebuerg bereet ass, e Pacte logement mat eis ze maachen. Si hunn dat ugemellt. Ob se dat finalement maachen, weess ech nach net ganz sécher. Dat musse mer kucken, well ech jo heiansdo schonn héieren, datt se wëllen e Rückzieher maachen.

Ech encouragéieren d'Stad Lëtzebuerg honnertprozenteg, esou wäit wéi ech nëmme kann, fir datt se soll vill bauen, well d'Stad Lëtzebuerg ass d'Haaptstad. An an der Haaptstad muss eppes geschéien, soss kréie mer de Problem ni an de Grëff.

Ech si frou, datt Moossname geholl ginn, fir Baulücken opzefëllen. Ech si ganz frou doriwwer. Ech hunn oft Réunioune mat der Madame Brasseur, déi Effortë mécht, fir datt soll en neie Wand doranner kommen. Mä et muss ee soen, an de leschten 30 Joer war dee Wand net do.

M. le Président.- Här Minister, den Här Goerens wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt den Här Minister froen, wéi vill Meter carrés Wunnraum wéinst der Regierung hu misse wäichen. Einfach fir och e bëssen déi Zuel, déi Dir elo iwwert d'Stad Lëtzebuerg gesot hutt, ze relativéieren, oder och déi Zuel vum ganze Land. Ech weisen elo net mam Fanger an där Saach…

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Also...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- 118.000 m² opgrond vun enger Question parlementaire, esou d'Äntwert vun der Regierung.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Et ass richteg, datt d'Regierung Bürosraim benotzt, déi kéinte Wunnraum sinn. Mä dat ass awer eng Politik vun der Stad Lëtzebuerg, datt am Zentrum vun der Stad d'Wunnengen...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo, sécher ass dat kloer! Déi Leit, déi an der Stad gewunnt hunn, déi sinn erausgeplënnert. Dat ass dach de grousse Problem, datt an der Stad de Wunnengsbau net richteg gefördert ginn ass, esou datt elo versicht gëtt, fir den zweeten an den drëtte Stack an deenen Haiser, wou ënne Geschäfter sinn, erëm belieft ze kréien.

Ech begréissen dat. Ech ënnerstëtzen dat och, mä et ass awer an der Vergaangenheet esou gemaach ginn. Dat muss een awer och éierlech unerkennen. Also, wann Der der Regierung Reprochë maacht, da musst Der och en contrepartie emol d'accord sinn, datt een Iech och Är Verantwortung eng Kéier kloer seet. Ech mengen, déi ass awer ganz manifest hei an der Stad Lëtzebuerg.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Den Här Minister huet absolut Recht.

Une voix.- Ah!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, Merci fir d'Wuert fir e Fait personnel. Wann ech dem Minister nolauschteren, da kréien ech d'Impressioun, ech wier eng Espèce en voie de disparition. Ech wunnen am Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg a si ganz frou, do ze wunnen.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. le Président.- Ech hunn zwar elo de Fait personnel net verstanen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Madame Flesch, ech wär frou, wann der nach villech méi géifen do wunnen an esou zefridde wären. Eis Politik ass jo, fir dat erëm eng Kéier ze realiséieren, datt mer dohinner solle kommen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also, den Här Minister huet absolut Recht a senger Appréciatioun vun der Politik vum DP-Schäfferot, mat der CSV eng Kéier, an elo mat deene Gréngen.

(Hilarité)

M. le Président.- Den Här Bausch wollt nach eng Fro stellen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt awer just soen, mir hu jo de Constat elo gemaach. Et ass relativ kloer, haut den Owend gëtt hei d'Konklusioun gezunn, datt d'Stad Lëtzebuerg un där ganzer Wunnengsmisär am Land schold ass.

Merci.

M. le Président.- Ech mengen, dat wëllt kee maachen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Neen. Ech hunn Iech virun Är Responsabilitéit gestallt, esou wéi Dir alles op d'Regierung wollt ofwälzen.

(Interruption)

Da wëll ech och vläicht nach zum Schluss soen, datt d'Chamberskommissioun en Appel gemaach huet un de Statsrot, deen nach dräi Oppositions formelles huet, fir déi nach eng Kéier ze iwwerdenken. Ech mengen, datt bei deenen zwou, déi ech nach net ernimmt hunn, eppes ze maache wier.

Dat ass éischtens bei der Obligation de construire, andeem do eng Tax agefouert gëtt als Alternativ zur Expropriatioun. Ech mengen, datt dat och vum Statsrot misst kënnen akzeptéiert ginn, well en de Prinzip vun der Tax jo akzeptéiert huet am Artikel 17, sou datt hei also en ähnleche Prinzip och akzeptéiert misst kënne ginn.

Zweetens mengen ech, datt de Fait, datt de Gemengerot ka froen, datt de Stat fir hie kann expropriéieren, och net géint den Artikel vun der Verfassung ass. Am Rapport vun der Kommissioun gëtt kloer argumentéiert, woufir dat kompatibel ass mat deem Artikel vun der Verfassung, deen de Statsrot do invoquéiert huet.

Den Här Bodry huet mat Recht gesot, datt den Droit de propriété keen absolut Recht méi ass, datt dat ze nuancéieren ass mat anere Rechter, zum Beispill mat dem Mënscherecht op Wunnen.

Ech wëll de Statsrot ofschléissend zitéieren, deen och selwer gesot huet, datt dat Propriétéitsrecht net méi en absolut ass, an zwar am Kader vu sengem Avis iwwert d'Proposition de révision vum Artikel 16 vun der Verfassung.

Do seet hien dat hei: «La notion de propriété n'a plus la signification exclusive et sacrée qui lui fut réservée au dix-neuvième siècle. Une prise en considération plus prononcée de l'intérêt général correspond à la conception moderne de ce droit. (…) La protection constitutionnelle du droit de propriété est aujourd'hui conditionnée par son aspect social.»

Also, wann de Statsrot sech déi Saach nach eng Kéier iwwerleet, kéint hie vläicht déi dräi Oppositions formelles évitéieren an ophiewen.

Ech géif Iech alleguer nach eng Kéier Merci soe fir dës Diskussiounen. Ech hoffen, datt dëse Gesetzesprojet gestëmmt gëtt, well ech muss soen, am Laf vun den Diskussiounen hunn ech am Fong keng Alternativen zu dëse Moossnamen hei héieren. Duerfir mengen ech, och wa se net jiddferengem gefalen, wär et e wichtegen a richtege Schrëtt an eng Richtung, fir déi Präisspiral besonnesch vun de Baulandpräisser ze bekämpfen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Henckes huet nach eng Fro.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech hat den Här Minister gefrot, ob hie mer kéint soen, wat den Impact financier vun dësem Gesetz wier, souwuel jährlech wéi och ob et do Etüde gëtt, wat et minimal a maximal géif kaschten, fir datt mer och e bësse wëssen, wat den Impact budgétaire an den nächste Joren ass.

A wann den Här Minister mer net kann haut dorop äntwerten, ob hie mer da wéinstens kéint déi Fiche d'impact financier an den nächsten Deeg zoustellen?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Déi Fiche d'impact financier louch beim Projet de loi derbäi. Et ass virgesinn, datt et soll am Schnëtt zéng Milliounen Euro pro Joer kaschten. Dat war och opgeschlësselt. Ech mengen, wann den Här Henckes mer genee seet, wéi vill Haiser gebaut ginn an ëm wéi vill d'Bevölkerungszuel an deenen eenzelne Gemengen an d'Luucht geet, da kann ech dat e bësse méi prezis soen. Wann hie mer dat net prezis seet, kann ech et och net vill méi prezis soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Zum Ofschloss vun der Debatt huet den Här Landesplanungsminister, den Här Jean-Marie Halsdorf, d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt a menger Fonctioun als Landesplanungsminister haut nach zum Schluss vun dëser Debatt schwätzen.

Ech sinn an deem Sënn frou, well ech festgestallt hunn, dass all Parteien a Sensibilités politiques heibannen erkannt hunn an der Meenung sinn, dass mer déi Plans sectoriels esou séier wéi méiglech hei an eisem Land brauchen, an och am Speziellen de Plan sectoriel vum Logement.

Duerfir fannen ech déi Motioun och gutt, an där gefrot gëtt, fir dee Plan sectoriel vum Logement Enn des Joers ze bréngen. Dat ass e richtege Schrëtt. Mir brauchen déi Plans sectoriels, an net méi spéit wéi d'lescht Woch bei der Virstellung vum Monitoring vum IVL konnt ee feststellen, wéi d'Situatioun an eisem Land ass an dass eppes muss geschéien.

Mat dësem Pacte logement geschitt eppes. D'Erausfuerderung ass eben déi, dass mer op där enger Säit effektiv de Plan sectoriel «Logement» nach net hunn, an op där anerer Säit awer eng Demande hunn, fir d'Präisser erofzekréien. Mir musse kucken, fir an der Komplementaritéit d'Gemengen ze mobiliséieren, fir dass méi gebaut gëtt an eisem Land.

Méi gebaut - wann ech dat esou soen, muss een awer och wëssen, dass nach ni esou vill gebaut ginn ass wéi an de leschte Joren hei zu Lëtzebuerg. Dat heescht, dat Ganzt muss ee mat enger gewëssener Relativitéit kucken.

Ech weess als Landesplanungsminister, dass, wann déi eenzel Gemenge Wuesstumspotenzialer wëllen erschöpfen, da kënne se dat nëmme maachen no Fourchetten, déi mer och am Plan sectoriel «Logement» wäerten opstellen. Dat ass déi grouss Erausfuerderung, an ech wäert versichen, dat ze maachen.

Dass dat net einfach ass, dat wësst Der, well mer op där anerer Säit e Gesetz hu vun 2004, wat am Fong jo den Aménagement communal soll steieren. Dat ass e gutt Gesetz. Dat ass e Gesetz, dat am Fong geholl viru senger Zäit ass, well dat Gesetz sech an engem Raum muss bewegen, wou déi aner landesplaneresch Instrumenter, déi dat Gesetz brauch, nach net do sinn.

Wéi komplex déi ganz Matière ass, kann een um Beispill POS-Findel gesinn, wou Klengegkeeten heiansdo benotzt ginn, fir viru Geriichter ze goen, a wou mer da gesinn, dass wierklech hei den Däiwel am Detail läit, fir eben hei am Land eis Instrumenter ze ginn an der Landesplanung, déi esou sinn, dass mer kënnen eist Land organiséieren, dass mer d'Schaffen an d'Wunnen esou kënne maachen, wéi et am Intérêt vun eis alleguerten ass, nämlech mat engem nohaltegen Zil.

Dat Gesetz vun 2004 huet en nohaltegt Zil an duerfir ass et e gutt Gesetz. A wann ech elo an deem Gesetz nach verschidden Adaptatioune virhuele wäert an deenen nächste Wochen a Méint, dann ass et einfach esou, dass mer Erfahrungswäerter kritt hunn, wéi mer elo PAGe vun de Gemengen ëmgesat hunn. Mir hunn 116 Gemengen an et si bis elo zwee kleng PAGe fäerdeg. Dee vu Réimech, wat jo déi klengst Gemeng ass am Land, wann ech mech richteg erënneren - superficieméisseg.

(Interruption)

Pardon, vun Esch-Sauer. Soss hu mer nach keng PAGen.

Mir hu festgestallt, dass dat Gesetz punktuell adaptéiert muss ginn. Et ass dat, wat ech wëll deemnächst och an der Chamber hei eng Kéier déposéieren. Mir wëllen d'Prozedure verfeineren, géif ech bal soen, an duerfir fannen ech, dass déi Motioun N°1, déi dat fuerdert - ech wëll guer net op den Dispositiv dovun agoen -, superfétatoire ass. Déi ass, wéi de President, den Här Weiler, oft seet, superfétatoire. Et eriwwregt sech, dass d'Regierung hir Hausaufgabe mécht.

Ech fannen, hei mat dësem Projet...

(Interruption)

Ech fanne just, Madame Flesch, dass mer mat dësem Pacte logement, wa wierklech do den Innenminister, de Landesplanungsminister, de Logementsminister an d'Gemengen un engem Strang zéien, eppes hei an eisem Land kënne mobiliséieren, wat am Intérêt vun eis alleguerten ass. A wa mer Wuesstumspotenzialer an net CDA-Gemengen hunn, ass dat esou, dass mer nach PAGen hu vun där aler Mouture, déi nom 37er Gesetz erstallt gi sinn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Dir Dammen an Dir Häre, domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. D'Sitzung ass elo ofgeschloss. Mir gesinn eis muer de Mëtteg erëm um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.56 heures)

Mercredi, 11 juin 2008

SÉANCE 45

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Question avec débat N°34 de M. Marco Schank relative à la qualité des aliments dans la restauration collective publique

- *M. Marco Schank - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

2. 5696 - Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall»; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite)

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motions: motion 1 rejetée; motion 2 adoptée*

3. 5779 - Projet de loi ayant pour objet: 1) le développement économique de certaines régions du pays; 2) la modification - de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie; - de la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables

- *Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. John Castegnaro*
- *Discussion générale: M. Marcel Sauber, Mme Colette Flesch, M. Alex Bodry, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Ordre du jour

- *M. le Président*

5. Question avec débat N°32 de M. Jean Huss relative aux relations entre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA)

- *M. Jean Huss - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes spécifiques liés à la production de biocarburants

- *Exposé: M. Eugène Berger*
- *Débat: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Henri Kox (déposant une motion), M. Robert Mehlen*
- *Motion 1: M. Ben Fayot, M. François Bausch, M. Aly Jaerling, M. Charles Goerens, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, M. Camille Gira*

7. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur les émissions à effet de serre des secteurs soumis au système d'échange de quotas

- *Exposé: M. Camille Gira (déposant une motion)*
- *Débat: M. Marcel Oberweis, M. Charles Goerens, M. Roger Negri, M. Robert Mehlen, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement*
- *Motion 1: M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, M. le Président, M. Camille Gira, M. Charles Goerens (motion renvoyée en commission jointe)*

8. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes spécifiques liés à la production de biocarburants (suite)

- *Motion 1: M. Henri Kox, M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement (motion 1 modifiée adoptée)*

9. Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur le financement futur des structures d'accueil et de garde

- *Exposé: Mme Viviane Loschetter*
- *Débat: Mme Marie-Josée Frank, M. Claude Meisch, M. Ben Fayot, Mme Anne Brasseur, M. Gast Gibéryen, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration (à qui MM. François Bausch, Claude Meisch et Gast Gibéryen posent des questions)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, als éischte Punkt vun eiser Dagesuerdnung vun haut de Mëtteg hu mer d'Question avec débat vum honorabelen Här Schank iwwert d'Qualitéit vun den lesswueren an der Restauration collective publique. Dem Auteur sti fënnef Minutten Zäit zou, fir seng Fro ze stellen, an der Regierung zéng Minutten Zäit fir d'Äntwert. Den Här Schank huet elo d'Wuert.

1. Question avec débat N°34 de M. Marco Schank relative à la qualité des aliments dans la restauration collective publique

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, ech wëll virausschécken, datt d'Schoulkantinen nëmmen een Deel vun eiser Restauration publique ausmaachen, datt och aner Ressorten, besonnesch awer

och ëmmer méi Gemengen, concernéiert si bei dësem Sujet an eng Responsabilitéit hunn, fir méi nohalteg Produiten an de Kantinen ze verwenden. Wann ech richteg informéiert sinn: Um Niveau vun de Schoulkantine sinn d'lescht Joer ronn 945.000 Menuen zerwéiert ginn, an déi lescht zwee Joer iwwer zwou Milliounen zousätzlech Produiten, wéi Sandwichen an esou weider, och ugebuede ginn.

Meng Fro dréint sech awer net ëm déi Qualitéit, déi direkt mam Aspekt vun der Noutwendegkeet vun enger équilibréierter respektiv ofwiesslungsräicher Nutritioun respektiv der Hygiène ze dinn huet, well do am Prinzip relativ vill passéiert. Mir geet et a menger Interventioun drëm, fir ze froen, ob et net sënnvoll wier, verstäerkt Liewensmëttel an de Schoulkantinen - an natierlech doriwwer eraus - unzebidden an ze promouvéieren, déi nohalteg produzéiert ginn. D'Marchés-publics-Gesetz gëtt bekanntlech d'Méiglechkeet, fir den Aspekter vun Ekologie a Promotioun vun nohalteger Entwécklung Rechnung ze droen.

An hirem Avis op eng Proposition de loi vum Nico Loes a mir selwer virun dräi Joer respektiv véier Joer hat d'Regierung och d'Wichtegkeet vu Qualitéitsproduiten aus eisem Land - d'Produits du terroir, Regionalprodukter, biologesch Produiten, awer och fair gehandelt Produiten - fir d'öffentlech Restauratioun ganz däitlech ënnerstrach.

An dëser Proposition de loi goufen nieft der Traçabilitéit an der Qualitéit eben och d'Ekologie an de Prinzip vun der Nohaltegkeet ënnerstrach, an eben och ee wichtege Prinzip, dee vun de kuerze Weeër, deen a villen europäesche Regioune propagéiert gëtt. Dat heescht, Iessen aus der Regioun fir d'Regioun. Am Géigesaz zu deem berühmte Joghurt, dee méi wéi 9.000 Kilometer hanneru sech huet, wann en op den Dësch kënnt; wann d'Mëllech aus dem Allgäu kënnt, d'Äerdbier aus Polen an d'Bakterien aus Schleswig-Holstein an esou weider.

Ech hu mer soe gelooss, datt de Moment an der Moyenne fir e Mëttegiessen dräi Euro op de Kapp fir Lycéeskantine virgesi sinn. Hei hunn natierlech ekologesch konzipéiert Produitë kaum eng Chance. Et wier sécher awer och kontraproduktiv, virun allem vis-à-vis vun deene jonke Leit, d'Präisser fir d'Mëttegiessen an de Kantinen ze vill an d'Luucht ze schrauwen.

D'Fro stellt sech duerfir, ob et net sënnvoll wier, wann déi öffentlech Hand sech méi staark géif investéieren a sech vis-à-vis vun deene Méikäschten, déi nohalteg lesswuere mat sech bréngen, géif engagéieren. Eng Partie Gemenge gi mam gudde Beispill vir, fir an hire Kantinen - besonnesch an de Maisons relais, där ëmmer erëm bäikommen - Projeten ze maachen, wou se genau dat dote maachen, wou si dann déi Méikäschten droe vu regional respektiv biologesch produzéierte Produiten, och fair gehandelte Produiten.

Et gëtt och ee Projet am Osten, dee „Lecker" heescht, am Miseler Land mat verschiddene Gemengen zesummen, mam Ökozenter; a wéi gesot, eng ganz Partie Gemengen, wou ech elo keng Nimm nennen.

Ech mengen, datt esou eng Virgoensweis ee ganz, ganz wichtegt Signal wier fir eis Baueren; besonnesch well dëse Sujet jo elo eng ganz besonnesch Aktualitéit krut. Et geet nämlech net fir d'lescht och ëm d'Erhale vun eise Bauerebetriber virun eiser eegener Hausdier. An ech erënneren un dee Bréif, deen de Chamberspresident krut vun der Luxlait dee leschte 6. Juni, wou et ëm eis Solidaritéit mat enger nationaler Molkerei geet, wou dorunner appeléiert gëtt, datt hir Produiten an deene staatleche Kantine Verwendung fannen, och wa se méi deier sinn, wéi eventuell déi aus dem Ausland.

Här President, et geet deemno och drëm, fir eise Baueren e faire Präis fir hir Produiten ze bezuelen; besonnesch deene Baueren, déi sech ganz vill Méi ginn, fir zu Lëtzebuerg héichwäerteg Liewensmëttel ze produzéieren, awer virun allem och déi, déi zukunftsfäeg, nohalteg schaffen a Produiten aus regionalem an ekologeschem Ubau produzéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, déi Suergen, déi den honorabelen Här Schank hei virgedroen huet, dat sinn och déi vun der Regierung. Mir hätte gären, dass an eise Schoulkantine solle gesond Produiten offréiert ginn, wa méiglech biologesch, dass se solle vum Terroir sinn. Dann awer nach een Element: Mir hunn och an eis Cahiers des charges geschriwwen, dass sollen Transfair-Produiten offréiert ginn. Dat ass natierlech eng Contradictioun mat de Produits du terroir, well déi kommen normalerweis vu méi wäit hier.

Dir wësst, dass ongeféier d'Halschent vun de Restaurants scolaires en régie directe vum Ministère geféiert ginn. Do sinn d'Instruktioune ganz genee. Mir hunn nëmme Fournisseuren, also vun deene mer d'Saache kafen, déi hei zu Lëtzebuerg installéiert sinn. Do sinn och d'Instruktioune fir Produits du terroir; also alles, wat den Här Schank opgezielt huet.

An deem Zesummenhang wollt ech och hei soen, dass an eise Restaurants scolaires nëmme Joghurten a Mëllech vu Lëtzebuerger Fournisseuren - ech gebrauchen d'Mehrzahl, ech weess zwar net firwat - consomméiert ginn.

Da gëtt déi zweet Halschent vun de Restauranten ausgeschriwwen. Do si Cahier-de-chargen. An deene Cahiers des charges steet och dran, dass 3% musse Produits biologiques an x% Transfert sinn, an dass dat een Element ass wann herno den Zouschlag geschitt. Well ee wichtege Kritär ass jo awer och nach ëmmer de Präis. Ech wollt och soen, dass de Stat selbstverständlech e groussen Deel vun de Käschten iwwerhëlt.

Fir Är Informatioun: Am Joer 2007 haten d'Restaurants scolaires alleguerten zu Lëtzebuerg, déi vum Ministère de l'Éducation nationale ofhänken, also sougutt déi en régie directe wéi en régie non directe geféiert ginn, Recettë vun 1.783.000 Euro an Dépensë vun 3.720.000. Dat heescht, de Stat leet méi wéi d'Halschent bäi, bei deene Präisser, déi bezuelt gi vun de Schüler an de Restaurants scolaires.

Merci, Här President.

2. 5696 - Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall»; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite)**

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zur Ofstëmmung vum Projet de loi iwwert de Pacte logement.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5696 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, bei 21 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Lucien Thiel), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5779 iwwert déi wirtschaftlech…

Une voix.- D'Motioun feelt nach.

M. le Président.- Ah, Pardon.

(Interruption)

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun 1 vum honorabelen Här Berger.

Ass de Vote électronique verlaangt?

Une voix.- Wat seet d'Regierung dozou?

(Interruption)

M. le Président.- Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da stëmme mer per Vote électronique of.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 15 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Mir kommen elo bei d'Motioun 2.

Motion 2

Ass bei der Motioun 2 vun der Madame Spautz de Vote électronique verlaangt?

(Négation)

Da stëmme mer per Hand of.

Vote

Wien d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Ech gesinn, dass eng grouss Majoritéit fir déi Motioun ass.

(Interruption)

Jo. Dat spillt allerdéngs keng Roll, well d'Motioun ass mat grousser Majoritéit ugeholl.

(Hilarité)

Mir kommen elo zum nächste Projet de loi, dat ass deen iwwert déi wirtschaftlech Entwécklung vu verschidde Géigende vum Land. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Sauber, d'Madame Flesch, den Här Bodry, den Här Kox an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Castegnaro.

3. 5779 - Projet de loi ayant pour objet: 1) le développement économique de certaines régions du pays; 2) la modification - de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie; - de la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi aner entwéckelt Industrielänner och, si mer zënter de 70er Joren an enger Phas vun Desindustrialiséierung, an déi huet vill Formen. Dat si Betribsschléissungen, Reduzéierungen oder awer och Delokaliséierungen, strukturell bedéngt, konjunkturell bedéngt, an duerfir géif et vill aner Beispiller ginn. Dovunner ass eist Land net gläichméisseg betraff gewiescht, mä eenzel Regioune ganz besonnesch. An do virun allem natierlech de Süde mat senger Eisen- a Stolindustrie. Mä och aner Industrië wéi den Textil, d'Lieder sinn dovu betraff gewiescht, an domat natierlech och aner Uertschaften a Regiounen.

Ech wollt dozou e puer Bemierkunge maachen, net en historesche Réckbléck, mä zur Erënnerung soen, dass déi wirtschaftlech Diversifikatiounspolitik net en Zoufallsresultat ass, mä d'Resultat vu politeschem Wëllen, vu politeschen Initiativen a vun deem richtege gesetzleche Kader, mä och vun Initiativen, déi domat provozéiert gi bei Investisseuren oder bei bestehende Betriber. Och d'Gewerkschafte spillen an där Diskussioun keng onbedeitend Roll.

Déi dramatesch Ëmstrukturéierung vun der Stolindustrie an der Vergaangenheet an haut dach modernst an zukunftsträchteg Stolstanduerter souwéi vill Aktivitéiten am Perimeter vun där Stolindustrie, vun deem Weltkonzern weisen, dass et weidergeet. Mä erënnere wéilt ech och un d'Grënnung vun der Goodyear uganks de 50er Joren, un DuPont de Nemours an de 60er Joren, d'Ufank an d'Enn vu Monsanto an de 70er Joren, mä och aner Dosende vu Betribsgrënnungen, mä och Betribsschléissunge vun Enn de 70er Joren un, an dat aus deene verschiddensten Ursaachen.

Wichteg an där ganzer Entwécklung - ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck - sinn déi wirtschaftlech Kadergesetzer, déi et zu Lëtzebuerg zënter 1962 gëtt. Mä wichteg Impulser sinn och ausgaange vun der nationaler Tripartite ab Enn 1977, awer och vun der Stoltripartite, well souwuel an där enger wéi an där anerer besonnesch d'Schafung vun nationalen a regionalen Industriezonen ugeschwat a provozéiert gouf, an an der Stoltripartite ganz schwéiere Wäert drop geluecht ginn ass, dass déi Frichen, déi géifen entstoen, misste genotzt ginn, och fir industriell an aner Aktivitéiten.

Zu deenen Impulser an zu där Entwécklung a Realitéit gehéiert mat Sécherheet och d'Gesetz vum 2. August 1977 iwwert

d'Schafung vun der SNCI, der nationaler Investitiouns- a Kreditgesellschaft. Eng Tripartite-Institutioun, wou ech hei an dësem héijen Haus d'Bedeitung net besonnesch brauch ervirzesträichen.

Déi wirtschaftlech Entwécklung vun de leschte Jorzéngte kann een och an Zuelen ausdrécken, an dat wëll ech mat zwee Beispiller maachen.

Den Undeel vun der Industrie um PIB, um Produit interne brut, war 1970 53,2%, dovun eleng d'Sidérurgie bal 28%. 2006 waren dat nach 14,6%, dovun nëmme méi 2,5% Sidérurgie.

Den Undeel vun der Industrie um Emploi war 1970 ronn 50% oder 68.000 Salariéen. 2006 sinn dat nëmme méi 20,8% oder 66.000 Salariéen op insgesamt 318.000 Salariéen.

Dir gesitt also, déi Entwécklung kann een a villen Hisiichten duerstellen.

Mä sécher ass, fir déi wirtschaftlech a sozial Réckschléi, déi mat der Schléissung vu Betriber, besonnesch grousse Betriber verbonne sinn, opzefänken, mä awer och fir strukturschwaach Regioune wirtschaftlech ze entwéckelen an Aarbechtsplazen do ze schafen oder ze erhalen, do wou se besonnesch rar sinn, hat sech Lëtzebuerg - wéi ech gesot hunn - en éischt Kadergesetz ginn, an zwar 1962, fir ebe kënnen an eenzel Regioune vum Land eng spezifesch an eng geziilt wirtschaftlech Förderung ze maachen.

Deemools war et net d'Stolindustrie, déi zréckgeschrauft huet, mä war et einfach d'Suerg ëm d'wirtschaftlech an d'industriell Diversifikatioun an eisem Land. Mä derbäi kënnt, an dat muss een ënnersträichen, well et bedeitend ass, d'Tatsaach, dass Lëtzebuerg jo Member an der EU ass an domat och Member vum europäesche Bannemaart, an d'Bréisseler Kommissioun opgrond vun den Traitéen derfir ze suergen huet, dass d'Memberlänner sech net mat ze vill generéise Bäihëllefe géigesäiteg deloyal Konkurrenz maachen. D'EU soll derfir suergen, dass iwwerall an Europa gläich Wettbewerbsbedéngunge fir d'Betriber bestinn a setzt duerfir streng Regelen an der Bäihëllefspolitik.

Dat sinn déi zwee géigesäiteg Interessen, Bäihëllefen/gläich Bedéngungen, déi am Projet iwwert den Développement économique de certaines régions du pays, iwwert dee mer haut diskutéieren, wéi dat scho bei de Virgängergesetzer de Fall war, hu missen ënner een Hutt bruecht ginn.

Et muss een awer wëssen - ech wëll dat ervirsträichen -, dass, wann et no der Europäescher Kommissioun gaange wier, Lëtzebuerg no Enn vun der Förderperiod 2000 bis 2006 eigentlech fir déi Period, déi vun 2007 bis 2013 geet, net méi hätt dierfe regional Hëllefen accordéieren. Esou war et op jidde Fall an enger Kommunikatioun vun der Kommissioun am Februar 2005 virgesinn.

Nodeems eis Regierung zesumme mat fënnef anere concernéierte Länner zu Bréissel intervenéiert hat, huet d'Kommissioun am August 2005 eng iwwerschaffte Versioun vun hire Richtlinne presentéiert, déi et och eis erëm erlaabt, a bestëmmte Regioune staatlech Bäihëllefen un d'Betriber auszebezuelen.

Déi nei Propositioune vun der Kommissioun hunn deemools folgend Kritäre virgesinn:

Éischtens däerfen déi Regiounen, déi vun den Hëllefe kënne profitéieren, just nach 16% vun eiser Populatioun ëmfaassen, géintiwwer 32% an der viregter Period. Den Taux de couverture gëtt also glat halbéiert. Bei enger Gesamtpopulatioun vun deemools ronn 450.000 Awunner heescht dat, dass déi Géigende vum Land, déi mir kënne förderen, zesummen net méi wéi 72.000 Awunner däerfen hunn.

Zweetens mussen déi Regiounen, déi mir fördere wëllen, homogen an zesummenhängend Ensemblë bilden.

An drëttens muss all Regioun e Minimum vun 20.000 Awunner zielen.

Nodeems de Wirtschaftsminister nach eng Kéier mat der Kommissioun noverhandelt hat, krut Lëtzebuerg nach zwou Derogatiounen zougestanen: Éischtens muss elo all eenzel Regioun just e Minimum vun 10.000 Awunner hunn, a mir kruten zweetens eng Transitiounsphas vun zwee Joer, vun 2007 bis 2008 accordéiert, wou déi gefördert Regiounen am Total bis zu 21,1% vun der Populatioun, dat heescht bis zu 96.000 Awunner kënnen zielen, statt déi 72.000 respektiv 16%. Dir héiert schonn un den Datumer, dass do e Problem besteet, deen och mat der Retroaktivitéit, déi net gestatt ass, enk zesummenhänkt.

Nieft dëse Konditioune sinn déi éligibel Gemengen opgrond vun zwee weideren Indicateuren zréckbehale ginn: Éischtens, de Chômage-Taux, dee 15% iwwert der nationaler Moyenne muss leien, an zweetens mussen Industriezonen oder Frichen um Territoire vun der Gemeng leien.

Wat bedeit dat dann elo konkret? Wéi eng Regiounen, wéi eng Gemenge sinn dann an der lafender Förderungsperiod eigentlech nach éligibel? Opgrond vu Simulatiounen, déi gemaach gi sinn, huet d'Regierung véier Regioune proposéiert, déi wéi follegt zougeschnidde sinn.

Dir hutt iwwregens en Tableau mat der Carte des aides régionales an Äre Sitzungsdokumenter an dat ass och a mengem schréftleche Rapport nach eng Kéier reproduzéiert.

Déi Regioune sinn d'Regioun Norden, mat de Gemenge Clierf, Wëntger, Eschweiler a Wolz; d'Regioun Oste mat de Gemengen Iechternach, Mompech, Rouspert a Mäertert; d'Regioun Süd-Osten, déi eleng aus der Stad Diddeleng besteet; an d'Regioun Süd-Weste mat Déifferdeng a Suessem. Zu dëser Regioun zielen an der Iwwergangsphas 2007-2008 och nach d'Gemenge Péiteng a Käerjeng dozou.

De But vun der Regierung war also, fir am Respekt vun den europäesche Virgaben déi Kombinatioun vu Gemengen ze fannen, wou een déi meescht industriell a gewerblech notzbar Fläche géif an d'Kaart mat erakréien, mä awer och regional ausgeglach tëschent Norden, Süden an Osten, an och Gemengen ze cibléieren, wou de Chômage däitlech iwwert der nationaler Moyenne läit.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass dat mat dëser Kaart, wéi se jo schlussendlech och vun der Europäescher Kommissioun approuvéiert ginn ass, exemplaresch gelongen ass. Esou vill zum geographesche Volet vum Projet.

Mä wat sinn dann elo d'Instrumenter, déi dat neit Gesetz virgesäit, fir regional Wirtschaftspolitik ze bedreiwen?

1) Subventions en capital. Déi waren och schonn am Gesetz vun 2000 virgesinn a sinn dat mat Ofstand am meeschte genotztent Instrument.

2) D'Zënsbonifikatioun ass also erëm - Bestanddeel vum Instrumentarium, nodeems se am Gesetz vun 2000 net méi zréckbehale gi war.

3) Den Dégrèvement fiscal partiel, also d'Méiglechkeet, fir en Deel vum Benefiss vun den Akommes- a Kollektivitéitssteieren ze befreien.

4) Et gëtt e ganz neit Instrument agefouert, an zwar fir kleng, jonk Entreprisen. Fir d'Kreatioun vun den neien Entreprisë ganz besonnesch ze förderen, kënne si an Zukunft net nëmmen d'Kapitalhëllefe kréien, mä och Bäihëllefe fir bestëmmten Zorte vu Fonctionnementskäschten. Dat kënnen zum Beispill Käschte si fir juristesch, wirtschaftlech oder fiskalesch Berodung, administrativ Fraisen an esou virun. Alles dat, wat an engem direkten Zesummenhang mat der Grënnung vun enger Entreprise steet. Hei geet et ëm de Startup vu jonken a vu klengen Entreprisen. Ech mengen, dat wier eng zousätzlech Attraktivitéit, déi geschafe ginn ass an déi och Ausléiser kéint si fir zousätzlech Betribsgrënnungen an dësem Land.

5) Schlussendlech setzt dat neit Gesetz och de Kader fir Bäihëllefe bei de sougenanntene Grands projets d'investissement. Dat si Projete mat engem Invest vu méi wéi 50 Milliounen Euro.

D'Chambre de Commerce weist an hirem Avis ganz zu Recht drop hin, dass d'Gesetz sech doduerch auszeechent, dass net nëmme materiell Investitioune gefördert kënne ginn, mä och déi immateriell, esou zum Beispill Breveten a Lizenzen.

Dat ass e wichtegen Aspekt, well eng modern Ekonomie ass op d'Notzung vu Wëssen an Know-how genausou ugewisen, wéi op Maschinnen an Aarbechtskraaft.

E Saz nach zu der Förderungsintensitéit. Als relativ räicht Land, esou gesäit d'Kommissioun et och, däerf zu Lëtzebuerg d'Intensitéit vun de Bäihëllefen, definéiert als «équivalent-subvention brut», ESB genannt, den Taux vun 10% vum Bruttoinvest am Prinzip net iwwerschreiden.

Eng Ausnahm gëtt awer gemaach fir Mëttelbetriber, wou den Taux 20% bedroen däerf, oder fir déi kleng Betriber, wou e souguer 30% erreeche kann. An der Praxis wäert sech also erausstellen, wéi vill Betriber tatsächlech bei deem ënneschten Taux vun 10% bleiwe mussen, a wéi vill Betriber de Supplément vun 10% respektiv 20% wäerte kréien. Fir déi ganz grouss Investissementer gëllen nach eng Kéier aner Regelen.

Wat déi speziell Bäihëllefe fir déi jonk, kleng Entreprisen ugeet, läit de maximalen Taux do bei 25% an deenen éischten dräi Joer a bei 15% an deenen zwee folgende Joren.

Ausserdeem gesäit d'Gesetz Regelunge géint de Cumul a fir d'Restitutioun vir, am Fall wou sech géif erausstellen, dass d'Bäihëllefen zu Onrecht ausbezuelt gi sinn. An deem Fall kënnen administrativ Sanktiounen ergraff ginn an am Fall vu Bedruch natierlech och pénal Sanktiounen.

Domat kommen ech bei de budgetären Impakt vum Gesetzesprojet. D'Auteure bleiwen do ganz vag a verweisen drop, dass et wéinst der Verännerung vun enger Rei vu Parameter - Taux de couverture, intensité de l'aide an esou virun - ganz schwiereg ass, zouverlässeg Aussoen iwwert de Käschtepunkt vum neie Gesetz ze maachen.

Trotzdeem ginn d'Auteure vun deem Gesetz dovun aus, dass duerch dee méi restriktive Kader de Montant vun den Aiden an der lafender Period ofhëlt, besonnesch vis-à-vis vun der Period 2000 bis 2006, an dat entsprécht iwwregens dann och der Logik vun der Bréisseler Kommissioun.

Et verwonnert dann awer net, dass de Statsrot grad dorop gepocht huet an dass et se stéiert, dass et keng Fiche financière en bonne et en due forme gëtt an dass et just e puer méi oder manner Explikatiounen iwwert de méigleche finanziellen Impakt gëtt.

Dozou soll ee soen, dass de Budget 2007 eng Véierelsmilliun virgesinn huet - mä duerch d'Retroaktivitéit ginn déi net gebraucht - an de Budget 2008 eng Millioun Euro virgesäit fir déi lafend Förderungsperiod.

Gläichzäiteg ginn awer fir d'Engagementer aus der Vergaangenheet, also vun 2000 bis 2006, nach eng Kéier sechs Milliounen am Budget 2007 ageschriwwen, an 2008 waren dat ëmmer nach 5,5 Milliounen.

Fir komplett ze sinn, sief och nach drop higewisen, dass d'Regierung de Projet de loi dozou genotzt huet, fir e puer legislativ Ännerungen ze maachen, déi net an direktem Zesummenhang mat der regionaler Bäihëllefpolitik stinn.

Esou gëtt vun der Geleeënheet profitéiert, fir e puer Parzellen an den Industriezone Schéleck a Wolser um Territoire vun der Beetebuerger Gemeng ze verkafen oder fir aner Zwecker wéi urspréinglech virgesi fräi ze maachen, well se sech net méi fir industriell Notzungen eegnen.

Mä ausserdeem gëtt och mat dësem Gesetz am Gesetz vum 22. Februar 2004 iwwert d'erneierbar Energien de Champ d'application erweidert. Et soll net nëmmen d'Produktioun vu Stroum aus erneierbar Ressourcen, mä och d'Produktioun vun aneren Energien, zum Beispill Wäermt, wäert kënne mat staatleche Subside gefördert ginn. Am selwechten Otemzuch gëtt och de Procédé vun der Biomethanisatioun als erneierbar Energiesource unerkannt.

Dass mir dat Gesetz haut musse stëmmen, ass kloer. Duerfir si mer hei. Duerfir diskutéiere mer driwwer. Mä och duerfir well mer a Verzuch sinn, mä a Verzuch och duerfir, well d'Europäesch Kommissioun ganz laang gebraucht huet, fir eng nei Ligne directrice op de Wee ze ginn, sou dass et fir de Ministère, fir d'Regierung schwiereg war, Viraarbecht ze leeschten, well d'Kommissioun mat kriteschen Aen dat alles suivéiert an nëmme Vetorechter huet, wou se an alle Fäll dat lescht Wuert huet, wa se d'Gefill huet, e Land géif ze wäit goen.

Do kënnt dann och d'Problematik vun der Retroaktivitéit derbäi, déi ech ugeschwat hunn. D'Kommissioun verbitt an dësem Fall d'Retroaktivitéit, obwuel se jo selwer zum Deel schëlleg ass un der Verspéidung. Dat zitt natierlech eng Schwieregkeet no sech bei der Uwendung. Sech driwwer ewechsetzen, wier natierlech e risege Risiko, ëmsou méi, well ee weess, dass d'Kommissioun permanent mam Damoklesschwäert iwwer eise Käpp ass an ëmmer dat lescht Wuert huet.

D'Lëtzebuerger Gesetz ass eng Saach an eng Noutwendegkeet, dat ass kloer, mä nach eng Kéier, fir et ze soen, d'EU-Direktiven, d'EU-Reglementer an an dëser Matière d'Lignes directrices, dat ass nach eng aner Welt an dat ass dann do, wou d'lescht Instanz zu Bréissel ass, wou si d'Kompetenz am Endeffekt hunn.

Dat ass en Dilemma, an deem mer dach awer stiechen, well mer aus deem neie Gesetz, wann et da votéiert ass, eben net zum Beispill déi Startup-Bestëmmungen, déi mer aféieren, retroaktiv kënnen uwenden, den Artikel 10, a well mer och wat déi Verännerungen ugeet, an iwwerhaapt d'Gesetz iwwert d'erneierbar Energië vum 22. Februar net kënnen uwenden, mam Risiko, dass d'Kommissioun eis illegal Hëllefe constatéiert, an dat erëm eng Kéier verbonne mat alle Konsequenzen.

Ech hu gesot, dass d'Kommissioun selwer vill zur Verspéidung bäigedroen huet a mir hei an dësem Land gewaart hunn, bis eben d'Lignes directrices - an dat war am Mäerz oder Abrëll d'lescht Joer - um Dësch louchen, fir déi legislativ Aarbecht unzefänken. Dat, wat gemaach ginn ass a wat hei zur Debatt steet am neie Gesetz, dat ass vun der Kommissioun grondsätzlech akzeptéiert, do bleiwe just nach Eenzelheeten.

Da bleift nach den Deel vum Gesetz vun 2004 iwwert d'erneierbar Energien, wou muss total légiféréiert ginn, an do huet d'Kommissioun an de leschte Wochen Dosende vu Froen un de Ministère, un d'Regierung geschéckt, fir Äntwerten ze kréien. Dir gesitt also, et ass komplizéiert. Mir sinn zum Deel an engem loftleere Raum.

De Stat kann an däerf also de Moment keng staatlech Hëllefen am Beräich vun Energie an Ëmweltberäich ginn, bis den definitive Sege vu Bréissel kënnt a bis et definitiv gekläert ass. Esou vill zur Komplexitéit vun der Matière a vun de permanenten Erausfuerderunge fir eist Land.

Elo muss ee soen, dass dee Projet de loi vun haut en Deel vun engem gesamten Netzwierk vu Gesetzer ass, déi zum Deel nach musse geschriwwe ginn, déi a Virbereedung sinn an déi rapid ëmzesetze sinn. An nach eng Kéier wëll ech ënnersträichen, dass de Spillraum, deen d'Regierung hei hat, vun der Regierung net nëmmen erstridden, mä och voll ausgenotzt ginn ass. Et muss een ëmmer erëm soen, dass mir permanent sous haute surveillance vun der Kommissioun vu Bréissel stinn.

Mä et soll een et duerfir awer net verpassen, fir dem Minister a senge Mataarbechter Merci ze soen an eis Unerkennung auszedrécke fir déi gutt Viraarbecht, déi se geleescht hunn, a fir dat, wat dobäi erauskomm ass.

M. le Président.- Här Castegnaro, Dir stitt och ënner haute surveillance vun der Présidence.

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Ech hunn dat gespuert kommen, Här President, ech sinn an de leschten Zich.

Ech wëll just drop hiweisen, dass et bei der Prozedur, déi d'Gesetz duerchlaf huet, net vill Spezielles dozou ze soe gëtt. De Projet ass de 19. September zesumme mat enger Rei Annexë vum Wirtschaftsministère hei déposéiert ginn. Den Avis vun der Chambre de Commerce ass e Mount méi spéit komm. De Statsrot huet seng Stellungnahm am Mäerz 2008 ofgi mat fënnef Oppositions formelles, mat deene mer awer eens gi sinn. An ech wëll alle Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun en décke Merci soe fir déi gutt Mataarbecht, an och all deenen, déi an iergendenger Form matgeschafft hunn.

D'Urgence hunn ech e puermol hei ervirgestrach. Dat aalt Gesetz ass den 31. Dezember ausgelaf. Mir stinn an där Situatioun wou mer stinn a mir wëssen, dass mer d'Wirtschaftsförderung a Bäihëllefe brauchen, fir Aarbechtsplazen ze halen an neier ze schafen.

Duerfir ass dat hei e Projet, deen importent ass, net nëmme fir déi wirtschaftlech, mä och fir déi sozial Entwécklung. Dee Projet hei ass och e wichtegt Stéck Beschäftegungspolitik, well mer jo net nëmmen a Maschinnen a Betriber investéieren, mä och a Mënschen, an duerfir gëtt et jo e ganze Pak vu Schoul- a Beruffsausbildungsreformen. Dat ass e Ganzt.

Ech géif mer erlaben, am Numm vun der LSAP ze soen, dass mer dee Projet stëmme kënnen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Sauber. Här Sauber, wann ech gelift.

Discussion générale

M. Marcel Sauber *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir

setzen haut de Gesetzesprojet ëm iwwert déi Moossnamen, déi an der Zukunft gëlle solle fir déi wirtschaftlech Entwécklung a verschiddene Regioune vum Land, also e regionaalt Promotiounsgesetz fir d'Wirtschaft. Dat viregt Gesetz ass schonn eng Zäit ofgelaf a soll erneiert ginn.

Et ass dëst net déi eenzeg öffentlech Interventioun vum Gesetzgeber a vun den öffentleche Finanzen, déi sech betriebsfördernd op d'Wirtschaft auswierkt. Et gëtt an der Zwëschenzäit eng Rei vun Instrumenter, duerch déi de Stat orientéiernd d'Wirtschaft ënnerstëtze kann, zum Beispill:

- déi jeeweileg Loi-cadre fir d'Industrie a fir d'Classes moyennes;

- d'SNCI mat hire verschiddene verbëllegte Crédits d'équipement a Prêts à moyen terme;

- d'Gesetz vun 2004, wat finanziell Hëllefe fir d'Protektioun vun der Natur, d'rationell Utilisatioun vun der Energie an d'Produktioun vun Energie aus erneierbare Quelle virgesäit;

- an da gëtt et nach eng ganz Rei vu spezifeschen a geziilten anere wirtschafts- a betriebsfördernden Ënnerstëtzungen.

Dës Moossname wierke sech positiv op d'Betriber aus, an dës Moossname fanne sech noutgedrongen och am Statsbudget erëm. Et gëtt een och munch Interessantes gewuer, wann een déi verschidden Aktivitéitsrapporte vum Wirtschaftsministère, vum Mëttelstandsministère an och vun der SNCI liest. Et ass interessant an instruktiv, wann ee sech d'Envergure vun dësen Ënnerstëtzungen emol op d'Long zitt an doriwwer nodenkt. D'Transferten un d'Wirtschaft loosse sech schonns weisen, ob dat elo vum Stat ass oder awer och vun de Gemengen, duerch d'Industriezonen oder d'Zones d'activité.

Verschiddentlech gëtt dann och d'Fro opgeworf, wéi öffentlech Ënnerstëtzungen un d'Betriber mat enger liberal orientéierter Wirtschaft iwwerhaapt kompatibel sinn. Handelt et sech hei ëm Krätsche fir ugeschloe Betriber, déi an enger neoliberaler, kapitalistesch orientéierter, globaliséierter Wirtschaft aus Grënn, déi verschiddener Natur kënne sinn, sech net méi esou richteg erëmfannen?

Verschiddentlech gëtt de Subventiounssystem dann och a Fro gestallt oder et gëtt och emol behaapt, datt wéineger Besteierung vun de Betriber méi brénge géif wéi all Subventiounspolitik. Dat maach och stëmme fir bestehend Betriber, ass awer zweifellos net richteg fir jonk Betriber oder nei Betriber. Deene neie Betriber bréngt dës Formel allerdéngs net dat, wat den „premier établissement" haut an och an dësem Gesetz matbréngt.

Ouni elo an eng reng philosophesch Diskussioun iwwert dës Themen eranzerutschen, wëll ech hei ganz programmatesch a realistesch feststellen, datt säit de 50er Joren hei am Land lues a lues eng ganz geziilt Promotiounspolitik fir d'Betriber opgebaut a realiséiert gouf.

Eng Politik, déi engersäits alle Betriber zeguttkënnt - ech denken u Steierverginschtegungen oder Tarifsenkungen -, anerersäits eng Ënnerstëtzungspolitik, déi awer net mat der Stränz iwwert d'Betriber alleguer fiert. Eng Politik, déi also selektiv a geziilt virgeet. Eng Politik, déi och der Gréissenuerdnung vun de Betriber Rechnung dréit, Industriebetriber oder Mëttelstandsbetriber.

Eng Politik, déi voluntaristesch a strukturéiert ass an déi souwuel der Promotioun vun de Betriber wéi och der Diversifikatioun vun der Wirtschaft an dem regionale Charakter versicht Rechnung ze droen. Eng Politik, déi sech als Objektiv setzt, laangfristeg d'wirtschaftlech Croissance ze erreechen an ze konsolidéieren an e regionaalt Gläichgewiicht beschtméiglech unzestriewen.

Eng Politik, déi net eleng d'Wirtschaft viséiert, mä eng Politik, déi duerch eng geziilt Förderung vun den Investitiounen, duerch Moderniséierung an och Diversifizéierung als Endzil d'Konsolidatioun vun den Aarbechtsplazen, den Ausbau vun der Beschäftegung, sécher an anstänneg bezuelten Aarbechtsplazen, zousätzlech Aarbechtsplazen, Aarbechtsplaze fir jiddfereen huet.

D'Promotiounspolitik fir d'Wirtschaft ass erwisenermoosse wichteg an huet sech bewäert. Si däerf awer och kee Selbstzweck sinn oder ginn. Hiren Objektiv muss sech och am Sozialberäich erëmfannen, an den Aarbechtsplazen, an der Sozialpolitik, ënner hire verschiddene Facetten. Zu enger esou ausgeriichtener Wirtschafts- a Sozialpolitik gehéiert och eng deementspriechend ausgeriichte Steierpolitik, déi souwuel d'Betribsförderung wéi d'Sozialkomponent am A behält.

Dir Dammen an Dir Häre, esou versti mer an der CSV eng zukunftsorientéiert sozialpolitesch Maartwirtschaft. Eng Politik, déi permanent ugepasst muss ginn un dat rapid wiesselnd internationaalt Ëmfeld. Eng Promotiounspolitik fir Betriber, déi och dem Charakter vun deene verschiddene Kategorië vu Betriber Rechnung dréit. Ech denken hei besonnesch un d'PME, déi sech deels an dësem Gesetz an deels an der Loi-cadre des Classes moyennes erëmfannen, fir déi jo de Mëttelstandsminister zoustänneg ass.

An deenen zwee Gesetzer kënnt dem Premier Établissement eng besonnesch Opmierksamkeet zou, wat och gutt a wichteg ass. An deem ganze Kontext vu Wirtschaft a Sozialpolitik - an dat net, fir d'Saach méi komplizéiert ze maachen, mä fir geziilt a rapid op besonnesch Situatioune reagéieren ze kënnen - spillt dann zousätzlech de Comité de coordination tripartite mat verantwortungsbewosste Sozialpartner eng wichteg Roll.

Wa mir hei am Land vläicht allgemeng bei internationale Moosse vum Wuelstand gutt ofschneiden, da schéngt mer dat net zulescht och de Mérite ze si vun deene Fiedemzéier, déi déi beschriwwen Zesummenhäng mat Zäite richteg erkannt hunn, wat och emol mat Krämp verbonne war, wat net ëmmer esou einfach war; an ech weess, vu wat ech schwätzen.

D'Zifferematerial iwwert d'öffentlech Förderung vun de Betriber an d'Praxis um Terrain beleeën, datt mir am Verglach zum Ausland vill gemaach hunn an och gutt gemaach hunn. Et ass bestëmmt net wéinst eise schéinen Aen, woufir d'Betriber op Lëtzebuerg gelackelt konnte ginn an nach ginn. D'Lëtzebuerger Politik an d'Politiker hunn ebe méi séier, méi onkomplizéiert, méi effikass, méi villsäiteg an och besser operéiert wéi d'Ausland. Eng ganz Rei vu Betriber - auslännesche Betriber - koumen op Lëtzebuerg a kommen och nach.

Vläicht Klammer op: Ech kann nëmme schmunzelen, wa sech hei am Land opgereegt gëtt, wann e Betrib iergendwou an d'Ausland geet a sech do emol opschléit. „Outsourcing" gëtt dat genannt. Wat hu mir dann anescht gemaach, wa mer auslännesch Betriber op Lëtzebuerg gelackelt hunn? Klammer zou.

Net nëmme vis-à-vis vun den auslännesche Betriber, mä och vis-à-vis vun de Lëtzebuerger Betriber kënne mir nawell séier a gutt reagéieren. An ech schwätzen aus eegener Erfahrung aus mengem fréiere Beruff als Direkter vun der Fédération des Artisans.

A mengem Beruff vun haut - Wirtschaftsberoder -, Här Minister, hat ech elo kuerz och eng ganz positiv Experienz. An Zäit vun zwee Méint konnt ech mat zwee Lëtzebuerger Klengbetriber an enger Zone d'activité, wou Äre Ministère och mat zoustänneg ass, e Kontrakt fir een Terrain an eng Hal fannen an ofschléissen. Ee Merci un Är dichteg Mataarbechter.

Dir Dammen an Dir Hären, mat der Zäit hu Wirtschaftsförderungsprogrammer aus deene verschiddene Länner - déi aner hu jo och net geschlof - zu engem regelrechte Konkurrenzkampf gefeiert, wann et drëm gaangen ass, déi nei Betriber aus dem Ausland unzezéien. Datt esou eng Politik net onbedéngt verdréiglech ass mam Artikel 87 an deenen hannendru vun der Europäescher Communautéit, läit op der Hand. D'Konkurrenz kann heiduerch tëschent de Betriber an den europäesche Länner verfälscht ginn.

D'Kommissioun vu Bréissel ass dann och aktiv ginn an huet verschidde Moossname geholl, fir am communautäre Raum eng gewëssen Uerdnung, eng gewëssen Harmoniséierung vun deenen nationale Förderungsprogrammer anzeféieren; op jidde Fall emol déi Maximalhëllef, déi e Betrib ka kréien, vun uewen erof ze diktéieren.

Regional Aktivitéiten a sozial Kritäre koumen derbäi, esou datt de Lëtzebuerger Gesetzgeber sech elo un eng Rei vun europäesche Bestëmmungen hale muss. Wat d'regional Hëllefen ubelaangt, handelt et sech hei ëm den Artikel 87 a suivant am Traité, d'Reglement 1628 vun 2006 vun der Kommissioun, an dann, wéi gesot, déi berühmte Richtlinnen, déi am „Journal officiel" de 4. Mäerz 2006 publizéiert gi sinn; d'Lignes directrices.

Dëse virgeschéckte Kader gëllt fir d'Period 2007 bis 2013. Verschidde Souplessë konnte lëtzebuergersäits mat der Kommissioun ausgehandelt ginn. Esou konnt dee virleiende Gesetzesprojet, dee konform ass zu deenen europäesche Richtlinnen, dach an enger ganzer Rei vu Saachen de spezifesche Lëtzebuerger Charakteristike Rechnung droen.

De Frënd an honorabelen Här John Castegnaro huet a sengem gutt strukturéierten an detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport, fir deen ech hien hei begléckwënschen, déi wichteg Eenzelheeten aus dem Projet résuméiert. Ech wëll dat elo net nach eng Kéier maachen.

Ofgesinn dovun, datt d'Land agedeelt gëtt a verschidde Regiounen, an deenen eng Rei vu Gemengen zréckbehale ginn - anerer net -, ofgesinn dovun, datt an der Regel den Niveau vun den Hëllefe plafonéiert ass op 10%, ass besonnesch ze begréissen, datt fir Betriber, déi der Definitioun vum Mëttelbetrib entspriechen, de Subventionssaz vun 10% ëm 10%-Punkten eropgesat ka ginn an datt fir déi kleng Betriber dës Majoratioune souguer 20%-Punkten ausmaachen. Dat heescht 30% dann.

Domat gëtt ënnerstrach, datt grad deene Kleng- a Mëttelbetriber och besonnesch gehollef soll ginn. Et sinn dëst déi Betriber, déi engersäits duerch hir beschränkten Dimensioun net déi Méiglechkeet hunn, wéi dat de Fall ass bei Groussbetriber, an déi dann anerersäits awer unerkannterweis déi meeschten Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg an och am Ausland schafen.

D'Kleng- a Mëttelbetriber sinn nun eemol keng Schwaachstell vun enger Wirtschaft, mä hir Stäerkt. Wann ech bedenken, wéi vill Méi et kascht huet, wéi laang et gedauert huet, bis an de Chefetage vun Europa an och hei am Land dës Erkenntnis sech duerchgesat huet an och deementspriechend politesch reagéiert gouf, da muss ech feststellen, datt déi Méi sech schlussendlech dach gelount huet an datt eng modern Wirtschaftspolitik nun emol dem wichtege Facteur vu Kleng- a Mëttelbetriber an deem richtege Mooss Rechnung droe muss.

Haut menge Verschiddener - vläicht heibannen -, dat wär jo ëmmer esou gewiescht. Deene géif ech un d'Häerz leeën, déi méi lénksorientéiert Press an haaptsächlech d'Gewerkschaftspress aus de 50er an de 60er Joren emol nozeliesen.

Une voix.- Soziale Fortschrëtt; jo!

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Klassekampf-Parolë waren à l'ordre du jour a Kleng- a Mëttelbetriber waren deemools als kapitalisteschen Auswuchs verpönt.

(Interruption)

Elo si mer méi fei ginn a mir hunn d'Realitéit richteg erkannt. An haut dréit de Gewerkschaftsboss vu gëschter mat vill Engagement d'regional Förderungspolitik fir d'Wirtschaft vu muer vir.

(Interruption)

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Dat ass beileiwe kee Reproche. Dat ass eng Feststellung an dat ass och de Lëtzebuerger Modell. Ech fannen, datt dat och gutt esou ass.

(Interruption)

Mä zréck zum Projet. D'Chambre de Commerce betruecht déi eenzel Dispositiounen an de Projet am Ganzen als ganz positiv. Och si hält fest, datt d'Lëtzebuerger Autoritéiten déi enk Marge de manœuvre vun de fixéierte Richtlinne maximal ausgeschöpft hunn.

Och wann dës Lignes directrices sech als Zil gesat hunn, d'regional Hëllefen erofzesetzen, erlaabt de Projet awer e bessere Ciblage vun dësen Hëllefen. Also: engersäits global gesi manner Ënnerstëtzungen, anerersäits awer besser cibléiert Hëllefen, dëst souwuel fir déi Kleng- a Mëttelbetriber aus deene verschiddene Regiounen, awer och e verbesserten Encadrement fir grouss Investissementsprojeten. Och zousätzlech Neierungen am Sënn vu Verbesserunge vum viregte Gesetz sinn zréckbehale ginn.

An Zukunft gëtt och dat, wat een am Fachjargon den „Actif incorporel" nennt, an och d'Frais de premier établissement zum Invest zougerechent. D'Bonification d'intérêts an den Dégrèvement fiscal partiel si berücksichtegt. An de Coût opérationnel fir déi nei Betriber, dat heescht dann déi Frais juridiques, administratifs an esou virun, fanne sech elo och am Invest zréck.

Alles an allem deementspriechend e gutt Gesetz a vläicht dat beschtméiglecht ënnert deenen Ëmstänn, déi nun emol virgi gi sinn. Et geet elo drëm, et esou an der Praxis ëmzesetzen, wéi et um Pabeier geduecht ass. Mat deem Wonsch bréngen ech och heimat dann d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Vläicht nach eng zousätzlech Fro un de Minister. Ech hunn an den Documents parlementaires keen Avis vun der Chambre des Métiers fonnt. War dës Beruffskummer vläicht net gefrot ginn? Sollt dat de Fall sinn, dann ass et bedauerlech, well hir Kleng- a Mëttelbetriber falen och ënnert dëst Gesetz. Ech wëll dann awer och drun erënneren, datt bei deene Reglementer iwwert déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi jo nach vläicht komme sollen, sous peine d'annulation vum Reglement d'Avisë vun deenen zoustännege Beruffskummere musse gefrot ginn.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Sauber. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Colette Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, wéi ee vu menge Kolleegen an der Fraktioun gesot huet, wa mer virun zéng, 15, 20 Joer iwwert deen heite Projet geschwat hätten, da wär et eng Marathondebatt ginn. Entre-temps ass dat hei e bëssen an den üblechen Arsenal vu Bäihëllefen agefügt ginn, an ech mengen, et kann ee sech vläicht méi kuerzfaassen.

Ech wëll dat och maachen an ech wëll och net op eventuell Rekonversioune vu Gewerkschaftssekretären agoen, mä éischter op d'Rekonversioun vu Frichen a vun Zonen, déi musse rekonvertéiert ginn.

Här President, et handelt sech hei ëm e Projet de loi, deen eng gewëssen Urgence huet, vu dass de Régime d'aide, dee vum 2000er Gesetz agefouert gouf, schonns Enn 2006 ausgelaf ass an deemno, dat muss een unerkennen, säit dem 1. Januar 2007 keng Base légale méi besteet fir dës Zort vu Statshëllefen.

Dobäi war selbstverständlech scho laang gewosst, dass de Regime den 31. Dezember 2006, esou wéi mat der Europäescher Kommissioun négociéiert a festgehale gouf, géif à terme kommen. Et huet awer bis September 2007 gedauert, also méi wéi néng Méint nodeems den ale Regime de Verfallsdatum erreecht hat, bis dass de Wirtschaftsminister der Chamber en neie Projet virgeluecht huet, den 19. September 2007. Wann d'Chamber dee Projet haut stëmmt, wat mir hoffen, da si mëttlerweil 17 Méint verstrach, während deenen et keng legal Basis méi fir deen Typ vu Bäihëllefe gouf.

Et muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Konnt d'Regierung dës ongesond Situatioun net évitéieren a vläicht dat Ganzt besser anticipéieren?

De Rapporteur huet schonn drop higewisen, dass d'Europäesch Kommissioun och relativ spéit dem Ausseministère matgedeelt huet, ons Aidë wäre konform zu de Richtlinnen, déi d'EU an deem Domän ausgeschafft huet. Dëst war den 12. Oktober 2006. Nach huet et du bal e Joer gedauert, bis d'Regierung endlech en Text prett hat. Eng Erklärung fir dëse Retard ass vläicht och déi, dass mat dësem Projet direkt och nach zwee aner Punkten an Ugréff geholl si ginn.

D'Gesetz vun 2004 iwwert d'Produktioun vun erneierbarer Energie gëtt erweidert. Biomethaninstallatioune sollen an Zukunft ënner anerem och an de Genoss vu Bäihëllefe kommen. Dat ass sécherlech eng gutt Saach an ass am Sënn fir ons ëmweltfrëndlech Energieproduktioun ze diversifizéieren. Esou kann ee sech awer trotzdeem froen, ob dat onbedéngt an dëse Gesetzestext huet missen integréiert ginn. E Gesetzestext, deen duerch déi Zousätz e bëssen d'Allure vun engem Fourre-tout-Projet kritt.

Et ass e weidere Volet, deen hei couvréiert gëtt, deen net vill mam Haaptobjet, nämlech der Politique d'aide régionale, ze dinn huet. Sou sollen zwou fréier Industriezonen op dem Territoire vun der Gemeng Beetebuerg eng nei Affektatioun kréien. Dat ass sécher-

lech och begréissenswäert an am Sënn vun der ekonomescher Diversifikatioun vun onse Gemengen, mä dee Punkt, grad wéi dee virdrun, hätt och kënnen an engem separate Projet behandelt ginn. Esou vill zur Form an der Aart a Weis, wéi dëse Projet an Ugréff geholl gouf.

Zum Fong ass ganz villes vum Rapporteur, dem honorabelen Här Castegnaro, scho gesot an och geschriwwe ginn an ech wëll him Merci soe fir seng ausféierlech Rapporten. Vläicht e puer zousätzlech Iwwerleeunge mengersäits.

Regional Bäihëllefe ginn an Zukunft just nach op 16% vun der Populatioun begrenzt. Virdun, wéi de Rapporteur et schonn ënnerstrach huet, louch de Plaffong bei 32%. Deemno wäert den neie Regime vill méi cibléiert ausgeriicht sinn. Geographesch gesi wäerten d'Bäihëllefen och méi cibléiert verdeelt ginn, an de Rapporteur huet jo schonn ervirgehuewen, dass véier Regiounen, déi hien opgezielt huet, dofir a Fro kommen an dass déi Regiounen ausgewielt gi sinn no enger Partie vu Kritären, wéi den Taux de chômage, d'Presenz vun Industriefrichen an enger Mindestpopulatioun vun 10.000 Awunner.

Bei deem leschte Kritär ass Lëtzebuerg eng Sonderregelung zouerkannt ginn. Normalerweis läit d'Mindestpopulatioun bei 20.000 Awunner pro Regioun. Ech mengen, et war eng gutt Saach, dass d'Regierung sech agesat huet, dass fir Lëtzebuerg mat deem klenge Raum, deen onsen ass, eng Spezifissitéit festgehale ginn ass an dass där Spezifissitéit Rechnung gedroe ginn ass.

D'Subventiounstauxë fir d'Entreprisë leien a Fonctioun vun hirer Gréisst tëschent zéng an 30 ESB, équivalent-subvention brut. D'Tauxë fir grouss Investitiounsprojete sollen duerch e Règlement grand-ducal festgeluecht ginn. Déi leien awer, mengen ech, nach net vir. Vläicht kann de Minister ons dozou zousätzlech Informatioune ginn.

Dem Projet louch och keng Fiche d'impact financier bäi, well d'Regierung net à même war, fir dësen Impakt ze chiffréieren, wat iwwregens vum Statsrot bemängelt gouf.

Gleeft een den Aktivitéitsberichter vum Wirtschaftsministère vun de Joren 2001 bis 2006, esou goufen an där Zäitspan Bäihëllefen opgrond vum 2000er Gesetz fir ronn eng Milliard Euro Investissementer accordéiert. Kann een dat als Referenz considéréieren, wäerte mer an Zukunft ongefëier op deenen Niveaue leien? Vläicht kann och do de Minister ons eppes Weideres un Informatioun ginn.

Et soll, an dat gëtt ervirgestrach, vill Wäert op Transparenz vun deem ganze Subventiounssystem geluecht ginn. Transparenz, déi haut net ëmmer garantéiert ass, notamment wann et sech ëm Subventiounen zugonschte vun Infrastrukturen op Gemengenniveau handelt. Ech denken do ënner anerem u Kulturinfrastrukturen.

Här President, den Exposé des motifs geet kuerz op den Historique vun der Politique de développement et des diversifications économiques bei ons am Land an. Dës Politik gëtt säit de 50er Jore bedriwwen an enger Zäit, wou haaptsächlech am Ufank an der Landwirtschaft, mä och am industrielle Secteur grouss Chamboulementer stattfonnt hunn. Am Ufank war betraff heivunner en premier lieu den Norden, an et kann ee sech méi wéi 50 Joer duerno froen, ob déi Developpements- an Diversifikatiounspolitik vum Stat déi erhoffte Friichte gedroen huet oder ob et sech hei ëm en éiwege Chantier handelt.

Am Süden, wou d'Stolkris am meeschte Spuren hannerlooss huet, entsteet de Moment eng ganz flott Dynamik, 30 Joer duerno. Hei geschitt wierklech villes an dat ass bemierkenswäert. D'Majoritéit vun de Projeten, an dat steet am Rapport zu dësem Gesetzesprojet, goufen tëschent 2001 an 2006 am Süde realiséiert. Kann een aus deem Saz erausliesen, dass d'Séquellë vun der Stolkris haut en Haaptkritär duerstellen, wann et ëm regional Bäihëllefe geet, an den Norden deemno méi kuerz kéim? Ech wéilt dat net hoffen a mengen, dass den Entwécklungsziler vum Norden och soll an dësem Kader déi néideg Suergfalt gëllen.

Ekonomesch Diversifikatiounsbäihëllefe sinn noutwendeg, do besteet keen Zweifel. Si sinn awer och, an dat wësse mer, keen Allheelmëttel fir all Problemen an deene betraffene Géigenden. Hei ass de Stat, hei sinn déi eenzel Gemenge gefuerdert. Hei ass de Stat och ganz besonnesch gefuerdert um Niveau vun der Landesplanung, an do wär ze hoffen, dass an Zukunft méi Neel mat Käpp gemaach ginn.

Här President, zum Schluss vu menger kuerzer Interventioun wéilt ech hei den Accord vun onser Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den honorabelen Här Alex Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen no den Ausféierunge vun eisem Fraktiounskolleeg a gudde Frënd, dem Här John Castegnaro, brauch een net méi op den Detail vun deem heite Projet anzegoen.

Et ass awer gutt, nach eng Kéier ze rappeléieren, dass an Europa de Prinzip gëllt, dass staatlech, öffentlech Bäihëllefe fir Betriber verbuede sinn. Dat ass d'Regel. Déi Regel ännert sech och net mat deem heitege Gesetz, mä d'Europäesch Unioun léisst zou, dass regional Hëllefen oder och sektoriell Hëllefen an engem strenge gemeinschaftleche Kader kënne vun den eenzelnen Nationalstaten oder vun nationale Kollektivitéiten ausbezuelt ginn.

Mä et ass och gradesou kloer, dass déi Hëllefen an engem fräie Maart d'Ausnahm duerstellen, an duerfir si se och nëmme begrenzt méiglech. Déi Begrenzunge sinn eigentlech den Inhalt vun deem heite Gesetzesprojet, wat dee leschten ass an enger ganzer Lëscht vun ähnleche Projeten, mat deem déi successiv Regierungen a Chambere sech ze befaassen haten.

Dass staatlech Hëllefen net onbegrenzt méiglech sinn, dat huet besonnesch och de franséische President, den Här Sarkozy, nach viru kuerzem misse batterlech noemfannen, wéi hie sech hardi zu gewëssen Aussoen hiräisse gelooss huet, wat d'Méiglechkeet vun Interventioune vum Stat, an deem heite Fall vum franséische Stat, bei eenzelne Betriber ugeet.

Et ass en neie Regime vun Nationalhëllefen, deen hei proposéiert gëtt vun der Europäescher Kommissioun an deen d'Lëtzebuerger Regierung probéiert maximal auszereizen, wéi och d'Chambre de Commerce an hirem Avis belobegend ervirgestrach huet. Déi regional Hëllefe sinn e wichtegt Instrument vu regionaler Planung, sinn awer och selbstverständlech en Instrument, fir d'Wirtschaftsentwécklung hei am Land an och regional ze förderen.

Et soll ee sech näischt virmaachen: Et ass ganz kloer, dass nieft eisem Steierregime, nieft eisem Regime vun de Sozialofgaben déi méiglech staatlech Bäihëllefen och haut nach ëmmer e Standuertfaktor duerstellen an e Betrib dozou kënne bréngen, d'Décisioun positiv oder negativ ze huelen, fir sech hei néierzeloosse respektiv fir Investissementer zousätzlech hei an eisem Land ze maachen.

Et ass also, an et bleift och an där méi restriktiver Form zum Deel e wichtegt Steierungsinstrument, eent vun deene wéinegen, déi eng national Regierung nach huet, fir kënne positiv a lenkend an deem dote Beräich vun der Uplanzung vu wirtschaftlechen Aktivitéiten anzewierken.

Et ass also e Moyen, fir Betriber ze iwwerzeegen, fir sech hei néierzeloossen, oder fir bestehend Betriber dozou ze bréngen, fir nei Plazen ze schafe respektiv bestehend Plazen ze erhalen.

Dee Lien mat dem Schafe vun Aarbechtsplazen ass och e ganz wichtegt Element, wat an deem ganze Regime kloer verankert ass. Et gesäit een also och do ganz kloer, wat d'Zilsetzung vun der Asetzung vun deene Regionalhëllefe muss och hei zu Lëtzebuerg sinn.

Fir e Land wéi Lëtzebuerg - an dat huet d'Viraarbecht vun dësem Gesetz gewisen -, mat nach wie vor exzellente Wirtschaftsdaten am Verglach mat ville vu senge Partner, ass et net einfach ze motivéieren, wéisou et regional Hëllefen iwwerhaapt nach brauch. Do huet vill Iwwerzeegungsaarbecht vu verschiddene Regierunge misse geleescht gi bei der Europäescher Kommissioun. An et kann een och der Lëtzebuerger Regierung nëmme félicitéieren, dass si et fäerdeg bruecht huet, dach e Regime vu Regionalhëllefe fir déi nächst Period bis 2013 och fir Lëtzebuerg weider kënnen duerchzesetzen.

D'Tendenz ass awer ganz kloer. Wann een déi lescht zwee Gesetzer nëmme kuckt, gesäit een, wann een eleng dat kuckt, wat d'Eligibilitéit vun den Investissementer ugeet, dass déi Kaart, déi gezeechent ginn ass, an déi Bevölkerungszuel, déi mat erakënnt, erofgaange si vun 42,7% op 32%, a schlussendlech elo nach eng Kéier halbéiert gi sinn, fir op 16% ze landen.

Parallell dozou ass och d'Méiglechkeet vun där maximaler Hëllef eigentlech beschnidde ginn iwwert déi lescht Gesetzer, fir schlussendlech an der Regel bei 10% ze landen. An Ausnahmefäll kann déi awer och bis zu 30% eropgesat ginn, wéi de Rapporteur dat schonn duergestallt huet.

Wat den Impakt vun deem heiten Text ugeet, kann een dee ganz liicht eigentlech an zwou Formulë résuméieren: D'Förderungsintensitéit, déi geet erof, mä de Krees vun de méigleche Bénéficiairë geet erop, besonnesch och doduerjer, dass en neie Regime hei, e Spezialregime integréiert gëtt, nämlech dee vun der Förderung vun deene sougenannte klenge Betriber, wou also haaptsächlech och d'Création d'entreprises iwwert deen heite Wee kann zousätzlech Hëllefe kréien.

Dat ass an eisen Aen och e ganz positiven Aspekt vun där neier Regelung. Dat ass e Plus par rapport zu deem, wat haut an deem auslafende Regime hei zu Lëtzebuerg méiglech war.

Wichteg an den Ae vun eiser Fraktioun ass och, dass dësen Text erëm eng Kéier spezial Bestëmmungen enthält, wat d'Restitutioun vun den Aiden ugeet. Dat ass esou eng Fro, déi am Ausland ganz vill diskutéiert ginn ass an deelweis och hei zu Lëtzebuerg, wat da geschitt mat deene staatlechen, öffentleche Bäihëllefen, déi eenzel Betriber kréien, déi plötzlech zoumaachen, déi auswanderen oder déi Aarbechtsplazen ofbauen, déi also hiren Engagementer net gerecht ginn, déi se dee Moment geholl hunn, wéi se den Dossier fir déi Bäihëllefen agereecht hunn.

Do sti ganz kloer Dispositiounen am Artikel 12. Et besteet d'Méiglechkeet, et ass de Prinzip festgeschriwwe ginn, dass et muss zu enger Restitutioun vun den Aidë kommen, wann zum Beispill bannen engem Délai vun dräi respektiv fënnef Joer déi Aarbechtsplazen, déi geschafe gi sinn, net erhale ginn, oder wann deenen Investissementer do fréizäiteg en Enn gesat gëtt während deenen dote Perioden.

Dat ass an eisen Aen e ganz wesentleche Punkt, deen einfach e Corollaire ass zu dem Ausschëdde vu Bäihëllefen. Dat ass och mat enger Rei vu Verflichtunge vun der Säit vun de Betriber verbonnen, a wann déi Betriber d'Verflichtungen net anhalen, da muss de Stat do kënne Sanktiounen huelen.

Eng ganz schwiereg Operatioun, déi all Kéiers zwëschenduerch gemaach gëtt, war déi, fir déi Kaart ze definéieren, déi schlussendlech also festleet, wat fir eng Regioune kënnen an de Benefiss vu Regionalhëllefe kommen. Dat sinn der dës Kéier véier: Norden, Osten, Süd-Osten a Süd-Weste vum Land.

D'Chambre de Commerce huet d'Virgehensweis vun der Regierung mat engem Adjektiv charakteriséiert: pragmatesch.

Ech mengen, sou war déi Virgehensweis och. D'Regierung huet d'Statistike mat zu Hëllef gezunn, mä hir Approche war haaptsächlech déi, hei e Gesetz ze schafen, wat och um Terrain ka gräifen. Dat heescht, wat sécherstellt, dass och an deene Regiounen, déi elo hei éligibel si fir d'regional Hëllefen, eng gewësse Probabilitéit besteet, dass an dëser Period och Betriber wëllen dohinnergoen, dass also Zones d'activités zur Verfügung stinn, déi esou ausgeriicht sinn, dass se attraktiv genuch sinn, fir nei Betriber kënnen unzezéien. Dat, mengen ech, ass an deene véier Regiounen de Fall. An dat erkläert och, firwat Diddeleng, wat bei där leschter Kaart net derbäi war, dës Kéier mat drakomm ass, well eben do vu Regierungssäit geplangt ass, eng grouss national Zon anzeriichten op de fréiere WSA-Terrainen, wou sécherlech wäerte munch Betriber a munch Aarbechtsplaze kënnen dohinnerkommen a geschafe ginn.

Dat heiten ass e wichtegt Instrument, wat mer hunn, fir Sozialpolitik ze maachen, Wirtschaftspolitik ze maachen an och Landesplanung zum Deel mat hei ze leeden.

Et wäerten nei Instrumenter kommen. Mir sinn an enger éischter Diskussioun, déi mer am Parlament féieren. Mir freeën eis schonn op déi aner Diskussiounen, déi mer mam Wirtschaftsminister a mat den zoustännege Stelle vun der Regierung wäerten hunn, wa mer iwwert de Projet vun dem sektorielle Plang vun den Aktivitéitszone wäerten diskutéieren, wou och d'Gemengen e wichtege Partner sinn an där ganzer Prozedur. Dee Plang soll jo och bis Enn vum Joer virleien als Projet.

A wéi gesot si mer och befaasst mat enger Ukënnegung, déi d'Regierung gemaach huet, dass si och wëllt, wat d'Betribsbesteierung ugeet, eng Rei vu Modifikatioune maachen. Dat geet a Richtung progressiv Erofsetzung vun de Prozentsätz, wat d'Besteierung ugeet, awer eventuell gekoppelt mat enger neier Definitioun vun der Besteierungsgrondlag vun de Betriber, well ee jo och muss feststellen, besonnesch wat d'Kierperschaftssteier ugeet, dass dat eng Steier ass, déi net méi wiisst, dass dat eng Steier ass, déi tendenziell ofhëlt iwwert déi lescht Joren, an dat muss eis och an der gesamter Steierstruktur hei zu Lëtzebuerg awer ze denke ginn.

Wéi gesot, dat sinn Diskussiounen, déi mer haut net féieren, mä déi féiere mer zu engem spéideren Zäitpunkt.

Op jidde Fall wäert d'sozialistesch Fraktioun dësen Text stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den honorabelen Här Kox huet d'Wuert fir déi gréng Fraktioun.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Hären, am Ufank wëll ech dann och mengem Kolleeg, dem Rapporteur, Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport vu virdrun. De Rapporteur an och meng Virriedner si schonn ausféierlech op de Sënn an Zweck vun dësem Gesetz agaangen. Ech wëll och dofir direkt am Ufank den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz ginn. Iwwert déi technesch Detailer - wien, firwat a wéi een Hëllefstellunge kann erwaarden - huet jo de Rapporteur schonn des Laangen an des Breede referéiert. Ech wëll mech dofir just op e puer Aspekter vun dësem Gesetz limitéieren.

Och fir déi Gréng ass et wichteg Instrumenter ze hunn, fir d'Wirtschaftspolitik hei am Land kënnen ze steiere respektiv aktiv kënnen ze ënnerstëtzen, besonnesch a regionale schwieregen Zonen, respektiv sektoriell nei Projeten, jonk Projeten, zukunftsfäeg Projeten a besonnesch an den Ekotechnike ginn, wéi an der Biogasproduktioun.

Dëst Gesetz huet jo als Zil, och besonnesch a Regiounen aktiv ze ginn, wou duerch Restrukturatiounsmoossnamen eng Rei vu wirtschaftlechen Tätegkeete verluer gaange sinn, déi oft, wann net bal ëmmer mat Aarbechtslosegkeet verbonne sinn.

D'allgemeng Wirtschaftsförderung hei zu Lëtzebuerg steet haut an enger anerer Optik. Déi klassesch Industrië wäerte mir net méi hei op Lëtzebuerg kréien. Dëst ass schonns laang gewosst. Eise Wirtschaftsminister huet sech awer laang domat schwéiergedoen, fir dës Entwécklung esou ze akzeptéieren.

An engem Héichlounland wéi Lëtzebuerg ass et net méi méiglech, klassesch industriell Produktiounsfirmen heihin ze zéien. Eng Gesellschaft, déi ëmmer méi op Déngschtleeschtungen opbaut, kënnt net méi derlaanscht, och sech am Beräich vun der Produktioun op méi Déngschtleeschtungsbetriber auszeweiden, wou méiglech héichwäerteg Produkter kënnen hiergestallt ginn, nohalteg Produkter respektiv wou de Mehrwäert an der Regioun selwer geschafe gëtt an och bleift.

Lëtzebuerg - an dat ass jo net nei - huet eng vill ze grouss Ofhängegkeet vun engem Wirtschaftsfacteur, nämlech dem Finanzsecteur. All Kéiers wann et op der Bourse e bësse méi schlecht geet, fänke mir hei zu Lëtzebuerg un ze houschten. Déi lescht Jore si Bewäis genuch vun esou enger Entwécklung. Mir sinn dofir gezwongen, eis Wirtschaft méi ze diversifizéieren, fir net méi esou schnell ufälleg ze ginn.

Do, wou mir schonns laang hätten aktiv kënne ginn, dat ass am Beräich vun den Ekotechnologien. Dee Wirtschaftsraum, dee sech schonns haut an dee Beräich vun den Ekotechnologien investéiert, huet muer nämlech d'Nues vir. Sämtlech Etüden, déi sech mam Klimawandel an den Auswierkungen op d'wirtschaftlech Entwécklung beschäftegen, argumentéieren an déiselwecht Richtung.

Fir déi Richtung awer anzeschloen, muss dat politescht wéi dat wirtschaftlecht Ëmfeld entspriechend klappen. Mir kënnen net engersäits no Produktiounsfirmen am Beräich vun den alternativen Energië werben, wa mer gläichzäiteg méi en nuancéierten Discours vis-à-vis vun den erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg féieren. D'Entwécklunge jiddefalls vun de leschte Jore waren dofir alles aneschters wéi positiv, fir dobausse bei esou Firme grouss Reklamm kënnen ze maachen.

Aus der Ried vum Premierminister iwwert d'Lag vun der Natioun war jo erauszehéieren, datt Lëtzebuerg endlech méi aktiv am Beräich vun den Ekotechnologië wëllt rekrutéieren. Vläicht kann de Wirtschaftsminister eis duerno an e puer Wierder kuerz Erklärungen dozou ginn.

Wa mer scho bei den Ekotechnologië sinn, esou musse mer eis awer och bei der Wirtschaftsförderung mat der Gesamtauswierkung beschäftegen. Niewent de Sozialfroe vun hei sinn awer och all Aspekter vun der Nohaltegkeet ze ënnersichen. Wéi ass et mat de soziale Froen an anere Länner? Wéi ass et mat den allgemengen Nohaltegkeetskritären? D'Wirtschaftsförderung muss sech deemno och mat esou Froen erëmschloen an nei Kritären opstellen, fir Feelentscheedunge virzebeugen.

D'Polemik iwwer Biocardel - also déi Firma, déi zu Beetebuerg d'Agrarkraaftstoffer soll hierstellen - ass e gutt Beispill dofir. Mir kréie jo haut de Mëtteg nach eng Kéier d'Geleeënheet, kuerz iwwer Sënn an Netsënn vu Biokraaftstoffer ze schwätzen.

Awéiwäit ass déi kuerzfristeg Aarbechtsplazerhéijung oder och Wirtschaftsförderung hei kompatibel mat Froe vu sozialer Ofsécherung a Brasilien a soss an der Welt? Wéi eng zousätzlech Kritäre kënnen hei an dësem Dossier gefuerdert ginn? Wou sti mer - an dat ass vläicht nach eng Fro zum Schluss - am Dossier Biocardel, fir kënne wierklech déi richteg Äntwerten an déi richteg Nohaltegkeetskritären erafléissen ze loossen, fir datt mer net hei profitéieren an op enger anerer Plaz grousse Misär bewierken?

Ech wollt hei och ganz kuerz sinn. Et ass alles virdru vu menge Virriedner gesot ginn. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Als leschte Riedner kënnt den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e grousse Merci un de Rapporteur, deen et an engem ganz komplizéierte Gesetzestext fäerdeg bruecht huet, fir déi essenziell Punkten, op déi et ukënnt, ervirzesträichen.

Mir si frou, datt mer e Gesetz hunn, wou mer nach d'Méiglechkeet kréien, fir onse Betriber iwwert de Wee vu Subsiden an Hëllefen entgéintzekommen. Nach muss ee feststellen, datt déi Villzuel vu Subsiden, vun Hëllefen, déi et hott an har doruechter gëtt, alleguerten nuren oder haaptsächlech vu groussen Entreprisen a Banke genotzt ginn.

Bei de Kleng- a Mëttelbetriber gëtt et, op Basis vun enger Etüd vun enger grousser Fiduciaire, anscheinend nuren 28%, déi déi Aiden do voll a ganz ausnotzen. Woufir? Well déi Betriber net all wëssen, datt se en Urecht dorop hunn. Dat ass eng vun de Problematiken, déi een huet a wou ech vun der Regierung géif erwaarden, datt se, wann dat Gesetz elo gestëmmt ass, dann de Betriber awer och matdeelt, datt et déi Hëllefe gëtt, wou se sollen ugefrot ginn, wéi se praktesch déi Ausleeunge vun dësem Gesetz kënne maachen a wéi se an de Genoss vun deenen Aidë kënne kommen. Duerfir wier ech frou, wann d'Regierung mer kéint soen, ob se bereet ass, op dee Wee ze goen.

Deen zweete Punkt, deen ee muss diskutéieren, ass, ob een net en anere Wee ka fannen, fir haaptsächlech de klengen a mëttlere Betriber entgéintzekommen, ouni datt se mussen eng Hällewull vu Recherchë maachen a Matière vu Subsiden. Do kann ee sech inspiréieren un deem, wat mer am Ausland hunn; notamment an England, mä och an Éisträich, wou et keng Steierabattementer méi gëtt, mä uniquement Steierkreditter.

Bei Steierkreditter kritt dann natierlech de klenge Betrib gradesou deeselwechte Montant wéi déi grouss Bank oder dee grousse Betrib. Dat kënnt de klenge Betriber immens entgéint. Mir als ADR mengen, datt dat misst de Wee sinn, deen een an Zukunft misst hei am Land goen. Well jiddfereen - all Betrib - muss eng Steiererklärung maachen. Bei där Geleeënheet gesäit hien da bei senger Steiererklärung, vu wat fir engen Hëllefen hien um steierleche Gebitt ka profitéieren. Hie kann direkt de Montant ausrechnen, deen hien deen Ablack kritt.

Da muss een och festhalen, datt hei an dësem Gesetz vun engen etleche Règlements grand-ducaux geschwat gëtt. Den Artikel 14 weist notamment drop hin, datt verschidde Konditioune vum Gesetz, wéi een d'Hëllefe ka kréien, duerch Règlement grand-ducal kënne preziséiert ginn.

Duerfir wollt ech d'Regierung froen, wéini si gedenkt déi Règlements grand-ducaux public ze maachen, oder ob si iwwerhaapt gedenkt esou Règlements grand-ducaux auszeschaffen. Wann, da soll et do am Detail drëm goen, well soss nach déi eng oder déi aner Ausleeungsschwieregkeet bestoe bleift. D'Fro stellt sech also, ob mer dëst Gesetz elo direkt, wann et publizéiert ass, kënnen esou applizéieren, wéi et dosteet, oder ob een nach muss waarde bis déi Règlements grand-ducaux, déi am Gesetz virgesi sinn, dann och nach publizéiert ginn.

Da stellt sech och eng praktesch Fro, dat ass déi vun der Kontroll vun de Subsiden: Wéi ginn déi Kontrolle gemaach? Wéi ass dat organiséiert am Prakteschen? Gëtt dat all Joer gemaach? Oder nure periodesch? - Dat sinn déi puer Froen, déi ech wollt un d'Regierung stellen. Dat gesot, mengen ech awer kënnen den Accord vun der ADR zu dësem Projet de loi ze ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo den Här Minister Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir musst meng Zäit just op null setzen; ech wëll net dem Här Henckes seng huelen.

Ech wëll fir d'éischt emol der Kommissioun Merci soen, déi hei erëm eng Kéier eng exzellent Aarbecht gemaach huet, zesumme mat menge Leit. Ech muss soen, dass ech vill Chance hunn, dass déi Kommissioun esou äerdeg schafft, a wa mer dann och nach en äerdege Rapporteur hunn, da brauch de Minister net méi vill op dëser Tribün ze erzielen, well dann ass dat meescht gesot ginn.

Och dee Reproche, deen dem John Castegnaro gemaach ginn ass, oder et war en hallwe Reproche, dass en elo op eemol sech géif asetze fir Wirtschaftsfroen, ass éischtens een, deen net richteg ass. Dat huet e virdru scho gemaach an e war ganz verantwortungsvoll do. Mä wann et dann och nach esou wier, dass en elo op eemol entdeckt hätt, dass e sech vläicht kéint méi fir d'Wirtschaft och nach asetzen, da wier et jo gutt, wann déi, déi vill fir d'Wirtschaft schwätzen, elo emol géifen dee soziale Volet entdecken an emol e bëssen doriwwer géife schwätzen.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dann, mengen ech, wiere mer e gudde Schrëtt weider.

Ech muss soen, dass ech e bëssen erschreckt war beim Här Sauber, wéi en do geschwat huet vun där Approche, déi komesch liberal Approche, a wou een hei al Krécke géif ënnerstëtzen - Krécken heescht jo Krücken, net eppes anescht.

(Hilarité)

Fir deen, deen do e Problem huet.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Et kéint awer Konfusioun opkommen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, mä duerfir hunn ech geduecht, erklär dat do. Ech hunn un Ärem Bléck gesinn, dass d'Konfusioun am Bléck scho souz.

(Hilarité)

Une voix.- Dat kritt Der erëm, dat do.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo.

Et geet jo hei wierklech net drëm, fir hinzegoen, Betriber, déi schwächeln, ënnert d'Äerm ze gräifen, mä hei geet et ëm e ganze Koup aner Saachen. Dat do ass jo nëmmen een Instrument vu villen, déi mer gebrauche fir Wirtschaftspolitik ze maachen. Eenzelner sinn och nach an deem Ministère, anerer sinn an anere Ministèren.

Mëttlerweil gëtt et ëmmer méi Kritären, un déi ee vläicht de prime abord net denkt. Mä haut ass eng international Schoul, haut ass iwwerhaapt d'Formatioun, haut ass d'Disponibilitéit zu anstännege Präisser vun Terrainen heiansdo méi wichteg, wéi elo direkt eng Bäihëllef oder wéi eng steierlech Vergütung. Et muss ee soen, dass d'Kritäre sech staark geännert hunn an dass aner Elementer ewell méi mat eraspillen.

Den Départ, an de John Castegnaro huet jo den Historique e bësse gemaach, war u sech dee vun enger Diversifikatioun, souwuel geographesch wéi och sektoriell. Et war fir Regiounen, déi gelidden haten doduerch, dass deen een oder anere Betrib opgehalen huet, staark ze ënnerstëtzen. Duerfir si geographesch och deemools grouss Ënnerscheeder gewiescht, wat d'Bäihëllefen ubelaangt, mä et war awer och, wat de Secteur ubelaangt.

An do muss ech soen, ass dat, wat den Här Kox seet, nu méi schwéier nozevollzéien. Ech hu verstanen, dass Dir net gutt fannt, dass ech nach wie vor ganz vill Effortë maachen, fir industriell Betriber awer heihinner ze kréien.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Dat huet en net gesot!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dat huet e gesot!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Neen, dat huet en net gesot! En huet gesot, Här Krecké, et wär schwéier a bal onméiglech, fir der ze kréien, an e géif Är Diskussiounen mol ofwaarden, well Dir awer mengt, Dir géift der kréien.

Selbstverständlech, wa mer nach ee géife fannen, géife mir eis wahrscheinlech mat lech freeën. Dat ass eng Differenz.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech si frou, dass den Affekot vum Här Kox zu där doter Konklusioun kënnt, well do si mer dann no bäi, endlech.

(Interruption)

Nämlech: Diversifikatioun kann een net - loosse mer soen - bedaueren doduerch, dass ee seet, wann e Problem op der Finanzplaz ass, da kréie mir den Housecht, an net akzeptéieren, dass een da vläicht e ganz besonneschen Effort mécht fir Betriber unzelackelen, am Beräich vun der Manufacture, Produktiounsbetriber. Dass mer dat probéieren, ass fir mech keng Illusioun, well mir bréngen et nach regelméisseg fäerdeg, dass der kommen. Just de groussen Ënnerscheed ass: Mir kréien haut keng méi wou 1.000, 1.500 Aarbechtsplaze geschafe ginn; well ech muss Iech och soen: Wou géife mer déi siche goen? Meeschtendeels géife mer se hei an där Form net fannen. Duerfir stellen ech fest, dass mer awer da ganz no beienaner sinn.

Wat och mëttlerweil de Fall ass, dat ass, dass een, europäesch gesinn, Regelungen huet. Selbstverständlech, wéi den Alex Bodry dat gesot huet, ass dat hei d'Ausnahm, d'Hëllefen, d'Subventiounen. Dat ass d'Ausnahm an u sech ass d'Regel déi, dass kee méi eng Hëllef soll kréien.

Elo ass et awer esou, dass, wann ech schonn nëmmen europäesch kucken, eng Rei Regioune ganz anescht behandelt ginn, an et muss ee soen, et versteet een dat och. Wann zu Leipzig - wat eng Regioun ass, déi staark gelidden huet - elo d'Bäihëllefe vill méi héich si wéi hei zu Lëtzebuerg, da versteet een dat. Mä da weess een awer och, dass een do e grousse kompetitiven Désavantage eleng vis-à-vis vu Regiounen huet, déi an der Europäescher Unioun sinn. Guer net ze schwätze vun deenen ausserhalb.

Ech hunn am Moment Verhandlunge mat engem Produktiounsbetrib fir seng Extensioun hei, an do gëtt et zwou Plazen, wou se eventuell wëllen higoen, dat eent ass Singapur, dat anert si mir.

Mir sinn no beienaner an do ass déi Investitiounshëllef, déi ee ka ginn - déi, wann et e grousse Betrib ass, net méi wéi 10% ka sinn -, awer en terriblen Ureiz an deem Moment. Wann een dat net an der Hand huet an et huet een näischt Gräifbares soss an der Hand, dann ass ee schlecht drun. An duerfir soen ech, hei geet et och nach drëm, heiansdo där Illusioun nozelafen, vun där ech scho geschwat hunn.

Dir hutt vun deene véier Regioune geschwat. Et ass richteg, dass d'Kommissioun emol virun allem d'Kritären definéiert huet. D'Kommissioun huet gesot, et muss e gewëssen Degré vu Chômage sinn, et musse mindestens 10.000 Awunner do sinn - herno hu se sech jo breetschloe gelooss fir op 20.000 ze kommen - an et muss zesummenhängend sinn.

Dat heescht, mir konnten och net eng Gemeng huelen, wou 6.000 Leit wunnen. Dat ass net erlaabt. Et muss en zesummenhängenden Deel sinn. Duerfir begéint Der wahrscheinlech Gemengen dodran, wou Der lech sot: Firwat ass déi dann dran? Do ass jo iwwerhaapt keen Terrain disponibel.

Dat ass, fir dass et en zesummenhängenden Deel gëtt. Dat heescht, déi Gemenge mussen unenaner sinn, soss geet dat guer net. Dat heescht, mir hunn eng ganz Rei Regele missen anhalen an ech dierf et, mengen ech, hei soen: Mir hunn d'Rechnung awer och zu engem gudden Deel vun hanne gemaach. Mir wossten, mir hunn eng Rei Viraussetzungen: nëmme 16%, zesummenhängend Regiounen, mindestens 10.000 Awunner, mat engem héije Chômagetaux. Et ass evident, dass mer d'Rechnung vun hanne gemaach hunn a gekuckt hunn, wou mer nach Terrainen hunn. Et huet jo kee Wäert, dass mer da bei Regioune landen, wou mer da souwuel am Plan sectoriel an haut och scho keng Terraine méi hunn. Esou dass mer scho vun hannen dat Ganzt gekuckt hunn a gekuckt hunn: Wou hu mer iwwerhaapt Méiglechkeeten, fir dat do ze développéieren?

Et ass awer richteg, dass et eng politesch Optioun war fir ze soen, mir ginn an den Osten a mir ginn an den Norden. Well d'Madame Flesch sech Suerge gemaach huet, muss ech lech éierlech soen: Heiansdo wann ee kuckt, wat ee vun Terrainen disponibel huet, dann ass et am Moment méi einfach am Süden dat ze maachen. Mä et ass eng politesch Optioun ganz kloer gewiescht, fir den Osten an den Norden ze ënnerstëtzen, dat heescht, se dranzeloossen an och ze probéieren, dass Betriber dohinner ginn.

Allerdéngs muss ech lech soen: Ech ka keen erschéissen, wann en net wëllt dohinner goen. Mä mir mussen awer zumindest se op deeselwechten Niveau brénge wéi aner Regiounen. Ënnerscheeder kënne mer do net maachen. D'Infrastrukture gi jo mëttlerweil besser an duerfir sinn den Osten an den Norden erausgewielt ginn. Dat war ganz kloer eng politesch Optioun, déi meng Mataarbechter vun Ufank un haten. Mir loossen déi zwou Regiounen elo an deem Pôle net falen.

Ech hu schonn eppes gesot zur Diversifizéierung um Niveau Produktiounsfirmen. Den Här Kox kënnt ëmmer erëm mat den Ekotechnologien. Ech hu mer dräi Saache virgeholl gehat, wat nei sektoriell Saache sinn.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Dat huet den Här Premier och gesot.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ho!

Neen, mä Dir kënnt awer vläicht emol noliesen, wat ech emol schonn dozou gesot hunn. Dat ass awer e bësse méi al wéi dat, wat Der elo eng Kéier héieren hutt. Mä ech gesinn, Dir lauschtert éischter no, wann de Premier et seet, wéi wann en aneren dat seet; mä dat sief Iech iwwerlooss.

(Hilarité)

Mir hunn eis dräi ganz kloer Beräicher virgeholl. Dat eent war Logistik, dat zweet war Gesondheetstechnologien an dat drëtt sinn d'Ekotechnologien.

(Brouhaha)

An do hu mir eng ganz einfach Aart a Weis virzegoen. Mir maache gewéinlech eng Etüd virdrun. Mir kucken dann den Aktiounsplang hannendrun ze maachen an da fuere mer duer. Esou hu mer et an der Logistik gemaach; dat kënnt Der schéin novollzéien. Esou hu mer et elo an de Gesondheetstechnologië gemaach; eng Etüd, dunn en Aktiounsplang an elo d'konkret Aktioun, déi d'lescht Woch ugekënnegt ginn ass.

An esou geet et och an den Ekotechnologien, wou mer um Niveau vun der Etüd sinn. Duerno kënnt den Aktiounsplang an da kënnt dat Nächst. Wat awer net verhënnert, dass een entre-temps versicht, där Betriber unzezéien.

Den Här Kox huet mer schonn e puermol esou Saache gesot, an all Kéiers soen ech zu him: Ma da bréngt mer emol en Interessent! Dat ass nämlech d'Fro.

(Interruption)

Wann ech gelift!

Et kann ee grouss Theorien hunn, et kann ee grouss Wënsch hunn. Ech hunn där och. An ech hu se fir d'Ekotechnologien. Ech hunn dat elo schonn e puermol gesot: Ech géif soen, vun 2005 aus u kucke mer no esou Betriber! Mä wann Der kee fannt, dee wëllt heihinnerkommen!

(Interruption)

Ech muss soen, dass den Här Kox jo sengerzäit eng Kéier gesot huet, wéi ech dat hei gesot hunn, hien hätt der. Deemools hunn ech gesot: Ma, Här Kox, nennt mer se an da kucken ech, mat deenen a Verbindung ze trieden.

Mä, ech muss lech soen, dat ass bis elo net geschitt. Ech hunn nach kee bräichen zréckzeweisen, dee mer net gutt genuch war, well et huet nach kee sech weider gemellt!

(Interruption)

Déi puer, déi mir gesinn hunn, sinn déi, déi mir versicht hunn dorëmmer opzedreiwen.

Et muss ee jo ëmmer froen: Firwat komme si gegebenenfalls hei op Lëtzebuerg? Si musse jo iergendeen Avantage concurrentiel hunn.

(Interruption)

An den Här Kox huet och gemengt, mir hätten eng negativ Propaganda gemaach duerch eis Regelen an den erneierbaren Energien.

Une voix.- Ganz sécher! Ganz sécher!

(Interruption)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Iergendwou, iergendwou muss dann ee sech gëiert hunn. D'Presidentin vum Mouvement écologique huet elo virun e puer Wochen nach an engem Interview gesot, dass am Groussen a Ganzen déi Regelunge gutt wieren an an deem Mooss och justifiéiert.

Une voix.- Déi nei, jo!

Une autre voix.- Dir hutt awer dräi Joer d'Leit am Onséchere gelooss.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Déi Regele sinn also gutt. Et gëtt also kee Grond. Mä Dir sidd net midd ginn, an all där Zäit dat do mieszerieden. A wann een eppes miesgeriet huet, da waart Dir dat do zum Deel.

(Interruptions)

Dann zu de Kleng- a Mëttelbetriber. Och déi hu mer net elo entdeckt, wéi den Här Sauber dat gemengt huet, déi si scho laang bei eis virstelleg ginn. Et ass evident - ech hunn et gesot -, mir fannen och kee grousse Betrib méi, dee mat 1.000 bis 1.500 Plaze kënnt.

Duerfir versiche mer, de Wirtschaftsministère, haaptsächlech fir Kleng- a Mëttelbetriber och zu Bréissel deen „small business act" zesumme mat der Kommissioun op d'Been ze kréien a wäerten iergendwa mat deem Aktiounsplang och hei da bei lech kënne virtrieden.

Wat de finanziellen Impakt dovunner ubelaangt, ass gesot ginn, et wier keng Fiche d'impact do. Ech muss soen, ech hätt et immens liicht gehat, an d'Madame Flesch huet et jo ugedeit, wéi een et hätt kënne maachen: Ech hätt einfach dat vun deene leschte sechs Jore geholl, hätt dat dividéiert duerch sechs an hätt dat dohinnergeschriwwen.

Ech hunn dat awer net seriö fonnt. Et muss een dach awer och kënnen agestoen, dass an esou enger Matière ee wierklech net weess, ob muer dräi, véier Betriber kommen, ob der zéng kommen oder ob schlussendlech kee kënnt.

Da sinn ech léiwer éierlech a soen, mir hunn eng Rei Saachen an de Budget ageschriwwen, mä vu dass se sans distinction d'exercice an non limitatif sinn, ass et iwwerhaapt kee Problem.

Mir hunn natierlech en Accord mam Budgetsminister, dass, wann esou e Betrib kënnt an et sinn net Sue genuch do, mer déi kréien. Et wier jo gelaacht, wa mer géife soen, et deet eis leed, Dir musst waarde bis d'nächst Joer, bis mer dat am Budget stoen hunn. Sou leeft dat do an der Praxis jo net. Duerfir hu mer dat net gemaach.

An nächster Zäit wäert d'Chamber nach e weidere Projet kréien, wou mer am Beräich vun der Recherche an der Innovatioun e bestehend Gesetz wäerten ëmänneren, ausweiden, nei Instrumenter erabréngen, an datselwecht gëllt fir dat Gesetz, wat all déi Froe behandelt, déi mat Investissementer am Beräich vum Ëmweltschutz a vum Aspuere vun Energie ze dinn hunn, wou mer am décke Klinsch mat der Kommissioun sinn an net virukommen.

Dat ass beispillsweis ee vun de Grënn, firwat dass et esou laang dauert. D'Madame Flesch huet bedauert, dass et esou laang sech higezunn huet. Dir hutt nëmmen de Mäerz 2006 zitéiert. Mä wa mer do eppes gemaach hätten, dann hätte mer eng Notifikatioun misse maachen. Do sinn d'Lignes directrices erauskomm. Mä mir wollte jo keng Notifikatioun maachen. Duerfir huet et gedauert bis den November, wou e Règlement d'exemption komm ass, an du konnte mer eréischt ufänken, dorunner ze schaffen.

Et ass also net esou, wéi wa mer do iergendeppes an d'Längt gezunn hätten, mä mir hunn op dee richtege Moment gewaart an op déi richteg Méiglechkeete gewaart, déi d'Kommissioun eis gëtt.

Iwwregens muss ech lech soen, dass dee Klinsch, dee mer mat der Kommissioun hunn, ëmmer méi grouss gëtt an ech d'lescht Kéier an engem Energierot gesot hunn, dass et absolument net méi akzeptabel ass, wat der Madame Kroes hir Leit do maachen.

Mir gi forcéiert, an den erneierbaren Energien Efforten ze maachen. Dat ass jo och gutt esou. Mä da kann awer net op där anerer Säit een do sinn, dee seet: Ah neen, dat do sinn Hëllefen!

Dräi Joer si mir amgaang ze verhandelen iwwer eise Fonds de compensation. Dräi Joer! A mir hunn nach ëmmer keng Äntwert. Ech weess mëttlerweil firwat: Et gëtt eng Jurisprudenz, déi hinnen net passt: d'Preußen AG...

(Interruption)

Jo, déi passt hinnen net. Si hunn eng Victime gesicht an hu sech eis eraus-gesicht...

(Interruption)

Neen, dat ass honnertprozenteg esou, mëttlerweil weess ech et. Si probéieren eis hinzezéien, fir eis erëm viru Geriicht ze kréien. Si hunn iergendee gebraucht an huelen eise Fonds de compensation.

(Interruption)

Jo, a si hätte gär eng nei Jurisprudenz doranner. An domat klappe mir eis elo dräi Joer erëm - dräi Joer! -, well dee Fonds de compensation ass an där Form iwwerhaapt net ofgeséchert. Deen ass iwwerhaapt net ofgeséchert!

Dat heescht, dat ka muer op d'Kopp gepucht ginn. Wat ech wierklech verréckt géif fannen.

Mir kréie gesot: Maacht Fit-in! Mécht ee Fit-in, stelle se Froen. Mir ginn Äntwerten, mir ginn op si an, mä wann s du mierks, dass et kee Sënn huet, dass se am Fong geholl just drop aus sinn, eng nei Jurisprudenz ze kréien, da kritt een d'Flemm.

Ech muss soen, heiansdo gëtt hei vun der Regierung gesot, mir hätten net ëmmer déiselwecht Meenung. De Premier huet lech jo d'lescht an e puer Punkte gewisen, dass dat net de Fall war. Mä ech muss lech soen, an der Europäescher Kommissioun, wat en total kollegiaalt Gremium soll sinn, do si se meilewäit ausenaner, an dat mécht eis dee grousse Problem. Mat dem Här Piebalgs si mer eis eens, wat mir solle maachen, an d'Madame Kroes hannendru mécht alles, fir dass et net dozou kënnt. Dat zu deem doten Thema.

An nächster Zäit wäert Der dann och nach de Plan sectoriel zur Diskussioun kréien. Dat dauert awer nach eng Zäitchen.

Schlussendlech, mir hunn d'Chambre des Métiers, vu dass dat gefrot gi war, net gefrot, fir ebe just net de Classes moyennes op d'Féiss ze trëppelen. Mir hu genau délimitéiert, wou eis Kompetenze sinn. Duerfir hu mir och genau gekuckt, wien dofir zoustänneg ass, an dat ass d'Chambre de Commerce an net d'Chambre des Métiers.

Ech hunn allerdéngs menge Kolleege gesot, si sollen an Zukunft d'Chambre des Métiers och froen, mä u sech bräichte mer et net, well et reng gemënzt ass op Betriber, déi eppes mat der Chambre de Commerce ze dinn hunn, an net mat der Chambre des Métiers. Ech hunn awer kee Problem, dass mer dat an Zukunft maachen.

Wat d'Reglementer ubelaangt, do sinn der zwee an Ausaarbechtung, deen een iwwert d'Kompositioun vun der Kommissioun an deen aneren iwwert de Champ d'application, wou mer notamment probéieren, déi Terminologie „influence motrice pour notre économie" e bësse méi genau ze definéieren.

Fir de Rescht soen ech lech Merci, dass Der op breeder Basis probéiert hutt, d'Regierung hei ze ënnerstëtzen.

Här Henckes, Dir schéngt nach eng Fro ze hunn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt just nach eng Kéier zréckkommen op d'Fro, déi ech gestallt hat. Et sinn am Gesetz verschidde Règlements grand-ducaux virgesinn, do steet dran, datt d'Regierung déi kann huelen, fir d'Demanden ze preziséieren.

Ass esou eppes virgesinn oder ass d'Gesetz direkt applikabel?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- D'Gesetz ass applikabel, d'Kommissioun beréit eis. E Règlement grand-ducal ass an Ausaarbechtung a wäert a kuerzer Zäit fäerdeg sinn. Ech kucke meng Leit douewen, fir gewuer ze ginn, wéini et fäerdeg ass. Also, et sinn zwee Stéck, déi an Ausaarbechtung sinn an déi och elo sous peu applikabel wäerte sinn.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech danken lech, Här President.

M. le Président.- Léif Kolleegen, da komme mer elo zum Vote vum Projet de loi 5779.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5779 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Den honorabelen Här Gibéryen hat gëschter gefrot, fir d'Questions parlementaires, déi net beäntwert gi waren, ze diskutéieren. An der Zwëschenzäit si se alleguerte schréftlech beäntwert. Domadder huet dee Punkt sech erleedegt.

Plusieurs voix.- Ah!

(Interruption)

M. le Président.- Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass d'Question avec débat vum honorabelen Här Huss iwwert d'Relatiounen tëschent der Organisation Mondiale de la Santé an der Agence Internationale de l'Énergie Atomique. Här Huss, Dir hutt fënnef Minutten Zäit, fir Är Fro virzedroen.

5. Question avec débat N°32 de M. Jean Huss relative aux relations entre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA)

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech hat déi Question avec débat hei gestallt de 24. Abrëll. Et war dat an deenen Deeg, wou sech fir d'22. Kéier d'Katastroph vun Tschernobyl gejährt huet op där enger Säit, an zum Zweeten hat ech se gestallt, well et am Virfeld war vun der 61. Sessioun vun der OMS, der Weltgesondheetsorganisatioun, vum 19. bis de 24. Mee 2008 zu Genf.

Wat deen zweete Punkt ubelaangt, ass dat u sech den Haaptpunkt, well a menge Froe gefrot gi war, awéiwäit d'Lëtzebuerger Regierung - de Gesondheetsminister - géif während der 61. Konferenz vun der Weltgesondheetsorganisatioun intervenéieren, fir d'Onofhängegkeet vun der Weltgesondheetsorganisatioun par rapport zu der Internationaler Atomenergiebehörde erëm eng Kéier hierzestellen.

Op där enger Säit hu mer d'International Atomenergiebehörde, déi dofir do ass - laut hire Statuten -, fir d'Atomenergie ze förderen. Mir wëssen awer och, wat an deene leschte 50 Joer bei där Förderung vun der Atomenergie militäresch, awer och zivil erauskomm ass: fir d'éischt Hiroshima an Nagasaki am militäresche Beräich, mat ongefeier 200.000 Doudeger am Zweete Weltkrich, duerno all déi Atomversich, déi iwwerirdesch gemaach gi sinn. Déi hu besonnesch fir eng Rei vu polyneseschen Inselen, mä och an der Wüst vun Nevada, wou souguer amerikanesch Zaldoten derbäi waren, immens Problemer, Gesondheetsproblemer, Kriibs an esou viru mat sech bruecht.

Duerno ass et, am zivile Beräich, zu deem groussen Accident vun Tschernobyl komm. Wat och ëmmer nees diskutéiert gëtt, wann iwwer radioaktiv Strahlung Rieds geet, besonnesch an deene vergaangene fënnef, zéng Joer, dat ass de Gebrauch vun uranugeräicherter Munitioun fir d'Tanke vum Géigner futti respektiv duerchzeschéissen.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Dat war am Kosovo de Fall, dat war an Afghanistan de Fall an dat war och am Irak de Fall. Iwwerall ass also de Problem gewiescht vu radioaktiver Strahlung an doduerch erfollegend Gesondheetsschied, net nëmme Kriibs, mä virun allem ass natierlech de Kriibs an der Diskussioun.

Wat huet dat elo mat där Question avec débat hei ze dinn? Normalerweis ass et jo esou, datt d'Weltgesondheetsorganisatioun zoustänneg ass, an eleng zoustänneg ass, fir d'Gesondheet vun de Leit ze schützen - no hirem Plang „Santé pour tous"-, an och d'Leit informativ opzeklären iwwer Gesondheetsrisiken.

An dëser Situatioun vu radioaktiver Strahlung ass et nun awer esou, datt et zënter 1959 en Accord gëtt zwëschent der Weltgesondheetsorganisatioun op där enger Säit, an der Internationaler Atomenergiebehörde op där anerer Säit, dee seet, datt d'OMS keng onofhängeg Informatiounspolitik a Kommunikatiounspolitik an der Analys vu Gesondheetsschied an esou virun an deem doten Domän ka maachen, ouni op där anerer Säit gläichzäiteg a permanent mussen d'International Atomenergiebehörde fir hiren Accord ze froen. Dat heescht also, datt déi mussen d'accord sinn, an datt et muss zu engem Accord zwëschent deene béiden Organisatioune kommen.

An deenen eenzelnen Artikelen, op déi ech elo hei net wëll agoen, ass dat esou kloer geregelt, datt wierklech d'Onofhängegkeet vun der Weltgesondheetsorganisatioun par rapport zur IAEO net garantéiert ass, well se permanent gezwongen ass, déi ëm hiren Avis ze froen, a well se näischt däerf publizéieren, wann déi net d'accord ass, datt et publizéiert gëtt.

Dat huet ënner anerem am Fall Tschernobyl mat sech bruecht, datt bis d'lescht Joer, bis Mäerz 2007, déi International Atomenergiebehörde de Culot hat ze behaapten, bei Tschernobyl wieren et am Ganze 56 Kriibsdoudeger ginn. Ëmmerhin hu se dunn d'lescht Joer - een, zwee Méint duerno war eng international Konferenz, wou d'IAEO, d'OMS an och nach aner UNO-Organisatiounen derbäi waren - op eng Kéier zouginn, datt et awer kéinte 4.000 Doudeger sinn.

Och déi Zuel ass total ënnerschätzt genannt gi vun onofhängege Wëssenschaftler, souwuel aus der Ukraine wéi aus Wäissrussland wéi aus Russland, mä och aus Westeuropa, déi soen, datt et ëm mindestens 10.000de vun Doudege geet, ouni dovunner ze schwätzen, wat et nach eventuell an den nächste Joren u Kriibsdoudeger an un anere gravéierende Krankheete ka ginn, well radioaktiv Strahlung a Kriibs jo eng Laangzäitwierkung hunn.

Dat sinn d'Faiten, déi am Fong maachen, datt déi Situatioun, esou wéi se zwëschent der OMS op där enger Säit an der IAEO op där anerer Säit ass, esou net méi haltbar ass. Aus deem Grond hat ech de Gesondheetsminister an d'Regierung gefrot - dat war de 24. Abrëll -, ob se wéilten intervenéieren den 19. bis de 24. Mee bei der 61. Sessioun vun der OMS zu Genf, fir dee Kontrakt do ze kënnegen, oder zumindest fir d'Termen an deem Kontrakt esou ze änneren, datt déi Ofhängegkeetsverhältnisser vun der Weltgesondheetsorganisatioun vun der Internationaler Atomenergiebehörde misste geännert ginn, datt déi Ofhängegkeet géif dorauser verschwannen.

Dat war meng Fro, an dat ass och eng Fro, déi gestallt gëtt zënter Jore scho vun internationalen ONGen, vun Doktere beispillsweis - net nëmmen déi, déi géint den Atomkrich sinn, mä och aner Dokteschorganisatiounen -, Ëmweltorganisatiounen an esou virun, déi dat verlaangen.

Schonn am Joer 2001 haten eng Rei vu Regierungen - d'Schwäiz beispillsweis, Norwegen, Kanada - esou Initiativen ënnerholl. Allerdéngs ouni Erfolleg, well natierlech déi grouss Atommächten, déi de Weltsécherheetsrot beherrschen, déi an der OMS eng staark Stellung hunn, déi d'International Atomenergiebehörde beherrschen, do dergéint sinn.

An trotzdeem bleift et eng Aufgab, dat ze maachen. Och wann déi Konferenz elo eriwwer ass, stellt sech d'Fro - ech kommen direkt zum Schluss -: Här Minister, huet d'Lëtzebuerger Regierung an deem dote Sënn eppes zu Genf ënnerholl bei der OMS, fir déi Statuten do ze veränneren?

M. le Président.- Här Minister, Dir kritt eng Fro gestallt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Jo, ech hu se och schonns schréftlech gesinn. Ech sinn ofgelenkt gi vum Här Bettel, dee mir déi ganzen Zäit méi oder manner interessant Froe stellt.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Ech widderhuelen also nach eng Kéier…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, wann net e Member vum Parlament mech géif oflenken, da géif ech engem anere Member vum Parlament selbstverständlech méi intensiv nolauschteren.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här Minister, da kënnt Dir jo elo bei deenen zwou Froe ganz intensiv nolauschteren. Déi éischt Fro ass déi - ganz kuerz -: Huet d'Lëtzebuerger Regierung, huet de Gesondheetsministère intervenéiert bei där Konferenz zu Genf, fir do déi Statuten esou ze änneren, datt dee Kontrakt opgeléist gëtt, oder datt en op jidde Fall esou verännert gëtt, fir d'Indépendance vun der OMS ze sécheren? An zweetens, wann et net geschitt ass, firwat, an ob Dir da wëlles hutt lech vläicht nodréiglech drunzehänken u Länner, déi bereet sinn, dat ze maachen? Ech hunn der jo dräi hei opgezielt.

Merci.

M. le Président.- Voilà. Dat ware ganz prezis Froen. Dorop hätte mer gär eng ganz prezis Äntwert vum Här Minister Mars Di Bartolomeo, wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke sief drop higewisen, dass déi Terminologie, déi an deene Konventiounen drasteet, aus de 50er Jore staamt, aus enger Zäit also, an där een d'Atomenergie nach vill méi onnuancéiert gesinn huet, wéi ee se haut gesäit. Dat emol als éischt Feststellung, dass eenzel Elementer, déi an där Konventioun drastinn, sech ganz aneschters géifen unhéieren, wann déi Konventioun haut geschriwwe géif ginn.

En zweet Element ass, dass et sech ëm eng Konventioun handelt, wéi der eng Rei tëschent Organisatioune vun den Nations Unies geschloss gi sinn, mat allgemenge Formelen - déi an deem engen oder anere Kontext liicht aneschters kléngen -, déi dorobber erauslafen, dass zesummegeschafft gëtt, wat u sech eppes ass, wat begréissenswäert ass, och wann d'Objete ganz verschidde sinn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dat ännert näischt drun, dass d'AIEA éischter d'Promotioun vun der Atomenergie als Zil huet, an d'OMS prioritär d'Promotioun vun der Santé als Objektiv huet, wou et kloer ass, dass et dozwëschent kann zu Konflikter kommen. Deen een, dee méi dem Prinzip vun der Précautioun verschriwwen ass, an deen aneren, deen op eng Rei vun Iwwerleeungen net esou ageet, wéi e sollt agoen.

Dat heescht also, iwwert de Prinzip vun der Zesummenaarbecht ass näischt ze soen. D'Confidentialitéit muss ee mat deenen Ae liesen, wéi se gelies gëtt tëschent de Juriste vun deene verschiddenen Associatiounen. Ech liese Confidentialitéit am Zesummenhang mat der OMS als Confidentialitéit vum Traitement vu medezineschen Daten, eppes, wat ee kann ënnerstëtzen.

Ech wëll och soen, dass et net bis 2008 gedauert huet, bis d'Fro an der OMS opgeworf ginn ass. Den Här Huss huet selwer drop higewisen, dass 2001 bei der 54. Generalversammlung vun der Weltgesondheetsorganisatioun vun enger Rei vu Länner déi Fro vun de Relatiounen tëschent deenen zwou UNO-Institutioune gestallt ginn ass, an dass doropshin am Januar 2002 e ganz fouilléierte Rapport erstallt ginn ass vum Jean Perlin, deen eng Rei vun Argumenter entkräft huet, eng Rei vun anere Froen opgeworf huet, ënner anerem wéi een d'Ressourcë vun der OMS besser kéint focaliséieren.

Et ass also net esou, dass d'OMS sech net mat der Fro ausenanergesat huet. Ech wëll awer soen, dass bei der Assemblée générale vun dësem Joer déi heite Fro net um Ordre du jour stoung.

Et ass selbstverständlech, dass d'Lëtzebuerger Regierung der Meenung ass, dass, och wann déi Formulatiounen net glécklech sinn an ech déi och haut net géif ënnerschreiwen, d'Partialitéit vun der OMS net a Fro ze stellen ass. Wann d'OMS sech de Luxus géif erlaben, fir an esou engem Fall wéi deem heiten der Atomlobby nozelafen, da géif et vill méi eng heavy Ausenanersetzung an der OMS ginn, wéi iwwert d'Zouloossung vun Taiwan oder d'Netzouloossung vun Taiwan, wat déi Assemblée all Joer während zwou Stonnen a méi beschäftegt.

Dat heescht, d'OMS ka sech dee Luxus iwwerhaapt net leeschten, enger Lobby wéi der Atomindustrie op de Läim ze goen. Ech sinn also der Meenung, dass d'Völkergemeinschaft - alleguer déi engagéiert Leit, déi zur OMS stinn - dee beschte Garant ass, dass d'OMS net an eng Ofhängegkeet ofrutscht.

Ech wëll Iech och kloer äntwerten op déi zwou Froen, déi Der mer gestallt hutt.

Lëtzebuerg huet net iwwert dësen Thema intervenéiert bei der OMS-Generalversammlung vun dësem Joer, well et net um Ordre du jour stoung. Wann also esou vill Natiounen der Meenung gewiescht wären, dass een et hätt op den Ordre du jour soll huelen, dann hätt et um Ordre du jour gestanen, dann hätte mer eis Meenung dozou och gesot.

Ech sinn och der Meenung, dass esou Verträg wéi déi doten no 50 Joer eng Kéier revidéiert musse ginn an erëm sollen an dat richtegt Zäitliicht gestallt ginn. Duerfir maache mir eis och staark bei enger Diskussioun, déi an der OMS wäert opkommen oder déi mer suscitéieren. Da wäerte mer derfir plädéieren, dass Konventiounen, déi vill gelies ginn an déi eng Organisatioun wéi d'OMS engagéieren, dem Zäitgeescht sollen entspriechen an net solle 50 Joer hannendrunhippen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Huss stellt nach eng Zousazfro, Här Minister.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här Minister, ech hunn zur Kenntnis geholl, datt Dir sot, datt Der Iech wéilt an den nächste Jore fir esou eng Revisioun staarkmaachen. Mä virun 2007 ass am konkrete Fall Tschernobyl och d'OMS matgelaf, wéi gesot ginn ass, „56 Doudeger maximal", wat manifestement eng Lige war; net nëmmen eng Ënnerschätzung, mä carrément eng Ligen, déi se hu missen 2007 zouginn, wou se elo schwätze vu schätzungsweis 4.000 Doudeger. Dat huet d'OMS awer laang Zäit matgemaach.

Stellt sech dann awer net d'Fro vun enger gewësser Ofhängegkeet oder vun engem Verhältnis, wou d'OMS dann awer zéckt, fir Saachen ze soen, wann et der Internationaler Atomenergiebehörde net géif an de Krom passen? Duerfir ass et d'Fro nach eng Kéier vun der noutwendeger Revisioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Just an zwee Sätz: Wann OMS-Verantwortlecher bei verschiddene Geleeënheeten oder Stellungnahmen eppes soen, wat net der Richtegkeet entsprécht, dann engagéiert dat si. Dat, wat d'OMS ouni Wenn und Aber engagéiert, dat sinn déi Konklusiounen, déi op der Assemblée générale vun der OMS gezu ginn.

Ech ka mech net erënneren, dass bei esou enger Geleeënheet iergendee Saz en faveur vun enger Verdonkelung vun negative Folge vu vun der Atomenergie provozéiert Accidenter gefall wär. Wann dat de Fall wär, wär ech ee vun deenen Éischten, déi do dergéint géifen opstoen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour. D'DP-Fraktioun huet eng Aktualitéitsstonn iwwert de Biosprit ugefrot. Et sinn ageschriwwen: den Här Oberweis,

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

den Här Negri, den Här Mehlen an den Här Kox. D'Wuert huet dann den Här Eugène Berger als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes spécifiques liés à la production de biocarburants

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Januar 2008 huet d'EU-Kommissioun am Kader vum Klimapaquet eng Propos fir eng Direktiv gemaach, wou et drëms geet, den Undeel vun erneierbaren Energië bis 2020 op 20% ze steigeren. U sech ass dat Zil jo ze begréissen, besonnesch wann een un Energie denkt wéi Wand, Sonn oder Waasser.

An der Propos gëtt awer och méi speziell gefrot, fir am Beräich vum Verkéierssecteur bis 2020 den Undeel vun 10% vu sougenannten Agrarkraaftstoffer - oder och nach Biosprit genannt - beim Bensin an Diesel ze erreechen. Dëst Zil ass an eisen Aen äusserst bedenklech, aus verschiddenen Ursaachen.

Wann ee bedenkt, datt an Europa Milliarde Liter Bensin an Diesel all Joer verbraucht ginn, heescht dat, datt mer dann och all Joer Milliounen, wann net Milliarde Liter Biosprit bräichten, dat heescht och missten importéieren, well mer déi Capacitéite jo net hei um Kontinent hunn. Europa misst also, fir dat Zil kënnen ze erreechen, op d'Produktioun vu Biosprit aus Schwellen- an Drëttweltlänner zréckgräifen. Dat géif bedeiten, datt an deene Länner géif massiv op Energieplanze gesat ginn, mat enger Rei vu ganz néfastë Resultater.

Zum Beispill: Natierlech Ökosystemer wéi Reebëscher, déi jo fir den CO_2-Haushalt a fir d'Biodiversitéit enorm wichteg sinn, géife massiv zerstéiert ginn. Schonn elo héiert ee bal all Dag Hiobsbotschaften, wou zum Deel illegal riseg Flächen - besonnesch a Südamerika, ënner anerem am Peru - wëll ofgeholzt ginn, wouduerch enormen ökologesche Schued ugeriicht gëtt. Experten hu gerechent, datt zum Beispill d'Zerstéierung vun de Reebëscher eng regelrecht Klimabomm géif ginn an déi Zerstéierung praktesch elo schonns ee Fënneftel vun de weltwäiten CO_2-Emissioune géif duerstellen. Biosprit am grousse Stil dréit also net zur CO_2-Reduktioun bäi ënnert dem Strëch, mä géif nach méi CO_2-Emissioune produzéieren.

E massiven Ubau vun Energieplanze géif och bedeiten, datt d'Nahrungsmëttelsécherheet vu Millioune Leit an den Entwécklungslänner och méi prekär géif ginn, well d'Energieplanzen, déi jo dann haaptsächlech géifen exportéiert gi fir de Commerce, ëmmer méi d'Nahrungsplanze géife verdrängen. De Sproch „Eidel Bäich fir voll Bensinstänk" ass an deem Kontext net iwwerdriwwen.

D'Grondnahrungsmëttel géife sech fir déi Mënschen enorm verdeieren. Mir hunn elo schonn eng Situatioun, wou d'Grondiesswueren um Weltmarché amgaange si staark ze steigen. Experte soen och, datt 10% Biosprit an Europa en Effet vun enger Präisdeierecht vu 4% op d'Liewensmëttel hätt. Dat géif bedeiten, datt zousätzlech 60 Millioune Mënschen an der Drëtter Welt géifen an Hongersnout kommen. Dobäi ass et jo awer op där anerer Säit d'Millenniumszil vun der UNO, fir grad eben d'Zuel vun den Aarmen an deenen, déi Honger leiden op der Welt, bis 2015 ëm d'Halschent ze reduzéieren.

Schliesslech wäert d'massiv Produktioun vun Agrarkraaftstoffplanzen an den Drëttweltlänner, fir den Duuscht vun den europäeschen Autoen da kënnen ze läschen, och zur Verschlechterung vun de Liewenskonditioune vun den Äermsten a Mannerbemëtteltsten an de Schwellen- an Drëttweltlänner bäidroen. Mir kennen all déi Situatiounen. Mir hunn dat a Reportagë sécherlech scho gesinn. Dat heescht dann: Klaue vu Land; schlecht Aarbechtsbedéngungen, well dat jo dann haaptsächlech wäerte grouss Konzerner sinn, déi esou Fläche vun Agrarkraaftstoffer wäerten exploitéieren, déi da schlecht Aarbechtsbedéngunge wäerten do hierstellen; Verletzung vu Mënscherechter; och all déi sozial Konflikter, déi sech doduerjer wäerten entwéckelen, sinn dann ze erwaarden.

Kuerzum: 10% Biosprit an Europa an domat eng massiv Produktioun vun Agrarkraaftstoffplanzen an Drëttweltlänner kann also weder ekologesch - ech hunn et gesot; et dréit net derzou bäi, datt d'CO_2-Emissioune reduzéiert ginn - nach sozial - eben duerch all déi Effeten, déi ech och elo grad opgezielt hunn - nach ekonomesch - well de klenge Bauer an den Drëttweltlänner wäert doduerjer net kënne grouss Entreprisen opmaachen - vu Virdeel sinn. En ass also aus deenen dräi Grënn sécherlech net gerechtfertegt a kann also och net als nohalteg bezeechent ginn.

Ech hunn elo nëmme kuerz e puer Aspekter skizzéiert, Här President, well d'Zäit e bësse kuerz ass, fir am Detail op dee ganzen Dossier anzegoen. Ech wéilt awer hei och op déi ganz pertinent Avisë vun deene 16 oder 18 ONGen hiweisen - déi hunn eis jo och nach virdrun hei bei der Chamber Informatioune geliwwert -, an och vum Conseil supérieur vum Développement durable, déi ganz pertinent Avisë gemaach hunn an déi mer jo och konnten an der Ëmweltkommissioun respektiv an enger Commission jointe tëschent der Ëmwelt- an der Agrarkommissioun empfänken, wou se eis ganz vill zousätzlech Argumenter geliwwert hunn.

Ech wéilt awer op dëser Plaz och betounen - an dat soll net nëmmen eng Klamer sinn -, datt een net soll insgesamt d'Biomass fir Energiezwecker verdamen. Op lokalem a regionalem Plang, och hei zu Lëtzebuerg, gëtt et eng Rei Projeten, déi souwuel vun der Ökobilanz wéi och vun den ekonomeschen a sozialen Aspekter sënnvoll an nohalteg kënne sinn; sief dat Biogasanlagen, déi jo deelweis mat Biooffäll alimentéiert ginn a wou Energie an Hëtzt produzéiert gëtt, sief dat och eng begrenzte Produktioun vu Biodiesel, déi jo och hei am Land kënne benotzt ginn. Ech erënneren do un dat Beispill vun der Stad Lëtzebuerg, déi jo mat Lëtzebuerger Biodiesel fonctionnéiert huet.

Also, nach eng Kéier: Et ass dat proposéiert EU-Zil vun 10% Biosprit an domat verbonnen dat massiivt Ubaue vun Energieplanzen a Schwellen- an Drëttweltlänner, wat aus der Siicht vun der Nohaltegkeet absolut net ze vertrieden ass a wat hei op dëser Plaz a Fro gestallt ass. Duerfir misst ee sech och kloer géint dëst Zil vun deenen 10% op EU-Niveau ausschwätzen.

Iwwerhaapt muss ee sech froen, ob een en Zil vu Biosprit am Kader vun enger europäescher Direktiv, wou et ëm erneierbar Energië geet, soll festhalen, ob een iwwerhaapt also do en Zil soll festschreiwen.

Dat bréngt mech dann och, Här President, zu menge Froen un d'Regierung. Et ass esou, datt de Premier viru kuerzem am État de la nation gesot huet - ech zitéieren elo net textuell, mä ongeféier -, datt d'Regierung géif um Zil vun deenen 10% EU-Biosprit festhalen.

Hien huet dann awer preziséiert an engem Saz duerno, datt dat natierlech nëmmen ënnert der Konditioun wier, wann de Biosprit géif nohalteg produzéiert ginn. Ech hunn elo am Schnellverfahren e puer Argumenter opgezielt, fir wierklech zur Genüge awer ze erklären, datt déi 10% respektiv de Biosprit op Europaniveau an deem Kader wierklech net nohalteg sinn.

Dann hat awer op där anerer Säit den Ëmweltminister och eng Kéier scho bei enger Fro, mengen ech, vum honorabelen Här Negri zu deem Sujet geschwat respektiv hunn de Landwirtschaftsminister an den Entwécklungsminister och schonn zu deem Sujet aner Téin ugeschloen, wou si am Fong geholl vill méi däitlech gesot hunn, datt se net méi géifen un deem Zil vun 10% Biosprit op europäeschem Plang festhalen.

Duerfir, Här President, wéilt ech da wëssen, wéi schlussendlech d'Positioun vun der lëtzebuergescher Regierung an deem Dossier ass.

Nach ofschléissend eng kleng Remarque. Et ass och esou, datt mir selwer elo keng Motioun erabruecht hunn, well déi Gréng dozou och schonn eng Motioun proposéiert hunn. Ech hunn déi och mat ënnerschriwwen am Numm vun der demokratescher Fraktioun, fir nëmmen ze soen, datt mir och déi Motioun, déi am Fong geholl elo all déi Argumenter, déi ech opgezielt hunn, widderhëlt, also och kënne komplett matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Berger. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, wann ech gelift.

Débat

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, dee vollen Tank bei de Räichen an en eidele Mo bei den Aarmen, dëse Saz stoung am Mëttelpunkt an de leschte Wochen a Méint.

D'Mënschen a Mexiko hunn am leschte Jore protestéiert, dass de Mais, fir si e Grondnahrungsmëttel, an d'Vereenegt State vun Amerika exportéiert gouf, fir do an Ethanol ëmgewandelt ze ginn.

Am Mäerz dëst Joer ass gemellt ginn, dass déi aarm Mënschen op Haiti Leem mussen iessen, well si déi elementar Grondnahrungsmëttelen net méi bezuele kënnen. Ënner anerem sinn och Hongerrevolten am Burkina Faso, Indonesien, Ägypten an am Bangladesch ausgebrach. D'Mënschen aus deene Länner maache sech Gedanken, hire Bauch vollzekréien, an an eise Géigende gëtt et e ganze Koup Leit, déi kloen, dass si hiren Tank mat Bensin an Diesel net méi fëlle kënnen.

Ee Beispill nëmmen: Ronn 200 kg Mais gi gebraucht, fir e 50-Liter-Tank vun engem Auto ze fëllen. Dat geet awer duer, fir dass e Mënsch an der Drëtter Welt e ganzt Joer liewe kann.

De Weltagrarrot seet, dass d'Präisser vun den Nahrungsmëttel vum Mäerz 2007 op dëst Joer Mäerz ëm 57% geklomme sinn. Eleng fir de Räis läit eng Deierecht vir an de leschten zwee Méint vu 75%. Räis ass e Grondnahrungsmëttel vun zwou Milliarde Mënschen.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass niewent dem Klimawiessel och d'Spekulatioun an eng total falsch Politik géintiwwer de Mënschen an den Entwécklungslänner an de leschten 30 Joer eng grouss Roll spillen.

Wien huet da mat massiven Exportsubventiounen d'Landwirtschaft zum Beispill an der Sahelzon ruinéiert, esou dass d'Mënschen hiert Land verlooss hunn? An nach haut gëtt et déi Subventiounen!

D'Europäesch Kommissioun ass awer elo gewëllt, hir Agrarsubventiounen ze kierzen a sech an der Entwécklung vun der Landwirtschaft an deene Länner ze engagéieren, notamment an den Entwécklungslänner vun den AKP-Staten. Och Lëtzebuerg, grad e Virbild an der Entwécklungshëllef, bréngt sech hei staark eran a lancéiert ënner anerem Projekter mat der Planz Jatropha.

Den afrikanesche Kontinent ass am schlëmmste vun der Hongersnout befall. An trotzdeem, an dat muss ee sech emol virstellen, sinn d'lescht Woch op der Konferenz zu Roum bei der FAO nëmme just zwou Milliarden Dollar bereetgestallt ginn, fir enger Milliard Mënschen ze hëllefen. A gëschter konnt een an der Press aus dem Rapport vun der SIPRI vu Stockholm liesen, dass d'lescht Joer 858 Milliarden Dollar an der Waffenhëllef an dëser Welt verausgaabt si ginn. Wier et, fir eng Sekonn nozedenken, den Inverse, bräicht kee vun ons hei ze stoen. Dat ass en Zouwuess vu 45% bannent zéng Joer!

An hirem Energie- an Ëmweltprogramm huet d'Europäesch Kommissioun sech dofir ausgeschwat, dass am Verkéier ronn 10% Agrikraaftstoffer bis 2020 agesat solle ginn.

Mir soe ganz kloer, d'Agrikraaftstoffer aus der éischter Generatioun ginn aus uelechhaltegen oder zockerhaltege Planzen hiergestallt, déi mat deene Planze konkurrenzéieren, déi aner Mënsche brauchen, fir ze iessen. Dat ass eng vun den Ursaache fir d'Erhéijung vun de Präisser vun den lesswueren an de leschte Méint a bréngt mat sech, dass ënner anerem riseg Bëschgebidder verschwannen an domat de Klimawiessel nach forcéiert gëtt. Eleng d'lescht Joer am Amazonasbecke sinn 10.000 km^2 fort.

Den Nohaltegkeetsrot hei zu Lëtzebuerg huet den Asaz vun den Agrikraaftstoffer staark contestéiert, an den Här Minister Boden huet sech op dem leschten Agrarconseil och dofir ausgeschwat, dass net méi déi éischt Generatioun agesat ka ginn. Nëmmen dann, wann no Nohaltegkeetsprinzipië geschafft gëtt, kéint dat de Fall sinn.

D'Agrikraaftstoffer vun der zweeter Generatioun awer, dat sinn déi vun den organeschen Offäll aus der Landwirtschaft oder der Bëschwirtschaft, déi kënnen agesat ginn, mä do musse mer nach d'Fuerschung - an ech denken do speziell un d'Universitéit Lëtzebuerg an de Fuerschungszentrum Gabriel Lippmann - staark asetzen. Déi Bäimëschung vun 10% aus der éischter Generatioun muss also ophéieren.

Ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen: D'Agrikraaftstoffer stellen nëmmen eng Ursaach vun der aktueller Hongerkris duer. Mir kommen net derlaanscht, eis iwwert d'Bedeitung vun der Landwirtschaft méi kloer ze ginn. Virun allem solle mer derfir suergen, dass mer eis Liewensmëttel no den nohaltege Kritäre planzen a méi op national a regional Produkter setzen. A wann dann nach Plaze fräi bleiwen an Europa, da kënne mer och Energieplanzen hei an Europa uplanzen.

Mir mussen awer akzeptéieren, dass de Bauer, ob hien hei an Europa oder an der Sahelzon lieft a schafft, fir seng Aarbecht e faire Präis kritt.

Zum Schluss vu mengen Ausféierunge sollte mer vläicht kuerz bei der Ausso vum Jean Ziegler verbleiwen. Den UNO-Rapporteur fir dës humanitär Problemer seet folgende Saz: „Mir liewen an enger Welt, an där" - an da kënnt et - „d'Eliminatioun vun den Aarmen de Präis fir d'Fester, d'Gléck an d'Muecht vun de Räichen ass."

Bleiwe mer eng Sekonn bei deem Gedanken hänken an hannerfroen eis kuerz, wéi mer op dëser Welt de Räichtum verdeelen.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den nächste Riedner ass den Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der öffentlecher Diskussioun ass de Biosprit, als Agro-fioul vun der éischter Generatioun, staark an d'Kritik geroden, an, wéi et scho gesot ginn ass, hu sech hei zu Lëtzebuerg eng ganz Partie Associatiounen zesummegedoen, fir sech géint dës Mesuren ze wieren. Och de Conseil supérieur du développement durable huet sech dergéint ausgeschwat.

De Biosprit huet zwar op den éischte Bléck de Virdeel, dass manner fossil Energië verbraucht ginn an de Verbrauch vun erneierbaren Energië ganz am Sënn vun deem vill strapazéierte Wuert vun der Nohaltegkeet ass.

Mä mir gesinn hei och kloer d'Grenze vun enger net genuch nuancéierter Décisioun vu Bréissel, wa mer elo d'Gefor lafen, massiv hei an eise Länner, mä virun allem och an der Drëtter Welt wäertvoll Agrarterrainen ze verbrauchen, fir Bensin an Diesel ze produzéieren. An dat geschitt op d'Käschte vun enger onmoosseger Präiserhéijung vun den Nahrungsmëttelen, mä virun allem gëtt de Problem vun der Welternährung bei enger ëmmer méi staark wuessender Weltbevölkerung zu engem onléisbare Problem an ass elo schonn amgaang, zu grousse soziale Konflikter ze féieren.

D'Equatioun vun eidelen Tellere fir voll Autostanken ass enger ziviliséierter Gesellschaft net würdeg, an do musse mer eis zesummen dergéint wieren.

Här President, wat kënne mer dozou bäidroen, dass mer d'Diskussioun iwwert de Biosprit erëm dohinner kréien, wou mer mat rouegem Kapp an der Saach virukommen?

Bis viru kuerzem war et der EU hiert Haaptzil, an der Landwirtschaft d'Iwwerschëss ze géréieren an ofzebauen. Neierdéngs steigt d'Nofro an domat ginn d'Liewensmëttel méi deier. Duerfir ass zwar den Ubau vun Energieplanzen net un éischter Stell responsabel, awer et ass däitlech, dass an Zukunft an der Landwirtschaft verstäerkt e Konflikt entstoe wäert tëschent der Liewensmëttel- an der Energieproduktioun.

Tatsaach ass, dass eise ganze Wuelstand am Moment ofhänkt vun Energiequellen, déi mer net selwer kontrolléieren an déi an absehbarer Zäit zu Enn ginn. Tatsaach ass awer och, dass alternativ Methoden, fir d'Energie ze produzéieren, och Nodeeler hunn an um heitege Stand vun der Technik wéineg effizient kënne genotzt ginn. Doraus muss een d'Konklusioun zéien, fir verstäerkt an d'Recherche an an d'technologesch Entwécklung ze investéieren, fir e bessere Rendement aus erneierbaren Energiequellen ze gewannen.

Hei muss dann och vu Fall zu Fall eng fundéiert a komplett Ökobilanz gemaach ginn, fir déi jeeweils Vir- an Nodeeler genau ofschätzen ze kënnen. Um Fallbeispill vun der Biomass muss et esou sinn, dass, wa sech bei Agrarflächen, déi bis elo broochleien, well se net rentabel ze bewirtschafte sinn an och am Sënn vun Natur an Aarteschutz net ze schütze sinn, iwwert den Ubau vun Energieplanzen eng nei Opportunitéit ergëtt, dat absolut ze begréissen ass.

Wann d'Virstellung vu Biosprit verbonnen ass mam Ofholze vun Urwald, fir landwirtschaftlech Flächen ze schafe fir den Ubau vun Agro-fioul-Stoffer, an domat de

Problem vun der Liewensmëttelknappheet verstäerkt gëtt, dann ass dëst net akzeptabel.

Et gëtt Situatiounen, wou d'Produktioun vun Agrosprit aus der Siicht vun Ëmwelt- a Klimaschutz oder der Welternährungsproblematik ee Fiasko ass, ekonomesch gesinn awer kuerzfristeg Sënn mécht. An esou Fäll muss onbedéngt drop verzicht ginn, kuerzfristeg deen Energiebedarf ofzedecken ënnert dem Deckmantel vun Ëmwelt- a Klimaschutzziler.

Duerfir muss d'10%-Zil vu Biosprit u Konditioune geknüpft a relativéiert ginn. Dat heescht, ee gewësse Potenzial kann ausgeschöpft ginn, mä net ëm all Präis. Duerfir mussen am Viraus wëssenschaftlech Potenzialetüde gemaach ginn, wéi wäit een do goe kann, an ëmmer aus dem Bléckfeld fir d'Präisser vun den Ernährungsmëttelen net duerch d'Produktioun vu Biosprit an d'Luucht ze dreiwen.

Hei hunn de Kolleeg Marcel Oberweis als President vun der Agrarkommissioun an ech als President vun der Ëmweltkommissioun d'Fro un d'Regierung gestallt, ob mer net hei zu Lëtzebuerg d'Recherche maache kënne mat der Uni Lëtzebuerg a mam Centre de Recherche Gabriel Lippmann, awéiwäit d'Asetze vu weiderentwéckelte Biocarburanten eis weiderbrénge kéint.

Här President, onofhängeg vun der EU ass et kloer, dass de weltwäiten Energiebedarf ëmmer méi schwéier wäert kënnen ofgedeckt ginn. D'Entwécklungslänner, déi op Agroenergie setzen, wäerten och Abnehmer fannen. Dat kann do fir d'Landwirtschaft eng Chance sinn, wann d'Baueren erëm besser Präisser fir Produkter kréien. An dat kann op den Ubau op Flächen, déi de Moment net genotzt ginn, rentabel ginn, Aarbechtsplaze schafen an den Honger bekämpfen.

D'Europäesch Kommissioun sollt dës Entwécklung net zousätzlech undreiwen, mä awer begleeden, fir op dësem Wee esou gutt wéi méiglech ze hëllefen, sozial Ongerechtegkeeten auszegläichen, déi sech duerch déi héich Energie- a Liewensmëttelpräisser verstäerken.

(Interruption)

Ech sinn direkt fäerdeg, Här President.

Als LSAP si mir also der Meenung, dass mer d'Problematik vum Biosprit nuancéiert a sachlech mussen ugoen. E Problem, bei deem mer eréischt am Ufank vun enger Léisung stinn, an un deem nach vill muss geschafft ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den nächste Riedner ass den Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Häre, déi Gréng sti voll a ganz hannert der Propos vun der Europäescher Kommissioun, fir 20% vum Energieverbrauch op Basis vun erneierbaren Energien ze decken. Déi rezent Entwécklungen am Energiesecteur weisen, datt mer un der Grenz vun der Fördercapacitéit bei de klasseschen Energien a besonnesch beim Uelech ukomm sinn.

Weider Steigerunge si praktesch net méi ze erreechen. D'Konsequenze si bekannt: ëmmer méi héich Uelechpräisser, an domat noutgedrongen Auswierkungen op sämtlech Produkter; vun den Auswierkungen op d'Klima emol guer net ze schwätzen.

20% erneierbar Energië bis 2020 kënnen nëmmen da realistesch erreecht ginn, wa mir konsequent sämtlech erneierbar Energië förderen an ënnerstëtzen. Esou wéi haut den Energiemix aus Kuel, Uelech, Gas an Atom besteet, besteet muer den Energiemix aus Sonnenenergie, Wandenergie, Waasserenergie - fir nëmmen déi ze nennen -, awer och aus Bioenergie.

Jo, d'Biomass ass och e wichtege Bestanddeel vun enger nohalteger Energieversuergung. Eng Nohaltegkeet, déi awer op allen dräi Saile vun der Nohaltegkeet muss foussen. Dat heescht, souwuel déi ekologesch, déi sozial an och déi ekonomesch Kritäre musse respektéiert ginn, ouni op d'Käschte vun engem Drëtten ze sinn. Et däerf an et kann net sinn, datt mir eis 4x4-Autoe mat Liewensmëttel bedreiwen. Liewensmëttel am europäeschen Tank, déi dann an der Drëtter Welt feelen an zu Hongerskatastrophen a soziale Konflikter wäerte féieren a scho gefouert hunn.

Wann ee mengt - an dat schéngt déi wichtegst Aufgab vun der Politik bei der momentaner Diskussioun ze sinn -, dass duerch d'Substitutioun vun den traditionelle Kraaftstoffer duerch Agrokraaftstoffer de Problem geléist ass, ass een um Holzwee. Et kann net sinn, datt mer weiderhin eng Autosflott hunn, déi nach ëmmer vill ze vill Kraaftstoffer verbraucht a sech just den Ëmweltmäntelchen duerch sougenannten Agrarkraaftstoffer ëmhänkt.

Et ass net un den Uelech- an Autoskonzernen ze décidéieren, wou Bioplanzen ugebaut ginn, mä un der Politik. Ouni eng substanziell Reduktioun an Effizienzrevolutioun am gesamten Transportberäich kann och dee beschte Biokraaftstoff kee Bäitrag zum Schutz vum Klima leeschten. Déi verfeelten europäesch Landwirtschaftspolitik vun de leschte Jorzéngte mat katastrophalen Auswierkungen op d'Landwirtschaft an der Drëtter Welt däerf sech net och nach bei der Energieausbeutung aus Biomass widderhuelen.

Den 10%egen Agrarkraaftstoffundeel am Transportberäich bis 2020 ass deemno ze sträichen. Mir mussen ewech vu quantitativem Usaz, hin zu engem qualitativen Usaz mat nohaltege Kritären. Duerfir och en Dépôt vun enger Motioun, wou mer d'Sträiche vun deenen 10% verlaangen, mä virun allem d'Regierung mat opfuerderen, kengen Objektiver zouzestëmmen, wann d'Nohaltegkeetskritären net erfëllt sinn a gläichzäiteg eng Reduktioun agefuerdert gëtt bei der CO_2-Aspuerung bei den Autoen. Ech maachen den Dépôt vun der Motioun mat zwou Ënnerschréften; si ass nach op, och fir d'Majoritéitsparteien.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que la Commission européenne a soumis le 23 janvier 2008, dans le cadre du paquet Climat/Énergie, une proposition de directive sur la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables qui vise à la fois une diminution de la dépendance européenne envers les énergies fossiles et la réduction des émissions de gaz à effet de serre;

- considérant que la Commission veut atteindre à l'horizon 2020 une part de 20% d'énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie en Europe et qu'elle définit dans ce contexte un objectif sectoriel de 10% d'agrocarburants dans le domaine des transports;

- considérant qu'en l'absence de critères de production durable - l'utilisation des agrocarburants provoque une dégradation des écosystèmes et de la biodiversité, aussi bien dans les pays en voie de développement que dans nos pays;

- considérant que le recours grandissant aux agrocarburants augmente la pression sur la production de denrées alimentaires et contribue ainsi à mettre en danger la sécurité alimentaire;

- considérant que les effets néfastes sur la production alimentaire, de même qu'une production avec comme seul critère la rentabilité économique favorisent à la fois des conflits sociaux dans les pays industrialisés et des violations des droits fondamentaux de peuples indigènes, de petits propriétaires fonciers, d'ouvriers agricoles, etc. dans les pays en voie de développement;

- considérant que la conditio sine qua non pour la production et l'utilisation d'agrocarburants doit être le respect de critères qualitatifs garantissant une production durable;

- considérant que les critères environnementaux pour la production d'agrocarburants proposés par la Commission européenne sont insuffisants et que des critères socio-économiques y font totalement défaut;

- considérant par ailleurs qu'une production massive de carburants à partir de biomasse est une fausse solution proposée pour éviter une véritable remise en cause des habitudes de consommation et de mobilité en Europe;

- considérant que l'industrie automobile européenne doit aussi prendre des responsabilités face aux problèmes de changement climatique et que des efforts plus substantiels en matière de réduction des émissions de CO_2 sont absolument nécessaires;

- considérant que le recours aux agrocarburants ne peut pas combler les lacunes en matière d'efficacité de ce secteur et ne constitue pas une réponse adéquate aux problèmes de la mobilité;

- considérant que l'usage de la biomasse dans d'autres secteurs que celui des transports, notamment en utilisant des technologies telles que le biogaz ou la biomasse pour une production combinée d'électricité et de chaleur, c.-à-d. des technologies ayant de bien meilleurs rendements que les agrocarburants de première ou seconde génération issus de la biomasse;

invite le Gouvernement

- à soutenir au sein du Conseil des Ministres de l'Énergie l'objectif d'atteindre une part minimale de 20% d'énergies renouvelables en 2020;

- à pousser activement au niveau européen vers la définition, l'application et le monitoring de critères écologiques et sociaux aux côtés des aspects de rentabilité économique en relation avec les conditions d'exploitation des matières premières pour la production d'agrocarburants;

- à pousser au niveau européen afin d'atteindre pour les voitures automobiles des taux d'émission de 120 g/km en 2012 et de 80 g/km en 2020;

- à refuser par contre tout objectif pour l'utilisation d'agrocarburants aussi longtemps que les deux conditions suivantes ne sont pas remplies - application des critères écologiques et sociaux en relation avec la culture des matières premières pour la production des agrocarburants - taux d'émissions réduites pour voitures automobiles;

- à promouvoir, en Europe et au Luxembourg, l'utilisation intelligente et efficiente de biomasse à des fins énergétiques.

(s.) Henri Kox, Eugène Berger, Camille Gira, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Ech wëll hei net ophalen, ouni awer op d'Chancë vun engem Paradigmewiessel an der Energieversuergung hinzeweisen. Landwirt zum Energiewirt: Jo, mir stinn och weiderhin zu dëser Ausso. Villes kann a muss an der Regioun gemaach ginn. D'Lokalwirtschaft ass op ville Pläng déi am effizientesten. Duerfir fannen Initiativen, déi sech um lokalen Niveau ofspillen - a besonnesch am Energieberäich -, eis voll Ënnerstëtzung.

D'Standbee vun der Energie an der Landwirtschaft féiert zu enger weiderer Diversifizéierung souwéi zu méi enger Demokratiséierung vun der Energieproduktioun. Eng Energieproduktioun op Basis vun enger Wandmillen um Stéck, enger Solaranlag um Stall, enger Waasserturbin an der Baach, enger Biogasanlag um Haff a Biosprit am Tank vum Trakter. D'Empfehlungen aus dem Bericht „Politik zur Nutzung von Biomasse" vum Conseil supérieur pour le développement durable ass e gutt Basisdokument, fir d'Entwécklung vun der Biomass hei zu Lëtzebuerg ze begleeden.

De gesamtenergetesche Bilan souwéi d'Bewirtschaftungsform war an ass fir déi Gréng nach ëmmer de wichtegste Kritär bei der Notzung vun der Biomass. Mir mussen déi Chance notzen, mat Chancen, fir aus der Uelechfal erauszekommen, mat Chancë fir de Klimaschutz, mat Chancë fir déi lokal Wirtschaft, mat Chancë fir nei Aarbechtsplazen an der Regioun, mat Chancë fir déi zukünfteg Generatioun.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Häre, ech sinn an der Contrainte, fir an zwou Minutten iwwert den 10%-Bäimëschungszwang ze schwätzen, an duerfir muss ech ganz séier derduerchgoen.

Mir wëssen, datt de Klimawandel vun eis verlaangt, e gewaltegen Effort ze maachen, e Paradigmewiessel virzehuelen; wéi mäi Virriedner et richteg gesot huet. Den Akzent wäert an Zukunft éischter missen um Energiespueren an op der Effizienzsteigerung leien, well soss gëtt et näischt; an dat grad am Verkéierssecteur, dee jo haut hei um Programm steet.

De Moment hu mer eng héich ineffizient Notzung vun der Energie, dat heescht, beschtefalls 50% vun der Primärenergie kréie mer op d'Achs oder op de Pneu bruecht. Mir sinn iwwerzeegt dovun, datt dee Motor, dee mer haut gebrauchen, iwwerlieft ass, dass mer eng komplett nei Antriebstechnologie brauchen. Mir denken do ganz konkret un d'Waasserstofftechnologie iwwer Brennstoffzell, elektreschen Antrieb, d'Récupératioun och vun der Bremsenergie, wat eis erméigleche wäert, fir eis Gefierer wesentlech méi effizient ze maachen. Da stellt d'Fro vun den Agrocarburantë sech selbstverständlech iwwerhaapt net méi.

Aktuell, wou se an der Diskussioun sinn, muss ee soen, dass eng ganz Partie Punkten negativ ervirstiechen. Ech wëll se kuerz opzielen.

1) D'netto Energiebilanz. Wann een Input an Output vergläicht, da gesäit een, datt och dat, wat mir hei zum Deel op Agrarfläche produzéieren, net ekologesch ka sinn.

2) D'Agrocarburantë stinn a Konkurrenz zur Nahrungsproduktioun. Ech erënneren drun, datt dëser Deeg gesot ginn ass, datt bis 2050 d'Nahrungsmëttelproduktioun op der Welt ëm 50% muss gesteigert ginn. Do gesi mer schonn, datt dat net dran ass.

3) Zerstéierung vun den Ökosystemer, besonnesch an den Drëttweltlänner.

4) Fräisetzung bei där ganzer Operatioun vun enorme Quantitéite vun Treibhausgasen.

5) Dramatesch Auswierkungen, déi domat verbonne sinn, op d'sozial Situatioun vun de Leit an den Drëttweltlänner, op hir Ernährungssituatioun an hir Mënscherechter.

Här President, ech muss schonn zur Konklusioun kommen. Déi 10%-Propositioun vun der Europäescher Kommissioun ass eng falsch Approche an ass och eng falsch Definitioun vun enger sënnvoller Energiepolitik. Duerfir wäerte mer déi Motioun, déi hei virgeluecht gëtt, déi mer mat ënnerschriwwen hunn, och mat stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Jaerling ass nach ageschriwwen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, geschwë si mer esou wäit, dass mer mussen de Bensin leasen an den Auto musse verkafen, fir kënnen tanken ze goen. Ech mengen, dat schéngt eng Suerg ze sinn, déi dobaussen ass. Déi ganz Diskussioun geet och eben iwwert d'Notze vun Agrarflächen, fir Planzen unzeplanzen, fir Biosprit ze kréien.

Mä de Problem, dee mer hunn a wou mer mussen oppassen, dat ass, dass mer a verschiddene Länner riseg Agrarflächen hunn, déi broochleien an déi déi Leit, déi do wunnen, net geléiert gi sinn, ze notzen. Sou datt si selwer souguer dann och nach an hire Länner an och nach Leit a Länner derniewent Honger leiden, obwuel dass de Potenzial do ass, fir selwer eppes kënne géint déi Hongersnout ze maachen.

Ech mengen, et misst och duerno gekuckt ginn, dass an deene Länner - an ech denken do un Zentralafrika - misst versicht ginn, d'Agrarwirtschaft onbedéngt ze förderen an do Gelder ze investéieren, fir déi Leit op de Wee ze bréngen, dass se duerch hir eege Kraaft an iwwer hir eege Landwirtschaft kënne sech selwer hëllefen.

Och sinn ech der Meenung, dass, wa mer géifen en Deel vun deene Gelder huelen oder souguer alleguerten déi Gelder huelen, déi mer systematesch an d'Oprüstung erastiechen, fir deene Länner ze hëllefen, an déi Gelder an hir Agrarwirtschaft géifen investéieren, de Problem geléist wier.

Wann ech och nëmmen denken, dass mer elo hei virun e puer Deeg en Traité gestëmmt hunn, wou och ganz kloer Oprüstungskritären erëm dra sinn, wou hei keen ee sech Gedanken driwwer gemaach huet, dass do Gelder mussen op d'Säit geluecht gi fir d'Oprüstung an dass do sozial Problemer op der Streck bleiwen, da maachen ech mer awer esou meng Gedanken iwwert dat, wat mer schwätzen, an ob verschidden Diskussiounen hei nëmmen Alibiaktioune sinn an ob mer net, wou mer wierklech eppes kéinte maachen, Gelder histiechen, wou se net higehéieren, déi méi wichteg wieren an aner sozial Projeten eranzestiechen.

Et muss een och oppassen, dass een net ze vill op de Wee geet, dass sech Monokulture kreéieren, wann dee Biosprit bis Fouss faasst. An et muss een och oppassen, well et gesäit een, wann nämlech domadder méi Geld ze verdéngen ass wéi mat der Agrarwirtschaft, fir Liewensmëttelen ze produzéieren, da gëtt éischter dat Lukratiivt gemaach. Datselwecht gesäit een och bei der Produktioun vu Cannabis a verschiddene Länner, wou do méi Geld bezuelt gëtt, fir déi Produiten ze produzéieren, wéi an déi normal Agrarwirtschaft. Ech mengen, doriwwer muss ee sech Gedanke maachen, an da muss een och derfir suergen, dass effektiv do en anere Wee gaange gëtt.

Duerfir ass och déi Motioun, déi vun de grénge Kolleegen eragereecht ginn ass, nëmmen ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ëmweltminister Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass eng schmuel Gratwanderung, déi mer de Mëtteg an dësem Débat hei féiere par rapport zu der Benotzung vum Biosprit an der Gefor, dass een den Uschäi gëtt, wéi wann d'Notzung vum Biosprit elo op eemol responsabel géif ginn de tous les maux vun eisem Planéit.

Op där anerer Säit, wann ech mer déi lescht zwee Joer an Erënnerung ruffen, kritt een e bëssen d'Gefill, wéi wann de Biosprit vun engem Heilsbringer zum ökologeschen Albdram gi wier, an dat an enger relativ kuerzer Zäit, wou et am Ufank am Prinzip e Konsens gouf, fir an déi Richtung ze goen, fir déi Förderung do massiv ze ënnerstëtzen, a mer elo ganz schnell - an ech mengen aus richtege Grënn an aus Fakten eraus - zu enger vill méi skeptescher, fir net ze soen enger negativer Begutachtung vun der Benotzung vum Biosprit kommen.

Ech wéilt also soen, dass d'Regierung déi Bedenken, déi Skepsis, zum Deel déi negativ Attitüd, déi de Mëtteg vun alle Fraktioune komm ass, deelt. An dat ass net eréischt säit haut de Mëtteg de Fall, mä déi Ausso hu mer an deene leschte Méint schonn an allen eenzelnen Iwwerleeungen an Aussoen, déi mer gemaach hunn, ëmmer erëm rappeléiert.

Ech géif souguer wëlle soen, wann ech zréckkucken op den Débat vum 13. Februar 2007, wou de Wirtschafts- an Energieminister Jeannot Krecké hei op dësem Pult gedrängelt ginn ass vun Deputéierten, fir méi an d'Richtung vun der Förderung vum Biosprit ze goen - ech schwätze vum Februar 2007 -, dass den Energieminister deemools, an ech wëll hien zitéieren, well ech mer de Moien dat nach eng Kéier ugekuckt an dat festgestallt hunn, gesot huet, hie géif mengen, dass dat alles net esou evident wär.

Ech zitéieren: „...ob de Gesamtbilan wierklech esou gutt ass, wéi gesot gëtt; zweetens, d'Fro vun de Monokulturen; an drëttens, déi praktesch Froen hei zu Lëtzebuerg". De Wirtschafts- an Energieminister huet also deemools schonn, wéi nach jiddfereen „Biosprit, Biosprit!" gejaut huet, drop higewisen, dass ee vläicht misst oppassen, dass zum Beispill an der Fro vun de Monokulturen eng ganz Rei vun néfastë Konsequenze sech kéinten erginn aus där Fro eraus.

Ech hu gesot, mir hunn als Regierung während der ganzer Zäit vun dem Paquet Klima déi Attitüd do ageholl,...

(Brouhaha général)

Et ass onméiglech hei ze schwätzen, Här President!

(Coups de cloche de la Présidence)

...an dat direkt deen éischten Dag. Den 23. Januar 2008, wéi de Paquet virgeluecht ginn ass, hunn ech an enger Pressekonferenz gesot, „zwei Seelen wohnen, ach! in meiner Brust", well op där enger Säit natierlech d'Regierung tentéiert wär, fir ze soen, 10% Bäimëschung vu Biosprit mécht bei 50%...

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech bieden Iech, e bësse roueg ze sinn, dem Ëmweltminister nozelauschteren! Et ass onméiglech ze schwätzen.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- ...bei 50%, déi an eisen Emissiounen an an eisem Energieverbrauch de Sprit ausmécht, dass dat an eisem Bilan vun den Energies renouvelables direkt 5% géif ausmaachen, an op där anerer Säit eiser skeptescher Haltung, déi mer hätte par rapport zu deem, wat dru géif hänken.

Mir hunn iwwregens an alle Conseilen, souwuel am Conseil Environnement wéi an deem vun der Energie wéi an deem vun der Agrikultur, déi Positioun do vun Ufank bis zum Schluss bis de leschten Donneschdeg am Conseil Environnement verdeedegt.

Ech wëll iwwregens bei där Geleeënheet hei soen, well et mer wichteg schéngt och par rapport zu der Motioun, déi virgeluecht ginn ass, dass d'Lëtzebuerger Regierung vläicht nach mat zwou, dräi - an ech géif déi britesch haaptsächlech matnennen - déi eenzeg Regierung ass, déi an de Conseilen esou eng skeptesch bis negativ Haltung par rapport zu deenen 10% Biosprit iwwerhaapt anhélt. Well fir de Rescht, an och en Donneschdeg am Tour de table war de Lëtzebuerger Vertrieder - meng Wéinegkeet - deen Eenzegen, deen iwwerhaapt op d'Problematik vun den 10% higewisen huet. Bei deenen aneren ass dat am Moment eng Diskussioun, déi zwar hannert de Kulisse gefouert gëtt, mä wou sech awer no bausse keen aus der Deckung brëngt, fir dat do a Fro ze stellen.

Ech wëll och drun erënneren, dass bei deem Débat, dee mer am Mäerz hei haten, den 11. Mäerz ganz genau, op Initiativ vun der LSAP-Fraktioun, ech och hei nach eng Kéier ganz däitlech gesot hunn, dass et méiglecherweis néideg wär, fir - ech zitéieren: „ganz kräfteg op d'Brems ze drécken" an der Fro vun deenen 10% an an der Fro vun der Benotzung vun de Biocarburanten.

Ech wéilt also soen, dass déi Attitüd do eng ass, déi vun der Regierung vun Ufank u gedeelt ginn ass, an ech mengen och, dass mir an der Regierung an der nächster Zäit - wa mer den Avis vum Conseil supérieur vum Développement durable hunn, dee prett ass fir an der Regierung behandelt ze ginn - eis och an de groussen Zich, an de groussen Orientéierungen hannert deen Avis wäerte stellen, fir d'Benotzung vun der Biomass deene Kritären an deenen Orientéierungen do ze ënnerwerfen.

Ech hu virdru gesot, dass mir an zwee Joer vun der Verheißung vum Biosprit, dem „Heilsbringer", zum ökologeschen Albdram komm sinn. Ech hunn e puer vun deenen Interventiounen, déi gemaach gi sinn, och vu Säite vun deene Gréngen, nogelies. 2005 fuerdere se, Biotreibstoffe endlech ze förderen; de Pabeier vun deene Gréngen an Europa vum November 2006 schwätzt vun dem „massiven Einsatz von Biokraftstoffen", deen néideg wär, fir dat ze maachen.

Dat rejoignéiert och dat - wann ech zréckkucken -, wat mäi Virgänger, de Charles Goerens, an deen éischte Plang vum Mee 2000 geschriwwen huet fir d'Klimaschutzpolitik. Och do geet Rieds, dass de Biofioul, d'Biokraaftstoffer, missten davantage développéiert ginn. Mir waren an där Linn do dran, an ech wéilt duerfir soen, dass mer haut net sollten der Versuchung erleien, fir ze maachen, wéi wann een dat och an Zukunft net soll maachen, mä et muss ee sech eens ginn, op wat fir enger Basis een et mécht, fir dass een et lokal a regional gesteiert kritt a virun allem dass een iwwer Kritäre ka schwätzen.

An deem Zesummenhang géif ech mengen, dass et ebe just e falschen Usaz wär, ze maachen, wéi wann de Biosprit elo responsabel wär fir d'Problemer vun der Aarmut, d'Problemer vun der Chaîne alimentaire, déi ënnerbrach kéint ginn, d'Problemer vun de Präisser. Ech mengen, dass et do vill aner Ursaache gëtt, déi an de schlechte Récoltë leien, an der Spekulatioun, déi op eng ganz fuerchtbar Aart a Weis op deem Gebitt hei op eenzelne Bourssë gemaach gëtt, esou dass et also vill aner Grënn gëtt, firwat mer déi Problemer hunn, wéi onbedéngt déi um Niveau vum Biosprit.

Ech denken, dass et duerfir néideg ass, d'Biocarburanten ze gesinn als eng vun de Filièren am Kader vun der Klimaschutzpolitik an dass een d'Efficacité énergétique net däerf vergiessen. Duerfir stëmmen ech deenen zou, déi hei gesot hunn, dass eng Direktiv vun der Europäescher Unioun wichteg wär, souwuel bei deem, wat um Niveau vun der Produktioun vun den Autoe gemaach gëtt, wéi um Gebitt vun deem, wat den Usager ugeet, fir dass mer bei den neien Autoen dat Zil vun 120g pro gefuerene Kilometer erreeche kënnen.

Elo weess ech net, ob den Accord, deen déi Däitsch an d'Fransouse virun e puer Deeg fonnt hunn, wierklech deen ass, deen och de Konsens innerhalb vun dem Conseil vun der Europäescher Unioun wäert brëngen. Eenzel Stëmmen aus der Kommissioun an och eenzel aner Ëmweltministeren, déi ech an deene leschte Stonnen um Tëlefon hat, weisen drop hin, dass net jiddferee bereet ass unzeschloen an ze soen: Wann Dir Iech eens gi sidd, da sti mir parat, fir dat och ze iwwerhuelen.

Déi italienesch Regierung war jiddefalls déi éischt, déi offiziell markéiert huet, dass se mat deem Kompromëss net onbedéngt d'accord wär, esou dass déi Diskussioun nach wäert weidergoen an dass een och doriwwer eraus iwwer all déi aner Froen, déi domadder verbonne sinn, muss diskutéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wat elo d'Diskussiounen zu Bréissel ugeet, wëll ech soen, dass mer eis op zwee Punkte fokusséieren. Do gëtt et d'Fro vun ökologesche Kritären: Kënne mer déi fäerdeg brëngen? Wéi héich ass prozentméisseg d'Effikassitéit, par rapport zu den traditionellen Treibstoffen, déi mer kënnen eraushuelen? D'Kommissioun huet proposéiert, dass de Biofioul eng ëm 35% besser Rentabilitéit muss hunn, wéi den herkömmleche Fioul, fir dass ee ka soen, den ökologesche Kritär ass erfëllt.

Eng Rei vu Länner, dorënner Lëtzebuerg, sinn der Meenung, dass een iwwer 50% Rendement muss diskutéieren. An der Tëschenzäit läit vun der Kommissioun eng Propositioun vir, fir an enger éischter Phas op 35% an an enger zweeter Phas op 50% eropzegoen. Déi Diskussioun ass nach amgaang. Déi slowenesch Présidence huet den Dossier an der Tëschenzäit roue gelooss an e souwuel am Energieconseil wéi och am Ëmweltconseil net méi zur Debatt bruecht.

D'Ëmweltministere gesi sech den 2. an den 3. Juli zu Paräis informell ënner franséischer Présidence, fir déi Diskussioun weiderzefëieren a fir ze kucken, ob mer eis op deem Punkt eens ginn.

Déi zweet Fro ass déi vun de sougenannte soziale Konditiounen, soziale Kritären. Hei geet et vun de maximalistesche Fuerderunge vun deenen, déi soen, déi Länner, déi Export vu Biosprit maachen, musse garantéieren, dass se zéng vun zwielef BIT-Konventiounen ënnerschriwwen hunn, bis zu deene minimalistesche Fuerderunge vun deenen, déi der Meenung sinn, dass et duergeet, dass d'Kommissioun hei Rapporte mécht, e Monitoring mécht, fir ze kucken, wéi geet et mat de soziale Kritären an deene Länner, déi den Export vu Biosprit am grousse Mooss wäerte maachen.

Dir gesitt, dass et och an där Fro vun engem Extrem an deen anere geet - vun zéng BIT-Konventioune bis zu engem Rapport -, an dass et do e relativ grousse Sput gëtt. Och dat muss ee verfollegen a kucken, wou mer do erauskommen.

D'Lëtzebuerger Regierung gehéiert zu deenen, déi ganz streng Kritäre wëllen hunn, déi sech awer och permanent d'Fro stellen, wéi se dann um Terrain verifizéierbar sinn. Dat heescht, et geet net duer, dass een an der Theorie seet, mir hunn elo e Pabeier, dee vum Conseil an herno och vum Europaparlament esou gesi gëtt, an dann ass et gutt esou. Duerno leeë mer deen an de Schaf an da leeft et um Terrain weider wéi gehabt.

Duerfir bleift d'Fro, wéi mer dat kontrolléiere sollen a kënnen a wéi mer dat fäerdeg brëngen. Brénge mer dat fäerdeg duerch Konventiounen, déi mat deene Länner musse gemaach ginn, an déi dann och verbonne si mat engem richtegen Échange vun Engagementer, oder gëtt dat einfach nëmmen esou gesot? Och déi Fro muss nach gekuckt ginn.

An dann, op där anerer Säit - ech wëll hei net den Däiwel un d'Wand molen - muss ee wëssen, dass, wann een esou Kritäre festleet, ee sech doduerch natierlech och Kloe vun eenzelne Länner - ech denken hei un éischter Stell u Brasilien - bei der OMC aussetzt. D'Juriste sinn der Meenung, dass déi nawell gutt Chancë kéinten hunn, als eng Zort Obstruktioun zum fräien Handel ugesinn ze ginn, an dass een also duerfir muss kucken, wéi ee par rapport zu deene Kritären do erauskënnt.

Wann hei vun alle Riedner gefrot ginn ass, wat dann elo schlussendlech d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung wär, da wëll ech nach eng Kéier dat rappeléieren, wat de Statsminister a senger Ried zum État de la nation gesot huet a wat sech zum Deel am Esprit vun där Motioun erëmfënnt, déi ech zwar nëmme ganz schnell um Wee heirop nach konnt liesen, ouni awer déi ganz Considéranten a Froen.

Ech mengen net, dass mir als Regierung haut schonn als allereenzeg wëllen dostoen als déi, déi formell eng Ofschafung oder eng Abrogatioun, eng Annullatioun vun deenen 10% wëlle verlaangen. Wa mer dat haut maachen, da verabschiede mer eis aus der Diskussioun iwwert d'Kritären, an domadder aus där Diskussioun, an där mer haut aktiv dra sinn an un där mer eis aktiv bedeelegen.

Aus där Diskussioun wëlle mer net erauskommen, well ech heibannen de Konsens spieren - an deen dréckt sech och an der Motioun aus -, fir ze soen, mir kéinte mat engem Prozentsaz liewen - an ech wëll deen emol net fixéieren, ob dat dann 10% sinn, 8% oder en aneren -, wann d'Kritäre stëmmen a wann een och Garantien huet, dass se verifizéierbar a kontrolléierbar sinn.

No enger Diskussioun, déi awer relativ consensuelle war, ass mäi Wonsch de Mëtteg deen, dass een déi Motioun do - géif ech froen - praktesch en suspens hält, se nach net weidergëtt a wéinstens ofwaart bis mer den informelle Conseil hate vun den Ëmweltministeren den 2. an 3. Juli zu Paräis, wou mer sécherlech vill méi konkret wäerten iwwert d'Fro vun de Biocarburanten diskutéieren. Duerno behale mer zwou Chamberswochen, déi éischt an déi zweet Juliwoch, fir nach eng Kéier kënnen drop zréckzekommen an unhand och vun deenen Informatiounen nach eng Kéier doriwwer ze diskutéieren.

An där Motioun hunn ech och nach gesinn, dass d'Regierung opgefuerdert gëtt, bei den Autoe bis 2012 eng Zilsetzung vun 120g pro gefuerene Kilometer ze erreechen. Dat ass dat, wat vun eis ënnerstëtzt gëtt. Vill Länner mengen, 2015 géif do duergoen. D'Propositioun vu Frankräich an Däitschland läit do dertëschent. Op där anerer Säit gëtt awer gesot, bis 2020 80g de Kilometer ze erreechen.

Mir hunn am Conseil d'lescht Woch proposéiert, dass eng Zilsetzung vu 95 Gramm pro gefuerene Kilometer eng Richtlinn bis 2020 kéint sinn, a stinn domadder schonn un der Spëtzt vun deenen, déi wäit wëlle goen; anerer - d'Briten hunn ech nach am Kapp - wëllen 100 oder 105 Gramm als Richtlinn bis 2020 goen.

Duerfir ass mäi Wonsch also zum Schluss, deen zur Kenntnis ze huelen - nach eng Kéier -, dass d'Lëtzebuerger Regierung all déi Bedenken, déi de Mëtteg hei geäussert gi sinn, deelt säit dem Januar, wou de Paquet virgeluecht ginn ass, dass mer am Conseil op allen Niveauen déi Bedenken do och virgeluecht hunn, mä dass ech mech haut net wëll festleeën, fir ofzewaarden, wéi déi Diskussioun iwwert d'Kritären - environnemental Kritären, sozial Kritären - ausgeet.

Duerfir géife mir froen, dass mer déi Motioun hei en suspens halen, se vläicht dann an der Ëmweltkommissioun eng Kéier diskutéieren, an dann nom informelle Conseil heihinner zréckzekommen. Am anere Fall géif ech proposéieren, dass een déi Motioun net soll unhuelen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Lux. Den Här Minister Krecké huet d'Wuert gefrot.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, wann Der mer d'Wuert nach kuerz wëllt ginn, just fir ze soen, dass dat deckungsgläich ass mat der Positioun vum Wirtschaftsminister; zweetens, dass ech déi Motioun elo just ganz schnell iwwerflunn hunn. Den Dispositif en tant que tel mécht kee Problem, mä Dir hutt heiansdo Saachen drageschriwwen, notamment och an de Considéranten, wou ech der Meenung sinn, dass dat net grad esou ass.

Mir sinn awer net wäit ausenaner, dat wëll ech awer virausschécken. Duerfir wier et gutt, wann een nach eng Kéier géif driwwerkucken. Mir hate wierklech elo keng Zäit. De Lucien Lux ass eropgaangen. Hien hat keng Zäit fir se ze liesen an ech konnt se nëmmen hallef liesen. Dat ass awer kee Problem, fir se ee Moment auszesetzen, vu dass mer eis wahrscheinlech heiriwwer eens ginn. Mir mussen deen een oder anere Punkt vläicht eraushuelen.

E lescht Wuert. Ech géif Iech bieden net nëmmen nozeliesen, wat mer hei zu deem Zäitpunkt gesot hunn, mä vläicht och emol nozekucken, wat d'Lëtzebuerger Regierung d'lescht Joer, wéi dee Conseil européen war, gesot huet. Do ware mir déi Eenzeg, déi wierklech drop higewisen hunn! An ee Saz ass nëmmen duerch eis agebaut ginn, nämlech deen, dass et de Kritäre vum Développement durable misst entspriechen.

Dee Punkt ass vu Lëtzebuerg drakomm, an aus engem ganz einfache Grond: Well ech unhand vun engem Beispill konnt weisen, wou ech Palmuelech krit, wou mir all Kritäre géifen erfëllen, déi vun eis gefrot waren an den erneierbaren Energien, wann ech dat duerchgezunn hätt. Dann hätte mir hei Elektresch kënne produzéieren. Mir hätte kënnen esou vill wéi méiglech Biofuel maachen. Ech hu gesot: Dat ass awer net de Sënn an Zweck dovunner, dass mer deen aus Malaysia heihinner brëngen.

An dat war den Ophänker, firwat dass mir och gesot hunn: Et kann nëmme sinn, dass

mer Kritären abauen. Mir waren déi Eenzeg, déi dat gefuerdert hunn! Deen Text, esou wéi en hei virläit, ass op eis Pressioun komm. Duerfir soe mer haut näischt anescht wéi dat, wat mer deemools gesot hunn.

Dat ass alles, wat ech heizou ze soen hunn. Fir de Rescht ass et deckungsgläich mat deem, wat den Ëmweltminister gesot huet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Also, d'Regierung proposéiert, déi Motioun hei zréckzestellen, bis op d'mannst nom Conseil informel vu Paräis. Här Kox, wann ech gelift.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ech sinn net ganz averstan domat, aus zwou Ursaachen.

Éischtens ginn ech gären zou, dass Der nach Zäit bräicht, fir driwwerzekucken. Ech mengen awer, dass mer haut sollten e Vote huelen. Mir ginn ëmmer gefrot als Chamber, eis ze implizéieren an den europäeschen Diskussiounen, an hei ass et e wichtegen Optrag un d'Lëtzebuerger Regierung. Mir wëllen op deem Conseil vum 2. an 3. Juli - den Energieconseil an Ëmweltconseil -, dass ganz kloer d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung ageholl gëtt, an dass mer ewechkommen - wat ech virdrun och an der Ried gesot hunn - vum quantitativen Usaz op e qualitativen Usaz. Dat hutt Der virdru scho gesot.

Ech mengen, dass et och wichteg ass, dass Lëtzebuerg nach méi déif geet mat der Fuerderung bezüglech dem CO_2-Ausstouss vun den Autoen. Duerfir ass et keng Illusioun, do déi 80 Gramm pro Kilometer ze fuerdere bis 2020. Well et dauert net méi laang, da gi mer vun der Entwécklung vum Uelechpräis zréckgeholl, esou dass mer frou sinn, wa mer esou Fuerderunge kënne stellen.

M. le Président.- Jo, wat ass dann elo Är Propos?

Une voix.- Mir sollen ofstëmmen.

M. le Président.- Den Här Kox huet just gesot, hien hätt awer Versteesdemech, dass d'Regierung nach misst Zäit kréien, fir d'Motioun ze liesen.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Haut kënne mer nach ofstëmmen. Wann d'Regierung nach Zäit brauch, fir driwwerzekucken, da ginn ech déi gären.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mir si jo nach hei, Här President.

M. le Président.- Maja, da stëmme mer herno of. Ech hu gefrot, ob mer elo ofstëmmen oder net.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Wann ech gelift!

M. le Président.- Fir d'éischt huet den Här Lux d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Vläicht zur Clarificatioun, Här President: Ech mengen, dass an deem Text do déi Propositioun vun den 80 Gramm pro gefuerene Kilometer eng ass, déi ech haut net kann akzeptéieren. Mir hunn en Donneschdeg am Conseil als Lëtzebuerger Regierung eng aner Positioun gehat, déi déi war vu '95. Ech mengen, dass och um Niveau vum Dispositif eng Rei vu Saachen dra sinn, wou ech soen: Mir sinn am Esprit d'accord - wat déi Motioun ubelaangt; Critères environnementaux, Critères sociaux -, fir déi duerchzesetzen. Mir hunn hei nogewisen, dass mer dat säit sechs Méint praktesch permanent maachen.

Mir hunn e Conseil zu Paräis, wou d'Energieministeren an d'Ëmweltministere sech gesinn, fir zesummen iwwert déi Fro vun de Biocarburanten ënner franséischer Présidence - well déi slowenesch den Dossier net méi behandelt huet - ze verhandelen, déi hei wëllt virukommen.

Mäin eenzege Wonsch ass, ofzewaarden, fir ze kucken: Wat ass den État des lieux vun deenen eenzelne Memberlänner a vun der Kommissioun, och an der Fro vun der Direktiv Autoen?, fir dann heihinner zréckzekommen an dann doriwwer ofzestëmmen; net haut an net muer, mä no deem Conseil.

Mir hunn nach zwou Wochen am Juli, wou mer dat kënne maachen. Am Esprit - dat soen ech haut nach eng Kéier - sti mer hannert deene groussen Orientéierunge vun där Motioun, mä an der Saach hätt ech gären deen Ausstand bis zu deem Conseil, fir dann heiriwwer e Vote kënnen ze maachen.

M. le Président.- Här Berger, wann ech gelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech wéilt uschléissen un dat, wat den Här Kox gesot huet. Effektiv froe mer jo ëmmer, datt d'Chamber ka méi implizéiert ginn an déi europäesch Diskussiounen a Prozesser. An hei ass jo grad eben d'Geleeënheet, fir dat ze maachen. An där Motioun hei steet zweemol: „à pousser au niveau européen". Dat heescht, mir invitéieren am Fong geholl d'Regierung, fir datt si sech staarkmécht op europäeschem Plang, fir fir déi Ziler ze plädéieren.

Duerfir géif ech och proposéieren, datt mer déi Motioun haut géifen ofstëmmen an net ebe grad ofwaarden. Well dat heiten ass jo am Fong geholl eng Recommandatioun fir deen nächsten europäesche Conseil.

M. le Président.- Här Mehlen, wann ech gelift.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech wollt drop hiweisen, datt deen nächste Punkt vum Ordre du jour jo deelweis iwwert deeselwechte Sujet geet, esou datt d'Regierung Zäit genuch gehat hätt, fir et sech ze iwwerleeën. Vläicht fënnt ee jo dann awer en Terrain d'entente, datt een dann de Vote no deem Punkt hätt kënne virhuelen.

M. le Président.- Här Fayot, wann ech gelift.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech hunn d'Regierung gehéiert an hiren Orientatiounen. Et ass ganz kloer, dass si mat de groussen Zich d'accord ass, mä dass si wëllt en vue vun deem Conseil environnement e bësse Sput hunn, dass si wëllt den 2. oder den 3. Juli zréck virun d'Chamber kommen. Ech géif bieden, dass d'Chamber décidéiert, fir déi Motioun elo an d'Kommissioun zréckzeverweise bis den 2., 3. Juli a bis dohinner eventuell och an enger Commission jointe mat der Agrarkommissioun eng Kéier iwwert déi Saach ze kucken.

M. le Président.- Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Herno kann de Minister an d'Kommissioun an an d'Chamber kommen an eis d'Resultater matdeelen, wat erauskomm ass beim Conseil. Mä hei soll d'Chamber sech selwer zum Ausdrock bréngen, wat si mengt wat d'Richtlinn ass, déi soll ageschloe ginn.

Wat herno als Resultat derbäi erauskënnt vun hannen, dat ass jo eng aner Saach. Mir si jo net der Meenung, datt d'Regierung bis op de leschten Dibbelchen elo alles muss esou genau erauskréien, wéi mir et hei gären hätten, mä zumindest huet si dann eng Orientatioun, wat d'Chamber gär hätt. Dat ass de Wonsch hei.

An ech sinn erstaunt, dass den Här Fayot, dee soss bei europäeschen Dossieren och ëmmer fir esou eng Richtung plädéiert, hei elo eng aner Meenung vertrëtt. Also, meng Fraktioun ass duerfir Demandeur, datt dat elo ofgestëmmt gëtt.

M. le Président.- Ech verstinn, Här Bausch. Dir hätt gär elo e Vote. Dat hätten och gären déi Liberal, an dat hätt och gär...

Den Här Fayot huet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wëll awer nach dem Här Bausch äntwerten. Mir sinn hei an engem Stadium, wou d'Ëmweltministeren an d'Energieministere probéieren, um europäesche Plang eng Eenegung ze fannen.

Et ass keen Doute, Här President - dat wëll ech dem Här Bausch soen -, dass d'Lëtzebuerger Regierung mat deene groussen Orientatioune vun dëser Motioun d'accord ass. Ech verstinn awer d'Regierung, dass si wëllt ofwaarden, bis dee Conseil informel environnement…

Mä, Här Bausch, da lauschtert och emol deenen anere Leit no!

M. le Président.- Neen, neen, Här Bausch. Här Bausch, wierklech! Loosst elo den Här Fayot seng Ausféierunge maachen! Dir hutt ganz däitlech kloergemaach, wat Är Positioun ass. Déi huet all Mënsch heibanne verstan. Elo ass et um Här Fayot, fir ze soen, wat seng Positioun ass.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wëll just soen, dass d'Regierung kloergemaach huet, dass si mat där grousser Orientatioun hei d'accord ass, an dass si zweetens wëllt dee Conseil informel ofwaarden - et ass also e Conseil informel, op deem probéiert gëtt, nach eng Kéier um europäesche Plang d'Positioune kloerzestellen -, dass se da wëllt zréckkommen an d'Chamber an der Chamber Bescheed soen, an dann och kucken - ob déi Motioun dann elo bis de leschten Dibbelchen déiselwecht Motioun ass, dat sief dohinnergestallt -, fir déi Motioun dann zum Vote ze huelen.

Duerfir fannen ech et vu gudder parlamentarescher Aarbecht, wa mer géifen an de Kommissiounen - an der Agrarkommissioun, an der Ëmweltkommissioun mat der Energiekommissioun - nach eng Kéier iwwert deen Text kucken, fir dann den 2. oder den 3. Juli hei an der Chamber doriwwer ofzestëmmen, nodeem mer d'Resultater vun deem Conseil informel vun dem Environnement kennen.

Ech gesi wierklech net, wou de Problem do ass, an dat huet och näischt mat der Implikatioun vu Lëtzebuerg an europäesche Froen ze dinn. Mir hunn ons Orientatiounen hei ginn, an déi Orientatiounen, déi gëlle fir d'Regierung och an där Diskussioun am Conseil informel.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Dir Dammen an Dir Häre, wa jiddfereen elo nach an d'Diskussioun wëllt agräifen, dann dauert et nach laang. Elo hate mer scho siwen Intervenanten eleng iwwert d'Prozedur. Ech mengen, d'Positioune wäre kloer. Den Här Berger huet déi vun de Liberalen, den Här Fayot déi vun de Sozialisten duergeluecht. Déi vun der CSV-Fraktioun kennen ech,...

(Hilarité générale)

...an déi vun deene Gréngen hunn den Här Bausch an den Här Kox kloer an däitlech duergeluecht. Elo kritt den Här Jaerling nach d'Wuert, an da komme mer zum Vote.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Den Här Fayot huet hei vu gudder parlamentarescher Aarbecht geschwat. Mä da verstinn ech awer net, wann de Minister heihinner kënnt a seet: Wann Der déi Motioun do wëllt stëmmen, wann Der se net wëllt an d'Kommissioun ginn, da lehne mir se of! Da froen ech mech awer, wou hei déi gutt parlamentaresch Aarbecht respektéiert gëtt. Et gëtt schonn eng Erpressung vu virop.

Ech sinn einfach der Meenung, wann hei eng Initiativ kënnt, déi d'Regierung opfuerdert, eppes ze maachen, da soll déi Initiativ och geholl ginn. D'Regierung huet schonn hir Positioun festgeluecht, ier se iwwerhaapt heihinner komm ass, fir d'Chamber ze consultéieren. D'Chamber ass hei virun e Fait accompli gestallt ginn, well den Här Ëmweltminister hei seet, d'Regierung huet dat do am Regierungsrot décidéiert. D'Chamber mécht hei d'Propos, anerer Meenung ze sinn. Duerfir sinn ech och der Meenung, dass een déi Motioun elo soll ofstëmmen, an da kann d'Regierung domat maachen, wat se wëllt.

M. le Président.- Den Här Goerens huet d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech si jo meeschtens mam Här Fayot d'accord.

(Hilarité et interruptions)

An dësem Fall awer net. Den Här Fayot seet, mir waarden elo emol de Conseil informel tëschent Ëmwelt- an Energieministeren of. Implizit ass do an där Ausso dran, datt jo elo keng Décisioune geholl ginn. Dat ass theoretesch richteg, mä praktesch ass et awer net esou, well praktesch ginn eng ganz Partie Décisiounen do geholl, déi gi just net publizéiert. Ee Moment gëtt gewaart bis den nächste Conseil formel kënnt, fir dann deen Accord do ze publizéieren.

Duerfir mengen ech, wier et awer wichteg, datt een de politesche Moment géif virdrun ënnersträichen. Dee politesche Moment ass hei an där Motioun dran. D'Regierung seet, si wier praktesch d'accord mat deem.

Ech gesinn och wierklech net, wou d'Regierung an eng penibel Situatioun kéint dragesat ginn, wa mer soen, 120 g Ausstouss op 2012 an 80 g 2020. Wa mer awer elo keng ambitiéis Objektiver fixéieren, déi menger Meenung no realisabel sinn,...

Une voix.- Très bien!

M. Charles Goerens *(DP).*- ...da brauche mer net méi erëmzekommen domadder.

Ech wëll och drun erënneren, datt d'Automobilindustrie, an haaptsächlech déi däitsch, dee ganze Klimawandel do an d'Lutte géint deeselwechte verschlof hunn. Et ass technesch méiglech, et ass just net gemaach ginn, an et wier déck Zäit, datt déi Bridder géifen hiren Hënneschten ophiewen...

(Interruption)

...an eppes an där Hisiicht maachen.

Ech insistéieren drop, datt mer elo ofstëmmen. Ech muss lech wierklech soen, d'Chamber fält lech net an de Réck hei.

Wéi ech Ëmweltminister war, hätt ech gewollt, ech hätt ëmmer eng Chamber gehat,...

Une voix.- Voilà!

M. Charles Goerens *(DP).*- ...déi mech esou staark an esou Froen appuyéiert hätt.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum Vote. Pardon, Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech hunn, Här President, eng Proposition d'ordre gemaach. Ech hu gefrot, fir d'Motioun an d'Kommissioun zréckzeginn.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, nach eng Kéier, wann ech gelift. Den Här Goerens huet genau gesot, ëm wat et geet. Et gëtt keng Décisioun op engem Informel geholl. Hei hu mir eng kloer Indikatioun vun der Chamber kritt, eng kloer Indikatioun dofir, wat d'Lëtzebuerger Regierung soll vertrieden do. Wat ech verstanen hunn, dat ass, dass d'Chamber hei wierklech sech wollt festleeën op eis Positioun a Froe Biocarburant.

Mä, hu mer dann net Intérêt ofzewaarden, wat anerer nach zu deem Sujet och soen?

Mir hunn eng kloer Indikatioun, wat d'Chamber wëllt, da kommt wann ech gelift, mir reiden elo net op een, zwee Termen, wou mer eis net eens ginn. Mir huelen de Message mat dohinner, wou mer ginn. Mir kommen erëm, an d'Chamber definéiert dann iergendee Conseil.

Hei ass kee Conseil an nächster Zäit, deen eng Décisioun wäert huelen. Dat ass am Hierscht de Fall. Wann net, hu mer e Problem mat enger ganz genauer Dispositioun. Wann Der déi eraushuelt, da kéinte mer domat d'accord sinn; wann Der déi net eraushuelt, kënne mer net domat d'accord sinn.

M. le Président.- Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech bleiwe bei menger Meenung, datt d'Chamber e Recht huet, eegestänneg par rapport zum Exekutiv eng politesch Meenung zum Ausdrock ze bréngen zu engem Thema, egal wat fir een et och ass. An dat ass dat, wat mer hei gär maachen, wat mer och solle maachen.

Dat huet guer näischt domat ze dinn, ob de Conseil elo informel ass oder net informel ass, deen duerno kënnt.

Wa mir hei de Vote huelen an eng Richtlinn uginn, a wéi eng Richtung mir mengen datt et soll goen am Kader vun där heiter Problemstellung, dann hu mir dat gemaach an dann ass dat eist gutt Recht. Do huet d'Regierung eis net dranzeschwätzen, si soll eis och net draschwätzen.

Ech sinn och éischter der Meenung wéi den Här Goerens, datt eng Regierung, wa se da verhandele muss goen, duerno, nom informelle Conseil oder scho während dem informelle Conseil, wou jo awer och Meenungen ausgetosch ginn, datt dat eng Regierung stäerkt, wa se ka soen, eist Parlament wëllt an déi do Richtung an deem doten Thema goen.

Duerfir bleiwen ech bei menger Iwwerzeegung, datt dat richteg ass, fir deen hei Wee ze goen.

Iwwregens wëll ech dem Här Fayot och just soen, datt et och an deem Exercice, dee mer an der aussepolitescher Kommissioun maachen, wou mer schonn au préalable europäesch Direktiven, déi an der Ausaarbechtung sinn, analyséieren, wann et sech als noutwendeg sollt erweisen, wann et de Lëtzebuerger Intérête géif entspriechen, duerchweegs méiglech wär, fir hei am Parlament Motiounen ze huelen, wa mer géife gesinn, datt eppes an eng Richtung sech géif entwéckelen op europäeschem Niveau, déi eis net gefält. Dat ass den Exercice, dee mer awer grad do maachen. Soss bräichte mer dee jo net ze maachen!

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Wann d'Parlament just sech domadder beschäftegt an enger Kommissioun, fir am Virfeld e bëssen derduerchzekucken, wat an deenen Texter drasteet, an et dann awer lafe léisst a seng Meenung net zum Ausdrock bréngt, dann ass den Exercice wierklech fir d'Galerie.

Hei ass et kloer, mir sollen e Vote huelen iwwer eng Positioun, déi mer anhuelen, an da soll d'Regierung verhandele goen. An herno, dat gesi mer dann, kënne mer d'Resultater, déi dobäi erauskommen, diskutéieren.

Ech wëll och soen, datt mer hei net akzeptéieren, datt d'Reglement soll zurechtgebéit ginn elo, fir datt et net zu engem Vote kënnt. D'Motion d'ordre kann een net benotzen, fir eng Motioun, déi rechtskräfteg hei erabruecht ginn ass mat fënnef Ënnerschréften, net zum Vote ze bréngen.

Dann hätten d'Majoritéitsparteie sollen higoen an dat maachen, firwat d'Motion d'ordre do ass, nämlech eng aner Motioun abréngen an dann d'Prioritéit fir déi verlaangen.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat hu se awer net gemaach, an duerfir ass nëmmen eng hei present an déi soll och zum Vote kommen, wéi d'Reglement et virgesäit.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Au vote! Au vote!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, wat de Fong ubelaangt, mengen ech, sinn d'Positioune kloer. Wat d'Prozedur ubelaangt, ass eng Motioun hei, déi vun deene Gréngen abruecht ginn ass, déi recevabel ass, déi Ënnerschréften huet.

Den Här Fayot huet gesot, hie géif froen, dass mer sollen déi Motioun hei an d'Kommissioun verweisen, wann ech dat richteg verstanen hunn. Ech muss awer soen, Här Fayot, dass dat, wat d'Reglement ubelaangt, iwwert de Wee vun der Motion d'ordre net ze maachen ass.

(Interruption)

Déi Prozedur, déi den Här Bausch beschriwwen huet, ass déi richteg Prozedur. Et kéint een héchstens an der Theorie soen, et ass eng Motioun do, an et ass eng Propositioun do, fir de Moment d'Motioun ze verweisen...

(Interruption)

Neen, et ass kee schréftlechen Text do, et ass eng Demande orale, esou dass ech géif mengen, dass mer, wat d'Reglement ubelaangt a wann déi Gréng insistéieren, fir hei zu engem Vote ze kommen, zu engem Vote musse kommen.

Här Minister, net zu dem Fong, zur Prozedur.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech hat wierklech net wëlles zum Fong ze schwätzen, Här President.

M. le Président.- Gutt.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech mengen, dass et wierklech heibannen net gutt wär, wa mer elo zu engem Vote géife kommen, wou déi eng mussen Neen an déi aner musse Jo stëmmen. Duerfir géif ech...

(Brouhaha général et interruptions diverses)

Vu dass mer an den Orientéierungen - Här Gibéryen! - hei d'accord sinn, géif ech duerfir als Kompromëss proposéieren, dass Der eis Zäit gitt - ech hunn d'Considéranten emol nach net gelies bis elo, well ech den Débat hei verfollegen -, fir eis do ze concertéieren, a mer iwwert déi Motioun muer um hallwer dräi dann délibéréieren.

Ech mengen, dass mer also kucken...

M. le Président.- Neen, neen, Här Minister, muer um hallwer dräi gëtt net méi délibéréiert. Ech mengen,...

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Dir musst eis awer vläicht Zäit ginn...

M. le Président.- D'Regierung soll Zäit hunn, fir déi Motioun ze studéieren.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo!

M. le Président.- Wa se se studéiert huet, dann huet se eng Positioun, da seet si ons déi Positioun an da kënnt et hei zum Vote. Esou ass d'Prozedur an esou bleift et.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech proposéieren, dass mer dat um Enn vun dëser Réunioun haut kënne maachen.

M. le Président.- Voilà!

(Interruption)

Neen, ech mengen, Här Bausch, mir mussen awer hei der Regierung wierklech Zäit ginn, fir d'Motioun...

(Interruptions)

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här Bausch, fir dass mer um Enn...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Also, ech maachen nach eng Kéier d'Propositioun, Här Bausch...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Also, ech géif lech awer elo bieden hei! Den Här Lux huet d'Wuert a soss keen.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här Bausch, ech maachen d'Propositioun, dass Dir eis Zäit gitt, fir déi Motioun a Rou ze diskutéieren an iwwer ee Punkt nach eng Kéier mat den Auteure vun der Motioun ze schwätzen, an dass mer dann haut, um Enn vun der Réunioun, doriwwer ofstëmmen.

M. le Président.- Voilà, dat schéngt mir eng ganz räsonnabel Propositioun ze sinn. Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech sinn domadder d'accord, sous condition, datt hei net een Täschespillertrick vun de Majoritéitsparteie benotzt gëtt, fir dann eng nei Motioun ze schreiwen.

Ech wëll lech just soen - fir alleguerten déi, déi sech hei esou kënschtlech opregen, haaptsächlech d'Kolleege vun der LSAP -, datt mer scho laang ofgestëmmt hätten, Här Fayot, wann Dir net hei géift mat alle méiglechen Tricke versichen, de Vote ze blockéieren.

Ech wëll lech just soen, dee Punkt hei,…

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Bausch huet d'Wuert!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …datt deen haut um Ordre du jour stoung, dat war alle Fraktioune laang virdru bekannt. D'Problematik war alle Fraktioune laang virdru bekannt. Si war souguer esou bekannt, Här President, datt den Här Negri an den Här Oberweis scho virun enger Woch eng Question parlementaire un de Minister gestallt hunn. Do gesitt Der, wéi bekannt déi Thematik hei war, an et ass all Fraktioun iwwerlooss, sech gutt oder manner gutt virzebereeden op eng Chamberssitzung.

Ech hunn awer kee Problem fir dem Minister entgéintzekommen, fir him Zäit ze ginn, d'Motioun ze liesen. Wann et ënnert deene Konditioune stattfënnt, wéi ech gesot hunn, datt dat net dozou féiert, datt mer herno auf wundersame Weise eng nei Motioun kréien, hu mer kee Problem, datt mer um Enn vun dëser Sitzung ofstëmmen.

M. le Président.- Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, et ass awer och eng Fro vum Reglement. Ech si ganz d'accord, wann de Minister wëllt mat den Auteure vun der Motioun een Accord fannen. Mir hu jo och gesot, dass mer iwwert déi grouss Linnen eens sinn. Mä ech wëll awer soen, dass ech, opgrond vun onsem Artikel 41 - just fir dat kloerzestellen -, eng Motion d'ordre presentéiere kann. Ech hunn déi presentéiert. Ech ka se net éischter presentéieren, wéi wann den Här Kox seng Motioun virleet, well ech hunn déi Motioun och misse kucken.

Mir sinn hei an enger Heure d'actualité, Här Bausch, mir sinn net an engem Débat, an enger Interpellatioun vun e puer Stonnen. Mir sinn hei an enger Heure d'actualité, wou e laangen Text, e komplizéierten Text virun d'Chamber kënnt a wou et, mengen ech, legitim ass, dass mir alleguerte froen, fir deen Text kënnen ze liesen a souguer an der Kommissioun ze kucken. Duerfir hunn ech déi Motion d'ordre gestallt.

Wann de Minister elo seet, hie géif mat den Auteure kucke fir en Accord ze fanne bis zum Enn vun der Sitzung, dann ass dat fir mech an der Rei. Mä ech kann awer net mam Här Bausch d'accord sinn, dass et hei net méiglech ass bei enger wichteger Motioun, eng Motion d'ordre ze setzen, fir ee Renvoi an d'Kommissioun ze froen. Dat wollt ech kloerstellen.

M. le Président.- Jo.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Den Här Fayot huet e Problem mat der Interpretatioun vum Reglement par rapport zu deem, wat hei zur Debatt steet, Här President. An Dir hutt…

M. le Président.- Neen, ech mengen net. De Problem ass deen, dass onst Reglement dat ass, wat et ass. Et ass net an alle Punkte prezis. Hei gesäit d'Reglement ganz kloer vir: „La motion d'ordre doit être signée par cinq membres", dat wëllt heeschen, dass d'Motion d'ordre…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Wéi soll ech dann eng Motion d'ordre schreiwen, wann ech just déi do elo kréien?

M. le Président.- Also Här Fayot, ech ginn lech jo Recht, dass et am Kader vun enger Heure d'actualité - wou d'Zäit esou begrenzt ass, a wou eng Motioun fënnef Minutte virum Enn vum Débat erakënnt - schwiereg ass fir d'Majoritéit, eng Motion d'ordre écrite eranzeginn. D'Reglement gesäit et awer esou vir.

Ech menge mir sinn eis jo elo eens. D'Regierung, déi ass d'accord…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Et muss een awer vläicht d'Méiglechkeet hei hunn, d'Faiten esou duerzestellen, wéi se sinn. Den Här Gira war an der Kommissioun, an et war eppes aneschters ofgemaach ginn an där Kommissioun par rapport zu dësem Débat.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, hei sinn elo d'Welle relativ héichgeschloen. Ech hunn elo laang nogelauschtert.

(Hilarité)

Wann hei vun de Majoritéitsbänken e Virworf un d'Auteure vun der Motioun gemaach gëtt, da muss ech einfach äntwerten.

Wësst Der, wéi dat do ofgelaf ass? Do sinn eng Rei Organisatiounen, déi maachen ee Bréif un zwou Kommissioune vun der Chamber. Déi gi geruff, mir diskutéieren zwou an eng hallef Stonn laang, mir sinn iwwert d'Parteigrenzen ewech méi oder wéineger an engem Konsens, dass mer eis iwwert dat, wat déi Organisatioune wëllen, eens sinn. Duerno gëtt festgehal, dass d'Majoritéitsparteie solle fir haut - am Kader vun dëser Debatt, déi vun enger Oppositiounspartei ugefrot ginn ass - kucken eng gemeinsam Motioun ze maachen.

Mir waarden dorobber. A gëschter liese mer dann, dass de President vun der Ëmweltkommissioun an de President vun der Agrarkommissioun de Sujet net hei wëllen traitéieren, mä an enger Question parlementaire.

Da musst Der awer verstoen, dass mir eis dann d'Recht huelen, eng Motioun vun eiser Säit eranzeginn, wéi mir se fir gutt fannen. A mir loosse souguer nach zwou Ënnerschréften op. Da musst Der awer verstoen, dass mir drop pochen, dass haut Schluss muss si mat deem Spillchen, wat do gedriwwe ginn ass. Dat sinn d'Realitéiten, wéi se an deene leschte 14 Deeg gelaf sinn.

M. le Président.- Also, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis eens, um Enn vun der Sitzung haut den Owend gëtt iwwert déi Motioun hei ofgestëmmt. Mir kommen elo zu dem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat ass d'Heure d'actualité, déi vun deene Gréngen agereecht ginn ass, iwwert d'Émissions à effet de serre des secteurs soumis au système d'échange de quotas.

D'Wuert huet elo den Här Gira als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

7. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur les émissions à effet de serre des secteurs soumis au système d'échange de quotas

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir bleiwe beim Klimaschutz. Dir kënnt lech erënneren, wat fir een „Aufschrei" - géifen déi Däitsch soen - duerch Lëtzebuerg gaangen ass, wéi d'EU-Kommissioun am November 2006 deen zweeten Allocatiounsplang iwwert d'CO_2-Emissioune fir Lëtzebuerg verworf huet, an notamment d'Quantitéite fir d'Industrie vun 3,95 Milliounen, wéi vun der Regierung proposéiert, op 2,69 - „two-six-nine", wéi den Här Lux e puermol gesot huet -, zréckgesat huet.

Do si staark Wierder gebraucht ginn. D'Industrie misst een Drëttel aspueren, nodeem si scho grouss Effortë gemaach hätt; dat wier eng Katastroph fir d'Lëtzebuerger Industrie; et wier den Ënnergank vum Industriestanduert Lëtzebuerg. D'Regierung huet souguer gedroht, virun den Europäesche Geriichtshaff ze goen an d'Kommissioun dohin ze zitéieren.

DÉI GRÉNG a Greenpeace waren déi Eenzeg, déi eng aner Meenung haten a gesot hunn, d'Regierung hätt total iwwerdriwwen Zuele fir d'Industrie op Bréissel ginn. Duerfir si mir vun Eenzelnen och als Doudegriewer vun der Lëtzebuerger Industrie duergestallt ginn. Mir kruten ëmmer erëm geäntwert, d'Joer 2005, op dat d'Kommissioun sech referéiert hätt, wier total atypesch an immens déif gewiescht, an d'Emissioune géifen elo wierklech ganz rapid steigen.

Abee, Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Dir sollt dem Här Gira nolauschteren!

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

Et ass gutt, dass et roueg ass, well lues a lues kënnt d'Wourecht un d'Liicht, an et gëtt ëmmer méi kloer,…

(Hilarité)

M. Carlo Wagner *(DP).*- De Minister ass scho fortgelaf.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- …dass éischtens déi schwaarz-blo Regierung - Här Goerens, dat ass fir Iech - sech beim éischten Allocatiounsplang vun der Industrie iwwert den Dësch zéie gelooss huet, an dass och déi schwaarz-rout Regierung sech beim Opstelle vum zweeten Allocatiounsplang Sand an d'Ae streeë gelooss huet.

Dat ass definitiv kloer gi bei der Äntwert op eng Question parlementaire, déi ech viru kuerzem un den Ëmweltminister Lux gestallt hunn. Wat si mer do gewuer ginn? Déi 15 Betriber, déi ënnert den europäeschen Emissiounshandel falen, hunn 2007 ronn 2,5 Milliounen Tonnen ausgestouss. Dat sinn net nëmmen, Här President, 0,7 Milliounen Tonne manner wéi d'Regierung hinnen zougestanen hat, nämlech 3,2 Milliounen Tonnen, mä souguer nach 100.000 Tonnen ënnert dem Joer 2005.

Keng Spur also vum atypesche Joer 2005, keng Spur vum rapiden Ustieg, mä fir et nach eng Kéier ze widderhuelen, 2007 ass souguer méi déif wéi 2005. Domat kënnt zum Virschäin, dass fir déi dräi éischt Joer vum éischten Allocatiounsplang net manner wéi 1,8 Milliounen Tonnen CO_2 ze vill un déi 15 Betriber allouéiert gi sinn.

Dat ass kee Pappenstiel, Här President, dat sinn 18,8% Iwwer-Allocatioun, an dat do ass net méi an net manner wéi d'Perversioun vum System. Den Emissiounssystem ass erfonnt ginn, fir dass d'Betriber solle reduzéieren. Wat mécht d'Lëtzebuerger Regierung? Si gëtt hinnen zu deem, wat se schonn 2004 emettéiert hunn, 20% weider, fir dass se nach monter kënne weidermaachen.

Mä domat geet et net duer. Déi Industrie, déi ka jo, wa se Allocatiounen ze vill huet, déi Emissiounsrechter um Maart verkafen. Elo ass et schwéier definitiv ze soen, wéi vill Milliounen Euro déi 15 Betriber domadder verdéngt hunn. Dir wësst, dass zu engem gewësse Moment déi Präisser relativ däitlech no ënne gaange waren, mä wann ech mat zwee Euro, wat den absolute Minimum ass, rechnen, da sinn ech awer bei 3,6 Milliounen Euro. A wann ech emol mat zéng Euro rechnen - wat awer vläicht iwwert déi dräi Joer e Chiffer ass -, da sinn ech bei 18 Milliounen Euro; e Cadeau vun 18 Milliounen Euro, deen d'Regierung deene 15 Betriber hei gemaach huet.

Mir si souguer iwwerzeegt, dass dat deelweis riskéiert beim zweeten Allocatiounsplang esou weiderzegoen, well „two-six-nine", wéi d'Kommissioun dem Här Lux ëmmer gesot huet, dat sinn ëmmerhin nach 130.000 Tonne weider wéi 2007. Dobäi ginn Deeler vun deene 15 Betriber, déi elo do sinn - eenzel Anlage vun deene Betriber -, erausgeholl, esou dass et souguer nach méi ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat kléngt elo relativ wéineg, déi 130.000 Tonnen. Mä fir Iech dat e bësse bildlech duerzestellen: 130.000 Tonnen, dat sinn 20 Luxlaiten; 130.000 Tonnen, dat sinn zwou an eng hallef Kronospan, an 130.000 Tonnen, dat sinn zwou Goodyearen. Dat ass awer och bal dee ganzen Aspuerpotenzial, dee mer op där anerer Säit am Beräich vun de Gebaier vun de Privatleit an de Servicer hunn.

Hei, Här President, ass wierklech de sprangende Punkt. Op där enger Säit verschenkt d'Regierung honnertdausenden Tonnen Emissiounen un d'Industrie, déi doraus boer Mënz maachen, an op där anerer Säit kafe mer mat Steiergelder Emissiounen, fir eis Kyoto-Ziler ze erreechen. Dat ass fir déi Gréng awer wierklech net akzeptabel!

Mä et kënnt nach schlëmmer! Schued, dass den Här Krecké net méi hei ass, well dat Nächst riicht sech eigentlech un hien.

Den Här Krecké refuséiert d'Aspeisetariffer fir de grénge Stroum ze erhéijen, mam Argument, da géif d'Belaaschtung vun der Industrie iwwert de Fonds de compensation ze grouss ginn. Déiselwecht also, déi op där enger Säit Cadeauen a Milliounenhéicht kréien, blockéieren op där anerer Säit d'Entwécklung vun alternativen Energien. An dat an Zäiten, léif Kolleegen a Kolleeginnen, wou de Pëtrolspräis all Dag steigt. Dat ass fir déi Gréng net nëmmen net akzeptabel, mä dat fänkt scho bal u skandaléis ze ginn, well d'Resultat ass desastréis.

Keng Wandmillen, léif Kolleegen a Kolleeginnen, déi lescht véier Joer, net eng! Währenddeem an eisen Nopeschlänner, besonnesch an Däitschland, déi Evolutioun vun der Wandenergie exponentiel an d'Luucht geet, hu mir et fäerdeg bruecht, hei a véier Joer net eng Wandmillen opzeriichten.

Stagnatioun am Beräich vum Biogas. Bei 22 existéierenden Anlage sinn der nëmmen zwou derbäikomm. A praktesch och Stagnatioun an der Fotovoltaik.

Hei géif ech gären dem Här Krecké äntwerten, firwat vläicht keng Betriber aus deem Beräich heihikommen. Den Här Lux kann him vläicht dee Message ginn. Mengt Dir, eng Industrie oder ee Betrib an deem dote Beräich géif an e Land goen, wou a véier Joer net eng Wandmillen opgeriicht ginn ass, wou Stagnatioun ass bei der Fotovoltaik an och bei der Biogastechnologie? Eng Firma, déi an deem dote Beräich schafft, déi geet anzwousch hin, wou et boomt, wou se gesäit, dass e Marché do ass a wou e politesche Wëllen do ass, fir déi Technologien do ze ënnerstëtzen.

Elo ass et awer esou, Här President, dass d'Allocatioune vum éischten an da vum zweeten Allocatiounsplang net méi réckgängeg ze maache sinn. Mä well mer awer op där anerer Säit der Meenung sinn, dass een d'Industrie net bis 2012 aus der Verantwortung kann erausloossen, proposéiere mir Folgendes - a mir hunn dat och an enger Motioun formuléiert, déi ech Iech hei wéilt deponéieren -:

- d'Aspeisetariffer fir déi alternativ Energien ze erhéijen, dass mer endlech erëm eng Dynamik an deem Secteur kréien, déi mer emol eng Kéier haten;

- déi zousätzlech Fraisë fir d'Aspeisung vum Stroum an d'Netz sollen iwwer eng Erhéijung vun de Bäiträg vun den industrielle Clienten an de Fonds de compensation finanzéiert ginn. Dir wësst, dass déi extrem wéineg bezuelen. Mir mengen, dass déi et misste packen. Dat wier dann, dass si een Deel vun deem Cadeau, dee se kritt hunn an deene leschte Joren, géifen erëmbréngen.

Dat ass fir eis, Här President, net nëmmen eng Fro vu politescher Glafwierdegkeet, mä och vu wirtschaftlecher a sozialer Gerechtegkeet.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu le 1er plan national d'allocation (PNAQ) du secteur soumis au système d'échange de quotas de 2005 à 2007, par lequel la quantité totale de 9.709.513 tonnes de CO_2 a été allouée à 15 installations industrielles de ce secteur (soit en moyenne 3.236.504 tonnes par an);

- vu que les quantités de CO_2 réellement émises par ces mêmes installations endéans la période en question s'élèvent à 7.883.552 tonnes (2.627.850 tonnes par an), soit une surallocation de 1.825.961 tonnes (18,8%);

- vu que cette surallocation du secteur «industrie» représente annuellement environ 50% des émissions du secteur «ménages et PME»;

- vu que cette surallocation a réduit le solde des émissions allouées aux autres secteurs soumis au plan d'allocation national, et partant que ces secteurs ont dû intensifier leurs efforts pour assurer le taux de réduction national de -28%, respectivement que cette surallocation a conduit le Gouvernement à augmenter le recours aux mécanismes flexibles du protocole de Kyoto;

- vu d'un côté la gratuité des quotas alloués par l'État à ces entreprises et de l'autre côté les coûts engendrés pour réaliser les mesures supplémentaires dans les autres secteurs;

- considérant que les quotas alloués aux entreprises ont une valeur financière considérable (selon le 2e PNAQ environ 20 €/t) et que cette surallocation représente donc une subvention aux entreprises sans contrepartie ni en faveur de la protection du climat ni en faveur des énergies renouvelables;

- considérant que par décision de la Commission européenne, le 2e plan d'allocation national accorde 2,69 millions de tonnes d'émission CO_2 par an pour les 15 installations existantes, en tenant compte du retrait de la liste des installations existantes les laminoirs de Belval et de Differdange et du fait que ce montant ne considère pas la réserve allouée pour d'éventuelles nouvelles installations;

- partant, que l'on doit considérer les quotas alloués aux 15 installations existantes non comme une réduction des émissions, mais comme une stagnation, voire une augmentation;

- considérant que ce sont pour la plupart ces mêmes entreprises qui en relation avec l'alimentation du fonds de compensation, établi dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité, bénéficient du taux très réduit (catégorie C) alloué au entreprises qui sont reconnues comme «entreprise grande consommatrice d'électricité» suivant le règlement grand-ducal du 9 décembre 2005;

- considérant que ce fonds «vise la répartition équitable entre tous les consommateurs assujettis des coûts résultant de l'exécution d'obligations de service public par les entreprises d'électricité, voire le surcoût des énergies renouvelables et de la cogénération.» (cf. réponse à la question parlementaire question N°364 du 17 mars 2005 de M. Kox);

- considérant au vu de ce qui précède que la «répartition équitable entre tous les consommateurs» respectif acteurs dans le domaine de la protection du climat et des obligations pour la promotion des énergies renouvelables n'est plus assurée;

- considérant qu'une stagnation dans le domaine des énergies renouvelables est à déplorer, notamment en relation avec l'énergie éolienne, le biogaz et la photovoltaïque;

invite le Gouvernement:

- à modifier le règlement grand-ducal du 9 décembre 2005 afin de rétablir une répartition équitable entre tous les consommateurs assujettis des coûts résultant de l'exécution d'obligations de service public par les entreprises d'électricité, ceci par l'adaptation du taux de contribution de la catégorie C au fonds de compensation et en tenant compte de la valeur financière des surallocations aux entreprises du secteur soumis au système d'échange de quotas;

- à revoir les programmes d'aides et de subventions ainsi que la promotion pour les installations d'énergies renouvelables susmentionnées.

(s.) Camille Gira, Claude Adam, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Oberweis ageschriwwen.

Débat

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, et fält mer schwéier heizou eppes ze soen, well ech mat enger klenger Boutade ufänken, wat jo normalerweis net mäi Fall ass. Et kann ee bal soen: Esou wéi d'Fréijoer kënnt, esou kënnt d'Fraktioun déi Gréng mat all Kéiers hirer obligatorescher Fro iwwert d'Zäregase vun den Industriepartner.

Zur Erënnerung wëll ech drop hiweisen, dass duerch d'Verbrenne vun de fossilen Energien d'lescht Joer 28 Milliarden Tonnen eropgeblose si ginn. D'Konzentratioun vum CO_2 ass esou héich wéi zënter 800.000 Joer net méi, laut den Aussoe vun den Experten.

Mir hunn et elo grad héieren, mir si mat der 20%-Reduktioun konfrontéiert a mir musse bis 2020 d'Emissioune vum CO_2 op 10,16 Milliounen Tonne limitéieren; dat ass e Fait. Et muss een dës Zuel awer an de Kontext zu haut setzen. Eis Industriepartner, Gebaier, PMEen, d'Haushalter an de Verkéier hunn am leschte Joer ronn 13 Milliounen Tonnen CO_2 an d'Atmosphär gestouss.

Mir sinn also nach ganz wäit ewech vun den 10,16 Milliounen Tonnen. D'Fro ass berechtegt: Packe mir dat iwwerhaapt eleng, oder musse mer aner Länner ëm hir Hëllef bieden? Sief dat iwwert d'„joint implementation" oder iwwert de Mechanismus vun der nohalteger Entwécklung.

Mä virun allem musse mir eis Aufgab heiheem seriö ugoen. Ech mengen domadder e seriöt Energiespueren.

Am leschte Joer hunn déi 15 Betriber, déi am Register stinn, 2,56 Milliounen Tonnen emettéiert. Dat ass wouer. Vill manner wéi virdrun a wéi se accordéiert kritt hunn. Si hunn hir Aufgab erfëllt.

Mir dierfen net vergiessen: An de leschte Méint sinn de Pëtrolspräis an de Gaspräis massiv eropgaangen. Dat heescht ganz einfach, dass déi Leit dobaussen an de Betriber nun alles maache wäerten, fir hire Konsum erofzesetzen, well alles, wat se produzéieren, muss de Pëtrolspräis oder de Gaspräis bedroen.

E Beispill: d'Twinerg, d'Anlag zu Esch-Raemerech. Si huet an de leschten dräi Joer jeeweils bal eng Millioun Tonnen ausgestouss. An dësem Joer kritt se nach 858.000 Tonnen zougestatt. De Rescht muss se bäikafen. Et ass jo kloer, wa se op de Marché muss goen an do gëtt mëttlerweil ëm 100 Euro d'Tonn gehandelt, da si se bereet, alles ze maachen, fir hiren Energieverbrauch ze reduzéieren. Derniewent hu se awer och eng Chance gehat: Si kënnen der SUDCAL hir Wäermt ofliwweren.

D'Betriber hunn hir Aufgab gemaach a si hu sech an dem Klimawiessel erabruecht. Well d'Betriber duerch déi uwuessend Energiepräisser gezwonge sinn, enk ze kalkuléieren, si se méi wéi jee bereet, sech dem rationellen Energieverbrauch opzemaachen.

Et ass och gesot gi vun der Kommissioun, dass d'Industrie bis 2020 hir Emissiounen ëm 21% reduzéiere mussen. Dat beweist méi: Déi Partner musse sech ganz staark ustrengen. No 2013 musse si sech hir Zertifikater akafe goen. Déi Leit, déi awer mat Autoe fueren, déi méi wéi zum Beispill 200 Gramm CO_2 op de Kilometer ausstoussen, gi keng Zertifikater kafen; déi bezuelen eng ganz harmlos Autosteier.

D'Zäit vun der Gratiszoudeelung fir d'Industriebetriber ass eriwwer. Ech géif mech driwwer freeën, wann och déi aner Secteuren am Land dëse Message géife mat opgräifen. Duerfir solle mir déi couragéiert Schrëtt vun den Industriepartner begréissen an eise Bléck op déi aner Secteure vun der Wirtschaft riichten, déi et mat der Ëmwelt net gradesou genau huelen.

Am Automobilsecteur zum Beispill gesinn ech ganz vill Retizenz, wa gefrot gëtt fir Agréffer an d'Reduzéierung vun Emissiounen ze machen. An den ale Gebaier: Wéi schwéier di mir eis mam Energiepass? Also, et liicht an, och déi Partner musse mir elo an enger konzertéierter Aktioun mat eranzéien. Déi héich Energiepräisser, sief et Uelech oder Gas, iwwer Bensin- an Dieselpräisser, brénge mat sech, dass mer couragéiert Schrëtt am Verkéier an an der Isolatioun vun de Gebaier aleede mussen.

Zum Schluss vu mengen Ausféierunge wëll ech just eng Ausso rappeléieren. Et ass net eis Aufgab, d'Zukunft virauszegesinn, mä mir solle gutt drop virbereet sinn.

Duerfir mengt d'CSV, dass sech eis Industriebetriber op dem nohaltege Wee befannen. Eis Aufgab muss et sinn, all déi aner Secteuren ze invitéieren, op dëse Wee matzegoen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den honorabelen Här Goerens huet d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen hei, well 20% manner emettéiert ginn ass, wéi dat am Allocatiounsplang autoriséiert ginn ass. Ech froe mech, wéi d'Diskussioun géif lafen, wa mer 20% méi emettéiert hätten!

Ech wëll domat op d'Schwieregkeeten hiweisen, déi doranner besti fir déi Verschmotzungspotenzialer, déi mer den Haaptbetriber zouerkennen, anzeschätzen. Dat ass net evident.

Ech erënneren och un deen Débat, dee mer 2004 hei haten, an zwar den 31. Mäerz, den Dag virun der Notificatioun vun eisem Allocatiounsplang op Bréissel. Do huet notamment ee vun de Vertrieder vun Entreprisen der Regierung de Virworf gemaach, si hätt ze laang Zäit gebraucht fir den Allocatiounsplang fäerdeg ze maachen, an déi, déi hei waren, kënne sech erënneren, datt ech deene geäntwert hunn, et wier relativ schwéier gewiescht, fir dee scho sechs Méint virdru fäerdeg ze maachen, wann een eréischt zwee Deeg virum 31. Mäerz 2004 déi lescht Donnéeë vun deeneselwechten Entreprisë kritt huet.

Dat ass emol eng Schwieregkeet, déi vläicht de politesche Volet a méi e richtegt an objektiivt Liicht réckelt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Dat Zweet, wat ech wëll soen, jiddefalls wat den éischten Allocatiounsplang ubelaangt - an do assuméieren ech meng Verantwortung voll a ganz -, do wollt ech just drun

erënneren, datt deen am Kader vun enger Tripartite virbereet ginn ass an duerno vun der Regierung entérinéiert gouf, an datt mer deemools ënnert dem Androck ware vum Risque de fermeture vum Laminoir de Dudelange; wat natierlech och e besonnescht Liicht op déi do Négociatiounen am Kader vun der Tripartite geworf huet.

En zweet Element, wat een och net däerf ausser Uecht loossen, ass de Fait, datt eenzel Vertrieder vun Entreprisen eis gesot hunn, datt si aus Kompetitivitéitsgrënn, wa se de Choix hätten tëschent verschidden Energieträger, dann all Kéiers op deen - wann et méiglech ass - géifen zréckgräifen, deen am Fong wirtschaftlech am interessantsten ass. Dat ka Mazout sinn, dat ka Gas sinn, dat kann och Stroum sinn. Wann dat Gas a Mazout ass, da kréie mer dat natierlech als CO_2-Emissiounen op de Lëtzebuerger Kont bilanzéiert. Wann dat Stroum ass, kréie mer dat net bilanzéiert.

Deen, deen 2004 wosst, wéi d'Stroumpräisser, d'Gaspräisser an d'Mazoutspräisser géifen an den nächsten dräi Joer evoluéieren, dat war e ganz gescheite Mann. Ech war jiddefalls net an der Lag, fir dat deemools ze soen.

Drëttens, mir hate probéiert, enger vun den Entreprisë manner ze ginn. Dat ass vun der Kommissioun vu Bréissel redresséiert ginn. An zwar handelt et sech hei ëm de Betrib Twinerg, wou mer gemengt hunn, datt dee sech awer a senge Propositioune relativ déck agedeckt hätt. D'Kommissioun huet dee Montant vun den Emissiounen, dee mir agesat haten, no uewen ugepasst. Dat kann also keen der Regierung ukräiden, mä dat ass awer e Reproche, deen dee Moment der Kommissioun vu Bréissel muss gemaach ginn.

Et ass relativ schwéier, fir op esou engem enke Raum, mat Betriber, déi déi Aléae kennen, déi ech elo grad évoquéiert hunn, prezis Konjunkturprognosen ze maachen, éischtens, an dann och nach prezis sech festzeleeën, wat déi an den nächsten dräi Joer géifen emettéieren.

Ech wëll och drun erënneren, datt dat Ganzt agefädelt ginn ass, am positive Sënn vum Wuert allerdéngs, vum Professor Ewringmann, deem seng Honnêteté intellectuelle ech awer selwer kee Grond hunn a Fro ze stellen, an all déi, déi d'Chance haten, de Privileg haten, en ze côtoyéieren, déi, mengen ech, kënnen dat och net maachen.

Et muss een no Kritären operéieren, déi engersäits als Basis e Constat de pollution historique hunn. Dorop ginn dann d'Facteurs multiplicatifs gesat; déi kënnen net vu Betrib zu Betrib anescht sinn. Do könnt een also an eng Logik, déi engem et onméiglech mécht, all Kéiers ganz prezis virauszeprophezeien, wat déi eenzel Entreprisë brauchen.

Ech si vu Schieren, den Här Gira vu Biekerech, den Här Lux vu Beetebuerg - ech mengen net, datt d'Orakel vu Beetebuerg oder d'Orakel vu Schieren dat do kënne mat leschter Prezisioun festleeën. Dat ass mam beschte Wëllen net dran.

Dat Lescht, wat ech wollt soen: Ob dat do e Cadeau ass fir d'Entreprisen? Ech mengen honnêtement net. Et kann een iwwert d'Fro diskutéieren, ob ee soll eng Partie Verschmotzungsquote versteeën, esou wéi et an eenzelne Länner gemaach gëtt; doriwwer kann een diskutéieren. Mir hunn et deemools net gemaach, well mer gemengt hunn, eis Lëtzebuerger Ekonomie hätt een décke Kompetitivitéitsproblem, esou wéi dat ëmmer ageklot ginn ass vun eenzelne Vertrieder.

Ech mengen, de Cadeau ass am allerdéckste bei deene Länner, déi keng Effortë gemaach hunn tëschent 1990 an 2005, fir hir Industrie op ee räsonnabelen a responsabelen Emissiounsstand ze bréngen. Dat ass an England zum Beispill net gemaach ginn. Wann ee gesäit, wat do duerch relativ liicht Investissementer un CO_2-Emissioune kann agespuert ginn an den nächste Joren, da wetten ech mat Iech awer, an ech ginn Iech dat schréftlech op all Salztuten, déi Der mer kënnt bréngen, datt de Cadeau fir déi awer onvergläichbar vill méi grouss ass, wéi fir Lëtzebuerg, wou vermeintlech gemengt ginn ass, et wiere Cadeaue gemaach ginn. Dat ass net de Fall.

Mir brauchen - dat ass mäi lescht Wuert - hei am Land méi eng zolidd wëssenschaftlech Basis, fir esou no wéi méiglech d'Estimatioune bei d'Realitéit ze bréngen, compte tenu vun deenen Aléaen, déi ech gesot hunn.

Mä loosse mer frou sinn, datt an deem dote Secteur wéinstens awer progressiv an den 90er Joren an och am Ufank vum Joer 2000 bis elo ganz massiv gespuert ginn ass an datt deen Trend muss weider unhalen. Ech wéilt mir hätte 40%, 50% Emissiounen ze vill an deem Allocatiounsplang, da kéinte mer déi gegebenenfalls no ënne revidéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Goerens Merci. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zil vum Emissiounshandel ass et, der Industrie en Ureiz ze ginn, fir am Sënn vum Klimaschutz ze innovéieren. Belount sollen déi Betriber ginn, déi an nei Produktiounsmethoden investéieren an et erméiglechen, d'Emissioune vun CO_2 ze reduzéieren. Par contre déi Betriber, déi d'Atmosphär iwwerduerchschnëttlech polluéieren, well se op d'Käschte vun der Ëmwelt spuere wëllen, mussen zousätzlech Emissiounsrechter kafen a ginn esou bestrooft.

Déi Acteuren, déi am schnellsten an am flexibelste reagéieren, wäerte spéider déi sinn, déi de Konkurrenzkampf gewannen. Et soll sech einfach net méi rentéieren, mat vereelste Methoden ze produzéieren, déi net energieeffizient sinn.

D'Schwieregkeet besteet dodran, d'Aspuerpotenzial vun deene verschiddene Secteure richteg anzeschätzen an d'gratis Zoudeelung vun Emissiounsrechter esou festzeleeën, dass engersäits genuch Innovatiounsdrock do ass an anerersäits d'Betriber, déi hire Reduktiounspotenzial voll ausschöpfen, och tatsächlech een ekonomesche Gewënn dovunner hunn.

Dozou muss ee soen, dass déi meeschten EU-Staten an enger éischter Phas hirer Industrie zimlech grousszügeg Emissiounsrechter zougestanen hunn, sécher aus der Angscht eraus, si kéinten hir Industrie schiedegen, wa se d'Emissiounsrechter ze knapp bemoosse géifen.

Dat gëllt och fir Lëtzebuerg, wou quasi all déi 15 betraffe Betriber méi Emissiounsrechter zur Verfügung haten, wéi se der tatsächlech gebraucht hunn.

Als Konsequenz dovunner ass de Präis vun den Emissiounsrechter no der Veröffentlechung vun deenen éischte Resultater, wat den tatsächleche Verbrauch ugeet, schnell gefall. Ënnert deene Konditiounen huet den Emissiounshandel kee groussen Impakt.

Dat ass awer elo net esou schlëmm, well ee jo aus dëser Erfahrung léiere kann an elo no an no de Volume vun den Emissiounsrechter, déi gratis zougedeelt ginn, erofsetzt. Dat entsprécht dem Zil, d'Industrie ënner Drock ze halen, mat ëmmer manner Emissiounen deeselwechten Niveau u Produktivitéit halen ze kënnen.

Et bleift awer, dass d'Industrie hir Emissiounen trotz allem technesche Fortschrëtt net endlos reduzéiere kann. Oft ass de Potenzial am Ufank relativ grouss, mä duerno geet et nach just a klenge Schrëtt virun, wann ee bis um neitste Stand vun der Technik ass. Et ass deemno net gerecht, wann Entreprisen, déi scho virun de Contraintë vum Emissiounshandel regelméisseg an d'Energieeffizienz investéiert haten, hir Emissiounen nach eemol ëm genausou vill Prozent reduzéiere mussen, wéi d'Industriebetriber mat vereelsten Anlagen, déi e grousse Reduktiounspotenzial hunn.

Dofir ass et wierklech begréissenswäert, dass no de Propose vun der EU-Kommissioun fir nei Klimaschutzverflichtungen no der Kyoto-Period ab 2013 d'Industrie net méi op nationalem, mä op EU-Niveau gekuckt gëtt.

Dat heescht, dass d'Betriber aus engem Secteur, déi wierklech vergläichbar sinn, sech ënnerenee moosse mussen. Dat ass fair, well dës Betriber am Prinzip ähnlech Viraussetzungen hunn an och an direkter Konkurrenz matenee stinn.

Och Lëtzebuerg kënnt esou e System entgéint, well sech eis Betriber am Verglach mat aneren an der EU duerchaus weise kënnen, wann et ëm d'Investitiounen a modern Produktiounsmethode geet.

D'Europäesch Kommissioun muss hirersäits awer ganz ferm drop drängen, fir déi grouss aner Länner mat an d'Klimaboot ze kréien, well soss Lëtzebuerg an Europa am Allgemenge sech massiv der Gefor vun der Delokaliséierung aussetzen. Am Industrieberäich zu Lëtzebuerg si mir vun 1990 vu 7,2 Milliounen op 2,5 Milliounen am Joer 2007 erofgaangen. Dat si 65%. Dëst ass virun allem duerch d'Ëmstellen op d'Filière électrique an der Stolindustrie zréckzeféieren, mä awer och op vill Efforten, déi eis aner Industriebetriber vun 1990 bis elo gemaach hunn. D'Industrie hei zu Lëtzebuerg huet am Klimaschutz hir Hausaufgab gemaach - dat soll emol gesot ginn - an d'Weiche gestallt, fir am internationale Kontext kompetitiv ze bleiwen an huet domat zur Ofsécherung vun industriellen Aarbechtsplazen, déi mer hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer brauchen, e grousse Bäitrag geleescht.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci. Als leschte Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn hei a Presenz vun engem extrem komplizéierten an techneschen Dossier.

(Interruption)

Och politesch.

Den Här Negri huet elo grad relativ däitlech duergeluecht, ëm wat et geet: Engersäits d'Entreprisen dozou ze bréngen, fir all Efforten ze maachen, fir iwwer Effizienzsteigerung hiren Energieverbrauch erofzesetzen an an deem System, dee wierklech innovativ ass, am Kader vum Emissiounshandel, deen de Betriber och en zousätzlechen Avantage bréngt, iwwert deen eraus, dee se souwisou hunn, wa se energiefrëndlech oder energiespuerend produzéieren, och nach iwwert den CO_2-Verkaf vun deem Deel vun der Quote, dee se net brauchen, nach kënnen e Gewënn ze realiséieren.

Ech muss zwar soen, ech hunn net schlecht gestaunt, wéi ech déi Zuele gelies hunn, Här Minister, déi Dir dem Här Gira op seng Fro zougestallt hutt:

2005 war d'Allocatioun 3,2 an 2,6 sinn effektiv gebraucht ginn. D'Joer 2006 war d'Allocatioun 3,2 an 2,7 sinn der effektiv gebraucht ginn, an 2007 erëm 3,2 géint 2,6.

Ech deelen dem Här Goerens seng Meenung, datt et extrem schwéier ass, um Départ dat richteg anzeschätzen. Ech gesinn och, datt déi Betriber ganz sécher e Grond haten, fir hir Consommatioun esou héich wéi méiglech unzeginn. Da spillt effektiv och d'Konjunktur mat eran, déi net ofzeschätzen ass. Ech weess net, wéi déi individuell Entwécklung vum eenzelne Betrib, dee jo och eng Entwécklung duerchmécht, deemno wéi hie seng Produktioun ausweit, do mat eraspillt. Also effektiv ass et eng extrem schwiereg a komplex Matière.

Mä wann de System soll e Sënn hunn, da muss en natierlech dozou féieren, datt d'Betriber kontinuéierlech ënnert dem Drock an ënnert dem Zwang stinn, fir weider Energie anzespueren duerch nei an innovativ Techniken, a bei deem Striewen, Här Minister, wënschen ech Iech eng glécklech Hand.

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Ëmweltminister Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess net, ob et hei mat Gléck duergeet, fir ze kucken, déi Fro, déi mer hei traitéieren, an där Heure d'actualité ze behandelen, well et hei och ëm - fir vläicht domadder unzefänken - d'Konkurrenzfäegkeet vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg geet an ëm d'Zukunft vun der Industrie och hei an Europa.

D'Fro vun den Delokaliséierungen, déi jo eng ganz Rei vun Divergenzen och um europäesche Plang am Moment mat sech bréngt, ass keng einfach, wann ech eleng déi Fro vun der franséischer Propositioun no enger Taxe Carbone kucken, déi vu villen, ënner anerem den Däitschen, ganz radikal ofgelehnt gëtt.

D'Fro ass och, déi heite Politik kompatibel a konform ze maachen zu anere Politiken, zu der Lissabonner Strategie an aneren, fir ze kucken also, dass mer net liichtfankeg Delokaliséierunge kréien an Deeler vun der Welt, wou de Klimaschutz an dee contraignanten Emissiounshandel net esou op der Dagesuerdnung sti wéi bei eis.

Duerfir steet iwwer all deem heiten, iwwert där ganzer Diskussioun ëmmer d'Noutwendegkeet - an duerfir wäerte mer vill Gléck, vill Verstand a gutt Iddië brauchen a virun allem Tenacitéit -, fir en internationalen Accord am Klimaschutz ze kréien a wierklech derfir ze suergen, dass all déi eenzel Länner, all déi eenzel Partien och ënnert deeneselwechte Kritären an deeneselwechte Virbedéngungen um Niveau vun hirer wirtschaftlecher Entwécklung kënnen agéieren. Ech mengen, dat steet iwwer all deem.

Déi zweet generell Remarque, déi ech wëll maachen, och un d'Adress vu mengem Virgänger am Amt, deen hei och geschwat huet, also fir d'Virgängerregierung a fir déi aktuell, fir ze soen, dass déi Allocatiounen, déi fixéiert gi si fir d'Period 2005 bis 2007, de bonne foi festgeluecht gi sinn, dass déi laang diskutéiert gi sinn, dass déi op der Basis vun Aarbechte vum Fraunhofer-Institut analyséiert gi sinn, op der Basis vun der wirtschaftlecher Aktivitéit vun deenen Anlagen, ëm déi et geet, an och op der Basis vun hirer Entwécklung.

Wat sécher richteg ass, dat ass, dass mir déi wirtschaftlech Entwécklung vun eenzelne vun deenen Anlagen ze vill optimistesch gesinn hunn, an dass effektiv déi Allocatioun, déi ëm 23,2% iwwert deem läit, wat herno och wierklech produzéiert ginn ass un Emissiounen, natierlech net onbedéngt fir déi Testphas gutt war.

Mä et huet zu eppes gefouert. An ech wëll dat awer och hei soen. Dat ass, dass déi éischt Phas wierklech eng Testphas war, dass wierklech souwuel déi industriell Betriber wéi och d'Regierunge wéi och d'Kommissioun eng Rei vun Erfahrungswäerter sollte kréien, déi jo am zweeten Allocatiounsplang och zu Friichte gedroen hunn an déi vill méi nach am Paquet Klima vum 23. Januar zu deene Propositioune gefouert hunn, fir endlech erauszekommen aus där nationaler Logik an an eng europäesch Logik ze komme vu Benchmark innerhalb vun deenen eenzelne Secteuren. Ech mengen, dass et eng wichteg Evolutioun an déi richteg Richtung war, fir derfir ze suergen.

Wann ee sech déi Zuelen ukuckt, a si si jo hei vun e puer Riedner gesot ginn, a mat deenen 23,2% vergläicht, sinn déi natierlech an enger Fourchette, déi ee muss kucke bei deenen eenzelnen Installatiounen, well déi Fourchette vun deenen eenzelnen Installatiounen, déi läit, wann ech dat richteg gekuckt hunn, tëschent 45 an 112%. Et waren der also schonn do, déi relativ no bei der Produktiounswourecht louchen, wann ech dat esou ka soen, an et waren der do, déi largement driwwer waren.

Wann ee kuckt, wat dann 2007 geschitt ass, wou mer déi éischte Kéier eng Reduktioun hate vun den Emissiounen am Industriesecteur an där Period, esou mengen ech, soll een och net - wéi soll ech soen? - vireileg Schlëss, och net positiv Schlëss doraus zéien.

Ech hunn eng Meldung vun der AFP gelies, déi opgrond vun deenen Zuele geschriwwen huet: «Le Luxembourg, le bon élève». Selten hunn ech missen esou grinsen! A priori hätt een dat jo kënnen als e Kompliment ophuelen, mä ech mengen, et soll ee sech awer keng Fiederen ustiechen, déi een net huet.

Ech wëll och hei soen, dass, wann ech bei deenen anere Länner kucken, Här Gira, ech mengen och a Frankräich, läit dat, wat wierklech herno geschitt ass, 20% ënnert der Allocatioun vum éischte Plang. An der Belsch läit et bei 14%. Dat heescht, mir waren net déi Eenzeg.

An der Europäescher Unioun op ville Plazen an a ville Länner hunn iwwerall Allocatioune stattfonnt, déi natierlech eng néfaste Konsequenz haten, dat war de Fall vum Präis vun der Tonn, well, wéi déi éischt Zuelen erauskomm si vun deem éischte Joer, ass jo am Joer 2006 och wierklech e Broch entstane vun dem Präis, deen natierlech an der zweeter Phas a virun allem an der drëtter Phas eis net méi däerf geschéien, well en den A und O ass vum Gelénge vum Emissiounshandel.

Mä ech mengen, dass dat an anere Länner och de Fall war, och wann een zréckkuckt - an den Här Gira weess dat, an déi aner an der Kommissioun och -, dass mer oft gesot hunn, am Joer 2005 hate mer eng Rei vun Anlagen, déi au début de production waren. Dat ass och richteg gewiescht. Wann ech nëmmen déi nei Walzstrooss huele vun der Arcelor vun Esch/Belval, da gesäit een, dass déi vun 2005 vun 126.000 Tonnen op 178.000 Tonnen an d'Luucht gaangen ass, dat heescht effektiv eng relativ drastesch - prozentual, mä och an absolute Chifferen - Augmentatioun hat.

Mä mir haten d'Twinerg, déi zu deem positive Resultat vum sougenannte Bon élève

gefouert huet, déi 100.000 Tonne manner hat an déi virun allem zu deem Resultat gefouert huet.

Ech wëll och bei där Geleeënheet soen, dass ech och dovir warnen, wann eenzel Länner dobausse sech an hire Resultater ëmmer dohinnerstellen, fir ze maache wéi wa si grouss Efforten am Klimaschutz gemaach hätten an da mat prozentuale Reduktiounen operéieren.

Ech wëll hei, ouni et ze vill haart ze soen, d'Beispill vun Däitschland huelen, déi vun enger Reduktioun soen: Mir si bal no un eisem Zil vu minus 21% - déi si ënnerschriwwen haten - erukomm. Mä awer och do muss ee soen, dass dat natierlech virun allem e Resultat ass vun engem Fall vun industrielle Capacitéite vu Schléissungen. Dat heescht also, do ass net alles voluntaristesch Klimaschutzpolitik, mä et ass vill och einfach industriell Entwécklung, déi derzou gefouert huet, dass et zu esou engem Resultat komm ass. Duerfir sollt een och a priori ëmmer virsiichteg sinn, fir ze kucken, wat dat bréngt.

Ech mengen, dass also déi Testperiod wierklech derzou gefouert huet, fir eng Rei vu Konklusiounen ze zéien, déi wichteg waren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ier ech zum zweeten Allocatiounsplang kommen, awer eng Bemierkung, déi jo virun allem dat war, wat hei och de Kolleeg Camille Gira wollt soen, nämlech déi Fro: Hunn déi Entreprisë vun där Iwwerallocatioun profitéiert, fir déckt Geld ze maachen? Et ass jo e bëssen dat, wou et drop erauskomm ass, fir also ze soen: Et hunn also déi Entreprisen derfir gesuergt, dass se konnten déi Emissiounsrechter, déi se ze vill haten, verkafen oder awer och innerhalb vun hirem Grupp verdeelen op aner Anlagen, wat jo och innerhalb vun där Testphas méiglech ass.

Ech wéilt nëmme soen, dass éischtens emol et bis a fënnef Joer net méiglech wäert sinn, dat kënnen oft formell ze verifiéieren, well bis dohinner keng Donnéeë wäerten doriwwer opgeluecht ginn. Dat heescht, dass mer also formell net gesinn, ob dat wierklech geschitt ass oder ob et net geschitt ass.

(Interruption)

Elo gëtt jo awer och doriwwer geschwat a gekuckt, wat dann do geschitt ass, an ech mengen haut kënnen ze soen, dass et a priori wuel nëmmen eng Entreprise wäert sinn, déi an der Ufanksphas direkt am Joer 2005 opgrond vun där Iwwerallocatioun vun deem Joer wierklech eppes gemaach huet. Wat se prezis gemaach huet, dat loossen ech op, well ech et haut net ka soen. Mä ech mengen, dass et wuel just eng wäert sinn, déi an déi Richtung gaangen ass.

Et muss ee kucken, wat um Niveau vum Präis geschitt ass. Mir haten am Ufank e Präis, deen e Maximum hat vun 30 Euro d'Tonn. Mä deen ass opgrond vun den Zuele vun 2005 schonn dramatesch am Joer 2006 gefall op 15 Euro, fir am Februar 2007 - do wou déi meescht sech eréischt bewosst gi sinn, opgrond och vun den Diskussiounen an den Nofroen, dass do vläicht eng Cagnotte wär, mat där se eppes kéinten ufänken -, mä am Februar 2007 louch de Präis vun enger Tonn bei engem Euro a souguer zum Deel drënner.

Dat heescht, souguer wa se dann eppes verkaaft hunn, da war de Gewënn, dee se gemaach hunn, net gewalteg,…

(Interruption)

…well souguer wa se e puer dausend oder nach e puer zéngdausend Tonnen ze vill haten, hu se mat engem Verkaf vun engem hallwen oder engem Euro net vill kënnen erausschloen. Ech wëll dat also nëmmen einfach hei pointéieren, mä soen, formell ass eréischt a fënnef Joer kloer ze soen, ob an där Period do eppes geschitt ass oder net. Mä dat sinn déi Informatiounen, déi mir haut hunn, fir kënnen doraus Schlëss ze zéien.

Am zweeten Allocatiounsplang gëtt et zwou Zuelen. Éischtens hu mer jo eng Rei vun Anlagen erausgeholl opgrond vun deem, wat Der kennt. Do hu mer jo an der Ëmweltkommissioun och driwwer diskutéiert, souwuel Primorec wéi och d'Walzstroosse vu Belval a vun Déifferdeng. Opgrond vun der Tatsaach, dass mer gesot hunn: Wa mer déi Allocatiounspläng vun anere Länner kucken, stelle mer fest, dass do Anlagen net erschéngen, déi awer ënnert déiselwecht Kategorië fale wéi mir; wou mir awer drënnerfalen.

Et huet der Kommissioun och ageliicht, dass een net kann an engem Land soen: Déi Anlage gehéieren zum Emissiounshandel, an an anere Länner - zum Beispill an der britescher Stolindustrie - gehéiere se net derzou. Dat huet och iwwerzeegt, fir dat ze maachen.

Wann ech da vergläiche wat ze vergläichen ass, da gesinn ech, dass mer vun 2,41 Milliounen Tonne fir déi Period vun 2005 op 2007 op eng Allocatioun vun 2,488 Milliounen an der Period 2008 bis 2012 gaange sinn; wat also praktesch eng Stagnatioun ass, wat also scho weist, dass hei en zousätzlechen Drock op déi eenzel Industrien, op déi eenzel Anlage kënnt, fir derfir ze suergen, dass se sech um Niveau vun der Recherche a vun der Innovatioun druginn, fir Produktiounsweisen ze kréien, déi manner Emissioune maachen, a wat och weist, dass ee wierklech versicht och um Niveau vun den industriellen Emissioune weiderzekommen.

Da si mer jo - dat hu mer virdru schonn diskutéiert - an der Diskussioun iwwert den drëtten Deel, dee vun 2008 vun 2012 bis 2020. Hei läit jo d'Propositioun um Dësch éischtens fir den ETS-Beräich aus der nationaler Allocatioun. Mir wäerten also, wann dee Paquet ugeholl gëtt, keen drëtten nationalen Allocatiounsplang méi erliewen, mä mir wäerten dann en europäesche sektorielle Benchmark erliewen an eng Allocatioun, déi dann do fixéiert gëtt.

Do ware mer Demandeur derfir an da si mer, wann dat herno och am Paquet ëmgesat gëtt, zefridden, wann dat esou ëmgesat gëtt. Et war iwwregens och eng Demande, déi vun der Industrie ënnerstëtzt gëtt, well se wierklech hei zu Lëtzebuerg der Meenung ass, dass mer an der Konkurrenz am Verglach zu deenen Efforten, déi an deene leschte Jore gemaach ginn, et kënnen ophuele mat ähnlech gestaltenen Industriesecteuren an anere Länner an duerfir esou e Benchmark och net brauchen ze fäerten an deem, wat dann un Allocatiounen do fixéiert gëtt.

Da bleift natierlech - an ech hunn dat am Ufank gesot - déi grouss Fro op, un déi mer eis net esou richteg eruntrauen, fir se nach ze diskutéieren, mä dat wäerte mer an deenen nächste Wochen a Méint musse maachen. Natierlech: Wéi gëtt déi Allocatioun dann opgedeelt?

Do ass jo eng Diskussioun, awéiwäit dass een deene Beräicher, wou Delokaliséierunge vill méi eng Gefor duerstellen, d'Méiglechkeet gëtt, nach en Deel och gratis Allocatiounen ze ginn an aner Deeler - zum Beispill am energieproduzéierende Beräich, wou Delokaliséierungen net op der Dagesuerdnung stinn -, dass do déi eenzel Industrien an déi eenzel Entreprisë vill méi staark gefuerdert ginn, fir iwwert d'Auktionéierung derfir ze suergen, den Drock och um Niveau vun de finanzielle Contrainten an natierlech verbonne mat deene Sanktiounen, déi jo dann och mat drunhänken, wann ee sech net un déi Allocatiounen hält. Dat ass also de Wee.

Am éischten Allocatiounsplang war also, wéi gesot, eng vill ze vill héich Allocatioun vun 23%, mä eng, déi net vun de Regierungen - deenen zwou - geschitt ass, fir deenen Entreprisen do Cadeauen ze maachen. Ech mengen och, dass déi Cadeauen do sech a Grenze gehalen hunn opgrond vun deem, wat mer haut wëssen.

Zweeten Allocatiounsplang: e seriöen Drock duerch déi nei Allocatioun op déi Anlagen, déi dra sinn.

An der drëtter Period kënnt dann d'Europäiséierung iwwert de Benchmark.

Dann zur Fro vun der Motioun. Elo woen ech mech bal net dat ze soen, wat ech elo wollt soen, well ech Iech géif proposéieren, fir déi Motioun do haut net ofzestëmmen.

(Hilarité)

Ech hoffen awer, dass mer dat dës Kéier méi schnell esou gesinn, well ech denken, dass et evident ass, dass déi Reglementer vum 9. Dezember 2005 de la compétence si vum Wirtschaftsminister. Ech mengen och, dass déi eng oder aner Fro hei dran ass. Zum Beispill wann am Considérant gesot gëtt, et wär wuel unzehuelen, dass déi Entreprisen «une valeur financière considérable» gehat hätten. Ech woen dat ze bezweifelen. Mä ech wëll elo net iwwert d'Motioun diskutéieren.

Ech mengen, dass et utile wär, dass mer hei eng Commission jointe géife maache vun der Ekonomies- a vun der Environnementskommissioun - dat wier souwisou eng Kéier eng gutt Geleeënheet vläicht de Point generell ze maachen iwwert déi Problematiken, déi sech do transversal stellen - an dass mer dann zréckkommen, fir, wa mer dat gemaach hunn, ze kucken, wat mer mat der Motioun maachen.

Merci.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live *an* **integral**
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir hunn am Kader vun dëser Debatt d'Motioun vum honorabelen Här Gira. Den Här Minister proposéiert, d'Motioun an eng Commission jointe ze verweisen tëschent Ekonomie an Environnement. Wat seet den Auteur vun der Motioun?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, wann ee fei mat eis ass, da si mir och ganz flexibel.

(Hilarité)

Ech wëll soen, dass dat hei e ganz aneren Zeenario ass wéi virdrun. Virdrun hu mer hei iwwer ee Sujet diskutéiert, deen zwou, dräi Stonnen an enger Kommissioun diskutéiert gi war a wou eigentlech…

M. le Président.- Här Gira, deen hu mer jo diskutéiert. Dat ass jo ofgeschloss. Wat sot Der zur Propositioun hei vum Här Minister?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech fannen déi exzellent, well hei geet et net drëm, eng Positioun vun der Regierung an engem europäesche Ministerrot ze ënnerstëtzen, mä dass d'Regierung selwer hei am Land vläicht deen een oder anere Règlement grand-ducal ännert. Dat ass eng relativ technesch Matière, dofir hu mir kee Problem, dass mer eis emol eng Kéier an enger Réunion jointe zesummesetzen a kucken, ob éischtens d'Regierung bereet ass, an déi dote Richtung ze goen, a wa jo, ze kucken op konkrete Chifferen, déi mer dann och bräichten, weiderzekommen. Mir kënnen also déi Propos vum Här Lux unhuelen.

(Interruption)

M. le Président.- Allgemeng Zoustëmmung?

Här Goerens, wann ech gelift.

M. Charles Goerens *(DP).*- Mir ënnerstëtzen dat. Ech wollt dem Här Gira soen, dat heiten huet wuel eng technesch Composante - an zwar eng ganz staark technesch Composante -, mä och eng rechtlech.

An ech wollt de Minister froen, ob se och kéinten iwwerpréiwen, ob dat, wat gefrot ass am Dispositiv vun der Motioun, nach applikabel ass. Well déi referéiere sech op d'Reglement vum 9. Dezember 2005, fir dann ze kucken, ob déi Entreprisen, déi am zweeten Allocatiounsplang dra sinn, e Benefiss gemaach hunn op hire Quoten, an dee Benefiss dann ëmzewandelen a Steieren, déi da bezuelt ginn an de Kompensatiounsfong. Ech wollt froen, ob dat ka réckwierkend applizéiert ginn. Dat entbehrt net aller Logik, wat Dir do sot. Mä ech mengen net, datt et ka réckwierkend applizéiert ginn.

An de Kont vum Benefiss, dee kann een eréischt Enn 2012 maachen, well déi eenzel Excédenten oder déi Soldë kënne vun engem Joer op dat anert iwwerdroe ginn. An et ass eréischt um Enn vun der Période d'engagement, wou een dat do mécht.

Dir kënnt de Kapp rëselen, mä wa mer wëllen hunn, datt eppes Utiles aus där Kommissiounssitzung erauskënnt, soll een dee rechtlechen Aspekt do och iwwerpréiwen, net datt mer hei eng Serie vu wäissen Elefanten opriichten an eis nëmme just lächerlech maachen dobaussen.

M. le Président.- D'Chamber ass sech eens, fir déi Motioun hei vertrauensvoll an d'Hänn vun deenen Häre Bodry an Negri, Presidente vun deenen zwou Kommissiounen, ze iwwerginn, déi dann d'Kommissioun zesummeruffe wäerten. Da wäerte mer mam Minister diskutéieren.

Mir kommen dann zréck zur Motioun, déi den honorabelen Här Kox déposéiert hat. An der Zwëschenzäit hunn d'Welle sech jo berouegt. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

8. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes spécifiques liés à la production de biocarburants (suite)

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- No laange schwierege Verhandlunge si mer och zu engem Konsens komm,…

M. le Président.- Gesitt Der.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- …esou dass souwuel d'Chamber mat hiren 80 Gramm pro Kilometer an och den Här Minister mat senge 95 Gramm pro Kilometer domat averstane kënne sinn, esou dass mer eng Ännerung am «Invite» duerchhuelen, wou mer froen «entre une fourchette de 80g/km à 95g/km» am Joer 2020.

An am zweetleschten «Invite» kënnt nach derbäi op Wonsch vum Här Minister bei de Kritären, déi mer froen, «ainsi que des mesures de contrôle et de vérification», esou dass mer och domadder averstane sinn, esou dass mer déi da kéinten ofstëmmen.

Une voix.- Esou friddlech.

M. le Président.- Et kéint ee sech d'Fro stellen: Firwat net direkt esou? Gutt. Mä elo huet den Här Minister nach d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech wollt just soen, dass eng Ännerung feelt. An de Considérantë stoung dran, dass d'Kommissioun keng Propositioune gemaach hätt zu de Critères socio-économiques. Dat ass net richteg. Dofir muss een och do schreiwen, dass souwuel déi Kritären, déi haut um Dësch leien, déi environnemental an déi socio-économiques, insuffisants sinn. Et sinn also déi dräi Ännerungen.

M. le Président.- Also, ech géif lech bieden den definitiven Text dem Greffe zoukommen ze loossen. Mir stëmmen dann iwwert déi Motioun of. Ech denken, dass kee Vote électronique verlaangt ass.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que la Commission européenne a soumis le 23 janvier 2008, dans le cadre du paquet Climat/Énergie, une proposition de directive sur la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables qui vise à la fois une diminution de la dépendance européenne envers les énergies fossiles et la réduction des émissions de gaz à effet de serre;

- considérant que la Commission veut atteindre à l'horizon 2020 une part de 20% d'énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie en Europe et qu'elle définit dans ce contexte un objectif sectoriel de 10% d'agrocarburants dans le domaine des transports;

- considérant qu'en l'absence de critères de production durable - l'utilisation des agrocarburants provoque une dégradation des écosystèmes et de la biodiversité, aussi bien dans les pays en voie de développement que dans nos pays;

- considérant que le recours grandissant aux agrocarburants augmente la pression sur la production de denrées alimentaires et contribue ainsi à mettre en danger la sécurité alimentaire;

- considérant que les effets néfastes sur la production alimentaire, de même qu'une production avec comme seul critère la rentabilité économique favorisent à la fois des conflits sociaux dans les pays industrialisés et des violations des droits fondamentaux de peuples indigènes, de petits propriétaires fonciers, d'ouvriers agricoles, etc. dans les pays en voie de développement;

- considérant que la conditio sine qua non pour la production et l'utilisation d'agrocarburants doit être le respect de critères qualitatifs garantissant une production durable;

- considérant que les critères environnementaux ainsi que des critères socio-économiques pour la production d'agrocarburants proposés par la Commission européenne sont insuffisants;

- considérant par ailleurs qu'une production massive de carburants à partir de biomasse est une fausse solution proposée pour éviter une véritable remise en cause des habi-

tudes de consommation et de mobilité en Europe;

- considérant que l'industrie automobile européenne doit aussi prendre des responsabilités face aux problèmes de changement climatique et que des efforts plus substantiels en matière de réduction des émissions de CO_2 sont absolument nécessaires;

- considérant que le recours aux agrocarburants ne peut pas combler les lacunes en matière d'efficacité de ce secteur et ne constitue pas une réponse adéquate aux problèmes de la mobilité;

- considérant que l'usage de la biomasse dans d'autres secteurs que celui des transports, notamment en utilisant des technologies telles que le biogaz ou la biomasse pour une production combinée d'électricité et de chaleur, c.-à-d. des technologies ayant de bien meilleurs rendements que les agrocarburants de première ou seconde génération issus de la biomasse;

invite le Gouvernement:

- à soutenir au sein du Conseil des Ministres de l'Énergie l'objectif d'atteindre une part minimale de 20% d'énergies renouvelables en 2020;

- à pousser activement au niveau européen vers la définition, l'application et le monitoring de critères écologiques et sociaux aux côtés des aspects de rentabilité économique en relation avec les conditions d'exploitation des matières premières pour la production d'agrocarburants;

- à pousser au niveau européen afin d'atteindre pour les voitures automobiles des taux d'émission de 120 g/km en 2012 et entre une fourchette de 80 g/km à 95 g/km en 2020;

- à refuser par contre tout objectif pour l'utilisation d'agrocarburants aussi longtemps que les deux conditions suivantes ne sont pas remplies - application des critères écologiques et sociaux en relation avec la culture des matières premières pour la production des agrocarburants ainsi que des mesures de contrôle et de vérification - taux d'émissions réduites pour voitures automobiles;

- à promouvoir, en Europe et au Luxembourg, l'utilisation intelligente et efficiente de biomasse à des fins énergétiques.

(s.) Henri Kox, Eugène Berger, Camille Gira, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Vote

Wie mat der Motion modifiée d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen?

Ech gesinn, d'Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut den Owend. Dat ass d'Heure d'actualité iwwert den zukünftege Finanzement vun de Structures d'accueil et de garde. D'Wuert huet d'Madame Loschetter als Vertriederin vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

9. Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur le financement futur des structures d'accueil et de garde

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Wochen ass vill iwwer Betreiungsstrukture geschwat ginn; net besonnesch méi driwwer geschwat gi säitens den Elteren, déi nach ëmmer oft oder ze vill oft verzweifelt versichen déi adequat Struktur an hirer Regioun ze fannen, oder nach ëmmer op enger onendlech laanger Waardelëscht ageschriwwe sinn, mä vun der Regierung selwer, déi hirer Fantasie keng Grenze méi setzt an zwar wuel preziséiert, datt se net alles bis an de leschten Detail duerchgerechent hätt, dofir awer net scheit, an der Öffentlechkeet alles als méiglech ze deklaréieren, ouni awer nëmmen een Usaz vun Ëmsetzungserklärungen derbäi ze soen. Dofir dës méi wéi aktuell Heure d'actualité, déi déi Gréng hei ugefrot hunn.

Mir begréissen - dat wëll ech ënnersträichen - de Fait, datt iwwer flächendeckend a gratis Betreiungsstrukturen an der Regierung haart nogeduecht gëtt. Virun net allze laanger Zäit nach sinn d'Betreiungsstrukturen oft a virun allem a konservative Kreesser als eng Plaz faute de mieux ugesi gi fir déi Kanner, déi ebe keng Mamm haten, déi doheem bliwwen ass, fir d'Kanner ze erzéien; jee fir déi Familljen, déi net dem klassesche Familljebild entsprach hunn.

Haut awer, ee Joer virun de Wahlen, a well d'Realitéit se definitiv ageholl huet, Här President, mussen och endlech d'Familljeministesch an hir Partei - déi jo awer ëmmerhi Jorzéngten Zäit gehat hätt, e pluriannuelle Plang a Saache Betreiungsstrukturen opzestellen, an eng fördernd Gläichheet tëschent Fra a Mann, eng fördernd Gläichheet tëschent de verschiddene soziokulturelle Schichten aus onser Gesellschaft ze ënnerstëtzen - mat der ganzer Regierung an der perséinlecher Ënnerstëtzung vum Premier- a Finanzminister zouginn, datt si eng wichteg Politik bis elo verpasst hunn, well…

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dir wäert Iech nach wonneren, Madame Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- …déi Panik, déi sech de Moment ronderëm d'Aussoe vun de Betreiungsstrukture vun der Regierung manifest bemierkbar mécht, beweist, datt elo emol geschoss gëtt an dann duerno emol iwwerluecht a gerechent gëtt.

Dofir erlaabt mer, Här President, vun dëser Heure d'actualité ze profitéieren, fir ebe verschidden elementar, vläicht och klärend Froen ze stellen.

Säit bal zwee Joer huet am Ministère de la Famille en Aarbechtsgrupp an Zesummenaarbecht mat de Gemengen un enger Adaptatioun vun den Tariffer aus de Maisons relais geschafft. Dobäi waren et d'Gemengen, déi ëmmer erëm d'Regierung an de Ministère op d'Realitéite vum Terrain higewisen hunn, notamment, datt mer missten an der Tarificatioun déi sozial Komponent méi a besser berücksichtegen, wéi d'Regierung dëst proposéiert hat.

D'Gemenge ware vun der Regierung quasi widdert d'Mauer gedréckt ginn an hu sech missen op Uweisunge vun der Regierung op eng Augmentatioun vun de Maisons-relais-Präisser an hire Gemengen, an dëst mat hire Bierger a Biergerinnen astellen; et sief dann, eng Gemeng huet genuch Suen, fir d'Differenz selwer a ganz an hirem Budget ze iwwerhuelen.

Ouni Wenn und Aber ass awer elo vun der Regierung en neie Message komm. An déi nächst Réunioun vun deem Aarbechtsgrupp, wou d'Gemenge jo awer wahrscheinlech eng Hällewull vu Froe gehat hätten, ass ofgesot ginn. Dofir stellen ech d'Froen hei:

Wéini a wéi gedenkt d'Regierung mat de Gemengen iwwert dës nei Iddien ze diskutéieren? D'autant plus, datt d'Ministesch gemengt huet, d'Gemengen an d'Regierung misste sech dës nei Iddië finanziell deelen, a si sech och virstellt, den neie Modell kéint gegebenenfalls och den 1. Januar 2009 lassgoen.

Ass schonns an der Regierung méi wéi nogeduecht ginn iwwert den noutwendegen administrativen Opwand vun esou engem eventuellen Ausdeelen, voire Akafe vu Chèques services?

Wien definéiert an no wéi enge Kritären, wou, wéini a wéi d'Chèques services verdeelt respektiv verkaaft ginn?

D'Zuelen, Här President, déi notamment och vun der Familljeministesch öffentlech genannt gi sinn, féieren an onsen Aen zu Onkloerheeten. Esou hätte mer an 114 Gemengen elo Maisons relais, an nëmmen zwou Gemengen hätten nach keen esou ee Service.

Dofir meng Froen: Wéi vill Gemengen assuréieren eng Ganzdagsbetreiung? A wéi ville Gemenge résuméiere sech de Moment d'Maisons relais op eng Schoulkantin méindes, mëttwochs a freides? Wéi vill Gemengen hunn eng Ganzdagsbetreiung och an de Schoulvakanzen? Wéi vill Gemengen hu keng Waardelëscht an assuréieren eng reell Garantie, e reellt Recht fir all Kand op eng Plaz an enger Betreiungsstruktur?

Et wier méi éierlech, dës Zuelen e bësse méi differenzéiert erauszeginn, well de Mangel u Ganzdagsbetreiung, Schoulvakanzbetreiung, Waardelëschten an esou weider, dat sinn déi Problemer, mat deenen ons Eltere konfrontéiert sinn.

Déi rezent Statistike vun enger Ceps-Etüd beweisen dëst op eng bal dramatesch Manéier. Obwuel elo ausgerechent ginn ass a bewisen ass, datt ganz vill Fraen nom éischte Kand virun dräi Joer weiderschaffen - zwar meeschtens Temps partiel, mä ëmmerhin -, ass et awer och kloer, datt, soubal e Kand ageschoult gëtt no dräi Joer, déi Aarbechtsquot vun de Fraen ëm 10% fält.

Wa mer éierlech sinn, da musse mer wuel aussoen, datt, toutes catégories confondues vu Betreiungsstrukturen, onst Land nëmme fir knapp ee Véierel vun de Kanner kann eng Form vu Betreiung ubidden. Dëst ouni d'Dagesmammeservicer matzezielen. D'Objektiver, déi sech d'Maisons relais gesat hunn, géife schlussendlech d'Halschent vun de Kanner erreechen, déi hei am Land potenziell en Urecht dorop hätten.

Mir kënnen am Moment als Gréng zumindest schlecht eng Stellungnahm zu de Chèques services anhuelen, well desto méi d'Regierung an hir Vertrieder sech doriwwer äusseren, desto méi kann een alles fir e Chèque services kréie respektiv akafen: Betreiungsstrukturstonnen, eventuell och d'Dagesmammstonnen, awer och emol eng Entrée an e Musée oder an eng Schwämm, oder mam öffentlechen Transport fueren.

Jiddferee kritt se, am Ufank tëschent fir dräi a fënnef Stonne pro Woch pro Kand. Verschiddener kréien der méi, op alle Fall déi mam RMG an och déi mam Mindestloun, awer och monoparental Familljen, well déi sinn am meeschten dem Aarmutsrisiko ausgeliwwert.

Och dëst beweist eng Ceps/INSTEAD-Etüd op eng erschreckend Manéier: 55% ronn vun de monoparentale Famillje sinn dem Risiko, an Aarmut ze rutschen, ausgeliwwert.

Wéi eng Kritäre ginn da wéi a vu wiem ausgeschafft, fir souwuel d'Zuel vun de Stonnen ze definéiere wéi och d'Populatioun ze definéieren, déi an de Benefiss vun engem Plus u Stonne géif kommen?

Wéi eng Iwwerleeunge féieren d'Regierung dozou, eng Ausso ze maache vun dräi bis fënnef Stonne pro Woch pro Kand?

Am Familljeministère souwéi an der Ried vum honorabelen Här Wolter zur Lag vun der Natioun ass och déi Zuel vu siwe Stonne pro Kand pro Woch genannt ginn.

Wéi eng Stonne sinn dat? Sinn dat och d'Mëttesstonnen? Wat geschitt mam Präis vum Iessen? Ass evaluéiert ginn, wéi eng Stonnen iwwerhaapt „gérabel" bleiwen, souwuel um administrativen, organisationellen a pedagogesche Volet?

Si mer e Land, wat sech eescht wëllt Gedanke maachen an eng reell Chancëgläichheet tëschent alle Kanner wëllt schafen?

Wëlle mer eng Gesellschaft an dësem Land, déi all Kand e Recht op eng qualitativ gutt Ganzdags- spriech Ganzjoresbetreiung wëllt ginn? Wëlle mer an enger flächendeckender Ganzdags- a Ganzjoresbetreiung, complémentaire zur Schoul an am Aklang mat der Schoul, ons Kanner haut op hir Verantwortungen am Zesummeliewe vu muer an onser Gesellschaft virbereeden?

Wa jo - a mir gréng Partei a Fraktioun wëllen dat -, da si mir der Meenung, datt eng Regierung sech anescht a méi grëndlech muss dofir preparéieren.

Dofir nach eng Kéier ons Froen: Gëtt et eng Étude de faisabilité oder ass eng an Optrag, fir mëttel- bis laangfristeg duerch e pluriannuelle Plang flächendeckend gratis Ganzdagsbetreiungsstrukturen anzeféieren?

Gëtt et eng Etüd vu verschidde Méiglechkeete voire Simulatiounszeenarioen, wéi ee kéint de finanzielle Volet plangen, fir dëst Zil ze erreechen?

Wéi eng allgemeng Moossname kéint ee gegebenenfalls regruppéieren, fir vun enger finanzieller Ënnerstëtzung eriwwer op eng Déngschtleeschtungsënnerstëtzung ze kommen?

Mir fäerten e bëssen, datt d'Chèques services herno éischter Plooschterchèquë sinn, déi eigentlech näischt un där aktueller Familljen- a Sozialpolitik wäerten änneren, mä zousätzlech en enormen administrativen Opwand duerstellen, wou herno kee sech méi erëmfënt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt Länner an der Europäescher Unioun, déi e Choix de société an dëser Richtung organiséiert hunn an hir global Politik esou gestalt a vernetzt hunn - sief et d'Familljepolitik, d'Sozialpolitik zesumme mat der Finanzpolitik.

Mir Gréng sti fir esou eng Politik, Här President, ech wëll dat och hei soen, warnen awer dovir, kreativ Iddien ze lancéieren, déi net duerchduecht an duerchgerechent sinn.

Ech kommen zum Schluss. Wat mir brauchen a wat mir haut an hei d'Regierung opfuerderen, ons matzedeelen, dat ass, wéi si gedenkt dës wichteg an noutwendeg Familljen- a Sozialmoossnam ëmzesetzen.

Leet ons wann ech gelift Zuelen an Daten op den Dësch. Leet eis e Finanzplang op den Dësch. Leet eis e Prioritéitsplang vun den Infrastrukturen op den Dësch. Leet eis e Plang vu prioritäre Moossnamen op den Dësch.

Well dann eréischt, Här President, kënne mir Gréng en connaissance de cause eng Politik ënnerstëtzen, déi zum Zil d'Ëmsetzung huet vun enger flächendeckender gratis öffentlecher Ganzdags- oder Ganzjoresbetreiung fir all Kand, wat eng wichteg an noutwendeg Politik ass fir ons Cohésion sociale an eng nohalteg Entwécklung fir ons Gesellschaft vu muer. An ech denken domadder si mer all d'accord.

Duerfir Merci fir dës Heure d'actualité, a mir hoffen op klärend Äntwerten.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Déi honorabel Madame Frank huet d'Wuert.

Débat

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, den 22. Mee huet de Premier Jean-Claude Juncker a senger Ried zur Lag vun der Natioun ugekënnegt, datt à terme d'Kannerbetreiung zu Lëtzebuerg gratis muss ginn. Mä den 28. Mee ass hei an der Chamber eng Motioun gestëmmt ginn, déi d'Regierung opfuerdert, der Chamber Ziffere virzeleeën. Ech war dowéinst erstaunt iwwert d'Initiativ vun deene Gréngen, fir esou schnell eng Heure d'actualité ze froen.

Mä zum Fong. Den Ausbau vu Betreiungsstrukture fir Kanner a Jugendlech war a bleift eng grouss Erausfuerderung a Prioritéit vun eiser Familljepolitik. D'Konzept vun de Maisons relais ass dat beschte Beispill. Mat de Maisons relais ass e wichtege Baustee fir eng flexibel, flächendeckend Offer vu Betreiungsstrukture geschaf ginn, quitte datt um Niveau vun der Gesamtbetreiung ëmmer erëm muss hannerfrot, iwwerduecht an ugepasst ginn.

D'Kannerbetreiung ass eng äusserst opwändeg Entreprise ginn, an dëst ëmsou méi, well d'Besoinen u Betreiungsstrukturen zouhuelen. Bis 2013 solle jo 30.000 Plaze geschafe ginn. Also eng Verdräifachung vum Joer 2006. An dësem Kontext huet selbstverständlech d'Ausso vum Premier, dass d'Kannerbetreiung soll laangfristeg gratis sinn, e besonneschen Impakt. Eng gratis oder zumindest bezuelbar flächendeckend Kannerbetreiung ass finanziell nëmmen drobar, wa laangfristeg d'Kannerbetreiung an engem ganzheetleche Modell organiséiert gëtt. Bildung a Betreiung mussen en Ensembel duerstellen, mat enger méi pedagogesch orientéierter Vernetzung.

All Kand eng beschtméiglech Liewenschance ze ginn, ass sécherlech eiser aller Wëllen. Vun engem integrative Bildungsmodell mat Betreiung ass de finanzielle Volet ee vu villen Elementer, an ech denken, datt een dat muss an engem Gesamtpackage behandelen. Dobäi mussen och vläicht zukünfteg déi gesamt Familljenzoulagen nei iwwerduecht ginn.

Ech denken, datt d'Ausso vum Premier en Usaz war fir eng ganz Rei vun Diskussiounen an Iwwerleeungen, fir also iwwer e bessere Betreiungs- a Bildungssystem nozedenken.

Ech kéint mer awer virstellen, datt een op de Wee vun enger oppener Ganzdagsschoul kënnt goen, wéi zum Beispill nom Modell vun Nordrhein-Westfalen. Do hu se e pedagogescht Gesamtkonzept, wou Bildung, Betreiung an Erzéiung am Mëttelpunkt stinn an d'Elteren eng Partie intégrante vun deem Ganze sinn, an dat fannen ech enorm wichteg.

An hirem Pabeier schreiwe si: „Die offene Ganztagsschule verbindet Unterricht, unterrichtsergänzende Förderung, außerunterrichtliche Angebote aus Sport, Musik und Kultur sowie weitere Freizeitangebote zu einem kohärenten Ganzen. (...) Mehr Zeit für Kinder - das ist das Motto einer Schule, die den differenzierten Bedürfnissen und Förderbedarfen der Kinder gerecht wird."

Mä fir dat Zil ze erreechen, brauche mer eng besser Kooperatioun a Koordinatioun tëschent deenen eenzelne Ministèren. Mir solle fir de Moment der Regierung déi

néideg Zäit loossen, déi Mesuren, déi de Premier ugekënnegt huet, wéi zum Beispill déi Gratisstonnen, d'Déngschtleeschtungs-chèquen, de finanziellen Impakt auszerechnen.

Well eng nohalteg Familljepolitik, déi op qualitativ héichwäerteg Dagesbetreiung fir Kanner setzt, dréit net nëmmen dem Problem vun der Conciliatioun tëschent Beruff a Famill Rechnung, mä promouvéiert d'Chancëgläichheet, d'Bildungsqualitéit an domadder och déi sozial Kohesioun. An ech denken, datt een an deem ganze Package vun neie Mesuren och net däerf déi Eltere vergiessen, déi kenger Aarbecht ausser Haus noginn an doheem erzéien. Och déi däerfen net eidel ausgoen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Den honorabelen Här Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, näischt ass eis bei der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun virun e puer Wochen hei esou an Erënnerung bliwwen, wéi déi Ukënnegung vum Premierminister, datt d'Betreiungskäschte sollen erofgoen, datt Chèques services sollen agefouert ginn an datt à moyen terme soll d'Gratisbetreiung hei am Land fir d'Kanner alleguerten zur Regel ginn.

Dat ass kommentéiert ginn, well et iwwerraschend komm ass, well et bis ewell net d'Regierungspolitik war, an et huet een e bësse gekuckt, wat da konkret géif gemaach ginn. Et huet een awer wéineg Konkretes entdeckt, well ganz vill Froen hu sech dohannert verstoppt, an d'Madame Loschetter huet eng Rei vun deene Froen hei opgezielt.

Wann een zum Beispill d'Konzept vun esou Chèques services wierklech an d'Ae faasst, da muss ee jo wëssen: Wie kritt déi? Wie vergëtt déi? Wie sammelt se herno an? Wie bezilt dann déi Leeschtungen? Wat fir eng Verwaltungsstruktur ass noutwendeg, fir dat doten ze begleeden?

Wann een d'Gratisbetreiung à moyen terme an d'Ae faasst, da brauch een e Gesamtfinanzéierungskonzept derfir, well et geet jo net nëmme fir ze soen, datt d'Elteren näischt méi solle bezuelen an der Crèche respektiv an der Maison relais. Mir mussen och kucken, wien dat da bezilt. Ass dat de Stat, geet dat iwwert de Statsbudget? Geet et iwwert d'Gemengebudgeten, déi an deene Strukture jo allze oft mathëllefen déi Defiziter zum Deel ze droen. Virun allem ass eis awer opgefall, datt et e Widdersproch ass zur bishereger Regierungspolitik, well an deene leschte Jore sinn d'Bäiträg vun den Elteren an de Crèchen, an de Maisons relais awer däitlech eropgaangen.

D'Madame Loschetter huet gesot, datt souguer d'Träger vun de Maisons relais, also d'Gemengen, oft ugehale gi si vun der Regierung, fir hir Präisser no uewen ze adaptéieren. An elo, op eemol, fält der Regierung op, datt se domadder fir vill Elteren awer eng schwiereg Situatioun geschafen huet, a se ruddert zréck. Ëm 23% ass zënter 2004 de Riichtpräis fir d'Betreiung an d'Luucht gaangen. Wann een also d'Betreiung nees méi bezuelbar maache wëllt, da misst een déi doten Augmentatiounen zréckhuelen. Domadder hätt ee scho ganz villes erreecht.

Mir hunn an eisen Iwwerleeungen zur Familljepolitik och festgestallt, datt virun allem Eltere mat engem mëttleren Akommes dach relativ deier musse fir déi Betreiungsstrukturen do bezuelen. Datt dat an deem ganze Kontext, an deem mer eis bewegen, vu Steiererhéijungen, vun Inflatioun, vun Energiepräisser, déi an d'Luucht ginn, och dozou bäidréit, datt d'Kafkraaft erofgeet, datt et virun allem och an deene Strukturen, an de Crèchen, an de Maisons relais, oft dozou féiert, datt déi sozial Mixitéit net méi stëmmt, an datt vill Eltere sech iwwerleeën, wat fir eng aner Solutioun vläicht ënnert dem Stréch méi bëlleg gëtt, an hir Kanner aus deenen dote Strukturen eraushuelen, fir se da vun Hauspersonal oder vläicht iergendwéi aneschters betreien ze loossen, ouni datt een awer elo weess, ob dat doten dee richtege Wee ka sinn.

Et ass och net isoléiert ze kucken, wat d'Elteren dozou bäidroe mussen, wa mer a Richtung vun enger Gratisbetreiung géife goen. Mir hunn eng ganz Rei vun aneren Aufgaben, déi virun eis leien. Och dat ass ugeschwat ginn. Mir musse Strukturen, déi existéieren, ausbauen. Déi Zuel vun 30.000 steet am Raum par rapport zu där Zuel vu 17.000 Betreiungsplazen, déi haut existéieren. Mir mussen eis Gedanke maachen iwwert d'Qualitéit vun deene Servicer, déi do ugebuede ginn, well och déi kann e Käschtepunkt hunn.

Mir mussen eis Gedanke maachen iwwert d'Flexibilitéit, virun allem och d'Flexibilitéit bei den Öffnungszäiten an de Crèchen, an de Maisons relais. Déi mussen op si wann d'Eltere schaffen. Et gëtt eben och vill Elteren, déi méi ongeregelt Aarbechtszäiten hunn. Et gëtt verschidde Forme vu Kannerbetreiung. Mir schwätzen hei vun enger Crèche, vun enger Maison relais. Et gëtt aner Formen, déi mer och musse promouvéieren, wou mer och musse kucken, wéi de Stat dat ka finanziell begleeden.

Et gëtt aner Besoinen, déi eigentlech ënnerdéveloppéiert sinn, wéi zum Beispill déi vun de Betribscrèchen. Bal e Véierel vun de Mamme wënsche sech éischter, datt hiert Kand méi no bei hirer Aarbechtsplaz versuergt gëtt, wéi méi no bei hirem Wunnuert. Mir musse kucken, wéi mer Schoul a Betreiung méi staark kënne vernetzen. Och dat alles huet e finanziellen Impakt, an duerfir däerfe mer net eleng an isoléiert iwwert d'Gratisbetreiung, iwwer Chèques services schwätzen, mä et muss ee Gesamtpackage ginn.

Duerfir hunn ech bei den Debatten zur Lag vun der Natioun och eng Motioun erabruecht, fir ebe Chifferen op den Dësch ze kréien, datt mer eis als Parlament kënnen aklicken an déi doten Diskussiounen, fir opgrond vun objektiven Zuelen ze kucken, wat mer um Niveau vum Ausbau a vun den Ëmstrukturéierunge vun de Betreiungsstrukture kënne maachen, a wou Spillraum ass fir den Eltere bei der finanzieller Participatioun kënnen entgéintzekommen.

Dobäi handelt et sech ëm eng Diskussioun, un där all déi Bedeelegt, souwuel de Stat, d'Gemenge wéi och d'Eltere mussen aktiv deelhuelen.

Et ass eng Diskussioun, wou den Ausbau an och d'Qualitéit vun der Offer mussen eng Roll spillen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den honorabelen Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, d'LSAP begréisst ausdrécklech déi nei Weeër, déi d'Regierung an der Kannerbetreiung wëllt goen.

Fir d'LSAP war an ass eng héichwäerteg a qualifizéiert Betreiung e wichtegt Instrument vu Chancëgläichheet souwuel fir d'Kanner wéi och fir d'Elteren. Mir deelen dat laangfristegt Zil, d'Betreiungsstrukture gratis zur Verfügung ze stellen.

Nach muss een d'Realitéite kucken: Mir hunn am Land ronn 60.000 Kanner ënner zwielef Joer. Mir hunn, wann all lafend Moossnamen ofgeschloss sinn, 23.600 Plazen, Dageselteren inklusiv, fir eis Kanner betreien ze loossen. Wann d'Offer méi bëlleg oder gratis gëtt, kann een natierlech erwaarden, dass d'Demande no Strukturen explodéiert.

Mir wëssen, wéi lues hei am Land gebaut gëtt. Mir wëssen, wéi vill zousätzlecht Personal mer brauchen, wéi héich d'Ausgabe fir Kannerbetreiung elo scho sinn, wéi grouss och d'Belaaschtung vun de Gemengen ass. Duerfir ass et richteg, etappeweis un d'Zil vun der Gratisbetreiung erunzegoen.

D'Chèques services si fir ons en éischte Schrëtt, fir dass all Kanner vun enger gudder Betreiung - ob Crèche oder Maison relais - kënne profitéieren. Ech wëll drun erënneren, dass d'LSAP op hirem Landeskongress am Mäerz zu Wolz gefuerdert huet, dass déi Chèques services sollen agefouert ginn, a mir si frou, dass d'Regierung esou schnell op ons Propositioun reagéiert huet.

Wichteg ass fir d'LSAP-Fraktioun, dass all Kand - egal aus wéi enger sozialer Schicht an onofhängeg vu sengen Elteren hirer Situatioun - e puer Stonne pro Woch Crèche oder Maison relais gratis kritt, an dat wa méiglech vum 1. Januar 2009 un.

Iwwert d'Modalitéite vun deene Chèquen huet d'Familljeministesch interessant Proposë gemaach, zum Beispill, dass déi Chèquen och fir Kanner gëllen, wann een Elterendeel doheem bleift. Ech huelen un, dass si eng Partie Saachen herno hei och nach wäert preziséieren. D'Stonnenzuel ka variéieren, jee no Familljesituatioun, an d'Käschte kéinte 50/50 tëschent Stat a Gemenge gedeelt ginn.

D'LSAP wëllt, dass d'Gemengen un deenen Diskussioune bedeelegt ginn, well se vun Ufank un eng wesentlech Roll bei der Schafung an der Finanzéierung vun deene Servicer gespillt hunn an haut nach spillen. Mir hoffen dofir, dass d'Négociatioune mat de Gemenge schnell kënnen ofgeschloss ginn a maachen en Appel un d'Regierung, dee Projet an deenen nächste Wochen an der Chamber ze déposéieren oder an der Regierung ofzeseenen.

Här President, ech wollt awer trotzdeem am Zesummenhang vun dëser Aktualitéitsstonn och eppes iwwert d'DP soen. Si huet hei erëm mam ganz décken Hummer zougeschloen. Si huet d'Regierung opgefuerdert, d'Präiserhéijunge vun de Crèchen an de Maisons relais vun deene leschte véier Joer zréckzehuelen.

Ech hoffen, dass d'DP am Numm vun der politescher Kohärenz an Éierlechkeet déiselwecht Fuerderung un DP-geféiert Gemenge riicht. Et ass net éierlech a kohärent, hei an der Chamber an an der Press Fuerderungen un d'Regierung ze stellen, an op där anerer Säit, zum Beispill als blogrénge Schäfferot an der Stad, der Héichbuerg vun der DP, genee de Contraire ze maachen.

Eng vun den éischte Moossnamen no de leschte Gemengerotswahle vun 2005, déi d'DP mat hirem Sozialschäffen - deen ech net méi hei gesinn - a mam Support vun deene Gréngen den 13. Februar 2006 an der Stad duerchgesat huet, war eng massiv Erhéijung vun den Tariffer fir Crèchen a Foyeren,…

(Interruptions)

…déi bis zu 200% gaangen ass.

No den Interventiounen, souwuel hei vun der Madame Loschetter vun de Gréngen, wéi och nodeem, wat hei vun der DP gesot ginn ass, hoffen ech, dass och dann an Zukunft d'Gemeng Lëtzebuerg mam gudde Beispill wäert virgoen, fir hir Propositiounen ëmzesetzen an och d'Gratuitéit vun der Betreiung ëmzesetzen. Si wäert dobäi selbstverständlech d'Ënnerstëtzung vun der LSAP-Fraktioun hunn.

Merci.

M. le Président.- Här Fayot, d'Madame Brasseur wollt Iech eng Fro stellen.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, et ass op Wonsch vun der Regierung, dass d'Stad Lëtzebuerg, wéi och aner Gemengen, huelen ech un, d'Tariffer adaptéiert huet, wou de Barème vun de Revenuë vun den Eltere vill méi staark a Betruecht gezu ginn ass. D'Crèchë vun der Stad Lëtzebuerg ware bis dohi mat déi bëllegst fir déi méi héich Revenuen.

Et ass opgrond vun Négociatiounen, déi vum Familljeministère gemaach gi sinn, eng Adaptatioun komm. Wann elo d'Regierung d'accord ass, déi Präisser zréckzehuelen, da wier d'Stad Lëtzebuerg net méi wéi frou, fir och dem Gemengerot ze proposéieren, mat deenen Tariffer erëm erofzegoen.

(Interruption)

M. le Président.- Gutt, da loosse mer elo vun der Stad Lëtzebuerg erëm bei eis Debatt zréckkommen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen…

(Interruption)

M. le Président.- Mir sinn hei net am Stater Gemengerot. Mir sinn hei an der Chamber an duerfir huet den Här Gibéryen elo d'Wuert. Voilà! Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech hunn nëmmen zwou Minutten, Här President, an elo si schonn 20 Sekonne laanscht.

Och wann d'Iddi vun engem Chèque service a priori ze begréissen ass, Här President, war et net klug vun der Regierung, dës Moossnam ze annoncéieren ouni gläichzäiteg och kënne konkret Propositioune virzeleeën: 1. wien drënnerfält; 2. wéi héich de Chèque service ass; 3. firwat een e ka benotzen, a 4. wéi d'Finanzéierung stattfënnt, Stat eleng oder Stat a Gemengen zesummen.

Sécherlech ass elo bei de Bierger am Land den Appetit grouss an all Mënsch mengt natierlech elo, hie géif ënner esou e Chèque service falen. Sécherlech wäerten hei net all Wënsch kënnen erfëllt ginn.

Fir d'ADR ass et wichteg, datt all Famill gläich behandelt gëtt. Éischtens, ob d'Kand an enger Struktur ass, enger staatlecher oder kommunaler Infrastruktur, oder ob een Elterendeel doheem bleift an d'Kannerbetreiung doheem selwer mécht; fir eis däerf et doranner keng Differenze ginn. De Stat däerf sech eiser Meenung no net an d'Famill amëschen. D'Famill muss de Choix hunn, selwer ze décidéieren, wéi se hiert Familljeliewen organiséiert a Famill a Beruff wëllt organiséieren.

Dee Choix huet awer bis haut net bestanen, well mer net genuch Infrastrukture flächendeckend duerch d'Land hunn. Duerfir plädéiere mer an ënnerstëtzen all Initiativen, déi dorop hinzilen, fir datt mer flächendeckend hei am Land Infrastrukture kréien an domadder d'Elteren dann och wierklech de Choix kréien, fir kënne bei déi eng oder déi aner Léisung ze goen.

Fir d'Diskussiounen ze objektivéieren, hätte mer gären, datt d'Regierung oder d'Madame Ministesch eis och géif emol eng Kéier konkret en Inventar virstellen, wat mer vun Infrastrukturen am Land hunn. Et ass der Deeg vun der Madame Minister gesot ginn, nëmmen zwou Gemengen hätte keng. Dat muss ee wahrscheinlech awer méi nuancéieren, wann een an den Detail ageet, wat dann déi aner ronn 114 Gemengen ubidden.

Op där anerer Säit misst ee sech dann och d'Fro stellen, wat fir ee Käschtepunkt een nach an deenen nächste Jore brauch, fir datt mer dat Zil fir eng flächendeckend Betreiung kënne realiséieren, wat dat géif kaschten an och selbstverständlech de Käschtepunkt, wat d'Ënnerhaltskäschten - d'Frais de fonctionnement - fir déi sämtlech Plazen do ubelaangt. Wann een déi Chiffere konkret hätt, dat géif d'Diskussioun och objektivéieren a méi einfach maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Elo huet d'Madame Familljeminister Marie-Josée Jabobs d'Wuert. Madame Jabobs, wann ech gelift.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech war mat der Madame Frank iwwerrascht iwwert déi Rapiditéit, mat där hei den 28. Mee eng Motioun ugeholl gouf, den 3. Juni déi gréng Fraktioun eng Heure d'actualité ugefrot huet, de 5. Juni se um Ordre du jour vun dëser Woch stoung, an elo, den 11. Juni, fënnt dës Debatt hei statt. Mech huet dat un eng Reklamm erënnert, déi et an der Zäit emol gouf. Do huet et geheescht: „Morgens gebracht, abends gemacht." Hei géif ech bal gäre soen: „Heute gebracht und gestern gemacht."

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Mir hunn eng gutt Conférence des Présidents, Madame Minister.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Ech muss soen, mir hu probéiert ze kucken, fir Iech Zuelen an Donnéeën ze ginn, wéi et mat där Finanzéierung ausgesäit, well et goung dunn nëmmen iwwert d'Finanzéierung. Haut sinn eng Rei aner Froe gestallt ginn, déi näischt mat der Finanzéierung ze dinn hunn. Ech probéiere wéi ëmmer ze kucken, datt mer och dorobber Äntwerte fannen.

Ech géif och nach eng Kéier drun erënneren, datt de Statsminister gesot huet, datt déi Kannerbetreiung à terme gratis wier. Et ass also net an néierens gesot ginn: Déi ass vum nächste Joer u gratis. Et ass also ze kucken, wéini dat definitiv gratis ass fir all Mënsch iwwert d'ganzt Lëtzebuerger Land. Den Här Fayot huet zu Recht elo grad drop higewisen, datt dat nëmmen eppes ka sinn, wat ee méi à long terme gesäit. Iwwert d'Chèques services wäert ech mech hei nach duerno äusseren.

Mir hunn zu Lëtzebuerg 69.725 Kanner tëschent null an zwielef Joer. Tëschent null an dräi sinn et der 16.676, dovu 55% net Lëtzebuerger Kanner. Tëschent dräi an zwielef Joer 53.049 Kanner, wouvun 49% Kanner sinn, déi Netlëtzebuerger sinn.

An de Crèchen an an de Foyer-de-jouren hu mer eng Totalcapacitéit vu 5.494 Plazen. Do gi bis 2009 586 zousätzlech Plaze geschaf.

An de Maison-relaisen hu mer 100 Konventiounen, 213 Antennen, 13.386 Plazen. Effektiv sinn do amgaang elo de Moment nach 7.196 nei Plaze geschafen ze ginn. Da komme mer op eng nei Capacitéit vun 20.582 Plazen am Ganzen.

Mat deenen Zuelen ass dat net ëmmer esou einfach, well heiansdo am Laf vun den

Dateien, wa se erakommen an d'Planung ugeet, gesot gëtt: Mir wäerten do eng Maison relais bauen, déi 150 Still huet. Dann op eemol stellt sech eraus, datt et der vläicht och nëmmen 120 ginn, oder datt et der och weider ginn. Vun dohier wëll ech elo net hunn, datt Der mech mat där leschter Plaz do mat den Oueren huelt, fir ze soen: Ma neen, dat war awer elo falsch, wat Der deemools do gesot hutt.

Da falen och ganz dacks eng Partie Plazen ewech dee Moment, wou dann déi nei Infrastrukturen opginn, well eben dann déi Strukturen, wou viraus d'Kanner dra waren, fir aner Saache gebraucht ginn.

Mir hunn och probéiert wat mer kéinten ausrechnen, fir op e Präis ze kommen, op deem ee kéint héichrechnen, wat dat géif alles ausmaachen. An de Maison-relaisen huet et 2006 6,94 Euro d'Stonn kascht. Wa mer elo eng Augmentatioun vu 4% rechnen, da kéime mer op 7,50 Euro fir 2008 pro Stonn a pro Kand, wat encadréiert gëtt. Doranner ass net den Equipement an d'Infrastruktur berechent.

Facteuren, déi derzou féieren, d'Fraisen ze influenzéieren, si selbstverständlech d'Qualifikatioun vum Personal, d'Anciennetéit vum Personal, den Alter vun de Kanner, déi do sinn - d'Bëbeeë brauche méi Personal wéi méi grouss Kanner -, d'Flexibilitéit vum Accueil, an dann och selbstverständlech déi komplementar Prestatiounen. Ech huelen hei zum Beispill den Appui individuel, d'Eltereschoul, d'Prise en charge vu Kanner mat besonnesche Besoinen.

Ech soen - net wéi den Här Meisch, deen ëmmer nëmme Schlechtes iwwer mech seet -,…

Une voix.- Ooohhh!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- …mir hunn zesummen e schéine Projet zu Déifferdeng, wou mer mat der Intiativ Liewensufank iwwert d'Maisons relais probéiere bei d'Leit heemzegoen an ze kucken, wat, wann e Kand op d'Welt kënnt, d'Besoinë sinn. An ech muss soen, dat ass e Projet, dee fir mech aussergewéinlech wichteg ass. Ech denken och, datt et ee wäert sinn, dee laangfristeg och wäert iwwert d'ganzt Land ausgeweit ginn, well mer do wierklech Précoce-Problemer feststellen: Elteren, déi net beienee kënne sinn, well se kee Logement hunn; eng Fra, déi psychesch krank ass a bis dohinner net traitéiert ginn ass.

Dat sinn e puer esou Fäll, déi mir elo signaliséiert gi sinn, wou…

Une voix.- Ech hat gemengt, et géif lech net interesséieren.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, gesitt Der. Mir maachen dat och mat. Wann een eis dorobber usprécht, si mer ëmmer bereet, fir mat op esou Weeër ze goen. Leider gi mer net ganz dacks fir nei Iddien ugesprach. Et héiert een dann heiansdo wéi wann der do wieren, mä wann et bis driwwer hiergeet, fanne mer se awer net.

Bei den Assistant-parentauxen huet sech och eppes Wesentleches geännert. Dat ass, datt mer vir am Gesetz 347 Leit haten, déi dora geschafft hunn. Dat war eng Proposition de loi, déi och vun lech domat berücksichtegt gouf. Ab dem 1.6.2008 sinn et 1.188 Assistant-parentauxen, déi schaffen.

Hei soe mer, datt e Kand während engem Dag opgeholl gëtt, wann et fënnef bis zéng Stonnen do ass; en hallwen Dag, wann et bis zu fënnef Stonnen do versuergt gëtt. Do ass de Präis tëschent 4 a 5 Euro pro Stonn.

Et kann ee sech och méi Flexibilitéit duerch eng Vernetzung tëschent de Maison-relaisen an den Assistant-parentauxë virstellen. Mir hunn do e Projet zu Contern. Anerer, déi sech wëllen uschléissen, sinn häerzlech wëllkomm.

Mir hunn d'Internater, wou mer am Ganzen 102 Plazen dran hunn; 80 Plazen am Semiinternat; een neie Projet zu Diddeleng mat 40 Plazen, iwwert de Service vun de Vakanzen. Vun deem wëll ech hei net schwätzen.

Mir hunn am Ganze fir Kanner tëschent null an dräi Joer 5.228 Plazen - dat sinn 31% -, plus dann nach eng Kéier 1.100 nei Plazen, déi amgaang si gebaut ze ginn. Da komme mer op eng Capacitéit vu 6.329 Plazen - 38% -, déi zur Verfügung stinn.

Bei de Kanner tëschent dräi an zwielef Joer sinn et 15.022 Plazen; 28%. Do si 7.033 Plazen amgaang gebaut ze ginn. Da komme mer op 22.055; dat mécht 42% aus. A wa mer dann d'Totalen dovunner huelen, da si mer op 20.250; 29%. Mat deenen neien 8.134 derbäi, komme mer op 28.384 an 41%.

Elo weess ech, datt eng Partie vun Haiser nach net dee ganzen Dag funktionéieren, mä mir hu mat deene Gemengen ausgemaach, datt si fënnef Joer Zäit hätten, fir sech dorunner unzeschléissen a fir deem Rechnung ze droen. Da gesitt Der also, wéini datt mer op 41% sinn; wou vill aner Länner an Europa eis géifen drëm beneiden. Et wier vläicht heiansdo gutt, wann een dat och zur Kenntnis géif huelen.

Wat sinn déi zukünfteg Besoinen, déi mer hunn? Do hänkt et selbstverständlech dovun of. Mir hunn zum Beispill 400 Kanner zu Lëtzebuerg, déi aus hirer Famill eraus platzéiert sinn. Et hänkt dovun of, wéi mer mat deene verschiddene Congéen ëmginn - Congé parental, Congé éducation -; wéi vill Stonne gi mer fräi oder stelle mer fräi fir d'Kanner?; dann natierlech awer och d'Optioun vun de Familljen. An ech ginn dem Här Gibéryen Recht; selbstverständlech huet all Famill d'Recht, sech esou ze organiséieren, wéi si dat fir gutt fënnt, ob si dann dovunner wëllt profitéieren oder ob si net wëllt dovu profitéieren, oder wéi vill si dovunner wëllt profitéieren.

Dann däerfe mer och net vergiessen, datt mer an Zukunft musse kucken, wéi den Entourage an der Famill ass, wéi wäit nach d'Grousselteren, besonnesch och d'Groussmammen disponibel sinn. Dat alles spillt sécher och eng Roll an der Zukunft mat.

Da komme mer bei d'Gratuitéit. Déi Gratuitéit - et huet och kee Mënsch eppes aneschters gesot - ass eng Gratuitéit, déi nëmme ka progressiv sinn, wou een da muss kucken, wéi vill méi Demande kënnt, wann da bis déi gratis Offerte gemaach gëtt. Et ass ganz sécher, datt se méi grouss gëtt. Da brauch een also eng Kéier méi Capacitéite vun Infrastrukturen, vu Personal an dann och selbstverständlech d'Augmentatioun vun den Investissementer.

Vun dohier nach eng Kéier dem Statsminister seng Ausso, fir ze soen: 1. hänkt et dovun of wéi d'budgetär Mëttele sinn; 2. datt dat an der Zäit gesi gëtt, an 3. datt mer keng generell Upassung maache vum Kannergeld. Och dat ass vu ville Leit wéi et schéngt doriwwer iwwersi ginn.

Wa mer also déi Gratuitéit géife limitéieren, da musse mer kucken, opgrond vu wat datt mer dat maachen; sécher ëmmer no de Prinzipië vun deem, wat mer wëllen erreechen, d'Conciliatioun vu Familljen a Beruff, mä awer och d'Éducation informelle; ze kucke fréizäiteg Problemer ze entdecken, déi do sinn, an dann awer och individuellen Appui kënnen deenen eenzelne Kanner ze ginn.

Da muss ee kucken, wéi vill Stonnen d'Kanner an der Schoul sinn, an awer och de Congé vun den Eltere mat arechnen, fir datt een do op eng Hypothees vun der Aarbecht kënnt. Do hu mer gesot, d'Kanner, déi net scolariséiert sinn, kann ee rechnen 48 Wochen, mat 50 Stonnen an der Woch, well véier Wochen hunn d'Leit jo alleguerte Congé. Mir kënnen och net nëmme soen, et si 40 Stonnen an der Woch, well et muss ee jo och rechnen, datt d'Leit mussen dohinner kommen an erëm heemkommen. Bei deene scolariséierte Kanner wären et 37 Schoulwochen, mat 20 Stonnen Encadrement, eelef Woche mat 50 Stonnen Encadrement; an dann awer och déi véier Wochen ofgehale vun den Elteren.

Wa mer wëllen, datt mer progressiv op déi Gratuitéit kommen, dann ass fir mech awer déi Populatioun, déi ëmmer do war - an et ass och net déi, denken ech, déi hei ugesprach gouf -, net méi deier ginn, well ech hunn ëmmer zu alle Gemenge gesot: Wann ee Kand do ass, wat net ka säin Dag bezuelen, da kommt iwwert den Aarmebüro an da kritt Der déi Suen erëm. Ech wëll net hunn, datt - ech hat et wéinstens zéngmol och hei gesot, mä dat hëlleft jo wéi et schéngt net ganz vill - e Kand net ka goen, well seng Elteren et net kënne bezuelen. Da wiere mer gutt beroden, déi Suen ze bezuelen, well déi wäre gutt ubruecht.

Dofir ass dat och fir mech wichteg, niewent deem, datt all Kand vum 1. Januar u soll iwwer e Chèque service kënnen dovunner profitéieren. Wéi vill Stonnen datt dat sinn, kann ech lech haut net soen. Déi siwe Stonne kommen erëm - jo, Madame Loschetter -, well mer am Ënnerscheed zu deem, wat Der mengt, jo méi laang mam Syvicol diskutéiert hunn. An de Syvicol huet gemengt, dat wier eng gutt Zuel an do wier justement d'Mëttegiessen net mat dran, mä et géif drëm goen, fir Aktivitéite mat de Kanner ze maachen.

Dat hätt sech zesummegesat aus zwou Stonne während de fräien Nomëtteger, plus eng Stonn pro Dag während den net fräien Nomëtteger. Dir gesitt also, datt all déi Saache méi diskutéiert si ginn, wéi dat vläicht no baussen ausgesinn huet, mä dofir ass et awer ëmmerhi gemaach.

Wa mer dann also soen, datt eis virun allem déi Kanner um Häerz leien, deenen et net gutt geet an déi aarm sinn, da wiere vum Risque de pauvreté 14.000 Kanner betraff. Do kéime mer op e jährleche Coût vun 163.000 Milliounen, déi dat géif kaschten, wa mer den integrale Präis géifen derfir bezuelen.

Mir hu gerechent, datt vläicht 80% vun de Kanner géife vun esou eppes profitéieren. Mat engem Crédit d'impôt vun och nach ongefeier 80% géif dat nach eng Kéier - ech muss mech tommelen - am Ganze 580 Milliounen ausmaachen, wat einfach Frais de fonctionnement wieren; keng Käschten agerechent iwwert d'Gebaier a keng Käschten agerechent iwwert d'Indexupassung. Dir gesitt also, datt dat selbstverständlech e ganz ansehnleche Pak gëtt, ëm deen et geet.

Wa mer da soen, mir maache keng generell Upassung un d'Kannergeld, dann hu mer eng Rechnung, wou mir gesot hunn: Wann all Kand pro Mount 25 Euro géif bäikréien, da géif dat zu deem jëtzegen Zäitpunkt ongefeier 75 Milliounen Euro ausmaachen.

Wat mer jo net gemaach hunn: Déi Erhéijung vum RMG fir déi Kanner, déi do en Zousaz kritt hätten - dat sinn der 1,7 Milliounen, déi och do agespuert géife ginn -, dat géif also am Ganze 76,6 Milliounen; wou mer wäit dervun ewech sinn, fir jiddferengem dräi Stonnen ze ginn; wou mer och wäit dervun ewech sinn, fir deene Familljen, deenen et net gutt geet, dat doriwwer ze kompenséieren.

Eng ganz Partie Froen, déi ëmmer erëm gestallt ginn, betreffe jo d'selektiv Familljepolitik. Här Meisch, do fänken ech awer un e bësse schlecht drun ze sinn, well ech net méi weess, wéi mer et solle maachen. Wéi de Kannerbonus gestëmmt ginn ass, dunn ass gesot ginn: Ah neen, dat ass net richteg an dat ass näischt, well dat ass d'Géisskan. Elo soe mer: Elo maache mer et aneschters. Da gëtt gesot: Ah neen, elo sinn et awer déi doten oder déi doten, déi schlecht derbäi ewechkommen.

Ech menge jo awer, datt et jiddferengem hei och muss ëm d'Kanneraarmut goen, wa mer driwwer schwätzen. Woubäi ech wëll soen, datt de Chèque service net agerechent gëtt bei där statistescher Aarbecht. Wa se 163 Millioune kascht, da bleiwe mer d'nächst Joer nawell an deemselwechte Rhythmus, besonnesch wa mer och nach eng Steierbaisse maachen. Vum 1. Januar u fale mer erëm zréck, well déi Leit jo keng Steiere bezuelen. Also bezuele mer esou vill méi a mir gi statistesch nach méi aarm. Mä dat ass eng Fro, wou mer eng Kéier méi laang missten driwwer diskutéieren, fir eis eens ze maachen, ob mer d'Statistik bekämpfen oder ob mer d'Aarmut bekämpfen.

Da wier et fir mech wichteg, datt déi Chèques services am beschte géifen an de Gemengen ausgestallt ginn. D'Gemenge kennen d'Kompositioun vun hire Familljen. Si wëssen, wat kënnen hir Revenuë sinn. Ech kéint mer et selbstverständlech och virstellen, wéi spezialiséiert Servicer wéi de SCAS oder och wéi de Service de guidance de l'enfance dat géife maachen, well mer och méi laangfristeg musse gesinn, datt all d'Gesetzer wäerten eng Roll mat an de Chèques services eraspillen.

Ech denken un d'Aide à l'enfance, wou ee sech ka virstellen, datt och do Hëllefen ugebuede ginn iwwert d'Aide sociale; Chèqueservicer zum Beispill fir Psychomotorik, fir Vakanzekolonien, fir Piscinen, fir gratis Transport an ech weess net wat alles. Et gëtt also ganz vill Méiglechkeeten an et ass am Fong der Fantasie keng Grenz gesat dofir.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen, datt mer den 1. Januar ufänken domat, datt mer soen: Mir ginn dat fir Gratisbetreiungen an de Maison-relaisen, an de Crèchen, an de Garderien an an eenzelne Fäll, wann dat néideg ass an et ass soss näischt do, selbstverständlech och bei den Dageselteren.

Da gëtt vun deenen deiere Präisser geschwat, an datt mir hei géifen déi Präisser do an d'Luucht setzen. Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, wou déi 24 oder 23% hierkommen. Bei eis an de Crèchen hu meng Mataarbechter mer ausgerechent, datt et zënter 2004 bis elo 19,6% wieren, déi eropgaange sinn an déi reng zréckzeféiere sinn op d'Paien an d'Personal, déi mussen awer bezuelt ginn. Elo musst Dir mer just soen, wéi mer dat da solle maachen. A wie bezilt dann?

Et ass liicht fir hei ze soen: Gitt elo emol zréck mat deenen 23%! Et ass jo net, wéi wa mir déi Suen do an den Tirang geluecht hätten! Dat sinn déi Suen, déi d'Personal kascht, wann d'Leit se net lafend gerechent kréien. An d'Stad Lëtzebuerg hat ni eng Konventioun mam Stat, duerfir hunn déi näischt. Si hunn nach ni ee Frang kritt.

Une voix.- Jo.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dat muss ee jo och emol éierlechkeetshallwer vläicht soen. Näischt hënnert awer d'Stad Lëtzebuerg dru fir ze soen, mir wëlle keng Sue méi vum Stat a mir ginn eise Clienten et léiwer méi bëlleg. Ech kennen och vill Gemengen, déi hire Clienten et net verrechent hunn, mä déi de Präis, den Ënnerscheed, selwer bäigeluecht hunn. Och dat huet keen lech verbueden.

Also, et ass net gradesou einfach, wéi dat ëmmer hei gemaach gëtt, fir eng schlecht Familljeministesch dohinnerzestellen.

(Brouhaha)

Jo, jo!

Une voix.- Dir sidd am Widdersproch, Madame Minister!

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Madame Minister, erlaabt mer eng Fro.

Dir gitt mer awer Recht, datt et e Widdersproch ass, wann Der selwer elo d'Optioun huelt, fir datt mer, wéi de Premierminister gesot huet, laangfristeg gratis Kannerbetreiung sollen ustriewen, an da stellt Der de Gemenge Konditiounen, wann d'Gemenge sech wëlle mam Familljeministère konventionéieren, datt si op jidde Fall mussen...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ma, dat ass net richteg.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Majo dach!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dat ass net richteg. Frot emol, wéi vill Buergermeeschteren heibanne sinn, déi dat do net maachen!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Jo, mir maachen dat och!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ah jo, firwat net?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Maja, ma well si et selwer bäileeën, awer net, well se da keng...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- D'Gemeng Betzder ass déi räichste Gemeng...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dat huet awer näischt domat ze dinn. Här Bausch, dat huet awer näischt domat ze dinn, datt Der da keng Konventioun kritt hätt.

Sou ass et awer net. Ah neen!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif elo bieden, wien hei wëllt eng Fro stellen, dee soll sech melden an da kritt en d'Wuert! Deen Duerjerneen do, dat ass jo net ze erdroen!

(Hilarité)

Den Här Meisch huet d'Wuert gefrot, an d'Madame Jacobs ass bereet, op seng Fro ze äntwerten.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech probéieren op se alleguerten ze äntwerten.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, ech wëll d'Madame Jacobs just froen, ob et stëmmt, datt d'Gemengen a Konventioune fir d'Maison-relaisen obligéiert gi sinn, fir d'Tariffer an d'Luucht ze setzen, wat d'Participatioun vun den Elteren ubelaangt - jo oder neen.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Mir hu gesot, datt mir géife mengen, datt et richteg wier, datt ee géif mat senge Präisser eropgoen. Ech hu gesot elo grad, datt et eng ganz Partie vu Gemenge sinn, déi dat net gemaach hunn, mä déi et selwer bezuelt hunn. Da kënnt Der net soen, datt et eng Obligatioun ass! Et ass eng Recommandatioun.

Ech wëll awer soen, Här Meisch, datt hei an deem Haus ëmmer gesot gouf, mir missten déi richteg Präisser rechnen. Ech hunn nach ni gesot kritt vun engem Deputéierten, Dir kënnt e politesche Präis maachen, mir fannen, datt dat an der Rei ass. Da misst Der mer awer och soen, wien et bezilt.

Ech si mat allem d'accord, mä ech hätt dann och gären, datt Dir sot, wien et bezilt.

Dir hätt gäre méi Flexibilitéit, d'Maisons relais 24 Stonnen op 24 Stonnen op. Wie bezilt dat dann?

Méi Qualitéit, dat heescht, denken ech, datt méi qualifizéiert Personal muss do sinn. Da sot Der, et däerf awer net esou deier kaschten. Wie bezilt et dann? Dir, mir, wien?

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Lauschtert, lauschtert no, Dir Dammen an Dir Hären, Här Bausch, der Madame Jacobs hir Zäit ass souwisou schonn ofgelaf.

(Hilarité)

Elo loosse mer hir nach zwou Minutten, fir den Ofschloss vun hirem Discours ze maachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wéilt der Madame Minister eng Fro stellen.

M. le Président.- Jo, dann awer ganz kuerz, Här Gibéryen. Huelt net ze vill wäit aus.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President, well ech net aus der Stad sinn, hunn ech dat net esou richteg verstan. Duerfir wollt ech just d'Madame Ministesch froen, ob ech dat richteg verstanen hunn, datt de Ministère mat der Stad Lëtzebuerg eng Konventioun gemaach hätt, wou de Stat doduerch seng Part bäigeluecht huet, a wou et der Stad Lëtzebuerg awer fräigestallt gewiescht wier, fir hir Part integral net opzehiewen.

Ass et esou?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, jo, wa si se aus hirer Keess hätte wëlle bezuelen, dann hätte si dat gemaach.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Stad Lëtzebuerg hätt kënne soen, fir hir Part iwwerhaapt net...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Majo natierlech, esou wéi jiddfereen.

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...fir eis Part iwwerhaapt net...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ma net nëmmen d'Stad Lëtzebuerg, d'ganzt Lëtzebuerger Land! Ech wëll nëmme soen, mir si jo an der Autonomie communale.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Madame Jacobs, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech wëll nëmme just soen, et ass ganz einfach, wann een iergendwou op engem Pressebriefing ass, oder wann een iergendwou soss ass, fir der Familljeministesch d'Schold ze ginn. Duerfir sinn ech dankbar, datt mer elo haut de Mëtteg eng Kéier konnten hei och soen, wéi dat ausgesäit.

Une voix.- Et ass net vill derbäi erauskomm.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Et ass net vill derbäi erauskomm. Jo, Dir hätt vläicht kënnen de Leit...

(Interruptions diverses)

...elo eng Chance ginn, amplaz an dräi Deeg ze kommen. Ech weess net, ob d'Stad Lëtzebuerg ëmmer esou séier hire Conseilleren äntwert, wa si eng Fro an engem Débat d'actualité stellen, wéi et hei gemaach gouf.

(Brouhaha général)

Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren...

M. le Président.- Madame Jacobs, kommt elo zum Ofschloss!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech wëll zum Ofschloss soen, datt ech frou sinn, datt generell d'Leit alleguerten der Meenung sinn, datt mir éischtens méi mussen an d'Kannerbetreiung investéieren, datt jiddfereen der Meenung ass, datt et eng gutt Iddi wier, wa mer op de Wee géife kommen, fir zur Gratuitéit ze kommen, datt och jiddfereen, mengen ech, verstanen hätt, datt net iergendee kéint soen, datt dat nächst Joer géif ugoen, datt dat definitiv eriwwer wier.

Ech hu probéiert, Iech Äntwerten ze ginn op déi Saachen, déi mir gemengt hunn, datt mir se de Mëtteg géife gefrot ginn. Hei ass ëmmer nëmmen iwwert d'Finanzesteck an deenen zwou Saache geschwat ginn. Mir hate gemengt, datt de Mëtteg wéi gesot aner Saache gefrot gi wieren. Da musst Der verstoen, datt een och net op all dat kann äntwerten, wat Dir gefrot hutt.

Mä ech denke jo net, datt et déi éischten an déi leschte Kéier ass, wou mir doriwwer diskutéieren. Mir wäerten an der Kommissioun dat maachen, mir maachen dat mam Syvicol a mir maachen dat mat jiddferengem, dee betraff ass.

Wéi gesot, nach eng Kéier, d'Kanner si jo anscheinend, soe mer jo ëmmer, dat Wichtegst, wat mer hätten, da musse mer eis dat och eppes kaschte loossen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Villmools Merci, Madame Jacobs. Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Mir gesinn eis muer de Mëtteg um hallwer dräi erëm fir déi nächst Sitzung.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.17 heures)

SÉANCE 46

Jeudi, 12 juin 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
Mme Colette Flesch, Vice-Président

Sommaire

1. Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement
- *M. le Président (désignation reportée)*

2. 5780 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupert*

3. 5810 - Projet de loi relative aux acquisitions dans le secteur financier et portant transposition, dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, de la directive 2007/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 modifiant la directive 92/49/CEE du Conseil et les directives 2002/83/CE, 2004/39/CE, 2005/68/CE et 2006/48/CE en ce qui concerne les règles de procédure et les critères d'évaluation applicables à l'évaluation prudentielle des acquisitions et augmentations de participation dans des entités du secteur financier
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: M. Roger Negri*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5780 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 5851 - Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, ouverte à la signature à New York, le 14 septembre 2005
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement (suite)
- *M. le Président*

7. 5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code - Second vote constitutionnel
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel*
- *Second vote constitutionnel*

8. Interpellation de M. Camille Gira au sujet de l'enseignement musical dans le secteur communal
- *Exposé: M. Camille Gira (déposant une motion)*
- *Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf, M. Fernand Etgen, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. Jean-Pierre Klein, Mme Colette Flesch, Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, M. Camille Gira, Mme Colette Flesch, M. Aly Jaerling*
- *Motion 1 rejetée*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Luc Frieden, Ministre; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Här Minister Frieden, hutt Dir am Numm vun der Regierung eis iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

1. Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement

M. le Président.- Da komme mer direkt zu eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Mir zéien direkt de leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vir: d'Designatioun vun engem Member fir de Centre pour l'égalité de traitement. No den Dispositioune vun den Artikelen 135 an 136 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 22. Mee eng Kandidatelëscht arrêtéiert. D'Lëscht ass un d'Deputéierte verdeelt ginn. Mir hunn eng eenzeg Kandidatur fir de véierte Membersposte vum Centre virleien. Et ass déi vun der Madame Netty Klein. An dësem Fall erlaabt den Artikel 138 vun eisem Reglement d'Uwendung vum Artikel 4 (5). Dat heescht, dass dës Persoun als Member designéiert ka ginn, ouni dass doriwwer ofgestëmmt gëtt.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Voilà! Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zu deem normalen Ordre du jour, nämlech d'Diskussioun iwwert d'Retenue à la source libératoire. Fir dëse Projet sinn den Här Meisch an den Här Fayot ageschriwwen. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

2. 5780 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet, dee mer hei virleien hunn, soll d'Gesetz vum 23. Dezember 2005 iwwert d'Quellesteier amendéieren. Dat Gesetz vun 2005 gesäit eng Quellesteier fir d'Lëtzebuerger Résidentë vir op deenen Zënsen, déi si vun engem Agent payeur, dat heescht normalerweis vun enger Bank, déi hei zu Lëtzebuerg etabléiert ass, ausbezuelt kréien.

Den Taux ass 10%. D'Steier gëtt vun der Bank selwer zréckbehal, dofir heescht se jo och Quellesteier, a si ass libératoire, dat heescht, déi besteiert Zënse ginn net bei aner Revenuë bäigeschloe fir d'Besteierungsgrondlag festzeleeën. Géife se nämlech bei déi aner Revenuë bäigeschloen, da géife se zum Taux marginal besteiert ginn, dee momentan bis zu 38% ka reechen, wat esou enger méi héijer Besteierung géif gläichkommen.

Ech ginn hei wéinst der Vereinfachung vum Rapport net op d'Exemptioune bei der Quellesteier an, och net op d'Abattementer bei der Besteierung vun den Zënserträg.

Et falen also net ënnert d'Quellesteier d'Zënsen, déi e Lëtzebuerger Résident ausbezuelt kritt iwwert d'Placementer, déi hie bei enger Bank am Ausland gemaach huet. Déi Zënse kritt hie mat sengen anere Revenuë besteiert, an zwar zum Taux marginal, dee bis 38% ka reechen.

D'Europäesch Kommissioun huet der Lëtzebuerger Regierung en Avis motivé zougestallt, mat der Begrënnung, dës Diskriminatioun géif géint de Prinzip vun der fräier Zirkulatioun vun de Capitauxe verstoussen, well si déi Lëtzebuerger Awunner découragéiert hiert Geld bei enger Bank am Ausland ze platzéieren. D'Kommissioun huet och d'Regierung opgefuerdert, hiert Gesetz - dat heescht, eist Gesetz vum 23. Dezember 2005 - iwwert d'Quellesteier ze amendéieren; wat mat dësem Projet geschitt.

Nu kann awer de Lëtzebuerger Gesetzgeber d'Banken am Ausland net zwéngen, eng Quellesteier op den Zënse vu Placementer vu Lëtzebuerger Awunner opzehiewen. Dofir gesäit de Projet vir, datt déi Lëtzebuerger Steierzueler all Joer eng speziell Deklaratioun bei der Lëtzebuerger Steierverwaltung maachen, an där si hir Zënsen uginn, déi si vun enger Bank aus dem Ausland bezéien. Déi esou deklaréiert Zënse gi mam Taux vun 10% besteiert. An dës Steier befreit si och vun all aner Besteierung. Dat heescht, si ass och libératoire.

De Projet gesäit och vir, datt déi Steier, déi eventuell à la source vun der Bank am Ausland zréckbehal ginn ass, op d'Steierschold hei zu Lëtzebuerg kann imputéiert ginn. Dat heescht, si gi vun deene Steieren, déi een op anere Revenuen hei zu Lëtzebuerg verrechent kritt, ofgezunn.

De Statsrot huet mat e puer Remarquë säin Accord zum Projet ginn. D'Chambre de Commerce huet e puer Verbesserungsvirschléi gemaach, déi d'Chamberskommissioun mam Accord vun der Regierung awer net konnt zréckbehalen, well si en éischte Schrëtt an d'Richtung vun engem Abandon vum Bankgeheimnis bedeit hätt.

D'Chamberskommissioun huet mat Unanimitéit mäi Rapport ugeholl a schléit der Chamber vir, de Projet esou ze stëmmen, wéi en hei virläit. Ech bréngen heimat den Accord vun eiser Fraktioun.

M. le Président.- Ech gesinn, dass och déi aner Fraktioune mat de Konklusioune vum Rapporteur d'accord sinn, grad wéi d'Regierung. Mir stëmmen dann iwwert dee Projet de loi nom nächste Projet de loi of. Den nächste Projet de loi, dat sinn d'Acquisitiounen am Finanzsecteur. D'Wuert huet elo den Här Rapporteur, den honorabelen Här Thiel.

3. 5810 - Projet de loi relative aux acquisitions dans le secteur financier et portant transposition, dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, de la directive 2007/ 44/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 modifiant la directive 92/49/ CEE du Conseil et les directives 2002/83/CE, 2004/39/CE, 2005/68/CE et 2006/48/CE en ce qui concerne les règles de procédure et les critères d'évaluation applicables à l'évaluation prudentielle des acquisitions et augmentations de participation dans des entités du secteur financier

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, deen een oder deen anere vun Iech heibannen, deen erënnert sech vläicht nach un déi Geschicht virun net allze laanger Zäit, wéi eng hollännesch Bank eng italienesch wollt iwwerhuelen. Si ass deemools vun den italieneschen Autoritéiten zu Roum mat allerhand Tricken esou laang ausgebremst ginn, bis datt schliesslech eng aner italienesch Bank sech d'Konkurrentin ënnert den Nol gerass hat. Dat war vläicht eng Léisung à l'italienne, sécherlech awer keng europäesch.

Well den italienesche Manöver riskéiert huet, Schoul ze maachen, an domat d'Gefor ganz konkret war, datt iwwert dee Wee ongestrooft fundamental europäesch Prinzipië mat Féiss getratt géifen, huet d'Kommissioun zu Bréissel net laang gefackelt a si huet nawell ganz séier mat enger Direktiv reagéiert. Déi erfënnt d'Welt net nei, mä si ännert gläich fënnef existéierend Direktiven ëm, déi bis dohinner d'Regele bei grenziwwerschreidende Betribsiwwernahmen oder -bedeelegungen am Finanzberäich bestëmmt haten.

D'Bréisseler Kommissioun huet nämlech festgestallt, datt trotz deenen ernimmten Direktiven d'Regele queesch duerch Europa nach ëmmer zimlech ënnerschiddlech waren, an datt si sech vereenzelt nawell gutt prêtéiert hunn, fir grenziwwerschreidend Transaktiounen ze blockéieren oder se ganz ze verhënneren.

De But vun där neier Direktiv, déi mir haut ëmsetze sollen, besteet also ganz einfach doran, deenen nationalen Opsiichtsautoritéiten am Finanzsecteur eenheetlech Regele virzeschreiwen, un déi si sech hale mussen, wa si mat enger Acquisitioun oder enger Participatioun iwwert d'Grenzen ewech befaasst sinn, där si dann hire Seege gi sollen. D'Versuchung, mat all méigleche Prozedurtricken esou Transaktiounen ze ënnerlafen, soll domat an Zukunft ënnerbonne ginn.

Déi nei Direktiv, déi grad emol néng Méint al ass, probéiert op dräi Pläng ze agéieren:

1. D'Kritären, no deene sech déi national Autoritéite riichten, mussen, wa si enger Transaktioun gréng Luucht gi sollen, elo genee definéiert a limitéiert sinn, fir der individueller Imaginatioun vun der Opsiicht da méiglechst wéineg Spillraum ze loossen. Déi Kritäre bezéie sech geneesou op d'Honorabilitéit vum Keefer an deem säi finanziellt Réckgrat wéi op d'Honorabilitéit an d'Professionalitéit vum neie Management.

Ausschlaggebend dierf och der Führungsgarde hir Fäegkeet sinn, all déi Virschréften ze erfëllen, déi hir gemaach ginn. An natierlech däerf et an de Manager hire Vitaen net dee geréngste Verdacht vu Geldwäsch ginn, well dat ass jo haut dat gréisste vun alle Kapitalverbriechen am Finanzberäich.

Et sinn, wéi gesot, déi fënnef Kritären, déi zielen, an nëmmen déi fënnef, fir datt jo keen op de Gedanke kënnt, nach zousätzlech Barrièren ze bastelen.

2. D'Délaien, bannent deenen déi national Opsiichtsautoritéiten hir Evaluatioune maachen an hir Décisioun huele mussen, ginn ëm dräi Méint - ëm ganzer dräi Méint! - op 60 Schaffdeeg erofgesat. Sollt deen Délai net agehale ginn, dann ass déi Transaktioun, ëm déi et geet, d'office ofgeseent. Hei gëtt also nom Prinzip verfuer: «Le silence administratif vaut acceptation», am Contraire zur gängeger Praxis bei eis, wou de Silence administratif no dräi Méint bequemerweis e Refus bedeit.

3. D'Zesummenaarbecht tëschent den eenzelnen Opsiichtsinstanze gëtt verbessert, wat jo och iergendwéi Sënn mécht bei esou grenziwwerschreidenden Transaktioune wéi deenen, ëm déi et hei geet.

Fir dat alles ënnerdaach ze kréien, hu mir gläich un d'Basislégislatioun fréckele misse goen. Dat heescht, d'93er Gesetz iwwert de Finanzsecteur gëtt pour les besoins de la cause geännert, a well d'Initiativ sech net nëmmen op d'Banke bezitt, mä och d'Assurancë mat ofdeckt, gëtt dat 91er Gesetz iwwert d'Versécherunge gläich mat modifizéiert.

D'Abezéiung vum Versécherungssecteur hätt iwwregens zu engem Mëssel geféiert, deen hei net ënnert den Teppech sollt gekiert ginn. Am Begleettext vun deem Regierungsamendement, deen elo och bei den Assurancen deenen hiert Beruffsgeheimnis op déi PSFen ausdehnt, déi fir si schaffen, goufe gläich och d'Réassurancë mat ernimmt, wat allerdéngs total dernieft war, well d'Réckversécherer net dem Secret bancaire vun de Banken an och net dem Secret professionnel vun den Assureuren ënnerworf sinn.

Och am schréftleche Rapport vun der Budgets- a Finanzkommissioun - mea culpa! - geet vun den Assurancen an de Réassurancë Rieds. Mäi mëndleche Rapport haut ass deemno déi lescht Geleeënheet, deen Ausrutscher ze redresséieren. Duerfir hei elo ganz offiziell: D'Réassurancë kënnen hiert Beruffsgeheimnis net op déi PSFen ausdehnen, déi fir se schaffen, well se ganz einfach keen esou e Beruffsgeheimnis hunn.

Eng wesentlech Ännerung, wann och eng éischter formell, gouf esou en passant och nach an dat neit Gesetz agebaut. Et ass jo esou bei eis, datt d'Lizenz fir eng Bank oder eng Assurance eigentlech vum zoustännege Minister erdeelt gëtt. Mä a Wierklechkeet entscheet d'Opsiichtsinstanz mat hirem Avis fir den Trésorsminister, wie sech néierloossen däerf a wien net.

Déi Praxis gëtt elo offizialiséiert, op d'mannst an nëmmen, wat d'Iwwernahmen an d'Participatiounen ubelaangt. Déi ginn an Zukunft net méi vum Minister ofgeseent, mä vun der Iwwerwaachungsinstanz, dat heescht an eisem Fall entweder vun der CSSF bei de Banken oder vum Assurancëkommissariat. Domat wier dann eng eventuell politesch Amëschung an esou eng Zort vun Deal definitiv ausgeschloss, wat jo och iergendwéi dem Geescht vun der Direktiv entsprécht.

Här President, nach e Wuert zu den Avisen, déi zu dësem Projet virgeluecht goufen. De Statsrot ass a sengem Avis haaptsächlech op dräi Punkten agaangen.

Éischtens huet hie gemengt, d'Hiwäiser op déi verschidden Direktive missten duerch d'Referenzen op déi Gesetzer ersat ginn, mat deenen déi Direktiven an d'Nationalrecht ëmgesat goufen.

D'Budgets- a Finanzkommissioun ass allerdéngs der Meenung, datt, well ëmmer ee vun den Opérateuren, ëm déi et hei geet, am Ausland sëtzt, den europäesche Charakter vun den Direktive priméiert an net déi jeeweileg national Ëmsetzung. Duerfir ass d'Kommissioun bei der Originalversioun vum Text bliwwen.

Zweetens wollt de Statsrot méi wäit wéi d'Direktiv goen an all PSFen, also all aner Acteure vum Finanzsecteur, mat abezéien, net nëmmen déi, déi vun der Direktiv viséiert sinn. Och hei huet d'Budgets- an d'Finanzkommissioun där héijer Kierperschaft net gefollegt, well se gemengt huet, et soll een net virun de Won lafen an onnëtzerweis Acteure mat an d'Spill bréngen, déi net onbedéngt dragehéieren.

An drëttens schliesslech huet de Statsrot gemengt, et sollt een d'Gläichstellung vun den Assurancë mat de Banken, wat d'Extensioun vum Secret op d'PSFen ubelaangt, net eréischt mam Rescht vum Gesetz a Kraaft setzen, mä elo direkt. Do hat dann d'Budgets- an d'Finanzkommissioun näischt dergéint anzewenden an huet déi Propositioun iwwerholl.

Déi eenzeg Beruffskummer, déi sech zu dësem Gesetz zu Wuert gemellt huet, war d'Chambre de Commerce. Si hat eigentlech nëmmen eng Kritik unzebréngen an dat war déi, datt och d'Bourse als PSF mat engem ganz besonnesche Statut misst an de Genoss vun deem neie Gesetz kommen, well dat méi avantagéis fir si wier. Eng méi detailléiert Analys vum Text huet awer gewisen, datt dat net onbedéngt de Fall ass, an doropshin huet d'Budgets- an d'Finanzkommissioun décidéiert, där Suggestioun vun der Handelskummer net nozegoen.

An dann, Här President, en allerlescht Wuert zum Akraafttriede vun dësem Gesetz. Vu datt et hei ëm eng grenziwwerschreidend Transaktioun oder ëm grenziwwerschreidend Transaktioune geet, huet et kee Wäert sech ze tommelen, well dat Ganzt jo eréischt vun deem Moment u ka fonctionnéieren, wou ganz Europa mat deenesselwechte Bestëmmungen ofgedeckt ass. A well dat laut Direktiv den 21. Mäerz dat anert Joer si soll, gëtt dann och d'Mise en vigueur bei eis op deen Dag festgeluecht. Mat Ausnahm wéi gesot vun där Secretsklausel, déi elo direkt a Kraaft trëtt. Iwwregens net vun ongeféier, well déi hätt eigentlech scho bei der Ëmsetzung vun de MiFID-Regelen am Juli 2007 misse geschéien, mä war deemools einfach vergiess ginn.

Och wann dës Ëmsetzung eng éischter theoretesch Bedeitung fir eist Land huet, well mer bis elo nach keen esou e Fall erlieft hunn, wéinst deem hei légiféréiert gëtt, a mir eisen Opsiichtsorganer vollt Vertrauen an där Hisiicht schenke kënnen, sollt ee sech awer net verheeschen. Mir hu schliesslech, wann och net am Finanzberäich, schonn aner Fusioune bei eis erlieft, déi bis dohinner och kee fir méiglech gehalen hat.

Duerfir a virun allem, well mir als eng vun deenen zéng gréissten internationale Finanzplazen e Maximum vu Rechtssécherheet opzeweise mussen hunn, recommandéiert d'Budgets- a Finanzkommissioun der Chamber, dëst Gesetz ze stëmmen.

Ech fir mäin Deel bréngen alt schonn den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Text.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den honorabelen Här Negri huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer am Numm vun der LSAP-Fraktioun dem Rapporteur, dem honorabele Lucien Thiel, villmools Merci ze soe fir säi kompakten, concisë Rapport a seng mëndlech Explikatiounen, déi hien hei op der Tribün dozou virgedroen huet.

Et ass scho vu mengem Virriedner hei gesot ginn: An der Direktiv 2007/44 geet et ëm d'Schafung vu méi Transparenz bei der Iwerwaachung vu grenziwwerschreidenden Acquisitiounen a Fusiounen am Finanzsecteur.

De Kär vun dëser Direktiv besteet doranner, dass eenheetlech Prozeduren a fënnef kloer definéiert Kritären agefouert ginn, déi et den zoustännegen nationalen Autoritéiten erméigleche sollen, fir Fusiounen an Acquisitiounen no gemeinsame Standarden effikass ze préiwen.

Här President, d'Globaliséierung ass voll amgaang a gëtt ugefouert an ugedriwwe vun den internationale Finanzmäert. D'Acteuren op deene Mäert gi selwer och ëmmer méi global. Speziell am europäesche Bankesecteur gesi vill Experten nach e grousst Potenzial fir Konsolidéierungen, dat heescht am Kloertext fir weider Acquisitiounen a Fusiounen tëschent Banken an Assurancëgesellschaften. An dat selbstverständlech och ëmmer iwwer national Grenzen ewech.

Mir kënnen deen Trend jo hei zu Lëtzebuerg ganz einfach novollzéien. An der Mëtt vun den 90er Joren hate mir e Pick erreecht, wat d'Zuel vun de Kreditinstituter ugeet. Deemools waren ee Moment net manner wéi 222 Banken op der Finanzplaz aktiv. Haut sinn et der 155. Nieft e puer Instituter, déi hir Diere ganz zougemaach hunn, ass de Réckgang awer an der Haaptsaach op Fusiounen an Acquisitiounen zréckzeféieren. D'Konsolidatioun ass deemno voll amgaang a wäert och nach weidergoen, an an deem Mooss wéi d'Integratioun von den internationale Finanzmäert virugedriwwe gëtt, wäerten och déi grenziwwerschreidend Zesummeschlëss zouhuelen.

Dat bedeit natierlech och, dass d'Ufuerderungen un d'Kontrollinstanze vum Banken an Assurancësecteur zouhuelen. Virun allem, an dat ass jo eng Motivatioun fir dës Direktiv gewiescht, mussen déi Kontrollinstanze besser iwwert d'national Grenzen ewech zesummeschaffen, wa si déi integréiert Finanzmäert nach effikass kontrolléiere wëllen. Dofir si prezis Prozeduren a Kritären néideg, ouni déi et net oder net gutt geet.

Wéi soll zum Beispill eng CSSF sech e Bild vun der Honorabilité professionnelle vun engem zukünftege Bankdirekter maachen, wann deen eréischt no der Fusioun an den Direktiounscomité vun der Lëtzebuerger Filial geschéckt gëtt? Oder vun der Solidité financière vun enger auslännescher Bank oder Assurance?

Do ass d'CSSF op Informatiounen ugewisen, déi si vun den Autoritéiten aus dem Pays d'origine vum Acquéreur kritt. Do gesäit een also, dass et wichteg ass, dass déi Kooperatioun fonctionnéiert an dass kloer Regelen a Kritären existéieren, fir dass esou Operatiounen an de beschte Konditioune kënnen iwwert d'Bühn goen. Dat am Interessi vun deene bedeelegte Banken an Assurancen natierlech, mä awer och speziell am Interessi vu méi Transparenz an domat och vun enger méi effikasser Surveillance prudentielle.

Wéi wichteg déi Iwwerwaachung ass, a wat fir Konsequenzen et kann hunn, wann d'Iwerwaachung net richteg fonctionnéiert oder wann déi zoustänneg Autoritéiten net déi néideg Informatiounen hunn, fir sech e korrekt Bild vun der Situatioun op de Marchéen oder vun der Bonitéit vun eenzelnen

Acteuren ze maachen, dat gesi mir am Moment am Zesummenhang mat der internationaler Kreditkris, déi sech fir d'éischt zu enger Liquiditéitskris, enger Vertrauenskris, a finalement och zu engem seriöe Réckschlag fir d'Realekonomie entwéckelt huet.

Dat huet net direkt, awer indirekt mat eisem Projet vun haut ze dinn, well et ëm d'Fro geet, wat fir Moyenë sech d'Politik um nationalen an um internationalen Niveau gëtt, fir hir Kontrollfunktioun assuméieren ze kënnen. Wann d'Wirtschaft sech globaliséiert, da musse sech och déi staatlech an iwwerstaatlech Autoritéiten d'Moyenë ginn, fir Schratt ze hale mat dëser Entwécklung, soss gesi si de Géigner ëmmer nëmme vun hannen. Do kënnt also nach en enorme Chantier op eis duer an de Projet, dee mer haut hei stëmmen, ass do nëmmen e klenge Mosaiksteen dran.

Här President, ech wollt och dann nach bemierken, dass mer et ganz erfreelech fannen, dass mer hei eng Direktiv vum 5. September 2007 ëmsetzen, déi eréischt den 21. Mäerz 2009 a Kraaft triede soll. Mir leien do also, fir eng Kéier, ganz gutt an den Délaien. Ech wollt dat emol eng Kéier ganz positiv ervirsträichen.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech gesinn, och déi aner Fraktiounen deelen d'Konklusioune vum Här Negri, an deementspriechend komme mer elo zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5810 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par Mme Christine Doerner), Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Alex Bodry) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. 5780 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (suite)

Mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi 5780.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5780 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes (par M. Laurent Mosar), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Alex Bodry) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Projet, dat ass de Projet 5851, eng Konventioun iwwert den Terrorisme nucléaire. D'Wuert huet de Rapporteur, déi honorabel Madame Doerner.

5. 5851 - Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, ouverte à la signature à New York, le 14 septembre 2005

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Stéchwuert vun dësem Projet ass Terrorismus mat radioaktivem Material.

D'UNO-Konventioun zur Bekämpfung vun nuklearterroristeschen Handlungen ass am Juli 2007 a Kraaft getrueden. Et ass net déi éischt Antiterrorkonventioun, déi Lëtzebuerg an eist nationaalt Recht ëmsetzt, mä et ass déi rezentsten an enger Serie vu bal 13 internationale Verträg, déi d'UNO nom 11. September 2001 weidergedriwwen huet.

D'Infraktioun vum „acte terroriste" ass an eisem Code pénal am Artikel 135 verankert. Dëst neit Instrument soll elo ganz spezifesch dobäi hëllefen, den Zougank zu Atomwaffe fir Terroristegruppen ze verhënneren. D'Initiativ vun dëser Konventioun hat Russland iwwregens schonn am Joer 1997 ergraff, aus der Suerg eraus, dass nom Zerfall vun der Sowjetunioun atomar Sprengsätz, wéi zum Beispill déi Rucksakbommen, net a falsch Hänn komme sollen.

Aus Grënn vu Sécherheet a Weltfridde sinn déi zivil a militäresch Atomprogrammer an Ariichtungen internationalen Normen a Kontrollen ënnerworf. Mä dës Mechanisme versoen awer bei net staatlechen Acteuren. Fir elo de Sënn vun dëser ergänzender Konventioun ze verstoen, muss ee sech d'Fro stellen, mat wat genee kéinte fanatesch Gruppe versichen, Nuklearattacken ze lancéieren, a wéi wahrscheinlech et wär, dass hinnen den Asaz vu bestëmmte Mëttelen tatsächlech geléngt.

Aus Sécherheetskreesser wësse mer, dass haut Nuklearterrorismus mat geklaute Waffen aus engem Militärarsenal oder selwer gebauten Atombommen net sonnerlech wahrscheinlech ass. Alternativ Forme vun Atomterrorismus sinn, am Géigendeel, awer wahrscheinlech, wéi zum Beispill déi sougenannten „schmotzeg Bommen".

Esou eng „knaschteg Spaltbomm" ass d'ailleurs relativ simpel hierzestellen: Konventionellem Sprengstoff, TNT, oder enger Mëschung aus Diesel an nitrathaltegem Dünger gëtt ganz reng gemuelent radioaktiivt Material bäigemëscht. Duerch d'Explosioun vun esou Miniaturbomme gëtt d'Radioaktivitéit an engem gewëssen Ëmkrees verspreet.

Dëst méi schwaacht Strahlematerial léisst sech méi liicht beschafen, well et jo zougänglech ass a medezineschen an industriellen Domänen. Esou eng Zündung an enger Groussstad géif massiv Panik a Kontaminatioun ausléisen. Och d'Poloniumvergëftung…

M. le Président.- Ech géif ëm e bëssen Opmierksamkeet fir de Rapporteur bieden!

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- …vum Alexander Litvinenko 2006 zu London weist nach aner Méiglechkeete fir Terror mat radiologeschem Material.

Dat sinn düster Virstellungen, an duerfir gëllt et ganz einfach weiderhin Terrorgruppen nach méi effektiv, an dat weltwäit, den Zougréff op Atomwaffen a radioaktiv Emissiounsquellen ze verwieren. Well kee Stat dat eleng meeschtere kann, mussen dës Beméiungen och vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt ginn, am Sënn vun der internationaler Kollaboratioun a Solidaritéit.

Och wann hei zu Lëtzebuerg - e Land ouni nuklear Ambitiounen - de Schwaarzmaart an d'Klaue vu Spaltbommen net eis gréisste Suerg ass, esou däerf dëst Thema eis awer net egal sinn. Duerfir huet d'Konventioun, déi mer haut sollen ofstëmmen, e Signalcharakter.

Ech wëll se kuerz virstellen. De Projet de loi besteet aus dräi Artikelen. Den éischten Artikel betrëfft d'Approbatioun selwer vun dësem Traité. Wéi gesäit de Vertrag selwer aus? En enthält 28 Artikelen, an do steet dran, dass all State verflicht sinn, hiert radioaktiivt Material den internationalen Atomnormen entspriechend ofzesécheren. D'Regierunge sinn ugehalen, eng Zesummenaarbecht ze leeschte beim Austausch vu Geheimdéngschtinformatiounen, an och déi ze verstäerken, a potenziellen Nuklearterroriste keen Openthalt ze gewähren.

D'State verflichte sech awer och, all déi strofrechtlech ze verfollegen, déi illegal radioaktiivt Material besëtzen, sech beschafen, fräisetzen oder soss an d'Virbereedung vun Nuklearattacke verwéckelt sinn. Duerfir gesäit den Artikel 2 vun dësem Projet de loi schwéier Strofe vir fir déijéineg, deenen d'Absicht nogewise ka ginn, duerch Nuklearverbrieche Mënschen ëmzebréngen oder ze verletze respektiv Schued u Saachen oder un der Ëmwelt unzeriichten. Strofbar no dësem Artikel 2 ass och d'Erpressung mat Menacë vun Nuklearattacken. Dës nei Strofdoten hunn d'Vocatioun, entweder autonom Infraktiounen duerzestellen, oder awer a Verflechtung mat terroristeschen Absichten.

De leschten Artikel vum virleiende Projet bestätegt de Grondsaz vun der internationaler Geriichtsbarkeet, esou wéi dëse Prinzip sech iwwert déi lescht Joren en droit public international, also am Völkerrecht, staark entwéckelt huet. Dat heescht, wann de présuméierten Auteur sech hei zu Lëtzebuerg géif ophalen an net ausgewise wär, da sinn d'Lëtzebuerger Geriichter kompetent, onofhängeg vun der Nationalitéit vum Auteur respektiv vun der Uertschaft vum Land vun der Infraktioun. De Conseil d'État huet zu dësem Projet de loi en Avis ofginn an divers redaktionell Ännerunge virgeschloen, déi d'juristesch Kommissioun ugeholl huet.

Ech kommen zum Schluss. Fir ofzeschléisse wëll ech soen: Well dëse Projet de loi eng sécherheetstechnesch Kollaboratioun duerstellt, fir de Gefore vun atomaren Attacke weltwäit wierksam ze begéinen, géif ech Är Chamber bieden, dëse Projet ze stëmmen. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, wann déi aner Fraktiounen d'accord si mat de Konklusioune vun der Madame Rapportrice,…

Une voix.- Excellent!

Une autre voix.- Très bien!

M. le Président.- …da géif ech bieden, dass mer zum Vote vun dësem Projet kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5851 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Lucien Thiel), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

6. Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement (suite)

Ech wollt d'Chamber nach eng Kéier froen, wat de Centre de l'égalité ubelaangt, ech hat dat net ganz prezis gesot, dass mer eis

Chamber TV

an der Stad: *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* **zu Esch:** *um Kanal S40 (455.25 MHz)*
zu Déifferdeng: *um Kanal S 29* **zu Diddeleng:** *um Kanal S 32* **an der Gemeng Nidderaanven:** *um Kanal S 29*

baséieren op den Artikel 138 vun eisem Reglement an an Uwendung vum Artikel 4 (5).

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Madame Netty Klein est désignée membre du Centre pour l'égalité de traitement.

Mir kommen dann zum leschte Projet de loi vun haut de Mëtteg, ier mer un d'Interpellatioun kommen. Dat ass de Projet 5597, eng Ofännerung vum Code d'instruction criminelle. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

7. 5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code - Second vote constitutionnel

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- An der Sëtzung genau virun dräi Méint, dat war den 11. Mäerz 2008, ass de Projet 5597 à l'unanimité gestëmmt ginn, trotz enger Opposition formelle vum Conseil d'État op e gewëssene Punkt vun dësem Projet. An zwar war dat de Rapport écrit et motivé vum Juge d'instruction am Kader vun enger Ordonnance de renvoi.

Wann ech zréckginn, da kann een dat folgendermoossen erklären. D'Regierung hat e Projet de loi eraginn, wou de Rapport écrit et motivé erausgeholl ginn ass, wat de Juge d'instruction betrëfft. D'Kommissioun war der Meenung, de Rapport écrit misst op jidde Fall obligatoresch bei engem Renvoi virun der Chambre criminelle drabehale ginn.

Duerfir huet d'Commission juridique en Amendement gemaach. Deen Amendement ass zréck bei de Conseil d'État gaangen. De Conseil d'État huet doropshin eng Opposition formelle gemaach an hien huet dat net guttgeheescht.

Doropshin ass de Projet erëm eng Kéier an d'Kommissioun komm. D'Kommissioun huet sech nach eng Kéier behaapt, aus folgenden Ursaachen eraus: Éischtens emol, well eng Affaire criminelle eppes Komplizéiertes ass, ass et wichteg, dass de Juge d'instruction domat bedeelegt ass oder säi Rapport ka maachen; awer och op Ufro vu Cabinet-d'instructioune selwer. D'Juge-d'instructionë waren der Meenung, et wär wichteg, dass déi Prozedur géif oprechterhale ginn.

Déi Opposition formelle ass nach eng Kéier widderholl gi vum Conseil d'État. D'Kommissioun huet sech awer erëm drop baséiert, dass aus deenen Ursaachen, wou ech gesot hunn, et wichteg wär dat bäizebehalen. Dunn ass dat à l'unanimité hei an der Chamber votéiert ginn.

Well awer déi Opposition formelle war, musse mer haut an enger deuxième Lecture nach eng Kéier heidrop zréckkommen. Ech géif bieden esou ofzestëmmen, wéi mer déi éischte Kéier ofgestëmmt hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Mir kënnen dann och hei zum Vote kommen.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President!

M. le Président.- Jo?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Just ganz kuerz, well no all deene Projeten, vun deenen d'Madame Doerner Rapportrice war, wëll ech vun all de Kolleegen hei vun alle Bänken awer der Madame Doerner Merci soe fir de mëndleche Rapport virun eis, dee soss net gemaach ginn ass, wa mer direkt un de Vote kommen. Ech wollt dat am Numm vun eis alleguerte maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech hat schonn am Numm vun eis alleguerten der Madame Doerner Merci gesot, mä doppelt genäht hält besser, Här Bettel. Mir kommen dann zum Vote.

Second vote constitutionnel

De Projet 5597 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Interpellatioun vum honorabelen Här Gira iwwert den Enseignement musical am kommunale Secteur. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

8. Interpellation de M. Camille Gira au sujet de l'enseignement musical dans le secteur communal

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt am Ufank vun dëser Interpellatioun drop hiweisen, dass ech se den 13. Juli 2005 agereecht hunn. Ech weess net, ob d'Madame Statssekretärin nach net prett ass, fir op meng Froen ze äntwerten. Ass se ënnerwee? Gutt, dann hoffe mer, dass se geschwënn aleeft, well si hat jo elo bal dräi Joer Zäit.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Si hat net geduecht, datt fënnef Projeten an enger hallwer Stonn géifen evakuéiert ginn.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Gutt. Dann hoffe mer, dass se geschwënn hei ass, well dat sinn elo bal dräi Joer. Ech wëll déi Bemierkung maachen, fir ze soen, dass dat en Zäitpunkt war ier d'Wellen ëm déi nei Tariffer vum Conservatoire du Nord héichgeschloe sinn.

Ech wëll awer gradesou kloer soen, dass déi Diskussiounen ëm déi Tariffer fir déi Gréng net iwwerraschend komm sinn. Déi zousätzlech finanziell Belaaschtung fir d'Gemenge war eng vun den Ursaachen, niewent dem Artikel iwwert de Contrat à durée déterminée, dass mir d'Gesetz 1998 net gestëmmt hunn. Jo, fir eis waren déi Problemer virprogramméiert.

Zur Ofwiesslung zitéieren ech mech dann emol eng Kéier selwer: „Ech sinn dovun iwwerzeegt, dass an zwee bis dräi Joer déi 190 Milliounen opgebraucht sinn an dass mer dann, wat de finanziellen Aspekt vun dësem Gesetz ubelaangt, genee déiselwecht Diskussiounen a Polemik kréien. Ech menge si ginn op d'Käschte vun deene Schüler, déi de Pech hunn, an enger Nopeschgemeng vun Ettelbréck oder der Stad ze wunnen, déi net bereet ass, hiren Deel vum Minerval ze bezuelen, an déi sech e Solfègecours vun 20 bis 30.000 Frang net kënne leeschten." Enn vum Zitat.

Abee, Här President, haut si mer genee do. Wann d'Regierung 2005 direkt op meng Interpellatioun reagéiert hätt, dann hätte mer déi Diskussiounen do vläicht - „vläicht" betounen ech - kënne verhënneren. Mä deemools huet se gesot, si géif nach studéieren. Ech hoffen also, dass an deenen dräi Joer gutt studéiert ginn ass an dass d'Madame Statssekretärin um Enn vun den Interventioune Léisungen op déi bestehend Problemer kann ubidden.

Ech betounen awer och gläichzäiteg, dass meng Interpellatioun net nëmmen op de finanzielle Volet vum Gesetz vun '98 ausgeriicht war an ass, mä eng generell Evaluatioun vun dësem Gesetz soll maachen.

Bekanntlech, an Dir erënnert Iech nach vläicht, hat dat Gesetz sech véier Ziler gesat: 1. Ofsécherung an eng finanziell Besserstellung vun den Enseignanten; 2. Harmoniséierung vun de Programmer duerch déi eenzel Ordres d'enseignement, mä och iwwer Land; 3. Homogeniséierung vun der Offer iwwer Land, a 4. d'finanziell Entlaaschtung vun de Gemengen.

Ech géif da probéiere kuerz déi véier Punkten een nom aneren ze beliichten.

Zum éischte Punkt: d'Personal. Dat ass sécherlech dee Punkt, wou d'Gesetz am meeschte bruecht huet. Vun de ronn 580 Enseignanten hunn der haut ongefeier 370 e CDI, also e Contrat à durée indéterminée. Do bleiwen der sécher nach bal 200. Mä éischtens mussen dat der jo elo net lauter sinn, déi iwwer zwee Joer sinn. Et schéngt och net ganz vill Onzefriddenheet am Secteur ze sinn. Mir ass och kee Prozess bekannt am Enseignement musical, deen ähnlech gelaf wier wéi deen, deen am generellen Enseignement gelaf ass, wou bekanntlech déi do Thematik zu gréisseren Diskussioune gefouert huet a wou mer och eng Jurisprudenz an Tëschenzäit hunn. Et ass fir eis awer och kloer, dass duerch dat Uerteel am Enseignement scolaire général deen Artikel aus dem Gesetz vum Enseignement musical gradesou hifälleg ass, wéi deen an deem anere Gesetz.

Wann ee mat den Acteuren um Terrain schwätzt, da kritt een als Echo, dass grad an deem heite Punkt d'Gesetz eng wichteg Stabilitéit an déi eenzel Conservatoiren a Museksschoule bruecht huet. Et kann ee sech virstellen, dass et virdrun, wou immens vill Leit mat ganz kuerzen, jährleche Kontrakter geschafft hunn, et wierklech schwéier war, e Projet d'école opzebauen an eng gewësse Kontinuitéit am Enseignement ze hunn.

En anert Zeechen dofir, dass hei villes passéiert, ass och vläicht d'Ofhuele vun de Stonnen, déi vun de Militärmuseker a -musekerinne gehale ginn. Dir wësst, dass jorelaang déi Leit ganz oft nieft hirem Job bei der Militärmusek och nach e ganze Koup Stonnen an deenen eenzelne Museksschoule virun allem iwwer Land gehalen hunn. Abee, déi Stonne si vu 460 d'Woch erofgaangen op knapp 280.

Och d'Paie sinn de Paien am generellen Enseignement ugepasst ginn.

Interessant ass awer och, dass hei an dësem Secteur, grad wéi an aneren, d'Zuel vun den Auslänner extrem grouss ass. Ëmmerhi bal 220 auslännesch Enseignanten hu mer. Ech weess elo net, ob dat Grenzgänger sinn oder Leit, déi hei wunnen. Dat wier och interessant emol gewuer ze ginn.

Zweete Punkt, Harmoniséierung vun de Programmer. Ech menge kënnen ze soen, dass och hei de Bilan insgesamt relativ positiv ass. D'Acteuren um Terrain confirméieren, dass den Unterrecht duerch d'Bank u Qualitéit gewonnen huet. Och d'Wiessele vun engem Gebai a vun engem Ordre d'enseignement an en aneren ass elo méi einfach ginn.

Et feelen awer och nach ëmmer zéng Joer nom Gesetz eng Rei Règlements grand-ducaux. Virun allem dat iwwert d'Formation des adultes. Dat fanne mir als Gréng net gutt, well grad an deem Beräich iwwert d'Erwuessenebildung d'Schülerzuele regelméisseg ganz séier wuessen.

Duerfir meng Fro un d'Statssekretärin: Wéisou dauert dat esou laang, eng Rei Règlements grand-ducaux ze publizéieren, virun allem dat iwwert d'Formation des adultes? A wéini ass mat deene leschte Règlements grand-ducaux, déi nach feelen, ze rechnen?

Bei allen Harmoniséierungsbestriewunge sollt een awer eiser Meenung no op zwou Saachen oppassen.

Éischtens, de Schüler an d'Schülerin net vergiessen. Et gëtt een an deem do Kontext d'Gefill net lass, dass villes, wat do harmoniséiert gëtt, éischter aus der Perspektiv an och deelweis aus dem Interesse vun deenen eenzelnen Institutiounen an den Enseignantë gekuckt a geplangt gëtt, awer manner aus der Siicht vun de Schüler a Schülerinnen.

An zweetens, et kann een och doutharmoniséieren. Wéi een Direkter mer gesot huet, soll ee wuel eng gemeinsam Basis fir all Museksschoule schafen, mä awer derfir suergen, dass all Gebai seng Autonomie behält a seng Kreativitéit a Fantasie kann entwéckelen.

D'Fro stellt sech, ob een net kann eventuell mat Socles de compétences fueren, ähnlech wéi elo ugeduecht gëtt am normale Schoulbetrib.

Am Résumé also zu dësem Punkt: Et soll een d'Aufgabegebitt vun deenen eenzelnen Divisiouns d'enseignement kloer definéieren; d'Harmoniséierung esou wäit garantéieren, dass Iwwergäng problemlos machbar sinn, mä all Schoul hire Fräiraum loossen, fir dass se kann en Enseignement ubidden, deen deen net ëmmer einfache Spagat tëschent Fräizäitbeschäftegung an héijem Niveau packt.

Drëtte Punkt, homogen Offer iwwert d'Land. Hei ass de Bilan schonn net méi esou positiv. Mir sinn der Meenung, dass an dësem Punkt d'Gesetz säin Zil net erreecht. Ee Bléck op déi Kaart, déi de Kulturministère ausgeschafft huet an déi mer och déi eng oder aner Kéier an der Spezialkommissioun vun der Territorialreform eis ugekuckt hunn, weist, wéi heterogen d'Joffer…

(Hilarité)

…wéi heterogen d'Offer - pardon - iwwert d'Land nach ëmmer ass.

Vu Gemengen, déi näischt ubidden, iwwer déijéineg, déi selwer Musekscoursen organiséieren, vun all deenen, déi eng Konventioun mat der UGDA hunn, bis bei déi, déi eng Konventioun mat enger anerer Gemeng hunn, vun deenen, déi eng Museksschoul mat anere Gemengen a Form vun engem Syndikat géréiere bis bei déi, déi wuel an engem Syndikat sinn, awer d'Schoul vun der UGDA hale loossen, vun deenen, déi punktuell un engem Conservatoire finanziell participéieren, bis bei déi, déi schlussendlech e Conservatoire féieren: Dir Dammen an Dir Hären, Här President, et gëtt näischt, wat et net gëtt an deem dote Secteur.

Hei rächt sech an eisen Aen, dass d'Regierung net op dee Wee gaangen ass, dee mir 1998 proposéiert haten, nämlech e Plan sectoriel iwwert den Enseignement musical ze maachen. Ech hu méi wéi eemol d'Beispill vun de Museksschoule geholl, fir an der Spezialkommissioun ze illustréieren, wat geschitt, wann ee mengt, Lëtzebuerg bräicht keng Landesplanung.

D'Resultat ass vernichtend: den organiséierte Chaos, eng heterogen Offer vun elementare Servicer iwwer Land, eng Diskriminéierung vun eenzelne Bevölkerungsgruppen, eng Verschwendung vun den öffentleche Gelder.

An dësem Fall an engem Saz résuméiert: E Museksunterrecht, dee sech nach just räich Gemengen a räich Familllje kënne leeschten.

Dat kann net d'Enn vum Lidd sinn, Här President, an duerfir sinn déi Gréng der Meenung, dass kee Wee laanscht dee Plan sectoriel féiert. Wéi mir eis dat virstellen, dorop kommen ech herno spéider nach zréck.

Véierten a leschte Punkt: déi finanziell Entlaaschtung vun de Gemengen. An dësem Punkt huet d'Gesetz total versot.

Zwee Facteuren hunn zur Käschtenexplosioun gefouert: Éischtens, d'Upassung vun de Gehälter vun den Enseignanten, an zweetens déi massiv Erhéijung vun de Schülerzuelen, déi ëmmerhin ëm 27% an zéng Joer, also praktesch ëm en Drëttel insgesamt, geklommen ass.

A well de Stat säi Bäitrag plafonéiert hat, ass d'Belaaschtung vun de Gemengen extrem an d'Luucht gaangen. Dorun huet och déi punktuell Upassung vun 2005 näischt Wesentleches geännert. Mir sinn haut wäit ewech vun deem engen Drëttel, deen iwwert dee Wee sollt gedeckt ginn. Besonnesch an de Conservatoirë sinn d'Käschten an d'Luucht gaangen.

Dat erkläert och déi ganz Situatioun am Conservatoire du Nord. Do kënnt am Norden awer nach Folgendes Spezifesches derbäi: Déi zwou Gemenge kréie pro Awunner iwwert d'Gewerbesteier an de Fonds communal wesentlech manner era wéi d'Stad Lëtzebuerg an awer och nach e gudden Deel manner wéi d'Stad Esch. Duerfir hu si och vill méi Problemer, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, wéi déi aner zwee Zentren. Mam Resultat, dass mer elo an der Nordstad Minervalë fir Non-résidanten hunn, déi eng normal Famill sech net méi ka leeschten, nämlech tëschent 600 an 750 Euro fir e Cours individuel. Dat si Chifferen, mengen ech, bei deene relativ akommesschwaach Familljen net méi drun denken, hir Kanner an déi Schoul ze schécken.

Hei weist sech net nëmmen d'Feele vu jeglecher Landesplanung, mä och nach den

dréngenden, akuten Handlungsbedarf a puncto Gemengefinanzreform.

Wann ee gär, Här President, dräi urban Zentren am Land hätt, da muss een deenen Zentren och déi finanziell Ressourcen zoukomme loossen, fir dass se déi Servicer kënnen ubidden, déi ee vun hinnen erwaart.

Et däerf een et sech awer net esou einfach maache wéi d'Madame Statssekretärin an engem Interview am „Lëtzebuerger Wort" vum 12. Mee 2007, wou si sech d'Liewe wierklech einfach mécht a seet, dat do wier e Problem vu Gemengenautonomie.

Sécher mussen déi politesch Responsabel vun Ettelbréck an Dikrech vun deemools sech de Virworf gefale loossen, dass se bei der Grënnung vum Conservatoire du Nord de finanziellen Impakt op hire Budget vläicht ënnerschat haten. Virun allem musse se sech och de Virworf maache loossen, dass se dee Conservatoire net op méi eng breet Basis gesat hunn a vun Ufank un e Fonctionnements- an e Finanzéierungskonzept mat den Nopeschgemengen opgesat hunn.

Et kann een e bësse verstoen, dass, wann een emol fir d'éischt eng Struktur opbaut, méi grouss gi léisst an dann op eemol higeet, nodeem ee festgestallt huet, dass dat engem säin eegene Budget finanziell awer dépasséiert, a gären hätt, dass Nopeschgemenge mat bezuelen, dat net gutt ukënnt. Do muss ee verstoen, dass eenzelne Gemengen dat e bësse sauer eropstéisst a se net einfach esou bereet sinn, de Portmonni ze zécken an de Scheck eriwwerzeschécken.

Mä ech hoffen trotz allem, dass awer d'Regierung mat eis eens ass, dass et och am Beräich Museksunterrecht keng sozial a geographesch Diskriminéierung däerf ginn, an dass se dann och bereet ass, hiren Deel vun der Verantwortung ze iwwerhuelen.

Här President, wéi stellen déi Gréng sech dann elo d'Zukunft vum Museksunterrecht zu Lëtzebuerg vir a wéi gesinn an eisen Ae méiglech Léisungen aus, fir aus dëser verfuerener Situatioun erauszekommen?

Éischtens, mir bleiwen derbäi, dass e Plan sectoriel déi néideg Basis ass, fir e rationellen, effikassen a sozialgerechte Museksunterrecht zu Lëtzebuerg ze organiséieren.

Wéi soll een do virgoen? No engem Inventaire vun allem Bestehende soll een e ronnen Dësch mat allen Acteuren organiséieren, a mat hinnen zesummen e Plang fir d'Land ausschaffen, wou jiddferengem seng Aufgaben, awer och Flichte festgehale solle ginn.

Optimal wier selbstverständlech, wann d'Resultat vun deenen Iwwerleeunge wär, dass an all Regioun vum Land d'Gemengesyndikat fir de Museksunterrecht responsabel wär. Ob dee Syndikat da selwer den Unterrecht organiséiert oder mat Partner, wéi der UGDA zum Beispill, dat soll deene Responsabelen iwwerlooss sinn.

Mä dës Manéier ass sécherlech déi einfachst, gerechtst an effikasst Manéier ze schaffen. Ech zitéieren do den Här Henri Schumacher, fréiere Generalsekretär vun der UGDA, deen an engem Artikel am „Journal" vum 16. Mee 2006 seet: „Glücklicherweise haben wir in Luxemburg, in zwei Kantonen, Gemeinden, die in der Finanzierung des Musikunterrichts regelrechte Pionierarbeit geleistet haben, nämlich die der Kantone Redingen und Klerf, die im Rahmen eines interkommunalen Syndikats den Bürgern aus ihren sämtlichen Gemeinden, jung und alt, erlauben ohne zusätzliche Kosten die Kurse ihrer kantonalen Musikschulen zu besuchen."

Ech kann aus der Praxis confirméieren, dass dat exzellent fonctionnéiert. Dat kascht och Suen, Dir Dammen an Dir Hären. Als Beispill kann ech Iech soen, dass d'Gemeng Biekerech net manner wéi 120.000 Euro op Réiden iwwerweist, fir hiren Deel zu där Museksschoul bäizedroen. Et féiert awer insgesamt zu relativ wéineg Diskussiounen, et féiert zu enger effikasser Organisatioun, zu engem ganz niddrege Minerval, an domat zu enger sozialer Gerechtegkeet.

Och wann déi Gréng sech eens sinn, dass dës Idealvirstellung vu flächendeckende Gemengesyndikater net esou einfach an och net vun haut op muer ze realiséieren ass, esou ass dat fir eis awer keng Ursaach, fir se net unzesteieren.

En zweeten Auswee aus där Sakgaass, wou mer dra sinn, ass, dass de Finanzéierungsmodus muss reforméiert ginn, an zwar op véier Punkten.

Éischtens, de Stat muss säin Drëttel déplafonéieren. Dir wësst sécherlech, dass de Moment deen Drëttel gekoppelt ass un d'Masse salariale vun de Statsbeamten a -beamtinnen. Et ass e bësse schwéier nozevollzéien, firwat - wann an de Museksschoulen, wéi elo grad gesot, d'Schülerzuele méi wéi een Drëttel klammen - een deem net Rechnung dréit, mä just d'Masse salariale vun de Statsbeamte kuckt. Mir sinn der Meenung, dass de Stat soll säin Drëttel un déi reell Käschten, déi an de Museksschoule sinn, koppelen.

Zweetens, mir sollen ewechkomme vun enger forfaitairer Ofrechnung an op déi reell Organisatioun kucken. Selbstverständlech si mer averstanen, dass dës Organisatioun d'Approbatioun vum Ministère de la Culture brauch, ähnlech wéi an der Primärschoul. Wann da Gemenge sech e gewëssene Luxus wëllen erlaben a gewësse Fantasië wëllen doriwwer eraus offréieren, da solle se dat dann och selwer finanzéieren.

Drëttens, eng gerecht Participatioun vun alle Gemengen. Mir mussen eppes géint d'Trittbrettfahrer maachen, déi et nach ëmmer iwwer Land gëtt. De Moment sinn déi Gemengen, déi selwer eng Museksschoul géréieren, déi Domm. Si bezuelen zweemol. Si hunn eng Kéier hir eege Fraisen, a si participéieren nach eng Kéier iwwert deen Drëttel, deen iwwert de Fonds communal de dotation financière dozou bäidréit, d'Käschten theoretesch zu engem Drëttel ze droen.

Véiertens, de Stat soll eiser Meenung no de Gros vun de Käschte vun der Division moyenne spécialisée an der Division supérieure iwwerhuelen. Dat sinn zu engem gudden Deel Leit, déi aus der Musek hire Beruff wëlle maachen, an do si mir kloer an däitlech der Meenung, dass dat keng kommunal Aufgab méi ass.

Dat ass an eisen Aen eng staatlech Aufgab, e bësse parallell zur Schoul, wou d'Gemenge responsabel si fir d'Primärschoulen, mä wou de Stat awer déi Formatioun doriwwer, wéi de Lycée an de Lycée technique, finanzéiert. Duerfir mengen ech, wier dat och gerecht. Dat géif dann och déi dräi regional Conservatoiren, déi jo wierklech eng national Aufgab ze erfëllen hunn, entlaaschten.

Déi dräi lescht Punkte vun deene véier, déi ech hei am Finanzberäich opgezielt hunn, sinn zimlech deckungsgläich mat deem, wat d'Regierung an hirem Pabeier der Spezialkommissioun zoukomme gelooss huet. Ech hunn dës Punkten, déi ech elo virgedroen hunn, insgesamt an enger Motioun formuléiert an hoffen dofir - well eigentlech och an der Spezialkommissioun e grousse Konsens iwwert déi Punkten do war - op eng breet Zoustëmmung. An därselwechter Spezialkommissioun waren och sämtlech Fraktioune mam Syvicol enger Meenung, dass am 21. Jorhonnert de Museksunterrecht eng Mission obligatoire fir d'Gemenge misst sinn.

Da kommt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir maachen elo Neel mat Käpp. Kommt mir weisen, dass déi Diskussiounen an der Spezialkommissioun net fir d'Kaz waren. Kommt mir beweisen un dësem Beispill, dass mer Landesplanung endlech eescht huelen an amstand sinn, flächendeckend, effikass a fir jiddfereen zougänglech öffentlech Servicer unzebidden. Kommt mir demonstréieren, dass Stat a Gemengen amstand sinn, jiddferee seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen, fir ze erméiglechen, dass jiddfereen, dee Loscht huet, hei am Land ka sangen, Trompett oder Piano spille léieren, ob hien dat mécht fir seng perséinlech Entwécklung, fir an engem Veräin a Bäitrag zum kulturelle Liewen an eisen Dierfer oder Stied ze leeschten, oder ob hie wëllt doraus an domat säi Liewe maachen. Dat kann an däerf keng Affär vu Sue sinn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que dix ans après l'entrée en vigueur de la loi de 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical communal, celui-ci ne se déroule toujours pas dans un cadre clairement défini ou harmonisé;

- qu'au niveau national, l'offre de cet enseignement reste très hétérogène;

- l'importance d'un enseignement musical adéquat et abordable, répondant aux différents besoins des jeunes;

- que l'enseignement musical est à considérer comme un service que les communes devraient obligatoirement offrir à leur population;

- les différentes formes d'organisation existant actuellement au niveau local (à savoir les conservatoires de musique, les écoles de musique communales, les syndicats communaux, les conventions entre communes, etc.);

- les problèmes de financement que connaissent quelques communes ou syndicats de communes;

- que certains communes et syndicats de communes - dont notamment le CMNord - ont dû sensiblement augmenter leurs tarifs;

invite le Gouvernement

- à élaborer un plan sectoriel «enseignement musical» qui permet l'établissement d'une couverture équitable et homogène de l'offre à travers le pays et qui définit clairement le rôle des différents acteurs;

- à revoir le mode de financement de l'enseignement musical en s'orientant aux prémisses suivantes:

1. déplafonner la contribution de l'État et l'agencer selon les frais réels des différents services offerts par les communes;

2. en ce qui concerne les écoles de musique et les cours de musique:

- abolition du pourcentage fixe de remboursement fixé par la loi et remplacement par un système de moyens budgétaires fixés à partir des indications précises de l'année scolaire écoulée et des inscriptions de l'année en cours avec un contrôle strict des ministères de tutelle,

- responsabilisation des différents établissements et communes face aux choix qu'ils ont effectués,

- participation identique et solidaire de toutes les communes dans le financement de l'enseignement musical de base comme offre obligatoire;

3. augmenter la part de l'État dans les frais de fonctionnement des trois conservatoires régionaux.

(s.) Camille Gira, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Schaaf.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Här President, Madame Statssekretärin, Kolleeginnen a Kolleegen, de Camille Gira huet et gesot, dass an der Chamberssitzung vum 13. Juni 2005, virun also bal dräi Joer, den Interpellant vun haut eben zum Sujet vum Museksenseignement eng Diskussioun ugefrot huet. Haut eréischt diskutéiere mer doriwwer.

An deem Sitzungsbericht kann een noliesen, dass déi deemoleg Ufro allgemeng begréisst ginn ass, well jiddferee sech bewosst war, dass eng punktuell Upassung, déi dee Moment den 13. Juli décidéiert ginn ass, ebe just eng punktuell Saach wier, just en Deelaspekt géif beréieren. Eng generell Diskussioun iwwer Sënn, Zweck an Ausriichtung vun enger eventueller Revisioun vun deem deemools siwen an haut zéng Joer ale Gesetz ass gewënscht ginn.

Den 13. Juli war also just de Finanzéierungsplaffong vum Stat ugehuewe ginn, fir eben deenen zwou Institutiounen, déi hire Statut geännert hunn - de Conservatoire de Musique du Nord an d'Museksschoul vun Déifferdeng -, den entspriechende finanzielle Kader ze ginn, ouni dass een d'Enveloppe muss nei verdeelen an domat allen aneren Acteuren um Terrain géif deementspriechend manner Sue ginn.

Jiddferee wousst, dass dat eng punktuell Saach ass, mä déi eis net géif generell zefridde stellen. Zu deenen, déi deemools scho gefrot hunn, dass dat Gesetz sollt nogekuckt ginn - d'UGDA, de Syvicol an och d'Spriecher deen Dag -, gehéiert entretemps och de Conservatoire de Musique du Nord. Dat ass eng Institutioun, déi ech besser kennen, an duerfir wëll ech och e puer Remarquen aus der Siicht vun dësen Ubidder vu Musekscoursë maachen.

De Conservatoire de Musique du Nord ass e Syndikat aus de Gemenge vun Dikrech an Ettelbréck, an och deen huet eis Statssekretärin gebieden, d'Gesetz vun '98 engem Bilan ze ënnerzéien. Zesumme mat de Conservatoirë vu Lëtzebuerg a vun Esch hu mer eng gemeinsam Analys vun der aktueller Situatioun gemaach a mer hunn eis Doléancë weiderginn. Och si sinn Demandeur fir eng Rei Ännerungen, esou dass mer am Moment eng Situatioun hunn, wou sech vill Bewegung an deem Dossier feststelle léisst.

Et gëtt sonner Zweifel eng Rei vu Verbesserungen, déi am Kader vum Gesetz kënne gemaach ginn. Ob dat gewollt ass op alle Bänken, ass jo dat, wat mer de Mëtteg hei héieren. Et ass och e gudde Moment, fir dat elo ze maachen, well d'Iwwerleeungen, déi am Kader vun der Spezialkommissioun vun der Réforme territoriale gemaach ginn, onbedéngt hei musse mat afléissen, an dat ass och en Deel vun der Äntwert, Här Gira, firwat een net virun dräi Joer déi Diskussioun scho konnt esou féieren, wéi mer se haut de Mëtteg kënne féieren. Déi Konklusioune solle jo déi aner Woch an der Kommissioun ugeholl ginn, an da leie se eis offiziell vir.

Ech wëll e puer Bemierkungen zum Gesetz vun '98 maachen, dann awer och déi aktuell Schwieregkeeten um Terrain beliichten - selbstverständlech ëmmer e bëssen och mam Brëll an um Beispill vun engem Conservatoire -, a schliesslech eng Rei Ureegungen zur Reform ginn. Déi, déi '98 derbäi waren, erënnere sech, dass et keen einfachen Textkompromëss war. Ech selwer war net derbäi, mä ech hu mer dat soe gelooss.

D'Ministesch Erna Hennicot huet deen deemools, no laangen Diskussiounen, virgeluecht. Dat Gesetz huet de Museksenseignement zu Lëtzebuerg grondleeënd nei organiséiert, verbessert an och finanziell nei opgestallt. Déi Benefisser, déi dat Gesetz bruecht huet, sinn onbestridden. De Museksunterrecht huet am Joer 1998 Objektiver kritt, déi och haut nach gëllen an näischt un Aktualitéit agebéisst hunn.

Am Gesetz kann ee liesen, dass et, éischtens, drëm geet, de Jonke Kenntnis a Freed un der Musek ze vermëttelen an hinnen et doduerch iwwerhaapt emol méiglech ze maachen, och um Museksliewen deelzehuelen. Zweetens hat dat Gesetz zum Zil, eng spezialiséiert Ausbildung op mëttlerem an héijem Niveau unzebidden, an drëttens, den Erwuessene Weiderbildungscoursen ze offréieren. Op deenen dräi Punkten huet dat Gesetz ee ganz positive Bilan opzeweisen.

D'Gesetz huet d'Qualitéit vum Museksenseignement eropgesat. Et sinn Enseignantë mat gudde Formatiounen engagéiert ginn an deene véier Divisiounen inférieur, moyen, moyen spécialisé a supérieur. Dat Gesetz definéiert, wéi een Acteur op wéi engem Niveau wat ze leeschten huet. Doduerch ass och eng Komplementaritéit entstanen tëschent Cours de musique, École de musique a Conservatoire. Och wann deen Tableau am Land - an do huet den Här Gira net Onrecht - heiansdo wéi en Dschungel ausgesäit, muss een awer soen, dass mer vill Acteuren hunn, déi niewenteneen - awer net nëmmen - an och vill matenee schaffen.

Dës Schoulen erfëllen hir Missioun als e wäertvollen Acteur op kulturellem Plang. Och duerch artistesch Manifestatioune brénge se d'Kultur lokal a regional weider. Fir d'éischte Kéier hunn d'Ubidder - d'Gemenge via d'UGDA, d'Museksschoulen, d'Syndikater a Conservatoiren - eng Kofinanzéierung vun de Käschten duerch de Stat kritt. Virun '98 gouf et keng stabil Kofinanzéierung, allefalls e klenge Subsid.

D'Offer vun de Coursen ass permanent eropgaangen duerch dat Gesetz a méi Schüler sinn an de Genoss vun der Musekserzéiung komm. Haut sinn et ronn 25% méi wéi virun zéng Joer. Haut si mer bei - ech weess et net genau - ëm déi 15.000 Schüler am Land, déi vum Museksenseignement profitéieren. Dat sinn der vill an dat ass gutt esou.

D'Enseignanten hunn dank definéierte Carrièrë korrekt a gutt Lounkonditioune kritt an och eng stabil Zukunftssécherung. Et bleift ee vun deene Problemer wéi deen, deen den Interpellant elo ugeschwat huet, vun de Contrats à durée déterminée oder indéterminée. Do si mer erëm an der Autonomie. All Acteur organiséiert sech do wéi e kann. Am Conservatoire du Nord beispillsweis kritt jiddfereen ee CDI, dee méi wéi zwee Joer engagéiert ass.

Am Land ass nach laang net alles harmoniséiert, mä et koum zu enger wesentlecher Ugläichung vun de Programmer. Et koum zu Projet-d'écolen zum Deel, et koum zur Zesummenaarbecht tëschent den Acteuren an och mam Ministère. National Programmkommissioun, Examen, Diplomer an esou weider ass alles harmoniséiert, koordinéiert ginn. Esou vill zu deenen eigentleche ganz konkrete Benefisser vun deem Gesetz.

De Stellewäert vun der Musekserzéiung huet no '98 eng nei Qualitéit zu Lëtzebuerg kritt. Ech wëll net wäit aushuelen, just awer ënnersträichen, dass den Exercice vun der

Musek dem jonke Mënsch wesentlech hëlleft bei senger sozialer, kultureller an noweislech souguer bei senger intellektueller Bildung. D'Gesetz vun '98 mécht de Museksunterrecht zu enger fakultativer Gemengenaufgab. Dass et eng Gemengenaufgab ass, dat streit keen of; och haut net. Ob se fakultativ bleiwe soll, dat ass diskutabel. Ech kommen nach dorop zréck.

D'Gemengen hunn hire Wee gesicht, no deem Gesetz der Musekserzéiung vun hire Bierger eng Perspektiv ze ginn. Syndikater sinn entstanen, Konventioune sinn entstanen, UGDAs-Coursë sinn entstanen an hunn d'Landschaft organiséiert. Déi eng hu sech méi an déi aner hu sech manner engagéiert. Déi eng si selwer zum Acteur ginn, déi aner hunn eng Zesummenaarbecht gesicht.

Am Norden hunn eben déi zwee Stied, Dikrech an Ettelbréck, hir zwou Museksschoulen, déi och scho regionale Charakter haten, fusionéiert an e Syndikat gegrënnt, fir en drëtte Conservatoire am Land ze bedreiwen. Et ass den Drëtten an der Chronologie vun der Entstehung, an et ass haut den Zweeten an der Zuel vun de Schüler. Haut sinn am Norden 1.510 Schüler zu dësem Moment ageschriwwen, mat ronn 70 Enseignanten, déi wäit iwwer 1.000 Wochestonnen op de Sitë vun Ettelbréck, Dikrech, Biissen, Veianen a Miedernach enseignéieren.

Wéi Dikrech an Ettelbréck 2003 e Conservatoire gegrënnt hunn, war et, fir am Sënn vun der Landesplanung, déi deemools awer nach kee Begréff war, derfir ze suergen, dass niewent Esch a Lëtzebuerg och den Norden eng performant a qualitativ héichwäerteg Struktur am Enseignement musical hätt; dëst net fir déi eegen Awunner eleng, mä fir eng Regioun, spréch fir jiddfereen, dee wëllt dohinner kommen. Déi zwou Gemengen hate bis dohin eege Museksschoulen an déi sinn doranner agefloss.

Haut kënnen d'Awunner aus dem Norde geneesou gutt iwwer eng Conservatoire-Struktur verfügen, wéi am Zentrum an am Süden, déi complémentaire ass zu deenen aneren Acteuren um Terrain. Geneesou gutt ass se an der Qualitéit wéi déi aner, mä manner gutt ass se am Accès wéi déi aner. Dat ass richteg.

Et ass finanziell fir déi zwou kleng Gemengen net ze packen, fir op Dauer vun hirem Budget ronn 1.100 Schüler, déi aus anere Gemengen dohinner kommen, ee präiswäerten Zougang zur Musekserzéiung ze erméiglechen. Mir wenden haut als zwou Gemengen 2,2 Milliounen Euro pro Joer op fir de Conservatoire; ouni d'Käschte vun de Gebaier wéi botzen, hëtzen, Portier, Entretien an esou weider. Déi Zomme misst een nach derbäirechnen. De Subsid vum Stat läit an därselwechter Héicht mat 2,2 Milliounen Euro, an all Recetten iwwert d'Taxe vu sämtleche Schüler, déi dohinner kommen, summéiere sech op 715.000 Euro.

De Problem ass, dass déi zwou Trägergemengen eng Institutioun géréieren, déi regionale Charakter huet, awer dofir nëmme lokal Gelder huet. 27% vun de Schüler kommen aus deenen zwou Trägergemengen an 73% aus anere Gemengen. Fir dee Budget ze équilibréieren, wennt Dikrech an Ettelbréck ronn 5% vun hiren ordinäre Gesamteinnahmen op. Dat ass Landesrekord. Keng aner Gemeng am ganze Land gëtt an dësem Verhältnis esou vill Suen aus fir de Museksunterrecht. An der Stad sinn et 2% an zu Esch sinn et der 2,5.

Kuerz- an och mëttelfristeg hunn eben déi zwou Gemenge keen aneren Auswee fonnt, wéi d'Taxe fir d'Bierger, déi net an deenen zwou Trägergemenge wunnen, eropzesetzen, an der Iddi, dass een déi Taxen opdeelt an eng Taxe résident oder eng Taxe ordinaire, déi jiddferee bezilt egal wou e wunnt, och zu Dikrech an Ettelbréck, an eng Taxe non résident, déi de Gemenge wou d'Schüler hierkomme soll a Rechnung gestallt ginn, fir dass se sech bedeelegen un deem Deel, dee fir hir Schüler muss engagéiert an organiséiert ginn am Kader vum Conservatoire.

Déi Taxen, déi elo an Applikatioun sinn, sinn nach ëmmer wäit ënnert dem Käschtendeckungsprinzip. Mä si sinn awer elo schonn esou héich, dass d'Schüler, wann hir Heemechtsgemeng se net duerch d'Iwwerhuele vun der Taxe non résident ënnerstëtzt, an der Gefor sinn, sech dësen Unterrecht net méi leeschten ze kënnen.

Déi vill Diskussiounen, déi vill Suergen, déi vill Bréiwer, déi vill Entrevuen, déi ech an deem Kontext an deene leschte Joren hat, dat géif scho Bicher fëllen. Esou vill zu de Limitë vum Museksgesetz vun '98 um Beispill vum Conservatoire.

Deeselwechte Problem hunn awer déi dräi Conservatoiren. Deeselwechte Problem hunn och déi néng Museksschoulen am Land, an a méi engem klenge Mooss déi ronn 70 Gemengen, déi am Land mat der UGDA zesummeschaffen. Regional Aufgaben iwwerhuele sech net gutt, wann een eleng lokal Budgetsmëttelen zur Verfügung huet.

Eng Zesummenaarbecht vun de Gemengen ass néideg. Eng solidaresch Ausriichtung vun der Politik muss awer och vu staatleche Mëttele begleet sinn. D'Opdeelung vun de Responsabilitéiten tëschent Stat a Gemengen, eng nei Definitioun vun den Aufgabe fir d'Gemengen, en eenheetlechen Zougang zur Musekserzéiung si landesplaneresch Aufgaben, déi hei musse berücksichtegt ginn.

Dat Gesetz huet also och seng Limiten a seng Schwieregkeeten. E puer dovunner sinn dës: Am aktuelle Gesetz vun '98 ass den Enseignement musical eng fakultativ Aufgab fir d'Gemengen. Si kënnen hire Bierger den Zougang zum Museksunterrecht ganz, deelweis oder och guer net finanzéieren. Mir kennen der am Conservatoire vun all Kategorie, déi et ganz, deelweis oder guer net maachen.

Am Fall vun eben dem Conservatoire stelle mer fest, dass mer haut ronn 830 Schüler vun auswäerts hunn, déi ënnerstëtzt gi vun hirer Gemeng; nieft deene 430 vun Dikrech an Ettelbréck. Da bleiwen eis 250 Schüler, déi keng Ënnerstëtzung kréien, keng Hëllef vun hirer Gemeng. Si mussen, nieft - d'Beispill ass genannt, ech soen et hei richteg an däitlech - 180 Euro Normalaschreiwung, fir en Individualcours 90 Euro pro Semester bezuelen, an zousätzlech, wa se net aus enger Gemeng kommen, déi fir si och en Deel iwwerhëlt, nach 550 Euro Taxe non résident. Dat ka sech net méi jiddferee leeschten.

Mir hunn allerdéngs vill - an dat däerf een net vergiessen an deem Kontext -, ganz vill Gemengen, vun deene bal 80, aus deenen d'Schüler kommen, déi sech mat eis zesumme ganz vill Gedanke maachen, wéi mer dee wäertvollen Unterrecht oprechterhale kënnen. Si engagéiere sech vill fir d'Musekserzéiung. Ech sinn hinnen och vun dëser Plaz aus e ganz grousse Luef schëlleg.

Mir hunn am Land eng ganz Rei vu Museksubidder. Et sinn an deene meeschte Fäll déi eenzel Gemengen, déi dat als e Gemengeservice ugesinn un hire Bierger an noutgedrongen dann och klorerweis d'Aschreiwungskäschten niddreg halen.

Och bei deenen dräi Conservatoiren, déi complémentaire zu de Museksschoulen an de Museksconsrë sinn an déi och weider Klassen ubidde bis zum Enseignement supérieur, sinn d'Käschte fir de Schüler ënnerschiddlech. Bei de Conservatoirë gëtt et een Nord-Süd-Gefälle. Am Süden ass et am bëllegsten, an der Stad ass et präiswäert an am Norden ass et am deiersten.

De Stat huet am 98er Gesetz e Prinzip ageschriwwen, laut deem zwee Drëttel vun de Lounkäschte géife vum Stat iwwerholl ginn. Mir sinn haut wäit dovunner ewech a mir kommen ëmmer méi wäit ewech. Dem Stat säi Bäitrag ass plafonéiert a bei wuessende Personalkäschten duerch déi agefouert Carrièren a wuessend Schülerzuele fält dee relative Bäitrag vum Stat vu Joer zu Joer.

E mécht am Conservatoire de Musique du Nord, wann ech d'Gesamtpersonalkäschte kucken, 44,14% aus. De Stat rechent do ëmmer e bëssen anescht wéi mir, well mer d'Lounkäschten alleguerte musse bezuelen. Zu Esch sinn et laut där Rechnung 35,41% an an der Stad souguer nëmmen 23,22%. Mir sinn also wäit vu 66% ewech.

An de Gemengen, déi selwer oder iwwert d'UGDA hir Coursen ubidden, ass et net vill besser. Mir riskéieren iwwer kuerz oder laang e Museksenseignement net méi kënnen an där Qualitéit ze finanzéieren, déi d'Gesetz vun '98 erméiglecht huet. A mir riskéiere Kanner, Jugendlecher an Erwuessener auszeschléissen aus renge Käschtegrënn.

Duerfir, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e puer Erwaardungen, eng Iwwerleeung zur Reform vum Museksgesetz an eng Reform, déi eiser Meenung no muss kommen.

Hei mussen onbedéngt d'Iwwerleeungen aus der Spezialkommissioun berücksichtegt ginn. Deckungsgläich mam Syvicol fuerdert d'Spezialkommissioun, aus dem Enseignement de base eng obligatoresch Missioun fir d'Gemengen ze maachen. Da muss ee jo natierlech och „enseignement de base" definéieren, wat dat ass. Et muss een definéieren, wat een dorënner ze verstoen huet, an de Ministère muss definéieren, an enger Neioplag vum Gesetz, wéi et bezuelt muss ginn. Den Zougang misst esou sinn, dass all Bierger sech et leeschte kann. Eng Fro also vun der Chargenopdeelung tëschent Stat a Gemengen, eben och Sujet fir d'Réforme territoriale, déi een net lassgeléist dovunner traitéiere sollt.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Net all Gemeng, an dat ass een anere Punkt fir d'Gesetz, soll oder muss selwer eppes ubidden. D'Kollaboratioune si landesplaneresch, finanziell an och qualitativ sënnvoll a sollten och begleet a favoriséiert ginn. Ideal wier, wann ee geregelte Finanzement och géif eenheetlech Taxen am Land mat sech bréngen, zumindest fir den Enseignement de base. Déiselwecht Servicer sollten idealerweis fir all Bierger zu deeneselwechte Konditiounen accessibel sinn.

Do dernieft misst eng Trennlinn gezu ginn tëschent dem Enseignement de base - obligatoresch unzebidde respektiv géigenzefinanzéiere vun de Gemenge fir hir Bierger - an deem, wat doriwwer erausgeet. Da muss och gekläert ginn, wéi dat, wat doriwwer erausgeet, kofinanzéiert soll ginn. Duerfir gi Richtlinne gebraucht.

Den Enseignement supérieur, deen an deenen dräi Conservatoirë geleescht gëtt, an do deelen ech d'Meenung vum Interpellant, ass e wäertvollen Apport fir eis Gesellschaft. Hei ginn déi zukünfteg Enseignanten, Musekspedagogen aus Primärschoulen a Lycéeën, professionell Museker, Veräins-, Chouer- a Museksdirigenten ausgebilt. Si sinn d'Stäipe vun eisem Kulturliewen. Duerfir ass et och ze iwwerleeën, awéiwäit dësen Ausbildungsniveau als national Aufgab unzegesinn ass an duerfir net méi haaptsächlech duerch lokal Kompetenzen oder déi dräi Conservatoirë muss finanzéiert gi wéi bis elo, mä eben och méi staark vum Stat.

Schliesslech soll d'Erwuessenebildung reglementéiert ginn. Dat war '98 virgesinn. Ee Règlement grand-ducal, deen awer net geholl ginn ass. Ideal wier et jo fir mech, wann eng Zort vu Carte scolaire géif erstallt ginn, oder e Plan sectoriel, dee regelt, wéi eng Institutiounen a wéi enger Géigend vum Land wat unzebidden hunn. Dat ass mat der Autonomie communale net ze maachen, wéi mer schéngt. Ech weess dat, ech wollt et awer hei soen, well dreeme kann ee jo ëmmer emol.

Zu de musekspedagogeschen Aspekter vum Gesetz wëll ech mech hei awer net äusseren. Mir hunn am Land ganz vill Fachleit an exzellent Professeren, déi eng wonnerbar Aarbecht maachen an déi gären hiren Apport hei ginn. Wann een de Museksenseignement no deene puer Prinzipien do ëmstellt a méi kloer geléist kritt, mengen ech, dass ee kee Plaffong méi brauch, op alle Fall kee fir den Enseignement de base an den Enseignement supérieur.

Ofschléissend wëll ech awer der Statssekretärin an dem Commissaire à l'Enseignement musical ausdrécklech Merci soen op dëser Plaz. Den Enseignement musical ass zu Lëtzebuerg op engem ganz gudden Niveau, an Dir gitt lech vill Méi an allen Diskussiounen, d'Musekserzéiung ëmmer als e wichtege kulturellen, sozialen an éducative Bäitrag ze gesinn.

Madame Modert, Dir hutt eis am Norde geschriwwen, dass den Här Schmoetten elo den Tour vun den Träger vum Enseignement musical mécht. Hie war och schonn am Comité vum Conservatoire de Musique du Nord. Dir hutt zu Recht drop higewisen, dass et net iwwerall déiselwecht Suerge sinn, net iwwerall déiselwecht Aart a Weis, an dass et net iwwerall déiselwecht Problemer gëtt.

No deem Gespréich, wat mer haten, ass et fir eis glaskloer, dass dësen Inventaire néideg ass, ier ee kann eng Reform vum 98er Gesetz proposéieren an da mat den Träger zesummen diskutéieren. Esou eng Plattform hate mer gefrot, an et schéngt eis kloer, dass een dee Wee virdru muss maachen. Dëse Wee ass de richtegen. Mir sinn dankbar dofir, a mir si bereet, aktiv matzeschaffen. Mir hoffen natierlech, dass dës Regierung nach e Konzept vun engem neie Museksgesetz kann ausschaffen. Ech bieden lech duerfir, dëst an deene beschtméiglechen Délaien an d'Wee ze leeden.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Schaaf. D'Wuert huet elo den Här Etgen.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz vun 1998 iwwert d'Harmonisatioun vum Museksunterrecht hat als Haaptzil, déi materiell Konditiounen, awer och den Zougang zu dësem Unterrecht ze verbesseren an esou, verbonne mat pedagogesche Konditiounen, eng Harmonisatioun vu Programmer a Gehälter innerhalb vum Museksunterrecht ze erreechen.

Haut stelle mer fest, datt mer ee musikaleschen Unterrecht vun enger exzellenter Qualitéit hunn, sief dat an de Conservatoiren, sief dat an de lokalen a regionale Museksschoulen, déi complémentaire zuenee fonctionnéieren. Opgrond vun de Veränneerungen innerhalb vun eiser Gesellschaft hunn déi Strukturen, déi d'Proximitéit zum Wunnsëtz vun de Schüler sichen, an deene leschte Joren un Attraktivitéit gewonnen an domat och un Importenz.

Madame Presidentin, mir stellen awer och fest, datt et enorm Ënnerscheeder queesch duerch d'Land gëtt, wat d'Infrastrukturen, d'Offer vun de méiglechen Unterrechtsfächer, d'Pedagogie, mä virun allem awer och d'Taxen ugeet. D'Ziler, déi sech 1998 gesat goufen, sinn nëmmen deelweis erreecht ginn. Grond genuch, fir sech haut intensiv mat dësem Thema ze beschäftegen a méiglech Verbesserungen ze skizzéieren.

De Museksunterrecht zielt nach zu de fakultative Missioune vun de Gemengen, an de Stat huet sech am 98er Gesetz dozou verflicht, sech un den Unterrechtskäschten ze bedeelegen an iwwert de Wee vu Kontrollkommissiounen eng Koordinatiounsroll ze iwwerhuelen. D'Harmonie tëschent dem Stat an deene verschiddenen Acteuren, déi grad an engem Domän wéi dem Museksunterrecht gefrot ass, léisst phaseweis dach staark ze wënschen iwwreg. Dissonanzen, op d'Käschte vun de Schüler, sinn dobäi leider net ausbliwwen. Ursaach heifir sinn eng gewëssen Inertie vum Innen- a vum Kulturministère, déi sech nëmmen allze gär hannert der Autonomie communale verstoppen.

Madame Presidentin, an dach ass de Stat an duebler Hisiicht gefuerdert. Engersäits, säin Optrag wat d'Kulturpolitik ugeet, an op där anerer Säit, säin Optrag a puncto Unterrechtspolitik. Et geet hei ëm e wesentlechen Deel vun der Allgemengbildung vun eise Kanner, et geet ëm den immensen Impakt vun der musikalescher Erzéiung op eist Kultur- a Gesellschaftsliewen. Et geet awer och ëm d'Ausbildung vu Beruffsmuseker, där mer de Moment ganz vill an der Grenzregioun rekrutéieren. Et kann een net genuch deen immensen éducative Wäert vum Museksunterrecht ervirsträichen.

Madame Presidentin, all dës Argumenter féiere mech dozou ze soen, datt d'Organisatioun a besonnesch och de Finanzement vum Museksunterrecht eng ähnlech Approche wéi beim Enseignement fondamental verdéngen.

Madame Presidentin, et geet hei nämlech och ëm d'Chancëgläichheet vun alle Kanner, egal aus wéi enger Stad, Regioun oder Gemeng se kommen. De Museksunterrecht muss eng obligatoresch Missioun vun de Gemenge ginn a soll nom Subsidiaritéitsprinzip eng kommunal Aufgab bleiwen. D'Kanner aus dem ländleche Raum däerfen net benodeelegt gi géintiwwer deenen, déi aus Stied kommen, wou et e Conservatoire gëtt. Den Zougang zum Museksunterrecht däerf net u soziale Kritäre scheiteren. De Museksunterrecht gehéiert zur Allgemengbildung.

Madame Presidentin, wa mer bei der Allgemengerzéiung vu Kompetenzsockele schwätzen, muss ee sech froen, ob mer bei der Musekserzéiung, besonnesch wat de Solfège ugeet, d'Lat net ze héich geluecht hunn. Ganz oft ass et de Solfège, dee fir vill Schüler zu engem regelrechten Hürdelaf gëtt. D'Zuel vun de sougenannten „Solfègegeschiedegten" huet an deene leschte Jore staark zougeholl: Kanner, déi keng Musek méi wëlle maachen, well d'Theorie hinnen iwwert de Kapp gewuess ass. Ech wëll an dësem Kontext ausdrécklech drop hiweisen, datt an enger ganzer Rei Länner de Solfège an den Instrumentalcours integréiert ass.

Madame Presidentin, et muss ee sech froen, ob de Museksunterrecht do ass fir déi brillant an héichbegaabt Schüler, déi bereet sinn, ganz vill Zäit an de Studium vun der Musek ze investéieren, oder ass en net haaptsächlech do fir déi Kanner, déi Spaass un der Musek kritt hunn, an déi Loscht hunn, an enger Museksgesellschaft matzemaachen.

Ech wëll elo där zweeter Grupp eng gréisser Opmierksamkeet schenken. Jiddfer

Kand, dat gudde Wëllens ass, dat heescht, dat bereet ass ze üben, misst d'Méiglechkeet hunn, fir Musek ze maachen. Och wann et nëmmen duerchschnëttlech begaabt ass oder wann et nach aner Hobbyen huet an deemno net seng ganz Fräizäit fir d'Musek hiergëtt.

Madame Presidentin, fir den Erwaardunge vun dëser Grupp gerecht ze ginn, brauche mer eng nei Definitioun vun engem moderne Basismuseksunterrecht an däerfen net fäerten, verschidde Sockele vun de bestehende Strukturen a Fro ze stellen. Niewent där 61-säiteger Etüd, mat exklusiv Zuelen a Grafiken, brauche mer een Avis d'experts iwwer eng denkbar nei Definitioun.

Wichteg ass och, datt d'Missiounen tëschent deene verschiddenen Types d'enseignement musical méi kloer definéiert ginn. Grad an engem Beräich wéi dee vun der Musek misst et dach méiglech sinn, eng Kommunikatiounsplattform, ee Forum vun de bedeelegten Acteuren zu Wuert kommen ze loossen, fir wichteg an néideg Reformen unzegoen an unzepaken.

Esou eng Reform muss och de verännerte gesellschaftleche Gegebenheete Rechnung droen. Dat heescht, et muss ee kucken, awéifern een dëse Basismuseksunterrecht an eis Maisons relais kann abannen. Dat bedéngt natierlech och, datt dës Infrastrukturen dat zouloossen. Mir brauchen dann an den Opfangstrukturen individuell Proufsäll, wou deen eenzelne Schüler sech op säi Cours ka virbereeden. Och muss ee kucken, wéini déi Kanner, déi an enger Ganzdagsschoul sinn, an d'Coursë sollen a kënne goen. Wann een owes no siwen Auer heemkënnt, huet ee kaum nach Loscht, fir ze prouwen.

A well mer, wéi de Premier dat virun zwou Wochen hei an dësem Haus ugekënnegt huet, jo eng gratis Betreiung vun de Kanner upeilen, wär domat och een Deel vum Finanzement vum Basismuseksunterrecht geregelt.

Madame Presidentin, dës Iwwerleeunge féiere mech zu enger anerer Fro: Wat däerf de Museksunterrecht kaschten? Wat ass d'öffentlech Hand, awer och deen Eenzelne bereet, fir de Museksunterrecht auszeginn?

Dës Froe stelle mer eis säit Joren, a méi intensiv awer no deenen héijen Taxenerhéijunge vum Conservatoire du Nord virun engem gudde Joer. Et sinn dës Taxenerhéijungen, déi eng grouss Polemik an e passionéierten Débat ausgeléist hunn. Leider ass d'Interpellatioun vun haut eng vun deene wéinege politeschen Aktioune bis haut. Wéinst deem grousse Gedäisch hat de Syndikat vum Conservatoire du Nord sech e Moratoire vun engem Joer ginn, fir zesumme mam Stat no Léisungen ze sichen, an huet d'Erhéijung ëm 50% fir ee Joer agefruer.

Madame Presidentin, haut muss ee sech d'Fro stellen, wat da konkret an dësem Joer geschitt ass.

An d'Fro ass scho gestallt ginn, firwat et esou laang gedauert huet, bis datt dës schonn am Juli 2005 ugefroten Interpellatioun elo eréischt, dat heescht no dräi Joer, op den Ordre du jour vun der Chamber kënnt.

Opfälleg ass och, datt déi successiv CSV-Ministere souwuel am Intérieur wéi an der Kultur mat enger kaler Schëller op parlamentaresch Ufroe vu grad CSV-Deputéierten an de Joren 2001 an 2007 - du vun de Kolleegen Ali Kaes a Marco Schank - geäntwert hunn an all Responsabilitéit vu sech gewisen hunn.

De Syndikat du Conservatoire du Nord mat un der Spëtzt dem Ettelbrécker Députémaire ass am Reflexiounsjoer, dat jo sollt genotzt ginn, fir an engem solidaresche Geescht no nationale Léisungen ze sichen, regelrecht am Ree stoe gelooss ginn.

Jo, et gëtt een d'Impressioun net lass, datt et CSV-intern a besonnesch bei den CSV-Nord-Mandatairen éischter ëm Positiounskämpf wéi ëm Reflexioune gaangen ass.

(Brouhaha général)

D'Reflexiounsjoer huet eis op alle Fall kee Millimeter virubruecht.

Aus zaghafte Wuertmeldunge schéngt erauszehéieren ze sinn, datt kuerzfristeg keng Transfertë vu Suen ze erwaarde sinn. Méi schlëmm nach, d'Fro ass gestallt ginn, ob mer am Norden iwwerhaapt e Conservatoire bräichten.

Madame Presidentin, eppes ass kloer…

(Interruptions)

Dat stoung an deem „Lëtzebuerger Wort"-Interview, deen de Camille Gira virdrun zitéiert huet, vum 12. Mee 2007.

(Interruptions)

Madame Presidentin, eppes ass kloer, d'Gemengen Ettelbréck an Dikrech verfügen net iwwert déi néideg finanziell Moyenen, fir aus Prestige oder aus Grënn vu regionaler Attraktivitéit eegestänneg e Conservatoire ze erhalen.

An der Tëschenzäit huet och de Gros vun den Nopeschgemenge sech engagéiert, d'Taxe fir d'Non-résidanten, a verschiddener souguer een Deel vun der Taxe d'inscription vun hire Schüler ze iwwerhuelen.

D'Gemengen hunn de Bewäis erbruecht, datt si handlungs- a verhandlungsfäeg sinn, an dach gëtt et esou vill Cas de figure, wéi et Gemenge gëtt: Déi eng ënnerstëtze just déi Schüler, déi och an der Duerfmusek sinn; anerer ënnerstëtze jiddfereen ausser deenen Erwuessenen; anerer iwwerhuelen d'Taxen nëmme bis op e bestëmmten Niveau an esou weider an esou fort.

Och de Conservatoire huet sech opgemaach an de Bewäis vu grousser Flexibilitéit an der Organisatioun vun dezentrale Coursen erbruecht. Vu datt awer Schüler vu méi wéi 70 Gemengen an de Conservatoire du Nord kommen, ass eng laangfristeg finanziell Ofsécherung eng Saach vun der Onméiglechkeet. Trotz alle solidareschen Aktiounen a well mer et net mat engem prezis ofgegrenzten territoriale Raum ze dinn hunn, bleift de Finanzement zimlech wackeleg.

Madame Presidentin, am Interessi vun der Chancëgläichheet misst besonnesch och d'Taxe d'inscription niddreg an iwwerall am Land déiselwecht sinn.

Madame Presidentin, uganks hat ech schonn ugedeit, datt et regional gekuckt och grouss Ënnerscheeder gëtt, wat d'Infrastrukturen ubelaangt. Net all Gemeng oder Syndikat ka sech wéi déi finanzstaark Gemenge modern, nei Gebailechkeete leeschten.

Ech denken hei besonnesch un de Syndikat vum Réidener Kanton, dee säit Jore mat groussem Succès eng Museksschoul fir e ganze Kanton bedreift, woubäi d'Coursen awer an de Primärschoulsäll vun der Réidener Gemeng ofgehale musse ginn. Esou eng Kohabitatioun ass net méi zäitgeméiss. Et mussen endlech och transparent an novollzéibar Kritäre fir de Finanzement vun neien Infrastrukture festgeluecht ginn.

(Interruption)

Madame Presidentin, ofschléissend wëll ech festhalen, datt de Museksunterrecht zu Lëtzebuerg eng formidabel Entwécklung kennt. Dat ass eng Leeschtung vun alle Bedeelegten, de Gemengen, awer och vum nationale Museksverband, der UGDA, där hir Museksschoul dee gréissten Zouwuess ze verzeechnen huet. Et ass eng Evolutioun, déi ville begaabte Museksschüler flott Zukunftsperspektiven opmécht.

Et gëllt also, déi voll flott Initiativen awer och nei Iddien, déi opgrond vun der gesellschaftlecher Verännerung musse kommen, openeen ofzestëmmen. Am Interessi vun der Saach däerf et kee Konkurrenzdenken tëschent deene verschiddenen Unterrechtsstrukture ginn. Si musse komplementär zuenee fonctionnéieren, fir deene villschichtegen an differenzéierten Objektiver gerecht ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Etgen. Deen nächste Riedner ass d'Madame Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Madame Statssekretärin, Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee weess, datt scho virun 1998, wéi dat aktuellt Gesetz gestëmmt gouf, ronn 20 Joer un engem Projet fir d'Harmoniséierung geschafft gouf, dat Ganzt ouni Erfolleg, da gesäit een och, wéi komplex déi Matière ass, iwwert déi mer haut de Mëtteg schwätzen.

A wann ee weess, datt och dat aktuellt Gesetz vun 1998 bal zwee an en halleft Joer um Instanzewee war, da gesäit een nach méi staark, wat un Diskussiounen néideg war, fir iwwerhaapt e Gesetz zustanzebréngen.

Mir wëssen haut, datt de Museksunterrecht eis Gemengen eng Staang Geld kascht, a mir sinn eis awer, hoffen ech, alleguerten heibannen eens, datt jiddfereen, ob jonk, ob al, ob aarm, ob räich, eng qualitativ héichwäerteg musikalesch Ausbildung soll kënne kréien, wann hien déi da wënscht.

Dat heescht am Kloertext, datt d'Gemengen net kënnen higoen a Coursen zu Präisser ubidden, zu deene sech nëmmen nach géife bestëmmte Schichten, wéi dat emol ganz fréier de Fall war, eng Museksschoul oder och e Conservatoire kënne leeschten.

Wann ech als Beispill d'Präisser fir dëst Schouljoer fir d'Schülerinnen an d'Schüler aus menger Gemeng vun Diddeleng huelen, da gesäit een, datt déi méi wéi sozial sinn. Als Beispill kascht hei e Cours collectif fir Kanner 20 Euro pro Joer an ee fir Adultes 75. Déi Präisser ënnermaueren also meng Bemierkung vu virdrun, nämlech d'Recht op musikalesch Ausbildung fir jiddfereen, woubäi een awer och muss bemierken, datt aner Gemenge schonn haut vill méi héich Participatioune vun de Schülerinnen a Schüler verlaangen, fir e Qualitéitsunterrecht iwwerhaapt nach kënnen unzebidden.

Ausserdeem hunn déi meeschte Schoulen an de leschte Joren, fir finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen, en Ënnerscheed - an dat gouf scho gesot - bei de Minervalen tëschent Schüler aus der Ressortsgemeng an auswäertegen agefouert. Déi Participation supplémentaire schléit bei verschiddene Schoule richteg an d'Geld. Montantsupplémentairë vun e puer honnert Euro op de Kapp sinn hei keng Seelenheet méi.

Bei de Minervalë bleift dann ze klären - et gouf och schonn drop higewisen -, wéi een, zumools wann an Zukunft de Museksunterrecht soll obligatoresch gi fir d'Gemengen, allgemeng nom Solidaritéitsprinzip all Gemeng kann un de Käschte vun hire Schülerinnen a Schüler bedeelegen.

Zu der Finanzéierung. Wa mer bei menger Heemechtsgemeng Diddeleng bleiwen, da gesäit een, datt de Remboursement vum Stat, dee jo zwee Drëttel vun de Personalfraisë soll ausmaachen, beim Schouljoer 2006-2007 nach bei 55,88% louch. En Taux, deen d'Tendenz huet erofzegoen. A wann ech hei soen, datt zwee Drëttel vum Stat solle kommen, dann ass dat natierlech net ganz richteg.

Eigentlech finanzéiert de Stat iwwert de Kulturministère nëmmen een Drëttel vun de Bruttopersonalkäschten, esou steet et am Gesetz vun 1998. E weideren Drëttel bezuelen d'Gemenge selwer, an deen drëtten Drëttel geet och zu Laaschte vum kommunale Secteur, well déi Suen eben aus dem Fonds communal de dotation financière kommen. Si ginn dacks awer fälschlecherweis als staatlech Subventioune betruecht, well eben de Ministère de l'Intérieur se ausbezuelt, mä et sinn awer, an dat ass ee Fait, d'Sue vun de Gemengen.

Wann hei also vun Taux de remboursement vun ëm déi 50% Rieds geet, da bezitt dat sech op déi zwee Drëttel, déi iwwert de Statsbudget fléissen, awer vun deenen nëmmen een Drëttel wierklech staatlech Gelder sinn.

Firwat gëtt awer haut deen Taux vun zwee Drëttel net méi erreecht? Ech wéilt hei véier Grënn nennen, déi mir perséinlech am wichtegste schéngen.

Do ass éischtens emol deen, datt d'Anciennetéit an och d'Qualifikatioun vum Personal, wat agestallt gëtt, eng Roll spillt, mä awer och datt, zweetens, de Kuch - an dat gouf och scho vun engem vun de Virriedner gesot -, also déi global Zomm duerch ëmmer méi Schüler muss gedeelt ginn, esou datt fir jiddfereen am Endeffekt ëmmer nëmme manner kann do sinn, zemools wann ee weess, datt de Montant, dee virgesinn ass fir de Museksunterrecht, plafonéiert ass. Heiriwwer muss an nächster Zäit eng Diskussioun gefouert ginn.

Fir Iech just nach ee Beispill ze nennen, ëm wéi vill d'Schülerzuel eigentlech an de leschte Jore gewuess ass, hei déi vun den UGDAs-Coursen, déi vun 2.820 am Joer 1998 op 4.068 fir d'Schouljoer 2006-2007 geklommen ass, ee Plus also eleng hei vu méi wéi 1.000 Schüler.

Drëttens dann, datt d'Schüler an d'Schülerinnen opgrond vun den Harmoniséierungsbestëmmunge vill obligatoresch Niewefächer, ergo vill méi Coursë musse beleeë wéi fréier. Dat heescht: Méi Coursë bedeit méi Personal, also och ebe méi Käschte wéi fréier, ouni datt awer de Kuch, dee muss gedeelt ginn, méi grouss ginn ass. Och hei erëm eng Zuel vun de Stonne vun der UGDA: Déi louche bei 1.306 am Joer 1998 a sinn 2007-2008 bei 2.130 ukomm. Zu Diddeleng ass et ähnlech: Tëschent 1998 an dësem Schouljoer ass d'Zuel vun de Coursë vu 654 op 1.414 geklomm, also e Plus vu ronn 116%.

An e véierte Grond, firwat de Prozentsaz vum Remboursement zréckgeet, ass deen, datt de Schüler hire Curriculum an der Schoul vill méi laang ass wéi fréier, doduerch, datt haut ee wesentlech besseren Unterrecht ugebuede gëtt, zum Deel ebe wéinst de qualifizéierten Ufuerderungen un eist Personal. Wann de Schüler méi laang bleift an, esou wéi dat vum Gesetz gewënscht ass, besser ausgebilt gëtt, da kascht en natierlech och méi.

Ech hu virdrun hei den Taux vun Diddeleng opgefouert, mä ech kann Iech och aner Beispiller nennen - ech gräifen der zwee eraus -, Iechternach 49,5% oder och nach Wolz mat 52,5%. Fir Iech ze weisen, wéi vill den „coût net" vun esou enger Museksschoul am Budget vun enger Gemeng ausmécht, hei nach eng Zuel, erëm déi vun Diddeleng: Netto huet d'Diddelenger Museksschoul schliesslech 2003-2004 gutt 650.000 Euro kascht, 2004-2005 773.000 Euro, 2005-2006 823.000 Euro an 2006-2007 schonn 870.000 Euro.

Et gesäit een also, datt d'Museksschoulen an engem Gemengebudget net näischt ausmaachen, an de Stat misst dofir op d'mannst déi zwee Drëttel vun de Personalkäschte kënne garantéieren.

Fir komplett ze sinn, wéilt ech nach soen, datt am Gesetz vun 1998 ee Plaffong vun 190 Millioune Lëtzebuerger Frang deemools, dat sinn haut 4,71 Milliounen Euro, als Participatioun jeeweils vum Kulturministère a vum Innenministère virgesi war. Am Budget 2008 ass dee Montant op zweemol 8,68 Milliounen Euro ugewuess, dat sinn 85% méi, awer net inflatiounsberengegt, dat heescht desindexéiert. Desindexéiert, dat heescht also reell, datt dat eng Augmentatioun vu plus/minus 50% ass. Dat ass natierlech net näischt, mä anscheinend geet et net duer, fir de Besoinen um Terrain gerecht ze ginn a matzehalen.

Wann d'Qualitéit vum Unterrecht net soll leiden, da muss een de Museksschoulen, der UGDA an de Conservatoiren och d'Méiglechkeet ginn, fir gutt Leit anzestellen. An déi kaschten nun emol ebe Geld, zemools wa se méi laang derbäi sinn, dat heescht hir Anciennetéit ugerechent gëtt.

D'Gefor ass allerdéngs do, datt, wann de Stat net higeet an d'Mëttelen, déi elo do sinn, opstockt, nëmmen nach Leit an den ënneschte Grade kënnen agestallt ginn. Ech mengen awer soen ze däerfen, datt ee Méi u Studië vum Enseignant och ee Mehrwäert bréngt fir d'Schüler an datt deemno och hei weiderhin op d'Qualitéit soll gesat ginn. Zemools well mir jo - laut Harmonisatiounsbestëmmungen - jiddferengem, deen an därselwechter Klass ass, datselwecht bäibrénge mussen.

An anere Wierder heescht dat, ob s du een Enseignant hues, deen, tëschent Gänsefeisercher, „just" een éischte Präis gemaach huet, oder awer een, deen en ausgebilte Museksproff ass, deen déi Klass enseignéiert, misst um Enn vum Joer eigentlech - och wann dat objektiv gesinn an der Musek net méiglech ass - all Kand deeselwechten Niveau hunn. Dat heescht, datt jiddfer Enseignant, op ënneschtem oder ieweschtem Grad, déiselwecht Aufgaben huet.

Ech sinn och iwwerzeegt dovunner, datt dat heiten elo näischt Friemes an Neies ass fir déi betraffe Ministèren, zemools well beispillsweis d'AEM - d'Association des écoles de musique - wéinstens an zwou Entrevuen d'Geleeënheet hat, am Ministère de l'Intérieur hir Doléancen duerzeleeën.

Och d'UGDA huet verschidde vun hiren Doléancë scho viru längerer Zäit virbruecht, ënner anerem de Problem, dee si mat der Steierverwaltung huet am Zesummenhang mat der Allocation de repas, op där d'UGDA - als Organisme de droit privé - méi héich Steiere bezuele muss wéi d'Gemengen. D'Steierverwaltung schéngt awer do net de Problem ze sinn. Dee besteet anscheinend éischter um politeschen Niveau. Vläicht weess d'Statssekretärin hei méi Detailer, respektiv ob dat an der Zwëschenzäit och vläicht geléist ass, well laut den Aussoe vun der UGDA sëtze si hei tëschent de Still a musse méi bezuelen. Dat Geld wär jo sécher besser an de Musekscoursen ugeluecht.

Wa mer da beim Personal sinn, dann ass et och wichteg ze gesinn, wat am Gesetz steet, a wat net. An zwar feelt eppes ganz Bedeitendes, nämlech d'Konditiounen, also wat ee muss kënne fir Enseignant ze ginn. Ech mengen domat net déi eenzel Punkten, wéi Sproochekenntnisser respektiv déi musikalesch Exigenzen, déi am Artikel 2 vum Règlement grand-ducal vum 25. September 1998 festgehale sinn, mä datt et

muss kloer sinn, wat een iwwerhaapt muss pedagogesch kënnen, fir op d'Schüler lassgelooss ze ginn.

An de Conservatoirë gëtt et jo eng Ausbildung vun zwee Joer iwwert d'Pedagogik an d'Methodologie, an hei kënnt een eigentlech usetzen. Iwwregens verlaangt d'UGDA schonn zënter 1990 an hire Kontrakter, datt hir Chargéen déi dote Coursë maachen.

Nach eppes, wat mech stéiert, ass, datt fir d'Chargés de cours d'Formation continue obligatoresch ass - eng gutt Saach -, allerdéngs bei deene Persounen, déi als Professer genannt ginn, net. Firwat dësen Ënnerscheed? D'Formation continue ass jo awer an all Beruffsfeld wichteg, also och hei. Et sollt een och, wann een iwwert d'Formation continue schwätzt, d'Offer, déi momentan do ass, analyséieren, se regelméisseg verbesseren a firwat net och vergréisseren.

D'Gesetz iwwert den Enseignement muscial huet an de leschte Joren awer och vill Guddes mat sech bruecht, zum Beispill, datt iwwerall déiselwecht Saachen enseignéiert ginn an datt theoretesch kee Problem däerft si bei engem Wiessel vun där enger an déi aner Museksschoul.

Déi Museksschoulen, déi sech an der AEM, der Association des écoles de musique, zesummegeschloss hunn, si sech méi no komm, si hunn à peu près deeselwechten Niveau a si hunn eng gutt Kollaboratioun ënnereneen. Des Weidere besteet jo och den „Collège des directeurs et chargés de la direction des conservatoires, écoles et cours de musique", wou d'Direktere sech regelméisseg austauschen an och probéieren, konkret Verbesserunge virzeschloen.

Mä och hei ass net ëmmer alles Gold, wat blénkt. Mir wëssen, wa mir iwwert de Museksunterrecht schwätzen, datt et niewent de Privatschoulen dräi Zorte Schoule gëtt, d'Conservatoiren - deen zu Lëtzebuerg, deen zu Esch an dee vun der Nordstad -, d'Ecoles de musique, déi an der AEM zesummegeschloss sinn, an dann natierlech d'Cours de musique, déi vun der UGDA fir d'Gemengen organiséiert ginn.

An hei bestinn trotz Harmonisatioun, déi vum Gesetz gefuerdert a mat Recht och gewollt ass, eng ganz Rei Divergenzen. Ech huelen nëmmen ee Beispill: Et sinn Horaires de cours fixéiert, mä d'Realitéit um Terrain ass deelweis eng ganz aner. Fir de Cours de formation musicale „Solfège" an der Division moyenne, véiert a fënneft Joer, sinn hei 120 Minutten d'Woch virgesinn. Fir deeselwechte Programm, an deemno fir deeselwechten Diplom ze kréien, ginn an den AEM-Schoulen alleguerten a bei der UGDA déi virgesinnen 120 Minutten enseignéiert. Am Conservatoire hei an der Stad 180 Minutten, zu Esch sinn et der ganzer 240, an zu Ettelbréck ass et zu gudder Lescht mat zwou Filièren nach ganz anescht. Ech mengen net, datt een dat weider brauch ze kommentéieren.

Wat ech och nach als onverständlech ugesinn, a wat och guer net de Besoinë vun de Kanner entsprécht, ass, datt een am zweete Joer, also scho mat néng bis zéng Joer, décidéiere muss, ob ee sech fir eng Filière professionnelle entscheet oder net. Wann ee sech dofir entscheet, mécht een als Konsequenz dovun am drëtte Joer Solfège eng Stonn méi, fir um Enn vum Joer ee Concours virun engem Jury - deen iwwregens onbekannt ass - ze maachen.

Als Beispill souzen an der Stad, wou d'Schülerinnen an d'Schüler aus de Museksschoulen, mä awer och aus der UGDA mussen higoen, am Jury fir d'drëtt Joer Solfège net manner wéi véier Persounen. Véier Persounen, déi deenen trotz allem nach klenge Kanner - ech sot néng, zéng Joer - friem sinn. Hiren Enseignant respektiv den Direkter vun hirer Schoul huet an den éischte Joren emol dierfen derbäi sinn. Dat heescht am Kloertext: Déi Kanner vun néng bis zéng Joer ginn aus hirem Ëmfeld gerappt a spillen oder sangen op friemem Terrain virun och nach frieme Leit.

Ënnert deene Konditioune kann natierlech déi Performance, déi déi Kanner bréngen, ëmmer nëmmen ënner hiren tatsächleche Fäegkeete leien. Dat ginn d'Enseignantë jo eigentlech och an där Formation continue geléiert, nämlech datt e Kand, wat sech muss op friemem Terrain beweisen, wéinst dem Stressfaktor ëmmer nëmmen nach 41% Performance ka bréngen. Dee Prozentsaz seet eigentlech alles a misst ze denke ginn.

Mëttlerweil huet d'national Programmkommissioun e puer Ännerungen um Solfègecours vum drëtte Joer virgeholl, déi och - an dat muss ee soen - an déi richteg Richtung ginn. Nieft deenen zwou bestehenden Épreuven, Dictée a Lecture à vue, kënnt nach eng Épreuve mat dräi Imposés; also Stécker, déi d'Kanner plus/minus ee Mount virum Exame kréien, un deene si da kënne schaffen an déi se am Exame virdroen. Also en Element, op dat si sech konkret kënne virbereeden an hischaffen, an dat hinnen da sécher och déi Angscht, déi si hunn, ka verklengeren.

Des Weideren ass doduerch d'Épreuve méi laang ginn, wouduerch de Jury sech dann och kann e bessert Bild iwwert d'Kanner maachen. Dann ass beim Imposé den Enseignant mam Schüler zesummen, a schliesslech gëtt bei Limitefäll den Enseignant och no sengem Avis gefrot. Wéi gesot, et geet an déi gutt Richtung, woubäi ee sech awer hätt kënne wënschen, datt déi pedagogesch Iwwerleeungen am Virfeld hätte misse gefouert ginn, an net nodréiglech.

Weiderhi bleift et awer trotz allem ëmmer nach fir d'Schüler aus de Museksschoulen a vun der UGDA, datt si en Auswäertsspill hunn an - fir bei der Fussballssprooch ze bleiwen - déi vum Conservatoire een Heemmatch.

Wann een nieft deene schwieregen Examenskonditiounen och nach muss considéréieren, datt een hei jo eigentlech eng Entscheedung als relativ jonkt Kand hëlt, wat eventuell souguer seng berufflech Zukunft ubelaangt, dann heescht dat, datt e Schüler, deen duerchaus d'Capacitéiten hätt, fir vläicht eng professionell Filière ze maachen, mä dee sech, aus wat fir engem Grond och ëmmer, net kann oder net wëllt an dës drëtt Stonn Solfège aschreiwen, e komplett Joer verléiert.

Beim instrumentalen Exame vun der éischter Mentioun bestinn dann och Problemer. D'Schüler aus de Conservatoiren, déi an dëser Épreuve iwwer 50 Punkten, also op d'mannst eng Qualifikatioun „très bien" erreechen, sinn automatesch admis an der Division moyenne spécialisée; wat sécher richteg ass. D'Museksschoulschüler, déi an därselwechter Épreuve iwwer 50 kréien, si komescherweis net admis. Si mussen eng Épreuve supplémentaire Enn Oktober spillen, zesumme mat Conservatoiresschüler, déi manner wéi 50 Punkten haten. Eng Épreuve, déi all Joer zu ganz fermen Diskussioune gefouert huet, well ganz aner Bedéngungen herrschen, wéi an engem reguläre Concours.

An dësem Schouljoer huet d'AEM zesumme mam Stater Conservatoire awer eng wesentlech méi pedagogesch Léisung ausgeschafft. Déi interesséiert Schüler aus de Museksschoule maachen dee ganzen Examen - also déi technesch an och déi öffentlech Épreuven - zesumme mat hire Kolleeginnen a Kolleege virun engem Fachjury am Conservatoire. Doduerch gi si an deeneselwechte Konditioune schlussendlech getest an d'Schüler wësse schonn am Juni, Juli Bescheed, ob si an der Division moyenne spécialisée ugeholl sinn, an net eréischt, wéi dat fréier war, am November. E schéint Beispill also vu gudder Zesummenaarbecht vun deenen eenzelnen Acteuren um Terrain.

Et soll och hei nach emol betount ginn, datt déi eenzel Acteuren um Terrain - also d'UGDA, d'Museksschoulen an och d'Conservatoiren - bei villem Hand an Hand schaffen. Als Beispill: Wann am Conservatoire hei an der Stad eng Waardelëscht besteet fir déi eenzel Coursen, dann dirigéieren déi responsabel Leit vum Conservatoire d'Clientë bei d'UGDA, fir datt si kënnen hir Coursë maachen a fir datt si net ënnerwee verluer ginn a si a kenger Schoul eng Plaz fannen.

Zréck erëm zur Organisatioun vun de Museksschoulen. Dës kënnen ënner gewësse Konditiounen - Käerjeng, Klierf, Diddeleng an d'nächst Joer och Iechternach zum Beispill maachen dat - eng Division moyenne spécialisée ubidden. Domat kënnt een de Leit jo eigentlech nëmmen entgéint, déi dat wëlle maachen, well si net mussen duerch d'Ländche fueren, wa si déi Coursë wëlle besichen; zemools wou och an de Museksschoulen duerch eben d'Gesetz vill ganz kompetent Enseignanten engagéiert goufen.

Elo gëtt et awer zënter enger Zäit ee Règlement grand-ducal, deen hei immens restriktiv ass, ënner anerem wat d'Qualifikatioun vun den Enseignanten ugeet. En Enseignant am Grad E2 däerf nämlech déi Coursen an enger Museksschoul net halen; am Conservatoire däerf hien dat awer. Ausserdeem steet dran, datt eng Museksschoul aacht Schüler fir e Cours collectif vum véierten a fënnefte Joer spécialisé muss hunn; woubäi ee fairerweis muss ernimmen, datt de Commissaire à l'enseignement musical duerchblécke gelooss huet, eng gewësse Flexibilitéit ze toleréieren.

D'Conservatoiren allerdéngs, déi jo per Gesetz gehale sinn, déi Coursen unzebidden, mussen déi Konditiounen net erfëllen an däerfen de Cours halen, och wa si nëmmen ee Schüler hätten. Ech fannen, dat ass zimlech ongerecht.

Komesch ass an dësem Kontext och, datt déi Zuel vu Schüler, déi an engem Cours collectif mussen ageschriwwe sinn, fir datt en zustane soll kommen, nëmmen an der Division moyenne spécialisée gëllen; an deenen aneren dräi Divisiounen - dem Inférieur, dem Moyen an dem Supérieur, an deenen et sécher och Klasse gëtt mat engem klengen Effektiv, ergo dann ebe mat feelender Klassendynamik - gëtt et keng esou Beschränkungen.

Schued ass an dësem Kontext och, datt den Text guer keng Iwwergangsbestëmmunge virgesäit vun enger Rei Joren, fir esou eng Divisioun ze lancéieren. Et ass also ze befierchten, datt déi Possibilitéit, déi d'Gesetz gëtt, ganz einfach duerch dëse Règlement grand-ducal ofgeschaaft gëtt, well et kann een net einfach aacht Schüler aus dem Hutt zauberen.

Ech hunn elo schonns ganz vill vu Kanner geschwat, déi musizéieren, mä et gëtt och Erwuessener; ëmmer méi. Duerfir ass och den Enseignement pour adultes eng wichteg Saach. Allerdéngs muss een och hei wëssen, datt d'Mëttelen aus deemselwechten Dëppe kommen, fir ze bezuelen. Wann ee weess, datt den Zwee-Drëttel-Remboursement schonn net méi erreecht ass, da wäert dat hei bestëmmt och eng Roll spillen.

Et gouf ënnert der Madame Hennicot schonn d'Iwwerleeung, fir dat mat enger zousätzlecher Enveloppe ze bezuelen. Et gouf souguer mengen Informatiounen no en Avant-projet. Vun deem geet keng Rieds méi. Komesch eigentlech, datt esou eng gutt Iddi am Tirang verschwonnen ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et géif dann och nach ze kläre ginn: Wien ass iwwerhaapt en Adulte? Huet deen 18 Joer? Huet hien der 30? Schafft hien? Ass hie Student? Alles dat si Saachen, iwwert déi muss diskutéiert ginn. Et wären eng ganz Rei prinzipiell Froen ze klären, am Sënn vu méi Transparenz och fir d'Clientë vun deenen eenzelne Schoulen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Statssekretärin, d'Gesetz vun '98 war am Fong eng Kompromëssléisung. Eng Kompromëssléisung, déi natierlech ni d'Wënsch an d'Besoinë vun all Mënsch kann erfëllen. Et ass awer an de leschten zéng Joer mat dësem Gesetz vill geschafft ginn. Et ass gutt geschafft ginn. Mir hunn den Niveau vun eise Schülerinnen a Schüler kënne verbesseren, an dat ass net nëmmen ee Mérite, deen dëst Gesetz huet.

Ech mengen och, datt dës Diskussioun haut de Mëtteg an der Chamber dozou gefouert huet, datt ka frësch diskutéiert ginn, virun allem iwwert déi zukünfteg Finanzéierung, an och derfir gesuergt huet fir op d'Doléancë vun deenen eenzelnen Acteuren hinzeweisen.

Domat soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Gibéryen fir d'ADR huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Interpellatioun vum Kolleeg Gira gëtt eis haut eng gutt Geleeënheet, no zéng Joer zënter datt d'Gesetz iwwert den Enseignement musical heibanne gestëmmt ginn ass, eng éischt Bilanz ze zéien.

Et wier sécherlech besser gewiescht, déi Interpellatioun wier direkt virun dräi Joer geholl ginn, wéi se ugefrot ginn ass. Dann hätt dës Regierung och nach kënnen op d'Diskussiounen an d'Konklusioune vun esou enger Debatt reagéieren, andeem datt se dann och vläicht eng Gesetzespropositioun gemaach hätt, déi deem Rechnung gedroen hätt. Ech fäerte ganz, datt dat elo an dëser Legislaturperiod net méi méiglech ass.

Mir hunn 1998 als ADR heibannen dat Gesetz begréisst, well mer gesot hunn, datt et wichteg ass, datt mer méi an eis Kultur investéieren, wat mer eiser Meenung no net genuch bis zu deem Zäitpunkt hei am Land gemaach hunn. A wann een haut, zéng Joer duerno, kuckt, da gesäit een och, wat d'Gesetz vun 1998 iwwert den Enseignement musical fir eng positiv Entwécklung hei am Land matbruecht huet, quitte datt sech eng Rei vu Froe gestallt hunn, Problemer op der Streck opgetaucht sinn. Mä insgesamt muss een awer eng äusserst positiv Entwécklung op deem Niveau feststellen.

Dee grousse Punkt, dee virun zéng Joer heibannen diskutéiert ginn ass, dat war de finanzielle Volet, do wou de Stat säin Drëttel plafonéiert huet, a wou mer och an deene meeschten Interventiounen drop higewisen hunn, datt dat net géif duergoen, well eben dat eng Situatioun war, wou mer deemools den Ist-Zoustand gekuckt hunn.

Deemools sinn eis vun der Ministesch detailléiert Rechnunge virgeluecht ginn, an do huet sech erausgestallt, datt am Fong déi Enveloppe vun 190 Millioune Frang deemools schonn engem Drëttel vun de reelle Käschten entsprach huet. Et war awer domat ze rechnen, datt, nodeem dat Gesetz a Kraaft getratt ass a queesch duerch d'Land vun de Gemengen ugewannt ginn ass, méi Leit am Enseignement musical géifen enseignéieren an deementspriechend dann eben och de Käschtepunkt an d'Luucht géif goen.

Haut stelle mer jo fest, datt do eng enorm Entwécklung komm ass, datt mer haut 580 Leit am Enseignement musical beschäftegt hunn, wouvun 370 Leit e festen Aarbechtsvertrag hunn. Dat war och deemools eent vun den Argumenter, firwat mir als ADR dee Projet ënnerstëtzt hunn, well mer gesot hunn, eng Persoun, déi hei zu Lëtzebuerg Musek studéiert huet, huet am Fong keng Chance, fir kënnen duerno och professionell hiert Liewe mat der Musek ze maachen. Deemools hate mer am Fong just d'Militärmusek an déi puer Conservatoiren, déi praktesch de Leit en Job als Museker konnten ubidden.

Duerch den Enseignement musical ass déi Zuel elo enorm an d'Luucht gaangen, op 580, wéi gesot, wouvun iwwer een Drëttel - 220 - Enseignantë sinn, déi net Lëtzebuerger sinn. Am Ufank war dee Prozentsaz nach vill méi héich, well mer net genuch Leit hei am Land haten, déi Enseignant am Enseignement musical konnte ginn, och well d'Leit net als en Zil konnten ugesinn, fir hiert Liewen um Niveau vun der Musek ze maachen.

Duerfir ware mer frou, datt mer Leit aus der Grenzregioun haten, déi hei op Lëtzebuerg komm sinn, fir déi Coursen do ze halen, respektiv datt mer Leit vun der Militärmusek haten, déi agespronge sinn, fir déi Coursen ze halen, deenen hir Zuel jo awer elo lues a lues erofgeet.

Ech sinn iwwerzeegt, datt et duerch den Enseignement musical elo ëmmer méi Jugendlech gëtt, déi dat och als eng berufflech Zukunft gesinn, an den Enseignement musical eraginn an dann iwwert de Conservatoire eraus doranner hir Studië maachen an herno hiren Job op deem Niveau kënne fannen.

Et ass also ganz wichteg, datt, während fréier déi Duerfmuseken oder Museksschoulen, déi mer haten, nieweberufflech gefouert gi sinn, haut eng positiv Entwécklung stattfënnt an ëmmer méi Leit haaptberufflech als Museker kënne schaffen.

Ech mengen, Här President, datt mer dem Enseignement musical eng gemeinsam Basis geluecht hunn, wou mer och Iwwergäng méiglech gemaach hunn, sou datt een an den Dierfer am éischte Cycle ufänken an herno am Conservatoire virufuere kann. Dat war eng gutt Entwécklung.

Mir mussen awer haut oppassen, datt, wa mer eng Etapp weiderginn, mer net ewechgi vun der Proximitéit, déi mer haut hunn an de meeschte Gemengen, tëschent de Veräiner - ech denken do u Museken a Gesangsveräiner -, déi ganz dacks an d'Organisatioun vum Enseignement musical an de Gemenge mat agebonne sinn, well et nach ëmmer dat éischt Zil ass, fir datt op den Dierfer an de Gemenge Jugendlecher - a priori Jugendlecher - ausgebilt ginn, déi herno och eise Museken an eise Gesangsveräiner zeguttkommen.

Duerfir muss eben dat Zesummeschaffen tëschent deenen eenzelne Museken, de Gesangsveräiner an dem Enseignement musical erhale bleiwen. Mir däerfen net ze wäit ewechgoen an dat ze vill op e regionale Plang hiewen an dann de Kontakt verléieren, well da geet eis eng wichteg Verbindung verluer.

Mir gesi jo och haut, datt d'Museke méi wéi d'Gesangsveräiner awer direkt an dem Enseignement musical ageschloss sinn.

Mir hunn an der RTL-Kommissioun, wéi mer se nennen, jo och gemengt, datt et misst eng Mission obligatoire sinn, wou mir als ADR och der Meenung sinn, datt dat richteg ass, datt dat haut flächendeckend am Land misst ugebuede ginn, datt jiddfereen, egal wou hien am Land wunnt, d'Méiglechkeet misst kënne kréien, fir vum Enseignement musical ze profitéieren, natierlech net op allen Niveauen, mä datt mer op méi regionalem Niveau dann déi nokommend Etappen awer och mussen offréieren.

Et muss zu der Allgemengbildung haut gehéieren, et muss eng Normalitéit sinn an et däerf net eng Fro vun der sozialer Hierkunft ginn.

Mir hu verschidde Méiglechkeeten, fir den Enseignement musical unzebidden. Dat geet vum Gemengenniveau, wou d'Gemengen dat eleng maachen, iwwert de Wee vu Syndikater, wou verschidde Gemengen et zesumme maachen, bis hin op den Niveau vum Conservatoire.

Mir sinn och als ADR der Meenung, wéi scho verschidde Virriedner gesot hunn, datt ab engem bestëmmten Niveau de Stat méi engagéiert muss ginn, esou wéi mer dat och an eisem normalen Enseignement hunn, wou et e Mix gëtt vun der Finanzéierung beim Préscolaire, beim Primaire, an duerno de Stat et ganz iwwerhëlt. Esou misst een och hei op e System kommen, datt déi éischt Cyclë gedeelt wieren tëschent Stat a Gemengen an datt et duerno esou misst sinn, datt d'Finanzéierung méi op de Stat iwwergeet.

Et war och deemools gewosst, datt déi Enveloppe net kéint duergoen. Well wann eben den Enseignement musical flächendeckend offréiert gëtt, da kréie mer méi Schüler an doduerjer och méi Enseignanten. An haut ass d'Zuel jo vun deenen, déi d'Coursë besichen, an deenen zéng Joer ëm 27% geklommen, wat also eng äusserst positiv Entwécklung ass. Mir hunn eis deemools virun zéng Joer jo och alleguer erwënscht, datt méi Leit déi Coursë géife besichen a méi Leit dann och de Kontakt zu der direkter Kultur géife kréien. Dat ass am Fong agetratt, natierlech verbonne mat engem Käschtepunkt, deen dann och deementspriechend an d'Luucht gaangen ass.

Well de Stat awer säin Deel deemools op 190 Millioune Frang plafonéiert huet, hunn d'Gemengen de Rescht missen iwwerhuelen, déi zwee Drëttel, wouvun am Fong nëmmen een Drëttel e reellen Drëttel ass, an zwar deen, deen aus der Dotatioun kënnt vun de Gemengen, deen also vun de Gemenge flächendeckend finanzéiert gëtt, wat deemools schonn agefouert ginn ass.

Well mer eis och scho virun zéng Joer gesot hunn, datt sécherlech eng Rei vu Gemengen den Enseignement musical net wäerten offréieren, also dann och keng finanziell Käschten hätten, et awer unzehuele war, datt Leit oder Jugendlecher aus deene Gemengen an den Enseignement musical vun aneren Nopeschgemenge géife goen, ass deemools deen Drëttel agefouert ginn, wou da gesot ginn ass, dann hëllefen déi Gemengen, déi den Enseignement musical am Fong net ubidden, zumindest iwwert deen Drëttel vun der Dotatioun, deen Enseignement awer ze finanzéieren.

Dem Stat säin Drëttel, well dee plafonéiert ginn ass, ass haut bäi Wäitem keen Drëttel méi. Duerfir ass deen Drëttel vun de Communes sièges, déi den Enseignement musical ubidden, haut wäit iwwer een Drëttel erausgaangen, wat dann eben och zur Konsequenz huet, datt haut d'Gemengen higinn an déi héich Taxes d'inscription froen. Ech mengen, dat kann net de Wee sinn. Mir sollen op dee Wee goen, datt all Leit hei am Land kënne vun dem Enseignement musical profitéieren.

Duerfir, Här President, der langen Rede kurzer Sinn, hei geet et an der Diskussioun nëmmen ëm eent, wouriwwer mer eis och heibannen eens ginn, wa mer d'Regierung dann esou wäit hunn: D'Regierung muss och hei hir Responsabilitéit um Niveau vun de Finanzen iwwerhuelen, fir datt mer och an Zukunft dat gutt gemengte Gesetz vun 1998 flächendeckend alle Bierger hei am Land kënnen ubidden, fir datt déi gutt gemengten Investitioun an d'Kultur och an Zukunft weider ausgebaut ka ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech wëll einfach am Kloertext soen, dass de primäre Museksunterrecht oder Museksunterrecht iwwerhaapt fir mech gläichzestellen ass mam Unterrecht an der Primärschoul, an do steet an eiser Verfassung, dass de Primärschoulunterrecht muss gratis sinn. Genausou ass et menger Usiicht no mam Museksunterrecht. E muss fir all Mënsch zougänglech sinn a muss gradesou e Recht ginn, wéi dat an eis Verfassung ageschriwwen ass, dat heescht, dass de Primärunterrecht och am Musekberäich muss gratis sinn.

De Problem, dee mer hunn, ass einfach deen, dass verschidde Gemengen de Problem hunn, regional Infrastrukturen unzebidden - wéi mer de Fall zu Esch hate mat eisem Conservatoire -, Infrastrukturen, déi vun anere Gemenge benotzt gi sinn, mä wou awer dann e Minerval gefrot ginn ass vu Leit, vu Kanner, déi aus anere Gemenge komm sinn. Dat ass ee falsche Wee am Museksunterrecht, an dat ass och de falsche Wee am Primärunterrecht, wann einfach ebe bei Kanner, déi aus anere Gemenge kommen, e Minerval gefrot gëtt. Mir sinn haut einfach an enger Situatioun, wou mer aner Familljestrukturen hunn an och am Primärunterrecht mussen ëmdenken.

An deem neie Gesetz iwwert d'Schoulreform steet awer alt erëm eng Kéier strikt dran, dass einfach muss versicht ginn, d'Kanner do an d'Schoul ze schécken, wou se wunnen. Dat ass e gudden Objektiv, dat ass och gutt vertrietbar, mä leider si mer haut an enger Situatioun, wou mer musse soen, et ass net méi esou, dass d'Leit an där Gemeng schaffen, wou se wunnen, an dass d'Familljen - Mamm a Papp - schaffe ginn an där Gemeng, wou se wunnen. Si ginn anzwousch anescht schaffen an da kann et an der Regel esou sinn, dass se dann och hir Kanner mat an eng aner Gemeng huelen, fir se do ze betreien.

De Museksunterrecht kann een an deeselwechte Kontext stellen a soen, dass jiddfereen en elementaart Recht muss hunn op Museksunterrecht an dass et net esou ka sinn, dass, wann a Gemenge Museksschoule gebaut ginn, dat u sech regional Strukture sinn, well se jo vum Stat zum Deel matfinanzéiert ginn. Da musse se och fir jiddfereen zougänglech sinn, an da kann et net esou sinn, dass Kanner aus anere Gemengen, déi dohinner kommen, e Minerval musse bezuelen. Ech ginn do en einfacht Beispill vun der Gemeng Ettelbréck, wou elo nach ëmmer, wa Kanner aus anere Gemengen an déi Museksschoul kommen, e Minerval gefrot gëtt. Ech fannen dat einfach...

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Och nach op villen anere Plazen!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, op villen anere Plazen, mä egal wou et ass, et ass fir mech ëmmer falsch.

Et ass en elementaart Recht. Et kann een net higoen an einfach aus finanzielle Grënn eng Klass Kanner vun der Kultur ausschléissen. Dat schéngt mer elementar ze sinn, an duerfir fannen ech déi Minervalen, egal a wat fir engem Beräich, falsch.

Et verstéisst ganz kloer géint déi Chancëgläichheet, déi mer ëmmer hei priedegen. Duerfir muss et esou sinn, dass jiddfereen och muss d'Urecht hunn op de Museksunterrecht, ouni dass d'Familljen dann dofir extra musse bezuelen.

Dat ass déi Richtung, an déi mer musse goen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also, Här President, dat ass scho fir d'drëtt an dëser Sessioun, wou Der mer esou Frechheete maacht!

(Hilarité)

M. le Président.- Entschëllegt, Här Jaerling. Et ass net gär geschitt gewiescht. Den honorabelen Här Klein huet d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1998, wéi mer iwwert dat Gesetz hei diskutéiert hunn, huet den honorabele Kolleeg Ed Juncker gesot, déi Problematik hei huet e laange Baart. Et huet laang gedauert, ier mer e Gesetz kritt hunn iwwert den Enseignement musical, a mer ware frou, dass mer et deemools kritt hunn. Haut si mer an der Lag, fir Konklusiounen ze zéien aus den Erfahrungen, déi an deene leschten zéng Joer op deem Plang gemaach gi sinn.

Ech wollt e puer Wuert soen aus der Siicht vun de Gemengen zur Ëmsetzung vun dësem Gesetz.

Éischtens, de Museksunterrecht ass wichteg, ënner anerem, well e Jonker ausbilt, fir an de lokale Museksveräiner a Choralë matzewierken, déi eng wichteg Kontributioun zur Liewensqualitéit an zur sozialer Kohesioun an de Gemengen an doduerch am ganze Land leeschten.

Zweetens, all Kand oder Erwuessenen am Land soll kënnen Accès zu Musekscoursen hunn.

Drëttens, den Enseignement musical soll an Zukunft eng obligatoresch Missioun fir d'Gemenge ginn. Dat heescht, dass se sech alleguerte souwuel um Finanzement wéi un der Organisatioun bedeelege sollen, ouni awer selwer Coursen an hirer Gemeng organiséieren ze sollen oder ze mussen.

Wann dëst also eis Objektiver sinn, wéi soll de Finanzement vum Enseignement musical dann an Zukunft geregelt ginn?

Heirop kann een net äntwerten, ouni sech eng Kéier mam aktuelle System vun der Finanzéierung auserneenzesetzen. Dräi Voletë mussen duerfir ënnert d'Lupp geholl ginn: éischtens, d'Repartitioun vun de Käschten tëschent dem Stat an dem Gemengesecteur insgesamt; zweetens, d'Repartitioun vun de Käschten tëschent de Gemengen; drëttens, d'Participatioun vun de Schüler, dat heescht de Minerval.

1) D'Repartitioun vun de Käschten tëschent Stat a Gemengen, dat ass ganz séier festgestallt. Deen Drëttel, deen de Stat an der Zäit an Aussiicht gestallt huet, war plafonéiert an entsprécht net deem reellen Drëttel, wéi d'Käschte sech haut entwéckelen. Duerfir muss derfir gesuergt ginn, dass deen Drëttel effektiv en Drëttel gëtt. An dobäi mussen och, en dehors vun de Fraisë vun den Enseignanten, d'Fraisen an d'Käschten, déi d'Gemengen hu mat den Infrastrukturen insgesamt, aberechent ginn.

2) D'Repartitioun vun de Fraisen tëschent de Gemengen. Um Finanzement vum Museksunterrecht bedeelege sech souwuel déi Gemengen, déi Coursë bei sech organiséieren, sief et an engem Conservatoire, an enger Museksschoul oder iwwert d'UGDA, an dann awer och nach de Gemengesecteur insgesamt.

Dat ass eng Tatsaach, déi net ëmmer esou bekannt ass. Effektiv gesäit d'Gesetz vun 1998 vir, dass d'Gemengen insgesamt iwwert de Fonds communal de dotation financière deeselwechte Bäitrag wéi de Stat zum Finanzement vum Museksunterrecht bäisteieren.

Iertümlecherweis gëtt awer dacks gemengt, de Ministère de l'Intérieur géif nach ee Subsid fir de Finanzement vum Museksunterrecht bäisteieren. Fait ass, dass dëse Chiffer am Budget vum Innenministère ugefouert gëtt, mä e gëtt de Gemenge vum Montant forfaitaire am Fonds communal de dotation financière ofgehalen. Et ass also am Fong elo och schonn esou, dass d'Gemengen all an engem gewësse Mooss un d'Finanzéierung vum Enseignement musical mat erugezu ginn, mä dësen Deel wiisst nëmmen d'selwecht wéi d'Kontributioun vum Stat. Wann d'Käschte vum Enseignement musical also méi séier progresséiere wéi d'Masse salariale vum Stat, geet dëst exklusiv zu Laaschte vun deene Gemengen, déi Musekscoursë bei sech organiséieren.

Wa mer also fannen, dass d'Participatioun vum Stat net dierf plafonéiert sinn, dann dierf déi vun de Gemengen insgesamt et och net sinn.

3) D'Kontributioun vun de Schüler, dat heescht d'Fro vun dem Minerval. Si huet vill Facetten. An der leschter Zäit si schwiereg Situatiounen entstanen, well d'Gemengen décidéiert hunn, den Élèves non résidents méi en héije Minerval ze froe wéi de Schüler aus hirer Gemeng, an dat nodeems se...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Klein, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Ech si gläich fäerdeg, Här President.

...ouni Succès d'Commune de résidence, wou d'Schüler wunnen, drëm gebieden haten, dës Differenz ze iwwerhuelen. Esou eng Décisioun ass bestëmmt net liichtfankeg geholl ginn, mä einfach well dëse Gemengen d'Waasser bis zum Hals stoung. Dat kann een novollzéien.

Et kann een awer déi Gemenge verstoen...

M. le Président.- Här Klein!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Jo, ech si gläich fäerdeg. Ech wëll nëmme just soen, Här President, Dir wëllt net hunn, dass mer sollen hei eng Diskussioun féieren, fir dass d'Gläichheet tëschent de Schüler an alle Gemenge soll stattfannen. Et misst een hei an der Chamber...

M. le Président.- Ech hunn näischt géint d'Gläichheet, mä ech hätt gär gläich Temps de parole fir se all, an eist Reglement ass nun eben...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Loosst den Här Klein gewäerden!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- ...dass jiddferee seng Meenung hei ka soen am Intérêt vun der Saach, an net einfach kucken, fir eng Zäit festzeleeën an dat arbitrairement maachen.

M. le Président.- Dat gëtt net arbiträr gemaach. Dat ass, Här Klein, à l'unanimité gemaach ginn.

(Interruptions diverses)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Wéi gesot, op déi dräi Froen do musse mer eng ganz prezis Äntwert ginn...

M. le Président.- D'Madame Statssekretärin ass amgaang, sech ze preparéieren.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- ...vun der Verdeelung vun de Fraisen tëschent de Gemengen an dem Stat, ënnert de Gemengen an eng ganz équitabel Léisung fir d'Schüler, egal vu wou se kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Klein. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Diskussioun, déi mer hei an dësem Haus haten iwwert den Enseignement musical communal war am Juli 2005. Do hu mer de Plaffong, deen de Stat bäisteiert, missen erhéijen, fir dem Fakt Rechnung ze droen - ënner anerem, mä awer haaptsächlech -, dass d'Museksschoul vun Dikrech an Ettelbréck zu engem Conservatoire gi war an dass d'Musekscoursen zu Déifferdeng eng Museksschoul gi sinn. Fir dass déi aner Gemengen net sollen doduerjer manner kréien, ass de Plaffong erhéicht ginn, wat eng gutt Saach war, an dat ass jo och allgemeng hei vun der Chamber gestëmmt ginn.

Zu deemselwechten Zäitpunkt huet onse Kolleeg, den Här Camille Gira, seng Interpellatioun ugemellt, an et huet eben dräi Joer gedauert, bis dass dat endlech zur Diskussioun koum.

Wat ech festhalen, Här President, dat ass, dass sech säit där Diskussioun virun dräi Joer am Enseignement musical näischt geännert huet. D'Froen, déi deemools gestallt si ginn, bleiwen och haut nach ouni Äntwert.

Den Här Gira ass a sengem Bäitrag zu dëser Diskussioun haut op déi eenzel Punkten agaangen an huet beliicht, wéisou déi Froe sech haut nach esou stellen, wéi se sech virun dräi Joer gestallt hunn.

D'Rapportrice sengerzäit 2005, déi honorabel Madame Nelly Stein, déi ons vill ze fréi verlooss huet, hat gesot am Numm vun der Kommissioun, et wär vun der Regierung versprach ginn, dass eng Analys vun den zoustännege Ministèren iwwert de Käschtepunkt - iwwert déi effektiv Käschte vum Enseignement musical - am Lafe wär an dass mer déi Diskussioun erëm géifen ophuelen, wann déi Fakten disponibel wären.

Mir hunn, Här President, den 8. Abrëll e grousst Dokument kritt iwwert den Enseignement musical au Luxembourg, wat ganz interessant ass, mä wat am Fong net déi Analys ass, vun där deemools geschwat ginn ass. Ech bedaueren et, Här President. Ech sinn e bësse wéi d'Sœur Anne: «Je ne vois que le soleil qui rougeoie et la route qui poudroie, mais ne je vois rien venir...»

(Hilarité)

D'Gesetz ass haut zéng Joer laang en application. Wéi scho verschidde Riedner

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

et gesot hunn, huet dat Gesetz doudsécher zur Qualitéit an zum flächendeckende Charakter vum Enseignement musical am Land bäigedroen. Dat ass eng gutt Saach.

Nach bleiwen eng ganz Partie Problemer. Säit 2004 spéitstens hunn d'UGDA, de Conseil supérieur de la musique, de Sycol, eng Rei Stied a Gemengen déi Problemer a verschidden Avisen ervirgestrach an hu mat Nodrock gefuerdert, dass se solle geléist ginn.

Déi Problemer gi vum Contenu vum Enseignement bis zum Statut vun den eenzelnen Institutiounen en passant iwwert de Statut vum Personal, d'Chargé-de-coursen - et ass schonn dovunner geschwat ginn -, mä zum Beispill och d'Chargés de direction vun den Écoles de musique - ech weess, dass dat e Problem ass, deen der UGDA terribel um Häerz läit - a last but not least de Problem vum Finanzement, deen d'Kärstéck vun där Diskussioun ass, déi mer haut féieren.

Dee Finanzement geschitt an enger totaler Ontransparenz. Et ass kee Mënsch, dee weess, wie wat woufir kritt. Or, den Artikel 12 vum Gesetz gesäit vir, que «L'État participe au financement de l'enseignement musical à raison d'un tiers des rémunérations brutes du personnel enseignant de ces institutions». Esou gëtt et op jidde Fall net gehandhaabt.

Problemer, déi de Conservatoire vum Norden a leschter Zäit hat, hunn dozou gefouert, dass déi Diskussioun vill méi akut ginn ass an de Problem vill méi urgent ginn ass. Ee vun de Problemer ass effektiv d'équitabel Verdeelung vun de Fraisën tëschent de Gemengen.

Am Kader vun der Territorialreform ass jo elo virgesinn - an dat ass och scho gesot ginn -, dass eng Obligatioun soll entstoe fir d'Gemengen, en Enseignement musical de base unzebidde fir all d'Kanner. Dat ass doudsécher eng gutt Saach - den Här Etgen ass op déi Fro agaangen, wéi wichteg dat ass -, mä dat wäert d'Fro vun der Verdeelung vun de Käschten nach méi komplizéiert maachen, well wann d'Gemengen all d'Obligatioun hunn, wäerten d'Gemengen awer net alleguerte kënnen déi Offerte bidden.

Dat heescht, dass et an der Commune siège eng Partie Kanner gëtt, déi aus anere Gemenge kommen, wou deen Unterrecht net ugebuede gëtt. Da stellt d'Fro sech vun der équitabeler Verdeelung vum Finanzement an nach vill méi akuter Form. Ech mengen also, dass och hei de Stat gefuerdert ass. Wa mer déi Offre obligatoire aféieren, da muss onbedéngt de Stat en Deel vun deem Finanzement - an de gréissten Deel vun deem Finanzement - droen.

Et stellt sech natierlech och de Problem vun der Spezialisatioun vun deene Schüler, déi wëllen eng musikalesch Carrière aschloen an déi hir Etüde weidermaachen um Niveau vun der Division moyenne spécialisée a vun der Division supérieure. Bis elo sinn d'Conservatoiren déi Eenzeg, déi d'Coursen an deenen zwou Sparten offréieren. Ech weess, dass d'Museksschoule sollen erméiglecht kréien, d'Coursen an der Division moyenne spécialisée och unzebidden, mä nach bleiwen d'Conservatoiren déi Eenzeg, déi an der Division supérieure deen Unterrecht offréieren.

Si hunn also eng national Aufgab an et wär gutt a richteg, wann dat och géif unerkannt gi vum Stat an entspriechend dédommagéiert ginn. Et ass keen Zoufall, Här President, dass am Ufank vun dësem Joer d'Buergermeeschtere vun Ettelbréck, vun Esch a vu Lëtzebuerg, déi also allen dräi d'Communes sièges vun engem Conservatoire sinn, sech un de Ministre de l'Intérieur gewannt hunn - deem seng Absence ech iwwregens bedaueren - an un d'Statssekretärin vun der Kultur, fir op hir spezifesch Problemer hinzeweisen.

En passant wëll ech dem Här Gira soen, dee gemengt huet, dass de Conservatoire du Nord manner gutt géif traitéiert gi wéi déi aner Conservatoiren, wann ech richteg verstanen hunn,…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- D'Gemeng als Ganzt.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ah, insgesamt ass et richteg, well wann een d'Conservatoirë kuckt, da gesäit een, dass en fonction vun der Rémunération des frais du personnel et frais d'enseignement musical de Conservatoire du Nord 44,14% vun den Dépensen erëmkritt, de Conservatoire vun Esch 35,41% an de Conservatoire vu Lëtzebuerg 23,22%. Mä et ass gutt, dee Malentendu ass elo opgekläert.

Här President, ofschléissend wëll ech ganz einfach dat heite soen: Et huet ze laang gedauert an et muss eppes geschéien. Mir brauche kee Joer de réflexion méi. Mir brauche kee Moratoire. Mir brauche keng aner Tergiversatiounen. Ech froe ganz einfach d'Regierung: Wéini mécht se Neel mat Käpp?

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

(Interruptions)

Une voix.- Et ass net einfach, Här President.

M. le Président.- Här Klein, hutt Dir eng Fro?

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Setzt Dir d'Zäit fest?

M. le Président.- Majo dat kann ech lech ganz genau soen, wann ech mäin Text erëmfannen. 20 Minutten, Här Klein, plus d'Motioun.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Merci.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt mir de Moment den absolut richtege Moment hunn, fir iwwert de Museksunterrecht ze schwätzen, well dat Gesetz ass elo exakt zéng Joer a Kraaft. Et ass also eng flott Gebuertsdagsfeier haut fir dat Gesetz an och eng gutt Geleeënheet fir eis, iwwert d'Applikatioun vum Gesetz a vu sengen Ausféierungen ze kucken. Dat soll een och net ze frëi maachen, mä dat soll een am richtege Moment maachen.

Et ass also haut déi richteg Geleeënheet, an net virun dräi Joer, wou mer genau déiselwecht Diskussioun gehat hätten, wéi am Juli 2005 mat deem Gesetz, dat mer deemools gestëmmt haten, fir de Plaffong wéinst deenen zwou Schoulen, wéinst deenen zwee Statuten an d'Luucht ze hiewen, a well och mëttlerweil dru geschafft ginn ass, ënner anerem a virun allem och an der Spezialkommissioun vun der territorialer Reorganisatioun. Dat däerf ee jo och alles net aus den Ae verléieren. Villes vun deem, wat do geschwat ginn ass, ass jo haut hei erëmgeholl ginn, esou datt déi Virbereedung jo dann och ganz gutt war.

D'Gesetz ass also elo zéng Joer a Kraaft an et war laang an der Maach virdrun, wéi och scho gesot ginn ass. D'Genèse huet iwwer 20 Joer gedauert, dat Gesetz selwer och nach eng Kéier dräi, well jiddferee weess, wéi schwiereg et war, a well jiddferee weess, wéi komplex et war, a well am Endeffekt jiddferee wosst, datt et besser wär, mir hätten dat Gesetz esou wéi et war, wéi mer hätte guer keent.

Eent ass sécher: Dat Gesetz vun '98 huet absolut positiv Resultater an Auswierkungen. Déi Objektiver vum 98er Gesetz sinn och erreecht ginn. D'Basisobjektiv vun der Freed un der Musek mam Basisunterrecht kënnen ze ënnerstëtzen, ass voll opgaangen. Ech erënneren un Éveil musical an aner Initiativen, awer och d'Division inférieure als solches. Eng spezialiséiert Formatioun, deen Niveau hannendrun, deen d'Schüler esou wäit féiere kënne wéi se wëllen, bis zu engem professionellen Niveau: genau d'selwecht. Deen drëtten Objektiv vun den Erwuessenecoursen: Do ass sécher e manner grousse Sprong gemaach ginn. Dat ass kloer.

Aner positiv Auswierkunge sinn awer och eng Stabilisatioun fir d'Beruffsëmfeld vum Léierpersonal am Museksunterrecht selwer an eng Stabilitéit fir déi Schoulen, egal ënner wéi engem Statut se de Museksunterrecht ubidden.

E substanzielle Qualitéitssprong ass scho vu jiddferengem heibanne festgestallt ginn - dat ass absolut de Fall -, en Niveausprong no uewen, iwwerall a global, egal a wéi engem Type d'enseignement.

En diversifizéiert Ugebuet vu Coursen, eraus och aus den traditionelle Schemen, déi bis dohinner waren, hu mer och domadder hikritt, wou vill méi Kreativitéit erakomm ass. Selbstverständlech méi Schüler; wat scho gesot ginn ass. A virun allem och ganz wichteg, e vill méi flächendeckend Ugebuet vum Museksunterrecht. Wa mer haut déi Landkaart kucken, wou wéi ee Museksunterrecht ugebuede gëtt, dann hu mer haut vill, vill manner wäiss Punkten drop wéi nach virun engem décke Joer, wou d'Diskussiounen an der Spezialkommissioun ugaange sinn.

Alles dat huet eng Dynamik an deene leschte puer Joer kreéiert, wou mer och villes thematiséiert hunn, wou vill méi Gemenge matmaachen. Et ass kee méi, dee sech haut eraushält. An déi puer wäiss Punkten, déi Dir nach op der Kaart hutt, déi Dir kritt hutt, och déi Gemenge sinn amgaange Gespréicher ze féieren, fir ënner enger Form oder enger anerer matzemaachen a sech ze bedeelegen um Ugebuet vum Unterrecht a vum Finanzement.

Dat Ganzt huet jo dann och geheescht, datt mer nach méi Leit erreecht hunn, méi Schüler d'Méiglechkeet vu Musekscoursë gi konnten. Eng Auswierkung dovunner ass - déi schonn ugeschwat ginn ass -, datt mer vill Nowuess fir eis Museken och domadder konnte begeeschteren an eng ganz grouss Professionalitéit op där anerer Säit an d'Saachen erakritt hunn.

Also, eng grouss Vitalitéit an Innovatiounssënn an a vum Museksunterrecht. An ech hunn elo nach vergiess ze soen, datt och eng finanziell Besserstellung vun de Gemengen domadder komm war, well virum Gesetz vun '98 ass et quasi wéineg staatlech Participatioun ginn. Haut geet se trotz allem all Joer erop, a se ass haut op méi wéi dem Duebele vun deemools, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass.

Feststellungen also, déi heibannen iwwerall gedeelt ginn: De Museksunterrecht ass néideg. Säi Stellewäert ass wichteg. Et ass net fir en a Fro ze stellen an e gëtt och iwwerhaapt net a Fro gestallt, weder heibannen nach soss anzwousch, wat mech ganz freet.

Eng aner Feststellung: Den Niveau, d'Ugebuet, d'Qualifikatioune sinn eropgaangen. En ass vill méi flächendeckend ginn. Et sinn also méi Leit a Schüler, déi d'Méiglechkeete fir Coursen hunn. Den Nowuess ass besser.

Bei der Aschätzung vun de Problemer hu mer eng ganz grouss a komplett Eestëmmegkeet. Dat huet ee jo bei alle Virriedner hei virdrun eraushéieren. Déi eenzeg Problemer sinn, wéi et schéngt - oder bal -, déi vun der Finanzéierung. Do ass eng vun den Universalléisungen, déi an de Raum gestallt ginn ass an den Diskussiounen, datt de Stat soll méi matbezuele wéi bis elo.

Nach eng Kéier: Virun '98 huet de Stat ganz wéineg bezuelt. Mä geet dat duer? Et si schliesslech och op déi aner Manéier ëmmer déiselwecht öffentlech Suen, déi erafléissen, egal ob se aus deem engen oder deem aneren Dëppe kommen. Ech mengen, datt et net just duergeet, fir d'Fro vum Plaffong - dat heescht, vun der Kontributioun vum Stat - hei ze kucken, mä et muss een och no de Kritären an der Organisatioun kucken.

Am bestehende Kader vum aktuelle Gesetz wësse mer, datt mer keng Léisung hunn. Keng aner Léisung wéi déi, déi bis elo do ass, ass méiglech. Et ass null Spillraum an et kann een näischt maachen. Dohier sinn déi Froen ëmmer erëm opkomm an ëmmer erëm déiselwecht bliwwe vun eventuelle méi grousse finanzielle Schwieregkeete vu verschiddene Gemengen oder Schoulen. Et ass net méiglech, et am aktuelle Kader aneschters ze maachen.

Wou leien d'Problemer haut? Mä an den Ënnerscheeder tëschent de Gemenge vum staatlechen Zréckbezuelen, haaptsächlech duerch ënner anerem - gëtt gesot - de Plaffong vum staatleche Bäitrag. Ech mengen, datt d'Fro doranner ze gesinn ass, datt mer haut de Museksunterrecht als kommunale fakultativen Unterrecht gesinn.

D'Schwieregkeeten an d'Ënnerscheeder leien: a verschiddenaartegen Organisatiounen; verschiddenaartege Qualifikatioune vun den Enseignanten; en anere Personalstatut plazeweis; en anert Bezuele jee no Plaz; aner Paien; ganz besonnesch awer och aner Definitioune vun Tâchen, op där enger Plaz gëtt et déi Chargen, ob anerer net; Niewenaktivitéite gi mat erageholl an d'Tâche bei deenen engen a bei deenen aneren net; natierlech d'Koeffiziente jee no Museksunterrechtsgenre.

Déi kombinéiert Applikatioun ebe just vun der Gemengenautonomie, déi jo virdrun och duergestallt ginn ass a richteg ass, a vum gesetzleche Plaffong ass eben och d'Erklärung vun den Ënnerscheeder, datt eng Gemeng vum Stat prozentual méi erëmkritt wéi eng aner.

Mir wëssen, datt d'Gesetz an déi Reglementer, déi duerno komm sinn, objektiv Kritäre festgeluecht hate fir d'Erëmbezuelen. Et muss ee jo och Objektiver festleeën. Déi orientéiere sech no de Coursen, awer och no der Zuel vun de Schüler kombinéiert mat de Coursen.

Ech ginn elo net hei op d'Detailer an, mä Dir géift awer domadder ganz gutt gesinn, wéi komplizéiert a wéi komplex et ass, datt een déi reell gehalen Zäite vun den individuelle Coursen, souguer a Minutte gerechent, kuckt. Schliesslech ass et jo och en Harmonisatiounsgesetz, soss kënnt dat net hin, datt mer e generaliséierten Taux vu véier Schüler fir ee Cours vun enger Stonn jee no System hunn, e generaliséierten Taux fir kollektiv Coursen an esou weider an esou virun. Déi ginn dann zesummegerechent an dorobber gëtt dann och de Remboursement gekuckt.

Dir gesitt, datt et ganz genau ugerechent gëtt an datt et och ganz transparent ass. Et ass just ganz komplizéiert. Mä et kann och net aneschters sinn, well Dir wësst wéi vill dausende Coursen uechtert d'Land ze rechne sinn, an egal wéi wäert dat bei verschiddene Leit den Androck vu schwierege Rechnungen ervirruffen, wou et wouer ass, datt se schwiereg sinn, mä déi net ontransparent sinn.

Dat heescht nämlech, de ganze System ass esou opgebaut, datt de Stat souwuel no der Zuel vu Coursë wéi der Zuel vun de Schüler an zum Deel der Qualifikatioun vun den Enseignanten erëmbezuelt. Am Respekt vun der Gemengenautonomie kënnen natierlech am kommunale Museksunterrecht all d'Schoule sech och d'Fräiheeten huelen, fir nach aner Gestaltunge vum Unterrecht derbäizemaachen an dropzegrefféieren. Am Respekt awer och vun engem gläichen Zréckbezuele kann de Stat haut net all Initiative berücksichtegen an de Kritäre vum Zréckbezuelen am bestehende Gesetz, am Numm vun der Équitéit, déi duerch dës Kritäre festgeluecht ass.

Dës Gemengenautonomie soll och bleiwen. D'Gemenge solle selwer weiderhi bestëmmen, wat se wëllen, am Wëssen a Gewëssen, wat se droe wëllen a wat se droe kënnen. '98 genausou wéi 2005 wéi och haut hei an dëser Diskussioun ass jo d'Afrostelle vun der Autonomie heibannen net gewollt oder gewënscht, an och bei eis an der Regierung net. Ech halen also fest, datt mer enger Meenung sinn, datt mer

weiderhi sollen am Respekt vun der Subsidiaritéit an der Gemengenautonomie fueren.

Dann hu mer jo an der Zwëschenzäit déi ganz wäertvoll Aarbecht vun der Spezialkommissioun iwwert déi territorial Reorganisatioun gehat. Déi Aarbechten an Iwwerleeungen hu sech jo och op de Museksunterrecht ausgedehnt. Déi Konklusiounen, déi do schonn deemools konnte gezu ginn, déi hunn ech och haut heibannen erëm héieren an déi ginn esou wäit gedeelt.

Dat heescht, mir hu schonn an deenen dräi Joer ganz vill Neies bruecht a ganz vill geschafft, zesumme mat der Chamber an an der Regierung. Déi dräi Joer waren net verluer, mä si hu ganz vill Neies bruecht. Ech mierken, datt och d'Qualitéit vun der Diskussioun jo vill vun deem erëmbruecht huet, wat mir an der Chamberskommissioun zesummen diskutéiert haten.

Esou datt ech och mengen, datt mer d'Objektiver, wouno mer eis sollten oder kéinten an Zukunft riichten, folgenderweis géife kënnen nennen. Wa virdru gesot ginn ass, et géif bedauert ginn, datt den Innenminister net hei ass, esou ass d'Regierung jo ëmmer eens a si schwätzt och aus engem Mond.

Une voix.- Ooohhh!

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Dëst ass genausou gutt him seng Meenung, wéi dem Rescht vun der Regierung hir Meenung, wéi meng.

(Interruption)

Maacht Iech also doriwwer guer keng Suergen.

(Interruption)

Jo, dann hunn ech emol haaptsächlech fir déi Leit geschwat, déi dat richteg gesinn, esou wéi se dat solle maachen.

Also, d'Objektiver - an ech hu jo héieren, datt et hei gedeelt gëtt -, dat ass eng Konklusioun, déi an der Spezialkommissioun war: D'Basis vum Museksunterrecht soll obligatoresch ugebuede gi vun all Gemeng; net méi wéi haut e fakultatiivt Ugebuet. Dat heescht jo net, datt all Gemeng muss selwer alles organiséieren, mä si kann natierlech d'Kooperatioune sichen. Dat ass souguer ganz gewënscht.

Eventuell kann een dann och zesummen domadder kucken, fir den haut fixe Prozentsaz vum Zréckbezuelen ze ersetzen duerch méi spezifesch Indikatiounen op Basis vun deene jeeweilege Resultater vun deem Joer, wat laanscht ass, an deenen eenzelne Schoulen. Och dat - dat héiert Der schonn - gëtt net onkomplizéiert.

Domadder gekoppelt och eng eventuell - dat muss ee kucken - Ofkoppelung vum staatleche Bäitrag mat deem, deen iwwert de Fonds de dotation communal geet. Dat heescht, datt déi net méi systematesch d'selwecht muss gehale sinn. Dat ass alles ze kucken; dat Ganzt selbstverständlech weiderhin am Respekt vun der Gemengenautonomie.

Dann de spezialiséierten Unterrecht. Dat heescht, déi iewescht Stuf oder Stufen, d'Division supérieure virun allem och op méi enger nationaler Ebene kucken an hirer Bedeitung, well et kloer ass, datt dat net kann an och souguer net soll op allen oder op ville Plazen ugebuede ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Da sollen och verschidde pedagogesch Initiativen oder Pilotprojeten, Projet-scolairen, gradesou gutt wéi d'Qualitéit vum Unterrecht méi flexibel am Finanzement kënne gehandhaabt gi respektiv an der Kontributioun, déi vläicht derbäikënnt. Dat heescht, wann déi Projeten ugeholl ginn an als gutt emfonnt ginn op enger nationaler Basis, datt ee sech dann och méi e grousst Finanzement iwwert de Stat, dat heescht vum Commissariat à l'enseignement musical gekuckt, leeschte kann.

D'Andeelung vun den heitegen dräi groussen Types d'enseignement soll bäibehale ginn. Dat wär schlecht, fir déi nees opzeweechen. Vläicht kann een och kucken, fir e Kritär jee no Capacité contributive vun de Gemengen anzeféieren.

Ech mengen nach eng Kéier, datt d'Léisung net kann e generellt an inkonditionellt Eropsetze vum Stat senger Participatioun sinn, mä datt ee muss iwwer e Réajustement vun de finanziellen Objektiver an och de Kritäre kucken, mat dann dee Moment engem Eropsetze vum Budget a Fonctioun vun de Konklusioune vun deem Réajustement.

Do kann ee ganz villes innerhalb vun deene Kritären dann dee Moment diskutéieren: Wéi eng Offer ass eng Basisformatioun, souwuel um geographesche wéi um finanzielle Plang? Wat ass eng Formation de pointe? Wéi eng Offer ass Formation continue oder Erwuessenebildung? Wat geet an de Beräich vun enger Fräizäitgestaltung, déi ganz sënnvoll ass? Wéi eng Spezifissitéite soll et ginn?

Ech mengen, datt déi dräi Parteie weiderhin eng gläich bleiwend...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...wichteg Roll behale fir jiddfereng vun deenen Offeren - de Stat, d'Gemengen oder Syndikater, Regiounen oder Organisatiounen - wéi awer och d'Roll vun den Eenzelne respektiv vun den Elteren eng wichteg ass.

Et bleift ee grousst Objektiv fir mech, dat ass en Enseignement musical fir se alleguer, egal vu wou se kommen - besonnesch déi Jonk natierlech - an egal wéi déi sozial oder finanziell Situatioun ass vun hinnen. En Zougang fir all ass wichteg.

Duerfir muss een och kucken, e Basismuseksunterrecht, deen accessibel ass fir jiddfereen a mat Aschreiwungskäschten, déi sech d'Leit leeschte kënnen, kënnen ze definéieren. Alles dat gëtt net onkomplizéiert an alles dat ass net onkomplex.

Duerfir wäerte mer och eng breet Consultatioun féieren, déi mer elo direkt ufänken, vun elo un, an zwar éischtens um Terrain, also mat de Partner, de Schoulen, wéi ee Statut se och ëmmer hunn, mat de Gemengen, an do kann een absolut - mengen ech - an deene Gespréicher mat de Gemenge sech och Gedanke maachen iwwer eng eventuell Carte scolaire, an natierlech duerno um nationale politesche Plang.

Iwwregens, wann ech vun de Gemenge geschwat hunn, wär ech och frou, hei kënnen en Appel u se alleguer ze maachen, fir déi Statistiken an Donnéeën eranzeginn, déi mer och brauchen, fir heirobber kënne richteg ze schaffen.

Also vun elo un, nach ëmmer ënnert dëser Regierung, ginn direkt déi Consultatioune breet gefouert an direkt lass, fir datt mer am léifsten innerhalb vun engem Joer och e Basiskonsens hunn. Et gëtt net weider geschlof, wéi gesot ginn ass.

Et ass och net geschlof ginn an deenen dräi leschte Joer. Am Géigendeel! Eppes Komplexes ze reforméieren ass och näischt, wat ganz séier geet. A wann een et dann och nach am Konsens soll a wëllt maachen, da wësst Der och, datt een dat net vun haut op muer, awer vun dësem Joer op d'nächst Joer trotzdeem probéiert ze maachen.

Ech mengen, datt hei nach deen een oder aneren Detail flott dozou ze soen ass, wa geschwat gëtt vun der Musek als Basisunterrecht. Esou hu mer jo och haut Museksstonnen an der Primärschoul, an do kéint ech mer denken, datt et och flott wär, wann déi normal Museksstonnen, déi also do souwisou solle kommen, mat dem qualifizéierte Museksschoulpersonal zum Beispill kéinte gestalt ginn an dann och méi sécher géife gemaach ginn.

Anerwäerts, wann ech soen, mir hunn haut d'Gebuertsdagsfeier - souzesoen - fir dat Gesetz vun 1998, esou soe mer och an enger Woch, mir feieren d'Fête de la Musique, déi jo europawäit gemaach gëtt.

Firwat net och d'Fête de la Musique vum 21. Juni als Dag vun der Musek an de Schoulen an an de Primärschoulen aféieren? Dat wär, mengen ech, och e flotten Appel un déi Gemengeverantwortlech, déi hei sëtzen.

Gradesou ass et ganz wichteg, datt ee mat all deene Structures d'accueil an de Maisons relais, déi amgaange sinn ze kommen oder schonn do sinn, en Appel un déi Verantwortlech mécht a ka maachen, datt se sech sollen der Wichtegkeet vun der Musek fir d'Kanner an déi kleng Kanner bewosst sinn. Si sollen dat direkt mat an dee Kader eranhuelen, do wou dat sech dann och extrem gutt maache léisst.

Mir sinn eis jo alleguerte bewosst a mir waren alleguerten d'accord doriwwer, wéi wichteg et ass, fir Musek ze maachen. Dat ass also eng koordinéiert Approche, déi och mat den Aarbechte vun der Spezialkommissioun iwwert déi territorial Reorganisatioun optimal zesummegeet an op dem richtege Moment elo kënnt.

Ech freeë mech, datt meng Virschléi an och d'Konklusioune vun dëser Kommissioun absolut an total heibanne gedeelt ginn, esou datt all Viraarbechte jo da sënnvoll waren. Ech mengen, wat wichteg ass, dat ass jo, datt mer de Kanner iwwert de Museksunterrecht d'Méiglechkeet ginn, fir sech ze entwéckelen, fir hir intellektuell, awer och psychesch a physesch Fäegkeeten auszebauen, a se dat domadder gradesou wéi och iwwer aner sënnvoll Fräizäitaktivitéite maachen. Domat gëtt der Violence virgebeugt an domadder leeschte mer souwuel der kultureller an der musikalescher Entwécklung vun eiser Gesellschaft e ganz groussen Déngscht wéi awer ganz besonnesch och eiser Jugend, déi sech doranner kann erëmfannen.

Här President, et sinn e ganze Koup Froe gestallt ginn. Soll ech nach kuerz vläicht och dorobber agoen? Éischtens emol...

Plusieurs voix.- Neen!

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Neen?! Super!

(Interruptions diverses et hilarité)

War dat elo Jo oder Neen?

M. le Président.- Dir hutt net méi vill Zäit.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Ech weess dat. Dat Meescht hunn ech och gesot.

M. le Président.- Gutt, Dir hutt nach zwou Minutten.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Also, de Bilan wéi gesot vum Gesetz vun 1998 vun deene leschte Joren, deen hunn ech gemaach. Dat ass alles gesot ginn.

E Plan sectoriel - jo, just et muss een eis soen, wéi een dat kann hikréien, well dat geet besser fir all regional Ugebuet, mä et ass méi schwéier ze maache fir dee lokalen Unterrecht, deen allerdéngs awer och ganz wichteg ass. Duerfir ass dat net esou evident.

Vun dräi Zentren am Land ass geschwat ginn. Do ass d'Bereetschaft vum Innenminister do, fir dës Fro hei och bei der territorialer Reorganisatioun ze kucke respektiv, wa mer iwwert d'Nordstad diskutéieren, se mat ze considéréieren.

Ech wëll och hei e ganz groussen Hommage un de Conservatoire du Nord an hir Buergermeeschteren ausschwätzen.

M. le Président.- Ech géif awer hei wierklech drëm bieden, e bësselchen Disziplin ze hunn! D'Madame Statssekretärin ass amgaang, op d'Froen ze äntwerten.

(Interruptions diverses)

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- D'Froe waren alleguer scho mat beäntwert ginn, hu se zu Recht festgestallt.

Also, nach eng Kéier: Déiselwecht Froen hu sech och op anere Plaze vum Land gestallt, wou de Statut net onbedéngt dee vum Conservatoire ass. Déi Froe sinn do geléist ginn am Kader vun der Gemengenautonomie. Et gëtt also nach villes ze kucken.

Här President, well ech gesinn, datt ech op alles scho geäntwert hat, wëll ech nach just op d'Motioun agoen.

Duerfir hunn ech jo nach fënnef Minutten, déi ech awer net dofir brauch.

Ech wollt dozou soen, iergendwou freeën ech mech jo, wann an där Motioun ganz genau deeselwechten Text erëmgeholl gëtt wéi deen, deen d'Regierung an hirer Propos un d'Chamberskommissioun vun der territorialer Reorganisatioun geschriwwen huet.

Allerdéngs muss ech soen, datt dat awer och relativ speziell ass als Virgehensweis, an e bësse schwiereg ass, wann deeselwechte Bréif, deen eng Kéier geschriwwe gi war, géif zréckgoen un d'Regierung mat deeneselwechten Termen, mat deeneselwechte Feststellungen, mat deeneselwechte Saachen. Dat ass jo awer keng Virgehensweis, déi ee soll maachen.

Déi aner Saachen, déi do drastinn, dat si jo eigentlech Saachen, déi sollen d'Consultatiounen erginn. Dat si Froen, déi um Enn vun de Consultatioune kommen an net am Ufank vun de Consultatioune scho kënne festgestallt ginn.

Duerfir géif ech mengen, Här President, dass mat allem Gudden, wat an der Motioun drasteet, se awer eigentlech net néideg ass, well alles dat scho virdru festgeschriwwe gi war.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Den Här Gira freet d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Jo, Här President, ech kommen net derlaanscht, hei mäin extreme Frust zum Ausdrock ze bréngen. Dat hei hunn ech awer elo nach selten erlieft an zwielef Joer, wat elo hei geschitt ass! Do gëtt een am Joer 2005...

(Interruption)

...als Deputéierten...

M. le Président.- Entschëllegt, Här Gira, ech muss Iech allerdéngs dorop opmierksam maachen, dass d'Diskussioun ofgeschloss ass. Mir diskutéieren elo d'Motioun.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Jo, ech kommen dozou. Gitt mer eng Chance, Här President, et gëtt jo e Reglement, wat heescht Parole après ministre. Déi Méiglechkeet besteet jo och nach.

Do gëtt een am Juli 2005 eng Interpellatioun eran, well een dat Gefill huet, dass no engem Vote vun engem Gesetz en allgemenge Konsens do ass, dass Handlungsbedarf besteet. Dann ass een als Deputéierten esou flexibel an et léisst ee sech e puermol soen: Jo, d'Regierung studéiert a studéiert a studéiert.

Et freet een dann no zweeanenhalleft Joer wierklech no: Wéi wäit sidd Der da mam Studéieren? Bis dann endlech gesot gëtt, jo mir si fäerdeg mam Studéieren.

An da stellt een hei eng Rei konkret Froen an et mécht een allgemeng konkret Proposen, wou et soll higoen. An da kënnt d'Madame Statssekretärin erop, schwätzt 20 Minutten, an huet awer wierklech, Här President, bei allem Respekt, weder iergendeng Pist opgemaach, wéi mer aus deem Schlamassel, deen dobaussen um Terrain ass, kuerzfristeg a mëttelfristeg erauskommen, nach op iergendeng vun deene konkrete Froen, déi ech an anerer hei gestallt hunn, geäntwert!

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Ech hu gefrot: Wéini ass de Règlement grand-ducal iwwert d'Formation des adultes do? Keng Äntwert!

Ech hu ganz aner konkret Froe gestallt, aner Leit hunn der gestallt. Et kann dach awer net sinn, dass dat Eenzegt, wat d'Madame Statssekretärin eis elo ze offréieren huet, ass, dass se no dräi Joer studéieren entdeckt huet, dass se elo muss consultéiere goe bei d'Acteuren!

Jo, Här President, wat huet d'Regierung dann an deem Dossier an dräi Joer gemaach?

Et ka jo awer net sinn, dass dat Eenzegt, wat d'Regierung gemaach huet, e Verweis op d'Aarbechte vun der Spezialkommissioun ass. Souvill ech weess, waren dat d'Deputéierten hei aus dem Haus, déi do eng gewëssen Aarbecht gemaach hunn an haaptsächlech e Konsens fonnt hunn, dass den Enseignement musical an Zukunft soll obligatoire sinn.

Fir de Rescht ass awer hei och e Konsens, Här President, dass et mat deenen aktuelle Sue vum Stat net ze maachen ass.

Wat déi Motioun ubelaangt, natierlech, Här President, hunn ech en Deel vu mengen Invitatiounen un d'Regierung bewosst kopéiert vun deem, wat d'Regierung geschriwwen huet un d'Spezialkommissioun.

Wann d'Madame Statssekretärin déi heite Motioun net unhëlt, da kann ech just feststellen, dass se net méi zu deem steet, wat d'Regierung der Spezialkommissioun nach virun e puer Méint geschéckt huet.

Da froen ech mech, wat dann deen Exercice bruecht huet, wann e puer Méint nodeem ee gewëssen Ouverturë gewisen huet déi net méi solle gëllen. Ech muss feststellen, dass dat hei awer elo eng extrem onkonkluant Virgehensweis ass, an dass d'Resultat vun der Säit vun der Regierung awer null ass den Owend. Ech hunn net eng Pist héieren, wéi mir dann de Problem an der a ronderëm d'Nordstad, ronderëm de Conservatoire, solle léisen.

Ech hu mer och nach soe gelooss, dass viru kuerzem déi Taxen nach eng Kéier gehéicht gi sinn. Sidd Dir, Madame Statssekretärin, an d'Regierung, an d'CSV, da wierklech der Meenung, dass ee Leit ka Minervalë vu 600, 700 oder 800 Euro pro Joer zoumudden? Wann dat esou ass, da sot eis dat wéinstens, dann hu mir ee konkret Resultat vun haut, mat deem mer kënnen heemgoen.

M. le Président.- Madame Statssekretärin, wann ech gelift.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, ech sinn och iwwerrascht.

Ech ka mer zwar virstellen, datt et schwéier méiglech war, alles ze héieren, wat ech gesot hunn. Duerch gewëssen Hannergrondaktivitéiten, déi hei waren, ass dat méiglecherweis schwéier gewiescht, dat ginn ech ganz gär zou. Mä ech hunn awer op déi Froe geäntwert, ausser vläicht op dat, wat de Règlement grand-ducal iwwert d'Formation des adultes ugeet, a wat ech mir opgeschriwwen hat. Mä, am allgemenge Konsens hunn ech gemengt, ech bräicht net weider op déi Froen anzegoen.

Et ass wouer, datt dat Reglement nach net geholl ass, mä deemools war geschriwwe ginn, et soll ee ganz vill Reglementer huelen, fir d'Flexibilitéit vum Gesetz, fir d'Flexibilitéit vun der Saach iwwerhaapt grouss genuch ze loossen. Ee Reglement ass souwisou e spontane Pouvoir vun der Regierung, dat muss och net dréngend drastoen. Et ass wouer, datt dat nach net geholl ass, an et ass och net einfach ze huelen, éischtens.

Allerdéngs steet eng Hällewull Reglementer dran, dat stëmmt. Si mussen emol net geholl ginn, mä dat ass awer hei net d'Diskussioun. Ech mengen awer och, datt mer hei net sollen iwwert dat lescht Reglement diskutéieren.

Zweetens hunn ech ganz vill Saache gesot, als Äntwerten op Är Froen. Ech hu gesot, datt mer deemools an der Spezialkommissioun vun der Réorganisation territoriale festgestallt hunn, datt de Museksunterrecht soll als Basis obligatoresch ugebuede ginn. Dat hu mir gesot.

Wéinst der Gemengenautonomie muss ee kucken, wéi een am Kontext dovunner de staatleche Finanzement redefinéiert, well et ass evident, datt dat och aner Saache mat sech zitt. Ech hu gesot, datt ee kucke muss, fir de fixe Prozentsaz vum Zréckbezuelen, esou wéi en haut ass, ze ersetzen duerch en anere Mechanismus, deen och neie Missioune Rechnung dréit. Da kéint een och nach iwwer eng eventuell Ofkoppelung vum staatleche Bäitrag vun deem vum Fonds de dotation communale, wéi en haut ass, nodenken, fir datt een net méi muss parallell evaluéieren.

Ech hu vu spezialiséiertem Unterrecht geschwat, vun anere Saachen, déi een och am Zesummenhang mat engem eventuell méi grousse Finanzement iwwert de Stat ka kucken. Ech hu vu Kritären an „capacités contributives" geschwat an esou weider an esou virun.

Ech sinn awer iwwerrascht, datt elo op eemol keng Consultatioun soll gemaach ginn. Ech sinn och iwwerrascht, datt gemengt ginn ass, et wär virdrun nach net nogeduecht ginn. Ech ka mer awer net virstellen, datt d'Partner um Terrain frou wären, wann hei eng Reform géif gemaach ginn, wou si net ganz staark géife mat agebonnen a virdru gefrot ginn. Dat kann een net ganz, ganz séier maachen, an duerfir ass dat och elo nach net alles gemaach.

Ech ka mer net virstellen, datt hei gewënscht wär, datt een net mat deene Partner sollt schwätzen. Fir net nach eng Kéier laang drop anzegoen an ze soen, wat d'Léisunge sinn, déi ee soll undenke kënnen, soen ech och nach eng Kéier, datt mir dat jo schonn drageschriwwen haten. Wa mer et schonn drageschriwwen hunn, da gesinn ech awer elo net, firwat mer dat nach eng Kéier sollten an enger Motioun als Optrag un d'Regierung ginn.

Op d'Plans sectoriels an déi aner Saache war ech drop agaangen.

M. le Président.- Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, mir hu ganz vill Sympathie fir déi Motioun, déi hei abruecht ginn ass, a mir kéinte se och stëmmen, mir hu just e Problem mam éischte Punkt vun der Motioun, wou gesot gëtt: «déplafonner la contribution de l'État et l'agencer selon les frais réels des différents services offerts par les communes».

Mir wëssen, dass a verschiddene Gemengen, an notamment an där, déi ech am beschte kennen, Servicer offréiert ginn, déi am Fong iwwert dat erausginn, wat de rengen Enseignement musical ass. An ech mengen, et wär net fair ze soen, dass de Stat och bei deene Käschte soll intervenéieren.

Wann eng Gemeng eppes méi wëllt offréieren, da soll se dat maachen an da soll se dat droen. Dofir géif ech ons Kolleege vun der grénger Fraktioun froen, ob si kéinten d'accord sinn, dass een de Punkt 1 esou géif redigéieren: «déplafonner la contribution de l'État et l'agencer selon les frais réels de l'enseignement musical».

M. le Président.- Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also ech verstinn dat net. Ech hunn nach ni esou eng herrlech Motioun gesinn. Wann dann d'Regierung och nach heihi kënnt a seet, si hätt dat do schonn alles selwer geschriwwen, da solle mer dach domadder d'accord sinn.

Wann alles, all Kontributioun vum Stat, déplafonnéiert gëtt fir verschidde Servicer, déi vun de Gemengen offréiert ginn, ma da solle mer dat dach esou stoe loossen, dat unhuelen. Et steet am leschte Passus: «augmenter la part de l'État dans les frais de fonctionnement des trois conservatoires régionaux». Souvill ech mech erënnere kann, iwwerhëlt de Stat 100% vun de Käschte vum Fonctionnement vun deene Conservatoiren.

M. le Président.- Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- A wann de Stat elo wëllt 150% ubidden, da solle mer dat dach unhuelen. Dat ass dach eng herrlech Motioun.

A wann d'Regierung domat d'accord ass…

M. le Président.- Merci, Här Jaerling, fir Är Interventioun.

Motion 1

Mir kommen elo zum Vote. Ech denken, dass de Vote électronique verlaangt ass. Mir stëmmen dann elektronesch iwwert d'Motioun of.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner).

Dir Dammen an Dir Häre, domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir déi éischt Woch am Juli. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech matgedeelt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.17 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 44, 45 et 46

Communications page 557

Ordre du jour pages 557-558

5696 - Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall»; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil pages 558-576

Question avec débat N°34 de M. Marco Schank relative à la qualité des aliments dans la restauration collective publique pages 575-576

5779 - Projet de loi ayant pour objet: 1) le développement économique de certaines régions du pays; 2) la modification - de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie; - de la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables pages 576-581

Ordre du jour page 581

Question avec débat N°32 de M. Jean Huss relative aux relations entre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) pages 581-583

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes spécifiques liés à la production de biocarburants pages 583-587 pages 590-591

Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur les émissions à effet de serre des secteurs soumis au système d'échange de quotas pages 587-590

Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur le financement futur des structures d'accueil et de garde pages 591-594

Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement page 594 pages 596-597

5780 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière pages 594-596

5810 - Projet de loi relative aux acquisitions dans le secteur financier et portant transposition, dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, de la directive 2007/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 modifiant la directive 92/49/CEE du Conseil et les directives 2002/83/CE, 2004/39/CE, 2005/68/CE et 2006/48/CE en ce qui concerne les règles de procédure et les critères d'évaluation applicables à l'évaluation prudentielle des acquisitions et augmentations de participation dans des entités du secteur financier pages 595-596

5851 - Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, ouverte à la signature à New York, le 14 septembre 2005 page 596

5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code - Second vote constitutionnel page 597

Interpellation de M. Camille Gira au sujet de l'enseignement musical dans le secteur communal pages 597-605

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2048	M. Ben Fayot	Évaluation de l'application de la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat
2157	M. Marcel Oberweis	Introduction d'un billet transfrontalier «euregioticket»
2499	M. Gast Gibéryen	Audit sur l'a.s.b.l. ProActif
2512	M. Carlo Wagner	Travaux de rétablissement du CR146 entre Niederdonven et Dreiborn
2528	M. Henri Kox	Modification du mode de calcul des loyers
2559	M. Gast Gibéryen	Usage de la langue luxembourgeoise
2565	M. Gast Gibéryen	Pacte logement
2574	M. Claude Adam	Éducation différenciée
2577	Mme Vera Spautz	Conditions et modalités de l'aide au financement de garanties locatives
2579	Mme Anne Brasseur	Projet «Presse à l'école»
2580	M. Roger Negri	Montée du Tossebierg
2590	M. Gilles Roth	Système de géolocalisation des téléphones portables
2600	M. Gast Gibéryen	Dépendance du Lycée technique Nic Biever sur le site «Frankelach» à Dudelange
2614	M. Romain Schneider	Directive sur le temps de travail
2618	M. Robert Mehlen	Évaluation des élèves ayant terminé le cycle d'orientation du Neie Lycée
2624	Mme Viviane Loschetter	État des négociations entre l'établissement Servior et la COPAS
2633	M. Ben Fayot	Mauvaise transposition de la directive 96/71 concernant le détachement des travailleurs
2643	M. Lucien Clement	Protection contre les étourneaux

Question 2048 (15.10.2007) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**évaluation de l'application de la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat:**

La loi relative aux effets légaux de certains partenariats est entrée en vigueur le 1er novembre 2004. Le programme gouvernemental d'août 2004 dispose que «le Gouvernement évaluera l'application concrète de la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat pour y apporter le cas échéant des ajustements».

À mes questions écrite (N°0204) et orale des 3 décembre 2004 respectivement 29 novembre 2005, Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a toujours fait savoir que cette évaluation n'a pas encore eu lieu.

- Deux ans plus tard, j'aimerais revenir sur ce sujet pour savoir de Messieurs les Ministres si l'évaluation de la loi susmentionnée a été entamée et achevée entre-temps.

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions qui ont été retenues lors de cette évaluation? Est-ce que des adaptations législatives s'imposent? Dans quel sens?

- Considérant la volonté du Gouvernement d'étendre le régime d'imposition directe des couples mariés aux personnes vivant en partenariat, est-ce que cette initiative résulte de l'évaluation en question?

- Sinon, sur quoi repose cette mesure et est-ce que le Gouvernement envisage de faire bénéficier les personnes qui ont déclaré leur partenariat d'autres avantages réservés à l'heure actuelle aux seules personnes mariées, dont notamment le congé sans traitement ou le congé pour travail à mi-temps prévus dans le statut des fonctionnaires de l'État?

- Si le bilan en question n'est pas encore disponible, j'aimerais savoir dans quel délai le Gouvernement a l'intention de l'établir pour en tirer, le cas échéant, les conclusions qui s'imposent.

Réponse (2.7.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Comme il s'y était engagé en 2004, le Gouvernement a procédé à l'évaluation de l'application de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats.

Il résulte de l'évaluation que la loi relative au partenariat a été bien accueillie par les intéressés et que son application ne soulève guère de problèmes.

Par conséquent, le Gouvernement n'entend pas changer substantiellement la loi de 2004, mais compte clarifier certaines de ses dispositions ou étendre le bénéfice de certaines mesures accordées aux époux également aux partenaires.

Il s'agit essentiellement d'étendre le droit à certains congés spéciaux aux salariés du secteur privé et aux fonctionnaires de l'État et des communes. Certaines dispositions relatives aux pensions et traitements des fonctionnaires seront également adaptées pour tenir compte du partenariat.

Le projet de loi afférent a été approuvé par le Gouvernement en juin 2008.

Question 2157 (7.12.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**introduction d'un billet transfrontalier «euregioticket»:**

Afin de sensibiliser les habitants à utiliser davantage les moyens de transport en commun, la Grande Région «Euregio Meuse-Rhin» qui réunit sur une surface de près de 11.000 km² cinq régions partenaires à savoir la région d'Aix-la-Chapelle, la province néerlandaise du Limbourg, les deux Provinces belges du Limbourg et de Liège ainsi que la communauté germanophone belge, a instauré depuis plusieurs années le ticket «euregioticket». Celui-ci offre beaucoup de mobilité pour un petit prix car il est valable pour un grand nombre de lignes de bus et de chemin de fer dans l'«Euregio Meuse-Rhin».

Pour l'année culturelle 2007, les citoyens on pu profiter d'un ticket de transport en commun «SaarLorLux-Ticket» dont la zone d'accès englobait la Sarre, la Lorraine et le Luxembourg. Ce billet transfrontalier était valable les samedis et dimanches.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'instaurer en collaboration avec tous les partenaires de la Grande Région un ticket transfrontalier à l'instar de l'«euregioticket» en vue d'augmenter la mobilité transfrontalière?

- Le projet transfrontalier en question pourrait-il faire partie du nouveau programme d'initiative communautaire Interreg IV du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) qui a pour objet de favoriser la coopération entre régions de l'Union européenne?

Réponse (2.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Suite aux questions que vous avez posées au sujet de la mobilité transfrontalière et plus concrètement pour la création d'un ticket transfrontalier «euregioticket» comme il existe dans la région «Euregio Meuse-Rhin», je vous prie de considérer les informations suivantes.

À présent de nombreuses coopérations bilatérales existent entre le Luxembourg et les régions limitrophes pour favoriser les relations transfrontalières d'accès au transport public. Des informations détaillées sur les lignes, les horaires ainsi que les tarifs sont disponibles au public sur le site Internet www.mobiliteit.lu. À l'instant pour des raisons techniques et politiques, il n'existe pas de tarif transfrontalier commun, comme c'est le cas du «euregioticket» à 14 euros. Néanmoins, dans le cadre du Comité Économique et Social de la Grande Région (CESGR), le groupe de travail «Transport» est en train de préparer un projet Interreg IV A dont le but est d'établir une stratégie commune du transport public dans la Grande Région.

L'objectif de ce projet est de procéder à une étude de faisabilité pour créer une Communauté des Transports pour la Grande Région et ce, peut-être par le moyen d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT), organisme de coopération territoriale au niveau européen. Des questions comme le financement, la délimitation et l'organisation de cette structure ainsi que des questions de législation seront abordées dans l'étude.

Pour établir cette étude, plusieurs objectifs de court terme (en parallèle respectivement complémentaires) se révèlent nécessaires. En résumé, il s'agit d'établir une communication, un marketing et un échange d'informations au niveau transfrontalier ainsi que de faciliter les systèmes de tarifs transfrontaliers valables en ce moment. Concernant les systèmes de tarifs, il convient de rappeler que le Grand-Duché participe à EU-Spirit, système européen de recherche d'itinéraires, et que les données du Luxembourg sont prêtes à être intégrées dans le système. Une partie de l'étude sera dédiée à décider de l'utilité de créer un système d'information tarifaire et de recherche d'itinéraire propre à la Grande Région ou par contre s'il sera plus utile que les régions qui, actuellement ne participent pas à EU-Spirit (Lorraine, Wallonie) fassent des efforts pour créer les systèmes techniques nécessaires afin de pouvoir intégrer leurs informations sur les transports publics dans le réseau d'EU-Spirit.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, qui ne peut être financé qu'avec un plafond maximum de 50% par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER), le CESGR est actuellement à la recherche de partenaires cofinanceurs.

Cette étude de faisabilité est un premier pas pour mieux nouer les liens du transport public dans la Grande Région. Elle permettra de créer des coopérations multilatérales remplaçant les nombreuses coopérations bilatérales existantes. En fonction de la réussite de l'étude de faisabilité du projet Interreg en vue, l'introduction d'un billet transfrontalier sera une des premières missions de cette structure.

Question 2499 (25.4.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**audit sur l'a.s.b.l. ProActif:**

An der Nummer 697 vun der Wochenzeitung «Den Neie Feierkrop» konnt een de 25. Abrëll liesen, datt en neien Audit an der Maach wier, fir erauszefanne wivill Suen dem LCGB seng Beschäftegungsinitiative ProActif vum Stat eventuell ze vill krut an ergo zréck un d'Statskeess misst iwwerweisen.

An dësem Zesummenhang hätt ech déi heite Froen un den Här Aarbechtsminister:

1) Kënnt Dir confirméieren, datt esou en Audit de Moment an der Maach ass?

2) Vu wiem gouf dësen Audit an Optrag ginn?

3) Stëmmt et, datt dësen zweeten Audit vun der Firma KPMG gemaach gëtt?

4) Wa jo, mengt Der net, (sou wei «Den Neie Feierkrop» et undeit) datt et en Interessekonflikt gëtt, wann den Här Roger Molitor Member vum Leadership Team vun der KPMG an an engems Member vum Verwaltungsrot vu ProActif ass?

5) Mengt Der net datt dësen zweeten Audit en double emploi ass, vu datt Ernst & Young an engem éischten Audit scho festgehalen hat, datt ProActif tëscht 1998 an 2003 méi Sue vum Stat krut wéi se der ausginn huet?

6) Stëmmt et, datt ProActif dem Stat bis haut nach keen Euro zréckbezuelt huet?

7) Huet dem OGB-L seng Beschäftegungsinitiative Objectif Plein Emploi dem Stat scho Suen zréck iwwerwisen, a wa jo, wivill?

8) Wéi erklärt den Här Minister sech dann den Ëmstand, datt et fir dem OGB-L seng Beschäftegungsinitiative anscheinend manner schwiereg war dem Stat schon en Deel vun de Suen zréck ze iwwerweise wéi fir dem LCGB seng?

9) Kann den Har Minister mer Prezisioun doriwwer ginn a) wivill Sue ProActif an Objectif Plein Emploi zënter 1998 all Joer vum Stat kruten a b) wivill Suen déi zwou Beschäftegungsinitiativen ausginn hunn a c) wivill de Stat zevill iwwerwisen huet?

10) Mengt den Här Minister, datt de Gesetzesprojet 5144 (deen de Moment an der Diskussioun ass) duergeet fir an d'Finanzgebaren vun de Beschäftegungsinitiativen an Zukunft méi Transparenz eranzebréngen?

Réponse (25.6.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

1) No laangen Diskussiounen tëschent dem Aarbechtsministère an de Beschäftigungsinitiativen ProActif a.s.b.l. a Forum pour l'emploi a.s.b.l. betreffend fälleg Remboursementer fir d'Joren 1998 bis 2004 (Forum pour l'Emploi) an 1998 bis 2005 (ProActif) huet de Finanzministère d'Finanzinspektioun domat beobtraagt den Dossier ze analyséieren.

2) Am Juni 2007 huet d'Finanzinspektioun KPMG Audit mandatéiert bei der Analyse vun der Approche an de Beträg, déi den Aarbechtsministère bei de Beschäftigungsinitiativen erëmfuerdert, ze assistéieren.

3) KPMG Audit huet der Finanzinspektioun assistéiert.

4) Ech ginn dovunner aus, datt d'KPMG als confirméierten auditeur, déi Fro, am Virfeld vun der Commande vun der IGF, intern bei sech gekläert huet, éier si den Optrag ugeholl hunn. Déi Fro kann also nëmmen vu KPMG selwer beäntwert ginn.

Ze bemierken ass och, dass de Roger Molitor bei «KPMG Tax» geschafft huet.

5) Neen, den Audit vu KPMG bezitt sech op d'Beträg, déi den Aarbechtsministère zréckfreet, de facto de Solde zum 31. Dezember 2004 (Forum pour l'Emploi) bzw. 31. Dezember 2005 (ProActif), woubäi sech d'Aarbechte vun Ernst & Young op d'Jore bis 2003 bezéien.

6) Neen: ProActif huet den 22. Januar 2008 en éischte Betrag vun 200.000 Euro erëmbezuelt an huet sech engagéiert de Solde a semestrielle Raten erëmzebezuelen. De Forum pour l'emploi huet den 13. Mee 2008 een éische Betrag vun 100.000 Euro erëmbezuelt an huet sech engagéiert de Solde a jährleche Rate vun 100.000 Euro erëmzebezuelen.

7) Jo - Wivill: 531.593,36 Euro.

8) Déi zwou Beschäftegungsinitiative woren net mat dem Betrag, deen den Aarbechtsminister zréckgefrot huet, d'accord.

www.chd.lu

9) Zënter 1998, hunn d'Initiativen OPE ProActif folgend Beträg krut:

Exercice budgétaire	ProActif	Objectif Plein Emploi
1998	20.000.000 LUF	
1999	20.000.000 LUF	90.000.000 LUF
2000	50.000.000 LUF	150.000.000 LUF
2001	130.000,00 EUR	490.000 LUF
2002	5.625.000,00 EUR	7.828.166,32 EUR
2003	8.390.250,00 EUR	9.450.000,00 EUR
2004	10.232.614,00 EUR	10.972.500,00 EUR
2005	9.448.989,00 EUR	10.474.530,26 EUR
2006	10.576.371,00 EUR	11.760.590,62 EUR
2007	11.497.101,86 EUR	11.047.500,00 EUR
2008	14.806.000,00 EUR	14.730.000,00 EUR

ProActif muss nach 2.047.336,47 erëmbezuelen.

10) Jo.

Question 2512 (2.5.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **travaux de rétablissement du CR146 entre Niederdonven et Dreiborn:**

Dans un article de presse, paru dans l'édition du «Luxemburger Wort» en date du 18 avril 2008, Monsieur le Ministre avait fait savoir que les travaux de construction de l'unité de sécurité pour mineurs à Dreiborn pourront probablement être entamés en novembre 2008 et finalisés en 2010.

Sachant toutefois que dans le contexte de ces travaux un rétablissement du CR146 entre Niederdonven et Dreiborn est indispensable, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si ses services ont pris en considération le rétablissement du CR146 lors de la projection de ces délais? Dans la négative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les délais avancés sont trop optimistes?

Réponse (27.6.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le projet relatif à la construction de l'unité de sécurité pour mineurs à Dreiborn a fait l'objet de plusieurs adaptations afin de pouvoir respecter toutes les sensibilités articulées à son sujet. La variante qui a trouvé finalement l'accord de toutes les parties concernées, y compris celui des édiles communaux de Wormeldange, ne prévoit pas d'extension sous forme de nouveaux bâtiments en direction de la localité de Wormeldange. Dès lors, le projet de déviation du CR146 à la hauteur de l'unité de sécurité pour mineurs a été abandonné.

Pour sécuriser l'accès du CR146 entre Dreiborn et Niederdonven pour le trafic en provenance du chemin repris Flaxweiler-Wormeldange, le croisement CR146/CR122 sera réaménagé par la création de zones de visibilité conformes aux normes en vigueur. Le CR146a sera doté d'une nouvelle couche de roulement et le gabarit actuel sera maintenu.

Question 2528 (7.5.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **modification du mode de calcul des loyers:**

Le quotidien «L'Essentiel» relate aujourd'hui les propos d'un haut fonctionnaire ayant le logement social dans ses attributions quant à l'augmentation des loyers dans le logement social moyennant une modification du mode de calcul des loyers.

Le haut fonctionnaire aurait déclaré que la décision aurait été prise par le Gouvernement «parce qu'on pensait que donner le taux pratiqué était trop bas par rapport aux loyers pratiqués dans la réalité».

Dans ce contexte j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre:

- Le logement social ne doit-il justement ne pas s'orienter à l'évolution sur le marché officiel de l'immobilier, afin de pouvoir garantir un logement aux plus démunis?

- Cette affirmation n'est-elle pas d'autant plus vraie que la situation sur le marché immobilier luxembourgeois connaît de fortes hausses de prix depuis des années, empêchant l'accès à un logement abordable à une part de la population toujours plus importante?

- Dans la négative, la notion de logement social aurait-elle été redéfinie par le Gouvernement?

Réponse (27.6.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Afin de mettre à l'abri les personnes qui ne disposent que de revenus modestes des loyers du secteur privé qui sont déterminés en fonction du capital investi dans l'immeuble par le propriétaire-bailleur, le Gouvernement a mis en œuvre par le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant notamment les règles de calcul du loyer des logements sociaux, un système qui détermine le loyer à percevoir par un promoteur public principalement (à raison de 75%) sur base du revenu disponible par unité de consommation du ménage occupant.

Question 2559 (22.5.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**usage de la langue luxembourgeoise:**

Den 13. Juni 2005 huet den Europäesche Ministerrot eng Regelung fir de Gebrauch vun de manner benotzten an an hirem Heemechtsland offiziell unerkannte Sprooche festgeluecht. Duerzou gehéiert och Lëtzebuergesch.

Dat bedeit ënner anerem, datt eng Regierung dem Europäesche Parlament an dem Conseil kann eng Iwwersetzung an esou enger Sprooch vun engem europäeschen Akt zoukomme loossen an dësen iwwersaten Text dann archivéiert gëtt, als Kopie zur Verfügung steet an eventuell um Internet publizéiert gëtt. Och kann all Bierger seng Froen a Kommunikatiounen un d'EU a senger Sprooch stellen a kritt dann eng Äntwert an dëser Sprooch zréck.

Den 21. Dezember 2005 huet den delegéierten Ausseminister an dësem Kontext op meng parlamentaresch Fro (N°0615 - *cf. compte rendu N°6/2004-2005*) geäntwert: «D'Regierung wäert d'Entwécklung an der neier Sproocheregelung am A behalen an analyséieren, wéi an der Unioun allgemeng vun dëser neier Regelung Gebrauch gemaach gëtt. Am Fall, wou d'Développementer dat géife verlaangen, wäert d'Regierung d'Sachlag selbstverständlech nei bewäerten.»

Wéi Der wësst, kritt d'Lëtzebuergescht eng ëmmer méi grouss Bedeitung, ënner anerem duerch de Gesetzesprojet iwwert d'Nationalitéit.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen:

1) Wéi wäit hutt Dir déi néi Spoocheregelung analyséiert a wat sinn de Fall gesat Är Konclusiounen?

2) Wann déi Analys nach net gemaach gouf, a wat fir engem Délai mengt Dir da Konclusiounen kënnen ze presentéieren?

3) Huet Lëtzebuerg eng Demande agereecht fir vun der Sproocheréglung kënne Gebrauch ze maachen?

4) Am Fall wou déi Demande nach net agereecht ginn ass, sidd Dir net der Meenung, dass esou eng Demande zur néideger Revalorisatioun vun der Lëtzebuerger Sprooch no bannen an no bausse géif bäidroen?

Réponse (2.7.2008) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Lëtzebuerg huet sech ëmmer dofir agesat, datt innerhalb vun der Europäescher Unioun eng Sproocheregelung gëlle soll, déi sou gerecht wéi méiglech a sou effizient wéi néideg ass. D'Regelung vum Sproochgebrauch soll zu enger besserer Kommunikatioun bäidroen an net zu enger méi schwéierfälleger. Dat ëmsou méi wéi d'Zuel vun den EU Länner, an also de Sproochen, klëmmt.

Dat war eis Approche am Juni 2005, wéi, ënner Lëtzebuerger Présidence, d'europäesch Ausseministere sech iwwer en neie Régime linguistique eenege konnten.

Wat d'Sproochregelung ugeet, huet bis elo just Spuenien vun dëser Méiglechkeet gebrauch gemaach. De 17. Februar 2007 ass en administratiivt Arrangement tëschent dësem Land an dem Rot vun der Europäescher Unioun am Journal officiel vun der EU publizéiert ginn. Dësen Arrangement betrëfft déi Sproochen, ausser dem Spueneschen/Kastileschen, deenen hire Statut vun der spueneschen Verfassung unerkannt ass. Dëst si Galizesch, Kastalanesch a Baskesch. Groussbritannien huet seng Négociatioun nach net ofgeschloss.

D'Regierung préift am Moment déi materiell Méiglechkeet fir et de Bierger zu Lëtzebuerg ze erlaben sech schrëftlech op Lëtzebuergesch un europäesch Institutiounen ze wenden an och eng Äntwert an dëser Sprooch ze kréien, sou wéi dat d'Praxis bei eisen nationalen Institutiounen ass. Dëst géng bedeiten, dass mer hei zu Lëtzebuerg déi Prozeduren hätte fir an deene kierzesten Délaien Iwwersetzunge vun esou Ufroen op Lëtzebuergesch ze maachen.

Doriwwer eraus hat ech schonn den 8. Abrëll 2008 op der Pressekonferenz fir d'Presentatioun vun der Broschür iwwert den Traité vu Lissabon an Aussicht gestallt, dass dëse Vertrag, soubal en a Kraaft ass, och kéint op Lëtzebuergesch iwwersat ginn. Wann déi offiziell a consolidéiert Versioun vun den Traitéen iwwert d'Europäesch Union an iwwert d'Aarbechtsweis vun der Europäescher Union, sou wéi se d'Resultat vum Traité vu Lissabon sinn, op Lëtzebuergesch iwwersat ass, wäert dës Versioun dann beim Generalsekretariat vum Rot vun der Europäescher Union déposéiert ginn. An deem Fall wäert d'Regierung, sou wéi dat am Artikel 53, Paragraph 2, vum Traité iwwert d'Europäesch Union duerch den Traité vu Lissabon virgesinn ass, de Rot doriwwer informéieren.

Question 2565 (27.5.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **pacte logement:**

Maître Marc Elvinger, avocat à la cour, a adressé au mois d'avril 2008 une étude portant sur le projet de loi 5696 (dit «pacte logement») à la Fedil et à d'autres organismes. Maître Marc Elvinger, avec une série de textes légaux hiérarchiquement supérieurs, soulève la question de savoir si le Gouvernement luxembourgeois a informé la Commission européenne - sur base de l'article 88 du Traité instituant la Communauté européenne - du fait que le Fonds du Logement bénéficie d'aides étatiques. Cet article du Traité précise notamment que «la Commission est informée, en temps utile pour présenter ses observations, des projets tendant à instituer ou à modifier des aides».

Sur base des observations relevées dans cette étude, permettez-moi de poser les questions suivantes:

1. La Commission européenne est-elle informée des aides actuelles accordées au Fonds du Logement?

2. Si non, pour quelle raison le Gouvernement a-t-il estimé que la transmission de cette information n'est pas nécessaire?

3. Si oui, quelle a été la réponse réservée par la Commission européenne à cette information?

4. De même, l'information concernant les aides au Fonds du Logement prévues dans le projet de loi 5696 a-t-elle été transmise à la Commission européenne?

5. Si non, pour quelle raison le Gouvernement a-t-il estimé que la transmission de cette information n'est pas nécessaire?

6. Si oui, quelle a été la réponse réservée par la Commission européenne, respectivement dans quel délai cette réponse sera-t-elle disponible?

Réponse (2.7.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Étant donné que la politique du logement, et notamment celle du logement social, ne figure pas au nombre des compétences communautaires prévus par le Traité de Rome du 25 mars 1957 ainsi que par les traités complémentaires, elle demeure, en conséquence de la compétence nationale. L'absence de toute référence explicite au secteur du logement a été renforcée par la promotion du principe de subsidiarité.

Par ailleurs, l'activité de logement social répond aussi à des exigences d'intérêt général. Dans ce contexte je tiens à citer Romain Graëffly, docteur en droit, spécialiste des questions sociales et auteur d'un rapport universitaire sur le logement social, qui résume: «Si le logement est par nature un bien marchand, le logement social (c'est-à-dire l'habitation à caractère social dont la fourniture est facilitée par l'intervention de la puissance publique) est un bien d'intérêt général dont la fourniture répond à des exigences que la logique marchande ne prend guère en compte… Cette activité, nécessaire à la cohésion sociale des États, ressort selon nous de la catégorie des services d'intérêt général: elle devrait, en toute logique, échapper aux règles communautaires de concurrence.»

Partant, le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat est à considérer comme un service d'intérêt général. Je tiens à signa-

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

ler que l'arrêt Altmark de la Cour de Justice européenne de juillet 2003 a confirmé que, sous réserve de respecter certaines conditions, une subvention publique octroyée à un organisme qui ne fait que compenser le coût des obligations de service public qui pèsent sur ce dernier ne peut être qualifiée d'aide d'État et n'a donc pas besoin d'être notifiée à la Commission préalablement à son octroi.

La Commission européenne a considéré que le secteur du logement social entrait dans le champ d'application de cette jurisprudence. Par conséquent, les aides accordées au Fonds pour le développement du logement et de l'habitat, qui respecte de nombreuses conditions imposées par la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement pour pouvoir bénéficier de ces aides, ne sont pas soumises à l'obligation de notification à la Commission européenne. Des aides sont d'ailleurs accordées également aux promoteurs ou entrepreneurs du secteur privé s'ils acceptent de respecter les conditions prévues par la loi en question.

Question 2574 (30.5.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**éducation différenciée:**

Depuis novembre 2004, un certain nombre de centres d'éducation différenciée ont été évalués par la «Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik, Zürich (HfH)» dans le but de rechercher des propositions afin d'optimiser la qualité professionnelle de ces centres.

J'aimerais dans ce contexte savoir:

- Quels centres ont été évalués?

- Quels critères ont été retenus pour évaluer ou ne pas évaluer un centre?

- Quels ont été les résultats de ces évaluations?

- Est-ce que les évaluations ont mené à des changements? Lesquels?

- Est-ce qu'une évaluation des centres qui n'ont pas encore été évalués jusqu'à présent est prévue?

- Est-ce qu'une évaluation des instituts spécialisés, du centre d'intégration et des centres d'observation a eu lieu? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats? Dans le cas contraire, est-ce qu'une évaluation est prévue dans un avenir proche?

Réponse (2.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1) Le premier centre à être évalué fut le centre d'éducation différenciée de Luxembourg, suivi des centres d'éducation différenciée de Warken, de Roeser, de Rumelange, de Roodt/Syre, d'Echternach et d'Esch/Alzette. À noter que le centre d'éducation différenciée d'Esch/Alzette fut évalué même contre le gré des membres du personnel.

2) Il a été pris soin d'évaluer plusieurs écoles de tailles différentes et couvrant toutes les régions du pays.

3) Les résultats de ces évaluations sont très nuancés et diffèrent selon le cas; elles ont néanmoins permis de constater:

- que dans presque tous les centres, les membres du personnel de l'Éducation différenciée sont très motivés et qu'ils exercent leur tâche avec beaucoup d'engagement,

- qu'il existe un manque de connaissances académiques dans le domaine de la pédagogie spéciale et concernant notamment la prise en charge des enfants à handicap grave.

Du côté du personnel enseignant il faut relever que la pédagogie spéciale occupe peu de place dans le cadre des formations initiales d'instituteur et d'institutrice, d'éducateur et d'éducatrice, ainsi que d'éducateur gradué et d'éducatrice graduée.

D'un autre côté le personnel de l'Éducation différenciée regroupe un nombre important de professionnels du domaine de la santé et de l'artisanat (éducateurs-instructeurs) ne pouvant pas se prévaloir de connaissances pédagogiques fondamentales.

4) Les résultats des évaluations ont provoqué des changements significatifs, notamment en ce qui concerne le développement des écoles (Schulentwicklung).

En 2006 le Service de l'Éducation différenciée fut retenu comme «administration pilote» par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Dans ce contexte les moyens budgétaires mis à disposition ont permis d'offrir des formations sur mesure, respectant les volets pédagogique et administratif.

Un plan de formation pluriannuel fut établi sur base des résultats des évaluations susmentionnées et en fonction des besoins recensés par une enquête menée auprès du personnel de l'Éducation différenciée.

Le relevé en annexe donne un aperçu des formations offertes et auxquelles le personnel participe largement en dehors de son horaire de travail *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

5) Ni les instituts spécialisés ni les centres d'intégration et d'observation n'ont été évalués jusqu'à présent.

Toujours est-il que les intervenants de ces écoles participent activement au plan de formation établi.

6) L'évaluation de ces institutions ainsi que celle du Service Ré-Éducatif Ambulatoire (SREA) est projetée pour l'année budgétaire 2010. Il n'est toutefois pas exclu que l'avis ponctuel d'experts externes puisse être demandé avant cette date.

Question 2577 (30.5.2008) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant les **conditions et modalités de l'aide au financement de garanties locatives:**

Il ressort d'un article de presse paru dans l'hebdomadaire «Lëtzebuerger Land» que l'exécution des dispositions du règlement grand-ducal du 2 avril 2004 fixant les conditions et modalités de l'aide au financement de garanties locatives a donné lieu à un arrêt du Tribunal administratif qui a annulé la décision de la commission chargée d'examiner les demandes d'aide au logement. Selon cet arrêt, la commission a erronément interprété l'article 6 dudit règlement qui prévoit les dispositions suivantes:

«L'aide est fixée en fonction de la situation de revenu du candidat-locataire et de la composition de la communauté domestique. Le revenu à prendre en considération pour la détermination de l'aide est la moyenne des revenus des six derniers mois qui précèdent la date de la décision prévue à l'article 5, paragraphe (1), respectivement l'article 8, paragraphe (1).

L'aide peut seulement être accordée si le revenu du candidat-locataire est inférieur à 2,5 fois le montant brut du revenu minimum garanti, calculé conformément aux dispositions de la législation portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, et si le loyer mensuel à payer par le locataire ne dépasse pas 191 euros, valeur au nombre cent de l'indice général des prix à la consommation raccordé à la base 1.1.1948.

(2) Pour chaque mois de loyer demandé à titre de garantie locative, le montant de l'aide est fixé à un tiers du revenu du candidat-locataire. Le montant maximum de l'aide est limité à 573 euros, valeur au nombre cent de l'indice général des prix à la consommation raccordé à la base 1.1.1948.»

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il est au courant de l'arrêt susmentionné et, dans l'affirmative, quelles suites il entend y réserver.

Par ailleurs, il ressort du rapport d'activité du département du Logement que 98 demandes pour une garantie locative ont connu une suite favorable au cours de l'année 2007.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir combien de demandes ont été introduites au total.

- Combien de personnes respectivement de ménages ont obtenu un refus et pour quelles motivations?

- Compte tenu de l'argumentation du Tribunal administratif, est-ce qu'il existe d'autres refus de la commission en charge des demandes de garantie locative qui reposent sur l'article 6 en question?

- En raison des prix en constante augmentation sur le marché du logement locatif, ne serait-il pas opportun de rendre plus flexible l'octroi des garanties locatives afin de soutenir davantage les ménages qui éprouvent des difficultés sérieuses pour la constitution de garanties locatives?

Réponse (2.7.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En vertu de l'article 14 quater de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et du règlement grand-ducal du 2 avril 2004 définissant les conditions et modalités d'octroi de l'aide au financement de garanties locatives, l'État s'engage à payer au bailleur, en cas d'appel à la garantie, le montant exigé de la garantie locative.

L'objectif de cette aide en matière de logement consiste à faciliter l'accès à un logement locatif pour des ménages à revenu faible ou modéré qui se trouvent dans une situation financière où il leur est quasiment impossible d'accéder à la propriété d'un logement. Ils doivent, par conséquent, louer un logement sur le marché locatif privé ou public.

Le Ministre du Logement a bien pris note du jugement du Tribunal administratif du 21 mai 2008 annulant la décision de la commission chargée de statuer sur les demandes d'aide au financement d'une garantie locative.

S'il est vrai que selon le prédit jugement, une disposition explicite stipulant que le loyer mensuel d'un candidat-locataire ne doit pas dépasser la limite admissible du tiers du revenu brut du requérant fait effectivement défaut dans le règlement grand-ducal du 2 avril 2004, je me dois néanmoins de constater que le principe du «un tiers du revenu du candidat-locataire» se trouve implicitement inséré dans l'article 6, paragraphe (2), dudit règlement grand-ducal dans la mesure où une aide au financement d'une garantie locative supérieure au tiers du revenu du candidat-locataire ne pourra pas être accordée.

Si les membres de la commission se sont néanmoins laissés guider par ce principe, ce n'a certainement pas été dans une optique de porter préjudice aux requérants respectifs, mais plutôt pour éviter que ceux-ci s'engageraient, avec l'appui de l'État, dans le paiement d'un loyer qui pourrait dépasser à terme leurs moyens financiers.

Dans ce sens, le Ministre du Logement comprend l'intention et le raisonnement des membres de la dite commission quant à leur motivation de refus, tout en sachant, bien entendu, que cette disposition ne figure pas dans le texte et ne pourra, par conséquent, pas être appliquée.

En 2007, le nombre total des demandes introduites des requêtes était de 206, dont 98 ont connu une suite favorable. Les principaux motifs de refus des 108 autres demandes étaient les suivants: 75 rejets pour faute de pièces requises, 15 rejets où le montant de l'aide dépassait le tiers du revenu des candidats-locataires, dix pour dépassement de la limite du revenu admissible, sept en l'absence d'un revenu des six derniers mois et un pour dépassement du montant maximum de l'aide.

En ce qui concerne l'évolution des loyers sur le marché privé, une augmentation ne peut d'ailleurs être constatée que pour les seuls appartements. Par rapport aux maisons, l'Observatoire de l'Habitat note une diminution de 2,58% des loyers proposés endéans le 1er trimestre 2007 et le 1er trimestre 2008.

Question 2579 (2.6.2008) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **projet «Presse à l'école»:**

Suite à ma question parlementaire datée du 6 avril 2007 concernant le projet «Presse à l'école» Madame la Ministre avait répondu que «des projets concrets pourront être réalisés sur base du 'kit pédagogique' dès la rentrée 2007/08» *(cf. compte rendu N°11/2006-2007)*.

Or, selon mes informations, le projet «Presse à l'école» n'a toujours pas été mis en pratique.

- Partant, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pour quelles raisons le projet en question n'a pas encore été finalisé.

Réponse (2.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le kit pédagogique, tel qu'il avait été effectivement préparé pour la rentrée scolaire 2007/2008 a été confié à un certain nombre d'enseignants pour être mis à l'essai. Cette mesure de précaution s'est avérée utile puisque le matériel élaboré a été jugé insuffisant ou inapproprié par endroits et que la présidente du Conseil de Presse a demandé qu'une partie du dossier soit remplacée par des textes de meilleure qualité.

Question 2580 (3.6.2008) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **montée du Tossebierg:**

Dans la montée du Tossebierg sur la route d'Arlon entre Mamer et Bertrange en direction de Luxembourg, des travaux sont actuellement réalisés pour la création d'une voie réservée au bus. Cette initiative louable contribuera certainement à rendre l'offre des transports publics plus attrayante. Tout en saluant qu'une voie réservée au bus soit aménagée, j'aimerais attirer l'attention sur le fait qu'il n'y a jusqu'ici ni trottoir, ni voie cyclable sur le tronçon de route prémentionné. En rappelant que beaucoup de gens se rendent à pied de Mamer au grand supermarché qui se trouve au Tossebierg et que, par ailleurs, l'implantation de l'École européenne à Mamer augmentera le nombre de personnes qui utiliseront cette route, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce qu'il n'aurait pas été possible, dans le cadre des travaux réalisés en ce moment, d'aménager dans la montée du Tossebierg un trottoir et une voie cyclable à côté de la voie réservée au bus?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'on devrait rapidement saisir l'occasion pour élargir la portée du projet en cours de réalisation dans l'intérêt de la sécurité des piétons et des cyclistes et de la mobilité douce?

Réponse (30.6.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Les travaux actuellement en cours dans la montée du Tossebierg concernent effectivement la réalisation d'un couloir pour bus dans la partie supérieure de cette montée.

Dans le cadre de ces travaux aucune liaison n'est réalisée avec le site des écoles (Lycée Josy Barthel), de sorte que l'aménagement de facilités pour les piétons et les cyclistes ne donne pas de sens, une continuité ne pouvant être assurée.

Des facilités pour la mobilité douce seront cependant créées dans le cadre de la voirie de desserte de l'École européenne où grâce au fly-over cet accès vers les écoles sera faisable. Un chemin cyclistes/piétons est projeté sur le côté nord de la N6, donc du côté opposé à la voie bus actuellement en construction.

Question 2590 (4.6.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **système de géolocalisation des téléphones portables:**

Dans de nombreux pays européens tels que la Belgique, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou encore la France, certains opérateurs mobiles offrent à leur clientèle des services permettant de localiser des personnes grâce à un système de navigation basé sur la technologie GSM des téléphones mobiles. La précision de localisation dépend de la densité d'antennes GSM, mais peut aller jusqu'à 50 mètres en ville. Ces services permettent par exemple à des parents de localiser en temps réel l'endroit où se trouve leur enfant, à condition que celui-ci ait allumé son GSM (par exemple Childlocate). Ils peuvent également servir pour repérer des personnes âgées qui ne répondent pas au téléphone ou des personnes dépendantes.

Pour éviter des abus, l'utilisateur doit être averti à chaque fois qu'il va être localisé et donner son consentement. En fait, un SMS est envoyé sur le mobile de la personne qui sera pistée et cette dernière doit impérativement donner son accord par SMS. Au vu du fait que les services susmentionnés sont monnaie courante dans nos pays voisins, j'aimerais avoir les précisons suivantes de Monsieur le Ministre des Communications:

- Est-ce que la géolocalisation des GSM est pratiquée au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quel opérateur mobile offre ces services et à quelles fins?

- Est-ce que ces services sont réglementés par la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel?

- Qui est le responsable du contrôle de tels services?

Réponse (3.7.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

La géolocalisation, comme d'autres techniques du domaine des

technologies de l'information et des communications, pose la question de la balance entre les droits et libertés à protéger (protection de la vie privée surtout) et les besoins (réels ou ressentis) en matière de sécurité. Il importe dans ce domaine en particulier d'appréhender avec le plus grand soin la question de la protection de la vie privée avant de mettre en œuvre des mesures telles que celles auquel l'honorable Député fait référence.

À ma connaissance, aucun opérateur luxembourgeois n'offre ces services à ce jour auquel l'honorable Député fait référence.

Le cas échéant, des services de localisation de terminaux mobiles tomberaient dans le champ d'application de la loi du 30 mai 2005 sur les services et les réseaux de communications et de la loi du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle (ci-après les «Lois»), étant entendu que la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel est d'application générale.

Le service en tant que service de communications électroniques devrait être notifié à l'Institut Luxembourgeois de Régulation qui est en charge de la surveillance du secteur. À noter que la compétence en matière de surveillance des données exploitées pour la fourniture du service en question a été confiée par les Lois à la Commission nationale pour la protection des données.

Question 2600 (6.6.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **dépendance du Lycée technique Nic Biever sur le site «Frankelach» à Dudelange:**

Op déi parlamentaresch Fro N°0254 vum 30 Mäerz 1998, betreffend d'Décontaminatioun vum Site genannt «Frankelach» zu Diddeleng *(cf. compte rendu N°9/1998-1999)*, hunn den deemolege Gesondheetsminister an den Ëmweltminister ënner anerem Folgendes geäntwert: «En matière d'H.A.P. la situation est différente. Il s'agit de substances d'origine anthropogène qui présentent un potentiel de dangerosité et qui sont également lixiviable dans une certaine mesure. Des mesures appropriées doivent donc être prises pour éviter, d'une part le contact des personnes avec ces substances, et, d'autre part, le lessivage de ces substances par les eaux de percolation et leur entraînement dans les nappes d'eaux souterraines». Et gi weiderhin dräi verschidde Methoden opgezielt, wéi den Terrain kann décontaminéiert ginn.

Elo ass virgesi fir genee op dësem Site eng Dépendance vum Lycée technique Nic Biever a Form vu Container ze installéieren. Am Ganze sollen 18 Klassesäll ënnerbruecht ginn.

D'Aarbechte fir de Kanal ze leeë sinn amgaangen.

Kann den Här Gesondheetsminister an den Här Ëmweltminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass an der Tëschenzäit eng vun dëse Methoden ugewannt gi fir dëse Site ze décontaminéieren?

2. Wa jo, wéini ass dat geschitt?

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

3. Wann neen, ass dat nach virun der Installatioun vun de Container virgesinn?

4. Wann dat net gemaach gëtt, sinn déi Häre Ministeren net och menger Meenung, datt et onverantwortlech ass fir op engem contaminéierte Site eng Schoul ze installéieren an et net besser wier dëse Projet direkt ze stoppen, fir d'Kanner kenge Geforen auszesetzen?

Réponse (25.6.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Zur Zäit wou zu Diddeleng nach d'Héichiewe fontionnéiert hunn, waren déi ganz Installatioune vun der Agglomérierung mat den Erzan de Kokslager am Dall, genannt «Frankelach». Den Terrain iwwert deen hei Rieds geet gouf deemools benotzt, fir d'Erz an de Koks tëschenzelageren wat; och dat bekanntend Buedemkontaminatiounsbild erkläert.

Déi héich PAK-Wäerter komme vun Koks-Iwwerreschter, déi bei der Planéierung vum Buedem mat an den Ënnergrond agebaut goufen.

D'Arsenkonzentratioune stamen aus de Reschter vum Eisenerz, deen nach do louch. Bekanntlecher Weis huet de Lëtzebuerger Minettsteen héich geogen bedéngten Arsenkonzentratiounen, déi am natierlechen Zoustand wäit iwwert de gängeche Referenzwäerter fir Buedemkontaminatioune leien.

Wat d'Sanéierungsmethoden ugeet, déi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°0210 vum 2. Februar 1999 vum honorablen Deputéierten Niki Bettendorf opgezielt goufen *(cf. compte rendu N°8/1998-1999)* (an net an der Fr N°0254 vum honorablen Depuéierten Emile Calmes) ass festzestellen, datt fir de Moment nach keng vun deene Methoden ëmgesat gouf.

Et muss een allerdéngs och dës Methoden an de Kontext vum deemologe Projet vum Rehazenter gesinn, wou virgesi war, Buedemexcavatiounen ze maachen, fir de Bau vum Rehazenter ze realiséieren.

Wat déi provisoresch Installatioun vun enger Dépendance vum Lycée technique Nic Biever op der Plaz ugeet, ass d'Situatioun aneschters ze bewäerten. Dëst gouf der Bauteverwaltung an engem Avis vun der Ëmweltverwaltung matgedeelt.

Déi Kontaminatounen, déi fonnt goufen, leien an enger Déift vun op mannst 2,5 m ënnert der Uewerfläch. Fir iergendee Kontakt vun de Leit op der Fläch mat de Kontaminatiounen ënnendrënner ze vermeiden, duerf keng Konstruktioun an de Buedem gemaach ginn. Déi ganz Flach soll mat enger Ausgläichscouche vun op mannst 50 cm ofgedeckt ginn. Heidrop kommen d'Containere stoen. Sämtlech Aarbechten, besonnesch déi vum Verleeë vun de Leitungen a Kanal, gi vun engem Organisme agréé iwwerwaacht.

Dës Form vu Sécherung vu Kontaminatiounen ass eng gängeg Methode, déi och am Ausland ugewandt gëtt an déi et erméiglecht e kontaminéierten Terrain weider ze notzen ouni, datt e Risiko fir d'Notzer vum Terrain besteet.

An dem Sënn kann ech mech net der Meenung uschléissen, datt et onverantwortlech wier, eng Schoul op dësem Site ze implantéieren.

Question 2614 (11.6.2008) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant la **directive sur le temps de travail:**

Lors de la réunion du Conseil des Ministres de l'UE le 10 juin 2008, les États membres ont trouvé un accord sur la directive temps de travail. Le Luxembourg a voté en faveur du projet de directive sur le temps de travail, alors que Monsieur le Ministre avait déclaré qu'il s'agit d'un mauvais compromis.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il est d'avis que cette directive, qui doit encore être approuvée par le Parlement européen, renforce la dimension sociale de l'Europe?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que le maintien de l'«opt-out» pour le Royaume-Uni, l'extension de la durée de travail hebdomadaire à 65 heures et l'introduction de la notion de «période de garde inactive», moins favorable que le jugement de la Cour de Justice des Communautés européennes en la matière ainsi que les dispositions relatives au travail intérimaire, justifient ce vote positif quand d'autres pays tels que l'Espagne et la Belgique se sont abstenus?

Réponse (24.6.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Pour répondre à la question de l'honorable Député, il faut d'abord rappeler l'historique du débat, puis évoquer l'état du débat à l'orée du lundi 9 juin, avant de pouvoir expliquer le vote du Luxembourg et enfin les conséquences éventuelles sur le droit du travail au Luxembourg.

- Quant à l'historique du débat

Il y a tout d'abord lieu de rappeler que le débat du 9 juin a tourné autour de deux directives, celle sur l'aménagement du temps de travail, et celle sur les conditions de travail des travailleurs intérimaires.

1) Quant à la directive sur le temps du travail, il faut rappeler que la directive de base date de l'année 1993. Elle fixe la limite maximale du temps de travail hebdomadaire (sur une période de référence de quatre mois, extensible - par le biais du dialogue social - jusqu'à douze mois) à 48 heures. Depuis lors elle a soulevé deux sortes de problèmes:

a) L'«opt-out». À l'époque, la directive a prévu une exception, dite «opt-out» pouvant être invoquée par chaque État membre, permettant à un employeur, d'accord avec son salarié de prévoir un temps de travail supérieur à 48 heures, sans que la directive n'y fixe une quelconque limite supérieure. Dans le texte de 1993, les dispositions qui encadraient le recours à cet «opt-out» furent de toute façon assez générales (principe de non-préjudice en cas de refus de l'«opt-out» et obligation, pour l'employeur, de tenir registre.)

Voilà pourquoi la directive prévoyait de la revoir au bout de dix ans, notamment en vue de réexaminer l'«opt-out». Après consultations, la Commission, en 2004, a élaboré une proposition de directive ne supprimant pas l'«opt-out», mais l'encadrant de façon plus stricte. Cette proposition de la Commission contenait néanmoins une disposition qui lui donnait la possibilité, «au cas où elle l'estimerait nécessaire», de soumettre ultérieurement au Conseil une suppression graduelle de l'«opt-out».

b) Le paquet «Simap-Jaeger». Il faut d'abord dire que l'accord sur cet aspect de la directive ne date pas de cette année mais de 2004. Il n'a donc pas été à l'ordre du jour du Conseil du 9 juin. La proposition de directive de 2004 réagissait en effet également aux arrêts dits «Simap-Jaeger» qui assimilaient le temps de garde inactive au temps du travail, ceci en vue de calculer le temps de travail. Il échet de souligner que les dispositions en question ne concernent nullement la rémunération à payer en cas de temps de garde inactif, mais ont trait à la seule computation des périodes de travail mises en compte pour le calcul des périodes de repos. Le temps de garde inactif peut donc être rémunéré soit autrement que le temps de travail proprement dit, soit de la même manière, mais doit être compté pour calculer le temps de travail en vue des périodes de repos.

Ces arrêts posaient problème à la plupart des États membres, qu'ils soient de tendance dite «sociale» ou de «tendance dite «libérale», et ceci notamment dans le secteur de la santé. Selon la Commission, seuls l'Italie et le Luxembourg étaient conformes à la jurisprudence, alors que l'Allemagne s'y est conformée par la suite.

Pour répondre aux soucis de la majorité des États membres, la Commission proposait d'une part, de dire que la garde inactive n'était pas à considérer comme temps de travail effectif, à moins que la loi ou les partenaires sociaux n'en décident autrement, et, d'autre part, que la période de référence pourrait être étendue à douze mois même par la loi ou le règlement, mais après consultation des partenaires sociaux.

c) Les premières discussions sur cette proposition de directive ont eu lieu en décembre 2004 sous présidence néerlandaise. Un accord partiel a pu être obtenu sur le paquet expliqué ci-dessus sous b), alors qu'une très grande majorité de pays n'étaient pas conformes à la jurisprudence «Simap-Jaeger» et voulaient un renversement de jurisprudence. Aucun accord n'a pu être obtenu en matière d'«opt-out», alors que les uns, dont le Luxembourg revendiquaient un «phasing-out» de l'«opt-out» - autrement dit une fin prévisible des exceptions au principe des 48 heures - et que les autres, refusaient strictement de mettre fin à l'«opt-out», ceci pour des raisons de «liberté contractuelle». Il faut encore relever que le Luxembourg n'avait accordé son soutien au paquet «Simap-Jaeger» que sous condition de trouver un accord global, incluant la question de l'«opt-out». Pendant les présidences successives, dont la luxembourgeoise, aucune majorité qualifiée n'a pu se dessiner sur la question de l'«opt-out», tant le «camp dit libéral» que le «camp dit social» disposant d'une minorité de blocage.

Or, entre-temps, le Parlement européen avait bouclé, lui, sa première lecture, en revendiquant notamment le «phasing-out» de l'«opt-out» au bout de «x» années.

2) Quant à la directive sur les conditions de travail des travailleurs intérimaires, il faut rappeler que déjà la Charte sociale de 1989 prévoyait de légiférer sur les contrats dits atypiques, à savoir les contrats à durée déterminée, les contrats à temps de travail partiel et les contrats de travail intérimaire en vue de rapprocher les conditions de travail des travailleurs sous contrat atypique de ceux sous contrat à durée indéterminée. Si des directives ont pu voir le jour sur les deux premiers volets, tel ne fut pas le cas pour le troisième. En effet, d'abord les partenaires sociaux européens n'ont pas pu trouver d'accord, et par la suite, la proposition de directive, issue en 2002 par la Commission, a achoppé sur la question de l'égalité de traitement des travailleurs intérimaires par rapport aux travailleurs équivalents de l'entreprise utilisatrice. La proposition de la Commission prévoyait en effet que cette égalité de traitement ne s'appliquerait qu'à partir de la sixième semaine d'une mission d'intérim. Or, un certain nombre de pays, dont le Luxembourg, revendiquaient cette égalité de traitement dès le premier jour (qui est prévue dans le cadre de la législation luxembourgeoise), alors que d'autres revendiquaient l'extension de la «période grâce» jusqu'à six, voire neuf mois. Vu ces deux minorités de blocage, aucune présidence depuis la néerlandaise jusqu'à la présidence portugaise fin 2007, ne mit cette directive sur l'ordre du jour.

- Quant à l'état des discussions à l'orée du Conseil du 9 juin

1) Le lien entre les deux directives. La présidence portugaise, en décembre 2007, avait la première essayé de lier les deux directives dans un compromis général, espérant que les pays dits «sociaux» se retrouvent sur la directive «intérim» et que les pays dits «libéraux» se retrouvent sur la directive «aménagement du temps de travail». Or, à l'époque il apparut que les pressions notamment du dernier camp étaient telles que le Conseil n'a pas pu procéder à un vote.

Mais depuis cette date il était acquis que soit un compromis global devait être trouvé, soit qu'aucun compromis n'était possible.

2) La directive «intérim». Sous présidence slovène, le débat commençait cependant à évoluer. En effet, la première fois depuis plus de vingt ans, les partenaires sociaux au Royaume-Uni ont conclu, au cours du mois de mai, un accord national, portant de surcroît sur le travail intérimaire. Ils y ont fixé la «période de grâce» pendant laquelle l'égalité de traitement ne devrait pas s'appliquer, à douze semaines. Cet accord a pu amener la présidence slovène à proposer un texte qui - contrairement à la proposition de la COM - retient le principe de l'égalité de traitement entre les travailleurs intérimaires et les salariés des entreprises utilisatrices dès le premier jour d'une mission d'intérim, sauf dérogations prévues sur base d'un accord national entre les partenaires sociaux. Ce modèle de gouvernance ne permettant qu'aux seuls partenaires sociaux de déroger aux principes généraux, a emporté l'accord de la Confédération européenne des Syndicats et a permis également aux États membres dits «sociaux», dont le Luxembourg de se retrouver dans le cadre d'un compromis général.

3) La directive «aménagement du temps de travail». Cependant les propositions de la présidence slovène à cet égard ne donnaient pas encore satisfaction aux États membres dits «sociaux», même si elles continuaient à restreindre l'exercice de l'«opt-out», donc de l'exception au principe des 48 heures:

- l'«opt-out» ne pourrait être mis en œuvre que soit par accord des partenaires sociaux soit par la loi après consultation appropriée des partenaires sociaux;

- l'accord du salarié devrait être formel et limité à la durée d'un an renouvelable;

- le salarié refusant de signer un tel accord ou retirant son accord

ne devrait en subir aucun préjudice;

- tout accord donné soit à la signature du contrat du travail ou dans les quatre premières semaines serait nul et non avenu;

- sauf accord des partenaires sociaux, la durée hebdomadaire (calculée sur une période référence de trois mois) ne pourrait excéder 60 heures (il s'agit ici d'une avancée considérable par rapport à la directive de 1993 qui ne prévoyait aucune limite dans le temps); dans le cas de situations considérant la garde inactive comme temps de travail effectif (soit donc dans le respect de la jurisprudence «Simap-Jaeger»), cette limite pourrait être relevée à 65 heures; ces limitations ne seraient cependant pas applicables pour les contrats à durée déterminée de moins de quatre mois;

- le salarié pourrait retirer son accord au cours des trois premiers mois suivant la conclusion d'un accord conclu entre lui-même et son employeur sur un recours à l'«opt-out»;

- l'employeur doit tenir un registre ad hoc (déjà prévu, mais de manière plus générale, dans la directive de 1993) et ces registres sont à la disposition des autorités compétentes;

- l'extension de la période de référence à douze mois ne s'appliquerait pas aux situations d'«opt-out».

Malgré ces avancées, le problème essentiel résidait dans le fait que les dispositions quant à l'évaluation future de la directive par la Commission (au bout de cinq ans) ne mentionnaient même pas l'éventualité d'une fin du système de l'«opt-out».

- Quant à la position du Luxembourg à l'égard du compromis final

Si un accord quai unanime sur la directive «intérim» était donc pratiquement acquis dès le départ, les négociations sur la directive «aménagement du temps de travail» qui ont durée jusqu'à une heure du matin du mardi 10 juin ont permis de noter les avancées supplémentaires par rapport à la situation esquissée ci-dessus:

- le retrait de la signature d'un accord «opt-out» par le salarié ne peut non seulement se faire dans les six (et non les trois) premiers mois, mais en plus dans les trois mois après l'écoulement de la période d'essai;

- la durée des contrats à durée déterminée pour lesquels la limite des 60 (respectivement 65 heures) ne joue pas, est abaissée de quatre mois à dix semaines;

- l'évaluation à faire de la directive par la Commission dans les cinq ans doit expressément concerner le sort de l'«opt-out».

Suite à ces négociations, le Luxembourg a continué à considérer ce compromis comme n'étant pas satisfaisant en principe, rejoignant ainsi d'autres pays comme la Belgique, la Hongrie, le Portugal, la Grèce, Chypre et l'Espagne, l'Italie, la France et encore les Pays-Bas. Contrairement aux six premiers États membres cités, qui se sont abstenus, le Luxembourg, à l'instar de la France, des Pays-Bas et de l'Italie a donné en fin de compte contribué à donner naissance à une majorité qualifiée, et ceci, en ce qui concerne le Luxembourg, pour les raisons suivantes:

1) Les deux directives étant discutées comme paquet, le seul fait d'arrêter une directive «intérim» consacrant l'égalité de traitement dès le premier jour (et non après les six premières semaines d'une mission d'intérim, comme l'avait proposé la Commission) doit être considéré comme une avancée formidable de l'Europe sociale.

2) L'encadrement de l'exception de l'«opt-out», non seulement, mais surtout par une limite hebdomadaire de 60 heures (la limite de 65 heures ne jouant que pour le cas de la computation des heures de garde inactive conforme à la jurisprudence) est nettement plus favorable aux travailleurs que les dispositions de la directive de 1993 qui ne contenaient aucune limite maximale en matière de temps de travail hebdomadaire.

Le Gouvernement luxembourgeois ne soutient toujours pas le principe de l'«opt-out». La configuration des partisans et des adversaires ne permet cependant pas d'envisager son abolition à ce stade. Aussi le Gouvernement est-il d'accord avec toutes les propositions visant à limiter l'«opt-out». C'est ce que le présent texte fait, justement, en limitant, dans le cadre de l'«opt-out», le temps de travail à 60 respectivement 65 heures. Le texte introduit donc une limite supérieure, qui peut paraître élevée, mais qui n'avait pas existé jusqu'à présent. Le Gouvernement tient donc à souligner qu'il est faux de prétendre que la nouvelle directive augmenterait les limites de la durée de travail à 60 voire 65 heures.

3) Le refus de ce compromis aurait amené la Commission à retirer sa proposition et à laisser les choses dans l'état insatisfaisant de 1993.

4) Comme les deux directives doivent être approuvées par voie de codécision entre le Conseil des Ministres et le Parlement européen, et sachant que le Parlement européen actuel veut aller plus loin que le Conseil des Ministres en matière de fin éventuelle des exceptions au principe des 48 heures, il était important de boucler la première lecture au sein du Conseil des Ministres, en vue de lancer la deuxième lecture au bout de laquelle Conseil et Parlement doivent trouver un compromis. Si compromis il y aura avant les élections européennes de 2009, ce compromis pourrait se révéler plus avantageux que le compromis du 9 juin. D'ailleurs, le fait que certains pays «sociaux» se soient abstenus et n'aient pas votés contre l'adoption des deux textes au Conseil s'explique par la volonté commune de remettre le Parlement européen dans le jeu.

Je joins à cet égard le commentaire de Nicolas Gros-Verheyde paru le 12 juin dans le périodique Europolitique *(commentaire à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

- Quant aux effets des deux directives pour le Luxembourg

Les deux directives n'affectent nullement le droit positif actuel du Luxembourg, qui non seulement est conforme au droit communautaire actuel et à venir mais en plus ne veut nullement profiter d'éventuelles possibilités d'allègement du droit du travail actuel.

La législation sur le travail intérimaire se voit confortée par la nouvelle directive. Dès son adoption définitive, le Gouvernement consultera cependant, conformément à l'article 4 de cette directive, les partenaires sociaux en vue de dresser un bilan de cette loi à l'égard du droit communautaire.

Le Gouvernement confirme qu'il n'a toujours pas l'intention d'appliquer les dispositions de l'«opt-out».

Quant aux dispositions dites «Simap-Jaeger», le Gouvernement rappelle que la situation actuelle, fruit des négociations entre les partenaires sociaux, est conforme à la jurisprudence, et que pour lui, il n'y a pas lieu de modifier cette situation.

Le Luxembourg considère cependant que ce compromis aussi insatisfaisant soit-il sur un aspect déterminé (perspective de sortie du système de l'«opt-out», constitue néanmoins une avancée importante pour l'Europe sociale.

Question 2618 (12.6.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**évaluation des élèves ayant terminé le cycle d'orientation du Neie Lycée:**

Lors d'une conférence de presse, Madame le Ministre de l'Éducation nationale a parlé de l'évaluation de la première «cohorte» d'élèves qui a terminé le cycle d'orientation du Neie Lycée. 63 dossiers ont été présentés à des jurys. Madame la Ministre a également indiqué lors de cette conférence de presse qu'un projet de loi qui prévoit la mise en place d'un cycle supérieur (classes de 3e à 1re) a été introduit sur la voie législative en avril 2008.

1. Madame la Ministre peut-elle indiquer quel sera l'avenir scolaire de ces 63 élèves? Combien d'élèves ont été orientés vers l'enseignement secondaire classique, respectivement vers l'enseignement secondaire technique? Dans quelles sections de ces lycées ces élèves seront-ils inscrits?

2. Est-ce que Madame le Ministre pourra faire rapport à la Chambre des Députés sur l'évolution de ces élèves après la première année d'enseignement qu'ils auront passé dans un lycée classique ou technique?

3. À quel stade de la procédure législative se trouve le projet de loi annoncé par Madame la Ministre?

4. Est-ce que Madame la Ministre est d'avis que ce projet de loi pourra être voté en temps utile pour introduire le cycle supérieur dès la rentrée scolaire 2008/2009?

5. Si le projet de loi ne peut pas être voté en temps utile, les élèves de la première «cohorte» pourront-ils poursuivre leur parcours scolaire dans le Neie Lycée, et cela dans quelles conditions légales et réglementaires?

Réponse (2.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Cette année, 63 élèves de la première promotion du cycle d'orientation de l'enseignement secondaire technique au Neie Lycée ont été orientés par le jury vers des classes du cycle moyen de l'enseignement secondaire technique (régime technique, régime de la formation du technicien, régime professionnel). Un élève a été autorisé par le jury à continuer en 4e de l'enseignement secondaire.

Concernant l'enseignement secondaire, le cycle d'orientation du Neie Lycée comprend également la classe de 4e. Les élèves, actuellement en 5e seront donc seulement orientés par le jury en fin du deuxième trimestre de l'année scolaire 2008/2009.

Notons que l'institution du jury est une spécificité du Neie Lycée: à la fin du cycle d'orientation l'équipe pédagogique qui a suivi l'élève, présente le dossier et le bulletin de l'élève à un jury qui est composé d'enseignants venant d'autres établissements et qui ont une expérience dans les classes supérieures. Le jury vérifie si l'élève a suffisamment développé le socle de compétences pour suivre avec fruit les études qu'il compte faire. Le jury prend également en considération l'avis exprimé par ses parents. L'élève peut demander à être entendu par le jury.

2. Le suivi des élèves en termes de résultats scolaires sera fait par le Service des statistiques de mon département et un rapport pourra être établi.

3. Le projet de loi qui prévoit la création d'une division supérieure de l'enseignement secondaire dans la Neie Lycée a été déposé à la Chambre des Députés le 23 mai 2008.

4. Le cycle supérieur est prévu dans un premier temps pour l'enseignement secondaire et il sera introduit à la rentrée 2009/2010, les élèves de la première promotion de l'enseignement secondaire étant actuellement en 5e.

Question 2624 (13.6.2008) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**état des négociations entre l'établissement Servior et la COPAS:**

En réponse à la question parlementaire N°2001 du 24 septembre 2007 concernant le fait que l'établissement public Servior n'était pas membre de la COPAS, organisation représentative des prestataires d'aides et de soins, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration a répondu qu'elle soutenait «les responsables de Servior dans leurs efforts de discussion et de négociation qu'ils mènent depuis un certain temps déjà avec les responsables de la COPAS dans le but de définir une adhésion de Servior qui tienne compte de ses aspirations et intérêts» *(cf. compte rendu N°2/2007-2008)*.

- Dans ce contexte j'aimerais que Madame la Ministre me renseigne sur l'état des négociations entre l'établissement public Servior et la COPAS?

Réponse (30.6.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Dans le cadre de ses recherches au sujet des possibilités d'une participation aux activités de la COPAS, l'établissement public «Servior» a été admis comme 10e membre de l'a.s.b.l. Senior- secteur communal. Les statuts de cette association permettent également l'adhésion d'organismes régis par des principes de fonctionnement similaires. Il est évident que les domaines d'intérêts des membres de l'association et de l'établissement public sont très proches, voire même souvent identiques et qu'une défense commune en est de l'intérêt de tous.

Par le biais de cette adhésion l'établissement est devenu également membre de la COPAS et ne manquera pas d'y apporter ses contributions, en collaboration avec les membres de l'a.s.b.l. concernée.

Question 2633 (19.6.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **mauvaise transposition de la directive 96/71 concernant le détachement des travailleurs:**

Par l'arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 19 juin, le Luxembourg a été condamné pour mauvaise transposition de la directive 96/71 concernant le détachement des travailleurs.

Ainsi, la Cour a décidé que certaines dispositions du noyau de règles impératives de protection minimale que doivent observer les employeurs qui détachent des travailleurs vers le Luxembourg ne sont pas conformes avec la directive 96/71. Parmi ces dispositions figure notamment l'indexation des salaires au sujet duquel la Cour estime que «le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas démontré à suffisance de droit que l'article 1er, paragraphe 1, point 2, de la loi du 20 décembre 2002 relève de dispositions d'ordre public, au sens de l'article 3, paragraphe 10, premier tiret, de la directive 96/71».

La Cour a par ailleurs jugé que l'article 7, paragraphe 1, de la loi du 20 décembre 2002 qui précise les données que les employeurs doivent fournir à l'Inspection du Travail et des Mines est, «de par son manque de clarté et en raison des ambiguïtés qu'il comporte», incompatible avec l'article 49 CE. Il en est de même pour l'article 8 qui impose que les documents nécessaires au contrôle des entreprises sont conservés par un mandataire ad hoc, résidant au Grand-Duché.

- Au vu de ce qui précède j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles seront les conséquences de cette jurisprudence sur le Luxembourg.

- Comment Monsieur le Ministre entend-il réagir face à cette jurisprudence, notamment en ce qui concerne les contrôles exercés par l'Inspection du Travail et des Mines et l'indexation des salaires des travailleurs détachés vers le Luxembourg?

- Monsieur le Ministre estime-il qu'il sera possible de garantir un contrôle efficace des dispositions protégeant les travailleurs détachés vers le Luxembourg dans le futur?

- Qu'en est-il de la coopération administrative dans le contexte du détachement de travailleurs dans le cadre d'une prestation de services qui a fait l'objet de discussions lors du Conseil des Ministres de l'Emploi et des Affaires sociales, réunis le 9 juin à Luxembourg?

Réponse (3.7.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

L'arrêt relevé par l'honorable Député soulève un certain nombre de questions non seulement quant à son incidence sur la loi nationale mais également quant à ses implications sur la discussion en matière de dimension sociale de l'Europe. Même si ce deuxième volet n'a pas été soulevé par la question, il échet d'y consacrer notre attention.

1) Quant à son incidence sur le droit national

Il faut à cet égard distinguer entre l'étendue du droit social applicable obligatoirement à tous les salariés travaillant au Luxembourg y compris aux travailleurs détachés, d'une part, et le contrôle de l'application de ces dispositions, d'autre part.

a) Quant à l'étendue du droit social applicable

La Cour revient à la notion d'ordre public social national, qui est à la base de la loi luxembourgeoise transposant la directive dite «détachement». Conformément à des jurisprudences antérieures, elle confirme que cette notion ne peut être interprétée unilatéralement et ne doit pas mettre en cause les principes fondamentaux du Traité, dont celui de la libre prestation de services.

Elle se base dans son appréciation surtout sur les dispositions de la directive détachement fixant son propre champ d'application (art. 3, par. 1). Même si la directive prévoit dans son article 3, paragraphe 10, la possibilité d'aller au-delà de ce qui est fixé dans le champ d'application, pour autant qu'il s'agisse de dispositions d'ordre public en faveur des travailleurs, force est de constater que la CJCE a une approche très restrictive de cette exception au principe.

La CJCE a jugé comme non conforme aux dispositions de la directive les points suivants retenus par la loi comme étant d'ordre public au Luxembourg (Code du Travail, article L.010-1);

a) le point 1: contrat de travail écrit ou autre document conformément à la directive 91/533,

b) le point 2 concernant le salaire social minimum et l'adaptation automatique de la rémunération à l'évolution du coût de la vie,

c) le point 8 concernant la réglementation du travail à temps partiel et à durée déterminée,

d) le point 11 concernant les conventions collectives.

- Quant aux points sub a et c)

Pour ces cas, la CJCE relève qu'il existe des directives européennes prévoyant des conditions minimales dans les trois cas (forme du contrat, travail à temps partiel, travail à durée déterminée). Il n'appartiendrait donc pas aux États membres d'y ajouter des dispositions nationales, alors que se serait l'État à partir duquel le détachement a lieu de veiller à la conformité par rapport au droit communautaire.

Cette argumentation est conforme au droit et à la jurisprudence communautaires.

Abandonner ces références à l'article L.010-1 du Code du Travail ne remet pas en question notre droit du travail d'autant que notre législation sur le travail à durée déterminée et le travail à temps partiel a ses sources dans les directives européennes en question.

En revanche, le Gouvernement envisage, pour assurer un contrôle efficace de l'application de ces dispositions, d'exiger des entreprises détachantes, de soumettre aux autorités la copie du contrat de travail ou, respectivement, des attestations sur la conformité aux directives européennes des contrats de travail à durée déterminée et à temps partiel.

Il y a encore lieu d'ajouter qu'en ce qui concerne les contrats à durée déterminée et à temps partiel que - conformément au paragraphe (1) sub 3 de l'article 010-1 - toutes les dispositions nationales relatives à la durée du travail, au temps des pauses, au repos journalier et au repos hebdomadaire sont à observer dans le chef de tous les travailleurs.

- Quant aux points sub b) et d)

Il est clair que la directive permet aux autorités nationales de fixer non seulement des salaires «sociaux» minima, mais également des salaires minima tout court, ceci par voie de conventions collectives d'obligation générale. À ce dernier sujet la directive ne permet pas de doute: seules des conventions collectives d'obligation générale peuvent fixer de tels salaires minima, pas les autres conventions collectives. Il est également clair que tous ces salaires seront adaptés à l'indexation légale des salaires et traitements.

Il faut savoir que les cas de risque de dumping social sont les plus évidents dans le secteur de la construction.

Le Luxembourg n'a jamais prétendu autre chose. L'avocate générale à la Cour l'avait bien compris, la Cour non, alors que les formulations actuelles de notre loi semblent imprécises.

Une précision de la loi actuelle à cet égard nous permettra de continuer avec la pratique actuelle.

Le système de l'indexation des salaires n'est donc pas mis en cause.

Il est vrai que seules les conventions collectives d'obligation générale peuvent fixer de tels salaires minima, pas les autres. Tel a déjà été le cas actuellement. La jurisprudence ne constitue donc pas de pas en arrière. Une modification de cette situation ne pourrait se faire que moyennant modification de la directive.

Il est tout aussi vrai qu'un salaire d'un travailleur détaché ne verra pas son salaire - qu'il touche d'ailleurs dans son pays d'origine - augmenté du fait de son séjour, par essence assez court, au Luxembourg, si une tranche indiciaire devait tomber, pour autant encore une fois que ce salaire soit supérieur au salaire minimum applicable, dûment adapté à l'indexation automatique des salaires. Comme il s'agit de salaires non luxembourgeois, l'indexation des salaires, d'essence nationale ne peut pas s'y appliquer. Une condamnation sur ce chef était dès lors superfétatoire et n'a provoqué que des irritations non nécessaires.

Le Gouvernement entend cependant approfondir la question de la fixation de la durée des détachements, non prévue par la directive et actuellement réglée indirectement par les dispositions relevant de la sécurité sociale.

b) Quant au contrôle du droit applicable

C'est sur ce sujet que le Gouvernement doit de se montrer particulièrement inquiet. Même si la coopération internationale discutée encore le 9 juin lors du Conseil des Ministres des Affaires sociales, sera très importante, il n'en reste pas moins qu'en général les détachements sont courts. La coopération internationale risque donc d'aboutir seulement au moment où le chantier sera déjà terminé.

Un contrôle efficace sur place est donc toujours de mise. Les actions de contrôle effectuées sous l'égide de l'ITM ont pu à ce jour se baser sur le dispositif de contrôle de la loi.

La CJCE, suivant en cela la Commission, trouve que le fait d'exiger que les informations requises par les autorités au Luxembourg soient déposées «avant le début des travaux» auprès «d'un mandataire ad hoc résidant au Luxembourg» ne seraient pas proportionnées par rapport aux exigences de contrôle requises et introduiraient une sorte de contrôle préalable.

Le Gouvernement se montre inquiet par rapport à cette jurisprudence pour deux raisons:

- on voit resurgir ici l'esprit voire le texte de la première proposition de directive services, dite «Bolkestein»,

- lors de l'adoption de la directive, le Conseil des Ministres et la Commission avaient fait acter que les dispositions de ce texte législatif ne remettent nullement en cause l'implication des autorités publiques dans la surveillance du respect de la législation concernant les conditions de travail.

Il n'en reste pas moins vrai qu'une lecture attentive de la motivation des juges permettra au Gouvernement de modifier la loi de façon de permettre néanmoins un contrôle efficace sur place en précisant dorénavant que les informations soient déposées «au plus tard lors du commencement des travaux» «auprès d'une personne sur place», dont le cas échéant un travailleur désigné à cette fin.

Il est vrai qu'il faut réformer notre loi au plus vite pour faciliter à nouveau ces contrôles.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi, après avoir informé les partenaires sociaux lors de la réunion du Comité permanent du Travail et de l'Emploi du 26 juin, continuera les consultations requises en vue de déposer un projet de loi à la fin du mois de juillet. Il consultera notamment la Commission parlementaire compétente en date du 1er juillet 2008.

2) Quant aux incidences sur l'Europe sociale

Si le Gouvernement peut se montrer rassurant sur l'implication de la jurisprudence quant à l'application future de la directive détachement au Luxembourg, alors que l'application de la loi n'a jamais dépassé les limites de la directive et que des adaptations ponctuelles permettront de remettre en place un contrôle efficace, il ne peut cependant que se montrer très circonspect quant à l'implication de cette jurisprudence sur le droit social européen et sur les discussions en matière d'Europe sociale. Cette jurisprudence n'est pas de nature à rassurer non concitoyens.

Alors que dans le passé. La CJCE était longtemps le moteur de l'Europe sociale, par voie de jurisprudences très extensives, elle semble depuis un certain temps vouloir interpréter de façon très restrictive et très frileuse la notion d'ordre public social.

La jurisprudence sous rubrique est éloquente à cet égard, notamment quant à ce que la CJCE a dit à l'égard de notre système d'indexation et de son influence sur les travailleurs détachés. Alors que l'avocate générale, pourtant en général très critique, avait bien compris que nous n'allons pas au-delà de la directive, la CJCE, est allée au-delà de ce réquisitoire, suivant en tous points la Commission, dont la position nous avait toujours semblé caractérisée par une acribie particulière.

Eu égard aux arrêts récents rendus par la Cour en matière de détachement, le Gouvernement va donner suite à l'annonce faite le 9 juin au Conseil des Ministres des Affaires sociales de saisir la Commission en vue d'analyse la jurisprudence par rapport aux intentions originales du législateur de 1996, et de lancer un débat à ce sujet. Il saisira également en ce sens la future Présidence française de l'Union européenne. L'annonce en fut répétée lors d'un récent séminaire consacré par le Gouvernement allemand aux suites des quatre arrêts litigieux par le représentant du Ministère du Travail et de l'Emploi et officiellement prise en compte par le représentant français dans son intervention. L'élaboration du futur agenda social devrait être propice pour lancer une discussion sur le sujet sous rubrique.

Au-delà de cette évolution jurisprudentielle il faut cependant continuer à souligner que les textes législatifs au sujet de l'Europe sociale ne sont pas complets. On a déjà dit que c'est la directive et non l'interprétation jurisprudentielle qui ne reconnaît que les conventions collectives d'obligation générale comme pouvant fixer des normes minimales.

D'autres textes ne sont toujours pas adoptés définitivement. De même pourrait-on songer à élargir le champ d'application du Traité à de nouveaux domaines sociaux, dont celui du principe d'un revenu respectivement d'un salaire minimum.

Le Luxembourg continuera ainsi à œuvrer en vue de l'établissement d'un socle minimum de droits sociaux dans le chef de tous les travailleurs européens.

Dans tous les cas, un débat sur les relations entre libertés fondamentales du Traité et droits fondamentaux, entre ordre public social national et ordre juridique communautaire doit être lancé.

Question 2643 (24.6.2008) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant la **protection contre les étourneaux:**

Le règlement grand-ducal du 1er août 2007 a abrogé le règlement grand-ducal du 20 juin 1973 autorisant la décimation de l'étourneau et a dès lors mis fin à la pratique usuelle de chasse de cette espèce.

Or, en raison de leur expansion, les étourneaux causent des dommages considérables aux productions fruitières notamment aux raisins des vignobles mosellans. S'il est vrai que des méthodes d'effarouchement telles que l'émission de sons impulsifs sont utilisées afin de les effrayer et de les déloger, il faut néanmoins savoir que la grande capacité d'adaptation de ces passereaux rend rapidement caduques ces artifices qui dès lors ne suffisent plus pour protéger efficacement les récoltes visées.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Pour quelles raisons le règlement grand-ducal du 20 juin 1973 autorisant la décimation de l'étourneau a-t-il été abrogé?

- Au vu de la surpopulation actuelle des étourneaux et des préjudices importants occasionnés par ces derniers, Monsieur le Ministre ne préconise-t-il pas de réinstaurer la possibilité de les chasser?

- Dans la négative, quels autres moyens envisage-t-il pour empêcher les nuisances susmentionnées?

Réponse (3.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En application de l'article 226 du traité instituant la Communauté européenne, la Commission européenne avait invité le Luxembourg à garantir la conformité de la législation nationale avec les directives 92/43/CEE et 79/409/CEE dites respectivement «habitats» et «oiseaux». Ce constat de non-conformité avait fait l'objet de deux avis motivés et d'une mise en demeure de la Commission dont une faisait l'objet d'une saisine de la Cour de Justice avec demande de sanctions.

L'abrogation du règlement grand-ducal du 20 juin 1973 autorisant la décimation de l'étourneau avait pour unique objectif la transposition correcte des directives en question. En effet, la décimation inconditionnelle d'une espèce d'oiseaux est contraire à l'article 5, point a) de la directive «oiseaux» qui stipule que les États membres prennent les mesures nécessaires pour instaurer un régime général de protection de toutes les espèces d'oiseaux vivant à l'état sauvage en Europe, comportant notamment l'interdiction de les tuer ou de les capturer intentionnellement, quelle que soit la méthode employée.

Néanmoins, le Ministre de l'Environnement peut accorder une dérogation à cette interdiction à condition qu'il n'existe pas une autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable des populations d'espèces visées dans leur aire de répartition naturelle et ceci notamment dans le but de prévenir des dommages importants aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries et aux eaux (voir article 33 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles).

Une demande motivée en vue de l'obtention d'une telle dérogation est à adresser au Ministre de l'Environnement. Un formulaire standard à cet effet est disponible sur demande. Il n'est pas envisagé de classer l'étourneau en tant qu'espèce pouvant être chassée, considérant que la gestion localisée, par voie de dérogation telle que mentionnée, est le moyen le plus efficace de limiter les préjudices occasionnés par les étourneaux aux productions fruitières.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°16
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

47e	séance, mardi	1er juillet 2008
48e	séance, mercredi	2 juillet 2008
49e	séance, jeudi	3 juillet 2008
50e	séance, mardi	8 juillet 2008

➤ Affaire des attentats à l'explosif

„Stay behind" et Service de Renseignement

Entre le 27 février et le 7 juillet 2008, la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État s'est penchée sur deux sujets: les activités du réseau „Stay behind" luxembourgeois et le rôle du Service de Renseignement dans le cadre des enquêtes relatives à l'affaire des attentats à l'explosif des années 1984 à 1986. Elle avait été chargée de ces investigations par le Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker. Les travaux de la Commission - composée de MM. Charles Goerens, Michel Wolter, Ben Fayot et François Bausch - ont abouti à deux rapports, présentés au public au cours d'une conférence de presse le 10 juillet. La veille, le Président de la Commission de Contrôle, M. Charles Goerens, avait informé le Premier Ministre des résultats de la mission parlementaire. Le compte rendu reproduit ci-après les conclusions des deux rapports:



Les membres de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État
(de gauche à droite) MM. les Députés Michel Wolter, François Bausch, Charles Goerens et Ben Fayot ainsi que le Secrétaire général M. Claude Frieseisen

I) Le rôle du Service de Renseignement dans le cadre des enquêtes relatives à l'affaire des attentats à l'explosif des années 1984 à 1986

1. La Commission retient que la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité de l'État constitue une base juridique suffisante aux enquêtes à caractère préventif effectuées par le Service de Renseignement dans le cadre de l'affaire des attentats à l'explosif. En ce, la Commission rejoint le constat de la Commission spéciale «Sécurité publique» du 21 mai 1986 qui avait souligné qu'«en matière de terrorisme on ne saurait dissocier la sécurité extérieure de la sécurité intérieure». Les attentats des années 80 constituaient des actes terroristes qui ont été considérés au Luxembourg, comme partout en Europe, comme étant des menaces à la sécurité extérieure de l'État.

2. Au-delà de ces activités à caractère préventif, la Commission a pris connaissance d'activités s'inscrivant directement dans le cadre de l'enquête pénale menée par le Service de la Sûreté publique de la Gendarmerie grand-ducale. La Commission conclut que toutes ces activités ont été effectuées à la demande urgente de la Gendarmerie et s'inscrivaient dans la logique de la coordination des activités des autorités publiques concernées par la lutte contre le terrorisme par le comité permanent de sécurité. Ce comité permanent de sécurité fournissait en effet le cadre réglementaire permettant au Service de Renseignement d'apporter son soutien aux autres autorités publiques à travers la mise en œuvre de mesures urgentes ordonnées par le Ministre de la Justice.

3. La Commission considère qu'il revient à l'autorité ayant ordonné une mesure opérationnelle de s'assurer qu'elle soit informée des résultats de l'opération. La Commission considère comme établi que le Service de Renseignement s'est acquitté de son devoir d'information envers les autorités ayant sollicité son soutien.

4. La Commission se doit cependant de constater que la coopération entre les autorités publiques concernées par la lutte contre le terrorisme fut limitée par des sentiments de méfiance entre les chefs des différents corps. Cette situation limitait la contribution que le Service de Renseignement aurait pu apporter à l'enquête.

5. La Commission tient également à rappeler que la réputation du Service de Renseignement était durablement ternie suite à certaines insinuations faites à son encontre au courant des années 70 et 80. L'image du Service n'ayant jamais été réhabilitée en public, toute une génération de responsables politiques préférait rester à distance de toute activité impliquant le Service. Ceci explique certainement aussi pourquoi aucun responsable politique ne fut prêt à s'engager pour favoriser une utilisation plus efficace du Service de Renseignement.

6. De façon générale la Commission regrette que la collaboration entre les différentes instances en charge de l'enquête ait laissé beaucoup à désirer. Les relations entre le monde administratif, le monde politique et les tiers concernés étaient plus que tendues et les instruments en place n'étaient certes pas adaptés pour faire face à une telle situation de crise. Ceci était d'ailleurs une des raisons pour lesquelles la Chambre des Députés avait dès 1985 entamé un débat sur les problèmes en rapport avec la sécurité publique. La volonté politique de doter notre pays de structures policières efficaces et adaptées aux défis futurs a engendré la réorganisation de la Sûreté qui devient le Service de la Police judiciaire (loi du 29 mai 1992), la fusion de la Gendarmerie et de la Police (loi du 31 mai 1999) ainsi que la réorganisation du Service de Renseignement de l'État (loi du 15 juin 2004).

7. La Commission constate que M. le Procureur d'État a souligné avoir reçu toutes les informations demandées de la part du Service de Renseignement de l'État et que la collaboration avec ce dernier peut être qualifiée d'excellente. La Commission voudrait souligner qu'elle a connu la même prévenance et la même volonté de collaborer de la part du Service de Renseignement de l'État. La Commission souhaite rappeler à cet endroit que - vu les limites imposées par le secret de l'instruction - le rapport ne saura refléter que le niveau de connaissances actuel et que la Commission se réserve le droit de revenir sur tout nouvel élément qui pourrait apparaître à l'avenir dans le cadre de l'enquête pénale en cours.

8. Vu les données qu'elle avait à sa disposition la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État conclut qu'aucun élément ne laisse présager que le Service de Renseignement avait outrepassé le mandat qui lui avait été dévolu par le Gouvernement et les textes légaux.

II) Les activités du réseau „Stay behind" luxembourgeois

Premièrement la Commission du Contrôle parlementaire du Service de Renseignement a pu se rendre compte de la véracité des réponses fournies par les Ministres de la Défense et de la Justice à M. le Député Claude Meisch quant à la participation luxembourgeoise à l'exercice militaire «Oesling 84».

Deuxièmement aucun document en provenance des archives de l'armée et consulté auprès de l'État-major de l'Armée par la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État ne mentionne une participation du Service de Renseignement de l'État en général et du réseau „Stay behind" en particulier à l'exercice «Oesling 84».

Aucune pièce ne met partant en doute la déclaration formelle du Directeur du Service de Renseignement à savoir que son Service n'a pas participé à cet exercice militaire.

À côté des pièces précitées de l'exercice, les auditions organisées par la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement avec les personnes en charge d'antan du réseau „Stay behind" ont également confirmé qu'il n'y a pas eu de participation de la branche «plans», donc du réseau en question, à de tels exercices et plus particulièrement à celui de 1984.

DANS CE NUMÉRO

Débat d'orientation sur la réorganisation territoriale p. 618

Heure d'actualité en rapport avec la «directive détachement» p. 637

Sommaire des séances publiques Nos 47 à 50 p. 650

Sommaire des questions parlementaires p. Q195

➤ Deux grandes dames à la Chambre

Le 18 juillet 2008, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, a reçu successivement Mmes Annette Schwall-Lacroix et Anise Koltz, deux grandes dames récompensées récemment pour leurs mérites dans différents domaines.

Mme Schwall-Lacroix s'est vue décerner le 15 juillet le Prix Anne Beffort 2008 en guise de reconnaissance pour le rôle décisif qu'elle a joué dans l'histoire de l'émancipation de la femme au Luxembourg. Depuis 2003, le collège échevinal de la Ville de Luxembourg, sur initiative de la commission consultative pour l'égalité des chances entre femmes et hommes, attribue ce prix annuellement à un projet ou une initiative œuvrant en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre les sexes sur le territoire de la ville de Luxembourg.

Quelques jours plus tôt, le 3 juillet, la Fondation Servais pour la littérature luxembourgeoise avait remis le prix Servais 2008 à l'auteure luxembourgeoise Anise Koltz pour son recueil de poèmes *L'ailleurs des mots*. Le prix de la Fondation Servais a été créé en 1992 afin de promouvoir la production littéraire contemporaine. Il vise à récompenser l'ouvrage littéraire le plus significatif paru au cours des douze derniers mois.

Le Président de la Chambre a tenu à rencontrer ces deux grandes dames hors du commun dans leurs domaines respectifs. M. Weiler a souligné que, par leurs œuvres respectives, les lauréates ont contribué largement au développement d'une société plus juste et plus humaine. Le Président les a remerciées pour leur engagement exceptionnel et les a assurées du respect et de la gratitude de la Chambre des Députés.



Le Président de la Chambre a reçu Mmes Annette Schwall-Lacroix et Anise Koltz (à droite).

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) fête les 400 ans de Québec

C'est dans le cadre des festivités du 400e anniversaire de la fondation de la ville de Québec, symbole de la présence francophone en Amérique du Nord, qu'ont eu lieu la XXXIVe session ordinaire de l'APF ainsi que la réunion de son Bureau.

La Chambre y fut représentée par son Premier Vice-Président et Trésorier international de l'APF, M. Jos Scheuer, qui a également participé à la Conférence des Présidents organisée en amont des travaux de la session ordinaire. Une déclaration au sujet des *«Présidents des assemblées législatives et le renforcement de la démocratie parlementaire»* y a été adoptée.

Au cours des travaux de la session ordinaire, M. Scheuer a exposé son rapport concernant les comptes de l'année budgétaire 2007 qui dégagent un bénéfice. *«Il faut prendre aujourd'hui l'engagement de persévérer dans nos efforts de gérer les finances de l'APF avec circonspection et rigueur»*, a-t-il déclaré.

Après avoir auditionné M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, les quelque 300 parlementaires, députés et sénateurs francophones venant des cinq continents ont débattu le thème *«Environnement et développement des sociétés»*. *«Les problèmes environnementaux constituent une menace de plus en plus sérieuse pour le développement de nos sociétés et ils exigent des actions immédiates et concertées de notre part»*, a précisé dans ce contexte M. Michel Bissonnet, Président de l'Assemblée nationale du Québec et Premier Vice-Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.



(de gauche à droite) M. Jos Scheuer, Premier Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF; M. Michel Bissonnet, Président de l'Assemblée nationale du Québec, Premier Vice-Président de l'APF; M. Roch Marc Christian Kaboré, Président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso, Deuxième Vice-Président de l'APF

Les participants ont également débattu des enjeux de la crise alimentaire et du coût de la vie qui ont mené à des manifestations parfois violentes dans des pays de l'espace francophone. Ils ont invité les chefs d'État et de Gouvernement ayant le français en partage à inscrire cette question à l'ordre du jour de leurs prochaines réunions et de tenir un débat d'urgence lors du prochain Sommet de la Francophonie qui se tiendra également à Québec en octobre prochain.

À l'invitation de M. Bernard Accoyer, Président de l'Assemblée nationale française, la prochaine session de l'APF aura lieu à Paris début juillet 2009.

Parlamentspräsident empfing Mathias Schiltz



Am 24. Juli empfing Kammerpräsident Lucien Weiler Generalvikar Mathias Schiltz. Anlass des Besuches war das dreifache Jubiläum des Generalvikars: 50 Jahre Priester, Generalvikar seit 30 Jahren und dazu noch der 75. Geburtstag.

Am 13. Juli 1958 wurde Mathias Schiltz in der Kathedrale zum Priester geweiht und später dann zum Vikar an der Liebfrauenkathedrale bestellt. Nach seinem Studium am „Institut catholique" in Paris wurde er 1966 zum Bistumssekretär ernannt.

Während 50 Jahren predigte Mathias Schiltz fast jeden Sonntag. Er zelebrierte regelmäßig den portugiesischen Gottesdienst in Stadtgrund und feiert nun schon seit 15 Jahren jeden Sonntag die Messe mit der französischsprachigen Gemeinschaft in Sankt Michael.

1977 wurde der damals 44-jährige Priester und Domkapitular zum Generalvikar berufen, ein Amt, das er bis heute mit Hingabe ausübt.

Kammerpräsident Lucien Weiler drückte dem Generalvikar seinen Respekt aus angesichts dessen religiösen Engagements seit nunmehr einem halben Jahrhundert. Er dankte Mathias Schiltz für seinen unermüdlichen Einsatz im Bereich der Sozialarbeit, ganz besonders im Rahmen der Fondation du Tricentenaire.

Zu seinem 75. Geburtstag wünschte der Parlamentspräsident Generalvikar Mathias Schiltz alles Gute.

Die Hochachtung des Kammerpräsidenten gegenüber dem Generalvikar kam in seiner Bemerkung „Dir kënnt houfreg op Äert Wierke sinn!" zum Ausdruck.

Luxemburgische Delegation des IPR informierte sich bei Luxembourg Air Rescue a.s.b.l.

Grenzüberschreitende Rettungseinsätze in der Großregion

Die Mitglieder der luxemburgischen Delegation des Interregionalen Parlamentarierrates (IPR) haben am Dienstag, dem 15. Juli 2008, in den Räumen der Vereinigung Luxembourg Air Rescue a.s.b.l. auf Findel getagt. In einem mehrstündigen Gespräch mit René Closter, Präsident der Luxembourg Air Rescue a.s.b.l., und Dr. Jean Uhrig, Präsident der Vereinigung der Ärzte und Zahnärzte (AMMD), wurde vor allem über die Möglichkeit von grenzüberschreitenden Einsätzen der Notfall-Rettungsdienste gesprochen.

Vor allem bei Einsätzen des Rettungshelikopters und des SAMU, die für Notfälle eingesetzt werden, bei denen jede Minute zählt, wäre es sinnvoll, auch die an Esch-sur-Alzette angrenzenden Ortschaften in Frankreich, wie zum Beispiel Audun-le-Tiche und Villerupt, mitbedienen zu können. Dies ist zurzeit jedoch nicht möglich, da kein diesbezügliches Abkommen zwischen Luxemburg und Frankreich besteht. Belgien und Frankreich haben aber im vergangenen Jahr eine Konvention unterzeichnet, die grenzüberschreitende Notfall-Einsätze zwischen beiden Ländern in eben dieser Region erlaubt. In einer Sitzung Mitte September möchten die luxemburgischen Parlamentarier näher untersuchen, ob sich dieses Abkommen auch auf Luxemburg ausweiten lässt.

Rettungseinsätze nach Rheinland-Pfalz und in das Saarland werden von der Luxembourg Air Rescue a.s.b.l. fast täglich geflogen (rund 300 Einsätze im Jahr). Für diese von Deutschland aus koordinierten Einsätze wurde eigens ein Hubschrauber auf Findel stationiert.

Mit großem Interesse nahmen die luxemburgischen Parlamentarier auch die Probleme zur Kenntnis, mit denen die Luxembourg Air Rescue a.s.b.l. zu kämpfen hat. Dazu gehören steigende Kerosin-Preise, die durch eine europäische Direktive im nächsten Jahr anstehende und äußerst kostspielige technische Aufrüstung der Hubschrauber und der Mangel an Unterstellplätzen für die Hubschrauber, Ambulanzflugzeuge und anderes technisches Material auf Findel.



➤ Lucien Weiler:

„Dir waart formidabel“



(vu lénks no riets) De Sportsminister Jeannot Krecké, den Andy Schleck, de Prënz Félix, de Fränk Schleck an de Chamberspresident no der Arrivée vum Tour de France op de Champs Élysées (Pressphoto Roland Miny)

No deem fir eis Coureurë Kim Kirchen, Andy a Fränk Schleck esou erfollegräichen Tour de France huet de Chamberspresident Lucien Weiler dësen Telegramm un déi dräi Sportler geschéckt:

Am Numm vun der Lëtzebuerger Chamber ass et mer eng Éier, mä virun allem eng grouss Freed, Iech dräi ze félicitéiere fir déi formidabel Performance, déi Dir am Tour de France 2008 un den Dag geluecht hutt.

Dräi Lëtzebuerger ënnert den Top-Coureuren, dräi Lëtzebuerger, déi alleguer um Podium stoungen, dräi Lëtzebuerger, déi eis Faarwe ganz héich gehuewen hunn, dräi Lëtzebuerger, déi et an dräi Woche fäerdegbruecht hunn, eisem Land op der Weltkaart vill Éier a Respekt ze verschafen.

Dir waart formidabel!

Dat klengt Lëtzebuerg ass haut méi wéi houfreg op seng dräi grouss Coureuren.

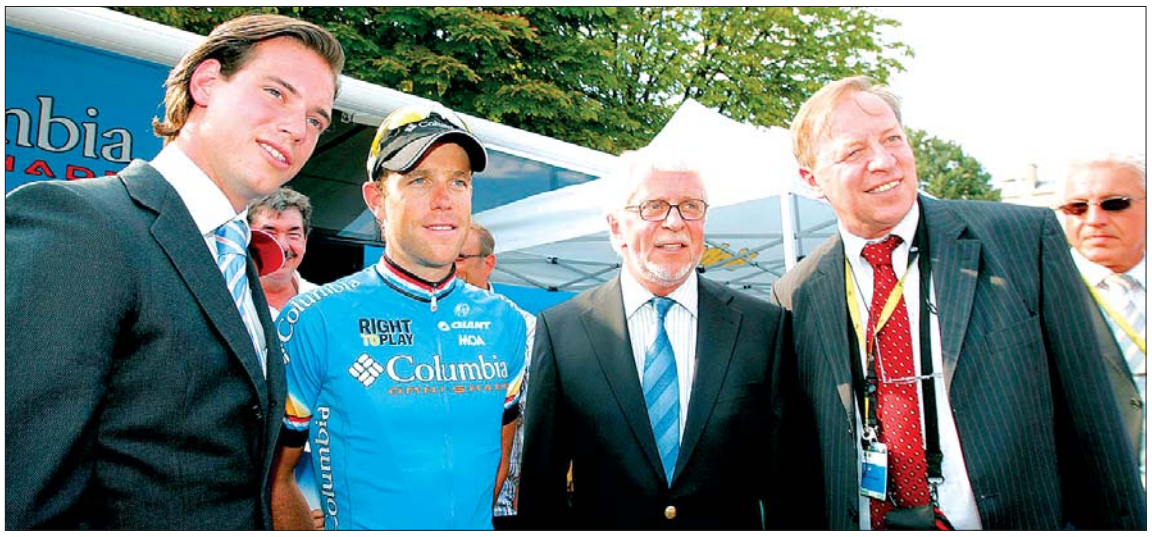
Är Leeschtunge waren och fir d'Awunner vun eisem Land, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, en aussergewéinleche Moment vun Zesummesinn a vun Zesummefannen.

Ech soen Iech Merci fir d'Freed an d'Begeeschterung, déi Dir eis bereet hutt, an ech soen Iech:

Fuert weider esou, ganz Lëtzebuerg ass bei Iech!

Lucien Weiler, Chamberspresident

28. Juli 2008



De Kim Kirchen gouf och vum Prënz Félix, vum Chamberspresident a vum Lëtzebuerger Ambassadeur zu Paräis Georges Santer empfaang (Pressphoto Roland Miny)

➤ Réunion de la CCEC à Paris

Dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, Mme Marie-Josée Frank, présidente de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse, a participé le 3 juillet 2008 à Paris à une réunion de la Conférence des Commissions parlementaires pour l'Égalité des Chances des femmes et des hommes de l'Union européenne (CCEC).

Cette réunion a été organisée conjointement par les présidentes des Délégations aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée nationale et du Sénat, Mme Marie-Jo Zimmermann et Mme Gisèle Gautier.



Mme Marie-Josée Frank (à gauche) a représenté le Parlement luxembourgeois à la réunion de la CCEC à Paris

À mi-chemin de l'application de la feuille de route 2006-2010 pour l'égalité entre les femmes et les hommes, conduite par M. Vladimír Špídla, commissaire en charge de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances, elles tiennent à affirmer leur soutien aux actions prioritaires et leur volonté de les voir concrètement mises en œuvre.

La feuille de route a retenu les six domaines d'actions prioritaires suivants:

- une indépendance économique égale pour les femmes et les hommes;
- la conciliation de la vie privée et professionnelle;
- une représentation égale dans la prise de décision;
- l'éradication de toute forme de violence fondée sur le genre;
- l'élimination des stéréotypes de genre;
- la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques externes et de développement.

NOUVELLES LOIS

Code d'instruction criminelle

5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code

Le projet de loi sous rubrique entend réformer de manière ponctuelle le Code d'instruction criminelle. Il vise plus particulièrement à apporter, d'une part, des modifications au niveau de l'exigence de la formalité du rapport écrit et motivé dans le chef du juge d'instruction en présence d'une ordonnance de règlement et à redéfinir, d'autre part, les conditions d'un jugement par défaut, de façon à ce qu'un prévenu puisse présenter ses moyens de défense devant le tribunal correctionnel ou devant la chambre criminelle même en son absence physique personnelle.

a) Modifications ayant trait à l'exigence d'un rapport écrit et motivé dans le chef du juge d'instruction

Aux termes de l'article 127 (5) actuellement en vigueur, la chambre du conseil, appelée à statuer en cas d'ordonnance de renvoi, doit disposer d'un rapport écrit et motivé du juge d'instruction.

Le texte sous rubrique opère une distinction entre les demandes de renvoi devant la chambre criminelle et celles devant la chambre correctionnelle. Le juge d'instruction reste tenu de rédiger un rapport écrit en matière criminelle, alors qu'en matière correctionnelle, il a toute latitude de déposer ou non un rapport écrit. Dans les deux hypothèses, le rapport écrit n'a pas besoin d'être spécialement motivé. À noter encore que le juge d'instruction est également obligé de présenter un rapport écrit lorsque le conseil de la chambre du tribunal d'arrondissement est appelé à statuer sur une demande de mise en liberté provisoire.

b) Redéfinition des conditions d'un jugement par défaut

Le projet de loi sous rubrique vise également à modifier respectivement à abroger une série d'articles du Code d'instruction criminelle afin de conformer notre procédure pénale aux exigences de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme qui, tout en reconnaissant «l'importance capitale de la comparution personnelle», a estimé que le droit fondamental à un procès équitable implique le «droit de tout accusé d'être effectivement défendu par un avocat» même en cas d'absence aux débats[1].

Actuellement, tout prévenu doit obligatoirement comparaître en personne dès lors que l'affaire a trait à des délits punis d'une peine d'emprisonnement. En son absence, le prévenu sera condamné par défaut.

Le mode de comparution est profondément modifié par le projet de loi sous rubrique. Le prévenu qui ne comparaît pas en personne à l'audience peut dorénavant choisir entre deux attitudes: soit il invoque une excuse et demande le report de l'affaire, le tribunal appréciant la validité de l'excuse, soit il charge un avocat de présenter ses moyens de défense.

[1] Arrêt du 21 janvier 1999, Van Geyseghem c/Belgique; du 13 février 2001 Krombach c/France et du 14 juin 2001 Medenica c/Suisse

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 17.07.2006

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

21.03.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.05.2007	Examen du projet de loi
21.11.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.02.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.02.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.03.2008

Second vote constitutionnel: 12.06.2008

Aide à la formation-recherche

5733 - Projet de loi relatif aux aides à la formation-recherche modifiant:

- la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

- la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet: 1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;

- le Code du Travail

Le projet de loi tend à favoriser la mise en place de nouveaux instruments pour le développement de la carrière des chercheurs et à créer en général des conditions plus favorables au déploiement de carrières durables et plus attrayantes dans le domaine de la recherche et du développement.

Le nouveau texte propose de réformer l'instrument des bourses de formation-recherche introduit par la loi du 9 mars 1987 ayant pour objet la recherche et le développement. Le nouveau mécanisme innove en ce qu'il lie, en règle générale, l'attribution de l'aide à la formation-recherche à l'établissement d'un contrat de travail entre le chercheur en formation et son établissement d'accueil.

Le projet de loi inclut par ailleurs, au-delà des dispositions ayant trait à la formation-recherche, également des dispositions visant la modification du Code du Travail, en vue d'y inscrire des dérogations concernant la conclusion de contrats à durée déterminée avec des chercheurs respectivement avec des étudiants.

Dépôt par Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 14.06.2007

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen) et de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):

16.01.2008	Présentation du texte et plus particulièrement des aspects concernant le droit du travail
11.03.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État et présentation d'une série d'amendements
29.04.2008	Examen et adoption d'une série d'amendements
24.06.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
02.07.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2008

Nouveau lycée à Junglinster

5782 - Projet de loi portant création d'un lycée à Junglinster

La création d'un lycée à Junglinster se fonde sur l'organisation scolaire telle qu'elle a été définie dans le plan directeur sectoriel «Lycées» établissant quatre pôles d'enseignement sur le territoire national: Nord, Centre, Sud et Est, ce dernier comprenant les cantons d'Echternach et de Grevenmacher ainsi que les communes de Heffingen et de Larochette.

Le lycée est conçu pour accueillir entre 1.220 et 1.400 élèves. D'après le plan sectoriel «Lycées», cet effectif d'élèves est suffisant pour garantir une large diversité d'offres scolaires et pour permettre une gestion rationnelle des structures et infrastructures.

Il accueille ainsi les élèves de la classe de 7e jusqu'à la classe de 9e de l'enseignement secondaire technique, y compris le régime préparatoire, ainsi que les élèves de la classe de 7e jusqu'à la classe de 4e de l'enseignement secondaire.

Les auteurs du projet de loi ont prévu dès le départ l'offre d'une prise en charge qui va au-delà du temps d'enseignement. Ainsi, le lycée de Junglinster offrira un encadrement scolaire de 7.30 h à 18 h. L'encadrement comprendra, d'une part, des cours d'appui et des mesures de remédiation et, d'autre part, des activités culturelles, sportives et scientifiques, ainsi que des apprentissages complémentaires facultatifs.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.09.2007

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (Président: M. Jos Scheuer):

25.06.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.07.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2008

Liaison Micheville

5845 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N 31 et le projet routier afférent sur territoire français

L'objet du projet de loi est d'autoriser le Gouvernement à réaliser les travaux de construction en rapport avec la liaison Micheville qui comprennent l'achèvement du gros œuvre du tunnel de Micheville au Sud et au Nord, le parachèvement du tunnel avec les travaux de voirie et les équipements techniques, la construction d'un giratoire avec passage souterrain au Sud des voies ferrées avec raccordement au projet sur le territoire français, le raccordement provisoire à la RN 31, le réaménagement de la RN 31 et le raccordement au Rond-point Raemerich, ainsi que le traitement et la mise en dépôt des terres polluées.

L'autorisation prévue dans le cadre du présent projet de loi constitue donc la deuxième phase du raccordement du site de Belval au réseau routier. Il s'agit de prolonger l'axe routier réalisé sous le couvert de l'autorisation légale du 3 août 2005 jusqu'en aval du passage supérieur de la route N 31 longeant le site de Belval-Ouest au nord et de parachever les aménagements routiers prévus au sud du tunnel construit dans une première phase, soit le passage inférieur passant sous les voies de la ligne de chemin de fer d'Esch-sur-Alzette à Pétange et l'embranchement ferroviaire ainsi que passant sous l'axe CR 168. Cette deuxième partie comporte l'aménagement d'un rond-point avec un passage inférieur en direction du réseau routier français censé aboutir dans le contournement d'Audun-le-Tiche. Le rond-point permettra à son tour la connexion du parking d'accueil prévu à proximité immédiate de la frontière française, du CR 168 et de la voie d'accès sud secondaire du site Belval-Ouest.

En attendant la mise en œuvre de la troisième phase, la deuxième phase prévoit un raccordement provisoire à la route N31 entre le rond-point Raemerich qui marque l'aboutissement de l'autoroute A4, et son intersection avec le CR 174 menant à Soleuvre.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 27.02.2008

Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):

09.06.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.07.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2008

Transport aérien

5852 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°4, signé à Montréal, le 25 septembre 1975, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929 amendée par le Protocole fait à La Haye le 28 septembre 1955

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation d'un Protocole, signé à Montréal en septembre 1975.

Ce Protocole N°4 modifie la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929 amendée par le Protocole fait à La Haye le 28 septembre 1955. Cette Convention internationale modifiée a été approuvée par la loi du 25 juillet 1949 (Mémorial A N°36 du 6 août 1949).

L'objectif de la Convention précitée était de fixer les premières règles communes de responsabilité du transporteur aérien relative au transport international des passagers, des bagages et du fret. Maintes fois amendée, la Convention de Varsovie est devenue un grand ensemble de normes à valeur législative qui est communément qualifié de «régime de responsabilité de Varsovie».

Le Protocole N°4 introduit un régime juridique nouveau pour le transport de marchandises. En effet, un régime de responsabilité assoupli pour le transporteur aérien de fret est mis en place et le commerce dans le secteur aérien est simplifié en introduisant une simplification significative des documents de transport (automatisation électronique des documents de transport) dont il permet en outre un allègement et une modernisation du contenu. Le Protocole autorise la substitution du titre de transport par tout autre moyen constatant les indications essentielles relatives au transport à exécuter (alignement sur les dispositions de la Convention de Montréal). Cette disposition permet le développement et la mise en œuvre de nouvelles technologies dans le fret aérien ce qui se traduit in concreto par l'amélioration de la compétitivité des entreprises luxembourgeoises du secteur concerné.

Entre-temps, une nouvelle Convention est appelée à l'emporter sur la Convention de Varsovie et les instruments connexes. Cette Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Montréal le 28 mai 1999, a été ratifiée par le Grand-Duché de Luxembourg par la loi du 12 août 2003 (Mémorial A N°131 du 3 septembre 2003). Cette dernière est entrée en vigueur le 28 juin 2004 à l'égard des États membres de l'Union européenne qui ont déposé en bloc leur instrument de ratification.

Le protocole à approuver garde toutefois sa raison d'être à l'égard des pays qui n'ont pas ratifié la nouvelle Convention de Montréal de 1999. Le Protocole N°4 de Montréal, entré en vigueur sur le plan international le 14 juin 1998, restait à ce jour le seul texte légal international sous les auspices de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale qui n'était pas mis en œuvre par le Luxembourg sans aucun fondement apparent.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.03.2008

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

16.06.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
01.07.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2008

Financement du Schengen-Lyzeum Perl

5854 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Protocole, signé à Perl, le 4 décembre 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le „Landkreis Merzig-Wadern" sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que les dépenses courantes du „Deutsch-Luxemburgisches-Schengen-Lyzeum Perl", signé à Luxembourg, le 26 février 2008

Le projet de loi approuve un Protocole additionnel au Protocole signé le 4 décembre 2006 à Perl entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le „Landkreis Merzig-Wadern" sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers, ainsi que les dépenses courantes du „Deutsch-Luxemburgisches-Schengen-Lyzeum Perl".

Au vu du succès que connaît l'offre scolaire du Schengen-Lycée, il est de mise de donner à un maximum d'élèves la possibilité d'en profiter. À cette fin, il y a lieu de revoir dès à présent la taille de l'immeuble abritant ce lycée. De ce fait, le projet de modernisation et d'extension de l'immeuble actuel a dû être réexaminé complètement, avec comme conséquence évidente que le coût total de 12 millions d'euros pour les travaux initialement prévus doit également être reconsidéré.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.03.2008

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (Président: M. Jos Scheuer):

25.06.2008	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi
02.07.2008	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2008

Effectifs de la Police

5873 - Projet de loi portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

En septembre 2007, le cadre total des effectifs policiers s'élevait à 1.519 unités.

L'effectif légal de 1.573 unités prévu à l'article 21 de la loi du 31 mai 1999 sur la Police aurait été atteint lors de l'engagement des élèves policiers de la session actuelle de l'École de la Police grand-ducale.

Le projet de loi 5873 entend adapter l'effectif légal de la Police pour le porter de 1.573 unités actuellement à 2.070 unités (policières et civiles) en 2015.

Le nombre des brigadiers passera de 180 à 250 unités et celui des inspecteurs de 1.150 à 1.480 unités. Le cadre supérieur augmentera de 27 unités pour passer de 63 à 90 officiers de police. Il est encore prévu d'augmenter le nombre de fonctionnaires civils de la Police de 180 à 250 personnes.

La répartition des effectifs, dont le recrutement sera prévu dans la loi budgétaire, devra tenir compte des principes suivants:

- l'augmentation des effectifs sera décidée en fonction de l'évolution démographique et socio-économique ainsi qu'en vue de l'évolution de la criminalité;

- la première priorité sera le renforcement des centres d'intervention et des commissariats de proximité au sein des six circonscriptions régionales;

- le renforcement des services judiciaires au Service de Police judiciaire ainsi qu'aux circonscriptions régionales ira de pair avec l'augmentation de personnel aux centres d'intervention et commissariats de proximité;

- l'engagement de personnel civil qualifié sera adapté en fonction de l'appui nécessité par la Police, tous services confondus; et

- l'augmentation des effectifs devra tenir compte des capacités de formation à l'École de Police et par après sur le terrain. À l'heure actuelle, pas plus de 60 personnes ne peuvent être recrutées et formées annuellement.

Sous réserve de ces principes, la carrière des brigadiers se destinera notamment à des affectations aux commissariats de proximité, à l'Unité de Garde et de Réserve mobile, à l'Unité centrale de Police de l'Aéroport, et aux unités de police ainsi qu'aux unités de police de la route. La carrière des inspecteurs sera prioritairement destinée au renforcement des commissariats de proximité, des centres d'intervention et des services de la Police judiciaire. Les cadres supérieurs de la Police seront affectés en fonction de l'augmentation des effectifs des unités renforcées, avec une priorité aux directions régionales. Le personnel civil se composera de toutes les carrières avec une priorité donnée aux carrières d'ingénieur, d'ingénieur technicien et d'informaticien.

Ces augmentations peuvent paraître substantielles. Le Conseil d'État a même évoqué une «augmentation massive des effectifs de la Police». Il a d'ailleurs indiqué que, suite à ces augmentations, «le Luxembourg dépassera la densité policière de tous ses pays voisins».

Or, il convient de tenir compte du fait que la Police se doit d'assurer une présence sur le terrain 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Pour assurer une telle présence, nombre de services de la Police doivent travailler par roulement. En outre, si l'on se réfère à la densité policière, il faudra prendre en considération, outre les résidents, le nombre important et croissant des personnes qui travaillent au Luxembourg. Ensuite, la densité policière en 2015 devra, si l'on effectue une comparaison internationale, également tenir compte des augmentations des effectifs prévues et mises en œuvre dans les autres pays. Finalement, d'autres pays peuvent avoir une structuration des forces de l'ordre différentes de la nôtre (plus de personnel civil, forces paramilitaires - par exemple gendarmerie -, compétences différentes selon les autorités - police, douane ou autres).

L'augmentation des effectifs de la Police sur une base pluriannuelle, qui rejoint d'ailleurs la programmation pluriannuelle des effectifs des autorités judiciaires[2][3], vise à permettre à la Police de remplir les tâches qui lui sont confiées[4]. La Commission juridique avait déjà eu l'occasion de souligner la diversité et l'augmentation de ces tâches[5]. Le rapport de la Police publié dans le rapport d'activités du Ministère de la Justice pour l'année 2007 a confirmé cette tendance.

L'exposé des motifs du présent projet de loi rappelle les défis actuels et futurs auxquels la Police doit et devra faire face. Il y est renvoyé[6].

Le présent projet de loi ne fait qu'adapter le cadre de l'effectif légal. Le recrutement proprement dit se fera, comme auparavant, par le biais de la loi budgétaire. La remarque faite par le Conseil d'État sur l'absence dans le projet de loi de quantification de l'incidence budgétaire n'est dès lors pas pertinente. En revanche, celle concernant les capacités de recrutement et de formation l'est bien davantage: l'adaptation de l'effectif légal ne saurait faire abstraction de la nécessité de ne recruter qu'un nombre de personnes tel que celles-ci puissent être formées dans les meilleures conditions possibles.

Le rythme de recrutement et de formation, qui est actuellement de 60 policiers par an, ne va donc pas être modifié par l'adaptation de l'effectif légal. On ne peut donc pas parler à proprement parler d'une augmentation massive des effectifs de la Police que prévoirait le présent projet de loi.

Le projet de loi tient compte des réflexions menées par la Commission juridique à l'occasion du débat sur la sécurité intérieure lors duquel elle s'était prononcée en faveur du renforcement des centres d'intervention et des commissariats de proximité, mais aussi de certains services centraux, comme le Service de Police judiciaire ou l'Unité centrale de Police de la Route[7].

[2] Y compris le SCAS

[3] Voir les lois des 24 juillet 2001 (2001-2004) et 1er juillet 2005 (2005-2009)

[4] Voir le document parlementaire 4437-4, p.2. Les documents parlementaires 4437 sont relatifs à la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police.

[5] Doc. parl. 5511, p.8

[6] Doc. parl. 5873, p.3-5

[7] Doc. parl. 5511, p.9

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.04.2008

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

18.06.2008	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.07.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2008

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

SÉANCE 47

Mardi, 1er juillet 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

2. Ordre du jour

- *M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. Marco Schank*

3. Heure de questions au Gouvernement

Question N°271 du 1er juillet 2008 de M. Marco Schank relative aux solutions envisagées par le Ministère afin d'augmenter la disponibilité des bénévoles des services de secours et d'assurer une certaine reconnaissance aux bénévoles pour leur dévouement et leur travail au sein des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

- *M. Marco Schank - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

Question N°272 du 30 juin 2008 de M. Fernand Etgen relative à l'agrandissement de l'École nationale des Sapeurs-Pompiers à Feulen, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

- *M. Fernand Etgen - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

Question N°273 du 30 juin 2008 de M. Roger Negri relative à l'(in)utilisation, par le Luxembourg, des crédits budgétaires mis à disposition par l'Union européenne au cours de l'exercice 2007, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

et

Question N°274 du 30 juin 2008 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réaction du Gouvernement au sujet de l'utilisation des fonds européens, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

- *M. Roger Negri - M. Jacques-Yves Henckes - M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget - M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*

Question N°275 du 1er juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la future affectation de l'actuel Palais de Justice, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

- *Mme Anne Brasseur - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

Question N°276 du 1er juillet 2008 de M. Gilles Roth relative à l'état d'avancement du projet de construction de la 2e école européenne, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

- *M. Gilles Roth - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*

Question N°277 du 1er juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la politique en matière de consommation de cannabis, adressée à M. le Ministre de la Justice

- *Mme Anne Brasseur - M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*

Question N°278 du 1er juillet 2008 de M. Charles Goerens relative à l'analyse du député européen Robert Goebbels au sujet du futur de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

- *M. Charles Goerens - M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*

4. Question avec débat N°36 de M. Roland Schreiner au sujet du plan d'action «Réforme administrative»

- *M. Roland Schreiner - M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*

5. 5738 - Projet de loi relatif à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance

- *Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Nancy Arendt*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 5817 - Projet de loi portant approbation de la Décision des représentants des Gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil concernant les privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel, signée à Bruxelles, le 10 novembre 2004

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Félix Braz, M. Aly Jaerling, M. Marc Angel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi, propositions de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5891** - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2007

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 10.06.2008

2) **5893** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 11.06.2008

3) **5894** - Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 16.06.2008

4) **5895** - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier: - la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données, - la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.06.2008

3. Au cours de sa période de session du 19 au 22 mai 2008, le Parlement européen a adopté les documents suivants:

- résolution sur l'évaluation du programme PEACE et les stratégies pour l'avenir,

- résolution sur le commerce des matières premières et des produits de base,

- résolution sur les progrès réalisés en matière d'égalité des chances et de non-discrimination dans l'Union européenne,

- résolution sur les femmes et les sciences,

- résolution sur le Livre vert sur l'amélioration des pratiques de démantèlement des navires,

- résolution sur les données scientifiques relatives au changement climatique: conclusions et recommandations en vue de la prise de décisions,

- résolution sur le rapport 2007 sur les progrès accomplis par la Turquie,

- résolution sur la situation au Liban,

- résolution sur la hausse des prix des denrées alimentaires dans l'UE et les pays en développement,

- résolution sur les négociations entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'exemption de visa,

- résolution sur la situation tragique en Birmanie,

- résolution sur les armes contenant de l'uranium (appauvri) et leurs effets sur la santé humaine et l'environnement - Vers une interdiction mondiale de l'usage de ces armes,

- résolution sur le projet de règlement de la Commission établissant des méthodes d'essai conformément au règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH)

- résolution sur la stratégie pour la 3e réunion des parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement,

- résolution sur le suivi de la déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement,

- résolution sur l'arrestation de prisonniers politiques au Belarus,

- résolution sur le Burundi.

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 26. Juni folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno d'Question avec débat vum honorabelen Här Schreiner iwwert de Plan d'action «Réforme administrative»; dann de Projet de loi betreffend den Zougang zu öffentleche Gebailechkeete fir Behënnertebegleedungshënn, an dann de Projet de loi iwwert d'Privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel.

Muer de Mëtteg hu mer folgend Punkten: fir d'éischt ee Projet de loi iwwert d'Bekämpfung vu Geldwäscherei an Terrorismus, an dann d'Proposition de loi iwwert d'Enquête parlementaire.

En Donneschdeg de Mëtteg evakuéiert d'Chamber d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Réorganisation territoriale.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

Den Här Gibéryen huet d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. De 6. Dezember 2006, Här President, hat ech eng schréftlech Demande gemaach, fir eng Interpellatioun ze maachen iwwert d'Pompjeeën an d'Sécherheetswiesen hei am Land, iwwert déi aktuell Defiziter, déi besti beim Bénévolat, a wat d'Regierung géif gedenken ze maachen, fir där Situatioun Rechnung kënnen ze droen.

Zu mengem Erstaunen huet d'Presidentekonferenz nëmmen een Dag méi spéit, nämlech de 7. Dezember 2006, déi Interpellatioun schonn accordéiert an ugeholl. Et war, wéi gesot, de 7. Dezember 2006, an zënterhier ass d'Interpellatioun net komm.

Ech hunn a regelméissegen Ofstänn an der zoustänneger Chamberskommissioun vum Intérieur meng Interpellatioun rappeléiert, an den Här Minister huet mir ëmmer gesot, si wieren nach amgaang mat Kucken a mat Studéieren, si missten nach Reglementer eventuell ausschaffen. An hien huet mech dann ëmmer erëm vertréischt, komm mir waarden nach e bëssen, an ech hunn dat och esou gesinn an och esou akzeptéiert.

Net méi spéit wéi d'lescht Woch, Här President, hunn ech dunn nach eng Kéier an der Kommissioun gefrot, wéini déi Interpellatioun kënnt. Den Här Minister huet mir du geäntwert, si wieren nach net mat hiren Aarbechte fäerdeg, a mir sollen dann déi Interpellatioun op no der Summervakanz verleeën.

Déi Kommissiounssëtzunge vun den Affaires intérieures si presidéiert vum Här Marco Schank. Den Här Schank war och d'lescht Woch an där Kommissiounssëtzung derbäi, an duerfir gesinn ech awer zu mengem Erstaunen, datt den Här Schank dann elo haut hei an der Heure de questions eng Fro stellt, déi ech a menger Interpellatioun och gestallt hunn, wou de Minister awer elo zwee, dräi Joer keng Zäit hat, fir déi Interpellatioun unzehuelen.

Ech wollt just hei soen, datt ech dat e ganz schlechte politesche Stil fannen,...

(Interruption)

...wann en Deputéierten hei eng Interpellatioun ufreet an dat an der Kommissioun e puermol virbréngt an hien da gesot kritt, komm mir waarden elo nach bis den Hierscht, a wann dann de President vun där Kommissioun aacht Deeg méi spéit - et sinn emol keng aacht Deeg - hei an der Heure de questions eng vun deene Froe stellt, déi a menger Interpellatioun sinn.

Ech froen net, fir déi Fro vum Ordre du jour erofzekréien, Här President, well ech jo

mengen, datt dat souwisou an engem CSV-Stat, wann ee gesäit, wéi dee fonctionnéiert, net méiglech wier, mä ech wollt dat just zum Ordre du jour hei virbréngen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

M. Marco Schank *(CSV)*.- Ech äntwerten herno.

M. le Président.- Dat ass wéi Der wëllt.

(Interruptions)

Madame Brasseur, den Här Schank kann d'Wuert och zum Ordre du jour froen, grad wéi Dir et kënnt froen.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Ech wollt just, ier ech meng Fro stellen, soen, datt de Gast Gibéryen déi Interpellatioun gefrot huet am Kontext mat dem Pompjeeswiesen, nëmme mat de Pompjeeën, ech hunn dat extra nogekuckt. An zweetens hunn ech d'lescht Joer am September eng Question écrite gestallt zu genau deem heite Sujet. Deemools huet de Minister e puer Pisten opgemaach. Ech wollt am Fong doropshin déi Fro stellen, fir ze wëssen, wéi dat virugeet. Et huet also, wéi gesot, näischt direkt domat ze dinn. Dat wollt ech just als Erklärung soen.

Ech wollt de Minister eigentlech froen, well...

Une voix.- Si mer scho bei der Froestonn?

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Neen, mir sinn nach beim Ordre du jour. Den Här Schank huet dat net verstanen, mä mir sinn nach beim Ordre du jour.

(Interruptions)

M. le Président.- Also, ech denken, dass opgrond vun eisem Reglement d'Fro, esou wéi den Här Gibéryen se gestallt huet, net recevabel ass. Mir hunn en Ordre du jour, an ee Punkt vum Ordre du jour ass d'Heure de questions.

Or, mir si jo all d'accord, dass déi Heure de questions um Ordre du jour bleift, sou dass mer elo zu deenen eenzelne Froe kommen, wann d'Chamber dann emol accordéiert huet,...

(Interruptions)

Madame Flesch, wëllt Dir d'Wuert hunn?

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Neen.

Une voix.- Dach!

(Hilarité générale)

M. le Président.- Gutt. Da géif ech d'Chamber froen, ob se d'accord ass mat deem Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet.

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Heure de questions, fir d'éischt zur Fro vum honorabelen Här Schank iwwert d'Unerkennung vun de Bénévolen aus dem Rettungsdéngscht.

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°271 du 1er juillet 2008 de M. Marco Schank relative aux solutions envisagées par le Ministère afin d'augmenter la disponibilité des bénévoles des services de secours et d'assurer une certaine reconnaissance aux bénévoles pour leur dévouement et leur travail au sein des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, ech wollt deemno d'Fro stellen, well déi lescht Wochen a Méint ganz vill - dat héiert een ëmmer erëm op de Kantonaltagungen - iwwert d'Services de secours diskutéiert gëtt, souwuel iwwert déi Bénévole vun der Protex wéi och vun de Services d'incendie. Virun allem stellt sech Fro am Kontext vun der Disponibilitéit engersäits - mir wëssen, datt et tëschent 10 a 16 Auer am schwieregsten ass, fir déi Disponibilitéit ëmmer ze garantéieren -, an dann anerersäits stellt sech d'Fro awer och - déi, mengen ech, gradesou wichteg ass - vun der Reconnaissance vun der oneegennotzeger a bénévoler Aarbecht vun eise Services de secours, fir den Attrait eben och vun deene Servicer ze valoriséieren.

Ech wollt froen, wéi eng Piste verfollegt ginn, fir d'Viraussetzungen ze schafen, eben déi Disponibilitéit an déi Reconnaissance no an no ze garantéieren. An der Vergaangenheet ass emol vum Bénévolat rémunéré geschwat ginn, et ass och vun Avantages fiscaux geschwat ginn oder och vun Zousazassurancen.

Wéi gesot meng Fro wär, wéi eng Pisten do solle geholl ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt, ier ech op déi Fro vum Här Schank äntwerten, dem Här Gibéryen soen, dass dat esou war, dass mir déi lescht Réunioun matenee geschwat hunn, an dass ech hien op den Hierscht verwisen hunn, well ech gesot hunn, dass déi Règlements grand-ducaux, déi leider duerch Emstänn, déi mir allerguerte kennen, e bëssen a Verzuch komm sinn, deemnächst wäerten déposéiert ginn, an dass mer dann en connaissance de cause hei eng horizontal Diskussioun kënne féieren iwwert d'Rettungswiesen zu Lëtzebuerg.

Nichtsdestotrotz mécht déi Fro, déi de Marco Schank hei gestallt huet, awer Sënn an et ass och gutt se elo ze stellen an deem Sënn, dass do d'Pisten opgezeechent sinn, an dass mer do am Fong geholl eng Evolutioun hunn, laanscht déi mer net kommen a wou mer deemnächst och musse statuéieren, wéi een esou schéi seet.

Tatsaach ass, dass de Bénévolat nach ëmmer eng gewësse Stabilitéit hei zu Lëtzebuerg huet, mä dass et awer duerch dat soziaalt Ëmfeld esou ass, dass um Dag ganz oft Problemer sinn, wat d'Disponibilitéit ugeet, notamment am Beräich vun dem Ambulanzwiesen.

Duerfir si mir an der Regierung an d'Richtung gaangen, fir professionell Ambulancieren anzestellen. Dat soll iwwert d'Joren elo geschéien, fir dann herno en Encadrement ze hu vun deene Bénévolen.

Dat ass zu Esch geschitt, dat fonctionnéiert och gutt. Mir hu ganz gutt Erfahrunge gemaach. Mir wäerten och an déi Richtung an den nächste Jore misse weidergoen.

Wat awer ganz kloer ass, dat ass, d'Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg wäert och an dësem Joerhonnert net laanscht de Bénévolat kommen. Mir brauchen de Bénévolat, mir mussen dorop bauen, an et däerf een deen och net a Fro stellen, a kenger Form wéi dat och ass. Dat wäert och de Schluss vu menger Interventioun sinn, wou ech dat wëll ënnermaueren.

Wichteg ass, dass mer d'Leit motivéiert behalen, an dat hu mer esou gemaach, datt mer op där enger Säit éischtens dee ganze Fuhrpark vun der Protection civile am leschte Budget ëmgeännert hunn, well mer do wierklech op verschiddene Plaze Ween stoen haten, déi e gewëssenen Alter hunn.

Zweetens hu mer och iwwer Budgetsmëttele geschwat.

Eng Informatisatioun vun de ganze Servicer hu mer ugestrieft, esou dass mer den Intranet kréien. Dat wäert och d'Aarbecht vun deenen eenzelne Leit an deenen eenzelnen Zentre vereinfachen. Doduerch kënnen déi administrativ Aarbechte méi einfach gemaach ginn. Et ass méi einfach Permanentslëschten opzestellen oder och Formatiounen, fir dat Ganzt do ze géréieren.

Drëttens hu mer och pro Zenter - wann ech nach vun der Protection civile schwätzen, vun deem Deel vun de Service-de-Secouren - Budgete virgesinn, esou wéi d'Gemengen dat och hu fir hir Pompjeeën. E Budget, fir dann dee ganzen Zenter fonctionnéieren ze loossen.

Dat sinn d'Pisten, wou de Minister direkt en Afloss huet. D'Gemengen op hirem Territoire hu jo hir Corpsen. Dat fonctionnéiert wonnerbar. Ech hu jo oft d'Méiglechkeet duerch d'Land ze zéien an ze gesinn, dass dat wierklech gutt fonctionnéiert an den eenzelne Gemengen. Si sinn och dann an deem Sënn gefuerdert, dass se musse kucken, fir hir Leit do ze hunn. Vill Gemengen äntwerten dorop, dass se Leit astellen an hire Gemengen, déi dann herno an den Asaz mat ginn, wat och e gudde Wee ass. Do spillt d'Autonomie communale, mä ech fannen hei hu se gutt Léisunge fonnt an deenen eenzelne Gemenge vun eisem Land.

Wat elo de Bénévolat ugeet, wéi soll een dee revaloriséieren? Eise Statsminister hat och kierzlech hei gesot, dass mer missten, wat de Bénévolat général ugeet, Pisten oder - géif ech soen - e Moossnameprogramm opstelle bis Enn dës Joers. Dat wäerte mer och maache fir de generelle Bénévolat. Mä de Bénévolat am Beräich Rettungswiesen huet awer Spezifissitéiten. Et muss ee kucken, wéi een deem da ka Rechnung droen.

Et däerfe keng Mesurë ginn, déi géifen de Bénévolat a Fro stellen oder d'Motivatioun vun deene Leit, déi sech bénévol hiergi 24 Stonnen op 24, 365 Deeg am Joer, fir sech fir hir Matbierger anzesetzen. Do geet et net drëm, fir iergendwéi iergendeppes ze maachen, mä do muss een eng gutt Strategie hunn. Dat ka mengetwegen eng Assurance maladie complémentaire sinn; dat kéint eng Pension complémentaire sinn. Dat kënne vill Saache sinn. Déi Piste si mer amgaangen ze zeechnen.

Ech wënsche mer an ech hoffen och, dass ech bis Enn dës Joers, wa mer dann deen Débat oder déi Interpellatioun hunn, deen oder déi den Här Gibéryen ugeschwat huet, ka méi konkret Elementer op den Dësch bréngen. Wichteg ass et, dass mer eng Strategie kréien, déi alle Participantë Satisfaktioun gëtt. Dat ass hir Motivatioun, wat jo wierklech de Maître moteur ass an deem Ganzen. Dass déi bleift, dorop wäerte mer hischaffen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Etgen iwwert d'Vergréisserung vun der École nationale des Sapeurs-Pompiers.

- Question N°272 du 30 juin 2008 de M. Fernand Etgen relative à l'agrandissement de l'École nationale des Sapeurs-Pompiers à Feulen, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Merci, Här President. Dir hutt et gesot, ech hunn och eng Fro un den Innenminister, betreffend den Ausbau vun der Vergréisserung vun der Pompjeesschoul zu Nidderfeelen.

Zënter méi wéi 15 Joer vergeet keng national Pompjeesmanifestatioun, ouni datt drop higewise gëtt, datt déi aktuell Schoul de modernen Usprëch net méi entsprécht. Zënter e puer Joer ass schonn de politesche Konsens do, déi aktuell Schoul ze vergréisseren, en attendant, datt eng nei Schoul soll an der Stad um Rond-point Gluck gebaut ginn.

Et war virgesinn, mat dësen Aarbechte vu Vergréisserung dëst Joer unzefänken. Bis de Moment ass awer näischt Konkretes um Terrain geschitt. Et gëtt gesot, et géifen Onstëmmegkeeten, wat de Programm ubelaangt, wat d'Zuel vun den Instruktiounssäll ubelaangt. Kann de Minister eis dat bestätegen? Wann neen, da froen ech mech, firwat datt et am Fong esou laang dauert, ier mer mat deenen doten Aarbechten ukommen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wat ech lech elo soen a wat ech lech elo äntwerten, Här Etgen, do hu mer dee richtege Mann heibannen, de Minister Wiseler, eise Bauteminister, well deen ass an dësem Dossier oder an dëser Problematik gefuerdert.

(Hilarité)

Une voix.- Do hutt Der Recht, Här Minister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Mä hien ass net méi gefuerdert wéi ech. Mir sinn allen zwee gefuerdert, well d'Ausgangsbasis war déi, dass sollt Feelen - wat ech och gutt fannen - ausgebaut ginn. Do war eng Enveloppe budgétaire vun 3,5 Millioune virgesinn. D'Regierung huet awer d'Décisioun geholl in globo, fir déi Enveloppe op 2,5 Milliounen erofzesetzen.

Doropshin ass de Programm ugepasst ginn, betreffend déi Aktivitéiten, déi do solle stattfannen. Déi Aktivitéite solle besonnesch fir d'Jugend sinn; et sollen Enseignementer sinn, an et soll Hébergement sinn. Dat sinn also d'Elementer, déi mer hunn.

Dee Programm ass bei d'Federatioun gaangen. Déi hunn och eppes ausgeschafft. En ass ëm 30% geännert ginn. Dee Programm ass zréckkomm an d'Commission d'analyse critique, an et ass festgestallt ginn, dass et awer net méi bëlleg ginn ass, obschonn et méi kleng ginn ass. Duerfir ass da gekuckt ginn, wouduerch dat ass, dass elo déi Präisdifferenzen do sinn. Doduerch ass méi am Detail nogekuckt ginn: Wat heescht dat, wa Formatioun do ass? Wéi vill Leit sinn dat? An esou weider.

Deen Dossier läit elo bei der Federatioun. D'Federatioun huet menges Wëssens - den Här Hein huet eis dat esou mëndlech matgedeelt - eng Äntwert fäerdeg. Wann ech déi Äntwert hunn, da si mer en connaissance de cause, da kënne mer genau kucken, wat deen neie Bauteprogramm heescht, deen dann do virläit, mat deem wat do soll geschéien, mam Käschtepunkt. A wann dat da façonnéiert ass, dat misst et jo deementspriechend schnell goen, da kënne mer och nees eng Kéier an d'Commission d'analyse critique goen an da kënne mer dee Projet finaliséieren.

Dee Projet ass - dat wëll ech ganz kloer an däitlech soen - a kenger Form a Fro gestallt. Feelen gëtt weider e Standbeen - loosse mer soen - vum Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg, op d'mannst wat de Volet Pompjeeën ugeet. Duerfir kann ech dann och de Buergermeeschter vun där schéiner Gemeng domat berouegen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Negri un den Här Budgetsminister iwwert d'Verwendung vun de Crédits budgétaires, déi mer vun der EU zur Verfügung gestallt kréien. Här Negri, wann ech gelift.

- Question N°273 du 30 juin 2008 de M. Roger Negri relative à l'(in)utilisation, par le Luxembourg, des crédits budgétaires mis à disposition par l'Union européenne au cours de l'exercice 2007, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de leschte Samschdeg, den 28. Juni, war am „Tageblatt" op der éischter Säit ze liesen: „Luxemburg lässt ein Viertel seiner EU-Gelder verfallen".

D'EU-Budgetskommissarin Dalia Grybauskaitė huet de 27. Juni matgedeelt, dass Lëtzebuerg 23,3% vun den EU-Subventiounsgelder vum EU-Budget vun 2007 net verschafft huet. A Chiffere sinn dat 3,5 Milliounen Euro. Dësen Taux vu vu Lëtzebuerg net verschafften EU-Subsiden ass prozentual gesinn deen héchsten Undeel an der ganzer Europäescher Unioun.

Allgemeng huet d'Kommissarin och nach matgedeelt, dass an der gesamter EU 227 Milliounen EU-Subventiounen net verbraucht gi sinn, wouvun dee gréissten Undeel, nämlech 100 Milliounen Euro, aus dem europäesche Sozialfong net verschafft ginn ass.

Besonnesch dat Lescht muss een alarméieren. Dofir wollt ech de Minister in globo froen, wéi de Suivi vun den EU-Subventiounen am Allgemenge gemaach gëtt. Gëtt de Suivi ënner anerem zentraliséiert gemaach fir all d'Ministèren zesummen? Wat fir Projete ware virgesi subventionéiert ze ginn? A wat fir eng Subventioune sinn net verschafft ginn? Wéi war den Taux d'utilisation vun den EU-Gelder an deene Jore virdrun? A wéi ass d'Strategie vun der Regierung fir d'EU-Gelder an Zukunft besser ze verschaffen? Dann déi lescht Fro ass: Sinn och hei zu Lëtzebuerg Projeten am Sozialberäich, wou EU-Subside virgesi waren, net exekutéiert ginn?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Den Här Henckes huet eng Fro, déi an déiselwecht Richtung geet, a stellt déi och elo direkt.

- Question N°274 du 30 juin 2008 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réaction du Gouvernement au sujet de l'utilisation des fonds européens, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv ass et esou, datt mer gewuer gi sinn, datt Lëtzebuerg verschweesst huet, fir eng 3,5 Milliounen EU-Gelder anzekasséieren, well d'Décompten net erakomm sinn - oder wat fir eng Grënn soss kënnen ugefouert ginn.

Mä d'Resultat ass awer, datt mer hei e Rekord gebrach hunn, well mir sinn dat EU-Land, wat deen héchste Prozentsaz vu Verzicht op EU-Gelder huet op deem Gebitt. Déi aner Länner leien tëschent 0 a 4,3%; Lëtzebuerg 23,3%. Dat ass bal e Véierel vun allen EU-Gelder, déi mer zegutt hunn.

Dofir wéisst ech gären: Wéi eng Projete sinn dovunner betraff? Wéi konnt esou eppes passéieren? Wat fir eng Ministeren oder Ministèrë sinn do responsabel fir déi Dysfonctionnementer? A wat wëllt d'Regierung an Zukunft maachen, fir esou Situatiounen ze verhënneren?

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Budgetsminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, déi Froen, déi déi zwee honorabel Deputéierten hei gestallt hunn, droen an der Froestellung net der reger Komplexitéit vun den europäesche Fonge Rechnung. Et ass nämlech net esou, wéi dat hei an der Froestellung kéint verstane ginn, datt een do einfach e Bréif schreift op Bréissel an da kritt een déi Suen. Wann dat nämlech esou wär, da géife mir dauernd Bréiwer schreiwen an domadder géife mer de Statsbudget fëllen.

Déi zwee Kolleegen hunn zu Recht gesot, datt Lëtzebuerg no deenen Donnéeën, déi an den Zeitunge stoungen, anscheinend d'lescht Joer 3,5 Milliounen Euro net sollicitéiert hätt. 3,5 Milliounen op engem Budget vun eppes iwwer 8 Milliarden, déi mer zu Lëtzebuerg hunn. Mä déi Sue kritt een net einfach esou. Déi Sue muss ee kofinanzéieren.

Duerfir komme mer hei zur Konklusioun - déi eenzel Ministèren, an deenen hirer Responsabilitéit dat läit -, datt se net déi eege Moyenen hunn, fir de Kofinanzement ze begleeden. Et ass also net esou, datt een einfach seet, hei mir kréie vun Europa Suen, dat ass fein, mä et muss een och d'Lëtzebuerger Suen huelen. Déi sinn net ëmmer am Budget virgesinn.

Dat Zweet ass, datt ganz oft d'Europäesch Unioun e Kofinanzement proposéiert, erlaabt, mécht, mä awer nëmme während een, zwee Joer. Et muss een also e Projet duerno selwer zu 100% finanzéieren, an eng Rei vun deene Projete sinn am Budget net zréckbehale ginn.

Et ass also eng ganz kleng Zomm par rapport zum Gesamtfinanzement vun eisem Budget an zu deem, wat mir missten aus Lëtzebuerger Steiergelder bäileeën; wat erkläert, firwat Lëtzebuerg en Deel, eng ganz kleng Zomm en fait vun eisem Statsbudget - de Prozentsaz ass net relevant, et muss een dat Gesamt kucken - net ugefuerdert huet. Déi sinn also och net verschweesst ginn, mä mir missten dann zu Lëtzebuerg méi Budgetsausgaben hunn, fir kënnen och déi Finanzementer do ze maachen.

Dat Drëtt ass, datt notamment bei klengen Zommen et en enormen administrativen Opwand ass, fir un déi europäesch Gelder ze kommen, an duerfir och heiansdo an de Ministèren dovun ofgesi gëtt, e ganze Projet auszeschaffen, en nationaalt Finanzement ze froen an en europäescht ze maachen, fir un déi europäesch Gelder ze kommen.

Trotzdeem sinn eng ganz Rei Suen zu Lëtzebuerg gefrot ginn, déi och kofinanzéiert sinn am Budget. Déi gréisste Montantë sinn do de Fonds social européen, wou mer 25 Milliounen Euro d'lescht Joer kritt hunn. Mä dat sinn erëm eng Kéier 50%. Déi aner 50% sinn am Budget, deen d'Chamber oder en Deel vun der Chamber stëmmt. Och fir FEDER, Fonds européen de développement régional, si 25 Milliounen op Lëtzebuerg komm. Am Transportberäich, zum Beispill Eurocap-Rail, 27 Milliounen Euro; dat sinn awer nëmme 4%. 4%! Déi aner 96% mussen iwwert de Lëtzebuerger Budget bezuelt ginn.

Duerfir ass déi einfach Duerstellung fir ze soen, d'Ministere wollten déi Suen net oder mir brauchen déi Suen net, also absolut falsch. Déi dréit net der Komplexitéit an dem Kofinanzement virun allem Rechnung.

Schliesslech, wéi d'Fro vum Här Negri zu Recht opgeworf huet: Et ass net, datt dat zentraliséiert gëtt. All Minister huet seng eege Projeten. All Minister muss selwer kucken a sengem Beräich, ob en e Kofinanzement bei verschiddene Projete ka kréien, a freet dat dann och ënner senger Responsabilitéit un. Esou ass dat och de Fall am Beräich vun der Immigratioun, an duerfir - mat Ärer Erlaabnis, Här President - géif ech deen Deel vun der Fro vläicht och un den Immigratiounsminister weiderginn, deen och Europaminister ass, deen an där duebeler Qualitéit eng Rei vun deenen Aufgaben ofdeckt.

M. le Président.- Dir hutt d'Erlaabnis. Den Här Nicolas Schmit huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Merci. Ech wëll eigentlech derbäifügen, manner iwwert d'Immigratioun, mä vläicht iwwer eng generell Approche, nodeems wat den Tresorminister gesot huet, datt mer an deene leschte Méint, zesummen d'ailleurs mam Minister vum Intérieur, dem Kolleeg Halsdorf, probéiert hunn, eng gréisser Sensibilisatioun vun Acteuren hei zu Lëtzebuerg ze maachen, fir Projeten ze entwéckelen.

Et ass ganz richteg, datt déi administrativ Hürden, wann et sech drëm handelt, Sue vun der Kommissioun oder aus dem europäese Budget - fir méi korrekt ze schwätzen - ze kréien, net ëmmer ganz einfach sinn. Mir wëssen awer och, datt souguer kleng Acteuren, kleng Gemengen et fäerdeg bruecht hunn, an der Vergaangenheet Suen ze kréien, an ech mengen, et sinn hei am Haus och Buergermeeschteren, déi eng gewëssen Erfahrung domat entwéckelt hunn. Mä d'Sensibiliséierung hei zu Lëtzebuerg, fir un esou Suen ze kommen, ass net extrem développéiert.

Duerfir hu mer an deene leschte Wochen, zesummen d'ailleurs mam Syvicol - de President vum Syvicol ass elo net hei -, Initiative lancéiert, fir emol d'Gemengen drop ze sensibiliséieren, wéi ee Projeten en place setzt a wéi een dann och un déi Fonge kënnt. Besonnesch kann een do aus der Erfahrung vun deene léieren, déi jo schonn esou Projete gemaach hunn. Am Kader vun deene Versammlungen, déi elo natierlech e Suivi brauchen, ware souwuel de Ministère vum Travail - Fonds social européen, wou mengen ech eng Rei Problemer an der Vergaangenheet waren - wéi och de Ministère de l'Intérieur, fir alles dat, wat regional Politik ass, wéi de Ministère de l'Agriculture iwwert de FEOGA an och Leader-Projeten, an natierlech d'Économie, well et do eng ganz Rei vun Aktivitéite gëtt, wou ee kéint Sue vu Bréissel kréien, associéiert.

Mir wëllen elo dorop opbauen, eigentlech en Internetsite kreéieren, wou jiddfereen informéiert gëtt, wéi een e Projet mat Bréissel realiséiert. Natierlech heescht dat, datt ee fir déi meescht Projeten e Kofinanzement brauch. Wann ee selwer net bereet ass, Suen zur Verfügung ze stellen, da kritt een och déi Suen zu Bréissel net. Do gëtt et Situatiounen, wou een heiansdo vläicht besser huet, op déi Suen ze verzichten, wéi sech eigentlech drängen ze loossen, e Projet ze maachen, wou een net ëmmer de Sënn dovun agesäit.

Als lescht Wuert wëll ech awer och soen, datt mer jo net eleng si bei deene Länner, déi net all Fongen épuiséiert hunn. Ech stellen zum Beispill fest, datt ee Land, wat net midd gëtt oder net midd ginn ass an der Vergaangenheet den „juste retour" ze froen an ze protestéieren, datt se ze vill géifen an d'europäesch Keess erabezuelen, Zommen, déi wäit méi héich si wéi ons, Bréissel gelooss huet.

Dat weist natierlech, datt et an der Gestioun, an der Konzeptioun an och géif ech soen an der Bürokratie - loosse mer dat Wuert hei emol ausschwätzen - Problemer gëtt. Duerfir ass et och noutwendeg zu Bréissel emol ze kucken, wéi ee vläicht e bësse méi einfach, ouni awer op de Contrôle ze verzichten, esou Projete ka realiséieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Elo huet déi honorabel Madame Brasseur eng Fro un den Här Bauteminister iwwert déi zukünfteg Verwendung vun dem heitege Palais de Justice. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°275 du 1er juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la future affectation de l'actuel Palais de Justice, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, bei der Cité judiciaire sinn d'Aarbechten elo esou gutt wéi ofgeschloss a während dem Summer plënneren d'Instances vun der Justice vun deem ale Palais de Justice an d'Cité judiciaire op dee Plateau. D'Aarbechte sinn also um Enn.

Vum Hierscht u wäert dann dee jëtzege Palais de Justice, deen e ganz schéine Palais ass, eng vun deene wéinege Bausubstanzen, déi mer hunn, déi wierklech eppes duerstellt, eidel stoen. Duerfir wollt ech froen, ob d'Regierung elo wéisst, wat se géif domat maachen, wat se géif doraus maachen, well ech weess, dass dat virun enger Zäit nach net de Fall war.

Ech wollt déi Fro haut stellen, well et ass net gutt, wann e Gebai ze vill laang eidel steet. Dat gëtt net gutt al. Et ass schonn am Moment net an enger ganz gudder Verfassung. Duerfir wier et noutwendeg, dass een esou séier wéi méiglech eng Décisioun hëlt. Ech wier frou, wann den Här Bauteminister mer kéint soen, ob d'Regierung schonn eng Décisioun geholl huet, wat d'Affektatioun vum jëtzege Palais de Justice ass.

An dann nach eng ganz perséinlech Remarque zum Schluss, Här President, wann Der erlaabt; dat ass zwar keng Fro, mä d'Cité judiciaire ass elo fäerdeg gestallt. Mir ass ëmmer gesot ginn: Wann dat Ganzt fäerdeg ass, da wäert ee gesinn, dat gëtt en Ensembel, deen ass schéin. Ech muss Iech soen, ech fannen déi Architektur wierklech gräisslech.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Bauteminister huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci. Ech maachen elo keng Remarquen zu där leschter Remarque. Do muss jiddferee säin eegent Jugement maachen. Ech profitéieren dann awer vun der Geleeënheet, fir ze soen, datt mer selbstverständlech och wäerten eng Porte ouverte organiséieren, soubal elo de Bau esou wäit ass, datt d'Leit sech och alleguer kënne selwer eng Meenung maachen, vu baussen, vu bannen, an dann hir eegen Décisioun do huelen, ob se et dann elo schéi fannen oder net.

D'Äntwert op Är Fro, dat ass, datt d'Regierung décidéiert huet, datt déi Gebailechkeete vum ale Palais de Justice a Statsbesëtz bleiwen, datt awer eng definitiv Affektatioun nach net décidéiert ass, datt ech dovunner ausginn, datt mer et awer fir staatlech Zwecker selbstverständlech halen.

Et muss ee wëssen, datt déi Struktur vum Gebai, esou wéi se elo ausgesäit, eng ganz besonnesch ass, mat grousse Flächen, grousse Volumen, esou datt een och net all Utilisatioun an deem Gebai ka maachen. Op där anerer Säit ass et och ee Gebai, wat eng gewëssen historesch, architektonesch Valeur huet a wou een och muss, wann een Transformatiounen dra mécht, déi historesch Substanze bäibehalen.

Et ass de Fait, datt momentan de Fonds de la Vieille Ville - wat dee Fong ass, dee sech ëm dee ganze Quartier, och ëm dat Gebai hei an Zukunft wäert bekëmmeren - amgaang ass eng sougenannten „Analyse fine" vum Gebai ze maachen. Wat heescht dat? Mä dat heescht, datt eng Levée géométrique gemaach gëtt an datt och eng Levée dovunner gemaach gëtt, fir am Fong d'historesch Analys vum Gebai ze maachen, fir eng detailléiert architektonesch Analys vum Gebai kënnen ze maachen, déi eis duerno seet, wat mir dran transforméiere kënnen a wéi et kann transforméiert ginn, wéi den Aménagement intérieur ka gemaach ginn, an deem een den Extérieur tel quel bäibehält, a fir dann och ze wëssen, wat fir engen Zwecker et kann zougeféiert ginn.

Déi Analys wäert bei der Rentrée disponibel sinn, an da si mir och prett, fir eng Décisioun ze huelen, déi momentan nach net geholl ass.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann hu mer d'Fro vum honorabelen Här Roth, och un den Här Bauteminister, iwwert de Bau vun enger zweeter Europaschoul.

- Question N°276 du 1er juillet 2008 de M. Gilles Roth relative à l'état d'avancement du projet de construction de la 2e école européenne, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Duerch ee Gesetz vum 18. Dezember 2007 ass de Bau vun enger zweeter Europaschoul um Tossebierg tëschent Bartreng a Mamer décidéiert ginn. Parallell ass d'Ëmklasséierungsprozedur vun den Terrainen iwwert de sougenannte POS, Plan d'occupation du sol, duerchgefouert ginn. Den entspriechende Règlement grand-ducal war de 26. Mee vun dësem Joer am Mémorial publizéiert.

An dësem Kontext wollt ech de Bauteminister froen, wat den aktuelle Stand vun de Planungsaarbechte vun dësem Bauprojet ass, deen dem Gesetz no ëmmerhi soll 237 Milliounen Euro kaschten, a wéini déi eigentlech Bauaarbechten ulafe sollen.

Ass de Stat am Besëtz vun den néidegen Emprisen, fir den Accès zur Europaschoul esou ze gestalten, wéi en am Gesetz festgehalen ass, a wat fir eng Moossname gesäit de Minister vir, fir och während der Chantiersphas de Verkéier flëssteg ze halen, an dat net nëmmen zur Satisfaktioun vun der Stroossebauverwaltung, mä virun allem zur Zefriddenheet vun deenen Dausende Leit, déi sech elo schonns all Dag iwwert de Stau am Tossebierg iergeren.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Roth. Elo huet den Här Bauteminister d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Fir op d'Fro vum Här Roth ze äntwerten, wéilt ech e puer Saache soen. Dat Éischt ass, datt mir effektiv relativ wäit fortgeschratt sinn an der administrativer Prozedur. Dir wësst, datt dat, wat mir ëmmer déi gréisste Suerge mécht bei esou Bauprojete wéi deem hei, un éischter Plaz déi administrativ Prozedur ass, an zweetens déi ganz Acquisitioun vun den Terrainen. Dat si jo och déi Froen, déi Dir hei ugeschwat hutt.

Wat déi administrativ Prozedur ugeet, ass et esou, datt mir effektiv de Plan d'occupation du sol gemaach hunn, datt mer den 13. Mee 2008 e Règlement grand-ducal geholl hunn, datt dee publizéiert ginn ass de 26. Mee, a vun deem Moment u kënnen dann och vun deenen eenzelne Gemenge Baugenehmegungen erausgi ginn.

Déi Baugenehmegunge sinn och ugefrot ginn de 6. an de 7. August 2007 op der Gemeng Mamer an op der Gemeng Bartreng. De Kommodo-Inkommodo fir d'Terrassementer ass accordéiert ginn Ufank Februar 2008 vun der ITM a vun der Administration de l'Environnement an ass och publizéiert ginn.

De Préfinanceur ass designéiert ginn duerch Arrêté ministériel vum 11. Juni 2008, esou datt mer administrativ prett si fir unzefänken. Soubal mir déi Baugenehmegunge vun de Gemengen hunn, déi elo de ganzen Dossier zougestallt kréien, wäerte mir dann och kënne mat den éischten Ausschreiwunge lassfueren.

Elo ass d'Fro gestallt ginn, déi dem Här Roth ganz grouss Suerge bereet, vun den Accèsen. Et schéngt mer evident ze sinn, datt mir déi Accèsë mussen uerdentlech a korrekt gestalten, fir dee Projet souwuel an der Phas Chantier op där enger Säit wéi an der definitiver Phas duerno kënne fonctionnéieren ze doen.

Wat elo den „Fly over" ugeet, dat heescht den Accès, deen een huet, wann een aus der Stad kënnt, ass d'Acquisitioun vun den Terraine quasiment ganz ofgeschloss. Par contre si fir de Réaménagement vum Rondpoint nach eng Rei Diskussiounen amgaangen, Diskussiounen, déi haaptsächlech dorëms dréinen - well mir Analyses archéologiques vun deenen Terraine gemaach hunn, déi niewendru sinn -, fir ze wëssen, wou mer musse mat deem Passage souterrain fueren. Kënne mer méi niewendru fueren, oder musse mer carrément duerch de Rondpoint fueren, fir dee Passage souterrain ze maachen?

Déi eng oder déi aner Léisung ass, aus technescher Siicht, ouni Problem méiglech. Déi Fro muss nach an deenen nächste Wochen definitiv gekläert ginn. Dat däerft awer net méi allze laang daueren, bis se gekläert ass. Mä esou oder anescht, d'Gesetz gesäit jo net dee prezise Wee vir. D'Gesetz gesäit

vir, datt mer dee Rondpoint maachen an datt mer eng Ënnerféierung maachen. Déi maache mer och, an et ass ofgeséchert, datt mer se elo och kënne maachen.

Da stellt sech an der Phas Chantier och nach d'Fro, wéi mer do de Verkéier leeden. Mir sinn elo prett fir ee Verkéierswee, een internt Stroossennetz, op dem Chantier direkt ze bauen. Do wäert elo relativ kuerzfristeg an deenen nächsten Deeg eng Soumissioun erausgoen, fir de Stroosseverkéier intern um Chantier kënnen ze organiséieren, wou mer um Chantier selwer och ee Rondpoint bauen, fir en ze zentraliséieren. Mir kucken, datt d'Stroosseféierung op dem grousse Rondpoint zu Mamer erauskënnt, esou datt mer wa méiglech keng Accès provisoires mussen am Tossebierg maachen, Accès provisoires, déi eis jo dann am Verkéiersfloss duerchaus kéinten emol Problemer, provisorescher Natur, maachen. Mir probéieren also dat anert virdrun ze maachen; dat ass elo an der Planung a prett fir d'Ausschreiwung.

Dir wësst och an Dir hutt et ugeschwat, datt momentan Aarbechten um Tossebierg gemaach ginn. All Kéiers wann Aarbechte gemaach ginn, da mécht dat natierlech de Leit, déi do wunnen, Suergen. Mir sinn elo amgaang eng Busspur am Tossebierg bäizebauen. Mir hunn och drop gehalen, datt mer dee Chantier vun der Verbreederung vum Tossebierg géife virdru maachen, esou datt mer e kënnen ofschléissen, ier eppes anescht um Chantier vun der Europaschoul selwer gemaach gëtt, well et muss ee jo e wéineg kucken, datt een d'Koordinatioun vun deene Chantieren esou an de Gréff kritt, datt mer méi eng breet Assise vum Tossebierg hunn, ier de Rescht vun de Chantiere kann ugoen.

Voilà, dat wär de Résumé vun deem, wat ech wëll soen, an ech hoffen, datt ech domat dem Här Roth a senger Funktioun als Deputéierten an als Buergermeeschter déi Explikatioune konnt ginn, déi hie wollt.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann huet déi honorabel Madame Brasseur nach eng Fro un den Här Justizminister iwwert de Cannabiskonsum.

- Question N°277 du 1er juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la politique en matière de consommation de cannabis, adressée à M. le Ministre de la Justice

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, e Samschdeg hu mir op der Televisioun vum Drogebeoptragte vum Ministère de la Santé héieren, dass et um Marché Cannabis gëtt, dee méi staark ass, an dass duerfir d'Gesondheet vun deenen, déi Cannabis consomméieren, riskéiert ëmmer méi drënner ze leiden. Et sinn, sengen Aussoen no, ëmmer méi jonk Leit, déi däers consomméieren. Den Drogebeoptragten huet du gesot, dass d'Législatioun iwwert d'Drogen, déi sougenannt „drogues douces", misst iwwerkuckt ginn, wéinst eben deenen neie Produiten, déi um Marché sinn.

Duerfir wollt ech d'Regierung froen - de Justizminister, mä och de Gesondheetsminister, deen awer haut net kann hei sinn -, ob d'Regierung drun denkt, à la lumière vun deenen neien Erkenntnisser déi Législatioun, déi mer hunn, nach eng Kéier op de Leescht ze huelen, fir eben ze verhënneren, dass ganz jonk Leit u Produitë kommen, déi wierklech hirer Gesondheet schueden.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Luc Frieden, Justizminister, huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech muss der honorabeler Madame Brasseur soen, datt ech e Samschdeg den Owend keng Televisioun gekuckt hunn an och dofir déi Aussoen, déi déi Persoun do gemaach huet, net héieren hunn. Déi Persoun schafft och net bei mir, déi schafft beim Gesondheetsminister, an de Gesondheetsminister huet mir och net e Méindeg de Moien ugeruff fir ze froen, ob mer d'Gesetz sollen änneren.

Ech kann Iech also nëmme soen, datt een ëmmer soll de Leit um Terrain nolauschteren, déi eppes soen, dat heescht, et muss een also elo kucken, wat déi Persoun do da gär vun Ännerung vum Gesetz hätt. Ech muss Iech awer zugläich soen, datt en fait fir de Moment - wéinstens am Justizministère - eng Ännerung vum Drogegesetz net virgesinn ass.

Mir schaffen net un esou engem Projet, mä et kann ee Gesetzer ëmmer änneren. Erwaart Iech awer elo net, datt ech an deenen nächste Woche mat enger Ännerung vum Drogegesetz kommen. Et ass och bis elo keng esou eng Demande u mech erugedroe ginn, mä et kann ee sech ëmmer beléiere loossen. Ech wäert also an deenen nächsten Deeg emol kucken, wat déi Persoun op der Televisioun gesot huet, an dann, mengen ech, muss de Gesondheetsminister sech emol fir d'éischt doriwwer ausschwätzen. Mä à court terme ass keng Änderung zu Lëtzebuerg vun der Drogegesetzgebung virgesinn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi lescht Fro ass déi vum honorabelen Här Goerens un den delegéierten Ausseminister, den Här Nicolas Schmit, iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun.

- Question N°278 du 1er juillet 2008 de M. Charles Goerens relative à l'analyse du député européen Robert Goebbels au sujet du futur de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, dat hei hunn ech och net op der Televisioun gesinn, mä an der „Agence Europe" gelies. Do gëtt de Lëtzebuerger Europadeputéierte Robert Goebbels zitéiert mat folgender Ausso: «Les 27 États membres n'échapperont pas à poser à leurs peuples la question suivante: voulez-vous rester dans l'Union européenne? Les États où le non l'emporterait devraient en tirer les conséquences et opter éventuellement pour un traité d'association avec l'UE. Les autres États formeraient un noyau dur qui pourrait aller de l'avant pour une vraie politique européenne plus intégrative et plus sociale. Cette Europe à géométrie variable pourrait nous amener plus loin dans la défense de l'intérêt commun des peuples d'Europe. La force d'attraction d'un noyau dur serait plus grande pour les peuples, que ces traités rafistolés qui ont constitué le menu indigeste proposé depuis le Sommet de Nice.»

Ech wollt d'Regierung froen, ob dat och hir Meenung ass.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Nicolas Schmit, delegéierten Ausseminister, huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, den honorabelen Europadeputéierte Robert Goebbels huet effektiv eng Rei perséinlech Iwwerleeungen ugestallt. Ech mengen, datt een, wann ee Member vum Europaparlament ass, net Member vun der Regierung ass. Hien huet eng perséinlech Meenung zum Ausdrock bruecht.

Ech muss soen, ech félicitéieren dem Här Robert Goebbels, dee mer jo kennen als een, deen heiansdo Querdenker ass, dee vläicht en Denken huet, wat net grad an déi méi prudent Denkweis vun de Chancellerië passt, datt hien eng Rei Denkustéiss gemaach huet.

Gläichzäiteg félicitéieren ech Iech, Här Goerens, datt Dir dat als Ulass geholl hutt, fir datt mer och hei an der Chamber an engem Moment, wou effektiv Europa an enger méi quokeleger Situatioun ass, wann och nëmmen e kuerzen, dann trotz allem en Débat iwwert déi dote Froen hunn. Dat ass meng éischt Remarque.

Wat nun déi Iwwerleeungen zu engem Noyau dur ubelaangt oder zu enger Europe à géométrie variable oder enger Europe à vitesse variable, esou si jo all déi Iwwerleeungen, déi jo indirekt och vum Här Goebbels ugeschwat ginn, net nei.

Den Här Goebbels ass hei an exzellenter Compagnie, well dat sinn Iddien, déi vum Här Schäuble an dem Här Lamers ugestallt gi si virun etleche Jore schonn, déi vum Här Tindemans an engem Rapport aus de 70er oder Enn de 70er Joren ugestallt gi sinn, déi den Här Giscard d'Estaing erëm ophëlt, déi den Här Balladur ophëlt: All déi bedeitend Leit, déi sech iwwer Europa Gedanke gemaach hunn, sinn um Enn ëmmer zu där doter Schlussfolgerung komm, fir ze soen, wann et net méi weidergeet, da muss ee kucken, wéi een zu e puer méi schnell gewësse Saache ka maachen.

D'Realitéit beweist ons jo och, datt mer effektiv esou weiderkommen. Dir hutt ee Saz vum Här Goebbels net zitéiert, deen och an der „Agence Europe" steet; do seet hien, datt Schengen zu fënnef ugaangen ass an d'Monnaie unique zu eelef.

Dat sinn effektiv gutt Beispiller dofir, wéi e klenge Grupp vu Länner et fäerdeg bruecht huet, Europa weiderzebréngen, d'Integratioun weiderzebréngen an domat och fir Europa grouss Fortschrëtter ze erreechen.

M. Charles Goerens *(DP).*- Dat ass trotzdeem eppes aneschters.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Voilà, an dozou kommen ech elo. Ech mengen, mir sinn alleguer geschockt vun deem Neen, oder bal alleguer. Et si Leit, déi sech vläicht och hei doriwwer gefreet hunn. Si hu sech vläicht elo ze fréi scho gefreet. Mä et gëllt elo, net d'Päerd vun hannen opzesuedelen a sech ze soen, elo musse mer eng Europe à géométrie variable oder en Noyau dur schafen.

Ech erënneren d'ailleurs, wa mer vun Noyau dur schwätzen, datt et virum ireschen Neen zwee aner Nee gouf, an déi zwee aner Neen aus zwee Länner koumen, wou ech mer schlecht kéint virstellen, datt mer enges Dags en Noyau dur an Europa bilden ouni Frankräich an ouni Holland. Dat ass also och schonn eng kleng Faille an deem Räsonnement, fir ze soen, d'Léisung - sou, ech huele se aus der Täsch -, dat ass den Noyau dur.

Mä fir weiderzefueren. Déi richteg Fro, déi ee sech jo muss stellen, ier een iwwer Modeller nodenkt, dat ass: Firwat ass dat esou, datt an dräi Länner déi Traitéë refuséiert gi sinn? Dat ass déi wesentlech Fro. Do läit d'Suerg dran, fir Europa erëm akzeptabel oder méi akzeptabel, méi vivabel fir d'Bierger ze maachen. Dat ass d'Fro vum sozialen Europa. Dat ass d'Fro vun engem Europa, wat d'Leit verstinn. Dat ass d'Europa vun enger méi demokratescher Ausriichtung. Et geet also ëm déi Froen.

An do äntwerten ech - ech mengen, ech hunn et jo geschriwwen, da kann ech et hei répéteieren: Lissabon komescherweis huet Usätz vun Äntwerten notamment op d'Demokratie ginn an och op aner Politiken, iwwert déi d'Leit sech vill Suerge maachen, sief dat den Environnement, de Changement climatique, d'Immigration illégale oder ganz einfach d'Demokratie an d'Implikatioun vun de Parlamenter an d'europäesch Politik.

Nun zum Fong iwwert den Noyau dur. Dir hutt et scho gesot, Här Goerens: Den Noyau dur ass eppes, wat an de Käpp vu villen ass, an och Äre Kolleeg, den Här Verhofstadt, wéi en nach Premierminister war, huet e klengt Bichelche geschriwwen, wou hie gesot huet - ech mengen, dee gehéiert jo och Ärer politescher Famill un -, elo ass d'Zäit komm, fir an Europa en Noyau dur ze maachen an deen Noyau dur muss sech organiséiere ronderëm den Euro.

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen!

(Interruptions)

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech kommen zum Schluss.

Duerfir soen ech, loosse mer elo emol eng Léisung op Lissabon fannen. Deenen, déi mengen, mir kéinten einfach en neit Europa zesummebastelen, wann d'Iren net Jo soen an hallef mat engem Fouss an Europa an hallef net an Europa wieren, stellen ech d'Fro: Wéi ass et mat der Kommissioun? Hu si dann ëmmer ee Kommissär an all déi aner hu kee méi? Well déi, déi Lissabon approuvéiert hunn, déi hätten da kee méi, a si hätten eventuell nach een. Erkenne si de President vum Europäesche Rot net un? Dat sinn déi institutionell Froen, déi weisen, datt…

M. le Président.- Voilà, Här Minister, Merci.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- …déi Denkustéiss interessant sinn, mä net konkret déi Äntwerten…

M. le Président.- Lauschtert, Här Minister!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- …ginn, déi mer elo brauchen, an dann…

M. le Président.- Här Minister, ech muss Iech dann erëm ënnerbriechen. Et deet mer leed, ech muss Iech ënnerbriechen. Wann Der um Ufank vläicht net esou laang Félicitatiounen ausgeschwat hätt, hätt Der méi Zäit gehat, fir zum Fong ze schwätzen.

Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Majo, mir mussen awer eng Äntwert kréien.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wëll just soen, Här President, den Här Schmit huet mir et nach besser erklärt wéi den Här Goebbels.

(Hilarité)

M. le Président.- Domadder si mer um Enn vun der Froestonn un d'Regierung ukomm. Mir kommen zum nächste Punkt vum Ordre du jour, dat ass d'Question avec débat vum honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

4. Question avec débat N°36 de M. Roland Schreiner au sujet du plan d'action «Réforme administrative»

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister an Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Réforme administrative ass ganz sécher elo net déi wichtegst Reform vun dëser Regierung, awer néanmoins och eng ganz wichteg an noutwendeg, déi jo och Bestanddeel vum Koalitiounsprogramm vun dëser Majoritéit ass.

Dës Reform ass ganz sécher en dagdeeglechen, kontinuéierleche Prozess, deen dozou féiere soll, eise Bierger qualitativ héichwäerteg Déngschtleeschtungen an eisen öffentleche Verwaltungen unzebidden, an notamment d'Accessibilitéit an och d'Kommunikatioun mat hinnen ze verbesseren.

Dat ass haut sécher net iwwerall de Fall. De Médiateur huet jo och schonn am September 2005 drop higewisen an eng Rei vu Recommandatiounen ausgeschwat, fir den allgemengen Accueil vun de Bierger an de Verwaltungen ze verbesseren.

D'Regierung huet den 11. Mee 2007 en Aktiounsplang «Réforme administrative» ugeholl mat enger ganzer Lëscht vun Initiativen, fir d'Qualitéitskultur an den Administratiounen ze promouvéieren. Déi eenzel Regierungsmembere goufen invitéiert, sech an déi eng oder aner Démarche mat hire Servicer ze engagéieren.

De Minister Claude Wiseler huet viru kuerzem dem Regierungsrot en Tëschebilan zu dësem Aktiounsplang virgeluecht. Ech wollt d'Geleeënheet notzen, fir dozou e puer Froen ze stellen.

D'Pièce maîtresse vun dësem Aktiounsplang ass jo eigentlech de Projet vun der Autoevaluatioun vum Qualitéitsmanagement an deene verschiddene Servicer. De Programm CAF - Common Assessment Framework - ass sécher e positiven Usaz, un deem sech déi eenzel Administratiounen op fräiwëlleger Basis sollte bedeelegen, an eis Chamber huet dat jo och scho gemaach.

Meng Fro ass, wéi vill a wéi eng Verwaltunge sech un deem Projet vun der Autoevaluatioun bedeelegt hunn oder sech an eng aner Initiativ aus dem Aktiounsplang engagéiert hunn.

Gëtt et Verwaltungen, déi bis elo nach net op dee Wee matgaange sinn oder souguer vläicht eventuell carrément refuséiert hunn, eng entspriechend Initiativ ze ergräifen? Wa jo, wéi eng sinn dat?

Am Kader vun der Analys vun der Recommandatioun 18-2005 vum Médiateur hat déi zoustänneg Chamberskommissioun och bedauert, dass de Projet vun der Autoevaluatioun op enger fräiwëlleger Basis fonctionnéiere soll, a war éischter der Meenung, d'Regierung soll déi Administratioune prezis definéieren, déi sech esou enger Evaluatioun d'office sollten oder missten ënnerzéien.

D'Fro ass, wéi de Minister déi Approche gesäit, a wéi hien déi Fro, och no den éischten Erfahrungen, déi hien domat gemaach huet, haut aschätzt.

Dann hat d'Kommissioun och nach eng Rei vun aneren Iwwerleeunge gemaach, wéi zum Beispill och d'Festleeë vun enger fixer Plage horaire, während där déi eenzel Verwaltungen dem Public missten zougänglech sinn.

Awéifern huet de Minister dësen Iwwerleeunge beim Opstelle vu sengem Tëscherapport Rechnung gedroe respektiv wat sinn elo déi nächst Etappen am Kader vun dëser Réforme administrative?

Dat sinn déi puer Froen, déi ech dozou wollt stellen.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. D'Wuert huet elo den zoustännege Minister, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Wéi Der richteg gesot hutt, ass et esou, datt deen Aktiounsplang, dee mer der Regierung virgeluecht hunn, en Aktiounsplang ass, deen eng ganz Rei Facetten huet, eng ganz Rei Inhalter huet. Wann ech se résuméieren, géif ech se gär an dräi grouss Kategorien andeelen.

Déi éischt Kategorie, dat ass déi vun der Qualitéit: de Management vun der Qualitéit, an de Contrôle vun der Qualitéit vun der Aarbecht, déi an den Administratioune geleescht gëtt. Do hu mer effektiv dee Programm CAF - wéi Der et ëmmer wëllt nennen -, den Autoevaluatiounsprogramm, dee mer den Administratioune virschloen, an déi en och duerchféieren. Ech kommen duerno, well dat den Zentrum vun Ärer Fro ass, nach eng Kéier prezis dorobber zréck.

Deen zweete grousse Volet ass d'Gestioun vun de Relatioune mam Bierger, mat deem, deen d'Servicer vum Stat gebraucht. Wou mer awer och eng ganz Rei Aktioune geziilt mat deenen eenzelnen Administratiounen duerchféieren, well mer mengen, datt wesentlech méi Gewiicht an der Réforme administrative muss geluecht ginn op déi Relatioun zwëschent dem Bierger op där enger Säit an der Administratioun op där anerer Säit.

Mir maachen e Sondage d'opinion - deen ass elo an deenen nächste Wochen ofgeschloss -, fir ze kucken, wat d'Bierger vun der Administratioun hire Servicer halen.

Mir maache Realisatioune vun Enquêtes de satisfaction bei deenen eenzelnen Administratiounen, fir ze kucken, ob déi Servicer appréciéiert ginn, déi do gebuede ginn, a wat eventuell d'Schwaachpunkter gi sinn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Mir maachen eng Mise en place an e Guide vun enger Charte d'accueil, dat heescht wou deen eenzelne Bierger bei den Administratioune seng Rechter definéiert kritt an och genau definéiert kritt, wat fir eng Prestatiounen a wat fir eng Délaien hie wéi kann erwaarden.

Mir maachen och mat enger Rei Administratioune momentan d'Amélioratioun vum Accueil téléphonique, wou mer Ausbildung maachen, wou mer och kucken, wéi mer déi eenzel Leit, déi um Tëlefon d'Gestioun dovunner maachen, kënnen am beschte virbereeden, fir datt deen Accueil téléphonique uerdentlech geschitt.

Den drëtte grousse Volet ass dee vun der Motivatioun vum Personal, wou mer amgaange sinn de Code de déontologie fäerdeg ze maachen. Dee misst och elo an där nächster Zäit public ginn an duerchdiskutéiert ginn, wou mer och déi Entretiens de développement professionnel gemaach hunn. Och dat ass eppes, wou elo eng Method um Dësch läit, déi mer probéieren oder déi mer an enger ganzer Rei Administratioune schonn ëmgesat hunn, déi elo an déi zweet Phas geet, wou se verallgemengert gëtt.

Deen nächste Punkt ass, datt mer och kucke fir an eise Formatiounen dat, wat mer déi Compétences comportementales nennen, wesentlech ze verbesseren. Dat heescht, datt mer de Leit net nëmmen abstrakt Matièren an der Formatioun bäibréngen, mä datt mer hinnen och d'Méiglechkeet ginn, fir ze wësse wéi ee sech verhält am normalen Ëmgang mat de Leit respektiv wéi ee mat deem Stress, deen awer heiansdo am Guichet oder anzwousch anescht kann entstoen, eens gëtt.

Mir hunn do als Fonction publique als essenzielle Rôle, fir deenen eenzelnen Administratiounen Instrumenter zur Verfügung ze stellen, mat deene si kënne schaffen. Et ass net d'Kompetenz vum Fonction-publique-s-Ministère, fir d'autorité ze soen, wat an engem Departement, an enger Administratioun, wou de Fonction-publique-s-Minister net responsabel ass, muss oder soll gemaach ginn.

Ech stelle gären Instrumenter zur Verfügung, déi einfach sinn, déi gebraucht kënne ginn, déi effikass sinn, fir am Fong déi Réforme administrative ze maachen. Am Regierungsrot - an dat war eben dat, wat mer d'lescht viru 14 Deeg gemaach hunn - gëtt dann décidéiert, wéi d'Prioritéite sinn.

Ech kommen dann zréck op déi Autoevaluatioun. Do muss ee soen, datt déi Autoevaluatiounen am beschten oder bal nëmme gemaach kënne ginn, wa mer e Vertrauensklima hunn. Eng Evaluatioun oder een Audit, deen ee géint eng Administratioun mécht, dee kann een zwar maachen, mä dann hält et domadder op. Dann hu mer e Pabeier, deen eis an der Realitéit näischt bréngt.

Also hu mer drop gehalen an deene leschten zwee, dräi Joer ze kucken, datt mer fir d'éischt e Vertrauensklima geschaaft hunn an dann eng Autoevaluatioun gemaach hunn. A wa mer déi bis haten, dann ass d'Aarbecht eréischt ugaangen, well dann ass et drëm gaangen, fir se an der Verwaltung ëmzesetzen, fir déi noutwendeg Reformen ze maachen, a fir dohinner ze kommen, wou mer am Fong gewollt hunn, datt mer sollte kommen.

Dir hutt d'Zuele gefrot, wat wéi gemaach gëtt.

Autoevaluatiounen: Do hu mer 14 Administratioune momentan erduerch; véier sinn der nach amgaang oder déi wäerten elo an där nächster Zäit kommen.

Bei den Enquêtes de satisfaction sinn zwee Projet-piloten amgaangen ze lafen.

Bei de Chartes d'accueil lafen och zwou Administration-piloten, déi mer amgaange sinn ze maachen.

Bei de Plan-de-formatione sinn 19 Administratiounen amgaangen drun ze schaffen.

Beim Télétravail - dat ass och eppes, wat mer amgaange sinn an deem Cadre en place ze setzen - hu mer dräi Administration-piloten.

Dat sinn a sech momentan an deem ganze Komplex 37 individuell Administratiounen, déi op deem engen oder op deem anere Projet matschaffen. Dozou komme 35 Administratiounen a Servicer, déi am Kader vun dem eGovernment, der Gouvernance électronique op eenzel Projete mat eis zesummeschaffen.

Dir hutt gefrot, ob eng Rei Administratioune refuséiert hätten, d'Autoevaluatioun matzemaachen. D'Äntwert ass: Neen, et ass keen explizite Refus do gewiescht, fir se matzemaachen. Mir waren och bis elo an enger Phas, wou mer bei deenen Administratiounen, déi onbedéngt wollte mat eis op de Wee goen, der esou vill haten, datt mer der genuch haten an der net méi gepackt hunn.

Mir sinn awer elo, nodeem datt mer der 13 duerchkritt hunn, op engem Punkt, wou mer genuch Erfahrung gesammelt hunn, wou mer eist eegent Instrument esou kënne gebrauchen, datt mer prett sinn, fir och méi komplizéiert Autoevaluatioune mat eenzelnen Administratiounen ze maachen. Dat ass och dat, wat mer kuerzfristeg am Regierungsrot décidéiert hunn.

Et kommen elo eng Rei Département-ministérielen, déi enger Autoevaluatioun ënnerluecht ginn. Et gëtt och eng Rei Lycéeën; d'Inspection du Travail et des Mines; d'Administration du Personnel de l'État: Alles dat sinn Administratiounen, déi mer duerchhunn. An déi, déi elo an der nächster Zäit solle kommen, dat ass: de Ministère de l'Éducation nationale zum Beispill; d'Caisse nationale des Prestations familiales; de Service de l'Immigration; d'Administration des Services de Secours. Wou et relativ komplizéiert Dossiere wäerte ginn, déi sech awer all gemellt hunn, fir esou eng Autoevaluatioun matzemaachen.

Ech mengen en résumé, datt déi Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass, eng Aarbecht ass, déi mer ëmmer konnte bis elo mat deenen eenzelnen Administratioune maachen, wou mer och, well mer se konnte mat hinne maachen, eng ganz Rei Resultater kruten, déi sech weise loossen.

Mir hunn, nodeem datt mer déi eenzel Projeten ëmgesat hunn, notamment vun der Autoevaluatioun, och bei deenen Administratioune gekuckt, wat dann no der Ëmsetzung d'Effikassitéit vun deenen eenzelne Projete bei deenen engen oder deenen anere gewiescht war. A mir konnten do feststellen, datt mer bei Administratioune bis zu 25% un Zäit- a Rendementsaspuerunge konnte kommen; also ee wesentleche Gewënn um Traitement vun den Dossieren an un der Effikassitéit, déi mer do konnte feststellen. Dat ass jo genau dat, wat mer wollte maachen, an et ass genau dohinner, wou mer zilen.

Elo ass et awer esou - an dat ass da mäin Ofschloss -, datt ech mer och bewosst sinn, datt mat deene Capacitéiten, déi mer hunn, a mat der Aart a Weis, wéi mer schaffen, mir net déi 100 oder 110 Administratioune kënne gläichzäiteg maachen. Mir sinn also mat grousse Grappë gefuer: fënnef bis siwe Stéck au grappe, zwou Grappen d'Joer, dat heescht tëschent zéng a 15, déi mer alt d'Joer gemaach hunn.

Mir wëlle vläicht de Rhythmus elo accéléréieren, mä mir packen och net alles zesummen, well dat ass och fir déi Servicer vun der Fonction publique - déi mussen d'Formatiounen dofir maachen, déi mussen de Suivi dofir maachen, déi mussen de Monitoring dovu maachen - awer net eng kleng Aarbecht. Déi Aarbecht muss seriö gemaach ginn, well soss bréngt dat Ganzt net ganz vill.

Ech hoffen, datt ech elo op Är Froe geäntwert hunn. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Minister Wiseler Merci. Här Schreiner, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräifen? Neen. Da wäre mer mat deem dote Punkt fäerdeg.

Mir kommen dann elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5738 iwwert den Zougang zu öffentleche Gebailechkeete fir Behënnertebegleedungshënn. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Dall'Agnol, d'Madame Loschetter an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Nancy Arendt. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

5. 5738 - Projet de loi relatif à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Nancy Arendt *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee virleiende Gesetzestext wäert eise behënnerte Matmënsche mat Hëllef vun engem Assistenzmupp erlaben, praktesch u villen Aspekter vum Liewen deelzehuelen, a wäert virun allem zu enger méi grousser Autonomie an hirem alldeegleche Liewe bäidroen.

Eng behënnert Persoun, déi vun esou engem speziell forméierten Hond assistéiert gëtt, kritt an Zukunft den Zougang zu den öffentleche Gebaier, Plazen, Transportméiglechkeete wéi och zu Ariichtungen, déi sozioéducativ, ausbildend oder professionell Aktivitéiten ubidden, erlaabt. Dat heescht konkret, datt déi Muppen hire Meeschter praktesch iwwerall mat hi begleeden däerfen.

Ob Restaurant, Bäcker, Galerie marchande, Spidol, Kino oder Theater, Bus, Zuch, wéi op d'Aarbechtsplaz oder d'Schoul; dee virleiende Gesetzesprojet schafft elo d'juristesch Sécherheet, datt behënnert Leit, déi op een Assistenzhond ugewise sinn, keng Angscht méi brauchen ze hunn, datt hir Hëllef op véier Been net däerf un hirer Säit bleiwen, wa si ënnerwee sinn.

Assistenzmuppe gi leider oft just op Blannenhënn reduzéiert, well dëst bäi Wäitem déi bekanntesten Zort vun der Hëllef op véier Been ass a well et déi scho méi laang gëtt.

D'Assistenzhënn kënnen awer oft vill méi Aarbechten erfëllen. Si gi virun allem am Kader vun enger reduzéierter Mobilitéit oder bei bestëmmte motoresche Krankheeten agesat a stellen esou éischter eng nei Hëllef duer. Hiren Asaz bei motoresch Behënnerte gradesou wéi bei autistesche Kanner ass en Thema, wat hei zu Lëtzebuerg nach net gradesou bekannt ass.

Déi éischt Assistenzhënn sinn 2004 zu Lëtzebuerg opgetaucht, an am Joer 2006 huet déi éischt Iwwergab vun Assistenzhënn un hire jeeweilege behënnerte Meeschter hei zu Lëtzebuerg stattfonnt. Zënterdeem si 15 esou Hëllefsmuppen offiziell iwwermëttelt ginn, dräi dovunner an deene leschten Deeg.

Den Asaz vun Assistenzhënn huet en immens positiven Impakt op d'Liewensqualitéit vun de Behënnerten, déi se assistéieren. D'Nëtzlechkeet vun dëse Muppe steet ausser Fro. Si stellen eng grouss Facilitéit fir eis behënnert Matmënschen duer, déi sech méi fräi a selbstänneg bewege kënnen. Duerch hir spezifesch Ausbildung, déi op d'Besoinë vun de betraffene Leit ugepasst ass, droen d'Assistenzhënn dozou bäi, bestëmmt physesch Restriktiounen auszegläichen a favoriséieren domadder d'Onofhängegkeet an déi gesellschaftlech, professionell a kulturell Integratioun vun de Behënnerten.

D'Roll, déi de Mupp duerch seng Formatioun soll kréien, ass virun allem déi, fir en ze sozialiséieren an ze probéieren, en déi verschiddenst Situatiounen entdecken ze loossen, déi am Liewe vun engem Behënnerte kënne virkommen, an ze léieren, déi dann ze meeschteren, andeems e sech verschidden Hëllefstaktiken zouleet.

Esou vergréisseren d'Assistenzmuppen also net nëmmen d'Selbstännegkeet vun enger behënnerter Persoun, mä si kënnen d'Liewe vun engem Mënsch, deen a senger Mobilitéit ageschränkt ass, schrecklech vereinfachen, andeems se zum Beispill Saachen oprafen, déi op de Buedem gefall sinn. Si kënnen den Tëlefon ophiewen, d'Luuchten un- an ausmaachen, op Kommando billen, wann hire Meeschter Hëllef brauch, oder einfach hirem Meeschter, dee vläicht am Rollstull sëtzt, d'Dieren op- oder zoumaachen oder de Rollstull einfach nëmmen eng Ramp eropzéien.

Si kënnen eng blann Persoun guidéieren oder als Signalhënn dénge fir Leit, déi net héiere kënnen, andeems si hire Meeschter op akustesch Signaler opmierksam maachen. Dernieft ginn d'Assistenzhënn och als Therapiehënn bei autistesche Kanner oder bei Kanner mam Down-Syndrom, also Trisomie, agesat, mam Zil, dës Kanner ze stimuléieren.

Et gëtt och Hënn, déi extra ausgebilt gi fir epileptesch Krise fréizäiteg ze erkennen an déi betraffe Leit drop opmierksam ze maachen, fir datt se déi néideg Moossnamen huele kënnen.

Wéi dës Beispiller beweisen, geet d'Hëllef, déi en Assistenzhond ubidde kann, wäit iwwert de materielle Kader eraus, well se Leit mat enger Behënnerung praktesch d'Roll oder d'Hëllef vun enger drëtter Persoun ersetze kënnen.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit ee legale Kader vir, deen den Assistenzhënn den Zougang och zu öffentleche Plazen erlabe soll. Domadder schafe mer elo eng juristesch Sécherheet fir behënnert Leit, déi op en Assistenzhond ugewise sinn. Si kënnen elo 100% sécher sinn, datt si hire Mupp praktesch an all Situatioun un hirer Säit däerfe behalen.

De Projet reit sech an déi national an europäesch Politik an, déi d'Diskriminéierung ënner all hire Forme veruerteelt, well den Text, dee mer hei virleien hunn, zur Bekämpfung vun der indirekter Diskriminéierung bäidréit, esou wéi se am Kader vum Gesetz vum 28. November 2006 definéiert ass. Engem Mupp, deen e Behënnerte begleet, den Zougang ze verweigeren, ass eng indirekt Diskriminéierung.

Wann eng normal Persoun, eng Persoun ouni Behënnerung, net däerf iwwerall mat hirem Hond eragoen, ännert dat am Prinzip näischt un der Liewensqualitéit vun där betraffener Persoun, well se jo iwwerall kann higoen. D'Saach gesäit awer aneschters aus, wann de Meeschter opgrond vun enger Behënnerung op d'Assistenz vu sengem Mupp ugewisen ass. Wann deen net däerf säin Hond iwwerall mathuelen, verléiert hien un Autonomie an domadder gëtt seng Liewensqualitéit beanträchtegt. Soumadder léich och eng Aschränkung vir visà-vis vun där Persoun, déi iwwerall hi kann, och ouni d'Hëllef vun engem véierbeenege Kolleeg.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nom virleiende Gesetzesprojet sollen d'Assistenzhënn nieft de sozioéducativen Ariichtungen och Zougang zu Ariichtunge kréien, déi professionell Aktivitéiten ubidden, wéi och Formatiounszentren. Aneschters ausgedréckt, si däerfen hire behënnerte Meeschter op d'Aarbechtsplaz begleeden an an d'Schoul respektiv a Formatiounszentren.

Här President, de virleiende Gesetzesprojet ass vun de Beruffschambere generell positiv aviséiert ginn. De Statsrot huet zu dësem Gesetzesprojet zwee Avisen ofginn. Am éischten Avis huet de Statsrot gläich zwou formell Oppositioune formuléiert. D'Familljekommissioun huet de Kritike vum Statsrot Rechnung gedroen an den Text esou amendéiert, datt de Statsrot eigentlech d'Dispens vum zweete Vote am Prinzip misst kënne ginn. Ech komme spéider nach eng Kéier op déi zwou formell Oppositiounen zréck.

A sengem Avis vum 21. Dezember 2007 huet de Statsrot a senge generelle Considératioune gemengt, datt den Dispositiv vum virleiende Gesetzesprojet misst am Kader vum Projet de loi 4985, deen an der Tëschenzäit d'Hondsgesetz vum 9. Mee 2008 ginn ass, integréiert ginn.

D'Familljekommissioun war awer der Meenung, et wär net opportun, d'Dispositiounen iwwert d'Assistenzhënn an engem generelle Kader ze integréieren. Et wär iwwregens och ze knapp ginn, fir et an deem Gesetz nach ënnerdaach ze kréien, well deen nämlechten Dag wéi eis Kommissioun den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl huet hu mir d'Hondsgesetz schonn an der Chamber um Ordre du jour gehat fir ze stëmmen. A mir wollten och e separat Gesetz.

Wat d'Amendementer vum heitege Gesetz am Zesummenhang mat dem Hondsgesetz ugeet, kann ee soen, datt d'Familljekommissioun den initialen Artikel 4 suppriméiert huet. No dësem Artikel sollen d'Assistenzhënn vun der Verflichtung, e Maulkuerf ze droen, wa si sech op enger öffentlecher Plaz befannen, entbonne ginn. Dat ass logescherweis jo och richteg, well et ass jo soss net méiglech, entweder e Rollstull ze zéien oder Saachen opzerafen. Vu datt d'Gesetz vum 9. Mee 2008 souwisou net de Maulkuerf virgesäit fir dës Zort vu Muppen, hat den initialen Artikel 4 keng Daseinsberechtegung méi.

Den Artikel 1, deen elo nëmme méi aus engem Paragraph besteet, definéiert d'Notioun vum Assistenzhond. Gëllt als Assistenzhond den Hond, deen eng behënnert Persoun assistéiert, egal ënner wat fir engem Handicap dës Persoun leit, an deen extra forméiert ginn ass oder amgaangen ass forméiert ze ginn, fir déi betraffe Persoun an hiren Déplacementer am Alldag ze ënnerstëtzen.

De virleienden Text schwätzt vun „chien formé ou en cours de formation" amplaz vun „chien éduqué". Esou ass et kloer, datt nieft de Behënnerte selwer souwuel d'Éducateuren, déi d'Hënn forméieren, wéi och d'Familles d'accueil, déi d'Hënn déi éischt Méint ophuelen éier se forméiert ginn, och kënne mat den Hënn Zougang zu öffentleche Plazen hunn. Fir nämlech sécherzestellen, datt d'Formatioun vun den Assistenzhënn optimal ass, muss selbstverständlech och deene Muppen, déi am Prozess si forméiert ze ginn, den Zougang zu öffentleche Plaze garantéiert ginn, an zwar genau ënnert deeneselwechte Konditioune wéi den Assistenzmuppen, déi scho fäerdeg si mat hirer Formatioun.

An dësem Kontext kann een nach ervirhiewen, datt d'Familljekommissioun d'Entscheedung getraff huet, am ganzen Text den Term „éducation" duerch dee vun „formation" ze ersetzen. Domadder kënnt einfach besser eraus, datt d'Hënn eng spezifesch Formatioun matmaache mussen an datt ee sech net nëmme mat enger Éducation de base zefridde ka ginn.

Den Artikel 2 bezitt sech op d'Prozedur, wéi e forméierten Assistenzhond als solches unerkannt soll ginn. Opgrond vu Kritiken a vun der éischter formeller Oppositioun vum Statsrot huet d'Familljekommissioun décidéiert, den Text ëmzeschreiwen. De virleienden Artikel gesäit eng Unerkennungsprozedur vum forméierten Assistenzhond vir, iwwert de Wee vun enger Homologatioun vun den offiziellen Dokumenter, déi vun den auslänneschen Autoritéiten opgestallt gi sinn an déi d'Formatioun vum Hond als Assistenzhond beleeën. Dës Homologatiounsprozedur léisst sech doduerch erklären, datt mir zurzäit kee Service hei zu Lëtzebuerg hunn, dee sech ëm d'Formatioun vun den Assistenzhënn këmmert.

D'Assistenzhënn, déi mer hei am Land hunn, sinn auswäerts forméiert ginn, an déi meescht kommen aus engem bekannte Formatiounszenter aus Frankräich. D'Homologatioun ass automatesch, wann e Minimum vu Konditioune gi sinn. D'Homologatioun gëtt duerch d'Iwwerreeche vun enger Medail dokumentéiert, an e groussherzogleche Reglement preziséiert souwuel den Aspekt vun der Medail wéi och d'Konditiounen, déi agehale musse ginn, fir eng Medail iwwerreecht ze kréien an den Assistenzhond doduerch däitlech erkennbar maachen an ënnerscheede vun normale Muppen.

Den Artikel 2 hat och e bësse fir Opreegung a lëschteg Diskussiounen an der Familljekommissioun gesuergt, virun allem duerch d'Presenz vun engem Membre suppléant, deen - wat d'Formatioun vun esou Assistenzmuppen ubelaangt - hei schonn eng interessant Nisch fir Lëtzebuerg wollt entdeckt hunn, a wou ech éierlech muss zougestoen, datt ech perséinlech och net ofgeneigt war, deem zouzestëmmen.

Allerdéngs si mir, den honorabelen Deputéierte Lucien Thiel a meng Wéinegkeet, erëm schnell op de Buedem vun der Realitéit zréckkomm, wéi mer héieren hunn, wéi laang a wéi komplizéiert esou eng spezifesch Formatioun ass, an datt elo net Assistenzhënn en masse produzéiert ginn. Du sinn eis Hoffnungen, fir hei zu Lëtzebuerg Formatiounszentre fir esou Assistenzmuppen opzemaachen, relativ schnell am berühmte Keim erstéckt ginn.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit och um Niveau vum Artikel 3 vir, datt Hënn, déi am Prozess vun der Ausbildung sinn, unerkannt solle ginn, an zwar duerch d'Iwwerreechung vun enger provisorescher Medail un de Meeschter, un den Éducateur oder un d'Famille d'accueil vum Hond.

Den Artikel 3 ass am Text vun der Familljekommissioun agefügt ginn opgrond vun der Bemierkung vum Statsrot, et misst een den Hënn an der Ausbildung déiselwecht Zougangsméiglechkeete garantéiere wéi deenen Hënn, déi schonn ausgebilt sinn.

Och wann an deenen allermeeschte Fäll déi provisoresch Medail entweder dem Éducateur oder der Gaaschtfamill vum Hond iwwerreecht wäert ginn, ass et awer och wichteg, am Text d'Méiglechkeet virzegesinn, datt och de Meeschter vum Hond esou eng Medail während der Ausbildung vum Hond kritt.

Nom virleiende Gesetzesprojet ass all Persoun, déi vun engem Assistenzhond assistéiert gëtt, verflicht, d'Ausbildung vum Hond ze rechtfertegen. Den Artikel 4, deen dës Verflichtung virgesäit, iwwerhëlt zum Deel de Contenu vum initiale Paragraph 2 vum Artikel 1. Den initialen Term vu Propriétaire ass duerch dee vum Maître ersat ginn. Dëst gëllt och fir all aner Artikele vum Gesetzesprojet.

All Persoun, déi mat engem Assistenzhond ënnerwee ass, ass net onbedéngt de Besëtzer vum Hond. Dacks bleift den Hond souguer an dem Besëtz vun enger Associatioun, déi en ausgebilt huet. Et ass duerfir besser, hei vu Meeschter ze schwätzen, wéi vu Propriétaire.

Den Artikel 5 ass de Kärpunkt vum Gesetzesprojet. Et ass dës Dispositioun, déi formell den Zougang zu den öffentleche Plaze fir d'Assistenzhënn erlaabt. Aus Sécherheets- oder Gesondheets- respektiv Hygienesgrënn kann ausnahmsweis den Assistenzhënn den Zougang verweigert ginn. Et kann ee sech virstellen, datt, wann en Assistenzhond säi Meeschter zum Beispill an d'Spidol ka begleeden, awer verschidden Deeler vum Spidol och fir d'Assistenzhënn net zougänglech sinn. Zum Beispill den Operatiounssall oder de Rëntgesall. Mä wéi gesot, dat sinn d'Ausnahmen, déi vun engem groussherzogleche Reglement sollen determinéiert ginn.

Et ass wichteg, fir datt keng Diskriminatioun opkënnt, datt d'Presenz vun engem Hond net mat zousätzleche Käschte fir säi Meeschter, säin Éducateur oder d'Famille d'accueil verbonne gëtt. An anere Wierder, wann eng Persoun a Begleedung vun engem Assistenzhond ass, soll dës Persoun zum Beispill net méi fir de Bus oder den Zuch bezuelen, wéi eng Persoun, déi ouni e Mupp ass.

Een Diskussiounspunkt war an der Kommissioun och nach déi sougenannte Gemengentax fir d'Muppen, wou och hei d'Kommissioun der Meenung war, datt och dës Tax keng zousätzlech Belaaschtung fir behënnert Leit dierft sinn, wa se op d'Hëllef vun esou engem Assistenzmupp ugewise sinn.

De Verstouss géint d'Dispositioune vum virleienden Text soll och sanktionéiert ginn. Eng Procédure d'avertissement taxé ass virgesinn. D'Auteure vum Gesetzestext hu sech hei um Antitubaksgesetz vun 2006 inspiréiere gelooss, wou och esou eng Prozedur virgesinn ass. Dës Prozedur huet de grousse Virdeel, datt se einfach ze applizéieren ass an ouni Geriichter ze implizéieren. Eng einfach Handhabung bei de Sanktiounen ass eng gutt Viraussetzung, fir datt e Gesetz an der Praxis ëmgesat an och respektéiert gëtt.

Wann deejéinegen, dee géint de virleienden Text verstéisst, weder zu Lëtzebuerg wunnt nach an engem anere Memberstat vun der Europäescher Unioun, a wann dës Persoun sech weigert, den Avertissement taxé ze bezuelen, muss hien nom Artikel 8 der Police e Betrag consignéieren, deen déi eigentlech Amende wéi och déi eventuell Geriichtskäschte soll decken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en Assistenzhond ass fir Mënschen, déi eng Behënnerung hunn, en onheemlechen Atout, deen net méi ewechzedenken ass, virun allem net, wann ee bis un e gewinnt ass. Hien huet einfach méi ze bidde wéi eng reng materiell Hëllef, well him och positiv psychesch wéi och physesch Wierkungen nogewise ginn. Si sinn eise behënnerte Matmënschen eng enorm Hëllef, fir sech besser ze integréieren, an erméiglechen hinnen, méi selbstänneg ze sinn. E Mënsch, dee méi autonom ass, ass ganz einfach méi fräi, dat ze maachen, wat hie wëllt a wouzou hie Loscht huet.

Dëse Gesetzesprojet dréit net nëmmen dozou bäi, Diskriminatioun tëschent de Behënnerten an den Netbehënnerten ofzebauen, mä hie beendegt och eng ongerecht Differenzéierung tëschent de Blannenhënn, déi am Prinzip ouni Weideres akzeptéiert ginn, an deenen aneren, den Assistenzhënn, fir déi den Zougang zu öffentleche Plazen nach net eestëmmeg akzeptéiert ginn ass.

Wann ee weess, datt et méi wéi 37 Milliounе Männer a Fraen an der Europäescher Unioun gëtt, déi ënner enger Behënnerung leiden, gëtt ee sech der Wichtegkeet vum virleiende Gesetz bewosst, an dovunner, wéi vill Mënschen dorënner sinn, déi vun esou enger phantastescher Hëllef op véier Patte kéinte Gebrauch maachen, fir hiert Liewen ze vereinfachen.

Zum Schluss wollt ech dann nach de Membere vun alle Parteie Merci soe fir déi flott Diskussiounen, déi mer an der Kommissiounssitzung haten. Et wär flott selbstverständlech, wa mer dëse wichtege Gesetzesprojet eestëmmeg géifen haut unhuelen. En huet selbstverständlech, wéi Dir Iech jo virstelle kënnt, d'Ënnerstëtzung vun der CSV-Fraktioun.

Ech wollt just nach zu enger Bemierkung, déi ech am Ufank gemaach hunn, eppes soen: Ech mengen, dräi vun deene Muppen, déi ginn eréischt an der Zukunft iwwerreecht. Mä dozou kann eis d'Madame Ministesch méi soen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Arendt Merci. Als éischte Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen a schréftleche Bericht a mech op eng, zwou kleng Remarquë beschränken.

Effektiv geet et jo hei ëm e verbesserten Accès fir handicapéiert Matbierger op öffentlech Plazen, andeems se da kënne spezialiséiert Véierbeener benotzen. An der Kommissioun war haaptsächlech och d'Suerg, fir datt déi Ausbildung, déi Formatioun vun deenen Hënn optimal wier. Den Text dréit deem jo och Rechnung, duerfir kënne mer dee Projet absolut begréissen. En ass am Intérêt vun den handicapéierte Matbierger an där hirer Liewensqualitéit.

Et ass e Bausteen fir eng besser Integratioun vun den handicapéierte Matbierger. Et ass e Bausteen fir e bessert Zesummeliewe mat deene Mënschen. Duerfir kënne mir och deem Projet nëmmen zoustëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol agedroen. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Här President, Madame Minister, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wéilt ech der Rapportrice, der Madame Nancy Arendt, villmools Merci soe fir hiren exzellente Rapport.

Ech ka mech deem natierlech nëmmen uschléissen an ech wéilt dann och direkt soen, datt meng Fraktioun deen dote Projet ganz sécher wäert stëmmen.

Ech wéilt allerdéngs och vu menger Riedezäit profitéieren, fir nach e puer supplementar Informatiounen zu dësen Hënn respektiv där hirer Ausbildung - op déi mäi Virriedner, den Här Eugène Berger, jo kuerz agaangen ass - ze ginn.

Et muss ee wëssen, an dat krute mer an der Kommissioun och gesot, datt d'Chiens d'assistance, déi hei op Lëtzebuerg kommen, bis elo op alle Fall alleguerten aus Frankräich kommen. Deementspriechend wier et awer wichteg ze wëssen, wat fir eng Ausbildung déi Chiens d'assistance bei eisen Nopere kréie respektiv wéi déi Ausbildung dann am Detail ausgesäit.

Frankräich huet den 30. Dezember 2005 schonn en Décret verabschit, an deem d'Ausbildung respektiv déi Labelisatioun vun de Centres d'éducation fir Chiens d'assistance, also deene Schoulen, an deenen déi Hënn ausgebilt ginn, detailléiert dra beschriwwe sinn.

Wann ee weess, wat déi Ausbildung fir esou en Hond kascht - laut Handi'chiens sinn dat ëmmerhi ronn 12.000 Euro -, da kann ee jo eigentlech dovun ausgoen, datt déi Hënn eng zolidd Ausbildung mat op de Wee kréien, an dat net nëmme fir d'Sécherheet vun där behënnerter Persoun, déi den Hond herno kritt, mä virun allem och fir d'Leit ronderëm, well en Hond trotz där beschter an där deierster Ausbildung bleift awer ëmmer nach en Hond.

Am Präis vun deenen 12.000 Euro...

(Interruption et hilarité)

Eng Wourecht ass hei gesot, jo!

Am Präis vun 12.000 Euro, déi, wéi ech virdru gesot hunn, esou eng Ausbildung fir en Hond kascht, ass net nëmmen den Entretien dra vum Hond an deenen zwee Joer, déi seng Ausbildung dauert, mä och emol de Präis fir den Hond iwwerhaapt engem Ziichter ofzekafen, dann natierlech och d'Salairë respektiv d'Personalkäschte vun deene Leit, déi deen Hond ausbilden. Da gëtt et och administrativ Fraisen, et gëtt Déplacementer, déi ze maache sinn, Hébergementsfraisen an dann och Stagen an de Suivi vun deem Mupp, wann de Meeschter oder d'Meeschtesch e scho kritt huet.

Dann ass et awer och esou, datt 40% vun deenen am Ufank ausgebilten Hënn trotzdeem am Laf vun deenen zwee Joer, déi déi Ausbildung dauert, - et kann ee soen - duerchfalen, an och déi dote Fraisë mussen natierlech mat abegraff sinn.

Ech wéilt awer direkt d'Déiereschützer heibannen an och dobausse berouegen - ech ziele mech och zu deenen -, datt awer trotz allem gekuckt gëtt, fir fir déi Muppen, déi net a Fro kommen, fir e Chien d'assistance ze ginn, en Doheem ze sichen als normale Chien de compagnie, esou dass och fir déi gesuergt ass a se och a gudden Hänn sinn.

Zréck zum franséische Label, deen esou eng Schoul ka kréien, déi d'Muppen ausbilt. En ass fir fënnef Joer maximal gülteg a kann natierlech verlängert ginn.

D'Kritären allerdéngs, fir esou en Agrément ze kréien, si ganz streng. Ech nennen hei nëmmen e puer vun deenen insgesamt eelef Kritären, déi am Décret opgezielt sinn, nämlech: detailléiert kënnen noweisen, wou den Hond hierkënnt a firwat en ausgewielt gouf; de Suivi organiséieren an dat dann och dokumentéieren, an och nach den Hond minimum 16 Méint ausbilden.

Dat si wéi gesot nëmmen e puer vun deene franséische Kritären, Kritären, déi also och hei zu Lëtzebuerg hir Auswierkungen hunn, wann ee weess, wéi ech am Ufank gesot hu vu menger Interventioun, datt déi Hënn, déi mer bis elo kritt hunn, alleguerten aus Frankräich komm sinn.

Wann eis franséisch Nopere vu Kritäre schwätzen, déi en Hond muss erfëllen, fir iwwerhaapt a Fro ze kommen, fir Chien d'assistance ze ginn, dann ass dat, datt den Hond net däerf ze vill fäerterech sinn. En däerf awer och net ze vill onofhängeg sinn, an e muss sech natierlech och ënneruerdne kënnen. Duerfir sinn dann och déi Rassen, déi virdru vun der Rapportrice genannt gi sinn - Labrador oder Golden Retriever -, ideal fir esou eng Ausbildung, well do déi meeschte Chance besteet, an engem Worf där ze fannen, déi all déi dote Kritären eben erfëllen, wuel gemierkt nach eng Kéier zur Sécherheet vun deem spéidere Meeschter oder der Meeschtesch an natierlech där hirem Ëmfeld.

An der Schwäiz gëtt et och eng Associatioun, déi esou Hënn ausbilt. Si schwätze vu ronn 50 Kommandoen, déi en Hond versteet an och ausféiert, wann e fäerdeg ass mat der Ausbildung. Dat sinn ënner anerem: eppes vum Buedem oprafen; bei enger Keess oder engem Comptoir, wou déi handicapéiert Persoun net drukënnt, hëllefen; Objetë bréngen; Luucht un- an ausmaachen; an dann dat, wat mir am wichtegste schéngt, wann et dem Meeschter oder der Meeschtesch net gutt geet, eng aner Persoun kënnen drop opmierksam maachen, datt eppes net stëmmt. Alles dat wéi gesot léieren déi Hënn während hirer Ausbildung.

Ech wéilt zum Schluss vu menger Interventioun eng behënnert Persoun zitéieren, déi zënter enger Zäit esou en Hond huet. Den Hond heescht Nevada an hei ass dat, wat säi Meeschter, de Francisco, sot: «Nevada me permet d'accroître mon autonomie; je sollicite moins les autres. Elle accomplit des gestes que je faisais au prix de tellement

d'efforts et de douleurs! Elle est mes bras et je regrette de ne pas l'avoir eue plus tôt.»

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Dall'Agnol Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt der Madame Nancy Kemp-Arendt Merci fir hire schréftlechen, mä virun allem och mëndleche Rapport. Si huet scho ganz vill gesot vun deem, wat ech och wollt soen, nämlech d'Essenz vun dësem Projet de loi ass hei ganz gutt beschriwwe ginn. Ech denken, et ass net méi ganz vill dozou bäizefügen.

Et ass e Projet de loi, deen e knappt Joer hei an der parlamentarescher Aarbecht gebraucht huet - just déi Zäit, déi een och brauch, fir e Projet de loi propper ze ficelléieren. Fir eng ganz Rëtsch vu Leit wäert et immens wichteg sinn, datt mer endlech dat Gesetz hunn, well et ass wichteg an et ass noutwendeg.

Wéi scho vu menge Virriedner a Virriednerinnen ënnerstrach ginn ass, gouf et bis elo ëmmer a wäert et och nach weider eng Akzeptanz fir d'Blannenhënn ginn. Mä derniewent ginn déi Hënn, déi souwuel fir déi physesch wéi och fir déi psychesch an déi mental krank oder spezifesch behënnert Leit do sinn, ganz oft net an der Gesellschaft oder nach net esou unerkannt, a se sinn awer e ganz, ganz wichtegt Supportinstrument fir déi betraffe Leit.

Ech denken, datt en Assistenzmupp, wéi en dann och genannt gëtt, effektiv e Support ass. Et ass en Instrument bei enger Behënnerung, déi engem eng onwahrscheinlech Autonomie gëtt, virun allem well et eng Hëllefstellung ass, déi net vun engem Matmënsch offréiert gëtt, mä vun engem Hond offréiert gëtt, dat heescht vun engem Déier offréiert gëtt, wat dann och dowéinst där betraffener Persoun dat richtegt Gefill och gëtt, datt se autonom ass. Sou wéi déi eng en Déier hunn, fir aner Grënn oder aner Besoinen ze befriddegen, wéi laang Spadséiergäng oder fir sech net eleng ze fillen, sinn och déi do Hënn fir e Besoin vun engem spezifesche Mënsch do.

Ech denken, an dat wollt ech och nach soen, datt et richteg ass, datt déi zwee Gesetzer auserneegehale gi si par rapport zu deenen Assistenzmuppen. Well, obwuel - wéi d'Madame Dall'Agnol et richteg seet - en Déier nach ëmmer en Déier ass, ass et hei en Déier, wat an engem ganz anere Kontext ze gesinn ass an op kee Fall soll mat an en Hondsgesetz erakommen, wou et eng Klassifizéierung gëtt a wou et verschidde Méiglechkeete vu Sanktiounen a vun Erlaabnisser a Verbueder gëtt.

Hei geet et ëm en Hond, deen och forméiert gëtt, dat ass och schonn ënnerstrach ginn, an deen herno e Service mécht un der Gesellschaft fir d'éischt a virun allem un där Persoun, bei déi deen Hond herno och hi wunne kënnt. Duerfir war et och vläicht deels en Zoufall, well d'Aarbechte sech iwerschnidden hunn, mä da war deen Zoufall - wann en net ganz en Zoufall war, dann zumindest zum Deel - op jidde Fall e gudden Zoufall an domadder hunn a behalen déi do Muppen eng extra Notioun an eiser Gesellschaft. Si si jo och dofir ganz genau forméiert.

Mir si frou iwwert dat Gesetz, dat haut gestëmmt gëtt. Ech denken, dat wäert ganz sécherlech ville Leit weiderhëllefen, an natierlech ginn ech dowéinst och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Loschetter Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus eis hei de Mercien uschléissen un d'Kolleegin Nancy Arendt fir dee schréftlechen a virun allem och de mëndleche Rapport.

Déi zwou Virriednerinnen op dëser Plaz, d'Madame Claudia Dall'Agnol an d'Madame Viviane Loschetter, hu praktesch all déi Voletë vun dësem Gesetz ervirgestrach, déi wichteg sinn. E Gesetz, wat eiser Meenung no e ganz wichtegt Gesetz ass an eng weider Etapp vun enger kompletter Integratioun vun eisen handicapéierte Matmënschen an eis Gesellschaft.

Et ass selbstverständlech, datt och mir frou sinn, datt mer heimadder e separat Gesetz gemaach hunn, datt mer et net an dat sougenannt Hondsgesetz, wéi de Statsrot et proposéiert huet, agebaut hunn. En Hondsgesetz, wat jo sécherlech - deemno, wéi een et gekuckt huet - och contestéiert war.

Dat heiten ass awer menger Meenung no e wichtege Schratt, dee mer maachen. Et wier net gutt gewiescht, wann een dat an esou e Gesetz mat agebaut hätt, wou et da mat an déi ganz Diskussiounen eragerëtscht wier, déi am Fong mat dëser Saach iwwerhaapt näischt ze dinn hunn.

Et ass och symbolesch wichteg, datt ee fir esou eppes Spezifesches e Gesetz mécht. Och wann et nëmmen e puer Hënn sinn, déi iwwert dëst Gesetz unerkannt ginn, ass et dach awer wichteg, datt een dat dokumentéiert duerch e spezifescht Gesetz.

Ech brauch net op d'Thematik selwer anzegoen, meng Virriedner hunn dat esou gutt gemaach, et ass wierklech näischt Besseres dozou ze soen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt awer vun der Geleeënheet fir eppes aneres profitéieren - den Här Bauteminister ass elo net méi heibannen, mä hie war hei -, well ech einfach ëmmer erëm feststellen, datt mer net genuch querdenken, wat d'Integratioun vun eisen handicapéierte Matmënschen ubelaangt. Et gesäit een nach ëmmer, datt mer Plange maachen, datt mer Projete maachen, déi net handicapéierten- a rollstullgerecht gemaach sinn.

Ech géif zwar mengen, et misst haut eng Normalitéit sinn, datt en Architekt oder en Ingenieursbüro, dee Plange presentéiert, ouni datt ee mat him driwwer misst schwätzen, ouni datt een en drop opmierksam géif maachen, Plange presentéiert, déi handicapéierten- a rollstullgerecht wieren.

Mir gesinn awer ëmmer erëm, datt dat net de Fall ass. Et gesäit een ëmmer erëm, datt mer Strooss bauen, wou d'Trottoiren, d'Foussgängerweeër iwwer Insele gebaut ginn, déi net rollstullgerecht sinn. Ech wëll hei en Appel maachen un de Minister, datt hie vläicht an déi Verträg, déi hie mat deenen Architekten a mat deenen Ingenieursbüroe mécht - och wa schonn déi Leit dat zwar studéiert hunn an ee menge géif, si missten et vu sech aus maachen -, awer d'office drasetzt, datt alles, wat haut gemaach gëtt, misst handicapéierten- a rollstullgerecht gebaut ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

An zwar géif ech mengen, datt dat net nëmmen dierft fir öffentlech Investitioune sinn. Et missten och d'Gemengen zum Beispill méi wäit goen. Ech kommen aus enger Gemeng, déi dat an hiert Bautereglement mat agebaut huet, datt zum Beispill all Appartementshaiser, all Geschäftshaiser handicapéierten- a rollstullgerecht gebaut musse ginn. Well och do mussen déi Leit sech bewegen an allze oft ass et awer net de Fall. Bei enger neier Investitioun kascht dat am Prinzip keen Euro weider, ob ech dat handicapéierten- a rollstullgerecht bauen oder net. Et muss ee just drun denken an de Wëlle muss do sinn, fir dat ze maachen.

Duerfir wollt ech am Fong nach dorobber insistéieren, datt mer och vu Regierungssäit aus eng ganz Rei vu positiven Akzenter an deem doten Domän gesat hunn. Net nëmmen um Niveau vun dësem Gesetz, mä och wat d'Infrastrukturen hei am Land ubelaangt, mengen ech, kéinte mer, wa mer eis als Lëtzebuerg vis-à-vis vum Ausland weisen, fir déi vill Investitiounen, vill Projeten, déi queesch duerch d'Land an deene verschiddensten Handicapéierte-Beräicher bestinn, houfreg drop sinn, datt mer et hei als Lëtzebuerg esou wäit bruecht hunn.

Et misst eis glécken, datt et zu enger Normalitéit gëtt, datt bis an dee klengsten Detail eran e Mënsch, egal wat fir en Handicap hien huet, iwwerall kéint zu 100% an eiser Gesellschaft dru participéieren. Dat géif eisem Land an eis alleguer zum Luef gereechen. Mir sollen zesummen och dorop hischaffen. Dat gesot, bréngen ech och selbstverständlech vun eiser Säit aus d'Zoustëmmung zu dësem gudde Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo nach den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Och der Madame Rapportrice Félicitatioune fir hiren explizite Rapport.

Et ass wierklech wichteg, dass déi behënnert Leit elo déi Déiere kënne kréien, fir hinnen ze hëllefen. Mä fir mech ass et och wichteg an dëser Diskussioun, dass een elo hei emol d'Nëtzlechkeet vun den Hënn virweist, well ee jo awer, wann een d'Zeitungen opmécht, ëmmer Schlagzeilen iwwert d'Hënn gesäit, wou se negativ duergestallt ginn. Duerfir ass et och wichteg an dësem Kontext emol ze betounen, dass den Hond kann e ganz nëtzlecht Déier sinn, wat dem Mënsch a ville Beräicher kann hëllefen. Wann d'Déier eben dohinner dirigéiert gëtt, fir dat ze maachen, ass dat eng ganz gutt Saach.

Duerfir fannen ech, dass et awer eng Kéier soll och an dësem Kontext gesot ginn, dass d'Hënn net nëmme schlëmm sinn a bäissen, mä dass een awer och d'Hënn kann an eng Richtung drängen, wou se ganz nëtzlech sinn a wou se de Mënsche kënnen hëllefen. Dat ass och e wichtegen Aspekt, deen zu dësem Gesetz gehéiert. Ech kann natierlech selbstverständlech och nëmmen d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun brëngen.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn natierlech ganz frou, datt mer hei de Mëtteg eng Unanimitéit hunn, wann ech dat richteg gesinn, fir dee Projet de loi iwwert d'Assistenzhënn ze stëmmen. Ech géif selbstverständlech och fir d'éischt wëllen der Madame Rapportrice, der Madame Nancy Kemp-Arendt, e grousse Merci soe fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, souwéi der ganzer Kommissioun fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer doranner haten, an all deenen, déi sech hei bereet erkläert hunn, fir dëse Projet ze stëmmen.

Weltwäit gëtt gesot, datt 10 bis 12% vun der Bevölkerung en Handicap hätt. Dat geet natierlech awer ewell u bei deenen, déi e Brëll hunn. Do si mer ewell zu enger ganzer Partie derbäi. Ech weess net, wéi et mat de falschen Zänn ass, ob dat och an d'Kategorie vum Handicap fält, mä jiddefalls, wa mer vun 10 bis 12% géifen ausgoen, da géif dat beinhalten, datt eleng an der Europäescher Unioun ongeféier 40 Milliounе Leit mat engem Handicap wieren.

Laang Zäit ass den Handicap ugesi gi mat esou enger Konnotatioun vu Charitéit oder vu Matleed, oder awer haaptsächlech war e gezeechent duerch eng medezinesch Fleeg. Eréischt an de 60er Jore sinn d'Effort en an eng nei Richtung gaangen, wou besonnesch d'Familljе sech derfir agesat hunn, datt hir Kanner eng aktiv Roll an der Gesellschaft kéinte spillen. Aus dësen Iwerleeungen eraus sinn och déi éischt Organisatioune wéi d'APEM an och d'Ligue HMC entstanen.

Am Laf vun de Joren ass dunn ëmmer méi Wäert op d'Integratioun vun de behënnerte Kanner geluecht ginn, egal ob dat bei der Fréierkennung war, bei der Förderung oder bei der Erzéiung op schouleschem Plang. Mat der Zäit sinn aus deene Kanner Leit ginn, an du goung et drëm fir hinne Méiglechkeeten ze schafen, fir sech selwer à charge ze huelen. Dat ass och dacks méiglech, virausgesat, déi richteg Moyenë stinn hinnen zur Verfügung. Een esou e Beispill sinn eben d'Assistenzhënn.

D'Prise de conscience spillt sech awer och um Niveau vun den europäeschen an den internationale Rechtsintrumenter erëm. Zënter 1997 ass mat der Adoptioun vum Artikel 13 am Traité vun Amsterdam eng éischte Kéier eng Referenz zum Thema vun der Behënnerung am Traité vun der Europäescher Unioun geschafe ginn. Deemools gouf eng legal Basis geschaf, fir Leit mat engem Handicap virum Diskriminéieren ze schützen.

Och op internationalem Plang sinn Efforten hin zu engem Paradigmewiessel gemaach ginn. Dat huet schliesslech zur Adoptioun vun der Internationaler Konventioun vun de Vereenten Natioune fir d'Rechter vun de behënnerte Persoune gefouert, déi am Mäerz 2007 vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn ass, a wou mer awer nach eng Zäitche wäerte brauche bis mer déi och am Gesetz ëmgebaut an agebaut hunn, well dat iwwergräifend ass. Et ass e bëssen dat, wat Dir elo grad gesot hutt, datt ee muss an alle Gebidder kucken, wat do ka gemaach ginn. Et ass dat vernetztent Denken, wat eis awer nach heiansdo feelt.

Mir hunn eis also ewechbeweegt vun enger reng medezinescher Siichtweis a mir leeë méi den Akzent op d'Mënscherechter a virun allem op d'Autonomie, d'Selbstbestëmmung, d'Participatioun op alle Gebidder vun de Mënsche mat enger Behënnerung. Dat hu mer net eréischt zënter 2007 gemaach, mä ewell 1997 am Aktiounsplang, wou mer ebe probéiert hunn, de Leit mat Behënnerunge méi gerecht ze ginn.

D'UNO-Konventioun fir d'Rechter vun de behënnerte Persounen definéiert an hirem Préambule d'Notioun vum Handicap als Interaktioun tëschent Persoune mat Behënnerung an enger net accessibeler Ëmwelt. Dëst Zesummespill verhënnert, datt Mënsche mat Behënnerung déiselwecht Méiglechkeeten hunn, wéi Mënschen, déi net behënnert sinn, a féiert dozou, datt fir si effektiv eng gläich Participatioun an alle Liewensberäicher doduerch net méiglech ass.

Duerch d'Upassung vun eiser Ëmwelt an eiser Denkweis un d'Besoinë vun all Mënsch an enger Optik vun Accessibilitéit fir jiddferee kënnt et zu enger Kompensatioun vum Handicap, déi laangfristeg zu enger verbesserter Integratioun vu Persoune mat Behënnerunge féiert. An Däitschland gëtt dacks gesot: „Wir sind nicht behindert, aber man behindert uns." Dat weist eigentlech ganz gutt, datt et net de Leit hire Problem ass, mä datt et virun allem an eise Käpp ass, wou et nach ëmmer schwéier ass, fir dat ze realiséieren.

Mir hunn 2001, Här Gibéryen, hei an der Chamber e Gesetz gestëmmt iwwert d'Accessibilitéit, wou drasteet, datt all öffentlech Gebaier a souguer d'Plaze fir dohinner missten accessibel si fir déi behënnert Leit. Wa sech net dorunner gehale gëtt - an der Zwëschenzäit ass jo eisen héichveréierte Bauteminister erëm ukomm -, dann ass et ëmmer erëm wichteg, fir dorobber opmierksam ze maachen an ëmmer och ze soen: Et ass wichteg, datt all Gebaier, all Plaze mussen accessibel sinn an datt mer och wëssen, datt, wa se accessibel fir déi eng sinn, et ganz dacks awer zu Schwieregkeete fir déi aner kënnt.

Wann et fir d'Accessibilitéit fir e Rollstullfuerer d'Viraussetzung ass, datt alles schéi riicht ass, da stellt dat fir eng blann Persoun e grousse Problem duer, well hien da mat sengem Blannestaf keng Repèrë fënnt, wou hie ka goen. Et muss een also oppassen, datt een déi eenzel Saache matenee verbonne kritt, well wat fir deen ee gutt ka sinn, ka fir deen aneren erëm just de Contraire sinn.

Duerfir hu mer awer och e Grupp, dee sech deemools zesummegesat huet an deen doriwwer och déck Dokumenter ausgeschafft huet, déi zu engem groussen Deel och d'Architekte kréien, wa se se wëllen, fir eben och d'Feeler net ze maachen, déi gutt dokumentéiert sinn, fir eben drop hinzeweisen, datt et muss fir jiddfereen a jee no deenen eenzelnen Handicapen dann och accessibel sinn.

Ech denken awer och virun allem, datt et net nëmmen ëm d'Accessibilitéit zu Plazen hei geet, mä och ëm den Accès zur Informatioun, zu Offeren, zu Servicer an zum öffentlechen Transport, an iwwerhaapt ëm d'Méiglechkeet, fir sech fräi kënnen ze expriméieren. Et gëtt eng Partie vun Initiativen. Ech denken zum Beispill un de Centre touristique zu Munzen, deen e Wee huet mat fënnef Sënner an deen all Persoun mat an ouni Handicap gläichermoossen usprécht. Dee fonctionnéiert nom Prinzip vun „designed for all". Wa mer eis dee géifen zum Prinzip maachen, da wier d'Liewe méi liicht; net nëmme fir déi Behënnert, mä fir jiddfereen; och fir déi Leit, déi keng Behënnerung hunn.

Wéi gesot hate mer e Grupp vun Experten, déi sech ëm d'Accessibilitéit gekëmmert hunn an déi och an deene verschiddene Sparten täteg waren. Dëse Grupp informéiert a schreift och elo nach Avisen zum Thema vun der Zougänglechkeet an ass och eng wäertvoll Hëllef bei der Organisatioun vu Formatiounen am Beräich vun der Accessibilitéit.

D'Hëllefstellung, déi d'Assistenzhënn behënnerte Mënsche ginn, muss och am Kader vun der Kompensatioun vum Handicap gesi ginn. Dat ass eppes, wat mëttlerweil och international unerkannt gëtt.

Zu Lëtzebuerg sinn zwee- bis dräimol am Joer offiziell Remisë vun zwee bis dräi Hënn an d'Nofro bleift nach ëmmer ganz grouss. Et besteet keen Zweifel drun - an dat ass vun alle Virriedner a Virriednerinne gesot ginn -, datt déi Muppen zu enger verbesserter Mobilitéit kënne verhëllefen, datt si e Stéck Onofhängegkeet zréckginn andeems se verschidden Aufgaben iwwerhuelen. Déi sinn och hei opgezielt ginn, wéi zum Beispill de Rollstull hëllefen ze féieren oder iwwert d'Strooss ze goe mat deem Behënnerten.

Wann een all Assistenzhond den Accès zu engem öffentleche Gebai oder enger öffentlecher Plaz verweigert, heescht dat och, datt d'Persoun, déi vum Hond begleet gëtt, den Accès verweigert kritt an hir domadder Rechter geholl ginn, déi aner Leit an der Gesellschaft hunn.

Ech fannen et och interessant, datt mer gesinn, woubäi déi Hënn iwwerall kënnen agesat ginn: eng Kéier bei Leit, déi am Rollstull sinn, mä awer och fir autistesch Persounen. Si kënne souguer bei engem, deen epileptesch Ufäll kritt, dat erkennen, ier déi Persoun eng epileptesch Kris kritt, woumat natierlech ka verhënnert ginn, datt et zu grousse Schwieregkeete kënnt. Fir Héiergeschiedegt kënne si och Signalhënn sinn, déi och dorobber reagéieren. Dir gesitt also, datt dës Déieren hire Meeschteren zu méi Mobilitéit an Autonomie verhëllefen. Si erméiglechen deene betraffene Leit, sech verstäerkt um gesellschaftleche Liewen ze bedeelegen, an domat suerge se och indirekt derfir, datt dëse Persounen hir sozial Integratioun méi liicht fält a se méi séier virugeet.

Viraussetzung dofir ass natierlech de fräien Accès vun den Assistenzhënn zu Gebaier a Plazen, déi fir de Publikum zougänglech a garantéiert sinn. D'Madame Arendt huet och gesot, datt den allgemenge Prinzip deen ass, datt se iwwerall mussen hi kënne goen, mat Ausnahm wann e Reglement festhält, datt se entweder aus Grënn vun der öffentlecher Sécherheet oder der Salubritéit net kënnen dohinner goen.

Wichteg ass awer och drop hinzeweisen, datt am November 2006 eng Direktiv an e Lëtzebuerger Gesetz ëmgesat gouf, wat den Employeuren imposéiert, d'Aarbechtsplaz esou ze aménagéieren, wann dat räsonnabel ass, datt eng Persoun mat engem Handicap bei hinne ka schaffen, an zu dësen Aménagementer gehéiert och - mat Ausnahmefäll -, datt déi behënnert Persoun hiren Assistenzhond ka mathuelen.

Assistenzhënn gehéieren deemno zu deem Mënsch, dee si begleeden. Si ze trennen heescht, där behënnerter Persoun erëm e Stéck Autonomie ewechzehuelen an hir eng aktiv Participatioun an der Gesellschaft ze verweigeren.

Duerfir soen ech Iech villmools Merci, datt Der am Sënn vun deene Behënnerten hinne méi Autonomie zoukomme loosst, a si esou och besser Chancen hunn, fir kënnen an eiser Gesellschaft ze participéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5738 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Eugène Berger), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Angel.

6. 5817 - Projet de loi portant approbation de la Décision des représentants des Gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil concernant les privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel, signée à Bruxelles, le 10 novembre 2004

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi 5817 geet et wéi gesot ëm d'Approbatioun vun enger Décisioun vum Conseil européen iwwert d'Privilegien an d'Immunitéite vun der Agence européenne de défense an hirem Personal.

Erlaabt mer e puer Wuert iwwert déi Agence européenne de défense ze soen. Dës Agence agéiert ënnert der Autoritéit vum Conseil, fir am institutionelle Kader vun der EU déi sougenannte PESC - Politique étrangère et de sécurité commune - an déi sougenannte PESD - Politique européenne de sécurité et de défense - ze ënnerstëtzen. D'Agence européenne de défense huet hire Sëtz zu Bréissel, an all Memberstaten ausser Dänemark participéieren an dëser Agence.

D'Ziler vun dëser Agence sinn:

1) d'Entwécklung vun de Verdeedegungscapacitéiten am Domän vun der Gestion de crises,

2) d'Promotioun an d'Verbesserung vun der europäescher Zesummenaarbecht a puncto Rüstung,

3) d'Verstäerkung vun der europäescher Industrie an Technologie en matière de défense,

4) d'Schafe vun engem europäesche Maart fir Verdeedegungséquipementer, deen um Weltmaart ka konkurrenzfäeg ginn,

5) d'Verbesserung vun der Effikassitéit vun der europäescher Recherche an der Technologie en matière de défense.

Dës Agence ass dirigéiert vun engem Comité directeur, an deem all Land e Vertrieder huet, an och d'Kommissioun huet do e Vertrieder. De Comité directeur gëtt presidéiert vum Generalsekretär vum Conseil, dee jo och Haut Représentant ass fir d'Aussen- a Sécherheetspolitik. Dëse Comité directeur muss och zweemol am Joer zesummekommen um Niveau vun de Verdeedegungsministèrë vun de Memberstaten.

Déi Décisioun vum Conseil iwwert d'Privilegien an d'Immunitéit fir dës Agence an hiert Personal besteet aus 18 Artikelen. Den éischten Artikel seet zum Beispill, dass d'Raimlechkeeten an d'Gebaier vun der Agence net duerchsicht kënne ginn. Et däerf och keng Perquisitioun an och keng Saisie do duerchgefouert ginn.

Am zweeten Artikel geet et ëm d'Inviolabilitéit vun der Agence hiren Archiven. D'Artikelen 3, 7 an 9 ginn ëm de Régime fiscal vun der Agence hirem Personal. D'Agence selwer ass vun allen direkte Steiere befreit. D'Personal ass exonéréiert vum Impôt national sur le revenu. An dësem Fall ass dat de belschen Impôt. Si mussen awer eng Steier bezuelen, déi au profit vun der Agence geet.

Wat d'Immunitéite vum Personal ugeet, sou gëtt alles am Artikel 7 beschriwwen. D'Immunitéit, déi duerch deen Artikel gewährleistet gëtt, gëllt awer net am Fall, wou eng drëtt Persoun zum Beispill en Zivilverfahre wéinst Schied duerch e Verkéiersaccident oder Kierperverletzung géint déi betreffend Persoun ustrieft.

Et handelt sech also hei ëm e klasseschen Dispositif, wéi mer e scho bei Europol, bei Athena oder aneren europäeschen Agencen haten. Et sinn nach just e puer speziell Dispositiounen hei derbäigefügt ginn, wou et ëm den Transfert vu Verdeedegungsmaterial geet, an och dorëm, wann national Experten détachéiert ginn un déi Agence.

De Conseil d'État huet dëse Projet gekuckt an huet och säin Okay ginn. Hie seet just eppes zum Artikel 12. Deen Artikel handelt ëm de Fall, wou et Sträit gëtt, wat d'Levée vun der Immunitéit ubelaangt. Do mécht de Statsrot drop opmierksam, dass een net soll de Secret défense invoquéieren, fir eben e Refus vun der Levée d'immunité ze justifiéieren.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a géif all Fraktioune bieden, dëse Projet ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den Här Braz huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Wéinst deem leschte vum Här Angel opgeworfene Punkt wëlle mir als gréng Fraktioun och soen, dass mer eis enthalen. Dat ass an dëser Konventioun anescht geregelt wéi an all anere vergläichbaren. A well deen dote Flou bestoe bleift, si mer mat deem Text, esou wéi en elo virläit, net ganz d'accord a wäerten eis och duerfir beim Vote enthalen.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech wëll Iech soen, dass ech dat do net stëmmen aus deeneselwechten Ursaachen, firwat ech de Verfassungstraité an den Traité vu Lissabon net gestëmmt hunn. Dat hei ass eng kloer Oprüstung. Et fält ënnert de Kader vun der Oprüstung, mat där ech net kann d'accord sinn.

Wann ech hei liesen: «...le renforcement de la base industrielle et technologique européenne dans le domaine de la défense (BITD) et la création d'un marché européen des équipements de défense qui soit concurrentiel sur le plan international;...», dann ass dat eng kloer Richtlinn fir d'Oprüstungsindustrie, fir d'Industrie d'armement, woumadder ech einfach net kann d'accord sinn.

Ech verstinn net, wéisou dat heiten elo einfach hei esou ouni Oppositioun kann duerchgoen!

Déi Argumenter, déi ech beim Verfassungstraité an och beim Traité vu Lissabon hei ervirbruecht hunn, sinn déiselwecht, firwat ech deen heite Projet net ka stëmmen. Dat hei geet ganz kloer an d'Richtung vun enger Oprüstung, an esou eppes kann ech net matdroen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Angel huet d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Et geet ëm e klassesche Fall vun Immunitéiten a Privilegië vum Personal vun enger europäescher Agence, wéi et der vill gëtt. Ech kann dem Här Braz seng Bedenken, wat den Artikel 12 ugeet, novollzéien, awer dat, wat den Här Jaerling gesot huet, net.

Mir stëmme jo hei net iwwert déi Agence of; mir stëmmen hei iwwert de Statut vum Personal a vun der Agence selwer of.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur fir déi Explikatiounen. Mir kommen dann zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5817 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei 1 Nee-Stëmm a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.50 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 48

Mercredi, 2 juillet 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

1. 5811 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, portant transposition de la directive 2006/70/CE de la Commission du 1er août 2006 portant mesures de mise en œuvre de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la définition des «personnes politiquement exposées» et les conditions techniques de l'application d'obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle ainsi que de l'exemption au motif d'une activité financière exercée à titre occasionnel ou à une échelle très limitée et modifiant: 1. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 3. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 4. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 5. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 6. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 7. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 8. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable

et

5756 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et modifiant: 1) l'article 506-1 du code pénal, 2) la loi du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du code d'instruction criminelle

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Laurent Mosar*
- *Discussion générale: M. Lucien Thiel, M. Roger Negri, M. Charles Goerens, M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

2. 5331 - Proposition de loi sur les enquêtes parlementaires - Article 61

- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *M. le Président (La Chambre se prononce en faveur de l'opportunité politique de la proposition de loi et lui accorde le caractère prioritaire)*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Luc Frieden, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Ech wëll den Här Minister Luc Frieden froen, ob hien am Numm vun der Regierung eis eppes matzedeelen huet?

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Wann dat net de Fall ass, da komme mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Mir fänken u mat de Projeten 5811 a 5756 iwwert d'Bekämpfung vu Geldwäscherei an Terrorismus, déi zesummen an enger Diskussioun behandelt ginn. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deene Projets de loi, den honorabelen Här Mosar.

1. 5811 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, portant transposition de la directive 2006/70/CE de la Commission du 1er août 2006 portant mesures de mise en œuvre de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la définition des «personnes politiquement exposées» et les conditions techniques de l'application d'obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle ainsi que de l'exemption au motif d'une activité financière exercée à titre occasionnel ou à une échelle très limitée et modifiant: 1. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 3. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 4. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 5. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 6. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 7. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 8. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable

et

5756 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et modifiant: 1) l'article 506-1 du code pénal, 2) la loi du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Kampf géint den internationalen Terrorismus an déi schwéier Kriminalitéit ass eng vun de Prioritéite vun der Europäescher Unioun an domadder och vun eisem Land an deene leschte Jore gewiescht.

D'Wäisswäsche vu Sue spillt an dësem Kontext eng net onwesentlech Roll, well all dës kriminell Aktivitéite mat Sue finanzéiert ginn, déi an deene meeschte Fäll e kriminellen Ursprong hunn. Och wa mer et sécherlech ni wäerte fäerdeg bréngen, den Terrorismus am Allgemengen an dem Verbriechen an Europa oder weltwäit definitiv d'Handwierk ze leeën, esou kënne mer dach alles ënnerhuelen, datt dëst Verbriechen net iwwer Geldflëss finanzéiert gëtt, déi iwwert d'Finanzplaz Lëtzebuerg transitéieren.

Duerfir hunn dann och déi successiv Regierunge scho fréizäiteg e sougenannte Cordon sanitaire ëm eis Finanzplaz geluecht, andeem se verschidde Gesetzer op den Instanzewee ginn hunn, déi als Objektiv de Kampf géint d'Kriminalitéit a géint den Terrorismus hunn.

D'Häerzstéck vun dëse Gesetzestexter, zu deenen ënner anerem d'Gesetzer iwwert d'Domiciliatioun, d'Entraide judiciaire an den europäeschen Haftbefehl gehéieren, ass awer sécherlech d'Gesetz vum 12. November 2004 iwwert de Blanchiment.

Ech wëll net méi op déi ganz Virgeschicht vun deem Gesetz agoen, just nach eng Kéier drun erënneren, datt an dësem Text déi Haaptobligatiounen definéiert ginn, deene sech d'Acteuren aus deene betraffene Professioune mussen ënnerleeën: fir d'éischt d'Obligatioun, säi Client oder seng Clienten ze kennen; derniewent d'Obligatioun, sech a säi Betrib intern esou ze organiséieren, datt een esou schnell wéi méiglech a ganz am Ufank eng Operatioun vu Wäisswäsche vu kriminelle Gelder kann erkennen; a schlussendlech d'Obligatioun, fir mat de Justizautoritéiten am Land zesummenzeschaffen.

De Projet de loi, dee mer haut an hei diskutéieren, ass u sech eng Weiderféierung vun deem Gesetz, andeem e fir d'éischt zwou europäesch Direktiven transposéiert an op där anerer Säit och den Artikel 506, éischten Alinea, vum Code pénal nei formuléiert, andeem en en a Konformitéit setzt mat den internationale Verflichtungen, déi eist Land huet. Dëst ganz besonnesch par rapport zu de Recommandatioune vum GAFI.

Wat sinn dann elo déi Haaptpunkten aus deenen Direktiven, déi mer haut transposéieren? Et sinn der haaptsächlech fënnef.

Éischte Punkt ass d'Aféiere vun enger méi genereller Approche, déi op d'Risike baséiert ass an déi déi concernéiert Professioune soll dozou incitéieren, fir hir Efforten am Kampf géint d'Wäisswäsche vu Suen op déi Clienten ze konzentréieren, déi e Risiko duerstellen, wat d'Wäisswäsche vu Suen an de Finanzement vum internationalen Terrorismus betrëfft.

Den zweete Punkt ass deen, datt verschidde Konzepter, déi an deene viregten Texter stoungen, méi genau preziséiert ginn, wéi zum Beispill d'Notioun vun deem sougenannte Bénéficiaire effectif.

Drëttens gëtt elo d'Méiglechkeet virgesinn, datt Professioneller sech kënnen un Drëttpersounen adresséieren, fir d'Identifikatioun vun hire Clientë virzehuelen.

Véiertens gëtt den Uwendungsberäich vum Gesetz ausgedehnt op Gesellschaften a Geschäftsleit, déi mat Liquiditéite bezuelen oder bezuelt ginn, déi méi héich wéi 15.000 Euro sinn.

De leschten net onwesentleche Punkt vun dësem Projet ass, datt déi Professionell sech och an Zukunft selwer mussen e Suivi ginn an e Suivi maachen, wat de Respekt vun deene verschiddenen Obligatiounen ugeet, déi d'Gesetz vun 2004 an d'Gesetz, wat mer haut stëmmen, uginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll haut an hei net méi an den Detail vun deenen eenzelnen Dispositioune vum Projet agoen, déi ëmmer wann et ëm Matière geet wéi de Blanchiment vun enger grousser juristescher Komplexitéit sinn, mä mech u sech limitéieren op verschidden allgemeng Remarquë par rapport zum Projet, mä awer och par rapport zu deenen Avisen, déi mer zu dem Projet kritt hunn an déi mer och an där zoustänneger Kommissioun intensiivst diskutéiert hunn.

Déi éischt Remarque, déi sech souwuel am Avis vum Statsrot wéi am Avis vum Conseil de l'ordre vun den Affekoten erëmfënnt, ass déi wat d'Beweisféierung am Kontext vum Wäisswäsche vu Sue betrëfft. Hei gëtt - an ech mengen net zu Onrecht - dovir gewarnt, datt eng Generalisatioun vun der Incriminatioun vun all méiglechen Operatioune vum Wäisswäsche vu Sue riskéiert dozou ze féieren, datt ëmmer manner déi primär Infractioun, déi zum Wäisswäsche vu Sue gefouert huet, bewise gëtt, mä datt de Ministère public sech u sech domadder zefridde gëtt ze beweisen, datt déi Fongen e kriminellen Ursprong hunn.

Ech wëll allerdéngs betounen, datt bis elo a kengem vun deenen Texter, déi vum Blanchiment handelen, esou eng Derogatioun iwwert d'Ëmdréine vun der Beweislaascht iergendwéi virgesinn ass, wat d'Wäisswäsche vu Suen betrëfft.

Allerdéngs, an do ënnerstëtzt d'Kommissioun och d'Iwwerleeunge vum Statsrot a vum Conseil de l'ordre, ass et wichteg, datt ëmmer erëm dorop insistéiert gëtt, datt am Fall vum Wäisswäsche vu Suen et virrangeg a fir d'éischt muss dorëm goen, déi primär Infractioun ze poursuivéieren an déi ze beweisen, an da kann een eréischt an enger zweeter Etapp géint déi Leit virgoen, déi versichen, déi Fongen, déi vun der primärer Infractioun generéiert ginn, wäiszewäschen.

Ech kommen net derlaanscht, fir nach eng Kéier ze ënnersträichen, datt et fir déi Professionell vum Secteur net ëmmer einfach ass, all déi Obligatiounen, déi sech aus deene verschiddene Gesetzestexter iwwert de Blanchiment erginn, an d'Praxis ëmzesetzen.

Op där anerer Säit kann et och net sinn, datt all dës Professionell d'Aarbecht vun der Justiz musse maachen, andeem se selwer Untersuchungsriichter spillen.

Eng zweet, dës Kéier méi positiv Observatioun ass déi, datt déi Direktiven, déi mer elo an dësem Projet transposéieren, eng nei Definitioun gi vun deene sougenannte PEPs oder Personnes politiquement exposées.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Dat si mer alleguerten.

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Dat wollt ech elo grad soen, Madame Flesch.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Verschiddener!

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Dir gehéiert och dozou, Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Neen, neen!

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Zu Ärer Erënnerung wëll ech hei nach

eng Kéier soen, datt et bis elo esou war, datt, wann Är Fra, Äre Mann, Är Kanner, Är Tatta, Äre Monni, Är Frënn e Kont op enger Bank hei zu Lëtzebuerg opgemaach hunn, de Banquier huet missen eng ganz besonnesch Virsiicht walte loossen, well mir alleguerten - wéi d'Madame Flesch schonn zu Recht hei betount huet - an dëser Enceinte zu deene PEPs gehéieren - och den Här Jaerling.

(Interruption)

Dës Definitioun gëtt also elo preziséiert...

Une voix.- Den Här Frieden och!

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Den Här Frieden bien entendu och. Den Här Gibéryen - hie war elo dobaussen - gehéiert och dozou.

Dës Definitioun wäert also elo an Zukunft preziséiert ginn, an an Zukunft spillt déi Notioun vu politesch exposéierte Persoune just nëmmen nach fir déi Politiker aus deem Land, wou déi Konten opgemaach ginn oder déi Operatioune realiséiert ginn, mä nëmme fir déi Leit, déi mat engem Politiker Famill sinn aus engem aneren europäesche Memberland. Am Kloertext heescht dat, datt eis Familljememberen, Frënn a Bekannten an Zukunft net méi speziell duerchliicht ginn, wa se dann e Kont op enger Bank hei zu Lëtzebuerg opmaachen.

Allerdéngs, Madame Flesch, gi se weider duerchliicht, wa se e Kont an engem aneren europäesche Memberland op enger Bank opmaachen.

(Interruption et hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann och mat zwou konkreten Textpropositioune vum Statsrot konfrontéiert gewiescht, wouvun déi eng och mat enger Opposition formelle versi gi war.

Hei geet et ganz prezis ëm d'Fro vun den Hotelieren, déi sech hätte missen, wann den Ursprongstext zréckbehale gi wär, deeneselwechte Regelen ënnerwerfen, wéi déi Professionell aus dem Secteur.

Hei huet awer de Statsrot - ech mengen net zu Onrecht - gemengt, e Gesetz kéint keng hypothetesch Appréciatioun maachen, wat den Uwendungsberäich vun enger Dispositioun vun engem Artikel betrëfft.

Deen anere kritesche Punkt ass dee gewiescht, datt am Originaltext virgesi war, datt an deem neien Artikel 506, éischten Alinea, vum Code pénal sollten all Infractiounen abegraff sinn, déi eng Prisongsstrof vu sechs Méint a méi wéi sechs Méint virgesinn.

Mir waren eis hei als zoustänneg Kommissioun souwuel mam Statsrot wéi mam Conseil de l'ordre vun den Affekoten eens, nom Prinzip «Toute la directive, mais rien que la directive» genau de Libellé vum Artikel ze iwwerhuelen, wéi en an der Direktiv festgeschriwwen ass, esou datt am Text an Zukunft just wäerten déi Infractiounen drafalen, déi eng Prisongsstrof vu méi wéi sechs Méint virgesinn.

Andeem mer der Recommandatioun vum Statsrot Rechnung gedroen hunn, si mer, mengen ech, och deene gréisste Befierchtunge vum Conseil de l'ordre vun den Affekoten entgéintkomm. Ech sinn dann och iwwerzeegt, datt an Zukunft jiddfereen och ënnert den Affekote mat dësem Text wäert kënne liewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder och schonn zum Schluss. De Projet, deen ech Iech elo hei virgestallt hunn, ass e weidere wichtege Meilesteen am Kampf géint den Terrorismus, déi international Kriminalitéit an hire Finanzement.

Ech hunn et schonn um Ufank vu menger Interventioun gesot a wëll et zum Schluss nach eng Kéier widderhuelen: Eist Land a ganz besonnesch eis Banken- a Finanzplaz wäert et sécherlech net eleng fäerdeg brénge, datt et an Zukunft keen Terrorismus, keng international Kriminalitéit a kee Finanzement heivunner méi welt- oder europawäit wäert ginn.

Eist Land muss sech allerdéngs als Objektiv setzen, datt keng esou Aktivitéiten iwwert dës Finanzplaz lafen an hei finanzéiert ginn. Duerfir ass et dann och onbedéngt noutwendeg, datt mer dee sanitäre Cordon, vun deem ech virdru geschwat hunn, ëmmer erëm mussen upassen a verbesseren an deenen neie Gegebenheete vun deene moderne Kriminalitéitsformen upassen.

Eis Banken- a Finanzplaz huet näischt dobäi ze gewannen, mä alles ze verléieren, wa se a Verbindung mat esou Aktivitéite genannt gëtt.

An deem Kontext erlaabt mer, Här President, ee Moment meng Kap als Rapporteur ofzedoen a meng perséinlech Kap unzedoen. Ech wéilt nach eng Kéier de Minister responsabel fir d'Finanzplaz drun erënneren, datt mer scho säit enger Rei vu Joren e Projet de loi iwwert de Finanzement vum Waffenhandel a Waffegeschäfter virleien hunn, dee leider a senger éischter Versioun net besonnesch positiv vum Statsrot aviséiert ginn ass.

Ech wär frou, an ech menge ganz vill Kolleegen hei an dësem Haus och, wa mer dëse Projet nach eng Kéier kéinten an deenen nächste Méint op de Leescht huelen an en dann och esou finaliséieren, datt mer eng Zoustëmmung vum Statsrot an deene grousse Linne kéinte kréien, a vläicht dëse Projet och nach virum Enn vun dëser Legislaturperiod hei zur Ofstëmmung kéinte brëngen.

Dat gesot, géif ech Iech bieden, Är Zoustëmmung dësen eminent wichtege Projeten ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Wann d'Fraktiounen alleguerten de Konklusioune vum Rapporteur zoustëmmen, da kënne mer ofstëmmen.

(Interruption)

Här Thiel, wann Dir wëllt d'Wuert ergräifen, dann ass et elo un Iech.

Discussion générale

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Här President, ech verstinn, datt mer presséiert si bei där Hëtzt, datt mer léiwer op eng Terrass sëtze ginn, mä e bësse musst Der mech och nach erdroen.

Deem, wat de Kolleeg Laurent Mosar a sengem detailléierte schréftlechen a sengem liewege mëndleche Rapport iwwert déi zwee Gesetzer gesot huet, déi mer haut stëmme sollen, ass eigentlech näischt bäizeflécken. Dëst ëmsou méi, well si näischt weltbewegend Neies oder souguer Revolutionäres opzeweisen hunn. Si setze just zwou Direktiven ëm, méi oder wéineger eent zu eent. Heiansdo och 1 zu 1,1.

Mat deene Projete gëtt an engem drëtten Ulaf versicht, déi Knätschgumminotioun vu Blanchiment e bësse méi prezis nach ze maachen. Un a fir sech wär dat iwwerhaapt emol net néideg gewiescht, well dat, wat an deenen zwee Texter steet, gëtt et längst an der Praxis vun eiser Finanzplaz.

Dat Meescht vun deem, wat nei an deenen zwee Gesetzestexter ass par rapport zu eisem viregte Blanchimentsgesetz - deem vun 2004 -, ass nämlech scho viru knapp zwee Joer vun eiser Finanzplazopsiicht an enger Circulaire festgehale ginn, esou datt dat, wat mir haut maachen, éischter e formale Charakter huet - wann och keen onwichtegen.

Dee beschte Beweis dofir, datt mir hei quasi oppen Dieren arennen, ass de Fait, datt dësen drëtten Antiblanchimentspak kaum e Profi vum Stull gerappt huet, op d'mannst kee vun deenen, déi wéi d'Banke vun Ufank u vun der Geldwäschbekämpfung betraff waren.

Fir déi aner Betraffen, ob Geschäftsleit oder Fräiberuffler, Bijoutieren a Garagisten, Notairen an Affekoten, déi mat der Zäit och an de Krees vun de potenzielle Geldwäschhandlanger mat eragezu goufen, ass dat vläicht e bëssen anescht, well dat Ganzt fir si nach méi nei ass.

Déi grouss Kreesch, déi ufanks den 90er Joren op der Finanzplaz ze héiere waren, wéi déi Blanchimentsgeschicht an d'Rulle koum, si längst vergiess, an all déi Kanounen, déi deemools op d'Mesuren ofgefeiert goufen, déi d'Acteure vum Finanzsecteur gehéireg genervt hunn, verstëbsen haut am Schapp.

Deemools goung et eigentlech nëmmen dodrëm, fir de globalen Drogenhandel an de Gréff ze kréien. Well ee keen anere Moyen gesinn huet, fir deem béis ëm sech gräifenden Iwwel bäizekommen, ass alt versicht ginn, déi kriminell Chaîne, déi vum Drogenhandel bis bei d'Wäisswäsche vun den Drogesue geet, vun hannen opzerullen an d'Geldstriem do ze interceptéieren, wou am liichtsten drunzekommen ass, nämlech bei de Banken.

Ofgesinn dovunner, datt d'Banquieren net gär als Handlanger vum Drogenhandel ofgestempelt gi sinn, hu si sech virun allem géint dee ganze Rateschwanz vu Kontrollmoossname gewiert, deen hinne vun den Autoritéiten deemools opgezwonge gouf.

Dat ass och net besser ginn, au contraire, wéi de Geldwäschbegréff an enger zweeter Etapp op den Terrorismus ausgedehnt gouf an zu gudder Lescht och nach op d'Korruptioun. Wat d'Finanzprofien - dat heescht, deemools waren et nëmmen d'Banken - am meeschte gestéiert huet, waren op där enger Säit déi vag Definitioune vun de Blanchimentsstrofdoten, déi op där anerer Säit awer ganz prezis Sanktiounen zur Folleg konnten hunn. Op eemol stoung de Banquier mat engem Fouss am Prisong, wann hien net bis an de leschten Detail iwwer jiddfer Client am Bild war.

Ech ka mech erënneren, datt ech deemools dem Chefkontroller vun eiser Finanzplaz d'Fro gestallt hunn, wat dann elo déi Obligations professionnelles wieren, fir déi de Banquier a Saache Geldwäsch geruedzestoen hätt, wéi dat an enger Circulaire a spéider och am Gesetz verlaangt gouf.

Ech krut deemools als Äntwert, e Banquier hätt nun eben ze wëssen, wat seng berufflech Flichte wieren. Esou einfach war dat deemools.

D'Realitéit war natierlech e bësse méi komplizéiert. Eleng fir der Grondregel am Kampf géint de Blanchiment, nämlech der faméiser „Know your customer"-Regel nozekommen, hu missen Dispositiounen an de Banken ergraff ginn, déi Milliounen a Milliounen kascht hunn an déi net ëmmer op Versteesdemech bei de Clientë gestouss sinn, well d'Banken hinne Lächer an de Bauch hu misse froen, nëmme fir hirer „Know your customer"-Obligatioun gerecht ze ginn.

Ech ka mech och erënneren, datt no der Ëmsetzung - an de Laurent Mosar huet et elo grad gesot - vun der zweeter Blanchimentsdirektiv deen een oder deen anere vun heibanne mech gefrot huet, ob d'Banquiere se nach all hätten, well op d'mannst déi gewëssenhaft ënnert hinnen hu jiddfer politeschem Promi am Land geschriwwen, fir méi iwwert deem seng Konnexiounen a Relatioune gewuer ze ginn. Wat déi Meescht net matkritt haten, war, datt si selwer dat Gesetz gestëmmt haten, an deem vun de sougenannte PEPs, also den „politically exposed persons" Rieds war, zu deene forcément och d'Deputéiert gehéieren.

Datt et deemools esou héich hiergoung, war net nëmmen op d'Knéckegkeet vun de Banquieren zréckzefëieren, déi kräfteg an hir Aarbechtsofleef an an hir Leit hu missen investéieren, fir där Hällewull vu Beruffsobligatiounen nozekommen, déi hinne vum Gesetzgeber a vun hirer Opsiicht operluecht goufen. Et louch virun allem och dorun, datt si hei mat neie Begréffer konfrontéiert gi sinn, déi alles aneschters wéi prezis waren, déi awer als Konsequenz konnten hunn, datt si riskéiert hunn, kräfteg geklaakt ze ginn, wann hinnen eng passéiert ass, egal ob si au courant vum Wäisswäsche waren oder net.

Dat huet och den Autoritéiten ageliicht, déi doropshi fir e bësse méi Uerdnung an den Definitioune ronderëm de Blanchiment an e bësse méi Duerchbléck bei all deene sëlleche Regele gesuergt hunn.

Esou gouf 1999 um Sommet vum G7 zu Paräis, och Sommet de l'Arche genannt, well en am President Mitterrand sengem Monument op der Défense ofgehale gouf, eng Organisatioun lancéiert, déi sech Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux, ofgekierzt GAFI, genannt huet. Als Missioun krut dee Grupp mat op de Wee, d'Geldwäschtechniken um Weltplang ze ënnersichen, fir déi Strofdoten, déi hinnen zugronn leien, also déi sougenannt Délits primaires de blanchiment, besser an de Gréff ze kréien a Geldwäscher de Krunn zouzedréinen. De GAFI huet sech 40 prezis Regele ginn, där hiert Anhalen d'Memberstate selwer an enger géigesäiteger Kontroll iwwerwaachen.

An der Tëschenzäit huet sech de GAFI, zu deem senge Grënnungsmemberen och Lëtzebuerg gehéiert huet, mat dem Internationale Währungsfong zu Washington, dem FMI, zesummegedoen, an d'Iwwerpréiwunge ginn elo vun dem FMI gemaach. Eent vun deenen éischte Länner, déi sech esou enger Evaluatioun fräiwëlleg ënnerzunn hunn, war Lëtzebuerg.

Do kann ee sech natierlech d'Fro stellen, ob dat, wat dobäi erauskomm ass, dee ganzen Opwand wäert ass.

Hu mir haut den Drogenhandel, den Terrorismus oder d'Korruptioun am Gréff, well d'Banke sech als Hëllefssheriffe vun de Sécherheetskräfte bewährt hunn?

Déi Fro ass kaum ze beäntwerten, well éischtens kee Mënsch weess, wou mer mat deenen dräi Zäitgäisselen - Drogen, Terrorismus a Korruptioun - dru wären, wann näischt dergéint ënnerholl gi wär, a well zweetens d'Kontributioun vum Finanzsecteur zur Andämmung vum Blanchiment sech einfach net miesse léisst.

Déi eenzeg Zuelen, déi mer hunn, sinn déi vun den Deklaratiounen, déi d'Banken an déi aner implizéiert Profië bei eiser Cellule de renseignement financier maachen - bei där Instanz also, déi bei eis d'Roll vun enger „financial intelligence unit" spillt an déi um Parquet drunhänkt.

Klammer op: Ob déi Verbindung mam Parquet wéinst deem senger globaler Kompetenz a Strofsaachen déi ideal Léisung ass, sief emol dohinnergestallt. Klammer zou.

Wann een déi Statistik kuckt, da fält engem op, datt an deenen éischte Jore vun der Lutte antiblanchiment, also vun 1993 bis 1997, d'Zuel vun de Fäll, déi eng Bank bei Verdacht op Geldwäsch un de Parquet gemellt huet, sech ënner 100 am Joer beweegt huet. Mat der Zäit awer, a wuel mat der Erweiderung vun der Lëscht vun de Blanchimentsdelikten op där enger Säit an der Extensioun vum Krees vun den Acteuren, déi ufälleg fir de Blanchiment sinn, op där anerer Säit, huet sech déi Zuel däitlech gesteigert a pendelt elo an der Géigend vu 700 bis 900 Deklaratiounen am Joer.

Dat seet natierlech nach net alles iwwert d'Ausmooss vum Blanchiment an engem Land aus. Am Ufank huet et geheescht, mir Lëtzebuerger géifen d'Spill net richteg spillen, well mir manner Deklaratioune wéi eis Noperen haten, notamment eis belsch Noperen.

Haut bekloe sech eis Autoritéiten iwwert déi vill Deklaratiounen, mat deene sech natierlech fir eng Bank de Risiko, an eng Blanchimentsgeschicht ze geroden oder eragezunn ze ginn, seriö reduzéiert. Et brauch een nëmmen alles, wat de loin ou de près no Geldwäsch richt, bei der Cellule ze mellen a schonns ass een aus dem Schneider.

Allerdéngs fënnt sech an der Statistik vun eiser Cellule een Hiweis, deen dach awer ze denke gëtt. An dat ass d'Relatioun tëschent der Zuel vun den Deklaratiounen an där vun de Poursuiten, déi si beim Parquet ausléisen. De Pourcentage vun deene gemellte Blanchimentsfäll, déi eng geriichtlech Poursuite ausgeléist hunn, läit säit 2003 am zweestellege Beräich an huet 2006 de Rekordniveau vu 27%, also bal engem Drëttel, erreecht.

An anere Wierder, déi Blanchimentshiweiser, déi vun de Banken an deenen anere betraffenen Acteure beim Parquet aginn, erweise sech a steigendem Mooss als begrënnt, wat da wuel op d'mannst dorop schléisse léisst, datt mir d'Geldwäschproblematik nach ëmmer net ganz am Gréff hunn.

Dat eleng wier scho Grond genuch, d'Hänn nach net an de Schouss ze leeën a weiderhin um Qui-vive ze sinn. Mä et kënnt nach derbäi, datt grad mir Lëtzebuerger mat eiser internationaler Finanzplaz an eisem Ruff, deen net ëmmer dobaussen dee beschten ass, all Grond hunn, an dëser Geschicht nach méi helleg ze si wéi de Poopst.

Mir sëtzen hei an der Glaskëscht. A mir kënnen net och nëmmen dee geréngsten Uschäi ginn, eis virun den Antiblanchimentsobligatioune wëllen ze drécken - sief den Opwand nach esou deier an d'Wierkung nach esou diskutabel.

Als eng vun deenen zéng gréisste Finanzplaze vun der Welt si mir et eisem internationale Ruff an eiser Clientèle schëlleg, méi propper nach wéi all déi aner dozestoen. Schonn eleng duerfir dierft et eis och net passéieren, datt mir grad esou eng Direktiv wéi déi hei mat Verspéidung ëmsetzen, och wann et nëmme knapps en halleft Joer ass.

Här President, et feelt net u gudde Grënn, fir datt mir haut déi zwou Direktive mat dësen zwee Gesetzer ëmsetzen an domat mam internationale Standard gläichzéien. Mir kënnen eis nun ebe keng Schwächte grad an deem Beräich leeschten, an deem mir op eis international Glafwierdegkeet an op d'Vertraue vun eise Clienten aus der ganzer Welt ugewise sinn, an dat scho guer net an deem Secteur, dee längst d'Mëllechkou vun eiser Wirtschaft an de Garant vun eisem Wuelstand ginn ass.

Duerfir bréngen ech och den onageschränkten Accord vun der CSV-Fraktioun zu deenen zwee Gesetzesprojete mat. Et wäerte wuel net déi lescht an hirem Genre sinn, well eng véiert Blanchimentsdirektiv,

Här President, no där drëtter, déi mir haut ëmsetzen, dierft esou sécher si wéi d'Amen am Gebiet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den honorabelen Här Negri huet d'Wuert elo.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt am Numm vun der LSAP-Fraktioun dem Rapporteur, dem honorabele Laurent Mosar, villmools Merci ze soe fir säi kompakten, concisë Rapport a seng mëndlech Explikatiounen, déi hien hei op der Tribün ginn huet.

D'LSAP ënnerstëtzt grondsätzlech den Ausbau an d'Weiderentwécklung vun der Finanzplaz Lëtzebuerg. Och mir wëssen, wéi wichteg dee Pilier vun eiser Ekonomie fir eist Land ass, fir eise PIB, fir d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen, an natierlech och fir eise Statsbudget.

D'LSAP setzt sech awer och a fir eng propper Finanzplaz, déi hir Suen net mat Steierhannerzéiung oder mat Wäisswäsche vu Gelder aus kriminellen Aktivitéite verdéngt oder un der Finanzéierung vun terroristeschen Organisatioune matwierkt.

Mir wëllen eise Wuelstand net op d'Käschte vu Mënschen aus der ganzer Welt opbauen, déi ënnert de Konsequenze vu kriminelle Machenschafte wéi zum Beispill Waffenhandel, Drogenhandel oder Mënschenhandel ze leiden hunn.

D'Direktiv Antiblanchiment wennt sech un de Finanzsecteur, d'Affekoten, d'Notairen, d'Kontabelen, d'Agences immobilières, d'Casinoen, d'Fondatiounen, d'Prestataires de services an un d'Entreprisen, wou et jo ganz oft ëm schwindelerreegend Montantë geet.

De Blanchiment geet awer och schonn do un, wann een engem eng Prestatioun oder eng Liwwerung vu Wuere bor - oder wann Der wëllt: cash - bezilt bei engem Montant vu méi wéi 15.000 Euro an dat dann net deklaréiert. An esou Fäll muss den Numm vum Client a vum Bénéficiaire identifizéiert ginn an un déi zoustänneg öffentlech Ämter gemellt ginn.

Här President, d'Chambre du Travail werft an hirem Avis d'Fro no der Definitioun vum Terrorismus op - deux poids, deux mesures, wéi se dat nennt -, andeems se op hiren Avis vun 2002 zum Gesetzesprojet 5954 zum selwechten Thema verweist. D'Fro stellt sech effektiv, wéi een den Terrorismus definéiert. Hei spillt natierlech den 11. September 2001 eng grouss Roll, deen d'Welt vun haut op muer verännert huet.

D'EU huet no laangem Hin an Hier eng gemeinsam Lëscht vun Terrororganisatiounen opgestallt. Sécher ass, dass déi Lëscht ni vollstänneg oder endgülteg wäert sinn, an dass sech net nëmmen nei Organisatioune kënne bilden an anerer verschwannen, mä dass och d'Forme vum Terrorismus änneren an dass een dann och deem Rechnung droe muss.

Leider ass festzestellen, dass mir déi drëtt Direktiv Antiblanchiment 2005/60 an hir Schwëster, d'Direktiv 2006/70, mat engem hallwe Joer Retard transposéieren. Déi zwou Direktiven hätte bis spéitstens de 15. Dezember 2007 an nationaalt Recht missen ëmgesat ginn. Mir kruten elo den 28. Januar 2008 eng Mise en demeure an elo dee leschte 5. Juni 2008 en Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun geschéckt.

Dat heescht am Kloertext, wa mir elo an engem Délai vun zwee Méint der Europäescher Kommissioun net eng fir si zefridde stellend Äntwert ginn, wat mer mam Gesetz vun haut hoffentlech jo da maachen, kann anerefalls d'EU-Kommissioun d'Cour de justice vun den Europäesche Communautéite mam Dossier saiséieren. Dat gëtt e schlecht Signal un eis Partner an der EU an am GAFI.

De GAFI ass jo de Groupe d'action financière, deen internationalen Organismus, deen déi international gülteg Regelen am Beräich vum Blanchiment a vum Finanzement vum internationalen Terrorismus opstellt.

Do gesäit et dann esou aus, wéi wa mir déi Direktiven nëmmen ongär géifen ëmsetzen, an dann och nach net an den Délaien. Dat ass bedauerlech, well deen Androck ass natierlech net richteg.

Wéi de Rapporteur schonn a sengem schréftleche Rapport festgestallt huet, ginn déi nei Regelen aus der drëtter Direktiv de Regele vun eisem Gesetz vun 2004 souwisou net wäit aus de Féiss. D'Circulaire 2005/211 vun der CSSF huet sech hirersäits schonn deemools um Text vun der Proposition de directive inspiréiert. Mä d'Bild, wat mir no baussen ofginn, gëtt duerch dee Retard natierlech net besser, zumools wou mir souwisou schonn ëmmer an der Kritik stinn, wann et ëm eis Finanzplaz an ëm Blanchiment geet.

Dofir ass et och ze begréissen, dass mir elo eng professionell Struktur „Luxembourg for finance" opgebaut hunn, fir eis Finanzplaz am Ausland ze vermaarten. Et ass d'Missioun vun dëser Agence, folgend Messagen no baussen ze droen: dass Lëtzebuerg eng seriö Finanzplaz ass; dass mer eng streng Reglementatioun am Beräich vum Wäisswäsche vu Suen hunn, déi a Konformitéit mat de Regele vum GAFI a vun der EU ass; dass mer guer keen Interessi dorunner hunn, Suen op Lëtzebuerg unzezéien, déi aus kriminelle Sourcen hierkommen; dass mer eis vun esou Praktike kloer distanzéieren; an dass eis Banken an aner Acteuren op der Finanzplaz, eis Bankenopsiicht, a last but no least eis Justizautoritéiten do null Toleranz walte loossen.

Här President, wat déi Beschäftegt am Finanzsecteur betrëfft, äussere sech d'Salariatschambere ganz kritesch. D'Privatbeamtechamber fuerdert, dass d'Salariéë protegéiert ginn, wa si e Verdacht op Blanchiment oder op Finanzéierung vum Terrorismus mellen.

D'Aarbechterkummer désapprouvéiert de Projet souguer. Si kritiséiert virun allem, dass d'Obligatioune vun de Salariéen net prezis genuch formuléiert sinn a se dofir riskéieren, zu Onrecht fir hir Handlungen oder Ënnerloossungen zur Verantwortung gezunn ze ginn.

Här President, d'LSAP steet zum Text, wéi en elo ass, mä et muss een en noutfalls spéider kënnen nobesseren, wa sech erausstelle sollt, dass an der Praxis d'Salariéen net genuch ofgeséchert sinn, wann hinnen ongewollt en Akt vu Blanchiment oder vu Finanzéierung vun Terrorismus net als solchen opgefall ass oder wa si falschen Alarm ginn hunn.

Et ass och gutt, dass d'Finanzkommissioun drop bestanen huet, dass de Retour d'informations am Text stoe bleift, contrairement zur Propositioun vum Statsrot, well et ganz nëtzlech ass, dass déi Acteuren, déi e Verdachtsfall vu Blanchiment mellen, och e Feedback kréien, ob si mat hirem Soupçon richteg louchen oder net.

Zum Ofschloss bleift ze soen, dass alleguer déi staatlech Instanzen, déi mat der Applikatioun vun dësen Texter concernéiert sinn, déi néideg technesch a personell Moyenen zur Verfügung gestallt musse kréien, fir all eenzelne Verdachtsfall, dee signaliséiert gëtt, och gewëssenhaft kënnen ze préiwen, soss bleiwen déi Texter a Gesetzer e Pabeiertiger. Wa mir wierklech eng propper Finanzplaz wëllen, da muss och séchergestallt sinn, dass de Risiko, beim Blanchiment erwëscht ze ginn zu Lëtzebuerg, keng eidel Wierder sinn, Realitéit ass an och bestrooft gëtt.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësen zwee Projets de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den Här Goerens huet d'Wuert elo.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir als Fraktioun eisen Accord ginn zu deenen zwee Projet-de-loien, dann ass et, well mer och wëlle vun eiser Fraktioun e Signal mat setzen, datt mer eisen Obligatiounen nokommen, an dat an den Délaien. Duerfir eisen Accord.

Den zweete Punkt, deen ech wëll opgräifen, ass deen, mat deem mäi Virriedner opgehalen huet, nämlech dee vun der Machbarkeet och an de Bankinstituter selwer. Dee Punkt, deen d'Chambre de Travail opgeworf huet, deen ass net esou ohne. Ech wier och frou, wann de Minister géif e puer Wuert doriwwer soen.

Den drëtte Punkt - an domat wëll ech scho schléissen - huet am Fong Bezuch op dat, wat mir als Parlament och kënne maachen. Et ass elo e puermol zu Recht gesot gi vum Rapporteur, datt mer an der Glaskëscht sëtzen. D'Finanzplaz ass e sensibele Beräich. Mir däerfen eis do keng Bléiss ginn. Déi beschte Bank ass wahrscheinlech déi, vun där net geschwat gëtt, mä d'Banke kommen awer ëmmer erëm an d'Gespréich, an och d'Lëtzebuerger Finanzplaz.

Et gëtt also dee reng administrativen, reglementaresche Kader, dee wichteg ass. Do muss ee versichen, irreprochabel ze sinn; duerfir eng an enger appropriéierter Zäit ëmgesaten Direktiv oder Direktiven.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, ass am Fong eppes, wat ech wëll soen am Numm vun der Chamber. Mir ware viru kuerzem zu Paräis am Kader vun enger Visite, déi mer bei der Assemblée nationale gemaach hunn. Do gëtt et ee Cercle d'amitié parlementaire franco-luxembourgeois. Ech hu selwer Geleeënheet gehat, vu Lëtzebuerger Säit aus de Virschlag ze maachen, mir sollen eis eenegen, wat mer ënnerhuelen, wann an engem Parlament Negatives iwwer en anert gesot gëtt oder iwwert d'Land vun deem anere Parlament.

Et goufen och e puer Beispiller zitéiert. Zum Beispill de franséischen Deputéierte Montebourg ass sech ni ëm eng Ruckelzegkeet ze schued, fir iwwert d'Lëtzebuerger Finanzplaz hierzefalen. En Zweeten, vun deem een dat net erwaart hätt, dat war eng Attack vum Arthuis. Dat war wuel net iwwert d'Finanzplaz, mä iwwert d'Lëtzebuerger Politik am TVA-Beräich, déi awer keng aner Politik ass wéi déi, déi och vun de Fransousen an deem leschten Accord matgedroe gëtt.

Eise Virschlag war am Fong deen, datt mir, wann esou eng Polemik kënnt, da sollen illico eis Meenungen austauschen, fir den Débat emol méi objektiv ze gestalten. Bei Clearstream hätt een dat eventuell kënne maachen, an an dësem Fall och beim Här Arthuis hätt ee kënnen direkt schalten a Paräis eng Partie objektiv Donnéeë liwweren an e puer elementar Saache rappeléieren. Domat wier d'Gespréich doudsécher net aus der Welt, mä et wier awer vläicht ee Versuch, fir där Affär d'Spëtzt ze briechen.

Ech géif also virschloen - mir brauchen duerfir keng Motioun oder keng Resolutioun -, mir sollen dat dote maachen, fir datt och déi Visiten, déi oft mat engem gelungenen A vum Lëtzebuerger Steierzueler gesi ginn, awer eng gewëssen Utilitéit kënnen hunn. Ech wollt lech duerfir nach eng Kéier rappeléieren, datt mer mat dësen zwou Direktive kee weidere Problem hunn, well mir ginn eisen Accord.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Minister Luc Frieden huet d'Wuert nach gefrot.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, ech géif gäre fir d'éischt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Mosar, Merci soe fir seng Aarbecht an dësem Dossier; dee schréftleche Rapport an dee mëndlechen. Et brauch een net nach eng Kéier op all déi Voleten do anzegoen. Ech stelle mat grousser Satisfaktioun fest, datt an dësem Haus eng ganz grouss Majoritéit ass, eng Unanimitéit ass, fir dës Gesetzgebung ëmzesetzen. Mir hunn eng grouss Finanzplaz, dofir hu mir eng extra Responsabilitéit.

Ech stellen och fest, datt ee ganz groussen Deel vun de Länner vun der Europäescher Unioun dës Direktiv nach net ëmgesat hunn. Mir sinn also do virun deenen anere Länner. A ville Länner ass d'Ëmsetzung vun der drëtter Directive antiblanchiment nach net geschitt.

Ech mengen, datt mer dat zu Lëtzebuerg op eng seriö Aart a Weis maachen; och d'Applikatioun vun deenen Antiblanchiments-Direktiven. Dat zitt selbstverständlech eng grouss Responsabilitéit mat sech fir déi Leit, déi an deene Banke schaffen. Ech gesinn awer net, wat d'Alternativ dovunner ka sinn. Et ass ganz kloer, datt een, deen op esou eng Plaz schaffe geet, zesumme mat senge Kolleegen, déi am Clientskontakt sinn, souwuel de Kontakt Client wéi den „Compliance", eng ganz wichteg Responsabilitéit do hunn, an datt kee Wee do derlaanscht féiert.

Generell fannen ech, datt mir mussen oppassen an Europa, wa mer esou Dispositiver schafen, datt se och ëmsetzbar sinn, datt se net zu esou vill Bürokratie féieren, an datt och déi Kontroll, déi verlaangt gëtt, an der Praxis nach ausféierbar ass. Ech weess net, ob dat mat allen europäeschen Texter geléngt.

Op jidde Fall sinn ech frou, datt mer hei dësen Text esou ëmsetzen, deen net nëmme konform ass mam europäesche Recht, mä datt mer och deene Recommandatioune vum Groupe d'action financière internationale, dem GAFI, gerecht ginn, well an deenen Evaluatiounen, déi vu Lëtzebuerg gemaach ginn an der OECD, an der Unioun, gëtt natierlech dat Ganzt gekuckt.

Eng lescht Remarque zu deem, wat elo grad den honorabelen Här Goerens gesot huet. Et ass wichteg, datt mer reagéieren, wa mer attackéiert ginn. Heiansdo ass d'Attack och an de Medien anescht, wéi se an der Realitéit ass.

An deem vun him ugeschwate Fall vum franséische Sénateur hu mer reagéiert. Deen huet eis duerno gesot - och de Rapporteur général vum Budget vum franséische Sénat, dee mer zu Lëtzebuerg an engem anere Kontext empfaangen hunn, mä doropshin hu mer och mat him driwwer geschwat -, wat si am Fong géif stéieren, wär, datt mir keen Échange d'informations zu Lëtzebuerg hätten an datt eis Steieren net um nämlechten Niveau wäre wéi hir, notamment am Beräich vun der TVA. Si hunn also versicht, dat e bëssen ze nuancéieren, an hu gesot, dat wär net genausou an de Medien eriwwerkomm.

Ech ënnerstëtzen dat, wat den Här Goerens seet. Souwuel d'Regierung wéi d'Parlament sollen hir Kontakter mat auslännesche Kolleege benotzen, fir op eng sachlech Aart a Weis ze erklären, wat mir maachen. Dozou steet eis da gutt zu Gesiicht, wa mer eng strikt Gesetzgebung géint de Blanchiment a géint de Finanzement vum Terrorismus hunn. Ech mengen, datt dat relativ seriö zu Lëtzebuerg gemaach gëtt. Déi breet Ënnerstëtzung hei am Parlament mécht et natierlech och méi liicht, fir dobaussen déi Kommunikatioun ze maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Frieden. Mir kommen dann zur Ofstëmmung. Fir d'éischt de Projet de loi 5811.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5811 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5811 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marc Spautz), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir stëmmen dann iwwert de Projet de loi 5756 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5756 et dispense du second vote constitutionnel

Och dëse Projet, Här Minister Frieden, ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marc Spautz), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Proposition de loi 5331 iwwert d'Enquêtes parlementaires. D'Riedezäit ass am Artikel 61 (2) vum Chambersreglement festgehalen. D'Wuert huet elo den Auteur/Rapporteur vun dëser Proposition de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, wann ech gelift.

2. 5331 - Proposition de loi sur les enquêtes parlementaires

- Article 61

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 22. Abrëll 2004 hunn ech als Deputéierten e Gesetzesvirschlag iwwert d'parlamentaresch Enquêten an der Chamber déposéiert. Deen ass sechs Deeg méi spéit als recevabel erkläert ginn an och un de Statsrot an un d'Regierung weidergeleet ginn. Bis dato huet d'Regierung nach keng Stellung zu deem Text bezunn. Et sinn awer eng Rei vu positiven Avisë komm vun eenzelne Geriichtsintanzen: d'Cour supérieure de justice, de Parquet général an och d'Friddensgeriichter vu Lëtzebuerg a vun Esch.

D'Institutiounskommissioun huet sech an dräi Sitzunge mat deem Text befaasst an de Prinzip wéi och déi generell Ausriichtung vun der Proposition de loi guttgeheescht an och schonn, géif ech soen, eng Rei vu gudder redaktioneller Aarbecht gemaach andeem op eenzelnen Detailpunkten Textpropositioune gemaach si ginn, déi och schonn an de Rapport vun der Kommissioun agefloss sinn.

Geméiss dem Artikel 61 vum Chambersreglement geet et haut drëm, dass d'Chamber iwwert déi politesch Opportunitéit vun där Proposition de loi décidéiert respektiv hir och e prioritäre Charakter zouerkennt. Et ass menges Wëssens déi éischte Kéier, wou mer eis eege Prozedur iwwert d'Proposition-de-loien à la lettre duerchféieren. Et ass vläicht och déi leschte Kéier, well et ass mer matgedeelt ginn - an dat ass sécherlech net vu Muttwëll, wann ee sech hei déi Prozedur virun Ae féiert -, dass dru geduecht gëtt, fir déi dote Prozedur erëm ëmzeänneren, an ech denken am Sënn vun der Vereinfachung, fir derfir ze suergen, dass een net muss dräimol an d'Chamber kommen, fir eng Proposition de loi hei eventuell guttgeheescht ze kréien.

Ech wëll de Kommissiounsmembere Merci soen, dass se mech och bestëmmt hunn, fir Rapporteur fir dës Debatt hei ze sinn.

Zum Inhalt. D'Recht vun engem Parlament, fir ze enquêtéieren, gehéiert zu den traditionellen Instrumenter vun engem Parlament, fir d'Exekutiv a fir d'Verwaltung ze kontrolléieren. Zënter 1848 ass, wéi dat och an deem belsche Modell vun 1831 schonn de Fall war, d'Enquêtërecht vun der Chamber an eiser Lëtzebuerger Constitutioun verankert. Et huet awer bis 1911 gedauert, also méi wéi en halleft Jorhonnert, bis e Gesetz vum 18. Abrëll den Detail vun der Prozedur an och d'Pouvoirë vun enger parlamentarescher Enquêtëkommissioun geregelt huet. Eist Chambersreglement huet déi Gesetzesbestëmmungen à la lettre iwwerholl.

Bis haut huet d'Lëtzebuerger Parlament - an iwwer 150 Joer Zäit - nëmmen a 17 Fäll eng Enquêtëkommissioun agesat. Fir d'leschte Kéier war dat am Joer 2002. D'Particularitéit vun der parlamentarescher Enquêtenaarbecht besteet doranner, dass e parteipolitesch zesummegesatend Organ, quasi eng Spezialkommissioun vun der Chamber, mat de Pouvoirë vun engem Untersuchungsriichter ausgestatt ass.

De President, awer och d'Kommissioun als Ganzt, huet nom Gesetz vun 1911 d'Befugnisser vun engem Juge d'instruction. Dat geet natierlech ganz kloer iwwert déi normal politesch Kontrollpouvoiren eraus, déi en Deputéierten oder déi d'Chamber als Ganzt huet. Zeien ënner Eed ze héieren, Hausduerchsuchungen duerchféieren ze loossen, eventuell och Saisien ze operéieren: Alles dat gehéiert net zu den übleche Mëttele vun der politescher Aarbecht vun engem Deputéierten.

D'Praxis huet och gewisen, dass d'Ausféierung vun deene Befugnisser bei enger parlamentarescher Enquêtëkommissioun onheemlech vill juristesch Froen opwerft. Et ass praktesch keng Enquêtëkommissioun vergaangen, an där net huet missen op externe Rot vu Juristen, lëtzebuergescher an auslännescher, zréckgegraff ginn, fir eng ganz Rëtsch vu praktesche juristesche Froen ze regelen, déi sech am Laf vun den Aarbechte vun der Enquêtëkommissioun erwisen hunn. An och si konnten net ëmmer eng ganz kloer Äntwert op déi Froe ginn, déi d'Chamber gestallt huet.

Et ass onheemlech schwiereg, eng parlamentaresch Enquête duerchzeféieren, wa parallell dozou eng Enquête judiciaire leeft, an och derfir ze suergen, dass doduerjer keng Prozedurfeeler passéieren, déi kënnen en Afloss hunn op déi eigentlech Justizprozeduren, respektiv fir ze garantéieren, dass d'Rechter vun der Verdeedegung och vun der Chamber am Kader vun der Enquête parlementaire respektéiert bleiwen, wéi och ze garantéieren, dass d'Pouvoirë vum Drëtten - vun der drëtter Gewalt, vun der Justiz - net tangéiert ginn duerch déi Aarbechten, déi eng Enquêtëkommissioun an der Chamber amgaang ass ze maachen.

D'Vergaangenheet huet also gewisen, dass mer praktesch hei virun Hürde stinn, déi net méi ze huele sinn. Duerfir ass d'Optioun geholl ginn, mat där heiter Proposition de loi am Joer 2004, an enger Zäit also, wou weder eng Kommissioun an der Aarbecht war nach geplangt war eng Kommissioun anzesetzen, fir derfir ze suergen, dass mer endlech Kloerheet an dee rechtlechen a prozedurale Wirrwarr erakréien, wat d'parlamentaresch Enquêtëkommissioun ugeet.

Besonnesch bei enger paralleller Geriichtsenquête stelle sech déi dote Froen. Duerfir huet dës Gesetzespropositioun als éischt Zil, Kloerheet ze schafen an och d'Konfliktpotenzial tëschent dem Parlament an der Justiz ofzebauen. An Zukunft soll et also esou sinn, dass keng parlamentaresch Enquête iwwert d'Faiten däerf duerchgefouert ginn, iwwert déi eng Enquête judiciaire leeft.

D'Justiz soll hir Aarbecht an aller Serenitéit an Onofhängegkeet kënne maachen. Op deeneselwechte Faiten däerfen net zwee Untersuchungsriichter schaffen; op där enger Säit dee vum Parlament, mat deene Pouvoiren, wou hien ausgeriicht ass, respektiv den Untersuchungsriichter vun der Justiz, deen och déi dote Missioun auszeféieren huet. D'Proposition de loi huet sech also fir de franséische Modell bei den Enquête-parlementaires entscheet.

Selbstverständlech heescht dat net, dass keng politesch Diskussioun méi iwwert déi Faiten däerf gefouert ginn. Déi politesch Kontroll vum Parlament géintiwwer der Exekutiv, géintiwwer der Regierung an der Verwaltung bleift zu 100% bestoen.

Zweet Zil vun dëser Proposition de loi war et, d'Pouvoirë vun der Enquêtëkommissioun deelweis nei ze definéieren an all Interferenzen a Konfusiounsméiglechkeete mat der Justiz a mat hire Prozeduren auszeschléissen.

D'Politiker sinn net déi beschte Riichter, zumools wa se iwwer aner Politiker ze jugéieren hunn. Dofir si se net neutral genuch, an dofir gi si och no baussen net d'Optik vun enger onofhängeger Instanz.

Drëtt Zil ass et, d'Asetze vun enger Enquêtëkommissioun net méi vum Wëlle vun der jeeweileger Parlaments- oder Regierungsmajoritéit ofhängeg ze maachen.

Mir waren eis doriwwer eens, dass et och misst enger staarker Minoritéit, engem Drëttel vun den Deputéierten zougestane ginn, fir kënnen ze erreechen, dass eng Enquêtëkommissioun zu engem gewëssenen Objet agesat gëtt.

Fir dat kënnen ze maachen, muss awer fir d'éischt derfir gesuergt ginn, dass d'verfassungsméiglech Grondlag dofir geschafe gëtt. Dat bedeit, dass den Artikel 62, Alinea 1, vun eiser Verfassung muss ëmgeännert ginn, fir et méiglech ze maachen, dass och een net majoritäre Beschloss eng rechtlech Konsequenz kann hunn.

Och garantéiert d'Proposition de loi, dass d'Zesummesetzung vun der Enquêtëkommissioun proportional zu der Zesummesetzung vun den eenzelne Fraktiounen an der Chamber geschitt.

A schliesslech sollen an Zukunft am Regelfall d'Sitzunge vun der Enquêtëkommissioun, wéi dat och am Ausland de Fall ass, öffentlech sinn, an nëmmen an Ausnahmefäll, wann d'Droits de la défense dat virun allem verlaangen, net öffentlech sinn. Och dat ass haut éischter ëmgekéiert.

Dat alles sinn also déi Ännerungen, déi hei proposéiert sinn. D'Kommissioun huet sech mat grousser Majoritéit mat deenen dote Reformusätz averstanen erkläert.

D'Fro, awéiwäit mer hei nach eppes virgesinn an der Proposition de loi an awéiwäit d'Chambersreglement an Zukunft aner Detailfroe ka regelen, muss frësch gekuckt ginn no dem Uerteel vum Verwaltungsgeriicht an der Affär Thielen géint d'Chamber, wou et esou ze si schéngt, wéi wann d'Verwaltungsgeriicht zumindest - wéi gesot d'éischt Instanz vun eiser Verwaltungsgeriichtsbarkeet - der Meenung wär, dass d'Chambersreglement net déiselwecht Valeur wéi e Gesetz hätt. Duerfir muss een also do eventuell kucken, ob Detailer, déi net am Gesetz hei geregelt wären, iwwert d'Chambersreglement geregelt kënne ginn, oder ob dat muss iwwer en anert juristescht Instrument geschéien.

Ech war op jidde Fall frou festzestellen, dass ee bei der Diskussioun an der Kommissioun iwwert déi heite Proposition de loi net déi klassesch Fronten - Oppositioun a Majoritéit - erëmfonnt huet, mä dass hei, mengen ech, dee gemeinsame Wëllen do war, eng propper Situatioun ze schafe mat enger Reform vun eise parlamentareschen Enquêten, wou mer der Meenung sinn, dass d'Chamber näischt verléiert vun hire Pouvoiren, mä se an Zukunft eigentlech méi geziilt kann asetzen a méi getrei deene Regelen, wéi et an engem Rechtsstat üblech ass.

An deem Sënn géif ech proposéieren am Numm vun der Kommissioun, dass d'Chamber sollt haut iwwer e Vote dëser Proposition de loi d'politesch Opportunitéit zouerkennen an hir och e Prioritéitsrang gi bei der weiderer Behandlung.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur Bodry.

D'Chamber huet sech auszedrécken iwwer zwou Froen. Fir d'éischt d'Opportunité politique.

Vote

Ech wëll d'Chamber froen, ob se d'accord ass, dës Proposition de loi als politesch opportun unzegesinn.

(Assentiment)

Ech gesinn, dass dat de Fall ass. Dann ass dat esou décidéiert.

Vote

Schwätzt d'Chamber sech dofir aus, der Proposition de loi e Caractère prioritaire zouzegestoen?

(Assentiment)

Och dat ass de Fall. Dann ass dat esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi, mat der Diskussioun iwwert de Rapport iwwert d'Réforme territoriale.

D'Sitzung ass elo opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.28 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

SÉANCE 49

Jeudi, 3 juillet 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président • Mme Anne Brasseur, Doyenne

Sommaire

5890 - Débat d'orientation sur la réorganisation territoriale du Luxembourg

- *Rapport de la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg»: M. Michel Wolter (déposant une résolution et une motion)*
- *Débat: M. Lucien Clement, M. Fernand Etgen, M. Alex Bodry, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen (déposant deux motions), M. Marco Schank, M. Jean-Pierre Klein, M. Gilles Roth, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- *Motions: motion 1 adoptée; motion 2 rejetée; motion 3 rejetée*
- *Résolution 1 adoptée*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech wichteg Matdeelungen ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Dann ass et och gutt. Mir kommen dann zum éischten an eenzege Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Réorganisation territoriale. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Clement, Etgen, Bodry, Gira, Gibéryen, Schank, Klein, Roth an d'Madame Mutsch. Den honorabelen Här Michel Wolter presentéiert eis de Rapport vun der Commission spéciale „Réorganisation territoriale". Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

5890 - Débat d'orientation sur la réorganisation territoriale du Luxembourg

Rapport de la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg»

M. Michel Wolter *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, säit der Grënnung vun de Gemengen an der Form wéi mer se haut kennen, dat heescht dem Ufank vum 19. Jorhonnert, sinn et ëmmer nees Diskussioune ginn iwwert d'Gemenge selwer, hir Gréisst, hir Aufgaben, a wat se sech sollen implizéieren an a wat net. Et ass e ganz grousse Feeler ze mengen, dass d'Diskussioun iwwert d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Gemengen eng Erfindung vun der Neizäit wier an dass sech fréier Generatioune mat deem Sujet net beschäftegt hätten.

Am 19. Jorhonnert ware mer an enger Zäit, wou mer haaptsächlech mam Splitte vu Gemenge beschäftegt waren, wat domadder ze dinn hat, dass Dierfer sech auserneegelieft hu respektiv Dierfer Gréisste kruten, wou se gemengt hunn, dass si och déi Gréisst elo hätten, déi noutwendeg wier aus der Siicht vun deemools, fir eng autonom Gemeng ze sinn. Beispiller aus dem 19. Jorhonnert gëtt et der eng Rei. Zum Beispill d'Auserneegoe vun de Gemenge Leideleng a Recken, Walfer a Steesel, Stroossen a Bartreng, an der Mëtt vum 19. Jorhonnert.

Déi bis elo vläicht gréisste Reorganisatioun vun der Gemengelandschaft, déi och komescherweis zu Lëtzebuerg ganz wéineg diskutéiert gëtt, mä ouni déi ech mech géif froen, wéi notamment d'Haaptstad vun eisem Land haut géif fonctionnéieren, huet 1920 stattfonnt, wou deen anere Wee gefuer ginn ass, wou eng Rei vu Gemengen, déi ronderëm dat, wat deemools d'Stad Lëtzebuerg war, dat heescht praktesch de Centre historique vun deem, wat haut d'Gemeng ass, mat der Stad Lëtzebuerg fusionéiert gi sinn. D'Gemengen Hollerech, Rollengergronn, Eech an Hamm sinn 1920 zesumme mat der Stad Lëtzebuerg zu enger Gemeng ginn, mat där d'Haaptstad och déi raimlech Importenz duerno hat, déi noutwendeg war, fir déi Expansioun kënne virzehuelen, déi mer haut kennen.

An et misst ee sech d'Fro stellen, wat da wier, wann - ähnlech wéi haut verschidde Leit diskutéieren - deemools diskutéiert gi wier. Da wier haut héchstwahrscheinlech de Buergermeeschter vun Hollerech deen importenteste Buergermeeschter am Land, well hien hätt op sengem Territoire déi meeschten an déi gréissten Aktivitéits- an Entwécklungszonen a Potenzialer a wier wäit méi bedeitend, wéi de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg dat wier. Et gesäit een also, dass an der Zäit et och ëmmer wichteg ass, sech nees d'Froen ze stellen, ob d'Gréisst, d'Étendue, d'Aart a Weis wéi d'Gemengen opgebaut sinn och de Bedierfnisser an den Erausfuerderunge vun der Zäit entspriechen.

En drëtte groussen Datum, deen ech mer opgeschriwwen hunn, war dee vun de 70er Joren. Et war eng Aart a Weis wéi een eng Démarche net ugeet; nämlech eng Démarche, déi an de véier Wänn vun engem Ministère zu enger neier Kaart gefouert huet, déi enges guddes Daags op den Dësch geluecht ginn ass an déi dann zu enger ganz grousser Oprou bei de Gemengepolitiker gefouert huet. Dobäi - an déi Kolleegen, déi sech d'Méi gemaach hunn, emol eng Kéier nozeliesen, wat dann an de 70er Joren d'Argumentatioun war, déi à la base war vun där Reorganisatioun - stellt ee fest, dass villes vun deem, wat an de 70er Jore richteg war, haut nach ëmmer Bestand huet.

Et sinn deemools véier Fusiounen entstanen: Wëntger, Rammerech, d'Stauséigemeng a Jonglënster. Mä et muss ee soen, dass déi Reform do sech als e Flop erwisen huet an och dozou bäigedroen huet, dass déi nächst 20 Joer iwwert deen dote Sujet net méi esou gär diskutéiert ginn ass.

Allerdéngs ass et awer net esou, dass d'Welt sech net weiderentwéckelt huet. Mir hunn no där gescheiterter Reform vun de 70er Joren eng Multiplizéierung vun de Syndikater kenne geléiert zu Lëtzebuerg, wou hott an har jee nom Wëllen oder dem Onwëlle sech déi eng an déi aner beieneegefouert hunn. Mir hu festgestallt, dass besonnesch vun den 90er Joren u ganz vill nei Aufgaben op d'Gemengen zoukoumen, déi se virdrun nach net haten.

E Beispill, wat an aller Mond war, war d'Aart a Weis wéi de Précoce agefouert ginn ass. De Précoce, deen haut net méi contestéiert ass, weder a senger Étendue nach a senger Uwendung, mä deen dee Moment, wou déi Diskussioun gefouert ginn ass, souwuel wat de Stil, d'Aart a Weis wéi och den Inhalt vun där ganzer Démarche ubelaangt, ganz vill contestéiert ginn ass.

Mir hunn, Dir Dammen an Dir Hären, eng Völkerwanderung op d'Dierfer kenne geléiert. Säitdem den Auto generaliséiert ginn ass, hu sech eis Duerfgemenge ganz staark erweidert un Awunner. Domadder sinn och ganz nei Bedürfnisser komm, well déi Leit, déi op d'Uertschafte geplënnert sinn, déi op d'Land geplënnert sinn, gewinnt waren, dass si an deene méi grousse Gemengen eng Rei vu Servicer ugebuede kruten an och wollten, dass déi an hirer neier Gemeng flächendeckend géifen ugebuede ginn.

Et sinn nei Konzepter bäikomm an deene leschte Jorzéngten, déi mer virdrun net kannt hunn; wéi zum Beispill d'Konzept vun der Landesplanung, d'Gesetz vun 1999, mat deem mer eis vill Méi gi bis haut, fir et ëmzesetzen; d'Iddi vun den Naturparken; LEADER-Programmen; d'Haaptstad an hir Nopeschgemengen, déi säit der Mëtt vun den 90er Jore probéiere méi no beieneenzekommen, méi enk mateneen zesummenzeschaffen, well sech ebe ronderëm d'Haaptstad eng ganz Rei vun neien Aktivitéiten an domadder neie Bedürfnisser entdeckt an och strukturéiert hunn.

Mir hunn eng Diskussioun gehat iwwert d'Tutelle, déi vu villen als onzäitgeméiss an als lästeg emfonnt ginn ass, der Zäit net adaptéiert, wéi mer och eng konstant Diskussioun gefouert hunn an all deene Joren iwwert d'Étendue vun der Autonomie communale, wéi och d'Definitioun vum Intérêt local. Intérêt local, deem bis haut keng eendeiteg Definitioun konnt bäigefouert ginn.

Dat alles huet zu Diskussioune gefouert, zu Propositiounen, déi am Laf vun den Zäite gemaach si ginn. Ech hu mer e puer Eckdaten dovunner opgeschriwwen.

1996 huet den Innenminister deenen eenzelne Parteien e Pabeier zoukomme gelooss, wou hie se gefrot huet sech anzeklicken an déi Diskussioun. Mat Ausnahm vun der Partei DÉI GRÉNG huet deemools keng eng Partei iwwerhaapt op dee Questionnaire geäntwert.

Mir hunn awer 1999 e Gesetz iwwert d'Landesplanung geschaf an duerno och eent iwwer e Programme directeur agefouert.

Den Innenminister huet dunn 2001 en neien Ulaf geholl, andeem hien en Diskussiounspabeier virgeluecht huet, deen an der Chamber an de Joren 2001, 2002 an 2003 ënner Virsëtz vum Marco Schank intensiivst diskutéiert ginn ass an de 27. November zu enger breeder Diskussioun hei an der Chamber gefouert huet.

Am Fréijoer 2004 ass no zweejähreger Preparatioun d'IVL-Konzept presentéiert ginn.

A last but not least huet sech och am Secteur selwer villes gedoen. D'Fusioune vun de Gemengen Tandel a Kiischpelt, déi entstane sinn aus engem Processus, dee vun ënnen erop aus de Gemenge komm ass; Diskussiounen, déi haut lafen, wou Der gesitt, dass quasi all Woch elo an iergendengem Gemengerot ronderëm d'Land d'Décisioun geholl gëtt, fir mat enger Nopeschgemeng unzefänken, op d'mannst an den Diskussiounsprocessus ze kommen, sinn einfach Zeechen, dass vill Leit - an zwar net nëmmen déi an der Chamber oder net nëmmen déi aus dem Ministère, mä virun allem och op der Basis - gesinn, dass mer an eng nei Zäit amgaange sinn eranzegoen an déi och mussen ausfëllen.

Mir hunn, wéi mer eis als Kommissioun nom 7. Dezember 2004 konstituéiert hunn, eis eng Rei vun Objektiver ginn. Mir wollten eis ausschwätzen:

1. iwwert déi fundamental Prinzipien an de Fonctionnement vun de Gemengen;

2. iwwert d'Missiounen, an d'Kompetenzen tëschent Stad a Gemengen ënnert d'Lupp huelen an Adaptatioune virschloen;

3. eng kritesch Analys vun der interkommunaler Zesummenaarbecht maachen;

4. iwwer administrativ Strukturen an noutwendeg Moyenen, fir dës Missioune kënnen ze erfëllen;

5. eng kritesch Analys vun de Gemengefinanzen an och do Adaptatioune virschloen, an

6. iwwer eng Reorganisatioun vum Contrôle vun der Tutelle ausschwätzen.

Wann een dat mécht, ass een allerdéngs net an engem loftleere Raum. Et ass ganz oft méi einfach, fir eppes Neies ze schafen, wa virdrun Tabula rasa gemaach ginn ass, wéi op e bestehende System eppes Neies wëllen opzebauen. Et beweegt ee sech hei, an dat muss een einfach wëssen, op engem héich delikaten an héich politeschen Terrain.

Gemengepolitik, Gemengelandschaft huet mat Politik an och ganz séier mat Parteipolitik ze dinn. D'Froestellung, ganz oft, geet schonn duer, fir am Fong als Attack bewäert ze ginn. D'Fro no enger Neiuerdnung gëtt vu villen, vun enger Rei op d'mannst, schonn ugesinn als eng Afrostellung vun der Aarbecht, déi d'Leit gemaach hunn, an als Meenung och artikuléiert op déi Aarbecht, déi dann um Terrain net richteg oder net gutt géif gemaach ginn.

Et gëtt, an domat muss een einfach eng Kéier ophéieren, net eng Gemeng zu Lëtzebuerg. Et gëtt der wuel 116, mä et gëtt net eng Form. Et gëtt ganz vill Forme vu Gemengen. Tëschent der Stad Lëtzebuerg an der Gemeng Mompech zum Beispill leie Welten. Si heeschen zwar allen zwou Gemengen, mä hunn en fin de compte an hirer Funktiounsaart a -weis, déi se mussen ausüben, ganz wéineg mateneen ze dinn.

Et ass mer opgefall an der Diskussioun och haut nach, dass ganz wéineg Wëssen am Fong besteet och tëschent de Gemengepolitiker iwwert d'Aart a Weis, wéi hir Nopere oder hir Kolleegen hir Gemeng ze féieren hunn. An der Diskussioun scho säit Jore fält mer op, dass ganz oft räsonnéiert gëtt: „Jo, bei eis maache mer et esou", dass awer ganz wéineg doriwwer diskutéiert gëtt, en fonction ebe vun deenen eenzelnen Niveauen an och vun der geographescher Lag, wéi sech déiselwecht Situatioun, déi ee fir sech selwer mengt ze regléieren, bei der Nopeschgemeng dann och stellt.

Et gëtt dann och keng kloer Parteilinnen. D'lescht Woch hu mer dat jo nach missen iwwer eis ergoe loossen. Queesch duerch d'Parteie gëtt et Meenungsverschiddenheeten, déi ganz vill och op déi Prinzipië vu virdrun opbauen, dass een eng Reorganisatioun vun de Gemengen aus sengem Bléckwénkel, aus senger Gemeng, aus deem, wat ee gutt kennt, analyséiert a relativ wéineg Versteesdemech huet dofir, wa sech doranner eppes muss änneren.

An et ass last but not least en onwahrscheinlech komplexe Sujet, dee ganz vill Dimensiounen huet. Mir hunn eis och an der Kommissioun vun deem engen oder deem anere misse soe loossen, dass mer eis vläicht géifen iwwerhuelen, dass mer eis ze vill géifen oplueden an der Diskussioun.

Et ass nun awer emol esou, dass, wann een iwwer eng Reorganisatioun vun der Gemengelandschaft, hirer Zesummenaarbecht ënner sech an hirer Zesummenaarbecht mam Stat diskutéiert, ee fréier oder spéider, ob een et wëllt oder net, op all déi Dimensioune kënnt, op déi ech elo a mengem Rapport wäert agoen.

Wann ee vun Ufank un déi eng oder déi aner Dimensioun ausgeschloss hätt, da wär ee spéitstens am Laf vun der Diskussioun nees drop higewise ginn an drop interpelléiert ginn, dass een déi Dimensioun och nach an d'Diskussioun hätt missen aféieren.

E Wuert zur Démarche. Mir hunn an deenen dräianenhalleft Joer an der Kommissioun probéiert, am Konsens ze schaffen. Mir hu probéiert, Accorden ze fannen, déi esou large wéi méiglech sinn. Mir hu probéiert, an ech mengen, et ass eis gelongen, de Syvicol an d'FGFC mat anzebannen an d'Diskussioun. Mir haten eng ganz gutt Relatioun mam Innenminister a senge Leit.

Mir hunn eis awer missen zum Schluss d'Fro stellen, ob mer léiwer eng Approche vun enger totaler Reform géifen nidderschreiwen oder ob mer léiwer op de graduelle Prozess géifen histeieren.

Dat eent hätt den Avantage, dass et méi komplett gewiescht wier, dass et méi an den Detail gaange wier, mä hätt awer deen Désavantage gehat, dass mer keng Unanimitéit oder quasi Unanimitéit méi an der Kommissioun gehat hätten. Dat anert huet den Avantage, dass een elo e Bausteen huet, op deen een an deenen nächsten aacht, néng Joer kann opbauen a schaffen, wëssend awer, dass een Deeler vum Puzzle huet missen ausklameren, well déi Deeler vum Puzzle haut nach kenger Léisung kënnen zougefouert ginn, ee se awer nëmmen ausklamert an d'Wëssen och muss hunn, dass ee se nëmmen ausklamert, well se nécessairement virun där Échéance vun 2017, op déi ech herno wäert zréckkommen, mussen net nëmme gestallt ginn, mä och enger Léisung zougefouert ginn.

Toujours est-il, dass mer net wollten an eng Majoritéit-Oppositiounslogik erakommen, well et huet een net vill vun engem flotte Pabeier, deen een herno net ëmgesat kritt. An dans la mesure wou ech virdru gesot hunn, dass d'Meenungsäusserunge queesch duerch d'Parteien och net ëmmer déiselwecht sinn, dass an alle Parteien, déi heibanne sinn, et där enger gëtt an där anerer, wär et och relativ schwiereg gewiescht, an esou eng Logik eranzekommen.

Mir hunn net probéiert, an och dat wëll ech soen, eng Eenheetsgemeng fir d'Zukunft ze definéieren. Mir hu just probéiert, fir eng Ba-

sisgemeng am 21. Jorhonnert ze definéieren: wat se soll sinn, wat se soll kënnen, wat se soll maachen. Mir hu probéiert, d'Relatioun tëschent dem Stat an de Gemengen an tëschent de Gemengen ze klären.

Virun allem ass et eis dorëm gaangen, Gemengen ze schafen, deenen hir Autonomie an domadder och hir Responsabilitéit solle gestäerkt ginn. Mir wëllen ewechkommen aus der Traditioun vun der Bittstellergemeng par rapport zum Stat an hikommen zu enger Gemeng, déi pleinement autonom an also och responsabel ass fir dat, wat se am Kader vun de gesetzleche Méiglechkeeten op hirem Territoire wëllt maachen.

E puer Wierder vu Merci. Merci de Memberen an der Kommissioun. Mir haten net manner wéi 45 Sitzungen. Dir wësst, dass dat der vill sinn. Déi Sitzunge waren net ëmmer einfach. Si waren zum Deel souguer ganz komplex a komplizéiert. Mir hu vill a kontrovers diskutéiert. Mä ech muss awer soen, dass ech houfreg sinn, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, eis herno op eppes ze eenegen, wat Kapp a Fouss huet.

Ech wollt Merci soen dem Minister a senge Mataarbechter fir déi wäertvoll Mataarbecht.

E besonnesche Merci wëll ech dem Här Claude Frieseisen soen. Dat ass e Mann, mat deem ech scho säit Joren zu enger Rei vu Sujeten ëmmer erëm zesummekommen. Dat huet bei der Réorganisation administrative 1995 ugefaangen a wann een et en fin de compte kuckt, dann ass jo villes, wat mer haut diskutéieren, zimlech ähnlech mat dem Dossier vun deemools. Dem Claude Frieseisen also, eisem Secrétaire général, e ganz grousse Merci, a senge Mataarbechter och.

Merci dem Fränk Engel bei eis an der Fraktioun, deen eis - dem Claude Frieseisen a mir - an der redaktioneller Aarbecht, wat de Rapport ubelaangt, méi wéi eng Hand ugepaakt huet.

A last but not least Merci och dem Syvicol an der FGFC. Ech mengen, dass déi zwee, déi bei eis an der Kommissioun waren, net nëmmen eng Kéier eis ganz wäertvoll Bäiträg mëndlecher wéi och schréftlecher Natur eragereecht hunn, fir der Kommissioun och ze hëllefen, an hiren Domäne virunzekommen.

D'Resultater dann elo. Et ass leider net méiglech, an engem mëndleche Rapport alles dat erëmzeginn, wat am schréftleche Rapport steet. Et wär méiglech, mä ech mengen, ech géif domadder Är Opfaassungsméiglechkeete largement iwwerschreiden.

Ech géif also verweisen an enger Rei Punkten op de schréftleche Rapport, wéi d'ailleurs och dëse Rapport op enger Rei vu Plazen nees e Lien mécht mam Rapport vun 2003, well mer ausdrécklech och eis Aarbechten an der Kontinuitéit gesinn hu vun deem, wat an dëser Chamber iwwer zwou Legislaturperioden an dësem Domän geschafft ginn ass.

Mir sinn eis a villem eens ginn - ech hunn et gesot -, awer net an allem. Et däerf ee sech och näischt virmaachen. Dat ass eng Diskussioun, déi ech mam Kolleeg Bodry rezent emol eng Kéier hat. Et stécht nach den Däiwel a munchem Detail. Mir wäerten nach gesinn an deenen nächste Méint a Joren, an der Weiderféierung vun der Diskussioun, dass mer och do nach déi eng oder déi aner ganz interessant a souguer hëtzeg Diskussioun wäerte kréien.

Ech hunn de Rapport agedeelt a sechs Kapitelen. Ech wéilt e Rappel maache vun de fundamentale Prinzipië vun eisem Statsopbau; duerno op d'Opdeelung vun de Kompetenze Stat/Gemengen agoen; zum Drëtten déi interkommunal Zesummenaarbecht beliichten; zum Véierten d'Gemeng vum 21. Jorhonnert an hiren Dimensioune Gemeng, Personal, Finanzen a Politiker beliichten; d'Reorganisatioun vun der Tutelle war e fënnefte Punkt, a schlussendlech d'Codificatioun vun den Texter, déi mam Gemengesecteur ze dinn hunn - e sechste Punkt, iwwert dee mer eis an der Kommissioun ënnerhalen hunn.

Wat déi fundamental Prinzipië vum Statsopbau ubelaangt, kann ech schnell doriwwer ewechgoen, well si net geännert hu par rapport zu deem, wat op eng ausféierlech Aart a Weis am Rapport vun 2003 niddergeschriwwe ginn ass.

Mir schwätzen eis aus fir den Eenheetsstat par opposition zum Federalstat, dee mer zu Lëtzebuerg net wëllen. Mir si fir de Prinzip vun der Legalitéit. De Prinzip vun der Legalitéit, deen zum Deel dann awer och d'Tutelle consacréiert. Mir si fir de Prinzip vun der Territorialitéit an der Spezialitéit, dee mat sech bréngt, dass d'Gemengen eng administrativ Limite hunn, déi hiren Territoire ass, an och am Prinzip nëmmen Akte solle setzen, déi domadder a Verbindung stinn.

Mir schwätzen eis fir de Prinzip vun der Subsidiaritéit aus, dass een also soll kucken, d'Décisiounen do unzesiedelen, wou se am nooste beim Bierger sinn. A virun allem hu mer vill Wäert geluecht op de Prinzip vun der kommunaler Autonomie.

D'Gemenge sinn autonom, mä si sinn net souverän. D'Verfassung definéiert de Prinzip an d'Limitë vun där Autonomie. D'Gemeng an hir territorial Limitë ginn duerch d'Gesetz geschaf an och duerch d'Gesetz geännert. D'Gemenge kënne sech net selwer schafen oder ofschafen.

Wat geännert huet, dat ass, dass säit der Mëtt vun den 90er Joren eng Consultation préalable noutwendeg ginn ass duerch d'Aféiere vun der Charte européenne de l'autonomie communale, déi an hirem Artikel 5 eng konsultativ Befroung vun de Leit am Virfeld vun enger Ännerung virgesäit. An de Limitë vun der Verfassung an de Gesetzer sollen d'Gemengen autonom, also responsabel den Intérêt général géréieren.

Den Intérêt général, dat ass eng Notioun, déi sech permanent weiderentwéckelt, well den Intérêt général am Joer 2008 ass nécessairement a manifestement net den Intérêt général, dee mer ëm 1808 kannt hunn, wéi d'Gemenge geschaf gi sinn. 1808 gouf et quasi keng Relatiounen tëschent dem Bierger an dem Stat.

D'Notioun „Stat" ass et knapps ginn an de Käpp vun de Leit. Déi eenzeg Leit, déi se kannt hunn, dat war hir Gemengenobregkeet. Et huet sech bal alles a ganz klenge raimleche Grenzen ofgespillt, an deemno war och d'Aufgabegebitt, deem eng Gemeng sech ze stellen hat, bis zum Deel an d'20. Jorhonnert eran, Mëtt vum 20. Jorhonnert, limitéiert op de Maintien de l'ordre, op d'Salubritéit, op d'Sécherheet vun de Leit, a virun allem och op de Populatiounsregister, deen ze hale war, fir ze wëssen, wéi vill Leit dann op dem Territoire géife liewen.

2008 si mer an der Situatioun - ech komme gläich drop zréck -, dass mer iwwer Logement schwätzen, sozialen Encadrement, Ëmweltpolitik, Energie, alternativ Energien, Industriezonen, Sport, Kultur, öffentlechen Transport, technesch Servicer an esou weider an esou weider. Also eng Gemeng, déi an hirer Aufgabenfülle eng ganz aner Dimensioun erreecht huet, wéi se dat hat, wéi se agefouert ginn ass.

Mir waren eis an der Kommissioun eens driwwer, dass mer zu Lëtzebuerg keen neien institutionell politeschen Niveau, ausser d'Koordinatioun vu Gemengekompetenzen oder den Encadrement vun delegéierte Statskompetenzen, wéilte schafen.

Dorauser huet sech eng Diskussioun - dat ass mäin zweete Punkt - iwwert d'Opdeelung vun de Kompetenzen tëschent Stat a Gemengen erginn. Ech wéilt véier allgemeng Remarquë maachen.

Déi éischt, dass dat doten e Groussdeel vun eiser Aarbecht war. Deen zweete Punkt: Contrairement zu deem, wat herno an der Press diskutéiert gëtt a wou et méi ëm d'Politiker geet an ëm hir Aufgabestellung, war en fin de compte d'Kompetenzdiskussioun déi, déi am meeschten Zäit, och inhaltlech, gebraucht huet.

E Constat général ass deen, dass sech am Laf vun der Zäit d'Kompetenze mussen tëschent Stat a Gemengen dach op eng zimlech zefridde stellend Aart a Weis entwéckelt hunn, well et koume bei de Konklusioune vun der Kommissioun keng dramatesch Ännerungen eraus, quitte dass mer op deem engen oder deem anere Punkt dach awer wesentlech Reorientatioune wëllen hunn.

En drëtte Punkt, dee mech perséinlech ganz zefridde stellt, dat ass deen, dass d'Landesplanung, a virun allem och de Konzept vum IVL, wéi eng „trame verte" duerch dee ganze Rapport geet, a virun allem an der Kompetenzopdeelung gefrot gëtt, dass deenen neie Vecteuren do vun der Politik méi Rechnung soll gedroe ginn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Esou wéi mer och eng grouss Iwwereneestëmmung op dësem Punkt mat dem Bericht haten, deen de Syvicol eis eraginn huet a wou si sech aus der Vue vun de Gemengepolitiker iwwert d'Kompetenzopdeelung ausgeschwat hunn.

Mir hu 14 Domänen diskutéiert. Éischtens d'Aktivitéitszonen. Dat ass e Punkt wou mer gären hätten, dass sech wesentlech eppes ännert par rapport zu haut. Mir mengen, dass een déi wirtschaftlech an déi landesplaneresch Komponente muss beieneebréngen an dass een eng Neigestaltung vun der Definitioun vun nationalen, regionalen a lokalen Industriezone soll maachen, ënner Erabrénge vum IVL-Konzept. Ausserdeem sollt iwwerall do, wou et méiglech ass, d'Mixitéit vun de Fonctionalitéiten zougelooss ginn.

Mir hätte gären eng Ëmverdeelung vun de Chargen an och vun de Recetten op regionaler Basis, als Corollaire zur IVL-Method. Wa mer deen Hiewel net packen, dass mer déi Gemengen, déi an Zukunft vläicht keng Aktivitéitszone kréien, um Benefiss vum Produit vun de regionalen Zone bedeelegen, da komme mer net dohinner. E rezent Beispill, d'Beispill vu Wickreng, weist eis jo ganz kloer, op wat fir engen hölzerne Bee mer an deem Domän do nach stinn, wann et drëm geet mat de Gemengen op eng propper a flott Aart a Weis d'Unuerdnung vun Aktivitéitszonen esou ze decidéieren.

Mir verstinn all Buergermeeschter, deen an der jëtzeger Situatioun der Meenung ass, dass hien och gären eng Aktivitéitszon hätt, well dat eng direkt Répercussioun op säi Gemengebudget huet. Mä et muss een awer gesinn, dass dat ganz oft a Konflikt ass mat aneren Intérêten, déi am IVL-Konzept an an der IVL-Studië duergeluecht gi sinn.

Am Domän vum Transport plädéiert d'Kommissioun fir eng Ëmsetzung vum Gesetz vun 2004 iwwert d'„Communauté des Transports", well mer der Meenung sinn, dass duerch dat Gesetz do eng méi staark Abannung vum kommunale Secteur an d'Décisiounen an deem Beräich méiglech ass. A mir plädéieren - héiert gutt, Gemengepolitiker! - hei fir méi Kompetenz fir de Stat. Dat ass ee vun de rare Punkte wou mer dat maachen, well mer einfach festgestallt hunn, dass och bei de Buscouloiren, déi awer en nationalen Intérêt hunn, heiansdo déi lokal Intérêtë ganz opposéiert sinn zu deenen nationalen. Mir hätte gären, dass eng Gesetzesännerung an där Hisiicht kënnt, dass do déi national Politik méi Hoheitsgewalt kritt iwwert d'Uleeë vu Buscouloiren, dat heescht, Prioritéit dem öffentlechen Transport versus déi strikt Autonomie communale, déi haut am Fong d'Uleeë vun esou Buscouloiren nach ka verhënneren.

E weidert Kapitel, iwwert dat mer vill diskutéiert hunn a wat och eng Ännerung wäert mat sech bréngen, ass dat vun den erneierbaren Energien. Et muss een dat am Zesummenhang mat Klimawandel a Kyoto gesinn. Mir sinn der Meenung, dass d'Ofsécherung, den Approvisionnement, eng staatlech Missioun ass. Mä mir hätte gären, dass d'Regierung e Gesetz géif op den Instanzewee bréngen, dat d'Gemengen abënnt an e kloere Kader fir d'Gemengenimplikatioun schaaft, an dat besonnesch am Beräich vun den erneierbaren Energien.

Mir wëllen do och de Kader gesat kréie fir d'Kooperatioun tëschent Stat a privaten Ubidder. Dat bedéngt e ganz grousse Changement, well ech weess selwer aus mengem fréiere Liewen, wéi vill a wéi hefteg den Innenminister haut opgrond vun der jëtzeger Législatioun mat de Gemenge muss streiden, well einfach d'Basis net kloer ass, ënnert där d'Aktivitéite vun de Gemengen an deem Domän do sech an eng national koordinéiert Politik kënnen abannen.

Mir hunn iwwer Offall, besonnesch iwwert den Hausmüll diskutéiert. Beim Rescht vum Offall ware mer der Meenung, dass d'Kompetenze gutt géife leien. Mir gesinn d'Noutwendegkeet, de Secteur op d'Zukunft virzebereeden. Dir wësst, dass déi zwou Mülldeponien, déi mer hunn, iergendwann eng Kéier auslafe wäerten a mer da mussen eng national Strategie definéieren, wéi mer an der Hausmüllproblematik virukommen. Mir sinn eis awer net eens ginn an der Kommissioun iwwert d'Aart a Weis wéi mer dat en vigueur wëlle setzen.

En Deel vun eis huet fir méi Regionalkompetenze plädéiert, eventuell fir een nationale Syndikat, deen eng national Politik géif matdefinéieren, déi da regional géif ëmgesat ginn, also d'Zukunft vum Sidor an deenen zwee anere Syndikater domadder gestalt wär. Aner Kolleege waren der Meenung, dass d'Strukturen an der Rei sinn, an dass et géif duergoen, de „Conseil de coordination pour la gestion des déchets ménagers" nees ze reaktivéieren, fir zum selwechte Resultat ze kommen.

Wat d'Bëscher ubelaangt, wat d'ailleurs am 19. Jorhonnert eng vun den Haapteinnahmequelle vun de Gemenge war, ass d'Kommissioun zur Konklusioun komm, dass d'Gemengen de facto do näischt méi ze soen hunn, dass de Stat sech déi Kompetenz quasi ënnert den Nol gerappt huet, a plädéiert dann och konsequenterweis dofir, dass d'Bezuele vun Décisiounen, déi ee selwer jo net méi hëlt, sech dann och géif limitéieren op dat, wat de Gemengenintérêt betrëfft.

Mir haten eng flott Diskussioun iwwert d'Waasserpolitik, déi och zum Deel, wann net bal ganz komplett hiren Nidderschlag an der Ëmsetzung vun der Waasserwirtschaftsrahmendirektiv fonnt huet, déi jo an eisem Haus an enger anerer Kommissioun diskutéiert gëtt. Mir plädéiere beim Héichwaasser fir eng national Strategie, andeem mer déi Gemengen, déi concernéiert sinn, do net wëllen eleng loossen.

Mir mengen, dass um Niveau vun der Waasserqualitéit, Liwwerung vum Waasser, Ofwaasser, am Fong d'Kompetenze sollen, wa méiglech, regional gebündelt ginn. Besonnesch beim Ofwaasser hätte mer gären, dass d'Gemengen alleguerten an déi regional Syndikater antriede sollen, déi am Fong scho säit 1992 en gestation sinn an nach net iwwerall ëmgesat sinn.

Mir schwätzen eis fir eng zentraliséiert Gestioun vum Waasserzyklus aus, andeem - vun deem Moment un, wou mer d'Waasser aus der Natur huelen, bis zu deem Moment, wou mer et erëmginn - eng koordinéiert Politik gemaach gëtt, déi dann a Fonctioun vun de Besoinen national, regional oder lokal ëmgesat soll ginn. À terme plädéiert d'Kommissioun och dofir, fir e Waasserpräis ze kréien, deen iwwerall sensibel deeselwechte sollt sinn.

Siwente Punkt: de Préscolaire an de Primaire. Eng Majoritéit huet sech fir d'Prinzipien ausgeschwat, déi entre-temps och an de Projet de loi vun der Regierung agefloss sinn. Ech muss soen, dass dat hei e Punkt ass, dee mer mat der Madame Delvaux viru bal zwee Joer diskutéiert hunn, a si am Fong opgrond vun den Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, e Projet de loi proposéiert huet, deen um Instanzewee ass.

Mir sinn eis op zwee, dräi Punkten net eens ginn. Notamment ass d'DP net d'accord gewiescht mam Prinzip vun der Nominatioun, der Affektatioun an der Révocatioun vum Stat. Do huet d'DP eng aner Positioun an huet dat och am Rapport festgehalen.

Wat de Schouldirekter ubelaangt, plädéiert d'LSAP éischter fir e President, an déi aner Fraktiounen éischter fir en Direkter, wat d'Primärschoulen ubelaangt. Pour le reste kann ee soen, mat Ausnahm vum schouleschen Encadrement - wou mer och der Meenung sinn, dass d'Offer obligatoresch an d'Unhuele fakultativ soll bleiwen - solle méi Modeller vu Schoul existéieren, dass een also Ganzdagsschoulmodeller a Ganzdagsbetreiungsmodeller soll an de Gemengen aféieren. Et kann ee sech quasi referéieren op dat, wat vun der Regierung duerno déposéiert ginn ass.

Beim Museksunterrecht hätte mer gären, dass de Basisunterrecht als obligatoresch Missioun vun de Gemengen ugebuede muss ginn, si dat awer net eenzel musse maachen, mä sech kënnen zesummendoen a fakultativ fir d'Leit. Duerfir fuerdere mer d'Regierung op, a véier Punkten e Konzept auszeschaffen, fir: 1. de Basisunterrecht ze definéieren; 2. den obligatoreschen Deel dovun ze definéieren; 3. eng kohärent Ëmsetzung am ganze Land ze garantéieren, an d'Gemengen, déi näischt ubidden, méi an d'Flicht ze huele wéi dat haut de Fall ass; allerdéngs fuerdere mer de Stat och op, en Déplafonnement vu senger Kontributioun virzehuelen. Alles dat ass rezent an enger Interpellatioun, déi mer hei diskutéiert hunn, a vun deenen eenzelne Fraktiounen och nach eng Kéier beliicht ginn.

Kultur a Sport gesi mer als obligatoresch Missioun vun de Gemengen un. Mir mengen awer, dass méi regional Koordinatioun misst geschéien. Mir schwätzen eis also fir d'Ausschaffung vun engem Plan sectoriel nom „Prinzip der zentralen Orte" aus. Also in line mat de Programmes directeurs.

D'Gesondheet gesi mer als eng staatlech Missioun. D'Gemengen, déi sech an deem Beräich wëllen aktivéieren, sollen dat maachen. Mä déi mussen dat awer ënner hirer eegener Responsabilitéit maachen an och a strukturéierte Gremien; zum Beispill, dem Établissement public. Mir haten och op enger Plaz drageschriwwen - entre-temps ass dat jo geschitt -, dass Gemengen, déi net méi wéilten an deem Domän do dra sinn, d'Méiglechkeet musse kréien, fir sech dorauser ze desengagéieren.

Strukture fir Jugend, Kanner, eeler Leit, sozialen Encadrement vun de Leit war e weideren zentrale Punkt, iwwert dee mer vill diskutéiert hunn, a wou och Deeler dovun entre-temps am Projet de loi 5830 iwwert d'Aide sociale erëmzefanne sinn, deen och

am Haus amgaangen ass, diskutéiert ze ginn.

Mir mengen, dass d'Gemengen opgrond vun hirer Proximitéit eng grouss Implikatioun an deenen Domäner do hunn, dass awer eng ganz Rei Gemenge vun deene jëtzege Gemengen d'Taille einfach net hunn, fir sech kënnen doran ze implizéieren. Dat huet och mat sech bruecht, dass mer an e ganz disparate System erakomm sinn, wou zum Deel de Stat, zum Deel d'Gemengen an zum Deel privat Ubidder sech am Fong am Laf vun de Jorzéngten an deen doten Domän erageschafft hunn.

Ech stellen allerdéngs fest, dass d'Konsequenz haut déi ass, dass dat net ëmmer ganz homogen ass. Notamment hu mer festgestallt, dass bei den Altersheimer et wéinstens dräi verschidde Modeller gëtt, wéi déi géréiert an och finanzéiert ginn. Mir mengen, dass een e Plan sectoriel „Jugend an Alter" och nees nom Prinzip vun der Landesplanung soll ausschaffen.

Mir sinn der Meenung, dass am soziale Wunnengsbau d'Haaptresponsabilitéit beim Stat läit, mä dass d'Gemenge sech sollen implizéieren, notamment duerch Zurverfügungstelle vu Bauplazen an och Förderung vu Lotissementer. Gemengen, déi méi eng grouss Importenz hunn, kënne selbstverständlech doriwwer erausgoen. Wéi mer och der Meenung sinn, dass ee méi eng staark Abannung vun de Gemengen a Beräicher wéi Ophuele vu Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, Opfer vu Katastrophen oder Asylante muss à terme erreechen.

Op d'Landesplanungsgesetz vun 1999 kommen ech herno zréck. Mir hu festgestallt, dass dat Gesetz am Fong net esou ëmgesat gëtt wéi et 1999 geduecht war. Mir hunn eis eng Rei Gedanken doriwwer gemaach, wéi een do besser kéint virukommen.

Mir hunn da schlussendlech nach iwwer zwee Domänen diskutéiert.

D'Chancëgläichheet, wou mer der Meenung sinn, dass d'Gemengen hir Responsabilitéit sollen huelen, andeem mer d'Promotioun vu kommunale Kommissiounen zur Chancëgläichheet solle förderen, an och d'Propos maachen, dass a Gemengen iwwer 10.000 Awunner e Service communal geschaf soll ginn.

Dann hu mer eis nach mat engem net klassesche Gemengesecteur beschäftegt, well deen net esou an d'Kritären erapasst, wéi mer se am Fong definéieren. Dat ass dee vun der Entwécklungshëllef, déi jo nécessairement net um Territoire vun der Gemeng stattfënnt, déi sech doranner implizéiert. Mir mengen och als Kommissioun, dass dat eng national Politik ass. Allerdéngs sollen déi lokal Politike sech an déi national Politik kënnen aklénken an domadder och nom Prinzip vun der Proximitéit e wesentleche Bäitrag zur Sensibiliséierung vun de Leit bäidroen.

Drëtt Kapitel, wat fir mech vläicht dat schwéierst Kapitel war, wat mer diskutéiert hunn a wou mer och vläicht nach net 100%eg do sinn, wouhi mer misste kommen. Mä dat huet awer eppes domadder ze dinn, dass et ganz, wierklech ganz komplizéiert ass: Dat ass den Domän vun der interkommunaler Zesummenaarbecht.

Mir gesinn, dass eist traditionellt Syndikatswiesen net déi Léisunge gëtt op ville Plazen an a ville Beräicher, déi mer gären hätten. Ech stellen awer och fest, dass mer Schwieregkeeten hunn, d'Gesetz vun 1999 ëmzesetzen.

Dat regionaalt Bewosstsinn ass am Land ganz ënnerschiddlech verdeelt. Et sinn Deeler vun eisem Land, déi schaffe scho säit Joren op regionalem Niveau exzellent zesummen, mä dat ass awer keng generaliséiert Wahrnehmung, déi ee ka feststellen.

Mir hu festgestallt, dass d'Gesetz vun 1999 schwéier ëmzesetzen ass, well et eng schwiereg Organisatioun bedéngt an och vill Implikatioun vun de Gemengepolitiker viraussetzt, déi net ëmmer do ass, schonn eleng aus zäitleche Grënn. A mir hunn och Schwieregkeete festgestallt - wéi d'Regierung - am Timing tëschent regionale Pläng, sektorielle Pläng, déi awer ëmmer e Lien och hu mat der Aart a Weis wéi d'Gemengen dann an enger regionaler Kooperatioun sollen zesummeschaffen.

Mir hunn e puer Konklusiounen, e puer Propositioune gemaach:

Éischtens, bei der Neigestaltung vun de Gemengegrenzen nach eng Kéier iwwert d'Planungsregiounen ze diskutéieren.

Zweetens, an de ländleche Regiounen ze probéieren op de Syndicat régional à vocation multiple verstäerkt ze setzen a véier vun eise sechs Planungsregiounen, andeem mer awer net ee Modell wëlle virschreiwen, mä andeem mer déi eenzel Regioune wëllen encouragéieren, fir hire Modell ze fannen. Well een, och wann een an engem klenge Land ass, einfach muss feststellen, dass tëschent dem Weste vum Land, dem Oste vum Land, dem Norde vum Land et ganz aner Beweggrënn gëtt, et ganz aner Erausfuerderungen zum Deel gëtt, wat déi interkommunal Zesummenaarbecht ubelaangt.

Mir schwätzen eis zum Drëtte fir en Dépôt vun engem Projet de loi, deen de Minister eis annoncéiert huet, iwwert d'Communauté urbaine aus. Eng Loi-cadre, déi soll gestart ginn, an där déi méi städtesch Regiounen e Kader solle kréie vun hirer Zesummenaarbecht. Dat ass eng Diskussioun, déi geet och schonn op Mëtt bis Enn den 90er Joren, notamment och mam Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, zréck an der Noutwendegkeet, fir d'Abannung vun de Randgemenge méi systematesch a strukturéiert an eng Rei vu Politikfelder ze kréien. Wéi mer och am Süde vum Land der Meenung sinn, dass een op esou e Modell do ka goen, well einfach d'Dicht an d'Gréisst do ass.

Mir wëllen, dass operationell Strukture geschaf gi jee no Plang a pro Regioun. Wéi gesot awer flexibel, dass, wann Transfert vu Kompetenzen op de regionalen Niveau geet, dann och den Transfert vu Suen dohinner geet, well mer festgestallt hunn: Do, wou keng Moyenë sinn, do ass och keng Begeeschterung. Do, wou keng Sue sinn, ass keng Freed. Also muss ee sécherstellen, dass do, wou ee gären hätt, dass d'Gemengen zesummeschaffen a wou si selwer och zur Konklusioun kommen, dass se wëllen zesummeschaffen, dann och do d'Musek gemaach gëtt, wou déi Zesummenaarbecht soll geschéien.

Mir schwätzen eis aus fir den „Prinzip der zentralen Orte". Nach eng Kéier, also e wesentlechen Entwécklungsfacteur am Kader vun deene Syndicats régionaux à vocation multiple wéi och der Commuauté urbaine; awer och dann als Corollaire eng konsequent Zréckféierung vun den interkommunale Syndikater, well eng Superpositioun - dat ass haaptsächlech eng Positioun och vun der LSAP gewiescht - ouni Ofschafen op där anerer Säit en fin de compte keng Plus-value géif schafen, mä éischter eis an eng Moins-value géif bréngen.

De véierten Deel vu mengem Rapport iwwert d'Aarbechte vun eiser Kommissioun geet dann iwwert d'Gemeng vun der Zukunft. Elo komme mer an deen Deel, deen dobausse méi diskutéiert gëtt. Bis elo ware mer an engem Deel, deen diskutéiert ee ganz vill mat Gemengepolitiker, nationale Politiker, vill am klenge Krees. Dat ass zimlech abstrakt a schwiereg. Elo komme mer op déi Saachen, déi méi gréffeg sinn.

Wéi soll dann déi Gemeng vun der Zukunft ausgesinn?

Déi Basisgemeng vun der Zukunft opgrond vun deene Kritären, déi mer elo virdrun definéiert hunn. Well d'Basisgemeng vun der Zukunft ass jo net eng Fin en soi, mä et ass eng Konsequenz vun enger Démarche, déi ee sech gëtt. Mir hunn am Ausland gekuckt. Mir hunn zu Lëtzebuerg gekuckt. Mir hu gekuckt, wéi den Opbau wier an hunn en fin de compte zwee Seuilë festgestallt.

Et gëtt eng Zuel autour vun 3.000 Awunner, wou ee gesäit, dass an der Organisatioun vun de Gemenge sech eppes Wesentleches deet. A mir hunn en zweete Seuil, deen duerno ongeféier bei 9.000 bis 10.000 Awunner kënnt, wou een dann nach eng Kéier gesäit, dass d'ganz Organisatioun vun der Gemeng dann op eemol aneschters strukturéiert gëtt.

An all menge Räsonnementer loossen ech ëmmer d'Stad Lëtzebuerg ewech, well d'Stad Lëtzebuerg ass e Fall fir sech,...

(Hilarité)

...deen ee mat kengem anere Fall ka vergläichen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Am positive Sënn!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dat huet jo awer sécherlech näischt mat der Kompositioun vum Schäfferot ze dinn!

M. Michel Wolter *(CSV), rapporteur.*- Neen, dat huet virun allem eppes mat der Gréisst vun der Gemeng ze dinn a mat den Aufgaben, déi d'Stad Lëtzebuerg als Haaptstad vum Land muss erfëllen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci!

M. Michel Wolter *(CSV), rapporteur.*- Mir sinn zur Konklusioun komm, nodeem de Stong do gefall ass, dat muss ee ganz einfach soen, nodeem de Syvicol eis säin Avis eraginn huet an d'Vertriedung vun de Gemenge selwer dee Seuil vun 3.000 an d'Gespréich bruecht huet, dass een dee Seuil soll als eng Richtlinn ugesinn, fir d'Reorganisatioun vun de Gemengen an d'Definitioun vun der Basisgemeng vum 21. Jorhonnert virzehuelen.

Mir wëssen, dass dat keng Science exacte ass. Mir kënnen dat net mat enger mathematescher Formel beleeën.

Mir sinn och der Meenung, dass een en zweete Kritär muss derbäifügen, dee sech a mengen Aen zwar haaptsächlech, wann, dann op den Norde vum Land wäert applizéieren, an zwar dass mer net gären hätten, dass Gemenge géifen entstoen - well ee wierklech mordicus op dee Seuil vun 3.000 wëllt kommen -, déi méi grouss si wéi déi gréisste Gemeng, déi mer haut am Land hunn - dat ass d'Gemeng Wëntger, déi, mengen ech, ronn 120 km² huet -, well een da gesäit, dass d'Unzuel vun den Uertschaften engem aus dem Rudder geréit an een am Fong da méi Nodeeler op eemol kritt wéi Virdeeler, déi een u sech gären hätt.

Mir hunn eis op eng Démarche gëeenegt opgrond vun enger Propositioun vum Innenminister, dee mam Syvicol zesummen un enger Kartographie amgaangen ass ze schaffen, déi an deenen nächste Méint de Gemenge soll presentéiert ginn a mat de Gemenge soll duerchdiskutéiert ginn. An zwar soll an engem Délai vun engem Joer eng éischt Ronn gedréint ginn an dann eventuell nach en zweeten Tour hannendrun, wann een do nach Schwaachstellen a Plaze fënnt, wou dat net klappt. Duerno soll eng Preparatioun op e Referendum an deene concernéierte Gemengen hischaffen, fir dass dat Ganzt fir d'Gemengewahle vun 2017 operationell wier.

Elo soe mir vill Leit - besonnesch an de Medien -, mat deenen ech déi lescht Deeg ze dinn hat, dass 2017 jo enorm, enorm wäit ass. Neen. Ech mengen, dass an deem heiten Domän 2017, mat all deene Viraarbechten, déi nach musse geleescht ginn, quasi iwwermuer ass.

Wann een all déi Diskussioune gesäit, déi musse stattfannen, wou d'Leit sech emol musse fannen, plus all déi Implikatiounen, déi mer herno nach all musse maachen, wat d'Gemengefinanzen a -strukturen ubelaangt, an eventuell Adaptatiounen och vun aner Limiten, da wäert Der gesinn, dass mer méi séier an deem heiten Domän an der Richtung 2017 sinn, wéi et eis léif wäert sinn.

D'Kommissioun wëllt en Opruff maachen un d'Gemengen an hir Responsabel, fir konstruktiv matzeschaffen un der Gestaltung vun där neier Kaart.

Déi Zäit, wou ech Innenminister war, sinn ech op ganz vill Plaze komm, dann hunn d'Gemengen engem gesot, besonnesch d'Buergermeeschteren: Lauschtert, Här Minister, mir wësse scho relativ séier, mat wiem dat Ganzt hei zustane wäert kommen, mä soulaang kee Signal aus der Stad kënnt, kënnt Der net vun eis verlaangen, dass mir dat maachen.

Obscho mer gesinn, dass op ganz ville Plazen an deene leschten zwee, dräi Joer a besonnesch am leschte Joer awer Gespréicher ugefaange gi sinn, sinn nach eng Rei Leit, déi op dat Signal waarden.

Abee, dat Signal, dat geet haut hei fort. Et geet fort an d'Gemengen, fir sech ze implizéieren an déi Diskussioun, déi kënnt. D'Diskussioun, déi mat der Gemengenzesummeleeung ze dinn huet, awer net nëmmen.

Dir, wéi ech och, gi regelméisseg duerch d'Land a ginn da konfrontéiert mat Situatiounen, déi sech eben aus der Geschicht erginn an net nécessairement nach de Gegebenheete vun haut entspriechen.

Notamment gi mer am Süde relativ hefteg a permanent bei alle Wahle vun de Bierger vun der Gemeng Koplescht opgefuerdert, si dach endlech an den Zentrum ze entloossen, well si strictement näischt mam Süden ze dinn hätten.

Eng Gemeng, déi haut méi am Perimeter vun der Stad Lëtzebuerg läit, wéi nach am Süden, ass manifestement d'Gemeng Leideleng. D'Gemeng Leideleng ass eng Gemeng, déi haut am Fong an enger Agglolux ze integréieren ass an déi dee ländleche Charakter, dee se ausgezeechent huet an dee jo och an Zesummenaarbecht mat der Gemeng Recken - där se jo zougeuerdnet war am Ufank vum 19. Jorhonnert - mat sech bruecht huet, dass se an de Süde vum Land komm ass, haut net méi honnertprozenteg opweist.

Wéi een och op eng Rei Plaze kënnt, wou Bierger un een eruntrieden a soen: Lauschtert, ech sinn aus der Lokalitéit esou an esou, mir sinn zwar an der Gemeng esou an esou, mä et misst een awer emol eng Kéier eng Diskussioun doriwwer féieren, ob een dat net eng Kéier kéint änneren.

Mir wëssen, dass dat komplizéiert ass, well déi heiten Diskussioune si jo ganz komplizéierter, mä den Opruff soll gëllen un d'Gemengepolitiker, mä net nëmmen u si, och un d'Bierger am Land, sech un där Diskussioun hei ze bedeelegen.

Saache wéi déi hei, vun dëser Envergure, déi mécht een nëmmen all Jorhonnert eng Kéier. Et ass also elo de Moment, dass déi Lokalpolitiker, dass d'Gemengepolitiker mat hire Leit doriwwer diskutéieren an och mam Innenminister a mam Syvicol zesummen dann zu kohärente Propositioune kënne kommen.

Ech wëll nach e Wuert soen zu deene sougenannten Zwangsfusiounen. Et gëtt jo ëmmer vill dovunner geschwat, dass am Fong géif probéiert ginn, d'Gemengen zwangsweis ze fusionéieren.

Dat ass net de Fall. Mir hätte gären, dass den Élan vun ënnen eropkënnt, eng Begleedung vun uewe mat engem Élan vun ënnen. Allerdéngs gëtt et och Limiten.

D'Limite ass déi, dass, wann een eng nei Kartographie mécht, een herno keng wäiss Flecken däerf Rescht behalen. Et däerf een net duerch de Refus vun deem engen oder deem anere Buergermeeschter an d'Situatioun kommen, dass een herno net zu engem eenheetleche System kënnt.

Dat nennen ech net Zwangsfusioun. Dat nennen ech einfach d'Noutwendegkeet, sech ze verstännegen dorop, dass ee vun ënnen erop eng Dynamik wëllt schafen, déi awer zu engem Puzzle vun esou vill Stécker féiert an net zu engem Puzzle, wou dat eent oder dat anert Stéck dertëschent feelt.

Da wäerte mer och gesinn, dass, wann d'Leit sech elo beieneefëieren, dat net ëmmer an der Limite vun de Kantonen, déi mer haut hunn, emol net ëmmer an de Limitë vun de Wahlbezierker, wéi mer se haut kennen, wäert eventuell stattfannen. Och do muss ee flexibel sinn an eventuell dorobber reagéieren, en fonction vun den Diskussiounen, wéi se wäerte kommen.

Mir hu ganz vill a ganz intensiv mat der FGFC diskutéiert iwwert d'Zukunft vum Gemengepersonal. Den FGFC huet eis eng Rei vu Pabeieren eraginn, déi, muss ech soen, qualitativ op allerhéchstem Niveau waren, wou ee gesäit, dass si sech ganz vill Gedanken doriwwer gemaach hunn, wéi d'Gemeng vun der Zukunft kéint ausgesinn.

Mir sinn zur Konklusioun komm, dass d'Gemeng vun der Zukunft op dräi Pilierë muss bestoen, an zwar déi administrativ, déi finanziell an déi technesch Fonctioun. Mir hätten also gären eng Generalisatioun vun der technescher Fonctioun, déi noutwendeg ass opgrond vun de Gesetzer vun 1999 iwwert d'Landesplanung wéi och 2004 iwwert den Aménagement communal.

Mir mengen, dass d'Personal weider ausgebilt a weider forméiert soll ginn an dass een do nach e Krack kéint zouleeën.

Dir erënnert lech drun, dass mer d'Gemengefonctioun virun ongeféier siwen, aacht Joer iwwerhaapt an den Inap gefouert hunn. Mir mengen, dass elo d'Zäit wier, fir do iwwer eng Verbreederung vun der Offer nozedenken. Mir schwätzen eis fir Organigrammer aus, déi no lokale Besoinë solle gestallt ginn.

D'Kommissioun schwätzt sech och aus fir e bësse méi Flexibilitéit beim Statut. Mir hu festgestallt, dass nei Missiounen op d'Gemengen duerkommen, dass zum Deel Missiounen op Gemenge kommen, déi net méi mam Kär, mat de Kärelementer vun der Fonction communale, wéi mir se am Fong definéieren, ze dinn hunn, mä déi sech méi an de Paragen an um Rand dovunner bewegen.

Duerfir froe mer de Minister, dass hien eng Lëscht soll opstellen, tëschent deene Fonctiounen, déi wierklech Fonctions souveraines sinn, déi Fonctiounen, déi am Statut vum Gemengebeamte solle bleiwen, an déi Fonctiounen, wou d'Gemengen an Zukunft fir nei Missiounen, déi op se duerkommen, e bësse méi um Aarbechtsmarché an de Méiglechkeete vum Aarbechtsmarché no solle kënne rekrutéieren.

D'Gemengefinanzen, léif Kolleegen, sinn e Schwaachpunkt an eisem Rapport. Dat muss ee ganz kloer an däitlech soen.

(Interruption)

Mir sinn an deem Beräich net esou wäit komm, wéi een dat gäre gehat hätt - wéi ech et och selwer gäre gehat hätt. Mä mir hunn awer festgestallt, iergendwou, dass mer net méi wäit géife kommen, soulaang mer net wëssen, wéi d'Basisgemeng vun der Zukunft géif ausgesinn.

Et ass an deem heite Beräich wéi a villen och esou - ech hat et virdru gesot: kee Geld, keng Freed -, dass d'Leit sech definitiv wëllen eréischt positionéieren, wa se gesinn, wéi d'Landschaft och ronderëm ausgesäit. Dans la mesure wou mer d'Landschaft net konnten definéieren, war et an der Kommissioun och net méiglech, méi wäit ze goe wéi dat, op wat mer eis konnten eenegen.

Ech sinn net frou doriwwer. Ech bedaueren dat. Mä et ass awer och net méi ze änneren. Mir bleiwen, mir bekräftegen, dass d'Gemengerecetten un déi mëttelfristeg Entwécklung vun de Statsrecettë sollen ugebonne ginn, méi staark wéi dat haut de Fall ass.

Mir hätte gären, dass, wann den Transfert vu Kompetenzen tëschent Stat a Gemenge stattfënnt, dann och d'Moyenen transferéiert ginn, an zwar am Virfeld. Do musse mer nach e bëssen un eis alleguerte schaffen. Mir mengen, dass d'Gemengesubside progressiv, besonnesch wat d'Equipementssubsiden ubelaangt, a regional Equipementsfonge solle goen, fir eben eng besser regional Implikatioun ze kréien, ouni dass awer e lokale Subsid fir Gemenge vun enger gewëssener Taille doduerch ausgeschloss wier. Dat ass net de Punkt vun eisem Gedanken.

Mir fuerderen den Innenminister - ech weess, dass hien net eleng dofir do ass -, mir fuerderen d'Regierung op, fir elo, en vue vun deem wat kënnt an deenen nächste Joren, schon Alternativen auszeschaffen, fir - le moment venu - déi op den Dësch kënnen ze leeë mat chiffres à l'appui, fir dass se kënnen diskutéiert ginn.

Ee vun de Schwaachpunkten, déi mer an deem Secteur hunn, dat ass, dass villes net esou dokumentéiert ass wéi d'Leit et gären hätten, a soulaang een dat net dokumentéiert kritt mat kloere Beispiller och fir d'Zukunft, wäerte mer - an dat sinn d'Erfahrungswäerter, déi eis dat weisen - keng propper Diskussioun kënne kréien.

Mir hunn dann iwwer eis selwer oder iwwer e gudden Deel vun eis geschwat, nämlech iwwert d'Gemengepolitiker, hire Rôle an der Gemeng vun der Zukunft. Dat ass e Punkt, op deem mer eis net eens gi sinn. Et sinn an der Kommissioun zwou Meenungen openeegestouss, déi mateneen, à ce stade, net ze conciliéiere waren.

Et ass e Fait, an dat muss een einfach gesinn, dass déi national Politik, wéi mer se haut kennen, an engem Changement ass. Mir wäerte gesinn, besonnesch wann den Traité vu Lissabon wäert a Kraaft trieden, dass och d'Lëtzebuerger Deputéierten an deenen nächste Jore sech méi verstäerkt wäerten den europapoliteschen Aufgabe widme mussen.

Op där anerer Säit gesi mer, dass dee Leurre ze mengen, dass e Buergermeeschter haut nëmme mat senger Gemeng eppes ze dinn hätt, och net méi oprechtzeerhalen ass. Gemengepolitik besteet haut och - a besonnesch an deene méi klenge Gemengen - zu engem ganz groussen Deel aus regionaler Politik, aus Zesummenaarbechtspolitik, déi a Syndikater stattfënnt.

Duerfir ass en Deel vun der Kommissioun an hire Memberen der Meenung gewiescht, compte tenu vun deenen doten Entwécklunge wéi mer se kennen, dass een op d'Separatioun vun de lokalen an den nationale Mandater soll histeieren. En Deel huet dat awer net akzeptéiert, esou dass mer zum weise Kompromëss komm sinn, dass mer déi Fro do géifen ausklameren. Allerdéngs wësse mer, dass se erëmkënnt.

Si muss erëmkommen, an dee Moment hunn d'Parteie jo och nach e puer Joer Zäit, fir sech mat där Fro do weider ze beschäftegen. Et ass fir mech ganz kloer, dass mer fir d'échéance 2017/2019 zu enger Solutioun an deem doten Domän musse kommen. En attendant huet de Minister mam Syvicol geschwat an d'Kommissioun informéiert, dass hie wëlles huet am Sënn vun de Bestriewungen, wéi se an der Kommissioun hei diskutéiert gi sinn, och iwwert de Congé politique ze diskutéieren an eng Rei Adaptatiounen ze huelen.

D'Kommissioun dréit deem Rechnung, andeem se och der Meenung ass, dass déi regional Aufgabe méi staark an de Congé politique afléisse solle wéi dat bis elo de Fall ass. Mir mengen, dass een d'Formatioun vun de Gemengepolitiker soll weider förderen, ouni dass een awer eng Mehrheet fonnt hätt, fir dat e bësse méi obligatoresch ze maachen. Do sinn eng Rei vu staatspoliteschen Awänn komm, déi esou eng méi fest Beschreiwung vun deem Ëmstand verhënnert hunn.

Dann nach e Punkt, deen net esou lëschteg ass. Mir mengen, dass een och d'Fro vun der Responsabilité pénale vun de Membere vum Schäfferot wierklech seriö an deenen nächste Méint eng Kéier muss ugoen, besonnesch dann, wann déi invoquéiert gëtt opgrond vun Aktiounen an Evénementer, déi geschéien, ouni dass eng wëssentlech Zuwidderhandlung vum Schäfferot virläit.

Mir sinn haut am Gemengesecteur mat enger Rei vun esou Froe konfrontéiert, a jee nodeem wéi do d'Geriichtsuerteeler ausginn, kënnt dat emol mat sech bréngen, dass sech eng ganz Rei Leit aus der Gemengepolitik wäerte verabschiden. Zum Beispill an engem Spidolssyndikat ze sëtzen, mat der perséinlecher Haftung vun deem Eenzelnen iwwer Akten, mat deenen ee strictement näischt ze dinn huet, an iergendwann eng Kéier konfrontéiert ze gi mat de Konsequenzen dovunner, ass eppes, wat net schrecklech erbaulech ass, besonnesch wann een d'Moyenen net huet, fir do anzegräifen.

Dat ass esou wéi och an aner Fäll, déi Kolleegen heibannen hunn, an déi duerfir wëssen, dass et zwou Zorte gëtt. Et gëtt déi Zorten, wou eng Décisioun vum Schäfferot bewosst en violation vun engem Gesetz geholl gëtt, an et geschéien déi Fäll, wou eppes geschitt, wou een awer net onbedéngt wëssentlech a wëllentlech eppes falsch gemaach huet. Mir sinn zur Konklusioun komm, dass een do wierklech muss zu enger Solutioun kommen.

Schlussendlech nach zwee Punkten, déi mer diskutéiert hunn. Dat sinn d'Felder fënnef a sechs. Fënnef war d'Tutelle. Do war eng grouss Unanimitéit an der Kommissioun fir d'Opportunitéitstutelle aus dem 19. Jorhonnert ofzeschafen an e System ze schafe vun enger Tutelle, déi sech an Zukunft op de Contrôle vun der Legalitéit reduzéiere soll.

Méi Autonomie, dat muss ee jiddferengem allerdéngs och soen, dat bedeit och méi Responsabilitéit. Kee Contrôle bedeit, dass Akten, déi ee setzt, wa se schif ginn, ee méi séier an eng penibel Situatioun kënne setzen. Toujours est-il, dass d'Kommissioun der Meenung war, dass déi Aart a Weis wéi d'Tutelle ausgeübt gëtt, dans la mesure wou et a ganz ville Gesetzer net spezifizéiert ass, wat dann elo Opportunitéit ass a wat net Opportunitéit ass, am Fong zu engem Mëssbrauch kënnt vun der Tutelle féieren. Mir plädéieren also dowéinst fir d'Afëiere vun engem exklusive Contrôle de légalité. Allerdéngs si mer dofir, an zwar aus iwwergeuerdnete Grënn, dass de Contrôle d'opportunité do bäibehale gëtt, wou en expressis verbis am Gesetz fir déi Matièreageschriwwe steet, well et gëtt eng Rei vun Domäner wou d'Autonomie communale an den Intérêt général vum Land mussen zesummespillen a wou d'Autonomie communale net contraire zum Intérêt général ka sinn.

Mir schwätzen eis dann och nach fir en alen Hummer aus, wou ech net weess, wien et soll maachen, mä et misst awer eng Kéier gemaach ginn. Dat ass d'Codificatioun vun eisen Texter. Et ass fir d'Gemengepolitiker haut eng mer à boire, fir erauszefannen, wou an a wat fir engem Gesetz déi Saache stinn, déi noutwendeg sinn, fir säin Handwierk ze maachen. Mir hoffen, dass den Innenminister Zäit fënnt fir sech där Saach unzehuelen. A wann hie selwer se net fënnt, dass hie Leit fënnt, déi dat fir hie maachen. Ech mengen, dass dat en Outil wär an der heiteger Zäit, deen een noutwendegerweis de Gemengepolitiker sollt kënnen ubidden.

Ech kommen zu menge Konklusiounen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech mengen, dass mer an der Kommissioun ganz vill geschafft hunn. Et war derwäert, fir den Tour ze dréien. Et war derwäert, fir 45 Réuniounen an der Kommissioun ze maachen. Et kann een net alles regelen. Dat ass net méiglech. D'Kompositioun vun der Kommissioun, wéi och d'Kompositioun vun dësem Haus, léisst dat einfach net zou. Et ass, ënner eis gesot, net méiglech, d'Leit esou ze „streamlinen", dass se alleguerten enger Meenung sinn. Dat muss jo och net sinn. Mä ech mengen, dass mer awer an deene wesentlechste Punkten e Schrëtt virukomm sinn, an dat ass wichteg.

Mir hunn eng Basis geschaf fir eng Reorganisatioun. Mir hunn d'Basis geschaf an d'Opfuerderung geschaf un eng ganz Rei Ministeren. Ech si frou, dass net nëmmen den Innenminister de Mëtteg hei ass, mä dass och eng Rei vu senge Kolleegen hei sinn, well och do muss een einfach eppes riichtstellen. Och wann den Innenminister d'Tutelle iwwert d'Gemengen exerzéiert, gëtt et haut kaum nach en Domän vun der Gemengepolitik, wou net all déi aner Departementer individuell och mat implizéiert sinn. Esou dass am Fong déi Erausfuerderungen, déi hei geschafe ginn duerch dee Rapport, sech och net nëmmen un den Innenminister eleng wenden, mä an enger ganzer Rei Domäner och u seng Kolleege wenden, well si déi noutwendeg Projete mussen erabréngen, fir deene Recommandatioune vun der Kommissioun Rechnung ze droen.

Et ass, Här President, dann och an deem Sënn gewiescht, dass eis Kommissioun, fir deem e bëssen Nodrock ze ginn, Iech elo nach eng Motioun an eng Resolutioun wäert hei ënnerbreeden, déi vun de Fraktioune vun der CSV, vun der LSAP, vun der DP a vun deene Gréngen ënnerschriwwe sinn.

D'Motioun schwätzt sech derfir aus, dass déi Konklusiounen, déi aus deem Rapport hei erausginn an déi wéi gesot d'Resultat si vun dräi an engem hallwe Joer Aarbecht, vun deene jeeweilegen Instanzen an deenen nächste Joren och ëmgesat solle ginn. Et ass also eng, déi sech un d'Regierung wennt, fir d'Ëmsetzung ze maache vun deem, wat mer hei recommandéieren.

D'Resolutioun, déi wennt sech un eis selwer. Well mir eng Spezialkommissioun sinn a mat der Virleeung vun dësem Rapport d'Aufgab vun der Spezialkommissioun erfëllt ass, léise mer eis op, esou wéi d'Reglement dat och virgesäit. Mir mengen awer, dass d'Chamber de Suivi muss maache vun där Aarbecht, déi elo hei gemaach ginn ass. Mir géifen d'innenpolitesch Kommissioun gären domadder chargéieren, fir a regelméissegen Intervallen - dat kéint zum Beispill zweemol d'Joer sinn - sech mam Fortschreide vun deene Recommandatiounen hei ze beschäftegen. Et sinn hei Saachen dran, déi kuerzfristeg sinn. Et sinn der derbäi, déi mëttelfristeg sinn. Et sinn der derbäi, déi laangfristeg sinn.

Ech mengen, dass e gesonde politeschen Drock an e gesonde politesche Contrôle vun der Chamber och d'Kolleegen an der Regierung wäert dozou unhalen, fir mat deem néidegen Nodrock déi Ännerungen op den Instanzewee ze ginn, déi noutwendeg sinn, fir déi Gemengelandschaft vum 21. Jorhonnert, wéi mer se hei definéiert hunn a wéi mer se gären hätten, och un d'Liewen ze kréien.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» a été instituée par une résolution adoptée par la Chambre des Députés le 9 décembre 2004 pour «mener un débat approfondi sur la structure administrative du pays» et pour «dégager, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Intérieur, les grandes lignes de la réforme territoriale pour moderniser les structures administratives du Luxembourg, et notamment le paysage communal et la définition des compétences communales»;

- considérant que cette réforme qui a comme finalité de doter le pays de structures territoriales capables de faire face aux défis du 21e siècle constitue une première nécessité dans le souci de modernisation des structures administratives du Luxembourg;

- considérant que la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» a tiré ses conclusions quant aux mesures concrètes à mettre en œuvre;

- considérant qu'une réalisation concrète des idées formulées dans des délais raisonnables est exigée;

charge la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire:

- d'assurer le suivi de la mise en œuvre des propositions faites par la Commission spéciale dans son rapport final du 19 juin 2008;

- de procéder à intervalles réguliers à l'établissement d'un bilan de la mise en pratique des mesures destinées à réaliser la réforme territoriale et administrative du pays.

(s.) Michel Wolter, Fernand Etgen, Camille Gira, Jean-Pierre Klein, Marco Schank.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le rapport de la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg», que ce rapport a été élaboré en étroite interaction avec le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et les représentants des collectivités locales siégeant au sein du Syvicol;

- considérant que les principaux axes de ce rapport sont: le renforcement des collectivités locales et de leur statut autonome; la mise en place de services communaux administratifs, financiers et techniques forts, capables de relever les défis auxquels sont confrontés les communes d'aujourd'hui; une nouvelle répartition des compétences entre l'État et les communes accompagnée d'un transfert de moyens financiers suffisants vers ces dernières, surtout les centres de développement et d'attraction; une coopération régionale plus structurée correspondant à la vocation des régions d'aménagement du pays; et un accroissement de la professionnalisation des fonctions électives locales;

- considérant que le Gouvernement est appelé à prendre une série d'initiatives législatives et réglementaires, spécifiées dans le rapport de la Commission spéciale, en vue d'amorcer une véritable réforme territoriale et de la mener à terme, avec le législateur, avant 2017;

invite le Gouvernement

- à prendre les initiatives législatives et réglementaires décrites dans le rapport de la Commission spéciale «RTL» et reprises dans les conclusions de ce rapport, de manière à ce que la réalisation de la réforme territoriale puisse être entamée sans délai;

- à conclure ses concertations avec la représentation des collectivités locales après discussion avec les communes concernées jusqu'au printemps 2009, de manière à ce qu'une carte des futures structures territoriales du pays puisse être élaborée et les mesures nécessaires à la mise en place de ces structures puissent être prises par le législateur;

- à concevoir à brève échéance des lignes directrices d'une réforme des finances communales, et à saisir le Conseil supérieur des Finances communales des propositions destinées à accompagner la réforme des structures territoriales et à leur conférer la stabilité et la solidité nécessaires, afin de parachever la réforme territoriale sur le plan de l'organisation fiscale et financière.

(s.) Michel Wolter, Fernand Etgen, Camille Gira, Jean-Pierre Klein, Marco Schank.

Nach eng Kéier e ganz grousse Merci un all déi, déi eis gehollef hunn déi dräi an en halleft Joer un deem Rapport hei ze schaffen. Ech soen Iech alleguerte Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech wëll dem Här Wolter Merci soe fir säin extensive Rapport, deen hie gemaach huet, a fir d'Resolutioun an d'Motioun, déi ausgedeelt ginn. Als éischte Riedner ass dann den honorabelen Här Clement ageschriwwen.

Débat

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll haut bei dësem Débat iwwert d'territorial Reform vun eiser Gemengelandschaft keen esou e globalen Iwwerschlag maachen, wéi de Michel Wolter dat elo just gemaach huet, mä ech wëll e bësse méi spezifesch op dräi Themen agoen, déi och zu där Réorganisation territoriale gehéieren.

Ech denken do als éischte Punkt - dat ass e Punkt, dee mer och vill diskutéiert hunn - un den Héichwaasserschutz. Ech hunn op dëser Plaz, Här President, scho ganz dacks iwwert d'Héichwaasser an iwwert den Héichwaasserschutz geschwat. Ech wäert dowéinst och dës Problematik net méi am Detail exposéieren, mä just op déi wichtegst Voleten am Kader vun dëser Reform agoen. Och wann ech elo als Miseler schwätzen, si mir eis jo alleguerte bewosst, datt et net nëmmen den Oste vum Grand-Duché ass, dee géint Héichwaasser ze kämpfen huet, mä et sinn och ganz vill aner Géigenden aus dem Land vun dësem Phenomeen betraff an dann och geschiedegt.

Den Héichwaasserschutz an d'Moossname géint d'Héichwaasser gehéieren haut zu de Missioune vun de Gemengen. Well dës Me-

suren awer an diverse Fäll immens vill kaschten an och immens groussen administrativen Opwand mat sech bréngen, ass et net méiglech, datt d'Gemengen dee finanziellen Impakt wéi och deen administrativen Impakt selwer regele kënnen. Ech erkläre mech.

Iwwert déi ganz Muselregioun an och iwwert d'Regioun laanscht d'Sauer ass an der Zäit vum deemolegen Innenminister Michel Wolter eng Etüd „Héichwaasserschutz" an Optrag gi ginn, déi och dann integral vum Ministère finanzéiert ginn ass. Dës Etüd gesäit vir, datt a Saachen Héichwaasserschutz op der Musel ënner anerem Diskussiounen iwwert Terraine mat Däitschland musse gefouert ginn.

Dat, Här President, esou leed wéi et mer deet, kann net an ass net d'Aufgab vun där eenzelner Gemeng aus där Regioun. Dat ass ganz kloer d'Kompetenz vun enger Regierung. Dat eleng schonn ass eng Ursaach, datt et sech hei ëm eng partagéiert Kompetenz tëschent Stat a Gemeng handelt.

Och ass dee finanziellen Impakt fir déi eenzel Gemeng laut Etüd esou gewalteg, datt si dat net ka bewältegen ouni massiv Ënnerstëtzung vum Stat. All déi Uertschafte laanscht eis Grenzflëss hu bis elo wéineg falsch gemaach, wat d'Bauen op hirem Territoire ugeet. Si hunn e gewëssenen Know-how an dëser Matière. Wou däerf gebaut ginn, wou net däerf gebaut ginn, oder net soll gebaut ginn, dat ass e Wëssen, dat zum Deel dann och historesch an dësen Uertschafte gewuess ass.

Dofir, Här President, si mer an der Kommissioun där Meenung, datt dës Gemenge bei hire Moossnamen, wat den Héichwaasserschutz ugeet, net däerfen eleng gelooss ginn. D'Landversigelung fënnt net nëmme laanscht eis grouss Grenzflëss statt, mä si fënnt och am Rescht vum Land statt. Dofir si mer an der Spezialkommissioun och zur Konklusioun komm, datt hei an dësem Domän eng national Solidaritéit ze spillen huet.

Dofir sinn ech frou, datt an dësem Kontext den Innenminister, den Här Jean-Marie Halsdorf, an der Commission des Affaires intérieures gesot huet - an ech zitéieren do e bëssen aus dem Rapport vun där Kommissioun -: «M. Jean-Marie Halsdorf rappelle la discussion menée dans le passé de ne pas faire supporter les coûts engendrés par les inondations aux seules communes dont le territoire est traversé par un cours d'eau ou se situe le long d'un cours d'eau. Le point j. de l'article 55, 1., est relatif à „la prise en charge jusqu'à 80% du coût des mesures régionales destinées à réduire les effets des inondations, ainsi que les frais d'études et dépenses connexes y relatifs", le point k. prévoyant une prise en charge jusqu'à 50% pour les mesures locales. Ainsi, la future loi donnera donc la possibilité d'une prise en charge de ces coûts pour la région de la Moselle ou de la Sûre.»

Da geet et weider an deem Rapport an dann zitéieren ech nach eng Kéier e Saz: «À une remarque afférente de M. Jean-Pierre Klein, Monsieur le Ministre renvoie au point a., en vertu duquel l'État peut prendre en charge jusqu'à 100% „des dépenses relatives aux projets reconnus d'intérêt national par le Gouvernement en Conseil et ayant pour objet… - la réduction des risques d'inondation,…".» Souwäit de Rapport vun dëser Sitzung vun der Commission des Affaires intérieures.

Ech si frou, Här President, datt hei schonn deem Rechnung gedroe gouf, wat mir an der Spezialkommissioun diskutéiert hunn. Ech kéint mer virstellen, Här Minister, datt de Stat sech selwer an dësem Domän e Programm géif ginn, deen den Doléancë vun deenen eenzelne Gemengen do géif Rechnung droen. Dëse Programm misst un eng Zäitschinn gekoppelt sinn an och de Prioritéite Rechnung droen, wéi gefäerdet déi eng oder déi aner Gemeng a Saachen Héichwaasser ass. Wéi gesot, d'Etüd „Héichwaasserschutz" läit am Detail um Dësch. Si brauch nëmmen nach - an dat a Concertatioun mat deene betraffene Gemengen - diskutéiert ze ginn, fir herno ëmgesat ze ginn.

À titre d'information wëll ech soen, datt bei eisen däitschen Noperen an dësem Domän e Finanzéierungsmodell vun 90 zu 10 besteet. Hei ass allerdéngs net d'Gemeng, mä hei ass de Stat federführend an den Dossieren. Souwuel op der Musel wéi och op der Sauer si se eis och a puncto Héichwaasserschutz - géif ech soen - ëm Längen, wann net zéng bis 15 Joer viraus.

En zweete Punkt, iwwert deen ech hei wollt schwätzen, ass dee vum Congé politique, iwwert dee jo a regelméissegen Ofstänn och diskutéiert gëtt. Wa mir vun engem Zeenario mat manner Gemengen ausginn - Gemengen, déi dann natierlech och méi Awunner hunn -, bréngt dëse Modell och mat sech, datt d'Missiounen an d'Offer, déi d'Gemengen de Bierger mussen ubidden, méi grouss ginn. Derbäi kënnt, datt d'Gemengen dann och eng méi grouss Autonomie kréien, also méi autonom fonctionnéieren.

All dës Tatsaache bréngt mat sech, datt eng Diskussioun iwwert den haaptberufflech Buergermeeschter, de Congé politique souwéi och d'Trennung vum Buergermeeschter an dem Deputéierte muss gefouert ginn.

D'Fro, déi hei muss gestallt ginn an déi och parallell mat där sech verännernder Gemengelandschaft beäntwert gi muss, ass déi heiten: Ass et an Zukunft nach méiglech, oder besser gesot, ass et an Zukunft nach ze veräntwerten, datt Gemenge mat enger gewësser Masse critique un Awunner vun engem Buergermeeschter geleet ginn, deen dann och nach aner berufflech Flichten huet? Datselwecht gëllt iwwregens och an anerer Proportioun fir d'Schäffen- a Gemengeréit.

Wann d'Ufuerderungen un déi Leit, déi sech fir d'Gemengepolitik hierginn, klammen, muss de Congé politique och deem Rechnung droen. Esou si mer an der Kommissioun dann och der Meenung, datt de Congé politique an déi dozou gehéiereg Rémunératioun parallell mat enger neier Gemengekartographie agefouert solle ginn.

Wann iwwer eng Augmentatioun vum Congé politique diskutéiert gëtt, muss een awer bedenken, datt dës Fräistellung, fir Politik ze maachen, wahrscheinlech éischter a méi einfach ze verwierklechen ass fir dee Politiker, deen aus dem Secteur public kënnt, wéi fir dee Politiker, dee säin Origine am Secteur privé, also am Privatsecteur, huet; egal ob hien hei an dësem Secteur Salarié ass oder komplett als Selbststännege schafft.

Hei mussen, Här President, Modeller entwéckelt ginn, déi dëse Contraintë Rechnung droen. Ech denken och net, datt iergendengem heibannen dru geleeën ass, datt déi zukünfteg Buergermeeschteren a Schäffe vun dann a méi grousse Gemengen alleguer aus dem Secteur public herno komme sollen. Ech si jiddefalls der Meenung, datt dat en Dauerschued wier an ech denken, datt och an Zukunft hei e gesonde Mix weiderhin net géif schueden.

Och wann herno iwwert d'Gesetz eng zolidd Augmentatioun vum Congé politique festgeluecht gëtt, bleift ënnert dem Stréch, datt déi Leit aus dem Secteur privé an hire Betriber selwer Schwieregkeete virfanne wäerten. Schwieregkeeten, déi dorobber erauslafe wäerten, datt si léiwer herno d'Fangere vun der Politik ewechloossen.

Schwieregkeete wäerten et och gi fir déi Leit, déi 40 Stonne Congé politique hunn, wa si emol eng Kéier net méi gewielt sinn oder net méi an der Politik täteg sinn, fir déi dann erëm an de Privatsecteur ze reintegréieren. Mir sollten dofir no neie Modeller sichen a kucken, fir do eng Regelung ze fannen, déi all deene Contraintë Rechnung dréit. De Congé politique einfach unzehiewen, ass menger Meenung no zu dësem Zäitpunkt mat Sécherheet net onbedéngt dat Gielt vum Ee.

Wiere mer awer, Här President, schonn um Enn vun onse Beméiungen ukomm, dat heescht bei enger anerer Gemengelandschaft, méi Masse critique an deenen eenzelne Gemengen, ergo och manner Buergermeeschteren, kéint ee sech zum Beispill e Modell virstellen a puncto Rémunératioun a Congé politique, wéi mer en haut hei an der Chamber kennen. Dëse Modell ass, soen ech emol, vläicht och net optimal, mä en ass deen zurzäit dach beschtméigleche Modell, fir deem, wat ech virdru gesot hunn, an iergendenger Form Rechnung ze droen.

Dëse Modell hätt doriwwer eraus och nach de Virdeel, fir d'Ofschafe vum Doppelmandat vum Deputéierten a Buergermeeschter méi schmackhaft ze maachen. Et wäert an Zukunft schwiereg sinn, dës Duebelbelaaschtung bäizebehalen. An och do gëtt et Argumenter. Et kann net sinn, datt de Cumul vum Congé politique iwwer 40 Stonnen d'Woch erausgeet, well mer jo haut hei zu Lëtzebuerg Gesetzer hunn, wat d'Aarbechtszäit ugeet. Dat ass dat eent.

Zweetens, méi nei Aufgabe fir déi zukünfteg Buergermeeschteren, wann een de Rapport final vun der Kommissioun kuckt, an och ëmmer méi an nei Dossieren, virun allem och där europäescher - an de Michel Wolter huet dat och scho gesot -, kommen op den Deputéierten zou. An et wäerten der an Zukunft och net manner ginn. Schléit een dat alles zesummen a léisst een dee parteipolitesche Calcul op der Säit an ass éierlech mat sech selwer, da gëtt et an Zukunft nëmmen eng Solutioun, an dat wäert déi sinn, datt een iergendwann dozou kënnt, fir d'Trennung vun dësen zwee Mandater ze maachen.

En drëtte Punkt, iwwert deen ech wëll schwätzen, ass d'Versuergung vun de Leit am Alter. Mir sinn an der Kommissioun der Meenung, datt d'Versuergung vun eisen eelere Leit ënnert d'Responsabilitéit oder op d'mannst d'Koresponsabilitéit vun de Gemenge fält. Duerfir schwätzt sech d'Kommissioun fir d'Opstelle vun engem Plan sectoriel pluriannuel sur base des principes de l'aménagement du territoire an dësem Domän aus.

Wann een elo dovun ausgeet, datt et eng Responsabilitéit vun de Gemengen ass an och bleiwe soll, da muss och derfir gesuergt ginn, datt déi eenzel Gemengen dës Responsabilitéit och kënnen ënner gläiche Konditiounen erfëllen oder iwwerhuelen.

Haut, Här President, kenne mir u sech dräi Zorte vun Haiser, déi eis eeler Matbierger ophuelen. Dat eent si Maisons de soins pour personnes âgées. Si ënnerstinn dem Santésministère a ginn deemno och ganz vum Stat bezuelt a belaaschten deemno net de Budget vun där jeeweileger Standuertgemeng.

Déi zweet Kategorie, déi mer kennen, belaascht och net de Gemengebudget a gëtt vu Privatträger gebaut an och géréiert.

Déi drëtt Kategorie, déi mer kennen, si Gemengenhaiser, ënnerstinn dem Familljeministère a ginn an der Regel vum Stat mat 80% subventionéiert. Hei droen déi eenzel Gemengen an och de Verband u Gemengen, wa se an engem Syndikat zesummegeschloss sinn, 20% vun den Infrastrukturkäschten. Mä net nëmmen dat, si sinn an der Regel och nach fir eventuell Defiziter an der Gestioun vun dësen Haiser haftbar.

Dir gesitt, Dir Dammen an Dir Hären, hei ass eng Gemeng par rapport zu där anerer ganz kloer bevirdeelegt oder ganz kloer benodeelegt, jee nodeem wéi een et kuckt. An hei an dësem Domän muss wéi scho gesot e Plan sectoriel erstallt ginn, an d'Gemenge mussen, wat d'Finanzéierung vun den Infrastrukturen ugeet, an déiselwecht Ausgangspositioun bruecht ginn oder gesat ginn.

Des Weidere schéngt mer wichteg, datt an Zukunft all déi Haiser no engem nei definéierte Schema autonom fonctionnéiere sollen. E Règlement d'ordre intérieur soll och déi finanziell Gestioun vun deenen eenzelnen Haiser regelen, an dee muss esou ausgesinn, datt si sech finanziell och selwer droen an esou eventuell Defiziter dann och vermidde ginn.

Ech denken hei virun allem un d'Uleeë vun enger Réserve financière, geméiss dem Ofschreiwungsprinzip aus dem Privatsecteur. Mécht een dat net, wäerten et ëmmer erëm finanziell Enkpäss ginn, déi d'Gemengebudgete belaaschte wäerten, wann zum Beispill an dësen Haiser nei ugestrach muss ginn oder eng nei Kichenariichtung kaaft muss ginn.

Dat gesot, Här President, hoffen ech, datt mer déi Mesuren, déi d'Spezialkommissioun an hirer grousser Majoritéit zesumme mam Innenminister a sengem Haus ausgeschafft huet, zügeg an Ugréff huelen an och en musique setze kënnen.

Zum Schluss wëll ech awer dem President vun der Kommissioun, eisem Fraktiounspresident Michel Wolter, Merci soe fir all déi Aarbecht, déi hie sech gemaach huet, a virun allem awer fir déi Gedold an dat Geschéck, déi hien opbruecht huet, fir dës Kommissioun ze leeden an och fir zu dësem Resultat, dat mer a Form vun dësem Rapport virleien hunn, ze féieren.

E Merci geet selbstverständlech och nach un d'Beamte vum Ministère an och un déi hei aus der Chamber. An un Iech natierlech alleguer, déi mer nogelauschtert hunn.

Ech soe Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Etgen. Den Här Etgen huet d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt meng Interventioun mat e puer allgemenge Remarquen ufänken, fir de Kader, an deem mer eis bewegen, ze ëmräissen.

Oft gëtt gesot, d'Gemengestrukture wiere vun anno Tubak a missten duerfir grondleeënd geännert ginn. Dat ass awer ze simplistesch.

Eng Stäerkten-Schwächten-Analys weist eis, datt d'Gemengen, vun e puer Schwaachpunkten ofgesinn, an der Regel gutt fonctionnéieren, dank dem onermiddlechen Engagement vun de villen Intervenanten.

Mat Satisfaktioun stelle mer fest, datt et nawell vill a richteg verstanene Bénévolat am Gemengeliewe gëtt. Jo, d'Gemenge fonctionnéiere besser, méi effikass, wéi staatlech Servicer. Duerfir mussen och d'Roll vum Stat an d'Relatiounen tëschent Stat a Gemeng iwwert de Leescht gezu ginn. An, et ass schonn heibanne gesot ginn, de Fonctionnement an d'Denkweis am Innenministère selwer mussen och iwwerduecht ginn.

D'Biergerinnen an d'Bierger erwaarde stänneg méi vu Stat a Gemengen. De Service public huet sech an deene leschte Jore weiderentwéckelt an ass haut aus dem kulturellen, sozialen a wirtschaftleche Liewen net ewechzedenken.

D'Gemenge sinn zu engem groussen Deel responsabel fir déi gesteigert Attraktivitéit, besonnesch am ländleche Raum. Dat däerfe mer, wa mer vun enger Réforme territoriale schwätzen, net aus den Ae verléieren.

Här President, méi wéi dräi Joer a 45 Sitzungen huet d'Spezialkommissioun gebraucht, fir hire Rapport ze finaliséieren. Et war e schwierege Parcours, besonnesch wann ee bedenkt, datt esou eng gutt Viraarbecht mat der Kompetenzdebatt vun 2003 geleescht gouf. Besonnesch och wann ee bedenkt, datt keen d'Noutwendegkeet vun enger Reform a Fro gestallt huet. Besonnesch och wann ee bedenkt, datt op enger Rei Handlungsfelder schonn eppes Konkretes hätt kënnen an d'Wee geleet ginn.

Ech denken hei un déi aacht Motiounen, déi d'Chamber 2003 unanime ugeholl huet a vun deene keng eenzeg ëmgesat gouf. Ech denken hei un de Congé politique, wou et um politesche Wëlle gefeelt huet, fir eppes ze maachen. An dobäi sollt de Rapport scho fir de Summer 2006 fäerdeg sinn.

Firwat huet et dann esou laang gedauert? War d'Missioun vun der Spezialkommissioun net kloer genuch definéiert?

Hat dës Regierung et verfeelt, am Koalitiounsaccord eng gemeinsam Marschroute festzeleeën?

Ech mengen haut soen ze kënnen, datt d'Ambitioune vu verschiddene Leit iwwer eng Territorialreform net onbedéngt zesummegepasst hunn. Déi eng wollte vläicht éischter eng Reform, wou op ee Coup alles realiséiert géif; déi aner wollten éischter ee graduellt Weiderkomme préconiséieren, wou een a Rou, awer virun allem mat Häerz a Verstand sollt un d'Problematik erugoen.

Et ass dës pragmatesch Approche, déi leschtenenns hire Wee gemaach huet. An et ass och dës Virgehensweis, déi d'Approbatioun vun den Haaptfraktiounen an der Kommissioun fonnt huet.

Et ass awer keen Happy End. Et ass eréischt den Ufank. Et ass eng Landung, déi gläichzäiteg och e Start zu engem neien Challenge ass. En Challenge, deen doraner besteet, datt den Innenminister am Dialog, am Konsens an am géigesäitegen Averständnis eng Carte territoriale opstellt.

A well den Innenminister mam Syvicol déi dote Virgehensweise schonn op d'Schinne gesat hat, haten déi, déi eng Radikalreform préconiséiert haten, keen anere Choix, wéi sech ze ralliéieren, well se duerch d'politesch Realitéit um Terrain riskéiert hätten, sech als theoretesch Reformer an den Eck drécken ze loossen, ouni datt si eppes opweises hätten.

Hei huet ee séier gemierkt: Reformwüteg ass net gläich reformfäeg. Duerfir ass et op eemol séier gaangen. Et ass och séier gaange mam Sträichen, mam Zréckstelle vun Ambitiounen, déi wuelverstanen ëmmer nëmme vu Minoritéite gedeelt goufen. Et ass esou séier gaangen, datt ee bal vergiess huet, wat alles hätt kënnen zréckbehale ginn a wat d'Autonomie vun de Gemenge staark ënnergruewen hätt.

Ech denken hei un all Form vun Zwëschestruktur, un den Établissement public de coordination régionale mat engem Représentant territorial de l'État, ech denken un eng Administration des affaires communales et régionales, ech denken un eng Chambre des élus communaux. Alles Gebilde, déi ee Kompetenztransfert vu gewielte Vertrieder op d'Beamte mat sech bruecht hätt.

D'DP hat duerfir a fréiere Positiounspabeieren, an notamment an hirem Alternativkon-

zept, dat si presentéiert hat nom Innenminister sengem Konzept, kloer opgezeechent, wéi esou eng Reform kéint ausgesinn. Et ass ee pragmatescht Alternativkonzept, dat de Realitéiten um Terrain Rechnung dréit an och eng gerecht Behandlung vun de Gemenge virgesäit. Eis als DP ass et virun allem drëm gaangen, staark Gemengen ze kréien, fir d'Gemengenautonomie ze festegen a fir der Evolutioun vun der Demokratie zu enger Technokratie Halt ze gebidden.

Virun allem ass et eis awer drëm gaangen, fir méi Autonomie, manner Kontroll, manner Tutelle, méi Fräiheet an eng gréisser Responsabilisatioun vun de Gemengen ze erreechen. D'DP-Alternativkonzept gouf geleet vun der Approche, datt mer d'Politik mussen erëm méi no bei de Bierger réckelen. Wéi kënne mer eis Gemengen an de Regiounen organiséieren, datt se als modernen an effikasse Serviceprovider déi vun de Biergerinnen a Bierger gefrote professionell Leeschtunge beschtens erfëlle kënnen? A grad duerfir begréisse mer ausdrécklech, datt sech am Ofschlossrapport géint ee Contrôle d'opportunité, a just fir ee Contrôle de légalité ausgeschwat gëtt. Grad wéi och d'Ofschafe vun den Distriktskommissariater ee vun de Kärpunkte vun deem Alternativkonzept ass. D'Distriktskommissäre sinn e Relikt par définition aus dem Postkutschenzäitalter.

Här President, dësen Ofschlossbericht ass eng kloer Ofso zu Zwangsfusiounen. Mä ee gewëssent Mësstrauen ass noutwendeg, et ass eng Form vu Virsiicht. Fusiounen däerfen net opgezwonge ginn, mä mussen an de Käpp vun de Leit wuessen. Eng intensiv gefouert Diskussioun kann dësem Reifeprozess nëmmen dénglech sinn. Mir mussen eis also Zäit huelen, quitte datt ee sech eng Échéance setzt, wuelwëssend, datt ee muss flexibel bleiwen. Léiwer eng fräiwëlleg Fusioun mat enger Wahléchéance méi spéit, wéi onzefridden, ondécidéiert Partner mat Zwang beieneebréngen.

Et gëtt nach ze vill kleng Gemengen; hei gëllt et Fusiounsbestriewungen ze énnerstëtzen. Et kann awer net sinn, datt déi kleng Gemengen de Geldkrunn zougedréint kréien an iwwert dee Wee zwangsforcéiert ginn, d'Knëppele bei d'Tromm ze geheien. Et ass einfach falsch, déi Gemengen, déi net direkt wëlle fusionéieren, finanziell ze bestrofen, oder déi, déi et maache wëllen, esou wéi et am Rapport steet a wéi de Minister et och nach dëser Deeg nees an engem Interview ënnerstrach huet, extra ze belounen. Déi Doppelmoral, déi eng Spezialitéit vu senger Partei ass, fir op där enger Säit eppes virzegaukelen an dann op där anerer Säit et awer ze maache wéi een et wëllt, dat ass ee politesche Stil, mat deem ee fir allemol muss opgehale ginn!

(Interruptions)

Une voix.- Wéi kënnt Dir esou eppes vun enger chrëschtlecher Partei behaapten?

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, d'DP seet Jo zu fräiwëllege Gemengefusiounen. Mat der DP wäert et net zu Zwangsfusioune kommen, an duerfir hale mir et an der DP mam Bibelsproch: „Deine guten Taten sollen freiwillig und nicht erzwungen sein."

(Interruptions)

Här President, erzwongen oder forcéiert Fusioune vergréisseren d'Distanz tëschent Politiker, Verwaltung a Bierger. Genau de Géigendeel ass awer erstriewenswäert. An dësem Kontext ass och ëmmer d'Fro vun der kritescher Mass vun Awunner, déi eng Gemeng muss oder soll hunn, fir optimal ze fonctionnéieren, gestallt ginn.

Allze laang ass sech fest op eng Mindestgréisst vun 3.000 Awunner verstäipt ginn. De Generalsekretär vun der CSV huet souguer an enger Pressekonferenz op Niklosdag 2007 gesot, d'CSV hätt gären am ländleche Raum Gemenge vu mindestens 4-5.000 Awunner, an am städtesche Raum Gemenge vu mindestens 10.000 Awunner. All dës Zuele sinn arbiträr a mat näischt beluecht. Dat Eenzegt wat zielt, ass de Service um Bierger. Mir mussen oppassen, datt verschidde Gemenge flächeméisseg net ze grouss ginn, datt se einfach net ze géréiere sinn.

De Service um Bierger ass ee Service de proximité a muss ee Service de proximité bleiwen. D'Gemeng als Keimzell vun der Demokratie muss d'Proximitéit zum Bierger behalen. Dat ass och de Garant fir dee gudde Fonctionnement, besonnesch awer fir d'Vertraue vum Bierger an d'Institutiounen. Institutiounen, déi ze wäit ewech vum Bierger sinn, gi mat enger gewësse Skepsis vum Bierger opgeholl. Si wierken oft ze bürokratesch, ze steril, ze dirigistesch an ze technokratesch. Dës Proximitéit war de Charme an d'Attraktivitéit vun de Gemenge bis elo a muss dat och bleiwen.

Als Demokratesch Partei hu mir eis duerfir och agesat, datt een déi Zuel vun 3.000 mat enger gewëssener Souplesse muss gesinn. Onbedéngt muss also de geographesche Gegebenheete Rechnung gedroe ginn. Am Rapport gëtt duerfir och festgehalen, datt 3.000 Awunner een Objektiv ass, an datt déi geographesch Ausdehnung ee Kritär soll sinn, deem Rechnung ze droen ass.

Här President, ech hu virauser gesot, datt mer mat dësem Rapport nach keng Territorialreform hunn. D'Kommissioun konnt nëmmen Orientéierunge festleeën, d'Marschrichtung bestëmmen. De Ball läit elo beim Innenminister. Vill Fangerspëtzegefill ass verlaangt fir déi nei Kartographie. Zesummeféieren, wat zesumme gehéiert. Keng einfach Saach!

Et gëtt objektiv Kritären, et gëtt awer och Sensibilitéiten an Animositéiten. Hei muss onbedéngt deene bestehende Kooperatioune Rechnung gedroe ginn. Jorelaang Zesummenaarbecht däerf net liichtsënneg op d'Spill gesat ginn. Bestehend Strukture sollen, wa méiglech, net auserneegerappt ginn. Hei muss een intensiven Dialog gefouert ginn.

D'Gemengen hunn Erwaardungen, Wënsch an Usprëch, déi vum Innenminister eleng keng zefridde stellend Äntwert kënne kréien. Och aner ministeriell Departementer sinn hei gefuerdert a mussen an de Konsultatiounsprozess agebonne ginn. Déi nei Kartographie ass also net nëmmen d'Saach vum Innenminister, mä vun der ganzer Regierung.

Här President, mat Satisfaktioun stelle mer fest, datt d'Kommissioun et fäerdeg bruecht huet, d'Kompetenzen tëschent Stat a Gemenge méi kloer ze definéieren. Erlaabt mer hei eng Klammer opzemaachen, fir och mengersäits dem President a Rapporteur Michel Wolter Merci ze soe fir seng Beharrlechkeet, säi Gescheck a seng Sachkenntnis fir dëse Rapport zu engem gudden Enn ze féieren.

Erlaabt mer och de Sekretär vun der Kommissioun, den Här Claude Frieseisen, an dëse Merci anzeschléissen. Seng Experienz als fréieren Distriktskommissär an als Regierungsbeamte vum Intérieur, awer och säi staarken Aarbechtswëlle fir virunzekommen, gekoppelt mat engem gesonde Sens de la diplomatie waren der Kommissioun eng onverzichtbar Hëllef. Vill Säiten hu misse geschriwwe gi fir de Konsens ze fannen. Et war nämlech esou, datt eréischt wéi mer op engem Text geschafft hunn, den eigentlechen Duerchbroch erreecht ginn ass, quitte Här Sekretär, datt vill vun Äre Säiten hu misse gestrach ginn. Klammer zou an zréck bei déi méi kloer definéiert Kompetenzen.

De Rapporteur huet déi wesentlech Neierungen exzellent ëmrass, duerfir wëll ech mech op e puer Commentairë beschränken. Här President, de Rapport mécht méi wéi däitlech, datt all gutt Virsätz näischt déngen, wa mer déi verschidde Plans sectoriels net kréien an net kennen. Dat gëllt a besonneschem Mooss fir de Plan sectoriel „zones d'activités économiques". Och dann eréischt kënne mer iwwert d'Verdeelung vun de Plus-valuen op d'Regioun schwätzen.

D'Opstelle vun de sektorielle Pläng brauch Zäit. Vun 2004 u bis haut ass awer ee laangen Dag, a grad hei si mer bei der Schwächt vum jëtzegen Innenminister. Méi wéi eng Kéier huet hien an dëser Legislaturperiod mat groussen Ukënnegungen, agepaakt a schéi Prosa, opgewaart, ouni datt hannendrun eppes geschitt ass. Dat seet net nëmmen d'DP, mä och de Rapport vun der Spezialkommissioun, wéi och de „Lëtzebuerger Wort"-Leitartikler vum 13. Juni vun dësem Joer. De jëtzegen Innenminister huet dem fréiere Minister Alex Bodry de Rang als Ukënnegungsminister längst ofgelaf.

Als DP begréisse mir, datt ee legislative Kader soll geschafe ginn, wat d'Roll vun de Gemenge bei den alternativen Energien ubelaangt.

(Interruption)

Och déi kloer Ofgrenzung bei der Gestioun vun de Bëscher entsprécht voll a ganz de Virstellunge vun der Demokratescher Partei. Leider huet sech d'Spezialkommissioun net mam Naturschutz auserneegesat an der Kompetenzopdeelung tëschent Stat a Gemengen. Wat d'Missioun vun där enger an där anerer Entitéit ubelaangt, bleift eis Législatioun nach flou. Op där anerer Säit gëtt et konkret Démarchen, wéi en effikassen Naturschutz tëschent Stat a Gemengesyndikater geregelt soll ginn. Mir hätten eis gewënscht, datt een iwwer eng kohärent Démarche a puncto Naturschutz diskutéiert hätt.

Bei der Waasserpolitik allerdéngs fäerte mir als DP, datt d'Autonomie vun de Gemengen ze staark ënnergruewe gëtt, trotz alle positiven Intentiounen am Rapport. Dat neit Waassergesetz huet nämlech ze vill eng zentralistesch Approche. Et ass e Gesetz voller Verboter, ze vill dirigistesch an technokratesch.

Eng verstäerkte Solidaritéit tëschent allen aktive Strukture soll derzou bäidroen, datt den Zougang zu enger an därselwechter Leeschtung an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg iwwerall d'selwecht ass. Déi geographesch a regional Gegebenheeten däerfe sech weder op d'Qualitéit nach op de Präis auswierken.

Bei der Educatioun wëll ech op en Neits drop hiweisen, datt d'DP géint d'staatlech Nominatioun vum Léierpersonal ass. Ech stelle fest, datt déi zoustänneg Ministesch an dësem Punkt schonn amgaang ass zréckzerudderen an d'Zich vu Kuerzzäit-Ersatz-Léierpersonal a Gemengenhand wëllt loossen. Ech wëll hei och drop hiweisen, datt d'Fransousen dës Attributioun opgrond vu schlechten Erfahrungen erëm wëllen zréck bei d'Gemenge ginn. Op dësem Punkt géif ech mer parteieniwwergräifend méi Courage bei de Gemengepolitiker an dësem Haus heibanne wënschen.

Wat den Encadrement ubelaangt, gëtt de Rapport enger laangjähreger Fuerderung vun der Demokratescher Partei Recht, datt dee ganze schouleschen Encadrement ënnert der Tutelle vun engem eenzege Ministère soll stoen.

Wat de Museksunterrecht ubelaangt, ass et een Aarmutszeugnis par excellence, datt de Kulturministère op d'Réforme territoriale huet misse waarden, fir Upassunge vum 98er Gesetz elo vläicht an d'Wee ze leeden.

(Interruption)

A puncto Santé ass et och fir eis nëmmen normal, datt dëst am Prinzip eng staatlech Kompetenz ass, an datt eng Gemeng op hir eegen Initiativ sech zu all Moment aus der Gestioun vun engem Spidol kann zréckzéien. An enger verännerter Gesellschaft kritt déi ganz Sozialpolitik eng aner Nues a soll ee regelrechte Service vun der Gemeng op deene verschiddensten Niveaue ginn.

Här President, déi lescht Regierung hat mam IVL eng gutt strategesch Rumm fir d'Landesplanung ausgeschafft. Dës Rumm zesumme mat de regionalen interkommunale Syndikater, déi am 99er Gesetz virgesi sinn, sinn dat ideaalt Réckgrat fir eng Territorialreform.

Am DP-Alternativkonzept vun 2005 huet meng Partei ausdrécklech drop higewisen, datt de Programme directeur de l'Aménagement du Territoire dat ideaalt Konzept ass fir déi regional Zesummenaarbecht virunzedreiwen. Ee Konzept, wat op der konzentréierter Dekonzentratioun baséiert.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Deen entspriechende Programm bitt net nëmmen d'Méiglechkeet, mä d'Flicht zur regionaler Zesummenaarbecht. Duerfir mengen ech, kann een net vun enger grousser Neierung schwätzen, wann d'Schafe vun engem Regionalfong virgesinn ass a wann déi interkommunal Syndikater eege finanziell Mëttel solle kréien.

Et sinn dëst Mesuren, déi schonn 2003 an deene virauser ugeschwatene Motioune festgehale waren. Et kann ee folglech haut nëmme bedaueren, datt de Minister och dës Motiounen nach net ëmgesat hat.

Am DP-Alternativkonzept huet meng Partei drop higewisen, datt autonom fonctionnéierend interkommunal Syndikater hiert eegent Instrument sinn, fir déi regional Entwécklungspläng ëmzesetzen, an och dee privilegéierten Interlocuteur fir den Aménagementsminister.

Vun Neierung oder vun engem Paradigmewiessel kann een do schonn éischter schwätze beim Rôle, deen déi sougenannt Communautés urbaines bei der Entwécklung vun deenen éischter urbane Raim solle spillen. Virbildhaft kann een d'Aart a Weis bezeechnen, wéi lues awer sécher d'Communauté urbaine vun der Nordstad Realitéit gëtt.

Nodeems datt déi sechs IVL-Gemenge Bettenduerf, Dikrech, Ierpeldeng, Ettelbréck, Colmar a Schieren 2006 eng Konventioun mam Innen- a Landesplanungsminister ënnerschriwwen haten, hu si domadder de feste Wëlle bekräftegt, hir Zukunft zesummen ze gestalten. 2007 huet de Comité politique Nordstad ënnert der dynamescher Presidentschaft vum Ierpeldenger Buergermeeschter den Integrative Planungsprozess an Ugréff geholl a während zéng Méint eng gemeinsam Strategie entwéckelt, fir de Masterplang ze erstellen an dunn uganks dëses Joers an de verschiddene Gemengeréit ze diskutéieren a mat enger breeder Akzeptanz ze votéieren. Parallell goufen am Hierscht 2007 Biergerforen organiséiert, fir d'Awunner um Zukunftsprozess ze bedeelegen.

Déi ganz Planung hat zum Zil, ee modernen an attraktiven Déngschtleeschtungszentrum ze schafen, eng Haaptstad respektiv e Serviceprovider fir dee ganzen Norden, esou wéi et am Gesetz vum Plan directeur vum Aménagement du Territoire festgehale gouf. Fir dem Pendlerzeenario entgéintzewierken an den Awunnerzeenario ze favoriséieren, sollt d'Bevölkerung vun 21.000 bis op 30.000 uwuessen a 7.000 nei Aarbechtsplaze sollen nei entstoen. Fir dës Ziler ze erreechen, brauch d'Nordstad eng nei Struktur. A grad hei sollen an enger Communauté urbaine d'Gemengen zesummewuessen.

Wat hei gefält, ass, datt d'Gemengen ouni Zwang, ouni Drock, fräiwëlleg a voller Iwwerzeegung mat hirem Masterplang Grousses geleescht hunn. Et existéiert eng modern Strategie, eng staark Dynamik an e politesche Konsens. Hei gouf vun de Gemengen en zolidd politescht a planerescht Fundament gebaut. Dat ass dee richtege Wee, fir zesummenzeschaffen. Dat ass de Wee, fir eng Territorialreform mat Inhalt ze fëllen. Dat ass de Wee, datt eng Territorialreform wierklech Sënn mécht. Dat huet och d'Kommissioun richteg erkannt a mat Nodrock drop higewisen, datt esou Communautés urbaines vun Ufank un eege finanziell Mëttel musse kréien.

Alles dat, wat ech iwwert d'Nordstad gesot hunn, ass natierlech och situatiounsgebonne fir déi aner Communautés urbaines richteg. Esou ee Prozess ass nëmme méiglech, wann d'Gemengeresponsabel vu professionelle Leit ëmgi sinn.

Dat féiert mech zum Kapitel vun de Gemengeservicer am 21. Jorhonnert, déi opgrond vun de Gespréicher mat der FGFC op dräi Pilieren opgebaut sinn an déi, déi derfir suergen, déi vum Bierger gefrote professionell Leeschtungen ze assuréieren. Déi verschidde Gemengeservicer si Bindeglied tëschent deene verschiddene Mandatsdréier, si Bindeglied tëschent deene verschiddene Mandatsperioden, si Bindeglied tëschent Gemeng an Autorité supérieure, si Beroder an Executant a mussen optimal organiséiert a strukturéiert sinn. Als laangjähregen Gemengepolitiker weess ech ze schätzen, datt dem Volet vum Humankapital vun enger Gemeng esou eng grouss Bedeitung am Rapport zoukënnt.

Madame Presidentin, et gëtt awer och Froen, déi net deeselwechte Konsens fonnt hunn. Laang ass diskutéiert, philosophéiert an debattéiert ginn iwwert d'Fro vun der Trennung vun de Mandater oder anescht ausgedréckt, d'Fro vun den Duebelmandater. Schlussendlech schwätzt de Rapport nach just vun der politescher Disponibilitéit vum Lokal-, Regional- an Nationalpolitiker. Protagoniste vun enger strikter Trennung vun de Mandater hunn d'Schafe vun enger Chambre des élus communaux an de Raum gestallt, fir dee Lien tëschent dem lokalen an dem nationalen Niveau oprechtzeerhalen.

D'Demokratesch Partei huet sech schonn an hirem Alternativkonzept géint all Form vun Zwëschestruktur ausgeschwat. Mir sinn och géint eng territorial zweet Chamber. Wann de Kommunalpolitiker keng Zäit huet, fir gläichzäiteg am nationale Parlament ze sëtzen a seng kommunal Aufgaben ze erledegen, wou soll hien dann d'Zäit huelen an der Zukunft, fir an d'Chambre des élus communaux sëtzen ze goen an do ze theoretiséieren?

Et war ëmmer eng Stäerkt vu Lëtzebuerg, datt mer nëmmen zwee Entscheedungsniveauen haten, an dat soll och esou bleiwen. D'Positioun vun der Demokratescher Partei, wat d'Trennung vun de Mandater ubelaangt, ass déi, datt mer elo fir d'éischt d'Missioune festleeën, d'Kaart vun der Gemengelandschaft nei zeechnen an dann eréischt déi dote Fro zum Schluss vum Prozess klären.

An der DP si mer awer am Prinzip fir eng Trennung vun de Mandater. A grousse Gemengen, etwa vun 10.000 Awunner un, brauche mer de Fulltime-Buergermeeschter.

Madame Presidentin, hei komme mer net derlaanscht, fir iwwert de Congé politique ze schwätzen. Et geet hannen a vir net méi duer. Dat ass haut wouer, et war scho gëschter a virgëschter wouer.

Duerfir, Här Minister, maacht dach endlech eppes a waart net bis muer! D'Gemengepolitiker kënnen all déi Verspriechungen an dat Vertréischten an där doter Fro net méi héieren.

Minoritär Kräften an der Kommissioun wollten och dës Problematik un de Schluss vum Prozess stellen. De Congé politique muss direkt nei fixéiert ginn, fir de kommunale Politiker d'Méiglechkeet ze ginn, sech intensiv an den Diskussiounsprozess grad vun der Territorialreform anzebréngen. Si erstécke soss an der dagdeeglecher Gestioun, a wichteg an néideg Reforme verléieren u Prioritéit.

Mir brauchen awer net nëmme méi Congé politique fir d'Buergermeeschteren, mir brauchen och méi Congé politique fir d'Schäffen. Mir brauchen endlech och Congé politique fir den Engagement an den interkommunale Syndikater, fir den Engagement an all aneren interkommunale Kooperatiounen. Fir dem schläichenden Demokratiedefizit entgéintzewierken, brauche mer och méi Congé politique fir d'Conseilleren.

Madame Presidentin, dat Wichtegst am Stat sinn d'Gemengen an dat Wichtegst an de Gemenge sinn d'Bierger. Bei enger Territorialreform gëllt et virun allem, dësen demokratesche Grondsaz ze verwierklechen. Mir brauche staark Gemengen. Si si Garant fir e staarke Service public, fir gesteigert Liewensqualitéit, fir ekonomesche Wuesstum, fir Wuelstand. Wien d'Proximitéit zum Bierger an d'Subsidiaritéit eescht hélt, muss d'Gemengewiese vun ënne stäerken.

Duerfir ass et esou wichteg, datt mer iwwert d'Gemengefinanze schwätzen. Mä och hei konnt d'Kommissioun sech a hiren Iwwerleeungen nëmmen op generell Orientéierungen eenegen. Eigentlech ass et schued, datt dës Kommissioun et net fäerdeg bruecht huet, grad am Volet vun de Finanze méi wäit, méi an den Detail ze goen. An dat besonnesch och, well keen, awer wierklech guer keen d'Wichtegkeet vun enger Reform vun de Gemengefinanzen a Fro stellt.

Schonn 2002 ass e Conseil supérieur des finances communales an d'Liewe geruff ginn, mam Zil fir an engem Geescht vun Zesummenaarbecht, Transparenz a Partenariat eng iwwerfälleg Reform vun de Gemengefinanzen ze begleeden a bei all Gesetz, dat eng Répercussioun op d'Gemengewiese kann hunn, säin Avis ofzeginn.

Fait ass awer: Wann een näischt maache wëllt, setzt een e Conseil supérieur an, fir Zäit ze gewannen a Problemer mautschen ze loossen. Eppes ass hei glaskloer: Et feelt jiddefalls an der Majoritéit de Wëllen, eppes un de Gemengefinanzen ze änneren. Zënter Jore gëtt monéiert, fir d'éischt schwätze mer iwwert d'Kompetenzopdeelung, d'Missiounen an d'Territorialreform an eréischt duerno, och, wann et bis Mokuchsdag dauert, schwätze mer iwwert d'Finanzen.

Dës Regierung bleift an dëser Fro um séchere Wee an hélt bewosst krass Ongerechtegkeeten a Kaf. Besonnesch bei der Gewerbesteier mierke mer, datt de Verdeelungsschlëssel komplex a wéineg transparent ass, an en plus ass dës Steier ganz staark konjunkturell ofhängeg. Derbäi kënnt, datt et grouss Ënnerscheeder bei de Recettë vun engem Joer zum anere ka ginn. D'Gemenge brauchen awer stabil Recetten, fir Planungssécherheet ze hunn.

De Fazit ass hei einfach, datt deenen enge Gemengen d'Ochsen um ieweschte Späicher kaalwen an anerer mussen de Salto schloen, fir den ordinäre Budget beieneenzekréien.

Zum Fonds communal de dotation financière ass just ze soen, datt d'Participatiounstauxen un deenen eenzelne Steieren - um Akommes, op der Autosteier, un der TVA - 1967 fixéiert goufen an duerno ni méi adaptéiert goufen. Dës Tauxen entspriechen deemno net méi där verännerter Steierlandschaft. Duerch den europäeschen Harmoniséierungsprozess koum et nämlech an deene leschte Joren zu enger Verlagerung vun deenen direkten op déi indirekt Steieren. Besonnesch d'TVA, wou d'Gemengen nëmmen 10% hunn, huet massiv u Gewiicht gewonnen.

Aus all deene Grënn huet d'Kommissioun zréckbehalen, datt d'Evolutioun vun der Recette communale parallell zu de Statsrecettë soll an d'Luucht goen. Och gouf festgehalen, datt nei Missiounen oder besser gesot all Kompetenztransfert automatesch mat engem entspriechenden Transfert vun de finanzielle Mëttele begleet wier. Eigentlech lauter ganz normal Ofleef, déi awer an der Vergaangenheet keng Selbstverständlechkeet waren.

D'Gemengen hunn an der Vergaangenheet och ëmmer kloer, prezis an transparent Kritäre bei den Investitiounssubside verlaangt. An dësem Sënn ass d'Ausso, datt déi sougenannt Centres de développement et d'attraction verstäerkt sollen ënnerstëtzt ginn, och nëmmen eppes Normales, eppes, wat an d'Konzept vun der konzentréierter Dekonzentratioun passt.

Wéi laang gëtt scho vun enger Reform vun der Grondsteier geschwat?

Dës Steier huet einfach kee Bezuch zur Realitéit. 2003 huet dës Chamber d'Regierung opgefuerdert, eng Reform an d'Wee ze leeden. An och bei dëser Motioun huet d'Regierung et bis haut verfeelt, Neel mat Käpp ze maachen an der Chamber eng Reform ze proposéieren.

D'Grondsteier kéint awer dat adequat Mëttel sinn, fir de Pouvoir local ze stäerken, doduerch, datt ee selwer iwwert d'Fiskalitéit kann décidéieren. Dorunner änneren déi kleng Modifikatiounen am Pacte logement näischt. Au contraire: D'Ongerechtegkeeten an d'Ongereimtheete ginn ëm eng Rei Elementer vergréissert.

Wa mir vun enger Reform vun der Grondsteier schwätzen, da musse mer eis eens sinn, ob mer wëlle finanziellen, wirtschaftlechen, urbanisteschen, städtebauleschen, sozialen, naturschützereschen oder landwirtschaftlechen Ziler gerecht ginn. Déi nohalteg Duerf- a Stadentwécklung muss besser op d'Flächepolitik an der Regioun ofgestëmmt ginn. D'Grondsteier muss och als Element vun der Siedlungsentwécklung gesi ginn.

Madame Presidentin, d'Kapitel vun de Gemengefinanzen ass jiddefalls net ubruecht, fir e Paradigmewiessel anzelauden. An deene leschte Jore wäert d'Regierung coûte que coûte nëmmen zu enger eventueller Reform bereet, wa se de Stat näischt méi kascht. An dach huet den Innenminister zesumme mam Finanzminister et emol net fäerdeg bruecht, à guichet fermé, dat heescht innerhalb der gesamter finanzieller Enveloppe, déi de Gemengen zur Verfügung steet, krass Ongerechtegkeeten auszemäerzen.

Méi schlëmm nach, ënnert dem Deckmantel fir méi Transparenz an d'Gestioun vun de Subsiden eranzebréngen, huet de Stat seng Subsidepolitik verstäerkt, wat méi e groussen Deel un zweckgebonnene Sue mat sech bruecht huet.

De Stat huet also kontinuéierlech méi eng grouss Emprise op d'Gemenge kritt, wat e Verloscht vun Autonomie mat sech bruecht huet an och a flagrantem Widdersproch ass zu de Prinzipië vun der Charte européenne de l'autonomie communale.

E moderne Stat verlaangt eng strikt Applikatioun vum Subsidiaritéitsprinzip. Autonomie erreecht ee mat engem Maximum vun net zweckgebonnene Suen, déi d'Gemengen a Missiounen no hirem fräie Choix engagéieren.

Als Demokratesch Partei bedauere mir aus all deene Grënn, datt d'Kommissioun an hiren Iwwerleeungen iwwert d'Gemengefinanzen net méi wäit gaangen ass. D'Demokratesch Partei huet ëmmer gesot, datt eng Territorialreform zwéngend mat enger Reform vun de Gemengefinanze muss analyséiert ginn.

Ech ginn zou, datt keen eng Patentléisung aus dem Hutt kann zauberen.

(Interruption)

Grad duerfir musse mer de Wee vun de klenge Schrëtt goen, soss riskéiere mer, um Enn vum Prozess vun der Territorialreform keng konsensfäeg Finanzreform parat ze hunn.

De Wee vun transparente Gemengefinanze wëllen awer bewosst verschidde Leit net matgoen, duerfir huet besonnesch och d'LSAP eng äusserst skeptesch Haltung a verschiddenen Diskussiounen ageholl.

Dobäi muss ee wëssen, datt de Budget net der Regierung gehéiert, mä dem Vollek. An dat Vollek sëtzt nun eemol och an de Gemengen. D'Demokratesch Partei ass jiddefalls der Meenung, datt eng Reform vun de Gemengefinanzen zesumme mat enger Territorialreform muss operationell sinn. D'Kärelementer vun esou enger Reform mussen aus evidente Grënn vun Transparenz virun der Finalisatioun vun der Territorialreform bekannt sinn.

Madame Presidentin, Dir gesitt, beim Volet vun de Gemengefinanze si mer, wéi de Rapporteur et och gesot huet, nach e bësse schwaach op der Broscht, an et ass dëst den Haaptschwaachpunkt vum ganze Rapport. Et kann een dat net genuch widderhuelen. Well generell gekuckt ass et eng falsch Approche, fir gleewen ze dinn, mat enger Territorialreform géife mer automatesch op ee Coup all Problemer léisen.

Neen, eng Territorialreform ass ee kontinuéierleche Prozess. Parallell zum Prozess musse mer mat engem kloren Zil virun Aen och eis alldeeglech Hausaufgabe maachen. Mam Bléck op d'Territorialreform geriicht, ass de Minister awer am Reformstau stoe bliwwen.

Här Minister, ech ginn net midd fir ze soen - an ech widderhuele mech -, mir brauchen esou séier wéi méiglech d'Plans sectoriels, mir brauchen esou séier wéi méiglech Verbesserungen, virun allem Vereinfachunge vum Aménagementsgesetz vun 2004. Mir brauchen d'Reglementer, fir d'Gesetz vun 2004 iwwert d'Administration des services de secours a Kraaft ze setzen. Mir brauchen eng Loi-cadre iwwert d'Communautés urbaines. Mir wéisste gären, wou mer präislech beim Waasser landen. Mir brauchen ee Vertrauensvorschuss a puncto Gemengenautonomie, dat heescht manner Bürokratie, manner Virschrëftewirrwarr, manner administrativ Schikanen.

Wann een d'Gemengelandschaft wëllt nei gestalten, muss een eraus aus dem Reformstau. Et geet net duer, vill lasszekappen. Et geet net duer, grouss Visiounen unzedeiten. Den Helmut Schmidt sot eng Kéier, datt, wann ee Visiounen huet, ee misst bei den Dokter goen.

(Brouhaha général)

D'DP huet an der Vergaangenheet de Bewäis erbruecht, datt se eng gutt Sensibilitéit an eise Gemengen huet.

D'DP war, ass a bleift prett, fir an aller Sachlechkeet konstruktiv un enger Territorialreform matzeschaffen. Mir brauchen nämlech staark Gemengen. Duerfir wäerte mir och als Fraktioun vun der Demokratescher Partei souwuel d'Motioun wéi och d'Resolutioun stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Etgen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll e groussen „Uff" hei ausdrécken, net no der Ried vum Här Etgen, mä „Uff" no dräianenhalleft Joer Aarbecht an der Spezialkommissioun hei vun der Chamber. An ech mengen, et geet ville Kolleegen, besonnesch de Membere vun där Kommissioun, sécherlech ähnlech.

Et ass gepackt. Gepackt, net fir op d'Zilgerad ze kommen, mä gepackt mat engem Resultat, wat sech weise léisst a wou ee mat Erliichterung feststellt, dass déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass iwwert déi laang Joren, déi séllechen Diskussiounen an Auditiounen, déi d'Kommissioun gefouert huet an déi sech net alleguerten an deemselwechte Mooss an deem Rapport final do erëmspigelen - do ass nach vill méi Dokumentatioun a vill méi Wëssen ugesammelt ginn, wéi dat sech an deem scho voluminéise Rapport erëmspigelt -, eis e Stéck weiderbréngen.

E Stéck weider par rapport zu deene Konklusiounen, déi d'Chamber am Joer 2003 zu enger ähnlecher Problematik gezunn huet. E Stéck weider am Sënn vun der Moderniséierung vun de kommunale Strukturen zu Lëtzebuerg, dem Fonctionnement an der Glidderung vun der öffentlecher Verwaltung hei am Land.

D'Territorialorganisatioun vu Lëtzebuerg, d'Kompetenzopdeelung tëschent Stat a Gemengen, Regionalsyndikater, Gemengefinanzreform, Statut vum Buergermeeschter a vun de Gemengeréit, Verwaltungstutelle iwwert d'Gemengen, d'Aféierung vun engem Code communal mat engem Code territorial: Dat alles si Stéchwierder. Si si schonn hei genannt ginn an ech wëll net méi dorop agoen.

Et muss eis allerdéngs och bewosst sinn, dass dat alles net terribel sexy ass an den Ouere vun de Leit dobaussen.

(Interruptions)

Dat ass dee grousse Problem, dee groussen Hoff, dee mer nach musse gemeinsam hei fäerdeg bréngen, well ech mengen, dass zwar Iwwerzeegungsaarbecht hei an der Chamber geleescht ginn ass an dass och iwwer wäit Strecke konnt eng Grondiwwereneestëmmung erziilt ginn iwwert d'Ausriichtung vun deene Reformen, mä dass awer dat Wichtegst an dat Entscheedendst eigentlech nach ze maachen ass.

Mir mussen all déi doten dach relativ theoretesch an abstrakt kléngend Begréffer elo a Musek bréngen an och kloermaachen, firwat dass mer all dat dote wëllen, firwat dass mer der Meenung sinn, dass mer net kënnen esou weiderfueren an deem bestehende legalen a strukturelle Kader, wéi mer et zënter laange Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg kennen.

Et bleift also e bëssen e politesch-technneschen, technokratesche Rapport an der Linn vun all deenen ähnleche Rapporten, déi Chamber un d'Regierungen zu deene Punkte mécht.

Wat mir musse ronnbréngen, dat ass, dass mer déi Gréffegkeet, déi besonnesch an de Konklusiounen awer erakomm ass an dee Rapport, ëmkéieren an dass mer kloermaachen, dass een déi dote Fro net nëmmen ze kucken huet duerch de Brëll vun deenen, déi plangen, vun deenen, déi organiséieren, mä dass mer virun allem déi dote Reform - dat ass eigentlech den Ausgangspunkt vun deem Ganzen - duerch de Brëll musse kucke vun deene betraffene Bierger - vum Vollek, wéi mäi Virriedner hei gesot huet.

Wat sinn haut d'Ufuerderungen, d'Erwaardungen, déi de Bierger un d'öffentlech Verwaltung stellt?

Wat fir eng Déngschtleeschtunge fir sech, fir seng Famill, zu wat fir enge Konditiounen, zu wat fir enge Präisser kann een erwaarden? Wou ginn déi Déngschtleeschtungen am beschten organiséiert?

Wéi erhalen, wéi verstäerken, wéi retabléiere mer d'Verbindung tëschent dem Bierger an de Verwaltungen? Wéi gesi mer d'Kommunikatioun tëschent de Bierger respektiv de Verwaltungen an de Bierger?

Wéi garantéiere mer de gesellschaftlechen Zesummenhalt an de lokale Gemeinschaften? Wéi gewährleeschte mer d'Matsproocherecht vum Eenzelnen an eng wierksam demokratesch Kontroll och op lokalem Niveau?

Dat sinn essenziell Froen, déi mer eis musse stellen, déi och deelweis Ausgangspunkt ware vun den Diskussioune bei eis an der Spezialkommissioun, mä déi awer am Laf vun eisen Diskussioune vläicht e bësse verluer gaange sinn an deem Ganzen, well mer eis konzentréiert hunn op Strukturen, op d'Gesetzer, op d'Reglementer, op d'Prozeduren.

Et ass also wichteg ze betounen, dass den A an O, den Ausgangspunkt an den Zweck vun allem ass, fir eigentlech eng Verbesserung vun den Déngschtleeschtunge fir de Bierger kënnen ze garantéieren. Dat ass déi eigentlech Ursaach vun dëser Territorialreform, iwwert déi mer haut diskutéieren.

Wa mer also wierklech wëlle richteg reforméieren, da musse mer och iwwerzeegen. An déi Iwwerzeegungsaarbecht, bei der Öffentlechkeet besonnesch, déi muss nach zu engem groussen Deel geleescht ginn, well dat, wat bis elo eriwwerkomm ass, eigentlech nëmmen Deelaspekter, heiansdo och Detailaspekter vun deem Ganze waren, wéi de Michel Wolter ganz richteg a senger Ried hei duergeluecht huet.

An och eng breet Zoustëmmung vun de politesche Parteien iwwer eng Rei vun Haaptachse vun där Territorialreform dispenséiert eis op kee Fall, fir déi doten demokratesch Debatt offensiv unzegoen. Mir ënnerstëtzen do och zu honnert Prozent deen Appel, deen de Michel Wolter hei am Numm vun der Kommissioun gemaach huet.

Am Endeffekt wäerten déi skizzéiert Reformen e Succès ginn, wa mer eppes fäerdeg bréngen: Wa mer fäerdeg bréngen, d'Plusvalue, de Mehrwäert vun deem Ganze kloer a vernünfteg no baussen ze vermëttelen.

Vill Bierger, dat muss ee jo och soen, hunn, ech menge meeschtens zu Recht, den Androck, dass hir Gemeng uerdentlech verwalt, uerdentlech geféiert gëtt. Et soll een net den Androck opkomme loossen, wéi wann hei an de Lëtzebuerger Gemengen et géif hott an har goen, wéi wann hei u sech keng uerdentlech Gemengeféierung do wär. D'Regel ass, dass dat uerdentlech gemaach gëtt.

An der Debatt ronderëm Gemengefusioun a regional Zesummeschléss respektiv d'Kompetenztransferten, déi domadder zesummenhänken, gëllt et ganz kloer erauszeschielen, zu wat op laanger Siicht d'Weiderféierung vum Status quo géif féieren, wou mer do an 20 Joer géife landen, par rapport zu deem, wat hei proposéiert ass vun Neie-

rungen a wat de Mehrwäert an d'Verbesserunge wären, déi déi Neierung, deen neie System eigentlech bréngt. Dat musse mer fäerdeg bréngen.

Dat ass d'Quintessenz vun der Diskussioun, déi ze féieren ass: Kloerzemaachen, dass een net méi kann esou weiderfueren, wéi et elo ass, well dat laangfristeg an eng Situatioun eraféiert, déi net zefridde stellend ass, mä dass dat, wat hei proposéiert ass, eigentlech dee Wee ass, dee mer musse beschreiden, wa mer wëllen een Zil erreechen.

D'Zil ass et, nohalteg ze garantéieren, dass all Bierger am Land eng equivalent Offer vun Déngschtleeschtungen zu akzeptabele vergläichbare Konditiounen a Präisser ugebuede kritt. Dat ass dat eigentlecht Zil, wat mat där Territorialreform gesicht gëtt. An dee Message do musse mer an der Diskussioun, an der Debatt mat de Bierger ganz kloer a glafwierdeg vermëttelt kréien.

Mir mengen als LSAP-Fraktioun, dass mer mat deenen Iddien, déi elo virleien, wou e Konsens besteet, där Haaptzilsetzung mat där geplangter Territorialreform méi no kommen a méi gerecht ginn, wéi wa mer einfach d'Situatioun weiderlafe loosse wéi se haut ass.

Méi grouss Gemengen, dat ass jo eng vun de Konsequenze vun deem Ganzen. Méi grouss Gemengen, esou wéi dat déi Reform virgesäit, si méi staark a kënnen am Regelfall méi bidden, hirer Grondmissioun also méi effizient a méi präiswäert nokommen.

Mir wëllen also mat dëser Reform och d'Verwaltung net vum Bierger ewechbréngen, mä den direkte Lien - den Noperschaftslien - behalen an deem Ganzen. Mir wëlle Gemengen, déi iwwert déi néideg Kompetenze verfügen, déi ouni iwwerflësseg Tutelle autonom och an hirem Zoustännegkeetsberäich handele kënnen. Si maachen dat selbstverständlech net lassgeléist vun all deem, wat ronderëm si geschitt, mä no demokratesch festgeluechten nationalen a regionalen Oplagen.

Et ass vill Viraarbecht geleescht gi vum zoustännege Ministère, vun der Regierung, vum Syvicol, vun der Gewerkschaft vun de Gemengebeamten, an eis Kommissioun huet och Hires dozou bäigedroen. Ech wëll och an eisem Numm dem Michel Wolter fir d'Féierung vun där Kommissioun Merci soen.

Déi Suerg, déi hien hat, fir och wa méiglech e Grondkonsens erauszekristalliséiere bei deem Ganzen, dat war immens wichteg am Virukomme vun där Diskussioun, well mer vun Ufank un eens waren, dass een esou eng Fro wéi déi heiten net ugeet an enger Kampfofstëmmung - Majoritéit géint Oppositioun -, dass do keng Eestëmmegkeet muss bestoen, mä op jidde Fall awer eng ganz breet Majoritéit muss bestoen, fir esou strukturell Reformen net nëmmen unzegoen, mä se herno am Endeffekt och kënnen ëmzesetzen. Do brauch ee schonn e ganz staarke Support, och wann dat bedeit, dass jiddferee muss e bësse Waasser a säi Wäin eraschëdden a Konzessioune maachen op eenzelne Punkten, déi him vläicht besonnesch um Häerz leien.

Mir sinn als LSAP-Fraktioun frou driwwer, dass sech am Laf vun deenen Diskussiounen iwwer dräi Joer vläicht eng Rei vu Mëssverständnisser opgeléist hunn an dass et elo kloer ass, dass déi generell Approche, déi mer bei deem Ganzen hunn, eng partnerschaftlech Approche ass. Hei geet et net drëm, een deem anere seng Meenung mordicus ze imposéieren, mä dass dat partnerschaftlech sollt ugaangen an och ëmgesat ginn tëschent all deenen, déi concernéiert sinn, déi Responsabilitéit droen op nationalem an op lokalem Plang, a selbstverständlech dass mer dat och esou maachen, dass do e méiglechst breede Konsens an der Ëmsetzung herno besteet.

Déi dach staark ze spierend Tendenz zu enger relativ staarker Nationaliséierung respektiv Zentraliséierung fanne mer och net méi esou am Enddokument erëm. Mir begréissen dat och, well et wichteg ass, dass mer déi néideg Differenzéierung maachen, dass mer net onbedéngt eng Schabloun iwwert dat ganzt Land zéien, mä dass een ëmmer kuckt vu Géigend zu Géigend: Wat sinn d'Problemer? Wat sinn d'Méiglechkeete vun der Zesummenaarbecht? Wéi geet een déi am beschten un?, an deementspriechend da fir déi eenzel Fäll op d'Mooss geschneidert Léisunge praktesch sicht, anstatt ze probéieren, dat ganzt Land iwwer ee Leescht ze zéien.

Mir sinn och frou - dat soen ech kloer, dat war jo nach e Punkt, dee mer bis zulescht an der leschter Sitzung diskutéiert hunn -, dass déi Iddi ewech ass vum sougenannte staatlechen Territorialvertrieder, dem Représentant territorial de l'État, dee mat all méigleche Begréffer tituléiert ginn ass am Laf vun der Diskussioun. Mir mengen net, dass d'Gemengen hei zu Lëtzebuerg, an esou engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, een eenzegen Interlocuteur brauchen an hire Relatioune mam Stat respektiv mat der Regierung.

Mir sinn och der Meenung, dass, wann ee scho wëllt moderniséieren, eng Fonctioun wéi déi vum Distriktskommissär net méi zäitgemëiss ass. Dat ass an eisen Ae wierklech nach Postkutschenzäitalter. Mir sinn der Meenung, dass an enger moderner Organisatioun vun den Territorialstrukturen esou eng Fonctioun mat deene Missiounen, déi se traditionell hunn, haut kee Sënn méi ergëtt.

Duerfir si mer der Meenung, dass een dat Ganzt soll integréieren an de Ministère. Näischt verhënnert - dat wär positiv -, wann de Ministère géif mat verschiddene regionalen Antenne fonctionnéieren, fir op deem dote Wee och déi Proximitéit zu de Gemengen ze garantéiere respektiv fir op deem doten Niveau och kënnen eng ganz Rëtsch vu Berodungen de Gemengen unzebidden.

Ech sinn och frou, dass am Laf vun der Diskussioun déi Tournure ronderëm d'Fusiounen derfir gesuergt huet, dass déi Pléthore vun neie Gemengestrukturen - Comité de commune, Comité d'agglomération an, an, an - u sech elo net wäert kommen, mä dass mer do eng überschaubar Rumm behalen, dass et net zu enger Multiplikatioun kënnt vun interkommunale Strukturen, wou et ganz schwéier ass, dann effektiv déi néideg rationell Organisatioun an deem Ganzen ze behalen.

Do stellt sech natierlech och ganz akut de Problem vun Disponibilitéit a Kontroll vun all deenen doten Institutiounen. Wat schlussendlech zréckbehale ginn ass, dat ass e System, deen de Wee hält an dee sécherlech kann eng flott Saach sinn.

Fir eis ass et och kloer, dass dat eigentlecht Haaptinstrument vun der Zesummenaarbecht misst e Syndicat à vocation multiple sinn. Dat heescht, e fräien Zesummeschloss vun de Gemengen, déi hir Problemer erkannt hunn, wëllen d'Problemer gemeinsam léisen a sech dann déi néideg Regele ginn, fir dat kënnen op engem interkommunale Plang ze maachen. Dat dote misst an deenen absolut majoritäre Fäll déi gëeegent Struktur sinn, fir kënnen op regionalem Plang an op interkommunalem Plang zesummenzeschaffen.

Mir sollten - ech hunn et schonn e puermol gesot - dat erhalen, wat gutt fonctionnéiert. Et gëtt kee Grond, fir dat dann ëmzeänneren. Et sollt een u sech do d'Ännerungen usetzen, wou mer wierklech mengen, dass eppes net esou fonctionnéiert wéi et soll sinn, an deementspriechend dann och déi néideg legislativ a reglementaresch Initiativen huelen.

An deem Zesummenhang betounen ech et nach eng Kéier - dat hu mer vun Ufank u gesot -, dass mer dat Syndikatswiesen, wat iwwer Jorzéngten e bësse wëll gewuess ass hei zu Lëtzebuerg, ouni dass richteg probéiert ginn ass, do lenkend a méi rationell anzegräifen, musse parallell och kritesch duerchliichten. Och do gëllt d'Regel: Dat, wat gutt fonctionnéiert, dat sollte mer halen, an do, wou Schwaachstelle sinn, do sollte mer nobesseren esou schnell wéi méiglech.

Et bleift ee Problem, wou et och keng Patentléisung gëtt, dat ass natierlech, dass all déi iwwergeuerdnet Gremien an all déi interkommunal Zesummenaarbecht méi wäit ewech si vun deenen direkt Gewieltenen, an normalerweis zum Beispill déi lokal Oppositiounsparteie keen direkten Zougang zu deene Gremien do hunn. Dat bleift e Problem an deem System. Deen ass an anere Länner och net anescht. Mä et muss ee soen - et soll een awer esou objektiv sinn -, dass déi direkt Kontroll vun deem Gewieltene sécherlech am Syndikatswiesen net déi Intensitéit huet, wéi dat am Gemengerot de Fall ass. Een, dee Member vun esou Comitéen ass, dee weess, wéi dat am Regelfall do ofleeft.

Duerfir ass et an eisen Aen och wichteg, dass mer déi néideg Viraussetzunge schafen, och besonnesch wat de Congé politique ugeet, dass déi Aarbecht do, déi an de Syndikater gemaach gëtt an déi an den interkommunale Strukture gemaach gëtt, och iwwert deen néidege Kredit vu Stonne verfügt, fir dass kënnen déi Gewielten déi doten Aarbecht mat därselwechter Intensitéit maachen, wéi se hir Aarbecht an hiren eenzelne Gemenge maachen. Dat ass haut leider net an alle Fäll méiglech.

Och do ass et wichteg, dass déi politesch Responsabel eng permanent Kontroll iwwert den administrativen an technesche Staff vun deene Syndikater maachen, wéi se dat an hire Gemenge maachen. Ech hunn och do den Androck, dass dat haut bis op eenzel Ausnahmen net iwwerall an deemselwechte Mooss de Fall ass. Duerfir si mir der Meenung, dass muss en Effort gemaach ginn, fir och do déi optimal Viraussetzung ze schafen. Wann een där interkommunaler Zesummenaarbecht méi Bedeitung wëllt ginn an Zukunft, da muss een och derfir suergen, dass mer déi professionell Analyséierung, déi op anere Plazen ugestrieft gëtt, och an déi dote Gremien erakréien; soss kréie mer en Defizit an der Qualitéit vun der Gestioun, an der Qualitéit vun der politescher an der demokratescher Kontroll an deem dote Beräich.

De Congé politique; d'Stéchwuert ass genannt. Et ass e Fait - an dat kann een net ofstreiden -, dass vill, vill Buergermeeschteren a Schäffe Problemer hunn, mat hirer Zäit eens ze ginn, fir nieft engem Beruff dat doten auszeüben, wéi si sech dat selwer virstellen, wéi et vläicht wënschenswäert wär. Duerfir si mir als LSAP der Meenung, dass een déi dote Fro vun der Erhéijung vum Congé politique net däerf op de Sankt-Nimmerleins-Tag erausschubsen, mä dass direkt och do muss gehandelt ginn. Sécherlech schonn an der Optik vun deem, wat herno u sech d'Grondstrukture vun de Gemengen a vun de regionalen Organer soll sinn.

Eppes méi allgemeng och vläicht iwwert de finanzielle Volet vun dëser Territorialreform, wat - do si mer eis alleguerten eens - eng zougestane Schwaachstell ass vun deem Ganzen. Ech hunn awer och do net kënne feststellen, dass mer schnell zu engem Accord komm wären, wa mer dat hätte wëllen am Detail festleeën. Well och do gi jo d'Meenungen tëschent de Parteien auserneen, mä och tëschent anerer.

An enger anerer Fonctioun sinn ech och Member vum Conseil supérieur vun de Finances communales. Ech weess, dass et an der Partei selwer natierlech jee no deem Brëll, deen ee grad ophuet, e bësse verschidde Meenungen an deem Ganze gëtt, wéi dat sollt reforméiert ginn. Well reforméieren heescht, dass do wäerte Gagnantë si bei deem Ganzen, an et wäert Perdantë gi bei deem Ganzen. Et wäerte Gemenge méi kréien, wéi se vläicht elo am aktuelle System hunn, an et wäerte Gemenge manner kréien, wéi dat elo am aktuelle System de Fall ass.

Duerfir ass et wichteg, dass mer eng Rei vu Prinzipië konnten awer an deem Rapport hei festhalen. An eisen Aen ass dee wichtegste Prinzip, dass de Grondkritär, nodeem eigentlech d'Suen op d'Gemenge solle verdeelt ginn, deen ass vun de Missiounen, déi déi eenzel Gemengen ze erfëllen hunn. An déi Missiounen differéieren natierlech vu Gemeng zu Gemeng, jee no hirer Importenz a jee no hirer Fonctioun, déi se och an der Landesplanung ze erfëllen hunn.

Dat schéngt an eisen Aen awer en Haaptkritär, e logesche Kritär ze sinn, fir dat festzeleeën. Dat ass haut am aktuelle System net garantéiert. Dat kann zoufälleg emol klappen, mä u sech ass dat net eppes, wat haut direkt garantéiert ass.

Wichteg ass och, dass d'Gemenge Planungssécherheet kréien. Dat heescht, dass et eng Garantie gëtt, dass se iwwer e gewëssene Revenu kënne verfügen. Duerfir ass et och net vu Muttwëll, dass mer eis konnten eenege fir festzeschreiwen, dass d'Gemengefinanze solle méi staark gebonne ginn un d'Evolutioun vun de Statsfinanzen.

Schlussendlech schéngt mer eppes ganz wesentlech ze sinn, an do huet d'Regierung, egal wéi se zesummegesat ass, ëmmer d'Tendenz, dat e bëssen ze vergiessen: Dat ass, dass et net ka sinn, dass op där enger Säit, all Kéiers wann eng Gemengekompetenz ewechgeet un de Stat, dann natierlech och déi Gelder, déi un där Gemengekompetenz sëtzen, praktesch gestrach gi vum Stat, an ëmgekéiert.

Et kann net sinn, wann eng Kéier esou décidéiert gëtt, fir vun haut op muer de Gemengen nei Chargen ze ginn, dass dann op eemol gesot gëtt: Ma Dir hutt jo nach genuch net affektéiert Einnahmen, fir déi natierlech doranner kënnen anzesetzen.

Also, do wär schonn en Taux partagé wichteg, dass, wann een dat eent mécht, een dann och dat anert muss maachen, soss ass dat net gerecht an esou och net ze akzeptéieren.

Eng interessant Ausféierung, déi een eigentlech net méi erëmfënnt an de Konklusioune vun eisen Aarbechten, dat war déi vun der zoustänneger Steierverwaltung, wat d'Grondsteier ugeet. Well déi eenzeg Konklusioun, déi mer missten zéien aus deenen Debatten, déi wär, dass elo misst ugefaange ginn, d'Berechnungsbasis vun der Grondsteier frësch festzeleeën. Déi Haaptérkenntnis, déi mer kritt hunn, war, dass einfach festgestallt ginn ass, dass déi Steier haut net méi gerecht ass, well se op Donnéeën opgebaut ass, déi net méi deene vun haut entspriechen.

Wann een déi Grondsteier an d'Grondbesteierung, d'Besëtzbesteierung wëllt als Pilier beloosse vun eisem Steiersystem hei zu Lëtzebuerg - an ech mengen, dat sollt ee maachen -, da kënnt keng Regierung derlaanscht, do méi ze maachen, wéi nëmmen de Lien tëschent e puer Tauxë festzeleeën. Déi ganz Besteierungsbasis ass eigentlech frësch festzeleeën an der Zäit vun haut unzepassen, soss ass dat doten Instrument net méi richteg politesch anzesetzen, wann net déi dote Konklusioun dorauser gezu gëtt.

Richteg ass, dass eng Territorialreform ouni parallell Festleeung vun dem fiskalesche Volet net denkbar ass. Dat geet jo eigentlech och ervir aus deem Text, dee mer herno wäerte stëmmen, wou deen dote Lien gemaach gëtt an d'Regierung ganz kloer opgefuerdert gëtt, fir deen dote Lien hierzestellen a Propositiounen dohinnerzeleeën, fir dass dat dote parallell ka lafen. Well keng Gemeng léisst sech an eng Aventure era vun engem neie System, wa se déi finanziell Bedéngung vun deem Ganzen net kennt. Duerfir sollt een dat dote maachen.

Wat ech e bësse bedaueren, dat ass, dass eng Rei vu punktuellen Ännerungen an eisem aktuelle Steiersystem, wat d'Gemengen ugeet, wou eigentlech en Accord war an der viregter Propositioun vun dem Conseil supérieur des finances communales, iergendwéi op der Streck bliwwe sinn, an dass mer op déi dote Froen net méi zréckkommen, wéi zum Beispill op d'Verdeelung vun der Gewerbesteier an den zweete Kritär vun der Opdeelung no der aktiver Bevölkerung.

Dat fënnt ee leider net méi an eisem Text erëm, mä dat war nach eng Propositioun, déi och de Ministère gemaach huet. Do war wéi gesot ënnert dem Conseil supérieur des finances communales virun de leschte Gemengerotswahlen en Accord de principe op deenen dote Punkten.

Ech géif trotzdeem nach eng Kéier bieden,...

(Interruption)

...dass d'Regierung dat doten nach eng Kéier géif seriö kucken, fir do schonn déi eng oder aner punktuell Ännerung vläicht an der Loi budgétaire fir 2009 virzegesinn.

Wou een e bësse muss oppassen an deem Ganzen, well ech déi Regierungsreflexer do kennen, dat ass, dass bei all deem, wat elo soll a Regionalfonge goen, bei all deem, wat elo soll vläicht op d'Communautés urbaines vu Gelder kommen, dass dat net au détriment geet vun all deenen anere Gemengen, déi nach ëmmer déiselwecht Missioune behale wéi virdrun, dass dat nëmmen eng Ëmschichtung ass an dass u sech et zu enger Beräicherung kënnt vun eenzelne Gemengen au détriment vun anere Gemengen, déi awer fir de Rescht all hir Missiounen nach bäibehalen.

Also, do muss een an deenen Diskussioune mat der Regierung oppassen, wéi d'Entwécklung kënnt.

D'Kompetenzfestleeung ass zwar kee passionnanten Thema fir d'Leit dobaussen, ass awer wichteg. Déi huet en direkten Impakt op dat, wat sech mécht, no bei de Leit. Do ass et awer interessant ze gesinn, dass eng Rei vun Themen, déi während Jore contestéiert waren, iwwert déi et während Jore Sträit ginn ass tëschent de jeeweilegen Innenminister an eenzelne Gemengen, well déi an deene Beräicher Initiative wollten huelen, awer elo gekläert gi sinn, an eigentlech praktesch an alle Fäll, wann ech dat richteg gesinn, zugonschte vun de Gemengen.

Dat gëllt fir d'Energieproblematik, besonnesch och fir de Beräich vun den erneierbaren Energien, wou elo deen Hickhack definitiv däerft eriwwer sinn an elo gesot gëtt, dat ass eng Compétence partagée vun de Gemengen, fir do Initiativen ze huelen.

Datselwecht gëllt fir den Naturschutz, wat och emol an der Vergaangenheet Diskussiounen ausgeléist huet. Dat gëllt bei der Fro vun der Solidaritéit mat den Entwécklungslänner, wou och vill Gemengen am Ka-

der vun enger Agenda-21-Strategie aktiv si ginn, wat och elo unerkannt ass als eng méiglech, selbstverständlech fakultativ Missioun vun de Gemengen.

Dat gëllt och fir d'Fro zum Beispill vun der Chancëgläichheet, wou och Contestatioune méiglech waren a wou et och elo kloer ass, dass och d'Gemengen direkt eng Responsabilitéit an deenen dote Froen hunn.

Ech gesinn eigentlech bal nëmmen een Ausnahmebeispill an déi aner Richtung. Dat ass d'Fro vum Spidolswiesen, wou gemengt gëtt, dass d'Spidolsorganisatioun u sech eng Fro vum Stat ass, eng national Fro ass, an dass dat eigentlech keng direkt Kompetenz ass vun de Gemengen. Mä och do wësse mer, dass eng Rei vu Saachen historesch gewuess sinn, an déi, mengen ech, kann een och net vun haut op muer mat engem Fiederstréch ofschafen.

Ganz positiv sinn d'Iwwerleeungen - a bei deenen Diskussiounen huet, mengen ech, déi zoustänneg Gewerkschaft hiren Obolus geleescht - an der Kommissioun iwwer eng nei, méi modern Organisatioun vun der Gemeng als Verwaltung.

Mir wëssen alleguerten, dass de Stat an de 70er Joren déi dote Reform gemaach huet. An de 70er Jore sinn d'Carrièren nei definéiert ginn. D'Carrière supérieure beim Stat an de Ministèren ass eigentlech do eréischt richteg opgebaut ginn. Et muss ee soen, dass während 30 Joer an där doter Fro sech an de Gemengen zumindest offiziell wéineg verännert huet. De Stat huet sech reforméiert, mä d'Gemenge sinn eigentlech wäitgehendst stoe bliwwen op deem dote Plang.

Duerfir ass et wichteg, dass mer hei de Prinzip vun der Dräiglidderegkeet beim Opbau vun der Gemengeverwaltung betounen, mat dem administrative Volet ënnert der Responsabilitéit vum Gemengesekretär, mat engem finanzielle Volet ënnert der Responsabilitéit vum Finanzdirekter a mat engem technesche Volet ënnert der Responsabilitéit vun dem Direkter vum technesche Service, wat normalerweis en Ingénieur oder en Architekt ass.

Dat ass immens wichteg a soll selbstverständlech fir all Gemenge gëllen. Dat gëtt eng ganz Rëtsch vu Garantien. Wann een dat och nach koppelt mat enger gewëssener Fräizügegkeet bei der Astellung vum Personal, wat spezifesch Missiounen ugeet vun de Gemengen, gëtt dat doten en anert Ëmfeld wéi dat, wat mer haut kennen, wat regelméisseg natierlech zu Diskussiounen a Sträit heiansdo tëschent de Gemengen an dem zoustännege Ministère féiert.

Déi weider Professionaliséierung vun de Gemengeverwaltungen ass fir eis Partei eng Viraussetzung och vum Gelénge vun der ganzer Territorialreform. An an deem Liicht do sollte mer och d'Fro vum Vollzäitbuergermeeschter respektiv vum duebele Mandat Deputéierten, Statsrot a Buergermeeschter a Schäffen ugoen.

Et muss sech erausstellen, ob, wann déi Professionaliséierung do pousséiert gëtt, wann d'Gemengen an Zukunft iwwer e Verwaltungsapparat verfügen, deen déi doten zousätzlech Kompetenzen eigentlech matbréngt, dat dem Buergermeeschter deen néidege Fräiraum gëtt, sech bal ausschliesslech mat politesche Froen, allgemenge Froen ze beschäftegen, net onbedéngt mat all Detailfro an der Gemeng ze beschäftegen. Dann ergëtt sech do natierlech och d'Konklusioun, wat d'Disponibilitéit vum Buergermeeschter a Schäffen ugeet par rapport zu deene politesche Missiounen, déi en auszeféieren huet.

Mir sollten an eisen Aen also ofwaarden, bis déi dote Strukture stinn, bis mer gesinn, wat fir eng Répercussiounen dat eigentlech op den Aarbechtsopwand vun dem Schäfferot huet, an dann d'Konklusiounen zéien, wat de Vollzäitbuergermeeschter respektiv wat de Verbuet vun engem duebele Mandat ugeet.

Wou mer awer ganz kloer eis stäerkste Bedenken umellen, dat ass iwwert déi Iddi, déi am Rapport, awer och am Avis vum Syvicol dran ass, fir d'Schafe vun enger Chambre des collectivités locales. Entweder dat eent...

(Interruption)

Entweder gëtt et eppes nom Modell vun de Chambres professionnelles, an da gëtt et awer e Gremium, wat net en onheemlechen Impakt huet op d'Décisiounen hei an der Chamber, oder awer mir ginn, wéi de Syvicol dat proposéiert, där neier Chambre do reell Pouvoiren, e Matbestëmmungsrecht, e Kodécisiounsrecht fir all Froen, wou d'Gemenge mat touchéiert sinn. Da bitt sech Lëtzebuerg de Luxus, fir als Land vun enger hallwer Millioun Awunner dräi Chamberen ze hunn: déi éierewäert Chamber hei, eis Deputéiertechamber; eise Conseil d'État, deen hei traditionell e bëssen d'Fonctioun vun enger zweeter Chamber huet; an och nach eng drëtt Chamber, déi dann déi lokal Pouvoirë géif representéieren.

Mir mengen, dat wier e bëssen ze vill däers Gudden a géif eis net weiderbréngen. Mir riskéieren, eise System vill méi komplex nach ze maachen an och e gewëssene Blocage an d'legislativ Prozeduren eranzebréngen. Duerfir also Virsiicht, ier een un esou Iddien erugeet.

Fir eis ass wichteg, dass an deem Rapport och besonnesch de Subsidiaritéitsprinzip betount gëtt. Well dee jo seet, dass eigentlech eng öffentlech Déngschtleeschtung méiglechst no beim Bierger soll ugebuede ginn. Dat heescht also, fir d'éischt um Niveau vun der Gemeng, a wann dat net déi richteg Instanz ass, fir déi Déngschtleeschtung do unzebidden, dann op engem regionalen Niveau, a wann dat nach ze kleng ass aus territorialen Iwwerleeungen, dann ass et den nationalen Niveau, dee soll spillen.

Et ass awer evident, dass dee Subsidiaritéitsprinzip net lassgeléist ass vun anere Froen, notamment där vum allgemengen Intérêt respektiv vum nationalen Intérêt, wou de lokalen Intérêt sech selbstverständlech ënnerzeuerdnen huet. An dee generellen, nationalen Intérêt, deen hätte mir gäre méi kloer definéiert a Gesetzestexter, wéi dat haut de Fall ass, wat haut e Begrëff ass, deen ee kann erunzéien, mä deen a kengem Domän eigentlech richteg definéiert ass.

Duerfir maache mir eis dofir staark, dass mer deen allgemengen nationalen Intérêt preziséieren an engem Gesetzestext, an da gëtt natierlech och doduerjer d'Kontroll, déi vun engem Ministère iwwert d'Gemengen ausgeübt gëtt, e Contrôle de légalité an ass da kee Contrôle d'opportunité méi.

De Contrôle de légalité, dat ass de grousse Prinzip, deem sech och am Rapport hei verschriwwe gëtt. Den Double degré de contrôle duerch d'Distriktskommissariater respektiv duerch de Ministère soll ofgeschaf an duerch en eenheetleche Contrôle ersat ginn. Och dat ass fir eis eng ganz wichteg Vereinfachung vun de Prozeduren.

Mir wëlle jo net alles méi komplizéiert maachen, mä eigentlech muss d'Zilsetzung vun esou enger Reform et sinn, alles méi einfach, alles méi transparent ze maachen. Dat kënne mer, mengen ech, doduerjer riskéieren, wat awer net heescht, dass kee Contrôle däerf bestoen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Duerfir soe mer jo och, dass d'Finanzkontroll net méi soll an Zukunft gemaach gi vum Ministère selwer, deen zum Deel dann eventuell op seng eegen Décisioune stéisst, mä dass een dat mécht duerch eng Rechnungskummer, déi kéint ugesiedelt gi bei eiser Cour des Comptes, fir déi dote spezifesch Kontroll vun de Gemengen och kënnen ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen esou lues zum Schluss. Ech mengen, dass mer hei e vernünftege Wee amgaange sinn ze goen, wou et net eist Zil ass, alles ëmzekrempelen, fir et ëmzekrempelen, mä wou mer mat engem gesonde Mënscheverstand wëllen un déi Problematiken erugoen, déi sech lokal a regional stellen, wou mer dat wëllen zesummeleeën, wat eigentlech zesummegehéiert, a wou mer dat wëlle beloossen, wat haut uerdentlech fonctionnéiert.

Mir wëlle pragmatesch dorun erugoen, dat heescht och, dass mer der Situatioun um Terrain virun allem wëlle Rechnung droen, dass mer also sollen all Dogmatismus an all iwwerdriwwenen Zentralismus hei bäisäitloossen.

D'Sozialiste sinn e bëssen aus de Gemengen erausgewuess. Dat erkläert och, firwat dass mer vläicht méi wéi anerer fir staark an autonom Gemenge sinn, Gemengen, déi awer musse liewensfäeg sinn; Gemengen, déi iwwert déi néideg Viraussetzunge verfüge vun hirer Gréisst hier, vun hirer Populatioun hier, vu Kompetenzen a Personal hier, awer och vun de Finanzen hier, fir hire legale Missioune kënnen nozekommen.

An deem Sënn schéngt eis dee Riichtwäert vun 3.000 Awunner als Mindestnorm - dat ass e Riichtwäert, en ass also flexibel unzesetzen - och net falsch ze sinn.

Liewensfäeg Gemengen, déi mer alleguerte wëllen hunn, spéitstens am Joer 2017, déi sollen och kënnen ouni iwwerflëssteg Momperschaft vum Stat hier uerdentlech fonctionnéieren, an engem proppere legalen a prozedurale Kader, wou se sech selbstverständlech musse regionalen an nationale Prioritéite beugen. Dat ass dee Wee, dee mer wëlle goen.

Wichteg ass et fir eis, dass mer och an der regionaler Zesummenaarbecht d'Gemenge selwer entscheede loossen, wat fir eng Struktur si sech wëlle ginn, wat déi ass, déi ugepasst ass, fir déi Problemer, déi sech konkret an hirer Regioun stellen, ze léisen. Dat si vu Regioun zu Regioun aner Problemer.

Duerfir och d'Schwieregkeet, déi Kompetenzfroen national wëllen unzegoen. Dat mécht sech oft anescht an deenen eenzelne Géigende vum Land, an duerfir plädéiere mer nach eng Kéier fir eng differenzéiert Approche an deem Ganzen, ouni natierlech déi grouss Zilsetzungen aus den Aen ze verléieren.

Dëse Rapport, ech hunn et gesot, bréngt eis e gutt Stéck weider par rapport zu deem, wat d'Konklusioune ware viru fënnef Joer hei vun dëser Chamber. Un dëser Regierung ass et nach, déi éischt Weichen ze stellen an deem Ganzen. Mir wëssen, dass d'Zäit knapp ass, fir dat ze maachen, mä de Gros vun der Aarbecht, dee kënnt sécherlech op déi nächst Mandatsperiod duer, op déi nächst Regierung duer, mat enger Chamber, déi sech net soll dorop beschränken, Impulser ze ginn, mä déi och, an dat wëllt si och maachen, bei der Ëmsetzung vun deem Ganzen eng aktiv Roll weider wëllt spillen, net nëmme vum Kontroller, mä och eng aktiv Roll an deem Sënn, dass se wëllt weider gutt Iddien an Ënnerstëtzung a Begleedung an deem ganze Prozess ginn.

An dësem Sënn wäerte mir och déi zwee Texter, d'Motioun an d'Resolutioun, stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Camille Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus der Postkutschenzäit an den Internetzäitalter sollt d'Spezialkommissioun d'Lëtzebuerger Gemenge féieren. Dat ass trotz dräi Joer Aarbecht a 45 Sitzungen net gelongen. Mir si just bis an d'Zäit vun der elektrescher Schreifmaschinn komm.

(Hilarité)

Wann et net gelongen ass, dee grousse Sprong ze maachen, da läit dat sécher net um Président-Rapporteur. Hien huet mat vill Gedold a Wëllen zum Konsens probéiert, weiderzekommen. Op eng sachlech Aart a Weis huet hie stoesch ëmmer erëm eng Rei Texter presentéiert, fir ze kucken, dass mer eppes Brauchbares kéinte produzéieren. Duerfir, vun eis aus, e ganz grousse Merci fir dat Engagement, fir dat Aushalen an dëse Wëllen zum Konsens!

An eisen Ae gëtt et virun allem dräi Ursaachen, firwat mer net méi wäit komm si wéi mer elo komm sinn. Éischtens, de Strukturkonservatismus vun där enger an där anerer Partei. Dass d'DP vun Ufank u manner Handlungsbedarf an dësem Dossier gesinn huet, ass bekannt. Dass d'DP - an hire Spriecher huet et de Mëtten och gesot -, éischter hofft, dass d'Saache sech vun ënne selwer wäerte regelen, ass och net nei.

Déi Gréng deelen déi Meenung net. Och wa mer haut, 2008, nach eenegermoosse mat där aktueller Situatioun iwwert d'Ronne kommen, esou si mer awer iwwerzeegt, an ech wäert herno drop zréckkommen, dass a 15, 20 Joer déi aktuell Strukturen op kee Fall méi wäerten den Erausfuerderunge gerecht ginn. Mir sinn iwwerzeegt, dass et net duergeet, en „bottom-up"-Mouvement duerzestellen. Dir wësst, dass mir fundamental Unhänger vun där Approche am Prinzip sinn. Mir brauchen och ganz kloer Konzepter vun uewen.

Ech muss awer soen, dass mer e bëssen iwwerrascht waren als Gréng, dass dëse Strukturkonservatismus an Tëschenzäit awer och eng sougenannt progressiv Partei befall huet, nämlech d'LSAP. Ech muss lech soen, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mir an eis och no dräi Joer nach ëmmer net ganz kloer, wat dann elo déi definitiv Positioun vun der sozialistescher Partei a wichtege Punkten an dësem Thema ass.

Jee nodeem ob d'Fraktioun schwätzt, jee nodeem ob d'Partei schwätzt, a jee nodeem - wéi mer et rezent nach héieren hunn - eenzel Lokalmatadore schwätzen, kritt ee wierklech Positiounen, déi heiansdo 180 Grad eng vun där aner ënnerschiddlech sinn. Dat ass awer e bëssen erstaunlech. Eng Partei, déi, esou hu mir se op jidde Fall erlieft, ëmmer fir méi Planungskultur zu Lëtzebuerg stoung an aus där hire Reien de fréiere Landesplanungsminister kënnt, dee responsabel war fir d'Gesetz vun 1999, wat an eisen Aen net dat schlechtst ass. Mir fannen dat erstaunlech, an et muss ee sech wierklech froen, ob hei net e Réckschrëtt an d'19. Jorhonnert amgaangen ass ze geschéien, wann ee vun eenzelne Leit héiert, dass an där Partei anscheinend awer d'Gemengenautonomie iwwer allem anere steet.

Zweete Punkt, firwat mer net méi wäit komm sinn: Dat läit an eisen Aen un enger Regierung, déi net voll matgespillt huet. Wann ee weess, dass mer fir bal all Äntwert vun der Regierung x Rappeller hu misse schreiwen, wann ee bedenkt, dass mer och no dräi an engem hallwe Joer nach ëmmer net wëssen, wéi eng Gemeng dann elo wéi vill Subside vu wéi engem Ministère kritt huet, da kann een net behaapten, d'Regierung wär an hirer Gesamtheet kooperativ gewiescht.

An dat Bild, wat ech hei viru mer hu vun der Regierungsbänk, mengen ech, seet genuch. No engem Héiflechkeetsbesuch, fir dem Rapporteur nozelauschteren, ass de Rescht vun der Equipe verschwonnen an den Innenminister steet an deem Dossier hei, wéi esou dacks, zimlech eleng op weiter Flur. An ech kann nëmmen dat ënnerstëtzen, wat scho Virriedner gesot hunn, nämlech dass, wa mer mengen, déi Territorialreform wier nëmmen eng Saach tëschent dem Innenminister an deenen 116 Gemengen, mer eis da gewalteg iren. Dat kann net fonctionnéieren!

Ech wëll awer betounen, dass den Innenminister selwer sech all Méi ginn huet, fir zesumme mat eis weiderzekommen. Mä et hat een awer rar dat Gefill, dass hie seng Regierungskolleege vu sengen oder eisen Iddien iwwerzeegt kritt huet. Jo, et si souguer an därselwechter Zäit, wou mir hei diskutéiert hunn, eng Rei Regierungsinitiative komm, déi an eisen Aen d'Bestriewunge vun engem kohärente Virgoen iwwer Land a Fro stellen.

Ech wëll fir d'x-te Kéier an awer erëm hei un de Pacte logement erënneren, wou géint all Prinzipië vun der Landesplanung ee Minister higeet a mat der Stränz ganz vill Geld iwwert d'Land verdeelt. A wann dann den Innenminister hannendrukënnt, ouni e roude Sou an der Täsch, an dee wëllt eng kohärent Landesplanung iwwer Land maachen, dann huet deen et natierlech schwéier.

Drëttens mengen ech awer och, dass et an enger Rei Ministèren, an och bei enger Rei héijer Beamten, relativ wéineg Versteesdemech gëtt fir dat, wat eng Gemeng am 21. Jorhonnert ass. De Michel Wolter huet dovu geschwat, dass heiansdo tëschent zwou Nopeschgemengen net ganz genee gewosst ass, wat déi eng da mécht a wat déi aner mécht.

Abee, Här President, ech stellen awer och fest, dass an enger Rei Ministèren net méi gewosst ass, oder iwwerhaapt vläicht nach ni gewosst war, wat eng Gemeng ass, a sécherlech net wat eng Gemeng am 21. Jorhonnert ass. Ech stellen eng profund Onkenntnis fest vun deem, wat eng Gemeng am 21. Jorhonnert soll sinn. A virun allem hunn ech dat Gefill, dass se op ville Plazen op deem Niveau net matkritt hunn, wat an deene leschte 25, 30 Joer geschitt ass.

Ech selwer hunn d'Éier, schonn iwwer 25 Joer am Schäfferot vun enger klenger Landgemeng ze sinn, an ech kann Iech versécheren, Här President, Biekerech 2008 huet näischt méi, awer och guer näischt méi mat Biekerech 1982 ze dinn. Wann ech kucken, wat an deene leschte Jore geschitt ass, dann ass kee Verglach méi méiglech. Ech hunn awer dat Gefill, dass nach a ville Ministèren a bei villen héijere Beamten d'Meenung ass, mir wieren nach esou wäit wéi mer vläicht an de 70er, 80er Jore waren.

Wann hei an dësem Dossier déi arithmetesch Majoritéit vun CSV-Déi Gréng hätt kënne spillen, mengen ech, wären d'Chancen do gewiescht, dass mer vläicht am Internetzäitalter ukomm wieren. Mais une fois n'est pas coutume, et kann een net dauernd hei d'Arithmetik vun der Euthanasieprozedur uwenden. Ech muss Iech awer soen, dass et dann emol géif richteg spannend ginn. Dann hätte mer d'Leit heibannen am Sall, mir hätten d'Press hei an d'Tribüne wäre voll, wann net ëmmer vun Ufank u gewosst wär an engem Dossier, wéi mer da géifen hannen erauskommen.

Dat wier dach sécher flotte Parlamentarismus: eng Chamber, déi mat Majorité variable géif hei wichteg Dossiere vu Lëtzebuerg ugoen. Dir laacht elo alleguerten, well

Dir selwer schonn d'Erfahrung gemaach hutt, dass dat wierklech eemol pro Generatioun geschitt, mä ech fannen et net esou fir ze laachen. Kuckt emol an aner Parlamenter, do kënnt et zumindest emol vir, dass och eng Majoritéit net alles schléckt, wat vun enger Regierung kënnt. Wann ee kuckt, an engem franséische Parlament - wou eng absolut Majoritéit vun enger Partei herrscht -, wéi vill Projeten dass eng Regierung do muss zréckzéien a wéi vill Projete vun engem Parlament ugekierpt ginn. Dat wier dach flott, mä ech hunn awer selwer och net dru gegleeft, dass dat an deem heiten Dossier, no deem aneren, méiglech wier.

Ech mengen awer kënnen ze behaapten, Här President, dass, wa mer net am Internetzäitalter ukomm sinn, et jiddefalls net un deene Grénge louch. Ech géif och hei behaapten, dass mir scho méi laang dat vläicht kohärentst Konzept virgeluecht hunn. De Rapporteur huet et ewell erwähnt, dass mer eis 1996 schonn, op seng Ufro hin, deemools ganz vill Gedanke gemaach hunn an eiser Partei. Mir haten eis Iddien och an engem flotte Pabeier virgestallt. Mir hunn dat an Tëschenzäit weider ausgebaut.

Ganz vill, muss ech ganz éierlech soen, hu mer net missen änneren, well déi Problematik, esou wéi se sech 1996 gestallt huet, ass haut net wesentlech anescht. Ech wéilt dann och an esou enger kuerzer Form wéi méiglech nach eng Kéier probéieren, eis Analys a Proposen - a Relatioun gesat zu de Konklusioune vum Rapport - duerzeleeën.

Vläicht direkt en Ënnerscheed wat eis Appréciatioun vun der Situatioun ubelaangt a firwat eigentlech esou akuten Handlungsbedarf an deem Dossier hei besteet. Zousätzlech zu deem, wat de Rapporteur an och schonn aner Leit hei gesot hunn, ass natierlech iwwert d'Joren a Jorzéngten d'Aufgabegebitt vun de Gemengen - och vun där klengster Landgemeng - méi grouss ginn. Mir stellen awer och nach en anere Phenomeen fest. Duerch de Phenomeen vun der Globaliséierung, vum Neoliberalismus, mä awer och vun der Verdéiwung vun der Europäescher Unioun sinn eng ganz Rei vu Kompetenze vun den Nationalstaten op en aneren Niveau gaang.

Et si vill Leit dobaussen, déi fannen, dass lues a lues en öffentleche Vide entsteet. D'Leit fille sech deelweis verlooss mat hire Problemer, a wat ass hire Reflex? Si klammere sech nach un déi eenzeg konkret a virun hirer Hausdier present Autoritéit, an dat ass d'Gemeng. Deen do Phenomeen huet an deene leschte 25 Joer ëmmer méi zougeholl, an dat ka jiddfereen, dee schonn esou laang Responsabilitéit an enger Gemeng huet, feststellen.

Nach ni sinn esou vill Leit op d'Gemeng komm, wa se eng Aarbecht gesicht hunn, wa se Problemer doheem haten, wa se soss Schwieregkeeten haten. Et ass e förmlecht Hirennen op d'Märei hin, fir ze kucke fir Hëllef ze kréien. An, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer emol eng Kéier bei 200 Dollar de Barrel sinn, a wa mer an deem Land hei deemnächst net d'Wunnengsnout an de Grëff kréien, da wäert Der gesinn, da wäert deen do Phenomeen nach vill méi zouhuelen, dass d'Leit als leschte Refuge fir Hëllef op déi éischt an déi nootsten Instanz ginn, déi se kennen, déi och ganz konkret fir si ass, dat sinn d'Gemengen.

Ech fannen, deem Phenomeen hu mer vläicht an eisen Diskussiounen net genuch Rechnung gedroen. Déi meescht hunn analyséiert a gesot, mir mussen eng homogen Offer vun öffentleche Servicer iwwer Land maachen. Déi Analys deele mir och, dat ass dee Volet vun der Problematik, deen do ass. Ech mengen och, dass mer dee Volet mat deenen ugestriefte Pisten, déi elo hei an deem Rapport sinn, méi oder wéineger geléist kréien. Do kann eng méi grouss oder méi eng kleng Zuel vu Gemengen, déi méi grouss sinn, hëllefen.

Mä ech mengen awer, Kolleeginnen a Kolleegen, fir déi grouss national a global Défien unzegoen - wéi eng uerdentlech Landesplanung endlech an deem Land hei op d'Been ze kréien, wéi d'Mobilitéit ze reorganiséieren, wéi de Logementsproblem an de Grëff ze kréien, wéi iwwerhaapt eis Espaces naturels ze protegéieren -, an anere Wierder den IVL ëmzesetzen: Wéi wëlle mer déi drëtt industriell Revolutioun ukierpen? A wéi wëlle mer e Paradigmewiessel an der Energiepolitik erreechen an der Uelechfal entkommen, wa mer eis net reorganiséieren?

Duerfir ass et an eisen Aen eng Illusioun - an ech kommen herno nach drop zréck - ze mengen, wa mer 2017 nach just 50 oder 60 Gemengen iwwer 3.000 Leit hätten, dann hätte mer déi Problemer do alleguerte geléist. Dann hu mer deen éischte Volet vum Défi, nämlech flächendeckend ähnlech Servicer unzebidden, geléist, mä dat eleng geet awer net duer, déi grouss Défien, déi ech elo kuerz erwähnt hunn, unzegoen.

Mir hätten duerfir och am léifsten eng duebel Approche gehat, op där enger Säit ze kucken - wéi den Alex Bodry et och e bësse gesot huet -, net elo vun iergendenger abstrakter Zuel auszegoen, mä ze soen: Wat erwaarde mer dann, dass alles an enger Rei Joren an all Gemeng am Land d'office ugebuede gëtt?

Fir eis ass dat relativ kloer. Mir erwaarden, dass all Gemeng muss e Secrétaire communal hunn, e Receveur an och en Ingénieur technicien. E largen Accès ass natierlech wichteg, dat heescht, dass all Dag d'Büroen op si fir den État civil, Bureau de la population an esou weider an esou fort. Mir erwaarden, dass an all Gemeng e Cycle complet vum Préscolaire, Précoce a Primaire ass, ugegliddert dorun eng Maison relais. Mir erwaarden déi néideg sportlech Infrastrukturen, Centre-culturelen an och e Jugendtreff.

Dat soll de Questionnaire sinn. An dat soll och d'Lat sinn, un där mer d'Gemenge moossen. Mir sinn der Meenung: Wann eng Gemeng vun 1.700 Awunner déi dote Servicer alleguerte kann ubidden, firwat wëlle mer déi da fusionéieren, wa se dat onbürokratesch an no bei hire Leit ka maachen? Wichteg ass jo, dass d'Leit de Service kréien.

Mir sinn awer gradesou eens mat deene Leit, déi soen, dass eng ganz Rei Gemengen och a fënnef an an zéng Joer déi dote Servicer nach net kënne maachen. Duerfir soll een higoen an e Schema opstellen, wéi dann déi eenzel Fusioune kéinte sinn.

Mir sinn awer och der Meenung, dass ee bei där Approche muss kucken, wéi dann déi Gemengen do elo scho regional organiséiert sinn. Ech huelen d'Beispill vum Réidener Kanton, déi an enger virbildlecher Zesummenaarbecht et fäerdeg bruecht hunn, an deene leschte 15 Joer gemeinsam Infrastrukturen, wéi eng Crèche fir déi ganz Kleng, eng gemeinsam Piscine, en Altersheim, zwou regional Aktivitéitszonen, wou mer 350 Aarbechtsplaze geschaf hunn, ze schafen. Et ass jo och wichteg, ob elo niewent de Basisservicer an där eenzelner Gemeng och um regionalen Niveau d'Leit alles fannen.

Um nächsten Niveau plädéiere mir, dass mer déi sechs Regiounen, wéi se dann am Programme directeur virgesi sinn, sollen aktivéieren. Op deem Niveau si mir der Meenung, dass dann déi nächst Servicer musse garantéiert ginn: Waasser, Ofwaasser, Offall, Regionaliséierung vun den Offices sociaux; do schaffe mer jo drun. Mir sinn eis eens, dass mer zumindest d'Protection civile, deelweis och souguer d'Pompjeeë musse regionaliséieren, den Enseignement musical, en Genderhouse, gréisser regional Infrastrukturen, selbstverständlech eng Piscine, en Altersheim, den Naturschutz um regionale Plang, Formation continue, Bibliothéik, Animateur culturel, a firwat net eng Maison de l'intégration.

Do ass awer de Punkt, wou mer vläicht auserneeleien. All déi Servicer, déi ech lech elo opgezielt hunn, déi kann och eng Gemeng vun 3.000 Awunner muer nach net ubidden. Och, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eng Kéier 60 Gemenge vun 3.000 hunn, da kënnen déi nawell eenzel keng Piscine bauen, si kënne keng Museksschoul bauen. A wann ee kuckt, dass zwou grouss Gemenge wéi Ettelbréck an Dikrech zesummen et net fäerdeg bréngen, e Conservatoire ze géréieren, da ginn déi alleguerte sech enger Illusioun hin, déi mengen, wa mer 2017 lauter Gemenge vun 3.000 hätten, dann hätte mer eis Problemer geléist.

Wat awer doriwwer eraus vun deene Servicer, déi ech elo genannt hunn, sécherlech misst organiséiert ginn an deene sechs Regiounen - an do gesi mer dann éischter déi national an déi global Défien -, dat wären éischter Servicer, déi ugebuede ginn. Héichwäerteg an héich qualifizéiert Ressource-humainen, déi agestallt ginn, fir de Leit ze hëllefen an de Gemengen ze hëllefen, sech deene groussen Défië vun der Zukunft ze stellen.

Fir déi Gréng ass Regionalpolitik a regional Entwécklung net nëmmen Infrastrukturen, mä och a virun allem Know-how. Mir schwätzen ëmmer vun der Wëssensgesellschaft. Net nëmmen deen Eenzelne wäert e Standuertvirdeel hunn - wann een esou ka soen an der Wëssensgesellschaft -, wann hie gutt ausgebilt ass, mä och Regiounen a Gemenge brauchen e gewëssenen Know-how. An et sinn déi Regiounen, déi sech déi néideg Ressource-humainë ginn, déi wäerte gesinn, dass déi vir bäi sinn.

Mir denken do un e Service d'architecture. Dir wësst, dass mir der Meenung sinn, fir de Wunnengsbau an de Grëff ze kréien, dass mer eng kommunal Wunnengsbaugesellschaft bräichten. Mir kéinten eis virstellen, dass déi Wunnengsbaugesellschaft sechs Antennen hätt, eng an all Regioun, fir mat de Gemengen zesummenzeschaffen. Mir sinn och der Meenung, dass ee regional Antenne vun der Mobilitéitszentral brauch, dass dréngend e flächendeckend Netz vun Energieberoder gebraucht gëtt. Och Tourismusberoder an Animateure gi gebraucht; datselwecht fir de Kulturvolet.

Wéi soll dann déi Organisatioun um regionalen Niveau geschéien? Déi Gréng verstinn eigentlech net esou richteg, dass mer ëmmer erëm iwwer nei Strukturen diskutéieren. Firwat aktivéiere mer déi net, déi eigentlech an de Gesetzer stinn? Firwat hu mer aacht oder néng Joer nom Landesplanungsgesetz nach net eng Regioun stoen? Firwat steet net ee Syndicat à vocation multiple, esou wéi en am Landesplanungsgesetz virgesinn ass?

Well mir sinn der Meenung, déi soll een aktivéieren. Do hu mer eng gesetzlech Basis. Mir deelen d'Meenung vun der LSAP, déi seet: Do soll net e Représentant territorial mat Weisungsbefugnis an deene Strukture sëtzen.

Mir sinn als Gréng och fir d'Ofschafung vun den Distriktskommissariater. Mir kënnen eis awer virstellen, dass déi Leit, multiplizéiert op sechs, eng berodend Funktioun hunn an da kënnen an deene Regiounen de Regiounen hëllefen hir Aarbecht ze maachen.

Wat fir eis awer ganz wichteg ass, wou mer leider net driwwer geschwat hunn, quitte dass ee ka soen, dat dépasséiert d'Missioun vun dëser Kommissioun, dat ass awer: Wéi organiséiert de Stat sech da parallell zu där kommunaler Réorganisation territoriale?

Wat notzt et eis, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer herno eng gutt strukturéiert Gemengelandschaft hunn, wann de Chaos innerhalb vun de staatleche Verwaltungen an ënnert de staatleche Verwaltungen nach wie vor esou grouss ass wéi haut. Mir géifen eis virstellen, dass an all Regioun - deene sechs Regiounen - och eng Maison de l'État wier, wou ee lues a lues géif probéieren, déi staatlech Verwaltungen och geographesch esou ze reorganiséieren, dass praktesch all Verwaltung eng Antenn an deene sechs Regiounen hätt.

Mir wëssen, dass dat méi einfach gesot wéi gemaach ass, mä mir verstinn awer net, dass, wann elo d'Forstverwaltung reorganiséiert gëtt, iwwerhaapt emol net dru geduecht gëtt, sech un deene sechs Regiounen ze orientéieren. Dofir hu mer wierklech ganz wéineg Versteesdemech.

Mir haten och als Gréng ganz kloer Virstellungen, wat d'Reform vun de Gemengefinanzen ubelaangt. Ech fannen et duerfir net ganz richteg - wéi et elo schonn hei ugeklongen ass -, dass do keng konkret Virschléi um Dësch geleeën hätten. Eis Virschléi ware relativ konkret. Ech ginn net nach eng Kéier an den Detail. Ech ka se awer nach eng Kéier kuerz erwähnen.

Fir eis gëllt och de Prinzip, dass, wann nei Missiounen no ënnen delegéiert ginn, och Sue fléisse mussen. Mir sinn och der Meenung, dass déi kommunal Recettë musse parallell zu deene vum Stat an d'Luucht goen. A firwat soll een net e Versement forfaitaire nodréiglech an e Fonds communal ginn, wann ee feststellt, dass de Stat zum Beispill esou héich Plus-valuen ee Joer gemaach huet, wéi en dat d'lescht Joer gemaach huet? Da fanne mir et net richteg, dass d'Gemengen net am selwechte Mooss vun deene Recettë kënne profitéieren.

Mir hunn eng Rei Virstellungen, wéi een d'Gewerbesteier ka reforméieren; och eng Rei Reformen am Fonds communal. Mir sinn der Meenung - dat war och e Konsens an der Kommissioun -, dass de Facteur géographique, dat heescht déi landschaftlech Gréisst vun enger Gemeng, de Moment net genuch berücksichtegt gëtt. Gréisser Gemenge wéi Wëntger oder Rammerech hu wierklech Schwieregkeete mat hirem Budget, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, well hir immens Fläch och immens Käschte mat sech bréngt; wéi Feldweeër an aner Entretienen, déi se musse maachen.

Mir sinn och der Meenung, dass een déi Reforme ka maachen andeem een Transitiounsmechanisme fënnt, andeem een déi Plus-valuen, déi kommen, dann esou verdeelt, bis ee lues a lues de System hätt. A mir si selbstverständlech och d'accord, dass déi dräi grouss Urbanzentre méi Geld sollte kréien, fir dass se déi Missiounen, déi si wierklech ganz eleng am Land ze maachen hunn, kënnen erfëllen.

Schlussendlech ware mir mat déi Éischt an dësem Haus, déi gebetsmühlenarteg no enger Reform vun der Grondsteier geruff hunn. Et ass bal net ze gleewen, dass, fënnef Joer nodeem hei en absolut unanimë Konsens war fir eng Reform vun der Grondsteier ze maachen, emol nach net eng Iddi um Dësch läit, wéi een dat kéint maachen! Dat ass méi wéi mauvaise foi, an do froen ech mech awer, ob d'Chamber net e bëssen de Geck mat sech maache léisst, wann, fënnef Joer nodeem se hei unanime eng Motioun ugeholl huet, emol nach net usazweis eng Reform do ass.

Dann e wichtegt Wuert zum Finanzement um Niveau régional. Ech hunn e puermol an der Kommissioun d'Beispill vum Museksunterrecht zitéiert, fir ze soe wat geschitt, wa mer net fir gewësse Servicer a priori e regionale Finanzement virgesinn. Da kënnt dee Chaos, dee mer elo an deem Beräich hunn, a mir fäerten, dass en an aner Beräicher gradesou wäert entstoen, wa mer net Suen op de regionalen Niveau ginn.

Och wann DÉI GRÉNG, wéi aner Parteien hei, keen drëtten Niveau wëllen hunn, menge mir awer, dass mer eng regional Zesummenaarbecht nëmme kréien, wann och Suen op deen Niveau ginn. Och do ginn ech net midd ze soen: Mir hunn de Moment déi pervers Situatioun, dass Gemengen, déi just no sech kucken, schlussendlech méi Suen an hirem Budget Rescht hu fir hir Bierger, wéi déi, déi en Deel vun hire Suen huelen a mat anere Gemenge probéieren ze kooperéieren. Déi Sue si fort an déi verréckte Welt musse mer erëm op d'Féiss stellen. An déi Gemengen, déi kooperativ mat aneren zesummeschaffen, déi musse schlussendlech finanziell besser dostoe wéi déi, déi mengen, si kéinte mat hirer Kierchtuermspolitik nach bis un d'Enn vum 21. Jorhonnert weiderfueren.

Duerfir hate mir och déi konkret Propos gemaach, dass, wat d'Frais d'investissement ugeet, e gudden Deel vun de Plans quinquennaux zum Beispill kéint direkt op de regionalen Niveau kommen. Dat géif éischtens déi regional Zesummenaarbecht stäerken, géif awer och verhënneren, dass mer, wéi esou oft, mat der Stränz géifen iwwert d'Land fueren a wahllos eng Rei Infrastrukturen ënnerstëtzen, déi herno vill Geld kaschten, mä déi awer de Besoinë vun de Leit an der Regioun ganz oft net entspriechen.

Fir d'Frais de fonctionnement, haaptsächlech fir sech deen Know-how ze ginn, fir héich qualifizéiert Leit kënnen anzestellen an deene sechs Regiounen, do wiere mir der Meenung, dass een déi 20% aus dem Fonds communal de dotation financière direkt an d'Regioune sollt ginn an dass d'Regioune selwer kéinten décidéieren, zesummen, wat se mat deem Geld sollte maachen. Esou wäit zu eise konkrete Virstellungen.

Mir waren awer och der Meenung, dass doriwwer eraus een endlech misst iwwert eng Restrukturéierung um nationalen Niveau nodenken. Mir sinn Unhänger fir eng eenzeg Circonscriptioun um Niveau national. Wann ee seet, d'Sektiounen an de Gemengen, dat sinn Iwwerbleibsel gewiescht vun der Postkutschenzäit, da muss ee gradesou soen, dass déi véier Wahlbezierker och en Iwwerbleibsel aus der Postkutschenzäit sinn. Een, deen zu Biekerech wunnt, ka sech och haut informéieren, wat op der Musel lass ass, an een, deen am Minette Deputéierten ass, kann och wëssen, wat am Conservatoire du Nord lass ass. A wann ech kucken, dass mer hei 99% vun de Gesetzer stëmmen, déi wierklech fir all Bierger a Biergerinnen aus deenen 116 Gemengen déiselwecht sinn, da froen ech mech, wat déi Ënnerdeelung nach soll.

Ech weess, dass dat nach e bëssen utopesch kléngt, mä de Fränz Colling, deen ech nach d'Chance hat, kuerz hei ze erliewen, huet zu mer gesot: „Wann s de gär häss, dass eppes soll geschéien, da muss de eppes 15 Joer laang ëmmer erëm widderhuelen."

Mir fänken dann emol un dat hei haut an d'Diskussioun ze geheien. Wie weess, wa mer dann d'Territorialreform um Niveau vun de Gemengen emol hanner eis hunn, vläicht fänke mer dann un driwwer ze diskutéieren, ob et net zäitgeméiss wier, een eenzege Wahlbezierk am Lëtzebuerger Land ze maachen.

Dann hätte mer 60 Deputéierten, déi fir d'ganzt Land responsabel wieren, an nëmme fir d'ganzt Land, well Dir wësst, dass mir Unhänger si fir déi Mandater ze

trennen, an dann hätte mer ënnendrënner 60 Buergermeeschteren, déi responsabel wiere mat hire Schäfferéit a Conseillere fir hir Gemeng an hir Regioun. Da wiere mer gutt opgestallt, fir déi grouss Défië vum 21. Jorhonnert unzegoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, no där kuerzer Presentatioun vun eisen Iddien a Relatioun mam Rapport verstitt Der vläicht, dass DÉI GRÉNG sech schwéier-, jo ganz schwéiergedoen hunn, de Rapport ze stëmmen. Well déi Iddien, déi een doranner erëmfënnt, bäi Wäitem net esou kohärent sinn, wéi eis Proposen, well se manner konkret sinn, wéi eis Virstellungen, well vill méi Themen awer och erëm no hanne verschobe ginn.

Mir gesinn Defiziter virun allem an dräi Beräicher.

Finanzen - ass och scho vu jiddferengem hei gesot ginn -: Mir hu keen Engagement vun der Regierung, dass d'Gemengefinanze parallell mat de Statsfinanze solle goen. Mir hu keen Engagement vun der Regierung, dass beim Transfert vu Kompetenzen och Transferts vu Gelder kommen. A wann ech gesinn, dass am Budget elo schonn, obwuel mer d'Gesetz nach net gestëmmt hunn, d'Sue vun de Gehälter vun de Schoulmeeschteren ofgezu gi sinn, awer néierens iergendwou eng Aussiicht ass, dass mer d'Sue fir de Précoce ze géréiere kréien, fir d'Maisons relais wa méiglech deemnächst och nach gratis ze offréieren, do gesinn ech keng Spur an engem Budget.

Duerfir fanne mer, dass wierklech, ausser fromm Wënsch an d'Widderhuelung vun deem, wat hei schonn x-mol gesot ginn ass, an deem Beräich net vill ze fannen ass. Och wann nach - an dat ass vläicht wéinst deene Gréngen, well mir déi Iddi ëmmer erëm erabruecht hu vum regionale Fong - esou ganz vag vun engem Regionalfong geschwat gëtt, da maachen ech mer och do net ze vill Illusiounen, well den Innenminister iergendeng Kéier bei eis komm ass a gesot huet, no kuerzen Diskussiounen am Conseil de Gouvernement wier déi Iddi vum Dësch gewiescht. Well natierlech kee Minister sech ka virstellen, dass en net méi selwer all Euro un all Gemeng direkt verséiert, mä eventuell iwwer e regionale Fong gëtt, duerfir ass dat do ganz kloer e Schwaachpunkt vun dësem Bericht.

Zweeten Defizit ass awer, dass mir dat Gefill hunn, dass déi regional Zesummenaarbecht och net konkret genuch definéiert ass. Wéi ass et dann elo mam Gesetz vun '99? Ass dat nach ëmmer d'Basis? Wëlle mer dat endlech mat Liewen erfëllen, quitte dass vläicht déi eng oder aner Ëmännerung ass?

Ech hunn och do iwwert déi lescht dräi Joer ganz ënnerschiddlech Aussoe vum Innen- a Landesplanungsminister selwer héieren. Eng Kéier seet en, déi sechs Regioune wiere gestuerwen. Da seet en erëm eng Kéier, neen, et géif se awer nach ginn. Da steet awer hei am Rapport, dat Gesetz wier net esou schlecht a soll benotzt ginn.

Duerfir, Här President, si mer ganz onzefridde wat dee Beräich ubelaangt. Et ass och net kloer, och wa mer keen administrativ drëtte Level schafen, ob déi Strukturen dann do sollen a kënnen a mussen eegent Personal astellen oder net. A virun allem ass eis net kloer, wéi dann elo d'Zesummenaarbecht „bottom-up" an „top-down" soll fonctionnéieren.

Nach eng Kéier: Mir si fervent Unhänger vun enger Dynamik vun ënnen, mä wa mer gären an deem Land, wat eng demographesch a wirtschaftlech Entwécklung huet wéi keen anert an Europa, wëllen eng Rei Phenomeener an de Gréff kréien, da brauche mer och en „top-down" a virun allem musse mer eis ganz vill Gedanke maachen iwwert d'Jarnéieren, déi derfir suergen, dass den „top-down" mam „bottom-up" schlësseg an der Realitéit an an der Regioun ëmgesat gëtt - do ass et och relativ dënn, wat an dësem Rapport steet.

Drëttens - ech hunn et schonn erwähnt - d'Professionaliséierung vun de Schäfferéit. Firwat kënne mer net haut direkt ufänken e Konzept an deem Beräich ze entwéckelen, quitte dass et vläicht eréischt ëmgesat gëtt, wa mer eng Kéier d'Reform gemaach hunn? Mir fäerten, dass mer elo vill Zäit brauchen, fir déi Reform ze maachen, a wa mer eréischt 2017 ufänken iwwert deen do Problem eis Gedanken ze maachen, da si mer partis pour la gloire.

Wann een dann op där anerer Säit gesäit, dass deen Usaz, dee klengen Usaz, dee mer hei an där Chamber gemaach haten, fir eis an déi europäesch Prozesser anzeklénken, awer kläglech - an ech mengen Dir sidd alleguerte mat mer d'accord -, wierklech kläglech gescheitert ass, wa mer de Bilan no e puer Joer maachen, dann ass eis dat net usazweis gelongen.

Dat ass sécherlech net eleng d'Ursaach, well der hei esou vill sinn, déi zwee Mandater hunn, mä ech mengen, dass dat awer och eng vun den Ursaachen ass, dass mer do net weiderkomm sinn.

Wa mer schlussendlech eis awer duerchgerongen hunn, dee Rapport ze stëmmen, Här President, da well mer der Meenung sinn, dass déi Aarbecht awer net ganz ëmsoss war.

Et sinn eng Rei Avancen an dësem Text, a wann ee weess, wéi reformresistent dëst Land ass, besonnesch wann et ëm strukturell Reforme geet, a wann ee weess, wéi schwiereg déi politesch Klass sech mat Ännerungen deet, wa se selwer betraff ass, da léisst dat Resultat hei sech awer weisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll zum Schluss kommen a soen, dass een natierlech och am Internetzäitalter nach mat enger elektrescher Schreifmaschinn ka schaffen. Ob een domadder awer den Erausfuerderunge vun der Zäit gewuess ass, ass eng aner Fro.

DÉI GRÉNG sinn der Meenung, dass eis Gesellschaft an dass besonnesch Lëtzebuerg viru gewaltegen Erausfuerderunge steet. Mir musse Weeër aus der Uelechfal fannen, dat heescht déi drëtt industriell Revolutioun aleeden, a fir esou grouss Problemer wéi Wunnengsnout a Verkéierschaos musse mer eng Léisung fannen.

An een, dee mengt, dat géif ouni autonom, staark a finanziell ofgeséchert Gemenge goen, deen iert sech. Een, dee sech der Illusioun higëtt, dat wier machbar, ouni eng verstäerkt a flächendeckend regional Zesummenaarbecht, dee wäert sech nach wonneren. An een, dee sech virstellt, dat wier machbar, ouni dass och de Stat sech reorganiséiert an endlech am 21. Jorhonnert ukënnt, dee weess net, wat dobausse lass ass. De Rapport vun der Spezialkommissioun huet keng Léisunge fir all dës Erausfuerderunge parat, hie weist awer eng Rei Pisten, wéi Léisunge kéinten ausgesinn.

Duerfir ass déi Debatt vun haut fir DÉI GRÉNG net d'Enn vun der Reorganisatioun vum Land, mä den Ufank.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerch eng Resolutioun vum 7. Dezember 2004 huet d'Chamber eng Spezialkommissioun mat der Bezeechnung „Réorganisation territoriale du Luxembourg" agesat, déi als Missioun hat, Weeër a Virschléi auszeschaffen iwwert déi administrativ Strukture vum Land, d'Gemengelandschaft an d'Opdeelung vun de Kompetenzen tëschent Stat a Gemengen.

2006 am Summer sollten déi Aarbechte mat engem Rapport ofgeschloss ginn an dann hei am Parlament debattéiert ginn. Aus dem Summer 2006 ass de Summer 2008 ginn, ier d'Kommissioun hir Aarbechte konnt ofschléissen.

Insgesamt 45 Sitzunge si gebraucht ginn, fir dëse Rapport ze erstellen, Sitzungen, déi vum Kommissiounspresident, dem Kolleeg Michel Wolter, mustergülteg preparéiert an a voller Transparenz an Objektivitéit gefouert si ginn, woufir ech him vun dëser Plaz aus wëll Merci soen, genausou wéi fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. An deem Merci wëll ech all d'Mataarbechter vum Greffe an dem Ministère mat aschléissen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Diskussiounen iwwer eng Reform vun de Gemengen, Gemengegrenzen, Gemengefusiounen, -kompetenzen a -finanzen an esou weider, sinn an der Vergaangenheet schonn des Öftere gefouert ginn, meeschtens awer ouni grousse Succès.

Verschidde Leit aus der Spezialkommissioun hate sech och virgeholl, et sollt e grousse Worf ginn. D'Resultat ass awer éischter moer, wat net onbedéngt schlecht ass.

Fir d'éischt wéilt ech déi eng oder aner Virbemierkung maachen. Als Argument, fir déif gräifend Reformen ze maachen, gi verschidde Leit net midd, d'Gemenge schlechtzemaachen, wéi wa se net géife fonctionnéieren, oder zumindest net gutt géife fonctionnéieren, wéi wa se den aktuellen Erausfuerderungen net gerecht géife ginn. Déi Leit hunn awer ni Nimm genannt.

Ech behaapten, Här President, d'Gemenge fonctionnéiere besser wéi vill staatlech Verwaltungen a sécherlech besser wéi de Ministère de l'Intérieur. Do wier villes ze reforméieren an ze verbesseren, wat da weider positiv Auswierkungen op e gudde Fonctionnement vun de Gemengen hätt.

De Rapport vum Ombudsmann huet bewisen, datt d'Reklamatiounen iwwer Gemengen, déi erakomm sinn, esou minimal sinn, datt se bal net konnten am Rapport opgefouert ginn, wann ee se vergläicht mat de Reklamatiounen iwwer staatlech Verwaltungen.

D'Gemenge waren oft Virreider an enger Rei vun Domäner, déi haut allgemeng als eng Normalitéit ugesi ginn, a ware ganz oft méi innovativ wéi verschidde Leit a verschidde Ministèren.

D'Gemenge sinn amstand, séier ze reagéieren, wann d'Kritären an d'Konditioune kloer sinn. Zum Beispill de Précoce: D'Gemengen hunn et fäerdeg bruecht, an engem Zäitraum quasi vu sechs Joer flächendeckend duerch d'ganzt Land de Précoce anzeféieren. Elo si mer amgaangen, d'Maisons relais duerch d'Land anzeféieren. A wann een d'Familljeministesch viru kuerzem heibannen héieren huet, da kann een dovun ausgoen, datt an zwee, dräi Joer och flächendeckend am Land Maisons relais ugebuede ginn.

D'Gemenge kënnen also realiséieren. Wann de Stat e Lycée muss bauen, dann dauert et aacht bis zéng Joer. D'Gemenge fonctionnéieren also besser, wéi verschidde Leit dat gleewe wëllen dinn.

Dat wëllt awer net heeschen, datt et keng Problemer gëtt, wann och vläicht nëmme punktueller Natur, déi ee muss kënne verbesseren. Mä da muss ee fir d'éischt kucken, wou déi Problemer sinn, wat d'Ursaache sinn a wéi een dës Problemer behiewe kann, ouni - wéi hei versicht gouf - mam décken Hummer dranzeschloen.

Normalerweis, wann een eng déif gräifend Reform ugeet, kuckt ee fir d'éischt den Ist-Zoustand. Wou sti mer? Wat fonctionnéiert gutt? Wat fonctionnéiert manner gutt oder vläicht iwwerhaapt net? Wat sinn nei Erausfuerderungen un d'Gemengen? Wat bidden d'Gemengen un oder net, wat een awer haut als eng Mission obligatoire vun enger Gemeng misst ugesinn? Wou leien d'Problemer? Wou leien d'Vir- respektiv d'Nodeeler?

Dat sinn d'Viraussetzungen, déi ee misst hunn, ier een iwwerhaapt ufänkt, ze diskutéieren.

Mir hunn als ADR och ëmmer verlaangt an der Kommissioun - an ech muss soen, net nëmme mir, mä praktesch Memberen aus alle Parteien -, datt mer éischtens misste vum Innenministère e Rapport kréien iwwer sämtlech Finanztransfertë vun alle Ministèren un all Gemengen. Vu wat fir enge Subside wéini bezuelt ginn, d'Konditiounen, d'gesetzlech Basis bis alles, wat domadder zesummenhänkt, misste mer kënnen hunn.

Mir hunn dat ëmmer versprach kritt, mä, Här President, mir hunn et ni kritt. Den Här Wolter huet de Mëtteg selwer hei gesot, datt ee Schwaachpunkt d'Finanzen an dësem Rapport sinn. Jo, ma wa mer emol net den Ist-Zoustand doriwwer kréien, wat fir eng Transfertë vum Stat un déi eenzel Gemengen an ënner wat fir enge Konditiounen iwwerwise ginn, wou soll een iwwerhaapt da kënnen iwwer eng Finanzgestioun tëschent Stat a Gemenge schwätzen - wann een emol den aktuelle Stand net kennt?

Et muss ee sech d'Fro stellen: firwat? Firwat kréie mer net déi Donnéeën? Et kann ee jo net dovunner ausgoen, datt d'Regierung eppes ze verstoppen huet. Et kéint een allerdéngs op dee Gedanke kommen, wann ee gesäit, datt iwwer Joren eng Regierung net bereet ass, déi Transparenz spillen ze loossen an dem Parlament an der zoustänneger Kommissioun all Joer dës Informatiounen zoukommen ze loossen.

En zweete Punkt, deen ee misst hunn, ier een iwwerhaapt esou eng Diskussioun ufänkt, dat ass en Inventar dovunner, wat déi 116 Gemengen dann iwwerhaapt ubidden. Wat fir eng Missions de base hu mer definéiert? Bidden d'Gemengen déi un? Wat bidde se vun Infrastrukturen a Leeschtungen?

Dat misste mer wëssen, fir kënne festzestellen, wou iwwerhaapt eventuell Defiziter sinn. Et ass och ëmmer versprach ginn, mir hunn et awer net kritt. D'Kommissioun huet dräi-anenhalleft Joer getaagt, mir hunn et net kritt.

D'Fro ass, Här President, firwat hu mer et net kritt?

A well all Parteie quasi an der Kommissioun déi zwou Saachen ëmmer gefrot hunn, an ech scho virun zéng Joer, Här President, eng Kéier eng Motioun hei deponéiert hat, déi dunn eestëmmeg vum Parlament ugeholl gi war, fir datt d'Regierung all Joer e Rapport annuel maache sollt iwwert d'Transaktioune vun de Finanzen, mä dat bis haut net geschitt ass, Här President, deponéieren ech dann haut nach eng Kéier zwou Motiounen.

Déi eng Motioun ass, fir datt mer e Rapport annuel iwwert d'Transfertë vun de Finanze kréien, an eng zweet, fir datt de Minister soll en Inventar doriwwer maachen, wat déi 116 Gemenge queesch duerch d'Land ubidden, fir datt mer wëssen, iwwer wat mer schwätzen. Dat ass nämlech d'Viraussetzung, fir kënnen ze diskutéieren, wou dann elo wierklech déi Defiziter sinn, vun deenen ëmmer esou vill geschwat gëtt.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que la réorganisation territoriale définira des «missions obligatoires» pour les communes, missions échelonnées selon la taille des communes;

- considérant que les communes proposent déjà de nombreux services aux citoyens allant au-delà des missions de base actuelles;

- considérant qu'avant de distinguer les missions obligatoires des missions facultatives il y a lieu de disposer d'un inventaire complet de ces missions actuellement offertes par les communes;

invite le Gouvernement

- à présenter, commune par commune, un inventaire des services proposés aux citoyens.

(s.) Gast Gibéryen, Fernand Etgen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que le Gouvernement participe à divers projets communaux par des subsides et des participations financières;

- considérant que ces subsides et participations financières sont souvent attribués sur base de critères non autrement précisés dans les lois;

- considérant que dans le cadre de la réorganisation territoriale et d'une nouvelle répartition des compétences entre l'État et les communes il y a lieu d'analyser les modalités de financement des projets et des activités communales par l'État;

invite le Gouvernement

- à dresser pour 2007 un rapport ventilé par ministère ordonnateur de tous les subsides et participations versés par l'État aux communes et ce en pourcentage et en montant;

- à présenter annuellement un rapport similaire à la Chambre des Députés.

(s.) Gast Gibéryen, Fernand Etgen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

De fréieren Innenminister, de Kolleeg Michel Wolter, huet einfach gesot, hien hätt während senger Innenministerzäit gesinn, wéi vill Problemer an enger Rei vu Gemenge géife bestoen, a wéi vill Problemer hie mat enger Rei vu Gemengen hat. Dat mag sinn, datt hien dat esou gesäit.

Ech ka just soen, datt zu senger Zäit och eng ganz Rei vu Gemenge Problemer mam Innenminister haten. Dat ass nun emol eben esou, mä ob dat awer elo op där enger wéi op där anerer Säit objektiv Kritäre sinn, fir dorauser ze schlussfolgeren, elo muss Grousses hei am Land reforméiert ginn, dat schéngt mer awer net onbedéngt esou kloer ze sinn.

(Interruption)

Mir haten also, Här President, keng objektiv Dokumentatioun, fir kënnen iwwert déi Territorialreform do ze diskutéieren. Mir hate just en Dokument vum Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf vum 29. Abrëll 2005 als Diskussiounsbasis: «Concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative du Grand-Duché du Luxembourg».

Et war dëst awer net esou direkt, géif ech soen, e politescht Dokument mat Iwwerleeunge vum Minister dran, mä et war a Wierklechkeet en Dokument, wat hiergestallt ginn ass vu Fonctionnairen aus der Direktioun vum Aménagement du Territoire, den Affaires communales, dem Aménage-

ment communal, de Gemengefinanzen an den dräi Distriktskommissären.

Et ass also a mengen Ae kee politescht Dokument, wou ee kéint soen, et ass d'Meenung vun der Regierung. Mä et ass en Dokument, wat vun héichgestallte Fonctionnairen aus hirer Siicht erstallt ginn ass.

Do si verschidde Persounen drënner, Här President, wou ech Iech soen, déi net allze vill vun de Gemengepolitiker halen. Déi komme sech heiansdo wéi esou kleng Härgotte vir. Ech hu se ëmmer Napoléon genannt, dee léiwer alles selwer décidéiert. Déi gesinn déi meeschte Gemengepolitiker, déi honnerte vu Buergermeeschteren, Schäffen a Conseillerë mat hire Fonctionnairen a Verwaltungen, gréisstendeels als inkompetent un. Just si hunn d'Wouerecht gepacht a just si wëssen, wat gutt a schlecht fir d'Gemengen an hir Bierger ass. An duerfir ass d'Gemengenautonomie och deenen hire gréisste Problem, well et do nach ëmmer Gemenge gëtt, déi maache wéi si et fir richteg fannen an halen, an net wéi verschidde Leit an där enger oder anerer Verwaltung dat wëllen.

An dat Dokument, vun deem ech elo grad geschwat hunn, wat de Minister eis presentéiert huet, wat also vun deenen, oder deelweis deene Leit virgestallt ginn ass, dat dokumentéiert dat och direkt. Wa mer am Kapitel C kucken, «Mesures territoriales et administratives à prendre», steet do dann éischtens grouss den Titel «Problématique». Wat ass d'„Problematik"?

«Au sein du système institutionnel luxembourgeois, les communes ont une position très particulière. Cet état des choses est surtout mis en évidence si on compare notre situation à celle des autres États membres de l'Union européenne. En effet, en raison de l'absence d'autres subdivisions institutionnelles, la commune jouit au Grand-Duché d'une importance politique largement plus étendue que celle accordée aux communautés locales dans les autres pays.

Cette importance se reflète avant tout à travers son élément le plus important, l'autonomie communale, bien ancrée dans notre Constitution...» A si schreiwen dann ënnendrënner: «Il est donc nécessaire de l'adapter par le biais d'une reconsidération des cadres légaux et opérationnels…»

Et ass also ganz kloer, datt déi Gemengenautonomie en Dar am A ass.

Ech wëll awer soen, Här President, wann do gesot gëtt, datt mer keng Subdivisiounen hei am Land hätten, esou wéi an anere Länner, da solle mer frou sinn, datt mer nëmmen zwee Niveauen hei am Land hunn, Gemengen a Stat, an näischt dertëschent, well mer doduerjer méi kuerz Weeër hunn, manner Administratioun a méi bëlleg sinn.

An déi zweet Iddi, déi fir d'Gemengenautonomie ze kierzen an de Pouvoir vum Stat a vu verschiddene Fonctionnairen ze vergréisseren, geet wéi ee rouden, oder besser gesot an dësem Fall, wéi ee schwaarze Fuedem duerch dat ganzt Dokument.

Doranner, Här President, louch och de Problem, firwat datt d'Kommissioun am Fong dräi, véier Joer gebraucht huet, fir un en Enn ze kommen, well jiddfereen an der Kommissioun, mat Ausnahm vun der CSV, am Fong déi Tendenz gespuert huet, wou et sollt higoen. Mir hunn als ADR vun Ufank un dorobber higewisen, a lues awer sécher, muss ech soen, sinn d'Kolleege vun deenen anere Parteie praktesch och alleguer méi skeptesch ginn, mat dem Resultat wat mir haut kennen, datt déi wesentlech Iddië keen Nidderschlag an dësem Dokument fonnt hunn.

Dat betrëfft zum Beispill nei Strukturen tëschent der Gemeng an dem Stat, mat vill Pouvoiren, wou d'Gemengen op regionalem Niveau musse vill Pouvoir ofginn a wou méi staatlechen Afloss komm wier, wou ee Représentant territorial de l'État - ech hunn en ëmmer „de Statthalter" genannt - eng Coprésidence kritt hätt, ouni datt hie gewielt wier. De Représentant territorial de l'État, dat wieren déi aktuell Distriktskommissäre gewiescht, an da weess een och, wien dee Passus am Dokument geschriwwen huet, wann ee weess, wien déi Fonctioune sollt kréien.

Si hu sech an deem Text verglach mat engem Préfet a Frankräich, esou steet dat an hirer Propositioun. Lëtzebuerg wier a Frankräich, opgrond vun eiser Gréisst, awer emol keng Préfecture ginn. Mir hätten hei am Land missen e puer Préfetë kréien. Frankräich ass en zentralistesche Stat. Wëlle mer dat? Verschidde Leit vläicht jo, déi grouss Majoritéit Gott sei Dank awer net.

Déi Iddi ass also duerfir, no laangen Diskussiounen, Gott sei Dank net zréckbehale ginn. Doriwwer eraus ass de Pegel ganz no där anerer Säit ausgeschloen, a wéi mer fäerdeg waren, huet d'Kommissioun an der leschter Sitzung eestëmmeg décidéiert, d'Kommissariater ofzeschafen, déi duebel Kontroll ofzeschafen an déi Kommissariater an engem Service am Intérieur ze regruppéieren.

Och wann ech elo vläicht e bësse sec, net mat de Kommissären, mä éischter mat hirer Fonctioun ëmgaange sinn, esou wëll ech awer net d'Kompetenz vun deene Leit a Fro stellen, déi wierklech eng gutt Aarbecht maachen. Ech menge jiddfereen, dee Gemengepolitik mécht oder Gemengepolitik gemaach huet, huet an der Regel ëmmer gutt Erfahrunge mat deene Leit gemaach. Mä et ass eng Struktur, wéi scho meng Virriedner gesot hunn, déi aus der Postkutschenzäit kënnt an déi ofgeschaf gehéiert.

D'ADR huet duerfir proposéiert, wann een déi Distriktskommissariater ofschaaft, se an den Intérieur ze integréieren, ee Service ze maachen, vläicht souguer ee Service juridique ze maachen, well déi meescht Gemengen haut Problemer hu mat enger ganzer Rei vun Dossieren, well se ëmmer méi komplizéiert ginn, net nëmmen nationaler, mä och europäescher, fir se ëmzesetzen. Mat Ausnahm géif ech menge vun der Stad Lëtzebuerg - ech weess net, wéi et an der Stad Esch ass - hu praktesch all déi aner Gemenge Problemer fir esou Saachen ëmzesetzen.

Et wier gutt, wa mer e Service am Intérieur hätten, dee géif de Gemenge weisen a soen, wéi et géif goen, an dee géif Règlements-type, Délibérations-type maachen, well all Deliberatiounen, ob et eng grouss oder eng kleng Gemeng ass, praktesch zu 90% ëmmer d'selwecht sinn. D'Chifferen änneren, d'Montanten änneren dran, awer d'Deliberatioune sinn déiselwecht. Et kéint also alles formaliséiert ginn.

Wa mer da géifen de Courrier électronique tëschent de Gemengen an dem Ministère aféieren - esou wéi mer dat hei an der Chamber hunn -, mat der Signature électronique, wat kéint do Zäit gewonne ginn, wat kéinten do Gelder gespuert ginn, wat kéint do alles vereinfacht ginn!

Wa mer op där enger Säit also higinn a mir soen, datt mer déi Distrikter an den Intérieur maachen, a wa mer dann op där anerer Säit higinn a mir bauen d'Gemengen administrativ aus mat professionelle Leit - wat mer als ADR och an eisem Dokument proposéiert haten -, da misst d'Gemeng, egal wéi kleng oder wéi grouss se ass, ee Basiskredit kréien, fir d'Poste vum Sekretär, Receveur an Techniker ze finanzéieren. Ab enger gewësser Gréisst kéint een och dovunner ausgoen, datt de Sekretär misst en Universitaire sinn. Dat zesummen - ee gudde Staff op all Gemeng mat esou engem Service am Intérieur - géif schonn eng ganz Rei vu Problemer léisen.

Eng vun de groussen Diskussiounen, Här President, an de ganze Kommissiounssitzungen an och dobaussen, dat sinn d'Fusiounen. Hei gëtt et zwou grondsätzlech Approchen. D'ADR gesäit an de Gemengen de wichtegste Pilier an eiser Statsstruktur, wou d'Demokratie eiser Iwwerzeegung no am beschte fonctionnéiert. Si ass am nooste beim Bierger. De Bierger huet och een direkten Afloss, eng Kontroll an e Matsproocherecht.

De Bierger gesäit sech haut an enger grousser politescher Landschaft. An Europa huet de Bierger kee Matsproocherecht méi, déi national Parlamenter hu scho bal kee Matsproocherecht méi. An der Nationalpolitik huet den normale Bierger och scho bal kee Matsproocherecht méi, an duerfir ass et wichteg, datt mer zumindest um kommunalen Niveau dat Matsproocherecht erhalen, an dat behale mer nëmmen, wann d'Gemengen esou no beim Bierger bleiwe wéi méiglech.

Et gëtt zwou Approchen zu de Fusiounen. Mir hunn engersäits Landgemengen, déi vläicht grouss sinn, awer net Dausende vu Bierger hunn an duerfir vläicht och d'Néidegkeet net gesinn, alles unzebidden. Ech soe vläicht, mir hunn nach kee Bewäis, well mir hu keen Inventar kritt, wou dann déi Defiziter sinn. Wann esou eng Gemeng, vläicht opgrond vun der Awunnerzuel, net à même ass, ee Précoce ze maachen, well se vläicht nëmmen zéng oder zwielef Kanner huet, kann ee sech froen, ob een da soll higoen a soen, esou wéi verschidde Leit dat gesot hunn, ma da muss déi Gemeng fusionéieren, well si net à même ass, de Précoce selwer unzebidden.

Mä et gëtt och déi Approche, datt ee seet, ma da muss een där Gemeng méi Geld zoukomme loossen, fir datt se de Précoce kann offréieren, a fir datt déi Kanner, well dat si jo nach kleng Kanner, net onbedéngt musse moies um siwen Auer an e Bus gesat an zéng oder 15 Kilometer gefouert ginn, mä datt se esou no wéi méiglech, wou d'Elteren, wou d'Famillje wunnen, kënnen an d'Schoul goen. Dat ass och en Deel Liewensqualitéit, déi d'Gemenge bidden am Interessi vun de Kanner a vun den Elteren. A wa si et net kënne selwer maachen, da kënne si nach ëmmer iwwer ee Syndikat mat Nopeschgemengen zesummen esou Strukturen opbauen, ouni dofir mussen ze fusionéieren.

Fusioun gëtt hei als een Allheelmëttel duergestallt, dat ass awer net esou. Wann een e puer aarm Gemengen zesummeleet, kënnt doudsécher keng räich eraus. An et muss een och wëssen, datt een net kann higoen a Gemenge maachen, déi flächendeckend esou grouss sinn, datt d'Gemeng - a mir hu jo schonns esou eng Gemeng am Land, déi esou vill Dierfer huet, déi iwwer 20 Kierchen huet, déi e puer honnert Meter Feldweeër huet -, obschonns se da fusionéiert ass, awer net à même ass, fir dat besser ze géréieren. D'ADR ass fir Fusiounen, awer op fräiwëlleger Basis.

Da gëtt vun enger Masse critique geschwat, déi soi-disant Masse critique, déi jo einfach esou emol genannt ginn ass vun 3.000 Bierger. Et kann awer net esou sinn, wéi an den Dokumenter steet, datt déi Gemengen, déi déi 3.000 Bierger net hunn, op eemol manner Gelder kréien, datt se quasi ausgeblutt ginn an doduerch forcéiert ginn, ze fusionéieren, well da gesot gëtt: Dir hutt kee Geld, Dir hutt keng Moyenen, fir d'Déngschtleeschtungen unzebidden, da musst Der eben elo fusionéieren. Esou kann et net sinn!

Et muss ee kucken, wat d'Missiounen, wat d'Besoinë vun de Gemenge sinn. Deementspriechend mussen och d'Finanze fléissen. Deementspriechend mussen och kleng Gemenge méi Gelder kënne kréien, fir dat och am ländleche Raum kënnen unzebidden, wat all Gemeng misst flächendeckend, egal wou een am Land wunnt oder lieft, kënnen ubidden. Et kann een also net higoen an do soen: Déi iwwer 3.000 Awunner kréie méi Gelder wéi déi drënner. Neen, et kann net un d'Persoune gebonne sinn, mä et muss un d'Missioune gebonne sinn, déi Gemenge musse kréien.

Am Dokument vum Innenminister waren am Fong esou Zwangsfusioune virgesi ginn. Et ass gesot ginn: D'Gemenge musse fusionéieren oder si kommen an de Comité de communes. Doranner musse se goen. Do musse se dann e puer - ech mengen, zwou vu véier - Politiken obligatoresch ofginn. Doranner ass geschwat gi vu Schoulen, Sport, Kultur an Infrastrukturen, wat an der Praxis guer net fonctionnéiert hätt. Mä dat war eng Zwangsfusioun.

Et muss ee sech och elo d'Fro stelle bei där neier Landkaart, déi elo gezeechent gëtt, déi Carte territoriale aus dem Innenministère, wou awer och de Syvicol seng Fanger am Spill huet, wéi wäit datt déi Kaart da geet. Ech weess zwar net, ob de Syvicol e Mandat vun de Gemengen huet - dat seet den Här Klein eis vläicht herno -, fir eben d'Landkaart do nei ze zeechnen.

Do steet zum Schluss dann e Referendum. Ech ka mer awer net virstellen, datt mer als Stat géifen higoen a soen: Mir maachen enger Gemeng e Referendum, wann déi Gemeng net wëllt fusionéieren, wann déi Gemeng kee Referendum wëllt maachen a wann déi Gemeng seet: Mir kënnen déi Missiounen, déi de Stat virschreift, erfëllen. Ech ka mer net virstellen, datt mer an esou engem demokratesche Stat wieren, wou mer dat géife maachen.

Wann eng Gemeng - de Kolleeg Gira huet et virdru gesot - mat 1.700 Leit déi Missiounen, déi mir als Basismissioune virschreiwen, alleguer erfëllt, wou gëtt et dann do eng Obligatioun, fir zu där Gemeng ze soen: Dir musst awer mat der Nopeschgemeng fusionéieren?

A bis mer 2017 sinn, Här President, dovunner sinn ech iwwerzeegt, mat eisem Rhythmus wéi d'Gemengen hei am Land schaffen, bitt souwisou all Gemeng d'Basismëiglechkeete fir hir Bierger un, well d'Gemenge sinn haut scho ganz gutt outilléiert an där Affär.

Mir hunn also keen Intérêt drun, fir do momentan einfach mordicus ze mengen, Fusioune wieren d'Léisung. Et soll een d'Fusiounen ënnerstëtze fir déi Gemeng, déi dat selwer fir sech als déi beschte Léisung gesäit.

Eist Zil muss et sinn, datt mer Kritären opsetzen, datt een, egal wou een hei am Land wunnt, flächendeckend déiselwecht Leeschtunge vu senge Gemengen ugebuede kritt. Mir mussen als Stat d'Missions de base festsetzen, déi d'Gemeng muss maachen. A wann d'Gemengen déi ubidden, dann hu se hir Flicht erfëllt, ouni datt mer se da musse fusionéieren doen.

Doduerch bleiwen d'Gemengen esou no wéi méiglech beim Bierger. Mir kréien eng gutt Liewensqualitéit. Et si kuerz Strecken, administrativ kuerz Weeër. D'Kanner kënnen no an d'Schoul goen. An et bleift eng lieweg Demokratie. Well wa mer Fusioune maachen oder wa mer souguer regional Strukture gemaach hätten, dat hätt manner Demokratie bedeit.

Et däerf een och net vergiessen, Här President, wéi vill Bénévolat haut an de Gemengen hei am Land ass; souwuel vun de Gemengepolitiker wéi vun de Gesellschaftler all.

Mir hunn een Instrument, wat sécherlech punktuell reformbedürfteg ass, dat sinn d'Syndikater. Mä d'Syndikater hunn iwwer 80 Joer oder bal 100 Joer - géif ech soen - awer eng gutt Aarbecht gemaach. Si hunn eng gewësse Flexibilitéit bruecht. Well och wa mer fusionéieren oder regional Strukture maachen, da sinn ech iwwerzeegt, datt de Gros vun de Gemengesyndikater awer misst bestoe bleiwen.

Mir brauche regional Strukturen; mir brauche sektoriell Pläng; mir brauche Comités urbains, mä dat kënne mer eiser Meenung no alles am Kader vun der aktueller Gesetzgebung maachen. De Pouvoir muss fir eis an den Hänn vun der Gemeng bleiwen.

Mir hunn och gesinn, datt et elo scho méiglech ass. Ech denken u Pro-Sud, d'Nordstad, de Raum Réimech, de Kanton Réiden, déi mat der aktueller Législatioun bewisen hunn, datt eng Zesummenaarbecht méiglech ass. Mir brauchen also d'Rad net nei ze erfannen. Villes ass haut méiglech, wann de politesche Wëllen do ass.

De Stat kann haut och scho villes dirigéieren iwwert de Wee vun de Subsiden. Et gëtt dach scho jorelaang gemaach, datt de Stat seng Subsiden u Konditioune bënnt. Wann ee regional baut, kritt ee méi Subsid, wéi wann ee kommunal baut. Oder et kritt ee vläicht guer kee Subsid, wann ee kommunal baut. Esou kann de Stat dach do dirigistesch awierken, ouni datt mer mussen higoen an alles op d'Kopp werfen.

Wann ech virdru gesot hunn, datt mer den Intérieur musse reforméiere mat engem Service juridique, datt mer d'Gemenge musse méi administrativ mat guddem Personal outilléieren, dann ass den drëtte Punkt och d'Gemengepolitik.

Duerfir ass de Congé politique e wichtegt Instrument. Mir mussen deen ausbauen. Wann déi dräi Saache gemaach ginn, administratiivt Personal, Sekretär, Receveur, Caissier, Techniker an allgemeng e gudde Service am Ministère de l'Intérieur, a genuch Congé politique, da sinn ech der Meenung, datt ganz villes ka geschéien.

Et kann awer net sinn, datt de Congé politique - an do si mer eis eens heibannen - net kann iwwer 100% oder d'40-Stonnen-Woch erausgoen. D'Syndikater mussen awer eiser Meenung no an Zukunft och mat berücksichtegt ginn, wat de Congé politique ubelaangt, genausou gutt wéi d'regional Strukturen.

Et muss een awer wëssen, datt ee muss fir de Privatsecteur eng Zwëscheléisung fannen. Well wann een higeet an et seet een einfach: Mir setzen de Congé politique erop, wësse mer, datt eng Partie Leit, déi am Privatsecteur schaffen - ob Salarié oder Patron, dat spillt keng Roll, vläicht awer bei deenen enge méi wéi bei deenen aneren -, net kënne Politik maachen a sech net esou vill Stonnen an hire Betriber fräimaachen.

Do kann ee vläicht eng Zwëscheléisung maachen, datt ee seet, datt déi Leit aus dem Privatsecteur ebe méi Stonne schaffen, cumuléiert gesinn hir Aarbecht a politesch Aarbecht, an een Deel vum Congé politique duerfir ausbezuelt kriten, fir eben net brauchen esou vill Stonnen am Betrib ze sinn. Soss fäerten ech kréie mer spéiderhi keng Leit méi aus dem Privatsecteur, déi Gemengepolitik géife maachen. Dat wier net gutt. Mir mussen och do eng Mëschung behale vu Leit, déi aus alle Secteure kommen.

De Cumul vum Deputéierten a Buergermeeschter. Här President, ech sinn der Meenung, datt et wichteg ass, datt mer Kommunalpolitiker hei an der Chamber hunn. Kéint Dir Iech virstellen, iwwer esou eng Reform wéi déi heiten hätte mer missen

eng Spezialkommissioun asetzen an et wiere keng Gemengepolitiker an där Kommissioun gewiescht? Da wier d'Resultat, gelldir, Här Wolter, doudsécher en anert Resultat.

(Interruption)

Da wier dat erauskomm, wat de Minister sengerzäit virgeschloen hat. Dat wier eng Katastroph fir d'Gemengen. Duerfir ass et wichteg, datt mer Kommunalpolitiker hei an der Chamber hunn, déi dat wichtegst Glidd an eiser Demokratie heibanne vertrieden, an déi oppassen.

Och fir elo ze mengen, wa mer géifen eng Chamber maache vun de Gemengen, do brauche mer eis näischt virzemaachen. Een, deen net heibannen ass, dee schwätzt net mat. Well loosse mer emol kucken, wa mer éierlech sinn, wéi vill datt mer heibannen d'Avisë vun deenen anere Chambres professionnelles kucken. Et ass räichlech wéineg. A wa mer d'Gemenge wëllen dorobber erofstufen a mengen, da géif hir Meenung hei zum Virschäi kommen, dann ire mer eis, wann d'Gemengen net heibannen direkt vertratt sinn. Duerfir triede mir dofir an.

Et kann natierlech kee méi wéi 100% Congé poltique kréien, ob hie Conseiller oder Buergermeeschter oder Deputéierten ass. Et muss een och wëssen, datt d'Deputéierten aus dem Privatsecteur nëmme 50% Congé politique heibannen hunn; wa mer elo vu Buergermeeschtere schwätzen, déi sollen 100% kréien.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Mir haten als ADR an deem doten Zesummenhang eng Pressekonferenz gemaach, déi hir Wierkung net verfeelt huet. Mir haten am Fong gesot, datt et jiddferengem fräigestallt wier, wann hie mengt, hien hätt ze vill Aarbecht, fir kënnen ze demissionéieren.

Et kann net sinn, Här President, datt een zweemol kandidéiert, sech zweemol wiele léisst, sech zweemol feiere léisst, zweemol Indemnitéiten an d'Täsch stécht a sech dann och nach fir dat Ganzt wëllt bedauere loossen. Een, deen dat Ganzt net packt, deem seng Meenung steet fräi, dee kann op där enger oder anerer Plaz ophalen. Et ass schonn e Paradox, datt Leit hikommen a soen: Kommt, mer maachen e Gesetz, well ech packen déi Aarbecht net. Dir musst mer dat onbedéngt verbidden, soss packen ech dat Ganzt net.

Also wann ee wëllt ophalen, Här President, da kann hien ophalen.

(Interruption)

Wann ee wëllt ophalen, Här Clement, da kann hien ophalen.

Här President, wa mer méi eng kloer Kompetenzopdeelung maachen tëschent Stat a Gemengen, kloer Finanzstrukturen, d'Gemengen administrativ ausbauen, de Ministère de l'Intérieur reforméieren, de Gemengepolitiker den néidege Congé politique ginn, da sinn déi meescht Problemer an der aktueller Situatioun geléist. An dësem Rapport, Här President, gëtt et awer eng Rei vu Punkten, déi och eis Zoustëmmung hunn, déi eis Iddi kritt hunn, wéi d'Schoulpolitik, de Museksunterrecht, d'Ofschafung vun den Distriktskommissären, d'Gemengepersonal, d'Tutelle an esou virun, duerfir hu mir net géint dëse Projet gestëmmt, mä mir hunn eis bei dësem Projet enthalen.

Merci.

» **Une voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Marco Schank agedroen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Marco Schank** *(CSV)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Enjeu vun der Aarbecht vun der Spezialkommissioun huet de Rapporteur - de Michel Wolter - virdru presentéiert a virewech och mäi Merci un de Président-Rapporteur, dee mat ganz vill Gescheck an där him eegener konstruktiver Tockskäppegkeet et fäerdeg bruecht huet, datt d'Aarbecht vun der Spezialkommissioun konnt no dräi Joer zu engem virleefegen a positiven Enn gefouert ginn. Wann eng Kéier alles ëmgesat ass, wat d'Kommissioun proposéiert huet, da si mer effektiv e gutt Stéck weiderkomm.

Fir meng Begréffer ass d'Resultat eigentlech ganz remarquabel, wann ee bedenkt, datt dat erkläertend Zil war, ee méiglechst breede Konsens iwwert d'Fraktiounen eraus ze fannen. Esou eng wesentlech Reform wéi d'Reform vun eisen territoriale Strukture kann een net eleng mat de Stëmme vun der Majoritéit plangen.

Nun, wat ass dat inhaltlecht Zil vun dëser Reform? De Rapporteur huet et virdru kloer gesot, ech wëll et nach eng Kéier a fënnef Punkte résuméieren.

Kloer Missioune fir d'Gemengen am 21. Jorhonnert am Zesummespill mat de staatleche Kompetenzen, dat ass ganz wichteg, méi revendikativ si vis-à-vis vum Stat, méi Autonomie am Sënn „net méi Bittstellergemeng sinn", méi Effizienz an der Gestioun vun eise Gemengen. Eng gréisser Effizienz ass ee ganz wesentleche Punkt. Eng Gemeng vun 3.000 Awunner ka wesentlech méi effizient eng Maison relais organiséieren, géréieren, wéi wann eng nëmmen 1.000 Awunner huet. Et gëtt aner Beispiller. Wichteg ass och méi Subsidiaritéit an Nohaltegkeet - dee Begréff hunn ech haut weider net héieren - am Wiesselspill vun de Kompetenze Stat/Gemengen.

Derbäi kënnt, datt den Intérêt communal haut natierlech e ganz aneren ass wéi am 19. Jorhonnert, dat souwisou, mä och am 20. Jorhonnert war et een aneren. Wann ech kucken, haut spille Politikfelder eng Roll, déi et an der Zäit, also fréier iwwerhaapt nach net gouf, wann ech un d'Ëmwelt denken, d'Energie, nohalteg Waasserwirtschaft, eng breet Prévoyance sociale, ee komplexen Aménagement vun eise Gemengen an esou weider. Haut geet et och net duer, einfach eng Schoul ze organiséieren, mä wichteg ass och dat, wat ronderëm passéiert. Zum Beispill d'Interaktioun tëschent der Schoul an de Kannerbetreiungsstrukturen, eben ee gutt Beispill fir déi nei Erausfuerderungen an eise Gemengen.

Haut spillen d'Gemengen eng ëmmer méi grouss Roll wat d'Versuergung mat Energie ugeet. Si si ganz dacks déi, déi mam gudde Beispill virginn, eng Virreiderroll spillen am Kontext Energieeffizienz, Stéchwuert Klimabündnisgemengen. Op d'Activité commerciale kommen ech nach zréck.

Haut mussen awer och de Logement an Aarbechtsplazbeschafung zum Beispill an eise Gemengen eng Roll spillen, e grousse Stellewäert hunn, well vill Gemenge beweisen Dag fir Dag, datt si et sinn, déi et erméiglechen, datt zum Beispill Wunnraum wesentlech méi erschwénglech ass, wéi dat vläicht op anere Plazen de Fall ass.

Haut mussen d'Gemengen och wesentlech méi leeschten, wéi dat nach viru Jorzéngten de Fall war. Virun allem doraus resultéiert eng modern Konzeptioun vun der Gemeng zu Lëtzebuerg. An anere Wierder, mir wëllen - et ass schonn e puermol gesot ginn - méi staark an autonom Gemengen, déi Services de base ubidden, Déngschtleeschtungen, déi d'Biergerinnen an d'Bierger erwaarde vun de Gemengen. Et ass am Endeffekt d'Evolutioun vun der Gesellschaft, déi derfir suergt, datt eng Rei Missioune vun de Gemengen an och vum Stat dobaussen erwaart ginn.

Här President, ech wollt véier Punkten uschneiden, kuerz d'Principes fondamentaux de l'État, dann déi noutwendeg Moyenen, déi modern Gemenge brauchen, drëttens op d'Disponibilité politique agoen an och ee ganz wichtege Sujet - mäin Dada, wann ech dat esou däerf soen -, d'Kooperatioun vun de Gemengen ënnerenee respektiv an de Regiounen.

Als Éischt just ee Saz zu de Principes fondamentaux de l'État. D'Meenung vu menger Fraktioun war, fir der Logik vun der Organisatioun vun eisem Stat trei ze bleiwen, d'Artikelen 2 an 107 vun eiser Verfassung: „l'autonomie communale relève d'une délégation de compétence et de missions de l'État vers les communes", an et ass de Stat, deen dës Kompetenze bestëmmt.

Ee Wuert zu der Fro, ob eng Collectivé de voie publique eng Activité commerciale däerf ausüben. Mir hunn als Fraktioun prinzipiell Nee gesot. Déi Fro hu mer och an der Kommissioun diskutéiert. Notamment am Kontext vun der Energieversuergung a bei den erneierbaren Energien hu mer awer och däitlech gesot am Rapport, datt Gemenge sollen, kënnen an deem Beräich aktiv sinn, aktiv bleiwen, well et eng historesch Evolutioun gëtt respektiv Gemenge bei erneierbaren Energien och eng wichteg Virreiderroll nun eemol spillen.

Mir hunn an deem Kontext och gefrot fir eng Loi-cadre ze kréien, wou d'Regele festgeschriwwe ginn am Kontext vun den ekonomeschen Aktivitéite vun de Gemengen, déi an eisen Aen awer sollen d'Ausnahm bleiwen.

D'Kommissioun huet och ganz däitlech gesot, datt et legitim ass, datt Gemengen Initiativen am Beräich vun den erneierbaren Energien an d'Wee leeden an och een Deel vun der Energiepolitik organiséieren, ouni datt déi Démarchen op eng reng Activité commerciale erauslafen.

Dann deen zweete Punkt: Ganz wichteg ass et, déi noutwendeg Moyenen ze garantéieren, fir datt d'Gemengen hir Missioune kënnen erfëllen. Ech hu virdru gesot, méi staark an autonom Gemengen, déi Services de base ubidden, mat Déngschtleeschtungen, déi d'Biergerinnen an d'Bierger dobaussen erwaarden.

Eng Parenthèse an deem Zesummenhang: Ech selwer hunn am Numm vu menger Fraktioun, am Numm vun der Intérieurskommissioun am November 2003 am Kader vum Débat „Kompetenze Stat/Gemengen" gesot, datt ebe just Stat a Gemengen eng partnerschaftlech Relatioun ustriewe mussen; eng Polariséierung hei wier sécher fatal. An deem Kontext an och am Kontext vu staarke Gemenge fält mir direkt de Begréff vun der Masse critique an, notamment ee Seuil minimal vun der Populatioun, fir datt eng Gemeng iwwerhaapt an der Lag ass, fir deenen neien Erausfuerderungen ze entspriechen.

Och wa sécher net all déi Déngschtleeschtungen an Aktivitéiten, déi d'Gemenge sollen organiséieren, am ganze Land déiselwecht kënne sinn, mussen awer gradesou sécher eng gewëssen Zuel vu Services de base fir all Gemeng ugebuede ginn. A wa mer vu méi Autonomie fir d'Gemengen a virun allem méi Effizienz schwätzen, dann huet d'Kommissioun Recht gehat, fir 3.000 Awunnerinnen an Awunner als Seuil respektiv Objektiv ze fixéieren, wat och keen absolute Wäert soll duerstellen, mä entspriechend ugepasst soll ginn.

Hei gëtt et virun allem och Ënnerscheeder, ob mer am ländleche Raum denken an evoluéieren oder am städtesche Raum. Mir als Fraktioun si vun dësem Seuil vun 3.000 bis 4.000 Awunner am ländleche Raum ausgaangen - net, wéi den Här Etgen gemengt huet, vu 4.000 bis 5.000, mä vun 3.000 bis 4.000; seet awer ganz däitlech eis Fraktioun - a vun 10.000 am städtesche Raum. Ech wëll derbäi soen, datt insgesamt knapp een Drëttel vun deenen 116 Gemengen dee Seuil vun 3.000 Awunnerinnen an Awunner erreechen.

Eis Fraktioun ass der Meenung, datt Fusiounen en adequat Mëttel sinn, fir méi staark a performant Gemengen zustanzekréien. Dat hu mer och schonn 2003 gesot am Rapport vum Débat „Kompetenze Stat/Gemengen". Deemools ware mer eis schonn eens, datt d'Fusiounen däitlech am Intérêt vun de Gemenge sinn, besonnesch deene klenge Gemengen, fir hir Missiounen iwwerhaapt nach an dann och nach effikass kënnen ze erfëllen. A wéi gesot, méi grouss Gemenge kënne méi Effizienz leeschten an enger ganzer Partie vu Servicer, déi se normal ubidden, ob dat eng Maison relais ass, ob dat ee Museksunterrecht ass, ob dat ee Service technique ass an esou weider.

D'Virgehensweis mat der Roadmap an Zesummenaarbecht mam Syvicol ass déi richteg, well se dem Terrain ugepasst ass a well se de reelle Kooperatioune jeeweils um Terrain Rechnung dréit.

Um Terrain selwer deet sech de Moment eigentlech enorm vill. No Tandel, no Kiischpelt déi lescht Jore sinn eng Partie weider Fusiounsprojeten amgaangen. Ech denken un Hengescht-Munzen-Clierf, u Fëschbech-Fiels, un Iermsdref-Miedernach, un Esch-Sauer-Ningsen-Heischent. Et gëtt vu Biekerech-Ell-Réiden geschwat. Ech weess net, wéi wäit se do sinn. Vu Feelen-Mäerzeg gëtt geschwat. Do weess ech och net, wéi seriö dat amgaangen ass. Mä wéi gesot, regelméisseg kommen eng ganz Partei esou No-riichten.

D'Fro ass och net, d'Fusiounen oder Kooperatioun tëschent de Gemengen. Mä mir brauchen d'Fusiounen an d'Kooperatioun vun an an de Gemengen. Et ass kloer, datt och d'Fusiounen eleng un hir Grenze musse stoussen, an déi interkommunal Zesummenaarbecht geet däitlech doriwwer eraus.

Ouni Reform vun de Gemengefinanzen - et ass jo gesot ginn - mécht eng richteg Réforme territoriale wéineg respektiv kee Sënn, mä d'Regierung an och de Syvicol hu Propose gemaach. Et ass net esou, wéi gesot ginn ass, et wiere keng Propositiounen, déi um Dësch géife leien. Ech hat eigentlech gemengt, de Kolleeg Fernand Etgen géif der am Numm vun der DP maachen. Ech hunn awer näischt esou ze héiere kritt de Mëtteg.

(Interruption et hilarté)

Am Regierungsprogramm an am Rapport steet jo och nach wie vor de Wonsch vun de Gemenge respektiv vum Syvicol, fir d'Gemengefinanze méi enk un d'Statsfinanzen ze koppelen.

Eis Fraktioun huet an deem Kontext och däitlech gemaach, datt eng national Planung vun den noutwendegen Investissementer néideg ass, ënner anerem a besonnesch a Relatioun mat de Plans sectoriels.

Ech wëll och dorun erënneren, datt mer am November 2003 zwou Motiounen - am Ganze waren et der, mengen ech, néng - am Kontext vun der Grondsteier an och vum Fonds régional zréckbehalen hunn. Mir haten deemools festgehalen, datt den Impôt foncier ënner anerem net nëmmen eng weider Ressource fir d'Gemengen ass, mä virun allem e Mëttel ass, fir d'Spekulatioun ze ënnerbannen op de Bauterrainen, a genau déi Iddi gëtt am Kader vum Pacte logement ëmgesat.

Dann hate mer an der Motioun am Kontext Fonds régional deemools geschriwwen, datt d'Gemengen, déi an enger regionaler Approche operéieren a kooperéieren, och entspriechend regional Aidë solle kréien. Haut elo huet d'Spezialkommissioun sech däitlech positionéiert a seet och, datt dës Fongen, déi iwwert de Statsbudget sollen alimentéiert ginn, fir d'Équipementer an d'Politiken en vue vun enger regionaler Entwécklung geduecht sinn.

Da wollt ech awer nach, Här President, op en drëtte wichtege Punkt agoen, dat ass dee vun der Disponibilité politique. Am Fall eben, wou d'Réforme territoriale ëmgesat ass, si mir als Fraktioun der Meenung, datt et sënnvoll wier, eng Trennung vun de Mandater unzestriewen, d'Trennung tëschent de lokale Mandater engersäits an den nationale respektiv europäesche Mandater anerersäits.

Ech wëll derbäi soen, dat d'Mandat vum Deputéierten an Zukunft ganz kloer méi e staarken europäesche Volet muss beinhalten, wa mer dat wëllen ëmsetzen, wat mer eis selwer am Fong virginn hu fir d'Zukunft. Dat ass ganz, ganz wesentlech an dat maache mer nach ëmmer net genuch.

Hei ware mer eis fraktiounsiwwergräifend bekanntlecherweis net eens, notamment mir net mat der LSAP respektiv der DP. Déi Gréng louchen déi Kéier éischter op eiser Linn, souwuel bei den Dispositions anticumul wéi och bei der Chambre des élus communaux. Ech kommen nach dorop ze schwätzen.

Zréckbehale gouf elo, datt dës Fro eréischt méi spéit tranchéiert gëtt, ebe wann eng substanziell Reduktioun vun de Gemengen erreecht gouf - eng vun de Konklusiounen iwwregens och am Regierungspabeier vun eisem Innenminister.

An deemselwechte Kontext ass och d'Fro vum haaptamtleche Buergermeeschter traitéiert ginn. Et wäert ganz kloer esou sinn, datt mat enger ëmgesatener Territorialreform, mat méi Masse critique an de Gemengen d'Funktioun vum Buergermeeschter muss professionaliséiert ginn, an do spillen dann eben och d'Indemnitéite vun de Buergermeeschtere beispillsweis, respektiv d'Protection sociale e ganz wesentleche Punkt, wou mir gesot hunn, datt ee sech Ähnleches kéint virstelle wéi bei den Deputéierten.

D'CSV-Fraktioun huet sech doriwwer eraus och fir eng Assemblée territoriale ausgeschwat, wou d'Buergermeeschtere géife siégéieren. Och déi Iddi huet kee Konsens gemaach, mä esou schlecht kann d'Iddi jo awer net sinn, well och de Syvicol huet d'Schafe vun enger Chambre des élus locaux préconiséiert.

Iwwregens soll d'Upassung vun den Indemnitéiten an dem Congé politique zesumme mat dem Zustanekomme vun där neier Kartographie geschéien am Kader vun der Ëmsetzung vun der Territorialreform am Laf vun der Zäit. Eis Fraktioun huet och gesot, datt déi Fro vum Congé politique sech quasi net méi stellt, wann eng Territorialreform richteg bis ëmgesat ass.

Da wéi gesot mäi véierte Punkt, dee vun der Kooperatioun vun de Gemengen an all hire Formen, d'Kooperatioun tëschent de Gemengen, gewëssermoosse parallell an evolutiv mat de Fusiounen.

Erlaabt mer duerfir, och op dëser Plaz e puer Wuert zu den Aspekter vun der Zesummenaarbecht ze soen. Virdrun och am Rapport vum Michel Wolter ass déi Kontinuitéit däitlech ginn, déi besteet tëschent dem Gesetz vun 1999, dem Programme directeur, den Débaten an der Chamber, ënner anerem deem iwwert d'Kompetenzopdeelung tëschent Stat a Gemengen, dann deem iwwert den IVL, der Ofstëmmung vun de sektorielle Pläng an der Territorialreform - Wou wunne mer an Zukunft? Wou schaffe mer? D'Mobilitéitsfro: Wéi bewege mer eis?

Wou fënnt d'Landwirtschaft statt? Wou Natur? -, d'Landesplanung am Zesummespill vu ville Strukturen, ech mengen, datt dat ee ganz wesentlech Punkt ass an datt dat och lues a lues ëmgesat gëtt.

Fir mech si Fusioun a Kooperatioun Schlësselbegréffer fir eng performant Territorialreform, déi op feste Féiss steet.

An deene leschte Joren a Jorzéngten hu sech - gewëssermoossen „bottom-up" - d'Regiounen iwwer Land entwéckelt, dat ass scho gesot ginn. Mä et geet net duer mam „bottom-up", mir brauchen och ee gewëssenen „top-down".

Duerfir brauche mer d'Territorialreform mat neie Strukturen op Niveau vu Kantonen, vun Naturparken. Ech denken un de Pro-Sud als eng éischt Ëmsetzung och am Kader vum 99er Gesetz. Iwwerall do an deene Planungsregiounen, déi mer eng Kéier definéiert hunn a wou mir als Fraktioun och der Meenung sinn, datt déi Regiounen an déi Iddi vun de Planungsregioune sollen existent sinn, wëlle mer, datt déi Planungsregiounen no an no iwwert d'Gesetz vun '99 och mat Liewe gefëllt ginn.

Eis als CSV gefält dat Gesetz eigentlech ganz gutt. Ech erënneren och dorun, datt d'Naturparkgesetz deemools eigentlech Pätter respektiv Giedel stoung fir dat Gesetz vun 1999.

Selbstverständlech kann dee genauen Territoire vun de jeeweilege Regiounen eréischt da festgeluecht ginn, wa mer an e puer Joer wëssen, wéi eis Gemengelandschaft definitiv ausgesäit.

An deem Modell géifen déi städtesch Regiounen am Süden an am Centre Sud als Communautés urbaines géréiert ginn. De Centre Sud kritt doduerch eng vill méi urban Vocatioun. An am Fall vun der Regioun Süde gesinn ech d'Kreatioun vun dräi Communautés urbaines, déi jo am Rapport virgestallt goufen, ronderëm d'Pole vun Esch/Uelzecht, Diddeleng an Déifferdeng. Dëst an der Logik, datt tëschent deene Stied och eng enk Kooperatioun entsteet, déi d'Potenzial vun där ganzer Regioun wäert opwäerten.

Da géifen déi ländlech Regiounen, den Norden an de Westen an d'Région mixte vum Zentrum Norden iwwer eng entspriechend operationell Struktur verfügen, déi d'Gestioun vu verschidde Politiken ebe méiglech mécht op engem regionalen Niveau.

An den Diskussioune vun der Kommissioun ass och däitlech ginn, datt een awer ländlech a städtesch Regiounen net an een Dëppe geheie kann an däerf. Si hunn däitlech eng aner Vocatioun am Beräich vum Aménagement du territoire, an der ekonomescher Entwécklung an doriwwer eraus, an duerfir brauch een och aner Virgehensweisen.

D'Nordregioune mussen also déi néideg Strukture mat op de Wee kréien, fir deenen Differenzen ze entsprieche par rapport zu de Südregiounen.

Aus dësem Grond schwätze mer an de ländleche Regiounen an an der Région mixte am Norden ëmmer nach vu Syndicats intercommunaux à vocation multiple, dat, wat mer jo och elo schonn, wéi gesot „bottom-up", an de verschiddene Kantonen hunn an an den Naturparken. Déi interkommunal Syndikater erstrecke sech iwwert dee gesamten Territoire vun där jeeweileger Regioun an ëmfaassen och do all d'Gemengen. An dat mat deenen - dat ass wichteg - regiounspezifesche Missiounen, selbstverständlech a Konformitéit mat den entspriechende Regionalpläng, déi mir brauchen, an och de Plans sectoriels.

An d'Regioun mixte Zentrum Norde misst där Partikularitéit och Rechnung droen, datt d'Communauté européenne vun der Nordstad op hirem Territoire do entsteet. Och hei misst d'Gestioun d'Vocatioun vun dëser spezieller Regioun erëmginn.

Wat elo d'Kompetenze vun dëse Gemengesyndikater ugeet, wieren et jo dann éischter d'Plans régionaux, un deenen ee sech géif orientéieren. Doriwwer eraus mussen d'Memberen am Syndikat, also d'Gemengen, fräi sinn, iwwert dee renge regionalen Niveau eraus Initiativen an Aktiounen ze maachen, déi si selwer fir néideg fannen, an dat entspriechend de Kompetenzen, déi un d'Syndikater weider delegéiert ginn.

Wat déi regional Entwécklung an Zesummenaarbecht konkret ugeet, sinn ech perséinlech der Meenung, datt hei een haaptamtleche Management noutwendeg ass. Dat hunn d'LEADER-Regioune gewisen, dat hunn och d'Naturparke gewisen, datt, wann een haaptamtlech Leit huet, Experten, déi sech an der regionaler Entwécklung auskennen a wéi gesot haaptamtlech Aarbecht maachen, een a ville Beräicher iwwert d'Ekonomie, iwwert de soziale Beräich, iwwert d'Ekologie an esou weider méi konkret, méi effikass schaffe kann an eben och mat spezifeschen Hëllefe fir de Fonctionnement, déi zu där Aarbecht géife gehéieren.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech wollt, nodeem datt ech mech nach méi intensiv mat der Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen a Relatioun mam Stat beschäftegt hunn, am Fong och nach eng Kéier däitlech maachen, datt d'Kooperatioun a mengen Aen de Schlëssel fir den Erfolleg vun der Territorialreform an hirer séierer Emsetzung duerstellt. De Rapporteur huet virdrun en Appel un d'Gemenge gemaach; ech géif mech deem uschléissen.

Ech mengen, datt awer dobaussen deelweis nach méi Bereetschaft, fir an d'Richtung vun den Iddien, vun de Grondsätz vun deem grousse Konzept vun der Territorialreform ze goen, besteet, wéi mir dat vläicht mengen. Wann ee mat de Responsabelen aus de Gemenge schwätzt, kritt ee ganz däitlech d'Gefill, datt do eng ganz grouss Bereetschaft ass, eng Opbrochstëmmung deelweis, fir mat op de Wee ze goe vun dëser Territorialreform. Insgesamt wier natierlech nach vill zu dëser ambitiéiser Reform ze soen.

Ech wollt awer och menge Kolleeginnen a Kolleegen an der Kommissioun e Kompliment maachen a soen, datt si och zum groussen Deel bereet waren, emol iwwer méi enk Grenzen ze sprangen. De Rapport ass ouni Géigestëmm ugeholl ginn; mat natierlech där enger oder anerer Remarque awer am Text, wou besonnesch och d'DP hir aner Vuen artikuléiert huet.

Erlaabt mer nach déi breet Identité de vue vun der Kommissioun mam Syvicol festzestellen, déi net onwesentlech a mengen Aen zum positive Resultat bäigedroen huet. Ech muss soen, selwer sinn ech och zefridden, datt deen Exercice vu viru bal fënnef Joer - den Débat deemools Kompetenze Stat/Gemengen, wou ech selwer Rapporteur war - och net ëmsoss war, well d'Spezialkommissioun zum Deel konnt an hirer Aarbecht dorop opbauen.

Ech wëll och do déi 14 Propositiounen ernimme vum deemolegen Innenminister am Kader vun deem Débat. Wann een déi nach eng Kéier noliest, gesäit een, datt eng ganz Partie Saachen och gehollef hunn, d'Konzept eigentlech am Kader vun der Territorialreform däitlech ze maachen. Dësen Débat ass selbstverständlech kee Schluss, mä e weidere wichtege Schratt an d'Richtung, fir eist Land fit ze maache fir d'Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Schank Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur, net nëmme fir säin detailléierten a gudde Rapport, mä och fir déi vill Aarbecht, déi hien als President vun der Spezialkommissioun gemaach huet.

An deene leschte Joren ass dacks an der Öffentlechkeet an och hei an der Chamber gesot ginn: Mir brauche staark Gemengen, déi d'Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert meeschtere kënnen. Wat heescht dat iwwerhaapt, staark Gemengen?

Erlaabt mer, fir dës Fro ze beäntwerten, op den Ufankspunkt vun eisen Diskussiounen zréckzekommen, a besonnesch op d'Zilsetzung vun der ugestriefter territorialer Neiuerdnung: 1. alle Bierger am Land eng diversifizéiert a qualitativ héichwäerteg Offer un öffentleche Servicer unzebidden; 2. dës Servicer op eng méiglechst effikass Aart a Weis ze organiséieren.

D'Analysen, déi d'Spezialkommissioun gemaach huet, lafen op folgend Konklusiounen eraus: Fir dës Ziler ze erreechen, brauchen d'Gemengen eng gewësse Masse critique. Dës hu mer jo bekannterweis op ronn 3.000 Awunner festgeluecht an nach mat anere Kritäre verbonnen.

Wat ech awer hei nach eng Kéier wëll ënnersträichen, ass, dëst ass just eng Condition nécessaire, mais pas suffisante fir staark Gemengen ze hunn, fir den Usprëch vun de Bierger gerecht kënnen ze ginn an am Respekt vum Prinzip vun der Subsidiaritéit déi Aufgaben auszeféieren, déi am beschte kommunal géréiert solle ginn.

Ech wëll probéieren Iech duerzeleeën, wéi ech mengen dass mer elo solle virgoen, fir dass dës esou staark Gemenge Realitéit ginn.

Vergiesse mer eppes net: D'Réorganisation territoriale ass mam Rapport net ofgeschloss. Am Fong fänkt se elo eréischt un, an um Wee vun hirer Exekutioun wäerte mer nach Schwieregkeeten ze iwwerwanne kréien.

D'Spezialkommissioun hat bewosst eng ganz breet Approche suivéiert a sech mat ville Sujete befaasst, déi de près ou de loin mam Thema ze dinn haten. Villes vun deem, wat mer virschloen, hänkt awer direkt oder indirekt vum Succès vum eigentleche Kärstéck vun der Reform of, nämlech vun der Gestaltung vun enger neier Gemengelandschaft, déi mer hei zu Lëtzebuerg wëlle kréien.

D'Kommissioun ënnerstëtzt d'Bestriewunge vum Innenminister, deen zesumme mam Syvicol e Schema ausgeschafft huet, wéi esou eng nei Territorialuerdnung kéint ausgesinn. Dëse Schema ass als Base de discussion ze gesinn, deen da mat de betraffene Gemengen duerchdiskutéiert muss ginn.

Ech sinn der Meenung, dass d'Regierung hei dee richtege Wee ageschloen huet. Si respektéiert dat, wat d'Gemengen ëmmer gefuerdert hunn, nämlech dass d'Fusiounen net vun uewen erof kënnen diktéiert ginn. Et soll besonnesch bestehenden interkommunale Kooperatioune Rechnung gedroe ginn, der geographescher Lag, de Spezifissitéite vun der Regioun. Déi Gemenge solle beieneekommen, déi beienee passen, beienee gehéieren.

D'Propos ass no objektive Kritären ausgeschafft ginn a si ass net a Stee gemeesselt, mä léisst nach Spillraum fir Diskussiounen a berechtegt Retouchë mat de Gemengen op.

Ech sinn net pessimistesch, mä realistesch. Et soll sech net ze fréi op d'Schëller geklappt ginn. Mir däerfen net vergiessen, dass an de 70er Jore schonn eng ähnlech Tentative feelgeschloen ass. Bekanntlech soll ee probéieren aus de Feeler vun der Vergaangenheet ze léieren, duerfir erlaben ech mer kuerz drop anzegoen, wat menger Meenung no deemools schifgelaf ass a wat haut muss anescht ugepaakt ginn.

Am Oktober 1972 huet den deemolegen Innenminister en Dossier un all d'Gemenge geschéckt mat zwee Schemae fir eng nei Gemengelandschaft a mat engem Questionnaire, op deem ënner anerem d'Fro stoung: Le Conseil communal est-il d'accord en principe à fusionner avec d'autres communes?

Contrairement zur haut wäit verbreeter Meenung, waren d'Gemengen net majoritär géint d'Fusiounen. En fait hunn 83 Gemenge positiv op dës Fro geäntwert; nëmmen 42 waren am Ufank dergéint.

D'Association des Villes et Communes luxembourgeoises hat deemools eng Rei vu Versammlungen uechtert d'Land organiséiert, fir de Bols bei de Gemengen ze fillen. Am Rapport, deen doropshi gemaach gouf, war Folgendes ze liesen: «Il semble qu'une majorité de représentants communaux acceptent maintenant l'idée d'une restructuration par fusions. Celle-ci ne se heurte plus à la répugnance plutôt générale d'il y a quelques années encore. L'idée en elle-même a sans doute fait son chemin. Il importe cependant que la fusion ne soit pas réalisée comme une fin en soi. Il ne faut pas faire de fusions uniquement pour avoir la satisfaction de réduire le nombre de communes. Il est indispensable que l'utilité de l'opération soit mise en évidence dans chaque cas. L'administration doit être améliorée et les avantages pour les habitants doivent être démontrés.»

Wann ech näischt virdru gesot hätt, hätt ee kënne mengen, hei géif d'Stëmmung aus dem Joer 2008 beschriwwe ginn. Wou louch dann awer deemools d'Kromm an der Heck? Ech zitéiere weider aus dem Rapport ënnert dem Kapitel «L'insuffisance des informations recueillies dans le dossier diffusé par le Gouvernement»: «Pour accréditer l'idée de la fusion aux yeux des mandataires communaux et sans doute aussi de la population, il ne suffit pas de parler vaguement d'une amélioration de l'administration et d'un meilleur emploi des investissements. Les élus ont déploré unanimement l'absence de tous renseignements sur la manière dont devraient être résolus un certain nombre de questions et de problèmes au sujet desquels une clarté suffisante doit être acquise avant.»

Hei ginn zum Beispill ugeféiert: de Wahlmodus vum neie Conseil; d'Manéier wéi d'Representatioun vun den integréierte Gemengen am neie Conseil soll geregelt ginn; d'finanziell a steierlech Aspekter; den Numm vun der neier Gemeng an esou weider.

Et ass duerfir, dass den Innenminister, wann hien am Hierscht eng Tournée duerch d'Gemenge mécht, net nëmmen eng Kaart a senger Mapp huet, mä prett ass op eng ganz Rei konkret Froen ze äntwerten, déi d'Gemengevertrieder ouni Zweifel wäerten hunn. Eng Strategie nom Motto „Kommt, mir maachen elo emol eng Kaart an da kucke mer wéi et weidergeet" fonctionnéiert net, wéi eis d'Erfahrung aus de 70er Jore weist. Idealerweis solle schonn éischt Elementer vun enger zukünfteger Loi-cadre iwwert d'Fusioune bekannt sinn.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Wichteg ass awer och, den Éluen an de Bierger d'Valeur ajoutée vun dëse Fusioune kloerzemaachen. Besonnesch de Fait, dass eng méi grouss Gemeng vill méi diversifizéiert Servicer ubidde kann, muss ervirgestrach ginn. Duerch d'Zesummeleeë vu Gemengenadministratioune kënnen d'Beamte vill méi spezialiséiert Aufgaben iwwerhuelen. D'Gemenge kréie vill méi Gestaltungsspillraum. Si kënne kreativ ginn an a Beräicher, wou si et fir néideg halen, ganz aner Akzenter setzen, wéi zum Beispill am Ëmweltberäich, an der Kultur, am Tourismus, fir nëmmen dës Beispiller ze nennen.

Mir mussen awer och realistescherweis dovunner ausgoen, dass, egal wéi gutt d'Kommunikatiounspolitik vun der Regierung an dësem Dossier ass, et ëmmer nach Gemengepolitiker a Bierger uechtert d'Land wäert ginn, déi der Meenung sinn, dass dach eigentlech alles gutt fonctionnéiert, dass mer sollen alles beim Ale loossen an dass mer keng Territorialreform brauchen.

Ech fäerten, dass ee si och net mat Argumenter iwwerzeegt kritt wéi zum Beispill deem, dass, wann d'Gemenge méi grouss sinn, si an hire Gemenge méi diversifizéiert a méi qualitativ héichwäerteg Servicer ubidde kënne respektiv dass si méi effizient fonctionnéiere kënnen.

Wann een iwwert d'Fusioune schwätzt, ass ee séier op sensibelem Terrain. Begréffer wéi Identitéit, lokal Verwuerzelung, Lokalpatriotissem sinn dësen Diskussiounen net friem. Mir vergiessen nämlech dacks, dass de Mënsch net nëmme rational handelt, mä dass en och staark vun Emotioune geprägt a beaflosst ass. Ech erlabe mer hei ee Vergläich ze maache mat engem rezenten Evénement aus der europäescher Aktualitéit, nämlech dem Referendum an Irland iwwert de Lissabonner Traité. Fir déi Baussestehend war déi virulent Oppositioun bei engem Deel vun der Bevölkerung schwéier nozevollzéien, well se allem Uschäin no méi emotional wéi rational motivéiert war.

Esou Reaktioune muss een awer erwaarden, wann een un d'Repèrë fréckele geet, un déi d'Leit gewinnt sinn. An dat ëmsou méi an engem mondialiséierten Ëmfeld, dat sech Dag fir Dag rasant verännert. Duerfir, gradesou wéi elo gesot ginn ass, et misst een den Iren deen néidege Respekt weisen, solle mer och deenen, déi sech schwéierdi mat de Fusiounen, mat Respekt géintiwwertrieden. Wat ech domat wëll soen, ass, dass een hinnen Zäit soll ginn, fir sech un déi nei Repèren ze gewinnen.

De Syvicol huet sech a sengem Positiounspabeier fir d'Konzept vun de Coopérations renforcées agesat. Engersäits war d'Vertriedung vun de Gemengen ëmmer géint vun uewen erof diktéiert Fusiounen, anerersäits muss een awer och agesinn, dass déi fräiwëlleg Fusiounen, déi jo elo scho méiglech sinn, eis net wierklech weiderbruecht hunn. Et ass tatsächlech schued, dass no de Fusiounen aus de 70er Joren den Dossier an den Tirang geluecht ginn ass. Wären déi sukzessiv Regierungen um Ball bliwwen, da wäre mer haut scho vill méi wäit fort. Mir bräichte souguer vläicht net méi iwwert d'Problematik ze schwätzen.

D'Originalitéit vun de Coopérations renforcées besteet doranner, dass se e Mëttelwee duerstellen tëschent dem „top-down" an dem „bottom-up". Et geet drëms, fir iwwer eng intensiv Zesummenaarbecht, iwwer e Wee vu gemeinsame Projeten d'Gemenge progressiv beieneenzeféieren. Concernéiert Gemengeréit treffe sech regelméisseg, fir iwwert de Stand vun der Kooperatioun ze informéieren a se virunzedreiwen.

Si sollen esou Zäit kréien, fir sech uneneen ze gewinnen, ier se dann de Schrëtt a Richtung vun enger regelrechter Fusioun maachen. Dës Transitiounsphas ass fir eng Rei Gemengen onbedéngt noutwendeg; ech kann dat net genuch ënnersträichen. Wann d'Verfechter et dann och nach fäerdeg

bréngen, déi Saach mat deem néidege Fangerspëtzegefill unzepaken, da sinn ech optimistesch, dass dësen Ulaf dee richtege wäert sinn an de Projet mat Succès ofgeschloss ka ginn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdru gesot, eng nei Gemengelandschaft schafen, soll net dat eenzegt Zil vun eise Bestriewunge sinn. D'Spezialkommissioun huet eng Rei Recommandatioune gemaach, a wéi enge Beräicher um Niveau vun der Kompetenzverdeelung tëschent Stat a Gemenge punktuell Adaptatioune misste gemaach ginn. Doriwwer eraus kënne mer awer net iwwer staark Gemenge schwätzen, ouni e Wuert iwwert d'Gemengenautonomie ze verléieren.

Wéi Der wësst, ass d'Autonomie communale am Artikel 107 vun eiser Constitutioun festgehalen.

Mä wat ass Gemengenautonomie? Déi europäesch Charta vun der Autonomie locale probéiert se folgendermoossen ze definéieren: «Par autonomie locale on entend le droit et la capacité effective pour les collectivités locales de régler et de gérer, dans le cadre de la loi, sous leur propre responsabilité et au profit de leur population une part importante des affaires publiques.»

Fir ze vermeiden, dass si trotzdeem nëmmen en abstrakt Konzept bleift, dat, jee nodeem op wéi enger Säit ee steet, anescht interpretéiert ka ginn, leet d'Charta, déi mer 1987 hei zu Lëtzebuerg ratifizéiert hunn, an hiren Artikelen eng Rei Prinzipië fest, déi ee Land muss respektéieren, wann et et mat der Gemengenautonomie eescht mengt.

D'Erfahrung aus deene leschten 20 Joer huet allerdéngs gewisen, dass et noutwendeg ass, nach ee Schrack méi wäit ze goen an der Protektioun vun der Gemengenautonomie. Duerfir huet de Congrès des pouvoirs locaux et régionaux vum Conseil de l'Europe elo e Projet de protocole additionnel zu der Charta ausgeschafft, dee verschidden Dispositiounen développéiere respektiv complétéiere soll.

Et muss ee mat grousser Satisfaktioun feststellen, dass heiranner elo eng Rei Prinzipië verankert sinn, fir déi mir schonn zënter Joren antrieden. Ech wëll kuerz déi wichtegst opzielen.

De Prinzip vun der Connexitéit seet ënner anerem Folgendes: Éischtens, dass, wann duerch d'Reduktioun oder d'Supressioun vun enger lokaler Steier oder d'Diminutioun vun hirer Base imposable, déi vum Niveau supérieur, an eisem Fall vum Stat décidéiert gëtt, de Revenu vun de Gemengen erofgeet, eng adequat Kompensatioun fir d'Gemenge muss stattfannen.

Ech maachen drop opmierksam, dass, wann dës Dispositiounen deemools schonn a Kraaft gewiescht wären, d'Erofsetze vum Taux d'assiette vun der Gewerbesteier vu 4 op 3% am Joer 2001 net ouni Kompensatiounen de Gemengen hätt kënnen octroyéiert ginn.

Zweetens, wann d'Autorité supérieure décidéiert, de Gemengen nei Chargen opzeerleeën, muss gläichzäiteg een Transfert vun de finanzielle Ressourcen un d'Gemenge respektiv d'Autorisatioun, nei Ressourcen ze generéieren, virgesi ginn. Et ass bekannt, dass och de Syvicol ëmmer contestéiert huet, dass d'Gemenge gehale gi sinn, d'Éducation précoce anzeféieren a Betreiungsstrukture fir d'Schoulkanner opzeriichten, ouni dass se duerfir zousätzlech finanziell Mëttelen zur Verfügung gestallt kritt hunn. Elo kréie se also iwwert dëse Protokoll de Réck gestäipt.

Een anere wichtegen Artikel vum Protokoll befaasst sech mat den Dotatiounen a Subventioune fir d'Gemengen. Éischtens gëtt festgehal, dass déi finanziell Transferte vum Stat un d'Gemenge virun allem aus net affektéierte Revenuë bestoe sollen. Zu Lëtzebuerg stelle mer awer an deene leschte Jore genee déi entgéigegesaten Tendenz fest.

D'Subsiden un d'Gemenge gi proportionell vill méi staark an d'Luucht wéi déi net affektéiert Revenuen. Dëst ass a mengen Aen e Moyen fir de Stat, fir seng Kontroll iwwert de Gemengen hir Aktivitéiten ze verstäerken an ass duerfir net kompatibel mat enger staarker Gemengenautonomie.

Zweetens - an dëse Paragraph mécht mer ganz besonnesch vill Plëséier - seet eng Dispositioun am Protokoll, dass d'Kritäre fir d'Zougestoe vun Dotatiounen a Subsiden „objectifs, clairs, transparents, prévisibles et vérifiables" musse sinn.

Jiddfereen, deen eppes mat Gemengepolitik zu Lëtzebuerg ze doen huet, weess, dass mer am Moment vun dëser Transparenz bei der Attributioun vu staatleche Subsiden nach wäit ewech sinn.

En drëtte wichtegen Artikel betrëfft d'Participatioun vun de Collectivités locales un den Décisiounen, déi si betreffen. Ier d'Autorité supérieure eng Décisioun hëlt, déi eng oder méi Gemenge betrëfft, muss se 1. virdrun d'Gemengen doriwwer informéieren; 2. hinnen en Accès zu relevanten administrativen Dokumenter ginn; 3. hinnen d'Méiglechkeet ginn, hir Positioun bekannt ze maachen; 4. a schlussendlech hir Décisioun motivéieren, andeem se d'Meenung vun de Gemenge mat a Betruecht hëlt. All Décisioun, déi den Equiliber vun de Ressourcë vun de Gemengen, d'Modalitéite vun der Allocatioun vu Subsiden oder Dotatiounen affektéiert, muss virdru mat de Gemenge verhandelt ginn.

Virun esou enger Décisioun muss eng Evaluatioun vun hirem Impakt op d'Finanze vun de Gemenge gemaach an hir Resultater public gemaach ginn.

Schlussendlech gëtt och nach eng Kéier de Prinzip bekräftegt, dass déi administrativ Kontroll vum Stat - d'Tutelle - kee Pouvoir d'évaluation vun der Opportunitéit vun enger Gemengendécisioun däerf hunn, mä dass just d'Legalitéit däerf kontrolléiert ginn.

Wa Lëtzebuerg - wéi ech hoffen - dëse Protokoll ënnerschreift, wäerte mer d'Geleeënheet kréien, fir am Detail dës Dispositiounen an der Chamber ze diskutéieren. Ech géif et awer richteg fannen, wann dës Elementer elo an dësem Moment schonn an d'Ëmsetzungsphas vun der Territorialreform géife mat agebaut ginn. D'Regierung wär gutt beroden, sech elo scho Gedanken ze maachen, wéi se déi administrativ Prozeduren, déi mer am Moment hunn, konform zu dësen Dispositioune maache kann. Wéi staark eis Gemengen tatsächlech sinn, wäert nämlech heivunner ofhänken.

Ech erënneren drun, dass d'Spezialkommissioun zur Konklusioun komm ass, dass eng fundamental Neiverdeelung vun de Kompetenzen tëschent Stat a Gemengen net wënschenswäert ass, well et eigentlech drëms geet, dass d'Gemenge genuch Marge de manœuvre hunn, fir dës Kompetenz kënnen auszeüben; eng reell Autonomie communale eben. Hei ass, mengen ech, zu Lëtzebuerg nach Verbesserung méiglech.

An dësem Zesummenhang muss och d'Fro nach eng Kéier gestallt gi vun der Vertriedung vun de Gemengeninteressen am institutionelle Gefüge zu Lëtzebuerg. Zurzäit geschitt dëst iwwert de Syvicol. Och wann en iwwert déi lescht Joren ëmmer méi als Interlocuteur vun der Regierung fir d'Froen, déi d'Gemenge betreffen, unerkannt gëtt, esou besteet awer néierens eng Obligatioun, fir de Syvicol ze konsultéieren, wa Gesetzer déposéiert ginn, déi en Impakt op d'Gemengen hunn.

Ech mengen, dem Syvicol seng Roll als Sproochrouer vun de Gemenge muss opgewäert ginn. A wéi enger Form, dat bleift nach ze kucken. D'Iddi, fir eng Chambre des pouvoirs locaux ze schafen, an där d'Buergermeeschtere vum Land vertruede wären an déi als zweet Chamber nieft der Chambre des Députés hätt kënne bestoen, ass vun der Kommissioun net zréckbehale ginn.

Dass de Syvicol awer op d'mannst en ähnleche Statut wéi eng Chambre professionnelle misst kréien, dat schéngt mer am Intérêt vun der Demokratie hei zu Lëtzebuerg ze sinn.

Staark Gemenge sinn awer och Gemengen, déi professionell gefouert ginn. Dat heescht, deenen hir Éluen déi néideg Disponibilitéit an dat néidegt Wëssen hunn, fir hirem Mandat nozegoen, an déi eng modern Administratioun hunn, déi de Besoinë vun der Zäit ugepasst ass.

D'Gemengepolitik soll am 21. Jorhonnert keen Hobby sinn. Mir sinn de Bierger et schëlleg, Éluen ze hunn, déi present an accessibel sinn, déi sech an de Fong vun den Dossiere kënne knéien an dëser dach ëmmer méi komplexer Welt.

Den Innenminister huet versprach, de Congé politique eropzesetzen. Dat ass dréngend noutwendeg, dat ass och schonn haut de Mëtteg e puermol hei gefuerdert ginn.

D'Fro, déi sech stellt, ass: Geet dat duer oder muss een eventuell higoen an de professionellen, dat heescht Vollzäitbuergermeeschter aféieren?

D'Kommissioun huet sech nach net definitiv heizou prononcéiert. Ech mengen awer schonn, dass et eng logesch Konsequenz ass vun deem ganze Pak vu Konklusiounen, déi d'Chamber gezunn huet.

Enk verbonne mat dësem Sujet ass och d'Trennung vum Mandat vum Buergermeeschter an Deputéierten. Dës Fro wäert sech nei stellen, wann eng nei Gemengelandschaft entstanen ass.

D'Kommissioun war awer eestëmmeg der Meenung, dass et opportun wär, d'Offer u Formatiounsméiglechkeete fir d'Éluen ze verbesseren. Ech wëll hei dorun erënneren, dass de Syvicol amgaangen ass, mam Ministère de l'intérieur an am Gespréich mat der Fonction publique mat dem Institut national d'administration publique ee Formatiounsprogramm opzebauen, deen aus dräi Deeler soll bestoen.

Am éischten Deel geet et dorëm, dat fachlecht Wëssen op- respektiv auszebauen. Dat wäre Coursen, wou déi eenzel Législatiounen, déi d'Gemengepolitik betreffen, exposéiert ginn, vum Gemengegesetz iwwert d'Gemengefinanze bis zum Aménagement communal.

Am zweeten Deel geet et dorëm, déi methodologesch Kompetenzen opzebauen, mat Schwéierpunkten a Beräicher wéi Führungstechniken, Conduite de réunions an esou weider.

An engem drëtten Deel geet et ëm sozial a relationell Kompetenzen, mat Theme wéi zum Beispill d'Prise de parole en public oder d'Kommunikatioun mam Bierger.

Wann ee sech konsequent wëllt sinn, misst een och op de Wee goen, fir den Éluen e Congé de formation ze ginn, fir hinnen ze erméiglechen, vun dëser Offer ze profitéieren. An deem Sënn hunn ech schonn am Joer 2001 hei an der Chamber eng Proposition de loi gemaach.

Wat déi nei Strukturéierung vun der Gemengeverwaltung ubelaangt, ware mer eis an der Kommissioun zimlech séier eens. Déi proposéiert nei Opdeelung an dräi Pilieren, en administrativen, e finanziellen an en techneschen, mat méi kloren hierarchesche Relatiounen huet sech aus den Erfahrungen um Terrain erginn.

D'Gemenge sollen och an Zukunft, wa se wëllen, op Personal aus der Carrière supérieure zréckgräifen, fir d'Postes à responsabilité ze besetzen. Dat gëllt net nëmmen, awer ganz besonnesch fir déi méi grouss Gemengen, wou et zäitgeméiss ass, fir och Juristen, Ekonomisten a Gestionnairë kënnen anzestellen, wéi et sech fir e modernen Déngschtleeschtungsbetrib gehéiert.

Rappeléiere wëll ech an deem Zesummenhang, dass hei nieft der Haaptstad och a ganz besonnesch déi am IVL zréckbehale Mëttelzentre vum Land, d'Stad Esch an d'Nordstad, betraff sinn, déi jo als Entwécklungszentren an der Regioun eng besonnesch Roll ze spillen hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, no dräi an engem hallwe Joer Aarbechten huet d'Spezialkommissioun „Réorganisation territoriale du Luxembourg" hiren Ofschlossbericht virgeluecht.

Et muss een objektiv agestoen, dräi an en halleft Joer ass eng laang Zäit. Ech erënneren dorun, dass mer ursprénglech an der Motioun festgehalen haten, schonn am Summer 2006 mat enger parlamentarescher Debatt ofzeschléissen.

Dobäi ass et och net esou, wéi wa mer hei Neiland betrueden hätten. Schonn am November 2003 hate mer eng Orientéierungsdebatt an der Chamber iwwert d'Opdeelung vun de Kompetenzen tëschent Stat a Gemengen. An ech widderhuelen, wa mer nach méi wäit zréckkucken, stelle mer fest, dass och an de 60er Jore schonn ähnlech Diskussioune mat ähnlechen Argumenter gefouert goufen.

Firwat huet dat esou laang gedauert?

Well mer eis dorëm beméit hunn, d'Prinzipië vun enger territorialer Uerdnung an engem gréisstméigleche Konsens tëschent de Fraktiounen ze formuléieren, esou wéi mer dat an der politescher Kultur an eisem Land gewinnt sinn. Dass dat net einfach ass bei engem Projet, deen d'Strukturen an d'Gewunnechten op d'Kopp geheit, un déi mer Jorzéngten a Jorhonnerte gewinnt waren, schéngt mer evident. An dës fir d'Land wichteg Problematik konnt an huet net dierfen iwwert de Knéi gebrach ginn.

Mir kënnen duerfir zefridde sinn, dass elo e Rapport virläit, deen d'Marschrichtung ugëtt, wou eist Land soll histeieren a wéi et soll strukturéiert sinn.

De Moment ass awer och elo komm, fir vun den Diskussiounen op d'Ëmsetzungsphas ze wiesselen. Duerfir sollte mer alleguerten zesummen - d'Chamber, d'Regierung, d'Gemengen - doru schaffen, dass dat, wat mer eis virgeholl hunn, och elo mat Succès ëmgesat gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Klein. Dee leschten agedroene Riedner ass den Här Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapport iwwert d'Territorialreform spigelt déi ganz Komplexitéit vun der administrativer Dezentralisatioun vun eisem Land zréck. De Bericht zeechent awer kloer Weeër op, wéi mir als klengt a modernt Land besser kënnen an Zukunft fonctionnéieren.

De Mérite vun deem Dokument läit doran, dass mat Ausnahm vun där enger oder anerer méi oder manner politesch gefierftener Nuance op zentrale Froen e generelle Konsens besteet, wat ze verbesseren ass. Dësen Accord besteet net nëmmen um Niveau vun der Landespolitik, e gëtt och op enger breeder Basis vun de Gemengevertrieder iwwert den Daachverband, dem Syvicol, gedeelt.

Ech wëll dem Rapporteur, dem Michel Wolter, an all deenen, déi un der Ausaarbechtung vun dësem Bericht bedeelegt waren, félicitéieren.

Madame Presidentin, eng territorial Neiuerdnung vun eisem Land, och wann et kleng ass, mécht sech net vun haut op muer. D'Erausfuerderung ass awer ëmsou méi grouss. Mir mussen déi administrativ Strukturen am Land méi schlank a méi effikass maachen. Stat a Gemenge mussen den Erausfuerderunge vun haut ugepasst ginn. Si mussen am Interessi vum Bierger méi performant ginn um Niveau vun den öffentlechen Déngschtleeschtungen. D'Décisiounen am öffentlechen Interessi mussen duerfir op dem Terrain méi séier kënnen ëmgesat ginn. Mir brauchen e bessert Matenee vu Stat a Gemengen.

Dat verlaangt en Ëmdenken, wat d'Zuel, d'Gréisst an d'Roll vun de Gemengen ubelaangt. Eng modern Gemeng vun haut ass net méi wéi fréier ausschliesslech de Vertrieder op lokalem Plang vun enger staatlecher Autoritéit. D'Aufgab vun der moderner Gemeng ass méi, wéi fir Recht an Uerdnung ze suergen. D'Gemeng vun haut ass virun allem en effikassen öffentlechen Déngschtleeschtungsbetrib fir de Bierger.

Mir brauchen duerfir manner a méi grouss Gemengen. An deem Sënn ass déi am Rapport ugestriefte Masse critique vun 3.000 Awunner pro Gemeng ze begréissen, grad wéi déi nei Gemengekaart, déi den Innenminister zesumme mat dem Syvicol opgestallt huet.

Fir deenen neien Usprëch vun der moderner Gemeng gerecht ze ginn, muss dat bestehend verfassungsrechtlecht Ëmfeld mat enger bedéngter kommunaler Autonomie net a Fro gestallt ginn. Iwwert déi nei Missioune vun der Gemeng vun haut besteet och e breede Konsens. Dat ass e grousse Schratt no vir um Wee zu enger moderner Gemengelandschaft an där domat verbonnener Territorialreform.

D'Missioune vun der Gemeng vum 21. Jorhonnert mussen elo an engem gesetzleche Kader verankert ginn. Nëmmen esou erreeche mer, dass all Bierger am Land, egal a wat fir enger Gemeng hie wunnt, déiselwecht Grondmissioune vu senger Gemeng kann an Usproch huelen.

Madame Presidentin, eng Territorialreform mécht een net vun haut op muer. Si zitt sech natierlech iwwer eng gewëssen Zäitschinn. Kuerzfristeg ass eng verbessert Relatioun tëschent Stat a Gemengen néideg.

Déi Verantwortlech vun enger Gemeng aus dem 21. Jorhonnert si keng Lokalfürsten. Si sinn awer och keng Kasperlen, déi sech hire Wee duerch den Dschungel vun engem iwwergewiichtege staatleche Verwaltungsapparat musse schloen.

Fir e bessert Matenee vu Stat a Gemenge brauche mir kuerzfristeg manner Bürokratie. Mir brauchen net méi Gesetzer, mä mir brauche méi einfach Prozeduren. Mir brauche manner administrativen Opwand a méi Kohärenz.

Wann eng Gemeng en Netwunngebitt schaaft, da musse bei der Genehmegung vum Lotissement d'Autorisatioune vum Innenministère a vum Ëmweltministère openeen ofgestëmmt sinn. Si mussen an engem bestëmmten Zäitplang virleien. E Biotop, wann et dann een ass, muss dobäi direkt detektéiert ginn an net eréischt wann d'Ge-

nehmegungsprozedur hallef ofgeschloss ass.

Bei den Tempo-30-Zone brauche mir ee legale Kader, dee fir all Gemenge gülteg ass. Et kann net no vage Recommandatioune vun engem Statsservice gefuer ginn, déi jee no Uertschaft esou oder esou ausgeluecht ginn.

Ass et nach zäitgeméiss, dass mir am Land nach 116 verschidde Bautereglementer hunn, wou d'Interpretatioun jee no Gemeng och nach ënnerschiddlech ass? Wier et net méi einfach, iwwert d'Land generell eng Rei vu Basis-„dispositions-type" an all Bautereglement anzeschreiwen, wou dann d'Ausleeung vu virera bekannt wier an d'selwecht géif ugewannt ginn?

Ass et ubruecht, dass bei Kommodo-Genehmegunge vun der Klass 2 - dorënner falen ënner anerem Säll mat eng Capacitéit vu bis zu 500 Leit - déi adequat Sécherheetsbestëmmungen an déi domat verbonne Responsabilitéit vun engem Buergermeeschter musse festgeluecht ginn, deen och mat beschter Ënnerstëtzung vu senge Gemengeservicer dofir net iwwert dat néidegt Fachwësse verfügt?

Zu den allgemengen Déngschtleeschtungen, déi de Bierger sech vum Stat oder der Gemeng erwaart, gehéiert och d'Sécherheet an d'Anhale vun de Regele vun der öffentlecher Uerdnung. D'Sécherheetsgefill ass fir de Bierger eppes Wichteges. Dat gëllt souwuel op nationalem wéi och op lokalem Plang.

Den Trottoir oder eng Afahrt mam Auto zouparken, den Hond ouni Léngt op enger öffentlecher Plaz lafe loossen, de Wuess méinen um Sonndeg oder spéit am Owend hunn näischt mat Kriminalitéit ze dinn. Et sinn awer Incivilitéiten, déi d'Bierger am Alldag nerven. Den direkten Uspriechpartner ass meeschtens d'Gemeng.

Et ass duerfir ze begréissen, dass de Justiz- an den Innenminister deemnächst eng gesetzlech Basis wëlle schafen, fir et den Agents municipaux - oder méi lëtzebuergesch „de Pecherten" - ze erlaben, am Optrag vum Buergermeeschter Avertissements taxés, also Bousgelder ze erstelle bei engem Netrespekt vu kommunale Polizeireglementer grad wéi bei enger Rei vun Infractiounen zum Code de la route oder zum neien Hondsgesetz.

Hei gëtt net erëm eng nei Gemengepolice agefouert. Neen, d'Agents municipaux sollen als Zousaz zur Police fonctionnéieren. Si ginn duerfir net Officier oder Agent de police judiciaire a wäerten an der Ausübung vun hirer Fonctioun och kloer begrenzte Kompetenze kréien.

Madame Presidentin, dëst sinn nëmmen e puer Beispiller fir d'Noutwendegkeet vun engem bessere Mateneen tëschent Stat a Gemengen. Déi staatlech Kontroll vun de Gemenge muss dobäi bestoe bleiwen. Mä do, wou d'Kontroll spillt, muss et kloer an onkomplizéiert Regele ginn, déi am Virfeld festgeluecht sinn. D'Kontroll däerf net vum Ermiessen an der Laun vun där enger oder anerer staatlecher Déngschtstell ofhänken. Neen, d'Kontroll vum Stat muss an engem legale Kader oflafen. Si muss de Fall gesat och kënne vun engem Geriicht iwwerpréift ginn. E bessert Mateneen tëschent Stat a Gemenge brauch deemno méi kloer Linnen, an dat an alle Politikfelder.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Roth. Dat war dee leschten agedroene Riedner. Den Här Innenminister huet elo d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen oft a gär vum Lëtzebuerger Modell. D'Organisatioun vun eisem Stat, d'Aufgabenopdeelung, si sinn och ee Stéck vun deem Lëtzebuerger Modell. An deen ass anescht wéi bei eisen Noperen. Mir hunn e Stat mat enger zentraler Struktur, der Regierung, a just eng dezentral Struktur, eis Gemengen. Et ass also kloer, dass hinnen eng méi bedeitend Roll zoukënnt wéi an eisen Nopeschlänner, wou et nach aner institutionell Partner gëtt, déi de Stat organiséieren.

Wie vun deem, wat ech elo gesot hunn, iwwerzeegt ass - an dat sinn ech -, dee weess, dass kee Wee laanscht eng Reorganisatioun vun eisem Territoire féiert, wann eng Gemeng nom Subsidiaritéitsprinzip hir Aufgabe soll a voller Autonomie ausüben, ëmsou méi mer och nach eng Organisatioun hunn, déi aus dem 18. an 19. Jorhonnert datéiert.

Ech stellen haut de Mëtteg - oder ech ka scho bal soen, haut den Owend - fest, dass de Konsens grouss heibannen ass. Ech stelle fest, dass an de leschte Jore villes, besonnesch an de Käpp vun de Leit an de politesch Responsabele geschitt ass. Haut si sech déi allermeescht bewosst, dass d'Zäit vun enger grousser a breeder Territorialreform komm ass an dass elo muss gehandelt ginn. Well wa bis elo praktesch iwwerall am Land déiselwecht Basisleeschtunge vun de Gemenge konnte prestéiert gi fir hir Matbierger, dann ass dat besonnesch dorop zréckzefeieren, dass d'Gemengefinanze gutt evoluéiert sinn an de leschte Jorzéngten. An dat war méiglech, well eist Land wirtschaftlech geboomt huet.

De Bierger vum 21. Jorhonnert erwaart vu senger Gemeng e Partner, deen eng Hand mat upeekt, fir dass dem Bierger seng Liewensqualitéit assuréiert bleift. Hei steet d'Gemeng als Prestataire de services am Mëttelpunkt. Justement doraus ergëtt sech dee Méiwäert, deen den Alex Bodry am Fong geholl virdrun ugeschwat huet an dee mer eise Bierger musse vermëttelen.

D'Aart a Weis wéi mer an de leschten dräi an en halleft Joer zesummegeschafft hunn op d'Ausschaffe vun enger fundamentaler Territorialreform, déi mécht Sënn. D'Resultat gëtt eis och Recht. Mir hunn e breede politesche Konsens an der Chamber, am Syvicol an och an der Regierung. An nëmmen op esou enger breeder Front kënne mer och punkten.

Wann ee probéiert Léieren ze zéien aus der Démarche vu mengem Virgänger, dem Minister Wohlfahrt, dee jo an de 70er Joren och wollt eis Gemengelandschaft reformëieren, schéngt et mer, dass de Wee, dee mer amgaange sinn ze goen, Erfolleg versprécht. Eis Démarche baséiert nämlech op engem breede Konsens. Mir gi schrëttweis vir an hunn eng „tailor made" Strategie. Mir probéieren also individuell all Coopération renforcée ze traitéieren an erwaarden eis esou eng méi nuancéiert Zilfindung fir eise Modell. Dee muss op 100% vum Territoire gräifen, well dës Réorganisation territoriale kann nëmmen als Ganzt fonctionnéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Fir mech ass et kloer: Sollte mer et net fäerdeg brénge, eist Land kohärent ze organiséieren, da kréie mer spéider d'Rechnung presentéiert, well eise Liewensraum - eist Land, eis Groussregioun, Europa, eis Welt - evoluéiert weider an orientéiert sech net un deem, wat hei zu Lëtzebuerg geschitt oder net geschitt.

Prompt Handelen ass also erwënscht. Duerfir hunn ech och am Ufank vu menger ministerieller Amtszäit, nodeems d'Chamber am Dezember 2004 eng Spezialkommissioun geschafen hat, nach während der Lëtzebuerger Présidence e Concept intégratif fir eng territorial an administrativ Reform vu Lëtzebuerg mat menge Leit ausgeschafft. Dat war am Mee 2005.

Dëst Konzept hat e kloere roude Fuedem, nämlech eng kohärent Territorialentwécklung zu Lëtzebuerg am Aklang mam Programme directeur a mam IVL ze bewierken. Dëse Package - Réorganisation territoriale, IVL an Territorialentwécklung duerch e Programme directeur - ass e Ganzt an dat kann och nëmmen als dat ëmgesat ginn. Dat muss elo net eent zu eent sinn, mä d'Vernetzung vun dësen Elementer setzt eis e Kader, an deem an no deem mer eis mussen organiséieren, no deem mer musse plangen a schaffen.

De Concept intégratif fir eist Land ze organiséieren, deen ech virgeluecht hat, war fir mech eng Base de discussion gradesou wéi och déi nei Kartographie vun eisem Land, déi jo ausgeschafft gouf an och als Base de discussion ze verstoen ass. Dëst Konzept huet jo och als wichteg Grondlag gedéngt fir d'Aarbechte vun der Spezialkommissioun.

A wa virdru gemengt gouf, dat Dokument hätt éischter en technesche Charakter, muss ech soen: Ech hunn dat net esou gesinn. Ech hunn zum Beispill nieft Fusiounen och sougenannte Communauté-de-communë proposéiert, fir d'Gemengen ze stäerken. Hei war awer och éischter den Hannergedanken deen, fir am Ufank net direkt eng exklusiv steril Diskussioun ze kréien iwwert d'Fusiounen oder d'Netfusiounen. Nëmmen dofir hat ech dëse Modell esou opgestallt.

(Interruption)

Ouni elo wëllen op all Eenzelheete vun dësem Konzept an deem, wat do erëm zréckbehale ginn ass, anzegoen, kann ech awer roueg behaapten, dass villes an op jidde Fall de roude Fuedem, ech géif soen de Geescht, d'Philosophie vum Konzept vun der Spezialkommissioun iwwerholl ginn ass, wat mech als Minister freet. Et weist, dass mer op därselwechter Wellelängt sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun huet säit dem Fréijoer 2005 eng formidabel a laangootmeg Aarbecht geleescht.

Als zoustännege Minister sinn ech erfreet iwwert de Rapport vun der Spezialkommissioun, deen e grousse Konsens duerstellt an deen entstanen ass opgrond vun Diskussiounen, bei deenen all implizéiert a concernéiert Partner, besonnesch natierlech déi aus dem Gemengesecteur, gehéiert goufen. Ech wëll hei ganz besonnesch déi konstruktiv an déi deelweis och entscheedend Influenz vum Syvicol ervirhiewen.

Mä geneesou wëll ech onbedéngt ervirsträichen, dass de President Michel Wolter wierklech eng gutt Aarbecht gemaach huet. Seng Ausdauer, seng Entschlossenheet an och seng wierklech konsensuell Aart a Weis hunn dozou bäigedroen, dass mer haut do ukomm sinn, wou mer elo ukomm sinn. Ech wollt him och Merci soe fir dee gudden, exhaustive Rapport, dee mer virleien hunn, a mech deene Mercien, déi hien ausgedréckt huet fir all déi Leit, déi eng Hand mat ugepaakt hunn, uschléissen.

D'Konklusioune vum Rapport vun der Spezialkommissioun weisen eis also elo de Wee fir eng territorial an eng administrativ Reorganisatioun, déi eiser Zäit entsprécht. Zesumme musse mer elo Schrëtt fir Schrëtt dee Wee goen, dat heescht eng Démarche festleeën, déi eis an enger realistescher Zäitschinn bis zum Zil féiert, wat mer eis gesat hunn.

Duerfir zwou Froen, op déi ech wollt äntwerten a menger Interventioun: Wou si mer elo drun? Wéi soll et weidergoen?

Gutt, mir sinn esou wäit wéi mer nach ni waren. Mä gläichzäiteg si mer op engem kruziale Punkt ukomm - de Jempy Klein huet dat nach elo just gesot -, well déi entscheedend Phas, déi fänkt elo eréischt un. Elo gëtt et konkret an elo kann et emol wéi dinn.

Feststelle muss een, dass sech an de leschten dräi Joer säit der Virstellung vum Concept intégratif vum Ministère villes gedoen huet. Mir hunn och am Ministère liicht Adaptatioune gemaach un eisem Konzept. Wa mer gesinn hunn, wou de Wee besser wär, deen d'Kommissioun virgeschloen huet, a well mer verschidden Elementer gutt erkannt hunn, hu mer och Verschiddener weidergedriwwen, ouni ofzewaarden, bis d'Spezialkommissioun hir Aarbechten ofgeschloss hat. Zum Beispill d'Äntwerten, déi d'Regierung ginn huet op d'Froe vun der Spezialkommissioun, enthale konkret Elementer, déi sech un den Aarbechte vun der Kommissioun orientéieren am Esprit vun eisem Konzept.

Och bei där aktueller Démarche, déi mer mussen elo lassgoe fir eng nei Landschaft ze kréien 2017, si mer pragmatesch virgaangen a wäerten och weider esou virgoen. Ech wëll eng Klamer hei opmaachen a ganz kloer soen - den Här Etgen, mengen ech, huet dat gesot -, dass ech d'Joer 2017 seriö huelen. Dass et also net esou ass, dass een elo scho kann ufänken a mengen, et misst een nach eng Period hannendrunhänken, mä et soll een deen Datum seriö huelen. Wann een eng Zäitschinn huet, soll een déi maximalistesch ugoen.

Duerfir fannen ech et och net abwegeg, wann de Minister dann erwägt, fir effektiv, wann e finanziell Ureizer kreéiert fir d'Gemengen, do eng Zäitschinn hannendrunzesetzen, an dass en deene Leit, déi éischter mat an d'Boot klammen, méi op den Dësch leet, wéi deenen aneren. Ech fannen dat nëmmen normal an ech wäert dat och esou proposéieren, wann déi Diskussiounen ufalen.

Kloer ass och an de leschte Méint - a Joer, kann ech bal soen -, wann ee Gespréicher mat Gemengepolitiker oder mat Leit vum Terrain hat, dass sech ëmmer méi bewosst gëtt, dass eng Gemengefusioun am Fong geholl Virdeeler bréngt, dass staark Entitéite wierklech kënnen e Plus si fir eis alleguerten. Well wéi wier déi Ëmfro, déi d'ILReS gemaach huet virun engem gudde Joer, anescht ze erklären, wou ee gesinn huet, wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg sech fir Fusiounen ausgeschwat hunn.

Mir wäerten elo mam Büro vum Syvicol duerch d'Land goen an déi Kaart oder déi Schémas de coopération, déi mer ausgeschafft hunn, als Diskussiounsbasis virstellen. Déi Tournée wäert ufänken am Hierscht a wäert dauere bis an d'Fréijoer 2009. Dës Base de discussion respektéiert - dat ass wichteg - de Programme directeur de l'aménagement du territoire an och den IVL. Den Detail, wéi mer dat elo wäerte maachen, gëtt nach eng Kéier mam Syvicol ofgeschwat.

Eis Approche ass awer déi, fir jiddfer méiglech renforcéiert Kooperatioun eenzel mat de concernéierte Gemengen ze traitéieren.

D'Kaderkonditioune vun de Fusiounen - dat ass wichteg - wäerten a musse bei dëse Gespréicher och scho gréisstendeels um Dësch leien, soss kréie mer ze vill Diskussiounen.

Mir sinn also elo derbäi mat de Gemengen ee Prozess ofzewéckelen, fir dee sougenannte Rééquilibrage an der territorialer Struktur vun eisem Land ze kréien, dee mer brauchen. Dëse Rééquilibrage huet dräi Elementer. Éischtens, an dat ass dat wichtegst Element, dat ass de Filet: staark, méi grouss a méi autonom Gemengen.

Mä dat zweet Element ass a mengen Ae gradesou wichteg, well et e Ganzt ass. Mir brauche performant interkommunal Strukturen am städteschen an am ländleche Raum an och wichteg operationell Regiounen, wat mer elo nach net hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op deen éischte Punkt - staark, méi grouss an autonom Gemengen - wäert ech herno ausféierlech zréckkommen, duerfir loosst mech elo fir d'éischt op déi wichteg interkommunal Strukturen agoen. Meng Servicer sinn amgaangen, op eng performant interkommunal Struktur hinzeschaffen.

Dat geschitt elo scho konkret um Terrain, am Sënn, dass mer an de städtesche Raim de Moment véier Konventiounen ausgeschafft hu mat de Gemengen. Dat ass eng Initiativ vum Minister. Dat ass net nëmme Geschwätz, mä do kënnt eppes derbäi eraus. Resultat Nordstad, Dir gesitt, wou mer do dru sinn. Och am Südweste vun der Stad Lëtzebuerg komme mer gutt weider, am Uelzechtdall an och ronderëm de Flughafen.

Hei gëtt exemplaresch wierklech partnerschaftlech zesummegeschafft am Sënn vun enger integrativer, gemengeniwwergräifender, nohalteger a raimlecher Entwécklung an duerfir ass deen „masterplan" vun der Nordstad keen Zoufall. Dee war nëmme méiglech, well mer iwwert dee Mechanismus zesumme mam Ministère a mam Minister dëst Dokument ausgeschafft hunn, an dat wëll ech hei nach eng Kéier ervirsträichen, well dës Zesummenaarbecht ass ebe wesentlech an et ass eng Viraussetzung, wa mer wëllen déif gräifend strukturell Schrëtt weidermaachen am Sënn vun enger Communauté urbaine, déi mer net wëllen imposéieren.

Eng Communauté urbaine gëtt een Instrument, wat d'Gemengen am städtesche Raum kënne benotzen. Dat gëtt net imposéiert. Esou e Projet de loi wëll ech an den nächste Wochen an der Regierung erabréngen an ech hoffen, dass dëst wichtegt Instrument fir d'Gestaltung an d'Entwécklung vun de städteschen Agglomeratioune schnell vum Législateur ofgeweckelt ka ginn. Well ech weess, dass munch Leit drop waarden. Ech hoffen, dass och déi sechs Gemenge vun der Nordstad dëst neit Instrument wäerte benotzen, fir sech dann eng performant Struktur ze ginn, déi se och brauche fir déi noutwendeg urban Entwécklung vun der Nordstad hinzekréien.

Am selwechten Otemzuch wëll ech och vun der Geleeënheet profitéieren, fir deene sechs Nordstadgemenge mäi Respekt auszedrécke fir d'Qualitéit vun hirer virbildlecher Zesummenaarbecht.

An de ländleche Raim, wou sech jo de Gros vun den awunnerméisseg klenge Gemenge befënnt, gëllt et virun allem staark, méi grouss a méi autonom Gemengen ze schafen, déi den Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert gewuess sinn. Duerfir sinn hei d'Gemengefusiounen néideg, fir dass d'Gemengen déi noutwendeg Masse critique erreechen, fir ënner anerem modern Serviceprovidere kënnen ze sinn, fir also ze garantéieren, dass iwwerall déiselwecht Basisservicer fir eis Matbierger kënne prestéiert ginn, no vergläichbare Präisser a Konditiounen.

Des Weidere setze mer an dëse Raim, déi vill Naturpotenzial hunn, och op eng Ausweidung respektiv souguer eng Neibildung vun Naturparken, deenen hir Aufgaben duerchaus ausbaufäeg sinn. Hei wäerten 2009, wann den Naturpark Uewersauer soll erneiert ginn, sécherlech nei Iwwerleeungen op den Dësch kommen.

Eppes ass awer och kloer: Eréischt wann déi nei Gemengelandschaft bis steet an

d'Communautés urbaines sech gebilt hunn, da kënne mer endlech operationell an de Regioune schaffen, da kënne mer se mat Liewe fëllen. Soulaang wéi dat net de Fall ass, ass et schwiereg, Plans régionaux ëmzesetzen. Ech géif mengen et wier éischter Harakiri, wann een esou eppes géif maachen.

Dëst setzt also viraus, dass sech an deene sechs Regiounen, déi do virgesi sinn, performant regional Syndikater à vocation multiple bilden, déi dann déi regional Gelder kréien, déi de Stat bestëmmt a programméiert fir d'Regioun.

Grad dës regional Gelder sinn ee wichtegt Stéck vun enger Reform vun de Gemengefinanzen a si sinn och, géif ech soen, eng Aart Conditio sine qua non ier ee ka global iwwert d'Gemengefinanze schwätzen. Duerfir ass et schonn net esou negativ, wann d'Kommissioun elo net onbedéngt e Modell développéiert huet, well nach ze vill Kaarten net kloer um Dësch leien, fir do déi richteg Stoussrichtung ze fannen, fir déi zukünfteg Finanzpolitik vun de Gemengen ze maachen.

Eppes ass kloer: A verschidde städtesche Regioune wäert et an Zukunft just eng Communauté urbaine ginn, a verschiddene wäert et béides ginn, dat heescht eng Communauté urbaine an ee Syndicat à vocation multiple. An de ländleche Raim wäerte mer e Syndikat hunn, mä et wäerten awer och ländlech Raim ginn, wou mer Naturparken hunn. Wichteg ass, dës regional Strukture mussen dann ugepasst ginn iwwert de Programme directeur an dann integrativ an d'Landesstruktur agebett ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Häerzstéck vun eiser Territorialreform bleift awer d'Schafe vu staarken, méi groussen a méi autonome Gemengen. Mir hu mëttlerweil erkannt - an ech hunn et scho gesot -, dass mer staark, méi grouss a méi autonom Gemenge brauchen, fir den Ufuerderunge vum 21. Jorhonnert gerecht ze ginn. Mir mussen duerfir eis Gemenge fit maachen, fir dass se hir Roll, déi se ze spillen hunn, och amstand sinn auszeféieren.

Dës Roll gëtt definéiert duerch d'Kompetenzen, déi eis Gemengen an Zukunft ze meeschteren hunn. Ech sinn zefridde mat der Kompetenzopdeelung tëschent Stat a Gemengen an och mam Inhalt vun de Gemengekompetenzen, esou wéi en am Rapport vun der Spezialkommissioun festgehale gëtt. Dës kloer Aussoe sinn eng wichteg Basis fir eng Reorganisatioun vum Territoire a vun der Verwaltung.

Ech wëll net am Detail op d'Kompetenzopdeelung agoen. Ech wëll awer speziell ervirhiewen - an ech mengen de President vun der Spezialkommissioun huet et och ugeschwat -, dass ech d'Vuë vun der Spezialkommissioun iwwert d'zukünfteg Roll vun eise Gemengen an der Energieversuergung an am Bezuch op erneierbar Energien deelen. Ech wäert duerfir deemnächst den Ëmweltminister an den Energieminister uschreiwen, fir schnellstens ee gesetzleche Kader fir dëse Beräich ze schafen.

Wann d'Problematik vu regionale Zones d'activités économiques ugeschwat gëtt vun der Kommissioun, do komme mer och gutt weider. Déi gëtt nämlech iwwert d'Erstelle vum Plan sectoriel «Zones d'activités» realiséiert. Mir wäerten no dräi Joer Aarbechten och am Hierscht dëse Programm oder dëse Plang kënne virstellen.

Eppes ass awer och kloer: D'Chamber, d'Regierung an de Syvicol mengen, dass ongefëier 3.000 Awunner missten an enger Gemeng sinn, fir se esou kënnen ze organiséieren, dass d'Bierger dee Service kënne kréien, deen den Usprëch vun enger moderner Gemengeverwaltung gerecht gëtt.

Mir hunn haut nach - dat muss ee sech virstellen - 75 Gemenge mat manner wéi 3.000 Awunner. Mir hu just duerfir mam Syvicol eben déi Kaart ausgeschafft, fir dann an engem nächste Schratt am Dialog mat de Bierger a mat de Gemenge mat vill Iwwerzeegungsaarbecht - well déi wäerte mer brauchen - déi nei Gemengelandschaft ze schafen, mat méi groussen a méi staarke Gemengen.

Wat hei wichteg ass, dat ass e gutt Zesummespill tëschent „bottom-up" an „top-down". Dat ass noutwendeg.

Ech wëll awer och duerfir betounen op där heiter Plaz, dass, wéi mer déi nei Kartographie opgestallt hunn, mer se am Konsens mam Syvicol gemaach hunn, awer eis net nëmmen no der Awunnerzuel orientéiert hunn. E weidere wichtege Kritär, dee mer och zréckbehalen hunn, dat ass déi aktuell Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen, an dëst besonnesch um Niveau vun deene klenge Gemengesyndikater, dat heescht deene Gemengen, wou elo dräi, véier Gemengen zesummeschaffen.

Ech mengen, et misst een onbedéngt soen, do, wou elo gutt Aarbecht geleescht gëtt, soll dat och an Zukunft esou bleiwen, mam Ënnerscheed, dass, wa mer eventuell kee Syndikat méi brauchen, well d'Gemengen ebe fusionéiert hunn oder et aner Forme vun Zesummenaarbecht gëtt, een da soll och dohinner schreiden.

Fir eist Land fit ze maachen, komme mer net derlaanscht, a ville Beräicher déi aktuell Form vun interkommunaler Zesummenaarbecht nei ze definéieren.

Aner Kritären, déi mer och nach zréckbehalen hu beim Opstelle vun der Kartographie, waren d'geographesch an d'topographesch Lag respektiv d'Verkéiersubannungen an d'Distanzen tëschent den Uertschaften an de Gemengen.

Fir all proposéierte Regroupement, dat wäert Der gesinn an deenen nächste Wochen, hu mer en Argumentaire opgebaut. Dat hunn eis Servicer gemaach. Mir wäerten dann zesumme mam Syvicol dës Argumentairen diskutéieren a kucken, ob mer dann hoffentlech konstruktiv a wierklech positiv weiderkommen.

Ech hunn dëser Deeg och en Avis vum Syvicol kritt zu eiser gemeinsam ausgeschaffter Kartographie, wou si op den Diskussiounsprozess, deen Ufank vun den 90er Jore vum deemolegen Innenminister gefouert ginn ass, hiweisen.

Ech stelle fest, deemools huet de Minister ee Projet de loi preparéiert, an deem am ganze Land Gemengefusioune virgesi waren, mat den zukünftegen Chef-lieuen an de Gemengennimm. Mir hunn an eiser heiteger Démarche dorop verzicht, fir esou en iwwergräifend Gesetz ze preparéieren, dat am Fong geholl de Gemenge scho quasi alles virschreift.

Well d'Gemengegrenzen awer nëmme kënnen iwwer e Gesetz geännert ginn - den Artikel 2 vun eiser Verfassung gesäit dat vir -, si mir der Meenung, dass een an all Fall deenen eenzelne spezifesche Situatioune vun der Gemeng Rechnung droe muss, an och besonnesch de Referenden, déi duerno kommen, an duerfir muss all Gemengefusioun iwwer een eenzelt Gesetz ëmgesat ginn.

An deem Gesetz ginn natierlech déi spezifesch Aspekter wéi den Numm, den Haaptsëtz, administrativ Verwaltungsfroen an esou weider geregelt, an och d'Fro vum Wahlmodus, déi ech schonn ugeschwat hunn an der Kommissioun. Ech gesi kee Problem, wat de Majorz- oder de Proporzsystem betrëfft, Iwwergangsléisungen ze benotzen, wann d'Gemenge sech dat esou wënschen, déi een dann an dat spezifescht Fusiounsgesetz aschreift. Obschonn d'Awunnerzuel bei méi wéi 3.000 läit, kann een an deem Fall eng oder zwou Perioden nach esou weiderfueren. Dat, mengen ech, dierft kee Problem sinn.

Ee leschte Punkt zum Thema Kartographie ass de finanziellen Aspekt. Do plädéieren ech fir eng kohärent an eng transparent Virgehensweis. Mir mussen als Regierung d'Gemenge finanziell ënnerstëtzen. D'Regierung muss hei hir Verantwortung iwwerhuelen am Sënn vu staarken an autonome Gemengen.

Mä déi finanziell Ënnerstëtzung däerf net un e puer spezifesch Projete gebonne sinn, mä muss e generelle Charakter hunn. Si soll sech un der zukünfteger Awunnerzuel orientéieren. Allgemeng soll jiddferee gläich behandelt ginn. Esou stellen ech mer vir, dass dee Projet soll ausgesinn, deen ech och nach dëst Joer als Propos am Regierungsrot wëll ënnerbreeden.

Eng modern Gemeng kann natierlech nëmme begrenzt fonctionnéiere mat Strukturen, déi aus dem viregte Jorhonnert stamen an zum Deel nach méi al sinn. Mir mussen also och de Management vun eise Gemengen der Zäit upassen.

Mir sinn eis eens, dass all Gemeng dräi zolidd Pilierë brauch, fir de Service um Bierger optimal ze organiséieren a fir dass se och ka voll selbstständeg fonctionnéieren, esou wéi d'Charte européenne de l'autonomie communale dat jo och virgesäit.

An Zukunft musse mer eis och kloer sinn, dass mer an de Gemenge vill méi universitär Carrièrë wäerte gesinn. Mir wäerte sécherlech e generellt Aféiere vun dëse Carrièren am Gemengesecteur erëmfannen.

Mä déi dräi Pilieren, op déi mer eis stäipen - se sti jo och am Rapport - sinn:

1) den administrative Service ronderëm de Gemengesekretär. Ech kéint mer virstellen, dass dat an Zukunft och e Jurist ka sinn.

2) En zweete Service oder eng zweet Achs ass e richtege Finanzservice, deen am Fong geholl dee gesamte Beräich vun de Gemengefinanzen ëmfaasst. Grouss Gemenge kommen och net derlaanscht, en Ekonomist anzestellen. An hei an dësem Service muss och de Receveur seng Plaz fannen.

3) Mir brauchen e performanten techneschen Déngscht mat qualifizéiertem Personal. D'Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal huet jo hei schonn en éischten Usaz bruecht. Dësen Usaz ass nach ausbaufäeg. Ech sinn der Meenung, dass dëse performanten techneschen Déngscht e Préalabel ass fir e modernen Urbanismus an eise Gemengen.

Den Detail vun de Gesetzesännerungen, déi hei ustinn an dësen dräi Pilieren, wëll ech an engem Aarbechtsgrupp zesumme mam Syvicol a mam Gemengepersonal ausschaffen, also mat de Leit vum Terrain, déi d'Realitéite vum Terrain an den Alldag beschtens kennen.

Déi dräi Servicer fonctionnéieren awer an Zukunft och nach ëmmer ënnert der hierarchescher Autoritéit vum Schäfferot, dee responsabel ass fir d'Organisatioun vun der Gemengeverwaltung.

Fir dass d'Performance vun deenen dräi Pilieren och garantéiert bleift, mussen d'Astellungsprozeduren an d'Formatioun vum Gemengepersonal adaptéiert ginn.

An der Démarche, déi mer haut uginn, mussen d'Gemengen och ënner verschiddene Konditiounen op spezialiséiert Personal aus dem Privatsecteur zréckgräife kënnen.

Hei stelle sech also och Froen zum Statut, déi haut och schonn opgeworf gi sinn: Wat ass den „core business" vun de Gemengen? Wou ass nach Spillraum? Wou ass kee Spillraum?

Schlussendlech ass et och um Schäfferot, deen déi alldeeglech Gestioun vu senger Gemeng am Gréff muss halen, fir duerch intern Evaluatiouns- a Kontrollmechanismen - eng Aart Assessment - d'Effikassitéit an d'Effizienz vun der Aarbecht am Interessi vun de Bierger ze garantéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, méi grouss a méi staark autonom Gemenge brauchen en adequate politesche Management. Eng Viraussetzung heifir ass déi, dass d'Membere vum Schäfferot déi néideg Disponibilitéit kréien, fir hir Aufgaben am Interessi vun de Bierger a voller Responsabilitéit auszeféieren.

Eng Klamer wëll ech hei opmaachen. D'Fro ass opgeworf gi vun der Responsabilité pénale. Ech hu mer virgeholl, dësen Aspekt juristesch analyséieren ze loossen an an der Chamberskommissioun vum Intérieur beim Marco Schank dann dës Elementer virzeleeën an ze kucken, wat dat mat där Responsabilité pénale heescht a wat dat net heescht.

Dat gesot, wa mer am politesche Management wëllen optimiséieren, brauche mer eng besser Disponibilitéit. Mir mussen also weider eise Congé politique ausbauen. Mir bauen op de Congé politique de Moment, an do kann ech dat soen, wat virdrun ugeschwat ginn ass: Laut Statistike sinn et besonnesch déi lokal Politiker aus dem Privatsecteur an aus de fräie Beruffer, déi op de Congé politique zréckgräifen. Déi aner maachen dat an engem manner grousse Mooss.

D'Stonnenzuel, déi mer elo hunn am Congé politique, ass aus dem Joer 1989. Ech géif mengen, dat geet wierklech net méi duer, fir dat ëmmer méi breet, méi komplext a villfältegt Aufgabefeld ze bewältegen.

Ech gesi perséinlech d'Noutwendegkeet vun enger Upassung vum Congé politique. Ech kann déi novollzéien, duerfir wäert ech dann och virun der Summervakanz de Regierungsrot mat engem entspriechende Projet de règlement grand-ducal befaassen. Dëst geschitt och - esou, wéi et mam Syvicol ofgesprach war - parallell mat dem Projet vun der Kaart fir eng nei Gemengelandschaft.

Mat dësem Schrëtt wëll ech eise Buergermeeschteren a Schäffe méi Zäit garantéieren, fir hir Aarbecht an der Gemeng an an hire Kooperatiounsstrukturen am Hibléck op 2017 ze konkretiséieren.

Mä dëse Schrëtt am Kontext vum Congé politique ass als Phase transitoire unzegesinn. Wann déi nei Gemenge Realitéit sinn, wa mer also déi nei Forme vun Zesummenaarbecht wäerten hunn - d'Communautés urbaines, d'Naturparken, d'regional Syndikater oder déi GECTen, déi Groupements européens de coopération territoriale -, da stellt sech de Cadrage vum politesche Mandat um lokale Plang an engem anere Kontext.

Et muss een dann de Congé politique an dëser neier Gemengelandschaft reconsidéréieren, an zwar opgrond vun enger Evaluatioun, déi dee Moment gemaach muss ginn.

Well awer d'Usprëch, déi an Zukunft un eis Gemengepolitiker gestallt ginn, ëmmer méi e groussen Zäitopwand wäerten erfuerderen, duerch déi lokal Affären, duerch déi interkommunal a regional Dimensioun an awer och déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht, komme mer och net laanscht eng Diskussioun iwwert de Cumul vun de politesche Mandater an der Gemeng an um nationalen an um europäesche Plang. Eng Diskussioun zu dësem Thema ass spéitstens fälleg, wann 2017 déi nei Gemengelandschaft Realitéit gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass am Beräich vun de Gemengefinanzen eng Reform muss kommen, dat ass kloer. Dat seet jiddfereen. Et ass och evident, dass dës Reform nëmmen Hand an Hand mat dem Erstelle vun deem neie Bild vun eise Gemengestrukture muss a ka goen.

Parallell zur Territorialreform mussen also de Floss vun de Gelder an d'Parametere vun de Finanzen nei organiséiert ginn. D'Prinzipien, déi am Rapport stinn an déi am Regierungsprogramm stinn, d'Recettë vum Stat ze paralleliséiere mat de Recettë vun de Gemengen, oder wann nei Aufgaben ufalen, fir déi och dann duerch méi Geld un d'Gemengen auszegläichen, déi schénge kloer ze sinn. Mä wat awer ass, dat ass, mir brauchen eng méi breet, grouss Approche, am Fong geholl eng Radiographie vun den Aufgaben, déi sech op deene verschiddenen Niveauë lokal, regional maachen.

Dat kann eréischt geschéien, wann eis Gemengelandschaft prett ass, wa se méi prezis gëtt. Dat ass fréiestens an engem Joer, an esou verstinn ech och déi Motioun, déi virläit an déi seet: «à concevoir à brève échéance des lignes directrices d'une réforme des finances communales…». Ech fannen déi Approche richteg. An engem Joer soll et och kloer sinn, wéi dat Ganzt cadréiert gi soll. Mä dat wierklech à brève échéance, also elo kuerzfristeg ze maachen, dat schéngt mer net realistesch ze sinn. Mir mussen an déi Richtung goen.

Ech wäert awer scho kuerzfristeg punktuell Adaptatiounen a Rectificatiounen un den Transfertë vun net affektéierte Revenuen un d'Gemenge maachen. Et schwieft mer vir, d'Dotation de base fir d'Gemengen ab 3.000 Awunner eropzesetzen. Dat hu mer och schonn am Conseil supérieur des finances communales diskutéiert. Esou Moossnamen, an och aner kleng Moossnamen, déi mer huele wäerten - déi net contraire sinn zu där zukünfteger globaler Reform -, géifen éischter déi aktuell Inkohärenzen eliminéieren, wat jo och eng gutt Saach wär.

D'Diskussiounen iwwert d'Grenze vun de Wahlbezierker, vun den Distrikter, de Geriichtsdistrikter, och de Kantonen, de Planungsregiounen, kënne mer féieren, wann déi nei Gemengelandschaft prett ass. An een, zwee Joer mussen déi Diskussioune gefouert ginn, an ech si gespaant, wéi déi verlafe wäerten.

Et ass awer kloer, dass, wa mer eng nei Gemengelandschaft mat méi staarke Gemengen hunn, mer och nei performant Strukture brauchen an der Zesummenaarbecht tëschent Stat a Gemengen. Nëmme wann déi gutt ofgestëmmt sinn, wann déi richteg fonctionnéieren, kënne mer als Stat oder als Gemeng esou fonctionnéieren, dass d'Gesetzer, déi mer hunn, kënne gutt applizéiert ginn.

D'Gesetzer mussen an alle Gemengen op eng méiglechst eenheetlech Aart a Weis zur Uwendung kommen. Duerfir ass de Stat de Garant, fir de Bierger an och de Gemengen an engem Rechtsstat dës Garantien ze ginn. Staatlechersäits mécht et duerfir Sënn, am Kader vun der Verfassung Opsiichtsstrukturen a Gremien ze kreéieren, déi deenen neien, méi performante kommunale Strukturen ugepasst sinn an déi dës berodend begleeden. Duerfir brauche mer keng duebel Kontroll méi duerch d'Distriktskommissariater, an de Ministère gëtt ersat duerch eng komplett Neiorientéierung vun der Opsiicht vum Gemengesecteur duerch déi staatlech Instanzen.

Wéi ech och am Concept intégratif vun 2005 ugekënnegt hat, wëlle mer méi Fräiraum schafe fir d'Gemengen, also méi Autonomie verbonne mat méi Responsabilitéit. Duerfir gëtt et awer manner Kontroll vum

Stat a méi einfach, méi nuancéiert a méi schnell Prozeduren, dat Ganzt am Dialog mat de Gemengen.

D'Approbatioun vun deenen Décisioune wäert och an Zukunft nach just an e puer wichtege Beräicher bestoe bleiwen, zum Beispill bei de Gemengesteieren. Fir hei e besseren Duerchbléck ze kréien, wäerte mer eng Lëscht vun alle Beräicher ausschaffen, déi zukünfteg nach eng Approbatioun kréien. Fir all aner Décisiounen an Akte vun de Gemenge soll d'Kontroll am Dialog geschéien, a si ass éischter als Hëllefstellung geduecht, fir spéider Problemer ze vermeiden, an net als en Akt vun uewen erof oder als e béise Fanger vum Minister.

Heiduerch kréie mer ee permanenten, institutionaliséierten Dialog. Déi Beamten, déi d'Dossiere vun de Gemenge suivéieren, spillen da virun allem eng berodend Roll vis-à-vis vun de Gemengen. An et ass nëmmen am Fall wou keng Eenegung ka fonnt ginn, wou den onofhängege Verwaltungsriichter mat engem Dossier befaasst gëtt.

Déi nei orientéiert staatlech Kontroll gëtt an engem neie Gremium duerchgeféiert. Dëst geschitt duerch eng Reorganisatioun vun de Servicer vum Ministère de l'Intérieur a vun den Distriktskommissariater, an hei kann ech mer och gutt regional Antenne virstellen, esou wéi den Här Bodry se virdrun ugeschwat huet. Duerch eng Zesummeleeung vun de Kompetenzen aus dem Ministère an de Kommissariater kréie mer och eng eenheetlech Ausleeung vun der Bewäertung vun de Gemengenaffären.

Déi nei Form vu Matenee gëtt duerch den Dialog mat de Gemenge geprägt. Dësen Dialog soll an de Regioune stattfannen. Esou entsteet dann och eng Relatioun, déi e bessert Verständnes vun de Vuë vun där enger a vun där anerer Säit wäert mat sech bréngen. Och kritt de Stat duerch dës Neierung eng ausgeprägte berodend Funktioun vis-à-vis vum Gemengesecteur. Déi Beamten, déi an deem neie Gremium am Alldag de Kontakt mat de Gemenge fleegen, kréien e besseren Abléck an déi konkret Problemer, déi sech um Terrain stellen. Dës nei Relatioun tëschent Stat a Gemenge kann nëmme fir béid Säite vun Notze sinn.

Och am Beräich vun der Kontroll vun de Gemengefinanze ginn nei Weeër ageschloen, déi am Aklang mat der neier Ausriichtung vun der Gemengelandschaft an hirem Finanzsystem stinn. Deen heitege Kontrollmechanismus, deen ass wierklech iwwerlieft. De richtege Wee fir déi zukünfteg Gemengefinanzkontroll ass deen, dee grad an eisem Konzept an och am Rapport vun der Chamberskommissioun virgezeechent ass. Et gëtt eng Chambre des comptes communale un d'Cour des Comptes ugegliddert, an déi gëtt mat der Kontroll vun der Gemengegestioun beoptraagt. Dës Kontroll begräift dann och d'Aussoen iwwert d'Aart a Weis, wéi eis Gemenge mat den öffentleche Gelder ëmginn.

Meng Konklusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: D'Territorialreform ass ee Ganzt. Mir mussen u ville Riedercher gläichzäiteg dréien, bis 2017 all déi parallell Chantieren ofgeschloss sinn. Um gesetzleche Plang wäerte mer Schrëtt fir Schrëtt all Neierungen an engem Code communal festleeën. Ech verstinn och d'Chamber, dass se wëllt de Suivi regelméisseg maachen, an duerfir ass déi Resolutioun gutt. Ech ënnerstëtzen och déi éischt Motioun, mä déi zweet Motioun, déi erabruecht ginn ass vun der ADR, mengen ech, déi wär an deem Sënn net ubruecht.

De Jempy Klein huet gesot, wat iwwregens och esou am Rapport steet, dass eng fundamental Neiverdeelung vun de Kompetenzen net wënschenswäert ass. Or, esou eng Démarche mécht nëmme Sënn, wann ee wierklech eng fundamental Neiverdeelung mécht. Mir ginn awer an d'Richtung, dass mer d'Autonomie communale weider spille loossen. Duerfir gesinn ech de Sënn an de Méiwäert vun esou enger Motioun net, an ech géif och proposéieren, déi net unzehuelen.

D'Motioun 3 iwwerschneit sech am Fong geholl mat der Motioun 1, well, wa mer à brève échéance des lignes directrices d'une réforme des finances communales am Conseil supérieur des finances communales ausschaffen, da musse mer automatesch dat maachen, wat an där Motioun do steet, an dat gëtt dann och an deem Gremium, am Conseil supérieur des finances communales, diskutéiert.

Fir mech ass et kloer, dat Ganzt ass eng grouss national Erausfuerderung. Et ass ee Wierk, wat d'Zukunft vun eisem Land fir déi nächst 50, 100 Joer bestëmme wäert. Duerfir musse mer all zesummen, gradesou wéi bei dësem Débat, an engem konstruktive Geescht d'Ëmsetzung vun eise gemeinsamen Ziler an d'Hand huelen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vun de Motiounen an der Resolutioun. Mir fänken u mat de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt déi, déi déposéiert ginn ass vum honorabelen Här Michel Wolter. Ech denken, dass mer déi kënne par main levée ofstëmmen? Ass dat esou?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass mat der Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, et ass Unanimitéit, pardon, eng ganz grouss Majoritéit, Här Gibéryen, fir déi Motioun. Kucke mer emol, ob Är Motiounen déiselwecht grouss Majoritéit kréien.

Motion 2

Déi éischt, vum Här Gibéryen déposéiert, do huet de Minister gesot, dass hie se géif oflehnen. Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da maache mer dat elektronesch.

Vote

D'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, bei 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner (par M. Alexandre Krieps);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Lucien Clement), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Christine Doerner), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Motion 3

Da komme mer un d'Motioun 3, wou de Minister gesot huet, dass déi superfétatoire wär. Dir mengt, si wär net iwwerflësseg. Da stëmme mer déi och elektronesch of.

Vote

D'Motioun 3 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner (par M. Alexandre Krieps);

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Lucien Clement), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Jean-Paul Schaaf), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider (par M. Ben Fayot), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Résolution 1

Dann hu mer nach d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Wolter déposéiert huet. Kënne mer déi par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien derfir ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dass mat Ausnahm vun de Vertrieder vun der ADR déi aner alleguerten domat d'accord sinn. Dann ass d'Resolutioun deementspriechend ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Fir déi nächst Sitzung gitt Der schréftlech convoquéiert. Si ass den nächsten Dënschdeg um dräi Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.32 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

SÉANCE 50

Mardi, 8 juillet 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président • Mme Colette Flesch, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

2. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe

3. Ordre du jour

- *M. le Président, M. Camille Gira, M. François Bausch, M. le Président*

4. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur l'arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire 319-06 concernant la transposition de la directive détachement des travailleurs

- *Exposé: Mme Viviane Loschetter*
- *Débat: M. Marcel Glesener, M. Alexandre Krieps (M. François Biltgen intervient), M. Ben Fayot, M. Jacques-Yves Henckes (déposant une résolution), M. Aly Jaerling, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, Mme Viviane Loschetter, M. Aly Jaerling, M. Gast Gibéryen*

5. 5733 - Projet de loi relatif aux aides à la formation-recherche modifiant:

- la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;
- la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet:

1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public;

2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;

- le Code du Travail
- *Rapport commun de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture et de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Lucien Thiel (déposant une motion)*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur (M. François Biltgen répond), M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 adoptée*

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur l'arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire 319-06 concernant la transposition de la directive détachement des travailleurs (suite)

- *Résolution 1 rejetée*

7. Ordre du jour (suite)

- *M. le Président*

8. 5845 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N 31 et le projet routier afférent sur territoire français

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: Mme Sylvie Andrich-Duval*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Lydia Mutsch, M. Félix Braz, M. Robert Mehlen, M. Aly Jaerling, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 5852 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°4, signé à Montréal, le 25 septembre 1975, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie, le 12 octobre 1929, amendée par le Protocole fait à La Haye, le 28 septembre 1955

- *Rapport de la Commission des Transports: M. Marc Angel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Jeannot Krecké et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Dass d'Regierung der Chamber keng Matdeelungen ze maachen huet, ass evident, well se de Moment nach net vertrueden ass.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand.ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

5896 - Projet de règlement grand-ducal modifiant:

1. le règlement grand-ducal du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation

2. le règlement grand-ducal modifié du 10 février 1999 relatif à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de contrôle dans le domaine de l'énergie

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.06.2008

5897 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Savoir sur la friche industrielle Belval pour les besoins de l'enseignement de l'administration centrale et du rectorat de l'Université du Luxembourg

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 02.07.2008

5898 - Projet de loi relatif à la construction du bâtiment laboratoires et administrations sur la friche industrielle Belval

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 02.07.2008

5899 - Projet de loi portant réforme de l'assurance accident et modifiant: 1. le Code de la Sécurité sociale, 2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, 3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État, 4. le Code du Travail, 5. la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement au soutien au développement rural, 6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale, le 04.07.2008

3) À la première partie de la 54e session de l'Assemblée européenne de sécurité et de défense, Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, qui a eu lieu à Paris du 3 au 5 juin 2008, le Luxembourg était représenté par le président de la délégation, Monsieur le Député Marcel Glesener, Madame la Députée Lydie Err et Monsieur le Député Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que par Monsieur le Député Norbert Haupert et Madame le Député Anne Brasseur, membres suppléants, Monsieur le Député Jean Huss, membre suppléant, s'étant excusé de son absence.

À cette occasion, la Commission des affaires budgétaires et de l'administration de la susdite assemblée a été renommée en Commission des questeurs dont Madame Brasseur est restée un des deux vice-présidents (remplaçant: M. Charles Goerens) et dont M. Norbert Haupert, initialement membre suppléant, est devenu maintenant membre effectif (remplaçant: M. Jean Huss).

En première application de sa nouvelle Charte et son nouveau Règlement, l'Assemblée a adopté lors de ces cinq séances une résolution, une directive et huit recommandations au Conseil.

4) Du 23 au 27 juin 2008 s'est tenue à Strasbourg la 3e partie de la session ordinaire de 2008 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté cinq membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir le vice-président, M. Marcel Glesener, et les membres respectivement effectif et suppléants, M. Charles Goerens et MM. Norbert Haupert, Jean Huss et Mme Anne Brasseur; la présidente, Mme Lydie Err, s'étant excusée de son absence.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever celui de «La situation de la démocratie en Europe» auquel était réservée toute une journée.

Quatre orateurs de marque ont pris la parole lors de la susdite session dans le cadre des points à l'ordre du jour, à savoir le Président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), M. Jean Lemierre, le Directeur du Groupe des politiques de migration, M. Jan Niessen, le Directeur régional pour l'Europe et l'Asie centrale de Transparency International, M. Miklos Marschall, et le Président du Comité International de la Croix-Rouge (CICR), Monsieur Jakob Kellenberger.

L'Assemblée parlementaire a adopté 12 résolutions et 6 recommandations.

La 4e partie de session de 2008 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 29 septembre au 3 octobre juin 2008.

2. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe

Opgrond vun enger Décisioun vum Büro vun der Chamber, an nom Artikel 30 vum Beamtestatut vun der Chamber, gëtt dem Här Robert Thelen, inspecteur principal premier en rang, deen de 4. Juni dëst Joer de Greffe pensiounshalber verlooss huet, den Éierentitel vu senger Fonctioun zouerkannt.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 3. Juli fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Aktualitéitsstonn, op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen, iwwert d'Transpositioun vun der Direktiv iwwert den Détachement des travailleurs, de Projet de loi 5733 iwwert d'Formation-recherche an de Projet de loi 5845 iwwert d'Liaison Micheville. Duerno kënnt nach eng Konventioun iwwert den internationale Flugtransport.

Muer de Mëtteg sti folgend Punkten um Ordre du jour: Question avec débat vum honorabelen Här Bettel iwwert d'Sécherheetsmoossnamen am Centre hospitalier neuropsychiatrique; de Projet de loi iwwert d'Immigratioun an de Projet de loi iwwert d'Verstäerkung vun de Polizeibestänn. Schlussendlech hu mer och de Projet de loi iwwert den Accès vun der Police judiciaire zu perséinlechen Donnéeën. Et sief drop higewisen, dass d'Riedezäite bei de Projeten 5873 a 5563, op Ufro vun der Commission juridique, inverséiert ginn.

Iwwermuer evakuéiert d'Chamber fir d'éischt um hallwer dräi eng Konsultatiounsdebatt iwwert den drëtte Plang en faveur vun de PMEen. Dann diskutéiere mer de Projet iwwert de Lycée vu Perl, a schlussendlech de Projet de loi iwwert de Lycée vu Jonglënster, a mir schléissen eis Debatten of, en Donneschdeg an där leschter Sitzung vun dëser Sessioun, wéi all Joer, mat den Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Den Här Gira freet d'Wuert zum Ordre du jour. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wollt virschloen, eng Modifikatioun vum Ordre du jour ze maachen. Mir wären nämlech frou, wa mer dës Woch nach eng Kéier kuerz géifen iwwert d'Territorialreform schwätzen. Ech erkläre mech. Ech hunn net schlecht gestaunt, a Verschiddener vun Iech och vläicht, wéi den Dag no der Debatt an enger grousser Lëtzebuerger Dageszeitung eng Kaart publizéiert ginn ass, wéi d'Gemengelandschaft an Zukunft sollt ausgesinn.

Ech muss ganz éierlech soen, Här President, dass ech dat en Affront vis-à-vis vun der Chamber am Allgemengen, mä besonnesch vis-à-vis vun de Membere vun der Spezialkommissioun fannen. Ech hat zweemol insistéiert a gefrot, dass mer déi Kaart an der Kommissioun gewise kriten oder dass mer mam Minister géifen driwwer diskutéieren. Dunn ass gesot ginn, déi wier net fäerdeg, dat wier ze fréi. Da fannen ech et wierklech e staarkt Stéck, wann een déi dann op eemol an engem Presseorgan erëmfënnt!

Ech fannen et awer gradesou en Affront par rapport zu alle Gemengeverantwortlechen dobaussen, Schäffen, Buergermeeschteren a Conseilleren. Déi ginn nämlech elo vun all hire Bierger a Biergerinne permanent ugeschwat a gefrot: Wéi heescht dann déi nei Gemeng a wou komme mer dann hin? Ech fannen déi dote Virgehensweis onméiglech, och par rapport zu deene Leit.

Mä net nëmmen d'Form, wéi déi Kaart do an d'Öffentlechkeet komm ass, fannen ech onméiglech. Ech fannen, de Minimum wier gewiescht, dass de Minister um Schluss vun der Debatt eis als Chamber hei d'Primeur ginn hätt, fir déi Kaart do kënnen ze kucken. Mä och wann ech déi Kaart da selwer ukucken, verstinn ech guer näischt méi, an

da froen ech mech, firwat dass mer eis 45-mol gesinn hunn, fir dass de Minister dann awer mécht wat hie fir gutt fënnt. Ech erkläre mech.

Wann ech nëmmen déi Regioun kucken, déi ech eenegermoosse kennen, nämlech de Réidener Kanton, entsprécht dat, wat do op där Kaart ass, awer nu guer net, Här President, deem, wat d'Konklusioune vun eiser Kommissioun sinn. Do géife Gemenge vu 5, 6, 7.000 Leit zesummegesat ginn, an net manner wéi dräi Gemenge vun deenen zéng ginn aus dem Kanton Réiden erausgerappt an eng aner Regioun. Dat entsprécht iwwerhaapt net deem, wat mer gesot hunn.

Duerfir géif ech proposéieren, Här President, well dat do e wichtegt Thema dobaussen am Land ass, dass den Innenminister dës Woch nach eng Kéier heihi kënnt an eis seet, éischtens, wéi dat ze erklären ass, dass déi Kaart public ass, an zweetens, wellech Kritären un der Basis vun dëser Kaart sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech verstinn d'Remarquen, déi den honorabelen Här Gira quant au fond mécht. Ech muss allerdéngs soen, wann hien eng Virgehensweis hei kritiséiert, da froen ech mech, u wien déi Kritik sech adresséiert?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- D'Kritik adresséiert sech natierlech un d'Regierung, a virun allem un den zoustännege Minister. Et wier awer normal, datt mer dës Woch nach eng Kéier dee Punkt op den Ordre du jour zréckhuelen, vu datt den Här Minister jo en Donneschdeg gesot huet, datt hien déi Kaart nach net hätt respektiv net fäerdeg hätt. Wa se dann deen Dag duerno an enger Zeitung steet, da wier et awer normal, datt mer dës Woch nach eng Kéier mat him doriwwer schwätze géifen.

M. le Président.- Also, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif Iech proposéieren, dass d'Verwaltung vun der Chamber mam Minister Kontakt ophëlt an hie freet, ob hien disposéiert wier…

(Interruptions diverses)

Jo, gutt. De Minister soll an d'Chamber kommen, fir ze erklären, wéisou dass déi Kaart an der Zeitung publizéiert ginn ass.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Hie soll heihinner an d'Chamber kommen an explizéieren, wéini datt déi Kaart do komm ass, a sech da mat den Deputéierten doriwwer ënnerhalen. Dat, wat hie virdru refuséiert huet an der Kommissioun an hei an der Chamber d'lescht Woch, dat soll hien dës Woch nohuele kommen. Dat ass am Fong dat, wat mer verlaangen.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt hei eng Propositioun maachen, fir déi Saach do am Gudde gekläert ze kréien. Mir kënnen natierlech och ee Vote maachen iwwert den Ordre du jour, ob dee soll modifizéiert ginn. Ech géif awer d'Kolleege vun der grénger Fraktioun bieden, mech emol gewäerden ze loossen. Ech mengen, ech géif vläicht wuel esou gutt mat der Problematik eens ginn, wéi wa mer elo zu engem Vote kommen.

Wann Dir domadder d'accord wäert, da loosst mech emol gewäerden. Wann ech zu kengem konkrete Resultat kommen, da wäert ech Iech dat matdeelen. Da kënne mer nach ëmmer zu engem Vote iwwert den Ordre du jour kommen. Pour le reste géif ech d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour d'accord ass, deen…

(Interruptions diverses)

Dat ass just dat, wat ech erkläert hunn, mat der Réserve, dass Dir mer Zäit gitt fir mam Minister ze schwätzen.

Voilà, pour le reste et sous réserve, ass d'Chamber d'accord mat deem Ordre du jour?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert, an da komme mer och elo zu deem Ordre du jour.

D'Fraktioun vun deene Grénge huet eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Transpositioun vun der Direktiv iwwert den Détachement des travailleurs ugefrot. Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Artikel 84 festgeluecht ass. Der Fraktioun vun deene Grénge stinn zéng Minutten, deenen anere Fraktioune fënnef Minutten, der Sensibilité politique zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn zur Verfügung.

D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Loschetter, fir de Point de vue vun deene Gréngen iwwert dës Problematik duerzeleeën. Madame Loschetter, wann ech gelift.

4. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur l'arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire 319-06 concernant la transposition de la directive détachement des travailleurs

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, leschte Samschdeg war an der Stad eng Manifestatioun vun den nationalen an europäesche Gewerkschaften. Si hunn hir Besuergnis iwwert d'Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff am Kontext Détachementsdirektiv an iwwert d'Virgoensweis vun der Kommissioun ausgedréckt. Zu Recht!

Deeselwechte Samschdeg waren um Kierchbierg d'Journées nationales de l'emploi, wou iwwer Aarbecht, Aarbechtslosegkeet, Groussregioun, Migratioun, Bildung an Ausbildung diskutéiert an debattéiert ginn ass. Verschiddener vun ons heibannen, déi op deenen zwou Plaze present waren, ass vläicht mat Momenter d'Absurditéit vun der Situatioun opgefall. Déi Bierger a Biergerinnen, déi owes d'Noriichten op der Tëlee gekuckt hunn, wäerte sech och eng etlech Froe gestallt hunn, notamment iwwer Europa am Kontext Bildung an Aarbechtspolitik, wéi och Sozialpolitik. D'Journées de l'emploi, wou notamment och interessant a kompetent delegéiert Persoune vun der EU-Kommissioun referéiert hunn an ons Opschloss ginn hunn iwwert d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg, hunn ons pertinent Léisungsvirschléi erklärt. Iwwregens sinn och dës Journéeë vum Fonds social européen ënnerstëtzt ginn.

Zwee Biller also, Här President, vun der EU-Sozialpolitik: dat éischt Bild um Kierchbierg: ënnerstëtzend an opbauend; dat zweet Bild op der Place Clairefontaine: bedroend an onkloer. Grad an Zäiten, wou et eminent wichteg ass, de Bierger a Biergerinnen Europa méi no, méi einfach a méi verständlech ze maachen, ass déi Situatioun zu Lëtzebuerg ontragbar.

Ech wëll op zwee spezifesch Voleten agoen.

Fir d'éischt emol zum europäesche Volet. Grad an enger sensibeler Sozialpolitik wéi déi vun der Beschäftegungspolitik ass et äusserst regrettabel, dass eng europäesch Kommissioun sech d'Moyenen iwwert de Biais vun der Cour de Justice eraussicht, fir Lëtzebuerg op eventuell legislativ Adaptatiounen opmierksam ze maachen.

Et gëtt sécherlech bei der EU-Kommissioun - dat beweisen iwwregens och esou Sträitfäll wéi Rüffert oder Laval - eng Tendenz, Direktiven, déi e gewëssene Sozialschutz garantéieren, iwwert d'Cour de Justice liberal interpretéieren ze loossen. Dat ass eng geféierlech Entwécklung. Grad e Land wéi Lëtzebuerg, dat en zolidd a gutt Aarbechtsrecht huet, muss hei oppassen, net vun enger liberaler Dereguléierungspolitik iwwerrullt ze ginn.

Et däerf een awer net all d'Schold bei der EU-Kommissioun an der Cour de Justice sichen. Wa mer am Moment sozialpolitesch grouss Defiziter an der EU hunn, da läit dat och un den Décisioune vun den europäesche Ministeren; also kloer u falsche politeschen Décisiounen, déi Lëtzebuerg iwwregens och zum Deel matdréit.

Ech wëll awer och hei ënnersträichen, dass Europa net iergendeng dubios Gestalt zu Bréissel oder zu Stroossbuerg ass. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Conseil vun de Ministere besteet ausschliesslech aus Politiker a Politikerinnen aus de Memberlänner. Mir sinn also gefuerdert. D'Bierger an d'Biergerinne sollen ëmmer drun erënnert ginn, dass mir hei an der Chamber déi europäesch Politik matgestalten. Dat ass och grad onst Uleies gewiescht, fir dës Heure d'actualité haut ugefrot ze hunn.

De grénge lëtzebuergeschen Europadeputéierte Claude Turmes huet parallell zu ons heiheem eng parlamentaresch Ufro un d'EU-Kommissioun gemaach.

Misst net endlech och eng differenzéiert Approche zum Bannemaart europäesch Sozialrechter, voire Aarbechtsrechter virgesinn? Missten déi net grad an enger Nobesserung vun der Détachementsdirektiv mat afléissen? Misst net eng maximal Durée fir Aarbechtskontrakter vun détachéierte Salariéë virgesi ginn an dëser Direktiv? Misst net d'Kollaboratioun tëschent deene verschiddenen nationale Verwaltungen an den EU-Memberlänner besser organiséiert ginn an och prioritär ënnerstëtzt ginn, fir eng effizient Kontroll an e kompletten Informatiounséchange ze garantéieren? A misst net an där Direktiv méi prezis a méi koordinéiert eng Kontrollgarantie an den eenzelne Memberlänner definéiert ginn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, grondsätzlech si mir als Gréng der Meenung, dass mer nëmmen dann erëm méi Zoustëmmung fir d'Europäesch Unioun wäerte kréien, wa mer et fäerdeg bréngen, déi ze dominant Ausriichtung vun der Unioun op de Bannemaart duerch eng staark Sozialpolitik ze balancéieren. Dat, wat deemools zum Beispill ënnert dem EU-Kommissiounspresident Jacques Delors ugaange ginn ass, musse mer relancéieren.

A mir hunn och eng Basis dofir. Am Artikel 117 vun deem alen EU-Vertrag steet, dass d'Europäesch Unioun soll de soziale Schutz vun hire Bierger a Biergerinnen ustriewen. Derniewent gesäit och deen hoffentlech eng Kéier ratifizéierte Lissabonner Traité eng Rei Sozialklausele vir. Et ass grad op deene Fundamenter, op deene mer mussen opbauen.

Haut hu mer eng Organisatioun vun onsem Bannemaart an e wirtschaftlechen Traité. Mir brauche komplementar dozou kloer Dispositiounen, soit e Sozialprotokoll, soit Sozialklauselen an de Bannemarchésdirektiven, déi ons och elo an der Sozialpolitik weiderbréngen.

Et ass och genau dat, wat d'Gewerkschafte fuerderen an och leschte Samschdeg gefuerdert hunn. Si wëllen en Europa, dat sech och elo an der Sozialpolitik definéiert. Si sinn och bereet, eng Hand do mat unzepaken.

Well wann d'europäesch BiergerInnen, Här President, Neen zu engem Traité stëmmen, dann ass dat mat grousser Majoritéit - déi rietsextrem Ideologien emol bäisäitgelooss -, well si d'Europapolitik net méi verstinn. An do si mir gefuerdert. Mä och all eenzel Regierung ass gefuerdert.

Domadder kommen ech op deen zweete Volet, nämlech deen nationale Volet. Dës Regierung an déi virdrun, woubäi d'Verantwortung praktesch bei deeneselwechte Politiker a Parteie läit, hunn et verpasst, d'Ëmsetzung vun der Direktiv esou ze schreiwen, fir se méiglechst konform an der Ëmsetzung ze gestalten.

Et ass gewosst, dass dem Minister ganz kloer a scho fréi vu sengen Experte gesot gi war, dass d'Lëtzebuerger Gesetz net konform mat der EU-Direktiv wier. Ausserdeem goufen et och no de Verwarnunge vun der Kommissioun kloer Propositiounen, wéi een hätt kënnen dëst Gesetz reforméieren, ouni d'Kontroll vun den détachéierte Salariéen zu Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger Aarbechtsrecht a Gefor ze bréngen. Et ass effektiv de Punkt „Kontroll", deen eminent wichteg ass. Dat war och mat Sécherheet e wonne Punkt bei der Ëmsetzung vun der Direktiv.

Firwat, Här President, konnt dee jëtzegen an deemolegen Aarbechtsminister d'Gesetz net direkt esou ëmschreiwen, wéi hien et haut proposéiert? Firwat huet deen zoustännege Minister an dës Regierung - och déi lescht Regierung - Enn 2005 de Kontakt an dësem prezise Fall mat der Kommissioun ofgebrach?

Am Oktober 2005 huet Lëtzebuerg eng Fristverlängerung ugefrot an duerno net méi reagéiert. Ass de Minister éiere schlecht berode ginn? Huet d'Regierung net domadder gerechent, dass se kéint ugeklot ginn? Sinn do net impardonnabel Feelaschätzunge gemaach ginn? Sinn déi zoustänneg Verwaltunge fir d'Kontroll - d'ITM an d'Douane - deemools ëm en Avis gefrot ginn? An ass deem Rechnung gedroe ginn?

Här President, mir mussen hei feststellen, dass mer en Defizit am Beräich vun der EU-Sozialpolitik hunn. Mä mir mussen och feststellen, dass mer dem nationalen zoustännegen Aarbechtsminister an der ganzer Regierung kënnen e Reproche maachen, dass se net responsabel a wäitsiichteg genuch gehandelt hunn.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dir waart an der Kommissioun net do, wéi mer driwwer geschwat hunn. Ech sinn der Meenung, dass mer an der Kommissioun streide mussen.

Une voix.- Ech kann hir et noginn, wa si gär eppes hätt.

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll just fäerdeg schwätzen.

M. le Président.- Et huet kee gefrot, Dir sollt intervenéieren.

(Hilarité)

D'Madame Loschetter huet d'Wuert a loosse mer si hir Ausféierunge maachen, well hir Zäit leeft geschwënn of.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech hunn eng Rei Froe gestallt. Ech denken, dass déi Froe pertinent sinn, an ech erwaarde mer och herno Äntwerte vum zoustännege Minister. Well nämlech déi legislativ Propositiounen, déi haut um Dësch leien, kënne souwuel dem Uerteel wéi och onsem Aarbechtsrecht an onser Sozialpolitik, zumindest - zumindest! - fir deen Deel, fir dee mir national Verantwortung droen, gerecht ginn.

Mir wieren am Moment gutt beroden - dat ass och en Deel vun onser Kritik -, déi positiv Säite vun der Europäescher Unioun ze vermëttelen. Dës Veruerteelung hätt mat Sécherheet kënnen évitéiert ginn, wann dës Regierung an dësen Aarbechtsminister méi virsiichteg gaange wieren.

Déi nächst Erausfuerderung ass elo déi, fir Kollektivverträg an der Obligation générale an deene méi concernéierte Secteuren entweder ze adaptéieren oder iwwerhaapt emol ze schafen. Dat soll och de gemeinsamen Intérêt si vun de Sozialpartner. Dat soll och déi nächst ënnerstëtzend Missioun vum Aarbechtsminister sinn.

Um europäeschen Niveau soll et och dem Aarbechtsminister an der ganzer Regierung hir Missioun sinn, sech dofir anzesetzen, dass d'Détachementsdirektiv nogebessert gëtt. Virun allem op de Punkte Kontroll, Durée vun engem Détachement a legislativ Basis besteet Handlungsbedarf.

M. le Président.- Madame Loschetter, Dir musst zum Schluss kommen!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Et war eng Ënnerbriechung dran.

M. le Président.- Jo. Ech hunn déi schonn agerechent, Här Bausch.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Mäi leschte Saz,...

M. le Président.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- ...wann Der mech net ënnerbriecht.

Virun allem - an dat wëll ech och nach hei am Numm vun der grénger Fraktioun soen - ass et der Regierung hir Verflichtung, d'Chamber ze informéieren iwwer hir Démarchen um europäeschen Niveau, well wann d'Regierung d'Chamber informéiert a si och matdebattéiere léisst heibannen, da sinn och d'Bierger an d'Biergerinnen iwwert d'EU-Politik besser informéiert.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo den éischte Riedner, den honorabelen Här Glesener vun der CSV.

Débat

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mat Sécherheet ware mer och iwwerrascht iwwert dat Uerteel vun der Cour, iwwert den Arrêt. Et ass schonn en Uerteel, wat eis ganz bedenklech gestëmmt huet. Et ënnersträicht nämlech eng aner Interpretatioun, déi, déi d'Kommissioun huet, vis-à-vis vun där, déi mir hunn, vun engem sozialen Europa.

Dat erkläert dann och, datt d'Kommissioun net eréischt virun engem Joer, mä schonn 2004 eis ugeklot huet, well mer hirer Meenung no déi Direktiv net richteg transposéiert hätten. Nun, mir ware vun Ufank un der Meenung a sinn haut nach der Meenung, datt mer déi Direktiv richteg transposéiert hunn opgrond vun eiser Sozialgeschicht a vun eise soziale Begebenheeten.

Ech ka mech erënneren, wéi mer hei iwwert dat Gesetz geschwat hunn 2004 - ech war zoufälleg Rapporteur -, do ware mer eis bewosst, datt mer där Direktiv eng maximal extensiv Ausleeung géife ginn.

Mir waren eis - éischtens - doriwwer bewosst, mir waren eis och bewosst, wat dat

eventuell fir Konsequenze kéint kréien. Mir waren eis bewosst alleguerten an hunn dat unanime hei an der Chamber gestëmmt.

Mir waren eis bewosst, datt et fir e klengt Land wichteg an noutwendeg wier, fir am Numm vun der Erweiterung vun Europa eise Betriber eng Chance ze ginn, fir kënnen ze bestoen. A mir waren eis och bewosst alleguerten, datt mer alles missten ënnerhuelen, fir de sozialen Dumping hei zu Lëtzebuerg ze ënnerbannen. Compte tenu vun der Suerg vum Lëtzebuerger Handwierk a vu ville Betriber an notamment vun der Suerg an aus der Suerg eraus vun eise Gewerkschaften hu mer där Direktiv déi Interpretatioun an och déi Ausleeung ginn. All Fraktioune waren domat d'accord.

Zweetens huet virun dräi Joer de Minister eis opmierksam gemaach, wéi 2004 dee Prozess ugaangen ass vun der Kommissioun, datt mer do géife Gefor lafen, an eng bestëmmte Richtung gedrängt ze ginn. Mir waren also informéiert. Och mir hunn net reagéiert, well mer der Meenung waren, datt mer am Recht ware mat där Direktiv, a well mer der Meenung waren, datt et gutt wier, datt mer un där Direktiv géife festhalen, a wann et anescht wier, eis géifen da vum Geriicht enges Bessere beléieren ze loossen.

Dat war eis Haltung, an et huet keng Fraktioun hei an der Chamber och nëmmen iergendwéi a bestëmmte Momenter geduecht, fir deem entgéintzeschwätzen.

Duerfir war ech iwwerrascht, wéi ech elo d'Madame Loschetter héieren hunn, hei der Regierung eng Rei vu Kritiken ze ënnerbreeden. Mat Sécherheet kéinte mer da genau déiselwecht Kritiken un eis selwer riichten.

D'Uerteel ass den 19. Juni geschwat ginn. D'Regierung huet dat gemaach, wat mer vun der Regierung verlaangt haten. Am Virfeld schonn ass de Minister fir d'Regierung an d'Chamber komm an huet eis dorop opmierksam gemaach. Permanent gëtt an eiser Kommissioun iwwert dat soziaalt Europa an iwwer méiglech Direktiven a Propositiounen diskutéiert.

Nom Uerteel ass d'Regierung zweemol an d'Kommissioun komm. Déi éischte Kéier de 24. Juni. Si huet eis informéiert iwwert d'Retombéeë vun deem Arrêt. Mir hunn der Regierung gesot, mir musse verschidde Modifikatioune maachen. An där Woch méi spéit, den 1. Juli, ass d'Regierung an d'Chamber komm an huet eis en Avant-projet de loi presentéiert, wéi mer hirer Meenung no aus der Situatioun fir Lëtzebuerg kéinten erauskommen. Et ass also alles gemaach.

Ech wëll da schlussendlech nach eng Kéier widderhuelen:

1) Dat Uerteel vun der Cour stellt eis Kollektivvertragspolitik a Kollektivvertragswiesen net a Fro.

2) Et stellt och d'Lounindexéierung net a Fro.

Dat Eenzegt, wat mer musse maachen, an dat läit och un de Sozialpartner, dat ass éischtens, datt mer méi allgemeng verbindlech Kollektivverträg versichen duerchzesetzen.

Zweetens mussen eis Sozialpartner bereet sinn, d'Differenzen tëschent den Tarifléin, déi vill méi déif si wéi d'Effektivléin, an den Effektivléin aus der Welt ze schafen, a minimal Konditioune festzeleeën an de Kollektivverträg, déi och déi effektiv Léin an den Entreprisë sinn. Da fale vill vun den Argumenter vun deem Uerteel ewech.

Doriwwer eraus ass dat Eenzegt, wat muss geschéien, dat, datt d'ITM déi noutwendeg Kontrollméiglechkeete muss kréien, fir effektiv ganz konkret d'Applikatioun vun där Direktiv a vun eisem Gesetz kënnen ze iwwerwaachen. D'Regierung huet dat och schonn ugekënnegt, den Avant-projet ass eis bekannt, si hunn eis dee virgeluecht, dat muss nach diskutéiert gi mat de Sozialpartner an dann an der Chamber.

Dann ass et selbstverständlech, an dat huet d'Regierung och schonn ugekënnegt, datt se dat géif maachen, nämlech derfir ze suergen - a wa mer de Lissabonner Vertrag hunn, gëtt dat eis méi Méiglechkeeten -, datt déi Entsenderichtlinn méi sozialgerecht transforméiert gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, dat wollt ech soen am Numm vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen heiten Débat ass esou Moutarde après dîner. D'DP weist sech ganz enttäuscht iwwert de politeschen Aspekt vun dësem Dossier, net nëmmen iwwert d'Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff.

Et ass kloer, dass deen heiten Arrêt Konsequenze wäert kréien, doudsécher op d'Kontrollméiglechkeete vun der ITM, a vläicht op d'Indexatioune vun de Gehälter. Dat wäert een an Zukunft gesinn.

Deen Arrêt provozéiert natierlech an onser Bevölkerung e Bild vun engem onsozialen Europa, vun engem bürokrateschen Opbau an engem sozialen Ofbau.

Ech wär frou vum Minister ze héieren, wéi vill där Fäll hei zu Lëtzebuerg betraff ware vun esou enger Législatioun, wéi vill Leit hei geschafft hunn, déi dobäi erwëscht si ginn, ënnert deene Konditiounen ze schaffen.

Dir wësst jo alleguer, dass den Europäesche Geriichtshaff awer ëmmer bekannt war fir e sozialen Opbau vun der Législatioun. Ganz Panë vun der Législatioun si geännert ginn duerch den Europäesche Geriichtshaff, an och duerch ons national Geriichter - loosse mer dat net vergiessen.

Et ass kloer natierlech, wann een Europa no Osten erweidert, dass dann e West-Ost-Gefäll sech dem Nord-Süd-Gefäll zoufügt, wat mer scho virdrun haten. Dat ass doudsécher, dass dat kënnt.

De Minister huet ausdrécklech an engem schréftleche Pabeier am Virfeld zu der Demonstratioun op der Clairefontaineplaz gesot: «De manière générale, la Cour ne remet pas en cause ni notre droit de travail, ni surtout notre système des conventions collectives d'obligation générale conclues au Grand-Duché. L'arrêt n'ébranle donc pas notre droit social.»

Dat hutt Dir gesot am Virfeld an Dir hutt och Recht domadder.

D'Gewerkschafte waren e bësse méi - loosse mer soen - aggressiv am gentillë Sënn, well si natierlech fäerten an och Recht hunn, well den Europäesche Gewerkschaftsbond ënner sech net eens ass.

Ech mengen, déi Arrêtë vun der Cour, déi fannen net statt an engem loftleere Raum. D'Resultat ass, dass mir och net woussten, dass déi Direktiv falsch ëmgesat soll sinn.

Ech begréissen do d'Positioun vu mengem Kolleeg Castegnaro, deen och an der Kommissioun gesot huet, dass d'Regierung hätt misse mat der Kommissioun am Virfeld schwätzen, a souguer net nëmmen am Virfeld, mä och nach herno. Ech sinn och frou, dass d'Regierung säi Standpunkt iwwerhëlt.

Leschtlech félicitéieren ech natierlech de Minister Biltgen, dass hien op d'Clairefontaineplaz gaangen ass op engem sonnebloe Samschdegmëtteg, fir sech an d'éischt Rei vun de Gewerkschaften ze stellen.

Ech hoffen natierlech, dass hien dat nämlecht mécht, wann déi kleng Patronen demonstréiere ginn op d'Place Clairefontaine. Dat gesi mer jo dee Moment. Mä ech géif hei mengen...

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- D'Patronen an d'Gewerkschafte waren déi Eenzeg, déi am Virfeld hei…

M. Alexandre Krieps *(DP).*- …déi do waren.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, mä déi eens waren, dass mer sollen iwwert d'Direktiv erausgoen an net ënnert der Direktiv bleiwen, wéi Dir an déi Gréng et hei plädéiert.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Neen, neen, mir plädéieren dat guer net. Wat mir plädéieren, dat ass genau dat, wat déi Gréng an d'ADR plädéiert hunn, nämlech dass d'Parlament agebonne gëtt.

A Groussbritannien fonctionnéiert den European Scrutiny Committee fir all déi europäesch Direktiven, wou iwwerparteilech den nationalen Interessi an d'A gefaasst gëtt, an ech mengen et gëtt elo Zäit, dass mer esou e Comité hei maachen. Et ass extrem wichteg, dass mer dat maachen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Är Partei war deemools virun allem der Meenung, dass et gutt war, dass mer dem Statsrot noginn hunn, fir der ITM manner Interventiounsrechter ze ginn.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Dat ass awer net dat, wat ech virun zwee Joer oder annerhallwem Joer hei gesot hu bei der Reform vun der ITM. Also, wann Dir wëllt mat engem polnesche Betrib korrespondéieren, géif d'Regierung dat besser op Englesch maache wéi respektiv op Lëtzebuergesch oder op Polnesch. Ech hunn dat och hei virun zwou Woche gesot.

Ech soen Iech op alle Fall Merci fir alles dat, wat Dir ons herno als Erklärunge gitt. Dat hei gëtt keng einfach Kuuscht, wann Der bedenkt, wat et fir sozial Ënnerscheeder an Europa gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, den Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff ass keng Geleeënheet, fir d'europäesch Konstruktioun a Fro ze stellen. Et ass awer eng staark Opfuerderung, déi national an europäesch Sozialpolitik ze verdeedegen an auszebauen.

Sozial- an Aarbechtspolitik, dat gëtt heiansdo vergiess, ass an der Haaptsaach eng national Kompetenz, keng europäesch. Mä well de Bannemaart d'Grenzen opgehuewen huet, muss verhënnert ginn, dass wëll Konkurrenz onse Sozialmodell aushielecht, an et muss verhënnert ginn, dass déi ënnerschiddlech Sozialnormen an deene verschiddene Memberlänner, déi ëmmer méi zahlräich ginn, zu sozialem Dumping féieren. E wichtegt Instrument dofir war säit 1996 - an et bleift - déi sougenannt Entsenderichtlinn.

Ech wëll hei net op de Fong vum Arrêt vum Geriichtshaff agoen. Ons Kolleegen an der Fraktioun hu mer gesot, dass d'Commission du Travail et de l'Emploi sech mam Minister intensiv zu deem Arrêt ausgeschwat huet, esou dass et kloer ass, dass weder ons Sozialgesetzgebung nach ons Kollektivvertragsgesetzgebung a Fro gestallt ass, dass och d'Indexéierung net a Fro gestallt ass, an och net d'Aarbechtsrecht. Et ass also an der Commission du Travail et de l'Emploi intensiv geschafft ginn, an dofir brauche mer net op déi Froen hei zréckzekommen.

Ech wëll awer een Aspekt behandelen, deen de Minister a sengem Bréif un den Här Špídla, deen en den 30. Juni un dee Sozialkommissär geschriwwen huet, erwähnt huet, nämlech dass sech déi véier Arrêten, also Laval, Viking, Rüffert an dee Lëtzebuerger Arrêt, alleguer op eemol, an enger relativ kuerzer Zäit, zugonschte vum fräie Verkéier an zu Ongonschte vun de soziale Grondrechter ausschwätzen.

Anescht gesot, an deenen Arrêtë gëtt d'Entsenderichtlinn net als Instrument gesinn, fir Sozialpolitik am Interessi vun den Arbeitnehmer ze maachen, mä als Instrument fir de fräien Déngschtleeschtungsverkéier ze erméiglechen. D'Länner dierften deemno nëmmen déi sozial Mindestnormen applizéieren, déi an der Richtlinn virgesi sinn, an alles, wat doriwwer erausgeet, wier net akzeptabel. Sozial Mindestnorme ginn elo zu engem maximale Schutzniveau an Europa. An dobäi seet d'Direktiv ausdrécklech, dass d'Memberlänner och iwwert de Kär vu soziale Bestëmmungen eraus, an och fir zäitweileg Arbeitnehmer aus anere Länner, méi héich Schutzbestëmmungen aféiere kënnen.

Dës Arrêten hu sécher wäitreechend Konsequenze fir d'Sozialpolitik an der Europäescher Unioun. An der Architektur vun der Unioun soll déi national geprägte Sozialpolitik als Géigegewiicht zum fräie Bannemaart wierken. D'Charta vun de Grondrechter, déi am Vertrag vu Lissabon verbindlech gëtt, soll de soziale Rechter en héije Stellewäert ginn. De Geriichtshaff huet sech och schonn op déi Charta beruff.

Déi lescht véier Uerteeler ginn awer an eng aner Richtung. Amplaz den Nationalstaten ze hëllefen, hir Sozialpolitik géint den Drock vun der Globaliséierung ze schützen, gëtt elo déi Sozialpolitik a Kontradiktioun mat dem fräie Verkéier bruecht. Wat de Lëtzebuerger Arrêt ugeet, esou geet d'Kritik vun der Kommissioun aus. D'Kommissioun mécht eng Kritik un onser Gesetzgebung, an ech mengen dat ass net onschëlleg vu Säite vun enger Kommissioun, där hir politesch Ausriichtung et ass, de Bannemaart mat alle Mëttele weiderzedreiwen.

Sécher, ech hunn do Vertrauen an d'Regierung, dass se wäert schnell an offensiv op deen Arrêt äntwerten an d'Gesetz änneren. Sécher geschitt och zu Lëtzebuerg elo kengem Arbeitnehmer eppes mat dësem Uerteel. Mä déi véier Arrêtë sollen endlech d'Geleeënheet ginn, den héije Stellewäert vum sozialen Europa mat senge villen nationale Sozialmodeller unzeerkennen an auszebauen. Dat kann natierlech mat engem Sozialprotokoll geschéien, obschonn ech meng Zweifel hunn, ob dat esou liicht ze erreechen ass. Dat kann och duerch d'Interventioun vun onsem Minister an dem Conseil geschéien.

Ech wëll mech awer hei och deem uschléissen, wat vun anere Kolleege gesot ginn ass. Zu engem Zäitpunkt, wou d'Europäesch Unioun d'Akzeptanz vun de Bierger an de schaffende Leit sicht, andeem se konkret op d'Suerge vun de Leit agoe wëllt, sinn déi Uerteeler hei a kompletter Kontradiktioun mat där Ausriichtung. Besonnesch d'Kommissioun muss sech d'Fro stellen, wat fir e Wee se goe wëllt. Wëllt se d'Europäesch Unioun doutliberaliséieren oder wëllt se eng équilibréiert Konstruktioun vu wirtschaftlechem Fortschrëtt, vu sozialem Schutz a vun ökologescher Verantwortung?

D'Zukunft vun Europa, Här President, hänkt net esou séier vu grousse Visiounen a vu grousse Verträg of, mä vun der dagdeegleecher Politik. Dat hei ass e wichtegt Stéck vun där dagdeeglecher Politik.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 19. Juni, den Dag selwer wou d'Uerteel gesprach ginn ass, hat d'ADR eng Heure d'actualité gefrot, mä well mer kee Groupe politique sinn, konnt dat net akzeptéiert ginn. Mir sinn duerfir frou, datt déi Gréng zwee Deeg méi spéit och esou eng Demande eraginn hunn.

An deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech just nuren ervirsträichen, datt de Minister gesot huet, dat Allerwichtegst wier gesot ginn. Deem schéngt awer net esou ze sinn, well munches nach a Fro steet. Villes ass schonn hei ugeschwat ginn. Et ass kloer, datt ee gudden Deel vun den Indexéierungen net méi spillt an de Kollektivverträg, sauf fir déi, déi d'obligation générale sinn a fir d'Mindestléin, fir déi aner net. Dat wäert also op jidde Fall eng Concurrence déloyale kënne bréngen. Dat ass eng Gefor vu Sozialdumping, an duerfir muss natierlech och reagéiert ginn.

Dat Zweet, wat ee muss festhalen, dat ass, datt déi Kontrollméiglechkeeten - déi Action coup de poing -, déi mer haten an déi ganz vill Wirbel opgeworf huet a wou ee gesinn huet, wéi vill Schlechtes um Niveau vun de Chantiere geschitt, datt een op jidde Fall mat deem System net méi ka weiderfueren. Duerfir wollt ech de Minister froen, wat mer nach kontrolléiere kënnen a wéi nach kontrolléiert gi soll.

Et ass och wichteg, datt mer - wéi den Här Castegnaro dat och scho gefuerdert hat - den Dialog mat der Kommissioun hätte misse sichen, virdrun an och duerno. Wat absolut skandaléis ass, Här Minister, dat ass, datt d'Regierung op den Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun bewosst - ech widderhuelen: bewosst! - net reagéiert huet. Dat geet aus den Aussoe vum Minister an der zoustänneger Kommissioun ervir. Dëst fanne mir absolut inakzeptabel. All Regierung muss all Kéiers, wann en Avis motivé do ass, dat Argument notzen an drop äntwerten.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dat hu mer gemaach!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dir hutt just en Délai gefrot, an am Uerteel selwer steet dran,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Henckes, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- «…le Luxembourg n'a pas jugé nécessaire de répondre audit avis motivé…». Duerfir…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ma well mer virdru schonn alles gesot haten, wat mer ze soen haten! Well mer net wollte kleng bäiginn, wéi Dir et gemaach hätt!

(Interruptions)

M. le Président.- Här Minister, wann ech gelift!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Duerfir déposéiere mer eng Resolutioun, fir dem Minister e Blâme auszeschwätzen, well hien net op den Avis motivé reagéiert huet.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la Commission des Communautés européennes a envoyé une lettre de mise en demeure au Gouvernement luxembourgeois concernant la transposition de la directive 96/71/CE et que la réponse du Gouvernement n'a pas donné satisfaction à la Commission;

- considérant que dans ses conclusions l'avocat général retient: «La Commission a considéré que cette réponse n'était pas satisfaisante et a dès lors décidé de transmettre, le 18 octobre 2005, au Gouvernement luxembourgeois un avis motivé dans lequel elle lui reproche d'avoir manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 3, paragraphes 1 et 10, de la directive 96/71 ainsi que des articles 49 CE et 50 CE»;

- considérant que, dans l'arrêt C-319/06, la première Chambre de la Cour de Justice des Communautés européennes retient: «N'étant pas satisfaite par ces réponses, la Commission a réitéré ses griefs dans un avis motivé du 12 octobre 2005 invitant le Grand-Duché de Luxembourg à se conformer à ses obligations dans un délai de deux mois à compter de la réception de cet avis» ainsi que «après avoir sollicité un délai supplémentaire de six semaines, le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas jugé nécessaire de répondre audit avis motivé»;

- considérant que devant la Commission parlementaire du Travail et de l'Emploi le Ministre du Travail a affirmé: «La non-réponse était donc un choix délibéré du Gouvernement»;

- considérant qu'une meilleure communication entre le Gouvernement luxembourgeois et la Commission des Communautés européennes aurait pu éviter que l'affaire soit portée devant la Cour de Justice des Communautés européennes;

- exprime un blâme à l'encontre du Ministre du Travail et de l'Emploi.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Heiansdo kann ee jo frou sinn, dass d'Sensibilitéiten nëmmen zwou Minutten hunn.

Här President, ech wëll hei nëmmen dat ënnerstëtzen, wat den Här Glesener gesot huet. Dat war déi richteg Analys. Et ass esou, dass am Virfeld vun där Ëmsetzung vun där Directive de détachement d'Sozialpartner, dat heescht also och d'Patronen, dermat d'accord waren, fir de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart iwwert deen Avis, dee si ginn hunn, ze schützen.

Dass dat hei ganz besonnesch wichteg war fir de Bâtiment, dat ass den Haaptpunkt, wou d'Problemer an dëser Direktiv kënne kommen. Duerfir kënne mer frou sinn, dass grad am Bâtiment d'Kollektivvertragswiesen an alle Beräicher d'obligation générale ass an dass mer an Zukunft musse kucken, dass mer am ganze Kollektivvertragswiese méi Kollektivverträg kréien, déi d'obligation générale sinn. Da kann dat Uerteel hei vun der Cour de Justice eis am Fong iwwerhaapt guer näischt undoen.

Déi zweet Saach ass dat vun der Kontroll vun der ITM. Déi bleift genau d'selwecht bestoen. Et ass just op eng aner Aart a Weis. Wat hei nëmme gefrot ass, dat ass den Dépôt. Wou mussen d'Donnéeën deponéiert gi vun engem Betrib, deen hei op Lëtzebuerg schaffe kënnt? Do ass gesot ginn: Dat kann net méi an engem Comité ad hoc sinn. Dat kann och am Betrib selwer sinn. Dat heescht: D'Uerteel huet am Fong d'Äntwerte scho ginn op dat, wat mer falsch gemaach hunn.

Et ass och dat, wat an der Kommissioun kloer gesot ginn ass, dass dat soll ëmgesat ginn, dass mer déi kleng Veränneerunge sollen huelen, an da geschitt an eisem Aarbechtsrecht absolut guer näischt. Da gëtt d'Kontroll och vun der Gewerbeinspektioun iwwerhaapt net a Fro gestallt. Duerfir verstinn ech déi Panik hei net. An duerfir verstinn ech och net, firwat dass dobausse vun der Gewerkschaftssäit a vun nach anere Leit Onrou bruecht ginn ass.

Also, op eisem Sozialsystem geschitt duerch dat Uerteel do absolut näischt, well mer schonn an der Kommissioun déi néideg Preparatioune gemaach hunn, fir deem entgéintzewierken. Duerfir sinn ech einfach der Meenung, dass hei keen eppes falsch gemaach huet. A wann een eppes falsch gemaach huet, da ware mer et alleguerten. Deemools, wéi mer déi Direktiv hei ëmgesat hunn a wéi mer anscheinend net opgepasst hunn, wat doranner stoung. Mä mir hunn opgepasst, well soss hätte mer net dee Schutz fir eist Aarbechtsrecht hei bei dëser Direktiv.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Ech si ganz frou, dass mer haut déi Heure d'actualité hunn, well dat mer erlaabt, eng Partie Saachen zu méi engem grousse Public ze soen, wéi dat bis elo de Fall ass. Obwuel ech et jo schonn erstaunlech fannen, dass vun den Orateuren, déi hei opgetruede sinn, bal kee gesot huet, dass ech schonn alles an der Kommissioun gesot hunn.

Ech hu virum 19. Juni d'Kommissioun gefrot. Ech sot: Do gëtt et e Problem, an ech komme gär bei Iech. Ech war zweemol do. Wann den Här Henckes seet: Sot eis wat geschitt! - ech hunn alles an der Kommissioun erkläert, wéi mer drop reagéieren.

Dat heescht, d'Kommissioun…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech war do! A mir hunn e Rapport gemaach!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, dann hutt Der dem Här Henckes näischt erzielt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Mä dann huet hien en net gelies.

(Interruptions)

Ech wëll just soen: Ech hunn eng Question parlementaire vum Här Ben Fayot kritt, déi ech innerhalb kierzester Zäit exhaustiv beäntwert hunn, wou alles drasteet. Alles, wat haut vu Froe koum, steet dodran. Dat hunn ech am Virfeld gemaach. Ech sinn awer elo frou, dass ech dat och haut engem gréissere Publikum ka matdeelen.

Da wëll ech emol e puer Saache soen, déi einfach wichteg sinn an erklären, woufir ech hei mat verschiddenen Orateuren iwwerhaapt net kann eens sinn; well et wierklech drëm geet, wat fir e soziaalt Europa mer brauchen. Ech hat wierklech hei d'Gefill, vun deene Gréngen, vun der DP a vun der ADR: Et geet drëm, dass d'Regierung ëmmer kleng bäigëtt, wann d'Kommissioun mengt, mir géifen iwwert d'Zil erausschéissen. Dat ass net eis Attitüd! Mir si fir e soziaalt Europa.

Une voix.- Mir och!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Neen, neen! Dir hutt just derfir plädéiert, mir musse mat der Kommissioun eens ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir sinn op jidde Fall net fir eng 60-Stonnen-Woch zoustänneg!

(Interruptions)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech hunn et fäerdeg bruecht, dass et net méi 120 Stonne sinn, Här Gibéryen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Henckes, dat dote bréngt jo näischt!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Et muss ee wëssen, ëm wat et geet. Et geet hei ëm d'soziaalt Europa. Et geet ëm d'Rechter vun de Leit hei. A fir hei ze plädéieren: Här Minister, Dir hätt misse mat der Kommissioun eens ginn,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…fir dass Der net géift condamnéiert ginn, dat kann a wëll ech net akzeptéieren!

Ech zitéieren Iech elo emol eng Kéier, wat hei gesot gouf, wéi mer dat ugeholl hunn. Et muss ee wëssen, am Traité gëtt et véier grouss Prinzipien. Dat sinn déi Haaptprinzipien. Dat sinn d'Fräiheeten.

(Interruption)

D'Libre prestation de services ass ee vun deenen. Dat heescht, am Traité selwer ass d'Libre prestation de services e grousse Prinzip. D'Fro war: Wéi kënne mer déi aschränken aus soziale Grënn? Duerfir ass déi Directive de détachement '96 komm, fir dat anzeschränken. Dat war net ech, deen dat deemools négociéiert huet, dat war mäi Virgänger.

Do huet de Ministerrot ganz gutt Aarbecht gemaach, well en effektiv zwou Saachen zréckbehalen huet. En huet éischtens ganz genee zréckbehalen, op wat fir enge Punkten ee kann aschränken: Dat ass Aarbechtszäit; dat ass minimal Léin, déi och duerch kollektivvertraglech Dispositiounen, virausgesat si sinn d'ordre public, festgeluecht ginn; dat ass Sécurité sociale; Sécurité & santé. Dat steet am Paragraph 1 vum Artikel 3. Ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck.

Et gëtt nach e Paragraph, dat ass de Paragraph 9 vum Artikel 3. Do ass gesot ginn - an dat ass de Punkt, dee mer mat de Gewerkschafte wëllen opwerfen an Europa -: D'Länner kënnen nach driwwer erausgoen aus Raisons d'ordre public social national. Do ass de Sträitpunkt.

Hätt ech direkt noginn, hätt ech jo meng ganz Argumenter opginn, fir elo dës Woch nach op Chantilly ze goen an ze soen: Mir brauchen den Ordre public social national. Ech hätt kënnen do noginn. Ech hunn et net gemaach. Dir hutt et all net gemaach.

Wéi mer 2002 dat Gesetz hei gestëmmt hunn, do hunn ech selwer op d'Gefor higewisen, dass mer géifen ugesicht ginn, well mir sinn dat Land - duerfir si mer jo ugesicht gi vun der Kommissioun -, wat am meeschten aus der Direktiv erausgezunn huet. Mir hunn et - ech hunn et gesot - 110%eg ëmgesat. Duerfir war et jo kloer, dass d'Kommissioun eis gesicht huet, well se wollt en Exempel un eis statuéieren, net un engem aneren.

Mir waren ëmmer eens, dass mer dat solle maachen. Ech zitéiere mech: „Mir sinn haut hei amgaangen déi Direktiv largement an e soziaalt politescht Gesetz ëmzefonctionnéieren." Dat ass eigentlech dat, wat hei déi grouss Differenz ausmécht. Mir mussen och oppassen, dass mer ëmmer zur Direktiv konform bleiwen.

Mir waren eis bewosst, dass mer eis op engem ganz schmuele Grat beweegt hunn. Ech wëll just soen, well déi Gréng Partei hei eng opféiert, wat deemools d'Meenung vun der Grénger Partei war.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Vun der Grénger Partei huet den Här Bausch gesot…

Une voix.- Firwat sidd Dir esou nervös?

Une autre voix.- Wéi kann een nëmmen esou iwwerhieflech sinn!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Do huet den Här Bausch gesot:…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da lauschtert emol dem Här Minister no, wann ech gelift! Här Gibéryen, ech weess net, wou Dir kënnt appréciéieren, well Dir lauschtert net no, wat hie seet.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- …„Ech maachen et kuerz. Ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Et ass alles gesot ginn. Mir stëmmen dëse Projet."

(Interruption)

Mir waren eis all bewosst, dass mer géife vun der Kommissioun ugesicht ginn. Ech sinn nach ëmmer der Meenung, dass et richteg war, dass mer méi iwwert d'Zil erausgeschoss hunn, wéi net. Ech sinn der Meenung, dass et richteg ass, dass mer elo mat de Gewerkschaften zesumme versichen Alliéierter an Europa ze fannen, déi iwwert den Ordre public social national schwätzen.

Well dat ass dat, wat a Gefor steet. A Gefor steet net eis Gesetzgebung…

M. le Président.- Här Minister, entschëllegt. Erlaabt Der eng Tëschefro vun der Madame Loschetter?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister, fir dass mer eis richteg verstinn: Tëschent ugesicht ginn a Veruerteelung, do ass en Ënnerscheed. Ech denken, do stëmmt Der mer zou.

Sidd Dir dann net der Meenung, wa mer schonn ugesicht gi sinn - an dat hat Der virausgesinn, dat ass och geschitt -, dass et vläicht besser gewiescht wier, et wier net zu enger Veruerteelung komm, grad wéinst deem Bild iwwer Europa, dat et ons wichteg ass hei eise Bierger a Biergerinnen ze weisen? Bei der Usichung, déi mer dunn haten, wier et do net besser gewiescht, mir hätten dee Kompromëss, dee mer elo haut no der Veruerteelung hunn, schonn no der Usichung fonnt?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Neen, ech sinn décidément net där Meenung. Zum Beispill wat d'Kontrollen ubelaangt - wou ech herno nach e puer Wuert soen, wou mer eng Léisung parat hunn, déi d'Uerteel eis och ginn huet -, do wollt ech ni noginn. Dat ass och dee Punkt, dee mir am meeschte wéideet, mä ech wollt net noginn.

Woufir? Well ech do der Kommissioun soen: Dir hutt Recht, da stëmmen ech Bolkestein zou. Ech wollt net Bolkestein zoustëmmen, well d'Uerteel seet hei strikt, wat d'Kontrollen ubelaangt, wat an der Bolkestein-Direktiv stoung.

(Interruption)

Jo, mä entweder et mécht ee Politik oder et mécht een net Politik. Mir hunn et fäerdeg bruecht, mam Europaparlament zesumme Bolkestein ëmzeswitchen. Ech bleiwen der Meenung, dass ech léiwer hunn, ech kämpfe bis zum Schluss an ech verléieren, amplaz einfach kleng bäizeginn.

Well dat ass de grousse Problem an Europa. Et ass geschwë kee méi do, deen nach bereet ass, fir d'soziaalt Europa ze kämpfen. Wa jiddferee vu sengem nationale Parlament gesot kritt: Gitt kleng bäi, fir net veruerteelt ze ginn; dat maache mir net an dëser Regierung! Mir sinn der Meenung, dass mer fir d'soziaalt Europa musse kämpfen.

Dann hunn ech elo mat Erstaune festgestallt, wat fir eng Solutiounen déi Gréng Partei am Europaparlament virgeschloen huet. Déi si verheerend! Déi éischt Solutioun ass jo déi, fir ze soen: Majo kommt, mir soen, wéi laang en Détachement dauert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Eng Maximaldauer.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, jo. Dat ass verheerend. Dat ass verheerend, well dat nämlech net iwwert d'Détachementsdirektiv geschitt, mä iwwert d'Sécurité sociale. Déi seet elo, eent plus ee Joer. An dat ass vill ze vill laang.

D'Direktiv gëtt ganz aner Méiglechkeeten. Nämlech d'Direktiv kuckt bei engem Détachement net onbedéngt, wéi laang en ass, mä wat d'Natur dovunner ass. Dat heescht, wa mir - d'Gewerbeinspektioun - um Terrain feststellen, dass mer hei eng Intégration sur le marché du travail hunn, zum Beispill en illegalen Détachement, dee just géif gemaach gi fir méi gënschteg hei ze produzéieren, kéinte mir opgrond vun der Direktiv soen, ma dat doten ass keen Détachement méi, well dat ass eng Intégration du travailleur sur le marché national.

Wa mer just mat Duréeë schaffen, da si mer natierlech un d'Durée ugewisen. Dat heescht, da ka jiddferee behaapten, soulaang wéi déi doten Durée net erreecht ass, si mer am Détachement. Esou dass mer méi Intérêt hunn, eis op den Text vun der Direktiv ze beruffen, fir just déi dote Problemer aus der Welt ze hunn.

Dat Zweet ass dat, wat Der gesot hutt, wat net falsch ass, mä wat awer einfach net kann d'Solutioun sinn. D'international Kooperatioun, jo, ech hunn där och den 9. Juni zougestëmmt. Mä an engem klenge Land, wou d'Détachementer just haaptsächlech de courte durée sinn, bréngt déi international Kooperatioun näischt.

Well déi international Kooperatioun, déi ass eréischt ofgeschloss, wann d'Aarbechten ofgeschloss sinn. Dat heescht, mir mussen hei einfach kämpfen, dass eis Gewerbeinspektioun kann esou vill wéi méiglech dès le départ verhënneren. An duerfir si mer jo veruerteelt ginn.

Woufir? Majo well mir soen: „Du hues keen hei, deen deng Pabeieren huet. Dann hal op mat schaffen", ier dass mer kontrolléieren, ob en eist Gesetz respektéiert oder net.

An do huet d'Cour de Justice gesot - si hat och juristesch net ganz Onrecht -: Ma Dir

wëllt hei eng Déclaration préalable aféieren, fir den Détachement ze verhënneren.

Ma dat war dat, wat deemools d'Gewerkschaften, d'Regierung an och d'Fédération des Artisans wollten. Elo schrauwe mer liicht zréck.

Ech hunn awer e Problem, wann ech direkt liicht zréckgeschrauft hätt. Da wäre mer erëm eng Kéier kujenéiert gi fir erëm eng Kéier zréckzeschrauwen. Dat kann net dat sinn, wat mer wëlle maachen.

Duerfir meng Konklusiounen: Éischtens, wat d'national Gesetzgebung ubelaangt, hu mer kee Problem. Mir kréien dat riichtgebéit. An nach eng Kéier soen ech, ech sinn awer der Meenung, dass et richteg war, net dat riichtzebéien, ier mer condamnéiert goufen, well mir hätte jo kënnen da Saachen zréckschrauwen, déi mer net hätte missen zréckschrauwen. An et muss jo awer op d'mannst nach ee Land ginn an Europa, op d'mannst eent, wat awer wierklech versicht iwwert dat erauszegoen, wat allgemeng als Norm ugesi gëtt a wat e bësse méi kämpft. Quitte dass et dann och heiansdo verléiert.

Um nationale Plang hu mer weder wat d'Kollektivverträg ubelaangt nach wat den Index ubelaangt Problemer. Dat anert sinn niewesächlech Punkten.

D'Kollektivverträg, do ass et ganz kloer, dat ass deemools hei diskutéiert ginn, do gouf et eng grouss Oppositioun tëschent Chambre des Métiers a Chambre de Commerce. Nämlech huet d'Chambre de Commerce gesot, mir sollten net all Kollektivverträg d'obligation générale eranhuelen. D'Chambre des Métiers, d'Chambre du Travail, d'Chambre des Employés privés, d'Regierung an d'Chamber waren der Meenung, mir sollen all Branchen eranhuelen. An dat ass richteg.

Et kënnen awer no der Direktiv nëmmen d'obligation générale Kollektivverträg erakommen. Elo hu mir zu Lëtzebuerg spezifesch Situatiounen, déi domat ze dinn hunn, dass et Secteure gëtt, wou mer nëmmen ee Betrib hunn, wou e Kollektivvertrag ass. Do musse mer eis an deene Secteuren d'Fro stellen - an déi hunn ech de Sozialpartner gestallt -, ob mer net solle méi Kollektivverträg d'obligation générale erklären.

Dat huet näischt mat der Direktiv ze dinn. Dat huet eppes mat eiser Praxis, gegebenenfalls souguer mat eisem Gesetz ze dinn.

Ech wëll och soen, dass ech d'Sozialpartner de 26. Juni gesinn hunn. Ech gesinn d'Gewerkschaften den nächste Méindeg. Ech gesinn d'UEL den nächsten Dënschdeg. An ech hu jo d'Chamberskommissioun gesinn, och als Consultatioun, de leschten Dënschdeg, an da kucke mer, déi Texter weider räifen ze loossen.

Ech bleiwen nach eng Kéier der Meenung, dass mer fir Lëtzebuerg kënnen de Schued verhënneren. Ech bleiwen awer och der Meenung, dass et wichteg war, dass mer bis zum Schluss gekämpft hunn, well mer nämlech elo e kloert Bild hunn, wou et higeet. An et ass jo duerfir, wou ech e Samschdeg bei de Gewerkschafte war, se empfaangen hunn.

Obwuel et keng Auswierkungen op eis Lëtzebuerger Gesetzgebung huet, ass dat Uerteel a senger Definitioun vum Ordre social public national esou restriktiv virgaangen, dass déi bal net spillt. Dass eigentlech nëmmen déi minimal Bestëmmunge vum Artikel 3, Paragraph 1 spillen, an net den Artikel 3, Paragraph 9. An dat ass déi Fro, déi ech wëll op europäeschem Plang opwerfen.

Et ass duerfir, wou ech d'EU-Kommissioun schonn den 9. Juni opgefuerdert hunn, fir eng Analys ze maachen, wéiwäit elo d'Jurisprudenz steet par rapport zu der Volonté initiale du législateur. Et ass duerfir, wou ech de Xavier Bertrand gefrot hunn, fir driwwer ze diskutéieren, an ech wäert och en Donneschdeg dat zu Chantilly am Ministerrot thematiséieren.

D'Kommissioun huet iwwregens schonn eng éischt Äntwert drop ginn. Ufank Oktober wäert se e grousse Forum maachen iwwert déi Uerteeler, nodeem se sech laang geziert huet fir drop ze äntwerten. Do huet d'Kommissioun awer elo trotzdeem relativ séier reagéiert a gesot, kommt mir diskutéieren driwwer, wat ech e positive Punkt fannen.

An dann ass et esou wéi den Här Fayot gesot huet, deem ech Merci soen, grad wéi dem Här Glesener, dem Här Jaerling, well se wierklech hei d'Portée gutt verstanen hu vun deenen Arrêten. Wéi den Här Fayot gesot huet: Da musse mer kucken, wat d'Äntwert ka sinn.

Sozial Protokoll wësse mer, dass Lëtzebuerg, iwwregens Däitschland, d'Madame Merkel och, versicht haten dat ze thematiséiere beim Traité vu Lissabon, mer et net duerchkritt hunn.

Et gëtt aner Méiglechkeeten. Et kann een eng Kommunikatioun vun der Kommissioun, et kann een eng Konklusioun vum Ministerrot, vun den Affaires sociales huelen. Et gëtt do eng ganz Partie Méiglechkeeten drop ze reagéieren. Fir mech ass et awer wichteg, dass mer elo emol eng Bewosstsäinsbildung maachen.

An deem Sënn war ech och frou, dass d'Gewerkschafte mobiliséiert hunn. Well de Problem vun engem Lëtzebuerger Aarbechtsminister am Ministerrot ass, dass e minoritär ass, wann en dat dote seet. Dat heescht, et ass scho wichteg, dass mer hei erkennen, dass et Problemer gëtt an dass mer versichen deem entgéintzewierken. Woubäi ech och dat soen, wat de Marcel Glesener gesot huet, nämlech dass, wa mer den Traité hu vu Lissabon mat enger Sozialklausel, déi horizontal ass, een och erëm eng Kéier méi Méiglechkeeten huet, hei virzebeugen, wéi ouni.

Et ass opgrond vun deene Saachen, dass ech de Blâme - wann Dir wëllt hei e Blâme géint mech ausschwätzen, well ech net mat der Kommissioun eens gi sinn - gären unhuelen, well ech der Meenung sinn a bleiwen, et war net dru mat der Kommissioun eens ze ginn. Et war hei drëm gaangen, an et geet och an Zukunft drëm, fir méi e soziaalt Europa ze kämpfen an net de Minimum ze akzeptéieren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir si konfrontéiert mat enger Resolutioun, déi déposéiert ginn ass vum Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wéilt eng Prezisioun ginn. Dee Blâme ass net, well de Minister net en Accord gesicht huet. De Blâme ass, well de Minister iwwerhaapt keng Äntwert ginn huet. Dat ass de Blâme!

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Et gëtt an der Prozedur virum Europäesche Geriichtshaff zwee Momenter. Dat eent ass de Précontentieux, ier dass een ugesicht gëtt, an duerno gëtt een ugesicht. Am Précontentieux gëtt een eng éischte Kéier ugeschriwwen, an da kënnt den Avis motivé.

Wéi mer ugeschriwwe goufen, hu mer all eis Argumenter gesot, a beim Avis motivé sinn eis och keng aner Argumenter agefall. Well mer der Meenung waren, dass mer sollten opgrond vum Prinzip vum Ordre public, social, national géint d'Kommissioun kämpfen.

Déi eenzeg Äntwert, déi mer hätte kënne ginn, dat ass ze soen, d'Kommissioun huet op deem an deem Punkt Recht, mir ginn lech no. Dat wollte mer net.

Dat huelen ech gären op d'Kap vum Aarbechtsminister a vun der Regierung. Dozou stinn ech nach haut an ech bleiwen der Meenung, dass, wa mer gäre méi e soziaalt Europa hätten, mer och méi kämpfe mussen, an net manner.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Mir si konfrontéiert mat enger Resolutioun. Déi huet de Moment nëmme véier Ënnerschréften. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, an der Prinzipiëfro ginn ech déi Ënnerschréft fir den Dépôt, well ech der Meenung sinn, dass jiddfereen, deen hei eppes wëllt deponéieren, soll d'Recht hunn, dat ze maachen, och wann ech net mam Inhalt d'accord sinn. Mä hei geet et ëm den Dépôt an ech mengen, jiddfereen heibanne soll déiselwecht Rechter kréien.

M. le Président.- Très bien. Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wollt just froen, firwat datt déi Resolutioun nach net verdeelt ginn ass.

M. le Président.- Déi gëtt elo direkt verdeelt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma wéi konnten d'Kolleegen da wëssen…?

M. le Président.- Majo, mir stëmmen eréischt of iwwert d'Resolutioun, Här Gibéryen, wa jiddfereen heibanne konnt Kenntnis huele vun där Resolutioun. Da stëmme mer driwwer of. Maacht lech keng Suergen.

Bei enger Resolutioun, déi de Moment nach net recevabel war, wollt ech emol ofwaarden, ob se iwwerhaapt recevabel ginn ass fir se auszedeelen. Si gëtt elo direkt ausgedeelt.

Une voix.- Très bien.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, erlaabt mer, datt ech awer net domadder kann averstane sinn. Well nach all Kéiers, wann hei eng Motioun oder eng Resolutioun deponéiert ginn ass, ob se vun engem oder vu fënnef ënnerschriwwe war, se verdeelt ginn ass. Mir hu schonn dacks Kolleege gehat, déi eng Motioun hei deponéiert hunn, wou just eng Ënnerschréft drop war, fir datt déi aner och da kënnen ënnerschreiwen. Dann ass se verdeelt ginn. Wéi soll dann ee kënne soen, e géif se ënnerstëtzen a seng Ënnerschréft drop ginn, wann e se net virleien huet?

Ech halen also drop, datt an Zukunft, wann eng Motioun oder eng Resolutioun hei deponéiert gëtt, se verdeelt gëtt, well et steet néierens an eisem Reglement, datt musse fir d'Verdeele fënnef Ënnerschréften drop sinn.

M. le Président.- Här Gibéryen, mir kucken d'Reglement no. Mir hunn dat ëmmer anescht gehandhaabt, mä mir kënnen eis och un d'Reglement halen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir komme spéiderhin op déi Resolutioun, déi elo recevabel ass, zréck, wa se ausgedeelt ass a wa jiddferee konnt Kenntnis dervun huelen. Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5733 iwwert d'Formation-recherche.

D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Thiel.

5. 5733 - Projet de loi relatif aux aides à la formation-recherche modifiant:
- la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;
- la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet:
1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public;
2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;
- le Code du Travail

Rapport commun de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture et de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, eigentlech ass et fir sech ze schummen. Do gi mir Lëtzebuerger an allen internationale Statistiken als dat Vollek ausgewisen, dat am meeschte pro Kapp verdéngt, mä dat, wat mir eis mat deene ville Sue leeschten, schéngt net ëmmer dee richtege Choix ze sinn. Wuel si mir eis an de grousse Rieden ëmmer eens, datt de beschten Investissement hautdësdags deen an d'Kompetenz ass, dat heescht an d'Ausbildung vun eiser Jugend an an d'Innovatiounskraaft vun eiser Ekonomie. Wann et awer ëm d'Praxis geet, dann hu mir kaum Grond fir ze téinen.

Datt mir an de PISA-Enquêten nach ëmmer hannendrakludderen, ass gewosst. An datt eis Efforten a puncto Fuerschung och ze wënschen iwwreg loossen, dat weist eis d'Statistik. Am Duerchschnëtt ginn déi europäesch Länner 1,84% - dat sinn d'Zuele vun 2006 - vun hirem PIB fir d'Recherche aus. Eis däitsch Nopere sinn d'Championë mat 2,21%, wat dann och vläicht zum Deel deenen hir ekonomesch Force erklären dierft. Mir Lëtzebuerger lande bei knapps 1,47% a leien domat zimlech um Wupp, wann een emol vun den neie Memberlänner am Osten ofgesäit.

Natierlech gëtt et Erklärungen duerfir, firwat mer esou schlecht ofschneiden. Wuel gëtt bei der Good Year zu Colmar-Bierg säit Laangem äifreg a gutt gefuerscht, a wuel hu mer säit den 80er Joren eng Rei vu Centres de recherche publics, Tudor, Lippmann an esou weider, déi ganz wäertvoll Entwécklungsaarbecht maachen, mä dat wier et dann och scho gewiescht. Eng richteg Uni, ouni déi et keen zolitte Kader fir d'Fuerschung ka ginn, hu mer eréischt säit knapps fënnef Joer, an entspriechend bescheiden ass deemno bis dohinner eis R&D-Bilanz, Recherche an Développement-Bilanz, an och den Engagement vu finanzielle Mëttelen ausgefall. Duerfir ass eis Statistik esou wéi se eben nun emol ass.

D'Europäesch Unioun huet sech bekanntlech e ganz ambitiéist Zil gesat, wéi se sech virun aacht Joer mat hirer Lissabon-Strategie virgeholl huet, bis 2010, dat ass net méi laang, de Champion an der Innovatioun an och an der Wëssensgesellschaft ze ginn. Duerfir misste mir dann och déi finanziell Efforten am Beräich vun der Fuerschung an der Entwécklung bis op 3% vum PIB héichpushen, well et anescht net méiglech wier, dee Kader an déi Konditiounen ze schafen, déi et Europa erlabe géifen, mat un d'Spëtzt ze kommen. Wat net grad evident ass, wann engem eng gutt hallef Millioun Fuerscher feelen, well déi Bescht vun hinnen d'Konditioune fir hir Aarbecht besser an Amerika wéi heiheem fannen.

Europa hat an huet nach haut, zwee Joer virun der Échéance, e Retard a puncto Fuerschung a riskéiert net nëmmen d'Amerikaner net erëmzekréien, mä och nach vun anere grousse Länner iwwerdubbert ze ginn. Da wier den Dram vun der dynameschster a gescheitster Weltregioun wuel definitiv ausgedreemt. Mir Lëtzebuerger hunn, wéi gesot, bis elo net grad dozou bäigedroen, fir déi europäesch Moyenne no uewen ze drécken. Mä dat soll elo anescht ginn, an zwar dank zousätzlechen Efforten, déi gemaach ginn, fir den Openthalt vun de Fuerscher bei eis méi attraktiv a méi interessant ze maachen.

Bei deene Fuerscher, vun deene mir hei schwätzen, geet et virun allem ëm déi, déi un hirem Doktorat schaffen oder hir Fuerschungsaktivitéit duerno doriwwer eraus weiderféieren. Et sinn déi Doktoranden a Postdoktoranden, déi, natierlech encadréiert vun de Professeren, d'Fuerschung op enger Uni a Schwonk halen. Elo ass et awer net esou, wéi wa mir bis dohinner guer näischt fir dës Kategorie vun Zäitgenosse gemaach hätten.

Mir hu säit 1987 e System vu Bourssen, déi Bourses de formation-recherche heeschen an déi deemools am Kontext vun de Centres de recherche publics agefouert goufen. Si sollen net nëmmen, awer notamment de frieme Chercheuren hëllefen, hiren Openthalt zu Lëtzebuerg ze finanzéieren, a ginn haut vu ronn 130 Studenten am Joer beusprocht.

Am Joer 2000 gouf e Gesetz gestëmmt, dat eng Rëtsch vun Hëllefe fir d'Studente virgesäit. Déi Hëllefe sinn allerdéngs net op d'Doktorande limitéiert, mä si stinn allen Unisstudenten op, entweder a Form vu Bourssen oder vu Prêten. Heivunner kënnen ënner Ëmstänn och d'Chercheure profitéieren. Mä den eigentlechen Zweck vun deene Bourssen a Prêten ass deen, de Studente generell den Zougang zu den Unisstudien ze erliichteren.

Schliesslech ass dann och nach en drëtt Instrument derbäikomm, dat dës Kéier exklusiv de Fuerscher virbehalen ass, well et sech op déi finanziell Ënnerstëtzung vu Rechercheprojete konzentréiert an duerfir och „Fonds national de la recherche" heescht. Dee Fong huet am Ufank d'Bourssë vun engem europäesche Fuerschungskonsortium verdeelt, dee sech der Informatik an der Mathematik verschriwwen hat. En huet duerno seng Ënnerstëtzung op déi Akademiker ausgedehnt, déi op wëssenschaftleche Konferenzen optrieden oder déi hir Doktoratstheese publizéieren, an huet schliesslech virun annerhallwem Joer säi Programm ATTRACT lancéiert, iwwert deen haut ganz Fuerschungséquipë bei eis ënnerstëtzt ginn, déi sech mat engem bestëmmte Projet ofginn, virausgesat natierlech, dee Projet huet de Seege vum FNR, vum Fonds national de la recherche kritt.

Et kann een deemno net behaapten, et wier nach guer näischt bei eis geschitt, an d'Fuerschung géif wéi e Stéifkand vun eisen Autoritéite behandelt. Am Contraire, an der Tëschenzäit ass deen Arsenal vun Hëllefsinstrumenter scho bal esou verwurrelt ginn, datt geschwënn nach just Spezialisten den

Duerchbléck hunn, mä net méi déi, fir déi d'Hëllef geduecht ass.

Bei deem Gesetz, dat mir haut stëmmen, geet et och ëm d'Ënnerstëtzung fir Fuerscher a Fuerschung, mä et handelt sech dës Kéier net nëmmen ëm Bourssen a Subsiden, mä virun allem ëm d'Paien. Dëst Gesetz féiert nämlech eng regelrecht Rémunératioun, mat allem Drum und Dran, vum Aarbechtsvertrag bis zur Sozialversécherung, fir Doktoranden a Postdoktoranden an. Si ginn domat zu Salariéen en bonne et due forme vun der Uni, vun de Centres de recherche publics oder och vun aneren Ariichtungen, déi e Fuerschungsoptrag hunn. E gutt Beispill an deem Zesummenhang ass eis Zentralbank, déi hir eege Fuerschungsaktivitéit entwéckelt huet an déi dann duerfir och an Zukunft vun deem neien Instrument wäert profitéiere kënnen.

Déi Paien, déi hei bezuelt ginn, sollen d'Fuerschung bei eis natierlech net nëmme fir d'Lëtzebuerger Doktoranden, mä och fir d'Auslänner attraktiv maachen. D'Basispai fir en Doktorand läit bei maximal 31.000 Euro, wuelgemierkt am Joer, op déi dann nach d'Supplémentë vum jeeweilegen Employeur oder vun deem sengen eventuelle Partner aus dem Privatsecteur dropgeprafft kënne ginn, esou datt ee bis op de Plaffong vu 54.000 Euro am Joer ka kommen. Bei de Postdoktorande läit d'Lat verständlecherweis nach e bësse méi héich, déi komme bis op 80.000 Euro am Joer.

Ofgeweckelt gi soll dat Ganzt vum Fonds national de la recherche, deem säin aktuellen „Joresëmsaz" vun 80.000 Euro dann deementspriechend klamme wäert. Et huet sech gutt getraff, datt bei deem heite Gesetz, dat net nëmmen den Héichschoul- a Fuerschungsminister eppes ugeet, mä och den Aarbechtsminister, een an deeselwechte Minister am Coup ass.

Dat huet d'Saach méi einfach gemaach, an et huet an engems dem Minister d'Geleeënheet ginn, och alt emol e Punkt ënnerdaach ze bréngen, deen näischt direkt mat der Fuerschung ze dinn huet. Een dovunner huet nawell fir Opreegung gesuergt a souguer de Statsrot dozou bruecht, sech Froen ze stellen. Dat ass déi an dësem Gesetz agefouert Limite fir d'Studentenaarbecht. Well de Minister der Meenung ass, datt e Student an éischter Hisiicht e Student an net e Salarié an iergendengem Betrib ze sinn huet, war hien dergéint, datt e Student soll nieft senge Studië méi wéi zéng Stonnen d'Woch schaffen.

Déiselwecht Restriktioun fënnt sech iwwregens am Immigratiounsgesetz, dat mir muer hei op der Lee hunn. Do soll ënner anerem verhënnert ginn, datt sech als Studente getarnten Drëttlänner-Bierger op eisen Aarbechtsmaart eraschläichen. An der Diskussioun an deenen zwou Kommissiounen, der Héichschoul- oder der Recherscheskommissioun, an der Aarbechtskommissioun huet sech dunn erausgestallt, datt den Héichschoul- an Aarbechtsminister wuel kee Problem hätt, op 15 Stonnen eropzegoen, wann dat dann am Kader vun enger Joresreferenzperiod géif geschéien, déi d'Vakanzeméint mat abezitt.

Dat ass awer am Moment nach net méiglech, well déi Direktiv, déi eng Joresreferenzperiod erlabe wäert, eréischt an der Maach zu Bréissel ass. De Minister huet deenen zwou Kommissiounen, déi mat dësem Gesetzesprojet befaasst waren, doropshi säi Wuert ginn, déi zéng Stonne Limite an deenen zwee Gesetzer - déi ech elo erwähnt hunn - op 15 Stonnen unzehiewen, soubal déi ernimmten Direktiv a Kraaft wier.

Deen Engagement, Här President, gëtt dann och an enger Motioun festgehalen, iwwert déi déi zwou Kommissiounen am Bild sinn an déi ech Iech elo iwwerginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que tant le projet de loi relatif aux aides à la formation-recherche que le projet de loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration comprennent des dispositions relatives à la conclusion de contrats de travail à durée déterminée à raison de dix heures par semaine sur une période de référence mensuelle;

- considérant que ces dispositions s'ajoutent à celle prévue par l'article L.151-2 du Code du Travail concernant l'emploi des élèves et des étudiants durant les vacances scolaires et permettant la conclusion de contrats d'étudiants à raison de 40 heures par semaine pour une période de deux mois, mais sans affiliation à la sécurité sociale;

- considérant que le cumul des deux formes de contrats permettra aux élèves et étudiants de travailler pendant 760 heures par année;

- considérant qu'il est établi scientifiquement qu'une durée de travail au-delà de 15 heures par semaine serait préjudiciable aux activités d'études, qui doivent rester le premier souci pour l'étudiant;

- considérant qu'une période de travail annuelle de 15 heures par semaine porterait le temps de travail maximal à 780 heures;

- considérant qu'une telle approche ne dépasserait pas sensiblement le temps de travail maximal actuellement envisagé, mais apporterait à la fois plus de flexibilité et une meilleure protection sociale à l'étudiant;

- considérant cependant qu'actuellement il n'y pas de base légale pour l'annualisation du temps de travail par voie d'autorisation ministérielle et que les dispositions communautaires en vigueur ne permettent pas l'introduction d'une telle base légale;

- prenant acte que la proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail adoptée en première lecture au Conseil EPSCO des 9 et 10 juin 2008 permettra la fixation par voie légale d'une période de référence annuelle;

- considérant encore que le Conseil d'État a relevé que les nouvelles dispositions n'empêchent pas expressément la conclusion de plusieurs contrats de travail dans le chef de l'étudiant;

- dans un souci d'équité, de clarté et de transparence;

invite le Gouvernement:

- à déposer, dès l'adoption définitive de la directive précitée, un projet de loi portant modification à la fois du Code du Travail, des dispositions législatives relatives à la libre circulation des personnes et à l'immigration, des dispositions législatives relatives à l'enseignement supérieur et à l'enseignement secondaire et disposant que tous les élèves et étudiants en âge de pouvoir travailler ne pourront conclure qu'un seul contrat de travail à durée déterminée avec un employeur, mais à raison de 15 heures par semaine sur une période de référence de douze mois et ce pour une durée ne dépassant pas cinq ans.

(s.) Lucien Thiel, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Jos Scheuer, Marc Spautz.

M. le Président.- Merci, Här Thiel.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Wirtschafts- a mat hir och d'Wuelstandsgeschicht vun dësem Land léisst sech an dräi Etappen opdeelen.

Déi éischt Etapp, während där d'Liewen iwwerhaapt eréischt liewenswäert zu Lëtzebuerg ginn ass a während där eis Virfahren déi ekonomesch Viraussetzunge geschaf hunn, fir datt mir als Klengstat iwwerhaapt iwwerliewe konnten, war déi, déi mir op eiser Minette opgebaut hunn. De Stol huet eis als Land liewensfäeg a räich gemaach an eis erlaabt, trotz eiser vergläichsweis butzeger Dimensioun mat deene Groussen um Dësch ze sëtzen a matzerieden.

Wéi gutt 100 Joer duerno d'Industriezäitalter bei eis ofgeklongen ass, war et just déi Souveränitéit an deen nationale Stellewäert, dee mir eis mat eisem wirtschaftlechen Erfolleg geséchert haten, déi eis erlaabt hunn, eng vun deenen zéng gréisste Finanzplaze vun der Welt bei eis opzeriichten.

Säitdeem awer Europa ëmmer méi Realitéit gëtt, an domat déi Souveränitéitsnischen ëmmer méi kleng ginn, musse mir eis eppes Neies afale loossen, wa mir weiderhin un der Spëtzt bleiwe wëllen. Do gëtt et awer keng 100 Méiglechkeeten. Eise Buedem gëtt kee Räichtum méi hier an eis national Souveränitéit verblatzt. Wat eis dann nach bleift, ass just dat, wat mir an de Käpp hunn. Et läit nëmmen un eis, ob mir déi Matière grise maximal asetzen, fir och weiderhin zu deene Beschten an deenen Erfollegräichsten ze gehéieren.

Duerfir brauche mir hell a gescheit Käpp, déi à même sinn ze fuerschen an natierlech och ze fannen, an domat eiser Ekonomie hiert Fëllement ze konsolidéieren an ze erweideren. Duerfir hu mir eng Uni gebraucht an duerfir brauche mir och dëst Gesetz, dat doduerch, datt et d'Fuerschen nach méi attraktiv bei eis mécht, eis Chance fir d'Zukunft verbessert.

Et ass an deem Sënn, Här President, datt ech am Numm vun deenen zwou Kommissiounen - där vun Héichschoul a Recherche an där vun der Aarbecht an der Beschäftegung - de Kolleeginnen a Kolleegen heibanne géif wäermstens recommandéieren, dëst Gesetz ze stëmmen. Den Accord vun der CSV-Fraktioun wëll ech heimat och scho ginn hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madame Brasseur.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, den Här Thiel huet elo grad als Rapporteur e waarmen Appel un d'Deputéierte gemaach, dee Projet hei ze stëmmen. D'DP-Fraktioun wäert dee Projet och hei stëmmen. Mä éier mer dann zum Vote ginn an zur genereller Diskussioun, hätt ech awer nach e puer Bemierkungen zu dësem Projet de loi ze maachen.

„D'Recherche brauch Iddien, d'Recherche brauch Suen, mä d'Recherche brauch virun allem Chercheuren." Dat hat de François Biltgen, Minister vun der Recherche, hei op dëser Tribün virun zwee Joer gesot, wéi mer den Débat d'orientation iwwert d'Universitéit an d'Politique d'Innovation et de Recherche zu Lëtzebuerg haten. Dat war den 20. Juni 2006.

Den Objet vun deenen Debatten deemools war eng Bestandsopnahm an eng Analys ze maache vun de Stäerkten an de Schwächte vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg. Eng Bestandsopnahm, déi sech op eng Analys baséiert huet, déi vun der OCDE gemaach ginn ass, déi e Rapport am Virfeld zur Debatt ofgeliwwert hat. Dëse Rapport ass genee analyséiert ginn, souwuel vun der Regierung wéi och vun der Chamber. An et ass net wéi mam leschten OCDE-Bericht, deen d'lescht Woch virgestallt ginn ass, wou d'Ministeren - an dat waren den Här Di Bartolomeo, den Här Krecké an d'Madame Delvaux - dee Bericht direkt zréckgewisen hunn a gesot hunn, dat wier alles net richteg, wat an deem OCDE-Rapport géif stoen.

Hei, mat dësem Rapport iwwert d'Fuerschung, huet jiddfereen dat geneestens analyséiert. Ech wëll elo net méi op deen Débat zréckkommen, mä mir hu festgestallt, dass et eng grouss Identité de vue deemools ginn ass tëschent der Chamber, tëschent de Parteien an der Chamber an tëschent der Chamber an der Regierung. Ee Constat, deen ëmmer erëmkoum, dat ass, dass d'Fuerschungsaarbecht zu Lëtzebuerg misst besser koordinéiert ginn.

Wann ee sech dee Rapport nach eng Kéier ukuckt vun der OCDE an och déi Motiounen, déi mer deemools ofgestëmmt hunn, dann ass wuel op deem Gebitt eppes geschitt, mä et bleift awer och nach vill ze maachen. D'Hausaufgabe sinn nach net all gemaach.

Et ass deemools festgestallt ginn, dass de Fonds national de la recherche seng Missioun als Coordinateur vun eisen nationale Rechercheaktivitéiten nëmmen deelweis géif erfëllen a laut OCDE misst och méi aktiv ginn. De Fonds national de la recherche war och net à même dat ze maachen, well seng Strukturen him dat net erlaabt hunn. Seng Aufgabe missten dofir méi kloer definéiert ginn. De Fonds national de la recherche kéint, der OCDE no, och op eng Berodungsaufgab zréckgräifen, opbauend op seng Erfahrung, an zu engem richtege Conseil national de la Science ginn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech wollt dofir de Minister froen, wéi wäit déi Iddi ass, fir aus deem Fonds national de la recherche e Conseil national de la Science ze maachen. Deem virleiende Gesetzesprojet no kritt de Fonds national de la recherche elo d'Gestioun vun den Hëllefsprogrammer fir d'Formation-recherche confiéiert, wat och eng Recommandatioun vun der OCDE ass. Dat heescht, an Zukunft sollen all Ënnerstëtzungsaktivitéiten zugonschte vu jonke Fuerscher beim Fonds national de la recherche konzentréiert ginn.

Et sinn also nei Aufgaben, déi op dee Fong duerkommen. Et gesäit een och an deem Rapport, dee mer elo als Deputéiert zougestallt krute vum Fonds national de la recherche, den Annual Report 2007, dass de Fonds national de la recherche nei Strategien entwéckelt. Si schreiwe selwer: „We have readjusted our vision and strategy so as to organize our activities around three main objectives." Deen éischten ass, d'Chercheuren ze ënnerstëtzen, fir dass se eng wëssenschaftlech Qualitéit opbauen; zweetens, dass de Fonds national de la recherche soll dozou bäidroen, e favorabelen Environnement fir d'Recherche ze schafen; an dat Drëtt, fir eng Culture scientifique hei zu Lëtzebuerg ze développéieren.

Et ass do, wou et wierklech nach hapert, an dat geet un an der Schoul. Ech sinn och frou, dass de Fonds national de la recherche elo zum Beispill d'Iddi lancéiert huet, fir am September eng Nuit des chercheurs ze organiséieren um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg - dat ass déi Woch no der Rentrée scolaire -, wou d'Leit all invitéiert ginn, d'Familljen, Individuë mat de Kanner kucken ze kommen, wat d'Recherche ass. Dat gëtt hinnen op der Place publique méi no bruecht. De Fonds national de la recherche ass dofir ze félicitéieren.

Wann déi nei Aufgaben awer elo op hien duerkommen, da wëll ech de Minister froen, ob de Fonds national de la recherche dann och d'Moyenen huet, fir dat ze maachen. D'Moyenen, wat d'Leit ubelaangt. Dat heescht, hu se Leit genuch, fir dat do esou duerchzezéien? De Ministère gëtt entlaascht - wat jo eng gutt Saach ass -, mä ass de Fonds national de la recherche à même, déi Méibelaaschtung, all déi Aufgaben do ze maachen?

Dass mer méi Fuerschung hei zu Lëtzebuerg brauchen, do si mer ons all eens. Dat sot och de Fontagné a sengem Rapport 2004. E Rapport, vun deem mer am Moment net méi vill schwätzen. Et wier gutt, wa jiddferee vun ons sech dee Rapport heiansdo géif ënnert d'Lupp huelen, fir sech selwer emol ze rappeléieren, wat mer alles awer nach musse maachen.

Ech zitéieren de Lionel Fontagné: „La première direction est de développer l'éducation supérieure et la recherche, domaine dans lequel le déficit du Luxembourg est considérable. Or, dans la société de la connaissance, un État pourra difficilement rester deux fois plus riche que la moyenne de ses voisins sans s'appuyer sur une forte éducation supérieure." Fin de citation.

De Plan national pour l'innovation et le plein emploi aus dem Joer 2005 setzt dann och den Akzent op d'Innovatioun an d'Recherche a geet op d'Wichtegkeet vun den Efforten an deenen Domäner vun der Kompetitivitéit an. Déi viregt Regierung hat schonn décidéiert, d'Ausgabe fir d'Recherche eropzesetzen. Si war bei 0,08% fir op 0,3% vum PIB ze kommen. Zil vun der Lissabon-Strategie ass et, fir d'Joer 2010 bis zu 1% ze kommen. Mir schéngen awer do nach e gutt Stéck ewech ze sinn. 2006 ware mer bei 0,22%. Ech wollt de Minister froen, wéi d'Chifferen elo sinn. Déi hunn ech net fonnt.

Dofir, wann de Minister mer kéint soen, wéi d'Kontributioun elo ass, am Pourcentage vum PIB, wat d'Fuerschung ubelaangt, well déi vun 2006 leie jo e Stéckchen zréck an et ass säithier en Effort gemaach ginn.

D'Fuerschung brauch also finanziell Moyenen. Si brauch och en ideaalt Ëmfeld, an op deem Gebitt bleift nach esou munches ze maachen: eng besser Koordinatioun, méi en enkt Zesummeschaffen tëschent öffentlechen Instituter an der Privatwirtschaft.

Mä d'Fuerschung brauch virun allem Fuerscher. Déi musse sech och erëm an engem gënschtegen Ëmfeld erëmfannen an déi néideg finanziell Ressourcen hunn, fir hir Fuerschung ze bedreiwen, mä och fir ze iwwerliewen. Et gëtt e puer Idealisten, déi Fuerschung maache just wéinst der Fuerschung, mä et muss een awer e Minimum hunn, fir kënnen eenegermoossen dezent dovun ze liewen. Déi puer Idealisten, déi hunn all meng Bewonnerung, mä dat geet net duer fir dorop e Fuerschungsstanduert opzebauen.

Déi Leit, déi Fuerschung bedreiwen, brauchen also Zukunftsperspektiven a si mussen och kënne gesinn, dass se Débouchéen hunn. Well mir héieren oft, dass et Recherchë gëtt, wou de Chercheur d'Recherche ophält, well en dann op den normalen Aarbechtsmaart geet, well hie sech et einfach net méi ka leeschte virunzefueren, well en déi finanziell Moyenen net huet.

Esou dass mer favorabel Konditioune musse schafen, an dat soll jo elo mat dësem Gesetz geschéien. Well d'Bourssen, déi solle jo elo an Aarbechtskontrakter ëmgewandelt ginn, wou d'Couverture sociale mat dran ass. Et kann een nämlech net engem just d'Bourssë ginn an en huet keng Sécurité sociale. Dat soll jo och heimat

nogeholl ginn an dat ass wierklech ze begréissen. Bei dësem Aarbechtskontrakt handelt et sech allerdéngs ëm e Contrat de travail à durée déterminée, dee jo am Droit commun op zwee Joer limitéiert ass. Dee gëtt elo op fënnef Joer ausgeweit. D'Chambre des Employés privés hätt am léifsten direkt e Contrat de travail à durée indéterminée gehat.

Als Demokratesch Partei si mir der Meenung, dass et gutt ass, dass vill méi Souplesse hei an de Contrat de travail à durée déterminée kënnt an dass dee vun zwee op fënnef Joer ausgedehnt gëtt. Ech riichte mech dann hei gären un den Aarbechtsminister fir en ze froen, ob en net och ähnlech Felder gesäit, wou een dat kéint maachen, well onser Meenung no brauch ee méi Souplesse am Aarbechtsrecht.

Et gëtt och nach aner Domäner, wou ee misst verstäerkt kënnen op verlängert Contrats de travail à durée déterminée zréckgräifen, wéi nëmmen hei bei der Recherche. Ech fannen et net gutt, dass de Stat sech eng Sonderregelung gëtt fir ee spezifeschen Domän; an aneren Domäner, wou och kéint eng Demande sinn, do misste mer och méi Souplesse erabréngen. Dat am Intérêt vun der Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen och an aneren Domäner.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Entschëllegt, wann ech dierf. Wat fir eng Domäner mengt Der dann do? Wann ech soll eng Äntwert ginn, misst ech e bësse wëssen, wat fir eng Domäner Der mengt.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Mä zum Beispill wann eng Entreprise ufänkt en neie Produit ze lancéieren, da geet se e Risque an. Si weess net, ob dat aboutéiert. Déi wëllt net gläich mat engem Contrat de travail à durée indéterminée Leit astellen, mat alle Konsequenzen, déi dat gëtt.

Dat ass eng Richtung wou se e Produit développéieren zum Beispill, wat net awer elo genee ënnert d'Recherche fält; deene misst een och méi Souplesse ginn, fir innovativ kënnen do ze fueren. Dat fält net ënner Recherche an Innovatioun, mä dat ass en normale Contrat de travail, well dat zum Beispill Produitë si fir op de Marché ze lancéieren, wou een net weess, ob et eppes gëtt.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo, mä do gesäit de Code du Travail just vir, dass een do dierf en CDD maachen. Eng nei Aktivitéit lancéiert, da gesäit de Code du Travail vir, dass een och kann do en CDD maachen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech si frou, dass den Aarbechtsminister - hien ass jo de Spezialist - mer dat rappeléiert. Mä ech wollt awer soen, dass ech dat weess. Mä deen CDD ass op ee Joer limitéiert an en ass eng Kéier renouvelabel. Hei gi mer awer hin an hei maache mer en op fënnef Joer. Ech kéint mer virstellen, dass et am Monde du travail, an der Ekonomie Domäner gëtt, wou een och déi Souplesse misst hunn, an dofir meng Demande un den Aarbechtsminister, dass een och do misst eng Ouverture maachen am Intérêt vum Développement vun der Ekonomie an domat am Intérêt vum Schafe vun neien Aarbechtsplazen an zukunftsträchtegen Domäner, wou een awer net dès le départ eng Garantie huet.

Da wollt ech, Här President, op de Volet vun der Aarbechtszäit vun de Studenten zréckkommen. Do di mer ons jo extrem schwéier hei. Et ass am Gesetzesprojet elo op zéng Stonne limitéiert. Et soll dann op 15 eropgesat ginn. De Rapporteur huet dat hei explizéiert. E sot, en hätt och d'Wuert vum Minister, dass en dat géif maachen. Dofir wonnert et mech, dass nach eng Motioun gemaach gëtt.

D'Majoritéit schéngt dem Minister net ze trauen, dass se och nach eng Motioun mécht. Ech mengen, d'Wuert vum Minister géif duergoen. Mir hunn déi Motioun net mat ënnerschriwwen, well mir fannen, dass dat alles ze vill rigide ass. Dass gesot gëtt, e Student wier haaptamtlech Student, an dann, wann en nach wéilt schaffen, kéint en dat maachen, an da schreiwe mir als Législateur vir, wéi vill Stonnen dat däerfe sinn.

Ech mengen, e Student muss selwer erausfannen, wéi e kann d'Studië kombinéiere mat enger Aarbecht. Et ass net um Législateur ze soen, wéi een dat soll maachen. Et wier gutt, wa mer méi Souplesse an dee System kréichen, an net dass de Législateur och do intervenéiert.

Dofir hätte mir gäre vill méi Souplesse dran. Ech weess, et gëtt gesot, et kënnt dann zu Abusen. Da komme Leit heihinner fir ze studéieren an dat ass e verkappten Zougank zu Lëtzebuerg. Mä menger Meenung no soll een awer net, well een Abusë fäert, e rigidë System opbauen. Da muss een duerno kucken, wat dat comportéiert.

Et ass nach en anere Volet hei am Projet de loi.

M. le Président.- Madame Brasseur, erlaabt Der, datt de Minister Iech nach eng Fro stellt?

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech si ganz frou, dass de Minister sech wëllt mat mir ënnerhalen.

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ech fäerte manner d'Abusë vun de Studenten, mä méi d'Abusë vun den Entreprisen. Well wat méi erlaabt ass schaffen ze goen, wat natierlech - an dat ass awer verständlech, och vun engem Betrib aus - den Drock op de Student, fir esou vill wéi méiglech schaffen ze goen, do ass, an net esou mann wéi méiglech schaffen ze goen. A wann den Drock op de Student méi grouss gëtt vum Schaffe wéi dee vun de Studien, da mécht e seng Studien net méi.

Dat ass de Punkt, dee mer an der Vergaangenheet gesinn hunn an deem mer einfach wëllen Anhalt gebidden, a wou mer och international Wäerter hunn, déi soen, alles wat iwwer 15 Stonnen an der Woch erausgeet, dat ass wierklech net méi der Schoul profitabel.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Mir hunn et bei de Studente mat erwuessene Leit ze dinn. Ech fanne mir mussen déi dach à même setzen, responsabel fir sech selwer ze jugéieren, wat fir si gutt ass a wat fir si net gutt ass, oder ob se wëllen e Joer méi laang doweinst studéieren, well se awer deen Job wëlle maachen, well se vläicht dann d'Méiglechkeet duerno hunn, méi liicht an d'Aarbechtswelt eranzekommen, well se dat als Referenz hunn. Ech fanne mir gi wierklech als Législateur hin a mir regele fir deen Eenzelnen, wat fir hie gutt ass oder well mer e wëlle protegéieren.

Ech fannen hei hu mer et net méi mat Kanner ze dinn, mä mat erwuessene Leit, an et soll een deenen d'Méiglechkeet ginn, dat ze maachen, wat si fir sech an där Situatioun, an där se sech befannen, am beschte fannen, an net hinnen do Bremsen aleeën.

Une voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Da gëtt et nach Zuele wéi d'Montanten, mä do ass de Rapporteur drop agaangen, dat wëll ech elo net maachen. Dann hu mer och, wat d'Studentenjoben ubelaangt fir d'Vakanzen, den Alter vu 25 op 27 eropgesat. Och doriwwer kann een diskutéieren. Ech wëll awer net dodrop agoen.

Ech wëll nach eppes opwerfen, dat ass d'Zuel vun de Fuerscher. Et gëtt ugestrieft, dass een zéng Fuerscher pro 1.000 Aktiver kritt. Am Moment si mer bei sechs. Ech weess net, ob mer op zéng kommen, well dat schéngt mer awer wäit ewech ze sinn.

Ass et realistesch? Ech weess et net. Dat ass eng Fro, déi, mengen ech, kee ka beäntwerten.

Wann een d'Zuel eropdreift, muss een awer kucken - an dat ass wierklech éischt Prioritéit -, dass d'Qualitéit vun der Fuerschung stëmmt. Et geet jo net drëm, just gutt Statistiken ze hunn. Et geet drëm, dass mer Chercheuren hei zu Lëtzebuerg hunn, déi och gutt Recherche maachen; well Recherche däerf kee Selbstzweck sinn.

Wat elo d'Retombée vun der Recherche ubelaangt, do ass et ëmmer schwiereg, driwwer ze diskutéieren, well: Wat ass eng Retombée?

Et muss ee kucken, Beräicher ze fannen, déi zukunftsträchteg sinn, an et muss ee Courage hunn, fir sech opzemaachen, fir nei Domäne wéi d'Biotechnologie oder d'Médecine moléculaire, wat eppes Formidabeles ass. Do huet d'Regierung jo wëlles, dee Projet an der Recherche ze investéieren.

Dat ass dee Projet, deen an dëser Nummer vum „Flydoscope" presentéiert gëtt. Ech fannen et gutt, dass d'Luxair e Projet de recherche vu Lëtzebuerg esou an d'Fënster stellt, well hei hu mer en internationale Public, deen dat liest. Esou komme mer dozou, dass mer méi bekannt ginn no baussen, wat d'Recherche ubelaangt.

(Interruption)

Dat war haut am Courrier.

Erlaabt mer awer, eng Remarque ze maachen zu där Foto, op där een den Här Biltgen virun engem Fort gesäit. Dat ass net op den Dräi Eechelen, wéi verschidde Leit mengen - well fir de Musée de la Forteresse léisst den Här Biltgen jo d'Madame Modert sech doduerchschloen, wat net einfach ass -, mä dee Fort hei ass de Fort Lambert am Stadpark vun der Stad Lëtzebuerg. Dee Park ënnen ass vun engem Artist, dem Här Métais, realiséiert ginn.

Ech si ganz frou, dass de Fuerschungsminister vu Lëtzebuerg en Objet vun der Stad Lëtzebuerg geholl huet, fir sech en page de couverture ze weisen.

(Interruptions diverses)

Ech wëll dem Minister dofir ausdrécklech Merci soen.

Ech wollt soen, dass mer an nei Technologië sollen investéieren a vläicht anerer ofbauen. Do sinn och d'Medien, do sinn d'Finanzen, do sinn d'Assurancen, mä och Recherche fondamentale solle mer bedreiwen.

D'Chambre de Commerce seet, de Kritär soll de Potentiel de valorisation des résultats escomptés au niveau national sinn.

Et ass ganz schwiereg ëmmer ze wëssen, wat bei enger Recherche erauskënnt. Et muss een och e Risiko agoen, e Risque calculé. Et ass net esou, dass een eng Politik tous azimuts mécht, mä et ass e Risque dobäi, deen een huele muss. Ech fannen, dass mir als Chamber och d'Regierung dobäi mussen ënnerstëtzen, dass ee Risquen hëlt, mä déi Politique de la recherche muss cibléiert sinn.

Am Exposé des motifs vum Gesetzestext liest een, dass d'Regierung wëllt d'Kompetenzen an dem Beräich vu Recherche et développement zu Lëtzebuerg ancréiere mat der duebeler Nationalitéit.

Do hunn ech awer och eng Fro: Mir soe jo - de Projet de loi ass jo nach ëmmer an der Kommissioun -, fir d'duebel Nationalitéit ze kréien, muss ee siwe Joer zu Lëtzebuerg sinn. Hei fir d'Chercheure gesi mer eng Bourse vir fir fënnef Joer.

Ech gesinn net, wéi dat iwwereneeklappt mat dem Wonsch, d'Chercheuren an domat d'Recherche zu Lëtzebuerg anzebiergeren.

Duerfir wollt ech den Här Minister Biltgen froen, wéi dat klappt mat dem Nationalitéitegesetz, wat mer hunn.

Mäi Fraktiounskolleeg, de Xavier Bettel, hat 2004 eng Question parlementaire zu de Permis de travail am Domän vun der Fuerschung vun den Net-EU-Bierger gestallt. Hie krut geäntwert, mir hätten iwwerhaapt keng Zuelen doriwwer - wat bedauerlech ass.

An där Äntwert gëtt och d'Direktiv 2005/71 vum 12. Oktober 2005 relative à une procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers au fin de recherche scientifique évoquéiert, no där ee kee Permis de travail méi brauch, mä just nach e Permis de séjour. An dës Direktiv gëtt jo elo mam Immigratiounsgesetz, dat muer hei an der Chamber zum Vote steet, an d'Nationalrecht transposéiert.

Et wier awer gutt, wa mer d'Zuelen hätten, wéi et mat de Chercheurs ressortissants aus de Pays tiers am Moment ausgesäit.

Ze bedenke gëtt allerdéngs de Fait, wéi et och aus dem OCDE-Rapport „Perspectives et migrations internationales" vun 2006 ervirgeet, dass ëmmer méi europäesch Fuerscher an Nordamerika an neierdéngs souguer a China auswanderen. Do musse mir Europäer ons dach druginn, well soss kréie mer den zweete Präis.

Et si leider ze wéineg jonk Leit, déi sech fir d'Sciencefächer interesséieren. Dat geet schonn an der Schoul un. Et ass kee méi gewëllt, déi Sciences dures ze studéieren, wat vill méi e beschwéierleche Wee och als Studium ass. Mä mir mussen zesummen - an dat gëllt net nëmme fir Lëtzebuerg, mä insgesamt fir Europa - an deem Sënn e Schrëtt no vir maachen a méi jonk Leit fir d'Fuerschung interesséieren, fir dass mer an deem Domän keng Auswanderer hunn.

Wa mer gären hätten, dass auslännesch Fuerscher de Wee op Lëtzebuerg fannen, da mussen och déi Unisposten international ausgeschriwwe ginn an net nëmmen an der Regioun bleiwen, well mir mussen évitéieren, dass et zum Inceste intellectuel kënnt.

De Germain Dondelinger huet am Paperjam, Här Minister, am Mee 2007 gesot: «J'ai dit aux facultés que tous les postes devraient être publiés internationalement pour que n'importe quelle personne qui possède les compétences correspondant au profil puisse être candidate. J'éprouve des difficultés à convaincre mes gens à le faire, mais ça viendra.»

Ech hoffen, dass dat elo de Fall ass, well mir musse jo awer vill méi wäit spanen, fir gutt Leit op Lëtzebuerg ze kréien.

Eng Cotutelle mat auslänneschen Unien si mer och amgaangen ze maachen, well dat ass en exzellente Vivier, fir Leit hei op Lëtzebuerg unzezéien. Mir mussen deemno och Entreprisen an eist Land kréien, déi an zukunftsträchtegen Domäner aktiv sinn, wéi beispillsweis d'Ëmwelttechnologien. Och hei si mer gefuerdert.

Ech hunn dës puer Punkten hei évoquéiert...

M. le Président.- Madame Brasseur, Dir misst esou lues zum Schluss kommen!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, ech sinn och elo zum Schluss komm.

Ech hunn dës Punkten évoquéiert, fir ze soen, dass den Débat vun der Recherche wäit heiriwwer erausgeet, dass mer dat hei awer e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung fannen an dass mer duerfir de Projet stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Brasseur Merci. Als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, an de leschten 20 Joer huet Lëtzebuerg ugefaangen, de Wee an d'Wëssensgesellschaft ze fannen.

Et ass richteg: Wann d'Privatwirtschaft scho laang wousst, dass een iwwert d'Fuerschung an d'Innovatioun wirtschaftlech virukënnt, dann hunn de Lëtzebuerger Stat an d'Lëtzebuerger Gesellschaft dat laang Zäit net verstanen.

Bekanntlech eréischt 1987 huet Lëtzebuerg sech dat éischt modernt Gesetz ginn, fir Fuerschung an Innovatioun zu Lëtzebuerg ze organiséieren an ze finanzéieren. Duerno sinn d'Gesetzer vun 1996 an 1999 derbäikomm. D'Gesetz vun der Uni ass aus dem Joer 2003. Dat sinn also elo fënnef Joer hier.

Et muss een awer trotzdeem dorun erënneren - ech soen dat och dem Rapporteur -, dass déi Démarche net einfach war. Et ass näischt méi schwéier an enger Gesellschaft, wéi Mentalitéiten ze änneren. Egal wéi vill Suen dass een huet.

Ech wëll drun erënneren, dass et vill Widderstänn gouf. An nach virun e puer Joer huet d'Diskussioun iwwert d'Uni gewisen, dass breet Kreesser - ech soen, breet Kreesser - vun der Lëtzebuerger Intelligenz, vun der Lëtzebuerger Wirtschaft a vun der Lëtzebuerger Politik der Meenung waren, Lëtzebuerg bräicht keng Uni a Lëtzebuerg kéint...

(Interruption)

Lëtzebuerg, ass gesot ginn, kéint jo säi Gehir, säi Brain am Ausland ausbilde loossen a sech déi Ausgaben do spueren, fir Gott weess wat mat deene Suen do ze maachen.

Et ass awer bei all deenen Diskussioune vergiess ginn, dass e Land an eng Gesellschaft, esou kleng wéi se och ass, haut méi wéi jee vill Gehir brauch, fir sech, seng Wirtschaft, säin Zesummeliewen ze hannerfroen, ze moderniséieren, a sech och nei Trëmp fir d'Zukunft ze ginn.

Duerfir gesinn ech perséinlech d'Entwécklung op deem Gebitt an de leschten 20 Joer als eng vun deene wesentlechsten, fir d'Zukunft vun onsem Land ze organiséieren an ze dynamiséieren.

Duerfir félicitéieren ech d'Regierung - dës Regierung an och déi viregt Regierungen -, dass se d'Gesetzer iwwert d'Fuerschung an d'Uni gemaach hunn an déi Gesetzer och dynamesch ëmsetzen.

Et sinn imposant Zomme fir d'Uni, imposant Zomme fir d'CRPen a fir de Fonds national, déi prettgestallt ginn. Virun allem fannen ech et och wichteg, dass andauernd probéiert gëtt, gëeegent Strukturen op d'Been ze setzen, déi eng effikass Fuerschungslandschaft zu Lëtzebuerg an Zesummenaarbecht mat auslänneschen Unien an Instituter schafen.

Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, gehéiert zu deenen Ustrengungen. Et passt déi bestehend Strukturen un d'Erkenntnisser an d'Besoinen un. D'Erkenntnisser sinn déi, déi d'OCDE ons 2006 an hirer Analys vun der Lëtzebuerger Innovatiounspolitik geliwwert huet. Déi Analys inspiréiert sech un den internationalen Normen a Kritäre vun enger moderner Recherche an ass dofir de richtegen Ausgangspunkt, besonnesch fir d'Evaluatioun vun deem, wat an der öffentlecher Recherche zu Lëtzebuerg vir sech geet.

Ech weess, d'OCDE huet net dee beschte Ruff zu Lëtzebuerg mat hiren Analysen, mä et kann een op dësem Gebitt op jidde Fall soen,…

(Interruption)

Ech schwätzen elo vun dësem Gebitt.

…dass am Fong geholl hir Bestandsopnahm vun 2006 richteg an nëtzlech war. Déi ass jo och deemools gemaach ginn an Zesummenaarbecht mat villen Acteuren, mat der Chamber, mat Acteuren an der Wirtschaft an aneren an der öffentlecher Politik. Si huet deemools Feelentwécklunge gewisen, wéi zum Beispill d'Gefor vun der Dispersioun vun de Responsabilitéiten. Well d'Recherche haut modern ass, wëllt dofir d'Politik, wëllen d'Ministèrë jo alleguer eppes domat ze dinn hunn; also d'Noutwendegkeet ass do, fir déi Demanden ze bündelen, zesummenzeféieren, fir iwwert d'Festungen eraus zesummenzeschaffen.

Eng aner wichteg Iddi och an där Analys ass, esou wäit wéi méiglech autonom Strukturen ze schafen, d'Bürokratie op e Minimum ze reduzéieren a vill Flexibilitéit ze halen. Dofir d'Iddi, dass déi öffentlech Hand mat Vertrieder vun der Fuerschung an der Wirtschaft zesummeschafft.

D'Uni ass autonom, de Fonds national de la recherche ass en Établissement public, d'CRPen ebenfalls. D'Gouvernance muss esou sinn, dass wuel de Stat als wichtege Geldgeber Orientatioune ka ginn, mä dass d'Eegeliewe vun de Fuerschungsstrukturen op allen Niveaue méiglech ass an d'Bürokratie op e Minimum reduzéiert gëtt.

De Lëtzebuerger Modell vun der Fuerschung ass rezent. Dofir ass en nach dynamesch, verglach mat deem vu grousse Länner ronderëm, déi vill méi hunn, fir risegrouss Strukturen erëm e bësse méi flexibel ze maachen.

Eng Haaptsuerg - dat war eppes, un dat ech mech nach ganz gutt erënneren - beim Gesetz vun 1987 war absolut, eng fonctionnariséiert Recherche ze verhënneren. Dat heescht, ze verhënneren, dass duerch e feste Statut op Liewenszäit d'Fuerschung no kuerzer Zäit kee Rendement méi hätt. Dat war deemools akzeptabel, well vill Fuerscher nach en anere Beruff doniewent haten an domat ofgeséchert waren. Mat der Zäit huet sech awer gewisen, dass d'Précaritéit weder sozial nach fir d'Fuerschung selwer eng Léisung war.

Dofir ass eng wichteg Neierung vun onsem Projet haut d'Méiglechkeet, e Contrat à durée déterminée an der Fuerschung bis 60 Méint ofzeschléissen. Dëst ass eng gutt Mesure fir d'Précaritéit an der Recherche ofzebauen. De Chercheur weess zwar, dass hie flexibel muss sinn an dass hie sech op ville Plazen erëmdreiwe muss, mä och de Fuerscher huet iergendwann eng Famill an huet Kanner a wëllt eng gewëssen Aussiicht op d'Zukunft.

Natierlech ass mat dëser Mesure net all Problem vum Fuerscher geléist. Ee jonke Mënsch, dee säin Doktorat mécht, oder e Fuerscher, deen nom Doktorat weiderfuerscht, also e Postdoc, sicht iergendwann e Point de chute, wou hie sech installéiere kann. Nu wësse mer, dass d'Méiglechkeeten dofir zu Lëtzebuerg rar sinn. D'Uni Lëtzebuerg trennt sech vun hiren Doktoranden, wa se fäerdeg sinn.

Wat fir aner Méiglechkeeten et fir Fuerscher gëtt hei zu Lëtzebuerg, wëll ech mat engem Fragezeeche versinn. D'CRPe bleiwen eng Méiglechkeet, oder Betriber, déi Fuerschung maachen, mä d'Betriber rekrutéieren international an net nëmmen hei um Marché. Da bleift eng Carrière am Ausland. Mä d'Entwécklung vun engem dynamesche Fuerschungsbetrib - an dofir misste mer ons doriwwer emol eng Kéier ganz seriö Gedanke maachen - hänkt och vu Carrièresméiglechkeeten zu Lëtzebuerg of, wa mer eng Kéier nom Doktorand, nom Postdoc Leit hunn, déi an der Fuerschung geschafft hunn, déi sécher wa se jonk sinn och déi beschte Viraussetzung hunn, fir gutt Fuerschung ze maachen, mä déi awer och eng Kéier eng Carrière wëllen hunn, also eng gewësse Stabilitéit an hirem Liewen.

Här President, eng weider wichteg Änneruing vum Gesetz ass déi erweidert Kompetenz fir de Fonds national de la recherche, fir d'Bourses de formation-recherche an d'Aides à la formation-recherche fir d'Doktoranden an d'Postdoktoranden ze verdeelen. Dat ass eng gutt Mesure, déi fir Transparenz an Effikassitéit suerge wäert. Si entsprécht genee der Recommandatioun vun der OCDE, fir de Fonds national de la recherche op seng wesentlech Aufgab, nämlech de Finanzement vu Projeten, ze konzentréieren.

Duerch déi nei Orientatiounen, déi de Fonds national de la recherche sech iwwert d'Foresight-Etüd ginn huet, si seng Programmer gestrafft a preziséiert ginn. De CORE-Programm huet als Objektiv, d'Qualitéit vun der öffentlecher Fuerschung zu Lëtzebuerg a speziell cibléierte Beräicher ze verbesseren.

Eng wesentlech Recommandatioun vun der OCDE war, den Acteure vun der Fuerschung zu Lëtzebuerg duerch Contrats de performance op e puer Joer eraus hir Missioun an hir Strategie festzeleeën. An dat ass jo viru kuerzem geschitt fir de Fonds national fir d'Period vun 2008 bis 2010.

Här President, nach e Wuert zur Fuerschungslandschaft insgesamt. D'CRPen, déi d'Gesetz vun 1987 geschaf huet, bleiwe selbstverständlech selbststänneg bestoen. Et ass gutt nach ëmmer an der Landschaft, wéi mer se haut hunn, wann tëschent Uni a CRPen eng gewëssen Emulatioun bleift. Mä tëschent UNI a CRPe muss op d'mannst eng Koordinatioun stattfannen. Dat ass besonnesch wichteg um Plang vun der Personalpolitik, wat d'Carrièren an d'Ufanksgehälter ugeet.

D'Uni huet duerch hir Politik d'Präisser fir Wëssenschaftspersonal zolidd an d'Luucht gedriwwen; an do kommen d'CRPen oft net méi mat. Wann een natierlech vu Fuerschungslandschaft schwätzt, muss een och wëssen, dass et och nach aner Instituter gëtt, wéi d'Ceps, Statec an esou weider.

Et schwätzt een - dat ass e weideren Aspekt, deen een och muss zu Lëtzebuerg héchstwahrscheinlech ausbauen - vum Environnement, vum ganzen Ëmfeld vun der Fuerschung; besonnesch wann et drëm geet, auslännesch Fuerscher kommen ze loossen, hinnen ze hëllefe sech ze installéiere mat hire Familljen, wann et muss sinn.

D'Uni huet sech Instrumenter dofir ginn a mécht dat. Mä d'Fro stellt sech: Wéi ass et mat deene Fuerscher vun aneren Instituter, vun de CRPen, déi vu baussen erakommen? Dofir hu mer net onbedéngt nëmmen als Stat, mä och als Gesellschaft nach Efforten ze maachen. Ee symbolescht Element dovunner ass d'Iddi vun de Studentewunnenge bei de Leit doheem, wou mer am Fong geholl nach net deen Duerchbroch fonnt hunn. Mä ech schwätzen hei vum Ëmfeld, wéi mer mat héich qualifizéierte Leit ëmginn, déi zu Lëtzebuerg sollen installéiert ginn.

Wann ee vu Koordinatioun schwätzt, dann handelt et sech besonnesch ëm Ministèren, ëm hir Strukturen. Do läit mer wierklech um Häerz, Här President - ech wëll dem Minister dat hei soen -, d'Fuerschung zu Lëtzebuerg huet jo vill Pappen an och Mammen, déi een zesumme muss bréngen, fir dass déi Fuerschung eppes ervirbréngt. Dofir wollt ech d'Regierung félicitéiere fir dee viru kuerzem virgestallte Projet tëschent dem Héichschoulminister, dem Wirtschaftsan dem Gesondheetsminister mat amerikanesche Fuerscher a Privatfuerschungsbetriber. Ech fannen deen exemplaresch, fir eppes opzebauen, souwuel duerch déi Internationalitéit, mä och duerch déi Zesummenaarbecht vu Ministèren, vu verschiddenen Deeler vun der Lëtzebuerger Politik.

Här President, fir ofzeschléisse wëll ech soen, dass meng Fraktioun selbstverständlech dëst Gesetz wäert stëmmen. Si begréisst d'Aarbecht vun der Regierung um Gebitt vun der Fuerschung. Sécher däerfe mer ons net op de Lorbeeren ausrouen, well Fuerschung an Intelligenz ass par définition eppes Onroueges, eppes Wibbeleges, an de Confort an d'Certitudë sinn net fir d'Fuerschung.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Fayot Merci an als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken dem honorabelen Här Thiel Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Et war och fir mech ganz flott ze héieren, datt all Riedner sech fuerschungs- a recherchefrëndlech ausgedréckt hunn an ech wäert dat och maachen. Obschonn ech net, wat deen heite prezise Projet de loi betrëfft, de selwechten Enthusiasmus bis zum Schluss kann duerchhalen.

Am Résumé kann ee soen, datt d'Zil vun dësem Projet de loi 5733, dee mer haut debattéieren, ass, fir e Kader ze schafen, fir méi jonk Chercheuren, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, an d'Land ze kréien an de Beruff vum Chercheur méi attraktiv ze maachen.

D'Ziler vu Lissabon ginn ernimmt, wou mer jo bekanntlech sollen 1% vum PIB duerch d'öffentlech Hand an 2% duerch de Privatsecteur an d'Recherche investéieren. Et gëtt och nach un d'Ziler vum Plan national pour l'innovation et le plein emploi erënnert, wou mer wëlle bis 2010 op d'mannst zéng Chercheuren op 1.000 Aarbechtsplaze kréien.

Mir hunn eis Ziler héichgestach. Et däerf ee skeptesch sinn, ob mer se wäerten erreechen, mä mir sinn um gudde Wee. Mir maache Fortschrëtter. D'Richtung stëmmt. D'Vitesse de croisière ass vläicht net ëmmer esou schnell wéi mer eis se géife wënschen, mä och d'Entwécklung vun der Héichschoullandschaft brauch Zäit, fir sech nohalteg ze organiséieren an ze entfalen.

Mir brauchen also méi Doktoranden a Postdoktoranden, natierlech virun allem op deene Gebidder, déi mer als prioritär ugesinn.

Mir wëllen duerfir besser Aarbechtskonditioune fir eis Wëssenschaftler schafen, am Aklang mat der Charte européene du chercheur an dem Code de conduite pour le recrutement des chercheurs. Mir wëllen d'Mobilitéit förderen tëschent de Länner, mä och tëschent den Héichschoulen an de privatwirtschaftleche Betriber. Mir leeë Wäert op eng gutt Qualitéit. Mir wëllen en Netzwierk schafen, wou d'Chercheuren an aner Wëssenschaftler zesummefannen.

Mat den Ziler vun dësem Gesetz kënne mir selbstverständlech och nëmmen d'accord sinn. Wat maache mer dann elo, fir dës Ziler ze erreechen?

Mir wëllen, datt d'Aarbechtsverhältnis vun de Chercheure vun Ufank un duerch en Aarbechtskontrakt geregelt gëtt, dann ass d'Affiliatioun un d'Kranken- a Pensiounskeess automatesch geregelt, da ginn och d'Ufankscarrièrë fir Chercheure méi interessant.

Dat ass eng Condition nécessaire, fir datt jonk Leit mat Universitéitsdiplomer eng Carrière an der Recherche kënnen upeilen. Ob et eng Condition suffisante ass, datt d'Recherche esou attraktiv genuch gëtt, fir sech mat hirem Contrat à durée déterminée géint esou interessant Beruffer mat Contrats à durée indéterminée, wéi mer se zum Beispill am Enseignement hunn, duerchzesetzen, dat bezweifele mer; an do kommen ech zum Schluss vu menger Ried nach eng Kéier drop zréck.

D'Durée vun der Hëllef fir d'Formation doctorale gëtt op maximal véier Joer équivalent plein temps limitéiert. Dat ass an anere Länner anescht. Besonnesch an den USA ass deen Zäitraum méi laang. Am Kader vum Prozess vu Bologne geet awer nëmme Rieds vun dräi Joer. Hei soll eng Evaluatioun vun den Erfahrungen, déi gemaach ginn, dann zu enger eventueller Upassung vun dem Zäitraum vun den Hëllefe kommen. Nom Doktorat kënne mer nach weider zwee Joer Studië finanziell ënnerstëtzen.

Dat neit Gesetz ass also eng däitlech Verbesserung, well bis elo ware just dräi Joer finanziell Ënnerstëtzung méiglech.

Mam neie Gesetz kann ee Chercheur, dee schonns vun enger finanzieller Hëllef fir eng Dokteraarbecht profitéiert huet, och nach eng Bourse fir postdoktoral Studië kréien, wann en dës Studien an engem anere Land mécht a wann en dës Studien innerhalb vun aacht Joer no sengem Doktorat ugeet.

Eng Verbesserung ass och virgesinn - esou steet et am Exposé des motifs - fir Fraen, déi an der Recherche schaffen, wa se e Puppelchen erwaarden. Bis elo huet eng Frau, déi e Kand erwaart huet, keng extra Mesurë kritt. D'Bourse ass stornéiert ginn. Dat huet hirer Rechercheaarbecht vläicht gedéngt, mä déi Fra huet awer riskéiert an hirem Congé de maternité kee Revenu ze hunn. Elo ass virgesinn, datt d'Bourse ëm den Zäitraum vum Congé de maternité verlängert gëtt; dat begréisse mer natierlech.

Dobäi ass jo och kloer an däitlech de Wëllen ausgedréckt ginn, datt d'Bourse „formation-recherche et développement" d'Ausnahm soll bleiwen. Beim Contrat à formation-recherche et développement si jo déi positiv Rechter wéi Congé parental, mi-temps fir d'Kanner ze versuergen, d'office garantéiert. An awer wäert et an der Praxis schwéier sinn, sech länger Zäit aus engem Rechercheprojet zréckzezéien; gutt Crèchen a Structures d'accueil sinn och fir d'Uni extra wichteg.

Do waren dach emol Iwwerleeunge fir eng Crèche op der Uni opzemaachen. Ass déi Iddi nach aktuell, gëtt se realiséiert oder ass se gestuerwen?

Besser Aarbechtskonditioune an der Recherche heescht ee bessere Verdéngscht, besonnesch bei de Beruffsufänger. Aus den Tabelle vum Exposé des motifs, souwäit wéi een do iwwerhaapt ka vergläichen, schéngt ervirzegoen, datt eis nei Hëllefe fir d'Formatioun fir den Doktorat déi héchste sinn. Dat ass korrekt. Mir hu jo och aner Hëllefen op héijem Niveau.

Bei postdoktorale Formatioune leie mer net gradesou wäit un der Spëtzt, mä och hei sinn d'Vergläicher mat vill Virsiicht ze zéien; ënnerschiddlech steierlech a sozial Konditioune maachen de Vergläich einfach schwéier.

Besser Aarbechtskonditioune heescht awer och gutt Infrastrukture schafen. A well d'Realisatioun vun den exzellenten Infrastrukturen, wéi mer se dann op Esch/Belval eng Kéier wäerte kréien, nun emol Zäit brauch, stellt sech besonnesch elo fir vill Sparten d'Fro vun den Iwwergangsregelunge vun de Raimlechkeeten, déi mer brauchen, fir d'Expansioun vun der Recherche net ze bremsen, bis Esch/Belval zur Dispositioun steet. Eng ganz positiv Léisung ass do zum Beispill um Campus zu Walfer fir d'Faculté des lettres, des sciences humaines, des arts et des sciences d'éducation fonnt ginn. Aner Unitéite wéi zum Beispill d'Unités de recherches physiques et matériaux waarden nach op eng Iwwergangsléisung.

Besser Aarbechtskonditioune heescht awer och - net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä besonnesch hei zu Lëtzebuerg - kloer Aarbechtsverhältnisser mat engem transparenten Aarbechtskontrakt schafen.

Mir begréissen, ech hunn et scho gesot, datt d'Subventioun vun der Formation-recherche, déi dozou déngt, en Aarbechtskontrakt Formation-recherche mat engem Chercheur ze finanzéieren, d'Regel soll ginn. D'Bourse „formation-recherche et développement", déi direkt un de Chercheur geet, soll d'Ausnahm bleiwen. Bis heihinner si mir mam neie Gesetz d'accord. Dat läit alles am grénge Beräich. Dat ass alles positiv.

(Interruptions)

Et bleift nach eng allgemeng Remarque zur Problematik.

D'Zuel vun de Chercheuren zu Lëtzebuerg kann eropgoen, andeems mir besser Konditioune schafen, esou wéi meng Virriedner an ech selwer et elo grad beschriwwen hunn. D'Zuel vun de Chercheuren, déi aus de Lëtzebuerger Schoule kommen, geet awer och nëmmen erop, wa méi Schüler zu Lëtzebuerg aus eisem Enseignement secondaire erauskommen, déi eng Berechtegung hu fir en Héichschoulstudium unzefänken. Dat huet awer bäi Wäitem manner mat Bourssen a finanziellen Hëllefen ze dinn, dat huet villméi mat schoulesche Programmer, Evaluatioun an Ëmgang mat eiser Sproochevillfalt ze dinn.

De Projet de loi 5733 huet eng ganz Rei positiv Mesurë festgehalen an DÉI GRÉNG si selbstverständlech och drun interesséiert a gäre bereet matzeschaffen, datt d'Formatioun zu Lëtzebuerg sech weider positiv entwéckelt.

Leider maachen awer zwee Punkten, déi d'Aarbechtsrecht betreffen, eis et schwéier, fir eisen Accord zu dësem Projet de loi ze ginn.

Den éischte Punkt: Souwuel d'Chambre de Travail wéi och d'Chambre des Employés privés wiere sech - an eisen Aen zu Recht - géint d'Banaliséierung vum Contrat à durée déterminée. Och mir sinn der Meenung, datt ee CDD just dann däerf gemaach ginn, wann et ëm eng prezis definéiert Aarbecht mat enger prezis definéierter Dauer geet.

Datt dat bei der Recherche oft de Fall ass, schéngt eis logesch ze sinn. Wa mir awer elo d'Méiglechkeet ginn, dës CDDe bis op 60 Méint ze verlängeren, da schafe mir an

der Uni, an de Centres de recherche ee flott Mëttel eng flexibel Gestioun vum Personal ze maachen, deene jonke Chercheuren awer schafe mer och no jorelaanger Aarbecht keng berufflech sécher Situatioun, an dat mécht d'Carrière vum Chercheur, besonnesch fir Lëtzebuerger Studente mat Unis-Diplom, net interessant.

Dës Regelung erënnert och un déi vun de Chargés de cours an de Primärschoulen an an de Lycéeën, wou mat ähnlechen Argumenter vu flexibeler Personalgestioun ähnlech Ausnahme gegollt hunn, bis se vun der Cour administrative verworf gi sinn. Mir mengen, hei gëtt datselwecht am Héichschoulwiese probéiert, dat sech schonns an der Primärschoul an am Lycée als net tragbar erwisen huet.

En zweete Punkt, wou mer net d'accord sinn, dat ass mat der Regelung, datt ee Student nëmmen zéng Stonnen an der Woch schaffen däerf. D'Studente sollen net musse schaffen, fir hir eege Studien ze finanzéieren. Duerfir hu mer jo och zu Lëtzebuerg eng ganz Rei effikass Hëllefen; net all Student erfëllt awer d'Konditioune fir dës Hëllefen ze kréien. Duerfir si mer der Meenung, datt zumindest Unis-Studenten a -Studentinnen zu Lëtzebuerg esou vill kënne schaffen, wéi se dat wëllen a wéi dat normaalt Aarbechtsrecht et zouléisst. Och wann de Statsrot festgestallt huet, datt mat dem aktuellen Text d'Méiglechkeet opbleift, fir e puer esou Kontrakter vun zéng Stonnen d'Woch ze ënnerschreiwen, dann ass dat jo éischtens net gewollt, an zweetens kann dat och net d'Zil dovu sinn.

Virdrun hat ech eng aner Positioun wéi d'Riednerin vun der Demokratescher Partei, awer hei komme mer eis e bëssen entgéint. Mir wieren der Meenung, datt mer et bei de Studentinnen a Studenten ëmmerhin mat erwuessene Mënschen ze dinn hunn, déi och nach eng gewësse Bildung hunn, an déi och fir sech misste verantwortlech kënne soen, wéi vill Aarbecht si niewent hirem Studium mengen ze verdroen.

Et géif mech och interesséieren ze héieren, wéi grouss de Problem wierklech ass. Ech kennen och déi Recommandatiounen, déi den Här Biltgen och der Madame Brasseur gesot huet, datt alles, wat iwwer 15 Stonnen d'Woch geet, sech erweist, wéi wann dann d'Studië géife leiden. Et wier awer interessant ze wëssen, wéi vill Studenten hiert Studium vernoléissegen, well se ze vill niewelaanscht schaffe ginn. An da misst ee sech jo och nach froen, ob déiselwecht Studente besser studéiere géifen, wa se net géife schaffe goen.

Wier et net méi sënnvoll, esou Situatiounen a perséinleche Gespréicher zum Beispill am Tutorat ze regelen, wéi mat gesetzleche Restriktiounen?

Wa mer da schonn eng Limite virschreiwen, da geséiche mir déi Limite op alle Fall éischter bei 20 Stonnen an der Woch, wéi dat a ganz villen Nopeschlänner de Fall ass, wéi bei zéng oder 15 Stonnen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Déi gréng Fraktioun wäert sech bei dësem Vote enthalen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. Als leschte Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert. Den Här Jaerling dréit sech och nach an.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus fir d'éischt dem Kolleeg Lucien Thiel als Rapporteur e Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll och an deem Merci d'Leit hei aus der Verwaltung respektiv aus dem Ministère mat aschléissen, déi eis jo awer mat enger ganzer Rei vun nëtzlechen Informatiounen an dëser Aarbecht gedéngt hunn.

Fir d'ADR ass dat heiten e gutt, e wichtegt Gesetz, wat fir d'Zukunft vun eisem Land wichteg ass. Lëtzebuerg war ëmmer als eent vun deene räichste Länner vun der Welt bekannt, mir waren awer leider praktesch mat um Schluss oder am leschten Deel, wat d'Fuerschung ubelaangt. Et huet also e groussen Nohuelbedarf hei zu Lëtzebuerg bestanen. De Kolleeg Fayot huet schonn e gewëssenen Historique doriwwer gemaach, wat alles an deene leschten zéng, 20 Joer hei geschitt ass. Ech géif soen, datt déi wichtegst Etapp d'Schafung vun der Uni Lëtzebuerg am Joer 2003 war.

De Kolleeg Lucien Thiel huet an der Kommissioun eng Remarque gemaach, déi ech mer enregistréiert hunn. Hien huet gesot, d'Zukunft wäert eis weisen, dass d'Uni Lëtzebuerg déi wichtegst Décisioun an Investitioun fir d'Zukunft vum Land war, an net déi Investitiounen, vun deene mer oft mengen, datt et déi wichtegst sinn.

Hien huet déi Ausso net a sengem Rapport zréckbehalen, mä ech hunn awer wichteg fonnt, datt déi Ausso an der Kommissioun gemaach ginn ass, well si ass menger Meenung no fundamental richteg.

Wa mer bis elo Bourssen a Prêten un eis jonk Leit - meeschtens sinn et jonk Leit - ginn hunn, esou féiere mer haut eppes Neies an, nämlech Gehälter a Rémunératiounen, en Aarbechtsvertrag, dee mat hinne gemaach ka ginn. Mir ginn hinnen domadder eng gewësse Sécherheet, wat hiert Akommes iwwert déi Zäit ubelaangt, awer och eng gewësse Sécherheet, wat hir Sozialofsécherungen ubelaangt.

Et ass eng wichteg Viraussetzung fir déi Leit, déi an déi Formatioun ginn, datt se och Garantië kréien an datt se net vis-à-vis vun deenen, déi no engem Unisofschloss ophalen, am Fong benodeelegt ginn. Sécherlech si se fir eng Zäitche finanziell benodeelegt, mä et soll een dat awer esou wäit wéi méiglech iwwert dëse Wee opfänken.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mat deene Montanten, déi an dësem Gesetz stinn, kënnt Lëtzebuerg elo un d'Spëtzt. Ech mengen, mir kommen do nëmmen deem no, wat ee vun engem Land wéi Lëtzebuerg ka verlaangen.

De Fonds national de la recherche gëtt beoptraagt, fir déi ganz Gestioun ze maachen. Duerfir muss een och kucken, datt de Fong genuch Leit kritt, fir ebe kënnen eng Struktur opzebauen, fir no baussen och ze weisen, wéi de Fong fonctionnéiert a wéi en zougänglech ass, mat der néideger Transparenz, fir eng besser Visibilitéit ze ginn, fir awer och eng rational Gestioun kënnen ze maachen an - wat och am Rapport steet - eng Evolutioun am internationale Verglach, och e Suivi iwwert d'berufflech Carrière vun deene Leit, déi vun dësen Hëllefe profitéieren, wéi herno hir Carrière sech weiderentwéckelt, a wat fir eng Répercussiounen dat hoffentlech am positive Sënn op eis national Ekonomie huet.

Ech wéilt, nodeem praktesch alles gesot ginn ass, vläicht op ee Punkt agoen, dat ass nämlech d'Carrière vun deene Leit. Wa mer haut hei versichen, se finanziell besser ze ënnerstëtzen, a mat Recht, fir déi Zäit, wou se déi Aarbecht maachen, da muss een awer och kucken, datt déi Leit duerno hir Carrière kënnen an enger menger Meenung no verbesserter Situatioun maachen. Do denken ech net nëmmen un de Privatsecteur, mä ech denken och un den öffentleche Secteur, wou déi Carrière am Prinzip beim Stat menger Meenung no, eiser Meenung no, net genuch honoréiert gëtt. Obscho mer och beim Stat awer wäerten an Zukunft méi Leit aus där doter Branche brauchen.

Duerfir, wa mer an deene leschten Deeg vill iwwer eng Gehälterreform schwätzen, sinn ech der Meenung, datt, wann een eng Kéier do konkret gëtt, een och dësen Aspekt net däerf verléieren.

Een anere Volet wollt ech nach zum Schluss beliichten, awer ganz kuerz. Dat ass deen, deen den Aarbechtsministère hei ugeet. Et ass elo vu verschiddene Säite beliicht ginn. Mir hunn als ADR och déi Motioun mat ënnerstëtzt, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn.

D'Explikatioune vum Minister ware kloer. Mir wëssen, datt mer zu dësem Zäitpunkt net aneschters kënne jugéieren oder handele wéi dat, wat mer elo an dësem Gesetz maachen. D'Regierung, de Minister huet eis d'Zouso ginn, soubal déi Direktiv ëmgesat wier, déi nach an Ausaarbecht wier, géif dat heiten deementspriechend korrigéiert ginn.

Mir hunn déi Offerte vun der Regierung kritt. Mir hu se an enger Motioun festgehalen a wäerten déi Motioun och matstëmmen, genausou gutt wéi mer och vun eiser Säit aus wäerten dësem gudde Projet zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann huet den Här Jaerling d'Wuert nach gefrot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Ech kann och nëmmen dëse wichtege Projet begréissen. Ech hu just e bëssen e Problem mat der Diskussioun, déi hei gefouert gëtt iwwert déi Zäit, déi d'Studenten dierfe schaffen oder net. Ech sinn einfach der Meenung, entweder studéiert een oder et schafft een.

Ech mengen, et muss eng Limite sinn an déi néideg Zäit muss bleiwen, fir dass d'Studië kënnen anstänneg duerchgezu ginn. Wa mer d'Ouverture maachen, fir méi kënnen ze schaffen, da riskéiere mer just, dass Leit aus net communautairë Länner kommen an dann ebe sech iwwert dee Wee op eisen Aarbechtsmarché wëllen erandrängen. Ech géif mengen, dat ass net déi richteg Approche. Déi richteg Approche ass, dass een en Délai setzt, wou een dierf schaffen.

En anere wichtege Punkt vun dësem Gesetz ass awer och, dass de Statut vun de Studenten elo bis 27 Joer geet. Dat ass och besonnesch wichteg fir déi net communautaire Leit, well wa se iwwer 25 Joer hunn an d'Studië méi wäit ginn, da musse se e Contrat de travail an eng Autorisation de séjour kréien. Dat Gesetz hei erlaabt deene Leit elo, fir hei am Land ze studéieren a fir net brauchen déi ganz Prozeduren, déi mer jo kennen, iwwer e Contrat de travail an iwwert d'Autorisation de séjour ze duerchlafen. Vill Patronë sinn einfach net bereet, e Contrat de travail ze maachen an deem Sënn, well se och e bësse fäerten, dass d'Studente sech iwwert dee Wee hei an d'Land era wëlle mogelen.

Dat ass och e wichtegen Aspekt vun dësem Gesetz, dass de Student eben elo säi Statut huet bis 27 Joer. Dat ass och eng Upassung un eist Steiergesetz, well no deem hu jo hei am Land d'Elteren d'Méiglechkeet, d'Studente bis 27 Joer kënnen op hirer Steierkaart ze behalen. Dat ass am Fong eng Equitéit, déi hei geschafe gëtt, déi awer menger Usiicht no wichteg ass.

Och dat ass e wichtegen Aspekt vun dësem Gesetz. Duerfir géif ech mengen, dass een dat Gesetz hei nëmme begréissen an och stëmme kann.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet den zoustännege Minister, den Här François Biltgen, d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech si ganz frou, dass mer haut dëse Projet kënne stëmmen, well et een Element ass am Mosaik vun där neier Fuerschungslandschaft, wéi mer se an dësem Land wëllen duerchbréngen. Et ass eng Fuerschungslandschaft, déi mer opbauen opgrond vun engem Avis vun der OCDE vum Joer 2006. Mir hunn am Mee 2005, elo si mer zwee Joer drop, d'OCDE gefrot - a mir waren dat éischt Land, dat d'OCDE gefrot huet -, eis en Avis ze ginn iwwert d'Fuerschungslandschaft zu Lëtzebuerg.

Wann ech dat nach eng Kéier kuerz ka résuméieren, wat d'OCDE gesot huet, dann huet se Folgendes gesot: Dir sidd e Land, wat wëllt méi Suen an d'Fuerschung investéieren; dat ass gutt esou. Dir hutt och eng ganz Partie vun Embryoe vu gudder Fuerschung; och dat ass gutt esou. Mä u sech ass d'Fuerschung - dat huet d'OCDE net gesot, esou hunn ech et awer verstanen - gewuess wéi Champignonen op der Wiss. Déi eng Champignonë sinn hei komm, déi aner sinn do komm, déi eng si méi grouss ginn, déi aner méi kleng bliwwen, an Dir hutt se all genätzt. Wann Dir wëllt besser ginn, da geet et net méi duer, dass d'Champignonë vun ënne wuessen, mä da musst Dir selwer, als Regierung, e bësse kucken, wat fir eng Champignonen Der wou wëllt förderen.

Dat heescht, d'OCDE huet ganz kloer gesot: Dir musst méi politesch Responsabilitéit huelen, fir d'Fuerschung ze leeden. D'OCDE huet eis och gesot, dass u sech d'Fuerschungspolitik vun den Instituter, vun den Agencë gemaach gëtt, an net vun der Regierung. A si huet gesot: Dir musst als Regierung méi Initiativen huelen, an d'Agencë mussen dat exekutéieren. Ech wëll dat just soen, opgrond vun deem, wat d'Madame Brasseur gesot huet, déi elo net méi ka bei eis sinn. Dat ass awer net schlëmm, si kann dat jo noliesen.

D'Madame Brasseur huet d'Fro gestallt, déi richteg gestallt ass, ob dann elo den FNR de Conseil supérieur de la recherche ass? Neen, ebe just net. Den 29. Juli wäerten de Jeannot Krecké an ech deen éischte Conseil supérieur de la recherche aruffen a mir wäerten deen och virstellen. Dat sinn néng Leit, déi mer geholl hunn, déi net mat iergendengem Lëtzebuerger Institut oder engem Lëtzebuerger Betrib eppes ze dinn hunn, deen an der Recherche ass. Déi néng Leit, dräi Leit aus der Wëssenschaft, dräi Leit aus der Wirtschaft, dräi Leit aus der Zivilgesellschaft, sollen eben d'Regierung beroden, wou d'Politik soll higoen.

Dat ass e wesentleche Punkt, dass et d'Regierung ass, haaptsächlech déi zwee Ministèrë Wirtschaft a Fuerschung, also den Här Krecké, d'Madame Modert an ech, déi Virgabe ginn. An deem Sënn ass och de Projet vu Biotec ze kucken, dee mer zu dräi Ministere lancéiert hunn. Do war de Gesondheetsminister och derbäi, well et ëm säi Secteur geet. Et geet drëm, dass mer méi politesch Akzenter setzen an da soen, wien déi exekutéiere soll. Exekutéiere sollen dann d'Agencen, de Fonds national de la recherche an d'Luxinnovation.

Bis elo hu mir am Ministère gesot: Wie kritt eng Bourse, wie kritt keng? Dat ass keng politesch Décisioun, dat ass eng technesch Décisioun opgrond vun de Gesetzer. An duerfir si mer der Meenung, dass den FNR, deen e ganzen Apparat huet, vill besser outilléiert ass, fir déi Décisiounen ze huelen, wéi mir am Ministère. Mir mussen eis Kraaft am Ministère drop setzen, fir ze soen, wat mer gären hätten. Den FNR ass e formidabelt Instrument, fir déi Politik ze exekutéieren, an duerfir ass eben déi heite Kompetenz fir den FNR eng zousätzlech Kompetenz, mä et ass keng politesch Kompetenz, et ass eng technesch Kompetenz. An ech mengen et ass och richteg, dass déi Leit dat maachen, déi dat kënne maachen.

Mir hunn och mam FNR e Contrat de performance ënnerschriwwen, deen deemnächst virgestallt gëtt. E Contrat de performance mat Luxinnovation gëtt dëse Freideg an der Regierung gekuckt. Wann d'Regierung d'accord ass, hu mer och mat Luxinnovation e Contrat de performance. Mir hu mat alle Fuerschungszentren e Contrat de performance ënnerschriwwen, esou dass mer elo bal alles ëmgesat hunn, wat d'OCDE eis gesot huet.

E Wuert zum Contrat de performance. Ech nennen déi ëmmer Contrats de confiance, well mir maache mëttelfristeg, dräi Joer elo, e Kontrakt, wou d'Fuerschungszentre wëssen, wat se vu Sue vum Stat kréien, wou se awer gesot kréien: Dir kritt ëmmer méi Sue vum Stat, mä Dir musst awer och ëmmer méi Sue bei anerer siche goen, souwuel bei Europa, bei den FNR respektiv bei Privatbetriber oder bei Verwaltungen. A wat mer och agesat hunn, dat ass den „full cost"-Prinzip. Et soll net esou sinn, dass mir d'Fuerschungszentre subventionéieren, an da geet ee bei se, well se bëlleg sinn, neen, et muss ee bei se goe well se gutt sinn. An ech mengen, dass all eis Fuerschungszentre bewisen hunn, dass se gutt sinn. Et gëtt elo ganz vill Beispiller „d'excellence", déi mer hunn, a mir mussen op deem Wee weiderschaffen.

Dat elo emol virausgeschéckt wat eis Politik ass, ier ech dann op d'Detailer komme vun dësem Gesetz, wou ech awer dem Lucien Thiel als Rapporteur emol fir d'éischt wëll Merci soen, dass hien dat ganz verständlech gemaach huet. Hien huet pedagogesch Fäegkeeten, déi anerer net esou hunn, an hien huet dat ganz gutt gemaach, fir jiddferengem kloerzemaachen ëm wat et geet.

Duerfir maachen ech elo och net nach eng Kéier de Résumé vun deem, wat de Lucien Thiel Iech gesot huet. Ech gi just op e puer Froen an.

Wëlle mer méi Chercheuren? Jo. Mir wëllen effektiv op zéng Chercheuren op 1.000 goen am Joer 2010. Mir wëllen och op 3% Fuerschung goen, hisiichtlech 2010. Dat ass just zu Lëtzebuerg ganz schwiereg ze realiséieren. Woufir ass dat schwiereg zu Lëtzebuerg ze realiséieren? Ma well eise PIB ze séier wiisst. Ech si kee Frënd vun deene Moossnamen, déi eppes mat dem PIB ze dinn hunn, well eise PIB méi séier wiisst wéi eis Effortë vun der Recherche wuessen.

Mir hunn awer, vun 2000 bis 2005, eis Recherche vervéierfacht, d'Recherche publique. Bis 2010 gëtt se nach eng Kéier verduebelt, dat heescht par rapport zu 2000 ass se da veraachtfacht. Mä wa mer kucken, wat dat par rapport zum PIB ausmécht, ass dat vill manner. An dat ass e bësselchen e Problem, dee mer zu Lëtzebuerg hunn. Mir gi ganz vill Suen an d'Fuerschung, mä international kréie mer gesot: Et ass net genuch par rapport zum PIB. Also, wa mer elo eng Kéier eng richteg gutt Kris hätten a mir géifen de Budget bäibehalen, da géifen op eemol all déi auslännesch Observateure soen: Wat maacht Dir grouss Recherche-Efforten!, well et sinn esou vill Prozent vum PIB.

Ech weess, dass jiddfereen no deene PIB-Prozenter kuckt, mä ech kucke léiwer no deene Suen, déi mer an d'Recherche

stiechen, absolut, wéi no PIB-Prozenter. Ëmsou méi, dass ee jo muss wëssen, dass et an der Recherche net nëmmen drëm geet, Suen auszeginn, mä et geet och drëm, fir herno Outputen ze hunn. Fir ze soen: Mir hunn esou vill dragepompelt, dat ass schéin a gutt, mä herno musse mer och eng Kéier Rechenschaft doriwwer ofleeën - well dat si Steiersuen -: Wat hutt Der dann domadder erreecht? Wat sinn d'Outputen? Duerfir sinn an deene Contrats de performance och ëmmer Kritären, wéi mer moossen, wat herno dobäi erauskënnt.

Dat ass also e wichtege Punkt, d'Outputen ze hunn. Et huet kee Wäert, ëmmer méi Suen an d'Recherche ze pompelen, wa mer net wëssen, wat dobäi erauskënnt. Et geet an der Recherche net nëmmen drëm, eppes ze sichen, et geet och drëm, eppes ze fannen. Et fënnt een net ëmmer eppes, wann een eppes sicht, mä do wou ech e Problem hunn, dat ass, wa mer elo einfach Sue géifen an eppes stiechen a wou mer eppes géife sichen, wat anerer scho fonnt hunn. Mir solle scho Risiken agoen an der Recherche - dat maache mer zum Beispill bei deem Biotecprojet -, mä mir mussen eis awer Parametere ginn, fir sécher ze sinn, dass herno och Output dobäi erauskënnt. Och déi Diskussioune si mer amgaang ze féieren.

Mir brauche méi Chercheuren. Recherche huet eppes mat Laboratoiren ze dinn, et huet awer virun allem eppes mat Mënschen ze dinn. A wa mer méi éischt Klass Chercheure brauchen, da brauche mer och, à la base, méi jonk Chercheuren. Well wann een net genuch jonk Chercheuren huet, dann huet een och keng, déi duerno gutt sinn.

Et gëtt ëmmer gesot, mir musse kucken, dass d'Chercheuren och en uerdentleche Verdéngscht hunn. E Chercheur, dee sech duerchgesat huet, deen huet e ganz gudde Verdéngscht, well dee gëtt vun all Säit ëmworben. Mä et sinn déi jonk Chercheuren, déi de Problem sinn. Déi jonk Chercheuren, dat sinn oft jonk Leit tëschent 25 a 35 Joer. Wann déi net genuch ënnerstëtzt ginn, da soen déi: Ech maachen eppes aneschters am Liewen, amplaz hei an enger prekärer Situatioun ze sinn.

Den Haaptpunkt vun dësem Gesetz ass, fir ze kucken, dass déi jonk Chercheuren - et sinn nach e puer Nieweprodukter an dësem Gesetz dran -, mä d'Haaptprodukt ass: Wéi gi mer deene jonke Chercheuren eng besser Ofsécherung? Engersäits andeem se méi Sue kréien. Elo leie se wierklech esou just um Mindestloun, wa mer kucken, wat mer vu Bourse hunn. Ech mengen do muss een driwwergoen, a mir hunn och am Budget virgesinn, dass mer vu 6,3 - bis 2010 - op 17,3 Milliounen Euro an eis jonk Chercheure stiechen. Ech soen dat hei just, fir dass ee gesäit, dass dat och e finanziellen Effort ass. Mir brauchen der méi, also mir rechne mat méi Chercheuren, an all Chercheur kritt och méi staatlech Ënnerstëtzung. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, dass se haut wéi e Student betruecht ginn an eng Bourse kréien, mat all deene Problemer, déi och hei gesot goufen, notamment wat jonk Frae betrëfft, wa se e Kand wëlle kréien. Da fale se an all soziaalt Lach a sinn da wierklech total - dat soen ech elo hei, an ech stinn och dozou - am Subproletariat. Duerfir hätte mer gär, dass Aarbechtskontrakter kommen.

Elo kommen ech op dee Punkt, dee jo vun deem engen oder aneren hei contestéiert gouf a wou gesot gouf: Dat ass schlecht, dass Dir hei fënnef Joer maacht fir déi jonk Chercheuren. Woufir maache mer fir déi jonk Chercheure fënnef Joer? Ma well se bis elo iwwerhaapt kee Kontrakt haten. Mir ginn dovunner aus, dass een „Doc", „Postdoc" an der Regel zwee bis fënnef Joer dauert. Dräi ass e bësselchen d'Fauschtregel, mä dat ka méi laang goen.

Wat d'Aarbechtsrecht ubelaangt, maache mer keng grouss Entorse. D'Aarbechtsrecht seet: zwee Joer maximal, an zweemol verlängert. Mir soen zweemol verlängert, mä bis zu fënnef Joer. Woufir? Well et oft net dran ass, an zwee Joer säin Doktorat ze maachen. Mir kënnen eis virstellen, dass ee bei villen ee Kontrakt géif maachen op ee Joer, fir emol ze kucken, ob se weiderkommen. Et sinn och jonk Doktoranden, déi nom éischte Joer ofbriechen, well se net weiderkommen.

Dat wier fir dat éischt Joer, also dass deen éischte Kontrakt op ee Joer wär, an dann zwee Joer Verlängerung, fir säin Doktorat fäerdeg ze maachen. Dat wier also dat Bescht - eent plus zwee Joer, an da wier ee fäerdeg -, mä et gëtt een net ëmmer an eent plus zwee fäerdeg. Duerfir déi zweet Verlängerung nach bis maximal zwee Joer fir déi kënnen ze maachen. Do ass de Parteien elo alles op. Mä ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer dat doten ubidden; méi jonk Chercheuren. Duerno ass eng aner Welt. Duerno muss ee kucken entweder opzehalen oder e feste Kontrakt bis iergendwou aneschters ze kréien.

Do wëll ech och e Wuert soen. Wat hei e bësse monéiert gouf, dat ass, dass mer soen: Fënnef Joer ass net nëmme fir déi jonk Chercheuren; a bei deene jonke Chercheuren ass et egal, ob se am privaten oder öffentleche Secteur sinn. An da soe mer: E Chercheur beim öffentleche Secteur huet och fënnef Joer.

Beim private Secteur hu mer dat net virgesinn. Mä de privaten huet eng aner Dispositioun am Aarbechtsrecht. Déi hunn ech schonn oft ugewannt, well do geet et ëm Projeten. Ech hunn och schonn am private CDDen accordéiert, déi iwwer fënnef Joer gaange sinn, wann et e Projet war fir iwwer fënnef Joer. Dat huet bei verschiddene Betriber zu Lëtzebuerg vill Invest op Lëtzebuerg bruecht an huet de Siège zu Lëtzebuerg séchergestallt bei deenen Öffentlech-Rechtlechen.

Bei der Uni a bei den CRPe soe mer: Dir kënnt effektiv eng éischte Kéier een huele fir fënnef Joer, fir en ze testen. Mä duerno, entweder ass e gutt oder en ass net gutt. Wann en net gutt ass, dann ass en net gutt, mä wann e gutt ass, dann däerft Der net duerno nach eng Kéier verlängeren a verlängeren a verlängeren, mä da musst Der him och en CDI ginn.

Mir wäerten am Hierscht och eng Diskussioun féiere mat eise Fuerschungszentren, fir hinnen ze soen, dass et scho wichteg ass, dass een och eng Partie Leit am CDI huet an dass et, och wann een e Projet huet, dee ka verlängert ginn, vläicht heiansdo besser ass, et mécht een en CDI. A wann de Projet net verlängert gëtt, da kënnegt ee wéinst Motif économique, wat geet, amplaz dauernd CDDen ze verlängeren.

Also, mir hu schonn eng Politik, an déi wëlle mer mat öffentlechen Haiser och duerchdiskutéieren. Bei der Uni steet am Gesetz: fënnef Joer an duerno näischt méi. A mat den CRPe maache mer dat och. Mir hätte scho gär, dass eng Politik kënnt vu prinzipiell CDIen, an nëmme subsidiaresch CDDen; mä et geet net aneschters an der Fuerschung wéi mat CDDen. Wa mer nëmme Leit mat CDI astellen, dann ass eemol d'Haus selwer esou sclérosiéert, dass et net méi kann nei Entwécklunge matmaachen.

Richteg ass och, dass mer mussen zu Lëtzebuerg kucken, mat de Centres de recherche a mat der Uni, fir bei eise jonke Leit méi Reklamm ze maache wat mir haut vu Fuerschung hunn. Ech hunn all Dag jonk Fuerscher - Lëtzebuerger -, déi kommen a se soen: Hues de keng Plaz fir mech? De Problem ass, dass Recherche eppes ganz Vastes ass an dass mir nëmme kënne wéineg Saache maachen.

Et ass also wichteg, dass d'Leit mat Zäite wëssen: Wat sinn eis Achsen? Wou gi mer hin? A wa se wëllen op Lëtzebuerg eng Kéier zréckkommen, dass se och wëssen, dass se sech éischter an déi eng oder déi aner Richtung orientéieren. Dat musse mer elo opbauen, fir dass eis Leit méi informéiert sinn. Bis elo konnt dat net goen.

Da kommen ech op den zweetleschte Punkt, op deen ech wollt agoen. Dat ass dee vun der Studentenaarbecht. Ech bleiwen derbäi, dass et dat Wichtegst fir e Student ass, dass hie studéiert a seng Diplomer kritt, an net dat Wichtegst ass, dass hie schaffe geet. Ech kann dofir net mat der grénger Propositioun d'accord sinn, an och wat d'Madame Brasseur gesot huet, fir ze soen: Et si jo erwuesse Leit, déi wëssen, wat se maachen.

Notamment wat d'Netcommunautairen ubelaangt, muss ee wëssen: Wat ee méi zougesteet, wat se méi ënner engem Drock si vun de Betriber. A wa se da méi schaffe wéi studéieren, da packe se d'Joer net. An da komme mir dohinner a mir soen: Ah, du hues däi Joer net gepackt, also hues de keng Ursaach méi, fir zu Lëtzebuerg ze bleiwen, also gëss de erëm heemgeschéckt. Et muss een heiansdo d'Leit viru sech selwer schützen. Dat ass dat, wat mer hei wëlle maachen; dofir déi 15-Stonneregel, déi awer international erwisen ass.

Wann Der elo dat liest, wat mer am Gesetz hunn, hu mer eng 15-Stonneregel, déi just e bësse komesch formuléiert ass, andeem mer nämlech soen, während zwee Méint kann ee 40 Stonne schaffen ënner Studentenaarbecht, a während deenen anere Woche kann een zéng Stonne schaffen an engem normalen Aarbechtskontrakt.

Ech si mat der Commission de l'Immigration - ech war jo, Här Fayot, bei Iech - an ech sinn och mat deenen zwou anere Kommissiounen - Travail a Kultur, Här Sunnen an Här Glesener - eens, fir ze soen: Et wär besser, mir hätten eng 15-Stonnewoch an déi kënnt iwwert d'Joer esou pendelen. Well wa mer e feste Kontrakt hunn op e Joer, huet de Student och méi Congé zegutt; hien huet méi Sécurité sociale zegutt.

Dat heescht, ech sinn d'accord, dass mer op e 15-Stonnekontrakt ginn. Déi Regel, déi mer elo hunn - zéng a 40 - bréngt mat sech, dass de Student 740 Stonne ka schaffen. Maache mer eng 15-Stonnewoch, da sinn et der 760. Esou dass d'15-Stonnewoch scho richteg ass, mä da musse mer eng Joresreferenzperiod maachen; wat déi aktuell Aarbechtszäitdirektiv vun '93 eis net erméiglecht, wat awer déi nei eis kann erméiglechen. D'Sozialpartner kéinten dat maachen. Mä et geet net, well hei gëtt et kee Secteur vu Studenten. Hei fanne mer keen, deen et kéint verhandelen. Also muss de Gesetzgeber dat kënne maachen. Dofir huelen ech déi Motioun gären un.

Et ass gefrot ginn: Geet d'Wuert Iech net duer? Jo. D'Wuert geet scho jiddferengem duer, mä et ass awer gutt, wann d'Leit och gewuer ginn, dass et e Wuert vum Minister gëtt. Dofir ass et och gutt, wann eppes schréftlech festgehale gëtt. Duerfir hunn ech kee Problem, déi Motioun selbstverständlech unzehuelen.

Dann e leschte Punkt, dat ass dee vum Vakanzenjob. Et gëtt oft verwiesselt: Studentenaarbecht a Vakanzenjob.

Studentenaarbecht ass e Student, dee schafft. Dat erméigleche mer elo, andeem mer soen: Während fënnef Joer kann e Student, ob am Secondaire oder am Supérieur, zéng Stonne schaffen an engem CDD, ouni dass dann de Patron muss Ëmweeër fannen, wéi deen CDD nach rechtens ass oder net. Dat heescht, et gëtt och fir de Patron méi einfach, Studenten anzestellen. Dat ass ee vun de Punkten, dass mer dat maachen.

Dat ass Studentenaarbecht, déi normal rémunéréiert gëtt nom normalen Aarbechtsrecht, well ech der Meenung sinn, wann ee 25 Joer huet - also de Regelfall do, tëschent 22 an 28, en normalen Unisstudent -, dass een dann och soll scho kënne seng Carrière an der sozialer Versécherung opbauen an net alt nëmme just Vakanzenjobe maachen.

Vakanzenjobe gesi mer awer och nach vir, a mir wëllen déi och förderen. Do maache mer zwou Saachen.

Dat eent ass, dass mer…

(Interruption)

Ech kommen zum Schluss.

…vu 25 op 27 Joer eropginn, well eben haut méi spéit d'Leit och nach studéieren. An et sinn der, déi wëllen net Studentenaarbecht maachen, mä just e Vakanzenjob maache mat 26, 27 Joer. Dat gëtt elo méiglech.

Dat Zweet dierft ville Gemengen entgéintkommen, déi oft an de Vakanze Studenten astellen; ech denke virun allem un Tourismusgemengen. Déi stellen oft Studenten an an der Vakanz, déi dann och misste sonndes schaffen; zum Beispill op eise Plagen an esou weider. Dat huet dat aktuellt Vakanzenjobgesetz net erlaabt. Dat erlabe mer elo. Dat ass also eng gutt Saach fir de Student, dee sech kann an der Vakanz - selbstverständlech net während der normaler Schoulzäit - e puer Suen derbäiverdéngen. A fir verschidde Gemengen ass dat dann och méi einfach an der Vakanz hir Tourismusaktivitéite flott ze leeden.

Voilà! Dat gesot, wär ech frou, wa mer kéinten hei wa méiglech eng Unanimitéit kréien. Ech soen Iech Merci, dass mer dat heite Gesetz esou kënne stëmmen, dass déi eng Dispositioune fir d'Studenten direkt a Kraaft trieden, an déi aner iwwert d'Boursen den 1. Oktober.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5733 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Vivianne Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Mir sinn och konfrontéiert mat enger Motioun, déi den honorabelen Här Thiel déposéiert huet. Den Här Minister Biltgen huet deklaréiert, dass d'Regierung dës Motioun unhélt. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Voilà! Ech gesinn, dass dat eng ganz grouss Majoritéit ass. Domat ass déi Motioun ugeholl.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur l'arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire 319-06 concernant la transposition de la directive détachement des travailleurs (suite)

Résolution 1

Mir kommen dann zum Vote iwwert d'Resolutioun, déi vun der ADR déposéiert gi war an der Debatt virdrun. Ass de Vote électronique verlaangt?

Här Jaerling? Mir hu keng Motioun méi. Eng Resolutioun. Här Jaerling, wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, wann elo schonn de Minister e Blâme soll ausgesprach kréien, wann hien alles richteg gemaach huet, wat maache mer dann eréischt, wann hien eng Kéier eppes falsch gemaach huet?

(Hilarité)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass d'accord mat där Resolutioun vun der ADR?

(Interruption et hilarité)

Dräi.

Wien ass dergéint?

Voilà! D'Resolutioun ass mat enger ganz grousser Majoritéit ofgelehnt.

7. Ordre du jour (suite)

Ech wollt der Chamber soen, dass opgrond vun der Modifikatioun, déi den honorabelen Här Gira haut de Mëtteg gefrot huet, den Här Innenminister Halsdorf sech bereet erklärt huet, fir en Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi Stellung ze huelen zur Problematik, déi den Här Gira opgeworf huet. Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum zweetleschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi relatif à la liaison Micheville. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval.

8. 5845 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N 31 et le projet routier afférent sur territoire français

Rapport de la Commission des Travaux publics

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim virleiende Gesetzesprojet handelt et sech ëm déi zweet Phas vun der sougenannter Liaison Micheville. Erlaabt mer duerfir e kuerze Rappel vun der Geschicht vun deene grousse Bauaarbechten op dem Site Belval.

Dës Aarbechte gi respektiv sinn op den Intanzewee gaangen als e legislative Pak, deen aus dräi Gesetzestexter besteet. Et geet drëms, eng Verbindungsstrooss um Site Belval hierzestellen, tëscht der Escher Autobunn a Frankräich, déi dann op franséischer Säit soll an de Contournement vun Däitsch-Oth eraféieren. Fir d'Aarbechten op der franséischer Säit ass de Conseil général de la Moselle zoustänneg. An hei ka sécherlech den Här Minister eis nach iwwert de leschte Stand op franséischer Säit Opschloss ginn.

Et ass ervirzesträichen, dass déi lëtzebuergesch Regierung an déi franséisch Autoritéite Konventiounen ënnerschriwwen hunn, fir d'Modalitéite vun hirer Zesummenaarbecht ze regelen. Ënner anerem wëll ech drun erënneren, dass eng Ännerung vun der Grenz tëscht deenen zwee Länner virgeholl ginn ass, fir et ze erméiglechen, all Flächen, déi vu Lëtzebuerger Säit solle bebaut ginn, op lëtzebuergeschen Territoire eriwwerzehuelen.

Et ass also en eminent wichtege Stroossebauprojet, deen et erlaabt, de Site Belval mat all sengen neie Projeten - dat si souwuel staatlech a kommunal Projete wéi och privater - viabel ze maachen. Ëmmer méi Gebaier schéissen hei aus dem Buedem, vun der Dexia BIL iwwert de Lycée Esch/Belval bis zur Uni Lëtzebuerg an der Plaza.

D'Entwécklung vun engem groussen Deel vun der Regioun Süden ass mat deem Projet verbonnen. Zousätzlech huet en eng Dimensioun Groussregioun an dréit zu enger Entlaaschtung vun deem dichte Grenzverkéier bäi, gradesou wéi zur Entwécklung vun dem ugrenzende Raum op franséischer Säit. Dat erkläert och d'Dréngleechkeet vun deem virleiende Gesetzesprojet, dee gréng Luucht soll gi fir d'Stroossebauaarbechte virunzeféieren.

Am éischte Gesetz vum 3. August 2005 ass d'Regierung autoriséiert, fir all Virbereedungsaarbechte vun der Liaison Micheville virzehuelen, dat heescht en Tunnel vu 432 Meter, deen Zougank op de Square Mile gëtt, an dobäi nach verschidden ënnerierdesch a baussescht Infrastrukturaarbechten.

An deem virleiende Gesetzesprojet, deen zweeten also, geet et drëms, déi schonn ugefaange Stroossenachs ze verlängeren, déi vum Rond-point am Süde vun den Eisebunnsgleiser bis d'Route nationale 31 soll goen.

En drëtte Gesetzesprojet soll den Ofschloss vun den Aarbechten duerstellen, déi eng Verbindung sollen hierstellen tëscht der Route nationale 31 bis den Échangeur vu Lankels duerch de Bau vum Nordcontournement vun der Cité Raemerech.

Wat deen historeschen Deel ugeet, verweisen ech fir weider Detailer op mäi schréftleche Rapport, an deem nach eng Kéier de ganze Werdegang vun dem Stroossebauprojet duergestallt gëtt an deen et erlaabt, en Iwwerbléck iwwert de gesamte Package vun den Aarbechten ze behalen.

De Projet de loi 5845 gouf de 27. Februar 2008 vum Bauteminister Claude Wiseler hei an der Chamber déposéiert. De Projet war motivéiert, war graphesch duergestallt an et louchen zwou Finanzfichë bäi.

De Statsrot huet säin Avis den 20. Mee 2008 ofginn an et koum nach en zousätzlechen Avis den 1. Juli. An der Bautekommissioun vum 9. Juni 2008 ass de Projet de Membere virgestallt ginn an den éischten Avis vum Statsrot gouf analyséiert. An därselwechter Sitzung sinn ech als Rapportrice vum Gesetzesprojet bestëmmt ginn.

D'Membere vun der Bautekommissioun hunn des Weideren do décidéiert, fir den éischten Artikel vum Gesetzesprojet ze amendéieren. Den Amendement besteet doran, d'Enn vum Saz ewechzeloossen, dat heescht déi explizit Referenz op de Crassier vun Éilereng fir ausgebaggert Material ofzelageren, dat fir d'éischt entgëft géif ginn. Ech wäert nach spéider a mengen Ausféierungen heirop zréckkommen.

Nodeems de Statsrot säin Avis complémentaire ofginn hat, huet d'Bautekommissioun an hirer Sëtzung vum 3. Juli hir Analys dovu gemaach. De schréftleche Rapport gouf dann och an der Sëtzung vum 3. Juli eestëmmeg ugeholl.

Wéinst der héijer Technicitéit vum virleiende Projet probéieren ech, déi bautechnesch Aspekter ze résuméieren a verweisen op mäi schréftleche Rapport an den Text vum Gesetzesprojet fir déi detailléiert Beschreiwung vun de geplangtenen Aarbechten.

Déi Aarbechten, déi duerch de virleiende Gesetzesprojet sollen autoriséiert ginn, si folgend: Wéi scho gesot geet et drëms, déi ugefaange Stroossenachs ze verlängeren, déi vum Rond-point am Süde vun den Eisebunnsgleiser bis d'Route nationale 31 soll goen.

D'Stroosseféierung soll nördlech laanscht de Site Belval verlafen an déi Stroossenaménagementer südlech vum scho gebautenen Tunnel gi fäerdeg gestallt. Dat heescht, dass ënnert de Gleiser vun der Zuchstreck Esch-Péiteng an de Gleiseruschlëss erduerchgefuer gëtt, gradesou wéi ënnert der Achs vun der Strooss CR168.

An dësem Deel ass och e Rond-point mat engem ënnerierdesche Passage a Richtung vun dem franséische Stroossennetz, notamment bis de Contournement vun Däitsch-Oth virgesinn. Et gëtt jiddefalls gekuckt, dass den Eisebunnstrafic ka virulafe während den Aarbechten.

Weiderhin ass e Réckhaltebecke virgesi fir d'Reewaasser ze sammelen. De Rond-point wäert ausserdeem den Uschloss un e Park&Ride-Parking erméiglechen, deen no bei der franséischer Grenz gebaut gëtt, fir de Grenzgängerverkéier opzefänken, deen och direkt verbonne gëtt mat der neier Gare vum Site Belval.

Am Tunnel vu Micheville selwer sollen dann déi verschidde Stroosse fäerdeg gestallt ginn, gradesou wéi d'technesch Lokaler an déi technesch Equipementer fir de ganzen Tunnel.

Am Norde gëtt dann de Réibau vum Tunnel vu Micheville laanscht den Helleg-Geescht-Plateau mat sengem Zougankstriichter fäerdeg gestallt. D'Nationalstrooss 31 gëtt ausgebaut a fir Bussen zougängeg gemaach an et gëtt eng provisoresch Verbindung vum Tunnel bis zur Route nationale 31 duerch e provisoresche Rondpoint hiergestallt. Den Zougank a Richtung Esch geschitt dann iwwert déi bestehend Strooss, déi laanscht d'Arcelors-Weieren nei aménagéiert gëtt fir un de Rond-point Raemerech unzebannen.

De Käschtepunkt vum Bauprojet ass op 115.500.000 Euro beim Bauindex 646,07 vum Abrëll 2007 chiffréiert. An dësem Chiffer sinn och d'Sanéierungsonkäschte mat abegraff. Déi néideg Fonge sinn am Fonds des routes virgesinn. Wat Entretienskäschte vun de Lokaler ubelaangt, esou fanne mer déi Renseignementer op där zweeter Fiche financière, an zwar sinn dat pro Joer ëm déi 2.600.000 Euro.

Et ass och nach wichteg, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet e Wuert ze verléieren iwwert de speziellen Aspekt vun der Sanéierung vum Site. De Problem vun der Décontaminatioun vum Site sollt seng Léisung eigentlech op der Décharge vum Helleg-Geescht-Plateau um Site Belval fannen, wou all d'Offäll sollte gelagert ginn.

Dëse Konzept gouf vun der Ëmweltverwaltung zesumme mat dem Ëmweltservice vun Arcelor an der Agora ausgeschafft. Duerch verschidden Ursaache bedéngt, ass festgestallt ginn, dass dëst awer net méiglech wier. Dat sinn ënner anerem d'Ännerung vum Verlaf vun der Liaison Micheville, déi provisoresch Lokaliséierung vum Centre Gabriel Lippmann an déi méi grouss wéi geduechte Mass vu Material, déi ze stockéieren ass.

Dofir ass d'Alternativ vum Crassier vun Éilereng derbäikomm, wou eng Synergie sollt tëscht der Décontaminatioun vum Site Belval entstoen an der Erstellung vun enger nationaler Industriezon, duerch d'Hand vum Wirtschaftsminister. Den Ëmweltministère gouf vun Ufank u mat abezunn an huet säin Accord de principe dozou ginn.

Den explizite Renvoi op de Crassier vun Éilereng gouf awer duerch en Amendement aus dem Text erausgeholl. Effektiv riskéieren dës Aarbechten a Verzuch ze kommen, well d'Fro vun der aktueller Aklasséierung vun deem Site net kloer ass, well de Klassement als eng „Zone d'études" vum administrative Geriicht annulléiert gouf. Et misst also eng Modifikatioun vum generelle Bebauungsplang, dem PAG virgeholl ginn; wat ëmmer mat gewëssenen Délaie verbonnen ass. Et kéint also bis 2010 daueren, bis alles duerch den Intanzewee gelaf wier.

Esou gëtt schlussendlech proposéiert, dass d'Testinstallatioun fir d'Behandlung vum Material op de Site Belval an de Perimeter vun ArcelorMittal sollt gesat ginn. Dat behandelt Material kéint dann deelweis als Ënnerbau vun de Stroosse vum Site benotzt ginn. Et kéint awer och fir eng Verdichtung vum Helleg-Geescht-Plateau benotzt ginn, esou wéi initial virgesinn.

Dann zum Avis vum Statsrot. A sengem éischten Avis vum 20. Mee 2008 huet de Statsrot säin Accord de principe zum virleiende Gesetzesprojet ginn. Bei den Diskussioune vum Gesetzesprojet huet d'Bautekommissioun alle redaktionelle Remarquë vum Statsrot sengen zwee Avisë Rechnung gedroen, bis op déi vun der Ännerung vum Titel; doduerch wier nämlech d'Harmoniséierung vum Text par rapport zum éischte Gesetz vum Package a Fro gestallt ginn.

Déi héich Kierperschaft bedauert insgesamt, dass de Gesetzesprojet kee Wuert verléiert iwwert de Stand vun den Aarbechte vum éischte Gesetz an ob déi finanziell Enveloppe agehale konnt ginn. Gradesou vermësst se Informatiounen iwwert den Zäitplang an de Käschtepunkt vun der drëtter Phas vum Bauprojet a weider iwwert d'zäitlech Ofstëmme vun den Aarbechte vum öffentlechen Transport.

Dann hätt de Statsrot och nach gär gewosst, wat d'Plus-value wier vun den Investissementer am Kontext vum Mobilitéitskonzept a vum „modal split". Esou hätt d'Rentabilitéit vun där héijer finanzieller Ausgab - déi kéint bis iwwer 300 Milliounen Euro leien, eleng wat d'Investissementer ubelaangt, ouni déi parallell Investissementer an den öffentlechen Transport matzezielen - besser kënnen ageschätzt ginn.

Den Här Bauteminister konnt jiddefalls een Deel vun de Suerge vum Statsrot verdreiwen, wéi e matgedeelt huet, dass déi éischt Phas vum Bauprojet déi finanziell Enveloppe sécherlech net géif sprengen, mä éischter bei 60 Milliounen Euro géif leien, amplaz vun deene virgesinnene 76 Milliounen Euro.

Och den Tunnel ass esou wäit fäerdeg, an d'Soumissioun fir deen zweeten ënnerierdesche Passage ass um Punkt, fir lancéiert ze ginn. Och kéinten d'Aarbechte vun dem virleiende Gesetzesprojet uganks vum nächste Joer ufänken a bis 2011 daueren.

D'Opdeelung vum gesamte Projet an dräi Päck huet hei grad eng besser finanziell Planung erméiglecht, laut der Meenung vum Bauteminister. De Minister huet och dorop higewisen, dass d'Kontrollkommissioun vun der Exécution budgétaire all sechs Méint iwwert de Stand vun den Infrastrukturaarbechten informéiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach zum Schluss e Merci ze soen, un éischter Stell de Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun, mä och dem Här Bauteminister a senger Verwaltung fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht.

Ech ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Projet. An lech Merci, Dir Dammen an Dir Hären, fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. Den honorabelen Här Berger huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt och der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Bericht. Dat wäert mir et dann erlaben, fir e puer kleng Bemierkungen nach ze maachen an net méi en détail op de Projet anzegoen.

Dee Projet, dee mer haut de Mëtteg diskutéieren, ass eng weider wichteg Etapp am Hibléck op d'Entwécklung vun den Industriefrichen op Esch/Belval, well mat deem virleienden Text gëtt déi zweet an ofschléissend Phas vun der Haaptverkéiersoder um Site vun Esch/Belval realiséiert an eist Autobunnsnetz un dat franséischt ugebonnen.

Et ass also e Projet, deen eng regional Dimensioun huet, well et dorëms geet, fir d'Industriebroochen erëm ze revaloriséieren, mä doriwwer eraus huet en och eng national Envergure.

D'Diskussiounen iwwer eng Ubannung vum Lëtzebuerger Stroosseréseau, dat heescht vun der Escher Autobunn un de franséischen Autobunnsréseau, ass am Prinzip keng nei Iddi. Et ass eng laang an eng

kontrovers Diskussioun doriwwer gefouert ginn, ob dat dann noutwendeg wier oder net. Virun dräi Joer huet awer du mat deem éischte Gesetz iwwert d'Liaison Micheville d'Chamber hei eng endgülteg Décisioun an där Fro getraff.

Dat steet dann och ganz besonnesch a Relatioun mat der dynamescher Entwécklung, déi mer am Süde vun eisem Land kennen, mat de Friches industrielles, déi do développéiert ginn, mat zousätzlechen Aktivitéiten, déi dann och an déi ganz Regioun wäerte kommen, an déi jo och forcément, ob mer et wëllen oder net, méi Individualverkéier wäerten unzéien.

Mir gi jo dovunner aus, dass an e puer Joer eng Kéier ronn 20.000 Leit op Esch/Belval wäerte schaffen a ronn 6.000 Leit do wäerte wunnen, besonnesch wann déi aner Friche ronderëm Éilereng och hei agebonne gëtt.

Also, bei aller Zoustëmmung, déi mat dësem Projet verbonnen ass, soll een awer och d'Infrastukture fir den öffentlechen Transport op kee Fall vergiessen. Mir begréissen duerfir ausdrécklech den héije Prozentsaz vu 40 zu 60% vum öffentlechen Transport par rapport zum Individualverkéier, deen hei ugestrieft gëtt. Mir hoffen, dass dëst Konzept och wierklech schnell an d'Realitéit kann ëmgesat ginn.

Ee Punkt, deen een an dësem Kontext erwähne muss, dat ass dee vun der Rectificatioun vum franséisch-lëtzebuergesche Grenzverlaf, fir de Projet iwwerhaapt kënnen ëmzesetzen a fir déi Surfacen ze kréien, déi fir de Bau vun deenen néidegen Transportinfrastrukturen um Site vun Esch/Belval noutwendeg sinn. Déi Infrastrukture si wéi gesot ëmsou méi noutwendeg, wann een den Objektiv vum „modal split" op de Frichë vu 40/60 par rapport zu 25/75, dee mer jo op nationalem Plang hunn, wëllt erreechen. Duerfir brauche mer dann insbesonnesch op de Frichen de Bau vun engem Park&Ride an och de Bau vun enger neier Gare op där Plaz.

D'Liaison Micheville mat viraussiichtlech sechs bis siwe Joer Bauzäit ass och e gutt Beispill fir ze illustréieren, dass sech d'Projete kënnen iwwer e puer Joer hinzéien - leider. Dat geet net schnell. Wéinst der Durée ass et am Endeffekt schwéier ze soen, wat de genauen definitive Montant vun de Käschten ass, respektiv ass et och schwéier anzeschätzen, wann och nach nei Problemer kommen. Ech mengen, et ass jo och gewosst, d'Rapportrice war dorop agaangen, dass déi ganz Problematik vum Assainissement vu verschiddene Plazen derbäikënnt.

Op alle Fall ka meng Fraktioun contrairement zum Statsrot déi nei Virgehensweis vum Bauteminister, nämlech de Projet an e puer Phasen opzedeelen, duerchaus matdroen, an dat ëmsou méi, well d'Parlament a senger Kontrollfunktioun iwwert d'Exekutiv jo dann och gestäerkt gëtt.

Ofschléissend wéilt ech also soen, dass d'DP dëse Projet wäert stëmmen an dass mer doranner och e wichtege Schrëtt gesi fir déi weider Rekonversioun vun enger ganzer Regioun am Süde vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. D'Wuert huet dann déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Hei ass also elo déi zweet Phas vun engem Gesamtpackage vun dräi Gesetzestexter fir déi sougenannte Liaison Micheville, wou et dorëm geet, fir e Raccordement ze kréie vum Site Esch/Belval un de Stroosseréseau.

Mir kënnen eis all nach erënneren, well et ass jo nach net esou laang hier, wéi mer am August 2005 d'Drostruktur gestëmmt hu vun engem Tunnel mat enger Längt vu 432 Meter - deemools war méi déi Längt do am Gespréich wéi eppes aneschters - an och den Accès vum Site op de Square Mile.

Hei ass also déi zweet Partie, wou et dorëm geet, fir bis d'Route nationale 31 - oder d'RN31 - ze fuere Richtung Raemerech am Norde vum Site, an och fir den Tronçon bis d'franséisch Grenz am Süden ze zéien.

Et ass och hei scho gesot ginn, d'Projektioun op den drëtte Gesetzestext, dass dat de Contournement ass, op dee virun allem d'Leit vun de concernéierte Gemengen a virun allem vum Quartier Raemerech waarden.

Nom Ofschloss vun dësen Aarbechte schafe mer fir Belval eng Configuratioun, déi eng Separatioun vun deene vereenzelte Verkéiersflëss um a vum Site Belval Richtung Esch a Bieles awer och doriwwer eraus schaaft, an och d'Realisatioun vu Busspuren, Trottoiren, Vëlospisten op der RN31.

Och wann ee sech d'Fro stelle kann - et gëtt bestëmmt eng Äntwert a se wier interessant ze héieren -, firwat de Globalprojet net schonn integral eigentlech an den zweeten Deel huet kënnen integréiert ginn, muss een awer dem Minister héich urechnen, dass hie säi Verspriechen, wat hie gemaach hat, gehalen huet, dass hie schnell géif mam Nofolgeprojet kommen, nodeem mer 2005 deen éischten Deel gestëmmt hunn.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Et muss een och wierklech soen, dass d'Suitë vun den Aarbechte schnellstméiglech garantéiert sinn iwwert dëse Projet de loi, an och d'Iwwergangsléisung, wéi mer se elo kréien, den Trafic schonn zum Deel entlaaschte kann, an och d'RN31, wou wierklech en onheemleche Verkéiersopkommes ass, schonn entlaaschte kann, och duerch déi Mise en service vun enger Strooss südlech vun de Killweieren.

Wann een dat Stéchwuert Killweieren nennt, da muss een och hei soen, dass nieft der Verfestegung an dem Dépôt vun deem Buedem, deen ee brauch respektiv eraushëlt, fir d'Terrassen an d'Voirie ze maachen, och d'Entsuergungsproblematik vun de Killweiere wichteg ass, dass déi also traitéiert ginn, well fir eis an där Géigend hänkt net nëmmen den Assainissement tel quel drun, mä och d'Réoccupatioun, well dat eng Bedéngung sine qua non ass vun der Renaturatioun vun der Dipbech, esou wéi mer de Projet mam Ministère de l'Environnement zesumme geplangt hunn. Esou dass dat eent an dat anert iwwergeet.

Elo ass et jo esou, dass ëmmer méi Leit ufänken ze mierken, dass et beim Projet Esch/Belval net nëmmen ëm e Projet geet, dee virrangeg d'Gemengen am Süden oder d'Gemengen Esch a Suessem concernéiert an interesséiert, mä dass et virun allem en onheemlech wichtegen an interessante Projet ass aus landesplanerescher Siicht, aus urbanistescher Siicht.

Hei gëtt e Modellprojet gemaach, deen net eng Zone d'activité duerstellt, mä e Quartier, wou d'Mixitéit vun de Fonctiounen am Vierdergrond steet. Et ass och e Projet - dat kann ee feststellen, wann ee regelméisseg dohinnergeet -, dee sech elo an engem rasanten Tempo développéiert an dee sech och schnell fëllt.

Et si schonn hei e puer Chiffere genannt ginn. Ech wëll der nach e puer drunhänken: 1.800 Aarbechtsplazen, déi elo schonn um Site sinn. Enn nächst Joer wäerte mer bei iwwer 3.000 Aarbechtsplazen op deem Site do leien. Mir ginn dovunner aus, dass mer an der Gesamtoptik tëscht 20 a 25.000 Aarbechtsplazen um Site Belval wäerten hunn. Mat der Ouverture vu Belval Plaza, also deem éischten Deel vun engem grousse Shoppingareal, ass mat iwwer 80.000 Visiteure pro Woch an deem Eck ze rechnen. Bis Joresenn wäerten am Kader vun deem Projet - well Plaza heescht net nëmmen akafen a Fräizäit gestalten, mä heescht och wunnen - déi ronn 100 éischt Awunner um Site sinn, vun enger Gesamtprojektioun vun tëscht 5.000 a 7.000 Awunner bis ongeféier 2012, 2015.

Bis Joresenn wäert och de Grondstee geluecht gi fir den éischte Bauabschnitt vun der Universitéit. Och dat ass e wichtegt Argument, fir ervirzebréngen, wann ee seet: D'Mobilitéit ass e wichtegen Thema um Site; an zwar net nëmmen d'Mobilitéit am Zesummenhang mat der Ergänzung vun de Stroosseréseauen, mat der eigentlech fir de Site liewenswichteger Liaison Micheville, mä och wat den „modal split" ubelaangt vu 40/60. Deen ambitiéisen „modal split", vun deem mäi Virriedner och scho geschwat huet, dee mer mussen hunn, fir dass mer um nationale Plang och nëmme kënnen drun denken, dass mer eng Kéier a Richtung vun engem „modal split" vu 25/75 kënne goen.

Duerfir ass et am nämlechten Otemzuch wéi ee vun enger Liaison Micheville schwätzt genausou wichteg fir och vun där neier Gare ze schwätzen, déi 2010, 2011 soll opgoen, vum Tram am Süde vum Land, well et war de groussen Avantage vum BTB, dass en eigentlech den Tram a senger ganzheetlecher Optik gesinn huet, an net nëmme fir d'Zentrumsregioun. Duerfir si mer frou, dass se zousätzlech zu den Diskussiounen, wéi se am Moment fir den Tram am Zentrum vun eisem Land sinn, gläichzäiteg an engem Groupe de travail thematiséiert gi fir de Süde vum Land; an hei natierlech mat engem Démarrage an a ronderëm de Site Belval.

En Thema ass och an deem Zesummenhang déi nei an och dréngend wichteg Eisebunnsstreck Esch an d'Stad, Richtung Findel.

Vläicht ass eppes nach drunzehänke vun der Liaison Micheville, well ech d'éinescht gesot hunn, dass mer jo nach en drëtten Deel hunn. Vu dass dee jo nach net integréiert ass an dëst Gesetz, wier et interessant, vun lech, Här Minister, ze héieren, ob Der och hei kënnt d'Ausso oprechterhalen, dass mer an dëser Legislaturperiod och nach deen drëtte Volet vun deem Dreierpackage vun der Liaison Micheville kënnen an d'Chamber kréien an dass och déi Aarbechten direkt um Uschloss vun deenen aneren Aarbechte kënne stattfannen.

Dat gesot, Madame Presidentin, géif ech Merci soe fir d'Opmierksamkeet an och den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet mat op de Wee ginn.

Mme le Président.- Merci, Madame Mutsch. D'Wuert huet elo den Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Madame Presidentin. Dat allermeescht ass scho gesot ginn an da brauche mir och als gréng Fraktioun dat net ze widderhuelen. Ech wëll just direkt aganks och d'Zoustëmmung brénge vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet, an awer dräi oder véier kleng Remarquë kuerz maachen.

Déi éischt zur Prozedur, déi gewielt ginn ass, fir dëse Projet an dräi Stécker opzedeelen, wou jo och eenzel Kritiken, notamment vum Statsrot, komm sinn. Mir mengen allerdéngs, dass déi Prozedur, déi zréckbehale ginn ass, sech bewäert huet. Wann een zugronn leet, dass eng Prozedur no Méiglechkeet soll e Resultat produzéieren, wat an den Délaie bleift an an den Devisë bleift, da muss ee soen, huet am Moment déi gewielte Prozedur, fir dräi Etappen uneneenzereien, dat bruecht, wat se ze bréngen hat.

Mir sinn an den Délaie fir déi éischt Phas, wéi mer et virgesinn haten. A mir sinn och - d'Madame Andrich huet et scho gesot -, wat den Devis betrëfft, aller Viraussiicht no esou, dass mer wäerten ënnert dem Devis kënne bleiwen an net driwwer. An deem Sënn huet déi Prozedur - an der Theorie kann ee sécher villes driwwer soen, mä - dans les faits dat bruecht, wat ee Projet soll bréngen. Duerfir menge mer schonn, dass dat de richtege Wee war.

Déi zweet Remarque ass fir ze bemierken, dass dee Projet, wéi en elo an der Diskussioun ass, awer och nach seng Bedeitung huet, wa mer herno déi drëtt Phas vun deem Projet, also de Contournement vu Raemerech, diskutéieren; an zwar den Aspekt, ob mer et fäerdeg bréngen, déi Leit, déi do wunnen, och zum Deel vum Verkéier ze entlaaschten.

Wa mer och elo en Deel Verbesserung kënne feststellen; et gëtt an Zukunft net méi de ganzen Transfrontaliersverkéier iwwert d'RN31 laanschtgefouert, iwwert déi al an haut nach ëmmer vill benotzte Strooss. Do entsteet fir déi Leit, déi do wunnen, eng Verbesserung par rapport zum Bestehenden.

Duerch déi Iddi, déi vun der Stad Esch an d'Diskussioun bruecht ginn ass, fir en Deel vum Verkéier méi no bannen um Site laanscht d'Weieren ze bréngen, brénge mer et och fäerdeg, dass de Projet Belval net zu enger zousätzlecher Belaaschtung wäert féieren, doduerch, dass alles, wat op der Friche entsteet a Richtung Esch oder Bieles geet, kann iwwer eng aner Strooss gefouert ginn, wéi iwwert d'RN31.

Wat bleift, ass awer en Deel vum Verkéier, dee Richtung Bieles, Metzerlach, Déifferdeng fiert, dee mer leider net aus der RN31 wäerten - esou wéi et haut ausgesäit - kënnen eraushuelen. Dat ass schued. Et huet ee laang gehofft, och am Intérêt vun deene Leit, dass et géif méiglech ginn, dass an Zukunft op der RN31 nëmmen nach de Bus géif fueren an de Vëlo kéint fueren. Dat geléngt also net komplett. Et geléngt eis zum Deel; dee Splitte vum Verkéier solle mer och als e Fortschrëtt huelen. Mä trotzdeem, e bësse Regretë mussen erlaabt sinn. Et hätt een et och gäre gesinn, wa mer dat ganz fäerdeg bruecht hätten.

Eng drëtt Remarque, dat ass eng Fro a gläichzäiteg och eng Opfuerderung un den Här Wiseler. Dat ass fir mat deem Sanéierungskonzept, wat elo gemaach gëtt, och an der Phase transitoire par rapport zum Crassier Éilereng méi offensiv ëmzegoen a selwer derfir ze suergen, dass déi Leit, déi direkt dovunner betraff sinn, richteg informéiert ginn.

Här Wiseler, Dir misst vläicht do bei Ärer lokaler CSV-Sektioun ufänken deenen ze erklären, wat mat deem Projet gemaach gëtt, well et huet een awer d'Gefill, dass um kommunalen Niveau Är Leit net ëmmer déiselwecht Sprooch schwätze wéi dat, wat hei an der Chamber vun der Regierungspartei CSV gesot gëtt.

Mir mengen, dass dat, wat hei amgaangen ass gemaach ze ginn, richteg ass, dass dat eng kohärent Äntwert ass op dee Problem, deen ze léisen ass. Mä d'Regierung ass gefuerdert, fir op der Plaz de Leit et ze erklären, mat den Argumenter, déi jo um Dësch leien, déi do sinn. Da mengen ech och, dass d'Leit verstinn, dass dat heiten eng vernünfteg Saach ass, déi amgaang ass gemaach ze ginn. Dann hunn och déi Leit, déi probéieren zu Bieles a ronderëm Saachen unzedeiten a soen, déi vläicht net esou stëmmen, et méi schwéier.

Mir erwaarden eis do vun lech, Här Minister, dass Der mat där doter Fro ganz offensiv ëmgitt an däitlech maacht, ëm wat dass et hei geet, a virun allem och ëm wat dass et net geet.

Déi véiert a lescht Remarque: Hätte mer haut schonn een eenzege Minister fir Travaux publics an Transport, dann hätt een effektiv och haut kënne mam Här Wiseler iwwer aner Saache schwätzen, wéi nëmmen iwwert de Stroossebauvolet. Et gëtt eng ganz Rei aner Voleten, déi op Belval och zur Mobilitéit gehéieren, déi et wäerte méiglech maachen - och dëse Projet hei -, dass mer en „modal split" op Belval erreechen, dee landeswäit virbildlech ass, well mer och op aner Mobilitéite setzen; wéi den Tram, dee mir ganz staark ënnerstëtzen a froen an och wëlle virundreiwen, wéi d'alternativ Mobilitéiten, déi op der Friche Belval wäerte stattfannen.

Mä den Här Wiseler ass an dëser Regierung nëmmen zoustänneg fir ee vun deenen zwee Ressorten. Et ass awer wichteg, dass een och haut erwähnt, dass op Belval net nëmme Stroosse gebaut gi fir den Individualverkéier, och an engem Beräich Transfrontalier, mä dass do all d'Mobilitéiten op engem Niveau si wéi se am Rescht vum Land virbildlech wieren. Mat deene puer Remarquë bréngen ech d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun a soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Madame President. Och vun eiser Säit Merci un d'Rapporteuse, déi eis hei genau erzielt huet, ëm wat et geet. Duerfir brauch ech net am Detail drop anzegoen. Mir hunn dem éischte Projet, der éischter Tranche an duerfir och generell dem Projet eis Zoustëmmung ginn, well mer der Meenung sinn, datt d'Realisatioun vun deem Projet hei absolut noutwendeg ass, besonnesch fir Esch ze entlaaschten a fir de Flux aus dem franséische Grenzgebitt a Lëtzebuerg - der Haaptstad och haaptsächlech - ze erliichteren.

Déi éischt Enveloppe, Madame President, dat ware 76 Milliounen Euro. Den Här Minister hat eng gutt Nouvelle fir eis, wéi hie gesot huet, hie géif wahrscheinlech iergendwou bei 60 kënne bleiwen. Dat huele mer natierlech gär zur Kenntnis.

Déi zweet Enveloppe, déi mer elo solle stëmmen, läit bei 115 an eng hallef Millioun Euro. Dat sinn ëmmerhin - an ech ginn net fäerdeg dat ze widderhuelen, well déi Milliounen Euro esou kleng sinn - 4,7 Milliarde Frang; dat virdru waren der 2,4. Et ass kee klenge Projet, dee mer hei stëmmen. Da muss ee sech jo nach d'Fro stellen, wat et dann nach kascht, fir dat Ganzt fäerdeg ze maachen.

Dat werft d'Fro op vum Gesamtkäschtepunkt, mat deem d'Chamber konfrontéiert ass, wa se e Projet soll stëmmen. Et ass natierlech - an et versteet ee jo och der Regierung hir Suerg - no all deenen Aventuren, déi mer an der Vergaangenheet haten, fir ze soen: Da fuere mer léiwer mat Tranchen an da bleiwe mer méi no bei der Realitéit. Mä fir de Législateur ass et awer méi schwéier, fir dès le départ ze soen: Okay, dat doten ass e Projet, dee kascht esou vill, a mir sinn domat d'accord, datt de Stat duerfir esou vill investéiert.

Wann ee kuckt wat d'Frais d'entretien ausmaachen, et steet an der Fiche financière 2,6 Milliounen Euro, dat sinn och eppes liicht iwwer 100 Millioune Lëtzebuerger Frang. Dat ass net wéineg, wat dat Material kascht, eleng fir dat Ganzt um Lafen ze

behalen. Och dat muss een, wann een hei den Investissement votéiert, virun Aen hunn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wat eis awer ganz speziell stéiert - an ech wäert de Rescht vu menger Zäit dorop verwenden -, dat ass, datt vun deenen 115 Milliounen Euro, déi elo sollen investéiert ginn, ronn 20 Millioune fir d'Dépollutioun vum Terrain mussen opgewannt ginn. Dat ass erëm datselwecht. 20 Milliounen Euro, mäi Gott, wat ass dat? Dat sinn 800 Milliounen där aler Lëtzebuerger Frang! Dat ass schrecklech vill Geld, wann ech gesinn, wéi mer am Stat heiansdo drëm streiden, fir hei oder do e puer Suen ze kréie fir Saachen, déi noutwendeg an nëtzlech sinn.

Här President, ech hu virun engem Joer eng Fro gestallt gehat iwwert déi ganz Situatioun an ech muss mech bei der Regierung bedanken, well ech hunn deemools eng ganz ausféierlech Äntwert kritt. Aus där Äntwert geet ervir, datt 2,2 ha op deem Site do contaminéiert sinn an datt ronn 35.000 m^3 dovunner betraff sinn. Doniewent géifen et nach verschidden Deponië ginn, déi insgesamt 16 ha géifen ausmaachen an dat géif 1,1 Millioune m^3 Buedem ausmaachen.

Nëmme just fir emol opzeweisen, datt dat do keng Peanuts sinn. A wann een dann d'Erklärung vun der Regierung liest, wéi déi aktuell gesetzlech Situatioun an deem Zesummenhang ass, da gesi mer, datt d'Offallgesetz vum 17. Juni '94 de Verursaacherprinzip, de Principe pollueur-payeur invoquéiert. Dat heescht, datt de Responsabele vun der Pollutioun och d'Käschte vun der Sanéierung muss iwwerhuelen. Dat ass bei eis Gesetz.

De Compromis de vente regléiert den Ëmgank mat contaminéierte Flächen tëscht der Entwécklungsgesellschaft Agora an dem Stat, schreift d'Regierung. Basis ass: Agora verkeeft dem Stat Terrainen, déi assainéiert sinn, gemäß dem Sanéierungskonzept vum Ëmweltministère vum 30. Januar 2004. Insofern Moossname sollten ergraff ginn, déi iwwert dës Sanéierungskonzepter eraus ginn, wären dës op d'Käschte vum Keefer duerchzeféieren.

Dës supplementar Käschte ginn, wann der sollten ufalen, an deene verschiddene Gesetzesprojeten, déi d'Regierung der Chamber virleet, separat opgezeechent. An deem Zeenario si mer elo. Dat heescht, et muss een da soen, d'Regierung huet trotz allem eng Kaz am Sak kaaft, a mir sinn elo amgaang, déi Kaz ganz deier ze bezuelen.

Wann de Verursaacherprinzip festgeschriwwen ass, da misst e jo fir all Mënsch gëllen. Et muss een awer hei feststellen, datt dat net geschitt ass. Mir liesen aus engem Procès-verbal vun enger Kommissiounssëtzung, datt beim Kaf vum Terrain - dat heescht beim Kafpräis - de Prinzip pollueur-payeur berücksichtegt gi wär. Dann héiere mer awer, datt e Plaffong agesat gi wär, wéi wäit datt de bisherege Propriétaire misst derfir opkommen, a wann et géif iwwert dee Plaffong erausgoen, da géif d'Regierung oder de Steierzueler derfir opkommen.

Ech hunn aus engem Procès-verbal vun der Commission des Finances vum 06.07.2001 erausgelies, datt deemools insistéiert ginn ass, datt de bisherege Propriétaire, dat heescht d'ARBED, misst insgesamt fir déi Dépollutiounskäschten opkommen. Wéi gesot, hei huet effektiv, aus wat fir engem Grond och ëmmer, de Stat am Fong geholl de Risiko iwwerholl, a mir mussen elo deier derfir bezuelen.

Ech wëll an deem Zesummenhang eng Fro opwerfen. Mir hunn e Gesetz, wat imposéiert, datt deejéinegen, deen eng Pollutioun gemaach huet, muss d'Dépollutioun bezuelen. A mir hu Fäll am Land, wou kleng Leit, een, deen eng Tankstell bedriwwen huet oder esou, effektiv - wéi een dat esou op Lëtzebuergesch seet - bis op de Kalzong ausgedoe si ginn, fir déi Dépollutioun do missen ze bezuelen. Hei ass - wéi gesot, aus wat fir engem Grond och ëmmer - sech doriwwer ewechgesat ginn. Mir werfen also d'Fro op: Wéi ass et da mam Artikel 10bis vun der Constitutioun, wou et heescht, d'Lëtzebuerger sinn alleguer gläich virum Gesetz?

Mäi Kolleeg Gibéryen, dee laang Buergermeeschter an der Fréisenger Gemeng war, huet eis eng flott Geschicht erzielt,…

Une voix.- Dee verzielt vill Geschichten.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- …wou e Bassin de rétention sollt gebaut ginn a wou se op eng Kéier festgestallt hunn, datt op där Plaz do de Jhangli ëmmer stallgehalen huet an datt de Buedem contaminéiert war, well, wéi et schéngt, déi Maschinnen och alt e bësse gesabbelt hunn. A wann ech mech gutt erënneren, dann huet dat d'Gemeng Fréiseng eng Millioun Euro kascht, fir déi Plaz do ze décontaminéieren.

Ech hätt mer gewënscht, datt dann dee Prinzip do esou ugewannt gi wier, wéi en hei ugewannt gëtt. Dat wär jo da vläicht eng Ursaach fir eis, fir dem Projet eis Zoustëmmung ze ginn, wann an Zukunft all Mënsch esou gutt ewechkënnt wéi d'ARBED hei ewechkënnt, well d'ARBED hätt d'Sue gehat, fir d'Décontaminatioun ze bezuelen, oder wa se dann extra Konditioune kritt huet.

Iwwert déi Aart a Weis, wéi déi Décontaminatioun hei gemaach gëtt, kann een zum Deel och diskutéieren.

Ech erënnere mech drun, datt mer an der Zäit emol Diskussiounen haten - do waren och 800 Millioune Frang am Spill - iwwert d'Goudrongsfabrik, wou et e schrecklech opwändege Procédé war - de Buedem ass an Holland gefouert ginn an do duerch en Uewe gekéiert ginn -, wou de Stat och fuerchtbar vill Geld bezuelt huet. Vläicht hätt ee jo dann och kënnen e vereinfachte Procédé duerchféieren, wéi dat hei de Fall ass.

Wéi gesot, Här President, well hei den Artikel vun der Constitutioun, dee seet, mir wären all gläich virum Gesetz, an och d'Gesetz, wat seet, datt de Prinzip pollueur-payeur misst ugewannt ginn, net esou respektéiert ginn, wéi se misste respektéiert ginn, wäerte mir eis bei dësem Projet enthalen. Mir si grondsätzlech natierlech mam Projet d'accord. Awer déi 20 Milliounen Euro, déi dat kascht, wou de Steierzueler muss fir eppes opkommen, wat hie selwer net verursaacht huet, dat wäert eis dozou brénge fir eis ze enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Och Merci der Madame Rapportrice.

Nodeem wat den hallwe Schäfferot vun Esch hei virbruecht huet, wat ech ënner-

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

stëtzen, hunn ech am Fong net vill bäizefügen. Mä et ass scho richteg, wat den Här Braz gesot huet, dass een awer, Här Minister, misst der CSV doënnen aus dem Süde vläicht e bëssen op d'Fanger klappen an hinnen erklären, wa se eppes schréftlech matgedeelt kréien, dass dat schwaarz Buschtawe sinn an dass se déi vläicht och emol eng Kéier sollte liesen.

Op jidde Fall ass dat, wat den Här Mehlen hei gesot huet, ganz richteg, dass dee Sanéierungskonzept an och d'Prozedur iwwert déi Sanéierung net déi ass, déi de gesetzleche Bestëmmungen entsprécht, an och net déi ass, déi meng Zoustëmmung fënnt, well et einfach e System ass - ech menge wann een higeet an et geet een op den Helleg-Geescht-Plateau an et tippt een alles op e Koup an et versigelt een et dann, da wëll ech emol drun erënneren, dass mer en ähnleche Prinzip déi éischte Kéier um Ronnebierg haten.

Et ass um Ronnebierg och déiselwecht Prozedur agefouert ginn, an dee Betrib, deen am Fong de Ronnebierg bedriwwen huet, huet missen 300 Milliounen aler Frang fir d'Sanéierung bäileeën. Wat fir e klenge Betrib net wéineg ass, quitte dass en och während Joren natierlech Profit aus där ganzer Affär gezunn huet. Mä et stellt een awer fest, dass um Ronnebierg nach ëmmer muss nogebessert ginn, nach ëmmer erëm Réier eragedréckt ginn, fir dass déi Gasen, déi sech do ënnert deem Teppech entwéckelen, kënnen entweechen.

An d'Fro vum Grondwaasser stellt sech och nach ëmmer, well nodréiglech och emol misst vun Zäit zu Zäit kontrolléiert ginn, wéi et mat der Grondwaasserbelaaschtung steet. Hei riskéiere mer an déiselwecht Richtung ze goen. Hei gëtt jo nach méi e Koup vu polluéiertem Buedem stockéiert. Do misst een awer kucken, éischtens emol, dass effektiv deen, dee polluéiert huet, misst déi voll Käschten droen, an zweetens misst ee sech nach eng Kéier iwwerleeën, ob dee Prinzip vun der Versigelung vun deem verseuchte Buedem op enger Plaz dee richtege Prinzip ass an ob dat net an Zukunft eng ökologesch Bomm gëtt, déi mer iergendwann eng Kéier net méi an de Gréff kréien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Minister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech schléisse mech och all deene Mercien un, déi d'Rapportrice, d'Madame Andrich, schonn ausgedréckt krut. Si huet hei eng gutt a schnell Aarbecht gemaach, a mir si gutt weiderkomm.

Zu deem Projet de loi, dee mer virdru gestëmmt hunn, huet ech weess net méi wie gesot, datt an der Diskussioun iwwert d'Recherche d'Uni am Fong dee gréissten Investissement ass, dee mer fir eis Zukunft géife maachen. Dat ass sécher richteg, mä ech mengen an där Diskussioun war gemengt ginn, datt all déi intellektuell an déi geeschteg Efforten, déi dëst Land muss an Zukunft maachen, dat bescht Investissement wieren.

Vu datt ech awer Bauteminister sinn, hunn ech déi do Remarque wesentlech méi terre à terre, um éischten Niveau geholl. Déi grouss Investissementer, déi mer am Süde vun eisem Land maachen, déi sech développéieren an déi den Développement vum Site Belval maachen, dat sinn Investissementer, déi an hirem Ausmooss, an der Rapiditéit, wéi se gemaach sinn, sécherlech zu deene ganz grousse baulechen Investissementer gehéieren, déi dëst Land an deene leschte véier, fënnef Joer gemaach huet an an deenen nächsten zéng Joer och nach wäert maachen.

Mir investéiere ronn 560 Milliounen Euro fir d'Gebaier vun der Uni, mä niewendrun investéiere mer och nach an de Lycée. Mir hunn do an eng Rockhal investéiert. Mir bauen eng Pépinière d'entreprises do. Mir bauen Archiven do. Mir baue Logementer do. Mir baue Studentewunnengen do. Mir setzen d'Héichiewen a Stand a bauen e Centre national de culture industrielle do. Mir baue Sportsinfrastrukturen do. Mir bauen eng Gare do. Dat muss een alles bei déi 560 Milliounen derbäirechnen. Dobäi muss een nach deen hei Projet rechne mat sengen dräi Phasen, plus all déi Stroossebauprojeten, déi gemaach gi vun der Agora, fir den interne Verkéier ze leeden, deen op deem Site wäert stattfannen.

Esou en Investissement, wéi hei realiséiert gëtt an de Gemengen Esch a Suessem, ass an deene leschte Joren net op esou eng konzentréiert Aart a Weis geholl ginn, fir eng prezis Plaz vun eisem Land ze entwéckelen.

Ech wollt dat just eng Kéier widderhuelen, well dat hei nëmmen een - am Fong klengen - Aspekt ass. Och wann en a senger finanzieller Dimensioun schonn impressionnant ass, ass en awer trotzdeem nëmmen e klengen Aspekt vun den Investissementer, déi am Süde vun eisem Land gemaach ginn.

Dat hei ass den zweete Projet. Et ass virdru gesot ginn. Deen éischte louch bei eppes méi wéi 75 Milliounen. Deen hei läit bäi 115. En drëtte wäert nach hannendrukommen.

De Conseil d'État huet d'Fro gestallt, ob déi Prozedur hei déi richteg ass, mat där mer virginn, fir dat an dräi Etappen ze maachen. Déi meescht Fraktiounen hu gesot, datt si mat där Prozedur hei zefridde sinn, well et eis deen noutwendegen Iwwerbléck gëtt, well et eis och déi noutwendeg Capacitéit gëtt, fir de Projet lues a lues ze entwéckelen a finanziell anescht am Gréff ze halen.

Ech stellen eppes fest an der Realitéit, well ech jo mat all deenen Theorien, déi entwéckelt ginn, net vill kann ufänken. Als Bauteminister gëtt een extrem realistesch mat der Zäit. Ech kucken hei d'Realitéit: Wa mer et anescht gemaach hätte bei dësem Projet, da kann ech elo scho soen, datt mer doniewent gewiescht wären an datt mer genau déiselwecht Problemer gehat hätten, wéi a Projete virdrun.

Mir gesinn, datt deen éischte Projet wesentlech méi bëlleg gëtt. Dat ass vläicht elo eng Ausnahm, mä trotzdeem: E gëtt méi bëlleg. Et ass eng aner Zomm wéi déi, déi an d'Gesetz gesat ginn ass. Ech soen dat awer mat Plëséier, datt e méi bëlleg gëtt. Deen zweeten Deel vum Projet, dee mer elo amgaang sinn ze maachen, wa mer dee virun 2005 gestëmmt hätten, dann hätt e jo sécher net gestëmmt, well mer am Fong mat engem ganz anere Konzept mussen dorunnergoen, wéi 2005 geplangt war.

Mir hunn dee Projet missen der Realitéit am Laf vun de Joren upassen, an dat beweist mer, datt dat hei am Fong déi eenzeg Prozedur ass, déi logesch ass a mat där ee korrekt mat der Chamber kann ëmgoen.

Deen drëtte Projet wäert och deem Konzept, wat mer elo fir deen zweeten entwéckelt hunn, missen ugepasst ginn, esou datt ech aus dësem Projet eleng d'Konklusioun zéien, datt déi Aart a Weis, wéi mer hei - Chamber a Regierung gemeinsam - un déi do Projeten eruginn, déi eenzeg ass, déi eis iwwert de Bierg hëlleft. Mir stëmmen zwar dräimol, mä mat deem anere Wee hätte mer och dräimol gestëmmt, well mer zweemol hätte missen nostëmmen, an et wär net opgaangen. Also fannen ech dat hei besser.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat fält net op.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Här Gibéryen, Dir sot, et fält net op. E Bauprojet ass e Projet, deen Der net zéng Joer am Viraus kënnt virgesinn. Dee musst Der der Realitéit upassen. Dir kënnt soen, et fält net op. Ech soen, et ass méi éierlech a méi korrekt, wéi mer hei mat der Chamber ëmginn, well mer eis hei eng Method ginn hunn, fir déi Projeten uerdentlech ze suivéieren. Par ailleurs, mengen ech, waart Dir mat där Method d'accord.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, mir sinn domat d'accord, mä et muss ee wëssen, Här Minister, datt et ëmmer besser wier, wann ee mat engem Projet ufänkt, wann een trotzdeem wéisst, wou een hanne géif - global gesinn - erauskommen. Dat wësse mer mat dëser Prozedur net.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Dat wär natierlech besser, mä d'Realitéit ass eben, wéi d'Realitéit ass. Als Bauteminister géift Dir och relativ schnell gesinn, datt Der dat an engem Bau vun zéng Joer net ronnkritt, a jiddfereen, dee scho selwer doheem gebaut huet,...

(Interruption)

...dee weess, wat fir enge Saachen hien hei ausgeliwwert ass. Eleng wann ech d'Augmentatioune vum Pëtrolspräis an deene leschten zwee, dräi Joer huelen, déi direkt op de Käschtepunkt vun engem Bau erawierken, da kënnt Der net soen, datt Der dat 2005 gewosst hätt. Ech fannen, datt mer hei eng gutt Method zesummen entwéckelt hunn, fir dat ze maachen.

Da wëll ech der Madame Buergermeeschtesch vun Esch, der Madame Mutsch, soen, datt effektiv deen eenzege Problem, deen et bei där doter Method a mengen Aen gëtt, deen ass, datt ech de Suivi muss kënnen assuréiere vun enger Etapp hannert där anerer, fir keng Interruptioun am Chantier ze kréien a fir mer d'Méiglechkeet ze ginn, dat och reibungslos vun enger Etapp an déi aner iwwergoen ze loossen. Dat kann natierlech, deemno a wat fir eng prozedural Problemer ee mat senge Gesetzestexter kënnt, heiansdo e Problem ginn. An do muss een extrem drop oppassen.

Duerfir hutt Dir d'Fro gestallt: Wéi ass et mat deem drëtte Projet? Komme mer weider? Gëtt deen zur Zäit déposéiert?

Mir sinn elo amgaang, relativ zolidd dorunner ze schaffen. Mir denken, datt mer ufanks nächst Joer kënne prett sinn, fir de Projet ze déposéieren hei an der Chamber, an dann hänkt et vun de Chamberprozeduren of, wéini mer e gestëmmt kréien, mä dat läit awer am Timing gutt, esou wéi dat momentan ausgesäit.

Wat de franséische Volet vum Dossier ugeet, do huet deen een oder deen aneren ënnerstrach, datt mer effektiv - an Dir konnt dat an der Press liesen - jo Diskussiounen haten, heiansdo Schwieregkeeten haten, well déi franséisch Säit net an deem Rhythmus virukomm ass, wéi mer dat initialement gemengt haten. Do, no villen Diskussiounen op allen Niveaue mat de franséische Lokal-, Regional- an Nationalpolitiker, gesäit et awer elo esou aus, wéi wa mer och op där Säit Positives ze vermelden hätten a virukomme kéinten.

Natierlech, ëmmer wann een esou e Bauprojet huet op engem Site, dee schonn amgaang ass ze fonctionnéieren, an am Belval fonctionnéiert e schonn, hutt Der ëmmer Transitiounsschwieregkeeten. Duerfir soen ech deene Gemenge Suessem an Esch Merci, mat deene mer hei an enger gudder Kooperatioun kënne probéieren, fir all Etapp vun den Transitioune verkéiersméisseg esou an de Gréff ze kréien, datt se och fir déi Leit, déi do wunnen an déi do schaffen, uerdentlech a korrekt iwwert d'Bühn kënne bruecht ginn.

Dann zum Projet Assainissement e puer Wuert, déi ech och wëll hannendru soen. De Grondprinzip vun deem, wéi deen Assainissement sengerzäit ugepaakt ginn ass, ass, datt mer vun deem Buedem, deen do läit an dee mer mussen déplacéieren, wa mer esou e Projet wéi deen hei maachen, keng Exportatioun géife maachen. Dat heescht, datt mer am Fong alles um Site esou vill wéi méiglech géifen traitéieren, ënnerbréngen an och erëm verschaffen, dat heescht eng Neutralisatioun in sito géifen u sech maachen. Dat war de Grondprinzip. Deen ass och bäibehale ginn, an och mat deene Wiesselen a mat deenen anere Massen, mat deene mer elo konfrontéiert sinn, kënne mer dee bäibehalen.

Duerno sinn zwou Saache gemaach ginn, ier den Terrain d'Hand gewiesselt huet, ier de Stat den Terrain kaaft huet. Éischtens ass eng historesch Analys gemaach ginn, wou genau gekuckt ginn ass, wat an deene leschte Jorzéngten op deem Terrain do geschitt ass a mat wat fir enge Problemer mer dowéinst rechne kéinten.

Duerno, nodeem dat gemaach ginn ass, ass awer och nach um Site selwer en analytesche Proufprogramm duerchgefouert ginn, mat ronn 300 Bohrungen, wou genau analyséiert ginn ass, natierlech ëmmer mat Échantillonen, wat fir en Typ Problemer eis da kéinten erwaarden.

Duerno ass en Assainissementskonzept ausgeschafft ginn, eng Etüd Agiplan gemaach ginn, an op Basis vun där Etüd ass e Verkafskontrakt gemaach ginn, wou och festgeluecht ginn ass, wat fir een Deel vum Assainissement dann elo vu wiem misst gedroe ginn, a wou de Prinzip vum Pollueur-payeur och festgehale ginn ass an deem Accord, dee sengerzäit ausgehandelt ginn ass.

Elo gesäit d'Realitéit awer mat der Evolutioun vun deem, wat mer maachen, anescht aus, well de Buedem, deen elo ausgegruewe ginn ass an deene Projeten, déi gemaach gi sinn, an der Mass wesentlech méi grouss gëtt, well eis Streckeféierung zu engem Deel anescht verlagert ginn ass; well mer och décidéiert hunn, datt bei enger ganzer Rei Projeten nach zousätzlech Parkplaze missten ënnendrënner gebaut ginn, wat dann de Massendéplacement vun deem méi grouss mécht, mä op där anerer Säit awer och d'Valorisatioun vun den Terrainen an d'Exploitatioun, déi de Stat dovunner mécht, wesentlech méi wäertvoll mécht; a well et drëttens net méiglech ass, all déi Massen op de Plateau du Saint-Esprit ze kréien, wéi et initialement geplangt war, notamment well de CRP Gabriel Lippmann, deen do implantéiert ass, déi Plaz ewechhëlt fir, esou wéi dat initialement geplangt war, en Deel vun deene Massen dohinner ze kréien. Dat obligéiert eis dann, déi Massen anzwousch anescht ze déplacéieren an en Assainissement in sito vun deene Massen, déi mussen déplacéiert ginn, ze maachen.

Dat explizéiert dann och - par rapport zu engem initialen Assainissementskonzept, dat am Verkafskontrakt festgehale gi war a fir dat e Prinzip bestanen huet, an deen och vum fréiere Propriétaire bezuelt ginn ass - den zousätzleche Käschtepunkt, deen Dir hei am Gesetz erëmfannt. An deem Konzept ass och de Ministère de l'Environnement agebonne gewiescht, deen den Développement dovunner suivéiert a begleet huet, wéi en an där leschter Zäit entwéckelt ginn ass.

Fir mech ass et elo wichteg, datt mer an deem heiten Dossier esou schnell wéi méiglech virukommen, well déi Investissementer, déi hei gemaach ginn, an déi Leit, déi an Zukunft dohinner wunnen a schaffe kommen, déi maachen et ganz einfach néideg, datt mer déi Mobilitéit, déi mer op deem Site do wëllen, och kënne garantéieren. D'Individualmobilitéit selbstverständlech mam Stroossebau, mä awer och d'Mobilitéit fir den öffentlechen Transport, fir d'Bussen, fir d'Vëloen, déi mer mussen um Site hunn an déi deelweis och schonns mat concevéiert ginn ass, an natierlech och d'Mobilitéit fir de schinnegebonnenen öffentlechen Transport, wou mer amgaange sinn de Projet vun där Gare duerchzeféieren, fir dat och alles korrekt iwwert d'Bühn ze kréien.

Mir mussen hei schnell virukommen. Mir mussen déi vill staatlech Investissementer schnell dohanne maache kënnen, well et ganz kloer ass, datt de Rhythmus vun de staatlechen Investissementer mat sech bréngt, datt de Rhythmus vun de privaten Investissementer och méi schnell gëtt. Wat mer méi investéieren, a wat mer méi privat Investissementer op deem Site do kréien, wat de Projet am Allgemenge besser virugeet. Dat ass déi ganz Erausfuerderung, virun där mer hei stinn an déi mer mussen unhuelen. Wann ee kuckt, wat do alles realiséiert gëtt, och vu privater Säit, da gesäit een, datt dee Projet, dee mer hei amgaange sinn ze maachen, momentan vill Succès huet, an ech hoffen, datt dat och an Zukunft wäert esou weidergoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a fir d'Ënnerstëtzung.

M. le Président.- Merci, Här Minister Wiseler. Da komme mer zum Vote vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5845 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Christine Doerner), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Konventioun iwwert den internationale Flugtransport. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Angel.

9. 5852 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°4, signé à Montréal, le 25 septembre 1975, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie, le 12 octobre 1929, amendée par le Protocole fait à La Haye, le 28 septembre 1955

Rapport de la Commission des Transports

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Mat dësem Projet approuvéiere mer de Protokoll N°4, dee schonn 1975 ënnerschriwwe ginn ass, also 33 Joer al ass, an deen d'Konventioun vu Warschau vun 1929 soll änneren. Mir befannen eis hei an engem streng reglementéierten Domän vun der Loftfahrt, an ech mengen et ass och wichteg, dass et do gutt a streng Regele gëtt.

D'Konventioun vu Warschau, dat war am Fong déi éischt international Konventioun, déi d'Regele vum Flugverkéier geregelt huet, grad wéi d'Responsabilitéit vis-à-vis vun de Passagéier, de Bagagen an dem Fret. Déi Konventioun gouf dräimol modifizéiert, eng Kéier 1955, eng Kéier 1961 an dunn eng drëtte Kéier 1975, wou déi véier Protokollen hei ugeholl gi sinn. Lëtzebuerg huet deemools och dräi vun deene véier Protokolle ratifizéiert, awer dee véierten net.

Bei deem véierte Protokoll geet et ëm de Régime juridique fir den Transport vun de Wueren. Et misst ee vläicht preziséieren, dass d'Akraafttriede vun dësem Protokoll N°4 am Fong nëmmen eng Zwëscheléisung ass, well 1999 gouf zu Montréal eng nei Konventioun iwwert den internationale Loftverkéier ausgeschafft. Déi Konventioun ass iwwregens hei zu Lëtzebuerg per Gesetz vum 12. August 2003 ugeholl ginn an a Kraaft getrueden. Den Exposé des motifs vun dësem Projet seet och, dass déi Konventioun vu Montréal vun 1999, ech zitéieren: «est appelée à l'emporter sur la Convention de Varsovie et les instruments connexes».

Elo kéint ee sech jo dann d'Fro stellen - mir hu jo déi nei Konventioun vun 1999 -, firwat gi mer dann hei nach dee Protokoll ratifizéieren? D'Äntwert ass ganz einfach: Déi Dispositiounen, déi am Protokoll N°4 sinn, behalen hir Utilitéit vis-à-vis vun all deene Länner, déi d'Konventioun vu Montréal vun 1999 nach net ratifizéiert hunn. En plus sinn och all déi Dispositioune vun dësem Protokoll méi no un deene vun der neier Konventioun vu Montréal, am Verglach mat all deem vu virdrun. Ausserdeem ass dat hei och deen eenzege Protokoll an dat eenzegt Dokument, wat mer als Lëtzebuerger nach net ratifizéiert hunn am Kader vun der OACI.

Et geet also ëm de Régime juridique fir d'Marchandisen. Et vereinfacht den Handel, well mir kënnen all d'Flugdokumenter vereinfachen doduerch, dass een déi nei Technologien utiliséiere kann, fir déi Dokumenter ze erstellen. Dat setzt d'Käschten erof, ass also och gutt fir d'Kompetitivitéit vun den Entreprisen am Flugverkéier. D'IATA mengt, dass, wann een déi ganz Dokumenter um elektronesche Wee ka maachen, am Joer kënne bis zu 1,2 Milliarden Dollar gespuert ginn. Dofir huet d'Introduktioun vun dësem Protokoll N°4 och e grousse Soutien vun all den Acteuren an der Loftfahrt an och vun de Lëtzebuerger Acteuren an der Loftfahrt.

De Statsrot huet säin Accord ginn, ouni eng Remarque ze maachen. Ech ginn Iech hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech géif Iech bieden datselwecht ze maachen.

Ech soen Iech Merci a wënschen Iech e schéinen Owend.

M. le Président.- Ech denken, dass d'Chamber de Recommandatioune vum Rapporteur nokënnt. Ech soen am Numm vun der ganzer Chamber dem Rapporteur Merci, a mir kommen zum Vote vun dësem Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5852 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Roland Schreiner), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.30 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 47, 48, 49 et 50

Communications page 606

Ordre du jour pages 606-607

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°271 du 1er juillet 2008 de M. Marco Schank relative aux solutions envisagées par le Ministère afin d'augmenter la disponibilité des bénévoles des services de secours et d'assurer une certaine reconnaissance aux bénévoles pour leur dévouement et leur travail au sein des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 607

- Question N°272 du 30 juin 2008 de M. Fernand Etgen relative à l'agrandissement de l'École nationale des Sapeurs-Pompiers à Feulen, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 607

- Question N°273 du 30 juin 2008 de M. Roger Negri relative à l'(in)utilisation, par le Luxembourg, des crédits budgétaires mis à disposition par l'Union européenne au cours de l'exercice 2007, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

et

- Question N°274 du 30 juin 2008 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réaction du Gouvernement au sujet de l'utilisation des fonds européens, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration pages 607-608

- Question N°275 du 1er juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la future affectation de l'actuel Palais de Justice, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 608

- Question N°276 du 1er juillet 2008 de M. Gilles Roth relative à l'état d'avancement du projet de construction de la 2e école européenne, adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 608-609

- Question N°277 du 1er juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la politique en matière de consommation de cannabis, adressée à M. le Ministre de la Justice page 609

- Question N°278 du 1er juillet 2008 de M. Charles Goerens relative à l'analyse du député européen Robert Goebbels au sujet du futur de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 609

Question avec débat N°36 de M. Roland Schreiner au sujet du plan d'action «Réforme administrative» pages 609-610

5738 - Projet de loi relatif à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance pages 610-613

5817 - Projet de loi portant approbation de la Décision des représentants des Gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil concernant les privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel, signée à Bruxelles, le 10 novembre 2004 page 613

5811 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, portant transposition de la directive 2006/70/CE de la Commission du 1er août 2006 portant mesures de mise en œuvre de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la définition des «personnes politiquement exposées» et les conditions techniques de l'application d'obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle ainsi que de l'exemption au motif d'une activité financière exercée à titre occasionnel ou à une échelle très limitée et modifiant: 1. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 3. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 4. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 5. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 6. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 7. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 8. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable

et

5756 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et modifiant: 1) l'article 506-1 du code pénal, 2) la loi du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du code d'instruction criminelle pages 614-617

5331 - Proposition de loi sur les enquêtes parlementaires - Article 61 page 617

5890 - Débat d'orientation sur la réorganisation territoriale du Luxembourg pages 618-635

Communications page 636

Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe page 636

Ordre du jour pages 636-637

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur l'arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire 319-06 concernant la transposition de la directive détachement des travailleurs pages 637-640

page 646

5733 - Projet de loi relatif aux aides à la formation-recherche modifiant:

- la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

- la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet:

1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public;

2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;

- le Code du Travail pages 640-646

Ordre du jour (suite) page 646

5845 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N 31 et le projet routier afférent sur territoire français pages 646-650

5852 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°4, signé à Montréal, le 25 septembre 1975, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie, le 12 octobre 1929, amendée par le Protocole fait à La Haye, le 28 septembre 1955 page 650

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2351	M. Gilles Roth	Obligation de conclure un contrat d'entreprise lors de l'achat d'un terrain à bâtir
2449	M. Félix Braz	Enquête sur les circonstances d'un retour forcé
2474	M. Laurent Mosar	Desserte de l'Atert-Lycée par le transport scolaire
2486	M. Robert Mehlen	Luxembourg Air Rescue (LAR)
2493	Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen et M. Lucien Thiel	Éducateur gradué
2499	M. Gast Gibéryen	Audit sur l'a.s.b.l. ProActif
2515	M. Gilles Roth	Jeux vidéo violents
2532	Mme Claudia Dall'Agnol	Situation des personnes au pair
2544	M. Robert Mehlen	Situation des colonies d'abeilles
2546	M. Laurent Mosar	Hausse continue des prix de l'énergie
2548	M. Eugène Berger	Délits contre l'environnement
2550	M. Xavier Bettel	Accès aux décisions des autorités judiciaires
2551 cf. 2556	M. Henri Kox	Mortalité élevée des colonies d'abeilles
2552	M. Laurent Mosar	Tracé du futur tram léger
2555	M. Fernand Etgen	Travaux au Lycée du Nord à Wiltz
2556 cf. 2551	M. Marcel Oberweis	Mortalité des abeilles causée par l'utilisation d'insecticides
2561	M. Robert Mehlen	Travaux tunnel «Gousselerbierg»
2563	M. Carlo Wagner	Prestations en espèces à charge des assurés employés
2566	M. Roger Negri	Taux d'émissions de CO_2
2567	M. Ali Kaes	Services de secours
2568	M. Fernand Etgen	Rénovation de la Coque
2569	M. Roger Negri	Rénovation du pont à Kayl
2572	Mme Claudia Dall'Agnol	Vidéosurveillance des zones de sécurité
2573	M. Roger Negri	Inclusion des transports aériens dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission et ses conséquences
2575	Mme Sylvie Andrich-Duval et M. Marc Spautz	Déplacement de déchets industriels dans le cadre de la construction de la liaison Micheville
2576	M. Marcel Oberweis	Problématique des poulets chlorés
2581	M. Fernand Etgen	Enseignants en luxembourgeois
2582	M. Claude Meisch	Cours de préparation à la naissance
2584	M. Xavier Bettel	Encadrement médical de l'armée
2585	M. Xavier Bettel	Test de sélection des candidats soldats volontaires
2586	M. Xavier Bettel	Sondage au sein de l'armée
2587	M. Xavier Bettel	Entrée en vigueur de règlements grand-ducaux
2588	M. Xavier Bettel	Ambulance du centre militaire de Diekirch
2589	M. Xavier Bettel	Règlement de discipline pour la force publique
2591	M. Fernand Etgen	Étude de sécurité sur la N7
2592	M. Robert Mehlen	Système de signalisation
2593	M. Romain Schneider	Évacuateur de crues
2595	M. Roland Schreiner	Nouvelle régulation pour les autobus
2601	M. Xavier Bettel	Procédure de décollage pratiquée sur la piste 06
2602	M. Roger Negri et M. Marcel Oberweis	Utilisation de biocarburants
2607	M. Carlo Wagner	Sortie N°15 sur l'autoroute A1
2609	M. Gast Gibéryen	Incidents avec des jeunes à Esch/Alzette
2611	M. Claude Adam	Taxe scolaire pour non résidents
2613	Mme Claudia Dall'Agnol	Transport et traitement de patients souffrant d'une obésité grave (adipositas permagna)
2616	M. Marc Angel	Vols de nuit
2620	Mme Claudia Dall'Agnol	Violence envers les bénévoles des services de secours
2621	Mme Anne Brasseur	Coefficient de l'éducation artistique
2622	M. Ben Fayot	Diplôme d'ingénieur industriel de l'Université du Luxembourg
2626	M. Gast Gibéryen	Utilisation de la langue luxembourgeoise dans le réseau de distributeurs d'argent des Postes et Télécommunications (P&T)
2627	M. Marcel Oberweis	Précautions à prendre avec les téléphones mobiles
2628	Mme Viviane Loschetter	Demandes d'admission pour CITP et CCM
2629	M. Eugène Berger	Manque de personnel au sein de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois et de ses filiales
2630	M. Gast Gibéryen	Composition de la Commission européenne
2631	M. Claude Adam	Revalorisation de la carrière du préposé forestier
2632	M. Carlo Wagner	«Vide scolaire» dans le canton de Remich
2634	M. Fernand Diederich	Cadastre national des arbres
2635	M. Robert Mehlen	Déformations apparues auprès de veaux nouveaux-nés dans les environs de la décharge Sidec

Question 2351 (29.2.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**obligation de conclure un contrat d'entreprise lors de l'achat d'un terrain à bâtir:**

Il arrive de plus en plus fréquemment que les vendeurs de terrains à bâtir situés dans des lotissements obligent les acheteurs à contracter avec eux-mêmes ou avec un entrepreneur ou promoteur immobilier qu'ils désignent pour la construction de l'habitation à ériger.

En Belgique, il a été proposé de compléter le Code civil par une disposition selon laquelle «Le contrat par lequel l'acheteur s'engage, lors de l'acquisition d'une ou de plusieurs parcelles de terrain, à conclure un contrat d'entreprise pour la construction d'un immeuble sur cette ou ces parcelles avec le vendeur du terrain ou avec un tiers désigné ou à désigner par celui-ci, est nul.

Le contrat visé à l'alinéa 1er doit en tout cas mentionner, dans un alinéa distinct et en caractères différents et gras, que l'acheteur a le droit d'invoquer la nullité d'un contrat contraire à l'alinéa 1er ou d'une telle clause.

L'une ou l'autre de ces nullités peut être invoquée au choix par l'acheteur avant la passation de l'acte authentique.»

- Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice si le Gouvernement pouvait envisager d'édicter une disposition légale permettant de frapper de nullité tout contrat par lequel l'acheteur s'engage lors de l'acquisition d'une parcelle de terrain, à conclure un contrat d'entreprise avec le vendeur ou avec un tiers désigné ou à désigner par lui, l'acheteur pouvant invoquer la nullité de la globalité du contrat ou de la clause en question avant la passation de l'acte authentique.

Réponse (21.7.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il n'est pas prévu de légiférer dans le sens de la proposition belge citée par l'honorable Député.

D'une part, on ne peut interdire à un vendeur de soumettre la vente à un certain nombre de conditions.

D'autre part, l'acheteur peut, en vertu du droit actuel, demander l'annulation de la vente si les conditions y attachées n'étaient pas suffisamment claires au moment de la conclusion de l'acte de vente. Il y a donc lieu pour l'acquéreur et le notaire de bien vérifier au préalable si la vente de terrain est assortie d'une obligation de construire.

Question 2449 (8.4.2008) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**enquête sur les circonstances d'un retour forcé:**

En réponse à ma question parlementaire N°2423 *(cf. compte rendu N°11/2007-2008)*, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a répondu qu'«une enquête sur les circonstances d'un premier retour forcé a été engagée par l'Inspection générale de la Police».

J'aimerais donc savoir de la part du Ministre:

- Est-ce que l'enquête en question est achevée?

- Qu'est-ce que l'enquête a révélé?

Réponse commune (9.7.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

L'enquête à laquelle il est fait référence dans la réponse à la question parlementaire N°2423 est achevée et a été transmise au Ministre de la Justice et au Procureur d'État de Luxembourg.

Dans les conclusions de son rapport l'Inspection générale de la Police retient que contrairement à ce qui avait été avancé, l'étranger en question a été informé, selon ses propres déclarations, qu'une expulsion vers l'Italie était impossible et qu'il allait être rapatrié en Guinée.

Quant au déroulement du rapatriement, l'Inspection n'a décelé ni manquement ni faute dans le comportement des policiers. Comme l'étranger concerné s'opposait à son embarquement, il a fallu quatre policiers pour le maîtriser. Au cours de cet incident trois policiers ont été blessés.

Quant au coup de pied que l'étranger a reçu en plein visage, l'enquête a permis de constater que c'est un policier français qui a eu ce geste pour se libérer de l'emprise de l'étranger qui l'avait mordu dans son talon d'achille.

Question 2474 (17.4.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **desserte de l'Atert-Lycée par le transport scolaire:**

L'Atert-Lycée à Redange/Attert ouvrira ses portes en septembre 2008. Le Ministère des Transports a annoncé qu'un transport scolaire sera assuré à partir de toutes les localités du canton de Redange. Par contre, les élèves habitant un autre canton doivent recourir à l'offre RGTR existante.

Ceci vaut dès lors aussi pour les étudiants des communes de Boevange/Attert, Bissen et Colmar-Berg, même si ces localités se trouvent au bord du ruisseau de l'Attert. Il faut également savoir que l'utilisation des lignes régulières existantes obligera les élèves à changer au moins une fois de bus au cours de leur trajet scolaire.

Selon mes informations, l'Atert-Lycée compte au moins 20 préinscriptions provisoires de ressortissants des trois communes de Boevange/Attert, Bissen et Colmar-Berg.

Dans ce contexte j'aimerais demander à Monsieur le Ministre des Transports s'il n'entend pas organiser une ligne de bus scolaire supplémentaire pour les enfants de ces trois communes.

Réponse (21.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Comme l'indique Monsieur le Député, une vingtaine d'élèves se seraient inscrits au nouveau Lycée à Redange, alors qu'ils habitent des communes situées en dehors du rayon de recrutement fixé par le plan directeur sectoriel lycées.

Lesdits élèves ne sont pas sans savoir qu'ils ne peuvent prétendre à une offre de transport direct entre leurs domiciles et le prédit lycée, étant donné qu'ils sont domiciliés à moins de dix kilomètres des infrastructures scolaires d'Ettelbruck, Diekirch et de Mersch.

Compte tenu de l'offre de transport public considérablement améliorée au niveau des lignes d'autobus dans la région, ces dernières années, des communications par correspondances vers Redange existent en tout cas à partir des communes de Bissen et de Colmar-Berg.

La localité de Boevange disposera d'une communication directe vers Redange.

Un plan de transport plus détaillé sera établi et communiqué par mon Ministère dès qu'il disposera du résultat des inscriptions au Lycée Atert à Redange.

Question 2486 (21.4.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **Luxembourg Air Rescue (LAR):**

Déi lescht Deeg war vu Säite vum President vun der «Luxembourg Air Rescue» (LAR) ze héieren, datt d'LAR opgrond vun enger neier Reglementatioun méi staark Motore misst an hir Helikopteren abauen. Dat géif ronn 2,5 Milliounen Euro kaschten an et wéisst nach keen, wéi dat kënnt bezuelt ginn. Schlëmmstefalls misst d'LAR mat hiren Aktivitéiten ophalen. Duerfir wollt ech lech dës Froe stellen:

1. Sidd Dir iwwert dës Problematik informéiert?

2. Ëm wat fir eng Direktive respektiv wat fir e Reglement handelt et sech hei?

3. Ass dës Fuerderung berechtegt? Waren d'Maschinne vun der LAR bis elo ze schwaach motoriséiert? Wa jo, wéisou hu se dann däerfe fléien? Wann dat net de Fall ass, wéisou muss dann elo sou eng héich Investitioun gemaach ginn?

4. Wann dës «Oprüstung» net ze évitéieren ass, ass d'Regierung da bereet, dës Käschten ze iwwerhuelen?

Réponse commune (23.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'honorable Député s'interroge sur les raisons qui imposent la modification des hélicoptères exploités par la Luxembourg Air Rescue (LAR).

Conformément à la réglementation luxembourgeoise, l'association Luxembourg Air Rescue utilise pour ses missions de secours héliportés quatre hélicoptères MDHI Explorer exploités par la compagnie Ducair-Luxembourg Air Ambulance S.A. dans le cadre de son certificat de transporteur aérien (AOC-Air operator certificate).

En application du règlement grand-ducal du 23 février 2001, les conditions techniques d'exploitation de ces hélicoptères relèvent des missions de transport aérien public et sont définies par un règlement dit JAR-OPS 3 élaboré à l'époque par l'ensemble des autorités européennes de l'aviation civile (Joint Aviation Authorities) aujourd'hui remplacées à l'échelon de l'Union européenne par l'Agence Européenne de la Sécurité Aérienne (AESA) de la Commission, dont le siège est à Cologne.

Ce règlement JAR-OPS 3 a subi plusieurs amendements depuis la version initiale de février 1999 qui était annexée au règlement grand-ducal du 23 février 2001, dont un publié en janvier 2002 qui rajoutait un appendice définissant dans le détail les dispositions spécifiques applicables aux services médicaux d'urgence. Cet appendice, qui a lui-même subi plusieurs modifications, dont le dernier en date du mois de mai 2007, impose pour la desserte des hôpitaux situés dans un environnement urbain, depuis le 1er janvier 2005, des hélicoptères certifiés selon les critères de performance de catégorie A, c'est-à-dire que, en cas de panne d'un moteur au décollage, il sera toujours possible, soit de se reposer en sécurité sur la plate-forme, soit de poursuivre le décollage avec le moteur en fonctionnement, de s'envoler et de se reposer en toute sécurité à un autre endroit.

Sur les 4 MDHI Explorer de Ducair, seul le dernier, acquis en 2005, a été certifié selon les critères de performance de catégorie A. Les trois autres, achetés respectivement en 2000, 2001 et 2002, peuvent faire l'objet d'une modification, certes assez coûteuse, pour être conformes aux exigences de certification avec, notamment, le remplacement des moteurs et du réservoir. Cependant, cette modification n'avait jusqu'alors jamais été réalisée dans le monde et sa certification par l'Agence Européenne AESA ne pourra être effective qu'après la réalisation d'un vol d'essai sur une machine modifiée. En fonction des commandes des kits de modification et de l'approbation des chantiers de modification, en particulier de la disponibilité des nouveaux moteurs, la première machine modifiée par l'atelier allemand ALT, agréé selon la réglementation européenne, devrait être disponible le mois prochain, la dernière machine devrait être livrée et certifiée au plus tard en avril 2009.

Dans l'immédiat et pour couvrir la poursuite de l'exploitation des services de la LAR, la Direction de l'Aviation civile a imposé des mesures compensatoires sur le plan de la sécurité pour couvrir le risque de panne au décollage avec, notamment, un suivi journalier très rigoureux des performances de chaque moteur ainsi que des restrictions d'utilisation sur certaines plates-formes hospitalières plus difficiles d'accès. Ces mesures prises par rapport à la nouvelle réglementation en vigueur permettent de garantir un niveau de sécurité supérieur à ce qui existait auparavant. Cependant la mise en place du nouveau règlement européen préparé par l'Agence AESA, dont la mise en application devrait intervenir à l'automne 2009, ne permettra plus à la Direction de l'Aviation civile de maintenir une telle dérogation sans obtenir l'accord de la Commission européenne, ce qui semble formellement exclu sur ce sujet.

Alors que les hélicoptères achetés par la LAR sont des machines suffisamment puissantes pour effectuer les missions de secours héliportés dans des conditions de sécurité normales, le caractère plus strict de la réglementation européenne portée par le succès des hélicoptères sanitaires et l'amélioration des performances techniques des nouveaux hélicoptères impose aujourd'hui pour Luxembourg Air Rescue, soit de procéder à ces modifications soit d'envisager le remplacement des hélicoptères les plus anciens par des hélicoptères certifiés en catégorie de performance A comme la dernière machine acquise.

Aujourd'hui déjà, la prise en compte des consignes supplémentaires en matière de contrôle de fiabilité et de performance de chaque moteur permet de garantir, pour une période transitoire, un niveau de sécurité équivalent aux exigences européennes supérieures, avec toutefois le risque de ne pas pouvoir effectuer de transfert sur certains hôpitaux.

Dans la mesure où la mise en conformité des hélicoptères de la LAR est imposée par les réglementations en vigueur et que le Gouvernement n'entend pas remettre en cause les services de secours héliportés offerts par la LAR, le Gouvernement est disposé à participer dans le financement de cette mise en conformité. Les modalités de la participation sont actuellement analysées par les départements ministériels concernés et négociées avec les responsables de la LAR dans le cadre de la convention qui a été conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'association Luxembourg Air Rescue.

Question 2493 (24.4.2008) de **Mmes Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen**, **Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Lucien Thiel** *(CSV)* concernant l'**éducateur gradué:**

Au cours des dernières décennies, le profil de l'éducateur gradué a fondamentalement changé. Il occupe aujourd'hui dans de nombreuses institutions des postes à haute responsabilité et est amené à prendre des décisions importantes, lourdes de conséquences. Il se caractérise en plus par une flexibilité et une polyvalence professionnelles.

Or, la profession de l'éducateur gradué n'est pas considérée à sa juste valeur. En effet, la carrière de l'éducateur gradué n'est pas valorisée au même niveau que les autres carrières supérieures dont la durée des études est équivalente. Il s'agit notamment des carrières de l'orthophoniste, du pédagogue curatif, de l'infirmier gradué ou de l'assistant social qui bénéficient tous d'un traitement supérieur à celui des éducateurs gradués.

Afin de discuter de cette problématique, une réunion a eu lieu en date du 10 janvier 2008 entre les représentants du Ministère de la Fonction publique, de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et les représentants de l'«Association professionnelle des Éducateurs gradués» ainsi que du «Syndicat luxembourgeois des Éducateurs gradués».

Pour clarifier leurs revendications, les deux associations ont en plus rédigé et envoyé en date du 31 janvier 2008 une lettre aux trois ministres concernés qui malheureusement est restée sans suite jusqu'à aujourd'hui.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Messieurs les Ministres de la Fonction publique et de l'Enseignement supérieur.

- Est-ce que le Gouvernement est décidé à mettre sur pied d'égalité toutes les carrières qui correspondent à des niveaux d'études équivalents?

- Est-ce que le Gouvernement partage les vues et arguments avancés par les deux associations susmentionnées?

- Dans l'affirmative, quelles sont les suites que le Gouvernement entend donner à ce dossier?

Réponse commune (15.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire N°2493 du 24 avril 2008 des honorables Députés Madame Françoise Hetto, Madame Marie-Thérèse Gantenbein et Monsieur Lucien Thiel, le Gouvernement tient à souligner qu'il comprend les réflexions au sujet de la carrière éducative exprimées par les honorables députés. Il importe cependant de noter que de nombreuses carrières ont soumis au Gouvernement des revendications relatives au reclassement de leur carrière qui, dès lors nécessite une réflexion générale sur l'évolution des carrières dans la fonction publique qui devra, le cas échéant, aboutir sur une révision des carrières et des traitements permettant de préserver l'équilibre des différentes carrières dans la fonction publique. Or, le Gouvernement n'envisage pas de procéder à une telle revalorisation générale des traitements au cours de la législature en cours.

Il y a lieu de relever que le Gouvernement a, dans le cadre de ses discussions relatives à la transposition du processus de Bologne, demandé à une commission d'experts, installée à ce sujet, d'analyser dans un premier temps les diplômes et l'évolution dans les études de base requises à l'accès par la mise en œuvre du processus de Bologne. Ce travail a permis de définir les nouveaux diplômes nécessaires à l'accès aux carrières actuellement existantes dans la fonction publique.

Pour ce qui est d'un éventuel reclassement d'une carrière, le Gouvernement et le législateur ont encore défini un deuxième critère traditionnel de classification des différentes carrières, à savoir celui relatif à l'évolution des responsabilités, des attributions et des sujétions de l'agent.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a retenu qu'il fallait procéder à une analyse approfondie de la structure des carrières et des traitements, analyse qui se fondera d'une part sur les travaux préparatoires déjà effectués par la commission d'experts mise en place par le Gouvernement sur base des mémoires remis par les différentes associations professionnelles au Gouvernement et d'autre part sur le rapport de cette même commission relatif aux répercussions, au niveau du recrutement dans la fonction publique, de la nouvelle nomenclature des diplômes introduite par le processus de Bologne.

La commission d'experts sera donc appelée à continuer ses travaux et aura entre autres pour mission d'analyser la structure des carrières et des fonctions auprès de l'État en partant des diplômes, des qualifications et des compétences nécessaires pour y accéder et des évolutions qui se sont faites au niveau des responsabilités et des missions assumées par les agents des différentes carrières. Ensuite, elle devra définir avec précision, en prenant comme base les besoins effectifs des administrations, les compétences et les responsabilités des différentes carrières et fonctions et faire des propositions en matière de prise en considération éventuelle des acquis professionnels, de la formation continue, etc.

Au vu de ce qui précède, il est évident que les vues et arguments présentés par l'Association professionnelle des Éducateurs gradués et par le Syndicat luxembourgeois des Éducateurs gradués devront être traités dans ce contexte global.

Question 2499 (25.4.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**audit sur l'a.s.b.l. ProActif:**

An der Nummer 697 vun der Wochenzeitung «Den Neie Feierkrop» konnt een de 25. Abrëll liesen, datt en neien Audit an der Maach wier, fir erauszefanne wivill Suen dem LCGB seng Beschäftegungsinitiative ProActif vum Stat eventuell ze vill krut an ergo zréck un d'Statskeess misst iwwerweisen.

An dësem Zesummenhang hätt ech déi heite Froen un den Här Aarbechtsminister:

1) Kënnt Dir confirméieren, datt esou en Audit de Moment an der Maach ass?

2) Vu wiem gouf dësen Audit an Optrag ginn?

3) Stëmmt et, datt dësen zweeten Audit vun der Firma KPMG gemaach gëtt?

4) Wa jo, mengt Der net, (sou wei «Den Neie Feierkrop» et undeit) datt et en Interessekonflikt gëtt, wann den Här Roger Molitor Member vum Leadership Team vun der KPMG an an engems Member vum Verwaltungsrot vu ProActif ass?

5) Mengt Der net datt dësen zweeten Audit en double emploi ass, vu datt Ernst & Young an engem éischten Audit scho festgehalen hat, datt ProActif tëscht 1998 an 2003 méi Sue vum Stat krut wéi se der ausginn huet?

6) Stëmmt et, datt ProActif dem Stat bis haut nach keen Euro zréckbezuelt huet?

7) Huet dem OGB-L seng Beschäftegungsinitiative Objectif Plein Emploi dem Stat scho Suen zréck iwwerwisen, a wa jo, wivill?

8) Wéi erkläert den Här Minister sech dann den Ëmstand, datt et fir dem OGB-L seng Beschäftegungsinitiative anscheinend manner schwiereg war dem Stat schon en Deel vun de Suen zréck ze iwwerweise wéi fir dem LCGB seng?

9) Kann den Har Minister mer Prezisioun doriwwer ginn a) wivill Sue ProActif an Objectif Plein Emploi zënter 1998 all Joer vum Stat kruten a b) wivill Suen déi zwou Beschäftegungsinitiativen ausginn hunn a c) wivill de Stat zevill iwwerwisen huet?

10) Mengt den Här Minister, datt de Gesetzesprojet 5144 (deen de Moment an der Diskussioun ass) duergeet fir an d'Finanzgebaren vun de Beschäftegungsinitiativen an Zukunft méi Transparenz eranzebréngen?

Réponse (18.7.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Me référant à ma réponse du 18 juin 2008 à la question parlementaire N°2499 de l'honorable Député Gast Gibéryen *(cf. compte rendu N°15/2007-2008)*, j'ai l'honneur de vous faire parvenir un tableau rectifié des fonds versés aux initiatives en faveur de l'emploi ProActif et Objectif Plein Emploi depuis 1998 (question N°9).

Il est à noter que l'erreur dans les chiffres des années 1998 à 2000 provient d'une mauvaise manipulation des fichiers en provenance de l'ancien système de comptabilité de l'État et celle dans les données de 2007 d'une addition erronée.

Je vous prie de bien vouloir présenter mes excuses auprès de l'honorable Député Gast Gibéryen pour ces erreurs involontaires.

«9) Zënter 1998, hunn d'Initiativen OPE a ProActif folgend Beträg krut:

Exercice budgétaire	Proactif	Objectif Plein Emploi
1998	20.000.000 LUF	**40.000.000 LUF**
1999	0 LUF[1)]	**140.000.000 LUF**
2000	90.000.000 LUF[2)]	**200.000.000 LUF**
2001	130.000,00 LUF	**265.000.000 LUF**
2002	5.625.000,00 EUR	7.828.166,32 EUR
2003	8.390.250,00 EUR	9.450.000,00 EUR
2004	10.232.614,00 EUR	10.972.500,00 EUR
2005	9.448.989,00 EUR	10.474.530,26 EUR
2006	10.576.371,00 EUR	11.760.590,62 EUR
2007	11.497.101,86 EUR	**13.793.500,00 EUR**
2008	14.806.000,00 EUR[3)]	14.730.000,00 EUR[3)]

[1)] un montant de 20.000.000 LUF a été ordonnancé en 1999 mais seulement payé en 2000

[2)] seul un montant de 70.000.000 LUF a été ordonnancé en 2000

[3)] montant engagé en 2008»

Question 2515 (5.5.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **jeux vidéo violents:**

Le Luxembourg fait partie des quelques rares pays membres de

l'Union européenne qui ne disposent pas de cadre légal pour interdire la vente de jeux vidéo violents aux mineurs. La seule mesure qui existe est le «Pan European Games Information», le soi-disant «PEGI» émis par l'industrie du marché de jeux vidéo elle-même, qui, bien qu'il s'agisse d'un point de repère efficace, ne représente pourtant qu'un simple autocontrôle volontaire. En effet, de plus en plus d'études démontrent que les utilisateurs, après exposition aux jeux violents, deviennent plus agressifs et excités. Selon ces études, les jeunes joueurs perçoivent le monde de manière plus effrayante, se désensibilisent à la violence et ont des comportements agressifs physiques et verbaux. Cette polémique autour de la violence dans les jeux vidéo a atteint des sommets après les meurtres de la Columbine High School en 1999, où deux adolescents ont tué 13 lycéens et blessé 23 autres.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- N'est-il pas nécessaire d'établir un cadre légal pour réglementer la vente de jeux vidéo violents au Luxembourg?

Réponse (15.7.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La forte consommation des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) et de jeux vidéo pose problème en termes de sécurité et de protection des enfants et des jeunes. Ces outils de communication sont utilisés de manière régulière par les enfants et les jeunes. Ils s'exposent à des risques grandissants, deviennent plus facilement victimes d'espionnage social et d'harcèlement sexuel et sont régulièrement exposés à la violence propagée dans les médias et surtout dans les jeux vidéo.

Depuis 2003, vingt pays de l'Union européenne ont adopté le système PEGI (Pan European Games Information) qui établit une classification par catégorie d'âge et dispense des avertissements, notamment sur le degré de violence ou l'emploi d'un langage grossier, ce qui permet aux parents de choisir des jeux qui conviennent à leurs enfants et aux joueurs adultes de mieux choisir leurs jeux.

Même si le système PEGI n'a actuellement pas encore été intégré dans la législation nationale, le Ministère de la Famille et de l'Intégration est conscient du problème de la violence dans les médias et a mis en place différents dispositifs permettant de sensibiliser les enfants et les jeunes aux dangers liés à l'utilisation des NTIC.

1. Le projet LUSI - Luxembourg Safer Internet

Le projet LUSI est un projet géré par le Centre de Recherche public Henri Tudor, Telindus et KannerJugendTëlefon et cofinancé par la Commission européenne. L'objectif général du projet est de sensibiliser les enfants, les jeunes, les parents et les agents éducatifs aux dangers liés à l'usage d'Internet et de la téléphonie mobile. Depuis le mois de novembre 2006, des évènements grand public, le site Internet www.lusi.lu, une ligne téléphonique d'aide et de consultation (Helpline: 26 64 05 44), des ateliers de sensibilisation dans les écoles primaires et secondaires, des formations pour animateurs de jeunesse et des spots télévisés ont été mis en place. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration soutient le projet en question par la prise en charge des frais administratifs et des frais de personnel du KannerJugendTëlefon.

2. Le projet LISA - Luxembourg Internet Safety Alert

Le projet LISA est également géré par le Centre de Recherche public Henri Tudor, Telindus et KannerJugendTëlefon et cofinancé par la Commission européenne. Il vise au travers la mise en place d'une ligne téléphonique spécifique la dénonciation de sites, d'activités et de contenus violents et illégaux transmis par Internet et par la téléphonie mobile. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration soutient également ce projet par la prise en charge des frais administratifs et des frais de personnel du KannerJugendTëlefon.

3. L'éducation aux médias prestée par Erwuessebildung

Erwuessebildung est un autre service subventionné par le Ministère de la Famille et de l'Intégration. Il s'agit d'un service de documentation audiovisuelle qui met à la disposition du public, des établissements scolaires et des institutions sociofamiliales des cassettes vidéo, des CD-Rom et des DVD à caractère éducatif et documentaire, ainsi que des vidéo-projecteurs et autres matériels audiovisuels. Erwuessebildung joue un rôle important dans la promotion positive de médias éducatifs et non violents. De même, l'Internetstuff offre des services gratuits de type «Internetführerschäin».

4. Les services d'éducation parentale

L'École des Parents Janusz Korczak a comme mission de sensibiliser les parents d'enfants et les futurs parents aux principes et techniques d'éducation de leurs enfants. Le service s'est également engagé dans l'organisation d'évènements d'information sur les dangers liés à l'utilisation des NTIC. Par ailleurs, les maisons relais qui détiennent la mission de la formation parentale se sont également engagées dans la sensibilisation des parents de leur population cible.

5. Les services de consultation psychologique

Plusieurs services subventionnés, dont Psy-Jeunes et Haus 89 offrent la consultation psychologique, affective, conjugale et familiale. Les services sont sollicités par des personnes adultes et mineures qui se trouvent en souffrance psychique et/ou relationnelle, due à des évènements traumatisants dont le harcèlement par Internet (cyberbullying).

Par ailleurs, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ont informé le Conseil de Gouvernement en date du 23 mai 2008 des risques et des dangers liés à la prolifération du phénomène de la violence sur Internet et au niveau d'autres supports médiatiques. Ils ont de même saisi l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand en date du 13 juin 2008 d'une demande d'avis concernant ce phénomène et l'opportunité qu'il y a de légiférer au niveau du Code des consommateurs.

Question 2532 (8.5.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **situation des personnes au pair:**

Un nombre important de jeunes gens, surtout de jeunes filles, se déplacent en Europe en tant que fille au pair. Pendant longtemps le placement au pair au Luxembourg était réglé par la loi du 6 avril 1990 par laquelle le législateur luxembourgeois avait approuvé l'Accord européen sur le placement au pair, élaboré au sein du Conseil de l'Europe et signé le 24 novembre 1969 à Strasbourg. Toutefois, en date du 23 septembre 2002, le Grand-Duché a dénoncé cet accord européen et ces jeunes personnes accueillies au sein d'une famille devraient dès lors être engagées sous le couvert d'un contrat de travail régi par les dispositions du Titre II du Code du Travail.

- Est-ce que le contrat de travail ordinaire s'est montré adapté à la situation des personnes au pair?

- Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de chiffres renseignant sur le nombre d'au pair au Luxembourg? Dans l'affirmative, est-ce qu'il existe des statistiques sur les missions que regroupe l'activité de la personne au pair?

Selon mes informations, la réglementation de l'activité d'assistance parentale par la loi du 30 novembre 2007 semble compliquer la situation des personnes au pair au Luxembourg. Ainsi, afin de pouvoir exercer une activité d'assistance parentale, qui constitue une activité principale exercée par la personne au pair, il faut être en possession d'un agrément d'assistant parental. Pourtant, une condition pour l'obtention de cet agrément est le suivi d'une formation qui comprend au moins cent heures de cours et de séminaires ainsi que vingt heures de stages dans un service socio-éducatif agréé ce qui, en pratique, devrait rendre le placement au pair impossible pour les jeunes gens.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état des choses?

- Dans l'affirmative, ne serait-il pas opportun de créer un statut légal pour les jeunes au pair?

Réponse (17.7.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Par une loi du 6 avril 1990, le Grand-Duché de Luxembourg avait approuvé l'Accord européen sur le placement au pair, une convention du Conseil de l'Europe signée à Strasbourg le 24 novembre 1969 et ratifiée également par l'Espagne, la France, l'Italie, la Norvège et la Suisse.

Pendant plus de dix ans l'application de cet accord ne posait aucun problème jusqu'au jour où le Tribunal administratif a jugé que les jeunes étrangers visés par l'Accord européen sur le placement au pair ne doivent pas nécessairement être originaires d'un pays membre du Conseil de l'Europe et signataire de l'Accord en question puisque le Grand-Duché de Luxembourg n'avait pas usé de la faculté lui ouverte de restreindre l'application territoriale de l'Accord européen (article 17: tout État signataire, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, ou tout autre État adhérent, au moment du dépôt de son instrument d'adhésion, peut désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent accord.) (T.A. 13 mai 2002, Demidova).

En l'espèce, il s'agissait d'une artiste de cabaret à laquelle le Ministre de la Justice avait refusé la prolongation de son autorisation de séjour et le Ministre des Affaires étrangères la délivrance d'un visa touristique consécutif à l'autorisation de séjour et qui par la suite avait conclu une convention de placement au pair avec un couple luxembourgeois.

Pour éviter que l'Accord européen sur le placement au pair ne devienne le subterfuge pour prolonger le séjour à Luxembourg des artistes de cabaret dont l'autorisation de séjour venait à expiration ou ne constitue une voie détournée pour accéder au marché de l'emploi luxembourgeois[1], le Gouvernement s'est vu contraint de dénoncer l'Accord européen sur le placement au pair.

Depuis le 24 mars 2003 le placement au pair n'a plus de base légale au Luxembourg et, à supposer qu'une personne veuille travailler dans un ménage privé, le droit commun lui est applicable tant en matière de droit du travail qu'en matière de droit de la sécurité sociale.

Il résulte de ce qui précède qu'il n'existe aucune description des activités d'une personne au pair en matière de droit du travail et que le Ministre du Travail et de l'Emploi ne peut pas disposer de statistiques concernant les «contrats au pair» existant au Luxembourg.

Partant, il n'est pas non plus possible de savoir si le contrat de travail ordinaire s'est montré adapté à la situation des personnes en question.

[1] En 2002, le Ministère du Travail et de l'Emploi et l'Administration de l'Emploi se trouvaient confrontés à des demandes d'engagement de filles au pair en provenance de la Thaïlande, des Philippines, de la Côte d'Ivoire, de la Russie etc.

Question 2544 (19.5.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **situation des colonies d'abeilles:**

Haut ass zu Bonn d'Ouverture vun der UNO-Biodiversitéitskonferenz, déi bis den 30. Mee dauere soll. Virum Hannergrond vun dëser wichteger Konferenz géif ech lech gären e puer Froe stellen iwwert den aktuellen Zoustand vun de Beievölker zu Lëtzebuerg. Aus de Kreesser vun de Beieleit ass ze héieren, datt en héije Prozentsaz vun eise Beievölker de leschte Wanter net iwwerlieft hätt. Well d'Beien awer eng immens wichteg Roll am Erhale vun der Flora spillen, wollt ech dës Froen un lech riichten:

1. Hutt Dir Zuelen iwwert d'Verloschter am leschte Wanter, respektiv wéi héich ginn dës Verloschter geschat?

2. Wat sinn Ärer Meenung no d'Haaptursaache vun dëse Verloschter?

3. Wéi gesäit Är Strategie aus, fir kuerzfristeg mat de Beienziichter zesummen dës Verloschter ze minimiséieren?

4. Gëtt et eng Laangzäitstrategie fir d'Beienzuucht ze propagéiere respektiv eng méiglechst flächendeckend Bestäubung duerch d'Beien ze garantéieren, a wéi wëllt Dir dës Strategie ëmsetzen?

Réponse (10.7.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

En guise de réponse à la question parlementaire posée par l'honorable Député au sujet du problème de la mortalité des abeilles, nous voudrions renvoyer pour l'essentiel à la réponse fournie par Madame la Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural aux questions parlementaires N°2551 et N°2556 posées respectivement par Messieurs les Députés Henri Kox et Marcel Oberweis, réponses qui traitent en détail les aspects techniques du problème *(cf. ci-dessus)*.

Quant aux remèdes pour minimiser la mortalité des abeilles, nous sommes d'avis qu'ils doivent se baser sur une stratégie pluridisciplinaire visant la promotion de l'apiculture, les contrôles sanitaires des ruches, une utilisation raisonnée de pesticides basée sur le principe de précaution, un monitoring des statistiques de mortalité d'abeilles et une analyse ciblée de ses causes ainsi que la préservation de paysages richement structurés en vue de la conservation de prairies fleuries, de bandes herbacées en milieu ouvert et urbain et de haies naturelles.

Question 2546 (19.5.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **hausse continue des prix de l'énergie:**

L'Allemagne, l'Autriche et la Suisse étudient la possibilité d'un recours à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) face à la hausse continue des prix de l'énergie, en particulier du pétrole, a indiqué le ministre autrichien de l'Économie, Martin Bartenstein, à l'issue d'une réunion avec ses homologues allemand et suisse le 17 mai 2008. Monsieur Bartenstein a argumenté que comme on dispose d'une institution comme l'Organisation Mondiale du Commerce, il serait intéressant de vérifier s'il existe une possibilité de contrecarrer la spéculation ainsi que les cartels. Tout en affirmant que les trois pays n'envisageaient pas le dépôt d'une plainte auprès de l'OMC, le Ministre allemand de l'Économie, Michael Glos, a souligné à son tour qu'il «s'agissait avant tout d'obtenir plus de transparence sur les marchés des matières premières». Selon ce dernier «plus de transparence aura pour conséquence de minimiser l'élément spéculatif».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Le Grand-Duché de Luxembourg n'aurait-il pas à son tour intérêt à se joindre à cette initiative?

- Quelle est l'appréciation du Gouvernement à ce sujet?

Réponse (16.7.2008) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Lors de leur entrevue traditionnelle, les ministres de l'Économie de l'Autriche, de l'Allemagne et de la Suisse se sont réunis le 17 mai 2008 à Dürnstein, en Autriche. Les délibérations ont porté essentiellement sur l'évolution des prix des matières premières (non énergétiques).

Les ministres, s'exprimant en faveur d'une transparence accrue sur les marchés internationaux des matières premières, ont mené des réflexions sur l'opportunité d'étudier les options éventuelles s'offrant, dans le cadre multilatéral de l'Organisation Mondiale du Commerce, afin d'éviter la mise en œuvre de politiques commerciales qui créeraient des distorsions ou des entraves aux échanges sur les marchés des matières premières en général et de denrées alimentaires en particulier. Selon nos informations, ces réflexions conjointes n'ont connu, à ce stade, pas de suite opérationnelle.

Le Luxembourg, en tant que membre de l'Union européenne, soutient un système commercial multilatéral favorisant les échanges mondiaux au bénéfice de tous et étudiera dans ce contexte toute proposition visant à renforcer les règles juridiques de base du commerce international.

Question 2548 (20.5.2008) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **délits contre l'environnement:**

Les délits contre l'environnement peuvent être constatés aussi bien par les agents de l'Administration des Eaux et Forêts que par les agents de la Police grand-ducale et les agents de l'Administration des Douanes et Accises.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Combien de délits contre l'environnement ont été constatés au cours des deux dernières années?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me donner une liste détaillée du type de délits contre l'environnement constatés au cours des deux dernières années par les différents agents, administration par administration?

- Messieurs les Ministres estiment-ils que ces agents sont suffisamment bien équipés afin de pouvoir constater les délits contre l'environnement, notamment en matière de mesure du bruit?

- Quelles sont les relations entre l'Administration de la Gestion de l'Eau, relevant du Ministre de l'Intérieur, et les différents agents en matière de délits contre l'environnement, en l'occurrence la pollution de nos eaux?

- Quel est le rôle des agents municipaux lorsque ceux-ci constatent des délits contre l'environnement?

- Ne serait-il pas opportun de créer une unité spéciale s'occupant uniquement du contrôle des délits contre l'environnement au lieu de voir ces compétences éparpillées sur plusieurs niveaux?

Réponse commune (15.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice,* de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les infractions relatives aux dispositions de certaines lois ayant pour objet la protection de l'environnement peuvent être recherchées et constatées par la Police grand-ducale, par certains agents de l'Administration des Eaux et Forêts, de l'Administration des Douanes et Accises, de l'Administration de la Gestion de l'Eau, de l'Administration de l'Environnement et de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture. Dans le cadre de leurs recherches et constats, les agents agissent sous l'autorité du Procureur. L'opportunité de poursuites revient au procureur.

Les textes les plus souvent enfreints sont les suivants:

- Les articles 5, 6, 7, 8, 10 et de la loi du 19 janvier 2004 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

- Les articles 1.2b, 7 et 10 de la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, telle que modifiée.

- L'article 1 de la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère.

- L'article 4 de la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau.

- Le Parquet du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg relève qu'au courant des deux années écoulées (période du 1er juin 2006 au 31 mai 2008) un total de 314 dossiers en matière d'environnement a été enregistré, à savoir:

  - 154 dossiers pendant la période du 1er juin 2006 au 31 mai 2007 et

  - 160 dossiers pendant la période du 1er juin 2007 au 31 mai 2008.

Ces dossiers sont relatifs à des infractions (dans l'ordre décroissant) à:

- la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

- la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets,

- la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau et

- la loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère.

La majorité des procès-verbaux sont dressés du chef d'infractions aux dispositions de loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

De manière générale, les procès-verbaux ayant trait à la violation de l'article 11 de ladite loi (abandon de déchets) sont plutôt dressés par la Police grand-ducale et, dans une moindre mesure, par les agents de l'Administration des Douanes et Accises. L'Administration des Eaux et Forêts concentre ses efforts plutôt sur les constructions illégales en zone verte (article 7), les travaux de curage/drainage (article 8) et les affaires de destruction de biotopes (article 17).

En ce qui concerne la loi du 17 juin 1994 relative à la gestion et à la prévention de déchets, dont le champ d'application est plus limité que celui de la loi du 19 janvier 2004, les infractions relatives aux abandons de déchets prévues par l'article 7§2 vont de pair avec les infractions à l'article 11 de la loi du 19 janvier 2004 et représentent la majorité, voire même la quasi-totalité des dossiers.

La police et, dans une moindre mesure, les agents des douanes et accises constatent lesdites infractions.

En revanche, les infractions à l'article 10 de la loi de 1994 (ramassage de déchets, transports nationaux et internationaux de déchets) sont constatées par l'Administration des Douanes et Accises et, exceptionnellement, par l'Administration de l'Environnement. Le nombre de ces dossiers reste cependant négligeable.

Les infractions à la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau sont constatées, dans 90% des cas, par les agents de la Police grand-ducale.

Il s'agit essentiellement de contaminations par hydrocarbures ou autres produits industriels toxiques (article 4). Les dossiers dans lesquels l'origine de la pollution est à rechercher en milieu rural (contamination par jus d'ensilage par exemple) sont généralement traités par l'Administration des Douanes et Accises.

Les procès-verbaux constatant des infractions à l'article 9 de la loi et plus particulièrement des prélèvements non autorisés d'eau dans les eaux superficielles et souterraines sont peu nombreux.

Les infractions à la loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère sont dans 80% des cas constatées par la Police grand-ducale. Il s'agit dans la plupart de cas d'incinération de déchets à même le sol.

Dans les cas de chantiers de construction, l'Administration de l'Environnement peut être amenée à envoyer des sommations aux entreprises éliminant leurs déchets par incinération sur le chantier même. Ces dossiers ne donnent normalement pas lieu à rédaction d'un procès-verbal et ne sont généralement pas poursuivis.

Les interventions de l'Administration des Douanes et Accises sont plus rares en cette matière.

- Le Parquet d'arrondissement du Tribunal de Diekirch fait état, pour la période du 31 décembre 2005 au 1er janvier 2007, de 105 procès-verbaux concernant l'environnement, tandis que pour la période du 31 décembre 2006 au 1er janvier 2008, 91 procès-verbaux ont été dressés.

- La Police grand-ducale fait état de 411 délits contre l'environnement durant la période allant du 1er janvier 2006 au 31 mars 2008.

- L'Administration des Eaux et Forêts communique

qu'en 2006: 128 enquêtes ont été menées concernant des infractions en relation avec l'environnement en général et signalées aux Parquets:

30 enquêtes ont abouti à un procès-verbal dont

28 enquêtes concernent la législation sur l'environnement en général

1 enquête concerne la législation sur la chasse et

1 enquête concerne la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets et la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En 2007: 146 enquêtes ont été menées concernant des infractions en relation avec l'environnement et signalées aux Parquets

26 enquêtes ont abouti à un procès-verbal dont

21 enquêtes concernent la législation sur l'environnement en général,

4 enquêtes concernent la législation sur la chasse et

1 enquête concerne la législation sur la protection des bois.

Types de délits constatés en 2006:

- loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

29 infractions en relation avec l'article 5

5 infractions en relation avec l'article 6

14 infractions en relation avec l'article 7

2 infractions en relation avec l'article 8

4 infractions en relation avec l'article 9

11 infractions en relation avec l'article 10

32 infractions en relation avec l'article 11

1 infraction en relation avec l'article13

1 infraction en relation avec l'article14 c

1 infraction en relation avec l'article14 d

33 infractions en relation avec l'article 17

5 infractions en relation avec l'article 57

1 infraction en relation avec l'article67

- loi du 17 juin 1994 relative à la gestion des déchets

1 infraction en relation avec l'article 1er b.

- loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

1 infraction en relation avec l'article 1er.

- loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux

1 infraction en relation avec l'article 1er.

Types de délits constatés en 2007:

- loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

28 infractions en relation avec l'article 5

14 infractions en relation avec l'article 7

2 infractions en relation avec l'article 8

6 infractions en relation avec l'article 9

13 infractions en relation avec l'article 10

41 infractions en relation avec l'article 11

2 infractions en relation avec l'article 13

3 infractions en relation avec l'article 14c

1 infraction en relation avec l'article 16

37 infractions en relation avec l'article 17

9 infractions en relation avec l'article 57

- loi du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique

1 infraction en relation avec l'article 7. 3°

- loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau

1 infraction en relation avec l'article 4. 1er alinéa

- loi du 31 janvier 1951 ayant pour objet la protection des bois

6 infractions en relation avec les articles 2 et 3

- loi modifiée du 19 mai 1885 sur la chasse - règlement grand-ducal du 11 juillet 2007 concernant l'ouverture de la chasse art. 5

4 infractions en relation avec l'article 11

L'Administration de l'Environnement m'informe qu'une collaboration étroite et fructueuse avec les Parquets des tribunaux d'arrondissement s'est instaurée depuis des années. Le Procureur est informé de tous les délits constatés. Toutefois, l'Administration ne dresse pas de statistiques à ce sujet et n'est pas en mesure de renseigner sur le nombre exact de communications systématiques faites au Parquet. Un échange de correspondance se fait au moins une fois par semaine.

Les délits type constituent aussi bien l'absence d'autorisations requises que les irrégularités à l'égard des conditions fixées dans le cadre des autorisations et des règlements grand-ducaux spécifiques en la matière.

Il importe de relever que l'Administration de l'Environnement dispose des équipements et instruments nécessaires pour pouvoir détecter un grand nombre de polluants et des pollutions environnementales. Dans le cadre de ses compétences légales, elle est donc en mesure d'intervenir et de constater les délits.

En matière de constat de délits, il n'y a pas de relations spéciales entre l'Administration de l'Environnement et l'Administration de la Gestion de l'Eau du fait que l'interlocuteur d'un agent verbalisant sont le Procureur et son substitut. Ces derniers constituent leurs dossiers et font appel aux agents de leur choix pour procéder à l'instruction des affaires.

Quant à la création d'une « unité spéciale », il n'existe aucune raison ni motif valable qui en justifierait la mise en place.

Au-delà de la question de la faisabilité, l'on voit mal pourquoi enlever à des fonctionnaires spécialisés la qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire.

Il importe que ces fonctionnaires exercent ce pouvoir dans le cadre de leurs compétences et dans les domaines relevant de leur responsabilité.

Le fait que ces fonctionnaires appartiennent à des administrations à vocation technique et disposent de connaissances approfondies dans les matières qui relèvent de leur sphère de compétence, contribue à la qualité des procès-verbaux dont la complexité n'est pas à sous-estimer.

Question 2550 (21.5.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**accès aux décisions des autorités judiciaires:**

Ces dernières années, nombre de pays ont créé des systèmes électroniques permettant aux personnes intéressées aux décisions des autorités judiciaires d'y accéder facilement.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi il n'existe au Luxembourg toujours pas un accès électronique aux décisions de justice, y compris celle de la Cour constitutionnelle? Comment se fait-il, par contre, qu'en matière de juridiction administrative un tel accès fonctionne déjà depuis un certain temps?

Réponse (7.7.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En réponse à la question de Monsieur le Député Bettel, je peux indiquer qu'un appel d'offres sera lancé en septembre en vue de la réalisation et la mise en place d'une banque de données centralisant de façon systématique les décisions rendues par les juridictions de l'ordre judiciaire consultable par le biais d'Internet.

Il est à noter que le nombre important des décisions rendues par les juridictions civiles et pénales, qui doivent être classifiées et rendues anonymes avant d'être rendues publiques, exige la mise en place d'outils informatiques spécifiques différents de ceux actuellement utilisés par les juridictions administratives.

Je tiens à relever qu'en attendant la réalisation du projet évoqué cidessus, il est prévu de publier dès l'automne en premier lieu les décisions de cassation en matière pénale sur le site Internet des juridictions de l'ordre judiciaire qui sera accessible dans un proche avenir. Par ailleurs, je rappelle que les décisions de la Cour constitutionnelle sont publiées au Mémorial A et partant sont consultables sur le site Internet www.legilux.public.lu. Enfin, il reste possible aux professionnels du droit de faire effectuer par le Service de documentation du Parquet général des recherches dans les jurisprudences répertoriées dans une banque de données regroupant une sélection de jurisprudences intéressantes.

Question 2551 (21.5.2008) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **mortalité élevée des colonies d'abeilles:**

Ce printemps, de nombreux apiculteurs européens sont concernés - à nouveau - par une mortalité élevée de leurs colonies d'abeilles. À ma dernière question au même sujet (*cf. compte rendu N°13/2006-2007 question parlementaire N°1726)*, Madame la secrétaire d'État avait répondu que: «Cependant, nous ne sommes pas confrontés au problème de la surmortalité des abeilles, ni au soi-disant 'Colony Collapse Disorder' rencontré aux États-Unis et dans certains États membres de l'U.E. (…) La conséquence en est qu'en 2006, la perte moyenne en abeilles était bien en-dessous du niveau de 10% (au Luxembourg).».

Fait nouveau: les apiculteurs allemands de la vallée du Rhin font état cette année du décès rapide de millions d'abeilles suite à la mise en culture des semences de maïs. Suite à des analyses scientifiques, les apiculteurs allemands, de même que leurs collègues du nord-ouest de l'Italie ou encore de France, mettent en cause une intoxication des abeilles par des insecticides principalement utilisés pour la culture de maïs. Le 15 mai 2008, le «Bundesamt für Verbraucherschutz und Lebensmittelsicherheit» allemand a suspendu l'autorisation pour l'utilisation et la commercialisation de semences de maïs et de colza enrobées notamment avec les produits suivants à base d'imidaclopride, de clothianidine et de thiametoxam: Antarc, Chinook, Cruiser, Elado, Faibel, Mesurol et Poncho.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelle est l'évolution du nombre des apiculteurs et des colonies d'abeilles sur base des trois derniers recensements annuels? À quelle période de l'année est-ce que les recensements sont-ils effectués? Est-ce que l'administration effectue un recensement spécifique directement avant et après l'hiver?

- Les apiculteurs luxembourgeois ont-ils constaté cet hiver une surmortalité de leurs colonies d'abeilles? Si oui, quelles en sont les causes?

- Est-ce que les apiculteurs ont constaté récemment une mortalité significative suite à la mise en culture des semences de maïs au Luxembourg?

- Est-ce que des produits à base des substances susmentionnées sont autorisés et utilisés dans l'agriculture luxembourgeoise? Si oui, le Gouvernement n'envisage-t-il pas d'interdire/de suspendre leur utilisation et commercialisation?

Question 2556 (22.5.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **mortalité des abeilles causée par l'utilisation d'insecticides:**

Récemment, l'Institut Julius-Kühn de Braunschweig et le «Bundesamt für Verbraucherschutz» ont prouvé que la disparition d'environ 7.000 populations d'abeilles en Baden-Württemberg les semaines dernières est due à l'utilisation de l'insecticide «clothianidin».

Au vu du fait que les apiculteurs luxembourgeois ont également constaté une mortalité importante dans leurs ruches ces dernières années, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Est-ce que l'insecticide «clothianidin» est autorisé et commercialisé au Luxembourg?

- Quels produits contenant l'insecticide «clothianidin» sont agréés au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il à l'instar du «Bundesamt fur Verbraucherschutz» de suspendre voire interdire la commercialisation de cet insecticide?

Réponse (10.7.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

Étant donné que les deux questions parlementaires ont trait à une récente augmentation sensible de la mortalité des abeilles, surtout dans certaines régions de l'Allemagne, je me propose de les traiter dans une même réponse.

1. L'évolution du nombre des apiculteurs et des colonies d'abeilles est suivie de près par un recensement organisé annuellement durant le mois de novembre par l'Administration des Services vétérinaires. Les statistiques montrent une diminution progressive des apiculteurs dans les années 1990 à 2000 pour se stabiliser à partir de 2002 autour de quelque 360 apiculteurs soignant environ 6.400 colonies. En 1995, par exemple, on comptait 510 apiculteurs détenant 9.200 colonies.

Notons encore que l'apiculture est pratiquée pour 40% par des retraités, pour 38% par des salariés et pour 13% par des indépendants et la structure d'âge des apiculteurs est la suivante: 3% sont âgés de moins de 30 ans, 54% ont entre 30 et 60 ans et 40% dépassent l'âge de 60 ans.

2. Concernant le dépérissement des abeilles dans certaines régions en Allemagne et dont font état les honorables Députés, celui-ci peut être attribué à une substance active, la Clothianidine, qui est utilisée pour le traitement des semences de maïs. Ce traitement insecticide est devenu obligatoire dans les régions où il existe un risque d'introduction du Chrysomèle des racines du maïs, un ravageur qui s'attaque aux racines des plants de maïs. Ce coléoptère, dont l'origine est au continent Nord-Américain a été introduit en Yougoslavie lors de la guerre des années 1990. Depuis il a tendance à se répartir dans toutes les régions où le maïs est cultivé.

En vue de ralentir la propagation de ce ravageur, la Commission européenne a décidé de prendre des mesures d'urgence, qui consistent à surveiller son apparition et à éradiquer les foyers éventuels.

Pour le traitement des semences de maïs, la dose d'application des insecticides à base de Clothianidine a dû être doublée par rapport à la dose utilisée contre les insectes normalement visés par ce traitement.

Ce dosage élevé, en combinaison avec un certain type de semoirs pneumatiques, où les poussières provenant des produits de traitement entrent dans l'atmosphère, paraît être à l'origine de la mortalité des abeilles.

Bien que le comportement des produits phytopharmaceutiques par rapport aux abeilles soit évalué avant la mise sur le marché, les autorités allemandes ont constaté que certains cas de figure exceptionnels ne sont pas prévus dans les méthodes d'évaluation. Par mesure de précaution, elles ont suspendu toutes les autorisations des produits insecticides qui sont susceptibles d'être utilisés avec le même type de machines.

Il est prévu de faire des études complémentaires en vue de protéger les abeilles, mais également d'évaluer le risque pour les travailleurs qui sont également exposés à ces poussières.

Au Luxembourg aucun produit phytopharmaceutique à base de Clothianidine n'est autorisé et aucun cas de perte de colonies d'abeilles lié au semis du maïs n'a été observé.

Mais, toujours est-il que des semences qui ont été traitées dans un autre État membre peuvent être importées et semées au Luxembourg, ceci en application de la législation européenne concernant les semences qui impose la libre circulation de celles-ci.

Suivant les informations obtenues dans le commerce, quelque 1 à 2% des semences de maïs semées en 2008 ont été traitées avec un produit à base de Clothianidine. Il faut cependant remarquer que la dose utilisée est largement inférieure à celle qui est à l'origine des problèmes en Allemagne. En effet, la présence du Chrysomèle des racines du maïs n'a pas encore été constatée dans notre pays.

À noter qu'un nouveau projet de règlement communautaire concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, dont l'adoption est prévue pour la fin de l'année, prévoit des mesures de sauvegarde dans ce domaine. En cas de son adoption le Luxembourg pourrait interdire l'utilisation des semences traitées avec un produit dont les effets sur l'environnement ou pour la santé humaine sont inacceptables sous les conditions d'utilisation locales.

Pour la campagne de 2009 les services responsables se proposent de sensibiliser le commerce et les agriculteurs en vue de renoncer à l'utilisation de ces substances.

3. Quant aux apiculteurs luxembourgeois, force est de constater qu'au cours de cet hiver ils ont également dû subir des pertes de colonies d'abeilles bien plus importantes que d'habitude.

Quant aux causes de ces pertes, elles sont de deux sortes.

D'une part, le varroa, parasite acarien de l'abeille qui nuit directement et indirectement par la transmission des maladies virales, semble être à l'origine de la majorité des dépérissements observés. Ceci s'explique par les conditions climatiques de 2007 qui étaient particulièrement favorables pour le développement du parasite et qui rendaient également le traitement contre l'acarien plus difficile qu'à la normale. Dans de telles conditions, même un léger manque de vigilance ou de rigueur dans le traitement obligatoire contre ce parasite, qui au cours des années précédentes n'aurait guère eu de conséquences graves, a pu permettre en 2007 un développement du varroa au point qu'il engendrait un effondrement de la colonie pendant l'hiver. De plus, des ruchers affaiblis par un parasitage important étaient sans doute également à l'origine d'un développement inattendu et rapide du parasite dans des colonies voisines bien entretenues.

Le problème de la varroase n'est pas nouveau et il n'y a malheureusement pas de solution facile pour l'éliminer. L'État aide les apiculteurs dans la lutte contre ce fléau en subventionnant le traitement contre la varroase et les cours de formation des apiculteurs. De plus, le Ministère de l'agriculture cofinance avec l'Union européenne le programme d'amélioration génétique de la Fédération des Unions d'Apiculteurs du Grand Duché du Luxembourg qui vise à obtenir des abeilles plus résistantes au varroa.

D'autre part, un deuxième phénomène a sans doute causé des dépérissements non négligeables. Les conditions météorologiques après la dernière récolte de miel étaient peu favorables pour les abeilles qui n'étaient souvent pas à même de constituer des réserves de miel et de pollen suffisantes pour passer l'hiver. Dans les cas où ce problème n'a pas été identifié à temps les abeilles ont péri au cours de l'hiver par manque de réserves de nourriture.

Afin de mieux comprendre les causes du dépérissement des abeilles, l'Administration des Services techniques de l'Agriculture entend cofinancer un programme de recherche du Centre de Recherche public Gabriel Lippmann mené en collaboration avec les apiculteurs et visant à étudier scientifiquement ce phénomène.

Question 2552 (21.5.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **tracé du futur tram léger:**

Selon la présentation du tracé du futur tram léger le 20 mai 2008, ce dernier passerait par l'avenue de la Liberté pour se diriger vers la gare centrale.

L'Union commerciale de la Ville de Luxembourg a immédiatement annoncé son opposition au tracé retenu via l'avenue de la Liberté comme elle craint des préjudices majeurs pour les commerces, dus au chantier de grande envergure et de longue durée.

Selon mes informations, les responsables communaux de la capitale envisageraient la création d'un fonds de compensation pour soutenir et dédommager les commerçants concernés. Si une telle idée semble intéressante a priori, il faudrait, dans un souci d'égalité des citoyens devant la loi, l'étendre à tous les commerçants et particuliers victimes de nuisances de longue durée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la création d'un tel fonds?

- Si elle était jugée acceptable, le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait créer de tels fonds pour tous les cas similaires de nuisances pour les commerces, voire les particuliers?

Réponse (24.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En principe il n'appartient pas au Gouvernement d'émettre un avis sur une hypothèse établie par un député - qui est en même temps conseiller communal de la Ville de Luxembourg - basée sur une idée que semblent avoir les responsables communaux de la capitale.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ne manquera pas de se prononcer dès qu'il sera saisi concrètement d'une décision du conseil communal de la Ville de Luxembourg dans le contexte décrit par l'honorable Député respectivement lorsqu'il sera saisi d'une décision analogue d'un conseil communal d'une autre commune.

En toute circonstance il ne faut pas ignorer qu'en droit les dommages et préjudices s'apprécient au moment de leur existence et isolément pour chaque situation. Une question de responsabilité éventuelle ne saurait être résolue d'avance et de façon globale sur la base de risques susceptibles de surgir le cas échéant.

Question 2555 (22.5.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **travaux au Lycée du Nord à Wiltz:**

Entamés en 1996, les travaux sur le chantier du Lycée du Nord à Wiltz ne semblent avancer que très lentement. En effet, le chantier serait freiné par l'apparition de difficultés supplémentaires et par des changements impromptus des plans de construction.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations? Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer sur l'état actuel des travaux sur le chantier en question? Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils fournir un délai concret en vue de la finalisation des travaux? Est-il par ailleurs exact que l'éclatement des coûts risque de se faire au détriment de l'équipement pédagogique et sportif du lycée?

- Le chantier du Lycée du Nord est-il considéré par Madame et Monsieur les Ministres comme un chantier urgent d'utilité publique? Si oui, est-ce que les démarches nécessaires ont été entamées auprès du Ministère du Travail et de l'Emploi en vue d'une dérogation au congé collectif? Quelles suites ont été réservées à cette demande?

Réponse (21.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il échet de rappeler préalablement que suite au vote de la loi du 28 avril 1995 autorisant le Gouvernement à procéder à l'agrandissement du Lycée du Nord à Wiltz, à l'équipement des nouveaux locaux et à l'aménagement des alentours (première phase), le Gouvernement a procédé à la première phase de l'agrandissement du Lycée du Nord dont le chantier s'est déroulé au cours des années 1996 à 2000.

Par le vote de la loi du 24 juillet 2001 relative à la deuxième phase d'agrandissement du Lycée du Nord à Wiltz, la deuxième phase d'extension du lycée a été autorisée. Le début des travaux préparatoires se situait en septembre 2002 et se caractérisait par l'aménagement d'un parking provisoire et des travaux de démolitions nécessaires.

Afin de garantir le fonctionnement du lycée avec ses 1.500 élèves, ce chantier présente la particularité inévitable que la réalisation des travaux relatifs à la deuxième extension doit se faire en plusieurs phases successives.

Ainsi, à partir de juillet 2004 ont débuté les travaux de gros œuvre des zones EF et GH (les bâtiments E avec les salles de classe, F avec les structures d'accueil et GH avec le hall sportif et la piscine). Par la suite, l'on a procédé en juillet 2007 à la démolition des anciennes ailes C et D, ainsi qu'à la mise en service des bâtiments E et F et, à partir de septembre 2007, au début des travaux de gros œuvre des nouvelles ailes C et D.

Par ailleurs, la construction de différentes infrastructures provisoires - pavillon avec salles de classes, cantine scolaire, parking provisoire - a été nécessaire entre les différentes étapes pour répondre aux besoins de l'école.

Le chantier dans sa phase actuelle, c'est-à-dire la finalisation du hall sportif et de la piscine, ainsi que la nouvelle construction des ailes C et D, avance conformément au plan. La mise en service du hall sportif est prévue pour la rentrée scolaire 2008/2009 tandis que les travaux de gros œuvre pour les zones C et D sont même en avance par rapport au calendrier arrêté, ceci grâce aux mesures prises pour pouvoir travailler le samedi et au système constructif retenu.

Comme les travaux pour les ailes C et D se situent au milieu du site scolaire, les décisions précitées ont été prises dans le souci de réduire au maximum la période des travaux lourds et de minimiser autant que possible les perturbations dans l'intérêt du fonctionnement du lycée.

Dès que le nouveau hall sportif sera terminé, il sera procédé à la démolition du bâtiment existant.

Le planning actuel prévoit que les ailes C et D (salles de classe) seront mises en service pour la rentrée scolaire 2009/2010. À partir de ce moment-là pourra démarrer la dernière phase du chantier, à savoir les travaux d'aménagement des alentours, de la cour de récréation principale et du parking des enseignants.

À noter encore que les prévisions budgétaires actuelles ne font nullement ressortir un «éclatement des coûts», de sorte que l'équipement pédagogique et sportif au profit du LNW correspond au standard des autres lycées récemment construits. Par conséquent, il est permis d'affirmer que le budget global du projet sera respecté.

En ce qui concerne les demandes de dérogations en vue de travailler pendant les congés collectifs, il faut signaler qu'il existe une réglementation très stricte à ce sujet se limitant aux seuls travaux de réparation dans les écoles, ce qui n'est évidemment pas le cas pour les travaux actuellement en cours. D'ailleurs, pour certains corps de métiers, aucune dérogation n'est possible. L'on pourra préciser encore que la durée du congé collectif se limite à trois semaines durant l'été, alors que pendant le reste des vacances scolaires (9 à 10 semaines), le chantier continuera à fonctionner normalement.

Reste à relever que le chantier du Lycée du Nord est, à l'instar de tous les projets scolaires, considéré comme projet prioritaire.

Enfin, nous nous permettons de renvoyer encore à la réponse donnée à la question parlementaire N°2009 concernant ce même sujet *(cf. compte rendu N°3/2007-2008 question parlementaire urgente N°2056).*

Question 2561 (26.5.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **travaux tunnel «Gousselerbierg»:**

Beim Bau vum Autobunnstunnel Gousselerbierg ass et am August 2003 zu geologesche Beweegunge komm, déi zousätzlech Aarbechten a Käschte mat sech bruecht hunn. Bei der Visite vun der parlamentarescher Bautekommissioun, de 6. November 2003, ass den Deputéierte gesot ginn, datt dës Problemer op Feeler vun der Baufirma zréckzeféiere wären an datt si och duerfir misst fir déi supplementar Käschten opkommen. Fir datt d'Aarbechte sollte virugoen, hat de Bauteministère der Firma virgeschloen, fir d'Aarbechten um Chantier esou séier eweí méiglech weiderzeféieren, ouni d'Scholdfro an dëser Affär ze préjugéieren. An deem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Kënnt Dir kuerz erklären, wat déi technesch Ursaache vun dëser Affär waren a wuerfir datt Dir der Meenung sidd, den Entrepreneur wär responsabel duerfir?

2. Kënnt Dir mir soen, wou mer an dëser Affär dru sinn, an ob d'Responsabilitéit fir déi deemoleg geologesch Mouvementer an Déformatiounen definitiv gekläert ass?

3. Wann neen, fir wéini ass mat engem Ofschloss ze rechnen?

4. Wa jo, wéi ass et zur Feststellung vun der Responsabilitéit komm, a wien huet leschten Enns d'Responsabilitéit an dëser Saach ze droen?

5. Wéi héich sinn déi supplementar Käschten, déi duerch dës Affär entstane sinn, a wie muss duerfir opkommen?

6. Sinn an dësem Dossier well finanziell Transaktioune gemaach ginn, a kënnt Dir mir déi betreffend Detailer liwweren?

Réponse (10.7.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

1. Dee betraffenen Deel vum Tunnel ass zënter August 2001 provisoresch ofgestäipt gewiescht. D'Verformunge ware kleng, mä de Profil huet zirka fënnef Zentimeter an de Raum vun der spéiderer Betons-Voûte eragereecht. No dem Ofschiele vun dëser Schicht sinn ab Januar 2003 gréisser Beweegungen opgetratt, déi d'Ofstäipungen zesummegedréckt hunn. D'Stroossebauverwaltung huet dat am Zesummenhang mat vum Entrepreneur net korrekt ausgefouerten Arbechte gesinn, a war der Meenung, datt d'Käpp vun den Ankeren bei dëser Interventioun beschiedegt gi sinn.

2. E chargéierten Expert ass awer zur Konklusioun komm, datt den Entrepreneur keng Schold dréit an dass d'Ursaach an der Natur vum Terrain ze gesinn ass. Fir Problemer déi op geologesch Verhältnisser zréckzeféiere sinn, muss normalerweis de Bauhär riichtstoen.

Dozou kënnt, dass fir esou Incidenten eng speziell Assurance ofgeschloss ginn ass. D'Assurance huet een Expert mat dem Dossier chargéiert an de Stat huet datselwecht gemaach. Éischt Resultater vun den Expertisë ginn am Hierscht vun dësem Joer erwaart.

3. Et ass net ofzeschätzen ob a wéini en Accord mat der Assurance erreecht gëtt. Esou een Accord leet d'Responsabilitéit fest a proposéiert gegebefalls ee Montant fir d'Entschiedegung.

4. Kuckt wann ech gelift ënnert der Äntwert 3.

5. D'Méikäschte fir de Stat leie bei ongeféier 5,6 Milliounen Euro ouni TVA.

6. Et ass ze ënnerscheeden zwëschent de Käschte vun den urgenten Aarbechte fir den Tunnel ze stabiliséieren an de Méikäschte fir den Tunnel fäerdeg ze bauen.

Wat deen éischte Volet ugeet, sou huet de Stat, op Basis vun enger Ministerentscheedung, dem Entrepreneur am Joer 2004 1,1 Milliounen Euro provisoresch bezuelt (bis datt d'Scholdfro gekläert ass).

Wat d'Fäerdegstelle vun deem betraffenen Tunneldeel ubelaangt, sou sinn dem Entrepreneur definitiv 6,3 Milliounen bezuelt ginn, wouvun ongefëier 4,5 Milliounen Euro Méikäschte sinn.

Am Résumé belafe sech d'Méikäschten also op déi virdrun ernimmte 5,6 Milliounen Euro, déi sech aus der Zomm vun den 1,1 an den 4,5 Milliounen Euro zesummesetzt.

Dat wat d'Assurance gegebenenfalls bezillt kënnt integral dem Stat zegutt.

Question 2563 (27.5.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **prestations en espèces à charge des assurés employés:**

Le rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et de la Commission du Travail et de l'Emploi relatif au projet de loi portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé affirme que pour les employés privés, le taux de prélèvement global pour cotisations sociales passera de 12,225% (8% pour l'assurance pension, 2,7% pour les prestations en nature, 0,125% pour les prestations en espèces, 1,4% pour l'assurance dépendance) à 12,35%. Il en résulterait une diminution de la rémunération semi nette de l'ordre de 0,125% du revenu brut, ce qui représente un montant de 7,5 millions d'euros. Ces chiffres figurent également sur le site Internet du Gouvernement (http://www.gouvernement.lu/dossiers/social_emploi/statut_unique/index.html).

Or, en y regardant de plus près on constate que le taux de prélèvement pour les prestations en espèces avancé (0,125%) diffère des chiffres avancés par la sécurité sociale qui parle d'une cotisation de 0,10% pour les prestations en espèces à charge des assurés employés pour l'exercice 2008.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Comment expliquer cette différence au niveau des chiffres concernant le taux de prélèvement pour les prestations en espèces?

- Monsieur le Ministre a-t-il été informé de cette incongruité?

- En partant d'un taux de 0,10% pour les prestations en espèces on arrive à un taux de prélèvement global de 12,200% au lieu de 12,225%. Il en résulte que ce taux global n'augmenterait pas de 0,125%, mais bien de 0,150%. Il en serait de même de la diminution de la rémunération semi nette des employés privés. Quel serait alors en réalité l'impact financier?

- Monsieur le Ministre prévoit-il éventuellement de revoir à la baisse le nouveau taux de prélèvement global pour cotisations sociales (12,325% au lieu de 12,35%) ou bien d'augmenter le taux pour les prestations en espèces (0,125% au lieu de 0,10%)?

Réponse (10.7.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans le contexte de l'introduction du statut unique, l'honorable Député revient sur la détermination du taux de cotisation pour les prestations en espèces où il décèle une «incongruité» dont le Ministre n'aurait été informé.

Or, l'honorable Député devrait savoir que l'aspect invoqué par lui a été amplement documenté dans tous les travaux préparatoires.

Les travaux réalisés par l'IGSS dans le cadre de l'estimation de l'impact financier engendré par l'introduction du statut unique ont abouti aux résultats suivants[1]:

«Pour les ouvriers, le taux de prélèvement global pour cotisations sociales se réduira de 14,45% (8% pour l'assurance pension, 2,7% pour les prestations en nature, 2,35% pour les prestations en espèces, 1,4% pour l'assurance dépendance) à 12,35%. Il en résultera une augmentation du salaire semi net de l'ordre de 2,1% du revenu brut, ce qui représente un montant de 63,7 millions d'euros. Au contraire, pour les employés privés, le taux de prélèvement global pour cotisations sociales passera de 12,225% (8% pour l'assurance pension, 2,7% pour les prestations en nature, 0,125% pour les prestations en espèces, 1,4% pour l'assurance dépendance) à 12,35%. Il en résultera une diminution de la rémunération semi nette de l'ordre de 0,125% du revenu brut, ce qui représente un montant de 7,5 millions d'euros.»

Pour rappel, les simulations se sont basées sur les données relatives à l'exercice 2005. Pour cette année les taux en vigueur en ce qui concerne l'assurance maladie - prestations en espèces étaient les suivants:

Gestion	Taux en vigueur 2005 (part assurée)
29-1c (ouvriers)	2,35%
29-1b (employés)	0,10%

Le taux utilisé dans le calcul de l'impact de l'introduction du statut unique sur la gestion 29-1b est de 0,125% et non 0,10%. En effet, la situation à l'époque n'étant pas en équilibre, la mesure de l'impact de l'introduction du statut unique ne peut pas se baser sur le taux en vigueur, le passage à l'équilibre n'étant pas un surcoût imputable à l'unification des statuts.

Par conséquent les taux utilisés dans les calculs sont les taux d'équilibre et non les taux appliqués en 2005.

Pour l'année 2005 les taux d'équilibre en ce qui concerne l'assurance maladie - prestations en espèces étaient les suivants:

Gestion	Taux d'équilibre[2] 2005 (part assuré)
29-1c (ouvriers)	2,60%
29-1b (employés)	0,11%

Le paragraphe précédent a souligné la nécessité de baser les calculs sur des taux d'équilibre et non pas des taux effectifs. Cependant, les taux utilisés qui ont été rendus publics diffèrent des taux d'équilibre présentés dans le tableau présenté ci-dessus:

Gestion	Taux utilisé pour l'estimation de l'impact	Taux d'équilibre 2005
29-1c (ouvriers)	2,35%	2,60%
29-1b (employés)	0,125%	0,11%

La raison est que l'exercice 2005 est un exercice atypique en ce qui concerne les prestations en espèces. En effet, comme il est expliqué dans le Bilan de l'assurance maladie - maternité au 31 décembre 2006, préparé par l'UCM[3], en raison de la décision de comptabiliser les prestations en relation avec un accident de travail immédiatement dans les charges de l'assurance maladie, les dépenses pour la CMO ont évidemment augmenté en 2005. Ainsi, afin d'éviter le biais engendré par cette mesure comptable et de partir sur des hypothèses les plus proches possibles de la réalité, l'IGSS s'est basée sur des taux proches des taux d'équilibre de l'année 2006 présentés dans le tableau suivant:

Gestion	Taux utilisé pour l'estimation de l'impact	Taux d'équilibre 2006
29-1c (ouvriers)	2,350%	2,375%
29-1b (employés)	0,125%	0,125%

[1] Cf. Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et de la Commission du Travail et de l'Emploi relatif au projet de loi portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé.

[2] Source: Tableau de financement UCM. Par suite, le taux d'équilibre fera référence à la part assuré uniquement.

[3] Page 38.

Question 2566 (28.5.2008) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **taux d'émissions de CO_2:**

En décembre 2007, la Commission européenne a proposé l'introduction de standards limitant les émissions de CO_2 pour les nouvelles voitures à une moyenne de 130g de CO_2/km à partir de l'an 2012. Le fait est que les constructeurs d'automobiles s'étaient engagés par un accord volontaire à réduire les émissions à 140 g de CO_2/km en 2008, objectif qu'ils n'ont pas réalisé.

C'est très regrettable, puisqu'une réduction des émissions de CO_2 des véhicules correspond à une augmentation de l'efficacité énergétique. Des mesures en ce sens auront donc le double effet de contribuer à la lutte contre les changements climatiques et de réduire la dépendance des produits pétroliers.

Des organisations environnementales européennes demandent par conséquent que l'amélioration de l'efficience énergétique des voitures soit imposée aux constructeurs d'automobiles par l'introduction de standards de plus en plus contraignants. Elles rappellent que l'objectif fixé en 1995 était une réduction des émissions à un taux moyen de 120 g de CO_2/km jusqu'en 2005. Elles sont d'avis que la Commission européenne devrait maintenir cet objectif pour 2012 et fixer des standards plus ambitieux à moyen et à long terme. Ainsi, elles estiment qu'il serait faisable d'un point de vue technique d'atteindre un taux moyen de 80 g de CO_2/km jusqu'en 2020 et de 60 jusqu'en 2025.

Par ailleurs, les organisations environnementales demandent de ne pas permettre des émissions plus élevées pour des voitures qui pèsent plus, parce qu'un tel critère pénaliserait les constructeurs qui s'efforcent de réduire le poids de leurs véhicules, ce qui permet effectivement de réduire la consommation de carburant. Elles proposent par contre d'utiliser le critère de l'emprise au sol. De cette façon, les grandes voitures qui peuvent transporter plus de personnes et de matériel ne sont pas pénalisées vis-à-vis de voitures plus petites, et pourtant les constructeurs sont incités à investir dans des technologies qui améliorent l'efficacité énergétique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'Union européenne devrait introduire des standards contraignants concernant l'émission de CO_2 des voitures particulières?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre estime-t-il que les objectifs proposés par les organisations environnementales sont réalisables? Qu'en est-il du critère de l'emprise au sol?

- Quelle est la position que Monsieur le Ministre compte défendre lors du Conseil européen du 5 juin 2008 qui traitera, entre autres, ces questions?

Réponse (7.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Roger Negri, je confirme que le Gouvernement soutient les grands principes de la proposition de directive visant à ramener les émissions moyennes de CO_2 des nouvelles voitures particulières à 120 grammes par kilomètre d'ici à 2012.

Lors du récent Conseil environnement du 5 juin, je me suis clairement exprimé en faveur d'un objectif chiffré à long terme. Un tel objectif constituerait une incitation pour l'industrie automobile et garantirait la sécurité d'investissement pour cette dernière. Quant à la hauteur de cet objectif à long terme, éventuellement à assortir d'objectifs intermédiaires, il me paraît indispensable qu'elle se fonde sur des bases scientifiques solides ainsi que sur une évaluation d'impact qui prenne en compte toutes les considérations économiques et techniques y liées.

Pour ce qui est du paramètre d'utilité et l'option entre l'approche liée à la masse et l'approche liée à l'emprise au sol, j'ai manifesté une préférence pour cette dernière. Le paramètre emprise au sol est en effet le plus constant du point de vue technologique et impossible à modifier entre l'homologation et la vente d'un véhicule.

Question 2567 (28.5.2008) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant les **services de secours:**

Afin de garantir un service de secours performant et efficace, les bénévoles doivent constamment suivre des formations pour pouvoir répondre au mieux aux différentes charges qui leur incombent, sans pour autant toucher une rémunération quelconque. En plus, ils sont en permanence confrontés à un certain risque dans l'accomplissement de leurs missions. S'il est vrai que les bénévoles auprès des services de secours sont protégés par une assurance-accident, ils ne profitent néanmoins d'aucune assurance complémentaire couvrant de manière accrue les dommages éventuels (interruption carrière professionnelle, détérioration de la qualité de vie, ...) d'un accident qui pourrait survenir lors d'une intervention et qui valoriserait leur engagement envers la société.

Afin de motiver et de fidéliser les bénévoles auprès des services de secours, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'instaurer au profit des bénévoles au-delà de l'assurance-accident d'éventuelles assurances complémentaires telles qu'une indemnité compensatoire en cas d'incapacité de travail temporaire ou encore une assurance décès-invalidité?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à l'instauration d'une pension complémentaire par exemple par année de service pour récompenser les aides prestées en faveur de la communauté toute entière?

- Quelles autres solutions Monsieur le Ministre envisage-t-il pour garantir à l'avenir les services d'urgence au Luxembourg?

Réponse (9.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Député Ali Kaes qu'à l'heure actuelle, les bénévoles des services de secours bénéficient déjà d'un certain nombre d'assurances qui prennent en charge les dommages subis dans le cadre de leurs missions. Il y a lieu de distinguer entre les dégâts matériels et les dégâts corporels subis par les volontaires, ainsi que des dégâts causés à des tiers.

Les dégâts corporels subis par les volontaires des services de secours sont couverts par les assurances sociales, conformément à la loi du 10 août 1983 portant complément de l'article 90 du Code des assurances sociales et du règlement grand-ducal du 13 octobre 1983 portant extension de l'assurance obligatoire contre les accidents aux activités de secours et de sauvetage.

Les dégâts matériels subis par les volontaires des différents services d'incendie et de sauvetage sont remboursés par la caisse d'assurance des sapeurs-pompiers, dont les statuts ont été fixés par arrêté ministériel le 19 février 1903. Cette caisse d'assurance est alimentée par le produit de l'impôt spécial, créé conformément à la loi du 22 avril 1905 dans l'intérêt du service incendie et de son règlement d'exécution du 31 janvier 1907. Les dégâts matériels subis par les volontaires des différentes unités de la protection civile sont couverts par le budget de l'État.

Une assurance complémentaire contre les accidents a été conclue par l'Administration des Services de Secours pour garantir une indemnisation complémentaire en cas de décès ou en cas d'invalidité, ainsi qu'une indemnité journalière en cas d'hospitalisation payable du 1er jusqu'au 730e jour après l'accident.

De même, l'Administration des Services de Secours a conclu une assurance de la responsabilité civile légale qui couvre la responsabilité civile personnelle de tous les membres des services de secours.

Quant à l'instauration d'une pension complémentaire en guise de reconnaissance pour les services rendus par les membres des services de secours, cette question est actuellement en train d'être analysée dans le cadre des discussions concernant la revalorisation du bénévolat en général. Il va sans dire que les spécificités de la situation des bénévoles des services de secours doivent être prises en compte lors de ces discussions. C'est dans cette même optique que doit être évaluée la revendication des volontaires des services de secours d'obtenir une indemnité pour les heures de permanences et d'interventions prestées.

Finalement, il y a lieu de constater que les problèmes de disponibilité qui existent au niveau des différents services de secours, notamment durant les heures de travail, ne peuvent être résolus que par l'introduction d'un système semi-professionnel, dans lequel les volontaires sont épaulés par des professionnels qui seraient répartis au niveau régional et qui pourraient intervenir dans les centres de secours où il manquerait des bénévoles pour des plages de permanence déterminées. Il ne s'agit en aucun cas de remplacer systématiquement le bénévolat par des agents professionnels, mais de leur garantir le soutien nécessaire et de combler les lacunes de disponibilité.

Question 2568 (29.5.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **rénovation de la Coque:**

Il ressort de plusieurs articles de la presse quotidienne, que des travaux de rénovation sont en train d'être effectués dans l'enceinte du Centre national sportif et culturel. Il s'agit notamment de l'aménagement d'un nouvel espace sauna et la mise en place d'une nouvelle façade pour la piscine. Le coût de la réhabilitation est projeté à onze millions d'euros, dont cinq millions à charge de l'établissement public «d'Coque» et six millions à charge du Ministère des Travaux publics, plus particulièrement à charge de l'Administration des Bâtiments publics.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer quant aux motifs de cette répartition des charges?

- Des travaux d'aménagement et de rénovation rentrent-ils dans les missions du Centre national sportif et culturel?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si la convention prévue par l'article 2 de la loi du 29 juin 2000 organisant le Centre national sportif et culturel a déjà été conclue? Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'expliquer les raisons de ce retard? À quel stade se trouve actuellement l'élaboration de cette convention?

- Comment se fait-il que le Centre national sportif et culturel puisse investir de ses propres moyens cinq millions d'euros alors que la dotation de l'État se limite essentiellement aux frais de fonctionnement?

- Les six millions d'euros à charge de l'Administration des Bâtiments publics sont-ils expressément inscrits au budget de l'État pour l'exercice 2008?

Réponse commune (4.7.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

L'honorable Député Fernand Etgen a constaté qu'il «ressort de plusieurs articles de la presse quotidienne que des travaux de rénovation sont en train d'être effectués dans l'enceinte du Centre national sportif et culturel. Il s'agit notamment de l'aménagement d'un nouvel espace sauna et la mise en place d'une nouvelle façade pour la piscine. Le coût de réhabilitation est projeté à onze millions d'euros, dont cinq millions à charge de l'établissement public «d'Coque» et six millions à charge du Ministère des Travaux publics, plus particulièrement à charge de l'Administration des Bâtiments publics».

De la part du Ministère des Travaux publics, des dépenses s'élevant actuellement à 5.850.000 euros couvrent les coûts d'études et de travaux pour la façade vitrée de la piscine ainsi que pour la remise en état des ouvrages et des équipements techniques des vestiaires.

À noter que cette somme de 5.850.000 euros est inscrite à l'article 31 de la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008, au chapitre H. Dispositions concernant les fonds d'investissements sous (2) Fonds d'investissements publics scolaires - Piscine olympique Kirchberg: rénovation façades vitrées et vestiaires.

En effet, l'État, en tant que propriétaire du bâtiment, est tenu dans cette qualité notamment en vertu des dispositions du Code civil concernant le louage des choses, de subvenir aux travaux de remise en état des ouvrages, des équipements techniques et des équipements spéciaux des bâtiments.

À la question si «des travaux d'aménagement et de rénovation rentrent dans les missions du Centre national sportif et culturel», la loi du 29 juin 2000 organisant le Centre fournit la réponse à son article 5 sous (1) qui stipule que «sous réserve de l'approbation du Ministre de tutelle, le conseil d'administration décide notamment … les travaux de construction, de grosses réparations ou de démolitions».

De par cette attribution légale, le Centre, en tant que maître d'ouvrage, a décidé de moderniser par étapes l'espace sauna et de refaire les vestiaires de l'ancienne piscine. Compte tenu des amortissements depuis 1982, lorsque la piscine fut mise en service, il faut parer à une dégradation et vétusté devenue de plus en plus apparente. Il s'agit aussi d'adapter les installations aux normes renforcées de l'hygiène et de la sécurité.

Au budget des investissements de la section «Sports» à l'article libellé «participation de l'État aux frais d'aménagement et de transformation de l'aire de récréation du Centre national sportif et culturel», deux crédits successifs de respectivement 1.000.000 euros en 2004 et 500.000 euros en 2006 ont été inscrits comme contribution de l'État. Il ne fallait plus recourir davantage à des fonds budgétaires, parce que les recettes commerciales générées par le Centre suffisent pour financer à concurrence d'un total de 4,7 mio euros les travaux du sauna et de 1,4 mio euros le réaménagement des vestiaires de la piscine.

Les apports de la Coque se font en-dehors de la dotation de fonctionnement lui octroyée annuellement dans l'intérêt du fonctionnement.

Comme le sous-entend l'honorable Député, la convention, prévue par l'article 2 de la loi du 29 juin 2000, n'est en fait pas encore finalisée. Suite à des contacts avec un groupe de travail institué au sein du Comité des Domaines, un projet de texte vient d'être soumis au département des Sports et une approbation en accord avec la direction du Centre est à présumer sous peu.

Question 2569 (28.5.2008) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **rénovation du pont à Kayl:**

Dans un article paru au «Tageblatt» le 29 mai 2008, l'auteur s'inquiète, photos à l'appui, de l'état vétuste du pont sur la route d'Esch qui traverse la voie ferrée à Kayl. D'après cet article, des plans pour la rénovation du pont existeraient. À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que les experts de l'Administration des Ponts et Chaussées sont d'avis que l'état du pont prémentionné est acceptable d'un point de vue sécurité?

- Est-ce que des plans pour la rénovation de ce pont existent? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me dire pour quand la réalisation de ces plans est prévue?

Réponse (10.7.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Suite à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Roger Negri, relative à l'état vétuste du pont sur la route d'Esch à Kayl, il y a lieu de préciser que du point de vue statique, l'ouvrage de franchissement des voies CFL à Kayl ne présente pas de risques pour le trafic routier et les piétons, mais l'aspect extérieur des dalles portantes et des éléments secondaires est dans un état de vétusté avancé.

Par un contrôle périodique et systématique des éléments portants du pont et par l'enlèvement des morceaux de béton instables pendant ces inspections, la sécurité du trafic ferroviaire sera garantie jusqu'au remplacement de l'ouvrage en question.

Un avant-projet sera disponible vers la fin du mois de juillet de l'année en cours et le début des travaux pourra être envisagé pour automne 2009.

Une première tranche pour le financement des travaux sera prévue au budget des dépenses 2009.

Question 2572 (30.5.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **vidéosurveillance des zones de sécurité:**

En août 2007, un règlement grand-ducal a autorisé la création et l'exploitation par la Police grand-ducale d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité. Ces zones de sécurité sont désignées par un règlement ministériel. Il s'agit du quartier Limpertsberg-Glacis, du quartier de la Ville Haute-Centre Aldringen ainsi que du quartier de la Gare.

Le système de vidéosurveillance en question prend en images les zones de sécurité. Ces images sont visionnées dans un local spécialement aménagé à cet effet. L'accès à ce local est limité aux personnes nommément désignées par le directeur général de la Police grand-ducale.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quel a été le coût d'installation du système de vidéosurveillance? À combien les frais d'exploitation et d'entretien s'élèvent-ils?

- Quelle est la qualification requise pour les personnes ayant accès au local où les images sont visionnées? Est-ce qu'elles ont suivi une formation adéquate?

- Quelle est la qualification selon le Code pénal des infractions qui ont pu être constatées à l'aide de ce système de surveillance?

- Monsieur le Ministre peut-il déjà dresser un premier bilan quant à l'utilité et la nécessité de la vidéosurveillance de ces zones de sécurité?

Réponse (15.7.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Les différentes questions soulevées par l'honorable Députée appellent les réponses suivantes:

1. Le coût d'installation du VISUPOL s'est élevé à 1,5 mio euros.

2. Les opérateurs ont suivi au préalable une formation théorique portant sur les thèmes suivants: déontologie policière, secret professionnel, notions de droit pénal, législation sur la protection des données, ainsi que diverses autres instructions portant sur le fonctionnement opérationnel et administratif du service.

Par ailleurs ils ont bénéficié d'une formation pratique portant sur le maniement du dispositif VISUPOL.

3. Depuis le lancement du VISUPOL (12 novembre 2007) dans les trois zones de sécurité, et jusqu'au 31 mai 2008, les principaux faits suivants ont été constatés ou élucidés par la police via vidéosurveillance:

- 9 affaires de trafic de drogues;

- 9 affaires de coups et blessures volontaires;

- 9 contraventions au règlement de police de la Ville de Luxembourg;

- 6 vols simples;

- 2 faits de vandalisme;

- 2 délits de fuite;

- 1 tentative de meurtre;

- 1 vol avec violences;

- 1 vol lié aux véhicules;

- 1 délit sexuel;

- 1 affaire liée à une personne morte par overdose;

- 4 arrestations d'auteurs pour infractions diverses (trouble à l'ordre public, faits commis en dehors de la zone surveillée);

- la police a par ailleurs pu porter secours à six personnes en détresse localisées dans la zone surveillée.

4. Il est évidemment trop tôt pour tirer le bilan de ce projet pilote, même s'il faut constater que les premières expériences sont positives.

En application de l'article 10 alinéa 2 du règlement grand-ducal du 1er août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité, un bilan exhaustif sera dressé à l'expiration de la première phase de fonctionnement de deux ans, donc fin 2009.

Question 2573 (30.5.2008) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**inclusion des transports aériens dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission et ses conséquences:**

La Commission de l'Environnement du Parlement européen s'est prononcée ce mardi sur une proposition de directive qui vise à réduire l'impact de plus en plus marqué de l'aviation sur le changement climatique en intégrant ce secteur dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (ETS). Selon un communiqué du Service de presse du Parlement européen, les membres de la Commission de l'Environnement se sont mis d'accord, par contraste au plafond de 100% qui a été retenu par le Conseil de l'Union européenne, de fixer la quantité totale de quotas à allouer aux exploitants d'aéronefs à 90% des niveaux de 2004-2006, avec, par ailleurs, d'autres «réductions (qui) devraient intervenir à partir de 2013».

Les députés européens estiment en outre que 25% des permis d'émission devraient être mis aux enchères et revendiquent que le système soit déjà lancé à partir de 2011, ceci pour tous les vols intracommunautaires et les vols entre l'Union européenne et des pays tiers. D'autres différences entre la position du Parlement européen et celle du Conseil concernent l'exception pour les vols officiels ainsi que l'affectation des recettes des quotas d'émission.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux revendications de la Commission de l'Environnement du Parlement européen telles qu'elles sont contenues dans le rapport de Peter Liese (rapporteur de la proposition de directive au Parlement européen)?

- Indépendamment du contenu exact de cette future directive, et en assumant par exemple que les dispositions de cette directive se situeront à peu près au milieu des exigences du Conseil et du Parlement, quelles en seraient les conséquences possibles pour le secteur de l'aviation au Grand-Duché? Dans quelle mesure l'inclusion du secteur de l'aviation dans

le système ETS peut-elle compromettre les situations actuelle et future de ce secteur d'activité en matières économique et d'emploi?

Réponse (15.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Roger Negri, je tiens à préciser que le Luxembourg soutient l'accord conclu fin juin entre le Parlement, le Conseil et la Commission relatif au dossier «intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre». Le texte de compromis ayant fait l'objet de l'accord diffère en plusieurs points sensiblement des revendications de la Commission de l'Environnement du Parlement européen, jugées inacceptables par le Conseil.

Ainsi la quantité totale de quotas à allouer s'élèvera en 2012 à 97% des niveaux de 2004-2006, et passera ensuite à 95% à partir de 2013, sans préjuger d'une adaptation de ce chiffre dans le cadre de la révision du système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. 15% des droits d'émission devront être mis aux enchères. Ce chiffre est également susceptible d'être revu dans le cadre de la révision de la directive 2003/87/CE. Les États membres resteront libres de décider de l'affectation des recettes de la mise aux enchères, même si le texte de compromis recommande une affectation à des fins de lutte contre les changements climatiques. Une obligation de rapportage à la Commission assurera la transparence nécessaire.

Cet accord concernant l'intégration de l'aviation dans le système d'échange de quotas fournit désormais une sécurité d'investissement pour les compagnies aériennes. Les compagnies disposant d'une flotte moderne, à faible consommation de carburant, ainsi que celles présentant un degré d'occupation élevé, verront leur position concurrentielle renforcée.

Je tiens à préciser que les vols à l'arrivée et au départ d'un aéroport de l'Union européenne seront concernés. Toutes les compagnies aériennes seront concernées, quelle que soit leur nationalité. Limiter le système aux vols intracommunautaires ou aux seules compagnies européennes n'aurait en effet pas constitué une solution acceptable, ni d'un point de vue environnemental, ni d'un point de vue économique.

Question 2575 (30.5.2008) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **déplacement de déchets industriels dans le cadre de la construction de la liaison Micheville:**

L'article 1 du projet de loi 5845 relatif à la construction de la liaision Micheville entre la route nationale 31 et le projet routier afférent sur le territoire français a entre autres pour vocation de donner la base légale pour le traitement et la mise en dépôt des terres polluées en provenance des travaux de construction sur l'ancien crassier d'Ehlerange. Or, selon nos informations les riverains ne seraient pas encore avertis de ce nouveau déplacement de déchets contaminés vers le crassier d'Ehlerange, situation pour le moins regrettable.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer les faits susmentionnés?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons cette information n'a-t-elle pas encore été diffusée à ce jour?

- Est-il envisagé d'assainir les déchets en question avant de les transférer sur le crassier?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que les riverains devraient être informés au préalable des travaux d'une telle envergure?

- Est-ce que le Ministre de l'Économie en tant qu'exploitant du crassier d'Ehlerange envisage encore d'informer les riverains sur le déplacement de déchets industriels dans le cadre de la construction de la liaison Micheville avant le vote du projet de loi 5845 à la Chambre des Députés?

- Monsieur le Ministre de l'Économie peut-il nous informer s'il est prévu d'entreposer à l'avenir sur l'ancien crassier d'Ehlerange des déchets industriels qui ne proviennent pas de la construction de la liaison Micheville et du projet de Belval et le cas échéant lesquels?

Réponse commune (10.7.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Il a peut-être échappé aux honorables Députés qu'une réunion d'information publique, au sujet de la consolidation et de la mise en dépôt des boues contaminées sur le site du crassier d'Ehlerange, a eu lieu en date du 16 octobre 2007 à 19.30 heures. C'est par souci de transparence que cette réunion a été organisée avant le début de la procédure commodo-incommodo relative au projet en marge, ceci sur initiative de la Commune de Sanem. L'Administration des Ponts et Chaussées y a également participé et y a présenté le projet de la liaison Micheville.

Il en découle que nous ne saurions répondre par l'affirmative au premier, deuxième, quatrième et cinquième point de la question parlementaire, questions devenant superfétatoires du même coup.

En ce qui concerne votre troisième question, nous pouvons vous confirmer qu'il est envisagé de traiter les terres d'excavation sur le chantier Belval-Ouest pour les transférer ensuite vers le crassier d'Ehlerange en tant que matériaux de déblai inertes. Ces matériaux serviront en partie à renforcer le merlan anti-bruit qui existe déjà partiellement et qui devra contourner la future zone d'activités économiques à caractère national.

En réponse à la dernière question, aucun dépôt de déchets industriels n'est prévu sur le site du crassier d'Ehlerange.

Question 2576 (30.5.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **problématique des poulets chlorés:**

La Commission européenne a annoncé jeudi qu'elle prévoit de lever l'interdiction d'importer en Europe des volailles américaines traitées au chlore qui dure déjà depuis dix ans. En fait elle veut soumettre au comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale une proposition établissant des conditions strictes pour le traitement antimicrobien des volailles sur base de solutions chlorées. Cette décision semblerait être prise dans le souci de renforcer les liens commerciaux transatlantiques.

Or, l'éventuelle levée de l'interdiction nécessite encore l'accord unanime des experts en sécurité alimentaire des 27 États membres.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la proposition de la Commission européenne?

- Ne serait-il pas opportun d'un point de vue écologique, de développer davantage l'aviculture au sein de l'Union européenne au lieu de recourir aux poulets américains?

Réponse (18.7.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

La question parlementaire a trait à une déclaration de la Commission européenne annonçant son intention d'autoriser les traitements antimicrobiens (AMT) des carcasses de volailles avec des produits désinfectants, du type produit chloré (eau de javel). Cette décontamination vise avant tout à éliminer la présence de salmonelles sur les carcasses.

Cette annonce de la Commission trouve son origine dans la pression très forte que les États-Unis exercent pour des raisons économiques afin que l'UE autorise ces pratiques, qui sont devenues un traitement standard en Amérique du Nord. Le Gouvernement américain menace même plus ou moins ouvertement la Commission d'un nouveau panel OMC sur ce problème, qui viendrait s'ajouter au litige existant pour la viande de bœuf aux hormones.

À noter que les avis des experts ne sont pas concluants, ni sur l'efficacité des traitements, ni sur les risques d'apparition de résistance, ni quant aux effets sur la santé humaine, le manque de données scientifiques étant à chaque fois avancé comme argument.

Lors de la déclaration de la Commission européenne au Conseil des Ministres de l'Agriculture de l'Union européenne en avril dernier, le Luxembourg s'est déclaré opposé à un tel traitement.

Quant à la suite de la procédure nécessaire à la levée de l'interdiction des traitements antimicrobiens, la DG SANCO a présenté au Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale (SCOFCAH), lors de sa réunion du 2 juillet courant, une proposition de modification de l'annexe du règlement «hygiène» 852/2004, visant à autoriser quatre substances AMT pour le traitement des carcasses de volailles.

Cette autorisation serait limitée à deux ans et assortie des conditions suivantes:

- utilisation d'un seul AMT à la fois (aux USA souvent plusieurs AMT sont utilisés ensemble),

- rinçage à l'eau potable après application des AMT,

- tests obligatoires pour la surveillance et le suivi de la résistance bactérienne à ces AMT et de l'impact environnemental (AMT dans les eaux usées des abattoirs),

- étiquetage obligatoire.

Toujours est-il que le prédit comité permanent, y compris la délégation luxembourgeoise, a avisé négativement la proposition lui soumise. Ceci a comme conséquence que le dossier est susceptible d'être soumis au Conseil des Ministres où une majorité qualifiée contre la proposition de la Commission sera nécessaire pour la bloquer; autrement, la Commission pourrait adopter la proposition. À ce stade, la Commission n'a pas encore soumis le texte définitif au Conseil des Ministres de l'Agriculture, en sorte qu'une décision définitive n'a pu être prise.

Nonobstant la possibilité prédécrite, il importe de souligner que toute mise sur le marché de viande de volaille traitée aux AMT requiert également une modification de la définition de la viande de volaille, prévue à l'annexe XII du règlement communautaire OCM unique, et qui dit que la viande de volaille est «propre à la consommation humaine», si elle n'a «subi aucun autre traitement que par le froid».

Or, ce changement devra se faire par un vote à la majorité qualifiée au Conseil, ce qui s'avère peu probable. On pourrait donc se retrouver avec une situation où l'utilisation des AMT serait autorisée, mais où la mise sur le marché des carcasses traitées avec les AMT serait le cas échéant interdite.

Ceci dit, je suis d'avis qu'il serait tout à fait illogique d'investir des sommes budgétaires, publiques et privées, très importantes dans la mise en place de systèmes de contrôle sanitaire et dans les programmes de surveillance des salmonelloses, et d'autoriser en même temps des traitements de décontamination qui, en fait, ne servent qu'à détourner d'un système de contrôle sanitaire défaillant.

Bien plus, un risque de laisser-aller en matière de mesures d'hygiène chez les opérateurs des industries alimentaires est à craindre, une fois que la décontamination chimique sera autorisée.

Le département de l'Agriculture a toujours défendu une production agro-alimentaire de qualité, respectueuse du consommateur, dont les bonnes pratiques hygiéniques et sanitaires tout au long de la chaîne alimentaire font partie intégrante. Un affaiblissement de cette approche, par l'autorisation des pratiques de décontamination, ne pourrait que nuire à cette politique globale de valorisation de la qualité.

Question 2581 (3.6.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **enseignants en luxembourgeois:**

En tenant compte du besoin d'enseignants en luxembourgeois, qui sera engendré par la nouvelle loi sur la double nationalité, et sachant que pour participer à la formation «Lëtzebuergesch als Friemsprooch» à l'Université du Luxembourg, étaient exigé une base d'études «bac +2» ou des références équivalentes, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Madame la Ministre pourrait-elle m'informer sur les qualifications requises pour devenir enseignant en luxembourgeois au Centre de Langues?

- Est-il exact que désormais un diplôme de «Bachelor» sera requis à cette fin?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre ne juge-t-elle pas que les exigences sont exagérées par rapport aux tâches que les enseignants devront assurer. En plus, qui formerait ces personnes pour donner cours en luxembourgeois?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre estime-t-elle que le besoin en enseignants en luxembourgeois pourra être satisfait afin de donner des cours en luxembourgeois pour les candidats en vue de l'obtention de la nationalité luxembourgeoise, tenant compte des connaissances linguistiques requises à l'avenir pour obtenir notre nationalité.

- Madame la Ministre pourrait-elle m'éclaircir à quelle fin les cours intensifs en luxembourgeois, qui s'étalent sur deux semestres et qui incluent un examen théorique et divers travaux didactiques à présenter, sont organisés par l'Université du Luxembourg, si ceux-ci ne donnent pas accès à la tâche d'enseignant en luxembourgeois reconnue par le Ministère.

- Madame la Ministre pourrait-elle me confirmer que la plupart des formateurs employés par les associations et communes qui organisent des cours en langue luxembourgeoise, sont considérés comme indépendants, sans aucun statut.

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre pourrait-elle m'informer si elle entend créer un statut d'enseignant en luxembourgeois.

Réponse (15.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Actuellement, le recrutement des enseignants au Centre de Langues Luxembourg est régi par la loi du 19 juillet 1991, article 6:

«Les enseignants et les chargés de cours doivent être titulaires des certificats et diplômes légalement requis pour enseigner la branche respective dans l'enseignement primaire, dans l'enseignement secondaire technique ou dans l'enseignement secondaire ou supérieur.»

2. Ces diplômes correspondent aujourd'hui à un bachelor pour l'enseignement primaire et à un master pour l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Comme il n'existe actuellement pas de cursus universitaire dans la branche «Luxembourgeois», les qualifications demandées par le Centre de Langues pour enseigner cette discipline sont les suivantes: être détenteur soit d'un diplôme de bachelor ou de master en langues soit d'un diplôme de bachelor ou de master en sciences de l'éducation. Avoir suivi des formations telles que la formation «Lëtzebuergesch als Friemsprooch» à l'Université du Luxembourg ou des stages pour formateurs de luxembourgeois au Centre de Langues constitue un avantage au même titre qu'une expérience d'enseignement à des adultes.

3. Outre le fait que ce niveau de recrutement correspond aux qualifications initiales demandées pour enseigner les langues dans les différents ordres d'enseignement au Luxembourg et dans d'autres pays d'Europe, il se justifie par la complexité des tâches qui incombent à un enseignant au Centre de Langues.

Il s'agit bien sûr d'enseigner le luxembourgeois à des adultes, ce qui suppose une connaissance théorique en didactique des langues et des cultures. Il s'agit également d'assumer la responsabilité de la passation et de l'évaluation des examens nationaux et de respecter les critères du Cadre européen commun de référence pour les langues, ce qui requiert une solide formation dans le domaine de l'évaluation. Dans le cas du luxembourgeois, ce volet prend aujourd'hui une importance accrue dans la mesure où les enjeux dépassent l'obtention d'un diplôme et concernent l'attribution ou la non attribution de la nationalité luxembourgeoise. Il faudrait encore ajouter qu'un formateur est amené à élaborer du matériel didactique, méthodes d'apprentissage ou tests d'évaluation, qui fait l'objet de publications et est utilisé dans le pays et dans la Grande Région.

La formation des nouveaux enseignants devrait être assurée conjointement par l'Université du Luxembourg et par le Centre de Langues. Ce dernier offre déjà actuellement à tout son personnel pédagogique quatre journées de formation continue par an, plusieurs journées pédagogiques et a mis en place, pour les nouveaux enseignants, un tutorat de deux années.

4. Il est certain que le niveau des connaissances linguistiques requis pour obtenir la nationalité luxembourgeoise amènera une augmentation des demandes pour des cours de langue luxembourgeoise.

C'est pourquoi le Centre de Langues a dès maintenant entrepris d'élargir l'équipe des enseignants de luxembourgeois et une annonce visant à recruter de nouveaux chargés de cours a été diffusée par voie de presse le 31 mai 2008.

Toutefois, l'organisation de cours de luxembourgeois n'incombe pas au seul Ministère de l'Éducation nationale mais relève également des communes et des a.s.b.l., et les chargés de cours actuellement en place dans ces organismes y poursuivront leur tâche d'enseignement.

5. La formation continue actuellement proposée par l'Université du Luxembourg sur deux semestres représente une formation précieuse, spécifique à l'enseignement du luxembourgeois et s'inscrit dans la préparation d'un nouveau diplôme «Diplom Lëtzebuerger Sprooch a Kultur» prévu dans le projet de loi portant création d'un Institut national des langues, déposé le 23 mai 2008, diplôme habilitant son détenteur à enseigner le luxembourgeois.

Le projet de loi apportera une réponse professionnelle aux nombreuses demandes de certification réglementée habilitant à l'enseignement du luxembourgeois. Deux nouveautés s'inscrivent dans ces efforts:

- la création du «Diplom Lëtzebuerger Sprooch a Kultur»

Le «Diplom Lëtzebuerger Sprooch a Kultur» se distinguera des diplômes existants de luxembourgeois langue étrangère. La formation qui y mènera sera offerte par l'Institut national des langues et l'Université du Luxembourg. Elle permettra à toute personne intéressée, et notamment à celles qui envisagent de dispenser des cours de luxembourgeois, un approfondissement professionnel de tous les aspects de la langue (orthographe, linguistique, lexicographie, littérature,…) ainsi que des compétences d'enseignement et d'évaluation du luxembourgeois. Un autre volet de la formation portera sur l'histoire du Luxembourg, sa culture, sa littérature, sur des thèmes politiques et socioéconomiques d'actualité, etc.

Le diplôme «Diplom Lëtzebuerger Sprooch a Kultur» répond à une demande de la part des institutions et organismes qui dispensent des cours de luxembourgeois de pouvoir engager des enseignants habilités à enseigner la langue. Il s'inscrira également dans le contexte d'une expansion considérable des cours de luxembourgeois.

- la création du professorat de langue luxembourgeoise

Le projet de loi confère un statut reconnu aux enseignants de luxembourgeois en créant le professorat de langue luxembourgeoise. À part le fait que les candidats devront être détenteurs du «Diplom Lëtzebuerger Sprooch a Kultur», le recrutement des candidats sera identique à celui des autres professeurs en langues de l'enseignement secondaire et secondaire technique: être titulaire soit d'un diplôme de bachelor, soit d'un diplôme de master en langues, et passer par le stage pédagogique.

Le jour où l'Université du Luxembourg offrira un diplôme de master en luxembourgeois, les conditions pour devenir professeur de luxembourgeois y seront alignées.

6. L'organisation des cours de luxembourgeois par des communes ou des associations se fait sous entière responsabilité de celles-ci. Ce sont également elles qui établissent et gèrent les contrats dans lesquels l'État n'intervient pas. Il n'y a donc pas lieu à ce stade d'introduire un statut différent de celui prévu au projet de loi créant le professeur de luxembourgeois.

Question 2582 (3.6.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **cours de préparation à la naissance:**

Des cours de préparation à la naissance sont proposés par plusieurs maternités afin de préparer les femmes enceintes de façon optimale à l'accouchement. Il s'avère que ces cours ne sont actuellement pas remboursés par l'UCM.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre n'estiment-ils pas que ces cours devraient faire l'objet d'un remboursement, au moins partiel, de la part des caisses de maladie?

- Pour quelles raisons ces cours ne sont-ils pas remboursés actuellement?

- Peut-on envisager un remboursement, au moins partiel, de ces cours dans un avenir proche?

Réponse (4.7.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les cours de préparation à la naissance sont gérés et mis en place par les établissements hospitaliers luxembourgeois, sous tutelle du Ministre de la Santé.

La «Fondation Kannerschlass» est bénéficiaire d'une convention signée avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, mettant à sa disposition des crédits investis dans le fonctionnement du centre de formation pour parents «Eltereschoul Janusz Korczak».

Le centre de formation pour parents «Eltereschoul Janusz Korczak» propose quelques séances de formation socioéducative aux futurs parents au sein des maternités qui font partie des modules des cours classiques de préparation à la naissance, en général de type médical.

L'ensemble des cours de formation socioéducative à l'attention des futurs parents qui sont proposés par le centre de formation pour parents «Eltereschoul Janusz Korczak» au sein des maternités du Centre hospitalier du Luxembourg, de la Clinique privée Dr Bohler et du Centre hospitalier d'Esch/Alzette sont gratuits.

En effet, ni les parents, ni les centres hospitaliers ne remboursent le centre de formation pour les services prestés. Le centre de formation ne touche donc aucune indemnité. Les frais administratifs et les frais de personnel sont essentiellement pris en charge par le biais d'une convention annuelle avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration à hauteur de 207.340 euros pour l'année 2008. Un montant de 228.364 euros a été inscrit aux propositions budgétaires 2009.

Il y a lieu de noter que le Ministère de la Famille et de l'Intégration participe aux frais de fonctionnement et aux frais de personnel d'activités de formation parentale gérées par d'autres institutions telles notamment le Familljen-Center CPF, le Mouvement luxembourgeois pour le Planning familial et l'Éducation sexuelle, l'Action familiale et populaire ou le service «Erwuessebildung».

Question 2584 (3.6.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**encadrement médical à l'armée:**

Il me revient que l'encadrement médical de notre armée, notamment au centre militaire de Diekirch, ne sera plus assuré de façon optimale entre juin et décembre 2008. Ceci serait dû notamment du fait qu'une partie de cet encadrement accompagne des contingents en mission à l'étranger.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quel est l'effectif exact de l'encadrement médical de notre armée?

- Qu'en est-il de la présence de cet effectif au centre militaire de Diekirch? Est-ce que l'encadrement médical du personnel de l'armée pourra être assuré pendant cette période? Est-ce qu'une présence 24h /24h peut-elle être assurée?

Réponse commune (15.7.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Suivant les dispositions de la loi du 21 décembre 2007 sur la réorganisation de l'armée, le cadre légal du service de santé de l'armée est le suivant: trois médecins généralistes (un médecin de l'armée, un médecin adjoint, un médecin militaire), un médecin dentiste, un psychologue, un pharmacien, un infirmier gradué et six infirmiers diplômés. Sous l'empire de l'ancienne législation, il s'agissait de deux médecins généralistes, un médecin dentiste, un psychologue, un infirmier gradué et trois infirmiers diplômés. La loi du 21 décembre 2007 renforce par conséquent significativement le service de santé de l'armée.

Par rapport à ce cadre légal (qui est théorique respectivement qui constitue le maximum), sont en fonction à l'heure actuelle au service de santé le personnel médical suivant: deux médecins généralistes (un médecin de l'armée, un médecin militaire), un médecin dentiste, un psychologue à temps partiel, une pharmacienne, un infirmier gradué (en congé sans traitement), trois infirmiers diplômés. S'y ajoutent douze soldats volontaires aide secouristes brevetés de la protection civile.

Dans le cadre de son engagement au sein de l'opération de paix des Nations Unies au Liban (Force Intérimaire des Nations Unies au Liban - FINUL), l'Armée luxembourgeoise est intégrée au contingent belge. Celui-ci comporte entre autres le déploiement d'une unité médicale. La contribution luxembourgeoise consistera au second semestre de cette année d'un infirmier diplômé pour les mois de juin et juillet ainsi qu'octobre et novembre. Le médecin de l'armée, quant à lui, sera en mission d'août à septembre.

Ces participations, outre leurs contributions concrètes à la FINUL, constitueront une expérience précieuse pour le service de santé de l'armée.

La permanence du service de santé sera assurée au sein de l'armée pendant la période visée.

Question 2585 (3.6.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **test de sélection des candidats soldats volontaires:**

Dans le cadre du conseil de formation de l'École de l'Armée, dans lequel figurent entre autre des représentants du Ministère de la Défense, de l'Éducation nationale, de l'État-major, du Commandement du centre militaire, le directeur et une délégation du Personnel enseignant de l'École de l'Armée, les directeurs des lycées (secondaire et technique) de Diekirch et d'Ettelbruck, il avait été proposé et retenu de saisir le comité de sélection de l'armée (organe qui est responsable pour l'organisation des sélections des candidats soldats volontaires et qui est présidé par un représentant de la Direction de Défense) de donner une série de tests à différents établissements postprimaires et d'y faire exécuter ces tests.

Les autorités ministérielles compétentes (Défense et Éducation nationale) auraient ainsi effectué une série de tests afin de voir si le niveau d'études requis pour le recrutement devrait éventuellement être revu.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quand ces tests ont-ils été effectués et dans quels établissements?

- Quels ont été les résultats de ces tests?

- Quand a-t-on procédé à l'évaluation de ces résultats?

- Quelles conclusions en ont été tirées?

- Quels sont les résultats des sélections pour les incorporations de septembre 2007, janvier 2008 et mai 2008?

Réponse commune (15.7.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

L'armée a souhaité analyser la pertinence des tests de sélection actuels auxquels elle soumet les candidats volontaires de l'armée. À cet effet, le conseil de formation de l'armée a demandé l'autorisation de faire faire le test par des élèves de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, y compris la formation professionnelle.

Les tests en question ont ainsi été envoyés aux directeurs des lycées concernés, à savoir: le Lycée classique de Diekirch, le Lycee technique de Bonnevoie et le Lycée technique d'Ettelbruck pour faire participer des classes de V^{e}, 9^{e} technique, polyvalente et pratique, 11^{e} technique, technicien et professionnel à cette analyse.

Les tests sont à l'heure actuelle en cours de correction et d'évaluation au sein de la commission de sélection qui effectue normalement les tests de sélection pour les candidats soldats volontaires à l'Armée luxembourgeoise.

Lorsque l'ensemble des résultats sera disponible, le conseil de formation fera le cas échéant des recommandations pour adapter les tests actuels.

Pour ce qui est des incorporations récentes, les résultats des candidats sont les suivants:

	septembre 2007	janvier 2008	mai 2008
Inscriptions	308	239	168
Présents à l'examen écrit	243	197	127
Échecs à l'examen écrit	149	123	68
Échecs au test sportif ou inaptitude médicale	31	25	19
Admis	63	49	40

Il est à relever que le nombre d'inscriptions et d'admissions pour la session de septembre est traditionnellement plus élevé que celui des mois qui suivent.

Question 2586 (3.6.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **sondage au sein de l'armée:**

En septembre 2007, un sondage a été réalisé au sein de l'armée sur l'attrait de l'armée en général et l'attrait des carrières militaires (officier, sous-officier, caporal et soldat volontaire) ainsi que sur l'état de motivation des soldats volontaires.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quels sont les résultats obtenus lors de ce sondage?

- Ces résultats ont-ils fait l'objet de discussions internes?

- Quelles conclusions ont été tirées de ces résultats?

Réponse commune (15.7.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Le cadre de l'armée est à l'écoute des soldats volontaires. Ceci signifie notamment que le cadre s'intéresse à l'état de motivation de ceux-ci. Cela fait d'ailleurs partie des responsabilités du cadre.

La méthode des sondages est un des instruments susceptibles d'apporter des informations utiles dans ce contexte. Ainsi différentes questions ont été posées au mois de septembre 2007 aux volontaires et au personnel militaire sur leur motivation (ci-après le «sondage»), ces questions n'ayant cependant pas porté sur l'attrait de l'armée en général et des carrières militaires en particulier.

Le sondage en question a montré entre autres que la motivation des soldats est meilleure lorsque ceux-ci sont engagés dans des activités telles que des exercices ou entraînements qui les préparent aux missions à l'étranger. Il souligne également l'importance que les soldats attachent à la vie en groupe et la nécessité d'un bon encadrement.

Il est prévu de faire valider les éléments du sondage par un psychologue diplômé de l'armée qui, sous réserve des procédures afférentes (qui sont bien entendu à respecter), sera recruté pour le 1er janvier 2009. Dans un premier temps, celui-ci sera amené à faire des propositions de méthodologie aux services du département pour voir par après comment mettre en place des mécanismes qui peuvent s'inscrire dans la durée.

Question 2587 (3.6.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**entrée en vigueur de règlements grand-ducaux:**

Plusieurs règlements grand-ducaux ayant trait à l'organisation et au fonctionnement de l'armée ne sont toujours pas entrés en vigueur. Il s'agit:

- du règlement grand-ducal déterminant le statut des volontaires de l'armée,

- du règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 15 juillet 1967 portant fixation de la rémunération de volontaires de l'armée (de sorte que la solde des recrues incorporées le 19 mai 2008 n'est pas encore déterminée),

- du règlement grand-ducal déterminant le contingent des volontaires,

- du règlement grand-ducal portant indemnisation respectivement compensation des entraînements et des instructions militaires ainsi que du service de garde du personnel militaire cadre de l'armée,

- du règlement grand-ducal sur la prime de démobilisation des volontaires,

- des règlements grand-ducaux portant modification des règlements grand-ducaux concernant les conditions de recrutement, de formation et d'avancements des officiers de carrière, de l'officier de la musique militaire, des sous-officiers de l'armée proprement dite, des sous-officiers de la musique militaire, des caporaux de carrière.

De plus le projet pour le Conseil de Gouvernement sur l'adaptation des primes OMP est toujours à l'ordre du jour.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Où en sont les travaux y relatifs?

- À quelles dates peut-on envisager l'entrée en vigueur des différents règlements grand-ducaux, respectivement l'adaptation des primes OMP?

Réponse (17.7.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense:*

J'ai l'honneur d'informer que lors de sa séance du 11 juillet 2008, les textes suivants ont été approuvés par le Conseil de Gouvernement:

1) Projet de loi portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde.

2) Projet de règlement grand-ducal portant indemnisation respectivement compensation des entraînements et des instructions militaires ainsi que du service de garde du personnel militaire cadre de l'armée.

3) Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 24 mai 1998 portant fixation du contingent des volontaires de l'armée.

4) Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 15 juillet 1967 portant fixation de la rémunération des volontaires de l'armée.

5) Projet d'arrêté du Gouvernement en Conseil portant nouvelle fixation de l'indemnité spéciale revenant au personnel militaire cadre de l'armée en mission de maintien de la paix.

J'estime que le texte repris sub 5) pourra entrer en vigueur après publication, tandis que les autres textes feront l'objet d'un dépôt afin que le Conseil d'État et les Chambres professionnelles puissent les aviser.

Question 2588 (3.6.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**ambulance au centre militaire de Diekirch:**

Il me revient qu'une ambulance hautement équipée se trouve actuellement au centre militaire de Diekirch et est utilisée régulièrement par le service de santé de l'armée. Or, il s'avère que cette ambulance dispose d'équipement médical spécifique qui peut seulement être utilisé par du personnel qualifié et initié, c'est-à-dire entre autres par un médecin anesthésiste (SAMU).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Peuvent-ils me confirmer cette information?

- Quand est-ce que cette ambulance a été acquise? Pour quel prix?

- Est-il prévu d'initier le personnel du service de santé de l'armée à l'utilisation de l'équipement médical spécifique?

Réponse commune (15.7.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Les missions du service de santé de l'armée sont multiples. Elles consistent principalement en l'appui médical des unités du centre militaire dans leur instruction et leur entraînement ainsi qu'en l'appui médical opérationnel des unités déployées. Le service de santé de l'armée est également appelé à intervenir dans le cadre du «Plan Nombreuses Victimes» et en cas d'indisponibilité éventuelle de la protection civile dans les environs de la ville de Diekirch. Il est par conséquent normal que son équipement médical soit standardisé et compatible avec celui utilisé dans le cadre civil.

L'armée dispose d'une ambulance qui correspond à ces missions et que l'honorable Député qualifie «d'ambulance hautement équipée».

Le personnel du service de santé de l'armée est qualifié et formé. Il est par conséquent en mesure de se servir des équipements médicaux de l'ambulance en question.

L'ambulance a été acquise en 2004 au prix de 479.469,63 euros. Il s'agit d'une acquisition par soumission publique.

Question 2589 (3.6.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **règlement de discipline pour la force publique:**

Dans leur réponse à ma question parlementaire N°1816 de juin 2007 relative à l'introduction d'un règlement de discipline pour la force publique, Monsieur le Ministre de la Défense et Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative ont indiqué qu'ils étaient en train d'examiner avec les administrations concernées les modifications qu'il y a, le cas échéant, lieu d'apporter à la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique *(cf. compte rendu N°1/2007-2008)*.

Il s'avère que le Tribunal administratif pourrait se voir contraint de trancher au cas par cas les affaires disciplinaires relevant de l'Armée luxembourgeoise et de la Police grand-ducale faute d'un règlement de discipline propre à la force publique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Depuis quand les changements en relation avec les adaptations du règlement de discipline de la force publique sont-ils en cours?

- Est-il correct qu'un projet élaboré par la Chambre des Fonctionnaires et sur lequel aussi bien la Direction de la Police grand-ducale en collaboration avec le Syndicat national de la Police grand-ducale ont présenté un avis, traîne depuis quelques années à l'État-major de l'armée?

- Où en sont les travaux ayant trait à l'adaptation de la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que l'absence de règlement de discipline propre à la force publique, donc l'Armée luxembourgeoise et la Police grand-ducale, crée une insécurité juridique qu'il faudrait lever?

Réponse commune (15.7.2008) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Défense*, de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique* et de *la Réforme administrative* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En réponse à la question de l'honorable Député, il convient de noter qu'en matière de discipline tant pour ce qui concerne la police que l'armée, c'est la loi du 16 avril 1979 qui trouve application. Il n'y a partant pas «absence de règlement», comme semble l'indiquer la question de l'honorable Député.

Les travaux concernant d'éventuelles modifications sont toujours en cours. Il ne faut pas perdre de vue dans ce contexte le fait qu'il s'agit d'une matière par définition complexe de même que le fait que les responsables de la Direction de la Défense ont ces derniers temps été absorbés par les travaux relatifs à la réforme de l'armée (ils le sont d'ailleurs toujours dans la phase actuelle, qui est celle de la mise en œuvre). S'y ajoute enfin que les besoins des deux corps ne sont pas toujours les mêmes.

Question 2591 (4.6.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**étude de sécurité sur la N7:**

Au cours des dernières années de nombreux accidents ont montré le caractère dangereux de la N7 entre Schieren et Hosingen. En date du 3 juin 2008, Monsieur le Ministre a présenté les résultats de l'étude de sécurité sur la N7.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les améliorations ponctuelles réalisées ces derniers temps sur la N7 reflètent les conclusions énoncées dans l'étude susmentionnée?

- Dans quels délais pourra-t-on s'attendre à la réalisation des mesures proposées par l'étude de sécurité?

- Le tronçon Schieren - Fridhaff a-t-il fait l'objet de l'audit de sécurité en question? Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions pour ce tronçon? Est-il notamment envisagé d'élargir ce tronçon à quatre voies?

- Sachant qu'entre 2002 et 2007, le trafic sur la N7 a constamment augmenté pour atteindre quelque 14.000 mouvements par jour et considérant qu'avec la mise en service de la «Route du Nord» cette tendance risque de s'amplifier encore davantage, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un élargissement à quatre voies s'impose sur l'intégralité de la N7?

- Devant cette toile de fond ne serait-il pas indiqué de planifier les contournements de Hosingen et Heinerscheid?

Réponse (10.7.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen, il y a lieu de préciser que certaines mesures pour améliorer la sécurité sur la N7 ont effectivement été prises avant les conclusions de l'étude de sécurité présentée en date du 3 juin 2008. Ces mesures déjà engagées ne sont toutefois pas en contradiction avec les conclusions de cette étude.

La transposition des mesures de sécurisation qui se dégagent de cette étude se fera à court et à moyen terme suivant leurs envergures.

Ainsi l'avant-projet pour la reconstruction de la N7 entre Schinker et Hosingen (P.K. 51.780 - 52.740) tient compte des conclusions de la prédite étude aussi bien en ce qui concerne l'aménagement des carrefours qu'en ce qui concerne le marquage horizontal sur ce tronçon de route.

L'Administration des Ponts et Chaussées a été autorisée à élaborer le projet d'exécution afférent de sorte que la mise en adjudication des travaux puisse se faire dans les meilleurs délais.

Le tronçon Fridhaff - Schieren n'a pas été étudié dans le cadre de l'étude de sécurité dont question, mais a fait l'objet d'une étude de sécurité en 1999. Les aménagements de sécurité y proposés, notamment la construction d'une troisième voie entre le viaduc «Ditgesbach» et le viaduc «Ingeldorf» ont été réalisés en 2002 et 2003.

La mise à 2x2 voies de l'ancienne B7, nouvelle N27A entre la sortie d'Erpeldange et Fridhaff devra être examinée dans le cadre de l'aménagement de la zone d'activité Fridhaff. Le projet sera inscrit sur la liste des projets que le Ministère des Travaux publics se propose de soumettre à la Chambre des Députés en vue de solliciter l'autorisation pour réaliser les études afférentes.

L'opportunité de la mise à 2x2 voies de la B7 devra être examinée dans le cadre de l'étude de trafic de la «Nordstad».

En ce qui concerne la mise à 2x2 voies de la N7 de Fridhaff à la frontière belge il faut prendre en considération que la route du Nord et la N7 de Fridhaff à la frontière belge ont pour vocation principale d'accueillir le trafic généré par les agglomérations et zones de développement le long de cet axe et servent également de liaison entre grandes agglomérations au niveau européen.

Aux termes de l'accord de Genève il s'agit d'une route de liaison de catégorie B qui pour cette raison n'a pas été intégrée au grand réseau européen des routes principales de transit (TERN) et qui devra rester une route de liaison secondaire pour ne pas attirer le grand trafic de transit international non désiré.

En ce qui concerne les contournements de Hosingen et Heiderscheid ces projets seront également inscrits sur la liste des projets que le Ministère des Travaux publics se propose de soumettre à la Chambre des Députés en vue de solliciter l'autorisation de poursuivre les études au-delà de l'avant-projet sommaire.

Question 2592 (4.6.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **système de signalisation:**

Am Bestriewen, de Verbrauch vu Bensin an Diesel am Verkéier eroffzedrécken, spillt eng flësseg Verkéiersféierung eng Roll, déi net ze ënnerschätzen ass. Et ass jo bekannt, datt jiddfer Stop an Neistart bei enger rouder Luucht vill Energie an domat Verbrauch vu Sprit kascht. Leider muss een ëmmer erëm feststellen, datt de System vu roude Luuchten, déi de Verkéier regelen, net openeen ofgestëmmt ass. Sou passéiert et dacks, datt een op enger Verkéiersstreck e puer Luuchten huet, déi op rout schalten, nodeems ee grad bei där virdrun bei gréng ugefuer ass. Et ass evident, datt dat weder am Sënn vun der Verbrauchsreduzéierung, nach zugonschte vun enger méiglechst propperer Otemloft ass. Duerfir géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Deelt Dir dës Meenung, a wa jo, wat hutt Dir bis elo ënnerholl, respektiv wat hutt Dir wëlles ze ënnerhuelen, fir dës Situatioun ze verbesseren?

2. Wéi ass an dëser Problematik d'Zesummenaarbecht mat deene betreffende Gemengen, respektiv wat sinn Är Méiglechkeete fir drop anzewierken, datt dës Situatioun sech verbessert?

Réponse commune (24.7.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Fir op d'Fro vum éierbaren Här Deputéierten Robert Mehlen iwwert d'Astellung vun de roude Luuchte fir de Verkéier méi flësseg ze halen an domadder de Verbrauch vum Sprit ze reduzéieren ze äntwerten, wëll ech drop hiweisen, dass laut dem Artikel 5.3 vum modifizéierte Gesetz vum 14. Februar 1955 iwwert d'Reglementéiere vum Verkéier op allen öffentleche Stroossen, d'Reglementéiere vum Verkéier op de Stats- ewéi och op de Gemengestroossen an den Uertschaften ënnert d'Kompetenz vun de Gemenge fält.

D'Reglementatioun vun de roude Luuchte fält och ënnert déi Dispositioun.

De Ministère des Travaux publics gräift am Fong geholl nëmmen an d'Reglementatioun vun de roude Luuchten op ganz spezielle Kräizungen an, wann et drëm geet d'Fluiditéit vum öffentlechen Transport ze verbesseren.

Dës Interventioune geschéien op Grond vun der Propositioun vun engem Aarbechtsgrupp an deem all d'Akteure vertratt sinn, déi mam öffentlechen Transport ze dinn hunn. D'Ëmsetzung vun dësen Propositiounen ass ausserdeem vum Accord vun deene betraffene Gemengen ofhängeg.

Question 2593 (4.6.2008) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant l'**évacuateur de crues:**

Suite aux orages du 29 mai 2008, les responsables du barrage du lac de la Haute-Sûre ont dû augmenter le débit de sortie, ce qui a entraîné des inondations locales, notamment au niveau des campings qui longent le cours d'eau.

D'après mes informations, des plans existent pour la construction d'un évacuateur de crues qui devrait servir à détourner une partie du débit en cas de fortes précipitations et de prévenir ainsi les inondations.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'existence de tels plans? Dans l'affirmative, pour quand est-ce que la réalisation de ces plans est-elle prévue?

Réponse (15.7.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Romain Schneider, il y a lieu de préciser que l'Administration des Ponts et Chaussées est en effet en train d'élaborer un projet pour la construction d'un évacuateur de crues pour le barrage d'Esch/Sûre.

La capacité de décharge supplémentaire de cet ouvrage permettra d'augmenter la capacité de rétention. À elle seule, cette mesure permet une diminution de la fréquence des inondations à Esch/Sûre et des zones en aval par la mise à disposition d'un volume de stockage supplémentaire de 3,5 mio m^3 pour le laminage de la crue. Elle permet également un déphasage notable entre les pointes des débits entrant et sortant de la retenue qui se traduit par un gain de plusieurs heures en temps de préalerte de crue. Une galerie de déviation de la Sûre en amont du tunnel routier d'Esch/Sûre et coupant un tronçon de la Sûre de quelque 900 m complète le projet. La galerie vise essentiellement à augmenter la capacité globale de la Sûre au droit de la localité d'Esch/Sûre de manière à y diminuer la fréquence des inondations.

Les études pour définir le coût estimatif des travaux et permettre d'élaborer un projet de loi pour autoriser leur financement, sont en cours.

Question 2595 (5.6.2008) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **nouvelle régulation pour les autobus:**

Selon un article paru dans le «Tageblatt» du 4 juin 2008, le Ministère des Transports envisage une nouvelle régulation qui permettrait aux bus d'utiliser la bande d'arrêt d'urgence pour éviter les embouteillages sur certains tronçons d'autoroute. Un premier test serait réalisé en été sur l'autoroute A4 entre Esch/Alzette et Luxembourg.

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me fournir des précisions à ce sujet?

- Quel serait l'objectif d'une phase expérimentale durant les mois d'été où le trafic est presque toujours fluide? Quelles seraient les mesures nécessaires en termes d'équipement technique et de construction avant l'introduction d'un tel système? Vu la densité des bretelles d'accès et de sortie sur nos autoroutes, quel serait, d'après Messieurs les Ministres, l'impact sur la sécurité routière?

- Quel serait le gain de temps pour un bus qui aurait le droit d'utiliser la bande d'arrêt d'urgence sur l'A4? Combien de lignes d'autobus et combien de passagers pourraient approximativement profiter d'un tel système?

Réponse commune (21.7.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député s'enquiert sur l'état d'avancement du projet d'utilisation de la bande d'arrêt d'urgence des autoroutes par les autobus affectés au transport public.

ette idée de faire éviter aux autobus les embouteillages des autoroutes et de rendre le transport public plus attractif est basée sur des exemples exercés entre autres dans la région de Grenoble (F) et à Bruxelles - Wavre (B).

Actuellement ce projet est examiné par la Commission de Circulation de l'État (CCE) et par le groupe de travail «Couloirs pour autobus».

L'on peut dès à présent constater que l'aménagement de couloirs pour bus sur la bande d'arrêt d'urgence (BAU) des autoroutes rencontre trois problèmes majeurs:

- la trop faible largeur de la bande d'arrêt d'urgence sur bon nombre d'endroits;

- les multiples échangeurs à des interdistances trop faibles obligeant les bus à s'entrecroiser avec le trafic quittant l'autoroute ou y accédant;

- la suppression de la bande d'arrêt d'urgence sur certains tronçons.

Ces problèmes s'opposent à une réalisation à court terme de couloirs pour bus continus sur notre réseau autoroutier.

Dans ses avis du 16 juillet 2007 et du 10 janvier 2008, la Commission de Circulation de l'État a misé sur les aspects de la sécurité à respecter particulièrement face aux problèmes soulevés ci-devant. La CCE estime que des conflits entre les différentes catégories d'usagers notamment en ce qui concerne la priorité de passage aux entrées et aux sorties de l'autoroute, pourraient constituer une source supplémentaire d'accidents de la circulation.

En conséquence la CCE a proposé de se limiter dans une première phase à un projet pilote permettant d'étudier les répercussions sur le trafic en général et sur la sécurité routière en particulier.

Du côté du Ministère des Transports publics, la faisabilité de l'élargissement de la bande d'arrêt d'urgence est analysée dans le cadre du projet de mise à 2x3 voies des autoroutes A3 et A6 qui constituent les deux principales pénétrantes vers la capitale, venant de Thionville et d'Arlon.

D'autre part, le groupe de travail «Couloirs pour autobus» est en train de creuser d'autres possibilités pour permettre aux bus d'éviter les embouteillages en profitant notamment de la voirie connexe du réseau autoroutier.

Question 2601 (9.6.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **procédure de décollage pratiquée sur la piste 06:**

Il me revient que la procédure de décollage pratiquée sur la piste 06 (décollage vers le Nord-Est en cas de beau temps) ne coïncide pas avec les dispositions de la carte de bruit présentée récemment. Ainsi, les avions ne garderaient pas le cap des 60° et bifurqueraient bien trop tôt vers le Sud.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Est-il exact que la procédure susmentionnée ne correspond pas aux dispositions de la carte de bruit?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

Réponse (11.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur le respect des procédures en cas de décollage des aéronefs de la piste 06 à l'Aéroport de Luxembourg.

Monsieur le Député semble se référer à cet égard aux saillants, par ailleurs non uniformes, figurant dans le tracé des cartes Lden (day, evening, night), (prenant en compte les mouvements 24 heures par jour), et Lnight (prenant en compte les mouvements de 23 heures à 7 heures), publiées par le Ministère de l'Environnement.

Il convient de noter que ces cartes de bruit ont été élaborées par le Ministère de l'Environnement en application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement qui a été transposée en droit luxembourgeois par le règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Elles constituent un inventaire de l'ambiance sonore autour de l'aéroport et sont utilisées par le Ministère de l'Environnement pour la fixation de valeurs limites d'exposition au bruit ainsi que pour l'élaboration de plans d'action afférents contre le bruit.

À cet égard, les cartes de bruit ne sont pas à confondre avec les trajectoires des aéronefs. En effet, ces cartes ne dressent qu'un état des lieux du niveau de bruit perçu selon un mode de calcul défini par la directive susmentionnée. Les cartes Lnight et Lden de l'aéroport représentent le niveau sonore moyen à long terme pondéré dans les plages horaires concernées en classant le niveau du bruit en tranches de 5 dB sur base des données statistiques pour l'année 2006 sur les mouvements d'aéronefs à l'Aéroport de Luxembourg.

À noter qu'en ce qui concerne l'indicateur Lden, la prise en compte des mouvements de soirée est trois fois supérieure à celle de la journée, celle de la nuit étant même dix fois supérieure à celle des mouvements diurnes.

Pour ce qui est des trajectoires utilisées pour l'approche et le décollage à l'Aéroport de Luxembourg, elles sont publiées à l'AIP (Aeronautical Information Publication) et représentent la ligne médiane de chaque trajectoire conformément aux normes de l'OACI.

Ainsi, ces trajectoires ont une valeur indicative et peuvent varier de manière importante d'un mouvement d'aéronef à un autre étant donné que leur tracé définitif est lié à un ensemble de facteurs concernant aussi bien le type de l'aéronef (notamment sa masse), la vitesse de l'aéronef, les conditions météorologiques et les flux aériens. Les pilotes d'aéronefs devront toujours suivre les instructions données par les agents du contrôle aérien qui dirigent le trafic dans l'intérêt de la sécurité aérienne. Les trajectoires publiées servent principalement à donner aux pilotes les indications nécessaires au départ et à l'arrivée visant à permettre le décollage et l'atterrissage d'un aéronef en toute sécurité en cas de mauvaises conditions météorologiques et de trafic ne permettant pas l'évolution de l'aéronef en vol à vue.

En ce qui concerne les départs sur la piste 06, il y a lieu de préciser que deux cheminements de départ distincts sont publiés et identifiés sur les cartes qui tournent vers le sud à partir d'une balise située à l'aéroport en fonction des routes aériennes.

Question 2602 (9.6.2008) de **MM. Roger Negri** *(LSAP)* et **Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**utilisation des biocarburants:**

La Commission européenne s'est engagée à faire passer la part des biocarburants dans les transports à 10% d'ici 2020 en vue de parvenir à une réduction de 20% des émissions de GES en Europe par rapport aux niveaux de 1990.

Or, on constate depuis un certain temps que les biocarburants dits de la 1re génération sont loin de satisfaire aux critères du développement durable. Si ces derniers ont le mérite de remplacer les carburants non fossiles, ils ont l'inconvénient de réquisitionner des terres consacrées à la production alimentaire.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il suivre nos préoccupations concernant l'utilisation des biocarburants de la 1re génération dans le secteur des transports et œuvrer afin que la Commission européenne renonce à ces agrocarburants?

- Ne devrait-on pas dès à présent débloquer des moyens financiers et investir dans la recherche et le développement de biocarburants de la 2e génération en y associant la Faculté des Sciences de l'Université du Luxembourg ainsi que le Centre de Recherche public Gabriel Lippmann?

Réponse (15.7.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Permettez-moi tout d'abord de rappeler que le Luxembourg est à l'origine de la Déclaration européenne sur le développement durable adoptée par le Conseil européen de juin 2005. Elle prévoit notamment comme principe directeur à l'Union, d'assumer ses responsabilités internationales et de promouvoir activement le développement durable à travers le monde et de veiller à ce que les politiques intérieures et extérieures de l'Union européenne soient compatibles avec le développement durable global.

Dans cette logique, je me suis personnellement investi dans le passé pour que l'objectif de 10% de biocarburants soit lié à des critères de durabilité du point de vue environnemental et social et que les biocarburants de deuxième génération soient mis sur le marché. J'ai également plaidé pour que les critères de durabilité soient solides, clairs et applicables aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne.

En ce qui concerne la première question sur les biocarburants de première génération, il faut souligner que cette technologie ne constitue qu'une étape dans le développement de biocarburants plus performants. Je soutiens le développement de critères de durabilité contraignants qui devront constituer d'une part un incitatif majeur pour le développement de biocarburants plus performants et d'autre part minimiser le temps de la phase de transition vers les biocarburants de deuxième génération.

Ainsi pour ne pas se fermer face au débat et pour pouvoir avancer des solutions réalistes et praticables, mon Ministère est représenté au sein du «Mirror Group on Biofuels» de la plateforme européenne technologique des biocarburants à Bruxelles. Ceci permet au Luxembourg de suivre de près toutes les évolutions en matière de biocarburants tant sur le plan de la recherche que sur le plan de la législation.

En ce qui concerne la deuxième question, l'Université du Luxembourg ainsi que le Centre de Recherche public Gabriel Lippmann, dans le respect des priorités formulées par leur comités d'encadrement respectifs, sont libres de participer aux appels à projets «énergie» de la Commission européenne («Seventh Research Programme FP7») ouvert en mai 2008 dotés d'une enveloppe budgétaire de 147.000.000 d'euros. Je considère en effet qu'il est important de concerter toute recherche dans le domaine des biocarburants de deuxième génération au niveau européen afin de minimiser les efforts et les éventuels doublons au niveau de projets.

Question 2607 (10.6.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **sortie N°15 sur l'autoroute A1:**

Depuis longtemps la sortie N°15 sur l'autoroute A1 est barrée en direction de Wasserbillig, alors que la fin des travaux était prévue originalement pour novembre 2007. Ce barrage persistant a comme corollaire une augmentation sensible du trafic journalier, notamment pendant les heures de pointe, au centre de Wasserbillig.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de ce retardement?

- Dans quels délais peut-on s'attendre à la finalisation des travaux et à la réouverture de la sortie en direction de Wasserbillig?

Réponse (10.7.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question de l'honorable Député Monsieur Carlo Wagner, relative à la fermeture de la sortie N°15 sur l'autoroute A1 en direction de Wasserbillig, il y a lieu de préciser que cette fermeture se fait dans le cadre des travaux de réaménagement de la route nationale N10 entre la sortie de Wasserbillig et le pont de Langsur.

Ce projet de réaménagement comprend des travaux de grande envergure, tels que:

- l'adaptation du profil en long y compris le réaménagement du pont sur le Sernigerbaach et de l'embouchure formée par le CR141A venant de l'autoroute A1 et la N10,

- la construction d'une piste cyclable sur ouvrage d'encorbellement,

- la construction de murs de soutènement en béton armé.

Le délai prévu pour l'exécution de ces travaux est de 300 jours ouvrables. Les travaux ont été notifiés en date du 8 mai 2007 à l'association d'entreprises et le chantier a commencé le 4 juin 2007.

À l'heure qu'il est, l'achèvement des travaux est toujours prévu conformément aux prescriptions du cahier des charges, c'est-à-dire pour fin octobre 2008. Il n'y a donc pas de retards sur ce chantier.

Vu la complexité des travaux, l'organisation des différentes phases de chantier et des déviations respectives a été effectuée en étroite collaboration avec l'administration communale de Mertert/Wasserbillig, ainsi qu'avec les autorités allemandes.

Question 2609 (11.6.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **incidents avec des jeunes à Esch/Alzette:**

Zënter dem Doud vun engem jonke Mënsch an der Escher Gare bericht d'Press regelméisseg iwwer Incidente mat Jugendlechen an der Minettmetropol. Laut dem «Tageblatt» gëtt d'Escher Schäffin Vera Spautz, déi fir de Ressort zoustänneg ass, vun dësen Zwëschefall nëmmen duerch d'Press informéiert. Kann den Här Justizminister mer an dësem Kontext op folgend Froen äntwerten?

1. Huet de Minister Kenntnis dovunner, dass zu Esch, wéi an engem Zeitungsartikel behaapt ginn ass, Jugendlecher sech a Banden organiséiere mam Risiko an d'Klengkriminalitéit ofzerutschen?

2. Ass duerch den Doud vum Jugendlechen den 18. Abrëll nëmmen de subjektiven Androck entstanen, dass d'Gewalt ënner Jugendlechen oder d'Gewalt, déi vu Jugendlecher ausgeet, zu Esch zouhëlt oder gëtt et Rapporten, déi dëse subjektiven Androck eventuell widderleeën oder ënnermaueren?

3. D'Awunner vun Esch hunn den Androck, dass d'Police an de leschten zwee, dräi Joer manner Patrouillë mécht. Wéi gesäit d'Frequenz vun de Policepatrouillen zu Esch aus, wéi huet se sech an de leschte fënnef Joer entwéckelt a gëtt eventuell dru geduecht dës Frequenz ze erhéijen?

4. Gëtt et e «Plan local de sécurité» fir d'Stad Esch, a wa jo, ass deen nach aktuell, oder muss dëse Plang gemeinsam mat de lokalen Autoritéiten an der Justiz verbessert ginn, fir deenen neien Ëmstann Rechnung ze droen?

5. Deelt de Minister d'Aschätzung vun der Escher Schäffin, dass net genuch Kommunikatioun tëschent der Escher Police an dem Schäfferot besteet, a wa jo, wat denkt de Minister ze ënnerhuele fir deen Dialog ze verbesseren?

Réponse (16.7.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En raison de l'environnement économique, social et multiculturel spécifique de la Ville d'Esch, on note des regroupements de jeunes à Esch dont certains commettent parfois des infractions.

La police ainsi que d'autres autorités et organisations essaient de contribuer activement à prévenir la commission d'infractions.

J'ai demandé à la police il y a un an d'augmenter partout dans le pays le nombre de patrouilles. Tel est évidemment aussi le cas à Esch. Le programme de la Police grand-ducale prévoit l'organisation régulière de patrouilles de police. La police d'Esch/Alzette fait environ quatre mille patrouilles préventives par an.

Dans le cadre des comités de prévention locaux, deux plans de sécurité ont été réalisés et il est dans leur nature même qu'ils soient adaptés aux situations sur le terrain. Au sein des comités de prévention et au-delà, les informations relatives à la sécurité de la commune sont échangées régulièrement entre les autorités policières et communales.

Après avoir rencontré, avec les responsables de la police, en date du 30 juin 2008 le bourgmestre de la Ville de Luxembourg pour discuter de la sécurité sur le territoire de la capitale, je compte rencontrer en automne la bourgmestre de la Ville

d'Esch pour examiner de plus près la situation sur le terrain. La sécurité dans nos communes exige une attention et une adaptation continues de nos moyens et actions.

Question 2611 (11.6.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **taxe scolaire pour non résidents:**

Les parents désirant inscrire leurs enfants dans une classe de l'enseignement primaire, de l'éducation préscolaire ou de l'éducation précoce d'une commune dans laquelle ils ne sont pas résidents doivent, dans la plupart des cas et après approbation du collège des bourgmestre et échevins de la commune d'accueil, payer une redevance (taxe scolaire ou minerval) selon les modalités fixées dans un règlement taxe de la commune. Le montant de cette taxe «scolaire» varie donc d'une commune à l'autre tout en étant soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir quels sont les différents montants appliqués à travers les différentes communes du territoire dans le cadre de l'enseignement communal d'enfants en provenance d'autres communes (tableau synoptique).

Réponse (15.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Plusieurs communes et syndicats scolaires ont introduit, moyennant un règlement taxe, un minerval à payer lorsque des enfants qui n'habitent pas sur le territoire de la commune ou d'une des communes membres du syndicat sont admis à l'école primaire ou préscolaire ou à l'éducation précoce de la commune ou du syndicat.

S'il y a des communes qui n'ont pas fixé de minerval, c'est que ces communes soit ont décidé de ne pas ouvrir leurs classes à des élèves non résidents, soit accueillent à titre gratuit les élèves non résidents.

Les syndicats scolaires sont constitués pour couvrir les seuls besoins des communes membres. Ils peuvent néanmoins également décider d'admettre, dans la limite des places disponibles dans les différentes classes, des écoliers non résidents pour autant que les communes membres leur ont donné leur accord.

Le principe même de l'accueil éventuel dans les écoles de la commune dans la limite des places disponibles d'enfants non résidents et la fixation d'une taxe scolaire ou d'un minerval sont décidés en toute autonomie par le conseil communal.

Du moment où la commune a cependant décidé d'ouvrir, toujours dans la limite des places disponibles, ses classes à des enfants ne résidant pas dans la commune et qui, pour diverses raisons, ne fréquentent pas l'enseignement organisé et offert gratuitement par leur commune de résidence, il est normal que la commune demande une contribution financière aux parents de ces élèves.

annexe: liste *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*

Question 2613 (11.6.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **transport et traitement de patients souffrant d'une obésité grave (adipositas permagna):**

Au Luxembourg, on note une nette augmentation des personnes souffrant d'une adipositas permagna (obésité grave). Cette évolution a malheureusement non seulement des répercussions sur la vie quotidienne de ces personnes, mais pourrait également s'avérer fort problématique lors d'une situation d'urgence. Ainsi, le transport de ces personnes vers les établissements hospitaliers et les traitements éventuels pourraient poser des obstacles logistiques et/ou techniques.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres:

- Est-ce qu'il existe des cas où les services de secours n'ont pas pu transporter un patient souffrant d'une obésité grave selon les consignes de sécurité? Existe-t-il des véhicules de transport destinés à cet effet?

- Quelle est la charge maximale autorisée d'un brancard dans une ambulance de l'Administration des Services de Secours? Quelle est la procédure en cas de transport d'un patient avec un poids corporel supérieur à cette charge devant être transporté en position couchée? Est-ce que les ambulances de l'Administration des Services de Secours sont équipées du matériel médical nécessaire à cet effet?

- Quelle est la charge maximale autorisée d'un lit d'hôpital ou d'une table d'opération? Quelle est la procédure en cas d'hospitalisation et/ou d'opération d'un tel patient?

Réponse commune (15.7.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Il est vrai que les services de secours et notamment les secouristes ambulanciers sont confrontés de plus en plus fréquemment à des problèmes liés à la prise en charge de patients souffrant d'une obésité grave. En effet, dans plusieurs cas, le transport de tels patients en une ambulance normale s'est avéré impossible, puisque les spécificités techniques des brancards installés dans les ambulances, qui admettent un poids maximum admissible de 250 kg, ne permettaient pas un transport de ces patients en toute sécurité. Dans ces cas, les services de secours ont transporté ces patients dans une camionnette sur des supports spécialement aménagés. Cette solution, peu satisfaisante, a amené l'Administration des Services de Secours à faire aménager spécialement une ambulance de réserve afin de prendre en charge des patients souffrant d'obésité grave. Cette ambulance permet le chargement et le déchargement de personnes très lourdes et le brancard permet une charge maximale admissible de 725 kg. Cette ambulance est stationnée au centre d'intervention d'Esch/Alzette, mais elle est tenue à la disposition de tous les centres d'intervention de la Division de la Protection civile de l'Administration des Services de Secours.

Quant à la charge maximale autorisée d'un lit d'hôpital ou d'une table d'opération, cette charge dépend du fabricant et du type de lit (électrique ou non, etc.).

La norme européenne applicable aux lits électriques par exemple exige que la charge de fonctionnement en sécurité soit indiquée dans les instructions d'utilisation à fournir par le fabricant; elle doit être d'au moins 170 kg. Les tables opératoires de deux hôpitaux consultés sont par exemple garanties jusqu'à 180 kg.

Selon le cas un hôpital dispose d'une salle opératoire spécifiquement équipée pour de grands obèses, socle et table opératoires étant garantis jusqu'à 230 kg et des instruments extra-longs étant disponibles.

Des lève-personnes sont disponibles pour un poids allant jusqu'à 250 kg respectivement 300 kg ainsi que des fauteuils pour un poids jusqu'à 300 kg.

Le secteur hospitalier a ainsi acquis respectivement identifié les fournisseurs pour disposer du mobilier et d'équipements pour prendre en charge un grand obèse.

L'hôpital peut louer pour une hospitalisation programmée d'un plus grand obèse (poids au-delà de 170 kg) un lit spécial auprès d'une firme.

Question 2616 (12.6.2008) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **vols de nuit:**

Il ressort du rapport d'activité de l'année 2007 du Ministère des Transports ainsi que des statistiques publiées régulièrement par l'Administration de la Navigation aérienne que, malgré les efforts du Gouvernement, les mouvements de nuit sont en constante augmentation.

Ainsi, en 2007 le nombre de mouvements de nuit est en hausse à raison de 16,8% par rapport à l'année 2006. En comparant les chiffres, il ressort par ailleurs que le secteur du fret a connu une hausse extraordinaire au cours de l'année 2007, ce qui implique davantage de vols de nuit.

Dans ce contexte j'aimerais connaître l'avis de Monsieur le Ministre face à cette évolution:

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre à court et à moyen terme pour limiter au maximum les mouvements de nuit, surtout dans un but de protéger les habitants contre les nuisances sonores nocturnes?

Réponse (11.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur l'évolution du nombre de vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg.

Le nombre de mouvements entre 23 heures et 6 heures est passé de 1.179 en 2006 à 1.377 en 2007. Alors que les vols pendant ces plages horaires sont à mettre en relation avec une grande variété d'opérations, y compris des vols sanitaires et des vols d'État, 76% de ces mouvements sont dus aux opérations des compagnies de fret et 21,2% de ces mouvements sont dus aux opérations des compagnies de transport de passagers. L'ensemble des mouvements pendant la période de 23 heures à 6 heures représente 1,67% du grand total des mouvements aériens de l'année 2007.

Parmi ces compagnies aériennes, ce sont celles ayant leur port d'attache au Luxembourg qui pour des raisons opérationnelles évidentes figurent en tête de liste. En effet, la très grande majorité des «vols de nuit» sont des vols retardés par rapport à leur horaire programmé et ils bénéficient à ce titre d'une dérogation permanente d'atterrissage selon le règlement grand-ducal du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'Aéroport de Luxembourg.

Ainsi, sur l'ensemble des mouvements de nuit enregistrés pour l'année 2007, 69,8% des vols de fret et 79,2% des vols de passagers eurent lieu entre 23 heures et 24 heures.

Le Gouvernement suit avec attention l'évolution du nombre de vols de nuit ainsi que leur impact en matière de bruit et ce dans l'intérêt du respect de la qualité de vie des riverains de l'aéroport.

Dans ce contexte, la politique gouvernementale consiste tout d'abord à maintenir les restrictions d'exploitation posées par le cadre légal existant et ce malgré la pression d'aéroports concurrentiels qui sont ouverts 24/24 heures et ne connaissent partant pas le principe d'un «night curfew» tel qu'il existe au Luxembourg.

Ensuite, la question des vols de nuit étant directement liée à la gestion du bruit aérien, il convient de noter que le Gouvernement s'est doté d'une politique de gestion du bruit coordonnée en relation avec l'Aéroport de Luxembourg et ce dans le cadre de la mise en œuvre du règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. La mise en œuvre de ce règlement a d'ores et déjà abouti à l'établissement de cartes de bruit concernant l'Aéroport de Luxembourg par le Ministère de l'Environnement. Sur base de ces cartes de bruit et des valeurs limites d'exposition au bruit fixées par le Ministère de l'Environnement l'élaboration d'un plan d'action quinquennal concernant le bruit aérien est en cours.

Alors que de manière générale ce plan d'action mettra l'accent sur la réduction du bruit à la source (avions moins bruyants), il contiendra un ensemble de mesures actives et passives visant à réduire l'exposition des citoyens au bruit aérien.

En ce qui concerne la problématique précise du bruit aérien pendant la période nocturne, une des mesures qui figurera dans le plan d'action sera la modulation renforcée des redevances d'atterrissage des avions en fonction des plages horaires, mesure qui a d'ores et déjà été mise en place avec effet au 1er juin 2008.

Alors que jusqu'à maintenant une taxe de «vol de nuit» équivalente à la taxe d'atterrissage était perçue pour chaque atterrissage et décollage entre 24 heures et 6 heures à l'Aéroport de Luxembourg, ce régime a été durci depuis le 1er juin 2008 par la mise en place d'une redevance de vol de nuit d'un montant égal à la redevance d'atterrissage pour la période entre 23 heures et 24 heures et d'une redevance de vol de nuit d'un montant égal au double de la redevance d'atterrissage entre 24 heures et 6 heures.

Considérant que les redevances sont calculées sur la base de la masse maximale de l'avion au décollage, pour un décollage entre 23 heures et 24 heures un opérateur d'un avion cargo du type B747-400 doit désormais payer une redevance de vol de nuit de 1.929,42 euros alors que sous l'ancien régime aucune taxe de vol de nuit n'était due. Cette redevance s'élève à 3.858,84 euros, au lieu des 1969,12 euros payés dans l'ancien régime, pour un décollage opéré exceptionnellement entre 24 heures et 6 heures.

Il est escompté que cette mesure soit de nature à décourager les opérateurs à effectuer des vols pendant ce créneau horaire, à les inciter à reprogrammer, dans la mesure du possible, leurs opérations en faveur d'autres créneaux horaires et ainsi à diminuer l'impact du bruit en période nocturne.

Étant donné que ce nouveau régime ne fait pas de distinction en fonction du niveau du bruit émis par les différents types d'aéronefs, une modulation des redevances afférentes en fonction du niveau du bruit effectivement émis est envisagé dans une deuxième étape afin d'encourager les opérateurs à opérer les flottes d'avions les moins bruyantes et donc les plus protectrices de l'environnement naturel et humain.

Il va sans dire que les dérogations spéciales qui peuvent être octroyées ne sont délivrées qu'à titre tout à fait exceptionnel et pour des raisons dûment justifiées par exemple en cas de transport de produits pharmaceutiques, de denrées alimentaires périssables ou encore en cas d'urgences. Elles se chiffraient à 68 autorisations en 2007, voire 0,08% de l'ensemble des mouvements aériens de l'année 2007.

Question 2620 (12.6.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **violence envers les bénévoles des services de secours:**

Selon les bulletins de presse plusieurs incidents de violence verbale et corporelle ainsi que des endommagements de biens envers des bénévoles des services de secours nationaux en intervention en ambulance se sont produits ces derniers temps.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- Quel est pour l'année 2007 le nombre exact des attaques à l'intégrité physique des bénévoles des services de secours nationaux en intervention? Quel est le montant des dommages causés par des tiers envers des biens appartenant à l'Administration des Services de Secours?

- Quel soutien est offert aux bénévoles devenus victime de violence dans l'accomplissement de leur mission? Par quels moyens Monsieur le Ministre pense-t-il remédier à cette problématique?

- Quelle est l'opinion de Monsieur le Ministre par rapport à l'idée d'introduire un enseignement de simples techniques de légitime défense dans la formation des bénévoles des services de secours?

Réponse (14.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Pour l'année 2007, aucun acte de violence entraînant des dommages corporels n'a été déclaré par les services d'incendie et de sauvetage communaux à l'Administration des Services de Secours. Par contre, les secouristes ambulanciers sont souvent exposés à des actes de violence. Dans la plupart des cas, ces agressions se limitent à des injures et des tentatives d'humiliation. En 2007, dix cas de violence avec dommage corporel ont fait l'objet d'une déclaration par des volontaires de la Division de la Protection civile de l'Administration des Services de Secours. Ce sont le plus souvent des personnes toxicomanes, des personnes en état d'ébriété ou encore des personnes présentant des troubles psychiques qui sont à l'origine de ces agressions.

L'Administration des Services de Secours essaye au mieux de protéger les bénévoles de ces actes de violence. En cas d'un appel d'urgence qui laisse supposer une situation susceptible d'entraîner des violences, par exemple en cas d'une rixe avec personnes blessées, le préposé du Central des Secours d'Urgence (CSU-112) alerte d'office immédiatement la Police grand-ducale. De même, si les volontaires rencontrent sur leur lieu d'intervention une situation ayant un potentiel agressif, ils sont tenus de solliciter, par le biais du CSU, l'intervention des forces de l'ordre. Les dommages corporels sont déclarés immédiatement à l'Association d'Assurance contre les Accidents. Dans tous ces cas, l'Administration des Services de Secours encourage les volontaires pour porter plainte à la police.

La réglementation en voie d'élaboration visant l'exécution de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours prévoit que les volontaires, qui subissent un dommage pendant l'exercice de leur activité au sein des services de secours, seront indemnisés par l'État pour autant qu'ils ne se trouvent pas, par faute ou négligence graves, à l'origine de ce dommage et n'ont pu obtenir réparation de l'auteur de celui-ci.

L'Administration des Services de Secours ne prévoit pas à l'heure actuelle d'organiser des cours de défense personnelle pour les volontaires au niveau national. Cependant, tout centre d'intervention est libre, s'il le juge opportun, d'organiser au niveau local de tels cours.

Question 2621 (12.6.2008) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **coefficient de l'éducation artistique:**

Il y a quelques mois, Madame la Ministre a proposé un remaniement des grilles des horaires pour l'enseignement secondaire. Selon la nouvelle grille, le coefficient de promotion de l'éducation artistique serait abaissé (de 2 à 1) en classe de 5e. Or, d'après mes informations, ce rabaissement du coefficient de l'éducation artistique est du à une erreur matérielle.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-il exact qu'il s'agit d'une erreur matérielle dans la nouvelle grille des horaires? Dans l'affirmative, a-t-elle entre-temps été redressée? Si non, Madame la Ministre peut-elle me dire pour quelles raisons le coefficient de promotion de l'éducation artistique va être rabaissé en classe de 5e?

Réponse (10.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le projet de grilles des horaires telles qu'elles ont été proposées aux enseignants en janvier 2008 contenait effectivement une erreur. Le coefficient de la branche éducation artistique en classe de 5e était 1 au lieu de 2.

Cette erreur a été redressée dans le projet de règlement grand-ducal fixant les grilles des horaires et les coefficients des branches de la division inférieure et de la division supérieure de l'enseignement secondaire qui fixe à 2 le coefficient pour la branche d'éducation artistique en 5e.

Question 2622 (13.6.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **diplôme d'ingénieur industriel de l'Université du Luxembourg:**

La formation d'ingénieur industriel de quatre années d'études a été abolie par l'intégration de l'Institut supérieur de Technologie dans l'Université du Luxembourg. La promotion de 2007/08 est la dernière promotion fonctionnant selon l'ancien système. La formation est désormais organisée selon le système Bachelor/Master conformément au processus de Bologne.

Or, il s'avère que des inégalités sont apparues sur le marché de travail luxembourgeois par le fait que la Belgique a décidé d'assimiler automatiquement le diplôme d'ingénieur industriel à celui de Master Ingénieur industriel (cinq années d'études/300 ECTS). En effet, les ingénieurs industriels diplômés au Luxembourg (ayant parcouru l'ancien système) sont désavantagés dans certains domaines par rapport à leurs confrères belges et luxembourgeois qui ont suivi leurs études en Belgique, notamment en ce qui concerne les appels d'offres publics luxembourgeois et européens.

Afin de remédier à ces inégalités, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il, à l'instar de la Belgique, d'assimiler automatiquement le diplôme d'ingénieur industriel à celui de Master Ingénieur industriel?

- Sinon, quel est l'avis du Gouvernement sur la création d'un Master Ingénieur industriel d'une année (60 ECTS - à ajouter aux 240 ECTS actuels), accessible dans le cadre de la formation continue avec en parallèle une dispense en fonction de la validation des acquis de l'expérience?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'Université du Luxembourg devrait offrir davantage des formations de 2e cycle (Master) dans la branche de l'ingénierie?

Réponse commune (16.7.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Le diplôme d'ingénieur industriel est un diplôme délivré selon le système d'avant Bologne; en tant que tel, il continue à être reconnu et il confère à ses détenteurs les mêmes droits qu'auparavant. Par contre, il ne peut être assimilé au grade de master, d'autant plus que l'Université du Luxembourg ne délivre pas de grade de master ingénieur industriel.

Pour ce qui est de la création d'un tel diplôme, elle pourra se faire, le cas échéant, dans le cadre du prochain contrat pluriannuel entre l'État et l'Université. Dans ce contexte, nous avons eu des contacts avec les associations professionnelles du secteur auxquelles nous avons demandé de nous soumettre leurs besoins en termes de formation continue.

Une réflexion quant à une éventuelle augmentation de l'offre de masters en ingénierie se fera aussi dans le cadre de l'établissement du prochain plan quadriennal.

Question 2626 (17.6.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**utilisation de la langue luxembourgeoise dans le réseau de distributeurs d'argent des Postes et Télécommunications (P&T):**

D'Post (Entreprise des Postes et Télécommunications) ënnerhält am ganze Land e grousse Réseau vun Postomaten/Bancomaten. Bis elo fonctionnéiert den Dialog an dësen Automaten net op Lëtzebuergesch. Dass d'Benotzung vun der Lëtzebuerger Sprooch am Dialog mam Client vu Bancomate méiglech ass, beweist awer ënner anerem d'Spuerkeess (BCEE) déi eis national Sprooch an hirem Réseau integréiert huet.

Och den Internetsite vun der Post, mat der Ausnahm vum Service CCP Connect, mécht kee Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch. Ech erënneren drun, dass, wann d'Post och haut als autonom Entreprise fonctionnéiert, dach de Stat säin eenzegen Aktionär ass.

Dowéinst géif ech den Här Wirtschaftsminister, deen och fir d'Post zoustänneg ass, biede mir op dës Fro ze äntwerten:

- Ass den Här Minister bereet, d'Post ze encouragéieren, fir dass den Dialog mat de Clienten iwwert d'Postomaten/Bancomaten, an doriwwer eraus iwwert déi nei Technologien, och op Lëtzebuergesch ka stattfannen?

Réponse (10.7.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

D'Post (Entreprise des Postes et Télécommunications) fonctionnéiert haut als autonom Entreprise an de Stat, als säin eenzege Propriétaire, intervenéiert net an d'deeglech Gestion vum Betrib.

D'Post ass duerchaus sensibel op d'Nofro vum Client an offréiert dofir scho méi laang de CCP Connect op Lëtzebuergesch.

D'Post huet och schonns säit enger Zäit geplangt, fir den Interface mat dem Client op de Postomaten/Bancomaten op Lëtzebuergesch anzefëieren, wat awer nëmmen am Kader vun der Installatioun vun engem neie Logiciel technesch méiglech ass. Bis zum Schluss vun dësem Joer soll esou en neie Logiciel installéiert ginn, an d'Post wäert dann hire Plang och an d'Praxis ëmsetzen, fir den Dialog mam Client a Lëtzebuerger Sprooch beim Service Postomat/Bancomat ze erméiglechen.

Question 2627 (17.6.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **précautions à prendre avec les téléphones mobiles:**

Plusieurs études récentes, qui doivent encore être approfondies, mettent en évidence la possibilité d'un risque «faible» d'effet sanitaire lié à une utilisation intense et de longue durée d'un téléphone portable. Plusieurs scientifiques, dont le Docteur David Servan-Schreiber, ont cependant lancé un appel afin de rendre attentif les familles des dangers que peut présenter l'utilisation du téléphone mobile pour leurs enfants.

En fait, ils estiment qu'il ne faut pas autoriser les enfants de moins de 12 ans à utiliser un téléphone portable sauf en cas d'urgence et qu'il faut maintenir le téléphone à plus d'un mètre du corps lors des communications en utilisant le mode haut-parleur ou un kit mains libres. En outre, ils proposent d'éviter le plus possible de porter un téléphone mobile sur soi, même en veille.

Dans le même ordre d'idées, le journal «El Mundo» révèle que deux enfants de 12 et 13 ans ont été admis dans un centre de pédopsychiatrie à Lleida en Espagne pour une addiction au téléphone portable. L'agence antidrogue espagnole estime en plus qu'environ 10% des adolescents madrilènes souffrent de cette maladie.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des dernières études scientifiques ainsi que de l'appel lancé par la vingtaine de scientifiques?

- Que pense-t-il de ces études et déclarations?

- Ne devrait-on pas demander aux constructeurs et opérateurs de prendre leurs responsabilités et de tout mettre en œuvre pour que la technologie du téléphone mobile ne devienne une cause majeure de maladie?

Réponse (25.7.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les études pullulent en matière d'effets éventuels pour la santé dus à l'utilisation de téléphones mobiles. Mes services se tiennent dans la mesure du possible au courant des résultats de ces études.

Les autorités allemandes ont lancé un «Deutsches Mobilfunk Forschungsprogramm», avec le but de rassembler les résultats de pas moins de 54 projets de recherche allemands ou internationaux avec participation allemande lancés en la matière depuis 2002. Ces projets portent sur différents effets possibles de l'utilisation des téléphones mobiles, à savoir électrosensibilité, qualité du sommeil, effets cancérigènes, effets à long terme, effets sur le métabolisme, effets cellulaires, effets chez les enfants etc.

À l'heure actuelle 36 des 54 projets sont évalués et les autorités allemandes ont dressé un rapport provisoire. Ce rapport conclut qu'aucune des études n'a rapporté des éléments scientifiques qui imposeraient un changement des limites européennes (valeurs ICNIRP). Néanmoins il rappelle que même une recherche scientifique approfondie ne saurait exclure un risque de santé éventuel en matière de hautes fréquences.

Le rapport constate une faible augmentation du risque de certaines tumeurs du cerveau (notamment des gliomes) chez les utilisateurs fréquents à long terme. Cependant ces augmentations ne sont pas significatives et donc peu concluantes en raison du nombre très limité de cas.

Le rapport constate encore l'absence de réponses concluantes quant à l'exposition des enfants et des fœtus.

Dans le même ordre d'idées, une vingtaine de scientifiques français, italiens, néerlandais et américains autour du psychiatre Docteur Servan-Schreiber lancent un appel à la prudence dans l'utilisation des téléphonies portables en l'absence de conclusions scientifiques définitives sur un éventuel risque pour la santé.

Quant à l'affirmation tirée par l'honorable Parlementaire d'un journal espagnol «qu'environ 10% des adolescents madrilènes souffrent de cette maladie» (i. e. d'une addiction au téléphone portable), il convient de nuancer. En fait cet article réalise un amalgame entre l'utilisation d'Internet et l'utilisation du téléphone mobile. Le phénomène de l'addiction concerne plutôt l'utilisation de l'Internet.

Mes services sont en train, en collaboration avec l'Inspection du Travail et des Mines et avec l'Institut Luxembourgeois de Régulation d'élaborer une brochure d'information en trois langues (allemand, français et anglais) sur la téléphonie mobile qui paraîtra prochainement et qui comportera notamment des conseils sur l'utilisation des téléphones mobiles dans le but de réduire les expositions à un niveau aussi faible que raisonnablement possible. Dans le cadre «Espace découverte» du lycée Aline Mayrisch, mon Ministère a participé à une journée d'information en mai 2007 sur les champs électromagnétiques en général et sur l'utilisation des téléphones portables en particulier.

Quant à la responsabilisation des constructeurs de téléphones mobiles et des opérateurs que préconise l'honorable Parlementaire, j'estime que le niveau national est dépassé et que toutes mesures susceptibles d'éviter ou de réduire d'éventuelles nuisances en rapport avec l'utilisation du téléphone mobile devraient être prises sur le plan communautaire. Je suis disposé à appuyer toute initiative communautaire en la matière.

Question 2628 (17.6.2008) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **demandes d'admission pour CITP et CCM:**

Les élèves voulant poursuivre des études menant au certificat d'initiation technique et professionnelle (CITP) ou au certificat de capacité manuelle (CCM) sont tenus de présenter une demande d'admission auprès d'une commission spéciale spécifique à chacune des deux filières d'apprentissage. Selon mes informations, la commission a récemment siégé pour délibérer sur le choix d'orientation des élèves désirant poursuivre vers l'une ou l'autre voie de formation.

Dans ce contexte j'aimerais avoir des précisions de la part de Madame la Ministre:

- Quel est le nombre d'élèves qui ont introduit une demande d'admission pour la formation CCM et CITP? Combien de demandes ont été avisées positivement?

- Quel est le nombre de postes d'apprentissage déclarés disponibles auprès du Service de l'Orientation professionnelle de l'ADEM et correspondant à ces voies de formation?

- Quelles perspectives sont offertes aux élèves qui ont terminé leur scolarité obligatoire et qui ne trouvent pas de postes d'apprentissage dans les voies de formation CCM ou CITP?

Réponse (16.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

- Le nombre d'élèves qui ont introduit une demande d'admission pour la formation CCM et CITP et le nombre d'avis positifs:

444 élèves ont introduit une demande d'admission pour la formation CCM.

467 élèves ont introduit une demande d'admission pour la formation CITP.

Total des demandes: 911 élèves

Total des admissions: 890 élèves

- Le nombre de postes d'apprentissage déclarés disponibles auprès du Service de l'Orientation professionnelle de l'ADEM et correspondant à ces voies de formation:

La déclaration auprès du Service de l'Orientation professionnelle de l'Administration de l'Emploi des postes d'apprentissage disponibles se fait jusqu'au 1er octobre 2008.

Ainsi, il est actuellement trop tôt pour faire un inventaire des postes d'apprentissage vacants pour 2008. Les années précédentes environ 30% des élèves, admis par la commission d'admission CITP et la commission d'admission CCM, ont trouvé un patron formateur.

- Les perspectives offertes aux élèves qui ont terminé leur scolarité obligatoire et qui ne trouvent pas de postes d'apprentissage dans les voies de formation CCM ou CITP:

Les élèves, qui n'ont pas trouvé de patron formateur dans le cadre des formations préparatoires au CCM et au CITP, sont orientés vers les classes d'orientation et d'initiation professionnelles organisées dans six lycées techniques et le CNFPC. Actuellement 386 élèves sont inscrits dans les classes d'orientation et d'initiation professionnelles. L'objectif de ces classes est le développement de compétences de base générales et professionnelles auprès des apprenants, afin que le passage vers le marché de l'emploi ou la formation professionnelle soit facilité.

Question 2629 (18.6.2008) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **manque de personnel au sein de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois et de ses filiales:**

Récemment le comité central du FCPT-Syprolux s'est plaint dans un communiqué de presse du manque de personnel au sein de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois et de ses filiales.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre a-t-il fait procéder à un audit au sein de la SNCFL et de ses filiales afin de vérifier dans quels domaines il y a un manque en personnel notable? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les conclusions de cet audit? Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'il serait ju-

dicieux de faire un audit sur les besoins en personnel de la SNCFL et de ses filiales?

Réponse (24.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La Direction des CFL est parfaitement consciente du manque de personnel au sein de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois et de ses filiales.

Le manque de personnel a notamment été constaté dans les catégories du personnel d'accompagnement, des conducteurs d'engins moteurs et des conducteurs d'autobus. Pour remédier au plus vite à cette situation, les efforts de recrutement ont été renforcés avec les résultats connus:

- personnel d'accompagnement: 23 candidats ont été embauchés en 2007 et 10 en 2008 et il est prévu de recruter 15 candidats supplémentaires au 1er septembre 2008 et 15 au 1er semestre 2009;

- conducteurs d'engins moteurs: 20 candidats sont prévus pour le 1er septembre 2008 et, d'après les informations les plus récentes, le retour de conducteurs d'engins moteurs de CFL Cargo vers la société-mère est programmé comme suit: 12 agents jusqu'à la fin du mois de juin 2008, 12 jusqu'au 15 août 2008 et un nombre non encore défini jusqu'à la fin de l'année 2008;

- conducteurs d'autobus: 21 candidats ont été embauchés en 2007 et il est prévu d'en embaucher 8 au 1er septembre 2008, 10 au 1er février 2009 et 15 au 1er avril 2009.

En ce qui concerne plus particulièrement la catégorie du personnel d'accompagnement, un groupe de travail a été composé de tous les partenaires sociaux pour faire l'inventaire des origines de la problématique et pour trouver les issues possibles. Ce groupe de travail a commencé ses travaux le 8 mai 2008. La Direction des CFL s'est également associé l'aide du consultant externe Dédale S.A. afin d'établir un «Diagnostic Facteurs Humains et Organisationnels du métier de Personnel d'Accompagnement des Trains».

Étant donné que la Direction des CFL se propose de renforcer les embauchages dans les catégories de personnel critiques afin de voir leurs effectifs au complet dans le plus bref délai possible, il n'est actuellement pas indiqué de faire un audit sur les besoins en personnel des CFL et de ses filiales.

Question 2630 (18.6.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **composition de la Commission européenne:**

Depuis la non-ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe et le rejet du Traité de Lisbonne par le peuple irlandais en juin 2008, il est acquis que le Traité de Nice continuera encore pour l'avenir prévisible à constituer la base du fonctionnement institutionnel de l'Union européenne.

Or, l'article 4 du Traité de Nice contient notamment des dispositions concernant la composition de a Commission européenne.

Ainsi, la Commission doit comprendre un ressortissant national de chaque État membre. Le nombre des membres de la Commission pouvant être modifié par le Conseil, statuant à l'unanimité.

Toutefois, lorsque l'Union compte 27 États membres ce qui est actuellement le cas, le Traité dispose que le nombre des membres de la Commission est inférieur au nombre d'États membres et que les membres de la Commission sont choisis sur la base d'une rotation égalitaire dont les modalités sont arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité. Il est précisé en outre que le nombre des membres de la Commission est fixé par le Conseil, statuant à l'unanimité.

La règle applicable est une rotation égalitaire sur la base, entre autres, des principes suivants:

a) les États membres sont traités sur un strict pied d'égalité en ce qui concerne la détermination de l'ordre de passage et du temps de présence de leurs nationaux au sein de la Commission; en conséquence, l'écart entre le nombre total des mandats détenus par des nationaux de deux États membres donnés ne peut jamais être supérieur à un;

b) sous réserve du point a), chacun des collèges successifs est constitué de manière à refléter d'une manière satisfaisante l'éventail démographique et géographique de l'ensemble des États membres de l'Union.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1. Quelle est la lecture que Monsieur le Premier Ministre donne à ces articles du Traité de Nice?

2. Est-ce que Monsieur le Premier Ministre envisage-t-il d'insister sur un commissaire luxembourgeois?

3. Est-ce que Monsieur le Premier Ministre est satisfait du fonctionnement actuel de la Commission qui travaille sur la base de 27 États membres? Est-ce que le travail actuel de la Commission ne rend pas douteux la pertinence des dispositions du Traité de Nice?

Réponse (22.7.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

La base pour le futur fonctionnement de l'Union européenne est aux yeux du Gouvernement luxembourgeois le Traité de Lisbonne dont il souhaite qu'il puisse entrer en vigueur dans les meilleurs délais, de préférence avant les élections au Parlement européen et la nomination de la nouvelle Commission.

S'il s'avérait qu'une telle entrée en vigueur serait retardée et ne pourrait se faire pour le 1er novembre 2009, date de début du mandat de la nouvelle Commission européenne, le Traité de Nice s'appliquerait. L'article 4 du protocole sur l'élargissement de l'Union européenne du Traité de Nice dispose que lorsque l'Union compte 27 membres, le nombre des membres de la Commission est inférieur au nombre des États membres et que les membres de la Commission sont choisis sur la base d'une rotation égalitaire. Le nombre des membres de la Commission ainsi que les modalités de la rotation égalitaire sont arrêtés par le Conseil, statuant à l'unanimité.

Dans un tel cas de figure, il faudrait que le Conseil décide à l'unanimité de la méthode d'application de ces dispositions du Traité de Nice en attendant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

Il convient de rappeler que la réduction des membres de la Commission est une question sensible qui a également été discutée dans le cadre de la Conférence intergouvernementale qui a abouti au Traité de Lisbonne. La question qui y a été posée était celle de savoir si la réduction du nombre des membres de la Commission n'interviendrait pas trop tôt pour les nouveaux États membres, soucieux dans un premier temps de s'ancrer pleinement dans le système décisionnel communautaire. C'est pourquoi la Conférence intergouvernementale a convenu que le nouveau système prévu par le Traité de Lisbonne ne s'appliquerait qu'à partir de 2014.

Dès lors, un des effets paradoxaux de l'issue du référendum sur le Traité de Lisbonne en Irlande est que le retard de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne aura un effet contraire à celui évoqué plus haut en risquant de précipiter la réduction du nombre des membres de la Commission européenne.

Concernant la deuxième question soulevée par l'honorable Député, le Gouvernement tient à signaler que le système prévu par le Traité de Lisbonne implique qu'il y aura un commissaire luxembourgeois dans deux commissions sur trois, une situation qui sera la même pour tous les États membres.

Le système prévu par le Traité de Lisbonne est un système à rotation égalitaire. Notre pays n'a objectivement ni plus ni moins d'intérêt à plaider pour un système de rotation ou un système comptant un commissaire par État membre que n'importe quel autre Etat membre.

Quant au troisième point soulevé par l'honorable Député Gibéryen, on ne peut nier que la Commission actuelle, comptant 27 membres, connaît un fonctionnement adéquat. La Commission continue à exercer son droit d'initiative, en prenant des initiatives législatives, et à exécuter les politiques communautaires décidées par la Commission, le Conseil et le Parlement. Ceci dit, il demeure souhaitable, du point de vue du Gouvernement, d'assurer à l'avenir, et dans la perspective de nouveaux élargissements de l'UE, la collégialité de la décision au sein de la Commission.

Le Gouvernement continue dès lors à considérer que le mécanisme prévu par le Traité de Lisbonne est le plus approprié à assurer d'un côté, au niveau de la composition de la Commission, la stricte égalité des États membres et, de l'autre, une Commission forte et efficace en mesure d'assumer pleinement ses responsabilités dans les processus décisionnels.

Question 2631 (18.6.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **revalorisation de la carrière du préposé forestier:**

Lors d'une assemblée publique récente, le représentant du Ministre de l'Environnement a déclaré que le Ministre allait déposer un projet de loi sur la réforme de l'Administration des Eaux et Forêts au Conseil des Ministres en mai 2008. Dans ce projet de loi la revalorisation de la carrière du préposé forestier serait également prévue.

Dans ce contexte j'aimerais avoir des précisions de la part de Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le projet de loi a déjà été discuté au Conseil des Ministres?

- Est-ce que le Conseil des Ministres a pris une décision en relation avec la revalorisation de la carrière du préposé forestier? Si oui, laquelle?

- Quelle est la position du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative au sujet de la revalorisation en question?

Réponse (24.7.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Le projet de loi visé par l'honorable Député, Monsieur Claude Adam, a été discuté et approuvé par le Gouvernement en Conseil lors de sa séance du 11 juillet 2008.

Le Gouvernement en Conseil a en particulier décidé de renvoyer le problème du reclassement de la carrière du préposé des eaux et forêts, conformément à sa ligne de conduite établie dans le cadre des discussions relatives à la transposition du processus de Bologne, à la commission d'experts chargée de réaliser une analyse de la structure des carrières et des fonctions auprès de l'État en partant des diplômes, des qualifications et des compétences nécessaires pour y accéder et des évolutions qui se sont faites au niveau des responsabilités et des missions assumées par les agents des différentes carrières.

Question 2632 (19.6.2008) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **«vide scolaire» dans le canton de Remich:**

En 2003 a été présentée une première version du Plan sectoriel «lycées». Une des conclusions principales de ce plan était l'identification d'un «vide scolaire» dans le canton de Remich. En 2006 a été constitué un groupe de travail chargé du suivi du plan directeur en question. L'année passée a été inaugurée l'école binationale à Perl (Allemagne). Or, il s'avère que l'ouverture de cet établissement scolaire n'a pas vraiment pu réduire le «vide scolaire» dans la région concernée.

Considérant qu'à l'époque de l'élaboration du Plan sectoriel «lycées» toutes les communes du canton de Remich avaient unanimement plaidé pour l'établissement d'un lycée de proximité dans cette région et sachant qu'un terrain de plus ou moins 10 ha pourrait être mis à disposition dans la commune de Waldbredimus, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire à quel stade se trouvent les travaux du groupe de travail susmentionné? Est-ce que des conclusions ont déjà pu être tirées? Dans l'affirmative, quelles sont ces conclusions? Est-il notamment prévu d'implanter un lycée régional dans le canton de Remich et plus précisément dans la commune de Waldbredimus? Dans la négative, quelles en seraient les raisons?

Réponse commune (17.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Le groupe de travail interministériel chargé du suivi du Plan directeur sectoriel «lycées» est en train de finaliser l'étude relative à l'implantation d'un lycée dans le vide scolaire du Sud-Est.

Il s'agit du dernier lycée à réaliser dans le cadre de la mise en œuvre du Plan directeur en question arrêté par règlement grand-ducal du 25 novembre 2005.

Les conclusions de l'étude ainsi que les propositions du groupe de travail interministériel seront soumises sous peu au Gouvernement en Conseil qui se prononcera sur la zone d'implantation à retenir.

Question 2634 (19.6.2008) de **M. Fernand Diederich** *(LSAP)* concernant le **cadastre national des arbres:**

La Ville de Luxembourg vient d'élaborer un cadastre très complet des arbres qui se situent sur son territoire permettant de répertorier exactement chaque arbre selon ses caractéristiques, sa vitalité, sa situation géographique etc. À l'aide de ce cadastre, l'on peut constater par exemple que ? des arbres sont en bonne santé. Par ailleurs, le système permet de déceler les arbres en mauvais état ou encore d'organiser les interventions nécessaires sur un arbre précis.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si un cadastre national des arbres existe, respectivement si d'autres communes disposent d'un relevé pareil.

- Sinon, quels sont les moyens du Ministère de l'Environnement pour avoir des données précises sur l'état des arbres au Luxembourg et sur leur concentration géographique?

Réponse (22.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

La question parlementaire de l'honorable Député Diederich concerne l'inventaire des arbres à l'intérieur des agglomérations (arbres longeant les routes, arbres situés sur des places et dépendances d'édifices publics et arbres croissant dans des parcs publics).

L'abattage de tels arbres doit, en vertu de l'article 14 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, faire l'objet au préalable d'une autorisation du Ministre de l'Environnement.

Certaines communes ont réalisé des inventaires de ce type d'arbre avec le but de suivre et de s'assurer de l'état sanitaire des arbres en milieu urbain. En effet, à l'aide de ces inventaires les communes peuvent planifier la gestion sécuritaire de ces arbres et assurer la sécurité des usagers des routes et des autres espaces publics. Au niveau national, il n'existe actuellement pas d'inventaire généralisé des arbres à l'intérieur des agglomérations. Il serait évidemment souhaitable qu'un tel inventaire soit réalisé dans toutes les communes suivant des critères standardisés. À cet effet, le Ministère de l'Environnement a élaboré, dans le cadre de la refonte des plans d'aménagement généraux des communes et de l'étude préparatoire y relative, des instructions de cartographie des biotopes à protéger en vertu de l'article 17 de la loi précitée, qui contient un formulaire standardisé pour le relevé systématique des arbres remarquables en milieu urbain. Le Ministère de l'Environnement encourage fortement les communes concernées d'avoir recours à ces formulaires et espère ainsi, dans le cadre de l'élaboration d'un cadastre des biotopes à protéger, prévu par le plan national concernant la protection de la nature, pouvoir établir un cadastre des arbres remarquables en milieu urbain. Les instructions de cartographie des biotopes à protéger sont disponibles sur le portail Internet du Ministère de l'Environnement.

Question 2635 (20.6.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **déformations apparues auprès de veaux nouveaux-nés dans les environs de la décharge Sidec:**

Virun e puer Joer sinn an der direkter Ëmgéigend vun der Deponie Sidec um Fridhaff bei neigebuerene Kalwer ënner anerem schwéier Déformatioune festgestallt ginn. De Verdacht ass opkomm, datt dës Phenomener op schiedlech Emissioune vun der Deponie zréckzeféiere wieren. An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

- Sinn no 2002 nach Déformatioune bei neigebuerene Béischten oder Wëld ronderëm de Site festgestallt ginn? Wa jo, sinn hei Analysë respektiv Autopsien duerchgefouert ginn a wat ass gegebenefalls iwwert d'Resultater ze soen?

Réponse (17.7.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

Selon les informations de l'Administration des Services vétérinaires aucun cas nouveau de déformation sur des animaux de la ferme ou du gibier n'a été constaté depuis 2002.

En conséquence, aucune analyse et autopsie n'ont été réalisées.

À noter que jadis une seule exploitation a été concernée qui a entretemps arrêté toute activité.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°17
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

51e séance, mercredi 9 juillet 2008
52e séance, jeudi 10 juillet 2008

DANS CE NUMÉRO

Immigration p. 652
3e plan en faveur des PME p. 677
Lycée à Junglinster p. 688
Sommaire des séances publiques Nos 51 et 52 p. 692
Sommaire des questions parlementaires p. Q209

➤ Visite d'une délégation camerounaise

Échange de vues sur le contrôle de l'exécution budgétaire



Le 23 juillet 2008, les membres des Commissions du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Finances et du Budget de la Chambre ont procédé à un échange de vues avec une délégation de la Chambre des Comptes de la République du Cameroun.

Mme Colette Flesch, Président de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, a décrit le rôle particulier qu'occupe cette commission au sein de la Chambre des Députés, son fonctionnement ainsi que ses relations avec la Cour des Comptes et le Gouvernement.

Les membres des deux commissions parlementaires ont ensuite répondu aux nombreuses questions des membres de la délégation camerounaise portant essentiellement sur le fonctionnement de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.

Lors de la discussion le sujet de la politique de coopération luxembourgeoise et internationale a également été abordé.

➤ **M. Jean Arthuis, Sénateur français, reçu à la Chambre**



La fiscalité dans le secteur du commerce électronique de produits dématérialisés a été l'un des sujets de discussion lors d'une rencontre informelle entre M. Jean Arthuis et M. Laurent Mosar, tous les deux Présidents de leurs Commissions des Finances respectives. Ils ont également eu un échange de vues sur le vote en faveur de la réforme de la Constitution française lors du Congrès de Versailles le 21 juillet 2008. M. Arthuis a signé le Livre d'or de la Chambre des Députés.

➤ **Die Agrarkommission besichtigte einen Biobauernhof**



Foto: Indimedia

Anlässlich des 20. Jubiläums der Bio-Landbauvereine bio-LABEL und Demeter sowie der Genossenschaft BIOG besichtigte die Agrarkommission des Parlamentes einen Biobauernhof in Sprinkange. Ziel dieser Besichtigung war es, Einblick in die Praxis der biologischen Landwirtschaft zu nehmen, die für die luxemburgische Landwirtschaft in der Zukunft sehr wichtig werden kann. Nach einer kurzen Einführung in die Praxis des Biolandbaus fand eine Hof- und Felderbegehung statt.

➤ **Beamtevereedegung**



Enn Juli huet de Generalsekretär Claude Frieseisen (2. vu lénks) zwee nei Fonctionnairë vereedegt: d'Anne-Marie Ziger (3. vu lénks) an de Jérôme Klamm (3. vu riets).

D'Madame Ziger schafft als Redakter am Service vum Compte rendu an den Här Klamm als Huissier-chauffeur am Service Logistique et Technique.

Nodeems de Generalsekretär op d'Wichtegkeet vun dësem Akt higewisen huet, hunn déi zwee nei Fonctionnairen hiren Eed feierlech ofgeluecht. Den Effectif vum Chamberpersonal läit am Moment bei 70 Leit.

Un dëser Zeremonie hunn och de Secrétaire général adjoint Benoît Reiter (2. vu riets), de Chef vum Service Logistique et Technique Alain Bosseler (1. vu riets) an de Chef vum Personalservice Sonja Benassutti (1. vu lénks) deelgeholl.

La Chambre des Députés engage

un *informaticien universitaire*
ou
un *ingénieur en informatique* (m/f)

Les tâches principales consisteront dans la gestion et la réalisation de projets dans les domaines de la sécurité, du réseau et de l'infrastructure informatique de la Chambre des Députés (serveurs IBM AIX et Microsoft, base de données IBM Informix, Websphere Portal Server, etc.). La personne sera aussi appelée à intervenir activement dans la gestion opérationnelle et curative des domaines précités.

Une expérience professionnelle confirmée (minimum 2 à 3 ans) dans une des tâches précitées pourra être considérée comme un avantage, tout comme une éventuelle compétence démontrée en matière de gestion de bases de données.

Les candidat(e)s doivent:

a) être titulaires d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme reconnu équivalent par la législation et la réglementation luxembourgeoises en vigueur;

b) être titulaires d'un diplôme de fin d'études universitaires en informatique et avoir accompli un cycle universitaire complet de quatre années ou plus conformément à la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur;

c) jouir des droits civils et politiques;

d) maîtriser parfaitement les langues française et anglaise, des connaissances en luxembourgeois sont souhaitables et seront considérées comme avantage;

e) faire preuve d'esprit d'organisation et d'équipe.

Les candidat(e)s seront engagé(e)s sous le statut d'employé privé à raison de 40 heures par semaine et à durée indéterminée.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur lettre de motivation accompagnée

1. d'un extrait de l'acte de naissance;
2. d'une notice biographique;
3. d'une copie certifiée conforme de la carte d'identité;
4. d'un extrait récent du casier judiciaire datant de moins de deux mois lors de la présentation de la demande;
5. d'une copie certifiée conforme des diplômes ou des certificats d'études

pour le 11 octobre 2008 au plus tard au service des ressources humaines de la Chambre des Députés 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Mercredi, 9 juillet 2008

SÉANCE 51

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président • M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Question avec débat N°35 de M. Xavier Bettel au sujet des mesures de sécurité du Centre Hospitalier Neuropsychiatrique

- *M. Xavier Bettel - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

2. 5802 - Projet de loi 1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 2) modifiant - la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection; - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti; - le Code du Travail; - le Code pénal; 3) abrogeant - la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère; - la loi du 26 juin 1953 portant fixation des taxes à percevoir en matière de cartes d'identité pour étrangers; - la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Lydie Err (déposant deux motions et une résolution)*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar (à qui répond Mme Lydie Err), M. Xavier Bettel (Mme Colette Flesch et M. Charles Goerens interviennent), M. Ben Fayot, M. Félix Braz (déposant deux amendements), M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Marc Angel, M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*
- *Amendements 1 et 2 (rejetés)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motions 1 et 2 (adoptées)*
- *Résolution 1 (adoptée)*

3. 5873 - Projet de loi portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

- *Rapport de la Commission juridique: M. Patrick Santer*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Xavier Bettel (à qui répond M. Luc Frieden), M. Jean-Pierre Klein, M. Félix Braz (déposant deux motions), M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, M. Félix Braz*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 (rejetée)*
- *Motion 2: M. Xavier Bettel, M. Félix Braz (motion 2 modifiée rejetée)*

4. 5563 - Projet de loi relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification: - du Code d'instruction criminelle, - de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et - de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire

- *Rapport de la Commission juridique: M. Patrick Santer*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch (à qui répond M. Luc Frieden), M. Jean-Pierre Klein, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech wichteg Matdeelungen ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Keng Matdeelung, Här President.

M. le Président.- Mir kommen direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass d'Question avec débat iwwert d'Sécherheetsmooss-namen am Centre Hospitalier Neuropsychiatrique. D'Wuert huet dozou elo den honorabelen Här Bettel.

1. Question avec débat N°35 de M. Xavier Bettel au sujet des mesures de sécurité du Centre Hospitalier Neuropsychiatrique

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeem viru kuerzer Zäit de Centre Hospitalier Neuropsychiatrique am Gespréich war, wéi déi zwou Persounen net méi do waren - déi eng war fortgelaf, an déi aner war op jidde Fall och net méi do an deene leschte sechs, siwe Méint -, hu sech vill Leit Froe gestallt. Eng Persoun ass an der Schwäiz mam Zuch dann nees heemkomm. Déi aner Persoun ass an der Belsch erëmfonnt ginn.

Et kann ee sech d'Fro stellen, wéi déi Décisioune geholl ginn - éischtens. Zweetens, wéi d'Sécherheet iwwerhaapt garantéiert ass zu Ettelbréck, an drëttens wéi eng Léisung ee misst fannen, fir d'Situatioun ze verbesseren.

Et kann ee sech och iwwerhaapt Froe stellen. Well dee leschten Här, deen elo fortgelaf war an dee jo zu Ettelbréck internéiert war, ass, wéi e gepëtzt ginn ass, direkt op Schraasseg bruecht ginn. Do kann ech d'Fro stellen, ënner welleche Bedéngungen deen am Centre Hospitalier Neuropsychiatrique internéiert konnt ginn, an dann, nodeem hie vun der Police ugehale ginn ass an zréck op Lëtzebuerg komm ass, woufir hien direkt op Schraasseg geet.

Et gëtt eng Kommissioun, kréie mer gesot - dat steet och an der Press -, déi dem Justizministère ënnersteet, wou e President, e Riichter, en Affekot an en Dokter dra sinn. Dat wier déi Kommissioun, déi och an deem éischte Fall eng Autorisatioun ginn hätt - oder och net. Dat ass jo och déi grouss Fro gewiescht, wat elo do geschitt ass.

Meng Froen, Här President, sinn:

Ass d'Personal zu Ettelbréck forméiert, fir mat Leit, déi eng Strofdot begaangen hunn, zesummenzeschaffen? Ass d'Sécherheet och garantéiert? Gëtt et du point de vue Infrastrukture genuch Mesuren, fir dass keng Fuite ka geschéien?

Wann eng Fuite do ass, ass jo déi grouss Diskussioun gewiescht, wéi d'Politique de communication an deem Fall ass? Ginn d'Leit informéiert aus dem Norden? Gi Fotoe publizéiert?

Den Här Statsminister sot, hie wier derfir, dass Fotoe sollte publizéiert ginn an deem éischte Fall. Den Här Gesondheetsminister hat beim leschte Fall nee gesot.

Wat ass d'Positioun da vun der Regierung? Gi Fotoe publizéiert, jo oder neen, virun allem, wann et sech ëm geféierlech Leit handelt, wéi an deem éischte Fall, wou et sech jo awer ëm ee wéinst Mord Ugeklote gehandelt huet?

Wat sinn d'Léisungen? Wat mécht een? Soll een am Prisong zu Schraasseg eng nei Struktur maachen, wou een déi Leit géif soignéieren, oder wier et net um Centre Hospitalier Neuropsychiatrique zu Ettelbréck, méi Moyenen ze kréien, Personal ze kréien, eng Ëmstrukturéierung ze kréien, fir dat richteg kënnen ze maachen?

An da schliesslech: Bräicht een net vläicht eng nei Struktur, wann ee jo d'Gefill huet, dass Ettelbréck net déi richteg Plaz wier, fir déi Leit ze traitéieren?

Haut héiert ee regelméisseg an der Zeitung, dass den Artikel 71 oder 71 (1) applizéiert gëtt, wou een da fir net zourechnungsfäeg considéréiert gëtt no enger Strofdot. Mä d'Bierger wëlle wëssen, wat geschitt!

Heescht dat dann, dass een automatesch placéiert gëtt? Wat ass de Suivi vun deene Leit?

A virun allem och déi grouss Fro, Här President, déi awer och berechtegt ass: Wann eng Persoun iwwer eng Décisioun op Ettelbréck placéiert gëtt, firwat gëtt se dann, wa se da gepëtzt gëtt vun der Police, op Schraasseg an de Prisong gefouert?

Dat versteet een net. Ech mengen, am Artikel am „Lëtzebuerger Wort" vun der leschter Woch, wou se och en däitsche Psychiater gehéiert hunn, huet deen och selwer gesot, dat wier net logesch.

Entweder ass een e Patient, well ee seet, déi Leit wiere meeschtens Patienten, deenen ee misst hëllefen, an dann ass engem seng Plaz net zu Schraasseg. Oder et ass een e Stroftäter, an dann ass engem seng Plaz zu Schraasseg an net zu Ettelbréck.

Déi Diskussioun ass elo e bësse kuerz, well et just eng Question avec débat ass, wou ech nëmme fënnef Minutten hunn an d'Regierung nëmmen zéng Minutten huet, fir mer eng Äntwert ze ginn

(Coups de cloche de la Présidence)

Mä et wier selbstverständlech opportun, géif ech mengen, no der Rentrée eng Kéier eng Interpellatioun ze hunn, wou een d'Regierung kéint wierklech froen, wat se um Niveau vun der Psychiatrie wëllt maachen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Ech wollt just dem Här Bettel rappeléieren, dass déi Gréng scho virun zwee Méint gefrot hunn, fir den Här Di Bartolomeo an den Här Frieden an d'Justizkommissioun ze ruffen, fir en détail doriwwer ze schwätzen. Mä mir waarden nach ëmmer, dass d'Regierung eis en Datum proposéiert, wou mer da kéinten esou eng Debatt anstänneg preparéieren.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Also, mir ënnerstëtze selbstverständlech och déi Positioun vun deene Gréngen, mä wéi gesot wier et ubruecht, bei der Rentrée eng grouss Diskussioun doriwwer ze hunn.

Mä hei sinn elo just déi Froen: Wat geschitt an deenen heite Fäll? Ass d'Personal forméiert? Ass et déi richteg Plaz? Wéi ass d'Informatiounspolitik vun dëser Regierung an deem dote Fall?

Dir musst verstoen, Här President, dass déi Leit, déi do wunnen, wa se da gesot kréien, dass et sech ëm geféierlech Leit handelt - et si verschidde Leit, déi jo vläicht net als geféierlech agestuuft ginn, mä verschidde Leit ginn als ganz geféierlech an net zourechnungsfäeg agestuuft -, awer dann Angscht hunn. A wann een da keng Informatiounen a keng Kommunikatioun kritt, bréngt dat nëmmen nach e Gefill vun Onsécherheet mat sech.

Dat ass bestëmmt net déi richteg Politik, déi een an där doter Matière soll hunn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Minister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécherlech gutt, dass ee sech Froen iwwert dëse Sujet stellt; et geet awer net duer, dass ee sech Froe stellt. Ech mengen, et muss een eng konstruktiv Approche an dëser Problematik huelen, wat net einfach ass. A kengem vun de Länner, wou mer ouni Weideres nogekuckt hunn, gëtt et déi Patentléisung, fir mat engem Problème médicojudiciaire eens ze ginn.

Ech hätt dem Här Bettel, vu dass hie jo ganz staark un dësem Sujet interesséiert ass a Froen op Froe stellt an heiansdo déiselwecht widderhëlt, duerfir wäermstens empfohlen, datselwecht ze maachen, wéi den Här Braz gemaach huet, nämlech op déi ganz interessant Konferenz am CHNP ze goen, wou deen dote Sujet am Mëttelpunkt stoung. Do ass och ganz nuancéiert diskutéiert ginn zwëschent Experten, déi och alles aneschters gemaach hu wéi Panikmaach an engem Dossier, wou ganz vill Sensibilitéit noutwendeg ass.

Ech mengen, dass déi Diskussiounen, déi mer an deene leschte Méint haten, wann déi richteg Konklusiounen doraus gezu ginn, eis kënnen dozou féieren, dass mer op engem ganz quokelege Feld virukommen am Intérêt vu sämtleche Leit, ëm deenen hir Sécherheet et geet, awer och am Intérêt vu Leit, déi krank sinn, déi zwar heiansdo e bësse méi en diversifizéierte Statut hu wéi just krank Leit, mä déi awer och Recht op medezinesch Fleeg hunn.

Ech wëll soen, dass mer an deene leschte Méint ganz vill a ganz gutt Diskussioune gefouert hunn. Et ass ganz kloer, dass, nodeem déi dote Méiglechkeet vu geriichtleche Placementer an den CHNP zënter siwe Joer bestanen huet a kee Problem entstanen ass, well eigentlech keng Leit oder ganz wéineg Leit placéiert si ginn, elo méi systematesch Leit placéiert ginn an de CHNP mam Statut vun engem Placé judiciaire, oder awer och mam Statut vun engem Prisonnéier. Och wäert et méi regelméisseg geschéien, dass Prisonnéier an Untersuchungshaft medezinesch Betreiung brauchen, sou dass een doduerch sech och méi akut mat der Problematik muss auserneesetzen.

Mir hunn opgrond vun deenen Erfahrunge mat deem éischte Fall, wou och keng Erfahrung an der Kommunikatioun do war - dat wëll ech ganz kloer soen -, well et déi éischte Kéier war, ganz vill matenee geschwat: de Justizministère, de Santésministère, de Parquet, de CHNP, an hunn op d'Problematik opmierksam gemaach.

Mir hu mam Justizminister d'Diskussioun gefouert, ob mer eng spezialiséiert Struktur solle schafen, rattachéiert un eng Struktur, déi ënnert dem Régime pénitentiaire ass, oder un eng Struktur, déi de CHNP ka sinn. Vu dass et hei zu Lëtzebuerg kloer schéngt, dass mer net honnerte vu Leit hunn, déi an där doter Situatioun sinn, gëtt et e Sënn, dass mer déi dote Betreiung un eng bestehend Struktur rattachéieren.

Mir sinn eis eens, dass déi Struktur, déi d'Responsabilitéit fir d'Gestioun soll hunn, de CHNP duerchaus ka sinn.

Mir hunn dunn de CHNP - dee bereet ass, esou eng Missioun ze iwwerhuelen, dat och 2000 deklaréiert huet, an awer net wousst, wat kéint op en zoukommen - gefrot, wat hie bräicht, fir déi Missioun optimal kënnen ze erfëllen, a Saachen Infrastruktur an a Saache Personal. De CHNP ass amgaang, déi Opstellung ze maachen.

Mir hunn awer och festgestallt, dass et Grauzone gëtt, wann et dorëm geet, wie soll a wie kann an esou eng Struktur placéiert ginn. Duerfir hu mer en Aarbechtsgrupp agesat um Niveau vun der Santé, vun der Justiz, vum Parquet a vum CHNP, wou mer kucken, ob dee bestehende gesetzlech reglementaresche Kader duergeet oder ob mer och mussen do nobesseren. Do si mer amgaang drun ze schaffen.

Ech wëll soen, dass dat hei sech op der Schnëttstell beweegt zwëschent Prisong a Spidol an dat och net immuabel ass. Well Leit, déi haut mat medezineschen, mat psychesche Problemer konfrontéiert sinn an ëner gewëssenen Ëmstänn besser an engem Prisong kënne versuergt sinn, kënne muer, wa se evoluéiert hunn, an hirer Situatioun besser an enger zouener Struktur mat psychiatrescher Betreiung versuergt sinn a kënnen iwwermuer vläicht a méi enger oppener Struktur besser versuergt sinn.

Wann een zum Beispill d'Belsch kuckt, da gesäit een, dass déi Leit, déi deem Statut entspriechen, iwwert dee mer haut schwätzen, dass d'Halschecht quasi an enger zouener Struktur evoluéiert an déi aner Halschecht, well ebe ganz grouss Fortschrëtter gemaach gi sinn, an enger méi oppener Struktur evoluéieren. Dat ass also déi Problematik, mat där mer eis mussen auserneesetzen.

Leit, déi scholdonfäeg sinn, déi awer musse betreit ginn, déi psychesch Problemer hunn. Leit, déi zwar eng komme gelooss hunn, mä awer elo net gemenggeféierlech sinn, psychesch Problemer hunn, déi och musse betreit sinn.

Mir sinn also um Wee, d'Santé zesumme mat der Justiz, mat all deene Leit, déi betraff sinn, och déi, déi placéieren, an och déi, déi sech ëm déi Placéiert musse këmmeren, déi Struktur ze analyséieren, déi fir lëtzebuergesch Besoinen am beschte wäert sinn.

Ech wëll awer dervir warnen, dass mer déi Ambitioun an esou eng Struktur setzen, dass keng Pannen oder keng esou Incidenten, wéi déi, déi passéiert sinn, méi kënne passéieren. Dat kéint nëmmen net méi passéieren, wa mer déi Leit esou géifen aspären, dass se keng Nues méi virun d'Dier setzen.

Wa mer awer dat medezinescht Element an dat Juristescht an dat Pénitentiairet mat eranhuelen, da kënnt déi 100%eg sécher Struktur ni zustanen. Dat musse mer och hei an aller Éierlechkeet mateneen diskutéieren. Wa mer der Meenung sinn, dass mer, bis mer déi optimal Struktur hunn a Saachen Infrastruktur, a Saache Qualifikatioune vum Personal, op den CHNP ugewise sinn an wann trotz allen Efforten eppes virkennt, da musse mer och d'Responsabilitéit assuméieren a soen: Jo, esou eppes ka passéieren, well déi 100%eg Sécherheet gëtt et net.

Am CHNP hu se mer gesot, dass se bis no der Vakanz hir Propositioune wäerten op den Dësch leeën, wéi esou eng Struktur ënnert der Responsabilitéit net onbedéngt am CHNP, net onbedéngt am Tuerm, net onbedéngt zesumme mat deenen anere Kranken, mä déi adaptéiert Infrastruktur soll ausgesinn, wat se brauchen u Moyens en personnel, an da wäerte mer d'Budgetsdiskussioune profitéieren, fir déi Moyenen zur Verfügung ze stellen. En attendant, dass mer déi passend Gebailechkeeten hunn, wäert de CHNP seng Roll assuméieren.

Ech hat och eng animéiert Diskussioun iwwer Bréiwer mat deenen, déi placéieren, wou ech och kloer gesot hunn, dass ee mangels adaptéierter Struktur sech muss gutt iwwerleeën, wien een zu wat fir engem Zäitpunkt wou muss placéieren. Och do gëtt an deem Aarbechtsgrupp driwwer diskutéiert an ech mengen, dass dat déi richteg Approche ass.

D'Konklusioun: Déi Diskussiounen, mat deene mer net gewinnt waren ëmzegoen, hunn eppes Positives bruecht. Mir sollen awer bei där positiver Approche bleiwen, an dat ass en Appel un de Xavier Bettel. Ech mengen, Froe si gutt. Dir hutt der vill doriwwer gestallt. Kommt mer schaffen elo zesummen drun, dass mer adaptéiert Propositioune kréien am Intérêt vun der allgemenger Populatioun, déi et verdéngt geschützt ze ginn. Mä awer och am Intérêt vu Leit, déi psychesch krank sinn, och aner Problemer hunn an déi Soinë kréien, déi am beschte sinn, fir dass mer hinnen hëllefen, erëm gesond ze ginn a fir dass mer se erëm als responsabel Bierger kënnen an d'Gesellschaft aglidderen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zum zweete Punkt vun eisem Ordre du jour; dat ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi iwwert d'Immigratioun. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Mosar, Bettel, Fayot, Braz, Henckes an Angel. D'Wuert huet elo d'Madame Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Lydie Err.

2. 5802 - Projet de loi 1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 2) modifiant - la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection; - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti; - le Code du Travail; - le Code pénal; 3) abrogeant - la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère; - la loi du 26 juin 1953 portant fixation des taxes à percevoir en matière de cartes d'identité pour étrangers; - la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet, ëm deen et haut geet, ass e schwieregen an e betrëfft a priori kee vun deene Leit, déi haut heibanne sëtzen; dat mécht den Intérêt vun der Öffentlechkeet doriwwer manner evident wéi een et kënnt unhuelen.

Loosst mech, wann Der wëllt, mat engem Zitat ufänken, an zwar en Zitat vum Charles Péguy, deen net zu menge Lieblingsauteuren oder Lieblingspolitiker gehéiert, mä deen awer e Saz gesot huet, deen op dës Debatt passt, menger Meenung no, wéi ee kéint soen op gutt Lëtzebuergesch, wéi d'Fauscht op d'A. Zum Thema Pacte civique, wat een haut géif iwwersetze mat Cohésion sociale, huet de Charles Péguy gesot: «(…) il suffit qu'un seul homme soit tenu sciemment, ou, ce qui revient au même, sciemment laissé dans la misère pour que le pacte civique tout entier soit nul; aussi longtemps qu'il y a un homme dehors, la porte qui lui est fermée au nez ferme une cité d'injustice et de haine.»

Ech fannen, dass een déi Debatt vun haut kéint a sollt ënnert dës Citatioun stelle fir dem generellen Discours, deen iwwert d'Immigratioun, besonnesch och deen, dee virun zwee Deeg zu Cannes op enger informeller Aarbechtssëtzung gehal ginn ass, an iwwertitelt gëtt mat „immigration choisie", entgéintzewierken. Et ass och e Wuert, dat Journalisten, wa se een zu dësem Thema eppes froen, ëmmer am Mond hunn.

Ech muss soen, dass dat e Begréff ass, deen ech particulièrement lästeg fannen, well et kann ee menger Meenung no net vun Immigration choisie schwätzen, wann nëmmen eng vun deenen zwou Parteien d'Recht huet ze wielen. Dass dat déi Zort Immigration choisie ass, vun där normalerweis geschwat gëtt, ass wuel kloer. Duerfir ass et och esou, dass déi Wierder, déi mer vun eisem Immigratiounsminister zu Cannes héieren hunn, een an där Hisiicht e bësselche rassuréiert hunn, well zu dësem Moment, zu dësem Thema war dat eigentlech a priori keng ganz gutt Nouvelle, och wann d'Décisioun eréischt am Oktober um Sommet fält.

Dir Dammen an Dir Hären, virun e bëssel che méi wéi zwee Joer hunn ech op dëser Plaz de Projet iwwert den Asyl virgestallt, dat ass haut d'Gesetz vum 5. Mee 2006. Dat war e wichtegt Gesetz, vläicht dat éischt Gesetz en matière d'immigration, an dat, wat dat Gesetz vun deemools par rapport zu deem vun haut ënnerscheet, ass d'Tatsaach, dass et dee Moment, wéi mer iwwert den Droit d'asile geschwat hunn, eigentlech kee richtegt Gesetz ginn ass zu Lëtzebuerg iwwert d'Migration légale.

An eigentlech war et net ganz logesch, unzefänke mat dem Droit d'asile oder mat der Protection internationale, well ee weess oder well ee jo entre-temps jiddefalls wosst a well een haut mat Chiffres à l'appui weess, dass ganz vill Leit, déi ënnert dem Numm „Demandeur d'asile" zu Lëtzebuerg erakomm sinn, hei erakomm sinn, well et keng Méiglechkeet a keng kloer transparent Regelung ginn ass, ënnert där mer se aneschters hätte kënnen eranhuelen. Dat erkläert, dass am Fong déi Zuele vun den Demandes d'asile, déi mer haten, dramatesch erofgaange sinn, a gläichzäiteg d'Demande vun den akzeptéierte Statuts de réfugié dramatesch, positiv natierlech gesinn, eropgaangen ass.

Mir maachen also hei a mengen Aen e Complément zu deem Gesetz iwwert den Droit d'asile, an eigentlech wär et méi logesch gewiescht, mir hätten hannevir ugefaangen. Mä bei deem enge Projet war et sécherlech e bësselche méi einfach, well et manner europäesch Prescriptioune gi sinn.

Hei ass en fait eng ganz komplizéiert Geschicht, déi - an dat muss een och eng Kéier kënne soen - vun där viregter Regierung schleefe gelooss ginn ass. An et ass eng stolz Performance, mengen ech, an esou kuerzer Zäit et fäerdeg bruecht ze hunn, eng generell Reglementatioun iwwert d'Immigration légale zu Lëtzebuerg anzeféieren, déi an engems verschidden Direktiven transposéiert, an - wat ee besonnesch freet, mä dorop kommen ech herno nach eng Kéier zréck - Direktiven transposéiert normalerweis op eng méiglechst favorabel Aart a Weis an heiansdo souguer largement iwwert dat eraus, wat d'Direktive virschreiwen.

Lëtzebuerg ass säit dem Ufank vum 20. Jorhonnert en Immigratiounsland. Fir eise wirtschaftlechen Opschwong ze ënnerstëtzen, war de Facteur Immigratioun zu Lëtzebuerg sécher e ganz wichtegen. Esou hunn eis successiv Regierungen net gezéckt, italienesch a méi spéit portugisesch Aarbechter op d'Plaz rekrutéieren ze goen, fir zu Lëtzebuerg d'Wirtschaft unzekuerbelen.

Säit 1990 huet sech déi Situatioun - den internationale Migratiounshannergrond - verstäerkt, an och zu Lëtzebuerg ass den Undeel vun Neteuropäer a vun Netlëtzebuerger ganz staark geklommen. Haut liewen zu Lëtzebuerg 89 verschidden Nationalitéiten, a vun der Gesamtbevölkerung hu mer ongeféier 52% Lëtzebuerger, 40% Europäer an Netlëtzebuerger aus Europa an ongeféier 8% Leit aus sougenannten Drëttlänner. Et muss ee soen, dass éischtens den Undeel a sech vill méi héich ass wéi soss egal wou, mä dass virun allem awer och den Undeel vun de Ressortissanten aus Drëttlänner duebel esou héich ass wéi an der europäescher Moyenne.

Doduerch kéint een unhuelen, dass Lëtzebuerg - wat sech jo ganz positiv entwéckelt huet mat där staarker Immigratioun, déi gewollt war vun Ufank un - entre-temps Expert wier vun der Immigratioun, well mer gréisser Clashe bis elo konnten évitéieren, ausser Schwieregkeeten am Schoulwiesen notamment. Da mengen ech awer éierlechkeetshalber soen ze missen, dass et wahrscheinlech méi d'Chance war, fir haaptsächlech Leit ze kréie mat engem europäeschen Hannergrond an enger identescher Kultur a Relioun, dass et zu Lëtzebuerg mat deem héijen Auslännerundeel zu engem friddleche wann net Mateneen, dann op jidde Fall friddlechen Niewenteneen zwëschent deene villen Nationalitéite konnt kommen.

Europa huet sech eréischt 1999 fir d'éischt um Sommet vun Tampere mat enger gemeinsamer Migratiounspolitik auserneegesat. Dozou ass 2005 e Gréngt Buch publizéiert ginn. Leschte Mount - an ech bedanke mech beim Här Wagner, dee mech an där leschter Sëtzung dorobber opmierksam gemaach huet - den 20. Juni ass e Programm erauskomm vun der Europäescher Kommissioun zur Immigratiounspolitik, déi sech an der Kommunikatioun 359 erëmspigelt an déi am Fong ganz kuerz en Zéng-Punkte-Programm definéiert, deen ech hei just, fir d'Leit vläicht e wéineg ze rassuréieren, wëll a senge groussen Zich erklären.

Éischtens, d'Regele vun der Immigratioun an Europa solle kloer definéiert ginn an transparent sinn. Do, Dir Dammen an Dir Hären, si mir haut den Owend, wann deen Text hei da sollt gestëmmt sinn, wéi ech dat unhuelen, am Fong schonn dëser Regel viraus.

Zweetens, d'Integratioun vun de Migrante soll an all Memberstat verbessert ginn, an zwar op Basis vun engem Processus à double sens, deen also net d'Immigration choisie ass, wéi se oft qualifizéiert gëtt. Dat heescht, dass net nëmme vun de Migranten, mä och vun de Leit, déi usässeg do sinn, wou d'Migrante sech nidderloossen, Effortë gemaach ginn.

Drëttens, e verstäerktent Partenariat mat Drëttlännerstate soll opgebaut ginn, fir eng besser Gestioun vun der Migratioun zesummen ze maachen. Dat heescht, dass mer wäerten oppasse mussen a sollen, dass déi Kompetenzen, déi an eise Länner - an développéierte Länner - gebraucht ginn, och aus deene Länner, déi amgaang si sech ze développéieren, kënne geliwwert ginn. Dat ass net am Intérêt nëmme vun eiser Wirtschaft, dat ass och am Intérêt vun der Immigratioun vun deene Plazen, wou d'Migranten hierkommen. Dat wäert et méiglech maachen, och ouni d'Saisonnieren eng Aart Migration circulaire ze kréien, wou mer ouni Fuite des cerveaux Leit kënnen heihinnerbréngen, déi herno erëm kënnen an hir eege Länner zréckgoen, fir do weider ze hëllefen den Opbau an hiren eegene Länner weiderzebréngen.

Deen nächste Punkt, dee véierten, ass eng besser Kontroll vun der illegaler Immigratioun. Dat ass am Fong dat, wat an Europa zënter Joren als seng Haaptpréoccupatioun jiddefalls ausgedréckt ginn ass, souwuel un de Grenze wéi och innerhalb vun de Grenzen. Dat heescht, dass d'FRONTEX, déi Agence, déi fir de Schutz vun eise gemeinsamen europäesche Baussegrenzen zoustänneg ass, soll verstäerkt ginn.

De fënnefte Punkt ass och en interessanten; an zwar den internationale Mënschenhandel soll ënnerbonne ginn an null Toleranz fir d'Traite des êtres humains. Massiv Regulatiounen - an dat war jo och ee Punkt, deen zu Cannes vill diskutéiert ginn ass - vu Leit, déi schonn illegal an engem Land sinn, solle verhënnert ginn, fir ze erméiglechen, dass individuell Décisiounen an där Matière kënne geholl ginn.

Doriwwer kéint ee stonnelaang diskutéieren. Just an engem Wuert: Wann et kloer Regele gëtt fir eng Regularisatioun, da mag d'Décisioun zwar au cas par cas sinn, mä da wäert et ëmmer esou sinn, dass dat Décisioune sinn, déi kollektiv geholl ginn, well se eben op Regele baséieren, déi Gruppe betreffen. Duerfir ass et e bëssen „moutarde après dîner", fir déi Regularisatioun massiv do ofzelehnen an ze soen: Mir hätte gären eng Regularisatioun au cas par cas. Well mat enger Législatioun ass et evident, dass et ni individuell wäert sinn, mä ëmmer wäert kollektiv sinn. Dat sief zur Rhetorik genuch zu deem Thema.

Wat een awer ka soen, dat ass, dass dee Programm vun der Kommissioun, wéi en elo virläit, sécherlech zefridde stellend als Basisdiskussioun ass fir déi Prinzipien, déi sollen ugeholl ginn, an dass och net bei deene Prinzipien do aus den Ae verluer gëtt, dass hannert deenen Zuele Migranten, Leit, Familljе stinn, déi oft dramatesch Situatioune verstoppen, a wou een zesummen eppes soll opbauen, amplaz mordicus ze probéieren, seng Grenzen zouzemaachen, besonnesch dann, wann ee weess, dass een d'Immigratioun vu baussen aus x Ursaache batter brauch.

Zu Lëtzebuerg ass et esou, dass mir eng Immigratiounstraditioun hunn. Mir hunn awer bis elo um legislative Plang nach net vill opzeweisen, esou dass hei elo en éischt grousst Gesetz zu dësem Thema ass. Et ass sécherlech net dat lescht, well wa mer de Pacte de l'immigration an deen Zéng-Punkte-Programm vun der Kommissioun nach héieren, wësse mer, dass eppes nokënnt.

Duerfir kommen ech och herno mat enger Propositioun, Här Minister, wou ech froen, dass mer sollen ufänken all Législatioun, déi iwwer Immigratioun geet, ze kodifizéieren, fir dass déi Leit, déi mat deenen Texter do solle schaffen, wëssen, wou se déi Texter erëmfannen, amplaz musse bei all eenzel Gesetz erauszesichen, wou déi Loi spéciale do da soll stoen.

Virgëschter zu Cannes hunn d'Lëtzebuerger Zeitungen eisen Immigratiounsminister, den Nicolas Schmit, zitéiert mam Wuert „Ouverture organisée". Ech fannen, dass dat eng Approche ass, déi vill méi positiv kléngt wéi déi, déi mer virdru kannt hunn. „Ouverture organisée" heescht, d'Besoinë vun deenen engen un déi vun deenen aneren upassen a probéieren eppes doraus ze maachen; wat am Intérêt net nëmme vum Pays d'immigration läit, mä och vun de Migranten, déi finalement alleguerten net fräiwëlleg, mä iergendwou aus ekonomeschen oder familiäre Grënn gezwonge sinn, hiert Heemechtsland ze verloossen.

Et war och iergendwou berouegend, dass keng Begeeschterung konnt opkommen iwwer eng Agence européenne de l'immigration, wat iergendwou eng franséisch Strategie bal ass. Well iwwerall do, wou et eng Problematik gëtt, gëtt vun de Fransousen en Observatoire oder eng Agence proposéiert, ouni dass ee richteg weess, wat da mat deenen Observatiounen, déi do solle gemaach ginn, passéiert.

D'Bestrofung vu Passeuren a vu Patronen, déi illegal Leit beschäftegen, ass och zréckbehale ginn. An et ass gesot ginn, dass d'Besoinë vun der Main-d'œuvre étrangère och weiderhin national festgesat ginn, esou dass d'Immigratiounspolitik, déi an Europa bedriwwe gëtt, sech zwar muss afügen an den europäesche Kader, mä an der Essenz, dat heescht um Fong, national bleift. Mir bleiwen also als Lëtzebuerg och als klengt Land op engem grousse Kontinent muer nach Meeschter iwwert déi Manéier, wéi mir d'Mënscherechter vun deenen enge mat den ekonomesche Besoinë vun deenen aneren op e gemeinsamen Nenner wäerte bréngen.

Eng réusséiert Immigratioun setzt viraus, dass eng Integratioun stattfënnt. An eng Integratioun - dat ass sécherlech entre-temps bekannt - ass keng Einbahn. Dat bedeit, dass d'Interesse vu béide Parteie musse kombinéiert ginn; dat heescht, Efforten am Accueil, déi zu Lëtzebuerg deelweis schonn um Niveau vun de Gemenge gemaach ginn, an dann op alle Gebidder an der Praxis an och an der Législatioun, Logement, Transport, Schoul, Sprooch, Gesondheet an esou weider.

Mä Integratioun heescht och nach méi wéi dat. An zwar besonnesch an engem Land wéi eisem, wou d'Demokratie entre-temps op ganz schwaache Féiss steet, heescht dat och politesch Inclusioun, an zwar net nëmme wéi bis elo um kommunale Plang, mä dat heescht och, dass d'Wahlrecht ugepasst gëtt un eng verännert Realitéit. E Wahlrecht, wat et och neie Kandidaten a Kandidatinnen erlabe géif, net nëmme pro forma Kandidaturen opzestellen, onofhängeg vun hirer Nationalitéit respektiv der duebeler Nationalitéit, déi jo ausganks des Joers och soll iwwert dës Tribün goen.

D'duebel Nationalitéit ass nämlech net d'Passerelle zu enger verstäerkter demokratescher Participatioun vun eisen ausländnesche Matbierger, mä ech denken, dass een dat muss am Kader vun der Immigratioun, vun der Integratioun vun den Ausländner gesinn.

Duerfir mengen ech, dass et gutt ass, dass mer haut ufänken an der Migratioun kloer Regelen, Transparenz, Respekt a Solidaritéit ze beweisen, fir eng sozial Kohesioun, déi ufänkt, heiansdo geleeëntlech ze bréckelen, erëm e bësselchen ze verstäerken, an an där...

M. le Président.- Wann ech gelift, ech géif awer bieden hei!

(Interruption)

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- ...an unzefänke mat engem positive Schrëtt an eng Richtung vun enger neier Immigratiounsgesetzgebung zu Lëtzebuerg, wou dat heite sécherlech ee wichtegen, mä och deen éischte Schrëtt ass.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Debatt hei ass zu Lëtzebuerg net haut ugaangen an och net ugaangen, wéi dee Projet hei ausgeschafft ginn ass. Zënter Jore gëtt doriwwer geschwat, mä deen éischte Bericht, dee gemaach ginn ass, ass an der Chamber gemaach ginn 2004 am Februar an enger Spezialkommissioun, déi de Kolleeg Marcel Glesener zu engem Rapport gefouert huet iwwert d'Immigratioun zu Lëtzebuerg.

Mir hunn do Zuelematerial gesammelt an hu gesinn, dass et noutwendeg war, dass mer géifen un eisem Gesetz vun 1972 doktere goen, well entre-temps d'Migratioun largement de Kader gesprengt huet.

De 26. Mäerz, dat heescht viru méi wéi engem Joer, hate mer den éischten Échange mam Minister Schmit an der Kommissioun iwwer eng Ébauche vun engem Text. Deen éischten Avant-projet hate mer de leschte Juni virleien, an op deem Avant-projet hate mer am September an am leschte Summer schonn x Sëtzungen, wat totalement exzeptionell ass.

De Projet selwer ass eréischt am November déposéiert ginn, an den 19. November huet d'Kommissioun hire Rapporteur designéiert. Mir haten da sechs Réuniounen nach am Januar an am Februar. Dann hu mer op den éischten Avis vum Statsrot gewaart, deen am Mee koum. Mir haten dorobber nach fënnef endlos Réuniounen, wou mer dräi Stonnen hannereneen Amendementer gekuckt hunn, net nëmmen déi vum Statsrot, mä och déi vun deene verschiddenen Organisatiounen, déi hir Avisen ofginn hunn, an deenen ech vun hei aus och alleguerte wëll Merci soen, well vun deene 16 Avisen, déi komm sinn a wou déi meescht op eng Autosaisine zréckginn, waren der vill derbäi, déi interessant Saache gesot hunn, esou dass déi eng oder déi aner Suggestioun vun deenen dann natierlech och iwwerholl konnt ginn.

D'Haaptdispositioune vun dësem Gesetz: Et muss ee soen, dass dat Gesetz hei geet ëm Immigration légale, dat heescht Séjour an Travail zu Lëtzebuerg, engersäits fir EU-Bierger, fir Bierger aus dem Espace économique européen an aus der Schwäiz, an anerersäits dann och fir déi Bierger aus sougenannten Drëttlänner.

Positiv oder ganz positiv ze bewäerten ass, dass dat Gesetz hei sech contrairement zu deem, wat een aus dem Titel kënnt schléissen, och uwennt - jiddefalls deelweis - op d'Demandeurs d'une protection internationale, fir net nëmmen ze soen d'Réfugiéen, well fir déi sech och dee ganze Volet iwwert d'Réunification familiale applizéiert. Och den HCR, dee par ailleurs sech op verschiddene Punkte kritesch ausgedréckt huet, huet déi Dispositioun particulièrement begréisst.

Eng zweet Haaptsaach zu den Dispositions principales ass, dass dat Gesetz hei wéi all Gesetz am Normalen no dräi Méint no der Publikatioun en vigueur ass. Den éischten Dag vum éischte Mount, deen no der Publikatioun kënnt, ass et esou wäit.

Dat heescht an anere Wierder, an ech adresséiere mech do un déi Leit, déi hannert mer sëtzen: Wa mer gäre wierklech hätten, dass dat Gesetz hei soll den 1. September a Kraaft trieden, da misst dat Gesetz dëse Mount nach publizéiert ginn.

Ech weess net, wiem seng Responsabilitéit dat ass, mä et wier schéin, wa mir eis net eleng heibanne schrecklech hu missen tommelen, gradesou wéi de Statsrot, fir am Fong déi Transpositioun vun den Direktiven elo nach virun der Summerpaus kënne virzehuelen.

Deen drëtte Punkt ass eng Disposition transitoire am Gesetz, déi seet, dass, wann d'Gesetz en vigueur ass, dat heescht normalerweis 1. September oder Oktober, da wäert et esou sinn, dass déi Demanden, déi elo nach ënnerwee sinn, no deem neie Gesetz behandelt ginn.

Dat ass ënner anerem am Avis vun der Commission consultative des droits de l'Homme beanstant ginn, well do gesot gëtt, dat wier eng Application rétroactive. Dat ass et natierlech net. Et ass eng Application immédiate, a contrairement zu deem, wat nach an deemselwechten Avis stoung, gëtt et déi Application de la loi la plus favorable nëmmen en matière pénale. Mir sinn awer hei a Matière administrative. Dat ass also, ob et engem passt oder net passt, eng Saach, déi vum juristesche Standpunkt aus jiddefalls net ze beanstanden ass.

Komme mer dann zu den Dispositioune vum Fong, déi an dësem Gesetz stinn. An zwar - an elo hunn ech eng Säit verluer...

(Interruption)

Éischtens, wéi ginn d'EU-Bierger behandelt an der Zukunft?

Wa se bis dräi Méint kommen aus engem aneren EU-Land, brauche se am Fong just eng valabel Carte d'identité oder e valabele Pass. Wa se méi wéi dräi Méint wëllen heihinner kommen - an dat ass eppes Neies, also ech mengen, dass dat wierklech och derwäert ass, ënnerstrach ze ginn -, da geet et net duer, dass se beweisen, dass se Europäer sinn, mä se musse beweisen, dass se Ressources propres hunn, fir ze évitéieren, dass, wat bis elo leider ganz oft passéiert ass, Lëtzebuerg op eemol EU-Bierger hei erëmfonnt huet, déi net à même waren, hiren eegenen Ënnerhalt ze finanzéieren.

Am Fong ass dat heiten och eng Dispositioun fir deem - wéi soll ee soen? - sozialen Tourismus eventuell Anhalt ze gebidden. Dat heescht, si kënne wuel heihinner kommen, si kënnen op Besuch kommen, si kënne circuléieren, mä hei etabléiere kënne se sech nëmmen, wa se hir Ressourcen hunn, wa se eng Krankekeess hunn, wa se eventuell eng Aktivitéit hunn, déi hinnen et erlaabt, hiren eegenen Ënnerhalt ze verdéngen, oder et sief dann, dass se an enger Schoul ugemellt ginn.

Zënter dem 1. Januar 2008 ass déi sougenannte Friemekaart ofgeschaaft ginn, an domadder am Fong eppes opgehale ginn, wat wierklech fir all EU-Bierger hei zu Lëtzebuerg äusserst lästeg war. Net nëmme sinn déi Enquêtë fir den Etablissement vun deene Kaarten do lästeg gewiescht, mä all puer Joer si se erneiert ginn, sinn déiselwecht Saache gefrot ginn, déiselwecht falsch Nimm vun de Kanner répétéiert ginn an Ähnleches. Während, wann dat Gesetz hei en vigueur ass, et keng Friemekaart méi gëtt - et ass am Fong och elo schonn esou -, an d'Europäer am Fong keng speziell Pabeiere méi brauchen. Si brauche sech just, wa se méi wéi dräi Méint hei sinn, an d'Gemeng umellen ze goen, do, wou se wunnen, an da kënne se e Récépissé kréie vun där Umeldung. Dee Récépissé beweist dann, dass se regulär hei zu Lëtzebuerg sinn.

Eng Fro stellt sech doriwwer eraus - se huet näischt mam Immigratiounsgesetz ze dinn -, an zwar déi, dass engersäits europäesch Matbierger zu Lëtzebuerg also keng legal Méiglechkeete méi hunn, eng Carte d'identité ze kréien, an an hire Länner och net méi ugemellt sinn. Dat ass datselwecht mat deene Lëtzebuerger, déi am Ausland residéieren, déi och zu Lëtzebuerg keng Carte d'identité méi kënne kréien.

Duerfir ass eng Fro, déi ech par personne interposée iwwert de Minister Schmit wollt weiderginn un den Innenminister: Wier et net interessant, sech ze iwwerleeën, ob et innerhalb vun Europa méiglech wier, den EU-Bierger an engem Land, dat net hiert eegent ass, eng Zort Carte d'identité de résident ze ginn, well se déi am Fong nëmme kënne kréien an deem Land, wou se wunnen, fir déi Leit net ze obligéieren, dauernd mat hirem Pass an der Täsch dorëmmer ze circuléieren?

Fir zréckzekommen op d'EU-Bierger u sech: Also, si kréie keng Carte de séjour méi, si kréien no fënnef Joer, wou se hei sinn, de façon ininterrompue a geleeëntlech och no manner Joren, en Droit de séjour permanent, deen hinne vill Avantagë gëtt par rapport zur Législation sociale, dee se schützt géint d'Expulsiounen, Eloignementer, etc.

An da gëtt et an deemselwechte Gesetz nach e ganz wichtegt Kapitel iwwert d'Familljemembere vun den EU-Bierger a wéi dës Familljememberen ënner wat fir enge Konditioune kënnen zu Lëtzebuerg en tant que tels akzeptéiert ginn. Dat ass fir d'europäesch Matbierger den Artikel 12 an deen huet zwee Deeler.

Deen éischten Deel seet, wie Familljemember ass. Dat ass éischtens de Conjoint, dat heescht, deen, mat deem den EU-Bierger bestuet ass, an zweetens, esou wéi dat libelléiert ass, e Partenaire, dee verbonnen ass mam EU-Bierger, deen zu Lëtzebuerg etabléiert ass an deem säi Partenariat d'Haaptkonditioune vun eisem Gesetz iwwert de Partenariat civil erfëllt.

Dat ass natierlech eng relativ restriktiv Dispositioun, well et déi Zort Partenariat, wéi mir dat hunn, natierlech an Drëttlänner iwwerhaapt net gëtt an an Europa relativ wéineg.

Doriwwer eraus kënnen och verschidden Ascendanten, dat heescht d'Elteren am éischte Grad, op Lëtzebuerg als Familljemembere kommen. Exceptionnellement - an dat seet den zweeten Deel vum Artikel 12 - kann de Minister och décidéieren, dass eng personne à charge oder ayant fait partie du ménage kann als Familljemember op Lëtzebuerg kommen; dat heescht ouni mussen nozeweisen, dass et e PACS oder e Partenariat civil an iergendenger Form gëtt. E muss natierlech noweisen, dass et eng Vie commune war, dass eventuell gemeinsam Kanner do waren oder Ähnleches.

Dee leschten Artikel an dësem Kapitel seet och, dass d'Familljememberen, esou wéi se fir d'europäesch Matbierger gëllen, och fir d'Lëtzebuerger gëllen. Well d'Lëtzebuerger sinn zwar och EU-Bierger, mä si sinn net amgaang sech an der EU ze déplacéieren an duerfir ware se heiansdo a verschiddenen Décisioune par rapport zu engem aneren EU-Bierger an hirem eegene Land defavoriséiert. Duerfir ass et interessant, dass dës Dispositioun an dësem Kontext och preziséiert gëtt.

Deen zweeten Deel vum Gesetz geet iwwert de Séjour vu Leit aus Drëttstaten, an do ass dat Interessantst ze soe sécherlech dat, dass et an Zukunft nëmme méi ee Pabeier gëtt fir déi Leit aus Drëttstaten, ee Permis de séjour, wou automatesch - oder och net, jee no Fall - de Permis de travail, den Titre de travail drunhänkt.

An engem éischte Stadium geet et duer, dass Leit aus Drëttlänner e Pass hunn an eventuell e Visa, dass se net „interdit d'entrée au pays" sinn, dass se net am Système d'information Schengen drastinn, dass se bereet sinn, den Objet vun hirem Séjour ze deklaréieren an, wa se wëlle méi laang bleiwe wéi dräi Méint, eege Ressourcen hunn. Bis dräi Méint geet et duer, dass se eng Prise en charge hu vun engem Lëtzebuerger oder engem EU-Bierger, deen zu Lëtzebuerg wunnt. Eng Prise en charge, déi awer elo esou preziséiert an esou detailléiert ass, dass et an Zukunft net méi wäert esou oft zu enger Prise en charge kommen, wéi dat elo de Fall war.

Den Artikel 4 vum Gesetz seet nämlech, dass eng Prise en charge muss minimum fir ee ganzt Joer gemaach ginn, dass se gëllt vis-à-vis vum Stat fir all Fraisë vum Séjour, vun der Santé, vum Retour an dass déi Prise en charge muss duerch eng op enger Gemeng legaliséiert Ënnerschréft signéiert ginn. Dat sinn also alles Saachen, déi e bësse méi staark sinn, wéi dat bis elo de Fall war, an déi och sécherlech wäerten derzou bäidroen, dass et net méi onbedéngt zu esou villen an heiansdo fiktive Prises en charge wäert kommen.

Schaffe kann de Ressortissant aus engem Drëttstat nëmmen dann, wann en eng Autorisatioun huet, an déi steet also dann op deemselwechte Pabeier. Interessant ass, dass et bis dräi Méint Leit gëtt, déi aus Drëttstate kënnen op Lëtzebuerg ouni Autorisatioun schaffe kommen; dat si Forainen, Artisten, Geschäftsleit, Leit, déi Foiren oder Salonë maachen an Ähnleches.

Bis dräi Méint geet eng Deklaratioun op der Gemeng, déi an deenen dräi Deeg no der Arrivée muss gemaach ginn, souwéi déi Copie de déclaration duer. Dat ass am Fong de Bewäis, dass dee Mënsch aus dem Drëttstat regulär am Land ass.

Et ass jo am Fong och eng normal Saach, dass et muss méiglech si festzestellen zu engem Moment x, wéi vill Leit an à quel titre an engem Land circuléieren. Duerfir ass et och esou, dass d'EU-Bierger, wa se méi wéi dräi Méint hei wëlle bleiwen, sech sollen an hirer Gemeng enregistréieren, sief et nëmme fir d'Volkszählung oder aner Operatiounen, Sondagen, fir all Moment jiddefalls ze wëssen, wien am Land à quel titre ass.

Et bleift also esou, dass déi Kaart - Carte d'identité de résident luxembourgeois pour les résidents qui ne peuvent pas régulièrement avoir une carte d'immigration -, déi een aus engem Drëttstat kritt, wann en eng Aarbechtsgenehmegung kritt, eng eenzeg Kaart ass, déi et vun der Prozedur a vum Fong aus vill méi einfach mécht, wéi dat bis elo de Fall war, mat deene verschiddenen Type vun Aarbechtsgenehmegungen.

Et gëtt sécherlech net méi restriktiv, well éischtens d'Prozedur geännert gëtt. Et ass net méi de Patron, deen d'Aarbechtsgenehmegung muss ufroen, mä deejéinegen, deen se gär hätt, freet se un an e muss beweisen a soen, dass en déi Qualifications requises huet. E muss e Contrat de travail virweise fir e Posten, deen och op der ADEM deklaréiert ass.

Dat heescht, dass d'Préférence communautaire weider wäert spillen a wann e wëllt op Zäit heibleiwen, muss en och weisen, dass en en adaptéierte Logement huet; a wat dorënner ze verstoen ass, ass an engem Règlement grand-ducal fixéiert.

D'Prozedur ass esou, dass déi éischt Autorisatioun ausgestallt gëtt fir ee Joer a scho während deem éischte Joer kann en de Patron wiesselen; wat bis elo nach net méiglech war; wat de Mann oder d'Fra also manner ofhängeg mécht vun deem éischte Patron wou e schafft. Déi zweet Autorisation de travail - oder deen zweeten Titre de travail - gëllt fir zwee Joer an e kann da schonn de Secteur wiesselen. Déi drëtt Autorisatioun kritt e fir dräi Joer an e kann dann de Secteur an d'Professioun wiesselen. Dat heescht, no dräi Joer ass dee Mënsch aus den Drëttstate fräi fir e Beruff, deen em passt a fir deen e qualifizéiert ass - wéi och ëmmer en ass -, deen zu Lëtzebuerg auszeüben.

Eng Exceptioun oder eng Vereinfachung gëtt et doriwwer eraus nach fir d'Travailleuren, déi hautement qualifié sinn. Wat ass en Travailleur hautement qualifié? Een, deen eng Ausbildung huet an dee mindestens, dem Règlement grand-ducal no, véiermol de Mindestloun vun engem Travailleur non qualifié verdéngt.

De Mënsch aus den Drëttstate kritt net wéi deen aus der EU e Statut de permanent, mä e ka Résident de longue durée ginn. Den Intérêt dovunner ass deeselwechte wéi bei den EU-Bierger; d'Konditioune sinn d'selwecht wéi bei deem anere Statut fir d'EU-Bierger; e muss fënnef Joer am Land sinn.

Awer et ass wichteg fir an deem Kontext ze soen, dass déi Zäit, déi d'Studenten am Land verbréngen, nëmme fir d'Halschecht vun der Zäit zielt, an dass déi Zäit, déi d'Demandeurs d'asile oder d'Demandeurs de protection subsidiaire hei verbréngen, net mat a Kont geholl gëtt, well déi Zäit, déi si hei verbréngen, essentiellement eng prekär ass an et awer esou ass, och wa se déi Zäit net illegal am Land sinn, dass se net e Statut fixe oder régulier hunn.

Duerfir ass et leider esou, dass déi Zäit hinnen net kann ugerechent gi fir de Résident de longue durée. Wéinst deene laange Procédures d'asile riskéiere mer och zu Lëtzebuerg relativ vill Leit ze kréien, déi op eemol vun engem Statut essentiellement provisoire op e Résident de longue durée géife kommen. Dat war sécherlech net gewënscht; eng vun deenen Ursaachen also vun dëser Dispositioun.

Et gëtt nach aner Statuten; ech wëll net weider op déi agoen.

Ausser dem Travailleur, dat heescht een, dee fir e Patron schafft, gëtt et e spezielle Statut fir en Travailleur indépendant. Dee muss net nëmmen déi néideg Qualifikatioun an och déi néideg Autorisatiounen oder Breveten hunn; e muss och beweisen, dass en déi néideg Ressourcen huet fir zu Lëtzebuerg eng eege Firma opzemaachen. An zwar fir ze évitéieren, dass Aarbechter, déi déboutéiert gi vun hirer Genehmegung, fir zu Lëtzebuerg kënnen als Travailleur ze schaffen, sech als Travailleur indépendant ausginn, am Fong just fir kënne regulär an Europa opzetrieden, ouni dass hir Aktivitéit vun engem Intérêt fir si selwer oder awer fir d'Ekonomie vum Land ass.

Duerfir gëtt et och eng Commission consultative an dësem Gesetz. Déi kontrolléiert, ob déi Konditiounen, déi hei opgezielt sinn, alleguerten erfëllt sinn. Wann dat de Fall ass a wann dee betraffenen Untragssteller e Logement huet, da kann e fir dräi Joer maximum eng Autorisatioun als Indépendant kréien.

Da gëtt et och, mä doriwwer wëll ech kee Wuert soen, e spezielle Statut fir Sportler an hir Trainer. Do hu mer Spezialisten an eiser Kommissioun, déi ouni Zweifel dat Néidegst zu deem Thema wäerte soen.

En drëtte Statut ass dee fir Élèven, Studenten, Stagiairen, Volontairen, etc. An ech mengen, dass et do wierklech interessant ass, e bësselche méi den Detail ze kucken. Déi jonk Kanner oder déi jonk Leit musse kommen a si mussen ageschriwwe sinn an engem Etablissement, normalerweis fir Studenten an engem Établissement supérieur agréé. Si mussen, wa se net groussjähreg sinn, eng Autorisation parentale hunn, si musse Ressources suffisantes hu fir hire Séjour, hir Santé an de Retour a si brauchen eng Assurance maladie.

Wat net an dësem Text drasteet, mä wat awer an aneren Texter drasteet, ass, dass se doriwwer eraus nach mussen eng Kautioun déposéiere vun 1.500 Euro d'Joer. Dat ass e relativ seriöe Problem. Ech soen dat elo hei net un d'Adress vun deem Minister, deen hei ass, mä dee ka jo dem Kolleeg aus der Regierung, deen dofir kompetent ass, vläicht weidersoen, dass verschidden Associatiounen, déi sech zu dësem Projet ausgedréckt hunn, och deen Aspekt ugeschwat hunn. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, wa mer vun der Studentenaarbecht a vun den Jobs de vacance ze schwätze kréien.

Interessant ass eng Disposition exclusivement nationale, fir déi och d'Studenten dankbar sinn an déi Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht steet. Dat ass déi Méiglechkeet, fir dass Studenten, déi hir Studien hei ofgeschloss hunn, zwee Joer no hirem Studium hei kënne bleiwen, fir hiren éischten Job hei ze maachen, deen am Zesummenhang soll stoe mat där Formatioun, déi se hanner sech hunn. Duerno solle se erëm déi Kompetenzen, déi se hei erworben hunn, zréck an hir Pays d'origine bréngen, fir och net zu Lëtzebuerg deem Wahn ze frönen, deem a ville Länner gefrönt gëtt, an zwar deem, fir all déi Leit, déi gutt forméiert sinn, probéieren dozehalen an domadder eng Fuite des cerveaux an den Entwécklungslänner ervirzeruffen.

Dës Méiglechkeet ass eng ganz wichteg, an zwar aus e puer Ursaachen. Well se et iwwert dëse Wee och Studenten, deenen hir Studentenzäit nëmmen zur Halschent ugerechent gëtt, méiglech mécht, fir de Statut de longue durée awer eventuell kënnen ze kréien, wa se kënnen zwee Joer hei schaffen, an hinnen et domadder ze erlaben, ouni ze vill Schwieregkeeten heemzegoen an hir Länner, wou se wëlle schaffen, an ze wëssen, dass se duerch de Statut de longue durée eventuell, ouni de ganze Paperassëkrich erëm mussen unzefänken, erëm kënnen zréckkommen. Och dat ass eng Zort Migration circulaire, déi ze begréissen ass. Duerfir wëll ech particulièrement dës Dispositioun an dësem Text ervirsträichen.

Da gëtt et leider och, wéi ee sech et net aneschters konnt erwaarden, gewësse Limitatiounen, fir op Lëtzebuerg eranzekommen an heizebleiwen. Dat sinn déi Artikele ronderëm den Artikel 100. Wat ze soen ass, dat ass, dass et déi Saachen natierlech gëtt, mä dass et an all deene Situatiounen, wou et e Refus gëtt, e Recours gëtt, deen zwar net ëmmer suspensiv ass, deen awer ëmmer d'Méiglechkeet opmécht, e Sursis op d'Exekutioun vun där Décisioun ze froen, op déi ee waart.

Dat heescht also, dass et zwar net ëmmer en Appel gëtt, mä dass et ëmmer eng Méiglechkeet gëtt, e Sursis ze froen, ier eng Décisioun geschwat gëtt, well natierlech soss, wann den Effet net suspensiv ass, an der Praxis de Recours net vill géif déngen. Et ass also esou e Mëtteldéng zwëschent dem Idealfall an der praktescher Nécessitéit, fir d'Leit net ze incitéieren, méiglechst vill Recoursen ze maachen. Well all Recours, dee se géife weider maachen, nach ëmmer suspensiv wier. Well wa se och géife wëssen, dass et zum Schluss géif zu engem Non kommen, hätte se esou vill Zäit nach zu Lëtzebuerg erausgeschonnen, déi weder hinne selwer nach dem Land, wou se sinn, eppes genotzt hätt.

Am Kapitel iwwert d'Limitatioune steet och eppes iwwert d'Compagnies aériennes, déi Sanktioune riskéieren, wa se Leit aus Drëttstate bréngen, déi net hir valabel Reespabeieren hunn. Dann ass och an dësem Kapitel dran, dass Leit, déi ouni valabel Pabeieren ukommen, en attente de leur éloignement - wéi drasteet - kënnen eng Décisioun kréien, wat souguer eng mëndlech Décisioun vum Minister ka sinn, déi zwar muss confirméiert ginn an engem gewëssenen Délai duerno mat engem Ordre de quitter le territoire an déi d'office muss exekutéiert ginn.

Déi ka souguer eventuell assortéiert gi mat enger Interdictioun vum Territoire, wat no enger europäescher Jurisprudenz elo méiglech ass. Déi huet gesot, dass ëmmer dann, wann et eng Gesetzesiwwertriedung gëtt, eng Interdiction de territoire net als duebel Sanktioun, déi am Prinzip verbueden ass, ze considéréieren ass.

Et ass esou, dass déi Délaien, déi do dra waren, gekierzt gi sinn, well och déi Dauer vun där Zäit, déi kann an där Zone d'attente oder am Centre de rétention verbruecht ginn, ëm zwee Drëttel erofgesat ginn ass. Och hei muss ee soen, dass de Sursis op d'Exekutioun vun enger Décisioun, sief et eng Décision orale vum Minister, nach ëmmer méiglech ass.

E Recours en annulation oder en appel ass net suspensiv fir d'Expulsioun. D'Expulsioun, déi eng Mesure administrative ass, déi obligatoresch nëmmen dann ass, wann dee Betraffenen eng Menace fir den Ordre public duerstellt. Et ass evident, dass gewënscht ass, dass déi Mesuren hei, déi sech kënnen als néideg erweisen, mussen esou restriktiv wéi méiglech applizéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat dote war grosso modo de Contenu vun dësem Gesetz. E puer Punkten hunn an dëser ganzer Diskussioun zu méi Diskussioune gefouert wéi anerer. Duerfir wëll ech op déi puer Saachen agoen.

M. le Président.- Madame Rapportrice, Dir musst zwar esou lues zum Schluss kommen.

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Ech hunn zwar nach zéng Minutten, wann ech richteg informéiert sinn. A wann dat net esou ass, da muss ech herno eng Kéier erëmkommen, fir et fäerdeg ze maachen. Et ass just wéi Dir wëllt. Ech hu bis elo de Rapport gemaach. Ech hu 40 Minutten, ass mer gesot ginn.

(Interruption)

M. le Président.- Neen, de Rapporteur huet 30 Minutten an - war gesot ginn an der Conférence des Présidents - eng gewësse Flexibilitéit. Elo sidd Der schonn zéng Minutten doriwwer eraus. Déi gewësse Flexibilitéit…

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Ech sinn elo bei 30 Minutten. Mä ech hu kee Problem…

M. le Président.- Laut dem Tableau, deen annoncéiert: Hei sinn et 30 Minutten, en fait sinn et der 40.

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Ah sou! Här President, ech proposéieren Iech da Folgendes. Dat dote war dat, wat am Gesetz steet. Déi Punkten, déi zu den Diskussioune gefouert hunn, déi kommen ech Iech dann herno zielen en nom personnel. Dat gëtt mer och eng gewëssen Ieleboufräiheet zu deene Punkten. Ech géif dann haut ophalen.

M. le Président.- Madame Err, ech sinn d'accord, fir déi Flexibilitéit, déi d'Conférence des Présidents Iech zougestanen huet, esou wäit auszedehnen, dass Der Är Ausféierunge kënnt fäerdeg maachen, wann d'Chamber domat d'accord ass.

(Assentiment)

Ech gesinn, dat ass de Fall. Duerfir, Madame Err, wann ech gelift, fuert virun.

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Da bleiwen ech bei enger Kéier.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Da kommen ech zu deene puer Punkten - ech probéieren dat dann och elo zesummenzeraffen -, déi diskutéiert a contestéiert gi sinn. Ech wëll da ganz kuerz soen, wéi déi Diskussioune gelaf sinn.

Éischtens, Ressources propres. Ech hu schonn ugekënnegt, dass dat bis elo fir europäesch Matbierger keng Konditioun war an dass dat e sozialen Tourismus mat sech bruecht huet, deen eigentlech kee Land sech leeschte kann. Duerfir ass et wichteg ze wëssen, wat Ressources propres sinn. Et gëtt e Reglement an déi Ressources propres changéiere jee nodeem vu wiem senge Ressources personnelles mer schwätzen.

Am Règlement grand-ducal gëtt gesot, dass ee bis dräi Méint muss kënnen noweisen, dass een d'Moyens de séjour et de retour huet a Form vu Borgeld, Schecken oder vun enger Prise en charge, op déi ech virdru schonn agaange sinn. Iwwert dräi Méint muss een 80% vum Salaire minimum hunn als Ressource propre, a fir de Regroupement familial ass et de Salaire minimum. Fir de Résidant de longue durée ass et den „salaire social minimum suffisant à ses propres besoins et à ceux de la famille", well et jo soll e Regroupement ginn.

Esou dass déi Froen do mat Prezisioun gekläert gi sinn. A well se iwwer Règlement grand-ducal gekläert gi sinn, kënne se natierlech dann och, wann et néideg wier, relativ schnell an einfach ugepasst ginn.

Dann hate mer e gréissere Problem mat der Aarbecht vun de Studenten. E Student zu Lëtzebuerg brauch anscheinend - jiddefalls um Pabeier; et muss nach ee mer erweisen, wéi dat an der Praxis soll méiglech sinn - 700 Euro de Mount, dovunner 350 Euro fir de Loyer an 350 Euro fir de ganze Rescht; dat heescht, fir ze liewen, Bicher, etc.

Eischtens ass et zu Lëtzebuerg, wann een net op der Uni ass, praktesch onméiglech oder schwéier jiddefalls, e Logement ze fanne fir 350 Euro de Mount. Da gëtt gesot, 350 Euro fir de Mount an da kann e Student, wann e méritant ass, nach 3.500 Euro d'Joer als Bourse kréien. 3.500 dividéiert duerch zwielef - well bei Studenten, déi wierklech aus Drëttstate kommen, kann een net duerch zéng dividéieren, well déi ginn och de Summer net onbedéngt heem, well se d'Moyenen net hunn -, dat sinn 290 Euro. Dat si 640 Euro, wa se d'Bourse kréien. An d'Bourse kritt een nëmmen, wann een en Élève méritant ass.

Duerfir fannen ech wierklech, dass dat heiten net ganz realistesch ass. Ech fannen et net realistesch, fir ënnert deene Konditiounen de Studenten e Maximum - an nach iwwerhaapt net dat éischt Joer - vun zéng Stonnen d'Woch ze erlaben; ausser de Vakanzen, wou se kënne 40 Stonne schaffen, wéi mer gëschter ugekënnegt kritt hunn, mat engem Contrat à durée déterminée; wat och net dat Gielt vum Ee ass. Ee Contrat à durée déterminée, deen theoretesch och ënnert deeneselwechte Parteien normalerweis nëmmen eemol ka renouvelléiert ginn, deen also d'Studenten, déi am Joer wëlle schaffen, an d'Patronen, dozou féiert, all zweet Joer wéinstens de Patron respektiv den Aarbechter ze wiesselen. All dat gëtt mir dat Gefill, dass net gewënscht ass, hei Leit op der Uni ze hunn, déi sech et net absolut kënne leeschten, zu Lëtzebuerg ze liewen.

Ech fannen dat bedauerlech, well eng international Uni ass och op eng kulturell Differenz vun hire Studenten ugewisen. An ech si perséinlech ganz sensibel op déi heite Fro, well ech och net studéiert hätt, wann ech net d'Méiglechkeet gehat hätt, während mengem Studium ze schaffen. Ech mengen, och mat zéng Stonnen d'Woch wier et bei mir deemools schonn net duergaangen. Haut ass dat net aneschters.

Wa mer dann nach kucken, dass déiselwecht Studenten aus den Drëttstaten och nach sollen eng Kautioun déposéieren, da mengen ech misst ee sech wéinstens iwwerleeën, en attendant, dass d'Studenten en général kéinten eng Bourse kréien an en général kéinten e Prêt à taux préférentiel kréien, wéinstens fir déi Studenten aus den Drëttstaten, besonnesch dann, wa se aus deene Länner kommen, déi eis Zillänner sinn. Et kéint ee virgesinn, deene Studenten e Cadeau ze maachen oder hinnen déi Sue vun hirer Kautioun fir hir Liewenskäschtendeckung zur Verfügung ze stellen.

Ech denken och, dass et richteg ass, fir ze soen, Studente kommen, fir ze studéieren, an dat solle se och maachen. Mä fir dass se dat kënne maachen, musse se sech dat och kënne leeschten. Duerfir ass dat e bëssen en zweeschneidegt Schwäert. Besonnesch wann ee weess, dass Studenten op der Uni jo awer Erwuessener sinn a jo ofchecke kënne missten, wat si sech selwer kënnen zoumudden, wéi laang se kënne schaffe goen, fir hir Examen awer nach ze packen.

Och wann et anerersäits kloer ass, dass dat heite keen zweete Wee soll ginn, fir Leit erakommen ze loossen, déi mat enger Studentekaart ouni Autorisatioun an ouni Préférence communautaire zu Lëtzebuerg schaffen an eventuell dann herno kënnen noweisen, dass se e Recht hunn, zu Lëtzebuerg ze bleiwen an eng Aarbechtsgenehmegung ze kréien.

Ech mengen, dass et Mëttelweeër misst ginn. Den Aarbechtsminister huet jo versprach, dass hien am Kader vun där Direktiv, déi nach komme soll, e Calcul gemaach huet, wou dat heite géif preziséiert ginn, an huet och versprach, dass hien no zwee Joer géif eng Evaluatioun maachen, fir ze kucken, ob déi Stonnenzuel do soll gehuewe ginn, esou dass een da mat dësem Kompromëss muss liewe kënne während där Zäit.

Wéi allerdéngs déi Studenten an deem éischte Joer, deenen zwee Semesteren iwwert d'Ronne kommen, déi keng Bourse kréien an déi keng Suen hunn, dat ass mer e Rätsel. Déi hu mer op jidde Fall da fir Lëtzebuerg scho verluer, an och dat, mengen ech, ass eigentlech ze bedaueren.

En zweete Punkt, deen diskutéiert ginn ass, war de Regroupement familial. Do muss ee soen, dass et favorabel ass, dass dee Regroupement familial och zielt fir d'Bénéficiaires d'une protection internationale. Dat ass sécherlech ganz positiv.

Wat schwiereg nozevollzéien ass, dat ass, dass mer e puer Definitiounen hu vun deem, wat e Membre de famille ass. E Membre de famille an d'Latitudë fir e Regroupement familial si verschidden, jee nodeem ob et sech ëm en EU-Bierger oder ëm en Drëttstaatler handelt.

Den HCR an och d'Commission consultative des droits de l'Homme erklären alle béid, an och aner Organisatiounen, déi sech dozou ausgedréckt hunn an hiren Avisen, soen, d'Base vun dësem Artikel ass natierlech den Artikel 8 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun, deen den Droit au respect de la vie privée et familiale et de son domicile et de sa correspondance feststellt.

Deen Droit, deen e Mënscherecht ass, ass menger Meenung no en Droit, deen een net kann aneschters applizéieren, jee nodeem wéi de Statut vun engem Bierger zu Lëtzebuerg ass.

Or, eist Gesetz mécht dat, an ech wëll Iech erkläre wéisou. Eist Gesetz definéiert am Artikel 12, wie Familljemember vun engem EU-Bierger ass. Dat ass de Conjoint, de Partenaire, deen d'Konditioune vun eisem Gesetz iwwert de Partenariat erfëllt, an dann eng zweet Rubrik Personne à charge oder qui a fait partie du ménage ou dont le citoyen européen doit s'occuper pour des raisons de santé.

An deene Fäll kann de Minister also och, wann eng Koppel, déi net offiziell gebonnen ass, zesummegelieft huet an eventuell Kanner huet, eng Exceptioun maachen, wann hie Beweiser kritt, dass déi Leit zesummegelieft hunn, dass se Kanner hunn, etc.

Dat ass eppes, woumadder ee ka liewen, wa mer dovunner ausginn, dass een deen Text hei favorabel interpretéiert.

Dat gëtt awer vill méi schwiereg, wa mer da bei de Ressortissanten aus den Drëttstate sinn. Dozou seet den Artikel 70 interessanterweis: den éischte Conjoint majeur. Dat ass fir ze évitéieren, dass Drëttstaatler sech mat Leit bestueden, déi net groussjähreg sinn, sous prétexte fir se eranzebréngen. Dat ass alles verständlech.

Da geet et och ëm nëmmen ee Conjoint vun engem, deen hei ass. Wann e polygam wier, dat ass jo eng Fro, déi eise Kolleeg Henckes ëmmer staark beschäftegt huet, kéint en awer ëmmer nëmmen ee Conjoint matbréngen, mä d'Kanner alleguerten, dat kënnen der méi sinn, mä mer sinn awer nach ëmmer prinzipiegetrei. Eventuell kënnen d'Ascendanten och vun engem Regroupement familial bénéficiéieren.

Et kann een eventuell e Regroupement familial refuséieren, wann een nettement d'Gefill huet, dass et e Mariage war, dee just concluréiert ginn ass, fir eben e Familljemember an Europa eranzebréngen.

Hei ass keng Exceptioun vum Minister virgesi fir déi Leit, déi zesummegelieft hunn an déi keng offiziell enregistréiert Relatioun haten. Et gëtt just eng Méiglechkeet iwwert den Artikel 78, dat ass d'Autorisation pour raison d'ordre privé. Déi huet awer den Nodeel, dass se zwar op déi Leit gemënzt ass, déi mat deem Drëttstaatler, dee regulär zu Lëtzebuerg wunnt, zesumme waren, mä si mussen dee Moment awer theoretesch jiddefalls Ressources suffisantes noweisen. An dat ass fir Leit, déi aus Drëttstate kommen, sécherlech heiansdo eng Quadrature du cercle.

Dat, wat gutt dorun ass, dat ass, dass den Artikel 78.2 preziséiert, dass déi Ressources suffisantes net onbedéngt Ressources personnelles musse sinn, sou dass een doduerjer kënnt unhuelen, dass en Drëttstaatler, deen hei residéiert an de Salaire minimum huet, genuch Ressourcen huet, fir de Conjoint aus deem anere Land kënnen op eege Käschte mat op Lëtzebuerg ze bréngen.

Wann dat esou ass, da kann een och heimadder liewen, mä eigentlech ass et nach ëmmer keng Ursaach, fir e Mënscherecht aneschters unzewenden an aneschters ze interpretéieren, jee nodeem ob et sech ëm europäesch Matbierger oder ëm Drëttstaatler handelt.

Dat soen ech net eleng. Dat soen an anere Wierder och den HCR, Rosa Lëtzebuerg, d'Commission consultative des droits de l'Homme, d'Chambre du Travail, d'ASTI, de Conseil national des étrangers, etc.

Ech géif lech duerfir ze iwwerleeë ginn, obschonn dat elo an dësem Stadium net méiglech war, fir déi Saachen unzepassen, well ech fannen, dass et wierklech schued wier, mat deene Progrèsen, déi mer duerch dëst Gesetz maachen, eng Jurisprudenz um europäesche Plang ze riskéieren, wou mer duerch déi Schwächt do, duerch déi mer d'Direktiv iwwert de Regroupement familial net ganz korrekt ëmsetzen, géifen eng schlecht Zensur kréien, während d'Gesetz en général vun enger ganz positiver Teneur ass.

Personnellement, wéi de Statsrot iwwregens och, bedaueren ech dat. D'Majoritéit war enger anerer Meenung an der Kommissioun, esou dass déi Fro do provisoresch gekläert ass.

Ech kommen domadder dann zum Schluss, Här President. Ganz, ganz kuerz: Iwwert d'Amendementer ass net ganz vill ze soen. De Statsrot hat a sengem éischten Avis eng Reserv zum Artikel 41 iwwert de Secret médical. Mir hunn dat ugeholl.

De Statsrot hat och eng formell Oppositioun zum Artikel 149, d'Amende forfaitaire vu Patronen, déi Leit beschäftegen, déi illegal am Land wieren. Och do huet d'Kommissioun de Considératioune vum Statsrot Rechnung gedroen.

Mir hu selwer dunn Amendementer proposéiert, an de Statsrot war praktesch mat alle Saachen d'accord, ausser zwee Detailer, op déi ech net wëll agoen, well et technesch a relativ lästeg ze erklären ass.

Ech wëll mech duerfir dorop limitéieren, zur Konklusioun dräi Saachen ze soen. Dat Gesetz hei huet enorm Avantagen, éischtens, well et eng Approche globale mécht, well et net nëmmen zur Immigratioun schwätzt, mä och zur Integratioun, och wann dee Volet an engem anere Gesetz entre-temps steet an an engem Spezialgesetz soll komplettéiert ginn; well et zweetens Transparenz a Recoursen erabréngt an en Domän, wou bis elo alles relativ flou war, op Basis vu Reglementer a Praxissen, déi een net ëmmer konnt genee novollzéien; well et drëttens e Gesetz ass, wat eng Simplificatioun vun de Paperassë bréngt a méi eng grouss Mobilitéit vun den Aarbechter duerch de Fait, dass et nëmme méi een Titre hei gëtt.

Et huet virun allem och fir d'Studenten en enormen Avantage, doduerch, dass se net méi, wa se wëlle schaffe goen, enger Préférence communautaire ënnerworf sinn, well se keng Autorisation de travail brauchen, och dann, wann déi Zäit, déi se däerfe schaffen, net déi ass, déi mer eis gewënscht hätten.

D'Ressources propres, mengen ech, muss een - och wann dat engem net ëmmer passt - och als Avantage gesinn, well den Tourisme social ass eppes, wat kee Land sech op d'Längt ka leeschten.

Duerfir denken ech, dass dat Gesetz hei e ganz positive Schrëtt ass, an ech wëll duerfir jiddferengem recommandéieren, dat Gesetz och ze stëmmen.

Ech wëll net vergiessen, jiddferengem Merci ze soen: de Kolleegen aus der Kommissioun, déi stonnelaang bereet waren, deen Text do ze analyséieren; de Kolleegen aus der Chamber, mä och den Experte vum Ministère, déi stonnelaang op Froe geäntwert hunn, déi fir si wahrscheinlech scho laang evident waren, ouni sech ze beschwéieren iwwert de President, deen an deene laangen Diskussiounen an der Kommissioun liicht d'Gedold verluer huet; der Madame Barra, déi endlos Tableaue gemaach huet mat Avisen an déi eis domadder am Fong Weekendsaarbechten terribel verkierzt huet; a virun allem och menger Mataarbechterin, dem Melanie Troian, déi mer ganz vill gehollef huet bei deem heite Rapport.

No deene Mercien, déi ech lass gi sinn, Här President, bleift mir just nach dräi Saachen hei ze déposéieren: zwou Motiounen an eng Resolutioun.

Ech fänke mat där éischter Motioun un; dat ass déi, déi ech schonn ugeschwat hunn, an zwar déi iwwert d'Codificatioun vun allen Texter, déi mat de Migranten zesummenhänken. An deen zweeten Text, eng Resolutioun an eng Motioun, wou ech engersäits d'Regierung an anererséits d'Chamber selwer opfuerderen, alles dat ze maachen, wat noutwendeg ass, fir déi Dispositioune vun dësem komplizéierte Gesetz un d'Leit ze kréien, déi concernéiert sinn, un d'Patronen, déi musse wëssen, wéi d'Regele muer sinn.

Contrairement zu allen anere Gesetzer, wou d'Informatioun eigentlech och misst ëmmer am Detail geschéien, hu mer hei eng Obligatioun duerch d'Direktiv, duerch déi mer am Fong vu verschiddene Leit, déi Avisë gemaach hunn, gefrot gi si fir eng Dispositioun an d'Gesetz ze maachen.

Mir hunn dat net gemaach. Mir sinn awer der Meenung, dass mer mat dëser Motioun a mat der Resolutioun eisen Obligatiounen, déi d'Direktiv eis gëtt, zurechtkommen a jiddferee muss dann dat maachen, wat him dozou zur Aarbecht usteet. Dat bedeit leider, Här President, dass mer, wann dat Gesetz do soll de September a Kraaft trieden, nach eng Décisioun vum Büro zu dëser Fro brauchen, ier mer an d'Vakanz ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant la prise en considération de la problématique de la migration dans sa totalité dans le projet de loi sur l'immigration;

- considérant que cette approche globale se traduit par le regroupement dans un seul texte des dispositions concernant aussi bien l'entrée et le séjour que l'emploi et le regroupement familial;

- estimant que le projet de loi complète utilement la loi du 5 mai 2006 concernant le droit d'asile et les formes complémentaires de protection;

- considérant que la future loi sur l'immigration ne contribuera à un meilleur vivre-ensemble entre Luxembourgeois et non Luxembourgeois que si elle est complétée par les futures lois portant sur la nationalité et sur l'intégration;

- s'attendant à ce que la législation luxembourgeoise sur l'immigration soit sous peu complétée par d'autres directives européennes;

invite le Gouvernement

- à codifier tous les textes en rapport avec les migrations, de manière à augmenter la lisibilité de la législation luxembourgeoise en la matière.

(s.) Lydie Err, Xavier Bettel, Félix Braz, Ben Fayot, Laurent Mosar.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- saluant l'adoption du projet de loi sur l'immigration qui, par la transparence qu'il apporte à notre législation en la matière, constitue une nette amélioration par rapport à la situation actuelle;

- constatant qu'il s'agit d'un texte complexe;

invite le Gouvernement

- à saisir l'occasion de l'entrée en vigueur de la loi pour informer dûment le public concerné tel que prévu par l'article 34 de la directive 2004/38 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres.

(s.) Lydie Err, Xavier Bettel, Félix Braz, Ben Fayot, Laurent Mosar.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- saluant l'adoption du projet de loi sur l'immigration qui, par la transparence qu'il apporte à notre législation en la matière, constitue une nette amélioration par rapport à la situation actuelle;

- constatant qu'il s'agit d'un texte complexe;

décide

- de saisir l'occasion de l'entrée en vigueur de la loi pour informer dûment le public concerné tel que prévu par l'article 34 de la directive 2004/38 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres.

(s.) Lydie Err, Xavier Bettel, Félix Braz, Ben Fayot, Laurent Mosar.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. Da fänke mer u mat der Diskussioun iwwert de Projet. Fir d'éischt den honorabelen Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass also d'Chamber befaasst mat dem Gesetzesprojet iwwert d'Immigratioun, deen d'Gesetz vum 28. Mäerz 1972 iwwert d'Entrée an den Openthalt vun den Auslänner soll ersetzen. Méi wéi 36 Joer huet dat bis haut nach aktuellt Auslännergesetz also um Bockel.

An der Zwëschenzäit huet allerdéngs d'Situatioun vun der Immigratioun weltwäit, awer ganz besonnesch an Europa an och domadder zu Lëtzebuerg fundamental changéiert. Ëmmer méi Leit schaffen a liewen net méi an hirem ursprüngleche Geburtsland.

Déi international Mobilitéit ass dann och eng wesentlech Facette vun der Mondialisatioun. Si stellt sécherlech eng grouss Chance fir all Gesellschaften duer, ënnert der Konditioun, datt dës Gesellschaften dës international Mobilitéit op engem wirtschaftlechen an och soziale Plang géréiert kréien.

D'Virdeeler vun der Immigratioun fir eist Land leien op der Hand: e méi performante Wirtschaftswuesstum, eng besser Nohaltegkeet vun eise Gesondheets- a Pensiounsregimer, eng manner schnell Iwweralterung vun eiser Bevölkerung.

Dee permanente Wirtschaftswuesstum, op deen eist Land an deene leschte Jorzéngten zréckkucke kann, an déi domadder verbonnen Avancen am Sozialberäich sinn zréckzeféieren, op där enger Säit, op déi wirtschaftlech Ouverture vun eisem Land, mä op där anerer Säit op d'Immigratioun, ouni déi mer sécherlech haut net esou exzellent géifen dostoen.

D'Immigratioun ass eng Gesellschaftsfro, well se eng ganz Rei vu Beräicher beréiert wéi d'Wirtschaft, den Aarbechtsmaart, d'Educatioun an d'Recherche; fir nëmmen déi wichtegst hei opzezielen.

Fir datt dës Immigratioun réusséiert, ass et eminent wichteg, datt se sech an e Gesamtkontext vu sozialer Kohesioun aschreift.

Wann ech vu sozialer Kohesioun schwätzen, da fir ze ënnersträichen, datt d'Gesetz iwwert d'Immigratioun en éischt wichtegt Element vun engem gesamte Puzzle ass, an op där anerer Säit d'Gesetz vun der Nationalitéit an dat iwwert d'Integratioun och dozougehéieren.

Ech mengen duerfir, datt et wichteg ass, datt een dës dräi Gesetzer an e Gesamtkontext setzt, deen eist Land fit mécht fir d'21. Jorhonnert.

Europa brauch Immigratioun a Lëtzebuerg brauch besonnesch dës Immigratioun, a sief et nëmme fir eis demographesch Defiziter opzefänken. Dee Projet, dee mer de Mëtteg hei diskutéieren, ass duerfir fir eist Land vun allergréisster Bedeitung.

Här President, erlaabt mer am Ufank vu mengen Ausféierungen e grousse Merci ze riichten un eis Rapporteuse, d'Madame Lydie Err, déi hei mat deem vun hir gewinnten Engagement a Sachkenntnis eis net nëmmen en exzellente schréftlechen, mä awer och mëndleche Rapport ofgeliwwert huet, deen a sech eng komplett Beschreiwung vun där voluminöser Problematik vun der Immigratioun mécht.

Erlaabt mer awer och, Här President, eng ganz kleng Kritik un der Madame Err. Ech hu gesot, ech hu ganz staark hire mëndlechen an hire schréftleche Rapport appréciéiert. Ech muss allerdéngs soen, datt se e bësselche staark iwwerzunn huet an hirer Zäit. Et ass net dat, wat mech stéiert. Wat mech hei e bësselche gestéiert huet, dat ass, datt se do eng perséinlech Appréciatioun an haaptsächlech perséinlech Kritiken iwwer verschidden Dispositioune vun deem Projet de loi gemaach huet. An ech mengen, dat ass nu manifestement net an der Roll vun engem Rapporteur. De Rapporteur soll sech dorobber limitéieren, eng allgemeng Beschreiwung vun der parlamentarescher Aarbecht an der Kommissioun ze maachen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Mäi Merci geet awer och, Här President, un déi aner Kolleeginnen a Kolleegen aus der zoustänneger Kommissioun, a ganz besonnesch un hire President, de Kolleeg Ben Fayot, dee mat vun him gewinntener Akribie a grousser Gedold déi net ëmmer einfach Diskussioune presidéiert huet an et ëmmer erëm fäerdeg bruecht huet, d'Kolleeginnen an d'Kolleegen op dat Wesentlecht zréckzeféieren, wat, wéi gesot, net ëmmer einfach war.

E leschte Merci geet dann awer och vu menger Säit aus un d'Sekretärin vun der Kommissioun, d'Madame Barra, déi eng Herkulesaarbecht hei geleescht huet, esou wéi d'Regierungsvertrieder, d'Madame Ecker an den Här Wagner, déi mat vill Sachkenntnis awer och Gedold ëmmer erëm op d'Froe vun der Kommissioun geäntwert hunn.

Ech wëll awer an deene Mercien net den zoustännege Minister, den Här Schmit vergiessen, deen och ëmmer erëm à la disposition vun de Kolleegen aus der Kommissioun war an och ëmmer ganz positiv op Propositioune geäntwert huet, déi em gemaach gi sinn.

Här President, am Ufank vu mengen Ausféierunge wéilt ech awer nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, datt d'Diskussioun iwwert d'Immigratioun u sech lancéiert ginn ass vun engem Rapport vu mengem exzellente Fraktiounskolleeg, dem Marcel Glesener, deen a sengem Rapport eng Rei vu Propositiounen deemools scho gemaach huet, déi sech och an dësem Projet de loi erëmfannen.

De Projet, dee mer haut hei diskutéieren, soll also eisem Land eng modern a kohärent Immigratiounslégislatioun ginn. Et geet hei, wéi schonn d'Madame Rapporteuse dat ënnerstrach huet, virun allem drëm, eng Rei vun europäeschen Direktiven ëmzesetzen an op där anerer Säit awer och eng besser Äntwert op déi verschidden Immigratiounstypen ze ginn, wéi dat am Moment am aktuelle Gesetz de Fall ass.

Virun allem soll dëst Gesetz d'fräi Circulatioun vun de Bierger vun der Europäescher Unioun erliichteren, op där anerer Säit awer och eng Ouverture op d'Leit aus Drëttlänner maachen.

Derniewent soll et dann elo och an Zukunft méi einfach gi fir auslännesch Entreprisen, sech hei nidderzeloosse respektiv Leit, déi einfach nëmme wëlle vu fir si méi steierlech gënschtegem Ëmfeld hei zu Lëtzebuerg profitéieren. D'Prozedure gi vereinfacht an et gëtt an Zukunft och nëmme méi eng Autorisatioun, well de Permis de travail an d'Autorisation de séjour fir Salariéen aus Drëttlänner fusionéieren.

D'Vereinfachung vun dëse Prozeduren ass dann och eent vun den Haaptobjektiver vun dësem Gesetz, wat ech besonnesch hei wëll ënnersträichen, well déi Prozeduren, wéi se am Moment fonctionnéieren, net nëmme vill ze vill laang daueren, mä haaptsächlech äußerst schwéierfälleg sinn. Allerdéngs wäerten dës Prozeduren an Zukunft nëmme verkierzt ginn, wann och den zoustännegen Integratiounsministère sech déi

noutwendeg Personalmoyenë gëtt, fir op déi sécherlech grouss Zuel vun Ufroen ze reagéieren.

Ech hunn am Moment d'Gefill - an dat ass sécherlech guer keng Kritik un deene Leit, déi am Moment an deem Ministère schaffen, well déi leeschten eng exzellent Aarbecht -, datt dëse Ministère ënnerbesat ass. Eis Suerg ass, datt dëse Ministère esou organiséiert gëtt, datt déi Dossieren an enger räsonnabeler Zäit kënnen instruéiert ginn. Ech wär och frou, wann den zoustännege Minister a senger Interventioun eis herno géif e bësselchen duerleeën, wéi eventuell d'Organisatioun och vum Ministère wäert nach organiséiert ginn.

En anere Punkt, dee mir Suerge mécht, ass, datt dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, net onbedéngt ganz verständlech ass, an dat souguer fir d'Spezialisten, wéi mer dat ëmmer erëm während eise Sitzungen an der zoustänneger Kommissioun konnte feststellen.

Wann allerdéngs, Här President, schonn d'Spezialiste Problemer mat der Interpretatioun vun deem engen oder aneren Artikel hunn, esou muss ee sech dach d'Fro stellen, wéi déi Normalstierflech sech sollen an dësem Text erëmfannen, ouni d'Ënnerstëtzung vu Spezialisten. Mir géifen duerfir virschloen, datt den zoustännege Ministère esou schnell wéi méiglech eng Broschür a verschiddene Sprooche géif erausginn, déi op méiglechst einfach Manéier déi verschidde Prozedure géif erklären an deenen interesséierte Leit och de Wee géif weisen, wéi se musse virgoen, wa se an Zukunft eng Demande fir eng Openthaltsgenehmegung wëlle maachen.

Ech denken hei net nëmmen un déi direkt concernéiert Matbierger, mä och un déi ganz vill Patronen, déi mat Ongedold op dëst Gesetz waarden an déi am Ufank sécherlech wäerten hir Problemer hunn, sech an deem relativ oniwwersiichtlechen Text erëmzefannen. Mir wäerten och aus deem Grond souwuel d'Motioun wéi d'Resolutioun vun der Madame Lydie Err matdroen, well mer et effektiv wichteg fannen, datt eng gréisstméiglech Informatioun souwuel um Niveau vum Ministère wéi vun der Chamber hei wäert gemaach ginn.

Här President, no dëse méi allgemenge Bemierkungen erlaabt mer dann elo méi punktuell op verschidden Aspekter vum Projet anzegoen. Ech wäert dat relativ an enger kuerzgefaasster Form kënne maachen, well d'Madame Err an engem ganz extensive schréftlechen an och mëndleche Rapport op déi wesentlech Aspekter vun deem Projet agaangen ass. Ech wäert och duerfir net weider op d'Openthaltsgenehmegung vun de Bierger aus der Europäescher Unioun agoen.

Här President, ech wëll dann elo fir d'éischt op d'Autorisation de séjour fir déi Leit agoen, déi an eist Land wëlle schaffe kommen. Dëst Kapitel ass vläicht souguer d'Häerzstéck vun dësem Projet, well et eisem Land erlaabt, a verschiddene Secteuren, wou et quasiment onméiglech ginn ass, nach Leit aus der Groussregioun oder aus der Europäescher Unioun ze rekrutéieren, dann och elo kënnen an Zukunft ausserhalb vun dëser Unioun sichen ze goen.

Mir begréissen duerfir och, datt hei d'Prozedur wesentlech vereinfacht gëtt, an datt an Zukunft de Salarié aus engem Drëttland just nach brauch eng Openthaltsgenehmegung a kee Permis de travail méi unzefroen. Ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, datt dat net heescht, datt an Zukunft Aarbechtskräften aus Drëttlänner de Lëtzebuerger oder den Auslänner, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, d'Aarbechtsplaz géifen ewechhuelen. Mä nach bleift hei d'communautär Preferenz integral bestoen. Dat heescht, datt fir all Aarbechtsplaz, déi op ass, de Lëtzebuerger oder den EU-Auslänner Preferenz kritt virum Net-EU-Auslänner.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt een de Bierger dat ëmmer erëm erkläert, fir net déi falsch Impressioun opkommen ze loossen, elo géife mer ausserhalb vun den europäesche Grenzen och nach Aarbechtskräfte siche goen, déi eisen Aarbechtslose géife Plazen ewechhuelen. Derbäi kënnt, datt all Demande vun engem Bierger ausserhalb vun der Europäescher Unioun muss fir d'éischt vun enger konsultativer Kommissioun gepréift ginn, déi dann och heiriwwer en Avis un den zoustännege Minister mécht.

Ech wëll nach drop opmierksam maachen, datt den Artikel 42 a sengem Paragraph 3 virgesäit, datt et méiglech ass hei a verschiddene Beruffssparten, déi Problemer hunn um Niveau vum Rekrutement, eng rapid Prozedur ze maachen, laut där et noutwendeg ass, en Avis vun där Commission consultative anzehuelen.

Eng vun den Neierungen ass och, datt de Salarié an Zukunft kann de Patron changéieren. Allerdéngs muss hien an där Professioun bleiwen, fir déi hien eng Openthaltsgenehmegung kritt huet.

Schlussendlech ass an dësem Kontext och nach eng Kéier ervirzesträichen, datt den Artikel 45 eng méi schnell administrativ Prozedur virgesäit fir d'Travailleurs hautement qualifiés. Domat anticipéiert hien och schonn déi europäesch Direktiv iwwert d'Aféierung vun enger sougenannter „bloer europäescher Kaart".

Eng Kritik, déi een hei kann äusseren an déi sech och schonn am Avis vun der Chambre de Commerce erëmfënnt, ass, datt bei de sougenannten „Personnes hautement qualifiées" de Poste de responsabilité, dee se solle bekleeden, net genau definéiert ass. Allerdéngs muss een och unerkennen, dass een do der zoustänneger Kommissioun respektiv dem Minister muss e gewësse Spillraum loossen, fir kënnen eng Décisioun ze huelen.

Här President, erlaabt mer dann och an dësem Kontext op d'Kategorie vun de Sportler anzegoen, déi an Zukunft also wäerten eng spezifesch Kategorie duerstellen, déi jo och ënner ganz speziell Konditioune wäerte falen.

Fir d'éischt wëll ech am Numm vu menger Fraktioun begréissen, datt mer an dësem Gesetz déi Situatioun vun de Sportler, déi bis elo méi wéi flou war, endlech op eng korrekt a prezis Manéier regelen. An Zukunft wäerten also d'Traineren an d'Sportler deeneselwechte Bedéngungen ënnerworf ginn, wéi all Salarié aus iergendwéi engem anere Secteur.

Och wa mer mat dëser Regelung ee fir allemol d'Situatioun vun de Sportler regelen, esou erlaabt mer dach op zwee Problemer opmierksam ze maachen, déi sech riskéieren an Zukunft ze stellen.

Éischtens brauchen dës Sportler jo net wéi aner Salariéë fir d'éischt hir Demande mussen aviséiert kréie vun der Commission consultative, mä hiren Dossier gëtt ouni esou en Avis direkt vum Minister tranchéiert. Hei stellt sech d'Fro, ob de Gläichheetsprinzip vun all Salarié net a Fro gestallt gëtt, well mer jo fir de Rescht d'Sportler ganz genau behandele wéi all aner Salariéen. Hei muss een hannerfroen, wéi e Geriicht eventuell géif tranchéieren, wann iergendeen anere Salarié wéinst dëser Dispositioun kloe kënnt. Ze hoffen ass, datt d'Geriicht dann net d'Berechtegung vun der Commission consultative fir Salariéen a Fro stellt, wat dann zu enger méi wéi verwurrelter Situatioun géif féieren.

Eng zweet Observatioun ass, wa mer d'Sportler gläichsetze mat all deenen anere Salariéen, dann heescht dat am Prakteschen, datt an Zukunft d'Sportsveräiner déi onbesate Plaze vun Traineren a Spiller am Prinzip beim Aarbechtsamt mussen umellen. Ech wär frou, wann den zoustännege Minister eis vläicht duerno géif erklären, wéi dat an der Praxis elo soll fonctionnéieren, och wa mer alleguerte wëssen, datt et sech sécherlech hei net ëm e puer honnert Persounen handelt, mä nëmmen ëm vereenzelt Sportler, déi iwwert dëse Wee eng Openthaltsgenehmegung an eisem Land kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn dann zu mengem nächste Punkt, deen och fir Diskussiounen - an d'Madame Rapporteuse huet et scho gesot - gesuergt huet, nämlech dee vun der Familljenzesummeféierung. Dëse Punkt ass wéi verschidden aner Punkten ee vun deenen, wou d'Regierung décidéiert huet, méi wäit wéi den Text vun der Direktiv ze goen, andeem se an där Familljenzesummeféierung Leit mat aschléisst, déi e Partenariat mat engem EU-Bierger agaange sinn, allerdéngs ënnert deene Bedéngungen an Oplagen, wéi se eist Partenariatsgesetz virgesäit.

Op dësem Punkt ass dann och d'Direktiv an deenen aneren europäesche Memberlänner ënnerschiddlech ëmgesat ginn. Esou ass zum Beispill a Frankräich de Partenariat ganz erausgeholl ginn, während en zum Beispill an der Belsch ënnert d'Familljenzesummeféierung fält.

Meng Fraktioun an ech selwer ënnerstëtzen d'Bestriewe vun der Regierung, um Niveau vun der Familljenzesummeféierung déi Bierger, déi sech an engem Partenariat befannen, mat deene gläichzesetzen, déi bestuet sinn. Allerdéngs - an dat gëllt souwuel fir d'Bestietnis wéi fir de Partenariat - ass et wichteg, datt hei vum zoustännege Minister Riedele virgeschuewe ginn, fir Abusen ze évitéieren. Besonnesch beim Partenariat besteet nämlech de Risiko, datt Leit nëmmen esou eng Partenariatsbezéiung aginn, fir kënnen an de Genoss vun enger Openthaltsgenehmegung ze kommen, an déi esou schnell wéi méiglech dës erëm opléisen, wa se dann am Besëtz vun där Genehmegung sinn.

Fir eis ass et duerfir och wichteg a mir begréissen, datt de Justizminister e Projet de loi iwwert de Mariage blanc wëllt déposéieren, a mir wären och frou, wann an dësem Projet de loi net nëmmen de Mariage blanc, mä och de Partenariat blanc géif mat ageschloss ginn. Hei muss een och wëssen, datt an deenen nächste Méint wäert eng ganz grouss Responsabilitéit op d'Officiers vum Etat civil zoukommen, déi dann och heiansdo mussen tranchéieren, ob et sech do vläicht nëmmen ëm esou e Partenariat oder e Mariage blanc handelt.

En anere Punkt, op deen ech wëll agoen, ass deen, wat d'Zesummeféierung vu Kanner bei een Elterendeel virgesäit. Hei ass et fir mech onerlässlech, datt garantéiert ass, datt dat Gesetz oder dat Uerteel, wat d'Garde vun engem oder méi Kanner organiséiert, och hei zu Lëtzebuerg respektéiert gëtt. Dës Konditioun ass dann och explizit am Text virgesinn.

Allerdéngs muss ee sech bewosst ginn, datt et net ëmmer wäert einfach erauszefanne sinn, wien dann elo déi Garde vun deem Kand huet. Dëst ass elo schonn net evident um Niveau vun der Europäescher Unioun, an et wäert sécherlech nach vill méi komplizéiert ginn um Niveau vu Kanner aus Drëttlänner.

Souwuel bei deem éischte wéi och bei deem zweete Punkt, deen ech ugeschnidden hunn, ass et also wichteg, datt hei déi zoustänneg Fonctionnairen, déi herno déi Dossiere wäerten traitéieren, och mat deem néidege Fangerspëtzegefill wäerte virgoen.

Här President, erlaabt mer dann nach e Wuert ze soen iwwert d'Openthaltsgenehmegungen, a ganz besonnesch iwwert d'Aarbechtsméiglechkeete fir Studenten.

D'Uni Lëtzebuerg soll a muss d'multikulturellt Bild vun der lëtzebuergescher Gesellschaft erëmspigelen. Duerfir ass et wichteg, datt se an hirer Diversitéit opbleift fir Studenten aus der ganzer Welt, an datt een deene Studenten d'Méiglechkeet gëtt, hir Studien zumindest zu engem Deel iwwer hir Aarbecht ze finanzéieren. Mir haten eng länger Diskussioun an der zoustänneger Kommissioun mam Aarbechtsminister François Biltgen iwwert déi virgeschloen zéng Stonne pro Woch, déi e Student an Zukunft däerf schaffen. Hei huet den Aarbechtsminister net zu Onrecht argumentéiert, datt d'Studië vun de Studente mussen absolut Prioritéit behalen, an d'Aarbecht nëmmen eng accessoire Aktivitéit soll bleiwen.

Dës Argumentatioun, déi richteg ass, muss een awer vläicht e bësselchen nuancéieren, well et einfach Studente gëtt, déi op eng Aarbecht ugewise sinn, an deenen zéng Stonne manifestement net duer ginn, fir hiert Liewen hei zu Lëtzebuerg ze finanzéieren. Ech muss Iech och soen, datt meng perséinlech Erfahrung, wéi ech Student war, éischter déi war, datt déi Studenten, déi niewent hire Studien nach geschafft hunn, am Regelfall nach besser Resultater opzeweisen haten, wéi Vollzäitstudenten.

Ech begréissen duerfir och - Madame Err, ech mengen do waart Dir gëschter wahrscheinlech net déi ganzen Zäit am Plenum - d'Ouverture vum Minister Biltgen, fir éischtens déi auslännesch Studenten ze autoriséieren, während de Vakanze voll ze schaffen an d'Zuel op 15 Stonnen eropzesetzen, soubal déi europäesch Direktiv a Kraaft getrueden ass. An deem Sënn, Här Bettel, hu mer jo net méi spéit wéi gëschter, an Dir hutt dat jo matgemaach, eng Motioun gestëmmt, déi an déi Richtung geet, déi vu mengem honorabele Kolleeg Lucien Thiel erabruecht ginn ass, esou datt ech déi Opreegung, ganz besonnesch vun der Madame Rapporteuse, doriwwer net verstinn.

» **M. le Président**.- D'Madame Err wëllt d'Wuert hunn. Si wäert eng Fro stellen.

» **Mme Lydie Err** *(LSAP), rapporteuse*.- Ech mengen et ass falsch, wat den Här Mosar hei seet. Well dat, wat de Minister gesot huet, huet hien och bei eis an der Kommissioun scho gesot. An zwar wann dat neit Gesetz kënnt, da wäert et méiglech ginn, déi Zuel vun de Stonnen, déi d'Studente kënne schaffen, net op de Mount ze berechnen, mä op d'Joer. Wann een et dann op d'Joer ausrechent, da géif een op eng Moyenne vu 15 Stonne kommen, étant entendu datt et 40 Stonnen an de Vakanze sinn, awer nëmmen zéng während der Studentenzäit. No Ären eegenen Aussoe misst dat also och fir lech eng Solutioun sinn, déi lech keng Satisfaktioun gëtt.

» **M. Laurent Mosar** *(CSV)*.- Dat ass net richteg, Madame Err. Dir hutt net ganz genau nogelauschtert. Dir hutt et gesot, an ech mengen, et ass och dat, wat an der Motioun steet, datt, wann déi europäesch Direktiv an den nächste Méint transposéiert gëtt, et wäert méiglech sinn, an Zukunft d'Studente bis 15 Stonnen d'Woch kënne schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Openthaltsgenehmegung fir Entreprisen, awer och fir eenzel Persounen, ass fir meng Fraktioun a fir mech selwer e wichtegt Element vun dësem Gesetzesprojet. Zu dëser Kategorie zielen och d'Chercheuren, well et absolut noutwendeg ass, eise Standuert méi attraktiv fir Chercheuren aus Drëttlänner ze maachen. Ech wëll hei och nach eng Kéier un d'Objektiver, déi den europäesche Conseil vu Barcelona 2002 fixéiert hat, nämlech 3% vum PIB an d'Recherche ze investéieren, erënneren. Fir Lëtzebuerg bedeit dat, datt mer vu sechs op zéng Fuerscher mussen eropgoen, op 1.000 Aarbechtsplazen. Do huet eist Land also sécherlech nach e gréisseren Nohuelbedarf.

Mir begréissen also, datt an Zukunft Persounen iwwert de Wee vun enger Gesellschaft oder awer och am perséinlechen Numm sech hei kënnen zu Lëtzebuerg nidderloossen, fir eng Aktivitéit auszeüben, déi eisem Land och eng Plus-value soll bréngen. Hei ass et ähnlech wéi beim Travailleur salarié virgesinn, datt eng Commission consultative soll en Avis doriwwer ofginn, ob déi Aktivitéiten och déi wirtschaftlech, sozial a kulturell Interesse vun eisem Land respektéieren an ob dës Gesellschaft an Aktivitéiten och wirtschaftlech iwwerliewensfäeg sinn.

Mir fannen et gutt, datt esou eng Kommissioun en Avis soll ginn. Allerdéngs, an dat gëllt net nëmme fir dëse Volet vum Gesetz, ass et wichteg, datt d'Prozedur sech net an d'Längt zitt an datt déi interesséiert Leit esou schnell wéi méiglech eng Äntwert kënne vum zoustännege Minister erwaarden. Iwwergrousse Formalismus ass hei sécherlech falsch op der Plaz.

Här President, erlaabt mer dann och nach eng Bemierkung zu deene Leit, déi keng Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg wëllen ausüben, mä déi nëmmen heihinner komme fir eventuell vum fiskaleschen Ëmfeld ze profitéieren oder ganz eleng vun hire perséinleche Ressourcen an eisem Land wëlle liewen oder iwwerliewen. Op dësem Punkt hate mer eng länger Diskussioun, well eiser Meenung no deen ursprénglechen Text net prezis genuch war.

Mir begréissen duerfir och, datt den Text elo preziséiert ginn ass, wat dann och bedeit, datt et an Zukunft net ausgeschloss ass, datt Leit, déi wëllen an eist Land kommen, well se vun hiren eegene Ressourcë kënne liewen, awer och eng oder méi Aktivitéite kënnen hunn, déi sech allerdéngs mussen op d'Gestioun vun hirem Verméige limitéieren. Ech mengen, datt dës Prezisioun wichteg ass, well ech mer net virstelle kann, datt déi Zort vu Leit, déi mer hei wëllen unzéien, sech wäerten domadder zefridde ginn, just nëmmen hei op Lëtzebuerg ze kommen, fir hir Pensioun ze genéissen, mä deenen et virun allem drëm geet, hiert Verméige vun eisem Land aus ze géréieren a vun engem fir si fiskalesch positiven Ëmfeld kënnen ze profitéieren.

Dës Dispositiounen, déi zesumme mat deenen interesséierte Kreesser vun eiser Finanz- a Bankeplaz ausgeschafft gi sinn, wäerten eiser Meenung no zu der Attraktivitéit vun eisem Wirtschaftsstanduert bäidroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi den Zoufall et esou wëllt, huet dëser Deeg den europäesche Conseil JAI den europäeschen Immigratiouns- an Asylpakt zu Cannes diskutéiert, wou déi grouss Objektiver vun der franséischer Présidence an dësem Beräich virgestallt gi sinn. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt den Traité vu Lissabon jo virgesäit, datt all déi Décisiounen, déi mat Immigratioun ze dinn hunn, kënne mat qualifizéierter Majoritéit geholl ginn. Doduerch, datt dësen Traité leider net direkt kann a Kraaft trieden, wäerten also dës Décisiounen um Niveau vun der Immigratiounspolitik weider der Unanimitéit ënnerleien, zumindest fir de Moment, wat sécherlech net wäert dozou bäidroen, datt hei grouss Progrèsen ze erwaarde sinn.

Erlaabt mer vläicht vun der Geleeënheet ze profitéieren, fir kuerz op déi Haaptobjektiver vun dësem Immigratiounspakt anzegoen. Éischtens geet et elo drëm, déi legal Immi-

gratioun ze organiséieren a gläichzäiteg net méi op d'Prozedur vu massive Regularisatiounen zréckzegräifen. Zweetens sollen d'Ofschiebungsprozeduren tëschent deene verschiddene Memberstate strukturéiert a koordinéiert ginn. Drëttens sollen d'Grenze besser geschützt ginn. Véiertens soll et zu engem Europa vum Asyl kommen, a fënneftens soll schlussendlech de solidareschen Développement favoriséiert ginn.

Mir kënnen als CSV-Fraktioun all dës Objektiver deelen, déi fir eis och an déi richteg Direktioun ginn. Allerdéngs - an do kënnt dann och direkt mäi Bémol - muss ech da feststellen, datt d'Realitéit nach deelweis wäit vun dësen ambitiéisen Ziler ewech ass. Wann een zum Beispill déi verschidde Kritäre kuckt, fir an engem Land an der Europäescher Unioun eng Openthaltsgenehmegung ze kréien, esou stellt ee fest, datt d'Konditioune substanziell vu Land zu Land änneren. Mir sinn also hei nach ganz wäit vun enger gemeinsamer Immigratiounspolitik ewech.

Ech wëll dann hei och op ee Punkt ze schwätze kommen, dee mech frappéiert huet, Här Minister, wéi ech mech op meng Interventioun vun haut virbereet hunn. Nämlech de Punkt vum Sproochentest, deen an enger ganzer Rei vu Länner gefrot gëtt. Mir hu jo am Moment eng méi intensiv Diskussioun iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch am Kontext vum Gesetz iwwert d'Nationalitéit. Mir hunn, an ech mengen zu Recht, awer dovun ofgesinn, an dësem Projet de loi, dee mer de Mëtteg hei diskutéieren, esou eng Sproocheklausel an eisem Immigratiounsgesetz virzegesinn, well mer eben hei zu Lëtzebuerg e komplett atypeschen Aarbechtsmaart um Niveau vun de Sproochen hunn.

Allerdéngs muss ee wëssen, datt esou e Sproochentest an ëmmer méi europäesche Länner gefrot gëtt fir déi Immigranten, déi wëllen eng Openthaltsgenehmegung kréien. Esou en Test ass zum Beispill virgesinn an England, an Holland, an Däitschland an a Frankräich. An Dänemark geet et souguer esou wäit, datt ee muss fléissend Englesch schwätze kënnen, fir an de Genoss vun enger Aarbechtsgenehmegung ze kommen. Fir all dës Länner, Här President, ass also d'Sprooch e ganz wichtegen Integratiounskritär, dat och ganz besonnesch um Niveau vum Aarbechtsmaart.

Här President, ech hunn et virdru gesot, et géif kee Sënn maachen, datt mer elo géifen e Sproochentest an eist Immigratiounsgesetz festschreiwen. Allerdéngs, an dat wëll ech och am Numm vu menger Fraktioun betounen, ass et fir eis absolut wesentlech, datt een deenen zukünftegen Immigranten, aus der Europäescher Unioun oder ausserhalb vun der Europäescher Unioun, d'Méiglechkeet gëtt, eis Mammesprooch ze léieren. Duerfir kann ech och net oft genuch ënnersträichen, wéi wichteg d'Aféiere vun engem Congé linguistique ass. Mir mussen alles ënnerhuelen, fir déi Bierger, déi an eist Land wëlle kommen, fir hei ze schaffen, hei ze liewen, ze encouragéieren, eis Sprooch esou schnell wéi méiglech ze léieren. Nëmmen dann, Här President, wäert d'Integratioun vun dëse Leit och fonctionnéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zum Schluss. De Projet de loi iwwert d'Immigratioun, kombinéiert mam neien Nationalitéitegesetz a mam Projet iwwert d'Integratioun, preparéiert eist Land op déi grouss wirtschaftlech a sozial Erausfuerderunge vun der Zukunft.

Dës Erausfuerderunge wäerte permanent evoluéieren, an ech sinn duerfir iwwerzeegt, datt mer eis Gesetzer méi schnell a méi regelméisseg mussen un d'Realitéite vum Terrain upassen, esou datt et sécherlech dës Kéier keng 36 Joer méi wäert daueren, ier eng nächst Regierung oder en nächst Parlament dëst Gesetz, wat mer de Mëtteg hei solle stëmmen, erëm muss adaptéieren.

Souwisou sinn ech der Meenung, datt et wichteg ass, datt een en Immigratiounsgesetz regelméisseg op de Leescht hëlt, fir ze kucken, ob et nach ëmmer den Erausfuerderunge vun eiser Wirtschaft an eiser Gesellschaft entsprécht.

Ech hunn et a menger Introduktioun gesot, et gëtt net nëmmen eng Zort vun Immigratioun, et gëtt der vill. An dat Gesetz, wat mer haut hei solle stëmmen, soll Äntwerten op déi verschidden Type vun Immigratioun ginn.

An deem Sënn ass dëst Gesetz och en oppent Gesetz, wat keng Mauer ëm eist Land baut, mä d'Immigratioun esou organiséiert, datt se a geregelte Bunne verleeft, am Aklang mat de Besoinë vun eisem Aarbechtsmaart. An deem Sënn stellt dann och dëse Projet e bal - géif ech soen - perfekten Equiliber tëschent Immigratioun an Integratioun duer, an et ass an deem Sënn och op der Héicht vun deenen Usprëch, déi een un en Awanderungsland wéi Lëtzebuerg kann a muss stellen.

An deem Sënn brëngen ech dann och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech och der Madame Err hei wierklech e ganz éierleche grousse Merci soen an dem Här Fayot och fir déi grouss Gedold, déi si als Parlamentarier haten an dëse sämtleche Kommissiounssitzungen, déi mer haten, an op där anerer Säit dem Här Schmit, dem Här Wagner an der Madame Ecker fir déi Akzeptanz och vu Suggestiounen, vu Kommentaren, déi och vun den Oppositiounssäite komm sinn, wou mer awer all Punkt au cours des réunions diskutéiert hunn a gekuckt hunn, wéi den Text geännert, verbessert, amendéiert an duerno och adoptéiert kéint ginn.

Duerfir wëll ech direkt och schonn am Viraus soen, dass dësen Text och d'Approbatioun vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei kritt. Ech gi mech awer elo nach net sëtzen, Här Minister, ech hunn awer nach e puer Kommentaren ze soen.

Fir d'éischt muss ech awer elo arboréieren zu deem, wat den Här Mosar elo just gesot huet, wou hie geschwat huet vun der Lëtzebuerger Sprooch, vum Congé linquistique. Wann ech op där anerer Säit den Text awer kucken, soe mer, mir bräichten héich performant Leit, déi extra aus dem Ausland géife kommen, a wierklech spezifesche Milieue wéi d'Informatik, déi fir eng kuerz Zäit op Lëtzebuerg sollte kommen, fir e puer Joer, e puer Méint. Da sollen déi elo d'Lëtzebuerger Sprooch léieren?!

Här Mosar, wann et héich Spezialiste sinn, sinn ech gespaant...

(Interruption)

Dir hutt hei vu Congé linguistique geschwat, Dir hutt vun der Lëtzebuerger Sprooch geschwat. Et wonnert mech, dass Der nach net vum Fändel och an deem Kontext geschwat hutt.

(Interruption)

Mä ech wëll op jidde Fall just soen, dass fir mech hei d'Immigratioun op jidde Fall net op deene Plate-bandë soll trëppelen.

Op jidde Fall ass et e ganz wichtegen Text.

Ech soen och dem Här Schmit Merci, dass hien dëse Gesetzesprojet hei déposéiert huet. Et ass en Text - et ass virdru scho gesot ginn - vun 1972. Et war Zäit ginn, dass mer den Text updaten an och kucken, wéi en der Zooss vun haut misst adaptéiert ginn, och au point de vue Recoursen a verschidden Aménagementer.

Firwat Aménagementer wichteg sinn, dofir ginn ech Iech e puer Beispiller. Zu Lëtzebuerg war ëmmer Folgendes de Fall: Wann een eng Autorisation de séjour kritt huet - yuppi -, dann huet ee geduecht, et kéint een och schaffe goen. Neen, esou war et net! Hat een eng Autorisation de séjour, hat een nach ëmmer keng Autorisation de travail.

Hat Dir eng Autorisation de travail, hat Dir nach ëmmer keng Autorisation de séjour. Dat heescht, Dir krut och heiansdo gesot, fir eng Autorisation de travail ze kréien, braucht Dir d'Autorisation de séjour, a fir d'Autorisation de séjour ze kréien, braucht Dir d'Autorisation de travail.

Wann een heibannen et net verstanen huet, gleeft mir, dat ass normal, well d'Leit hunn et och net verstanen. D'Leit hunn no enger Autorisatioun gefrot, dann hu si geduecht, si hätten et gepackt, mä duerfir hate se nach ëmmer net déi aner Autorisatioun. Haut mat deem Text ass et kloer, dass dat eent dat anert op jidde Fall soll mat sech bréngen.

Et muss een awer och soen, dass et e bëssen iwwerraschend ass, wann een deen heiten Text kritt - ech mengen, den Här Minister wäert et och net ëmmer einfach gehat hu mam Koalitiounspartner op deem engen oder anere Punkt -, well mer en aneren Text vun der Familljekommissioun iwwert d'Integratioun hunn, an deem mer dann den „Accueil" vun eisen auslännesche Matbierger hunn.

Ech géif wierklech e viven Appel maachen un déi nächst Parteien, déi an der Koalitioun wäerte sinn, dass mer e richtege Ministère de l'Immigration kréien. Haut hu mer jo am Ministère des Affaires étrangères rattachéiert eng Direction à l'immigration, mä e richtege Ministère sollt sech dann och ëm déi Saache këmmeren, déi haut am Familljeministère sinn.

Et ass net normal, dass e Conseil national des étrangers dann am Ministère de l'Immigration ass, an dann den Accueil, deen elo organiséiert gëtt...

(Interruption)

Gelift?

...bei der Madame Jacobs ass - fir da vun der Persoun vum Minister ze schwätzen. Et sollt en Immigratiounsministère ginn, fir dass dat zesummegesat ka ginn.

Dat ass jo net logesch, wann ech gesot kréien, duer gees de d'Pabeiere maachen an da gees de hei awer d'Suite maachen.

Et wier vill méi logesch, dass ee géif soen, dass e Ministère de l'Immigration et de l'Intégration - dat passt zesummen - do soll si mat enger Persoun, e Minister souguer oder e Statssekretär à temps complet, deen dat géif maachen an dee sech da wierklech och just ëm déi Fro géif këmmeren.

Dir gesitt, an der Stad Lëtzebuerg si mer am Moment iwwer 64% Netlëtzebuerger. Dat heescht, dass dat wierklech net e klengen Detail ass vun eiser Politik.

(Interruption et hilarité)

Also, si lafen awer net op Esch! Si lafen net op Esch!

(Interruption)

Mir hunn op jidde Fall och nach wichteg Punkte virzebréngen, déi, muss ech Iech soen, ech och ganz wichteg fannen, déi hei an deem Text virgesi si ginn, dat ass, virdrun huet d'Madame Rapporteure...

Ech hunn nämlech gefrot, et ass Madame „Rapporteure", well all Orateur seet eppes aneschters, et ass eng Kéier „Rapportrice", eng Kéier „Rapporteuse". Also, et ass Madame „Rapporteure". Ech weess, dass dat zu Lëtzebuerg net ëmmer ganz adequat ass. Ech hunn extra d'Madame Err gefrot an d'Madame Err huet mer gesot, ech soll Madame „Rapporteure" soen, da maachen ech dat och.

M. le Président.- D'Madame Flesch wëllt eng Fro stellen.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, ech wëll just eng Bemierkung maachen: Mir kruten eng Matdeelung vum President vun dësem héijen Haus, an Zukunft sollen d'Nimm, déi Fonctioune beschreiwen, am Genre non marqué gehale ginn, also wär et Rapporteur ouni „e".

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Da Rapporteur ouni „e".

(Interruption)

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Mir hunn déi Informatioune vum Här President.

M. le Président.- Also, Här Bettel, an der geschwatener Sprooch mécht dat do keen Ënnerscheed. Ech géif Iech bieden, weiderzefueren.

Deen „e" do héiert een net.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Wa se fäerdeg sinn, hu mer och nach eng Weihnachtsfra.

(Hilarité)

M. le Président.- Den Här Goerens stellt déi lescht Fro dozou.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Et ass just eng Suggestioun, Här President. Et wier vläicht gutt, wann d'Madame Err an den Här President e Huis clos géife maachen, bis se eens wieren an där doter Fro.

M. le Président.- Am Uschloss un dës Sitzung. Här Bettel, wann ech gelift!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech soen Iech Merci, Här President.

Ech sot, firwat deen Text och wichteg ass, an d'Madame Err, déi fir d'Kommissioun geschwat huet - sou hunn ech och näischt falsch gesot -, huet et och deemools gesot, dat ass, dass de PACS och emol eng Kéier unerkannt gëtt hei zu Lëtzebuerg.

An ech zitéieren hei den Avis vun e puer Associatiounen, dee mer och am Rapport hunn: «Parmi les points principaux, les auteurs soulignent tout d'abord que la future loi est une occasion à ne pas manquer afin d'inclure dans le droit luxembourgeois une reconnaissance des mariages homosexuels et des partenariats étrangers. En incluant clairement dans la définition de membres de la famille à l'article 12 les conjoints homosexuels, la loi ne risque plus d'exclure les conjoints homosexuels, alors qu'elle reconnaît les partenaires comme membre de la famille.»

Ech muss Iech soen, dass ech och frou sinn, dass dat drakomm ass, well dat war eng Onsécherheet fir gläichgeschlechtlech Koppelen oder souguer fir Leit, déi e PACS gemaach haten. Virun allem wann ee weess, dass de 5. Februar 2001 de Claude Meisch an ech selwer eng Question parlementaire un den Här Frieden gestallt haten, fir ze wëssen, ob eng hollännesch Hochzäit hei zu Lëtzebuerg géif unerkannt ginn. Deemools hate mer geäntwert kritt: «...un tel mariage serait considéré comme contraire à notre ordre public.» Dat heescht, do ware mer nach carrément contraire zum Ordre public.

An dann hu mer nach, Här President, en Uerteel vum 3. Oktober 2005, bei deem sech op den Artikel 8 vun der Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales beruff ginn ass, wou gesot ginn ass, dass hei zu Lëtzebuerg - dat war dann och schonn awer déi nei Regierung - e PACS net kéint gemaach gi vu Leit, déi schonn am Ausland bestuet wären, an dass dann och déi Persoun soll d'Land verloossen.

Ech si frou, dass op jidde Fall d'Regierung hir Meenung geännert huet. Ech liesen awer och just nach am Rapport, dass deen Avis, deen ech zitéiert hunn, zu deem Punkt geschriwwe ginn ass vun all deenen Associatiounen - an ech zitéieren déi dann och: Asti, CCPL, FAEL, FNCTTFEL, Fondatioun Caritas, LCGB, OGB-L, de Rosa Lëtzebuerg, SeSoPi-CI, et du Syprolux, CELA, du LUS et de l'UNEL. Déi Meescht hunn dat mat ënnerstëtzt, ausser - wéi drasteet: «La fondation Caritas et le SeSoPi-CI ne souscrivent cependant pas à ce point.»

Ech fannen dat schued. Mä bon! Dat ass hir Meenung. Ça ne m'étonne pas, mä ech wollt dat awer hei soulevéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeem ech gesot hunn, wat awer op jidde Fall wichteg wier, sinn nach verschidde Problemer, déi ech nach gesinn an deem Text. Fir deen een ass den Här Minister hei net zoustänneg, mä mir hate laang Diskussiounen an den Här Mosar huet och schonn doriwwer diskutéiert. Dat ass d'Zuel vun de Stonnen, déi e Student dierf schaffe goen.

Den Här Biltgen brëngt eis selwer en Ziedel mat an d'Kommissioun, wou hien eis seet, zéng Stonne geet net duer. E gëtt eis de Präis vum Loyer, e seet eis wat e Coût de la vie ass an da seet en, mat zéng Stonne geet et awer net duer. Well d'Fro war: Wou ginn dann d'Studenten och wunnen, mat deene Loyeren, déi mer hei zu Lëtzebuerg froen? Da soe mer, ma da komm mir schrauwen et op 15 oder 20 Stonnen erop. Ech weess net, wat den Här Biltgen do dergéint hat, mä all Kéiers war en, wësst Der, also wéi eng Kaz, déi beim Waasser sëtzt. Da seet en, jo, mä do mussen nach europäesch Texter kommen, do muss hei, do muss do.

Ech war frou, dass den Här Thiel, dee jo awer och vun der CSV do an deene Kommissioune war, deen eng vill méi verstänneg Meenung hat, och proposéiert hat, fir op 15 oder 20 Stonnen ze kommen. Ech sinn enttäuscht, dass den Här Thiel sech net a senger Fraktioun duerchgesat kritt huet. Ech sinn iwwerzeegt, Här President, wann et zum Vote komm wär, dass et ganz knapp gi wär fir d'CSV an där doter Fro, well et einfach net logesch ass.

De Minister kënnt eis erklären, dass zéng Stonnen net duergeet, dass se musse méi schaffen, mä dass en awer dergéint ass, dass se méi schaffe ginn. Et huet keen eppes verstanen! Duerno huet en eis eng grouss Rechnung erkläert, an dat ass dat, wat och d'Madame Err virdru richteg gesot huet; en huet eis gesot, ech sinn dann derfir, dass se e bësse méi schaffen, mä dann an der grousser Vakanz.

Sot, déi Leit, wa se schonn d'ganzt Joer schaffen, hu se och e Recht heiansdo op eng Vakanz! Da solle se méi schaffe fir méi Suen ze verdéngen.

Bei deenen Ausgaben, déi den Här Minister eis selwer ginn huet, war emol nach keng Rees derbäi. Dat heescht, déi Leit, wann déi heihi studéiere kommen, dann dierfen déi emol net heemfueren. A wa se dann aus engem Pays tiers kommen, wou se sollen an Afrika oder an Asien zréckfléien, do kascht den Ticket och eppes. A wa se wëllen heemfueren, da misste se awer och kënnen e bësse Geld verdéngen.

Ech muss soulevéieren, et war ganz, ganz richteg, Här President, wat den Här Mosar hei gesot huet, dass ganz oft déi, déi nach niewelaanscht geschafft hunn, ganz gutt Schüler waren an et nach gepackt hunn.

De Minister hat eng aner Meenung an der Kommissioun. De Minister huet eis erkläert, een, dee vill schafft, dee kann net gutt léieren. Den Här Biltgen huet jo zwar Droit studéiert - Madame Loschetter, Dir sot hei, et wier kee gudde Schüler; en huet jo awer seng Studien am Droit gepackt - an ech weess net, ob en niewelaanscht geschafft huet oder net, ob en elo pro domo geschwat huet, mä ech verstinn einfach net, firwat déi Allergie do besteet vis-à-vis vun enger Hausse vun deenen zéng Stonnen.

Ech weess net, vis-à-vis vu wiem e sech do engagéiert huet. Op jidde Fall si mir der Meenung, dass een hei net op zéng Stonne soll bleiwen an erop soll goen op 15 oder 20 Stonnen.

Eng aner Fro, Här President, déi een awer huet - do sinn ech awer net Spezialist, mä mäi Fraktiounskolleeg, den Alex Krieps huet mer gesot, dass beim Contrôle médical a bei der Santé publique de BCG net méi géif gemaach ginn, ausser a Frankräich, a mer den Text aus Frankräich jo kopéiert haten -, dat heescht ob de BCG wierklech nach wichteg wär an d'Rëntgen och fir d'Longen. Hautdësdags géif et en aneren Test ginn, mä frot mech den Numm net. Duerfir erlaabt mer, Här President, dass ech awer dem Minister dat mat op de Wee ginn, dass en dat just kuckt, ier se copy/paste maache mam franséischen Text, ob dat wierklech richteg ass. Et ass keng Kritik, well ech verstinn näischt an där Matière - Dir och net, Här Minister -, mä wann een dat de Spezialisten da kéint mat op de Wee ginn.

Dann nach zwou Saachen, Här President. Déi drëtt Saach, déi elo kënnt, dat ass d'Personal. Well mat deem heiten Text brauch een awer och eng ganz Rëtsch vu Personal. Virun allem d'Police kritt jo vill méi eng grouss Roll am Accueil, zum Beispill um Flughafen, an och déi Fonctionnairen. Dat heescht, ech maache wierklech e waarmen Appel - mir hunn elo gekuckt iwwert déi Texter, déi d'Madame Err proposéiert huet -, dass mer d'Leit sollen informéieren.

Mä fir mech wier et immens wichteg, dass d'Personal och gutt forméiert gëtt, dass d'Personal déi richteg Informatioune kritt, dass d'Personal och bei der Police - ech wëll net nëmme schwätzen elo vun de Statsbeamte vum Ministère, mä och vun der Police - Formatioun kritt; fir den Accueil gëtt dat gemaach.

Geet dat duer fir den Accueil an och fir déi verschidde Froe kënnen ze stellen? Fir mech sinn dat technesch Froen, déi awer duerno um Terrain kënne fir déi eng oder aner Problemer suergen.

Dann nach eng lescht kleng Kritik, Här President, mä et ass awer net fir d'éischt wou ech déi Kritik hei ervirhiewen, dat ass nämlech beim Refus. Wann Der e Refus kritt vum Séjour, dann ass de Recours non suspensif. Dat heescht, ech maachen e Recours, dass ech wëll awer heibleiwen, bei deem ech e Refus kritt hunn, an dann ass deen non suspensif, ausser - et muss ee jo och soen, dat ass virgesinn -, dass een eng Demande à sursis d'exécution kann ufroen, fir dass déi Décisioun net direkt applizéiert gëtt.

Mä bon, de Prinzip ass normalerweis, dass ee Recht huet op e Recours, a wann de Recours soll en Effet suspensif hunn - well stellt Iech emol vir, Dir hutt een aus Afrika, dee kënnt an da kritt e gesot, hei, Dir dierft awer bleiwen, d'Geriicht huet décidéiert, Dir kënnt zu Lëtzebuerg bleiwen: Wie bezilt em seng Rees fir zréckzekommen? Well dee sëtzt dann doënnen an Afrika an dann huet en awer net onbedéngt d'Moyenë fir zréckzekommen. Bezilt de Stat dann, nodeem en décidéiert huet, en zréckzeweisen, an dunn d'Geriichter décidéiert hunn, dass en nees d'Autorisatioun kritt fir heizebleiwen?

Dat ass näischt Dramatesches, mä et soll ee selbstverständlech ëmmer d'Fro stellen, ob e Recours net soll awer suspensif sinn, well d'Leit sollen e Recht hunn, e Recours géint eng Décisioun ze maachen a souguer en double degré de juridiction. Mir hate schonn Diskussioune mam Här Minister doriwwer, duerfir erlaabt mer, dass ech nach eng Kéier déi Fro stellen.

Wéi gesot, Här President, Dir gesitt, d'Demokratesch Partei ass, wa konstruktiv Gesetzer gestëmmt ginn, bereet, déi selbstverständlech matzestëmmen an och e Luef fir de Minister ze hunn. Deen Text geet an déi richteg Richtung. E gëtt vill Kloerheet an deem doten Text a fir eis ass et einfach eng wichteg Etapp.

D'Immigratioun vun '72 ass och net d'Immigratioun vun haut, mä et soll een och net vergiessen, wéi mer haut wunnen, dass mer eis op d'Broscht alleguerte klappen andeem mer soen, mir sinn eent vun deene räichste Länner op der Welt, mä dat ass och duerch d'Immigratioun geschitt. Well Lëtzebuerg wier haut net dat, wat et ass, wa mer déi Immigratioun net gehat hätten.

Mir hu mat der Madame Modert haut de Moien eng Pressekonferenz gehat, wou mer d'Journée des frontaliers haten, wat elo keng Immigratioun ass, mä dat ass eng Main-d'œuvre étrangère, déi awer all Dag hei op Lëtzebuerg schaffe kënnt. A mir sollen och ni vergiessen, dass all dat Wëssen, dat mer aus dem Ausland kréien - ob een am Dag bleift oder méi laang bleift a sech dann och hei installéiert; wat jo dann och deen heiten Text concernéiert -, eng Richesse ass fir eist Land. Mir sollen dat nëmmen net vergiessen a mir sollen ni vergiessen, vu wou mer kommen a wat mer haut sinn.

Gleeft mer et, ouni déi Immigratioun, d'Wëssen, d'Zesummeliewen, wou mer all zesummen eens ginn an déi Échangen hu vu Wëssen a Kultur, wier Lëtzebuerg haut net dat, wat et ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech kann no deenen Ausféierunge vun der Madame Err als Berichterstattung vun dësem Text kuerz sinn iwwert de Fong vun dësem Gesetz.

Ech wëll awer dräi Punkten ervirsträichen, déi mer wichteg schéngen. Och fir déi Aarbecht vun dëser ganzer Legislatur op dem Gebitt vun de Migratiounen, vun dem Zesummeliewe vu verschidden Zorte Leit zu Lëtzebuerg.

Mir hunn an dëser Legislatur e ganze Korpus vu wichtegen Texter ofgestëmmt respektiv nach virun ons leien, déi nach ofzestëmme sinn. Et muss een dat am Ganze kucken, well et awer weist, dass onst Land mat Problemer konfrontéiert ass, wou d'Politik probéiere muss sech eens ze ginn. Ech soen, sech eens ze ginn. An dat ass net ëmmer einfach. Well et Gebidder sinn, wou heiansdo d'Meenunge ganz wäit auseneranerginn. D'Sensibilitéiten och. A wann dës CSV/LSAP-Regierung dat fäerdeg bruecht huet, ass dat och wichteg ze ënnersträichen.

Ech rappeléieren - et ass scho gesot ginn -: Mir hunn en neit Asylgesetz 2006 hei ofgestëmmt, wat ufänkt seng positiv Effeten ze bréngen. Mir sinn amgaangen en neit Integratiounsgesetz - eng Reform vum Gesetz vun 1993 - duerch d'Chamber ze bréngen; d'Gesetz 5825. Et ass sécher ze bedaueren, dass dat net mat dësem Gesetz zesumme konnt gestëmmt ginn.

Ech wëll och drun erënneren, dass mer an onsem Immigratiounsgesetz een Artikel oder zwee, dräi Artikelen iwwert d'Integratioun haten. De Conseil d'État huet ons dozou gefouert fir dat erauszehuelen, mä nach wësse mer, dass Immigratioun an Integratioun zwou Facë si vun engem selwechten Aspekt.

Mir hunn e wichtegt Nationalitéitegesetz ënnerwee - de Projet 5620 -, wat mer no der Vakanz wäerte stëmmen, wat och Neierunge bréngt. Mir hunn och e Wahlgesetz - de Projet 5859 - ënnerwee, wat mer och déposéiert kritt hunn, fir d'Wahlrecht vun Netlëtzebuerger méi accessibel ze maachen, fir déi Prozedure méi flexibel ze maachen.

Mir hunn zwee Gesetzer déposéiert an ënnerwee, de Projet 5874 iwwert d'Assistenz an d'Protektioun vun de Victimë vun der Traite des êtres humains, an de Projet 5860 och iwwert d'Traite des êtres humains. Dat sinn och konnex Problemer zu deem heiten.

Ech wëll och soen, dass mer zwee Gesetzer doleien hunn. Et ass éinescht vun der Sprooch Rieds gaangen. Mir hunn e Gesetz - de 5884 - iwwert den Institut national des langues, wat soll de Sproochenenseignement fir d'Leit, déi zu Lëtzebuerg sinn, ob dat Lëtzebuerger oder Auslänner sinn, méi accessibel maachen. A mir hunn e Projet 5886 iwwert de Congé linguistique, also fir Leit, déi a Betriber schaffen, d'Méiglechkeet ze ginn, Sproochen hei zu Lëtzebuerg ze léieren.

Dat alles gehéiert zu deem Ensembel, mat deem mer ons haut an dësem Gesetz befaassen. Ech muss soen, wa mer déi Gesetzer do an deem Geescht probéieren iwwert d'Bühn ze kréien, wéi mer dat hei bei dësem Immigratiounsgesetz gemaach hunn, dann hu mer um Enn vun der Legislatur e Gesetzeskorpus, deen op wesentleche Gebidder Fortschrëtter bruecht huet.

Sécher - dat wëll ech och nach soen, wat dat Immigratiounsgesetz hei ugeet - ass et e Gesetz mat Kompromësser. Et ass ganz kloer, dass et bei esou engem Gesetz, wéi och bei engem Asylgesetz oder engem Gesetz iwwert d'Nationalitéit, verschidde Meenunge gëtt; déi eng gi méi wäit wéi déi aner. A selbstverständlech gëtt et déi Meenungsverschiddenheeten net nëmmen tëschent Koalitiounspartner; et gëtt se och tëschent deenen eenzelne Fraktiounen insgesamt.

Et geet also drëm, wann ee weider wëllt kommen, fir Kompromësser ze fannen an déi Kompromësser dann och emol ze applizéieren, quitte dass een nach ëmmer kann, wa sech an der Politik eng nei Majoritéit bilt, dorobber zréckkommen. Wichteg ass, dass mer Etappen hunn an dass an deenen Etappe Fortschrëtter geleescht ginn.

Bei dësem Immigratiounsgesetz, dat ass jo elo och scho vun alle Bänke gesot ginn - oder bal alle Bänken; et komme jo nach aner Bänken -, si grouss Fortschrëtter ze verzeechnen. D'Madame Err huet se jo och am Detail duergeluecht.

En zweete Punkt, deen ech wollt hei ënnersträichen, dat ass, dass mer jo wuel an enger nationaler Gesetzgebung sinn, mä mir transposéiere jo, dat ass jo scho gesot ginn, sechs europäesch Direktive vun 2003, 2004, 2005 an och 2007, déi sécher fir d'Behandele vu Matmënschen aus anere Länner an Europa grouss Fortschrëtter mat sech bruecht hunn.

D'Zesummeféierung vu Familljen; den Droit de séjour de longue durée fir Résidenten, déi scho méi laang wéi fënnef Joer an engem Land sinn; d'Manéier wéi mer d'Chercheuren, wéi mer d'Volontairen, d'Studenten an Europa empfänken, sinn Objete vun esou Direktiven. Déi Aarbecht um europäesche Plang geet weider.

Mir wëssen och do, dass et grouss Ënnerscheeder tëschent de Länner gëtt. Wann elo d'franséisch Présidence gëschter e Pacte pour l'immigration presentéiert huet an och dat als grouss Victoire duergeluecht huet, da wësse mer awer, dass et tëschent de Länner grouss Divergenze gëtt. Dofir muss och probéiert ginn, um europäesche Plang weiderzefueren, fir Texter opzestellen. Ech ginn net op den Detail an, mä mir wëssen, dass mer an deenen Texter Unhaltspunkter fannen, fir ons eege Legislatur weiderzeentwéckelen.

Sécher - dat muss ee wëssen - ass et um europäesche Plang, wou mer zu 27 Länner sinn, héchstwahrscheinlech méi schwéier, fir Kompromësser ze fannen, déi fortschrëttlech sinn, wéi um nationale Plang tëschent véier oder fënnef Parteien, mä nach wësse mer, dass besonnesch och d'Kommissioun probéiert, eng Partie Iddië weiderzedreiwen. Dat geet relativ lues.

Et ass gesot ginn: Tampere ass vun 1999. Den Accord vun Tampere, deen iwwerhaapt déi Immigratiounspolitik ugedriwwen huet, ass vun 1999 ënnert der finnescher Présidence an duerno ass deen Aktiounsplang vun Tampere 2004 zu La Haye weiderentwéckelt ginn. Opgrond vun deenen Décisioune vun deene Conseil-européenë sinn awer doropshin net nëmme legislativ Texter komm, mä och zum Beispill e Manuel wéi ee mat Immigréen ëmgeet; Kommunikatiounen, Reflexiounen iwwert d'Immigratioun - an dat ass wichteg -, fir ebe just de Sujet vun der Immigratioun zu engem wesentleche politesche Sujet an Europa ze maachen.

Här President, et ass selbstverständlech nodeem, wat ons Kolleegin Madame Err hei presentéiert huet, dass d'LSAP dësen Text wäert stëmmen. Ech wëll trotzdeem och als President vun der Kommissioun, déi sech mat deem Text do befaasst huet, nach op ee Reproche äntwerten, deen och vum Conseil d'État a vun anere gemaach ginn ass: Dat heite wär en indigeste an e komplext Gesetz.

Ech fannen eigentlech, wann ech d'Struktur kucken, dass et eng relativ kloer Struktur ass. Et ass gesot ginn: d'EU-Bierger engersäits, d'Ressortissants d'États tiers anersäits. Da sinn déi verschidde Kategorië vu Leit opgezielt. Et muss een natierlech, wat déi Kategorien ugeet, och Referenzen op déi allgemeng Artikele maachen.

Et ass also menger Usiicht no keen indigeste Gesetz; et ass e kloert Gesetz. Et muss ee sech allerdéngs e bëssen domat beschäftegen. Dofir hu mer an der Kommission dat ganzt Gesetz dräimol, wann net méi oft, duerchgeholl. Et ass eréischt doduerch, wou d'Deputéierte lues a lues an déi Matière erakomm sinn.

Wa mer drop gehalen hunn, fir dat haut den 9. Juli, also virun der Summervakanz, an net an zwee Méint oder an dräi Méint an d'Plénière ze bréngen, da war dat och eng Ursaach, fir dass déi Deputéierten, déi esou laang drop geschafft hunn a sech esou intensiv domat ofginn hunn, haut an dëser Plénière en connaissance de cause kéinten diskutéieren an dee ganze Sujet net erëm eng Kéier an dräi Méint frësch oprulle missten.

Dofir mengen ech schonn, ass et gutt, dass mer ons deen Timing ginn hunn, dee mer ons gemeinsam ginn hunn, deen e bësse straff war - do sinn ech ganz d'accord -, mä deen awer den Intérêt hat, dass jiddferee komplett an der Matière dran ass. Wien also eppes Gescheites wëllt hei doriwwer soen, dee kann dat ouni Weideres soen, wann hien an der Kommissioun nogelauschtert huet.

Ech wëll och, Här President, mengersäits ville Leit Merci soen, déi un dësem Gesetz matgeschafft hunn.

Dat ass selbstverständlech d'Regierung mat hire ganze Viraarbechten; den delegéierten Ausseminister, den Här Schmit, mat senge Mataarbechter, der Madame Ecker an dem Här Sylvain Wagner.

Och alleguerten deenen Associatiounen, deenen ONGen, der Commission consultative des droits de l'Homme, dem Haut commissariat des réfugiés, déi sech mat deem Text beschäftegt hunn, soe mir Merci fir déi consultativ Avisen, déi se ons ginn hunn, déi ganz wäertvoll waren.

Selbstverständlech wëll ech och der Kommissioun Merci soen, déi vill Gedold a vill Aarbecht hei investéiert huet. D'Madame Err huet et gesot, mir haten heiansdo Sitzunge vun dräi Stonnen d'affilée, fir ebe richteg ze verstoen, ëm wat dass et geet. Och dem Sekretariat, der Madame Barra, wëll ech villmools Merci soen. Si huet eng phantastesch Aarbecht gemaach, fir d'Kommissioun ëmmer op de leschte Stand vun der Diskussioun ze bréngen.

Ech wëll och soen, dass ech déi Motioun, déi freet fir vläicht eng Aart Kodifikatioun vun deenen Texter ze maachen, wa mer dës Legislatur fäerdeg hunn, wichteg fannen, fir dass een all déi verschidden Aspekter kann domat beliichten, an natierlech och, dass mer den Devoir d'information, deen d'Direktiv ons gëtt, als Chamber an och als Regierung maachen.

Dat gesot, Här President, nach eng Kéier: Mir wäerten dëst Gesetz mat grousser Begeeschterung stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wëll och fir d'éischt der Madame Err Merci soen, der Rapportrice, fir hire schréftlechen an hire mëndleche Rapport. Ech kann och ville Leit recommandéieren, dee Rapport ze liesen. Déi, déi am Detail wëlle wëssen, net nëmme wat an deem neie Gesetz elo steet, mä déi och eng Rei Kaderbedéngunge wëlle verstoen, déi wäerten an deem Rapport eng ganz Rei Informatioune fannen, och Zuelematerial iwwert de Phenomeen vun der Migratioun - net nëmmen hei am Land, mä och soss op de Kontinenter -, dee méi e Gesamtbild zeechent an och erlaabt ze verstoen, vu wéi engem Phenomeen mer haut hei schwätzen.

Ech wëll awer trotzdeem e puer Zuelen nach eng Kéier rappeléieren. Ech hunn dat schonn heiansdo hei gemaach, mä ech wäert et nach eng Kéier maachen. Déi Zuelen, déi kennt Dir och. Hei zu Lëtzebuerg liewe mëttlerweil iwwer 40% vun de Leit, déi kee Lëtzebuerger Pass hunn, wouvun der awer vill hei gebuer sinn. Bei der Population active si mëttlerweil 60% vun de Leit, déi daagsiwwer zu Lëtzebuerg sinn, ouni e Lëtzebuerger Pass. Dat ass, wat déi éischt Zuel betrëfft vun de 40% ouni Lëtzebuerger Pass, éischter eng Ausnahm um Planéit, well weltwäit ass de Phenomeen vun der Migratioun e relativ klenge Phenomeen. E betrëfft ronn 200 Millioune Leit, dat mécht ongeféier 3% vun der Weltbevölkerung, esou dass also deen Deel vun der Bevölkerung vum Planéit, deen net an der Migratioun ass, ronn 97% ausmécht.

Et huet een net ëmmer dat Gefill, dass ee sech däers bewosst ass, wann een d'Diskussioune ronderëm d'Migratioun héiert. Et ass praktesch wéi e roude Fuedem duerch

déi gesamt Lëtzebuerger Gesetzgebung aus de leschte Jorzéngten erëmzefannen, wann et ëm d'Redaktioun vun de Gesetzer geet, dass dann immens vill Artikelen drastinn, déi eppes wëllen évitéieren, déi probéieren eppes ze verhënneren. Zum Beispill fir ze évitéieren, dass een iwwert deen doten Artikel kann erakommen, fir eigentlech eppes aneschters ze maache wéi dat, wat deen Artikel virgesäit. Et fënnt een dat ëmmer nees erëm. Iwwregens net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och an anere Länner.

Mä trotzdeem mécht dee Phenomeen, dee vill Leit probéieren an den Texter esou ze court-circuitéieren oder ze encadréieren, weltwäit nëmmen 3% aus, an den europäesche Kontinent ass net deen, deen am meeschte mat der Migratioun ze dinn huet. Dat sinn éischter aner Kontinenter, zum Beispill Nordamerika. Awer och Afrika selwer ass e Kontinent, dee ganz vill mat der Migratioun ze dinn huet.

Déi zweet Zuel, déi ech wëll rappeléieren, ass déi, dass den europäesche Kontinent sech opgrond vun den Zuele vun der UNO bis 2050 - esou wäit kann een dat ongeféier halbwegs raisonnablement schätzen - wäert dépeupléieren. Et ass also um europäesche Kontinent esou, dass mer, wann ee wëllt, dass ënner anerem de Wirtschaftswuesstum dee bleift, deen en ass, ugewise sinn op weider Migratioun, a souguer Migratioun a verstäerktem Mooss. Doriwwer gëtt et iwwerhaapt keng Diskussioun.

Et geet also net nëmmen dorëms ze diskutéieren, wéiwäit een d'Migratioun ka kontrolléieren, mä et geet dorëms ze diskutéieren, wéi mer kënnen organiséieren, dass mer méi Migratioun op den europäesche Kontinent kréien, ofgesi vun anere Valeuren, déi mir als gréng Fraktioun och an der Migratioun kënnen identifizéieren. Eleng aus ekonomescher Vue muss ech scho soen, dass een eng Diskussioun an Europa misst féieren, déi eng aner ass wéi déi verschlossen an op sech zréckgezunnen, well de Kontinent dépeupléiert sech a mir sinn éischter ugewisen op méi Migratioun wéi op manner Migratioun.

Och eng lescht Zuel wëll ech hei nach eng Kéier rappeléieren, fir och dat erëm eng Kéier vläicht e bëssen an d'Käpp ze brénge. D'Lëtzebuerger Realitéit ass net nëmmen eng vu Leit, déi onbedéngt op Lëtzebuerg wëlle kommen. D'Bevölkerung wiisst zwar doduerch, dass méi Leit op Lëtzebuerg wunne kommen, mä et muss een awer rappeléieren, dass engem Solde vun Arrivéeën, deen all Joers tëschent 10, 12 oder 13.000 Leit läit, déi op Lëtzebuerg kommen, awer och 7, 8, 9, 10.000 Leit entgéintstinn, déi d'Land nees verloossen. Et ass also net esou wéi wa jiddfereen nëmme wéilt op Lëtzebuerg kommen an ee sech géint eppes misst wiere mat de Migrationsgesetzer, mä et ginn och 75 bis 80% an equivalenten Zuele vun deene Leit, déi all Joers kommen, nees fort a bleiwen net hei.

An et gëtt och Lëtzebuerger, déi Lëtzebuerg verloossen, net nëmme fir hannert der Grenz ze wunnen an hei ze schaffen, mä déi och tatsächlech selwer hiert Gléck am Ausland probéieren. Och déi Lëtzebuerger, déi hiert Gléck am EU-Ausland probéieren, bénéficiéiere vun dësen Direktiven, well heimadder och Lëtzebuerger an engem aneren EU-Land Rechter a méi Kloerheet iwwert hir Situatioun wäerte kréien, wéi dat bis haut de Fall ass.

Dëst Gesetz, et ass scho gesot ginn, ass eigentlech eent vu véier wat sech ronderëm d'Zesummeliewen tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger dréint. Mir hätten et als gréng Fraktioun begréisst, wann ee probéiert hätt, net onbedéngt ee Corps de texte dorauser ze maachen - dat kann elo nach ëmmer gemaach ginn, och opgrond vun där Motioun, déi mer herno stëmmen, fir eng Kodifikatioun virzehuele vun deenen Texter -, mä et hätt een eiser Meenung no besser gehat, dat an enger gemeinsamer Kommissioun ze diskutéieren.

Dat hätt kënnen eng eenzeg Kommissioun sinn, et hätt och kënnen eng Commission jointe sinn. Dat hätt der Aarbecht mat Sécherheet net geschuet, wann een dat hätt kënne maachen. Déi gréng Fraktioun huet dee Problem doduerch geléist, dass deeselwechte Vertrieder an deene verschiddene Kommissiounen op deene Projete war. Mä insgesamt wier et besser gewiescht, wann een déi véier Texter hätt kënne parallell diskutéieren, an net zäitlech versat a véier verschidde Kommissiounen. Mir hunn och eenzel Brécke misse bauen, eng rezent nach elo viru kuerzem par rapport zum Nationalitéitegesetz. Insgesamt hätte mer kënnen an deene véier Texter eng besser Aarbecht maachen, wann een dat méi no beienee gehalen hätt.

Eng éischt negativ Bemierkung, déi mer wëlle maachen, ass, dass mer bedaueren, dass mer déi Direktiv esou spéit ëmsetzen. Dat hätt duerchaus eng Partie Joren éischter kënne sinn, au point, dass mer haut amgaange sinn Direktiven ëmzesetzen, wou zwee Deeg virdrun zu Cannes scho praktesch déi nächst europäesch Initiativen diskutéiert ginn - an do ass nach villes ze diskutéieren -, déi am Oktober am Conseil européen sollen ugeholl ginn. Déi Proximitéit tëschent eiser Ëmsetzung vun de leschten Direktiven an dësen neien Initiative weist, dass mer e gewëssene Retard geholl hunn. Mir hunn do e gewëssene Retard geholl, well mir sinn iwwert d'Délaien erausgaangen, an dat ass net gutt. Mir hätte léiwer gehat, dass mer déi Direktive méi fréi ëmgesat hätten, well an deenen Direktive vill Guddes steet. Do steet ganz vill Guddes dran.

Zu der Prozedur, déi mer gewielt hunn, wëlle mer awer positiv bemierken, dass et de Wonsch vun der Regierung war, relativ fréi scho virum Dépôt vum Gesetz mat der Chamber zesummenzekommen. Dat hu mer begréisst an dat begréisse mer och haut. Dat ass eng Prozedur, déi een och bei anere Gesetzer an och vun anere Ministeren duerchaus kéint envisagéieren. Dat huet dem Gesetz, an der Qualitéit vum Gesetz, mat Sécherheet net geschuet. Positiv ass och, dass de Minister Schmit den ONGen déiselwecht Méiglechkeet ginn huet, fir sech mat deem doten Text scho virum Dépôt auserneenzesetzen.

Positiv fanne mer och, dass ganz vill Avisë komm sinn. Dat ass rar. Mir hu vun Avisen an Avis complémentaires, ofgesi vun deene vum Statsrot, wann ech gutt gezielt hunn, eng Dose kritt. Zwielef Avisen, y compris den Avis complémentaire vun den Employés privés ënner anerem. Dat ass rar, dass een dat huet. Et huet een oft Gesetzer, wou guer keen Avis erakënnt. An et waren an der Regel Avisen, déi relativ fouilléiert waren. Do hu vill Leit sech mat där Matière ofginn.

Dat Gefill - mat wéinegen Ofstrécher -, wat mir hunn, ass, dass an den Avisen en règle générale méi Offenheet ze bestoe schéngt, wéi dat mat Momenter hei an der Chamber an der Diskussioun de Fall war. Et huet een heiansdo d'Gefill, dass d'Société civile deels méi op ass och an dëser Matière, wéi déi Leit, déi d'Société civile vertriede sollen an déi awer eiser Meenung no oft eng ze vill attentistesch Tendenz an dësem Dossier affichéieren. D'Lecture vun deenen Avisen, wéi gesot mat wéinegen Ofstrécher, erlaabt et ze gesinn, dass déi Avisen an der Regel net nëmme fouilléiert waren, mä och an aller Regel éischter positiv zu deem stoungen, wat hei envisagéiert gëtt.

En negative Punkt an der Prozedur eiser Meenung no ass, dass de Minister Schmit den ONGe leider keng Méiglechkeet ginn huet, eng zweet Entrevue bei him ze kréien, obwuel se vereinbaart war. No där éischter, virum Dépôt, hunn eng ganz Rei ONGen e gemeinsamen Avis geschriwwen, dee praktesch op alle Punkten eng Unanimitéit hat, a si hu gehofft, si kéinte mat hire Virstellungen nach eng Kéier bei de Minister kommen. An der Chamberskommissioun si se an eis Aarbechten agefloss, well mer se schréftlech virleien haten, mä et wär och interessant gewiescht, wann een op déi Avisen do och méi eng explizit Positioun vum Minister hätt kënne kréien. Dat muss ee regrettéieren.

Vläicht muss een och soen, dass, och wa mer d'accord waren, fir eis Aarbechten an engem flotte Rhythmus virunzebréngen - well ech mengen net, dass e Gesetz automatesch doduerch besser gëtt, dass et laang diskutéiert gëtt a laang an der Chamber hänke bleift -, bei der Prozedur ee Regret bleift. Well mer zum Schluss awer relativ séier geschafft hunn, hu mer als Chamber deeselwechte Feeler wéi de Minister Schmit begaangen a mir hunn den ONGen net méi d'Méiglechkeet ginn, sech effektiv nach eng Kéier mat deem, wat mir als Ofschloss vun eisen Aarbechte considéréiert hunn, am Detail auserneenzesetzen.

Dat wär, eiser Meenung no, utile gewiescht, mä et soll awer keng fundamental Kritik sinn un der Aart a Weis wéi mer geschafft hunn. Mir wollten deen Text, elo wou mer effektiv alleguerten nach am Dossier, am Detail dra waren, virubréngen, mä et kann een dat doten awer trotzdeem regrettéieren. Dat hätt net vill méi vun eis verlaangt.

Eng grouss Appréciatioun ofzeginn iwwert dat Gesetz, fält engersäits liicht, anerersäits manner. Mir mengen, dass d'Appréciatioun global positiv ass, och als gréng Fraktioun. Aus engem Grond: Et muss een dat vergläiche goe mat deem Gesetz, wat mer hunn.

D'Gesetz vum Mäerz 1972, d'Loi Schaus, ass op ganz ville Punkten e Gesetz, wat net méi gutt ass a wat eiser Meenung no vun Ufank u vill Kritike verdéngt hätt, mä wat haut definitiv op ganz ville Punkte méi wéi iwwerlieft ass.

An dat Gesetz, wat mer haut maachen, ass och doduerch kee schlecht Gesetz, well déi sechs Direktiven, déi sollen ëmgesat ginn, duerch d'Bänk gutt Direktive waren, well se probéiert hunn, eng ganz Rei vu Matièren, déi ronderëm d'Immigratioun dréinen, ze preziséieren. Zwar net op alle Punkten, wéi dat eis géif virschwiewen. Mir kënnen eis och bei der Direktiv eng ganz Rei Redaktiounen anescht virstellen, wéi dat, wat dosteet.

Mä Fakt ass awer, dass d'Direktiven eng ganz Rei Preziséune bréngen an eng ganz Rei vun zousätzleche Rechter, ënner anerem och Prozeduralrechter an den Detailer, Detailer, déi et bis elo zu Lëtzebuerg an der Gesetzgebung net gouf, wou villes eng Pratique administrative war, déi ee konnt contestéieren an déi och contestabel war. Duerch dës Direktive kréie mer op praktesch all deene Froen eng prezis Äntwert, och wann et net op alle Punkten déi ass, déi mir eis gewënscht hätten. Mä et gëtt zumindest elo eng Sécurité juridique, déi et virdrun net gouf. A Prezisioun an de Prozedure grad an dëser Matière ass e grousse Fortschrëtt.

Duerfir menge mer och, dass dat Gesetz kee schlecht Gesetz ass, well déi Direktiven, déi sollen ëmgesat ginn, keng schlecht Direktive gewiescht sinn.

Et muss een nach eng Kéier vläicht feststellen, dass zu Lëtzebuerg an dëser Matière, wann et ëm d'Zesummeliewe geet mat Netlëtzebuerger, an de leschte Jore praktesch all d'Avancéeën awer d'inspiration vu Bréissel waren. Ob dat ass opgrond vu politeschen Décisiounen, ob dat ass opgrond vu judiciairen Décisioune wéi Uerteeler. Ech rappeléieren do d'Participatioun bei de Chambres professionnelles, d'Wahlrecht um Gemengenniveau an d'europäescht Wahlrecht - och wa mer bei de Gemengewahlen nach ëmmer Derogatiounen hunn zënter mëttlerweil 16 Joer, wou den Traité vu Maastricht applizéiert ginn ass, a mir ausdrécklech bedaueren, dass mer aus deem Régime dérogatoire nach ëmmer net erauskomm sinn, an, wéi et ausgesäit, och net wäerten erauskommen am Laf vun dëser Legislaturperiod. Am Beräich vum Zesummeliewen tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger sinn awer déi meeschten Avancéeën d'inspiration vu Bréissel.

Tant mieux, dass et dat gëtt. Bedauerlech, dass mer dat net aus eegener Kraaft fäerdeg bréngen an engem Land, wat jo eigentlech méi Experienz huet wéi all déi aner an deenen dote Froen, wat positiv Experienze gesammelt huet, wäit méi positiver wéi där anerer. Mir missten et eigentlech kënne fäerdeg bréngen, och als Ausdrock vum Lëtzebuerger politesche Wëllen an dëser Matière och emol eng Kéier méi vir an der Rei ze stoe bei de Reformen, an net an der sécherer drëtter Rei, fir net ze soe bal an der leschter Positioun.

(Interruption)

Jo, dat ass bei der Ëmsetzung vun dësen Direktiven op eenzelne Punkten de Fall. Dorop wollt ech herno nach agoen, a mir begréissen dat och. Ech wollt just feststellen, d'une façon générale, dass et wierklech eng absolut Ausnahm ass an dat fanne mer eigentlech bedauerlech.

Mä d'Gesetz wäert wéi gesot eng ganz Rei Fortschrëtter bréngen an der Preziséierung vun deene Rechter, vun deene Prozeduren, déi et an dëser Matière gëtt. Mir mengen, dass déi méi Rechter an och vläicht méi Flichten ënnert dem Strëch zu wäit méi Sécurité juridique wäerte bäidroen. Dat ass e positive Punkt.

Ech kommen zu engem anere positive Punkt. Dat ass eppes, wou mer elo e Fortschrëtt gemaach hunn aus eegener Kraaft, net onbedéngt par rapport zu aneren, mä par rapport zu eis selwer. Mir hunn et fäerdeg bruecht - an dat hätte mer net missen am Kader vun der Ëmsetzung vun där Direktiv maachen -, eisen zimlech onduerchsichtege Regime vun de Permisen, Permis de séjour a Permis de travail, dee mer elo laang Joren haten, ganz staark ze vereinfachen. Dat ass eng national Initiativ, déi mer begréissen. Selbstverständlech begréisse mer se, well dat trëfft eng al Fuerderung vun deene Gréngen. Domat ware mer och am Verglach mat aneren net onbedéngt ganz gutt.

Ech weess, dass et och nach aner negativ Beispiller gëtt, mä trotzdeem ass dat heiten eiser Meenung no e reelle Fortschrëtt, a mir ënnerstëtzen och duerfir ganz kloer, dass mer op deem dote Punkt méi wäit komm sinn.

Iwwregens, wa mer och dëst Gesetz kënne matdroen als gréng Fraktioun, da läit dat net nëmmen un deem Konsens, dee fonnt ginn ass an de Regierungsparteien, wéi den Här Fayot dat virdru rappeléiert huet, mä dat läit och dorunner, dass d'Kommissioun net nëmme laang genuch beieneesouz, fir mateneen ze schwätzen, mam Här Wagner a mat der Madame Ecker a mat anere Vertrieder, mä well mer et och fäerdeg bruecht hunn, eng Partie Punkten ze änneren. An dat war net ëmmer nëmmen an eng bestëmmte Richtung. Mir hu wierklech eng Rei Saache geännert, wou mer net alleguerten direkt enger Meenung waren, wou jiddferee sech e bësse beweegt huet, bis hin an d'Regierungsparteien eran, fir sech Majoritéiten, déi et an der Kommissioun gouf, unzeschléissen.

Mir hunn - mengen ech - als Kommissioun vun den Affaires étrangères a vun der Immigratioun aus deem Regierungstext, deen d'Direktive wollt ëmsetzen, duerch eis Aarbecht e besseren Text gemaach op enger Rei vu Punkten, an och duerfir menge mer, dass mer deen Text do kënne stëmmen.

Eng generell Kritik un der Aart a Weis, wéi mer d'Direktiv elo ëmgesat hunn, besteet fir eis nach ëmmer doranner, dass mer mengen, dass mer et och misste kënne fäerdeg bréngen, weiderzegoen.

Wann ee wéi déi gréng Fraktioun duerfir plädéiert, dass et eng europäesch Politik an dëse Matièrë gëtt, da weess een och, dass ee bis zu engem bestëmmtene Punkt eng gewëss Kompromëssbereetschaft muss matbréngen, well wann ee gären hätt, dass et en europäesche Kompromëss gëtt tëschent all de Länner, dann ass ee sech bewosst, dass dat vläicht net op all de Punkten herno engem integral Satisfaktioun gëtt, mä et hofft een, dass ënnert dem Strëch d'Avancéeë méi grouss wäerte gi wéi eventuell Réckschrëtter. Mä mir gesinn an enger gemeinsamer europäescher Politik eigentlech méi positiivt Potenzial wéi negatiivt Potenzial. Duerfir ënnerstëtze mer dat och.

Duerfir si mer och noutgedrongen domat d'accord, dass et bei der Entrée an d'Europäesch Unioun era gemeinsam Regele gëtt, an dass et och bei de Konditiounen, déi spillen, wann d'Leit bis hei sinn, eng Rei gemeinsam Regele gëtt.

An dach hätt een och do aus nationaler Kraaft e Stéck weidergoe kënnen. Mir mengen notamment, dass een um Niveau vun de Regimer, deem op där enger Säit vun den EU-Bierger an deem op där anerer Säit vun den Net-EU-Bierger, déi zwee Regimer méi no hätt kënne beienee bréngen.

Ech verstinn, dass et bei der Entrée sur le territoire de l'Union européenne méi schwiereg ass, méi wäit ze goen. Bei der Behandlung vun de Leit, wa se bis zu Lëtzebuerg sinn, menge mer, dass den Trend fir déi nächst Entwécklungen an dëser Législatioun sollt sinn, dass ee probéiert, d'Regimer vun de Leit, notamment en matière de regroupement familial, notamment en matière d'accès au marché du travail an anerer, nach zesummenzeféieren, dass ee probéiert, keng Distinguoen ze maachen tëschent EU- an Net-EU-Bierger.

Et soll ee se als dat considéréieren, wat se sinn, als Mënschen, déi no bestëmmtene Regelen den Accès op den Territoire kritt haten. De Wëlle muss sinn, fir esou séier wéi méiglech déi ënnerschiddlech Regimer an der Zäit ofzeschafen, also net iwwer eng Abberzuel vun Detailer an och nach an der Längt wëllen erauszezéien. Mir mengen, dass déi Regimer sollen esou no wéi méiglech beienee sinn. Am Idealfall dès l'entrée sur le territoire misst ee kënnen op enger Rei vu Punkten eng Eenheet vum Regime hei kréien.

Eng aner Bemierkung, fir och ze ënnersträichen, wéi anerer et och scho gemaach hunn, dass den Text, den Här Fayot huet et gesot, wuel kloer strukturéiert ass. Dat ass richteg. Deen Text ass net onlieserlech an net onstrukturéiert. Mä et ass en Text mat ganz vill Detailaarbecht. Am Renge gëtt et ganz vill Detailer.

Mir mengen och, dass et net evident wäert ginn, notamment um Niveau vun de Gemengen, déi jo awer e Rôle ze spillen hunn, wann d'Leit an d'Land kommen. Mir sinn der Meenung, dass d'Gemengen do e wichtege Rôle ze spille kréien an dass dat net evident wäert sinn, fir an all de Gemenge sécherzestellen, dass déi Beamten a Beamtinnen, déi domadder ze dinn hunn, d'Gesetz op den Dag eent och kënne richteg applizéieren, op eng Aart a Weis, déi d'Leit, déi De-

mandeur sinn, ënnerstëtzt an net onnéideg duerch Incertituden an duerch eventuell net genee Kenntnisser vun hire Rechter ewechhält.

Duerfir ass et ganz wichteg, déi Motioun, déi d'Madame Err och mat eiser Ënnerschrëft déposéiert huet, vun der Regierung unzehuelen an och ëmzesetzen, nämlech déi, net nëmmen eng Information du public général ze maachen, mä och eng Information du public averti, an deem heite Fall déi Leit, déi an de Gemengen heimadder ze di kréien. Och do wär et gutt, wann d'Regierung géif relativ fréi kucken, Kontakt ze kréie mam kommunale Secteur, fir sécherzestellen, dass mer an den 116 Gemengen eng Application uniforme vun deenen Dispositioune kréien, notamment wann et dorëms geet, d'Revenus propres ze considéréieren, déi sollen dobäileie bei den Demanden, dass een do wierklech net herno méintelaang muss Bréiwer hin an hier schreiwen an telefonéieren, bis dann an all Gemeng den noutwendege Wëssensstand ukomm ass.

Dat schéngt eis wierklech e ganz wichtege Punkt ze sinn, wat d'Qualitéit vun dësem Gesetz ka wesentlech änneren, erop awer och erof, wann dat doten eescht oder eben net eescht genuch géif geholl ginn.

Am Detail vum Gesetz wëlle mer just e puer Punkten opgräifen. An zwar fir d'éischt emol zwee Punkten, wou mer och en Amendement preparéiert hunn, dee mer haut der Plénière wëlle proposéieren.

Ech ginn dem Här President direkt d'Amendementer.

Amendement 1

Article 57, paragraphe (3):

«Le détenteur d'un titre de séjour pour «étudiant» est autorisé à exercer une activité salariée limitée à une durée maximale de vingt heures par semaine sur une période de 1 mois, en dehors du temps dévolu à ses études, à condition d'être inscrit à une formation menant au grade de master ou d'un doctorat. Les étudiants inscrits à des formations menant au brevet de technicien supérieur ou au grade de bachelor n'y sont autorisés qu'après avoir accompli les deux premiers semestres de leurs études, à moins que le travail rémunéré qu'ils entendent exercer ait lieu au sein de l'établissement d'enseignement supérieur où ils sont inscrits. Les modalités de l'exercice de l'activité visée sont fixées par règlement grand-ducal.

La limitation de la durée maximale de vingt heures par semaine, prévue à l'alinéa qui précède, ne s'applique pas aux activités salariées exercées durant les vacances scolaires.

Elle ne s'applique pas non plus aux travaux de recherche effectués par l'étudiant en vue de l'obtention d'un doctorat au sein de l'établissement d'enseignement supérieur ou au sein d'un organisme de recherche agréé conformément à l'article 65. Les contrats de travail qui lient les assistants à l'Université du Luxembourg en vertu de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg échappent également à cette limitation.»

(s.) Félix Braz, Xavier Bettel, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Amendement 2

Article 57, paragraphe (3):

«Le détenteur d'un titre de séjour pour «étudiant» est autorisé à exercer une activité salariée limitée à une durée maximale de dix heures par semaine sur une période de 1 mois, en dehors du temps dévolu à ses études. (XXX) Les modalités de l'exercice de l'activité visée sont fixées par règlement grand-ducal.

La limitation de la durée maximale de dix heures par semaine, prévue à l'alinéa qui précède, ne s'applique pas aux activités salariées exercées durant les vacances scolaires.

Elle ne s'applique pas non plus aux travaux de recherche effectués par l'étudiant en vue de l'obtention d'un doctorat au sein de l'établissement d'enseignement supérieur ou au sein d'un organisme de recherche agréé conformément à l'article 65. Les contrats de travail qui lient les assistants à l'Université du Luxembourg en vertu de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg échappent également à cette limitation.»

(s.) Félix Braz, Xavier Bettel, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Amendement 1 + 2, texte coordonné

À l'article 57, le paragraphe (3) prend la teneur suivante:

«Le détenteur d'un titre de séjour pour «étudiant» est autorisé à exercer une activité salariée limitée à une durée maximale de vingt heures par semaine sur une période de 1 mois, en dehors du temps dévolu à ses études. Les modalités de l'exercice de l'activité visée sont fixées par règlement grand-ducal.

La limitation de la durée maximale de vingt heures par semaine, prévue à l'alinéa qui précède, ne s'applique pas aux activités salariées exercées durant les vacances scolaires.

Elle ne s'applique pas non plus aux travaux de recherche effectués par l'étudiant en vue de l'obtention d'un doctorat au sein de l'établissement d'enseignement supérieur ou au sein d'un organisme de recherche agréé conformément à l'article 65. Les contrats de travail qui lient les assistants à l'Université du Luxembourg en vertu de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg échappent également à cette limitation.»

Zwee Amendementer, an zwar deen éischten zu där Fro vun der Aarbechtszäit, déi schonn diskutéiert ginn ass. Als gréng Fraktioun ware mer och e bëssen iwwerrascht, wou mer an der Commission des Affaires étrangères doriwwer diskutéiert hunn, eemol effektiv - den Här Bettel huet et scho rappeléiert - a Presenz vum Här Thiel, deen op deenen dote Punkte mat eis komplett enger Meenung war. Do hu mer nämlech Dokumenter kritt vum Minister Biltgen mat enger Rei Informatiounen, Zuelematerial an esou weider, a mir hunn déi Dokumenter dann och gelies. Fakt ass effektiv, wann een esou Dokumenter liest, da kënnt een eigentlech zur Konklusioun, dass et net richteg ass, am Gesetz stoen ze hunn, zéng Stonne pro Woch. An och mat där Motioun, déi gëschter hei votéiert ginn ass, ass d'Fro net ofschléissend beäntwert.

Fakt ass, wann een déi Zuele kuckt an och kuckt wéi aner Länner et praktizéieren, misst een eigentlech zur Konklusioun kommen, dass dat, wat misst zoulässeg sinn an erlaabt sinn, 20 Stonne pro Woch ass. Dat wär eigentlech dat, wat no bestëmmtene Regele bien entendu misst kënnen erlaabt sinn. De Minister Biltgen huet an Aussiicht gestallt, e géif gären un engem Regime vun de Bourssë schaffen, deen esou gutt wier, dass een dat net bräicht. Bien entendu, ganz domat d'accord.

Dat ass deen ideale Wee, wann een et fäerdeg bréngt, e Bourssësystem opzebauen, deen et fir jiddferee méiglech mécht, dass een dann net muss op eege Mëttel zréckgräifen. Dat ass dee richtege Wee, mä dee Bourssësystem hu mer nach net an dee wäerte mer och nach net a sechs Méint hunn. Duerfir menge mer, dass et besser wier, ëmgedréint ze fueren an elo emol e Gesetz ze stëmmen, wat et wierklech jiddferengem erlaabt, och deenen, déi vun doheem aus ganz wéineg hunn - déi brauche vläicht éischter déi 20 Stonne wéi Leit, déi vun doheem aus awer e bëssen eppes hunn, déi gi vläicht mat zéng eens.

Mir wëlle jo awer net an dësem Gesetz par rapport zum Zougank zu de Studien, fir Studenten aus der EU oder Studenten aus engem État tiers, praktesch eng Sozialklausel abauen, déi mécht, dass herno eng Rei Studenten aus defavoriséiertem familiären Hannergrond de fait e méi schwieregen Zougank hu fir zu Lëtzebuerg op d'Uni ze kommen. Dat ka jo net d'Intentioun sinn. A wann also d'Regierung un engem ganz gudden - wéi den Här Biltgen gesot huet - Bourssësystem schafft, ma da kommt mir stëmmen elo am Gesetz 20 Stonnen! Mir sinn als Fraktioun gäre bereet, deen Dag wou den exzellente Bourssësystem um Dësch läit, deen déi Aarbecht en parallèle net méi noutwendeg mécht, dëst Gesetz dann erëm ze modifizéieren, well da brauche mer déi Dispositiounen net méi.

En attendant brauche mer se awer. An en attendant ass et mat deenen zéng Stonne sécher net gedoen. All dat Material, wat de Minister Biltgen eis als Kommissioun op den Dësch geluecht huet, huet eigentlech ganz kloer beluecht, dass déi richteg Äntwert wier ze soen, 20 Stonne pro Woch misst eigentlech kënne méiglech sinn. Mir hunn och duerfir an deem Sënn en Amendement proposéiert. Dee misst och elo gläich kënnen distribuéiert ginn.

En zweeten Amendement, dee mer proposéieren, betrëfft deeselwechten Artikel 57, Paragraph 3; dat ass de Fait, dass mer schreiwen, dass ee bei den éischten zwee Semester net däerf schaffe goen. Dat ass awer eng Dispositioun, déi wierklech ganz wéineg Sënn mécht. Domat ass awer definitiv gesot, dass déi, déi net d'Gléck hunn, vun doheem aus finanziell esou opgestallt ze sinn, dass se sech kënnen d'Studië leeschten, keng Chance hunn dee Moment op Lëtzebuerg kënne studéieren ze kommen. Dat ass eigentlech eng fir mech absolut inadmissibel Dispositioun a mir wonneren eis och doriwwer, dass et konnt déi eenzel Diskussiounsstadië passéieren, dass et konnt duerchkomme bis haut an d'Plénière eran, mat där doten Dispositioun nach ëmmer am Text.

Mir mengen, dass et wierklech kee gudde Grond gëtt, dass ee seet: „Am éischte Joer wou Der studéiere kommt, musst Der dat kënne vun doheem aus mat Äre finanzielle Mëttele ganz eleng fäerdeg bréngen."

Duerfir proposéiere mer och do en Amendement, dass een déi Exigenz, dass een an den éischten zwee Semester net däerf schaffe goen, supprimeiert.

Mir hunn duerfir, wéi gesot, zwee Amendementer proposéiert. Déi sinn esou libelléiert, den éischten Amendement, wéi den Text géif ausgesinn, wann deen Amendement ugeholl gëtt. Mir hunn en zweeten Amendement derbäigeluecht. Deen ass esou libelléiert, wéi den Text géif ausgesinn, wann nëmmen dee géif ugeholl ginn. Mä mir hunn awer och en Texte coordonné hannendrugeluecht fir de Fall - dee mir eis erhoffen -, dass déi zwee géifen ugeholl ginn. Dann hutt Der dee pour information och direkt derbäileien. Da kann also jiddferee bei deenen zwee eenzelne Punkten en âme et conscience sech doriwwer seng Meenung maachen.

(Interruption)

Entschëllegt, Här Haupert?

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Dir sidd derfir fir d'40-Stonne-Woch ze maachen?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Neen, d'35-Stonne-Woch.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- D'35-Stonne-Woch?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Jo, jo.

(Interruption)

Jo. Wéi gesot, Här Haupert, ech verweisen lech - Dir sidd jo och Member vun där Kommissioun - nach eng Kéier op d'Lecture vun deenen Dokumenter, déi den Här Biltgen eis ginn huet. Aus deenen ass jo awer kloer erausgaangen, dass all déi Länner ronderëm eis genee dat dote praktizéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

An ech si ganz mam Här Biltgen d'accord: Kommt mir probéieren duerch e Bourssësystem derfir ze suergen, dass een net muss op bis zu 20 Stonnen zréckgräifen. Mä et kann awer net sinn, dass, wa mer dee Bourssësystem nach net hunn, mer dann de fait eng Sozialklausel an dësem Gesetz aschreiwen, wat den Zougank vun de Studenten zu der Uni regelt; de fait kënnt dat nämlecht derbäi eraus.

Dat ka jo awer och net sinn. Et ass jo awer bestëmmt net d'Zil an och net Är Intentioun fir e Gesetz esou formuléiert ze hunn, dass dat doten als Resultat dobäi erauskënnt.

Wann een da wëllt verschidden aner negativ Aspekter évitéieren, jo da muss ee sech dat mat anere legale Mëttel iwwerleeën, wéi ee ka sécherstellen, dass dat Zil, wat mer hei wëlle verfollegen, erreecht gëtt, ouni dass duerfir aner Ziler automatesch musse mat erreecht ginn. Doriwwer kann een diskutéieren, am Kader vum Droit du travail. Awer dat esou ze formuléieren, dass dès le départ eng Rei Studenten duerfir guer net d'Geleeënheet kréien, fir kënnen op d'Uni ze goen, well se net aus räichen Haiser kommen, kann d'Léisung net sinn; och net am Intérêt vum Droit du travail. Dat kann d'Léisung net sinn.

Mir mengen eben och, dass, wann ee wëllt eng Gesellschaft opbauen, wou Cohésion sociale eppes duerstellt, wou och déi Leit mat ënnerschiddlechen Originen op eng extrem produktiv a flott Aart a Weis zesummeliewen, dann entsteet dat an de Schoulen. Dat entsteet eben och an der Uni an op der Uni. Duerfir musse mer och do immens Suerg droen, dass mer do net de Contraire vun deem produzéieren, wat mer eigentlech wëllen erreechen.

Nach en aneren Aspekt, dee mer kuerz wëllen opwerfen, dat sinn déi speziell Faveure fir Sportler a fir Trainer. Mir verstinn natierlech, wat den Hannergrond ass. Ech verstinn dat. Dat erlaabt enger Rei Veräiner a Federatiounen eng gewësse Fräiheet, déi se elo net hunn. An dach, ganz zefridde stellend sinn déi Regelungen net.

Mir kréien elo e Regime fir déi, déi Sport maachen. Déi kréien e ganz favorabele Regime. Dat sinn och Professioneller. Dat ass net just Fräizäit. Dat sinn och Leit, déi engem Beruff noginn.

Mir géifen eis wënschen, dass een dee Regime vun de Sportler géif als Beispill huelen: Well firwat ass dat, wat bei professionelle Sportler richteg ass, bei professionelle Maurer, bei professionellen Usträicher, bei professionellen Daachdecker falsch?

Béid ginn hirem Beruff no a mir maachen elo e Gesetz, wat seet: „Wann däi Beruff Sport ass, wann s de flénk a gewierweg bass, dann ass d'Fräizügegkeet integral."

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Esou wéi ech!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- „Wann däi Beruff en aneren ass, ass d'Fräizügegkeet net esou grouss."

Dat ass net kohärent an dat bleift schwéier ze erklären. A wann doriwwer an den nächste Wochen a Méint Diskussioune wäerte sinn an alle Géigende vum Land, da wäert et net einfach sinn, fir dorop eng kohärent Äntwert kënnen ze ginn.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här Jaerling, de Virdeel dovun ass, Dir kommt och net a Fro.

(Hilarité)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- En anere Punkt, dee mir begréissen - dorop ass den Här Bettel schonn agaangen -, ass effektiv, dass um Niveau vun der Definitioun vum Conjoint mer elo e bësse méi kloer sinn; elo ass gewosst, wat mer mengen. Dat ass e Fortschrëtt par rapport zu deem, wat mer hunn. Och um Niveau vum Regroupement familial, deen och méi breet kann interpretéiert gi mat dësem Gesetz. Dat ass och eppes, wat net jiddferengem spontan gefall huet, an der Redaktioun, esou wéi mer se elo zréckbehalen hunn. Mä mir halen et awer fir positiv a gutt, dass ee kann déi Begréffer och e bëssen interpretéieren.

Negativ - an dat ass de leschte Punkt, op deen ech hei wollt agoen am Detail vum Gesetz - bewäerte mer, dass déi Recoursen - dat hu mer och scho gesot deemools beim Gesetz iwwert den Asyl -, déi mer och an dësem Gesetz ageschriwwen hunn, notamment beim Éloignement du territoire, net suspensif sinn. Et kann ee selbstverständlech Recours dergéint maachen an da muss een natierlech hoffen, dass een dann a senger Heemecht le cas échéant nach erëmfonnt gëtt, fir d'Resultat vum Recours kënne matgedeelt ze kréien.

Et wär mat Sécherheet besser gewiescht, wann een do hätt iwwert de Caractère suspensif vum Recours e bësse méi wäit kënne goe wéi dat, wat mer elo hunn; nämlech iwwerhaapt näischt.

D'Gesetz ass, wéi gesot, eiser Meenung no esou detailléiert an et wäert och a senger Applikatioun net onbedéngt einfach si fir all déi, déi domadder ze dinn hunn.

Duerfir menge mer, dass et net nëmmen noutwendeg ass, eng Informatiounspolitik ze organiséieren, wéi se an deene Motioune suggéréiert ginn ass par rapport zum Grand public, par rapport och zu de Gemengen, mä mer mengen och, dass et net schlecht wier, wa mer eis als Chamber relativ séier nach eng Kéier mat dësem Gesetz géife beschäftegen, fir e Bilan vu senger Applikatioun ze maachen. Dat brauch sécher net a sechs Méint ze sinn; et brauch sécher net méi virun de Wahlen ze sinn, mä mir mengen, dass et an der nächster Legislaturperiod ubruecht wier, relativ fréi um Ufank vun der Legislaturperiod sech nach eng Kéier als Chamber mat der Applikatioun vum Gesetz zumindest eng Kéier ze beschäftegen an ze kucken, wou an der Applikatioun Schwieregkeeten opgetaucht sinn, fir kënnen eventuell Korrekturen ze maachen.

Dat gesot, wëll ech awer just, scho bal als Ofschloss, och fir déi gréng Fraktioun nach eng Kéier dorop hiweisen, dass mer haut eng national Debatt ronderëm dëst Thema gefouert hunn, eng Debatt, déi no villen Diskussiounen an der Kommissioun relativ konsensuell ass. Ech mengen, mir wëssen, wou eis Ënnerscheeder leien, mä mir hunn et awer och fäerdeg bruecht, e Konsens erauszeschiele ronderëm eng Rei wesentleche Punkten opgrond vu gudden Direktiven.

Et ass net esou evident an net esou alldeeglech ass. Ech weess elo nach net genee, wéi d'Kolleege vun der ADR sech wäerte positionéieren zum Gesetz, mä ech mengen, déi Länner, déi et an Europa nach fäerdeg bréngen, ronderëm d'Thema Immigratioun eng Debatt ze féieren, déi an engem relativ breede Konsens ka münden, déi si mëttlerweil rar.

Dat ass kee berouegend Zeechen, well mer och wëssen, dass déi grouss Diskussioune ronderëm dëst Thema eben an Europa mëttlerweil stattfannen. Mir wäerte geschwë mam Minister Schmit d'Geleeënheet kréien, eis ze ënnerhalen iwwert dee franséische Pacte sur l'immigration et l'asile, wou jo d'Interpretatioun ronderëm dee Pakt zimlech wäit auserneegeet, deemno wiem ee grad nolauschtert, ob dat d'Fransousen oder d'Spuenier sinn, déi sech doriwwer ënnerhalen.

En anert Stéchwuert ass déi Iddi vum franséische President Sarkozy ronderëm déi sougenannt Quotas migratoires, och eng Iddi, déi zwar net am Pakt steet, mä vun där ee weess, dass se a Frankräich diskutéiert ginn ass.

Do si mer frou festzestellen,...

(Interruption)

...dass d'Kommissioun ronderëm de viregte President vum Conseil constitutionnel, de Pierre Mazeaud, klipp a kloer déi Diskussioun ronderëm d'Quotaen dohinner geschéckt huet, wou se hi gehéiert, nämlech an d'Archiven, well si huet ganz kloer déi Iddi vun de Quotas migratoires bezeechent als eng Politique de contingents migratoires limitatifs, déi wier sans utilité réelle en matière d'immigration de travail a si wär ineffikass géint d'Immigration irrégulière.

Dat ass eng kloer Ausso. Eis stéiert déi Iddi och fundamental, grad wéi d'Madame Err, well hannert deenen doten Diskussiounen eng reng utilitaristesch Visioun vu Mënsche steet, déi an der Migratioun sinn, a virun allem och eng nëmmen unilateral Visioun.

Mir si wierklech décidéiert der Meenung, dass d'Zukunft vun der Debatt ronderëm d'Immigratioun doranner muss bestoen, dass een e Rapport opbaut tëschent deene Länner, aus deene Leit erausginn, an deene Länner, déi se ophuelen, dass déi Länner gemeinsam Intérêten definéieren, dass een et fäerdeg bréngt, eng Situatioun ze schafen, wou et e mutuellen Intérêt gëtt, wierklech e mutuelle Besoin vun der Migratioun, an net eng Approche, déi reng utilitaristesch, reng unilateral géif déi Leit als Aarbechtskraaft do konzipéieren.

Ee Wuert och kuerz zu där Direktiv „Retour", déi an der Diskussioun ass, wou mer wierklech och als gréng Fraktioun elo schonn der Regierung mat op de Wee wëlle ginn, dass mer eis ganz kloer géint déi doten Direktiv stäipen. Och do si positiv Saachen dran. Et sinn eng Rei Saachen dran, déi besser geregelt sinn elo duerch déi Direktiv wéi virdrun. Mä et sinn eng Rei Saachen dran, déi einfach fir eis inakzeptabel sinn a wou mer och net frou sinn iwwert déi Tournure, déi déi Direktiv do geholl huet.

Als lescht Remarque vun eiser Säit wëlle mer op eng aktuell Saach ze schwätze kommen, déi am Moment an Italien op der Dagesuerdnung steet a mat där sech d'Europaparlament muer de Moie wäert beschäftegen.

Den neien italieneschen Innenminister, den Här Maroni, huet décidéiert, fir an Zukunft systematesch d'Fangerofdréck vun de Sinti a Roma opzehuelen an domadder dann och eng Datebank unzeleeën, reservéiert op déi doten ethnesch Grupp.

Dat ass e Virgang, dee mir als Europäer, als Uniounsbierger skandaléis fannen! Dass et an der Europäescher Unioun, déi eng Wäertegemeinschaft wëllt sinn, nach méiglech ass, dass an engem Memberstat eng Regierung kann op de Gedanke kommen, eng ethnesch Datebank opzebauen, dat ass eppes, wat ee wierklech gemengt hat, mat de 40er Jore vum leschte Jorhonnert hei an Europa hanneru sech gelooss ze hunn!

Dat ass e skandaléise Virgang. A mir fuerdere wierklech d'Lëtzebuerger Regierung op, och Positioun dozou ze bezéien an ze soen, wat se vun deem dote Virgang hält, a sech bei der Kommissioun an och am Conseil européen dofir anzesetzen, dass d'Italiener dat doten zréckzéien, well dat doten ass fir eis ganz einfach inakzeptabel.

Mir wären och frou, wann de President vun der Chamber, den Här Weiler, sech kéint u säin italieneschen Homologue riichte mat engem Bréif, fir hien doriwwer an d'Bild ze setzen, dass dat doten eppes ass, wat mir hei an Europa net wëlle gesinn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Opmierksamkeet a brénge mat deenen dote Remarquen d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den honorabelen Här Henckes huet als Nächsten d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt, grad wéi meng Virgänger, wëll ech mech de Remerciementer un d'Madame Barra, un d'Leit vum Ministère uschléissen, an och un onse President an un de Minister, déi mer ganz oft mat onse Froe gestresst hunn, well mer och wierklech versicht hunn, an den Detail vun deem Gesetz ze goen a verschidde Prezisiounen ze kréien.

Wann ee praktesch eng Kéier eng Autorisation de séjour et de travail huet missen ufroe fir eng Persoun, déi aus engem Drëttland komm ass, da kann een aus Erfahrung soen, datt dat déi éischte Kéier, wou een dat maache muss, e regelrechte Parcours du combattant ass, bis datt een dann erausfënnt,...

(Interruption)

...wat am Gesetz drasteet a wat an der Praxis gefuerdert ass, an datt dat heiansdo net grad ëmmer esou kloer ass.

Duerfir muss ech soen, datt dee Gesetzestext, dee mer elo virleien hunn an diskutéieren, op jidde Fall villech méi kloer a méi enk am Aklang mat der Praxis ass, wéi mer se elo kennen.

Doduerjer fannen ech och, datt den Text en tant que tel eng staark Verbesserung duerstellt.

Nach wier et awer wichteg, Här Minister, wann Dir den Ambassaden a Konsulater, déi elo an Zukunft sech ëm déi Dossieren do musse këmmeren, kéint déi richteg Uweisunge gi praktescher Natur, wéi dat soll goen, well ech weess, datt u sech den Demandeur, wat also de Salarié normalerweis ass oder déi Persoun, déi erawëllt, déi Demande muss stellen, an net méi de Patron.

Nach wäert et an der Praxis esou sinn, datt d'Patronë sech awer wäerten zu engem gudden Deel praktesch dorëm këmmeren, quitte datt d'Demanden duerjernee wäerte kommen. Bref, ech hätt gären, datt mer hei effektiv an der Praxis dat Ganzt un d'Rulle kréien.

Duerfir si mer och als ADR mam Dispositiv vun deene Motiounen a Resolutiounen d'accord, déi d'Madame Err virdrun als Rapportrice déposéiert huet. Ech wëll hir och Merci soen, datt si virdrun an hirem mëndleche Bericht an och am schréftlechen hei all Detailer zum Gesetz ginn huet.

Mir setze sechs Direktiven ëm. De gudden Deel vun deene si vum Joer 2003. Et huet also schonn eng Zäitche gedauert, ier mer se ëmsetzen. Ech verstinn och duerfir, datt eng gewëssen Urgence ginn ass, fir se elo am Juli ëmzesetzen an net eréischt am Hierscht.

Nach muss ee soen, datt et besser gewiescht wier, wann een déi ganz Problematik vun der Immigratioun, vun der duebeler Nationalitéit, vum Integratiounsgesetz zesummen hätt kënnen diskutéieren, well déi Theme ganz enk matenee verbonne sinn.

Et kann ee souguer soen, datt d'Gesetz iwwert d'Polizeieffektiver, wat diskutéiert gëtt am Zesummenhang mat der Augmentatioun vun der Populatioun, och domadder ze dinn huet. Gëschter hate mer nach e Gesetz iwwert d'Chercheuren an d'Studenten, an och do ass e Lien. Et gesäit een, datt also eng etlech vun deene Gesetzer, déi mer diskutéiere wäerten dëse Mount respektiv am Hierscht, enk zesummenhängend sinn. Duerfir wëll ech och meng Interventioun zu engem gudden Deel an dee Kontext do setzen.

D'Immigratioun war fir onst Land eng Chance an der Vergaangenheet, fir ons Demokratie, fir ons Wirtschaft, fir ons Diversitéit, an et war e Räichtum fir ons Identitéit. D'Immigratioun ass och haut nach eng Chance, well e Land, wat sech fir d'Ausländer zoumécht, dat sclérosiéiert. Dat gëllt speziell fir Lëtzebuerg.

Dëst gesot muss een awer festhalen, datt d'Immigratioun nuren eng Chance bleift, wa se besser organiséiert a kontrolléiert gëtt. Mir musse soen an entscheede kënnen, wien an onst Land kënnt an ënner wat fir enge Konditiounen en Immigrant, en Net-EU-Bierger an onst Land kënnt. Aner europäesch Länner hunn dat rezent gemaach a weisen ons de Wee: d'Schwäiz, Frankräich, Italien.

Mir mussen op si fir déi Immigratioun, déi onst Land, dat heescht, déi ons Ekonomie brauch; eng geziilten Immigratioun, eng Immigration choisie, wou mer am Ausland déi Kompetenze sichen, déi mer hei zu Lëtzebuerg net hunn oder net zur Genüge hunn. Wa méi Leit an d'Land kommen, dann huet dëst als primären Effet, datt d'Demande vu Gidder a Servicer am Land an d'Luucht geet. D'Betriber mussen, fir dëser Demande ze begéinen, hir Aktivitéiten ausbauen, an dofir brauche se méi Personal. Et ass also fir ons Wirtschaft en Effet d'encouragement, dee sech aus deem Ganzen ergëtt.

Mir mussen déi legal Immigratioun organiséieren, dofir brauche mer e Gesetz wéi dat wat mer haut diskutéieren. Mir mussen awer och déi illegal Immigratioun stoppen, wou Leit ouni Qualifikatioun op onsen Aarbechtsmaart kommen, déi mer spéider am Chômage respektiv am RMG erëmfannen. Mir mussen och d'Immigratioun aus familiäre Grënn an de Grëff kréien. Dëse Projet de loi dréit dozou bäi. D'ADR seet „Jo" zu enger Immigration choisie, zu enger Immigratioun, déi mir wielen, déi onst Land brauch.

Mir soen „Neen" zu där illegaler Immigratioun, déi ons opgezwonge gëtt iwwert de Wee vun enger abusiver Ausleeung vun onse Gesetzer iwwert d'Asyl an iwwert d'Immigratioun. Dës illegal Immigratioun muss ënnerbonne ginn, an dofir si mer och frou, datt um europäeschen Niveau eng etlech Signaler elo an déi Richtung gaange sinn. Et muss ee festhalen, datt 1,5 bis 2 Milliounen Immigranten all Joer an d'EU kommen. Et muss een, op Basis vun deene Schätzungen, déi d'Europäesch Kommissioun gemaach huet, och festhalen, datt ronn aacht Millioune Leit sech hei an Europa illegal ophalen. D'lescht Joer sinn 200.000 illegal Immigrante verhaft ginn, dovunner sinn der 90.000 expulséiert ginn.

Mir mussen haut, an där globaliséierter Welt wou mer liewen, natierlech d'Zirkulatioun vun de Persounen erlaben. Déi ass noutwendeg, déi ass absolut indispensabel, wann een haut wëllt an engem Betrib schaffen. D'Leit, déi responsabel si fir déi Betriber, déi déi Betriber vertrieden, musse sech uechtert d'Welt déplacéiere kënnen. Mä et wëllt awer och heeschen, datt ee muss dee ganze Flux kontrolléieren, fir déi Leit, wou mer gären hätten, datt se sech déplacéieren, an déi, wou mer mengen, datt se net sollten iwwerall erakommen, fir just nëmme vu Prozeduren ze profitéieren.

Dofir wëll ech drop hiweisen, datt mer schonn en éischte Schrëtt an déi gutt Richtung gaange sinn, an zwar iwwert de Wee, datt mer an Europa an och hei zu Lëtzebuerg biometresch Päss agefouert hunn. Ech wollt och d'Regierung encouragéieren, fir deen zweete Schrëtt ze goen, fir déi biometresch Visae virzegesinn an ze realiséieren, well mir gesinn, datt dat an etleche Länner ronderëm ons schonn de Fall ass, an et wier besser, wann dat doten um europäeschen Niveau géif organiséiert ginn.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Dat wäert de Fall sinn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ech si frou, dat ze héieren, well dat ass eng gutt Aart a Weis, fir d'Zirkulatioun vun de Leit ze erlaben.

Ënnert der viregter Regierung gouf et eng katastrophal Dérive wat d'Asyldemanden ugeet, wou Lëtzebuerg op eng Kéier am Spëtzepeloton vun den Demandeurs d'asile war. 2005 hate mer nach 801 Demandes d'asile. Dofir sinn ech frou, datt mer ënnert lech, Här Minister, ënnert dëser Regierung, konnten en neit Gesetz stëmmen, wou déi Demandes d'asile elo massiv zréckgaange sinn. Eleng d'Joer duerno, 2006, ëm 35%; du si mer vun 801 op 523 Demanden erofgaangen.

Ech wëll awer och drun erënneren, datt ech ënnert der viregter Regierung eng Proposition de loi an deem Sënn déposéiert hat, fir justement op déi Dérive opmierksam ze maachen, an datt d'Regierung, de Justizminister, deen Ablack eréischt sechs Wochen duerno mat engem ähnleche Gesetzesprojet koum. Et gesäit een awer elo, wéi noutwendeg et war, fir dat Gesetz do iwwert d'Asyl ze änneren an ze verschäerfen, an ech mengen dat huet jo och positiv Resultater bruecht.

Och um europäeschen Niveau gëtt reagéiert, an d'ADR begréisst déi nei Direktiv „Retour", déi majoritär am Europaparlament ugeholl gouf. Mir fuerderen d'Regierung op, den diesbezügleche Projet de loi ze déposéieren. Dat wäert vläicht kleng Ännerungen hei an dësem Gesetz mat sech bréngen, mä et ass awer wichteg, datt et eng Concordance um europäeschen Niveau wäert ginn, wat déi eenzel Dispositiounen ugeet. Ech hu gesinn, datt elo eng etlech Länner d'Méiglechkeet hunn, fir Leit iwwer 18 Méint an der Rétentioun ze halen. Dat ass de maximalen Délai. Da wäerten also Länner, wéi Holland beispillsweis, déi Dispositioune manifestement mussen zréckféieren.

Wat mir an onsem Gesetz hei virgesinn, ass ee Mount. Dat kann awer dräimol widderholl ginn. Dat wier also en Total vu véier Méint wat mer virgesinn, wann ech richteg informéiert sinn iwwert dee leschten Text, an da kéinte mer déi Dispositiounen halen. Mä verschidden aner Concordancë kënnen awer och méiglech sinn. Duerfir wier et richteg, datt mer hei op dee Wee ginn an d'Gesetz direkt an Aklang bréngen, an net nach eng Kéier fënnef Joer waarde bis mer d'Direktiv ëmsetzen.

Mir fuerderen och e Gesetzesprojet géint de Mariage blanc a géint de PACS blanc. D'Regierung huet et annoncéiert, mä ech waarden nach ëmmer op deen Text, well mer gesinn, datt effektiv Abusen do sinn. Et brauch ee just nuren ze kucken, wéi vill Leit sech zu Diddenuewen, Metz oder ähnleche Gemenge mellen an dann de Mariage transcrivéiere loossen, an da gesäit een, datt kuerz Zäit duerno den Divorce kënnt. D'Präisser leien och fest, déi leie meeschtens tëschent 10 a 15.000 Euro fir esou e Mariage blanc. Déi Saache sinn elo schonn zimlech bekannt, an dofir ass et néideg, datt ee soll op dee Wee do goen an esou Abusen évitéieren.

Dann huet onse Statsminister eng Zuel genannt, déi drop hiweist, datt et hei am Land Chômeure gëtt, déi regelméisseg bei der ADEM ugemellt sinn an déi weder Lëtzebuergesch nach Franséisch, Däitsch oder Englesch schwätzen. Do hu mer e Problem. Et kann net esou sinn, datt d'Patronë Leit an d'Land komme loossen, déi e puer Méint halen a se dann entloossen, wëssend, datt se an där Situatioun wou se si keng Aarbecht méi fannen oder nëmme ganz, ganz schwéier.

Ech hunn e puer Echoe krut, datt et do eng etlech Abusë vu Patronë gëtt, vu verschiddene Patronen, déi dat heiansdo bewosst maachen. Bei aneren ass et, kann ee soen, en Iertum. Trotzdeem wier et wichteg, datt och hei d'Regierung géif déi Situatioun analyséieren a kucken déi Patronen, déi Leit engagéieren a se kuerzfristeg duerno entloossen, just esou, datt se an de Genoss vum Chômage kommen, och géife fir eng gewëssen Zäit un de Fraisë vum Chômage participéiere loossen. Da géifen eng etlech Leit méi sënnvoll iwwerleeën, ier se Leit engagéieren, déi se vläicht net brauchen an déi herno net méi kënnen hei um Aarbechtsmaart eng Plaz fannen.

Mir hunn hei schonn iwwert déi Problemer vun de Studente geschwat, mir hate gëschter eng Debatt, mir hu se haut nach eng Kéier. Mir schéngt et wichteg ze sinn, datt mer elo emol déi zwee Gesetzer, déi mer hunn, ëmsetzen, an datt een, wann déi nei Direktiv do ass, deen Ablack kuckt, ënner wat fir enge Modalitéiten een op 15 Stonne ka kommen. Ech hu selwer als Student geschafft, fir kënnen ze studéieren, an ech weess - dat fannen ech -, wann ech hätt misse 15 Stonnen d'Woch schaffen, regelméisseg, da wier et relativ schwéier ginn op der Uni, fir do déi néideg Aarbecht nach maachen ze kënnen. Dofir hunn ech meng Bedenken, fir op dee Wee ze goen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Och ouni dat huet et net gutt gedéngt.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Mä dat wëllt net heeschen, datt een dat net als Moyenne soll unhuelen iwwert d'ganzt Joer. Ech mengen, do sinn awer nach Méiglechkeeten an der Diskussioun ginn.

De Regroupement familial ass en anere wichtege Punkt an dësem Gesetz. Wann ech dem Rapport vun dem Conseil économique et social, vum Wirtschafts- a Sozialrot, iwwert d'Immigratioun vun 2006 gleewe kann, ass dat déi wichtegst an och déi gréissten Immigratiounsform. Am Prozentsaz kommen déi meeschten Immigranten iwwert dëse Wee an d'Land.

Op där enger Säit heescht et, a mat Recht, datt mer d'Famillje respektéiere mussen, datt mer déi Famillje mussen zesummenhalen an zesummebréngen, well et eng vun de Konditiounen ass, fir datt hir Integratioun geléngt. Mä et ass och eng Gefor, well ee gesäit, datt ganz vill Abusen am Ausland constatéiert konnte ginn.

Dofir begréissen ech, datt hei am Gesetz d'Méiglechkeet geschafe ginn ass, fir ADN-Analysen ze maache vun deene Kanner, déi sollen an d'Land iwwert dee Wee erakommen. Wa keen État civil kann zur Verfügung gestallt ginn, oder wann Douten iwwert den État civil sinn, da mengen ech, ass dat e gudde Moyen, fir Abusen ze évitéieren.

An anere Länner hu mer och e Problem vu Polygamie, wou iwwert de Wee vun der Familljenzesummeféierung Leit mat e puer Fraen op eng Kéier wëllen dat duerchzéien. A Frankräich hu se doduerjer missen d'Gesetz änneren.

Mir ass zu Recht gesot ginn, datt den Droit public luxembourgeois sech deem opposéiert, an datt doduerjer, souguer wa mer näischt am Gesetz stoen hunn, dat awer net méiglech wier. Dat ass wéinstens, wat ons gesot ginn ass. Ech hoffen, datt et och esou an deem Sënn ze verstoen ass, wann net, da misste mer d'Gesetz nach eng Kéier nobesseren.

Da geet et och bien entendu dorëm, ze kucken, ze légiféréiere respektiv d'Praxis ofzewaarden, wat gefälschte Certificats d'état civil ugeet. Ech huelen un, datt dat am Gesetz iwwert de Mariage blanc wäert zur Diskussioun kommen.

Mir fuerderen awer och, datt mer dee Contrat d'intégration, dee mer am Integratiounsgesetz virgesinn hunn, net sollen huelen eleng fir deen, deen d'Demande mécht, fir seng Famill zesummenzebréngen, mä och fir alleguerten déi Familljememberen, déi sollen hei op Lëtzebuerg kommen. Mir referéieren ons do op d'Beispill, wat mer a Frankräich gesinn hunn, wou mer ons och bei deem Contrat d'intégration, dee mer elo diskutéieren, inspiréiert hunn.

De Contrat d'intégration muss obligatoresch ginn an och inhaltlech reell Obligatiounen duerstellen. E muss also inhaltlech gefëllt sinn. Esou mussen zum Beispill d'Fraerechter, déi fir Lëtzebuerger a fir europäesch Frae gëllen, och fir d'Fraen aus der Immigratioun gëllen.

Ons national Immigratiounspolitik muss sech an den europäesche Kader areien, mä och an ons Entwécklungspolitik an am Generellen an dee Cadre mondial areien, déi mer mat onsen Accords de coopération mat den Ursprongslänner vereinbaart hunn. Do si mer also absolut op enger Linn, fir dat global ze gesinn.

Mä nach muss een awer och op déi Problematik agoen, déi de Wirtschafts- a Sozialrot a sengem Avis ugaangen ass, an zwar, datt ee muss en Effort maachen, fir dass och déi lëtzebuergesch Bevölkerung déi ganz Immigratiounsproblematik matdréit.

An onsem Land hëlt den Undeel vun Auslänner konstant zou. Haut stelle si schonn eng 40% vun eiser Bevölkerung duer an an der Stad souguer 64%. Och d'Zuel vun de Frontalieren hëlt zou.

D'IVL-Etüd hat zwee Zeenarië virgesinn, ee mat Immigratioun an ee mat Frontalieren, a wann ech déi leschten Donnéeën elo kucken, dann ass onst Land amgaang, déi zwee Zeenarien zesummen ze realiséieren. Eng geziilten a gewollten Immigratiounspolitik jo, mä awer och eng konsequent Integratiounspolitik net nëmme fir d'Leit aus den EU-Länner, mä och aus den Net-EU-Länner. Onst Land ass hei gefuerdert.

Mir musse mat deenen Auslänner, déi an onsem Land bleiwe wëllen, solidaresch a gemeinsam an d'Zukunft kucke kënnen an déi Zukunft och gestalte kënnen.

Dofir brauche mer keng duebel Nationalitéit fir d'Bierger, vun där nuren e puer Leit mat e puer Originen hei am Land kéinte profitéieren. Och an engem Sportsclub kënne Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger gemeinsam e Match gewannen.

Deen eenzege Sozialmodell, deen Erfolleg versprécht a bréngt, ass de Sozialmodell, dee sech kloer zum individuellen Effort, dee sech kloer zum Leeschtungsprinzip bekennt, deen onse Bierger eng Aarbecht séchert an hir Zukunft mat realisteschen Hoffnungen a Wënsch verbënnt.

Wann ons jonk Leit fäerten, si wieren net méi kompetitiv vis-à-vis vun hiren auslännesche Kolleegen, wa mer d'Konkurrenz aus dem Ausland fäerten, da fäerte si fir hir Zukunft.

Fir onse jonke Leit et ze erlaben, sech mat Succès der noutwendeger Konkurrenz ze stellen, musse mir Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger méi staark maachen, dëst ënner anerem iwwer eng Reform vun onsem Enseignement.

Do wëll ech drop hiweisen, datt, wann ech d'Ziler vun der Lissabon-Strategie fir Lëtzebuerg gesinn, fir justement d'Lëtzebuerger méi staark ze maachen, da soll d'Zuel vun de Leit, déi op d'Uni ginn, sech verduebelen. Datselwecht fir d'Leit, déi op de Secondaire ginn. Dat sinn zimlech héich gestallten Ziler, mä déi awer bluttnoutwendeg fir onst Land sinn. Dat sinn d'Konditioune vun der Stee, an do kënne mer och mat de Konklusioune vum CES absolut d'accord sinn.

Wann ee vun Immigratioun schwätzt, da muss een awer och op eng nei Problematik agoen, dat ass déi vun der Akzeptanz vun der Immigratioun. Zu Lëtzebuerg huet et traditionell ëmmer eng ganz grouss Akzeptanz ginn, mä dat positiivt Bild vum auslännesche Aarbechter, deen zum Räichtum vun onsem Land bäidréit, huet sech lues a lues verschlechtert an ass méi negativ ginn.

D'Grënn dofir sinn: d'Presenz vun illegalen Awanderer; d'Tatsaach, datt ëmmer méi Lëtzebuerger sech bewosst ginn, datt d'Lëtzebuerger minoritär an hirem eegene Land ginn; d'Erhéijung vun der Zuel vun de Chômeuren, an d'Tatsaach, datt d'Lëtzebuerger Sprooch lues a lues ëmmer méi den zweete Präis kritt vis-à-vis vum Franséischen.

Ech wëll hei just nuren de Wirtschafts- a Sozialrot zitéieren, deen datselwecht constatéiert a sengem Avis 2006: «Le CES souligne la nécessité de prendre au sérieux les appréhensions des Luxembourgeois: peur de ne plus être compris dans leur langue, peur de la „Überfremdung" par d'autres cultures, peur de la criminalité des étrangers.»

Dofir schléit de CES eng Informatiounscampagne vir. Ech mengen, et wier gutt, wann d'Regierung och op dee Wee géif goen. Wat d'Sproochen ugeet, kënne mer ons och dem Avis vun der CES iwwert d'Immigratioun uschléissen, dee seet, datt a verschiddenen Aarbechtsverträg misst d'Lëtzebuergescht zu enger Obligatioun gemaach ginn, fir kënnen déi Plaz ze kréien.

Dat ass notamment, ech zitéieren: «La dominance du français sur le lieu de travail n'est pas sans poser des problèmes de communication dans certains secteurs dans lesquels le contact avec le public est primordial, où le luxembourgeois garde son importance; par exemple secteur hospitalier et médico-social.»

Dat ass och eng Fuerderung vun der ADR. Dofir géif ech mengen, datt et wichteg ass, datt d'Regierung och Initiativen hëlt, fir Lëtzebuergeschcoursen unzebidden, och an der École européenne, an der International School an an der École française, fir datt déi Schüler, déi dodra sinn, wéinstens d'Méiglechkeet hunn, fir esou Coursë kënnen ze suivéieren. Dat ass fir den Ablack net de Fall.

Une voix.- Dat gëtt et alles.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Mä et muss een natierlech och Franséisch, Däitsch an Englesch promouvéieren. Ech mengen, dat sinn déi Sproochen, mat deene mer hei musse liewen a schaffen. An déi Offer kënnt däitlech verbessert ginn.

D'ADR stëmmt dëst Gesetz, well et an déi richteg Richtung geet. Mir wäerten héchstwahrscheinlech...

(Interruption)

...eng etlech Ännerunge vläicht nach missen an den nächste Méint virhuelen en vue vun deenen Diskussiounen, déi am Ablack ënnert der franséischer Présidence gefouert ginn.

Nach ass et wichteg, datt mer hei kloer Akzenter setzen: Jo zu enger Immigration choisie, Neen zu der illegaler Immigratioun.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Als leschte Riedner ass agedroen den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Och Merci der Madame Rapportrice. Et ass net einfach, wann ee muss no engem Cousin vum Sarkozy schwätzen, mä…

(Hilarité)

…ech wäert mer awer elo Méi gi fir ganz roueg ze sinn. Ech hoffen awer, wann den Här Henckes seet, dass dat Gesetz hei an déi richteg Richtung geet, dass mer eis bewosst sinn, dass et hei ëm Mënsche geet.

A wann et ëm Mënsche geet, huet och d'Politik hir Problemer, well wann et ëm Mënsche geet, dat ass delikat, dat ass sensibel. Et ass och esou, wéi een elo e bëssen erausféieren huet, dass déi eng heibannen un de Mënschen interesséiert sinn, un de Mënschen hirem Wuel, an déi aner sinn éischter u rietsem Kapital interesséiert, wat se dorauser kënne schloen.

Glécklecherweis ass awer de Gros heibannen un deene Mënschen interesséiert, ëm déi et geet, an duerfir brauche mer eis fir d'Zukunft keng Suergen ze maachen. Well et ëm Mënsche geet, déi - wat nach net hei ernimmt ginn ass - ganz oft aus engem grousse Misär eraus versichen heihinner ze kommen an hir Liewenskonditiounen ze verbesseren an déi domadder och versichen, wa se heihinner schaffe wëllen a kënne kommen, hirer Famill dohannen ze hëllefen, fir dass se och dohanne besser Liewenskonditioune kënne kréien.

Et ass och nëmme legitim, wann déi Leit versichen, hir Famill heihinner bei sech ze kréien. Ech mengen, dass mat dësem Gesetz eng Rei vu Konditiounen erliichtert gi si fir dat ze maachen, dass och eng Rei Konditiounen erliichtert gi si fir déi Leit, déi heihinner wëlle schaffe kommen; an ech mengen dat ass dat Wichtegst un dësem Gesetz an dat ass och dat, wat soll ënnerstëtzt ginn.

Wann ech dann héieren, dass vu Säite vun der ADR hei begréisst gëtt, dass méi restriktiv soll virgaange ginn an dass méi eng organiséiert Immigratioun soll kommen, a wann ech dann och nach liesen, dass de Pacte européen do och e bëssen an déi Richtung „Pacte sur l'immigration et sur l'asile" geet, dann hoffen ech, dass d'Lëtzebuerger Regierung et awer fäerdeg bréngt, dass dee Pacte net och dem Här Sarkozy säi Stempel kritt an dass mer do awer och kënne kucken, dass mer dat, wat mer haut gestëmmt hunn, net iergendwann eng Kéier nach mussen am negative Sënn ëmänneren, well dat wär jo net dat, wat erwënscht ass.

Wat mech hei an deem Gesetz am Fong och e bësse stéiert, dat ass, dass et awer e bëssen à la tête du client geet, dat heescht, dass awer fir bestëmmte Gruppe vu Salariéë Privilegië geschafe ginn. Ech hunn dat am Sportsgesetz net gutt fonnt. Ech fannen dat och hei net gutt.

Ech fannen, dass e Mënsch e Mënsch ass, dass e Salarié e Salarié ass an dass keng Ënnerscheeder däerfe gemaach ginn, ob e Salarié héich qualifizéiert oder net esou qualifizéiert ass. An eisem Aarbechtsrecht maache mer keng Restriktiounen an deem Sënn a mir däerfen dat dann och hei net maache mat Leit, déi heihinner wëlle schaffe kommen.

Mir mussen de Mënsch als Mënsch behandelen. Et muss eng Equitéit ginn tëschent de Mënschen. Mir schwätzen dauernd vu Chancëgläichheet, mä mat dësem Gesetz stelle mer am Fong déi Chancëgläichheet e bëssen a Fro.

Mir stellen déi Chancëgläichheet e bëssen a Fro, well et Leit sinn, déi eben net aus eisem Land kommen. Ech fannen dat net richteg an ech fannen dat net gutt. D'Chancëgläichheet soll net nëmme fir hei am Land gëllen, mä déi soll esou gëlle wéi se an de Mënscherechter steet. Dat heescht, an de Mënscherechter, do gëtt och d'Chancëgläichheet fir all Mënsch d'selwecht behandelt. Duerfir hätt dat och kënnen an dësem Gesetz esou gehandhaabt ginn, ouni dass hei Extrawurschte gebrode ginn.

Ech begréissen d'Vereinfachung, d'Transparenz an deenen Dossieren, mä ech hoffen, dass mer déi Transparenz an déi Vereinfachung och op d'Servicer an de Ministèren esou schnell wéi méiglech kënnen iwwerdroen an dass d'Leit, déi sech dohinner virstelle kommen, dann awer och direkt eng Asiicht kréie vun de Beamten, wéi dat hei verstanen ass. An dass et och ganz wichteg ass effektiv, dass d'Regierung an d'Chamber hei op de Wee gi fir Opklärungscampagnen ze maachen, fir dass och dat Gesetz dobaussen op Versteesdemech stéisst an dass net kënnen anerer elo dëst Gesetz benotzen oder Opklärung maachen an déi falsch Richtung.

Dat heescht, d'Richtung soll déi sinn, dass dat Gesetz hei soll no bausse positiv duergeluecht ginn an dass vu virerop muss verhënnert ginn, dass aus dësem Gesetz rietse Populismus eraus sech ka schielen; well dat wär net gutt fir eist Land. A mat deem Apport, dee mer hei praktesch vun alle Fraktioune kréien, sinn ech och iwwerzeegt, dass mer an déi Richtung kënne goen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Angel agedroen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll gläich mat de Mercien ufänken. Ech menge meng Virriedner hunn dat gemaach an et kann een dat bei engem Gesetz, wou mer esou laang an esou vill dru geschafft hunn, roueg widderhuelen.

Mäin éischte Merci geet natierlech un eis Berichterstatterin, d'Madame Lydie Err. Ech wollt och soen, dass et, wéi mer un deem heite Gesetz geschafft hunn, fir mech als relativ neien Deputéierten eng formidabel Experienz war. Mir hunn en Avant-projet kritt vun der Regierung. Dozou gouf et Avisen. Do hu mer an der Kommissioun dru geschafft mat der Regierung. Dunn ass de Projet de loi komm. Du si vill Avisë komm. Mir hunn déi all eng Kéier duerchgekuckt virum Avis vum Statsrot. Du koum den Avis vum Statsrot. Dunn hu mer als Kommissioun 54 Amendementer gemaach. An ech fannen, dat ass eng formidabel parlamentaresch Aarbecht gewiescht, dat war och fir mech perséinlech eng formidabel Experienz.

Ech wëll mat de Mercië weiderfueren an natierlech och dem President vun der Kommissioun Merci soen, dass en déi Aarbechten esou gutt organiséiert huet an dass en esou vill Gedold hat; an natierlech och der Madame Barra, eiser Sekretärin, déi ëmmer fir eis do war. Net ze vergiessen ass awer och de Minister Nicolas Schmit; hien huet an deene laangen Diskussioune bewisen, dass hie kee sture Minister ass an dass hien den Dialog mam Parlament, mat den Deputéierte respektéiert. Och senge Mataarbechter villmools Merci; dat waren d'Madame Ecker, den Här Wagner an den Här Finzi. Si hunn eis op vill Froe geäntwert, mat vill Gedold; och hinne Merci.

Dee Merci wëll ech am Fong awer och all de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun weiderginn. Mir haten eng flott Diskussioun. Mir hunn net vill gestridden. Mir hu konstruktiv diskutéiert an dat war eng flott Experienz. Och de Fait, dass mer esou vill Avisë kritt hunn, beweist awer, dass dee Sujet vill Leit dobaussen interesséiert huet.

D'Madame Err huet et scho gesot, verschidden Avisen hu sech autosaiséiert, déi hu mer kritt, dat ass eng gutt Saach. Déi waren och interessant. Ech wëll just een Avis net nennen, deen hunn ech bedauert: Dat war en Avis vun dräi Zeilen, wou mer just gesot kritt hunn, dass déi näischt derzou ze soen hätten, an ech hunn dat e bësse bedauert. Ech hunn dat och e bëssen iwwerhieflech fonnt, deen Toun; ech wëll awer do weider net drop agoen.

Dëst Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, ass wéi gesot enorm wichteg an - mir hunn et schonn all gesot - et reit sech eben an eng Serie vu Moossnamen an, d'Integratioun, d'Nationalitéitegesetz, wat nach kënnt - an de Ben Fayot huet jo nach aner Gesetzer ugeschwat, dat iwwert de Congé linguistique -; also e Pak vu Moossnamen, deen dës Koalitioun sech op de Métier geholl huet, fir eben d'Zesummeliewen an eiser plurikultureller Gesellschaft zu Lëtzebuerg ze verbesseren.

Dëst Gesetz ass och wichteg fir déi ekonomesch Entwécklung vun eisem Land. Mir wëssen, säit véier, fënnef Jorzéngten hunn déi international Handels- a Wirtschaftsbezéiunge sech esou accéléréiert - an dat net nëmme wat d'Gidder ugeet, mä och wat d'Iddien an d'Persounen, also och d'Mënschen ugeet. Haut ass et ebe selbstverständlech, dass déi wirtschaftlech Mondialiséierung Hand an Hand geet mat enger Augmentatioun vun den Immigratiounsfluxen.

Mir däerfen an dësem Kontext och net vergiessen, dass am 19. Jorhonnert Lëtzebuerg en aremt Land war an dass mer deemools ganz wéineg Awanderer haten, mä dass, au contraire, vill Lëtzebuerger ausgewandert sinn. An et ass eréischt ufanks dem 20. Jorhonnert wou mer eng Terre d'accueil gi sinn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mir wëssen och, dass an den 80er, 90er Joren eise Wirtschaftswuesstum an déi international Immigratioun hei zu Lëtzebuerg eng ganz nei demographesch Situatioun ervirbruecht hunn. Mir hunn eng quasi Stagnatioun vun eiser lëtzebuergescher Bevölkerung an eben e staarke Wuesstumsundeel vun den Netlëtzebuerger a mir däerfen och net vergiessen, dass mer parallell dozou jo nach eng ëmmer steigend Zuel vu Frontalieren hunn.

Dës Dynamik huet d'Politik virun eng grouss Erausfuerderung gestallt a mir wëssen och, dass, wa mer dës Dynamik weiderfuere wëllen, mer op déi auslännesch Aarbechtskräften ugewise sinn, sief et déi aus dem Grenzgebitt, déi aus Europa - mir wëssen och, dass dee Réservoir ëmmer méi kleng gëtt -, awer besonnesch och déi aus den Drëttstaten.

Dofir sinn ech ebe frou, dass mer dat Gesetz haut stëmmen. Dat ass, mengen ech, déi éischt Äntwert op déi Erausfuerderung, déi ech virdrun ugeschwat hunn, an am Hierscht an am Laf vum nächste Joer wäerte mer jo nach déi aner Gesetzer stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer no menger vläicht méi allgemenger Introduktioun och nach ganz kuerz zwee, dräi Punkten aus dësem Gesetz konkret unzeschwätzen. Ech fannen d'Regele fir de Regroupement familial gutt, well se esou däitlech sinn a well se och esou kloer sinn a well mer - wéi och schonn anerer gesot hunn - virdru kee Gesetz haten; nëmme Reglementer. Mir ginn hei jo och wäit - fannen ech - iwwert dat eraus, wat an den Direktive steet; och doduerch, dass verschidden Dispositioune vun dësem Gesetz sech eben och op Bénéficiairë vun enger Protection internationale bezéien.

Et ass och wichteg, dass verschidden Dispositioune gëlle fir d'Ressortissanten aus Drëttlänner, déi hei zu Lëtzebuerg legal residéieren, an dass si hir Membere vun der Famill hei kënne regruppéieren, an dass, soubal dës Memberen hire Permis de séjour hunn, si och hei kënnen enger Activité salariale nogoen.

Et ass gewosst, dass bal 90% vun esou Fäll vu Regroupement familial an Europa Frae betrëfft, déi hire Mann rejoignéieren. Et sinn oft just dës Fraen, déi duerch eng Procédure de regroupement an eist Land kommen. An et sinn oft dës Fraen, déi dann och vläicht riskéieren a Précaritéit ze falen, well se eben oft gréisstendeels virdru vum Statut vun hirem Mann ofgehaangen hunn. Et ass dofir wichteg, dass déi schaffen däerfen an an eisen Aarbechtsmaart integréiert ginn.

Mir hunn iwwregens och an dësem Gesetz, wann et zum Beispill zu Scheedunge kënnt, Méiglechkeeten, fir dës Leit ze repêchéieren. Mir hunn ënner anerem den Artikel 78, wou et ëm d'Raison-privéeë geet. Dat sinn all Dispositiounen, déi ervirzesträiche sinn.

Aner Dispositiounen, déi ech wëll ervirsträichen a ganz kuerz uschneiden, concernéieren och haaptsächlech d'Fraen. Dat sinn all déi Artikelen, déi iwwert d'Victimë vum Mënschenhandel handelen. Mir wëssen, dass dat och gréisstendeels Frae sinn. Och déi Dispositiounen, déi mer an dësem Gesetz erageschriwwen hunn, sinn an deem Kontext eng gutt Saach.

Mir hunn an der Kommissioun oft a laang iwwert den Artikel 12 an den Artikel 70 diskutéiert, wou et am Fong all Kéiers ëm de Partenariat geet. Ech hu mer déi Diskussiounen aus de Rapporten erausschreiwe gelooss. Eleng déi Diskussioun iwwert déi zwee Artikele vum Dezember 2007 u bis elo am Juli 2008 huet iwwer 14 Säite Rapporten erginn.

(Brouhaha)

M. le Président.- Wann ech gelift! Ech géif awer bieden! Et muss keen nolauschteren, awer de Respekt vis-à-vis vum Orateur verlaangt, dass et am Sall net méi haart ass wéi vun him aus vun der Tribün.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech hu leider keng esou eng Stëmm wéi de Kolleeg Castegnaro, soss géift Der nëmme mech héieren…

(Interruption)

A wéi de Minister Schmit, dee mer jo och nach herno héieren! Pardon, Här Minister. Ech hat lech bal vergiess.

(Interruption)

Ech muss emol froen, ob den OGB-L mer esou Coursen organiséiert, wou ech dat dann och léieren. Ech versichen dann emol méi haart ze schwätzen.

(Interruption)

Den Artikel 12 - mir befannen eis also am Kapitel vun den EU-Bierger - determinéiert also déi Persounen, déi als Familljemember considéréiert ginn. Dat sinn, wéi scho gesot, d'Descendanten, d'Ascendants directs, de Conjoint an och de Partenaire, mat deem de Citoyen vun der Unioun e Partenariat ofgeschloss huet.

Et muss och net e Partenariat hei zu Lëtzebuerg sinn, mä et muss eent sinn, wat ähnlech Konditiounen huet wéi eist. Et gëtt där Länner natierlech net esou vill - d'Madame Err huet dat scho gesot -, mä ech hunn nogekuckt, et gëtt awer Drëttlänner, wou et esou Partenariater gëtt: Dat ass Südafrika, dat ass Kanada, dat ass Australien an esou weider.

Ech wëll och ervirsträichen, dass mer hei - an den Här Braz huet dat jo och gesot - méi wäit gaange si wéi d'Direktiv; vläicht net wäit genuch à mon goût. Mir haten den Avis vun deene verschiddenen ONGen. Mir haten och den Avis vun der Mënscherechtskommissioun dozou, déi hei wollte méi wäit goen. Mä trotzdeem, och wa mer deenen Avisen net 100% Rechnung gedroen hunn, kann een awer wierklech hei eng grouss an eng gewëssen Ouverture feststellen.

Ech begréissen och ausdrécklech, dass de Paragraph 2 vum Artikel 12 seet, dass de Minister am Fong kann e Familljemember autoriséieren, deen net de Konditioune vum Paragraph 1 entsprécht - dat heescht, deen net gepacst ass, deen net de Conjoint ass oder deen net Ascendant an Descendant ass -, wann hie folgend Konditiounen erfëllt, an zwar déi, dass hien am Hierkunftsland à charge oder Deel vum Ménage war vum Uniounsbierger.

Och dëst, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng formidabel Ouverture. Dat gëllt awer leider nëmme wann de Regroupant Uniounsbierger ass. Am Fall, wou de Regroupant aus engem Drëttland kënnt, gëlle leider aner Regelen. D'Madame Err ass jo schonn do och am Detail drop agaangen, dofir wëll ech dat elo net nach eng Kéier widderhuelen.

Eng aner Verbesserung - et ass och schonn driwwer geschwat ginn - ass de Fait, dass Studenten aus Drëttlänner kënnen, wa se hiert Studium hei ofgeschloss hunn, schaffen an net der Préférence communautaire ënnerleien, dass se nom Studium zwee Joer däerfen heibleiwen an dass dat awer och limitéiert ass. D'Madame Err huet eis jo den Aspekt, dee wichteg ass, wat d'Migration circulaire ugeet, erklärt, dofir wëll ech mech hei och kuerzfaassen.

D'Madame Err ass an deem Kontext vun de Studente schonn e bëssen agaangen op déi Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun hate mam Héichschoulminister Biltgen. Si an och den Här Braz sinn éischter op déi Problematik vun den zéng Stonnen agaangen.

Ech wollt awer och nach eng Kéier drun erënneren - an de Félix Braz huet et och scho gemaach -, dass de Minister sech awer wierklech bereet erklärt huet, iwwert d'Subside fir d'Studenten op eiser Uni nozedenken an déi net nëmme méi op d'Mériten an op d'Resultater ze berechnen, mä och op d'Käschte vum Liewen hei zu Lëtzebuerg; wat d'Studente brauchen, fir ze liewen, fir ze wunnen, déi jo awer héich sinn. Den Här Biltgen huet eis jo gesot, hie géif un engem neie Boursësystem schaffen. Ech hoffen, dass mer deen esou séier wéi méiglech kréien.

Dofir wëll ech lech och perséinlech matdeelen, dass ech deen éischten Amendement vun deene Gréngen net ka stëmmen, well ech iwwerzeegt sinn, wa mer elo géifen déi Stonnenzuel vun zéng op 20 hiewen, dass dann den Drock noléisst, fir dass mer esou séier wéi méiglech e bessert Boursëreglement kréien, wéi dat elo.

Och deen zweeten Amendement: Déi, déi derbäi waren, wëssen, dass ech an der Kommissioun mat versicht hunn do eng Majoritéit ze kréien, fir ze änneren, dass d'Studenten och dat éischt Joer kënne schaffen. Dat war awer leider net méiglech. Et handelt sech bei de Studente vun Drëttlänner am éischte Joer jo net ëm Honnerten an Dausenden; dat ass eng limitéiert Zuel.

Och do huet den Här Minister Biltgen eis versécher, dass déi Studenten awer Méiglechkeete kréien an der Uni. Hien huet och gesot, hien hätt Kontakt mat der Uni geholl, dass déi Leit kënne Beschäftegungen an der Uni kréien. Ech hoffen, dass den Här Minister Biltgen net vergësst, wat hien eis do an der Kommissioun gesot huet, well grad fir déi Studenten ass et och wichteg nach kënne Suen ze verdéngen.

Vläicht e puer Konklusiounen an nach e puer Remarquen.

Mir hunn dat schonn héieren: Duerch dëst Gesetz komme mer zu enger bürokratescher Vereinfachung. Mir schwätzen herno nach iwwert d'Polizei an zwee anere Gesetzer. Och ass ervirzesträichen, dass déi ganz friemepolizeilech Aarbecht, déi elo, besonnesch vun de Beamten op de Commissariat-de-proximitéën, gemaach ginn ass, duerch dëst Gesetz op deene Kommissariater do entlaascht gëtt; wat eng ganz gutt Saach ass.

Ech hoffen och, dass de Ministère sech genuch Moyenë gëtt, fir wann dat Gesetz elo exekutéiert gëtt, dass genuch Leit do sinn, dass ee kann de ganzen Dag uruffen op déi verschidde Büroen, dass een net e Répondeur do kritt op deem Ministère. Och dat si wichteg Saachen, dass genuch Personal do ass, fir d'Leit ze informéieren, fir de Leit ze hëllefen a fir de Leit déi verschidde Prozeduren ze erklären.

Ech ënnerstëtzen och déi Resolutioun an déi Motiounen; déi iwwert d'Kodifizéierung an och déi iwwert d'Informatiounspolitik.

Ech wëll drop opmierksam maachen, dass et vläicht och wichteg wär, déi heiten Texter op Englesch ze erklären, well mir wëssen, dass bei ganz ville Betriber hei zu Lëtzebuerg an der Wirtschaft d'Sprooch Englesch ass, dass d'Personalbüroen net méi „Personalbüro" heeschen, och net méi „Bureau des ressources humaines", mä oft „Human resources", dass do alles op Englesch leeft. Do schaffe souguer schonn a verschiddenen Domäner Leit, déi kee Franséisch kënnen. Et wär vläicht interessant wann ee fir verschidden Zweiger aus der Wirtschaft déi Saachen do och géif op Englesch publizéieren.

Ech wëll nach eng Remarque maachen zu deem Règlement grand-ducal, wat mer e Méindeg an der Kommissioun ausgedeelt kritt hunn, wat ech och ganz positiv fannen. An zwar, wou et ëm d'Travailleurs hautement qualifiés geet, wou do drasteet, dass se musse véiermol de Mindestloun hunn. Ech hunn nogekuckt, dat sinn da bal 6.200 Euro brut. Ech fannen dat relativ héich. Et ginn nämlech ganz hautement qualifizéiert…

(Interruption)

Dräimol, ah Pardon. Dann hunn ech mech verrechent.

Ech fannen, et soll een do net nëmmen op de Salaire kucken, well oft hu Leit, déi hautement qualifizéiert sinn, bei hirer éischter Aarbechtsplaz net direkt en héije Salaire, mä en héijen Diplom, an do muss ee wierklech oppassen, dass een dat elo net nëmme monetär kuckt, mä dass et do wierklech op d'Qualitéit vum Diplom ukënnt.

An da wëll ech ofschléisse mat enger ganz perséinlecher Remarque. Ech wëll drun erënneren, dass 2004 no de Koalitiounsverhandlungen, innerhalb vu menger Partei an och an der Press, e bësse kritiséiert ginn ass, dass d'LSAP déi Dossieren Immigratioun a Flüchtlinge kritt huet. Ech kann lech soen, ech si ganz frou, dass mer déi Dossiere kritt hunn a stellen och fest, dass de Jean Asselborn a besonnesch den Nicolas Schmit dës Dossiere mat vill Verstand, Fangerspëtzegefill an Determinatioun ugaange sinn. Et ass deemools och gesot ginn, mir hätten als LSAP do eng ganz waarm Gromper kritt. Haut, véier Joer duerno, nodeems mer d'Asylgesetz virun zwee Joer gestëmmt hunn an haut dëst Immigratiounsgesetz wäerte stëmmen, kann ech nëmme soen, dass mir als LSAP déi sougenannte Gromper gutt verdaut hunn an dass se eis gutt geschmaacht huet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Angel. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Här President, léif Kolleegen, léif Deputéierten, u sech kéint ech elo schonn e bëssen Zäit wannen, wann ech géif op d'Mercië verzichten. Ech wëll et duerfir awer kuerz maachen, well ech muss der Madame Rapporteure, ech géif en „e" hannendrunhänken, Merci soe fir hire schréftlechen an hire mëndleche Rapport. Ech géif besonnesch och der Kommissioun Merci soen an ech géif soen, datt dat hei eigentlech e gutt Beispill vun engem héich maturen demokratesche Parlamentarismus ass.

Als eigentlech nach jonke Minister - den Här Angel huet gesot, hie wier nach e relativ jonken Deputéierten, ech mengen ech sinn nach méi e jonke Minister - hunn ech d'Erfahrung gemaach, datt et méiglech ass, an engem Parlament eng konstruktiv Aarbecht ze maachen, an dat op engem komplizéierten, sensibelen Dossier. An ech sinn eigentlech ganz frou, datt ons déi Aarbecht esou gutt gegléckt ass a soen alleguerten deenen, déi un där Aarbecht do deelgeholl hunn, villmools Merci. Ech soen och all deene Riedner, déi hei geschwat hunn, Merci.

Sécher, wann ech dat richteg verstanen hunn, schéngt et jo e Konsens ze ginn iwwert dat Gesetz, wat mech perséinlech natierlech extrem freet, och wann ech feststelle muss, datt d'Lecture am Detail vläicht vun deem engen a vun deem aneren net 100%eg déi nämlecht ass. Mä et ass scho wichteg, datt sech iwwer esou eng zentral Gesellschaftsfro wéi d'Immigratioun hei zu Lëtzebuerg iwwer all Partei eraus e Konsens bilt, an och dobaussen dee Message bei de Leit soll ukommen, datt Lëtzebuerg Immigratioun brauch, datt mir ons als Lëtzebuerger ouni Immigratioun net kënne weiderentwéckelen.

Wann ech richteg verstanen hunn, wat déi verschidde Riedner hei gesot hunn, da schéngt dat hei jo eent vun deene wichtege Gesetzer vun dëser Legislatur ze sinn. E wichtegt Gesetz no 36 Joer, nodeem mer e Gesetz iwwert d'Immigratioun haten, wat eigentlech vun enger anerer Philosophie gedroe war. Enger Philosophie, déi natierlech méi op de Contrôle - Contrôle policier, Contrôle médical - orientéiert war an déi u sech den Immigrant méi als eng Aarbechtskraaft wéi als e Mënsch considéréiert huet. Haut ass d'Zäit anescht an de Bléck, dee mer op ons Matbierger, déi aus der Immigratioun kommen, geheien, muss och en anere si wéi deen, deen 1972 am Kader vun deem Gesetz applizéiert gouf.

Immigratioun, Mobilitéit vun de Mënsche weltwäit, mä besonnesch an Europa ass eng fundamental Donnée vun onser Zäit, och wa Lëtzebuerg zu deene Länner gehéiert, wou effektiv den Taux, wat déi auslännesch Matbierger ubelaangt, mat am héchsten op der ganzer Welt ass. Déi Diskussiounen, déi mer zu Cannes iwwert de Pacte sur l'immigration haten, sinn ugeschwat ginn, an ech géif do soen, datt dee Pacte, esou wéi en initialement vu sengen Auteure presentéiert gouf, haut schonn net méi deen nämlechten ass. No deenen Diskussiounen, déi mer virdrun haten, an deenen, déi mer zu Cannes haten, gëtt et eng Rei fundamental Ännerungen, an ech géif soen, d'Perspektiv, an där dat Dokument haut redigéiert ass, ass net méi genee déi nämlecht wéi déi, wou et initialement vun de Fransouse redigéiert war.

Sécher ass Immigratioun, wéi den Här Hortefeux dat zu Cannes ëmmer gesot huet, eng Erausfuerderung. Hien huet drop insistéiert, datt d'Immigratioun net e Problem wier, mä eng Erausfuerderung. Dat ass wichteg. Ech géif soen, et ass eng Erausfuerderung, et ass eng Nécessitéit fir ons Europäer. Et ass eng Opportunitéit an et ass eng Chance, à condition - an dat géif ech dann awer och derbäifügen -, datt mer capabel sinn, déi Erausfuerderung, déi d'Immigratioun duerstellt, an enger Kaderpolitik ze regelen an eben déi Chancen, déi se bréngt, och positiv ze kucken.

Mä stellt lech alleguer emol eng Kéier vir, stell all Lëtzebuerger sech emol vir, mir hätten ni Immigratioun kannt. Mir hätten ons ganz einfach hannert ons kleng Grenze verschanzt. Wat wier Lëtzebuerg? Mir hätten eng Populatioun, déi zesummegeschrumpft wier, esou wéi den Här Calot 1978 ons et virausgesot hat. Mir hätten eng Ekonomie, déi net dee formidabelen Dynamismus hätt, dee se haut huet, dee sech iwwer Jorzéngten entwéckelt huet, an ech géif gär soen, iwwer méi wéi e Jorhonnert entwéckelt huet. Mir hätte Sozialsystemer, déi op der Spuerflam géife fonctionnéieren, well all déi Leeschtungen, déi mer ons haut kënnen erlaben, nëmmen doduerch fonctionnéieren, nëmmen doduerch finanzéierbar sinn, well mer eng Population active hunn, déi esou dynamesch ass an déi et ons erlaabt, dee Sozialsystem ze finanzéieren.

Mä iwwert dat Ekonomescht eraus géif ech soen, ons Lëtzebuerger Gesellschaft hätt net déi Faarf, net déi Diversitéit, net déi Capacitéit, sech och an enger Welt, déi am Ëmbroch ass, ze adaptéieren a sech eigentlech och an engem gewësse Sënn ëmmer erëm nei ze erfannen, andeem ons Gesellschaft awer gläichzäiteg hire Racinen trei bleift. Immigratioun ass en Deel vun ons Lëtzebuerger, vun ons selwer, iwwert d'Jorhonnerten ewech. Mir vergiessen dat. Net eréischt säit engem Jorhonnert, mä iwwert d'Jorhonnerten ewech, a besonnesch iwwert déi lescht Jorzéngte respektiv 30 Joer.

Wéi den Här Schaus hei stoung a säi Gesetz verdeedegt huet, hate mer ongefëier 20% Undeel vun Netlëtzebuerger an onser Bevölkerung. Haut sinn et der 40, an trotz allem si mer eng geschlossen an eeneg Gesellschaft, an dodrëms geet et, well Immigratioun ass e wesentleche Bestanddeel vun onser Gesellschaft, vun onsem Zesummeliewen.

A wann ee sech freet: Wat ass eigentlech dat Lëtzebuergescht? Wat si mir eigentlech fir e Land, dat Lëtzebuerger Land? Wat ass - ech gebrauchen d'Wuert - ons Identitéit, vu datt a verschiddene Länner Immigratioun an Identitéit zesummen associéiert ginn? Wat huet se geprägt? Da sinn dat ouni Zweifel, wat mer an de Kapp kënnt, deen enorme Courage vun alle Lëtzebuerger a villen Netlëtzebuerger an deene schwieregste Momenter vun eiser Geschicht, déi zesummegestan hunn, fir Lëtzebuerg ze verdeedegen, an dat heiansdo mat hirem Liewen.

Dann ass et de Fläiss, den Engagement, d'Kreativitéit vun all deenen, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, déi duerch hir Aarbecht de Wuelstand vun onsem Land erschafft an opgebaut hunn. Dann ass dat sécherlech, Här Mosar an anerer, och ons Sprooch, ons Ausdrocksweis, awer gläichwäerteg och ons Capacitéit, ons mindestens an zwou anere Sproochen, nämlech déi vun onsen Noperen, auszedrécken. Dat ass och eng vun onsen Originalitéiten, a mir vergiessen et ze oft, eng vun onse grousse Stäerkten.

Dann ass dat schlussendlech ons Diversitéit, déi awer ni dat Gemeinsaamt, dat wat ons verbënnt, ofschwächt. Au contraire, et ass ons Diversitéit, déi ons beräichert. Loosse mer vläicht ee Moment e sentimentaalt Element bréngen. Gitt emol zu Lëtzebuerg op e Kierfecht a kuckt Iech déi Nimm u vun all deenen, déi virun ons hei waren, an da gesitt Der aus deene verschiddenen Nimm eraus, wéi onst Land gestalt gouf, wéi et opgebaut ginn ass, vu wiem et kulturell a mënschlech - net nëmmen ekonomesch - mënschlech! - beräichert ginn ass. Jo, ons Identitéit ass och erfollegräich duerch d'Immigratioun, ouni déi mer net dat wieren, wat mer haut sinn.

Mir si wéi déi meescht Gesellschaften an Europa - dat ass schonn oft gesot ginn - eng Immigratiounsgesellschaft, eng, déi sech vläicht däers net ëmmer esou bewosst war, mä sech awer ëmmer méi däers bewosst gëtt, mä si soll sech deem bewosst ginn an engem positive Sënn. Si muss mat engem positive Sënn dat Matenee-Liewen nach besser gestalten an déi Reforme maachen, fir datt mer effektiv net a Parallellgesellschaften ofdriften oder mat der Exklusioun vun deem engen oder deem anere liewen. De Problem Schoul ass och vun deem engen oder aneren ugeschwat ginn.

Et muss d'Zil sinn och fir d'Zukunft, d'Immigratioun esou ze gestalten. Iwwert d'Bedierfnisser vun onser Wirtschaft, hirer Kompetitivitéit eraus, dierfe mer dëst Zil, dat vum Matenee-Liewen, dat Zesummeliewen, dat Sech-besser-Verstoen, dat Vun-der-Diversitéit-Profitéieren, ni aus den Ae verléieren.

Dat ass och eent vun den zentralen Elementer, och wann dat net esou kloer am Text vun dësem Gesetz geschriwwen ass. Dat soll och en Element si vun deenen zwee anere Gesetzer, souwuel deem iwwert d'Nationalitéit wéi och deem iwwert d'Integratioun.

Dëst Gesetz ass largement diskutéiert ginn. Ech mengen, et war och gutt esou an et war absolut noutwendeg, datt et largement diskutéiert ginn ass. Mir hu vill Avisë gehat. Mir hu vill Konsultatiounen, och mëndlecher, gefouert. Mir hunn ons d'Preparatioun vun dësem Gesetz e bëssen Zäit kaschte gelooss. Ech si mer bewosst, datt mer doduerch Délaien net respektéiert hunn, notamment vun där enger oder där anerer Direktiv. Mir hunn ons d'Preparatioun e bëssen Zäit kaschte gelooss, well mer gemengt hunn, et wier wichteg, datt mer dës Zäit géife brauchen, well mer wollten déi gréisstméiglech Deeler vun onser Gesellschaft abannen.

Et ass och vill Viraarbecht gemaach ginn. Notamment déi vun der Spezialkommissioun 2004 ënnert der Presidentschaft vum Här Glesener. Och déi, déi am Kader vum Avis vum CES gemaach ginn ass. All déi Avisen, ob et déi si vun de Gewerkschaften, ob se kritesch sinn oder manner, déi vun den ONGen, déi vun den Employeuren, all déi hunn eigentlech zu engem équilibréierten Text bäigedroen, deen haut méiglech mécht, datt Dir en alleguerte kënnt matdroen.

Mä Immigratiounspolitik kënne mer net méi, wéi Verschiddener dat bemierkt hunn, national gestalten. Mir brauchen déi europäesch Dimensioun. An net nëmmen aus dem Bléckfeld vun der Libre circulation eraus, vu datt dat hei Gesetz jo och déi Rechter vun den europäesche Bierger regelt op der Basis vun der Direktiv vun 2004, an och déi Rechter besser an onsem nationale Recht verankert. D'Immigratioun ass haaptsächlech déi aus den Drëttlänner. Mir sinn och do e Land, wat e relativ héijen Taux huet vun 8 bis 9%, dee manner héich an anere Länner ass.

Duerfir ass et och wichteg, datt mer déi sechs Direktiven elo mat deem heite Gesetz wäerten ëmsetzen.

Mä ech muss do soen: Mir sinn oft hannendran. Ech ginn Iech ganz Recht, obwuel mer do och amgaange sinn - ech wäert Iech dat d'nächst Woch verzielen -, ons ze verbesseren, wat d'Transpositioun vun Direktiven ubelaangt.

Une voix.- Dat ass net schwéier!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Et ass net schwéier, il y a de la marge.

(Hilarité)

Mä ech muss Iech soen, an dësem Gesetz si mer heiansdo virun der europäescher Evolutioun, well souwuel déi „blue card" fir déi Héichqualifizéiert wéi och aner Dispositiounen - d'Sanktiounen notamment géint d'Patronen, déi illegal Aarbechter employéieren - sinn Dispositiounen, déi nach an der Diskussioun sinn, a mir hunn déi Aspekter elo schonn an onst Gesetz integréiert.

Dat sinn iwwregens och déi Aspekter, déi Der zum Deel erëmfannt an dem Kader vum Pacte sur l'immigration.

Mir brauchen eng Immigratiounspolitik, net e Laisser-faire a Laisser-passer. Sécher, mir brauchen eng gesteiert Politik, mä gesteiert am Geescht vun enger Ouverture, enger organiséierter Ouverture, an Transparenz a mat Solidaritéit. D'Solidaritéit fir d'éischt téschent deene 27 Länner vun der Unioun, a mir hu jo och d'Grenzen am November opgemaach fir déi aacht Länner, déi 2004 Member vun der Unioun gi sinn.

Mir brauchen awer och déi nämlecht Solidaritéit, déi nämlecht Transparenz géigeniwwer vun den Drëttstaten, well mer alleguer wëssen, compte tenu vun onsen demographeschen Evolutiounen an Europa, net nëmmen an dësem Deel vun Europa, mä och an aneren Deeler vun Europa, datt mer net op d'Immigratioun aus den Drëttstaten a besonnesch aus dem Süde kënne verzichten.

Mir brauche Regelen. Fir d'éischt Regelen europäescher Natur. Well mir mussen eng europäesch Politik hunn, fir datt net vun deem, wat ee Land mécht, an engem anere Land just de Contraire gemaach gëtt. Mir liewen an engem Espace commun. Mir liewen am Espace Schengen an duerfir ass et natierlech wichteg, datt net dat eent Land de Contraire mécht vun engem aneren, well mer eben an engem Espace ouni Grenze liewen.

Mä mir brauchen natierlech och nach national Regelen. Well ons Aarbechtsmäert bleiwen och nach zum Deel national. Si hunn hir eege Bedierfnisser, an duerfir ass et wichteg, datt mer och hei kënne gewësse spezifesch Regelen applizéieren. Ech mengen, mir hunn déi Marge, déi mer national kënnen huelen, an dësem Gesetz och vëlleg ausgenotzt.

Ech wëll awer och e Wuert soen iwwert dat, wat den Här Henckes gesot huet. D'Immigratioun kann net - do sinn ech mat Iech souguer d'accord, Här Henckes, wat jo net oft virkënnt - eng Ersatzléisung fir all ons eegen Onzoulänglechkeete sinn. Och déi Mënschen, déi hei zu Lëtzebuerg am Aarbechtsprozess sinn oder net am Aarbechtsprozess sinn, wéinst schlechter oder kenger Qualifikatioun, an dorënner gëtt et souwuel Lëtzebuerger Bierger wéi och auslännesch Matbierger, déi musse prioritär ënnerstëtzt ginn, fir eng Schaff ze fannen, an domat aus der Exklusioun erauszekommen, déi d'Aarbechtslosegkeet mat sech bréngt.

Ech deelen domat zum Beispill den Avis vum Conseil des étrangers, dee seet, datt déi Leit mat engem Migratiounshannergrond, déi Schwieregkeeten hunn, fir op den Aarbechtsmaart zréckzekommen, besonnesch ze ënnerstëtze sinn.

Besonnesch d'ailleurs wéineg qualifizéiert Immigranten a ganz oft hir Kanner, déi d'Schoul ouni ofgeschlossen Ausbildung verloossen, sinn d'Victimë vun dëser Précaritéit. Hei si mer alleguer gefuerdert: de Stat, besonnesch d'Beruffsausbildung, mä awer och déi wirtschaftlech Acteuren an notamment d'Entreprisen, déi musse mathëllefen, dëse Leit eng Chance um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ze ginn.

Jo, mir brauchen héich Qualifizéierter, mir brauche Chercheuren aus dem Ausland, wa mer wëllen, datt d'Lëtzebuerger Ekonomie eng vun deene performantsten an der Welt bleiwe soll. Mä dës Immigratioun förderen, heescht kengesfalls, onst eegent Potenzial ze négligéieren. Mir solle vun hinne léieren, do, wou et eppes ze léiere gëtt. Mir solle mat hinnen zesummeschaffen. Mir sollen effektiv déi Ekonomie vum 21. Jorhonnert hei zu Lëtzebuerg weider développéieren.

Mä Prioritéit muss och sinn, onsen eegene jonke Leit de Goût vun enger besserer Qualifikatioun ze ginn. Dat ass de Fall an engem Secteur wéi deem vun de Banken, esou wéi et virdrun an och nach haut zum Deel an der Sidérurgie de Fall war, am Mediësecteur, an der Recherche, wat eng vun de Prioritéiten och vun der Regierung ass.

Mir gi staark, well mer vun de Stäerkte vun deene léieren, déi vun auswäerts kommen. Dat ass d'Leçon - géif ech soen - vun der Lëtzebuerger Geschicht. Och déi Leçon hu mer ëmmer erëm nei geléiert, ob et an der Sidérurgie war oder am Endeffekt am Bankesecteur.

Dat trëfft och fir ons Uni zou, déi mer mussen opmaache fir déi begaabste Studenten aus der ganzer Welt. Ech sinn d'accord, datt et hei keng sozial Diskriminatioun dierf ginn. Et geet dorëm, déi begaabste Studenten unzezéien, ob se Suen hunn oder net. Och op Harvard kënnt de Begaabsten, och wann en den „Fee" fir Harvard net bezuele kann. Da musse mir capabel sinn, deene begaabte Studenten, aus wat fir engem soziale Background, aus wat fir engem Land se och ëmmer kommen, d'Dier op der Lëtzebuerger Uni och opzemaachen, hinnen d'Méiglechkeet ginn, hei ze schaffen, wéi mer et am Gesetz virgesinn hunn, zwee Joer vun hirem Wëssen ze profitéieren, mä awer och déi Lienen, déi si mat Lëtzebuerg hunn, weiderzeentwéckelen, an esou och - géif ech soen - déi international Positioun vu Lëtzebuerg ze stäerken, ouni awer - wéi dat och am Rapport vun der Madame Err steet - eng geziilte Fuite des cerveaux ze organiséieren.

Hei muss ee kucken, wéi an der Zukunft, besonnesch aus dem Süden, d'Immigratioun organiséiert gëtt, d'Immigration circulaire oder wéi och ëmmer se heescht.

Dat ass dee generelle Message, deen ech Iech wollt ginn. Ech kommen elo op e puer méi spezifesch Froen zréck.

Iwwert d'Sportler, well dat mer besonnesch um Häerz läit, wëll ech Iech just soen, alleguer déi, déi sech mat deene Froe vum Lëtzebuerger Sport auserneegesat hunn, wëssen, datt esou wéi bei den Héichqualifizéierten de Lëtzebuerger Sport och vill vun deene profitéiert, déi vun dobausse kommen an eigentlech fir ons eege Sportler ëmmer en Usporn sinn, fir och am Sport besser ze ginn, fir sech kënnen ze moossen an eben och, a mir gesi jo och ganz positiv Tendenzen a verschiddenen Domäner, fir do méi performant ze ginn.

Duerfir hu mer jugéiert, datt de Sportler eng speziell Kategorie ass. Elo kann een dat dréinen, wéi ee wëllt, vu vir oder vun hannen: De Sport ass eng speziell Kategorie. Et huet eben net jiddfer Mënsch den Don, schnell ze lafen, héich ze sprangen oder ganz geschéckt mat engem Ball ëmzegoen.

Duerfir mengen ech ass et gutt, datt mer fir d'Kategorie vum Sport eng speziell Rubrik reservéiert hunn.

Iwwregens den Här Mosar huet am...

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Am Keelespille si mer awer gutt.

(Hilarité)

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Voilà, da brauche mer do jo keng Auslänner.

(Hilarité)

Dir hutt Iech gefrot, wéi et da wier rechtlech gesinn, well een de Sportler net misst bei der ADEM deklaréieren, während een dat bei anere muss maachen. Mä den Héichqualifizéierten deklaréiert Der jo och net bei der ADEM. Da wier dat jo och eng Diskriminatioun. Dat ass also net de Problem vum Sportler.

Ech mengen, mir hunn iwwert d'Gesetz kloergemaach, wou ee muss deklaréieren a wou d'Prozeduren ebe méi einfach sinn, well et sech hei ëm speziell Kategorië vu Leit handelt.

Ech wëll och nach e Wuert soen iwwert den Héichqualifizéierten, well den Här Mosar och déi Fro ugeschwat huet. Dir hutt an der Chamber déi Dispositioun vun der Responsabilité particulière aus deem leschten Text erausgeholl, an ech sinn och ganz domat d'accord, well et effektiv schwiereg ass, wéi een esou eng héich Responsabilitéit géif definéieren. Dat wier dann ëmmer eng Saach vun der Onméiglechkeet, an do géif sech dann och de Risque astellen, datt mer op eemol géifen e gewëssenen Arbiträr kréien.

Iwwert d'Studenten hunn ech geschwat. Ech hunn natierlech mat vill Intérêt déi Amendementer do gesinn, déi den Här Braz am Numm vu senger Fraktioun abruecht huet. Ech mengen, de Moment ass elo net, fir nach eemol Amendementer an dat Gesetz ze setzen. De Moment ass elo ze kucken, wéi mer dat Gesetz éischtens un d'Goe kréien,...

Une voix.- Duerno ass et ze spéit.

Une autre voix.- Majo eben!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- ...an zweetens, wéi mer effektiv och déi Politik op der Uni praktizéieren, déi méiglech mécht, datt - wéi ech virdru gesot hunn - déi beschte Studenten eng Ouverture op d'Uni kréien. Et ass dat, wat wichteg ass.

Ech stellen awer och fest, a meng Sympathien hunn ech jo ni cachéiert, datt ech och hätt kënnen iwwer zéng Stonne goen. Mä an der Politik hunn ech an der Zwëschenzäit geléiert, datt ee muss heiansdo Kompromësser maachen.

(Hilarité)

Mir hu jo elo schonn e Schrëtt a méi Flexibilitéit. Mir mussen de Schrëtt an d'Flexibilitéit konsolidéieren. Dir proposéiert jo, an ech ginn Iech jo och op deem Punkt absolut Recht, datt een no enger relativ kuerzer Zäit eng Evaluatioun soll maachen, wéi dat Gesetz global fonctionnéiert, an dann ass d'Zäit wahrscheinlech och komm, fir op deem engen oder deem anere Punkt „fine-tuning" ze maachen an Ännerungen oder Amendementer ze bréngen. Mä loosse mer elo d'Gesetz stëmmen a loosse mer et besonnesch a Kraaft trieden. Ech mengen, vill Leit waarden drop, datt dat Gesetz a Kraaft trëtt.

Nach e Wuert iwwert déi Kautioun vun 1.500 Euro, déi hei mentionnéiert ginn ass. Déi steet a kengem Gesetz an déi hutt Der och net an dësem Gesetz fonnt. Dat war eng Pratique administrative. Ech garantéieren Iech, datt dës Pratique administrative u sech ofgeschaaft gëtt, datt d'Leit elo Ressources suffisantes solle beweisen. Dat kënne se maachen iwwer e Compte bancaire a se brauchen also dann net automatesch déi 1.500 Euro ze déposéieren, déi ech och effektiv, besonnesch am Fall vu Studenten, net direkt akzeptabel fannen.

Nun zum Regroupement familial. Mir haten net nëmme kee Reglement, mir haten eigentlech näischt. Mir haten eng Pratique administrative vum Regroupement familial, wat jo awer fir ee vun deene wichtegsten Deeler vun der Immigratioun vläicht engem Rechtsstat net absolut digne ass. Et ass also och hei eng Korrektur komm, déi absolut noutwendeg ass.

Dozou wëll ech dem Här Henckes Folgendes soen. Dir waart oft do, ech hunn Iech oft an der Kommissioun gesinn, mä Dir musst eemol gefeelt hunn, well den Artikel 70 Iech entgaangen ass. An deem Artikel ass d'Polygamie expressis verbis énoncéiert an ausgeschloss. Dir braucht Iech also net Gedanken ze maachen, wéi mer géifen dat elo nach an d'Gesetz eraschreiwen. Dat ass - berouegt Iech - ausgeschloss. Et ass also kee Problem do.

Wat de Mariage blanc ubelaangt - de Justizminister ass elo net hei am Sall...

Plusieurs voix.- Dach!

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- E kontrolléiert!

Une autre voix.- E stäipt Iech de Réck.

(Interruptions et hilarité)

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Entschëllegt!

Une voix.- Säi Schiet ass iwwer Iech, Här Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Hien ass amgaang, mengen ech, do e Projet de loi ze maachen, an et muss een also och kucken, wéi ee vläicht en „PACS blanc" - entre guillemets - an esou e Gesetz kéint eraschreiwen, well de Regroupement familial - wëll ech awer soen - gëtt elo oft décriéiert.

Déi Immigration familiale gëtt ëmmer als eng Charge ugesinn, an et gëtt awer vergiess, datt all Mënsch Recht op e Familljeliewen huet. All Mënsch huet d'Recht, mat senger Famill zesummenzeliewen.

Mir liewen haut an enger Zäit, wou dat Mënscherecht, wat e fundamentaalt Mënscherecht ass, muss respektéiert ginn. Dat heescht natierlech och, datt een am Fall wou et Abusë gëtt oder Situatiounen, déi net justifiéiert sinn, déi dann awer och probéiert ze bekämpfen.

M. le Président.- Här Minister, den Här Jaerling wëllt Iech eng Fro stellen. Erlaabt Der dat?

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Jo, gären.

M. le Président.- Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech hunn eng Fro am Zesummenhang mat de Kautiounen, déi Der elo ugeschwat hutt. Wa Leit sech mat Non-communautairë bestueden, muss jo eng Kautioun hannerluecht ginn.

Ass dat dann och elo esou, dass déi Kautioun elo ofgeschaaft gëtt? Ass dat déiselwecht wéi déi, vun där Dir elo geschwat hutt?

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Wann Dir Iech bestuet, hutt Dir jo souwisou iwwert de Code civil eng Obligatioun als Époux oder Épouse. Ech mengen, dat ass net d'Praxis, datt do nach weider Kautioune sollen hannerluecht ginn.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Mä déi ginn awer elo nach bezuelt. An et si jo Leit, déi déi bezuelt hunn. Kréien déi déi dann elo erëm? A gëtt an Zukunft keng méi gefrot, well dat geet aus deem Gesetz hei net kloer eraus?

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech hunn Iech gesot, Här Jaerling, datt déi Kautiounen u sech net an engem Gesetz virgesi waren.

Et kéint ee sech jo u sech Froe stellen, ob een dann eigentlech d'Recht huet, esou Saachen ze froen, wa se net iergendwéi gesetzlech fixéiert sinn. Dat froen ech mech elo als Bierger. Dat ass also net méi d'Praxis a wäert och net méi d'Praxis sinn. A wa Leit déi sollte bezuelt hunn an esou Situatiounen, da kréie se déi Suen absolut erëm.

Wat de Regroupement familial ubelaangt an déi Diskussioun, déi mer haten iwwert d'Kategorien, iwwert d'Partneren, déi net direkt liéiert sinn, do huet d'Madame Err jo gesot, datt den Artikel 78.2 eis am Fong misst déi Garantie ginn, datt och an deene Situatiounen, wou wierklech eng Partnerschaft, och wa se net formaliséiert ass, existéiert, d'Méiglechkeet besteet fir déi Persoun, fir op Lëtzebuerg ze immigréieren.

Ech sinn e bëssen iwwerrascht, datt hei ëmmer vun de Rechter, vun de spezifesche Rechter vun de Frae vum Här Henckes geschwat gëtt. Ech hat ëmmer gemengt, mir wieren elo an engem Stadium ukomm, wou mer eigentlech d'Égalité des droits hätten.

Also, wann Dir domat d'Égalité des droits viséiert hutt, dann ass et an der Rei. Wann Dir awer nach ëmmer mengt, d'Fraen hätte spezifesch, dat heescht jo am Prinzip e bësse manner Rechter wéi d'Männer, da si mer awer schonn...

(Brouhaha général)

Jo, da sot dat kloer.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech hu mer erlaabt, hei de President Sarkozy ze zitéieren, dee gesot huet,...

(Interruptions)

...datt de Contrat d'intégration déi Dispositiounen do misst virgesinn, an ech hu fonnt,...

Une voix.- Dat seet Äre Parteikolleeg Kartheiser!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Gutt. Dat ass fir mech kloer. Dann ass d'Saach an der Rei. Et ass ganz kloer, datt d'Lëtzebuerger Recht fir jiddfereen,...

(Interruptions)

...Mann oder Fra, dat nämlecht ass, an datt een, deen hei zu Lëtzebuerg...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da lauschtert elo dem Här Minister no!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Et ass kloer, datt een hei nom Lëtzebuerger Recht muss fueren an datt et do keng Ausnahmen däerf ginn.

(Interruption)

Dat waren u sech déi puer Froen, déi méi speziell ugeschwat gi sinn. Elo nach zu deenen zwou Motiounen.

Déi kann ech absolut...

M. le Président.- Wann ech gelift, Här Bettel! De Minister huet hei de Mëtteg dräi an eng hallef Stonnen nogelauschtert. Ech hunn dat gemierkt. Hien huet all Riedner hei nogelauschtert, also huet hien elo d'Recht, dass d'Chamber him nolauschtert bei sengen Ausféierungen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech wëll also soen, datt ech déi zwou Motiounen iwwert d'Kodifikatioun an d'Informatioun absolut unhuelen.

Et ass bemängelt ginn, dat Gesetz wier esou komplizéiert, datt ee misst dräi Affekoten hunn, fir et ze interpretéieren. Ech mengen, dat ass net de Fall. Et ass e Gesetz, wat natierlech eng relativ komplex Matière couvréiert, mä mir wäerten all Effortë maachen, fir alle Bierger an och den Employeuren hei zu Lëtzebuerg oder all deenen, déi susceptibel sinn, eventuell op Lëtzebuerg ze kommen, iwwer eng Broschür, iwwer e Site Internet déi Saache kloer duerzeleeën, fir datt et hei keng falsch Interpretatioune wäert an der Zukunft ginn.

Voilà, e lescht Wuert iwwert dat, wat gesot ginn ass iwwert dat, wat an Italien anscheinend geplangt ass. Mä ech hunn awer do keng Informatiounen. Ech muss mech natierlech vun esou Praxissen distanzéieren. Esou Praxissen, wou een ethnesche Grupp singulariséiert géif ginn, sinn net am Geescht vun enger europäescher Charte des droits fondamentaux. Dat si Praxissen, déi leien eng Rei Jorzéngten zréck. Mir kennen alleguerten déi dramatesch Konsequenze vun esou Saachen. Mir mussen also kucken, wéi mer och ons total Désapprobatioun vun esou Praxisse kloermaachen.

Voilà! Ech soen Iech villmools Merci. Mir hunn déi Hürd hei geholl. Ech hoffen, datt mer déi Hürd och huele fir d'Integratiounsgesetz. Ech hoffen och, datt mer d'Nationalitéit, déi eigentlech och eent vun den Zementer ass vun onser Natioun, net am Geescht vun enger Fermeture, mä am Geescht vun enger Ouverture, deen d'Lëtzebuerger iwwer Jorhonnerten - ech soen et nach eng Kéier - gekennzeechent huet am Respekt vun hirer Identitéit, mä déi net eppes Statesches ass, datt mer och déi Gesetzer an deem nämlechten État d'esprit unhuele wéi dat hei.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister, fir déi engagéiert Ried. Mir sinn domat um Enn vun der Debatt ukomm. Mir kommen elo zum Vote. Mir si fir d'éischt konfrontéiert mat den Amendementer, déi den honorabelen Här Braz déposéiert huet. Mir stëmme fir d'éischt iwwert d'Amendementer of.

Amendement 1

Mir stëmmen elo iwwert den Amendement 1 of, betreffend den Artikel 57, Paragraph 3.

Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 41 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun. Den Artikel 57, Paragraph 3 bleift also an där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun et virgeschloen huet.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Amendement 2

Da stëmme mer of iwwert den Amendement 2, och iwwert den Artikel 57, Paragraph 3.

Vote

Den Amendement 2 ass ofgelehnt mat 40 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun. Also bleift och dee Paragraph an där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun et virgeschloen huet.

Ont voté oui: Mme Lydie Err;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

(Applaudissements)

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zu de Motiounen, déi vun der Madame Err déposéiert gi sinn.

Motion 1

Kënne mer iwwert d'Motioun 1 par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Déi Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

D'Motioun 2 vun der Madame Err.

Och par main levée?

(Assentiment)

Vote

Och déi Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Résolution 1

D'Resolutioun, déi d'Madame Err déposéiert huet.

Och do stëmme mer par main levée of.

Vote

Nach eng Kéier eestëmmeg.

Dräimol Eestëmmegkeet fir d'Propositioune vun der Madame Err.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss. Mir kommen elo zum nächste Punkt. Dat ass de Projet de loi iwwert de Renforcement vun den Effektiver vun der Police.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioune ginn elo weider mam nächste Projet.

Une voix.- Et ass awer nëmmen een, deen d'Wuert kritt, Här President.

M. le Président.- Dat ass d'Diskussioun iwwert de Renforcement vun den Effektiver vun der Police. Et sinn ageschriwwen: den Här Meyers, den Här Bettel, den Här Klein, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Santer. Här Santer, wann ech gelift.

3. 5873 - Projet de loi portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et muss ee bei dësem Projet eng dacks gemaache Presentatioun aus der Welt schafen. Duerch dëse Projet de loi gi keng nei Polizisten agestallt. Bei der Astellung vu Polizei- an Zivilbeamte wäert dee bis haut bekannte Wee weiderbestoe bleiwen. D'Police, iwwert d'Policeschoul, kann och net méi wéi déi aktuell ongeféier 60 jährlech Rekruten ausbilden. Déi mussen och duerno um Terrain encadréiert ginn. Esou datt mer net elo vun haut op muer géife 500 nei Poliziste kréien.

Wat ass dann den Objet vun dësem Projet de loi? Den Effectif légal vun der Police gëtt vun 1.573 op 2.000 eropgesat. Am Polizeigesetz vum 31. Mee 1999 ass festgehalen, wéi vill Brigadieren, Inspekteren, Cadres supérieurs an Zivilpersonal d'Polizei soll hunn. Mat där nächster Assermentatioun, déi am Hierscht wäert stattfannen, wäerte mer dësen Effectif légal iwwerschreiden. Dofir musse mer deen Effectif légal upassen.

Natierlech kéint ee sech d'Fro stellen - an de Statsrot huet dat och gemaach -, ob ee wierklech e Cadre légal brauch. Dat wier bei anere Verwaltungen net de Fall. De Statsrot huet d'Propos gemaach, d'Bestëmmungen am Polizeigesetz, déi den Effectif légal festleeën, ganz ze sträichen.

Mir hunn dem Statsrot seng alternativ Propositioun net iwwerholl. Wann och d'Astellunge vun de Polizeibeamten iwwer aner Gesetzer, wéi zum Beispill iwwert d'Budgetsgesetz, lafen, esou ass et awer wichteg, datt am Polizeigesetz, dat d'Organisatiounsgesetz vun engem fir de Rechtsstat wichtege Corps duerstellt, déi maximal Zuel vu méigleche Poliziste steet.

D'Police esou wéineg wéi d'Justizautoritéite si mat anere staatleche Verwaltunge gläichzestellen. Dat verhënnert natierlech net, datt eng pluriannuel Planifikatioun gemaach gëtt. Dat gëtt och fir d'Riichtere gemaach. D'Zuel vun deenen 2.000 neie Polizisten, déi bis ëm 2015 wäerten en service sinn, kënnt net vun ongeféier. Et komme 70 nei Briga-

dieren, 330 nei Inspekteren a 70 nei Zivilbeamte bäi, an de Cadre supérieur gëtt ëm 27 Unitéiten opgestockt.

Am schréftleche Rapport wäert Der en Tableau virfannen, deen eng Repartitioun vun deenen zousätzlechen Effektiver op eng indikativ Aart a Weis proposéiert. Ech benotzen hei wëssentlech den Term „indikativ“, well een dësen Tableau net kann un déi heiteg an op déi nächst Regierung bindend maachen. Déi eigentlech Affektatioun vun den neien Effektiver muss sech no der Entwécklung vun der Bevölkerungszuel a vun der Kriminalitéit souwuel qualitativ wéi quantitativ upassen.

Méi wichteg wéi d'Zuele vun dësem Tableau sinn d'Prinzipien, déi hannert der Opstellung vun deemselwechte stinn. Déi alleréischt Prioritéit gëllt der Presenz um Terrain iwwert d'Opstockung vun de Commissariats de proximité an de Centres d'intervention. D'Presenz vun der Police um Terrain ass extrem wichteg. De preventive Charakter vun der polizeilecher Aarbecht gëtt esou ënnerstrach a verstäerkt. D'Leit musse gesinn, datt d'Police do ass.

Och musse verschidden Zentralservicer vun der Police verstäerkt ginn.

Dat ass de Fall vun der Police um Findel, wou mer virun engem Joer ongeféier d'giel Kaart vu Bréissel a Saache Sécherheet gewise kruten.

D'Unité centrale de la police de la route, déi haut mat 42 Leit musse 24 Stonnen op 24 Stonne siwen Deeg op siwen hir Aarbecht verriichten, gëtt och verstäerkt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Schlussendlech soll och d'Police judiciaire opgestockt ginn. D'Aarbecht, déi dee Service ze bewältegen huet, gëtt ëmmer méi komplex, besonnesch a Saache vu Wirtschafts- a Finanzkriminalitéit. Esou datt och do eng Verstäerkung ugesot ass.

Eng méi grouss Zuel vun Zivilpersonal ass och noutwendeg fir der Police bäizestoen. Hei sollte besonnesch Ingenieuren, Ingénieurs techniciens an Informatiker agestallt ginn. Et ass en effet evident, datt technesch Equipementer wéi Computer, Handyen an esou weider eng ëmmer méi grouss Roll beim Begoe vu Strofdoten a bei der Opklärung vu Strofdote spillen, an do och vu Säite vun der Police spezifesch technesch Kompetenzen erfuerdert sinn.

Mat dëser Prioritéitelëscht - och wann ech nach eng Kéier wëll betounen, datt d'Zuel vun den Affektatiounen nach muss genee, au fur et à mesure vun den Astellungen, festgeluecht ginn - äntwert den Här Justizminister op d'Feststellungen, déi mer virun engem Joer am Juli 2007 hei am Kader vun der Debatt iwwert d'Sécurité intérieure gemaach haten: Presenz um Terrain markéieren, spezifesch Zentralunitéite verstäerken an op technesch Kompetenz pochen.

Här President, ausser der Alternativléisung fir den Effectif légal am Gesetz ofzeschafen, déi mer, wéi ech gesot hunn, net iwwerholl hunn, hat de Statsrot keng Observatioun zum Text vum Projet de loi. Ech wëll awer nach kuerz op eng Remarque vum Statsrot agoen, mat där ech iwwerhaapt net averstane sinn. A sengem Avis huet de Statsrot gemengt, mat dësem Projet de loi géif eng, ech zitéieren: «…augmentation massive des effectifs de la Police…» realiséiert ginn an doduerch, schreift de Statsrot a sengem Avis: «…le Luxembourg dépassera la densité policière de tous ses pays voisins», wou mer elo am ënneschte Mëttelfeld leien.

Éischtens kënnt et mat dësem Gesetz net zu enger «…augmentation massive des effectifs de la Police…». D'Police stellt nëmmen déi Leit an, déi se an der Polizeischoul an um Terrain kann ausbilden. Mat dësem Projet de loi gi keng nei Leit agestallt, hei geet et just ëm den Effectif légal.

Zweetens, wat d'Densité policière ugeet. D'Densité policière ass de Ratio tëschent der Bevölkerungszuel an der Zuel vun de Polizisten. Datt mer elo do géifen Europameeschter ginn, woen ech ze bezweifelen. Déi aner Länner wäerten och an deenen nächste Joren d'Zuel vun hire Polizisten opstocken. Mir stinn also net eleng do. Mir mussen an d'Bevölkerungszuel déi Leit mat arechnen, déi zu Lëtzebuerg schaffen, awer net zu Lëtzebuerg liewen. Déi Zuel ass och an deene leschte Joren an d'Luucht gaangen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Upassung vum Effectif légal vun der Police ass eng Noutwendegkeet. Et kommen ëmmer méi national an international Aufgaben op d'Police duer. Déi europäesch an international Zesummenaarbecht, déi ëmmer méi komplex Kriminalitéit, d'Erausfuerderungen, déi an den nächste Joren op d'Police wäerten duerkommen, féieren zu engem ëmmer méi groussen Aarbechtsopwand, an dobäi däerf een de preventive Charakter vun der polizeilecher Aarbecht ni aus den Ae verléieren. D'Poliziste mussen do affektéiert ginn, fir der Polizei et ze erlaben, hirer mannegfalteger Aarbecht nozekommen. Mam Ausweide vum Effectif légal erlabe mer hir dat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de Projet de loi iwwer eng Erhéijung vun den Effektiver vun der Polizei ass vun eisem Kolleeg, dem Deputéierte Patrick Santer sengem schréftlechen a mëndleche Rapport ausféierlech duergeluecht ginn. Ech soen him dofir Merci. Et erlaabt mir, mech a mengen Ausféierunge ganz kuerzzefaassen an nëmmen op e puer Punkten nach eng Kéier zréckzekommen.

Duerch dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, gi global gesinn déi legal Effektiver vun der Police vun 1.573 op 2.000 Unitéiten eropgesat. Dat Zil soll bis 2015 erreecht sinn. Mat dësem Gesetz gëtt de Justizminister Luc Frieden der Motioun, déi d'Chamber de 4. Juli 2007 gestëmmt huet, eng positiv Suite. An där Motioun ass d'Regierung ënner anerem opgefuerdert ginn, weiderzefuere mat hiren Effortë fir d'Effektiver, déi am Gesetz vun '99 virgesi waren, ze erreechen, an doriwwer eraus och déi Effektiver vun deem Gesetz nozekucken, fir eventuell d'Zuel vun den Effektiver eropzesetzen, wat mat deem Gesetz vun haut dann och geschitt. A si ass opgefuerdert ginn, eng besser Verdeelung vun de Polizeibeamten an deenen eenzelnen territorialen Unitéite virzegesinn, wat och hei an dem Text ugesprach ass.

Mat dem Eropsetze vun den Effektiver gëtt d'Chamber der Regierung, a virun allem dem Justizminister, d'Méiglechkeet, fir d'Effektiver vun der Police den Erfuerdernisse vun deenen nächste siwe Joer unzepassen. Fir déi nei Héchstzuel vun 2.000 Polizeibeamten ze justifiéieren, huet d'Regierung eng Rei Argumenter ugeféiert, déi och vun der ganz grousser Majoritéit vun den Deputéierte gedeelt ginn. D'CSV ass der Meenung, dass déi Erhéijung den effektive Besoinen, déi d'Regierung an hirem Exposé des motifs duergeluecht huet, entsprécht, an dass de Prinzip vun der Proportionalitéit respektéiert gëtt, fir op eng ugemiess Aart a Weis d'Kriminalitéit ze bekämpfen.

Eng grouss Prioritéit bei der Erhéijung vun den Effektiver wëllt d'Regierung där sougenannten „Unité de base“ bäimoossen. Et sinn dat d'Commissariats de proximité, déi an engem enke Kontakt mam Bierger stinn an an den Uertschaften, an de Quartieren derfir suergen, dass de Bierger och mierkt, dass de Stat seng alldeeglech Sécherheet garantéiere wëllt. D'CSV ass net nëmmen d'accord mat dem Prinzip vun der Erhéijung, mä och mat där Opdeelung vun deenen zousätzlechen Effektiver op déi eenzel Servicer vun der Polizei, esou wéi d'Regierung dat an engem Tableau indicatif virschléit. En Tableau, deen allerdéngs net bindend ass, wéi de Rapporteur scho gesot huet, mä deen undeit, a wéi enge Servicer déi Erhéijungen an deenen nächste Jore virgeholl solle ginn.

Här President, de Statsrot ass der Meenung, et bräicht ee kee Spezialgesetz, fir d'Effektiver vun der Polizei eropzesetzen. Dat wier och méiglech iwwert d'Budgetsgesetz. De Rapporteur ass schonn drop agaangen. Et ass richteg, dass an deene leschte Jore Kadergesetzer vu verschiddene Verwaltungen ofgeännert goufen, fir eng Upassung vun den Effektiver duerch d'Budgetsgesetz ze erlaben. D'Commission juridique ass allerdéngs net op dee Wee gaangen, deen hei de Conseil d'État ugedeit huet, mä si ass der Meenung, dass weiderhin am Kadergesetz vun der Police d'Effektiver solle fixéiert ginn.

D'Polizeiverwaltung ass keng Verwaltung wéi all anerer. Et muss een och hei feststellen, dass déi Erhéijung vun den Effektiver ëm méi wéi 400 Unitéiten eng Zuel ass, déi kaum am Budget bis elo virgesi war. Et ass eng mëttelfristeg Programmatioun vun den Effektiver, déi een och net an engem eenzelne Budgetsgesetz kënnt virhuelen, mä déi een da Joer fir Joer misst virhuelen, wou allerdéngs dann d'Regierung net sécher wier, ob d'Chamber och dat Joer duerno erëm d'accord wier, fir déi Effektiver ze héijen. Hei kann eng mëttelfristeg Programmatioun gemaach ginn, wat an esou enger Verwaltung wéi der Polizei och eng grouss Wichtegkeet duerstellt.

D'Police ass keng Verwaltung wéi eng aner. Opgrond vun de speziellen Aufgaben, déi se an der Gesellschaft huet an déi d'Gesetzer an och d'Verfassung hir zouerkennen, huet se e wesentlechen Undeel un der Ausübung vun der Muecht hei am Land. Si participéiert um Exercice vun der Puissance souveraine wéi keng aner Verwaltung. Déi Leit, déi an der Verwaltung schaffen, sinn Officiers de police judiciaire, wat eng wichteg Attributioun ass, a mir mengen et wier och noutwendeg, dass an deem Beräich d'Chamber hiert Matsproocherecht duerch e Spezialgesetz behält.

Schlussendlech däerf een och net vergiessen, an ech rappeléieren dat hei, dass zwee Artikele vun der Verfassung, an zwar d'Artikele 96 a 97, sech ausdrécklech mat de Forces de l'ordre befaassen. Den Artikel 96 gesäit vir, dass alles wat d'Force armée betrëfft, „tout ce qui concerne la force armée“, duerch Gesetz muss geregelt ginn, an den Artikel 97 gesäit vir, dass d'Organisatioun an d'Attributioune vun de Forces de l'ordre an engem Gesetz musse festgehale ginn. D'Kommissioun war och der Meenung, dass een hei um Prinzip vun der Organisatioun vun der Police touchéiert, wann een déi Effektiver ëm esou eng grouss Zuel eropsetzt. Dat waren eigentlech d'Argumenter, fir net op de Wee vum Conseil d'État ze goen, mä fir bei dem Textvirschlag vun der Regierung ze bleiwen an d'Gesetz esou ze stëmmen, wéi d'Regierung et erabruecht huet.

Am Numm vun der CSV kann ech deene Propositiounen zoustëmmen an ech brénge och den Accord vu menger Fraktioun zu deem dote Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen heite Projet de loi, deen déposéiert ginn ass, dee gesäit jo vir, dass d'Police eng Augmentatioun vu 500 Leit kritt bis 2015.

Et kann ee sech eng éischt Fro stellen: Wéi d'Demokratesch Partei bei de Gemengewahle gesot hat, dass an der Stad Lëtzebuerg vill Poliziste géife feelen a souguer d'Zuel vun 200 Polizisten zitéiert hat, hat den deemolege Spëtzekandidat vun der CSV gelaacht an eis e bësse Security-Wahn virgeworf.

Ech si frou, dass haut déi Bestätegung kënnt an déiselwecht Richtung vum Parteikolleeg vum Här Mosar, dem Här Frieden, dee 500 nei Leit wëllt astellen, an dovunner an deem Tableau, och wann et nëmmen indikativ ass, 85 fir den CI-Stad, wat jo e Bewäis ass fir den...

(Interruption)

Jo, de Centre d'intervention, dat ass d'Regierung…

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir wëllt d'Wuert?

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo. De Centre d'intervention Lëtzebuerg. Jo, dat ass den CI, Här Santer, fir d'véiert!

(Interruption)

M. le Président.- Féiert keen Dialog, sot et haart, datt jiddfereen et matkritt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et stëmmt, dass de Beräich vun deem CI méi grouss ass wéi d'Stad Lëtzebuerg, mä duerfir hu mer jo schonn zum Beispill d'Kameraen an Zesummenaarbecht mat der Police installéiert. Mir si frou selbstverständlech, dass dat, wat mer deemools zur Stad Lëtzebuerg gesot hunn, haut nach ëmmer stëmmt, mä deemools hu mer virgeworf kritt, dass mer e Sécherheetswahn hätten. Haut gëtt vun der CSV confirméiert, dass mer an déi richteg Richtung awer gaange waren, andeem mer gesot hunn, dass d'Presenz vun der Police um Terrain immens wichteg wär, soss wier doudsécher och net dës Regierung an d'Police mat eis als Gemeng op de Wee gaangen, fir verschidde Kameraen ze installéieren zesumme mat der Police, also dat heescht indirekt jo och mat der Regierung, op deene sensibele Plazen, wat d'Gemeng Lëtzebuerg och e Batz Geld kascht huet, fir zesummen dee Projet kënnen ze maachen.

Mir hu selbstverständlech och wichteg fonnt, dass dee Projet mat de Kamerae soll gemaach ginn, soss hätte mer en och net gemaach. Dat, Här President, wollt ech dem Rapporteur just matdeelen.

Ech zitéiere just, wann Dir mer sot, mir hätten e Sécherheetswahn, de Statsrot, dee seet: «En prévoyant une augmentation massive des effectifs de la Police, le présent projet affiche l'image de la politique sécuritaire du Gouvernement.»

Här President, ech soe just, dass dat, wat de Statsrot geschriwwen huet, dat ass, wat ech hei elo zitéiert hunn.

Et kann ee sech dann awer och déi Fro stellen, firwat et dann esou laang gedauert huet, fir dass déi Effektiver geréicht ginn, well Här President, wann een dem Rapporteur säi Rapport liest, da steet do: «Or, il convient de tenir compte du fait que la Police se doit d'assurer une présence sur le terrain 24 heures sur 24 et sept jours sur sept.»

An hien entwéckelt dat weider, et kéint ee sech d'Fro stellen, wéi haut iwwerhaapt d'Police fonctionnéiert, ob se iwwerhaapt nach genuch Leit huet, fir kënnen normal ze fonctionnéieren.

Et stëmmt souguer, Här President, dass verschidde Centres d'intervention, dat heescht net d'Commissariats de proximité, mä Centres d'intervention, net normal konnte fonctionnéieren - wéi Élwen -, well net genuch Leit do waren!

Tatsächlech, wann Der d'Congéen huelt an d'Leit, déi krank sinn, waren et net genuch Leit, déi op deene verschiddene Plaze geschafft hunn.

Plus nach déi grouss Politik, déi et bei der Police ginn ass vun den Détachementer, dat heescht, d'Leit sinn e puermol gerechent ginn op där enger Plaz an op där anerer Plaz, dat huet da jiddfereen arrangéiert. Mä et schéngt jo, dat huet eis och deen neien Direkter vun der Police gesot, dass dat ënnert deem neie Polizeidirekter net méi géif stattfannen. Ech muss Iech soen, dass mer ganz frou waren, mat der Madame Colas a mam Här Nettgen kënnen iwwert déi verschidde Punkten an der Kommissioun ze schwätzen an och Erklärungen ze kréien.

Et ass elo eelef Méint virun de Wahlen. Elo gëtt op eng Kéier vu 500 neie Poliziste geschwat. Verschidde Leit kéinte mengen, d'Campagne électorale géif schonn ufänken, mä esou béis wëll ech op jidde Fall hei net sinn.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Dat ass awer net wouer.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, ech hu jo gesot, Här Rapporteur, verschidde Leit kéinte jo esou eppes behaapten. Ech rapportéieren hei just dat, wat d'Leit esou dobausse soen. Ech hu jo net gesot, ech géif déi Meenung deelen.

Ech soe just, dass een op eng Kéier eelef Méint virun de Wahle seet, elo feele 500 Polizisten.

Äre Rapport, ech muss soen, ass wierklech ganz gutt, well et gesäit ee vun 2000 bis den 1. August 2007, dass eng Augmentatioun bei den Inspektere vun 1.106 op 1.293 war. Dat ass eng kleng Hausse. Dat si knapps 10% an deene bal aacht Joer, déi komm sinn. Dat ass net vill. An dowéinster kann ee sech op jidde Fall d'Fro stellen, firwat et esou laang gedauert huet, fir dass déi Hausse och kënnt.

Da si verschidde Leit, déi soen, jo 500 Polizisten, dat ass wichteg fir d'Sécherheet vun de Bierger. Mir si ganz averstanen. Mir sinn och frou, dass d'Regierung averstanen ass, fir dass déi 500 Poliziste virun allem bei d'Commissariats de proximité an och bei d'PJ kommen.

Firwat bei d'PJ? Wann ee kuckt haut bei Failliten, wou de Juge d'instruction Aarbechte gëtt, wou Verjährunge kommen, wou d'Leit net poursuivéiert ginn, an och nach duerno, nodeem schonn en Uerteel oder eng Enquête op jidde Fall do war, den Délai raisonnable duerno soulevéiert gëtt, einfach well d'Police net genuch Leit huet, fir déi Aarbecht kënnen auszeféieren, virun allem bei der Police judiciaire. Duerfir ass et och ganz, ganz wichteg, dass bei der PJ nei Leit bäikommen.

Bei de Commissariats de proximité selbstverständlech och. D'Leit brauchen e bësse Presenz vun der Police. Et geet net duer, esou wéi et elo ass.

D'Polizisten huet een net onbedéngt gären, wann een an eng Kontroll geréit, wa

Schlaangen do sinn. Mir si selbstverständlech frou, wann déi 500 nei Polizisten net 500 nei Kontrollen elo erginn, déi op der Strooss solle stattfannen, méi se sollen um Terrain Presenz markéieren, fir preventiv ze schaffen.

500 nei Poliziste wëllt awer och net heeschen, elo einfach egal wien astellen a vun haut op muer soen, mir musse ganz vill nei Polizisten astellen. D'Qualitéit vun de Membere vun der Police grand-ducale ass nach ëmmer e Kritär, dee ganz wichteg ass. Do soll net dann elo en Nivellement vers le bas gemaach ginn, andeem gesot gëtt, mir mussen onbedéngt 500 Leit astellen.

Do sinn awer aner Leit, déi mer da soen, et wier och wichteg, dass ee bei der Police grand-ducale eng Formation continue hätt. An heiansdo huet ee jo ganz oft och d'Gefill, dass verschidde Polizisten op déi eng oder aner Manéier vläicht op eng méi ondiplomatesch Aart a Weis géife mat deem engen oder mat deem aneren ëmgoen. Duerfir wier et och vläicht ganz wichteg, dass déi nei Membere bei der Police grand-ducale e Cours doriwwer kréichen. Ech weess net, ob dat offréiert gëtt, mä et misst op d'mannst offréiert ginn, fir dass se dat och léieren.

Ech krut nach d'lescht Woch, Här President, vu menger Aarbechtskolleegin heibannen erzielt - ech zitéieren elo keen Numm -, dat wär esou am Stil gewiescht: „An, Mod, bass de ze séier gefuer?" oder am Stil „Bass de hei an eng Strooss gefuer, wou s de net häss dierfen?" Dat geet net!

Ech krut dat hei vun enger Kolleegin erzielt, an do soll ee selbstverständlech op den „back to basics" zréckkommen, deen a gewësse Saachen, a verschidde Punkten op jidde Fall hei net onwichteg ass. Dat heescht, dass ee selbstverständlech och bei der Police dat soll ervirhiewen.

D'Police huet déi lescht Zäit vill schlecht Schlagzeile kritt. Dat soll awer net e generaliséiert Bild vun der Police sinn. Ech mengen, eis Police grand-ducale mécht ganz gutt Aarbecht all Dag, mä wéi gesot, déi 500 Leit sollen och déi richteg Formatioun dofir kréien.

Dann huet een och gelies, ob mat där Augmentatioun vun der Zuel vun de Leit, déi elo schaffe ginn, een net riskéiert, ze vill Offizéier ze kréien. Et ass souguer zitéiert ginn, an ech hat och d'Fro gestallt, ob mer net e Waasserkapp kréie mat ganz ville Chefen a wéineg Leit, déi um Terrain da schaffen. Ech mengen, mat den Erklärungen, déi ech kritt hunn an der Kommissioun, kann een dat net behaapten.

Déi Offizéier sinn och ganz, ganz wichteg, a gleeft mer et, d'Offizéier hunn eng wichteg Missioun. Haut ass nach en Uerteel gesprach ginn, dat heescht, muer wäert och nees an der Zeitung doriwwer geschriwwe ginn. D'Offizéier hunn eng wichteg Missioun bei der Police.

Et ass och wichteg, dass déi net demoraliséiert sinn, well bei deenen d'Moral am Moment net grad topp ass, andeems se d'Gefill hunn, dass se déi ganzen Zäit op d'Fanger geklappt kréien. Si sinn an déi 60 a si kommen elo op 90 erop. Ech mengen, et ass wichteg, deenen och net d'Flemm anzedreiwen. Wann déi eng oder déi aner Affär geschitt ass, kann een dat op jidde Fall net generaliséieren.

Selbstverständlech soll och bei den Inspekteren op der Strooss, de Brigadieren op der Strooss an och dem Personnel civil, déi hir Aarbecht gutt maachen, net deen een oder aneren Eenzelfall en allgemengt schlecht Bild iwwert déi ganz Police ginn.

Wéi gesot, Här President, mir hunn deemools A gesot, da soe mer och haut B. Déi 500 nei Poliziste si wichteg fir de Corps. Mä, wann een de Rapport liest, kann ee sech froen, wéi haut d'Police iwwerhaapt nach ka fonctionnéieren.

Et gesäit een zum Beispill, wann ech de Rapport liesen, Här President, dass haut bei der Autobunnspolizei, der UCPR, 42 Leit do sinn. Wann ee bedenkt, 42 Leit, dat war gutt - ech hunn d'Zuelen net -, wéi virdru vläicht eng Autobunn war, d'Diddelenger Autobunn oder wéi eng et och war, mä haut ass d'Netz vun eisen Autobunnen vergréissert ginn, a wann Accidenter do sinn, muss direkt och d'Unité centrale de la police de la route do sinn. Et ass also ganz wichteg, dass do eng Augmentatioun kënnt.

Wéi gesot, méi Poliziste soll net heeschen, méi Repressioun a méi Kontrollen. Au contraire, et wier och ganz, ganz wichteg, net ëmmer wëllen zum Beispill, den Här Braz hat dat schonn hei zitéiert, am Prisong wëllen an den Drot ze investéieren. Et wier wichteg, ze wëssen - an déi Zuelen hu mer net -, wat d'Zuel vun de Récidiven ass a wéi mer e Suivi pénal vun de Leit kënne maachen, fir ze évitéieren, dass se nees Stroftäter ginn. Da wëll ech net soen, dass ee manner Poliziste géif brauchen, mä da kéinten d'Poliziste sech op déi Aarbecht konzentréieren, fir déi se och do sinn.

An dann, last but not least, ass eng grouss Diskussioun iwwert d'Aarbecht vun den Agents municipaux. Och wann dat elo net direkt an de Kontext vun dësem Projet de loi passt, wier ech awer frou ze wëssen, wou mer dru si mat de Kompetenze vun de Membere vun den Agents municipaux.

Wat sinn hir Méiglechkeeten? Hautdësdags kann en Agent municipal kee Procès-verbal schreiwen, wann Dir eng Infractioun zum Gemengereglement maacht. An duerfir wier et ganz, ganz wichteg, wann een op jidde Fall eng Kéier kéint kucken, wat d'Kompetenz ass.

Ech wëll elo net eng zweet Police kréien, net dass ech falsch verstane ginn, mä op d'mannst awer, dass d'Agents municipaux déi Gemengereglementer, déi mir och selwer stëmmen, wéini een d'Poubellen eraushëlt, wéini ee se nees eranhëlt, iwwert d'Infractiounen, iwwer verschidde Saachen, déi an engem Gemengereglement stinn, kënne kontrolléieren. Wéi gesot, Här President, no all deenen Explikatioune wäert d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei och dësen Text hei stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Jean-Pierre Klein. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Den Här Minister huet d'Wuert gefrot.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech wollt just - fir datt d'Deputéierten an och déi aner Leit, déi eis vläicht nolauschteren, verstinn - eng Prezisioun ginn zu Chifferen, déi den Här Bettel elo grad, menger Meenung no, net richteg genannt huet. En huet gesot, elo gi Leit agestallt, well déi lescht Jore si keng agestallt ginn.

Ech wëll soen, an dëser Regierung an an där virdrun, dat heescht an deenen zwou Koalitioune komme mer vun 1.200 Leit, déi mer an der Police haten am Joer 2000, dëst Joer op 1.500 Leit. Dat heescht, d'Zuel vun de Poliziste vum Joer 2000 bis haut ass ëm 300 eropgaangen. Et ass also net, datt dat en Effort ass, deen elo ufänkt; deen Effort war considérabel an deene leschte Joren. Ech wollt just déi Chifferen hei ginn. Virdru sinn do net déi Chifferen am Detail zitéiert ginn an ech mengen et ass wichteg, datt ee sech kann e Gesamtbild maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, just wann Der erlaabt, ech hunn nämlech d'Zuelen elo net vun de Cadres supérieurs zitéiert, och net vun de Brigadieren, déi jo asprange fir lénks a riets kënnen hëllefen ze goen, mä déi vun den Inspekteren, déi jo déi sinn, déi attachéiert sinn normalerweis och op engem CP oder engem Service central, an do ass eng Hausse, laut Rapport, vun 2000 bis 2007 - also, Här President, ech wollt dem Minister just dat zitéieren, wat den Här Rapporteur eis geschriwwen huet - vun 1.106 op 1.293; dat ass eng Hausse ongefëier vun 190, dat si manner wéi 10%.

Dat ass dat Eenzegt, wat ech gesot hunn. Ech hunn näischt wëlle falsch soen. Ech hu just hei d'Zuelen zitéiert vun den Inspekteren, déi do wierklech dann och attachéiert sinn.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Dat ass richteg. 200 Inspekteren an 100 Brigadieren an Offizéier. Mä all déi dräi Kategorië schaffen.

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et sinn net déi, déi um Terrain sinn.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Déi dräi Kategorië sinn och um Terrain, awer manner.

M. le Président.- Merci. Elo huet dann den Här Klein d'Wuert. Här Klein, wann ech gelift.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir seng detailléiert Berichterstattung.

An de leschte Jore sinn hei zu Lëtzebuerg substanziell Efforten ënnerholl ginn, fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen. Et si vill juristesch Instrumenter geschafe ginn. De Polizeicorps ass opgestockt a perfektionéiert ginn. Dat huet ganz sécherlech och derzou bäigedroen, dass d'Sécherheetsgefill vun eise Bierger gestäerkt ginn ass.

Dëse Projet de loi gesäit elo erëm eng Kéier vir, den Effectif légal vun der Police bis d'Joer 2015 vun 1.573 op 2.070 ze kréien, also ëm 497 Polizeibeamten ze erhéijen.

Wann een déi plakeg Zuel betruecht, kann engem dat als vill oder als ze vill erschéngen; a siwe Joer wiisst d'Police grand-ducale personalméisseg ëm ee Véirel. Et muss een awer eng méi déif gräifend Analys vun dëser Personalopstockung maachen.

De Statsrot huet am Kader vun dësem Projet de loi eng méi déif gräifend Analys gefrot an huet gesot, déi hätt misse stattfannen, an e bemierkt: «(…) on aurait pu s'attendre à une analyse plus approfondie mettant en rapport la victimisation et la présence de la Police ainsi qu'à un bilan des effectifs de la loi de 1999 soumettant à un examen critique l'organisation adoptée».

Am Rapport ass opgelëscht, à titre indicatif, wéi vill zousätzlecht Personal fir déi verschidde Servicer virgesinn ass, ouni dass déi eenzel Zuelen explizit justifiéiert gi sinn.

A sengem Avis seet de Statsrot, dass no dëser Erhéijung bis 2015 Lëtzebuerg eng méi grouss Densité policière hätt wéi all seng Nopeschlänner a berifft sech dobäi op Chiffere vun 2001. Eng interessant Remarque, déi awer ze relativéieren ass, well anzwëschent vill vun onsen Nopeschlänner och méi Polizei agestallt hunn. Lëtzebuerg ass e souveräne Stat mat all deenen duerzou gehéierende Verflichtungen, déi dagdeeglech vill Polizeibeamten an Usproch huelen, notamment d'Unité de garde et de réserve mobile.

Trotz feelender Analys droen déi geplangte Personalverstäerkunge villen Iwwerleeungen a Bemierkungen, déi d'Commission juridique an hirem Rapport am Kader vum Débat d'orientation zur Sécurité intérieure vum leschte Joer gemaach huet, zu engem groussen Deel Rechnung.

Et ass nämlech e Fait, dass munch Servicer vun der Polizei einfach ënnerbesat sinn. Ech denken do als Alleréischt u verschidde Commissariats de proximité a Centres d'intervention.

Den Effectif vun der Polizei muss an dëser Hisiicht adaptéiert ginn, fir der demographescher Entwécklung Rechnung ze droen an eng gesond Polizeipresenz um Terrain kënnen ze assuréieren. Ech begréissen duerfir ausdrécklech, dass als éischt Prioritéit d'Verstäerkung vun de Commissariats a Centres d'intervention virgesinn ass.

Dorobber bezunn hate mer an der Commission juridique am Rapport iwwert d'intern Sécherheet jo och scho festgehalen: «Un sous-effectif entraîne non seulement une désillusion de la population, qui est en droit d'attendre une présence policière dans un commissariat de proximité ou un centre d'intervention régional, mais aussi un coup au moral des effectifs, qui se voient confrontés à une charge de travail qu'ils savent ne pas pouvoir maîtriser nonobstant le recours à des heures supplémentaires.

C'est pourquoi une répartition des nouveaux effectifs dans les commissariats de proximité et les centres d'intervention doit devenir une priorité.»

Deen zweete Service, dee bei der Personalopstockung Virrang genéisse wäert, ass d'Police judiciaire, besonnesch am Hibléck fir méi effikass kënnen d'Wirtschaftskriminalitéit an déi sougenannte Cyberkriminalitéit ze bekämpfen, déi ëmmer méi un Importenz gewannen.

D'Police judiciaire muss duerfir dat néidegt Personal mat der néideger Ausbildung zur Verfügung gestallt kréien, fir géint dës komplex a schwiereg Phenomeener besser virgoen ze kënnen; esou wéi d'Commission juridique et och an hirem Rapport scho gefuerdert hat.

Dëse Malaisë wäert an deenen nächste Joren duerch dëse Gesetzesprojet Rechnung gedroe ginn.

Méi Visibilitéit dobausse vun der Polizei geet Hand an Hand mat enger gudder Kommunikatioun vun der Police mat de Bierger. Duerch déi Visibilitéit vun de Polizeibeamten an engem verbesserten Accueil an de verschiddene Polizeistatioune kann d'Vertrauen an d'Polizei gestäerkt an d'Sécherheetsgefill verbessert ginn. D'Personalopstockung an dësem Sënn ass e Schratt an déi richteg Richtung.

Här President, d'Sécherheetsgefill an der Bevölkerung huet sech déi lescht Jore verbessert, wann och nëmme liicht; dat geet aus Ëmfroe vun der ILReS ervir, déi säit dem Joer 2001 am Optrag vun der Police grand-ducale all zwee Joer d'Sécherheetsemfanne vun der Populatioun analyséiert. Dës Statistike sinn awer mat vill Virsiicht ze genéissen, well d'Sécherheetsgefill vu subjektiver Natur ass a Statistiken nëmme bedéngt eppes aussoen.

Eng aner interessant Analys geet aus dem Eurobarometer vum leschten Hierscht ervir. D'Lëtzebuerger gesinn d'Insécuritéit als sechstgréisste Problem un. Si ass domadder als manner urgent aklasséiert wéi bei eisen europäeschen Nopeschlänner, wou d'Sécherheetsbedenken oft um Punkt 2 figuréieren. Dëst léisst och drop hischléissen, dass et zu Lëtzebuerg mat der Sécherheet net ze schlecht bestallt ass.

Trotzdeem ass d'Délinquance am Joer 2007, an absoluten Zuele gesinn, net erofgaangen. Au contraire, si ass souguer méi staark geklomme wéi dat an de viregte Joren de Fall war. Statistiken am Rapport d'activité vum Ministère de la justice beleeën dat. Waren am Joer 2006 nach 25.913 Gesetzeswidregkeeten - Verkéiersdelikter sinn do net abegraff - constatéiert ginn, esou sinn et der am Joer 2007 28.252; eng Hausse vu ronn 9%. Dobäi ass ervirzesträichen, dass besonnesch de Vandalismus, d'Abréch an d'Gewaltdelikter staark zougeholl hunn.

Wat sinn d'Ursaache vun dëser negativer Entwécklung? Verschidde Facteure spillen eng Roll, ganz besonnesch:

1. D'Bevölkerung wiisst, duerfir soen absolut Zuelen nëmme bedéngt eppes aus. Proportional zum Bevölkerungswuesstum ass d'Délinquance net vill geklommen.

2. Eng méi staark polizeilech Presenz an Opsiicht zitt méi enregistréiert Strofdote mat sech. D'Zuel vun der Délinquance camouflée hélt of.

3. D'Hemmschwell bei der Gewaltuwendung sénkt.

Dat muss ee bedenklech stëmmen, dass d'Hemmschwell bei Gewaltuwendung sénkt. Et ass e Gesellschaftsphenomeen, deen ee preventiv a laangfristeg ugoe muss, wou d'Ursaache sozialer, wirtschaftlecher an institutioneller Natur sinn. Duerch eng Bildungspolitik, déi all Kand eng Chance offréiert, duerch effikass Structures d'accueil a Kannerbetreiung souwéi eng verantwortlech Sozialpolitik an Immigratiounspolitik kann de Stat hei am beschten entgéintwierken.

Repressiv Gesetzestexter schrecke sécherlech of, mä si erlaben et net, de Kär vum Problem unzepaken an ze léisen.

An anere Wierder muss d'Politik mat der Zivilgesellschaft op ville Fronte kohärent a vernetzt zesummeschaffen, fir dëse Phenomeen an de Gréff ze kréien.

Duerfir wëll ech e puer Wierder zu deenen ustehende Schoulreforme soen: Duerch een differenzéierten a méi individualiséierten Unterrecht avancéiert all Kand no sengem Rhythmus. Eng positiv Bewäertung an e kompetenzorientéierten Unterrecht stäerken d'Selbstvertraue vun de Kanner a gi jiddferengem eng reell Chance, am Liewen ze réusséieren, esou dass d'Erzéiung, d'Schoul zu der Reduzéierung vun der Délinquance wäert bäidroen.

D'Politik stéisst och un hir Grenzen. Eng gutt Erzéiung ass a bleift e wichtege Facteur, fir dass Kanner a Jugendlech net op déi falsch Bunn geroden. De Stat, deen hei eng komplementar Roll zu de Famillje spillt, kann net eleng fir d'Erzéiung vun de Kanner suergen. D'Familljen dierfen hei net déresponsabiliséiert ginn.

Ech erhoffe mer, dass duerch déi Personalverstäerkunge vun de Kommissariater, de Centres d'intervention, der Police judiciaire an deenen anere Servicer vun der Polizei d'Kriminalitéit méi effikass nach ka bekämpft ginn an d'Sécherheetsgefill vun de Bierger sech verbessert.

Duerch dat neit Immigratiounsgesetz via déi nei Bestëmmungen, déi jo haut hei verabschit gi sinn, gëtt d'Police vu jëtzegen Aufgaben an deem Beräich entlaascht. Et ass och elo grad scho gesot ginn: Den Appel

vun de Gemengen un d'Polizei wäert och deemnächst noloossen, wann d'Kompetenze vun den Agents municipaux erweidert ginn.

D'Agents municipaux, ouni eigentlech eng Parallellpolizei ze forméieren, sollen de Pouvoir kréien, fir Avertissements taxés auszestelle bei Verstéiss géint determinéiert Bestëmmunge vu Gemengereglementer nieft Verstéiss am Stationéierungsberäich. Dat entlaascht d'Polizei vu mineuren Aufgaben, an doduerch ka se sech mat méi seriöe Missiounen ofginn. Et wäert och d'Gemenge méi berouegen, dass se och do en Echo fannen an dass se hir Reglementer méi wéi bis elo an der Vergaangenheet mat enger méi grousser Effikassitéit ausgefouert kréien.

Niewent de polizeileche Moossnamen dierfe mer och net vergiessen, an deenen anere Politikfelder weider um Ball ze bleiwen, fir eis Gesellschaft méi sécher ze maachen.

Mat dësem Projet de loi kréie mer e weidert Instrument an der Bekämpfung vun der Kriminalitéit an der Stäerkung vum Sécherheetsgefill fir eis Bierger. Duerfir gëtt och d'LSAP-Fraktioun hiren Accord zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Très bien!

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Klein.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Wann Der nëmmen dräi heibanne sinn, mussen déi méi haart jäizen.

(Hilarité)

M. le Président.- Deen nächste Riedner ass den Här Braz.

(Interruptions diverses)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- En ass amgaang z'iessen.

M. le Président.- De Minister wäert nolauschteren.

(Interruptions diverses)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- En ass amgaang, e puer Rouder ze vernichten.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. le Président.- Här Braz, wann ech gelift, huelt Iech d'Wuert a maacht Ären Exposé. Merci.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll aganks fir d'éischt dem Rapporteur, dem Här Santer, Merci soe fir d'Aarbecht an der Kommissioun an och fir de schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir hunn also haut e Projet de loi op der Dagesuerdnung, deen den Effectif théorique vun der Police soll via Gesetz ofännere par rapport zum Gesetz vum 31. Mee 1999, no deem den Effectif 1.573 Unitéiten ass. Deen Effectif soll bis Horizont 2015 eropgoen op 2.070 Unitéiten.

Mir sinn als gréng Fraktioun, wéi d'Virriedner och, mam Statsrot net enger Meenung. Mir menge schonn, dass de Wee iwwert d'Gesetz de richtege Wee ass, fir dës Modifikatioun virzehuelen. De Statsrot, deen a sengem Avis och déi eng oder aner méi kritesch Remarque gemaach hat, huet notamment eng Formule gebraucht, déi bei de Kolleege vun der Majoritéit net op schrecklech vill Begeeschterung gestouss ass. En huet nämlech geschriwwen, an dësem Projet de loi géif d'Regierung d'Image vun hirer Politique sécuritaire e bëssen erauskéieren.

Et ass wouer, dass d'Zuel vun de Poliziste gewuess ass, net nëmme mat dësem Gesetz. Wa mer d'Inspekteren an d'Brigadieren zesummerechnen, leie mer vun 2000 bis 2007 bei enger Augmentatioun vu 25%. Woumat mer den Effectif théorique légal vum 99er Gesetz elo praktesch erfëllt hunn. Am Laf vum Joer 2008 misste mer eigentlech iwwert deen Effectif théorique kënnen erausgoen, wat och mat sech bréngt, firwat dass mer d'Gesetz dëst Joer nach musse stëmmen.

Opgrond vun dësem Gesetz sollen dann ab 2008 inclus bis wéi gesot Horizont 2015 nach eng Kéier ronn - den Här Klein sot 25%, mir kommen op - 33% Poliziste bäikommen. Ech mengen och, dass d'Augmentatioun éischter bei 33% läit, wat nach eng Kéier eng zolidd Augmentatioun ass.

De Virworf vun der Politique sécuritaire, deen de Statsrot formuléiert, kéint d'Regierung entkräften, wa se géif op déi Kritik agoen an eiser Meenung no och déi Zuelen, déi am Projet de loi uviséiert sinn, géif anescht begrënnen.

Ier ech awer dorop aginn, wëll ech nach eng Kéier oder iwwerhaapt emol soen am Numm vun der grénger Fraktioun, dass mer d'lescht Woch op der Televisioun eng Interventioun vum Minister héieren hunn, vun där ech soe muss, dass se mech e bësse perturbéiert huet, an deem Sënn, well mer bis elo an de leschte Joren zumindest op Dossieren, déi am méi breede Sënn vum Wuert mat der Police, mat der Sécuritéit, mam Prisong ze dinn haten, an aller Regel probéiert hunn, eng sachlech Debatt ronderëm déi Froen ze féieren, eng Debatt ouni Ënnerstellungen.

De Minister war méi wéi eemol och scho méi schlecht drun. Notamment ronderëm d'Evasioune vum Nuka Kujtim an aner Episoden, déi zum Beispill am Prisong stattfonnt hunn. Mir haten an aller Regel eng Debatt an dësem Haus, déi wéi gesot relativ sachlech war a wou keng Ënnerstellunge gemaach gi sinn.

Ech schwätze vun där Remarque vum Minister d'lescht Woch an engem Bericht op der Televisioun, an deem ech och zu Wuert komm war, fir d'Kritike vun der grénger Fraktioun virzedroen, déi Remarque, wou hie sënngeméiss gesot huet, dass deene Leit, déi dat heiten elo net géife stëmmen, d'Sécherheet egal wär. Sou hutt Der Iech ausgedréckt.

Ech muss Iech soen, Här Minister, eis ass d'Sécherheet net egal!

Une voix.- Dem Minister och net!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Gradesou wéineg - huelen ech emol un - wéi se Iech net egal ass.

Mir hunn eng Rei Leit an der grénger Fraktioun, déi a kommunale Responsabilitéite sinn an déi do och à ce titre eng Aarbecht maachen, déi am Beräich vun der Sécuritéit läit.

An ech muss soen, Här Minister, wann Der d'Debatt ronderëm dës Themen op deen doten Niveau wëllt hiewen, wann Der also jiddferengem, deen net mat allem, wat Der sot, an net mat allem, wat Der proposéiert, averstanen ass, ënnerstellt, d'Sécherheet wär him egal, da kréie mer effektiv hei am Land ronderëm dës Themen an Zukunft eng aner Aart a Weis, fir mateneen ze diskutéieren.

Mir géifen dat bedaueren, well mer halen dat heite fir e ganz seriöe Projet, e sensibele Sujet, wou ee soll probéieren, no Méiglechkeet mat sachlechen Argumenter ze begrënnen, firwat ee fir eppes ass a firwat een eventuell net fir eppes ass.

Mä den allgemenge Virworf, dass hei Leit heibanne wieren, notamment ënnert deenen, déi Iech kritiséiert hunn, deenen d'Sécherheet, wéi Dir sot, egal wier, trëfft net zou. Et trëfft och net zou, dass Dir dann deen Eenzege vläicht wiert, deem d'Sécherheet net egal wier.

A wann Der kucke gitt, wou wéi eng Aarbecht gemaach gëtt, da mengen ech, da wiert Der notamment an deene gréissere Gemengen am Land, wou eng ganz Rei Kolleegen aus der Grénger Partei an der Verantwortung sinn, schlecht drun, ouni déi Zesummenaarbecht, déi an de leschte Joren op enger Rei och vu méi sensibele Punkte stattfonnt hutt, well déi Problemer hutt Der nach laang net eleng geléist kritt - nach laang net eleng geléist kritt!

A wa Problemer nach ze léise sinn, da läit deen Undeel un deene Problemer, déi ze léise sinn, méi héich bei Iech wéi bei de Leit an de Gemengen, déi do Demandeur si fir Solutiounen, Solutiounen, déi Der haut nach net iwwerall konnt bréngen.

Duerfir menge mer, dass et besser wär, wa mer eis alleguerte géife beherrsche bei deem heiten Dossier an der Aart a Weis, wéi mer debattéieren, wéi mer elo nolauschteren oder och net, wéi mer géifen an dësem Dossier also mateneen ëmsprangen.

Dat doten ass eiser Meenung no net dee richtege Wee, wéi Der dat probéiert hutt, do op der Televisioun auszedrécken.

Dir hutt och bei där Geleeënheet gesot, Dir wäert och verwonnert iwwert déi Kritiken, well déi meescht kéime jo op Esch an an d'Stad. Ech hunn de Säitenhieb verstanen. Wat awer net richteg ass! Prozentual kommen der genausou vill an d'Stad, et kommen der genausou vill op Esch, genausou vill op d'Kap, genausou vill op Miersch.

Et ass also net wouer, dass déi meescht dohinner kommen. Prozentual sinn d'Augmentatiounen iwwerall bei 30%. Et kommen der vill méi bäi an der Police judiciaire, wat mir begréissen; et kommen der vill méi bäi bei der Police de la route. Et ass eng Augmentatioun am Beräich vun 72%, déi Augmentatioun, déi gemaach gëtt, wat also d'Capacitéit vun der Police, fir am Verkéiersberäich méi ze kontrolléieren, ganz zolidd wäert eropsetzen. Beim Flughafe komme 40% derbäi. Et ass also praktesch an all de Servicer, wou Augmentatioune gemaach ginn, eng prozentual méi héich Augmentatioun wéi dat, wat an déi eenzel Kommissariater kënnt. Also war déi Ausso, esou wéi Dir se gemaach hutt, net richteg.

Eng drëtt Remarque: Et steet am Projet de loi, et géif uviséiert ginn, am Joer 2015, Horizont, déi Augmentatioun vun ëm 500 Leit ofgeschloss ze hunn. Dat ass mat Sécherheet net méiglech, well mir hunn, wa mer 2008 nach mat berücksichtegen, siwen utile Joren, gutt gewëllt och nach aacht, wann een oprënnt, a mir wëssen, dass d'Policeschoul ronn 60 Leit pro Joer ka fäerdeg forméieren. Dat mécht op aacht Joer gerechent net grad 500 Agenten, déi kéinten duerch d'Policeschoul goen, also ofschléissen.

Allerdéngs feelt do eppes an där Rechnung, nämlech all déi Leit, déi am selwechten Zäitraum an d'Pensioun ginn, déi also d'Police verloossen. An dat sinn der och net wéineg. Bei engem Effektiv vun 1.500, 1.600 Leit, a komm mer soe 35 Déngschtjoren an der Moyenne an der Police oder och nach 40, da weess een, dass der tëschent 35 a 40 pro Joer wäerten d'Police verloossen. Et wäert dann och en Deel vun den neien Agenten, vun den neie Polizisten, der Policeschoul zougewise ginn. Déi wäert also hir Capacitéit kënnen e bëssen eropsetzen am Beräich vun der Formatioun.

Mir wäerten also e bësse méi héich wéi 60 Leit pro Joer kënne goen, mä trotzdeem, mat deenen Ofgäng, déi och all Joer ze verzeechne sinn, wäerte mer mat Sécherheet net 2015 deen doten Effectif théorique erreecht hunn, an emol net am Joer 2020. Et ass also och net richteg ze behaapten, dass een 2015 all déi dote Poliziste schonn derbäi hätt. Dat wäert mat Sécherheet net de Fall sinn.

Et ass virdru scho vun eenzelne Virriedner verwise ginn op déi Diskussioune ronderëm d'Sécurité intérieure, déi mer d'lescht Joer hei gefouert hunn. Do ass eng Motioun gestëmmt ginn, déi eng ganz Rei Saache beinhalt huet, an et ass drop verwise ginn, dass dëst Gesetz eng vun den Ëmsetzunge wier vun där Motioun, déi mer gestëmmt hunn.

Et ass net eng vun den Ëmsetzungen, et ass déi eenzeg! Wann een déi Motioun eng Kéier duerchliest, waren do eng Rei ganz pertinent Saache proposéiert ginn. Déi Motioun hat och eng breet Zoustëmmung hei am Haus fonnt. Bis elo huet d'Regierung nëmmen eppes gemaach: méi Leit. Dat heescht, de ganze Reformäifer, déi ganz Ambitioun, fir déi Aarbecht ze verbesseren, resultéiert no engem Joer doranner, déiselwecht Aarbecht mat méi Leit ze maache wéi virun engem Joer. Dat ass keng grouss Ëmsetzung vun där Motioun, déi mer hei eestëmmeg ugeholl hunn.

Eis Kritik un deem, wat hei geschitt, ass net, dass mir soen, dass keng weider Polizisten, Inspekteren, Brigadiere géife gebraucht ginn. Mat Sécherheet net! Mir hunn eng Rei vun Engagementer, international Engagementer. Mir hunn eng Rei vu Gesetzestexter gestëmmt, déi et noutwendeg maachen, dass een eng Rei vun Agenten zousätzlech bäikritt. Dat ass ganz kloer. Mir wëssen och, dass am Beräich vun der Proximitéit nach ganz däitlech Verbesserungen ze maache sinn.

Wat mir awer bemängelen, dat ass, dass d'Regierung déi Zuel vu 500 Leit net ausräichend begrënnt huet. Si begrënnt dat zu engem Deel mat deene Saachen, déi ech elo genannt hunn. Dir invoquéiert souguer, Här Minister, de Centre de rétention, deen hei géif mat méi Leit zu Buch schloen. Dat ass an engem äusserst, äusserst klenge Mooss nëmme wouer. Wann iwwerhaapt ee muss dostoen, esou ass dat fir eng Rei Leit eng nei Informatioun gewiescht, dass do d'Polizei misst present sinn. Mä Dir begrënnt en Deel vun deene 500 Leit mat deenen elo genannten Argumenter vun den internationalen Engagementer respektiv Gesetzer, déi mer gestëmmt hunn.

Wat elo en aneren Deel vun deene 500 Leit betrëfft, esou gëtt do pauschal op eng Augmentatioun vun der Populatioun, op en Zouhuele vun der Zuel vu Leit, déi sech daagsiwwer hei zu Lëtzebuerg ophalen, verwisen. Zu deenen Zuelen, déi elo am Rapport virleien, ass och ze soen, dass déi Zuelen net beim Projet de loi derbäilouchen. Dass iwerhaapt Zuele genannt gi sinn, fir ze wëssen, wéi eng Servicer sollen ëm wéi vill Unitéiten opgestockt ginn, ass domadder ze erklären, dass déi nëmmen hei geliwwert gi sinn, well déi gréng Fraktioun an der zoustänneger Kommissioun dat gefrot huet. D'Regierung selwer huet et net fir utile ugesinn, fir eng Augmentatioun vun der Police ëm 500 Unitéiten, ëm 33%, ze begrënne mat der Affektatioun vun deene 500 Leit. Eréischt op Nofro hi krut d'Parlament Zuelen zougestallt, a wéi enge Servicer solle wéi vill Leit bäikommen. Dat geet awer als Begrënnung nach net duer.

Dat Zweet, wat feelt - dat ass awer e wesentleche Punkt an dat huet och de Statsrot a sengem Avis, wéi mir fannen zu Recht, bemängelt -, dat ass, dass ee seet, wéi e Problem mer léise wëllen an dann och genee erkläert, wéi vill Leit noutwendeg sinn, fir dee Problem ze léisen. Wann ee seet, mir hunn e Problem an deem Beräich, an dësem Secteur, da sollt ee fir d'éischt analyséieren, wéi eng verschidde Moyenen een huet, fir dee Problem ze léisen, mat preventiven Instrumenter, mat Mesuren aus anere Ministèren, aus aneren Departementer, mat ONGen, an duerno eréischt sollt ee kucken, wat déi Part résiduelle ass, déi tatsächlech muss mat Leit aus dem repressive Secteur - an där wäerten der mat Sécherheet och derbäi sinn - kënne geleescht ginn.

Déi Analys do hätt och e Bilan vun der aktueller Policeaarbecht misse beinhalten, well do leeft jo net alles wéi een et gären hätt, do si jo och Schwieregkeeten, dat hu mer d'lescht Joer bei där Diskussioun ronderëm d'Sécurité intérieure erausfonnt. Et hätt ee sech also och, eiser Meenung no, misse mat engem Deel Bilan beschäftegen, an et hätt ee missen d'Problemer kloer benennen, déi ee wëllt léisen, an dann hätt ee sech kënnen am Detail doriwwer ënnerhalen, wéi eng Moyenen de Stat muss affektéieren, y compris Moyens policiers - mä net nëmme Moyens policiers -, fir deenen dote Problemer kënne bäizekommen.

Lëtzebuerg ass e liberaalt Land, et ass en oppent Land, e fräit Land, wou am Prinzip Vertrauen an d'Bierger gestallt gëtt, wou ee grondsätzlech dovun ausgeet, dass een de Bierger ka vertrauen, a wou een net grondsätzlech dovun ausgeet, dass d'Problemer nëmme mat Police kënne geléist ginn. Dat ass wuel net ze évitéieren, mä et ass net den éischte Wee, et ass dee leschte Wee. Déi doten Analys, déi dote kloer Aussoen, déi doten Äntwerten, déi ass d'Regierung schëlleg bliwwen.

Mir stellen eis just eng Sekonn vir, dass en anere Minister aus engem aneren Departement an eng Commission juridique oder an déi zoustänneg Commission parlementaire géif kommen a soen: Ech brauch fir meng Verwaltung eng Augmentatioun iwwert déi nächst siwen, aacht Joer am Beräich vun 33%, an e géif e Projet de loi maache wou e seet: Ech hätt gär fir meng Verwaltung 33% bäi. Ech géif gäre gesinn, ob et iergendeen Departement géif ginn, wat esou duerch d'Parlament kéint spadséieren.

Hei ass spadséieren dat falscht Wuert, well dat ass och nach an engem ganz séieren Tempo gaangen: Den Dépôt war den 21. Abrëll an de Vote den 9. Juli. Dat si knapps zwee an en hallwe Mount fir eng Augmentatioun vun 33% an Ärer Verwaltung.

Eigentlech misst een Iech bal dofir félicitéieren. Dir hutt do eppes fäerdeg bruecht, wat ni méi en anere wäert fäerdeg bréngen. Ni méi, well keen anere Minister kéim an enger Kommissioun an hei virum Parlament derduerch, wann dee géif kommen a soen: Ech sinn zoustänneg fir d'Sécurité sociale oder fir Sozialpolitik oder fir Aarbechtsmaartpolitik, ech hätt elo gären 33% bäi. Déi géift Dir net kréien. Dee misst, fir nëmmen ee bäizekréien, dräi Säiten Argumentaire am Detail développéieren, an hie wier frou, wann hie laanscht en Audit kéim, ier hien deen dote géif kënne kréien.

Dat fanne mir och normal, dass een dat muss begrënnen. Wann ee méi Moyenë wëllt, an et läit keng Fiche financière derbäi, mam Verweis, dass dat dann all Joer iwwert d'Loi budgétaire geschitt, ass dat trotzdeem net richteg. Et wier méi richteg gewiescht, dat unhand vun enger Fiche financière auszeweisen an ze soen: Dir musst mat enger Augmentatioun a folgendem Mooss vun den Dépensë wéinst der Polizei iwwert déi nächst Jore rechnen. All anere Minister wär domadder hei net duerchkomm, an zu Recht.

Mir fannen eben - an dat ass eis Kritik -, dass Dir d'Argumenter net geliwwert hutt, fir ze soen: Dat ass de Problem, dat sinn déi

verschidde Moyenen, déi de Stat huet, mir wëlle se esou an esou opdeelen iwwert déi nächst Joren, an dat ass den Deel, d'Part policière, dee mer wëllen asetzen. Dann hätt Dir och mat Sécherheet eis Zoustëmmung kënne kréien, wann dat propper a korrekt begrënnt gewiescht wier. Mä dat ass net de Fall, an domat hu mir e Problem.

Duerfir wëlle mer och haut zwou Motiounen déposéieren un d'Adress vun der Regierung. Eng éischt betrëfft de Verweis op aner Haiser an de Verweis op ONGen, déi am Beräich vun der Délinquance juvénile, vun där sougenannter petite délinquance an anerer nach schaffen. Am preventive Beräich kann ee mat Sécherheet ganz vill maachen an esou verhënneren, dass déi Leit herno an de Giron vun der Police, an de Giron vun der Justice zum Deel eran- an erofgezu ginn, mat all deem, wat dat fir déi Leit an der eegener Biographie bedeit. Mir mengen also, dass et do besser Moyenë gëtt.

D'Police affichéiert och de Wëllen, selwer preventiv Aarbecht ze maachen. Dat ass sécher luewenswäert, mä et ass net un der Police, dat als Éischt ze maachen. Preventiv Aarbecht mussen anerer als Éischt maachen, mat aneren Aarbechtsmethoden, déi aus dem Sozialberäich, aus der Sozialpolitik erauskommen. Do mussen och Moyenen investéiert ginn, an duerfir proposéiere mer der Regierung, dass se bis 2015 an deenen dote Beräicher deene Verwaltungen an deenen ONGen, déi do aktiv sinn, eng Augmentatioun vun de Moyenen zur Verfügung stellt an därselwechter Proportioun wéi dat, wat elo d'Police zur Verfügung gestallt kritt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le Gouvernement a proposé à la Chambre de porter l'effectif légal de la Police de 1.573 unités à 2.070 unités (policières et civiles) en 2015;

- considérant que même si le travail de police peut comporter des éléments d'activités préventives ces missions préventives ne doivent en règle générale pas être dévolues aux forces de l'ordre;

- constatant que l'évolution de ce qu'il est convenu d'appeler la petite délinquance, de la délinquance juvénile et des actes de vandalisme n'est pas suffisamment prise au sérieux, ce qui aboutit souvent à confiner les auteurs de ces actes dans leur situation entraînant la répétition de ces actes;

- soulignant que ces faits sont souvent l'acte de personnes marginalisées agissant seules ou en groupe;

- soulignant que la prévention et le suivi social de proximité sur le terrain sont le meilleur moyen pour améliorer durablement la situation;

- que les moyens financiers et surtout humains prévus pour ce travail restent insuffisants;

invite le Gouvernement

- à augmenter jusqu'en 2015 les moyens globaux mis à disposition des organisations et administrations chargées du travail socio-éducatif lié à la prévention de la petite délinquance et des différentes formes de délinquance juvénile (p.ex. «streetworkers») et du suivi social de ces personnes dans les proportions de l'augmentation aujourd'hui accordée aux services de la Police grand-ducale.

(s.) Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Eng zweet Motioun - an da sinn ech scho fäerdeg, Här President - ass, fir nach eng Kéier op déi Diskussioun anzegoe vun den Agents municipaux. Och dat huet eng Inzidenz op d'Zuel vun de Polizisten, déi gebraucht ginn. Mir hunn an der Chamber d'lescht Joer an der Motioun bei der Debatt iwwert d'Sécurité intérieure iwwert d'Agents municipaux geschwat a gesot, dass een do endlech misst weiderkomme mat de Kompetenzen, déi déi Leit kënnen hunn am Beräich vun de Règlements généraux communaux de police, am Beräich vun der Hygiène, am Beräich vun der Circulatioun beispillsweis an de Foussgängerzonen, am Beräich vun der Vente sur trottoirs oder op Terrassen, an enger ganzer Partie Hygienesberäicher, wou nach Kompetenze bäikomme kënnen.

Deemno wéi déi Diskussioun do ausfält, brauche mer déi Effektiver net am Beräich vun der Police. Also fuerdere mer d'Regierung elo op, e Projet de loi op den Dësch ze leeën a Fuerf ze bekennen op där doter Fro an endlech och déi zwee Règlements grand-ducaux ze produzéieren, déi zënter 1988 am Artikel 99 vun der Loi communale drop waarden, endlech Realitéit ze ginn am Beräich vun den Agents municipaux.

Mir erwaarden och, dass d'Police, wann déi Diskussioun mat den Agents municipaux weidergeet, derfir suergt, dass d'Police an deene Gemengen, wou keng Agents municipaux sinn - well dat sinn nach ëmmer déi meescht -, awer hir Aufgabe wouerhëlt, well et ass an deem dote Beräich, wou d'Police haut sech ganz schwéierdeet, all déi Missioune kënnen ze erfëllen.

Mir fuerderen d'Regierung och op, wann déi Diskussioun iwwert d'Agents municipaux fäerdeg ass, dat och ze berücksichtegen an hirer Tabelle de recrutement vun der Police, well dat eent huet mat deem aneren ze dinn an et kënnen net op all de Fronten ëmmer nëmme permanent Augmentatioune gemaach gi vun der Zuel vun Agenten.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le contrôle du respect de nombreux règlements communaux est de la compétence de la Police grand-ducale;

- constatant que la Police grand-ducale peine à remplir ces missions;

- considérant que les agents municipaux pourraient utilement épauler les forces de la Police grand-ducale dans l'exécution de certaines de ces missions;

- soulignant que le règlement grand-ducal déterminant les conditions de formation, de recrutement et de rémunération des agents municipaux ainsi que le règlement grand-ducal fixant les conditions dans lesquelles les agents municipaux pourront constater des contraventions aux règlements communaux font toujours défaut;

- rappelant sa motion votée le 4 juillet 2007 dans le cadre du débat sur la sécurité intérieure;

invite le Gouvernement

- à présenter dans les meilleurs délais un projet de loi sur l'extension des compétences des agents municipaux au respect d'un certain nombre de règlements communaux (p.ex. ceux relatifs à l'hygiène, aux foires et marchés, aux terrasses et ventes sur trottoirs, à la circulation dans les zones piétonnes ou encore à la police des bâtiments) et les règlements grand-ducaux prévus à l'article 99 de la loi communale;

- à aviser la Police grand-ducale ainsi déchargée de mieux assurer le respect des règlements communaux dans les villes et communes qui ne disposent pas d'agents municipaux;

- à tenir compte de l'évolution des compétences et du nombre des agents municipaux dans le recrutement des agents de la Police grand-ducale.

(s.) Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Mat deene Remarquë soen ech fir déi gréng Fraktioun, dass mer also eis Zoustëmmung zu dësem Text net ginn an eis beim Vote wäerten enthalen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Statistike vun Eurostat kuckt, da gesäit een, datt hei zu Lëtzebuerg, wat d'Crimes et délits violents ugeet, eng konstant Steigerung an de leschte Jore war vu 5%. Dat heescht vu Crimen an Delikten, wou iergendwéi Gewalttaten ugewannt gi sinn. An där ganzer Zäit sinn d'Policeeffektiver liicht gestigen.

Mä wou si se gestigen? Uewen an der Administratioun, notamment am Service presse et relations publiques, do sinn d'Effektiver gestigen. Do, wou se net gestige sinn, dat ass an de Kommissariater, also do, wou d'Aarbecht um Terrain muss gemaach ginn.

Ech wëll do nuren d'Gare als Beispill huelen. Do ass den Taux vu Kriminalitéit am héchsten hei am Land. Do ass an de leschte Jore keen ee Mann bäikomm an deem Service, obwuel d'Kriminalitéit do spronghaft an d'Luucht gaangen ass.

Resultat: D'Police kann nure méi reaktiv wierken, dat heescht wierken, wann iergendeng Infractioun muss constatéiert ginn. Si huet do um Terrain preventiv iwwerhaapt keng Aktivitéit méi.

Dat ass de Bilan gewiescht vun de leschte véier Joer. Duerfir verstinn ech och, dass d'Regierung gesot huet, elo musse mer ee Joer virun de Wahlen awer en Effet d'annonce maachen a soen, mir géifen awer elo nees Personal astellen.

Et ass och eng Noutwendegkeet, fir erëm anzestellen, mä nach muss ee sech d'Fro stellen, ob dat an de richtege Proportiounen ass. D'Regierung ass higaangen an huet d'Evolutioun vun der Population active als Argumentaire geholl. Si huet also gesot, well ëmmer méi Frontalieren do sinn, musse mer méi Polizisten engagéieren.

Dat zitt dann no sech, datt zum Beispill d'Effektiver vun der Stroossepolizei ëm 71,43% solle steigen, en nombre absolu 30 Unitéiten. Datt een d'Effektiver vun der Police muss héije wéinst der Augmentatioun vun de Frontalieren, schéngt mer elo awer eng falsch Approche ze sinn.

Woufir? Well, wa mer effektiv nach weider an den nächste Jore 5 bis 6.000 zousätzlech Frontalieren an d'Land schaffe kréien, da brauche mer iwwerhaapt keng Police de la route méi, well da steet d'ganzt Land hei am Stau.

Duerfir wëll ech also just soen, datt ee mat esou Zuelen a Vergläicher vun der aktiver Bevölkerung op jidde Fall éischter e konträert Argument géif fannen.

Par contre hunn ech mer dunn erlaabt, fir d'Effektiver vun der Police ze vergläiche mat der Populatioun. Do hate mer also ee Polizist op 364 Leit - dat war am Joer 2000. Den 1. September 2007 hate mer der 1.519, dat mécht ee Polizist op 313 Awunner.

Wann déi Projektioune vum Statec richteg sinn, datt mer am Joer 2015 500.000 Awunner hätten, a wann de Projet de loi gestëmmt gëtt, wieren et 2.070 Polizisten, da géif dat ee Polizist op 242 Awunner maachen, wat also eng staark Augmentatioun vun der Densité policière duerstellt.

Am Vergläich...

Une voix.- Zielt Der d'Frontalieren net mat?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ech huelen d'Frontalieren net mat, well ech gesot hunn, datt dat e falscht Signal ass.

Ech hunn d'Zuele vun der Belsch a vu Frankräich geholl: Do leie mer bei 269 respektiv 267 Awunner fir ee Polizist.

Mir kënnen also mat där Augmentatioun vun der Police d'accord sinn, mä mir reservéieren ons, fir verschidden Adaptatiounen a Prioritéite vun der Regierung, wou dat zousätzlecht Personal agesat soll ginn, Joer fir Joer awer kritesch ënnert d'Lupp ze huelen.

Fir ons ass kloer, fir d'éischt sollen d'Polizeieffektiver do gehéicht ginn, wou et absolut noutwendeg ass, dat heescht an de Kommissariater, do, wou d'Kriminalitéitsraten a konstanter Augmentatioun sinn. Dat schéngt mer absolut prioritär ze sinn.

Da muss een awer och soen, datt Dir mat deem Effet d'annonce, deen Der hei maacht, eng Planifikatioun annoncéiert, déi een och gutt kann novollzéien. Mä Dir wäert domadder awer bei Ären anere Kolleege Ministeren héchstwahrscheinlech och Leit fannen, déi soen: Majo, ech bräicht och e Plan de recrutement pluriannuel fir déi nächst Joer.

D'Fro, déi sech stellt, ass: Wou fanne mer all déi Leit? Dat ass eng vun deenen Debatten, déi awer och nach eng Kéier muss gefouert ginn, well déi Leit hei musse jo net nure Lëtzebuerger sinn, d'lëtzebuergesch Nationalitéit hunn, si mussen och nach en Exame packen.

Wa mer elo scho bei deem Exame sinn, da wëll ech och drop hiweisen, datt e gudden Deel vun onser Populatioun sech iergert iwwert déi Aart a Weis, wéi verschidden Deeler vun der Police, notamment d'Police de la route, mat hinnen ëmsprangen, deen Ablack wou eng Infractioun constatéiert gëtt, wéi en Délit de vitesse.

(Interruption)

Do mengen ech, datt et heiansdo misst e Cours de formation gi fir Verschiddener. Wann ee mat 180 à l'heure duerch eng Stad fiert, da verstinn ech, datt den Toun e bësselche méi sec ass, wéi wann ee mat engem liichten Dépassement de vitesse an der Stad fiert,...

Une voix.- Mam Vëlo!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...wat jo och relativ exzessiv ass, wat och eng Infractioun ass, déi och protokolléiert soll ginn, mä nach mengen ech, datt awer - le ton fait la musique - fir d'Akzeptanz bei der Bevölkerung do en aneren Toun ugeschloe misst ginn.

(Interruption)

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Da wëll ech nach op eppes hiweisen, wat hei aus der Press erauskomm ass a wat ech och nach gentiment vun der Police geschéckt kritt hunn. D'Police huet am Mount Juni eng Campagne de sensibilisation gemaach - esou huet se dat genannt - fir d'Motocyclisten.

Ech hat geduecht, déi Campagne de sensibilisation, dat wier, d'Motorradfuerer unzehalen an eventuell e klengen Trakt ze iwwerreechen, fir ze soen: Wann ech gelift, passt op. Dir musst déi an déi Reglementer respektéieren.

Wat awer geschitt ass, dat ass, datt d'Leit wuel esou e klengen Trakt kritt hunn, mä d'Polizisten hunn an engems 715 Verstéiss an zwou Woche festgehalen. Dat nennen ech net eng Campagne de sensibilisation, dat nennen ech eng Campagne de répression.

Dat mag sinn, mä ech hätt se no der Campagne de sensibilisation gemaach, dat heescht fir d'éischt d'Leit gewarnt an opmierksam gemaach op verschidde Saachen, ier een da ganz repressiv wierkt.

Wat d'polizeilech Prisongseffektiver ugeet, also déi Polizisten, déi sech ëm de Prisong këmmeren, och do muss ee vläicht iwwerleeën, ob een net eng Alternativ fënnt dozou. Well wann een heiansdo gesäit, wat fir en Opwand d'Police muss maachen, fir eng Persoun vum Prisong bei de Juge d'instruction ze bréngen, datt een d'Helikopteren do huet, datt et schwaarz vu Leit ass, Leit mat Masken a Gewierer, do froen ech mech, ob et net besser wier, wann een dem Juge d'instruction eng Indemnitéit géif ginn, fir datt e mam Greffier bei de Prisonnéier an de Prisong fiert, anstatt mat der Polizei de Prisonnéier vum Prisong bei d'Geriicht ze féieren.

Une voix.- Et mengt een ëmmer, et wier Halloween.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Effektiv froe sech d'Leit mat Ablécker, ob e Film gedréit gëtt hei zu Lëtzebuerg.

Duerfir mengen ech, datt een do och Effektiver kéint aspueren duerch eng aner Organisatioun. Ech gleewen och, datt eis Juges d'instruction net onbedéngt dergéint wieren, fir sech ze déplacéieren.

Natierlech, wann e Prisonnéier muss op d'Geriicht kommen, datt dann den Transport muss geschéien, dat ass jo bien entendu an der Rei, mä fir déi Enquêtë beim Juge d'instruction muss ech awer heiansdo soen, datt do munches exzessiv ass.

Dat gesot, Här President, wëlle mir als ADR Jo soen zu deem Projet de loi, mä et ass en „Jo, mä". Mir behalen ons d'Recht vir, fir all Joer ze kucken, ob déi Effektiver, déi gebraucht ginn, op déi richteg Plaz gesat ginn an ob déi richteg Prioritéite gesat ginn.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Dann huet nach den Här Jaerling d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. D'Fro stellt sech: Wëlls de Sécherheet oder wëlls de keng? Et ass kloer, dass all Mënsch seet: Jo, ech wëll Sécherheet.

Da stellt déi zweet Fro sech: Wéi kënne mer déi Sécherheet organiséieren? Do gëtt et zwou Méiglechkeeten. Déi éischt a fir mech op jidde Fall wichtegst Phas ass d'Preventioun. Et muss an d'Preventioun investéiert ginn, fir dass d'Leit sech emol un alleréischter Stell kënne selwer hëllefen, fir sech ofzesécheren. Hei ass elo méi oder wéineger déi grouss Kriminalitéit ugeschwat ginn, mä ech sinn awer éischter der Meenung, dass d'Leit méi geplot si mat deene klengen Delinquenzen, déi aus verschiddenen Ursaache stattfannen, wéi mat der grousser Kriminalitéit.

A wann s de da sees, méi an d'Preventioun investéieren, dann ass et kloer, dass een déi Motioun vun deene Grénge muss ënnerstëtzen, fir am socioéducative Beräich emol un alleréischter Stell méi ze investéieren, well eben déi Leit an der Preventioun schaffen, besonnesch am Drogeberäich, wou awer wierklech elo déi meeschten Delinquenz hierkënnt a wou och déi meeschten Délitë stattfannen.

Wann s de dann natierlech sees, bon derniewent brauchs de och nach dat repressiivt Organ, fir d'Bierger awer ze schützen, da kann een och domadder d'accord sinn a soen, okay, wann elo d'Regierung der Mee-

nung ass an och d'Leit dobaussen der Meenung sinn, dass mer méi Poliziste brauchen, fir d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren, da kann een net dergéint sinn.

Mä woumadder ech awer net kann d'accord sinn, dat ass, dass mer elo hei eng Fuerderung hunn, déi erëm a Richtung geet, wou mer elo erëm eng Gemengepolizei wëllen aféieren, déi mer jo awer ofgeschaaft hu mat der Fusioun vu Polizei a Gendarmerie.

Ech kann einfach net domat d'accord sinn, dass mer elo den Agents municipaux méi Attributioune ginn, déi an de Polizeiberäich eraginn. Domadder kann ech net d'accord sinn.

Ech sinn d'accord, dass d'Agents municipaux sollen e Statut kréien, wou kloer hir Chargen definéiert sinn, mä déi duerfen op kee Fall an d'Richtung goe vu Polizeikompetenzen. Domadder kann ech net d'accord sinn, an dat léist och d'Problemer net. Wann ee gesäit, wat déi Agents municipaux alles mussen iwwer sech ergoe loossen, dat sinn elo schonn d'Buhmännercher an de Stroosse vun de Gemengen, déi där Agents municipaux hunn. Wa mer déi dann nach an aner Richtunge schécken, wéi elo hei gefuerdert ass, da wär dat dee falsche Wee an dat géif de Leit och net hëllefen.

Duerfir sinn ech d'accord, hinnen e klore Statut ze ginn, wou hir Kompetenze festgeluecht ginn, mä et dierf op dee Fall a Richtung goen, dass se Kompetenze kréien, déi an d'Richtung vun der Polizei ginn. Dat wär dee falsche Wee.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling.

(Interruption et hilarité)

D'Wuert huet den Här Minister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech maachen et kuerz, éischtens well ech wierklech no zwielef Stonnen Aarbecht e klenge Maufel muss iessen, soss falen ech wierklech vun de Been.

(Hilarité)

Dee Maufel huet den Här Braz mer net erlaabt ze huelen.

Dat Zweet ass, ech stelle mat grousser Satisfaktioun fest, datt kee vun den Intervenantë sech géint dëse Projet de loi ausgeschwat huet. Dëst ass e ganz wichtegt Gesetz fir d'Zukunft vun eisem Land. Mir preparéieren hei een Element vun de Grondaufgabe vum Stat, nämlech derfir ze suergen, datt d'Zesummeliewe méiglech ass, datt een eng gewësse Sécherheet huet, datt een domat och eng gewësse Liewensqualitéit huet. Duerfir huet et mer scho wichteg geschéngt, no deenen Efforten am Rekrutement an deene leschte Joren, déi och verschidden Deputéierten hei ervirgehuewen hunn, datt mer eis eng Perspektiv ginn, wéi mer déi Police am Horizont 2015 wëllen ausbauen an organiséieren.

Et ass eng Tatsaach, datt d'Zuel vun de Leit, déi hei am Land wunnen a schaffen, stänneg eropgeet. Dat féiert mat sech, datt ee muss kucken, datt déi Regele vum Zesummeliewen och op iergendeng Aart a Weis respektéiert ginn an datt een do ass, dee sécherstellt, datt déi Regele respektéiert ginn. Dat ass nun emol eng Aufgab vun der Police.

Dat Zweet, dat ass, et kommen dauernd nei Missioune fir d'Police bäi. Ech denken un d'DNA-Spuren - Saachen, déi mer viru Jore guer net haten - an d'Sécherheetsmoossnamen um Flughafen, eiser eenzeger Baussegrenz, déi haut anescht muss gemaach gi wéi dat virun 20 Joer de Fall war.

Mä virun allem gëtt et eng absolut Prioritéit an deenen nächste Joren. Ech hunn domat schonn dat lescht Joer ugefaangen, an dat geet esou weider. Nodeem mer déi regional an déi national Servicer an de leschte Jore mat Leit dotéiert hunn, muss déi absolut Prioritéit sinn, déi Polizeidéngschter mat zousätzleche Leit ze dotéieren, déi no bei de Wunnengen an den Aarbechtsplaze sinn, dat heescht déi sougenannte Centres d'intervention an d'Commissariats de proximité.

Firwat déi grouss Zuel vu Leit? Bei der Police dierf een net vergiessen, datt contrairement zu villen anere Verwaltungen d'Leit siwen Deeg op siwen a 24 Stonnen op 24 musse schaffen. Dat heescht, déi Zuel hei ass net ze vergläiche mat Zuele bei dem Gros vun deenen anere Verwaltungen, déi just am Dag schaffen. Dës Verwaltunge schaffe permanent, an duerfir sinn déi Ziffere och méi substanziell, wéi dat vläicht bei anere Verwaltungen de Fall ass.

Derbäi kënnt, wéi jo hei rappeléiert ginn ass, datt dat hei eng Autorisatioun ass vun der Chamber fir iwwert déi nächst Joren déi Leit anzestellen. Ech mengen, datt mer grondsätzlech pro Joer, wa mer eis vill Méi ginn, maximal 60 Leit kënnen astellen, well mer grosso modo 60 Leit an der Polizeischoul och ausgebilt kréien. A mir hätte jo och gär Leit, déi hir Aarbecht op eng seriö Aart a Weis maachen.

Natierlech sinn awer och déi national Aufgaben, wéi de Service de police judiciaire, wichteg Punkten niewent der Proximitéitspolice. Et gëtt eng Rei Affären, déi komplizéiert kriminell Enquêtë verlaangen, déi gutt qualifizéiert Leit verlaangen a vill Leit, fir datt een an deenen Enquêtë weiderkënnt, an duerfir muss och dee Service gréisser ausgebaut ginn.

Déi Zuel vu 500 Leit ass net einfach esou eng Kéier entstanen, andeem ech gesot hunn, elo schreiwe mer 500 Leit dran. Dat ass d'Resultat vun enger Evaluatioun, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn iwwert dat, wat bei der Police bis elo geschitt ass zënter der Fusioun am Joer 2000. Et ass eng Analys gemaach gi wéi gesot vun de Besoinen, déi mer hunn an der Proximitéitspolice, a vun der Evolutioun vun eiser Bevölkerung.

Duerfir ass déi Zuel eng ganz konkret Zuel. Et ass eng Zuel, déi selbstverständlech net eleng dierf gesi ginn, dat war mer ëmmer kloer, an ech soen dat och virun allem als Budgetsminister.

Ech hunn och ëmmer an deene leschte Joren ënnerstëtzt, datt mer an deene Beräicher, wou sech ëm méi schwiereg Fäll, méi schwiereg Leit an eiser Gesellschaft bekëmmert gëtt - wéi am Sozialberäich, am preventive Beräich, sief dat am Beräich vun der Santé, am Beräich vun der Famill, vum Familljeministère an och an anere Beräicher -, Leit bäisetzen, déi der Police kënnen hëllefen, um preventive Plang eng Rei Problemer ze léisen. Dat musse souguer net ëmmer schwiereg Fäll sinn, et kann och einfach d'Jugendaarbecht sinn.

Ech hunn ëmmer derfir gesuergt, och als Budgetsminister, datt zum Beispill am Sportsberäich zousätzlech Leit bäikomm sinn, well do ganz vill super gutt Aarbecht gemaach gëtt, déi et évitéiert, datt herno iwwerhaapt Problemer an der Gesellschaft entstinn. Duerfir muss een also och den Encadrement vun deene Jonken an deene Beräicher vu staatlecher Säit weider begleeden. D'Sozialaarbechter sinn also eropgaangen a musse weider eropgoen.

Zweetens muss d'Magistratur weider eropgoen. A menger Amtszäit ass dank Gesetzer, déi d'Chamber gestëmmt huet - zweemol; zwee pluriannuel Programmer -, d'Zuel vun de Magistraten och ëm 30% geklommen.

Drëttens ass et och ganz kloer - an do hat ech ganz gutt Gespréicher ënner anerem mam Syvicol -, datt mer eis eens driwwer sinn, datt mer den Agent-municipauxen, de sougenannten „Pecherten", am Beräich vun de Gemengereglementer zousätzlech Kompetenze ginn, ouni datt dorauser eng Gemengepolice entsteet; well déi Leit ginn och net arméiert, mä déi kënne bei enger Rei vun Infractiounen, déi am Gemengereglement stinn, Avertissement-taxéë ginn.

Ech hu scho viru Längerem annoncéiert, zesumme mam Kolleeg Innenminister, datt nach virun der Summerpaus en diesbezügleche Projet an de Regierungsrot kënnt. Ech kann Iech also soen, datt virum Enn des Mounts dee Projet wäert am Regierungsrot ofgeseent ginn.

D'Fräiheet an d'Liewenqualitéit ass eist Zil. Dëst Gesetz bréngt eis e gutt Stéck weider op deem Zil. Duerfir soen ech der Chamber Merci fir déi ganz breet Zoustëmmung, déi dëse Projet heibanne fënnt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum Vote vum…

(Interruption)

Pardon?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Parole après ministre. Ech wollt soen, ech muss am Numm vun der grénger Fraktioun och no dësen évasiven Erklärunge vum Minister, déi méi mat Kommunikatioun wéi mat Argumentatioun ze dinn haten, nach eng Kéier soen, dass mir et bedaueren, dass de Minister erëm eng Kéier net bereet ass, op déi Kritiken an Argumenter anzegoen an ze soen, wou da genee déi Problemer sinn, déi ze léise sinn. Mir fannen dat heiten nach eng Kéier de falsche Wee.

De Minister seet „ouni Géigestëmm". Dat ass richteg, mä Dir kritt och keng Unanimitéit op dëser Fro, well Der se net begrënnt hutt, well Der lech et wëllt ze liicht maachen. Dir bleift och elo nach eng Kéier mat Ären Erklärungen évasiv. Et géif mech och interesséieren ze héieren, wat d'Attitüd vun der Regierung zu deenen zwou Motiounen ass.

M. le Président.- Den Här Minister zu de Motiounen, wann ech gelift.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Also, éischtens emol iwwerloossen ech dem Här Braz seng Jugementer iwwer meng Argumentatioun zum Projet de loi.

Et gëtt éischtens emol en Exposé des motifs, deen am Detail eng ganz Rei Saache seet.

Zweetens hunn ech elo grad nach eng Kéier gesot, wat meng grouss Prioritéiten an deem Beräich sinn a wat fir eng Suggestioune mer där nächster Regierung an deem Beräich maachen, wou déi Leit sollen affektéiert ginn. Et ass also u jiddferengem ze jugéieren, ob mer déi Leit brauchen an der Police a wou mer se hisetzen. Ech hunn dat en long et en large an der Kommissioun an och op anere Plazen erkläert.

Ech hu gesot, datt et mer evident schéngt, datt mer och aner Servicer musse mat zousätzlechem Personal dotéieren, datt dat net en Effort ass, deen elo ugefaangen ass. Ech soen dat och am Numm vum Gesondheetsminister, am Numm vun der Famillje-ministerin, déi vill esou Beräicher hunn, souwuel um Niveau vun de Fonctionnairë wéi um Niveau vun den Associatiounen. Mir hu jo eng enorm Zuel vun Associatiounen, déi vum Stat konventionéiert ginn an déi an deem dote Beräich schaffen. Déi ginn all Joer weider ausgebaut.

Ech mengen awer net, datt ee kann eng Motioun stëmmen, an där ee seet: Déi musse genausou vill Leit kréien, well dat hänkt jo ganz vun der eenzelner Aktivitéit of; dat kann een also net mat enger mathematescher Rechnung ginn. Mä de Prinzip selwer ass de Prinzip vum Bon sens. Duerfir brauch een och keng Motioun. Dat ass dat, wat mer gemaach hunn a wat mer weider maachen.

Zum zweete Punkt - dat hunn ech lech gesot, an dat wësse vill Kolleegen heibannen -, de Projet de loi iwwert d'Agent-municipauxen, deen hu mer a ville Sitzungen ausgeschafft. Sitzungen net nëmmen intern vun der Regierung, mä och mat der Associatioun vun de Gemengebeamten, der Associatioun vun de Pecherten, dem Syvicol. Dee Projet de loi ass fäerdeg. E wäert nach - dat hänkt vum Programm vum Statsminister of, mä - am Prinzip dëse Mount am Regierungsrot diskutéiert an dann héchstwahrscheinlech do approuvéiert ginn. Esou datt ech och net mengen, datt een eng Motioun brauch fir eppes, wat d'Regierung annoncéiert huet a wou se gesot huet, et kéim nach dëse Mount.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zum Vote vum Projet de loi.

(Interruptions diverses)

M. Charles Goerens *(DP).*- Mäi Monitor erlaabt mer nach eng Kéier net, um Vote ze participéieren. Ech wollt also soen, datt ech de Projet stëmmen.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, ech wollt mellen, dass, wéi ech op Procuratioun gedréckt hunn, dem Här Goerens säin Numm op mäi Monitor komm ass.

(Hilarité)

Et ass also manifestement eppes, wat do net stëmmt. Ech géif drëm bieden d'urgence vun der Technik kucken ze loossen, wat do de Problem ass. Mir kënnen dat net esou weidergoe loossen.

M. le Président.- Da probéiere mer emol beim nächste Vote. Et ka sinn, dass den Här Goerens nach net gedréckt hat en nom personnel, dunn hutt Dir scho gedréckt.

(Brouhaha)

Mme Colette Flesch *(DP).*- Neen, neen! Hien huet et viru mir gemaach.

M. le Président.- Jo, mir hunn dee Fall gehat. Also, lauschtert emol, mir ginn eis eens! Ech soen Iech just, wat d'Resultat vum Vote ass.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President!

M. le Président.- Jo, Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wëll all Ënnerstellungen dementéieren, datt et géif u menge Capacitéiten, fir un der Ofstëmmung deelzehuelen, hänken!

(Hilarité)

M. le Président.- Also, Här Goerens, et géif mer net am Dram afalen, Iech esou eppes ze ënnerstellen! Et kann awer emol sinn, d'Madame Flesch, Dir wësst, si ka ganz schnell sinn.

(Hilarité)

Une voix.- Wéi ass se dann normal, d'Madame Flesch?

M. Charles Goerens *(DP).*- Et ass manifestement en technesche Problem an ech hätt gär, datt en Techniker sech deem Problem géif unhuelen.

M. le Président.- Dat maache mer och. Wann den Här Krieps hei wär, dann hätte mer och elo en Tableau hei. Hien huet ëmmer gefrot, mir sollten en Tableau kréien, da geséich jiddfereen. Mä, Här Goerens, et ass evident, dass mer kucken, wann do en technesche Problem ass, wourunner dat läit.

Elo gesi mer dat direkt, wann den Här Frieseisen, de Generalsekretär, den Tableau kritt vun de Voten, wéi se gemaach gi sinn. Den Här Goerens huet mat Jo gestëmmt. Dat notéiere mer „en nom personnel" hei.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Dann hu mer de Projet de loi 5873 de Moment mat 52 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Clement), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Ben Fayot) et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Madame Flesch, wann ech gelift.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, no deem Intermezzo, vun deem mer elo just geschwat hunn, hunn ech par procuration wëlle fir den Här Krieps stëmmen an et ass mer net méiglech gewiescht.

M. le Président.- Da schéngt manifestement e Problem hei an der Technik ze sinn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Net bei der DP!

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Bettel, ech hunn d'Technik vun der Verwaltung gemengt. Also, ech deelen lech dat definitiivt Resultat vun deem Vote hei mat, wa mer elo kontrolléiert hunn, wéi dat gaangen ass.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ass en negativ ausgaang?

M. le Président.- Neen, neen, Här Bausch. Dir braucht Iech keng Suergen ze maachen. Dee Projet de loi hei ass mat enger écrasanter Majoritéit ugeholl ginn, och wann de Grupp vun deene Gréngen Nee gestëmmt huet.

Une voix.- De Minister ass scho fort.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Den Här Minister profitéiert, wann ech Iech dat däerf soen, esou wéi mir et alleguerte scho gemaach hunn, ier mer elo zum nächste Projet kommen, fir ee Maufel z'iessen. Dat wäerte mer him jo zougestoen. Bei der Diskussioun vum Projet, deen elo kënnt, wäert hien erëm ganz schnell heibanne sinn.

Soubal de Generalsekretär hei d'Lëscht virleien huet, deele mer mat, wéi den definitive Vote ausgaangen ass. Dat hunn ech elo virleien. Dat soen ech Iech trotzdeem méi spéit, wann ech dat heiten am Detail studéiert hunn.

Motion 1

Ech wëll Iech froen, bei de Motiounen, déi den Här Braz déposéiert huet: Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Mme Colette Flesch *(DP).*- Da muss d'Technik awer funktionéieren.

M. le Président.- Da probéiere mer elo emol nach eng Kéier. Et ka sinn, dass et klappt. Et ka sinn, dass et net klappt. Also, d'Motioun 1 vum Här Braz. De Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, bei 23 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri (par Mme Lydie Err), Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Fernand Diederich).

Motion 2

Mir kommen dann zum Vote vun der Motioun 2.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann Der erlaabt, zur Motioun 2 wollt ech déi gréng Fraktioun eppes froen. Mir géifen nämlech gär déi Motioun stëmmen. Mir hu just e Problem mat deem leschten „invite". Do steet nämlech dran: «à tenir compte de l'évolution des compétences et du nombre des agents municipaux dans le recrutement des agents de la Police grand-ducal».

Wa mer hei soen, dass dat eent an dat anert net datselwecht ass, wiere mer frou, wann deen doten Absatz kéint gestrach ginn, well d'Agent-municipalen d'Règlement-communalë jo sollte kontrolléieren an et net sollt eng zweet Polizei ginn, an dass net d'Kompetenz vun den Agents municipaux duerno d'Dépendance vis-à-vis vum Rekrutement vun der Police soll mat beinhalten. Duerfir wiere mer frou, wann dat kéint gestrach ginn. Da géife mir och dës Motioun stëmmen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Wann dat hëlleft d'Konfusioun ewechzehuelen, dann hu mir domat kee Problem. Ech wëll awer trotzdeem drop verweisen, dass an där Motioun, déi mer virun engem Joer gestëmmt hunn, bei der Debatt iwwert d'Sécurité intérieure, genee drastoung, dass et dorëms geet, d'Agents municipaux mat Kompetenzen ze versinn, déi am Moment vun der Police missten erfëllt ginn. Et ass also faktesch net niabel, dass, wann Agente Kompetenze bäikréien, d'Polizei besser Zäit huet fir aner Saachen, oder alternativ manner Poliziste géife gebraucht ginn.

Mä wann dat et awer e bësse méi kloer mécht, dann zéie mer dat zréck an da si mer frou, dass déi liberal Kolleegen a Kolleeginnen eis ënnerstëtzen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, mir hu jo virdru gesot, dass d'Aarbecht vun der Police eng aner ass, wéi dat ze kontrolléieren, wat haut d'Règlements communaux sinn. Dowéinst géife mer net fannen, dass de Rekrutement vun der Zuel vun der Police tributär soll si vun där anerer.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of. Ass d'Motioun elo modifizéiert?

(Assentiment)

Une voix.- De leschten Tiret ass ewech.

M. le Président.- De leschten Tiret ass ewech. Da stëmme mer iwwert déi modifizéiert Motioun of.

Vote

D'Motion 2 modifiée ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, géint 18 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: Vera Spautz;

MM. Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Vivane Loschetter), Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Christine Doerner), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Martine Stein-Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri (par M. Romain Schneider), Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. John Castegnaro);

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Projet de loi 5563 iwwert den Accès vun der Police judiciaire zu perséinlechen Donnéeën. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Klein, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur, deen och an dësem Fall den honorabelen Här Santer ass.

4. 5563 - Projet de loi relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification: - du Code d'instruction criminelle, - de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et - de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Bodry huet d'lescht Woch hei op der Tribün, wéi et iwwert d'Gemengefusioune gaangen ass, gesot, dat wier keen Thema, deen terribel sexy wier.

Esou muss ech awer soen, datt dëse Gesetzesprojet an doriwwer eraus d'Gesetzesprojeten, déi sech mam Strofrecht a mam Dateschutz ofginn, nach manner sexy sinn. Mä si hunn et a sech.

Et geet en effet ëm de Rechtsstat, wou en Equiliber tëschent op där enger Säit enger effikasser an effizienter Kriminalitéitsbekämpfung an op där anerer Säit de Grondrechter an de Grondfräiheete vun alle Bierger muss fonnt ginn. Mir si scho virun engem Joer am Kader vun der Debatt iwwert d'Sécurité intérieure an der Madame Flesch hirer Interpellatioun dodrop méi am Detail agaangen.

Sou ass dëse Projet de loi 5563 e Beispill, mä et kéint een och anerer nennen, wou mer versicht hunn, dësen Equiliber hierzestellen. Ech wäert op dësen Aspekt nach méi spéit zréckkommen. Dëse Projet de loi ass awer och e gutt Beispill vun institutioneller Zesummenaarbecht.

De Projet de loi, iwwert dee mer wäerten ofstëmmen, ass säit sengem Dépôt virun zwee Joer substanziell geännert ginn. Den initiale Projet de loi war och op verschiddene Punkte grondleeënd geännert gi par rapport zum Avant-projet de loi, fir der nationaler Dateschutzkommissioun hire Suggestiounen a Kommentare Rechnung ze droen. An net manner wéi néng Sëtzungen huet d'Commission juridique sech mam Projet auserneegesat, an d'Zesummespill vu Parlament, Statsrot a Regierung huet de Projet zu engem ausgeglachenen Text gefouert.

De Statsrot war net ëmmer mat eisen Amendementer averstanen, a mir an der Kommissioun waren net ëmmer mam Statsrot averstanen. Mir hunn awer elo en Text, deen dateschutzrechtlech a strofrechtlech équilibréiert, kloer an an der Praxis ëmsetzbar ass.

Ier ech elo op d'Grondsätz vum Projet de loi wëll agoen, wéilt ech - an ech kann, mengen ech, och hei am Numm vun der Commission juridique schwätzen - dem Här Luc Reding vum Justizministère fir seng Hëllef, Erklärungen an Hiweis Merci soen.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Très bien! Très bien!

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Thema vun der Kriminalitéit ugeet, besonnesch wann et sech ëm d'Kriminalitéit hei am Land handelt, kënnt ee séier an zu Recht op d'grenziwwerschreidend Kriminalitéit ze schwätzen an doriwwer eraus op d'Problemer, déi d'Police an d'Justizautoritéiten hunn, fir dergéint unzekommen. Déi Kriminell maache vun den oppene Grenze Gebrauch an d'Autoritéite stousse sech drun, och wann international Konventiounen an europäesch Texter eng Kooperatioun op Police- a Justizniveau verbesseren oder vereinfachen.

Bei der Kriminalitéitsbekämpfung an doriwwer eraus bei der ganzer Aarbecht vu Justiz- a Polizeiautoritéiten ass awer och e weideren Aspekt wichteg: d'Informatioun an hire Corollaire d'Informatiounsquellen. Duerfir muss den Zougréff vun dësen Autoritéiten op gewësse vum Stat an Établissements publics gefouert Datebanke geregelt ginn.

Am Numm vun der Kriminalitéitsbekämpfung soll awer en onageschränkten Zougréff op all Donnéeën, déi sech op deenen Datebanken erëmfannen, net legitiméiert ginn, well den Dateschutz oder besser gesot, de Schutz vun deenen, deenen hir Date veraarbecht ginn, net alles kann zouloossen. Hei fanne mer erëm den Equiliber, vun deem ech virgëschter geschwat hunn: La fin ne justifie pas tous les moyens.

Den Dateschutz an doriwwer eraus de Schutz vun der Privatsphär ass och e Grondrecht, dat vu Justiz a Police muss respektéiert ginn. Duerfir ass et gradesou wichteg, dësen Equiliber ze fannen, duerfir ass et gradesou schwéier, en ze fannen.

Här President, am initiale Projet de loi, wou d'Kommentare vun der nationaler Dateschutzkommissioun schonn agefloss waren, stoungen d'Datebanken am Policegesetz, an de Code d'instruction criminelle huet op d'Policegesetz higewisen, wann Donnéeë sollte vu Justizsäit benotzt ginn.

Do huet de Statsrot eng Opposition formelle gemaach. Et wier falsch ze mengen, datt dës Opposition formelle op iergendwellech Aschränkungen oder Verletzunge vu Grondrechter fondéiert wier. Et sinn nëmme strikt juristesch Grënn, déi de Statsrot verleet hunn, eng Opposition formelle ze maachen.

En effet, sot hien, op där enger Säit mécht de Projet de loi keen Ënnerscheed tëschent der Police administrative, deem preventive Charakter vun der polizeilecher Aarbecht, an der Police judiciaire, déi an d'Spill kënnt, wa bis eng Strofdot geschitt ass. Anersäits sot de Statsrot, vermëscht Der hei deen dateschutzrechtleche Regime vun dësen Donnéeën. Obwuel, dat muss een nach eng Kéier soen, déi national Dateschutzkommissioun den Avant-projet de loi exami-

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

néiert hat. Do sot de Statsrot, do vermëscht Der Données judiciaires - déi ënnerleien dem Regime, wéi Der alleguerte wësst, vum Artikel 8 vum Dateschutzgesetz - mat den Données policières, déi am Artikel 17 vum Dateschutzgesetz vum 2. August 2002 stinn.

Duerfir huet de Statsrot eis eng Alternativ proposéiert. Hien huet geschriwwen: Setzt entweder alles an de Code d'instruction criminelle, da sinn et alleguerten Données judiciaires, oder setzt alles an d'Gesetz vun der Police vum 31. Mee 1999, da sinn et alleguerten Données policières.

Op Hiweis vum Här Procureur général d'État hu mer eng drëtt Léisung fonnt. Mir setzen d'Datebanke souwuel an d'Policegesetz wéi an de Code d'instruction criminelle. Op där enger Säit hu se en dateschutzrechtleche Regime am Code d'instruction criminelle als Données judiciaires, a wa se am Policegesetz stinn, da sinn et Données policières. Dobäi kann och d'Police an hirer Aarbecht vu Police administrative, dat heescht, ier eng Strofdot begaange gëtt, ënner Bedéngung Zougréff op verschidden Datebanken hunn.

De Statsrot hat gemengt, an deem Kader soll d'Polizei keen esou en Zougréff kréien, a wann, da soll dat a speziell Gesetzer geregelt ginn. D'Commission juridique war där Meenung net. Et gëtt Fäll, wou esou en Zougréff vun der Police administrative noutwendeg ass, zum Beispill op de Répertoire général oder op de Fichier vun den Armes prohibées oder dee vun de Führerschäiner. Dat liicht jiddferengem an.

Alles an engem Gesetz ze regelen huet och de Virdeel, datt mer ee Regime hunn, woubäi wann een d'Données administratives géif a spezielle Gesetzer regelen, mer da bestëmmt duerch eng verschidde Formulatioun speziell Regimer hätten.

D'Datebanke sinn awer och limitéiert opgezielt. Dat sinn zum Beispill déi vum Répertoire général, déi vun den Armes prohibées, déi vun de Führerschäiner, déi vun den Autoen, déi vun de Classes moyennes, d'TVA, d'Visaen, d'Demandeurs d'asile, d'Ausländer an d'Sécurité sociale. Bei dëser leschter Datebank, also där vun der Sécurité sociale, kann een nëmmen d'Affiliatioun nopréiwen. Dat heescht, bei wiem den Assuré schafft. D'Gesondheetsdate sinn hei express aus dem Gesetz ausgeschloss ginn.

Déi verschidde Kategorië vun Donnéeën, déi op dësen Datebanken opgelëscht sinn an déi duerch en Zougréff vu Police- a Justizautoritéite benotzt kënne ginn, wäerten an engem Règlement grand-ducal beschriwwe ginn. De Règlement grand-ducal krute mer och an der Kommissioun ausgedeelt a vum Här Luc Reding erkläert.

Här President, wann och den Zougréff op déi Datebanken en direkten ass, dat heescht iwwer en informatesche System, esou hu mer awer nach weider Bedéngungen am Gesetz virgesinn, souwuel am Code d'instruction criminelle wéi och am Policegesetz.

Niewent dem Fait, datt ausser a besonnesche Fäll, besonnesch limitéierte Fäll den Zougréff nëmme ka geschéien op Faiten, wou eng Mindesthéchststrof vun zwee Joer besteet, hu mer am Projet de loi déi am Dateschutzgesetz generell Obligatioune vu Proportionalitéit kloer ausgeschriwwen.

Natierlech bleift d'Dateschutzgesetz vum 2. August 2002 och an dëser Matière voll a ganz applikabel. Mir wollten awer de Prinzip vun der Proportionalitéit, deen am Dateschutzgesetz e bësse méi large beschriwwe ginn ass, hei preziséieren, esou datt et zu kengen Interpretatiounsproblemer kënnt, well et jo eng ganz sensibel Matière ass. En Zougréff kann nëmme geschéien am Kader vun engem bestëmmten Dossier. En Zougréff kann nëmme geschéie bei Faiten, fir déi eng Mindesthéchststrof vun zwee Joer besteet, mä déi en relation mat deem Dossier sinn.

Privat Konsultatiounen däerf et keng ginn, well deen, deen Zougréff wëllt kréien, zwou Identifikatiounsnummere muss uginn, eng perséinlech Identifikatiounsnummer an déi vum Dossier, esou datt een direkt kann nopréiwen, wien zu wellechem Zäitpunkt zu wellechen Daten zu wellechem Dossier Zougang kann hunn.

Dobäi muss een awer natierlech soen, datt den Zougréff op d'Donnéeën aus private Grënn, sief dat vun engem Polizist oder vun engem Beamten, ënner Strof steet. Dat ass d'Dateschutzgesetz, do sti fënnef Joer Strof drop an dat soll och esou gutt sinn. Well hei geet et ëm sensibel Donnéeën, déi d'Grondrechter, d'Grondfräiheet, d'Privatliewen, d'Privatsphär vu jiddferengem uginn. Dat si keng Donnéeën, déi een einfach esou à la pâture vun iergendengem soll liwweren.

Et geet hei ëm Grondrechter, a jiddferee muss déi respektéieren, och wann et Donnéeë sinn, déi vläicht näischt direkt ze soen hunn, well et Computerinformatioune sinn. Mä et si wierklech Donnéeën, déi perséinlech engem Mënsch zoustinn, an duerfir musse Garde-fouen do sinn, an déi, déi d'Garde-fouen net respektéieren, solle bestrooft ginn, a wann et Poliziste sinn, solle se ganz haart bestrooft ginn.

Här President, e weidere Punkt am Projet de loi ass, datt mer e gesetzleche Kader virgesi fir Fangerofdréck a Fotoen. Bis elo waren d'Fangerofdréck an d'Fotoe just nëmme méiglech, fir eng Persoun ze identifizéieren. Elo hu mer deeselwechte Regime vun den ADN-Datebanken hei iwwerholl. Elo kënnen dës Fangerofdréck a Fotoen och am Kader vun enger Enquête, engem Flagrant délit oder engem Flagrant crime an duerno och am Kader vun der Prévention, der Recherche an der Constatation d'infraction pénale - esou steet et am Gesetz - benotzt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e ganz technesche Gesetzesprojet an enger scho ganz komplexer Matière. An ech hunn lech nach keng Detailer gezielt. Déi kënnt Der och am schréftleche Rapport noliesen.

Ech wéilt awer just lech soen a mengem perséinlechen Numm - mea culpa, an d'Madame Flesch huet mech dorop opmierksam gemaach -, datt am Artikel I.4 e Feeler ass. Do steet: «Il est ajouté au Livre Ier, titre II, du Code d'instruction criminelle, après l'article 48-24…» Et misst ee soen «après l'article 48-23». Well mer en Artikel 48-24 hei nei virgesinn, muss duerfir deen Artikel virdun zitéiert ginn.

Dat hat kee gesinn.

(Interruption et hilarité)

Den Här Jaerling hat et gesinn, well dee vun alleguerten de Rapporten, déi hei virgestallt ginn, déi schréftlech Versioun ëmmer virliest. Duerfir hält hien esou gutt Rieden.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech muss se selwer liesen.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- An deem Projet de loi - esou wéi e vun der Regierung déposéiert ginn ass - en onbegrënnten an disproportionéierten Agréff an d'Privatsphär ze gesinn, ass falsch, grondleeënd falsch. D'national Dateschutzkommissioun, an där hir Kompetenz d'Anhale vum Dateschutz fält, huet den Avantprojet de loi ännere gelooss, an de Statsrot huet seng Opposition formelle nëmmen op formaljuristesch Grënn baséiert.

Dat huet awer d'Commission juridique net dovunner ofbruecht, fir e kritesche Bléck op dësen Text ze werfen an an deenen néng Sëtzungen, mat zwou Serië vun Amendementer a mat der Mataarbecht vu Regierung den Text zu deem ze bréngen, wat mer wollten hei fäerdeg bréngen, nämlech en équilibréierten Text ze hunn, deen op där enger Säit de Suerge vu Police a Justizautoritéite Rechnung dréit, mä den Zougréff op d'Datebanke begrenzt erméiglecht, fir dem Schutz vun der Privatsphär gerecht ze ginn.

Hei hu mer also probéiert, deen Equiliber ze fannen, och wann deen Equiliber eng subjektiv Approche huet, och zäitlech limitéiert ka sinn oder zäitlech Schwankunge kann hunn. Hei, mengen ech, hu mer en Equiliber fonnt tëschent Kriminalitéitsbekämpfung a Schutz vu Grondfräiheete vun alle Bierger.

Nach eng Kéier Merci un den Här Reding, un éischter Stell, un den Här Justizminister fir hir Hëllef an och un all d'Membere vun der Kommissioun fir d'Ausaarbechtung vun dësem net ganz terribel sexye Projet an dësem Rapport. Souwuel de schréftleche wéi de mëndleche waren och net ganz terribel sexy, mä den Text ass derwäert.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Déi éischt ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Justizminister huet sécherlech de Mérite ze soen, wat hie mécht, an ze maachen, wat hie seet.

De Misär ass, dass en a Froen, déi am Beräich leie vun deem Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, falschläit - souwuel an deem, wat hie seet, wéi an deem, wat hie mécht.

Hien inspiréiert sech vun enger Approche vum Tout sécuritaire, déi souwisou net fonctionnéiert, an hien endegt mat Texter, déi d'Fräiheet vum Eenzelnen a Fro stellen.

Et geet an deem Projet de loi, dee mer haut diskutéieren an deen de 5. Abrëll 2006 déposéiert gouf, wéi de Rapporteur et gesot a geschriwwen huet, dorëm, Rechtsbestëmmungen an ons Gesetzgebung eranzeschreiwen, déi d'Mëttelen, déi de Magistraten an der Polizei zur Verfügung stinn, verstäerken, fir dass se besser déi grouss Kriminalitéit, den organiséierte Crime an den Terrorismus bekämpfe kënnen.

Dat ass en Zil, mat deem mer alleguerte kënnen d'accord sinn. Nach däerf dat net op d'Käschte vum Schutz vun dem Eenzelne senge Fräiheete geschéien. An deem Zesummenhang ass et derwäert, aus deenen Avisen ze zitéieren, déi verschidden Instanzen zu dësem Projet de loi ginn hunn.

D'Commission nationale pour la protection des données huet de 4. Mee 2005 zu deem Text gemengt, deen deemools virlouch an deen en Avant-projet de loi war, deen duerno verbessert ginn ass - mä net genuch -, et wär legitim, Moossname virzegesinn, fir géint kriminell Menacen, déi et an der globaliséierter Welt gëtt, virzegoen. Si missten awer am Aklang bleiwe mat de Bestëmmunge vum Artikel 8, Paragraph 2 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun, a ganz besonnesch dierfte se net iwwert dat erausgoen, wat an enger demokratescher Gesellschaft als noutwendeg ugesi gëtt, fir d'öffentlech Sécherheet ze garantéieren.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Esou huet se gemengt, an ech zitéieren: «Il s'agit en revanche d'être vigilant afin de contribuer à ce que les mesures nouvelles ne prennent des proportions excessives ou dépassent ce qui est nécessaire dans les États démocratiques pour satisfaire les besoins correspondant à la finalité légitime de protection de la sécurité des citoyens et des États eux-mêmes. En d'autres termes une certaine modération apparaît de mise dans cette démarche afin d'éviter que dans le but de protéger la démocratie, les libertés et droits fondamentaux ne soient affectés de façon telle que c'est la démocratie elle-même qui se retrouve affaiblie par les mesures censées la protéger.» Enn vum Zitat.

D'Commission nationale pour la protection des données huet d'Dispositioune vum Avant-projet de loi analyséiert, huet Ännerunge proposéiert an huet gemengt, an ech zitéieren erëm: «Force est de constater que le projet luxembourgeois entend accorder des pouvoirs exorbitants à différents acteurs du monde judiciaire et policier qui dépassent de loin les prérogatives que le législateur français a accordé aux mêmes organes à travers les articles 57-1 et 60-1 précités.» Enn vum Zitat.

«Pouvoirs exorbitants reconnus aux officiers de police judiciaire» sinn och d'Wierder, déi een am Avis vum Conseil d'État vum 23. Oktober 2007 iwwert den eigentleche Projet de loi erëmfënnt.

De Conseil d'État schreift weider vun enger «approche pour le moins peu orthodoxe», vun enger «incohérence au niveau de l'application de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel» a vun engem Amalgame vun «données judiciaires» an «données policières».

Ofschléissend schreift de Conseil d'État, an ech zitéieren erëm: «Au regard des considérations qui précèdent, le Conseil d'État ne peut pas marquer son accord au projet de loi sous rubrique pour ce qui est des dispositions relatives à l'accès à certains traitements de données à caractère personnel, auxquelles il doit, en leur teneur actuelle, s'opposer formellement.» Enn vum Zitat.

«Pouvoirs exorbitants» sinn och d'Wierder, déi d'Commission consultative des droits de l'Homme gebraucht huet an hirem Avis vum Januar 2008. Zitat: «(…) la CCDH estime que les pouvoirs donnés à la police sont exorbitants». Enn vum Zitat.

D'Kommissioun kritiséiert de systematesche Accès zu Fichieren, wéi déi vum Centre commun de la Sécurité sociale, vun de Visaen, vun den Demandeurs d'asile a vun den Auslänner. Si schreift, an ech zitéieren erëm: «La CCDH s'oppose donc à cette extension généralisée à l'ensemble des banques de données qui pourrait porter gravement atteinte au respect des droits fondamentaux.

Elle considère, d'une part, que cet accès informatique direct de la police aux fichiers ne répond pas au critère d'ingérence nécessaire dans une société démocratique, et, d'autre part, il ne correspond pas à l'exposé des motifs du projet consistant à prévoir des modalités d'accès à l'information proportionnelles par rapport à la gravité et à l'importance des infractions poursuivies.» Enn vum Zitat.

D'Commission nationale pour la protection des données, de Conseil d'État an d'Commission consultative des droits de l'Homme waren also net begeeschtert vum Här Minister Frieden sengem Projet. Mä loosse mer net vergiessen, dee Projet de loi ass net nëmmen dem Här Frieden säi Projet. En ass der Regierung hire Projet. Laut Arrêté grand-ducal vum 30. Mäerz 2006 ass en déposéiert ginn après délibération du Gouvernement en conseil.

Nun, Här President, weess ech och, wéi dat mat deenen Délibérations du Gouvernement en conseil geet. Den Text läit um Dësch vum Conseil de Gouvernement an all Ministere maachen hire Krop drop.

Une voix.- Et ass net méiglech!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Nach kann all Minister a sécher deen éischte vun hinnen e Projet stoppen an eng Diskussioun um Regierungsdësch verlaangen. Duerfir froen ech: Wou war de Statsminister, wéi de Projet an der Regierung duerchgaangen ass?

De Statsminister, deen den 9. Mee 2007 a senger Ried zur Lag vun der Natioun gemengt huet - an ech zitéieren -: „Zur Gesellschaftspolitik gehéiert och den Dialog tëschent der Fräiheet an der Sécherheet. D'Fräiheet ass deen eigentleche Propulsiounsmotor vun der Geschicht. D'Fräiheet vum Eenzelnen ze schützen ass eng Aufgab vum demokratesche Rechtsstat." A weider: „Am Prinzip gëllt: D'Sécherheet vun de Leit geet vir! Am Zweifel gëllt: D'Fräiheet huet Virfahrt, well de Schutz vun der Privatsphär ass eng Statsaufgab." Enn vum Zitat.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Wou waren de Vizepremier, den Här Asselborn, d'Educatiounsministerin, d'Madame Delvaux, an de Wirtschaftsminister, den Här Krecké, déi an der leschter Legislaturperiod net midd gi sinn, sech anzesetze fir de Schutz vun den individuelle Fräiheeten? Wou war den Här Nicolas Schmit, vun deem mer de Mëtteg nach eng Kéier héieren hunn, wéi vill hie sech fir d'Mënscherechter interesséiert an asetzt?

Här President, déi consultéiert Instanze waren net begeeschtert vun deem Projet.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Deen Text hu mer laang diskutéiert a si hunn en alleguerte gutt fonnt, Madame Flesch. Ech wëll lech soen, datt déi Texter net ouni Diskussioun duerch de Regierungsrot gaange sinn, mä all d'Kolleegen hunn dësen Text gutt fonnt a matgedroen, well en e wichtegt Instrument ass am Kampf géint d'Kriminalitéit.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci villmools, Här Minister. Dat mécht hir Ënnerloossungssënnen nach vill méi schlëmm.

Här President, déi consultéiert Instanze waren net begeeschtert an d'Commission juridique war et och net. Si huet duerfir dee Projet zu engem groussen Deel frësch geschriwwen. Ech wëll duerfir dem Rapporteur, de Kolleege vun der Majoritéit an der Kommissioun an dem Kolleeg Félix Braz, deen notamment wesentlech zur Verbesserung vum Artikel I.4 vum Projet de loi - den neien Artikel 48-24 vum Code d'instruction criminelle - a vum Artikel II.1 - den neien Artikel 34-1 vum Polizeigesetz - bäigedroen huet, Merci soen.

Här President, de Rapporteur, de Patrick Santer, verdéngt e ganz spezielle Merci, deen an deene laangen a komplizéierten Diskussiounen an der Commission juridique ons Aarbechten zu engem gudde Schluss bruecht huet. Hien huet gesot, d'Matière wär net sexy. Säi Rapport liest sech och net wéi e Roman. Mä, Här President, mir si jo net hei fir Romaner ze schreiwen an och net fir Romaner ze liesen.

Dem Här Santer säi Rapport dréit den Aarbechte vun der Kommissioun voll a ganz Rechnung. Hie proposéiert ons e vill méi ausgeglachenen Text, zu deem mir kënnen ons Zoustëmmung bréngen, wat mer beim Originaltext vum Här Minister Frieden net hätte kënne maachen.

(Interruption)

Och wëll ech, Här President, dem Mataarbechter vum Minister, dem Här Luc Reding, Merci soen, deen d'Aarbechte vun der Kommissioun begleet huet an ons gehollef huet, ons Iddien a praticabel Bestëmmungen ëmzesetzen, well bei deene Froe vum Zougang zu der Informatik, zu de Bases de données, muss ee jo och d'Konditiounen esou formuléieren, dass se effektiv technesch machbar sinn. Do hu mer d'Ënnerstëtzung vun de Spezialiste gebraucht a mir sinn unanime, fir dem Här Reding fir seng Mathëllef a Mataarbecht Merci ze soen.

Wat huet d'Kommissioun nun u Verbesserunge proposéiert? D'Kärstéck sinn d'Bestëmmungen iwwert den Zougang vu Magistraten a Polizisten zu de Fichiere vun den Données personnelles. Ech kommen nach am Detail dorop ze schwätzen.

Zu deenen anere Bestëmmungen, an notamment zu den Empreintes digitales an zu de Fotoen, huet d'Kommissioun wäitgehend den Avisë vum Conseil d'État Rechnung gedroen. Fir den Detail verweisen ech hei op d'Avisë vum Conseil d'État selwer an och op d'Dokumenter 5563-3 a 5563-6 iwwert d'Amendements parlementaires, an dann och op den Avis vum Rapporteur, an notamment op säi Commentaire des articles.

Mä zréck zu de Bestëmmungen iwwert den Zougang vun de Magistraten an de Polizisten zu de Fichiere vun den Données personnelles. A senger Originalversioun huet de Projet vum Minister virgesinn, dass d'Procureurs d'État, d'Juges d'instruction an d'Officiers de Police judiciaire, déi op Instruktioun vum Procureur oder vum Juge d'instruction oder opgrond vun hire Pouvoiren am Kader vun enger Enquête de flagrance, direkt den Accès zu de Banques de données kréien, ouni Wenn und Aber. All Detailer waren dem ofgeännerte Polizeigesetz vum 31. Mee 1999 iwwerlooss an an engem Règlement grand-ducal sollte se geregelt ginn.

De Conseil d'État huet déi Approche schäerfstens kritiséiert. Si wär net orthodox a si wär inkohärent. De Statsrot huet drop higewisen, dass den Zougang zu Données judiciaires muss an de Gesetzer, déi d'Prozedure virun de Juridictioune virgesinn, festgeluecht ginn. Hie war der Meenung, dass hei géif en Amalgame virgeholl ginn, deen op eng inakzeptabel Aart a Weis d'Données judiciaires an d'Données policières géif vermëschen.

Doropshin huet de Conseil d'État eng formell Oppositioun zu deene Bestëmmungen ugemellt. De Statsrot huet proposéiert, den Zougang zu de Banques de données entweder ganz de Bestëmmunge vum Artikel 8 vum Gesetz vum 2. August 2002 ze ënnerwerfen, wat d'Données judiciaires betrëfft, oder ganz de Bestëmmunge vum Artikel 17 vum selwechte Gesetz, d'Données policières. Fir méi Detailer zu de Léisungen, déi vum Statsrot virgeschloe goufen, verweisen ech hei och op säin Avis vum 23. Oktober 2007 an op d'Kapitel 3 vum Rapport vum Patrick Santer.

D'Commission juridique war quant au fond mat den Iwwerleeunge vum Conseil d'État d'accord, mä huet eng aner Léisung gewielt, fir dem Problem gerecht ze ginn. Si huet sech enger Suggestioun ralliéiert, déi de Procureur général d'État a sengem Avis vum 11. Dezember 2007 gemaach huet, an en dualistesche System gewielt. Den Zougang zu de Banques de données gëtt engersäits ageschriwwen an de Code d'instruction criminelle, an dat betrëfft d'Données judiciaires, an anerersäits an d'Polizeigesetz vum 31. Mee 1999 fir d'Données policières.

Esou proposéiert d'Commission juridique, déi ursprünglech Artikelen I.1 an I.6 ze sträichen an déi nei Artikelen I.4 an I.5 anzefügen, déi en neien Artikel 48-24 an en neien Artikel 51-1 an de Code d'instruction criminelle aschreiwen. Een, deen d'Polizeigesetz betrëfft, gëtt bäibehalen, mä gëtt natierlech wesentlech verbessert an alignéiert op déi Aschränkungen, déi och beim Zougang vun de Magistrate virgesi sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

De Conseil d'État huet an engem Avis complémentaire vum 22. Abrëll 2008 gemengt, dass dat zu Interferenze féiere kéint. Mir waren an der Commission juridique net där Meenung a gleewen, dass mat där Solutioun, déi mir proposéiert hunn, eng kloer Situatioun geschafe gëtt mat enger separater Base légale zu den Zougangsbestëmmunge fir d'Magistraten an d'OPJen, déi an hirem Optrag handelen, an anerersäits enger anerer Base légale zu den Zougangsbestëmmunge fir d'Polizisten.

Mä domadder net genuch, Här President, d'Commission juridique huet an deem neien Artikel I.4 an am ofgeännerten Artikel II.1 eng Partie Bestëmmunge mat agebaut, déi Garde-fouë virgesinn, déi déi exorbitant Bestëmmungen, déi am urspréngleche Projet stoungen, aschränken an eng besser Uwendung vum Proportionalitéitsprinzip sécherstellen.

Wat sinn déi Aschränkungen a Gardefouen?

Wat den Zougang vun de Magistrate betrëfft, esou gesäit den neien Artikel 48-24 vum Code d'instruction criminelle vir, dass d'Lëscht vun deene Banques de données, zu deenen den Zougang gewährt gëtt, an den Artikel ageschriwwe gëtt. Dat ass nei.

Gemäss dem Wonsch vum Conseil d'État an der Commission consultative des droits de l'Homme gi beim Fichier vun der Sécurité sociale d'Donnéeën, déi d'Gesondheet betreffen, expressément vum Zougang ausgeschloss. Dat ass och nei.

Den Zougang zu de Fichiere kann nëmme geschéien, wann et sech ëm Fakten handelt, déi eng Peine criminelle oder correctionnelle vu wéinstens zwee Joer Prisong mat sech bréngen. Dee Seuil ass och nei.

De Magistrat oder den OPJ, deen a sengem Optrag handelt, kann d'Banque de données nëmme consultéieren op Basis vun engem prezise Motiv. Hie muss säi perséinlechen nummereschen Identifiant ugi souwéi den Identifiant numérique vun de Fakten, déi en cause sinn. Dat war zwar deelweis och virgesinn am alen Text, mä ass awer hei grëndlech preziséiert ginn. D'Informatioun, déi de Magistrat oder den OPJ betreffen, d'Informatiounen, déi consultéiert goufen, den Datum an d'Stonn vun der Consultatioun souwéi d'Referenz zu de Fakten an de prezise Grond vun der Consultatioun musse kënne retracéiert ginn. Dat war e wesentleche Wonsch vun der Commission nationale pour la protection des données. Dat stoung och am urspréngleche Text, mä dat ass selbstverständlech hei iwwerholl ginn.

Schliesslech ass de Respekt vum Proportionalitéitsprinzip ausdrécklech an d'Gesetz ageschriwwe ginn. Laut deem Prinzip däerfen nëmmen déi strikt noutwendeg Donnéeë consultéiert ginn. Och déi Bestëmmung ass nei.

Wat den Zougang vun de Poliziste betrëfft, sinn d'Bestëmmungen déiselwecht, mat deeneselwechten Aschränkungen. D'Redaktioun ass e bëssen anescht, well se sech an dat Gesetz vun '99 afüge mussen, während déi aner Bestëmmunge bei de Magistrate sech an de Code d'instruction criminelle afüge mussen, mä grondsätzlech soen déi Bestëmmungen datselwecht aus an halen déiselwecht Aschränkunge fest.

Et ass zousätzlech virgesinn, esou wéi et och am urspréngleche Projet de Fall war, dass, wat d'Poliziste betrëfft, d'Kontrollautoritéit, déi am Gesetz iwwert den Dateschutz vum 2. August 2002 virgesinn ass, de Respekt vun den Zougangsbestëmmungen hei kontrolléiert a surveilléiert.

Et ass wéinst deenen neie Bestëmmungen, déi dem Prinzip vun der Proportionalitéit Rechnung droen an dem urspréngleche Projet säin exorbitanté Charakter an déi néideg Schranke verweisen, dass mir als DP dësem Projet, esou wéi e vun der Commission juridique proposéiert gëtt, ons Zoustëmmung kënne ginn.

Här President, an der Sitzung vun der Commission juridique d'lescht Woch, wéi mer de Rapport vum Här Santer ugeholl hunn, huet de Justizminister gemengt, heimadder géif hien dat kréien, wat hie bräicht.

Et sief mer erlaabt, Här President, de Minister ze froen, woufir hien ons da net direkt esou ee Projet virgeluecht huet, anstatt den Détour iwwer e Projet ze maachen, deen de Schutz vun deem Eenzelnen a senge Fräiheeten op eng inakzeptabel Aart a Weis a Fro gestallt huet? Hien hätt sech vill Kritik erspuert - och an der Majoritéitspress.

Ech hunn hei zwee Artikelen, een aus dem „Tageblatt" vum 12. Februar an een aus dem „Wort", och vum 12. Februar 2008, dee besonnesch interessant wéinst der Illustratioun ass, mat deem Bild a mat där Légende: „Big Brother is watching you!" Déi Légende hunn ech net erfonnt, déi huet d'„Lëtzebuerger Wort" ënnert dat Bild gesat.

Also, de Minister hätt sech vill Kritik vun der Press insgesamt an och vun der Majoritéitspress erspuert, wann hien ons direkt e Projet virgeluecht hätt, deen deem geglach hätt, dee mer elo approuvéiere sollen. Hien hätt domadder och ville vun ons, konsultativ Instanzen a Membere vun dësem Haus, vill lerger a vill Suergen erspuert.

Et sief mer weider erlaabt de Minister ze bieden, ons keng esou Projete méi virzeleeën, déi de Statsrot dozou opfuerderen, littéralement geharnischt Oppositions formelles unzemellen a seng eege Majoritéit dozou zwéngen, seng Gesetzer, deelweis wéinstens, frësch ze schreiwen. Eent kann ech dem Minister verspriechen: Sollt hien deem Wonsch keng Rechnung droen, da wäert hien ons regelméisseg op sengem Wee begéinen, fir him de Bass ze halen a liberticide Projeten ze bekämpfen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Jean-Pierre Klein.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e weidere Merci un de Rapporteur fir säi gudde Rapport.

Nom Exposé des motifs soll mat dësem Gesetz en neie Kader agefouert ginn, fir d'Justiz- a Polizeiautoritéiten an der Bekämpfung vun der grousser Kriminalitéit, dem organiséierte Verbriechen an dem Terrorismus ze stäerken. Dozou soll den Accès zu verschidde persounebezunnenen Datebanke geregelt a vereinfacht ginn. D'Justiz an d'Police hunn elo schonn Zougang op verschidde vun dësen Datebanken, mä am Moment regele méi Texter den Accès op verschidden Aart a Weisen. Duerfir huet dëse Projet de loi de grousse Mérite, e kohärente legale Kader ze schafen. Et gëtt opgezielt, wéi eng Kategorië vun Date consultéiert ginn däerfen an et gëtt och gesot, wéi déi Consultatiounen oflafe mussen.

De Projet dréit och engem Vide juridique Rechnung, well d'Notzung vu Fangerofdréck a Fotoen am Kader vu strofrechtlechen Ermëttlungen erweidert an optimiséiert gëtt.

Wat den Aspekt vum Zougang zu deene persounebezunnenen Datebanken ugeet, esou huet dee fir munch Diskussiounen an der Press gesuergt, besonnesch nodeem dass d'Commission consultative des droits de l'Homme hiren Avis ofginn hat. Dat beleet, wéi sensibel d'Thema vun der Ausweidung vun de staatleche Sécherheetsmoossnamen ass.

Fir d'Sécherheet ze garantéiere sinn a grousse Linnen nozevollzéien: d'Opstockung vun de Polizeieffektiver, den erweiderten Zougang zu de persounebezunnenen Datebanken an d'Installatioun vun öffentlechen Iwwerwaachungskameraen. Mir warnen awer dovir, fir lues a lues an e Polizeistat eranzedriften. Et gëtt keng Fräiheet ouni Sécherheet, mä et gëtt awer och keng Sécherheet ouni Fräiheet. Dëst sinn zwee fundamental Wäerter, déi och am LSAP-Grondsazprogramm definéiert sinn. Nieft Gerechtegkeet a Solidaritéit mussen d'Grondrechter an engem gesonden Equiliber zuenee stoen. Mir mussen duerfir derfir suergen, all Gesetzer, déi d'Sécherheet betreffen, regelméisseg op hir Noutwendegkeet an hir Effikassitéit hin ze iwwerpréiwen a gegebenenfalls Modifikatioune virzehuelen. Datselwecht gëllt selbstverständlech fir d'Gesetzer, déi d'Privatliewe beeinträchtegen.

D'Sécherheet beschränkt sech net nëmmen op ëmmer méi Polizeipresenz an op méi repressiv Gesetzer, et muss een och un d'Wuerzele vun der Kriminalitéit goen, sech permanent ausenanersetze mat de sozialen, wirtschaftlechen an institutionellen Ursaache vun der Délinquance. Et muss versicht ginn, fir preventiv géint déi verschidde Saachen unzekämpfen. Duerfir däerf an dësem Projet, wou et ëm den Accès zu Datebanke geet, déi perséinlech Informatiounen enthalen, de Schutz vum Privatliewen a vun de fundamentale Fräiheeten net ze kuerz kommen. Mir hunn an der Commission juridique versicht, en équilibréierte Kader auszeschaffen.

Engersäits gëtt de berechtegte staatleche Sécherheetsusproch respektéiert. Et gëtt de Justiz- a Polizeiautoritéiten erlaabt, méiglechst méi effikass a méi schnell géint déi grouss Kriminalitéit an den Terrorismus virgoen ze kënnen. Anerersäits ginn déi fundamental Mënscherechter geschützt an d'Prinzipië vun der Nécessitéit an der Proportionalitéit gi respektéiert.

A senger urspréngleche Form war fir d'Commission juridique de Projet de loi net prezis genuch. D'Zil vum Législateur ass et, e Cadre juridique auszeschaffen, dee méiglech Mëssbräich bei der Konsultatioun vun Datebanke verhënnert, ouni awer eng ze schwéierfälleg an ze bürokratesch Prozedur ze schafen.

Här President, fir méiglech Mëssbräich besser ze verhënneren, huet d'Commission juridique dräi zousätzlech Dispositiounen agefouert, déi fir méi Sécherheet am Ëmgang mat persounebezunnenen Date suerge sollen:

Éischtens, ier den Zougang zu den Datebanken erlaabt gëtt, muss de Kriminalbeamte säin Identifiant numérique an d'Dossiersnummer uginn.

Zweetens, de Prinzip vun der Verhältnismëissegkeet muss respektéiert ginn. Et däerfen nëmmen Datebanke konsultéiert ginn, wann et absolut noutwendeg ass.

Drëttens, nëmmen de Kriminalbeamten, dee mat der Enquête beoptraagt gouf, kritt Zougang. Expressis verbis ass den Zougang op Daten ausgeschloss ginn, déi d'Gesondheet uginn, well dat extrem sensibel Donnéeë sinn.

A sengem zweeten Avis complémentaire warnt de Statsrot virun engem iwwerdriwwene Formalismus, deen duerch déi nei agefouert Kontrollmechanismen entstoe kéint. E begrënnt awer net wierklech seng Bedenken. De Statsrot fäert, dass den Handlungsspillraum vun de Magistraten an de Beamte vun der Police judiciaire ze kleng gëtt an dass de Projet de loi riskéiert, seng Objektiver ze verpassen. D'Commission juridique gesäit dat awer net esou.

D'Kommissioun ass der Meenung, dass déi nei Kontrollmechanisme verschidden Adaptatiounen am Beräich vun der Informatik verlaangen. Si sinn ouni gréisser Problemer ëmzesetzen a si verréngeren däitlech de Risiko vun Abusen.

Dës Kontrollmechanisme sinn och am Sënn vun der Commission consultative des droits de l'Homme, déi sech zu Wuert gemellt huet, wat ze begréissen ass. Si hat sech autosaiséiert. Et wier gutt gewiescht, wann den Avis vun dësem Gremium virdrun ugefrot gi wier, am Virfeld vun der Ausschaffung vum Projet de loi, fir dass och d'Iwwerleeunge vun der Mënscherechtskommissioun an de Projet de loi hätte kënnen erafléissen. Verschidde Bedenken an Iwwerleeunge vun der Commission consultative huet d'Commission juridique iwwerholl.

Nodeem d'Commission juridique den Accès zu de persounebezunnenen Date méi streng reglementéiert an d'Gläichgewiicht tëschent Fräiheets- a Sécherheetsaspekter besser assuréiert huet, gëtt d'LSAP-Fraktioun hiren Accord zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Klein. Den honorabelen Här Félix Braz huet d'Wuert elo.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der grénger Fraktioun dem Rapporteur och Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Och dem Här Reding ee Merci vun eiser Säit, deen eis als Beamte vun der Regierung während deenen Aarbechte begleet huet. An natierlech och der Madame Flesch e Merci, déi, mengen ech, praktesch alles gesot huet, wat ze soe war. Ech ka mer duerfir erlaben, relativ kuerz ze sinn an net nach eng Kéier dat ze widderhuelen, wat d'Madame Flesch scho gesot huet.

Mä d'Madame Flesch huet eiser Meenung no och ganz Recht mat hirer Analys a mat hirer Kritik. De Minister Frieden trëtt jo an an trëtt op fir d'Sécherheet a versprécht de Leit och Sécherheet. Mat deem, wat Dir hei probéiert hat, hätt Dir éischter zur Veronsécherung bäigedroen an net zur Sécherheet! Aus engem ganz einfache Grond, well Sécherheet net nëmmen de Schutz ass virun aneren, déi engem eppes Béises wéilten, mä zu der Sécherheet gehéiert nach eppes aneres, an dat schéngt Dir ze vergiessen! An net nëmmen an dësem Gesetz! Well dat, wat Iech hei geschitt ass, ass Iech schonn eng Kéier hei am Parlament geschitt.

Dir schéngt ze vergiessen, dass och zu der Sécherheet gehéiert, dass een d'Garantie kritt, dass déi Leit, déi fir d'Sécherheet suerge sollen, selwer d'Integritéit vun de Leit respektéieren. Zu der Sécherheet gehéiert net nëmmen e Sécherheetsapparat, mä och Garantië par rapport zu deem Sécherheetsapparat, Garantië par rapport zum Appareil judiciaire, an déi waren an Ärem Projet de loi net dran. An et ass net déi éischte Kéier, wou esou ee Projet deeselwechte Sort hei am Parlament fënnt.

Datselwecht ass Iech scho geschitt mat deem Projet iwwert d'Durchsuchunge vun den Autoen. Och do war e Projet op den

Dësch komm, deen nom Passage beim Statsrot an nom Passage beim Parlament e ganz anere war, deen zwar nach ëmmer déi Finalitéit méiglech gemaach huet, déi fir d'Police wichteg war, deen dat awer - an dat ass dee ganze Punkt! - op eng Aart a Weis gemaach huet, déi Garantië gëtt an déi sech net mat engem Volet nëmme vum Problem beschäftegt. Dee probéiert, dat op eng Aart a Weis ze maachen, dass een net nëmmen en Instrument an de Grapp kritt fir d'Police, fir kënne kriminellen Elementer op d'Spur ze kommen, mä déi gläichzäiteg derfir suergt, dass deene Leit, deenen näischt ze reprochéieren ass, och net ka geschéien, dass se a Schwieregkeete gerode wéinst deem Instrument, aus Grënn, fir déi se näischt kënnen. Déi zwou Saache muss de Justizminister kënnen assuréieren an net nëmmen eng dovunner.

Wann Der wëllt fir Sécherheet suergen, da musst Der integral fir d'Sécherheet suergen, an net nëmme fir déi eng Sécherheet, déi Sécherheet, déi Dir mengt. Zu der Sécherheet gehéiert och, dass ee probéiert, den Equiliber ze maachen an den Texter, esou dass déi och der Europäescher Mënscherechtskonventioun gerecht ginn.

D'Madame Flesch huet déi Kritiken opgezielt, déi komm si vun enger Rei vun Institutiounen a Kommissiounen, déi sech fonnt hu bei de Wierder, déi se gebraucht hunn an déi mat Sécherheet net exzessiv waren.

Dir sidd deemools beim Projet, wou et ëm d'Autoe gaangen ass, mat engem Revers de la main iwwert déi Saach ewechgaangen an hutt laachendes Mondes gesot: „Mäi Gott, wat ass dann, et ass dach alles an der Rei, et ass jo kee Problem!" Gutt, mir hunn dat net esou gesinn - verschiddener heibannen -, dass dat just eng Klengegkeet wier. Mä fir Iech war dat knapps e Saz wäert.

Bei deem heite Projet, do hutt Der et an der Kommissioun och schonn d'selwecht gemaach. Och do hutt Der laachendes Mondes erklæert: „Wat ass dann? Wat ass dann?" Ma et ass en integralen Échec vun Ärem Projet. Et ass en integralen Échec! Deen Text war net gutt! Deen Text, deen Dir verdeedegt hutt, war keen équilibréierten Text.

Den Här Santer huet op eng frëndlech Aart a Weis gesot, dat institutionellt Zesummespill hätt hei ganz gutt fonctionnéiert. Esou kann een et och ausdrécken.

Ech muss och duerfir dem Här Santer nach eng Kéier Merci soen a senger Eegeschaft als President vun der Commission juridique, well net nëmme bei dësem Projet, mä och bei anere Projeten ass et méiglech, an där Kommissioun - méi wéi an aneren! - eng oppen Diskussioun ze féieren. Et gëtt och anerer, wou dat méiglech ass, notamment an der Verfassungskommissioun - den Här Meyers kuckt mech schonn hallef béis, do hutt Der och ganz Recht, well do ass dat och méiglech.

Dat si wierklech déi zwou Kommissiounen, wou eng Aarbecht méiglech ass, déi vläicht an anere Kommissioune méi…

(Interruption)

…schwiereg ass.

Neen, ech soen dat esou, wéi ech et mengen, Här Haupert! D'Commission juridique ass wierklech eng Kommissioun, déi eng ganz eegen Aart a Weis huet, un d'Projeten erunzegoen, an déi sech net dru stéiert, wéi eng Regierung grad dee Projet op den Dësch geluecht huet, mä mer maachen eis eis eege Gedanken an eis eegen Aarbecht a kommen och zu Konklusiounen am Konsens, vun deene mer mengen, dass se besser wieren. A bei dësem Projet war dat och absolut méiglech.

Wat hu mer en fait fäerdeg bruecht? Andeem mer deen Text iwwerschafft hunn, hu mer et fäerdeg bruecht, dass déi Méiglechkeeten, déi hei an d'Gesetz ageschriwwe ginn, elo zwou Saache sinn:

Éischtens, dass se proportional kënnen ugewannt ginn, dass also dat Instrument wierklech nëmmen do ugewannt gëtt, wou et och Sënn mécht. A mir hunn domadder och der eigentlecher Bezeechnung vum Gesetz, wat awer net säin Inhalt war, e Sënn ginn. Well d'Gesetz huet gesot, et geet ëm d'Lutte géint la grande criminalité, awer formuléiert op eng Aart a Weis, dass et herno am Gesetz de fait op alles hätt kënnen applizéiert ginn, well déi Grande criminalité ass keng Notion juridique. Déi gëtt et net. Et ass eng Notion descriptive.

Esou wéi mer et ageschriwwen hätten, mam Grond a mat der Ursaach vun der Lutte géint déi grouss Kriminalitéit, esou hätte mer herno awer e breet gefächert an net detailléiert Instrument gehat, wat och anescht hätt kënnen agesat ginn.

Duerch déi Modifikatioun, déi d'Kommissioun gemaach huet, duerch dat Aschreiwe vun engem Seuil, duerch déi technesch Konditiounen, fir Konsultatiounen ze maachen, doduerch, dass dat retraçabel muss sinn, doduerch, dass de Proportionalitéitsprinzip mam Numm genannt gëtt, ass et elo tatsächlech en Text, deen der Police an der Magistratur déi Instrumenter an de Grapp dréckt, déi d'Regierung beabsichtegt hat an déi si och brauchen, awer eben op eng Aart a Weis, esou dass den Titel - Lutte contre la grande criminalité - och elo am Text drasteet, an nëmmen den Titel, an net ganz vill aner Saachen nach.

Et ass also elo e gudden Text, deen d'Parlament produzéiert huet. Duerfir wäert déi gréng Fraktioun dësen Text och stëmmen; an der Hoffnung allerdéngs, dass dat institutionellt Zesummespill - wat eng fei Saach ass - an deem doten Ausmooss an Zukunft net méi onbedéngt misst gebraucht ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Chamber ass net nuren eng Chambre d'enregistrement, si mécht och eng effektiv legislativ Aarbecht. Mir sinn déi, déi d'Gesetzer hei virbereeden an duerchzéien an amendéieren. Heiansdo muss een dat méi oder manner maachen, mä et ass kloer, datt bei dësem Gesetz d'Chamber eng etlech Aarbecht hat. Dat gesäit een un deene ville Sëtzungen an Amendementer an Texter, déi mer diskutéiert hunn.

Ech wëll dem Rapporteur, dem President, dem Här Santer, och Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Bericht. Dat mécht mir et als fënnefte Riedner hei elo e bësse méi einfach. Ech wëll mech awer och deene Remerciementer rallléiere fir de Représentant vum Minister an onser Kommissioun, dem Här Luc Reding, deen ons net nëmme juristesch, mä och technesch heiansdo e puer gutt praktesch Tuyauxe gewisen huet a gewisen huet, datt hien déi Matière excellent kennt. Dat mécht engem natierlech och als Deputéierten d'Aarbecht méi liicht.

Mir sinn am Ablack an enger Situatioun, wou ons Police nach e bësse wéi zur Zäit vun der Postkutsch fiert a verschiddenen Aspekter. Dat heescht, wa se Donnéeë séier brauch, muss se fënnef, sechs, siwe Leit erausschécke mat Autoen, fir ze kucken, datt se an engem oder an zwee Deeg déi Donnéeën, déi se brauch, kritt.

(Interruption)

Oder wa si se net esou dréngend brauch, da sinn zwee Poliziste während enger ganzer Woch amgaang déi Donnéeën erauszesichen.

Et muss een dofir, wann een diskutéiert iwwert d'Effektiver vun der Police - a mir hunn dat jo elo just an deem Gesetzesprojet virdru gemaach - a wann een déi Effektiver wëllt esou niddreg wéi méiglech halen, natierlech och kucken, datt een d'Prozedure moderniséiert an der heiteger Zäit upasst. Dat bedéngt natierlech, datt den Accès direkt un d'Donnéeë muss méiglech gemaach ginn.

Op där anerer Säit ass et natierlech och esou, datt ee muss oppassen, datt keen Abus dovunner gemaach gëtt, datt dat net ouni Kontroll geschitt. Dofir huet deen Débat, dee sech instauréiert huet tëschent der Regierung, tëschent dem Conseil d'État an der Chamber, schlussendlech zu engem positive Resultat gefouert.

Ech wëll nuren drop hiweisen, datt een et ganz gutt ka soen, datt d'Police an och d'Riichtere kënnen Accès hunn un d'Donnéeën, wat déi vun der Sécurité sociale ugeet, wann et als But an als Zweck huet, fir erauszefannen, wou den Här oder d'Madame XY schafft. Dat ass eng ganz legitim Donnée, déi ee ka siche goen.

Mä wann et drëm geet, fir erauszefannen, wat fir eng Krankheeten déi Persoun hat oder wat fir eng Medikamenter se geholl huet, bei wat fir en Dokter se geet oder soss Saachen, da geet et net méi. Dann ass den Abus mat virgeplangt. Dofir ass et elo richteg, datt déi Donnéeën, déi kënnen zur Verfügung gestallt ginn, an den Accès direct limitéiert sinn.

Deen zweete wichtege Prinzip schéngt mer ze sinn, datt deen, deen Donnéeë consultéiert, sech éischtens muss identifizéieren an domadder seng perséinlech Responsabilitéit engagéieren, an zweetens muss hien och soen, a wat fir engem Dossier oder a wat fir engem Kader hien dat sicht. A wann hien net kompetent ass an deem Kader oder soss keng Pouvoiren huet, da läit en Abus vir. Dann ënnerläit hien de Strofen, déi duerch d'Loi vun der Protection des données nominatives virgesi sinn, an och anere Strofen, déi an anere Gesetzer virgesi sinn. Dann ënnerläit hien deene Strofen do, well da läit en Abus vir.

Dofir hu mer versicht an och réusséiert an der Commission juridique, fir finalement en Text auszeschaffen, deen déi zwou Saachen alliéiert. Dat eent ass d'Effikassitéit vun enger moderner Police, an op där anerer Säit de Schutz vis-à-vis vun Abusen, wat d'Données nominatives ugeet.

En Résumé wëll ech also soen, datt d'ADR dësen Text ka stëmmen a senger amendéierter Form, wéi e vun der Commission juridique guttgeheescht ginn ass.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Zum Ofschloss vun der Debatt kënnt den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Et gëtt esou lues Zäit, well den Här Minister de ganzen Dag näischt z'iesse kritt huet, dass och een hien emol e bëssen a Schutz hëlt hei.

(Interruption)

Ech wëll einfach soen: Wat ass dann elo mat deenen zwee Gesetzer geschitt? Dat, wat mer virdru gestëmmt hunn, an dat, wat mer elo gestëmmt hunn, ass näischt anescht wéi wat mat all anerem Gesetz geschitt. Et gëtt deponéiert; et kënnt an d'Kommissioun; et fënnt eng Diskussioun statt, an da kënnt et hei an d'Chamber. Méi ass net geschitt.

(Hilarité)

M. le Président.- Da loosst den Här Jaerling elo!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Et deet mer leed; et ass net méi geschitt wéi mat all anerem Gesetz, et gëtt just hei méi Theater driwwer gemaach. Mä méi ass net geschitt. Ech wëll einfach soen: All Gesetzer, déi mer an egal wat fir eng Kommissioun kréien: Et gëtt deponéiert; et geet an d'Kommissioun; jiddferee ka seng Amendementer virbréngen. Hei sinn ebe méi Amendementer virbruecht gi wéi an engem anere Gesetz, an elo ass et hei deponéiert ginn. Elo seet jiddfereen zum Schluss: Et ass en herrlecht Gesetz! Ma, wat wëlle mer da méi just virun der Vakanz?

(Hilarité)

Et ass alles an der Rei. Et ass Friede, Freude, Eierkuchen, wéi ëmmer zum Ofschloss vun enger Legislaturperiod. Duerfir géif ech mengen: Kommt, mer sinn dach all zefridden, dass mer esou schéi Gesetzer hunn!

Une voix.- Et ass nach net eriwwer, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Da komme mer ebe muer nach eng Kéier erëm. Dat ass net esou schlëmm.

(Hilarité)

An da maache mer muer datselwecht. Mir huelen déi Gesetzer, déi deponéiert gi sinn an an der Kommissioun amendéiert gi sinn, an da stëmme mer se hei.

(Hilarité)

Dann ass et wéi ëmmer, da si mer all zefridden a jiddferee geet zefridden heem.

Une voix.- Wat maache mer den Oktober?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- A wat maache mer den Oktober? Dat ass eng gutt Fro. Déi hunn ech mer och scho gestallt.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dir Dammen an Dir Hären, d'Debatt ass ofgeschloss. D'Regierung huet elo d'Wuert, den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, et hätt een effektiv kënne bal dem Här Jaerling d'Schlusswuert iwwerloossen.

(Hilarité)

Ech mengen awer, d'Roll, déi eis ass, verlaangt, datt mer kuerz zu dësem Projet de loi, och wann et spéit ass, schwätzen.

Fir d'éischt selbstverständlech e grousse Merci un de President vun der Commission juridique, de Patrick Santer, zu dësem Projet an zu deem virdrun, deen déi Zilsetzung, déi d'Regierung an deene Projeten hat, ëmmer voll a ganz ënnerstëtzt huet an déi hien och an d'Aarbecht vun der Commission juridique mat abruecht huet, wat eng wesentlech Hëllef war, fir datt déi Regierungstexter och géifen zum Vote hei kommen.

Dat Zweet, dat ass, datt fir mech ëmmer Fräiheet, Sécherheet a Rechtsstat zesumme ginn. Ech kënnt Iech - mä duerfir ass et ze spéit - eng Dosen Texter opzielen, wou ech ëmmer versicht hunn, déi dräi Elementer virunzebréngen. Déi dräi Elementer, déi op eng wesentlech Aart a Weis zesummenhänken.

Et gëtt keng Fräiheet ouni eng gewëss Sécherheet. Et ka keng absolut Sécherheet ginn, well déi géif d'Fräiheet ze vill aschränken. A Fräiheet a Sécherheet musse sech an engem Rechtsstat entwéckelen. Dat sinn déi Prinzipien, déi vun Ufank un, datt ech Politik maachen als Deputéierten, als Minister, meng „Leitfäden" waren. Ech stelle fest, datt och déi Texter, déi mer haut hei diskutéieren, souwéi déi, déi den Owend nach eng Kéier hei rappeléiert gi sinn iwwert d'Kontroll, déi d'Police kann an de Mallë vun den Autoe maachen, ëmmer deem Rechnung gedroen hunn.

Mä et gehéiert och derzou, datt d'Gewiichtung an deem engen an an deem anere sengen Aen heiansdo e bëssen anescht ass. Et gehéiert héchstwahrscheinlech och derzou, datt d'Oppositioun net kann direkt mat engem Text d'accord sinn.

Fir mech zielt d'Zil, wat mer eis gesat hunn. An d'Zil ass, datt am Kader vun der Polizeiaarbecht eng gewësse Vereinfachung muss kommen. Dat heescht, datt d'Police muss zu gewëssenen Datebanken, déi et fréier vläicht guer net gi sinn, en Accès kréien.

Ech hätt gär de Rechtsstat och derbäi. Wat nämlech hei de Mëtteg kee gesot huet, och net déi, déi fréier an der Regierung waren, dat ass, datt zu enger Rei vun dësen Datebanke virdrun en Accès bestanen huet op der Basis vun engem einfache Règlement grand-ducal. Ech hätt also kënne soen: Dir hutt deen Accès, mir regelen dat do net. Ech hätt gär Rechtssécherheet. Ech hätt gär, datt d'Police an d'Justiz hir Aarbecht opgrond vun engem kloere rechtsstaatleche Kader kënne maachen. Dee Projet de loi, deen d'Regierung déposéiert huet, war an allen Hisiichte konform och zu internationale Mënscherechtsdokumenter.

Dee Beamten, deen Der zu Recht esou vill gelueft hutt, deen hat och deen éischten Text matgeschriwwen. Deen huet mer oft confirméiert, datt deen Text an aller Hisiicht den internationalen Texter entsprécht. Datt do Verschiddener jee no hirer politescher Sensibilitéit am Conseil d'État oder der Mënscherechtskommissioun net mat all där Politik d'accord sinn, déi ech maachen - et muss ee jo och wëssen, wat fir eng Sensibilitéite verschiddene vun deene Leit hunn -, dat respektéieren ech.

Dat heescht awer net, datt déi domadder automatesch Recht hunn. An ech kéint Nimm op all déi Leit setzen, déi mer dat och op der Strooss soen. Déi soen: „Ech wëll net, datt s du dat an dat méchs."

Meng Zilsetzung ass, datt mer d'Fräiheeten an d'Sécherheet no vir bréngen, an ech mengen, datt ee sech net muss schummen, heiansdo och dat Element vun der Sécherheet no vir ze setzen, well mer soss net zu engem Zil kommen.

Ech wëll Iech just eng kuerz Episod verzielen, déi ech virgëschter um Justizministerconseil, deen zu Cannes zesummekomm ass, erlieft hunn. Ech hunn e Gespréich gefëiert mam Buergermeeschter vu Cannes, deen eng riseg Polemik hat virun e puer Joer, wéi hie Kameraen installéiert huet. Hien huet gesot, souwuel d'Oppositioun wéi Deeler vun der Majoritéit hunn hien dofir schaarf attackéiert.

Elo no éischte Bilanen - si si scho bei engem Bilan, mir kommen eréischt zu engem Bilan, wa mer zwee Joer de Pilotprojet eriwwer hunn - hunn d'Leit gemierkt, datt op ville Plazen, wou déi Kamerae waren, eng wesentlech Améliorationun vun der Sécherheet komm ass, an notamment d'Geschäftswelt vu Cannes huet de Buergermeeschter elo gefrot, fir méi där Kameraen ze installéieren. Ech soen Iech net, datt dat meng Intentioun ass. Mä ech hu gesot, mir waarden de Bilan an der Stad Lëtzebuerg of, dee mer 2009 maachen. Ech soen Iech just: Heiansdo muss ee fir en Zil kämpfen.

An deem Projet, dee mer hei maachen, solle mer och dozou bäidroen, datt d'Police eng besser Aarbecht ka maachen, fir datt déi grouss Kriminalitéit ka bekämpft ginn.

Fir mech ass et keng Onéier a souguer dat Normaalst vun der Welt, datt an engem Parlament en Text amendéiert gëtt. Déi Deputéierten, déi mengen, nëmmen e Parlament wier gutt, wat de Regierungstext direkt géif stëmmen, dat sinn a mengen Ae Leit, déi d'parlamentarescht Wiesen awer wierklech net an hirem Häerz mat sech droen.

Wann den Text fundamental geännert hätt, dann hätt d'Regierung gesot: Mir wëllen deen Text do net, mir zéien en zréck, stëmmt en net. Ech fannen, deen Text hei dréit der Finalitéit Rechnung, déi d'Regierung hat. Déi Amendementer hunn deen Text net substanziell a senger Finalitéit geännert. Si hunn en heiansdo verbessert. Ech fannen en Text, deen diskutéiert gëtt, do kann een dach och eng Suggestioun mathuelen.

Fir mech zielt - an duerfir ass meng Satisfaktioun den Owend grouss: Zwee wesentlech Texter, déi ech an deem dote Beräich proposéiert hunn am Numm vun der Regierung, déi ech als Justizminister der Regierung proposéiert hunn - d'Augmentatioun vun den Effektiver vun der Police an dësen Text iwwert den Accès vun den Officiers de police judiciaire a vun de Riichteren zu verschiddenen Datebanken -, gi mat enger ganz breeder Zoustëmmung duerch dëst Parlament.

Dat ass eng grouss Satisfaktioun fir mech, mä en fait ass déi Satisfaktioun net wichteg. Wichteg ass, datt um Terrain Leit déi Instrumenter kréien, déi se brauchen, fir dass d'Police an d'Riichteren uerdentlech kënne schaffen. Duerfir brauche se Leit, si brauchen technesch Mëttelen a si brauchen adequat Texter. Dëst ass esou en Text.

Duerfir soen ech all deene Merci, déi dësen Text den Owend hei stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zu der Ofstëmmung.

Dir wësst, dass de Rapporteur an och d'Madame Flesch eis drop opmierksam gemaach hunn, dass am Artikel I.4 eng Erreur matérielle ass. Et ass also ze liesen - wann ech den Text zitéieren: „après l'article 48-23" an net „après l'article 48-24".

Mir stëmmen also elo iwwert den ofgeännerten Text vum Projet 5563 of a wäerten dem Conseil d'État dës materiell Ännerung schréftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5563 ass eestëmmeg ugeholl, Här Minister, mat 59 Jo-Stëmmen, ouni Nee-Stëmm an ouni Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), M. Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Patrick Santer), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Marco Schank);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri (par Mme Lydie Err), Jos Scheuer, Romain Schneider et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger (par M. Charles Goerens), Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten. Mir gesinn eis muer de Mëtteg erëm um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 21.09 heures)

Jeudi, 10 juillet 2008

SÉANCE 52

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • Mme Colette Flesch, Vice-Président

Sommaire

1. Déclaration de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire sur la réorganisation territoriale du Luxembourg
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*
- *Débat: M. Jean-Pierre Klein, M. Gast Gibéryen, M. Camille Gira, M. Fernand Etgen (M. Romain Schneider et M. Jean-Pierre Klein répondent), M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*

2. Débat de consultation sur le 3e plan en faveur des petites et moyennes entreprises (PME)
- *Exposé: M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*
- *Débat: M. Lucien Clement, M. Fernand Etgen, M. Romain Schneider, M. Henri Kox (M. le Ministre Fernand Boden lui répond), M. Robert Mehlen (à qui répond M. le Ministre Fernand Boden), M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*

3. 5854 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Protocole, signé à Perl, le 4 décembre 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le „Landkreis Merzig-Wadern" sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que les dépenses courantes du „Deutsch-Luxemburgisches-Schengen-Lyzeum Perl", signé à Luxembourg, le 26 février 2008
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Jos Scheuer*
- *Discussion générale: Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Robert Mehlen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5782 - Projet de loi portant création d'un lycée à Junglinster
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Jos Scheuer (déposant une motion)*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Carlo Wagner, M. Claude Adam (déposant une motion), M. Robert Mehlen, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motions 1 et 2 (adoptées)*

5. Demandes en naturalisation
- *Adoption en séance non publique de 98 demandes en naturalisation avec dispense du second vote constitutionnel*
- *Adoption en séance non publique de neuf demandes de changement de nom ou de prénom*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler; Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op. Ech wëll d'Regierung froen, ob se der Chamber eng Deklaratioun ze maachen huet?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Da komme mer direkt zum éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Mir héieren eng Deklaratioun vum Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf iwwert d'Réorganisation territoriale, dat opgrond vun enger Interventioun, déi den honorabelen Här Gira den Dënschdeg hei gemaach hat. No der Deklaratioun vum Minister hunn d'Fraktiounen d'Méiglechkeet fir Stellung ze huelen zu deem, wat de Minister gesot huet. D'Wuert huet elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

1. Déclaration de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire sur la réorganisation territoriale du Luxembourg

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn also haut befaasst mat enger Interventioun vum Här Gira, dee feststellt, dass eng Kaart an der Press opgetaucht wär, ouni dass dann d'Chamber oder soss Leit mat där Kaart konfrontéiert goufen.

Ech wëll dem Här Gira soen, dass déi Kaart, déi an der Press opgetaucht ass an déi do veröffentlecht ginn ass, sécherlech keng Initiativ vum Innenminister ka sinn, well den Innenminister geet net Kaarten an d'Press publizéieren, wa se nach net am Regierungsrot waren. Also, esou onclever kann e praktesch net sinn.

Ech wëll just soen, dass déi Kaart, déi an der Press war, sech op déi Kaart baséiert, déi ech mam Syvicol ausgeschafft hunn, wëssend, dass Feeler an där Kaart sinn, déi an der Zeitung war. Ech wëll och soen, datt ech awer mengen, datt den Här Gira misst wëssen, wéi déi Kaart ausgesäit, well hie kennt jo d'Madame Metz, déi Member vum Comité ass vum Syvicol, déi him jo da wahrscheinlech gesot wäert hunn, wéi déi Kaart ausgesäit, well de Syvicol huet déi Kaart virgestallt kritt.

Ech wëll och soen, dass déi Kaart eng Base de discussion ass. Et gëtt och nach alternativ Kaarten dozou, well mer gi jo bei d'Gemengen diskutéieren. Et ass net op alle Plazen am Land kloer, wéi déi Kaart elo soll ausgesinn oder wéi déi eenzel Punkte solle géréiert ginn am Interesse vun de Gemengen a vun der Kartographie vum ganze Land.

Ech hunn och wëlles als Innenminister, nach weider Elementer mat an d'Diskussioun ze bréngen, och weider Virschléi ze maachen, och wat Fusiounen ugeet, esou dass mer de Moment an enger Phas sinn, wou mer also ab dem Hierscht wäerten duerch d'Land goen an déi eenzel Regioune mat de Gemenge schwätzen an da kucken, déi Kartographie opzestellen, fir besser a méi staark Gemengen ze kréien.

Ech wäert am nächste Regierungsrot - net deem vu muer, mä vu muer an enger Woch - déi Kaart zesumme mam Congé politique a mat der Communauté urbaine presentéieren. Da wäerte mer am Hierscht nach an der Chamberskommissioun d'Méiglechkeet kréien, déi ganz Saachen ze diskutéieren.

Ech hu wëlles, déi ganz Diskussiounen an der Transparenz ze maachen. Ech hunn hei also net wëlles, iergendeen erauszeloossen, well ech mengen, wann ee wëllt wierklech an dësem Beräich eng Reform maachen, da musse mer all un engem Strang zéien an da muss jiddfereen datselwecht Wëssen hunn.

Also, et deet mer Leed, dass dat doten elo esou gaangen ass, wéi et gaangen ass, mä wéi gesot, Dir kënnt lech jo virstellen, dass dat keng Initiativ vum Minister war.

Dat war dat, wat ech elo hei wollt soen. Ech bieden lech alleguerten ëm e konstruktive Geescht an e konstruktiivt Mateneen, esou wéi en och an der Spezialkommissioun war, wou mer och, fannen ech, ganz gutt zesummegeschafft hunn. Ech weess och, dass ech mam Syvicol, vun deem den Här Klein jo President ass, e gudde Partner hunn, fir mat de Gemengen am Dialog eppes Konstruktives ze maachen am Interesse vun eisem Land.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Klein, President vum Syvicol ënner anerem, huet d'Wuert gefrot.

Débat

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, just e puer Wuert zu där Fro vum Här Gira. Mir haten d'lescht Woch eng laang Debatt hei doriwwer, wéi mer eis als Gemenge sollten organiséieren, fir den Erausfuerderunge vum 20. Jorhonnert gewuess ze sinn.

Mir wollte jo nëmmen hunn, dass mer eise Kompetenze gerecht ginn, an dofir brauche mer e Service administratif, dee staark ass, e Service financier an e Service technique. An dofir, fir dat ze exekutéieren, brauche mer staark Gemengen. Mir hunn och gesot, wat mer ënner staarke Gemenge verstinn.

Do war emol ee vun de Kritären 3.000 Awunner, dat ass awer net deen eenzege Kritär. Mir hunn och gesot, et soll een der geographescher Lag Rechnung droen, wann ee Fusioune wëllt maachen. Et soll een och Rechnung droen de Spezifissitéite vun der Regioun an och ganz besonnesch soll ee Rechnung droen den aktuelle Kooperatiounen a Syndikater, wou d'Gemengen dra sinn. An opgrond vun deene Kritären ass dee Schéma de coopération renforcée ausgeschafft ginn, zesumme mam Syvicol a mam Ministère de l'Intérieur. Den Innenminister war vun der Regierung beoptraagt ginn, fir déi Aarbecht ze maachen, an zwar sollt en dat maachen effektiv an Zesummenaarbecht mam Syvicol, sou wéi dat sech iwwregens och aus de Konklusiounen vum Rapport vun der Kommissioun, dee mer d'lescht Woch debattéiert hunn, erginn huet.

Ech mengen, de Minister huet elo grad gesot, dat ass net intangibel. Dee Schema ass net intangibel. Mir solle jo elo an d'Gemenge goen, fir dat mat de Gemengen ze diskutéieren. Mir musse jo awer eng Base de discussion hunn, mir kënnen net bei all eenzel Gemeng froe goen: Mat wiem wëllt Dir elo fusionéieren?

Mir hunn eis, fir virunzekommen, eng Base de discussion misse verschafen. Elo gi mer bei d'Gemenge kucken an huelen dann och nach Suggestiounen, Kritiken, Propositiounen entgéint, an da gëtt en définitive de Schema gemaach.

Ëmmerhi kënnt jo spéider och nach, wann d'Fusioune geschéien, dat hei an de Plenum, well all Fusioun gëtt jo e Gesetz, an do kréie mer jo och nach Geleeënheet, fir am Detail doriwwer ze diskutéieren.

Wéi gesot, dat hei ass e Schema, eng Base de discussion, déi nach ëmmer ka geännert ginn. An esouwäit wéi mer wëssen, ass et net nëmmen ee Schema, et sinn der zwee; et sinn zwou Alternativen, déi ausgeschafft gi sinn, déi mer elo mat de Gemengen diskutéiere ginn.

M. le Président.- Merci, Här Klein. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, déi Ufro, déi vun de grénge Kolleegen hei komm war den Dënschdeg, war duerchaus berechtegt, well ech mengen, mir alleguer waren net schlecht iwwerrascht, wéi mer konnten an enger Zeitung feststellen, datt do e Plang...

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- De Minister och!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*-...datt do e Plang veröffentlecht ginn ass iwwer eng nei Struktur vun de Gemengen hei am Land.

Mir waren ëmsou méi iwwerrascht, Här President, wann ee weess, datt mer eng Spezialkommissioun haten, déi dräi, véier Joer getagt hat. Ech muss soen, datt ech wierklech enttäuscht sinn. Mir hunn an deenen dräi, véier Joer systematesch verlaangt, vum Innenminister e Rapport ze kréien, deen all Joer géif erauskommen iwwer sämtlech Finanztransferten tëschent dem Stat an de Gemengen. Mir hunn dee Rapport ëmmer versprach kritt an hunn en awer ni kritt.

Mir hunn als Kommissioun verlaangt, fir e Rapport ze kréien, en Inventar ze kréien, wat déi 116 Gemengen dem Land ubidden oder net ubidden, fir datt een iwwerhaapt eng Diskussiounsbasis hätt, fir ze kucke wou dann elo Problemer géife bestoen a firwat do Problemer bestinn a wéi een da kéint reagéieren. Mä och dat hu mer alles net kritt.

Mir hunn an der Kommissioun och gefrot, fir déi Kaart ze kréien. Och déi Kaart hu mer net kritt. Also huet am Fong déi Spezialkommissioun, déi déi Territorialreform am Fong sollt hei preparéieren, dräi wichteg Elementer vum Innenminister virenthale kritt.

Duerfir ass et ëmsou méi schlëmm, datt dann eng Kaart op eemol an der Zeitung ass. An ech fannen et och schlëmm, wann den Innenminister heihinner kënnt, Här President, an zum Här Gira seet, ma Dir hutt dach eng Kolleegin aus Ärer Partei, déi do an engem Gremium ass, déi muss dach déi Kaart hunn, déi wäert Iech jo dann informéiert hunn.

Also, wann d'Deputéierten hei an der Chamber mussen iwwer Ëmweeër, oder de Minister et als normal ugesäit, datt d'Deputéierte sech kéinte jo iwwer Ëmweeër eng Kaart hei verschafen, da fannen ech dat wierklech iwwerhaapt kee Respekt méi vis-à-vis vun dësem Parlament.

Ech mengen, dat mannst wier gewiescht, datt d'Spezialkommissioun déi Dokumenter kritt hätt, déi se gefrot huet. Se huet se net kritt, a wéi kënne mer dann - wéi de Minister seet - all un engem Strang zéien, wa vum Minister senger Säit hei den Deputéierte wesentlech Informatioune virenthale ginn?!

An dann huet de Minister och hei gesot, et wier eng Kaart, mä et géif nach Kaarte ginn. Da froen ech mech, wéi vill där Kaarten et doruechter gëtt. Ech froe mech och nach eng Kéier, ob de Syvicol e Mandat huet vun de Gemengen, fir iwwerhaapt hei eng nei Kaart ze zeechnen, an ob net d'Gemengen hätte missen iwwerhaapt esou e Mandat dem Syvicol ginn, an och mat dem Syvicol iwwer esou eng Kaart hätte missen eppes schreiwen.

Hei gëtt also wierklech vun uewen erof, am Geheimen, am stillen Kämmerlein, d'Landkaart frësch...

(Interruptions)

Ma de Syvicol, Här Clement, misst am Fong Vertrieder vun de Gemenge sinn.

Une voix.- Voilà!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn awer d'Gefill, wéi wann de Syvicol heiansdo den Handlanger vun der Regierung wier,...

(Interruptions)

...wann ee kuckt, wéi dat hei fonctionnéiert.

Duerfir, mengen ech, ass et scho berechtegt fir ze soen, datt d'Gemengen och eng Kéier mam Syvicol doriwwer hätte missen diskutéieren an e Mandat ginn. Mä de Syvicol spillt hei net d'Haaptroll. Hei ass net de Syvicol vis-à-vis vum Parlament Rechenschaft schëlleg, mä den Innenminister ass hei Rechenschaft schëlleg. Hien huet an deenen dräi Joer 3-mol wesentlech Informatiounen dësem Parlament virenthalen, an da kann de Minister net heihinnerkommen a gläichzäiteg soen, kommt mir zéien all un engem Strang.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Den Här Gira huet d'Wuert elo.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dat waren zwou verschidden Äntwerten.

(Interruptions)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt am Ufank dem Innenminister Merci soen, dass hie bereet war, dës Woch nach bei eis ze kommen, fir eng Rei Explikatiounen ofzeginn. Dir musst mer awer och gleewen, dass ech net ganz zefridde si mat deem, wat den Innenminister elo hei gesot huet.

Et geet hei net dorëm, ob ech perséinlech als Camille Gira déi Kaart do eng Kéier kréien oder net. Dat ass net de Punkt, Här President.

Et geet hei ëm eng prinzipiell Démarche. Ech kann eng Rei Saachen nëmme widderhuelen, déi de Kolleeg Gibéryen viru mir gesot huet. Ech bleiwen der Meenung, grad well mer dräi an en halleft Joer an enger konstruktiver Atmosphär, vun där - mengen ech - de Minister selwer genuch Zeie war an der Kommissioun, iwwer Parteigrenzen ewech an och iwwer Meenungsgrenzen ewech probéiert hunn, an engem positive Geescht deen Dossier hei virunzebréngen, dass ech dat nach wie vor als Affront emfannen, obwuel - wéi bis bekannt war, dass iergendwou op engem Schreifdësch eng Rei Leit géifen un enger Kaart dokteren - ech perséinlech an, mengen ech, och nach aner Kolleege gefrot haten, dass mir déi Kaart och ze gesi kréien, fir dat an d'Debatten afléissen ze loossen, dass mir déi Kaart net kritt hunn.

Ech versti bis haut nach net, Här President, firwat dat net méiglech war. Mir kruten do iergendwellech fadenscheineg Argumenter. Mir krute gesot, déi Kaart wier net fäerdeg. Mir krute gesot, de Minister wéilt se net esou fréi erausginn. Ech ka just feststellen, déi Kaart huet also manifestement existéiert an déi Kaart huet also net nëmmen an de Käpp an op de Schreifdëscher vum Innenministère existéiert, mä et mussen nach aner Leit se gehat hunn.

Ech gleewen dem Innenminister, dass hie se net erausginn huet, mä manifestement haten also aner Leit déi Kaart offiziell an hiren Hänn. A wann de Minister awer gemengt hat, esou en Dokument géif, wa schonn x Leit et am Grapp haten, nach Wochen a Méint laang bis den Hierscht geheim bleiwen, da muss ech hien awer als relativ naiv ugesinn, well et weess jo awer jiddfereen, dass dat net ka fonctionnéieren an deem klenge Land, wéi mir hei sinn.

An ech fannen, dass de Minister da spéitstens bei der Debatt hätt heihikommen a soe missen, léif Deputéierten alleguerten, mir sinn amgaang e puer Varianten hei ze maachen, hei kritt Der elo déi Kaart, kuckt Iech dat emol un, sot mer, wat Der dovun haalt. Dann hätt hie vläicht nach direkt während der Debatt eng Rei Kritiken, eng Rei positiv Echoe kritt. Mä ech fannen et awer net an der Rei, dass dat do dee Wee gaangen ass.

Ech bleiwen och derbäi, dass déi do Démarche insgesamt en Affront vis-à-vis vun de Buergermeeschteren, Schäffen a Conseillere vun deene concernéierte Gemengen ass. An hei ass dann och vläicht ganz e bëssen e Problem, an ech sinn och enttäuscht iwwert de Manktum u Sensibilitéit um Niveau vum Syvicol.

Huet et domat ze dinn, dass de Gros vun deene Leit, déi do am Comité sëtzen, net concernéiert si vun där heiter Reform, well de Gros vun deenen aus Proporzgemenge kommen, déi souwisou net dra sinn?

Ech verstinn net, dass Kolleegen aus deene Gemengen net verstinn, wat elo dobausse lass ass. Wat ass nämlech lass? Ma déi Responsabel vun deene concernéierte Gemenge ginn elo permanent ugeschwat an déi gi gefrot: Firwat musse mir dann iwwerhaapt fusionéieren? Mir gi jo gutt eens esou. Firwat musse mer mat der Gemeng X an net mat der Gemeng Y fusionéieren?

An da steet een als Responsabel do, an ech och, obwuel ech dräi an en halleft Joer intensiivst matdiskutéiert hunn an der Kommissioun, a ka menge Leit keng Äntwert ginn. Well ech hu keng Ahnung, wat de Minister mat senger Kaart wëllt.

An déi Leit dobaussen, déi net an der Chamber sinn an an der Spezialkommissioun, déi si jo nach vill méi schlecht drun. Déi wësse guer net, wat am Rapport vun der Spezialkommissioun steet. Déi hu keng Ahnung vun den Absichte vum Innenminister a scho guer net dovunner, wat déi applizéiert Kritäre sinn, firwat déi Kaart grad esou ausgesäit an net anescht. A si sinn domadder extrem schlecht drun, well d'Leit ginn natierlech dovun aus, dass dës Kaart mat de Gemengeverantwortlechen ofgeschwat ass. Gëscht war se dann och nach an enger Wochenzeitung. Lues a lues mécht déi Kaart do den Tour an d'Leit soen: Aha, dat do ass d'Zukunft vum Lëtzebuerger Land an deenen nächsten 20, 30 Joer.

An dës Situatioun ass, Här President, méi wéi onglécklech, an amplaz Akzeptanz fir dës Reform ze favoriséieren, ass elo de Géigendeel geschitt. Duerfir fanne mir nach wie vor, dass d'Manéier, wéi dës Kaart zustane komm ass, an och virun allem wéi se an d'Öffentlechkeet komm ass, duerfir nëmme fir Onversteesdemech a Roserei ka suergen.

Mä awer och den Inhalt vun dësem Plang provozéiert a concernéierte Kreesser Kappzerbrieches. De Virriedner huet et scho gesot, mir haten eng Rei Kritäre festgeluecht: 3.000 Awunner unzestriewen, awer och opzepassen, dass déi Gemenge flächeméisseg net ze grouss ginn, a selbstverständlech och bestehend Kooperatiounen ze respektéieren.

Zum éischte Punkt: Wat gesinn ech? Et stinn 29 nei Gemengen, dovu sinn der nëmme siwe bis aacht, déi deene Kritären, déi mir festgehalen hunn, Rechnung droen, nämlech ongeféier 3.000 Leit. Déi meescht sinn haut scho wesentlech méi héich, a wann ee weess, dass all Gemeng an der Moyenne ee Prozent bäihëlt, da sinn déi bis 2017 nach wesentlech méi grouss. Aacht sinn der haut schonn iwwer 4.000, eng hallef Dosen iwwer 6.000. Jo, et sinn der souguer zwou oder dräi derbäi, déi haut schonn 8.000 bis 9.000 Awunner an Awunnerinnen hunn. Ech gesinn op där anerer Säit awer och eng Gemeng vu 1.700.

Do muss awer, Här President, d'Fro berechtegt sinn: Wéi sinn dann do de Ministère an de Syvicol virgaangen, a wat huet dat do nach mat deem Chiffer, deem magesche Chiffer vun 3.000 Leit, dee scho jorelaang am Raum ass, ze dinn?

Zweete Punkt, d'Gréisst. Ech gesi Gemenge vu 4.000 bis 5.000 Awunner, wou also kee Leides gewiescht wier, méi klenger ze maachen, vun 80, 90, 110 Quadratkilometer.

Ma gitt emol eng Kéier op d'Plaz, Här Minister, an da probéiert Der emol, mat engem Trakter an där Gemeng vun engem Duerf op dat anert ze fueren. Do si moies d'Services techniques eng Stonn ënnerwee bis se op där Plaz sinn, wou se solle schaffen.

Mir kënnen dach net nëmmen d'Effikassitéit um Niveau vum Beamtentum hei probéieren an d'Wee ze leeden. Mir mussen awer och kucken, dass e Service technique nach einegermoosse ka fonctionnéieren. Duerfir versti mer och déi do Virgehensweis net.

Schlussendlech ass jo gesot ginn, dass een onbedéngt misst, wann een net wëllt dobausse Problemer schafen, bestehende Kooperatioune Rechnung droen.

Ech kann do nëmmen d'Beispill zitéieren, wat ech wierklech aus dem Effeff kennen, well ech vun Ufank un dobäi war, nämlech vum Kanton Réiden. Do sinn zéng Gemenge 15 Joer laang amgaang, mat vill Méi deelweis, exemplaresch regional Kooperatioun ze maachen. Si hu gemeinsam vill Geld a gemeinsam Infrastrukturen a Servicer gestach: eng Crèche, en Altersheim, eng Schwemm, eng Museksschoul, eng Zone d'activités an esou weider an esou fort.

A wat geschitt elo? Elo sollen dräi Gemenge vun deenen zéng, bal en Drëttel, aus deem Kanton do erausgerappt ginn. Wéi soll dat vir sech goen? Wat geschitt mat deene Gemengen? Wou fannen déi sech erëm? Bezuele mer déi aus an esou weider an esou fort?

Ech muss ganz éierlech soen, ech fannen, dass all déi, déi sech elo während Jore beméit hunn, relativ fir domm verkaaft ginn.

Duerfir kann et fir eis, Här President, als Gréng nëmmen eng Konklusioun ginn.

Här Minister, Är Virgehensweis ass schlëmmer wéi déi vun engem Elefant am Parzeläinsbuttek.

Plusieurs voix.- Oh!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Dir hutt e grousse Koup Schierbelen iwwer Land produzéiert.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, da lauschtert emol dobaussen, wat iwwer Land diskutéiert gëtt. Do ass elo e grousse Koup Schierbele produzéiert ginn.

(Interruptions)

Une voix.- Dat kanns De elo an de Pabeierkuerf geheien.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- A wann Dir bei Ärer Tournée iwwer Land am Hierscht net exklusiv dermat beschäftegt wëllt sinn, dës Schierbelen opzerafen, da gëtt et just nach eng Léisung an eisen Aen: Geheit déi Kaart an d'Dreckskëscht, gitt am Hierscht an all Regioun, an all Kanton, erkläert de Responsabelen de Sënn an Zweck vun dëser Reform.

Leet wann ech gelift transparent an novollzéibar Kritäre fir déi Fusiounen op den Dësch a lauschtert dann op déi Responsabel vum Terrain.

An dann zeechent Dir zesumme mat deene Responsabele vum Terrain, déi hir Gemeng am beschte kennen, déi hir Regioun am beschte kennen, eng nei Kaart.

Dat ass fir eis déi eenzeg Méiglechkeet, fir dass erëm Vertrauen an dës Reform entsteet, an dat ass déi Aart a Weis, wéi mir als Gréng eis géifen eng participativ Démarche virstellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den Här Etgen huet d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och am Numm vun der Demokratescher Partei eis Enttäuschung doriwwer zum Ausdrock bréngen, datt d'Carte territoriale een Dag no der Diskussioun iwwert de Rapport vun der Spezialkommissioun an der Press oder méi prezis am Lëtzebuerger Wort publizéiert ginn ass.

Mir fannen dëst ee grave Fauxpas, ëmsou méi, well bis dohi souguer d'Membere vun der Spezialkommissioun dës Kaart emol net ze gesi kruten. An dobäi hu bal unisono all Spriecher dee leschten Donneschdeg hei dorop higewisen, datt esou eng Kaart net vun uewen erof däerf diktéiert ginn, mä datt dës Kaart soll am Dialog, am Konsens an am géigesäitegen Averständnis vum Minis-

ter an de betraffene Gemenge opgestallt ginn.

Méi schlëmm nach, den heitegen Innenminister hat senge Kolleegen an der Regierung d'Kaart och emol net gewisen. D'Alaude vun der Territorialreform huet domadder schlecht ugefaangen. Mir hoffen, datt et net esou weidergeet. Fusiounen däerfen nämlech net opgezwonge ginn. Se mussen zesummen am Dialog mat de Gemengen awer och am Dialog mat de betraffene Bierger wuessen. Et gëllt elo, dee Vertrauensvorschuss, deen de Minister vun der Spezialkommissioun kritt huet, net liichtsënneg ze verspillen.

D'Gemengen hunn Erwaardungen, Wënsch an Usprëch a wëllen déi och mat abréngen.

Et gëtt een den Androck awer hei net lass, datt d'Publikatioun vun der Kaart en Acte de revanche ass. Bei den Diskussiounen an deene leschte Joren huet den Innenminister bis - de Michel Wolter - keng Geleeënheet ausgelooss, fir den heitegen Innenminister virzeféieren an him eng auszewëschen. Dës Kaart ass awer ouni d'Matwierke vum Schatteninnenminister ausgeschafft ginn, an duerfir konnt de Minister oder de Syvicol d'Waasser net hale fir der Öffentlechkeet ze weisen, datt hien oder si oder hien a si eleng eppes Opweises hätten.

(Brouhaha général)

An duerfir war och op eemol de President vun der Spezialkommissioun esou prëssséiert, fir d'Aarbecht an der Spezialkommissioun ofzeschléissen. Dës Kaart sollt bis elo awer nëmmen en Aarbechtspabeier vum Minister an dem Syvicol duerstellen, an ech fannen, datt eng exzellent Aarbecht do geleescht ginn ass.

M. le Président.- Här Etgen, den Här Schneider wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här Etgen, ech wollt Iech just froen, ob Dir net och Member am Syvicol sidd?

(Hilarité)

M. Fernand Etgen *(DP).*- Jo, ech kann dem Här Schneider nëmme soen, datt ech Member vum Syvicol sinn, datt ech déi Kaart gesinn hat a se menge Parteikolleegen net weiderginn hat, well ebe gesot ass ginn, mir sollen am Fong geholl de Secret doriwwer halen. Ech hu mech am Fong un déi Ofmaachunge gehalen, well ech eben einfach fonnt hunn, datt de Minister mam Syvicol zesummen op eng flott Manéier déi dote Kaarten awer opgestallt huet bis elo.

(Interruptions)

Ech mengen awer, och de Jean-Pierre Klein huet de leschten Donneschdeg hei an der Chamber geschwat vun der Experienz vun de 70er Joren, wéi hie gesot huet, datt et am Fong geholl falsch wier fir eng Carte territoriale ze publizéieren, déi opzestellen an dann ze mengen, mir hätten domadder eng Reform vun der Gemengelandschaft.

Ech mengen, Här Minister, et gëllt elo esou séier wéi méiglech dësen Incident de parcours vergiessen ze doen, deen ze klasséieren an ze kucken, datt mer awer mat der Territorialreform weiderkommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Klein huet d'Wuert gefrot.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, ech wollt fir d'éischt emol dem Här Gibéryen äntwerten...

(Hilarité)

...op seng Fro, déi hie gestallt huet zum Mandat, deen de Syvicol soll hunn. Hien als laangjährege Buergermeeschter misst et wëssen a weess et och, wou de Syvicol säi Mandat erauszitt. An zwar aus senge Statuten.

Ech liesen Iech et vir, Här Gibéryen: «Le syndicat a pour objet la promotion, la sauvegarde et la défense des intérêts généraux et communs de ses membres. De cet objet découlent notamment les missions:» - an da kënnt et - «...d'être l'interlocuteur du Gouvernement pour les questions touchant l'intérêt communal général et de formuler des avis sur des projets législatifs et réglementaires qui ont un impact au niveau local...»

Ech mengen, dat seet jo alles, dass domadder de Syvicolscomité, dee jo legal investéiert ass iwwert de Wee vun de Wahle vun de Conseilen alleguerten, säi Mandat do erauszitt.

Wat dem Här Gira seng Remarquen ubelaangt, do wëll ech just soen, dass de Syvicol am Virfeld vun der Diskussioun, am Virfeld, ier de Syvicol vun der Chamber géiert ginn ass, dass mer an all Gemeng, an all Regioun gaange sinn an dass mer do mat de Gemenge geschwat hunn iwwert dat, wat géi ustoen, an iwwert d'Problematik geschwat hunn...

(Interruption)

An ech muss Iech do just soen, Här Gira: Dir waart a kenger eenzeger Versammlung! Dir waart ni do!

Plusieurs voix.- Ah! Ah!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Dir waart ni do, also konnt Der deemools Ären Apport net bréngen.

Déi Prozedur, déi elo hei entaméiert ass, schéngt mer ganz richteg ze sinn. Mir ginn op eng demokratesch Aart a Weis vir. Mir gi bei d'Gemengen, mir froe se, wou hir Doléancë sinn. Mir froe se, wou hir Suggestiounen, hir Propositioune sinn, an da gëtt en définitive déi Kaart fäerdeg gemaach an da kréien déi Instanze se virgeluecht, déi eppes doriwwer ze soen hunn; an d'Chamber ass déi lescht Instanz fir iwwer eng Fusioun e Gesetz ze stëmmen.

(Interruptions)

Une voix.- Vun uewen erof!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Zu deem, wat den Här Etgen gesot huet. Den Här Etgen muss och net hei versiche fir dat elo ëmzedréinen, wat...

(Interruptions)

M. le Président.- Da lauschtert emol no. Et wäert jo awer méiglech sinn, datt den Här Klein hei a Rou seng Ausféierunge ka maachen.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Dat, wat e gesot huet hei, dat ass net richteg. Am Syvicol ass all Mënsch gewuer gi wat fir eng Prozedur mer géifen aschloen, wat fir eng demokratesch Approche mer zu der ganzer Saach hunn, an hie weess dat och ganz genau.

Une voix.- Haut!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Et ass effektiv gesot ginn, dass mer nach net géifen erausgoe mat där Kaart, well de Regierungsrot se nach net ofgeseent huet.

Une voix.- Ganz richteg!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Also, de Minister huet eis deemools gesot, den 18. Juli géif hie se mat an de Conseil de Gouvernement huelen an da géif se public gemaach ginn.

Wat elo virkomm ass, dat entzitt sech menger Kenntnis. Dat Eenzegt, wat ech ka soen: Ech hunn déi Kaart net weiderginn. Pour le reste weess ech näischt.

(Interruptions)

Mä ech géif soen, mer sollten déi Problematik hei, déi ganz seriö ass hei zu Lëtzebuerg, elo net zerrieden, well elo iergendeen do ass, deen elo, well et esou gutt geet, jalous ass a wëllt, datt et net esou soll goen.

Wa mer de Bierg opfueren, da bremst eis net, wann ech gelift!

Une voix.- Abee jo!

Une autre voix.- Très bien.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Klein. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

(Interruptions et hilarité)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Merci, Här President.

M. le Président.- Här Gibéryen, wann Dir d'Wuert nach wëllt hunn, Dir hutt nach Riedezäit, da kommt nach eng Kéier.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech hat just gesot, ech hätt héieren, et wier de Cercle Bech gewiescht, deen déi Kaart gezeechent hätt.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Oh!

Une voix.- Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma neen, den Här President huet mech gefrot, wat ech wëllt soen.

M. le Président.- D'Héiflechkeet verbitt, fir iergendwellech Remarquen dorobber ze maachen. Duerfir huet den Här Innenminister elo d'Wuert.

Une voix.- Il n'y a que la vérité qui blesse.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene Méint, wou ech zesumme mam Syvicol geschafft hu fir eng nei Territorialitéit ze maachen, hunn ech versicht, korrekt ze bleiwen, versicht, dat wat ëmmer grouss geschriwwe gëtt vun eise Bierger an och vun eis alleguerten, de „bottom up" wierklech fonctionnéieren ze dinn. An et weess ee genau, wann ee breet am Ufank ufänkt, da sinn ëmmer e puer Leit, déi net dicht sinn, an da komme Saachen eraus.

Ech bedaueren zudéifst...

(Hilarité)

...ech bedaueren zudéifst...

(Brouhaha général)

Ech bedaueren zudéifst, dass dës Kaart erauskomm ass, well am Fong geholl dat der Saach keen Déngscht leescht.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ganz am Géigendeel!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ganz am Géigendeel. Dir hutt Recht, Madame Flesch, et ass ganz am Géigendeel.

Ech hu bei den Diskussiounen iwwert d'Réorganisation territoriale - an et war owes relativ spéit, mer hate scho fënnef Stonne laang diskutéiert - am Fong geholl d'Démarche, wéi ech mer se virgestallt hunn, hei nach eng Kéier am Detail gesot. Duerfir soen ech se haut nach eng Kéier.

Ech hoffen, dass Der mer dann haut nolauschtert, wéi ech mer dat elo virstellen. Ech stelle mer vir, dass ech am Regierungsrot dat Ganzt dann elo duerchbréngen, an da fänke mer am Hierscht un, bei d'Gemengen ze goen.

Wéi soll dat elo geschéien? Ech wollt dat nach mam Syvicol ofschwätzen. Ech hat dat och gesot déi leschte Kéier a menger Ried hei, ech géif dat nach mam Syvicol ofschwätzen, mä prinzipiell soll et an d'Richtung goen, dass mer an déi eenzel Regioune ginn, wou déi Gemenge sinn, an deene Problemer sinn, well - wéi Der et richteg gesot hutt - am Kanton Réiden zum Beispill gëtt et vill Modeller, wéi ee sech ka virstellen, wéi een do d'Kollaboratioun ka stäerken.

Mer wollten an déi Regioune goen an dat dann do diskutéieren, de vive voix, „bottom up" an net „top down"; well stellt Iech vir, ech hätt en „top down" gemaach! Also mer diskutéieren dat „bottom up" mat deene Gemengen.

Dir kënnt roueg dohinnerkommen, Här Gira, an da mam Minister, mat eise Leit, mat dem Syvicol, mat all deenen, déi do sinn, diskutéieren an eis Är Iddië soen, an da kucke mer, wat dobäi erauskënnt.

Duerno wollt ech dann an enger zweeter Phas bei déi Gemenge goen, wou et wierklech méi problematesch ass, fir nach eng Kéier nozefroen, an da setze mer eppes op d'Been.

Dat heescht, hei gëtt alles an der Transparenz gemaach. An ech fannen et net gutt, wann een haut an hei wierklech virun de Won leeft. Dat, wat haut hei ass, nennen ech virun de Won lafen a versichen, eppes futtizerieden, wat am Fong geholl nach net richteg ugefaangen huet.

An d'Gepflogenheete vun der Demokratie a vun eisem Lëtzebuerger Stat sinn awer déi, dass e Minister bei seng Regierung geet, mat senger Regierung déi Saachen ofschwätzt an dass en dann erausgeet a mat de Leit schwätzt.

Wann do Querschéisser kommen, da gesinn ech dat net als en Affront géint d'Gemengen. Ech fannen, mir hunn hei wierklech kollegial a gutt zesumme geschafft mam Syvicol, an ech wëll dat och an Zukunft weidermaachen. Ech wäert mech och net vun deenen Diskussiounen haut bëire loossen.

Ech fueren ëmmer nom Prinzip, ee Schrëtt nom aneren. Deen éischte Schratt ass gemaach. Mir sinn esou wäit, wéi mer nach ni waren. Ech soen et nach eng Kéier: Mir hunn eng Kaart,...

(Interruption)

...déi eng Base de discussion ass, an et sinn nach Alternativen um Dësch.

Zweetens, ech wäert nach mat anere Propositioune kommen als Minister, wou ech soen, hei dat do stellen ech mer esou vir, do sinn nach Elementer, déi muss ee considéréieren an der Diskussioun an esou weider.

Ech stelle mer also wierklech eng kontrovers Diskussioun vir, déi e Joer wäert daueren an d'nächst Joer dann, Abrëll, Mee wäerte mer da wëssen, wou mer dru sinn, an da muss d'Politik hir Responsabilitéit huelen - déi eng an déi aner.

Mir geet et dorëm fir de Bierger dobausse mat eiser Diskussioun ze weisen, dass mer als Politiker verstanen hunn, dass mer musse staark Gemenge kréien, fir dass se kënnen all Bierger, egal wou se am Land wunnen, déi Servicer prestéieren, déi eis Bierger gären hätten.

An et ass selbstverständlech, dass eng Gemeng, déi méi grouss ass, et méi einfach huet, Servicer ze prestéieren, wéi kleng Gemengen. Eis Bierger hunn d'Recht, egal wou se am Land wunnen, déi Servicer zu engem équitabele Präis an zu équitabele Konditiounen ze kréien.

Dat ass d'Finalitéit vun deem, wat mir hei wëlle maachen. Net méi an net manner. Mir wëllen hei net de Gemengen iergendeng Plooschter op de Mond maachen oder d'Gemenge vun uewen erof dominéieren. Mir geet et wierklech nëmmen dorëm, an ech kommen aus deem Secteur an ech weess, wat d'Gemengen eis wäert sinn. Et ass déi eenzeg dezentral Struktur, déi mer hunn, an do muss d'Politik zesummeschaffen.

Ech wäert mech vun esou Aktioune wéi där vun haut oder soss vun deene Leit, déi déi Aktioune maachen, net bëire loossen. Ech hätt gären, dass mer wierklech zesummen un engem Strang zéien am Intérêt vun der Saach, an dat si staark Gemengen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Här Mehlen, d'Debatt ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Consultatiounsdebatt iwwert den 3e plan en faveur des petites et moyennes entreprises. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Clement, Etgen, Schneider, Kox a Mehlen. D'Wuert huet elo de Mëttelstandsminister, den Här Fernand Boden.

2. Débat de consultation sur le 3e plan en faveur des petites et moyennes entreprises (PME)

Exposé

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet gefrot fir eng Consultatiounsdebatt ze maachen iwwert deen neie Mëttelstandsprogramm, deen an enker Zesummenaarbecht mat de Beruffschamberen, mat de Beruffsorganisatiounen ausgeschafft ginn ass an dee vun der Regierung de 16. Abrëll dëst Joer guttgeheescht ginn ass.

Firwat de Plang dem Chambersplenum presentéieren? En Aktiounsprogramm fir déi mëttelstänneg Betriber ass e Schwéierpunkt vun der Politik vum Mëttelstandsministère. Et ass awer e Plang, deen de Kader vun der Politik vum Mëttelstandsministère sprengt. Et geet hei ëm departementsiwwergräifend Moossnamen, déi e groussen Deel vun de ministeriellen Departementer an domadder och vun de Chamberskommissioune betreffen.

Dorauser ergëtt sech, datt den Aktiounsplang als e Ganzt e méiglechst breede Konsens soll fannen, fir am allgemenge wirtschaftlechen a sozialen Interessi eng proaktiv Mëttelstandspolitik kënnen ze bedreiwen. Duerfir wollte mer och, wéi gesot, déi ganz Chamber iwwert déi beabsichtegt Moossnamen informéieren an och hir Meenung doriwwer héieren.

Firwat iwwerhaapt en neie Plang? D'Noutwendegkeet vun engem gebündelte Moossnamekatalog, fir de Secteur vum Mëttelstand ze festegen an auszebauen, ass fir d'éischt 1996 erkannt ginn, an dee Mooss-

namekatalog ass mat der Adoptioun vum éischten Aktiounsplang an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Dëse Plang ass gutt ukomm bei den zoustännege Leit aus de Betriber. Den éischte Plang hat och e ganz positive Bilan. Hien huet wéi gesot eng allgemeng Zefriddenheet fonnt bei deene concernéierte Beruffsorganisatiounen a bei de Betriber selwer.

Duerno hu mer am Joer 2001 den zweeten Aktiounsplang virgestallt. Hei waren et virun allem Gesetzer, déi an de Kompetenzberäich vum Mëttelstandsminister falen, déi deemools moderniséiert gi sinn.

Ech wëll der e puer opzielen: De Beruffszougang vun den Transporteuren, de Commerçanten, den Handwierker a verschiddene liberale Beruffer. Dësen Zougang gouf substanziell reforméiert, gradesou wéi d'Pratique commerciale. D'Loi-cadre iwwert d'Investitiounsbäihëllefen ass fundamental moderniséiert ginn an nei EU-konform Hëllefsregimer an de Beräicher Ëmweltschutz, Innovatioun a Liewensmëttelsécherheet goufen agefouert.

Parallell dozou ass vun der SNCI de Prêt de démarrage agefouert ginn, an déi méi traditionell Instrumenter wéi de Crédit d'équipement si méi attraktiv gemaach ginn, andeems d'Durée verlängert ginn ass, den Taux niddreg gehale ginn ass an och d'Konditiounen an d'Kritären, fir kënnen e Crédit d'équipement ze kréien, vereinfacht gi sinn.

Ausserdeem sinn zum Beispill déi sougenannte Bréifkëschtefirme massiv bekämpft ginn an nei steierlech Moossname si geholl ginn.

Och dësen zweeten Aktiounsplang ass mat Zefriddenheet vun de viséierte Milieuen opgeholl ginn an trotz enger net liichter Ëmsetzung zum Beispill bei de staatleche Bäihëllefen, déi op Bréissel notifizéiert an och vu Bréissel autoriséiert hu misse ginn, sinn awer nees déi meescht Mesurë realiséiert ginn. Mir hunn also hei ze doe mat enger Erfollegsstory - géif ech soen -, déi sech répétéiert huet.

Duerfir ass et och kloer, datt d'Ursaachen, déi déi zwee éischt Aktiounspläng begrënnt hunn, och haut nach aktuell sinn.

Wat sinn déi? Méi kleng a mëttelgrouss Betriber hu spezifesch Problemer. Si hu spezifesch Uleies, déi net ëmmer, mä villfach anescht si wéi déi vu grousse Betriber an och duerfir munchmol aner a méi moossgerecht Aktiouns- a Léisungsusätz verlaangen.

Déi Kleng- a Mëttelbetriber - ech mengen, dat ass gewosst - spillen eng ganz wichteg Roll an eiser Wirtschaft an an eiser Gesellschaft. Ewell sinn et 17.000 Betriber aus Handwierk, Handel, Horesca an deene verschiddene fräie Beruffer. 40.000 nei Aarbechtsplaze sinn an deene leschten zéng Joer vum Mëttelstand geschafe ginn. 150.000 Beschäftegter insgesamt sinn am Secteur vun de Classes moyennes ugestallt. An déi bedeitend Roll, déi déi Kleng- a Mëttelbetriber an der Aus- a Weiderbildung spillen, ass och ganz wichteg, fir eis jonk Leit op hiert Beruffsliewe virzebereeden.

Dat sinn, wéi gesot, méi wéi respektabel Zuelen. De Mëttelstand, dee viru 40 Joer villfach als ee vun den industrieofhängege Secteurë considéréiert ginn ass, huet sech an der Tëschenzäit méi wéi emanzipéiert. Haut ass hie selwer eng Muecht an der Wirtschaft ginn an zielt duerch säin Dynamismus an eenzelne Beräicher zu de Lokomotive vun eiser Wirtschaft. Esou zum Beispill souguer och am Finanzberäich, wou iwwert de Wee vun de Kontabelen, de Fiduciairen, den Expert-Kontabelen e wichtege Peiler vun eiser Ekonomie entstanen ass.

Natierlech hunn och aner Aktivitéiten aus dem Mëttelstand vum Wuesstum vun eiser Wirtschaft an eiser Bevölkerung profitéiert. Virun allem den Handel, dee matgewuess ass, mä och de Bau als gréisste Secteur aus dem Handwierk ass parallell matgewuess. Dëst gëllt och fir eng ganz Rëtsch vun aneren Aktivitéiten.

Dir gesitt also, datt de Mëttelstand relativ gutt dosteet, a mir versichen dat Bescht ze maachen, fir datt dat och esou bleiwe soll. Well mer d'Wichtegkeet vum Mëttelstand fir eis Wirtschaft kennen an och unerkennen, wäerte mer och weiderhin d'Ëmfeld vun dëse Betriber verbesseren an esou dozou bäidroen, dass eis Wirtschaft sech och an Zukunft ka positiv entwéckelen.

Dee realisteschste Wee, fir dat Zil ze erreechen, ass, fir d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ze verbesseren. Duerfir huet d'Regierung décidéiert, en neien Aktiounsplang fir de Mëttelstand op- an ëmzesetzen.

D'Philosophie vun dësem neien Aktiounsplang knäppt un un d'Objektiver vun der Lissabon-Strategie fir Wuesstum a Beschäftegung. Dat sinn - ech mengen, Dir wësst dat - d'Kreatioun vun den Entreprisë selwer a virun allem den innovativen Entreprisë méi ze promouvéieren, den Entrepreneursgeescht, also den Esprit d'entreprise verstäerkt ze förderen, ouni deen et net genuch Betriber wäert ginn an ouni deen och d'Reprise vu bestehenden Entreprisen net geséchert ass, an dann drëttens ganz allgemeng eng Abberzuel vu Kaderkonditioune fir d'PMEe méi favorabel ze gestalten.

Wat sinn elo d'Aktioune vun dësem Plang? De Plang gesäit zéng Achse vir. Dës zéng Achse si vum Regierungsrot akzeptéiert ginn. Et sinn eng ronn 100 verschidde Moossname virgesinn.

Wat sinn do déi grouss Achsen an dës Moossnamen? Erlaabt mer, dat an engem kuerze Résumé virzestellen.

Éischtens emol geet et dorëm, eisen Droit d'établissement der internationaler Entwécklung unzepassen. Am Kader vun der Transpositioun vun der „Directive Services" wäerte mer den Droit d'établissement un déi international Entwécklung upassen, fir keng Discrimination à rebours op Käschte vun eise Betriber ze schafen. Dëst betrëfft souwuel d'Handwierk wéi och den Handel. Hei gëtt weider flexibiliséiert duerch eng Upassung vun der Lëscht vun den Handwierksberuffer an och vun hirem Aktiounsfeld, an et ginn nei Equivalenzen agefouert.

Ausserdeem musse mer d'Gesetz iwwert d'Grandes surfaces adaptéieren. Hei wäerten déi ekonomesch Kritären anescht gestalt ginn, an deem Sënn, datt d'Positions dominantes solle verhënnert ginn an net méi just, wéi dat haut de Fall ass, eng Suroffre soll verhënnert ginn.

Och wäerte mer mat Hëllef vu moderner Informatik d'Dauer, fir eng Autorisation d'établissement auszestellen, op eng Woch reduzéieren. Dat ass jo och de Wonsch vun der Europäescher Kommissioun. 2004 waren dat nach am Schnëtt sechs Wochen. Duerch eng Upassung vum Gesetz, duerch d'ISO-9000-Zertifizéierung vum zoustännege Service an duerch eng nei informatesch Applikatioun konnten dës Délaien erofgesat ginn an, wéi gesot, mir wäerten am Laf vun dësem Joer dat Ganzt op eng Woch Délai reduzéieren.

Am Zesummenhang vum Entrepreneurship a méi speziell fir d'Schafung vun neien Entreprisen ze begleeden, gëtt e Pool vu Coachen zesummegestallt, déi duerch hir Experienz deenen neien Entrepreneurë sollen hëllefen, besonnesch iwwert déi éischt Joren ewechzekommen, déi jo gewosserweis déi schwieregst Jore fir all Entreprisë sinn.

Aner Aktioune wéi „Trau dech" oder „Mini-Entreprisen an de Schoulen" wäerte weidergefouert ginn, fir den Entrepreneursgeescht besonnesch bei deene Jonken ze förderen an och hei zu engem Mentalitéitswiessel ze féieren.

Zweet Achs. Mir wëllen déi administrativ Formalitéite weider vereinfachen an déi administrativ Laaschte fir eis Betriber substanziell erliichteren. An der Simplification administrative fir d'Entreprisen ass de Grondsteen déi lescht Jore geluecht ginn. D'Fundamenter an d'Strukture fir eng effikass an dauerhaft Simplifikatioun si geschafe ginn.

Den Entfesselungsplang ass hei an der Chamber scho viru kuerzem vu mir virgestallt ginn an ass och diskutéiert ginn. An enger ganzer Rei vu Sujeten ass eng wäertvoll Aarbecht geleescht ginn.

Esou ass zum Beispill d'Prozedur „ex ante" agefouert ginn. Dat heescht, all neit Gesetz, all neit Reglement muss virdrun op seng Implicatioune fir d'Betriber ënnersicht ginn. Et gëtt eng Fiche d'impact opgestallt an déi Fiche d'impact geet och am legislativen oder reglementaresche Prozess mat viru bei déijéineg, déi mussen den Avis dozou ofginn.

Et ass en Tableau de bord vun dem Comité national pour la simplification administrative des entreprises geschafe ginn, déi sougenannte Procédure „ex post". Do geet et dorëm, datt d'Betriber an deem Comité kënnen hir Doléancë virbréngen, wat déi bestehend Gesetzgebungen ubelaangt. Déi Doléancë ginn dann diskutéiert, deenen zoustännege Ministèren a Verwaltungen ënnerbreet, an dorophi gëtt da versicht fir dës Problemer zur Zefriddenheet vun den Entreprisë méiglechst ze léisen.

Do hu schonn eng ganz Rei vun Aarbechtsgruppen hir Aarbechten d'ailleurs ofgeschloss, an et sinn eng ganz Rei vu Moossnamen ergraff ginn, fir dësen Doléancë vun de Betriber a verschiddene Beräicher gerecht kënnen ze ginn.

Mir hunn och Prinzipien agefouert. Dee wichtegste fir déi Kleng- a Mëttelbetriber heescht «La directive et rien que la directive». Dee Prinzip soll ugewannt gi bei der Ëmsetzung vun Direktiven.

Och ass déi sougenannte PME-Kompatibilitéit agefouert ginn. Dat heescht, bei neie Gesetzesreglementer muss gekuckt ginn, wat den Impact op kleng Betriber ass an ob een net fir kleng Betriber eventuell aner Moossname virgesi ka wéi fir grouss Betriber.

Prioritéit an dësem Dossier ass elo d'Schafung vun engem virtuelle Guichet unique vun der Regierung, an deem all déi administrativ Démarchë sollen zentraliséiert ginn. No de Guichets uniques bei de Beruffschamberen, déi 1999 agefouert gi sinn, soll also elo eng informatesch Plattform bei der Regierung geschafe ginn, iwwert déi net nëmmen d'Prozedure bei der Betribsgrënnung, mä och all aner Prozeduren, mat deenen d'Entreprisë konfrontéiert sinn, ofgeweckelt solle ginn.

Eng weider Prioritéit ass eng vernetzten Zesummenaarbecht tëschent den Administratiounen. Duerfir ass jo och d'Dateschutzgesetz deelweis ëmgeännert ginn, fir ze verhënneren, datt d'Entreprisen op verschidde Plazen ëmmer nees déiselwecht Informatioune mussen ofliwweren. Wéi gesot, och dat ass en Uleies, wat mer hunn, datt, wann d'Betriber eemol gewëssen Donnéeë bei der Regierung hannerluecht hunn, se dat net all Kéiers op en Neits musse maachen.

D'drëtt Achs ass, den Entreprisë mat neie Finanzinstrumenter ënnert d'Äerm ze gräifen. Ee grousse Problem, dee mer haut hunn, ass dee vun der Transmissioun vun den Entreprisen. D'Grënnergeneratioun, déi nom Zweete Weltkrich eis Ekonomie nees opgebaut huet, geet lues a lues a Pensioun. Do mussen also Successeure fonnt ginn. Dat geléngt net ëmmer am Kader vun der Famill, wéi dat fréier méi heefeg de Fall war. Also musse mer nei Leit fir dës Entreprisë fannen, a fir datt et net wéinst dem Finanzement scheitert, féiert d'SNCI d'nächst Joer oder nach dëst Joer e Prêt de reprise an.

An ausserdeem soll nach gekuckt ginn, wéi mer de Rôle vun eise Mutualitéite gestäerkt kréien, fir do zum Beispill iwwer e Fonds de garantie ze fueren.

Véiert Achs ass, der déloyaler Konkurrenz de Garaus maachen. Mir wäerten d'Schwaarzaarbecht weider bekämpfen, gradesou wéi de sozialen Dumping, an duerch eng Adaptatioun vun der Transpositioun vun der „Directive détachement" wäerten och weider Actions coup-de-poing stattfannen. Déi Actions coup-de-poing ware jo ganz effikass an hunn an de leschte Jore gewisen, datt se schonn en Impact hunn an datt d'Betriber versichen, fir sech méiglechst de gesetzleche Moossnamen ze conforméieren, sou datt also dës Actions coup-de-poing am Fong wichteg si fir och weiderhin d'Betriber ze incitéieren, datt se net sozialen Dumping oder Schwaarzaarbecht maachen.

Des Weidere soll eng Upassung gemaach gi vum Failliterecht. Dëse Problem wëlle mer besser an de Gréff kréien. Duerfir gëtt éischtens emol virgesi fir eng méi professionell Gestioun vun de Curateuren ze maachen, déi eng besser Formatioun solle kréien. D'Prozedur vun der Gestion contrôlée soll méi fléissend gemaach ginn an d'Aféierung vu sougenannte Clignotantë soll verhënneren, datt Entreprisen, déi nach ze rette wären, awer an d'Faillite falen, well net fréi genuch versicht ginn ass, preventiv do dergéint virzegoen.

Fënneft Achs ass, eise Betriber e steierlecht Ëmfeld ze erhalen, dat den Esprit d'entreprise fördert. Mir wëllen déi Steierpolitik, déi zënter 1990 gefëiert gëtt, weiderféieren. Mir wëllen also weiderhin e steierlecht Ëmfeld schafen, dat d'Investitiounen an den Autofinanzement vun de Betriber favoriséiert an och den Esprit d'entreprise fördert, dat souwuel an de Kapitalgesellschafte wéi awer och an den individuell gefëierte Betriber.

Mir wëssen, datt eist steierlecht Ëmfeld ëmmer nees verbessert ginn ass. Punktuell sinn awer nach gewësse Moossnamen denkbar, déi eis géifen nach méi kompetitiv maachen. Mir denken do zum Beispill un eng Bonification d'impôt fir déi sougenannten „business angels", déi besonnesch jo deene jonken, neie Betriber sollen hëllefen, dass also wéi gesot eng Bonification d'impôt op den Zënsen, déi se kréien, fir si kann accordéiert ginn.

Mir denken och un den „netting fiscal", dat heescht, datt ee Scholden a Créancen, déi ee bei de Steierverwaltungen huet, ka kompenséieren, dat, fir d'Liquiditéit vun den Entreprisen net ze vill ze belaaschten.

Mir denken och un eng Reduktioun vun de Remboursementsdélaie bei de Steieren an der TVA. Dëst och, fir d'Liquiditéit vun den Entreprisen ze verbesseren.

Dës Moossname sinn amgaangen, an engem Aarbechtsgrupp studéiert ze ginn, deen d'ailleurs vun dem Comité de coordination tripartite agesat ginn ass, an da gëtt zesumme mat deenen implizéierte Ministèren an Administratiounen décidéiert, wat vun dëse Moossnamen definitiv verwierklecht gëtt.

Sechst Achs, d'Wëssensgesellschaft weiderdreiwen. D'Regierung wëllt der Wëssensgesellschaft an der Innovatiounspolitik en neien Élan ginn. Duerfir ginn d'Initiative vun der Luxinnovation verstäerkt an duerch e Contrat de performance geregelt.

D'Sensibilisatioun vun de PMEe fir d'Wichtegkeet vun der Innovatioun ass e ganz wichtegt Uleies. Ëmmer méi Kleng- a Mëttelbetriber si bereet, de Wee vun der Innovatioun anzeschloen, wa se ënnert d'Äerm gegraff kréien, fir dëse Wee ze goen. Wéi gesot, do huet d'Luxinnovation eng ganz wichteg Aufgab ze erfëllen. Mir hunn och d'lescht gesinn, wéi mer jo deen zweeten Innovatiounspräis fir Handwierksbetriber ofgehalen hunn, datt ëmmer méi Handwierksbetriber performant sinn an der Innovatioun. Dat soll wéi gesot weiderhi gefördert ginn.

Des Weideren hu mer versicht, den Transfert de technologie ze erliichteren, an zwar net nëmme vum Secteur public bei de Secteur privé, mä och tëschent de Betriber duerch d'Schafung vu sougenannte Grappes technologiques.

D'Infrastrukturen, fir dës Aktivitéiten ze erlaben, gi verbessert. Zum Beispill am Kader vun der Université du Luxembourg an och vun de Centres de recherche. An d'Konnexiounen un déi international Réseaue ginn och verbessert. No verschiddene privaten Initiative wäert och de Stat versichen, duerch eng Interconnexioun mat deene groussen europäeschen Zentren eng besser Ubannung am Breetbandberäich ze kréien. Dëst och aus Sécherheetsgrënn.

Siwent Achs: Um Niveau vum Aarbechtsrecht a vun de Soziallaaschte wëlle mer e favorabelt Ëmfeld schafen. Duerch nei Gesetzer gëtt et méi liicht gemaach, de Fuerscher aus net communautairë Länner eng Autorisation de travail ze ginn.

Fir den abusiven - an ech ënnersträichen abusiv - Absentéismus ze bekämpfen, gi verstäerkt Kontrolle gemaach. Fir eis Sozialkeesen net onnéideg ze belaaschten, gëtt den Emploi fictif bekämpft. Fir et den Entreprisen ze erlaben, sech besser ze organiséieren, notamment mat Mataarbechter, déi een nëmme vun Zäit zu Zäit brauch, gëtt examinéiert, de Contrat de travail partagé anzeféieren; dëst nom franséische System vum Groupement d'employeurs.

Aacht Achs: D'Besoinë vun de Betriber, wat hiren Développement durable, also hir nohalteg Entwécklung ugeet, erfëllen. D'Implantatioun vun de Betriber ass e ganz wichtegt Thema. Dacks gi se ëmmer manner an de Lokalitéite gelidden. Se musse sech no engem neie Site ëmkucken, beschtens a meeschtens an enger Aktivitéitszon.

Duerfir sinn de Stat, d'Gemengen an och d'Syndikater hei gefuerdert, fir den Entreprisë mat adaptéierten Aktivitéitszonen entgéintzekommen. An och do muss ee gewëssene Secteure besonnesch Rechnung droen, zum Beispill de Bau- an Transportbetriber, déi ëmmer méi Schwieregkeeten hu fir an Aktivitéitszonen ënnerdaach ze kommen.

Duerfir ass jo och virgesinn, datt am Laf vun dësem Joer och nach de Plan sectoriel „Zones d'activités" oder de Projet vum Plan sectoriel „Zones d'activités" soll presentéiert ginn, fir och ze dokumentéieren, datt mer wëlle méi Terrainë schafen, op déi d'Betriber sech kënnen néierloossen, an och dofir ze suergen, datt d'Kleng- a Mëttelbetriber e besseren Zougang zu dësen Aktivitéitszone kréien.

Fir déi jonk Betriber - also déi, déi sech elo eréischt grad gegrënnt hunn - ass et immens wichteg e Lokal ze fannen. An hei solle verstäerkt sougenannte Pépinières d'entreprises geschafe ginn, wou nei gegrënnte Betriber sech gemeinsam Lokalitéiten a Servicer deele kënnen. Dat ass oft wichteg, fir déi éischt Ufangsschwieregkeete vu klenge Betriber ze erliichteren an ze verbesseren.

Da wäerte mer d'Ekotechnologien an déi energetesch Effizienz weider förderen. Et gi Grappes d'innovation spécifique gemaach fir dëse Beräich. Den Energiepass ass agefouert ginn an et wäerten och weider Sensibilisatiounsprogrammer a -campagnë gemaach ginn, fir energiespuerend Moossnamen ze encouragéieren a fir d'Leit dofir ze sensibiliséieren.

Néngt Achs: Den Développement vun eenzelne Secteure soll gefördert ginn. Éischtens emol den Handel. Mir wëlle weiderfuere mat enger proaktiver Politik, wat de Commerce ubelaangt. Hei soll de Programm „Lëtzebuerg, Pôle de commerce vun der Groussregioun" weidergefouert ginn, dee jo schonn éischt interessant Moossnamen an d'Wee geleet huet.

Mir wëllen derfir suergen, datt d'Geschäftsliewen an de Stied an och op den Dierfer net zum Erleie kënnt, mä datt dat soll nei belieft ginn, besonnesch an de Stadzentren. Duerfir wäert de City-Management gefördert ginn.

Fir de klenge Commerçanten an de Stied och en Accès op den Immobiliëmarché ze erlaben, gëtt dorunner geduecht fir hinnen zum Beispill e préférentiellë Loyer ze ginn a Gebaier, déi den öffentlechen Instanze géhéieren.

Am Tourismus soll verstäerkt an de Qualitéitstourismus investéiert ginn. Dobäi hëlleft de Stat jo och substanziell, zum Beispill iwwert de Fënnefjoresplang am Tourismus, dee jo och virun net allze vill laanger Zäit hei an der Chamber gestëmmt ginn ass.

Da gëtt och de Label „Service Qualitéit Lëtzebuerg" weider pousséiert, fir och d'Déngschtleeschtungsqualitéit am Tourismusberäich an och an anere Beräicher ze verbesseren. En huet schonn éischt Epreuvë bestanen an et gesäit een, datt vill Leit interesséiert si fir bei dësem Label matzemaachen. Ech mengen, a puncto Déngschtleeschtung um Client ass sécherlech nach munches hei am Land ze verbesseren.

Am Wunnengsbau soll duerch de Pacte logement d'Offer vun de Bauterrainen an d'Luucht goen, woumadder och d'Präisspiral gebrach soll ginn, via d'Emphytéose, den Droit de superficie, via d'Virkafsrecht oder via eng begënschtegt Besteierung, wann een dem Stat oder de Gemengen Terrainë verkeeft. Doriwwer hu mer viru kuerzem jo hei an der Chamber geschwat. Mir wäerten am Oktober nach eng Kéier op déi Problematik zréckkommen.

Mir hätte gären, datt de Stat an d'Gemengen eng besser Maîtrise iwwer Grond a Buedem kréien, wéi dat haut de Fall ass, fir wéi gesot d'Offer kënnen ze vergréisseren an domadder d'Präisser kënnen ze bremsen.

Baue soll och méi schnell goen duerch eng Verkierzung vun den Délaie vun de PAG- a PAP-Prozeduren. Dat wäert net nëmmen de Bauhären, mä och de Baubetriber an de Promoteuren an, ech mengen, jiddferengem gefalen a jiddferee freeën.

Wéi gesot, den Innenminister huet jo ugekënnegt, datt hien dat Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal nach eng Kéier wëllt ënnert d'Lupp huelen an dofir suergen, datt d'Prozedure wierklech kënne verkierzt ginn. Dat ass e Problem, dee vu ville bemängelt gëtt. An deem Kontext wäert och eng méi dicht Bebauung méiglech sinn.

De Plan sectoriel „Logement" wäert och am Laf vun dësem Joer oder géint Enn vun dësem Joer als Projet presentéiert ginn. Fir allgemeng dem Land seng Besoinen ze decken, wat elo gréisser Infrastrukturen ubelaangt, wäerten déi öffentlech Investissementer op engem héijen Niveau gehale ginn. Och dat ass wichteg fir de Bausecteur a kënnt deem zegutt an erméiglecht och, datt do d'Beschäftegtenzuel héich bleift an och de Carnet vun de Commandë weiderhin uerdentlech gefëllt ka sinn.

Zéngte Punkt a lescht Achs ass, d'Formation initiale a continue förderen an un d'ekonomesch Realitéiten upassen. Hei ass virgesinn d'Initialformatioun, also déi éischt Ausbildung, ze verbesseren duerch eng Reform vum Apprentissage. Et gëtt versicht fir eng Orientation scolaire unzebidden, déi de reelle Capacitéite vun de Schüler Rechnung dréit an déi op enger zolitter berufflecher Grondausbildung baséiert. Et gëtt dobäi versicht, e Maximum vun Interfacen tëscht Schoul a Betrib ze erméiglechen.

Da gëtt d'Formation continue gefördert, souwuel vun de Patronen, vun den Dirigeants d'entreprises wéi och vun de Salariéen. Do gëtt et eng ganz Rei vu gesetzleche Méiglechkeeten. Mer mussen d'Kleng- a Mëttelbetriber derzou encouragéieren, fir dës Moyenen nach besser ze notzen, wéi dat bis elo de Fall war.

Zum Schluss wëll ech da soen, datt deen heiten Aktiounsplang zéng Achse virgesäit mat ronn 100 Moossnamen. Et ass dat e politesche Wëllensakt - géif ech soen -, dee sech net als en eemolegen Akt versteet, mä als eng permanent a pragmatesch Aktioun, déi et erméiglecht eis Entreprise fit ze maachen, eis Entreprise fit ze halen an déi deen effiziente Kader soll ubidden, deen eng kompetitiv Ekonomie a besonnesch kompetitiv Kleng- a Mëttelbetriber brauchen.

An enger fräier Wirtschaft ass et natierlech un den Entreprisë selwer sech d'Moyenen ze gi fir wettbewerbsfäeg ze sinn, fir innovativ ze sinn, fir nei Marchéen ze erueweren. Mä fir hinnen dëst ze erméiglechen, fir hinnen dëst ze erliichteren, soll de Stat en Ëmfeld schafe wou si déi bescht Viraussetzungen hunn, hir Ziler ze verwierklechen. Ech mengen, dass dës nei Editioun vum Aktiounsplang fir de Mëttelstand déi néideg Viraussetzungen dofir schaaft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Clement ageschriwwen.

Débat

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren, wéi elo schonn ugekënnegt ginn ass, haut iwwert den neie Plang fir de Plan d'action fir Kleng- a Mëttelbetriber. Et ass mëttlerweil deen drëtte vu senger Aart an deen zweeten, zu deem ech hei an der Chamber Stellung huele kann.

Ech wëll just erënneren, datt deen éischte vun 1996 bis 2000 gelaf ass an deen zweete vun 2001 bis 2005. Dës Pläng mat hire jeeweilege Moossname ware global gesi sécherlech e groussen Erfolleg. Iwwer 40.000 nei Aarbechtsplaze sinn an de leschten zéng Joer am Mëttelstand entstanen. Dat beweist, datt de Secteur vun de PMEen och weiderhi ganz dynamesch fonctionnéiert an datt den Encadrement vun eise Betriber zum groussen Deel och an der Rei ass.

Och wann et net de Mëttelstandsminister an och net de Plan d'action ass, déi direkt Aarbechtsplaze schafen, esou ass et awer wichteg a richteg, datt dat administratiivt an dat steierlecht Ëmfeld op eis Betriber zougeschnidden ass an hinnen deementspriechend och entgéintkënnt. Et sinn awer ëmmer nach d'Betriber, déi d'Aarbechtsplaze kreéieren a Leit astellen.

Der Politik hiren Deel besteet doranner, dat politescht, dat administratiivt an dat finanziellt Ëmfeld esou ze gestalten, dass dëse Wuesstum an Zukunft dann och nach méiglech bleift. Mä net nëmmen d'Zuele schwätze fir sech. Et kann een och am Secteur selwer eng gewëssen Zefriddenheet, wat dës Programmer betrëfft, feststellen.

De Bilan léisst sech effektiv weisen. Iwwer zwee Drëttel vun alle Mesuren, déi am leschte Plang virgesi waren, sinn dann och ëmgesat a realiséiert ginn an hunn deemno och wesentlech derzou bäigedroen, fir de Secteur vum Mëttelstand ze festegen a weider auszebauen.

Hei huet de Mëttelstand déi néideg Moyenë kritt, déi e gebraucht huet. Et ass de PMEen dat Ëmfeld geschafe ginn, dat se brauchen, fir an enger fräier Maartwirtschaft konkurrenzfäeg ze sinn an och ze bleiwen.

Duerfir ass et och net verwonnerlech, datt d'Regierungserklärung vun 2004 festgehalen huet, datt dëst Instrument eng weider nei Oplag sollt kréien. Den drëtte Plang, deen de Regierungsrot den 18. Abrëll 2008 ugeholl huet, déngt als Grondlag fir eis Debatt vun haut a sécherlech och als Leitlinn fir d'Mëttelstandspolitik vun haut a vu muer.

Ier ech déi eenzel Punkten ënnert d'Lupp huelen, wëll ech awer emol fir d'éischt dem Mëttelstandsminister Fernand Boden a senge Leit aus dem Ministère félicitéiere fir d'Formuléierung souwéi fir d'Ausschaffung vun deem neie Plang, wat sécherlech keen esou einfachen Exercice war. Schliesslech huet ee missen deene verschiddensten Interessen, déi de Mëttelstand jo awer ausmaachen, Rechnung droen.

Hei ass ze soen, datt d'Acteure vum Terrain, also d'Beruffschamberen an d'Federatiounen, an de Prozess vun der Ausaarbechtung mat agebonne waren. Dës Zesummenaarbecht vun deene verschiddenen Acteuren ass ausdrécklech ze begréissen, well et si jo schlussendlech si, also déi Leit vum Terrain, wou bei de mëttelstännege Betriber oder Entreprisen de Schung dréckt.

Den aktualiséierte Programm dréint ëm zéng Achsen a beinhalt ronn 100 Moossnamen. Dës Moossnamen hu virrangeg als Objet, d'Zilsetzung vun der Lissabon-Strategie aus dem Joer 2000 bei de PMEen ëmzesetzen. Um nationalen Niveau gëtt d'Lissabon-Strategie jo duerch de Plan national pour l'innovation et le plein emploi ëmgesat.

Esou wéi de Plan national pour l'innovation et du plein emploi et virgesäit, favoriséiert deen neie Plan d'action fir Kleng- a Mëttelbetriber eng effikass an effizient Entrepreneuriatspolitik a fördert d'Schafe vun neien Entreprisen a besonnesch vun neien innovativen Entreprisen.

Des Weidere stellt de Plang de Kleng- a Mëttelbetriber nei an zum Deel méi favorabel Kaderkonditiounen zur Verfügung. D'Zilsetzung ass deemno eendeiteg, fir d'Kompetitivitéit vun de PMEen op allen Niveauen ze halen an natierlech stänneg och ze verbesseren an auszebauen.

Wann een iwwert d'Konkurrenzfäegkeet vun eise Kleng- a Mëttelbetriber schwätzt, da kënnt ëmmer erëm de Problem vun den administrative Prozeduren op d'Tapéit. Et gëtt vun der Simplification administrative geschwat. Et geet hei drëm, datt eis Betriber déi Loft a Fräiheet hunn a behalen, déi se brauchen, fir um internationale Marché bestoen ze kënnen.

Un der Simplification administrative gëtt scho säit längerer Zäit intensiivst geschafft. Mir hunn e Gremium am Land, dee sech just mat dëser Problematik beschäftegt: de Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises.

Wann och nach net alles zur vollster Zefriddenheet leeft - an esou engem Dossier bleift ëmmer nach eppes ze maachen -, huet dëse Gremium dach scho ganz vill awer un d'Rulle bruecht. Esou ass zum Beispill de sougenannten Entfesselungsplang fir Betriber ausgeschafft ginn. E Plang, wou 76 konkret Aktioune virgesi sinn, déi schonn zu engem groussen Deel ëmgesat gi sinn.

Mir hu jo den 10. Oktober d'lescht Joer hei an der Chamber iwwert dëse Plang diskutéiert. Zréckbehalen hu mer, datt d'Simplification administrative e wichtegt Instrument ass, fir eis Ekonomie ze verbesseren, an datt dofir och déi weider Ëmsetzung vum Entwécklungsplang eminent wichteg ass. Den Här Minister ass op déi eenzel Mesuren am Detail agaangen. Dat brauch ech dann och net ze maachen.

E Wuert zu de Genehmegungsprozeduren. Mir hunn, am europäesche Verglach gekuckt, nëmme relativ wéineg Prozedure beim Umelle vun enger neier Gesellschaft oder engem neie Betrib. Déi wéineg Démarchen, déi mer hunn, sinn och nach relativ séier. Ausserdeem huet de Betrib hei zu Lëtzebuerg nëmme mat engem eenzegen Interlocuteur ze dinn; dat ass nämlech de Ministère des Classes moyennes.

An Zukunft soll et nach méi séier goe mat de Genehmegungsprozeduren, an dat dank der Informatik. Iwwert deen interaktiven Internetsite vum Ministère des Classes moyennes sollen d'Umellungsprozeduren net nëmme méi bëlleg, mä virun allem och méi einfach a méi schnell ginn. Et soll nach am Laf vun 2008 méiglech ginn, innerhalb vun nëmmen enger Woch eng Autorisation d'établissement ze kréien, wann e Betrib seng Diere wëllt opmaachen. Domadder géif Lëtzebuerg dann awer mat Sécherheet am europäesche Spëtzepeloton leien.

Här President, wann ee seng Genehmegung da bis an der Täsch huet, da geet et drëms säi Betrib oder säi Geschäft op enger Plaz ze implantéieren. Dat ass a ville Fäll e bësse méi schwiereg wéi een dat mengt. Et ass nämlech e Fait, datt d'Terrainen an d'Raimlechkeeten an den aktuellen Industriezonen oft net virhande sinn, oft net deem entspriechen, wat nei Entreprisë sech wënschen oder wat hire Besoinen entsprécht; dat souwuel wat d'Gréisst vun de Parzellë betrëfft wéi och dee finanzielle Volet, well se einfach ze deier sinn. Entweder sinn d'Parzellen ze grouss respektiv ze kleng, oder déi bestehend Infrastrukture sinn net adaptéiert oder, wéi scho gesot, de Präis vum Terrain ass einfach ze héich.

Oft kënnt et vir, dass de Gestionnaire vun enger Zone d'activités verschidde Betriber einfach net bei sech akzeptéiert oder einfach net bei sech akzeptéiere wëllt. Dat ass menger Meenung no eng ze restriktiv Regelung. Doriwwer, Här Minister, misst Der eng Kéier mat Ärem Kolleeg Ekonomiesminister e Gespréich féieren, well et ass jo hien, deen zoustänneg ass fir d'Industriezonen zu Lëtzebuerg.

Ech denken do virun allem u ganz kleng Handwierksbetriber, déi praktesch aus deene virdru genannte Grënn keng Chance hu sech an esou enger Zon ze etabléieren. Och Betriber, déi u sech e Versand iwwer Katalog praktizéieren an niewebäi nach e klenge Commerce fir déi lokal Populatioun wëllen hunn, sinn a villen Zonen net erwënscht.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Vun den Entrepreneuren aus dem Bau wëll ech iwwerhaapt net schwätzen. Déi wëllt nämlech guer keen a senger Zon hunn. Hei bei dëser Branche ass Handlungsbedarf äusserst dréngend an äusserst wichteg. An dësem Domän wier eng méi flexibel Ausleeung an Handhabung vun de Reglementer sécherlech net falsch. Jiddefalls sinn dat reell Schwieregkeeten, mat deenen esou munche Créateur d'entreprise an och e bestehende Betrib, dee sech do wëllt implantéieren, ze kämpfen huet.

Natierlech spillt och de Präis, wéi ech scho gesot hunn, eng entscheedend Roll bei der Nidderloossung. Et si bekanntermoosse besonnesch déi jonk Betribsgrënner, déi net iwwer genügend Eegekapital a Garantië verfügen, fir déi Investissementer ze tätegen, déi se misste maachen.

Wat bei eis am Land feelt, sinn zousätzlech Aktivitéitszonen, esou wéi Infrastrukture fir nei a jonk Entreprisen, déi no deene jeeweilege Besoinen adaptéiert kënne ginn; dat Ganzt natierlech zu engem abordabele Präis.

Dir gesitt, a Saachen Implantatioun vun neie PMEe gëtt et deemno nach verschidde Problemer. D'Regierung ass awer amgaang hei aktiv ze ginn, an den Här Minister huet dat och gesot. Ech hoffen, datt all deem, wat ech hei iwwert déi Zone gesot hunn, bei der Ausschaffung vun deem neie Plan sectoriel, Här Minister, och Rechnung gedroe gëtt.

Mir begréissen als CSV-Fraktioun, datt d'Realisatioun vu sougenannten „Pépinières d'entreprises" weidergedriwwe gëtt. Hei kënnen op engem Terrain oder an engem Gebai verschidden Entreprisen ënnerbruecht ginn, wat natierlech seng Inzidenzen op de Präis huet. Verschidde Käschten, virun allem déi administrativ Käschten, mussen deemno net vun engem Betrib eleng gedroe ginn, mä ginn ënnert deenen eenzelne Betriber, déi am Gebai logéiert sinn, opgedeelt.

Esou Pépinièrë sollen eiser Meenung no queesch duerch d'Land entstoen. Och dat ass e Punkt, dee bei den Diskussiounen iwwert d'Ausaarbechtung vum zukünftege Plan sectoriel „Zones d'activités" misst mat afléissen.

Verschidde Regelunge méi flexibel handhaben, hunn ech gesot, an ech wëll Iech do emol e Beispill ginn. D'Mutualité d'aides aux artisans baut zu Mondorf an der Zon eng Pépinière d'entreprises a verlount déi Raimlechkeet jee no Besoin u kleng Entreprisen, déi sech grënnen; an dat zu engem ganz moderate Loyer.

Well awer d'Reglementer iwwert d'Zon vu Mondorf virgesinn, datt een nëmmen ee gewëssenen Deel vum Gebai däerf verlounen, an dat nach nëmme während enger gewësser Durée, huet de Conseil d'administration vun der Zon sech zu deem Zäitpunkt mat dësem Problem befaasst. En ass zur Schlussfolgerung komm, datt esou eng Pépinière d'entreprises eng gutt Saach wier an huet och deementspriechend d'Reglementer vun der Zon geännert. An et ass dat, wat ech u méi Flexibilitéit fir déi eenzel Zone gemengt hunn; esou eng Handhabung.

Oft gesäit een, Här President, dass en nei gegrënnte Betrib an och bestehend Betriber trotz Businessplang iergendwa Schwieregkeeten hunn oder um Rand vun der Faillite sinn. D'Ursaache sinn net ëmmer bekannt, mä dacks ass et, datt de Projet einfach emol nees net gegléckt ass, obschonns de Projet sech au départ als fiabel ugesinn huet. Dofir ass et eminent wichteg, datt dës Entreprisen an Zukunft op d'Experten an d'Consultantë kënnen zréckgräifen, déi se op hirem Wee begleeden a coache wann et zu Problemer kënnt.

Wann ech scho bei dësem Punkt sinn, da wëll ech nach e bëssen iwwert d'Problematik vun der Faillite schwätzen. Ech sinn och weiderhin der Meenung, datt der vill kéinte verhënnert ginn, wann déi finanziell Schwieregkeeten an de Betriber mat Zäit - also éischter - géifen erkannt ginn. Et ass jo kee Patron, dee sech gär soe léisst, datt hien um Rand vun der Faillite stéing an dat géif an d'Öffentlechkeet gedroe ginn.

Am Plan d'action gëtt gesot, datt de Mécanisme de gestion contrôlée soll reformëiert ginn. Dat stoung schonn am leschte Plang

an dofir widderhuelen ech och dat, wat ech 2001 zu dësem Thema gesot hunn. Bei enger neier Reglementéierung vun der Gestion contrôlée kéinte mer eis an d'Lag versetzen, datt fréizäiteg d'Schwieregkeeten an engem Betrib erkannt ginn an awer nach Zäit genuch géif bleiwen, fir se an de Gréff ze kréien.

Hei geet et ëm d'Sécherung an d'Iwwerliewenschancë vun de Betriber, déi op der Kipp stinn, an ëm déi wirtschaftlech Zukunft vum Patron an all sengen Employéen; vun de Créancieren an all deem, wat nach esou hannendrun hänkt, emol net ze schwätzen. Faillitë sollen am eigentleche Sënn verhënnert ginn.

Dat setzt viraus, datt mer eng betribsrettend Mentalitéit hei zu Lëtzebuerg mussen entwéckelen, datt mer musse wëllen, datt e Betrib trotz momentane vläicht gravë Problemer dach nach iwwerlieft a sech erëm oprappelt.

Et geet hei net nëmmen ëm d'Zuele vun engem Bilan, mä et geet hei och a virun allem ëm déi mënschlech Schicksaler, déi hannert enger droender Faillite stinn, fir dës Schicksaler eeschtzehuelen. Et geet mat Sécherheet net dorëms fir iwwert de Betrib, deen eng Kéier e falsche Risiko agaange war oder onschëlleg duerch aner Failliten a Schwieregkeete geroden ass, fir iwwert dëse Betrib direkt an onwiderrufflech de Staf ze briechen.

Duerfir brauche mer eng gutt fonctionnéierend a flexibel Gestion contrôlée. Mä mir mussen awer gläichzäiteg derfir suergen, dass d'Ausléismechanisme vun der Gestion contrôlée strikt definéiert an och strikt respektéiert ginn. Mat Momenter ass ee Mount ze spéit deen décisive Mount ze spéit, an d'Entreprise ass net méi ze retten.

Mat dem Aféiere vum Statut unique ass et an Zukunft vläicht méi einfach fir d'Servicer vun der Sécurité sociale, fir eventuell sech ubahnend finanziell Enkpäss ze detektéieren. De Remboursement vum Krankegeld iwwert d'Mutuelle soll u sech jo net en einfache Remboursement ginn - wann ech gutt informéiert sinn -, mä eng Ofrechnung fir de Betrib wat d'Krankegeld, dat ze remboursséieren ass, ugeet, an d'Kotisatiounen un d'Sécurité sociale, déi de Betrib ze bezuelen huet.

Hei ass et wou den Hiewel muss ugesat ginn. Et ass hei wou d'Clignoteurë mussen ugoen. Wann e Betrib muss gehollef kréien iwwert d'Gestion contrôlée, da muss dat zur Zäit geschéien, an net eréischt wann de Betrib finanziell net méi aus an net méi a weess. Am beschten innerhalb vun deenen éischten dräi Méint wou d'Schwieregkeeten detektéiert ginn.

Dem Curateur vu Failliten eng spezifesch Formatioun zoukommen ze loossen, ass sécherlech schonn eng al Fuerderung aus verschiddene Kreesser. Dass de Curateur genee wësse soll, wéi mam Patrimoine vun enger Faillite ëmzegoen ass, schéngt mer och evident ze sinn. Hei muss déi ganz Matière, eiser Meenung no, wat d'Failliten ugeet, an haaptsächlech de Privileg vum Stat, nei iwwerduecht ginn.

Här President, d'Promotioun vum Entrepreneursgeescht ass e weidere Punkt aus dem Plan d'action PME, deen d'Konkurrenzfäegkeet vun de Betriber soll förderen. An dësem Beräich ass awer scho vill geschitt. Ech denken do un d'Loi-cadre des classes moyennes, déi mer gestëmmt hunn, a wou eng ganz Rei vu staatleche Bäihëllefen an Hëllefe virgesi sinn, fir all deene Leit méi cibléiert ze hëllefen, déi bereet sinn e Betrib ze grënnen oder sech an eng Activité indépendante ze lancéieren.

Mir begréissen des Weideren, dass och aner finanziell Ënnerstëtzungsmechanisme fir Betriber iwwerschafft goufen. Ech denken do virun allem un d'SNCI. Si wäert an Zukunft eng Rei Moossname kënnen ergräifen, déi méi PME-gerecht sinn. Esou ka se zum Beispill an Zukunft am Kader vun der Reprise d'entreprise aktiv ginn. Ech kommen herno nach eng Kéier op dee Punkt zréck.

E weidert Element, wat den Esprit d'entreprise fördert, ass ee konkurrenzfäegt steierlecht Ëmfeld. An de leschte 15 Joer huet d'Regierung duerch zolidd Steiererliichterunge fir e gënschtegt steierlecht Ëmfeld gesuergt; Steiermesuren, déi den Autofinanzement vun de Betriber dann och favoriséiert hunn. Mir begréissen, dass dës Steierpolitik weidergefouert gëtt an dass déi steierlech Gesamtbelaaschtung vun de Betriber - esou wéi de Premier dat a senger Ried zur Lag vun der Natioun ugekënnegt huet - mëttelfristeg an an e puer Etappen op 25,5% erofgesat soll ginn. Dës Moossnam dréit sécherlech dozou bäi d'Kompetitivitéit vun eise Betriber am europäeschen Ëmfeld an an deem vun der Groussregioun ze stäerken an och ze assuréieren.

Den Entrepreneursgeescht entwéckelt sech oft a jonke Joren. Mir begréissen dofir och déi vill gutt Initiativen an eise Lycéeën a Primärschoule vum Typ „Mini-Entreprise“, wou engagéiert Léierpersonal eise jonke Leit mat flotte Programmer weist, wéi d'Wirtschaft fonctionnéiert a wat et heescht eng Entreprise ze grënnen, ze féieren an och weiderzeentwéckelen. Esou e „learning by doing“ ass a mengen Ae vill méi wäert wéi nëmmen d'Vermëttelung vun Theorien. Dës Initiative sinn duerfir extrem luewenswäert, a wee weess, deen een oder anere kënnt vläicht duerch dës Aktioun op de Goût, fir am spéidere Liewe selwer Patron ze sinn a selwer Verantwortung ze iwwerhuelen.

Wéi wichteg de Mëttelstand fir Lëtzebuerg ass, wéi wichteg all eenzelne Patron fir d'Ausbildung vum Handwierker ass, huet de Minister elo grad selwer hei ernimmt an och deementspriechend gewierdegt. De Minister huet och dervu geschwat, dass et zu enger Reform vum Apprentissage kéim. An do, Här President, bleiwen awer nach weider - an dat muss ech awer elo an aller Däitlechkeet soen - zwou Grondfroen ze stellen, a si mussen och iergendwann, Här Minister, beäntwert ginn.

Déi éischt Fro, déi sech stellt, ass déi vun der Rémunératioun vun de Léierbouwen, an dorobber sinn ech schonn hei op dëser Plaz méi wéi eemol agaangen. Ech hunn hei op dëser Plaz schonn x-mol driwwer geschwat, dofir ginn ech och net am Detail dorobber an. Ech soe just, dass et fir d'Zukunft a fir d'Weiderbestoe vum Lëtzebuerger Handwierk eminent wichteg ass, dass de Stat oder besser gesot d'Politik sech an de Volet vun der Rémunératioun vun de Léierbouwen an de Léiermeedercher mat amëscht.

Ech fannen et einfach net normal, dass e Jonken, deen eng Léier mécht, manner verdéngt wéi een, deen an enger Mesure dran ass oder am Chômage ass, oder just aus dem Chômage op eng net qualifizéiert Aarbecht kënnt. Hei fanne mer an der Regel Léin, déi vun 80% vum Mindestloun bis zum Mindestloun selwer an doriwwer eraus ginn. Dës Rémunératiounen oder Indemnitéiten oder Léin - mir ass et egal wéi een dat nennt - ginn zum groussen Deel vum Stat gedroen a finanzéiert.

Ech fannen dat ass och an der Rei, a mir ënnerstëtzen och als CSV-Fraktioun dës Moossnamen. Ech denken awer, Här Minister, wat d'Rémunératioun vun de Léierbouwen a Léiermeedercher ugeet, do ass d'Politik gefuerdert, fir mat engem Complément hi bis zum Mindestloun ze agéieren. Wéi gesot, den Detail wéi et soll geschéien an d'Argumenter firwat et muss geschéien, hunn ech scho méi wéi 2-mol heibanne gesot an et ass och nozeliesen.

Deen zweete Punkt an dësem Kontext, deen ech nach wollt uschneiden, ass méi spezifesch a betrëfft haaptsächlech d'Liewensmëttelberuffer. Ech war virun enger gewëssener Zäit, Här Minister, an Dir waart och do, op der Iwwerreechung vun de Gesellepréfungs- an de Meeschterprüfungsdiplomer. Do ass e ganz flotte Film gewise ginn iwwer verschidde Beruffer, an haaptsächlech iwwer Liewensmëttelberuffer. Dat Ganzt hat dann och säi Grond, wéi ee bei der Diplomiwwerreechung feststelle konnt. Et gëtt nämlech keng Gesellen- a Meeschteranwärter méi an dëse Beruffer, an dat net nëmme réischt säit haut, mä schonn iwwer Joren.

Fir dësem Ausbleiwe vu Kandidaten ze begéinen, ass dat, wat ech virdru gesot hunn, vläicht en Deel vun de Mesuren, déi et ze ergräife gëllt. Méi Promotioun a vläicht och méi cibléiert Bäihëllefe fir dës Beruffer, déi um Ausstierwe sinn, kann een als zousätzlech Mesure gesinn.

Eent steet op jidde Fall fest: Wa mer an zéng bis 15 Joer keng Meeschtere méi hunn an dësen Handwierker, da brauche mer zu deem Zäitpunkt, also an zéng bis 15 Joer, och keng Léierbouwe méi, well wee soll se dann nach eppes léieren. Ech weess, Här Minister, Dir sidd hei net eleng gefuerdert; dee Problem hei betrëfft och nach aner Ministèren. Mä ech hoffen zumindest, dass sech dësem Problem ugeholl gëtt an dass en an Diskussiounen, déi nach ustinn, mat afléisse wäert.

Här President, ech wollt nach op eng Etüd agoe vun enger grousser Consultingfirma, déi de Lëtzebuerger Mëttelstand ënnersicht an och analyséiert huet. Méi genee huet se 51 Lëtzebuerger Familljebetriber befrot, fir erauszefanne wéi se fir d'Zukunft opgestallt sinn a wat se musse verbesseren, fir dass se um internationale Marché weider bestoe kënnen. D'Stäerkt vun de Lëtzebuerger Familljebetriber ass laut Etüd hir Erfahrung an de Savoir-faire, dee se hire Clienten ubidden. Nieft hirer Flexibilitéit ass et besonnesch d'Qualitéit vun de Produkter an de Servicer, wat se bei de Clientë beléift mécht. Och dee perséinleche Kontakt zum Client ënnerscheet se oft vis-à-vis vun där ausländnescher Konkurrenz.

Nieft dësen Atouten hunn d'Familljebetriber leider awer och eng ganz Rei vu Schwächten, déi et hinnen an Zukunft ëmmer méi schwiereg wäerte maache fir um Marché bestoen ze kënnen. Vill Betriber si kleng an hunn net déi néideg Moyenë fir hir Visibilitéit no baussen ze verbesseren; Stéchwuert Marketing a Kommunikatioun. Dobäi kënnt, dass si net ëmmer „up to date“ an hiren Infrastrukture sinn, esou dass se net esou séier op strukturell Ännerunge reagéiere kënne wéi zum Beispill méi grouss Boîten. Och a Saachen Innovatioun ginn et déi eng an déi aner Defiziter bei deene ganz klenge Betriber.

Dës Schwächte féieren natierlech dozou, dass se ëmmer méi den Drock vun der Konkurrenz ze spiere kréien; eng Konkurrenz, déi dann och dacks besser opgestallt ass wéi eis Kleng- a Mëttelbetriber. Et handelt sech dobäi virun allem och ëm déi ausländnesch Konkurrenz.

Mä net nëmmen déi auslännesch Betriber bereede Problemer; d'Disparitéiten op verschiddenen Niveauen tëschent dem Secteur public an dem Secteur privé ginn ëmmer méi grouss. Ee Problem si sécherlech déi méi héich Gehälter beim Stat a bei de Gemengen. Ausserdeem ass en Job an der Fonction publique oder bei enger Gemeng mat Sécherheet méi krisesécher wéi eng Aarbechtsplaz an der Privatwirtschaft.

Dat si Punkten, do kann de Patron vun engem klenge Betrib net mathalen, an déi bereeden him deementspriechend och Schwieregkeeten.

Dat féiert natierlech derzou, dass de Privatpatron ëmmer manner qualifizéiert a motivéiert Mataarbechter um Lëtzebuerger Aarbechtsmarché fënnt. Op laang Siicht ass esou eng Situatioun net onbedéngt gesond a wäert derzou féieren, dass esou munch PMEen aus där Ursaach an Zukunft hir Diere wäerten zoumaachen.

Dat waren elo e puer Stäerkten a Schwächte vun eise PMEen, déi hei analyséiert goufen. Si sinn dann och nach anere Menacen ausgesat. Mä et géif elo ze wäit féieren, fir déi alleguerten hei ze erläuteren.

Ech wëll elo awer nach e puer Pisten opzeechnen, déi menger Meenung no vun de Kleng- a Mëttelbetriber mussen ageschloe ginn, fir dass se liewens- an iwwerliewengsfäeg kënne bleiwen.

Et muss een driwwer nodenken, ob kleng PMEen aus engem an deemselwechte Secteur oder aus enger Regioun net besser hätten, sech zum Beispill ënnert der Form vun Associatiounen ze regruppéieren, fir da mat enger Stëmm no baussen ze kommunizéieren an doduerch méi u Visibilitéit ze gewannen. Och géif dëst derzou féieren, datt d'Alliancen a Partenariater tëschent eenzelne Betriber kéinten opgebaut ginn. Ech denken do un dräi Firmen aus dem Raum Klierf, déi all Dag d'Déckkäpp um Radio presentéieren. Si sinn e gutt Beispill, wéi esou eng lokal Zesummenaarbecht tëscht PMEe kéint fonctionnéieren.

Et kënnt awer och vir, datt d'Betriber bei eis am Land kee Marché méi fannen an dofir iwwert d'Grenzen eraus kucke ginn, fir weider ze wuessen. Dëse Schrëtt an d'Ausland ass nieft den administrative Paperassen och zum Deel mat relativ grousse Käschte verbonnen. Dës Betriber hunn ëmmer méi Problemer, fir bei eis am Land un dat néidegt Kapital ze kommen, wa se iwwert d'Grenzen eraus, dat heescht an der Grenzregioun wëllen investéieren.

Et ginn awer am Ausland spezialiséiert Fongegesellschaften, déi esou Projeten ënnerstëtzen. Esou zum Beispill d'Eurefi, déi sech op d'Finanzéierung vu grenziwwerschreidenden Investissementer an der Groussregioun spezialiséiert huet. 2007 goufen iwwer 4 Milliounen Euro an ënnerschiddlech Projeten investéiert. Et fält op, datt am Actionnariat nieft ville privaten Investisseuren, Banke wéi Fortis, Dexia, Spuerkeess zum Beispill, awer och d'SNCI mat 9,15% vertrueden ass.

Souwäit ech informéiert sinn, Här President, ënnerstëtzt d'SNCI selwer keng esou grenziwwerschreidend Investitioun. Ech stelle mer duerfir d'Fro, firwat d'SNCI net an Eegeregie selwer esou Kreditter ubitt fir grenziwwerschreidend Projeten ze begleeden, anstatt un enger dach éischter op Benefiss ausgeriichter auslännescher Fongegesellschaft ze participéieren. Dat wier vläicht ee Punkt, Här Minister, deen eng Kéier misst iwwerkuckt ginn.

Fir dem Mangel u Fachpersonal entgéintzewierken, muss de Betrib ëmmer méi wäit iwwer eis Grenzen eraus no Leit kucke goen. A wat et méi wäit ewech ass, gëtt et mat Sécherheet och ëmmer méi schwiereg.

Et läit awer just vläicht dacks nëmmen um Image vu verschiddene Beruffer, firwat mir bei eis am Land keng Leit fannen. Et muss - an ech hunn et schonn an engem anere Kontext gesot - nach méi Promotioun virun allem an de Schoule gemaach ginn. Entreprisë mussen duerfir och bereet sinn, nach méi an d'Schoule bei d'Schüler ze goe fir sech do virzestellen. Och eng méi verstäerkte Promotioun vum Handwierk an de Medie schéngt mer hei nach ausbaufäeg an och néideg ze sinn.

Schnupperstagen an de Betriber mussen intensivéiert ginn. Och wann et eng kleng Belaaschtung fir de Betrib duerstellt, esou ass et dach awer en Invest, dee sech am Nachhinein bezuelt mécht. Eng Woch an engem Betrib bréngt menger Meenung no méi wéi eng Presentatiounsstonn an der Schoul. An dësem Kontext sinn och déi verschidde Beruffskummere selbstverständlech gefuerdert, fir do nach méi aktiv an der Promotioun an an der Kommunikatioun no baussen ze ginn.

Här President, wann ee gutt Mataarbechter an engem Betrib huet, da muss ee se fidéliséieren, well de Risque, datt ee se un den öffentlechen Déngscht oder un e Konkurrenzbetrib verléiert, ass mat Sécherheet grouss. Vill Betriber missten dofir vläicht hir oft, soen ech emol, vläicht ze rigide Gehälterpolitik och iwwerdenken. Esou kéint ee sech zum Beispill virstellen, fir Deeler vum Gehalt méi variabel ze gestalten, oder datt een e Surplus zur Pai offréiert, wéi zum Beispill d'Bezuele vun enger Zousazpensioun oder enger Participatioun um Firmeresultat. Ausbildungsreesen an d'Ausland oder d'Offer vu spezielle Formatiounen droe sécherlech och derzou bäi, fir e Salarié ze motivéieren an ze fidéliséieren.

E leschte Punkt, mat deem vill Betriber sech ronderëmploen, ass dee vun der Reprise. Ee vun den Haaptgrënn firwat souguer Traditiounsbetriber hir Diere mussen zoumaachen, ass deen, well se kee Repreneur hunn oder fannen. Dëse Problem kenne mir och aus anere Wirtschaftsbranchen; ech denken do virun allem och un d'Landwirtschaft.

Bei ville Betriber, déi all Joer awer verschwannen, handelt et sech oft nach ëm ganz viabel Betriber. Betriber, déi eng Zukunft hätten, fir déi sech awer kee potenziellen Nofolger fanne léisst. Laut mengen Informatioune sinn dat 25% vun alle Betriber hei zu Lëtzebuerg an deenen nächste fënnef Joer, déi fräi gi fir iwwerholl kënnen ze ginn.

Et kéint een an dësem Kontext eng multifunktionell Plattform an d'Liewe ruffen. Eng Bourse d'échange, déi och vun auslännesche Entreprisë kéint oder ka consultéiert ginn a wou éischt Kontakter tëscht Patrone geknäppt kënne ginn. Et gi sécherlech auslännesch Investisseuren, déi gewëllt sinn um Lëtzebuerger Marché Fouss ze faassen, bis elo awer net de passende Partner dofir fonnt hunn. Och wa Mataarbechter gewëllt sinn de Betrib ze iwwerhuelen, esou klappt dat oft net, well se entweder déi falsch, guer keen oder net déi néideg Formatioun hu respektiv a ville Fäll och net déi néideg Mëttel kënnen opbréngen.

Wier zu Zäit bekannt, datt dee Betrib kéint iwwerholl ginn, wär et ëmmer nach méiglech, datt e Mataarbechter, dee sech derfir interesséiert, déi néideg Qualifikatioun kéint nomaachen oder sech déi néideg Qualifikatioun kéint erschaffen.

Vu datt d'Banke mëttlerweil vill méi retizent beim Accordéiere vu Prêtë gi sinn, muss dofir d'SNCI hei, wann en zolitte Businessplang vum Betrib virläit, nach méi aktiv ginn. Dofir begréisse mir als CSV-Fraktioun ausdrécklech, datt dësem Punkt am neie Plan d'action Rechnung gedroe gëtt. Well mir däerfen net vergiessen, datt mat all Betrib, dee seng Diere muss zoumaachen, well kee Repreneur fonnt gëtt, och ëmmer Aarbechtsplazen ee fir alle Mol verschwannen.

Den Här Minister ass elo grad drop agaangen a puncto Prêts pour reprise, fir der SNCI do nei Pouvoiren ze ginn. Ähnlech gëllt et och fir d'Mutualitéiten. Et schéngt mer e ganz wichtege Punkt ze sinn, deen ech ausdrécklech och nach wëll begréissen.

Den drëtte Plan d'action PME dréit den zukünftegen Erausfuerderunge vum Mëttel-

stand mat Sécherheet Rechnung. Mir schafen eise ville Kleng- a Mëttelbetriber déi beschtméiglech Viraussetzungen, fir innovativ a konkurrenzfäeg ze sinn a fir nei Ziler kënnen ze verwierklechen. D'CSV-Fraktioun steet dofir och voll a ganz hannert dësem Plang an ënnerstëtzt och de Minister Fernand Boden bei der Ëmsetzung vun deemselwechten.

Mat dësem Plang fir Kleng- a Mëttelbetriber probéiert d'Politik dat steierlecht an administratiivt Ëmfeld esou PME-frëndlech wéi méiglech ze gestalten. Et bleift awer ze soen, datt och de Secteur selwer muss matspillen. Et geet net duer, am Fall wou eppes net klappt am Betrib, d'Schold ëmmer ganz séier bei engem anere wëllen ze sichen. Ganz dacks fënnt ee se nämlech bei sech selwer; virun allem wann ee sech als Patron vun engem Betrib all owes d'Fro stellt: Hunn ech haut alles richteg gemaach oder wat kann ech muer besser maachen? Mécht een dat als Patron, kann ee scho villes erëm riichtbéien, wou ee gemengt huet, wat kromgelaf wär.

Dat, Här President, waren e puer Suggestiounen, mä och e puer Kritike vu menger Säit, an ech denken an ech hoffen, datt se och Gehéier fannen oder fonnt hunn. Ech wëll zum Schluss all deene Merci soen, déi mer nogelauschtert hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Den nächste Riedner ass den Här Etgen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, haut um 10. Juli 2008, dat heescht also knapp véier Joer nodeems dës Regierung hir Fonctiounen iwwerholl huet, a manner wéi ee Joer virun deenen nächste Chamberswahlen, diskutéiere mer iwwert den Troisième plan en faveur des petites et moyennes entreprises.

Esou een Aktiounsplang, dee mat de Leit aus den entspriechende Milieuen zesummen opgestallt gëtt, ass an den Ae vun der Demokratescher Partei eng gutt Saach. Mir mengen, dass ee bei esou enger gudder Saach net op d'Wëssen, den Know-how an déi oft laangjähreg Praxis vun de Leit um Terrain ka verzichten.

Wa mir also prinzipiell dësen Aktiounsplang begréissen, esou muss een awer ganz däitlech soen, datt dëse Plang einfach ze spéit - vill ze spéit - kënnt. De viregte Plang ass 2005 ausgelaf. Dräi Joer sinn zënterdeem an d'Land gezunn, ouni datt sech eppes beweegt huet.

Firwat dat esou ass, dat weess eigentlech keen ausser deem zoustännege Minister. D'Argument, d'Décisioune vun der Tripartite an d'Aféierung vum Statut unique hätten d'Opstelle vun dësem Plang méi schwiereg gemaach, kann een awer eiser Meenung no an deem Kontext net wierklech gëlle loossen. Et schéngt eis éischter esou ze sinn, datt de Minister mat dësem Plang d'Richtlinne fir deen zukünftege Mëttelstandsminister, fir säi Successeur wëllt virginn. Dat, Här Minister, ass an eisen Aen awer e schlechte politesche Stil.

(Interruption)

Wat gelift?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Et kéint jo esou bleiwen.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Jo, dat ass richteg. Selbstverständlech kënnt Dir och Ären eegene Successeur sinn.

D'Debatt vun haut hätt awer misse virun dräi Joer gefouert ginn. Haut awer kritt se de Bäigeschmaach vun engem politeschen Testament, vun engem Akt, vun deem de Minister net wierklech iwwerzeegt ass, wou hien net wierklech derhannert steet, mä deen - fir d'Form ze wahren - hien einfach muss maachen.

Oder aneschters ausgedréckt: D'PMEen, dat sinn all déi Entreprisen, déi kënne faillite goen, ouni datt dës Regierung an d'Gewerkschafte géifen eppes ënnerhuelen, fir dat ze verhënneren. Esou kéint een d'Attitüd vun der Regierung vis-à-vis vum Mëttelstand résuméieren.

De Plang, iwwert dee mer haut diskutéieren, hätt missen am Ufank vun der Legislaturperiod opgestallt ginn. Wat elo de Rescht vun der Legislaturperiod ugeet, esou muss ee mat Bedauere feststellen, datt den Zuch fir de Mëttelstand alt nees eng Kéier fortgefuer ass, ouni datt awer d'Regierung d'Richtung, den Tempo an d'Zil virginn huet. Alt nees eng Kéier ass dëse Pilier vun eiser Ekonomie am Ree stoe gelooss ginn. Alt nees eng Kéier goufen d'Suergen, d'Propositiounen, d'Iddië vun dem Mëttelstand lénks leie gelooss.

Här President, wann een dee vum Minister virgeluechten…

(Brouhaha)

M. le Président.- Den Här Clement wëllt eng Fro stellen, Här Etgen.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Ech wëll dem Här Etgen emol eng Fro stellen: E soll mer emol zwee Stéck opzielen, déi lénks leie gelooss si ginn.

Une voix.- Aahhh! Voilà!

M. Fernand Etgen *(DP).*- All déi Propositiounen, déi an dësem Plang dra sinn, sinn zesumme mat deene concernéierte Milieuen opgestallt ginn. Si si scho virun e puer Joer an de Prozess implizéiert ginn an duerfir hätt een am Fong geholl scho kënnen am Ufank vun dëser Legislaturperiod iwwert dëse Plang diskutéieren an et hätt ee se och scho kënnen ëmsetzen. Mä, Här Clement, ech kommen nach do derzou.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, wann een dee vum Minister virgeluechte Pabeier e bësse méi genee duerchkuckt, da fënnt een op verschiddene Plaze Referenzen op de Pacte logement. Dës sinn awer esou formuléiert, wéi wann de Pacte logement emol nach net zum Vote hei an der Chamber gestanen hätt. Dat heescht an anere Wierder, de Pabeier ass a leschter Zäit net méi nogekuckt an aktualiséiert ginn.

(Brouhaha)

Dëst ënnersträicht an eisen Aen däitlech, datt de Mëttelstand net zu de politesche Prioritéite vum Minister zielt.

(Interruptions)

De Minister huet et an all deene Joren, an deenen hien dës Fonctioun ausübt, net fäerdeg bruecht, d'Interesse vum Mëttelstand glaubhaft a mat Engagement ze vertrieden. Zu kengem Zäitpunkt ass de Minister als Affekot vum Mëttelstand opgetrueden, als dee Mann, deen optrëtt, fir d'Problemer vum Mëttelstand aktiv unzegoen.

Genau op dësem Punkt läit awer d'Kromm an der Heck. De virleienden Aktiounsplang begräift zu engem groussen Deel Propositiounen, déi net am Zoustännegkeetsberäich vum Här Boden leie respektiv wäit doriwwer erausginn. Dës Propositiounen, wéi beispillsweis am Beräich eGovernment oder am Beräich vun enger besserer Preventioun vun de Faillitë misste vun anere ministeriellen Departementer ëmgesat ginn.

De Minister huet et awer an deene leschte Joren ëmmer erëm ënnerlooss, bei senge Regierungskolleege fir déi legitim Interesse vum Mëttelstand ze intervenéieren. Haut si mer leider och net vill méi gewuer ginn, wéi de Minister sech da fir d'Zukunft d'Zesummenaarbecht mat senge Regierungskolleege virstellt.

Ware si an d'Ausschaffe vun dësem Pabeier mat agebonnen? Goufe si au courant gesat iwwert déi geplangten Aktiounen? Wéi an op wat fir engem Zäitraum sollen déi Mesuren, déi aner Ministèrë betreffen, ëmgesat ginn?

Alles Froen, op déi mer keng Äntwerte kritt hunn.

Mir vermëssen hei een horizontaalt Zesummeschaffe vun deene verschiddene Ministèren. An och den Här Clement huet et e puermol gesot hat an drop higewisen, datt de Mëttelstandsminister an dësem Dossier net eleng gefuerdert ass.

(Interruption)

Aus dem virleiende Pabeier - dee mat Sécherheet eng ganz Rëtsch vu gudden a wichtege Propositiounen enthält, mä doriwwer eraus awer och vill iwwerflësseg Prosa - geet awer net ervir, wéi a virun allem wéini dës Mesuren da sollen ëmgesat ginn.

Et geet net duer, Här Minister, kuerz virun der Summerpaus een Débat an der Chamber ze féieren an da fir e puer Méint nees vun der Bildfläch ze verschwannen.

Ee Plan d'action, Här Minister, ass en Instrument, fir dermat ze schaffen. De Lëtzebuerger Mëttelstand waart drop, datt ee fir seng Cause plädéiert. Eleng mat engem kuerzfristeg uberaumten Débat an der Chamber ass kenger Entreprise, kengem Mëttelständler hei am Land gehollef.

Här President, ech wëll awer net nëmmen de Minister fir seng passiv Haltung kritiséieren, mä villméi all deene félicitéieren, déi de Schrëtt an d'Eegestännegkeet gewot hunn an nach woe wäerten. Ech wëll deene mäi Respekt ausdrécken, déi de Courage fonnt hunn, eng eegen Entreprise op d'Been ze setzen an déi Dag fir Dag hire Mann oder hir Fra um Terrain stinn.

Den Dësch vun der beschter Stuff vun engem Mëttelständler ass am Dauerzoustand belagert mat Anträg A, Demandes B, Formulaires C, Annexes D, État récapitulatif E, Zielungen, Statistiken, Kadasterpläng a soss Geschreifs. Ganz Sonndeger verbréngt de Mëttelständler mat Ausfëlle vu Soumissiounen a Bordereauen, ouni datt e vläicht eppes dervun huet.

D'Patronë vun de Kleng- a Mëttelbetriber si Leit, déi sech mat hirem eegene Kapital, oft och mat anere Familljememberen zesumme ganz staark engagéieren, fir Aarbechtsplazen ze schafen a fir esou ee Beitrag zu eisem Wuelstand ze leeschten. Fir dësen Asaz verdénge si eis Unerkennung an eise volle Respekt. Si hätten et verdéngt, datt d'Politik sech ëm si an hir Entreprisë géif këmmeren, datt se hinne géif de Kader schafen, an deem si zesumme mat hire Betriber an hire Mataarbechter kéinten évoluéieren.

Dëse Wëllen, fir de Mëttelstand an déi Leit, déi an dësem Secteur schaffen, ze ënnerstëtzen, zitt sech ewéi e „bloe Fuedem" duerch d'Positioune vun der DP aus deene leschte Joren. An deem Kontext wëll ech just un eisen „33-Punkte-Programm" erënneren, wou mer eng Rei vu konkrete Propositioune gemaach hunn, an un eise Familljepabeier, deen op eng besser Vereinbarkeet vu Famill a Beruff ausgeriicht ass.

Här President, obwuel, wéi scho virganks ugedeit, de Secteur vum Mëttelstand extrem wichteg fir eis Ekonomie ass, gouf en dach vun dëser Regierung am Ree stoe gelooss. Bis haut ass vun all deenen ugekënnegten Aktiounen nach net vill bei den Entreprisen ukomm. Wat fir eng Bedeitung dem Mëttelstand net nëmme fir eis Wirtschaft, mä allgemeng zougeschwat gëtt, gesäit een, wann ee sech beispillsweis um Niveau vun der Europäescher Unioun oder an den USA ëmkuckt.

D'EU huet an hirer Lissabon-Strategie dem Volet „Mëttelstandspolitik" eng grouss a primordial Bedeitung zougemooss. Aus guddem Grond: ronn 99% - Jo, 99! - vun allen europäesche Betriber si kleng oder mëttelgrouss Entreprisen a si beschäftege ronn 75 Millioune Leit. D'PMEe sinn also déi eigentlech „Risen" vun der europäescher Wirtschaft.

An Amerika hu se virun e puer Joer aus ähnlechen Iwwerleeungen an Erkenntnisser eraus de „small business act" an d'Liewe geruff; e legislative Kader, mat deem virun allem d'Kleng- a Mëttelbetriber solle geziilt ënnerstëtzt ginn.

D'DP plädéiert net nëmme fir eng Politik, déi der Wichtegkeet vum Mëttelstand Rechnung dréit, mä déi virun allem den Effort an den Engagement vun dëse Leit honoréiert, déi e groussen Deel zu eisem Wuelstand an deem staarke Wirtschaftswuesstum bäidroen.

D'DP ass fest dervun iwwerzeegt, datt de Mëttelstand och an Zukunft wäert e wichtege Pilier vun eiser Ekonomie duerstellen, datt grad de Mëttelstand déi Plaz ass, wou hei am Land vill nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, an datt och am Mëttelstand Fuerschung, Recherche an Innovatioun groussgeschriwwe ginn. Et ass un der Politik, fir e Kader ze schafen, deen et dem Mëttelstand erlaabt, dës Ziler ze erreechen.

Här President, net d'Politik schaaft Aarbechtsplazen, mä d'Betriber. An duerfir ass et fir d'Demokratesch Partei kloer, datt mir eisen Entreprisen - a ganz besonnesch deene klengen a mëttelgroussen Entreprisen - een Ëmfeld musse bidden, dat hinnen et erlaabt, sech optimal ze entfalen, an dat si an hirer Entwécklung ënnerstëtzt.

Et ass de Mëttelstand mat deene ronn 17.000 Betriber - wann een de Gastronomiesecteur matrechent - an deenen 150.000 Beschäftegten, deen déi meeschten Aarbechtsplaze schaaft. Eleng an deene leschten zéng Joer ronn 40.000.

Et ass de Mëttelstand, deen innovéiert an ausbilt an esou eiser Jugend eng geséchert berufflech Perspektiv bitt. Et ass de Mëttelstand, dee sech oft als kriseresistent erweist an och a wirtschaftlech méi schwieregen Zäite stabil bleift; wann och oft zum Präis vun immensen Effortë vun deene Betraffenen, vun de Patronen an hire Mataarbechter.

D'DP ass dervun iwwerzeegt, datt eng konsequent op d'Zukunft ausgeriichte Mëttelstandspolitik och d'Chancë muss notzen, déi sech am Beräich vun den Ëmwelttechnologië bidden. An dësem Beräich sinn niewent sécheren Aarbechtsplazen och exzellent Wuesstumschancen ze erwaarden.

D'Effortë vum Wirtschaftsministère mussen een neien Élan kréien an an ee Gesamtkonzept, zesumme mat dem Mëttelstands-, dem Landwirtschafts-, dem Héichschoulan dem Ëmweltministère agebett ginn.

Dernieft ass d'Demokratesch Partei dervun iwwerzeegt, datt eng konsequent Altbausanéierung an ee Programm fir méi energieeffizient Bauen oder alternativ Heiz- an Energiequellen, kombinéiert mat neie moderne Finanzéierungsinstrumenter kann derzou bäidroen, d'Existenz vum Lëtzebuerger Mëttelstand kuerzfristeg ofzesécheren.

Dës Virschléi an Iddië wäerten net nëmmen d'Optragslag vu ville mëttelstännegen Entreprisen iwwer Jore positiv beaflossen an esou hir Commandëbicher fëllen, mä och déi bestehend Aarbechtsplaze sécheren an derzou bäidroen, nei Aarbechtsplazen ze schafen.

Här President, an deem vum Mëttelstandsminister virgeluechte Pabeier sinn eng ganz Rei Punkten, déi et verdéngen, datt ee kuerz op si ageet.

Simplification administrative. Wéi laang schwätze mir hei am Land schonn dovunner, déi administrativ Hürden a Chargen ofzebauen? Et ass awer leider esou, datt dës an der Vergaangenheet trotz vollmundegen Ukënnegunge vun der Regierung éischter zou- statt ofgeholl hunn.

Als een, deen nach bis viru kuerzem an enger Statsverwaltung geschafft huet, als Mann vum Terrain souzesoen, kann ech dat leider nëmme bestätegen. Bis haut ass vun der Simplification administrative nach net vill um Terrain bei den Entreprisen ukomm.

(Brouhaha)

Här Gira, Dir wësst, wann Der mat menger Verwaltung ze dinn hätt, an Dir hätt mat mir perséinlech ze dinn, dat wär ëmmer een Akt vu Simplification administrative.

Plusieurs voix.- Aahhh!

Une voix.- Mir kënnen eis näischt anescht virstellen!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Firwat ass dat esou, datt grad op dësem Punkt, op deem de Mëttelstand extrem sensibel ass, sech nach net vill gedoen huet? D'Fro ass ganz einfach ze beäntwerten: Dësen Dossier ass keng politesch Prioritéit vun dëser Regierung.

D'Regierung an deen zoustännege Minister hunn an deene leschte Joren einfach verpasst, déi néideg Weichestellungen dofir ze huelen, déi néideg Strukturen opzebauen a fest a verbindlech Objektiver opzestellen.

Firwat hu mir net scho längst e Regierungsmember, egal ob Minister oder Statssekretär, dee sech exklusiv ëm dës Aufgab bekëmmert?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat hate mer...

M. Fernand Etgen *(DP).*- Mir bräichten am Fong geholl een, deen och interministeriell Kompetenzen huet, well…

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*-...an et hat guer näischt gedéngt!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här Gibéryen, maache mer eis näischt vir.

(Interruptions)

D'Simplification administrative geet wäit iwwert de Mëttelstandsministère eraus.

Une voix.- Et mierkt ee gutt, dass haut dee leschten Dag ass!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Mat där Struktur, déi mir de Moment hunn, kënnen eiser Meenung no keng wierklech Fortschrëtter erziilt ginn, an dat gesäit ee jo…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Wann ech gelift lauschtert nees dem Här Etgen no. Dir kënnt jo duerno kommentéieren. Lauschtert dem Här Etgen elo no!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Dem Minister säin Entfesselungsprogramm zielt zwar eng Rei vu Mesuren op, vill vun hinne stelle sech awer bei engem méi genauen Hikucken als Aarbechtsgruppen oder als Realisatioun vun enger Homepage eraus. Esou gëtt aus dem Entfesselungsprogramm

éischter ee Fesselballon, deen, ouni Wierkung ze hannerloossen, verpufft.

Zones d'activités. Wat d'Diskussioun iwwert d'Schafe vu Zones artisanales ugeet, esou si mir der Meenung, dass dës Diskussiounen haaptsächlech um kommunalen Niveau musse gefouert ginn. Virewech muss ee soen, et gëtt net genuch Zones artisanales, fir Betriber ze implantéieren an awer och fir bestehend Betriber ze relogéieren.

D'Gemenge si méi no un den Entreprisë wéi de Ministère. Si kennen déi jeeweileg Situatioun vun de Betriber besser a kënnen deementspriechend och besser op Besoinen agoen a reagéieren.

Bei der Implantatioun vun de Betriber spillen also, wéi schonns gesot, d'Gemengen eng wichteg Roll. De sektorielle Plang iwwert d'Aktivitéitszone muss de reelle Besoinë vun de PMEe Rechnung droen. Mir mussen awer och probéieren, an eisen Uertschaften an Dierfer eng gewësse Mixitéit vu Wunnen a Schaffen ze behalen, a verhënneren, datt eis Uertschafte zu renge Wunn- a Schlofgemenge verkommen.

Een aktiven Handwierksbetrib steet fir lieweg sozial Bezéiungen. Esou datt ee ka soen, datt all Betrib nieft där reng ekonomescher Fonctioun och eng gesellschaftlech Roll erfëllt. Duerfir och musse bestehend Betriber d'Méiglechkeet behalen, fir sech op hirem Ursprongssite kënnen ze vergréisseren. Déi, déi elo an der Uertschaft sinn, musse kënnen do bleiwen. D'Entreprisë mussen an eisen Uertschaften, grad wéi och d'Landwirtschaft am ländleche Raum, hir verdéngte Plaz behalen.

D'Gemenge sinn de Betriber méi no wéi déi national Politik. Als Buergermeeschter steet een den Entreprisen aus senger Gemeng méi no wéi den zoustännege Minister. Duerfir sinn esou Initiative wéi de „Business Club" am Norde vun eisem Land absolut begréissenswäert.

Et handelt sech heibäi ëm eng Initiativ, wou déi lokal Betriber een-, zweemol am Joer mat de lokalen Autoritéiten zesummekommen, fir gemeinsam iwwer Problemer ze diskutéieren a Léisungen ze fannen.

A gréissere Stied ass de City-Manager déi ideal Struktur, fir dës Roll ze iwwerhuelen, fir all lokal Acteuren zesummenzeféieren.

Formatioun. Mir bekloen eis oft doriwwer, datt mir zu Lëtzebuerg keng richteg Entrepreneurs- an Handwierkskultur hunn. Dat hänkt leider och deelweis mat eise Schoule respektiv eisem Schoulsystem zesummen. Et gëtt Schoulen hei am Land, déi iwwer eng exzellent Infrastruktur fir d'Beruffsausbildung vun hire Schüler verfügen.

Et gëtt awer och Schoulen, wou dat net de Fall ass. Ech denken hei ganz besonnesch un de Lycée technique zu Ettelbréck, deen net nëmme vill ze kleng fir déi aktuell Schoulpopulatioun ass, mä deem seng Infrastrukturen och net méi zäitgeméiss sinn. Den Zoustand an d'Méiglechkeete vun den Ateliere verleeden déi jonk Leit mat Sécherheet net derzou, d'Schéinheeten an d'Faszinatioun vun engem handwierkleche Beruff ze entdecken.

Deeselwechten Zeenario fënnt een erëm beim Ettelbrécker CNFPC. Een délabréiert Gebai, Atelieren ouni déi néideg Sécherheetsstandarden, Mängel am Sanitärberäich an esou weider; an dobäi misst grad an Zäite vun engem héije Chômage dëse Centre, deen am Mäerz vum leschte Joer eng kloer Struktur kritt huet, och kënnen iwwert déi néideg Infrastrukture verfügen, fir senger Missioun a sengen Aufgabe kënne gerecht ze ginn. Momentan ginn all Dag iwwer 500 Leit an dëser Schoul aus an an; ee Va-et-vient, deen nëmme méiglech ass, well de Centre seng Diere vu moies hallwer 8 bis owes hallwer 10 ophuet.

Wa mir iwwer Formatioun am Kontext vum Mëttelstand schwätzen, da muss ee soen, datt d'Schoul muss esou forméieren, datt déi jonk Leit sech um Enn vun hirer schoulescher Carrière kënnen um Aarbechtsmaart erëmfannen. D'Schoul muss fir d'berufflech Realitéit un de Besoinë vun der Ekonomie orientéiert forméieren. Alles anescht ers hëlleft weder eise Kanner nach den Entreprisen, déi oft genuch händeringend no entspriechend qualifizéierte Leit musse sichen a se oft och schonn net méi an der Groussregioun fannen.

Här President, wat d'Ëmsetzung vun den Direktiven ugeet, esou steet am Pabeier, datt an Zukunft d'Direktive sollen eent zu eent ëmgesat ginn, getrei dem Prinzip „la directive et rien que la directive". D'DP fuerdert dëst schonn zënter enger Rei vu Joren.

Ganz oft ass et awer esou, dass déi national Politik probéiert, iwwert d'Direktiv erauszegoen, se méi restriktiv a jee no Fall manner restriktiv auszeleeën. Iwwert d'Konsequenz vun dësem Verhalen hu mer eréischt virgëschter hei diskutéiert am Kader vun engem Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff, wou Lëtzebuerg wéinst der falscher Ëmsetzung vun der «Directive détachement» verueerteelt ginn ass.

Leider muss een ëmmer nees feststellen, datt d'Regierung sech an dësem Punkt net un hir eege Virgaben a Verspriechen hält. Et ass dëst awer net deen eenzege Punkt, wou se dat mécht. Zum Mëttelstand gehéieren eiser Meenung no och d'Landwirtschaft an de Wäibau. Leider fënnt een am Plang vum Minister keng Zeil doriwwer. Dobäi hätt een awer duerchaus méi kënnen erwaarden, grad vun him; ëmmerhin deckt hie jo awer déi zwee Ressorten of.

Villes, wat fir mëttelstänneg Entreprisë gëllt, trëfft och op landwirtschaftlech Betriber a Wäibaubetriber zou. Duerfir hätt een dëse Beräich an esou engem Plang och misse mat berücksichtegen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, ofschléisse wëll ech meng Interventioun mat engem Zitat vum Otto von Bismarck, dee Folgendes gesot huet: „Der Handwerkerstand, der den Kern des Mittelstandes bildet, ist für ein Staatsleben notwendig."

Mir wäre frou, wann de Mëttelstandsminister zu därselwechter Iwwerzeegung géif kommen an deementspriechend géif agéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Den nächste Riedner ass den Här Romain Schneider.

(Interruption et hilarité)

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deenen ausféierlechen Erklärunge vun deenen eenzelne Riedner, virun allem och no deene Schlagwierder vu mengem Syvicol-Kolleeg Fernand Etgen hei op dëser Tribün, erlaben ech mer kuerz eng Kéier och duerch dësen drëtte Plan d'action PME ze goen a wäert och net verheemlechen, datt ech och eng Rei kritesch Bemierkungen ze maachen hunn, fir doriwwer eraus och eng Rei positiv Elementer mat ze ernimmen.

(Interruptions)

De Mëtteg diskutéiere mer hei iwwer e Plan d'action, deen ëmmerhi fir 17.000 Betriber steet, dee fir 150.000 Beschäftegter hei zu Lëtzebuerg an Usproch geholl gëtt. Dat bedeit also 71% vun de Beschäftegten hei zu Lëtzebuerg, déi mat dësem Plang kënnen oder wäerte viséiert sinn.

Wa mer vu PMEe schwätzen, esou wësst Dir, datt mer vu Betriber schwätzen, déi manner wéi 250 Emploien hunn an deenen hire Chiffre d'affaires manner wéi 50 Milliounen Euro bedréit. An dësem voluminéisen Dokument, dat, wéi de Mëttelstandsminister et gesot huet, vun der ganzer Regierung hei de Mëtteg presentéiert gëtt, fënnt een zéng Achsen, 20 Lignes d'action an iwwer 100 Mesuren.

Dann ass et och, mengen ech, net verwonnerlech, datt mer eng Rei vun Termen erëmfannen, déi ëmmer erëm am Conditionnel geschriwwe sinn oder am Futur gesat sinn a wou selbstverständlech eng ganz Rei vu Mesurë mussen an Zukunft nach ausgeschriwwe respektiv formuléiert ginn.

Et huet een e bëssen d'Impressioun heibäi, datt een effektiv e Sammelsurium huet vun enger Rei vu Ministèren, wou eng Rei Saache lafen, eng Rei Gesetzer gestëmmt sinn, déi mussen ëmgesat ginn, mat enger Rei vun neien Iddiën, déi dann derbäigefügt goufen.

Mir wësse jo och, an dat gouf de Mëtteg zum Dackste gesot, datt mer beim drëtte Plan d'action fir d'PMEen hei sinn.

Den éischte Plang ass gelaf vun 1996 bis 2000, den zweete vun 2001 bis 2005 an eigentlech, der Logik hier - an och de Fernand Etgen ass drop agaangen -, hätt een deen drëtte Plang misse vun 2006 bis 2010 hei presentéieren, fir en dann eben och zäitlech an och eigentlech direkt nom zweete Plang kënnen ëmzesetzen. Selbstverständlech wäert de Minister eis och d'Ursaache ginn, firwat dëse Plang elo eréischt Mëtt 2008 kënnt, wat leider schued ass fir hien, awer och fir déi ganz Regierung, well se dësen drëtte Plang net a senger Ganzheet ëmzesetzen, mä mer also eng Iwwerlappung op zwou Regierunge musse maachen, mat hoffentlech deeneselwechte Viraussetzungen an Ausriichtungen, wéi et bei dëser Regierung de Fall ass.

Wann een awer en drëtte Plang mécht, dann, mengen ech, misst een awer - an dat soll een och op dëser Plaz hei soen an et ka sinn, dass ech effektiv verschidde Piècen net fonnt hu respektiv net genuch gesicht hunn, fir se ze fannen - de Bilan vun dësem zweete Plang, deen elo ofgelaf ass, hunn.

Ech loosse mech ganz gäre beléieren, fir déi Plaz erëmzefannen, wou een dee Bilan fënnt, well ech fannen nämlech, wann een en drëtte Plang opstellt, da muss ee fir d'éischt emol e Bilan vun deem zweete maachen. Da muss een eng Evaluatioun maachen dervun, an da kann et net sinn, datt nëmmen an enger kuerzer Aleedung steet, datt zwee Drëttel vun de Mesuren ëmgesat goufen.

Meng Fro also: Wat sinn déi Mesuren, déi ëmgesat goufen, a wat sinn déi aner Mesuren, déi net ëmgesat goufen? A wat sinn d'Weeër eigentlech dohin, fir dës Mesuren och iwwergräifend am drëtte Plang nach mat unzegoen?

Well ouni Evaluatioun, mengen ech, ouni en zäitlechen Enchaînement awer bleift virun allem e Plang, wéi ech gesot hunn, eng Opzielung vun eenzelne Mesuren, déi - an ech wëll et net ze graff ausdrécken - eigentlech ouni Konzept an ouni Kontinuitéit sech areien.

Ier ech op déi eenzel Mesurë wäert agoen, erlaabt mer den Auteure vun dëser Oplëschtung allerdéngs eng Iwwerleeung virun allem matzeginn, wat mer wichteg schéngt, wann een e Plan d'action hei virbereet. A mat Sécherheet hu si et zwar hei net geschriwwen, mä selwer am Hannerkapp dës eenzel Iwwerleeunge gehat.

Een Aktiounsplang, deen eppes Konkretes bewierke soll, muss méi konkret, méi prezis sinn, a virun allem, mengen ech, muss en Timing virgesi sinn. Wat fir eng prezis definéiert Mesure, zum Beispill eng Reform vun engem Règlement grand-ducal oder engem Gesetz, eng Implémentatioun vun enger konkreter eAdministratioun, Applikatioun an esou virun, muss bis wéini mat wéi enge Mëttelen a mat wéi engem Zil ofgeschloss sinn?

Et muss ee sech also, mengen ech, en Échéancier ginn, deen och Tëschenetappen an Tëschebilane virgesäit, fir kënnen ze iwwerpréifen, ob ee Projet op der richteger Schinn ass an ob en och an den Délaien a virun allem och an den Devisen ass.

An der Privatwirtschaft - an ech mengen, mir si jo hei am Beräich vun de PMEen - héiert een oft ee ganz modernt Wuert eraus, an ech mengen, grad dat hei zielt, dat ass dat Wuert vum sougenannten „project management". Ech mengen, esou en „project management" wier och beim Opstelle vun esou engem drëtte Plan d'action fir d'PMEe ganz wichteg a besteet mat Sécherheet och an den néidege Ministèren.

Dat ass leider an dësem Plang net opgezielt, esou datt et muss vläicht nogeliwwert respektiv de Minister eis herno den Échéancier doriwwer ka ginn.

De PME-Plang léisst dës Prezisiounen op. Wéi gesot, déi Erklärunge wäerte mer dann och sécher nach kréien. Och wa mer d'Evaluatioun vun deem zweete Plang net kennen, esou besteet se bestëmmt. Et ass kloer, datt den drëtte Plang muss enchaînéieren op deen zweete Plang an eigentlech och eng Kontinuitéit muss si vun dësem zweete Plang, datt en déi Saachen, déi schlecht waren, muss verbessere respektiv do och Neierungen an nei Iddië muss erabréngen.

Dir Dammen an Dir Hären, no dësen e bësse méi liicht kriteschen Usätz, erlaabt mer awer och op déi eenzel Punkten anzegoen an awer och ze soen, datt een eng ganz Rei vu positiven Umierkunge fënnt, déi sécher - op jidde Fall vun den Iddiën hier - eng Rei nei Impulser fir eise Mëttelstand kënne bréngen.

Positiv ass virun allem, datt mer hei dëse Plang opgestallt hu mat deene concernéierte Secteuren an datt et e Plang ass, deen ee Gesamtplang vun der Regierung ass; deen also ofgeschwat ass vun deenen eenzelne Memberen aus der Regierung, vun deenen eenzelne Ministèren. Och wann ech mer, wann ech op déi eenzel Achsen aginn, d'Fro stellen, ob déi eenzel Ministèrë wëssen, wat mer an dësem Plang hei stoen hunn. Well hei sinn effektiv eng Rei vu ganz interessanten Aussoen, op déi ech a Kuerzform nach an eenzelne vun dësen zéng Achse wäert agoen.

Virun allem, mengen ech, denken ech hei un d'Achs 7 zum Beispill, déi sech also ëm d'Aarbechtsrecht an d'Sécurité sociale dréint. Hei gëtt gesot, datt d'Délaien, fir d'Arbeitsgenehmegungen auszestellen, musse vereinfacht ginn.

Ass dat méiglech an der Praxis? Ass et esou, datt den Aarbechtsministère dat ka maachen? Ass et esou, datt den zoustännege Ministère vun den Affaires étrangères déi néideg Dokumenter an där Vitesse ka liwweren, fir dat doten ze maachen?

Dat war an der Vergaangenheet net ëmmer esou einfach. Wann nei Pisten do sinn, wäert dat mat Sécherheet de Betriber entgéintkommen an och de Leit, déi op déi Aarbechtsplaze solle schaffe kommen.

Virun allem awer stéiert mech eng Iddi, an dat virun allem och als Member vun der Sozialistescher Aarbechterpartei, an ech hoffen, dass dës Iddi ofgeschwat ass mat deenen eenzelne Ministèren an och mat de Gewerkschaften; dat ass déi vum Système français du groupement d'employeurs, de sougenannte GE, deen also virgesäit, datt an Zukunft Entreprisë regruppéiert Leit kéinten astellen.

Dat ass eng ganz flott Iddi, mä dat kann awer och derzou féieren, datt eenzel Entreprisë sech zesummendinn, fir Leit anzestellen. Leit, déi dann deen een Dag zu Rëmeleng an deen zweeten Dag zu Huldang eventuell géife schaffen.

Hei muss een awer genau wëssen, wat dat dote soll bedeiten, an da muss een oppassen, dass deen Dispatching, deen do stattfënnt, net genau dat eigentlech soll sinn, wat mer an der «Directive services» vu Bréissel net wollten. Datt et also net einfach zu enger fräier Verfügung säitens vun de Betriber kënnt, fir d'Leit vu riets no lénks hinzeschécken, ouni eigentlech déi néideg Garantië fir d'Leit ze ginn, ouni déi Flexibilitéit, déi „flexicurity", vun där mer ëmmer schwätzen, eigentlech op béide Säite solle spillen ze loossen.

Dës Iddi, mengen ech, muss een op jidde Fall an där néideger Aarbechtskommissioun duerchdiskutéieren, muss ee mat de Gewerkschaften duerchspillen, ier een esou e Modell ka presentéieren.

Da gëtt och geschwat vun der Reform vun den Assurances accident, vun der Pensioun, vun der Krankekeess an esou weider; alles dat, wat Beräicher vun der Sécurité sociale sinn, a wou, mengen ech, den zoustännege Minister amgaang ass, och hei déi néideg Projets de loi eranzereechen, fir Verbesserungen ze bréngen, a wou - mengen ech och no Débaten, déi mer hei an der Chamber haten - ee sech keng direkt Gedanke soll maachen, op jidde Fall an dësem Plang. Wat d'Käschten an d'Cotisatiounen an de Finanzement vum Rentesystem betrëfft, ech mengen, dat gehéiert an aner Beräicher eran.

D'Achs 8, déi vun der Ëmwelt. Hei ass et sécher wichteg - an et ass begréissenswäert, datt et och am Pabeier ugeschwat gëtt -, datt d'Ëmwelt net d'Wirtschaft duerf bremsen, sondern d'Ëmwelt an d'Wirtschaft mussen e Ganzt an Zukunft sinn.

Verschidden Direktiven a verschidde Gesetzer mussen awer ëmgesat ginn an hei komme mer net derlaanscht. Hei bestinn eng Rei europäesch Direktiven an hei ass et esou, datt den zoustännege Minister dës Gesetzer, dës Direktiven, dës Reglementer muss anhalen. Hie soll dat mat deem néidege Feeling maachen. Mä hie muss selbstverständlech déi Linn awer och viru suivéieren.

D'Achs 10, déi vun der Formatioun. Do, mengen ech, ass et wichteg, dorun ze erënneren, datt mer hei eigentlech keng nei Formatiounsmodeller brauchen. Mir sinn amgaang, en neit Schoulgesetz auszeschaffen. Eis Educatiounsministesch ass amgaang, nei Gesetzestexter ze maache fir eng Reform vum Schoulgesetz an derniewent awer och eng Reform virun allem vun der Formation professionnelle.

Wann dës Texter erëm sinn, mengen ech, dann ass en Deel vun der Achs 10 op jidde Fall erfëllt, an da mengen ech och, datt d'Logik dovu wier, datt och dës Ausriichtunge musse suivéiert gi vun dësem Pabeier an och fir d'Betriber an d'PMEe solle gülteg sinn.

Ech huelen un, datt dës Aussoen, déi an der Achs 10 stinn, och esou gesi ginn. An ech hoffen och - an ech soen nach eng Kéier op dëser Plaz, datt ech hoffen -, datt mer eist Schoulgesetz an all déi Gesetzer, déi do drun hänken, och virum Enn des Joers hei an dëser Chamber gestëmmt hunn, fir och endlech eise Kanner - eiser Zukunft - eng

nei Ausbildung ze ginn, déi direkt a fachgerecht a professionell op den Aarbechtsmaart ausgeriicht ass a wouvun eigentlech eng Win-win-Situatioun kann entstoen. Souwuel fir déi Schüler, déi aus der Schoul kommen, wéi och fir d'Betriber, déi dann dee Moment dat gëeegent Personal kënne fannen. Personal, dat dann och gréisstendeels aus eisem Land kënnt, dat vun eise Leit kënnt, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen.

D'Achs 8 dann, d'Implantatioun vun de PMEen. Hei sinn och eng ganz Rei interessant Aussoen, déi ee ka liesen, an ech mengen, déi Aussoe si sécher och gemaach ginn an Zesummenaarbecht mam Wirtschaftsminister; wou mer wierklech och hei fannen, datt eigentlech an Zukunft soll eng Ouverture kommen, och fir d'Industriesiten, déi eigentlech reng garantéiert sinn, déi reng festgeluecht sinn, fir hei Industrie ze bedreiwen.

Hei sinn Ouverturë gemaach, och wa gréisstendeels d'Aussoen am Conditionnel do stinn, datt och hei nach oft Ouverturë solle kommen, fir och hei en Zesummespill zwëschent Industrie a Commercen ze erlaben. Dat, wat bis elo net de Fall war, a wou fir bis elo ganz dacks och Betriber sech net konnten implantéieren hei zu Lëtzebuerg, well se einfach déi Méiglechkeet nämlech net haten, fir niewent der Produktioun och ee Verkafsshop op enger Plaz ze installéieren.

Hei wier et gutt, wann déi doten Iwwerleeung kéint kommen. Hei muss awer selbstverständlech d'Zesummespill zwëschent dem Ministère des Classes moyennes an dem Ministère de l'Économie spillen an och zesummen agräifen, fir och hei wierklech eng Linn an dëser Wirtschaftspolitik virun ze behalen, esou wéi se de Moment besteet.

Niewent deene Remarquen zu den Achsen, déi ech wollt maachen, erlaben ech mer awer och, derniewent e puer Iwwerleeungen a Virschléi ze maachen an och, mengen ech, ganz positiv Saachen ze ernimmen, déi ech erëmfannen am ganzen Dokument. Dat ass virun allem och dat, wat d'Autorisations d'établissement betrëfft.

Mir wëssen alleguerten a goufen alleguerten als Buergermeeschter oder als Deputéierten ëmmer erëm ugeschwat, fir ze intervenéieren, fir datt d'Autorisations d'établissement méi séier solle kommen, fir datt Leit, déi e Betrib wëlle grënnen, net méintelaang op hir Autorisatioun musse waarden. Hautdësdags geet dat méi schnell an an Zukunft wäert et online kënne gemaach ginn.

Dat wäert mat Sécherheet e Fortschrëtt sinn an dësem Plan d'action a wäert och de Betriber hëllefen, méi einfach kënnen ze starten a méi einfach hir Genehmegung ze kréien.

Wat d'Faillitë betrëfft, esou fannen ech et ganz richteg, datt mer e System solle kréien, deen eigentlech och d'LSAP schonn an hirem Wahlprogramm 2004 hat, dee vum Système clignotant, fir datt mat Zäit déi rout Luuchten uginn, wann an eenzelne Beräicher Problemer fir d'Betriber entstinn, wa se no bei der Faillite sinn, sou datt, wann et nach net ze spéit ass, schonn dorop higewise ka ginn, datt e Problem bei der Sécurité sociale, datt e Problem bei der Steierverwaltung, datt e Problem bei anere Verwaltungen ass.

Dat Zesummespill kënnt also, fir datt, wéi op Lëtzebuergesch gesot, mat Zäit d'rout Luuchten uginn, fir d'Betriber nach ze warnen, fir datt se an der leschter Kéier nach eng Kéier kënnen d'Riicht kréien an eventuell kënnen erauskommen. Duerfir och déi ganz gutt Iddi vum sougenannte Coaching approprié fir de Futur entrepreneur, deen ech ganz gutt gesinn, fir virun allem jonke Betriber an enger éischter Phas dee richtege Coaching ze ginn, fir an d'Beruffswelt an an hiren neien Défi eranzeklammen.

Wat de Volet Geschäftswelt betrëfft, sinn och eng ganz Rei vu flotten Usätz hei dran. Mir wëssen alleguerten, datt de Moment d'Geschäftswelt eng ganz schwéier Situatioun duerchzeliewen huet opgrond vun enger ganzer Rei vun Erkenntnisser, déi kommen.

Den Eenzelhandel huet eng grouss Konkurrenz säitens vun der Groussregioun, säitens awer och mengen ech vum eShopping, deen ëmmer méi ausgebreet gëtt, säitens vun enger ganzer Rei vun anere Saachen. Virun allem déi lokal Geschäftszentre sinn dacks Geschäftszentren, wou déi néideg Events net do sinn, fir och en Eventakaf ze maachen. An hei ass et gutt, datt virun allem och d'Iddi vum City-Management opgeholl gëtt, fir och hei kënnen déi néideg Ënnerstëtzung wierklech konzeptuell ze maachen. Wat genau gemengt ass mat der Promotioun, kann de Minister vläicht nach eng Kéier herno erklären.

Als e Buergermeeschter, deen als zweet Stad an als drëtt Regioun ee City-Manager - oder eng City-Managerin - agestallt huet, niewent der Stad Lëtzebuerg an niewent dem Pro-Sud, muss ech soen, datt meng éischt Méint an Erfahrungen, fir mat dem City-Manager zesummenzeschaffen, déi sinn, datt eigentlech genau dat eriwerkënnt, wat mer eis wënschen, nämlech fir ze probéieren eng Kooperatioun vun alle Kräften an der Stad ze maachen, fir déi néideg Kontakter ze maachen, awer virun allem fir de Suivi fir d'Betriber ze maache fir d'Stad a fir d'Regioun, fir och hei kënnen dem Mëttelstand, de Geschäfter ze hëllefen, neien Élan ze fannen, nei Nischen ze fannen, awer och virun allem eng nei Promotioun, en neie Verkaf no baussen ze garantéieren a sech eigentlech hei kënne ganz flott ze positionéiere géigeniwwer enger ganzer Rei vu Bléck, déi do stinn, an déi eigentlech a Kette fonctionnéieren.

Hei, mengen ech, ass d'Iddi vum City-Management gutt, och wann ech selbstverständlech enger Rei vu Leit Recht ginn, déi soen, datt 5.000 Awunner net onbedéngt d'Masse critique vläicht duerstelle fir e City-Manager, mä fir unzefänke kann ee jo nach ëmmer dat Ganzt iwwert d'Regioun eraus gesinn an och regional dëse City-Management ubidden.

Och richteg ugeschwat hei ass virun allem an der Geschäftswelt, datt mer ganz vill Geschäfter eidel stoen hunn, well mer virun allem vun der Traditioun fortkommen, datt fréier d'Geschäfter fonctionnéiert hu vu Generatioun op Generatioun. Haut stierwen dës Nokommen aus, déi d'Geschäfter iwerhuelen, esou datt mer also dermat konfrontéiert sinn, datt Geschäfter do stinn, wou dann en deiere Loyer ze bezuelen ass; an hei sinn eng Rei Pisten opgezeechent.

Ech géif nach vläicht d'Pist mat erabréngen, datt, esou wéi bei den Industrien, esou wéi bei deene klenge Betriber, och hei vläicht d'Iddi vun den „start up"-Gebaier an engem gewësse Sënn ka mat verkaaft ginn, fir an enger éischter Linn och hei neie Propriétairen d'Méiglechkeet ze ginn, iwwer e relativ bëllegen oder subventionéierte Loyer kënnen e Geschäft ze iwwerhuelen, dat iwwer Generatiounen a Familljenhänn louch an elo leider net méi läit. Dat ass ee vun de Problemer, mengen ech, wat d'Eidelstoe vun de Geschäfter betrëfft.

Wat den Tourismus ubelaangt, ass och ee ganz grousse Volet an dësem Dokument dran, wat ganz richteg ass, wat mat Sécherheet och ee vun eise Pilieren hei zu Lëtzebuerg ass, fir och weider kënnen ze fonctionnéieren, a wou de Moment eng ganz Rei vu Leit eng Beschäftegung fannen an och hei nei Nischen entstane sinn, fir Leit an Zukunft kënnen ze beschäftegen. Dat ass richteg.

Et ass eng Enquête gemaach ginn och säitens vum Ministère du Tourisme, deen eigentlech eng Qualitéitsapproche huet: Wéi sinn dann elo d'Servicer, déi hei zu Lëtzebuerg geleescht goufen? Déi krute mer d'lescht Kéier am ORT virgestallt an hei si ganz flott Erkenntnisser eigentlech erauskomm. An op déi Erkenntnisser, mengen ech, soll een an Zukunft och opbauen, fir virun allem all déi Servicer, déi mer hunn, ze bündelen. Hei si Viraarbechte gemaach ginn a sougenannte regionalen Tourismusofficen, déi entstane sinn; ënner anerem den Ourdall, wou mer probéieren all déi eenzel Initiativen a Syndikater zu engem Ganzen ze formëieren.

Generell ass et awer wichteg, datt mer dës Akzenter fir eis PMEen hei zu Lëtzebuerg setzen, well - wéi ech scho gesot hunn - d'Konkurrenz ëmmer méi grouss gëtt an - wéi et ugeklongen ass - een hei eigentlech muss „Chapeau!" soe fir jiddfereen, deen d'Initiativ hëlt, fir e Betrib ze iwwerhuelen oder virunzefueren oder een neien ze grënnen.

Et ass dat en Défi, dee vill méi schwéier ass, wéi einfach an en Job ze goen, wou een all Mount seng Pai kritt. Hei ass sécher eng ganz Rei vu flotten Ureizer, déi kënnen eriwerkommen, wou ee sech wierklech ka selwer verwierklechen, mä et ass awer net esou einfach an hei muss een Ënnerstëtzung kréien. Duerfir mengen ech och, datt esou e Plan d'action mat enger Rei Iddiën, souwuel finanzieller awer virun allem och konzeptueller, mussen ugepaakt ginn an eriwwerkommen.

An Zukunft wäerten awer d'Froen, déi d'Betriber sech stellen an déi musse beäntwert ginn, déiselwecht bleiwe wéi bis elo och. Froen, déi éischtens bei der Grënnung sech stellen. D'Betriber verlaangen, wa se sech nei grënnen oder wa se och duerno Informatioune brauchen, datt se kuerz an einfach Weeër fannen, fir Léisungen op hir Problemer oder hir Froen ze kréien.

D'Infrastrukturen. Hei musse mer nei Siten opmaachen an engem räsonnabelen Zesummespill vun Ekonomie an Ekologie. Beim Personal brauche mer gutt ausgebilt a gutt Weiderbildung fir déi eenzel Leit, déi an dësem Secteur schaffen, an derniewent musse mer och erméiglechen, wann dat net méiglech ass, ee vereinfachte Rekrutement vu bausse kënnen ze maachen.

Selbstverständlech soll och an Zukunft investéiert ginn an d'Recherche, déi ënnerstëtzt muss ginn, awer och déi nei Technologië musse viru genotzt an nach weider ausgebaut ginn.

D'Kompetitivitéit vun eise Betriber muss net nëmmen am Statut unique, mä och an anere Beräicher viru garantéiert sinn, an d'Belaaschtunge fir d'Betriber musse selbstverständlech a räsonnabele Grenze bleiwen.

Virun allem awer och ee wichtege Facteur ass dee vun der sozialer Kohesioun, an de Betriber selwer an am ganzen Ëmfeld. An hei solle geziilte Moossname geholl ginn, fir de Klima an de Betriber och esou ze halen, datt effektiv hei e flott Partenariat entsteet zwëschent dem Salariat op där enger an de Betriber op där anerer Säit. Dës an aner Mesurë wäerten an Zukunft eise PMEen och weiderhin erlaben, d'Kompetitivitéit ze erhalen, an hinne virun allem och erlaben, nei Marchéen ze entdecken an ze eroberen.

D'LSAP steet selbstverständlech hannert dësem drëtte Plan d'action vun der Regierung a vum Mëttelstandsminister an hofft, datt d'PMEen duerch dëse Plang hiren Ziler méi no bruecht ginn an nach besser kënne fonctionnéieren, wéi se dat bis elo maachen a wéi se bis de Moment elo fir 150.000 Leit hei zu Lëtzebuerg eng Aarbechtsplaz garantéieren. Ech hoffen, datt dëse Plang, deen also elo uleeft, vun dësem Minister an deemselwechte Minister oder engem anere Minister an Zukunft ka virugefouert ginn.

Op jidde Fall, mir stinn hannert deem Plan d'action hei, deem drëtten, deen do besteet. Mir wäerten awer selbstverständlech déi eenzel Kritiken, déi mer hei opgezielt hunn, virun allem dat, wat den Échéancier betrëfft, wat d'Zwëschebilanen betrëfft, awer och wat d'Zilsetzung betrëfft, noostens verfollegen a selbstverständlech dorop hiweisen, an deenen eenzelne Ministèren awer och op dëser Plaz, fir datt se sollen erfëllt ginn, an datt effektiv den Défi, dee sech hei gesat gëtt, een neien Élan fir eis PMEen ze huelen, och erfëllt gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Den nächste Riedner ass den Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op Demande vum Minister goufen d'Parteie gefrot, eng Stellung zum drëtte Plan d'action en faveur des PME, also de klengen a mëttelstännege Betriber ze huelen. En Débat de consultation also, deen d'Richtung vun der Politik vis-à-vis vun de klengen a mëttelstännege Betriber festleeë soll.

All meng Virriedner hu schonns op de Stellewäert an d'Wichtegkeet vun de PME-Betriber hei zu Lëtzebuerg an hire respektive Rieden higewisen. Mat 17.000 Betriber an iwwer 150.000 Beschäftegten, wat 40% vu sämtlechen Aarbechtsplazen ausmécht, stellen d'PME-Betriber hei e wichtegt Standbee vun der Lëtzebuerger Wirtschaft duer.

Den drëtte Plang schreift sech an eng Serie vu Pläng an, déi den Usproch erhiewen, Aktiounen, Moossnamen an Instrumenter ze definéieren, fir eng proaktiv Politik vis-à-vis vun dësem wichtege Secteur vun der Lëtzebuerger Ekonomie ze maachen.

En éischte Plang huet d'Period 1996 bis 2000 ofgedeckt. En zweete Plang huet d'Period 2001 bis 2005 betraff. Et ass also net vu Muttwëll, wa mir eis méi déif gräifend Gedanke maachen, wéi mir deem Secteur besser kënnen ënnert d'Äerm gräifen.

Mir stellen eis zum Beispill vir, dass déiselwecht Effortë gemaach géife ginn, wéi dëst eise Wirtschaftsminister am Ausland mécht, fir nei Betriber op Lëtzebuerg ze kréien, en vue vun enger Diversifizéierung vun eiser Wirtschaft.

Et muss een awer feststellen, no véier Joer, datt den Erfolleg net grad immens ass. Weder sinn nei Betriber op Lëtzebuerg komm, nach huet eis Wirtschaft sech groussaarteg diversifizéiert. Dat, wat schonns méi laang bekannt war, datt nämlech den Zuch laang fort ass, fir industriell Betriber an eng Déngschtleeschtungsgesellschaft an en Hochlohnland unzezéien, huet de Wirtschaftsminister schmäerzhaft missen erfueren.

D'Dynamiséierung vun der eegener Wirtschaft, also och vun de PMEen, ass éischter d'Tromp. Fir dës Entwécklung ze begleeden, muss heiheem e positiivt Ëmfeld geschafe ginn. Wa mer mat därselwechter Intensitéit, mat deeselwechte Ressourcen, mat deeselwechten Engagementer a Moyenen eis fir déi kleng a mëttelstänneg Betriber agesat hätten, si mir iwwerzeegt, datt méi eng regelrecht Dynamik ausgeléist hätt kënne ginn.

D'Zuele vu Betribsgrënnungen, déi vu menge Virriedner scho genannt goufen, wäre regelrecht explodéiert. Mir hätte méi Betriber, hätte méi Aarbechtsplaze geschafen, hätten nei, innovativ Betriber gefördert a villes méi.

Fir DÉI GRÉNG ass et wichteg, e richtege Kader an déi richteg Hëllefstellung opzestellen, fir datt eng dynamesch Entwécklung an deem Beräich ka stimuléiert an och begleet ginn.

Souwisou muss ee sech d'Fro stellen, ob an engem Land, wou déi industriell Aktivitéite mëttlerweil op enger Hand praktesch opzeziele sinn, et nach ëmmer Sënn mécht, e Wirtschaftsministère respektiv e Mëttelstandsministère ze hunn. Besonnesch wann d'Iwwerschneidungen ëmmer méi grouss gi respektiv d'Entwécklungen eng méi enk Konzertéierung tëschent den eenzelne Ministèrë verlaangt. De Regroupement ënnert engem Ministère hätt sécherlech manner Kompetenzgerangel zur Folleg. Déi Energie, déi do verluer geet, wär besser fir Aktiounen um Terrain agesat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech den drëtte Plan d'action en faveur des PME duerchkucken, kommen ech mer vir, wéi wa Chrëschtdag an de Summer verréckelt gi wär. Et ass eng Wonschlëscht, déi éischter als Lëscht fir de Kleeschen oder als Geschenklëscht fir ënnert de Beemche geduecht ass. Dëst ass net méi an net manner wéi eng Oplëschtung vun enger Abberzuel vu Moossnamen an Aktiounen, ouni kloer strukturell Zesummenhäng.

Ier ech awer zum Fong vun dësem Aktiounsplang wëll kuerz Stellung huelen, wëll ech awer fir d'éischt e puer Wuert zur Form selwer verléieren. Eng Debatt iwwer esou e wichtege Plang ass sécherlech wichteg an och richteg. Den Zäitpunkt vun esou enger Debatt kann awer net méi schlecht gewielt sinn.

Dës Debatt berout op enger Dokumentatioun, déi mam Datum vum Abrëll 2008 datéiert ass, awer eréischt de 25. Juni verschéckt gouf.

(Interruption)

Eng Consultatioun, déi nach séier virun der Vakanz evakuéiert soll ginn…

M. le Président.- Den Här Minister wëllt intervenéieren.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Ech wollt dem Här Kox soen, datt en zënter dem 8. Abrëll op Internet ass, datt mer eng Pressekonferenz haten, wou mer dat virgestallt hunn, esou datt jiddfereen also zënter dräi Méint au courant ass vun all deene Moossnamen, déi an deem Plang drastinn.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Ech hätt mer och kënne virstellen, dass fir d'éischt, ier eng Pressekonferenz gemaach gëtt, dat och an der Kommissioun virgestallt gi wier!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Am Plenum gëtt et virgestallt. Am Plenum.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Jo. Ech huelen dat zur Kenntnis, dass mer dee Bericht eréischt de 25. Juni zougeschéckt kruten. Mä dat si mer u sech schonns gewinnt. Et ass jo net fir d'éischt, dass mer Dossiere relativ spéit vun Iech zougestallt kruten.

Ech kéint eng ganz Rei vun Dossieren opzielen, wou d'Dokumenter éischter an Ärem Nuetsdësch schlummeren, wéi datt se un déi zoustänneg Leit verschéckt ginn.

Plusieurs voix.- Ohhh!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Bei sou engem wichtegen Dossier gesinn ech méi Partner un engem Dësch. Sécherlech sinn eng Rei vu Consultatioune gefouert ginn. Mä no mengen Informatiounen datéieren déi vum Juni 2006. Säitdeem bestoung awer Funkstille.

Mir jiddefalls kënnen Iech nëmmen de Conseil ginn, de ganze Plang nach eng Kéier ze iwwerpréifen, nom Motto „weniger ist mehr".

Et geet net ëm d'Quantitéit vun Aktiounen a Moossnamen, mä ëm d'Qualitéit vun de Verbesserunge fir déi kleng a mëttelstänneg Betriber dobaussen.

Zum Inhalt. Ech gesinn a ville Moossnamen och net richteg d'Zilsetzung. Ech hätt mir och méi detailléiert Analyse gewënscht. Vum zweete Plan d'action, dee sech iwwert d'Period 2001 bis 2005 erstreckt huet, waren eng 100 Aktioune virgesinn. Dovu si bis elo - dësem Dokument no - zwee Drëttel realiséiert ginn.

Méi steet als Bilan iwwert den zweete Plang net dran. Ech froe mech, wie sech mat Mesuren a Moossnamen auserneesetze soll, wann net gewosst ass oder keng detailléiert Analysen do sinn, ob déi Mesuren net beim éischten oder zweete Plang schonns emol gefuerdert goufen? Ass de Rôle net, fir fir d'éischt e Bilan ze zéien, firwat e gudden Drëttel vum zweete Plang bis haut nach ëmmer net ëmgesat gouf?

Wat sinn d'Ursaache vun deem Retard? Sinn déi Moossnamen iwwerhaapt realistesch oder ëmsetzbar? Sinn et strukturell oder technesch Ursaachen, déi zu der Netëmsetzung gefouert hunn, oder bleiwen déi, wéi schonns virdru gesot, wéi e Wonschziedel ënnert dem Chrëschtbeemche leien?

Vill Froen also, déi onbeäntwert bleiwen an et schwéier maachen, déi richteg Aussoen ze maachen. Misst een net méi kloer Hierarchien an dëse Plang erabréngen? Misst net ënnerdeelt ginn tëschent, wéi virdru scho gesot, strukturellen an technesche Moossnamen?

Ech huelen d'Beispill vun den Industriezonen. Vill vun de Betriber, déi an eng regional Gewerbezon wëlle kommen, kommen aus Beräicher, déi ënnert der Tutelle vum Mëttelstandsministère stinn. D'Entscheedung, fir sech an enger regionaler Zon kënnen nidderzeloossen, gëtt awer Wirtschaftsministère getraff.

Hei ass eng vill méi enk a koordinéiert Zesummenaarbecht néideg. E Beispill, fir eng Zesummeleeung vu Wirtschafts- a Mëttelstandsministère unzestriewen.

Misst een net och tëschent kuerzfristegen, mëttelfristegen a längerfristege Moossnamen ënnerscheeden?

Wéi eng Zäitfënster muss fir déi eng oder aner Moossnam, Verbesserung, Entlaaschtung an esou weider virgesi ginn? Wéi eng Aarbechten, wéi eng Viraarbechte mussen op wéi engem Plang vu wiem gemaach ginn? Wéi eng aner Ministèrë sinn nach implizéiert? Si gesetzlech Adaptatiounen néideg? Sinn déi Adaptatiounen iwwerhaapt méiglech?

Dëst a villes méi hätt sécherlech nach kënnen an enger virbereedender Sitzung zu dëser Debatt ënnersicht ginn.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech hu mer aus dësem Katalog e puer Moossnamen erausgepickt respektiv Projete gesicht, fir opzeweisen, dass et duerchaus och positiv Moossname schonns gëtt an och, wéi ee vun der Analys bis hin zu den Instrumenter a Moyenen op Aktiounen um Terrain ka kommen.

Dëst sinn eng Kéier de Guichet unique, d'Problematik vun den Industriezonen an d'Erausfuerderung vum Klimawandel.

Zum Guichet unique. E Beräich, deen onbedéngt nach méi muss ausgebaut ginn, ass d'Beispill vum Guichet unique. Dir hutt virdru vum elektronesche Guichet unique schonn emol geschwat.

De Guichet unique PME am Norde vum Land, méi speziell zu Munzhausen, huet an deene leschte Joren do ganz positiv Erfahrunge gemaach. Besonnesch am ländleche Raum weist et sech, datt d'Instrument gären an Usproch geholl gëtt. Besonnesch déi horizontal Approche ass e grousse Virdeel vun esou enger Struktur.

Oft gëtt den Demandeur vun engem Büro an deen anere verwisen an nach geschéckt, ouni ze wëssen, ob net awer schlussendlech nach eppes verlaangt gëtt aus deem Büro vu virdrun. Dëst bréngt mat sech, dass Projeten oft onnéideg laang ënnerwee sinn.

De Rapport d'activités vum Guichet unique PME Norden vun 2007 weist, datt dëse Service ganz vill a ganz gutt an och ganz ënnerschiddlech an Usproch geholl gëtt. De Service bei der Hausdier huet deemno vill Virdeeler. Eng schnell an effikass Hëllefstellung.

Misst een net aus deenen Erfahrungen eng Landkaart opstellen, wou a wéi - nach eng Landkaart - vun uewen erof ähnlech Strukturen opgebaut kënne ginn? Kéint een net esou Strukturen am Osten oder am Weste vum Land entstoe loossen? Eng Rei vun Antennen also, déi d'Hëllefstellung schnell an effikass organiséiere kënnen.

E puer Wuert zu dem Plan sectoriel „Industriezonen". Dëst ass jo bekanntlech net den eenzege Plang, deen nach ëmmer net fäerdeg ass. Eng seriö Landesplanung ass och den A und O vun enger gudder Standortpolitik.

Ech brauch an ech wëll hei och net nach eng Kéier op d'Konklusioune vum Monitoring iwwert d'IVL-Studie zréckkommen. Nëmmen esou vill: Ouni koordinéiert Landesplanung kréie mir och keng koordinéiert Standuertpolitik fir déi kleng a mëttelstänneg Betriber.

Ech sinn och net averstane mat der Analys vun der Handwierkerkummer, déi an hirem Juniheft am Editorial schreiwen, datt Landesplanung just nach ënnert dem Aspekt vum Ëmweltschutz bedriwwe géif ginn.

Ech denken, et ass éischter den ëmgedréinte Fall. Ech weess net, ob mer iwwerhaapt nach vu Landesplanung hei zu Lëtzebuerg kënne schwätzen. Eng koordinéiert Approche ass nach ëmmer net ze erkennen. Soss bräichte mer net vun deem iwwerdriwwene Landverbrauch hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen.

Déi regional Zone gi jo bekanntlech nach ëmmer vum Wirtschaftsminister trotzdeem géréiert. Et weist sech, datt oft och kleng PME-Betriber, déi sech net méi kënnten entwéckelen an hire respektiven ale Standuerten, gäre sech an deenen Zone wéilten usiedelen. Déi passen awer net ëmmer duerch hir Struktur an d'Schema vun dësen Zonen. Et weist sech, dass d'Législatioun hei ugepasst muss ginn.

E weidert Beispill dofir, datt d'Andeelung an zwee ënnerschiddlech Ministèren net méi ugepasst ass. Et mécht kee Sënn, méi Ministèren ze hunn, déi net sämtlech Kompetenze regruppéieren.

Wat fir de Guichet unique am ländleche Raum gutt ass, kann och nëmme positiv um nationalen Niveau sinn. Déi horizontal Approche bréngt och hei eng beschleunegt Wierkung.

Fir DÉI GRÉNG gëtt et deemno eng ganz Rei vu gudde Grënn eng Regruppéierung vun de Kompetenzen an engem Ministère unzestriewen. Ouni awer déi speziell Usprech vun deem engen oder aneren ze vernoléissegen.

Wichteg ass e Service no baussen, deen effikass an ouni onnéideg bürokrateschen Opwand verleeft. Eng nei Opdeelung mat proaktiver Politik vum Ministère vis-à-vis vun de PME-Betriber bréngt sécherlech dann déi néideg Dynamik.

Zum Schluss als gutt Beispill, wéi déi kleng a mëttelstänneg Betriber dervu profitéiere kënnen a gläichzäiteg eppes zu der Problematik kënne bäisteieren, ass de Klimaschutz.

Net nëmme sinn eng ganz Rei vun Aktivitéiten domat verbonne wéi d'Sanéierung vun Albauten, d'Opriichte vun erneierbaren Energien a villes méi, mä de ganze Secteur kann dervu profitéieren. Sief dat d'Hotelsbetriber, d'Restauranten oder och den einfache Commerce.

Och bei hinne wierkt sech d'Ofhängegkeet vum Pëtrol extrem aus. Och si brauche speziell Hëllefstellungen, fir déi Erausfuerderungen unzegoen.

Nordrhein-Westfalen zum Beispill huet eng Effizienzagentur speziell fir kleng a mëttelstänneg Betriber an d'Liewe geruff. An Zesummenaarbecht mat hire respektiven Industrie- an Handelskummeren ass e speziellt Berodungskonzept opgestallt ginn, fir am Beräich vun der Energie- a Ressouceneffizienz technesch Moossnamen ze identifizéieren.

Sécherlech gëtt et och schonns déi eng oder aner punktuell Moossnamen heiheem, awer e Gesamtkonzept feelt och hei an dësem Beräich.

Ech wëll och nach op eng Etüd verweisen, déi vun der Chambre des Métiers erstallt gouf mam Titel: „Changement climatique: Nouveaux défis pour l'artisanat".

Ech muss soen, datt ee mat esou enger Etüd de richtege Wee gewielt huet. Iwwer eng Analys zu de méiglechen Instrumenter an Ëmsetzungsstrategië gëtt an dëser Etüd de Wee gutt beschriwwen. Mat ville Chancë fir d'Handwierksbetriber, dem Commerce an de Konsumenten; also eng Win-win-Strategie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéint nach eng ganz Rei vu Beispiller opzielen, déi eng grouss Wichtegkeet fir dëse Secteur hunn. Besonnesch d'Schoul, d'Orientatioun an d'Weiderbildung missten hei analyséiert ginn. Mä mer kréie jo am Hierscht méi wéi genuch Geleeënheet, hei nach dorop zréckzekommen.

Dëse Plan d'action ass sécherlech e richtegen a wichtegen Exercice. Et sinn och eng ganz Rei vu positive Moossnamen dran, déi mir kënnten ënnerstëtzen an och wäerten ënnerstëtzen an ënnerschreiwen. Dëse Plang gesäit awer éischter no engem Wonschkatalog aus.

Mir hätte léiwer, mir géifen eis op manner Aktiounen a Moossname konzentréieren an dëst no strukturellen an technesche Gesiichtspunkten ënnerdeelen. Och misste mer no kuerz-, mëttel- a laangfristege Moossnamen ënnerscheeden, a wien a wou dat ëmgesat soll ginn.

Virun allem feelt eis awer eng detailléiert Analys iwwert déi schonns gemaachten an net gemaachten Aktiounen.

Ech soen Iech Merci a wënschen Iech eng schéi Vakanz!

Plusieurs voix.- Très bien.

Une voix.- Gläichfalls!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer d'Invitatioun zu dësem Débat de consultation kritt hunn, hunn ech mer eigentlech d'Fro gestallt, wat den Zweck vun där Übung sollt sinn. Ech hu mech gefrot: Soll et dem Minister iergendwéi un Iddië feelen, datt hien d'Chamber wëllt froen, wat hie soll maachen, oder ass de Minister vläicht senger Saach net sécher?

Ech sinn zur Konklusioun komm, datt dat kaum unzehuelen ass, well hien ass schonn esou laang hei am Land Mëttelstandsminister, datt souguer déi eeler Leit am Land sech scho bal net méi u seng Investitur erënnere kënnen. Et ass mer gesot ginn, no laange Recherchen,…

(Interruptions)

…et wier 1989 gewiescht. Ëmmerhin, dat ass an der Politik eng laang Zäit. A wann een da kuckt, da gesäit een, datt et an der Vergaangenheet och net un Iddië gefeelt huet, well schliesslech diskutéiere mer elo schonn deen drëtte Plang no 1998 an 2001, woubäi ech mer och d'Bemierkung net verknäife kann, datt dat ëmmerhin elo mat dräi Joer Retard geschitt. Mä vu datt deen ale Plang jo nach net ganz opgeschafft war, huet et jo wahrscheinlech net un Aarbecht gefeelt.

Et stellt een awer fest, datt ëmmer erëm déiselwecht Punkten op der Dagesuerdnung stinn, an et kënnt een zur Konklusioun, datt d'Theorie zwar gutt ass, et awer an der Praxis net ganz déck ass.

Oder ass et, Här President, well d'CSV sech virun de Wahlen 2009 nach wëllt séier de schéine Männche beim Mëttelstand maachen? Vläicht war et awer och, well d'Zeitung vum Handwierk an hirer Editioun vum 12. Dezember 2007 den Här Minister wakereggerëselt huet. Si hunn nämlech geschriwwen: „Das großartig angekündigte und eigentlich fertige Mittelstandsprogramm III verstaubt ungelesen und ohne für politische Diskussionen zu sorgen in irgendeiner Amtsschublade."

Här President, wat déi bishereg Leeschtunge vum Minister ubelaangt, esou fält d'Zensur vum Handwierk och net schrecklech déck aus. Ech zitéieren: „Aus dem versprochenen Entfesselungssturm, der durch den Paragraphenwald fegen und die Unternehmen dynamisieren sollte, damit sie sich endlich auf ihre Arbeit anstatt auf Papierkram konzentrieren könnten, wurde bislang nicht viel mehr als ein laues Lüftchen. Was aber alleine unter der jetzigen Regierung gegen elementare mittelständische Interessen unternommen wurde, ist schon bemerkenswert."

Mä net nëmmen den Här Minister Boden, och säin CSV-Kolleeg, den Här Aarbechtsminister Biltgen, kritt eng gelaatscht. Ech zitéiere weider: „Der Arbeitsminister wird nicht müde, die Beschäftigungsinitiativen, die sonst nichts tun als richtigen Unternehmen mit richtigen Beschäftigten unlautere Konkurrenz zu bieten, in Geld zu ersäufen. Geld, mit dem sie nicht einmal umgehen können, wie uns verschiedene Audits gezeigt haben. Und die einzige konkrete Zusage, die dem Handwerk im Rahmen des permanenten Beschäftigungskomitees in diesem Zusammenhang gemacht wurde, nämlich die Initiativen fortan nur mit kleineren Aufträgen zu ?beglücken?, deren Wert unterhalb der gesetzlichen Limits für öffentliche Ausschreibungen liegt, bleibt weiterhin Schall und Rauch."

Här President, och d'sozial Ofsécherung vun de Mëttelständler ass vun dëser Regierung verschlechtert ginn. Ech zitéieren nach eng Kéier aus deemselwechten Artikel: „Entgegen der ablehnenden Haltung des Handwerks beschloss diese Regierung, die Regelung der Arbeitslosenversicherung der Selbständigen drastisch zu verschlechtern. Wer beispielsweise im Rahmen eines Konkurses" - an där gëtt et der jo vill - „das Pech hat, auch nur einen Monat die eigenen Sozialversicherungsbeiträge nicht zahlen zu können, dem wird das Arbeitslosengeld aufs Minimum gekürzt. Um nicht Opfer des staatlichen Sozialabbaus zu werden, könnte man eigentlich nur jedem raten, im Zweifelsfall die eigenen Beiträge anstatt die der Beschäftigten zu zahlen."

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Kee Wonner, Här President, datt de Mëttelstand hei am Land sech stiefmütterlech behandelt fillt an ëmmer manner Jonker de Wee an d'Selbststännegkeet goe wëllen. Dat Eenzegt, wat der Regierung dozou afält, ass dee schéine Sproch „Trau dech", woumat eigentlech schonn alles gesot ass. D'Realitéit ass jo awer, datt déi écrasant Majoritéit vun deene jonke Lëtzebuerger esou séier wéi méiglech beim Stat oder der Gemeng wëllt ënnerdaach kommen, wéi nach eng rezent Ëmfro erginn huet. Ganz einfach, well op ville Gebidder d'Balance tëschent Selbststännegkeet, engersäits, an de Konditiounen am Secteur public, anerersäits, net méi stëmmt.

Mir sinn eng ganz Rei esou konkreter Fäll bekannt, wou dichteg, jonk Entrepreneuren no enger gewëssener Zäit, wéi se d'Opportunitéit haten, d'Knëppele bei d'Tromm gehäit hunn a bei der Gemeng ënnerdaach komm sinn. E Schued fir eis Gesellschaft a fir eis Ekonomie.

Den Effet dovun ass natierlech, datt d'Handwierk net méi ausbilde wëllt. Si bekloe sech batter doriwwer, datt déi Jonk, wa si se fäerdeg ausgebilt hunn, soubal se d'Méiglechkeet hunn, bei de Stat oder bei d'Gemeng kënnen ze goen, dann och dohinner ofwanderen. Dorauser ergëtt sech, datt de Stat op d'Allermannst deen Effort, deen déi Betriber gemaach hunn, fir déi jonk Leit ze formëieren, fir dem Stat oder de Gemenge se kënne fäerdeg ze liwweren, misst uerdentlech entschiedegen, obschonn datt dat leschten Ends och nach keng Solutioun duerstellt.

Wa mer da scho bei der Ausbildung sinn, ass e weidere schwierege Punkt, datt mer enorm Defizienzen am Enseignement hunn. Ech erlabe mer, de fréiere President - et ass awer nach net esou ganz laang hier - vun der Chambre des Métiers ze zitéieren, dee wuertwiertlech gesot huet: „Mir kënnen déi Jonk haut an eise Betriber net méi ausbilden, well si kënne weder rechnen nach liesen nach schreiwen". Wuertwiertlech, si kënne weder rechnen nach liesen nach schreiwen. Wien dee Mann kennt, weess, datt hien net iwwerdreift. Dat ass d'Resultat vun engem katastrophale Versoen an der Schoulpolitik, mä…

(Interruption)

Honorabelen Här Castegnaro, wann Dir mat Patronen dobausse schwätzt, wéi schlëmm et an der Realitéit ass, wa Jonker an d'Ausbildung kommen - ech wëll se net all an een Dëppe geheien, si selwer si jo och net schëlleg -, dann héiert een trotzdeem Saachen, déi engem d'Hoer zu Bierg stoe loossen.

Et ass awer net zu Lëtzebuerg eleng esou. Ech weess aus Emissiounen, zum Beispill op enger däitscher Televisiounschaîne, datt se och do méi oder wéineger déiselwecht Problemer hunn.

Mä ech wëll awer soen, datt hei zu Lëtzebuerg jo an der Regel alles anescht ass. Ech erënneren drun, datt all Kéiers dann, wa mer d'PISA-Resultater virgehale kréien, jiddferee sech dran iwwerbitt, fir ze soen, mir hätten hei eng speziell Situatioun, dat wier jo net ze vergläiche mat deem, wat anerwäerts ass.

Mir hu jo schliesslech awer d'Frontalieren, mir hunn eis auslännesch Matbierger, déi eis mat qualifizéierter Main-d'œuvre aus eisem Misär eraushëllefen, iwwerdeems mer 3.000 onqualifizéiert Jonker a sougenannte Beschäftegungsinitiativen kënschtlech iwwer Waasser halen. Wat wuelverstanen net de Jonken hir Schold ass, mä deenen hir, déi eis Schoul esou onwahrscheinlech vernoléissegt hunn, konkret: d'CSV-Ministere Fischbach, Boden, Hennicot. An och an der leschter an an dëser Legislaturperiod, ënnert DP- oder LSAP-Ministeren, ass net vill Gräifbares geschitt.

Ech wëll dorun erënneren, datt mir als ADR der Meenung sinn, datt déi ganz Beschäftegungsinitiativen un a fir sech net vill bréngen, datt ee soll probéieren, déi Jonk an d'Betriber ze kréien. De Betriber, de Patronen, besonnesch de mëttelstännege Betriber sollt een alles, all erdenklech Hëllef ginn, fir datt se déi Jonk kënnen an hir Betriber ophuelen, se an Équipen integréieren, déi fonctionnéieren, déi se da mat virunhuelen an hinnen eng Formatioun bäibréngen.

Wann Dir eng ganz Partie esou Onqualifizéierter beieneesetzt an – ech kennen där Fäll – Dir setzt ee Qualifizéierten dran, deen dat soll dirigéieren, dee kritt d'Flemm. Ech kënnt do aus deem zielen, wat ech vun Erfahrungen héieren hunn. Dat ass keng Solutioun. Dat kascht de Stat onheemlech Geld an ass e Skandal. Wa mer déi jonk Leit do, gutt ausgebilt, an eiser Ekonomie deelweis als Selbstständeger schaffen hätten, dann hätte mer déi ganz Problemer do net.

En anere wichtege Punkt, dee fir d'Stäerkung vun eisem Mëttelstand vu Bedeitung ass, ass - an domadder geet et un; dat hu meng Virriedner och scho gesot - den Esprit d'entrepreneur. Dat ass natierlech eng Saach vu Mentalitéit, vun Astellung. Déi kritt een normalerweis doheem mat op de Wee.

Et ass net duerch Zoufall, datt meeschtens Kanner aus engem Betrib - eent vun de Kanner oder méi - d'Successioun vun den Elteren iwwerhuelen. Mä mer liesen dann aus den Ëmfroen eraus, datt och d'Elteren haut - Lëtzebuerger - dacks net méi wëllen, datt hir Kanner de Betrib solle weiderféieren, well se soen: Mir wëllen net, datt eis Kanner sech ënnert deene Konditioune solle viru christillechen an och nach dofir gepéngegt ginn.

Ech hunn am Rapport vum Minister gelies, datt déi nächst Joren dausende vu Betriber hei zu Lëtzebuerg fälleg sinn, wou eng Reprise muss stattfannen, an datt et méi wéi zweifelhaft wär, datt Repreneuren do wären. Mir wëssen haut schonn, datt mer frou sinn, datt jonk Leit, besonnesch aus dem Grenzgebitt, déi an onse Betriber schaffen, dann op eng Kéier bereet sinn, wann de Patron an d'Pensioun geet, faute de repreneur esou Betriber ze iwwerhuelen, wat natierlech an deem Fall e Glécksfall ass.

Mir begréissen et duerfir och, datt doriwwer nogeduecht gëtt, dem Mëttelständler oder dem Eegestännegen en eegene Statut ze verschafen. Mir regen och un, datt een am Kader vun deem Statut soll Regele schafen, déi d'Reprise vun engem Betrib och am Kader vun enger Famill sollen erliichteren, well dat jo och heiansdo guer net einfach ass an zu schwéiere Konflikter ka féieren.

Den nächste wichtege Punkt ass dee vun de gënschtege Bauterrainen, besonnesch an den Zones d'activités.

Här President, mir hunn och gëschter déi neisten Nummer vum „d'Handwierk" kritt. Do steet grouss uewendriwwer „Recht auf Boden". Ech war e bëssen erféiert, well ech hat den éischten Ament gemengt, do géing geduecht ginn, d'Handwierker géifen dauerhaft de Minister Boden als Minister reklaméieren. Dat ass awer net esou, well hannendru steet „Unhaltbare Zustände in Aktivitätszonen".

Si bekloe sech batter doriwwer, datt vill Betriber, déi an den Uertschaften net méi gelidde sinn oder aus Plazgrënn aussiedele mussen, keng Plaz a scho guer keng präislech erschwénglech Plaz fannen, wou se sech kéinten etabléieren.

Ech erlabe mer aus deem Artikel ze zitéieren: „Eine Studie der UEL, die mit der Unterstützung des Syvicols durchgeführt wurde, zeigte, dass bereits im Jahr 2005 die Nachfrage an Grundstücken das Potenzial der 163 kommunalen Aktivitätszonen bei Weitem überschritten hat. 27 weitere Zonen stecken seit Jahren in den Prozeduren, so dass von dieser Seite in naher Zukunft keine Entlastung zu erwarten ist. Mit der Verknappung der Grundstücke" - dat kenne mer jo - „steigen auch die Preise in astronomische Höhen, die eine Umsiedlung zum finanziellen Kraftakt machen und so manche Betriebsgründung sogar verhindern. Auch die erneute Ankündigung des seit Jahren ausstehenden sektoriellen Planes für Aktivitätszonen wird wohl nichts Grundlegendes an dieser Situation ändern."

Hei iwwerweit och bei hinnen de Pessimismus, datt dat soll an nächster Zäit besser ginn. Et ass awer e ganz reelle Problem.

Et stellt sech d'Fro: Hu mer wierklech e reelle Plazmangel? Hu mer net méi Plaz genuch hei am Land? Do schreiwe si: „Man kann hierzulande, besonders im ländlichen Raum, nicht ernsthaft von Platzmangel reden. Fehlt es an den Schlüsselpositionen" - der Regierung - „etwa am entsprechenden Willen, etwas im Interesse des Mittelstandes zu unternehmen? Für alle möglichen ausländischen Industriebetriebe, die einmal ins Land geholt werden sollen, ist Platz vorhanden (…)! Warum dann nicht für Handwerk und Handel?"

Dir Dammen an Dir Häre vun der Regierung, ech hunn nëmmen zitéiert!

En anere Punkt - ech ka mech nëmmen op déi wesentlech Punkte beschränken - ass déi allgemeng Astellung, deenen d'Mëttelständler an de Verwaltunge begéinen. Ech wëll do d'Notioun vum „Service public" nennen. An ech leeën d'Betounung op den „Service", esou wéi een deen normalerweis misst verstoen: dem Antragsteller behëlleflech sinn, him entgéintkommen, him soen: Wou ass däi Problem? Kann ech der eng Hand upaken? Kann ech der net mat hëllefen, dass de duerch den Dschungel vun de Virschréften a vun de Reglementer kënns? An net hie mat senge Problemer eleng stoe loossen oder him souguer Steng an d'Féiss leeën.

Duerfir brauche mer weiderhin eng grondleeënd Verwaltungsreform: Ech muss soen, bis elo huet sech an där Bezéiung praktesch nach guer näischt beweegt. 1997 huet bekannterweis den Här Frieseisen, deemools Premier Conseiller am Innenministère, eng Hällewull vu gudden Iddie virgeluecht, wat sech alles misst bewegen, fir datt sech endlech d'Mentalitéit an d'Disponibilitéit an eiser Verwaltung géingen änneren.

1999 - honorabelen Här Etgen - bis 2004 hate mer en extrae Statssekretär - deen huet Jos Schaack geheescht a war vun der DP -, deen extra domat beoptraagt war, do eppes an d'Wee ze leeden. Mengen net gesécherten Informatiounen no huet hie mat all eenzelnem Statsbeamte geschwat, fir ze kucken, wat ze maache wär. Op eng Kéier waren déi fënnef Joer ëm an et war näischt geschitt.

Ech kann, Här President, och aus menger eegener Erfahrung a vun där vu menge Beruffskolleegen aus der Landwirtschaft soen, wéi d'Leit, déi haut an hire Betriber mat esou vill Aarbecht geplot sinn - an et ass éinescht gesot ginn, do ginn ech menge Virriedner Recht -, wéi vill Stonnen zousätzlech musse geleescht ginn, dacks samschdes a sonndes, fir datt déi Betriber iwwerhaapt dréien, fir datt iwwerhaapt d'Aarbecht erleedegt gëtt, a wéi vill se dann awer muttwëlles geplot gi mat Kontrollen a Paperassen.

Ech erënneren, well meng Zäit awer elo ufänkt ofzelafen, un déi ganz endlos Diskussiounen ëm den Artikel 17 vum Naturschutzgesetz, wou wierklech och d'Kand mat der Buedbidden ausgeschott ginn ass, ëm déi éiweg Streidereien ëm de Remembrement, wou Wënzer, déi och zu de Mëttelständler gehéieren, jorelaang hu misse struewelen, well se d'Wéngerten ausgehaen haten an d'Projeten net virugaange sinn, well d'Verwaltunge sech net eens gi sinn.

D'Problemer, Här President, sinn deemno bekannt. Ech zielen déi op, déi mir als déi wichtegst ugesinn:

1) Den Equiliber tëschent Secteur public a Privatsecteur hierstellen, dat ass eiser Meenung no dee gréisste Problem.

2) Den Enseignement général - ech sinn duerfir och frou, datt d'Madame Unterrechtsministerin hei ass - an den Enseignement professionnel mussen dréngend grondleeënd reforméiert ginn. Dat ass dee Problem, deen direkt do hannendru kënnt.

3) D'Reprise respektiv d'Grënnung vun de Betriber muss erliichtert ginn. D'Finanzéierung vun deene Reprisë muss erliichtert ginn. Bauterraine mussen zur Verfügung gestallt ginn.

Ech wëll och dozou soen, Här Minister, anerer hunn et jo och scho gesot, datt déi Iddi vun engem Coaching vu jonke Leit, déi e Betrib wëllen iwwerhuelen oder grënnen, selbstverständlech eng exzellent Iddi ass, déi mir och an deem Zesummenhang ënnerstëtzen.

4) Autorisatiounen a Pabeierkrich: Do muss konsequent weidergeschafft ginn.

5) En anere Punkt ass d'sozial Ofsécherung, déi fir de Mëttelständler bei Wäitem net déi ass, wéi se am Salariatssecteur oder am öffentleche Secteur ass.

D'Fro stellt sech: Wat mécht de Minister? Am Prinzip kënnt all puer Joer en neie Plang, och wa mer elo e bëssen en retard sinn. Wann een déi Pläng vu virdru kuckt, da gesäit een, datt haaptsächlech d'Kapitelen e bëssen anescht agencéiert oder inverséiert ginn. D'Inhalter bleiwen awer méi oder wéineger déiselwecht. Wann een d'Betriber héiert, da passéiert um Terrain awer net vill. Ech verweisen op déi Zitater, déi ech éinescht aus der Zeitung „d'Handwierk" gebraucht hunn.

Virum Hannergrond vun eiser ganz quokeleger Wirtschaftsstruktur, déi vill ze vill eesäiteg op d'Bankeplaz an op de Bensinstourismus opgebaut ass, ass dat méi wéi eng bedenklech Entwécklung. De Mëttelstand hätt eiser Meenung no Besseres verdéngt.

De Mëttelstand kritt, Dir Dammen an Dir Hären, d'nächst Joer d'Chance, dat ze änneren. Mir mengen, et wär a sengem Interessi an am Interessi vum Land, wann en dës Chance net géing verpassen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Domat ass d'Riednerlëscht erschöpft. Den Här Minister Fernand Boden, wann ech gelift.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu jo schonn am Detail den Aktiounsplang virgestallt, ech wëll mech duerfir ganz kuerzfaassen. Ëmsou méi wéi ech weess, datt nach zwee Projeten hei sollen diskutéiert ginn, an datt schonn ee vun den Deputéierten Iech all eng schéi Vakanz gewënscht huet.

Ech wëll also, wéi gesot, just op eenzel Beiträg agoen. Insgesamt stellen ech fest, datt den Aktiounsplang fir de Mëttelstand vu jiddferengem als gutt Instrument duergestallt ginn ass. Ech hunn och net héieren, datt vill alternativ Moossnamen, nei Moossnamen, hei ernimmt gi wieren. Ech fannen also, oder ech schléissen doraus, datt déi Moossnam, fir periodesch en Aktiounsprogramm fir de Mëttelstand opzestellen, eng gutt, eng richteg Moossnam ass.

Et gëtt elo diskutéiert doriwwer, woufir datt en net éischter komm ass. Ech mengen, wann dat déi eenzeg Suerg ass, dann huelen ech déi gäre mat a Kaf.

Ech wëll awer och nach eng Kéier agoen op eenzel Beiträg, wéi op dee vum Här Etgen zum Beispill, dee freet, woufir e méi spéit komm ass, an ech wëll och den Ënnerscheed erklären tëschent engem Regierungsprogramm an engem Aktiounsplang fir de Mëttelstand.

Wann eng nei Regierung untrëtt, da mécht se e Regierungsprogramm. An deem Regierungsprogramm kënnt Dir liesen, wat d'Regierung alles wëlles huet, fir de Mëttelstand ze maachen.

Zënter 1996 ass festgehale ginn, datt et gutt wier, periodesch en Aktiounsplang fir de Mëttelstand ze maachen, fir déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi spezifesch Uleies a Besoinen hunn, an dat an Zesummenaarbecht mat alle Concernéierten. Dat heescht, d'Beruffsorganisatiounen, d'Vertrieder vun de Betriber, déi soen eis, wat hir wichtegst Uleies sinn, wat hir wichtegst Problemer sinn. Si maachen eis opmierksam dorobber, wou ee kënnt Aktioune starten, déi sech speziell u si riichten. Wa mer dat mat hinnen diskutéiert hunn, da gëtt gekuckt, wat dovunner machbar ass a wéi een dat an eng Strategie, an eng gewësse Philosophie agliddere kann.

Eng Partie Leit hu gesot, et wier keng Strategie do, et wier en Zesummeleeë vun eenzelne Moossnamen. Den Här Schneider huet gesot, et wier eng Opzielung vun eenzelne Moossnamen ouni Konzept. Ech kann dat absolut net deelen. Ech hunn am Ufank ganz kloer gesot, datt dëse Plang an déi zéng Achsen sech ulehnen un d'Objektiver vun der Strategie vu Lissabon fir Wuesstum a Beschäftegung. Wann elo déi Leit, déi heibanne sinn, déi dat soen, mengen, dee Plang do fir Wuesstum a Beschäftegung vun der Lissabon-Strategie, dat wier einfach eppes ouni Konzept, da mussen se dat mat der EU-Kommissioun ausdroen.

D'Strategie, déi riicht sech no deene Prinzipien, no deenen Objektiver, déi do vun de Stats- a Regierungschefe festgehale gi sinn, déi als Prioritéite fir Kleng- a Mëttelbetriber duergestallt gi sinn. Si riicht sech och no dem „small business act", wou och e Programm opgelëscht ginn ass vun der Kommissioun, wat ee maache kann, fir déi kleng Betriber méi kompetitiv ze maachen. Also dat ass dat, wourunner mer eis festgehalen hunn. Et ass also e Konzept do, et ass eng Strategie do, déi d'ailleurs och europawäit préconiséiert gëtt.

Dann ass gesot ginn, den éischte Plang wier 1996 komm an deen zweeten 2001. Dann hätt also deen drëtte missen 2006 kommen. Dat ass richteg. Mir haten och Mëtt 2006 dee Plang praktesch fäerdeg. Dir wësst alleguer, datt 2006 Krisesitzunge vun dem Comité de coordination tripartite zesummegeruff gi sinn, datt do e ganze Fächer vu Moossnamen an d'A gefaasst gi sinn, déi duerno a laangen Diskussioune virbereet gi sinn, fir an e Projet de loi couléiert ze ginn, datt och de Statut unique do festgehale ginn ass, an datt dat vill méi laang gedauert huet, wéi dat vu jiddferengem geduecht war, ier do e Konsens komm ass.

Do hu mer op Demande hi vun de concernéierte Beruffsorganisatioune vum Mëttelstand gesot: „Loosse mer elo net an dësem Moment, wou Diskussiounen amgaange sinn, eventuell d'Atmosphär vergëften oder Saachen an d'Welt setzen, déi erëm zu Diskussioune féieren. Loosse mer ofwaarden, bis datt dat do gekläert ass, an da leeë mer de Plang op den Dësch. Da kann d'Regierung doriwwer kucken, vläicht kënne mer nach déi eng oder aner Adaptatioun maachen, an da gi mer e virun op den Instanzewee."

Dat ass am Fong gemaach ginn am Versteesdemech, souguer op Demande vun den zoustännege Concernéierten, a wann een dann am „Handwierk" en Artikel schreift, dat wier „schubladiséiert" ginn, wéi den Här Mehlen dat zitéiert huet, da kann ech nëmme soen, dee Mann, deen deen Artikel geschriwwen huet, dee weess net, wat seng Presidenten an Direktere mat de Ministèren ofgemaach hunn. Do ass vläicht dann e Mangel u Kommunikatioun. Den Här Mehlen huet hei iwwerhaapt eng ganz Rei vun Zitater benotzt, an natierlech sicht hien déi eraus, déi kritesch sinn, mä ech kënnt der gradesou vill hei opzielen, déi positiv sinn. Ech si jo zimlech oft a Kontakt mat de mëttelstännege Betriber a muss soen, datt si net onzefridde si mat deene Kaderbedingungen, déi hinne vun der Regierung virgeluecht ginn.

Den Här Etgen huet hei gemaach, wéi wann alles, wat d'Regierung gemaach hätt, besonnesch de Mëttelstandsminister, falsch wier an an déi falsch Richtung géing goen, datt dat falsch Weichestellunge wieren. Am Saz duerno huet hien awer gesot, fir de klenge Betriber ze blimmelen, si hätten awer 40.000 Aarbechtsplazen an zéng Joer geschaaft. Also da kann net alles esou falsch gewiescht sinn, wat d'Regierung als Kader dohinner gesat huet, wat d'Regierung als Weichestellung gemaach huet.

Ech menge schonn, datt déi kleng Betriber gewisen hunn, datt se dee favorabele Kader am Intérêt vun der Lëtzebuerger Ekonomie ze notze woussten. Si sinn de Motor gi vun der Lëtzebuerger Ekonomie an hu vill méi Aarbechtsplaze geschafe wéi iergendeen anere Secteur, ouni datt mer hu missen an d'Ausland, an d'Welt dorëmmer reesen, fir nei Betriber eranzekréien. Ech sinn d'accord mat deenen, déi soen, datt een och no deene bestehende Betriber hei muss kucken, fir datt déi expandéiere kënnen a méi kompetitiv ginn. Dat hu mer versicht iwwert déi Pläng ze maachen an iwwert déi Politik, déi gemaach ginn ass.

Ech wëll och nach eng Kéier soen - well och den Här Schneider gefrot huet, ob déi eenzel Ministèren iwwerhaapt wëssen, wat am Plang steet -, jo, déi wëssen dat. Den Här Schneider schéngt kee Vertrauen an d'Regierungskolleegen ze hunn. Dee Plang hei ass zesumme mat de Concernéierten opgestallt ginn, an duerno ass e mat deenen eenzelne Verwaltungen a Ministèren ofgeschwat a vun der Regierung ofgeseent ginn. Dat hei ass e Programm vun der ganzer Regierung, wou net de Mëttelstandsminister eleng déi Moossnamen ergräift, mä déi Moossnamen concernéieren - ech hunn dat virdru scho gesot - eng ganz Rei vun Departementer, a jiddfer Minister ass zoustänneg fir d'Exekutioun vun deene Moossnamen, déi hie betreffen.

Dir hutt d'Formation professionnelle hei ernimmt. D'Madame Delvaux ass jo hei. Et ass net de Mëttelstandsminister, deen elo higeet an do Gesetzer mécht iwwert d'Schoulpolitik. Dat mécht d'Madame Unterrechtsminister. An ech sinn iwwerzeegt, datt si dat och mécht, well et ass mat hir ofgeschwat ginn,

wat hei a groussen Zich ugedeit gëtt an dësem Plang.

Dir hutt dann d'Aarbechtsrecht ugeschwat, de Contrat de travail partagé. Do gëtt geschriwwen, datt studéiert gëtt, ob dat eventuell eng Méiglechkeet wier. Dat mécht natierlech den Aarbechtsminister a Gespréicher an no Gespréicher mat de Gewerkschaften.

Wat ass de Sënn dovun? Et ass net, datt een deen een Dag soll zu Ëlwen schaffen, an deen aneren Dag soll am Süden iergendwou schaffen. Wa mer zwee kleng Betriber hunn, déi jidderee vläicht nëmmen annerhallwe Mann beschäftege kënnen an net iergendwéi eppes zesumme maache kënnen, da ginn nëmmen zwee Leit agestallt. Een an een. Et geet dorëm ze kucken, wa vläicht deen een en hallwen an och deen aneren en hallwe brauch, a wa se sech gutt zesumme concertéieren an de Contrat de travail partagé géif geschafe ginn, datt se da vläicht dräi Leit kënnten astellen.

Also de Prinzip ass, fir ze kucken, wéi mer dohinner komme kënnen, datt kleng Betriber, déi vläicht Problemer hunn, fir eng zousätzlech Aarbechtskraaft anzestellen, vläicht gemeinsam kënnen zousätzlech Aarbechtskräften astellen. Do muss een natierlech de Modell kucken an diskutéieren, fir datt d'Salariéen do net ganz schlecht Aarbechtskonditioune kréien a vun enger Plaz op déi aner musse goen. Dat schéngt mer evident ze sinn. Mä hei am Plang steet just, datt sech un deem Modell inspiréiert gëtt, fir ze kucken, ob een net kann en anere Modell hei schafen, deen de klenge Betriber méi Flexibilitéit gëtt, wéi dat bis elo de Fall war.

Dann ass gefrot ginn, wou de Bilan vum zweete Plang ass. Ech sinn d'accord domat, datt de Bilan hei net virgestallt ginn ass. Dat hätt wahrscheinlech haut och vill ze laang gedauert. Ech hätt Iech en och kënnen zouschécken, dat ass richteg. Mä ech hunn Iech gesot, dee Plang hei ass ausgeschafft gi mat fënnef Beruffsorganisatiounen an déi hunn e Bilan virgeluecht kritt. Mir hunn also e Bilan opgestallt.

Wat ass realiséiert gi vum zweete Programm? Ech hunn Iech gesot, zwee Drëttel vun de Moossname si realiséiert ginn. An déi Beruffsorganisatiounen, d'Commission nationale des classes moyennes, hu selwer e Bilan gemaach, fir ze kucken, wou nach Problemer opstoe bliwwe sinn an ob een een déi realiséiere kann oder net. Da si se entweder mat iwwerholl ginn an dëse Plang oder se sinn net mat iwwerholl ginn.

De Problem vun de Failliten stoung effektiv schonn an ähnlecher Form an deem leschte Plang. Dat ass net esou exekutéiert an duerchgezu ginn, wéi dat geduecht war. Mä jiddferee seet jo, datt d'Failliten e grousse Problem sinn an datt mer kucke mussen, déi méiglechst ze vermeiden, preventiv ze schaffen, wéi den Här Clement dat och ganz kloer hei ënnerstrach huet.

Am Aktiounsprogramm kënnt jo déi Suerg zum Virschäin an d'Fro, wat ee maache kann, fir datt d'Betriber net an d'Faillite ginn, mä datt Clignoteuren uginn, fir datt ee mat Zäit preventiv schaffe kann an iwwert d'Gestion contrôlée oder aner Moossnamen hinnen hëllefe kann, datt se déi schwiereg Zäit iwwerbrécke kënnen.

Den Här Kox huet och ouni kloren Zesummenhang gesot: Weniger ist mehr. Et soll ee sträichen. Ech wier eigentlech ganz interesséiert gewiescht ze héieren, wat den Här Kox da gäre gestrach hätt. Ech hunn iwwerhaapt näischt dovunner gehéiert. Dat heescht, hie stellt ëmmer nëmme Froen, mä wann e selwer soll konkret Propositioune maachen, da kënnt leider net ganz vill, muss ech soen.

Une voix.- An ze wiele wiert Der net méi eleng.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo, mä ech hätt gäre gehéiert: „Dat doten an dat dote brauche mer net; ech mengen, dat war iwwerflësseg." Dann hätt ee kënnen doriwwer diskutéieren. Also Saachen, wou Dir mengt, si wären net richteg, da kann een dat opgräifen a kucken: Ass dat richteg, wat Dir sot, oder ass et net richteg? Mä einfach ze soen: „Hien hätt solle sträichen, weniger ist mehr", ech weess net, ob dat eng konstruktiv Debatt erméiglecht.

Dann huet den Här Mehlen gesot: Firwat iwerhaapt eng Konsultatiounsdebatt hei an der Chamber? Also, wéi een et mécht, ass et falsch! Soss gëtt ëmmer gefrot, an der Chamber solle mer dat alles diskutéieren. An dat hei ass e wichtege Programm; e ganz wichtege Programm. Dat ass ënnerstrach gi vu jiddferengem.

Ech hunn duergeluecht, datt et e Programm ass vun der ganzer Regierung, dee vill Departementer betrëfft, deen och vill Chamberskommissioune betrëfft. Da wär et wichteg, datt mer hei an der Chamber géifen doriwwer diskutéieren, datt déi ganz Chamber hei mat involvéiert wär an éischtens emol kéint dee Programm zur Kenntnis huelen an zweetens doriwwer diskutéieren. Dat, wat hei gesot ginn ass, huele mer och zur Kenntnis. Mir kucken, ob ee vläicht dat eent oder dat anert ka besser maachen.

Dir hutt nom Bilan gefrot. Ech kucken, ob mer lech net an nächster Zäit kënnen dann e Bilan virun der Kommissioun presentéieren oder awer och zoukomme loossen.

M. le Président.- Här Minister, den Här Mehlen wëllt eng Fro stellen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Kënne mer dann elo dermat rechnen, datt all Minister, deen e Ressort huet an esou, regelméisseg hei d'Chamber konsultéiere kënnt, ob dat, wat hie wëlles huet ze maachen, richteg ass?

(Interruption)

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här Mehlen, ech verstinn dat do absolut. Dat hei ass en Aktiounsprogramm, deen a grousse Linne gewësse Moossname virstellt. Hei geet näischt an den Detail. Vläicht hätt een nach kënne waarden, Här Mehlen, datt Dir eis gesot hätt: Dat doten an dat dote géife mer esou oder esou maachen. Dat ass awer leider net geschitt. Dir hutt eng Partie Zitater gemaach. Dir hutt just gesot, de Coaching wier gutt. Ech huelen dat zur Kenntnis; ech fannen dat och ganz gutt. Et sinn also ganz positiv Moossnamen och am Programm.

Mä 1996 an 2001 hu mer och eng Consultatiounsdebatt hei an der Chamber gemaach. Et ass vu jiddferengem begréisst ginn, datt emol e Minister géif kommen, datt e Programm, deen opgestallt ginn ass a vun der Regierung ofgeseent ginn ass, der Chamber géif presentéiert ginn, datt doriwwer géif breet debattéiert an diskutéiert ginn; datt d'Chamber awer géif an d'Exekutioun vun deene Moossnamen abezu ginn, déi fir déi nächst Joren an d'A gefaasst sinn.

Also, ech menge schonn, datt et dee richtege Wee ass. An ech denken, datt deen nächste Mëttelstandsminister - wien et dann och ëmmer ass - hoffentlech an deemselwechte Sënn virufiert an och a gewëssener Zäit eng Konsultatiounsdebatt mécht iwwert de véierte Méijoresprogramm fir Kleng- a Mëttelbetriber, well jiddfereen huet kloer gesot: Dat ass en Instrument, wat begréisst gëtt vum Secteur. Et ass en Instrument, wat sech bewährt huet.

De Gros vun de Moossnamen, déi an deem Plang stoungen, si meeschtens duerchgezu ginn zur Zefriddenheet vum Secteur. Ech mengen also, datt et e gutt Instrument ass. An ech mengen och, datt mer och duerch dëst Instrument de Mëttelstand stäerken. Et ass e wichtege Peiler vun der Ekonomie. Dat huet jiddfereen hei ënnerstrach; ech wëll dat och nach eng Kéier dann, fir ofzeschléissen, ënnersträichen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss. Mir si mat kenger Motioun konfrontéiert. Duerfir kënne mer dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Debatt iwwert de Projet vum Päreler Lycée. D'Wuert huet de Rapporteur vun dësem Projet, den Här Vizepresident Jos Scheuer.

3. 5854 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Protocole, signé à Perl, le 4 décembre 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le „Landkreis Merzig-Wadern" sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que les dépenses courantes du „Deutsch-Luxemburgisches-Schengen-Lyzeum Perl", signé à Luxembourg, le 26 février 2008

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 4. Dezember am Joer 2006 huet Lëtzebuerg e Protokoll ënnerschriwwe mam Landkreis Merzig-Wadern, fir eng gemeinsam Schoul zu Pärel ze organiséieren; an zwar op der Basis vu fifty-fifty - loosse mer et emol esou ausdrécken -; 50% vun de Fraisë gi gedroe vu Lëtzebuerg a 50% vun den Élèvë sollen och vu Lëtzebuerg kommen. Déi ganz Zeremonie war gedroe vun enger gewësser Euphorie a jiddferee war awer gespaant, wéi de Succès vun där neier Schoul wär.

Am Joer 2007 an 2008 sinn an d'5. Schouljoer - dat ass den Ufank vun där Schoul - 130 Élèvë gaangen. Vun deenen 130 sinn der 30 aus Lëtzebuerg komm. Fënnef Klasse sinn organiséiert ginn.

Une voix.- Entschëllegt, den Här Kirchen huet de Maillot jaune!

(Hilarité)

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Dat geet net duer, datt een ufänkt ze kräischen heibannen.

M. le Président.- Den Här Scheuer bleift beim Projet. Mir sinn hei net am Tour de France.

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Här President, ech wär frou, wann Der d'Kolleegen och géift dorun erënneren. Den Intérêt schéngt net esou terribel grouss ze si fir d'parlamentaresch Aarbecht.

Am Joer 2008/2009...

(Interruption)

M. le Président.- Ech hat zwar net déi Impressioun; och bei anere Fraktiounen net.

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Am Joer 2008/2009 si Statistiken opgestallt ginn, an zwar ass eng Zuel festgeluecht gi vun 162 Élèven, déi sollen an dee Lycée goen. Lëtzebuerg soll 81 Plaze kréien an déi däitsch Gemenge ronderëm och 81 Plazen. Dës Kéier hu sech vu Lëtzebuerg aus scho 64 Kanner ageschriwwen. Dat heescht, mir hunn nach e Sputt vu 17 Plazen, déi net vun däitscher Säit hier besat ginn. Et ass ganz symptomatesch, datt déi däitsch Élèven iwwer Lousentscheed erageholl gi sinn.

Zur Prozedur wëll ech näischt soen, mä Dir gesitt, datt dat schonn e Succès huet. De Lycée vu Perl-Schengen ass gesicht. Déi Lëtzebuerger Élèvë kommen aus 18 Gemengen. De Gros kënnt aus der Gemeng Schengen, néng; vu Wellesteen kommen der siwen; vu Réimech fënnef, a vu Mondorf och fënnef.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat gesot, datt déi Schoul e bësse Victime vun hirem Erfolleg géif ginn. Den 28. Februar 2008 ass dunn en zousätzleche Protokoll ënnerschriwwe ginn, fir den Ausbau vun de Gebailechkeete virzehuelen. Ursprünglech waren 12 Millioune virgesinn; elo si 25 Millioune virgesinn. Vun deene 25 Millioune falen der 12,5 op Lëtzebuerg.

Déi Zomm vu 25 Milliounen soll investéiert ginn, ass awer plafonéiert. Dat heescht alles, wat doriwwer geet, gëtt vun der däitscher Säit vum Landkreis Merzig-Wadern gedroen. Déi geschätzt Käschte sinn awer net 25 Milliounen, mä 20,4. An dat, wat Rescht bleift bis op déi 25, dat ass eng Zort vu Reserv, fir dann Imprévuen, déi sech elo schlecht chiffréiere loossen, ze finanzéieren.

De Statsrot huet natierlech zu dësem Projet e positiven Avis geschriwwen. Hie stellt awer eng Fro, an déi ass och just an der Kommissioun gestallt ginn, nämlech déi heiten: Ass esou e Projet net éligibel fir europäesch Bäihëllefen? A wann ee weess, wéi soupel déi Bäihëllefe munchmol behandelt ginn a wien alles dovunner profitéiere kann, dann ass déi Fro vum Statsrot hei wierklech berechtegt.

D'Kommissioun huet dee Projet an de Rapport à l'unanimité gestëmmt. Ech bréngen dann och heimat den Accord vu menger Fraktioun. Déi wäert e selbstverständlech och hei stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Déi honorabel Madame Gantenbein huet d'Wuert.

Une voix.- Très bien.

Discussion générale

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV).*- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dem Rapporteur Jos Scheuer Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport; e kuerzen, awer et war alles dran. De Projet de loi 5854 iwwert den Zousazprotokoll zum Protokoll vum 4. Dezember 2006 ass e klenge Projet mat dräi Artikelen, mä d'Wichtegkeet vun engem Projet gëtt net onbedéngt un der Zuel vun den Artikele gemooss.

Wann ee seet Däitsch-Lëtzebuergesche Schengen-Lycée Perl, da verbannen ech domat éischtens emol eng Partie Datumen, wouvunner deen éischten an och dee wichtegsten den 13. Juli d'lescht Joer war, deen Dag, wéi mer d'Kreatioun vun dësem Lycée per Gesetz mat engem Vote unanime beschloss hunn.

Mir hunn deemools net geduecht, dass mer ee Joer méi spéit, pratiquement jour pour jour, dëse Lycée nach eng Kéier géifen op den Ordre du jour kréien. Ech verbannen domadder och déi duerchaus positiv Prises de position vu sämtleche Parteien am Plenum, déi all d'Atoutë vun esou engem Lycée ervirgestrach hunn. Ech verbannen domadder awer och dee positive bis euphoreschen Nidderschlag an der lëtzebuergescher an der däitscher Press, déi dëse Lycée fonnt huet. Do stoung ze liesen: „ein Novum, vorbildlich, von grosser Symbolik, weltoffene Schule" an „une école modèle pour l'Europe". Mat dëse Vokabele gouf de Startschoss vun dëser Schoul de 27. August 2007 ëmschriwwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Akzeptanz vun dëser Offre scolaire war grouss. Wéi scho gesot ginn ass, waren 30 Lëtzebuerger Schüler fir d'5. Schouljoer ageschriwwen, a véier Lëtzebuerger Enseignanten hunn do ënnerriicht. An all ware se verwonnert, déi lëtzebuergesch esou gutt wéi déi däitsch Autoritéiten. An dës Verwonnerung geet och dëst Joer nach weider. Fir d'nächst Schouljoer sinn et bis elo, de Rapporteur huet gesot 64, mir gouf gesot, bis elo wieren et der 65, mä op ee geet et net un, nei Lëtzebuerger Inscriptiounen, an et solle fir dat d'nächst Schouljoer zéng bis zwielef Lëtzebuerger Enseignanten do ënnerriichten.

Pour information, am Ganze si fir d'nächst Joer 275 Schüler ageschriwwen. Et si sechs Klasse vum 5. Schouljoer a fënnef Klasse

vum 6. Schouljoer. An au vu vun deem Succès ass d'Extensioun an d'Modernisatioun eng absolut Noutwendegkeet, well et gi méi Klassesäll, méi Gemeinschaftsraim, méi Openthaltsraim an och méi Iessraim gebraucht.

Wann een den Detail vun der Fiche financière kuckt, da kann ee sech zwar déi eng oder déi aner Fro stellen, dat heescht Froen un de Maître d'œuvre, de Landkreis Merzig-Wadern. Et huet net grad alles mat der Extensioun ze dinn, well Positioune wéi „assainissement de l'immeuble existant" oder „traitement statique du sol" oder „protection contre l'incendie" an nach e puer anerer hätte vläicht am initiale Projet figuréiere kënnen. Mä soit.

Här President, Lëtzebuerg huet jo do virgesuergt, an dofir e finanzielle Plafong vun 12,5 Milliounen Euro fixéiert. All spéider Ännerungen, Extensiounen, Modernisatiounen, déi doriwwer erausginn, wäerten ausschliesslech zu Laaschte vum Landkreis Merzig-Wadern goen. Wichteg ass och, dass op e Projektmanager zréckgegraff ginn ass, deen d'Supervisioun an d'Koordinatioun vun den Aarbechte garantéiert a versicht - ech ënnersträichen: versicht -, d'Enveloppe financière ze respektéieren.

Här President, ech hu mer erlaabt, bei der Direktioun, och bei verschidden Elteren an och bei deem engen oder anere Schüler nozefroen, wéi dann dëst Joer verlaf ass, a subsidiairement, woufir si dëser Schoul hir Preferenz ginn oder ginn hunn. D'Direktioun bezeit, dass d'Lëtzebuerger Kanner sech gutt integréiert hunn, dass se als Grupp zesummegewuess sinn, an dass transnational Frëndschafte geschloss gi sinn. D'Direktioun huet och ënnerstrach, dass d'Enseignéiere fir d'Lëtzebuerger Léierpersonal - an ech denken net nëmme fir si - ganz anspruchsvoll war. Teamaarbecht an Teamgeescht si gefrot, an d'Enseignantë musse sech mat dësem neie System oder dësem neie Modell identifizéieren oder sech do erëmfannen. Eenzelkämpfer wäerte sech an deem dote Modell ni erëmfannen.

Wat d'Eltere begréissen, dat ass dat pedagogescht Konzept - dat gouf och schonn d'lescht Joer hei ënnerstrach - a ganz besonnesch déi nei Lehr- a Lernmethoden. Wat och ganz gutt ukomm ass, dat ass, dass fachdifferenzéiert enseignéiert gëtt, dat heescht, pro Sprooch ginn dräi Niveauen ugestrieft. Déi gutt schoulesch Ënnerstëtzung gëtt och ënnerstrach, an, dat ass bal selbstverständlech, déi Offer vun der Ganzdagsschoul, déi jo nëmmen als Offer fonctionnéiert. Et ass mir gesot ginn, dass zwielef Kanner vun der Ganzdagsschoul profitéieren, a vun deenen zwielef sinn eelef Lëtzebuerger.

Eppes aneschters, wat och wichteg ass an engem och an der Iwwerleeung iwwer eis Reform kënnt hëllefen, dat ass, dass d'Kanner bis zu der 9. Klass zesummebleiwen a sech eréischt duerno orientéieren.

Zur Fro: Woufir déi Schoul? Fir déi meescht Elteren a Schüler ass et wéinst deem alternative Schoulmodell, dem pedagogesche Konzept. Fir deen een oder aneren ass et awer carrément eng Fuite. Da kann ee sech froen: Eng Fuite viru wiem oder eng Fuite viru wat? An déi Fro loossen ech op.

Här President, wéi et schéngt, geet dëst Joer an zwou Lëtzebuerger Gemenge jee eng Klass an. An zwar jee e 5. Schouljoer, well d'Schüler an den Däitsch-Lëtzebuergesche Lycée ginn. Ech weess net, ob dat schlëmm ass oder net. Vläicht géif awer eng Ursaachefuerschung Opschloss ginn.

Als Schluss ass dat dote mir awer, Här President, ze negativ, well dat mengem Naturell guer net entsprécht, an duerfir dat hei: Den Däitsch-Lëtzebuerger Lycée mécht nei Horizonter fir d'Gestaltung vun eiser Schoul vu muer op. Hie mécht nei Horizonter op fir d'Gestaltung vun eiser Zukunft an engem oppenen a modernen Europa. An Horizonter brauche Raum. A fir dee Raum ze schafen, brauche mer d'Extensioun. A fir d'Extensioun méiglech ze maachen, baulesch a finanziell, brauche mer dëst Gesetz, an duerfir bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci fir Är Attentioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Gantenbein. Den honorabelen Här Berger ass de nächste Riedner.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëllt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Bericht.

Mir diskutéieren haut de finanziellen Aspekt vun engem Schoulprojet, deen net méi a Fro gestallt ass an dee seng éischt Jalonen och an der Praxis erfollegräich gesat huet. De Succès an d'Attraktivitéit vun dëser Schoul bei ville Schüler ënnersträicht dës Feststellung. Et ass eng grenziwwerschreidend Schoul tëscht Lëtzebuerg an Däitschland - an dësem konkrete Fall mat dem Saarland - , entstanen op enger Plaz, déi wéi kaum eng aner fir en Europa ouni Grenze steet. Doduerch ass eng verstäerkt Kooperatioun an der Educatioun mat eisen Nopeschlänner entstanen, eng Approche, déi och d'Ënnerstëtzung vun der DP fënnt. Dëse Lycée huet jo och seng Originen am Joer 2003, wou mir mat der Madame Brasseur d'Educatiounsministesch gestallt hunn.

Besonnesch am Sproochenunterrecht ginn nei Weeër ageschloen, well den 8. September 2003 gouf en éischten Échange vu lëtzebuergeschen a saarlännesche Schoulmeeschtere beschloss. Opgrond vun dësem Austausch kënnen d'Primärschoulkanner vu Pärel elo vun engem méi intensive Franséischcours profitéieren, an hir lëtzebuergesch Alterskolleege kréien d'Méiglechkeet, fir am Däitsche vu Mammesprochler ënnerriicht ze ginn. Et ginn nach eng Rei aner pedagogesch Innovatiounen hei ëmgesat, meng Virriednerin ass schonn dorobber agaangen, duerfir wäert ech déi net méi all opzielen.

Mir ënnerstëtzen op alle Fall weiderhin esou Projetë wéi de Lycée zu Pärel, well eis Jonk esou vu méi enger breet gefächerter Offer an eisem Bildungssystem profitéiere kënnen. Eise Schoulsystem en général kann nëmme gewannen, an zwar doduerjer, datt op dës Aart a Weis nei pedagogesch Konzepter an Iddien, déi do ausprobéiert ginn, och de Wee an eis Schoulen hei zu Lëtzebuerg fanne kënnen. Op där anerer Säit geschitt jo och en Austausch zwëschent Enseignanten aus Däitschland an aus Lëtzebuerg, an dat ass och e bëssen e Modell fir Integratioun, souwuel um Niveau vun de Schüler wéi och vun den Enseignanten.

Dës puer kleng Remarquen zum Inhalt gemaach, wëll ech och kuerz zum Finanzement kommen, wat jo den Objet vum virleiende Projet de loi ass.

Et ass och e grenziwwerschreidende Infrastrukturprojet; op där enger Säit eng däitsch Gemeng, méi prezis de Landkreis Merzig-Wadern, op där anerer Säit de Lëtzebuerger Stat. Dëst ergëtt och, datt de Landkreis, wou jo de Lycée steet, dann de Bauhär ass, a Lëtzebuerg zur Halschent fir d'Käschte bäidréit.

Vu de Succès vum Lycée - wourop jo och schonn d'Virriedner agaange sinn - muss d'Schoul weiderhin ausgebaut a moderniséiert ginn. Fir kënnen där Demande gerecht ze ginn, musse mer also och da weider an dee Bau investéieren. Mä et weess een och, datt et wahrscheinlech net bei deem aktuellen Devis vu 25 Milliounen Euro wäert bleiwen. Lëtzebuerg ass awer bei 50% respektiv bei 12,5 Milliounen, déi mir sollen droen.

Wann een elo dovun ausgeet, datt och d'Käschten am Bau an nächster Zukunft nach wäerten an d'Luucht goen - virun allem och bedéngt duerch déi héich Energiepräisser, wat sech jo dann och erëmspigelt op d'Matière première, d'Produktioun vum Baumaterial an esou weider -, da kann een dervun ausgoen, datt et wahrscheinlech net wäert bei deene 25 Millioune bleiwen. Duerfir ass dann am Protokoll virgesinn, deen déi finanziell Ofmaachunge betrëfft, datt Lëtzebuerg awer géif säi Bäitrag op 12,5 Milliounen Euro plafonéieren. An Zäite vun enger effizienter Ausgabekontroll kënne mir dës Approche och deelen.

Dës puer kleng Remarquë gemaach, kann ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Berger. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. De Lycée ass elo schonn en Opfer vu sengem Succès ginn. Dat kléngt jo am Fong geholl herrlech flott. Et kann een dem Minister derzou félicitéieren.

Am Rapport steet, datt de Lycée Schengen vu Pärel engem reelle Bedürfnis entsprécht, fir enger Regioun en Enseignement secondaire an eng Formation professionnelle ze offréieren, déi am Lëtzebuerger Plan sectoriel ze mann Infrastrukturen opweist. Dat mag richteg sinn. Falsch ass awer, wann am Rapport steet, dass dës Behaaptung géing ënnermauert ginn duerch déi héich Zuel vun Inscriptiounen, déi mer elo schonn am Lycée vu Schengen hunn, well hei handelt et sech ëm 130 Inscriptiounen, déi meescht aus Däitschland, fir d'5. Schouljoer. Dat huet also carrément näischt mat engem Lëtzebuerger Plan sectoriel «lycées» ze dinn.

All Kéiers wa mer e Pilotprojet starten, da stinn d'Leit Schlaang, fir an déi nei Schoul eran. Dat freet eis. Mir hunn déi Projete jo och alleguerte begréisst a matgestëmmt. Dat gëtt eis awer och ze denken. Mir mengen, dat huet och eppes mat der latenter Onzefriddenheet mam Lëtzebuerger Schoulsystem ze dinn.

Interessant waren an deem Sënn och déi puer Iddien a Gedanken, déi d'Madame Gantenbein hei ugefouert huet. Et wier wierklech och interessant, emol eng Kéier eng Ursaachefuerschung ze maachen an och d'Motivatioun vun de Leit e bëssen ze hannerfroen.

Erstaunlech ass awer d'Entwécklung vum Schengen-Lycée selwer: Vun ursprünglech 108 Schüler pro Joergang, d'Halschent aus Lëtzebuerg, déi aner Halschent aus Däitschland - d'Schüler vu Pärel ginn d'office akzeptéiert, duerfir hu mer et hei och offiziell mat enger Gesamtschoul ze dinn -, gi mer elo op 136 Schüler pro Joergang. Dat maachen also menger Rechnung no - aachtmol 136 - iwwer 1.000 Schüler, oder just iwwer 1.000 Schüler; eng optimal Gréisst fir e Lycée. D'Käschte klammen eigentlech proportional méi héich wéi d'Schülerzuel. Dobäi ass de Projet awer, wann een e mat Lëtzebuerger Lycéeë vergläicht, e relativ präiswäerte Projet.

Interessant ass och, datt de Conseil d'État - an och den Här Scheuer huet et a sengem Rapport gesot - sech freet, firwat datt keng Tracen ze fanne sinn, datt europäesch Gelder ugefrot sinn. Dat wier natierlech flott, wann een där Gelder kéint kréien.

Et ass ee Vorzeigeprojet. Den interparlamentaresche Rot hat schonn invitéiert, fir an de Lycée kucken ze goen an ze tagen. Déi Gréng kommen och elo mat deene Gréngen aus Rheinland-Pfalz zesummen, fir eng Kéier iwwert d'Bildungspolitik an der Grenzregioun ze schwätzen.

(Interruption)

Vläicht ass do nach eppes ze maachen.

Mir hoffen, datt mat der Entwécklung an dem Zousproch bei de Schüler a bei hiren Elteren fir de Schengen-Lycée och genuch Lëtzebuerger Enseignanten ze motivéiere sinn, fir an dësem Lycée an un dësem Projet matzeschaffen. Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Wuert huet als leschte Riedner den honorabelen Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, ech kann et och kuerz maachen. Mir haten den éischte Projet matgestëmmt, a vu datt de Succès an de Besoin esou grouss sinn, wäerte mer och den Ausbau matstëmmen. Hei gëtt d'Offer fir d'Leit haaptsächlech aus dem Haff Réimech vergréissert, awer och - an dat ass déi lescht Zäit jo ëmmer méi eng Spezifissitéit ginn - fir déi Lëtzebuerger, déi am däitsche Grenzraum wunnen, zu Pärel an anerwäerts. Et sinn der net wéineg.

Déi Schoul huet als Spezifissitéit, datt Schüler aus dem däitschen an aus dem Lëtzebuerger Raum zesumme sinn; net nëmme Schüler, awer och Enseignanten. Do kann déi eng an déi aner Säit vun där jeeweileger anerer Säit léieren.

Mir hu Positives dozou an der Educatiounskommissioun gesot kritt; net alles positiv. Anscheinend gëtt et Lëtzebuerger Enseignanten, déi déi Aart a Weis, wéi do an enger Equipe zesummegeschafft ginn ass, vläicht net gradesou appréciéiert hunn oder do net esou richteg mat virukomm sinn, an duerfir fir sech décidéiert hunn, erëm op Lëtzebuerg zréckzekommen. Dat mécht awer ganz sécher dee Modell duerfir interessant, well een no enger gewësser Zäit sécher och do Konklusiounen aus deem Modell kann zéien, wéi déi Schoul fonctionnéiert.

Fir Lëtzebuerg stellt dësen Ausbau e Choix duer, well, wa mer do weider ausbauen, da réckelt en eegene Lycée am Raum Réimech-Mondorf natierlech ëmmer méi wäit aus dem Beräich vun der Méiglechkeet eraus. Awéiwäit datt dat souwisou opgrond vun der Bevölkerungsentwécklung eng Kéier an de Beräich vun der Méiglechkeet kéim, entzitt sech menger Kenntnis, mä et muss een awer wëssen, wa mer hei ëmmer méi ausbauen, datt natierlech automatesch d'Chancen op Lëtzebuerger Säit méi kleng ginn, d'autant plus - wa meng Informatioune richteg sinn - wou och op franséischer Säit Iwwerleeungen ugestallt ginn, fir eventuell esou e Projet mat Lëtzebuerg zesummen ze starten.

Zum Bauprojet selwer, well dorëms geet et jo hei, fir de Finanzement vum Ausbau ze autoriséieren. Mir hu keng Plange virgeluecht kritt. Entre-temps sinn d'Ënnerlagen awer, wéi mer matgedeelt kritt hunn, beim Greffe verfügbar, esou datt jiddferee se do ka kucken. Ech sinn och frou, datt mer décidéiert hunn, eng Kéier selwer op d'Plaz kucken ze goen, fir eis dervun ze iwwerzeegen, wat dann do tatsächlech soll geschafft ginn, awer och - an ech versprieche mer dovun, datt mer eng Partie Erkenntnisser doraus zéien - wéi déi Schoul fonctionnéiert a wat ee vläicht dann och hei op Lëtzebuerg ka mat iwwerdroen.

Et ass eng Limit gesat - dat hu mer schonn héieren - vun 12,5 Milliounen Euro, déi net kann dépasséiert ginn. Dat erkläert op där anerer Säit awer och, woufir mer e Gesetz musse stëmmen, well mer alles, wat iwwer 7,5 Millioune geet, duerch e Gesetz mussen autoriséieren. Dat ass net wéineg, déi 12,5; dat si 500 Milliounen där aler Lëtzebuerger Frang. Dat seet engem da vläicht e bësse méi. Mä op där anerer Säit vu de Succès a vu de Besoin si mir selbstverständlech d'accord, fir déi Enveloppe financière hei ze genehmegen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Fir d'Regierung huet elo d'Wuert d'Madame Mady Delvaux, Minister zoustänneg fir d'national Erzéiung.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi meng Virriedner freeën ech mech ganz besonnesch iwwert de Succès vum Schengen-Lycée zu Pärel. D'Inscriptiounen an d'Schoul iwwertreffen effektiv eis Erwaardungen. Fir definitiv vu Succès ze schwätzen, géif ech awer soen, soll ee virsiichteg sinn a waarden, bis dee Lycée gewuess ass a bis eng Kéier eng Generatioun vu Kanner duerch de Lycée gelaf ass.

Mä elo scho weist den Intérêt, souwuel vun der däitscher wéi vun der Lëtzebuerger Säit, dass et enger Demande entsprécht. Ech gesinn awer och an där Kreatioun vun deem Lycée e schéine Symbol, net nëmmen e Symbol, mä eng konkret Realisatioun vum Zesummeliewen an der Groussregioun, vun der europäescher Iddi, dass mer eis sollen opmaachen a mat eisen Noperen zesummen eppes opbauen.

D'Spezifissitéit vun deem Lycée ass dann och - wéi vu menge Virriedner gesot ginn ass - net nëmmen, dass mer däitsch a lëtzebuergesch Kanner do zesumme scolariséieren, mä mir hunn och e Programm ausgeschafft, dee weder deen däitschen nach dee lëtzebuergeschen ass. Et ass e Programm do, deen eng Verschmëlzung ass vu Lëtzebuerger Inhalter a Lëtzebuerger Schwéierpunkten an däitsche Schwéierpunkten, vu dass an Däitschland den Enseignement vum Franséischen net esou verbreet ass, an haaptsächlech kennen ech keng aner däitsch Schoul, wou Lëtzebuergesch enseignéiert gëtt. Dat ass also wierklech en Novum an der däitscher Landschaft. D'Kanner, déi déi Schoul besichen, kënne jo en Diplom kréien, deen à la fois en Abitur ass respektiv e Premièresexamen.

Ech weess net, och wann de Schengen Lycée elo vergréissert gëtt an eng Capacitéit vun 1.000 Schüler kritt, ob dat eng grouss Inzidenz op de Plan sectoriel «lycées» wäert kréien. Mir sinn amgaang un där zweeter Etapp vum Plan sectoriel «lycées» ze schaffen, an do ass jo ee Lycée am Südoste vum Land an der Diskussioun. Ech waarden d'Konklusioune vun deenen Aarbechtsgruppen of, ier mer kënnen do weider Konklusiounen zéien.

Jiddefalls emfannen ech aus deene Bréiwer, deene Kommunikatiounen, déi ech kréien, dass et enger Demande entsprécht vu ville Lëtzebuerger, déi décidéiert hunn, sech am noen Ausland nidderzeloossen. An dat ass jo awer och eng Demande, där mer solle Rechnung droen, a wou mer eis musse Gedanke maachen, wéi mer mat deene Lëtzebuerger wëlle weider zesumme fonctionnéieren an zesummeliewen.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir den Accord zu dësem Projet, dee 25 Milliounen Euro kascht. Effektiv kann ee sech d'Fro stellen, firwat dat net direkt virgesi war. Et rassuréiert mech awer och, well et beweist, dass an Däitschland och alt net alles mat der leschter Genauegkeet geplangt gëtt. Den éischten Devis hat virgesinn, dass et soll 12 Millioune kaschten oder 12,5. Mir waren do e bësse skeptesch an hu fonnt, dat wär vläicht immens bëlleg fir esou eng grouss Schoul, an et huet sech jo dann och erausgestallt, dass éischtens d'Restauratioun vun deem bestehende Gebai méi deier gëtt, wéi geduecht ginn ass - well do Problemer opgetaucht sinn, wéi bei all Gebai, wat restauréiert gëtt -, zweetens ass d'TVA an Däitschland an d'Luucht gaangen, woumat kee gerechent hat, an drëttens profitéiere mer dann elo, fir méi grouss ze bauen.

Fir awer ze verhënneren, dass mer nach eng Kéier mussen nostëmmen, hu mer also am Protokoll festgehalen, dass de Lëtzebuerger Stat den Investissement begleet bis zu 12,5 Milliounen, a wann et méi deier géif kaschten, dass dann déi däitsch Säit dat géif iwwerhuelen. Déi Explikatioune ginn, géif ech Iech villmools Merci soe fir den Accord an ech freeë mech, dass mer elo kënne mam Schengen Lycée zügeg weiderfueren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Ech hunn eppes vergiess. Ech wollt nach eppes soen zu der Fro vun den Aidë vun Europa. Also, ech wëll hei kloerstellen, dass mer selbstverständlech déi Pist do exploréiert hunn, fir ze kucken, ob et méiglech ass, aus engem Fong Hëllefen ze kréien. De Kommissär Figel war invitéiert, d'Europadeputéierten hu sech engagéiert. De Moment gëtt et an Europa kee Fong, deen esou Projetë wéi deen do ka matfinanzéieren. Ech wollt dat awer hei gesot hunn.

Mir hunn eisen Europadeputéierten an och dem Kommissär mat op de Wee ginn, dass dat do awer eng interessant Form vun Zesummenaarbecht an Europa ass, an dass een da misst e Fong dofir schafen. De Kommissär huet dat mat op de Wee geholl, an ech géif hoffen, dass awer Leit déi Iddi do opgräifen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zum Vote iwwert de Projet de loi 5854.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5854 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par Mme Christine Doerner), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum leschte Projet vun dëser Sitzung an och vun dëser Sessioun. Den honorabelen Här Scheuer huet d'Wuert, fir eis de Projet iwwert de Lycée vu Jonglënster virzestellen.

4. 5782 - Projet de loi portant création d'un lycée à Junglinster

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President.

Jonglënster kritt e Lycée. Mir hunn de Bauprojet gestëmmt, a wéi mer de Bauprojet gestëmmt hunn, ass scho munches gesot ginn iwwert de Fonctionnement och vun dem Lycée. Mir hunn och an enger Sitzung de Contournement vu Jonglënster gestëmmt, an déi zwee Projete si ganz enk matenee verbonnen, well domadder schafe mer elo d'Konditiounen, fir datt dee Lycée ka gebaut ginn.

Am Plan sectoriel „lycées" steet de Bau vum Lycée Jonglënster als Projet. E Lycée, fir an der Regioun Osten zousätzlech Plazen ze schafen. Domadder gëtt d'Offer u Lycéesplazen an de Kantonen Iechternach a Gréiwemaacher, an do derbäi an de Gemengen Hiefenech an der Fiels, méi grouss, an et gëtt generell dem Zouwuess vun den Élèven am Secondaire domadder Rechnung gedroen.

D'Chifferen, déi sech mat deem Zouwuess befaassen, gi ganz ganz wäit auserneen, fannen ech, an d'Fro ass: Wéi fiabel sinn déi Chifferen, déi avancéiert ginn? Se schwanken tëschent 1.100 a 700 pro Joer, an et gëtt souwuel vum Statsrot wéi och vun der Chambre professionnelle, déi en Avis ginn huet, gefrot, datt ee méi prezis soll sinn an de Schätzungen iwwert d'Evolutioun vun der Populatioun an eise Lycéeën.

Mat der Schafung vum Lycée gëtt och der Entwécklung vun der Gemeng Jonglënster Rechnung gedroen. Et gëtt awer och der Entwécklung vun der Regioun ronderëm Jonglënster Rechnung gedroen. Eng Regioun wou d'Populatioun an d'Luucht geet, well se praktesch un der Périphérie vun der Stad Lëtzebuerg läit a well se vill Bauterrain geschaaft huet. Eng Regioun an eng Uertschaft, déi jo e regelrechte wirtschaftlechen Opschwong erliewen.

Wat elo den Opbau vum Lycée ugeet, esou handelt et sech ëm e Lycée mixte, à dominante technique. Dat ass den Term, esou wéi en am Projet steet. An deem Lycée fannt Dir déi ënnescht Divisioune vum Enseignement secondaire; 7e, 6e, 5e also. Da gëtt d'4e Lycée och an deem Gebai offréiert, an dat ass asoufern wichteg, well déi 4e jo awer de Passage duerstellt fir an d'spezialiséiert Sectiounen ze kommen. Et gëtt een also an deem dote Lycée virbereet, fir an eng iewescht Sectioun vum Secondaire „classique" ze wiesselen.

Den ënneschte Cycle vum Secondaire technique kënnt och dohinner, mat dem Régime préparatoire. Duerno komme Formatiounen déi zum CATP, also zur Gesellepréfung féieren, zum BAC technique général - zur 13e générale also - an zum Technikerdiplom an zwee prezisen Domänen: an der Elektrotechnik an an der Informatik.

Ronn 70 Klasse solle geschafe ginn an de Lycée kréich domadder 1.200 bis 1.400 Élèven. Mat där Gesamtzuel läit de Lycée an deenen Normen, déi scho während der viregter Regierungsperiod gesat gi waren an déi e Lycée secondaire soll hunn, deen ënnen eng breet Basis huet, fir datt sech aus där Basis awer och spezialiséiert Cyclen a spezialiséiert Formatioune kënnen erginn.

Et ass dann awer och e Lycée, deen net nëmme schoulesch Offeren huet, mä deen och den Encadrement huet fir praktesch eng Ganzdaagsschoul um Rullen ze halen. E fonctionnéiert vun hallwer aacht moies bis owes sechs Auer. D'Élèvë kréie schoulesch Hëllefen ugebueden, mä si kënnen awer och kulturell, sportlech a wëssenschaftlech Aktivitéiten ënnerhuelen, oder aner Apprentissagen. Et ass net weider definéiert, wat dat kéint sinn, mä dat misst sech - vu datt jo och den Technique do ass - aus dem Equipement vum Lycée erginn.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Vun aacht bis véier Auer mëttes ginn deenen Élèven, déi kee Cours hunn, Aktivitéiten ugebueden, a vu véier Auer bis sechs Auer mëttes kënnen d'Élèven am Lycée bleiwen, a si beschäftege sech selwer oder si gi beschäftegt.

Wann déi Élèvë solle beschäftegt ginn, da kascht dat eppes. Et kascht Aarbechtsstonnen, an zwar sinn am Programm 300 Aarbechtsstonne virgesinn. 300 Aarbechtsstonnen, dat heescht an dësem Fall aacht Educateuren, dovunner dräi Éducateurs gradués a fënnef Éducateurs diplômés. Et ass also e Projet deen Aarbechtsplaze schaaft. D'Descriptioun vun deem, wat déi Educateure maachen, ass och am Detail am schréftleche Rapport an am Projet de loi opgelëscht.

Eng Spezialklass soll agefouert ginn. Eng Classe relais - en interessante Projet - soll d'Élèven opfänken, déi zäitweileg grave Verhalensproblemer hunn. Déi sollen drop preparéiert gi fir nees an enger normaler Klass kënnen integréiert ze ginn.

170 Enseignantë kritt de Lycée. Doniewent gëtt et dann d'administratiivt Personal, wéi et an den anere Lycéeën och üblech ass; et gëtt de SPOS mat véier Leit; et gi Schwammmeeschteren; et komme fënnef Aarbechter dohinner; néng Handwierker. Et dierft een dervun ausgoen, datt herno am Lycée vu Jonglënster 200 Leit schaffen.

Just nach fir op de Bauprojet zréckzekommen. Et gëtt e Sportkomplex gebaut mat enger Piscine. An dësem Projet steet och am Exposé des motifs - ech hunn et och an de Rapport iwwerholl -, datt dee Sportkomplex an déi Piscine oft kënne benotzt gi fir d'Veräiner a fir d'Associatiounen aus der Gemeng an aus der Regioun.

Dat heescht - ech hat vun den Aarbechtsplaze geschwat a vun den Infrastrukturen -, et gëtt schonn eng Plus-value duerch d'Implantatioun vun dësem Lycée fir d'Gemeng Jonglënster a fir d'Regioun geschaaft. Déi Plus-value dierft sech net esou aus dem Restaurant scolaire fir d'Regioun erginn, mä ëmmerhi kann dee Restaurant scolaire 800 Iessen zerwéieren.

Zu den Avisen. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass positiv. E puer Remarquë vläicht ervirgehuewen, déi interessant sinn.

D'Chamber beschäftegt sech mat der Fro, ob an deenen neie Lycéeën, déi all den ënneschten Zyklus vum Secondaire hunn, net och eng Quatrième sollt existéieren. Wann déi Quatrième do ass, da kënnen d'Kanner am selwechte Lycée, ouni ze wiesselen, preparéiert ginn, fir herno hir Spezialisatioun eventuell an engem aneren ze maachen.

D'Chambre betount dann och, datt d'Personal soll gerecht - „équitablement" ass den Term - verdeelt ginn iwwert d'Lycéeën am ganze Land. Wann Der d'Personalstrukture vun deenen neie Lycéeë kuckt, da gesitt Der hei Beruffer an Dir gesitt och Fonctiounen, déi et an deenen ale Lycéeën net gëtt. Wat fir ee Lycée vun där doter Gréisst vun deenen traditionelle Lycéeë ka schonn op aacht Educateuren zréckgräifen?

E puer Wuert zum Avis vum Statsrot, deen natierlech och positiv ass. Mä de Statsrot weist drop hin, datt déi nei Lycéeë méi Personal kréie wéi déi sougenannt al Lycéeën. An e weist dann op Personalstrukturen hin, déi einfach méi gënschteg sinn an deenen neie wéi an deenen ale Gebaier.

Kolleegen, dat ass am Résumé de Projet zum Lycée vu Jonglënster, deen domadder - wann en elo gestëmmt gëtt - an d'Preparatioun goe kann. Mir hunn alles gemaach, wat d'Chamber maache kann, fir datt an där Regioun an an där Uertschaft a virun allem d'Élèven aus dem Anzugsgebitt nei Chancë kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Et ass selbstverständlech, datt d'Lëtzebuerger sozialistesch Aarbechterpartei dësem Projet och hiren Accord gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Scheuer fir deen ausféierleche Rapport. Den nächste Riedner ass d'Madame Hetto-Gaasch. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Jo, Här Rapporteur?

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Ech wollt da profitéieren, ouni nach eng Kéier op d'Pult herno heihinner zréckzekommen, fir eng Motioun ze deponéieren, déi aus der Kommissioun ervirgaangen ass an déi virgesäit, datt d'Chamber d'Regierung opfuerdert fir an alle Lycée-techniquen, ob se elo mixte sinn - nei Lycéeën also - oder och déi al Lycéeën, virzegesinn, wann et d'Besoinë gëtt, fir den ieweschte Cycle vum Secondaire do kënnen ze organiséieren. Dat huet Avantagen, an déi Avantagë sinn an de Considérantë vun där Motioun opgezielt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que les lycées récemment créés sont conçus comme lycées mixtes à dominante technique offrant aux élèves la possibilité de suivre les cours de la division inférieure de l'enseignement secondaire, du cycle inférieur et du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique ainsi que certaines formations des cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique;

- constatant qu'en raison de ce concept limitatif des nouveaux lycées beaucoup d'élèves sont obligés de poursuivre leurs études dans la division supérieure de l'enseignement secondaire dans un autre lycée;

- considérant que l'équipement des nouveaux lycées permettrait d'étendre l'offre scolaire à des sections de la division supérieure de l'enseignement secondaire;

- considérant que cette ouverture permettrait en outre une utilisation rationnelle des infrastructures des lycées à dominante technique ainsi qu'une réduction des transports scolaires;

invite le Gouvernement

- à créer selon les besoins des classes de la division supérieure de l'enseignement secondaire dans les nouveaux lycées et dans les lycées secondaires techniques existants.

(s.) Jos Scheuer, Claude Adam, Eugène Berger, John Castegnaro, Fernand Diederich, Françoise Hetto-Gaasch, Robert Mehlen.

Mme le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Madame Hetto, wann ech gelift.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken dem Rapporteur, dem Jos Scheuer, villmools Merci soe fir säin exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport. Da muss ech awer soen, dass ech ganz houfreg sinn, dass Jonglënster e Lycée kritt. Dëst ass fir eis Gemeng, awer wierklech och fir déi ganz Regioun e reellen Challenge an eng formidabel Chance, a mir freeën eis fir deen Défi do unzegoen.

Dass Jonglënster e Lycée kritt, huet awer och seng Ursaachen, well Jonglënster gouf net ëmsoss als Centre de développement et d'attraction zréckbehalen. Et läit strategesch gutt. Et ass eng Dréischeif tëschent deenen eenzelne Pôles d'attraction op gläicher Distanz tëscht der Stad an Iechternach an op gläicher Distanz tëscht Miersch a Gréiwemaacher. Jonglënster huet eng Hällewull vu Commercen, vu Servicer unzebidden an huet och nach weidert Entwécklungspotenzial.

D'Gemeng verfügt iwwer genuch Baulandreserve fir d'Haaptziler vum IVL ze erfëllen: wunnen, schaffen, sech bewegen. Et kann een engersäits dovunner ausgoen, dass duerch d'Entstoe vum Lycée d'Demande no Logementer an d'Luucht geet an anerersäits nei Aarbechtsplazen entstinn, déi an engem direkte Lien mat den Aktivitéiten am Lycée ze dinn hunn. Deen neie Lycée zu Jonglënster wäert ganz sécher zur positiver Entwécklung vun eiser Gemeng bäidroen an en intensive Kontakt an Austausch tëscht der Schoul an de Betriber erméiglechen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, währenddeems de Gesetzesprojet 5765 sech mam Bau vun deene verschiddenen Infrastrukture vum Lënster Lycée beschäftegt, e Gesetz, dat mer den 29. Januar hei an der Chamber gestëmmt hunn, geet et an dësem Projet ëm de Fonctionnement vum Lycée. De Projet de loi 5782 definéiert deemno d'Schoulorganisatioun, d'Offer an den Encadrement.

De Jonglënster Lycée renforcéiert, complétéiert an diversifizéiert d'Schouloffer am Pôle d'enseignement vum Osten, zu deem d'Kantoner Iechternach a Gréiwemaacher an d'Gemenge Fiels an Hiefenech gehéieren.

Am Moment hu mer am Osten zwee Lycéeën, een zu Iechternach an een zu Maacher, woumadder wuel kee ka behaapten, dass mer am Osten iwweréquipéiert sinn. Doriwwer eraus ass d'Zuel vun de Jugendlechen hei zu Lëtzebuerg amgaang permanent ze wuessen, esou dass de Bau vu weidere Lycéeë méi wéi gerechtfäerdegt ass.

D'Offre scolaire soll deemno mat dësem drëtte Lycée am Osten erweidert ginn, mat als direkter Konsequenz eng Reduktioun vun den Distanze vum Schoultransport.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

De Jonglënster Lycée ass eng Äntwert op de Besoin u Schoulen an der Regioun a soll am Besonnesche Schüler aus der Lënster Gemeng, de Gemenge Fiels, Hiefenech, Bech a Betzdorf, awer och en Deel aus de Gemengen Nidderaanwen a Fëschbech ophuelen.

Här President, de Lënster Lycée ass als gemëschte Lycée unzegesinn. Dat heescht, hei fanne mir souwuel Klassen aus dem Classique wéi och aus dem Technique erëm, woubäi de Schwéierpunkt awer op den Technique geluecht gëtt. Besonnesch ervirzehiewen ass, dass déijéineg Jugendlech, déi sech an de klassesche Lycée aschreiwen - an de Rapporteur huet dat och scho gesot -, am Lënster Lycée bleiwe kënne bis se hir Quatrième ofgeschloss hunn.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics stellt sech an deem Kontext awer d'Fro, ob et net besser ass fir d'Schüler scho vu Quatrième un an en anere Lycée ze goen, fir hir Etüden do weiderzefréieren. Mä do sollt ee bedenken, dass wann d'Klasse bis d'Quatrième gebuede ginn, déi meescht Élèvë kënne vu Septième bis Quatrième an hirer Klass zesummebleiwen.

Wann een déi elo fir d'Quatrième an en anere Lycée schéckt, bedeit dat sech erëm an enger neier Klass mussen ze integréieren, awer just fir ee Joer, well op Troisième musse jo schliesslech d'Sectioune gewielt ginn. Mat dësem Gesetz kritt de Schüler also d'Méiglechkeet a senger Klass ze bleiwe bis zu deem Moment, wou hie sech fir eng Sectioun entscheet an dann an eng aner Schoul wiesselt.

Besonnesch spezialiséiert ass dëse Lycée awer virun allem doranner fir komplett Zyklen a Formatiounen unzebidden, déi op de BAC technique général, de Certificat d'aptitude technique - also de sougenannten CATP -, grad wéi och op den Diplom vum elektroneschen an informateschen Techniker féieren.

Dës Offer dréit der rezenter Entwécklung an dem Entwécklungspotenzial vun der Regioun Rechnung. D'Formatiounen an de Beräicher Elektronik, Informatik a Commerce kommen de Besoine vum qualifizéierten Handwierk no an entspriechen och deem héijen techneschen Niveau vun den Entreprisen, déi an der Regioun implantéiert sinn.

Dass et sech hei ëm kee klenge Lycée handelt, mä souguer ëm ee vun deene gréissten aus dem Land, weisen d'Zuelen, déi festhalen, dass hei bis zu 1.400 Schüler, déi a 70 Klassen opgedeelt ginn, emfaange kënne ginn. Do muss ee sech awer d'Fro stellen, ob et net méi sënnvoll ass an Zukunft vläicht méi kleng Entitéite vu Schoulen unzebidden.

Besonnesch ervirzehiewen ass awer, dass de Lënster Lycée eng Schouloffer ubitt, déi wäit iwwert déi normal Schoulzäiten eraus geet. Et gëtt nämlech proposéiert, d'Schüler vu moies hallwer aacht bis owes sechs Auer ze encadréieren.

Dësen Encadrement begräift, nieft Nohëllefscoursen a Remédiatiounsmoossnamen, kulturell, sportlech a wëssenschaftlech Aktivitéiten, mä bitt och zousätzlech Léieren un, an dat op fakultativer Basis. Dofir gesäit de Gesetzesprojet jo och vir, fir niewent dem Léierpersonal u sech och nach Educateuren, e Psycholog, en Assistant social oder d'hygiène sociale anzestellen; an dat ass ee ganz wichtege Schrëtt no vir.

Leider gëtt dës Offer net an alle Lycéeën uechtert d'Land ugebueden. Et ass ze bedaueren, dass eis jonk Schüler, déi dacks bis am 6. Schouljoer a Foyeren an a Maisons relais encadréiert waren, zwee Méint méi spéit no der Summervakanz eleng mussen eens ginn, well fir si an deene meeschte Lycéeë keen Encadrement virgesinn ass. Et ass an der Vergaangenheet net dru geduecht ginn, dass grad Jonker, déi a méi engem kriddelegen Alter sinn, en Halt brauchen a Form vun enger éducativer héichwäerteger Betreiung.

Duerfir drängt sech meng éischt Fro op. Misst een net onbedéngt ufänken an deenen anere Lycéeë parascoläert Personal wéi Educateuren a Psychologen anzestellen, fir deene Jonken ze hëllefe sech an hirem neie Milieu ze integréieren, hinne schouleschen Appui zouzegestoen an och attraktiv Aktivitéiten unzebidden, ausserhalb vun de Schoulstonnen?

Wär et am allgemengen net besser en eenheetleche System fir de Fonctionnement vun alleguerten de Lycéeën anzeféieren, amplaz all méiglech verschidde Schoulprojeten an d'Liewen ze ruffen?

Do derbäi kënnt nach ee manifesten Déséquiliber tëscht deenen eenzelne Lycéeë wat d'Unzuel an d'Qualifikatioune vun den Netenseignanten ubelaangt. Am Moment gëtt verstäerkt op d'Personal gesat, fir dass d'Schüler en dehors vun de Schoulzäite betreit ginn - an dat ass och gutt esou an och duerchaus ze justifiéieren -, mä wéi gesäit et da fir déi méi eeler Lycéeën aus? Et ka jo net sinn, dass Educateuren hir Plaz just an deenen nei geschafene Lycéeë fannen.

Et drängt sech awer och d'Fro vun der Kreatioun vu Lycéeën op, déi eng komplett Scolaritéit offréieren. An dësem Kontext huet d'Kommissioun jo décidéiert der Chamber eng Motioun virzeleeën, wou d'Regierung invitéiert gëtt an de bestehende Lycées techniques an an all den neie Lycéeën déi iewescht Zykle vum Enseignement secondaire unzebidden, ëmmer da wann d'Situatioun et erfuerdert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV ënnerstëtzt dës Motioun.

Ech soen Iech elo scho Merci fir d'Nolauschteren a bréngen dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Als drëttleschte Riedner ass den honorabelen Här Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 29. Januar dëst Joer huet d'Chamber iwwert de Projet de loi 5765 ofgestëmmt. E Projet, mat deem de Bau vun engem Lycée zu Jonglënster beschloss ginn ass. Haut solle mer also iwwert dat pedagogescht Konzept vun dësem Lycée diskutéieren an och ofstëmmen.

An deem Kontext wëll ech kuerz mäi Bedaueren doriwwer ausdrécken, dass iwwert déi zwee Projeten net zesumme konnt diskutéiert ginn. Béides, Gebai a Konzept, sinn am Prinzip net vuneneen ze trennen. Ouni Infrastruktur nëtzt engem dat bescht pedagogescht Konzept näischt; an ouni eng kloer Virstellung, wéi an enger Schoul konkret soll enseignéiert ginn, ass e Gebai och näischt wäert.

Et ass dofir ze hoffen, dass an Zukunft, bei der Décisioun vum Bau vu weidere Gebaier - a mir brauchen ouni Zweiwel nach weider Gebaier hei an dësem Land -, d'Konzept an och d'Gebailechkeete kënne parallell an der Chamber diskutéiert an och votéiert ginn.

Här President, a menger Interventioun vum 29. Januar hat ech op déi dynamesch Entwécklung an der Gemeng Jonglënster an deene leschte Jorzéngten higewisen. Innerhalb vun 30 Joer ass do d'Populatioun ëm knapp 25% gewuess. Op den 31. Dezember 2007 hunn an der gréisster Gemeng am Oste vun eisem Land ronn 6.100 Leit gewunnt. En Enn vun dësem Boom ass ouni Zweiwel net ofzegesinn, bedéngt haaptsächlech och duerch déi geographesch Lag vun dëser Gemeng ganz no bei der Stad Lëtzebuerg.

D'Zuelen, déi ech deemools am Januar opgefouert hunn, och a puncto Schoulpopulatioun, beweisen eiser Meenung no, dass de Besoin fir e Lycée zu Jonglënster ze bauen duerchaus reell ass. Vill vun deene Jonglënster Kanner an aus den Nopeschgemenge wäerten also an Zukunft net méi, wéi bis elo, onbedéngt mussen an d'Stad oder op Iechternach goen, mä hire Choix erweidert sech. De Wiessel an eng aner Stad, deen den Iwwergang vum Primaire an de Secondaire oft fir vill Kanner nach méi schwéier gemaach huet, wäert domadder ewechfalen.

Här President, mat nëmmen zwee Lycéeën, zu Gréiwemaacher an zu Iechternach - an d'Madame Hetto hat dat och schonn ugeschwat -, déi allenzwee och nach net zentral ugesiedelt sinn, ass den Oste vun eisem Land sécherlech net terribel verwinnt a puncto Schoulinfrastrukturen am postprimäre Beräich.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Mer hunn nach en Hallwen zu Perl.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Dorobber kommen ech och nach ze schwätzen, Här Mehlen.

Am Plan sectoriel „lycées" aus dem Joer 2002 gouf deemools dann och am Osten e Vide scolaire fir bestëmmte Regiounen identifizéiert. Eng vun dëse Regioune war notamment Jonglënster, wou e Besoin vun engem Lycée mat enger Capacitéit vu ronn 1.000 bis 1.200 Schüler festgehale ginn ass. Eng aner Regioun, an där esou e Vide constatéiert gouf, war, oder besser gesot ass de Kanton Réimech. Och mam Schengen-Lycée zu Perl an Däitschland konnt dësen Defizit net behuewe ginn. Et duerf een dofir gespaant sinn op der Madame Ministerin hir Äntwert op meng entspriechend parlamentaresch Fro, wou ech wollt gewuer gi wat d'Regierung wéilt ënnerhuele fir dëse Vide ze behiewen.

Här President, deen aktuelle Projet gesäit elo eng Gréissenuerdnung vun 1.200 bis 1.400 Schüler a 70 Klasse vir. De Jonglënster Lycée wäert domadder ee vun deene gréisste Lycéeën hei am Land ginn. Wa mer och mam Prinzip vun enger Mixitéit vu klasseschem an techneschem Sekundarunterrecht averstane sinn, esou stelle mer eis trotzdem d'Fro, ob net d'Zuel vun 1.000 Schüler als iewescht Limite, fir e Lycée optimal kënnen ze géréieren, misst ugesi ginn.

Mir sinn der Meenung, dass bei zukünftege Projeten d'Fro vun der optimaler Gérance prioritär zur gemeinsamer Offer vun techneschem a klasseschem Lycée muss behandelt ginn. Allgemeng schwätzt d'DP sech dofir fir d'Schafe vu regionale Lycéeë mat méi klenge Schülerzuelen aus, wou d'Klassegréisst soll esou ausgeriicht ginn, dass eng pedagogesch Léiermethod optimal garantéiert ass.

Ech wëll och elo net weider an den Detail vun deem pedagogesche Konzept agoen, dat huet notamment den Här Rapporteur scho ganz am Detail gemaach, mä erlaabt mer just ee Punkt erauszegräifen. Mir begréissen et - an ech hunn dat och schonn ugedeit -, dass an deem neie Lycée souwuel den Enseignement classique, zumindest wat d'Klass bis 4e ubelaangt, an den Enseignement technique wäerten ënnerbruecht ginn. Mir halen et fir eng gutt Iddi wann d'Kanner, och wa se ënnerschiddlech schoulesch Richtungen aschloen, awer kënnen zesummen an engem Gebai enseignéiert ginn. Allerdéngs hätte mer et léiwer gesinn, wann am Enseignement classique de kompletten Zyklus, dat heescht bis d'Première ugebuede gi wär. Mir halen et net fir sënnvoll, dass e Kand no e puer Joer d'Schoul muss wiesselen, well déi entspriechend Klassen net ugebuede respektiv weidergefouert ginn.

Wann ech virdrun heibanne gesot hunn, dass fir Kanner de Schoul- an de Lokalitéitswiessel nom Primaire eng grouss Erausfuerderung duerstellt, da gëllt dat och - wa vläicht och net an därselwechter Form - fir déi Jugendlech vun der 5e respektiv der 4e. An deem Sënn, dass an Zukunft an engem gemëschte Lycée béid Filièrë komplett sollen ugebuede ginn, ass dann och op Initiativ vu mengem Parteikolleeg Eugène Berger eng entspriechend Motioun an der Educatiounskommissioun rédigéiert ginn, vun där ech hoffen, dass se hei am Haus eng ganz breet Majoritéit fanne wäert.

Ofschléissend, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Scheuer, félicitéiere fir säin exzellenten an detailléierte mëndlechen a schréftleche Rapport. Meng Fraktioun, Här President, wäert dann och selbstverständlech hiren Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Adam fir d'Fraktioun vun deene Gréngen.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Madame Minister, léif Kolleegen a Kolleeginnen, fir d'éischt wëll ech dem honorabele Président-rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Nodeems mer am Januar de Bau vum Lycée vu Jonglënster eestëmmeg gestëmmt haten, gi mer eis dann haut d'Méiglechkeet, fir dee Bau mat Leit a Liewen ze fëllen.

Et ass scho gesot ginn, datt et sech bei dësem Lycée ëm e Projet prioritaire vum Plan sectoriel „lycées" vun 1999 handelt. Dëse Lycée dréit derzou bäi, datt mer eng Verbesserung vum östleche Pôle vun de Lycéeë kréien. An engems ass et e Bäitrag zur Dezentralisatioun vum schouleschen Angebot. Et ass wichteg, datt mer méi Lycéeë kréien. Zum Beispill ass den Iechternacher Lycée ganz schlecht dru mat Raimlechkeeten. Do hunn ech mech nach haut konnten dervun iwwerzeegen.

An deem Lycée hei ginn et Klasse vu Septième bis Neuvième vum Enseignement secondaire technique, a Klasse vu Septième bis Quatrième vum Enseignement secondaire. D'Chambre des Fonctionnaires stellt d'Zuele vum Ministère, wat den Zouwuess vu Schüler ugeet, a Fro, kënnt awer zur Konklusioun, wéi mir alleguerten och, datt dëse Lycée noutwendeg ass. Duerfir wëll ech och net drop spekuléieren, wien dann elo déi richteg Zuelen huet.

Dëst Gesetz ass eigentlech a wäiten Deeler e Copy-paste vun anere rezente Lycéeën, déi mer hei gestëmmt hunn. Nei ass eigentlech just, datt mer hei de Secondaire bis d'Quatrième halen an net wéi an deenen anere Lycéeë just bis Cinquième.

Mir gesinn net direkt en Désavantage vun där Mesure. Mir gesinn awer och net direkt en Avantage dervun, a virun allem froe mer eis, wann et sënnvoll ass, datt mer elo an dësem Lycée bis d'Quatrième fueren, misste mer jo awer och kucken, ob dat och fir déi aner Lycéeë sënnvoll wier, net datt mer hei erëm en Ausnahmefall schafen.

De Lycée kritt tëschent 1.200 a 1.400 Schüler a 70 Klassen. Et ass erëm eng Kéier e grousse Lycée. Do misst ee sech awer och eens sinn. Den honorabele Kolleeg vun der Demokratescher Partei huet gesot, de Lycée wier éischter ze grouss; hie freet awer an engems, datt de ganze Secondaire classique dra wier. Mer kréien net alles an ee Gebai.

1.000 Schüler ass effektiv eng ideal Gréisst fir de Lycée zu Schengen.

Mir begréissen et selbstverständlech och, datt et ee Ganzdaagsencadrement am Lycée vu Jonglënster gëtt.

Mir froen eis awer och mam Statsrot a mat der Chambre des Fonctionnaires, genau wéi d'Vertriederin vun der CSV, wini datt mer dann endlech op de Wee gi fir déi al Lycéeën opzerüsten. Den Ënnerscheed tëschent deene personnel gutt dotéierten neie Lycéeën an deene scho méi laang fonctionnéierende Schoule gëtt ëmmer méi grouss an ass bestëmmt net am Intérêt vun der Chancëgläichheet vun eise Kanner.

D'Chambre des Fonctionnaires freet sech virun allem all Kéiers erëm, ob dat Sënn mécht fir all Zorte vun Enseignement an engem Gebai unzebidden. Mir hunn eis déi Fro scho viru méi laanger Zäit gestallt a mir hu se eendeiteg mat Jo beäntwert.

Ech sinn och ganz frou, datt ech bei där Motioun, déi ech elo deemnächst dem Här President wäert iwwerreechen, och d'Zoustëmmung vun deenen anere Parteie kritt hunn. Hei geet et nämlech drëm fir all Lycée ze encouragéieren - déi al an déi nei -, fir den Ensemble vun der Formatioun vum Cycle inférieur - dat heescht, vun der Division inférieure de l'enseignement secondaire a vum Cycle inférieur et du régime préparatoire vum Enseignement secondaire - an engem Gebai unzebidden.

Mir mengen, datt dat am Intérêt ass vun de Schüler, am Intérêt vun der Mixitéit an datt dat wierklech Sënn mécht. Wa mer dervu schwätzen, datt et net glécklech ass, datt d'Schüler missten no enger Quatrième oder no enger Cinquième d'Gebai wiesselen, well se sech spezialiséieren, da gesi mir dat manner dramatesch. Mir kënne jo awer och net higoen a jiddfereen a senger Noperschaft halen, bis datt hien dann op d'Uni geet. An op der Uni schreiwe mer da fest, hie muss e Semester an d'Ausland goen.

Mir fannen et sënnvoll, datt d'Schüler, besonnesch an deenen dräi ënneschte Klassen, kënnen an der Proximitéit an d'Schoul goen. Wann et dann ëm d'Spezialiséiere geet, musse mer hinnen et och zoumudden op ee gudden öffentlechen Transport zréckzegräifen an och bis op d'Nopeschgemeng oder eventuell souguer nach e bësse méi wäit eraus ze fueren.

Hei ass déi Motioun.

Motion 2

La Chambre des Députés,

constatant

- que les lycées récemment créés offrent aux élèves la possibilité de suivre les cours de la division inférieure de l'enseignement secondaire, du cycle inférieur et du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique ainsi que certaines formations des cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique;

- qu'il existe toujours des lycées qui n'offrent pas aux élèves la possibilité de suivre les cours du cycle inférieur et du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique au sein de leur établissement;

- que le regroupement des formations du cycle inférieur au sein d'un même lycée est

plus susceptible de garantir une certaine mixité sociale des élèves tout en diminuant les effets de la ségrégation scolaire;

invite le Gouvernement

- à encourager tous les lycées (actuels et à créer) à offrir l'ensemble des formations du cycle inférieur (la division inférieure de l'enseignement secondaire, du cycle inférieur et du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique) au sein de leur établissement.

(s.) Claude Adam, Eugène Berger, Françoise Hetto-Gaasch, Robert Mehlen, Jos Scheuer.

Dann hat d'Majoritéit och eng Motioun eraginn. Et war ganz interessant wéi mer se fir d'éischt gesinn hunn. Ech hu se gelies. Ech hu gestaunt a mech gewonnert. Fir d'éischt war se net fir eis akzeptabel. Dunn ass e Wuert bäigefléckt ginn, du war se akzeptabel, mä si huet net vill Sënn gemaach. Et war eng Motioun, déi kengem wéigedoen huet, mä si war esou iwwerflësseg wéi dem Hond seng Fléi.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- De Moien - loosst mech wann ech gelift ausschwätzen - an der Chamberskommissioun, nodeems dann nach ee Wuert bäikomm ass, hu mer se awer och erëm interessant fonnt. Nämlech ass och bäigesat ginn, zu den «lycées secondaires techniques existants» kënne mer eng Ännerung kréien. Dat mécht erëm Sënn an duerfir hunn ech dann och mat Freed mäin Numm drënnergesat. Ech kann och d'Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun zu där Motioun bréngen.

Ech wollt domat just soen, datt et Sënn mécht, wann een an der parlamentarescher Kommissioun esou eng Motioun preparéiert, se diskutéiert a se verbessert, esou datt mer se kënnen allgemeng droen. Ech bréngen also och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den honorabelen Här Mehlen als leschte Riedner, wann ech gelift.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Den Här Statsminister huet hei virun e puer Joer a senger Deklaratioun zum État de la nation gesot, eise kontinuéierleche Wuesstum géif op där anerer Säit esou vill Folgekäschte generéieren, datt et grad géif duergoe fir déi Folgekäschten ze bezuelen.

Ech hunn e bëssen esou hei d'Gefill, wéi wa mer an deem Zeenario wären. Do komme mer awer net eraus, aus där Spiral. Mir kennen e kontinuéierleche Wirtschaftswuesstum. Mir kennen och e kontinuéierleche Wuesstum vun eiser Populatioun an d'Schafung vun dësem Lycée ass eng Folleg dovun.

De Bau ass décidéiert, duerfir brauche mer och iwwert de Standuert net méi laang ze diskutéieren. Ech muss allerdéngs soen - an ech widderhuelen nach eng Kéier, wat ech deemools gesot hunn -, ech hunn den IVL ëmmer esou verstanen - et ass och esou gesot ginn -, datt mer d'Schoule géifen un déi grouss Achse vum Réseau ferré bauen. Dat ass hei net de Fall, mä vläicht - an dat géif sécher d'Députée-maire vu Jonglënster freeën - kënnt jo dann den Zuch bei de Lycée an net de Lycée bei den Zuch. En ass an der Zäit jo och do gefuer.

Mir stëmmen haut am Fong geholl d'Offer vun der Schoul, a konsequenterweis och dat Personal wat do gebraucht gëtt. Ech brauch dat alles net méi ze widderhuelen. 70 Klassen. Et ass eng relativ grouss Schoul; 1.200 bis 1.400 Schüler. Et ass eng Ganzdaagsoffer. Déi brauch 170 Enseignanten. Am Gesetz sinn nach eng Kéier zousätzlech 41 Leit u Personal opgezielt.

Do stellt sech natierlech d'Fro, bei all deene Schoulen déi mer stëmmen an déi mer a Betrib huelen, wéi et mam Rekrutement vu qualifizéiertem Personal ass, wohlwissend datt bei deenen, déi aktuell enseignéieren, eng ganz Partie staark Joergäng sinn, déi an deenen nächste Jore wäerten hir Pensioun huelen.

Da stoung déi passionant Fro vun der Spezifikatioun zur Diskussioun: ob renge Lycée technique, renge Lycée classique oder Lycée mixte; dat hate mer ee Moment an eiser Motioun stoen. Här President, ech wëll dorun erënneren, datt mir eis als ADR dat lescht Joer ganz vill Gedanke gemaach hunn, wéi dann d'Schoul vun der Zukunft soll ausgesinn. Mir sinn no laangen Diskussiounen zur Konklusioun komm, datt een déi däitlech Zweedeelung tëscht Secondaire technique a Secondaire classique soll ofschafen.

Mir hunn elo grad iwwert de Mëttelstand, iwwert d'Handwierk an esou weider diskutéiert. Esou laang wéi an de Käpp vun de Lëtzebuerger den Technique eng zweetklassesch Schoul ass, brauche mer eis och net ze wonnere wann d'Leit sech wieren, fir hir Kanner an déi Richtung ze orientéieren oder orientéiert ze kréien.

Duerfir ware mir der Meenung, et sollt ee probéieren d'Schoul vun der Zukunft esou opzestellen, datt d'Kanner méi oder wéineger am Laf vun hirer Evolutioun - well et weess ee jo net wéi se evoluéieren, wa se aus dem Enseignement fondamental, wéi en an Zukunft soll heeschen, an de Secondaire kommen - sollen d'Méiglechkeet kréie vun där enger Richtung, déi méi beruffsorientéiert ass, vläicht dann op méi eng klassesch Richtung ze goen, oder ëmgekéiert.

Dat soll net ausschléissen, datt d'Flichtfächer, déi wichteg sinn - ech huelen emol d'Sproochen an d'Mathematik -, solle kënnen op verschiddenen Niveauen enseignéiert ginn, fir datt déi Schüler, déi staark sinn, och entspriechend enseignéiert ginn, an datt op déi, déi an de Sproochen zum Beispill méi schwaach sinn, Rücksicht geholl gëtt, mä datt déi Staark net ënnert dem Retard vun deene Schwaachen ze leiden hunn an ëmgekéiert déi Schwaach net vun deene méi Staarken iwwerfuerdert ginn.

Do dernieft triede mir fir e modularen Unterrecht an, dat heescht op där enger Säit d'Flichtfächer, déi obligatoresch fir jiddferee sinn, an op där anerer Säit d'Flichtfächer, déi optionell sinn, wou jiddferee senger spéiderer berufflecher Wonschvirstellung oder Orientéierung no kann Optiounen huelen op Fächer. Wuelverstanen, en ass net fräi fir ze soen, ech wëll dat maachen oder net maachen. Et muss eng Obligatioun bestoen, mä d'Fräiheet besteet alt dran, wat een dann do als optionell Fächer wëllt wielen.

Mir sinn der Meenung - an dat ass jo och an der Kommissioun de Moien nach diskutéiert ginn -, datt déi Reform drëngend noutwendeg ass, datt de System, wéi en elo fonctionnéiert, net gutt ass an datt mer déi Schwieregkeeten, déi elo erëm zum Virschäi komm sinn, déi mer elo probéiere mat Motiounen, wou mer d'Regierung an d'Schoulen invitéieren, eppes do ze maachen, datt een dat soll doduerch awer ënnerbannen.

Datt een an déi Richtung geet, setzt awer och viraus, eiser Meenung no - an dat läit och an eiser Philosophie -, datt een de Schoule selwer vill méi Autonomie muss zougestoen. Wat se dann der Demande entspriechend wëllen ubidden oder wat se dann op eng Nopeschschoul - selbstverständlech en concertation mat den Nopeschschoulen -, wat een dann an déi eng Schoul verleet oder wat een op déi aner Schoul verdeelt. Mir fannen et net gutt, wann alles méi oder wéineger rigide vun uewen erof diktéiert gëtt.

Dat gesot wëll ech selbstverständlech soen, datt mir dëse Projet stëmmen. Ween A gesot huet, muss och B soen. An datt mer och d'Motiounen, déi virleien, wäerte matdroen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Zum Ofschloss vun der Debatt huet d'Madame Delvaux, Minister zoustänneg fir d'Éducation nationale, d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'éischt dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi Rapport, an ech wëll dee Merci dann och ausdehnen op de Rapport vun deem leschte Projet de loi, wou ech vergiess hat em Merci ze soen.

Ech wéilt och all menge Virriedner Merci soen. Ech mengen zum Bau an zum Lycée Jonglënster ass ongefeier alles gesot ginn, wat een dozou ka soen. Effektiv ass d'Gesetz iwwert de Bau am Januar gestëmmt ginn. Ech wéilt awer dem honorabelen Här Wagner soen, dass de Projet iwwert de Fonctionnement du schonn déposéiert war. Et ass also net esou, dass déi zwee net parallell gelaf sinn. E gëtt elo méi spéit gestëmmt an ech sinn iwwerzeegt, dass d'Deputéierten da frou sinn, dass se dann 2-mol kënnen iwwert e Lycée zu Jonglënster an därselwechter Sessioun schwätzen.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Madame, ech hu fir d'Zukunft geschwat.

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Wagner, Dir musst lech méi däitlech ausdrécken, d'Madame Delvaux kann dat net verstoen.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Bei all neie Lycée, deen ënnert menger Regie hei déposéiert ginn ass, war et ëmmer parallell de Bau an de Fonctionnement. Ech hunn do e ganz gutt Gewëssen, well et ass nämlech eng Motioun vun der Chamber - wéi ech hei Deputéiert war - gestëmmt ginn, dass een ëmmer déi zwee misst zesumme ginn. A vu dass ech mech dorunner gutt kann erënneren, maachen ech dat, praktizéieren ech dat och esou.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Net dass et lech geet wéi mir. D'Gebai vum Lycée Aline Mayrisch wor fäerdeg, et gouf awer vun der Regierung vu virdru kee Gesetz fir de Lycée fonctionnéieren ze dinn. Säithier ginn d'Gesetzer fir de Fonctionnement an de Bau vun engem Lycée parallell behandelt.

M. le Président.- Madame Brasseur, hutt Der eng Fro un d'Madame Minister? Wann dat de Fall ass, da géif ech lech biede se ze formuléieren, an am anere Fall géif ech drëm biede fir d'Madame Minister net ze ënnerbriechen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Entschëllegt, Här President!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Dëse Projet autoriséiert eigentlech Personal ze rekrutéieren. Dat heescht, mir ginn domadder e Signal, e Start, fir dass e Projet pédagogique soll entstoen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif déi zwou Fraktiounen hei zu menger rietser Säit bieden, e bëssen Attentioun fir d'Madame Minister ze hunn.

(Brouhaha général)

Une voix.- Très bien.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, et ass esou eng Atmosphär vu Vakanz hei, duerfir, wann Der mer eng Chance gitt, da wär ech an enger Minutt fäerdeg - mä wann ech ëmmer ënnerbrach ginn, ass dat natierlech relativ schwéier.

Ech wollt just op zwou Froen äntwerten, déi hei gestallt si ginn. Dat ass, wéi ass et mam parascolairë Personal fir déi aner Lycéeën, déi keng nei Lycéeë sinn. Do hu mer éischtens am Projet de loi iwwert den Enseignement, iwwert d'Obligation scolaire virgesinn, dass do Educateure rekrutéiert ginn.

Ech si par ailleurs amgaang mat de Lycéeën zesummen en Inventaire ze maache vun deem Personal, wat se mussen hunn, a bis elo hunn ech mech nach net getraut mat deem décke Pak aus dem Ministère eraus weiderzegoen, well dat gëtt nämlech eng ganz déck Lat. Mir mussen dat zortéieren, no Kritären andeelen an da wäert ech dat mat grousser Freed heihinner bréngen.

Dann den zweeten Diskussiounspunkt, dat ass dee vum Vide scolaire. Also ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen: Déi éischt Phas vum Plan sectoriel „lycées“, dat waren dräi Lycéeën; Réiden, Belval a Jonglënster. Déi zweet Phas, do si schonn zwou Décisioune geholl, dat ass Klierf op där enger, Déifferdeng op där anerer Säit. An elo bleift eis nach deen drëtte Site; dee soll am Südoste sinn an do ass d'Programmatioun esou, dass mer am Hierscht wäerten eng Décisioun dozou huelen.

Dat gesot freeën ech mech mat all deene Leit, déi sech iwwert en neie Lycée zu Jonglënster freeën. Ech wënschen haaptsächlech, dass de Bau virugeet an dass mer an net allze laanger Zäit kënnen eng Equipe asetzen, déi dann e flotte Projet pédagogique entwéckelt, fir dass de Lycée attraktiv gëtt, fir dass all déi Jonk - déi Kanner an déi méi grouss Kanner - mat Freed a mat Succès kënnen an dee Lycée goen.

Wat déi zwou Motiounen ugeet, interpretéieren ech déi allenzwou als ee Signal fir méi Mixitéit an eis Lycéeën eranzekréien, an déi klassesch an an déi technesch, dass mer also iwwerall - alles wa méiglech, selon les besoins, an et muss een am Fall fir Fall analyséieren, wou e Besoin ass - déi Mixitéit sollen encouragéieren. Domadder rejoignéiere mer Recommandatiounen, déi eis all auslännesch Experte ginn, dass mer solle kucken, déi Mixitéit an de Schoulen ze kréien.

Ech freeë mech iwwert dee Support an deen Encouragement, well ech kann lech soen, dass et um Terrain och net esou einfach ass d'Schoulen dovunner ze iwwerzeegen, dass déi Mixitéit eppes Positives ass, an och d'Elteren, fir dass se hir Kanner sollen a mixte Lycéeën orientéieren. Duerfir freeën ech mech iwwert dësen unanimë Support vun der Chamber.

Här President, ech däerf elo nach eng schéi Vakanz wënschen a Merci Iech all!

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Och der Regierung eng erhuelsam Vakanz. Mir kommen dann zum Vote vun dësem Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5782 ass ugeholl, Madame Delvaux, mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Romain Schneider), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Ben Fayot) et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert. Mir kommen dann zu deenen zwou Motiounen. Fir d'éischt déi, déi vum honorabelen Här Scheuer déposéiert ginn ass. Den Här Haupert freet d'Wuert dozou.

Motion 1

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Här President, ech wollt just froen, ob d'Auteure vum Projet hei och dermat d'accord sinn. Si soen, datt déi iewescht Cyclen an allen «lycées secondaires techniques existants» sollen agefouert ginn. Et bestinn och nach Lycées techniques, déi net mixte sinn; dat heescht, déi keng ënnescht Klassen hunn, déi secondaire sinn. Ass dat dann hei och matgemënzt? Fir datt mer wëssen, wat mer ofstëmmen.

Wa mer elo de Lycée technique des Arts et Métiers oder de Lycée technique vu Lalleng huelen, do besti keng ënnescht Klassen. Wéi géift Dir da gär iewescht Klasse vum Lycée secondaire do aféieren, wann Der keng ënnescht Klassen hutt?

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Här Scheuer.

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Här President, mir haten doriwwer diskutéiert. Mir haten et op jidde Fall am Kapp, an do hu mer derbäi gesat, selon les besoins. Et steet also net an der Motioun, an Zukunft gëtt an alle Lycées techniques eng Section supérieure ugebueden, mä wann et sech

ergëtt, wann d'Gebai et ausweist a wann eng Noutwendegkeet besteet, datt ee genuch Schüler huet an datt ee Plaz huet, da soll een dat maachen.

Mir maachen d'Méiglechkeet op. Méi steet net an dëser Motioun dran.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Den Här Haupert hat den «selon les besoins» net gelies!

(Interruptions)

M. le Président.- Ass alles kloer? Da kënne mer zum Vote vun der Motioun kommen. D'Madame Delvaux huet gesot, si géif se unhuelen.

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass derfir? Wien ass dergéint?

Ech gesinn, do hu mer d'Unanimitéit.

Mir kommen zur Motioun, déi den Här Adam déposéiert huet.

Motion 2

Stëmme mer par main levée of?

(Assentiment)

Vote

Wien derfir ass, ass gebieden d'Hand ze hiewen. Wien ass dergéint?

Déi Motioun ass och ugeholl.

5. Demandes en naturalisation

Dir Dammen an Dir Hären, als leschte Punkt op eisem Ordre du jour hu mer Naturalisatiounen. Dofir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 18.55 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 19.02 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen. D'öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 98 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juli 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat néng Ännerunge vun Numm a Virnumm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation examinées par la Commission juridique le 25 juin 2008

1. ADROVIĆ Adis, né le 27 décembre 1986 à Podgorica (Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

2. AGOVIĆ Edin, né le 15 janvier 1976 à Pec (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Kayl

3. ALIĆ Seid, né le 17 février 1985 à Zvornik (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Soleuvre

4. ALIKOVIĆ Suvada, née le 21 septembre 1961 à Bese (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

5. AKRAM Mohammad, né le 21 mars 1964 à Lahore (Pakistan), demeurant à Biwer

6. RAMOS SERRANO Maria de Fátima, née le 21 mai 1969 à Azambuja (Portugal), demeurant à Biwer

7. ANCHAOUI Nadia, née le 00.00.1963 à Meknes (Maroc), demeurant à Luxembourg

8. REKA Erminia, née le 4 août 1966 à Tirana (Albanie), demeurant à Luxembourg

9. DRAMICANIN Dragan, né le 25 juin 1969 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Ehlange

10. CHEN Chong, né le 27 mai 1985 à Shanghai (Chine), demeurant à Luxembourg

11. COLMAN BIANCHI Marina Brunilda Marusia, née le 12 mai 1974 à Montevideo (Uruguay), demeurant à Bascharage

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de COLMAN Marusia Marina Brunhilda.

12. CULUM Zdenko, né le 1er octobre 1973 à Uzice (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bascharage

13. DE ARAUJO GUEDES Alcino Fernando, né le 4 juin 1953 à Cedofeita/Porto (Portugal), demeurant à Olm

14. DE HARENNE Marie Stéphanie Jacinthe, née le 24 juillet 1974 à Uccle (Belgique), demeurant à Schweich

15. DE JESUS BARBOSA FREITAS DOS SANTOS Carla Marisa, née le 15 octobre 1973 à Sagrada Familia/Luanda (Angola), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de DE JESUS Carla Marisa.

16. DE JESUS PIRES Otelinda, née le 26 août 1968 à Nossa Senhora do Rosário/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Dudelange

17. DUÃRES DUARTE MORAIS Maria da Conceição, née le 18 septembre 1970 à Santa Comba Dão (Portugal), demeurant à Bereldange

18. EGHTESAD Behzad, né le 3 août 1956 à Téhéran (Iran), demeurant à Strassen

19. EHDAIE Pari, née le 24 février 1958 à Téhéran (Iran), demeurant à Strassen

20. ELSHAN Avni, né le 25 janvier 1971 à Ozdrim/Pejë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Hosingen

21. BRAHIMI Lumnije, née le 28 mars 1970 à Novosellë/Pejë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Hosingen

22. FLYNN Noel Leslie Osman, né le 14 décembre 1955 à Germiston (Afrique du Sud), demeurant à Bech

23. SMART Diane Lynn, née le 13 décembre 1952 à Johannesburg (Afrique du Sud), demeurant à Bech

24. FRANCÉS Alcidio José, né le 30 octobre 1963 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Pettingen

25. FRANKE Hannelore, née le 18 février 1945 à Hilden (Allemagne), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de FRANCK Anna.

26. GEVAUDAN Yolande Marie Louise, née le 24 janvier 1960 à Lorient (France), demeurant à Luxembourg

27. GROEN IN'T WOUD Raymond Alexander, né le 19 septembre 1969 à Rotterdam (Pays-Bas), demeurant à Angelsberg

28. GULUA Nino, née le 12 septembre 1963 à Tbilissi (Géorgie), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de GULUA Nina.

29. HAJDER Hanifa, née le 10 juin 1972 à Cinovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Assel

30. HALSTENBACH Florian Benedict, né le 15 septembre 1986 à Neuss (Allemagne), demeurant à Grevenmacher

31. HENKES Benoit, né le 19 février 1971 à Ixelles (Belgique), demeurant à Schrondweiler

32. HORODNYJ Sandra, née le 3 septembre 1972 à Villerupt (France), demeurant à Belvaux

33. IBISEVIĆ Senada, née le 1er avril 1974 à Dobrak-Srebrenca (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

34. JÄCKEL Ilse Rosa, née le 28 août 1949 à Landsweiler (Allemagne), demeurant à Wellenstein

35. JI Binbin, né le 16 janvier 1984 à Zhejiang (Chine), demeurant à Belvaux

36. JIN Shuzhi, née le 29 mai 1989 à Ruian/Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

37. LENS Vincent Thérèse Maria, né le 21 août 1960 à Louvain (Belgique), demeurant à Luxembourg

38. LIN Lee Yan, né le 26 janvier 1973 à Calcutta (Inde), demeurant à Luxembourg

39. LONGUMU MONGITE Blandine Tantine, née le 27 août 1984 à Boteka (République démocratique du Congo), demeurant à Larochette

40. MANUEL KANJIRAKKATTU KUNNEL Rosamma, née le 12 septembre 1969 à Edappady (Inde), demeurant à Lintgen

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MANUEL Rosamma.

41. MEHIĆ Hajrudin, né le 19 avril 1963 à Vitlaci (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Assel

42. MEHMETAJ Fakete, née le 2 décembre 1972 à Deçan (Kosovo), demeurant à Luxembourg

43. MUSTAFA Gëzime, née le 27 mars 1964 à Vushtrri (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

44. NGAH Bernadette, née le 18 juillet 1976 à Efok-Obala (Cameroun), demeurant à Manternach

45. NGO NO Pélagie, née le 9 juillet 1977 à Nidikiniméki (Cameroun), demeurant à Esch-sur-Alzette

46. NUHU Eduart, né le 5 octobre 1968 à Vlorë (Albanie), demeurant à Esch-sur-Alzette

47. YZEIRI Valbona, née le 7 février 1972 à Fier (Albanie), demeurant à Esch-sur-Alzette

48. NYKONOVA Maryna, née le 11 mars 1974 à Kerch (Ukraine), demeurant à Esch-sur-Alzette

49. OSMANOVIĆ Emina, née le 26 mai 1983 à Pec (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

50. CALIMENTE née PETCU Lenuta, née le 7 février 1956 Braila (Roumanie), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de CALIMENTE Lena.

51. PICHARDO SOLER Jacqueline, née le 15 juin 1969 à Higuey (République Dominicaine), demeurant à Luxembourg

52. PRECI Vitore, née le 23 février 1964 à Shkoder (Albanie), demeurant à Ettelbruck

53. RAMCILOVIĆ Fatima, née le 1er mars 1982 à Lagatore/Berane (Monténégro), demeurant à Belvaux

54. RIDDER Hildegard, née le 18 juillet 1934 à Rheydt (Allemagne), demeurant à Weiswampach

55. RODRIGUES VENTURA Marlene, née le 14 juillet 1988 à Molelos/Tondela (Portugal), demeurant à Luxembourg

56. SHAO Xiaowan, née le 29 février 1988 à Ruian/Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

57. SHEN Qian, née le 4 novembre 1987 à Shanghai (Chine), demeurant à Reichlange

58. SIGBHATALLAH ALHAYDERI Fairooz Ismail, née le 27 septembre 1954 à Erbil (Iraq), demeurant à Nommern

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de ALHAYDERI Fairooz Ismail.

59. SOGOLJ Aida, née le 9 juillet 1979 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

60. SPAHIĆ Slobodan, né le 29 août 1977 à Pancevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Gostingen

61. TMAHA Ridvan, né le 26 janvier 1955 à Mitrovicë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

62. VANDENHOEKE Marc Nicolas Paul, né le 28 avril 1965 à Ixelles (Belgique), demeurant à Mamer

63. VAN HEMERT Oswald Maire Johannes, né le 8 février 1960 à Heerlen (Pays-Bas), demeurant à Wormeldange

64. BARUAH Rini, née le 8 avril 1957 à Dibrugarh (Inde), demeurant à Grosbous

65. ZHENG Yuting, née le 18 septembre 1983 à Changzhou/Jiangsu (Chine), demeurant à Consdorf

Liste complémentaire des nouvelles demandes en naturalisation examinées par la Commission juridique le 2 juillet 2008

1. AJDARPARSIĆ Hilda, née le 24 août 1983 à Berane (Monténégro), demeurant à Luxembourg

2. AZRI Mariam, née le 26 avril 1969 à Casablanca (Maroc), demeurant à Howald

3. BOSNJAKOVIĆ Fatima, née le 22 janvier 1967 à Donja Lovnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bertrange

4. BRAND Hans-Wilhelm, né le 28 novembre 1956 à Trier (Allemagne), demeurant à Luxembourg

5. CAKO Ivan, né le 16 mai 1982 à Belgrade-Zemun (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Echternach

6. DOS SANTOS RODRIGUES Bruno Filipe, né le 27 mai 1982 à Ratoeira/Celorico da Beira (Portugal), demeurant à Strassen

La personne est autorisée à porter les nom et prénoms de DOS SANTOS Bruno Philippe.

7. GAS Ayan Omar, née le 4 septembre 1987 à Merka (Somalie), demeurant à Steinfort

8. GAS Ali Omar, né le 20 avril 1983 à Merka (Somalie), demeurant à Steinfort

9. GAS Sahra Omar, née le 22 novembre 1985 à Merka (Somalie), demeurant à Steinfort

10. GEDINK Robert, né le 26 novembre 1936 à Den Helder (Pays-Bas), demeurant à Medernach

11. GÜL Yusuf, né le 2 juillet 1976 à Sirnak (Turquie), demeurant à Wasserbillig

12. IBRAHIMOVIĆ Enes, né le 4 avril 1975 à Novi Pazar (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettendorf

13. KALONJI NDELELA Arlette, née le 21 mars 1988 à Kinshasa (République démocratique du Congo), demeurant à Pétange

14. KARPOV Serguei, né le 11 mars 1984 à Moscou (Russie), demeurant à Bertrange

15. KASINATHAN Karunakaran, né le 25 juin 1967 à Jaffna (Sri Lanka), demeurant à Mamer

16. KOVACEVIĆ Sandra, née le 29 octobre 1978 à Slavonski Brod (Croatie), demeurant à Rumelange

17. KOUAMO LOWÉ Angèle, née le 10 août 1974 à Penja (Cameroun), demeurant à Luxembourg

18. KREISMAN René Alain, né le 18 octobre 1947 à Bruxelles (Belgique), demeurant à Reckange-sur-Mess

19. KURTALIĆ Amela, née le 22 août 1985 à Stip (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

20. LIPPERT Helmut Fritz, né le 8 octobre 1946 à Lauenburg/Elbe (Allemagne), demeurant à Grevenmacher

21. LIU Manjing, née le 1er août 1988 à Qingtian county/Zhejiang (Chine), demeurant à Clervaux

22. MENESES CARDOSO José António, né le 17 février 1976 à Vila/Monção (Portugal), demeurant à Remich

23. MIO Maria Elisabeth, née le 9 septembre 1963 à São José/Ribeirão-Claro (Brésil), demeurant à Fentange

24. MITROVIĆ Mitra, née le 3 juin 1948 à Socanica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Differdange

25. NDOJ Alfred, né le 30 août 1985 à Vau-Dejes/Shkoder (Albanie), demeurant à Ettelbruck

26. NDOJ Valentina, née le 25 octobre 1986 à Vau-Dejes/Shkoder (Albanie), demeurant à Ettelbruck

27. SCHOUÉ Käthe, née le 26 juillet 1938 à Homberg (Allemagne), demeurant à Bofferdange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de SCHOUÉ Catherine.

28. SKENDEROVIĆ Emir, né le 24 juillet 1987 à Rozaje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Rumelange

29. STOJANOVIĆ Vanja, née le 5 novembre 1984 à Belgrade (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Frisange

30. VETTER Yves, né le 17 mars 1987 à Vaduz (Liechtenstein), demeurant à Dudelange

31. VOGEL Michael, né le 3 avril 1973 à Riesa (Allemagne), demeurant à Roodt-sur-Syre

32. ZHAN Xiaowei, née le 20 juillet 1977 à Qingtian/Zheijiang (Chine), demeurant à Grevenmacher

33. ZUBANOVIĆ Andrea, née le 6 juillet 1972 à Prijedor (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Differdange

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Dat heite war déi lescht öffentlech Sitzung virun der Vakanz.

Mir ginn elo an d'Vakanz, awer net, wéi ech dat schonn haut an engem Commentaire héieren hunn, fir déi nächst dräi Méint. Gewosst ass, datt d'nächst Woch nach Kommissiounen tagen. Et ass mer gesot ginn, déi éischt Kommissiounen hei am Parlament géifen Enn August, Ufank September tagen. Da fänkt eis Aarbecht un, fir dass d'Rentrée vum hallwen Oktober preparéiert ass.

Ech wënschen Iech alleguerten eng ganz schéin an erhuelsam Vakanz, an datt mer eis gesond a monter bei der Rentrée erëmgesinn!

Plusieurs voix.- Merci gläichfalls!

M. le Président.- Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wëllt Iech am Numm vun all de Fraktiounen a Sensibilitéiten, déi hei am Parlament vertruede sinn, Merci soe fir déi léif Wierder a gutt Wënsch, déi Dir un eis geriicht hutt an och Iech nach eng schéi Vakanz wënschen.

Des Weideren hoffen ech, datt mer och am leschten Deel vun dëser Legislaturperiod nach wäerten eng gutt parlamentaresch Zesummenaarbecht hunn, soudatt mer och nach vun där Zäit profitéiere kënne fir déi Projeten, déi eis um Häerz leien, ze evakuéieren.

Während dëser Sessioun hu mer elo zwee Schoulprojeten ugeholl. Dat ass e gutt Omen fir dat nächst Joer, well da gesi mer, dass d'Schoul erëm virugeet an d'Chamber och, an ech fannen, dass et am Fong geholl e schéinen Dag ass fir an d'Vakanz eranzegoen, well e Lëtzebuerger de Maillot jaune am Tour de France gewonnen huet.

M. le Président.- D'Sitzung ass domadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.05 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques N^{os} 51 et 52

Question avec débat N°35 de M. Xavier Bettel au sujet des mesures de sécurité du Centre Hospitalier Neuropsychiatrique pages 651-652

5802 - Projet de loi 1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 2) modifiant - la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection; - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti; - le Code du Travail; - le Code pénal; 3) abrogeant - la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère; - la loi du 26 juin 1953 portant fixation des taxes à percevoir en matière de cartes d'identité pour étrangers; - la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché pages 652-665

5873 - Projet de loi portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police pages 665-671

5563 - Projet de loi relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification: - du Code d'instruction criminelle, - de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et - de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire pages 671-675

Déclaration de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire sur la réorganisation territoriale du Luxembourg pages 675-677

Débat de consultation sur le 3^{e} plan en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) pages 677-686

5854 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Protocole, signé à Perl, le 4 décembre 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le „Landkreis Merzig-Wadern" sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que les dépenses courantes du „Deutsch-Luxemburgisches-Schengen-Lyzeum Perl", signé à Luxembourg, le 26 février 2008 pages 686-688

5782 - Projet de loi portant création d'un lycée à Junglinster pages 688-691

Demandes en naturalisation page 691

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

2007-2008 TABLE ANALYTIQUE

Compte rendu N°1

Session ordinaire 2006-2007

Séance d'hommage à la mémoire de M. Gaston Thorn, Ministre d'État honoraire pages 599-600

Session ordinaire 2007-2008

Clôture de la session ordinaire 2006-2007 et ouverture de la session ordinaire 2007-2008 page 1

Composition du Bureau page 1

Composition des commissions parlementaires page 1

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 1

Ordre du jour pages 1-2 page 2

Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot page 2

Motion de M. Ben Fayot au sujet de la situation politique en Birmanie page 2

5664 - Projet de loi portant transposition de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier de la directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte) et de la directive 2006/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 sur l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit (refonte) pages 2-3

5722 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Avenant, signé à Luxembourg, le 24 novembre 2006, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1er avril 1958 pages 3-4

Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement page 4

Communications pages 5-7

Propositions de loi page 7

Rôle des affaires page 7

Composition de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire page 7

Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot page 7

Débat de consultation sur la simplification administrative en faveur des entreprises au Luxembourg pages 7-13 pages 13-16

Dépôt d'une résolution par Mme Anne Brasseur page 13

5666 - Projet de loi concernant les exigences de sécurité minimales applicables à certains tunnels routiers et modifiant la loi modifiée du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'Administration des ponts et chaussées pages 16-17

5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution pages 17-19

5337 - Projet de loi portant création d'un congé individuel de formation et modification

1. du Code du travail;

2. de la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation;

3. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux page 19

Motion de M. Paul Helminger déposée au nom du groupe DP et au nom du groupe DÉI GRÉNG relative à l'amélioration et à la décentralisation des structures d'accueil pour personnes toxicomanes et à l'implantation d'un foyer d'accueil à Bonnevoie

et

Motion de M. Ben Fayot relative à la décentralisation des structures de traitement et d'accueil pour personnes toxicomanes pages 19-22

Compte rendu N°2

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'éducation précoce pages 23-26

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet de la ligne ferroviaire du Nord pages 26-28

5723 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à l'extension du centre intégré pour personnes âgées à Berbourg pages 28-30

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2005 de la Cour des Comptes page 30

5618 - Projet de loi sur le service volontaire des jeunes, modifiant: 1° le Code des assurances sociales, 2° la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales et abrogeant la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire pages 30-33

5777 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2005 pages 33-34

Communications page 34

4909 - Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité page 35

Propositions de loi 5793 et 5794 (Déclaration de recevabilité) page 35

Ordre du jour page 35

Heure d'actualité demandée par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet du Traité réformateur pages 35-39

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz pages 39-40

5517 - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

et

5428 - Proposition de loi de M. Claude Meisch portant réglementation de l'activité d'assistant maternel pages 40-45

Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois) pages 45-51

5599 - Projet de loi portant

- modification de la loi du 19 février 2004 portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques, ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises;

- transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE précitée pages 51-52

Compte rendu N°3

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la gestion hospitalière pages 53-56

5775 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 pages 56-58

Motions relatives aux grands projets d'infrastructures réalisés par l'État pages 59-64

Motion relative à la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange pages 64-65

Dépôt d'une motion par M. Camille Gira pages 66-67

Dépôt d'une résolution par M. Henri Kox page 67

Motion de M. Félix Braz relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'électricité page 67

Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la prostitution au Luxembourg (modèle suédois) (suite) pages 67-68

Résolution de Mme Anne Brasseur demandant à charger la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle d'explorer la possibilité de l'introduction de l'éducation aux valeurs pour tous les écoliers et élèves fréquentant l'école publique luxembourgeoise pages 68-69

5786 - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés pages 69-71

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur les risques de santé suite au développement rapide de la téléphonie mobile pages 72-75

5645 - Projet de loi sur la réutilisation des informations du secteur public pages 75-76

Compte rendu N°4

Communications page 77

5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques

et

5283 - Proposition de loi relative aux partis politiques portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu - Prise en considération page 77

Ordre du jour page 77

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 77-80

Dépôt d'une proposition de loi page 81

Débat sur la politique européenne et étrangère pages 81-92

Motion de M. Félix Braz relative à la gestion et à l'exploitation des réseaux d'électricité page 92

Communications page 93

5803 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants luxembourgeois au Parlement européen - Déclaration de recevabilité page 93

Ordre du jour pages 93-94

Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le processus de paix au Moyen-Orient et sur le Kosovo à l'issue du Conseil «Affaires générales et Relations extérieures» (CAGRE), suivie d'un débat pages 97-100

Heure d'actualité demandée par le groupe DP en vue de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra du 3 au 14 décembre 2007 à Bali pages 100-103

5471 - Projet de loi autorisant l'État à fournir une garantie bancaire pour la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain pages 103-105

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de l'implantation d'un nouveau centre commercial à Wickrange pages 106-109

Motion de M. Camille Gira relative à l'établissement d'un audit au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 109-110

Débat d'orientation sur l'évolution du chômage et la situation sur le marché de travail pages 111-122

Compte rendu N°5

5744 - Projet de loi relatif à la construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'Administration des bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht pages 123-124

5763 - Projet de loi relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance pages 124-127

5766 - Projet de loi relatif à la quatrième extension du Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg pages 127-128

5741 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2005/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 relative à la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et

- portant transposition de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance et

- modifiant la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger pages 128-129

5527 - Projet de loi ayant pour objet de réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale et de modifier certaines dispositions:

- du Code d'instruction criminelle,

- de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers pages 129-130

5659 - Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000 page 130

Motion de M. Félix Braz relative au mariage de couples homosexuels pages 130-131

Interpellation de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la lutte contre le trafic illégal de drogues et du Plan d'actions Drogues (Drogenaktionsplan 2005-2008) de la Commission européenne pages 131-137

Résolution de M. Henri Kox relative à l'élaboration d'un plan énergétique des bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires page 137

Communications page 138

Ordre du jou pages 138-139

5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Lydia Mutsch pages 139-141

- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget pages 144-148

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, concernant l'accord sur les recettes de TVA sur les services électroniques à l'issue de la réunion du Conseil «Affaires économiques et financières» pages 142-143

Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling pages 143-144

5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution pages 148-150

5717 - Projet de loi portant approbation:

1. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003;

2. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003;

3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'extradition signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1er octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005;

4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du

Table analytique

Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005 pages 150-152

5708 - Projet de loi portant

- transposition de la directive 2005/19/CE modifiant la directive 90/434/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents;

- transposition de la directive 2006/98/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, dans la mesure où cette directive a trait au domaine de la fiscalité directe;

- modification de certaines autres dispositions en matière d'impôts directs page 152

Hommage à la mémoire de M. Jean Dupong, député honoraire page 153

Dépôt d'une proposition visant à réformer le Règlement de la Chambre des Députés page 153

Motion de M. Aly Jaerling relative à l'organisation d'un débat de consultation au sujet de la séparation de l'Église et de l'État et du financement des communautés religieuses page 153 pages 156-157

5559 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2002/15/CEE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relatif à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier;

2) modification du Code du travail pages 153-156

5240 - Projet de loi portant approbation des conventions de la Conférence Internationale du Travail Nos 115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 183 et 184 et des protocoles relatifs aux conventions Nos 81 et 155 pages 157-158

5242 - Projet de loi portant création d'un Comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de conciliation individuelle et portant ajout d'un titre V au Livre VI du Code du travail pages 158-161

Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement page 162

Compte rendu N°6

Communications pages 163-164

Ordre du jour page 164

5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)

- *Discussion générale* pages 164-183

- *Vote et dispense du second vote constitutionnel* page 184

- *Motion* page 184

Ordre du jour page 183

Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur le Kosovo à l'issue du Conseil «Affaires générales et Relations extérieures» (CAGRE), suivie d'un débat pages 184-186

5692 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements page 187

Dépôt d'une motion par M. Claude Adam page 187

Débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité (Études PISA et PIRLS 2006) pages 190-199

5239 - Projet de loi

a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines

b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail

c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail pages 199-206

Compte rendu N°7

Communications pages 207-208

Ordre du jour page 208

Déclaration de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, sur les décisions et conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Bali, suivie d'un débat pages 211-214

Débat de consultation sur les orientations de l'école primaire en matière de compétences linguistiques, sur le développement des compétences scientifiques de la jeunesse luxembourgeoise ainsi que sur les cadres à créer pour permettre à l'école luxembourgeoise de maintenir, voire de développer sa compétitivité (Études PISA et PIRLS 2006) (suite) pages 214-215

5239 - Projet de loi

a) portant réforme de l'Inspection du travail et des mines

b) modification du Titre Premier du Livre VI du Code du travail

c) modification de l'article L. 142-3 du Code du travail (suite) page 215

5739 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance pages 215-220

5742 - Projet de loi portant

a) création de l'Administration de la navigation aérienne

b) modification de - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; - la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg; b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile; - la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare;

c) abrogation de la loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'administration de l'Aéroport pages 220-222

5453 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 222-225

5732 - Projet de loi

1. modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

2. abrogeant la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux pages 225-226

5801 - Projet de loi

1. portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

2. portant introduction de la loi concernant le boni pour enfant;

3. portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

4. portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective;

5. portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans pages 227-236 page 238

Dépôt d'un projet de loi page 237

Hommage à M. Henri Grethen et à M. Emile Calmes page 237

5711 - Projet de loi relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et portant transposition de:

- la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE;

- l'article 9 du règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;

et portant modification de:

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier pages 237-238

5785 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et modifiant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité,

c) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État,

d) la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales,

e) la loi du 31 mai 1999 portant création de la police grand-ducale et d'une inspection générale de la police,

f) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

et

5808 - Projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires pages 238-248

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Fernand Etgen et de M. Eugène Berger pages 249-250

Composition du Bureau page 250

Composition des commissions parlementaires et des délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 250

5700 - Proposition de loi portant réglementation du financement des partis politiques pages 250-256

Motion de M. Claude Adam relative aux moyens financiers de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK) page 256

Discours de fin d'année de M. le Président Lucien Weiler pages 256-257

Compte rendu N°8

Hommage à la mémoire de Mme Marcelle Lentz-Cornette, Députée honoraire page 258

Communications pages 258-259

Octroi du titre honorifique de leur fonction à des anciens députés page 259

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention - Article 63 du Règlement (Prise en considération) page 259

Ordre du jour page 259

Interpellation de M. Claude Adam au sujet de la violence des jeunes au Luxembourg pages 261-268

5813 - Projet de loi relatif à la modernisation du dispositif de sécurité du Centre pénitentiaire de Luxembourg pages 268-271

5764 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Junglinster pages 271-274

5765 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée à Junglinster pages 274-276 page 291

Interpellation de M. Félix Braz au sujet de l'évolution de notre système de pensions pages 277-284

Interpellation de M. Jean Huss au sujet de la politique du Gouvernement en matière de pollution de l'habitat et de la qualité de l'air intérieur pages 284-289 page 291

Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, au sujet du rapport de l'Inspection générale de la Police pages 289-290

Établissement d'une liste de trois candidats pour un poste de Conseiller d'État page 290

Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement page 290

5797 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée pages 291-292

5773 - Projet de loi déterminant le principe de la récidive en matière de faux-monnayage et introduisant un article 57-1 au Code pénal pages 292-293

5683 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence pages 293-299

5550 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999 page 299

5736 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, de la jeunesse et du sport, signé à Zagreb, le 22 février 2007 page 300

Compte rendu N°9

Communication page 301

5380 - Projet de loi sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques

et

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention pages 301-309 pages 312-313

Ordre du jour page 309

5748 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique pages 309-312 pages 313-316

Communications page 317

Ordre du jour pages 317-318

5584 - Projet de loi relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et modifiant:

1. le Code des assurances sociales;

2. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4. le Code du Travail pages 318-327

4909 - Proposition de loi sur le droit de mourir en dignité pages 327-337

Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la déclaration d'indépendance du Kosovo, suivie d'un débat pages 338-342

5686 - Projet de loi transposant la Directive 2005/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions et la Décision-cadre 2005/667/JAI du Conseil du 12 juillet 2005 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires pages 342-343

5769 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Turkménistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 mai 1998 pages 343-344

4985 - Projet de loi relatif aux chiens pages 344-350

Compte rendu N°10

Communications page 352

Composition des commissions parlementaires page 352

Ordre du jour page 352

Débat d'orientation sur le changement climatique pages 355-365

5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution pages 365-366

5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code pages 366-367

Communications page 368

Composition des commissions parlementaires page 368

Ordre du jour page 368

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar page 369

Motion de M. Laurent Mosar relative au Tibet pages 369-370

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet des structures scolaires postprimaires dans la région Nordstad pages 373-376

5713 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant la sécurité dans les aéronefs des pays tiers empruntant les aéroports communautaires pages 376-377

5840 - Projet de loi portant

a) création de l'Administration des Enquêtes Techniques

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et

c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer pages 377-378

5831 - Débat d'orientation sur la Grande Région pages 378-391

Dépôt d'une proposition de loi page 391

Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement page 391

Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et des Télécommunications page 391

Communication page 392

Ordre des travaux page 392

5762 - Projet de loi concernant le renouvellement du soutien au développement rural pages 392-403

5699 - Projet de loi déterminant les organes compétents et les sanctions nécessaires à l'application

1) du Règlement (CE) N°2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs et du Règlement (CE) N°261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le Règlement (CEE) N°295/91

2) des mesures de transposition et d'application des directives et du règlement de l'annexe du règlement (CE) N°2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs et portant modification

1. de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

2. de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection des consommateurs

3. de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commande

4. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

5. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

6. de la loi modifiée du 9 août 1993 réglementant le crédit à la consommation

7. de la loi modifiée du 14 juin 1994 portant réglementation des conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours

8. de la loi modifiée du 18 décembre 1998 relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers

9. de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique

10. de la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité

11. de la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance

12. de la loi du 19 décembre 2003 fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation

13. de la loi du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels portant transposition de la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation et modifiant la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur

14. de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence

15. de la loi du 18 décembre 2006 portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance, de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique et de l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier pages 403-406

Compte rendu N°11

Communications pages 407-408

Retraits du rôle des affaires page 408

5857 - Proposition de loi sur la prostitution (Déclaration de recevabilité) page 408

5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

et

5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution, Article 63 du Règlement (Prise en considération) page 408

Composition des commissions parlementaires page 408

Ordre du jour page 408

Dépôt d'un projet de loi page 408

Dépôt d'une proposition de loi pages 408-409

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet du don d'organes pages 411-413

5804 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2006-2007) pages 413-422

Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, suivie d'un débat pages 422-436

Ordre du jour page 436

5516 - Projet de loi

- relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et à la création d'un cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant * la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures, * la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et accises, * la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, et * la loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, et

- abrogeant la loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport pages 436-441

5585 - Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement pages 441-444

Compte rendu N°12

5516 - Projet de loi

- relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et à la création d'un cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant * la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures, * la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes et accises, * la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, et * la loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, et

- abrogeant la loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport pages 445-446

5585 - Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement (suite) page 445

Dépôt d'une motion et d'une résolution par M. Aly Jaerling pages 445-446

5820 - Projet de loi relative à la transformation et à la rénovation du Centre Marienthal pages 446-448

5698A - Projet de loi portant approbation de la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et de son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques page 449

5751 - Projet de loi portant approbation du Protocole, modifiant le Protocole additionnel relatif aux impôts annexé à la Convention concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 29 avril 1969 et de la Déclaration des trois Gouvernements, signés à Bruxelles, le 17 avril 2007 page 449

5550 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999 pages 449-450

Ordre du jour page 450

Communications page 451

5875 - Proposition de loi

a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes

b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et

c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait 1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements; 2) modifiant a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements; b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité; e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation; j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants (Déclaration de recevabilité) page 451

5788 - Projet de loi portant: 1. transposition de la directive 2002/14/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne; 2. modification du chapitre IV du titre premier du livre IV du Code du travail pages 451-452

5750 - Projet de loi portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé et modifiant: 1. le Code du travail; 2. le Code des assurances sociales; 3. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension; 4. la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective; 5. le chapitre VI du Titre I de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 7. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 452-468

5761 - Projet de loi portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive pages 469-475

5687 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail telle que modifiée par la directive 2002/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002;

2. modification du Code du travail;

3. modification de l'alinéa 1 de l'article 2 de la loi du 14 mars 1988 relative au congé d'accueil;

4. modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. modification de la loi du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées page 475 pages 477-480

5795 - Projet de loi modifiant

I) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;

II) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

III) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

IV) la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

V) la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant 1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; 2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; 3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État; 4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État; 5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration; et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire;

VI) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

VII) la loi du 7 novembre 2007 modifiant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22

Table analytique

juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; b) la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 pages 476-477

Compte rendu N°13

Communication page 481

5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

et

5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution pages 482-489

5731 - Projet de loi relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

et

5735 - Projet de loi portant approbation du Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine), le 21 mai 2003 pages 489-492

5826 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux de renouvellement des infrastructures d'élimination des déchets ménagers et assimilés du SIDOR pages 492-494

5822 - Projet de loi relative au financement du système de perception tarifaire électronique dans les transports publics pages 495-499

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État pages 499-504

Communications page 505

5803 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 (Prise en considération) page 505

Composition des commissions parlementaires page 505

Ordre du jour pages 505-506

Débat sur l'état de la nation pages 506-516

Compte rendu N°14

Débat sur l'état de la nation (suite) pages 517-536

5803 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 pages 536-539

5685 - Projet de loi sur la jeunesse pages 539-543

5833 - Projet de loi portant approbation du Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, des Protocoles, de l'Annexe et de l'Acte final de la Conférence intergouvernementale, signés à Lisbonne, le 13 décembre 2007 pages 543-556

Compte rendu N°15

Communications page 557

Ordre du jour pages 557-558

5696 - Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall»; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil pages 558-575 page 576

5779 - Projet de loi ayant pour objet: 1) le développement économique de certaines régions du pays; 2) la modification - de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie; - de la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables pages 576-581

Ordre du jour page 581

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes spécifiques liés à la production de biocarburants pages 583-587 pages 590-591

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur les émissions à effet de serre des secteurs soumis au système d'échange de quotas pages 587-590

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur le financement futur des structures d'accueil et de garde pages 591-594

Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement page 594 pages 596-597

5780 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière pages 594-595 page 596

5810 - Projet de loi relative aux acquisitions dans le secteur financier et portant transposition, dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, de la directive 2007/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 modifiant la directive 92/49/CEE du Conseil et les directives 2002/83/CE, 2004/39/CE, 2005/68/CE et 2006/48/CE en ce qui concerne les règles de procédure et les critères d'évaluation applicables à l'évaluation prudentielle des acquisitions et augmentations de participation dans des entités du secteur financier pages 595-596

5851 - Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, ouverte à la signature à New York, le 14 septembre 2005 page 596

5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code - Second vote constitutionnel page 597

Interpellation de M. Camille Gira au sujet de l'enseignement musical dans le secteur communal pages 597-605

Compte rendu N°16

Communications page 606

Ordre du jour pages 606-607

5738 - Projet de loi relatif à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance pages 610-613

5817 - Projet de loi portant approbation de la Décision des représentants des Gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil concernant les privilèges et immunités accordés à l'Agence européenne de défense et à son personnel, signée à Bruxelles, le 10 novembre 2004 page 613

5811 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, portant transposition de la directive 2006/70/CE de la Commission du 1er août 2006 portant mesures de mise en œuvre de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la définition des «personnes politiquement exposées» et les conditions techniques de l'application d'obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle ainsi que de l'exemption au motif d'une activité financière exercée à titre occasionnel ou à une échelle très limitée et modifiant: 1. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 3. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 4. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 5. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 6. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 7. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 8. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable

et

5756 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et modifiant: 1) l'article 506-1 du code pénal, 2) la loi du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990; 2. modification de certaines dispositions du code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du code d'instruction criminelle pages 614-617

5331 - Proposition de loi sur les enquêtes parlementaires - Article 61 page 617

5890 - Débat d'orientation sur la réorganisation territoriale du Luxembourg pages 618-635

Communications page 636

Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe page 636

Ordre du jour pages 636-637 page 646

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur l'arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire 319-06 concernant la transposition de la directive détachement des travailleurs pages 637-640 page 646

5733 - Projet de loi relatif aux aides à la formation-recherche modifiant:

- la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public;

- la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet: 1) l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public; 2) le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public;

- le Code du Travail pages 640-646

5845 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N 31 et le projet routier afférent sur territoire français pages 646-650

5852 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°4, signé à Montréal, le 25 septembre 1975, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie, le 12 octobre 1929, amendée par le Protocole fait à La Haye, le 28 septembre 1955 page 650

Compte rendu N°17

5802 - Projet de loi 1) portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; 2) modifiant - la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection; - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti; - le Code du Travail; - le Code pénal; 3) abrogeant - la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère; - la loi du 26 juin 1953 portant fixation des taxes à percevoir en matière de cartes d'identité pour étrangers; - la loi du 28 octobre 1920 destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché pages 652-665

5873 - Projet de loi portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police pages 665-671

5563 - Projet de loi relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification: - du Code d'instruction criminelle, - de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et - de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire pages 671-675

Déclaration de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire sur la réorganisation territoriale du Luxembourg pages 675-677

Débat de consultation sur le 3e plan en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) pages 677-686

5854 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Protocole, signé à Perl, le 4 décembre 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le „Landkreis Merzig-Wadern" sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que les dépenses courantes du „Deutsch-Luxemburgisches-Schengen-Lyzeum Perl", signé à Luxembourg, le 26 février 2008 pages 686-688

5782 - Projet de loi portant création d'un lycée à Junglinster pages 688-691

Heures de questions au Gouvernement:

Compte rendu N°4

- Question N°219 du 20 novembre 2007 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge des frais de transport en ambulance, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 94

- Question N°220 du 20 novembre 2007 de Mme Anne Brasseur relative à la mise en application de la loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité - Procédure à respecter en cas de défaillance de paiement, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 94

- Question N°221 du 19 novembre 2007 de M. Jos Scheuer relative à la construction d'un passage souterrain sur la route Luxembourg-Echternach (E29 (N11)) à la hauteur du carrefour Consdorf-Bech (CR137), adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 95

- Question N°222 du 19 novembre 2007 de M. Claude Adam relative à l'accès au stage pédagogique de certains étudiants ou étudiantes inscrits en troisième année à l'Université du Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 95

- Question N°223 du 19 novembre 2007 de M. Roger Negri relative à la décision des autorités de Rhénanie-Palatinat sur l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire qui relie le Luxembourg à Coblence via Konz, adressée à M. le Ministre des Transports page 95

- Question N°224 du 20 novembre 2007 de M. Claude Meisch relative aux emplois créés à moyen terme sur le site Eurohub Sud (ancien site de la WSA), adressée à M. le Ministre du Travail et de l'Emploi pages 95-96

- Question N°225 du 19 novembre 2007 de M. Roger Negri relative à la proposition que le Commissaire européen Stavros Dimas a soumise à ses collègues de la Commission de refuser l'autorisation de mise en culture en Europe de deux variétés de maïs génétiquement modifiés développés par les firmes Syngenta et Pioneer/Dow (Bt11 et 1507), adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 96

- Question N°226 du 20 novembre 2007 de M. Jean Huss relative aux suites à donner au niveau européen à l'appel de Luxembourg pour l'interdiction des amalgames dentaires au mercure, signé le 10 novembre 2007, adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 96

- Question N°227 du 19 novembre 2007 de M. Charles Goerens relative aux modalités d'exécution de la nouvelle loi agraire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 96-97

- Question N°228 du 20 novembre 2007 de M. Xavier Bettel relative aux nominations du personnel enseignant au niveau des communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 97

Compte rendu N°7

- Question N°229 du 18 décembre 2007 de M. Marc Spautz relative au système de traitement des eaux usées de la commune de Bettembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

et

- Question N°230 du 17 décembre de M. Camille Gira relative à la problématique des eaux usées de la cité Frankenacker à Bettembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 208

- Question N°231 du 18 décembre 2007 de M. Carlo Wagner relative au carrefour reliant

la route nationale N1 à la bretelle d'accès de l'A1 à la hauteur du port de Mertert, adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 208-209

- Question N°232 du 17 décembre 2007 de M. Roland Schreiner relative aux discussions entre les syndicats et la direction relatives à un «outsourcing» éventuel des activités du «Call Center» de Luxair, adressée à M. le Ministre des Transports page 209

- Question N°233 du 17 décembre 2007 de M. Camille Gira relative aux déclarations du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire lors d'une conférence publique à Trèves concernant la future réforme de l'aménagement du territoire, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 209-210

- Question N°234 du 18 décembre 2007 de M. Xavier Bettel relative à un «groupe de réflexion» voulu par le Président de la République française pour réfléchir à l'avenir de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 210

- Question N°235 du 18 décembre 2007 de M. Claude Adam relative à l'avenir des associations qui s'occupaient, jusqu'à présent, de la gestion des listes des assistants parentaux et qui jouaient le rôle d'intermédiaire entre les familles et les assistants parentaux et se rendaient régulièrement sur place pour vérifier de la bonne prise en charge des enfants, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 210

- Question N°236 du 18 décembre 2007 de Mme Anne Brasseur relative au programme national pour la promotion de l'alimentation saine et de l'activité physique «Gesond iessen, méi bewegen», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 210-211

Compte rendu N°8

- Question N°237 du 29 janvier 2008 de M. Gilles Roth relative à la désindexation des contrats conclus par les communes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 259

- Question N°238 du 28 janvier 2008 de M. Romain Schneider relative au contrôle de la qualité des prestations de l'assurance dépendance, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale pages 259-260

- Question N°239 du 29 janvier 2008 de Mme Marie-Josée Frank relative à l'installation éventuelle de «maisons médicales» dans la région Est du pays, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale page 260

- Question N°240 du 28 janvier 2008 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la recommandation 1777 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe relative aux agressions sexuelles liées aux «drogues du viol», adressée à M. le Ministre de la Santé page 260

- Question N°241 du 29 janvier 2008 de M. Marco Schank relative à la réforme de la loi électorale et notamment le rapprochement des délais d'inscription sur les listes électorales de la date des élections, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 260-261

- Question N°242 du 28 janvier 2008 de M. Roger Negri relative à l'extension routière du CR34 entre Bertrange et Strassen, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 261

Compte rendu N°10

- Question N°243 du 11 mars 2008 de M. Marco Schank relative aux services de conseil en énergie et le rôle futur de l'Agence de l'Énergie en la matière, adressée à M. le Ministre de l'Environnement pages 352-353

- Question N°244 du 10 mars 2008 de M. Claude Meisch relative au renouvellement du CR110 entre Bascharage, Clemency et Grass, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 353

- Question N°245 du 10 mars 2008 de M. Fernand Diederich relative à la gestion et au fonctionnement des Centres intégrés pour personnes âgées, le contrôle de l'agrément et la qualification du personnel, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 353

- Question N°246 du 11 mars 2008 de M. Gast Gibéryen relative à l'octroi d'une aide financière aux personnes physiques pour la promotion des voitures à faibles émissions de CO_2, adressée à M. le Ministre de l'Environnement pages 353-354

- Question N°247 du 11 mars 2008 de M. Gilles Roth relative à l'aménagement de parkings d'accueil P&R dans l'ouest du pays (axe Steinfort-Luxembourg), adressée à M. le Ministre des Transports page 354

- Question N°248 du 11 mars 2008 de M. Eugène Berger relative à la mise en œuvre des plans de gestion relatifs aux zones «habitat», adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 354

- Question N°249 du 11 mars 2008 de M. Romain Schneider relative à la présentation publique d'une initiative gouvernementale en matière de communautés urbaines, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 354

- Question N°250 du 11 mars 2008 de M. Charles Goerens relative aux relations entre l'Union européenne et les pays partenaires de la Méditerranée du Sud, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 354-355

- Question N°251 du 18 mars 2008 de M. Gilles Roth relative à la définition de sites potentiels pour déchets inertes - état du dossier, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 368

- Question N°252 du 17 mars 2008 de M. Fernand Etgen relative à l'énergie dite «verte» fournie aux CFL, adressée à M. le Ministre des Transports page 368

- Question N°253 du 17 mars 2008 de M. Ben Fayot relative aux événements au Tibet, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

et

- Question N°254 du 18 mars 2008 de M. Xavier Bettel relative aux démarches du Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration auprès des autorités chinoises pour leur faire part de son inquiétude face aux récents événements au Tibet, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 368-369

- Question N°255 du 17 mars 2008 de M. Claude Adam relative au réaménagement de la rue Grande-Duchesse Charlotte à Mersch, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 370

- Question N°256 du 17 mars 2008 de M. Roger Negri relative au réaménagement urbanistique par exhaussement au-dessus des voies de la Gare de Luxembourg à des fins d'habitation et commerciales dans le cadre d'un plan directeur dénommé «Central Park», adressée à M. le Ministre des Transports pages 370-371

- Question N°257 du 17 mars 2008 de M. Robert Mehlen relative à l'attitude du Luxembourg lors du Conseil Agriculture et Pêche à Bruxelles relative à l'augmentation des quotas laitiers, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural page 371

- Question N°258 du 17 mars 2008 de M. Fernand Diederich relative à l'organisation des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 371

- Question N°259 du 17 mars 2008 de M. Xavier Bettel relative à la libre circulation à l'extérieur des personnes internées au Centre hospitalier neuropsychiatrique d'Ettelbruck (CHNP), adressée à M. le Ministre de la Santé pages 371-372

- Question N°260 du 18 mars 2008 de M. Ben Fayot relative aux troubles ayant actuellement lieu au Kosovo, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 372

- Question N°261 du 17 mars 2008 de M. Camille Gira relative à la mise en place des commissions des loyers instituées pour les communes de moins de 6.000 habitants, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 372

- Question N°262 du 17 mars 2008 de M. Charles Goerens relative à l'élargissement de l'OTAN et plus particulièrement des candidatures d'ex-pays soviétiques, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 372-373

- Question N°263 du 17 mars 2008 de M. Robert Mehlen relative au bruit dans les discothèques, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 373

Compte rendu N°11

- Question N°264 du 22 avril 2008 de M. Gilles Roth relative au cadre réglementaire applicable à l'implantation d'éoliennes, adressée à M. le Ministre de l'Environnement page 409

- Question N°265 du 22 avril 2008 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 409

- Question N°266 du 21 avril 2008 de M. Roland Schreiner relative à l'introduction d'une pension complémentaire dans la fonction publique, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 409

- Question N°267 du 22 avril 2008 de M. Camille Gira relative à l'organisation des services de secours et notamment des règlements grand-ducaux à prendre en exécution de la loi du 12 juin 2004, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 410

- Question N°268 du 22 avril 2008 de M. Ali Kaes relative au remboursement du vaccin contre les infections à HPV (Human Papilloma Virus), adressée à M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 410

- Question N°269 du 21 avril 2008 de M. Jacques-Yves Henckes relative aux récents jets de pierre de ponts autoroutiers, adressée à M. le Ministre de la Justice page 410

- Question N°270 du 21 avril 2008 de M. Roger Negri relative à une proposition de directive de la Commission européenne augmentant le taux du biofuel à 10% en tant qu'additif dans l'essence et le diesel jusqu'à l'an 2020, adressée à M. le Ministre de l'Environnement pages 410-411

Compte rendu N°16

- Question N°271 du 1er juillet 2008 de M. Marco Schank relative aux solutions envisagées par le Ministère afin d'augmenter la disponibilité des bénévoles des services de secours et d'assurer une certaine reconnaissance aux bénévoles pour leur dévouement et leur travail au sein des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 607

- Question N°272 du 30 juin 2008 de M. Fernand Etgen relative à l'agrandissement de l'École nationale des Sapeurs-Pompiers à Feulen, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 607

- Question N°273 du 30 juin 2008 de M. Roger Negri relative à l'(in)utilisation, par le Luxembourg, des crédits budgétaires mis à disposition par l'Union européenne au cours de l'exercice 2007, adressée à M. le Ministre du Trésor et du Budget

et

- Question N°274 du 30 juin 2008 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la réaction du Gouvernement au sujet de l'utilisation des fonds européens, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration pages 607-608

- Question N°275 du 1er juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la future affectation de l'actuel Palais de Justice, adressée à M. le Ministre des Travaux publics page 608

- Question N°276 du 1er juillet 2008 de M. Gilles Roth relative à l'état d'avancement du projet de construction de la 2e école européenne, adressée à M. le Ministre des Travaux publics pages 608-609

- Question N°277 du 1er juillet 2008 de Mme Anne Brasseur relative à la politique en matière de consommation de cannabis, adressée à M. le Ministre de la Justice page 609

- Question N°278 du 1er juillet 2008 de M. Charles Goerens relative à l'analyse du député européen Robert Goebbels au sujet du futur de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 609

Questions avec débat:

Question avec débat N°25 de M. Claude Adam relative au concept concernant les sites et bâtiments transformés en lieux de rencontre culturels dans le cadre de l'année culturelle 2007 pages 71-72

Question avec débat N°26 de Mme Vera Spautz au sujet de l'étude de l'Observatoire de l'Habitat sur le bail à usage d'habitation pages 110-111

Question avec débat N°27 de M. Henri Kox au sujet de l'aménagement du site de la WSA (Warehouse Service Agency) et de la stratégie gouvernementale en matière de développement du secteur de la logistique pages 189-190

Question avec débat N°28 de M. Aly Jaerling relative à un accord concernant le financement des communautés religieuses (art. 89 du Règlement) pages 161-162

Question avec débat N°29 de Madame Claudia Dall'Agnol au sujet du carnet de l'habitat pages 188-189

Question avec débat N°30 de M. Jacques-Yves Henckes - Création d'un Laboratoire National de Médecine Légale et de Police Scientifique pages 481-482

Question avec débat N°31 de M. Xavier Bettel - Convention relative à la présence d'observateurs indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés pages 448-449

Question avec débat N°32 de M. Jean Huss relative aux relations entre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) pages 581-583

Question avec débat N°34 de M. Marco Schank relative à la qualité des aliments dans la restauration collective publique pages 575-576

Question avec débat N°35 de M. Xavier Bettel au sujet des mesures de sécurité du Centre Hospitalier Neuropsychiatrique pages 651-652

Question avec débat N°36 de M. Roland Schreiner au sujet du plan d'action «Réforme administrative» pages 609-610

Questions urgentes:

Question urgente N°2056 de M. Camille Gira et de Mme Viviane Loschetter relative aux conditions d'enseignement au Lycée du Nord à Wiltz page 59

Question urgente N°2162 de M. Félix Braz relative à l'affaire Bommeleeër page 164

Question parlementaire:

Question parlementaire N°2054 de M. Camille Gira relative à l'ouverture au public du Grünewald page 227

Demandes en naturalisation:

Demandes en naturalisation (compte rendu N°3) pages 65-66

Demandes en naturalisation (compte rendu N°7) page 248

Demandes en naturalisation (compte rendu N°9) pages 350-351

Demandes en naturalisation (compte rendu N°12) page 450

Demandes en naturalisation (compte rendu N°17) page 691

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2475	Mme Anne Brasseur	Nouveaux bâtiments abritant les Archives nationales sur la friche industrielle de Belval-Ouest
2497	Mme Anne Brasseur	Location de la salle de concerts de la Philharmonie
2545	M. Claude Adam	Construction d'un centre de thérapie près du Château de Schoenfels
2560	M. Robert Mehlen	Campagne de vaccination contre la fièvre catarrhale
2564	M. Ali Kaes, M. Marco Schank et M. Jean-Paul Schaaf	Centre écologique situé au sein du «Parc Hosingen»
2570	M. Robert Mehlen	Prix du lait
2571	M. Romain Schneider	Prix du lait
2594	M. Aly Jaerling	Hauts fourneaux de Belval
2596	Mme Lydia Mutsch et M. Roland Schreiner	Nouveau bâtiment de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)
2603	M. Robert Mehlen	Nuisances sonores
2605	M. Roland Schreiner	Pollution apparente d'un ruisseau à Clemency
2608	M. Claude Adam	Instituteur-ressources
2612	Mme Claudia Dall'Agnol	Soins psychiatriques à domicile (SPAD)
2615	M. Claude Meisch	Enseignes publicitaires
2619	M. Eugène Berger	Programmes européens
2623	M. Gilles Roth	Occupation de personnel domestique dans un ménage privé
2636	M. Robert Mehlen	Personnel de la décharge Sidec exposé à la Mycotoxine
2639	M. Robert Mehlen	Subsides aux associations
2640	M. Jean Huss	Fluoroquinolones
2641	M. Marc Angel	Reconnaissance des mariages homosexuels conclus à l'étranger
2642	M. Marcel Oberweis	Étiquetage nutritionnel des aliments
2644	M. Laurent Mosar	Communauté européenne de l'énergie
2645	M. Ben Fayot	Allocation de vie chère
2646	M. John Castegnaro	Prix lors de la facturation du mazout
2647	M. Claude Meisch	Travaux sur le chantier du nouveau Lycée Technique Mathias-Adam (LTMA)
2648	M. Xavier Bettel	Initiative du parti socialiste de la Ville de Luxembourg concernant la tarification des taxis
2649	M. Jos Scheuer	Nationalité luxembourgeoise en cas de surdité
2650	M. Robert Mehlen	Piscine couverte pour le Lycée Technique Joseph-Bech (LTJB) à Grevenmacher
2651	M. Alex Bodry	Circulaire du 9 juin 2008 concernant la recommandation du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg
2652	M. Lucien Clement et Mme Marie-Josée Frank	Embauche de travailleurs saisonniers polonais
2653	M. Xavier Bettel	Manifestations prévues lors du Conseil européen Agriculture et Pêche
2655	M. Ben Fayot	Conseil supérieur pour le développement durable
2656	M. Marc Spautz	Autoroutes luxembourgeoises
2660	M. Roger Negri	Extension de l'offre scolaire au Lycée Technique Josy-Barthel (LTJB) de Mamer
2661	M. Laurent Mosar	Introduction d'une nouvelle taxe sur le chiffre d'affaires des chaînes privées, des opérateurs télécoms et d'Internet en France
2662	M. Claude Adam et M. Henri Kox	Emplacement pour l'Unité de Recherche Physique et Matériaux de l'Université du Luxembourg
2663	Mme Martine Stein-Mergen	«Eis Schoul»
2665	M. Gilles Roth	Participation de Fortis dans Luxair
2666	M. Robert Mehlen	Création d'une «Zone horticole» au Luxembourg
2667	M. Marcel Oberweis	Achèvement de la piste cyclable PC15 entre Lorentzweiler et Lintgen
2670	M. Marc Angel	Chèques-repas
2675	M. Claude Meisch	Comptabilité générale de l'État
2682	M. John Castegnaro et M. Romain Schneider	Réforme de l'Administration de l'Emploi (ADEM)
2683	Mme Vera Spautz	Mineurs détenus au Centre pénitentiaire à Schrassig
2684	M. Fernand Etgen	Instruction formelle pour le personnel communal concernant la consommation d'alcool pendant la pause de midi
2686	M. Gast Gibéryen	Prochaines tranches indiciaires
2690	Mme Marie-Josée Frank	Formation en soins infirmiers
2693	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Évacuation des boues d'épuration par voie d'incinération
2694	M. Gilles Roth	Vitesse maximale autorisée hors agglomération
2696	M. Jacques-Yves Henckes	Tarification des parkings du nouveau terminal de l'Aéroport de Luxembourg
2698	M. Marcel Oberweis	Énergie éolienne
2699	M. Claude Meisch	Décompte de la participation des communes aux traitements des enseignants

Question 2475 (17.4.2008) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **nouveaux bâtiments abritant les Archives nationales sur la friche industrielle de Belval-Ouest:**

Dans sa réponse à ma question orale du 13 février 2007 relative à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales sur la friche industrielle de Belval-Ouest *(cf. compte rendu N°8/2006-2007)*, Monsieur le Ministre des Travaux publics avait exposé les conclusions du groupe de travail instauré afin de dégager les solutions qui s'imposeraient en matière de redéfinition partielle, pour cause de contraintes budgétaires, du projet de construction d'un nouvel établissement pour les Archives nationales.

D'après ces conclusions le projet initial devrait être revu à la baisse et la construction s'étaler sur trois phases, à savoir une première phase avec la construction de 20.000 m² de surface de stockage et 5.000 m² de surface-service, puis deux phases d'extension de 5.000 m² chacune si les besoins l'exigeraient.

Monsieur le Ministre des Travaux publics avait ajouté à l'époque que ces besoins existaient bel et bien. Concernant la programmation du projet de construction Monsieur le Ministre des Travaux publics avait évoqué un concours d'architecture d'urbanisme dont les résultats devraient être rendus publics au plus tard le 15 mai 2007.

Lors de la présentation de ce 16 avril du projet «Cité des sciences» de Belval-Ouest par Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, Monsieur le Ministre des Travaux publics et Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, il a été confirmé que le projet initial serait remanié et qu'un préprojet détaillé devrait voir le jour en mars 2009. Le bâtiment des Archives nationales devrait avoir une surface totale de 25.000 m².

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Une 2e, voire 3e phase d'extension est-elle toujours envisagée ou est-ce qu'actuellement ces besoins n'existent plus? Quand peut-on envisager le démarrage de la phase 2 et 3?

- Si ces besoins existent dores et déjà pourquoi ne pas prévoir de surface supérieure dès le départ?

- Quelle est la solution provisoire préconisée afin de pallier au manque de surface de stockage en attendant une extension de celle-ci?

- Quelles sont les raisons expliquant qu'il faille attendre mars 2009 avant d'avoir un préprojet détaillé, alors que le concours d'architecture a déjà été lancé au début 2007?

- Quels sont les coûts supplémentaires en matière de frais d'architectes engendrés par ce remaniement?

Réponse commune (8.8.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée, il est tout d'abord souligné qu'au vu des projections actuelles, un nouveau bâtiment des Archives nationales devrait revêtir une surface totale de 35.000 m², ce qui résulte d'ailleurs des conclusions du groupe de travail relevées par Madame Brasseur. Afin de ne pas engendrer directement la charge financière totale d'un grand bâtiment, destiné de surcroît à rester à moitié vide pendant un laps de temps considérable, le Gouvernement va proposer une construction en phases.

- Les différentes phases de construction seront réalisées en fonction de la stratégie de développement du site, à arrêter avant la finalisation d'un premier projet de loi relatif à la construction du nouveau bâtiment. Une première phase de construction mettra en place une surface de stockage de 20.000 m² ainsi qu'une surface administrative de 5.000 m². Ces surfaces vont combler les besoins des Archives nationales pour une période de douze à 15 ans.

- Actuellement, des espaces de stockage supplémentaires sont aménagés à l'étage supérieur du bâtiment des Archives nationales au Plateau du St-Esprit à Luxembourg-ville, lieux libérés par le Musée National d'Histoire et d'Art, ainsi qu'à l'ancien comptoir pharmaceutique à Luxembourg-gare.

- Par le concours d'architecture et d'urbanisme lancé début 2007, des projets relatifs à la Maison du Savoir ainsi que des propositions d'urbanisme ont été élaborés. Un des résultats de ce concours fut la confirmation du site initialement retenu pour l'implantation du nouveau bâtiment des Archives nationales.

- Quant aux frais d'architecte engendrés par le nouveau projet de construction et l'extension projetée, ils ne peuvent être évalués à ce jour.

Question 2497 (24.4.2008) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **location de la salle de concerts de la Philharmonie:**

Du rapport annuel de la Philharmonie présenté à la presse le 18 avril 2008, il ressort que les recettes dépassent de 1.861.000 euros le montant des dépenses (Produits 12.620.000; charges 10.759.000). S'il faut féliciter les responsables de la Philharmonie pour leur dynamisme aussi bien sur le plan culturel que sur le plan financier, il faut cependant se poser la question si le but d'un établissement public est de générer des bénéfices alors qu'on sait qu'une partie des recettes provient de la location de la salle de concerts aux orchestres de l'OPL, des Solistes européens et des musiciens qui à leur tour sont subventionnés par l'État et la Ville de Luxembourg.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir si Madame la Secrétaire d'État n'estime pas qu'il y ait lieu de revoir à la baisse les tarifs pour la location pour les trois orchestres subventionnés.

Réponse (31.7.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Depuis sa fondation, l'établissement public qui gère la Philharmonie a eu la transparence dans la gestion financière et artistique comme principe de base: c'est dans cette perspective qu'il convient d'interpréter la publication du bilan de la Philharmonie pour l'année civile 2007:

À l'examen de ce bilan, il convient de rappeler que lors de l'établissement du budget prévisionnel de l'année 2007, les prévisions pour la vente de tickets et pour les recettes (dans la catégorie «Produits divers») avaient été établies selon le principe de prudence alors que la 2e saison seulement était à l'affût. Ils ont été de 24% supérieurs à l'objectif que le budget prévisionnel s'était fixé. Cela peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs, dont notamment l'impossibi-

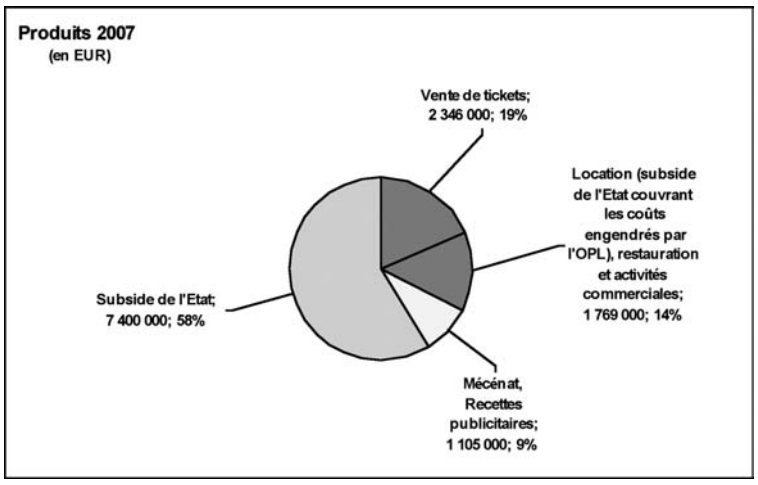
lité de pouvoir prédire avant même le début de la 2e saison, au moment donc où il fallait introduire les prévisions budgétaires de l'établissement public pour 2007, comment le public réagira à l'offre de programmation de la Philharmonie et comment les partenaires économiques réagiront à l'offre de sponsoring ou de mécénat. Il faut donc essayer d'utiliser une certaine prudence lors de l'établissement d'un budget prévisionnel tant pour le volet recettes que pour le volet dépenses:

En ce qui concerne les dépenses, on ne peut encore une fois que se féliciter de l'excellent résultat qui est clairement le fruit d'une bonne gestion financière des deniers publics et privés. Cependant, ce résultat doit également être lu sur fonds de certaines adaptations d'installations techniques qui n'ont pu être réalisées en raison du volume de productions artistiques élevé.

Il faut encore rappeler ici que la programmation de la Philharmonie, tout comme celle d'autres institutions culturelles comme par exemple les théâtres, se fait sur une base saisonnière: parce qu'il faut planifier un programme par saisons, on ne saurait répartir les dépenses liées au programme de façon linéaire sur une année budgétaire qui va du 1er janvier au 31 décembre. Il n'est jamais exclu qu'une série d'importants concerts d'une saison peut par exemple se dérouler dans l'année de calendrier suivante et ne pas greffer financièrement l'année pendant laquelle la saison débute.

Un objectif majeur de la Philharmonie est la mise à disposition d'une salle de concerts vivante en tant que lieu de rencontre pour un public habitant le Luxembourg et la Grande Région: la diversité de la programmation musicale répond aux critères les plus sévères.

Venons-en maintenant à la provenance des recettes réalisées au cours de l'année civile 2007:



Le résultat économique de l'année civile 2007 est basé sur une gestion financière conséquente et une utilisation économe des subsides de l'État. Le modèle commercial de la Philharmonie, élaboré par la direction et approuvé par le conseil d'administration, se donne les moyens économiques pour lui permettre d'atteindre les objectifs d'une politique culturelle conséquente. L'une de ces tâches est l'intégration et la stimulation des orchestres et ensembles musicaux du Luxembourg. La Philharmonie répond à cette mission en accueillant les orchestres et ensembles établis au Luxembourg et, bien évidemment, l'OPL, l'orchestre en résidence qui bénéficie logiquement de la plus grande plage réservée à un seul ensemble. La Philharmonie et l'OPL ont ainsi signé une convention qui régit l'utilisation de salles et de locaux administratifs par l'OPL à la Philharmonie à des conditions attrayantes.

Il importe en plus de mentionner que tout acteur culturel non commercial peut profiter d'une réduction de 20% des loyers des salles qu'il occupe. L'équilibre entre les coûts réels d'une infrastructure (bâtiment, charges, personnel) et son utilisation peut uniquement être atteint à l'aide d'un cofinancement par l'utilisateur dans un environnement axé sur une économie de marché.

Dans ce contexte il convient de préciser que les coûts de participation réels relatifs à l'utilisation de l'infrastructure ne sont pas couverts par les loyers payés. Ces recettes ne contribuent donc que de façon marginale au chiffre d'affaires réalisé.

Une suppression générale des loyers pour les orchestres et ensembles subventionnés du Luxembourg ne saurait être recommandée ni du point de vue de la viabilité économique de la Philharmonie, ni du point de vue de l'utilisation économe des subventions publiques, ni du point de vue de la transparence des coûts engendrés par les mises à disposition d'espaces à autrui par la Philharmonie.

Il convient par ailleurs de rappeler que la Philharmonie consent de toute façon de gros efforts financiers et de mise à disposition gratuite de ses infrastructures et de sa communication à une dizaine d'initiatives culturelles dans le cadre de la série de concerts à succès «Fräiraim». Les recettes ainsi générées vont directement à ces initiatives. Cette série de concerts constitue un élément central de l'intégration et de la stimulation d'initiatives culturelles diverses au Luxembourg au sein même de la Philharmonie, le tout dans le cadre d'une politique de qualité musicale et artistique.

En guise de conclusion, on peut constater que chaque investissement de moyens budgétaires par l'établissement public correspond aux lignes directrices définies avec le conseil d'administration et donc contrôlé. La création de réserves financières correspond à la gestion faite par les salles de concerts internationales équivalentes à la Philharmonie. L'existence de telles réserves ne fait que témoigner d'une bonne gestion de l'établissement public Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte par le conseil et la direction de l'établissement.

Question 2545 (19.5.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **construction d'un centre de thérapie près du Château de Schoenfels:**

Ayant pris note qu'une autorisation de construction a été introduite auprès de la commune de Mersch pour la construction d'un centre de thérapie près du Château à Schoenfels, j'aimerais avoir quelques précisions concernant l'état d'avancement d'autres projets concernant cette même localité de Schoenfels. Vu que ces projets ne se font pas sous la coordination d'un seul ministère comme le serait un grand chantier, mais que plusieurs départements ministériels sont concernés généralement sous réserve de l'accord d'un autre ministère, je me permets donc conformément au règlement de la Chambre des Députés de poser ces questions au Ministre de l'Environnement, au Ministre des Travaux publics et aux Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

- Quand les bureaux destinés aux différents services de l'Administration des Eaux et Forêts, en l'occurrence pour le cantonnement forestier de Mersch, l'arrondissement Conservation de la Nature Centre, les préposés forestiers des triages de Mersch-Ouest et Mersch-Est, seront-ils réalisés?

- Quand est-ce que la restauration du donjon du Château, qui devra être effectuée sous la responsabilité du Service des Sites et Monuments nationaux et financée par des crédits du département de la Culture, pourra être entamée?

- Est-ce que l'aménagement du parc, qui devra être exécuté par l'Administration des Eaux et Forêts et financé par le budget du département de l'Environnement, ceci cependant sous réserve de l'accord du Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sera réalisé dans un délai raisonnable?

- Quant est-il de l'avancement des travaux concernant la réalisation d'une zone protégée «Mamerdall» et la réalisation d'un centre d'accueil pour la réserve naturelle Mamerdall?

- Quand est-ce que la piste cyclable reliant la localité de Schoenfels à la localité de Mersch, et qui constitue un élément complémentaire du projet du centre d'accueil, pourra être réalisée?

Réponse commune (13.8.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement*, de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

L'honorable Député Claude Adam souhaite avoir des informations sur l'état d'avancement de divers projets dans la vallée de la Mamer, suite à la demande d'autorisation de construction introduite auprès de la commune de Mersch pour la construction d'un centre de thérapie près du Château de Schoenfels.

Il y a lieu de rappeler qu'il a été décidé de réaliser dans une première phase un atelier thérapeutique pour les besoins de l'association «Stëmm vun der Strooss». D'ailleurs, en sa séance du 28 janvier 2008, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre des Députés s'est prononcée unanimement en faveur de la poursuite immédiate des travaux relatifs à l'atelier thérapeutique.

La première phase du projet comprend également la démolition de la partie de la ferme en ruine, l'aménagement des accès et les installations techniques communes.

Ainsi, l'autorisation de bâtir de la phase I du projet «Centre d'accueil et atelier thérapeutique» a été demandée en mars auprès des autorités communales et des autres instances concernées. L'autorisation du Ministre de l'Environnement a été délivrée en date du 4 août 2008. À ce jour, les autres autorisations requises n'ont pas encore été confirmées.

En ce qui concerne la phase II, à savoir l'aménagement de bureaux pour l'Administration des Eaux et Forêts, celle-ci devra suivre immédiatement la première phase et un avant-projet détaillé est actuellement en voie d'élaboration. Cet avant-projet sera achevé fin 2008 et servira à déterminer le coût exact de cette deuxième phase. L'idée du centre d'accueil, étroitement liée à la relocalisation des services de l'Administration des Eaux et Forêts sera peaufinée dans ce contexte. Il en sera de même du projet de réaménagement du parc du Château. Il est évident que les travaux de réaménagement dans le respect du cadre historique du complexe. Les dépenses budgétaires y relatives pourraient être inscrites au budget de 2012.

En ce qui concerne plus particulièrement le donjon, il convient de souligner que le Service des Sites et Monuments a fait réaliser des travaux de sauvegarde, notamment la remise en état des châssis des fenêtres, des tympans et le remplacement des vitres. Des travaux de restauration plus substantiels seront entamés dès que les travaux de planification en ce qui concerne les détails de l'affectation du donjon seront définitivement connus. Ces travaux respecteront bien évidemment la substance historique de la construction.

Quant à au classement du «Mamerdall» en tant que zone protégée un avant-projet de règlement grand-ducal sera soumis au Conseil de Gouvernement au courant de l'automne 2008. Conformément aux dispositions de l'article 42 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles le dossier sera par après soumis pour enquête publique aux communes concernées par le projet.

En ce qui concerne la piste cyclable PC14 entre Mersch et Schoenfels, l'Administration des Ponts et Chaussées avait présenté un avant-projet pour la construction en date du 13 août 2003.

Cet avant-projet a trouvé l'accord du Ministre des Travaux Publics en date du 16 septembre 2003 et les autorisations requises de la part du Ministre de l'Environnement furent demandées de suite. Depuis lors, diverses réunions ont été organisées sous la responsabilité du Service de la Conservation de la Nature avec les autorités communales et les autres services concernés.

Le Ministère de l'Environnement qui souhaite la réalisation d'une piste cyclable écologique, a chargé un bureau spécialisé avec l'étude d'une variante au projet présenté par l'Administration des Ponts et Chaussées ceci notamment en raison du fait que les fonds concernés font partie de la zone «Habitats» LU0001018-Nord Vallées de la Mamer et de l'Eisch.

Un avant-projet de la piste cyclable écologique a été présenté aux acteurs concernés au courant du mois de juillet 2008. Conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles celui-ci devra l'objet d'une étude d'évaluation des incidences sur l'environnement et plus particulièrement sur les espèces-cibles de la prédite zone «Habitat».

En fonction des conclusions de cette étude d'évaluation et pour autant que ces propositions respectent les dispositions du règlement grand-ducal du 1er août 2001 portant exécution de l'article 3 de la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national des pistes cyclables, le dossier présenté en été 2003 devra être adapté en conséquence par l'Administration des Ponts et Chaussées.

Au vu de ces conditions il n'est à ce stade guère possible de prévoir un calendrier exact pour l'exécution des travaux en question.

Question 2560 (26.5.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **campagne de vaccination contre la fièvre catarrhale:**

Déi aktuell Impfcampagne géint d'Blozongekränkt ass mat Aarbecht a Käschte verbonnen. An engem Pressecommuniqué huet Äre Ministère matgedeelt, wéi dës Käschte verrechent respektiv opgedeelt ginn. An dësem Kontext géif ech Iech gären dës Froe stellen:

1. Ass dës Regelung am Accord mat de Vétérinairë getraff ginn, a gëtt et heiriwwer eng schréftlech Konventioun?

2. Wat kascht de Vaccin selwer, wéi héich sinn dës Käschte fir den nationale Budget a wéi héich ass déi betreffend Bedeelegung vun der Europäescher Unioun?

3. Wéi vill kascht eng Impfung (nëmmen den Acte médical) de Lëtzebuerger Stat, wann ee berücksichtegt, datt d'TVA, déi an der Entschiedegung vum Vétérinaire enthalen ass, un de Stat zréckfléisst? Wéi héich ass dee betreffende Remboursement vun der EU?

4. Wéi héich schätzt Dir d'Netto-Ausgabe fir de Lëtzebuerger Stat am Kader vun der Impfcampagne 2008 géint d'Blozongekränkt?

Réponse (13.8.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Les différentes questions posées par l'honorable Député appellent les réponses suivantes:

1. À l'instar de campagnes de vaccination antérieures, les aspects financiers de l'actuelle campagne de vaccination contre la fièvre catarrhale ont fait l'objet d'une concertation entre l'Administration des Services vétérinaires et l'association représentant les vétérinaires-praticiens.

2. Le prix d'achat d'une dose de vaccin s'élève à 0,63 euro TVA comprise.

La participation de la Commission européenne à la campagne de vaccination a été fixée à 0,60 euro par dose de vaccin et, pour l'acte de vaccination, à 1 euro par bovin et à 0,75 euro par ovin.

3. En vertu d'une décision ministérielle concernant les honoraires revenant aux vétérinaires dans le cadre de la vaccination contre la fièvre catarrhale ovine, une indemnité de 2 euros par acte de vaccination a été fixée, dont 1 euro à charge de l'exploitant et 1 euro à charge du budget de l'État. En plus, cette décision prévoit une indemnité forfaitaire de 35 euros hors TVA par exploitation, qui est entièrement prise en charge par l'État.

4. Sachant que pour 2008 le coût global de la campagne de vaccination, comprenant à la fois le prix du vaccin à raison d'un tiers et les honoraires des praticiens à raison de deux tiers du montant global, est estimé à 754.400 euros et que le remboursement communautaire portera sur 599.250 euros, la dépense à charge du budget national peut être estimée à 155.150 euros. À noter que ce montant ne comprend pas les frais logistiques et administratifs.

Question 2564 (27.5.2008) de **MM. Ali Kaes**, **Jean-Paul Schaaf** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant le **centre écologique situé au sein du «Parc Hosingen»:**

Au milieu des années 1980 le domaine de Hosingen a été racheté par l'État dans le but de reconvertir le site en zone forestière et de créer un nouveau pôle d'attraction à vocations multiples. La loi du 13 juillet 1989 portant création d'un établissement public dénommé «Parc Hosingen» mettait sur pied un conseil d'administration placé sous la tutelle du Ministère de l'Environnement. Or, en 1994 le Gouvernement a décidé de ne plus reconduire le conseil d'administration.

Selon le planning de l'Administration des Bâtiments publics les travaux de construction du centre écologique au sein du «Parc Ho-

singen» devraient s'achever en automne 2008, de façon à ce que les nouvelles installations puissent être mises en exploitation à la fin de l'année.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

1. Quelle est la destination finale du centre écologique?

2. Quel est le concept fonctionnel d'exploitation?

3. Monsieur le Ministre, n'estime-t-il pas que l'on devrait, suite à la mise en veilleuse du conseil d'administration, trouver une solution en ce qui concerne la gestion du «Parc Hosingen»?

4. Monsieur le Ministre, n'estime-t-il pas que l'on devrait approfondir la collaboration avec le syndicat SISPOLO qui a investi au cours des années passées d'importantes sommes sur le site?

Réponse (31.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La question parlementaire sous rubrique, par laquelle les honorables Députés Messieurs Kaes, Schaaf et Schank demandent des renseignements au sujet du «Parc Hosingen», avait été adressée dans une première phase à Monsieur le Ministre de l'Environnement. Celui-ci a fait valoir de ne pas disposer de renseignements à ce sujet. De ce fait, la question parlementaire a été adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

1. Le Centre écologique comprend trois fonctions. Il comporte:

- d'un côté, les bureaux et des locaux accessoires (accueil, archives, stockage) pour le Parc naturel de l'Our;

- ensuite des salles pouvant servir pour des réunions, des conférences, des spectacles, des formations à l'égard de tout le public;

- et finalement une partie «hébergement et restauration» pour des groupes passant des stages en rapport avec des formations ou des activités sportives.

2. et 4. Le concept fonctionnel d'exploitation est actuellement établi en étroite collaboration avec le SISPOLO, qui se verra confier un rôle de gestion proactive dans le Centre écologique, rôle qu'il a déjà joué par le passé par rapport à ses propres installations. Ce rôle permettra aussi d'établir des synergies au niveau technique et à celui de la gestion quotidienne de l'ensemble des installations, sans distinction de la propriété.

3. Une structure de gestion légère sans personnalité juridique comprenant les départements ministériels intéressés sera constituée afin de définir les grandes lignes de l'activité du Centre écologique et de faire l'interface avec le SISPOLO. Les crédits budgétaires nécessaires seront inscrits au budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

Question 2570 (29.5.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **prix du lait:**

Aktuell gëtt an enger Rei EU-Memberstate vun de Mëllechproduzenten e Stopp vun der Mëllechliwwerung bedriwwen. Et besteet de Risiko, datt dVersuergung vun der Populatioun mat Mëllech a Mëllechprodukten an en Enkpass geréit. Dës Streikaktioune spille sech of virum Hannergrond vun engem katastrophale Präisverfall vum Mëllechpräis fir d'Produzenten, dat heescht d'Mëllechbaueren. Dëse Präisverfall ass op en neierlechen Déséquiliber tëschent Offer an Demande um Mëllechmaart zréckzeféieren, woubäi gläichzäiteg d'Produktiounskäschte staark geklomme sinn. Et ass evident, datt eng rentabel Mëllechproduktioun zu dëse Konditiounen net méiglech an d'Iwwerliewe vun eise Mëllechbetriber laangfristeg a Fro gestallt ass. Virun dësem Hannergrond géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Deelt Dir d'Meenung, datt et am Interessi vun enger laangfristeg sécherer Nahrungsmëttelversuergung ass, datt d'Agrarproduktioun an alle Länner soll kënnen ënner previsiblen, kalkuléierbaren a rentable Konditioune geschéien?

2. Sidd Dir d'accord, datt déi geplangten Ofschafung vun de Mëllechquoten an déi absolut Liberaliséierung vum Mëllechmaart konträr zu dëser Zilsetzung ass?

3. Sidd Dir an deem Kontext d'accord unzëerkennen, datt déi vun lech favoriséiert supplementar an net geplangten zweeprozenteg Unhiewung vun de Mëllechquoten am Mäerz 2008 eng falsch Décisioun war?

4. Sidd Dir als Konsequenz dovu bereet, Är Attitüd a puncto Ophiewung vun de Mëllechquoten ze änneren a fir d'Weiderféierung a gläichzäiteg d'Verbesserung vum Mëllechquotesystem anzetrieden, mam Zil, en Equiliber um Mëllechmaart erbäizeféieren an de Mëllechproduzenten e stabilen a käschtendeckende Mëllechpräis ze garantéieren?

5. Wann dat net de Fall ass, wat fir Mesurë wëllt Dir huelen, fir de Mëllechproduzente kuerz- a laangfristeg e Präisniveau ze garantéieren, ënnert deem eng rentabel Mëllechproduktioun méiglech ass?

Réponse (13.8.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Monsieur le Député Robert Mehlen se montre préoccupé par la situation précaire qui prévaut actuellement pour les producteurs de lait qui se trouvent confrontés, selon ses affirmations, à un déclin catastrophique du prix du lait payé par les laiteries. Dans ce contexte il évoque les récents arrêts des livraisons de lait aux laiteries par bon nombre de producteurs dans divers États membres de l'Union européenne comme signe de protestation contre la baisse des prix et s'interroge sur le bien-fondé de la suppression du régime des quotas laitiers en 2015 alors que le marché du lait et des produits laitiers se trouve confronté à un déséquilibre entre l'offre et la demande.

Avant de répondre de façon détaillée aux diverses questions soulevées, il m'importe de prendre position à l'égard de certaines affirmations faites par l'honorable Député dans la partie introductive de sa question parlementaire.

En premier lieu, force est de constater que les producteurs de lait luxembourgeois ne se voient pas confrontés actuellement à un déclin catastrophique du prix du lait. Le contraire est vrai puisque le prix moyen du lait payé pour les livraisons du mois d'avril 2008 s'est élevé à 37,25 cents/kg (prix hors TVA au taux effectif de matière grasse et de matière protéique) par rapport à un prix de 29,46 cents/kg payé en avril 2007, soit une augmentation de 7,79 cents/kg ou de 26,44% par rapport au même mois de l'année précédente. Le prix moyen touché par les producteurs au cours des douze derniers mois (période de mai 2007 à avril 2008) s'est chiffré à 39,36 cents/kg. En y ajoutant les 3,5 cents dont bénéficient les producteurs de lait à titre de prime aux produits laitiers (prime intégrée dans le jeton payé dans le cadre du régime de prime unique), l'on obtient même une rémunération globale de 43 cents/kg de lait, ce qui correspond exactement au niveau de rémunération qui est revendiqué par le groupement des «Lëtzebuerger Mëllechbaueren» (LDB).

L'on ne peut certes pas nier que le prix du lait payé aux producteurs luxembourgeois a connu depuis le mois de janvier 2008 une baisse de 5 cents/kg, baisse qui doit être considérée comme un retour à une situation plus normale après les hausses de prix très importantes intervenues au cours du deuxième semestre 2007. Dans ce contexte, il y a lieu de relever que le prix du lait payé aux producteurs connaît chaque année des adaptations saisonnières («Summerpräis/Wanterpräis»), qui s'expliquent par le fait que pendant le printemps et l'été les livraisons de lait dépassent la demande alors que pendant l'automne et l'hiver les quantités de lait produites suffisent à peine pour satisfaire la demande. Il faut donc conclure qu'au Luxembourg les prix du lait payés aux producteurs n'ont pas connu le déclin signalé par l'honorable Député, mais que, par contre, l'on a même enregistré une hausse significative de ces prix, hausse qu'il faut cependant évaluer dans le contexte de l'augmentation des coûts de production intervenue depuis 2007 (coûts de l'énergie, des aliments et des engrais). S'il y a eu déclin, c'est principalement dans les États membres voisins qu'un mouvement baissier s'est manifesté et notamment en République Fédérale d'Allemagne où des prix de 27 à 28 cents/kg ont apparemment été payés.

En second lieu, il est indiqué de souligner que le marché du lait et des produits laitiers a dû absorber des quantités excessivement élevées au cours du 1er trimestre 2008 au niveau communautaire. En effet, de nombreux producteurs accusaient un retard significatif dans l'utilisation de leur quota individuel à la suite des pertes de production subies à cause d'épizooties et essayaient par tous les moyens de combler ce retard avant la fin de l'année quotas 2007/08 (31 mars 2008). Ces volumes importants ont afflué sur le marché à un moment où la demande est généralement plus faible, les mois de janvier à mars étant des mois de consommation très médiocres. L'augmentation de 2% des quantités de référence nationales garanties, décidée le 17 mars 2008 par le Conseil des Ministres de l'Agriculture à Bruxelles, n'est certainement pas à l'origine de cet afflux massif en lait sur le marché. Selon les données statistiques relevées pour les mois d'avril et mai 2008, les producteurs de lait n'ont, en termes de livraison, pas encore tenu compte de cette augmentation à ce stade, ce qui prouve que les quantités supplémentaires de lait pouvant résulter de cette décision n'ont pas encore pu se trouver sur le marché. À noter dans ce contexte que, d'après des estimations des services de la Commission, l'augmentation de la production laitière résultant de cette décision communautaire ne sera que de l'ordre de 0,8%, étant donné que dans bon nombre d'États membres les producteurs ne seront pas en mesure de remplir pleinement le quota national.

Ceci dit, je tiens à souligner que je partage l'avis de l'honorable Député quant aux conditions qui doivent prévaloir pour assurer la survie des producteurs agricoles à moyen et à long terme et pour garantir ainsi l'approvisionnement en denrées alimentaires au niveau communautaire. Il est primordial que la production agricole puisse se faire sous des conditions prévisibles garantissant sa rentabilité. En ce qui concerne plus spécifiquement le secteur de la production laitière, il importe que les producteurs de lait soient fixés sur leur avenir et qu'ils puissent toucher un prix juste et approprié pour le lait, et compensant notamment les frais de production. Par ailleurs, il est indiqué de faire des appels répétés à l'adresse des consommateurs qu'ils soient disposés à payer un prix correct pour le lait et les produits laitiers qu'ils achètent.

Actuellement ces conditions me paraissent réunies pour les producteurs de lait luxembourgeois, comme en témoignent les prix qu'ils ont touchés au cours des douze derniers mois. Tel n'est certainement pas le cas pour bon nombre de producteurs d'autres régions, notamment en Allemagne, qui touchent actuellement des prix largement inférieurs. Ceci est principalement dû au fait que les laiteries allemandes se trouvent exposées à de très fortes pressions de la part des principales chaînes de distribution et du négoce alors qu'au Luxembourg les négociations de prix menées entre les laiteries et le commerce se déroulent dans un tout autre climat.

Par contre, je ne partage pas l'avis de l'honorable Député que la suppression du régime des quotas laitiers en 2015 soit contraire à l'objectif énoncé. Comme je l'ai déjà précisé dans ma réponse à la question parlementaire posée récemment par Monsieur le Député Roger Negri, la suppression du régime des quotas laitiers ne va pas mettre dans l'embarras les producteurs de lait luxembourgeois. Ces derniers ont pu se doter dans le passé récent d'un outil de production apte à faire face aux défis qui les attendent à l'échéance 2015, appréciation qui est partagée par une large majorité d'organisations professionnelles, notamment par le groupement des producteurs du Fräie Lëtzebuerger Baureverband (FLB).

Je ne partage pas non plus l'avis que l'augmentation de 2% des quotas nationaux décidée par le Conseil CE en mars 2008 a été une mauvaise décision. Comme je l'ai déjà souligné ci-devant, cette décision n'est pas à l'origine de la baisse des prix payés aux producteurs de lait, baisse qui se manifeste chaque année à la même époque et qui est à mettre au compte des fluctuations saisonnières de la production laitière. Dans ce contexte il est également inexact d'affirmer que cette augmentation n'était pas prévue. Je voudrais rappeler que la proposition originale de la Commission CE pour la réforme 2003 incluait déjà une augmentation de 2% en sus des augmentations déjà prévues dans l'agenda 2000. En effet, dans l'accord politique du Conseil CE, obtenu en juin 2003, il a été convenu qu'à partir du moment où la réforme dans le secteur des produits laitiers aura été pleinement mise en œuvre, la Commission présentera un rapport sur les perspectives de marché, sur la base duquel une décision en matière d'augmentation des quotas laitiers sera prise. Ce rapport, qui a été présenté au mois de novembre 2007, établit que les perspectives tant européennes que mondiales sont positives et que l'analyse effectuée par la Commission a montré que les possibilités du marché sont réelles pour supporter une augmentation des quotas nationaux de 2%. Il résulte de ce qui précède que cette augmentation était bien prévisible.

Je tiens également à relever, qu'à ce stade je ne suis pas disposé à changer mon attitude à propos de la suppression du régime des quotas laitiers en 2015. Comme la question de l'abolition de ce régime relève d'une importance capitale pour le monde agricole au Luxembourg, j'avais chargé le Service d'Économie rurale de recueillir l'avis des organisations professionnelles à propos de ce dossier délicat. Lors des entrevues avec les représentants de quatre organisations professionnelles (représentants de la Centrale Paysanne Luxembourgeoise, du Fräie Lëtzebuerger Baureverband, de la Baueren-Allianz et des Lëtzebuerger Jongbaueren), entrevues qui ont eu lieu fin 2006 et début 2007, il est apparu que les opinions divergent auprès des producteurs de lait luxembourgeois à propos de la question de savoir si le régime des quotas doit être maintenu au-delà du 31 mars 2015.

Suite à ces consultations, deux séminaires ont été organisés par la Chambre d'Agriculture (avec l'appui et la participation du Ministère de l'Agriculture). Le premier a eu lieu au printemps 2007 et traitait exclusivement du secteur laitier et du régime des quotas laitiers; le second, auquel les membres de la Commission «Agriculture» de la Chambre des Députés étaient invités, qui a eu lieu le 29 novembre 2007, traitait du «health-check» de la PAC et des quotas laitiers.

Le 31 mai 2007, j'avais organisé une réunion entre la Commissaire Mariann Fischer Boel et les représentants des organisations professionnelles.

Je tiens à préciser que lors des deux séminaires et lors de la réunion précitée, la fin du régime des quotas laitiers n'était guère mise en cause, voire même saluée par les organisations professionnelles.

Le 23 octobre 2007, la même Commissaire a eu une entrevue avec les membres de la Commission «Agriculture» et de la Commission «Affaires étrangères et européennes» de la Chambre des Députés. Les discussions ont porté principalement sur la réforme du secteur viti-vinicole mais également sur le «health-check» de la PAC ainsi que sur l'avenir du régime des quotas laitiers. À la question posée par la Commissaire au sujet de l'opportunité de l'abolition du régime des quotas laitiers en 2015, aucune voix ne s'est manifestée.

Suite aux entrevues répétées avec les milieux professionnels concernés ainsi qu'avec les représentants de la Chambre des Députés, il serait dès lors totalement inapproprié d'adopter dans le cadre des discussions qui seront menées prochainement au niveau communautaire dans le cadre du «health-check» de la PAC un changement de position concernant la question de la suppression du régime des quotas laitiers. À cet égard, je voudrais rappeler que les services de la Commission n'ont pas laissé l'ombre d'un doute à propos de leur approche à cette question en soulignant de façon répétée qu'ils n'étaient plus disposés à présenter au Conseil CE de proposition visant à reconduire ledit régime au-delà de l'échéance 2015. Or, en l'absence d'une telle proposition, le régime des quotas laitiers sera caduc et inopérationnel à partir du 1er avril 2015. Toute tentative ou initiative d'un État membre visant à convaincre les services de la Commission du bien-fondé du maintien du régime de contingentement sera vouée à l'échec compte tenu des positions majoritaires au sein du Conseil CE.

Comme je l'ai déjà précisé dans ma réponse à la question soulevée par l'honorable Monsieur Roger Negri, notre objectif doit plutôt consister dans une approche multifactorielle associant une augmentation modérée des quotas laitiers et d'autres instruments de gestion du régime, à savoir:

- la diminution progressive et substantielle du montant du prélèvement à payer par les producteurs individuels en cas de dépassement du quota, taux qui est actuellement fixé 0,2783 euros/kg;

- l'adaptation du mécanisme de correction appliqué en cas d'augmentation de la teneur en matière grasse du lait livré par rapport aux taux de matière grasse de référence;

- la compensation des sous-réalisations et des dépassements des quotas laitiers au niveau communautaire et non plus au niveau national («EU-Saldierung»).

J'estime que ces instruments, qui ont ma préférence par rapport à une augmentation graduelle des quotas, sont indispensables pour préparer les producteurs à un atterrissage en douceur avant l'expiration du régime des quotas laitiers en 2015.

En outre, il est indiqué d'encourager les producteurs souhaitant procéder à des investissements dans le secteur laitier dans les années à venir, d'anticiper lesdits investissements et de ne pas attendre l'issue du régime des quotas laitiers afin qu'ils puissent pleinement profiter des nouvelles potentialités et des structures de production améliorées dès le moment où l'actuel régime des quotas laitiers aura touché à sa fin. La nouvelle loi agraire, qui vient d'entrer en vigueur, devrait contribuer à réaliser cet objectif.

Par ailleurs, je tiens à rappeler une nouvelle fois qu'il est impératif pour les producteurs qu'ils ne procèdent plus à l'achat de quotas supplémentaires à des prix élevés.

Je suis convaincu que les producteurs de lait luxembourgeois en se servant des atouts mis à leur disposition et en utilisant pleinement les capacités de production améliorées sauront pleinement tirer profit des nouvelles potentialités qui s'offriront dès le moment où l'actuel régime des quotas laitiers aura touché à sa fin.

Question 2571 (29.5.2008) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant le **prix du lait:**

Les producteurs de lait de plusieurs pays européens ont lancé une grève de livraisons pour protester contre des prix qu'ils jugent trop bas. En effet, les coûts de production ont augmenté suite à la hausse du prix de l'énergie et du fourrage, tandis que les prix consentis aux producteurs de lait par les laiteries et les grandes surfaces de distribution ont diminué. La décision au niveau de l'Union européenne de relever les quotas de lait suite à une demande plus forte n'est pas sans influence sur cette évolution.

- Quelles seront, d'après Monsieur le Ministre, les répercussions de la baisse du prix du lait sur les producteurs luxembourgeois? Monsieur le Ministre estime-t-il que le mouvement de grève pourrait s'étendre au Grand-Duché?

- Quelle est la position que le Gouvernement luxembourgeois défend auprès de la Commission européenne concernant les quotas de lait?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il des mesures concrètes pour soutenir les producteurs dans leurs efforts pour obtenir un prix juste?

Réponse (13.8.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Dans sa question parlementaire Monsieur le Député Romain Schneider évoque le récent mouvement de grève des producteurs de lait dans plusieurs États membres de l'Union européenne et s'interroge sur les répercussions de ce mouvement sur les producteurs luxembourgeois.

Il importe de souligner d'emblée que la situation des producteurs de lait luxembourgeois n'est pas comparable à celle de leurs homologues allemands qui sont à l'origine du mouvement de grève.

En effet, le prix du lait payé aux producteurs n'a pas connu la même baisse au Luxembourg que celle subie au cours des derniers mois par de nombreux producteurs établis en République Fédérale d'Allemagne. Le prix moyen du lait payé pour les livraisons du mois d'avril 2008 s'est élevé à 37,25 cents/kg (prix hors TVA au taux effectif de matière grasse et de matière protéique) par rapport à un prix de 42,62 cents/kg payé en janvier 2008, soit une baisse de 5,37 cents/kg ou de 12,6%.

Toutefois, il y a lieu de préciser que ceci n'est pas un phénomène nouveau mais qu'il s'agit d'une adaptation du prix du lait («Summerpräis/Wanterpräis») qui se reproduit tous les ans et qui s'explique par les fluctuations saisonnières tant de la production laitière que de la demande en produits laitiers. C'est ainsi que l'on enregistre chaque année pendant le printemps et l'été des livraisons de lait qui dépassent largement la demande alors que pendant l'automne et l'hiver les quantités de lait produites suffisent à peine pour satisfaire la demande.

Si le prix du lait payé aux producteurs luxembourgeois au cours du mois d'avril 2008 a connu une baisse au cours des quatre derniers mois, baisse qui se situe dans le cadre de l'évolution normale au niveau saisonnier, il faut souligner cependant que le prix moyen touché par ces mêmes producteurs au cours du mois d'avril 2007 s'est situé à 29,46 cents/kg, de sorte que les prix payés en avril 2008 sont en hausse de 7,79 cents/kg ou de 26,44% par rapport au même mois de l'année précédente.

Il importe de relever par ailleurs que le prix moyen touché par les producteurs luxembourgeois au cours des douze derniers mois (période de mai 2007 à avril 2008) s'est chiffré à 39,36 cents/kg. En y ajoutant les 3,5 cents dont bénéficient les producteurs de lait à titre de prime aux produits laitiers (prime intégrée dans le jeton payé dans le cadre du régime de prime unique), la rémunération globale atteint même 43 cents/kg de lait, ce qui correspond exactement au niveau de rémunération qui est revendiqué par le groupement des «Lëtzebuerger Mëllechbaueren» (LDB).

Il faut donc conclure qu'au Luxembourg les prix du lait consentis aux producteurs n'ont pas diminué, mais au contraire, sont même en hausse substantielle, hausse qu'il faut cependant évaluer dans le contexte de l'augmentation des coûts de production intervenue depuis 2007 (coûts de l'énergie, des aliments et des engrais).

S'il y a eu déclin, c'est principalement dans les États membres voisins qu'un mouvement baissier s'est manifesté (en premier lieu en République Fédérale d'Allemagne où des prix de 27 à 28 cents/kg ont apparemment été payés). Ceci est principalement dû au fait que les laiteries allemandes se trouvent exposées à de très fortes pressions de la part des principales chaînes de distribution et du négoce alors qu'au Luxembourg les négociations de prix menées entre les laiteries et le commerce se déroulent dans un climat de respect mutuel.

Le mouvement de grève lancé par les producteurs de lait allemands n'a été que faiblement suivi par les producteurs luxembourgeois. Ceux qui l'ont suivi ont très souvent agi par solidarité à l'égard de leurs collègues des régions limitrophes plutôt que par conviction.

Il importe de souligner que les producteurs de lait soient fixés sur leur avenir et qu'ils puissent toucher un prix juste et approprié pour le lait, compensant notamment les frais de production. Par ailleurs, il est indiqué de faire des appels répétés à l'adresse des consommateurs pour qu'ils soient disposés à payer un prix correct pour le lait et les produits laitiers qu'ils achètent. Toutefois, je tiens à préciser que, dans les circonstances actuelles, le Gouvernement luxembourgeois n'envisage pas de mesures concrètes de soutien du prix payé aux producteurs.

En ce qui concerne la position que le Luxembourg entend défendre au sein du Conseil CE en matière de quotas laitiers, je tiens à souligner que la réforme des quotas laitiers devra être graduelle et flexible et aboutir à leur suppression en 2015 tout en offrant des mesures d'accompagnement à la hauteur du défi pendant la phase de transition. Je préconise une approche multifactorielle associant une augmentation modérée des quotas laitiers et d'autres instruments de gestion du régime, à savoir:

- la diminution progressive et substantielle du montant du prélèvement à payer par les producteurs individuels en cas de dépassement du quota, taux qui est actuellement fixé 0,2783 euros/kg;

- l'adaptation du mécanisme de correction appliqué en cas d'augmentation de la teneur en matière grasse du lait livré par rapport aux taux de matière grasse de référence;

- la compensation des sous-réalisations et des dépassements des quotas laitiers au niveau communautaire et non plus au niveau national («EU-Saldierung»).

J'estime que ces instruments, qui ont ma préférence par rapport à une augmentation graduelle des quotas, sont indispensables pour préparer les producteurs à un atterrissage en douceur avant l'expiration du régime des quotas laitiers en 2015.

En outre, il est indiqué d'encourager les producteurs souhaitant procéder à des investissements dans le secteur laitier dans les années à venir, d'anticiper lesdits investissements et de ne pas attendre l'issue du régime des quotas laitiers pour ce faire afin qu'ils puissent pleinement profiter des nouvelles potentialités et des structures de production améliorées dès le moment où l'actuel régime des quotas laitiers aura touché à sa fin. La nouvelle loi agraire, qui vient d'entrer en vigueur, devrait contribuer à réaliser cet objectif.

Par ailleurs, je tiens à rappeler une nouvelle fois qu'il est impératif pour les producteurs qu'ils ne procèdent plus à l'achat de quotas supplémentaires à des prix élevés.

Je suis convaincu que les producteurs de lait luxembourgeois, en se servant des atouts mis à leur disposition et en utilisant pleinement les capacités de production améliorées, sauront pleinement tirer profit des nouvelles potentialités qui s'offriront dès le moment où l'actuel régime des quotas laitiers aura touché à sa fin.

Question 2594 (4.6.2008) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **hauts fourneaux de Belval:**

Aus der Press war gewuer ze ginn, datt géifen Ofrappaarbechten op de Belvaler Héichiewen duerchgefouert ginn, dei net ofgemaach wieren an net autoriséiert wieren.

De Fonds Belval répliquéiert doropshin, datt si sech géife bei deenen Aarbechten un Décisioune vum Conseil de Gouvernement vum 14. Februar 2005 halen an och un d'Autorisatiounen, déi se vun der Escher Gemeng de 7. Abrëll 2008 kruten.

Kann den Här Statsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wat ass genee am Regierungsrot vum 14.02.2005 iwwert de Bestand vun den Héichiewen op Belval festgehale ginn?

2) Gëtt kontrolléiert, ob déi Ofmaachungen och respektéiert ginn? Wa jo, vu wiem?

Réponse (7.8.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

D'parlamentaresch Ufro vum Här Aly Jaerling betrëfft d'Héichiewen op Esch/Belval.

1. D'Décisioun vun der Regierung iwwert de Bestand vun den Héichiewen ass zweemol an der Chamberskommissioun presentéiert ginn; dei éischte Kéier 2006 an déi zweete Kéier de 16. Abrëll 2008, wou eng gemeinsam Sëtzung war vun der Kulturkommissioun an der Kommissioun fir öffentlech Bauten. Déi Kommissiounen hate keng Awänn zu de Pläng, déi hinne vun de Regierungsvertrieder virgestallt goufen.

2. D'Aarbechten un den Héichiewe gi begleet vum Service des Sites et Monuments.

Question 2596 (5.6.2008) de **Mme Lydia Mutsch** et **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **nouveau bâtiment de la Banque Européenne d'Investissement (BEI):**

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) vient d'inaugurer son nouvel immeuble au Kirchberg. Une attention particulière a été portée aux aspects environnementaux lors de la réalisation de ce projet d'envergure. Selon les informations fournies par la BEI, les sources naturelles d'énergie ont été utilisées au mieux pour assurer une intégration optimale du bâtiment dans son environnement. Les matériaux de construction ont été choisis en fonction de la demande en énergie nécessaire pour leur fabrication. Les matériaux demandant le moins d'énergie ont été favorisés. Les normes environnementales les plus strictes ont été respectées, et l'immeuble a obtenu une certification environnementale BREEAM (Building Research Establishment's Environmental Assessment Method) pour sa conception. Les simulations effectuées lors des études de conception du bâtiment ont montré que la consommation énergétique du bâtiment sera inférieure aux normes des bâtiments les plus récents construits à Luxembourg.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'approche choisie par la BEI constitue un exemple à suivre par l'État luxembourgeois? Dans quelle mesure le Luxembourg pourrait, selon Monsieur le Ministre, profiter de l'expérience gagnée lors de la réalisation du nouveau bâtiment, à laquelle bon nombre d'entreprises luxembourgeoises ont participé?

- Étant donné que la certification BREEAM est non seulement basée sur des standards environnementaux concernant l'efficience énergétique du bâtiment, mais demande une prise en compte des aspects environnementaux dès la phase de conception et inclut des normes à respecter lors de la construction, Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de faire certifier les futures constructions de l'État luxembourgeois?

- Monsieur le Ministre peut-il nous dire, de manière approximative, quelle «note» les bâtiments publics réalisés récemment recevraient s'ils étaient évalués selon la méthode BREEAM? Ne serait-il pas opportun de viser l'excellence en matière d'efficience énergétique lors de la réalisation de projets phare du Gouvernement?

Réponse (29.7.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Les honorables Députés Lydia Mutsch et Roland Schneider, suite à l'inauguration du nouveau immeuble de la BEI (Banque Européenne d'Investissement) en date du 2 juin 2008, souhaitent avoir des informations sur la «certification environnementale BREEAM (Building Research Establishment's Environmental Assessment Method)».

En effet, le nouvel immeuble d'extension de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a fait l'objet de cette certification environnementale appelé BREEAM. À noter que cette procédure britannique représente une des premières initiatives européennes, voire mondiales susceptibles de développer une certification environnementale.

La BEI s'est décidée très tôt, dès l'élaboration du programme de construction en 2001, d'exiger que les concepts architectural et technique soient réalisés suivant des critères sévères de haute qualité environnementale.

Par la suite, la BEI a choisi la certification BREEAM en 2003 à l'issue d'une comparaison de différentes initiatives européennes. À cette époque, BREEAM avait déjà acquis une solide expérience en Angleterre et disposait de critères d'évaluation du projet allant au-delà des critères courants de pollution, de consommation d'énergie et d'eau ainsi que de ressources naturelles en général. De nouveaux critères tels que les matériaux utilisés, la gestion du projet, la gestion et la logistique du chantier, la santé et le bien-être des utilisateurs, l'accès aux transports publics, etc. ont été appliqués.

Néanmoins, BREEAM a dû être spécifiquement adapté pour le projet de la BEI pour tenir compte du contexte des normes techniques applicables au Luxembourg. À préciser que cette adaptation spécifique des critères s'applique aujourd'hui exclusivement pour des bâtiments administratifs. Tout autre type d'immeuble, par exemple une école, nécessitera par conséquent un nouveau remaniement des critères de certification BREEAM avant de pouvoir procéder à une application pratique.

Il faut noter d'ores et déjà qu'à l'époque, la certification BREEAM a certainement semblé la plus complète. Or, actuellement, il convient cependant de remarquer que plusieurs autres initiatives existent, notamment en provenance d'Allemagne (DGNB), des États-Unis (Leed), du Canada (GBC), de France (HQE), de Suisse (Minergie), etc.

Il convient dès lors de suivre de près l'évolution des différentes initiatives tout en prévoyant de réaliser prochainement des projets-pilote pour tester l'une ou l'autre certification intéressante. À préciser dans ce contexte que le législateur européen ne s'est pas encore prononcé définitivement sur la question.

Il faut ajouter qu'il n'est pas opportun de faire auditer des immeubles existants ou en cours de construction par un des systèmes de certification disponibles à ce jour. Comme évoqué ci-dessus, les certifications prennent en compte également le processus de conception et de construction de l'immeuble, situation qui ne peut pas être valablement auditée a posteriori.

Il est cependant à souligner que lors de la construction de nouveaux ouvrages publics, une attention particulière est consacrée depuis de longues années à la qualité environnementale et sociale des immeubles planifiés et construits par l'Administration des Bâtiments publics. En effet, les dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, les concertations entre l'Administration des Bâtiments publics et l'Administration de l'Environnement, l'application de «l'Ökologischer Leitfaden» établi par les centres de recherche, l'implication régulière d'experts externes en la matière et finalement

l'engagement des administrations en charge d'exécuter les projets contribuent à un niveau de performance écologique excellent des infrastructures érigées depuis quelques années sous l'égide de l'Administration des Bâtiments publics, en comparaison avec l'étranger.

Actuellement, l'Administration des Bâtiments publics est en cours de réaliser plusieurs projets, dont les lycées à faible consommation énergétique, l'extension du Centre de conférences au Kirchberg ou la Justice de Paix à Esch/Alzette, qui devront contribuer à limiter au maximum l'impact écologique des immeubles de l'État. Ces résultats ont été obtenus notamment en imposant dès la phase de programmation des matériaux à faible impact écologique, en faisant auditer le projet de l'architecte quant à sa qualité environnementale ou encore en définissant des critères de conception délimitant des valeurs min./max. pour les facteurs relatifs à l'empreinte écologique de l'ouvrage.

Le Ministère des Travaux publics par le biais de l'Administration des Bâtiments publics assure aujourd'hui une évolution continue en la matière et prend les initiatives qui permettront de préparer l'État aux défis futurs concernant les mesures écologiques dans le domaine de la construction, indépendamment d'un quelconque système de certification.

Question 2603 (9.6.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **nuisances sonores:**

Et ass scho bal Traditioun, datt an de Summerméint, besonnesch bei guddem Wieder, eng Partie Matbierger sech eng Freed doraus maachen, fir mat hire motoriséierte Gefierer e Mordskaméidi op de Stroossen ze maachen. Dofir ginn extra d'Schalldämpfer ausgebaut oder op d'mannst manipuléiert, an da ginn d'Motoren haule gelooss, datt et eng Freed ass - fir déijéineg, déi de Fouss oder d'Hand um Gas hunn. Leider net fir déi geplote Leit, déi sech dee Kaméidi - besonnesch an den Owesstonnen - mussen unhéieren.

Wéi et schéngt ass géint dëse Phenomeen, deen der Meenung vu Fachleit no op en erhéichten Testosteronwäert bei deene betreffende Chauffeuren zréckzeféieren ass, kee Kraut gewuess. Virum Hannergrond vun der Tatsaach, datt an eiser moderner Zäit de Kaméidi zu deene Facteure gehéiert, déi d'Leit krank maachen, géif ech gären dës Froen un d'Regierungsmembere riichten, déi fir d'Bekämpfung vum Kaméidi a fir d'Police zoustänneg sinn:

1. Wéi ass de maximal zoulässege Kaméidi, deen déi motoriséiert Gefierer op der Strooss däerfe maachen, an eisem Land reglementéiert?

2. Wat sinn d'Mëttelen, déi Dir zur Verfügung hutt, fir d'Verstéiss géint dës Regele festzestellen an ze poursuivéieren?

3. Sidd Dir der Meenung, datt aktuell op dësem Gebitt genuch géint dee Kaméidi op de Stroossen ënnerholl gëtt, dee bewosst a muttwëlles gemaach gëtt, a wann neen, wat hutt Dir wëlles dergéint ze ënnerhuelen?

Réponse (6.8.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

A senger parlamentarescher Ufro freet den honorabelen Deputéierte Renseignementer zu dem iwwerdriwwene Kaméidi vu motoriséierte Gefierer, woubäi hie besonnesch d'Autoen an d'Motorrieder viséiert.

De Kaméidi, deen e Gefier maachen däerf, gëtt duerch den Artikel 25 vum Code de la Route reglementéiert, an dee seet ënner anerem, datt motoriséiert Gefierer kee Kaméidi dierfe maachen, deen d'Benotzer an d'Awunner vun enger Strooss belästegt, an datt et verbueden ass mat engem Gefier ze fueren, deem säi Motor en iwwerdriwwene Kaméidi mécht, deen duerch en normalen Ënnerhalt vum Gefier kéint vermidde ginn.

Wat elo d'Autoen an d'Motorrieder ubelaangt, sou dierf de Kaméidi folgend Wäerter net iwwerschreiden:

Fir d'Autoen: 82 db(A).

Fir Motorrieder, déi virum 1. Mäerz 1999 immatrikuléiert gi sinn:

- 78 db(A) fir e Motorrad mat engem Motor bis 80 cm³;

- 80 db(A) fir e Motorrad mat engem Motor vun 81 bis 124 cm³;

- 83 db(A) fir e Motorrad mat engem Motor ab 125 cm³.

Fir Motorrieder, déi ab dem 1. Mäerz 1999 fir d'éischt immatrikuléiert gi sinn:

- 75 db(A) fir e Motorrad mat engem Motor bis 80 cm³;

- 77 db(A) fir e Motorrad mat engem Motor vun 81 bis 174 cm³;

- 80 db(A) fir e Motorrad mat engem Motor ab 175 cm³.

Wann et och erwisen ass, datt d'Autoen an d'Motorrieder am Moment vun hirer Immatrikulatioun de reglementaresche Virschrëften entspriechen (hir Prototype mussen, ier se zum Marché zougelooss ginn, enger Homologatiounsprozedur ënnerzu ginn, déi och de Kaméidi betrëfft), sou huet sech awer erausgestallt, datt verschidde Besëtzer vun Autoen, Motorrieder oder vu Gefierer, déi de Motorrieder gläichgestallt sinn, no der Immatrikulatioun vun hirem Gefier en Agréff un der Auspuffanlag virhuelen oder virhuele loossen, deen d'Effikassitéit vun der Schalldämpferanlag erofsetzt, an deemno maachen déi Maschinnen dann och méi Kaméidi.

Bei der technescher Kontroll vun engem Auto oder Motorrad gëtt de Kaméidisniveau enger einfacher Kontroll ënnerzunn. Wann Zweifel bestinn, wat d'Kaméidisvaleur ubelaangt, da gëtt de Kaméidi genee gemooss an d'Gefier gegebenenfalls net méi fir de Stroosseverkéier zougelooss, sou datt et nach eng Kéier muss virgefouert ginn.

D'Realitéit um Terrain gesäit awer esou aus, datt vill Gefierer bei hirem Passage an der technescher Kontroll esou konditionéiert sinn, datt si keen iwwerdriwwene Kaméidi maachen, wat awer dann ännert, wa si op der öffentlecher Strooss fueren. Et gëtt nämlech um Accessoiresmarché Saachen ze kafen, déi et méiglech maachen, den iwwerdriwwene Kaméidi kuerz anzedämmen. D'Manipulatioune kënne souguer esou wäit goen, datt eng komplett Auspuffanlag ausgetosch gëtt, besonnesch virun an no engem Passage op der technescher Kontroll.

Nëmme regelméisseg Kontrolle vum Kaméidi vun de betreffende Gefierer op der Strooss kënnen zu enger Verbesserung vun dëser Situatioun féieren. Bis elo ass et esou, datt, wann d'Police mengt, datt e Gefier ze vill Kaméidi mécht, si den Transportministère informéiert, deen dann derfir suergt, datt dat Gefier an d'technesch Kontroll geruff gëtt.

Fir datt d'Police op der Plaz kéint dës Kontrollen duerchféieren, misst si mat deem néidege Material équipéiert ginn. Ech sinn awer bereet, fir beim Justizminister an dësem Sënn ze intervenéieren.

Question 2605 (9.6.2008) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **pollution apparente d'un ruisseau à Clemency:**

Selon un article de presse, le Service d'Incendie et de Sauvetage de Bascharage, les sapeurs pompiers de Clemency et une unité de police du centre d'intervention principal de Capellen sont intervenus le 6 juin 2008 à Clemency suite à la pollution apparente d'un ruisseau. Il s'est avéré par la suite que les services de la commune avaient intentionnellement ajouté du colorant aux eaux évacuées par la canalisation pour avoir une idée plus précise de leur écoulement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Est-ce que le type d'études décrit ci-dessus est en général exécuté par les communes en concertation avec l'Administration de la Gestion de l'Eau et selon les procédures prédéterminées?

- Est-ce que des procédures de communication entre les communes, l'Administration de la Gestion de l'Eau et la Police grand-ducale existent?

- Comment peut-on, selon Monsieur le Ministre, éviter à l'avenir des interventions des services de secours inutiles déclenchées suite à un manque de communication?

Réponse (4.8.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La question parlementaire de l'honorable Député Roland Schreiner a pour objet une pollution apparente d'un ruisseau à Clemency le 6 juin 2008.

Dans ce contexte il y a lieu de rappeler que l'origine de la pollution apparente était une coloration jaune-verte de l'eau d'un ruisseau suite à un essai de l'écoulement des eaux dans les réseaux d'assainissement à l'aide d'une substance-traceur fluorescente, en l'occurrence l'Uranine, réalisé par les services techniques de l'administration communale de Clemency.

Le marquage de l'eau à l'aide de traceurs artificiels est une technique très répandue en hydrologie et hydrogéologie appliquées. Au cours des dernières décennies, les techniques de traçage ont été largement développées, si bien que les méthodes de traçage sont actuellement utilisées dans pratiquement tous les domaines de l'hydrologie et l'hydrogéologie appliquées. Elles offrent une opportunité unique d'étudier sur l'objet lui-même certains aspects du cycle de l'eau, notamment les questions liées à l'écoulement de l'eau de surface et des eaux souterraines, de son origine, ainsi que de la connexion hydraulique entre deux points donnés. La mise en œuvre de traceurs artificiels est souvent la seule possibilité de prouver de manière incontestable un fait concret.

Les traceurs artificiels doivent être conformes aux exigences les plus diverses pour répondre aux besoins de l'hydrologie des traceurs. Le traceur idéal doit être représentatif du mouvement de l'eau, c'est-à-dire que son comportement à l'écoulement doit s'approcher de celui de l'eau elle-même. Afin d'assurer une protection du milieu aquatique la substance-traceur ne doit pas être toxique pour l'être humain, les animaux et les plantes et l'essai en tant que tel ne doit apporter pas ou peu de charge polluante pour les eaux.

Selon la fiche de données de sécurité, le traceur en question, l'Uranine (N°CAS 518-47-8) ne présente pas d'effets éco-toxicologiques ou nocifs pour le milieu aquatique et est utilisé couramment pour détecter les flux hydrologiques dans le sous-sol et dans les cours d'eau. S'y ajoute que cette substance n'est pas classifiée en tant que substance dangereuse conformément à la directive 67/548/CEE.

Les fournisseurs d'eau destinée à la consommation humaine et les opérateurs en matière d'assainissement, en l'occurrence les communes et syndicats de communes et leurs bureaux d'études, ont souvent recours à des traceurs lors de la planification et de la réfection de leurs ouvrages. Il est d'usage commun que ces activités ont lieu en concertation avec l'Administration de la Gestion de l'Eau.

Le Central des Secours d'Urgence (CSU-112) de l'Administration des Services de Secours est régulièrement informé de l'utilisation de traceurs à base de colorants pour calculer le débit d'écoulement d'eau. Cette information émane, soit des autorités communales ou étatiques, soit des fournisseurs d'eau ou d'organismes impliqués dans la gestion des eaux. L'information des services de secours sur l'utilisation de traceurs n'est pas systématique, puisqu'elle n'est pas obligatoire étant donné que les substances utilisées ne présentent pas de dangers toxicologique et éco-toxicologique. Cette information préventive peut cependant s'avérer utile pour répondre aux soucis de la population qui, en cas de coloration inhabituelle d'un cours d'eau, fait souvent appel au CSU pour signaler des pollutions présumées.

Question 2608 (10.6.2008) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**instituteur-ressources:**

L'article 66 du projet de loi sur l'enseignement fondamental énonce une nouvelle fonction au sein de l'organisation scolaire, à savoir celle de l'instituteur- ou institutrice-ressources.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre:

- Sans entrer dans la terminologie spécifique à ce projet de loi, est-ce que l'on peut considérer que des «instituteurs-ressources» sont déjà actuellement en service?

Dans l'affirmative:

- Combien?

- Sont-ils, comme le prévoit le projet de loi, déjà rattachés au collège des inspecteurs ou sont-ils liés à un autre service (par exemple le SCRIPT)?

- Quelles sont leurs missions actuelles?

- Quel est le mode de recrutement de ces personnes?

- Ces personnes ont-elles bénéficié d'une formation particulière? Laquelle?

Réponse (29.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Aux termes du projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental l'instituteur-ressources est un instituteur ayant acquis des connaissances par l'expérience et la formation dans un domaine particulier des sciences de l'éducation.

À ce stade, aucun instituteur n'exerce les missions d'instituteur-ressources telles que décrites ci-dessous.

Cependant trois instituteurs accompagneront l'année prochaine plusieurs écoles qui se sont engagées dans la mise en œuvre de l'approche par compétences.

Deux institutrices de l'enseignement primaire bénéficient actuellement d'une décharge correspondant à une demi tâche d'enseignement, afin d'assumer la mission de personne-ressources ou d'institutrice-ressources auprès des équipes pédagogiques des écoles qui travailleront l'année prochaine à la mise en œuvre d'un enseignement par compétences. Ces écoles, appelées «écoles en mouvement», préfigurent l'organisation de l'enseignement tel que préconisé par la future loi sur l'organisation de l'enseignement fondamental.

Missions:

L'approche par compétences est indissociable d'un changement de l'organisation actuelle du travail dans les écoles. Il faut que les écoles évoluent vers des «organisations apprenantes», favorisant la concertation entre le personnel de l'école, la mise en commun de ressources, le partage de la responsabilité et la complémentarité d'expertises dans l'élaboration de solutions inédites aux problèmes rencontrés. Cela ne se fait pas du jour au lendemain et sans un investissement substantiel dans l'accompagnement et la formation des enseignants sur le terrain. De ces constats est née l'idée de la mise en place d'un pool d'instituteurs-ressources, maillon important dans une stratégie de mise en œuvre des réformes visées. Ils travailleront ensemble afin:

- d'organiser des groupes d'analyse de pratiques pédagogiques;

- de favoriser les échanges entre les écoles;

- d'accompagner les équipes pédagogiques dans la mise en œuvre d'une approche par compétences;

- d'identifier les besoins en formation continue et d'assurer le lien avec le SCRIPT pour l'organisation des formations sur site, au niveau régional ou national;

- d'organiser des modules de formation continue, des colloques de partage, des journées de perfectionnement;…

- d'organiser des visites inter-classe ou inter-école;

- d'assurer le partage de leur propres compétences professionnelles et les ressources développées par les écoles;

- de documenter le changement.

Mode de recrutement et qualification:

Les instituteurs qui accompagnent les «écoles en mouvement» ont été sélectionnés par des membres de l'inspectorat, faisant partie du groupe de travail chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet.

Ils peuvent se prévaloir respectivement d'une formation spécifique dans le domaine des sciences de l'éducation, d'une formation en orthopédagogie, et d'autre part d'une formation organisée conjointement par le collège des inspecteurs et le SCRIPT ayant pour but de développer leurs compétences dans les domaines du développement scolaire et de l'accompagnement et le suivi des équipes pédagogiques.

Question 2612 (11.6.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **soins psychiatriques à domicile (SPAD):**

La décentralisation de la psychiatrie en juillet 2005 a entraîné que la psychiatrie, ainsi que les soins psychiatriques à domicile (SPAD), ne relèvent plus exclusivement de la seule responsabilité du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP).

À la question parlementaire N°774 du 1er décembre 2005 relative à l'organisation des services de SPAD dans d'autres hôpitaux que le CHNP, notamment par le biais d'une convention entre le CHNP et un établissement hospitalier, Monsieur le Ministre a répondu que les modalités d'une telle convention seraient en discussion au sein de la plate-forme «Santé mentale et réforme de la psychiatrie» *(cf.*

compte rendu N°6/2005-2006).

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- Est-ce que les discussions au sein de cette plate-forme ont abouti à des conventions entre le CHNP et d'autres établissements hospitaliers de manière à ce que l'organisation des SPAD soit effectuée par le personnel du CHNP? Combien de telles conventions ont été signées?

- Y a-t-il des établissements hospitaliers qui ont instauré leur propre service de soins psychiatriques à domicile?

- De combien de prises en charges les différents services de soins psychiatriques à domicile étaient-ils responsables au cours de l'année 2007? Combien de visites en résultaient?

- De manière générale, quels établissements hospitaliers sont actuellement munis d'un service de soins psychiatriques à domicile? De tels services sont-ils prévus dans d'autres établissements?

Réponse (4.8.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les principes à la base de la décentralisation de la psychiatrie, conformes aux recommandations des rapports Haefner (1993) et Rössler (2005) visent à mettre en œuvre une stratégie pour trouver des solutions aux problèmes et affections psychiques des patients le plus précocement possible par des prestataires qualifiés et aux niveaux d'intervention les plus proches, sinon les plus adéquats afin:

- de guérir la maladie, sinon d'organiser une prise en charge pour prévenir son aggravation et les symptômes y liés;

- de réduire les dépendances inhérentes à la maladie;

- d'éviter la chronicisation, et

- de réduire pour autant que faire se peut les stigmatisations y liées.

Cette démarche impliquait par conséquent de prioriser les prises en charge ambulatoires et de réduire les hospitalisations et surtout celles de longue durée, au strict nécessaire.

Actuellement la décentralisation de la psychiatrie a abouti à la création, dans presque tous les sous-domaines, d'une chaîne de prise en charge qui s'étend des cabinets médicaux en pratique libérale aux hôpitaux aigus disposant d'un service de psychiatrie, à la réhabilitation, si possible ambulatoire, sinon stationnaire au CHNP, jusqu'à la réintégration des patients à leur domicile ou à défaut, dans un milieu de vie extrahospitalier encadré.

Sans préjudice de l'apport des autres structures tels que les hôpitaux de jour rattachés aux services de psychiatrie aiguë, les soins psychiatriques à domicile (SPAD) jouent par conséquent un rôle important, à la fois dans le suivi en posthospitalier aigu immédiat, mais également, en collaboration avec les contributions des réseaux spécifiques et des centres de jour régionaux, dans l'encadrement, en leurs lieux de vie, des patients réinsérés.

Les soins psychiatriques à domicile peuvent être offerts par différentes structures spécialisées dont les plus anciennes sont celles du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (SPAD-CHNP) et des structures de psychiatrie extrahospitalière.

Le financement et la dotation des services hospitaliers de psychiatrie, y compris leurs antennes de soins à domicile, relève de l'UCM dans le cadre du mode de financement par budgétisation. Quant aux structures régionales de psychiatrie extrahospitalière, celles-ci sont financées par l'État et, plus récemment, également par l'UCM, grâce à la modification législative, votée en décembre 2006 et qui avait notamment pour objet d'autoriser l'UCM à participer au financement des prestations dans le cadre de ces structures.

En ce qui concerne les dotations des soins à domicile assurés par les établissements hospitaliers, le CHNP fait appel à sa propre structure (SPAD-CHNP) qui est dotée de six personnes.

Deux autres établissements, à savoir l'Hôpital du Kirchberg (HK) en 2007 et le Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) en 2008, ont conclu une convention de sous-traitance avec le SPAD du CHNP. À cet effet l'UCM accorde actuellement deux postes supplémentaires par contractant.

L'Hôpital St-Louis à Ettelbruck (HSLE) et le Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) à Esch qui organisent leur propre SPAD, peuvent prétendre aux mêmes dotations de la part de l'UCM que celles accordées pour les autres établissements hospitaliers aigus précités.

L'opportunité d'une création de soins à domicile spécifiques pour le besoin des services nationaux de psychiatrie infantile et juvénile est à l'étude.

Pour ce qui est des dotations des structures extrahospitalières, celle-ci hormis le personnel administratif, est actuellement la suivante:

Structure	Dotation totale (professionnels de santé)	dont à charge du budget de l'État	dont à charge du budget de l'UCM
Nord: Liewen Dobaussen	16,5*	9,5	7
Centre: CERMM	7,25	7,25	en suspens
Centre: Ligue d'Hygiène mentale	16*	13,25	3,75
Sud: Réseau Psy	22,75*	14,50	8,25
Total (et parts en %)	62,5*	71%	29%

Toutefois, l'ensemble de ce personnel n'est pas affecté à l'encadrement des lieux de vie des patients, il assure également les prestations (consultations, activités thérapeutiques et animation) au sein des différentes entités des foyers respectifs.

Vu l'évolution récente et en cours des soins psychiatriques à domicile, des données d'ensemble fiables et comparables sur les prises en charge et le nombre de visites en résultant ne peuvent guère être obtenus qu'à partir de l'exercice 2009.

Question 2615 (12.6.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **enseignes publicitaires:**

Le Service des Sites et Monuments nationaux appelé à assurer l'exécution des lois et règlements relatifs aux enseignes publicitaires constatant la non-conformité des publicités demande aux établissements ayant apposé une telle publicité, afin de régulariser leur situation, d'introduire un dossier auprès de l'administration communale concernée qui elle devra transmettre le dossier avec l'avis circonstancié du conseil communal au Ministère de la Culture pour décision.

Les pièces suivantes doivent être jointes au dossier: une demande d'autorisation motivée, le relevé des enseignes de firme et publicités déjà fixées, un extrait du plan cadastral ou un plan de situation avec indication de l'emplacement de l'immeuble ou du lieu d'emplacement prévu de la publicité, un croquis représentant l'immeuble avec l'indication de l'emplacement prévu pour la publicité, un dessin à l'échelle de la publicité, avec des indications précises concernant les dimensions, le texte, la figuration et l'exécution (matériaux, couleurs, luminosité), photo récente de la façade entière ou, le cas échéant, du lieu d'emplacement envisagé.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État et à Monsieur le Ministre:

- N'estiment-ils pas exagérées les démarches devant être entreprises par les commerçants afin d'apposer une simple publicité?

- Est-il vraiment nécessaire de subordonner toute publicité à une autorisation du Ministre?

- Ne devrait-on pas assouplir la législation en la matière?

- Qu'en est-il des établissements qui détiennent une autorisation antérieure à l'entrée en vigueur du Règlement grand-ducal du 4 juin 1984 relatif à la publicité visée aux articles 37 et suivants de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux?

Réponse commune (6.8.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* et de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Comme le relève l'honorable Député, le Service des Sites et Monuments nationaux constate régulièrement la non-conformité de certaines enseignes et publicités aux dispositions légales et réglementaires régissant la matière. Ces règles, fixées précisément par le règlement grand-ducal du 14 juin 1984, prévoient tout d'abord que, sauf quelques communes et localités, toute publicité et toute enseigne est d'office autorisée, sous réserve de ne pas dépasser des dimensions fixées par ce même texte. Ainsi, les commerçants qui projettent l'installation d'une enseigne ou d'une publicité inférieure ou égale à 1,5 m² n'ont pas l'obligation de saisir le Ministère de la Culture. Pour des «simples» publicités - pour reprendre la terminologie de Monsieur le Député - aucune démarche n'est donc nécessaire auprès de mes services.

Les textes actuellement en vigueur, les autorisations ponctuelles ainsi que le contrôle effectué par le Services des Sites et Monuments nationaux ont comme but d'éviter la prolifération de publicités et enseignes surdimensionnées qui déboucherait sur un paysage illisible, car surpeuplé de réclames, et qui conduirait à l'effet inverse que celui escompté par toute publicité. L'érection illégale car non autorisée d'enseignes et de publicités démesurées à certains endroits de notre pays démontre déjà les effets d'une véritable pollution optique. C'est la raison pour laquelle le Service des Sites et Monuments nationaux entreprend des mesures concrètes et cohérentes pour mettre certains commerçants en conformité avec les textes.

Le règlement de 1984 sera remplacé sous peu par un nouveau texte. Toujours soucieux de respecter l'intégrité de nos localités et paysages, ce texte assouplira néanmoins les conditions relatives à l'installation d'enseignes et de publicités dans les zones artisanales et industrielles. Le nouveau règlement va prévoir la mise en conformité à ses critères de toutes les publicités et enseignes du pays, ceci endéans un certain délai. Il est souligné que les enseignes et publicités autorisées d'office à ce jour resteront valablement installées.

Question 2619 (12.6.2008) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **programmes européens:**

Un article publié le 2 juin 2008 dans un quotidien luxembourgeois affirme que l'Agence nationale des programmes européens (Anefore) s'est vue contrainte d'annuler une journée eTwinning (opération de jumelage électronique entre établissements scolaires européens des premier et second degrés) pour cause de manque d'inscriptions. Il me revient de plus qu'il y aurait de moins en moins de candidatures pour les projets européens.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

- Quel est le nombre de candidatures pour les différents programmes et sous-programmes européens (Comenius, Erasmus, Leonardo da Vinci, Grundtvig) de 2001 à 2008, y compris les chiffres pour les programmes où il y existait déjà un appel d'offres?

Réponse commune (30.07.2008) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Comenius - enseignement scolaire

L'agence gère six actions différentes dans le cadre du programme Comenius - partenariats scolaires, visites préparatoires, formation continue, accueil d'assistants linguistiques, envoi d'assistants linguistiques, eTwinning qui fait partie du programme Comenius depuis 2007.

Les tendances pour chacune des ces actions sont très variables d'une année à l'autre:

- Pour les partenariats scolaires - jusqu'en 2007 les partenaires aux projets Comenius ont dû introduire une demande de bourse pour chaque année (durée maximale trois ans) de projet, alors que depuis 2007 une demande unique est à introduire pour toute la durée du projet qui est de deux ans. En considérant les nouveaux projets financés au cours des trois dernières années on constate une légère augmentation.

- Les visites préparatoires mènent à la formulation conjointe d'un projet européen. On a enregistré une baisse très importante de cette action au cours des deux dernières années.

- Les candidatures pour la formation continue en Europe ont doublé depuis 2006.

- L'accueil d'un assistant linguistique par une école luxembourgeoise a connu une baisse en 2007 par rapport a 2006, année phare avec onze candidatures.

- Le nombre d'assistants linguistiques luxembourgeois a augmenté de 75% par rapport à 2007.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Partenariats scolaires Comenius:

Année	Projets reçus	Projets présélectionnés au Luxembourg	Projets acceptés après la consultation européenne	Projets réalisés/en cours de réalisation (dont nouveaux projets)
2000	38	38	29	27 (11)
2001	26	26	19	19 (6)
2002	21	21	19	18 (11)
2003	33	33	31	30 (19)
2004	37	37	30	30 (11)
2005	31	30	27	24 (8)
2006	36	35	30	28 (9)
2007	29	27	25	23 (10)
2008	13	12 (seulement nouveaux projets)	En cours	En cours
Total	264	259	210	199 (85)

Visites préparatoires Comenius:

Année	Demandes reçues	Demandes acceptées	Visites réalisées
2000	9	9	8
2001	4	3	3
2002	8	8	6
2003	17	17	17
2004	7	7	7
2005	26	26	25
2006	1	1	1
2007	6	6	6*
2008	3	3	3
Total	81	80	76

*dont 3 bénéficiaires du séminaire de contact au Luxembourg

Comenius - Formation continue pour enseignants:

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Demandes financées
2001	6	6	6
2002	4	2	2
2003	19	12	12
2004	11	11	10
2005	19	17	16
2006	7	7	7
2007	9	9	9
2008	13	13	13
Total	88	77	75

Assistants linguistiques Comenius accueillis par des écoles au Luxembourg

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Assistants accueillis
2000	0	0	0
2001	5	5	0
2002	1	1	1
2003	6	6	6
2004	6	6	5
2005	7	7	7
2006	11	11	10
2007	5	5	5
2008	7	7	5
Total	48	48	39

Assistants linguistiques Comenius luxembourgeois

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Assistants envoyés
2000	0	0	0
2001	0	0	0
2002	0	0	0
2003	2	2	0
2004	3	3	1
2005	7	7	5
2006	5	4	4
2007	4	4	4
2008	7	7	7
Total	28	27	21

eTwinning

ANNEE	INSCRIPTIONS	PROJETS
2005	12	4
2006	20	13
2007	5	1
2008	5	2
Total	42	20

2. Grundtvig - éducation des adultes

L'agence gère trois actions différentes dans le cadre du programme Grundtvig - partenariats d'apprentissage, visites préparatoires, formation continue.

Les tendances pour chacune des ces trois actions sont à la hausse.

Partenariats éducatifs Grundtvig

Année	Projets reçus	Projets présélectionnés au Luxembourg	Projets acceptés après la consultation européenne	Projets réalisés/en cours de réalisation (dont nouveaux projets)
2001	1	1	1	1(1)
2002	1	1	1	1
2003	3	3	3	3(3)
2004	7	5	5	5(2)
2005	8	8	5	5(3)
2006	14	12	8	8(4)
2007	7	6	5	5(2)
2008	6	6 (seulement nouveaux projets)	En cours	En cours
Total	47	42	28	28

Visites préparatoires

Année	Demandes reçues	Demandes acceptées	Visites réalisées
2000	0	0	0
2001	1	1	1
2002	0	0	0
2003	1	1	0
2004	5	5	5
2005	14	13	13*
2006	1	1	1
2007	7	7	6
2008	En cours	En cours	En cours
Total	29	28	26

*dont 10 bénéficiaires du séminaire de contact au Luxembourg

Bourses de formation continue pour formateurs d'adultes

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Demandes financées
2001	3	3	3
2002	5	4	2
2003	2	1	1
2004	1	1	1
2005	8	5	5
2006	0	0	0
2007	4	3	2
2008	7	7	7
Total	30	24	21

3. Erasmus - enseignement supérieur

Depuis 2007, Anefore gère les bourses pour les étudiants luxembourgeois et résidents luxembourgeois qui étudient à l'étranger alors que l'Université du Luxembourg gère les bourses de ses étudiants.

L'augmentation du nombre d'étudiants boursiers de l'Université du Luxembourg est due au fait que la plupart des étudiants qui effectuent leur semestre de mobilité obligatoire dans le cadre du bachelor bénéficient d'une bourse Erasmus.

Bourses de mobilité des étudiants luxembourgeois

Année	Demandes reçues	Demandes acceptées
2000*	126	126
2001*	104	104
2002*	121	119
2003*	140	138
2004*	118	116
2005*	147	146
2006*	170	170
2007	92** + 258***	80** + 300***
2008	32** + 350***	En cours
Total	1.658	1.299

*Bourses pour étudiants luxembourgeois à Luxembourg et à l'étranger
**Bourses pour étudiants luxembourgeois à l'étranger
***Depuis 2007, l'Université du Luxembourg gère les bourses Erasmus de ses étudiants

4. Leonardo da Vinci - formation professionnelle

Dans le cadre des projets de mobilité Leonardo les institutions peuvent solliciter des subventions pour envoyer soit des élèves en formation professionnelle initiale, soit des professionnels de la formation professionnelle, soit des étudiants et/ou des demandeurs d'emploi dans un stage à l'étranger pour une durée pouvant aller jusqu'à neuf mois. Jusqu'en 2006 le Luxembourg attribuait des cofinancements aux institutions d'envoi et d'accueil, alors que depuis 2007 seuls des cofinancements pour l'envoi de stagiaires sont possibles. Le placement d'étudiants est désormais couvert par Erasmus ce qui explique la baisse du nombre de projets pouvant être cofinancés.

Projets de mobilité procédure A

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Demandes acceptées	Projets réalisés/ en cours de réalisation
2000	-	-	-	8
2001	-	-	-	9
2002	-	-	-	7
2003	-	-	-	8
2004	-	-	-	7
2005	14	14	14	14
2006	15	15	14	12
2007	7	7	5	5
2008	7	7	6	6
Total	-	-	-	76

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Projets pilotes procédure B

Année	Projets réalisés / en cours de réalisation
2000	2
2001	3
2002	1
2003	2
2004	3
2005	1
2006	2
Total	14

Projets Leonardo TOI
(qui remplacent les projets pilotes de la phase Leonardo II)

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Demandes acceptées	Projets réalisés/en cours de réalisation
2007	6	3	3	3
2008	2	2	en cours de sélection	pas encore connu
Total	8	5	3	3

Partenariats Leonardo (nouvelle action en 2008)

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Demandes acceptées	Projets réalisés
2008	3	3	en cours de sélection	en cours de sélection
Total	3	3		

5. Arion/Visites d'études pour décideurs de l'éducation et de la formation
Visites

Année	Demandes reçues	Demandes éligibles	Demandes acceptées	Visites réalisées
2000	3	3	3	2
2001	1	1	1	1
2002	10	10	5	5
2003	6	5	5	4
2004	1	1	1	0
2005	5	5	5	4
2006	4	4	4	2
2007	3	3	3	2
2008	14	13	13	13
Total	47	45	40	33

Question 2623 (13.6.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**occupation de personnel domestique dans un ménage privé:**

La loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance a introduit une nouvelle procédure d'affiliation et d'imposition du personnel domestique, à savoir la procédure administrative simplifiée qui s'applique à tout particulier qui emploie du personnel de maison dans son foyer.

Le législateur avait prévu à l'époque que l'employeur pouvait continuer à appliquer le régime normal de déclaration et de liquidation des cotisations sociales et de l'impôt. Il lui suffisait de demander une dispense au Centre commun de la Sécurité sociale, dispense qui lui était accordée dès lors qu'un certain nombre de conditions étaient remplies notamment si la personne avait été engagée avant le 1er janvier 1999. Ainsi, depuis la date d'entrée de la loi de 1998 précitée, deux régimes différents s'appliquent au Luxembourg au personnel de maison.

Dans ce contexte j'aurais aimé poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Sécurité sociale et des Finances:

- L'existence de deux régimes différents pour une même activité n'est-elle pas discriminatoire dans la mesure où des règles différentes, notamment des taux d'imposition différents, s'appliquent?

- Les personnes engagées avant le 1er janvier 1999 en tant que personnel domestique et pour lesquelles l'employeur a souhaité continuer à appliquer le régime normal de déclaration et de liquidation tombe-t-il ou non sous le champ d'application de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique? Dans l'affirmative, ne s'agit-il pas là d'une nouvelle discrimination par rapport au personnel employé depuis le 1er janvier 1999 sous la procédure simplifiée pour lequel les indemnités pécuniaires en cas de maladie restent à charge de la Caisse de Maladie?

- De manière générale, le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il soit opportun d'uniformiser les règles et procédures applicables à l'emploi de personnel de maison et ce pour des raisons d'égalité et de sécurité juridique?

Réponse commune (29.7.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Le régime de déclaration et de liquidation des cotisations sociales et de l'impôt applicable au personnel de ménage résulte de la combinaison des dispositions de l'article 137, alinéa 5 de la loi concernant l'impôt sur le revenu et de l'article 330 du Code des assurances sociales, telles que celles-ci ont été introduites par la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance. Cette procédure spécifique doit s'appliquer à tout particulier qui occupe du personnel dans le cadre de sa vie privée pour des travaux de ménage, pour la garde de ses enfants ou pour lui assurer des aides et des soins nécessaires en raison de son état de dépendance.

Ce régime d'imposition forfaitaire a été introduit avant tout pour des raisons de simplification administrative, devant permettre tant aux employeurs qu'aux salariés de se conformer à des prescriptions administratives réduites. Comme cette procédure simplifiée est particulièrement bien adaptée aux ménages privés qui conviennent d'une rémunération nette avec leur personnel de maison, la procédure dite «classique» de déclaration n'a pas été maintenue en parallèle pour ledit personnel, sauf pour une trentaine d'employeurs qui ont demandé expressément de continuer à avoir recours à cette procédure au-delà du 1er janvier 1999. Les personnes occupant du personnel de ménage ne sont en relation qu'avec un seul organisme administratif, à savoir le Centre commun de la sécurité sociale, qui se charge de percevoir l'impôt forfaitaire et les cotisations sociales. L'impôt forfaitaire a, en principe, un caractère définitif. Toutefois, en vue d'empêcher que l'impôt forfaitaire ne se répercute défavorablement sur le montant net de la rémunération des salariés occupés dans les ménages, ceux-ci peuvent demander après la fin de l'année d'imposition une régularisation de leur situation fiscale par décompte annuel ou par voie d'assiette en vue de récupérer le trop-perçu de l'impôt par rapport au régime d'imposition normal.

Tous les salariés concernés étant soumis à la même procédure simplifiée, il ne saurait être question de discrimination, ni en matière fiscale, ni en matière de sécurité sociale.

La loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique n'opère pas non plus de discrimination. Elle a laissé inchangée la procédure de remboursement de l'indemnité pécuniaire de maladie pour les employeurs occupant du personnel de ménage. Pendant la période de la conservation de la rémunération d'une durée moyenne de treize semaines, l'employeur continuera à indemniser les incapacités de travail et sera remboursé intégralement sur déclaration écrite. Après cette période, la Caisse nationale de Santé payera les prestations directement à l'assuré. Le remboursement prémentionné sera financé par un relèvement de l'impôt forfaitaire à charge de l'employeur de 6 à 10%. Pour l'employeur l'augmentation de l'impôt forfaitaire sera compensée par une diminution du taux de cotisation pour prestations en espèces de plus de 4%.

Le Gouvernement n'envisage pas de modifier une procédure qui a permis de faire augmenter le nombre de salariés déclarés d'environ 4.700 unités en 1998 à plus de 11.200 unités en 2008 et qui constitue ainsi un outil important de lutte contre le travail clandestin dans le domaine du travail domestique.

Question 2636 (20.6.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **personnel de la décharge SIDEC exposé à la Mycotoxine:**

Aus dem Rapport «AIB Vincotte» aus dem Joer 2002 geet ervir, datt d'Personal vun der Deponie Sidec um Fridhaff Mycotoxinen ausgesat ass, dorënner där vum «Aspergillus fumigatus», dee schwéier Gesondheetsproblemer kann ervirruffen.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un Iech riichten:

1) Gi beim Personal vun der Sidec regelméisseg cibléiert Gesondheetstester virgeholl? Gi spezifesch Bluttanalysë gemaach a gëtt et hei Opfällegkeeten?

2) Sinn all Maschinnen, déi um Sidec a Betrib sinn, konform zu de Konditioune vun der Kommodogenehmigung (ITM) vun 1997? Vu wéini u sinn dës Maschinnen am Eenzelnen mat de virgeschriwwenen «Schutzbelüftungsanlagen» équipéiert?

Réponse commune (25.7.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Et ass richteg, datt d'Personal vum SIDEC a speziell d'Personal wat am Beräich vun der Zone de Compostage schafft verschiddene Mycotoxinen ausgesat ass, dorënner e Pilz wéi den Aspergillus Fumigatus oder eng gëfteg Substanz wéi de Patulin. Aus deene Grënn falen d'Aktivitéite vum SIDEC och ënnert d'Reglementatioun vun der «Protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail». Duerfir muss de Bedreiwer eng Identifikatioun an eng Evaluatioun vun de Risike maachen, déi erkannte Risike mussen esou kleng ewéi méiglech gehal ginn, an d'Aarbechter, déi do schaffen, mussen informéiert a forméiert ginn a si mussen opgelëscht ginn als «Travailleurs exposés». Ausserdeem mussen déi Leit regelméisseg aarbechtsmedezinesch Ënnersuchunge gemaach kréien. Dës Ënnersuchunge goufen an Zesummenaarbecht mat der Inspection du Travail 2001 festgeluecht. Et sinn dëst speziell Bluttanalysen, Urinanalysen, Longefonktiounstester a wann néideg Longeröntgen. Den aarbechtsmedezinesche Service vum SIDEC mécht d'Analyse mat enger gewësser Regelméissegkeet; bis elo goufe bei den Aarbechter keng gravéierend medezinesch Problemer festgestallt, mä d'Iwwerwaachung vun de Leit däerf a kengem Fall nogelooss ginn.

D'Maschinnen, déi um SIDEC a Betrib sinn, sinn zënter hirer Abetribnahm konform zur Kommodosgenehmegung a mat «Schutzbelüftungsanalagen» équipéiert.

Question 2639 (20.6.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **subsides aux associations:**

Am Statsbudget fënnt ee queesch duerch praktesch all Départementer eng Hällewull vu finanziellen Hëllefe fir Verbänn, Interesseveräiner, Organisatiounen asw. En Deel dovun ass spezifesch als staatlech Participatioun fir bestëmmten Aktivitéiten oder Servicer libelléiert, anerer sinn einfach als Subsid ouni Zweckbestëmmung ausgewisen. An deem Kontext géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Gëtt et objektiv Kritären, no deenen d'Bénéficiairë vun dëse staatleche Subsiden selektionéiert ginn, a wa jo, kënnt Dir mir dozou Preziséoune liwweren?

2. Gëtt et objektiv Kritären, no deenen d'Héicht vun dëse staatleche Bäihëllefe festgeluecht gëtt, a wa jo, kënnt Dir mir doriwwer Informatioune liwweren?

3. Wann dat net zoutrëfft, wéi ass da séchergestallt, datt all Verbänn, Veräiner an Organisatiounen, déi fir sou Bäihëllefen a Fro kommen, méiglechst gläich behandelt ginn?

4. Missten net am Sënn vun Transparenz a Gerechtegkeet déi betreffend staatlech Subsiden inklusiv der Identitéit vun den Empfängerorganisatiounen, public gemaach ginn?

Réponse (10.7.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

All Ministère ass a sengem Beräich zoustänneg fir Subsiden u Gemengen, Betriber a Veräiner ze verginn a stellt duerfir natierlech Kritären op. Dës Kritäre si jee no Aktivitéit, déi ënnerstëtzt gëtt, vu Ministère zu Ministère anescht, a verschiddene Fäll si se iwwer Gesetz oder Reglement festgeluecht. Et gëtt keng allgemeng Kritären, well et ze vill ënnerschiddlech Situatione gëtt.

Et ass kloer, datt all Minister an der respektiver Chamberskommissioun d'Kritären an d'Montantë vun de Subsiden un déi eenzel Bénéficiairë muss matdeelen an erklären, wann dës gefrot ginn.

Question 2640 (20.6.2008) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **fluoroquinolones:**

Les fluoroquinolones sont une famille d'antibiotiques actifs contre de nombreux germes et sont indiqués dans les infections générales ou à localisations diverses. Alors qu'ils sont déjà connus pour provoquer des séquelles neuromusculaires (tendinites et contractures), le Centre de pharmacovigilance de Bordeaux a publié entre 1995 et 2002 590 cas d'effets indésirables de nature psychiatrique. Ces molécules arrivent ainsi à la huitième place des troubles psychiatriques d'origine médicamenteuse.

Dans 7,4 cas des prescriptions, ces effets indésirables sont des confusions (51%), des hallucinations (27%), des agitations (13%), des délires (12%), des insomnies (8%), des somnolences (4%). 21% des cas ont nécessité une hospitalisation ou un prolongement de l'hospitalisation.

L'Association française des victimes des quinolones évoque également des pertes sévères de mémoire et des baisses du QI.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Cette famille d'antibiotiques est-elle prescrite au Luxembourg?

- Si oui, quelle est l'évolution de ces prescriptions?

- Les patients sont-ils informés du risque de séquelles neuromusculaires ainsi que de troubles psychiatriques?

- Monsieur le Ministre entend-il sensibiliser les médecins susceptibles de prescrire ce type d'antibiotique quant aux effets secondaires?

Réponse (24.7.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les chiffres invoqués par l'honorable Parlementaire en rapport avec les séquelles dues aux antibiotiques de la classe des fluoroquinolones semblent provenir de l'étude «Effets indésirables psychiatriques des fluoroquinolones: cas notifiés à la pharmacovigilance française» publiée dans la Revue de Médecine interne en juin 2006.

Ladite étude comporte une analyse de tous les effets indésirables psychiatriques notifiés dans la base nationale de pharmacovigilance française chez les patients traités par fluoroquinolones et ceci entre 1985 (et non 1995 comme dit dans la question parlementaire) et 2002. Au total 590 cas sont rapportés dont 512 pour lesquels une fluoroquinolone était considérée comme l'un des médicaments suspects. Dans 21,7% des cas l'effet est considéré comme grave (correspondant majoritairement à une hospitalisation ou une prolongation d'hospitalisation) et l'évolution a été favorable avec disparition de l'effet dans 88,5% des cas, tandis que dans 9,5% des cas l'évolution était en cours ou inconnue.

L'étude a encore relevé que ces effets indésirables sont survenus principalement chez les sujets âgés. Cependant cette étude n'a pu établir l'incidence de ces effets indésirables, étant donné que ceux-ci font l'objet de notifications insuffisantes et que l'on ne connaît pas l'exposition totale des patients. Dans leur conclusion les auteurs remarquent que «malgré le risque de survenue des effets indésirables psychiatriques ou d'autre type, l'intérêt de cette classe thérapeutique n'est nullement remis en cause, puisqu'il s'agit d'antibiotiques puissants, très maniables». Ils terminent par la conclusion «Pour prévenir ces effets indésirables, on peut simplement rappeler les recommandations de prescription, notamment l'adaptation posologique à la fonction rénale, particulièrement au sein d'une population âgée.»

Les médicaments antibiotiques de la classe des fluoroquinolones possèdent des indications thérapeutiques précises et sont prescrits universellement. Au Luxembourg leur prescription représente 10,47% du total des antibiotiques exprimé en doses journalières en ambulatoire et 5,7% en milieu hospitalier.

En ambulatoire la prescription de cette classe d'antibiotiques a subi entre 2005 et 2006 une augmentation de l'ordre de 3%, tandis qu'en milieu hospitalier leur utilisation est restée stationnaire. La ciproxine

constitue l'antibiotique le plus prescrit de la classe des fluoroquinolones. Par comparaison internationale le Luxembourg a un niveau de consommation élevé en antibiotiques, ce qui vaut aussi pour la classe des fluoroquinolones. Une étude comparative parmi 25 pays européens en 2003 plaçait notre pays au quatrième rang pour la consommation.

Les principales indications des fluoroquinolones sont les infections par des micro-organismes sensibles au niveau du système urogénital, les gastro-entérites sévères, certaines infections lorsque les antibiotiques de premier choix ne peuvent être utilisés et la prophylaxie dans des cas bien spécifiés. Les fluoroquinolones, du fait de leurs caractéristiques de diffusion tissulaire, sont susceptibles d'avoir des effets indésirables notamment au niveau du tractus gastro-intestinal, du système nerveux central, au niveau cutané et au niveau ostéo-articulaire. La littérature sur la pathologie des effets secondaires sérieux est bien documentée et par conséquent les notices scientifiques des médicaments appartenant à cette classe mentionnent ces effets indésirables et contre-indications. Il incombe au médecin lors de la prescription de déceler les facteurs de risque pour le patient ou le cas échéant les contre-indications de façon à réduire les risques de survenance de tels effets. Une évaluation du rapport risque-bénéfice devrait être également amorcée chaque fois que la décision de choisir une fluoroquinolone est prise et le patient doit être dûment informé des effets indésirables.

Un conseil scientifique auprès de mon Ministère, présidé par un médecin de l'Association des Médecins et Médecins Dentistes, tient régulièrement à jour des lignes directrices en matière d'antibiothérapies, pouvant être consultées sur le site http://www.conseil-scientifique.lu. Ce conseil détient aussi une banque de données contenant des recommandations et informations destinées plus spécifiquement aux professionnels de la santé et accessibles seulement à ces derniers.

Le 18 novembre est déclaré «awareness-day» européen en matière d'antibiothérapies, c'est-à-dire «journée de prise de conscience». Sur le plan national il y aura une campagne grand public de mise en garde contre l'usage abusif d'antibiotiques. Les médecins seront une nouvelle fois rendus attentifs sur l'évolution de la consommation de ce type de médicaments, toujours dans le but d'une modération de la prescription.

Question 2641 (20.6.2008) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **reconnaissance des mariages homosexuels conclus à l'étranger:**

Au cours de sa réunion du 13 juin 2008, le Gouvernement en Conseil a décidé d'apporter un certain nombre de modifications à la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets de certains partenariats. Ces modifications concerneront des aspects du droit du travail, du droit civil et du statut général des fonctionnaires de l'État.

En ce qui concerne le droit civil, le Gouvernement en Conseil a retenu que les partenariats conclus valablement à l'étranger pourront être inscrits au répertoire civil, à condition que les partenaires remplissent les mêmes conditions que celles prévues pour la conclusion d'un partenariat légal au Luxembourg.

Étant donné que la reconnaissance ne vaut pas pour les mariages civils conclus à l'étranger entre partenaires du même sexe, le Luxembourg se retrouvera donc bientôt dans la situation cocasse de reconnaître les partenariats de droit étranger et d'appliquer à ces personnes les avantages et obligations prévus par la législation luxembourgeoise, alors que les personnes de même sexe ayant contracté mariage à l'étranger ne jouiront d'aucun droit similaire au Grand-Duché.

- Sachant qu'au Luxembourg, le mariage civil n'est pas encore ouvert aux couples de même sexe, ne faudrait-il pas reconnaître légalement ces mariages conclus à l'étranger?

- Le fait d'ouvrir la possibilité aux couples «pacsés» à l'étranger de faire inscrire leur union au registre civil, option refusée pour l'instant aux couples homosexuels mariés, ne signifie-t-il pas que le Gouvernement attribue une valeur légale supérieure au partenariat enregistré par rapport au mariage civil?

- Est-il correct d'affirmer que les couples homosexuels, mariés à l'étranger et vivant au Luxembourg, devront divorcer et conclure par la suite un partenariat pour continuer à jouir de leurs droits de couple marié?

- Afin d'éviter l'apparition de situations juridiques comme celles évoquées ci-dessus, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait opportun d'ouvrir dans un avenir proche le mariage civil aux couples de même sexe au Luxembourg?

Réponse (14.7.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La question de la reconnaissance transfrontalière des mariages homosexuels belges, néerlandais et espagnols se pose non seulement au Luxembourg, mais dans les 24 États membres de l'Union européenne qui ne connaissent pas ce type de mariage.

Le Luxembourg estime qu'il y a lieu avant tout de trouver une réponse européenne à ce problème de droit international privé.

En attendant une solution européenne, j'estime qu'il y a lieu d'accorder aux couples homosexuels mariés à l'étranger mais résidant au Luxembourg les mêmes droits que ceux qui sont accordés aux couples homosexuels qui ont conclu un partenariat de droit luxembourgeois.

Question 2642 (20.6.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**étiquetage nutritionnel des aliments:**

Fin janvier 2008, la Commission européenne a proposé de moderniser et d'améliorer la réglementation communautaire en matière d'étiquetage nutritionnel des denrées alimentaires afin que le consommateur obtienne lors de l'achat les informations essentielles dont il a besoin pour faire les bons choix en vue d'une alimentation équilibrée.

La proposition impose que soient clairement mentionnées, à l'avant de l'emballage, la valeur énergétique et les teneurs en sel, en glucides, avec une référence spécifique aux sucres, et en lipides - y compris les acides gras saturés - par portion, par cent millilitres ou par cent grammes de produit. Ces éléments doivent aussi être indiqués en tant que pourcentages des apports de référence.

Hormis la liste des six nutriments sur le devant de l'emballage, les États membres sont libres de développer des systèmes nationaux pour la présentation de ces informations. Chaque État membre peut donc décider d'ajouter des éléments visuels symboliques, comme un système de feux de signalisation, à côté des valeurs numériques. Des études démontrent qu'il s'agit du format le plus utile pour les consommateurs.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quelle est la position du Gouvernement quant au système de feux de signalisation sur les étiquettes des produits alimentaires?

- Est-ce qu'un tel système serait réalisable sur tous les produits mis en vente au Luxembourg?

- Dans la négative, est-ce qu'on pourrait limiter ce système aux aliments produits au Luxembourg?

- Quels sont les efforts entrepris par le Ministère de la Santé afin de rendre le consommateur attentif en vue d'une alimentation saine et équilibrée?

Réponse (25.7.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Député fait référence à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires.

Cette proposition, qui vise à consolider la législation horizontale en matière d'étiquetage général et d'étiquetage nutritionnel, prévoit la possibilité dans le chef des États membres d'élaborer sur une base strictement volontaire et n'ayant aucun effet contraignant des formes complémentaires d'expression de la déclaration nutritionnelle.

C'est ainsi qu'un système de feux de signalisation sur l'étiquette des produits alimentaires, auquel fait allusion Monsieur le Député, a été élaboré par l'agence britannique «Food Standard Agency» (FSA) en collaboration avec d'autres associations du secteur de la santé tout comme avec des associations de consommateurs.

L'idée à la base consiste à permettre aux consommateurs de repérer facilement les produits «bon pour leur santé» (produit marqué par un point vert), et ceux qui seraient moins favorables à leur santé (produit marqué d'un point orange ou rouge).

Pour chaque couleur, la FSA a fixé des standards qui se basent sur les recommandations nutritionnelles élaborées par le comité britannique «Committee on Medical Aspects of Food and Nutrition Policy (COMA)».

Ce système de signalisation s'applique uniquement aux produits composés de plusieurs ingrédients, tels que pizzas, sandwichs préemballés, biscuiteries, boissons, burger, etc.

Cette signalisation, qui semble a priori facile à interpréter peut pourtant prêter à confusion. Ainsi, un produit pourrait se voir attribuer à la fois un signal rouge pour la quantité de graisse et un signal vert pour la quantité de sel. Par contre, d'un point de vue scientifique la catégorisation de certains produits est fortement critiquée. À titre d'exemple, une sauce vinaigrette, dont l'ingrédient principal est l'huile de colza, pourrait être revêtue d'un signe rouge quant à sa quantité en lipides et en même temps d'un signe vert pour la qualité des acides gras.

À cela s'ajoute qu'il sera difficile d'appliquer ce type de signalisation sur les produits mis en vente au Luxembourg essentiellement pour les raisons suivantes:

- actuellement notre pays ne dispose pas de standards de référence tels qu'ils ont été élaborés par COMA;

- la majorité de nos aliments sont produits à l'étranger;

- au niveau de la Communauté européenne, les responsables ne se sont pas encore prononcés à l'unanimité pour un système de signalisation qui, rappelons-le, est purement facultatif.

Par ailleurs, comme l'équilibre alimentaire est reflété par tous les aliments qui sont consommés, la restriction d'une telle signalisation aux seuls produits locaux n'aurait pas beaucoup d'intérêt devant une production alimentaire nationale somme toute réduite. De surcroît, une alimentation exclusive à base de produits locaux ne permettrait pas de fournir tous les nutriments dont notre corps a besoin, une telle alimentation serait non seulement très monotone mais probablement carencée en acides gras mono- et poly-insaturés.

Cela étant, et tout comme par le passé, j'entends miser plutôt sur des campagnes d'information ciblées auprès des consommateurs. En effet, l'éducation nutritionnelle n'est pas la mission primaire de l'étiquetage qui consiste en effet à informer le consommateur pour qu'il puisse faire lui-même le meilleur choix en fonction de ses spécificités. Je voudrais rappeler qu'il ne s'agit pas de combattre individuellement chaque aliment malsain, mais bien de combattre le phénomène de la mauvaise alimentation. C'est précisément dans cette optique que mon Ministère déploie des moyens considérables pour favoriser l'éducation nutritionnelle notamment par le biais du «plan alimentation saine et activité physique», voire de l'action «Gesond iessen, méi bewegen».

Dans le cadre précisément de cette action, un groupe interministériel a élaboré en 2006 un logo qui distingue les initiatives promouvant l'alimentation saine et l'activité physique.

Je voudrais enfin souligner que mon département ne cesse d'élaborer des brochures informatives sur l'alimentation saine. Au cours de l'année 2006, une brochure reprenant les bases de l'alimentation saine a été distribuée à chaque ménage du pays. D'autres brochures s'adressant à une population plus ciblée, notamment aux femmes enceintes sont disponibles sur simple demande auprès de mes services.

Finalement, à chaque rentrée de classe, les parents des élèves entrant en première année reçoivent une lettre d'information et les élèves une grille horaire reprenant de façon ludique les bases d'une alimentation saine. Dans les classes supérieures, les enseignants ont à leur disposition une pyramide alimentaire ainsi que des cahiers pédagogiques sur l'alimentation saine. Le corps enseignant peut au-delà participer gratuitement à des formations sur la bonne pratique d'application de cette pyramide alimentaire.

Question 2644 (24.6.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **Communauté européenne de l'énergie:**

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors a récemment accordé une interview au «Journal du dimanche». En réponse à la question sur la priorité de l'Union européenne, il déclare:

«Comme il y eut la Communauté européenne du charbon et de l'acier, je propose qu'on mette en place une Communauté européenne de l'énergie. Ainsi aurions-nous une politique de l'énergie, un marché concurrentiel et une attitude commune vis-à-vis des producteurs d'énergie. Quand je vois ce carrousel de pays autour de Poutine et Medvedev, je suis scandalisé. L'Europe se ridiculise. C'est pourquoi il faut bâtir d'urgence une Europe de l'énergie, à laquelle participeront les pays qui le veulent. Les autres suivront plus tard, comme pour l'euro. Pour l'Europe, le choix est simple: ou la survie pour l'Union ou le déclin et la perte de toute capacité d'influence.»

Cette idée d'une Communauté européenne de l'énergie me semble très intéressante.

- C'est la raison pour laquelle j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur quelle est la position du Gouvernement par rapport à cette proposition et si, le cas échéant, il l'entend appuyer.

Réponse (30.7.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En général, je partage les grandes lignes de l'opinion de Monsieur Jacques Delors concernant la politique énergétique européenne.

Néanmoins, dans le cadre des négociations du Traité de Lisbonne, entre-temps ratifié par le Luxembourg, les États membres de l'Union européenne ont retenu le cadre futur pour la politique européenne dans le domaine de l'énergie, cadre dans lequel l'Union européenne devrait organiser sa politique en la matière dans le futur.

Question 2645 (25.6.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**allocation de vie chère:**

Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays, le Premier Ministre a annoncé le 22 mai dernier que l'actuelle allocation de chauffage sera majorée de son propre montant et deviendra une allocation d'inflation ou encore une allocation de vie chère. L'allocation de chauffage trouve son origine dans le règlement du Gouvernement en Conseil du 18 février 1983 tel que modifié par la suite et qui jadis remplaçait la subvention sur les combustibles minéraux solides destinés à l'usage domestique par une allocation aux ménages à revenu modeste à l'effet de réduire les prix du chauffage.

- De ce qui précède, j'aimerais savoir si le Gouvernement a l'intention d'appliquer une procédure pareille en modifiant le règlement en question ou si le dépôt d'un projet de loi est prévu pour la création de cette nouvelle allocation. Dans quel délai cette modification sera-t-elle en vigueur?

- Est-ce qu'à côté de la majoration de l'allocation, il est prévu d'adapter également les seuils, respectivement les plafonds de revenus jusqu'auxquels les ménages peuvent bénéficier de cette aide?

- D'une manière générale, est-ce que les critères pour l'octroi de l'allocation seront adaptés?

Réponse (4.7.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En réponse à la question de l'honorable Député au sujet de l'introduction d'une «allocation de vie chère», je peux vous fournir les informations suivantes:

L'actuelle prestation de l'allocation de chauffage trouve son origine dans le Règlement du Gouvernement en Conseil du 18 février 1983 tel que modifié par la suite.

Actuellement les montants de cette allocation se trouvent fixés pour l'année 2008 à:

- 660 euros pour une personne seule,

- 825 euros pour une communauté de 2 personnes,

- 990 euros pour une communauté de 3 personnes,

- 1.155 euros pour une communauté de 4 personnes,

- 1.320 euros pour une communauté de 5 personnes et plus.

Les limites de revenus mensuels prises en considération pour la détermination de cette prestation sont:

- 1.570,33 - 1.620,31 euros pour une seule personne,

- 2.355,77 - 2.418,25 euros pour une communauté de 2 personnes,

- 2.804,20 - 2.879,18 euros pour une communauté de 3 personnes,

- 3.252,62 - 3.340,10 euros pour une communauté de 4 personnes,

- 3.708,85 - 3.808,83 euros pour une communauté de 5 personnes et plus.

L'introduction voir la création d'une «allocation de vie chère» se fera par le dépôt d'un projet de loi, abrogeant par la même l'actuel Règlement du Gouvernement au Conseil relatif à l'allocation de chauffage.

La nouvelle prestation de l'«allocation de vie chère», comme annoncée par Monsieur le Premier Ministre lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays en date du 22 mai 2008, fera l'objet d'un dédoublement des montants actuellement appliqués. Les seuils respectivement les plafonds de revenus resteront les mêmes.

Question 2646 (25.6.2008) de **M. John Castegnaro** *(LSAP)* concernant le **prix lors de la facturation du mazout:**

Conformément aux dispositions de l'article 2, alinéa 4 de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence, le Ministre de l'Économie peut conclure des contrats de programme avec les entreprises du secteur pétrolier en vue de fixer des prix maxima pour les produits de pétrole, dont le mazout de chauffage. Les prix maxima ainsi fixés sont communiqués par voie de presse au grand public. C'est en fonction de ces prix que de nombreux clients passent leur commande de combustible auprès de leur fournisseur.

Pour les combustibles livrés à domicile, le délai de livraison est en général de quelques jours, en fonction des disponibilités du fournisseur. Ce délai d'attente peut mener à la situation que le prix maximum en vigueur le jour de la fourniture du combustible est différent de celui en vigueur le jour de la passation de commande. Or, à ma connaissance, le client final se voit facturer le prix en vigueur le jour de la livraison, et non celui en vigueur le jour de la passation de commande. Ce mécanisme pouvant jouer tant en faveur qu'en défaveur du client, il reste toutefois que celui-ci ignore le prix effectif qui lui sera facturé le jour de la livraison du combustible.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Economie:

- N'ayant pratiquement aucune influence sur le délai de fourniture du combustible, celui-ci étant fixé par le fournisseur en fonction de ses propres disponibilités, le client ne devrait-il pas se voir facturer le prix en vigueur au moment de la passation de la commande? Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il s'agit là d'une pratique commerciale pour le moins inhabituelle, à savoir de révéler le prix d'un produit ou d'un service seulement au moment de la mise à disposition du client final?

- Dans l'affirmative, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre compte mettre en œuvre pour mettre un terme à ces pratiques commerciales douteuses?

Réponse (31.7.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Au Grand-Duché du Luxembourg, les prix maxima des combustibles liquides et gazeux sont fixés dans des contrats dits «contrats de programme» conformément aux dispositions de l'article 2, alinéa 4 de la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence. Il s'agit en l'occurrence de contrats conclus entre le Ministre ayant l'Économie dans ses attributions et les entreprises du secteur pétrolier.

En ce qui concerne les relations contractuelles entre les particuliers et les entreprises du secteur pétrolier, celles-ci relèvent du droit commun. Dès lors, rien n'empêche les deux parties contractantes de s'accorder sur le prix en vigueur le jour de la commande, nonobstant les éventuels changements à la hausse où à la baisse qui s'ensuivent.

Le rôle du Ministère de l'Économie se limite dans ce contexte au calcul et à la détermination de la date d'application des prix maxima au public conformément aux dispositions des contrats de programme et de veiller à leur respect.

Question 2647 (25.6.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **travaux sur le chantier du nouveau Lycée Technique Mathias-Adam (LTMA):**

Le journal «Le Quotidien», paru en date du 25 juin 2008, a relaté qu'une entreprise de peinture a été écartée du chantier du nouveau Lycée Technique Mathias-Adam (LTMA) à Pétange. L'entreprise en question aurait été désavantagée, malgré avoir présenté le devis le moins cher, parce qu'elle avait prévu de faire effectuer les travaux entre autres par des apprentis.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits repris ci-dessus? Dans l'affirmative, est-il exact que l'entreprise a été désavantagée parce qu'elle envisageait de faire effectuer lesdits travaux notamment par des apprentis?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les coûts supplémentaires engendrés par cette décision?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si, suite aux retards pris lors de cette procédure de soumission, la finalisation des travaux pour la rentrée scolaire 2008/09 demeure réaliste? Est-il exact que dans ce contexte le bail pour l'ancienne école primaire de Bascharage a dû être rallongé pour accueillir des élèves du LTMA?

Réponse (18.7.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'honorable Député Claude Meisch souhaite avoir des informations sur une soumission concernant le projet du Lycée Technique Mathias-Adam à Pétange.

D'après les informations de Monsieur Meisch tirées du journal le «Quotidien» paru en date du 25 juin 2008 «une entreprise de peinture a été écartée du chantier du nouveau Lycée Technique Mathias-Adam à Pétange. L'entreprise aurait été désavantagée, malgré avoir présenté le devis le moins cher, parce qu'elle avait prévu de faire effectuer les travaux entres autres par des apprentis».

À noter préalablement que suite à cet article, le Ministère des Travaux publics a, le lendemain, fait publier dans le même journal un communiqué de presse réfutant tous les reproches émis par cette entreprise de peinture.

En effet, dans le cadre de la soumission publique de novembre 2007 relative aux travaux de peinture du Lycée Technique Mathias-Adam à Pétange, six soumissionnaires ont participé à la soumission publique du 20 novembre 2007. Or, au vu d'une grande différence de prix entre les soumissionnaires, une analyse des prix s'est avérée être obligatoire et cela conformément à l'article 80 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale du 13 décembre 1988. Elle a par conséquent été demandée. L'analyse des prix présentée par l'entreprise de peinture en question et ses associés a soulevé des problèmes quant à la qualité et à la conformité des prestations proposées pour le prix offert. En effet, en comparaison avec les critères établis par la Chambre des métiers appelés «informations de base pour l'adaptation des marchés aux fluctuations des salaires, fluctuations salariales légales, taux de majoration pour frais généraux, charges proportionnelles aux salaires» pour la branche du peintre-décorateur, l'architecte en charge du chantier a conclu que les prix déclarés par l'entreprise de peinture en question et ses associés devaient être considérés comme anormalement bas et a de ce fait proposé d'écarter cette offre conformément à l'article 82 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 précité. La finalité et l'intérêt de cette disposition réglementaire sont qu'elle permet de vérifier des offres à des prix très bas qui pourraient avoir comme conséquence fâcheuse que, le marché une fois attribué, les travaux risqueraient de ne pas être exécutés selon les prescriptions du cahier des charges et selon les règles de l'art.

À préciser encore que contrairement à ce qui a été prétendu dans l'article de presse précité, l'engagement d'apprentis n'a, quant au principe, à aucun moment posé problème à l'Administration des Bâtiments publics.

Pour faire analyser la conformité du dossier de soumission de l'entreprise de peinture en question et ses associés et pour vérifier que la décision qu'il entendait prendre était correcte, le Ministère des Travaux publics a encore sollicité l'avis de la Commission des Soumissions, organe impartial, institué par la loi modifiée du 30 juin 2003 sur les marchés publics. En sa séance du 5 mai 2008, la Commission des Soumissions a statué qu'elle ne «s'oppose pas au rejet de l'offre de l'association momentanée et marque son accord avec l'adjudication du marché à l'entreprise P. sous réserve de la conformité de l'offre en question». Au motif que l'offre de l'entreprise P. fut conforme, le marché en question lui a été attribué par arrêté ministériel du 7 mai 2008. L'entreprise de peinture en question et ses associés ont introduit en date du 23 mai 2008, par voie d'avocat un courrier de réclamation. Le Ministère des Travaux publics a tenu à soumettre une deuxième fois à la Commission des Soumissions le dossier en question afin qu'elle se prononce quant aux arguments étayés dans le courrier de réclamation. Lors de la séance du 28 mai, la Commission des Soumissions a confirmé, après analyse du courrier de réclamation, qu'elle ne s'oppose pas au rejet de l'offre de l'entreprise de peinture en question et ses associés.

À noter que l'entreprise de peinture en question et ses associés ont, également, introduit une requête en sursis à exécuter auprès du Président du Tribunal administratif. Il y a cependant lieu de noter que, contrairement à ce qui a été dit dans l'article précité, le Tribunal ne s'est pas déclaré «incompétent» en la matière. En effet en son audience publique du 9 juin 2008, le Président du Tribunal administratif a, par son ordonnance, déclaré comme non justifiée la requête en sursis à exécution et la demande subsidiaire tendant à la fixation d'une mesure de sauvegarde, introduite par l'entreprise de peinture en question et ses associés.

Enfin, il échet de préciser finalement que l'ouverture du nouveau Lycée technique Mathias-Adam à Pétange est toujours prévue pour la rentrée scolaire 2008/2009.

Question 2648 (25.6.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**initiative du parti socialiste de la Ville de Luxembourg concernant la tarification des taxis:**

La section du parti socialiste de la Ville de Luxembourg, dont Monsieur le Ministre assume la présidence, vient de publier un dépliant dans lequel une tarification novatrice pour les taxis de la Ville de Luxembourg est propagée. Afin d'encourager une plus large utilisation des taxis, une tarification forfaitaire à cinq respectivement dix euros est proposée (voir documentation en annexe).

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Les mesures proposées sont-elles compatibles avec les dispositions légales en vigueur? Dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre a-t-il déjà prises en vue de la réalisation des propositions de la section du parti socialiste de la Ville de Luxembourg?

Réponse (10.7.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire N°2648 de l'honorable Député Xavier Bettel et au risque de me répéter, j'ai l'honneur de vous informer que je ne répondrai pas à des questions parlementaires en relation avec des idées ou propositions d'un parti politique.

Question 2649 (25.6.2008) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant l'**obtention de la nationalité luxembourgeoise en cas de surdité:**

La loi du 24 juillet 2001 portant modification de la loi du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise telle qu'elle a été modifiée a introduit pour la première fois une disposition selon laquelle une personne désirant acquérir la nationalité luxembourgeoise doit justifier d'une connaissance active et passive suffisante d'au moins une des langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ainsi que d'une connaissance de base de la langue luxembourgeoise, appuyée par des certificats ou documents officiels. Cette disposition sera renforcée par l'adoption du projet de loi 5620 sur la nationalité luxembourgeoise.

Or, il s'avère que la problématique des personnes frappées de surdité n'a jamais été prise en compte, alors qu'elles ne parviennent souvent pas à maîtriser le langage parlé. Déjà en 1988, le Parlement européen a adopté une résolution sur le langage gestuel visant entre autres une «reconnaissance officielle du langage gestuel à l'usage des sourds dans chaque État membre» qui est restée lettre morte dans la plupart des États membres.

- Tout en sachant que les difficultés que rencontrent les personnes malentendantes ou sourdes dépassent de loin les questions liées à la nationalité, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il a connaissance de cas où cette problématique a constitué un obstacle à l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise et ceci depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2001? Dans l'affirmative, quelle a été la solution retenue pour ces personnes?

- Comme le langage gestuel constitue pour la plupart des personnes en question le seul moyen d'expression, quelle sera la solution réservée à ces cas à l'entrée de la nouvelle législation?

Réponse (15.7.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il est évident qu'il y a lieu de tenir compte dans le traitement des demandes d'acquisition de la nationalité de circonstances particulières comme celles indiquées dans la question parlementaire.

Au cours des dernières années, une seule demande de ce genre a été traitée par mes services.

Il va sans dire que ni par le passé, ni sous l'emprise du nouveau projet de loi, une personne frappée de surdité ne se verrait refuser la nationalité au motif qu'elle ne maîtrise pas le langage parlé.

Question 2650 (25.6.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **piscine couverte pour le Lycée Technique Joseph-Bech (LTJB) à Grevenmacher:**

Bei der leschter Extensioun vum Lycée Technique Joseph-Bech vu Gréiwemaacher ass leider d'Geleeënheet verpasst ginn, fir en neie Lycée mat den néidege Sportsinfrastrukturen op engem eenzege Site un der Périphérie vu Gréiwemaacher ze bauen. Dat huet derzou gefouert, datt d'Sportshal isoléiert vum Schoulgebai opgeriicht ginn ass, an op de Bau vun enger Piscine huet misse verzicht ginn.

An enger Resolutioun vum 13. Juni 2008 fuerdert de Gemengerot vu Gréiwemaacher d'Regierung eestëmmeg op, fir bei der geplangter partieller Erneierung an Extensioun vum LTJB, déi aktuell Problemer, déi zum Beispill duerch den Trafic am Quartier résidentiel, an deem den LTJB steet, entstane sinn, mat a Considératioun ze huelen.

Besonnesch gëtt awer op d'Schafung vun enger Piscine couverte insistéiert, fir de Schüler vum LTJB (an deene vun den Nopeschuertschaften) d'Méiglechkeet ze ginn, fir d'Schwammcoursen, déi am Schoulprogramm virgesi sinn, kënnen am Kader vun der Schoul ze absolvéieren. An deem Kontext géif ech gären dës Froen un Iech riichten:

1. Wat ass d'Attitüd vun der Regierung vis-à-vis vun dëse Fuerderungen? Besteet grondsätzlech d'Bereetschaft, fir op dëst Uleies anzegoen?

2. Wéi kënnt eng Solutioun ausgesinn, déi net erëm op eng Zort Fléckaarbecht erausleeft an de Site vun der Schoul nach méi fragmentéiere géif?

Réponse commune (28.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Den honorablen Deputéierten Roby Mehlen huet festgestallt, datt „bei der leschter Extensioun vum Lycée Technique Joseph-Bech vu Greiwemaacher ass leider d'Geleeënheet verpasst ginn, fir en neie Lycée mat den néidege Sportsinfrastrukturen op engem eenzege Site un der Périphérie vu Gréiwemaacher ze bauen".

Andeems den Här Mehlen sech op eng Resolutioun vum 13. Juni 2008 bezitt, wou de Gemengerot d'Regierung opfuedert, notamment eng Piscine couverte virzegesinn, wëll hien d'Positioun dozou vun der Regierung kennen.

Et muss ee fir d'éischt preziséieren, datt d'Extensioun vum Lycée Technique Joseph-Bech vu Gréiwemaacher keng gréisser Augmentatioun vun der Unzuel u Schüler virgesäit (vun 900 op maximal 1.000). Aus der «Étude de faisabilité» geet er-

vir, datt dëse Lycée mat 950 Schüler op den aktuelle Sitë realiséiert ka ginn, ouni datt dëst zu enger Opspléckung vun der Schoul féiert.

Sou ass et och kloer, datt d'Extensioun vum Lycée net ausserhalb dem Zentrum vu Gréiwemaacher gebaut gëtt, mä op deenen zwou Bauplazen um Site vum aktuelle Lycée, déi dem Stat souwéisou gehéieren.

Déi eng Bauplaz soll fir d'Klassesäll vum Lycée genotzt ginn an deen aneren Deel fir Sportsaktivitéiten.

Den neie Projet erlaabt esou déi provisoresch Strukturen, déi um Site vum Sportskomplex erriicht goufen, ewechzehuelen an op dëser Bauplaz eventuell e Parking mat ongeféier 60 Plazen ze kreéieren.

Et muss een drun erënneren, datt weder an de Bauprogrammer fir den Neibau nach an dem Ëmbau vum Lycée Technique Joseph-Bech (Gesetz vum 13. Abrëll 1998) de Bau vun enger Piscine virgesi wor. D'Schwammstonnen, déi am Kader vum Schoulsport ufalen, sinn integral duerch d'Benotzung vun de Piscinen zu Biwer an zu Dräibuer ofgedeckt an dat sougutt aktuell wéi och an Zukunft, well d'Zuel vun de Schüler jo net substanziell an d'Luucht geet.

Question 2651 (26.6.2008) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant la **circulaire du 9 juin 2008 concernant la recommandation du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg:**

En date du 9 juin 2008, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a communiqué par circulaire la recommandation du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg relative à l'inscription au registre de la population aux administrations communales du pays.

Cette recommandation, dont le contenu semble recevoir l'approbation du Gouvernement, apporte certaines précisions utiles concernant les règles d'inscription au registre de la population.

Certaines questions restent cependant sans réponse.

J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre si une administration communale est en droit de refuser l'inscription d'un second ménage voire d'un troisième ménage dans une maison unifamiliale, qualifiée comme telle en vertu du règlement des bâtisses communal.

Réponse (30.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les registres de la population trouvent leur base légale dans la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale (ci-après «la loi du 22 décembre 1886»). De la loi en question ne subsiste qu'une seule disposition: l'article 8. Suivant cette disposition chaque commune a la possibilité d'adopter un règlement relatif à la tenue de son registre de la population.

En soi, aucune disposition légale ou réglementaire supérieure à une réglementation communale ne permet à l'autorité communale d'imposer une façon de vivre précise à un administré aux fins d'inscription au registre de la population. Le choix d'une résidence constitue une liberté et donc une problématique différente de celle du sujet de la construction d'un immeuble dans lequel la résidence serait établie. Cette liberté est d'ailleurs inscrite dans l'article 2 du protocole N°4 de la Convention de Sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Toutefois, la jurisprudence paraît bien hésitante quant à la séparation stricte entre d'une part une législation à finalité de recensement et d'autre part une législation ou une réglementation communale fixant des règles de construction.

Dans un premier temps, le tribunal administratif a dans un jugement du 14 octobre 2002 (rôle N°14485) estimé que des règles découlant du plan d'aménagement général d'une commune ne pourraient directement conditionner un changement de domicile car seul le caractère réel d'une habitation dans un autre lieu serait déterminant à ce sujet. Le tribunal n'a pas limité sont appréciation à la loi du 22 décembre 1886, mais a précisé que l'inscription au registre de la population d'une commune à l'adresse réelle d'habitation joue également un rôle dans le changement du domicile d'une personne et que cette inscription ne pouvait pas être refusée pour d'autres conditions que celles fixées au Code civil. Il se trouve que le domicile et la résidence habituelle coïncident lorsqu'on applique les articles 102 à 105 du Code civil. La décision de refus d'inscription sur le registre de la population a ainsi été annulée par le tribunal. La Cour administrative, saisie par l'appel interjeté contre le jugement prémentionné, a cependant dans son arrêt du 8 mai 2003 (rôle N°15632C) estimé que le demandeur à l'inscription n'avait pas indiqué d'adresse «éligible en droit pour l'habitation» puisque la zone dans laquelle se situait le logement du demandeur était située dans une zone soumise à un assainissement général.

Un «revirement de jurisprudence» est finalement venu affirmer que les registres de la population doivent refléter la population résidante d'une commune peu importe dans quel immeuble ou zone les personnes ont finalement décidé de s'installer. C'est par un jugement du 5 mai 2004 (rôle N°17030) que le tribunal administratif est arrivé aux conclusions suivantes: «(…) Dans la mesure où toute personne, qui établit sa résidence habituelle sur le territoire d'une commune, est obligée de faire sa déclaration y relative au bureau de la population pour se faire inscrire au registre de la population et dans la mesure où la non-observation de cette disposition est pénalement répréhensible, il appartient à la commune de procéder à ladite inscription dès qu'une personne se présente aux services communaux pour y faire inscrire une déclaration d'arrivée.

(…) À cela s'ajoute que ni ledit texte (le règlement communal), ni un autre texte légal ou réglementaire n'autorise la commune à prendre en compte des motifs étrangers au critère de la résidence habituelle pour refuser à une personne, ayant établi de fait sa résidence habituelle sur le territoire de la commune de destination, l'inscription y relative, étant entendu que l'inscription au registre de population se fait sans préjudice de l'application de la réglementation de police et de celle relative à l'urbanisme.

Si la commune estime pour des raisons inhérentes à la sécurité, à la salubrité et à l'hygiène que le lieu en question ne se prête pas à une résidence habituelle, il lui appartient d'entamer une procédure séparée en usant de son pouvoir de police général en matière de sécurité et de salubrité et y faire interdire toute résidence.

Il convient d'ajouter que ce pouvoir de police revient au bourgmestre, lequel est chargé aux termes de l'article 67 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 de l'exécution des lois et règlements de police. Le bourgmestre a, à titre personnel, le droit et le devoir d'assurer l'exécution des lois de police et de la législation sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

Il s'ensuit que des considérations ayant trait à la sécurité, à la salubrité et à l'hygiène ne peuvent être prises en compte, en l'absence d'une base légale afférente, dans le cadre d'une décision de refus d'inscription au registre de la population(…).

Le jugement a été confirmé dans toute sa teneur par la Cour administrative (CA 2 décembre 2004, rôle N°18323 C).

Toutefois, la jurisprudence de la Cour administrative n'est pas restée constante. Encore récemment, un autre «revirement» a été opéré par la Cour administrative (en date du 22 mai 2008, rôle N°24010C) annonçant que «(…) au vu de ce que l'inscription sur les registres de la population confère à son auteur des droits, une commune est en droit de refuser l'inscription sur ses registres de la population d'un administré qui ouvertement et manifestement, par son établissement en un endroit précis du territoire communal, entend violer les dispositions du plan d'aménagement général communal qui peuvent prévoir des zones où l'habitation à titre principal est prohibée.»

La Cour administrative a ainsi opéré plusieurs «revirements de jurisprudence» en un laps de temps assez restreint, ce qui ne facilite pas la tâche d'un ministère essayant d'harmoniser l'application de la législation relative à la tenue des registres de la population.

Au vu de ce qui précède, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ne peut exprimer qu'un simple avis quant aux limitations prévues par un règlement des bâtisses. Les tribunaux tranchent au cas par cas et n'ont jusqu'à présent pas établi de jurisprudence constante en la matière. Le seul enseignement qui peut être tiré de la jurisprudence est que les textes réglementaires invoqués par les communes à l'appui d'un refus d'inscription doivent être clairs et sans équivoque.

Question 2652 (26.6.2008) de **M. Lucien Clement** et **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant l'**embauche de travailleurs saisonniers polonais:**

Pendant la saison des vendanges et la récolte du raisin, nombreux vignerons luxembourgeois ont recours à des travailleurs d'origine polonaise qui sont engagés sous un contrat de travail à caractère saisonnier. Pour l'employeur, les démarches administratives auprès de l'Administration de l'Emploi et de la Sécurité sociale étaient dans le passé rapides, faciles et transparentes.

Or, selon nos informations, une nouvelle réglementation du travail pour l'ouvrier agricole ou viticole saisonnier est en vigueur depuis peu. Cette nouvelle réglementation serait une conséquence directe de l'ouverture complète du marché de travail luxembourgeois pour les travailleurs de huit des dix États membres qui ont adhéré à l'UE le 1er mai 2004.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer l'existence d'une nouvelle réglementation du travail pour embaucher des travailleurs saisonniers en provenance de la Pologne?

- Dans l'affirmative, quelle est la teneur de cette réglementation?

- Quelles sont les dispositions à respecter par l'employeur respectivement l'employé saisonnier polonais?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils d'informer les vignerons des nouvelles dispositions en vigueur?

Réponse commune (5.8.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

En guise de réponse à la question parlementaire au sujet de l'embauche de travailleurs saisonniers étrangers dans le secteur de la viticulture, tant Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale que Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi confirment qu'aucune nouvelle réglementation n'est entrée en vigueur.

Concernant la sécurité sociale, le Ministre du ressort précise que la procédure de déclaration des travailleurs saisonniers n'a pas changé après l'ouverture complète en 2007 du marché de l'emploi aux ressortissants des États membres ayant adhéré à l'Union européenne en date du 1er mai 2004.

Il convient de relever que la législation luxembourgeoise prévoit une dispense en matière d'assurance maladie et d'assurance pension pour les personnes qui exercent leur activité professionnelle uniquement d'une façon occasionnelle et non habituelle et ce pour une durée déterminée à l'avance qui ne doit pas dépasser trois mois par année de calendrier. À noter que ces personnes sont couvertes contre le risque accident même sans déclaration préalable auprès du Centre commun de la Sécurité sociale.

Quant aux permis de travail, le Ministre du ressort confirme qu'aucune nouvelle procédure particulière n'a été introduite dans le chef de l'ADEM pour les travailleurs saisonniers dans la viticulture.

Les actes d'adhésion du 1er mai 2004 avaient ouvert la possibilité au Grand-Duché de Luxembourg de prévoir des mesures transitoires aux ressortissants des nouveaux États membres.

Depuis le 1er mai 2006 des permis de travail avaient été accordés avec bienveillance absolue aux ressortissants des nouveaux États membres pour les secteurs, entre autres, de l'agriculture et de la viticulture.

D'autre part, les demandes d'octroi d'un permis de travail pour un emploi saisonnier limité à la saison des vendanges et à la récolte du raisin ont été instruits, à part, suivant une procédure et une démarche administrative simplifiée.

Ainsi, environ 600 saisonniers, en majorité des ressortissants polonais, ont pu prêter main forte aux professionnels du secteur vini-viticole.

Depuis le 1er novembre 2007, le Gouvernement a décidé de ne plus se prévaloir des facultés de restriction de la libre circulation des travailleurs prévue dans les actes d'adhésion et d'ouvrir complètement son marche du travail aux ressortissants des huit États membres qui ont adhéré à l'Union européenne le 1er mai 2004.

Question 2653 (26.6.2008) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **manifestations prévues lors du Conseil européen Agriculture et Pêche:**

En date du 23 et 24 juin 2008 a siége le Conseil européen Agriculture et Pêche au Luxembourg. La réunion des Ministres européens n'a pas été bouleversée par des manifestants qui avaient annoncé leur arrivée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire sur quelles sources et informations la police luxembourgeoise s'est basée en vue de se préparer à une éventuelle arrivée de manifestants? Les autorités luxembourgeoises avaient-elles notamment été informées par des instances étrangères?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien d'agents policiers luxembourgeois ont été mobilisés pour la durée du Conseil européen? Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les coûts de cette mission?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails quant au support étranger (personnel et matériel) pour la mission en question?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il prévenir à l'avenir la mise en place de dispositifs de sécurité d'une importance telle que prévue pour le dernier Conseil européen?

Réponse (15.7.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

J'estime qu'il est du devoir du Gouvernement de protéger de la meilleure façon possible les personnes et les biens en fonction des situations.

En l'espèce, plusieurs sources policières étrangères ainsi que les services de sécurité des institutions européennes avaient informé la police luxembourgeoise d'une possible manifestation de pêcheurs en marge du Conseil des Ministres de l'Agriculture à Luxembourg. Il y a lieu de rappeler que de nombreux dégâts avaient été causés par une manifestation similaire lors de l'avant-dernier Conseil Agriculture à Bruxelles. Il s'agissait donc d'éviter, en cas de manifestation violente, à ce que des dégâts similaires soient causés notamment aux personnes, aux commerces et aux voitures sur le territoire de la ville de Luxembourg.

En application du principe de précaution, un dispositif préventif avec quelque 500 policiers avait été mis en place. De même, dans l'ignorance du nombre des manifestants, des renforts avaient été sollicités en Belgique. Fort heureusement, les policiers n'ont pas dû intervenir, la manifestation n'ayant pas eu lieu. Le coût de l'opération est constitué essentiellement par le paiement de certaines indemnités (heures supplémentaires, jour férié du 23 juin) aux policiers.

La police agira de la même façon à l'avenir dans des situations pareilles. J'estime qu'il aurait été irresponsable de la part de la police de ne pas se préparer de façon adéquate.

Question 2655 (26.6.2008) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **Conseil supérieur pour le développement durable:**

Le Conseil supérieur pour le développement durable, instauré par la loi du 25 juin 2005 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable, vient de publier son rapport d'activités pour les années 2006 et 2007. Il ressort de l'avant-propos du président dudit Conseil que plusieurs conditions devraient se réaliser progressivement afin de développer les ambitions de cet organe de consultation. Sont mentionnés, par exemple, la nécessité d'un secrétariat permanent et l'échange de vues régulier avec le Ministre de tutelle.

Dans ce contexte j'aimerais savoir quelles sont les suites que le Gouvernement entend réserver à ces suggestions.

- Est-ce que le Conseil supérieur pour le développement durable subira des adaptations au niveau de son fonctionnement ou de ses missions? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Quel est l'état actuel des travaux des groupes de travail instaurés par le Conseil, à savoir du groupe de travail «Finances publiques» en charge de l'avis sur les agrégats des finances publiques pour la période postérieure à 2009 et du groupe de travail chargé de l'élaboration d'un avis sur l'utilisation durable de la biomasse?

Réponse (10.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député fait référence à l'avant-propos du rapport d'activité publié par le Conseil supérieur pour le développement durable. Je tiens à relever que cet avant-propos est de la responsabilité du président du Conseil.

Concernant les conditions en vue d'un développement des activités du Conseil, je tiens à assurer qu'en tant que Ministre ayant dans ses attributions la coordination interministérielle du développement durable, je suis tout à fait disposé à participer sur invitation à une réunion du Conseil.

Il est incontestable que les tâches du Conseil ne sont pas aisées, considérant le caractère transversal du développement durable. La loi du 25 juin 2005 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable a prévu dans son article 5 que le Gouvernement met à la disposition du Conseil un secrétariat. Cette tâche est actuellement assurée par une fonctionnaire du Ministère de l'Environnement. Ce même article statue que le Gouvernement peut faire appel à du personnel spécialisé, statutaire et contractuel et que le Conseil supérieur est associé à la sélection de ce personnel. La dotation à la charge du budget de l'État mis à la disposition du Conseil pour l'année 2008 a été notablement augmentée par rapport à l'année 2007 et les propositions budgétaires pour l'année 2009 ont été conséquentes. Le Conseil a fait usage de ce budget afin d'engager des experts externes chargés de l'assister dans ses missions.

Le Conseil supérieur pour le développement durable a présenté son avis sur une utilisation durable de la biomasse lors d'une conférence de presse en date du 25 février 2008. Cet avis peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.environnement.public.lu/developpement_durable/dossiers/remise/index.html. Le Conseil poursuit ses réflexions sur le suivi de son avis.

Le groupe de travail en charge de l'élaboration d'un avis sur les finances publiques poursuit actuellement ses travaux. Il a rencontré la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés en juin 2007, ainsi qu'en février 2008. Selon le calendrier que le Conseil s'est fixé, il a l'intention de finaliser son avis sur la durabilité des finances publiques lors des mois de septembre-octobre 2008.

Par ailleurs, le Conseil a élaboré un document relatif à une prise de position commune sur un développement durable au Luxembourg intitulé «Elemente für eine gemeinsame Stellungnahme». Il s'agit néanmoins d'une position qui doit être considérée comme sujet à évolution. Le Conseil compte faire une première adaptation après la finalisation de l'avis sur la durabilité des finances publiques.

Question 2656 (27.6.2008) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **autoroutes luxembourgeoises:**

De nombreux automobilistes se plaignent tous les jours des embouteillages sur les autoroutes causés par différents chantiers. Ces embouteillages ne sont pas seulement synonymes de perte de temps et d'énervement pour les automobilistes, mais ils portent également atteinte à l'environnement. En plus, puisque les chantiers sont souvent mal coordonnés, il peut arriver qu'un chantier fixe soit suivi d'un chantier mobile sur le même tronçon d'autoroute.

Sachant que certains chantiers sur les autoroutes ne sont point achevés et que de nouveaux projets sont prévus dans le futur afin d'améliorer le réseau autoroutier luxembourgeois, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Le Gouvernement pourrait-il envisager de créer un service de coordination de chantiers dont la mission principale serait de planifier les différents chantiers afin d'éviter dans le futur des embouteillages successifs sur les mêmes tronçons d'autoroutes?

Réponse (25.7.2008) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question de l'honorable Député au sujet de l'organisation des chantiers autoroutiers, il y a lieu de préciser que déjà actuellement, l'Administration des Ponts et Chaussées s'efforce, avec les moyens disponibles et l'organisation en place, de coordonner au mieux les divers chantiers sur les autoroutes, pour limiter dans la mesure du possible la gêne des usagers en regroupant les chantiers respectivement en les organisant en dehors des heures de pointe.

Dans le but d'améliorer de manière substantielle la coordination des chantiers, une restructuration de l'organisation, de la planification et du déroulement des chantiers s'imposent.

Un bureau d'études est actuellement chargé de préparer la nouvelle procédure pour la planification et le déroulement des chantiers et il s'avère d'ores et déjà que la gestion d'une plateforme spécifique sera nécessaire. À cet effet, le projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées prévoira la création d'une division spécifique ayant en charge la gestion du trafic et l'exploitation des autoroutes, et qui devra disposer des moyens et ressources nécessaires à cet effet.

Question 2660 (1.7.2008) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**extension de l'offre scolaire au lycée technique Josy-Barthel de Mamer:**

Selon un article de presse paru dans «Le Quotidien», Madame la Ministre de l'Éducation nationale a confirmé dans le cadre de sa visite du lycée technique Josy-Barthel de Mamer de déposer prochainement un projet de loi spécialement conçue pour ce lycée permettant à l'établissement scolaire de devenir le premier lycée luxembourgeois à disposer d'un enseignement technique et de l'intégralité de l'enseignement classique.

L'extension de l'offre scolaire permettrait de réduire les déplacements en faveur du «modal split», déplacements qui deviendront très importants au moment de la mise en service de la nouvelle école européenne planifiée juste à côté du lycée technique Josy-Barthel.

Tout en saluant l'idée d'une extension de l'offre scolaire, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur ses intentions à ce sujet?

- Quand est-ce que Madame la Ministre compte déposer le projet de loi en question?

Réponse (15.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je prévois d'introduire un projet de loi modifiant la loi du 18.07.01 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer. Les modifications porteront sur 2 points:

1) l'offre scolaire qui comportera en sus de la division inférieure de l'ES, des cycles inférieur, moyen et supérieur de l'EST, la division supérieure de l'ES;

2) l'actuel lycée technique prendra la dénomination de «Lycée Josy-Barthel».

J'estime en effet qu'en raison des difficultés qu'éprouvent les lycées de Luxembourg-ville pour accueillir dans les classes de la division supérieure des élèves venant d'autres lycées, cette décentralisation de l'offre scolaire s'avère nécessaire.

Par ailleurs, de par sa localisation le lycée de Mamer est bien situé pour accueillir des élèves originaires des communes très peuplées de Mamer, Bertrange, Strassen et Kehlen.

Question 2661 (1.7.2008) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**introduction d'une nouvelle taxe sur le chiffre d'affaires des chaînes privées, des opérateurs télécoms et d'Internet en France:**

Le Président de la République française Nicolas Sarkozy a annoncé la suppression de la publicité sur les chaînes de télévision publiques françaises. Cette suppression va être entérinée en deux temps: d'abord après vingt heures dès le 1er janvier 2009, puis totalement en 2012. Afin de compenser la perte de recette subséquente et d'assurer le financement de «France Télévisions», il sera introduit une taxe sur le chiffre d'affaires des chaînes privées, des opérateurs télécoms et d'Internet.

Le porte-parole de la Commission européenne Martin Selmayr a exprimé des réserves par rapport à cette nouvelle taxe. Il explique que «c'est important d'accroître le pouvoir d'achat des citoyens européens et la croissance en Europe. Elle n'est pas en faveur d'un nouvel impôt sur les secteurs qui sont moteurs de la croissance». Il précise même que cet impôt pourrait être considéré comme un obstacle à la libre circulation.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres des Finances et des Communications quelle est la position du Gouvernement par rapport à l'introduction du nouvel impôt en France et s'ils partagent le raisonnement de la Commission européenne.

Réponse (18.7.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La politique budgétaire des États membres de l'Union européenne est soumise à la surveillance multilatérale, conformément aux dispositions du Pacte de Stabilité et de Croissance.

Le Pacte de Stabilité et de Croissance définit le cadre dans lequel la politique budgétaire des États membres doit s'inscrire, mais les objectifs qui y sont formulés portent uniquement sur le solde budgétaire et la dette publique. La composition du budget, y compris la structure des recettes et des dépenses publiques n'est pas soumise à la surveillance multilatérale et le principe de subsidiarité s'applique. Soucieux de respecter ce principe, le Gouvernement luxembourgeois n'entend pas se prononcer sur les choix politiques des gouvernements des États membres, pour autant que les règles et principes communautaires ne soient pas enfreints.

À ce dernier égard, il appartient notamment aux autorités communautaires de veiller au respect des libertés fondamentales, telles que la libre circulation. Il convient en outre de relever qu'une taxe sur le chiffre d'affaires peut dans certains cas être équivalente à une taxe sur la valeur ajoutée. Or, en vertu de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, la taxe sur la valeur ajoutée est un impôt harmonisé au niveau de l'Union européenne. Par conséquent, il serait souhaitable que les autorités françaises fournissent davantage d'informations sur les modalités exactes de la taxe proposée sur le chiffre d'affaires afin de mettre la Commission européenne et le Conseil en mesure d'évaluer si cette taxe tombe dans le champ d'application de la directive susmentionnée et partant, d'évaluer si elle est compatible avec les règles et principes communautaires.

Question 2662 (2.7.2008) de **MM. Claude Adam** et **Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**emplacement pour l'Unité de Recherche Physique et Matériaux de l'Université du Luxembourg:**

Suivant nos informations, l'Unité de Recherche Physique et Matériaux de l'Université du Luxembourg serait toujours à la recherche d'une solution intermédiaire pour l'emplacement de leurs laboratoires en attendant que le site définitif aux friches industrielles de Belval sera praticable. Comme la situation actuelle, qui dure depuis début 2007, ne permet pas aux professeurs de cette Unité de travailler dans des conditions satisfaisantes, le développement de cette faculté importante est freiné considérablement.

Dans ce contexte nous aimerions avoir les précisions suivantes de la part du Ministre:

- Pouvez-vous nous renseigner sur l'avancement des travaux à l'emplacement définitif de l'Unité de Recherche Physique et Matériaux au site Belval?

- Qui est responsable pour la recherche d'un emplacement intermédiaire pour l'Unité en question? Pourquoi une solution pour un emplacement intermédiaire n'a pas pu être trouvée?

- Est-ce que des moyens financiers sont prévus pour aménager un emplacement intermédiaire? Qui décide de l'attribution de ces moyens financiers?

Réponse commune (14.8.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

L'emplacement définitif de l'Unité de Recherche Physique et Matériaux sera dans la maison des Matériaux de la Cité des Sciences sur la terrasse des hauts fourneaux à Belval. Pour la situation exacte de cette maison, nous avons l'honneur de nous référer à la réunion jointe de la Commission de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de la Commission des Travaux publics le 16 avril 2008. À l'heure actuelle, le programme de construction est en train d'être établi.

Pour ce qui est d'un emplacement intermédiaire pour l'Unité en question, plusieurs solutions ont été envisagées sur le site de Belval, et ce afin d'éviter une multiplication de sites universitaires à court terme: construction d'une structure légère sur un terrain appartenant à l'État, construction d'une structure légère dans la halle des soufflantes ou location des mètres carrés nécessaires auprès d'un promoteur privé. La recherche d'une solution intermédiaire s'avère difficile, en raison notamment de difficultés de raccordement et d'un ratio satisfaisant coût/temps d'utilisation pour les alternatives 1 et 3 mentionnées. Une implantation dans la halle des soufflantes nécessiterait une intervention substantielle sur la halle elle-même. Il reste qu'une implantation sur un terrain n'appartenant pas à l'État constitue toujours la solution la moins avantageuse sur le plan financier.

La recherche d'une solution intermédiaire se fait par le Fonds Belval et l'Université du Luxembourg avec le concours de bureaux spécialisés. Le financement de cette structure intermédiaire se fera, le cas échéant, par le biais du budget de l'Université du Luxembourg.

Il reste à noter que la mise en place d'une structure intermédiaire est nécessaire pour que l'Unité de recherche en question puisse assurer sa croissance telle que définie dans le plan quadriennal de l'Université. Des aménagements supplémentaires sont en train d'être réalisés pour le compte de cette unité sur le site du Campus Kirchberg.

Question 2663 (2.7.2008) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant **«Eis Schoul»:**

La rentrée scolaire prochaine verra le lancement du projet «Eis Schoul». L'attrait de ce nouveau modèle scolaire est tel que quelque 600 parents voulaient y inscrire leurs enfants. Or, comme vous n'êtes pas sans l'ignorer, un choix très restreint a dû être fait pour couvrir les quelque 90 places disponibles. D'après le concept pédagogique de «Eis Schoul», l'école veille à accueillir une communauté hétérogène d'élèves qui soit représentative de la population scolaire du pays. Comme le projet est réalisé en étroite collaboration avec la Ville de Luxembourg et comme l'école est implantée à Luxembourg-Ville, une priorité est accordée aux élèves habitant la capitale. Une commission mixte, composée de représentants de l'école, du Ministère de l'Éducation nationale et de la Ville de Luxembourg, se charge de l'admission des élèves.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Afin de garantir les critères de mixité socioculturelle, quelle procédure a été mise en œuvre pour la sélection des élèves?

2. Serait-il possible d'avoir de plus amples informations sur les critères d'admission des élèves et sur la répartition régionale des places?

Réponse (30.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. La loi portant création d'une école primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive, prévoit à l'article 2 la mise en place d'une commission mixte:

Art. 2. …une commission mixte, composée de deux représentants du comité d'école défini à l'article 11, d'un délégué du ou de la ministre et du ou de la bourgmestre ou de son délégué désigné par la commune d'implantation, décide de l'admission des élèves.

Comme le comité d'école n'a pas pu être mis en place avant la fin de l'année scolaire 2007/2008, l'article 21 de la loi sert de disposition transitoire et dérogatoire à l'article 2:

Art. 21. En vue d'assurer le démarrage de l'École pour la rentrée scolaire 2008, les représentants du comité d'école dans la commission

mixte chargée de décider de l'admission des élèves sont désignés par la ministre (…)

La commission mixte en charge de l'admission 2008 se compose de:

- deux membres du groupe de travail «Eis Schoul»;

- l'inspectrice générale de l'enseignement primaire de déléguée de la ministre de l'Éducation nationale;

- un membre du service de l'enseignement de la Ville de Luxembourg de délégué du bourgmestre de la Ville de Luxembourg.

2. Le nombre d'admissions a dû être fixé à 96 élèves soit 12 par classe d'âge de 3 à 4 ans (2008/2009: 96 élèves; 2009/2010: 108 élèves) en raison de la capacité limitée du bâtiment scolaire (+/- 110 élèves) qui sert également de structure en journée continue.

D'autre part, la commission a tenu compte de la situation des familles à plusieurs enfants préinscrits: lorsqu'un enfant est admis, sa sœur respectivement son frère fera également objet d'une admission.

A. Hétérogénéité

L'article 1 de la loi portant création d'une école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive, met en évidence l'importance du critère d'hétérogénéité et stipule que la population scolaire de «Eis Schoul» soit représentative de la population scolaire luxembourgeoise. (…)

La commission mixte s'est donc basée sur les chiffres du dernier recensement national en matière de:

- statut professionnel de la première personne de référence;

- nationalité.

Il s'en est dégagé les pourcentages suivants auxquels il fallait s'orienter.

Statut professionnel	en %
Aidant familial non rémunéré	0,3
Exploitant agricole	1,5
Travailleur intellectuel indépendant (médecin, avocat, architecte, etc.)	2,3
Autre indépendant (industriel, commerçant, artisan, etc.)	5,6
Apprenti sous contrat	0,1
Ouvrier	37,8
Fonctionnaire international (UE, etc.)	4,1
Fonctionnaire ou employé public	15,6
Employé privé	30,2
Sans indication	2,4
Total	100,0

RP2001 - Ménages privés avec enfants mineurs selon la nationalité de la personne de référence (Situation au 15 février 2001)

Nationalité	en %
Luxembourgeoise	55,3
Belge	3,4
Française	4,7
Allemande	2,1
Italienne	4,4
Portugaise	19,3
Autre UE	4,6
Yougo-Albanie	3,2
Autre	3,0
Total	100,0

La commission s'est donné deux critères supplémentaires visant l'hétérogénéité de la population scolaire:

- 10% d'enfants à besoins spéciaux;

- répartition égale entre les deux sexes.

B. Proximité

Au cas où il y avait, pour plusieurs enfants, une égalité au niveau de l'hétérogénéité, le critère de proximité a joué:

Art. 2. …l'École peut accueillir des enfants dont les parents ne résident pas dans le ressort scolaire où se trouve implantée l'École. Une priorité est accordée aux enfants dont les parents résident dans ce ressort respectivement sur le territoire de la commune d'implantation…

Toutefois cette priorité est seulement accordée lorsqu'elle n'est pas en contradiction avec le critère d'hétérogénéité.

Les doléances soulevées par certains parents se basent sur le fait que leurs enfants, habitant à proximité de l'école, n'ont pas pu être admis étant donné:

- qu'il n'y avait pas de place(s) restante(s) pour le frère ou la sœur (douze places au maximum par groupe d'âge);

- qu'environ la moitié des enfants préinscrits étaient situés dans la catégorie d'âge de trois à six ans (environ 300 enfants) pour 36 places disponibles;

- que certaines catégories étaient largement surreprésentées par rapport à l'échantillonnage préétabli.

Finalement il convient de soulever que le critère de proximité a pu être respecté dans la mesure où 100% des enfants admis habitent le territoire de la Ville de Luxembourg.

Question 2665 (3.7.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **participation de Fortis dans Luxair:**

Il me revient que le Groupe Fortis a l'intention de se séparer de sa participation de 12,1% dans le capital de la compagnie aérienne nationale Luxair. Il existe un droit de préemption d'achat des autres actionnaires dans ce cas de figure. À cet effet, Fortis a averti les autres actionnaires, dont l'État (23,1%), la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (13,4%), la Dexia-BIL (13,1%), la Lufthansa AG (13,0%) et la Panalpina World Transport (12,1%).

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Transports:

1. Est-ce que l'État a l'intention d'exercer le droit d'acquisition afin de renforcer l'actionnariat public dans cette compagnie luxembourgeoise?

2. Dans la négative, comment le ministre entend-il maintenir les intérêts luxembourgeois dans le processus de vente de la participation de Fortis?

Réponse (30.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député pose deux questions en relation avec la vente de la participation de la société Fortis S.A. de 12,15% dans le capital de la société Luxair S.A..

Le Gouvernement a été informé par courrier du 10 juin 2008 de l'intention de la société Fortis S.A. de vendre sa participation de 12,15% dans le capital de la société Luxair S.A..

Suite aux discussions y relatives lors du Conseil de Gouvernement du 25 juillet 2008, l'État, qui détient actuellement 23,11% des actions de la société Luxair S.A., a décidé de faire utilisation de son droit de préemption concernant la vente de la participation de la société Fortis S.A. dans le capital de la société Luxair S.A..

La BCEE, détenant actuellement une participation de 13,41% dans le capital de la société Luxair S.A., en fera de même en vue de la reprise du reste du paquet Fortis mis en vente.

La décision de l'État de faire jouer en collaboration avec la BCEE son droit de préemption a pour toile de fond l'intention du Gouvernement de conclure avec succès dans les prochains mois les discussions entamées visant la cession d'une grande partie de ce paquet à un partenaire stratégique et industriel compatible avec les intérêts de la société Luxair S.A..

Question 2666 (3.7.2008) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **création d'une «Zone horticole» au Luxembourg:**

Zënter ville Joren ass d'Regierung bestrieft, fir an eisem Land eng «Zone horticole» ze schafen, fir de Gemëisubau, dee bei eis staark ënnerentwéckelt ass, besser Entwécklungsméiglechkeeten ze bidden. Bis elo waren dës Beméiungen awer ouni konkreten Erfolleg. An enger Spezialbäilag vum „Lëtzebuerger" Wort vun haut seet de President vun der Lëtzebuerger Gaardebaufederatioun, datt de Projet «Zone horticole Contern», deen op 1989 zréckgeet, gestuerwe wär, an datt et nach keng weider Projete géif ginn. Och am leschte Rapport d'activité vum Landwirtschaftsministère gëtt just festgehalen, datt dee betreffenden Aarbechtsgrupp weidergeschafft hätt, fir eng Léisung ze fannen. Duerfir géif ech lech gären dës Froe stellen:

1) Wat ass den aktuelle Stand an dësem Dossier?

2) Wéi grouss ass eigentlech déi konkret Demande, fir sech an sou enger «Zone horticole» kënnen néierzeloossen?

3) Huet et e Wäert, fir sou eng Zone ze schafen, wa se net mat potenziellen Interessente respektiv mat konkrete Projete gekoppelt ass?

4) Wéi vill huet d'Entwécklung vum Projet «Zone horticole» de Steierzueler bis elo kascht?

Réponse (7.8.2008) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Au cours des dernières décennies la production horticole indigène est devenue largement déficitaire. Malgré l'intérêt grandissant des consommateurs pour des produits luxembourgeois, seule une très faible partie des légumes, fleurs et autres plantes ornementales vendus au Luxembourg y est effectivement produite. Les raisons de cette situation sont multiples: concurrence étrangère mieux structurée et organisée, absence de structures de commercialisation (à l'exception de la production biologique), pertes de terrains horticoles suite aux développements urbains et investissements très élevés nécessaires pour créer de nouvelles surfaces de production sous verre.

Pour remédier à cette situation, l'idée est née de créer une zone horticole comprenant, au niveau de la production, des serres chauffées par le biais d'énergie à coût très modéré et, au niveau de la commercialisation, une structure unique pour assurer un écoulement optimal. Afin d'assurer la viabilité économique des entreprises à y établir, une mise à disposition par l'État, moyennant un bail de longue durée, des terrains et des infrastructures (voies de circulation, centrale énergétique, etc.), a été envisagée.

À la suite d'une prospection portant sur une vingtaine de sites possibles, le lieu-dit «in Tidert» dans la commune de Hesperange a été retenu. La proximité de l'aéroport et de la Ville de Luxembourg et, surtout, la possibilité de récupérer l'énergie thermique rejetée dans l'atmosphère par la centrale de cogénération de l'usine de DuPont rendaient ce site très intéressant. Une étude de faisabilité technique et économique a par la suite montré le bien-fondé du projet.

Or, ce projet a dû être abandonné au motif que dans le cadre des développements récents dans le secteur de l'énergie, l'entreprise en question a adopté un nouveau concept énergétique sur base duquel la fourniture continue de chaleur pour une zone horticole n'était plus garantie.

Par la suite l'implantation d'une zone horticole près de la centrale électrique Twinerg a été étudiée en collaboration avec l'exploitant du réseau de chaleur Sudcal. Toutefois, le manque de terrains adéquats disponibles près de la centrale électrique n'a pas permis de poursuivre cette option.

Actuellement deux nouvelles pistes sont en train d'être étudiées. D'un côté, le site «in Tidert» pourrait être utilisé pour l'implantation d'exploitations horticoles produisant hors sol dans des serres dites «plastiques» (Folienhäuser) non chauffées. La viabilité économique d'un tel projet, qui nécessite des travaux d'infrastructures moins importants, doit encore être analysée. D'un autre coté, des serres chauffées d'une surface moins importante pourraient être installées près des stations de biométhanisation en valorisant la chaleur rejetée lors de la production d'électricité. Un projet concret est en cours d'évaluation.

Ceci dit, je voudrais souligner l'intérêt persistant de la profession pour la création d'une ou de plusieurs zones horticoles, justifiant les démarches entreprises pour trouver des solutions viables. J'ajoute qu'il est évident que la finalisation de tout projet se fera nécessairement en étroite collaboration avec les horticulteurs intéressés à y déployer leur activité.

Quant aux dépenses effectuées en relation avec la création d'une zone horticole, elles ont trait à des études réalisées pour les différents sites envisagés. Pour le site «in Tidert» ces études ont porté en particulier sur le concept énergétique, l'aménagement technique, la rentabilité économique, l'impact écologique, l'impact sur les ressources en eau potable, les nuisances sonores et pour le site près de la centrale électrique Twinerg, elles ont porté sur le concept énergétique et le choix des terrains potentiels. De même, la création et le fonctionnement d'un centre de commercialisation ont fait l'objet d'une étude détaillée.

Le montant total des dépenses pour la période de 1995 à 2007 liées à ces études s'élève à 514.828,04 euros. À noter que mises à part certaines données spécifiques liées à un site précis, les analyses et propositions des différentes études sont toujours d'actualité et servent dans la recherche de solutions alternatives au projet initial «in Tidert».

Question 2667 (3.7.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**achèvement de la piste cyclable PC15 entre Lorentzweiler et Lintgen:**

La piste cyclable PC15 fait la liaison entre la ville de Luxembourg et Ettelbruck et traverse entre autres les communes de Lorentzweiler et de Lintgen. Bien que la majorité des travaux soit déjà achevée, la réalisation de la liaison Lorentzweiler/Lintgen reste toujours suspendue. Entre ces deux localités, le cycliste est exposé aux risques de la circulation parce qu'il doit emprunter la route secondaire à sens unique reliant Hunsdorf et Prettange.

Or, il n'y a d'après mon opinion aucun obstacle qui empêche l'aménagement de la prolongation de la piste cyclable le long de la rivière Alzette parce que les travaux de percement du tunnel «Gousselerbierg» sont terminés et le tronçon de la «Nordstrooss» entre Lorentzweiler et Mersch a été mis en circulation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quel est l'état d'avancement de ce dossier?

- Existe-t-il encore des obstacles majeurs à la prolongation de la piste cyclable PC15 entre Lorentzweiler et Lintgen?

Réponse commune (29.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

La réalisation de la piste cyclable PC15 entre Lorentzweiler et Mersch bénéficie d'ores et déjà d'un accord de principe de la part des Ministres de l'Environnement respectivement des Travaux publics.

Toutefois plusieurs variantes de tracés sont actuellement encore en discussion. Le choix du tracé final se fera sur base des résultats de l'étude hydrogéologique en relation avec la modification du cours de l'Alzette et de l'étude agricole, élaborée sous mandat du Ministère de l'Environnement.

En ce qui concerne l'étude hydrogéologique, nous pouvons vous informer que les travaux de forages de reconnaissance et la mise en place des piézomètres sont achevés et que les prélèvements et analyses des eaux souterraines sont actuellement en cours. Le rapport définitif des experts est attendu au courant de l'automne 2008.

Il est important de souligner qu'il existe de fortes interdépendances entre les différents projets à réaliser dans la vallée de l'Alzette, qui sont: le déplacement du lit de l'Alzette, la renaturation de la plaine alluviale, le remembrement des terres agricoles, la nouvelle orientation de plusieurs exploitations agricoles, la réalisation des infrastructures de desserte et de la nouvelle piste cyclable.

Le défi majeur réside dans la complexité du système qui demande une décision concertée qui englobe tous les aspects du dossier.

Il s'ensuit que le tracé qui sera finalement retenu pour la réalisation de la piste cyclable reflètera également des choix pris dans les autres domaines.

Question 2670 (7.7.2008) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **chèques-repas:**

Dans le souci de mettre sur un pied d'égalité les salariés des entreprises disposant d'une cantine et les salariés des entreprises sans cantine, le législateur a mis en place en 1986 un dispositif législatif et réglementaire qui est à l'origine du système depuis lors très

répandu des «chèques-repas». En effet, les articles 104, alinéa 3, et 115, numéro 21, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) sont à la base de ce système, en clarifiant le traitement fiscal de cet élément de rémunération tant dans le chef de l'employeur que dans le chef du salarié.

En fonction du dispositif fiscal susmentionné, la valeur faciale des chèques-repas fut fixée à 270 LUF (6,69 **euros**) en 1986. En 1994, ce montant fut porté à 330 LUF (8,18 **euros**), avant d'être adapté une dernière fois en 2002 à 8,40 **euros** dans la foulée du passage du franc luxembourgeois à l'euro. Depuis lors, la valeur faciale des chèques-repas est restée inchangée.

- Or, considérant l'évolution du coût de la vie en général et des prix dans le secteur de la restauration en particulier, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre envisage d'adapter les montants et seuils fixés à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 28 décembre 1990 portant exécution de l'article 104, alinéa 3, de la L.I.R.

- Plus concrètement, Monsieur le Ministre des Finances peut-il se montrer d'accord avec une augmentation de ces montants à 3,60 **euros** respectivement à 10,80 **euros**, vu l'évolution de l'indice des prix à la consommation national à 734,13 points en moyenne semestrielle en mai 2008 (valeur 100 au 1er janvier 1948), contre 556,60 points fin 1994?

Réponse (18.7.2008) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Je suis d'avis qu'à l'heure actuelle, il n'est pas opportun de procéder à une augmentation de la valeur faciale des chèques-repas de 8,40 **euros** à 10,80 **euros**.

S'il est indéniable que le niveau élevé de l'inflation que nous observons depuis le dernier trimestre de l'année 2007 pèse sur le pouvoir d'achat des ménages, le Gouvernement estime qu'une hausse généralisée des salaires et traitements nominaux et/ou des avantages pécuniaires ne constitue pas une réaction appropriée car elle risque de contribuer à l'effet d'auto-allumage de l'inflation par le biais des «effets de second tour» sur l'inflation.

Cette position du Gouvernement luxembourgeois est cohérente avec les orientations générales sur l'évolution des salaires et l'inflation arrêtées par les ministres des finances de l'espace euro le 13 mai dernier qui sont annexées à la présente. *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*

Dans ce contexte il convient également de relever que les Ministres des Finances de l'espace euro mentionnent explicitement la possibilité de procéder à des interventions ciblées visant à atténuer les effets de l'inflation sur le niveau de vie des couches de population les plus vulnérables. Ainsi, un certain nombre de mesures annoncées par le Gouvernement dans la déclaration sur l'état de la nation, notamment l'allocation de vie chère, ont pour objectif de protéger les ménages à faible revenu contre l'érosion de leur pouvoir d'achat.

Question 2675 (8.7.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **comptabilité de l'État:**

La loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État prévoit en son article 15: «La comptabilité générale retrace, selon la méthode dite de la partie double, l'intégralité des recettes et des dépenses de l'État ainsi que ses avoirs et ses engagements afin d'établir une situation patrimoniale sous la forme d'un bilan financier arrêté au 31 décembre.»

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons ayant fait que presque dix ans après le vote de la loi modifiée du 8 juin 1999 cette comptabilité générale n'a pas encore été introduite? Quand est-ce que Monsieur le Ministre entend mettre en place cet instrument?

Réponse (16.7.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que la Trésorerie de l'État, qui est en charge de la comptabilité générale de l'État, établit depuis l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, la situation patrimoniale de l'État central sous la forme d'un bilan financier, comme prévu à l'article 15 de la loi précitée. Ce bilan financier est établi à chaque fin de mois et publié au 31 décembre, dans le cadre du rapport annuel du Ministère des Finances, disponible sur Internet.

Alors que le compte général qui est établi à la fin de chaque exercice budgétaire, arrête les ressources financières alors disponibles, le bilan financier reflète la situation financière de l'État à la date de l'exercice civil à laquelle il est établi. En se basant sur le compte général du dernier exercice budgétaire clôturé et selon la méthode de la partie double le bilan financier établit la relation entre les ressources financières disponibles à cette date et les emplois qui en sont faits à ce moment. Le bilan tient en outre compte des engagements de l'État dont notamment la dette publique.

Question 2682 (9.7.2008) de **MM. John Castegnaro** et **Romain Schneider** *(LSAP)* concernant la **réforme de l'Administration de l'Emploi (ADEM):**

Lors de la table ronde sur les liens entre politiques de l'emploi et politiques économiques qui a eu lieu dans le cadre des «Journées nationales de l'emploi», Monsieur le Ministre a révélé qu'une réforme de l'Administration de l'Emploi, telle que préconisée par l'OCDE dans son audit du service public de l'emploi au Luxembourg, serait entamée encore durant cette période législative, l'objectif étant de créer une administration plus autonome et renforcée en ressources.

- Dans ce contexte nous aimerions savoir si Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi peut confirmer cette déclaration?

- Dans l'affirmative, quand Monsieur le Ministre estime-t-il déposer le projet de loi relatif à la réforme de l'ADEM à la Chambre des Députés?

En outre, le «Bilan sur la législation concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle», établi par l'Inspection générale de la sécurité sociale, recommande entre autres d'accélérer les procédures relatives au reclassement et de fournir un suivi régulier des travailleurs à capacité de travail réduite, ceci par le biais d'un renforcement des ressources humaines du Service des travailleurs à capacité de travail réduite (STCTR) de l'ADEM.

- Est-ce que ledit projet de loi prendra en considération les recommandations de ce bilan relatives à la modification du fonctionnement de l'ADEM?

Réponse (31.7.2008) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Comme je l'ai itérativement annoncé lors des Journées Nationales de l'Emploi et en d'autres occasions, un projet de loi concernant les modifications législatives nécessaires en vue de la réforme de l'ADEM sera déposé dans les mois à venir.

Je tiens d'ailleurs à souligner que de grandes parties de la restructuration de l'ADEM ne nécessitent pas de base légale nouvelle et sont en train d'être réalisées depuis des mois sur le terrain. La direction de l'ADEM est d'ailleurs prête à informer la commission parlementaire compétente sur l'état d'avancement des réformes déjà réalisées ou en cours.

La question concernant la problématique de la législation sur l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle me semble réductrice en ce sens qu'elle limite la solution des problèmes à un aspect purement administratif et, dans ce cadre, strictement à une augmentation des effectifs.

Le STCTR de l'ADEM était en droit d'engager suite aux dispositions de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle et les modifications intervenues par la loi du 1er juillet 2005 le personnel suivant:

- 2 médecins du travail,
- 3 psychologues,
- 3 éducateurs gradués,
- 11 rédacteurs,
- 1 expéditionnaire.

L'ADEM a engagé pour le STCTR proprement dit à ce jour 13 agents sur cette base.

Je sais que la direction de l'ADEM réclame 21 nouveaux postes pour le service concerné. Je suis d'avis que le champ d'action possible en la matière dépasse les aspects administratifs et le nombre des agents du service, et qu'un renforcement du personnel est à discuter à la fin des débats autour des suites à donner au bilan de la législation qui vient d'être effectué. Ce n'est que suite à ces débats et aux conclusions relatives à d'éventuelles modifications respectivement simplifications au niveau législatif que le besoin en personnel devra être évalué de manière précise.

Ce débat inclura évidemment aussi les conclusions de l'OCDE. Je suis d'ailleurs fort aise de constater que Messieurs les Députés semblent reprendre à leur compte les travaux de l'OCDE.

En résumé, des ajustements législatifs et administratifs pourront très bien aboutir à des simplifications substantielles des procédures administratives, de manière que la question des effectifs sera à résoudre en fonction de ces ajustements.

Question 2683 (9.7.2008) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant des **mineurs détenus au Centre pénitentiaire à Schrassig:**

La Commission consultative des droits de l'Homme vient de publier un avis concernant les mineurs détenus au Centre pénitentiaire à Schrassig. Elle fait état de 21 mineurs, dont certains auraient été détenus pendant plusieurs mois.

S'il est vrai que la construction d'une unité de sécurité fermée à l'intention des mineurs délinquants est prévue et sera probablement disponible à Dreiborn au cours de l'année 2010, il me semble primordial de mettre en place le meilleur encadrement éducatif et psychologique possible dans une situation difficilement acceptable, même à titre transitoire. Tout en sachant que la problématique visée est évoquée périodiquement, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quel est actuellement le nombre de mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig? Quel âge ont-ils et depuis combien de temps sont-ils détenus? Quels sont les faits qui leur sont reprochés? Est-ce qu'il y a un ou plusieurs mineurs qui sont détenus simplement à la suite de fugues répétées?

- Est-ce que les mineurs sont en contact avec les détenus adultes? Est-ce qu'ils sont détenus en isolement?

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des explications concernant l'encadrement éducatif et thérapeutique dont bénéficient actuellement les détenus mineurs? Est-ce qu'ils ont droit à une formation et à des activités sportives? Combien d'heures par semaine passent-ils par semaine à ces activités? Bénéficient-ils d'un suivi psychologique individuel intense?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que ces mesures d'encadrement sont suffisantes?

Réponse (16.7.2008) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

a) Je voudrais d'abord rappeler que je partage l'avis de tous ceux qui estiment qu'une prison pour adultes n'est pas l'endroit idéal pour s'occuper de façon adéquate de mineurs qui ont commis des infractions.

b) Toutefois, pour diverses raisons, les gouvernements successifs n'ont pas réussi à réaliser une solution alternative acceptable tenant compte des considérations d'encadrement, de sécurité et des autorisations communales nécessaires. La construction d'une unité de sécurité pour jeunes à Dreiborn vient toutefois de commencer.

c) C'est donc contre son gré que le centre pénitentiaire doit accepter ces jeunes qui y sont placés non pas par le Gouvernement, mais par le juge de la jeunesse.

d) Le rapport de la Commission consultative des droits de l'Homme ne tient pas compte de la réalité du Centre pénitentiaire en 2008. La situation évolue en effet en fonction du nombre des détenus.

e) Il est regrettable que la Commission consultative des droits de l'Homme n'ait pas jugé opportun d'entendre préalablement à la rédaction et publication de leur rapport les Ministres de la Justice (compétent pour le centre pénitentiaire), de la Famille (compétente pour le centre socioéducatif de Dreiborn), et des Travaux publics (compétent pour la construction d'une unité de sécurité).

f) En date du 14 juillet 2008, deux mineurs masculins séjournaient au CPL, dont l'un est âgé de 17 ans et l'autre de 16 ans. Ils sont placés au CPL sur décision d'un juge de la jeunesse respectivement depuis le 16 novembre 2007 et le 13 juin 2008. Un des mineurs est placé pour des faits de vol et l'autre pour trafic de drogues.

g) Les mineurs sont strictement séparés des détenus adultes et bénéficient d'un régime approprié en application des articles 6 et 24 de la loi relative à la protection de la jeunesse. Ils sont soumis au régime cellulaire, ce qui revient à dire qu'ils sont placés en cellule individuelle le jour et la nuit.

Bien que les mineurs soient séparés des détenus adultes, il est cependant possible que lors des mouvements à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire (par exemple mouvements vers l'infirmerie ou bien vers la visite), les mineurs croisent les adultes dans les couloirs de la prison. Les professionnels qui accompagnent les mineurs lors de chaque mouvement à l'intérieur du CPL, veillent à ce qu'il n'y ait aucun contact entre les détenus adultes et les mineurs.

Aucun mineur n'a jamais été placé ni en cellule de punition ni en régime cellulaire strict. Aucun jeune n'est isolé à la section disciplinaire du CPL. Tous les mineurs détenus au CPL peuvent participer à des activités dirigées à la section spéciale pour mineurs.

h) Le Service Enseignement et Formation compte actuellement neuf chargés d'éducation ou chargés de cours tous détachés au CPL par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Le Service organise l'éducation générale et professionnelle dans les deux centres pénitentiaires depuis 1999.

Concernant la formation dispensée aux mineurs, le choix des cours proposés par les enseignants à chaque mineur dépend de:

- son parcours scolaire,
- ses besoins,
- la durée prévisible de son placement.

Suivant son niveau, le mineur suit des formations de base (non certifiées par un lycée et plus faciles que les formations modulaires) ou des formations modulaires (certifiées par le Lycée technique Joseph-Bech de Grevenmacher) en français (3h+3h), allemand (3h+3h) et arithmétique (3h+3h). Ces cours sont dispensés de manière simultanée. Ces formations de base sont complétées par des cours en informatique (1h), géographie (1h), éducation artistique (modelage et dessin) (3h), éducation musicale (2h), élaboration de documents authentiques (articles d'actualité dans les journaux) (1h). Un atelier «écriture créative» (2h) est organisé tous les samedis, et cela même pendant les vacances scolaires. Chaque mineur suit donc en total 28 heures de cours par semaine. D'autres ateliers sont organisés périodiquement comme l'atelier «bois» et l'atelier «école de cirque».

Au courant de l'année scolaire 2007-2008, le Service Enseignement et Formation du CPL a, dans le cadre du régime préparatoire et de l'enseignement par modules, décerné des certificats de l'enseignement secondaire technique validés par le Lycée technique Joseph-Bech de Grevenmacher à onze élèves mineurs. Les autres élèves, qui n'étaient pas aptes à recevoir ce type d'enseignement, ont suivi les cours d'enseignement de base.

L'accès à la bibliothèque (environ 10.000 ouvrages en 23 langues) leur est facilité par un catalogue publié annuellement et géré par les gardiens de la section. L'équipe enseignante encourage les mineurs à pratiquer la lecture.

Par ailleurs, il importe de noter que chaque mineur se voit attribuer un tuteur choisi parmi l'équipe enseignante afin d'établir un horaire personnalisé et adapté à ses besoins spécifiques et de lui apporter les réponses personnalisées aux questions relatives à l'organisation scolaire. En outre, deux des enseignants sont responsables de l'ensemble des mineurs, c'est-à-dire ils entretiennent des contacts avec le Centre socioéducatif de Dreiborn ainsi qu'avec les établissements scolaires d'où les élèves sont issus. Finalement, les enseignants assistent tout mineur dans la recherche d'un lycée lorsque le projet prévoit un apprentissage CATP, CITP ou bien CCM à l'extérieur.

i) Une assistante sociale du Service Central d'Assistance Sociale (SCAS) est en charge du volet sociofamilial de chaque mineur placé. Ainsi, elle entre en contact avec les parents du mineur pour (a) recueillir certaines informations nécessaires pour garantir la réintégration familiale et pour (b) enquêter sur la situation socioéconomique de la famille en question. À l'aide d'entretiens, elle essaie de détecter la possibilité d'une éven-

tuelle prise en charge du mineur par ses parents.

L'aspect psychosocial de l'encadrement du mineur placé est assuré soit par le psychologue du SPSE, soit par les psychologues du service thérapeutique «Solidarité Jeunes». En cas de toxicomanie, le service thérapeutique «Solidarité Jeunes» est d'office contacté afin de garantir une prise en charge spécifique du mineur.

Le volet psychiatrique de l'encadrement est garanti par le Service Médico-Psychologique Pénitentiaire (SMPP) (qui constitue une antenne du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique au CPL). Lorsqu'un problème psychiatrique est diagnostiqué, une prise en charge spécifique par l'un des psychiatres est assurée. Ensuite, un éventuel transfert vers la nouvelle section des «Adolescents en difficultés» du CHNP est organisé.

Le volet socioéducatif de l'encadrement des mineurs est assuré par l'éducateur gradué en charge des mineurs en collaboration avec l'équipe des gardiens de la section. Les gardiens affectés à la section réservée aux mineurs sont recrutés d'après des critères de sélection stricts.

L'encadrement quotidien est basé sur l'enseignement au mineur de la nécessité du respect des normes de la société civile (respect des lois, respect du citoyen et de la société, hygiène mentale, hygiène physique).

À remarquer encore que le Gouvernement avait autorisé dans le cadre des engagements nouveaux à opérer pour 2008 le recrutement, dans l'administration pénitentiaire, en dehors d'autre personnel, d'un psychologue, de deux assistants sociaux, de deux éducateurs gradués et d'un éducateur, soit un total de six travailleurs sociaux.

Or, on doit constater que seuls les deux éducateurs gradués ont pu être recrutés à ce jour, aucun candidat ne s'étant intéressé aux autres postes mentionnés.

Question 2684 (9.7.2008) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**instruction formelle pour le personnel communal concernant la consommation d'alcool pendant la pause de midi:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire au sujet d'une instruction formelle interdisant aux fonctionnaires communaux la consommation d'alcool pendant la pause de midi, Monsieur le Ministre déclare qu'il est «indéniable que la consommation d'alcool pendant la pause de midi réduit la capacité de travailler de toute personne et peut même exposer à un risque accru les agents qui assument de façon prépondérante des tâches manuelles».

Partant, je souhaiterais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Par quels moyens un bourgmestre ou un conseil échevinal peut-il, aux yeux de Monsieur le Ministre, contrôler le comportement des fonctionnaires communaux, et plus particulièrement la consommation d'alcool pendant la pause de midi?

Réponse (25.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En réponse à la question parlementaire émargée, je m'empresse d'informer l'honorable Député que le collège des bourgmestre et échevins est chargé, conformément à l'article 57 de la loi communale, de la surveillance des fonctionnaires, employés et ouvriers de la commune.

Il en découle que le collège des bourgmestre et échevins se doit d'appliquer les dispositions prévues à l'article 36, pt. 3 du statut général des fonctionnaires communaux qui stipule que «la commune prend les mesures appropriées pour garantir la sécurité du fonctionnaire et des installations publiques».

Si dès lors un collège des bourgmestre et échevins estime que les travaux qu'un fonctionnaire est appelé à effectuer sont de nature telle que la consommation d'alcool risquerait de porter atteinte à la sécurité du fonctionnaire et que par conséquent il interdit la consommation d'alcool pendant et entre les heures de travail, il ne fait qu'appliquer la législation en vigueur.

Pour ce qui est plus particulièrement du contrôle de cette consommation, je renvoie à l'article 18 du statut général des fonctionnaires communaux qui stipule que «le fonctionnaire doit se soumettre à tout examen médical ordonné dans l'intérêt du personnel ou dans l'intérêt du service», étant entendu que c'est le collège des bourgmestre et échevins qui ordonne cet examen médical à chaque fois que le comportement d'un agent laisse présumer une consommation d'alcool le mettant en conflit avec les devoirs que lui impose le statut général des fonctionnaires en ce qui concerne l'accomplissement de ses fonctions.

Étant donné que la question de l'honorable Député se limite aux seuls fonctionnaires communaux, je me limiterai, en ce qui concerne les autres salariés, à renvoyer aux dispositions du Code du Travail et plus particulièrement aux articles 312 et suivants de ce même code.

Question 2686 (9.7.2008) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **prochaines tranches indiciaires:**

Mam Gesetz vum 27. Juni 2006 (dem sougenannten Tripartite-Gesetz) ass d'automatesch Upassung vun de Léin, Gehälter a Pensiounen un d'Präisentwécklung ofgeschaf an duerch Indexmodulatiounen ersat ginn. Dem genannte Gesetz no, a well de Pëtrolspräis de Moment iwwer 63 Dollar pro Barrel läit, gëtt d'Indextranche, déi den 1. Juli dëst Joer fälleg gouf, eréischt den 1. Mäerz 2009 ausbezuelt. Dat ass dann déi lescht Indextranche, déi dem Gesetz no ausbezuelt muss ginn.

Fir d'Zäit nom 1. Mäerz 2009 gëtt et keng gesetzlech Basis méi.

De President vum OGB-L huet während enger Pressekonferenz den 8. Juli gemengt, datt den 1. Januar 2009 eng Indextranche fälleg kéint ginn.

An dësëm Zesummenhang géif ech gäre vum Här Wirtschaftsminister wëssen:

1) Wéi gesinn de Moment d'Previsioune vum Statec aus, wat d'Erfale vun Indextranchë vun haut u bis den 31. Dezember 2010 ubelaangt?

2) Wëssend, datt d'Entwécklung vun der Inflatioun souwuel vun der Entwécklung vum Pëtrolspräis wéi och vum Cours vum Euro ofhänkt, wéi verlässlech sinn dës Previsiounen?

3) Gëtt et virun dësem Hannergrond eventuell verschidden Zeenarien, wat d'Erfale vun Indextranchen ubelaangt, a wa jo, wéi gesinn déi Zeenarien aus?

Réponse (11.8.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Statec réalise deux types de prévisions de l'inflation, l'une mensuelle, l'autre annuelle. La première est présentée au comité de l'indice des prix à la consommation chaque mois et se base sur trois scénarios concernant le prix du pétrole et le taux de change de l'euro face au dollar. Les prévisions annuelles de l'inflation, à moyen terme, s'appuient sur le modèle macro-économétrique MODUX du Statec. Cet outil permet de tenir compte d'autres facteurs, comme la position cyclique ou l'interaction entre les coûts de production domestiques et l'inflation des prix à la consommation.

D'après les dernières prévisions mensuelles du Statec (clôturées le 7 juillet 2008), la moyenne semestrielle pour l'application de l'échelle mobile des salaires atteindrait le seuil de déclenchement d'une tranche indiciaire au premier semestre de 2009 et au premier semestre de 2010.

Hypothèses

L'élaboration des prévisions d'inflation à court terme se base principalement sur deux hypothèses: l'une concerne le rythme de l'inflation sous-jacente[1], l'autre le prix du pétrole.

[1] L'inflation sous-jacente est une sous-série de l'IPCN qui exclut notamment les prix pétroliers et d'autres prix qui se forment sur les marchés internationaux (prix des pommes de terre, du café, du thé, du cacao, des combustibles solides, de l'énergie thermique et des fleurs de coupe).

Ainsi, l'hypothèse sur l'inflation sous-jacente est une hypothèse technique, c'est-à-dire essentiellement, mais pas exclusivement, un prolongement des tendances passées récentes (+0,21% de hausse mensuelle sur les douze derniers mois).

Comme exposé dans la Note de conjoncture N°2-05, le Statec, suivant en cela la plupart des organisations internationales, adopte un positionnement neutre vis-à-vis du prix du pétrole. L'hypothèse de travail retient ainsi un prix du baril de pétrole fixe sur l'horizon de prévision, basé sur le dernier cours connu au moment de la prévision. Comme il paraît utile d'estimer l'impact d'un niveau de prix du pétrole plus fort ou plus faible, le Statec publie conjointement un scénario bas (baisse des prix pétroliers) et un scénario haut (hausse des prix pétroliers) qui permettent de donner une fourchette pour l'inflation.

Ainsi, pour le scénario central, le prix du baril de pétrole et le taux de change retenus sont ceux observés au mois de juin 2008 (133,72 USD pour le brent et 1,56 USD/EUR). Pour les scénarii bas et haut, l'hypothèse du taux de change restera la même. Pour le scénario bas, l'hypothèse est que le prix du baril baisse au cours des trois prochains mois de 10 USD (donc à 123,72 USD le baril), puis se maintient à ce niveau sur le reste de l'horizon de révision. Le scénario haut mise sur une hausse symétrique de 10 USD (donc à 143,72 USD le baril) sur la même période.

Résultats des prévisions d'inflation

D'après le scénario central, le taux d'inflation atteindrait 3,8% en 2008 et 2,9% en 2009. Pour les deux scénarii alternatifs le taux d'inflation se situerait en 2008 à 3,7% respectivement 3,9% (soit à 0,1 point de % d'écart avec le scénario central), et en 2009 la fourchette irait de 2,7% à 3,1% (soit une différence de 0,2 point de %).

Il paraît dès lors utile de déterminer l'impact d'une dépréciation de l'euro sur le taux d'inflation luxembourgeois. En effet, ces dernières années l'euro s'est continuellement apprécié par rapport au dollar US: de 0,90 USD/EUR en 2001, il est passé à 1,37 USD/EUR en 2007 et à plus de 1,55 USD/EUR sur la mi-2008. Cette évolution a allégé substantiellement la facture pétrolière du côté européen et a contribué à contenir l'inflation. En supposant que le cours de l'euro baisse de 10% sur tout l'horizon de prévision (passe donc à 1,40 USD/EUR), on arrive à un taux d'inflation de 3,9% en 2008 et de 3,1% en 2009, soit +0,1 à +0,2 point de % par année par rapport au scénario central. Actuellement, la tendance est à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar US, jouant symétriquement sur le taux d'inflation (donc à la baisse).

Prévisions des prochains dépassements du seuil de déclenchement d'une tranche indiciaire

D'après ces prévisions d'inflation, la moyenne semestrielle pour l'application de l'échelle mobile des salaires atteindrait la cote d'échéance au premier semestre de 2009 (février selon le scénario haut, mars selon le scénario central et avril selon le scénario bas) et au premier semestre de 2010 (janvier selon le scénario haut, février selon le scénario central et avril selon le scénario bas).

Prévisions d'indexation des salaires et traitements

La dernière cote d'échéance a été dépassée en juin 2008 entraînant une hausse des salaires et traitements de 2,5% au 1er mars 2009, suivant l'application de la loi du 27 juin 2006, adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires.

Un nouveau déclenchement est prévu pour le premier semestre de 2009. Toutefois, la législation actuellement en vigueur précise qu'«aucune autre adaptation déclenchée par le dépassement d'une ou de plusieurs cotes d'échéance supplémentaires ne pourra se faire au cours de la période 2006 à 2009»[2].

[2] Cf. dernier paragraphe de l'article premier de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements (intitulé abrégé).

Tableau: Prévisions d'inflation et prévisions des prochains dépassements du seuil de déclenchement d'une tranche indiciaire sur la période 2008-2010.

	Taux d'inflation			Prochains dépassements du seuil de déclenchement d'une tranche indiciaire		
	2008	2009	2010			
Scénario bas	3.7	2.7	2.7	avril-09	avril-10	2011
Scénario central	3.8	2.9	2.8	mars-09	février -10	2011
Scénario haut	3.9	3.1	3.0	février -09	janvier-10	octobre-10

Source: Statec (prévisions du 7 juillet 2008)

La fiabilité des prévisions mensuelles s'est révélée très satisfaisante au cours de la période écoulée. L'élément le plus volatile étant le cours du pétrole, il va sans dire que celui-ci est reconsidéré chaque mois, permettant ainsi d'ajuster systématiquement les prévisions. Rappelons aussi que les prévisions exposées ci-dessus sont réalisées dans le cadre de la législation actuelle en matière d'application de l'échelle mobile des salaires.

Question 2690 (10.7.2008) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant la **formation en soins infirmiers:**

Depuis de nombreuses années, l'Association Nationale des Infirmiers et Infirmières Luxembourgeois(es) (ANIL) ainsi que d'autres associations des professionnels de la santé s'engagent pour prolonger la formation de base des études en soins infirmiers.

En effet, les trois années de formation actuelle ne comprennent qu'environ 3.500 heures d'enseignement tandis que la Commission européenne estime que 4.600 heures sont nécessaires pour préparer de manière adéquate les futur(e)s infirmiers/infirmières aux exigences de plus en plus complexes de leur profession.

Il a été porté à ma connaissance que récemment la Commission européenne aurait informé le Grand-Duché que la formation actuelle en soins infirmiers ne répond pas aux critères européens.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement peut-il me confirmer une telle communication de la part de la Commission européenne?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conséquences que le Gouvernement entend en tirer?

Réponse (30.7.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1: La Commission des Communautés européennes a adressé en mai 2008 au Gouvernement luxembourgeois un courrier concernant la formation de l'infirmier/ère au Grand-Duché de Luxembourg.

Y est cité l'article 31 de la directive 2005/36/CE concernant la reconnaissance des qualifications professionnelles: La formation d'infirmier responsable de soins généraux comprend au moins trois années d'études ou 4.600 heures d'enseignement théorique et clinique.

Ad 2: Le Gouvernement a informé la Commission qu'étant donné que la formulation «trois années d'études ou 4.600 heures d'enseignement théorique et clinique» marque l'alternative et non pas le cumulatif et que nos élèves suivent bien une formation de trois années, il était d'avis que la formation d'infirmier offerte au Grand-Duché de Luxembourg remplit la condition de durée de formation de la directive 2005/36/CE.

Jusqu'à ce jour le Gouvernement n'a pas reçu de réaction de la part de la Commission à cette prise de position.

Question 2693 (10.7.2008) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**évacuation des boues d'épuration par voie d'incinération:**

En 2006, le tonnage total des boues d'épuration s'élevait à 8.300 t dont 4.300 t ont été mises à disposition de l'agriculture. 2.700 t ont été acheminées vers les centres de compostage du Luxembourg tandis que 800 t furent exportées vers l'Allemagne. Les 500 t restantes furent incinérées également en Allemagne.

Dans le cadre de la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg, il a été décidé que les boues d'épuration seront séchées dans une installation solaire et pourront être utilisées, par exemple, dans l'industrie comme combustible secondaire dans la fabrication du clinker.

Selon nos informations, l'entreprise Intermoselle à Rumelange se propose d'incinérer les boues séchées en provenance de la station d'épuration de Bettembourg. Actuellement, cette entreprise incinère environ 5.000 à 7.000 t de boues par an en provenance d'Anvers. Cette quantité permet d'économiser environ 6.000 t de houille améliorant ainsi le bilan des émissions de gaz à effet de serre vu la neutralité d'émission de ces boues.

Dans ce contexte nous aurions aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environ-

nement et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-il prévu de transférer les boues d'épuration de la station d'épuration de Bettembourg à l'usine Intermoselle à Rumelange pour la production du clinker?

- Dans la négative, pour quelles raisons une telle coopération n'est-elle pas réalisable?

- Quelle est en général la coopération entre le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de l'Environnement au niveau du traitement des eaux usées et des boues d'épuration?

Réponse commune (8.8.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Suivant les informations reçues par le syndicat intercommunal STEP à Bettembourg des négociations sont effectivement en cours avec la société Cimalux S.A. pour transférer des boues d'épuration séchées vers l'usine de clinker à Rumelange pour y être utilisées comme combustible secondaire par substitution d'une partie du charbon.

Cette éventuelle coopération diffère de l'incinération traditionnelle des boues d'épuration comportant un taux de matière sèche compris entre 25 et 30% et par conséquent sans valeur calorifique. La valorisation des boues d'épuration par séchage solaire et coincinération à Rumelange constitue un élément important pour la réduction des émissions de CO_2. En effet, les boues seront séchées à un taux d'environ 70% m.s., ce qui rendra leur combustion favorable pour le bilan énergétique (apport de +/- 8MJ/kg). Du fait qu'il s'agit d'une source d'énergie renouvelable, les émissions de CO_2 sont neutres d'un point de vue émissions de gaz à effet de serre. À ceci s'ajoute la réduction des émissions de CO_2 suite au transport des boues vers une installation de proximité.

La mise en service de l'installation de séchage à Bettembourg est prévue pour le début du deuxième semestre 2009.

En ce qui concerne la coopération entre le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de l'Environnement en matière du traitement des eaux usées et des boues d'épuration, il y a lieu de préciser que le Ministère de l'Intérieur, par l'intermédiaire de l'Administration de la Gestion de l'Eau, est compétent pour le traitement des eaux usées par les stations d'épuration. Dans ce contexte, des contacts ont lieu entre l'Administration de la Gestion de l'Eau et l'Administration de l'Environnement dans le cadre de la constitution des dossiers de demande d'autorisation pour les nouvelles installations d'épuration ou, le cas échéant, pour leurs modifications.

Le Ministère de l'Environnement, par son Administration de l'Environnement a une compétence au niveau des boues d'épuration issues des différentes stations. Ces boues sont considérées comme des déchets au sens de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets et notamment pour la surveillance de la qualité des boues. L'Administration de l'Environnement est donc compétente principalement pour la définition de ses modalités de gestion et le contrôle de leur qualité lorsque les boues sont utilisées comme fertilisants en agriculture. Dans ce dernier domaine, il y a également intervention de l'Administration de la Gestion de l'Eau et du Ministère de l'Agriculture par l'Administration des Services techniques de l'Agriculture notamment en ce qui concerne le contrôle de l'apport en substances azotées et l'établissement de plans d'épandage.

Question 2694 (11.7.2008) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **vitesse maximale autorisée hors agglomération:**

Le Code de la Route dispose que la vitesse maximale autorisée en dehors des agglomérations sur les voies publiques autres que les autoroutes est fixée à 90 km/h En conséquence, la vitesse maximale théorique autorisée sur un chemin rural serait de 90 km/h.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer le fait susmentionné?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire de revoir la réglementation en la matière et le cas échéant fixer une limitation de vitesse sur les chemins ruraux?

Réponse (28.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En effet, l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route, introduit à l'article 139 le principe que «la vitesse maximale autorisée est fixée (…) en dehors des agglomérations sur les voies publiques autres que les autoroutes à 75 km/h pour les autobus et les autocars, les ensembles de véhicules couplés ainsi que pour tous les véhicules routiers dont la masse maximale dépasse 7.500 kg et à 90 km/h pour les autres véhicules».

Comme les caractéristiques des chemins ruraux, telles que le revêtement ou encore le gabarit peuvent varier considérablement, j'estime qu'une révision de la réglementation en la matière n'est pas opportune.

Nonobstant, je me permets d'attirer votre attention sur le fait qu'il est laissé à la discrétion des communes de proposer aux autorités compétentes, pour des raisons de sécurité routière dûment motivées, une limitation de vitesse maximale autorisée autre que 90 km/h.

Question 2696 (14.7.2008) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **tarification des parkings du nouveau terminal de l'Aéroport de Luxembourg:**

De nombreuses personnes s'étonnent et se plaignent, notamment par le biais du courrier du lecteur publié dans la presse nationale, de la nouvelle tarification des parkings du nouveau terminal de l'aéroport.

Le problème découle notamment d'une mauvaise appréciation de la tarification du parking «Kiss & Fly». Sur ce parking, installé en surface et donc «naturellement» utilisé par les clients venant débarquer ou charger des passagers, les tarifs sont particulièrement dissuasifs et ce dès la seconde tranche de 15 minutes (5 euros pour 15 à 30 minutes).

Le problème se pose plus particulièrement pour les personnes venant chercher des personnes arrivant à l'aéroport, par exemple en cas de retard de l'avion. Pour un stationnement entre 1 et 2 heures, le tarif appliqué sur parking «Kiss & Fly» s'élève à 20 euros, à comparer aux 2,5 euros affichés pour un stationnement de 30 à 60 minutes aux parkings souterrains.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que, vu la taille du parking «Kiss & Fly», ce dernier pourrait reprendre - du moins en partie - la fonction de l'ancien parking «courte durée» et cela avec des tarifs moins dissuasifs pour les deux premières heures de stationnement?

2) Dans le cas où Monsieur le Ministre n'envisageait pas de faire baisser les tarifs actuels du parking en surface, est-il d'accord pour modifier et clarifier la signalisation actuelle afin d'éviter aux utilisateurs du parking «Kiss & Fly» de se sentir «piégés» en quittant la zone en question?

Réponse (28.7.2008) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député s'enquiert sur la tarification des parkings à l'Aéroport de Luxembourg.

Avec la mise en exploitation de la nouvelle aérogare le 21 mai 2008 lux-Airport a pris en charge l'exploitation du parking adjacent à la nouvelle aérogare.

Le concept de parking développé par la société lux-Airport distingue entre le parking «Kiss & Fly» aménagé en surface devant le niveau départ de la nouvelle aérogare et les deux parkings souterrains A et B avec une tarification différente du parking «Kiss & Fly» par rapport aux deux parkings souterrains A et B. Ce concept est similaire à celui pratiqué aux aéroports étrangers.

Le parking «Kiss & Fly», comme son nom l'indique d'ailleurs clairement, est destiné à la dépose des passagers à l'Aéroport de Luxembourg. Les tarifs applicables, c'est-à-dire des tarifs élevés après une période de stationnement gratuite, reflètent clairement cette vocation de va-et-vient constant de voitures déposant des passagers à l'aérogare. L'affichage à l'entrée du parking «Kiss & Fly» est sans équivoque à cet égard avec l'indication sur un panneau de taille humaine «Parking C 'Kiss & Fly' Dépose passagers (15 minutes maximum)» conjointement avec les tarifs. Ces tarifs sont ensuite rappelés sur l'automate où le client retire son ticket avant d'entrer dans le parking.

En ce qui concerne la communication, il convient de noter que les tarifs des parkings figurent non seulement dans l'horaire de l'Aéroport de Luxembourg diffusé par lux-Airport et présenté à la presse le 25 mars 2008, mais qu'en plus les agents de lux-Airport ont distribué des tracts renseignant sur les tarifs pratiqués à l'entrée des parkings lors des premières semaines d'ouverture de l'aérogare.

Vu que la signalisation ne saurait donc prêter à confusion, les personnes averties ne devraient pas se sentir «piégées» par la grille tarifaire appliquée pour le parking «Kiss & Fly».

Dans un esprit d'offrir plus de flexibilité à ses clients la société lux-Airport a néanmoins décidé de porter à 30 minutes la durée gratuite d'utilisation du parking «Kiss & Fly» au lieu des 15 minutes actuellement (voir communiqué de presse du 16 juillet 2008). De la sorte les durées d'utilisation gratuite des parkings souterrains et «Kiss & Fly» sont alignées à 30 minutes. Il convient de souligner que lux-Airport recommande dans ce communiqué de presse aux clients qui reprennent un passager à l'Aéroport de Luxembourg d'utiliser les parkings souterrains A et B.

Au vu de la nature spécifique du parking «Kiss & Fly» et du fait que les deux parkings souterrains avec un total de 4.080 places offrent des tarifs attractifs pour le «court terme» et le «long terme» avec l'avantage d'un accès direct et couvert à l'aérogare il n'est pas envisagé de réaffecter le parking «Kiss & Fly» à un usage «court terme» avec des tarifs moins élevés après l'écoulement de la période de stationnement gratuite.

Question 2698 (14.7.2008) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**énergie éolienne:**

Selon le paquet «Énergie-Climat» présenté par la Commission européenne en date du 23 janvier 2008, les énergies renouvelables au Luxembourg devront représenter 11% de la consommation énergétique totale d'ici 2020. En 2007, la part des énergies renouvelables était de 0,9%.

Jusqu'à ce jour, on a érigé 38 centrales éoliennes dans notre pays avec une puissance électrique totale de 35,3 MW. Or, depuis la fin de l'année 2007, deux centrales éoliennes dans la commune de Putscheid avec une puissance installée de 800 kW chacune se trouvent en position d'arrêt ne produisant aucune énergie électrique.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quelles sont les raisons qui expliquent l'arrêt des deux centrales éoliennes?

- Ne devrait-on pas lancer le «repowering» de ces deux centrales éoliennes respectivement les démolir et les remplacer par un type de 2.000 kW?

- Ne devrait-on pas songer à proposer à la Commune de Putscheid de s'investir dans ce projet?

Réponse (14.8.2008) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question de l'honorable Député Marcel Oberweis, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après:

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur ne dispose pas d'informations quant aux raisons de la mise hors service des centrales éoliennes situées dans la commune de Putscheid.

Les décisions sur un «repowering» relèvent de la responsabilité des propriétaires respectivement exploitants des installations respectives.

En ce qui concerne une éventuelle participation de la Commune de Putscheid dans le projet éolien prémentionné, je tiens à préciser qu'il n'appartient pas au Gouvernement d'intervenir, ni auprès d'une entreprise privée, ni auprès d'une autorité communale, pour qu'elle s'investisse dans des projets qui relèvent du domaine privé.

Question 2699 (14.7.2008) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **décompte de la participation des communes aux traitements des enseignants:**

De la circulaire aux administrations communales et aux syndicats de communes relative aux décomptes suivant arrêtés ministériels du 17 mars et du 19 mai 2008 concernant la participation des communes dans les dépenses des traitements payés au personnel enseignant du préscolaire, primaire ainsi que des classes spéciales pour les années 2003 à 2006, il ressort qu'un montant global de 18.529.945 euros est à porter en recette auprès des communes concernées.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons ayant fait qu'un montant aussi considérable comme celui évoqué ci-dessus soit encore à porter en recette auprès de plusieurs communes et de surcroît sur plusieurs exercices budgétaires?

- Monsieur le Ministre est certainement conscient que les avances prestées par les communes auront grevé leur budget pendant plusieurs exercices. Est-ce que Monsieur le Ministre entend faire bénéficier les communes concernées d'une compensation par exemple en augmentant le solde dû des intérêts encourus?

Réponse (25.7.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les deux arrêtés ministériels du 17 mars et du 19 mai 2008 concernant la participation des communes dans les dépenses des traitements payés au personnel enseignant du préscolaire, du primaire ainsi que des classes spéciales pour les années 2003 à 2006 ont été publiés par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Ils ont été préparés sur base et après contrôle des données fournies par le secteur communal. Toutes questions concernant la détermination de la part des communes dans les traitements du personnel enseignant sont donc à adresser directement au Ministère compétent.

En ce qui concerne le rôle du Fonds de dépenses communales, géré par le Ministère de l'Intérieur, il y a lieu de signaler que le gestionnaire du Fonds ne fait qu'appliquer les données et informations dont il dispose pour demander aux communes les avances et pour faire le décompte financier par après lorsque les participations définitives seront connues.

En ce qui concerne la question d'intérêts courus sur le solde dû, il y a lieu de rendre l'honorable Député attentif au fait qu'il n'est pas prévu d'allouer des compensations y relatives sachant évidemment que dans cette hypothèse certaines communes dont les avances n'étaient pas assez élevées et qui se voient obligées de régler encore un solde au profit de l'État devraient se voir facturer des intérêts débiteurs.

Dans la même otique il faut noter que l'État préfinance tous les ans la quote-part des communes dans les traitements du personnel enseignant mois par mois (en 2007: 95 millions euros) et ne demande le remboursement aux communes qu'à la fin de l'exercice budgétaire, c'est-à-dire à la fin du mois de mars de l'année suivante, sans poser la question d'intérêts courus.

Chambre des Députés LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu